Chamberblietchen

2019-2020

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2019-2020

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1	3
CR n°2	Séances n°2, 3	67
CR n°3	Séances n°4, 5	131
CR n°4	Séances n°6, 7	195
CR n°5	Séances n°8	259
CR n°6	Séances n°9, 10	323
CR n°7	Séances n°11, 12	387
CR n°8	Séances n°13, 14, 15	451
CR n°9	Séances n°16	515
CR n°10	Séances n°17, 18, 19	579
CR n°11	Séances n°20	643
CR n°12	Séances n°21, 22, 23	707
CR n°13	Séances n°24, 25, 26	771
CR n°14	Séances n°27, 28, 29	835
CR n°15	Séances n°30, 31, 32	899
CR n°16	Séances n°33, 34, 35	963
CR n°17	Séances n°36, 37, 38	1027
CR n°18	Séances n°39, 40, 41	1091
CR n°19	Séances n°42, 43, 44	1155
CR n°20	Séances n°45, 46, 47, 48	1219
CR n°21	Séances n°49, 50, 51	1283
CR n°22	Séances n°52, 53, 54, 55	1347
CR n°23	Séances n°56, 57, 58	1411
CR n°24	Séances n°59, 60	1475
	Q P	1539

N°01
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 1 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Déclaration sur l'état de la nation du Premier Ministre p. 3
Sommaire de la séance publique n° 1 p. 6
Sommaire des questions parlementaires p. Q1
1re séance Mardi 8 octobre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Présentation du budget pour 2020



(de gauche à droite) M. Yves Cruchten, rapporteur du projet de budget, M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, a déposé le projet de loi n° 7500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 le 14 octobre 2019 à la Chambre des Députés. Au cours de la cérémonie traditionnelle, il a remis le projet de budget sous forme de carte avec code QR à M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur désigné du projet de loi le plus important de l'année.

Un déficit de 640 millions et l'équilibre pour 2023

Dans sa présentation, le Ministre des Finances a dévoilé aux députés membres de l'ensemble des commissions parlementaires les orientations budgétaires du Gouvernement pour l'année 2020.

Selon les prévisions et suivant la méthode de calcul européenne (SEC), le solde de l'Administration publique (c'est-à-dire de l'Administration centrale, locale et de la sécurité sociale) s'établit pour l'année 2020 à 757 millions d'euros, soit à 1 % du PIB. Une progression de ce surplus est prévue tout au long de la période 2020-2023 jusqu'à 1,5 milliard d'euros en 2023. Dans les détails, l'Administration centrale devrait afficher un déficit de moins 640 millions d'euros. Le solde devient négatif en 2020 sous l'effet de différents facteurs comme notamment la comptabilisation de l'avion militaire A400M, des dépenses d'investissements records à hauteur de 2,8 milliards d'euros, une politique de recrutement intense du Gouvernement (la création de 1.830 postes) et un rythme moins soutenu au niveau des recettes. Le Gouvernement prévoit un budget en équilibre à la fin de la législature (« schwaarz Null »).

En 2020 les dépenses de l'Administration centrale s'élèvent à 20,9 milliards d'euros, soit une hausse de 6,5 % par rapport à l'année 2019. 47 % des dépenses sont dédiées aux prestations sociales et transferts de revenus, 23 % aux rémunérations et 14 % aux investissements publics. Les recettes de leur côté se chiffrent à 20,3 milliards d'euros, ce qui correspond à une hausse de 3,7 %. Elles se composent pour 48 % d'impôts directs et pour 37 % d'impôts indirects. L'Administration locale devrait afficher un solde de 341 millions d'euros alors que la sécurité sociale affiche un solde de 1,056 milliard d'euros.

Dans la comptabilité nationale, le déficit de l'Administration centrale se chiffre à 682 millions d'euros, les recettes s'élevant à 17,9 milliards d'euros et les dépenses à 18,6 milliards d'euros. Cette méthode de calcul correspond aux chiffres sur lesquels les députés devront s'exprimer lors du vote du budget.

La dette publique passe sous la barre des 20 % du PIB

Le Ministre des Finances a chiffré la dette publique actuelle à 12,4 milliards d'euros. En 2020, la dette devrait se chiffrer à 12,8 milliards d'euros, ce qui correspond à 19,8 % du PIB. Selon le ministre, la dette passe ainsi pour la première fois depuis 2011 sous la barre des 20 % du PIB. Elle restera donc nettement en dessous du seuil de 30 % du PIB prévu dans l'accord de coalition, voire du seuil de 60 % prévu par les textes européens.

Un nouveau fonds flexible pour les périodes difficiles

Le Ministre des Finances a annoncé la création d'un nouveau fonds alimenté par les excédents budgétaires et qui servira de réserves pour des années budgétaires moins favorables.

Il s'agit du Fonds de rééquilibrage budgétaire qui remplacera le Fonds de crise et ses réserves pourront être utilisées de manière flexible. Il faut distinguer ce nouveau fonds du Fonds souverain, alimenté actuellement à hauteur de 317 millions d'euros. Cette somme est bloquée et servira aux générations futures.

Brexit : le Luxembourg « est préparé »

Dans sa présentation, M. Pierre Gramegna a élucidé l'influence du contexte international sur le budget du Grand-Duché. Le Brexit figure ainsi parmi les plus grands risques, mais le Luxembourg « est préparé au pire des scénarios », a expliqué le Ministre des Finances.

D'autres risques sont la guerre commerciale, une éventuelle récession aux États-Unis ainsi que l'évolution de l'environnement fiscal. Comme le Luxembourg désire se positionner parmi les précurseurs en matière de transparence fiscale, le Gouvernement a décidé d'annuler automatiquement tous les rulings fiscaux datant d'avant 2015, sachant que les critères sont plus stricts depuis 2014.

Climat et investissements prévus par le Gouvernement

Le Ministre des Finances a placé sa présentation sous le signe du climat. Il a détaillé différentes mesures ainsi que des investissements prévus par le Gouvernement :

- Le transport public deviendra gratuit au 1er mars 2020, ce qui engendre un coût de 30 millions d'euros en 2020 (41 millions d'euros pour les années d'après).

- Les investissements dans le tram se chiffreront à 54 millions d'euros pour 2020, ceux dans les extensions des gares de Luxembourg et Ettelbruck à 251 millions d'euros et les dépenses pour les infrastructures ferroviaires et routières à 981 millions d'euros.

- Un engagement exceptionnel à hauteur de 200 millions d'euros est prévu pour soutenir des projets en faveur du climat dans le monde entier.

- L'État contractera un emprunt d'un milliard d'euros en 2020 pour investir dans les domaines du climat, de l'environnement et du social.

La réforme fiscale annoncée par le Gouvernement ne trouvera pas d'impact dans le budget de 2020 étant donné que les travaux sont à un stade préparatoire. Bon nombre de ministères verront leurs dotations augmenter pour favoriser des projets climatiques, mais également en faveur de l'inclusion sociale, du logement, du développement digital, de la santé et de la diversification économique.

Le tour du budget en commission parlementaire

Les députés examineront les détails du projet de budget 2020 dans les semaines prochaines. Les échanges de vues avec les différentes administrations et les représentants des secteurs concernés se poursuivront tout au long de l'automne. Toutes les commissions parlementaires se pencheront également en détail sur le budget des domaines les concernant. Un vote en séance plénière aura lieu avant les vacances de Noël, l'entrée en vigueur étant prévue pour le 1er janvier 2020.

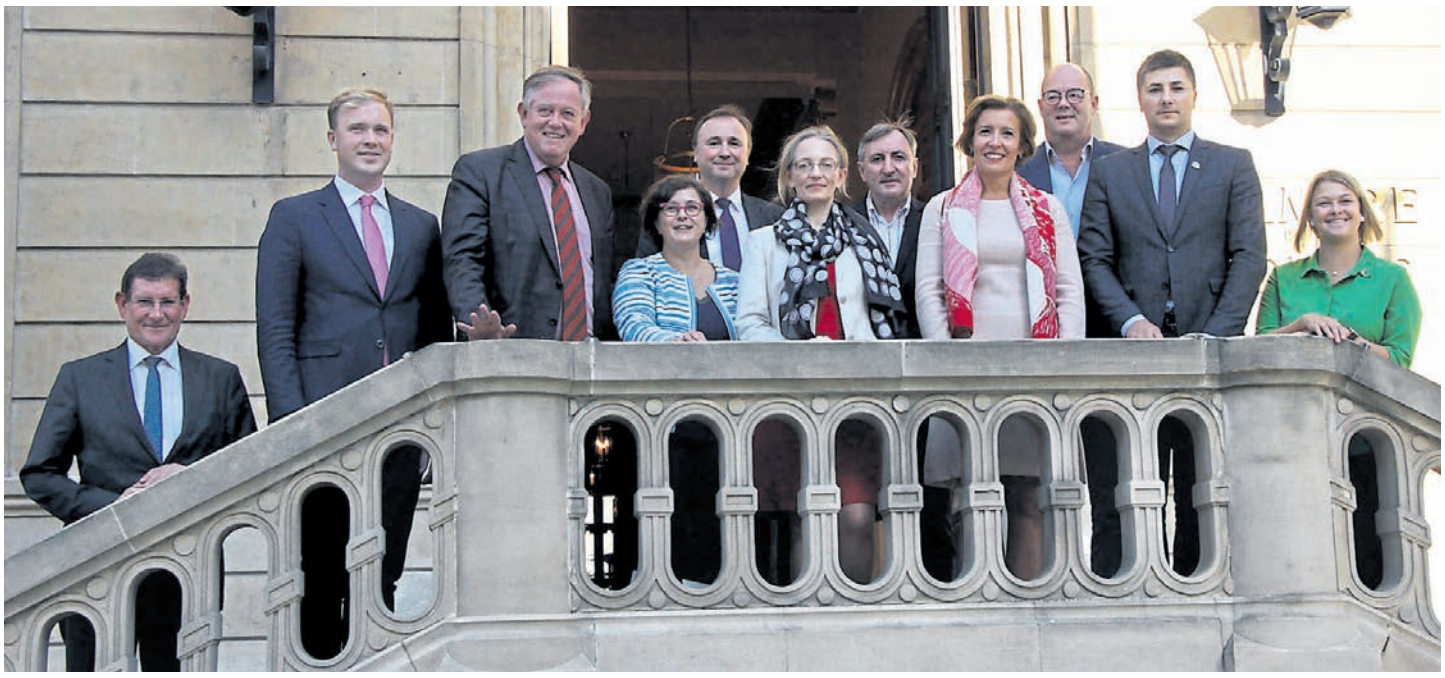
Belsch Kinnekskoppel op Statsvisitt



© SIP Jean-Christophe Verhaegen

Am Kader vun hirer Statsvisitt gouf de Chamberspresident Fernand Etgen vum Kinnek an der Kinnigin vun de Belsch am Palais empfaangen.

Besuch aus dem lettesche Parlament



D'Deputéiert vun der Budgetskontrollkommissioun vun der Chamber haten eng Entrevue mat hiren Homologe vum lettesche Parlament, der „Saeima". Rieds goung ënner anerem iwwer Gemeinsamkeeten an Ënnerscheeder, wat de Fonctionnement vu béide Kommissiounen ugeet.

Visite d'un « ami du Luxembourg »

« Un ami du Luxembourg », c'est avec ces mots que le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel, a reçu le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, M. Aleš Chmelař, le 15 octobre 2019. M. Angel a souligné les liens historiques forts entre les deux pays ainsi que leurs bonnes relations bilatérales. Un constat partagé par le Vice-Ministre des Affaires étrangères tchèque, qui a souligné que le Luxembourg et la République tchèque ont beaucoup de similitudes dues au fait d'être deux petits pays au centre de l'Europe.

Réactions à l'offensive turque en Syrie

Au cours des discussions avec les députés, le Vice-Ministre a déclaré que le Gouvernement tchèque déplore fortement l'offensive turque contre les Kurdes sur le territoire syrien. Il a informé ses interlocuteurs que la République tchèque a suspendu avec effet immédiat ses livraisons de matériel militaire à la Turquie en signe de solidarité. Réunis à Luxembourg, les Ministres des Affaires étrangères de l'UE ont également condamné l'intervention turque.

Les dix ans du « Partenariat oriental »

Les députés luxembourgeois se sont renseignés auprès du Vice-Ministre sur le « Partenariat oriental » qui fête cette année ses dix ans d'existence. Selon M. Aleš Chmelař, la « politique de voisinage de l'Union européenne » a été très efficace au cours des cinq premières années après sa mise en place. Par contre, il constate une certaine stagnation ces dernières années. En 2022, la République tchèque assurera la présidence de cette dimension spécifique de la politique européenne de voisinage. L'objectif sera de se concentrer sur des points qui unissent tous les pays membres de ce partenariat et de proposer un agenda avec des points de coopération concrets tels que l'extension du programme Erasmus ou encore une initiative pour un « roaming international ».

Climat : quelle ambition au niveau européen ?

Une autre thématique soulevée lors de l'échange de vues était le dérèglement climatique. Concernant l'objectif d'une neutralité carbone d'ici 2050, le Vice-Ministre tchèque a expliqué que pour son pays cet objectif serait très difficile à atteindre, étant donné que l'économie du pays est basée sur une « économie lourde » avec des mines de charbon encore très actives. En effet, en juin dernier, plusieurs pays membres de l'Union européenne, dont la République tchèque, s'étaient opposés à un accroissement de l'ambition européenne en matière de lutte contre le réchauffement climatique. L'unanimité des 28 est requise pour que la neutralité carbone à échéance 2050 soit reconnue comme un engagement de l'UE. M. Aleš Chmelař reste positif : selon lui son pays pourrait rejoindre ces discussions avant la fin de l'année.

Le groupe de Visegrád : un autre Benelux ?

Finalement, les députés luxembourgeois se sont également renseignés sur une éventuelle institutionnalisation du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). Le Vice-Ministre tchèque a fait savoir que trois des quatre pays membres sont opposés à une « institutionnalisation » de ce groupe informel des quatre pays d'Europe centrale, puisque le mode de fonctionnement de ce groupe prévoit de se réunir uniquement lorsqu'il y a nécessité de coopérer dans des domaines précis. « Le but n'est pas de créer une sorte d'institution comme le Benelux », a-t-il expliqué aux députés.



Échange de vues des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes avec le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, M. Aleš Chmelař (2e de droite)

D'autres visites à suivre

Cet échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile s'est inscrit dans le cadre de la réunion du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg. Le Premier Ministre tchèque ainsi que le Président du Parlement tchèque seront également en visite au Grand-Duché avant la fin de cette année.

Satellites et développement durable



Chercheurs, parlementaires et spécialistes réunis

Depuis 2013, le nombre de lancements de satellites a explosé. Cette augmentation importante ouvre un champ de possibilités inédites de par l'immense volume de données que nous pouvons désormais recueillir et exploiter.

L'espace peut nous apporter des informations précieuses pour bien gérer nos ressources sur terre et ainsi favoriser le développement durable. C'est le postulat de la conférence « Science meets parliament » qui s'est tenue le 4 octobre 2019 à la Chambre des Députés. Le principe de cet événement est de réunir chercheurs, parlementaires et spécialistes afin de faire le point sur les opportunités qu'offrent les technologies spatiales et les données scientifiques que celles-ci permettent de produire, pour informer les décisions politiques en matière de développement durable.

Le Luxembourg, précurseur du secteur spatial

Le Luxembourg souhaite continuer à s'engager dans le domaine spatial pour diversifier son économie. Ce développement comprend la gestion des opérations en orbite, mais également les activités au sol, dont la construction des satellites, le suivi des missions ainsi que les infrastructures et le savoir-faire pour la collecte et l'exploitation des données recueillies. À cette fin, des collaborateurs qualifiés doivent être recrutés et formés. Un ensemble de défis donc, dans un domaine où le Luxembourg se veut précurseur, notamment au niveau de la législation. Le pays s'est en effet doté, en 2017, d'une loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace. Un projet de loi sur les activités spatiales est également en cours d'élaboration.

Zwou nei Deputéiert goufe vereedegt



Untrëttsried vun der Madamm Chantal Gary (déi gréng), déi als 17. weiblech Vertriederin am Parlament den 23. Oktober 2019 vereedegt gouf. Si ass d'Nofolgerin am Wahlbezierk Osten vum Här Henri Kox, deen neie Wunnengsbauminister an delegéierte Minister fir Verdeedegung a fir bannenzeg Sécherheet ginn ass.



D'Madamm Semiray Ahmedova (déi gréng) huet wärend der éischter ëffentlecher Sëtzung vun der neier Chambersessioun 2019/2020 den Eed op d'Verfassung ofgeluecht. Si ersetzt den Här Roberto Traversini aus dem Wahlbezierk Süden an ass déi nei Presidentin vun der Logements-kommissioun.



Visite des nouveaux locaux de la CSSF

Le 20 septembre 2019, les membres de la Commission des Finances et du Budget se sont rendus dans les nouveaux locaux de la CSSF.

La direction de la CSSF leur a présenté ses missions, son budget, son fonctionnement, ses organes, ses effectifs, les entités qu'elle surveille ainsi que les défis auxquels elle doit faire face.

La présentation a été suivie d'un échange de vues diversifié portant entre autres sur l'avenir de la place financière et les effets du Brexit.

Les membres de la Commission des Finances et du Budget reçus par les représentants de la CSSF.

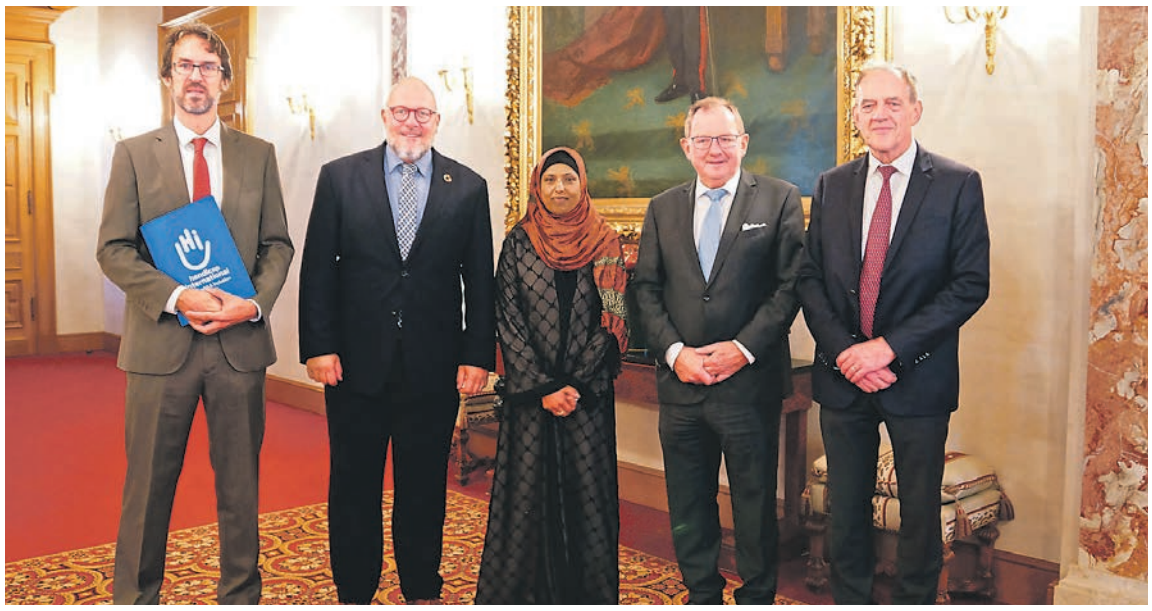
« Le peuple yéménite souffre »

« Le peuple yéménite souffre », c'est le constat fait par la psychologue yéménite Suad Al-Qadri à l'adresse du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel. À l'occasion de la « pyramide de chaussures » organisée annuellement par Handicap International, M. Etgen a eu l'occasion de s'entretenir avec Mme Suad Al-Qadri, chargée du projet de soutien psychosocial au Yémen.

La psychologue a expliqué le quotidien terrible des civils frappés par la guerre civile au Yémen. « Depuis cinq ans, cette guerre a fait des milliers de morts et de blessés et la situation humanitaire y est catastrophique », a-t-elle également déploré. Pour l'instant, les bombardements ne sont plus aussi fréquents, mais la vie est toujours difficile : pas d'accès à l'électricité ou à l'eau, les écoles sont fermées et les services publics sont paralysés. Le travail de Mme Suad Al-Qadri consiste à proposer une aide psychologique aux blessés amputés, mais la pénurie de médicaments et le coût élevé des prothèses rendent ce travail très difficile.

Le Président du conseil d'administration de Handicap International Luxembourg, M. Pierre Delandmeter, a également demandé le soutien luxembourgeois au sujet de la déclaration politique visant à mettre fin aux dommages causés par l'utilisation des armes explosives, une question figurant à l'ordre du jour de la Conférence internationale « Protecting Civilians in Urban Warfare » à Vienne.

La « pyramide de chaussures » est organisée chaque année par Handicap International pour dénoncer le bombardement de milliers de civils innocents à travers le monde.



Mme Suad Al-Qadri et les responsables de Handicap International reçus à la Chambre.

Le Président visite le « Eeschwëller Haus Edith Stein »



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, s'est rendu à Eschweiler pour visiter le « Eeschwëller Haus Edith Stein », une des structures d'accueil pour femmes en détresse de la Fondation Maison de la Porte Ouverte (FMPO).

Accueilli par le Président et la directrice générale de la FMPO, M. Maurice Bauer et Mme Myriam Mersch-Zimmer, le Président de la Chambre des Députés a reçu des explications sur la fondation, mais également sur le fonctionnement des différentes structures. Les responsables de l'« Eeschwëller Haus Edith Stein », Mmes Joëlle Graff et Nicole Steinfort, ont pu illustrer le travail et l'engagement des collaborateurs par des exemples concrets.

Fondée en 1971 à l'initiative du doyen Jean Heinisch sous le statut d'une ASBL, la Fondation Maison de la Porte Ouverte est aujourd'hui gestionnaire de dix centres d'accueil jour et nuit, d'un centre d'accueil orthopédagogique de jour, de deux services d'assistance en famille, de deux centres de consultation et d'un service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains.

Plus de 120 salariés s'engagent avec dévouement chaque jour pour les enfants, les adolescents, les jeunes mamans, les femmes et les hommes en détresse psychosociale. En 2018, 629 enfants, femmes et hommes ont été soutenus par la FMPO, dont 115 mineurs et jeunes adultes.

M. Fernand Etgen a loué l'engagement des collaborateurs de la Maison de la Porte Ouverte qui s'engagent chaque jour pour aider et prendre en charge des personnes en situation de détresse.

Avec beaucoup de sensibilité et de doigté ils doivent s'adapter à la réalité du terrain.

Les collaborateurs des différents services développent des concepts et projets innovateurs pour trouver la meilleure solution aux défis qui émergent au milieu de la société.

Selon le Président de la Chambre des Députés, le nom de la Fondation est tout un programme : Maison de la Porte Ouverte.

Le Président de la Chambre a été accueilli au « Eeschwëller Haus Edith Stein ».

Projets d'aide humanitaire au Laos

Dans le cadre de la visite de travail de Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire Paulette Lenert, les trois membres de la délégation de la Chambre des Députés, Mme Lydia Mutsch (LSAP), M. Gusty Graas (DP) et M. Sven Clement (Piraten), ont eu un échange avec la Présidente de l'Assemblée nationale du Laos, Mme Pany Yathotou, ancien Gouverneur de la Banque centrale du Laos. L'échange a principalement porté sur les projets d'aide humanitaire du Luxembourg au Laos, le rôle des parlementaires dans la mise en place et le contrôle de l'État de droit et la participation citoyenne au processus démocratique et législatif.



Une délégation parlementaire accueillie par la Présidente de l'Assemblée nationale du Laos, Mme Pany Yathotou.

Le Conseil de l'Europe souffle ses 70 bougies



(de gauche à droite) M. Marc Spautz, Mme Lydia Mutsch et M. Gusty Graas

« Les droits de l'homme, au fond, sont un combat toujours inachevé, […] nous ne pouvons en être que […] „le fantassin" et non pas seulement le sourcilleux gardien. »

Par ces mots le Président de la République française, M. Emmanuel Macron, a mis en garde contre un éventuel affaiblissement de la lutte pour la promotion des droits de l'homme. Dans son allocution devant l'Assemblée, le Président de la République a rendu hommage aux « 70 ans de luttes et de conquêtes qui sont le trésor du Conseil de l'Europe », en remémorant le respect des droits fondamentaux, la démocratie et l'État de droit en Europe, l'éradication presque totale de la peine de mort sur le continent européen, le recul de la torture ou la naissance de la Convention européenne des droits de l'homme en tant que principaux succès auxquels a contribué l'organisation.

En marge de cette session d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, une cérémonie commémorative en présence de plusieurs personnalités, dont le Président Emmanuel Macron, a été organisée à l'Opéra de Strasbourg pour célébrer le 70e anniversaire du Conseil de l'Europe. À cette occasion, il fut rappelé que cette organisation paneuropéenne créée par le traité de Londres, signé le 5 mai 1949 par dix pays, dont le Luxembourg, regroupe aujourd'hui 47 États membres représentant 830 millions d'habitants et s'occupe principalement de la promotion de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'homme.

Lors de cette session d'automne, l'Assemblée a tenu un débat d'urgence sur le thème « Sauver des vies en Méditerranée : le besoin d'une réponse rapide » et un débat d'actualité sur la « Violation des droits démocratiques et répression des manifestations pacifiques en Fédération de Russie dans le contexte des élections au Conseil de la Ville de Moscou ».

L'Assemblée s'est penchée notamment sur la protection des lanceurs d'alerte, sur des normes communes pour les institutions du médiateur, sur la protection des victimes du terrorisme ainsi que sur la conservation du patrimoine culturel juif.

Elle a abordé également des rapports sur les réfugiés climatiques et l'émigration de travail en Europe de l'Est ainsi que sur les violences obstétricales et gynécologiques.

Mme Françoise Hetto-Gaasch est intervenue dans le débat y relatif et a souligné que ce phénomène reste très peu connu et qu'il faut le mettre plus en évidence lors des journées de sensibilisation.

Afin de minimiser ces violences, qu'il s'agisse d'actes non appropriés et non consentis, de traitements abusifs ou de refus de médicaments, et de stopper les excès de pratiques de césariennes, la députée réclame un code de déontologie pour le personnel médical, un encadrement de qualité, un environnement accueillant, une prise en charge optimale et bienveillante par du personnel sensible et bien formé de même qu'une salle d'accueil pour la prise en charge des femmes qui ont réclamé suite à des violences subies.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, président de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydia Mutsch, vice-présidente, M. Claude Wiseler, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marc Spautz.

Rencontre avec le corps diplomatique

La 10e édition de la rencontre amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg a débuté au Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA). Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, avait invité les diplomates à une visite de l'exposition consacrée au 100e anniversaire de l'introduction du suffrage universel.

Le groupe a été accueilli par M. Michel Polfer, directeur du MNHA. Par la suite, Mme Renée Wagener et M. Régis Moes ont donné des explications sur la genèse et l'évolution du droit de vote universel. Les diplomates et les membres de la Chambre des Députés se sont ensuite rendus à Clausen afin de découvrir les vestiges du château érigé par le comte Pierre-Ernest de Mansfeld et la reconstitution virtuelle de ce palais réalisée par l'association des amis du château de Mansfeld.

« Le Luxembourg est un partenaire fiable. Dans des périodes où des murs sont construits en de nombreux endroits, le Luxembourg bâtit des ponts entre différents pays et différentes cultures, prône l'ouverture des frontières et représente une société unie dans la diversité de nombreuses nationalités. »

C'est avec ces mots que le Président de la Chambre a clôturé la rencontre.

Il était accompagné par M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Gast Gibéryen, membre de la Conférence des Présidents, ainsi que M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. La direction de l'administration parlementaire a également assisté à la rencontre.



Le corps diplomatique a découvert l'exposition #wielewatmirsinn au Musée National d'Histoire et d'Art.

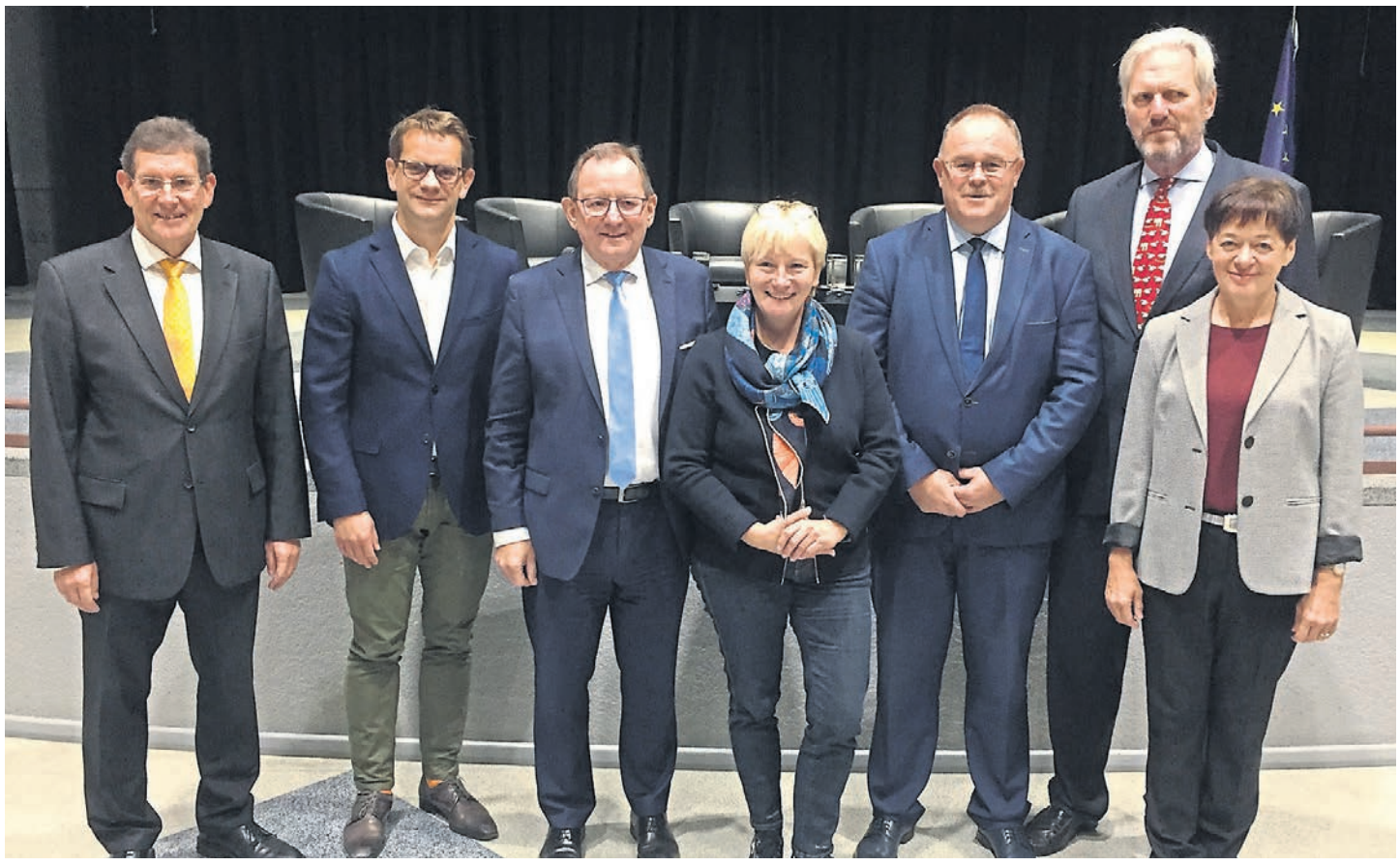
Présidence du Parlement Benelux: agriculture biologique

Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux, les parlementaires des trois pays (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) étaient réunis au Château de Bettembourg pour une conférence au sujet de l'agriculture biologique : « Le bio : vers une agriculture durable dans le Benelux ? »

Le Ministre de l'Agriculture luxembourgeois, M. Romain Schneider, a présenté le futur plan d'action national de la promotion de l'agriculture biologique. Ensuite, les parlementaires ont discuté des défis de la transition vers l'agriculture biologique ainsi que de l'innovation et de la recherche en matière d'agriculture biologique.

Depuis le 1er janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député Gusty Graas en est le Président pour une durée de deux ans. À côté de l'agriculture biologique, la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux met l'accent aussi sur la mobilité des travailleurs et l'échange de données sur les effets transfrontaliers de réformes fiscales ou encore la traite des êtres humains et les technologies innovantes pour lutter contre celle-ci.

La prochaine séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux aura lieu les 6 et 7 décembre 2019 à la Chambre des Députés. Le fil conducteur de cette troisième séance plénière sous présidence luxembourgeoise sera la digitalisation.



(de gauche à droite) M. Gusty Graas, Président du Parlement Benelux, M. Laurent Zeimet, Bourgmestre de la commune de Bettembourg, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Vice-Présidente du Parlement Benelux, M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, S. E. M. Han-Maurits Schaapveld, ambassadeur des Pays-Bas et Mme Josée Lorsché, Membre du Parlement Benelux et échevine de la commune de Bettembourg

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dit « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux. Elle se compose de 49 députés : 21 membres du Parlement fédéral belge et des parlements des communautés et des régions, 21 membres du Parlement néerlandais (États généraux) et 7 parlementaires luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays dans leur langue originale : Belgique ou België ou Belgien, Nederland et Luxembourg. Les membres de la délégation luxembourgeoise sont : M. Marc Angel, président, Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché et M. Gilles Roth.

Débat interparlementaire sur le semestre européen 2019



M. Claude Wiseler a participé au débat interparlementaire.

Le 24 septembre 2019, répétant l'exercice des années précédentes, la Commission des Affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement européen (PE) a invité les parlements nationaux à s'exprimer sur le projet de rapport du PE sur le semestre européen 2019. Onze chambres, issues de sept États membres, ont participé à cette réunion organisée à Bruxelles. La Chambre des Députés était représentée par M. Claude Wiseler en sa qualité de membre de la Commission des Finances et du Budget.

À cette occasion, députés européens et nationaux ont pu débattre de l'évaluation du semestre européen 2019 ainsi que des priorités pour l'examen annuel de la croissance 2020 qui serviront de base au semestre européen suivant. Les députés nationaux ont saisi l'opportunité pour commenter les recommandations adressées à leur pays d'origine, recommandations qui avaient été adoptées par le Conseil en juillet.

M. Claude Wiseler a salué les recommandations formulées à l'adresse du Luxembourg, plus particulièrement celles concernant la question de la durabilité à long terme du système de retraite luxembourgeois et la croissance économique du pays.

Pour le député luxembourgeois, ce ne sont pas les indicateurs de croissance et d'endettement actuels qui doivent inquiéter, mais les développements futurs que l'on peut anticiper si on ne change pas de cap : un système de retraite qui risque d'épuiser ses réserves légales au milieu des années 2030 et une croissance économique étroitement liée à la croissance démographique du pays, qui engendre toute une série de problèmes, entre autres, en termes de logement et de transports publics. Cette situation crée des besoins d'investissement énormes.

Et si le Gouvernement luxembourgeois a déployé de grands efforts à cet égard, la problématique relève, selon M. Wiseler, moins d'un besoin d'investissement que de la mise en œuvre des recommandations de la Commission.

18e Session d'automne de l'APOSCE à Marrakech

La région méditerranéenne dans le collimateur

Pour la première fois, une session statutaire de l'Association parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) a eu lieu sur le continent africain. En tant que pays partenaire, le Maroc a organisé la 18e Session d'automne de l'APOSCE du 4 au 6 octobre 2019 à Marrakech. Plus de 200 parlementaires d'une cinquantaine de pays y ont participé.

Particulièrement touchée par la transition climatique, la région de la Méditerranée est confrontée à de nombreux problèmes. Les flux migratoires, les défis économiques, la recherche de la sécurité, la lutte antiterroriste, la recherche du bien-être social et les perspectives pour les jeunes sont les domaines qui nécessitent une attention accrue, aujourd'hui et dans les prochaines années. « Pour faire face à tous ces défis, il importe de renforcer les partenariats internationaux », a souligné, parmi d'autres orateurs, le Président de l'Union parlementaire africaine, M. Alassane Bala Sakande.

Pendant trois jours, les parlementaires ont discuté sur les différents aspects de la coopération méditerranéenne. 60 % de la population de cette région ont moins de 30 ans.

Plusieurs orateurs ont évoqué la nécessité de lutter contre la pauvreté et de donner une perspective aux jeunes. Renforcer l'État de droit et le respect des droits humains sont d'autres exigences évoquées par les participants.



(de gauche à droite) M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, président de la délégation, M. Dan Biancalana et M. Emile Eicher

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (23 octobre 2019)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wiseler Claude
	déi gréng	Bernard Djuna
Membres	LSAP	Bodry Alex
	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Hansen Martine
	ADR (groupe technique)	Gibéryen Gast
	CSV	Mosar Laurent
	DP	Polfer Lydie
	LSAP	Angel Marc
	CSV	Spautz Marc
	DP	Beissel Simone
Membres suppléants permanents	CSV	Gloden Léon
	DP	Berger Eugène
	LSAP	Engel Georges
	déi gréng	Benoy François
	Piraten (groupe technique)	Clement Sven
Secrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV	Hansen Martine
	DP	Berger Eugène
	LSAP	Bodry Alex
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR (groupe technique)	Gibéryen Gast

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	LSAP	Burton Tess
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Engelen Jeff

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Présidente	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Bodry Alex
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Pétitions

Présidente	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal, Hansen Marc
	LSAP	Bodry Alex, Mutsch Lydia
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Schank Marco
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Gibéryen Gast

Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Bodry Alex
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Lorsché Josée
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Berger Eugène
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Graas Gusty, Polfer Lydie
	déi gréng	Bernard Djuna, Empain Stéphanie
	LSAP	Burton Tess *(pour le volet Coopération)*, Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia *(sauf pour le volet Coopération)*
	CSV	Galles Paul *(pour les volets Coopération, Immigration et Asile)*, Halsdorf Jean-Marie *(pour le volet Affaires étrangères et européennes)*, Mosar Laurent, Reding Viviane, Spautz Marc
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie *(pour le volet Affaires intérieures)*
	CSV	Wolter Michel
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hahn Max
	déi gréng	Benoy François, Gary Chantal *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hansen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	LSAP	Angel Marc *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Bodry Alex *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Haagen Claude *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Mutsch Lydia *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Eicher Emile *(pour le volet Affaires intérieures)*, Hetto-Gaasch Françoise *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Kaes Aly, Mischo Georges *(pour le volet Affaires intérieures)*, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Présidente	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déi gréng	Benoy François
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Bodry Alex, Haagen Claude
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie
	déi Lénk	Wagner David *(sauf pour le volet Protection des animaux)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Protection des animaux)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Présidente	DP	Elvinger Joëlle
Vice-Président	CSV	Eischen Félix
Membres	DP	Bauler André *(pour le volet Tourisme)*, Beissel Simone *(pour le volet Classes moyennes)*, Hahn Max *(pour le volet Tourisme)*, Hartmann Carole *(pour le volet Classes moyennes)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Empain Stéphanie, Gary Chantal
	LSAP	Angel Marc, Burton Tess
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Roth Gilles, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Classes moyennes)*, Goergen Marc *(pour le volet Tourisme)*
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Présidente	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Haagen Claude
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène, Colabianchi Frank
	déi gréng	Ahmedova Semiray
	LSAP	Bodry Alex, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Présidente	déi gréng	Bernard Djuna
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Modert Octavie
Membres	DP	Bauler André, Berger Eugène, Polfer Lydie
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François *(pour le volet Patrimoine)*, Lorsché Josée *(sauf pour le volet Patrimoine)*
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Mischo Georges, Reding Viviane, Spautz Marc, Wiseler Claude
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidentes	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Reding Viviane
Membres	DP	Berger Eugène, Hartmann Carole
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Hansen Marc
	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Arendt Guy *(pour le volet Économie)*, Beissel Simone, Graas Gusty *(pour le volet Protection des consommateurs)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Margue Charles

	LSAP	Angel Marc *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*, Burton Tess *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Haagen Claude *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Mutsch Lydia *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Mosar Laurent, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidentes	déi gréng	Bernard Djuna
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Colabianchi Frank, Hartmann Carole *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*
	déi gréng	Hansen Marc *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Lorsché Josée *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges, Fayot Franz
	CSV	Adehm Diane *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Galles Paul, Hetto-Gaasch Françoise *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Mischo Georges *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Modert Octavie *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Wiseler Claude
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déi gréng	Benoy François
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Schank Marco
Membres	DP	Berger Eugène *(pour les volets Environnement et Climat)*, Elvinger Joëlle *(pour les volets Énergie et Aménagement du territoire)*, Graas Gusty
	déi gréng	Ahmedova Semiray *(pour le volet Énergie et Aménagement du territoire)*, Back Carlo, Empain Stéphanie *(pour le volet Environnement et Climat)*
	LSAP	Engel Georges, Fayot Franz
	CSV	Eischen Félix *(pour les volets Énergie et Aménagement du territoire)*, Galles Paul *(pour les volets Environnement et Climat)*, Hansen Martine, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Gibéryen Gast *(pour le volet Aménagement du territoire)*, Kartheiser Fernand *(sauf pour le volet Aménagement du territoire)*

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Angel Marc *(pour le volet Intégration)*, Di Bartolomeo Mars *(sauf pour le volet Intégration)*
	CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schank Marco, Wilmes Serge
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Benoy François, Lorsché Josée
	LSAP	Cruchten Yves, Fayot Franz
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Gibéryen Gast *(sauf pour le volet Place financière)*, Reding Roy *(pour le volet Place financière)*

Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidentes	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Adehm Diane
Membres	DP	Berger Eugène, Colabianchi Frank
	déi gréng	Back Carlo, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Mischo Georges, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée, Margue Charles
	LSAP	Angel Marc, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Polfer Lydie
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Biancalana Dan *(pour le volet Droit pénal)*, Fayot Franz *(sauf pour le volet Droit pénal)*
	CSV	Adehm Diane *(pour les dossiers nationaux)*, Gloden Léon, Modert Octavie, Mosar Laurent, Reding Viviane *(pour les dossiers européens)*
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Présidente	déi gréng	Ahmedova Semiray
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Hansen Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Fayot Franz
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hetto-Gaasch Françoise, Wilmes Serge
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Reding Roy

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	déi gréng	Back Carlo
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Wilmes Serge
Membres	DP	Baum Gilles, Colabianchi Frank
	déi gréng	Gary Chantal, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Schank Marco
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Berger Eugène *(pour le volet Sports)*, Graas Gusty *(pour le volet Santé)*, Hartmann Carole
	déi gréng	Gary Chantal *(pour le volet Sports)*, Hansen Marc *(pour le volet Santé)*
	LSAP	Angel Marc, Haagen Claude
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Sports)*, Hansen Martine *(pour le volet Sports)*, Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges, Spautz Marc *(pour le volet Santé)*, Wiseler Claude *(pour le volet Santé)*
	déi Lénk	Baum Marc *(pour le volet Santé)*
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Sports)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Présidente	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo
	LSAP	Angel Marc *(pour le volet Défense)*, Engel Georges *(sauf pour le volet Défense)*
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Elvinger Joëlle, Hartmann Carole
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Cruchten Yves *(sauf pour le volet Sécurité sociale)*, Di Bartolomeo Mars *(pour le volet Sécurité sociale)*, Haagen Claude
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Berger Eugène
	déi gréng	Bernard Djuna, Margue Charles
	LSAP	Angel Marc, Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Reding Viviane
	ADR	Reding Roy

Sous-commission informatique

Président	DP	Etgen Fernand
Membres		Frieseisen Claude, Reiter Benoît, Barra Isabelle, Linden Carlo
	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Spautz Marc
	ADR	Gibéryen Gast

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (23 octobre 2019)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)
Membres effectifs:
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Mutsch Lydia (LSAP), Vice-Présidente de la délégation
Wiseler Claude (CSV)
Membres suppléants:
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Spautz Marc (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)
Membres effectifs:
Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:
Gloden Léon (CSV)
Margue Charles (déi gréng)

Assemblée interparlementaire Benelux
Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
Adehm Diane (CSV)
Bodry Alex (LSAP)
Gibéryen Gast (ADR)
Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Arendt Guy (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Eicher Emile (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Engelen Jeff (ADR)
Haagen Claude (LSAP)
Kaes Aly (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)
Membres effectifs:
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE)
Membres effectifs:
Berger Eugène (DP), Président de la délégation
Biancalana Dan (LSAP)
Haagen Claude (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants:
Eicher Emile (CSV)
Fayot Franz (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Margue Charles (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)
Membres effectifs:
Etgen Fernand (DP), Président de la section luxembourgeoise
Beissel Simone (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Bodry Alex (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Gibéryen Gast (ADR)
Hansen Martine (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Polfer Lydie (DP)
Spautz Marc (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)
Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Berger Eugène (DP)
Membres suppléants:
Ahmedova Semiray (déi gréng)
Clement Sven (Piraten)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)
Membres effectifs:
Etgen Fernand (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Adehm Diane (CSV)
Arendt Guy (DP)
Baum Marc (déi Lénk)
Biancalana Dan (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Margue Charles (déi gréng)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Back Carlo (déi gréng)
Baum Gilles (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Elvinger Joëlle (DP)
Engelen Jeff (ADR)
Fayot Franz (LSAP)
Galles Paul (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Mischo Georges (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)
Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gary Chantal (déi gréng)
Gibéryen Gast (ADR)
Reding Viviane (CSV)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)
Membres effectifs:
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Clement Sven (Piraten)
Margue Charles (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Wolter Michel (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)
Membres effectifs:
Back Carlo (déi gréng)
Engel Georges (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Wagner David (déi Lénk)
Membres suppléants:
Empain Stéphanie (déi gréng)
Goergen Marc (Piraten)
Hartmann Carole (DP)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)
Membres effectifs:
Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation
Angel Marc (LSAP)
Baum Gilles (DP)
Gloden Léon (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 1** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Composition de la Cour constitutionnelle

7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

La proposition de révision sous rubrique a pour objet de réviser l'article 95ter de la Constitution afin de prévoir, en premier lieu, la possibilité de recourir à des suppléants lorsque la Cour constitutionnelle rencontre des difficultés pour se composer utilement.

En effet, suite à un renvoi d'une question préjudicielle émanant de la Cour de cassation, la Cour constitutionnelle se trouve actuellement dans l'impossibilité de siéger dans une affaire dans une composition à cinq membres.

La proposition de révision porte le nombre de suppléants à sept membres désignés suivant la même procédure que les membres effectifs, i. e. par le Chef de l'État sur l'avis conjoint de la Cour supérieure de Justice et de la Cour administrative.

Ainsi la modification envisagée devrait permettre de sortir de cette impasse procédurale.

Il va de soi que les membres suppléants disposent des mêmes garanties d'indépendance dans l'exercice de leur fonction juridictionnelle que les membres effectifs.

En deuxième lieu, il est proposé d'inscrire dans le texte constitutionnel le principe selon lequel la Cour constitutionnelle siège en chambre de cinq membres avec la faculté de siéger en formation plénière de neuf magistrats lorsqu'elle est saisie d'une affaire d'une « importance particulière ».

Dépôt de la proposition de révision n° 7414 par M. Alex Bodry, Député, le 27.02.2019
Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Alex Bodry) :

30.04.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de révision n° 7414 et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2019	Examen des propositions d'amendements
23.05.2019	Échange de vues avec les chefs de corps de la magistrature assise et du parquet
04.06.2019	Examen et adoption d'une série d'amendements
03.07.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Scission de la proposition de révision en deux propositions distinctes (7414A et 7414B)
05.07.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport sur la proposition de révision 7414A

Premier vote constitutionnel : 10.07.2019
Second vote constitutionnel : 10.10.2019

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

SÉANCE 1

MARDI
8 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Clôture de la session ordinaire 2018-2019 et ouverture de la session ordinaire 2019-2020
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
   - *M. Fernand Etgen, Président - Mme Semiray Ahmedova*
4. Composition des organes de la Chambre des Députés
   - *M. Fernand Etgen, Président*
5. Changements de composition des commissions parlementaires
   - *M. Fernand Etgen, Président*
6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
   - *M. Fernand Etgen, Président*
7. Changement de composition du Comité de discipline
   - *M. Fernand Etgen, Président*
8. Communications
   - *M. Fernand Etgen, Président*
9. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président - M. Sven Clement*
10. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
    - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Gast Gibéryen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech ginn dem Här Premierminister Xavier Bettel d'Wuert.

2. Clôture de la session ordinaire 2018-2019 et ouverture de la session ordinaire 2019-2020

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech sinn duerch Arrêté grand-ducal vum 9. September 2019 vum Grand-Duc mandatéiert ginn, fir de Pouvoir ze hunn, fir a sengem Numm d'Sessioun 2018/2019 zouzemaachen an duerch deeselwechten Arrêté och d'Sessioun 2019/2020 opzemaachen. Dat wier dann heimadder erleedegt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2018/2019 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2019/2020 ass op.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 2. Oktober 2019 huet den Här Roberto Traversini matgedeelt, datt hie vum 6. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Süden d'Madamm Laura Pregno. D'Madamm Laura Pregno huet per Bréif vum 2. Oktober 2019 op hiert Mandat verzicht. Ech hu mech dunn un den Här Romain Becker, zweete Suppleant op dëser Lëscht, gewannt. Den Här Romain Becker huet mat sengem Bréif vum 2. Oktober och op säi Mandat verzicht. Den drëtte Suppleant op der Lëscht vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Süden ass den Här Georges Liesch. Hien huet mat sengem Bréif vum 2. Oktober 2019 op säi Mandat verzicht. Ech hu mech dunn un dee véierte Suppleant op dëser Lëscht gewannt, d'Madamm Semiray Ahmedova. Si huet an hirem Bréif vum 2. Oktober 2019 matgedeelt, datt si d'Mandat vum Här Roberto Traversini géif wëlle weiderféieren.

Sou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) präziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Semiray Ahmedova virum 4. Oktober 2019 um 18 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Pièces ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt se Lëtzebuergerin ass, e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn.

Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Semiray Ahmedova huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Semiray Ahmedova hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofrechtlech duerch eng Veruerteelung hiert Wahlrecht verluer huet, net duerch eng Veruerteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt a) d'Madamm Semiray Ahmedova d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Wahlgesetz virgesi sinn, b) d'Madamm Semiray Ahmedova vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, sou wéi et am Artikel 131 vum Wahlgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Semiray Ahmedova sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat deene Konklusiounen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst d'Madamm Semiray Ahmedova wannechgelift erakommen!

Madamm Ahmedova, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Ahmedova hält hir Ried an der Sitzung vum Donneschdeg de Moien.

4. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mer fir d'Éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze regelen.

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen elo zu der Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Deen éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: « Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus. »

Mat der Demissioun vum Här Roberto Traversini ass ee Posten als permanente Suppleant vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, den Här François Benoy als permanente Suppleant vum Bureau ze proposéieren.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat d'Zesummesetzung vum Bureau ugeet?

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. Den Här François Benoy ass als permanente Suppleant vum Bureau proklaméiert.

De Bureau ass deemno folgendermoossen zesummegesat: ech selwer als President, deen éischte Vizepresident ass den Här Mars Di Bartolomeo, deen zweeten ass den Här Claude Wiseler an deen drëtten den Här Henri Kox. Als Memberen hu mer den Här Alex Bodry, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Martine Hansen, den Här Gast Gibéryen, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Marc Spautz, d'Madamm Simone Beissel, an als Generalsekretär den Här Claude Frieseisen.

Déi permanent Suppleantë vum Bureau sinn den Här Léon Gloden, den Här Eugène Berger, den Här Georges Engel, den Här François Benoy an den Här Sven Clement.

Sou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert an ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President, aus de Fraktiounspresidenten: der Madamm Hansen, dem Här Eugène Berger, dem Här Alex Bodry an der Madamm Josée Lorsché, souwéi aus dem President vum Groupe technique, dem Här Gast Gibéryen.

5. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt: An der Commission des Comptes ersetzt den Här Marc Hansen den Här François Benoy. An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Carlo Back den Här Roberto Traversini. An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt den Här Marc Hansen den Här Roberto Traversini fir de Volet Affaires intérieures. An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Roberto Traversini. An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Semiray Ahmedova den Här Roberto Traversini. An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Roberto Traversini. A schliisslech ersetzt an der Commission du Logement den Här Marc Hansen den Här Roberto Traversini.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass folgend Änneruing agaangen: Bei der Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Roberto Traversini.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt och hei am Compte rendu veröffentlecht.

7. Changement de composition du Comité de discipline

Wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet, proposéiert d'Fraktioun vun deene Gréngen, datt den Här Charles Margue den Här Roberto Traversini ersetzt.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi vum Rôle geholl gi sinn, ass verdeelt ginn. An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 8 octobre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7455** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Bureau, au Secrétaire général et à la Commission du Règlement*

Dépôt : MM. Eugène Berger, Alex Bodry et Fernand Etgen, Députés, Mmes Martine Hansen et Josée Lorsché, Députées, le 27.06.2019

***7456** - Projet de la loi portant mise en application du règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004 et portant modification*

- du Code de la consommation,

- de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments,

- de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques,

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique,

- de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur et

- de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 11.07.2019

***7457** - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

***7458** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

***7459** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

***7460** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

***7461** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.07.2019

***7462** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30.07.2019

***7463** - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

***7464** - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement CE n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euro impropres à la circulation, et portant modification :*

1. du Code pénal ;

2. de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5. de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

***7465** - Projet de loi relative aux dispositions transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

***7466** - Projet de loi portant*

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

***7467** - Projet de loi portant transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ; et portant modification de :*

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

b) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

c) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

d) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

e) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

f) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

***7468** - Projet de loi modifiant*

1. la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ; et

2. la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.08.2019

***7469** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 12.08.2019

***7470** - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 14.08.2019

***7471** - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle*

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.08.2019

***7472** - Projet de loi portant approbation des déclarations en vertu de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, faite au Cap, le 16 novembre 2001 et du Protocole de Luxembourg, fait à Luxembourg, le 23 février 2007, portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipements mobiles, faite au Cap, le 16 novembre 2001*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.08.2019

***7473** - Projet de loi relatif au patrimoine culturel*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30.08.2019

***7474** - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 03.09.2019

***7475** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05.09.2019

***7476** - Projet de loi portant approbation*

1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018 ;

2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018 ;

3° de l'"Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.09.2019

***7477** - Projet de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24.09.2019

***7478** - Projet de loi relatif à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions*

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01.10.2019

***7479** - Projet de loi portant organisation de l'Autorité nationale de concurrence et abrogeant la loi 23 octobre 2011 relative à la concurrence*

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01.10.2019

***7480** - Projet de loi modifiant :*

1° la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 03.10.2019

***7481** - Projet de loi portant introduction d'un article 42bis dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08.10.2019

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7003** - Projet de loi portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.06.2016

Retrait du rôle des affaires : 08.10.2019

4) a) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1331** - Demande de réduction du taux de TVA pour les soins vétérinaires (consultations, traitements et médicaments)*

Dépôt : Manuela Foschi-Hennes, le 09.07.2019

***1333** - Congé paternité pour travailleurs indépendants (dix jours)*

Dépôt : Nicolas Pinçon, le 10.07.2019

***1335** - Éviter la fermeture des guichets CFL dans les grandes communes*

Dépôt : Daniel Codello, le 11.07.2019

***1336** - Interdiction des lâchers de ballons à l'hélium*

Dépôt : Justine Millet, le 11.07.2019

***1337** - Alcohol limit*

Dépôt : Tina Lempereur, le 12.07.2019

***1338** - Schafe vun enger legaler Basis fir d'Benotze vun Dashcams am Auto*

Dépôt : Carlo Kirsch, le 16.07.2019

***1340** - Mettre fin à l'interdiction des bermudas*

Dépôt : Peter Moss, le 21.07.2019

***1341** - Interdire les résidences « boîtes aux lettres » illégales pour les particuliers au Luxembourg tout en vivant à l'étranger - Halte au Lux-Squat !*

Dépôt : Carlos Filipe Soares Rodrigues, le 22.07.2019

***1342** - Décaler la date obligatoire d'inscription à l'école du 31 août au 31 décembre de l'année civile*

Dépôt : Emna Ben Othmane, le 23.07.2019

***1343** - Clarté et transparence sur la gestion des logements sociaux*

Dépôt : Geneviève Mendy, le 24.07.2019

***1344** - Réservation de 0,5 % du territoire national (12.93 km²) du Grand-Duché de Luxembourg aux nouvelles forêts et aux arbres comme première action de contraste du changement climatique*

Dépôt : Alessandro Maria Esposito, le 25.07.2019

***1345** - Pour la légalisation des dashcams en voiture*

Dépôt : Ricardo Ferreira Da Costa, le 26.07.2019

***1346** - Gratuité des soins aussi pour les personnes qui ne travaillent pas : elles n'ont pas accès aux soins si elles ne peuvent pas payer elles-mêmes une assurance ; ce n'est pas normal pour un pays évolué comme le Luxembourg ; les personnes qui ont un très faible revenu et ne veulent pas être à la charge de l'État avec le REVIS et ne pouvant payer l'assurance se retrouvent sans soins, alors qu'elles ont travaillé durant des années avant.*

Dépôt : Agnès Quantinet, le 26.07.2019

***1347** - Validité du passeport allongé de dix ans*

Dépôt : Agnès Quantinet, le 26.07.2019

***1348** - Iwwerhuele vun de Käschte vun der Piloteformatioun fir Läschhëllef ze leeschte respektiv Mënschen a schwierege Situatiounen aus der Loft ze retten*

Dépôt : Marc Schmit, le 27.07.2019

***1349** - Permission de sociétés de transport similaires à Uber d'opérer au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : René Hamel, le 28.07.2019

***1350** - Pour que les maisons relais ferment plus tard*

Dépôt : Yves Duprel, le 28.07.2019

***1351** - Classe imposition 2*

Dépôt : Joseph Pieraggi, le 29.07.2019

***1352** - Administrativ Vereinfachung an engem Stierffall*

Dépôt : Marie-Jeanne Lips, le 31.07.2019

***1353** - Finanziell Ënnerstëtzung fir déi Mammen a Fraen, déi opgehalen hu mat schaffen, fir hir Kanner selwer ze erzéien*

Dépôt : Marie-Jeanne Lips, le 31.07.2019

***1354** - Moins de papier ! Weniger Papier! L'administration des contributions directes et leur décompte envoyé à toutes les sociétés - feuille par feuille !*

Dépôt : Luciano Vincenti, le 01.08.2019

***1355** - Pour l'adoption d'une loi contre l'entrave à l'IVG « délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse »*

Dépôt : Meryem Carrat, le 01.08.2019

***1357** - [LU:] Ongenügend Réckbeliichtung vun Agrarmaschinnen op ëffentlecher Strooss [FR:] Éclairage insuffisant de la partie arrière des machines agricoles sur nos routes [DE:] Unausreichende Rückbelichtung von Agrarmaschinen auf öffentlicher Straße*

Dépôt : Joël Gangolf, le 02.08.2019

1358 *- Permettre aux parents n'ayant pas la garde de leurs enfants mineurs ou majeurs d'être informés*

Dépôt : François Lange, le 05.08.2019

1360 *- Écologie / mobilité / télétravail*

Dépôt : Jean-Christophe Nadreau, le 05.08.2019

1361 *- Alternance du « monsieur, madame, » et du « madame, monsieur, » ou utilisation du « vous tous, » dans la communication*

Dépôt : François Lange, le 05.08.2019

1362 *- Déclarations d'impôts : « Primes d'assurance et cotisations », pour avoir une part par ménage et une part « par personne faisant partie du ménage »*

Dépôt : François Lange, le 05.08.2019

1363 *- Mégots sur voie publique*

Dépôt : Daniel Theis, le 06.08.2019

1364 *- Pistes cyclables sur de nouvelles voies publiques*

Dépôt : Daniel David, le 06.08.2019

1365 *- Mise à niveau de l'index en lien avec le prix moyen de l'immobilier pour les résidents du Grand-Duché*

Dépôt : Vincenzo Guitti, le 07.08.2019

1366 *- Non aux frontaliers, oui aux résidents luxembourgeois*

Dépôt : Kevin Hamm, le 11.08.2019

1367 *- Adapter l'allocation familiale retroactivement à l'index*

Dépôt : Triana Hilgersom, le 18.08.2019

1368 *- Remboursement vun de Seancë beim Psycholog duerch d'CNS*

Dépôt : André Steffen, le 18.08.2019

1369 *- Instauration d'une taxe de circulation pour véhicule automoteur à combustion immatriculé en dehors du territoire national*

Dépôt : Dino Ribeiro Sintra, le 19.08.2019

1370 *- Frais d'agence à payer par le propriétaire en cas de location*

Dépôt : André Steffen, le 20.08.2019

1372 *- Prime écologique pour une voiture propre d'occasion à toute personne qui roule pendant une année complète. Promouvoir les voitures écologiques dans tout le pays pour toute la population !*

Dépôt : André Collin, le 23.08.2019

1373 *- Dans un but de compréhension, ajouter les numéros des cases de la déclaration d'impôts, la valeur déclarée et le montant pris en compte, sur le relevé du bulletin de l'impôt sur le revenu*

Dépôt : François Lange, le 27.08.2019

1374 *- Réduction des vacances scolaires d'été à six semaines / Reduktioun vun de Summerschoulvakanzen op sechs Wochen*

Dépôt : Jerry Klein, le 27.08.2019

1376 *- Au feu ! Les forêts d'Amazonie, Afrique et Asie brûlent !*

Dépôt : Ilén Ramos Santana, le 28.08.2019

1377 *- Baisser le prix de l'eau*

Dépôt : Daniel Cabanas, le 28.08.2019

1378 *- Géint dei héich Taxipräisser*

Dépôt : Jean-Claude Gerard, le 03.09.2019

1379 *- Förderung vun enger „Ernierungstransitioun" (Ernährungswende / Transition alimentaire (mat „TA" ofgekierzt) fir Klima an Emwelt a méi Autarkie, net just awer besonnesch an der öffentlecher Gastronomie. Dëst an öffentleche (Schoul) kantinnen, „Maisons relais", wou eng Demande bestoe kann - an net zu gudder Lescht Förderung vun enger TA iwwert de Moossnamekatalog vum Klimapakt, fir d'Gemenge mat hire verschiddene Restauratiounen an Ententen ze sensibiliséieren*

Dépôt : Camille Muller, le 03.09.2019

1380 *- Stop zur Zahlung der Pension alimentaire einmal im Jahr (Ferienzeit)*

Dépôt : Alain Gales, le 03.09.2019

1381 *- Proposition d'augmenter la sévérité du contrôle du comportement des conducteurs de véhicules à deux roues notamment les vélos et trottinettes*

Dépôt : Eric Fabulus, le 04.09.2019

1382 *- Abolition de l'obligation des ASBL, associations sans but lucratif, de figurer dans le Registre des bénéficiaires effectifs, RBE, étant donné que l'objectif social de ces sociétés stipule qu'elles sont sans but lucratif*

Dépôt : Manfred Reinertz Barriera, le 05.09.2019

1383 *- Stop aux avions civils de survol des localités de Schrassig - Schuttrange - Munsbach*

Dépôt : Maurizio Bellomo, le 06.09.2019

1384 *- Höhere Strafen für Autofahrer, die keine Rettungsgasse bilden*

Dépôt : Stéphane Hamm, le 06.09.2019

1386 *- Demande de débat en vue de proposer des mesures et actions spécifiques contre le vol de vélos, en particulier dans les immeubles privés*

Dépôt : Eduardo Gomez Santos, le 09.09.2019

1387 *- Réintroduction de l'attribution de numéros d'immatriculation personnalisés à trois chiffres*

Dépôt : Pascal Lanners, le 10.09.2019

1388 *- Combattre plus effectivement avec des moyens concrets la violence conjugale*

Dépôt : Ana Maria Pinto, le 11.09.2019

1389 *- Instauration d'un calendrier électronique, au tribunal, des « affaires » et des « plaidoiries »*

Dépôt : François Lange, le 12.09.2019

1390 *- Réduction d'accises/TVA sur le cannabis CBD, obtention de licences pour vendre le CBD et demande de contrôles pour garantir un produit propre et non dangereux*

Dépôt : Eric Kiens, le 21.09.2019

1391 *- Nous voulons un service public, tel que la poste à Bonnevoie et non des « Points Post »*

Dépôt : Sandra Paiva Rodrigues, le 23.09.2019

1392 *- Réintroduction systématique des bouteilles en verre pour tout type de boissons dans les supermarchés, comme c'était le cas il y a 20 ans. La 1e priorité étant l'abolition des bouteilles en plastique, surtout les bouteilles non recyclées. Le plastique recyclé présentant apparemment un souci de contamination, donc ce serait une possibilité, mais à étudier. Voir si les biomatériaux sont une option sûre et sans danger pour la santé. La même chose doit valoir pour les emballages en carton et les canettes, voir quelle est la meilleure façon de les substituer. Mise en place d'un plan gouvernemental au niveau national.*

Dépôt : Carla Dos Santos Morais, le 24.09.2019

1393 *- Pour plus de contrôle sur la transparence des opérations des syndics de copropriété, facturées aux propriétaires*

Dépôt : Meryem Carrat, le 27.09.2019

1394 *- Fir eng national Initiativ, d'Bushaisercher mat enger Daachbegrünung auszestatten*

Dépôt : Franky Gilbertz, le 27.09.2019

1395 *- Uniform Regelung vun den Handicapkaarten am Auto am ganze Land*

Dépôt : Raymond Ruebrecht, le 27.09.2019

1396 *- Garde alternée au Luxembourg pour les pères*

Dépôt : Alfio Lo Castro, le 30.09.2019

1398 *- Gemeinnützige Gärten / Jardins caritatifs / Charitable gardens*

Dépôt : Yannick Hoffmann, le 03.10.2019

1399 *- Introduction de plats sans lactose et sans gluten dans les restaurants*

Dépôt : Luca Donner, le 04.10.2019

4) b) Les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1356 *- Écologie / mobilité / télétravail*

Dépôt : Jean-Christophe Nadreau, le 02.08.2019

1385 *- Pétition ordinaire en vue d'abolir l'art. 13 de la Convention entre la Caisse nationale de santé et le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale (Mémorial A-96 du 10.06.2014, pages 1468-1476)*

Dépôt : Pierre Kihn, le 28.08.2019

1397 *- Améliorer le réseau de transport public au lieu de le rendre gratuit pour tous*

Dépôt : Valérie Fanuel, le 26.09.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

9. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Clement, wannechgelift!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Wéi den Artikel 83 vun eisem Reglement et virgesäit, géif ech gäre vun dëser Opportunitéit Gebrauch maachen, fir d'Regierung nach eng Kéier ze interpelléiere betreffend déi oppe parlamentaresch Ufroen, déi deelweis op Juli zréckginn a wou bis haut keng Äntwert am Sekretariat vun der Chamber agaangen ass an dee Moment och net ka gesot ginn, datt déi beäntwert wieren.

Ech géif also dofir bieden, déi Froe kënne mëndlech un déi betraffe Regierungsmemberen ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Ech mengen, Dir hutt recht, wann Der am Fong geholl dat doten invoquéiert. Den Artikel 83 (5) gesäit effektiv vir, datt déi Froen, déi net am Delai beäntwert gi sinn, an där éischter Sitzung kënne beäntwert ginn.

Ech géif Iech awer ëm Verständnis froen, fir datt mer géifen dann déi betreffend Ministeren opfuerderen, datt se dës Woch nach Äntwert ginn oder eben no der Debatt iwwert den État de la nation bereet wieren, fir hei an der Chamber ze äntwerten.

Kënne mer domadder liewen?

(Assentiment)

Merci villmools fir d'Versteesdemech, Här Clement. Da kënne mer op den Ordre du jour vun haut, vun deem ech jo unhuelen, datt en domadder ugeholl ass, iwwergoen.

10. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn do, Här President.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech et ganz éierlech: Et ass fir mech perséinlech haut schwéier, virun Iech ze stoen an och iwwert déi aktuell Situatioun vun onsem Land ze schwätzen, iwwert dat, wat an de leschte Méint a Joren erreecht ginn ass, an iwwert dat, wat virun eis läit, iwwert d'Prioritéiten an déi politesch Ausriichtungen.

Et ass schwéier, iwwert d'Perspektiven ze schwätzen zu engem Ament, wou eng Persoun, déi d'Prioritéite vun den nächste Jore mat ausgeschafft huet, net ka bei eis sinn. De Félix Braz ass net just e Mënsch, dee mer immens no ass, e Frënd an Alliéierten; de Félix Braz war an de leschte Joren eng Stäip an e wichtegen Deel vun deem Fundament, wat de Succès vun där Koalitioun an de Succès vu Lëtzebuerg mat erméiglecht huet.

Et ass ganz sécher wouer, dass een net all Iwwerzeegungen deelt. D'Oppositioun ass per Definitioun mat villem net d'accord, wat d'Vertrieder vun der Majoritéit als Äntwerten op wichteg Froe proposéieren. Och an der Koalitioun si mir natierlech net op all Punkt an ëmmer därselwechter Meenung. Ech mengen awer behaapten ze kënnen, dass am Kär vun deem, wat eis undreift fir Politik ze maachen, e grousse Konsens besteet.

Et geet eis drëm, dat Bescht ze erreeche fir déi Mënschen, déi hei am Land wunnen, liewen a schaffen. Dat gëllt och fir de Félix Braz, de Vizepremier vun dëser Regierung an e Mënsch, dee mir als intelligent, devouéiert, loyal a konsensorientéiert kennen, e Mënsch, dee sech fir alles interesséiert an dee Courage och huet, fir och Themen unzegoen, déi manner bequem sinn.

Mir wëssen haut, dass de Félix Braz gesondheetlech ganz schwéier ugeschloen ass an e wäite Wee viru sech huet, fir erëm gesond ze ginn. Mir wëssen haut och, dass e Retour a seng wichteg Roll an der Regierung fir den Ament net méiglech ass. Mir wënschen him Courage an Zouversiicht, fir no senger Gesondheet ze kucken. Mir wënsche senger Famill, senger Fra, senge Kanner, senge Frënn an deene Mënschen, déi hie begleeden, déi néideg Stäerkt an Energie. De Félix ass ëmgi vu Mënschen, deenen hie vill bedeit an déi him och vill bedeiten. Ech sinn iwwerzeegt, dass hien déi néideg Kraaft kritt a beschtméiglech och encadréiert ass, fir sech ze erhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als Regierung eng Responsabilitéit, eng Aufgab, en Optrag. D'Bierger vun dësem Land hunn ons gewielt, fir dass mer eist Bescht ginn. Mir hunn den Optrag, d'Land esou ze féieren, dass haut an och an Zukunft d'Liewen zu Lëtzebuerg liewenswäert ass a bleift, dass déi sozial Ofsécherung erhalen an d'Emwelt protegéiert gëtt, dass d'Wirtschaft fonctionnéiert, Wuelstand a Liewensqualitéit garantéiert bleiwen.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss e gemeinsamt Zil sinn, an dobäi huet jiddereen och seng Roll. D'Regierung gëtt hirer Aufgab gerecht, wa se Äntwerte gëtt op d'Erausfuerderunge vun onser Zäit. An d'Chamber gëtt hirer Aufgab gerecht, wa se d'Regierung dobäi begleet, kontrolléiert an och kritiséiert. Dat ass richteg esou an dat soll och esou sinn.

D'Regierung kritt mam Här Kox en neien, awer ganz experimentéierte Member. De Minister fir de Logement an delegéierte Minister fir d'Defense an d'Sécurité intérieure steet viru grousse Aufgaben an ech wënschen him eng glécklech Hand a senger Fonctioun.

D'Regierung ass elo ee Joer am Amt an et ass an deem Joer vill geschitt. Mir hu wichteg Projeten op de Leescht geholl an och ëmgesat. Dës Koalitioun ass net ugetrueden, fir weiderzemaachen, mä fir weider ze maachen.

Mir sinn an enger kruzialer Phas fir d'Zukunft vun onsem Land. Et ass elo, wou mir bestëmmen, wéi Lëtzebuerg sech als Gesellschaft weider entwéckelt, wéi mir eis Wirtschaft ausriichten, wou d'Prioritéiten an der Landesplanung leien, wéi mer de Wuelstand an d'Liewensqualitéit erhalen a stäerke wëllen.

Et ass och haut, wou mer decidéieren, wéi eis Roll als Member vun der Europäescher Unioun an der Zukunft ausgesäit a wéi mer déi Stategemeinschaft weider ausriichten. Et ass och haut, wou mer als Weltgemeinschaft decidéieren, wéi mer mat eisem Planéit ëmginn a wéi mer déi global Erausfuerderunge vum Klimawiessel, vun Aarmut a Konflikter kënne meeschteren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Klimawiessel ass „den" Sujet, deen d'Mënsche beweegt. E beweegt d'Leit queesch duerch d'Welt. Wien haut drun zweifelt, dass d'Äerderwiermung an d'Konsequenzen dovunner eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun onser Zäit sinn, dee verkennt einfach d'Realitéit! Mir kréien de Wiessel an der Tëscht virun eiser Dier zerwéiert. Déi schro Wiederen an d'Iwwerschwemmungen, déi mer d'lescht Joer am Ärenzdall an am Mëllerdall erlieft hunn, sinn en Zeechen, esou wéi och déi hefteg Stierm an Iwwerschwemmungen an eiser Regioun déi lescht puer Méint.

Weltwäit gëtt et Phenomeener, déi weisen, dass d'Klima sech an de leschte Joren a Jorzéngten dramatesch verännert huet. Et ass onëmstridden, dass d'Duerchschnëttstemperatur op onsem Planéit amgaangen ass, an d'Luucht ze goen. An et ass onëmstridden, dass de Mënsch säin Undeel dorunner huet.

Et ass mer bewosst, an ech hunn där Artikelen och gelies, dass et Wëssenschaftler gëtt, déi verschidden Aspekter unzweifelen an och souguer de Rôle vum Mënsch manner grouss aschätze wëllen. Um Enn muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat wierklech dat ass, wat zielt.

Sécher ass, dass mer e Changement erliewen. An et ass sécher, dass dat Konsequenzen op eist Liewen och wäert hunn.

Virun zwou Wochen ass den IPCC-Klimarapport vun der UNO erauskomm iwwert den Afloss vun der Äerderwiermung op den Zoustand vun den Ozeaner an den Äismassen. Un deem Rapport hunn 130 Experten aus der ganzer Welt matgeschafft. Si hunn zwee Joer laang d'Auswierkunge vum Klimawiessel op d'Mierer, op d'Inselen, op d'Äis an de Polarregiounen an de Gletscher analyséiert. Iwwer eenzel Formulatiounen an deem Rapport gouf deeglaang gestridden, mä et gëtt eng fundamental Analys an d'Feststellungen, déi an deem Rapport sinn, ginn net a Fro gestallt. Déi 195 Memberlänner vum Weltklimarot hunn deem Rapport zougestëmmt.

Et gi verschidden Zeenarie presentéiert an et ginn duerchaus och verschidde Vuen iwwert d'Gravitéit vun den eventuelle Konsequenzen. Wat awer schockéiert oder wat awer schockéiere muss, ass, dass och dee favorabelsten Zeenario extrem Konsequenzen op d'Liewen op onsem Planéit mat sech bréngt.

Wa sech näischt ännert, wa mir näischt änneren, dann huet dat dramatesch Auswierkunge fir eis a fir déi Generatiounen, déi och no eis kommen. Dat wier irresponsabel, ganz einfach net richteg an net gerecht.

Am Joer 2100 sinn d'Gletscher an den Alpen zu 80 % verschwonnen. Den Niveau vum Mier läit op d'mannst ee Meter iwwert deem vun haut. Ganz Regiounen un de Küsten, wou haut ronn 700 Milliounе Mënsche wunnen, sinn net méi bewunnbar. Iwwerschwemmungen an extrem Wiederphenomeener, Stierm an Tornadoe sinn net méi déi historesch Ausnam, mä ginn zu regelméissege Katastrophen, virun allem, awer net nëmmen an de Küsteregiounen.

Den ökologesche System ass komplett op der Kopp. D'Mierer wäerte wéinst Temperatur an

Iwwersaierung als Liewensraum fir vill Déieren a Planzen ausfalen. Et wäert a ville Regiounen op eiser Äerd ganz einfach net méi méiglech sinn ze liewen. Et feelt un Drénkwaasser a landwirtschaftlech notzbare Flächen. D'Natur ka sech net upassen un déi Konditiounen, well et einfach ze séier geet! D'Erwierme vun eisem Planéit geet haut duebel esou séier wéi am leschte Jorhonnert. Mir hunn d'Limitt vun deem, wat ze verdroe wier, laang iwwerschratt.

Mä et ass net ze spéit! Och do ass d'Wëssenschaft sech eens. De Mënsch kann eppes änneren! Duerch e Changement an der Aart a Weis, wéi mer liewen, kënne mer eppes bewierken. D'Bierger - a virun allem déi Jonk - fuerderen zu Recht vun eis, dass mer handelen, dass mer aktiv ginn an eis konsequent derfir asetzen, déi schiedlech CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Et ass eis bewosst. D'Regierung ass determinéiert, fir déi Ziler, déi mer eis zu Lëtzebuerg ginn hunn, och ze erreechen. D'Reduktioun vun den Zäregasemissioune vu minus 50 % bis 55 % bis 2030 par rapport zu den Emissioune vun 2005 ass eist fest Zil. Den Undeel un erneierbaren Energië soll an den nächsten zéng Joer op 23 % bis 25 % eropgoen.

Mir halen um Accord vu Paräis fest a viséieren net just fir Lëtzebuerg, mä och op europäeschem Niveau, dass bis 2050 den Niveau vun „netto Null" erreecht gëtt, also net méi Kuelendioxid an d'Atmosphär ausgestouss gëtt, wéi gläichzäiteg kann absorbéiert ginn.

Lëtzebuerg erlieft den Ament schonn eng Energietransitioun. Den Undeel vun der Wandenergie ass an de leschten zéng Joer ëm dat Fënneffacht an d'Luucht gaangen. Déiselwecht Entwécklung hu mer och bei der Solarenergie. Wann een eleng d'Privathaushalter kuckt, si mer um gudde Wee mat engem Stroumverbrauch, deen zu 60 % mat erneierbaren Energië gedeckt ass.

Mir hunn awer eng Populatioun, déi weider wiisst, an eng Industrie, déi zum Deel och energieintensiv ass. Dofir wëlle mir och den Undeel un erneierbaren Energië massiv erhéijen an dat och förderen. D'Solarenergie ass do e Beräich, deen nach grousst Potenzial hei am Land opweist. D'Bierger an d'Entreprisë weisen ëmmer méi Interêt un der Installatioun vu Solaranlagen. An d'Regierung begleet déi Entwécklung och duerch d'Eropsetze vun den Aspeistariffer fir Solarstroum, déi mer am Fréijoer decidéiert hunn.

An Zukunft gëtt dernieft och d'Méiglechkeet geschaaft, fir kleng Fotovoltaikanlage mat enger Puissance vun ënner zéng Kilowatt ze förderen. Et gëtt en nationalen Effort gemaach, un deem d'Bierger sech kënnen a sollen och bedeelegen. Dat am klengen, mä och am grousse Stil. Mir hunn dofir och e Kader geschaaft, fir gréisser Kooperativen ze grënnen, wou op Surfacen, déi sech eegnen, Anlage vun tëschent 200 a 500 Kilowatt kënnen installéiert a staatlech och ënnerstëtzt ginn.

Donieft ginn och all Joer iwwer en Appel d'offres méi grouss industriell Fläche fir d'Fotovoltaik ausgeschriwwen, soudass mer och an der Ekonomie eng Transitioun kréien. An et besteet eng grouss Nofro, fir sech ze bedeelegen, an der Populatioun an och bei den Entreprisen. Et ginn am Moment eng 700 Demanden traitéiert, déi e Potenzial opweise vun iwwer 50 Megawatt, wat der Consommatioun vun ongeféier 33.000 Leit hei am Land entsprécht.

Mir sinn also zouversiichtlech a ginn dovunner aus, dass mer an den nächste Joren nach eng Kéier en däitleche Boost bei der Fotovoltaik wäerten erliewen. Lëtzebuerg ass am europäesche Verglach schonn haut e Land vun der Solarenergie. Mir leien op der siwenter Plaz an der Europäescher Unioun, wat den Undeel u Leeschtung aus der Fotovoltaik pro Awunner betrëfft. Eist Zil ass et awer, eis och do nach ze verbesseren.

Dernieft musse mer natierlech och déi positiv Entwécklunge bei der Energieeffizienz weiderféieren, well déi beschten Énergie ass déi, déi mer guer net musse produzéieren. Mir wëssen, dass mer op deem Punkt vill kënnen erreechen. Mir wëssen et, well schonn d'Efforte vun de leschte Joren hir Resultater weisen. D'Zäregasemissioun pro Awunner ass an de leschten zéng Joer erofgaangen zu Lëtzebuerg. An dat trotz engem konstante Wuesstum vun onser Ekonomie!

Mir mussen dat weiderféieren an d'Norme fir funktionell Gebaier deene privaten Haiser upassen. Dat heescht, dass och d'Bürosgebaier an Zukunft méi energieeffizient musse sinn.

Den Ausbau vum ëffentlechen Transport, de massiven Ausbau vun den Infrastrukture vu Bus, Bunn, Tram an d'Gratuitéit vun den ëffentleche Verkéiersmëttel ass e weidert Element an deem Puzzle, deen eisen nationalen Effort fir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen duerstellt. D'Förderung vun der Elektromobilitéit an domadder och den Ausbau vum Reseau vun de Luedestatiounen ass eng weider Initiativ vun enger konsequenter Klimapolitik.

Mir brauche Konsequenz a mir dierfen och keng Zäit verléieren. Allerdéngs, an dat soen ech mat enger gewëssener Frustratioun, déi ech net wëll verstoppen: D'Zukunft hänkt net eleng vun eis of, net vun eis zu Lëtzebuerg an net vun eis als Member vun der Europäescher Unioun. Et geet net ouni China. Et geet net ouni d'USA. Et geet net ouni Indien. An et geet och net ouni déi Länner, déi amgaange sinn, hir Wirtschaft ze entwéckelen.

Et ass dobäi näischt schwaarz a wäiss an et wier och falsch, d'Schold eleng bei dëse Länner sichen ze goen. Ech ënnersträichen, dass d'Emissiounen, pro Awunner gerechent, bei eis hei zu Lëtzebuerg iwwert dem Wäert leie vu China an ongeféier um Niveau vun den USA.

Et geet also net hei, fir ze soen: „Déi aner sollen hir Hausaufgabe maachen a mir leeën d'Hänn an de Schouss, bis d'Courbe vun anere Länner op eisen Niveau erofkënnt." Et geet net drëms, eis aus der Verantwortung erauszehuelen. Awer mir mussen et färdegbréngen, och eis Partner op béide Säite vun der Weltkaart mat an d'Boot ze huelen, fir dass kee vun eis ënnergeet.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt dofir och d'Beméiunge vun der Europäescher Kommissioun, fir bei Verhandlunge mat Drëttstaten de Fanger an déi Wonn ze leeën an ze insistéieren, dass d'Standarden héich musse sinn. Mir huelen och eis Responsabilitéit als eent vun deene Länner mat deem prozentual héchsten Taux un Entwécklungshëllef weltwäit.

Ech hunn déi viregt Woch um Klimasommet zu New York annoncéiert, dass Lëtzebuerg an den nächste fënnef Joer ëm 200 Milliounen Euro un Hëllef deblockéiert fir déi Länner, déi als Éischt an am meeschte vum Klimawiessel betraff sinn. Eis jäerlech Kontributioune fir de Klimafong gi verduebelt, an dat ouni Impakt op de Budget vun engem Prozent vum Revenu national brut, dee souwisou virgesinn ass och fir d'Kooperatioun an de Pays cibles. Mir engagéieren eis heiheem, an Europa an och am Rescht vun der Welt.

Mä et geet eis net duer. Mir wëllen eng gesamtpolitesch Approche, déi de Kritäre vun der Nohaltegkeet gerecht gëtt. Dat huet en Afloss op verschidde Beräicher vun onsem Liewen. De Klimawiessel ass och an net zulescht eng sozial Fro, déi wäit iwwert dee reng ökologeschen Aspekt erausgeet. Déi sozial Kohäsioun zu Lëtzebuerg, esou wéi op anere Plazen op der Welt, wäert sech an Zukunft och op der Fro vum Klima stellen an op de Léisungen, déi proposéiert ginn. An natierlech huet et och en Afloss op déi wirtschaftlech Entwécklung vun onsem Land.

Eng positiv ekonomesch Entwécklung steet awer net am Widdersproch zu ambitiéise Klimaziler. Am Géigendeel! D'Geschicht léiert eis, dass Verbesserungen ëmmer och duerch Innovatioun, duerch Weiderentwécklung, duerch Technologien an och duerch eng industriell Entwécklung kommen. Dat gëllt fir eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen, et gëllt fir de medezinnesche Fortschrëtt an et gëllt och fir eng verbessert Liewensqualitéit.

Als Wirtschaftsstanduert hu mir eis an de leschte Jore staark diversifiéiert. D'Finanzplaz ass a bleift ee vun onse wichtegste Secteuren. De Beräich vun den neien Technologien huet sech dernieft rasant weiderentwéckelt, mä och déi industriell Betriber an natierlech de Mëttelstand gehéieren zu de Piliere vun onser Ekonomie.

D'Betriber, déi bei eis implantéiert sinn, déi grouss sougutt wéi déi kleng, sinn den Ament an enger Mutatioun an investéieren an nei Technologien, déi och hëllefen, Energie ze spueren an Emissiounen ze reduzéieren. De Stat begleet dës Entreprisen dobäi an ënnerstëtzt ganz geziilt Investitiounen, déi d'Energieeffizienz verbesseren.

Dernieft promouvéiere mer awer och geziilt d'Entwécklung an d'Recherche, déi et erlaaben, och an Zukunft méi nohalteg ze produzéieren. Dat gëllt zum Beispill fir den Automobillsecteur, wou Lëtzebuerg e wichtege Standuert ass an och wëllt bleiwen. Den Automotive Campus zu Biissen ass eng konkret Initiativ, déi d'Regierung geholl huet, fir der Industrie eng Plaz ze ginn, wou ganz nei Technologië kënnen entwéckelt ginn, an dat an enger Infrastruktur, déi de Kritäre vun der Économie circulaire gerecht gëtt.

An och nei Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen implantéieren, ginn incitéiert, sech der Nohaltegkeet ze verschreiwen. Dat gëllt och fir d'Datenzentren. Ech weess, dass zënter Laangem gespaant drop gewaart gëtt, fir eppes Neies gewuer ze ginn iwwert de Projet Google zu Biissen. Déi amerikanesch Entreprise huet am Zentrum vum Land eng Surface vun iwwer 30 ha Land kaaft. An et ass richteg, dass do un engem Projet geschafft gëtt vun engem Datacenter.

Et si verschidden Etappen ze huelen, bis dee Projet sech konkretiséiert an déi néideg Prozeduren an Delaien och dobäi respektéiert ginn. Et ass evident, dass e gréisseren Datacenter en Impakt huet op de Verbrauch vu Ressourcen. An ech verstinn, dass een domadder och Froe provozéiert, déi och musse beäntwert ginn. An dat wäert och geschéien!

Dozou ass awer och ze soen, dass a Gespréicher tëschent de Responsabele vun der Entreprise an der Regierung drop higewise gouf, dass en Datacenter muss esou energieeffizient wéi méiglech fonctionnéieren an de Verbrauch vu Ressourcen esou niddreg wéi technesch méiglech muss gehale ginn. Dat ass eng Prämiss, un där mir festhalen an déi och net iwwerraschend ass fir Google.

Et bleift awer ganz sécher derbäi, dass den Energieverbrauch vun engem gréisseren Datacenter héich ass. Do muss een dann also ofweien, wat mer wëllen. De Besoin an d'Nofro vun Datacentere geet weltwäit erop. An eng Entreprise, déi all Dag enorm Quantitéite vun Donnéeën traitéiert, wäert hir Capacitéiten an den nächste Joren ausbauen, iwwerall op der Welt an och an Europa.

Lëtzebuerg huet grouss Atouten an der Konnektivitéit, an de Site vu Biissen wier do eng ideal Plaz. Et hätt och eng staark positiv Auswierkung op de Secteur vun den neien Technologien hei zu Lëtzebuerg an et schaaft ouni Zweifel och nei Aarbechtsplazen. Et geet dobäi ëm e Secteur, deen och an der Logik ass vun enger Ekonomie, wéi se an der Rifkin-Strategie formuléiert ass. D'Regierung ass deem Projet géigeniwwer also positiv agestallt, well e bei eis passt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an de leschte Joren immens vill geleescht an Initiative geholl, fir Lëtzebuerg méi energieeffizient ze maachen, fir manner CO_2-Emissiounen ze produzéieren a méi alternative Stroum ze produzéieren. Et soll een dat unerkennen, awer sech och gläichzäiteg bewosst sinn, dass mer do net wëllen an net kënne stoe bleiwen.

D'Koalitioun schafft dofir den Ament un engem exhaustive Klimaschutzgesetz. Mir hu festgehalen, dass dësen Text soll an d'Déift goe vun deem, wat Lëtzebuerg an den nächste Jore brauch, fir déi ambitiéis Ziler ze erreechen. Mir ginn eis eng Feuille de route, déi iwwert déi direkt an offensichtlech Secteuren erausgeet.

Mir hu bewisen, dass mer zu deene Länner op der Welt gehéieren, déi Virreider sinn an net op der Brems stinn, wann et dorëms geet, all Effort ze maachen, deen néideg ass, fir och deenen, déi no eis kommen, eng liewenswäert Zukunft ze bidden.

D'Europäesch Unioun spillt dobäi eng zentral Roll an dofir brauche mer och eng staark EU, déi sech an den nächste Joren op dat konzentréiert, woufir se zoustänneg ass, näämlech d'Liewe vun de Bierger ze verbesseren, Sécherheet ze garantéieren, sozial a wirtschaftlech Perspektiven och ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Méint hat een den Androck, dass mer eis an der Europäescher Unioun an der Haaptsaach mat der Vergaangenheet a manner mat der Zukunft beschäftegt hunn. Den Haaptsujet war an ass leider d'Konsequenz vun engem Referendum um lëtzebuergeschen Nationalfeierdag genau virun dräi Joer. Et ass de Choix gewiescht vun enger Majoritéit vun de Wieler a Groussbritannien, fir d'Europäesch Unioun ze verloossen.

Ech hunn dat scho méi dacks gesot an ech ginn net midd, et ze widderhuelen: Dee Choix ass ze bedaueren! Mir hätte léiwer, et wier anescht. Dat Vereenegt Kinnekräich ass en historesch enken Alliéierte vu Lëtzebuerg a mir sinn ekonomesch enk mat London verbonnen. Mir hu wichteg Echangen am Beräich vun der Sécherheet, vun der Ausbildung, der Recherche an der Kultur.

D'Auswierkunge vun engem Brexit ouni Accord mat der Europäescher Unioun, also de sougenannten „haarde" Brexit, si schwéier virauszegesinn, wat d'Konsequenze wieren. Mä et steet ausser Zweifel, dass et net positiv ass. Et gëtt kee Gewënner, weder d'Vereenegt Kinnekräich nach déi aner Länner a scho guer net eist Land.

D'Verhandlungen iwwert d'Accorden an deene verschiddene Beräicher, déi eng direkt Inzidenz hunn op den Alldag vun de Leit a Groussbritannien an och op eis, si vun der Europäescher Kommissioun gefouert. Fir eis bedeit dat, dass mer et no engem eventuellen No-Deal-Zeenario mat engem Drëttstat ze dinn hunn, mat deem an deene wichtege Beräicher, wéi notamment dem Austausch vu Wueren, keng bilateral Accorde bestinn. Dat bedeit ganz konkret, dass Douanestaxen ufalen a Wuere souwéi Servicer aus dem Vereenegte Kinnekräich deeneselwechte Regelen ënnerleien, wéi dat bei aneren Drëttstaten och de Fall ass.

Lëtzebuerg huet, esou wéi déi aner Memberstaten och, keng grouss ugeluecht bilateral Verhandlunge gefouert an d'Solidaritéit vun der Europäescher Unioun och respektéiert. Allerdéngs hu mer verschidden Aspekter geregelt an esou en direkten Impakt fir d'Britten, déi bei eis wunnen, respektiv fir d'Lëtzebuerger a Groussbritannien ofgefiedert.

Mir wëllen eise brittesche Matbierger, déi hei bei eis am Land liewen a schaffen, esou vill wéi méiglech Stabilitéit a Sécherheet och kënnen offréieren. Fir hinnen en Deel Previsibilitéit ze ginn, hu mer decidéiert, dass si bei engem No-Deal wärend engem Joer kënne mat hirem europäeschen Titre de séjour hei weider wunnen an och weider schaffen.

Dës Transitiounsphas gëtt hinnen d'Méiglechkeet, dann eng permanent Openthaltsgenemegung fir Drëttstaten (veuillez lire : fir Leit aus Drëttstaten) unzefroen, dëst dann och ënner vereinfachte Konditiounen. Domadder stelle mer och sécher, dass kee vun engem Dag op deen aneren all Rechter hei géif verléieren.

Mir hunn am Abrëll dëst Joer och zwee wichteg Texter ugeholl, déi d'Finanzplaz betreffen. Esou ass eng Iwwergangsfrist vun 21 Méint agefouert ginn, wärend där och no engem Brexit déi Lëtzebuerger Regulateuren am Finanz- an Assurancëberäich et britteschen Akteure kënnen erlaben, hir Servicer zu Lëtzebuerg kënnen ze offréieren. Deen zweeten Text gesäit Dispositiounen am Fongeberäich vir. Och hei gëllt eng Iwwergangsfrist, wärend där brittesch Fonge weider zu Lëtzebuerg kënne kommerzialiséiert ginn, no de Regelen, wéi se sech haut och applizéieren.

Den No-Deal-Brexit ass allerdéngs keen Zeenario, dee vun onser Säit gewënscht ass. Ech hunn dem brittesche Premier am Kader vu senger Visitt zu Lëtzebuerg och gesot, dass mir eis engem weidere Versuch, fir nach en Accord a leschter Minutt ze fannen, net verschléissen.

Nodeems déi Lëtzebuerger Regierung, wéi vill anerer an der EU, laang insistéiert huet, dass et un de Britte wier, fir eng nei Propositioun en vue vun engem Accord op den Dësch ze leeën, ass dat finalement d'lescht Woch geschitt. Mir begréissen dat, well ouni Text ass et schwéier, fir kënnen iwwer en Text ze diskutéieren an op eng seriö Aart a Weis och kënnen en Accord ze negociéieren.

Mir sinn amgaangen, déi nei Propositiounen an hir Implikatiounen am Detail ënnert d'Lupp ze huelen, an dat besonnesch op deene Punkten, déi och am Kader vun der Visitt vum Premier Boris Johnson am September exposéiert goufen: den Impakt op d'Integritéit vum Marché intérieur, den Impakt op d'Grenz an Irland an den „level playing field" tëschent der EU an dem Vereenegte Kinnekräich, an dat virun allem en vue vun engem zukünftege Fräihandelsaccord. Mir wäerten dat och maachen am enke Kontakt mam Negociateur vun der Europäescher Unioun, dem Michel Barnier, an dee mir och weiderhi vollt Vertrauen hunn.

D'Hoffnung op e Brexit mat engem Accord hunn ech op alle Fall nach net opginn. Ech leeën allerdéngs den Haaptaccent an den nächsten Deeg a Wochen drop, dass onst Land a seng Ekonomie beschtméiglech op e Brexit ouni Accord och virbereet sinn. Mir brauche Stabilitéit an der Europäescher Unioun an och zu Lëtzebuerg. Et ass de Garant fir eng positiv ekonomesch Entwécklung, an zemools am Secteur vun de Finanzservicer ass dëst en zentrale Facteur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ekonomesch a finanziell Situatioun vum Land ass positiv an d'Perspektive si gutt. Dat gesinn net nëmme mir selwer esou, dat ass och de Verdikt vun den internationale Ratingagencen, déi onsem Land alleguerten en Triple-A mat stabeler Perspektiv certifiéieren. Dat ass wichteg - ob een et wëllt oder net -, well dat eis Kredibilitéit stäerkt an notamment den Zënsniveau op den Emprunten, déi de Stat opgeholl huet, op engem historesch niddregen Niveau hält.

Eis Statsfinanze si gesond an nohalteg gefouert. Beim Zentralstat hu mer 2018 fir d'éischte Kéier zanter zéng Joer en Iwwerschoss verbucht. D'Tendenz bleift och fir dëst Joer ganz positiv. Enn Juni gouf en Iwwerschoss notéiert vun 869 Milliounen Euro. D'Recettë leie bei 1,2 Milliarden Euro, iwwert deene vum éischte Semester vun 2018. Dat ass e Plus vun 13,4 %.

D'Depensë si just ëm 2,8 % oder ronn 250 Milliounen Euro geklommen. Dëst ass selbstverständlech nëmmen eng Momentopnam,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

mä si confirméiert eis aktuell favorabel Situatioun an der Statskeess. Et gëtt eis d'Méiglechkeeten, den Investitiounsniveau weider héich ze halen an domadder och Perspektiven ze schafen.

Ech hunn et op dëser Plaz schonn e puermol gesot: Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren eng demografesch Entwécklung erlieft, wéi et se kaum op der Welt gëtt. D'Populatioun ass an engem Zäitraum vun zéng Joer ëm iwwer 20 % an d'Luucht gaangen. Gläichzäiteg ass d'Zuel vun de Leit, déi all Dag iwwert d'Grenz bei eis schaffe kommen, ëm en Drëttel geklommen. Dat huet eis virun enorm Defie gesat an et war zum Deel net méiglech, den Ufuerderungen un d'Infrastrukturen entspriechend gerecht ze ginn! De Stau op der Strooss, d'Penurie u Personal an allméigleche Secteuren, d'Waardezäiten an den Urgencen, alles dat si Konsequenze vun enger Entwécklung vum Land, där an der Vergaangenheet net genuch Rechnung gedroe gouf.

Et ass deem an de leschte Joren awer schonn entgéintgewierkt ginn. An och an Zukunft gëtt et nëmmen eng Äntwert: Mir mussen investéieren!

Mir hu fir dëst Joer ronn 2,6 Milliarden Euro fir Investissementer virgesinn. Dat ass eng Milliard Euro méi wéi am Joer 2013. An déi Evolutioun soll och weidergoen. Mir mussen a mir wëlle Lëtzebuerg op d'Defie vun der Zukunft virbereeden. Dofir ass an eisem pluriannuelle Budget virgesinn, dass am Joer 2023 den Niveau vun den Investitioune fir d'éischte Kéier op iwwer dräi Milliarden Euro klëmmt. Mir maachen dat fir, awer net op d'Käschte vun den nächste Generatiounen.

D'nächst Joer kéint d'Statsschold fir d'éischte Kéier zanter 2011 bei ënner 20 % vum PIB leien. Den Trend no ënnen dierft och kontinuéierlech weidergoe wärend dëser Legislaturperiod. Ënnert deene wéinege Länner mat engem Triple-A bei deene gréisste Ratingagencë si mer domat dat Land mat där niddregster Statsverscholdung.

Mir halen och weider um System fest, eppes op d'Säit ze leeë fir d'Zukunft. Am Fonds intergénérationnel, dee mer an der leschter Legislaturperiod gegrënnt hunn, sinn an der Tëscht 317 Milliounen Euro ugespuert ginn. Dëst Joer hu mer och eng weider Dotatioun vun 52,6 Milliounen an dëse Fong fir déi zukünfteg Generatiounen abezuelt.

Eis Statsfinanze sinn an engem gudden Zoustand an och d'Pensiounskeess, zesumme mam Fonds de compensation, ass an enger favorabeler Situatioun, mat enger Reserv vu bal 19 Milliarden Euro. Dëst entsprécht ronn 4,5-mol de Prestatiounen, déi aktuell bezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg hunn honnert Prozent vun deene Jonken tëschent 16 a 24 Joer Accès op den Internet. An der Alterskategorie tëschent 65 a 74 Joer läit den Taux ëmmer nach hei zu Lëtzebuerg bei iwwer 80 %. Mir verbréngen de ganzen Dag iergendwéi konnektéiert. An aus enger Etüd vum Statec vun dësem Summer geet ervir, dass an der Tëscht d'Halschent vun de Leit och extern Servicer notze fir de Stockage vun hiren Donnéeën, vu Fotoen, Filmer, Dokumenter an esou weider.

Dernieft hannerloosse mer Spure bei eisen alldeeglechen Aktivitéiten um Internet, sief et Recherchen, sief et Akeef, sief et Bankoperatiounen, Messagë schreiwen a kréien, Certificaten ausfëllen an esou weider. Egal wat mer maachen, wou mer higinn, wéi mer eis bewegen, et ass schwéier bis onméiglech, derlaanschtzekommen, dass et iergendeng Form vun Daten iwwer eis gëtt. Eis Adress ass enregistréiert, den Auto ugemellt, d'Foto um Pass digitaliséiert, de Kont op der Bank gespäichert, d'Rechnunge si bei der CNS archivéiert. Et existéiere weltwäit Milliarde vun Daten iwwer Milliarde vu Mënschen an et huet seng Virdeeler, et huet Potenzial an eiser Entwécklung, mä et huet och natierlech seng Geforen.

Zu de Virdeeler gehéiert den technologesche Fortschrëtt. Date sinn eng Matière première wéi kaum eng aner. Mat Hëllef vu komplexe Rechnungen, Analysen a kënschtlecher Intelligenz ginn Date verschafft a kënnen e positiven Impakt och hunn. Et kann een d'Beispill vun der Fuerschung am medezinnesche Beräich nennen. Mat Metadaten iwwer Patiente mat enger bestëmmter Krankheet ginn Diagnose verbessert, d'Präventioun erméiglecht a Medikamenter weiderentwéckelt. Et ass eng Chance! A mir wëllen och déi Chance notzen.

D'Regierung huet sech dofir eng Strategie an der kënschtlecher Intelligenz ginn. A mir wëllen do am europäesche Spëtzepeloton fueren. Déi éischt Phas vun dëser Strategie huet och ugefaangen. Mir lancéieren nach virum Enn vun dësem Joer d'Consultation publique an dësem Kader. Mir wëllen d'Kritären net ordonnéieren, mä zesumme mat den Akteuren aus der Recherche, mä och aus der Zivillgesellschaft genau definéieren.

Et ass wichteg an onverzichtbar, dass mer e Kader schafe fir den Émgang mat dëser neier Technologie. An ier mer zu engem Client vun anere ginn, suerge mer derfir, dass mer eisen eegene Prestataire och kënne sinn.

Mir wëllen a mir brauche kloer Regelen. An dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëllt fir den Émgang mat den Daten insgesamt, och mat perséinlechen Donnéeën iwwer eis Matbierger.

Mir haten an de leschte Méint eng ëffentlech Diskussioun an et sinn, zu Recht, Froe gestallt ginn, op déi och, zu Recht, Äntwerten erwaart ginn. Déi Froe stelle sech haut virun allem, well mer eréischt d'lescht Joer en neien a kloren Dateschutzkader kritt hunn, wéi ee mat perséinlechen Donnéeë muss ëmgoen. En Deel dovunner betrëfft natierlech och de Stat an aner ëffentlech Instanzen, wéi notamment d'Gemengen.

Dozou muss ee virop drun erënneren, wat den Ursprong vun deem Gesetz respektiv deene Gesetzer ass. D'Schlësselwuert ass den RGPD, de Règlement général sur la protection des données, deen engersäits Regelen definéiert, wéi an der Europäescher Unioun Donnéeën iwwer Persoune mussen traitéiert a geschützt ginn, an anerersäits, wéi de fräien Dateverkéier an den Echange am Marché intérieur auszegesinn huet. Et ass also net just en Text mat Verbueter, mä och e Reglement, deen ee vun de Grondprinzipie vun der EU, näämlech d'libre Circulation, fir de Beräich vun den Donnéeën och definéiert.

Deen neie Referenzkader am Dateschutz besteet ausserdeem aus zwee Deeler. Och dat ass kruzial, zemools fir déi Diskussioun, déi mer virum Summer hei gefouert hunn. Et ass eng Kéier, wéi gesot, den RGPD, en allgemengen Text iwwert den Dateschutz, an dann ass et eng europäesch Direktiv iwwert déi speziell Datebanke bei Police- a Justizautoritéiten. Mir hunn dozou d'lescht Joer am Summer hei am Parlament zwee Gesetzer gestëmmt, eent, dat dëse Reglement begleet, an e Gesetz, wat d'Direktiv iwwert d'Datebanke bei Police- a Justizautoritéiten transposéiert.

Den RGPD huet Prinzipie festgeluecht, déi allgemeng och gëllen. D'Veraarbechtung vun Donnéeën ass nëmmen ënner virdru festgeluechten an transparente Regelen erlaabt. Et gëtt zum Beispill de Prinzip vun der Exactitude - also et muss richteg sinn, wat erfaasst gëtt. Et gëtt och de Prinzip vun der Necessitéit, dass een Donnéeën net dierf méi laang hale wéi onbedéngt néideg. Dat ass en extrem wichtege Kader an et ass och wichteg, dass et eng Instanz gëtt, déi d'Anhale vun deem Kader kontrolléiert. Zu Lëtzebuerg ass dat bekanntlech d'Dateschutzkommissioun, also d'CNPD, déi och Sanktioune kann decidéieren, wann e Verstouss festgestallt gëtt.

Nieft dëser allgemenger Dateschutzgesetzgebung existéieren, wéi gesot, separat Dateschutzregele fir de strofrechtleche Volet respektiv de Beräich vu Police a Justiz an och de Beräich vun der nationaler Sécherheet.

Et si Regelen an et si Grenzen. Si ënnerscheede sech vun deem, wat soss allgemeng gëllt. E fundamentale Prinzip ass hei notamment, dass Donnéeën, déi iwwer eng Persoun erfaasst a gespäichert ginn, engem Zweck mussen déngen, also relevant musse sinn.

En anere Prinzip ass dee vun der Verhältnismëissegkeet. D'Mass vun den Donnéeën an den Opwand, dee gemaach gëtt, mussen dem Zweck ugepasst sinn. Dat bedeit zum Beispill, dass en automatescht a generellt Späichere vu passiven Informatiounen iwwer GPS-Koordinate vun all den Autoen, déi sech an onsem Land bewegen, net erlaabt ass. Et gëtt dann och eng Prozedur virgeschriwwen, wat den Accès op Datebanke betrëfft, och den Transmis vun Daten ass reglementéiert.

D'Regelen, déi sech fir de Beräich vun de Sécherheets- a Justizautoritéiten applizéieren, ënnerscheede sech vun deenen allgemengen op ganz logesche Punkten. Esou ass et evident, dass e Verdächtegen net muss informéiert ginn, wann am Kader vun enger Enquête Donnéeë gesammelt a stockéiert ginn. Mä et besteet e klore legale Kader.

D'Interpretatiounen dovunner hunn eis am Summer beschäftegt an déi concernéiert Ministeren hunn exhaustiv Explikatioune ginn. Et gouf och ënnerstrach, dass een d'Reprochen eescht hëlt an eventuell Schwaachstellen och wëllt zesumme behiewen.

De Minister vun der Sécurité intérieure huet dofir en Avis vun der Dateschutzkommissioun gefrot, deen de leschte Mount och presentéiert gouf.

Et gëtt virop festgehalen, dass déi thematiséiert Datebanke bei der Police eng legal Basis hunn. Gläichzäiteg gëtt och festgestallt, dass muss nogebessert ginn, fir den Émgang an d'Gestioun konform ze maachen. Et gëtt Nohuelbedarf, zum Beispill, wat d'Garantien am Dateschutz fir Mannerjäreger betrëfft.

An et gëtt nogebessert! Et ass e Comité de suivi gegrënnt ginn, wou och mat der Hëllef vun der CNPD elo intensiv dru geschafft gëtt, fir Lacunnen ze behiewen.

Bis d'Chrëschtvakanz sollen déi grouss Linne vun der Reform feststoen an déi zoustänneg Chamberskommissioun gëtt dobäi regelméisseg um Lafende gehalen. An den nächsten Deeg kritt d'Parlament en éischten Text presentéiert fir de Beräich vun der Kameraiwwerwaachung, wou dem Avis vun der CNPD Rechnung gedroe gëtt. Och an der Police selwer geet d'Aarbecht weider an Enn des Mounts gëtt de Rapport vun der Inspection générale de la Police presentéiert, déi intern Aspekter bei der Applikatioun vum Dateschutzgesetz analyséiert. An och déi Konklusioune fléissen an d'Aarbecht vum Comité de suivi mat eran.

Och bei der Justiz ass am Laf vum Summer weider op deem Dossier geschafft ginn, a besonnesch wat dee concernéierte Fichier, de sougenannten „JUCHA", betrëfft. D'Regelen iwwert den Inhalt vum Fichier, den Accès op de Fichier an och d'Durée, wéi laang Informatioune gespäichert sinn, ginn op de Leescht geholl. Zil ass et och hei, fir dës Regele méi präzis ze maachen an den Exigenze vum Dateschutz unzepassen. All d'Mataarbechter vun der Justiz, déi mat deem Fichier schaffen, sinn an der Tëscht och nach eng Kéier sensibiliséiert ginn.

D'Aarbechten, fir eng komplett Läscht ze erstelle vun all de Bases de données, déi d'Justiz huet, si weidergaangen a wäerten esou séier wéi méiglech och finaliséiert ginn.

Déi zoustänneg Dateschutzkontrollinstanz fir d'Justiz, d'Autorité de contrôle judiciaire, huet och decidéiert, fir eng äänlech Kontroll vum JUCHA duerchzeféieren, wéi d'CNPD et fir de Fichier central bei der Police gemaach huet.

D'Justizautoritéite schaffen och drun, fir hir Kontributioun ze leeschten, fir dass am Kader vum „contrôle des antécédents", dee verschidde Verwaltunge musse maachen, fir eng Autorisatioun kënnen auszestellen oder och fir nei Mataarbechter anzestellen, esou séier wéi méiglech kann och legiferéiert ginn.

De Stat an aner ëffentlech Instanzen hunn a geréieren natierlech och aner Datebanken, déi baussent dem Kader vun der nationaler Sécherheet fonctionnéieren, wou also déi generell Regele vum Dateschutz sech applizéieren, wéi se am europäeschen RGPD beschriwwe sinn.

Et geet hei ëm eng ganz Panoplie vu verschiddene Registeren, Fichieren an Datebanken, déi ënnert d'Dateschutzbestëmmunge falen. Wat den Émgang mat den Informatioune betrëfft, gouf et och scho Regele virum Akraafttriede vun deem neien Dateschutzgesetz: Den Accès ass limitéiert, all Agent vum Stat huet Obligatiounen a sengem Statut, wat d'Confidentialitéit betrëfft, d'Privatsphär vum Bierger muss respektéiert ginn, et gi Regele vun der Transparenz, all elektronesche Log vun engem Agent vum Stat ass retraçabel an esou weider. Déi Regele sinn awer natierlech d'lescht Joer méi präzis ginn.

Et ass an deem Kader, wou de Stat sech eng eegen Instanz ginn huet, fir den Dateschutz vun de Bierger ze verbesseren an och ze garantéieren. De Commissariat à la protection des données auprès de l'État huet als Haaptaufgab, déi staatlech Instanzen derbäi ze begleeden an ze beroden, fir Dateschutzregelen optimal unzewenden. Déi Instanz huet awer net eréischt d'lescht Joer ugefaange mat schaffen, mä schonn am Virfeld vum Akraafttriede vum RGPD huet se eng wäertvoll Aarbecht geleescht.

Den Ament gi beim Commissariat à la protection des données auprès de l'État ronn 1.400 Activités de traitement an Dateschutzregistere vun eenzelnen Administratioune gefouert. Dat betrëfft allméiglech Beräicher. Et geet vum Register vun den Handelsermächtegungen am Wirtschaftsministère bis zu den Immatrikulatioune vun de Gefierer op de Stroossen.

Mir sinn ëmgi vun Datebanken a si ënnerleien all dem Dateschutzgesetz a se sinn all dem Contrôle vun der nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD, ausgesat.

Et ass deemno evident, dass an de Ministèren, Verwaltungen a Servicer net eréischt zanter Kuerzem dru geschafft gëtt, fir sécherzestellen, dass d'Applikatioun vum Dateschutzgesetz och konform ass.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Wann ech e bësse kéint Rou op menger rietser Säit hunn, Här President, dat géif mer meng Aarbecht och méi einfach maachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Soubal Der eppes sot, wou et derwäert ass nozelauschteren, lauschtere mer och no.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Jo, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Här Gibéryen, wannechgelift!

(Brouhaha général)

Här Gibéryen, wannechgelift! Ech géif d'Chamber elo bieden, den Ausféierunge vum Statsminister nozelauschteren. Merci fir Äert Versteesdemech!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Virun dräi Joer, Här President, ass och en interministeriellen Aarbechtsgrupp en place gesat ginn, fir sech op déi nei Bestëmmungen och ze preparéieren, an en Aktiounsplang gouf ausgeschafft, fir d'Agente beim Stat ze sensibiliséieren. An et sinn zum Beispill nei Formatiounen och beim INAP agefouert ginn.

Den Dateschutz ass essenziell an d'Vertrauen an déi ëffentlech Instanzen ass de Pilier vun enger Demokratie.

(Interruption)

De Bierger muss sech drop verloossen, dass de Stat virsiichteg mat Informatiounen ëmgeet, déi perséinlech sinn. A mir wëlle séchergoen, dass dat Vertrauen net verluer geet.

Här President, ech proposéieren, der Chamber, dass de Kommissariat fir den Dateschutz beim Stat chargéiert gëtt, fir e Rapport ze maachen iwwert den État des lieux vun der Applikatioun vun den Dateschutzregele beim Stat selwer.

Dat bedeit, dass déi Instanz eng breet Analys vun de Bases de données mécht an eventuell Schwaachstellen och identifizéiert. Déi zoustänneg Chamberskommissioun gëtt dobäi regelméisseg informéiert. An um Enn proposéieren ech en Débat de consultation hei am Parlament, wou d'Konklusioune vun deem Rapport

sollen diskutéiert ginn. Wa sech sollt erausstellen, dass et Lacunne gëtt - sief et bei der Exekutioun vum Gesetz oder beim Gesetz selwer -, da sollen déi behuewe ginn.

De Prozess bedeit net e Moratoire um Effort, den Dateschutz ze respektéieren. Ganz am Contraire! D'Gesetz gëllt an et muss respektéiert ginn an d'Anhale vum Gesetz gëtt duerch d'CNPD kontrolléiert, baussent dem Stat an am Stat selwer.

Wat mer hei proposéieren, ass en zousätzlechen Effort an eng objektiv Analys, déi zu Verbesserungen an zu méi Vertraue soll féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen haut keen Tour vun all den Departementer a Ministèren, fir opzezielen, wat an deene leschten zwielef Méint op den Instanzewee bruecht ginn ass a wat an deenen nächste Méint an der Chamber deposéiert gëtt. Ech hu mech elo op zentral Punkte vun der Aktualitéit konzentréiert an op Erausfuerderungen, déi elo imminent sinn.

Et ass net - et ass net! -, well ech haut net vu verschiddene Beräicher vun der politescher Aarbecht schwätzen, dass déi dofir manner wichteg wieren oder net op der Dagesuerdnung géife stoen. De Contraire ass de Fall!

Déi sozial Froen an d'Kohäsioun an eiser Gesellschaft sinn ze wichteg, ze wichteg, fir se an e puer Kapitele vun enger Ried unzeschwätzen. D'Zukunft vun onse Kanner, d'Prioritéiten an der Bildung, der Formation professionnelle an am Fuerschungsberäich sinn zentral fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg. D'Gesondheetspolitik an eng optimal medezinnesch Versuergung, den Aspekt vun der Sécherheet an d'Lutte géint d'Kriminalitéit sinn Deelberäicher vun der Regierungspolitik, déi d'Bierger direkt an all betreffen. D'Emsetze vum Kulturentwécklungsplang féiert zu enger Opwäertung vum Kënschtler, déi et verdéngt, thematiséiert ze ginn. D'Logementsproblematik ass net geléist an déi verschidden Initiativen - den Effort vu Stat a vu Gemengen, deen amgaangen ass - fëlle méi wéi e puer Paragrafen a menger Ried an e puer Minutte vun Ärer Opmierksamkeet.

Ech léise mech dofir bewosst vun deem Modell vun eng Opzielung ze maachen, fir sécherzegoen, dass esou vill wéi méiglech Leit eppes héieren hunn, wou se kënnen e Kräizchen hannendru maachen!

Mäi Kräizchen ass haut bei deem, wat eis den Ament am meeschte beschäftegt, well et eis beschäftege muss, nämlech d'Zukunft vun onsem Planéit. Et féiert derzou, dass mer eis Froe stelle mussen an och dat hannerfroen, wat mer maachen.

Ech gehéieren awer zu deenen, déi dat positiv bewäerten an als Chance ugesinn. Et ass eng Chance, well et eis erlaabt, an d'Déift ze goe vun deem, wat mer maachen, a vun deem, wat mer ustriewen. U sech ass et eng Fro vun der Gerechtegkeet, eng Fro vun der Gerechtegkeet tëscht de Generatiounen.

Mir beschäftegen eis haut mat deem, wat wäit virun eis läit, well et néideg ass. Mir agéiere laangfristeg an déif gräifend. An dat maache mer och iwwert de Wee vun der Steierpolitik. Mir sinn amgaangen, un enger déif gräifender Reform ze schaffen, déi verschidden Aspekter an Elementer consideréiert.

Et gëtt eng ekologesch Reform a si steet an der Logik vun deenen ambitiéisen Ziler, déi mer eis als Regierung an der Klimapolitik ginn. Iwwert de Wee vun de Steieren hu mer en Hiewel, fir en Afloss drop ze huelen, wou d'Prioritéite leien, wéi d'Land sech soll weiderentwéckelen, wéi eis Ekonomie, mä och den Alldag vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg hiren Alldag verbréngen, an der Zukunft och sollen ausgesinn. An deen Hiewel solle mer notzen.

Dat gëllt gläichermoossen um sozialen a gesellschaftspolitesche Plang. Eist Land an d'Aart a Weis, wéi mer liewen a schaffen, hu sech an de leschte Joren a Jorzéngte verännert. D'Aarbecht vun dëser Majoritéit huet deem an de leschte sechs Joer och Rechnung gedroen. Mir hunn a ganz verschiddenen Domäner d'Politik de Realitéiten ugepasst. An dat maache mer och an dëser Legislaturperiod.

Weider maachen, amplaz weiderzemaachen!

Eng Individualiséierung bei de Steieren ass dofir en zentraalt Element vun enger Gesellschaftspolitik, déi dorop aus ass, Ongerechtegkeeten a Vulnerabilitéiten ofzeschafen.

Et geet hei ëm e fundamentaalt Ëmdenken an et si grouss Efforten an och vill Zäit néideg, fir dat ëmzesetzen. Eist Zil ass awer kloer. Mir suerge fir méi Gerechtegkeet a setzen den eenzelne Mënsch an de Mëttelpunkt, onofhängeg vun der Aart a Weis, wéi e säi Liewen organiséiert huet a wéi sech seng Situatioun am Laf vu sengem Liewen och verännert.

Esou eng Reform brauch Zäit an hirer Ausaarbechtung, mä awer och, fir se ëmzesetzen. Et mécht sech net an engem Dag, an Decisiounen, déi d'Mënschen an hirem Liewe fir sech geholl hunn, sollen och respektéiert ginn. Mir schaffen dofir un engem progressiven Aféiere vun der Individualbesteierung, an dat iwwer e méiglechst laangen Zäitraum.

Et gëtt awer och Aspekter bei enger Steierreform, déi net kënne waarden, well mer weider Léisunge brauchen, déi méi urgent sinn. D'Fro vun der Präisentwécklung am Logement ass do déi iewescht Prioritéit. Eng Transformatioun vun der Grondsteier ass e Schlësselelement an dierft sech an der Reform och erëmfannen.

Mir mussen d'Leit ënnerstëtzen a se entlaaschten, wou et néideg an noutwendeg ass. Mir musse Perspektive schafen an derfir suergen, dass d'Mënsche sech wuelfillen, dass se sech op dat kënne konzentréieren, wat hinne wichteg ass.

Perspektive schafen heescht och, dass mer weiderhi kënne sécherstellen, dass eis Wirtschaft kompetitiv ass, an engem Kontext, deen dem Land ugepasst ass.

Mir hunn an de leschte Joren ëmmer erëm Initiative geholl, fir eis Entreprisen ze stäerken an hinnen e Kader ze offréieren, deen et erlaabt, sech positiv ze entwéckelen. Dat och um steierlechen Niveau, mat enger Baisse vun der Kierperschaftssteier dëst Joer vun 18 % op 17 % a fir mëttelstännesch Betriber esouguer op 15 %.

Mir wëllen och am Kader vun enger Steierreform weider mat de Patronatsvertrieder iwwert déi fiskal Kompetitivitéit diskutéieren an no Léisunge sichen am Geescht an am Interêt vum soziale Fridden, deen zu eiser DNA gehéiert, sou wéi d'Innovatioun an d'Upassungsfäegkeet un den internationale Kontext.

Mir brauchen e Wee vun der konstruktiver Kommunikatioun. An d'Regierung setzt sech aktiv derfir an, dass dee Wee och weder e Sens unique nach eng Impasse ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an engem Land vum Dialog. Zu Lëtzebuerg schwätzt ee mateneen an et schwätzt jidderee mateneen. Mir léisen an evitéiere Problemer a Konflikter, well mer matenee schwätzen. Mateneen, an net just iwwereneen.

Une voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat huet eng laang Traditioun an et huet eis bis elo ëmmer no vir bruecht. Et gëllt fir den Dialog op politeschem Niveau, et gëllt fir den Dialog tëschent de Sozialpartner an och fir den Dialog tëschent der Politik an der Zivilgesellschaft.

Déi Erausfuerderungen, déi an deenen nächste Jore virun eis leien, brauchen och e méiglechst breede Konsens. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer dee Konsens och kënne fannen.

Et geet net duer, dass mer un engem Strang zéien, mir mussen och an déiselwecht Richtung zéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer de Moien um néng Auer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.39 heures.)

Sommaire de la séance publique nº 1

1re séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2018-2019 et ouverture de la session ordinaire 2019-2020	p. 1
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 1
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 1
Changement de composition du Comité de discipline	p. 1
Communications	p. 1-3
Ordre du jour	p. 3
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 3-6

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op **Chamber TV** och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op **www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 1** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0622	Marc Goergen	Mesures en vue de la baisse de la vente de carburants
0631	Marc Goergen	Déchets plastiques
0716	André Bauler	Création d'une bibliothèque publique dans le canton de Redange
0770	Marc Goergen	Bornes de recharge pour véhicules électriques
0784	Martine Hansen	Protection du blaireau au Luxembourg
0811	Paul Galles	Étude sur le risque de pauvreté des monoparentaux
0815	Jeff Engelen	Rénovation de la gare de Clervaux
0821	Georges Mischo	Gare d'Esch-sur-Alzette
0829	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Organisation du transport public
0832	Marc Hansen	Exigences du règlement UE 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure
0834	Marc Goergen	Sécurisation du site de l'Aéroport de Luxembourg
0839	Jeff Engelen	Contrôle des entreprises
0840	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Alex Bodry	Diffusion d'un dépliant présentant l'offre catéchétique
0843	David Wagner, Marc Baum	Initiative spaceresources.lu
0847	Jeff Engelen	Concession de pharmacie
0850	Roy Reding	Contrôles d'agences immobilières
0852	Fernand Kartheiser	Accès au fichier central de la Police grand-ducale
0858	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Mobilité transfrontalière
0859	Fernand Kartheiser	Fonctions de la Grande-Duchesse
0867	Gilles Baum	Logements de fonction
0868	Gusty Graas	Chenilles processionnaires
0869	François Benoy	Gestion locative sociale
0870	Sven Clement	Reclassement professionnel
0871	Mars Di Bartolomeo	Prestations des ostéopathes et des chiropracticiens
0873	Marc Angel	Atypies du développement sexuel
0876	Marc Goergen	Transports maritimes luxembourgeois
0877	Mars Di Bartolomeo	Transferts pour soins à l'étranger
0878	Sven Clement	Agents de la coopération
0880	Sven Clement	Banques de données
0881	Marc Goergen	Consommation de papier des ministères
0882	Marc Goergen	Faune sauvage
0883	Jeff Engelen	État du pont de la B7 à Ettelbruck
0885	Jeff Engelen	Policliniques
0886	Joëlle Elvinger, Gusty Graas	Levothyrox®
0888	Sven Clement	Registre des lobbies
0889	Marc Goergen	Analyse des sangliers morts
0890	Gusty Graas, André Bauler	Limites des lots de chasse
0893	Marc Lies	Statistiques du LISER
0894	Mars Di Bartolomeo	Retards dans le traitement des déclarations fiscales des personnes physiques
0896	Mars Di Bartolomeo	Abolition des frais de roaming
0897	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	Organisation d'un festival sur un site protégé
0898	Marc Lies, Françoise Hetto-Gaasch	Logements locatifs des promoteurs publics
0899	Marc Baum	Demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale
0900	Marc Goergen	Trains de nuit
0902	Emile Eicher	Paiement des indemnités de chômage en cas de licenciement
0903	Marc Goergen	Poubelle pour déchets biodégradables
0904	Marc Spautz	Médecin de contrôle
0905	Marc Goergen	Publications des communes
0906	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier central
0907	Henri Kox	Banque européenne d'investissement
0909	Mars Di Bartolomeo	Prime fiscale pour l'achat d'un vélo ou d'un pedelec
0910	Sven Clement	Droit au compte
0911	Jeff Engelen	Installation de panneaux photovoltaïques
0912	Marc Goergen	Trouble du jeu vidéo
0913	François Benoy	Capacités du tramway
0914	Sven Clement	Logements pour étudiants
0916	Gusty Graas	Contrôle de la comptabilité communale
0917	Jean-Marie Halsdorf	Restrictions européennes quant à l'utilisation des perfusions du type hydroxyéthylamidon en milieu hospitalier
0918	Marc Goergen	Banques de données relatives à l'orientation sexuelle
0919	Paul Galles	Utilisation du logiciel Microsoft Office dans le cadre de « Digital Classroom Luxembourg »
0920	Max Hahn	Organisation de manifestations civiles
0921	Gilles Baum	Projet de réaménagement de l'esplanade à Remich
0922	Mars Di Bartolomeo	Médicaments indisponibles
0923	Martine Hansen	École nationale pour adultes
0928	Marc Goergen	Assistant personnel intelligent
0929	Mars Di Bartolomeo	Médicaments génériques
0930 cf. 0934, 0958	Mars Di Bartolomeo	Mortalité infantile des bébés
0931	Djuna Bernard	Centres de compétences
0932	François Benoy	Formations pour utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques
0933	Gusty Graas	Eau potable
0934 cf. 0930, 0958	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	Mortalité infantile des bébés
0935	Marc Goergen	Heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants
0936	Jeff Engelen	Problématique des trains supprimés
0938	Marc Hansen, Djuna Bernard	Priorités de la recherche publique
0939	Diane Adehm	Vente de terrains par les communes
0940	Sven Clement	Patrimoine immobilier des CFL
0941	Carole Hartmann	Remboursement des produits homéopathiques
0942	Georges Mischo	Université Lunex à Differdange
0943	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Alex Bodry	Assainissement du site « Affilux » à Dudelange
0945	Laurent Mosar, Gilles Roth	Critères d'admission à la cérémonie officielle pour la fête nationale
0946	Sven Clement	Obligation d'un « Compte chèque postal » pour le personnel de la fonction publique
0947	Georges Engel	Trafic illégal de hydrofluorocarbures (HFC)
0949	Carole Hartmann	Terrains synthétiques
0950	Mars Di Bartolomeo	Garanties de l'État dans le cadre d'un prêt immobilier
0951	Françoise Hetto-Gaasch	Protection des animaux durant une canicule
0952	Marc Angel	Vienna Conference on Protecting Civilians in Urban Warfare
0953	Martine Hansen, Marc Lies	Terrains constructibles
0954	Max Hahn	Sacs en plastique
0955	Max Hahn	Panneaux solaires flottants
0956	Marc Goergen	Systèmes d'exploitation utilisés par le secteur public
0958 cf. 0930, 0934	Josée Lorsché, Marc Hansen	Mortalité infantile des bébés
0959	Carole Hartmann, André Bauler	Service audiophonologique
0961	Jean-Marie Halsdorf	Pénurie de cannabis médicinal
0962	Mars Di Bartolomeo	Retards dans le versement de l'indemnité compensatoire par l'ADEM

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0963	Jeff Engelen	Gratuité des transports en commun
0964	Jeff Engelen	Arrêt des éoliennes à cause du milan royal
0965	Sven Clement	Service vocal
0966	Paul Galles	Structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale
0968	Sven Clement	Frais de parking à l'Aéroport de Luxembourg
0970	Marc Goergen	Taxation du transport aérien
0971	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
0973	André Bauler, Carole Hartmann	Centre Hospitalier du Nord
0974	Franz Fayot	Transparence sur le marché de l'immobilier
0975	Mars Di Bartolomeo	Température de la Moselle
0976	Martine Hansen	Détention appropriée des chiens de la Police grand-ducale
0978	Sven Clement	Retards de paiement
0979	Marc Spautz	Formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies
0980	Sven Clement	Formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies
0981	Marc Goergen	Protection des animaux durant une canicule
0982	Marc Goergen	Système de reconnaissance faciale
0984	Nancy Arendt épouse Kemp	Jugement C-597/17 de la Cour de justice de l'Union européenne relatif au système commun de taxe sur la valeur ajoutée
0985	Mars Di Bartolomeo	Situation des retraités
0987	Gusty Graas	Formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies
0988	Marc Spautz, Martine Hansen	Assurance incendie
0989	Mars Di Bartolomeo	Prise en charge du médicament apomorphine
0990	Sven Clement	Entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données
0993	Marc Goergen	Commerce d'animaux
0994	André Bauler	Sécheresse
0996	Marc Hansen	Dépendance aux opioïdes
0997	Marc Baum	Traitement de dossiers par l'ADEM dans le contexte du reclassement professionnel et du transfert de l'impôt retenu sur les indemnités de chômage
0998	Carlo Back	Investissements indispensables pour garantir un transport public de qualité
0999	Laurent Mosar	Récente décision européenne en matière d'équivalence financière
1001	Sven Clement	Préparations pour un « no-deal » Brexit
1002	Fernand Kartheiser	Sécurité dans les gares
1006	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	Dégâts causés par le scolyte
1008	François Benoy	Procédure d'approbation de règlements communaux sur la circulation
1009	Henri Kox	Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs
1010	Marc Goergen	Huile de palme dans les biocarburants
1013	Marc Lies, Gilles Roth	Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs
1019	Gusty Graas	Pollution de la Chiers
1021	Mars Di Bartolomeo	Vente de carburants
1022	Martine Hansen	Cannabis médicinal
1029	Yves Cruchten	Voitures électriques
1030	Mars Di Bartolomeo	Maladie de Lyme
1031	Martine Hansen, Laurent Mosar	Déforestation systématique de la forêt amazonienne
1032	Fernand Kartheiser	Lutte contre la violence
1033	Fernand Kartheiser	Fonctions de la Grande-Duchesse
1034	André Bauler	Conséquences de la sécheresse pour les arbres
1035	Marc Baum	Saisie de rémunérations de pensions
1040	Marc Lies, Gilles Roth	Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs
1043	Fernand Kartheiser	Regroupement familial
1045	Gusty Graas	Reproches faits à l'égard de l'agence Frontex
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2019-2020		
1359 urgente	Martine Hansen	Manque de titulaires dans certaines matières
1392 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Championnat du monde des jeunes karatékas au Chili

Question 0622 (20.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures en vue de la baisse de la vente de carburants :**

Den 23. Februar 2005 huet d'Fraktioun vun déi gréng eng Motioun zum Thema Tanktourismus an der Chamber deposéiert. An dëser Motioun huet d'Chamber d'Regierung opgefuerdert, eng Etüd iwwert den Tanktourismus ze realiséieren an, op Base vun dëser, eng Strategie auszeschaffen, fir de Konsum vun Treibstoffer ze reduzéieren. Dës Motioun gouf ee Jorzéngt spéider schlussendlech realiséiert an d'Studie ass 2016 virgestallt ginn. Op Base vun den Analysen huet d'Regierung verschidde Mesuren zréckbehalen, mat deene se den Treibstoffverkaf zu Lëtzebuerg reduzéiere wëllt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Eng vun de Mesurë gesäit d'Aféiere vun engem Monitoring iwwert d'Evolutioun vum Treibstoffverkaf vir.

- Opgeschlësselt pro Joer, wéi vill Treibstoff ass an de Joren 2013 bis 2018 verkaaft ginn?

- Weist d'Tendenz eng Erhéijung oder eng Reduzéierung vum Treibstoffverkaf zu Lëtzebuerg un? Wéi ass dës ze erklären?

2. An e puer europäesche Länner ass beschloss ginn, dass ab engem gewëssene Joer nëmmen nach abgasfräi Neiween däerfe verkaaft ginn. An Norwegen sollt dëst schonn ab 2025 de Fall sinn, a Frankräich ab 2030. Wäert d'Regierung legiferéieren, fir ab 2030 keng Neiween mat Verbrennungsmotor méi zouzeloossen?

- Falls neen, ass een anert Joer fir d'Verbuet eng Optioun?

- Falls neen, wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung géigeniwwer engem Verbuet vum Verkaf vun Neiween mat Verbrennungsmotor?

Réponse commune (28.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de ***M. Claude Turmes,*** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. An de Joren 2013 bis 2018 huet de Verkaf vu Bensinn (bläifräi) an Diesel zu Lëtzebuerg folgendermoossen evoluéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

No engem kontinuéierleche Réckgang vum Verkaf vun esouwuel Bensinn wéi och Diesel tëschent 2012 an 2016 huet sech d'Tendenz an de leschten zwee Joer nees inverséiert. Wärend de rezenten Zouwuess beim Bensinn op d'mannst zum Deel op eng verstäerkten Nofro vu Bensinnsmotorisatiounen no dem Dieselskandal zréckzeféieren ass, spillt beim Diesel d'Präisdifferenz mat den Nopeschlänner eng Roll.

Wat déi progressiv Dekarboniséierung vum Stroossentransport ubelaangt, ass déi europäesch Gesetzgebung, déi sech un d'Automobillindustrie riicht, den entscheedende Facteur. Esou goufe rezent ambitiéis Reduktiounsobligatioune vun den CO_2-Emissioune fir esouwuel Autoe wéi och Camionnetten a Camione festgeluecht an de Paräiser Klimaaccord schreift och eng kloer Reduktiounstrajectoire vir. Zousätzlech dozou huet Lëtzebuerg sech am Kader vu sengem integréierten Energie- a Klimaplang zum Zil gesat, dass 2030 bal d'Halschent vun allen ugemellten Autoen Elektro- oder Plug-in-Hybridmotorisatiounen hunn. Eng zouverlässeg ëffentlech Luedeinfrastruktur zesumme mat finanziellen a steierlechen Ureizer wäerten hëllefen, dëst Zil ze erreechen.

ad 2. Am Moment gesäit et d'Regierung als net förderlech, fir hei zu Lëtzebuerg een Datum festzeleeën, ab wéini Neiween mat Verbrennungsmotor net méi géifen zougelooss ginn.

Zu Lëtzebuerg ass d'Prioritéit am Moment éischter, fir op EU-Niveau Afloss op d'Zukunft vum Verbrennungsmotor ze huelen an national duerch positiv Ureizer, sief et déi nei Primmen oder déi ëffentlech Luedeinfrastruktur „Chargy", méi ëmweltfrëndlech Autoen ze promouvéieren.

Doriwwer eraus solle massiv d'Alternative gefërdert ginn, dat heescht den ëffentlechen Transport, deen d'nächst Joer gratis gëtt, de Vëlo an ze Fouss goen. D'Zil kann net nëmme sinn, den Individualverkéier ze dekarboniséieren, mä et muss eng aner, eng multimodal Mobilitéit gefërdert ginn.

Question 0631 (25.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **déchets plastiques :**

Eent vun den Haaptthemen an der Ëmweltpolitik betrëfft déi zukünfteg Handhabung vum Plastik. Ee Groussdeel vun der Gesellschaft huet mëttlerweil begraff, dass de Plastik net als nohalteg Ressource daagt an dass d'Politik, fir d'Ëmwelt ze schützen, d'Produktioun, d'Verwennung an d'Entsuergung vum Plastik besser reguléiere muss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tonne Plastiksoffall (Bioplastik ausgeholl) sinn tëscht 2013 an 2019 insgesamt souwéi am Duerchschnëtt pro Kapp zu Lëtzebuerg entstanen?

- Ass de Gebrauch vum Plastik eropgaangen oder huet e sech reduzéiert?

- Wéi ass dës Tendenz ze erklären?

2. Opgelëscht no Joer, wéi eng konkret Mesuren huet d'Regierung säit 2013 ënnerholl, fir de Konsum vum Plastik ze reduzéieren?

- Waren dës Mesuren effektiv?

- Falls jo, kann d'Regierung d'Effektivitéit vun de Mesurë mat Zuelen ënnermaueren?

Réponse (13.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Entwécklung vun de Gesamtquantitéite vu Plastiksoffäll an de Joren 2013 bis 2017 sinn am Tableau hei drënner resuméiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir d'Joer 2018 sinn d'Zuelen aus deene verschidde Joresrapporte vun den Akteuren nach amgaangen, kontrolléiert a validéiert ze ginn. Dofir ka fir dat Joer nach keng Quantitéit matgedeelt ginn. Well d'Joer 2019 nach net fäerdeg ass, leie fir dëst Joer och nach keng Donnéeë vir.

Aus dem Tableau hei drënner kann een um Beispill vun 2017 gesinn, aus wat fir Beräicher dës Plastiksoffäll sinn:

	(%)
Plastiksoffäll an dem Reschtoffall	50
Plastiksoffäll am Sperrmüll	1
Reschtoffall vum Handwierk, Commerce, Bau etc.	21
Valorlux - PMC Sammlung	7
Recyclingcenter / Valorlux ReBox	2
Handel a Betriber	17
Agrikultur	2

Fir dësen Tableau richteg ze interpretéieren, muss een op folgend Punkten oppassen:

- Bei den Zuelen handelt et sech souwuel ëm Plastiksoffall, dee separat gesammelt gouf, ewéi ëm Plastiksoffall, deen aus gemëschte Fraktiounen eraus zortéiert gouf, mä awer och ëm de Plastiksoffall, deen nach am Reschtoffall an am Sperrmüll ass.

- Fir d'Fraktioun Plastik, déi nach am Reschtoffall vun de Privatleit ass, ze berechnen, sinn d'Resultater vun der Offallanalys 2013/2014 geholl ginn (17,8 %). D'Resultater vun der Reschtoffallanalys 2019 sinn eréischt ab Hierscht 2019 disponibel. Datselwecht zielt fir de Plastik am Sperrmüll, wou déi nächst Analys 2020 gemaach wäert ginn.

- D'Statistike baséieren op der Auswäertung vun iwwer 900 Berichter, déi vu Firmen aus dem Offallsecteur, all Joer, bei der Ëmweltverwaltung eragereecht ginn. Säit 2015 ginn all déi Rapporten iwwer eng Internetplattform systematesch gesammelt. Dës nei Approche erkläert dann och deelweis de Sprong tëschent 2015 an 2016.

- Net mat abegraff an dësen Zuele sinn:

- Plastik, dee feste Bestanddeel vu Produkter ass, déi ënner aneren Offallkategorië rapportéiert ginn (Elektro- an Elektronikschrott, Hygiènesartikelen, al Autoen ...);

- Produktiounsoffäll aus der Industrie, déi Plastik hierstellt oder veraarbecht (+/- 12 Firmen). Heibäi handelt et sech an der Moyenne ëm +/- 20.000 Tonne Plastik pro Joer.

Insgesamt stellt ee fest, datt iwwert den Zäitraum 2013 bis 2015 d'Tendenz no uewe gaangen ass. Ganz vill Moosnamen zur Offallvermeidung goufen eréischt an de leschte Jore geholl. Doweinst léisst den Impakt sech an dësen Zuelen nach net bewäerten. Wichteg Zuelen iwwert d'Tendenz vun der Entwécklung vun de Plastiksoffäll wäerten am Hierscht mat de Resultater vun der nationaler Reschtoffallanalys verfügbar sinn.

ad 2. Den Ëmweltministère, zesumme mat der Ëmweltverwaltung, huet eng ganz Rei vu Mesurë geholl, fir de Plastiksoffall ze reduzéieren. Dëst sinn, ënner anerem:

Um Niveau vun der Sensibiliséierung sinn dës Mesuren ze nennen:

- Am Dezember 2017 gouf eng Sensibiliséierungscampagne mam Numm « ÊTRE DANS UN SAC PLASTIQUE ... » lancéiert. Dëst fir dorop opmierksam ze maachen, datt een net all Stéck Uebst oder Geméis muss an eng Plastikstut maachen.

- 2017 gouf et d'Anti-Littering-Campagne „Petits déchets - grande pollution", fir drop hinzeweisen, datt dat muttwëllegt Ewechgeheie vun Offall an d'Natur een eeschten Impakt kann hunn. Dës Campagne ass 2018 nach eng Kéier widderholl ginn.

- Enn 2018 huet d'Ëmweltverwaltung eng Opklärungscampagne iwwer Bioplastik gemaach, fir drop hinzeweisen, datt Plastik duerch Bioplastik ze ersetze keng Alternativ ka sinn.

- Aktuell gëtt vum Oekozenter Pafendall, zesumme mat der SuperDrecksKëscht, um Guide „Green Events" geschafft. Zil dovunner ass et, nohalteg Initiativen an Evenementer ze förderen a si an dëse Schrëtt ze begleeden. Dozou gehéiert natierlech och de Verzicht op Eeweeplastiker.

- Am Abrëll 2019 gouf d'Anti-Littering-Campagne „Offall kann déidlech sinn - gehei näischt an d'Natur" zesumme mat der Ëmweltberodung Lëtzebuerg ASBL an der Stad Déifferdeng lancéiert, fir op d'Konsequenze vum Littering op d'Déieren opmierksam ze maachen.

- Zanter Ufank 2019 mécht d'Ëmweltverwaltung regelméisseg Publikatioune vun Alternativen zu gängegen Eewee-Plastiksartikel.

- Am Klimapakt, zu deem all Gemengen adheréieren, kritt d'Offallvermeidung ëmmer méi eng Wichtegkeet, dozou gehéiert och, manner Plastiksoffäll ze produzéieren.

- Regelméisseg gëtt och iwwert d'Facebook-Säit vun der Ëmweltverwaltung iwwert d'Thematik informéiert a sensibiliséiert.

Beispiller vu konkrete Mesuren, fir Plastiksoffäll ze vermeiden oder ze reduzéieren, sinn déi hei:

- Am Joer 2004 ass de Projet Eco-sac lancéiert ginn, e Konzept, dat jidderengem geleefeg ass an dat et erméiglecht huet, datt zanter senger Aféierung 2004 bis 2016, inklusiv eng 5.651 Tonne Plastik agespuert konnte ginn. D'Zuel vun de Plastikstuten am Handel, dee matmécht, konnt vun 132 Tute pro Awunner am Joer 2004 op 10,8 Tute pro Awunner am Joer 2016 reduzéiert ginn. Dat ass den Equivalent vu 560 Milliounen Eewee-Plastikstuten. 2012 huet déi Europäesch Kommissioun den Eco-sac als „best practice" ausgezeechent, dëst am Beräich vun der Offallvermeidung.

- 2006 ass d'Aktioun „clever akafen" vun der SuperDrecksKëscht, zesumme mat der Chambre de Commerce, der clc an der ULC, lancéiert ginn. Dës Aktioun viséiert eng besser Visibilitéit an eng Sensibiliséierung vum Public op méi ekologesch an nohalteg Produkter. Nieft der Präventioun vu geféierleche Substanzen ass en entscheedende Faktor, fir dëse Label ze kréien, och, ob d'Verpackung recycléierbar oder aus recycléierte Materialien ass. Produkter, déi esou ausgewise sinn, si Faarwen a Lacker, opluedbar Batterien an Accessoiren, Wäsch- a Botzmëttel, energiespuerend Beliichtung, Schoul- a Bürosmaterial, Rinse-off Produkter, Hygiènepabeier.

- Säit Jore gëtt den „Cup-System" a ville Gemengen ugebueden. Dëse baséiert op engem Pilotprojet, deen d'Ëmweltverwaltung am Kader vun „Lëtzebuerg, europäesch Kulturhaaptstad 2007" initiéiert huet. Parallell dozou bidde vill Gemengen e „Spullweenchen" un, en anere Wee, fir de Plastiksoffall ze bekämpfen.

- Zesumme mat der Fédération luxembourgeoise de marche populaire (FLMP) gouf am September 2017 e Méiweebecher ausgeschafft, deen elo regelméisseg bei den Aktivitéite vun dëser Federatioun am Gebrauch ass.

- D'Konzept vun der Ecobox ass och eng erfollegräich Léisung, déi mam Secteur vun der Restauratioun ausgeschafft ginn ass an am Juni 2018 lancéiert ginn ass. Vun am Ufank 6 Restauranten, déi matgemaach hunn, bedeelege sech no engem Joer méi wéi 100 Restauranten an och vill Kantinnen un dësem Projet. Hei gi keng Eeweeplastiker méi benotzt, fir Iessreschter vun de Clienten anzepaken, mä de Client kritt eng Ecobox, déi am Pfandsystem ëmmer erëm benotzt ka ginn. D'Ecobox steet haut als Modell fir weider äänlech Léisungen, déi momentan diskutéiert ginn, fir am Eenzelhandel Iesswueren anzepaken.

- E weidere Projet ass d'Initiativ vun IMS „Zero Single Use Plastic Strategy" an de Betriber, zu där den Ëmweltministère an d'Ëmweltverwaltung bäidroen. Dëse Projet leeft zanter 2018. An der Tëschenzäit hu méi ewéi 50 Betriber sech schonn där Demarche ugeschloss, fir op verschidden Eeweeplastiker ze verzichten an esou op e méi plastiksfräie Wee ze kommen.

- Säit Januar 2019 dierfe keng Plastikstute méi gratis an de Verkafsflächen erausgi ginn. Dëst bezitt sech op all Plastikstuten a geet deemno méi wäit wéi déi europäesch Direktiv, déi sech nëmmen op Tute méi kleng wéi 50 Mikrons bezitt. Ausgeholl zu Lëtzebuerg vum Verbuet si ganz dënn Plastikstuten, déi aus Hygiènesgrënn musse benotzt ginn.

- Säit Juni 2019 ass an deene meeschte Supermarchéen am Land de Superbag disponibel. Dëst ass eng Alternativ zu de villen Eewee-Plastikstuten, déi gratis am Uebst- a Geméisrayon ausgedeelt ginn.

All dës Mesuren hu mat dozou bäigedroen, datt d'Leit méi sensibiliséiert sinn op déi Problematik vun de Plastiksoffäll.

Wéi schonn uewe gesot, goufen déi meescht Moossnamen an der leschter Zäit geholl, esou datt et schwéier ass, den Impakt an den Zuelen ze gesinn, déi de Moment disponibel sinn. D'Resultater vun der neier Hausmüllanalys, déi am Hierscht virleie wäerten, wäerte weisen, ob verschidde Mesurë scho gegraff hunn a bei wat fir Fraktiounen et néideg wäert sinn, weider gezillte Mesuren ze huelen, fir entweder dës Offäll ze vermeiden oder fir se separat ze sammelen an dann ze recycléieren.

Question 0716 (17.05.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **création d'une bibliothèque publique dans le canton de Redange :**

La population du canton de Redange a évolué positivement durant la dernière décennie en passant de 16.146 personnes en 2011 à 19.906 personnes début 2019. Il n'est donc pas surprenant que, depuis des années, les communes du canton soient très engagées dans la diversification des services publics offerts à leurs citoyens. À noter toutefois qu'actuellement le canton de Redange n'héberge pas encore de bibliothèque publique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Quelles conditions faut-il remplir pour être porteur et/ou gestionnaire d'une bibliothèque publique ?

- Est-ce que le Ministère de la Culture a déjà été contacté par l'une ou l'autre commune du canton en vue de créer une bibliothèque publique ?

- Dans la négative, le Ministère de la Culture serait-il disposé à approcher l'un ou l'autre partenaire potentiel de la région afin de promouvoir un tel projet ?

- Quel est le nombre de bibliothèques publiques qui bénéficient actuellement du soutien financier du Ministère de la Culture et quelle est leur localisation géographique ?

Réponse (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le traitement de bibliothèques souhaitant bénéficier de l'agrément ministériel permettant de se constituer en « bibliothèque publique » est régi par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. Première infrastructure sociale de par sa capacité à offrir un lieu d'apprentissage, de découverte intellectuelle et d'échange à tout un chacun, la bibliothèque publique doit, pour être ainsi qualifiée, observer certains critères permettant d'assurer qu'elle exécute effectivement sa mission de service public.

Conformément à l'article 2 de la loi 24 juin 2010, la bibliothèque doit ainsi, outre d'accomplir les objectifs fondamentaux à poursuivre par toute bibliothèque, satisfaire des obligations avant tout en termes d'accessibilité. Elle doit par ailleurs obéir aux obligations posées par le chapitre 3 de la loi, lesquelles concernant notamment la gratuité, la fixation de plages horaires minimales ainsi que la présence de personnel ayant bénéficié d'une formation particulière dès lors que la bibliothèque en cause dessert plus de 10.000 habitants. La bibliothèque respectant ces critères peut solliciter un agrément ministériel, lequel est délivré sur avis du Conseil supérieur des bibliothèques. L'agrément ministériel ouvre également droit à l'obtention d'un subside. Toute bibliothèque publique est par ailleurs intégrée au réseau national des bibliothèques luxembourgeoises coordonné par la Bibliothèque nationale.

L'initiative de la création d'une bibliothèque publique locale ou régionale ne revient pas au Ministère de la Culture. Celui-ci s'engage néanmoins à accompagner toute demande d'agrément de manière constructive. Pour l'instant, aucune initiative locale ne s'est manifestée auprès du ministère, si bien que la question de l'agrément ne s'est pas encore posée.

Le Grand-Duché compte aujourd'hui onze bibliothèques bénéficiant de l'agrément ministériel :

- bibliothèque d'Eschdorf ;

- bibliothèque Tony Bourg, Troisvierges ;

- bibliothèque d'Ettelbruck ;

- Mierscher Lieshaus ;

- médiathèque Moselle-Sûre ;

- bibliothèque de l'Ourdall, Vianden ;

- bibliothèque municipale de Differdange ;

- bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette ;

- bibliothèque municipale de Grevenmacher ;

- bibliothèque publique régionale de Dudelange ;

- Cité Bibliothèque, Luxembourg.

Il reste à préciser que la nouvelle bibliothèque de Wiltz, la Weeltzer Ludo-Bibliothéik, se trouve actuellement en cours d'obtention d'un agrément ministériel.

Question 0770 (11.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **bornes de recharge pour véhicules électriques :**

D'Regierung huet am Koalitiounsofkommes d'Transitioun op d'Elektromobilitéit als ee Käruleies definéiert, woubäi d'Part vum Elektroauto op eise Stroossen iwwert den Taux vun aktuell 1,8 % klamme soll. Fir de gudde Fonctionnement vun dësem Projet ze erméiglechen, musse flächendeckend elektresch Luedestatioune gebaut ginn. An deem Kontext stellt sech déi kruzial Fro, wéi ee wirtschaftleche Modell fir den Ausbau vum Reseau geholl soll ginn. Am Koalitiounsaccord huet déi lëtzebuergesch Regierung zu dësem Thema Folgendes festgehalen: « Les études en cours en vue de permettre l'installation de stations à recharge à haute puissance pour véhicules électriques sur les aires d'autoroute (...) seront finalisées à brève échéance en vue de déterminer le modèle économique approprié (concession ou État-opérateur). » (Säit 161)

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Besëtzen d'Ministeren aktuell Zuelen an Erklärungen zu der Part vum Elektroauto zu Lëtzebuerg?

2. Sinn déi a menger Introduktioun genannten Etüde scho finaliséiert? Falls neen, wéi wäit sinn d'Ministerë mat der Aarbecht un dësen Etüden? Wéini gedenken d'Ministeren, déi genannten Etüden ze publizéieren?

3. An eisem Nopeschland Däitschland investéieren zurzäit grouss Autosfirmen an de Reseau vun den Opluedestatiounen. Wäert d'Regierung sech an deem Kontext um däitsche Modell orientéieren, fir private Firmen d'Méiglechkeet ze ginn, an den Energiereseau ze investéieren?

Réponse commune (12.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. 2018 waren ca. 1,8 % vun den neien Umeldunge vun Autoen (Kategorie M1) entweder 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybriden. Dëst Joer goufe vu Januar bis Enn Mee insgesamt 547 Elektroautoen an 237 Plug-in-Hybriden nei ugemellt. Dëst entsprécht engem Taux vun 2,9 % bei den neien Umeldungen. Enn Mee waren och insgesamt 3.402 Elektroautoen a Plug-in-Hybriden zu Lëtzebuerg zougelooss.

ad 2. Déi ernimmten Etüden zu de Schnellladestatiounen op den Autobunnstankstelle sinn nach net ofgeschloss. Dëst ass awer fir am Laf vun dësem Joer geplangt.

ad 3. Eng flächendeckend Luedinfrastruktur fir Elektroautoen a Plug-in-Hybride gëtt am Moment duerch d'Luedinfrastruktur geschafen. Bis Enn 2020 wäerten d'Stroumnetzbedreiwer eng 800 „Chargy"-Bornen am ganze Land installéieren.

Do dernieft kënne schonn haut privat Akteuren och op net ëffentlechen Terrainen, wéi zum Beispill Parkinge vu Supermarchéen, Opluedestatioune fir Elektroautoen installéieren. Dës kënnen dann och an den „Chargy"-Reseau integréiert ginn („Chargy OK") an doduerch fir de Benotzer d'selwecht fonctionnéiere wéi déi aner 800 Opluedestatiounen.

Question 0784 (13.06.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **protection du blaireau au Luxembourg :**

En effet, selon le bulletin communal de la commune de Beckerich « Suebelmouk » (n° 199, juin 2019) et aussi selon nos informations, la raison de la fermeture partielle de la N24 de Beckerich à Huttange depuis des mois (« méintelaang Deelspärung » au moins depuis le 6 septembre 2018, date de la demande des P&C) serait la protection d'un terrier de blaireau en dessous du tronçon - qui se trouverait par ailleurs aussi en zone verte - en question : « D'Stroossespärung huet misse vum Réidener Regionalservice vu Ponts & Chaussées duerchgefouert ginn, wëll op puer Meter d'Strooss agefall war. De Grond vun der Verschlechterung vum Stroossenënnerbau ass een Dachsbau, dee meterlaang ënnert der Strooss verleeft. » Dans sa réponse à la précitée demande des P&C, l'Administration de l'environnement aurait imposé aux P&C, dans une instruction très détaillée (« datt den artifiziellen Dachsbau 6 Kummere muss hunn, 3 kleng (1m x 1m) an 3 grouss (2m x 2m) Kummeren. D'Distanz zu de Kummere muss mindestens 1 Meter bedroen, déi mat Réier vun engem Duerchmiesser vun 300 mm matenee verbonnen (sinn) ») de reconstruire « an direkter Noperschaft zum aktuellen Dachsbau een neien artifiziellen Dachsbau ». Et d'ajouter : « Schwiereg ass allerdéngs, datt weder de Stat, nach d'Gemeng aktuell een direkten Terrain beim Dachsbau hunn. Deemno sinn d'Virgabe vum Ëmweltministère zur Zäit schwéier ëmsetzbar. D'Spärung vun enger Stroossesäit op der N24 wäert deemno och fir déi nächst Zäit net verschwannen. » Jusqu'à ce jour, la N24 resterait toujours partiellement fermée.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me confirmer les précités problèmes relatifs à un terrier de blaireau dans le cadre précis de l'entretien de la N24 de Beckerich à Huttange ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils m'informer sur l'état d'avancement actuel du dossier ? Est-ce qu'un terrain approprié pour la construction du terrier artificiel a désormais été trouvé ?

3) Dans l'affirmative encore, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'ont-ils pas pensé à d'autres alternatives pour protéger l'animal en question qu'à une construction d'un terrier artificiel à proximité de la route, sachant que la plupart des blaireaux sont tués en Europe centrale par le trafic routier (cf. « Dachse in Luxemburg », Administration des eaux et forêts, 2007) ? Est-il, pour le reste, scientifiquement prouvé qu'une construction artificielle est en général acceptée par le blaireau ?

4) Dans un cadre plus large, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me dire combien de projets routiers sont annuellement suspendus en raison de la protection du blaireau ou de toute autre espèce animale au Luxembourg ? Comment le Gouvernement entend-il empêcher à l'avenir de tels terriers en dessous des réseaux routier et ferroviaire ? Et quelles sont les démarches à suivre dans le cas d'une construction de terrier en dessous d'un terrain privé ?

5) Enfin, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me renseigner sur la stratégie gouvernementale pour réconcilier durablement et dans des délais raisonnables à la fois les besoins d'infrastructures et de mobilité des citoyens dans toutes les régions du pays et la protection des animaux et de l'environnement ?

Réponse commune (02.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De prime abord, il importe de préciser que l'Administration de l'environnement n'est pas concernée par cette thématique. En l'occurrence, il s'agit de l'Administration de la nature et des forêts (ANF).

ad 1) Oui.

ad 2) Dès qu'un terrain adapté aura été trouvé, il sera procédé à la construction d'un terrier artificiel afin d'initier le déplacement des blaireaux.

ad 3) Lors de la construction d'un terrier artificiel pour résoudre un problème tel que celui à Huttange, il importe avant tout que ce terrier se trouve dans le territoire du clan de blaireaux qui est à délocaliser du terrier causant le problème (plus de détails sur l'organisation sociale des blaireaux se trouvent dans la brochure précitée). Or, comme l'étendue de ce territoire et ses limites ne sont pas connues, l'idée était de placer le terrier artificiel aussi près que possible du terrier problématique.

L'autre alternative aurait été de déterminer d'abord le territoire du clan de blaireaux de Huttange. Pour ce faire, deux méthodes auraient pu être utilisées :

La méthode appelée « bait marking », utilisée régulièrement en Angleterre, consiste en la mise à disposition de nourriture (en Angleterre des cacahuètes avec du sirop) mélangée avec des granulés en plastic d'une couleur définie auprès du terrier de blaireaux. Ces granulés se retrouveront par après dans les crottes. Ce « marquage » sera par la suite suivi d'une recherche intensive de crottes au niveau des latrines, souvent déposées en limite de territoire à des fins de marquage de ce dernier. Par cette méthode, on réussit à avoir une bonne idée de l'étendue des territoires si elle est effectuée régulièrement pendant un an (pour pouvoir inclure des différences saisonnières). Néanmoins, la conditio sine qua non est que les animaux consomment l'appât utilisé. Or, il se fait que l'appât utilisé en Angleterre, donc le mélange de cacahuètes et de sirop, et prisé de manière inédite par les blaireaux anglais, ne semble pas fonctionner ailleurs, la raison pour ce phénomène étant inconnue. Au Luxembourg, une étude sur le blaireau menée dans les années 1997-2000 n'a pas su déterminer un appât particulièrement prisé par les blaireaux. Vu ces problèmes et expériences, l'utilisation de la méthode du « bait marking » ne semblait pas opportune.

La méthode de la télémétrie consiste en la capture des blaireaux, leur équipement par des émetteurs GPS et leur suivi pendant un an (pour pouvoir inclure des différences saisonnières). L'expérience montre néanmoins que la seule capture de blaireaux au Luxembourg n'est pas facile vu les problèmes précités concernant l'appât à utiliser pour attirer les blaireaux dans les pièges.

La détermination exacte du territoire du clan de blaireaux de Huttange et de ses limites aurait engendré une perte de temps considérable que l'ANF a voulu éviter.

L'approche du terrier artificiel est basée sur des expériences en Angleterre, où elle fonctionne bien. Vu que le cas de Huttange est le premier cas au Luxembourg, la méthode n'a pas encore pu être testée au Luxembourg.

ad 4) Aucun autre projet routier a dû être suspendu en raison de la présence du blaireau. Dès lors il n'est pas nécessaire de se donner une stratégie dans ce sens.

Il en est de même pour la définition d'une démarche standard en cas d'une construction de terrier en dessous d'un terrain privé. Ces rares situations seront traitées au cas par cas.

ad 5) De nombreux animaux sont tués sur les réseaux routier et ferroviaire et l'effet de fragmentation des habitats naturels est très préjudiciable à la faune sauvage. C'est pourquoi le Gouvernement 2013-2018 a lancé la planification de plusieurs « écoducs » à des endroits stratégiques afin d'améliorer la connectivité entre habitats naturels et en même temps réduire le risque d'accidents. L'exécution de ces projets est en cours.

Dans ce contexte, il importe de relever que la lutte contre la disparition de la biodiversité est à considérer comme une cause nationale qui s'inscrit dans une politique de développement durable et nécessite par conséquence une action appropriée.

Question 0811 (20.06.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**étude sur le risque de pauvreté des monoparentaux :**

D'Zuel vun den elengerzéiende Familljen, déi manner wei 40 % vum Revenu équivalent médian zur Verfügung hunn an esoumadder ënnert en extremen Aarmutsrisiko falen, läit säit 2016 bei 23,3 %. Tëschent 2008 an 2015 louch dës Zuel an der Moyenne bei 11 %.

Dëse Pourcentage huet sech also tëschent 2015 an 2016 mei wéi verduebelt. An och 2017 louch en ëmmer nach bei 21,7 %, huet also no der Verduebelung net signifikativ ofgeholl. 70 % vun den elengerzéienden Eltere schaffen, mä hunn een Deelzäitjob, deen dacks schlecht bezuelt ass.

Vu dass d'Madamm Familljeministesch wärend der Froestonn an der Chamber vum 18. Juni 2019 net op meng Froen (question parlementaire n° 0050) geäntwert huet, wëll ech folgend Froen nach eng Kéier un d'Madamm Ministesch stellen:

1. Wei erkläert sech d'Regierung dës staark Hausse vun extremem Aarmutsrisiko bei Elengerzéienden?

2. Gëtt no den Ursaache gefuerscht?

3. Ass déi Zuel vu ronn 22 % bis 23 % vun extremem Aarmutsrisiko bei Monoparentallen net Grond genuch, elo ganz geziilt fir dës Populatioun Mesuren ze ergräifen?

Réponse (20.08.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Den honorabelen Deputéierten hëlt a senger Fro Bezuch op eng Etüd, déi d'Chambre des Salariés rezent zum Thema Aarmutsrisiko publizéiert huet. Wat d'Berechnungsmethod ubelaangt, wëll ech virop präziséieren, dass hei op Zuelematerial zréckgegraff gëtt, dat vun Eurostat zesummegestallt ginn ass a wou den Aarmutsrisiko berechent gëtt nom Undeel vun der Populatioun, bei där dat verfüügbaart Akommes manner wéi 60 % vum nationale medianen Akommes ausmécht. Et sief ze bemierken, dass d'Berechnung vum Aarmutsrisiko heibäi ausschliisslech op déi monetär Dimensioun ausgeriicht ass, fir de Liewensstandard ze evaluéieren.

Fir méi e komplett Bild iwwert d'Situatioun vun de Leit ze kréien, muss een nach aner Indicateure kucken, ewéi zum Beispill den Taux de privation matérielle sévère oder d'intensité de travail vun de Menagen. Zu Lëtzebuerg war den Taux de privation matérielle sévère vun den elengerzéiende Familllje 4,4 % am Joer 2017 (Quell: Eurostat).

Doriwwer eraus wëll ech op d'Etüd iwwert de Budget de référence verweisen, déi de Statec am Optrag vum Familljeministère erstallt an 2016 publizéiert huet. Dës Method erlaabt et, méi e komplett Bild iwwert d'Aarmut ze kréien an déi uewe genannten Indicateuren an de Kontext ze setzen, andeems gekuckt gëtt, ob déi fir d'Leit verfüügbar Ressourcen duerginn, fir e Liewen an Dignitéit kënnen ze féieren.

Wat den Zäitpunkt vun der CSL-Etüd ubelaangt, wëll ech drun erënneren, dass d'Etüd sech op Zuele vun 2017 baséiert. Dat bedeit, dass sech beispillsweis den Effet vum Revenu d'inclusion sociale (REVIS), deen den 1. Januar 2019 a Kraaft getrueden ass, nach net an den opgefouerten Zuelen erëmspigelt, gradesou wéineg wéi aner Reformen, déi d'Regierung an der leschter Legislaturperiod ëmgesat huet. Dozou gehéieren zum Beispill d'Upassunge vun der Allocation de vie chère, d'gratis Schoulbicher am Secondaire, d'Subvention de loyer, d'gratis Kannerbetreiung an déi nei Berechnung vum Chèque-service accueil.

An dësem Kontext wëll ech dann och dorobber hiweisen, dass de Statec a sengem rezente Rapport Travail et Cohésion sociale (TCS) de Budget de référence un d'Präisentwécklung vun de leschte Joren ugepasst huet an dobäi festgestallt huet, dass no der Reform vum REVIS d'Monoparentallen iwwert dem Seuil de risque de pauvreté an iwwert dem Budget de référence leien.

Eng vun den Haaptursaachen, firwat d'Monoparentallen dem Aarmutsrisiko besonnesch staark ausgesat sinn, ass de Facteur Aarbecht bzw. déi finanziell Ressourcen, déi sech dorauser erginn. Wann een d'Zuelen iwwert d'Menagen, déi an der Enquête EU-SILC 2017 gekuckt gi sinn, analyséiert, da stellt ee fest, dass bei 80 % vu den elengerzéiende Menagen d'Referenzpersoun eng Aarbecht huet. Méi wéi 90 % vun den elengerzéiende Menagen hunn eng Aarbecht op onbefristet Zäit. Allerdéngs ass bei den elengerzéiende Menagen d'Deelzäitaarbecht iwwerrepresentéiert par rapport zum Rescht vun der Populatioun (24 % bei den elengerzéiende Menagen, géint 12 % bei der Gesamtpopulatioun).

Dofir hat ech dem honorabelen Deputéierten och schonn an der Froestonn vum 18. Juni 2019 gesot, dass et der Regierung en Uleies ass, fir de Fraen en optimale Kader unzebidden, deen et hinnen erméiglecht, an der Aarbecht ze bleiwen, well dat et hinnen erlaabt, hir berufflech Carrière weiderzëentwéckelen, op eege finanziell Ressourcen zréckgräifen ze kënnen, d'Onofhängegkeet vis-à-vis vum Partner ze behalen an eege Pensiounsrechter ze assuréieren.

D'Reform vum Congé parental vun 2016 ass een Element vun där Politik; hei geet et drëms, den zwee Elteren d'Méiglechkeet ze ginn, eng Zäit bei de Kanner ze bleiwen, ouni awer doduerch Aboussen an hirem Beruff ze hunn. Esou hunn zum Beispill am Dezember 2018 gradesou vill Pappen ewéi Mamme vum Congé parental profitéiert.

Mat deemselwechten Zil, fir all Partner an engem Stot d'Méiglechkeet ze ginn, aktiv ze sinn an e Revenu ze hunn, hu mer et am REVIS méiglech gemaach, dass an engem Stot, deen de REVIS kritt, all Erwuessenen enger Aarbecht oder enger Aktivatiounsmesure kann nogoen. Esou ass all Partner gläichberechtegt an huet déiselwecht Méiglechkeet, schaffen ze goen. Dat war bis dohinner am System vum RMG net méiglech.

En anert Element vun dëser Politik ass d'Kannerbetreiung, déi esou professionaliséiert an diversifiéiert ginn ass, dass et all Papp a Mamm méiglech ass, enger Aarbecht nozegoen, am Wëssen, dass hir Kanner eng héichwäerteg Betreiung kréien. Am Kader vum Chèque-service accueil ass d'Betreiung vu Kanner vu 0 bis 4 Joer bis zu 20 Stonnen an der Woch souguer gratis.

Wat méi präzis de finanziellen Aspekt ubelaangt, wëll ech drun erënneren, dass d'Regierung awer och eng ganz Rei vu Mesurë geholl huet, fir den elengerzéiende Familllje geziilt finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen:

Am REVIS kréien d'Kanner, déi an elengerzéiende Familllje liewen, en „montant forfaitaire de base", deen zanter dem 1. Januar 2019 294,90 Euro pro Mount ausmécht a méi héich ass ewéi de Basismontant vun 227,63 Euro, deen e Kand kritt, dat an enger Famill mat den zwee Elterendeeler lieft. Hei ass also eng ganz konkret Mesure, fir géint d'Aarmut vun den elengerzéiende Familllje virzegoen. Derniewent kréien am REVIS all d'Familllje mat Kanner en „montant pour frais communs du ménage" vun 843,15 Euro, deen och méi héich ass ewéi deen, dee Familljen ouni Kanner kréien an dee bei 733,13 Euro läit.

Doriwwer eraus hu mir d'Berechnung vun der AVC (allocation vie chère) esou ajustéiert, dass ronn 2.000 Menagë méi an de Genoss vun dëser Hëllef kënne kommen.

Am Beräich vun de Steieren ass den „crédit d'impôt monoparental" eng aner Manéier, fir dës Familllje finanziell ze entlaaschten. Ech verweisen hei och op d'Regierungserklärung, déi d'Efforten a Richtung individuell Besteierung wëllt weiderféieren:

„Le Gouvernement poursuivra de manière conséquente les efforts engagés sur la voie de l'imposition individuelle. Une généralisation progressive, couplée à l'introduction d'un barème d'impôt unique nouveau, garantira à terme un modèle fiscal neutre quant au mode de vie des personnes. Un tel changement de paradigme conduira à ne plus décourager l'un des deux conjoints à exercer une activité professionnelle, tel que c'est le cas dans le système actuel."

Déi finanziell Charge, déi de Logement bedéngt, ass niewent der Aarbecht an de finanzielle Ressourcen eng weider Ursaach, déi par rapport zu Menagë mat zwee Erwuessene méi schwéier op de Monoparentalle läit. Esou huet de Statec a sengem rezenten TCS-Rapport dorobber higewisen, dass den Undeel vun de Käschte fir e Logement bei Monoparentallen am Schnëtt tëschent 42,1 % an 58,4 % vum Revenu brut ausmaache kann. Fir dëse Problem ze léisen, wëll ech den honorabelen Deputéierten op déi am Koalitiounsprogramm ugekënnegt Mesuren am Beräich vum Logement verweisen.

Question 0815 (20.06.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **rénovation de la gare de Clervaux :**

Eng vu mir verfaasste parlamentaresch Fro vum 24. Abrëll 2019 iwwert den Ausbau vun der Clierfer Gare ass vun der Chamber verworf gi mam Argument, datt d'Froe sech op Sujete bezéien, déi ënnert d'Gemengenautonomie falen. Et geet notamment ëm déi gestallte Froen iwwert d'Busarrête bei der Clierfer Gare.

An der Äntwert op meng nei formuléiert parlamentaresch Fro (N° 0655) ass awer folgende Passage vum Här Minister Bausch ze liesen:

„Am Kader vun der Erbauung vum Lycée Edward Steichen hunn d'CFL bestëmmte Projeten, déi vun der Stroossebauverwaltung geplangt goufen, autoriséiert an un dären Ausschaffung matgewierkt, zum Beispill wéi d'Verleeë vun der Stroossegare vu Clierf an d'Neigestaltung vum P&R vun der Gare, souwéi de Bau vum Souterrain laanscht d'Gare fir déi aktiv Mobilitéit. Dës Projete sinn onofhängeg vun den Infrastrukture vun der Clierfer Gare realiséiert ginn."

Dëse Passage léisst deemno däitlech duerchblécken, datt d'CFL, wéi och d'Stroossebauverwaltung, wuel awer och bei der Realiséierung vum Busarrêt involvéiert waren. An deem Kontext ass et dann net ze rechtfertegen, datt déi initial gestallte Fro vun der Chamber verworf gouf, déi ech hei nach eemol, zesumme mat der Aleedung, stelle wëll:

Am Kader vum Bau vum Cliärrwer Lycée a vun der Renovéierung vun de Parkplaze ronderëm d'Cliärrwer Gare ass de Busarrêt e gutt Stéck vun der Gare fort a Richtung Lycée verluecht ginn. Dëst ass en Nodeel fir déi Leit, déi den Zuch benotzen, virun allem, wa mir un eis eeler Matbierger denken, déi géintiwwer de Schüler e gutt Stéck Wee méi zréckleeë mussen. E weideren Nodeel ass, datt d'Busarrêten net iwwerdaacht sinn, soudatt d'Leit bei all Wieder ongeschützt am Fräie musse stoen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Wat sinn d'Grënn, firwat dës Busarrête méi wäit erop geluecht goufen?

2. Ass fir d'Busarrêten en Iwwerdaach geplangt a fir wéini ass heimat ze rechnen?

Réponse (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

A senger parlamentarescher Ufro wëll den Här Deputéierte Jeff Engelen sech iwwert den Ausbau vun der Klierfer Gare informéieren.

Am Kader vum Bau vum Clierfer Lycée a vum Ausbau vun der Clierfer Gare huet missen en neie Busarrêt oder besser gesot eng nei Busgare geschafe ginn. Déi huet misse méi grouss ausgeluecht gi wéi déi al, well d'Unzuel vun de Schüler elo e gutt Stéck méi héich ass wéi virdrun, a sollt natierlech och net ze wäit vun der Eisebunnsgare ewech sinn.

Et handelt sech bei dësem neien Arrêt ëm eng Endstatioun an et war aus Betribsgrënn net méiglech, deen alen Arrêt nach gläichzäiteg bestoen ze loossen. Déi zwee wieren ongeféier 500 Meter ausernee gewiescht. Deen alen Arrêt hätt sech ausserdeem net gutt amenagéiere gelooss fir eng méi grouss Unzuel vu Bussen. Wann déi nei Busgare direkt virum „Bâtiment voyageurs" vun der Eisebunn amenagéiert gi wär, dann hätt de ganze Busverkéier ëmmer missen iwwert den neie Shared Space virun der Eisebunnsgare fueren, wou och eng Vëlospist driwwer leeft. Well d'Bussen do awer net gedréit kritt hätten, hätt heifir missen de P&R verklengert ginn, wat seng Capacitéit reduzéiert hätt. Et ass also no enger Léisung gesicht ginn, déi engersäits eng grouss Unzuel u Parkplazen erméiglecht a gläichzäiteg déi duerch de Shared Space viséiert Verkéiersberouegung virun der Eisebunnsgare respektéiert. Et bleift ze be-

mierken, datt et vum no geleeënen Altersheem bis op déi nei Busgare respektiv Eisebunnsgare Busse ginn, déi regelméisseg fueren.

Wéi am MoDu 2.0 souwéi och an der Brochure technique „Aménagement des pôles d'échanges au Luxembourg" virgesinn, ass dëse Pôle d'échange klassifizéiert als Pôle d'échange vum Typ 2. An esou Fäll soll d'Zone d'attente et de transfert vum Maître d'ouvrage realiséiert ginn. D'Stroossebauverwaltung këmmert sech doweinst ëm déi nei Busarrêten a befaasst sech och mat hirer Iwwerdaachung, déi am Prinzip nach virum Wanter sollt installéiert ginn.

Question 0821 (21.06.2019) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **gare d'Esch-sur-Alzette :**

La gratuité des transports publics sera effective à partir du 1er mars 2020. Il me revient dans ce contexte qu'il serait prévu de fermer les guichets à la gare d'Esch-sur-Alzette, la deuxième plus grande ville du pays avec plus de 35.000 habitants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Quelles sont les répercussions de la gratuité des transports sur les guichets dans la gare d'Esch-sur-Alzette notamment au niveau du personnel et du service d'informations aux clients ?

Réponse (23.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les CFL ont élaboré un concept basé sur deux principes : la réinvention de l'expérience en gare des clients, tout en assurant un service quotidien de qualité, ainsi que l'augmentation du bien-être et du confort dans la vie quotidienne de la clientèle. Dans ce cadre, les CFL ont redéfini, en étroite collaboration avec leurs partenaires sociaux, les missions de leur personnel d'accompagnement des trains ainsi que des agents d'accueil et des chefs de surveillance sur les quais de leurs gares et arrêts. Grâce à ces nouvelles tâches, le personnel pourra encore mieux accompagner les clients sur leur voyage, en améliorant l'accueil et l'information des clients par une présence étendue en gare et sur les quais.

À cette fin, les CFL équipent leur personnel de nouveaux outils digitaux pour pouvoir répondre aux besoins de la clientèle qui changent en même temps. Ces outils, tels que des logiciels spécifiques (RailTab) ou des tablettes pour chaque employé en contact direct avec la clientèle, constituent des canaux parallèles au concept classique de proximité directe et permettent une plus grande disponibilité des agents CFL en faveur de leurs clients.

Les efforts d'amélioration de ce concept continueront à se poursuivre, notamment par des projets pilotes pour optimiser l'accueil personnalisé des clients.

Le guichet à la gare d'Esch-sur-Alzette ne sera pas fermé. Il sera dorénavant occupé par un agent TICE et non plus par un agent des CFL.

Par contre, les agents CFL vont accueillir et guider les clients sur les quais au lieu de se retrancher derrière un guichet.

En complément, les canaux d'information et/ou de vente à distance des CFL en ligne sont à la disposition des clients, 24 heures sur 24 : les applications CFL mobile et CFL international, le site Internet www.cfl.lu, le CallCenter ainsi que le renseignement téléphonique.

Le futur concept a été présenté en détail à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le 29 juillet.

À toutes fins utiles, je me permets de noter que seulement une trentaine de billets internationaux ont été vendus quotidiennement à Esch-sur-Alzette et Belval ensemble. Enfin, le chiffre des ventes est régressif entre 2017 et 2018.

Question 0829 (25.06.2019) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch**, **Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**organisation du transport public :**

Leider muss ee feststellen, datt et am ländleche Raum nach ëmmer un enger adequater Offer am ëffentlechen Transport feelt. Dagsiwwer sinn d'Verbindungen, leider meeschtens awer just a Richtung Stad an zréck, nach ganz akzeptabel. Owes a wärend dem Weekend hunn d'Leit aus dem ländleche Raum, déi keen Auto hunn, awer guer keng gutt Offer vum ëffentlechen Transport. Wat och feelt, si Verbindungen tëschent den Uertschaften an enger Regioun. Well Busser zur spéider Stonn vill Dierfer net méi ufueren, ass et de Leit dann net méiglech, owes u Manifestatiounen a gréisseren Uertschaften deelzehuelen, well se net méi heemkommen, wa se keen Auto hunn.

Am Hibléck op d'Aféierung vun der Gratuitéit vum ëffentlechen Transport am Mäerz 2020 wier et sënnvoll, e Gesamtkonzept auszeschaffen, dat eng akzeptabel Offer fir de ganzen Territoire vum Land virgesäit, fir datt och all Awunner eppes vun der Gratuitéit hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Schafft d'Regierung un engem Gesamtkonzept fir den ëffentlechen Transport?

- Kéint et eng Léisung sinn, op den Haaptachse Schnellbusser mat guddem Takt fueren ze loossen a ronderëm e System mat Ruffbusser anzeriichten, déi tëschent de Gemengen a bis op d'Haaptachse fueren, wou d'Leit dann an d'Schnellbusser ëmklamme kënnen?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Esou wéi ech schonn an der Ufro Nr. 0304 vum 4. Februar 2019 iwwert d'Reorganisatioun vum RGTR-Netz erkläert hat, ass eng Studie gemaach ginn, fir en neit Gesamtkonzept vum RGTR-Busnetz ze erschafen. Dëst baséiert op Comptagen, Chifferen aus der Étude Luxmobil an de Resultater vun den ëffentleche Workshops.

Dat Konzept gesäit och Schnellbussen (Expressbussen) vir.

Ech wëll allgemeng umierken, datt den ëffentlechen Transport net engem individuelle Besoin soll gerecht ginn, mä eng Déngschtleeschtung fir d'Kollektivéit ass. Dat neit Netz wäert méi transversal Verbindungen ubidden. Wat d'Offer owes betrëfft: Och wa mat der Reorganisatioun a verschiddene Regiounen owes eng Verbesserung ugestrieft ass, kann den ëffentlechen Transport net all lokale Besoin ofdecken. Hei verweisen ech op d'Subsiden, déi vum Transportdepartement un d'Gemenge fléissen, déi en Night Rider oder ähnlechen Transport ubidden.

Zu gudder Lescht als Zousazinformatioun: Am September gëtt déi nei Struktur vum RGTR-Netz der Ëffentlechkeet virgestallt.

Question 0832 (26.06.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **exigences du règlement UE 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure :**

L'article 10 du règlement (UE) 2017/852 sur le mercure dispose qu'à partir du 1er janvier 2019, les opérateurs des établissements de soins dentaires au sein desquels des amalgames dentaires sont utilisés, ou des amalgames dentaires ou des dents contenant de tels amalgames sont retirés, doivent équiper leurs établissements de séparateurs d'amalgames pour la rétention et la récupération des particules d'amalgames, y compris celles contenues dans les eaux usées.

De plus, au plus tard le 1er juillet 2019, chaque État membre est tenu de présenter un plan national relatif aux mesures qu'il entend appliquer afin d'éliminer progressivement l'usage des amalgames dentaires. Les États membres doivent mettre leurs plans nationaux à la disposition du public sur Internet et les communiquer à la Commission dans le mois suivant leur adoption.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Par quels moyens le Ministère de la Santé contrôle-t-il les obligations relatives à l'équipement des cabinets médico-dentaires concernés ? Est-ce que tous les cabinets étaient en règle à la date butoir ?

2) Est-ce que le plan national relatif aux amalgames dentaires sera adopté et publié endéans le délai imposé par le règlement ?

Réponse commune (09.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les déchets d'amalgames ou déchets de mercure tombent sous le champ d'application de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Il se dégage de la définition, reprise à l'article 4, paragraphe 1er, de ladite loi, que toute substance ou tout objet, y compris les déchets d'amalgames, est susceptible de constituer un déchet à partir du moment où le détenteur s'en défait ou a l'intention ou l'obligation de s'en défaire. Au vu de ce qui précède et selon les dispositions de l'article 10, paragraphe 6, du règlement (UE) 2017/852 ainsi que de l'article 1er de la loi du 16 mai 2019 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008, ci-après la « loi mercure », l'Administration de l'environnement est l'autorité compétente au moment où les détenteurs veulent se défaire des déchets d'amalgames produits. Elle veille à ce que les déchets d'amalgames ne soient rejetés en aucun cas, directement ou indirectement, dans l'environnement.

La loi mercure précise que la Direction de la santé est compétente pour l'exécution de l'article 10, paragraphe 4, du règlement (UE) 2017/852 et, par conséquent, pour le contrôle relatif à l'équipement des cabinets médico-dentaires de séparateurs d'amalgames pour la rétention et la récupération des particules d'amalgames, y compris celles contenues dans les eaux usées.

Les contrôles des cabinets médico-dentaires sont réalisés par les médecins de la Direction de la santé qui, dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la loi mercure, ont la qualité d'officier de police judiciaire.

Vu la brièveté des délais depuis l'entrée en vigueur de la loi mercure et l'existence d'une disposition transitoire dans la loi mercure [art. 4 (1)] avec un délai maximum de 24 mois pour se mettre en conformité, la Direction de la santé n'est pas encore en mesure d'affirmer que tous les cabinets médico-dentaires sont en règle en matière de séparateurs d'amalgames.

ad 2) La loi mercure précitée dispose dans son article 3 : « Pour les besoins d'application de l'article 10 du règlement (UE) 2017/852, la Direction de la santé établit ou fait établir, en coopération avec le secteur concerné, un projet de plan national relatif aux mesures à appliquer afin d'éliminer progressivement l'usage des amalgames dentaires. Le projet de plan est approuvé par le ministre ayant la Direction de la santé dans ses attributions qui veille à la publicité du plan sur support électronique. »

La Direction de la santé est en charge d'établir un plan national inscrit dans la loi, elle a établi une liste des représentants du secteur concerné et a procédé en interne à l'élaboration d'un premier avant-projet de plan national. Dans le respect de l'esprit de la loi, qui appelle à une concertation avec les acteurs du secteur concerné, une première réunion de travail avec les représentants du secteur a eu lieu en date du 14 mai sous la présidence du Directeur de la santé. Lors de cette réunion, il s'est rapidement avéré que les opinions et attentes sur le contenu et la forme d'un tel plan national divergent fortement entre acteurs concernés. Une deuxième réunion de concertation en date du 4 juin a permis cependant de trouver déjà des accords de principe sur certains points. Une réécriture du document, toujours dans l'esprit des discussions du groupe de travail, est actuellement en cours. Il sera cependant nécessaire de prévoir encore une ou deux réunions supplémentaires du groupe de travail afin de finaliser le document, qui pourra alors, comme prévu par la loi, être soumis au Ministre de la Santé pour approbation et publication. Compte tenu de la période des congés qui rend difficile l'organisation de réunions de travail avec les acteurs du secteur concerné, la finalisation du document ne pourra se faire qu'au courant du mois de septembre.

Il faut noter que la plupart des pays européens ont un retard dans l'élaboration de leur plan national en application du règlement (UE) 2017/852 et que peu de plans ont été publiés à cette date.

Question 0834 (26.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **sécurisation du site de l'Aéroport de Luxembourg :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0615 hat ech den honorabele Minister Bausch iwwert den Incident vum 23. Februar 2019 um belsche Militärstëtzpunkt „Kleine-Brogel" befrot a wat fir Konsequenzen dësen Incident op d'Sécherheetsmesurë vum Fluchhafe Findel hätt.

No méi wéi zwee Méint - also méi Zäit, wéi de Chambersreglement zouléisst - krut ech an enger ganz kuerzer a präziser Äntwert een Deel vu menge Froe beäntwert. E puer vu menge Froen hu leider keng Beuechtung vum Här Minister fonnt, soudatt ech him se ënner anerer Form nach eng Kéier stelle wëll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit a bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

- Sinn nom Incident um „Kleine-Brogel" d'Sécherheetsmoossname ronderëm an um Findel verstäerkt ginn?

- Falls jo, wéi eng Mesurë si getraff ginn a wat war de Käschtepunkt vun dësen?
- Falls neen, firwat net?

- Schätzt de Minister, datt deen a senger Äntwert genannte Plan de sûreté aéroportuaire duergeet, fir Zivilisten dovun ofzehalen, mat gewéinlechem Handwierksgeschir op de Fluchhafe Findel anzedréngen?

Réponse (23.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Défense :*

D'Sécherheetsmoossname ronderëm an um Findel sinn net verstäerkt ginn nom Incident um „Kleine-Brogel". Dat erkläert sech éischtens doraus, datt eis Sécherheetsmoossname konform sinn zu de Virgaben, déi déi europäesch an international Texter verlaangen, an zweetens doduerch, datt mir momentan iwwer keng weider Elementer verfügen, déi drop hindeite géifen, datt weider Sécherheetsmesuren ubruecht wieren nom Tëschefall an der Belsch.

Dozou muss een awer och wëssen, datt Militärfluchhäfe wéi deen um „Kleine-Brogel", net ënnert déi europäesch Texter falen, au contraire zu den ziville Fluchhäfen, an datt mir keng Informatiounen hunn iwwert de Sécherheetsstandard, deen um „Kleine-Brogel" applizéiert gëtt.

De gesamte Perimeter vum Fluchhafe Findel gëtt souwuel iwwer technesch Moyenen (CCTV) wéi och mat Patrulle vu lux-Airport an der Police iwwerwaacht, woubäi sech d'Hondsstaffel vun der Police regelméisseg un de Patrulle bedeelegt. De CCTV-System ass 24/7 vu qualifizéiertem lux-Airport-Personal besat. Doriwwer eraus garantéiert d'Police eng verstäerkt Präsenz wärend de Spëtzestonnen um Findel an et gi regelméisseg gemeinsam Kontrolle mat der Douane um Findel ausgeféiert.

Wat de Plan de sécurité aéroportuaire (PSA) betrëfft, muss ee wëssen, datt deen op europäesch an international Texter opgebaut ass. Dës Texter definéieren d'Minimal-Standarden, déi applizéiert musse ginn, a jiddwer Memberland ass et iwwerlooss, Sécherheetsinstallatiounen ze implementéieren, déi iwwert dës Texter erausginn.

Zum jëtzegen Zäitpunkt erfëllt eise PSA all Exigenzen, déi an dësen Texter verlaangt sinn.

Question 0839 (27.06.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **contrôle des entreprises :**

Et ass evident, datt Industriebetriber regelméissege Kontrolle mussen ënnerworf sinn, fir esou sécherzestellen, datt gesetzlech Virgaben an Normen am Hibléck op den Natur-, Emwelt- a Gesondheetsschutz respektéiert ginn. Och am Beräich vum Kaméidischutz sinn Normen anzehalen. Leider héiert een dacks, datt dës Kontrollen net optimal fonctionnéieren, sief dat wéinst engem Manktem u Personal oder awer, well d'Kontrolle virdrun ugekënnegt sinn, soudatt d'Kontrolleren dee Moment e Bild kréien, wat net der Realitéit entsprécht an/oder verfälscht ka sinn.

An dësem Kontext géif ech lech bieden, mir déi folgend Froen ze beäntwerten:

1. Wéi vill Leit sinn zu Lëtzebuerg an dëse Kontrollorganer am Ganze beschäftegt?

2. Wéi sinn dës Kontrollorganer jee no Zoustännegkeetsberäich opgedeelt?

3. No wat fir engem System gëtt séchergestallt, datt Industriebetriber ronderëm d'Auer a mat der néideger Effizienz op d'Anhale vu gesetzlechen Normen a Virgabe gepréift kënne ginn?

4. Wéi vill fix Anlage sinn zu Lëtzebuerg installéiert, déi d'Anhale vu Normen a Virgaben - speziell am Hibléck op d'Loftverschmotzung an de Kaméidi - préiwen? Préiwen dës fix Anlage ronderëm d'Auer oder just periodesch?

5. Wéi vill mobill Kontrolle ginn am Schnëtt an engem definéierten Zäitraum (sief dat pro Dag, pro Woch oder pro Mount) duerchgefouert?

6. Ass et üüblech, datt Industriebetriber virun de Kontrollen avertéiert ginn? Wa jo, firwat ass deem esou a wéi kann an Zukunft séchergestallt ginn, datt dës Industriebetriber net méi avertéiert ginn, fir datt sech kee verfälschte Bild vun de Kontrollen ergëtt?

7. No wat fir engem System gëtt séchergestallt, datt d'Kontrollere mat den néidegen Apparater ausgerëscht sinn, fir kënne Schuedstoffbelaaschtungen (z. B. Dioxin oder Flurane) effizient a korrekt ze moossen?

8. No wat fir engem System gëtt séchergestallt, datt Industriebetriber och gesetzlech Virgaben an Normen am Hibléck op d'Belästegung duerch de Kaméidi anhalen? Ginn och an deem Beräich ronderëm d'Auer Kontrollen duerchgefouert?

9. Gesäit d'Regierung am Hibléck op d'Kontrolle vun den Industriebetriber a puncto Ëmwelt a Kaméidi Verbesserungspotenzial? Wa jo, wéi wëllt d'Regierung konkret virgoen, fir deem Rechnung ze droen?

Réponse commune (19.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Bei der Ëmweltverwaltung sinn 12 Beamte mat der Iwwerwaachung vun de Betriber, déi ënnert d'ofgeännert Gesetz vum 9. Mee 2014 iwwert d'industriell Emissioune falen, beschäftegt.

An der Unitéit „Permis et subsides" sinn dat 8 Beamten. Nieft hirer Haaptaarbecht, dem Traitement vu Geneemegungsdossieren an dem Preparéiere vu Geneemegungstexter, maachen dës Agenten de Suivi vun deene regelméissege Kontrollen, déi an de Geneemegunge virgeschriwwe sinn. D'Kontrolle selwer gi vun externen Experten (Organismes agréés) duerchgefouert.

D'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung huet 4 Beamten, déi virun allem mat Inspektiounen a Kontrollen um Terrain beschäftegt sinn.

Dës Beamte sinn zoustänneg fir déi „regelméisseg Inspektiounen" an déi „net regelméisseg Inspektiounen" vun de Betriber, déi ënnert d'ofgeännert Gesetz vum 9. Mee 2014 iwwert d'industriell Emissioune falen. Pro Joer ginn an deem Kontext plus/minus 20 „regelméisseg Inspektiounen" gemaach. Vu datt d'Kontrollunitéit och fir d'Behandele vun de Reklamatiounen, déi bei der Ëmweltverwaltung agereecht ginn, zoustänneg ass, maachen d'Beamten an deem Zesummenhang jee no Fall och „net regelméisseg Inspektiounen" bei Betriber, déi ënnert dat virgenannte Gesetz falen.

Bei der Gewerbeinspektioun sinn et 14 Aarbechtsinspektere vum „Service des Établissements soumis à autorisations", déi am Beräich Gesondheetsschutz fir de Salarié op der Aarbechtsplaz am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 bezüüglech den Établissements classés Kontrollen an den Industriebetriber duerchféieren. Zousätzlech ass d'ITM am Kader vum Code du travail am Beräich Gesondheetsschutz op der Aarbechtsplaz fir de Salarié zoustänneg.

ad 2. Vun der Ëmweltverwaltung ginn ënner anerem d'Emissiounen, d'Loft an de Kaméidisimpakt iwwerwaacht.

Vun der Gewerbeinspektioun gëtt ënner anerem de Gesondheetsschutz fir de Salarié op der Aarbechtsplaz iwwerwaacht.

ad 3. An der Hypothees, datt den honorabelen Deputéierten d'Betriber mengt, déi ënnert d'ofgeännert Gesetz vum 9. Mee 2014 iwwert d'industriell Emissioune falen, kann ee soen, datt d'Kontrolle vun de Betriber op Basis vun dësen Texter definéiert ginn:

- dem Gesetz vum 9. Mee 2014;

- den europäeschen Decisiounen, déi op Basis vun der Direktiv iwwert d'industriell Emissioune geholl goufen;

- den individuelle Geneemegungen, déi op Basis vum virgenannten a vum Kommodo-Gesetz ausgestallt goufen;

- jee no Fall och nach zousätzlech uwendbar groussherzogleche Reglementer a Gesetzer.

Am Kader vun de Geneemegunge gëtt gekuckt, ob nach weider Virschréfte mussen derbäikommen, zum Beispill wéinst der lokaler Situatioun vum Betrib. Verschidde Betriber mussen dann och kontinuéierlech verschidde vun hiren Emissioune moossen.

Bei Receptiounen, duerchgefouert vun externen Experten (Organismes agréés), déi am Numm vum Ëmweltminister schaffen, gëtt kontrolléiert, ob de Betrib déi néideg Anlagen installéiert a Mesurë geholl huet. Wärend der regulärer Exploitatioun ginn am Kader vun de gesetzlech virgeschriwwenen Inspektioune regelméisseg weider Kontrollen duerch esou Experten a vun der Ëmweltverwaltung duerchgefouert.

Am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 bezüüglech den Établissements classés stellt den Aarbechtsminister Geneemegungen aus. An deene Geneemegunge gi regelméisseg Kontrolle gefrot, déi d'Konformitéit vum Betrib respektiv vu sengen Installatiounen zu den haaptsécherheetsrelevante Konditiounen zertifiéieren. Des Kontrolle ginn duerch een „Organisme de contrôle agréé" duerchgefouert.

Den Exploitant vum Industriebetrib kritt no der Kontroll e Rapport zougeschéckt, an deem d'Delaie festgesat ginn, an deenen hie sech muss konform setzen, falls Nonkonformitéit festgestallt ginn ass.

Bei Reklamatiounen oder Infraktiounsverdacht kann d'ITM zousätzlech Kontrollen ordonnéieren oder selwer maachen an deementspriechend sanktionéieren.

ad 4. Mir hunn am Land eng knapp 70 Betriber, déi ënnert dat uewe genannte Gesetz vun 2014 falen. Eng Lëscht dovunner fënnt een op www.emwelt.lu. Fir eng 52 vun hinne muss d'Ëmweltverwaltung Inspektiounen duerchféieren. D'Resultater vun den Inspektiounen duerch d'Ëmweltverwaltung an e Lien op déi europäesch Texter fënnt een op der genannter Internetsäit.

Weiderhi gëtt et Anlagen, déi net ënnert d'Gesetz vun 2014, dofir awer ënnert d'Kommodo-Gesetz falen. Och bei deene gëtt individuell gekuckt, wat vu Virschréften zousätzlech zu bestoenden Texter néideg ass.

Wéi schonn an der Äntwert driwwer gesot, sinn d'Miess- an d'Kontrollvirschréften d'Resultat vun individuelle Préiwunge vun den Dossieren duerch d'Ëmweltverwaltung. Ob déi Miessungen a Kontrolle kontinuéierlech oder periodesch sinn, gëtt an de legislativen Texter oder der individueller Geneemegung festgeluecht. Et kann een dofir zu deem Sujet keng pauschal Ausso maachen, déi fir all déi Betriber richteg wär.

Dernieft ginn et och Parameteren, fir déi et technesch onméiglech ass, Miessungen en continu ze maachen.

Beim Kaméidi ass et des Weideren esou, datt deen, anescht wéi d'Loftemissiounen, op der Immissiounssäit limitéiert gëtt, d. h. et gëtt limitéiert, wéi vill beim Noper ukënnt. Dëst kann een net kontinuéierlech iwwerpréiwe loossen, well op där Plaz, wou de Kaméidi vun engem Betrib sech manifestéiert, och ëmmer nach aner Geräischimpakter sinn (z. B. Strooss, Stéiergeräischer). Wann néideg, ginn esou Kontrollen dofir duerch extern Experten (Organismes agréés) duerchgefouert, déi dann d'Impakter, déi net vum iwwerpréifte Betrib sinn, quantifizéieren a vum gemoossene Kaméidi erausrechnen, fir den Impakt reng vum Betrib festzestellen.

Am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 bezüüglech den Établissements classés fale Loftverschmotzung a Kaméidi vis-à-vis vum Public net ënnert d'Kompetenze vum Aarbechtsminister.

ad 5. Opgrond vun der personeller Besetzung vun der Kontrollunitéit ginn, ausser deene plus/minus 20 Inspektioune bei de Betriber, déi ënnert dat u. g. Gesetz vun 2014 falen, nëmmen opgrond vu Reklamatiounen oder am Fall vun Incidenten zousätzlech Inspektiounen oder Kontrolle gemaach. 2018 huet d'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung eng 150 Kontrollen um Terrain duerchgefouert, ënner anerem och bei Betriber, déi ënnert d'Gesetz vun 2014 falen.

Am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 bezüüglech den Établissements classés fale Loftverschmotzung a Kaméidi vis-à-vis vum Public net ënnert d'Kompetenze vum Aarbechtsminister.

ad 6. Et ass net méiglech, déi regelméisseg Inspektiounen nom Gesetz vun 2014 duerchzeféieren, ouni datt de Betrib am Viraus avertéiert gëtt. Dat ass am Ausland genausou. D'Betriber mussen näämlech am Virfeld schonn Dokumenter presentéieren a si mussen och derfir suergen, datt den Dag vun der Inspektioun déi richteg Dokumenter parat leien an déi richteg Leit präsent si bei der Inspektioun.

Och bei anere Kontrollen ass et esou, datt d'Experten, déi d'Kontroll duerchféieren, de Kontrollmoment mam Betrib mussen ofschwätzen, sief et, fir iwwerhaapt op de Site ze kommen (betriiblech Sécherheetsvirschréften), sief et, fir sécher ze sinn, datt de Betribsmodus wärend der Kontroll deem entsprécht, dee muss kontrolléiert ginn.

Am Fall vun net regelméissegen Inspektiounen, zum Beispill opgrond vu Reklamatiounen, ginn d'Betriber an der Regel net virgewarnt. Dat huet allerdéngs den Nodeel, datt dann op der Plaz eventuell keen do ass, deen déi néideg Informatioune liwwere kann, an d'Beamten dann nach eng Kéier zréckgoe mussen, wat e groussen Zäitverloscht bedeit.

Am Fall vu Kontrollen am Beräich Aarbechtssécherheet a Gesondheetsschutz fir de Salarié op der Aarbechtsplaz ass d'Visitt vun den Inspekteren net ugekënnegt, fir sech ee realistescht Bild vun der Situatioun kënnen ze maachen. An deem Sënn si Visitten, déi opgrond vu Reklamatiounen duerchgefouert ginn, prinzipiell onugekënnegt.

ad 7. Déi Experten (Organismes agréés), déi am Numm vun deem fir d'Ëmwelt zoustännege Minister moosse ginn, mussen dofir en Agrement hunn. Dësen Agrement gëllt fir limitéiert Beräicher, zum Beispill Loftmiessungen, Kaméidimiessungen, Receptiounen. Fir esou een Agrement ze kréien, musse si virweisen, datt si déi néideg Kompetenzen an Apparater hunn, fir zum Beispill Schuedstoffer an der Loft ze moossen. Och Miessapparater, déi kontinuéierlech schaffen, musse regelméisseg vun esou engem Expert iwwerpréift ginn.

D'Organismes de contrôle agréés, déi am Numm vum Aarbechtsminister moosse ginn, mussen och dofir en Agrement vun him hunn. Wann esou Miessunge solle gemaach ginn, gëtt een Organisme de contrôle agréé, dee speziell dofir formëiert Personal an déi konform Apparater besëtzt, domadder beoptragt.

ad 8. Wéi schonn uewe gesot, ginn net fir all Betrib kontinuéierlech Miessungen imposéiert. Beim Kaméidi ass et esou, datt am Kontext vun der Demande fir eng Geneemegung nom ofgeännerte Gesetz vum 9. Mee 2014 iwwert d'industriell Emissiounen iwwerpréift gëtt, wéi den Impakt op d'Noperschaft ass. Wéi schonn uewe gesot, kann een dëst net kontinuéierlech iwwerpréiwe loossen, wéinst anere Geräischimpakter (z. B. Strooss, Stéiergeräischer). Am Kader vun der Receptioun gëtt iwwerpréift, ob esou gebaut gouf, wéi et an der Demande renseignéiert gouf a wéi d'Geneemegung et imposéiert. An eenzelne Fäll ginn och Kontrolle vum Schallleeschtungspegel oder dem akustesche Impakt imposéiert.

Des Weidere kann d'Ministesch eng Kaméidisetüd oder Miessunge vum Kaméidi vum Bedreiwer fuerderen, falls d'Ëmweltverwaltung, zum Beispill am Kader vu Reklamatiounen, Zweifel huet, datt e Betrib déi virgeschriwwe Kaméidiswäerter anhält. Déi Etüden oder Miessunge mussen an deem Fall vun engem Expert (Organisme agréé) gemaach ginn.

Kontrolle ronderëm d'Auer duerch d'Kontrollunitéit sinn zurzäit net méiglech.

Am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 bezüüglech den Établissements classés fält de Kaméidi vis-à-vis vum Public net ënnert d'Kompetenze vum Aarbechtsminister.

Wat de Kaméidi vis-à-vis vum Salarié ugeet, muss den Employeur déi néideg kollektiv Schutzmoossnamen huele respektiv individuell Equipementer zur Verfügung stellen. Bei Kontrolle vu Betriber, an deenen eng Gefor opgrond vum héije Kaméidi besteet, kann den Aarbechtsinspekter feststellen, ob kollektiv oder individuell Schutzmoossname geholl gi sinn am Kader vun den Dispositioune vum Code du travail.

ad 9. Et ass wichteg, drop hinzeweisen, datt d'Betriber iwwert déi lescht Joren an dësem Kontext effizient informéiert a sensibiliséiert goufen. Dëst, ënner anerem, duerch ee regelméissegen Austausch mat den zoustännege Ministèren a Verwaltunge vun der Regierung. Domat hunn eis Betriber zu Lëtzebuerg haut en héije Standard aus sozialer, ëmwelttechnescher an ökonomescher Siicht opzeweisen. Zumools Industriebetriber leeë vill Wäert drop, dës Qualitéit och duerch firmenintern Kontrollen a Suivi souwéi den Asaz vun internationalen Normen, wéi ISO, ze garantéieren an auszebauen.

Och d'Legislatioun am Kommodo-Beräich gouf an deene leschte Jore regelméisseg verbessert a wäert och an Zukunft ugepasst ginn, fir d'Liewensqualitéit ze garantéieren.

Question 0840 (27.06.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo**, **Dan Biancalana** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **diffusion d'un dépliant présentant l'offre catéchétique :**

Le Ministre de l'Éducation vient d'annoncer qu'il soutient la diffusion d'un dépliant présentant l'offre catéchétique et la catéchèse en paroisse dans les écoles fondamentales et plus particulièrement les classes des cycles 1 et 2 visant ainsi la découverte et l'approfondissement de la foi chrétienne dans les 33 nouvelles paroisses de l'Archidiocèse de Luxembourg.

Monsieur le Ministre marque son accord à ladite diffusion sous réserve de l'accord des autorités communales.

1) Dès lors, nous souhaitons savoir si Monsieur le Ministre a invité les communes à donner leur accord à la diffusion du dépliant ?

2) Combien de communes ont marqué leur accord ?

3) Monsieur le Ministre soutient-il la distribution sous les mêmes conditions, d'autres offres similaires émanant d'autres religions reconnues officiellement au Luxembourg ?

4) Quelle est la position du ministère face à la distribution d'autres dépliants émanant d'associations diverses (domaine du sport, culture, scouts...) à des fins de présentation et de promotion de leurs activités ?

Réponse (20.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Je tiens à préciser que je n'ai pas invité les communes à donner leur accord à la diffusion dans les classes des cycles 1 et 2 du dépliant présentant l'offre de la catéchétique et la catéchèse en paroisse.

J'ai marqué, après analyse par mes services du dépliant du Service de la pastorale, mon accord quant à la distribution de ce dernier aux élèves fréquentant une école fondamentale luxembourgeoise. Parmi les critères d'évaluation appliqués figure celui d'analyser si le contenu du dépliant en question n'est pas contraire aux valeurs de l'enseignement luxembourgeois telles que définies par les articles 3 à 6 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire.

Cependant, mon seul accord ne se révèle pas suffisant pour distribuer des dépliants dans un établissement scolaire, étant donné que l'article 8 du règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles prévoit que « l'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre ». Il est de coutume que j'autorise d'abord les dépliants avant que les associations sollicitent l'accord des autorités communales quant à la distribution de ces derniers dans nos écoles fondamentales publiques.

ad 2) Les autorités communales ne sont pas censées me rendre compte de leur décision en matière de distribution de dépliants.

ad 3) Jusqu'à présent, aucune demande visant l'autorisation de la distribution dans les écoles fondamentales luxembourgeoises de dépliants présentant des offres d'autres religions reconnues officiellement au Luxembourg ne m'a été soumise. Si ce cas de figure se présentait, les mêmes critères d'analyse et les mêmes principes s'appliqueraient, à savoir vérifier si le contenu du dépliant en question n'est pas contraire aux valeurs de notre école publique.

ad 4) Couramment des dépliants émanant d'associations diverses actives dans les domaines du sport, de la culture ou des scouts sont distribués au sein des écoles. Il s'avère primordial que les élèves prennent connaissance des activités extrascolaires proposées au niveau local, étant donné que ces dernières complètent l'offre scolaire et permettent aux élèves de développer davantage leurs compétences dans un domaine ciblé tout en perfectionnant le développement des compétences transversales. Cependant, il existe d'autres canaux plus écologiques que la distribution de dépliants susceptibles d'être exploités par les associations dans l'intention de présenter et de promouvoir leurs activités destinées aux enfants.

Question 0843 (28.06.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**initiative spaceresources.lu :**

Lors de la réunion jointe des commissions de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 20 juin 2019, une série de questions concernant l'initiative spaceresources.lu, posées par des membres respectifs des deux commissions, est restée sans réponse. D'autres questions n'ont pas pu être posées, faute de temps et à cause de l'absence de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

La réunion jointe en question a été convoquée à la demande du CSV et de l'ADR, notamment

pour avoir un échange de vues sur base de l'avis de la Cour des comptes sur le financement de l'initiative spaceresources.lu et les liens entre le développement du secteur spatial, l'université et la recherche appliquée au Luxembourg.

L'avis en question de la Cour des comptes soulève un certain nombre d'observations et de propositions importantes qui sont notamment en lien avec le cadre légal international régissant les activités spatiales, la budgétisation des dépenses ainsi qu'avec la prise en compte de l'impact de l'initiative sur l'économie luxembourgeoise. Quant à la question de la réglementation des activités commerciales et industrielles dans l'espace, la Cour des comptes évoque dans son avis que le Luxembourg est impliqué dans les travaux du groupe de recherche sur le droit international : « The Hague Space Resources Governance Working Group ».

Partant, et en nous référant aux réponses de Monsieur le Ministre de l'Économie et de l'Espace aux questions parlementaires n° 0030 et n° 0196, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

1) Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous informer sur l'avancement des efforts de négociation internationale soutenus par le Gouvernement luxembourgeois et censés aboutir à une modification, voire une refonte des traités internationaux en vigueur dont notamment le « Outer Space Treaty » qui interdit à un État d'obtenir et d'exercer sa souveraineté dans l'espace extra-atmosphérique ?

2) De quelle manière le Luxembourg s'investit-il dans les travaux du « The Hague Space Resources Governance Working Group » ? Quels sont les membres de ce groupe représentant le Gouvernement luxembourgeois ? Dans la mesure où ce groupe de travail se compose à la fois de représentant(e)s de gouvernements, d'entreprises de l'industrie spatiale et du monde de la recherche, quelle(s) entreprise(s) et quel(s) projet(s) de recherche luxembourgeois sont impliqué(e)s dans ce groupe de travail ? En quoi consiste la coopération entre ces entités pour le cas du Luxembourg ?

3) Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous fournir une liste avec tous les accords bilatéraux dans le domaine de l'espace conclus depuis le lancement de l'initiative spaceresources.lu ? Le Gouvernement entend-il poursuivre la conclusion d'accords bilatéraux et, dans l'affirmative, quelle en est la finalité ?

4) Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous fournir une liste avec tous les Memorandum of Understanding dans le domaine de l'industrie spatiale conclus avec des entreprises depuis le lancement de l'initiative spaceresources.lu ? Est-il en mesure de nous communiquer la somme des fonds publics engagée (et potentiellement engagée) dans le cadre de ces accords ?

5) Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition des députés les textes des accords bilatéraux ainsi que les Memorandum of Understanding conclus avec des entreprises ?

6) En ce qui concerne plus spécifiquement le Memorandum of Understanding conclu entre le Ministère de l'Économie et le Fonds national de la recherche, Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous préciser quelles sont les contreparties éventuelles à respecter par les entreprises en échange des subventions allouées par le FNR dans le cadre du « Space Research Program » ?

Le 10 mai 2019, le Gouvernement a signé un accord bilatéral avec les États-Unis visant à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'espace. Dans ce cadre, le Secrétaire au Commerce des États-Unis, Wilbur Ross, a évoqué une coopération en matière de défense dans le domaine de l'espace.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que le « Outer Space Treaty » de 1967, ratifié par le Luxembourg, interdit toute utilisation de corps célestes à des fins non pacifiques et l'implication de personnel militaire dans la recherche scientifique menée dans l'espace. De plus, la loi du 20 juillet 2017 sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace précise dans l'article 3 que les missions spatiales agréées par le Gouvernement luxembourgeois doivent être limitées à des activités commerciales et être conduites dans le respect du principe de l'utilisation pacifique de l'espace. D'ailleurs, dans le rapport final de 2017 des activités du groupe de travail « The Hague Space Resources Governance Working Group » susmentionné, l'utilisation des ressources spatiales pour des usages exclusivement pacifiques figure parmi les principes à respecter par la législation internationale des activités spatiales à mettre en place.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de la Défense :

7) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer en quoi consistera la coopération en matière de défense entre les États-Unis et le Luxembourg dans le domaine de l'espace ?

8) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une telle coopération serait en violation du « Outer Space Treaty » et de la loi sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace votée en 2017 par la Chambre des Députés ?

9) Dans la mesure où le Luxembourg participe au sein du « The Hague Working Group » à des travaux de développement du droit international dans le domaine de l'exploitation de l'espace, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que ces travaux ne comprennent pas de modifications des traités internationaux en matière de défense dans l'espace ?

Dans son avis, la Cour des comptes propose l'élaboration d'indicateurs de performance afin d'expliciter les objectifs et de mesurer l'impact de l'initiative spaceresources.lu sur l'économie luxembourgeoise. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0030, Monsieur le Ministre a précisé que jusqu'en novembre 2018, 20 entreprises se seraient implantées au Luxembourg et 70 nouveaux emplois auraient été créés dans le secteur spatial commercial et qu'il s'attendait à 400 nouveaux emplois d'ici fin 2020.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et de l'Espace :

10) Le nombre des entreprises implantées et des emplois créés a-t-il évolué depuis novembre 2018 ? Comment Monsieur le Ministre explique-t-il ces chiffres ?

11) Monsieur le Ministre peut-il fournir un listage des entreprises du secteur du « new space » qui se sont implantées au Luxembourg depuis le lancement de l'initiative et préciser pour chaque entreprise son domaine d'activité et son objet ?

L'initiative spaceresources.lu vise également le développement de la recherche appliquée dans le domaine de l'espace pour développer le secteur économique du « new space » au Luxembourg. À cet effet, de nombreux instruments de financement R&D ont été créés, dont les dotations sont avant tout publiques. En l'occurrence, le FNR finance des recherches dans le cadre du « Space Research Program », entre autres via des « Proof of Concept Grants » menant à des brevets à usage commercial et des « Industrial Partnership Blockgrants » ou encore son programme de financement « Bridges tous axés » sur des collaborations avec des entreprises bénéficiant directement de cette recherche.

La LSA, qui se présente comme « business-focused », s'est spécialisée dans le financement d'entreprises du secteur de l'espace, en collaboration avec la SNCI qui s'occupe de la sélection des entreprises et start-ups susceptibles d'obtenir un financement pour leurs projets de R&D. La LSA héberge également et finance en partie le programme de recherche national LuxImpulse, géré par l'ESA. L'ESA est elle-même financée par l'État luxembourgeois à hauteur de 26,6 millions d'euros sur un budget total de 5,6 milliards.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0030 du 14 novembre 2018, Monsieur le Ministre de l'Économie évoque que « en ce qui concerne la recherche et l'innovation industrielles, les projets des entreprises, dont celles avec lesquelles un MoU a été élaboré dans le cadre de l'initiative spaceresources.lu, sont exclusivement cofinancés à travers des programmes de l'ESA et le programme national LuxImpulse géré par l'ESA ».

Dès septembre 2019, il existe un programme de master (« Interdisciplinary space-master »), à la suite d'une convention avec le Ministère de l'Économie, financé à hauteur de 4,5 millions d'euros. L'accent est mis sur la transmission d'un esprit d'entreprise (« entrepreneurial mind-set ») et le développement de partenariats avec des entreprises pouvant offrir des stages aux étudiants.

Dans la mesure où il existe d'ores et déjà un large éventail de programmes et d'instruments de promotion et de financement d'activités de recherche et de développement dédié à la création d'un secteur économique de l'espace au Luxembourg et que l'État luxembourgeois et plus particulièrement le Ministère de l'Économie participent largement au financement de ces activités mises en œuvre par des étudiant(e)s et chercheur(e)s en collaboration étroite avec des entreprises, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

12) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer quelles entreprises du secteur du « new space » au Luxembourg sont actuellement impliquées dans des programmes de recherche et développement ?

13) Quelle est la contrepartie financière et en matière de création d'emploi demandée à ces entreprises dans le cadre d'un partenariat de recherche publique ?

14) Monsieur le Ministre de l'Économie évoque dans sa réponse à la question parlementaire n° 0030 du 15 novembre 2018 que la majorité des dépenses (s'élevant pour l'ensemble à 20 millions vers la fin 2018) pour des projets de recherche dans le cadre des programmes de l'ESA ne sont pas « directement liées à l'initiative spaceresources.lu ». En vertu de cette affirmation, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quels sont ces autres projets de recherche financés dans le cadre de l'ESA qui ne sont pas liés à l'initiative spaceresources.lu ?

15) Quel est le nombre exact de projets de recherche en cours dans le secteur du « new space » ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste complète de ces projets de recherche, en indiquant le titre et l'objet pour chaque projet listé ?

16) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le nombre de chercheur(e)s impliqué(e)s par les projets susmentionnés ainsi que sur le nombre d'étudiant(e)s ayant fait une demande d'inscription en master « Interdisciplinary space-master » ?

17) Parmi ces chercheur(e)s et étudiant(e)s, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer le nombre de celles et ceux issu(e)s de l'enseignement secondaire luxembourgeois, de nationalité luxembourgeoise et bénéficiant d'un diplôme de l'Université du Luxembourg ?

18) Étant donné qu'actuellement un peu plus de 20 entreprises constituent le secteur du « new space » au Luxembourg, comment Monsieur le Ministre compte-t-il garantir que suffisamment d'opportunités de stage se prêtent aux étudiant(e)s du « Interdisciplinary space-master » ?

19) Sachant que l'industrie en question ne s'est pas beaucoup développée au Luxembourg, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que ce master risque de dispenser des connaissances non applicables par les futur(e)s diplômé(e)s au Luxembourg même, mais davantage à l'étranger, dans des pays où le secteur de l'espace et le domaine de la recherche spatiale sont davantage développés et consolidés ?

20) De même, dans la mesure où les recherches et les connaissances universitaires sur l'espace et l'industrie spatiale développées au Luxembourg bénéficient en large partie à des entreprises, quelles sont les conditions et obligations contraignantes mises en place, afin de garantir que les résultats de ces recherches et collaborations ne s'exportent pas exclusivement à l'étranger et ne bénéficient davantage aux entreprises qu'à la société luxembourgeoise ?

Réponse commune (14.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Les questions posées par les honorables Députés touchent plusieurs aspects des activités spatiales au Luxembourg.

En ce qui concerne les aspects relatifs à la gouvernance et aux relations internationales, dès le début de l'initiative spaceresources.lu, le Luxembourg s'est impliqué activement dans les forums et enceintes internationaux afin de faire progresser la gouvernance internationale liée à l'exploration et l'utilisation des ressources qui se trouvent dans l'espace. Au niveau européen, le Luxembourg a régulièrement informé les autres États membres de l'UE et les pays membres de l'Agence spatiale européenne, ci-après ESA. Au niveau des Nations Unies, le sujet est traité au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA) à Vienne, avec un point spécifique à l'ordre du jour du sous-comité juridique. Les travaux à ce niveau progressent et de plus en plus de pays s'intéressent au sujet, soutenant les efforts en vue d'un futur cadre international pour la gouvernance des activités de ce type.

Le Luxembourg s'est également activement investi dans les travaux du « The Hague International Space Resources Governance Working Group », dès sa création en 2015. Ce groupe vise l'élaboration d'éléments de texte pouvant servir de base à un futur cadre international pour l'exploration et l'utilisation pacifiques de ressources spatiales. Le Luxembourg soutient financièrement la deuxième phase du groupe de travail, en collaboration avec l'Université du Luxembourg. Cette phase doit se terminer en novembre 2019, avec comme résultat une liste de 20 éléments (« building blocks »). Pour le Luxembourg, les membres actuels sont Dr. Mathias Link du Ministère de l'Économie, Prof. Mahulena Hofmann de l'Université du Luxembourg et Kyle Acierno de l'entreprise ispace.

Depuis le lancement de l'initiative spaceresources.lu en 2016, le Luxembourg a conclu huit accords de coopération avec d'autres pays.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Gouvernement entend poursuivre la conclusion de tels accords bilatéraux. Les objectifs de ces accords sont en général des échanges sur les aspects juridiques liés à l'utilisation des ressources spatiales, ainsi que la coopération dans les matières scientifiques et technologiques. Le MoU récemment conclu avec les États-Unis d'Amérique ne prévoit pas de coopération en matière de défense. Cette coopération ne viole en aucune manière le Traité de l'Espace. Le Gouvernement continuera de promouvoir l'usage pacifique de l'espace sans exclure des mesures permettant par exemple de protéger des satellites en orbite.

Afin de donner un aperçu global et approfondi de l'écosystème du secteur spatial luxembourgeois, la Luxembourg Space Agency vient de publier l'édition 2019 du « LSA Space Directory », regroupant les différentes sociétés spatiales, y compris celles qui se sont établies au Grand-Duché depuis le lancement de l'initiative spaceresources.lu, et les organismes de recherche qui sont présents au Luxembourg ainsi que leurs activités principales, le type de produits et services proposés ou encore leur implication dans des projets spatiaux majeurs. Le Grand-Duché compte actuellement environ 50 entreprises et laboratoires de recherche actifs dans le domaine spatial, employant plus de 800 personnes. Le « LSA 2019 Space Directory » peut être consulté sur le site space-agency.lu.

En ce qui concerne la recherche et le développement industriel, de nombreux projets sont en cours dont certains sont mentionnés dans les déclarations d'intention ou « Memorandum of Understanding », ci-après MoU, conclus entre le Ministère de l'Économie et plusieurs entreprises :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nous référant à la réponse à la question parlementaire n° 0681 et à la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration plus transparente et ouverte, et en particulier son art. 1er, alinéa (2) point 8, les informations relatives à la stratégie entrepreneuriale ainsi que la politique financière et commerciale de ces sociétés reprises dans ces MoUs revêtent un caractère confidentiel dont la divulgation sur la place publique pourrait porter un grave préjudice aux entreprises concernées. Ceci vaut également pour l'ensemble des acteurs de l'écosystème spatial luxembourgeois et leurs projets menés en collaboration et avec le soutien de l'ESA. Il y a lieu de relever que ces MoUs n'engagent aucunement de manière directe des fonds publics. Au contraire, ces déclarations d'intention se limitent à indiquer la voie pour le financement de projets de recherche et développement (R&D) y détaillés moyennant des instruments de financement existants. Les MoUs repris au tableau 2 ont identifié de potentiels projets R&D portant sur une enveloppe budgétaire totale de près de 50 millions d'euros, à condition toutefois que les dits projets remplissent les conditions d'éligibilité prévues.

Dans un contexte plus général, les différents programmes de l'ESA et, lorsque ceux-ci sont moins adaptés, le programme national LuxImpulse sont les instruments financiers les plus utilisés, étant particulièrement bien adaptés aux activités spatiales. En général, les projets R&D à réaliser au Luxembourg et financés partiellement par l'ESA sont analysés au cas par cas, le plus souvent avec l'expertise et le soutien technique de l'ESA. Lorsque le projet est accepté, le montant du soutien accordé peut atteindre 50 % des coûts éligibles selon le programme qui s'applique et selon la nature du projet. En ce qui concerne la recherche et l'innovation industrielles, les projets R&D des entreprises ont comme objectif de développer de nouveaux services, des technologies ou des applications innovantes, principalement dans le domaine des télécommunications ainsi que des technologies satellitaires, des systèmes de communication spatiale ou de l'observation de la terre, y compris l'analyse des données qui en résultent.

En ce qui concerne le rôle du Fonds national de la recherche, ci-après FNR, il importe de souli-

gner que celui-ci ne subventionne pas directement les activités R&D de l'industrie spatiale. Les allocations du FNR sont destinées aux institutions de recherche, comme le Luxembourg Institute of Science and Technology, ci-après LIST, ou l'Université du Luxembourg, qui collaborent avec des partenaires privés dans le domaine spatial. Toutes les activités de recherche dans ce domaine sont financées exclusivement par les outils existants du FNR dont les conditions sont publiquement accessibles sur le site Internet du FNR (voir sous https://www.fnr.lu/funding/). Dans certains cas les entreprises doivent participer à un pourcentage minimum des coûts du projet.

En ce qui concerne l'implication des acteurs de la recherche publique, il est à noter que l'Université du Luxembourg et le LIST mènent des activités de recherche dans le domaine spatial.

À l'Université du Luxembourg, la recherche liée à l'espace a lieu au centre interdisciplinaire « Security, Reliability and Trust » (SnT), à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication (FSTC) et à la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF). La recherche couvre les aspects technologiques et réglementaires de l'espace, s'inscrivant dans les priorités du Luxembourg visant à maintenir et à augmenter la compétitivité des entreprises et des organismes de recherche.

Les projets de recherche à l'Université du Luxembourg portent ainsi sur les télécommunications, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la robotique, la science et l'ingénierie des matériaux, ainsi que sur le droit. Près de 50 projets de recherche dans le domaine de l'espace, y compris des thèses de doctorat et des projets de postdoctorants, sont actuellement en cours à l'université, dont plus de 30 projets au SnT, une dizaine de projets à la FSTC et le reste en droit à la FDEF. Ci-après la liste des projets en cours :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dans le cadre de ces projets, l'université a des coopérations avec une douzaine de partenaires académiques ainsi qu'avec 15 partenaires industriels à l'étranger et au Luxembourg, dont SES, ispace, LuxSpace, FTA Communication Technologies et SPARC Industries comme partenaires luxembourgeois.

L'université, et notamment le SnT, est actuellement en discussion avec plusieurs entreprises du secteur spatial afin de créer de nouveaux partenariats. Il importe de relever qu'environ 70 chercheurs sont actuellement impliqués dans des projets liés à l'espace dans les facultés et les centres de recherche mentionnés ci-dessus, y compris des professeurs, des postdoctorants et des doctorants. La recherche dans le domaine spatial implique un certain nombre de chercheurs luxembourgeois ou issus du système scolaire luxembourgeois. Cela dit, cette recherche est profondément internationale. L'Université du Luxembourg souhaite attirer les meilleurs chercheurs au Luxembourg et contribuer à leur insertion dans le secteur industriel du pays. Au SnT, 40 % des anciens chercheurs (44 % des postdoctorants et 33 % des doctorants) ont choisi de rester et de travailler au Luxembourg, notamment dans l'industrie du pays (66 %).

Le LIST a pour mission de développer des solutions à forte intensité de technologie axées sur l'innovation environnementale, la digitalisation et les matériaux avancés. Avec des équipes dédiées aux partenariats et au développement commercial, le LIST propose une gamme de modèles de partenariat dans le but de trouver la solution idéale pour les besoins de ses partenaires privés et publics relevant de l'industrie spatiale. Ci-après la liste des projets spatiaux en cours et relevant des départements « Environmental Research and Innovation » (ERIN) et « Materials Research and Technology » (MRT) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre de chercheurs impliqués s'élève à quelque 50, 15 au département ERIN et 35 au département MRT. Trois chercheurs sont issus de l'enseignement secondaire luxembourgeois et cinq chercheurs ont la nationalité luxembourgeoise.

En raison de sa taille, le Luxembourg a toujours eu recours à des experts venant de l'étranger pour répondre à la forte demande du marché de l'emploi. Ceci est particulièrement vrai pour le secteur spatial qui se caractérise par sa main d'œuvre largement internationale. De surcroît, une des missions de la Luxembourg Space Agency est le soutien à l'éducation en suscitant l'intérêt parmi les jeunes pour les métiers de l'espace contribuant ainsi à développer une expertise pointue au niveau national. L'Université du Luxembourg lancera ainsi pour la rentrée 2019 le programme d'études « Interdisciplinary space-master » de deux ans qui bénéficie du soutien du Ministère de l'Économie et de l'Agence spatiale luxembourgeoise ainsi que d'un certain nombre de partenaires industriels. Jusqu'à mi-juillet 2019, l'université avait reçu un total de 107 candidatures. Le programme de ce master vise à fournir aux étudiants les compétences d'ingénierie requises dans l'industrie spatiale, ainsi que des connaissances approfondies et étendues pour gérer les activités liées à l'espace. Pour les 20 étudiants qui seront inscrits pour la première promotion, il existera des opportunités pour faire au Luxembourg un stage dans le cadre de leurs études. En effet, le programme tel que proposé prodiguera une formation aux étudiants qui bénéficiera à l'ensemble des entreprises spatiales luxembourgeoises dont le besoin en termes de ressources fera que les futurs diplômés ne seront pas obligés de se tourner vers l'étranger pour trouver une opportunité d'emploi.

Question 0847 (01.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **concession de pharmacie :**

D'Verdeelung vun de Konzessiounen, fir eng Apdikt däerfen ze bedreiwen, ënnerleien enger Prozedur. A souwäit ech informéiert sinn, ginn et hei verschidden Apdikteschkonzessiounen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister:

1. Wat fir eng Zort Apdikteschkonzessioune ginn et, an no wat fir engem Prinzip fonctionnéiert d'Vergab dovunner? Op wat fir eng gesetzlech Basis gëtt sech dobäi beruff?

2. Wéi fonctionnéiert den Transfer vun enger Apdikt bannent a baussent de Gemengen am Land?

Réponse commune (12.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Bei den ëffentlech zougänglechen Apdikte muss een tëschent de Statskonzessiounen an de privaten Officinnen ënnerscheeden. Déi privat Apdikte baséieren op der Ordonnance royale grand-ducale modifiée vum 12. Oktober 1841 N° 16, portant organisation du service médical.

Mam Gesetz vum 28. Februar 1905 „concernant le régime des pharmacies" sinn d'Statskonzessiounen agefouert ginn, mä déi deemoleg privat Officinne si bestoe bliwwen.

Säitdeem gëtt all zousätzlech nei Apdikt, op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Juli 1973 „concernant le régime de la pharmacie", als Statskonzessioun verginn. Dozou ass nach ze präziséieren, dass all nei Apdikt eng Autorisatioun vun der Regierung brauch, fir sech ze etabléieren. Fir déi Autorisatioun muss d'Regierung am Virfeld en Avis beim Collège médical a bei der Gemeng ufroen.

ad 2. Op Basis vum Artikel 8 vum „Règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie" muss den Transfer vun enger Statskonzessioun an eng aner Lokalitéit vum Gesondheetsminister accordéiert ginn.

Question 0850 (01.07.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **contrôles d'agences immobilières :**

Il me revient que l'Administration de l'enregistrement et des domaines effectue des contrôles « antiblanchiment » auprès d'agences immobilières. D'après mes sources, il y aurait eu de fortes amendes prononcées alors que les copies des cartes d'identité/des passeports des clients n'auraient pas été « certifiées ». La personne qui a photocopié la pièce d'identité aurait dû apposer un tampon « pour copie conforme ».

1) N'êtes-vous pas d'avis que de toute évidence une photocopie est conforme à l'original que l'on a copié, sans qu'il y ait besoin d'apposer un tel tampon ?

2) N'êtes-vous pas d'avis que de tels bureaucratismes - sanctionnés de surcroît par des amendes - soient déplacés ?

Dans le même contexte on semble avoir soulevé que des agences soient « non compliant » alors qu'elles n'auraient pas effectué une « identification des recherches par des mesures raisonnables » et qu'il n'y aurait pas « d'analyse-risque » ?

3) Pouvez-vous m'expliquer quelles recherches supplémentaires un agent immobilier pourrait raisonnablement effectuer en dehors de demander aux clients vendeurs/acheteurs/locataires des pièces d'identité, respectivement (locataires) des fiches de salaire, le contrat de travail, etc. ? Sachant que dans les ventes immobilières d'autres professionnels autrement plus équipés effectuent des recherches (notamment les banques), quelle autre source d'information/de recherche un agent immobilier devrait-il utiliser ?

4) Enfin, quelle « analyse-risque » devrait faire un agent immobilier, au-delà des vérifications ci-avant ? Bien entendu il y a toujours le « risque » qu'un acquéreur X puisse utiliser des fonds d'origine criminelle, mais en quoi un agent immobilier pourrait-il déterminer l'existence d'un risque précis ?

5) N'êtes-vous pas d'avis que ces rapports servent davantage à présenter une belle statistique au GAFI comme quoi notre pays fait des efforts extraordinaires dans la lutte contre le blanchiment d'argent et que les amendes prononcées servent avant tout à renflouer les recettes étatiques qu'à véritablement lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ?

Réponse (30.07.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse aux questions de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 2-1 (8) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (« AEDT ») a pour mission la surveillance et le contrôle des professionnels tombant sous son champ de compétence, dont les agents immobiliers.

Concernant la question sur la certification, il ne s'agit ici non pas de l'apposition d'un tampon par une autorité indépendante, mais de la confirmation écrite par le professionnel de la vérification effective de l'identité du client, par sa personne. En vertu de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« loi LBC/FT »), les professionnels sont tenus de justifier notamment qu'ils respectent leur obligation de vigilance à l'égard de la clientèle en matière LBC/FT. Or, cette justification ne peut se faire que sur la base de la certification de pièces d'identité par le professionnel (sans laquelle l'AEDT ne pourrait valablement contrôler si celui-ci a bien contrôlé l'identité de son client et certifié ce contrôle par l'apposition de sa signature et de la date de rencontre sur la copie de la carte d'identité). Il est permis de rappeler que le fil conducteur de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, est l'obligation de justification du professionnel du respect de ses obligations professionnelles en matière LBC/FT, et que de ce fait, la charge de la preuve incombe au professionnel. Cette justification doit être fondée sur un contrôle effectif et efficace par toutes les autorités compétentes en matière LBC/FT, qui s'alignent notamment sur la méthode d'identification et de vérification de l'identité du client ou du bénéficiaire effectif.

Quant à la prononciation des amendes à l'égard des professionnels, il y a lieu de souligner que la loi du 13 février 2018 a substantiellement modifié les moyens des autorités de contrôle dans la mise en œuvre de leur mission de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. En effet, l'article 8-4 de la loi LBC/FT prévoit un catalogue de sanctions, dont « des amendes administratives d'un montant maximal de deux fois le montant de l'avantage tiré de la violation, lorsqu'il est possible de déterminer celui-ci, ou d'un montant maximal de 1.000.000 euros. » [article 8-4 (2), f)]. Le montant des amendes tient compte des critères fixés à l'article 8-5 de la loi LBC/FT ainsi que du niveau de conformité des professionnels concernant les obligations leur incombant en vertu de la loi LBC/FT, respectant ainsi le principe de proportionnalité.

De plus, il est rappelé que le Grand-Duché de Luxembourg, membre du GAFI, est tenu de respecter les recommandations du GAFI, dont la recommandation 35, qui prévoit que « les pays devraient s'assurer qu'une gamme de sanctions proportionnées et dissuasives, qu'elles soient de nature pénale, civile ou administrative, est applicable aux personnes physiques et morales qui ne respectent pas les obligations en matière de LBC/ FT. »

À préciser également qu'en date du 20 novembre 2018, une conférence d'information a été organisée à la Chambre de Commerce sur la mise en œuvre de la loi LBC/FT avec la collaboration notamment de la Chambre immobilière. Lors de cette conférence, les professionnels ont été informés des mesures entreprises par l'AEDT dans le cadre de sa mission de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et notamment de la prononciation des sanctions administratives à leur encontre telles que prévues à l'article 8-4 dans la loi LBC/FT.

L'article 3 de la loi LBC/FT prévoit la prise de « mesures raisonnables » dans le cadre de la vérification de l'identité du client et/ou du bénéficiaire effectif. À ce titre, peut être considérée comme mesure raisonnable, la production d'un/de :

- certificat de résidence ;
- factures indiquant l'adresse du client ;
- recherches Internet (Google, Bing, Yahoo, Facebook, Twitter, etc.) documentées ;
- RIB (relevé d'identité bancaire) ;
- description de l'objet de l'activité du client ;
- en cas de groupe/société lié(e), la présentation de l'organigramme ;
- extraits du RCS (même étrangers) ;
- identification par logiciel KYC (CDDS, World-check, Dow Jones, autres).

Cette liste est à considérer comme indicative et non exhaustive. De plus, ces informations sont consultables dans les « Guide pour les professionnels » sous la rubrique « Blanchiment » sur le site Internet de l'AEDT.

L'intervention d'une banque ou d'un notaire dans la chaîne de la transaction n'exonère en rien l'agent immobilier dans la mise en œuvre de son obligation de vigilance. Il ne peut donc pas se voir déresponsabilisé en matière LBC/FT par la seule invocation de l'intervention d'un autre professionnel.

Concernant la question sur l'analyse-risque, celle-ci est visée par l'article 2-2 de la loi LBC/FT et constitue par conséquent une obligation professionnelle. L'analyse-risque n'est pas à confondre avec la vérification de l'identité ; elle ne s'y substitue pas mais elle est considérée comme l'indicateur du professionnel quant au type de vigilance à mettre en œuvre face au client. En effet, la loi LBC/FT prévoit différents types de vigilance en fonction de la clientèle.

Dans le cadre de la mise en œuvre de leur analyse-risque, les professionnels sont notamment tenus de tenir compte des différents facteurs prévus à l'annexe III de la loi LBC/FT. En fonction du risque évalué par le professionnel, il sera tenu d'y adapter sa vigilance. L'exercice de l'analyse nationale des risques a également été effectué au niveau national et le résultat peut être consulté sur le site du Ministère des Finances sous la rubrique « Publications ». À ce titre, le lecteur pourra constater le niveau de risque inhérent aux différents secteurs tombant sous le champ de la loi LBC/FT. Dans ce cadre, le secteur immobilier a été évalué comme secteur à risque élevé.

Question 0852 (02.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès au fichier central de la Police grand-ducale :**

Am Kader vun der Debatt iwwert dee sougenannten „geheime" Casier respektiv den „Fichier central" vun der Police gëtt et, wéi déi rezent gefouert Debatt weist, eng Rei un Onkloerheeten, wat déi rechtlech Dispositioune vun dëser Datei uginn. Eng vun deene Froen ass déi vun der Zougangsberechtegung op déi Datei.

Och déi rechtlech Dispositiounen, déi den Zougréff vun der IGP (Inspection générale de la Police) op déi Datei regelen, musse genee gekläert ginn. Et ass an deem Sënn a priori schwéier nozevollzéien, datt grad d'IGP elo eng Enquête soll maachen iwwert déi Datei, wou si dach selwer dës Datei kéint benotzt hunn a soumat eng kloer Onparteilechkeet net méi garantéiert wär.

An deem Kontext wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Op wat fir rechtlech Dispositioune berifft d'IGP sech, fir de Fichier central vun der Police kënnen anzegesinn?

2. Wéi dacks huet d'IGP virum Dateschutzgesetz vun 2018 eng Demande gemaach, fir kënnen dee Fichier ze consultéieren, respektiv wéi dacks hu Membere vun der IGP dëse Fichier consultéiert?

3. Wéi dacks huet d'IGP no dem Akraafttriede vum Dateschutzgesetz eng Demande gemaach, fir de Fichier kënnen ze consultéieren, respektiv wéi dacks hu Membere vun der IGP de Fichier central consultéiert?

4. Am Fall, wou d'IGP dëse Fichier consultéiert hätt, wär si dann net an den Ae vum Här Minister „Juge" an „Partie" an engem?

Réponse (05.08.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Ier ech op de Fong vun der Äntwert kommen, muss ech virausschécken, datt d'IGP net mat enger Enquête a puncto Polizeifichiere chargéiert gouf, mä mat enger breeder Etüd.

ad 1. Dräi Periode sinn hei ze ënnerscheeden:

- d'Zäit virum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP, dat den 1. August 2018 a Kraaft getrueden ass;

- d'Zäit tëschent dem 1. August 2018 an dem 20. August 2018, Dag vum Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 betreffend de Schutz vun de physesche Persoune mat Bezuch op d'Veraarbechte vu perséinlechen Daten am strofrechtleche Beräich;

- d'Zäit nom Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018.

Wärend der éischter Period, déi sech ënnert dem Gesetz vum 31. Mai 1999 ofgespillt huet, haten d'Polizisten, déi bei der IGP detachéiert waren, déiselwecht Zougréffsméiglechkeeten op de Fichier central wéi d'Poliziste vun der Police. Opgrond vun engem Bréif vum 12. Abrëll 2016 vum President vun der Autorité de contrôle (Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 2002) ass dësen Zougréff op de strofrechtleche Beräich limitéiert ginn.

Wat déi zweet Period ugeet, stoung am Artikel 15 Paragraf 3 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP : « Dans le cadre des missions énoncées aux articles 4, 7, 8 et 9, le personnel de l'IGP repris au paragraphe 2, alinéa 1er, a accès aux traitements des données à caractère personnel autorisés sur base de l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et dont le responsable du traitement est le directeur général de la police, de même qu'aux fichiers de la police notifiés sur base de l'article 12 de la même loi. »

All d'Missioune vun der IGP waren hei betraff, viséiert waren den Inspecteur général, den Inspecteur général adjoint, d'Membere vun der IGP vum Polizeikader an, no hire Kompetenzen, d'Ziviliste vun der Gehältergrupp A1.

Déi zweet Period war vu ganz kuerzer Dauer, knapps dräi Wochen, well mam Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 ass de Paragraf 3 vum Artikel 15 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP ofgeännert ginn an deen direkten Zougréff vun der IGP op d'Datebanken, déi ënnert der Responsabilitéit vum Generaldirekter vun der Police waren, opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot ofgeschaaft ginn.

Wat déi drëtt Period ubelaangt, ass et esou, datt kee Member vun der IGP méi direkten Zougréff huet op de Fichier central. Opgrond vum Artikel 12 vum Gesetz iwwert d'IGP kann d'IGP awer am Kader vun hire Missiounen - mat der wesentlecher Ausnam vun hiren Aufgaben am strofrechtleche Beräich - all Informatiounen an Dokumenter, déi se fir d'Ausféierung vun dëse Missioune brauch, beim Generaldirekter vun der Police schréftlech ufroen. Am strofrechtleche Beräich ass dat nëmme méi méiglech mat enger Ordonnance vum Untersuchungsriichter.

ad 2. Geméiss Logfiles-Informatioune vun der Police hu Membere vum Cadre policier vun der IGP tëschent dem 1. Januar 2015 an dem 20. August 2018 (dem Dag virum Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'perséinlech Datebanken am strofrechtleche Beräich) am Fichier central 498 Consultatiounen iwwert de Moteur de recherche „FC" an 294 Consultatiounen iwwert de Moteur de recherche „Doculite" gemaach.

ad 3. Ab dem 21. August 2018 huet d'IGP keen direkten Zougréff op déi Datebank. Bis op de strofrechtleche Beräich, fir deen de Code de procédure pénale zoutréfft, muss d'IGP op den Artikel 12 vun hirem Gesetz zréckgräifen, fir vun der Police verschidden Dokumenter oder Informatiounen ze kréien.

Vum 21. August 2018 bis den 12. Juli 2019 huet d'IGP esou Demandë gemaach betreffend 21 Persounen.

ad 4. Wéi d'IGP en direkten Zougréff op de Fichier central hat, war se just „Utilisateur". Se huet d'Fonctionnalitéite gebraucht, déi d'Police hir zur Verfügung gestallt huet. Dee Fichier ass nëmmen an eleng consultéiert ginn, wann dat noutwendeg war fir d'Ausféierung vun hiren Enquêten.

Question 0858 (04.07.2019) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **mobilité transfrontalière :**

Jeden Tag pendeln rund 50.000 Grenzgänger aus Deutschland nach Luxemburg zu ihrem Arbeitsplatz. Während der rezenten deutsch-luxemburger Wirtschaftskonferenz wurde darauf hingewiesen, dass die Zugverbindungen nicht optimal sind und Staus auf den Autobahnen eine tägliche Realität sind. Die gleiche Feststellung gilt im Übrigen für Pendler aus Belgien und Frankreich.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Bauten stellen:

1. Wissend, dass ab März 2020 der öffentliche Transport in Luxemburg gratis angeboten wird, gibt es Pläne, wie man ab diesem Zeitpunkt die grenzüberschreitenden Zug- und Busverbindungen tariflich regeln könnte? Soll das Gratisangebot auf die Grenzortschaften beziehungsweise Grenzregionen ausgedehnt werden?

2. Welche zusätzlichen Maßnahmen gedenkt die Regierung zu treffen, um die Situation der Grenzpendler und das öffentliche Transportangebot, dessen sie sich bedienen, zu verbessern?

3. Hat der Minister bereits Kontakt mit den politischen Verantwortlichen sowohl in Deutschland als auch in Frankreich und Belgien aufgenommen, hinsichtlich der Tarifgestaltung einerseits und der öffentlichen Transportverbindungen andererseits? Wenn ja, welche Lösungsansätze wurden diskutiert?

Réponse (02.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Die geehrten Abgeordneten möchten mit der parlamentarischen Anfrage Nr. 0858 einige Erläuterungen zu dem von der Regierung geplanten gratis ÖPNV erhalten und besonders auf geplante Maßnahmen für Grenzpendler eingehen.

ad 1. Da sich bei der Regierungsbildung darauf geeinigt wurde, den ÖPNV auf nationalem Gebiet umsonst für den Nutzer anzubieten, werden die grenzüberschreitenden Zug- sowie Busverbindungen zahlungspflichtig bleiben. Allerdings werden die Preise für die Fahrkarten und Abonnements nach unten angepasst.

Hierzu führt die nationale Eisenbahngesellschaft Gespräche mit den jeweiligen Eisenbahngesellschaften unserer Nachbarländer. Es ist allerdings hervorzuheben, dass der Preis der Abonnements sich aus Anteilen beider Länder zusammensetzt und der Anteil der luxemburgischen Seite nicht dem eigentlichen nationalen Tarif entspricht, sondern kleiner ist.

Im Bereich der grenzüberschreitenden Busverbindungen bedarf es keinem Verhandeln mit den Nachbarländern, allerdings werden die Preise sich, wenn möglich, an jenen für die Bahnverbindungen orientieren.

Die Einzelheiten hierzu werden allerdings noch ausgearbeitet. Die Preise werden voraussichtlich im Herbst festliegen.

ad 2. Die Regierung wartet nicht auf die Einführung des Gratistransportes, um das öffentliche Transportangebot zu verbessern. Der Gratistransport ist die „zusätzliche Maßnahme" zu den Verbesserungen des Angebotes, nicht umgekehrt. So wurden diverse Verbesserungen kürzlich schon in die Realität umgesetzt:

- „Trierer Weststrecke": Verdopplung der Kapazität auf Höhe der Brücke Pulvermühle und der Strecke Luxemburg–Sandweiler–Contern: Die neue, also zweite Brücke erlaubt es die beiden Strecken Luxemburg–Ulflingen und Luxemburg–Wasserbillig ab dem Nordausgang des Bahnhofes zu trennen (zwei Fahrspuren pro Strecke). Kostenpunkt 2. Brücke Pulvermühle: 185 Mio €; Ausbau Nordkopf Bahnhof Luxemburg-Stadt: 75 Mio €.

- Ein Finanzierungsanteil Luxemburgs in Höhe von 8 Mio € garantiert den zweigleisigen Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier–Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West. Von diesen Infrastrukturmaßnahmen profitieren jetzt schon die stündlichen Züge nach Koblenz und in Zukunft auch die Weststrecke.

Die Verbindungen der Grenzpendler werden sich trotzdem auch in naher Zukunft erheblich verbessern:

Bahn:

- Mit der Reaktivierung der Trierer Weststrecke wird eine neue grenzüberschreitende Regionalbahnlinie die Region Trier mit Luxemburg noch besser verbinden.

Bus:

- Im Bereich der sogenannten Saar-Lux-Linien sind Umstrukturierungen geplant, welche erhebliche Mehrleistungen mit sich bringen. Diese Linien sind ebenfalls vom Mobilitätsministerium finanziert.

- Das gesamte RGTR-Netz wird ab Mai 2020 komplett neu organisiert, dies wird auch Vorteile für die Grenzpendler haben; das neue Netz wird im September 2019 vorgestellt und beinhaltet Expresslinien, Regionallinien, Transversallinien, Zubringer- und Rufbuslinien.

P&R:

Das nationale P&R Konzept beinhaltet die Planung der Erweiterung des P&R Mesenich. Diese Erweiterung ist in zwei Phasen aufgeteilt: Die erste Phase sieht den Bau eines ebenerdigen Parkplatzes sowie Bushaltestellen und einen Buswendeplatz auf der nördlichen Seite der Autobahnraststätte „Aire de Wasserbillig" vor; die zweite Phase sieht vor, dass der bestehende Parkplatz auf der südlichen Seite der Autobahnraststätte durch ein Parkhaus ersetzt wird. Die Vorplanung wurde im Jahr 2016 abgeschlossen und sah insgesamt 1.748 Parkplätze vor, davon 737 zusätzliche Parkplätze in der ersten Phase und 750 zusätzliche Parkplätze in der zweiten Phase.

Die Ausschreibung für die erste Phase wird voraussichtlich Ende des Jahres 2019 stattfinden, sodass die Arbeiten Mitte 2020 beginnen und Ende 2021 abgeschlossen werden können. Die zweite Phase würde sofort im Anschluss beginnen mit einer geschätzten Bauzeit von zwei Jahren.

- P&R Wasserbillig-Bahnhof (2024),

- P&R Höhenhof an der A1 ist in Planung: Erschließung mit Bus und Tram, Auffangparking 4.000 Plätze und Vorteil für deutsche Grenzpendler,

- P&R Trier West, Ehrang, Euren entlang der Weststrecke; sollen mit der Weststrecke in Betrieb gehen.

Buspriorisierungen:

Es laufen zurzeit Planungen auf der Autobahn A1, zwischen dem Grenzübergang und Luxemburg-Stadt, welche eine Verbesserung der Reisezeiten der öffentlichen Busse sowie von Fahrgemeinschaften entsprechend der vom Minister am 6. Mai 2019 vorgestellten Strategie erbringen sollen. So wird aktuell die technische Machbarkeit der Priorisierung von Bussen und Fahrgemeinschaften aufgrund von Verkehrsstudien analysiert.

- N2 Buspriorisierung Ortsdurchfahrt Remich mittels koordinierter Schaltung von Verkehrsampeln (Machbarkeitsstudie genehmigt, Stand 6. Mai 2019)

Fahrgemeinschaften:

- Der Staat wird, zusätzlich zum Fahrgemeinschaftsportal CoPilote für Luxemburg und die Nachbarregionen, eine für Fahrgemeinschaften reservierte „3+"-Fahrspur auf denjenigen Autobahnabschnitten einrichten, wo dies möglich ist.

ad 3. Es gibt selbstverständlich regelmäßig Kontakt und Austausch mit den zuständigen Behörden der Nachbarländer, sowohl zwischen den politischen Verantwortlichen sowie auch den Mitarbeitern der Behörden. Die oben genannten Verbesserungen zeugen hiervon. Derzeit läuft das Anhörungsverfahren beim Landesbetrieb Mobilität Rheinland-Pfalz zum Thema „Weststrecke". Regelmäßige Sitzungen bestehen im Rahmen der deutsch-luxemburgischen Wirtschaftskonferenz, die letzte Sitzung fand am 1. Juli 2019 statt und widmete sich vollständig der neuen Infrastrukturen und ÖV-Angebote. Hier wurden nicht nur die Feststellungen gemacht, die die Abgeordneten in Ihrer parlamentarischen Frage erwähnen, sondern auch Lösungen diskutiert. Auch gibt es regelmäßigen Kontakt mit den Verantwortlichen der Stadt Diedenhofen sowie des „Département de la Moselle"; ein nächstes Treffen mit dem Bürgermeister von Diedenhofen ist für Oktober geplant. Wie schon erwähnt, verhandelt die nationale Eisenbahngesellschaft die Tarifgestaltung im Bahnverkehr. Was die Verbesserungen der öffentlichen Transportverbindungen für Grenzpendler aus den anderen Nachbarländern betrifft, werden vor allem neue P&R-Möglichkeiten ausgearbeitet, wie zum Beispiel in Metzange und am Bahnhof Diedenhofen sowie aus dem belgischen Grenzgebiet. Vereinbarungen werden insbesondere für die luxemburgische Finanzierung verschiedener Infrastrukturen auf Staatsgebiet der Nachbarländer ausgearbeitet.

Question 0859 (04.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **fonctions de la Grande-Duchesse :**

Et ass mir zu Ouere komm, datt eng feministesch Organisatioun plangt, H.K.A. d'Groussherzogin vu Lëtzebuerg, ze froen, fir Hiren héije Patronage enger Manifestatioun mat politeschem Charakter ze accordéieren. Konkret geet et och nach ëm eng oppe männerfeindlech Initiativ, déi wuel iwwert déi weiblech Affer vu Gewalt schwätzt, net awer iwwert déi männlech, an déi d'Männer stereotyp als Täter an d'Fraen ëmmer nëmmen als Affer vu Männergewalt duerstellt - weder gëtt iwwer weiblech Täter geschwat nach iwwer Männer als Affer vu Fraegewalt. Déi Organisatioun soll schonn éischt Kontakter opgeholl hunn.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Géif d'Regierung et fir opportun halen, datt H.K.A. d'Groussherzogin, Hiren héije Patronage enger politescher Manifestatioun géing accordéieren?

2. Misst H.K.A d'Groussherzogin, sollt Si Sech wëllen an eng Manifestatioun mat politeschem Charakter engagéieren, wann iwwerhaapt, dat dann net als Privatpersoun maachen an net mat iergendengem offiziellen Titel?

3. Kéint H.K.A. d'Groussherzogin temporär oder definitiv Hiren Titel als Groussherzogin nidderleeën, wa Si Sech wéilt politesch engagéieren?

4. Gesäit d'Regierung net eng Gefor vun der Politiséierung vun der Monarchie, wann den Haff géif en héije Patronage, zum Beispill fir politesch oder, wéi hei anscheinend vun enger feministescher Organisatioun geplangt, sexistesch a männerfeindlech Aktivitéiten iwwerhuelen?

5. Well H.K.A. keng institutionell oder konstitutionell Funktioun huet, wéi wär an esou engem Fall déi ministeriell Responsabilitéit fir eventuell politesch Äusserungen oder Aktivitéiten vun H.K.A. der Groussherzogin geregelt?

Réponse (01.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Den honorabelen Deputéierten stellt eng Rei Froen zu enger Manifestatioun, fir déi de Patronage vun der Groussherzogin sollicitéiert soll gi sinn, an doriwwer eraus iwwert de Statut vum Titel vun der Groussherzogin.

D'Regierung confirméiert, datt et net d'Roll vum Conjoint vum Statschef ass, politesche Manifestatiounen hire Patronage als Groussherzogin ze accordéieren. Dozou sief gesot, datt déi Manifestatioun, ëm déi et hei geet, nämlech d'„Orange Week", keng politesch Manifestatioun ass, mä eng Manifestatioun, déi zum Zil huet, op Gewalt géint Fraen hinzeweisen, e grave Phänomen, dee leider ëmmer nach besteet, hei am Land wéi och weltwäit. Déi Manifestatioun fält domat net an den Domaine vun der Politik, mä baséiert op universelle Mënscherechter an elementarer Mënschlechkeet, där hire Respekt an den Ae vun der Regierung sollt zum gesellschaftleche Konsens gehéieren.

D'Gefor vun enger Politiséierung vun der Monarchie, déi den honorabelen Deputéierten ufféiert, ass deemno hei net ginn.

D'Handhabung vum Titel vum Conjoint vum Statschef ass am Décret grand-ducal du 18 juin 2012 portant coordination du Statut de famille du 5 mai 1907 geregelt. Hei kann ee liesen (§2), datt „die hausrechtsgemäß angeheirateten Ehepartner [...] der Mitglieder [...] des Großherzoglichen Hauses" och der Maison grand-ducale ugehéieren.

Weider steet am §4a: „Die hausrechtsgemäß angeheiratete Gemahlin des Staatschefs trägt das Prädikat Königliche Hoheit (Altesse Royale) und die Titel Großherzogin von Luxemburg, Herzogin von Nassau (Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau), etc., etc." Am §4b ass ze liesen, datt den Titel vun der Groussherzogin, grad sou wéi déi aner Titelen, déi am Dekret vun 2012 virgesi sinn, „in den öffentlichen und privaten Handlungen" gefouert ginn. Et ass deemno net virgesinn, datt d'Groussherzogin hiren Titel kann temporär ofginn. Déi eenzeg Hypothesen, déi de Verloscht vum Titel fir de Conjoint bedeiten, sinn d'„Ehetrennung (séparation de corps)", d'„Ehescheidung" oder eng „Wiederverheiratung nach dem Tod".

De Statut vum Titel vum Conjoint vum Statschef ass doriwwer eraus net geregelt; weder an der Verfassung, nach op gesetzlecher Basis.

Et ergëtt sech awer aus dem Gewunnheetsrecht (coutume), datt de Conjoint vum Statschef sech net politesch engagéiert. Vu datt den Titel vun der Groussherzogin laut dem Dekret vun 2012 un dee vum Groussherzog gebonnen ass, ergëtt sech dëst och als logesch Konsequenz aus der verfassungsrechtlecher Situatioun vum Groussherzog.

Et sief an deem Kontext op d'Äntwert vun der Regierung op déi parlamentaresch Ufro N° 0151 vum 4. Januar 2019 verwisen:

„[...] De Statsminister erënnert drun, datt laut Artikel 4 vun der Verfassung d'Persoun vum

Groussherzog „inviolable" ass. Déi Inviolabilitéit implizéiert déi komplett Irresponsabilitéit vum Statschef, souwuel strofrechtlech wéi och politesch. D'Akte vum Statschef sinn deemno souwuel „par essence" wéi „en droit" onpolitesch. [...]"

Question 0867 (05.07.2019) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **logements de fonction :**

Lors de la dernière période législative, le Gouvernement a réformé le système des logements de fonction mis à disposition des fonctionnaires et employés en adaptant, entre autres, le loyer au prix du mètre carré qui a cours dans la zone géographique donnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Combien de logements de fonction étatiques sont actuellement affectés à la police et à l'Administration des douanes et accises ?

- Combien de ces logements sont inoccupés en ce moment ?

- Dans quel état de vétusté se trouvent ces logements en général ?

- Madame et Messieurs les Ministres estiment-ils que ces logements étatiques pourraient être occupés par des familles figurant sur les listes d'attente du Fonds du logement et de la SNHBM ? Qu'en est-il des bénéficiaires de protection internationale ?

Réponse commune (19.08.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Nous tenons à informer l'honorable Député qu'actuellement, 103 logements de service sont affectés à la Police grand-ducale, dont 27 sont encore occupés.

La Police grand-ducale a sollicité le maintien dans son actif de 22 des 76 logements inoccupés en vue d'une éventuelle extension des locaux de service de commissariats adjacents à ces logements de service. Les autres 54 logements de service inoccupés seront prochainement réaffectés.

En ce qui concerne la réaffectation des anciens logements de service dont la Police grand-ducale disposait auparavant, 76 conventions ont déjà été signées avec l'Agence immobilière sociale (AIS). Plusieurs procédures de remise de clés à l'AIS sont encore en cours.

Actuellement, 35 logements de service sont encore affectés à l'Administration des douanes et accises.

Il s'agit en particulier des logements des maîtres-chiens à Findel lesquels sont maintenus aussi longtemps qu'une autre solution pour la garde des chiens n'est trouvée. Le logement au centre douanier Howald est aussi maintenu pour des raisons de surveillance du site.

En ce qui concerne la réaffectation des anciens logements de service dont l'Administration des douanes et accises disposait auparavant, 50 conventions ont déjà été signées avec l'AIS. Plusieurs procédures de remise de clés à l'AIS sont encore en cours.

Parmi les anciens logements de service non visés ci-dessus, une cinquantaine ont été réservés à des fins de grands projets de logements à réaliser par le Fonds du logement ou la SNHBM, respectivement sont également susceptibles d'accueillir des bénéficiaires de protection internationale (p. ex. à Wasserbillig).

L'état des logements inoccupés varie d'un objet à l'autre.

Question 0868 (05.07.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **chenilles processionnaires :**

La présence de chenilles processionnaires au Luxembourg semble s'accroître de saison en saison. Sachant que les poils urticants des chenilles représentent un danger pour la santé humaine, des mesures doivent être prises aux endroits où le risque de contact avec des personnes est important (le long des trottoirs, chemins ainsi que dans les parcs et aux alentours des aires de jeux).

Cette année la Ville de Guénange (Lorraine) a fait appel à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) qui a utilisé un drone pulvérisant un biocide (Foray ES) sur les nids des chenilles. Selon la presse, l'expérimentation menée par l'INRA a été concluante. Non seulement les chenilles urticantes n'ont pas résisté au traitement, mais le traitement n'a pas non plus commis de dégâts collatéraux sur le plan environnemental.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Les ministres sont-ils au courant de l'expérimentation menée par l'INRA pour lutter contre les chenilles ? Dans l'affirmative, partagent-ils l'avis de la presse que cette méthode s'avère efficace ?

2) Un traitement des nids de chenilles à l'aide de drones est-il également envisageable au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quel organisme serait compétent pour effectuer une telle pulvérisation ?

Réponse commune (12.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Oui, les ministres sont au courant de l'expérimentation menée par l'INRA pour lutter contre les chenilles de la processionnaire du chêne.

Le groupe de travail sous l'égide de la Direction de la santé du Ministère de la Santé, chargé de l'élaboration du plan d'action relatif à la processionnaire du chêne, est en train d'étudier différentes méthodes de lutte contre l'espèce, dont l'application de biocides par drone. À ce stade, il est cependant prématuré de prendre position quant à l'efficacité de cette méthode et l'opportunité de son utilisation.

ad 2) Comme mentionné ci-avant, la méthode de traitement des chenilles à l'aide de drones est en train d'être examinée dans le cadre dudit plan d'action. Dans le contexte de la perte de biodiversité et de l'extinction d'espèces, il faut cependant souligner que l'emploi de biocides est à considérer comme dernier moyen de lutte qui doit se limiter strictement aux endroits à haute fréquentation humaine. Jusqu'à ce jour, tous les biocides, y inclus le produit Foray ES (Bacillus thuringiensis [var. kurstaki]) utilisé en Lorraine en 2019 dans la lutte contre la processionnaire du chêne, sont non sélectifs, donc préjudiciables à d'autres insectes, et ont un impact sur l'écosystème via la chaîne alimentaire. Il est indispensable que l'application de biocides se fasse strictement d'après les règles d'un monitoring scientifique sur l'état de développement des chenilles. En effet, les chenilles de la processionnaire du chêne ne doivent pas encore avoir atteint le troisième stade larvaire dans lequel ils forment les poils urticants.

Étant donné qu'aucun biocide n'est autorisé au Luxembourg pour la lutte contre la processionnaire du chêne, l'Administration de l'environnement (AEV) étudie les différents biocides déjà utilisés dans nos pays voisins et fera parvenir ses conclusions à la Direction de la santé, à l'Administration de la nature et des forêts (ANF) ainsi qu'aux autres partenaires collaborant au plan d'action.

Question 0869 (05.07.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **gestion locative sociale :**

En 2009, le Ministère du Logement a mis en place un outil pour mobiliser des logements inoccupés, la gestion locative sociale. Selon ce modèle, des propriétaires confient la gestion de leurs logements inoccupés à des organismes conventionnés avec le Ministère du Logement. Ces organismes les mettent à la disposition de ménages en besoin et ceci à des loyers abordables. En principe, l'occupation des logements ne peut cependant pas dépasser la durée de trois ans et est liée à un accompagnement social des ménages par les organismes conventionnés. La finalité de ce suivi est la possibilité pour les familles bénéficiaires de pouvoir se loger au bout des trois années sur le marché immobilier régulier.

Récemment des responsables communaux se sont plaints à cet égard du fait que par la gestion locative sociale des bénéficiaires trouvent des logements au sein de leur commune sans y avoir été résidents au préalable. En outre, les communes seraient systématiquement contraintes à prendre en charge ces occupants à l'issue de la période de mise à disposition de la GLS, limitée à trois ans.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

1) Combien de logements sont actuellement gérés au niveau national selon le modèle de la gestion locative sociale ?

2) Combien de partenaires conventionnés avec le Ministère du Logement participent actuellement à cette mesure ?

3) Quel bilan peut-on tirer du suivi social des locataires par les organismes conventionnés ? La règle d'une mise à disposition limitée à une durée maximale de trois ans s'est-elle avérée pertinente dans la pratique ?

4) Que se passe-t-il à l'issue des trois années de mise à disposition aux bénéficiaires d'un logement par le biais de la gestion locative sociale ?

Réponse (03.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

La Gestion locative sociale (GLS) vise à mobiliser des logements en général inoccupés et appartenant à des personnes privées, afin d'y loger des personnes à revenus modestes et présentant un problème de logement selon la typologie européenne de l'exclusion liée au logement (ETHOS). La GLS est mise en œuvre avec beaucoup de succès tant par des associations que par des communes et des offices sociaux.

En effet, la GLS permet non seulement de mobiliser à frais réduits des logements existants non occupés, mais surtout d'offrir une réelle opportunité de logement à des personnes et familles qui, pour des raisons diverses, ne peuvent se loger de façon adéquate sur le marché locatif luxembourgeois. Le système de la GLS offre en outre à ces personnes un accompagnement social visant à les rendre autonomes, du moins pour ce qui a trait au logement. De ce fait, le système de la GLS est un outil qui permet d'apporter de façon directe ou indirecte un appui considérable aux communes dans leur devoir de secourir les personnes en situation de détresse.

ad 1) Fin 2018, 714 logements ont été gérés au niveau national selon le modèle de la GLS. Pour fin 2019, on estime une progression jusqu'à +/- 800 logements.

ad 2) 25 partenaires conventionnés par le Ministère du Logement participent actuellement à cette mesure. Des conventions pour deux acteurs supplémentaires sont actuellement en phase de signature.

ad 3) Au vu des informations reçues des principaux partenaires conventionnés, le suivi social varie selon les besoins des bénéficiaires concernés, chaque ménage ayant une problématique/situation psychosociale et économique différente. Les facteurs déterminant l'envergure de cet accompagnement sont, en effet, multiples : par exemple l'état de santé, l'évolution de la situation financière et familiale, la maîtrise des langues ou la capacité de les apprendre, la situation des proches dans un pays d'origine (et un éventuel regroupement familial). Il faut donc mettre en œuvre des moyens appropriés et variés tels que des visites à domicile, une guidance/gestion financière, une aide administrative et d'autres soutiens adaptés pour assurer un bon déroulement du projet d'insertion sociale. En effet, l'objectif de la GLS est toujours l'autonomie des bénéficiaires sur le plan du logement.

Dans le cadre de la GLS, il est tout à fait pertinent de limiter, au départ, la durée de la mise à disposition du logement. La règle générale d'un contrat limité à trois ans s'avère de la sorte adéquate.

Il convient en effet de définir un cadre temporaire à l'égard des bénéficiaires afin de les inciter à faire les efforts nécessaires pour pouvoir réintégrer à moyen terme un logement sur le premier marché immobilier. Leur accompagnement social sert à les soutenir et à les encadrer dans cette démarche. Le terme déterminé des contrats indique un objectif temporel à la démarche.

Toutefois, les contrats de bail dans le cadre de la GLS peuvent être prolongés en fonction de la situation de l'occupant et de sa motivation.

En effet, il est important de pouvoir continuer à soutenir les personnes qui ne sont pas en mesure de quitter leur logement après trois ans parce que leur projet d'insertion n'a pas encore abouti, respectivement parce que certaines personnes ne réussissent pas à atteindre un niveau de revenu leur permettant d'intégrer le premier marché du logement. Il arrive que pour ces personnes la seule solution décente et durable soit un logement social à long terme.

ad 4) Heureusement, la majeure partie des habitants d'un logement GLS arrive à s'autonomiser endéans trois années. Pour les autres locataires GLS, le projet d'inclusion sociale qui vise leur autonomie est généralement prolongé.

L'accompagnement social pourra être adapté selon la situation des bénéficiaires : par exemple pour une famille dont l'objectif est de trouver un nouveau logement, il convient de les soutenir dans les démarches de recherche d'un logement, pour une autre famille, il s'agira d'intensifier les recherches d'emploi, etc.

Si le logement occupé reste attribué à la GLS, l'occupant peut continuer à y résider. Dans les autres cas, le gestionnaire lui propose en règle générale un autre logement.

Au sein de l'AIS (Agence immobilière sociale, le plus grand acteur sur le marché de la GLS), le suivi social des bénéficiaires est un élément clé du concept de la GLS. À la signature du contrat de mise à disposition, le bénéficiaire s'engage dans un projet d'inclusion sociale qui vise son autonomie sur le plan du logement. Parmi les bénéficiaires qui ont quitté le dispositif, 59 % ont pu réaliser cette autonomie avant trois ans. 10 % sont même devenus propriétaires. Parmi les 41 % qui ont quitté l'AIS après plus de trois ans de séjour :

- 40 % y ont séjourné entre 3 et 4 ans,

- 27 % y ont séjourné entre 4 et 5 ans,

- 19 % y ont séjourné entre 5 et 6 ans,

- 7 % y ont séjourné entre 6 et 7 ans,

- 7 % y ont séjourné plus de 7 ans.

D'autres partenaires conventionnés par le ministère observent les mêmes durées d'occupation des logements. Selon Wunnengshëllef ASBL, 32,25 % des ménages occupent un logement pour une durée de plus de trois ans, et 8 % des ménages occupent leur logement depuis plus de cinq ans.

Pour pouvoir intégrer les gens dans les meilleurs délais sur le premier marché du logement ou sur le marché du logement social, certains

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

organismes conventionnés pratiquant la GLS inscrivent leurs bénéficiaires dès le départ sur une liste d'attente pour un logement social et prolongent, en attendant, les mesures GLS.

Question 0870 (05.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **reclassement professionnel :**

Wa Persounen opgrond vu gesondheetleche Problemer zu engem gewëssenen Zäitpunkt hirer Aarbecht net méi no kënne kommen, ass et méiglech, dass e Reclassement professionnel gemaach gëtt, fir de Leit eng berufflech Reintegratioun ze erméiglechen an engem Beruff, an deem si trotz Krankheet oder Handicap nach schaffe kënnen. Well vill Persounen an hiren neie Beruffer net méi esou laang a schwéier schaffe kënne wéi zu den Zäiten, an deene si nach vollständeg gesond waren, ass et fir si oft schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen, wou si en äänleche Salaire erhale wéi virdrun. Aus deem Grond ass virgesinn, dass d'ADEM a bestëmmte Fäll Ausgläichsentschiedegungen ausbezuele kann, fir et de betraffene Persounen och no hire Schicksalsschléi ze erméiglechen, hire Liewensstandard oprechtzëerhalen. An esou Fäll gëtt de Salaire, dee vum Patron ausbezuelt gëtt, vun der ADEM opgestockt, soudass d'finanziell Belaaschtung fir déi Betraffen trotz hire gesondheetleche Problemer net zouhuele soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun an dem Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung gäre folgend Froe stellen:

- Wéi vill Persoune kréien opgrond vun engem virausgoende Reclassement professionnel aktuell finanziell Ausgläichsentschiedegunge vun der ADEM ausbezuelt?

- Wéi héich ass de Montant, deen an der Moyenne als Ausgläichsentschiedegung u Persounen no engem Reclassement professionnel ausbezuelt gëtt?

- Wéi vill Persoune kruten am Mount Juni keng Ausgläichsentschiedegung vun der ADEM ausbezuelt, obwuel d'gemëschte Kommissioun hir Demande fir eng berufflech Reintegratioun scho virun dësem Mount ugeholl hat?

- Wéi laang muss eng Persoun ab deem Moment, wou d'Kommissioun hir Demande fir eng Reintegratioun unhëlt, an der Moyenne waarden, bis si déi éischt Ausgläichsentschiedegung vun der ADEM ausbezuelt kritt?

Réponse (07.08.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Mount Juni krute 4.497 Persounen eng Ausgläichsentschiedegung, dovunner 2.082 no där aler Prozedur an 2.415 no där neier.

ad 2. Op d'Joer 2018 gekuckt, kruten d'Persounen am externe Reklassement an der Moyenne 1.714,61 Euro brutto pro Mount an d'Persounen am interne Reklassement 1.756,52 Euro brutto pro Mount.

ad 3. + 4. Als Éischt e puer Erklärungen iwwert d'Prozedur vun der Ausgläichsentschiedegung, déi d'Delaien erklären, wou d'Leit op hir éischt Ausgläichsentschiedegung waarde mussen:

Déi Dossieren, wou d'Prozedur vum Reklassement nom 1. Januar 2016 (neit Gesetz) declenchéiert gouf, musse verschidden Delaie respektéieren an et intervenéieren och eng ganz Rei vun Akteuren.

Als Éischt muss den Employeur de Salaire vun deemjéinegen, deen an engem Reklassement ass, beim Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) deklaréieren. Dofir huet hien ee Mount Zäit.

Den CCSS berechent dann ab dem hallwe Mount d'Ausgläichsentschiedegung. Dofir muss den CCSS natierlech eng Déclaration de salaire hunn, déi e ganze Mount couvréiert. Dat bréngt mat sech, datt de ganze Prozess ëm e weidere Mount decaléiert gëtt, wann den Ufank vum Reklassement net op den 1. vum Mount fält.

Wann d'Berechnung gemaach ass, gëtt déi un d'ADEM weidergeleet, déi se direkt kontrolléiert a validéiert; eng Ordonnance de paiement gëtt gemaach a weidergereecht un de Finanzkontrolleur, deen en Delai vun zéng Schaffdeeg huet, fir d'Ordonnance ze traitéieren.

Dee ganze System bréngt en Delai vum Ausbezuele mat sech, deen zwee bis dräi Méint an Usproch hëlt, virausgesat, den Dossier ass komplett.

Well d'ADEM sech de Konsequenze vun den Delaie bewosst ass, gouf e System vun Avancen agefouert, an dat zanter Mäerz 2017. De Montant vun der Avance ka bei bis zu 1.000 Euro pro Mount leien. Dat ass geduecht, fir den Impakt vun den Delaie beim Ausbezuele vun der Ausgläichsentschiedegung ofzefiederen.

D'Ausbezuele vun der Ausgläichsentschiedegung geschitt also net op e fixen Dag, mä esoubal et méiglech ass.

En eventuellen „trop-perçu" oder en „arriéré de paiement" ginn dee Moment och mat verrechent.

Op déi 2.415 aktuell Dossiere gekuckt, déi et am Mount Juni gouf an déi ënnert déi nei Gesetzgebung falen, hunn 118 Persounen eng Avance kritt an 33 Persounen hunn näischt kritt, an dat aus ënnerschiddleche Grënn: Dossieren, déi eréischt Enn Juni enregistréiert goufen; Persounen, déi gefrot hunn, fir keng Avancen ze kréien; Anomalien am Dossier etc.

Question 0871 (05.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **prestations des ostéopathes et des chiropracticiens :**

Selon un jugement récent de la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg, les prestations des ostéopathes et des chiropracticiens en Belgique doivent être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à l'instar des prestations des médecins ou des professionnels de santé.

La haute juridiction répondait à des questions que lui avait posées la Cour constitutionnelle belge dans un litige opposant les associations professionnelles concernées et le Gouvernement belge.

Selon l'argumentation de la Cour, des prestations semblables ne peuvent être traitées de façon différente du point de vue de la TVA.

Les États membres peuvent bien entendu déterminer quelles qualifications sont requises pour exercer ces professions. Mais, en tout état de cause, ils doivent respecter le principe de neutralité fiscale.

Ainsi, la Belgique devra adapter sa législation en conséquence. En attendant ces modifications, un maintien provisoire de la TVA n'est pas acceptable, selon la Cour.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles seront les conséquences de ce jugement au Luxembourg.

- Quels sont les critères au Luxembourg pour déterminer quelle profession médicale ou paramédicale tombe sous le régime de la TVA ou non ?

- Quelles sont les professions médicales ou paramédicales dont les prestations sont tributaires de la TVA ?

- Quand et sous quelle forme Monsieur le Ministre entend-il le cas échéant transposer le jugement de la Cour ?

Réponse (08.08.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse aux questions de l'honorable Député, il convient tout d'abord de rappeler que l'article 132, paragraphe 1, points b) et c), de la directive 2006/112/CE relative au système commun de la taxe sur la valeur ajoutée (directive TVA), transposé à l'article 44, paragraphe 1er, points 1) et m), de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (loi TVA), exonère de la TVA les services médicaux, qui ont pour but de diagnostiquer, de soigner et, dans la mesure du possible, de guérir des maladies ou anomalies de santé.

C'est la finalité d'un service médical donné qui détermine si celui-ci doit être exonéré ou non de la TVA. En d'autres termes, si le contexte démontre que la finalité principale du service n'est pas la protection, le maintien ou le rétablissement de la santé, mais une finalité différente, les exonérations visées à l'article 132 précité n'ont pas vocation à s'appliquer.

Pour les services médicaux qui ne sont pas fournis en milieu hospitalier, il suffit, selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qu'ils satisfassent à deux conditions pour bénéficier d'une exonération de la TVA. D'abord, il faut que le service soit considéré comme étant un service médical ou bien paramédical, et ensuite, ledit service doit être fourni par une personne dûment qualifiée.

Bien que la directive TVA confère aux États membres un certain pouvoir d'appréciation pour définir les professions médicales et paramédicales assurant des services médicaux couverts par l'article 132, paragraphe 1, point c), de la directive TVA (article 44, paragraphe 1er, point 1) de la loi TVA) et pouvant bénéficier de l'exonération de la TVA, la CJUE a, dans sa jurisprudence, posé certaines limites à ce pouvoir. Une première limitation consiste en l'obligation du prestataire du service de disposer des qualifications professionnelles requises. Une deuxième limitation concerne le traitement égalitaire, du point de vue de la TVA, de prestations semblables, se trouvant en concurrence les unes avec les autres. D'ailleurs, pour déterminer si ces deux conditions sont remplies, la CJUE estime que le fait que la prestation soit effectuée par un prestataire exerçant une profession réglementée au niveau national, ne peut constituer qu'un élément parmi d'autres.

Au niveau national, l'exonération visée à l'article 44, paragraphe 1er, point 1), de la loi TVA, est actuellement liée à la condition que les prestations de services y visées soient effectuées dans le cadre de l'exercice légal de la profession de médecin ou de médecin-dentiste respectivement de professions paramédicales. Pour ce qui est de ces dernières, elles sont soumises à une condition supplémentaire, à savoir que les services soient prestés sur ordonnance médicale ou à charge des organismes légaux de sécurité sociale.

A priori, aucune profession médicale ou paramédicale exercée par une personne ayant les qualifications professionnelles requises n'est donc exclue de l'exonération de la TVA.

Quant aux implications concrètes de la récente décision à laquelle fait référence l'honorable Député, une analyse est actuellement en cours, non seulement au Luxembourg, mais également au niveau des autres États membres.

Question 0873 (08.07.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **atypies du développement sexuel :**

À côté des études en cours que l'on peut consulter dans les dossiers sur huit axes prioritaires, le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) mentionne sur son site Internet d'autres études s'articulant « autour d'autres maladies ». Ainsi, on peut lire qu'il existe un registre belgo-luxembourgeois pour l'étude des atypies du développement sexuel censé permettre la collecte de données épidémiologiques et démographiques des patients atteints d'atypies du développement sexuel en Belgique et au Luxembourg.

- Compte tenu de la description peu claire et de l'envergure potentielle dudit registre, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé s'il est conscient de l'existence dudit registre. Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait me dire quelles sont les « atypies (anomalies) » enregistrées et sous quel diagnostic médical ? Quelles sont les données concrètement recueillies par le CHL ?

- De surcroît, en faisant entrer en ligne de compte le respect des droits des patients mineurs, se pose la question comment garantir aux enfants concernés qu'ils seront informés plus tard du registre ? Combien de temps les données collectées sont-elles conservées et quand / sous quelles conditions sont-elles effacées ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il serait utile de pouvoir traiter les données recueillies au sein du futur Observatoire national de la santé (projet de loi n° 7332) afin de mieux pouvoir cibler les politiques dans le domaine des atypies du développement sexuel ? Dans le même contexte, ne serait-il pas opportun de collecter ces données de manière centralisée au niveau national ?

Réponse (12.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Depuis 2010, le service de pédiatrie du Centre hospitalier de Luxembourg participe au registre belgo-luxembourgeois pour l'étude des atypies du développement sexuel. Il s'agit d'une étude observationnelle académique, initiée par le « Belgian Study Group for Pediatric Endocrinology », dont certains pédiatres luxembourgeois font partie.

L'étude en question a été avisée positivement par le Comité national d'éthique de recherche (CNER) en date du 13 janvier 2010. Depuis lors, une dizaine de patients suivis régulièrement au Centre hospitalier de Luxembourg ont été inclus. L'étude vient d'être clôturée début 2019 et n'inclut donc plus de nouveaux patients.

Les critères d'inclusion comportaient des critères cliniques (ambiguïtés génitales de degrés divers, ou discordance entre l'apparence génitale et le caryotype chromosomial) et des critères hormonaux ou génétiques (différents syndromes ou diagnostics médicaux définis).

L'étude et le recueil des données y relatifs ont été avisés par la « Commission de la protection de vie privée / Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer » en Belgique en date du 15 octobre 2009. Cette commission a explicitement autorisé le recueil des catégories de données suivantes :

- données administratives d'identification (nom, adresse…) ;

- données biométriques d'identification ;

- caractéristiques personnelles (âge, sexe, état civil…) ;

- caractéristiques physiques (poids, taille…) ;

- caractéristiques psychiques (personnalité, caractère…) ;

- composition du ménage ;

- données sur la vie sexuelle ;

- santé physique ;

- santé psychique ;

- données génétiques ;

- données sur les soins de santé.

Pour toutes ces catégories de données, la Commission a autorisé le stockage pendant 50 ans. Comme prévu par la loi, la personne concernée respectivement son représentant légal ont un droit d'accès aux données stockées et peuvent à tout moment en demander la correction ou l'effacement.

Pour les personnes majeures, le consentement informé écrit des patients a été obtenu avant l'inclusion dans l'étude. Pour les enfants mineurs, le consentement informé écrit des parents ou du représentant légal a été recueilli. Cependant, si l'enfant avait douze ans ou plus et donc a été jugé capable de discernement, son accord écrit a été également obtenu. L'obligation d'informer plus tard les mineurs, âgés de moins de douze ans au moment de l'inclusion, incombe aux parents respectivement aux représentants légaux qui ont signé le consentement en lieu et place du mineur.

Le Ministère de la Santé prend acte de la suggestion de l'honorable Député en vue d'inclure ce type de registres dans le champ d'activités du futur Observatoire national de la santé. En effet, comme pour tout registre de santé, un recueil centralisé des données, tout en devant garantir une parfaite protection des données privées, permettra d'avoir une compréhension plus exhaustive de la problématique au niveau national et donc de mieux orienter la politique de santé.

Question 0876 (08.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transports maritimes luxembourgeois :**

Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung versprach, den CO_2-Ausstouss an den nächste Joren ze reduzéieren. Fir dëst wichtegt Zil ze erreechen, muss virun allem den Transportsecteur transforméiert ginn. Heirënner fält och d'lëtzebuergesch Schëfffaart, déi awer am Koalitiounsaccord keng allze grouss Beuechtung fënnt. D'Schëfffaart ass mat ee vun de Secteuren, déi weltwäit mat am meeschten um Ausstouss vun CO_2, Stéckoxider a weidere schiedleche Gaser bäidroen. D'lëtzebuergesch Schëffsflott beschränkt sech net eleng op d'Booter, dei op der Musel fueren. Aktuell sinn och an internationale Gewässer eng Rei Schëffer, déi ënner lëtzebuergeschem Fändel fueren, ënnerwee.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, fir Wirtschaft, fir Energie, fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schëffer sinn aktuell am lëtzebuergesche maritimme Regëster ageschriwwen?

Wéi vill vun deene Schëffer:

- hunn ee Gewiicht bis 500 Tonnen?

- hunn ee Gewiicht vu 501 bis 5.000 Tonnen?

- hunn ee Gewiicht vu 5.001 bis 25.000 Tonnen?

- hunn ee Gewiicht vu méi wéi 25.001 Tonnen?

2. Wéi vill Schëffer waren 2014 (no därselwechter Oplëschtung) insgesamt am lëtzebuergesche maritimme Regëster ageschriwwen?

3. Wéi vill Steiereinnamen huet Lëtzebuerg säit 2014 pro Joer mam Schëffsverkéier generéiert?

4. Besëtzt d'Regierung Donnéeën zum CO_2 vun de Schëffer, déi am lëtzebuergesche maritimme Regëster ageschriwwe sinn?

- Falls jo, wéi huet sech den CO_2-Ausstouss säit 2014 entwéckelt a wat sinn d'Grënn vun dëser Entwécklung?

- Falls neen, wéisou besëtzt d'Regierung keng Donnéeën zum CO_2-Ausstouss vu Schëffer, déi ënner lëtzebuergeschem Fändel fueren?

5. Wat fir eng Moossname wäert d'Regierung wärend dëser Legislatur ënnerhuelen, fir Schëffer, déi ënner engem lëtzebuergesche Fändel fueren, an d'Energie- an Ëmweltstrategie vum Koalitiounsaccord anzebannen an den CO_2-Verbrauch vun dëse Schëffer ze reduzéieren?

Réponse commune (13.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Econ*omie, de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Am lëtzebuergeschen ëffentleche Séiregëster sinn op den 12. Juli 2019 216 Schëffer ugemellt. Dat mécht insgesamt 1.411.293 BRT (Bruttoregistertonnen).

Dat sinn der:

- 50 mat manner wéi 500 BRT,

- 108 tëschent 501 a 5.000 BRT,

- 45 tëschent 5.001 a 25.000 BRT an

- 13 mat méi wéi 25.000 BRT.

Vun deenen 216 Schëffer sinn der 195 voll hei ugemellt (1.036.803 BRT), dat heescht, dass d'Proprietéit (an eventuell Hypothéiken) hei ugemellt ass an d'Schëff ënner lëtzebuergeschem Pavillon exploitéiert gëtt. 14 Schëffer sinn ënner „bare-boat-in" enregistréiert (292.424 BRT), dat heescht, d'Proprietéit an eventuell Hypothéike sinn an engem anere Land ugemellt an d'Schëff gëtt ënner lëtzebuergeschem Pavillon exploitéiert. Bei 7 Schëffer (82.066 BRT) ass et de Contraire, d'Proprietéit an eventuell Hypothéike sinn zu Lëtzebuerg ugemellt, mä d'Schëff fiert ënner engem auslännesche Fändel. Dës Schëffer falen, soulaang se ënner engem anere Fändel fueren, net ënnert déi lëtzebuergesch Legislatioun.

ad 2. Am Joer 2014 hate mer 245 Schëffer am Regëster ugemellt fir en Total vun 3.362.685 BRT.

Dovu waren der:

- 53 mat manner wéi 500 BRT,

- 108 tëschent 501 a 5.000 BRT,

- 48 tëschent 5.001 a 25.000 BRT an

- 39 mat méi wéi 25.000 BRT.

Deemools waren der 198 voll hei ugemellt (1.154.080 BRT), 40 ënner „bare-boat-in" (2.055.388 BRT) an 9 ënner „bare-boat-out" (153.217 BRT).

Dës Donnéeë ginn iwwregens souwuel um Internetsite www.maritime.lu wéi am Rapport annuel vum Commissariat aux affaires maritimes (CAM) publizéiert.

ad 3. D'Umeldung (Immatrikulatioun a Prorogatioun) huet an deene leschte Jore folgend Steierrecettë generéiert:

2018:	814.602 €
2017:	722.699 €
2016:	903.671 €
2015:	1.176.475 €
2014:	1.246.430 €

Den Tableau hei drënner (mio EUR) weist déi direkt Steierrecetten op fir d'Joren 2014-2018 betreffend folgend 2 Nace Coden:

50.100 - Transports maritimes et côtiers de passagers

50.200 - Transports maritimes et côtiers de fret

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. D'Donnéeën iwwert den CO_2-Ausstouss vun de Schëffer ënner lëtzebuergeschem Fändel sinn onkomplett. En europäescht Reglement (UE 2015/757), dat den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass, verlaangt awer elo vun den Armateuren, dass se den CO_2-Ausstouss vun hire Schëffer (iwwer 5.000 BRT) bestëmmen. Dës Donnéeë ginn dann (nodeem se vun onofhängeger Säit kontrolléiert goufen) un d'Europäesch Kommissioun an un de Flaggestat geschéckt. Dëst Reglement gëllt fir Schëffer mat méi wéi 5.000 BRT am Bezuch op CO_2-Emissiounen, déi wärend de Faarte vun hirem leschten Zilhafe bis bei den nächsten Zilhafen um Gebitt vun engem EU-Memberstat a vun engem Zilhafen um Gebitt vun engem EU-Memberstat bis bei den nächsten Zilhafe souwéi beim Openthalt an engem Zilhafen um Gebitt vun engem EU-Memberstat ausgestouss ginn.

Bei der IMO (International Maritime Organization) ass den 1. Mäerz 2018 e System agefouert ginn, fir d'Daten ze sammelen iwwert d'Consommatioun vu Brennes vun de Schëffer iwwer 5.000 BRT, den IMO DCS (Data Collection System).

Déi éischt Resultater vun deenen zwee Programmen (fir d'Joer 2018) wäerten awer eréischt Enn des Joers disponibel sinn.

ad 5. D'Regierung engagéiert sech weiderhin, fir den Ëmweltschutz am maritimme Secteur héichzehalen. An engem globaliséierte Secteur wéi d'Schëfffaart brénge unilateral national Mesuren näischt. Fir eppes ze bewierken, mussen d'Mesuren op europäeschem an internationalem Niveau dem Ëmweltschutz och en héije Stellewäert ginn, fir esou à la fois effizient an héich Ëmweltstandarden anzeféieren, en „level playing field" ze garantéieren. E Schëff kann effektiv innerhalb vun e puer Deeg de Pavillon wiesselen, wa säi Proprietaire oder Exploitant mat engem kompetitiven Nodeel (finanziell, administrativ oder technesch) konfrontéiert gëtt. Natierlech wäert et ëmmer Ennerscheeder ginn tëschent de Länner, a Lëtzebuerg wäert och ëmmer ënnert deene Länner sinn, déi déi héchsten Niveauen a Saachen Ëmweltschutz verlaangen. Et ass duerfir besonnesch wichteg, dass um Niveau vun der International Maritime Organization (IMO) Initiative geholl an ënnerstëtzt ginn.

Esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, ass de CAM amgaangen, am Kader vun enger Modifikatioun vum Gesetz vum 9. November 1990[1], Méiglechkeeten anzebauen, fir den „Green Shipping" finanziell ze ënnerstëtzen (duerch Remisë bei den Taxen oder anere Fraisen, déi ze bezuele sinn).

Question 0877 (08.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **transferts pour soins à l'étranger :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0738, Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'en 2018, 12.754 transferts pour soins à l'étranger ont été autorisés par le Contrôle médical de la Sécurité sociale.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelle est l'étendue de la demande de consultations et actes ambulatoires à l'étranger qui n'ont pas besoin d'autorisation préalable et quels actes sont concernés.

2) Quelle est la proportion des dépenses pour soins à l'étranger par rapport aux dépenses totales ?

Réponse (07.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En ce qui concerne l'année comptable 2018, l'étendue de la demande de consultations et d'actes ambulatoires à l'étranger qui n'ont pas besoin d'autorisation préalable se chiffre à un montant total de 3.030.510,94 euros. Ce chiffre se décompose de la manière suivante :

- 1.736.827,44 euros pour les consultations et

- 1.293.683,50 euros pour les traitements ambulatoires[2].

Les traitements ambulatoires concernés sont les suivants : la policlinique et l'urgence, le laboratoire d'analyses, l'imagerie médicale, la kinésithérapie, l'hémodialyse, l'IRM, la radiothérapie, la salle opératoire et la salle de réveil dans le cadre d'un traitement ambulatoire, la chimiothérapie, la médecine nucléaire, l'ergothérapie, le PET-Scan, la lithotritie, le caisson d'oxygénothérapie, la fécondation in vitro, la salle d'accouchement, le forfait pour traitement ambulatoire dans un centre de rééducation, la curiethérapie et l'endoscopie.

ad 2) Les soins à l'étranger représentent 17,9 % du total des dépenses pour soins de santé en 2018. Les soins délivrés au Luxembourg représentent 82,1 % de l'ensemble des dépenses pour soins de santé.

L'essentiel des dépenses pour soins délivrés à l'étranger concernent les assurés non résidents de l'assurance maladie-maternité du Luxembourg.

En particulier, la dépense relative aux transferts via S2 se chiffre à 36,7 millions d'euros en 2018.

Question 0878 (08.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **agents de la coopération :**

Mam Gesetz vum 6. Januar 1996 gouf de Statut vum Agent de la coopération geschaaft. Dëse Statut kënnen Employéen aus Privatsecteur an och Statsemployéen a Fonctionnaire kréien. Dës Persoune leeschten am Alldag e wichtege Bäitrag zur Kooperatiounspolitik um Terrain.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Opgedeelt no der Ënnerscheedung tëscht Privatsecteur, Employé de l'État a Fonctionnaire engersäits an opgedeelt no dem Déngschtalter anerersäits: Wéi vill Agents de la coopération sinn aktuell am Asaz?

2. Wéi vill dovunner sinn u lëtzebuergesch Ambassaden attachéiert? Wéi vill schaffen zu Lëtzebuerg?

3. Wéi vill Agente profitéiere vun enger Indemnité de séjour? Wéi héich ass dës an der Moyenne? Ass dës un d'Indemnité de poste vun den Diplomate gekoppelt? Wa jo, wéi eng Formel gëtt do applizéiert?

Réponse (31.07.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Den Ament schaffen 13 Agents de la coopération als Employé privé beim Stat mat engem Kontrakt op zwee Joer, deen eemol erneierbar ass. Sechs goufen 2016 agestallt, zwee kruten 2017 hire Kontrakt, véier schaffen zënter 2018 fir d'Kooperatioun an een ass 2019 agestallt ginn.

ad 2. Eelef Agents de la coopération schaffen op Lëtzebuerger Ambassaden an a permanente Representatioune bei der UNO oder der Europäescher Unioun. Zwee sinn der zu Lëtzebuerg.

ad 3. All d'Agents de la coopération, déi am Ausland wunnen, kréien eng Indemnité de logement. De Montant dovunner ass un de Wunnengspräis vun deem Land gekoppelt, wou si op Missioun sinn.

D'Indemnité de poste vun den Agents de la coopération ass 2014 duerch de Spuerpak ofgeschaaft ginn. Allerdéngs ass dës Indemnitéit 2018 fir dräi Ambassaden erëm agefouert ginn, fir de schwierege Liewenskonditiounen am Mali, am Burkina Faso an am Niger Rechnung ze droen. Aus deem Grond schafft d'Regierung den Ament drun, fir des Indemnité de poste fir jiddwer Agent gëllen ze loossen, deen an engem Entwécklungsland schafft.

Question 0880 (09.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **banques de données :**

Am Kader vun der Diskussioun ëm de Casier central vun der Police an de Fichier „JUCHA" vun der Justiz stelle sech d'Piraten d'Fro no anere Datebanke beim Lëtzebuerger Stat. Aus novollzéibare Grënn sammele staatlech Institutiounen a Servicer Donnéeë vu Biergerinnen a Bierger, fir hire Missiounen op déi beschtméiglech Aart a Weis kënnen nozekommen. De genannte Fall vum Fichier central ass allerdéngs an den Ae vun de Piraten charakteristesch fir dat, wat an der rezenter Vergaangenheet kaum nach ze verbierge war - e liichtfankegen Ëmgank säitens vu verschiddene Ministèrë mat sensibelen Donnéeë vun de Biergerinnen a Bierger. D'Piraten suerge sech ëm d'Anhale vu fundamentale rechtsstaatleche Grondregelen, virun allem virum Hannergrond vun der Digitaliséierung an den erneierten Usprëch vun der Dräierkoalitioun un d'Themen Dateschutz, Transparenz a Schutz vun der Privatsphär.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Här Premierminister, kéint Dir eis eng Lëscht virleeë mat allen Datebanken, Fichieren a Karteien, déi momentan beim lëtzebuergesche Stat existéieren?

2. Wat genee gëtt an de jeeweilegen Datebanken, Fichieren oder Karteie festgehalen?

3. Kéint Dir eis fir all eenzel Datebank, Fichier oder Kartei déi jeeweileg legal Basis nennen?

4. Wien huet Accès op dës Datebanken, Fichieren a Karteien? Sinn dës Banques de données effikass géint illicite Zougréffer, Cyberattacken a Mëssbräich ofgeséchert?

5. Wéi vill Persounen hunn Accès zu dësen Datebanken, Fichieren a Karteien? Kéint Dir eis e präzise Chiffer nennen?

6. Wéi steet et ëm den Droit d'accès, den Droit à la rectification an den Droit à la suppression vun de Biergerinnen a Bierger am Zesummenhang mat den Donnéeën, déi gesammelt goufen a gesammelt ginn?

7. Här Premierminister Bettel, goufen déi besoten Datebanken, Fichieren a Karteien am Kader vum RGPD, deen 2018 a Kraaft getrueden ass, op hir Konformitéit mat dësem neie Gesetz gepréift an, le cas échéant, adaptéiert?

Réponse (02.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. Et existéiert keng exhaustiv an zentral Lëscht vun allen Datebanken, Fichieren, Repertoiren a Karteien, mä et gëtt eng Erfaassung vun den Activités de traitement, déi perséinlech Date beinhalten, um Niveau vun den eenzelen Departementer, Verwaltungen a Servicer - déi als Responsable du traitement agéieren - gemaach. Dës Registere ginn am Aklang mam Artikel 30 vum Dateschutzreglement erstallt an à jour gehalen.

Zesummegeholl ginn, laut deenen dem Commissariat à la protection des données auprès de l'État zur Verfügung stoenden Informatiounen, zurzäit ronn 1.400 Activités de traitement an Dateschutzregistere vun den eenzelen Administratioune gefouert.

Dat betrëfft ënner anerem folgend Aktivitéiten:

- am Beräich vun den Affaires étrangères et européennes: d'Päss, d'Visaen, d'Assistance vun de Lëtzebuerger am Ausland an d'Activités diplomatiques. Ze erwänen ass ënner anerem och de Volet vun der Immigratioun (z. B. Autorisations de séjour, Asile, Centre de rétention);

- am Statsministère: ënner anerem Dossiere vum Contentieux, deen de Stat betrëfft. Dozou komme Verdeelerlëschten an Akkreditatioune fir Presseorganer a Medie vum Service information et presse (SIP), Subsidendossiere vum Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (FONSPA) a Verleihung vun Dekoratiounen a Medailen;

- fir de Ministère de la Justice: den Indigenat (Lëtzebuerger Nationalitéit), d'Waffeschäiner an den Encadrement vun de Gardiennage-, Geldtransport- a Sécherheetsfirmen;

- am Beräich vun der Ekonomie: Dossiere vun den Autorisations d'établissement, Subsiden, Promotion économique an d'Etüden a Sondagë vum Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (Statec);

- fir de Finanzberäich: besonnesch Tresorerie vum Stat, d'Steieren an den Enregistrement (TVA, ...), Douanes et accises wéi och de Kadaster;

- am Beräich vun der Santé: d'Zouloossunge vun de reglementéierte Gesondheetsberuffer (z. B. Dokteren an Apdikter), den Encadrement vum Gesondheetssecteur (Planification hospitalière), déi verschidde Präventiounsprogrammer (z. B. Kriibs, Drogen an HIV), Deklaratioune vun ustiechende Krankheeten;

- am Beräich vun der sozialer Sécherheet: d'Affiliatiounen, d'Prestatiounen (Kranke-, Pensiouns-, Onfall- a Fleegeversécherung), d'Mutualité des employeurs, d'Juridictioune vun der sozialer Sécherheet, d'Gesellschafte fir géigesäiteg Hëllef (Mutuellen);

- am Beräich vum Erzéiungs- an Héichschoulwiesen: d'Organisatioun vun de Schoulen an de Lifelong-Learning-Programmer wéi och d'Mise en œuvre vum Gesetz vum 18. Mäerz 2013 (Loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves). Dozou kommen d'Studiebäihëllefen an d'Unerkennung vun den Diplomer. Net ze vergiesse sinn och d'Beräicher vun der Famill, der Integratioun, dem Logement (Aides au logement) an dem Sport (Sport-loisir, Sport-compétition, Médico-sportif);

- am Beräich vun der Mobilitéit: Dossiere vun de Führerschäiner an den Immatrikulatioune souwéi den Encadrement vun den Taxi-, Bus- an Transportfirmen;

- fir d'Fonction publique: souwuel d'Examen an Astellunge wéi och d'Gestioun vum Personal vum Stat (Carrière, Promotioun, Remuneratioun, Pensiounsrechter, Disziplinn, ...). Fir d'Gemengepersonal ginn déi Aufgabe vum Innenministère assuréiert. Dëse féiert och eng Lëscht vun den Élus communaux;

[1] Loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois telle que modifiée

[2] Annexe K des statuts de la CNS

- fir d'Agrikultur: den Encadrement vun de Baueren- a Wënzerbetriber (y compris technesch a finanziell Hëllefen) a fir den Environnement, Autorisatiounen an Hëllefen;

- am Beräich vum Aarbechtsministère stieche besonnesch d'Aktivitéite vun der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) an der Inspection du travail et des mines (ITM) ervir;

- am Beräich vum Aménagement du territoire kënnt d'Departement ganz ponktuell a Kontakt mat perséinlechen Donnéeën, sief et am Kader vu gewëssene Studien oder am Kader vu Consultatiounsprozeduren.

Zousätzlech si folgend Traitementer an den Aktivitéite vun de meeschten Departementer, Verwaltungen a Servicer vum Stat erëmzefannen. Et handelt sech heibäi ënner anerem ëm:

- de Rekrutement an d'Gestioun vun hirem Personal vum Stat;

- de Suivi vun de Congéen an den Absencen;

- d'Aarbechtszäitgestioun;

- d'Formatioun vum Personal an d'Evolutioun vun der Carrière;

- d'Notes de frais a professionell Deplacementer;

- de Budget an d'Gestion financière (SAP);

- d'Consultatioun vum Registre national des personnes physiques (RNPP);

- déi professionell a sektoriell Kontaktlëschten an déi institutionell an ëffentlech Relatioune vum Stat.

D'Registere stinn der nationaler Dateschutzautoritéit (CNPD) am Aklang mam Dateschutzreglement zur Verfügung.

ad 2. D'perséinlech Date gi vun de jeeweilege Verwaltunge fir Noutwendegkeete vun hire gesetzlech fixéierte Missioune gespäichert a genotzt. Am Respekt vun de Grondprinzipie vum Dateschutz ginn nëmmen Donnéeë veraarbecht, déi adequat, pertinent an néideg si fir den Zweck, deen d'Administratioun verfollegt (dësen Zweck muss och am Aklang mat de gesetzleche Missioune vun der Administratioun sinn).

ad 3. D'perséinlech Daten, déi vun den Administratiounen an de betreffenden Datebanken, Fichieren a Karteie gehale ginn, gi generell op Basis vum Artikel 6 Paragraf 1 Punkten c) an e) vum Dateschutzreglement veraarbecht. Dës Traitementer sinn entweder vun der Gesetzgebung virgeschriwwen oder sinn néideg fir d'Exekutioun vun enger Mission d'intérêt public oder enger Prérogative d'autorité publique, déi der zoustänneger Verwaltung am Aklang mat der jeeweileger sektorieller Gesetzgebung zoukënnt.

D'Veraarbechtung vu sensibelen Daten (z. B. Gesondheetsdaten) fënnt op Basis vum Artikel 9 Paragraf 2 vum Dateschutzreglement (le cas échéant wéi am nationale Gesetz ëmgesat) statt. Dëst ass speziell de Fall, wann den Traitement néideg ass fir eng Mission d'intérêt public am Beräich vun der Santé publique (z. B. am Kader vun engem Programme organisé de dépistage) oder fir Zwecker vun der Prise en charge sanitaire. Weider Grënn, déi esou eng Veraarbechtung erlaben, sinn, dass déi betraffe Persoun hiert Averständnis ginn huet oder dass se néideg ass fir d'Geltendmaachen, Ausübung oder Verdeedegung vu Rechtsusprëch.

Schlussendlech gesäit souwuel d'Dateschutzreglement wéi och d'Dateschutzdirektiv vir, dass perséinlech Donnéeë betreffend strofrechtlech Veruerteelungen oder Strofdoten ënner behördlecher Opsicht oder am Aklang mam nationale respektiv dem EU-Recht däerfe veraarbecht ginn. Dëst betrëfft zum Beispill Prozesser wéi de Rekrutement beim Stat. D'Regierung weist des Weideren drop hin, datt verschidde Ministèren, Verwaltungen an ëffentlech Autoritéiten op Grond vu spezifesche sektoriellen Texter Renseignementer iwwer Strofdoten a penal Uerteeler betreffend eenzel Persounen an hiren Dossieren traitéieren. Am Transportsecteur ass dëst de Fall fir d'Servicer vum Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, déi fir d'Ausstellen an Zeréckzéie vu Führerschäiner zoustänneg sinn. Des Weidere sinn dat och de Service de la navigation, wat Verstéiss géint d'Regelen iwwert d'Banneschëffaart ugeet, an d'Direction des transports publics, wat Persounen ugeet, géint déi e Verbuet, ëffentlech Transportmëttel ze betrieden, gefrot oder verhaange ginn ass.

ad 4. D'staatlech Administratioune gi bei der Bedreiwung vun den informatesche Systemer duerch de Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ënnerstëtzt.

De CTIE huet an dësem Kontext als gesetzlech Missioun, fir d'informatesch Sécherheet an de Limitte vu sengen Attributiounen ze gewäerleeschten. De CTIE iwwerhëlt am Beräich vun der informatescher Sécherheet vis-à-vis vun den Administratiounen och eng berodend Roll, fir d'Sécherheet vun de perséinlechen Date beschtméiglech ze garantéieren. Een Aspekt dovunner ass, dass séchergestallt gëtt, dass nëmmen déi fir déi jeeweileg Dateveraarbechtung zoustänneg Administratiounen Accès op perséinlech Donnéeë kréien. De CTIE mécht och regelméisseg Auditten a kuckt, d'Datesécherheet um aktuellste Stand ze halen. Och Akteure wéi d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), de CERT gouvernemental Luxembourg (GOVCERT), d'Cyberworld Awareness and Security Enhancement Services (CASES) a security made in Lëtzebuerg droen zur Datesécherheet beim Stat bäi.

D'Agente vun de Verwaltunge ginn och sensibiliséiert, dass se Donnéeën nëmme fir Zwecker vun hirer Missioun däerfe veraarbechten.

ad 5. Accès hunn déi Agenten, déi vun hirem Chef d'administration designéiert gi sinn, well se dat am Kader vun der Ausübung vun hirer jeeweileger Funktioun brauchen, compte tenu vun der Struktur vun der Administratioun.

D'Accèsen duerch aner Administratioune fannen nëmmen an de Limitte vum Gesetz statt.

ad 6. Jiddereen huet am Aklang mam Dateschutzreglement d'Recht, fir seng perséinlech Daten ze accedéieren, se berichtegen ze loossen, falls noutwendeg, oder d'Läschen dovunner bei der Administratioun unzefroen, déi fir den Traitement zoustänneg ass. D'Administratioune sinn och dozou ugehalen, fir den Exercice vun den Dateschutzrechter ze facilitéieren.

Et ass awer ze betounen, dass dës Rechter net absolutt sinn. Si kënnen, am Respekt vun de Grondrechter, limitéiert ginn. Dëst ass a verschiddene Fäll schonns direkt am Dateschutzreglement virgesinn (z. B. kann d'Recht op Läschung vun den Donnéeën net applizéiert ginn, wann d'Veraarbechtung vun den Daten duerch e Gesetz virgesinn ass). An anere Fäll huet den nationale Gesetzgeber am Aklang mam Dateschutzreglement Limitatioune virgesinn (z. B. fir Fäll, wou den Exercice vum Recht d'Veraarbechtung vun den Date fir wëssenschaftlech Zwecker onméiglech mécht).

Déi dote Rechter, déi am Dateschutzreglement fir den allgemengen Dateschutzregimm virgesi sinn, déi ginn et natierlech och an de Beräicher vum Strofrecht a vun der nationaler Sécherheet, sou wéi et an den Artikelen 13 bis 17 vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 (Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale), dat d'Dateschutzdirektiv 2016/680 transposéiert huet, virgesinn ass. Well et an deenen zwee Beräicher awer speziell Contrainten a Besoine ginn, sinn déi Rechter an der Direktiv 2016/680, an doduerch och am Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 (Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale), sou formuléiert ginn, dass si deene Contrainten a Besoinen och Rechnung droen.

ad 7. D'Regierung huet sech duerch d'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la CNPD et mise en œuvre du règlement UE 2016/679 Moyene ginn, fir d'Konformitéit vun den Dateveraarbechtungen duerch staatlech Administratioune par rapport zur neier Dateschutzgesetzgebung beschtméiglech ze gewärleeschten.

An dësem Kader ass beim Stat de Commissariat à la protection des données auprès de l'État ageriicht ginn, mat der Aufgab, fir den Dateschutz beim Stat ze developpéieren, d'Agenten op Dateschutzfroen ze sensibiliséieren a gutt Praxisse bei den Administratiounen ze förderen. Dateschutzexperte vum Kommissariat ënnerstëtzen zudeem déi verschidden Administratiounen, déi dem Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la CNPD et mise en œuvre du règlement UE 2016/679 ënnerleien (c.-à-d. dovunner ausgeschloss d'Justiz, d'Police, de Service de renseignement de l'État (SRE) an d'Arméi), am stännege Prozess, fir d'Dateveraarbechtungen op hir Konformitéit mat den neien Dateschutzgesetzer ze iwwerpréiwen an, le cas échéant, an Aklang ze bréngen.

Dëse Prozess huet awer net eréischt mat der Entrée en vigueur vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la CNPD et mise en œuvre du règlement UE 2016/679 ugefaangen.

Op Initiativ vun der Regierung huet dësen Travail de mise en conformité schonn en Amont ugefaangen. An dësem Kader sief erwäänt, dass schonns virun dräi Joer e Groupe de travail interministériel vun der Regierung en place gesat gouf, fir sech op d'Dateschutzreglement ze preparéieren. Et gouf och e Plan d'action mat fënnef Etappen ausgeschafft. Dëse beinhalt zum Beispill eng Sensibilisatioun vun de Chefs d'administration an eng Opstellung vun Dateschutzregisteren nom Artikel 30 vum Dateschutzreglement. Des Weideren ass e grousse Fokus op d'Sensibiliséierung vun den Agente geluecht ginn. Ënner anerem gouf de 5. Oktober 2017 eng Journée d'information a Präsenz vum M. Giovanni Buttarelli (Contrôleur européen de la protection des données) an der CNPD organiséiert, un där 140 Decideuren a Beamten aus alle Verwaltunge vum Stat deelgeholl hunn.

No der Entrée en vigueur vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la CNPD et mise en œuvre du règlement UE 2016/679 huet sech dës Aarbecht weider intensivéiert, notamment duerch Dosenden Aarbechtssëtzunge queesch duerch de Statsapparat.

Et goufe fënnef Bléck vu Formatiounen um Institut national d'administration publique (INAP) organiséiert. Hei goufen d'Agenten notamment iwwert d'Grondprinzipie vum Dateschutz, d'Transparenzverpflichtunge vun der Administratioun, d'Rechter vun de Leit an iwwert d'Analyse d'impact fir besonnesch sensibel Traitementer informéiert. Dës Aarbechte ginn um Terrain an Zesummenaarbecht mam Reseau vun 120 Dateschutzbeoptraagten a Referenten, déi ënnert dem Kommissariat senger Guidance schaffen, weidergefouert a verdéift.

Duerch dat neit Dateschutzgesetz sinn d'Pouvoire vun der onofhängeger nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD), fir Kontrollen zum Respekt vun den Dateschutzregelen duerchzeféieren, signifikativ ausgedeent ginn. D'Regierung huet dëser neier Roll Rechnung gedroen a souwuel den Effektiv ewéi och d'finanziell Moyene vun dëser Autorité indépendante verstäerkt.

Question 0881 (10.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **consommation de papier des ministères :**

Wann een u bürokratesch Prozeduren denkt, denkt ee gären och un d'Ausfëlle vu Pabeier. Ee moderne Statsapparat muss am digitalen Zäitalter allerdéngs „paperless" fonctionnéiere kënnen. Nieft dem Fakt, dass digital Inhalter mat engem normalen Internetzougang vun iwwerall aus disponibel sinn, ass et eleng schonn aus ekologesche Grënn sënnvoll, Pabeier ze vermeiden, wou et méiglech ass. Pabeier an Tënt kaschte Suen an dofir ass ee responsabelen Emgang mat dëse Ressourcë Bestanddeel vun enger nohalteger Politik.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, fir Finanzen a fir d'administrativ Reform dës Froe stellen:

1. Wéi vill Suen hunn déi eenzel Ministèren zu Lëtzebuerg säit 2014 all Joer fir Pabeier ausginn? Wéi ass dës Entwécklung ze beschreiwen?

2. Huet d'Regierung sech een Zil gesat, fir de Pabeierkonsum an de Ministèren an Zukunft ze reduzéieren? Falls jo, ëm wéi ee Montant (nominal an a Prozent) wëllt d'Regierung de Konsum vu Pabeier an de Ministèrë par rapport zu 2018 reduzéieren?

Réponse commune (13.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Réforme administrative :*

ad 1. D'Division des imprimés et fournitures de bureau (IFB) vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ass responsabel fir d'Bestellunge vu Pabeier an anerem Material fir déi eenzel Ministèren. Dobäi gëtt et ee Gesamtbudget, vun deem jeeweils e gewëssene Montant fir ee bestëmmte Ministère virgesinn ass. Et gëtt awer keen Ënnerscheed gemaach tëschent Pabeier an anerem Material.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Pabeierconsommatioun ass trotz dem allgemenge Wuesstum, och vun de Statsservicer, stabill bliwwen.

De Montant fir d'Pabeierconsommatioun ass awer eropgaangen. De Präis vun engem Blat Pabeier geet esou vun 0,004394 EUR am Joer 2014 op 0,005299 EUR am Joer 2018. Dëst ass ënner anerem dorop zréckzeféieren, dass d'Pabeierherstellung u sech méi deier ginn ass.

ad 2. An dësem Kontext muss een drop hiweisen, dass déi uewe genannte Consommatioun de Fonctionnement vun de Ministèrë garantéiere soll.

Et kann een net novollzéien, wéini e Blat bedréckt gëtt fir den interne Fonctionnement vun engem Ministère oder wéini et sech ëm eng Interaktioun mam Bierger handelt (Geneemegung, Attestatioun etc.).

D'Regierung ass amgaangen, verschidde Prozeduren ze digitaliséieren. Als Beispill dovunner kann een den digitale Fëscherpermis nennen, dee komplett ouni Pabeier ausgestallt gëtt. D'Verifikatioun vun dësem Permis ka per QR-Code, deen een op sengem Smartphone affichéiert, gemaach ginn. Dëse QR-Code steet mëttlerweil och um Certificat de résidence a wäert nach op aner offiziell Dokumenter ausgebaut kënne ginn. Aner Prozedure wéi den „e-commodo" ginn och weiderentwéckelt. Dës Mesurë reie sech an eng allgemeng Digitaliséierung vun de staatleche Servicer an.

Et gëtt kee Reduktiounszil a puncto Pabeierverbrauch. An enger Zäit, an där nach net all Bierger Zougang op digital Prozeduren huet, ass et der Regierung wichteg, keen ze benodeelegen.

Question 0882 (10.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **faune sauvage :**

Déi europäesch Fauna huet an de leschte Jore fir e puer positiv Iwwerraschunge gesuergt. Wéi verschidde Medie berichten, goufen an den Ardennen, net wäit vu Lëtzebuerg, Wëllef gesinn an am Pfälzerwald an Däitschland sinn am Kader vun engem Förderprogramm vun der Europäescher Unioun och Luchsen ausgewëldert ginn. Dës Wëlldéiere goufen duerch de Mënsch bal vollkommen ausgerott. Ee Retour vu wëller Fauna wär fir déi lëtzebuergesch Biodiversitéit an d'natierlecht Gläichgewiicht vun der Natur sécherlech ee grousse Gewënn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ass et am Interessi vun der Regierung, dass sech Déiere wéi de Luchs oder de Wollef erëm an der Lëtzebuerger Natur usidelen? Falls jo, wéi eng Mesurë wäert d'Regierung ënnerhuelen, fir dass dës Déiere sech kënnen op eisem Territoire usidelen? Existéiert dofir schonn ee konkreten Aktiounsplang?

2. Am Kader vun der Bekämpfung vun der Schwéngspescht hat den Här Landwirtschaftsminister den Asaz vu Falen an der Zone blanche autoriséiert.

1. Wéi sinn dës Fale fir Wëllschwäi konzipéiert?

2. Wien ass responsabel fir de Placement vun dëse Falen?

3. Wéi oft ginn dës Fale pro Dag kontrolléiert a vu wiem?

4. Kéinten dës Falen och Déieren erwëschen, déi net geziilt verfollegt ginn, zum Beispill Réi?

5. Wéi kann d'Regierung garantéieren, dass nëmme Wëllschwäin an dës Fale geroden? Kann een zum Beispill ausschléissen, dass Hausdéieren an dës Fale geroden?

Réponse commune (12.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Wollef a Luchs gehéieren zum natierlechen Aartespektrum an eise Géigenden. Duerch Bejoung a Stéierung duerch de Mënsch si si ausgerott ginn. Duerch e verstäerkte Schutz op EU-Niveau an duerch déi geopolitesch Entwécklunge vun de leschte Jorzéngten ass eng nei Populatiounsdynamik entstanen. D'Regierung gesäit kee Grond, dës natierlech Dynamik aktiv wëllen ze beaflossen. Am wahrscheinlechsten ass eng Usidelung beim Wollef, dee sech säit 30 Joer nees a Westeuropa ausbreet an 2017 an 2018 scho konnt zu Lëtzebuerg nogewise ginn, wann och wuel nëmmen um Passage. Säit 2017 existéiert een Aktiouns a Managementplang fir de Wollef, dee mat allen Akteuren an notamment deenen aus der Landwirtschaft ausgeschafft gouf. Vun deenen 18 Akteure sinn der 8 aus dem Secteur vun der Landwirtschaft. Dëse Plang ass net dofir do, dës Déiere méi séier bei eis ze kréien, mä fir dass d'Land besser preparéiert ass op d'Präsenz vun där Déierenaart. De Plang gesäit notamment Mesurë vir, fir Schued un Notzdéieren ze verhënneren an, am Fall wou et awer zu Iwwergréff kéim, dee Schued auszegläichen. Dës Indemnisatioun kéint och beim Luchs gräifen, deen awer zu Lëtzebuerg nach net noge-

wise gouf a wuel och net imminent ze erwaarden ass. Weider gouf vill Opklärungsaarbecht gemaach (Broschüre fir de Public, ëffentlech Virträg), fir de Leit de Wollef op eng sachlech an neutral Manéier bekannt ze maachen.

ad 2.1. Et kann theoretesch mat individuelle Këschtefale geschafft ginn, oder mat Gatterfalen. No Récksprooch mat de wallounesche Verwaltungen a baséierend op hiren Erfahrunge mat ronn 150 Falen an de leschte Méint wäerten zu Lëtzebuerg an der Zone blanche wuel éischter Gatterfalen agesat ginn.

ad 2.2. De Landwirtschaftsminister initiéiert d'Opstelle vun de Falen, dat am Plan de réduction seng rechtlech Basis huet. Déi praktesch Ausféierung wäert vun Agente vun der Naturverwaltung duerchgefouert ginn.

ad 2.3. D'Gattere mussen all Dag kontrolléiert ginn. Dat wäert vun den Agente vun der Naturverwaltung gemaach ginn.

ad 2.4. + 2.5. Dëst kann net zu 100 % ausgeschloss ginn. D'Gatteren an den Ausléismechanismus wäerten awer esou konzipéiert sinn, fir dat méiglechst ze vermeiden, a mat Kameraen iwwerwaacht ginn. Si gi just fängeg gestallt, wa sech erwaart gëtt, dass Wëllschwäin draginn. An dem Fall, wou en anert Déier dra wier, gëtt dëst natierlech nees aus dem Gatter erausgelooss.

Question 0883 (10.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**état du pont de la B7 à Ettelbruck :**

D'Bréck op der B7 iwwert dem Ettelbrécker Kierfecht ass a mengen Aen an engem schlechten Zoustand. Bei eenzelne Bëtonspilieren ass de Bëton deelweis liicht erausgebrach an et si Rëss dran. D'Eisen, wat hei zur Stäerkung agebaut ass, weist Raschtspuren op. Duerch d'Streeë vu Salz am Wanter leeft Salzwaasser ënnert der Bréck op d'Eisenträger, wat och däitlech ze gesinn ass.

An deem Kontext géif ech gär déi folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. A wéi engem Gesamtzoustand ass déi genannte Bréck op der B7 an den Ae vum Här Minister?

2. Sinn Aarbechte geplangt, fir déi betreffend Bréck erëm ze flécken?

3. Wat sinn déi genee Ursaache fir déi opgetruede Schied, besonnesch am Hibléck op de Fait, datt dës Bréck net emol 40 Joer al ass?

4. Si beim Bau vun der Bréck eventuell Feeler begaange ginn an ass d'Fro vun enger eventueller zivillrechtlecher Responsabilitéit analyséiert ginn?

5. Ass d'Stabilitéit vun der Bréck nach garantéiert a stellen déi Beschiedegunge keng Gefor fir d'Benotzer duer?

6. Wéi ass den allgemengen Zoustand vun den Autos- an Eisebunnsbrécken hei am Land a wéi dacks gëtt den Zoustand vun de Brécke kontrolléiert?

Réponse (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi duerchgefouert Inspektioune vun de spezialiséierten Agente vun der Division des ouvrages d'art vun der Stroossebauverwaltung hunn drop higewisen, datt de Gesamtzoustand vun der Bréck opgrond vun den iwwerflächleche Schied net befriddegend ass an eng Rehabilitatioun opgrond vun der viraussiichtlecher Evolutioun vun der Bréck erfuerdert ass.

ad 2. Jo, et si Rehabilitatiounsaarbechte geplangt. D'Ausaarbechtung vum entspriechende Projet ass aktuell amgaangen.

ad 3. Déi opgetruede Schied sinn op Salzwaasser zréckzeféieren, wat vun der Fuerbunn op d'Struktur vun der Bréck gerënnt ass.

ad 4. D'Bréck ass am Joer 1982 fir den Trafic opgemaach ginn. Si ass konform zu den zu deem Zäitpunkt gëllenden „règles de l'art" an Norme gebaut ginn.

ad 5. D'Stabilitéit ass garantéiert an d'Beschiedegunge stelle keng Gefor fir d'Benotzer duer.

ad 6. Den allgemengen Zoustand vun den Autosbrécken ass hei am Land gutt. An der Regel ginn déi strategesch wichteg Brécken all dräi Joer inspizéiert a kontrolléiert. Weider spezifesch Kontrolle ginn, wann den Zoustand vun enger Bréck et verlaangt, zousätzlech gemaach.

D'Eisebunnsbrécke ginn all fënnef Joer vun engem Kontroller fir Ingenieurbauten inspizéiert an all Joer gi Visitte gemaach vum lokalen Infrastruktur-Distriktmanager vun den CFL. Bei dëse Visitte gëtt visuell den Zoustand vun de Brécken iwwerpréift an, am Fall wou, d'Entwécklung vum Schued kontrolléiert, dee bei der detailléierter Fënnefjoresinspektioun erkannt ginn ass.

Momentan gëtt just eng Eisebunnsbréck besonnesch iwwerwaacht, mä eng Expertise, ausgefouert vun engem spezialiséierte Bureau d'étude a kontrolléiert vun engem Bureau de contrôle, schléisst all Risiko fir eng Verännerung vum festgestallte Schued aus.

Question 0885 (11.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **policliniques :**

Et ass ons zougedroe ginn, datt an de Poliklinicke ganz dacks d'Waardezäiten immens laang sinn. Esou schwätzen eenzel Patiente vun iwwer sechs Stonnen a méi Waardezäit. An eenzelne Klinicke steet zudeem nëmmen een allgemengen Dokter zur Verfügung, fir all dës Patienten ze betreien. Weider dierfe sech an enger Klinik d'Chirurgen net un dësem Service bedeelegen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister:

1. Wéi ass an deenen eenzele Klinicken de Service vun der Poliklinik organiséiert?

2. Firwat ginn d'Chirurgen net un dësem Service bedeelegt?

3. Misst dëse Service net am Interessi vun de kranke Leit verbessert ginn a wéi sinn hei dem Här Minister seng Alternativen oder Virschléi?

Réponse (05.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. No dem Gesetz vum 8. Mäerz 2018 (Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) sinn d'Poliklinike keng Services hospitaliers. Soumat besti keng Definitiounen an och keng präzis Dispositiounen am Gesetz betreffend dës Unités de soins, soudass de Gesondheetsministère net ka responsabel gehale gi fir d'Organisatioun vun dësen Unitéiten. Dës medico-technesch Unitéite kënnen u verschidde Servicer (medezinnesch oder chirurgesch) ugehaange ginn. D'Organisatioun variéiert jee no Etablissement.

ad 2. D'Chirurge kënnen Akten innerhalb dëser Form vun Fleegunitéit assuréieren, wann d'Missioun(en) vun dem Service oder vun de Servicer, un deen d'Unitéit ugehaangen ass, dës virgesinn. Den Etablissement ass responsabel fir dës Organisatioun.

ad 3. Verschidden « unités de soins non programmés triés » assuréieren déi net programméiert Fleeg. Dës ass eng zousätzlech Offer zu de bestoende Strukturen am Land. Fir d'Offer vun der Fleeg ze strukturéieren an accessibel ze maachen, an d'Qualitéit vun der Prise en charge trotzdeem ze garantéieren, goufen eng ganz Rei vun Aktiounen am Beräich vun der dréngender Fleeg duerchgefouert, wei ënner anerem:

- d'Applikatioun DispoDoc;

- Informatioune vum Gesondheetsministère iwwert de Fonctionnement vun de Maisons médicales;

- d'Reorganisatioun vun den Urgencen;

- d'Sensibilisatioun par rapport zum Hausdokter.

Doriwwer eraus huet d'Plattform « Urgences », déi am Kader vun der Reorganisatioun vun den Urgencen op d'Bee gestallt gouf, un der Definitioun vun den Indicateurs de prise en charge geschafft, déi erméiglechen de Suivi ze assuréieren a Verbesserungen ze dokumentéieren.

Question 0886 (11.07.2019) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant **Levothyrox® :**

En 2017, la modification de la composition du médicament Levothyrox®, qui est incontournable pour les patients souffrant d'une hypothyroïdie, a provoqué des discussions enflammées, suite à l'apparition de nombreux effets secondaires indésirables chez les patients, dont notamment de la fatigue, des maux de tête, de l'insomnie, des vertiges, des douleurs articulaires et musculaires et de la chute de cheveux.

À l'époque, l'ancienne Ministre de la Santé a répondu à la question parlementaire n° 3359 du 17 octobre 2017 que la nouvelle formule de Levothyrox® n'était que commercialisée en France et que le médicament n'avait pas d'autorisation de mise sur le marché au Luxembourg.

Or, il nous revient que la nouvelle composition du médicament sera bientôt disponible sur le marché luxembourgeois, bien qu'une étude d'une équipe de scientifiques de l'université de Toulouse, publiée dans la revue « Clinical Pharmacokinetics » en avril 2019, ait montré qu'il existe une différence nette entre l'ancienne et la nouvelle formule, les rendant non commutables et dès lors non interchangeables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle formule de Levothyrox® sera prochainement commercialisée au Luxembourg ? Si oui, quand ?

- Considérant les réactions des citoyens en France en 2017 et vu le nombre élevé de patients y recourant, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun d'informer, voire de sensibiliser les patients et les professionnels de santé sur la commercialisation de la nouvelle formule de Levothyrox® en ce qui concerne une éventuelle adaptation du dosage du médicament ?

- Est-ce que l'étude récente, mentionnée cidessus, pourrait avoir des conséquences pour la future distribution du médicament sous la nouvelle formule ?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer jusqu'à quand l'ancienne formule de Levothyrox® sera encore disponible au Luxembourg ?

Réponse (14.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

À la demande des autorités françaises, le laboratoire Merck Serono, filiale française du laboratoire allemand Merck Serono, a introduit une nouvelle formulation du médicament Levothyrox®, destinée à remplacer au fur et à mesure l'ancienne formulation de ce médicament dans 21 pays de l'Union européenne (UE), dont également le Luxembourg.

Les différents dosages de nouvelle formulation du médicament Levothyrox®, dénommé au Luxembourg Euthyrox®, ont été livrés aux grossistes début juin 2019, et ont été délivrés dans les pharmacies à partir du début de juillet pour la majorité des dosages.

La reformulation du médicament Euthyrox®, mis sur le marché par le laboratoire allemand Merck Serono, vise à garantir la stabilité pharmaceutique dans le but de maintenir la puissance du principe actif sur une durée de 18 mois au moins. Le lactose, un excipient à effet notoire chez les patients intolérants au lactose, a été remplacé par d'autres excipients : le mannitol et l'acide citrique. La substance active, la lévothyroxine sodique, reste inchangée.

Anticipant une mise sur le marché de la nouvelle formule au cours du mois de mai 2019, le laboratoire allemand Merck Serono, en accord avec les autorités sanitaires luxembourgeoises, a envoyé en avril 2019 une information importante aux professionnels de la santé intitulée « Nouvelle formule d'Euthyrox® comprimés (lévothyroxine sodique) : information et suivi des patients lors de la transition ».

Cette information importante sur le médicament, qui est rédigée en langue allemande et française, a été envoyée aux médecins prescripteurs et aux pharmaciens, mentionne explicitement « qu'un suivi étroit est recommandé chez les patients passant à la nouvelle formule d'Euthyrox® comprimés car des déséquilibres thyroïdiens peuvent être déclenchés par le changement de formule en raison de la marge thérapeutique étroite de la lévothyroxine. Ce suivi comprendra une évaluation clinique et biologique afin de confirmer que la dose reçue par chaque patient est toujours adaptée. » L'information mentionne également le document d'information du patient que le pharmacien doit lui délivrer en même temps que la nouvelle formule. Cette information est également disponible à l'adresse https://www.euthyrox-instructions.com/en/luxemburg.html.

Cela étant, les professionnels de santé et les patients ont été dûment informés sur les éventuelles situations qui pourront se présenter lors de l'introduction du médicament reformulé, qui aura lieu au fur et à mesure de la déplétion des formulations anciennes.

Question 0888 (11.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **registre des lobbies :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0391 vum 6. Mäerz 2019 schreift den Här Premierminister:

„Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung zum Sujet Lobbyregëster Folgendes festgehalen: « L'opportunité de créer un registre des représentants d'intérêts intervenant dans le processus législatif sera étudiée en vue d'accroître la transparence du travail des représentants d'intérêts. »"

A weider:

„Den Ament ass d'Regierung amgaange genau dëst ze maachen andeems se en État des lieux erstellt vun deem, wat et am Ausland an op europäeschem Niveau u Systemer gëtt. Et ass deemno ze fréi, fir vun engem Ausschléisse vun engem Lobbyregëster fir d'Exekutiv ze schwätzen.

Zu engem spéideren Zäitpunkt wäert dann iwwert d'Opportunitéit vun enger konkreter Ëmsetzung nogeduecht ginn."

Bei eisen däitschen Noperen hu sech Informatioune vum „Tagesspiegel" no am Juni 2019 eng ganz Rëtsch Intresseverbänn fir d'Aféiere vun esou engem Lobbyregëster op Bundesebene staark gemaach, dorënner ënner anerem Vertrieder vum Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI), dem Verband der Chemischen Industrie (VCI), dem Naturschutzbund Deutschland (Nabu), dem Bundesverband der Verbraucherzentralen (VZBV) an Transparency International. De genannten Akteuren ass et an deem Kontext wichteg, sech bei hirer Aarbecht méi Transparenz ze ginn an domat och d'Mefiance säitens de Biergerinnen a Bierger hirer Aarbecht géigeniwwer ofzebauen. Et ass also aktuell esou, datt d'Intressevertrieder selwer sech e Lobbyregëster wënschen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

- Här Premierminister, kéint Dir eis iwwert den aktuelle Stand vun deem État des lieux renseignéieren? Wéi eng Erkenntnisser ginn et momentan an deem Zesummenhank?

- Steet den Här Premierminister engem Lobbyregëster prinzipiell favorabel géigeniwwer an ass hie bereet, dem Wonsch no méi Transparenz souwuel säitens de Biergerinnen a Bierger wéi och de Lobbyvertrieder selwer entgéintzekommen?

Réponse (22.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung ass amgaang déi verschidde Modeller, wéi se am Ausland an op internationalem institutionellem Niveau existéieren, ze analyséieren an ze vergläichen. Transparenz als Deel vun enger proaktiver a participativer Politik ass eng Prioritéit vun der Regierung.

Question 0889 (11.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**analyse des sangliers morts :**

Op dem Website vum Landwirtschaftsministère gouf kommunizéiert, dass am Kader vun der Bekämpfung vun der Schwéngspescht 226 Wëllschwäin negativ op ASP kontrolléiert goufen. Vu dass dës Wëllschwäin also net duerch d'Schwéngspescht ëmkomm sinn, ass eng aner Ursaach de Grond vun hirem Doud.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

- Vu dass d'ASP als Doudesursaach vun deenen 226 Wëllschwäin ausgeschloss ass, wéi eng Doudesursaache goufe bei de Wëllschwäi festgehalen?

- Wéi vill vun den analyséierte Wëllschwäi sinn duerch eng Juegd oder opgrond vu Verletzungen duerch en Opprall gestuerwen?

Q14

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

- Opgelëscht pro Gemeng, vu wou aus goufen déi insgesamt 226 Wëllschwäin an de Laboratoire bruecht?

- Gouf no den Analysen am Centre de collecte Mamer den Avis vun engem weidere Laboratoire erugezunn? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (30.07.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Op den Datum vum 18. Juli 2019 goufen am Veterinärslaboratoire 233 Wëllschwäin op afrikanesch Schwéngspescht ënnersicht, all Resultater waren negativ.

Bei deenen 233 ënnersichte Wëllschwäi sinn der 39 op der Juegd erschoss ginn (dovun 8 an der sougenannter „zone blanche") an 194 Kadaveren, déi bei der ANF gemellt goufen, sinn an de Laboratoire transportéiert ginn. Vun deene Kadavere goufen der 104 bei enger Strooss fonnt, soudass een dovu kann ausgoen, dass se duerch en Zesummestouss mat engem Gefier ëm d'Liewe komm sinn.

Et ass ze bemierken, dass bei de Kadaveren ouni kloer Doudesursaach keng komplett Autopsie gemaach gëtt, vu dass d'Wëllschwäi potenziell mat ASP infizéiert sinn a mir am Fall vun engem positive Resultat musse verhënneren, de Virus ze verbreeden. Bei jonke Wëllschwäi stellt een oft Longeproblemer fest.

D'Statistik gëtt op Basis vun de Juegdlouse gefouert, net op Basis vun de Gemengen. D'Verdeelung vun den Analyse gëtt iwwert d'geografesch Koordinaten op eng Kaart agedroen, déi all Woch aktualiséiert gëtt an um „Portail de l'agriculture" kann nogekuckt ginn.

Et ass hei ze betounen, dass am Centre de collecte keng Analyse gemaach ginn, mä just d'Prouwe geholl ginn, déi dann all am Veterinärslaboratoire ënnersicht ginn. Et ass keen anere Laboratoire erugezu ginn, well de Veterinärslaboratoire regelméisseg u Ringtester muss deelhuelen, déi vum Europäesche Referenzlaboratoire vu Madrid organiséiert ginn; dat heescht, de Veterinärslaboratoire kritt Prouwen (positiver an negativer) vum Referenzlaboratoire, déi da getest ginn, an d'Resultat gëtt un dëse Labo zeréckgeschéckt. Bis elo huet de Veterinärslaboratoire bei dëse Ringtester ëmmer ganz gutt ofgeschnidden, soudass d'Validitéit vun de Resultater vun den 233 Analysen net kann a Fro gestallt ginn.

Question 0890 (12.07.2019) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **limites des lots de chasse :**

Les ministres réunis en conseil le 1er mars 2019 ont marqué leur accord avec le projet de règlement grand-ducal arrêtant les limites des lots de chasse. Ce projet de règlement grand-ducal a pour objet de revoir la subdivision du territoire national en lots de chasse, tel que prévu par l'article 21 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse.

Une consultation publique concernant les nouvelles limites des lots de chasse a été organisée du 15 mars au 16 avril 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien d'observations écrites motivées ont été introduites auprès de l'Administration de la nature et des forêts ?

2) Est-ce que ces observations ont déjà été analysées ?

3) Dans l'affirmative, combien d'observations ont conduit à un changement d'une ou de plusieurs limites de lots ? De quels lots s'agit-il ?

4) Est-ce que les personnes qui ont introduit une observation ont déjà été informées de la suite donnée à leur requête ? Dans la négative, quand est-ce que l'Administration de la nature et des forêts compte informer ces personnes sur la suite donnée à leurs observations ?

5) Dans le cas où une suite favorable est réservée à une ou plusieurs observations, qui entraîne une nouvelle délimitation d'une ou de plusieurs limites de lots de chasse, est-ce que les autres personnes concernées par cette nouvelle limite, qui sur base du plan initialement publié dans le cadre de la consultation publique ne voyaient pas l'intérêt de rédiger une observation, vont être consultées pour approuver cette redéfinition des limites ? Les personnes concernées auront-elles a posteriori le droit de formuler des observations sur les nouvelles limites ainsi définies ?

Réponse (16.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'Administration de la nature et des forêts a réceptionné 222 observations de différents acteurs intéressés.

ad 2) Oui, toutes les observations ont été analysées par les services de l'Administration de la nature et des forêts.

ad 3) 102 observations ont été acceptées totalement ou partiellement. Les lots dont les limites ont fait l'objet d'une modification suite à la phase de la consultation publique sont les suivants :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 18, 28, 35, 37, 38, 44, 59, 60, 67, 74, 75, 78, 79, 80, 88, 89, 91, 92, 93, 96, 97, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 114, 115, 118, 120, 126, 127, 128, 133, 134, 136, 137, 138, 142, 146, 147, 148, 153, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 185, 186, 190, 192, 193, 194, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 208, 209, 210, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 232, 233, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 248, 252, 253, 254, 259, 260, 261, 268, 269, 270, 271, 272, 275, 276, 277, 278, 284, 285, 286, 292, 294, 295, 296, 300, 301, 310, 311, 312, 315, 317, 318, 322, 331, 332, 335, 336, 350, 353, 354, 355, 371, 372, 373, 376, 377, 378, 396, 397, 399, 401, 403, 404, 405, 408, 409, 412, 413, 419, 421, 430, 431, 432, 433, 439, 457, 460, 513, 516, 522, 530, 531, 533, 534, 575, 582, 608, 614.

N. B. : Il s'agit de la numérotation telle que publiée en mars 2019 lors de la consultation du public.

ad 4) + 5) Les personnes ayant introduit des observations ont reçu un accusé de réception. Beaucoup de remarques ont été retenues et ont apporté des améliorations aux limites initialement prévues.

Le relotissement des lots de chasse a été réalisé selon une méthodologie définie, cette dernière ayant été discutée et approuvée par le Conseil supérieur de la chasse en 2016. Les observations retenues ont répondu aux mêmes critères.

Dans ce contexte, j'aimerais préciser que la législation relative à la chasse ne prévoit pas l'obligation d'une consultation du public. Or, il semblait opportun de lancer une telle procédure afin de connaître les opinions des acteurs concernés et de les intégrer dans l'élaboration des limites définitives. Une nouvelle consultation du public n'est pas prévue.

L'avant-projet de règlement grand-ducal a été adopté par le Gouvernement en conseil en date du 19 juillet 2019. En attendant les avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles, le projet de règlement grand-ducal peut être consulté sur www.emwelt.lu.

Question 0893 (12.07.2019) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **statistiques du LISER :**

An der Chamberskommissioun vum 27. Juni huet de LISER Erklärungen iwwert d'Entwécklung vun de Präisser um Wunnengsmaart ginn, dës Präisser a Statistike sollten am weidere Verlaf publizéiert ginn. Iwwert dëse Wee huet och d'Effentlechkeet Zougang zu dësen Daten, fir sech e Bild ze maachen iwwert déi aktuell Situatioun um Wunnengsmaart.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Logementsminister riichten:

- Wisou goufen déi offiziell Statistike vum LISER vum Joer 2018 vum Verkaf an der Locatioun vu Wunnengen nach net op hirer Internetsait publizéiert?

- Sinn d'Zuele vum éischten Trimester vun dësem Joer schonn disponibel, respektiv ab wéini sinn déi disponibel?

Réponse (10.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Den Observatoire de l'habitat vum Logementsministère ass amgaangen, säin Internetsite méi fonktionell a méi lisibel ze maachen.

An der Tëschenzäit sinn awer all d'Statistike vum Observatoire de l'habitat um „Data Public"-Portal vun der Regierung disponibel, an zwar ënnert dem folgende Link:

https://data.public.lu/fr/organizations/ministere-du-logement-observatoire-de-lhabitat/

Dëst ass och de Fall fir all d'Statistiken, déi den Observatoire de l'habitat der Chamberskommissioun „Logement" de 27. Juni 2019 presentéiert huet. Si kënne fonnt ginn um „Data Public"-Portal vun der Regierung:

- D'Retrospektivserie iwwert d'Verkafspräisser (aus den Notairesakten) vun den Appartementer vun 2007 u fannt Dir hei: https://data.public.lu/fr/datasets/prix-de-vente-des-appartements-par-classe-de-surface/

- D'Verkafspräisser (aus den Notairesakten) vun den Appartementer pro Gemeng vun 2007 u sinn hei telechargeabel: https://data.public.lu/fr/datasets/prix-de-vente-des-appartements-par-commune/

- Den Observatoire de l'habitat publizéiert och Statistiken iwwert d'annoncéiert Loyere vun Appartementer an Haiser pro Gemeng (aus den Immobilienannoncen). Si sinn hei telechargeabel: https://data.public.lu/fr/datasets/loyers-annonces-des-logements-par-commune/

D'Zuelen/Statistike vum éischten Trimester vun dësem Joer sinn disponibel, an zwar um Portal „Data Public" vun der Regierung.

Question 0894 (12.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **retards dans le traitement des déclarations fiscales des personnes physiques :**

Un certain nombre de bureaux d'imposition se voient confrontés à des retards substantiels dans le traitement des déclarations fiscales des personnes physiques.

Ceci a comme conséquence que les contribuables qui ont transmis leurs déclarations d'impôts endéans les délais prévus restent en attente de leurs décomptes.

Les contribuables qui ont une dette fiscale ne vont pas se plaindre de ces retards, alors que les contribuables qui ont droit à des remboursements plus ou moins substantiels comptent sur ces versements à la veille des vacances et se sentent lésés.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est l'étendue de ces retards et quelles en sont les raisons ?

- Quelle est l'évolution du nombre de dossiers et de l'effectif des bureaux d'imposition ?

Réponse (08.08.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans le cadre de la question parlementaire n° 0894 du 12 juillet 2019, l'honorable Député s'enquiert des délais de traitement des déclarations fiscales des personnes physiques.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que l'Administration des contributions directes (ACD) établit et suit mensuellement les statistiques sur le degré d'avancement des travaux d'imposition aussi bien pour les personnes physiques que pour les personnes morales.

Sur base de ces données, on peut confirmer que le taux des déclarations fiscales des personnes physiques imposées au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition a effectivement baissé, de 32,5 % au 30 juin 2016 à 25,5 % au 30 juin 2019.

À ce sujet, il convient tout d'abord de souligner que le nombre de dossiers immatriculés auprès de l'ACD a fortement augmenté au cours des dernières années, parallèlement à une augmentation du degré de complexité desdites impositions. À titre d'illustration, entre 2002 et 2019, le nombre de dossiers des personnes physiques a plus que doublé (passant de 128.831 à 280.307), de même que celui des personnes morales (passant de 46.754 à 106.791).

Cette évolution s'explique également par l'immatriculation de quelque 62.000 dossiers supplémentaires suite à la réforme fiscale de 2017-2018. Celle-ci a introduit, à partir de l'année fiscale 2018, des changements au niveau de l'imposition des contribuables non résidents mariés réalisant des revenus professionnels imposables au Grand-Duché. En vertu des nouvelles dispositions, les contribuables non résidents peuvent être assimilés fiscalement aux contribuables résidents. Sur demande et sous réserve de remplir les conditions de l'assimilation, ils ont ainsi droit aux mêmes dispositions légales, déductions, abattements et crédits que les contribuables résidents. Or, comme pour les résidents, ceci implique, le cas échéant, qu'ils remplissent une déclaration fiscale. Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'ACD n'est pas maître du respect des délais de soumission des déclarations par les contribuables concernés.

Par ailleurs, il importe de rappeler que les moyens de l'ACD n'ont pendant trop longtemps pas été adaptés à la croissance du nombre et de la complexité des dossiers à traiter. Ainsi, le personnel de l'ACD est par le passé resté quasiment stable, passant de 559 agents en 2002 à seulement 595 agents en 2012.

Ce n'est que depuis la période de législature 2013-2018 que le personnel de l'ACD a été significativement renforcé. Les effectifs de l'ACD ont ainsi augmenté de 26 % entre 2014 et 2018, pour atteindre 832 agents. L'effort de recrutement se poursuit en 2019, avec l'accord par le Gouvernement d'un contingent de 43 personnes supplémentaires.

À noter en outre que l'ACD a dû faire face, au cours des cinq dernières années, également à une extension considérable de ses missions suite aux évolutions intervenues au niveau international et communautaire dans le domaine de l'échange d'information, afin d'être en ligne avec les exigences de transparence.

En complément, le Gouvernement poursuit les efforts entamés au cours des dernières années pour accélérer la digitalisation de l'ACD. La déclaration électronique devenue obligatoire pour la plupart des collectivités commerciales résidentes a été une étape importante dans le processus de digitalisation et a permis d'accélérer substantiellement la collecte d'impôts dans ce domaine.

Se fondant sur cette expérience, le Gouvernement a pour objectif à moyen terme de mettre en place une déclaration électronique obligatoire pour la majorité des personnes physiques. Ensemble avec les mesures de simplification qui devront faire partie intégrante de la prochaine réforme fiscale, et l'augmentation continue des effectifs de l'ACD, cette innovation contribuera à réduire progressivement les délais de traitement des déclarations des personnes physiques.

Question 0896 (12.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**abolition des frais de roaming :**

Une étude de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) indique que la consommation de données mobiles à l'étranger a plus que doublé depuis l'abolition des frais de roaming en 2017.

Cette progression spectaculaire montre que cette réglementation européenne est un succès du point de vue du consommateur.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre comment se sont développés le trafic vocal du consommateur luxembourgeois depuis l'étranger et le trafic de données en itinérance depuis l'abolition du roaming.

- Comment a évolué le chiffre d'affaires des opérateurs luxembourgeois depuis cette même période ?

Réponse (29.07.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

L'itinérance aux tarifs nationaux est entrée en vigueur le 15 juin 2017. Désormais, les appels vocaux, les SMS et l'internet mobile sont facturés au tarif domestique, quel que soit l'endroit où l'utilisateur se trouve dans l'UE.

- La situation en Europe

Selon le dernier rapport de la Commission[3] sur la mise en œuvre du règlement « Roaming »[4] l'abolition des frais d'itinérance a entraîné une augmentation massive et rapide de la consommation des services :

« Les consommateurs européens ont immédiatement et massivement commencé à profiter de la suppression des frais d'itinérance supplémentaires dans l'UE/EEE à partir du 15 juin 2017. Déjà au cours de l'été 2017, l'utilisation des services mobiles de données en itinérance à l'intérieur de l'UE/EEE a été multipliée par 5,35 (+ 435 %) par rapport à l'été 2016, alors que le volume des appels téléphoniques en itinérance était multiplié par 2,45 (+ 145 %). Ces chiffres montrent clairement que les règles d'itinérance ont contribué de manière significative à stimuler la demande de services d'itinérance et le développement du marché de l'itinérance internationale dans l'UE/EEE. »

[3] Rapport de la Commission du 12 décembre 2018 au Parlement européen et au Conseil concernant la mise en œuvre du règlement (UE) n°531/2012 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union, tel que modifié par le règlement (UE) 2015/2120 et le règlement (UE) 2017/920

[4] Règlement (UE) n°531/2012 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

« Les voyageurs utilisent aujourd'hui en moyenne près de quatre fois plus de données en itinérance qu'avant. Ils passent aussi, en moyenne, environ 1,7 fois plus d'appels vocaux en itinérance qu'avant la mise en œuvre de la règlementation. »

- La situation au Luxembourg

Au Luxembourg, le volume global (fixe et mobile) du trafic vocal a augmenté en 2018 : 1.299,2 millions de minutes en 2018 contre 1.175,5 millions de minutes en 2017 (+ 10,51 %)[5].

Le volume du trafic data a également connu une hausse importante en 2018 : 25.318 contre 21.029 (Tbyte) en 2017 (+ 20,40 %)[6]

Suite à la réglementation européenne et l'introduction du système « roam like at home » en 2017, le volume des appels en « roaming out » (appels vocaux d'abonnés luxembourgeois en itinérance) mesuré en minutes est passé de 125,7 millions en 2016 à 162 millions en 2017 et à 218 millions en 2018, soit une hausse de 34,5 % en 2018 par rapport à 2017[7].

Le chiffre d'affaires global des opérateurs (y compris abonnements TV de base et marché de gros) a évolué de EUR 562,4 en 2017 à EUR 575,6 en 2018 (+ 2,34 %)[8], ceci après une hausse de 2,37 % en 2017.

Cette hausse est surtout due à la croissance des revenus de services fixes provenant de la commercialisation des abonnements multiservices. Les revenus mobiles sont en hausse depuis 2014, avec une augmentation sur le marché de détail de 1,7 % en 2018, tandis que les revenus des services mobiles sur le marché de gros (Roaming IN et interconnexion internationale) connaissent une hausse de 5,0 % pour atteindre 39,8 millions d'euros en 2018.

Les données statistiques concernant le marché des télécommunications au Luxembourg peuvent être trouvées dans le Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2018 de l'ILR, publié sous l'adresse suivante : https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-1461723625-749.pdf.

Le dernier rapport publié est celui pour l'année 2018. La collecte des données pour l'année 2019 est encore en cours. À la différence des collectes antérieures, celle pour 2019 portera également sur les données relatives au volume data mobile roaming out.

Question 0897 (12.07.2019) de **Mmes Nancy Arendt épouse Kemp** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**organisation d'un festival sur un site protégé :**

D'après un reportage diffusé le 8 juillet 2018 dans le journal télévisé de RTL, le site sur lequel est implanté le Château de Birtrange dans la commune de Schieren a été retenu pour l'organisation d'un festival se déroulant début août 2019 sur trois jours et devant accueillir 2.500 personnes.

Il se trouve que le château en question est classé monument national par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018. Selon la même source, le château se trouverait en mauvais état.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire peut-il nous confirmer que le site sur lequel se trouve le Château de Birtrange est actuellement situé en zone verte ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle nous dire si une autorisation ministérielle a été demandée pour l'organisation d'un festival sur le site du château et nous préciser, le cas échéant, si une autorisation a été délivrée par son ministère ?

3) Si tel est le cas, Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle nous indiquer les conditions précises prescrites pour l'organisation du festival en question ?

4) Compte tenu de l'état actuel du château Madame la Ministre de la Culture n'est-elle pas d'avis que le déroulement de ce festival ne pourrait endommager davantage le château ?

5) De manière plus générale, les ministres trouvent-ils le site retenu pour l'organisation de ce festival adéquat, compte tenu de la nature du site mais aussi du nombre de places de stationnement nécessaires pour y accéder ?

6) Les Ministres peuvent-ils nous dire si un changement d'affectation du château est possible ?

Réponse commune (29.07.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les honorables Députées nous saisissent d'une série de questions à propos de l'organisation d'un festival sur le site du Château de Birtrange.

ad 1) Le site en question est en effet situé en zone verte, il importe de préciser que la « zone verte » est une notion définie par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui fait partie des attributions du Ministre ayant l'Environnement dans ses compétences.

ad 2) Oui, une demande d'autorisation a été introduite le 31 mai 2019 auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. L'autorisation a été délivrée le 10 juillet 2019.

ad 3) Les conditions prescrites sont les suivantes :

- La manifestation se déroulera sur le territoire de la commune de Schieren, section B de Birtrange, sous les numéros 8/17, 12/21, 5/14, 4/13, 8/16, conformément à la demande soumise.

- La manifestation se terminera à une heure du matin au plus tard.

- La mise en place de tente est strictement réservée aux premiers secours durant la manifestation. L'utilisation de la tente à toute autre fin reste strictement interdite.

- Les dimensions de la tente seront limitées au strict minimum nécessaire. Les dimensions exactes et l'organisation interne de la tente me seront soumises pour approbation avant le commencement des travaux d'installation.

- L'utilisation de musique amplifiée est autorisée jusqu'à 24 heures. Après 24 heures, le niveau sonore ne pourra dépasser 60 dB.

- Durant la rencontre, il sera mis en place des toilettes chimiques en nombre suffisant. Toutes les eaux usées des toilettes chimiques seront recueillies dans une citerne étanche, dépourvue d'un trop-plein. La citerne prémentionnée sera vidangée en cas de nécessité et au plus tard après la rencontre par une entreprise autorisée à cet effet.

- Les produits chimiques utilisés dans les toilettes ne devront pas contenir des substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques à base d'ammonium.

- Toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution du sol par des hydrocarbures ou toute autre substance susceptible de nuire à la flore ou à la faune.

- Des poubelles en nombre suffisant doivent être installées sur place et vidées quotidiennement.

- Tout stationnement de roulottes, caravanes et mobilhomes devra être conforme à l'article 11 de la loi précitée.

- Sur la parcelle n° 12/21, une hêtraie de l'Asperulo-Fagetum est présente. Aucun biotope protégé au sens de l'article 17 de la prédite loi 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1er août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

- L'organisateur sera responsable de tous les dégâts causés sur le lieu de la manifestation.

- L'État décline toute responsabilité pour la réparation d'éventuels accidents survenus sur le lieu de la manifestation.

- En cas de contrôle, l'organisateur devra être à même de présenter la présente autorisation, respectivement une copie.

- Le préposé de la nature et des forêts sera averti au moins 5 jours ouvrables avant la manifestation et toutes les instructions que le préposé de la nature et des forêts se verra obligé de donner afin que la protection de l'environnement naturel soit assurée seront poursuivies.

ad 4) En principe, le Ministère de la Culture ne peut que se féliciter de la tenue d'un festival dans un contexte marqué par le patrimoine culturel que les visiteurs peuvent du même coup découvrir, d'autant plus qu'en l'occurrence de nombreux artistes luxembourgeois ont été sollicités pour le projet. Il conviendra bien entendu d'encadrer ces projets de façon à garantir la protection du patrimoine culturel.

En ce qui concerne le Château de Birtrange, celui-ci est inscrit au cadastre de la commune de Schieren, section B de Birtrange, sous le numéro 4/13, et a été classé par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018. Alors qu'il eût été souhaitable que les organisateurs du festival contactent le Ministère de la Culture dès la préparation de leur projet, le Ministère a ultérieurement pris contact avec l'organisateur du festival afin de définir les mesures nécessaires à la protection du site.

Les organisateurs du festival se sont vu autoriser la tenue de celui-ci sur le site prévu, cette autorisation étant néanmoins conditionnée par les précisions suivantes :

- une limitation des parties extérieures accessibles au public ;

- l'interdiction de stationnement et d'installation de tentes et autres sur le site ;

- la possibilité d'offrir des visites guidées du site, possibilité néanmoins limitée à des groupes de 20 personnes au maximum ;

- l'interdiction pour toute autre personne que les organisateurs, surveillants et artistes, d'entrer dans l'enceinte même du château ;

- des précautions de sécurité maximales et précaution de clôtures et barrières destinées à protéger les zones naturelles ;

- une surveillance permanente et une présence d'agents du CGDIS ;

- enfin, une remise en état entière et une assurance couvrant l'ensemble du projet.

ad 5) Bien qu'il existe certainement des sites plus adaptés à la tenue d'un festival visité par plusieurs milliers de spectateurs, aucun aspect du dossier n'aura été assimilable à un critère de refus prévu par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 6) Un changement d'affectation du château, en tant qu'il est situé en zone verte, peut être autorisé par la Ministre de l'Environnement en application de l'article 7, paragraphe 7 de la loi du 18 juillet 2018 prémentionnée.

Au surplus, la notion de changement d'affectation du château n'est pas claire, dans la mesure où il s'agit en l'occurrence d'une propriété privée.

Question 0898 (15.07.2019) de **M. Marc Lies** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **logements locatifs des promoteurs publics :**

Den Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 « fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement » gesäit vir, dass:

« En cas de vacance d'un logement, le ménage bénéficiaire est choisi parmi les ménages qui ont fait une demande et auxquels ce logement est adapté.

Par logement adapté on entend un logement qui comprend :

- une chambre à coucher par personne âgée de douze ans ou plus, ou par couple;

- une chambre à coucher par deux enfants de moins de douze ans.

Un enfant handicapé peut, indépendamment de son âge, occuper seul une chambre à coucher si un certificat médical établit cette nécessité. »

Duerch de Mangel un disponibele Wunnenge fir Locatioun bei de Promoteurs publics musse Familllje mat méi wei zwee Kanner dacks Jore waarden, fir an de Genoss vun enger passender Wunneng ze kommen.

Och wann am Moment vun der Demande d'Kanner manner wéi zwielef Joer al waren, esou kann et awer virkommen, dass an där Famill Kanner bäikomme respektiv Kanner iergendwann méi al si wei zwielef Joer. An dësem Fall bräicht déi betraffe Famill net méi eng Wunneng vun dräi Schlofkummeren, mä minimum véier Kummeren.

Ofgesi vun engem méi héije Loyerspräis, deen dës Familllje misste fir eng Wunneng mat minimum véier Kummere bezuelen, riskéiere si, eidel auszegoen a weiderhin an enger prekärer Situatioun mussen ze liewen, vu dass d'Promoteurs publics jo net esou vill grouss Wunnengen an hirem Besëtz hunn an an dësem Fall ausserdeem keng Wunnengen dierfe proposéieren, déi keng véier Kummeren hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Logementsminister riichten:

- Ass d'Madamm Minister sech dëser Problematik bewosst?

- Ass d'Madamm Minister der Meenung, dass d'Regelung, wei se am Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 virgesinn ass, an Zäite vun akutem Mangel un ëffentleche Mietwunnengen nach ugepasst ass?

- Wier et net sënnvoll, d'Alterskonditioun, ab wéini een eng zousätzlech Kummer brauch, vun zwielef op 18 Joer eropzesetzen?

- Wéi eng aner Solutioune ginn envisagéiert, fir der uewe genannte Problematik entgéintzewierken?

Réponse (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

D'éierewäert Deputéiert weise mat Recht dorobber hin, datt et am Moment am Parc vun de soziale Locatiounswunnengen e besonnesch grousse Mangel gëtt u Wunnenge fir grouss Familljen, also Stéit mat méi ewéi fënnef Leit. Dës Problematik ass dem Ministère an dem Fonds du logement wéi och den aneren ëffentleche Promoteure bekannt.

Am Moment ass d'Verdeelung vun den Demanden an dem Parc vu Wunnenge beim Fonds du logement déi folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dësen Tableau weist, datt an alle Wunnengskategorien e grousse Bedarf un zousätzleche Wunnengen ass.

Am Moment ass d'Praxis déi, datt, wann eng Famill an enger Wunneng wunnt, déi nom Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 ze kleng ginn ass, well e Kand aus der Famill méi al ginn ass ewéi zwielef Joer, an also d'Recht op en eegent Zëmmer hätt, de Service social eng Sozialenquête mécht. Wann dorausser ervirgeet, datt d'Famill an dëser Wunneng wëllt bleiwen an d'Wunnsituatioun dat och zouléisst, da gëtt déi Famill net gezwongen, an eng méi grouss Wunneng ze plënneren.

D'Wunnsituatioune gi vu Fall zu Fall evaluéiert, virun allem opgrond vum Altersënnerscheed vun de betraffene Kanner a vun hirem Geschlecht. Et ass wichteg ze bedenken, datt d'Schlofkummer bei Jugendlechen net nëmmen d'Plaz, fir ze schlofen, ass, mä och ënner anerem e Réckzuchsraum, dee si an dëser Liewensphas (Pubertéit) brauchen, sief et fir hir perséinlech Entwécklung, sief et och, fir hir Hausaufgaben a Rou ze maachen etc.

Familljen, déi nach net an enger Wunneng vun engem ëffentleche Promoteur wunnen, kréien awer effektiv keng Wunneng verlount, déi entspriechend dem uewe genannte Reglement net der Gréisst vun der Famill entsprécht.

Wann déi Regelen an Zukunft sollten ignoréiert ginn, géif dat eng Rei aner Froen opwerfen. Sollen déi Regele beispillsweis nëmme fir Kanner aus grousse Familljen opgehuewe ginn, oder generell fir all d'Familljen? D'Statistik weist jo, datt et och e grousse Bedarf u Wunnenge gëtt fir Familllje mat zwee oder dräi Kanner. Sollen d'Kanner och, egal a wéi engem Alter, musse bei den Elteren oder Grousselteren an der Kummer schlofen? Wéi en negativen Impakt hätten dës an ëffentleche Wunnengen toleréiert an akzeptéiert Wunnsituatiounen op aner familiär Problemsituatiounen, respektiv op d'Kanner an hir Entwécklung insgesamt an op hir Schoulresultater?

Et ass vun dohier schwiereg, de Jugendlechen ab zwielef Joer grondsätzlech hiert Recht op eng eege Schlofkummer ofzeschwätzen. Dëse Familljen an hire Kanner géif domadder d'Recht op adequate Wunnraum bei den ëffentleche Wunnengsbaugesellschaften ewechgeholl ginn.

Et ass fir d'Regierung prioritär wichteg, dëst Recht op adequate Wunnraum duerch d'Schafe vu méi ëffentleche Locatiounswunnengen ëmzesetzen an net doduerch, datt mer d'Rechter vu Leit mat moderatem Akommes opweechen oder ignoréieren.

Déi wichtegst Moossnam an dësem Kontext gesinn ech dann och prioritär am Bau vun enger méi grousser Unzuel vu Wunnenge mat véier a méi Schlofzëmmeren. Esou huet de

[5] Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2018 de l'ILR, p. 9

[6] Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2018 de l'ILR, p. 9

[7] Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2018 de ITLR, p. 28

[8] Rapport statistique des télécommunications du Luxembourg de l'année 2018 de l'ILR, p. 8

Fonds du logement beispillsweis am Moment 33 Wunnengen am Bau mat méi ewéi dräi Schlofzëmmeren.

Am Detail schlëssele sech dës Wunnenge folgendermoossen op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Doriwwer eraus verschléissen ech mech am Kontext vun der Reform vum uewe genannte groussherzogleche Reglement awer kenger Diskussioun zu dësem Thema, wann et drëms geet, fir d'Recht op adequate Wunnraum ze stäerken.

Question 0899 (15.07.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale :**

Lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure du 15 juillet 2019, il est apparu que toutes les administrations de l'État peuvent demander accès à des informations contenues dans le fichier central de la Police grand-ducale. Les membres de la Commission ont été informés que cet accès indirect (sur demande) des administrations publiques au fichier central de la police serait régi par la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière.

Selon cette loi, la transmission de ces données est soumise à certaines conditions et la documentation de la transmission est conservée pendant une durée de deux ans. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est compétente pour vérifier l'application des dispositions légales concernant la protection des données, tandis que l'autorité de contrôle instituée à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 a pour mission de vérifier si toutes les conditions requises par la loi étaient remplies au moment de la transmission, mission qui incomba depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 elle aussi à la CNPD.

La loi du 22 février 2018 précise en son article 28 que l'autorité de contrôle (maintenant la CNPD) contrôle et surveille le respect des conditions d'accès prévues par la loi et en fasse un rapport au ministre ayant la Protection des données dans ses attributions, qui fait parvenir chaque année une copie à la Chambre des Députés. Or, les responsables de la CNPD ont dû admettre dans la réunion susmentionnée du 15 juillet qu'ils ne possèdent pas d'informations ni sur les modalités concrètes de la pratique ni sur l'envergure du phénomène.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de demandes (écrites ou « de façon spontanée ») ont été introduites par d'autres administrations publiques auprès de la Police grand-ducale pour avoir accès à des informations contenues dans le fichier central à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Combien de personnes faisaient l'objet de telles demandes, par quelles administrations étatiques ont-elles été introduites et à quelles fins ?

2) Combien de demandes ont été refusées par la Police grand-ducale et pour quels motifs ?

3) De quelle façon la transmission de données policières aux administrations étatiques était-elle réglée avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Quelle en était la base légale ? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'envergure (historique) de cette pratique ?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Je tiens à préciser, avant tout progrès en cause que, contrairement à ce que laisse entendre l'honorable Député, toutes les administrations ne peuvent pas demander accès à des informations contenues dans le fichier central de la Police grand-ducale, de même que la police ne peut pas transmettre des informations contenues dans le fichier central à toute administration qui en ferait la demande.

Tel que cela a été expliqué dans mes réponses à des questions parlementaires antérieures, et je renvoie en particulier à la question parlementaire n° 771 et à la question parlementaire n° 906, la transmission d'informations par la police à d'autres administrations est réglée par la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, ce qu'a d'ailleurs confirmé un des représentants de la CNPD lors de la réunion conjointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure du 15 juillet 2019.

La loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière prévoit deux cas de figure, la transmission spontanée d'informations, qui se fait à l'initiative de la police, et la transmission d'informations sur demande.

Comme il a été expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0906, sub 5, une transmission spontanée d'informations sur base de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière n'a pas encore eu lieu.

Avant l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 février 2018, la transmission d'informations policières à d'autres administrations n'était pas formalisée. Comme suite à l'entrée en vigueur de cette loi, et afin de répondre aux exigences de cette loi, la police élabore avec chaque administration, qu'elle estime habilitée à recevoir des informations, une procédure de traitement des demandes qui doivent obligatoirement être formées par écrit et comporter toutes les informations nécessaires pour permettre à la police de vérifier si les conditions prévues à l'article 23 de la loi sont remplies. Il est désigné pour chaque administration, au sein de la police, un service auquel les demandes sont à adresser et qui tient la documentation de la transmission à la disposition de la CNPD.

Des procédures sont déjà en place avec certaines administrations et en cours d'élaboration avec d'autres administrations.

Des données chiffrées sur le nombre de demandes introduites auprès de la police depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 février 2018 ne sont pas directement disponibles.

ad 2) Une seule demande a été refusée. La raison en était que la police estimait qu'il n'y avait pas de base légale suffisante.

ad 3) Je renvoie dans ce contexte au rapport de la Commission juridique relatif au projet de loi n° 6976, devenu la loi du 22 février 2018 dont il ressort qu'avant la loi du 22 février 2018, la transmission de données à caractère personnel et d'informations par la police était dépourvue d'une base légale nationale adéquate alors que, si certaines lois faisaient état, sous une formulation ou une autre, d'une honorabilité professionnelle ou d'antécédents à vérifier et que les administrations pouvaient légalement traiter les données et informations reçues, des dispositions claires et précises permettant à la Police grand-ducale de les transmettre faisaient défaut.

Il ressort de ce même rapport qu'avant la loi du 22 février 2018, les administrations de l'État qui nécessitaient des informations à caractère policier concernant une personne déterminée devaient s'adresser, en tout état de cause, aux parquets.

Ce n'est que la loi du 22 février 2018 qui a instauré le principe des données disponibles ou accessibles, qui a permis à la police de traiter des informations dont la magistrature était en fait le propriétaire, avec comme seule exception l'enquête en cours où l'autorisation du magistrat compétent restait requise.

Pour écarter cette insécurité juridique, la police avait proposé d'inclure dans le projet de loi devenu la loi du 22 février 2018 des dispositions relatives à la coopération administrative.

Question 0900 (15.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **trains de nuit :**

Am EU-Wahlprogramm 2019 vun déi gréng goufen d'Nuetszich tëschent den europäesche Metropolen als eng Transportalternativ ugeduecht, fir den Transportverkéier vum Fliger op d'Schinn ze dirigéieren. Eng besser Ausnotzung vum europäesche Schinnereseau zu Nuetszäite kéint en Ureiz sinn, fir de Loftpassagéierverkéier op d'Schinn erofzehuelen. An eisen europäesche Nopeschlänner existéieren aktuell eng Rei Zuchlinne fir Nuetszich.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir d'Groussregioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Nuetszich si pro Joer säit 2013 am Passagéierverkéier Lëtzebuerg zirkuléiert, dëst opgelëscht no „outbound" (vu Lëtzebuerg an d'Ausland), „inbound" (aus dem Ausland op Lëtzebuerg) a national (um lëtzebuergeschen Territoire)?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass Nuetszich eng nëtzlech Alternativ fir dat aktuellt Transportwiesen duerstellen? Falls jo, wäert d'Regierung d'Erweiderung vun de Nuetszich an dëser Legislaturperiod virhuelen? Kann de Minister an deem Fall präziséieren, wéi eng Etüden heizou scho virleien a wéini hie gedenkt, mam Projet unzefänken? Falls neen, firwat net?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Nuetszich eng ekologesch sënnvoll Alternativ zu Flich duerstellen? Falls jo, firwat?

4. Gedenkt d'Regierung, Nuetszich duerch Subventioune präislech méi attraktiv ze gestalten?

5. Gouf et am Kader vun de Reunioune mat de Benelux-Länner souwéi de Memberstaten an der Groussregioun schonns Diskussioune ronderëm d'Thema Nuetszich? Falls jo, wat ass de Stand vun den Diskussiounen a wéi gëtt weider verfuer? Falls neen, wäert d'Regierung dëst Thema an déi nächst Reunioune mat abauen?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat der parlamentarescher Fro N° 0900 vum 15. Juli 2019 freet den honorabelen Deputéierte Marc Goergen zousätzlech Informatiounen iwwert d'Transportalternativen, déi d'Nuetszich tëschent europäesche Metropole kéinten duerstellen, fir de Gebrauch vum Fliger ze reduzéieren.

Am internationalen Zuchverkéier gouf et just eng Zuchverbindung tëschent Lëtzebuerg an dem Süde vu Frankräich (Nice, Port-Bou). Dësen Zuch ass regelméisseg zirkuléiert, dat heescht all Dag an der Haaptsaison vun Enn Juni bis Ufank September an a reduzéierter Form wärend dem Rescht vum Joer.

Zuel vun den Zich:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Mat der Aféierung vun den TGV-Verbindungen a Richtung Marseille a Montpellier am Joer 2016 hunn d'Eisebunnsentreprisen aus wirtschaftleche Grënn entscheet, d'Zirkulatioun vun de klasseschen Zich net oprechtzëerhalen. Als eng vun de Konsequenze vun der Liberaliséierung vum internationale Voyageurstrafic ass dee leschten internationale Nuetszuch vu Lëtzebuerg aus de 26. Juni 2016 fortgefuer.

Am Allgemengen, a fir wirtschaftlech liewensfäeg ze sinn, mussen d'Nuetszich grouss Stied mat héijem Potenzial verbannen, iwwer eng laang Distanz an ouni Konkurrenz vun Héichgeschwindegkeetszich. Nuetszich mat der Hierkonft oder respektiv Terminus zu Lëtzebuerg hunn deemno wéineg Potenzial.

National Nuetszich sinn den 12. Dezember 2016 agefouert ginn.

Et zirkuléiere véier Zich (zwee pro Verkéiersrichtung) an de Nuechte vu Freideg/Samschdeg a Samschdeg/Sonndeg an den Deeg virun de Feierdeeg op de Linnen 10 Lëtzebuerg–Ëlwen a 60 Lëtzebuerg–Esch–Rodange.

Zu dëser regulärer Offer kommen nach speziell Zich derbäi, déi op de Strecke vum Lëtzebuerger Eisebunnsnetz fir d'Feierlechkeete vum Nationalfeierdag souwéi fir Silvester agesat ginn.

Dës national Zich vervollstännegen d'Offer vun den CFL fir den ëffentlechen Transport, besonnesch fir déi Persounen, déi sech wëllen owes tëschent de groussen urbane Polen (Nordstad, Stad Lëtzebuerg a Belval-Université) fortbewegen an esou mat allem Confort an a Sécherheet heemkommen.

Trotzdeem kann eng Erweiderung vun der Offer momentan net envisagéiert ginn, well d'Nuechten déi eenzeg grouss Periode sinn, wärend deenen Ënnerhaltsaarbechte kënne virgeholl ginn.

Question 0902 (16.07.2019) de **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **paiement des indemnités de chômage en cas de licenciement :**

Selon le Code du travail et la jurisprudence, l'employeur est tenu de rembourser à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) les indemnités de chômage payées qui sont en relation causale avec un licenciement abusif.

Or, il me revient que l'ADEM déclare systématiquement devant le tribunal du travail qu'elle n'a pas de revendications de ce genre à l'égard des employeurs ayant licencié abusivement un frontalier malgré le fait que le Fonds pour l'emploi doit rembourser, en application du règlement (CE) n° 883/2004 et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, les indemnités de chômage payées par l'État de résidence durant trois respectivement cinq mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer cette approche ?

- De plus, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette pratique est discriminatoire vis-à-vis des employeurs qui ont licencié abusivement un résident du Grand-Duché puisque dans ce cas, le mandataire de l'ADEM demande systématiquement le remboursement des indemnités de chômage en relation causale avec le licenciement abusif ?

Réponse (12.08.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

L'Agence pour le développement de l'emploi confirme que le Service des prestations de chômage complet n'a jusqu'à présent pas fait valoir de revendications au cours des procédures auprès du tribunal du travail pour licenciement abusif impliquant des salariés frontaliers.

Cet état de fait est imputable au délai d'introduction des demandes de remboursement en application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et de son règlement d'application (CE) n° 987/2009.

En effet, l'institution du lieu de résidence qui règle le chômage au salarié frontalier dispose d'un délai de six mois suivant la fin du semestre civil au cours duquel le dernier paiement des prestations de chômage, dont le remboursement est demandé, a été effectué, pour adresser une demande de remboursement des prestations de chômage. Il faut ensuite que l'État luxembourgeois procède au paiement par le biais du Fonds pour l'emploi.

Il n'est dès lors pas possible de faire valoir de revendications ou de les chiffrer lors de la mise en intervention du Fonds pour l'emploi dans les litiges concernant la régularité ou le bienfondé du licenciement ou de la démission d'un salarié frontalier.

En théorie, il faudrait informer le tribunal du travail compétent d'une éventuelle revendication à venir et, par la même occasion, requérir la mise en suspens de notre créance éventuelle envers l'employeur jusqu'à l'expiration du délai précité. Or, les revendications doivent être nées et actuelles de sorte qu'il est très peu probable qu'une telle demande aboutisse.

Il faut cependant relever que le fait de transmettre les déclarations systématiques de nos réclamations éventuelles ne mettra pas fin à une éventuelle discrimination entre les salariés résidents et les salariés frontaliers victimes d'un licenciement déclaré abusif étant donné que pour le cas d'un salarié résident, le Fonds pour l'emploi se voit attribuer le remboursement des indemnités de chômage en relation causale avec ce licenciement alors que pour un salarié frontalier, le montant de ce remboursement est limité par les dispositions du règlement n° 883/2004.

Dans le cas d'un licenciement jugé justifié ou d'une démission jugée injustifiée, on peut alors également évoquer la question de l'inégalité des traitements des salariés résidents face aux salariés frontaliers. En effet, dans ces cas-là, le salarié résident est condamné au remboursement au Fonds pour l'emploi de tout ou d'une partie des indemnités de chômage lui versées par provision.

En France par exemple, les salariés sont admis au bénéfice des allocations de chômage directement après la fin de leur contrat même en cas de faute grave ou lourde, alors qu'en Belgique, une exclusion au bénéfice des allocations pendant quatre semaines au moins peut être appliquée, et finalement en Allemagne, l'exclusion peut porter sur trois à douze semaines. Mais en aucun cas, les indemnités de chômage accordées ne donnent lieu à un remboursement par les personnes concernées.

Question 0903 (17.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **poubelle pour déchets biodégradables :**

D'Chamber hat de 16. Mee 2019 am Kader vun der Debatt zum Klima eng Motioun adoptéiert, fir d'Regierung opzeruffen, alles ze ënnerhuelen, fir Lëtzebuerg zum Spëtzereider an

der Offallvermeidung an Offallverwäertung ze maachen. Um Punkt 10 gëtt d'Regierung invitéiert « à assurer à ce que les collectes séparées obligatoires depuis 1994 soient mises en place partout au Luxembourg ».

Dee gläichen Dag gouf eng Motioun vun de Piraten ofgeleent, déi ee konkreten Datum fir d'Aféiere vun enger grénger Poubelle am ganze Land gefuerdert hat, ënnert dem Virwand, dass de Punkt 10 vun der adoptéierter Motioun dëst géif virgesinn. D'Motioun nennt awer keen Datum, bis wéini dës Mesurë mussen ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, fir Konsumenteschutz a fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemenge bidden aktuell zu Lëtzebuerg eng gréng Poubelle un? Wéi vill Gemenge bidden nach keng gréng Poubelle un?

2. Fir wéi een Datum plangt d'Regierung eng landeswäit Kollekt vun organeschem Offall? Wéi wäert d'Regierung bei dësem Projet virgoen?

Réponse commune (13.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Fir d'Äntwert op dës Fro gi mir dovun aus, dass den honorabelen Deputéierten d'Asammlung vu Bio-Offäll mengt. D'Faarf vun der Poubelle fir de Bio-Offall variéiert vun enger Gemeng zu där anerer. An där enger Gemeng ass dës Poubelle gréng, wärend se an enger anerer Gemeng zum Beispill brong ass. Jee nodeem wou ee sech am Land befënnt, gëtt iwwert déi gréng Poubelle Glas gesammelt. D'Zorte vu Bio-Offäll, déi iwwert d'Biopoubelle agesammelt ginn, kënnen och vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech sinn, jee nodeem wou de Bio-Offall traitéiert gëtt.

Dës ënnerschiddlech Situatioune kommen dohier, dass d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vun Offall aus de Stéit bei de Gemenge läit an dass d'Gemengen opgrond vum Prinzip vun der Gemengenautonomie d'Offallgestioun eegestänneg organiséieren.

Am Joer 2017 hu 47 Gemengen hiren Awunner eng Biopoubelle fir d'Asammlung vu Kichenoffall an anerem organeschen Offall ugebueden. Weider gëtt a 9 Gemengen eng Gréngschnëttpoubelle ugebueden, iwwert déi nëmme Grasschnëtt a Gaardenoffäll agesammelt ginn.

An 43 Gemenge gëtt och eng Haus-zu-Haus-Sammlung, deelweis am Lassenen, vun Hecken- a Strauchschnëtt ugebueden. Nieft den Haus-zu-Haus-Sammlunge bidden och eng Rei Gemengen e Bringsystem fir de Gréngschnëtt un. Dëst ka bei der Kompostanlag selwer sinn, am Recyclingzenter souwéi bei de lokalen oder regionale Sammelplazen.

ad 2. Laut dem Offallwirtschaftsgesetz vum 21. Mäerz 2012 sinn d'Gemengen an der Flicht, eng Bio-Offallsammlung unzebidden. Den Delai, fir dëst ëmzesetzen, war 2014. D'Gemengen dierfe fräi decidéieren, wéi ee System se hire Bierger zur Verfügung stellen (Hol- oder Bringsystem).

Eréischt kierzlech hunn d'Offallgemengesyndikater SIGRE a SIDEC hir Sammlungen adaptéiert, soudass domat ze rechnen ass, dass déi meescht Gemenge bis 2020 eng Biopoubelle wäerten ubidden. Eng ganz Rei Gemenge si schonn amgaangen, hir Gemengereglementer deementspriechend unzepassen.

Den Ëmweltministère ass amgaangen, eng Null-Offall-Strategie auszeschaffen, a wäert bis Enn 2019 och d'Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwerschaffen.

Question 0904 (17.07.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **médecin de contrôle :**

Am Fall, wou en Employé wéinst Krankheet oder engem Accident e Krankeschäin huet, kann op Uerder vun der CNS oder vum Employeur selwer den Employé bei de Kontrolldokter geruff ginn.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Leit goufe fir d'Joren 2017 an 2018 bei de Kontrolldokter geruff?

2. Wéi vill Leit goufen nom Kontrolldokter erëm schaffe geschéckt?

3. Wéi vill Contestatioune goufe géint d'Decisioune vum Kontrolldokter gemaach?

4. Déi behandelend Doktere vu Patienten, déi no der Visitt beim Kontrolldokter erëm schaffe geschéckt ginn, ginn an engem gewësse Mooss duerch dës Decisioun „desavouéiert". Ginn et an deem Kontext Konsequenzen?

5. Am Fall vu Laangzäitkrankeschäiner, ginn et do Statistike betreffend d'Unzuel vu kierperleche respektiv de psychologesche Krankheeten?

Réponse (14.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Am Joer 2017 goufen insgesamt 31.463 Leit bei de Kontrolldokter geruff. Vun deene goufen der 24.707 vum Kontrolldokter ënnersicht. Dëst erkläert sech doduerch, datt vill vun deene Leit, déi geruff ginn, schonn erëm schaffe ginn, ier se de Rendez-vous beim Kontrolldokter hunn.

Am Joer 2018 goufen insgesamt 43.733 Leit bei de Kontrolldokter geruff. Vun deene goufen der 31.578 vum Kontrolldokter ënnersicht.

ad 2. Am Joer 2017 goufe vun deene 24.707 Leit erëm 2.606 schaffe geschéckt.

Am Joer 2018 goufe vun deenen 31.578 Leit erëm 3.273 schaffe geschéckt.

ad 3. Am Joer 2017 hunn 21,48 % vun de Leit eng Oppositioun virum Conseil d'administration vun der Gesondheetskeess eragereecht. Dovunner sinn nach 5,45 % op de Conseil arbitral de la sécurité sociale weidergaangen.

Am Joer 2018 hunn 18,86 % vun de Leit eng Oppositioun virum Conseil d'administration vun der Gesondheetskeess eragereecht. Dovunner sinn nach 3,16 % op de Conseil arbitral de la sécurité sociale weidergaangen.

ad 4. De Kontrolldokter ënnersicht d'Leit just am Kader, dee vum Gesetz virgesinn ass, oder am Ausféiere vu senge Missiounen. D'Avise vum Kontrolldokter imposéiere sech der jeeweileger Institutioun.

Den Assuré huet awer d'Méiglechkeet, eng Oppositioun beim Conseil d'adminsitration vun der Gesondheetskeess eranzereechen, wann en net mat der Decisioun d'accord ass.

De Kontrolldokter mëscht sech awer net an d'Relatioun tëschent dem Dokter a sengem Patient an. Den Artikel 421 Alinea 4 gesäit vir:

« Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n'est que sur la demande expresse du malade qu'ils formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement. »

ad 5. De Contrôle médical de la sécurité sociale zitt mat Hëllef vun der ICD-10-Klassifikatioun zënter dem 1. Januar 2019 Diagnosegruppen eraus. Well dëst awer nach ganz nei ass, konnten déi Zuelen nach net op hir Plausibilitéit hin ënnersicht ginn. Dës Zuele mussen also als provisoresch ugesi ginn a kënnen nach eventuell adaptéiert ginn.

Hei sinn elo fir déi éischt sechs Méint vun 2019 déi Krankheeten, déi am meeschte virkommen:

Krankheet	Unzuel vu Leit
Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	6.004
Troubles mentaux et du comportement	4.383
Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	2.260
Tumeurs	1.133
Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé	1.037

Question 0905 (19.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **publications des communes :**

Verschidde Gemengen hei am Land verschécken un d'Awunner vun hire Gemenge Communiquéen a Form vun Zäitschréften oder Flyeren, fir hir Awunner iwwert d'Aktualitéit vun hirer Gemeng um Stand ze halen. Dës - mat Steiergelder bezuelten - Publikatioune ginn a verschiddene Gemenge gären als politesch Bün genotzt, fir esou déi politesch Responsabel an e bessert Liicht ze stellen. An de Publikatiounen tauchen ëmmer nees déiselwecht Gesiichter op de Fotoen op, d'Berichterstattung weist tendenziéis d'Meenunge vun de Majoritéiten an net all Aspekter vu politeschen Dossiere ginn onofhängeg an onparteiesch duergestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien an Interieur dës Froe stellen:

1. Erkennt d'Regierung d'Gefor, dass d'Publikatioune vun de Gemenge fir politesch Meenungsmaach vu verschiddene politesche Verantwortleche mëssbraucht kéinte ginn? Ass d'Regierung aktuell zefridde mat der Situatioun oder gesäit si e Besoin zum Handelen an dësem Thema?

2. Existéiert fir Publikatiounen en Deontologieskodex, un dee sech d'Gemengen hale mussen? Falls neen, gedenkt d'Regierung esou ee Kodex opzestellen? Falls neen, firwat net?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass kloer Regelen, wéi zum Beispill d'Imposéiere vu Formater a Richtlinnen, engem Abus vun ëffentlech bezuelte Publikatioune kënne virbeugen?

Réponse (02.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen wëllt sech iwwer „Publikatioune vun de Gemengen" informéieren, ouni genee ze soen, wéi eng Publikatiounen hie viséiert.

Wann d'Gemeng den Editeur vun der Publikatioun ass, kann een dovunner ausgoen, dass den „Bulletin d'information" aus dem Artikel 82 vum Gemengegesetz gemengt ass.

Den „Bulletin communal" oder „Gemengebuet", wéi en oft genannt gëtt, ass am Prinzip do, fir d'Leit regelméisseg an allgemeng iwwert d'Verwaltung vun der Gemeng ze informéieren.

Wann eng Gemeng Publikatioune mécht, ass ze recommandéieren, dass déi vum Gemengerot reglementéiert ginn, domat kloer Regele fir de Contenu vun der Publikatioun festgehale kënne ginn.

De Gemengebuet ass déi eenzeg periodesch Publikatioun vun der Gemeng un d'Stéit, déi d'Gesetz virgesäit, an och just fir den Zweck vun der Publikatioun vu Gemengereglementer.

Dësen ass net vum Gesetz geregelt, an den Ament existéiert och keen Deontologieskodex, un dee sech eng Gemeng misst fir hir Publikatiounen halen. Den Artikel 82 vum Gemengegesetz erlaabt awer, och aner Publikatioune kënnen ze maachen.

Eventuell Gemengereglementer iwwert d'Publikatioune vun der Gemeng mussen net vum Innenministère approuvéiert ginn. D'Servicer vum Ministère stinn de Gemengen awer berodend zur Säit, fir déi beschtméiglech Rechtssécherheet ze erreechen.

Wann de Wonsch do ass, e Kader ze setzen, bitt hei déi geplangte Refonte vum Gemengegesetz d'Geleeënheet, fir dëst ze diskutéieren.

Question 0906 (18.07.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fichier central :**

Am Dossier ëm de sougenannten „geheime Casier" bleiwen nach eng Rei Froen onbeäntwert.

Dëst ass ënner anerem doduerch ze erklären, dass d'Ministeren et och wärend der ëffentlecher Debatt verpasst hunn, op nach oppe Froen ze äntwerten. Derbäi kënnt, dass d'Ministere behaapt hunn, sämtlech Froe wiere beäntwert, dës Äntwerten den Deputéierten zum Zäitpunkt vun den Debatten awer net zur Verfügung stoungen. Mir verlaangen dann och, dass d'Ministere konkret Äntwerte liwweren a sech net beschränken op Verweiser op Gesetzer.

Mir erlaben eis duerfir, folgend Froen un den Här Justizminister an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet ze stellen:

1. An engem „Tageblatt"-Artikel vum 29. Juni konnt ee folgende Passage liesen am Kontext vum Rekrutement bei der Justiz:

„Ein Jobanwärter ist laut eigenen Angaben mit Informationen aus dem unbekannten Register konfrontiert worden - eine illegale, aber gängige Praxis, die dem ‚Tageblatt' mittlerweile von hochrangigen Juristen aus der Staatsanwaltschaft bestätigt worden ist."

Duerfir nach eng Kéier eis Fro, déi net beäntwert gouf:

- Gouf et an der Vergaangenheet äänlech Fäll?

2. Vu dass den Här Justizminister widderspréchlech Aussoe betreffend d'Datebanke vun der Justiz gemaach huet, wéilte mir Folgendes vun him wëssen:

- Wéi eng Datebanke ginn et bei der Justiz?

- Wéi eng Autoritéit (i. e. déi national Dateschutzkommissioun [CNPD] oder d'Kontrollautoritéit fir de Schutz vu geriichtlechen Daten) ass fir wéi eng Traitementer zoustänneg? Mir erwaarden eis hei ausféierlech Äntwerten an net nëmmen e Verweis op d'Artikelen 39 a 40 vum Gesetz vum 1. August 2018.

- Ass d'Kompetenzopdeelung tëschent den zwou virgenannten Autoritéite gesetzlech kloer genuch ëmrass?

- Zu wéi engen Zwecker ginn déi Datebanke jeeweils konkret genotzt?

- Wéi vill Leit hunn Accès op déi jeeweileg Datebanken? A wéi enger Funktioun hu si déi Accèsen?

- Ass et méiglech, ze retracéieren, wie wéi eng Donnéeën zu wéi engen Zwecker benotzt huet? Wéi laang ginn dës Informatioune gespäichert?

3. Vu dass et widderspréchlech Aussoen zu der Existenz vun nominativen Datebanke bei der Justiz gëtt, wéilte mir folgend Froe beäntwert kréien:

- Ass et an den eenzelnen Datebanke méiglech, eng Recherche mam Numm ze maachen? A wéi engen Datebanken ass esou eng Funktioun virgesinn?

- Wéi eng Informatioune ginn nieft dem Numm nach encodéiert (just de Gebuertsdatum…)?

- Wann een eng Recherche mam Numm mécht, kënnt dann e vergläichbart Resultat eraus, wéi wann een eng Recherche de mots-clés op de gängege Sichmaschinnen duerchféiert, id est „späizt" de Computer dann alles eraus, wat mat där Persoun an Zesummenhang bruecht ka ginn?

- Wéi eng Informatioune kommen am Fall zum Beispill vun enger Recherche mam Numm eraus, i. e. eng Lëscht mat de relevanten Dossiersnummeren, an där déi „gesichte" Persoun virkënnt, ouni zousätzlech Detailer, oder awer eng Lëscht mat zousätzlechen Informatiounen zu där Persoun (wéi zum Beispill de Gebuertsdatum, ob een als Auteur, Coauteur, Affer etc. an engem Dossier gefouert gëtt, den Dossier selwer…)? Sinn och aner Recherchen de mots-clés méiglech? Wéi eng sinn dat?

- Awéifern sinn déi physesch Dossieren digitaliséiert?

- Gëtt och eng Lëscht (mat Datum, Motiv etc.) gefouert vun de Persounen, déi e physeschen Dossier consultéiere ginn?

4. Betreffend den Dossier pénal huet et vun der Procureure générale d'État geheescht, dass sämtlech Procès-verballen a Rapporte vun der Police beim Parquet agedroe ginn. Si wieren awer net consultéierbar. Si géifen och ni an engem Dossier pénal leien. Si géife sech op de Casier judiciaire baséieren. An enger Äntwert vum 10. Juli 2019 op eis Fro N° 0816 heescht et awer elo:

„Bei engem strofrechtleche Prozess befanne sech dofir am Dossier pénal, deen d'Geriicht zur Verfügung huet, all d'Informatiounen, déi relevant si fir d'Beuerteelung vun de Faiten, déi den Ugeklote reprochéiert kritt. Wichteg sinn an deem Kontext d'Rechter vun der Verteidegung vum Ugekloten, wat als Konsequenz huet, dass, haut wéi och an der Vergaangenheet, d'Verteidegung genau déiselwecht Informatioune kritt wéi d'Geriicht am Kader vum «accès au dossier», esou wéi d'Strofprozessuerdnung et virgesäit. Den Ugeklote kann also dozou Stellung huelen a sech verteidegen, esou wéi et fir e Strofprozess am Gesetz virgesinn ass."

- Wéi erkläert de Minister sech dës widderspréchlech Aussoen?

- Kann de Minister ausschléissen, dass Procès-verballen an/oder Rapporten, déi d'Justiz vusäite vun der Police kritt huet an déi laut der Procureure générale d'État net consultéierbar si fir d'Justiz, iwwert den Ëmwee vun der Police awer am Dossier pénal landen?

- Fënnt de Minister et net problematesch, dass (i) sech am Dossier pénal eventuell Faite befannen, déi ni vusäite vum Parquet poursuivéiert goufen, wou en Non-lieu oder en Acquittement respektiv eng Rehabilitatioun gesprach gouf an (ii) déi de Riichter a senger Beuerteelung beaflossen?

- Ass d'Ausso, dass eng Persoun am Kontext vum Strofprozess dozou Stellung kann huelen, net en Aveu, dass hei Saache schiflafen?

5. Et ass nach ëmmer net kloer, wéi eng Datebanke vun der Police bedriwwe ginn. Duerfir eis Froen:

- Wéi eng Datebanke ginn et bei der Police?

- Zu wéi engen Zwecker ginn déi Datebanke jeeweils konkret genotzt?

- Wéi vill Leit hunn Accès op déi jeeweileg Datebanken? A wéi enger konkreter Funktioun hu si déi Accèsen?

- An enger Äntwert vum 10. Juli 2019 op eis Fro N° 0771 heescht et:

« Si la police transmet des données dont elle est le responsable du traitement à une autre administration, ce n'est pas la police qui prend une décision sur base de ces données, mais l'administration requérante. Dans la plupart des cas précités, la police n'établit pas de rapport ou d'avis détaillé, mais elle informe simplement cette administration/autorité que pour la personne en question l'interrogation de la base de données est positive par rapport aux critères légalement déterminés. La décision définitive prise par l'administration requérante doit être motivée comme toute décision administrative et être communiquée à l'intéressé afin de lui ouvrir la possibilité d'introduire un recours en cas de désaccord. »

- A wéi enge Fäll deelt d'Police polizeilech Informatioune spontan mat anere Verwaltungen?

- A wéi enge Fäll geschitt dat op Ufro?

- A wéi enge Fäll redigéiert d'Police e Rapport respektiv en Avis détaillé? A wéi enge Fäll gëtt just informéiert, dass d'Opruffe vun engem Numm positiv oder negativ an hiren Datebanke war?

- Wéi ginn déi betraffe Persounen informéiert, dass se an enger Police-Datebank gefouert ginn? Wa se net doriwwer informéiert ginn, wéi kënne se dann hir Rechter ausüben?

6. Mir goufen an enger Äntwert vum 9. Juli 2019 op eis Fro N° 0823 informéiert, dass eng vun de laangjärege Recommandatioune vun der Artikel-17-Kontrollautoritéit net de Fichier central vun der Police viséiert huet, mä de Journal des incidents. An engems gouf drop verwisen, dass de Journal des incidents zanter dem 1. Abrëll 2019 duerch en neie System ELS ersat gouf.

- Kënnen d'Ministere confirméieren, dass den ELS mëttlerweil konform ass mat de Recommandatioune vun der deemoleger Artikel-17-Kontrollinstanz?

- Wann net, firwat ass dat nach net de Fall?

7. An der Äntwert vum 10. Juli 2019 op eis Fro N° 0816 heescht et dann, wat d'Späicherung vun Informatiounen zu de Mannerjäregen (Jugendschutz) betrëfft:

„D'Recommandatioune vun der Kontrollautoritéit geméiss Artikel 17 hu sech net op de Fichier central bezunn, ma op den ‚Journal des incidents (JDI)', deen den 1. Abrëll 2019 duerch en neie System, den ‚Einsatzleitsystem (ELS)'', ersat gouf. Am JDI/ELS goufen ni esou Procès-verballen a Rapporte gespäichert."

- Wéi erkläert sech de Minister dës widderspréchlech Aussoen?

- Op där enger Säit betreffen d'Recommandatiounen de Journal des incidents/ELS, op där anerer Säit goufen ni esou Rapporten oder Procès-verballen am JDI/ELS gespäichert. Huet d'Artikel-17-Kontrollautoritéit sech éiere geiert?

8. Méi generell stellt sech d'Fro, wéini op Police-Antecedentë kann zréckgegraff ginn. De Minister fir bannenzeg Sécherheet huet am Plenum vun aacht Situatioune geschwat.

- Kann de Minister eis déi aacht Situatiounen oplëschten?

- Ass déi Lëscht exhaustiv?

9. Wat d'Zouloossen zu de Feierlechkeete fir Nationalfeierdag ugeet, gouf et keng Äntwerten am Plenum. Och déi deementspriechend parlamentaresch Fro bleift bis haut onbeäntwert. Et stelle sech awer an deem Kontext nach zousätzlech Froen, déi sech aus dem Reportage op RTL erginn:

- Gëtt hei e systematesche Screening duerchgefouert oder gi just eng Rei Leit gescreent? No wéi enge Kritäre gëtt entscheet, wien engem Screening ënnerzu gëtt oder net?

- Gëtt de Screening just fir Nationalfeierdag oder och nach fir aner Manifestatiounen duerchgefouert? Wéi eng sinn dat?

- Wat ass déi legal Basis vun deene Screeningen?

- Wie mécht dee Screening, just d'Police oder och aner Servicer (Geheimdéngscht etc.)? Wéi eng Date gi fir esou ee Screening consultéiert (just de Fichier central vun der Police)?

- Wéi eng Informatioune ginn an deene Fäll weidergeleet (just d'Info, dass d'Interrogatioun an der Datebank „positiv" verlaf ass, en Avis sommaire oder awer en Avis détaillé)?

- U wie ginn dës Informatioune weidergeleet? Just un de Service vum Protokoll vum Ausseministère?

- Sinn an deene Fäll Recourse virgesinn? Wéi eng sinn dat? Kann een dës Recoursméiglechkeeten als „effektiv" bezeechnen?

- Wéi bewäert d'Regierung den Ëmstand, dass an enger Äntwert op e Bréif vun där Persoun, déi am RTL-Reportage ze gesi war, de Policegeneraldirekter den 19. Dezember 2018 (also véier Méint nom Akraafttriede vun de jeeweilegen Dateschutzgesetzer) Folgendes schreift:

« Effectivement, bien que le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police générale ait perdu sa base légale avec l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, la police applique toujours les règles relatives aux délais de conservation en attente de nouvelles règles à fixer d'après les nouvelles dispositions. »?

Réponse commune (02.08.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Hei d'Äntwerten op déi Froe vun der parlamentarescher Ufro, déi der Zoustänneg-keet vum Justizminister ënnerleien.

ad 1.

- Wéi scho vun de Justizautoritéiten erkläert ginn ass, beruffe si sech op den Artikel 2 Paragraf 1, Buschtaf c) vum Gesetz iwwert de Beamtestatut vum 16. Abrëll 1979 souwuel wéi op den Artikel 3 Paragraf 1, Buschtaf c) vum Gesetz iwwert d'Employés de l'État vum 25. Mäerz 2015, wou d'Appreciatioun virgesinn ass vun de verlaangte Garantië vun der Moralitéit, deemno fir d'Iwwerpréiwung vun de Kandidatinnen a Kandidaten, déi bei de Justizautoritéite wëllen agestallt ginn.

Dobäi muss awer ervirgehuewe ginn, dass d'Justizautoritéiten nëmme bei relativ wéinege Leit selwer Virstellungsgespréicher féieren, an dat haaptsächlech bei Poste fir d'Attachés de justice, verschiddenen Employésposte fir en CDI- oder en CDD-Kontrakt am Groupe de traitement A1, wéi zum Beispill Referendairen, Analystes financiers fir an d'Cellule de renseignement financier, oder och verschidden Informatiker. Déi aner Poste lafen, wéi bei de Verwaltunge vum Stat och, iwwert de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO). D'Astellunge selwer ginn an alle Fäll vum CGPO gemaach.

ad 2.

- D'Lëscht vun den Traitementer, déi et bei de Justizautoritéite gëtt, wäert fir den Ufank vun der Année judiciaire 2019-2020 am September virleien, wann de Registre des activités de traitement, esou wéi en am Gesetz virgesinn ass, finaliséiert ass. Dee Regëster beinhalt op den Dag vun haut 86 Traitementer. Zu där Lëscht kann een och nach zwee aner Traitementer derbäizielen, déi vun der Cellule de renseignement financier gemaach ginn. Dat ass en onofhängegt Organ, mä et fonctionnéiert awer ënnert der administrativer Opsiicht vum Procureur général d'État, esou wéi et am Gesetz vum 10. August 2018 « modifiant certaines lois et portant organisation de la Cellule de renseignement financier » virgesinn ass.

Am Regëster sti souwuel manuell wéi och digital Fichieren. An der éischter Kategorie sinn typescherweis kleng Fichieren, déi bal ëmmer op en eenzelne Service beschränkt sinn.

Dee Registre des activités de traitement steet dem Gesetz no den Dateschutzkontrollautoritéiten, déi do sinn, d'Autorité de contrôle judiciaire (ACJ) an d'Commission nationale de la protection des données (CNPD), op Demande zur Verfügung.

- Wéi d'Gesetz vum 1. August 2018 et a sengen Artikelen 39 a 40 virgesäit, huet d'CNPD déi allgemeng Kompetenz, fir d'Dateveraarbechtung zu Lëtzebuerg ze kontrolléieren, an déi justiziell Dateschutzautoritéit (Autorité de contrôle judiciaire) huet nëmmen eng Kompetenz fir déi Dateveraarbechtung, déi hir duerch den Artikel 40 vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 attribuéiert ginn ass.

Déi justiziell Dateschutzautoritéit ass zoustänneg, wann zwou Konditiounen erfëllt sinn:

1.°Den „Responsable du traitement" ass eng Juridictioun, vum Ordre judiciaire oder vum Ordre administratif, oder de Parquet, an

2.°d'Dateveraarbechtung gëtt gemaach am Kader vun der Ausübung vun der juridictionneller Fonctioun.

Esou ënnerläit zum Beispill de JUCHA der Kompetenz vun der justizieller Dateschutzautoritéit, mä e Fichier, deen zum Beispill als Finalitéit d'Gestioun vun den Accès-Badgen an d'Gebai vum Geriicht huet, dee fält ënnert d'Zoustännegkeet vun der CNPD. Datselwecht ass zum Beispill de Fall fir de Fichier „Gestion du personnel".

All d'Fichieren, déi vun engem Geriicht oder vum Parquet gefouert ginn an déi eng Finalitéit vun „case management" hunn, wéi de JUCHA zum Beispill, falen ënnert d'Zoustännegkeet vun der justizieller Dateschutzautoritéit.

Fir weider Informatioune verweisen ech op d'parlamentaresch Dokumenter zum Projet de loi N° 7168, deen duerno d'Gesetz vum 1. August 2018 ginn ass.

- Esou, wéi se am Gesetz beschriwwen ass, jo. Froen, déi opkommen, ginn am Kader vu bilaterale Consultatioune geléist, woubäi ervirgehuewe muss ginn, dass d'CNPD duerch zwee Memberen (ee Membre effectif an ee Membre suppléant) an der ACJ vertrueden ass.

- Accès hunn ëmmer nëmmen déi Leit, déi eng duebel Konditioun erfëllen: En Accès muss opgrond vun hirer Funktioun néideg sinn an zudeem muss den Accès en direkten Zesummenhang mat der individueller Aarbecht hunn, dat heescht, se mussen ëmmer och en dossiersbedéngte Besoin hunn, fir eng Donnée ze consultéieren. Dëse Prinzip ass och an interne Circulairë vum Procureur général d'État festgeluecht ginn.

Déi grouss Fichiere bei de Justizautoritéite si vun Ufank un nom „Privacy by design"-Prinzip opgestallt ginn an d'Accèse sinn den eenzelne Poste vun de Leit ugepasst.

- All déi digital Fichieren hunn eng Log-Funktioun agebaut, déi erlaabt, festzestellen, wie wéini wéi eng Donnéeë gekuckt huet. E präzise Motiv muss am Fall vun enger Kontroll ugi ginn. D'Logfiles ginn dräi Joer laang gehalen.

Bei de manuelle Fichiere gëtt et keng esou eng Funktioun; dëst ass awer och au vu vun der Natur vun dësen Traitementer, well dat bis elo dateschutzrechtlech als net noutwendeg empfonnt ginn ass.

ad 3.

- Zum bessere Versteesdemech: An der Logik vum Dateschutz muss ee grondsätzlech ënnerscheeden tëschent engem „Fichier nominatif" an engem „Fichier de données nominatives". Deen éischte Genre vu Fichier ass effektiv esou opgebaut, dass et pro Persoun, déi an dee Fichier agedroe gëtt, eng Fiche gëtt, an op där Fiche stinn déi Informatiounen, déi déi Persoun betreffen. E Beispill fir esou e Fichier ass den „Casier judiciaire".

Op där anerer Säit gëtt et „Fichiers de données nominatives", wéi de JUCHA. Dee Fichier huet net als Finalitéit, fir pro Persoun eng Fiche opzestellen, mä ass just do, fir den administrative Suivi an d'Gestioun vun deene Faiten a Prozeduren ze maachen, mat deenen d'Justizautoritéite saiséiert gi sinn, dat ass ewéi en Inhaltsverzeichnis bei engem Buch. Déi eigentlech Dossiere sinn - an aller Regel a Pabeierform - bei deene Magistraten, déi um Dossier schaffen. De JUCHA ass ausserdeem no Notiznummeren organiséiert, dat heescht, dass all Dossier eng eegen Nummer huet, ob eng Persoun bekannt ass oder ob den Dossier géint Onbekannt opgemaach ginn ass. Wichteg ass ze ënnersträichen, dass am JUCHA nëmmen Informatiounen zum Dossier stinn, a keng Dokumenter opgeholl gi sinn, mat Ausnam vun de Facturen, déi als Frais de justice gëllen an aus evidenten Effizienzgrënn zentral verwalt ginn, an awer trotzdeem mussen dem Geriicht an de Prozessparteie kënnen zur Verfügung gestallt ginn am Fall, wou et eng Contestatioun zu de Fraise géif ginn.

Dëst ass jee no Fichier verschidden, well net all Fichier déi nämlecht Donnéeë brauch. De Regëster vun den Deliberatioune vun der Cour huet ganz aner Besoine wéi zum Beispill de Casier judiciaire. Am Registre des traitements wäerten ab der Rentrée judiciaire all déi Donnéeën am Detail verzeechent sinn.

- Neen. Et gëtt keng Sichfunktioun, déi all d'Fichiere géif ënner sech verbannen a se all géif duerchsichen, fir all d'Donnéeën, déi iwwer eng eenzel Persoun verzeechent wieren, erauszefannen.

- Och hei hänkt et vum jeeweilege Fichier of. Beim JUCHA kommen déi do genannten Detailer bei net archivéierten Dossieren eraus, bei archivéierten Dossieren ass et nëmmen nach d'Nummer vun dem Dossier an d'Informatioun vum Roll vun der Persoun an deem Dossier (Affer, Zeien...), an natierlech d'Donnéeë vun der Persoun, déi och am RNPP-Fichier stinn (Registre national des personnes physiques), fir en Iertum ze verhënneren am Fall vun enger Homonymie. Et hänkt also ëmmer vun der Finalitéit vum Fichier of, wat op eng Nofro hin erauskënnt.

Den 10. Juli huet d'Chamber eng Motioun vum honorabelen Deputéierte Sven Clement duerch Vote à main levée ugeholl, déi d'Regierung invitéiert huet, mat „screenshots" vun anonyme Beispiller de JUCHA duerzestellen.

Ech wëll heimadder dëser Opfuerderung nokommen.

(Document à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- D'Commissions rogatoires internationales an d'Mandats d'arrêt européen sinn digitaliséiert a kënnen iwwert de JUCHA opgeruff ginn, wann den Droit d'accès an den Intérêt spécifique bestinn. Déi normal penal Dossiere ginn am Moment och digitaliséiert, wéi den Artikel 85 vum Code de procédure pénale et erlaabt, en vue vun der Kommunikatioun un d'Affekoten. Et besteet allerdéngs kee Lien tëschent dem JUCHA an dem Fichier, wou dës Dossiere versuergt sinn, soudass souwuel de Parquet wéi och d'Geriicht, contrairement zu den Affekoten, nëmme kënnen um Pabeiersdossier schaffen an net den digitalen Dossier kënne consultéieren.

Am Kader vun der Schafung vum Parquet européen wäerten d'Justizautoritéiten allerdéngs op de Wee vun engem digitale penalen Dossier goe mussen, well dës Form am europäesche Reglement iwwert de Parquet européen virgeschriwwen ass.

- D'Consultatioun vun de physesche Strofdossiere gëtt am Dossier selwer vermierkt, wann et duerch eng Partei oder hiren Affekot gemaach gëtt. D'Consultatioun duerch de Parquet gëtt net speziell vermierkt, vu dass et jo dem Parquet säin Dossier ass an en opgrond vum Code de procédure pénale dësen Dossier all Moment kucke kann.

Fir déi ënnerschiddlech Fichiere gëlle jeeweils aner an zum Deel spezifesch Regelen. Am Prinzip gëtt awer bei physeschen Dossieren net speziell Buch iwwert d'Accèse gefouert.

ad 4.

- Och hei läit keng widderspréchlech Ausso vir. Wann um Parquet e Procès-verbal oder e Rapport vun der Police erakënnt, da gëtt en am JUCHA saiséiert mat enger Referenznummer, mam Libellé vun der juristescher Qualifikatioun vum Fait, ëm deen et geet, zum Beispill „coups et blessures volontaires", mat der Nummer vum Procès-verbal oder dem Rapport, mam Numm, mam Gebuertsdatum an der Qualitéit, an där d'Persoun opgeholl ass (Zeien, Affer, Täter), déi am Procès-verbal oder am Rapport ernimmt ginn ass.

Méi spéit kommen do natierlech zousätzlech Informatiounen derbäi, déi de Suivi vun der Affär betreffen, wéi zum Beispill, ob de Fait „classé sans suites" ginn ass, ob beim Untersuchungsriichter eng Instruction préparatoire ugefrot ginn ass, ob den Untersuchungsriichter d'Police judiciaire mat enger Perquisitioun chargéiert huet, ob a wéini den Dossier bei d'Chambre du Conseil gaangen ass etc.

De Procès-verbal oder de Rapport selwer kënnt, wéi scho gesot, net an de JUCHA, mä kënnt an de manuellen Dossier, deen dee Magistrat huet, deen d'Affär attribuéiert kritt huet. Dofir ass de Procès-verbal selwer och net am JUCHA consultéierbar.

Wann eng Affär da fäerdeg instruéiert ginn ass an d'Geriicht („juridiction de jugement") mat der Affär befaasst gëtt, dann huet dat Geriicht selbstverständlech och en Dossier, an dat ass deen, deen d'Madamm Procureur général d'État den „Dossier pénal" genannt huet.

Zu der Fro, wat an deem „Dossier pénal", deen also d'Geriicht huet, alles dran ass, do kann een de Verbatim vun der gemeinsamer Sitzung vun der Commission de la Justice a vun der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense vum 3. Juli 2019 zitéieren, Säite 6 a 7, wou den Här Jean-Claude Wiwinius, President vun der Autorité de contrôle judiciaire a vun der Cour supérieure de justice, sech esou ausgedréckt huet:

„Mir haten d'Gefill um Geriicht, et géif elo och behaapt ginn, et géif gemengt ginn, esou, loosse mer et Fichieren nennen, et ass de Casier, Casier bis genannt ginn, an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn, et géif an den Dossiere vum Geriicht leien. (…) Dat ass net wouer! (…) Also ech präziséieren dat hei: Mir hunn esou Saachen net an eisen Dossieren, an ech hunn et och mat Kolleege beschwat. Ech mengen, dat schéngt mer wichteg ze sinn. Dat (…) wier a mengen Aen dat Schlëmmst (…), wa mir géifen Decisiounen huelen a mir hätte Saachen do, déi d'Defense net géif kennen. Dat stëmmt net!"

Dat heescht, dass den Dossier pénal, also den Dossier iwwert déi spezifesch Affären, iwwert déi e Strofgeriicht ze befannen huet, nëmmen aus de prozeduralen Akten zu dëse Faite besteet, esou wéi dem Bulletin Nummer 1 vum Casier judiciaire vum Beschëllegten. D'Äntwert vum 10. Juli 2019 op déi parlamentaresch Ufro N° 0816 huet, op där anerer Säit, däitlech gemaach, dass am Dossier pénal, deen d'Geriicht huet, natierlech all déi Procès-verballen a Rapporten draleien, déi eppes mat deem Fait ze dinn hunn, mat deem d'Geriicht befaasst ass.

Wann et zum Beispill ëm e bestëmmte Fait geet, an d'Police hat en éischte Procès-verbal fir de Fait selwer gemaach, dat ass de sougenannten „Procès-verbal de base", an duerno hat den Untersuchungsriichter nach dräi Interrogatoiren an zwou Perquisitiounen ordonnéiert, déi d'Police exekutéiert huet, dann huet d'Geriicht herno am Ganze sechs Procès-verballen a sengem Dossier, an natierlech och en Extrait aus dem Casier judiciaire, well d'Geriicht muss kënne feststellen, ob den Ugekloten ënnert d'Konditioune vun der Recidive fält, esou wéi de Code pénal déi definéiert.

Esou, wéi den Här Wiwinius et erkläert huet, befanne sech am Dossier pénal vum Geriicht also keng Lëschten an/oder Extraiten aus dem JUCHA an/oder dem Fichier central vun der Police oder Äänleches, déi aner Faite betreffe wéi deen, mat deem d'Geriicht befaasst ass.

- Opgrond vun den Erklärunge vun der Madamm Procureur général d'État a vum President vun der Cour supérieure de justice kann een dat ausschléissen.

Fir komplett ze sinn: Wann en Dossier scho beim Geriicht fixéiert ass an et kënnt nach e Procès-verbal oder e Rapport eran, kënnen dës Dokumenter wuel och nach nogereecht ginn, mä ginn dann awer och de Parteie virum Prozess matgedeelt, fir dem kontradiktoreschen Debat kënnen ënnerzunn ze ginn. Eng aner Virgoensweis wier kloer rechtswiddreg. Deemno ass et legal net méiglech, dass esou Dokumenter beim Geriicht am Dossier pénal ouni d'Wësse vun de Parteie leien.

Et gëtt deemno keng Korrespondenz tëschent der Police an de Geriichter am Kader vu lafenden Affäre gefouert, ausser d'Geriicht fuerdert et un am Kader vun Affaire-criminellen, esou wéi den Artikel 218 vum Code de procédure pénale et virgesäit, an och do ass den Echange natierlech kontradiktoresch, dat heescht, d'Prozessparteie sinn all informéiert an all Element ass fräi zur Verfügung. Dëst kënnt allerdéngs extrem seele vir.

- Wéi heidriwwer ausgefouert gouf, ass dat net de Fall.

Vu dass dës Fro sech exklusiv op d'Strofprozesser bezitt, ass et net onwichteg, ze rappeléieren, dass et am Strofprozessrecht keng Regele ginn, déi dem Geriicht virschreiwen, op Basis vu wéi engen Elementer aus dem Dossier et seng Iwwerzeegung zitt (Prinzip vu der „intime conviction du juge"), an all Element kann, wann et legal erhuewe ginn ass, vum Geriicht consideréiert ginn. Gradesou wéi eng Prozesspartei sougenannte Moralitéitszeie viru Geriicht luede kann, kann och de Parquet d'Personalitéit vum Beschëllegte beliichte mat deenen Elementer, déi zu senger Verfügung stinn an déi dann och fräi a kontradiktoresch debattéiert ginn.

Och hei gëllt de Prinzip vun der sougenannter Waffegläichheet: Genausou, wei den Affekot fräi ass, Entlaaschtungselementer virzebréngen, kann de Parquet Belaaschtungselementer virbréngen, ënnert der Bedéngung, dass déi zwou Zorte legal beschaaft a kontradiktoresch debattéiert ginn.

Rehabilitéiert Decisioune stinn net méi am Casier judiciaire, déi ginn deemno och net bei Geriicht zitéiert.

- Et ass ëmmer um Geriicht, an nëmmen um Geriicht, festzehalen, ob e Bewäismëttel legal ass oder ob et muss ecartéiert ginn. Wann deemno Elementer am Dossier wieren, déi der Defense no do net hir Plaz hätten, da kann dat viru Geriicht opgeworf ginn an dann ass et um onofhängege Geriicht ze decidéieren, wat Recht ass. Dëst ass zum Beispill an dem Uerteel vum 12. Juli 2018, dat an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 0823 vum 24. Juni 2019 ernimmt gëtt, de Fall gewiescht. D'Aart a Weis fir virzegoen ass ëmmer, fir dem Beschëllegte seng Rechter ze wahren, an déi onofhängeg Geriichter, duerch all Instanzen, garantéieren dat zu Lëtzebuerg.

Et kann een deemno op guer keng Aart a Weis vun engem „Aveu" schwätzen oder dass „Saache géife schiflafen".

Hei d'Äntwerten op déi Froe vun der parlamentarescher Ufro, déi der Zoustännegkeet vum Minister fir bannenzeg Sécherheet ënnerleien.

ad 5.

- D'Police ass amgaangen, de Regëster vun den Traitementer ze erstellen, esou wéi dat am Artikel 23 vum Transpositiounsgesetz vun der Dateschutzdirektiv respektiv am Artikel 30 vum RGPD virgesinn ass. Dee Regëster beinhalt am Moment (Versioun vum 18. Juli 2019) 53 verschidden Traitementer, mä dës Aarbecht ass nach net definitiv ofgeschloss, notamment well et net ëmmer esou kloer ass, ob een Traitement aus enger oder méi Datebanke besteet. Des Weidere stelle sech Froen, ob Traitementer, déi eng international legal Basis hunn (zum Beispill EUROPOL, NSIS, PNR ...), och nach gesënnert opgezielt musse ginn. Datselwecht gëllt fir Traitementer, déi duerch en nationaalt Gesetz am Detail geregelt sinn (wéi zum Beispill d'Gesetz iwwert den ADN vun 2006).

- D'Gesetz vum 22. Februar 2018 regelt am Kapitel 2, Sektioun 2 den Informatiounsaustausch mat anere Verwaltungen. Den Artikel 24 gesäit de spontanen Austausch explizitt vir. Mam spontanen Austausch ass gemengt, dass d'Police d'Initiativ ergräift, enger anerer Verwaltung eppes matzedeelen, well si der Meenung ass, dass déi Verwaltung dat sollt wëssen, ouni dass déi et selwer gefrot huet. Esou e spontanen Austausch ass awer bis elo nach net gemaach ginn.

- Hei sinn déi Fäll, déi mir bekannt sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dernieft kann een awer och nach folgend Situatiounen zitéieren, wou punktuell en Echange gemaach gëtt:

- op Demande vun dem Service Protocole vum Ausseministère, vun der Cour grand-ducale an aneren Autoritéiten an Instanzen am Kader vun der Protektioun an der Sécherheet vun der Persoun vum Dignitaire am Zesummenhang vun engem aussergewéinlechen Evenement;

- op Demande vu verschiddenen Ambassaden am Kader vum Rekrutement vun neiem Personal.

Bei dëse punktuellen Echangë muss d'Police sech un d'Gesetz vum 22. Februar 2018 iwwert den Informatiounsaustausch halen. An dësen zwee Fäll stellt sech allerdéngs d'Fro, ob do net och misst eng spezifesch legal Basis geschafe ginn.

Weider ass nach ze soen, dass d'Police amgaangen ass, eng Prozedur mam Commissariat aux affaires maritimes auszeschaffen am Kader vum Gesetz iwwert de Registre maritime.

- Et ass un der Verwaltung, déi ufreet, fir festzeleeën, no wéi enge Kritäre gescreent soll ginn. D'Police informéiert dann iwwert d'Persounen, ob déi Kritären zoutreffen. Op Nofro kann da méi am Detail gekuckt ginn, ob eng Persoun ecartéiert soll ginn, ouni awer dass d'Police Ableck an d'Dokumenter oder d'Datebank gëtt. Et ass awer seelen, dass eng Verwaltung nofreet, meeschtens geet d'Informatioun duer, dass eng Persoun polizeilech bekannt ass.

- Ech verweisen op d'Äntwert 5 vun der parlamentarescher Ufro N° 0752, wou ech erkläert hunn: « Le droit d'accès de la personne concernée est réglé par les articles 13 et 14 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

Le droit de rectification ou d'effacement des données à caractère personnel est réglé par l'article 15 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

À ces fins, le justiciable peut s'adresser à la police et plus particulièrement au délégué à la protection des données de la police. Les informations y afférentes sont publiées sur le site Internet de la police, en application des articles 11 et 12 de la loi précitée du 1er août 2018. »

ad 6.

- D'CNPD ass informéiert, dass de JDI duerch den ELS ersat gouf, an d'Police huet d'CNPD och informéiert, wéi den ELS aus senger Testphas eraus war, fir dass d'CNPD hir Kontrollfunktioun kann assuréieren. Bis elo huet d'CNPD den ELS nach net inspektéiert, wat awer och absolutt normal ass, wëll an där kuerzer Zäit, wou e leeft, nach net vill Donnéeë gesammelt goufen. D'Police kann duerfir net soen, ob d'Ännerungen, déi gemaach goufen am ELS, den Zousproch vun der CNPD kréien. Et dierf een an deem Kontext och net vergiessen, dass duerch den neie legale Kader vläicht fréier Kriticken net méi zoutreffe souwéi eventuell och neier derbäikomme kéinten.

ad 7.

- Et handelt sech net ëm eng widderspréchlech Ausso. Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 0816 präziséiert, gi keng Rapporten oder Procès-verballen am JDI/ELS gespäichert. Dëse Programm erlaabt just, fir eng kleng Beschreiwung vun dem Virfall anzedroen.

- Neen, d'Artikel-17-Kontrollautoritéit huet an hire Recommandatiounen zum Journal des incidents/ELS bemängelt, dass de Polizisten hir Beschreiwungen iwwer hir dagdeeglech Aktivitéiten a Feststellunge gespäichert ginn an enger „banque de données globale ouverte à tous les agents sur l'ensemble du territoire". Dat heescht awer net, dass am JDI/ELS Rapporten a Protokoller gespäichert sinn.

ad 8.

- Am Tableau ënnert der Fro 5 sinn déi Fäll opgelëscht, déi mir aktuell bekannt sinn, an deenen d'Police op Ufro vun externen Autoritéiten e Screening mécht.

Derniewent mécht d'Police e Screening am Kader vun der „Enquête de moralité", déi bei de Rekrutementer vu Poliziste gemaach gëtt, esou wéi dat am Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale virgesinn ass, an am Kader vun de Vérifications des antécédents, déi d'Police mécht, ier se Autorisations d'accès fir de Fluchhafen erausgëtt, dëst op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 24. Februar 2016 « relatif aux conditions d'accès à l'aéroport de Luxembourg et aux contrôles de sécurité ».

De Minister fir bannenzeg Sécherheet huet iwwer Courrier vum 16. Juli de Chamberspresident gefrot, fir no der Rentrée en Echange iwwert déi verschidde Vérifications des antécédents mat der zoustänneger Kommissioun ze hunn. Bei där Geleeënheet kënne mir am Detail op all d'Froen agoen, déi sech an dësem Kader stellen.

ad 9.

- De Minister fir bannenzeg Sécherheet verweist hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0945.

- Wéi schonn uewe gesot ginn ass, gëtt e Screening gemaach op Demande vum Service Protocole vum Ausseministère, vun der Cour grand-ducale an aneren Autoritéiten an Instanzen am Kader vun der Protektioun an der Sécherheet vun der Persoun vum Dignitaire am Zesummenhang vun engem aussergewéinlechen Evenement.

- De Minister fir bannezeg Sécherheet verweist héi op d'Äntwert op d'Fro N° 0005.

- D'Police consultéiert just de Fichier central, fir hiren Avis ze maachen. Wann an enger Gesetzgebung och nach de Réckgréff op aner Servicer virgesinn ass, freet d'Police just en Avis vun deem Service, mä si huet awer keen Accès op Fichiere vun engem anere Service (zum Beispill SRE).

Den 10. Juli huet d'Chamber eng Motioun vum honorabelen Deputéierte Sven Clement duerch Vote à main levée ugeholl, déi d'Regierung invitéiert huet, mat „screenshots" vun anonyme Beispiller de Fichier central duerzestellen.

Ech wëll heimadder dëser Opfuerderung nokommen.

Fichier central, Fonctionnement d'une recherche avec deux moteurs de recherche différents

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0945.

- Am Fall vum Nationalfeierdag just un de Service vum Protokoll vum Ausseministère.

- Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlementaresch Ufro N° 0945.

- Wéi d'Gesetz vum 1. August 2018, dat d'Dateschutzdirektiv transposéiert huet, a Kraaft getrueden ass, louch d'Decisioun, wéi laang d'Donnéeë gehale kënne ginn, beim „Responsable du traitement", also dem Generaldirekter vun der Police. Näischt huet also verhënnert, déi Regele bäizebehalen, esou wéi d'Police dat och fir d'Fichiere vun den Avertissements taxés, den automatesche Radaren oder dem VisuPol gemaach huet. De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass awer der Meenung, dass d'Ausféierungsbestëmmungen iwwer Règlement grand-ducal solle fixéiert ginn. An deem Kontext misst ee sech och iwwert d'Durée de conservation Gedanke maachen.

Q20

Question 0907 (17.07.2019) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **Banque européenne d'investissement :**

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'un des principaux bailleurs de fonds pour la construction et la modernisation d'infrastructures énergétiques au monde.

Selon l'analyse du réseau Bankwatch Network, la BEI aurait investi 11,8 milliards d'euros dans des projets d'énergie fossile de 2013 à 2017.

La politique de financement en faveur du secteur énergétique de la BEI est déterminée par des critères de sélection et d'évaluation des projets énergétiques. Ces critères de prêt font actuellement l'objet d'une révision, car ils datent encore de 2013 et précèdent donc à la fois le « Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 » de l'Union européenne, l'Accord de Paris sur le climat et les plus récentes réglementations européennes en matière d'énergie.

La révision aura un impact important sur le choix des types de projets énergétiques qui seront financés par la BEI dans les années à venir et donc sur la vitesse de la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique. Par souci de cohérence politique et d'impact pro-climatique, les futurs critères de prêt de la BEI devraient donc être alignés sur les nouveaux enjeux et engagements européens et mondiaux liés à la lutte contre le changement climatique.

Dans le cadre du processus de révision, une proposition pour de nouveaux critères sera soumise aux actionnaires de la banque et sera discutée en automne 2019. Le Gouvernement luxembourgeois est un des actionnaires de la banque et est représenté au Board of Directors de la BEI.

Par ailleurs, le président français Emmanuel Macron a lancé l'idée de créer une « banque européenne du climat » dans sa « Lettre aux Européens » publiée le 5 mars dans plusieurs quotidiens de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants :

1) Estimez-vous que la BEI puisse devenir la « banque européenne du climat » proposée par le président Macron ?

2) Dans le cadre des discussions sur la nouvelle politique de prêt de la BEI dans le secteur de l'énergie, le Luxembourg s'engagera-t-il pour que les critères et donc les financements sectoriels de la BEI soient alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris, c'est-à-dire de contenir collectivement le réchauffement climatique en dessous de 2° C en visant une limitation à 1,5 °C ?

3) Dans les mêmes discussions, le Luxembourg s'engagera-t-il pour que les crédits de la BEI pour l'exploitation des sources d'énergies fossiles, mais également pour de nouveaux réseaux de transport et de distribution de gaz soient abandonnés ?

Réponse commune (22.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Entre la période de janvier et mars 2019, la Banque européenne d'investissement a conduit une consultation publique sur sa politique de prêt dans le secteur de l'énergie. L'objectif de cette consultation publique a été de déterminer la manière comment la Banque peut au mieux accompagner la politique énergétique visée par l'Union européenne et ainsi contribuer au respect des objectifs climatiques et énergétiques de long terme, notamment fixés par l'Accord de Paris. Les résultats de la procédure publique ont donné lieu à l'établissement d'un projet de rapport concernant une nouvelle approche en matière de politique de prêt dans le secteur de l'énergie de la Banque. Dans ce projet de rapport, la Banque souligne son rôle dans le financement en infrastructures innovantes et faibles en intensité carbonique. La Banque y évoque également son engagement à entamer une phase transitoire lui permettant, d'ici à 2020, de cesser d'accompagner des projets énergétiques dépendants des combustibles fossiles et à aligner ses activités dans le secteur énergétique avec les objectifs de l'Accord de Paris.

Partant, la BEI est d'ores et déjà la « banque climatique européenne », de manière à ce qu'il n'est guère opportun d'envisager la création d'une structure additionnelle en la matière.

Le Luxembourg accueille favorablement les engagements pris par la BEI dans le cadre de ce projet de rapport. Partant, le Grand-Duché plaide en faveur d'un alignement de la politique de la BEI en matière de prêts dans le secteur énergétique aux objectifs de l'Accord de Paris et aux actions menées en Europe en faveur de causes climatiques et énergétiques.

De manière générale, un des objectifs poursuivis par le Luxembourg, au travers de sa présence au niveau d'un grand nombre d'institutions financières internationales, est de promouvoir et d'encourager les initiatives multilatérales dans le domaine des finances durables et de souligner le rôle que sa place financière internationale peut jouer en matière de finance durable.

Le Luxembourg a ainsi déjà conclu divers accords avec des institutions internationales, ainsi que des partenariats publics-privés, soutenant des initiatives soutenables. À ce titre, on peut citer notamment la création en 2016 de la plateforme commune de finance climatique - la « Luxembourg-EIB Climate Finance Platform » - ensemble avec la Banque européenne d'investissement, qui finance des projets à fort impact dans le domaine de l'action pour le climat et ayant des retombées positives sur l'environnement et le développement. Cette plateforme a notamment investi un montant de cinq millions d'euros dans le « Green for Growth Fund », ce qui a permis audit fonds de mobiliser des financements privés en faveur du développement d'énergies renouvelables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. De même, le Luxembourg est un partenaire stratégique de la Société financière internationale, une structure de la Banque mondiale, et assure une assistance technique au « Amundi Planet Emerging Green One Bond Fund », le plus grand fonds d'obligations vertes au monde dédié aux marchés émergents.

Question 0909 (17.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prime fiscale pour l'achat d'un vélo ou d'un pedelec :**

Dans sa volonté de promouvoir la mobilité douce, le Gouvernement a introduit en 2017 une déduction fiscale de 300 euros pour tout achat de vélo neuf.

Cette mesure a été suivie à partir du 1er janvier 2019 d'une prime de maximum 300 euros pour l'achat d'un vélo neuf.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de l'Environnement quel a été l'écho à ces deux mesures.

- Combien de cyclistes ont entre-temps pu en profiter ?

- Quel est le délai d'attente pour le versement de la prime ?

Réponse commune (19.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure gouvernementale promouvant la mobilité douce en octroyant une déduction fiscale pour l'achat d'un vélo neuf, les chiffres à disposition au 31 juillet 2019 renseignent pour :

- l'année 2017, 4.085 déductions dont 3.769 déductions par imposition par voie d'assiette et 316 déductions par décompte annuel ;

- l'année 2018, 1.878 déductions, dont 1.733 déductions par imposition par voie d'assiette et 145 déductions par décompte annuel.

Concernant la prime pour l'achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté neuf, 2.509 subsides ont été accordés jusqu'au 30 août 2019.

Le délai de traitement des dossiers de demande est d'environ six semaines.

Question 0910 (17.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **droit au compte :**

Zanter dem Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'Bankkonten huet all Verbraucher a Verbraucherin, déi sech an der Europäescher Unioun ophalen (och Persounen ouni Openthaltserlaabnis), d'Recht op e Bankkont, onofhängeg vun hirer Bonitéit. Dëst Gesetz transposéiert d'europäesch Direktiv 2014/92/EU.

Et ginn nëmmen e puer Grënn am Gesetz opgelëscht, ënnert deenen d'Banken d'Opmaache vun engem Kont, deen ënnert d'Kapitel 4 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 fält, refuséiere kënnen. An deem Fall steet de Verbraucherinnen a Verbraucher awer d'Reklamatioun bei der CSSF oppen.

E Basiskont, wéi en am Gesetz beschriwwen ass, soll et jidderengem erméiglechen, um Bankesystem an domadder och un elektronesche Paiementer deelzehuelen. Fir dëst ze garantéieren, sinn am Artikel 27 déi eenzel Servicer opgelëscht, déi esou e Basiskont muss hunn, genausou wéi och am Artikel 28:

« Les établissements concernés proposent aux consommateurs les services visés à l'article 27 à titre gratuit ou moyennant des frais raisonnables. Ces frais raisonnables sont fixés en tenant au moins compte des niveaux des revenus nationaux et des frais moyens facturés par les établissements concernés au Luxembourg pour les services proposés en liaison avec un compte de paiement. »

Datt et iwwert dës Héicht vun den Tariffer Diskussioune gëtt, ergëtt sech aus enger rezenter Petitioun vun der ULC. D'Fro iwwert d'Tariffer an d'Bewäertung vum Käschtenniveau vum Basiskont ass vu Bedeitung, well all weider Banktransaktioune mam Basiskont an e Referentiel gesat ginn, wat en objektive Verglach vu Bankservicer erméiglecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Basiskonten existéiere bei ëffentlechen a private Banken zu Lëtzebuerg a wéi huet sech dës Zuel tëscht 2017 an haut entwéckelt (wgl. no Aart vum Institut, Établissement public oder privat, opgeschlësselt)?

2. A wéi ville Fäll gouf d'Opmaache vun engem Basiskont duerch eng Bank (opgeschlësselt no Aart vum Institut) vun 2017 bis haut refuséiert an a wéi ville Fäll wor de Grond fir de Refus:

1. d'Bestoe vun engem anere Kont zu Lëtzebuerg (Art. 22)?

2. inexakt oder falsch Ugawe vum Client (Art. 23 (5) 1.)?

3. Hiweiser op eng potenziell illegal Benotzung (Art. 23 (5) 2.)?

4. eng penal Infraktioun wéi am Artikel 23 virgesinn?

5. eng Violatioun vum Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Geldwäsch an d'Terrorismusfinanzéierung (Art. 25)?

6. kee vun de genannte Grënn?

3. A wéi vill Fäll hu Verbraucher sech, tëscht 2017 an haut, wéinst dem Refus vun engem Basiskont bei der CSSF beschwéiert (Art. 26)?

4. A wéi vill Fäll gouf esou eng Prozedur mat Succès ofgeschloss, ergo a wéi vill Fäll huet de Client herno kënnen e Kont opmaachen?

5. A wéi vill Fäll goufe Basiskonten tëscht 2017 an haut vun der Bank gekënnegt?

6. Gëtt et e Modell vun engem „Client type", deen applizéiert ka ginn, fir en Duerchschnëttskäschtepunkt vun engem Basiskonto ze bewäerten?

7. Vergläicht d'Regierung, wéi am zweete Saz vum Artikel 28 virgesinn, d'Duerchschnëttsfraise vun den ënnerschiddleche betraffenen Instituter?

1. Wa jo, wéi ass d'Verdeelung vun de Fraisen a wéi ass de Median?

2. Wann neen, wéi wëllt d'Regierung den Artikel 28 effektiv duerchsetzen?

8. Huet d'CSSF zanter 2017 ënnert dem Artikel 31 Aktiounen ënnerholl?

1. Wa jo, wéi vill a wéi vill dovunner, fir d'Anhale vum Artikel 28 ze bewäerten?

2. Wann neen, firwat net?

9. Ginn et Offeren, wou d'Banke Clientsgruppe méi bëlleg méi Servicer offréiere wéi de Basiskont?

10. Wéi héich sinn d'Käschten tëscht de Banke fir d'Benotzung vu Bankomaten zu Lëtzebuerg? Wéi vill facturéiert d'Bank A der Bank B an der Moyenne fir d'Ophiewe vun engem Client vun der Bank B op engem Automat vun der Bank A mat enger Debitkaart?

Réponse (28.08.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten hëlt a senger parlamentarescher Fro Bezuch op d'Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'Bankkonten a freet an deem Zesummenhang eng ganz Rei vun Donnéeën, déi dem Finanzministère allerdéngs net virleien.

Allgemeng sief ugemierkt, dass geméiss dem Artikel 3 vum virgenannte Gesetz net d'Regierung, mä d'CSSF zoustänneg ass fir d'Uwennung an d'Duerchsetze vu sengen Dispositiounen.

Tëscht dem Akraafttriede vum Gesetz am Joer 2017 an dem 15. August 2018 goufe bei der CSSF dräi Eenzelfäll registréiert, an deenen e Verbraucher sech wéinst engem Refus vun engem Konto beschwéiert huet. An dëse Fäll goufen d'Verbraucher iwwer hir Rechter fir eng aussergeriichtlech Léisung vun der Streitegkeet informéiert. Déi betraffe Leit hu keng weider Schrëtt ageleet, an d'CSSF huet entspriechend och keng Mesure géint d'Etablissementer missen huelen.

Question 0911 (18.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**installation de panneaux photovoltaïques :**

Et ass mir zougedroe ginn, datt et beim Installéiere vu Solarzelle bei Privatleit zu Onstëmmegkeeten an Inkohärenze komm ass. Esou ass et virkomm, datt bei Privatpersounen d'Installéiere vu Solarzellen net autoriséiert gouf, well den Traffo fir d'Aspeise vun der Solarenergie an dat nationaalt Stroumnetz net staark genuch soll sinn. Deene selwechte Persounen ass dunn op eemol d'Erlaabnis fir d'Installéiere vu Solarzellen awer zougedeelt ginn, obwuel si deeselwechten Traffo behalen hunn an dësen eben net ersat oder ausgetosch ginn ass.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Energieminister formuléieren:

1. Sinn déi uewe genannte Faiten dem Här Minister bekannt?

2. Wa jo, wat sinn déi genee Ursaache fir dës Inkohärenzen?

3. Ginn et genee Virgaben a Norme fir d'Installatioun vu Solarzelle bei Privathaushalter an d'Aspeise vun der Energie an dat nationaalt Stroumnetz?

4. Wa jo, wéi gesinn dës Normen a Virgaben aus a gi se an der Praxis och konsequent agehalen, dëst ouni onnéidegt Schikanéiere vun de concernéierten Haushalter?

5. Wie kënnt fir déi zousätzlech Käschten op, wann den Traffo, wann en net staark genuch ass, ersat muss ginn?

6. Wéi eng Informatiounsméiglechkeete stinn dem Bierger zur Verfügung, wann dëse sech fir d'Installatioun vu Solarzellen entscheet, esou datt et och am Virfeld méiglech ass, de richtege Choix fir de richtegen Traffo ze treffen?

Réponse (09.08.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Op Nofro bei all de Lëtzebuerger Stroumnetzbedreiwer ass kee Fall bekannt, wou et zu esou Onstëmmegkeeten an Inkohärenze beim Installéiere vun enger Fotovoltaik (PV)-Anlag komm wär, esou wéi et dem honorabelen Deputéierten Här Engelen zougedroe ginn ass.

Dat ofgeännert Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché (Stroumgesetz) gesäit a sengem Artikel 5 Paragraf 1 vir, datt all Persoun, déi un d'Stroumnetz wëllt ugeschloss ginn, vum entspriechende Stroumnetzbedreiwer muss ugeschloss ginn. Laut Paragraf 6bis vum selwechten Artikel ass de Stroumnetzbedreiwer verflicht, fir dem Demandeur déi néideg Informatiounen an engem räsonabelen Zäitraum matzedeele betreffend Käschten an Zäitspan fir en Uschloss vun enger PV-Anlag.

Déi allgemeng Prozedur, esou wéi se vun de Stroumnetzbedreiwer ugewannt gëtt, ass déi, datt de Client eng „Demande de raccordement" beim Netzbedreiwer mécht, fir eng Fotovoltaikanlag un d'Stroumnetz unzeschléissen. Dës Ufro gëtt vum Netzbedreiwer gepréift an de Client kritt eng zäitno Réckmeldung, ob seng Anlag ugeschloss ka ginn a mat wéi enge Käschten dësen Uschloss verbonnen ass. Am Fall wou d'Analys sollt erginn, datt d'Infrastruktur an engem bestëmmten Netzpunkt misst verstäerkt ginn, gëtt de Client doriwwer informéiert a kritt eng Aschätzung vun de Käschte matgedeelt, déi dës Netzverstäerkung kaschte wäert an déi laut Artikel 5 Paragraf 6 vum Stroumgesetz och vum Demandeur musse gedroe ginn. An deenen allermeeschte Fäll ass bei klengen Anlage fir Privatleit allerdéngs keng esou eng Netzverstäerkung néideg. Bei gréisseren Anlagen, wou effektiv och en Traffo misst virgesi ginn oder en Traffo ersat ginn, sinn dës Käschten och vum Demandeur ze iwwerhuelen.

Fir dem Client ze erlaben, säi Projet richteg ze plangen an de richtege Choix ze treffen, kann hien den Netzbedreiwer am Virfeld ëm Rot froen, ob säin Uschloss genuch Leeschtung huet fir d'Aspeisung vu senger PV-Anlag. Hie kann, wann néideg, bei senger Demande och schonn eng Pre-Etüd ufroen, wat bei groussen Anlagen och meeschtens gemaach gëtt.

D'Lëtzebuerger Stroumnetzbedreiwer hale sech un déi allgemeng technesch Uschlossbedingungen (TAB), déi vum ILR (Institut luxembourgeois de régulation) approuvéiert gi sinn an déi bei den Netzbedreiwer publizéiert sinn, fir PV-Anlagen unzeschléissen. Dës TAB beschreiwen déi genau technesch Virgaben, wat d'Installatioun vu PV-Anlagen ugeet. Déi organisatoresch Virgoensweis mat den néidege Formulairen ass op den Netzbedreiwer hiren Internetsäiten ze fannen, esou wéi zum Beispill beim gréisste Stroumnetzbedreiwer Creos Luxembourg ënner folgender Adress:

https://www.creos-net.lu/particuliers/electricite/raccordement/vous-produisez-de-lelectricite.html.

Question 0912 (18.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **trouble du jeu vidéo :**

Am Koalitiounsaccord steet geschriwwen, dass d'Regierung ee legale Kader fir eSport opstelle wäert an dozou déi sozial a wirtschaftlech Froe betreffend dës nei Sportsdisziplinn analyséiert solle ginn. An deem Kontext sollt awer och d'Gesondheet an d'Bildung an dësem Beräich net vernoléissegt ginn, speziell, wat d'Computerspillsucht ubelaangt. Den „Gaming Disorder" ass 2018 am „International Classification of Diseases (ICD-11)" als Krankheetsbild unerkannt ginn, an no enger Studie vun der Pädagogischen Hochschule Heidelberg sollen tëscht 4 an 8 % vun de Jugendleche weltwäit dovunner betraff sinn. Europäesch Etüde situéieren d'Prävalenz bei Jugendlechen och ronderëm 4 %. Zu Lëtzebuerg ginn et awer aktuell keng offiziell Zifferen, déi iergendwéi d'Computerspillsucht moossen.

Zesummegefaasst betruecht muss d'Förderung vum eSport mat enger Suchtpräventioun a -behandlung Hand an Hand goen. Hei ass d'Regierung, esou wéi et mir zougedroe gouf, wéineg virbereet. Virun allem an der Computerspillsuchtbehandlung ginn et zu Lëtzebuerg keng adequat Léisungen, mat der Konsequenz, dass een d'Patiente fir Behandlungen an d'Nopeschlänner schéckt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun, dem Här Gesondheetsminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Sportsminister dës Froe stellen:

1. Vu dass d'Computerspillsucht (ICD-11) zu Lëtzebuerg nach net am Diagnosschlëssel existéiert, mat wéi enge Moossinstrumenter moosst de Gesondheetsministère d'Fäll vu Computerspillsüchtegen zu Lëtzebuerg?

- Falls keng Donnéeë virleien, gesäit de Gesondheetsminister d'Noutwendegkeet, fir d'Computerspillsucht an d'Nomenklatura vun den Diagnosen opzehuelen?

- Falls neen, firwat net?

2. Wéi vill Sue sinn, opgeschlësselt pro Joer säit 2014, am Beräich vun der Computerspillsuchtbehandlung an d'Primär- souwéi d'Sekundärpräventioun vu Computerspillsucht investéiert ginn? Wéi eng Projekter goufen heibäi ënnerstëtzt?

- Falls keng Donnéeë virleien, gesäit de Minister fir Sozialversécherung d'Noutwendegkeet, fir d'Computerspillsucht an d'Nomenklatura vun der CNS opzehuelen?

- Falls neen, firwat net?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Computerspillsucht aktuell ee Problem ass oder an Zukunft zu Problemer kéint féieren?

- Falls jo,

mat wéi enge Geforen a Risiken ass an Zukunft ze rechnen?

mat wéi enge Mesurë wäert d'Regierung dëse Geforen a Risiken entgéintwierken?

- Falls d'Regierung nach keng Stellung zur Computerspillsucht huet, wéi eng Etüde gedenkt si dozou an Zukunft ze realiséieren an ab wéini?

4. A wéi engem Ëmfang ënnerstëtzt d'Regierung lëtzebuergesch ASBLen, déi am Beräich vun der Computerspillsuchtbehandlung aktiv sinn? Wéi eng weider Projekter si vum Gesondheetsministère an dësem Beräich virgesinn?

Réponse commune (17.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Am Regierungsprogramm steet effektiv ënnert dem Volet eSport, deen, geméiss dem „Arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des ministères" ënnert d'Kompetenz vum Sportsministère fält, dass déi wirtschaftlech a sozial Enjeue vum eSport wäerten evaluéiert ginn an dono dann e kohärente juristeschen a reglementaresche Kader, deen zu der Entwécklung an der Unerkennung vum eSport wäert féieren, proposéiert gëtt.

Et sief dann och op dëser Plaz drun erënnert, dass d'Piraten an hirem Wahlprogramm fir d'Chamberwahlen 2018 sech fir eng offiziell Unerkennung vum eSport als Sportaart agesat hunn. „Aen-Hand-Koordinatioun, séier Reflexer an de Besoin, fir ze trainéieren, beweisen, dass eSport eng richteg Sportaart ass an als esou eng sollt unerkannt ginn", huet et do geheescht.

Den honorabelen Deputeierte mengt elo, net zu Onrecht, dass d'Förderung vum eSport misst mat enger Suchtpräventioun a -behandlung Hand an Hand goen.

An do ass d'Regierung, entgéint de Behaaptunge vum honorabelen Deputeierten, a besonnesch an der Computerspillsuchtbehandlung, scho virbereet.

D'Klassifikatioun vun de Krankheeten ICD-11, déi 2018 vun der Weltgesondheetsorganisatioun (Organisation mondiale de la santé - OMS) ugeholl ginn ass an am Moment praktesch getest gëtt, gesäit effektiv d'„Gaming Disorders" als nei Kategorie vu Krankheete vir. D'OMS proposéiert, dës néi Klassifikatioun da vun 2022 un an de Memberlänner ze implementéieren. Dëst ass awer e progressive Prozess, wou d'Länner sech selwer eng „date butoir" setzen (zum Beispill huet d'Belsch decidéiert, dës eréischt 2027 anzeféieren), a Lëtzebuerg wäert natierlech och no 2022 op déi nei Klassifikatioun iwwergoen, de genauen Datum muss nach festgeluecht ginn. Bis dohi benotze mir weider d'ICD-10 am Secteur hospitalier.

D'Erfaasse vun de Fäll vu Computerspillsucht ass schwiereg, well de Contenu vu Gesondheetsakten nët ëmmer statistesch festgehale gëtt. Esou zum Beispill gëtt am „Ambulatoire" aktuell keen detailléierte Codage vun den Diagnose gemaach, am Géigesaz zur „Hospitalisatioun", wou, wéi schonns gesot, d'ICD-10 benotzt gëtt. Falls een do eng komplett Iwwersiicht wëllt hunn, besteet also net nëmmen e Besoin, d'Klassifikatioun à jour ze setzen, mä och d'Dokumentatioun vun der Diagnosaktivitéit ze erweideren.

Och wann d'Offer am Beräich vu Präventioun a Behandlung zu Lëtzebuerg sécherlech nach kann ausgebaut ginn, muss een trotzdeem feststellen, dass verschidde Schrëtt a puncto Präventioun a Behandlung vu Computerspillsucht awer scho gemaach gi sinn. Mat der Sensibilisatiounscampagne „Apprivoiser les écrans et grandir" huet de Service audiophonologique vun der Gesondheetsdirektioun am Joer 2018 ronn 12.000 Euro an d'Primärpräventioun investéiert.

Dës Campagne ass eng Adaptatioun vun der Campagne 3-6-9-12 vum Dokter Serge Tisseron aus Frankräich, an där et drëm geet, den Elteren, jee no Alter vun hire Kanner, Opklärung a Rot ze ginn, fir richteg mat de Bildschirmmedien ëmzegoen. Et ass awer och ze bemierken, dass zanter 2011 de Gesondheetsministère d'ASBL „Anonym Gléckspiller" ënnerstëtzt a Form vun enger Konventioun. Dës ASBL beschäftegt Spezialisten aus dem Beräich Spillsucht a proposéiert mat hirem Projet „Game Over" Sekundarpräventioun a Behandlungen.

Mat dëser Konventioun sinn zanter 2011 409.253 Euro (2011: 40.000 Euro, 2012: 40.300 Euro, 2013: 40.344 Euro, 2014: 40.344 Euro, 2015: 41.151 Euro, 2016: 41.897 Euro, 2017: 48.567 Euro, 2018: 54.344 Euro, 2019: 62.306 Euro sinn engagéiert ginn, 49.845 Euro si bis elo ausbezuelt ginn) vum Gesondheetsministère am Beräich vun der Computerspillsucht investéiert ginn.

Computeren, Tabletten, Smartphonen, Internet an esou weider sinn net méi aus dem beruffleche, gesellschaftlechen a privaten Alldag ewechzedenken. Et handelt sech engersäits ëm Hëllefsmëttelen, déi d'Liewen erliichteren, mä si déngen och der Kommunikatioun an der Ënnerhalung. Am breet gefächerten Domän vun der Ënnerhalung huele Computerspiller (i.e. gaming) eng grouss Plaz an, zemools bei deene Jonken. Den exzessive Gebrauch vun dëse Medien ass hautzudaags schonn am ganz jonken Alter ëmmer méi heefeg. Besonnesch am Beräich vun der sozialer a communicationneller Entwécklung kann dës Problematik zu Schwieregkeete féieren an et besteet e klore Risiko am Beräich vum kierperlechen a séilesche Wuelbefannen a vun de schoulesche Kompetenze bei de Kanner a Jugendlechen.

Et ass awer ganz wichteg, dat pathologescht Suchtspille vum intensive Computerspillen ouni Suchtkomponent ze ënnerscheeden. Et muss kloer sinn, dass op kee Fall eng Persoun, déi intensiv mat Videospiller spillt, automatesch e Suchtverhalen opweist. Obwuel d'Fäll vu Computerspillsucht unerkannt musse ginn an Hëllefsstrukture garantéiert musse ginn, bleiwen dës Fäll éischter seelen, an d'Regierung wëllt dëst Thema méi breet ugoen.

Säit 2010 besteet mat BEE SECURE eng gemeinsam Initiativ vum Educatiouns-, Wirtschafts- a Familljeministère mam Zil, d'Bierger, besonnesch awer d'Kanner an d'Jugendlecher, fir e verantwortungsvollen Ëmgang mat den neie Medien an Technologien ze sensibiliséieren. Koordinéiert gëtt d'Initiativ vum Service national de la jeunesse (SNJ) a Kollaboratioun mam Kanner-Jugendtelefon. „securitymadein.lu" ass e wichtegen operationelle Partner an dëser Initiativ.

Déi ze intensiv Notzung vun neie Medien an Technologien ass eng vu villen Thematiken, déi bei der Sensibiliséierungsaarbecht vu BEE SECURE ugeschwat ginn. Dëst fënnt virun allem am Kader vu Formatioune statt:

- Formatioune fir Kanner a Jugendlecher : 2018 goufen 874 Formatiounen, haaptsächlech am Enseignement secondaire an am Enseignement fondamental, gehalen, awer och a Maison-relaisen a Jugendhaiser.

- Formatioune fir Erwuessener : 2018 goufe véier Formatioune fir Senioren, 75 Elterenowenter a 24 Formatioune fir Enseignantë gehalen.

BEE SECURE schafft regelméisseg Informatiounsmaterial a Campagnen zu spezifeschen Themen aus. Zum Thema vun der Medienofhängegkeet wären dat zum Beispill:

- Publikatioun/Guide „Kuck mat, wat deng Kanner maachen!"

- Informatioun um Site vu BEE SECURE: « Jouer aux jeux vidéo pendant des heures : un signe systématique de dépendance ? »

- Thematesch Campagnë fir de grand Public: vu September 2013 bis August 2014 huet BEE SECURE an Zesummenaarbecht mat der Berodungsstell „Ausgespillt/Game Over" vun der „Anonym Gléckspiller"-ASBL d'Campagne „BEE BALANCED" iwwer Medienofhängegkeet duerchgefouert. Mat der Formule „1+1=0" als zentrale Message gouf drop opmierksam gemaach, dass et wichteg ass, e gesonden Ausgläich tëschent dem Mediekonsum an anere Beschäftegungen ze hunn. De Message gouf iwwer Affichen (ongeféier 3.000 Stéck) Deplianten (ongeféier 30.000 Stéck) an Evenementer (ongeféier 30) verbreet.

BEE SECURE bitt och d'Méiglechkeet, eng personaliséiert Berodung iwwer Telefon ze kréien:

- BEE SECURE Helpline (8002-1234) ass eng gratis Ulafstell fir Persounen, déi sech zu Theme ronderëm d'Notzung vun neie Medie wëllen informéieren oder berode loossen. Ënnert der Leedung vum Kanner-Jugendtelefon kréien d'Persounen hei professionelle Rot a kënnen och, wann et noutwendeg ass, un aner Berodungsstellen (zum Beispill „Ausgespillt/Game Over") weidergeleet ginn.

BEE SECURE konnt an de leschten 18 Méint feststellen (an de Formatiounen, Demanden op der Helpline, Opriff vu Publikatiounen/News op der Websäit), dass eng gréisser Nofro do ass, fir Rotschléi ze kréien, wéi een de Mediekonsum vu Kanner a Jonker op eng sënnvoll Aart a Weis ka strukturéieren. An deem Kontext gëtt aktuell och un engem Guide fir Eltere mam Sujet „Bildschiermzäit" geschafft.

Wéi schonns bemierkt, ass 2018 d'Campagne „Apprivoiser les écrans et grandir" vun der Gesondheetsdirektioun an d'Liewe geruff ginn, fir Jonker an hir Elteren zum Thema ze sensibiliséieren an ze informéieren. Wichteg ze bemierken ass, dass et generell ëm den Notze vun digitale Moyenen a Medie geet, an deem d'Spillsucht nëmmen eng vun de méigleche Geforen duerstellt. An deem Sënn ass et an der genannter Campagne da verständlecherweis och ëm all d'Aspekter vum „Notze vu Bildschiermer" gaangen an och, fir iwwer Informatioun an Opklärung eraus Recommandatiounen un d'Elteren an déi Jonk ze ginn, an dat spezifesch fir verschidden Altersgruppen.

All dës Aspekter sollten och an Zukunft an erweiderter Form an Etüden iwwer Gesondheetsverhalen, Wuelbefannen an Enquêten a Schoulen mat berücksichtegt ginn, fir déi existéierend Donnéeën ze aktualiséieren an ze ergänzen, mat dem Zil, d'Präventioun an d'Offere vu Prise en charge a Behandlung deementspriechend weider ze developpéieren. An deem Kontext ass och ervirzeträichen, dass an der internationaler Etüd HBSC (Health Behavior Study in School-aged Children), bei där Lëtzebuerg säit 2006 regelméisseg all véier Joer deelhëlt, 2010 an 2014 schonns eng Fro iwwert d'Zäit, déi d'Kanner virum Computer verbréngen, gestallt gouf, an an Zukunft wäert dësen Typ Froe sécher weider ausgebreet ginn a méi an d'Detailer goen. D'Zäit virum Ecran ass sécher e Faktor, deen d'kierperlech Inaktivitéit beaflosst an domat e Risikofaktor ass fir eng ganz Rei chronesch Krankheeten.

D'Regierung gesäit verschidde Mesurë vir, fir den Elteren an de betraffene Jonken de korrekten Ëmgang mat Medie bäizebréngen an esou dësem Trend, a gläichzäiteg der Gefor vun engem Suchtverhalen, entgéintzewierken.

D'Campagne „Apprivoiser les écrans et grandir" vun der Gesondheetsdirektioun gëtt weider ausgebaut. Am Laf vun 2019 wäerten d'Partner am Beräich vun der jonker Kandheet ugeschriwwe ginn (Crèchen, Maison-relaisen, Pediateren, Generalisten, asw.) a Sensibilisatiounsmaterial souwéi Formatiounen am Beräich vum Ëmgang mat de Medie wäerten ugebuede ginn. Dofir sinn och d'Orthophoniste vum Service audiophonologique vun der Gesondheetsdirektioun spezifesch forméiert ginn.

De Service audiophonologique organiséiert zanter 2019 och zwee bis dräi Elterenowenter de Mount, fir d'Eltere vu Neigebuerenen am Beräich vun der Sproochentwécklung ze sensibiliséieren. D'Thema Medie gëtt och an deenen Owenter behandelt.

D'Personal vun der Divisioun vun der Schoulmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun ass och forméiert am Beräich vum Ëmgang mat de Medien a wäert verschidde Rotschléi a Formatiounen och am Kader vun hiren Interventiounen an de Schoulen ubidden.

Schlussendlech wäert déi bestoend Konventioun tëscht dem Gesondheetsministère an der ASBL „Anonym Gléckspiller" och weiderhin de betraffene Leit eng Ulafstell bidden. Am September dëst Joer ass och eng Entrevue tëschent dem Gesondheetsminister an de Responsabele vun dëser Associatioun virgesinn, fir iwwert d'Entwécklungen an deem Beräich ze schwätzen.

Question 0913 (18.07.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **capacités du tramway :**

Depuis le 10 décembre 2017, le tram traverse la capitale. Aujourd'hui, il s'agit encore d'un tracé réduit de onze stations, allant de l'arrêt Luxexpo à l'arrêt Stäreplaz/Étoile. L'extension de la ligne jusqu'à la gare centrale est en cours de construction et devrait être achevée en 2020. À moyen terme, des extensions vers la Cloche d'Or et l'aéroport sont aussi prévues.

Malgré son tracé réduit, le réseau de tramway est déjà aujourd'hui très fortement fréquenté et arrive à saturation pendant les heures de pointe. Il compte environ 22.000 utilisateurs par jour et aux heures de pointe, il transporte en moyenne 3.100 utilisateurs le matin entre 08.00 et 09.00 heures et 2.500 le soir entre 17.00 et 18.00 heures. Avec la prolongation du tracé vers la gare centrale et plus tard vers l'aéroport et la Cloche d'Or, ces chiffres devraient augmenter à l'avenir. De plus, la gratuité des transports en commun pourrait aussi contribuer à une augmentation supplémentaire du nombre d'utilisateurs. Pour faire face à la forte demande actuelle, la fréquence de passage et la vitesse des rames ont déjà été légèrement augmentées.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Alors que, malgré son tracé réduit, le réseau de tramway est déjà aujourd'hui très fréquenté, quelles mesures le ministre envisage-t-il afin d'assurer que les capacités soient suffisantes en vue de l'élargissement du réseau ?

Réponse (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La ligne de tramway entre Luxexpo et Stäreplaz/Étoile connaît effectivement un véritable succès avec une fréquentation moyenne supérieure à 20.000 voyageurs par jour pendant la semaine.

La capacité de transport d'un tramway distingue plusieurs types de capacité calculés d'après des normes européennes illustrées ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Avec une longueur de 45 mètres et une largeur de 2,65 mètres, les rames du tramway luxembourgeois peuvent accueillir entre 304 et 422 personnes en fonction des différents taux de capacité qui passent de quatre personnes au m^2 (4 p/m^2) à six personnes en mode maximal.

Depuis le 3 juin dernier et dans un souci d'adapter l'offre de service de transport à la demande, la cadence de passage des rames a été renforcée, en journée, de six à cinq minutes. Cette nouvelle offre a permis d'augmenter la capacité de transport du tramway de 20 %.

L'évolution du nombre de voyageurs est intégrée dans la planification du projet tramway qui prévoit également la possibilité de pouvoir circuler avec des rames de 56 mètres si le besoin devait apparaître.

D'ici fin 2020, la ligne de tramway va être prolongée jusqu'à la gare centrale et desservira quatre nouvelles stations dont deux pôles d'échange. Dans ce cadre et afin de renforcer ses équipes, LuxTram va lancer, dès la rentrée, une campagne de recrutement. Le parc de tramways, composé actuellement de douze rames, passera progressivement à 27 rames pour la mise en service de la ligne jusqu'à la gare centrale et à 33 rames pour l'exploitation de la ligne de 16 km entre Findel et Cloche d'Or.

Les 24 stations dont dix pôles d'échanges permettront au tram d'assurer une excellente correspondance avec les autres modes de transport, c'est-à-dire le train, le funiculaire, le bus, la mobilité douce et la voiture (P&R). Cette offre multimodale va impacter les habitudes des voyageurs et générer de nouveaux flux assurant une répartition équilibrée des voyageurs le long du tracé et ce dans les deux directions.

Aux heures de forte affluence, la fréquence de passage sera d'une rame toutes les trois minutes et une injection supplémentaire d'une rame aux quarts d'heure de pointe. Les 24 rames de 45 mètres ainsi mises en service durant l'heure de pointe seront alors en capacité d'accueillir plus de 20.000 voyageurs par heure. Cette capacité sur la ligne 1 pourra être augmentée à près de 26.000 personnes avec l'acquisition de rames de 56 mètres de longueur.

Question 0914 (18.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **logements pour étudiants :**

Wunnraum ass zu Lëtzebuerg knapp a besonnesch Studente sinn dovunner direkt betraff. D'Universitéit selwer stellt laut hirer Websäit 1.070 Unitéite fir 6.423 Studenten zur Verfügung. Dëst entsprécht enger Quot vu 16,6 %. Domadder steet Lëtzebuerg ronn 50 % besser do ewéi Däitschland mat engem Schnëtt vun 9,9 %, woubäi unzemierken ass, datt de Logement ee gudde Strapp méi deier wéi d'Wunnen an Däitschland ass a Studente meeschtens ee méi klenge Budget zur Verfügung hunn.

D'Uni Lëtzebuerg zeechent sech doriwwer eraus duerch een, mat 56 %, iwwerduerchschnëttlech héijen Undeel un auslännesche Studenten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass den Undeel un auslännesche Studenten u Locatairen op der Uni.lu?

2. Vu wéi vill Unitéite Wunnraum, déi fir Studente reservéiert sinn an déi net vun der Uni.lu verwalt ginn, huet d'Regierung Kenntnis?

3. Wéi vill nei Studentewunnenge sinn a Planung? Wéini kéinten dës fäerdeggestallt ginn?

4. Ëm wéi eng absolutt a prozentual Zuelen huet sech d'Offer u studenteschem Wunnraum an deene leschte fënnef Joer entwéckelt (opgeschlësselt pro Joer an Typ vu Besëtzer, wéi z. B. privat, Gemeng, Stat)?

5. Wéi héich ass den Duerchschnëttsloyer, mat deem e Student an engem ëffentlech gefërderte Logement rechne muss?

6. Wéi huet sech den Duerchschnëttsloyer an deene leschte fënnef Joer (pro Joer) entwéckelt?

7. Wéi héich ass den duerchschnëttlechen Undeel um Akommes vu Studenten, dee fir d'Wunnen ausgi gëtt?

8. Wéi vill Studente wunnen nach bei hiren Elteren?

9. Wéi vill Studente wunnen am Ausland a pendele fir op d'Uni?

10. Existéiere privat Operateuren, déi primär studentesche Wunnraum offréieren? Wa jo, wéi vill Unitéiten offréieren déi aktuell zesummen?

11. Op wéi vill Unitéite schätzt d'Regierung de Besoin u studenteschem Wunnraum fir déi nächst Joren an?

12. Leien der Regierung Erkenntnisser iwwert d'Notzung vun alternative Wunnformen duerch Studente vir? Zum Beispill „Wunne géint Hëllef", Wunnkooperativen oder äänlech Modeller?

Réponse commune (12.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat der Präzisioun, dass gewësse Froe schonns zum Deel an der parlamentarescher Fro N° 0409 vum honorabelen Deputéierten André Bauler beäntwert goufen.

Den Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg no sinn 2018 ronn 6 % Lëtzebuerger, 49 % aner EU-Bierger a 45 % Net-EU-Bierger (17 % aus Asien, 11 % aus Europa, 10 % aus Afrika a 7 % aus Nord- oder Südamerika), déi an de Genoss vun enger Studentewunneng op der Universitéit Lëtzebuerg komm sinn. Am Hierscht 2019 ginn dräi nei Residenzen op (Maison Schleich-Lentz an der Stad Lëtzebuerg, Residence 120 zu Esch-Uelzecht a Maison des chercheurs zu Diddeleng), mat engem Total vu 47 Unitéiten. Ee véierte Projet ass an der Ausschaffung.

Als Beispill fir Studentewunnengen, déi net vun der Universitéit Lëtzebuerg verwalt ginn, kann een d'Gemeng Esch mat 45 Unitéiten oder e Privatpromoteur um Campus Belval mat 192 Unitéiten nennen.

D'Entwécklung vun de Studentewunnengen an de leschte fënnef Joer no Typ vu Besëtzer, déi vun der Universitéit Lëtzebuerg geréiert ginn, ass am Tableau 1 duergestallt. D'Offer ass also tëschent 2014 an 2018 ëm 361 Unitéiten eropgaangen, wat prozentual eng Steigerung vu 50 % ausmécht. 2018 ass d'Zuel vun den Unitéite liicht erofgaangen, nodeems eng Residenz an der Stad Lëtzebuerg huet missen zougemaach ginn, well de generellen Zoustand net méi dem Standard vun der Universitéit Lëtzebuerg entsprach huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den Duerchschnëttsloyer fir eng ëffentlech subventionéiert Studentewunneng, wou d'Käschte fir Waasser, Gas, Elektrizitéit, Heizung an Internet abegraff sinn, variéiert tëschent 365 Euro fir ee miwweléiert Eenzelzëmmer mat gemeinsame Buedzëmmer a Kichen, 455 Euro fir ee miwweléiert Eenzelzëmmer mat Buedzëmmer a gemeinsamer Kichen, 695 Euro respektiv 1.050 Euro fir ee miwweléierte Studio fir ee Student oder respektiv eng Koppel an 1.120 Euro fir ee miwweléiert Appartement fir eng Koppel. Den Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg no ass de Loyer vun de verschiddene Studentewunnengen an de leschte fënnef Joer stabel bliwwen, an et wunne ronn 58 % (3.640 Studenten) vun de Studenten (virun allem am Bachelor) nach bei hiren Elteren. Ronn 19 % wunnen an den dräi Nopeschlänner a pendelen op d'Universitéit.

De Moment gëtt et keng detailléiert Informatiounen iwwert den duerchschnëttlechen Undeel um Budget vu Studenten, dee se fir d'Bezuele vum Loyer brauchen. Lëtzebuerg mécht awer fir d'éischte Kéier bei der Ëmfro „Eurostudent" mat, déi um europäeschen Niveau organiséiert gëtt an déi et wäert erméiglechen, dësen Indicateur ze erhiewen.

D'Zuel vun de Studentewunnenge vu private Promoteuren, déi vun der Universitéit Lëtzebuerg geréiert ginn, ass am Tableau 1 duergestallt. Uewen hate mir schonns als Beispill erwäänt, dass et ee Privatpromoteur um Campus Belval gëtt, deen 192 Unitéiten offréiert a geréiert.

Den aktuelle Regierungsprogramm gesäit vir, dass zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Zuel vu Studentewunnenge weider eropzesetzen. Der Regierung leie keng konkret Informatioune vir iwwert d'Notzung vun alternative Wunnformen duerch Studenten.

Question 0916 (18.07.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **contrôle de la comptabilité communale :**

Comme il a été relayé récemment dans la presse, un montant s'élevant à plusieurs millions d'euros en fonds publics a été détourné systématiquement pendant plusieurs décennies de la commune de Hesperange.

À noter que la Direction du contrôle de la comptabilité communale est chargée du contrôle des comptes, de la comptabilité et des caisses des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Comment le détournement susmentionné a-t-il pu avoir lieu sous le régime de contrôle actuel ?

- De quelle manière Madame la Ministre entend-elle renforcer le contrôle de la comptabilité communale afin d'éviter des fraudes pareilles à l'avenir ?

Réponse (26.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député s'enquiert du détournement de fonds au détriment de la commune de Hesperange et du renforcement du contrôle de la comptabilité communale « afin d'éviter des fraudes pareilles à l'avenir ».

Tout d'abord, je tiens à signaler que je ne suis pas en mesure de me prononcer au sujet d'une affaire qui fait l'objet d'une instruction judiciaire. Ensuite, il convient de constater que, compte tenu des informations sommaires actuellement disponibles sur les faits, il est difficile, voire impossible, d'évaluer si un renforcement du contrôle de la comptabilité communale est susceptible de contribuer à la prévention d'incidents de la sorte.

Je tiens encore à souligner que dans le cadre de la refonte de la loi communale que j'ai annoncée le 8 juillet 2019, et dont la première étape sera entamée avec les forums régionaux dès le début du mois d'octobre, le contrôle que le Ministre de l'Intérieur effectue actuellement sur la comptabilité des communes sera réexaminé.

Question 0917 (18.07.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **restrictions européennes quant à l'utilisation des perfusions du type hydroxyéthylamidon en milieu hospitalier :**

D'après mes informations, l'European Medicines Agency (EMA) a limité les indications d'utilisation des perfusions du type hydroxyéthylamidon sur des indications bien précises et ceci suite à des effets indésirables, surtout sur la fonction rénale (EMEA/H/A-107i/1457).

Cependant ce produit est bien connu dans le domaine périopératoire et aux services des urgences.

L'utilisation de ces perfusions est désormais soumise à une formation du type e-learning disponible auprès de la « European Society of Anesthesiologists (ESA) ».

Selon mes informations, le Ministère de la Santé aurait manqué à ses obligations car le service ayant la sécurité pharmaceutique dans sa compétence n'a pas informé les spécialités médicales ainsi que les médecins concernés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les restrictions par l'EMA concernant les produits en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que son ministère était au courant de ces limitations d'utilisation et de la nécessité d'une formation complémentaire ? Si tel est le cas, pour quelles raisons ses services n'ont-ils pas informé le corps médical et proposé cette formation ?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si cette formation est obligatoire pour les médecins prescripteurs au Grand-Duché et dans quelle mesure il prend en considération les certificats de la formation ?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la responsabilité de ses services due à la non-information du corps médical sera engagée en cas de survenue d'un effet indésirable ?

Réponse (23.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Les solutions d'hydroxyéthylamidon (HEA) ont fait en 2013 l'objet d'une procédure d'arbitrage imposant une utilisation de ce médicament à une population restreinte. Des recommandations ont été émises pour que les solutions d'HEA ne soient plus utilisées pour traiter les patients atteints de sepsis (infection bactérienne dans le sang), de brûlures ou les patients gravement malades en raison d'un risque accru de lésions rénales et de mortalité.

En 2018, le comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance (PRAC) de l'Agence européenne du médicament (EMA) a même recommandé la suspension des autorisations de mise sur le marché (AMM) de ces médicaments, étant donné qu'ils continuaient à être administrés à des patients dans un état de santé critique ou souffrant de sepsis, malgré les restrictions émises en 2013 en raison du risque d'atteintes rénales et de mortalité chez ces patients. Cette recommandation était également soutenue par les options thérapeutiques de remplacement.

En vertu d'autres considérations, notamment la prise en compte du rôle de l'HEA dans la pratique clinique de certains pays, le Groupe de coordination pour la procédure de reconnaissance mutuelle et de la procédure décentralisée (CMDh), a imposé en juillet 2018 une série de nouvelles mesures de minimisation des risques.

Ces nouvelles mesures consistent principalement dans la mise en œuvre d'un programme d'accès contrôlé par les entreprises titulaires des AMM pour assurer que ces médicaments ne soient fournis qu'à des hôpitaux agréés. L'agrément exige que les professionnels de santé concernés reçoivent une formation sur l'utilisation sûre des solutions pour perfusions d'HEA. Ce programme de formation est mis en œuvre par les entreprises titulaires des AMM[9].

D'après ce qui précède, les autorités compétentes luxembourgeoises, participant assidûment aux comités de l'EMA, étaient informées sur les restrictions imposées aux solutions HEA dès 2013, ainsi que sur les nouvelles mesures expliquées en 2018 aux entreprises titulaires d'AMM. Les nouvelles mesures imposées par le CMDh aux titulaires d'AMM ont pour objet de permettre à ces derniers de maintenir leurs médicaments sur le marché tout en protégeant les patients. Le non-respect ou le refus de ces mesures entraînerait la suspension du médicament.

Selon les procédures européennes, la décision finale prise en amont est le résultat de réflexions et se fait en consultation avec les États membres de l'UE (notamment au sein du groupe CMDh) sur la faisabilité de l'introduction de ces nouvelles mesures visant à réduire efficacement les risques associés à l'utilisation de ces médicaments. Les autorités compétentes nationales n'interviennent qu'en aval de la décision en veillant à ce que les conditions imposées à l'utilisation de ces médicaments soient respectées sur leur territoire respectif.

Dans le contexte des nouvelles mesures, les obligations à mettre en œuvre le programme d'accès contrôlé exigeant de dispenser une formation aux professionnels de la santé concernés sur l'utilisation sûre de ces médicaments reposent sur les titulaires d'AMM.

En ce qui concerne le devoir d'information des professionnels de santé concernant la mise en place de nouvelles mesures de minimisation des risques, il incombe aux titulaires d'AMM du médicament.

Question 0918 (18.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **banques de données relatives à l'orientation sexuelle :**

D'Piraten hunn an der parlamentarescher Ufro N° 0880 d'Regierung gefrot, wéi eng Datebanken insgesamt beim Stat existéieren a wéi eng Donnéeën hei gespäichert ginn.

Et ass mir awer en Uleies, komplementär dozou an am Kader vun den LGTBIQ-Rechter ze froen, ob an iergendenger vun den Datebanke beim Stat Donnéeën iwwert d'sexuell Orientéierung vun den agedroene Persounen opgefaasst sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun, fir Kommunikatioun a Medien a fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Ginn et Datebanke beim Stat, an deenen d'sexuell Orientéierung vun den agedroene Persounen als Kategorie opgefaasst ass? Falls jo, a wéi engen Datebanken ass dëst de Fall?

2. Falls Informatiounen iwwert d'sexuell Orientéierung vu Persounen a staatlechen Datebanken existéieren, ass d'Regierung der Meenung, dass d'Späichere vun dësen Informatiounen an ëffentlechen Institutiounen an Administratioune vu Relevanz an Noutwendegkeet ass?

- Falls jo, a wéi enge Fäll ass d'Späichere vun dësen Donnéeë relevant an noutwendeg?

- Falls neen, ass d'Regierung bereet, eng Revisioun vun allen Datebanken duerchzeféieren an d'Informatiounen, déi op eng sexuell Orientéierung hindeiten, ze läschen?

[9] https://www.ema.europa.eu/en/documents/referral/hydroxyethyl-starch-article-107i-referral-hydroxyethyl-starch-solutions- cmdh-introduces-new-measures_fr.pdf

Réponse commune (20.08.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. Den zoustännege Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État huet keng Informatiounen zur Verfügung iwwer Datebanken, an deenen d'sexuell Orientéierung vun den agedroene Persoune spezifesch als Kategorie gefouert gëtt.

ad 2. Et ginn eenzel, isoléiert Fäll, an den individuellen Dossiere vun der Verwaltung, wou perséinlech Informatioune betreffend d'sexuell Orientéierung vun enger Persoun festgehale ginn. Dat am Fall, wou dës Informatioune relevant si fir déi gesetzlech fixéiert Missioune vun der zoustänneger Verwaltung oder fir e wichtegen Interêt. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Direction de l'immigration vum Ausseministère am Kader vun der Asylprozedur, wou eng Persoun kann uginn, wéinst hirer sexueller Orientéierung an hirem Ursprongsland verfollegt ginn ze sinn, fir de Statut vum Refugié accordéiert ze kréien.

An dëse spezifeschen Dossiere ginn dann am Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) Donnéeën iwwert déi sexuell Orientatioun vun den Demandeurs de protection internationale an den Dossier social vun de jeeweilege Persounen opgeholl. Am OLAI ginn dës Donnéeën awer net an enger Base de données gespäichert a si sinn och nëmme fir d'Assistants sociaux, déi sech ëm dës Mënsche bekëmmeren, accessibel.

Question 0919 (18.07.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**utilisation du logiciel Microsoft Office dans le cadre de « Digital Classroom Luxembourg » :**

Engem Befond vun engem däitschen Dateschutzbeoptragten no ass d'Benotze vu Microsoft Office a Schoulen net zoulässeg, dat well dëse Service géint d'Dateschutzgesetzer verstousse géif. D'Sammele vu sougenannten Telemetrie-Date géif deemno géint d'EU-Dateschutzgesetz (GDPR) verstoussen, wat eng besonnesch Protektioun vun Date vu Kanner virgesäit. Am Kader vum „Digital Classroom Lëtzebuerg" gräifen och lëtzebuergesch Schülerinnen a Schüler souwéi d'Léierpersonal op déi betraffe Software, Microsoft Office 365 an déi dozougehéierend Cloud-Servicer zréck.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Educatiounsminister Claude Meisch riichten:

- Kann den Här Minister mir bestätegen, datt Daten iwwert d'Verhale vu Schülerinnen a Schüler vu Microsoft gesammelt an traitéiert ginn?

- Wa jo, sinn dës Praktike mat dem EU-Dateschutzgesetz konform?

- Kann den Här Minister ausschléissen, datt vu Microsoft gesammelt Daten un Drëttstaten transferéiert kënne ginn?

- Kann den Här Minister mir soen, ob Schülerinnen a Schüler och op aner subventionéiert Alternativen zréckgräifen oder mat verschiddenen Open-Source-Software schaffe kënnen, wéi se jo am Kader vum Koalitiounsaccord verstäerkt an der Administration publique sollen agesat ginn?

Réponse (20.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Bei dëse Froe gëllt et, ze ënnerscheeden tëscht de Computeren an de Schoulen an de private Geräter vun den Enseignanten an de Schüler.

Op de PCe vun de Schoule leeft d'Versioun Office 2019. D'Telemetrie ass hei net ageschalt. Weider sinn „Controlled Connected Experiences" an den „Customer Experience Improvement Program (CEIP)" desaktivéiert. „LinkedIn-Integratioun" ass standardméisseg aktivéiert.

Deemno gi fir déi PCen, déi an de schoulinternen Netzer lafen, keng Daten iwwert d'Verhale vun de Schüler vu Microsoft gesammelt oder traitéiert. Wat déi Microsoft-Produiten ugeet, déi d'Enseignanten an d'Schüler op hire private Geräter installéiert hunn, kann de Centre de gestion informatique (CGIE) vum Ministère keng Aussoe maachen, ma ech wäert

eng entspriechend Riichtlinn un d'Enseignantë ginn.

Weider Informatiounen zu de Versiounen, déi beim Educatiounsministère agesat ginn, stinn hei:

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr1

Office 365 A3 (students)

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr2

Office 365 A3 (teachers)

ad 3. Wéi ënnert dem Punkt 1 beschriwwen, gi keng Verhalensdaten op schoulinterne Computere gesammelt an deemno och net transferéiert.

ad 4. Déi eenzeg Software-Lizenzen, déi den Educatiounsministère de Schüler an den Enseignantë fir de private Gebrauch gratis zur Verfügung stellt, sinn d'Microsoft-Lizenzen am Kader vum Kontrakt „Microsoft Campus and School Agreement" (CASA-EES).

Esouwuel déi responsabel Akteure vun de Schoulen ewéi och vum CGIE suivéiere vun no d'Evolutioun vun Open-Source-Systemer.

En etlech Initiative weise kloer den Interessi an de Wëllen, fir sech och an déi Richtung ze engagéieren:

- An de Programmer vun den Technikerformatiounen, an der Informatik an an der Elektronik kréien d'Schüler eng Aweisung an d'Linux-Betribssystemer.

- Jee no Formatioun, Divisioun oder Sektioun gi folgend Open-Source-Programmer an de Schoule benotzt: Gimp, Scratch, XMind, BlueJ, Unimozer, Structorizer, P'titStock, VLC, 7-Zip, XnView, InkScape, Kompozer, Geogebra, Thunderbird. Aner, nach méi spezifesch Programmer gi jee no Formatioun op de Schoulcomputeren installéiert, dat ëmmer méi dacks a Form vu virtuelle Maschinnen, soudatt einfach kann tëschent der Windows- an der Linux-Welt gewiesselt ginn.

- Op den Desktop-Computere vun de Schoulen ass nieft dem Microsoft Office dacks zousätzlech den Open Office installéiert.

- Vill Serveren an eise Schoule lafen ënner Linux.

- De CGIE schafft zanter Joren an engem Server-Environnement, deen zu engem groussen Deel ënner Linux leeft.

- All d'Firewallen, souwuel an de Schoule wéi an den Administratioune vun der Éducation nationale, baséieren op Linux.

- Och portabel Raspberry-Pi-Geräter ginn ëmmer méi dacks an de Makerspacë vun eise Schoule benotzt.

Question 0920 (18.07.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**organisation de manifestations civiles :**

De plus en plus de personnes souhaitent célébrer leur mariage civil dans un cadre plus festif que celui d'une maison communale. En même temps, le nombre de personnes désirant être enterrées dans un cadre différent des formats usuels, comme par exemple dans une sépulture en rivière, se trouve également en augmentation constante.

Partant, afin de tenir compte de ces nouvelles réalités sociales, l'accord de coalition actuel prévoit une adaptation de la législation concernant l'organisation de manifestations civiles, notamment de mariages et de funérailles.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Les préparations pour l'adaptation de la législation précitée ont-elles déjà été entamées ?

- En quoi consistent concrètement les adaptations proposées ?

- Pour quand les adaptations susmentionnées pourraient-elles être introduites ?

Réponse (26.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Comme le soulève le Député, l'adaptation de la législation concernant l'organisation de cérémonies civiles est prévue dans l'accord de coalition 2018-2023 et constitue pour moi une priorité pour l'année prochaine.

À titre de rappel, il y est prévu que :

« Les communes seront soutenues dans l'organisation de cérémonies civiles (entre autres mariages, funérailles). Les législations afférentes seront modernisées. L'ensemble des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles seront revus. Des solutions régionales seront recherchées pour répondre aux différents rites funéraires. »

Le Gouvernement prévoit de donner plus de flexibilité aux communes dans l'organisation des cérémonies civiles afin de mieux répondre aux besoins et aux souhaits des citoyennes et citoyens.

Question 0921 (19.07.2019) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **projet de réaménagement de l'esplanade à Remich :**

Le 12 octobre 2016 la Chambre des Députés a donné son accord à l'élaboration des études nécessaires pour le projet de réaménagement de l'esplanade à Remich.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3903 du 29 Juin 2018, Monsieur le Ministre souligne qu'il s'agit d'un projet complexe car il doit intégrer sept projets différents sur le même site, dont les travaux seront réalisés conjointement. Il s'agit notamment des projets suivants : réaménagement de l'esplanade, redressement de la N10, construction d'une piste cyclable PC3, réseaux d'assainissement, mesure anticrues, rehaussement et extension du quai embarcadère, aménagement d'un quai d'accostage pour bateaux de croisière fluviaux. Finalement, Monsieur le Ministre annonce qu'une mise en soumission de la première partie pourra être envisagée au courant de l'année prochaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que la première partie a déjà été donnée en soumission ? Dans la négative, pour quand la mise en soumission est-elle prévue ? Quels travaux sont concernés par la soumission de la première partie ?

- Les analyses supplémentaires concernant la pollution du site sont-elles terminées ? Quelles conclusions ont pu être tirées de ces analyses ? Les résultats des analyses risquent-elles de retarder le projet initial ?

Réponse (16.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le projet du réaménagement de l'esplanade de Remich a été divisé en deux parties.

Le premier tronçon s'étend du « Wueswee » aux « Caves St. Martin » et comprend le réaménagement de la route nationale N10, l'aménagement des parkings et des bandes de stationnement, la construction de la piste cyclable PC3 ainsi que l'aménagement des espaces verts. Ce tronçon peut être réalisé indépendamment du deuxième tronçon.

Le deuxième tronçon s'étend du pont frontalier au « Wueswee » et comprend les mesures anticrues, le rehaussement et l'extension du quai d'embarcadère, l'aménagement du quai d'accostage, le réaménagement de la N10, l'aménagement des parkings et des bandes de stationnement, la construction de la piste cyclable PC3 ainsi que l'aménagement des espaces verts.

Après l'approbation de l'avant-projet détaillé du génie civil du premier tronçon 1, qui vient récemment d'être présenté au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, le volet architecture du paysage de l'esplanade de Remich pourra être élaboré.

Ensuite, l'avant-projet détaillé complet, regroupant le volet architecture du paysage et le volet du génie civil, sera soumis au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics pour l'approbation, ceci en vue de l'élaboration définitive du projet.

Ainsi, la soumission pour le premier tronçon de l'esplanade de Remich est prévue au plus tôt pour la fin de l'année 2020.

Les analyses concernant la pollution du site ont été achevées. Elles ont montré que le coffre de la N10 est pollué par des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), qui devront être évacués vers une décharge spécialisée ou, dans certains cas, être recyclés sur place à l'aide d'un mélangeur à froid.

En outre, des forages ont été effectués dans les espaces verts de l'esplanade par le Service géologique de l'État pour déterminer l'envergure de la pollution de l'ancienne décharge. Il s'avère que la terre de l'esplanade est aussi contaminée par des HAP. Lors du réaménagement de l'esplanade, ces matériaux pollués devront être évacués vers une décharge spécialisée.

Ces résultats d'analyses ne risquent toutefois pas de retarder le projet initial.

Question 0922 (19.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **médicaments indisponibles :**

En Belgique, principal fournisseur des médicaments pour notre pays, de nombreux médicaments sont indisponibles. Et la France et l'Allemagne sont confrontées à des pénuries comparables.

La situation s'est nettement aggravée ces derniers temps et l'Agence belge des médicaments a publié en début de semaine une liste comportant 497 médicaments indisponibles dont entre autres des antibiotiques, des médicaments anticancéreux et des médicaments contre l'hypertension.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre comment se présente actuellement la situation au Luxembourg.

2) Quels médicaments sont concernés ?

3) Quelles sont les raisons de cette pénurie ?

4) Existe-t-il une démarche commune au sein de l'UE ou du Benelux pour réagir à ce problème de santé publique ?

5) En Allemagne, l'idée d'une réserve nationale vient d'être lancée. Qu'en pense Monsieur le Ministre ?

Réponse (23.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les pénuries de médicaments posent un réel problème de santé publique et sont une des préoccupations principales du Ministère de la Santé. L'indisponibilité des médicaments produit en effet un impact non seulement sur la chaîne d'approvisionnement nationale, mais au final sur le système de santé, conduisant subséquemment à un impact substantiel sur la santé des patients et sur les dépenses liées à la prise en charge des complications éventuelles et des traitements alternatifs.

Le Ministère de la Santé s'est adressé récemment en ce sens à tous les titulaires d'autorisation de mise sur le marché des médicaments, notamment en leur rappelant leurs obligations en matière d'approvisionnement du marché pharmaceutique luxembourgeois.

Bien que la situation semble à première vue assez préoccupante en raison des chiffres avancés sur les médicaments indisponibles, force est de souligner que toutes les indisponibilités n'ont pourtant pas des conséquences importantes sur le budget et ne constituent pas de réel danger à la santé publique. En effet, dans une très large majorité des cas, une solution alternative acceptable est trouvée pour combler la pénurie des médicaments au Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, le médicament indisponible peut être soit accessible sur le marché national dans une autre présentation (p. ex. taille du conditionnement plus petite ou plus grande), soit il peut être importé d'un marché limitrophe dans un autre emballage (p. ex. rédigé dans la langue française au lieu de la langue allemande). Il peut être souvent substitué aussi par un générique ou bien remplacé par un produit similaire appartenant au même sous-groupe pharmacologique (classification ATC niveau 4) sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

Cependant, dans certaines situations où il n'y a pas d'alternative thérapeutique médicamenteuse (p. ex. médicaments orphelins) ou lorsque le remplacement du médicament impacté par la rupture par un autre produit équivalent est contre-indiqué pour un patient donné, parfois un recours s'avère nécessaire :

a) à l'utilisation du médicament en dehors de l'autorisation de mise sur le marché ;

b) au médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg ;

c) aux traitements non médicamenteux.

Les services du Ministère de la Santé suivent de près l'évolution de la situation en matière de l'accessibilité des médicaments en Belgique, en Allemagne et en France - les pays principaux de provenance des médicaments mis sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg, analysent chaque cas avéré d'indisponibilité au niveau national et proposent, le cas échéant, des mesures de santé publique adéquates.

ad 2) En principe les mêmes médicaments qui sont en rupture d'approvisionnement sur le marché belge, français et allemand sont concernés par la pénurie au Grand-Duché de Luxembourg du fait de la chaîne particulière d'approvisionnement. En effet, l'approvisionnement du marché national se fait essentiellement à travers les marchés des pays limitrophes.

Les médicaments concernés par la pénurie peuvent être trouvés sous les liens suivants :

https://www.ema.europa.eu/en/medicines/ema_group_types/ema_document-supply_shortage/field_ema_shortage_status/0 ;

https://banquededonneesmedicaments.fagg-afmps.be/#/query/supply-problem-history/human ;

https://ansm.sante.fr/S-informer/Informations-de-securite-Ruptures-de-stock-des-medicaments.

À l'instar des autres autorités compétentes des États membres de l'UE, une liste exhaustive de médicaments en cours d'interruption de mise sur le marché sera publiée dès l'automne au Mémorial B du Grand-Duché de Luxembourg et mise à jour régulièrement sur le site du portail de la santé.

ad 3) L'indisponibilité est souvent temporaire et est due à un problème de production du médicament (p. ex. lié au défaut de qualité du médicament ou pénurie des matières premières), à la criminalité (p. ex. liée au vol ou à la falsification), à une brusque augmentation de consommation (p. ex. liée au remboursement ou au glissement thérapeutique vers la prescription hors autorisation de mise sur le marché) ou encore à des pratiques commerciales des opérateurs économiques (p. ex. liées au niveau du quota par pays, à l'exportation, aux ruptures favorisant l'écoulement des stocks d'autres médicaments ou au retrait du marché suite à une baisse de rentabilité).

ad 4) En principe, l'indisponibilité des médicaments relève de la compétence nationale des États membres de l'UE.

L'UE de son côté encourage la coopération entre les États membres dans ce domaine et elle appuie leur action, notamment en favorisant entre eux la coordination de leurs mesures.

Dans ce contexte, l'Agence européenne des médicaments (EMA) organise l'échange des meilleures pratiques, publie l'information sur les ruptures affectant plusieurs États membres et propose des recommandations pour les patients et les professionnels de la santé.

Un groupe de travail spécialement dédié aux pénuries de médicaments a été mis en place en 2018 au niveau de l'UE dans le but de développer et coordonner les actions pour la prévention, l'identification, la gestion et la communication sur les sujets qui affectent la disponibilité des médicaments afin d'améliorer la continuité d'approvisionnement des médicaments à l'échelle européenne.

Par ailleurs un groupe d'experts de la Commission européenne qui analyse l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE se réunit régulièrement sur les questions relatives au Brexit sans accord sur la disponibilité des médicaments dans l'UE.

ad 5) Le Ministère de la Santé adhère entièrement à l'idée de la mise en place d'une réserve nationale permanente pour les médicaments essentiels et remboursés par la Caisse nationale de santé. Une action concertée des services de la sécurité sociale et de la santé est néanmoins nécessaire pour concrétiser cette mesure.

En ce qui concerne les compétences du Ministère de la Santé, plusieurs actions ont été déjà réalisées ou sont en cours de réalisation pour garantir qu'un volume adéquat de certains médicaments soit disponible en permanence pour le Grand-Duché de Luxembourg :

1) Afin de sécuriser un stock suffisant de vaccins, une réserve nationale permanente est prévue par l'État pour tout nouveau programme national de vaccination universelle mis en place au Luxembourg. Il en sera de même pour tout renouvellement des programmes de vaccination universelle en cours d'exécution à travers des marchés publics.

2) Le Luxembourg dispose d'une réserve nationale stratégique de médicaments utilisés en cas de menace grave à la santé.

3) La Direction de la santé travaille en étroite collaboration avec les acteurs du terrain afin de prévenir et de mitiger les ruptures d'approvisionnement de médicaments, notamment en rapport avec le niveau du quota imposé pour le Grand-Duché de Luxembourg par les laboratoires pharmaceutiques, comme c'est le cas par exemple des vaccins contre la grippe saisonnière. Elle intervient également auprès de l'industrie pharmaceutique pour l'inciter à commercialiser les présentations non disponibles sur le marché dans le but de renforcer l'arsenal thérapeutique des professionnels de santé au niveau national et de proposer des alternatives aux patients.

Question 0923 (19.07.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**école nationale pour adultes :**

Laut Aussagen von Minister Meisch und Minister Bausch zieht 2021 die École nationale pour adultes (ENAD) provisorisch in das Gebäude „Blumm" auf dem Campus Geesseknäppchen um, bevor sie dann 2024 auf dem Mierscherbierg unterkommt.

Wissend, dass die ENAD praktische Unterrichtseinheiten anbietet und diese oft in sogenannten „Ateliers" stattfinden, möchte ich folgende Frage an den Herrn Minister für Bildung, Kinder, Jugend, Hochschule und Forschung und an den Herrn Minister für öffentliche Arbeiten stellen:

- Sind die Räumlichkeiten auf dem Geesseknäppchen ausreichend ausgestattet, sodass die ENAD auch weiterhin den praktischen Unterricht in Ateliers abhalten kann, oder riskiert der Umzug Konsequenzen auf das pädagogische Konzept bzw. das Angebot der Schule zu haben?

Réponse commune (23.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Eine Analyse der Flächen und Schülerzahlen zeigt, dass die Räumlichkeiten des Gebäudes „Blumm" auf dem Campus „Geesseknäppchen" für die ENAD ausreichend sind.

Wo die verschiedenen Bereiche der Schule nach Berücksichtigung des pädagogischen Konzeptes und des Schulangebotes in der „Blumm" untergebracht werden und welche Arbeiten insbesondere bezüglich der Werkstätten notwendig sein werden, wird sich im Laufe der weiteren Planungen in Zusammenarbeit mit der Schulleitung entscheiden.

Hervorzuheben ist, dass die ENAD momentan nicht über größer ausgestattete Werkstätten verfügt, sondern dass diese eher mit Spezialräumen eines typischen Lyzeums vergleichbar sind, welche in den bestehenden Räumlichkeiten auf dem Campus Geesseknäppchen ausreichend vorhanden sind.

Die geplanten Umzüge sowie der Neubau werden zu keiner Einschränkung des Schulangebots der ENAD führen. Die zukünftige Entwicklung der Schule und der Ausbau des Ausbildungsangebots werden sich in direktem Zusammenhang mit den Bedürfnissen und Interessen der Lernenden weiter erheblich entwickeln und dazu werden auch die bestehenden praxisorientierten Ausbildungen gehören. Diese Entwicklung bedeutet, dass die ENAD mit der entsprechenden Infrastruktur ausgestattet wird.

Question 0928 (22.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**assistant personnel intelligent :**

Eng Rei parlamentaresch Ufroen an Däitschland hunn opgeworf, dass déi däitsch Bundesregierung sech iwwert de Bundesnachrichtendienst en Accès op Sproochassistenten a Privatstéit verschafe kann, op Alexa, Siri oder Google. Verschidde Sproochassistenten zeechnen net nëmmen d'Befeeler op, déi de Besëtzer him gëtt, mä lauschtere permanent ouni Zoustëmmung d'Emgéigend of. Falls dës Methodik wouer ass, handelt et sech ëm en déiwen Agréff an déi europäesch a lëtzebuergesch Grondrechter souwéi eng Verletzung vum Konsumenten- an Dateschutz.

Dowéinst, dass d'Regierung sech opgrond vum SREL-Gesetz net ëffentlech zu Froe betreffend de Fonctionnement vum SREL äussere kann, beschränken ech meng Froen op d'Eegeschafte vu Sproochassistenten, déi éischter an d'Kategorie vum Konsumenten- an Dateschutz falen, och wann eng Ausnotzung vu staatlechen Instanze wéi dem SREL natierlech besuergnesereegend ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Madamm Konsumenteschutzministesch Kenntnis dovunner, dass Sproochassistenten, déi zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, permanent Daten iwwer hiert Emfeld asammelen, och wann de Benotzer guer net domadder informéiert ass? Kann d'Ministesch d'Existenz vun der Praxis confirméieren? Wäert si heizou zu Lëtzebuerg investigéieren?

2. Ass d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz der Meenung, dass een als Verbraucher e Recht dorobber huet, iwwer all Informatioun an Eegeschaft vun engem Produkt am Virfeld Bescheed ze wëssen?

- Ass dëst beim Gebrauch vu Sproochassistenten, wéi bei Alexa, de Fall?

3. Deckt eng Zoustëmmung vun den AGB of, dass de Sproochassistent och ausserhalb vun der Notzung d'Emgéigend ouni Begrenzung oflauschtere kann? Ass dës Praxis konform mam Dateschutzgesetz vun 2018 an dem EU-Dateschutzreglement vun 2016?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass Produkter, déi zu Lëtzebuerg verdriwwe ginn, dat lëtzebuergescht Dateschutzgesetz vun 2018 befollege mussen?

5. Bei digitalen Inhalter existéieren aktuell eng Unzuel u Variabelen, bei deenen d'Gesetzer iwwert de Konsumenteschutz oder den Dateschutz un hir Grenze stoussen, dorënner zum Beispill Serveren, déi ausserhalb vun der EU stinn a bei deenen den Dateschutz net gräift, oder de Fakt, dass vill digital Produkter vu Firmen ausserhalb der EU stamen an esou d'Konsumenteschutzregelen heiansdo ausgehiewelt ginn.

Ass d'Regierung der Meenung, dass mir zu Lëtzebuerg souwéi an der EU mat Bezuch op digital Produkter:

- aktuell eng ausreechend Rechtslag am Dateschutz souwéi am Konsumenteschutz besëtzen? Falls jo, wéi ass de genannte Fall vun de Sproochassistenten ze erklären?

- aktuell déi néideg Capacitéite besëtzen, fir d'Rechter vum Dateschutz a vum Konsumenteschutz hei duerchzesetzen?

Réponse commune (23.09.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'parlamentaresch Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen bezitt sech op d'Nopeschberäicher Dateschutz a Konsumenteschutz. D'Politik vun deene Beräicher ass an de respektive Portefeuillë vum Kommunikatiouns-a Medieminister a vun der Ministesch fir Konsumenteschutz, déi ënner anerem d'Responsabilitéit huet fir d'Emsetzung vun zwou Direktiven, déi dem Konsument seng Rechter am Bezuch zu konnektéierte Géigestänn verstäerken. De Kommunikatiouns- a Medieminister huet vun der Dateschutzkontrollautoritéit, der CNPD, déi folgend Elementer kritt:

ad 1. D'CNPD ass sech iwwer Méiglechkeeten an Dateveraarbechtunge vun deenen neie Sproochassistenten duerchaus bewosst. Si verfollegt och déi Diskussiounen, déi am Ausland iwwert d'Sproochassistente gefouert ginn. Par défaut huelen d'Sproochassistenten net en permanence op, mä si ginn duerch eng aktiv Demarche vum Benotzer aktivéiert. Esou muss een zum Beispill beim Alexa entweder den derfir virgesinnene Knapp betätegen oder eent vun de véier Aktivéierungswierder soen. Den Enregistrement vun de Sproochbefeeler gëtt dem Benotzer dann duerch eng blo Luucht matgedeelt. Nëmmen da ginn d'Donnéeë vum Alexa op d'Cloud vun Amazon geschéckt (den Apparat selwer späichert keng Donnéeën). Direkt no dëser Iwwermëttlung geet déi blo Luucht erëm aus an den Enregistrement hält op.

Déi mëndlech Befeeler, déi de Benotzer gëtt, ginn an Textformat gespäichert. De Benotzer huet dann d'Méiglechkeet, iwwer seng App oder um Computer doheem seng Befeeler nozekucken an och definitiv ze läschen. Dëst gehéiert z. B. bei Amazon zu hirem Service, well ee mam Alexa och ka bei Amazon akafen an esou seng Commandë kann iwwerpréiwen. Des Weidere kann de Benotzer de Mikro och ofstellen, andeems en den „mute"-Knäppche betätegt. Dëst gëtt dann duerch eng rout Luucht gekennzeechent. Ab deem Moment gëtt näischt méi opgeholl.

ad 2. D'CNPD weist dorobber hin, dass dat europäescht Dateschutzreglement vun 2016 (RGPD) kloer virgesäit (a sengen Artikelen 12-14), dass all fir d'Dateveraarbechtung verantwortlech Akteuren dem Benotzer am Virfeld iwwert dës Dateveraarbechtung eng Rei Informatiounen zougänglech maache mussen. Laut dem RGPD mussen dës Informatiounen en plus kloer, einfach verständlech, präzis an an enger liicht zougänglecher Form bestoen. De Benotzer muss also genauestens informéiert ginn, wat mat sengen Donnéeë passéiert. Bei Amazon zum Beispill gëtt et dediéiert Säiten, déi de Benotzer iwwer Alexa informéieren (z. B. bei Amazon.de, Amazon.fr oder Amazon.co.uk). Des Weidere gesäit de Code de la consommation vir, datt de Konsument iwwer essenziell Charakteristike vu Gidder a Servicer informéiert gi muss, ier e Kontrakt ofgeschloss gëtt.

ad 3. D'Dateschutzreglement verlaangt fir all Dateveraarbechtung eng sougenannten „condition de licéité". Dës kann z. B. d'Averständnis vum Benotzer oder d'Erfëlle vun engem Kontrakt sinn. Wann een d'AGB vun esou engem Produkt akzeptéiert, sollt de Benotzer natierlech déi och gutt liesen, fir kënnen en connaissance de cause ze decidéieren, ob e säin Averständnis gëtt oder net. Wéi am Punkt 1 erkläert, huelen d'Sproochassistente par défaut net ouni Begrenzung op.

ad 4. All verantwortlech Stell, déi e Produkt bedreift, dat perséinlech Donnéeë sammelt an/oder veraarbecht an zu Lëtzebuerg verkeeft oder benotzt, muss déi geltend Dateschutzbestëmmungen anhalen.

An éischter Linn gëllen d'Dispositioune vum europäeschen Dateschutzreglement vun 2016 (RGPD), wat de 25. Mee 2018 a Kraaft getrueden ass. Dës Bestëmmunge ware vun deem Dag un direkt an an all EU-Land, dorënner Lëtzebuerg, applikabel. Contrairement zu enger europäescher Direktiv brauch et kengem nationale Gesetz, fir dës Bestëmmungen ëmzesetzen. D'Lëtzebuerger Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 verweist deemno och op d'Bestëmmunge vum RGPD.

ad 5. Wann eng Entreprise, dei Donnéeën an Europa veraarbecht, wëlles huet, dës Donnéeën och an d'USA ze iwwermëttelen, gesäit d'Kapitel 5 vum RGPD an deem Bezuch extra Bestëmmunge vir, déi se muss respektéieren. De Benotzer muss doriwwer och informéiert ginn an et ass him deemno iwwerlooss, ob en esou engem Service wëllt zoustëmmen oder net. Ginn dës Bestëmmungen net agehalen, kann déi verantwortlech Stell dann och sanktionéiert ginn.

Vu dass den RGPD sech op déi virgenannt Sproochassistente vun Apple, Amazon a Google applizéiert a vu dass déi Produkter gläich a méi Länner bedriwwe ginn, ginn déi Dateveraarbechtungen och gemeinsam vun den europäeschen Dateschutzautoritéiten iwwerwaacht. Déi vereenzelt Reklamatiounen, déi säit dem Aféiere vum RGPD géint dës Produkter gefouert goufen, befanne sech am europäesche Kooperationsmechanismus vun den Dateschutzkommissiounen a ginn individuell iwwerpréift. Vu dass dës Dossieren duerch dee vum RGPD virgesinnene Kooperatiounsmechanismus gekuckt ginn an eventuell Moosnamen och harmoniséiert geholl ginn, sinn de Kommunikatiouns- a Medieminister an d'CNPD der Meenung, dass EU-wäit déi néideg Capacitéite bestinn, fir d'Rechter vum Dateschutz mat Bezuch op dës Produkter duerchzesetzen.

Schlussendlech verweist d'CNPD awer och op e responsabelen Emgang mat dëse Produkter. Och wa Feeler ni 100 %eg auszeschléisse sinn (et goufe vereenzelt Beispiller vun Alexa an den USA, notamment an der Ufanksphas vum Produkt, wou de Sproochassistent e Befeel vun der Televisioun oder souguer vun engem Papagei enregistréiert hat), versichen d'Sproochassistenten, zwësche mënschleche Befeeler an deenen aneren Hannergrondgeräischer ze ënnerscheeden an nëmmen déi Eischtgenannt opzehuelen. Mä wann ee Benotzer zum Beispill direkt e puer Sproochassistente bei sech doheem stoen huet oder Befeeler op enger Soirée mat ville Gäscht agëtt, dann ass de Risiko scho reell, dass Drëttpersounen am Hannergrond mat opgeholl ginn. Esou sollt och de Privatbenotzer vun esou Produkter seng Matmënschen iwwert de Gebrauch informéieren (äänlech wéi bei enger privater Kamera doheem). Och sollen d'Benotzer oppassen, wat fir eng Drëttpartei-Apps si mat hire Sproochassistente verbannen, a sech de Risike bewosst sinn, wa se hir Sproochassistente mat allméiglechen Apparater aus dem Haushalt verbannen (Smart Home).

Question 0929 (22.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **médicaments génériques :**

Les médicaments génériques et biosimilaires peuvent générer des économies substantielles en matière de dépenses de santé, sans que les soins n'en souffrent.

Alors que la part des génériques atteint largement plus de 50 % en Allemagne, leur utilisation reste moindre au Luxembourg.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre de la Santé comment s'est développée la part des génériques par rapport à l'ensemble des médicaments au Luxembourg.

2) Quels sont les groupes de médicaments les plus concernés ?

3) Comment se développent les prescriptions de génériques parmi les différentes spécialités médicales ?

4) Quelles sont les démarches que préconisent Messieurs les Ministres pour promouvoir la prescription et l'utilisation des génériques ?

Réponse commune (26.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les classes de médicaments substituables par des médicaments génériques figurent sur la « Liste des médicaments substituables pris en charge par l'assurance maladie-maternité et soumis à une base de remboursement en application de l'article 22bis du Code de la sécurité sociale - inclus Excipients notoires », liste qui comprend actuellement deux grandes classes thérapeutiques, les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) prescrits dans le traitement de l'ulcère gastro-duodénal et de l'œsophagite de reflux, et les médicaments hypolipémiants de la classe des statines (inhibiteurs de la HMG-CoA réductase).

L'évolution de ces dernières années montre que la prescription des médicaments génériques est en constante augmentation. En considérant le marché des médicaments délivrés en pharmacie ouverte au public et inscrits dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité pour la période de 2013 à 2018, on constate les évolutions suivantes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le chiffre d'affaires pour l'ensemble des médicaments a augmenté de 5 % sur la période considérée, mais de 55 % pour les médicaments génériques.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La quantité de médicament exprimée en DDD[10] pour l'ensemble des médicaments a augmenté de 12 % sur la période considérée, mais de 72 % pour les médicaments génériques.

En comparaison européenne, la proportion des médicaments génériques reste néanmoins inférieure à celle dans de nombreux pays, malgré la progression au niveau national. Chaque année, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fournit des publications statistiques comparatives portant sur différents aspects de la performance des systèmes de santé dans les pays[11]. Parmi les sujets examinés s'adressant au « wasteful spending on pharmaceuticals », figure également la comparaison de la part du marché des médicaments génériques parmi les pays adhérant à l'OCDE. Le Royaume-Uni y figure comme le pays ayant le plus recours aux médicaments génériques avec une part de marché de 85 % en volume et entre 35 % et 40 % en montant, tandis que le Luxembourg n'y a recours que sept fois moins que le pays précité avec environ 12 % en volume et 5 % en montant.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces chiffres montrent que la part des médicaments génériques prescrits et remboursés est faible et s'est développée d'une façon peu soutenue depuis la mise en place des dispositions légales permettant la substitution notamment le règlement grand-ducal du 25 juin 2012 déterminant les modalités de calcul de la base de remboursement des médicaments substituables.

Une des principales raisons de la proportion relativement basse des médicaments génériques en comparaison avec d'autres pays européens est la faible présence de ces médicaments au niveau du marché luxembourgeois ce qui ne permet pas l'introduction d'une pratique généralisée de substitution au niveau de toutes les classes thérapeutiques.

ad 2) Les trois groupes de médicaments pour lesquels on constate les plus grandes croissances dans l'évolution des quantités de médicaments génériques sont les suivants :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Pour le premier groupe, la forte croissance est principalement due à l'introduction du système

[10] La DDD est une mesure statistique définie par l'OMS qui est utilisée pour rendre comparable des données de consommation de différents dosages d'une même molécule ou de différentes substances d'une même classe de médicament.

[11] http://sante.public.lu/fr/publications/p/panorama-sante-indicateurs-ocde-2017-fr-en/panorama-sante-indicateurs-ocde-2017-en.pdf

de base de remboursement pour le groupe des inhibiteurs de la pompe à proton. La variation totale en quantité (génériques et princeps confondus) pour le groupe des médicaments pour ulcère peptique et le reflux gastro-œsophagien était de 17 % sur la période considérée.

Pour le deuxième groupe, l'arrivée sur le marché des génériques des antidépresseurs du type inhibiteur sélectif de la recapture de la sérotonine et leur prescription conséquente sont à la base de cette évolution. La variation totale en quantité (génériques et princeps confondus) pour le groupe des antidépresseurs était de 10 % sur la période considérée.

Pour le troisième groupe, la croissance est due majoritairement à l'introduction du système de base de remboursement pour le groupe des statines. La variation totale en quantité (génériques et princeps confondus) pour le groupe des agents réduisant les lipides sériques, non associés était de -1 % sur la période considérée.

ad 3) Toutes spécialités confondues, la quantité de médicaments prescrits et pris en charge par patient et par année (DDD/patient/année) a augmenté de 35 % en ce qui concerne les médicaments génériques par rapport à 2 % pour l'ensemble génériques et princeps.

ad 4) Le Ministère de la Santé, la Direction de la santé et la Caisse nationale de santé avaient lancé une grande campagne d'information en 2014 sur l'utilisation des médicaments génériques par des brochures et flyers spécifiques.

À côté des différentes campagnes d'information grand-public, les pharmaciens et les médecins avaient été sensibilisés à la prescription des médicaments génériques.

Compte tenu de l'évolution des médicaments génériques au Luxembourg, il n'est pour l'heure pas prévu de lancer une nouvelle campagne de sensibilisation.

Toutefois, au-delà de la seule sphère des médicaments génériques, les efforts des services concernés portent globalement sur des mesures pour rendre les médicaments, notamment innovants, plus abordables et accessibles pour les patients. Ces efforts se matérialisent notamment par la participation du Grand-Duché à l'initiative BeNeLuxA[12].

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit d'ailleurs dans ce contexte que « le Luxembourg poursuivra ses efforts visant à rendre les médicaments innovants plus facilement accessibles et abordables pour les patients, notamment dans le cadre de l'initiative de coopération BeNeLuxA ».

Question 0930 (22.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **mortalité infantile des bébés :**

Selon des statistiques publiées par Eurostat la mortalité infantile de bébés de moins d'un an aurait très fortement augmenté au Luxembourg entre 2007 et 2017. Le taux de mortalité serait passé de 1,8 à 3,2 sur 1.000 naissances et connaîtrait la plus forte progression des pays membres de l'UE. Dans la même période le taux de mortalité infantile dans les 28 pays de l'Union aurait baissé de 4,4 à 3,6 sur 1.000 naissances.

D'autre part, la mortalité néo-natale au Luxembourg aurait plus que doublée.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé s'il peut confirmer cette évolution et à combien de cas sur combien de naissances correspondent ces taux.

- Sur quels éléments (moyenne sur la période entière ou en comparaison de l'année 2007 à l'année 2017) se basent les données d'Eurostat ?

- Comment s'explique la prédite évolution et quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il le cas échéant ?

Question 0934 (22.07.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **mortalité infantile des bébés :**

Laut den Zuele vun Eurostat ass d'Unzuel vun Doudesfäll bei Puppelcher a klenge Kanner zu Lëtzebuerg innerhalb vun zéng Joer vun 1,8 Doudesfäll op 1.000 Gebuerten op 3,2 Doudesfäll op 1.000 Gebuerte geklommen. Op gesamteuropäeschem Niveau ass dës Zuel awer réckleefeg.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Gesondheetsminister riichten:

- Wat sinn déi genau Ursaache vun dësem héije Mortalitéitstaux bei de Kanner ënner engem Joer?

- Wéi vill Gebuerte sinn all Joer zu Lëtzebuerg ze verzeechnen?

- Hu mir zu Lëtzbuerg genuch Gynekologen an Hiewanen oder gëtt et e Rekrutementsproblem?

- Wa jo, wat gëtt gemaach, fir dës Beruffer méi attraktiv ze maachen?

- Den Doud vun engem Kand ass ëmmer een traumatescht Erliefnes fir d'Elteren. Wéi gëtt dëse Leit gehollef respektiv op wéi eng Servicer kënnen dës Leit zréckgräifen?

Question 0958 (24.07.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **mortalité infantile des bébés :**

Une analyse d'Eurostat relative à la mortalité infantile (décès d'enfants âgés de moins d'un an) en Union européenne a révélé que celle-ci est en baisse sur la période examinée (2007-2017), passant de 4,4 à 3,8 décès pour 1.000 naissances vivantes.

Le Luxembourg est l'un des très rares pays dans lesquels la tendance s'est inversée, avec un taux de mortalité de 3,2 décès pour 1.000 naissances vivantes en 2017 contre 1,8 en 2007. On constate également que le taux le plus élevé était atteint en 2011 avec 4,3 décès pour 1.000 naissances vivantes.

Les données du Statec semblent indiquer que l'augmentation de la mortalité infantile est imputable principalement à une hausse de la mortalité chez les nouveau-nés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Quels sont les facteurs qui expliquent l'augmentation de la mortalité infantile sur les dix dernières années, en particulier chez les nouveau-nés ?

2) Les données disponibles permettent-elles une analyse relative aux causes de décès, à l'âge des parents et de la situation familiale ? Le cas échéant, cette analyse permet-elle d'identifier des populations à risque ?

3) Quelles mesures sont envisagées pour lutter contre cette tendance de l'augmentation de la mortalité infantile ?

Réponse (23.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

La mortalité infantile en chiffres : évolution, explication de la méthodologie de calcul, nombre de naissances et de cas de décès :

Le nombre de naissances vivantes et de décès d'enfants de moins d'un an sont fournis par le Statec à Eurostat. Il s'agit de données administratives concernant toute personne résidente au Luxembourg, sans aucune information médicale. Les chiffres sont repris dans le tableau ci-dessous pour les années 2007 et 2017.

Tab. 1 Naissances, décès, et taux de mortalité infantile au Luxembourg et taux de mortalité infantile dans l'ensemble de l'Union européenne, 2007 et 2017 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Si seules les données des années 2007 et 2017 sont considérées, la mortalité infantile semble en effet évoluer de manière défavorable au Luxembourg.

En fait, les données d'Eurostat indiquent que le Luxembourg était en 2007 le pays avec le taux de mortalité infantile (1,8) le plus bas dans toute l'Union européenne et était largement en dessous de la moyenne européenne (4,4). En 2017, le taux luxembourgeois de la mortalité infantile au Luxembourg (3,2) s'est rapproché de la moyenne européenne (3,6) mais demeure toujours en dessous de celle-ci et en dessous du taux des pays limitrophes (3,3 en Allemagne - 3,6 en Belgique - 3,9 en France).

Cela étant la mortalité infantile n'a pas augmenté de façon significative au Luxembourg et reste inférieure à celle de ses voisins.

D'ailleurs, vu le faible nombre de décès infantiles, une variation annuelle de quelques unités seulement a, au Luxembourg comme dans d'autres petits pays, un impact important sur le taux de mortalité calculé. C'est pourquoi de nombreuses publications utilisent, pour l'analyse des événements peu fréquents au sein de populations de taille réduite (Luxembourg, Islande, Malte, etc.) des taux moyens calculés sur trois années consécutives.

Les causes de décès chez les enfants de moins d'un an, et les facteurs de risque :

La plupart des décès infantiles (avant l'âge d'un an) affectent des bébés très vulnérables et sont liés à des maladies sévères, en partie incurables, où la prématurité et le faible poids de naissance sont souvent associés. 28 % des décès infantiles surviennent au cours des 24 premières heures de vie, et 27 % entre le 1er et le 6e jours de vie. Au total, 71 % des décès infantiles surviennent au cours des quatre premières semaines.

Le registre des décès donne des indications sur la cause des décès qui surviennent au Luxembourg. Pour les enfants de moins d'un an, les cinq causes les plus fréquentes enregistrées pour les années 2007 à 2016 sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Tab. 2 Les cinq causes principales de décès chez les enfants de moins d'un an entre les années 2007 et 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les facteurs de risque de mortalité infantile sont souvent associés à des problèmes de santé maternelle, à la prématurité du nouveau-né et/ou à son faible poids de naissance. Il est donc important de veiller à la santé des futures mamans, et de promouvoir les modes de vie sains tout au long de la grossesse. Le suivi régulier de la grossesse permet de détecter les problèmes de santé chez la future mère comme chez le fœtus et de réduire ainsi les risques de prématurité, de retard de développement du fœtus, de complications et de décès évitables. L'orientation des grossesses à risque vers une maternité apte à prendre en charge la mère et le nouveau-né malade permet de garantir que les moyens et compétences nécessaires sont réunis pour assurer les meilleures chances à l'enfant.

Considérant que les techniques de procréation médicalement assistée augmentent le risque de grossesse gémellaire ou multiple et de prématurité, les enfants issus de cette technique sont exposés à un risque de mortalité plus élevé. Bien qu'il n'y ait pas de données luxembourgeoises documentant un risque accru de mortalité infantile pour certaines catégories de parents, il a été démontré que l'amélioration du niveau d'éducation des femmes en Europe a contribué à réduire la mortalité infantile. Il faut aussi souligner que le risque de mortalité infantile est réduit en cas de suivi médical régulier de l'enfant, incluant le dépistage de maladies et les vaccinations recommandées, de modes de vie sains et d'un environnement de sommeil adapté au nourrisson.

Les données collectées par le Système national de surveillance de la santé périnatale au Luxembourg (SUSANA) concernent la santé des mères et des nouveau-nés à la naissance ; ces données permettent d'exploiter des indicateurs nationaux et internationaux. La participation au réseau Euro-Peristat permet de comparer au niveau international toute une série d'indicateurs et de suivre les évolutions et tendances. Fin 2018, deux rapports ont été publiés :

- Rapport sur les naissances 2014-2015-2016 et leur évolution : http://sante.public.lu/fr/actualites/2019/03/rapport-perinat/index.html

- The European Perinatal Health Report 2015 : https://www.europeristat.com/index.php/reports/european-perinatal-health-report-2015.html

Le nombre de médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique et de sages-femmes :

Selon le registre des médecins du Ministère de la Santé, 105 médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique sont autorisés, dont les trois-quarts sont agréés auprès d'un des quatre établissements hospitaliers du pays. Leur âge moyen est de 54 ans. Selon les données de la Caisse nationale de santé, 92 de ces médecins ont une activité qui peut être considérée comme significative. Les sages-femmes professionnellement actives sont au nombre de 231.

Les questions de pénurie et d'attractivité des professions de la santé ont été posées dans le cadre d'une large étude portant sur l'ensemble de ces professions au Luxembourg, menée sous l'égide du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé. Selon les résultats de cette étude, qui seront publiés avant la fin de l'année 2019, il n'y a pas de pénurie pour les sages-femmes. Pour les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique, même si les délais d'obtention d'un premier rendez-vous peuvent être longs et que certaines maternités indiquent avoir certaines difficultés à recruter ces médecins, il n'y a pas de réelle pénurie pour cette spécialité.

L'attractivité des professions de la santé sera abordée dans le cadre d'un plan d'action national relatif aux professionnels de la santé, qui devrait suivre la publication de l'étude mentionnée ci-dessus.

Mesures prises pour réduire la mortalité infantile :

Les mesures de promotion de la santé et de prévention primaire qui visent à préserver et à améliorer la santé maternelle et infantile, sont déclinées en de nombreux programmes et recommandations, incluant entre autres l'éducation à la santé, le suivi régulier, le dépistage des anomalies et des maladies durant la grossesse, à la naissance et durant la première année de vie, et les vaccinations.

Concernant les soins autour de la naissance, l'organisation des maternités, sur base de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers, a permis de formaliser la collaboration interhospitalière pour les grossesses à risque, de garantir une présence médicale sur place en cas d'urgence pour les maternités qui assurent plus de 1.500 accouchements par an et accueillent les grossesses à risque, et d'améliorer la visibilité de l'offre pour les futurs parents.

L'évaluation de l'impact de ces mesures sur la mortalité infantile doit évidemment être suivie. Afin d'améliorer ce suivi, une réforme du certificat de décès périnatal est envisagée, qui permettra de collecter et d'analyser les données de tous les décès survenant au cours des quatre premières semaines de vie, ainsi que des données médicales complémentaires utiles à l'analyse des causes de décès.

Pour les situations d'urgence qui peuvent survenir chez les enfants de moins d'un an, l'offre de soins est également plus visible pour le public, avec, d'une part, l'organisation des urgences et de la maison médicale pédiatrique et, d'autre part, les services nationaux d'urgence pédiatrique, de pédiatrie spécialisée, de soins intensifs pédiatriques et de chirurgie infantile localisés à la Kannerklinik.

Le support aux parents :

Les possibilités et les modalités d'aide et de soutien aux parents et aux proches d'un jeune enfant décédé sont multiples, et varient selon les besoins individuels des personnes concernées ainsi que selon les circonstances du décès.

Le Groupe de support psychologique (GSP) du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) inclut dans ses missions le soutien psychologique de la famille et des amis des personnes directement touchées par des décès subits, tels que des accidents mortels de circulation ou domestiques, des incidents impliquant de nombreuses victimes, la mort subite d'un nourrisson, ou même suite à un crime avec violence.

Il ressort d'études qu'une intervention d'urgence a une influence positive sur les dommages consécutifs. Grâce à l'intervention précoce du GSP, l'assistance psychologique commence immédiatement après l'événement, ce qui limite l'apparition de réactions de stress post-traumatiques.

Une permanence du GSP est assurée 24h/24 et 7j/7, dans tout le pays.

Le Groupe permanent d'encadrement psychotraumatologique (GPEPT) qui a été institué par arrêté du Gouvernement en conseil du 20 septembre 2001 fait partie du dispositif d'accompagnement psychothérapeutique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatisante ; il répond aux besoins d'accompagnement en cas de décès multiples d'enfants.

Le Groupe d'échange et d'entre-aide pour parents ayant un enfant, Weesen-Elteren, propose le partage du vécu et des expériences faites pouvant aider à soulager la peine des parents. Il s'adresse à tous les parents indépendamment de l'âge de l'enfant décédé et de la cause du décès.

Omega 90 ASBL propose des consultations de deuil aux endeuillés en transmettant des informations sur les différents types de deuil, le processus de deuil en particulier, ainsi que les symptômes qui y sont liés dans le but de diminuer les angoisses et de donner au parent en deuil une orientation dans le futur. Omega propose aussi bien des consultations aux adultes, aux adolescents et enfants à partir de trois ans.

Een Häerz fir kriibskrank Kanner ASBL propose un soutien et accompagnement d'enfants atteints de cancer et de leurs proches, aussi après le probable décès de l'enfant.

La Fondatioun Kriibskrank Kanner accompagne au quotidien les familles d'enfants atteints d'un cancer ou d'une maladie rare à danger vital. En cas de décès, l'équipe accompagne la famille dans son deuil ou l'oriente vers des professionnels spécialisés en cas de risque de deuil pathologique.

[12] http://beneluxa.org/

Les différents hôpitaux font fonctionner des services psychologiques de soutien pouvant intervenir en cas de décès d'enfants ou d'adultes hospitalisés.

Certains centres ou services de consultations conventionnées avec le Ministère de la Santé ou le Ministère de la Famille (p. ex. Familljen-Center) proposent des consultations psychologiques ou psychothérapeutiques qualifiées lors de crises personnelles existentielles (e. a. également en cas de décès d'un enfant pour parents).

Au total, il existe des possibilités multiples, sans compter les nombreux professionnels prestataires de soins de santé, qui peuvent apporter aide et soutien aux parents d'un jeune enfant décédé. L'aide que chaque parent souhaite ou nécessite est à considérer au cas par cas de façon tout à fait individuelle.

Question 0931 (22.07.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **centres de compétences :**

En 2018, un nouveau dispositif a été mis en place dans le domaine de l'éducation nationale pour prendre en charge les enfants à besoins spécifiques, à savoir les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée. Cinq des neuf centres de compétences se fondent sur des structures existantes, les autres ont dû être créés.

Les centres de compétences interviennent au plan national, chacun dans son domaine de spécialité, lorsque la prise en charge d'un élève à besoins spécifiques aux niveaux local et régional n'a pas pu apporter les résultats souhaités. La prise en charge peut prendre la forme d'une intervention spécialisée ambulatoire ou dans certains cas, la forme d'une scolarisation spécialisée dans une classe du centre, à temps plein ou en complément d'une scolarisation dans l'enseignement régulier.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves ont été pris en charge par les centres de compétences depuis leur création en 2018 ? Combien de ces élèves sont issus de l'enseignement fondamental respectivement de l'enseignement secondaire ?

2) Concernant chacun des centres de compétences, combien de prises en charge se font de manière ambulatoire et combien sous forme d'une scolarisation spécialisée ?

3) Les quatre centres de compétences nouvellement créés sont-ils à ce stade déjà pleinement opérationnels ? Dans la négative, quel est l'état d'avancement des travaux ?

4) Dans le cas où des élèves doivent être pris en charge par plusieurs centres de compétences en même temps, comment est assurée la coopération entre les différents centres de compétence ?

5) Comment est assurée l'information des enseignants réguliers ainsi que des enseignants spécialisés sur les activités et les missions des centres de compétences ?

6) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de proposer des formations à l'IFEN visant à familiariser les enseignants avec le travail des centres de compétences ?

Réponse (23.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La loi du 20 juillet 2018 a créé huit centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, ainsi qu'une agence de transition vers une vie autonome qui coopère avec les centres de compétences, afin de faciliter l'accès des jeunes à besoins spécifiques à la formation professionnelle et au marché du travail.

ad 1) + 2) Depuis septembre 2018, les centres de compétences ont pris en charge pas moins de 5.400 élèves.

En ambulatoire, 4.345 élèves étaient encadrés de manière régulière au niveau de l'enseignement fondamental et 201 au niveau de l'enseignement secondaire.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour la scolarisation spécialisée, 830 élèves étaient pris en charge dans une classe d'un centre de compétences. Parmi ceux-ci, un certain nombre d'élèves ne fréquentent ces classes que partiellement (« solution mixte avec scolarisation à l'école régulière »).

ad 3) Trois centres de compétences ont été nouvellement créés en 2018, à savoir le CDA, le CDSE et le CEJHP. Ceux-ci sont déjà actuellement pleinement opérationnels et offrent leur expertise et assurent la prise en charge des élèves concernés. Il faut préciser que ces centres, au cours de cette première année scolaire, se focalisaient dans un premier temps sur les prises en charge au niveau de l'enseignement fondamental. Il est cependant prévu d'élargir cette offre dès la présente rentrée 2019-2020 pour les élèves de l'enseignement secondaire. Pour garantir des prises en charge adéquates à tous les niveaux, un renforcement considérable en personnel est prévu dans le plan de recrutement pluriannuel.

ad 4) Tel que prévu par la loi, le travail en réseau des centres de compétences fait partie intégrante de ceux-ci au quotidien.

Pour garantir un échange régulier et structuré, les directeurs des centres se réunissent régulièrement en Collège des directeurs des centres de compétences. Cette plateforme permet une collaboration étroite entre les différents centres.

En outre, les centres sont soutenus et guidés par la Commission nationale d'inclusion (CNI) qui propose, le cas échéant sur base d'un dossier et d'un diagnostic spécialisé, la prise en charge d'un enfant ou d'un jeune à besoins spécifiques par un ou plusieurs centres de compétences. En tant que gestionnaire des dossiers des élèves pris en charge, la CNI exerce une fonction essentielle et de poids dans la mise en réseau des prises en charge simultanées par plusieurs centres.

ad 5) Au niveau de l'information des enseignants ou d'autres professionnels, plusieurs offres et activités ont été organisées au cours de l'année scolaire 2018-2019. Afin de présenter les missions et leur travail de chaque jour, ainsi que les procédures afférentes, des journées nationales d'information pour les instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins particuliers ou spécifiques (I-EBS), ainsi que pour les membres des Commissions d'inclusion scolaire (CIS) de l'enseignement secondaire ont été mises en place par les centres de compétences en collaboration avec la Commission nationale d'inclusion (CNI) et le Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (S-EBS). Une autre journée de ce genre est programmée en novembre 2019 pour les membres des équipes de soutien des élèves à besoins particuliers ou spécifiques (ESEB) et les membres des Commissions d'inclusion (CI) de l'enseignement fondamental.

En outre, une journée d'échange et d'approfondissement entre les centres de compétences et les I-EBS a eu lieu. D'autres moments d'échange sont prévus entre professionnels dans le but d'un rapprochement des différents acteurs du dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs.

ad 6) L'IFEN propose déjà actuellement des formations continues sur les besoins spécifiques et sur l'éducation inclusive. Grand nombre de ces formations sont prestées par des agents des centres de compétences ou ont été initiées par un centre.

Ces formations portent, en particulier, sur la différenciation des apprentissages dans l'éducation formelle, non formelle et informelle, et sur la gestion de l'hétérogénéité des groupes d'enfants ou d'adolescents. Elles s'adressent, en général, aux membres du personnel enseignant et socio-éducatif. En outre, des formations ciblées peuvent être développées pour des groupements professionnels, des services ou des établissements scolaires déterminés. L'offre de formation est adaptée continuellement aux développements et aux besoins nouveaux décelés en matière d'éducation inclusive.

Question 0932 (22.07.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **formations pour utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques :**

La loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques transpose entre autres la directive 2009/128/CE qui a fixé des règles harmonisées pour une utilisation plus sûre des pesticides. Elle a notamment introduit une formation obligatoire pour les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques, les distributeurs et les conseillers, avec l'objectif d'accroître le niveau de protection de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement.

Ainsi, les produits phytopharmaceutiques autorisés pour un usage professionnel peuvent être utilisés exclusivement par les détenteurs d'un certificat « assistant usage professionnel », d'un certificat « usage professionnel » ou d'un certificat « distribution et conseil ».

Selon le règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques, les personnes qui disposent d'une attestation de réussite sanctionnant l'accomplissement d'une formation initiale spécifique aux produits phytopharmaceutiques peuvent obtenir les certificats énumérés ci-dessous. Selon une lettre publiée par le « Maschinenring » (MBR Lëtzebuerg), les formations consisteraient d'un ou de plusieurs modules, suivis d'un test certifiant l'accomplissement de la formation.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quels sont plus précisément le contenu et la durée des différents modules requis dans le cadre des formations « assistant usage professionnel », « usage professionnel » et « distribution et conseil » ?

2) Combien de personnes ont participé aux formations précitées depuis leur mise en place, ventilées par formation et par année ?

3) Qui sont les acteurs qui sont impliqués dans l'élaboration, l'organisation et l'exécution des formations et tests en question et en quoi consistent leurs missions respectives ?

4) Quel est le taux de réussite des candidats aux tests pour chaque formation, ventilé par année ?

5) Comment est évaluée la qualité des formations et des tests et quels sont, le cas échéant, les divers critères d'évaluation ?

Réponse (07.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En fonction du type de formation, le contenu couvre :

- les risques des produits phytopharmaceutiques pour la santé humaine et environnementale,

- le stockage, les erreurs et accidents de manipulation,

- les étiquettes et fiches de sécurité des produits phytopharmaceutiques, la classification,

- la législation,

- l'utilisation appropriée, la lutte intégrée et les méthodes de lutte alternatives.

Le contenu minimal détaillé des différents modules de formation est défini à l'annexe du règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques. La formation couvrant le certificat « assistant usage professionnel » consiste en deux modules à trois heures par module ; celle couvrant le certificat « usage professionnel » en quatre modules à trois heures par module. La formation couvrant le certificat « distribution et conseil » fait encore défaut et est en préparation en vue de pouvoir être offerte lors de la prochaine session de formation 2019-2020.

ad 2) Seul le nombre de participation aux différents modules est recensé. Étant donné que les candidats doivent participer à plusieurs modules de formation, le nombre de participation n'équivaut pas au nombre de candidats.

En 2018, il y a eu 265 participations aux modules de la formation pour le certificat « usage professionnel » et 175 aux modules de la formation pour le certificat « assistant usage professionnel ». En 2019, il y a eu 406 participations aux modules de la formation pour le certificat « usage professionnel ». Les formations reprendront en automne 2019.

ad 3) Les acteurs et leurs missions sont :

- le Service de la protection des végétaux (SPV) : gestion générale, organisation des cours, élaboration du contenu des cours, échange et concertation avec les autres acteurs, réponses aux questions posées lors des cours, mise à disposition de matériel de formation ;

- le MBR Lëtzebuerg : gestion des inscriptions, mise à disposition des supports de cours, octroi des attestations de participation et de réussite ;

- le Lycée technique agricole d'Ettelbruck (LTA) : élaboration du contenu des cours, mise à disposition des salles et de matériel de formation, exécution des formations, vérification des listes de présences, exécution et correction des tests de réussite ;

- l'Institut viti-vinicole : élaboration partielle du contenu des cours, mise à disposition des salles de formation, exécution partielle des formations ;

- le Luxembourg Institute of Science and Technology : formation des formateurs, élaboration du contenu des cours, appui consultatif en cas de questions spécifiques.

ad 4) Étant donné que les sessions de formation s'étendent de l'automne au printemps suivant, les données disponibles ne permettent pas une ventilation du taux de réussite par année.

Au total pour les années 2018 et 2019, 159 personnes ont participé au test en obtention du certificat « usage professionnel » et 78 personnes ont participé au test en obtention du certificat « assistant usage professionnel ». Il y a eu deux à trois échecs.

ad 5) Les formations sont assurées par des professeurs du Lycée technique agricole. En outre, des agents du Service de la protection des végétaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture ont participé aux cours de formation afin de vérifier leur qualité. Des échanges au sujet du contenu des cours et des adaptations éventuelles à y apporter ont lieu régulièrement entre les différents acteurs mentionnés au point 3.

Question 0933 (22.07.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**eau potable :**

Eu égard à une augmentation continue de la consommation totale en eau potable, en raison de la croissance démographique et économique, la gestion optimale de cette ressource primordiale devient de plus en plus cruciale, notamment dans un contexte de réchauffement climatique et de périodes de sécheresse qui en sont une des conséquences.

Notons encore que les ressources d'eau souterraines (sources et forages) fournissent environ 50 % de l'approvisionnement en eau potable au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de sources et forages existent au Luxembourg ?

2) Combien de ces sources et forages sont exploités pour l'approvisionnement en eau potable ?

3) Le cas échéant, pour quelles raisons certains sources et forages ne peuvent pas être exploités ? Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à la nature de la pollution des sources et forages concernés ?

4) Quelles mesures curatives sont prévues pour améliorer la qualité d'eau des sources polluées ?

5) Madame la Ministre entend-elle réaliser des forages supplémentaires pour capter des eaux souterraines jusqu'à présent non exploitées ?

6) Est-il possible de discerner d'ores et déjà un impact de la création de nouvelles zones de protection des eaux souterraines pendant les dernières cinq années sur la qualité de l'eau à ces endroits ?

7) Madame la Ministre juge-t-elle opportun d'utiliser l'eau des sources polluées à d'autres fins que la consommation humaine, comme par exemple comme moyen de refroidissement d'installations informatiques ?

Réponse (14.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au Luxembourg il faut distinguer entre deux types de forages et de sources. D'un côté, il existe des captages (aussi bien de sources que de forages) qui sont rattachés à un réseau d'approvisionnement public en eau potable. Ces réseaux sont opérés par des communes ou des syndicats intercommunaux. De l'autre côté, il existe des captages qui appartiennent en grande partie à des exploitants privés. Parmi ces captages se trouvent des captages dont l'eau est utilisée à des fins de consommation humaine (embouteillage, industrie alimentaire) ainsi qu'à d'autres fins (nettoyage, abreuvage de bétail …). En ce qui concerne cette deuxième catégorie, 310 ouvrages de captages possèdent une autorisation conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Le volume prélevé en 2018 pour cette catégorie de captages était d'environ 2,3 millions de mètres cubes par an, soit 5 % des prélèvements totaux d'eau souterraine au cours de cette année.

ad 2) En 2018, le volume prélevé par les sources et forages qui approvisionnaient des réseaux publics d'eau potable était de 44,7 millions de mètres cubes soit 95 % des prélèvements totaux d'eau souterraine au cours de cette année. Ce volume provenait de 270 sources et de 69 forages.

ad 3) Des chiffres fiables existent surtout pour des captages dont l'eau approvisionne des réseaux publics d'eau potable. En 2018, des captages dont le débit cumulé annuel se chiffrait à 5,5 millions de mètres cubes par an étaient hors service. Ceci correspond à 12 % du volume annuel exploité pour l'approvisionnement en eau potable par des sources et forages. Les polluants en cause pour la mise hors service de ces captages sont les nitrates, ainsi que des métabolites de produits phytopharmaceutiques (métazachlore-ESA, métolachlore-ESA, 2,6 dichlorobenzamide, N,N-dyméthylsulfamide). Certaines sources à faible débit ne sont plus utilisées pour approvisionner les réseaux publics en eau potable, étant donné que l'eau captée est essentielle de l'eau de surface et sa qualité ne se prête pas à la distribution directe sans traitement.

ad 4) Tout d'abord, il y a lieu de préciser que la priorité est de mettre en place des mesures de protection préventives afin d'éviter de devoir avoir recours à des mesures curatives. Les mesures préventives sont plus efficaces et sont économiquement plus avantageuses. Il est donc indispensable de protéger de façon préventive toutes les ressources en eau, afin d'éviter de devoir procéder à un traitement curatif de l'eau polluée. Les mesures de protection de l'eau concernent donc aussi bien les sources et forages dont la qualité de l'eau est très bonne, afin de maintenir cette très bonne qualité, que les sources et forages dont la qualité de l'eau est dégradée par une activité humaine, afin de réduire les pressions sur l'eau et atteindre une très bonne qualité de l'eau.

La pollution d'une source ou d'un forage doit être évitée pour limiter le traitement curatif de l'eau. Parmi les mesures curatives, on distingue :

1) La limitation d'intrants au niveau des zones de protection délimitées autour des captages d'eau potable. Cette mesure est certainement la plus efficace et la plus durable. En effet, l'ensemble des produits phytopharmaceutiques, dont les métabolites sont responsables pour une mise hors service des captages approvisionnant des réseaux publics d'eau potable, y sont interdits. De plus, l'utilisation de tout autre produit phytopharmaceutique est interdite dans les zones de protections rapprochées, car cela représente un risque élevé pour la distribution d'eau pour la consommation humaine. À cela s'ajoute que l'épandage d'engrais azotés, causant une dégradation de la qualité d'eau en nitrates, est également considérablement limité dans les zones de protection. De même, des contraintes techniques sont en vigueur en ce qui concerne différentes infrastructures.

2) Le traitement des eaux des captages frappés par une dégradation de la qualité de l'eau constitue une alternative plus coûteuse à la protection à la source. La faisabilité de ces traitements n'est cependant pas toujours garantie. Les contraintes techniques en ce qui concerne les technologies à utiliser, les capacités nécessaires pour réaliser des travaux d'entretien, ainsi que les effets secondaires engendrés par les techniques de traitement (rejets dans les cours d'eau, produits de dégradation nocifs pour la santé, consommation énergétique …) peuvent faire échouer un tel projet. La construction de stations de traitement engendre des coûts supplémentaires significatifs de 0,2 à 0,3 euro par mètre cube à payer par le consommateur. Pour ces raisons, un traitement des eaux n'est à recommander uniquement si la sécurité d'approvisionnement en eau potable est en danger. Le traitement des eaux ne peut être que temporaire et doit être combiné avec la mise en place de mesures de protection dans les zones de protection.

ad 5) Des études sont prévues dès la fin de l'année pour identifier la faisabilité de l'exploitation de nouvelles ressources d'eau souterraine par moyen de forages en vue de contribuer à terme à la sécurisation de l'alimentation en eau potable au niveau national. L'absence d'impacts environnementaux négatifs par la réalisation et l'exploitation des forages notamment sur l'état quantitatif des masses d'eau souterraine, ainsi que sur la qualité des masses d'eau de surface sont à exclure au préalable. De manière générale les volumes exploitables de ces ressources qui se situent à une profondeur supérieure à 150 mètres sont limités et ne permettront pas à eux seuls de garantir une sécurité d'approvisionnement en eau potable.

ad 6) Depuis la création des premières zones de protection, plusieurs initiatives ont vu le jour afin de renforcer la collaboration entre les fournisseurs d'eau potable et les acteurs travaillant dans les zones de protection. Des coopérations agricoles ont par exemple été créées afin de sensibiliser davantage les exploitants agricoles à la protection de l'eau. Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable soutient pour cela financièrement la mise en place des programmes de mesures dans les zones de protection à travers le Fonds pour la gestion de l'eau.

Néanmoins, vu que le temps de séjour dans l'eau souterraine, à l'exception de l'eau souterraine profonde située à plus de 150 mètres de profondeur, varie entre 5 et 15 ans, les effets des mesures réalisées ne sont pas immédiatement visibles et partant ces dernières doivent être menées sur le long terme. Ces conditions naturelles expliquent les raisons pour lesquelles aucune amélioration significative n'est constatée depuis la création des premières zones de protection il y a seulement 5 ans. Il est à noter qu'avant la publication du premier règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine en date du 12 décembre 2014, aucune zone de protection n'avait été délimitée autour de captages d'eau souterraine en vue de protéger les ressources en eau utilisées pour la consommation humaine.

Une condition pour une amélioration durable de la qualité de l'eau est l'acceptation de la nécessité de protéger l'eau potable. C'est pour cette raison que des programmes de mesures sont mis en œuvre dans les zones de protection et qu'un accent fort est mis sur la sensibilisation de tous les acteurs, également dans le futur.

ad 7) Cette utilisation n'est pas jugée opportune par l'Administration de la gestion de l'eau. D'une part, les captages d'eau souterraine dont l'eau est actuellement polluée sont couplés à des réseaux d'approvisionnement en eau potable complexes. Une séparation entre des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux destinées à d'autres consommations serait un défi technique, nécessiterait la pose de nouveaux réseaux et elle serait très onéreuse. D'autant plus que les installations nécessaires pour une utilisation différente seraient provisoires, étant donné que l'objectif est d'améliorer la qualité de ces eaux afin de pouvoir à nouveau les utiliser pour la consommation humaine. D'autre part, il faut savoir qu'une bonne qualité de l'eau souterraine est également essentielle pour les cours d'eau qui, en tant qu'écosystèmes, dépendent de l'eau souterraine. Pour certains de ces écosystèmes, des critères de qualité plus rigoureux que pour la santé humaine sont de vigueur. Protéger les eaux souterraines avec la mise en place de zones de protection aura donc également un impact bénéfique pour les cours d'eau et pour les animaux et plantes qui en dépendent.

Par conséquent, la stratégie du Gouvernement est de miser sur une amélioration générale de la qualité de l'eau et de favoriser des technologies innovatrices qui permettent de réaliser des économies d'eau.

Q28

Question 0935 (22.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants :**

An de leschte Joren huet d'Regierung eng sëlleche Schrëtt ënnerholl fir d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg méi accessibel ze maachen. D'Famillje goufe finanziell entlaascht andeems d'Kannerbetreiungsstrukturen (Crèchen, Maisons relais, Foyer du jour) duerch Bäihëllefe vum Chèque-service accueil (CSA) méi abordabel gemaach goufen. Des Weidere steigt d'Unzuel u Betreiungsstrukture konstant, wat et ëmmer méi Elteren erlaabt, Gebrauch vun dëse Servicer ze maachen.

Leider ass et esou, dass d'Ëffnungszäite vun de Crèchen et villen Elteren nach ëmmer schwéier bis onméiglech maachen, d'Strukturen ze notzen. Ee Groussdeel vun de Crèchë maache fréistens um 06.30 Auer hir Dieren op a schléisse schonn um 18.30 Auer, voire 19.00 Auer. Och d'Dagesmammen an d'Mini-crèchen, déi dacks méi kaschte wéi d'Crèchen, decken dëse Manktem net. Ee groussen Deel vun eiser Gesellschaft schafft leider net no de klassesche Büroszäite vun 08.00 bis 17.00 Auer, mä och bis 20.00 Auer oder méi spéit.

D'Madamm Ministesch fir d'Famill huet an der Chamberssëtzung vum 18. Juni 2019 hir Positioun verdeedegt, dass d'Fra net muss wielen tëscht schaffe goen a Kanner kréien, mä dass si sech mat Hëllef vun der staatlecher Kannerbetreiung emanzipéiere kann. Déi aktuell Auerzäiten an de Kannerbetreiungsstrukture stinn dëser Visioun allerdéngs aktuell am Wee.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer, fir Bildung a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Regierung Kenntnis dovunner, dass d'Auerzäiten, déi aktuell an der Kannerbetreiung existéieren, et ville Mënschen net erlaben, Gebrauch vun de Kannerbetreiungsstrukturen ze maachen?

2. Fir wéi vill Kanner gouf 2017, 2018 an 2019 eng Demande fir den CSA gemaach? Wéi vill Kanner, deenen hir Demande akzeptéiert gouf an déi esou vum CSA profitéiere kéinten, sinn aktuell net an enger Kannerbetreiungsstruktur ageschriwwen?

3. Wéi vill Kanner profitéieren aktuell vum CSA? Mat wéi ville Kanner rechent d'Regierung fir d'Joren 2020 an 2021?

4. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, fir d'Ëffnungszäite vu Kannerbetreiungsstrukturen un d'Besoine vun der Bevëlkerung unzepassen? Wäert d'Regierung heizou legiferéieren? Huet d'Regierung scho Bäihëllefen, déi méi laang Ëffnungszäite promouvéieren, als Optioun consideréiert?

Wéi vill Demandë goufe säit dem leschte Joer fir Mini-crèchen agereecht? Wéi vill vun deenen Demandë goufen accordéiert? Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Mesure de Problem vun den Auerzäite geléist huet oder an noer Zukunft léise wäert?

Réponse (26.08.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 4. D'Ëffnungszäite fir déi non formal Bildungsstrukture kënnen am Beräich vun de Services d'éducation et d'accueil (SEA) dat heescht de Crèchen, de Foyer-de-jouren an de Maison-relaise laut Reglementatioun (RGD modifié du 14 novembre 2013) tëschent 05.00 Auer an 23.00 Auer festgeluecht ginn. De Gestionnaire ka seng Ëffnungszäiten, jee no Besoin, an dëser Zäitspan definéieren. Datt déi non formal Bildungsstrukture bis haut dëse méiglechen Ëffnungszäiten net Rechnung droen, läit wahrscheinlech drun, datt d'Demande fir eng Betreiungsplaz viru 06.30 oder no 19.00 Auer net grouss genuch ass, fir datt et sech rentéiere géif, Strukturen opzeloossen. Verschidden Träger hunn an der Vergaangenheet dës verlängert Ëffnungszäiten iwwer eng länger Period ugebueden a mangels Demanden nees agestallt.

Am Beräich vun den Dageselteren ass fir d'Betreiung iwwer Nuecht an de Weekend eng méi héich finanziell Bedeelegung wéi am Dag vum Stat via Chèque-service accueil (CSA) virgesinn. Mat der Aféierung vun dëser zousätzlecher Finanzéierung (Oktober 2017) geet d'Zuel vun de Kanner, déi no atypesche Betreiungszäiten ageschriwwe sinn, an d'Luucht.

ad 2. All Kand tëschent 0 an 12 Joer (oder doriwwer eraus, wann et nach am Enseignement fondamental ass), dat zu Lëtzebuerg wunnt, an all Kand, wou op d'mannst een Elterendeel zu Lëtzebuerg schafft an en EU-Bierger ass, huet Recht op den CSA.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Dezember 2018 hunn 49.157 Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen, den CSA geltend gemaach. Laut Statec louch d'Zuel vun de Kanner tëschent 0 an 12 Joer, déi op den Datum vum 1. Januar 2019 zu Lëtzebuerg gelieft hunn, bei 85.659. Deemno hu 57 % vun de Kanner Enn 2018 vum CSA profitéiert.

ad 3. D'Zuel vun de Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen a vum CSA profitéieren, ass an de leschten 30 Méint ëm ongeféier 5 % pro Joer an d'Luucht gaangen. D'Zuel vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, klëmmt nach ëmmer, wat sech och um Niveau vum CSA bemierkbar mécht. Säit September 2016 kënnen och Kanner vun de Frontaliere vum CSA profitéieren. D'Zuel vun de Kanner, déi vum CSA profitéieren, geet deementspriechend iwwert déi lescht Jore progressiv erop an huet sech ëm déi 5 % agependelt. Dat heescht, fir d'Joer 2020 gëtt d'Zuel vun de Kanner, déi vum CSA profitéieren, op 56.061 estiméiert a fir d'Joer 2021 op 58.864.

ad 5. D'Reglement betreffend den Agrement fir d'Mini-crèchen ass de 7. Januar 2019 a Kraaft getrueden. Et sinn eng Rei Demanden an der Prozedur, mä et gouf aktuell nach keen Agrement fir eng Mini-crèche ausgestallt. Hei gëllen déi nämlecht Konditioune fir d'Ëffnungszäite wéi bei den SEA.

Question 0936 (22.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **problématique des trains supprimés :**

Am Joer 2018 sinn 9.024 Zich ausgefall. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 0563) zielt den Här Mobilitéitsminister ënnerschiddlech Ursaachen op am Hibléck op d'Problematik vun den Zichausfäll: Et ginn ënner anerem extern Grënn, Virfäll, déi vun Drëttpersoune verursaacht ginn, d'Asazbereetschaft vum Rullmaterial an d'Problemer um Schinnennetz genannt.

Mir ass zougedroe ginn, datt awer och dacks personaltechnesch Grënn (gemengt ass d'Personal vun den CFL) fir d'Ausfale vun den Zich verantwortlech sinn. Et ass evident, datt den Zuchausfall fir de Benotzer vum ëffentlechen Transport mat enger entspriechender Frustratioun verbonnen ass an et ass dofir leider net ëmmer novollzéibar, firwat nieft de méi technesche Ursaachen och um Niveau vun der Personaldisziplinn an deem Mooss Problemer bestinn.

An deem Kontext géif ech den Här Mobilitéitsminister bieden, mir déi folgend Froen ze beäntwerten:

1. Wat sinn déi genee Ursaache vun de personaltechnesche Problemer, déi zu den Zichausfäll féieren?

2. Wéi dacks waren am Joer 2018 personaltechnesch Ursaachen de Grond fir den Ausfall vun den Zich?

3. Wéi gedenkt den Här Minister konkret virzegoen, fir där personaltechnescher Problematik vun den Zichausfäll entgéintzesteieren?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi genee Ursaache vun de personaltechnesche Problemer, déi zu Zichausfäll féieren, sinn éischtens d'Feeler, déi d'Personal eventuell mécht, an d'Verspéidunge vum Personal oder d'Ofwiesenheet vum Personal.

ad 2. Am Joer 2018 sinn duerch dës Grënn 3,4 % vun den Zich ausgefall, also genau 309 Zich. Dat mécht manner wéi ee pro Dag.

ad 3.

a) Wat d'mënschlech Feeler betrëfft, schaffen d'CFL dorunner, déi weiderhin ze vermeiden, mat zum Beispill Formatiounen op där enger Säit an um Niveau vun der Digitaliséierung op där anerer Säit.

Am Fall vun engem Feeler vun engem Agent gëtt eng detailléiert Analys duerchgefouert an e perséinlecht Gespréich gefouert tëschent dem Agent an dem Superieur, fir déi entspriechend Moossnamen ze definéieren.

Verschidden Digitaliséierungsprojete sollen hëllefen, Zichausfäll, déi duerch de mënschleche Faktor virkommen, ze reduzéieren, wéi zum Beispill de RAILtab, eng Tablet, déi fir d'Fuerpersonal an de PAT (personnel d'accompagnement de train) geduecht ass, soudatt d'Betribsprozedure vereinfacht a méi praktesch fir d'Personal sinn.

b) Klassesch Absencen duerch Krankheete ginn dagdeeglech traitéiert. E performante Reservesystem ass ageriicht, a wann et net duergeet, da gi Programmännerunge gemaach oder et gëtt Personal zréckgeruff. D'Prozeduren an d'Flexibilitéit vun den CFL-Mataarbechter erméiglechen et, déi meeschten Absencen ze ersetzen. Trotzdeem, am Fall vun Epidemien, zum Beispill Gripp, wann da véier bis fënnef Aarbechter sech fir den Aarbechtsdag zesumme krankmellen, kann et zu personellen Enkpäss mat Zichausfäll kommen.

Am Fall, wou d'Personal ze spéit schaffe kënnt, ginn disziplinär Moossname getraff.

Question 0938 (22.07.2019) de **M. Marc Hansen** et **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **priorités de la recherche publique :**

Le Fonds national de la recherche (FNR), principal acteur de soutien des activités de recherche au Luxembourg, a récemment publié ses recommandations en ce qui concerne les priorités nationales de la recherche publique. Il revient à présent au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de déterminer, sur base de ces recommandations et en concertation avec le Gouvernement, l'orientation future de la recherche publique.

Dans une tribune libre diffusée récemment sur 100,7, les recommandations du FNR en relation avec les sciences humaines ont été criti-

quées. Le choix du FNR de soutenir l'histoire contemporaine à travers l'institut du « Luxembourg centre for contemporary and digital history » (C2DH) est mis en question. D'autres institutions dans le domaine des sciences humaines qui se consacrent à l'étude de sujets socioculturels très importants, ne pourraient ainsi pas bénéficier du même soutien financier.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quelles conclusions le ministère tire-t-il des recommandations du FNR sur les priorités nationales de la recherche publique ?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il la critique émise sur les ondes selon laquelle les activités du « Luxembourg centre for contemporary and digital history » (C2DH) sont reconnues comme prioritaires au détriment de celles des autres institutions en sciences humaines ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de projets ainsi que les différents domaines de recherche soutenus par le FNR en 2019 ? Selon quels critères des candidatures sont-elles retenues ? En cas de refus d'un projet, le candidat est-il informé d'une manière détaillée sur les raisons ? Peut-il poser sa candidature une nouvelle fois ?

Réponse (12.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Suite à l'accord de coalition 2018-2023, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est actuellement en train d'élaborer une stratégie nationale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation qui analysera dans quelle mesure la recherche publique pourra contribuer aux objectifs du Luxembourg à moyen et à long terme en matière de développement sociétal, économique et écologique. Le processus d'élaboration de cette stratégie va comporter une consultation des différents ministères concernés, ainsi que des établissements publics actifs dans le domaine, à savoir l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics et le Fonds national de la recherche (FNR). Il est à noter que le FNR joue un rôle particulier dans ce contexte, puisque sa mission légale le charge « de contribuer au processus de réflexion en vue de l'orientation de la politique nationale de la recherche ». Le Gouvernement prend ainsi note des propositions faites par le FNR qui présente une vision basée sur une combinaison entre les domaines d'excellence existants de l'écosystème scientifique luxembourgeois, les domaines présentant un intérêt particulier pour le Luxembourg, ainsi que les domaines à haut potentiel émergents au niveau international. Ces propositions seront examinées en vue de leur intégration éventuelle dans la stratégie nationale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Cette stratégie va ainsi décrire des domaines de recherche publique prioritaires pour le pays qui impliqueront à la fois les sciences naturelles et les sciences humaines en mettant un accent sur le fait que la plupart des questions qui sont aujourd'hui abordées par la recherche publique nécessitent une approche résolument interdisciplinaire.

Dans ce contexte, il est utile de préciser qu'une fois qu'un domaine de recherche publique a été identifié comme étant prioritaire en raison de son importance au niveau national, des ressources financières supplémentaires sont mises à la disposition des institutions de recherche publiques, soit à travers leur financement de base, soit à travers des programmes de recherche organisés par le FNR, pour mettre en œuvre des activités de recherche dans prédits domaines.

Ces domaines prioritaires de recherche publique ouvrent donc des opportunités supplémentaires aux institutions de recherche et leurs chercheurs. L'autonomie des institutions de recherche n'est donc nullement mise en cause par cette démarche. Pareil constat vaut d'ailleurs également pour l'autonomie des chercheurs qui sont libres de définir leurs activités de recherche dans les domaines de recherche de leur institution et de soumettre le cas échéant des propositions de projets sans relation avec les domaines prioritaires de recherche publique dans le cadre du programme de financement OPEN du FNR.

Concernant les activités de recherche dans le domaine de l'histoire, le document du FNR propose de mettre l'accent sur l'histoire contemporaine, « autour du Centre luxembourgeois d'histoire contemporaine et digitale récemment créé (C2DH) ». La proposition va donc dans le sens d'une description du domaine de recherche qui pourrait devenir un domaine prioritaire de recherche publique, à savoir l'histoire contemporaine, et dont le bienfondé est illustré à travers les moyens structurels importants investis dans ce domaine suite à la création du nouveau centre. Étant donné que les programmes du FNR s'orientent par rapport à la qualité scientifique des projets et par rapport à l'adéquation de leur contenu aux domaines prioritaires de recherche publique retenus, les financements supplémentaires liés à un tel domaine de recherche publique prioritaire potentiel consacré à l'histoire contemporaine ne seront donc pas réservés exclusivement au C2DH, mais seront ouverts à tous les acteurs éligibles aux programmes du FNR.

Rappelons dans ce contexte que le C2DH en tant que structure ne disposant pas d'une personnalité juridique autonome n'est pas directement éligible pour un financement du FNR, mais que l'organisme éligible est l'Université du Luxembourg, dont le C2DH fait partie, tout comme c'est d'ailleurs le cas pour l'Institut d'histoire de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation.

En ce qui concerne les différents domaines de recherche soutenus prioritairement par le FNR, ceux-ci ont été définis en 2007 lors d'une Foresight Study et ont été arrêtés en tant que tels par le Gouvernement en conseil par décision du 31 octobre 2007 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces domaines de priorités sont actuellement toujours d'application dans les programmes de financement du FNR.

En 2018, le FNR a financé 260 des 735 propositions de projets soumises à son évaluation, engageant ainsi 72,1 millions d'euros[13].

Selon les domaines de priorités, ces 72 millions d'euros sont répartis comme suit :

- Innovation in Services : 15,1 millions
- Sustainable Resource Management in Luxembourg : 6,8 millions
- New Functional and Intelligent Materials and Surfaces and New Sensing Applications : 16,7 millions
- Biomedical and Health Sciences : 17,0 millions
- Societal Challenges for Luxembourg : 9,2 millions
- Autres (essentiellement Droit & Mathématiques) : 7,2 millions

Le FNR soumet systématiquement les propositions de financement à une évaluation par des experts scientifiques externes indépendants et applique les normes les plus élevées en matière de jugement du mérite scientifique, de transparence, d'impartialité, de confidentialité et d'intégrité[14].

Témoignant de l'importance que le FNR accorde à la transparence, une évaluation externe[15] du processus de sélection du FNR pour le programme CORE a été réalisée en 2015. Cette évaluation a jugé que la procédure de sélection est transparente, équitable, juste et impartial. À noter que les principes de la procédure de sélection mise en œuvre dans le cadre du programme CORE sont également appliqués à tous les autres instruments de financement de la recherche du FNR.

Tous les candidats qui soumettent des propositions (retenues ou non) reçoivent les résultats de l'examen de leurs propositions par des pairs (peer review) et de l'évaluation du panel. Les candidats refusés peuvent resoumettre leur projet.

En principe la procédure de sélection se compose de quatre étapes :

1. Contrôle général d'éligibilité des propositions soumises.

2. Examen par des pairs (peer review) : les projets sont soumis à un processus rigoureux d'examen par des pairs, et chaque proposition est en moyenne examinée par deux ou trois experts internationaux dans le domaine concerné. Les pairs examinateurs doivent se conformer aux lignes directrices du FNR en matière de peer review et signer une clause de non-divulgation avant d'évaluer les propositions.

3. Organisation de panels (comités) par le FNR composés d'experts internationaux. La tâche du panel est de discuter et de comparer toutes les propositions, soit pour un domaine, soit pour un appel. Le FNR demande également aux experts d'évaluer la qualité des examens écrits. Chaque membre du panel se voit attribuer une ou plusieurs propositions et est invité à préparer une synthèse détaillée qu'il présentera aux autres membres du panel. Le panel fait une recommandation de financement au FNR pour chaque proposition.

4. Décision définitive par rapport au financement ou non d'un projet. Le conseil d'administration du FNR prend la décision par rapport aux projets qui ont des implications financières au-delà du seuil de cent mille euros à l'indice 100 ; en dessous de ce seuil, la décision est prise par le secrétaire général du FNR.

En ce qui concerne le résultat spécifique des sciences humaines, il y a lieu de noter que dans le document « Revision of the National Priorities for Public Research » remis au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en avril 2019, le FNR a fait une analyse détaillée des projets et budgets dans le domaine « Social Sciences and Humanities » (SSH) pour la période 2014-2017[16].

Les sciences sociales et humaines sont représentées par un large éventail de domaines et de disciplines qui étaient couverts dans une large mesure par les priorités nationales du FNR. Les groupes thématiques « Identités », « Éducation » et « Bien-être », en particulier avec les sous-groupes thématiques « Histoire », « Évaluation éducative », ainsi que « Jeunesse », « Santé » et « Personnes âgées », ont réussi à constituer des équipes fortes et une masse critique. Plus de 68 % de la contribution du FNR aux sciences humaines ont été affectés à ces trois sous-groupes thématiques. Pour la période 2014-2017, cela implique que le sous-domaine « Histoire » a reçu 7,1 millions d'euros sur les 42 millions d'euros alloués à l'ensemble des sous-domaines des sciences humaines, soit 17 % de ce budget.

Pour la période 2014-2017, 20 des 53 projets « Histoire » introduits (soit 38 %) ont été retenus pour financement. Pour les années 2017 et 2018 (chiffres complets) et 2019 (chiffres partiels), il y a lieu de signaler que sur les 213 projets soumis dans le domaine des sciences humaines (tous les instruments de financement confondus), 56 (32 projets soumis par l'Université du Luxembourg, 13 par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, 11 bourses aides à la formation-recherche pour des étudiants luxembourgeois à l'étranger) ont été retenus pour financement, pour un montant total de 18,54 millions d'euros.

Question 0939 (22.07.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **vente de terrains par les communes :**

La Charte de l'autonomie communale du 15 octobre 1985 transposée en droit luxembourgeois par la loi du 18 mars 1987 prévoit entre autres dans son article 3.1 que « par autonomie communale, on entend le droit et la capacité effective pour les collectivités locales de régler et de gérer, dans le cadre de la loi, sous leur propre responsabilité et au profit de leurs populations, une part importante des affaires publiques».

D'après l'article 4 de ladite convention « les collectivités locales ont, dans le cadre de la loi, toute latitude pour exercer leur initiative pour toute question qui n'est pas exclue de leur compétence ou attribuée à une autre autorité». Par ailleurs, « les compétences confiées aux collectivités locales doivent être normalement pleines et entières. Elles ne peuvent être mises en cause ou limitées par une autorité, centrale ou régionale, que dans le cadre de la loi».

L'article 8.2 de la convention dispose que « tout contrôle administratif des actes et des collectivités locales ne doit normalement viser qu'à assurer le respect de la légalité et des principes constitutionnels. Le contrôle administratif peut, toutefois, comprendre un contrôle de l'opportunité exercé par des autorités de niveau supérieur en ce qui concerne les tâches dont l'exécution est déléguée aux collectivités locales. Le contrôle administratif des collectivités locales doit être exercé dans le respect d'une proportionnalité entre l'ampleur de l'intervention de l'autorité de contrôle et l'importance des intérêts qu'elle entend préserver».

Une jurisprudence constante des juridictions administratives retient sous ce rapport que la tutelle n'autorise pas, en principe, l'autorité supérieure à s'immiscer dans la gestion du service décentralisé et à substituer sa propre décision à celles des agents du service. Ce principe découle de la nature même de la tutelle qui est une action exercée par un pouvoir sur un autre pouvoir, non pas en vue de se substituer à lui, mais dans le seul but de le maintenir dans les limites de la légalité et d'assurer la conformité de son action avec les exigences de l'intérêt général. Le rôle de l'autorité de tutelle consiste dès lors à vérifier, non pas que chaque décision soit prise exclusivement dans le seul intérêt général, mais que la décision ne soit pas contraire à l'intérêt général.

Lors de la séance publique du 3 juillet 2019, Madame la Ministre de l'Intérieur a annoncé qu'elle n'entendait plus approuver des opérations immobilières effectuées par des communes dans un esprit de lucre. Dans une interview publiée en date du 10 juillet 2019 dans « Le Quotidien », Madame la Ministre de l'Intérieur confirme « rester décidée à refuser tout acte de vente d'un terrain qui permet à la commune de réaliser un bénéfice. Cette pratique contribuerait à l'explosion des prix sur le marché immobilier».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre dispose-t-elle d'une ou plusieurs études confirmant ses affirmations que la vente avec bénéfice de terrains par les communes contribuerait à l'explosion des prix sur le marché immobilier ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre pourrait-elle mettre cette étude à la disposition des membres de la Chambre des Députés ?

- Quelle est la base légale en vertu de laquelle Madame la Ministre de l'Intérieur entend fonder son refus d'approbation d'opérations immobilières effectuées par des communes dans un esprit de lucre ?

- Quelle est au juste la portée exacte de la notion d'esprit de lucre en vertu de laquelle Madame la Ministre entend désormais refuser l'approbation tutélaire à des opérations immobilières réalisées par les communes ?

- Est-ce que sous ce rapport Madame la Ministre n'est pas d'avis que toute vente, tout échange ne débouche pas implicitement sur un bénéfice ?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis qu'une vente/un échange à perte réalisé(e) le cas échéant par une commune au détriment des deniers publics de la collectivité locale ne serait pas contraire à l'intérêt général ?

- À partir de quelle date Madame la Ministre entend-elle appliquer sa nouvelle « doctrine » ?

- Quelle modification législative exacte amène Madame la Ministre de l'Intérieur à se départir d'une pratique administrative appliquée depuis longue date par l'autorité de tutelle des communes autorisant de telles opérations immobilières ?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une vente/un échange de terrains le cas échéant avec soulte par une commune afin de se procurer des recettes propres supplémentaires en vue d'assurer le financement d'infrastructures publiques communales tels des établissements scolaires, parascolaires, des structures d'encadrement de personnes âgées, des stations d'épuration constitue une opération de spéculation non autorisable ?

- Est-ce que Madame la Ministre ne craint pas qu'en cas de décision d'annulation par la Cour administrative sur des recours exercés par des communes contre de tel refus d'approbation, l'État ne s'expose à des demandes de dommages et intérêts ?

Réponse (17.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Par sa question écrite, l'honorable Députée demande des renseignements concernant la vente de terrains à bâtir par les communes en se référant à l'heure d'actualité initiée par l'honorable Député Henri Kox et qui a eu lieu à la séance publique n° 31 de la Chambre des Députés en date du 3 juillet 2019 et qui avait pour objet « … la vente de terrains à bâtir par les communes».

Dans ce contexte, il y a lieu de distinguer deux catégories d'opérations immobilières que les communes réalisent couramment. Les achats/ventes de fonds immobiliers destinés à créer des terrains à construire d'une part et les acquisitions et cessions de biens immobiliers que les communes effectuent dans le cadre de la gestion de leur patrimoine immobilier.

En ce qui concerne la première catégorie, il est utile d'évoquer brièvement les compétences des communes. Traditionnellement il est

[13] Les chiffres détaillés sont publiés dans le rapport annuel du FNR. Le rapport annuel 2018 (ainsi que les rapports des années précédentes) est librement accessible sous : https://www.fnr.lu/news/fnr-publications/.

[14] Toutes les informations et tous les documents relatifs au financement de la recherche par le FNR sont librement accessibles sous https://www.fnr.lu/fnr-beneficiaries/how-we-fund-research/.

[15] http://storage.fnr.lu/index.php/s/m2cD5KRJIT8C4J8

[16] Pages 14 et suivantes de l'appendix 1. Document complet en libre accès sous https://www.fnr.lu/prio-fnr-propositions-government/

considéré que les communes ne peuvent pas se livrer à des opérations de nature commerciale et que celles-ci sont réservées à l'initiative privée. Une dérogation à ce principe, et une intervention de la commune dans un domaine qui, de par sa nature, ne relève pas de sa compétence, serait permise uniquement en cas de carence ou d'insuffisance de l'initiative privée. Encore faut-il, dans un cas pareil, que l'intervention de la commune réponde à un besoin d'intérêt général par lequel les communes doivent se laisser guider. Dans ces conditions, la recherche du profit ne peut en principe pas être le but de l'action publique communale.

Lors de mon intervention à la Chambre j'ai confirmé ce principe en affirmant ne pas approuver des transactions immobilières par lesquelles les communes réalisent des bénéfices et en suivant ainsi les anciens errements du Ministère de l'Intérieur qui n'ont jamais été remis en cause.

Des refus d'approbation sont en effet susceptibles d'intervenir en cas d'opérations d'achat/vente de terrains à bâtir réalisées par les communes. Ces opérations revêtent une nature commerciale, mais interviennent dans une situation où il existe une insuffisance d'offre de logements au Grand-Duché de Luxembourg rendant ainsi légitime et même souhaitable l'intervention des communes dans la création d'habitations. Ce faisant, elles agissent dans l'intérêt général et il est inconcevable qu'elles réalisent des bénéfices par ce biais. C'est pourquoi, il est généralement conseillé aux communes, qui réalisent des opérations pareilles, de vendre au prix de revient les terrains précédemment acquis dans le but de réaliser des logements en y incluant tous les coûts nécessaires à leur création et évitant ainsi aux communes de subir des pertes dans ce domaine.

Il en est ainsi non seulement dans les États dont le droit des collectivités locales est d'inspiration française. Dans l'hebdomadaire allemand « Die Zeit », édition n° 37/2019, un ancien bourgmestre des villes de Munich et de Berlin, dans un entretien concernant le logement, s'est exprimé comme suit : « Die Gemeinde erwirbt (...) nicht, um Gewinn zu erzielen, sondern um dem Allgemeinwohl zu dienen. »

Ce principe ne vaut cependant pas pour les acquisitions et ventes de la deuxième catégorie, que la commune réalise simplement dans le cadre de la gestion ordinaire du patrimoine immobilier communal et qui ne se présente pas dans un contexte d'opérations commerciales réalisées dans un but d'intérêt général. Dans ce cas, les communes réalisent leurs ventes immobilières à la valeur réelle du bien. Néanmoins, la cession à un prix inférieur est admise lorsqu'elle est justifiée par des motifs d'intérêt général.

Il est évident qu'il n'existe pas d'études sur des ventes qui ne sont légalement pas admises et que celles-ci ne contribueraient pas à enrayer la flambée des prix de l'immobilier au Grand-Duché de Luxembourg.

À défaut de jurisprudence luxembourgeoise à ma connaissance dans le domaine d'actes de commerce exercés par des communes, je me limite à renvoyer aux principes dégagés par les juridictions et la doctrine étrangères, notamment françaises, qui admettent l'intervention des communes selon les critères exposés ci-dessus, mais exigent qu'elles ne soient pas attentatoires à la liberté du commerce et de l'industrie ainsi qu'au droit de la concurrence.

Question 0940 (23.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **patrimoine immobilier des CFL :**

Wunnraum ass eng Denrée rare zu Lëtzebuerg a grad beim lokative Wunnraum ass e Manktum ze constatéieren, deen och d'OECD an hirem rezente Rapport iwwer Lëtzebuerg ugemierkt hunn.

D'CFL sinn als Betrib, deen dem Stat gehéiert, och am Immobiliëberäich aktiv, dëst iwwer hir Duechtergesellschaft CFL Immo SA.

Am Joresrapport vun 2018 vum Grupp CFL liest een dozou ënner anerem:

« Au niveau de la gestion du patrimoine immobilier des CFL, la réalisation de plusieurs opérations de cession de terrains et de bâtiments a permis de contribuer positivement au résultat consolidé en 2018. »

A méi wäit hannen och nach:

« En 2018, la société filiale de CFL Immo, Immo-Rail SA, a supervisé l'évolution des travaux du bâtiment résidentiel et commercial à Mondorf-les- Bains, dont la vente des 26 appartements ainsi que des 7 surfaces commerciales s'est achevée courant 2018. Il ne reste plus que 6 places de parking à vendre. »

Do dernieft ginn d'CFL op hirem Internetsite un, Besëtzer ze si vun:

- „162 ha nicht für Bahnzwecke genutzte Grundstücke“,

- „andere baureife Grundstücke“,

- „staatliche Bahngebäude: 65.000 m² Gesamtfläche“,

- „CFL-Gebäude: 111.000 m² Gesamtfläche“.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Terrain besëtzen d'CFL oder eng vun hiren Duechtergesellschaften, deen am Bauperimeter vun enger Gemeng läit (opgelëscht no Gemeng)?

2. Wéi vill Prozent vun deenen 176.000 m² Gesamtfläch vu Gebaier, déi de CFL gehéieren, ginn aktuell vun de CFL selwer genotzt?

3. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch gi fir Büroen oder Geschäfter verlount?

4. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch ginn als Wunnraum verlount?

5. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch ginn aktuell net genotzt?

6. Wéi vill Immobilië fir Wunnzwecker ënnerhalen d'CFL oder eng Duechtergesellschaft aktuell? Wéi vill dovunner gi verlount a wat ass den Duerchschnëttsloyer pro Quadratmeter?

7. Wéini gouf vun de CFL de Choix getraff, als Promoteur um Immobiliëmarché aktiv ze ginn a Wunnraum ze bauen an uschléissend ze verkafen?

8. Wéi vill Quadratmeter Wunnraum hunn d'CFL oder eng Duechtergesellschaft an deene leschten zéng Joer (opgeschlësselt no Joer) zu wéi engem Duerchschnëttspräis pro Quadratmeter verkaaft?

9. Inwiefern kéinten d'CFL vu staatlechen Hëllefe fir de sozialen a lokative Wunnraum profitéieren?

10. Ass geplangt, datt d'CFL Terrainen, déi hinnen am Bauperimeter gehéieren, fir de lokative Wunnraum notzen?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'CFL ass a Besëtz vun 48 Hektar Immobilien:

Beetebuerg: 870 ares

Ierpeldeng un der Sauer: 226 ares

Esch/Uelzecht: 447 ares

Ettelbréck: 402 ares

Käerjeng: 463 ares

Lëtzebuerg: 1.845 ares

Péiteng: 595 ares

Total: 4.847 ares = 48 hectares

Dovunner bilde 44 Hektar d'Basis vun de Gebaier (Generaldirektioun, Atelieren, Hale fir Entretien a Remisage asw.) oder si klasséiert a Grëngzonen oder an „Gare“-Zonen.

4 Hektar sinn Terrainen, déi sech eegne fir eng méiglech Entwécklung vun zukünftegen Immobiliëprojeten.

ad 2. D'Zuelen, déi aktuell op der CFL-Internetsäit verëffentlecht sinn, gi momentan aktualiséiert an am Kader vun der neier moderniséierter Internetsäit am Hierscht online gesat.

D'CFL geréieren de Moment d'Gesamtfläch vun 182.203 m² Gebaier (Stand vum 31.12.2018), dovunner:

- 96.012 m² staatlech Eisebunnsgebaier (Fonds du rail),

- 86.203 m² Gebaier, déi hinne gehéieren.

ad 2. - 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 6. D'CFL hu keng Wunnengen an hirem Immobiliëbestand.

Si geréieren den Eisebunnimmobiliëpark vum Stat:

Zuel vun de Wunnengen: 32

Ganz Uewerfläch: 3.166 m²

Gelounten Uewerfläch: 2.110 m²

Duerchschnëtt Loyer/m²: 4,8 €

D'Wunnenge gi verlount an de Loyer gëtt berechent no de Bestëmmunge vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2008 « modifiant le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998, fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ».

Déi fräi Wunnfläche betreffen haaptsächlech Wunnengen a Gebaier, déi viru Kuerzem zu Beetebuerg opkaaft gi sinn, fir d'Zuchstreck auszebauen, Gebaier, déi deelweis oder ganz ofgerappt ginn. Den Terrain, deen net fir den Ausbau vun der Zuchstreck gebraucht gëtt, ka gegebenenfalls genotzt ginn, fir en neie Wunnkomplex ze kreéieren.

ad 7. D'Wiel, fir CFL-Terraine mëttels der Promotioun ze valoriséieren, huet sech mat der Schafung vun der Societéit Immo-Rail am Joer 2009 konkretiséiert.

ad 8. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 9. Dat ëmgeännert Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Hëllefe fir Logementer leet, ënner verschiddene Konditiounen, eng Rei vun Hëllefe fest fir ëffentlech Promoteuren (Gemengen, Gemengesyndikater, Gesellschaften), déi gegrënnt sinn nom Gesetz vum 29. Mee 1906 iwwert d'Logementer fir bëlleg Präisser an de Fonds fir Logementer mat moderate Käschten. Privat Promoteure kënnen, wann och an engem klengere Mooss, verschidden Hëllefe kréien.

Ëffentlech a privat Promoteure mussen duerfir eng Konventioun mat der Regierung ënnerschreiwen, déi op engem Immobiliëprojet fir subventionéiert Wunnenge baséiert.

ad 10. D'CFL zéien de Bau vu Wunnengen, fir ze verlounen, op Bauterrain, wou si Besëtzer sinn, net an Erwägung, mä si gesinn de Bau vu Wunnengen am Hibléck op e Weiderverkaf vir.

Question 0941 (23.07.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **remboursement des produits homéopathiques :**

À partir du janvier 2021, les produits homéopathiques, aujourd'hui restitués à 30 %, ne seront plus remboursés par la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) en France.

Selon le Ministère de la Santé français, ce déremboursement fait suite à un rapport de la Haute autorité de Santé (HAS) concluant que les produits homéopathiques n'avaient « pas démontré scientifiquement une efficacité suffisante pour justifier un remboursement ».

Au Luxembourg, 48 médicaments homéopathiques figurent sur la « liste positive » de la CNS et sont tous remboursés à hauteur de 80 %.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Combien de remboursements pour des produits homéopathiques ont eu lieu les dernières cinq années ? Pour quel montant ?

2) Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance du rapport précité, concluant à l'inefficacité de ces produits homéopathiques ?

3) Messieurs les Ministres se rallient-ils aux conclusions ? Quelles suites y seront réservées ? Messieurs les Ministres entendent-ils également procéder à un déremboursement des produits homéopathiques ?

Réponse commune (23.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de ***M. Romain Schneider,*** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le tableau suivant reprend les détails des remboursements et des patients pour les cinq dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le grand total du nombre de patients représente le nombre cardinal de patients pour lesquels des médicaments homéopathiques ont été pris en charge sur la période 2014-2018.

Cette prise en charge est fondée sur une dérogation précisée à l'article 22, paragraphe 1er, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale prévoyant que : « Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 23, alinéa 1, peuvent encore être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale ou chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes. »

Cette disposition détaille que les conditions d'efficacité et d'économicité de l'article 23 ne trouvent pas application dans le cadre d'une inscription dans la liste positive de certains médicaments homéopathiques.

Les médicaments homéopathiques inscrits sur la liste positive sont pris en charge au taux normal de 80 %.

ad 2) Les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale sont au courant de l'avis défavorable au maintien de la prise en charge par l'assurance maladie des médicaments homéopathiques en France, notamment à cause d'une efficacité insuffisamment démontrée pour être proposés au remboursement.

La Haute Autorité de Santé (HAS) a été saisie par le Ministère des Solidarités et de la Santé pour se prononcer sur le bien-fondé de la prise en charge par l'assurance maladie des médicaments homéopathiques. Cet avis émis le 26 juin 2019 constitue une première évaluation scientifique des médicaments homéopathiques en France.

La HAS constitue une autorité scientifique indépendante. Dans l'élaboration de son avis elle a clairement indiqué sa méthode d'évaluation fondée sur l'analyse de données cliniques et d'informations disponibles dans des situations thérapeutiques identifiées selon les principes de l'Evidence-Based Medicine (Médecine basée sur les preuves).

ad 3) Les autorités luxembourgeoises compétentes assurent continuellement une veille des avis médicaux établis et des décisions prises par les autorités européennes et internationales. Toutefois, le Luxembourg n'envisage pas de suivre les mesures prises en la matière par les autorités françaises, à savoir de supprimer la prise en charge de certains médicaments homéopathiques par l'assurance maladie-maternité.

Question 0942 (23.07.2019) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**Université Lunex à Differdange :**

Am Géigesaz zur Belsch a Frankräich, gëtt et op der Lunex Uni keen Numerus Clausus fir d'Kinésformatioun. Laut eisen Informatiounen, setzt d'Lunex op ongewéinlech Moossnamen, fir ëmmer méi Studenten an hir Kinésformatioun ze kréien. Fir nei Studenten ze rekrutéieren, ginn zum Beispill Scouten engagéiert, fir potenziell Studenten am Ausland vun dësem Parcours ze iwwerzeegen.

Mengen Informatiounen no stinn, am Géigesaz zur Ausbildung an eisen Nopeschlänner, keng Travaux pratiques um Programm. Des Weidere géif wuel e Sécherheetsrisiko bestoen, duerch ze kleng Säll.

An dësem Kontext géif ech gären dem Här Minister fir Educatioun a Jugend folgend Froe stellen:

- Ass d'Regierung iwwert dës ongewéinlech Rekrutementsmoossname vun der Lunex informéiert?

- Wat sinn d'Kritären, fir an dëser Formatioun ugeholl ze ginn?

- Eis gouf och reportéiert, datt d'lescht Joer 32 nepalesesch Studenten op Lëtzebuerg komm sinn a sech an der Lunex ageschriwwen hunn. Kann de Minister eis dës Informatioune bestätegen? Wa jo, wéi vill vun dëse Studente sinn aktuell nach op der Lunex ageschriwwen?

- Här Minister, stinn Travaux pratiques um Programm? Wann neen, wéi kann, an den Ae vun der Regierung, d'Qualitéit vun dëser Formatioun garantéiert sinn, wann de Programm keng praktesch Aufgabe virgesäit?

- Maachen d'Studenten, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, hir Stagen a vum Ministère agreéierten Institutiounen an, esou wéi de Règlement grand-ducal et virgesäit, an deene verschiddenen Haaptbranchen, wéi zum Beispill der Orthopedie, Neurologie, Pädiatrie asw.?

- Wie kontrolléiert dës Stagen?

- Ass sech d'Regierung bewosst iwwert déi bestoend Sécherheetsmängel? A wa jo, wat gedenkt se dogéint ze ënnerhuelen?

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Réponse (12.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Éier ech op déi eenzel Punkten agoe wäert, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Ufro opgeworf huet, wëilt ech als alleréischt präziséieren, dass d'Lunex eng privat gefouert a finanzéiert Héichschoul ass, déi domat iwwer eng wäiträichend akademesch, administrativ a finanziell Autonomie verfüügt. Si ass vum Héichschoulministère zanter 2015 fir eng Rei Studieprogrammer als Établissement d'enseignement supérieur spécialisé akkreditéiert, wat déi national an international Unerkennung vun den Diplomer, déi am Kader vun deene Studiegäng ausgestallt ginn, sécherstellt.

D'Akkreditatiounsprozedur vu privaten Héichschoulinstitutiounen an hire Studieprogrammer ass duerch ee Gesetz vun 2009[17] geregelt a leeft folgendermoossen of:

An enger éischter Phas muss d'Héichschoulinstitutioun eng Demande de recevabilité maachen, wou vum Héichschoulministère, op Basis vun engem Avis vun engem consultative Grupp vun internationalen Experten, gekuckt gëtt, ob verschidde Basiskritären erfëllt sinn an ob de Studieprogramm sech sënnvoll kann an d'Lëtzebuerger Héichschoullandschaft integréiere loossen.

Wann déi Demande als recevabel zréckbehale gouf, da muss déi betraffen Héichschoulinstitutioun ee kompletten Akkreditatiounsdossier erareechen, dee vun enger europäesch unerkannter Qualitéitssécherungs- an Akkreditatiounsagence gepréift gëtt. Wärend dëser Evaluatioun gi verschidde Qualitéitskritäre gepréift, déi an dem Gesetz vun 2009 an an deem sengen Ausféierungsbestëmmunge[18] festgehale sinn. Dës Kritäre sinn enk ugeleent un déi sougenannten „Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area", déi 2015 am Kader vum Bologna-Prozess festgehale goufen.

No der Evaluatiounsprozedur erstellt d'Akkreditatiounsagence een detailléierte Rapport, an deem se och en Avis betreffend eng Akkreditatioun, eng conditionnel Akkreditatioun oder ee Refus vun der Akkreditatioun formuléiert. Donieft stinn an deem Rapport och nach Recommandatioune fir d'Héichschoulinstitutioun.

Opgrond vun deem Rapport hëlt den Héichschoulminister dann eng definitiv Decisioun par rapport zu der Akkreditatioun vun der betraffener privater Héichschoulinstitutioun an dem Studieprogramm.

Falls eng conditionnel Akkreditatioun zréckbehale gëtt, sinn déi betraffe privat Héichschoulinstitutioun an de Studieprogramm temporär akkreditéiert, an d'Institutioun muss, normalerweis no zwielef Méint, beweisen, dass verschidde Konditiounen, déi an der Decisioun vum Héichschoulminister stinn, erfëllt gi sinn. Eréischt wann dat de Fall ass, gëtt dann eng „komplett" Akkreditatioun ausgesprach, déi insgesamt fir fënnef Joer gëllt.

Wat elo méi spezifesch d'Lunex ubelaangt, sollt een an dësem Kontext rappeléieren, dass 2015 eng Rei Studieprogrammer, zu deenen och de Bachelor an der Kinesitherapie gehéiert, fir d'éischt conditionnel akkreditéiert goufen, an eréischt wou déi verschidde Konditiounen erfëllt waren, goufe si opgrond vum entspriechenden Avis vum uewe genannte consultative Grupp „komplett" akkreditéiert.

Och 2019 ass am Kader vun der Akkreditatiounsprozedur vum Master an der Kinesitherapie, op Basis vum Rapport vun der concernéierter Akkreditatiounsagence, eng conditionnel Akkreditatioun zréckbehale ginn, soudass d'Lunex bis de 15. September 2020 Zäit huet, fir ze beweisen, dass si verschidde Konditiounen erfëllt.

No dësem klenge Resumé géif ech dann zu de Froe vum honorabelen Deputéierte kommen.

Fir komplett transparent ze sinn, sief nach präziséiert, dass verschidden Detailer op enger offizieller Prise de position vun der Lunex baséieren, vu dass den Héichschoulministère opgrond vun der Autonomie vun der Lunex keen direkten Zougang zu verschiddenen internen Informatioune vun der Institutioun huet.

Wat d'Zréckgräifen op Rekrutementsagencen ugeet, ass et esou, dass dat eng am Héichschoulberäich duerchaus verbreete Praxis ass, mat där privat Héichschoulinstitutioune geziilt Studenten aus dem Ausland unzéien, äänlech wéi duerch d'Präsenz op Studentefoiren.

Den Zougang an de Bachelor an der Kinesitherapie ass ënner anerem un een Test d'admission gebonnen. Deen Test besteet aus engem schréftlechen Deel, wou de Kandidaten hir Kenntnisser an den Naturwëssenschaften an am Engleschen iwwerpréift ginn. Ausserdeem muss den zukünftege Student och e mëndlechen Test packen, wou d'Englesch an d'sozial Kompetenzen iwwerpréift ginn. Eréischt wann déi zwee Tester gepackt sinn, kritt de Kandidat Zougang an de Kinésbachelor.

Iwwert d'Präsenz vun den nepalesesche Studenten, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Ufro uschwätzt, ass souwuel den Héichschoulministère wéi den Ausseministère au courant, an et besteet e regelméissegen Austausch tëschent deenen zwee Ministèren an der Lunex betreffend d'Situatioun vun deene Studenten.

Laut Informatioune vun der Lunex si vun deenen insgesamt iwwer 30 nepalesesche Studenten, déi sech am Studiejoer 2018/2019 ageschriwwen haten, nodeems si op Basis vun den uewe genannte Kritären ugeholl goufen, finalement 28 Studenten op Lëtzebuerg komm. Vun deene Studenten hate sech der 13 an de Bachelor an der Kinesitherapie ageschriwwen an de Rescht hat sech an de Bachelor „International Sport Management" ageschriwwen. Am Summersemester 2019 waren nach 8 nepalesesch Studenten am Bachelor an der Kinesitherapie ageschriwwen an 3 am Bachelor „International Sport Management".

Op Basis vun deenen Erfahrungen, déi 2018/2019 gemaach goufen, huet d'Lunex eegenen Aussoen no decidéiert, net méi geziilt Studenten aus dem Nepal wëllen ze rekrutéieren, an och d'Kontrakter mat de lokale Rekrutéierungagencë si gekënnegt ginn.

Wat d'Travaux pratiques wärend de Kinésstudien ubelaangt, sinn am Ganzen 9 Moduler virgesinn. Wärend deenen Travaux pratiques sinn d'Studenten a Gruppe vun ongefeier 20 Leit opgedeelt a si léieren ënnert der Supervisioun vun den Enseignanten déi praktesch Aspekter vum Kinésberuff kennen. D'Validéierung vun deene Moduler geschitt duerch praktesch Examen.

Nieft deenen Travaux pratiques mussen d'Studenten och nach 950 Stonnen (Bachelor) a 650 Stonnen (Master) Stagë maachen. Déi Stagë ginn a verschiddenen Ariichtunge gemaach, wéi zum Beispill a Spideeler oder Centres de réadaptation. Wärend deene Stagë musse verschidden Domäner couvréiert ginn, wéi notamment Pathologies musculosquelettiques, neurologiques oder cardiorespiratoires.

Déi Stagë gi bei der Lunex vun dräi Coordinateurs de stage superviséiert, déi de Lien maache mat den Directeurs de stage an den eenzelen Ariichtungen an och de Studente fir eventuell Froen zur Säit stinn.

An deem Kontext kann een och nach erwähnen, dass am Kader vun der conditionneller Akkreditatioun vum Master an der Kinesitherapie festgehale ginn ass, dass d'Lunex bis de 15. September 2020 ganz detailléiert muss opféieren, wou d'Studenten hire Stage maachen an no wéi enge Kritären d'Stageplazen an d'Maîtres de stage agrementéiert ginn.

Fir ofzeschléissen, gëllt nach ze soen, dass den Héichschoulministère zurzäit keng konkret Kenntnis huet vun eventuelle Sécherheetsmängel vun de Klassesäll. An deem Kontext kann een awer erwähnen, dass am Kader vun der conditionneller Akkreditatioun vum Master an der Kinesitherapie festgehale ginn ass, dass d'Lunex bis de 15. September 2020 detailléiert beweise muss, dass hir Infrastrukturen adaptéiert si par rapport zu der Unzuel vu Studenten, fir ee sécheren Accueil vun de Studenten ze garantéieren.

[17] Loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

[18] Règlement grand-ducal du 24 août 2016 portant sur l'accréditation d'institutions et de programmes d'enseignement supérieur étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Question 0943 (23.07.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**assainissement du site « Affilux » à Dudelange :**

Début 2018 et dans le cadre de l'assainissement du site « Affilux » à Dudelange, les anciens immeubles présents sur le site ont été démolis sous l'égide du maître d'ouvrage, l'Administration de la nature et des forêts.

1) Nous aimerions savoir de Madame la Ministre quel est l'état d'avancement des travaux d'assainissement ?

2) Endéans quels délais le concept de réaffectation, à savoir l'installation d'un centre pédagogique « forêt nature » dans l'intérêt de la réserve naturelle « Haardt » sera-t-il réalisé ?

3) Est-ce que d'autres projets sont prévus sur le site ?

Réponse (25.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les travaux d'assainissement proprement dits ont pu être menés à terme en printemps 2019 tout en respectant le budget imposé.

ad 2) Le concept de réaffectation sera réalisé dans les meilleurs délais. L'élaboration de l'avant-projet débutera en septembre 2019. Un budget de 3.000.000 € a été accordé par l'Administration des bâtiments publics pour la réalisation du projet de construction.

ad 3) À ce stade, non.

Question 0945 (23.07.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **critères d'admission à la cérémonie officielle pour la fête nationale :**

Les soussignés prennent acte que toutes les informations qu'ils ont pu obtenir s'avèrent totalement fondées. Néanmoins, à leur plus grand regret, ils constatent que leurs questions notamment celles contenues dans le document parlementaire n° 0845 sont restées partiellement, voire totalement sans réponse. Au vu de ce qui précède nous insistons pour obtenir les renseignements requis sous huitaine.

Il s'agit plus précisément des renseignements suivants :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer la base légale permettant à la Police grand-ducale de communiquer des informations à sa disposition respectivement auxquelles elle a accès en vertu d'autres dispositions légales à la Direction du protocole et de la chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et européennes en vue de l'admission (ou non) à la cérémonie officielle pour la fête nationale du 23 juin 2018 ?

2) Quelles sont les bases de données que la Police grand-ducale consulte à cet effet, i. e. seulement son fichier central ou également d'autres bases de données ? Dans ce dernier cas, quelles sont ces autres bases de données et qu'en est-il de la base légale ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer du type d'avis formulé par la Police grand-ducale dans ce contexte :

a.1) La Police grand-ducale se limite-t-elle à émettre à l'attention du protocole du Gouvernement

(i) un avis positif au cas où la recherche par le nom de la personne concernée a donné un quelconque résultat, sinon (ii) un avis négatif dans le cas contraire ?

a.2) Le Gouvernement peut-il nous fournir un exemple d'un tel avis positif et négatif ?

a.3) Si la Police grand-ducale n'émet qu'un avis positif ou négatif, comment le Gouvernement est-il en mesure d'évaluer le risque sécuritaire ? Le Gouvernement demande-t-il des informations supplémentaires de la part de la Police grand-ducale en cas d'avis positif ? Le Gouvernement se voit-il également communiquer des informations similaires de la part d'autres administrations, services, etc. ? Dans l'affirmative, quels sont ces administrations, services, etc. et qu'en est-il de la base légale ?

a.4) Toujours dans l'hypothèse d'un avis positif ou négatif, le Gouvernement n'estime-t-il pas que cet avis n'est pas suffisant pour évaluer le risque sécuritaire de personnes intéressées à assister à ladite cérémonie ?

b. La Police grand-ducale communique-t-elle au contraire un avis détaillé et circonstancié concernant les personnes intéressées à assister à la cérémonie officielle ? Le Gouvernement peut-il également nous fournir un exemple d'avis détaillé ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils formellement confirmer que tout le public ayant manifesté son intérêt d'assister à la cérémonie, i.e. à l'exclusion des « invités officiels », fasse l'objet d'un tel screening ?

a. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que cette façon de procéder rompt avec le principe d'égalité devant la loi en ce que des personnes « externes » soient exclues de la cérémonie officielle en raison d'une inscription dans le fichier central (autre base de données) à la différence des autres « invités officiels » admis, mais faisant potentiellement l'objet de la même inscription ?

b. À défaut d'un screening systématique et général du public, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer les critères suivant lesquels ce screening se fait ?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer s'il existe une ou plusieurs voies de recours contre la décision de refus d'admission adoptée par le Gouvernement ?

a. Sur quelle(s) base(s) se fond(ent) ce(s) recours ?

b. Ces voies de recours sont-elles communiquées de manière spontanée à la personne « lésée » ?

c. Le Gouvernement considère-t-il que cette/ces voie(s) de recours soit/soient « effective(s) » ?

d. À défaut, comment le Gouvernement entend-il rétablir l'État de droit en la matière ?

Réponse commune (02.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière a créé un cadre légal spécifique pour la transmission d'informations à des fins administratives.

Étant donné que les modalités d'application de cette nouvelle loi n'étaient pas encore arrêtées au moment de la demande adressée à la police, la transmission s'est faite de manière informelle.

ad 2) Seule la banque de données « fichier central » a été consultée.

ad 3)

ad a.1) Le Service du protocole du Gouvernement est en effet informé des personnes à l'égard desquelles un dossier existe au fichier central.

ad a.2) Aucun avis proprement dit n'est élaboré de la part de la Police grand-ducale. Les nom et date de naissance des personnes à l'égard desquelles un dossier existe sont communiqués au Service du protocole du Gouvernement dans un courriel très informel.

Les honorables Députés trouveront ci-joint, à titre d'exemple, copie d'un tel courriel dans lequel toute donnée à caractère personnel a été masquée.

(Document à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Sur base de cet avis, le Gouvernement prend sa décision concernant l'admission à la cérémonie officielle pour la fête nationale. Il importe de préciser que la police n'a signalé que des personnes qui avaient fait l'objet d'un rapport aux autorités judiciaires, à l'exception des contraventions au Code de la route.

ad a.3) + a.4) Le Gouvernement se fie à l'avis de la Police grand-ducale sans le remettre en question et sans demander des informations supplémentaires, la police devant être en mesure de prendre en considération toutes les informations pertinentes dans ce contexte, lui permettant de fournir un avis suffisamment fondé. Partant, aucune autre administration n'a été sollicitée dans ce contexte.

Au vu des exigences de la loi précitée du 22 février 2018, le Gouvernement veillera à établir pour l'avenir des critères d'exclusion spécifiques sur base desquels la police rendra son avis.

ad b. Non.

ad 4) Tout le public ayant manifesté son intérêt d'assister à la cérémonie et ayant été parmi les personnes ayant pu obtenir une des places disponibles pour le grand public a fait l'objet d'un tel screening.

ad a. Le principe d'égalité devant la loi exige que les personnes se trouvant dans une même situation soient traitées de manière égale. Or, dans le cas présent, il y a lieu d'opérer une distinction entre les personnes faisant partie du grand public et celles faisant partie des « invités officiels », leur situation n'étant pas la même. En effet, le Gouvernement estime que pour les invités officiels (membres de la Famille grand-ducale, membres du Gouvernement, membres de la Chambre des Députés, membres du Corps diplomatique, etc.), qui sont connus du Gouvernement et qui sont invités justement en raison de leur capacité officielle, il est légitimement en droit d'admettre que la question du risque de sécurité ne se pose pas dans les mêmes termes que pour le grand public qui, lui, n'est pas invité de manière ciblée, mais présente sa demande d'assister à la cérémonie de sa propre initiative.

ad b. Tout le public ayant manifesté son intérêt d'assister à la cérémonie et ayant été parmi les personnes ayant pu obtenir une des places disponibles pour le grand public a fait l'objet d'un tel screening.

ad 5) Le Gouvernement n'avait pas prévu de voies de recours contre une décision de refus d'admission.

Cela étant, dans le contexte du débat lancé autour de cette question, le Gouvernement analysera dans quelle mesure il convient de réformer le système en place, ceci tant pour clarifier le cas échéant la base légale et les modalités du screening que pour introduire une plus grande transparence en la matière, permettant aux personnes concernées de prendre position par rapport à une telle décision.

Question 0946 (23.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**obligation d'un « Compte chèque postal » pour le personnel de la fonction publique :**

En Thema, dat ëmmer nees erëmkënnt, ass d'Thema, firwat de Stat seng Employéen a Fonctionnairen dozou forcéiert, en CCP ze hunn, fir hire Salaire oder den Traitement liquidéiert ze kréien.

Datt dëst Thema regelméisseg Objet vu parlamentareschen Ufroen ass, ass gutt dokumentéiert duerch d'Froen N° 0263 vum 19. November 2009, N° 1082 vum 14. Dezember 2010, N° 1189 vum 24. Abrëll 2011 an N° 0271 vum 13. Mee 2014. An der Äntwert op d'Fro N° 0271 vum Marc Spautz vum 13. Mee 2014 huet den Här Finanzminister op d'Dispositioune vum Artikel 31 vum Gesetz vum 15. Dezember 2000 an den Artikel 36 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 verwisen.

Am zweete Paragraf vum Artikel 31 vum Gesetz vum 15. Dezember 2000 steet: « La trésorerie de l'État peut, au besoin, effectuer ses paiements avec effet libératoire pour l'État en faisant ouvrir d'office aux créanciers de l'État un compte auprès de l'entreprise. »

Den Artikel 36 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 zum Budget seet: « La trésorerie de l'État peut effectuer les paiements par l'entremise du service des chèques postaux ou d'établissements bancaires agréés à cet effet par le ministre ayant le budget dans ses attributions, et au besoin, en faisant ouvrir d'office un compte aux créanciers de l'État auprès du service des comptes chèques postaux. L'inscription de la somme due au crédit de ce compte éteint la dette de l'État. »

Den Artikel 24 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Fonctionnaire seet awer näischt iwwert d'Aart a Weis vum Bezuele vun den Traitementer aus: « Les traitements sont payables d'avance, mensuellement, à raison d'un douzième par mois du traitement annuel, lorsqu'ils sont dus pour le mois entier.

Lorsqu'ils sont dus pour une partie du mois, ils sont calculés par jour, à raison d'un trois cent soixantième du traitement annuel avec mise en compte des journées libres réglementaires, des dimanches et des jours fériés légaux et de rechange qui tombent dans la période ou qui la suivent immédiatement. »

Doriwwer eraus huet Lëtzebuerg den 23. Oktober 2011 e Gesetz iwwert d'Konkurrenz agefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister, dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 0271 vum honorable Marc Spautz huet de Finanzminister geschriwwen: « Finalement, il y a lieu de rappeler que selon la loi, l'ouverture et la tenue d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque sont gratuits [...] », a weider « Il y a lieu de souligner que l'approche actuelle permet de limiter les coûts liés (i) à la gestion administrative de la base de données des 35.000 fonctionnaires et employés de l'État [...] .»

Dozou hunn ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

- Ass de Minister sech dem Widdersproch vun deenen Aussoe bewosst? Dee Moment wieren d'Viremente fir de Stat op en anere Kont jo och gratis.

- Weider seet de Minister an därselweschter Äntwert, datt de Choix fir en CCP och zu garantéierten Délais de paiement féiere géif. Duerch rezent Entwécklungen (SEPA an IBAN) hu sech dës Delaien ëmmer weider reduzéiert a mir kommen dem „Instant Payment" ëmmer méi no. En vue vun deenen Entwécklungen, hält de Minister u senger Ausso fest?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt d'Dispositioune vun den Artikelen 31 (Gesetz vum 15. Dezember 2000) a 36 (Gesetz vum 8. Juni 1999) nach konform mat de Regele vun „KYC" an „AML" sinn?

3. Wéi heefeg huet de Stat tëscht 1999 an haut (opgeschlësselt no Joer) eng „Ouverture d'office" vun engem CCP gemaach, fir esou eng Schold ze bezuelen?

4. Ass de Wirtschaftsminister der Meenung, datt d'Dispositiounen, fir all d'Statsbeamten ze forcéieren, fir Client bei der POST ze sinn, géint d'Gesetz vum 23. Oktober 2011 iwwert d'Konkurrenz kéint verstoussen, well méi ewéi 35.000 zousätzlech Clienten der POST en onfairen Avantage um Marché par rapport zu anere Banke verschafen?

5. Vu datt d'POST keng Prêten accordéiert, ass de Minister fir den ëffentlechen Déngscht net der Meenung, datt ee Beamten an Employéen d'Ofbezuele vun hire Prête méi einfach kéint maachen, wann een hinnen de fräie Choix vun hirer Bank zougestoe géif?

6. Sinn d'Ministere sech bewosst, datt duerch d'Positioun vun der Regierung jiddwereen, deen e Kontrakt vum Stat wëllt kréien, gezwonge gëtt, fir den „Conditions générales de vente" vun der POST zouzestëmmen, engem Établissement public mat eegener juristescher Personalitéit?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Prinzipie vun der Vertragsfräiheet respektéiert ginn, wann eng Persoun, déi beim Stat wëllt ee Posten untrieden, gezwonge gëtt, de Konditioune vun engem zweete Kontrakt vun engem Établissement public zouzestëmmen, fir datt de Stat senger Zuelungsobligatioun nokomme kann?

8. Wéi verdréit sech dëse gezwongene Kontraktsofschloss mam Dispositif vum GDPR, fir Daten nëmmen da weiderzeginn, wann een dat explizitt wëllt an net als Konditioun fir d'Exekutioun vun engem weideren, separate Kontrakt?

Réponse commune (06.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Wat déi éischt Fro ugeet, esou gesäit den honorabelen Deputéierten e Widdersproch, wou keen ass. D'Gratuitéit, op déi an der Äntwert op d'Fro N° 0271 Referenz gemaach gëtt, gëllt fir de Stat genee wéi fir all anere Client vun der Post. Nawell entstéing fir de Stat een zousätzlechen administrativen Opwand an domadder och Käschten, wann an Zukunft d'Paien net méi alleng iwwert den CCP géife bezuelt ginn.

Och wann d'Delaie vun Iwwerweisungen, wéi vum Deputéierte beschriwwen, iwwert déi lescht Joren allgemeng méi kuerz gi sinn, ännert dat näischt un der Tatsaach, dass zum aktuellen Zäitpunkt identesch Delaie beim Iwwerweise vun de Gehälter fir all d'Mataarbechter vum Stat nëmme garantéiert sinn, wann all d'Iwwerweisungen iwwer eent an datselwecht Finanzinstitut gemaach ginn.

Wat d'Froen 2 an 3 ugeet, sief gesot, dass d'Tresorerie tëscht 1999 an haut keng „Ouverture d'office" gemaach huet an dat och an Zukunft net maache wäert.

Zu de Froe 4 a 5 ass et wichteg, de Fonctionnement vum modifizéierte Gesetz vum 23. Oktober 2011, op dat den Deputéierte sech berifft, richteg ze verstoen. Dëst Gesetz ass déi juristesch Grondlag, fir d'Praktike vun Entreprisen ze kontrolléieren, déi d'Spill vun der Konkurrenz op engem Marché kéinte verhënneren. Dat kann eng Entente tëscht verschiddenen Akteure sinn oder de Mëssbrauch vun enger dominanter Positioun. Dat nationaalt Gesetz gëtt op europäeschem Plang vun den Artikelen 101 an 102 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU completéiert. Dës Artikele sanktionéieren Entreprisen, déi op hir eegen Initiativ hin esou Mesuren ergräifen, wat hei awer net de Fall ass.

De Ministeren ass kee Fall bekannt, an deem ee Mataarbechter vum Stat e Prêt net accordéiert kritt hätt, well seng Pai bei der Post domiciliéiert wär. Wat d'Ofbezuele vu Prêten ugeet, esou ass an der Praxis an all Fall en Transfert vun der Mensualitéit op de Kredittskont néideg, souguer dann, wann d'Pai op ee Kont bei deemselwechten Etablissement kënnt.

Wat d'Froe 6 a 7 ugeet, esou ass et evident, dass de Stat d'Paien net selwer, mä just iwwer e Finanzinstitut ausbezuele kann, an dass all Client, deen a Relatioun mat engem Finanzinstitut trëtt, de Konditioune vun deem Institut zoustëmme muss, egal, ob dat d'Form vun engem Établissement public oder enger privater Firma huet.

D'Problematik, déi an der Fro 8 opgeworf gëtt, stellt sech net, well de Stat am Kader vum Kontraktofschloss guer net intervenéiert an also och keng Donnéeë weidergëtt.

Ofschléissend sief drop higewisen, dass d'Zuel vun de Reklamatiounen, déi an der Praxis zu deem Thema erakommen, nëmme geréng ass an déi entspriechend Petitiounen (N° 0529 an N° 1210) och net iwwerméisseg vill Ennerschréfte kruten. Am Kader vun der Digitaliséierung sinn d'Tresorerie vum Stat, de Centre des technologies de l'information de l'État an de Ministère vum ëffentlechen Déngscht nawell amgaangen ze kucken, wéi eng Méiglechkeeten et kéinte ginn, fir d'Paien an d'Pensiounen an Zukunft och op aner Konte wéi een CCP ze iwwerweisen.

Question 0947 (23.07.2019) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **trafic illégal de hydrofluorocarbures (HFC) :**

D'après un récent rapport de l'association britannique Environmental Investigation Agency (EIA), nous assistons dans l'UE à une recrudescence du trafic illégal de hydrofluorocarbures (HFC), des gaz utilisés notamment comme réfrigérants dans les climatiseurs et réfrigérateurs. Ces gaz fluorés, qui se sont substitués aux chlorofluorocarbures (CFC) à la suite de l'adoption du protocole de Montréal en 1987, provoquent un effet de serre jusqu'à 15.000 fois plus puissant que celui du dioxyde de carbone. Par conséquent, le commerce illégal de hydrofluorocarbures, s'élevant à 16,2 millions de tonnes équivalent CO_2 en 2018 (soit 16 % du quota légal de l'UE), attise le réchauffement climatique.

L'amendement de Kigali au protocole de Montréal, entré en vigueur en janvier 2019, prévoit une diminution de la production de HFC de l'ordre de 85 % jusqu'à l'horizon 2047. En effet, cet effort est censé éviter 0,5 °C de réchauffement climatique d'ici à 2100 et contribuer ainsi de l'ordre d'un quart à l'objectif cœur de l'accord de Paris sur le climat de contenir le réchauffement climatique en-dessous de 2 °C. Or, la fin programmée des HFC a engendré une hausse de la demande allant de pair avec une explosion des prix, ce qui a créé des conditions propices au développement du marché noir.

Suivant l'organisation EIA, ces gaz viennent majoritairement de Chine, soit directement, soit en passant par la Russie, l'Ukraine, la Turquie ou l'Albanie. Si les douaniers européens ont accès au registre HFC pour vérifier que l'importateur est légalement enregistré, force est de constater que les agents ne disposent pas d'informations actualisées quant à la quantité déjà importée.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre si elle a pris connaissance de la mise illégale sur le marché européen des gaz HFC.

2) Est-ce que Madame la Ministre entend ouvrir une enquête pour savoir combien de gaz HFC illégalement importés sont arrivés au Luxembourg ?

3) Étant donné la gravité de ce marché noir pour la préservation de l'environnement, est-ce que Madame la Ministre envisage d'aborder le sujet à l'occasion du prochain Conseil Environnement (ENVI) prévu le 4 octobre 2019 ?

Réponse (13.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Lors de l'introduction du règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006, qui impose différentes restrictions sur les gaz à effet de serre fluorés, la Commission européenne ainsi que ses États membres ont anticipé que ceci augmenterait le risque du commerce illicite. De ce fait, le problème du commerce illicite au niveau européen est suivi de près par la Commission européenne et ses États membres. La majorité des produits illicites proviennent d'Asie et sont introduits en Europe, par voie routière, au niveau des pays de l'Europe de l'Est. De ce fait différentes mesures ont été mises en place à ce niveau et ont déjà permis d'obtenir des résultats.

Le combat contre le commerce illicite des gaz fluorés se base sur une étroite collaboration entre la Commission européenne et les États membres, permettant un échange constant d'information ainsi qu'une coordination des démarches associées.

Il faut remarquer que l'introduction du règlement (UE) 517/2014 a considérablement réduit l'impact environnemental des nouveaux gaz à effet de serre fluorés placés sur le marché européen depuis 2015. À ceci s'ajoute que le nombre de technologies vertes mises sur le marché a fortement augmenté au cours de la même période.

ad 2) Une telle enquête est actuellement menée par la Commission européenne et inclut non seulement le Luxembourg mais la totalité du territoire européen. Les résultats permettront, entre autres, une évaluation exacte de l'ampleur du commerce illicite. Cette enquête fournira également des données qui donneront la possibilité aux États membres de comparer les informations douanières aux données rapportées par les différentes compagnies, permettant ainsi d'identifier des acteurs du commerce illicite.

ad 3) Le sujet de l'importation illicite des hydrofluorocarbones a déjà été abordé en tant que point divers sur l'ordre du jour du Conseil ENVI du 5 mars 2019, intitulé « Amélioration de la mise en œuvre de l'élimination progressive des hydrofluorocarbones dans l'UE ». Sous ce point divers, la Commission européenne a informé les États membres sur l'étendue du problème et sur les mesures qu'elle entend prendre pour garantir une mise en œuvre appropriée du règlement (UE) 517/2014 et pour une lutte effective contre le commerce illicite des HFCs. Les États membres sont donc parfaitement conscients de la gravité de ce marché noir et de son impact environnemental mais aussi des intentions de la Commission européenne pour remédier à la situation. Compte tenu des informations reçues et des discussions menées lors du Conseil ENVI en printemps 2019, il n'est pas envisagé d'aborder le sujet de nouveau à l'occasion de la prochaine session le 4 octobre 2019.

Question 0949 (24.07.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **terrains synthétiques :**

La presse internationale s'est fait récemment l'écho d'une nouvelle directive européenne, actuellement en phase de consultation, ayant comme but de limiter, voire d'interdire les granulés de caoutchouc à partir de 2022, ceci en raison de leur caractère potentiellement nocif pour l'environnement.

Or, ces granulés servent de matière première pour le remplissage des terrains de sport en gazon synthétique, qui sont de plus en plus répandus au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de cette initiative ? Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'agit de limiter, voire d'interdire l'utilisation des granulés de caoutchouc pour le remplissage des terrains synthétiques d'ici 2022 ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une telle réglementation crée un équilibre raisonnable entre la protection de l'environnement et les intérêts légitimes du sport ?

- Combien d'installations sportives (terrains synthétiques de foot, de tennis, aires de jeux, etc.) risquent d'être concernées au Luxembourg ?

- Quelles en sont les répercussions pour les associations sportives au Luxembourg ? Les clubs seront-ils obligés de revêtir leurs terrains synthétiques d'un autre matériau ? Le cas échéant, qui supportera les frais de cette transformation ?

Réponse (05.09.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

En guise de réponse à la question de l'honorable Députée qui se réfère aux échos de la presse internationale relatifs à l'élaboration d'une éventuelle directive dans le contexte des terrains de sport synthétiques, il y a tout d'abord lieu de fournir certaines clarifications.

En fait, en date du 30 janvier 201919, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a déposé une proposition visant à réduire certaines utilisations intentionnelles des microplastiques notamment comme matériau de remplissage synthétique utilisé sur les surfaces de sport synthétiques, la consultation publique afférente étant, d'ailleurs, en cours et encore ouverte jusqu'au 20 septembre 2019.

Lors de la préparation du dossier, il est apparu que les granulés de caoutchouc connus sous le nom de SBR (butadiène-styrène) utilisés dans le gazon artificiel (principalement les terrains de football) correspondaient à la définition des microplastiques comme étant généralement inférieurs à 5 mm.

Toutefois, par courrier du 25 juillet 2019, et pour faire taire les rumeurs relayées par la presse internationale, l'ECHA a confirmé qu'il n'était aucunement de son intention, ni d'ailleurs de celle de la Commission européenne, d'interdire, d'une manière générale, les terrains

[19] https://echa.europa.eu/fr/registry-of-restriction-intentions/-/dislist/details/0b0236e18244cd73

synthétiques. En revanche, l'ECHA et la Commission continueraient d'étudier les meilleurs moyens de réduire, d'une manière générale, les sources d'émissions de pollution microplastique.

L'ECHA confirme finalement que l'existence des terrains actuels, dont quelque 80 existent au Luxembourg, ne sera pas immédiatement affectée si une éventuelle proposition de restriction devrait être adoptée. Quoiqu'il en soit, et d'ailleurs, l'Agence l'invoque également dans ses conclusions, le Gouvernement veillera, dans ce cas, à la mise en place d'une période de transition adéquate. En attendant, le Gouvernement continuera à suivre de près ce dossier, encore hypothétique à l'heure actuelle.

Il y a du reste lieu de préciser que des solutions alternatives au gazon synthétique avec remplissage existent d'ores et déjà, dont une vingtaine au Luxembourg, à savoir des terrains synthétiques sans remplissage. Par ailleurs, une matière qui peut utilement remplacer les granulés de caoutchouc est le liège, du reste un terrain synthétique afférent sera prochainement aménagé au Luxembourg.

Mes services du Ministère des Sports sont à disposition des communes pour leur fournir toutes les informations en la matière, le Gouvernement, en l'occurrence le Ministère des Sports continuant, comme par le passé, à participer au financement des installations sportives par le Fonds d'équipement sportif national.

Question 0950 (24.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **garanties de l'État dans le cadre d'un prêt immobilier :**

Un nombre non négligeable, surtout de jeunes demandeurs de prêts immobiliers auprès d'un institut bancaire en vue de l'acquisition d'un logement se voient refuser un tel crédit parce qu'ils ne disposent pas des moyens propres ni des garanties exigées.

Dans ce cas la garantie de l'État en logement peut, selon des conditions restrictives, aider à garantir le prêt.

- J'aimerais savoir de Madame la Ministre combien de garanties de l'État ont été accordées depuis l'introduction de cette mesure.

- Quel est actuellement le montant total des prêts garantis par l'État ?

Réponse (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Je tiens à informer l'honorable Député que 3.155 garanties de l'État ont été accordées depuis l'introduction de cette mesure en 1979.

Le montant total des prêts pour lesquels une garantie de l'État a été accordée s'élève à 865.467.173,00 euros. Il est cependant important de préciser à cet égard que l'État ne garantit jamais le montant total du prêt hypothécaire d'un bénéficiaire, mais uniquement jusqu'à un montant maximum de 30 % du prêt en question, conformément à l'article 9, alinéa 2, de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Le montant total des garanties accordées se chiffre dès lors à 232.494.884,97 euros.

Question 0951 (24.07.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **protection des animaux durant une canicule :**

Mat der grousser Hëtzt hu fir de Moment net nëmme Mënschen ze kämpfen, och Déiere leiden ënnert dësen extreme Wiederkonditiounen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister stellen:

- Kontrolléiert d'Inspection vétérinaire am Fall vun enger Canicule, ob Notzdéiere vun hiren Halter genuch Waasser, souwuel wat d'Qualitéit an d'Quantitéit betrëfft, zur Verfügung gestallt kréien?

- Wéi vill Kontrolle ginn am Fall vun enger Canicule pro Dag vun der Inspection vétérinaire duerchgefouert?

Vill Déieren op der Weed sti bei dësen extreme Wiederbedingungen dacks an der praller Sonn an hu kenn Ënnerstand, wou se sech virun der Sonn kënne schützen.

D'Déiereschutzgesetz aus dem Joer 2018 huet de Schutz vum Déier verstäerkt. Ausserdeem gesäit den Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 5. Dezember 2018 iwwert d'« conditions de détention des animaux » vir, dass: « Les animaux détenus à ciel ouvert et exposés à des circonstances météorologiques extrêmes et défavorables au bien-être et à la santé de l'espèce animale concernée pendant une période prolongée doivent disposer d'un abri naturel ou artificiel, assurant une protection suffisante contre ces circonstances météorologiques extrêmes, notamment le soleil lors de chaleurs caniculaires, les précipitations intenses et les vents forts par temps de grand froid.

L'abri artificiel doit être facilement accessible et sa dimension doit permettre aux animaux de se tenir debout et de se coucher normalement. Il doit être construit de façon à éviter tout risque de blessure et être équipé et pourvu d'un espace suffisant de façon à ce que les animaux puissent y exprimer les comportements propres à l'espèce. »

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister stellen:

- Wa keng natierlech Ënnerstänn wéi Hecken oder Beem op enger Weed ze fanne sinn, ënner wéi enge Konditioune kann dann ee kënschtlechen Ënnerstand opgeriicht respektiv gebaut ginn?

- Wéi eng Autorisatioune brauch een, fir ee kënschtlechen Ënnerstand opzeriichten, a wéi muss dësen Ënnerstand konzipéiert sinn?

- Wéi eng Verwaltung ass den Uspriechpartner, wann een e kënschtlechen Ënnerstand fir seng Béischte wëll opriichten?

- Wëssend, dass zum Beispill eng Canicule ëmmer ganz kuerzfristeg optrëtt, wéi laang dauert et, bis een eng Autorisatioun vun den zoustännege Verwaltunge kritt?

Réponse commune (30.07.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Et fanne Kontrollen op verschiddenen Niveaue statt.

Am Fall vun enger Canicule ginn an der Moyenne fënnef bis sechs Plaintë pro Dag un d'Veterinärsverwaltung erugedroen, sief et vu Privatleit oder vun Déiereschutzorganisatiounen. D'Veterinärsverwaltung geet all eenzeler vun dëse Plaintë sou schnell wéi méiglech selwer no. Bei all deene Kontrolle gëtt iwwerpréift, ob den Déiere genuch a proppert Waasser zur Verfügung steet.

Et sief ausserdeem drop higewisen, datt dat ganzt Joer iwwer regelméisseg Routinekontrollen op de Bauerebetriber stattfannen, no duerch d'Reglementatioun virgeschriwwene Prozeduren, wou e besonneschen Akzent op d'Déierewuel an domat och op de garantéierten Zougang zu Waasser geluecht gëtt.

Ausserdeem huet de Landwirtschaftsministère de 25. Juli via Communiqué den Déierenhaltere matgedeelt, wéi eng Regelen am Fall vun enger Canicule ze respektéiere sinn.

An dem Communiqué gëtt an Erënnerung geruff, datt muss drop opgepasst ginn, datt d'Déieren zu all Moment genuch proppert Waasser zu hirer Dispositioun hunn.

Bei der Ausaarbechtung vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 sinn och Consideratiounen zum Déiereschutz mat agefloss, besonnesch wat d'Ënnerstänn an der Gréngzon ugeet.

Fir d'Déieren op der Weed virun der Hëtzt ze schützen, kënnen d'Bauere provisoresch oder temporär Schutzkonstruktiounen opriichten, ouni datt si eng Autorisatioun unzefroe brauchen. Nom Enn vun der Canicule mussen dës Konstruktiounen erëm ewechgeholl ginn.

Fir all durabel oder permanent Konstruktioun an der Gréngzon brauch een eng Autorisatioun nom Artikel 6 vum Naturschutzgesetz.

Zoustänneg dofir ass den Ëmweltminister.

Question 0952 (24.07.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **« Vienna Conference on Protecting Civilians in Urban Warfare » :**

De nombreux rapports confirment que la population civile demeure la première victime des conflits armés. L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées en particulier a des conséquences humanitaires de grande ampleur, notamment les pertes civiles importantes, la destruction d'infrastructure et la rupture de la prestation des services essentiels.

En mai dernier, l'Autriche a convié l'ensemble des États à participer à la « Vienna Conference on Protecting Civilians in Urban Warfare » du 1er au 2 octobre 2019 qui a pour objectif de discuter des conséquences de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, du cadre légal et d'exemples de bonnes pratiques militaires, et d'échanger leurs vues sur la proposition du Secrétaire général des Nations Unies d'élaborer une déclaration politique relative à cette problématique.

Historiquement, le Luxembourg a attaché une grande importance à ce sujet au travers de son engagement politique et de son soutien à la société civile. Récemment, il s'est joint à une déclaration commune dédiée à ce sujet qui fut présentée par l'Irlande au sein de la première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Luxembourg envisage-t-il à participer à ladite Conférence à Vienne, et, dans l'affirmative, à quel niveau de représentation ?

2) Le Luxembourg compte-t-il entreprendre des démarches au niveau européen et onusien pour promouvoir la participation à la conférence ?

3) Quelle est sa position par rapport à la proposition du Secrétaire général des Nations Unies pour élaborer une déclaration politique ?

Réponse (09.08.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Luxembourg envisage de participer à la conférence « Protéger les civils dans la guerre urbaine » qui se tiendra à Vienne du 1er au 2 octobre 2019. Selon l'invitation transmise par les autorités autrichiennes, la conférence s'adresse aux hauts fonctionnaires / experts. C'est à ce niveau que le Luxembourg y sera représenté.

ad 2) Il n'est pas prévu d'entreprendre des démarches au niveau de l'UE ou de l'ONU pour promouvoir la participation à la conférence, compte tenu des démarches déjà entreprises par l'Autriche.

ad 3) Le Luxembourg salue l'importance que le Secrétaire général des Nations Unies attache à la question de l'emploi des armes explosives en zones peuplées dans son programme de désarmement et reconnaît son appel aux États membres d'œuvrer en faveur de mesures pour répondre de manière adéquate à l'impact humanitaire de ces armes. La conférence de Vienne permettra d'examiner le rôle que pourrait jouer une déclaration politique à cet égard, ainsi que son contenu éventuel.

Question 0953 (24.07.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **terrains constructibles :**

Luxemburg muss Maßnahmen ergreifen, um seine Wohnungsnot in den Griff zu bekommen. Zu diesem Schluss kommt die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) in ihrem diesjährigen Länderbericht. Ein starkes Bevölkerungswachstum, gekoppelt an eine überproportionale Zunahme der Ein- und Zweipersonenhaushalte, treibt die Nachfrage, während das Angebot - sprich der Bau von Häusern und Wohnungen - hinterherhinkt. Hinzu kommt ein unzureichendes Angebot an Bauland sowie schwerfällige Prozeduren.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Wohnungsbau stellen:

1. Kann die Frau Ministerin uns erläutern, wie viel brach liegendes Bauland sich im Besitz von natürlichen beziehungsweise privatrechtlich juristischen Personen befindet?

2. Bezug nehmend auf juristische Personen, kann die Frau Ministerin uns genannte Informationen aufgeschlüsselt nach Art der Gesellschaft (Société civile immobilière, Handelsgesellschaft, Immobilienfonds, sonstige Investmentfonds etc.) mitteilen?

3. Verfügt die Frau Ministerin gegebenenfalls über Informationen betreffend den Anteil von brach liegendem Bauland, welches sich seit Generationen im Besitz von landwirtschaftlichen Betrieben befindet und welches einen wichtigen Produktionsfaktor für diese Betriebe darstellt?

4. Sollte die Frau Ministerin über vorgenannte Informationen verfügen, könnte Sie uns diesbezügliche Quellenangaben mitteilen?

5. Falls nicht, wäre die Frau Ministerin bereit, diesbezüglich eine Studie in Auftrag zu geben?

Réponse (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

1. Zusammenfassung

Das Wohnungsbauobservatorium (Observatoire de l'habitat) des Wohnungsbauministeriums führt regelmäßig eine systematische Bestandsaufnahme des gesamten Flächenpotenzials an Wohnbauland innerhalb des Landes durch. Hierbei handelt es sich um freie Grundstücke, die sich in den Wohn- oder Mischgebieten der PAGs der Gemeinden befinden.

Eine Aktualisierung der Ergebnisse für 2016 ergab eine Zunahme des Potenzials an Wohnbauland: 2016 wurde das Flächenpotenzial auf 2.846 Hektar geschätzt. Diese Zahl bezieht sich auf sämtliche Flächen, die sich innerhalb der reinen Wohngebiete befinden, sowie auf 75 % der Flächen innerhalb der Mischgebiete der Gemeinden. Diese Fläche entspricht einem ziemlich signifikanten Anstieg des Flächenpotenzials für den Wohnungsbau zwischen 2013 und 2016 (plus 127 Hektar oder plus 4,7 %).

In der „Note n° 23" des Wohnungsbauobservatoriums zum Grad der Konzentration des Eigentums an Wohnbauland in 2016 wurde die Typologie der Eigentümer an verfügbaren Grundstücken verfeinert und gezeigt, dass private Akteure nach wie vor sehr weitgehend die Mehrheit der Eigentümer des Wohnbaulands darstellen. Im Jahr 2016 besaßen Einzelpersonen 72,5 % der verfügbaren Fläche und 65,2 % des Wertes des gesamten Wohnbaulands. Private Unternehmen besaßen 14,9 % der Fläche und 18,6 % des Wertes dieses Baulands.

Bisher haben die Daten keine detailliertere Analyse der Eigentümertypen innerhalb der Kategorie „Privatunternehmen" erlaubt. Ein Forschungsprojekt, das vom LISER im Rahmen des Wohnungsbauobservatoriums durchgeführt wird, soll in den kommenden Monaten es ermöglichen, auf diese Frage präziser antworten zu können. Diese Studie wird es auch ermöglichen, Informationen über den Werdegang des Wohnbaulands zu liefern, das zwischen 2004 und 2016 zu einem bestimmten Zeitpunkt unbebaut war. Leider stehen in den Daten, welche das Wohnungsbauobservatorium zu statistischen Zwecken auswertet, keine Informationen betreffend den Anteil von brach liegendem Bauland, welches sich seit Generationen im Besitz von landwirtschaftlichen Betrieben befindet, zur Verfügung. Durch die Studie, die zurzeit durchgeführt wird, kann erfasst werden, welcher Anteil des seit 2004 zur Verfügung stehenden Baulands heute noch nicht bebaut ist. Sie wird es jedoch nicht ermöglichen, zwischen den landwirtschaftlich genutzten Flächen und den anderen unbebauten Flächen zu unterscheiden.

2. Detaillierte Antworten

ad 1. Die „Note n° 23" des Wohnungsbauobservatoriums zum Grad der Konzentration des Eigentums an Wohnbauland in 2016 gibt Aufschluss über das Bauland, das sowohl natürlichen als auch juristischen Personen des Privatrechts gehört, wie folgende Tabelle darstellt.

Tabelle: Verteilung der Fläche und des Wertes des Potenzials an Wohnbauland nach Eigentümertyp

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Ein Forschungsprojekt, das vom LISER im Rahmen des Wohnungsbauobservatoriums aktuell durchgeführt wird, wird es ermöglichen, in einigen Monaten präziser auf diese Frage antworten zu können.

ad 3. Das aktuelle Forschungsprojekt konzentriert sich auf sämtliche Flächen, die seit 2004 zu einem bestimmten Zeitpunkt unbebaut waren, das heißt, die entweder 2004 als Baulandpotenzial verfügbar waren oder seitdem verfügbar gemacht wurden. Die Datengrundlage hierfür ist das Flächenpotenzial, welches das Wohnungsbauobservatorium im Dreijahresrhythmus 2004, 2007, 2010, 2013 und 2016 erhoben hat.

Dieses Projekt wird es ermöglichen, zwischen dem inzwischen mobilisierten und dem immer noch freien Bauland zu unterscheiden und folgende Punkte besser zu verstehen:

- die Auswirkungen der Ausdehnungen des Bauperimeters - welche vom Wohnungsbauobservatorium bei der Analyse des Baulandpotenzials in den Jahren 2007, 2010, 2013 und 2016 erfasst wurden - auf die Mobilisierung von Flächen für den Wohnungsbau;

- die Mechanismen, die den Wohnungsbau auf den Parzellen erlaubt haben, die 2004 als Bauland verfügbar waren oder seitdem verfügbar gemacht wurden;

- die Eigentumskonzentration, die Häufigkeit der Transaktionen und die Dauer, während der

die Grundeigentümer die Grundstücke besitzen, die 2004 als Wohnbauland verfügbar waren oder seitdem verfügbar gemacht wurden, aber heute noch immer unbebaut sind.

Leider stehen in den Daten, welche das Wohnungsbauobservatorium zu statistischen Zwecken auswertet, keine Informationen betreffend den Anteil von brach liegendem Bauland, welches sich seit Generationen im Besitz von landwirtschaftlichen Betrieben befindet, zur Verfügung. Durch die Studie, die zurzeit durchgeführt wird, kann erfasst werden, welcher Anteil des seit 2004 zur Verfügung stehenden Baulands heute noch nicht bebaut ist. Sie wird es jedoch nicht ermöglichen, zwischen den landwirtschaftlich genutzten Flächen und den anderen unbebauten Flächen zu unterscheiden.

ad 4. Informationen über die Eigentümerverhältnisse der natürlichen Personen und der juristischen Personen des Privatrechts sind in der „Note n° 23" des Wohnungsbauobservatoriums nachzulesen. Die Ergebnisse der Studie, die zurzeit durchgeführt wird und die sich auf Daten der Katasterverwaltung bezieht, werden Ende 2019 mitgeteilt.

ad 5. Die aktuell durchgeführte Studie müsste es ermöglichen, die meisten der gestellten Fragen zu beantworten. Wir werden die Möglichkeit prüfen, Informationen über die Nutzung von Bauland zu anderen wirtschaftlichen Zwecken als zum Wohnungsbau hinzuzufügen.

Question 0954 (24.07.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **sacs en plastique :**

Dans bon nombre de magasins des sacs en plastique « biodégradable » sont mis à disposition des clients, suggérant à ceux-ci que les sacs en question peuvent être jetés dans la poubelle pour déchets organiques (« poubelle verte »).

Or, comme Madame la Ministre a souligné dans sa réponse à la question parlementaire n° 3539 du 6 février 2018, les plastiques dits biodégradables ne peuvent pas être introduits dans les installations de compostage ou de biométhanisation en raison de leur délai de dégradation prolongé par rapport aux matières organiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre juge-t-elle opportun de sensibiliser davantage les citoyens à ce sujet ?

2) Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant à la quantité de plastique enlevé en amont du traitement au fil des cinq dernières années dans les différentes installations de compostage et biométhanisation ?

3) Quelle a été l'évolution de la quantité de déchets traités dans les différentes installations de compostage et biométhanisation au fil des cinq dernières années ?

4) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des différentes installations ?

Réponse (02.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le ministère a conscience de cette problématique, et plusieurs actions de sensibilisation ont déjà été entreprises à ce sujet, aussi bien dans les médias sociaux - sur le site Facebook de l'Administration de l'environnement - que via des supports de sensibilisation lors de conférences, sur le site Internet du ministère, dans les magazines communaux, newsletters et magazines d'organismes sectoriels (Chambre des Métiers, clc, EBL, Horesca, syndicats communaux, etc.) ... En outre un article à ce sujet a été publié dans le magazine « Gaart a Heem ». Les différents supports (guides, études, infographie de sensibilisation sur le bioplastique) sont accessibles sur les sites Internet environnement.public.lu et data.public.lu.

Les efforts de sensibilisation vont continuer afin d'informer les citoyens sur la bonne façon de trier et d'éliminer leurs déchets de plastiques dits « biodégradables ». Cependant, il faut rester conscient des évolutions techniques dans la production de bioplastique, et réagir de manière vigilante par rapport à de nouveaux produits ou des changements de comportements des citoyens.

ad 2) L'étude « Biologisch abbaubare Kunststoffe - Literatur- und Internetrecherche sowie Betrachtungen zum Ist-Zustand in Luxemburg » qui a été réalisée en 2018 et qui est disponible sur le site data.public.lu a évalué le nombre de sacs en bioplastique utilisés dans les biopoubelles entre 1.481.480 et 4.444.336 sacs par an, ce qui équivaut à 17,8 - 53,3 tonnes de sacs en plastique « biodégradables ». Nous estimons donc qu'une quantité annuelle d'au moins 1,5 millions de sacs en plastique « biodégradables » est livrée aux installations de compostage et de biométhanisation.

En regardant de près à titre d´exemple les données disponibles pour deux des plus grandes installations de biométhanisation, il s´avère que les quantités d´éléments indésirables enlevées en amont se situent entre 7,7 % et 18,5 %. Dans ce contexte, les sacs en plastique biodégradables sont également retirés. Les éléments indésirables comportent les différents matériaux qui ne peuvent pas entrer dans le processus de compostage ou de biométhanisation. À l'heure actuelle, les installations de traitement n'ont pas fait d'analyses de la composition exacte de ces indésirables. Ces matériaux sont destinés à un traitement par valorisation thermique.

ad 3) Les biodéchets font l'objet d'un suivi statistique tant au niveau des installations de méthanisation et de compostage qu'au niveau des communes. Les tableaux ci-dessous reprennent les quantités totales des différents types de biodéchets apportés aux installations de compostage et de biométhanisation entre 2009 et 2017 :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La figure ci-après illustre l'évolution des quantités de biodéchets apportés aux installations de compostage et de méthanisation :

(figure à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Tandis que l'apport en unités de compostage reste relativement stable, on peut constater une augmentation progressive et importante des apports en unités de biométhanisation. Cette augmentation peut être expliquée par le nombre croissant de ménages qui sont raccordés à la collecte séparée des biodéchets dans les communes récemment - une évolution qui va probablement encore continuer dans le futur proche.

ad 4) L'ensemble des installations de biométhanisation en service au Luxembourg dispose de capacités de traitement suffisantes pour traiter les quantités actuellement collectées.

Or, il faut tenir compte du fait que pour le moment, la collecte séparée de biodéchets n'a pas encore été introduite dans toutes les communes du Luxembourg. Le SIDEC et le SIGRE sont toutefois en train de mettre en place ces collectes dans leurs communes membres. Il faut donc s'attendre à ce que les quantités de biodéchets à traiter vont augmenter.

Question 0955 (24.07.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **panneaux solaires flottants :**

L'utilisation de panneaux solaires flottants - comme alternative aux panneaux solaires installés sur des bâtiments ou au sol - se développe de plus en plus, notamment au Japon, en Chine ou encore à Londres, où se situe la plus grande installation de l'Europe de ce genre. Les avantages de panneaux solaires flottants sont multiples : la production d'énergie est plus efficace car les panneaux sont refroidis, les panneaux empêchent l'eau des réservoirs de s'évaporer et ils n'utilisent pas de sol supplémentaire pour produire de l'énergie.

Au Luxembourg, la zone de protection sanitaire I du lac de la Haute-Sûre entre le mur de barrage et la localité de Lultzhausen possède une surface qui serait capable d'accueillir plusieurs centaines de panneaux solaires flottants.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Monsieur le Ministre est-il au courant des informations relatés ci-dessus ? Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'installer des panneaux solaires flottants à l'endroit susmentionné ?

- Dans l'affirmative, quelle serait la surface qui pourrait être utilisée ? Quelle puissance électrique pourrait être produite de cette manière ?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

Réponse commune (13.08.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

La proposition de l'honorable Député d'installer des panneaux photovoltaïques flottants dans l'actuelle zone sanitaire du lac de la Haute-Sûre est difficilement compatible avec les dispositions relevant de l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 16 décembre 2011, qui interdit toute installation pouvant perturber les eaux du lac.

En effet, dans le projet de règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, règlementées ou soumises à une autorisation dans ces zones, le plan d'eau concerné est classé en zone II) A « zone rapprochée à vulnérabilité très élevée ».

Aux contraintes administratives s'ajoute la contrainte physique liée à la variation saisonale du niveau du plan d'eau.

De plus, les panneaux solaires posés sur un plan d'eau peuvent créer une zone d'ombre et risquent de perturber l'écosystème. Il faudra vérifier de même si l'échange en oxygène entre la surface de l'eau et de l'atmosphère, primordial pour la vie aquatique, ne sera pas perturbé.

En ce qui concerne l'utilisation des plans d'eau aux fins précitées, le Gouvernement favorise, dans le cadre de sa stratégie de développement de l'énergie solaire, d'autres plans d'eau artificiels, dont la surface n'est pas ombragée et où la législation environnementale n'est pas de mise.

Question 0956 (24.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **systèmes d'exploitation utilisés par le secteur public :**

De 14. Januar 2020 wäert de Support fir de Betribssystem Windows 7 stoppen. Ab dësem Moment wäerten dem Endnotzer vu Windows 7 keng Sécherheetsupdatë méi zur Verfügung gestallt ginn. Organisatiounen, déi speziell Firmelizenze kaaft hunn, kënnen dogéint weider ee Support kréien, wann d'Organisatioun dëse Service bezilt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitaliséierung a fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Ministère, op wéi ville Computeren ass aktuell ee Windows 7 Betribssystem installéiert? Op wéi ville vun dëse Computere gëtt Windows 7 nach benotzt?

2. Besëtzt d'Regierung fir d'Joer 2020 eng Alternativ zu de Windows 7 Lizenzen?

- Falls jo, wéi ee Betribssystem wäert d'Regierung asetzen? Wéi vill kascht d'Ersetze vun alle Windows 7 Lizenzen?

- Falls neen, wäert d'Regierung mat Windows 7 weiderfueren? Huet d'Regierung vir, dëse Support ze bezuelen an, falls jo, mat wéi enge Käschte rechent d'Regierung?

3. Vu dass beim Stat aktuell 99 % vun de Betribssystemer op Windows lafen (Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0484) an d'Regierung aktuell keng Efforte wäert maachen, d'Betribssystemer op Open Source ëmzestellen (Refus vun der Open Source Motioun vun de Piraten vum 3.7.2019), wéi vill Sue wäert de Stat bis 2023 all Joer fir d'Windows Lizenze bezuelen? Bis wéini sinn déi aktuell Windows Lizenzen nach gëlteg?

Réponse (28.08.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre de la Fonction publique :*

Beim ëffentleche Secteur ginn et méi Entitéiten, déi informatesch Servicer ubidden. Dës Entitéiten hunn en eegene Budget fir Informatik a geréieren e groussen Deel vun hirer Informatik selwer. Den CTIE - Centre des technologies de l'information de l'État - steet ënnert der Tutelle vum Minister fir Digitaliséierung an equipéiert e groussen Deel vun de staatlechen Institutiounen.

Op engem Park vun ongefeier 12.000 Maschinnen, déi vum CTIE geliwwert goufen, sinn de Moment scho knapp 3/4 vun de Maschinne mat Windows 10 aktiv.

D'Ersetze vu Windows 7 op de reschtleche Computeren erfollegt am normale Liewenszyklus vun de Maschinnen an am Kader vun den aktuelle Lizenzkontrakte vum CTIE. Doduerch wäerte keng nennenswäert extra Käschten duerch d'Ersetze vu Windows 7 entstoen.

Bis Enn 2019 wäert d'Zuel vun de verbleiwende Windows 7 Maschinne sech halbéieren. Aus logisteschen oder Software-Kompatibiliteitsgrënn mussen déi reschtlech Maschinnen nach no Januar 2020 am Asaz bleiwen. Obwuel den automatesche Support fir Betribssystemer Windows 7 dann agestallt gëtt, bitt Microsoft d'Optioun „extended security update" un. Fir d'Sécherheet vun dëse Maschinnen ze garantéieren, wäert den CTIE also dës Optioun huelen, déi 25 Euro pro Maschinn kascht.

Den CTIE huet e Kontrakt mat Microsoft, dee souwuel Technologien, Windows an Office wéi och User Lizenze fir all d'Microsoft Server Produkter abegräift. Déi nächst Echeance vum aktuelle Kontrakt ass am September 2020.

Question 0959 (24.07.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Service audiophonologique :**

Le Service audiophonologique, faisant partie de la Direction de la santé, est chargé, entre autres, de la prévention, du dépistage et de la prise en charge des troubles de l'audition.

En cas de perte auditive, il est nécessaire d'obtenir un rendez-vous auprès du service précité afin de pouvoir demander un remboursement pour un appareil auditif auprès de la Caisse nationale de santé.

Or, il nous revient que la prise en charge des patients souffrant de troubles auditifs peut prendre quelques mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) De quelle façon le Service audiophonologique est-il organisé ? Quel est l'effectif de ce service ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de personnes ont fait une demande pour un appareil auditif au cours des dernières années ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur la durée moyenne d'attente ? Est-ce qu'il y a eu des réclamations au sujet de cette durée ?

4) Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, prendre des mesures afin de raccourcir ce délai d'attente ?

Réponse (28.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Service audiophonologique est directement dépendant du directeur de la santé. Il est sous la responsabilité d'un chef de service et est actuellement composé de 10,5 ETP d'orthophonistes, 4,5 ETP d'audioprothésistes, 0,5 ETP de psychologues et 4,25 ETP de personnel administratif.

ad 2) Le nombre de demandes de prise en charge des frais d'acquisition de dispositifs de correction auditive auprès de la CNS est en constante augmentation. Comme le montre le tableau ci-dessous, ce nombre a augmenté de 60 % au cours des dix dernières années pour atteindre 6.903 en 2018.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Calculé sur les rendez-vous sans convenances personnelles particulières attribués au cours du mois écoulé, la durée moyenne d'attente pour un premier rendez-vous au Service audiophonologique est de 92 jours. Ces 92 jours sont divisés en 11 jours de durée moyenne pour l'envoi de l'ordonnance médicale par le médecin prescripteur, 9 jours de durée moyenne pour le traitement administratif à la CNS et 72 jours de durée moyenne pour l'obtention du premier rendez-vous de contrôle au Service audiophonologique. Il faut cependant noter que les cas présentant un facteur d'urgence, tels que les jeunes enfants ou des patients souffrant d'acouphènes, sont convoqués prioritairement par le Service audiophonologique.

Il y a en effet un certain nombre de réclamations de la part des personnes concernées relatives, non seulement quant aux délais d'attente, mais aussi par rapport à la complexité des démarches à respecter.

ad 4) Des mesures pour raccourcir le délai d'attente et pour simplifier la procédure de prise en charge par la CNS ont déjà été prises par le Ministère de la Santé. Le rôle du Service audiophonologique étant l'émission d'un avis concernant le forfait de remboursement et le contrôle audioprothétique, il a été décidé de remplacer l'un des rendez-vous obligatoires au Service audiophonologique par un contrôle sur dossier. Cette mesure a été préférée à une augmentation de personnel du service, afin de réduire les délais d'attente sans impacter la tréso-

rerie de l'État et, par la même occasion, de simplifier la procédure pour les personnes concernées.

Une deuxième mesure envisagée par le Ministère de la Santé est la digitalisation des documents administratifs et leur traitement en direct, ce qui permettrait de réduire efficacement la durée du volet administratif de la procédure.

Question 0961 (25.07.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **pénurie de cannabis médicinal :**

Selon les informations fournies par le Ministère de la Santé, le Luxembourg se trouve, depuis le 9 juillet, face à une pénurie de cannabis médicinal. Après une première livraison de 20 kg de cannabis en décembre 2018, provenant du Canada, des problèmes de fournisseurs impactent à présent la disponibilité du cannabis thérapeutique et privent des nouveaux patients à commencer un traitement.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé, Étienne Schneider :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de demandeurs qui sont en attente d'une autorisation du traitement au cannabis et qui sont affectés par la pénurie en question ?

- Existe-t-il des traitements alternatifs pour ces patients ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les patients ayant déjà commencé un traitement ne seront nullement affectés par la pénurie du cannabis médicinal ?

- Monsieur le Ministre a fait un appel au marché public en mi-avril 2019, alors que le stock existant devait durer jusqu'en avril même. La pénurie n'aurait-elle pas pu être envisagée plus tôt pour y remédier plus vite ?

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions sur les critères et la manière dont sont choisis les fournisseurs de cannabis médicinal ?

- Le Gouvernement envisage-t-il ouvrir la voie à la production de cannabis médicinal sur le territoire luxembourgeois pour contrer la dépendance envers des entreprises étrangères, notamment canadiennes ?

Réponse (30.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres sur les patients non encore traités par cannabis médicinal et pour lesquels les médecins souhaiteraient éventuellement initier un traitement. Il faut savoir qu'actuellement, le cannabis médicinal est prescrit dans le cadre d'une phase pilote depuis février 2019 pour un nombre limité de pathologies pour lesquelles des alternatives thérapeutiques sont disponibles sur le marché.

Les patients ayant déjà initié un traitement par cannabis médicinal et pour lequel le produit semble améliorer la qualité de vie sont absolument prioritaires afin d'éviter à tout prix une interruption de leur traitement. Ceci était d'ailleurs la raison de conseiller aux médecins de ne plus inclure de nouveaux patients dans le programme avant la normalisation de l'approvisionnement. La situation des stocks actuels nous permet de penser que le traitement ne sera pas interrompu pour ces patients d'ici l'arrivée des prochaines livraisons. En effet, en ce qui concerne les produits commandés en amont de l'appel d'offre, nous avons commandé suffisamment de produits pour fournir le nombre de patients estimés jusqu'à septembre 2019 pour les indications légales au Luxembourg (estimation haute de 200 patients avec extrapolation des données des autres pays pour les indications au Luxembourg). Pour rappel, ces indications se limitent strictement aux :

- maladies graves, en phase avancée ou terminale, entraînant des douleurs chroniques,

- maladies cancéreuses traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou vomissements,

- sclérose en plaque avec spasticité musculaire symptomatique.

Nous constatons actuellement que le nombre de patients effectifs (270 patients au 30 juin 2019) a dépassé les estimations hautes.

Une première procédure négociée d'achat a été lancée fin 2018 afin de débuter le programme le plus rapidement possible et de ce fait mieux cerner les besoins réels. Au vu des quantités commandées et afin de ne plus devoir changer de fournisseur jusqu'à fin 2020 une procédure ouverte européenne a été lancée et attribuée à une société canadienne en l'occurrence Canopy Growth Germany GmbH. Le marché en question vise un approvisionnement à partir de septembre 2019.

Les critères permettant de choisir les fournisseurs de cannabis médicinal sont décrits en détail dans l'appel d'offre qui a été publié sur le portail des appels d'offres publics. Un nombre de points a été prévu pour évaluer les offres reçues de manière objective. Ceux-ci ont pris en compte un certain nombre de critères permettant de s'assurer d'avoir le meilleur compromis entre la qualité, le prix et la rapidité de livraison des produits. Les stocks minimum détenus par le prestataire ainsi qu'une durée de stabilité des produits d'au moins six mois après la livraison ont également été évalués.

Enfin, la mise en place d'un système de pharmacovigilance permettant au prestataire de recueillir, d'enregistrer et d'analyser tout effet indésirable qui serait porté à sa connaissance a été un élément considéré dans le choix du prestataire.

La question concernant la culture de cannabis médicinal sur le territoire luxembourgeois sera tranchée dans le cadre de l'élaboration du concept portant sur la réglementation de l'accès légal au cannabis non médicinal.

Question 0962 (25.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **retards dans le versement de l'indemnité compensatoire par l'ADEM :**

Régulièrement des salariés en reclassement interne font état de retards considérables dans le versement de l'indemnité compensatoire par l'ADEM. Ainsi, un salarié en reclassement interne qui se voit verser l'indemnité avec un retard de plusieurs mois doit vivre avec les 50 % de son revenu versé par son employeur.

- Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut-il confirmer que ce type de situation existe ?

- Quelles sont les mesures qu'il préconise pour ramener ces délais à la normale ?

- Est-ce que les concernés peuvent bénéficier d'avances à l'indemnité qui leur est due ?

- Ne pourrait-on pas demander aux employeurs de verser, selon des modalités à définir d'un commun accord, le salaire intégral et leur rembourser la différence à charge du Fonds pour l'emploi ?

Réponse (14.08.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Dans le cadre du paiement de l'indemnité compensatoire, il y a lieu de distinguer entre deux procédures de paiement à savoir, d'une part, le paiement de l'indemnité compensatoire dans les dossiers de reclassement dont la procédure a été enclenchée avant le 1er janvier 2016 (ancienne loi) et pour lesquels il n'y a pas de retards et, d'autre part, le paiement de l'indemnité compensatoire dans les dossiers de reclassement dont la procédure a été enclenchée après le 1er janvier 2016 (nouvelle loi).

La mise en place du nouveau système de paiement de l'indemnité compensatoire engendre certains décalages, notamment au début de l'indemnisation. Ces décalages sont dus au fait que de nombreux délais légaux et différents acteurs interviennent dans le processus de paiement :

L'employeur est d'abord tenu de déclarer le salaire de ses salariés bénéficiaires d'un reclassement interne auprès du Centre commun de la sécurité sociale. Pour ce faire, il dispose d'un délai d'un mois.

Le Centre commun de la sécurité sociale procède ensuite à partir de la quinzaine du mois suivant au calcul du montant de l'indemnité compensatoire. Pour effectuer ce calcul encore faut-il que le Centre commun de la sécurité sociale dispose de la déclaration de salaire couvrant un mois entier. Cette spécificité a pour conséquence que lorsque le début du reclassement interne ne coïncide pas avec le 1er du mois, tout ce processus est décalé d'un délai d'un mois supplémentaire afin de pouvoir prendre en compte le salaire déclaré pour un mois entier.

Une fois ce calcul effectué, il est transmis à l'ADEM qui procède immédiatement à sa vérification et validation. Après la vérification et la validation du calcul, une ordonnance de paiement est faite et transmise au contrôleur financier qui dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour son traitement.

Ce système engendre un délai de paiement qui peut varier entre deux et trois mois (dans le cas où le dossier est complet).

Consciente des conséquences de ces retards pour les bénéficiaires, l'ADEM a mis en place un système d'avances mensuelles depuis mars 2017.

Le paiement d'avances permet aux bénéficiaires de l'indemnité compensatoire de percevoir une avance sur le montant qui leur est dû pour les premiers mois de paiement de l'indemnité compensatoire jusqu'à ce que le calcul soit mis en place et permette un paiement systématique. Le trop-perçu respectivement les arriérés de paiement sont ensuite réglés une fois que le premier calcul a pu être fait selon le processus décrit ci-dessus.

Le paiement de l'indemnité compensatoire ne se fait donc pas à dates fixes mais dès que cela est possible.

Actuellement (juin 2019) 4.497 personnes ont droit à une indemnité compensatoire dont 2.082 dossiers relèvent de l'ancienne législation tandis que 2.415 dossiers relèvent de la nouvelle législation.

118 personnes relevant de la nouvelle législation ont reçu une avance au cours du mois de juin 2019.

En ce qui concerne la question de savoir si on ne pourrait pas demander aux employeurs de verser selon des modalités à définir d'un commun accord le salaire intégral et leur rembourser la différence à charge du Fonds pour l'emploi, l'ADEM donne à considérer qu'il n'est pas aisé de trouver des employeurs enclins à engager des demandeurs d'emploi en reclassement externe. Si en plus on leur demande d'avancer un salaire complet pour une prestation de travail à temps partiel, on risque de ne plus en trouver du tout.

Il serait par ailleurs inéquitable de faire supporter une charge aux employeurs qui revient à l'État.

Question 0963 (25.06.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **gratuité des transports en commun :**

Den 1. Mäerz 2020 soll den ëffentlechen Transport gratis ginn. Dëst huet ganz sécher och en Afloss op verschidden Aarbechtsplazen, speziell vun deene Leit, déi bis dohinner fir de Verkaf oder d'Kontrolléiere vun de Billjeeën zoustänneg sinn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Transportminister gär folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister eng konkret Zuel, wéi vill Aarbechtsplazen hei betraff sinn?

2. Ginn et scho konkret Pläng, op wat fir Aarbechtsberäicher déi betraffe Leit an Zukunft verdeelt ginn?

3. Fir déi international Zuchverbindunge mussen och an Zukunft weiderhi Billjeeë verkaf ginn. Op wat fir Garen oder Point-de-venten am Land ginn dës Billjeeën dann ugebueden?

Réponse (23.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Vun deenen am Ganzen 90 CFL-Guichetsagente si 16 Agente vum Zoumaache vun de Guichete betraff. Dësen Agente gi folgend Méiglechkeeten ugebueden:

- Transfert op e Posten als Empfangsagent/Aufsichtsbeamten,

- Transfert an de Guichet op der Gare Lëtzebuerg oder Belval-Université, oder

- Ëmwandele vum Posten op en anere fräie Posten op der CFL.

Et wäerten och net manner CFL-Beamten op de Garë sinn, mä si stinn éischter um Quai, fir d'Clienten ze guidéieren, wéi datt se an engem Guichet sëtzen.

Wat de Statut an d'Aarbecht vun der Mobilitéitszentral ugeet, sou ass ze präziséieren, datt hir éischt Missioun ass a bleift, de Client ze informéieren a Reklamatiounen ze beäntwerten, an net de Verkaf vun den Ticketen. Deemno wäert hir Attributioun net fundamental änneren.

D'Kontrollen an deene grenziwwerschreidende Busse souwéi internationalen Zich gi weiderhi vun de CFL-Agenten duerchgefouert, déi zousätzlech aner Missiounen am Beräich vun der Qualitéitssécherung kréien.

De Verkaf vun nationalen, regionalen an internationale Billjeeën an Abonnementer fënnt weiderhin an de Garë Lëtzebuerg a Belval-Université statt. E Verkafspunkt vum TICE fir d'éischt Klass a grenziwwerschreidend (Bus)-Billjeeë befënnt sech an der Escher Gare. Zousätzlech stinn d'Informatiounskanäl souwéi den online Verkaf vun der CFL dem Client 24 Stonnen op 24 zur Verfügung (Applikatioune CFL mobile a CFL international, d'Internetsäit www.cfl.lu, de CallCenter souwéi d'telefonesch Auskunft).

Wann ee Statistike vun dem Verkaf vun internationalen Ticketen kuckt, ausserhalb vun der Stater Gare an Esch (d. h. zu Ettelbréck, Waasserbëlleg, lechternach, Beetebuerg, Péiteng, Miersch, Clierf an Ëlwen zesummen), sou beschränkt dee sech op eng knapp 60 Ticketen den Dag, dobäi ass déi Vente réckleefeg tëscht 2017 a 2018.

Question 0964 (25.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**arrêt des éoliennes à cause du milan royal :**

Wéinst dem Roude Schéierschwanz musse verschidde Wandmillen am Land iwwert den Dag unhalen. Dëst féiert natierlech zu engem Produktiounsausfall an domat zu engem finanzielle Verloscht fir déi eenzel Bedreiwer.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi sinn déi eenzel Stonnen, an deenen déi betraffe Wandmille wéinst dem Roude Schéierschwanz mussen unhalen, genee festgeluecht?

2. Wie kënnt fir dëse finanzielle Verloscht op?

3. Wéi gëtt dëse berechent?

4. Sinn déi Stonnen esou berechent, datt d'Sécherheet fir d'Vulle garantéiert ass, oder kéint de Roude Schéierschwanz trotzdeem nach zu aneren Dageszäiten dem Rotor zum Affer falen?

Réponse (02.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Obwuel d'Elementer zu deene vum honorablen Deputéierte gefroten Informatioune schonn an der parlamentarescher Ufro N° 0735 matgedeelt goufen, sinn dës heidrënner nach emol opgefouert.

ad 1. Déi konkret Konditiounen, ënnert deenen déi Wandrieder autoriséiert ginn, sinn ëmmer standuert-spezifesch a virun allem spezifesch op déi präsent Aarten ofgestëmmt. Fir de Roude Schéierschwanz bedeit dat, datt d'Wandrad dagsiwwer ausgeschalt muss ginn, an zwar zum Zäitpunkt vu Buedemaarbechten, vum Méien oder vun der Recolte bis déi fënnef Deeg duerno, well dëst de Roude Schéierschwanz unzitt. Dës Konditioun baséiert op wëssenschaftlechen Erkenntnisser aus dem In- an Ausland.

ad 2.+3. Am Kader vun der „Évaluation des incidences" (EIE) fënnt am Virfeld vun all Projet e sougenannte Scopingtermin statt, wou all d'Akteuren an d'Verwaltungen un engem Dësch sëtzen a méiglech Aschränkungen am Viraus fir all Wandrad detektéiert ginn.

Et ass also um Bedreiwer selwer, fir seng Wirtschaftlechkeetsberechnung deementspriechend opzestelle respektiv ze adaptéieren. D'Konditiounen, fir eng Autorisatioun ze kréien, sinn am Virfeld bekannt an de Bedreiwer huet d'Wiel, ob hien de Projet mat de bekannte Konditioune wëllt duerchzéien oder net. Vun engem finanzielle Verloscht kann deemno net rieds sinn.

ad 4. Wéi ënnert dem Punkt 1 erwäänt, baséiert d'Konditioun vum Ausschalte vum Wandrad, dagsiwwer a wärend fënnef Deeg, op wëssenschaftlechen Erkenntnisser aus dem In- an Ausland. Dës Konditioun viséiert, de Risiko, datt ee Roude Schéierschwanz mat engem Wandrad kollidéiert, quasi op null ze setzen. Ee Reschtrisiko bleift awer ëmmer bestoen.

Question 0965 (25.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service vocal :**

An Däitschland huet de Minister fir den Interieur Seehofer an der Äntwert op eng „kleine Anfrage" vun der FDP geäntwert, datt der Bundesregierung hirer Aschätzung no sougenannte Sproochassistenten (wéi Alexa, Siri ...) keng nei Geräteklass fir de Legislateur wieren an domadder d'Geräter souwéi d'Daten, déi se ophuelen an deelweis an der Cloud späicheren, kéinte per Perquisitioun bei Ermëttlunge benotzt ginn.

An dësem Kontext erkläert déi däitsch Regierung, datt dës Assistenten och kéinte benotzt ginn, fir Verdächteger ofzelauschteren, ouni

datt dobäi nei Gesetzer géife gebraucht ginn. Dobäi gëtt ausser Uecht gelooss, datt dës Assistenten heefeg net nëmmen hir Besëtzer ophuelen, mä och hir Kanner, Gäscht an aner Okkupante vun de Wunnraim.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Date vu Sproochassistenten ouni nei Gesetzer Objet vun enger Perquisitioun kënne sinn?

2. Ass et der Regierung hir Aschätzung, datt d'Oflauschtere vun engem sougenannte Sproochassistent duerch d'bestoend national oder europäesch Legislatioun couvréiert ass?

3. Goufen ewell Sproochassistenten am Kader vun Enquêten zu Lëtzebuerg vun der Police matgeholl an/oder ausgewäert? Wa jo, a wéi vill Fäll?

4. Goufen am Kader vun Ermëttlungen zu Lëtzebuerg ewell Demanden u Cloud-Entreprisë gemaach, fir déi opgehollen Date vu Sproochassistenten ze kréien? Wa jo, wéi vill? A wéi ville Fäll hunn d'Operateure vun enger Cloud dës Daten erausginn?

5. Goufen am Kader vun Ermëttlungen zu Lëtzebuerg aner Geräter wéi Tëlefonen ofgelauschtert? Wa jo, wéi eng Typpe vu Geräter?

6. Des Weideren, wéi heefeg gëtt den Outil vum Oflauschteren, opgelëscht no Typ vu presuméierter Infraktioun, der Dauer vun der Observatioun, dem Gerätetyp an dem Joer, zanter 2014 agesat?

Réponse commune (09.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

Zu Lëtzebuerg si keng Sproochassistente wéi Alexa oder Siri ofgelauschtert ginn. Sproochassistente kéinten nëmmen ofgelauschtert ginn am Kader vum Artikel 88-1 vun eisem Code de procédure pénale:

1. ënnert de Konditiounen, déi den Artikel 88-2 vum Code de procédure pénale virgesäit:

« (1) Les mesures visées à l'article 88-1 ne peuvent être décidées par le juge d'instruction qu'à titre exceptionnel et par décision spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce et par référence aux conditions indiquées au paragraphe 2.

(2) Elles sont subordonnées aux conditions :

1° que la poursuite pénale a pour objet, s'agissant de la surveillance et du contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale, en tout ou en partie, un fait d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement, et, s'agissant de la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, et de la captation de données informatiques, en tout ou en partie, un ou plusieurs des faits énumérés ci-après :

a) crimes et délits contre la sûreté de l'État au sens des articles 101 à 123 du Code pénal ;

b) actes de terrorisme et de financement de terrorisme au sens des articles 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 du Code pénal ;

2° que des faits déterminés rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui ;

3° que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce ... »

2. Operateuren, déi esou Servicer géifen ubidden, missten och ënnert d'Definitioun vun Telekommunikatiounsoperateuren oder Fournisseuren am Sënn vum Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseauen an d'elektronesch Kommunikatiounsservicer falen. Dat ass zu Lëtzebuerg awer net de Fall.

Am Artikel 66 vum Code de procédure penale gëtt net festgehalen, wéi een technesche Support däerf saisiert ginn. Den Artikel gesäit vir: « (1) Le juge d'instruction opère la saisie de tous les objets, documents, effets, données stockées, traitées ou transmises dans un système de traitement ou de transmission automatisé de données et autres choses visés à l'article 31 (3). » Dëst ass konform mat der europäescher Gesetzgebung iwwert den Dateschutz, déi eenzeg den Traitement vun Date regelt. Déi heefeg technesch Evolutioune géifen anescht d'Applikatioun vun de bestoende Gesetzgebunge verhënneren.

D'Police huet zu Lëtzebuerg awer nach kee Sproochassistent am Kader vun enger Enquête matgeholl nach ausgewäert.

Bis elo gouf keng Demande u Cloud-Entreprisë gemaach, fir Date vu Sproochassistenten ze saiséieren.

Nieft dem Oflauschtere vun Tëlefone gouf zu Lëtzebuerg och schonn Datentrafic iwwer Web-Serveuren ofgelauschtert. Dat am Kader vun nationalen an internationalen Ermëttlungen, esou wéi eis Gesetzgebung dëst regelt.

Am Duerchschnëtt gi ronn 300 Iwwerwaachungsmoossname pro Joer vun den Untersuchungsriichter ordonnéiert.

Question 0966 (25.07.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale :**

Dans la réponse à la question parlementaire n° 0739, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration souligne que l'OLAI dispose de 101 structures d'hébergement et que sur ces 101 structures, l'OLAI en exploite actuellement 56 pour l'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale.

Dans ce contexte, je voudrais avoir des informations supplémentaires de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Comment les structures sont-elles réparties sur les communes ?

2) Quel est le gestionnaire de chacune des 56 structures ?

3) Combien de demandeurs respectivement bénéficiaires de protection internationale se trouvent dans chacune des structures ?

4) Quelles sont les structures qui accueillent des mineurs non accompagnés ?

5) Quel est le nombre de personnel éducatif et social dans chacune des 56 structures en heures par semaine ?

6) Quelles structures sont sécurisées par des agents de sécurité ?

7) Un rôle important revient aux agents de sécurité, souvent seuls sur place, notamment la nuit. Quel est le taux de rotation des agents de sécurité par structure ?

8) Combien d'agents ont été impliqués au total dans la sécurisation de foyers en 2018 ?

9) Quel a été le coût des firmes de sécurité en 2018 ?

10) Quelles formations ont pu être offertes aux agents de sécurité en 2018 ?

11) Les agents de sécurité ont-ils des connaissances linguistiques, notamment de la langue anglaise ?

Réponse (20.08.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1), 2), 3) et 5) En date du 24 juillet 2019, l'OLAI exploite 55 structures d'hébergement réparties sur 31 communes. Sur l'ensemble des personnes hébergées, 1.245 personnes sont des demandeurs de protection internationale (DPI) et 1.302 personnes sont des bénéficiaires de protection internationale (BPI).

Tableau de la répartition DPI et BPI par commune[20]:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Tableau des structures et des gestionnaires :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Sur ces 55 structures :

- 31 structures sont gérées directement par l'OLAI. Il s'agit de structures sans présence de personnel socio-éducatif sur place. Un assistant social de l'OLAI assure actuellement le suivi social de 100 DPI, alors qu'un éducateur de l'OLAI responsable de la mise en œuvre des projets pédagogiques gère environ 200 personnes.

- 12 structures, dont deux dédiées au primo-accueil, sont gérées par la Croix-Rouge avec une présence sur place. La clef d'encadrement socio-éducatif pour l'ensemble des structures gérées par la Croix-Rouge est d'environ un agent encadrant pour une capacité d'hébergement de 37 personnes.

- 12 structures sont gérées par Caritas avec une présence sur place. La clef d'encadrement socio-éducatif des structures gérées par Caritas est d'environ un agent encadrant pour une capacité d'hébergement de 34 personnes.

La clef d'encadrement d'une structure dépend notamment de la vulnérabilité des personnes hébergées.

ad 4) Les mineurs non accompagnés (MNA) sont accueillis dès leur arrivée dans des structures d'hébergement qui disposent de personnel spécialisé. Une structure d'accueil gérée par la Croix-Rouge accueille les MNA en dessous de 16,5 ans, alors qu'une deuxième structure gérée par Caritas accueille les MNA au-dessus de 16,5 ans. Au cas où une demande de protection internationale est déposée pour le mineur non accompagné, les jeunes peuvent également être hébergés par trois structures d'hébergement spécialisées qui se trouvent sous l'autorité de l'Office national de l'enfance.

ad 6) - 11) 29 structures d'hébergement bénéficient actuellement de gardiennage. La fonction de l'agent de gardiennage inclut la gestion des clefs et du courrier, la surveillance des installations techniques, telles que les chaudières, les cuisines et les systèmes d'alerte en cas d'incendie, du bâtiment et de ses alentours. Il gère aussi les entrées et les sorties des résidents, des visiteurs et des fournisseurs éventuels et rédige les rapports journaliers sur les événements dans la structure. De plus, l'agent figure comme point de contact, d'information et d'orientation pour les résidents, y inclus pour des demandes d'aide en cas d'urgences. La plupart de ces structures bénéficient de la présence d'un agent de gardiennage 24h/24 7jours/7. Actuellement, quelque 421 agents sont impliqués dans le gardiennage des structures. Le taux de rotation des agents par structure est une information interne et sensible qu'il ne m'est pas possible de communiquer, et ce pour d'évidentes raisons de sécurité.

Les agents maîtrisent soit le français, l'allemand, l'anglais ou le luxembourgeois et bénéficient de formations sur la gestion de conflits, les premiers secours, la lutte incendie ou encore l'évacuation des bâtiments.

En 2018, les frais de gardiennage s'élevaient à 20.773.133 euros.

Question 0968 (25.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **frais de parking à l'Aéroport de Luxembourg :**

A senger Äntwert op meng Fro N° 0822 huet de Minister Bausch geschriwwen: „d'Tariffer fir d'Parke leien am internationale Verglach scho bei deene bëllegsten" ouni ze erklären vu wou dës Ausso kënnt oder wéi eng Daten dës Ausso ënnermaueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Date berifft sech de Minister, fir dës Ausso ze treffen?

2. Kann de Minister der Chamber déi Studie respektiv Artikelen zur Verfügung stellen?

3. Berücksichtegen dës Studien oder Artikelen de besonneschen Ëmstand, deen ech a menger Fro N° 0822 opgeworf hunn, vu Leit, déi manner wéi eng Stonn parken, fir e Familljemember oder Bekannten um Fluchhafe sichen ze goen? Falls neen, wéi kënnt de Minister zu der Ausso, déi en a senger Äntwert formuléiert huet?

Réponse (26.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Donnéeë vun der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0822 baséieren op enger interner Benchmarketüd vu lux-Airport, déi de Verglach mécht tëschent de Parkingspräisser op Fluchhäfen aus deemselwechten Anzugsgebitt a mat deene lux-Airport a Konkurrenz steet.

ad 2. Dës Etüd ass vun der Fluchhafegesellschaft lux-Airport SA duerchgefouert ginn. (Stand: Mee 2019)

De Verglach gëtt gemaach tëschent de Parkingspräisser op de Fluchhäfe vu Bréissel, Charleroi, Frankfurt, Hahn a Saarbrécken. Fir Lëtzebuerg gëllen dës Präisser:

- Drop off (Parking C):

15 Minutte gratis, duerno 2,5 € pro Véierelstonn.

(Fir 15 Minutte variéieren d'Präisser vun 2 € zu Charleroi bis 20 € zu Bréissel.)

- Short term (Parking F / G):

15 Minutte gratis, 4,5 €/1. Stonn, 20 €/1. Dag.

(Fir den 1. Dag leien d'Präisser tëschent 18 € zu Saarbrécken an 29,50 € zu Hahn.)

- Indoor:

25 €/1. Dag, 85 €/1. Woch, 135 €/2 Wochen.

(Fir eng Woch ginn d'Präisser vu 66€ zu Saarbrécken bis 158 € zu Hahn.)

- Open air:

20 €/1. Dag, 50 €/1. Woch, 90 €/2 Wochen.

- Economy parking:

15 €/1. Dag, 35 €/1. Woch, 70 €/2 Wochen.

(Fir zwou Woche leien d'Präisser tëscht 79 € zu Bréissel an 100 € zu Frankfurt. Lëtzebuerg ass also am bëllegsten.)

D'Resultat vun der Etüd ass, datt Lëtzebuerg am bëllegsten oder bei deene Bëllegsten ass, an zwar an all eenzelner Kategorie an Dauer vum Parken.

ad 3. Ech weisen drop hin, datt dës Etüd d'Offsetzen an d'Ophuele vu Passagéier direkt virum Terminal (Drop off), esouwuel wéi d'Kuerzzäitparken um Fluchhafen (Short term), mat berücksichtegt.

Question 0970 (25.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **taxation du transport aérien :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0780 huet d'Regierung hir Positioun iwwert d'Besteierung vu Fluchreesen erkläert, ouni sech dobäi op eng konkret Mesure festzeleeën. D'Regierung verweist op d'Siche vun enger europäescher Solutioun.

D'Regierung erkläert weiderhin, „datt d'Externalitéite vun de verschiddenen Transportmëttele solle korrekt berücksichtegt ginn a sech an dem entspriechende Präis erëmspigelen." Domat beäntwert si mir awer net meng Fro, ob si aschätzt, dass potenziell Ëmweltmesuren an déi dovun ausgoend potenziell Präiserheijungen, d'Mobiliteit vu sozioekonomesch mei schwaachen EU-Bierger net beanträchtege wäerten.

Des Weideren ass d'Regierung och net op d'Opportunitéit vun enger Impaktetüd vun enger Kerosinsteier fir de Fluchhafe Findel agaangen.

Um leschte Punkt vu menger Fro verweist d'Regierung op eng europäesch Steier fir de Fluchverkéier anzedämmen, mä ëmgeet domadder meng Fro zu de Passagéierzuelen um Fluchhafe Findel.

Et bleiwen also nach gewëssen Onkloerheeten, ob d'Regierung fir déi nächst Joren e konkrete Plang fir de Fluchhafe Findel virweise kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Aus menger leschter Fro: Wéi steet d'Regierung zu der Ausso, dass potenziell Ëmweltmesuren an der Fluchindustrie an déi dovun ausgoend potenziell Präiserhéijungen d'Mobilitéit vu sozioekonomesch méi schwaachen EU-Bierger verschlechtere wäert? Anescht formuléiert: ass d'Regierung bereet Ëmweltmoossnamen, och an der EU, ze ënnerstëtzen, wëssend, dass eng Steigerung vun de Fluchpräisser de Passagéier mat klengem Portmonni benodeelegt?

2. Bezitt sech d'Tarifikatioun, déi d'Regierung am éischte Punkt vun hirer Äntwert ernimmt, och op de Cargoberäich?

3. Vu dass d'Regierung aktuell nach keng eegen Impaktetüd vu verschiddenen Zeenarie fir de Fluchhafe Findel erstallt huet, wär et net opportun an nächster Zäit esou Analysen an Optrag ze ginn, fir preparéiert un d'Saachen unzegoen?

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

[20] À noter que les chiffres publiés dans ce tableau ne reprennent que les personnes avec statut de demandeur ou bénéficiaire de protection internationale.

4. D'Regierung schreift an hirer viregter Äntwert vun engem externe Wuesstum vum Fluchverkeier.

- Ab wéi enger Quantitéit definéiert sech e Wuesstem als „extrem"?

- Considéréiert d'Regierung de Wuesstem um Findel als „extrem"?

5. Wéi wichteg ass de Fluchhafe Findel fir d'Lëtzebuergesch Wirtschaft?

- Wéi vill Aarbechtsplazen (direkt an indirekt) si mat den Aktivitéite vum Fluchhafe verbonnen?

- Wéi vill Steierrecette generéiert de Stat all Joer duerch d'Aktivitéite vum Fluchhafen?

Réponse commune (26.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Regierung ass der Meenung, datt d'Externalitéiten (z. B. Emissiounen, Kaméidi, Stau…) vun de verschiddenen Transportmëttele solle korrekt berücksichtegt ginn a sech an dem entspriechende Präis erëmspigelen.

De Präis vun engem Fligerbilljee muss deemno realistesch dës Externalitéiten abegräifen. Doriwwer eraus sollen Alternativen zum Fluchverkéier fir Kuerz- a Mëttelstrecken disponibel an accessibel sinn, fir d'Mobilitéit vun alle Bierger net ze verschlechteren.

ad 2. Ob de Cargoberäich och betraff ass, hänkt vun der Aart vun Tarifikatioun of (Kerosin, Passagéierbilljee, …)

ad 3. Dat wier duerchaus opportun.

ad 4. D'Äntwert schwätzt och vun extremem Wuesstem vum Fluchverkéier am allgemengen a net spezifesch vun der Entwécklung vum Findel. „Extreme" Wuesstem ass ëmmer relativ ze gesinn an léisst sech net generell definéiren. Um Findel sinn d'Passagéierzuelen 2017 ëm 19 % an 2018 ëm 12 % geklomm.

ad 5. Eng Etüd, déi lux-Airport an Optrag ginn huet, beleet, datt ronn 24.170 Aarbechtsplazen am Zesummenhang mat dem Lëtzebuerger Fluchhafe stinn. Dorënner falen 6.280 direkt Aarbechtsplazen (Fluchafebedreiwer, Autoritéiten, Fluchgesellschaften), 4.030 indirekt Aarbechtsplazen, 4.560 induzéiert Aarbechtsplazen an 9.300 catalyséiert Aarbechtsplazen. Domat generéieren de Lëtzebuerger Fluchhafen an déi um Fluchhafen etabléiert Gesellschaften ongeféier 5 % vum nationale PIB.

Et leie lux-Airport keng Donnéeë vir iwwert d'Steierrecetten, déi vun de gesamte Fluchhafenaktivitéite generéiert ginn.

Question 0971 (25.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0429 hat ech d'Madamm Ministesch iwwert d'Ausbezuele vun den Indemnitéite fir déi Fräiwëlleg vum CGDIS befrot. An hirer Äntwert hat si deemools geschriwwen, d'Ausbezuele vun der Indemnisatioun vun 1 €/Stonn fir d'Permanence géif Enn Abrëll ausbezuelt ginn. Wéi verschidde Fräiwëlleger mir awer bericht hunn, krute si eréischt am Mee hir Indemnisatiounen ausbezuelt. Doriwwer eraus ass, mengen Informatiounen no, d'Nobezuelung vun der Indemnitéit fir en Asaz vun 2018 nach ëmmer net ausbezuelt ginn.

Vill Fräiwëlleger wëssen doriwwer eraus nach ëmmer net, a wéi engen Zäitintervallen d'Indemnisatiounen ausbezuelt ginn, a reege sech doriwwer op, dass hinnen nach keng konkret informatiounen dozou virleien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Bis wéini kënnen d'Benevolle mat der retroaktiver Ausbezuelung vun der Indemnitéit fir en Asaz rechnen? Gëtt de Montant vun der Indemnitéit op den Asaz berechent oder pro Stonn pro Asaz?

2. Wéi gesäit de Cadencier vum Ausbezuele vun den Indemnitéite beim CGDIS aus? A wéi engen Intervalle kënnen déi Fräiwëlleg mat hiren Indemnisatioune rechnen?

3. Ginn déi eenzel Indemnitéiten, déi d'Madamm Ministesch an hirer Äntwert op meng viregt Fro oplëscht, zesumme verséiert oder no Indemnitéit? Wat ass d'Begrënnung dofir?

4. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass déi Indemnitéiten, déi si fir Abrëll ugekënnegt hat, eréischt am Mee ausbezuelt goufen? Falls jo, wat war de Grond vun der verspéiter Iwwerweisung?

5. De CGDIS huet seng informatesch Programmer fir d'Erfaasse vu Stonne souwéi fir d'Bezuele vun de geleeschte Stonne moderniséiert an optimiséiert. Dëse Prozess huet elo e bësse gedauert, ma et sief drun erënnert, datt dëst de Fräiwëllegen awer an Zukunft nëmme kann zegutt kommen. Duerch déi nei informatesch Systemer wäert sech d'Beaarbechtungszäit vun den Indemnitéiten an Zukunft enorm reduzéieren! (Äntwert vun der Madamm Ministesch op d'Fro N° 0429)

Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, ob de System fir d'Erfaasse vu Stonnen, Stand haut, schonn asazbereet ass an de Fräiwëllegen zegutt kënnt? Kann d'Ministesch och erklären, wéi dëse System fonctionnéiert?

Réponse (26.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro Präzisiounen iwwert d'Indemnitéite fir fräiwëlleg Membere vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). Ech profitéiere vun der Geleeënheet, den Deputéierten op meng Äntwert zu senger Fro N° 0429 ze verweisen, déi ganz am Detail op dës Thematik agaangen ass.

ad 1. Am Kader vun der Indemniséierung vun de Fraen a Männer Pompjeeën, déi en „emploi managérial" bekleeden (z. B. chef(fe) CIS/GIS, chef(fe) d'unité), ass de CGDIS amgaangen, déi éischt Iwwerweisungen ze maachen. Parallell goufen déi éischt Tableaue mat de Permanencen a Garden zur Iwwerpréiwung un déi jeeweileg Zenter- a Gruppecheff(in)e geschéckt. No der Validéierung vun den Tableauen, ginn dës Indemnitéiten ausbezuelt.

Fir déi Asätz, déi tëschent dem 1. Juli 2018 an dem 1. Juli 2019 gefuer gi sinn, huet de Verwaltungsrot vum CGDIS, de 27. Juni 2019, no der Analys vun den disponibelen Donnéeën, der Direktioun den Optrag ginn, fir de Solde vum Budget „pro rata" op d'Unzuel vun Asätz pro Member opzedeelen an auszebezuelen. Dës Iwwergangsmesure ass néideg, bis dem Verwaltungsrot en neie Modell fir d'Indemniséiere vun de Fräiwëllege proposéiert gëtt, wat viraussiichtlech Enn 2019 ass.

D'Zentren hate bis Enn Juli Zäit, hire Rapport bei der Direktioun ofzeginn. Uganks August krut d'Firma, déi fir de Programm fir d'Gestioun vun den Interventionen (LuxDoc) zoustänneg ass, den Optrag, fir all d'Donnéeën, déi néideg sinn, fir d'Ausbezuele vun den Asätz aus dem LuxDoc ze zéien. No engem Contrôle vun den Zuelen, kënnen d'Indemnitéiten iwwerwise ginn, woubäi och all déi Memberen eppes kréien, déi net u feste Garden oder Permanencen deelgeholl hunn, mä bei enger „alerte générale" op den Asaz waren.

ad 2. De Règlement intérieur vum CGDIS gesäit vir, dass d'Indemnitéiten un déi fräiwëlleg Pompjeeën zweemol am Joer ausbezuelt ginn, esou wéi dat och ëmmer bei der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter a bei deene meeschte Gemengen de Fall war.

ad 3. Déi meescht Indemnitéiten, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0429 opgelëscht waren, ginn noeneen ofgeschafft an a Form vun engem „Batch" an de Kontabilitéitsprogramm gelueden. D'Indemnitéite vun de Leit, déi en „emploi managérial" bekleeden, ginn all mateneen, soubal déi néideg Tableauen ausgeschafft a kontrolléiert gi sinn, an de Programm integréiert. Fir d'Permanencen an d'Gardë ginn d'Zentren an d'Unitéite jeeweils noeneen ausbezuelt.

ad 4. E groussen Deel vun den Indemnitéite fir d'Permanencen an d'Gardë vum zweete Semester 2018 waren tëschent de Méint Februar an Abrëll um Kont vun de Pompjeeën. D'Iwwerweisunge sinn tëschent dem 26. Februar 2019 an dem 13. Mee 2019 gebucht ginn.

Et ass net ausgeschloss, dass dës Indemnitéite bei enger klenger Unzuel vun Zentren eréischt am Mee um Kont waren. An de meeschte Fäll waren oppe Froen um Niveau vum Tableau, deen d'Zentren hu missen ausfëllen, de Grond fir dëse Retard. Et ass awer och virkomm, dass falsch oder feelend Kontosnummeren zu Verspéidunge gefouert hunn. D'Membere sinn an deem Fall eenzel kontaktéiert an d'Donnéeë si korrigéiert ginn.

An Tëschenzäit besëtzt de CGDIS eng verbessert Datebank, wat dozou bäidréit, dass beim nächsten Ausbezuele vill manuell Verbesserungen ewechfalen an Zäit gewonne gëtt.

ad 5. Och hei verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0429 zum Sujet vum CGDIS-Portail, dem neie Programm fir d'Gestioun vun de Garden a Permanencen.

Dëse Programm wäert d'Prozesser, wéi schonn erkläert, automatiséieren a méi séier gestalten.

Säit der Äntwert op d'Fro N° 0429 huet de CGDIS net nëmme Fortschrëtter am CGDIS-Portail gemaach, mä och an aner elektronesch Prozesser investéiert: Gestiouns- a Kontabilitéitsprogramm (MSNAV), Einsatzleitsystem (ELS) vum 112, Programm vun der Gestioun vun den Aptitudes médicales.

De Portail steet an der Mëtt vun engem Reseau vu Programmer, déi vill Donnéeë vun de Memberen erfaassen, fir hinnen ze erlaben, hir Disponibilitéiten als Fräiwëlleg unzeginn. Esou kann déi responsabel Persoun vun der Permanence op eng einfach Aart a Weis seng Garde besetzen.

De Portail liwwert dës validéiert Permanencelëschten, zesumme mat allen operationellen Donnéeë vum jeeweilege Member un den ELS. Dëst erméiglecht, ze wëssen, wéi eng Asazgefierer mat wéi enge Leit wou kënnen agesat ginn.

Parallell rechent de Portail de Memberen hir geleeschten Déngschtstonnen zesummen. Dës Informatioune ginn um Enn vun all Period un de Kontabilitéitsprogramm zréckgeschéckt, fir dass d'Indemnitéiten ausbezuelt kënne ginn.

De Portail suergt iwwerdeems fir méi Transparenz. All Member huet zu all Moment Accès op seng eegen Informatiounen, wéi zum Beispill den Total vu senge geleeschte Permanencen a Garden.

Question 0973 (26.07.2019) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Centre Hospitalier du Nord :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3640 du 21 février 2018 concernant la « Fusion du Centre Hospitalier du Nord et du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique », Madame la Ministre de la Santé Lydia Mutsch avait précisé que l'extension des bâtiments du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) constituerait une éventualité digne d'être étudiée afin d'améliorer le flux et la sécurité des patients ambulatoires.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Le Ministère de la Santé a-t-il été contacté entre-temps par le Centre Hospitalier du Nord en vue de la création d'un nouveau bloc ambulatoire (hôpital du jour) dans le cadre d'un bâtiment autonome ?

- L'étude en question a-t-elle pu être finalisée ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il déjà en mesure de présenter le concept retenu en la matière ?

- Est-il possible de construire ce bloc à côté de l'hôpital à proprement parler ? Dans la négative, quels seraient d'autres sites qui pourraient être envisagés pour construire un tel bâtiment ?

Réponse (30.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

En date du 6 juin 2019, j'ai autorisé le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) à exploiter sur le site d'Ettelbruck une sixième salle opératoire afin de tenir compte de l'augmentation de l'activité opératoire du CHdN. En effet, cette salle était jusqu'à cette date une salle de réserve non utilisée à des fins d'activités hospitalières.

La participation à charge du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières à la mise en état de cette nouvelle salle opératoire est de 1.200.008 euros, à l'indice des prix de la construction de 786,23 (avril 2018).

Lors de ma visite au CHdN le 13 juin 2019, les responsables du CHdN ont évoqué l'intention de me soumettre durant l'automne 2019, pour subventionnement par le biais du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières, un projet d'agrandissement du bâtiment actuel du CHdN au niveau des urgences, notamment en raison de l'augmentation de l'activité « urgence/policlinique » et de la nécessité de se mettre en conformité avec le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique.

Néanmoins, à l'heure actuelle, je n'ai été saisi ni d'une demande relative à un projet de construction d'un hôpital de jour et/ou d'un nouveau bloc opératoire (7e bloc opératoire) à côté du bâtiment du CHdN d'Ettelbruck ou sur un autre site ni d'une étude de la part du CHdN documentant que l'augmentation de son activité ambulatoire nécessiterait la construction d'une telle structure.

Question 0974 (26.07.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **transparence sur le marché de l'immobilier :**

En date du 24 avril 2019, le Ministère français de l'Économie et des Finances a rendu public le montant de toutes les transactions immobilières enregistrées pendant les cinq dernières années.

Sur un site Internet, qui regroupe toutes les données transmises par les notaires lors de l'enregistrement des transactions immobilières, chaque citoyen peut maintenant consulter le dernier prix de vente de chaque immeuble sur une carte de France interactive. En cliquant sur l'immeuble souhaité, le prix des transactions apparaît, ainsi que la surface en cas d'un logement situé dans un immeuble en copropriété.

Au Royaume-Uni, les prix des ventes sont publiés depuis 1995 par des sites spécialisés. Ainsi, il est possible d'accéder au prix de la dernière vente et d'obtenir une estimation du prix actuel et une description de la propriété ainsi que de son environnement.

Ces outils permettent d'apporter plus de transparence sur le marché de l'immobilier. Ceci permet aux potentiels acheteurs d'agir de façon plus avisée, ce qui est surtout dans l'intérêt du profane agissant vis-à-vis des agents immobiliers.

Au Luxembourg, l'Observatoire de l'habitat publie une simple fourchette de prix par commune. Néanmoins, aucune information n'est disponible quant au détail des transactions, à la localisation des objets ou leur situation. L'Observatoire de l'habitat indique lui-même dans sa méthode d'évaluation que « ces fourchettes de prix par commune n'ont cependant qu'une valeur indicative et ne correspondent pas à une expertise réalisée par un professionnel ».

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'étudier l'opportunité d'établir un site comparable au Luxembourg, afin d'accroître la transparence sur le marché immobilier luxembourgeois ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle de rendre publiques les données transmises par les notaires lors de l'enregistrement des transactions immobilières au Luxembourg ?

- Dans la négative, quelles autres mesures Madame la Ministre voudrait-elle prendre afin d'accroître la transparence sur le marché immobilier luxembourgeois ?

Réponse (23.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Il convient d'informer l'honorable Député qu'à l'heure actuelle, l'Observatoire de l'habitat du Ministère du Logement établit des statistiques reprenant l'évolution des prix des transactions immobilières sur base des données transmises par les notaires lors de l'enregistrement des transactions immobilières. Afin d'augmenter la lisibilité des données publiées, leur présentation est en train d'être retravaillée, notamment en fournissant une grille de lecture et en affinant les fourchettes de prix annoncés. Il n'est actuellement pas prévu de mettre sur pied un outil comparable à celui rendu public en France au printemps de cette année.

Les données transmises par les notaires lors de l'enregistrement des transactions immobilières au Grand-Duché sont regroupées dans un système informatique appelé « Publicité foncière » qui relie l'Administration de l'enregistrement et des domaines et l'Administration du cadastre et de la topographie. Ce sont ces données de la « Publicité foncière » qui sont notamment utilisées par le Statec et l'Observatoire de l'habitat pour la réalisation de leurs statistiques trimestrielles sur les prix de vente des appartements.

Toutefois, le fichier de la « Publicité foncière » a été conçu avec un objectif fiscal, et non pas statistique. Dès lors, l'exploitation statistique de ce fichier est relativement complexe et présente des limites légales. Pour réaliser une meilleure transparence des transactions immobilières, il faudrait créer une base légale prévoyant notamment une ventilation du prix de vente par objet, comme c'est le cas en France.

Avant de rendre publiques les données statistiques sous forme anonymisée transmises par les notaires à l'état brut, il faudrait adapter leur confection à cet égard. Il convient encore de noter que la publication complète des actes de mutation relève des attributions des conservateurs des hypothèques.

Ces dernières années, plusieurs initiatives ont permis de renforcer la transparence sur le marché immobilier luxembourgeois. Avant 2009, les seules statistiques publiques disponibles sur les prix des logements reposaient sur des prix proposés à la vente, tels que figurant sur les annonces immobilières. Depuis 2009, le Statec et l'Observatoire de l'habitat proposent des

statistiques détaillées sur les prix de vente des appartements, basées sur les actes notariés. La réalisation de telles statistiques pour les appartements était rendue possible par l'intervention de l'Administration du cadastre et de la topographie, qui complète les actes notariés à l'aide d'informations issues du cadastre vertical (uniquement disponibles pour les bâtiments en copropriété).

En 2013, ces statistiques sur les prix de vente des appartements ont été complétées par le Statec avec la création d'un indice des prix de vente des maisons anciennes, en se basant sur le fichier de la « Publicité foncière ». Le Statec réalise depuis lors une enquête complémentaire auprès des nouveaux propriétaires pour compléter les informations relatives à la surface de leur logement, l'âge de la maison acquise, etc.

De son côté, l'Observatoire de l'habitat a publié en décembre 2015 une note sur les prix des terrains à bâtir, en utilisant également le fichier de la « Publicité foncière ». Une autorisation préalable de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a permis de localiser l'ensemble des terrains vendus depuis 2010, de confirmer que ces terrains étaient libres de construction et de déterminer leurs destinations dans les plans d'aménagement général (PAG) des communes. C'est ainsi qu'il a été possible de créer une statistique portant sur les seuls terrains à bâtir libres de construction et situés en zone destinée à la construction de logements. Une mise à jour de ces statistiques a été proposée par l'Observatoire de l'habitat dans sa note n° 24 publiée en février 2019.

Par ailleurs, le Statec et l'Observatoire de l'habitat essaient constamment d'améliorer les statistiques mises à disposition du public, dans les limites offertes par la qualité des informations contenues par le fichier de la « Publicité foncière ». Par exemple, l'Observatoire de l'habitat propose depuis 2015 une série de prix « affinés » des appartements par commune, retraçant les prix de vente par m² des appartements à l'exclusion des annexes que sont les garages et emplacements intérieurs, les emplacements extérieurs et les caves.

Le Statec et l'Observatoire de l'habitat continuent à travailler conjointement à renforcer la transparence du marché dans les prochaines années, en collaboration avec les autres institutions publiques produisant des données ou des statistiques sur le marché du logement.

Question 0975 (26.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **température de la Moselle :**

Suite à la chaleur record enregistrée ces derniers jours ayant engendré le réchauffement rapide de la Weser à 26 °C, l'activité de la centrale nucléaire de Grohnde en Basse-Saxe, dont le système de refroidissement utilise l'eau de cette rivière, a dû être réduite.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement comment a évolué la température de la Moselle ces derniers jours.

2) Est-il exact qu'actuellement cette température dépasse celle de la Weser ?

3) Quelle est l'influence de cette évolution sur l'activité de la centrale nucléaire de Cattenom qui utilise l'eau de la Moselle pour son système de refroidissement ?

4) Le Gouvernement a-t-il été informé par les responsables de la centrale et quelles sont le cas échéant les réactions des autorités luxembourgeoises ?

Réponse commune (12.08.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La seule station de surveillance mesurant en continu la température de la Moselle est celle de Palzem exploitée par le « Landesamt für Umwelt Rheinland-Pfalz ». Les données brutes non validées, publiées sur le site Internet[21], indiquent une température maximale de 26,4 °C atteinte le 26 juillet dernier. Comme le gradient de température de la Moselle est très peu marqué, la Moselle correspond en temps d'étiage plutôt à une série de lacs avec très peu de courant longitudinal et on peut raisonnablement estimer que des températures similaires régnaient au niveau de la centrale nucléaire de Cattenom.

ad 2) Le même site Internet indique en effet que la température de la Moselle dépasse la température de la Weser. En comparant les valeurs, on remarque qu'il s'agit d'une tendance généralisée qui peut avoir ses explications dans les quantités d'eaux souterraines alimentant ces deux cours d'eau ainsi que dans leurs vitesses d'écoulement différentes.

ad 3) L'autorisation de rejet établie par les autorités françaises pour l'exploitant de la centrale nucléaire contient des conditions quant à la température maximale admissible de la Moselle, température à partir de laquelle le prélèvement et le rejet thermique doivent cesser. De même, cette autorisation définit l'augmentation maximale que le rejet d'eaux de refroidissement peut engendrer. Cet arrêté du 24 juin 2004 définit en particulier que :

- lorsque la température de la Moselle est inférieure à 28 °C, la température du rejet doit être inférieure à 28 °C ;

- lorsque la température de la Moselle est comprise entre 28 et 30 °C, la température du rejet doit être inférieure à celle de la Moselle ;

- lorsque la température de la Moselle est supérieure à 30 °C, tout rejet est interdit ;

- dans tous les cas, la température à l'aval du rejet, après mélange aux eaux de la Moselle, ne peut excéder de plus de 1,5 °C la température de la Moselle en amont.

ad 4) Le 25 juillet, les responsables de la centrale de Cattenom ont informé la Division de la radioprotection relevant du Ministère de la Santé des mesures prises face à la canicule. À ce moment, la température de la Moselle était de 25,86 °C en amont et de 25,76 °C en aval de la centrale. Le réacteur numéro 2 et le réacteur numéro 4 étaient en opération, les deux autres se trouvaient à l'arrêt. En raison d'un débit très faible de la Moselle, l'opérateur a pris la décision, par précaution, de cesser toute prise d'eau de la Moselle et d'avoir recours essentiellement aux eaux du lac de Mirgenbach.

[21] undine.bafg.de/rhein/guetemessstellen/rhein_mst_palzem.html

Question 0976 (26.07.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **détention appropriée des chiens de la Police grand-ducale :**

Le Groupe Canin de l'Unité de garde et d'appui opérationnel de la Police grand-ducale compte actuellement 17 chiens spécialisés dans plusieurs tâches, parmi lesquelles la recherche de stupéfiants, la fouille préventive d'explosifs, la recherche de personnes en fuite et les contrôles préventifs. Depuis 2010, le précité service est hébergé dans les bâtiments administratifs de la Cité policière Grand-Duc Henri au Findel.

Selon nos informations, la situation actuelle serait intenable. Dans les conditions actuelles de la détention, le bien-être des animaux serait impossible à respecter. Ainsi, les chenils, posés sur de l'asphalte, seraient inutilisables car n'étant pas conformes aux besoins des chiens. Les chiens seraient ainsi non seulement exposés aux températures extrêmes, mais également distraits par les passants. Les maîtres-chiens, quant à eux, n'auraient aucun contact visuel et donc pas de moyen de contrôle direct sur les chiens. Bref, l'immeuble serait un complexe de bureaux non adapté aux besoins quotidiens du Groupe Canin.

Par ailleurs, faute d'espace adéquat sur le site, les maîtres-chiens se déplaceraient à Kayl sur un terrain privé pour entraîner et certifier leurs chiens. Un emplacement alternatif pour le Groupe Canin aurait cependant déjà été proposé par l'ancien Ministre de la Sécurité intérieure depuis l'automne 2018. Il s'agit ici du site de l'Administration de la nature et des forêts au Senningerberg, disposant d'un environnement adéquat pour la détention des chiens, tout comme pour l'entraînement une fois le terrain aménagé. Cependant, ce dossier est resté sans suite jusqu'à ce jour.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que les chenils utilisés par le Groupe Canin ne sont pas conformes aux besoins spécifiques des chiens ? Une détention appropriée dans le respect du bien-être des animaux est-elle possible dans ces conditions ?

2) Le cas échéant, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une amélioration devrait être mise en œuvre au plus vite, ne serait-ce que pour le précité bien-être des animaux, mais aussi pour l'efficacité des missions policières et donc dans l'intérêt des citoyens ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons pour lesquelles la proposition du site au Senningerberg n'a apparemment pas trouvé de suite favorable ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si un autre site adéquat pour les besoins du Groupe Canin est en vue et, si oui, dans quel laps de temps ce site pourra être aménagé de manière durable ?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'assurer que les maîtres-chiens ont été impliqués dans l'élaboration et la suite des projets et des sites les concernant ?

Réponse commune (28.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les chenils en question ont été installés dans la partie arrière de la Cité policière Grand-Duc Henri lors du déménagement en 2011 du Groupe Canin vers ce site. Ces chenils, appelés « NATO-Zwinger », répondent à diverses normes ISO/DIN et sont donc conformes aux besoins spécifiques des chiens.

Lors d'une visite récente de contrôle, effectuée par l'Administration des services vétérinaires, des infrastructures et équipements dans lesquels sont logés les chiens du Groupe Canin de la Police grand-ducale, aucune non-conformité par rapport à la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux n'a en outre été constatée.

L'emplacement actuel des chenils est néanmoins susceptible d'améliorations en ce qu'un passage régulier du personnel policier (à pied ou en voiture) devant les chenils peut exciter les chiens de service. Il conviendra par ailleurs de prévoir une isolation thermique plus performante pour protéger davantage les chiens en cas de forte chaleur ou de grand froid.

ad 2) Plusieurs propositions de transformation voire de délocalisation des chenils ont été faites par le Groupe Canin.

ad 3) Selon le Ministre de la Mobilité et des Transports publics le site au Senningerberg ne se prêtait guère au Groupe Canin du fait que les travaux d'assainissement du site hautement pollué et de transformation à y réaliser étaient très importants. De plus, les chiens de service seraient dérangés par le passage régulier des tracteurs devant le chalet en question respectivement par le sciage de bois pour les besoins de l'Administration de la nature et des forêts.

ad 4) Actuellement, la Police grand-ducale n'a pas d'autre site adéquat à proposer vu qu'il est difficile de trouver un site correspondant aux besoins spécifiques du Groupe Canin, à savoir un emplacement géographique adapté (à proximité de la capitale et du réseau autoroutier, à l'abri d'un passage fréquent de personnes, site sécurisé) et des infrastructures adéquates (bureaux suffisants, lieu de stockage pour armement, stupéfiants et explosifs, chenils, accès informatique, espace d'entraînement).

ad 5) Les maîtres-chiens sont impliqués dans l'élaboration et la suite des projets et des sites dont ils sont concernés.

Question 0978 (26.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **retards de paiement :**

Am Prinzip musse Scholde vu Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vum Stat oder ëffentlechen Instanzen direkt an ouni weider Opfuerderung bezuelt ginn.

Dëst ass natierlech leider net ëmmer de Fall an am Fall vun engem Retard beim Bezuele gi Scholdzënse fälleg respektiv eventuell souguer Amenden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Finanzen an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ginn ënnerschiddlech Zënssätz bei CCSS, AED an ACD agesat oder net?

2. Wéi hu sech déi ënnerschiddlech Zënssätz an deene leschten zéng Joer entwéckelt, souwuel als nominale wéi och als effektive Joreszënssaz?

3. Fir déiselwescht Period, wéi huet sech de Basiszënssaz vun der EZB entwéckelt?

4. Opgeschlësselt no Beneficiairen, wéi vill Geld gouf pro Joer (fir déi lescht zéng Joer) duerch Zënsen opgrond vu Retarde bei der ACD, AED an CCSS ageholl?

5. Wéi vill Amendë goufen, opgedeelt no Administratioun, vun der ACD an AED wéinst feelenden Ënnerlagen („Non-dépôt") pro Joer fir déi lescht zéng Joer ausgeschwat?

6. Wéi vill Geld, erëm opgedeelt no Administratioun, hunn ACD an AED duerch déi virgenannten Amenden an därselweschter Period ageholl?

Réponse commune (03.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Als Äntwert op d'Froen, wat d'Scholdzënse bei engem Retard beim Bezuele vun enger Schold vu Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vum Stat oder ëffentlechen Instanzen ugeet, si folgend Remarken ze maachen:

ad 1. Et ginn ënnerschiddlech Zënssätz tëschent der ACD, der AEDT an der CCSS:

- Den Zënssaz, dee sech bei der ACD applizéiert am Fall, wou de Contribuabel seng Steier net bei der Echeance bezilt, ass nom Artikel 155 vum Lëtzebuerger Steiergesetz vum 4. Dezember 1967 (L. I. R.) 0,6 % pro Mount. Dat groussherzoglecht Reglement vum 28. Dezember 1968 „portant exécution des articles 155 et 178 L. I. R." gesäit een Delai ouni Zënse vir, wann den Délai de paiement net méi laang ass wei véier Méint. Ee forfaitairen Zëns vun 0,1 % pro Mount ass virgesinn, wann den Delai tëschent véier an zwielef Méint läit. Ee forfaitairen Zëns vun 0,2 % ass virgesinn, wann den Delai tëschent zwielef Méint an dräi Joer läit.

- Den Artikel 85 vum modifizéierte Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'TVA (TVAs-Gesetz) gesäit vir, datt Scholdzënse vu 7,2 % d'Joer fälleg ginn am Fall, wou eng TVAs-Schold net beglach ass. Déi Zënse lafen awer eréischt vum Zoustelle vum éischten Acte de poursuite, der Contrainte, un.

- D'Bezuele vun de Sozialcotisatiounen ass eng legal Obligatioun, déi am Artikel 428 vum Code de la sécurité sociale virgesinn ass. Laut dësem Artikel ginn op net bezuelte Sozialcotisatiounen Zënse gefrot. Dës Zënse sinn am Fong geduecht, fir de Schued vum Debiteur ze entschiedegen, deen entstanen ass, well d'Cotisatiounen ze spéit bezuelt goufen.

Den Artikel 428 Alinea 4 vum Code de la sécurité sociale gesäit vir, datt den Zënssaz an all déi Modalitéiten, déi dozou gehéieren, an engem Reglement festgehale ginn. Den Artikel 2 vum Reglement vum 18. Dezember 1998 setzt den Zënssaz op 0,6 % pro ganze Mount vum Kalenner fest.

ad 2. Den Zënssaz vun 0,6 % pro Mount bei der ACD applizéiert sech säit dem 1. Januar 1999 an huet déi lescht 20 Joer net geännert.

Den Zënssaz vu 7,2 % d'Joer bei der AEDT ass zanter zéng Joer onverännert.

An der Sozialsécherheet huet den Zënssaz an de leschten zéng Joer net evoluéiert. Den Artikel 3 vum Reglement vum 18. Dezember 1998 gesäit vir:

« Les paiements partiels s'imputent par priorité sur les intérêts. Les intérêts échus ne produisent pas d'intérêts. »

Et besteet also keng Kapitalisatioun vun den Zënsen an där Zäit.

ad 3. Iwwert déi lescht zéng Joer gekuckt, huet den EZB-Basiszënssaz sech wéi folgend entwéckelt (Vu datt Variatioune bannent dem Joer méiglech sinn, sinn d'Donnéeën zur Vereinfachung all Kéiers op Januar vum jeeweilege Joer geholl.). Den honorabelen Deputéierte fënnt déi Informatiounen awer och op der Internetsäit vun der EZB erëm.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Säit dem 1.3.2016 läit den Taux bei minus 0,40 %.

ad 4. Folgend Zënsen opgrond vu Retarde sinn déi lescht zéng Joer ageholl ginn:

Um Niveau vun der ACD:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Um Niveau vun der AEDT:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Um Niveau vun der CCSS:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir déi Beträg vun den agehollenen Zënse besser ze situéieren, ass et wichteg, dës Beträg a

Relatioun ze setze mat de Sozialcotisatiounen, wou déi global Zomm an der Moyenne ongeféier fënnef Milliarden Euro pro Joer ass.

D'Zënse maachen also nëmmen 0,07 % vun den agehollene Sozialcotisatiounen aus.

D'Recettë vun de Gemenge vun „Intérêts de retard" am Zesummenhang mam ICC belafe sech op déi heite Montanten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. Um Niveau vun der ACD goufen et déi folgend Unzuel vun Astreintë pro Contribuabel a pro Joer vun der Fixatioun vun der Astreinte:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vun de Besteierunge mat „Supplément de retard" pro Steierjoer bei der ACD beleeft sech op folgend Montanten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'AEDT huet folgend Zuele vun Amendë wéinst „Non-dépôt" respektiv „Dépôt tardif" am Beräich vun der TVA zougestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6. Um Niveau vun der ACD belafe sech d'Recettë vun den Astreintë pro Joer op folgend Beträg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Recettë vu Besteierunge sinn net opgedeelt no der Part, déi den „Supplément de retard" betrëfft, duerfir kann do keen Detail geliwwert ginn.

D'AEDT huet folgend Beträg agezunn opgrond vun den Amenden, déi gesprach goufe wéinst „Non-dépôt" respektiv „Dépôt tardif" vun TVA-Erklärungen a vun États récapitulatifs vun den innergemeinschaftlechen Ëmsätz:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 0979 (29.07.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies :**

Duerch déi grouss Hëtzt hunn op verschiddene Plazen am Land Bëscher a Wise gebrannt. Eng effikass Brandbekämpfung vun esou Bränn ass de Loftwee, duerch entweder ee speziell equipéierten Helikopter oder ee Läschfliger. Laut Medieninformatiounen huet d'Air Rescue dat deementspriechend Material an hirem Besëtz, kann et awer net asetzen, well d'Piloten eng speziell Formatioun musse besëtzen, där hire Käschtepunkt esou héich ass, dass d'Air Rescue déi mat hire Mëttelen net stemme kéint.

Wëssend, dass den Helikopter vun der Air Rescue mëttlerweil ee wichtege Bestanddeel vun dem Rettungswiesen duerstellt, géif ech der Madamm Innenministesch gäre folgend Froe stellen:

- Kann d'Madamm Minister mir déi uewe genannte Problematik bestätegen?

- Wa jo, ass d'Madamm Minister net der Meenung, dass et un der Zäit wier, dass de Stat déi Formatioun vun de Pilote géif iwwerhuelen?

- Wann neen, wat schwätzt dergéint?

- Ass d'Madamm Minister bereet, mat den Akteuren aus der Groussregioun Gespréicher opzehuelen, fir zum Beispill eng géigesäiteg Hëllefstellung am Fall vu Bësch- oder Flächebränn ze garantéieren, respektiv fir gemeinsamt Material unzeschafen?

Réponse (03.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro Präzisiounen iwwert d'Bekämpfung vu Vegetatiounsbränn aus der Loft.

Déi Bëschbränn, mat deene mir an de vergaangene Woche konfrontéiert waren, si weder vun hirer Envergure nach vun hirem Brandverlaf mat deenen ze vergläichen, déi et ënner anerem a Südeuropa ginn. Dat huet als Éischt domat ze dinn, dass d'Lëtzebuerger Vegetatioun eng aner ass. Bëschbränn sinn hei am Land zum gréissten Deel Buedembränn am Ënnerholz vun de Bëscher, déi sech lues weiderentwéckelen, am Géigesaz zu Vollbränn vun haarzhaltege Beem, wéi se a Südeuropa virkommen.

Weiderhi wëll ech drop hiweisen, dass d'Brandbekämpfung aus der Loft een Element an enger ganzer integréierter nationaler Strategie fir Vegetatiounsbränn ass, déi de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) amgaangen ass, auszeschaffen an en place ze setzen.

Am Kader vun dëser Mise en place schwätzt näischt dergéint, fir mat der Luxembourg Air Rescue (LAR) iwwer eng Prise en charge vun hiren eventuelle Käschten emol ze diskutéieren.

Lëtzebuerg huet säit Jorzéngte bilateral Verträg mat den Nopeschlänner iwwer eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht bei Katastrophen a groussen Onglécksfäll, déi och eng géigesäiteg Hëllefstellung am Fall vu Bësch- a Flächebränn virgesinn. D'Aktualitéit aus de leschte Wochen huet bewisen, datt dës Zesummenaarbecht och an der Praxis ganz gutt funktionéiert, wat u rezente Beispiller (Athus - 14. Juli, Ottange - 25. Juli, Sanem - 31. Juli) kann däitlech gemaach ginn.

Säit dem leschte Joer leeft am Kader vun der Zesummenaarbecht tëscht de Rettungsdéngschter aus der Belsch, Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg de Projet „Inter'Red", mam Zil, niewent der Zesummenaarbecht tëschent de Leitstellen an den Ausbildungsinstituter, gemeinsamt Asazmaterial ze beschafen. Am Kader vun der nationaler Strategie fir Vegetatiounsbrandbekämpfung ass et och virstellbar, Material iwwert de Wee vun engem „Interreg-Projet" ze finanzéieren.

Question 0980 (29.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies :**

Wéi d'Press an der Suite vun de Flächebränn vun de leschten Deeg rapportéiert, gouf et eng Ufro vun der Air Rescue, fir datt de Stat d'Formatioun vun hire Pilote géif finanzéieren, fir am Fall vu Bränn a Loftrettunge kënnen de CGDIS logistesch a materiell ze ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Op wéi vill beleeft sech pro Pilot d'Formatioun, fir mam sougenannten „Baby-Bucket" mussen ëmzegoen?

2. Wéi vill Pilote missten d'Ausbildung duerchlafen, fir an engem 24-Stonnen-Schichtbetrib am Asaz disponibel ze sinn, fir de sougenannten „Baby-Bucket" disponibel ze halen?

3. Wéi vill kascht d'Formatioun pro Pilot, fir déi néideg Zertifikatioun fir d'Loftrettung ze absolvéieren?

4. Wéi vill Pilote missten d'Ausbildung duerchlafen, fir an engem 24-Stonnen-Schichtbetrib am Asaz disponibel ze sinn, fir d'Loftrettung duerchzeféieren?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt den „Baby-Bucket" an d'Capacitéite vun der Loftrettung eng Plus-value fir de CGDIS géifen duerstellen?

6. Huet d'Regierung aner Piste wéi zum Beispill d'Notzung vu Police- oder Militärhelikopteren an hire Piloten evaluéiert?

- Wa jo, wat sinn d'Schlëss aus dëser Evaluatioun?

- Wann neen, denkt d'Regierung, dëst wier eng Opportunitéit, déi gepréift misst ginn?

7. Ongeféier an als Forschett, op wéi vill géif sech an der Hypothees de Käschtefacteur belafen, wann den „Baby-Bucket" oder d'Loftrettung vun enger privater Gesellschaft operéiert géif ginn? An op wéi vill, wann dëst duerch staatlech Institutiounen direkt gemaach géif ginn?

Réponse (03.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro Präzisiounen iwwert d'Bekämpfung vu Vegetatiounsbränn aus der Loft.

ad 1. + 3. D'Luxembourg Air Rescue (LAR) huet bis elo keng Demande beim Stat agereecht, an där de Käschtepunkt vun der Pilotenausbildung, fir e Läschwaasser-Ausselaaschtbehälter anzesetzen, duergestallt war.

ad 2. Vu dass weder den Innenministère nach de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) selwer en Helikopter bedreift, kann ech net op déi Fro äntwerten. Et sief awer präziséiert, dass et am Ausland, aus Sécherheets- a Visibilitéitsgrënn, net üüblech ass, wärend der Nuecht Brandbekämpfung aus der Loft ze bedreiwen. Wann et néideg ass, kann et awer virkommen, dass een op en Helikopter zréckgräift. Trotzdeem bleift d'Brandbekämpfung essenziell eng Handaarbecht.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert zu der Fro 2. D'Loftrettung ass net virgesinn, fir Dag an Nuecht ze funktionéieren.

ad 5. Ech verweisen op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0979 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz zum nämlechten Thema, wou ech op d'Detailer dozou aginn.

ad 6. D'Regierung huet der Uschafung vu Police- a Militärhelikopteren zougestëmmt, woubäi dës Helikopteren och fir Missiounen am Beräich vun der ziviller Sécherheet agesat kéinte ginn. Déi zwee Police-Helikoptere vum Typ Airbus H145M sinn deemno esou equipéiert, datt den Asaz vun engem Läschwaasser-Ausselaaschtbehälter (Bambi Bucket) méiglech wier. Déi genee Asazoptioune ginn am Moment vum CGDIS, der Defense an der Police gepréift.

ad 7. Bis elo si keng Analysen zu deenen zwou genannten Hypotheese gemaach ginn. Aus deem Grond ass et net méiglech, eng Ausso zum Käschtefacteur ze maachen.

Question 0981 (29.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des animaux durant une canicule :**

Verschidde Bierger ronderëm d'Land hunn an de leschten Deeg drop opmierksam gemaach, dass vill Zuuchtdéieren, déi op de Wise stinn, keen Ënnerdaach hunn a wärend Spëtzentemperature vu bal 40 °C am Schiet an der praller Sonn stinn.

Den Artikel 4 Punkt 3 vum Déiereschutzgesetz gesäit vir, dass jiddereen, deen en Déier hält, derfir suerge muss, dass d'Temperatur vum Déier u seng Aart adaptéiert muss sinn. Wa Kéi, Päerd a Geessen an der praller Mëttegsonn stinn, ass dës Konditioun mat grousser Wahrscheinlechkeet net méi erfëllt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ass de Landwirtschaftsminister a Kenntnis dovunner, dass queesch duerch d'Land Déieren op de Felder an der praller Sonn stinn? Consideréiert de Minister dëst als ee Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz vun 2018?

2. Huet de Minister am Kontext vun der aktueller Hëtztwell iergendwellech Kontrolle vum Déiereschutzgesetz duerchgefouert? Falls neen, firwat consideréiert de Minister, dass zu Lëtzebuerg all Déieren adequat virun den héijen Temperature geschützt sinn?

3. Verschidden Notzdéiere grasen op Grondstécker, déi Deel vun enger Zone verte sinn. Kann d'Ministesch fir Ëmweltschutz confirméieren, dass an deem Fall d'Demanden, fir ee mobillen Iwwerdaach opzestellen, vum Ministère refuséiert ginn?

- Falls jo, aus wéi enge Grënn?

- Wäert d'Regierung heizou nach dëse Summer eppes ënnerhuelen?

Réponse commune (04.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Reglement vum 5. Dezember 2018 mat Bezuch op d'Hale vun Déiere gesäit am Artikel 3 vir, dass, falls Déieren op enger Wiss gehale ginn a wärend längerer Zäit extrem Wiederkonditiounen herrschen, dës Déiere musse Schutz fannen, sief et an engem Ënnerstand respektiv bei enger Heck oder ënner Beem.

ad 2. D'Veterinärsinspektioun huet wärend der Hëtztwell all Plainte, déi erakoum, direkt iwwerpréift an et ass zesumme mam Proprietaire vun den Déieren eng Léisung gesicht ginn, déi dem Déiereschutz gerecht gëtt.

ad 3. Déi vum honorabelen Deputéierte gefroten Informatioune goufen an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0951 matgedeelt.

Question 0982 (29.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **système de reconnaissance faciale :**

Am Kader vum Ausbau vum Iwwerwaachungssystem VisuPol stelle sech gewësse Froen zu de Mëttelen, déi dëser Iwwerwaachungstechnologie zur Dispositioun gestallt ginn. Iwwerwaachungskameraen zeechnen näämlech net nëmme Biller op, mä kënne mat verschiddene Softwarë genau d'Identitéit vun enger Persoun identifizéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Leeft iwwert de Programm vum VisuPol eng Gesiichtserkennungssoftware? Falls jo, mat wéi engen Donnéeë gëtt d'Gesiichtserkennung bedriwwen?

2. Gräift de Programm vum VisuPol am Kader vun der Iwwerwaachung op iergendwellech Datebanke vum Stat zou? Falls jo, wéi eng sinn dat?

3. Wou sinn d'Daten, déi am Kader vum VisuPol opgeholl ginn, gespäichert? Wéi laang bleiwen dës Date gespäichert?

Réponse (21.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Am VisuPol gëtt keng Gesiichtserkennung benotzt.

ad 2. De VisuPol funktionéiert an engem onofhängege Reseau, deen net op extern Datebanken zougräift.

ad 3. Daten, déi am VisuPol opgeholl ginn, ginn och am VisuPol gespäichert. D'Biller gi 60 Deeg gehalen an dann automatesch vum System geläscht.

Question 0984 (29.07.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **jugement C-597/17 de la Cour de justice de l'Union européenne relatif au système commun de taxe sur la valeur ajoutée :**

In einem vor Kurzem erteilten Urteil (C-597/17), stellte der Europäische Gerichtshof fest, dass die Anwendung der Steuerbefreiung für ärztliche Tätigkeiten nicht davon abhängig gemacht werden darf, ob die Leistungen durch den Angehörigen eines ärztlichen oder arztähnlichen Berufs erbracht werden.

Hinsichtlich dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

- Welche Position hat die luxemburgische Regierung zu diesem EuGH-Urteil?

- Für welche ärztliche und arztähnliche Berufe gilt dieses EuGH-Urteil in der Ansicht der luxemburgischen Regierung?

- Gedenkt die Regierung, die Steuerbefreiung für arztähnliche Berufe zu erteilen?

Réponse (30.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Der Minister für Gesundheit verweist die ehrenwerte Abgeordnete auf die ausführliche Antwort des Ministers der Finanzen auf die parlamentarische Anfrage N° 0871 betreffend die Auswirkungen des Urteils des Europäischen Gerichtshofes (C-597/17) auf ärztliche und arztähnliche Berufe.

Question 0985 (29.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **situation des retraités :**

Dans sa réponse à une question parlementaire, le Gouvernement allemand vient de publier des statistiques selon lesquelles plus de 50 % des retraités tombant sous le régime de pension privé allemand touchent des pensions de moins de 900 euros par mois, 70,8 % des retraités touchent des pensions mensuelles de moins de 1.200 euros.

Ces montants correspondent au semi-net après cotisations sociales et avant impôts.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale comment se présente la situation au Luxembourg pour les retraités disposant d'une carrière d'assurance pension complète.

- Quelle est la pension moyenne pour une carrière complète et quels sont les pourcentages des pensions se situant en dessus et en dessous de ces moyennes ?

- Comment se présente la situation des retraités ne disposant pas de carrières d'assurance complètes ?

Réponse (28.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

- En décembre 2018, 98.470 retraités ont touché une pension de vieillesse du régime général de pension luxembourgeois (CNAP). Ce nombre inclut les pensions de vieillesse anticipées et exclut les pensions d'invalidité reconduites à l'âge de 65 ans.

Pour les besoins de la présente réponse une carrière d'assurance pension est supposée complète, si la somme des périodes d'assurance auprès du régime général luxembourgeois est supérieure ou égale à 480 mois, soit 40 ans. Les périodes d'assurance considérées se constituent ainsi des périodes obligatoires et des périodes complémentaires aussi bien que des périodes volontaires et des périodes rachetées.

- Le nombre de retraités qui disposent d'une carrière d'assurance pension complète au Luxembourg s'élève à 35.050. La pension brute moyenne de cette population s'élève à 3.862,75 euros par mois, ce qui correspond à 3.743,67 euros en semi-net (après cotisations et avant impôts).

Les montants de pension qui suivent représentent des montants bruts mensuels.

La moitié des retraités disposant d'une carrière complète touche une pension inférieure ou égale à 3.831,26 euros, et 75 % touchent une pension inférieure ou égale à 4.766,43 euros.

Après une carrière d'assurance complète de 40 ans, une pension attribuée en 2018 ne peut être ni inférieure à 1.824,95 euros, ni supérieure à 8.448,85 euros par mois. Les limites applicables en août 2019 sont de respectivement 1.841,51 euros et 8.525,50 euros.

- 63.420 bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général de pension luxembourgeois ne disposent pas d'une carrière d'assurance complète au sens défini ci-avant. Leur pension moyenne est de 1.266,10 euros par mois.

Il y a lieu de préciser que la grande majorité des retraités à carrière incomplète a accumulé durant la carrière professionnelle des périodes d'assurance à la fois auprès du régime général luxembourgeois et auprès de régimes étrangers. Ils sont donc potentiellement éligibles à des pensions partielles de plusieurs régimes.

Bénéficiaires sans périodes auprès des régimes étrangers :

Pour les 6.456 retraités avec une carrière d'assurance incomplète qui ne font pas valoir de périodes auprès de régimes de pension étrangers, la pension moyenne s'élève à 1.455,95 euros par mois. La moitié de ces bénéficiaires touche une pension inférieure ou égale à 1.198,64 euros, et 75 % touchent une pension inférieure ou égale à 1.683,37 euros.

Bénéficiaires avec périodes auprès des régimes étrangers :

Pour les 56.964 retraités faisant valoir des périodes auprès de régimes de pension étrangers, la partie luxembourgeoise de leurs pensions s'élève en moyenne à 1.244,59 euros par mois. La moitié de ces bénéficiaires touche une pension inférieure ou égale à 746,90 euros, et 75 % touchent une pension inférieure ou égale à 1.879,37 euros. Il est à préciser que les éventuelles pensions partielles versées par d'autres régimes étrangers ne sont pas incluses dans ces montants.

Question 0987 (30.07.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **formations spéciales pour le transport aérien de matériel de combat d'incendies :**

Selon les informations relayées dans la presse, la LAR « est en possession depuis une bonne dizaine d'années d'un "Bambi Bucket", un grand seau qui peut être fixé à un hélicoptère, rempli d'eau et vidé en cas d'incendie de surfaces ou de forêt ».

Toujours selon cette source, la LAR ne pourrait cependant utiliser cet équipement à cause d'un règlement européen de 2016 obligeant les pilotes des hélicoptères à suivre des formations spécifiques, formations qui s'avérèrent très coûteuses. Sollicité par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le Gouvernement aurait d'ailleurs refusé toute prise en charge de frais.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus ?

2) Quand est-ce qu'une telle demande de prise en charge, sinon de participation de frais a été adressée au Ministère de l'Intérieur respectivement à la direction du CGDIS ? Quels étaient les motifs de refus de la demande ?

3) À combien s'élèvent les frais de la formation spécifique pour le transport de matériel de combat d'incendies ?

4) Lors des récents incendies de surface au Val de Hamm et à Rumelange, est-ce que les services du CGDIS ont demandé de l'assistance aérienne d'un pays voisin ? Dans l'affirmative, à combien s'élèvent les frais de ce support aérien ?

5) Le Ministère de l'Intérieur a-t-il conclu une convention avec un pays voisin qui garantit un support aérien depuis l'étranger en cas de besoin ?

Réponse (03.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) et 2) À ce jour, aucune demande formelle chiffrée de prise en charge de frais relatifs à des formations spécifiques, destinées à enseigner aux pilotes la manipulation d'hélicoptères en cas d'incendies, n'a été adressée, ni au Ministère de l'Intérieur, ni à la direction du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). Ainsi, il est opportun de préciser qu'un refus formel n'a pas pu avoir lieu. Toutefois, il peut être utile de soulever que le sujet a été abordé entre des responsables de la LAR et du CGDIS (respectivement de l'Administration des services de secours auparavant), mais de façon sporadique et sans que le sujet n'ait été approfondi.

ad 3) Comme déjà évoqué, en l'absence d'une demande formelle chiffrée, je ne suis pas en mesure de répondre à cette question.

ad 4) En ce qui concerne les incendies au Val de Hamm et à Rumelange, aucune demande d'assistance n'a été demandée auprès de nos pays voisins. En effet, les femmes et hommes pompiers du CGDIS ont pu combattre ces incendies sans devoir recourir à des moyens aériens. Les caractéristiques des incendies visés ne faisaient pas appel à ces moyens.

ad 5) Le Grand-Duché de Luxembourg est signataire de conventions bilatérales avec ses pays voisins depuis de nombreuses années : Allemagne en 1978 ; Belgique en 1970 ; France en 1962. Ces conventions, non seulement renforcent les liens transfrontaliers, mais permettent aussi le recours à des moyens aériens en cas de nécessité.

Par ailleurs, il est utile de rappeler que des moyens aériens peuvent être demandés à l'ensemble des pays européens par le biais de l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne (EUCPM).

Question 0988 (30.07.2019) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**assurance incendie :**

Bei de rezente Bränn vu Bëscher, Wisen an och Bauerebetriber si Rettungsdéngschter bei der Brandbekämpfung dacks vu Fräiwëllege mat Material wei zum Beispill grousse Waasserfässer, Trakteren oder och anerem Material ënnerstëtzt ginn.

An dësem Kontext géife mir der Madamm Innenministesch gäre folgend Froe stellen:

- Ass dat Material, wat vun Drëttpersounen dem CGDIS am Fall vun der Brandbekämpfung zur Verfügung gestallt gëtt respektiv mat an den Asaz kënnt, ofgeséchert?

- Wéi gesäit d'Situatioun aus, wann déi Leit während esou engem Asaz ee kierperleche Schued erleiden?

- Wier et net ubruecht, dass am Fall vu Bränn, wou Privatleit hiert Material zur Verfügung stelle respektiv bei de Läschaarbechte mathëllefen, de Stat fir dës Leit an dëst Material eng Assurance ofschléisst, fir dass am Fall vun engem Schued eng Ofsécherung besteet?

Réponse (22.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Déi honorabel Deputéiert froen an hirer parlamentarescher Fro Präzisiounen iwwert d'Versécherung vu Privatpersounen, déi de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) bei der Brandbekämpfung ënnerstëtzen.

D'Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'zivill Sécherheet gesäit am Artikel 96 vir, datt de Generaldirekter vum CGDIS, souwéi d'Directeurs fonctionnels an den Asazleeder (Commandant des opérations de secours) am Kader vun engem Asaz vum CGDIS d'Hëllef vun Drëttpersoune requisitionnéiere kann, déi doropshin déi zur Hëllef noutwendeg Mëttelen zur Verfügung stelle mussen. D'Modalitéite vun der Indemniséierung sinn an esou engem Fall déi vum Gesetz vum 8. Dezember 1981 iwwert d'Requisitioun.

Dëst Gesetz gesäit am Artikel 35 ënner anerem Folgendes vir:

« L'autorité requérante répond des dégradations et des pertes qui se produisent pendant la jouissance des immeubles et objets mobiliers dont l'usage a été requis temporairement, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu pour une cause qui lui est étrangère. »

Onofhängeg vun der formeller Requisitioun dierfen Drëttpersounen natierlech och spontan hir Hëllef ubidden. A béide Fäll ass de CGDIS duerch eng „Assurance responsabilité civile" (zivill Haftpflichtversécherung) versécher, déi de materielle Schued vun enger Drëttpersoun, déi bei enger Rettungsaktioun gehollef huef, iwwerhëlt. Dës Versécherung gräift awer just am Fall, wou de Schued net scho vun enger anerer Versécherung (zum Beispill d'Feierversécherung vum Verursaacher) couvréiert ginn ass.

Bei Persouneschied gëllt den Artikel 91 vum Code de la sécurité sociale, dee seet :

« Sont également assurés dans le cadre de régimes spéciaux d'assurance accident : […] les personnes participant aux actions de secours et de sauvetage apportées à la personne ou aux biens d'un tiers en péril, aux exercices théoriques et pratiques se rapportant directement à ces actions, pour autant que ces activités se situent dans le cadre d'une association ou d'un corps poursuivant habituellement et bénévolement de tels objectifs ainsi qu'à l'action de secours et de sauvetage apportée spontanément par un particulier à la personne ou aux biens d'un tiers exposé à un péril imminent sur le territoire du Grand-Duché. »

Am Fall, wou eng Drëttpersoun am Kader vun enger Rettungsaktioun e physesche Schued erleit, géif deemno d'Assurance accident spillen.

Question 0989 (30.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prise en charge du médicament apomorphine :**

Pour les patients atteints de la maladie de Parkinson dans un stade avancé, le médicament apomorphine, administré par voie sous-cutanée à l'aide d'une pompe, représente une plus-value certaine.

Après une phase pilote où le médicament, en provenance de l'Allemagne, était pris en charge par la CNS et disponible, il ne l'est plus à l'heure actuelle.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre de la Santé quelles en sont les raisons.

- Est-ce que les patients concernés peuvent espérer bénéficier à nouveau de ce système médicament/pompe et endéans quels délais ?

Réponse commune (30.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

L'apomorphine est un dérivé alcaloïde possédant des propriétés dopaminergiques qui lui confèrent des indications thérapeutiques dans le traitement de la maladie de Parkinson. Il existe de nombreux médicaments antiparkinsoniens au Luxembourg, cependant aucun médicament ne renferme le principe actif, l'apomorphine seule ou en association.

Le cas mentionné par l'honorable Député concerne plutôt le dispositif médical à l'aide duquel l'apomorphine est administrée en continu chez le patient parkinsonien.

Le traitement par pompe à apomorphine (ou la stimulation dopaminergique continue) est indiqué chez le patient parkinsonien présentant des fluctuations d'efficacité de la lévodopa ou dans le cas de dyskinésies sévères. Il s'agit de délivrer la bonne dose d'apomorphine tout au long de la journée et de rester dans la fenêtre thérapeutique optimale.

Actuellement, il existe des systèmes actifs pour perfusion à domicile qui sont pris en charge pour l'administration de chimiothérapie anticancéreuse ou d'insuline.

Depuis de nombreuses années, on a recours à cette thérapie clinique dans certaines indications de la maladie de Parkinson, notamment en France et en Allemagne. Depuis l'année 2018 on dispose de certaines données provenant de larges essais cliniques phase 3, „Apomorphine subcutaneous infusion in patients with Parkinson's disease with persistent motor fluctuations (TOLEDO): a multicentre, double-blind, randomised, placebo-controlled trial" publiées par Lancet Neurol. 2018 Sep;17(9):749-759. doi: 10.1016/S1474-4422(18)30239-4.

Au Luxembourg, différents médicaments ont une autorisation de mise sur le marché valable à base du principe actif apomorphine (ATC N04BC07) dont aucun n'est déclaré comme étant commercialisé, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de structure de prix officielle au Luxembourg. Plus précisément, pour qu'un médicament soit commercialisé au Luxembourg il faut qu'il possède une autorisation de mise sur le marché valable au Luxembourg et délivrée par le Ministère de la Santé et qu'un prix lui soit attribué par le Ministère de la Sécurité sociale.

Cette liste n'est pas à confondre avec la « Liste positive » prévue par le Code de la sécurité sociale et qui reprend uniquement les médicaments pris en charge par l'assurance maladie.

De plus, la CNS n'a également jamais été saisie pour une inscription dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité par un des titulaires de l'autorisation de mise sur le marché bien qu'elle a contacté les titulaires de cette autorisation. En effet, l'article 22, paragraphe 1er, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale prévoit que : « Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. »

Sur la période d'octobre 2016 jusqu'en mai 2019, la Caisse nationale de santé a émis des titres de prise en charge individuels à six personnes protégées pour accorder le remboursement de médicaments à base d'apomorphine dans le cadre de l'article 112[22] de ses statuts. L'initialisation de la prise en charge médicale de ces patients était gérée par les services du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL).

Début août 2019, la pharmacie du CHL a informé la CNS qu'actuellement le CHL ne ferait plus d'initialisation de traitement d'apomorphine par pompe, car il y aurait beaucoup de problèmes d'approvisionnement des médicaments nécessaires au traitement.

Question 0990 (30.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données :**

An engem Interview mat der lëtzebuergescher Dagespress zum Thema Dateschutz beim Stat gëtt de Minister zitéiert mat de Wierder: „Datenschutz ist keine Steuerreform, die an einem bestimmten Tag in Kraft tritt."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi verdréit dës Ausso sech mam Artikel 99 vum RGPD, dee seet:

Article 99

Entrée en vigueur et application

-1. Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

-2. Il est applicable à partir du 25 mai 2018.

2. Ass et dem Minister seng Interpretatioun, datt den RGPD zënter dem 25. Mee 2018, trotz dem Artikel 99, fir Lëtzebuerg keng bannend Gëltegkeet huet?

3. Firwat huet d'Regierung sech net en amont vum Akraafttriede vum RGPD a Konformitéit mat den Ufuerderungen un den Dateschutz gesat a mécht dat elo eréischt ex post, soudatt

[22] Article 112 des statuts de la CNS :

Lorsque l'ordonnance porte sur un médicament ne figurant pas sur la liste positive et non exclu en vertu de l'article 98, le pharmacien doit, avec l'accord du médecin prescripteur et de la personne protégée, effectuer une substitution par un médicament équivalent figurant sur la liste positive au Luxembourg.

À défaut de substitution conformément à ce qui précède, le Contrôle médical de la sécurité sociale peut, à titre exceptionnel et sur prescription médicale dûment motivée, autoriser préalablement à la délivrance, la prise en charge par l'assurance maladie du médicament, à condition qu'il dispose dans son pays de provenance, ou dans celui où est établi le médecin prescripteur, d'une autorisation de mise sur le marché, et à condition qu'il soit pris en charge par le régime d'assurance maladie légal de ces pays.

L'accord du Contrôle médical de la sécurité sociale précise le taux appliqué au médicament conformément aux critères prévus aux articles 101 et 102 à 104. À défaut d'un prix au public, ce taux s'applique à un prix de vente déterminé d'après les modalités prévues à la convention visée à l'article 61, alinéa 2, sous 8) du Code de la sécurité sociale.

een aktuell an enger Situatioun ass, an där ee mat potenziellen Infraktiounen einfach weiderfiert?

4. Fir d'Ausso aus der Press ze ënnermaueren: Wéi vill Verstéiss géint den RGPD vu staatlecher Säit aus sinn dem Minister zanter dem 25. Mee 2018 bekannt? Goufen dës bei der CNPD oder aneren Autoritéite gemellt?

Réponse (06.08.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

D'Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech mat Verweis op den Artikel 99 vum sougenannten RGPD op d'Akraafttriede vum europäeschen Dateschutzreglement. Dat europäescht Dateschutzreglement, wéi awer och déi europäesch Dateschutzdirektiv, sinn zu Lëtzebuerg, wéi an den aneren EU-Staten och, a Kraaft. Do, wou eng Ëmsetzung virgesinn oder noutwendeg war, ass dat duerch d'Gesetzer vum 1. August 2018 gemaach ginn.

Dass d'Regierung sech och en amont mat den neien Ufuerderungen duerch déi europäesch Dateschutzregelen ofginn huet, geet aus der Äntwert vum 1. August vum zoustännege Kommunikatiouns- a Medieminister op d'parlamentaresch Fro N° 0880 vum selwechten honorabelen Deputéierten ervir, am Besonneschen aus der Äntwert op d'Fro N° 0007.

Aus där Äntwert ergëtt sech och, dass et e stännege Prozess ass, fir deen, ech zitéieren, „beim Stat de Commissariat pour la protection des données auprès de l'État ageriicht ginn (ass) mat der Aufgab, fir den Dateschutz beim Stat ze developpéieren, d'Agenten op Dateschutzfroen ze sensibiliséieren a gutt Praxisse bei den Administratiounen ze förderen". An där Äntwert gëtt och ënnerstrach, dass sech d'Aarbechten no der Entrée en vigueur vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 weider intensivéiert hunn, notamment duerch Formatiounen um Institut national d'administration publique (INAP) an um Terrain duerch d'Zesummenaarbecht mam Reseau vun 120 Dateschutzbeoptragten a Referenten.

D'CNPD ass eng onofhängeg Kontrollautoritéit, déi an der Zoustännegkeet vum uewe genannte Kommunikatiouns- a Medieminister ass.

Question 0993 (30.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **commerce d'animaux :**

D'Zuucht vu souwéi den Handel mat Déiere sinn zu Lëtzebuerg gängeg Methoden, fir Suen ze verdéngen. Déierenziichter vun hei oder aus dem Ausland bidden op Internetbörse verschidden Zorte vun Déieren un, vun Hënn iwwer Kaze bis Goldfësch. D'Präisser reechen, jee no Déier, vun e puer Euro fir e Fësch bis zu e puer Dausenden Euro fir ee Rassenhond.

Wie mat dëser Handelsaktivitéit Sue verdéngt, misst dat normalerweis och als Kommerz deklaréieren. Um Internet oder a klenge Foren existéiere mëttlerweil awer esou vill vun deenen Déierentauschbörsen, dass ee sech d'Fro ka stellen, ob all d'Déierenziichter an all d'Déierenhändler déi néideg Autorisatioune fir dëse Kommerz besëtzen.

D'Déiereschutzgesetz vun 2018 gesäit a sengem Artikel 6 vir, dass fir all Form vun Handel mat Déiere souwéi d'Zuucht vun Hënn a Kazen eng Autorisatioun vum Minister muss ugefrot ginn:

Art. 6 (2) Sans préjudice d'autres autorisations requises, sont soumis à l'autorisation par le ministre :

1. toute activité en vue de commercialiser des animaux, à l'exception des marchés d'animaux et de l'activité agricole ;

2. un élevage de chats ;

3. un élevage de chiens ;

4. un établissement commercial pour animaux, à l'exception de rétablissement agricole ;

5. un jardin animalier ou zoologique ;

6. une pension pour animaux ;

7. un refuge pour animaux ;

8. l'emploi d'animaux pour le tournage de films ou à des fins analogues.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Mat Bezuch op den Artikel 6 Paragraf (2) vum Déiereschutzgesetz, wéi eng a wéi vill vun deenen uewe genannten Autorisatiounen huet den Här Landwirtschaftsminister ausgestallt?

2. Bei wéi villen Déierenziichter goufen 2018 an 2019 Infraktioune konstatéiert, well se keng gëlteg Autorisatioun nom Artikel 6 (2) haten? Wéi vill Kontrolle goufen insgesamt an därselwechter Period duerchgefouert?

3. Gi verschidden Déierenannoncen an Zeitungen oder am Internet vun der Veterinärsinspektioun iwwerpréift?

- Falls jo, wéi vill Déierenhändler goufen 2018 an 2019 kontrolléiert? Wéi vill vun dësen Déierenhändler waren an Infraktioun mam Gesetz?

- Falls neen, ass de Minister der Meenung, dass all d'Déierenziichter zu Lëtzebuerg hir Aktivitéiten deklaréieren?

4. Wéi kontrolléiert de Landwirtschaftsminister Déierenhändler, déi aus aneren europäesche Länner op lëtzebuergesche Plattformen hir Déiere verkafen?

5. Ass den Här Landwirtschaftsminister der Meenung, dass aktuell genuch Kontrolle vum Artikel 6 (2) duerchgefouert ginn?

Réponse (26.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Zënter dem Akraafttriede vum Déiereschutzgesetz huet de Landwirtschaftsminister, gemäss dem Artikel 6, Punkt 2, folgend Autorisatiounen erstallt:

- 11 fir Kazenziichter

- 9 fir Hondsziichter

- 2 fir Déierecommercen

- 8 fir Déierepensiounen.

ad 2. Et goufe keng Infraktioune festgestallt. Fir all Autorisatioun, déi ausgestallt gouf, ass en Avis vun der Veterinärsverwaltung gefrot ginn. Dësen Avis berout op enger Analys vum Dossier an och op enger Visite des lieux betreffend d'Infrastrukturen an d'Equipementer.

ad 3. Déi verschidden Déierenannoncë ginn net systematesch vun der Veterinärsinspektioun iwwerpréift; falls awer eng Meldung erakënnt iwwert de Commerce vu verbuedenen Déieren, gëtt versicht, dës Aktivitéit ze ënnerbannen.

All d'Déierenhändler, déi eng Demande fir eng Autorisatioun gemaach hunn, sinn iwwerpréift ginn a wäerten och an den nächste Jore periodesch kontrolléiert ginn. Falls der Veterinärsinspektioun Aktivitéite gemellt ginn, fir déi keng Autorisatioun vum Minister virläit, gëtt eng Kontroll op der Plaz duerchgefouert.

ad 4. Falls Déierenhändler aus anere Länner op Plattformen hei Déiere verkafen, ass eng Kontroll ganz schwiereg. Hei muss eng europäesch Léisung fonnt ginn, an d'Kommissioun ass sech der Envergure an der Problematik bewosst a plangt dofir d'Gesetzgebung iwwert d'Kontrolle vum Internethandel ze verschäerfen.

ad 5. Aktuell gi genuch Kontrollen am Kader vum Artikel 6 (2) vum Déiereschutzgesetz gemaach, mä et muss ee weiderhi verfollegen, wéi déi verschidden Aktivitéiten am Déiereberäich sech déi nächst Joren entwéckelen, an de Kontrollplang deementspriechend stänneg upassen.

Question 0994 (30.07.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécheresse :**

La sécheresse des dernières semaines a sûrement eu un impact négatif sur les cultures les plus diverses de nos agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà des informations sur les résultats de certaines récoltes de fruits et de légumes réalisées avant le mois d'août ? La vigne risque-t-elle d'être touchée sévèrement par l'absence de pluies normales ?

2) Qu'en est-il de la production de foin ? Dans quelle mesure la repousse d'herbe a-t-elle été insuffisante par rapport à la moyenne des années précédentes ?

3) Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, formuler des anticipations concernant la récolte des différentes catégories de céréales ?

Réponse (05.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les productions de fruits et de légumes sont fortement exposées aux aléas météorologiques. Bien que le choix de l'emplacement des cultures par l'effet des paramètres pédologiques ou de l'exposition au soleil soit à la base d'une production réussie, la possibilité d'irriguer ces cultures intensives en cas de besoin est cruciale pour une production économiquement viable.

En effet, le manque d'eau peut empêcher l'établissement de la culture, engendrer un développement ralenti des plantes prolongeant ainsi la durée de culture, réduire la qualité et diminuer ou même anéantir les rendements. Surtout les jeunes vignes (< 5 ans) ont souffert de la sécheresse. Afin de garantir leur survie, il faut soit irriguer ces parcelles soit couper les raisins par terre afin de réduire le stress hydrique. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'à travers les infrastructures nécessaires et le prix de l'eau l'irrigation peut aussi engendrer des coûts de production supplémentaires non négligeables.

De même les températures très élevées, comme celles observées en juillet et août, peuvent aussi avoir un impact négatif sur certaines cultures. Ainsi les choux supportent généralement mal ces températures élevées. Si des fortes intensités lumineuses et un stress hydrique s'ajoutent à la chaleur, des pertes dues à la brûlure de la peau de certains fruits ne sont guère évitables.

Parmi les récoltes de fruits et légumes terminées jusqu'au mois d'août figurent cerises, fraises et asperges.

La récolte des cerises n'a pas rempli les attentes cette année. Ceci est dû en partie à une période de gel tardif en avril ayant détruit une partie des fleuraisons. Pour des arbres à haute tige des vergers, le phénomène d'alternance qui fait qu'une année de forte production de fruits est suivie par une année de faible rendement a probablement aussi joué un rôle.

En général la récolte de fraises s'est terminée dans la deuxième moitié du mois de juin. Bien que volume et qualité se situent dans les moyennes, il se peut que localement certaines variétés de fraises n'ont pas donné de récolte suite aux périodes de gel tardif survenues au mois d'avril.

La récolte d'asperges a connu un début plus tardif suite à un réchauffement du sol plus long et s'est terminée en juin. Le rendement était dans la moyenne des années précédentes.

En ce qui concerne les fruits comme mirabelles, prunes, pommes et poires, les volumes ne pourront être évalués qu'après la fin de la récolte, tandis que des effets négatifs sur les rendements dus à la sècheresse, à la chaleur ou aux gels tardifs peuvent déjà être anticipés.

ad 2) En fait la production d'ensilage d'herbe est de plus en plus la manière appliquée par les agriculteurs pour les stocks alimentaires nécessaires pour passer la période hivernale. Sur les champs d'essais de l'ASTA, la première et la deuxième coupe étaient en rendement dans la moyenne des années précédentes, la troisième coupe par contre était 80 % plus basse que dans la moyenne des années précédentes. Ceci concernait bien évidemment aussi le bétail en pâturage, la conséquence était qu'une bonne partie du bétail a été approvisionnée avec des conserves fourragères qui étaient prévues comme aliments pour la période hivernale 2019-2020. Étant donné que l'année 2018 a connu une sécheresse importante, les réserves en fourrages sur les fermes sont faibles.

Les précipitations jusqu'à mi-août sont dans la moyenne des années précédentes, la durée de la période de sécheresse était moins importante qu'en année 2018, les températures maximales étaient cependant plus importantes qu'en 2018. L'évapotranspiration, donc l'eau que perd une culture due à la chaleur était très importante, il y a donc lieu de parler d'un déficit en eau même lorsque les précipitations sont dans la moyenne des années précédentes, la consommation en eau était plus élevée.

ad 3) Même sans savoir précisément les rendements en céréales en ce moment, on peut tout de même dire que les rendements en orges et froments/blé d'hiver sont dans la moyenne, ceci aussi bien pour les qualités fourragères que dans le blé panifiable. Les autres paramètres de qualité semblent aussi être dans les normes. En ce qui concerne les cultures d'été, les rendements semblent être moins élevés, cependant les informations en rapport avec ces cultures ne sont pas encore disponibles à ce jour.

Un bilan ne peut pas encore être fait pour les pommes de terre et le maïs. Les six champs d'essais variétaux en maïs de l'ASTA, qui sont répartis sur tout le Grand-Duché, annoncent, après un contrôle sur place en date du 26 août 2019 une récolte dans la moyenne des années précédentes. Cependant, il faut attendre les résultats définitifs précis qui seront disponibles après la récolte laquelle pourra probablement démarrer mi-septembre.

Question 0996 (31.07.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **dépendance aux opioïdes :**

Alors que la crise des opioïdes aux États-Unis ne cesse de faire des ravages, avec entre-temps plus de 200.000 décès à déplorer, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre concernant les pratiques de prescription d'opioïdes, la mise en place de stratégies de prise en charge de patients souffrant de douleurs fortes ou chroniques ainsi que l'évolution de la dépendance aux opioïdes au Luxembourg :

1) Quelle est l'évolution des prescriptions des antidouleurs opioïdes au Luxembourg sur les 20 dernières années ? Quels sont les différents principes actifs prescrits et par quelle fréquence sont-ils prescrits ?

2) Quelle est la durée moyenne de traitement aux opioïdes et comment cette durée a-t-elle évolué au cours des 20 dernières années ?

3) Des statistiques sur le nombre de personnes ayant développé une dépendance aux opioïdes suite à des prescriptions dans le traitement de douleurs au Luxembourg sont-elles disponibles ?

4) Ces statistiques permettent-elles de renseigner le nombre de décès dû à une dépendance aux opioïdes respectivement un surdosage dans le cadre d'un traitement de douleurs au Luxembourg ?

5) Depuis la légalisation du cannabis à usage thérapeutique, quel est le pourcentage parmi les prescriptions de cannabis médicinal ayant été émis pour le traitement de douleurs ? Le cannabis médicinal a-t-il permis de remplacer, d'éviter ou de retarder le recours aux opioïdes ?

6) Les travaux pour adapter la nomenclature médicale aux actes relatifs à la douleur ont-ils déjà été engagés ?

7) Où en est la mise en œuvre du Plan national de prise en charge de la douleur ?

Réponse commune (05.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) La prescription des médicaments analgésiques morphiniques appartenant au groupe Opiacés (groupe N02A d'après la classification internationale), délivrés par les pharmacies ouvertes au public et remboursés par la CNS, a été analysée d'après les données disponibles sur une période continue de onze ans, de 2007 à 2017.

Pendant la période examinée, le taux de prescription diminue de 405 prescriptions par 1.000 personnes à 389 prescriptions par 1.000 personnes en 2017, représentant une diminution de 5,9 % tenant compte de l'accroissement de la population sur la même période.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Selon les chiffres de prescriptions, le tramadol constitue l'opiacé le plus prescrit. Seul ou en association, il représente à peu près la moitié des prescriptions en 2017, contre 40 % en 2007. La part de la codéine représentant 40 % des prescriptions en 2007 diminue considérablement pour atteindre 18 % des prescriptions en 2017. La part du fentanyl s'élevant à 7 % des prescriptions en 2007, double pour atteindre 15 % en 2017. L'oxycodone, mis sur le marché fin 2008, représente environ 5 % de la part des prescriptions en 2017.

En général, on constate, pendant la période considérée, une augmentation régulière des prescriptions d'opioïdes forts (fentanyl, oxycodone, morphine, hydromorphone) avec, en parallèle, une diminution régulière des prescriptions d'opioïdes faibles, notamment la codéine.

ad 2) Sur la période de 2007 à 2017, la dose moyenne prescrite par patient et année passe de 36,41 à 42,47 DDD (Defined Daily Dose), correspondant à une durée équivalente théorique de traitement. Vu leur grand écart type, ces chiffres sont difficilement interprétables à la lumière d'abus éventuels ou d'installations de phénomènes de dépendance. En effet, la prescription de morphiniques analgésiques au niveau de la population assurée présente une distribution asymétrique notamment par le fait que ces médicaments sont susceptibles d'installer une tolérance chez les patients souffrants, nécessitant une augmentation régulière des doses administrées pour atteindre le seuil analgésique.

ad 3) Les différentes bases de données existantes au Luxembourg ne permettent pas de distinguer clairement entre une dépendance aux opioïdes licites (prescrit par une ordonnance médicale) ou illicites, ni d'identifier les

causes d'une éventuelle dépendance. Pour cette raison, il est impossible de renseigner de manière fiable, univoque et exhaustive le nombre de personnes ayant développé une dépendance aux opioïdes suite à des prescriptions dans le traitement de douleurs.

La dépendance aux opioïdes suite à une prescription médicale doit faire l'objet d'une notification via le formulaire de notification d'effets indésirables, à envoyer à la Direction de la santé. À ce jour, un seul cas d'abus avec dépendance aux opioïdes suite à des prescriptions dans le traitement de la douleur a été enregistré pour le Luxembourg.

ad 4) Le nombre de décès dû à une dépendance aux opioïdes respectivement un surdosage dans le cadre d'un traitement de douleurs au Luxembourg ne peut pas être renseigné avec les statistiques existantes (Registre des causes de décès et Point focal luxembourgeois de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies). Les deux sources ne disposent pas de toutes les informations nécessaires pour clairement identifier de manière fiable, univoque les cas de décès causé par une dépendance aux opioïdes suite à des prescriptions dans le traitement de douleurs.

Par la notification d'effets indésirables susmentionnée, aucun cas de décès attribué à une consommation excessive d'opioïdes n'a été porté à la connaissance des autorités de santé à Luxembourg.

ad 5) Depuis la mise à disposition du cannabis médicinal en février 2019, 89,2 % des prescriptions ont été émises par les médecins pour l'indication « maladies graves en phase avancée ou terminale entrainant des douleurs chroniques ». Cela représente 597 prescriptions sur les 669 prescriptions rédigées au total. Nous ne sommes cependant pas en mesure de savoir si le cannabis médicinal a permis de remplacer, d'éviter ou de retarder le recours aux opioïdes.

ad 6) Depuis 2017, la CNS a entamé la refonte globale de la nomenclature des actes et services des médecins et des médecins-dentistes. Cette refonte générale étant une priorité de la CNS, et s'inscrivant dans le cadre de l'accord de coalition de 2018-2023, a donné lieu à la création en 2018 d'un service spécifique à la CNS : le service NCAP (Nomenclatures, conformité, analyses et prospectives).

Dans ce contexte, des échanges avec les professionnels de la prise en charge de la douleur ont déjà eu lieu afin de pouvoir déterminer les besoins et les modalités pour la création d'une nouvelle nomenclature des actes médicaux relatifs à la prise en charge de la douleur.

Suite à la reprise des travaux de la Commission de nomenclature, la collaboration entre la CNS et les sociétés savantes a pu redémarrer et permettra donc d'aboutir à une proposition de nomenclature pour les actes médicaux relatifs à la prise en charge de la douleur en 2020.

Dans l'attente de cette proposition de nouvelle nomenclature, un nouvel acte a d'ores et déjà été ajouté avec mise en vigueur le 1er octobre 2018, pour une consultation majorée pour médecin agréé collaborant dans un réseau de compétences « douleur chronique ».

ad 7) Un plan national de prise en charge des douleurs a été élaboré par la plateforme nationale cancer, qui définit ainsi le concept général de la prise en charge de la douleur dans notre pays. L'implémentation de ce concept dépendra cependant largement de la nouvelle loi hospitalière (loi du 8 mars 2018) qui prévoit à l'article 28 notamment la création d'un réseau de compétence en douleur chronique. Afin d'être autorisé, un projet de réseau de compétence doit être soumis, conjointement par au moins deux hôpitaux, au comité de gestion interhospitalière (CGI), qui après avis favorable le transmet au ministre ayant la Santé dans ses compétences pour autorisation. À l'heure actuelle, le CGI n'a pas encore été saisi d'un tel projet. Nous savons cependant que plusieurs hôpitaux y travaillent activement.

Question 0997 (31.07.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **traitement de dossiers par l'ADEM dans le contexte du reclassement professionnel et du transfert de l'impôt retenu sur les indemnités de chômage :**

Selon des informations récemment parues dans la presse, certaines questions se poseraient quant au traitement de certains types de dossiers par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

Ainsi, il s'avérerait que les indemnités compensatoires versées aux salariés dont la Commission mixte a décidé un reclassement interne, ne seraient versées qu'au bout de trois mois après la reprise du travail des personnes concernées. Ces salariés se retrouveraient par conséquent dépourvus d'une partie considérable de leur salaire pendant une période assez longue et risqueraient de ne plus être en mesure de satisfaire à leurs obligations financières.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut-il confirmer que le versement des indemnités compensatoires ne se fait généralement qu'au bout de trois mois suivant la reprise du travail des personnes concernées ?

2) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre explique-t-il les retards ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre juge-t-il qu'un tel délai d'attente soit approprié et raisonnable pour les personnes en reclassement interne, tout en sachant qu'ils sont dépourvus d'une partie considérable de leur salaire ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si et comment les personnes concernées sont régulièrement informées de l'avancement de leurs dossiers auprès de l'ADEM ?

5) De manière générale, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire n'est-il pas d'avis que la législation sur le reclassement doit être révisée, voire réformée, dans la mesure où elle traite de manière discriminatoire les salariés en reclassement professionnel externe par rapport aux salariés en reclassement interne, bien que leur situation à la base de la décision du reclassement puisse être identique, à savoir qu'ils ont été déclarés incapables d'exercer leur dernier poste de travail à cause de leur mauvais état de santé ou un handicap ? Cette discrimination est-elle conforme avec notre législation, notamment avec la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement ?

D'autres questionnements concernent le transfert par l'ADEM de l'impôt retenu sur les indemnités de chômage à l'Administration des contributions. Ainsi, des cas m'ont été rapportés où une personne se voyait confrontée à une procédure judiciaire à cause de la non-transmission par l'ADEM des impôts retenus sur ses revenus.

6) Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a-t-il connaissance de cas similaires et comment entend-il y remédier ? En fait, où est passée la somme retenue par l'ADEM mais non transférée à l'Administration des contributions ?

7) Monsieur le Ministre des Finances est-il au courant de la situation et sait-il pourquoi la personne concernée a été sanctionnée par l'Administration des contributions alors que les impôts auraient dû être retenus à la base et transmis par l'ADEM ?

Les mêmes personnes plaignantes m'ont également fait part d'une mauvaise communication de la part de l'ADEM.

8) Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut-il m'informer sur les procédures internes concernant les réclamations écrites ou orales ?

Réponse commune (04.09.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) à 4) Dans le cadre du paiement de l'indemnité compensatoire il y a lieu de distinguer entre deux procédures de paiement à savoir, d'une part, le paiement de l'indemnité compensatoire dans les dossiers de reclassement dont la procédure a été enclenchée avant le 1er janvier 2016 (ancienne loi) et pour lesquels il n'y a pas de retards et, d'autre part, le paiement de l'indemnité compensatoire dans les dossiers de reclassement dont la procédure a été enclenchée après le 1er janvier 2016 (nouvelle loi).

La mise en place du nouveau système de paiement de l'indemnité compensatoire engendre certains décalages, notamment au début de l'indemnisation. Ces décalages sont dus au fait que de nombreux délais légaux et différents acteurs interviennent dans le processus de paiement :

L'employeur est d'abord tenu de déclarer le salaire de ses salariés bénéficiaires d'un reclassement interne auprès du Centre commun de la sécurité sociale. Pour ce faire, il dispose d'un délai d'un mois.

Le Centre commun de la sécurité sociale procède ensuite à partir de la quinzaine du mois suivant au calcul du montant de l'indemnité compensatoire. Pour effectuer ce calcul encore faut-il que le Centre commun de la sécurité sociale dispose de la déclaration de salaire couvrant un mois entier. Cette spécificité a pour conséquence que lorsque le début du reclassement interne ne coïncide pas avec le 1er du mois, tout ce processus est décalé d'un délai d'un mois supplémentaire afin de pouvoir prendre en compte le salaire déclaré pour un mois entier.

Une fois ce calcul effectué, il est transmis à l'ADEM qui procède immédiatement à sa vérification et validation. Après la vérification et la validation du calcul, une ordonnance de paiement est faite et transmise au contrôleur financier qui dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour son traitement.

Ce système engendre un délai de paiement qui peut varier entre deux et trois mois (dans le cas où le dossier est complet).

Consciente des conséquences de ces retards pour les bénéficiaires, l'ADEM a mis en place un système d'avances mensuelles depuis mars 2017.

Le paiement d'avances permet aux bénéficiaires de l'indemnité compensatoire de percevoir une avance sur le montant qui leur est dû pour les premiers mois de paiement de l'indemnité compensatoire jusqu'à ce que le calcul soit mis en place et permette un paiement systématique. Le trop-perçu respectivement les arriérés de paiement sont ensuite réglés une fois que le premier calcul a pu être fait selon le processus décrit ci-dessus.

Le paiement de l'indemnité compensatoire ne se fait donc pas à dates fixes mais dès que cela est possible.

Actuellement (juin 2019) 4.497 personnes ont droit à une indemnité dont 2.082 dossiers relèvent de l'ancienne législation tandis que 2.415 dossiers relèvent de la nouvelle législation.

118 personnes relevant de la nouvelle législation ont reçu une avance au cours du mois de juin 2019.

Suite à la décision d'accorder l'indemnité compensatoire, un courrier est adressé au bénéficiaire en lui indiquant son numéro de dossier et en l'informant qu'il faut compter au moins trois mois entre le premier jour de travail et le paiement de son indemnité compensatoire ainsi que de la possibilité d'une avance forfaitaire.

Le bénéficiaire est également informé que lors du premier paiement effectif de l'indemnité compensatoire un recalcul sera effectué en prenant en compte les avances qui ont été versées.

Un deuxième courrier lui est adressé détaillant le calcul du montant de l'indemnité compensatoire.

ad 5) Les bénéficiaires d'un reclassement externe peuvent bénéficier, s'ils remplissent les conditions d'octroi, d'une indemnité d'attente (ancienne législation) ou d'une indemnité professionnelle d'attente (nouvelle législation). Ces indemnités constituent leur revenu.

Dans le cadre d'un reclassement interne par contre, le salarié concerné continue de bénéficier de son salaire et, en cas de réduction du temps de travail, une indemnité compensatoire lui sera versée afin de combler le manque à gagner.

On ne peut donc pas parler de discrimination alors qu'on est en présence de deux situations distinctes.

ad 6) Le service des prestations de chômage complet transmet les impôts retenus sur les allocations dues à l'Administration des contributions par virement mensuel global. Aucune action judiciaire ne peut naître de cette procédure.

L'honorable Député a probablement confondu une sommation à tiers détenteur pratiquée sur les prestations de chômage avec la retenue d'impôt déduite et transmise à l'Administration des contributions.

Dans un cas isolé, le service des prestations de chômage complet a procédé aux retenues sur les indemnités de chômage en exécution d'une sommation à tiers détenteur provenant de l'Administration des contributions ; les retenues ont été conservées dans les livres de l'ADEM étant donné que l'intéressé avait fait opposition à toutes les saisies et cessions introduites à son encontre. De surplus, il contestait également les montants retenus de sorte que le service des prestations de chômage complet a préféré user des précautions.

Après différents échanges de courriels, le montant conservé dans les livres de l'ADEM a été réassigné à l'Administration des contributions en date du 14 septembre 2018.

ad 7) Le secret fiscal s'oppose à ce que le Ministre des Finances ait connaissance de dossiers individuels.

ad 8) La communication est un élément très important dans les relations entre l'ADEM et les demandeurs d'emploi ou les bénéficiaires d'une indemnité.

Ainsi, dès 2013 un « Contact Center » a été mis en place afin de répondre à l'ensemble des questions posées. En 2018, ce service a traité 177.975 appels téléphoniques dont 146.783 appels ont pu être résolus par le Contact Center même.

Les réclamations écrites adressées directement à la direction de l'ADEM ou au service juridique et du contentieux font l'objet d'un accusé de réception et d'une réponse détaillée dans les meilleurs délais.

Ainsi, en 2018, la direction et/ou le service juridique ont reçu 235 réclamations.

Question 0998 (01.08.2019) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant les **investissements indispensables pour garantir un transport public de qualité :**

Au vu de la stratégie MoDu 2.0 de mai 2018 et des engagements des gouvernements depuis 2013, les investissements en matière de mobilité durable et plus particulièrement de transports publics par train, tram et bus resteront à un niveau très élevé au cours des prochaines années. Les dix dernières années, l'État a déjà investi plus de deux milliards d'euros rien que dans les infrastructures ferroviaires et y investira encore environ 4,5 milliards sur les dix prochaines années, tram compris.

Parallèlement aux investissements dans les infrastructures, il est néanmoins tout aussi important d'investir davantage au niveau des frais d'exploitation, respectivement de l'offre (matériel, services aux clients, ressources humaines, etc.)

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre :

- Quelle est l'évolution des frais d'exploitation des transports publics depuis 2013 et comment est-ce que ces frais liés à l'amélioration de l'offre devraient évoluer à l'avenir ?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député souhaite recevoir des informations sur l'évolution en matière d'exploitation des transports publics. Il a raison de relever cette importance, l'évolution du côté

Le saviez-vous ?

RÉSOLUTION

La résolution est un texte, adopté par la Chambre et adressé à elle-même, par lequel elle prend une décision ou adopte une position. Chaque député a le droit de déposer des projets de résolution. Tout comme une motion, une résolution doit être adoptée à la majorité de la Chambre.

exploitation étant notable, à côté des investissements remarquables du Gouvernement dans les infrastructures. Force est de constater une augmentation générale du coût d'exploitation de 56,72 % entre les comptes 2013 et les estimations budgétaires pour 2020, et j'ai le plaisir de fournir en ma réponse les chiffres exacts, répartis par opérateurs :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les frais devraient évoluer encore davantage au cours des prochaines années, en raison surtout de l'expansion du réseau du tram accompagnée d'une fréquence plus élevée des passages, ainsi que des évolutions continuelles par les autres réseaux de transports publics. Il convient de noter également la réorganisation du réseau RGTR mise en œuvre à partir de mi-2020.

Finalement il ne faut par ailleurs pas négliger qu'aux frais d'exploitation des transports publics ordinaires devraient s'ajouter ceux pour l'exploitation des services de transports spécifiques pour personnes handicapées ou à mobilité réduite (dits CAPABS et Adapto), dont les comptes se présentent comme suit depuis 2013 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 0999 (01.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **récente décision européenne en matière d'équivalence financière :**

Hier, la Commission européenne a présenté sa politique d'équivalence dans le domaine des services financiers avec les pays tiers. Elle a rappelé dans ce contexte avoir adopté plus de 280 décisions d'équivalence concernant plus de 30 pays.

Alors que la Commission européenne a publié les décisions d'équivalence les plus récentes (pour des indices de référence financiers notamment), elle a abrogé pour la première fois des décisions existantes qui concernaient l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada et Singapour, parce que ces pays ne répondaient plus aux normes fixées par la réglementation de l'UE relative aux agences de notation de crédit après sa modification en 2013.

Dans le sillage de la communication de l'exécutif européen, une agence de notation de crédit canadienne a indiqué que cette décision n'aurait aucun impact sur leurs activités, qu'il allait continuer à publier des notations de crédit qui pourraient être reprises par les entités européennes à des fins de régulation.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il cette décision ? Quel en sera l'impact sur notre secteur financier ?

- Partage-t-il l'avis d'une responsable d'une agence de notation canadienne que cette décision n'aura pas d'impact sur les activités de cette agence de notation voire d'autres agences situées dans un pays tiers à l'Union européenne ?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'élaboration par la Commission européenne de décisions de retrait similaires ? Dans l'affirmative, dans quel domaine ces décisions sont-elles en cours d'élaboration ?

- Est-ce que le Gouvernement avait dans le cadre d'émissions obligataires déjà eu recours au service d'une ou plusieurs agences de notation situées dans un des pays faisant l'objet de la décision de retrait de la Commission européenne susmentionnée ? Quel est l'impact de la décision de la Commission européenne sur la liberté des États membres de choisir leur agence de notation pour l'évaluation des émissions obligataires ?

Réponse (06.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les régimes d'équivalence visent à assurer un « level playing field » entre acteurs européens et acteurs de pays tiers et contribuent à mieux maîtriser les risques qui peuvent peser sur le secteur financier européen. Seules des entités établies dans des pays tiers dont la réglementation en place est équivalente à celle de l'Union européenne peuvent bénéficier des privilèges de ce régime en matière d'accès au marché intérieur. Il est dans la logique même de ce régime que les décisions d'équivalence soient régulièrement revues et que de telles décisions soient abrogées si, suite à des changements de la réglementation, l'équivalence entre les deux régimes n'est plus avérée.

Les agences de notation de crédit des cinq juridictions mentionnées par l'honorable Député ne jouent pas un rôle de premier plan pour le secteur financier luxembourgeois. En ce qui est de l'agence de notation de crédit canadienne citée dans la question de l'honorable Député, les groupes d'agences de notation de crédit qui disposent d'une entité établie dans l'Union européenne pourront avoir recours au mécanisme d'aval prévu à l'article 4, paragraphes 3 à 5 du règlement (CE) n° 1060/2009 sur les agences de notation de crédit. Ce mécanisme leur permet de faire avaliser les notations de crédit émises par une entité du groupe situé dans un pays tiers par l'entité européenne du groupe, qui en assumera la pleine responsabilité. Les notations de crédit avalisées de cette manière pourront continuer à être utilisées dans l'Union européenne, même en l'absence de décision d'équivalence positive.

Les groupes de travail qui se penchent sur les dossiers d'équivalence n'ont pas été saisis d'éventuelles décisions similaires dans d'autres domaines.

Le Gouvernement n'a pas eu recours au service d'une agence de notation de crédit située dans un des pays tiers concernés dans le cadre d'émissions obligataires.

La décision de la Commission européenne ne contraindra que l'utilisation par des acteurs européens de notations de crédit émises par des agences de notation de crédit des pays concernés.

Question 1001 (01.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **préparations pour un « no-deal » Brexit :**

92 Deeg virun der Deadline vum 31. Oktober 2019, op där d'Vereenegt Kinnekräich d'EU verloosse soll, huet déi brittesch Regierung ënnert dem Boris Johnson annoncéiert, datt si 2,1 Milliarde Pond, bezéiungsweis ronn 2,3 Milliarden Euro, an d'Preparatioune vun engem No-Deal-Zeenario investéiere wëllt.

Virun allem de lëtzebuergesche Finanzsecteur, mä och de Logistikberäich zu Land, Séi a Loft an och nach eng ganz Rei aner Beräicher vun der lëtzebuergescher Ekonomie stinn diversen Onsécherheeten a Risike géigeniwwer, déi mam Brexit verbonne sinn - an dëst ëmsou méi am Fall vun engem No-Deal.

D'brittesch Regierung plangt am Besonneschen, Medikamenter ze stockéieren, Subside fir kleng a mëttelstännesch Betriber anzeféieren an d'Personal fir Grenzkontrollen opzestocken.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, Finanzen a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. En vue vun den neisten Annoncë vun der Johnson-Regierung, wéi héich schätzt eis Regierung d'Wahrscheinlechkeet vun engem No-Deal-Brexit an?

2. Wéi vill zousätzlech EU-Gelder gi mobiliséiert, fir d'Memberlänner op en No-Deal-Brexit virzebereeden?

3. Plangt d'Regierung op Basis vun de rezenten Entwécklungen, weider Moossnamen en vue vun engem potenziellen No-Deal-Brexit ze ënnerhuelen?

- Wa jo, wéi eng?

- Wann neen, ass d'Regierung der Meenung, datt den Impakt vun engem No-Deal-Brexit duerch scho getraffe Moossname maîtriséiert wäert ginn?

4. Wéi wier déi aktuell Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung am Fall, wou London eng weider Verlängerung vum Delai bis zum Austrëtt ufroe géif?

5. Um Fluchhafe si fir „Non-Schengen"-Flich och automatesch Gates virgesinn. Ech hu selwer erlieft, datt dës net ëmmer fonctionnéieren, well net op all Schicht genuch Douanieren agesat ginn, fir all d'Guicheten ze besetzen.

- Kann de Minister bestätegen, datt et um Fluchhafen zu Situatioune kënnt, an deenen d'automatesch Passkontrollen net operativ sinn, wéinst engem Mangel u Personal?

- Ass geplangt, am Fall vun engem No-Deal-Brexit ab dem 1. November verstäerkt Douanieren um Findel anzesetzen?

- Mat wéi vill zousätzlecher Zäit ass pro Passagéier ze rechnen:

- „Outbound", also a Richtung UK?

- „Inbound", also vun den Insele kommend?

6. Kéinten déi rezent Liwwerschwieregkeete vu verschiddene Medikamenter sech duerch en No-Deal-Brexit verschlëmmeren?

- Wa jo, wéi eng Moossname plangt d'Regierung anzeleeden (oder goufe schonn ageleet), fir en negativen Impakt op d'medezinnesch Versuergung fir Patienten zu Lëtzebuerg ze verhënneren?

7. Wéi vill Geld steet national zur Verfügung, fir Betriber, déi vum Brexit betraff wäerte sinn, ze ënnerstëtzen, déi schwiereg Zäit ze meeschteren?

Réponse commune (03.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Europäesch Unioun huet sech am November 2018 mat der Regierung vum Vereenegte Kinnekräich op en Austrëttsofkommes gëeenegt. D'Europäesch Unioun ass bereet, zesumme mam Vereenegte Kinnekräich no Léisungen ze sichen, déi eng Ratifizéierung vun dësem Ofkommes erméigleche géifen. Et ass elo un der neier brittescher Regierung, fir ze decidéieren, wéi Groussbritannien aus der EU austriede wëllt. Dowéinst ass et der Lëtzebuerger Regierung och net méiglech, Prognosen iwwert d'Probabilitéit vun engem Austrëtt ouni Ofkommes ze maachen, an et gëtt sech weiderhin op béid Zeenarie virbereet.

ad 2. Fir déi kuerzfristeg negativ wirtschaftlech Konsequenze vun engem ongeuerdneten Austrëtt op d'Memberlänner ze begrenzen, kënne bestoend Programmer an Instrumenter, déi am EU-Budget virgesi sinn, mobiliséiert an ugepasst ginn. Dës Moossname géife sech op déi Betriber an op déi wirtschaftlech Secteure fokusséieren, an deenen de méiglechen Impakt vun engem No-Deal am däitlechsten ze spiere wier.

ad 3. D'Regierung huet siwe Gesetzestexter op de Wee bruecht, fir sech op en ongeuerdneten Austrëtt vu Groussbritannien aus der EU virzebereeden. Um administrativen Niveau sinn och Moossnamen ergraff ginn, fir den Impakt vun engem No-Deal-Brexit op d'Bierger an d'Betriber kënnen ze begrenzen. D'Chamber ass regelméisseg iwwert dëse Prozess um Lafende gehale ginn an déi néideg Informatiounen dozou sinn um Internetsite vun der Regierung an op Guichet.lu ze fannen. Des Weidere steet Lëtzebuerg am regelméissegen Austausch mat der EU-Kommissioun souwéi mat sengen EU-Partner, wat eventuell weider Virbereedungsmoossnamen ugeet, jee nodeem, wéi sech d'Situatioun weiderentwéckele wäert.

ad 4. Am Fall, wou d'Vereenegt Kinnekräich eng weider Verlängerung vum Delai bis zum Austrëtt aus der Europäescher Unioun géif ufroen, géif d'Lëtzebuerger Regierung esou eng Demande a virun allem déi dozougehéierend Argumenter am Detail analyséieren, fir eng Decisioun ze huelen, déi eisen Interesse Rechnung dréit.

ad 5. a. Am Ablack erlaabt et d'Situatioun vun den Effektiver vun der Police net, d'ABC-Gates vum éischte bis zum leschte Vol ze besetzen. Och ass d'Ouverture vun den ABC-Gates net indiquéiert bei enger Mëschung vu Passagéier, zum Beispill bei Vakanzeflich wärend de Schoulvakanzen, wou, bedéngt duerch vill Famillje mat Kanner, e Maximum vu manuelle Guichete muss opgemaach ginn, fir e schnellen Traitement kënnen ze garantéieren.

Et muss een och ënnerscheeden tëschent der Situatioun beim Depart an där bei der Arrivée: Bei der Arrivée versicht d'Personal vum Contrôle à l'aéroport ëmmer, fir d'Eischt d'ABC-Gates opzemaachen an déi éischt Well vu Persounen duerchzeloossen. Da ginn d'ABC-Gates zou- an e weidere Guichet opgemaach, fir de manuellen Traitement ze acceleréieren. De Virdeel vun der Arrivée ass, datt all d'Passagéier vun engem Vol gläichzäiteg bei der Grenzkontroll ukommen.

Um Niveau vum Depart kommen d'Leit no an no bei de Guichet/d'Grenzkontroll. Soss bleift et beim Prinzip, datt, jee no Analys vum Vol an no Disponibilitéit vun den Effektiver, d'ABC-Gates op sinn.

Et hänkt zudeem vun den Assistenten of, déi den Operateur vum Fluchhafen zur Verfügung stellt, ob d'ABC-Gates vill genotzt ginn. Dës Assistenten invitéieren déi gëeegent Passagéier, d'ABC-Gates ze benotzen, a berode si och am Émgang mat de Lecteuren. Wann et keng Assistente ginn, hëlt och d'Zuel vun den Utilisateure vun den ABC-Gates staark of. Si guidéieren och d'Passagéier „Schengen" op déi richteg Porte d'embarquement.

Et ass unzemierken, datt et Problemer gouf mat de brittesche Päss, déi tëschent 2017 an 2019 ausgestallt goufen. Mat der Mise à jour vun den Installatiounen am September 2019 wäert dëse Problem geléist sinn.

b. Am Ablack ass et net virgesinn, d'Unzuel vu Beamten um Fluchhafen am Kontext vum Brexit ze erhéijen.

c. Zurzäit profitéieren déi brittesch Statsbierger vum selwechten Traitement ewéi all déi aner europäesch Bierger. Am Fall vun engem ongeuerdneten Austrëtt gesäit d'Kommissioun vir, si als „Third-Country Nationals Visa-Exempt" ze betruechten, virausgesat, datt d'Vereenegt Kinnekräich am Géigenzuch den Uniounsbierger eng visumfräi Arees erlaabt. An dësem Fall kënnen déi brittesch Statsbierger d'ABC-Gates net méi benotzen a misste sech bei engem manuelle Guichet presentéieren. Hei musse se dann eng Rei Froe beäntwerten, déi d'europäesch Legislatioun virgesäit, hir Qualifikatioune presentéieren an hire Pass ofstempele loossen. Wärend deene leschten 180 Deeg vun hirem Openthalt muss eng Kontroll vun hirer Openthaltsdauer gemaach ginn, fir ze kucken, ob se hir Limitt vun 90 Deeg am Schengen-Raum net depasséiert hunn. Dës Zort vu Kontroll wäert méi laang daueren ewéi de Passage duerch d'ABC-Gates respektiv duerch e Guichet fir europäesch Statsbierger. Et kann ee mat dräimol esou laange Kontrolle rechnen.

Um Niveau vum Depart ass dës Kontroll e bësse méi einfach a wäert just zweemol esou laang fir déi betraffe Passagéier daueren.

ad 6. Et gëtt hei un déi ausféierlech Äntwert vum Gesondheetsminister Här Étienne Schneider op d'parlamentaresch Ufro N° 0711 vum honorabelen Deputéierten Här Gusty Graas verwisen.

ad 7. Den Ament ass net virgesinn, iwwert déi aktuell Moossnamen eraus de Betriber spezifesch finanziell Hëllefen zur Verfügung ze stellen, fir de potenziell negative wirtschaftlechen Impakt vum Brexit ofzefiederen.

Question 1002 (01.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **sécurité dans les gares :**

Wéinst rezenten tragesche Virfäll op Garë stellt sech verstäerkt nees d'Fro vun der Sécherheet vun de Passagéier, besonnesch op de Quaien. De Risiko besteet natierlech ëmmer, datt eng Persoun virun en Zuch fält respektiv fräiwëlleg virun en Zuch spréngt oder vun enger drëtter Persoun virun en Zuch gestouss gëtt. Mam nämlechte Problem konfrontéiert, sinn an anere Länner scho konkret Moossname geholl ginn, fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze verbesseren. A Japan, mä och am Londoner Metro, gëtt et beispillsweis tëschent dem Quai an de Gleiser eng transparent Barrière mat Dieren, déi eréischt opginn, wann den Zuch och wierklech steet.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Transportminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Transportminister net vläicht der Iwwerzeegung, datt d'Quaien zu Lëtzebuerg och missten ofgeséchert ginn, vergläichbar mat deene Moossnamen, déi an anere Länner geholl ginn, fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze verbesseren?

2. Kéint esou e System wéi deen a Japan oder am Londoner Metro och zu Lëtzebuerg ageféiert ginn?

3. Wéi héich wär de Käschtepunkt?

4. Wéi géifen dës Käschten tëschent den CFL an eventuell dem Stat opgedeelt ginn?

Réponse (26.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat der parlamentarescher Fro N° 1002 vum 1. August 2019 wollt den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser sech iwwert d'Installatioun vu Sécherheetsbarrièren op de Quaien an de Garen informéieren.

Et ass richteg, datt esou Systemer aus Sécherheetsgrënn am Ausland zum Asaz kommen ënnert der Konditioun, datt d'Rullmaterial, wat do zirkuléiert, eenheetlech ass, dat heescht, datt d'Breet vun den Entréesdiere souwéi d'Plaz vun den Dieren identesch musse si bei allen Zich. Dëst ass oft de Fall am Ausland op de Metroslinnen oder bei Zich vun enger eenzeger Eisebunnsgesellschaft, déi selbststänneg zirkuléieren, mat oder ouni Chauffeur, an automatesch ëmmer op der nämlechter Plaz stallhalen.

Op Eisebunnsstrecken, wou méi Eisebunnsgesellschafte mat ënnerschiddlech zesummegesaten Zich (Automotricen, Ramen, TGV ...) fueren, wéi et oft de Fall ass - eben och wéi hei zu Lëtzebuerg -, ass eng Installatioun vun esou Barrièren onméiglech.

Fir d'Alleréischt bräicht een europawäit technesch interoperabel Spezifikatiounen, déi d'Héicht, d'Breet an d'Equidistanz vun den Diere festhalen, fir datt d'Quaie mat esou engem System kéinten ausgestatt ginn.

Dee gréissten Deel vun den CFL-Zich sinn nei a wann een déi reschtlech Liewensdauer bedenkt, sinn esou Moossnamen net méiglech an och net sënnvoll, weder aus technescher nach aus wirtschaftlecher Perspektiv.

Question 1006 (02.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **dégâts causés par le scolyte :**

Suite à deux étés caniculaires, les scolytes (Borkenkäfer) ont envahi partout en Europe les forêts d'épicéas. Ces attaques ont des conséquences catastrophiques pour les arbres concernés. Entre-temps, d'autres essences connaissent des attaques de ces insectes.

1) Nous aimerions savoir de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable quelle est l'étendue des dégâts causés par le scolyte dans les forêts luxembourgeoises.

2) Est-ce que les attaques massives observées en 2018 se sont répétées cette année-ci ?

3) À l'instar de régions voisines, le Luxembourg dispose-t-il d'un plan de lutte et d'aide contre cette invasion ?

Réponse (02.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Tout d'abord il faut souligner qu'environ 50 espèces de scolytes font partie de la biodiversité de notre pays, dont la très grande majorité ne pose aucun problème économique. Je suppose que les honorables Députés font allusion au typographe (Ips typographus), une espèce de scolyte qui cause d'importants dégâts économiques - mais pas écologiques - dans les forêts d'épicéas de notre pays et de l'Europe centrale.

La chaleur et la sécheresse des étés actuel et dernier ont favorisé la propagation du typographe dans les forêts d'épicéas luxembourgeoises. Jusqu'à ce jour, environ 55.500 m³ (sous écorce) de bois d'épicéas scolytés et de dégât de chablis ont dû être abattus en forêt soumise. Même si nous ne disposons pas de données exactes en forêt privée, nous estimons que les dégâts dans les forêts d'épicéas privées sont également importants, et ceci surtout au nord du pays.

ad 2) La chaleur et la sécheresse de cet été ont entraîné une nouvelle pullulation du typographe. Par conséquent de nouvelles attaques ont pu être observées depuis juin 2019. Les foyers d'infection ont continué à progresser de façon alarmante cette année. Sur base d'une évaluation visuelle simple, nous estimons que plus de 50 % des peuplements d'épicéas présentent maintenant un ou plusieurs foyers d'infection. Ceci augmente considérablement le risque de pandémie dans les années à venir en cas de répétition des périodes de sécheresse, surtout dans les peuplements âgés et à station défavorable.

ad 3) Pour tenter de juguler cette épidémie et de réduire ses conséquences économiques, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a lancé sous la direction de l'Administration de la nature et des forêts un groupe de travail regroupant tous les acteurs concernés : associations de propriétaires forestiers privés, entreprises de travaux forestiers, marchands de bois et entreprises de transformation du bois. L'objectif du groupe de travail est de définir des mesures de gestion appropriées afin de maîtriser la présence massive du typographe dans nos forêts d'épicéas.

Ce groupe vient d'élaborer une brochure intitulée « Handlungsempfehlungen für das Borkenkäfermanagement » afin de sensibiliser et d'informer les propriétaires forestiers sur les mesures à adopter dans leurs peuplements scolytés. Une mesure indispensable, mentionnée dans cette brochure, est celle d'évacuer les arbres atteints par les scolytes hors des peuplements. En effet, chaque épicéa contaminé est susceptible de produire une génération de milliers d'individus qui s'attaqueront à leur tour à plusieurs arbres voisins. Il est également recommandé de renoncer à la plantation d'épicéas, notamment sous forme de monoculture, afin de réduire progressivement le potentiel de reproduction du typographe.

En termes d'aide financière, le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers a été modifié au printemps 2019 afin de permettre de dédommager les propriétaires dont les forêts d'épicéas ont été dévastés par des typographes. Les montants des aides pour les travaux de reboisement suite à des dégâts de scolytes ont été doublés.

Question 1008 (02.08.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'approbation de règlements communaux sur la circulation :**

Comme cela a déjà été le cas dans le passé, l'approbation de règlements communaux sur la circulation par les ministères compétents a fait débat dans la presse nationale.

Dans ce cas précis, il s'agit d'un règlement temporaire sur la circulation décidé par le conseil communal de Strassen au sujet d'une partie de la rue des Romains où les cyclistes n'étaient pas autorisés à circuler dans les deux sens. Selon les informations issues de la presse, après avoir reçu le règlement sur la circulation en question le 22 juillet 2019, donc plus d'un mois après la décision du conseil communal de Strassen qui avait été prise le 20 juin, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics l'a approuvé et transmis au Ministère de l'Intérieur un jour plus tard, à savoir le 23 juillet 2019.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle est la procédure prévue pour l'approbation ou le rejet de tels règlements par les ministères ? Selon les ministres, cette procédure est-elle toujours adaptée à la réalité et comment pourrait-elle être simplifiée ?

2) Quel est le rôle précis de chacun des deux ministères dans la procédure d'approbation de règlements communaux sur la circulation ?

3) Quel est, en moyenne, le délai de réponse des ministères respectifs lors de l'appréciation d'un tel règlement? Quel en est le délai de réponse maximal prévu ? Quelles sont les mesures prévues afin de raccourcir ces délais ?

Réponse commune (26.08.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Selon l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, l'entrée en vigueur des règlements communaux concernant la circulation est soumise à l'approbation du ministre en charge des Transports ainsi que du Ministre de l'Intérieur, le premier exerçant une surveillance technique, le second un contrôle de légalité et de conformité à l'intérêt général sur les actes en question.

Par la circulaire commune n° 3412 du 7 novembre 2016, les ministres précités ont pris l'initiative de simplifier la procédure et de réduire les délais d'approbation. Depuis lors les autorités communales peuvent transmettre leurs règlements directement au ministre en charge des Transports (Ministre de la Mobilité et des Travaux publics) qui les fait suivre, complétés de sa décision, au Ministre de l'Intérieur qui, après avoir statué, retourne les règlements aux autorités communales.

Au sein du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, le ministre approuve ou non le règlement communal après avoir entendu l'avis de la Commission de circulation de l'État conformément à l'article 100 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Le rôle de la Commission de circulation de l'État est de vérifier en particulier la conformité des nouveaux règlements au Code de la route et avec la réglementation communale en vigueur, et de veiller au respect des lignes directrices émises par le ministre en matière de sécurité routière.

Dans le cadre de ses attributions de surveillance sur les communes, le Ministre de l'Intérieur est chargé du contrôle de la légalité interne et externe des règlements et de la conformité à l'intérêt général.

Afin de réduire la durée de la procédure, la Commission de circulation de l'État propose toujours aux communes de transmettre leurs projets de règlements par voie électronique pour consultation, préalablement au vote du conseil communal. De nombreuses communes ont recours à ce service.

Les délais d'approbation dépendent de l'envergure des règlements et du volume de règlements qui sont introduits dans la procédure par les communes. Le règlement de la circulation adopté par le conseil communal de la commune de Strassen, évoqué par le Député, a été approuvé par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics en date du 23 juillet 2019 et par le Ministre de l'Intérieur en date du 5 août 2019.

La Direction des affaires communales du Ministère de l'Intérieur, en charge des règlements de la circulation, a été restructurée pour assurer une évacuation plus rapide des dossiers, un effort qui sera poursuivi dans le cadre de la réforme de la surveillance administrative sur la gestion des communes qui sera allégée et dont les procédures seront digitalisées.

À noter que les délais d'approbation des règlements ayant pour objet des mesures d'apaisement du trafic (p. ex. zone 30) sont plus longs parce que celles-ci nécessitent la mise en place d'infrastructures spécifiques qui doivent correspondre aux lignes directrices. Dans ce cas, le délai d'approbation par le ministre en charge des Transports est compté à partir du moment où il a reçu la délibération du conseil communal afférente jusqu'à l'achèvement des travaux, suivi d'un contrôle par la Commission de circulation de l'État.

Le Député pourra encore se référer à la réponse conjointe des ministres à la question parlementaire n° 0399.

Question 1009 (02.08.2019) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

Selon un article paru dans la presse nationale, le Ministère du Logement serait en train de revoir les règles de subventionnement des logements sociaux locatifs réalisés par des promoteurs privés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

1) Est-il correct que le Ministère fait traîner le traitement des demandes soumises par le « Kierchefong » pour subventionnement de logements locatifs sociaux ?

2) Est-ce que le Ministère est en train de revoir les règles de subventionnement des projets réalisés par les promoteurs privés, y compris pour les projets déjà soumis pour l'obtention d'une telle aide financière ?

3) Selon l'article de presse en question, le Ministère aurait porté la durée des conventions de 20 à 40 ans.

a. Si tel est le cas, quelles en sont les raisons ?

b. Comment le Ministère envisage-t-il de tenir compte des frais d'entretien nécessaires à un logement mis en location pendant une durée de 40 ans ?

4) Est-ce que le Ministère est d'avis qu'il est opportun que le Fonds du logement développe et exploite des projets de logements sur les terrains du « Kierchefong », tel que décrit dans l'article de presse précité ?

Réponse (07.08.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Je peux assurer l'honorable Député que tous les dossiers de demandes pour un subventionnement sont traités par mes services à pied d'égalité, peu importe qui en est le porteur. Par ailleurs, l'équipe qui traite les demandes - dont le nombre est en constante augmentation - a été renforcée au début de l'année, et il est prévu de la renforcer encore une fois au courant de l'automne.

ad 2) Le subventionnement de logements réalisés par des promoteurs privés est réglé par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement selon laquelle : « L'État est autorisé à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ».

Dans les faits, les promoteurs demandent en général un « accord de principe » pour leur projet avant d'entamer la planification détaillée. Par cet accord, le Ministère informe le porteur que son projet est en principe éligible pour une participation étatique et l'invite à lui soumettre les informations techniques détaillées ainsi que les plans d'architectes nécessaires pour l'analyse approfondie du dossier. Une fois cet examen du projet terminé, le Ministère propose au porteur une convention reprenant le montant maximum de la participation étatique en fonction des coûts éligibles du projet. Cette convention fixe également les autres conditions auxquelles l'aide est accordée, c'est-à-dire l'affectation des logements, la durée de cette affectation, les conditions d'octroi de la participation étatique, tout comme les droits et les obligations du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'État.

Les conditions d'octroi de la participation étatique sont cadrées par la prédite loi de 1979 ainsi que par le règlement grand-ducal du 21 décembre 2018 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État.

Il s'avère cependant que le système mis en place par la loi de 1979 modifiée à plusieurs reprises comporte un certain nombre d'incohérences. D'abord, les promoteurs publics SNHBM et Fonds du logement reçoivent actuellement une participation étatique de 70 % pour la construction des logements locatifs, alors que les communes, associations, fondations, le « Kierchefong » et les autres entités énumérées à l'article 30ter de cette loi[23] reçoivent une participation s'élevant à 75 % des coûts éligibles. Ensuite, les promoteurs publics, c'est-à-dire les communes, le Fonds du logement et la SNHBM, sont tenus aux règles d'attribution des logements et de calcul de loyer établis par le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998, alors que les autres promoteurs n'y sont pas soumis. Il en résulte que les demandeurs d'un logement se voient confrontés à des loyers de niveau totalement différents selon le promoteur alors que tous ces logements ont bénéficié d'une participation étatique de 70 %, voire de 75 %. En plus, ils sont obligés de se porter candidat auprès de chaque promoteur individuellement.

Ainsi, le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit de revoir la loi de 1979 en profondeur, notamment afin de mettre fin à ces incohérences.

Il s'ensuit donc que le Ministère est évidemment en train d'étudier une révision des conditions d'attribution de la participation étatique en vue du processus législatif à entamer.

Or, face aux incohérences du système et face à la pénurie de logements sociaux locatifs qui se traduit par une liste d'attente de plusieurs milliers de ménages, je pense qu'il est de mon devoir d'améliorer l'efficacité des participations financières de l'État sans tarder et pour autant que le cadre légal et réglementaire le permet.

Il va de soi que ces adaptations concerneront tous les promoteurs publics et privés de la même façon.

Par ailleurs, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député que les aides étatiques versées dans le contexte des constructions d'ensembles de logements doivent se conformer au cadre réglementaire établi par la décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (SIEG). La décision 2012/21/UE prévoit une série de conditions précises auxquelles les aides en matière de logement doivent répondre dont notamment que « le montant de la compensation ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public, y compris un bénéfice raisonnable »[24]. Selon l'article 288 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), tous les éléments d'une décision sont contraignants et d'application directe. Le Ministère est donc également en train d'examiner les points précis qu'il y a lieu de revoir, tant dans la convention que dans le cadre légal et réglementaire, afin que les participations financières étatiques soient conformes au droit communautaire.

Nous avons eu dans ce cadre au Ministère une série de réunions avec les promoteurs privés et publics afin d'échanger sur les idées qui sont actuellement développées pour renforcer l'effi-

[23] Il s'agit « des associations sans but lucratif, fondations, hospices civils, offices sociaux, sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact, le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique ainsi que par des communautés religieuses ayant conclu une convention avec le Gouvernement ».

[24] Voir l'article 5, paragraphe 1.

cacité, la cohérence et l'équité des politiques publiques d'aide à la création de logement à coût modéré.

ad 3) Il est correct que j'ai décidé d'augmenter la durée des conventions à venir. Ainsi, une première convention portant sur une durée de 40 ans a été signée en juin 2019 et l'objectif est en effet de parvenir à des conventions portant sur une durée de 40 ans, ceci conformément au règlement grand-ducal précité qui prévoit que les logements locatifs sont à donner en location par le promoteur du projet de construction d'ensembles pendant au moins 20 ans.

Dans ce contexte, un premier projet de la convention type revue vient d'être envoyé aux principaux acteurs du terrain.

ad 3) a. Je suis en premier lieu d'avis que face à la pénurie de logements à loyer abordable dont souffre le Grand-Duché de Luxembourg, il est de mon devoir d'assurer que les logements créés avec une participation financière étatique pouvant atteindre 75 % de l'investissement effectué restent soumis aux conditions d'un loyer modéré pour une durée longue, correspondant à la hauteur de l'aide perçue.

Ceci me semble une nécessité aussi bien au regard d'un bon usage des deniers publics que surtout du point de vue des personnes et des familles qui dépendent d'un loyer modéré pour pouvoir mener une vie décente. Nous devons être capables de donner à ces ménages une perspective réelle de pouvoir se loger convenablement et ceci de façon abordable et à long terme. Ceci n'est pas assuré par une durée de convention limitée à 20 ans, alors que l'État a financé un logement à 75 % et que celui-ci a facilement une durée de vie de 70 ans, notamment si les travaux d'entretien sont effectués régulièrement.

ad 3) b. L'objectif de la politique du Gouvernement en faveur du logement social n'est pas seulement d'assurer un niveau abordable des loyers à long terme. Nous voulons également prendre en compte de façon adéquate l'éventuelle nécessité d'un accompagnement social des locataires sur cette même période et assurer le maintien de la valeur patrimoniale d'un investissement auquel l'État aura contribué à raison de 75 %.

Il va de soi que les coûts d'entretien et de remise en état sont à prendre en compte dans le calcul économique des logements locatifs dont la convention sera portée à 40 ans.

L'affectation des logements à un loyer à coût modéré pendant une période de 40 est dès lors à voir dans le contexte d'une participation étatique de 75 % à l'investissement, de la prise en charge de l'accompagnement des locataires et des frais d'entretien, ainsi que du niveau de modération des loyers appliqués aux locataires.

ad 4) L'idée d'une rencontre entre le Fonds du logement et le « Kierchefong » afin d'étudier différentes pistes de collaboration est née lors d'une entrevue que ce dernier a eu au Ministère du Logement, et trouve évidemment mon support. Entre-temps, plusieurs réunions ont eu lieu pour approfondir les possibilités d'une mise à disposition des terrains appartenant au « Kierchefong » au Fonds du logement, afin que celui-ci y construise et exploite des logements.

Une telle mise à disposition de terrains au Fonds du logement devrait évidemment se faire dans le cadre dressé par la loi de 1979, et notamment à travers un droit d'emphytéose, comme c'est également le cas pour les terrains que certaines communes mettent à disposition du Fonds du logement. En effet, le droit d'emphytéose a l'avantage de constituer un droit réel dont le cadre juridique s'est avéré particulièrement adapté étant donné que sa durée minimale est fixée par la loi à 50 ans dans le cas de projets destinés au logement. Cette durée légale minimale d'une emphytéose dans le cas de projets de logements répond à la réalité économique et sociale de tels investissements et ne fait, par ailleurs, que soutenir l'approche de concevoir les participations financières étatiques dans le logement à long terme.

Question 1010 (02.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**huile de palme dans les biocarburants :**

No den Informatioune vu verschiddenen Ëmweltorganisatiounen, gëtt an der EU ëmmer nach op Palmueleg zréckgegraff, fir de Biodiesel ze produzéieren.

D'Versatilitéit fir den industriellen Asaz vum Palmuelech ass allbekannt. Ob am Schockela, a Seefen oder am Pech, säitdeem de Palmuelech bekannt gouf, a bal allen industrielle Produiten, ass dëse bëllege Rohstoff ze fannen. Den Informatioune vu Greenpeace no, ass an all zweete Produit an engem Supermarché Palmuelech dran. Well d'Uelechpalm dat ganzt Joer iwwer wiisst an d'Friichten een héijen Ertrag un Uelech hierginn, huet d'Industrie vun Ufank u vum Palmuelech profitéiert, fir bëlleg Masseprodukter op de Marchéen ze verkafen, vu Liewensmëttel bis zu industrielle Gidder.

Dëst awer zum Schued vun der Ëmwelt. Et ass allzäit bekannt, dass den Ubau vum Palmuelech schwéier ekologesch Konsequenze mat sech zitt. Länner, déi wirtschaftlech op den Export vun dësem Rohprodukt ugewise sinn, hunn ouni Rücksicht op d'Natur, Milliounen un Hektar u Bësch ofgeholzt, fir esou méi Ubauflächen fir d'Uelechpalm ze schafen. Mat der steigender weltwäiter Demande, hunn déi Länner am gläichen Tempo d'Offer erhéicht an esou nach méi Bëscher ofgeholzt, well de wirtschaftlechen Erfolleg si dozou verleet huet.

Dass de Palmuelech a Liewensmëttel Uwendung fënnt, ass eng Saach. Dass anerersäit an Europa grouss Raffinerien awer weiderhin op de Palmuelech setzen, fir Biodiesel hierzestellen, ass awer eng ganz aner. Dat ass ugesiichts vum Honger an der Welt keng responsabel Approche.

Den Informatioune vum Réseau Action Climat no, ass den Asaz vu Palmuelech am Biodiesel, deen an der EU verdriwwe gëtt, an de leschte Joren ëmmer weider an d'Luucht gaangen. Eréischt no 2030 soll den Asaz vu Palmuelech am Biodiesel ganz verbuede ginn, dëst op d'Decisioun vun der EU. Wann een awer weess, dass nom IPCC-Rapport d'CO_2-Emissioune bis 2030 ëm 45 % musse reduzéiert ginn a gläichzäiteg de Verbrauch vum Palmuelech aktuell steigt an domat och ëmmer méi Bëschflächen ofgeholzt ginn, da musse scho fréier Alternativen zum Gebrauch vum Palmuelech als Dreifstoff fonnt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Mobilitéit a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zorten Dreifstoff, déi zu Lëtzebuerg op den Tankstelle verkaf ginn, enthale Palmuelech?

2. Wéi vill Tonne Palmuelech gi schätzungsweis all Joer verbraucht, fir den Dreifstoff, deen op lëtzebuergeschen Tankstelle verkaaft gëtt, ze produzéieren (vun 2014 bis 2019)?

3. Wéi eng Mesurë wëll d'lëtzebuergesch Regierung zu Lëtzebuerg souwéi op europäeschem Niveau ënnerhuelen, fir de Gebrauch vu Palmuelech am Dreifstoff scho virun 2030 ze reduzéieren?

Réponse commune (27.09.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Just eng Zort Dreifstoff, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt enthält Palmueleg: de „B7" (Diesel mat enger Teneur vu bis zu 7 % vol. Biodiesel).

ad 2. Tëschent 2014 an 2018 sinn am Duerchschnëtt pro Joer schätzungsweis 12.000 Tonne Palmueleg verbraucht ginn, fir den Dreifstoff, deen op lëtzebuergeschen Tankstelle verkaaft gëtt, ze produzéieren. Eenzel Jore méi, aner Jore manner. D'Variatioune si wahrscheinlech op d'Volatilitéit vun de Marchéspräisser zréckzeféieren.

Et muss een dës Zuelen an de Kontext vun de Ventë vun Dreifstoff zu Lëtzebuerg insgesamt setzen: An der Moyenne sinn an de Joren tëschent 2014 an 2018 +/-2.000.000 (genau 2.014.743) Tonnen Diesel a Bensin pro Joer um Marché verkaaft ginn.

ad 3. Déi nei Direktiv 2018/CE/2001 gesäit vir, dass de Gebrauch vu Biokraaftstoffer, déi net nohalteg sinn, ab 2024 soll kontinuéierlech erofgoen a bis Enn 2030 ganz verschwanne soll.

Lëtzebuerg huet sech dofir op EU-Niveau agesat a schreift als eent vun de wéinegen EU-Länner den Operateure vir, datt nach méi séier a méi staark muss op nohalteg Biokraaftstoffer gesat ginn.

Question 1013 (05.08.2019) de **MM. Marc Lies** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

De Kierchefong ass gewëllt, an Zukunft an de soziale Mietwunnengsbau ze investéieren. Laut Medieninformatioune gëtt de Kierchefong fir de Moment awer an dëse Bestriewunge vum Wunnengsbauministère ausgebremst, fir staatlech subventionéiert Sozialwunnengen ze bauen.

Op där enger Säit geet et ëm bestoend Konventiounen, wou Ënnerschrëfte vum Ministère feelen, ouni déi keng staatlech Gelder kënne fléissen. Op där anerer Säit ginn et fir Bauprojeten, vun deene Verschiddener schonn am Bau sinn, een Accord de principe säitens vum Ministère. Leider goufen d'Konventiounen awer nach net validéiert.

Laut eisen Informatioune wier de Ministère amgaangen, verschidde Subventionéierungskritären, och fir schonns ofgeseente Projeten, ze änneren!

Konkret soll d'Lafzäit vun de Konventioune vun 20 op 40 Joer an d'Luucht gesat ginn, soudass déi sozial Mietwunnenge wärend op d'mannst 40 Joer ënner soziale Kritäre musse verlount ginn.

Mir wéilte gär folgend Froen un d'Madamm Logementsministesch stellen:

1. D'Regierung plädéiert ëmmer erëm, dass méi privat Akteure sech am soziale Wunnengsbau sollen engagéieren. Ass d'Regierung net der Meenung, dass d'Verduebelung vun der Lafzäit vun de Konventiounen net éischter kontraproduktiv ass a potenziell privat Akteuren dovunner ofhält, an de soziale Mietwunnengsbau ze investéieren?

2. Et ass e Fakt, datt eng Penurie bei de soziale Mietwunnenge besteet. Aus wat fir engem Grond ginn déi Demanden, déi zanter zéng Méint um Dësch leien, fir sozial Mietwunnengen ze bauen, net validéiert? Sollt net fir d'Éischt déi gesetzlech Basis ugepasst ginn, amplaz op Zäit ze spillen?

- Ass d'Regierung net der Meenung, dass sech duerch déi uewegenannte geplangte Moossnamen d'Lag um soziale Mietwunnengsbau éischter wäert weider zouspëtze wéi entspanen?

- Wann neen, firwat ass d'Regierung net dëser Meenung?

- Iwwer wéi e Wee wëllt d'Regierung an Zukunft privat Akteuren incitéieren, fir an de soziale Mietwunnengsbau ze investéieren?

Réponse (07.08.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Neen, d'Regierung deelt déi Meenung net. Eng Verduebelung vun der Lafzäit vun de Konventiounen, sief dat mat de privaten oder den ëffentleche Promoteuren, féiert dozou, datt déi Wunnenge méi laang kënnen zu abordabele Loyeren un déi Leit verlount ginn, déi sech um private Marché nëmmen nach mat ganz grousse Schwieregkeeten eng Wunneng kënne leeschten.

Well mer zu Lëtzebuerg nëmmen 2 % sozial Mietwunnengen hunn, ass den Ausbau vun dësem Segment - gemäss dem Regierungsprogramm - eng grouss Prioritéit, a sécher och am Interêt vun de Leit, déi a Wunnenge wunnen, déi jo zu 75 % vum Stat finanzéiert goufen.

Doriwwer eraus erlaabt eis eng méi laang Lafzäit vun der Konventiounen och sécherzestellen, datt déi eventuell Sozialbegleedung vun de Locatairen, iwwert de Wee vun engem sozial engagéierte Bailleur social, finanzéierbar bleift. Virun allem awer stelle mer sécher, datt dës Wunnengen iwwer mindestens 40 Joer ënnerhale ginn an domadder och d'Bausubstanz vu gudder Qualitéit bleift.

Op dës Manéier gëtt den Investissement vum Stat a vun de sozial engagéierte Promoteuren an de Wunnengsbau laangfristeg ofgeséchert. Dat ass sécher och am Interessi vu sozial engagéierte private Promoteuren.

ad 2. De Ministère spillt net op d'Zäit bei der Analys vun den Demanden.

Mir schaffe mat Héichdrock un der Reform vum Gesetz vun 1979. An deem Kontext huet sech awer erausgestallt, datt eng Rei Inkoherenze schonn am Kader vum aktuelle Gesetz kënne behuewe ginn an datt mir eis staatlech Hëllefe musse konform setze mat der Decisioun 2012/21/UE vun der Europäescher Kommissioun vum 20. Dezember 2011. Fir weider Detailer zu deem Punkt verweisen ech déi éierewäert Deputéiert op de Punkt 2 vun der parlementarescher Fro N° 1009 vum Deputéierten Henri Kox vum 2. August 2019.

ad 3. Duerch d'Verlängerung vun der sozialer Bindung vun den zu 75 % vum Stat finanzéierte Wunnengen op déi geplangte 40 Joer kënne méi Leit méi laang zu abordabele Loyere wunnen. D'Regierung ass der Meenung, datt dëst zu enger laangfristeger Entspanung vum Marché vun de Mietwunnenge wäert bäidroen. D'Erfahrunge weise jo: Mir musse vermeiden, datt déi subventionéiert Wunnengen no enger ze vill kuerzer Lafzäit vun der sozialer Bindung erëm zu Marchéspräisser verlount a verkaaft ginn.

ad 4. Genau wéi bis elo soll et méiglech sinn, datt privat Promoteure kënnen eng staatlech Participatioun kréie fir de Bau vu Wunnengen, déi abordabel verlount ginn. D'Regierung muss derfir suergen, datt dës Steiergelder verantwortlech, dat heescht effikass, gerecht a laangfristeg, investéiert ginn. Ausserdeem mussen déi staatlech Hëllefe konform sinn zu den europäesche Regelen. Dofir ass d'Regierung amgaangen, d'Gesetz vun 1979 ze iwwerschaffen. D'Detailer vun dëser Reform ginn am Austausch mat den Akteure vum Terrain ausgeschafft.

Question 1019 (05.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la Chiers :**

Suite à l'incendie fin juillet dans l'entreprise Kronospan sise dans la zone industrielle Gadderscheier à Sanem/Differdange, la rivière Chiers a été fortement polluée par l'eau d'extinction. Selon un communiqué du Ministère de l'Environnement et du CGDIS « des échantillons prélevés par l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que ceux de la station de surveillance automatisée à Pétange ont montré une concentration élevée en ammonium, en matières en suspension et une diminution très sensible de l'oxygène dissous ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Dans quelle mesure la faune et la flore de la Chiers ont été endommagées par cet incident ?

2) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que la capacité du bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier était insuffisante pour retenir la masse d'eau d'extinction estimée à 3 millions de litres ?

3) Dans l'affirmative, pourquoi le bassin de rétention n'a pas été conceptualisé de manière à faire face à un tel incident ?

4) Est-ce que, suite à cet incident, il n'y a pas lieu d'analyser les capacités des bassins de rétention de toutes les zones industrielles et entreprises concernées ?

5) Est-ce qu'il n'y a pas lieu de prévoir à l'avenir pour des entreprises rejetant d'énormes quantités d'eau dans une rivière adjacente des bassins de rétention plus appropriés afin d'éviter une pollution accidentelle, voire entre autres l'implantation projetée d'une laiterie à Bettembourg ?

Réponse (02.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le déversement des eaux d'incendie dans la Chiers a entre autres entraîné une charge polluante importante de composés azotés, ce qui a conduit à une consommation rapide de l'oxygène dissous dans l'eau par les matières organiques (demande chimique en oxygène). La baisse importante de l'oxygène dissous a pu être mesurée dans le bassin de rétention et dans la Chiers en aval du bassin. Les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ont pu détecter une quantité limitée de poissons morts. Dès le lendemain de l'incendie l'Administration de la gestion de l'eau, en coopération avec le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), les communes concernées et le Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires de l'ouest (SIDERO), a mis en place des mesures curatives au niveau du bassin de rétention Gadderscheier et sur la Chiers : fermeture de la vanne de sécurité du bassin de rétention, mise en place d'aérateurs, pompage d'eau de l'étang de Linger, etc. Afin de rétablir le niveau d'oxygène dissous dans l'eau, des aérateurs ont été en opération pendant une semaine. À cause de l'entretien défaillant de certaines infrastructures, notamment les vannes de sortie de l'ouvrage de rétention, ces interventions étaient parfois laborieuses à mettre en œuvre.

Depuis le lundi 5 août 2019 tous les paramètres essentiels se sont améliorés et sont revenus à la normale. Des poissons vivants ont également de nouveau été observés dans la Chiers.

ad 2) Concernant la pollution qui a eu lieu sur la Chiers lors de l'incendie dans la zone industrielle Gadderscheier, c'est surtout la défaillance de certaines infrastructures de sécurité qui est à remettre en cause. En principe, le bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier peut retenir une quantité importante d'eau. Par contre, il s'est avéré que la vanne de sécurité du bassin de rétention n'a pas pu être fermée correctement et que l'étanchéité de certaines

infrastructures n'était par conséquent pas garantie. Cette défaillance des mesures de sécurité est due à l'âge et au manque d'entretien des installations. Il faut également noter qu'il existe un écoulement constant d'eau dans le bassin même hors période de pluie.

ad 3) Le problème rencontré sur le terrain trouve son origine moins dans la conception du bassin que dans les défaillances d'entretien des installations.

ad 4) Comme indiqué dans le communiqué de presse du 2 août 2019 : « Un groupe de travail regroupant des agents de l'Administration de la gestion de l'eau et du CGDIS sera mis en place afin de mieux gérer les eaux d'extinction lors d'incendies de grande envergure dans les zones d'activité ou lors des feux de végétation, connus ces dernières semaines. » Il est évident qu'outre l'approvisionnement en eau, un des points essentiels est la rétention des eaux d'extinction contaminées. Les experts de l'Administration de la gestion de l'eau et du CGDIS vont, en concertation avec les autorités responsables, analyser les capacités des bassins de rétention, ainsi que le bon fonctionnement des installations permettant de retenir les eaux en cas d'incendie.

Par ailleurs, la Commission européenne a souligné qu'il n'y avait pas assez d'inspections environnementales opérées, notamment auprès des installations industrielles. C'est également dans ce contexte qu'en 2017 le « Service inspection et contrôle » a été créé au sein de l'Administration de la gestion de l'eau.

ad 5) Il est à noter que le rejet d'énormes quantités d'eaux du site Kronospan était lié à l'incendie de l'important stockage de bois. Vu que le site de Bettembourg ne dispose pas d'un tel stockage, le risque se présente différemment. Néanmoins, tous les dispositifs de sécurité appropriés devraient être installés en cas de construction d'une laiterie à Bettembourg. Un tel projet devrait par exemple prévoir une rétention des eaux usées en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration. Cette rétention devrait être dimensionnée de façon à garantir un arrêt contrôlé des installations sans rejet d'eaux non traitées vers le milieu naturel. La conception d'une retenue des eaux afin d'éviter une pollution accidentelle du cours d'eau serait analysée lors du traitement des demandes d'autorisation pour les sites industriels.

Notons qu'indépendamment de la réalisation ou non d'un projet de laiterie, la zone industrielle de Bettembourg dispose actuellement d'un bassin de rétention d'eaux d'extinction. Ce bassin figure parmi le groupe mentionné ci-dessus et fera également l'objet d'analyses sur les capacités de rétention et sur le bon fonctionnement des installations.

Question 1021 (05.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de carburants :**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer que suite à l'augmentation des accises sur les carburants à partir du 1er mai, les ventes de diesel ont chuté de l'ordre de 6,2 % au cours des mois de mai et juin.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment se sont développées les ventes de diesel au cours des six premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018.

- Comment ont évolué les ventes d'essence endéans la même période ?

Réponse (26.08.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, voici les chiffres pour les six premiers mois des années 2018 et 2019.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1022 (05.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **cannabis médicinal :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0524 iwwert de medezinnesche Cannabis huet den Här Minister matgedeelt:

„An der Ulafphas vum Cannabis médicinal Enn 2018 war et aus logistesche Grënn net méiglech, all Uelecher ze kréien. Dës Produite sinn awer elo an engem Marché public, dee viru Kuerzem publizéiert gouf, mat virgesinn, soudass ee kann dermat rechnen, dass am leschte Semester vun 2019 all dës Produiten och an de Spidolsapdikten ze kréie sinn."

Duerfir wéilt ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister stellen:

- Kann de Minister dës Informatiounen nach eng Kéier bestätegen, och virum Hannergrond vu Liwwerenkpäss bei medezinneschem Cannabis ënner Form vu Bléien? Bis wéini genee kënnen d'Patiente mat medezinneschem Cannabis ënner Form vun Uelecher rechnen?

- Bis wéini leeft de Moratoire un d'Adress vun den Dokteren, fir kee medezinnesche Cannabis un nei Patienten ze verschreiwen?

- Wéi eng Quotaen huet de Gesondheetsministère beim Import vu medezinneschem Cannabis ze respektéieren?

- Wéi eng Quantitéiten u medezinneschem Cannabis an ënner wéi enger Form (Bléien, Uelecher etc.) wäerten dem Appel d'offre vum Gesondheetsministère no bis Enn 2020 op Lëtzebuerg geliwwert ginn?

Réponse (30.08.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsminister erwaart d'Liwwerung vun de Cannabisbléie fir spéitstens Enn Summer 2019. D'Doktere kënnen nei Patienten unhuelen, soubal d'Bléien erëm disponibel sinn. Si kréie per Mail Bescheed gesot.

Fir den Traitement vun de Patienten, déi schonns medezinnesche Cannabis kréien, kënne weiderzefëieren, goufen effektiv d'Doktere gefrot, dës Patiente virzezéien an dofir nei Patienten ze limitéieren.

Well kee Fournisseur eng Offer fir Uelecher am Marché public eragereecht huet, wäert elo eng Commande innerhalb vun enger Procédure négociée gemaach ginn.

Zu de geneeë Quantitéiten u Bléien oder Uelecher, déi wäerte bis Enn 2020 bestallt ginn, kënne keng Aussoe gemaach ginn. Dofir gouf am Marché public eng minimal Quantitéit definéiert an net eng maximal.

Betreffend d'Deklaratioun vun de Quotae bei den internationalen Institutiounen ass d'Quantitéit am Juni 2019 gehéicht ginn, fir kënnen d'Quantitéiten, déi vu Lëtzebuerg importéiert dierfe ginn, unzepassen. Deemno huet den OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants) en neien Total vun 183 Kilogramm bis Enn 2019 akzeptéiert. Wann néideg kann Enn 2019 eng nei Augmentatioun vun de Quantitéite beim OICS ugefrot ginn.

Question 1029 (06.08.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **voitures électriques :**

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n° 0804 de l'honorable Député Monsieur Carlo Back concernant le nombre de voitures immatriculées en 2018 respectivement en 2019. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre informe que 549 voitures électriques ont été immatriculées au cours des six premiers mois de l'année 2019 contre 430 voitures en 2018.

- Sachant qu'en 2019 une aide financière de 5.000 euros a été introduite pour l'achat d'une voiture électrique et ce indépendamment du prix d'achat du véhicule, il serait intéressant de savoir quel genre de voitures électriques ont été immatriculées cette année : S'agit-il principalement de petites voitures citadines ou de voitures du segment haut de gamme ? Est-ce que le ministère dispose d'informations quant aux différents modèles / marques qui ont été immatriculés ?

- Selon une étude du centre de recherche allemand DLR (Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt), environ 80 % des conducteurs de véhicules électriques utilisent cette voiture comme deuxième véhicule et disposent donc à côté de leur véhicule électrique d'un véhicule à combustion. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose d'informations sur la situation au Luxembourg ?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En analysant la banque de données des véhicules immatriculés au Luxembourg, il s'avère que 21 modèles de voitures électriques neuves de 13 constructeurs différents ont été immatriculés dans ladite période de temps. Le détail sur l'ensemble des immatriculations est indiqué dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À l'égard de l'utilisation des voitures électriques en tant que deuxième véhicule par les propriétaires, il est impossible d'examiner cette supposition avec les données enregistrées dans la banque de données nationale, comme les véhicules ne sont pas nécessairement immatriculés au même nom d'une personne physique ou au nom d'une autre personne physique habitant dans le même ménage. Notamment si un véhicule est immatriculé par une personne morale ou si le véhicule est mis à disposition par un contrat de leasing, aucun lien n'est possible avec des données disponibles.

Question 1030 (06.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **maladie de Lyme :**

La maladie de Lyme, causée par des morsures de tiques (Bëschzecken), est une maladie insidieuse pouvant avoir des conséquences graves, dont la borréliose. Elle reste malheureusement souvent sous-diagnostiquée.

Le Ministère de la Santé a mis l'accent sur la prévention de cette maladie et a ainsi publié une brochure de sensibilisation à l'adresse du grand public.

- Comme d'autre part un traitement efficace est tributaire d'un dépistage précoce, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si, à l'instar de la France, la Direction de la santé a procédé à l'élaboration de recommandations de bonnes pratiques à l'adresse des médecins pour la détection et la prise en charge de ces pathologies.

- Comme la maladie de Lyme doit être déclarée obligatoirement, j'aimerais savoir combien de cas ont été signalés au cours de cette année.

Réponse (05.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

La maladie de Lyme, encore appelée borréliose, est due à une bactérie transmise par morsure de tique. C'est une maladie infectieuse qui est relativement commune au Luxembourg.

La Direction de la santé n'a pas dans ses missions l'élaboration de recommandations de bonnes pratiques de diagnostic et de traitement à l'adresse de médecins. Ce rôle est dévolu au Conseil scientifique du domaine de la santé. Ce conseil a été instauré suite à votre initiative en tant que Ministre de la Santé en 2005 et la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé lui a conféré une base légale dans le code de la sécurité sociale. Son cadre d'activités a été fixé dans le règlement grand-ducal du 26 octobre 2011.

Le Conseil scientifique du domaine de la santé ne s'est pas encore exprimé sur le diagnostic ou le traitement de la maladie de Lyme. Il convient cependant de préciser que le Conseil scientifique met à disposition de tout médecin qui le souhaite une inscription gratuite à la base de données DynaMed Plus qui contient également des recommandations de bonnes pratiques relatives à la maladie de Lyme.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies au 1er janvier 2019, la Direction de la santé a reçu 14 déclarations de maladie de Lyme, dont 13 cas d'érythème migrant chronique et un cas d'atteinte neurologique. Il faut préciser que le diagnostic de maladie de Lyme ne peut jamais être établi sur la seule base d'un test d'analyse de biologie médicale isolé mais qu'il requiert un tableau clinique compatible. Pour cette raison, la déclaration de cette maladie doit être faite par le médecin traitant qui a examiné le patient, et - en accord avec la pratique dans la majorité des autres pays européens - les cas de maladies de Lyme soumis à déclaration se limitent à l'érythème migrant chronique et aux formes neurologiques.

Question 1031 (06.08.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **déforestation systématique de la forêt amazonienne :**

La frontière agricole brésilienne risque d'avancer à nouveau au détriment de la forêt amazonienne, la plus grande forêt tropicale de la planète, dont la déforestation a déjà atteint un pic en 2018. Au premier semestre de 2019, la déforestation de l'Amazonie se trouve également - selon les données satellite du « National Institute for Space Research » (INPE) du Brésil - en hausse de 88 % par rapport à l'an dernier. Malgré tout, le Président du Brésil Jair Bolsonaro vient de limoger le directeur de l'INPE Ricardo Galvão pour avoir révélé précisément ces chiffres. Les monocultures (l'élevage, le soja, etc.) sont en effet souvent encouragées par le Gouvernement Bolsonaro au détriment de petites entreprises familiales.

Le tout dans le contexte d'un modèle tourné vers l'exportation et impliquant la déforestation massive de l'Amazonie, mais aussi de la savane du Cerrado, couvrant plus de 20 % du territoire du Brésil et abritant 5 % de la biodiversité mondiale. Le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui sera bientôt publié, soulignera également - selon la presse internationale - l'importance d'une bonne gestion des terres pour stabiliser le climat. Ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui : « Le Gouvernement brésilien ne fait absolument rien pour s'assurer du respect des engagements de l'accord de Paris », note Carlos Ritti, directeur de l'Observatoire brésilien du climat.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre partagent-ils les préoccupations de la communauté internationale face à la déforestation accélérée en Amazonie et au Cerrado ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils nous informer sur l'existence d'un dialogue bilatéral en la matière avec les autorités brésiliennes via l'Ambassade du Luxembourg à Brasilia ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils nous dire comment ils entendent agir aux niveaux européen et international pour limiter les dégâts de la déforestation en Amazonie et au Cerrado pour le climat mondial ?

Réponse commune (06.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois partage les préoccupations exprimées par la communauté internationale concernant la déforestation accélérée, corroborée notamment par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui, en date du 8 août, a présenté son rapport auquel font référence les honorables Députés.

Dans son second chapitre, ledit rapport soulève la question de la déforestation au Brésil, notamment au Cerrado, pour souligner que la déforestation accélère le réchauffement des terres, alors que la culture de la canne à sucre ne permet pas de compenser l'impact de la perte de la végétation naturelle. S'y ajoute la profonde préoccupation du Gouvernement luxembourgeois relative aux incendies qui ravagent l'Amazonie en ce moment-même, et dont la déforestation demeure la cause principale. La préservation de la forêt amazonienne, qui constitue l'un des principaux poumons de notre planète, est un élément tout à fait essentiel dans la lutte contre le changement climatique.

ad 2) L'Ambassade du Luxembourg à Brasilia soulève ces préoccupations dans ses rencontres diplomatiques avec les autorités brésiliennes, y compris au plus haut niveau. Via des microprojets, l'ambassade appuie les populations indigènes, leurs terres et les forêts en Amazonie. Le Gouvernement soutient également des ONG luxembourgeoises qui appuient les peuples indigènes et les défenseurs des droits de l'homme en Amazonie.

En mai dernier, le Premier Ministre, Ministre d'État Xavier Bettel et le Ministre des Finances Pierre Gramegna ont reçu le chef indigène brésilien Raoni Metuktire, pour discuter notamment de la déforestation de l'Amazonie. Dans le cadre de cette visite, et en concertation avec la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable Carole Dieschbourg il a été décidé d'accorder un soutien financier à travers le Fonds climat et énergie pour la réhabilitation du périmètre de la Grande réserve du Xingu en Amazonie.

Le Luxembourg promeut en outre les initiatives de la place financière en matière de finance durable, notamment au travers des obligations vertes (Green Bonds), tant au niveau fédéral qu'auprès des gouvernements et des administrations des différents États fédérés de l'Amazonie. Ainsi, l'ambassade à Brasilia organise régulièrement des séminaires et activités sur la finance verte.

ad 3) Comme annoncé dans le communiqué publié par le Ministère des Affaires étrangères

et européennes le 24 août dernier, il sera proposé au Conseil de Gouvernement de geler la décision relative à la signature de l'accord UE-Mercosur, tant que le Brésil ne se prépare pas à respecter les obligations qu'il a contractées au titre de l'Accord de Paris et dans le cadre des négociations avec l'Union européenne. L'accord négocié´ avec le Mercosur contient un chapitre consacré au développement durable, avec notamment des engagements spécifiques en matière de protection de l'environnement et du changement climatique, y inclus l'obligation de ratifier et de mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le changement climatique. Ce chapitre contient également des engagements relatifs à la gestion durable des forêts, qui prévoient l'inclusion des communautés locales et indigènes dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement durable en produits forestiers. Le Gouvernement luxembourgeois compte s'engager au niveau européen pour trouver les moyens adéquats permettant d'endiguer les effets néfastes des industries agro-alimentaires et forestières, qui sont à l'origine de la perte de surface de la forêt amazonienne. L'engagement du Gouvernement pour une interdiction de l'importation des légumineuses OGM s'inscrit également dans cette logique. Le Luxembourg accorde une grande importance à ce que les politiques sectorielles nationales et européennes soient cohérentes et sans ambiguïtés, lorsqu'il s'agit du respect des droits humains et de la responsabilité environnementale par les entreprises transnationales ou nationales.

Le Luxembourg soutient également la mise en œuvre de la communication publiée en avril 2019, relative à la vision d'un partenariat bi-régional plus fort et modernisé entre l'UE, d'une part, et l'Amérique latine et les Caraïbes de l'autre. Ce nouveau partenariat vise entre autres à améliorer la résilience des partenaires de cette région au changement climatique, à promouvoir l'économie verte, notamment en collaborant au développement d'une gestion durable et responsable des ressources naturelles, y compris des matières premières.

Le Gouvernement accorde une importance particulière à la protection des forêts et des peuples autochtones au niveau européen et international. C'est ainsi que les critères d'attribution du Fonds climat et énergie prévoient que 20 % des moyens à disposition pour le financement climatique international soient affectés à des activités de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Le Gouvernement a également mis en place le « Forestry and Climate Change Fund », qui vise les projets de gestion durable des forêts en Amérique latine. Le Fonds vert pour le climat, dont le Luxembourg fait partie et est le premier contributeur par tête d'habitant, a approuvé en juillet 2019 un projet visant la reforestation dans l'Amazonie au Brésil, à hauteur de 96,5 millions de dollars américains.

Le Gouvernement a conclu un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) s'élevant à 2,5 millions d'euros, afin d'encourager les investissements privés dans les projets de reforestation REDD+. Ce projet est financé par le Fonds climat et énergie et vise entre autres les projets en Amazonie au Brésil.

Dans le cadre de la récente revue de la stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun (FDC), le Gouvernement s'est engagé pour le respect de l'Accord de Paris sur le climat et les 17 Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, en sus des critères d'investissement socialement responsables.

Dans le cadre de la CCNUCC, le Gouvernement soutient la « Local Communities and Indigenous Peoples Platform », une plateforme d'échange d'expériences des communautés locales et des peuples autochtones du monde entier.

Question 1032 (07.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **lutte contre la violence :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0859 schreift den Här Premierminister dëst zum Thema vun där sougenannter „Orange Week“: „Dozou sief gesot, datt déi Manifestatioun, ëm déi et hei geet, nämlech d'„Orange Week“, keng politesch Manifestatioun ass, mä eng Manifestatioun, déi zum Zil huet, op Gewalt géint Fraen hinzeweisen, e grave Phenomeen, dee leider ëmmer nach besteet, hei am Land wéi och weltwäit. Déi Manifestatioun fält domat net an den Domän vun der Politik, mä baséiert op universelle Mënscherechter an elementarer Mënschlechkeet, där hire Respekt an den Ae vun der Regierung sollt zum gesellschaftleche Konsens gehéieren.“ Dozou wollt ech dem Här Statsminister an der Madamm Ministesch fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Ass et an den Ae vun der Regierung eng politesch Astellung respektiv e politesche Choix, wann am Kontext vun der Gewaltpräventioun, zum Beispill duerch eng staatlech subventionéiert Sensibiliséierungscampagne, op eng Kategorie vun Affer higewise gëtt, iwwerdeems aner Affer - där hir Zuel och ganz héich ass - einfach ignoréiert ginn?

2. Missten déiselwecht „universell Mënscherechter an elementar Mënschlechkeet“ net fir all d'Affer vu Gewalt gëllen? Oder gëllen déi héich Begréffer an den Ae vun der Regierung nëmme fir eng Kategorie vun Affer?

3. Ass den Här Premierminister sech bewosst, datt no offizielle Statistiken iwwer 30 Prozent vun den Affer vun haislecher Gewalt männlech sinn?

4. Ass den Här Premierminister der Meenung, datt grad bei männlechen Affer vu Gewalt d'Gefor vun enger grousser Donkelziffer besteet? Dat, well Männer sech schwéier dinn, als Affer ëm Hëllef ze froen, a well d'männlech Affer aktuell an der Gesellschaft, an de Medien an och an der Politik dacks doutgeschwige ginn?

5. Wat huet d'Regierung zënter 2013 gemaach, fir Gewalt géint Fraen ze bekämpfen?

6. Wéi ënnerstëtzt d'Regierung d'„Orange Week“?

7. Wéi vill Plazen a Foyere gëtt et hei am Land fir Fraen an Nout?

8. Wat huet d'Regierung zënter 2013 gemaach, fir Gewalt géint Männer ze bekämpfen?

9. Wéi vill Plazen a Foyere gëtt et hei am Land fir Männer an Nout?

10. Wéi eng Campagne mécht d'Regierung, fir Gewalt géint Männer, zum Beispill Gewalt doheem, ze thematiséieren, a wéi vill Geld gëtt an esou Campagnen investéiert?

11. Wéi vill staatlech Subventiounen, Subsiden, an esou virun, kruten an de Joren 2013-2019 pro Joer de Conseil national des femmes an den CID Fraen an Gender, inklusiv Loyeren, Personalkäschten, Verwaltungsausgaben, Aktivitéiten, Campagnen an Acquisitiounen, an all aner Depensen, déi de Stat an iergendenger Manéier matfinanzéiert huet?

Réponse commune (06.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. De Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer (an der Suite MEGA) gesäit fir säi Kompetenzberäich vun der haislecher Gewalt Fraen a Männer, Meedercher a Jongen als gläich un. Dëst bezitt sech souwuel op d'Affer wéi och op d'Auteure vu Gewalt. Dës geschlechtsneutral Approche gëtt och vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence a senge Joresrapporten ënnerstrach. D'Zuele vu weiblechen a männlechen Affer an Auteure ginn an dësem Rapport gläichermoossen duergeluecht. De Rapport ass deemno e wichtegt Dokument, wou kloer ervirgeet, datt et bei béide Geschlechter Affer an Täter ginn.

Lëtzebuerg huet mam Gesetz vum 18. Juli 2018 déi sougenannten Istanbulkonventioun géint Gewalt u Fraen an zur haislecher Gewalt ratifizéiert. Den Europarot encouragéiert d'Memberlänner ausdrécklech, de Jongen an de Männer deeselwechte Schutz zoukommen ze loossen. Dëst ass fir Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet, well eis Legislatioun - besonnesch am Beräich vun haislecher Gewalt - geschlechtsneutral[25] ass. D'Ausso, datt d'Regierung eng bestëmmt Kategorie vun Affer avantagéiert, ass deemno net richteg.

De MEGA finanzéiert verschidden Associatiounen an Netregierungsorganisatiounen am Kader vun hiren Aktivitéite fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer. De Beräich vun der Gewalt ass en traditionellt Thema vun den nationalen an internationale Gläichstellungsbeméiungen, e Sujet, deen och vu Fraerechtsorganisatiounen opgegraff gëtt, fir sech un international Campagnen drunzehänken. D'Regierung huet hir Aschätzung iwwert d'Natur vun der „Orange Week“ an hirer Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0859 duerchgeluecht. D'„Orange Week“ inspiréiert sech um Projet „UNiTE“ vun UN Women, a gëtt dëst Joer fir d'drëtte Kéier vum Nationale Fraerot organiséiert. D'Gewalt u Fraen ass nach ëmmer eng Realitéit, bei eis wéi och am internationale Kontext. Deemno ënnerstëtzt de MEGA och esou Campagnen, well se derzou bäidroen, op Gewalt géint Fraen a Meedercher hinzeweisen.

[25] https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/the-convention-in-brief#{«11642301»:[0]}

Bis elo ass keng Associatioun oder Netregierungsorganisatioun, déi sech spezifesch ëm d'Rechter fir Männer an Nout këmmert, un d'Regierung oder un de MEGA erugetrueden, fir eng Campagne ze lancéiren, déi sech spezifesch dem Thema Männer a Jongen als Affer vu Gewalt unhélt. De MEGA ass awer oppen, fir zesumme mat enger entspriechender ONG eng Campagne zu deem Sujet ze lancéieren.

ad 2. Déi an der parlamentarescher Fro N° 0859 ugeschwaten universell Mënscherechter a Wäerter vun elementarer Mënschlechkeet applizéiere sech op all d'Affer vu Gewalt.

ad 3. De Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence hält am Joresrapport fir 2018 fest, datt mer bei de polizeilechen Interventiounen am Kader vun haislecher Gewalt en Taux vun 33,9 % Männer hunn, déi Affer sinn, an 66,1 % Fraen. Wat d'Expulsiounen ubelaangt, esou waren 13,2 % vun allen Affer Männer. De Rapport gouf an der Sëtzung vum Regierungsrot vum 5. Juli 2019 vun der Ministesch fir Gläichstellung fir Fraen a Männer presentéiert an aktéiert. An der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun gouf de Rapport ausféierlech den 18. Juli 2019 presentéiert an diskutéiert.

ad 4. Donkelziffere sinn an der Regel schwéier anzeschätzen, well d'Affer am Verbuergene bleiwen, an deemno loosse sech Aussoen dozou ganz schwéier maachen. Den Aspekt vun der Donkelziffer ass der Regierung awer duerchaus bewosst. Iwwer Gewalterfahrungen ze schwätzen, sech ze manifestéieren, wann een Hëllef brauch, ass keen einfache Schrëtt. Haislech Gewalt ass nach ëmmer en Thema, wou et gëllt, Hemmschwellen ofzebauen, fir datt sech Affer - Fraen a Männer - zu Wuert mellen.

De MEGA huet an de leschte Joren awer ëmmer drop higewisen, datt och Männer kënnen Affer si vun haislecher Gewalt an datt och si bei verschiddene Berodungstellen, wéi zum Beispill dem „InfoMann“, kënne gehollef kréien. Grad dëse Service ass aus der Noutwendegkeet eraus an d'Liewe geruff ginn, fir och Männer, déi sech an Noutsituatioune befannen - dorënner och haislech Gewalt - eng Ulafplaz ze bidden, wou se professionell Ënnerstëtzung an Hëllef kréien.

Ëmsou méi wichteg si Projeten, déi sech virun allem dem Ofbau vu geschlechtsspezifesche Stereotyppe verschriwwen hunn, an déi och am Beräich vun der haislecher Gewalt en Afloss hunn. An deem Kontext sief op de Fuerschungsprojet zum Thema Geschlechterstereotyppe vun der Uni Lëtzebuerg higewisen, deen als Zielsetzung huet, fir geschlechtsspezifesch Prejugéen an normativ Virstellungen ze analyséieren an ze hannerfroen.[26]

ad 5. Säit 2013 huet de MEGA virun allem e Schwéierpunkt gesat op verschidde Gesetzesreformen, Etüden, Konferenzen a Sensibiliséierungscampagnen am Beräich vun der haislecher Gewalt, déi béid Geschlechter viséieren.

Gesetzesreformen:

Mam Gesetz vum 30. Juli 2013 ass d'Gesetz iwwer haislech Gewalt verbessert ginn, andeems ënner anerem de familiäre Kader fir d'Schutzmoossnamen erweidert, d'Dauer vun der Expulsioun vun zéng op 14 Deeg eropgesat, an den Auteur responsabiliséiert ginn ass, andeems d'Obligatioun, fir sech bei der Täterberodung „Riicht eraus“ ze mellen, elo gesetzlech virgeschriwwen ass. Doriwwer eraus ass mam Gesetz vum 20. Juli 2018 déi sougenannten Istanbulkonventioun vum Europarot fir de Kampf géint all Forme vu Gewalt u Fraen a Meedercher a géint haislech Gewalt an déi lëtzebuerger Legislatioun iwwerdroe ginn.[27] Wéi schon ervirgehuewen, applizéiert Lëtzebuerg dës Konventioun net nëmmen op Fraen a Meedercher, mä gläichermossen och op Jongen a Männer. Mat dësem Gesetz ass och d'Gesetz iwwer haislech Gewalt nach eng Kéier verbessert ginn, andeems d'Kanner (Meedercher a Jongen) besser geschützt ginn.

Etüden a Konferenzen:

Am Dezember 2013 gouf déi zweejäreg Etüd „Les causes de la violence domestique au Luxembourg“[28] lancéiert, déi vum Luxembourg Institute of Health (LIH) ëmgesat gouf an déi de 5. März 2015 am Kader vun enger grousser internationaler Konferenz der Effentlechkeet virgestallt gouf. D'Zilsetzung vun dëser grousser Etüd war et, ëmfaassend d'Ursaache vun haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg ze analyséiren, andeems souwuel d'Perspektiv vun den Affer an den Auteure wéi och de betraffene Beruffsgruppen (Police, Magistratur, Sozialaarbechter) ageholl gouf. Och dës Etüd huet de Phenomeen vun der haislecher Gewalt geschlechtsneutral behandelt.

D'Ofschlossetüd huet zéng Recommandatiounen ausformuléiert, déi ënner anerem d'Verbesserung vum Afferschutz an d'Aféierung vun der sougenannter Afferambulanz[29] mat sech gezunn hunn.

Campagnen:

2012 huet de MEGA d'Campagne gestart „La violence domestique nuit à toute la famille“, fir drop hinzeweisen, datt haislech Gewalt déi ganz Famill betrëfft a gläichermoosse Fraen a Männer, Meedercher a Jongen matabezitt. D'Campagne ass déi Joren drop nei editéiert ginn, andeems d'Informatiounen an aacht Sproochen iwwersat an adaptéiert goufen, fir och déi nëtlëtzebuergesch Communautéite besser ze erreechen.

Parallell dozou huet 2013 den deemolege Chancegläichheetsministère an Zesummenaarbecht mat der portugieseschsproocheger Communautéit de Projet vum interaktiven Theater lancéiert. Dëst Konzept setzt op déi aktiv Participatioun vum Public, fir opgrond vu fiktive gespillte Konflikt- a Gewaltsituatioune selwer anzegräifen. Dës Theatervirféierungen haten e grousse Succès a verschiddene Gemengen uechter d'Land. Et ass geplangt, fir dëse Projet erëm nei opzeleeën an de kommende Méint mat der Perspektiv, fir och nach aner Communautéiten ze erreechen.

Eng méi rezent Campagne betrëfft d'Ratifikatioun vun der Istanbulkonventioun, déi iwwer all d'Dimensioune vu Gewalt informéiert, mat den entspriechende Gesetzesbestëmmungen a mat den Hëllefsoffere fir d'Affer. Opgrond vun der Tatsaach, datt Lëtzebuerg d'Konventioun net nëmmen op Fraen ausriicht, ass d'Campagne natierlech och op de Schutz vu Jongen a Männer ausgeriicht, déi Affer si vu Gewalt, wat och um Site www.convention-istanbul.lu ervirgehuewe gëtt.[30]

Doriwwer eraus versicht de MEGA, all d'Initiativen ze ënnerstëtzen, déi sech dem Kampf géint Gewalt an haislech Gewalt verschriwwen hunn. Dorënner fält ënner anerem och d'„Orange Week“, déi 2017 an 2018 organiséiert gouf. Déi nei Editioun ass fir November 2019 geplangt.

ad 6. De MEGA huet 2018 d'„Orange Week“ mat engem Montant vun 21.784,22 Euro ënnerstëtzt.

ad 7. Nofolgend eng Oplëschtung vun allen Ënnerbréngungsstrukturen a Berodungszenteren, mat deenen de MEGA am Kader vum Kampf géint Gewalt konventionnéiert ass.

Ënnerbréngungsstrukture fir Fraen, Meedercher a Frae mat Kanner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Berodungszentere fir Fraen, Meedercher a Frae mat Kanner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Berodungszentere fir Fraen a Männer, Meedercher a Jongen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Berodungszenteren an Ënnerbréngungsstrukture fir Männer mat oder ouni Kanner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 8. De MEGA weist nach eng Kéier drop hin, datt all Moossnam géint haislech Gewalt, sief

[26] http://mega.public.lu/fr/espace-presse/dossiers-presse/2015/etude-violence-domestique/Etude-Violence-domestique---Version-integrale-23_2_2015.pdf

[27] http://convention-istanbul.lu/

[28] http://mega.public.lu/fr/espace-presse/dossiers-presse/2015/etude-violence-domestique/Etude-Violence-domestique---Version-integrale-23_2_2015.pdf

[29] http://mega.public.lu/fr/actualites/2018/07/umedo/LNS0002_de_pliant_FR.pdf

[30] « Si la Convention s'attache tout particulièrement à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, elle reconnaît explicitement que la violence domestique et d'autres violences font aussi des victimes masculines. Voilà pourquoi, la convention encourage les États à appliquer le texte aussi aux victimes masculines. Du fait que sa législation est généralement neutre en terme de genre, l'approche du Luxembourg consiste à appliquer la convention aux deux sexes. » (http://convention-istanbul.lu/convention/)

et um gesetzleche wéi och um sozialpolitesche Plang, sech souwuel u Fraen a Meedercher riicht wéi och u Männer a Jongen. De MEGA huet doriwwer eraus ëmmer schonn drop higewisen, datt och Männer a Jonge kënnen Affer si vun haislecher Gewalt. Dëst am Kader vun der Konferenz „Mensch Mann" am November 2011, wou op dës Tatsaach mat Nodrock higewise gouf. D'Schafung vum „InfoMann" am Joer 2012 ass aus der Noutwendegkeet resultéiert, fir ënner anerem och männlechen Affer vun haislecher Gewalt kënnen eng Berodung ze bidden, fir iwwer hir Nout ze schwätzen a gehollef ze kréien. Am Oktober 2016 huet de Ministère déi 3. International Konferenz iwwert d'Thema Männer a Gläichstellung e Workshop organiséiert mat nationalen an internationalen Experten iwwert de Sujet vun der Gesondheet vu Männer a Jongen, wou och iwwert de Sujet Männer a Jongen als Affer vu Gewalt geschwat gouf. De MEGA wëllt dësen Aspekt an de kommende Joren nach méi an de Vierdergrond stellen, ënner anerem och am Kader vun der „Orange Week", wou déi deelhuelend Organisatiounen encouragéiert ginn, fir och d'Gewalt u Jongen a Männer bei der Organisatioun vun hire Manifestatioune mat eranzehuelen.

ad 9. Den „InfoMann" stellt Wunnengen zur Verfügung fir Jongen a Männer a Nout, déi vum MEGA finanzéiert ginn. Et si momentan siwe Plazen an zwee Studioen an zwee Appartementer am Süde vum Land. Des Weidere stellt de Service „Riicht eraus" fir Täterberodung vum Roude Kräiz zwee Appartementer am Süde mat engem Total vu fënnef Plazen zur Verfügung am Kader vum Programm HOLD (Hommes logés en dignité). Dës Plaze riichte sech prioritär u männlech Auteure vun haislecher Gewalt, awer och u männlech Affer vun haislecher Gewalt. Och dëse Programm gëtt vum MEGA finanzéiert. Des Weidere stellen d'Fondation Maison de la porte ouverte (Ettelbréck mat fënnef Plazen) an d'Caritas (Weste vum Land mat eelef Plazen) zwee Foyeren zur Verfügung, wou männlech Affer vu Mënschenhandel kënnen ënnerbruecht ginn.

ad 10. D'Campagnen, déi de MEGA am Kader vum Kampf géint Gewalt ëmgesat huet, besonnesch déi haislech Gewalt, waren a sinn och an Zukunft net spezifesch op ee Geschlecht ausgeriicht. Déi Campagnen, déi de Ministère an de leschte Joren an Eegeregie organiséiert huet, waren „La violence nuit à toute la famille", mat engem Budget vun 80.937,70 Euro, an d'Campagne zur Istanbulkonventioun mat engem finanziellen Ëmfang vun 99.483,46 Euro.

ad 11. D'Depensë fir den Nationale Fraerot a fir den CID Fraen an Gender belafe sech folgendermoossen:

Nationale Fraerot:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

CID Fraen an Gender:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1033 (07.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **fonctions de la Grande-Duchesse :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 0859 vum 4. Juli 2019 schreift den Här Statsminister: „Et sief an deem Kontext op d'Äntwert vun der Regierung op déi parlamentaresch Ufro Nr. 0151 vum 4. Januar 2019 verwisen: [...] De Statsminister erënnert drun, datt laut Artikel 4 vun der Verfassung d'Persoun vum Groussherzog „inviolable" ass. Déi Inviolabilitéit implizéiert déi komplett Irresponsabilitéit vum Statschef, souwuel strofrechtlech wéi och politesch. D'Akte vum Statschef sinn deemno souwuel par essence wéi en droit onpolitesch [...]" Dëst ass sécher interessant, mä et seet näischt iwwert de Statut vun der Groussherzogin aus.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Statsminister der Meenung, datt och d'Persoun vun der Groussherzogin „inviolable" an „par essence [...] onpolitesch" wär? Wa jo, opgrond vu wéi enge legalen Dispositiounen? Wann neen, wéi ass d'Verantwortung fir politesch Aussoen oder Aktivitéite vun HKA der Groussherzogin geregelt? Muss Si selwer d'Verantwortung droen oder gëtt et hei eng ministeriell Verantwortung? Wann dat zweet de Fall wär, no wéi enge Modalitéite wär déi da geregelt?

2. Beréit d'Regierung HKA d'Groussherzogin an dem Sënn, datt Hir Aussoen an Aktivitéiten, fir net an dee politeschen Domän eranzegeroden, sollen apolitesch sinn?

3. Ass d'Regierung d'accord, ze soen, datt an enger Demokratie all Mënsch d'Recht huet, sech selwer eng Meenung ze maachen, wat „politesch" oder „net politesch" ass, zum Beispill och zum Thema vun enger „Orange Week"? Oder mengt d'Regierung, datt si d'Recht huet, de Bierger virzeschreiwen, wat als „politesch" oder net ze betruechten ass?

4. Ass den Här Premierminister der Meenung, datt de Respekt vun de Mënscherechter kee politeschen Thema ass, wéi een aus senger Äntwert kéint erausliesen?

5. Ass den Här Premierminister weider der Meenung, datt eng Manifestatioun, déi iwwer en Drëttel vu Gewaltaffer opgrond vun hirem Geschlecht ausklamert a sech ausschliisslech op Gewalt géint Frae konzentréiert, dem Usproch vun der Universalitéit vun de Mënscherechter gerecht gëtt?

Réponse (06.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen zum Statut an zur Roll vun der Groussherzogin wéi och zur Manifestatioun „Orange Week" an dem Respekt vun de Mënscherechter.

ad 1. D'Persoun vun der Groussherzogin ass net „inviolabel". D'Verfassung gesäit dëse Statut just fir de Statschef vir. Dem honorabelen Deputéierte seng parlamentaresch Fro N° 0859 an der Regierung hir Äntwert dorop hu sech net op eng eventuell Inviolabilitéit bezunn, mä op d'Fro, ob de Conjoint vum Statschef kann Aktivitéiten nogoen, déi e politesche Charakter hunn. Zu där Fro widderhëlt d'Regierung hir Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0859: „Et ergëtt sech awer aus dem Gewunnechtsrecht (coutume), datt de Conjoint vum Statschef sech net politesch engagéiert. Vu datt den Titel vun der Groussherzogin laut dem Dekret vun 2012 un dee vum Groussherzog gebonnen ass, ergëtt sech dëst och als logesch Konsequenz aus der verfassungsrechtlecher Situatioun vum Groussherzog." De Conjoint vum Statschef huet also net deen nämlechte Statut wéi de Statschef, mä well den Titel vun der Groussherzogin un dee vun hirem Mann gebonnen ass, deen e spezielle Statut huet, ergi sech doraus awer Konsequenze fir hir Persoun, an zwar d'Applikatioun vun deem genannte Gewunnechtsrecht.

Weider widderhëlt d'Regierung, datt de Statut vum Conjoint vum Statschef net iwwert den Décret grand-ducal du 18 juin 2012 portant coordination du Statut de famille du 5 mai 1907 eraus geregelt ass, weder an der Verfassung nach op gesetzlecher Basis. Dat bedeit, datt et keng ministeriell Verantwortung fir d'Aktivitéite vun der Groussherzogin gëtt.

ad 2. Vu datt et keng ministeriell Verantwortung fir d'Aktivitéite vun der Groussherzogin gëtt, muss d'Groussherzogin d'Regierung och net am Virfeld consultéieren.

ad 3. Natierlech huet zu Lëtzebuerg all Bierger d'Recht, sech eng eege Meenung zu all Thema ze maachen. Parlamentaresch Froe ginn der Regierung d'Geleeënheet, hir Positioun zu engem Sujet duerzeleeën. Am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 0859 huet d'Regierung hir Aschätzung vun der Manifestatioun „Orange Week" zum Ausdrock bruecht.

ad 4. D'Mënscherechter sinn an éischter Linn, wéi hiren Numm et seet: Rechter. Also Rechter, déi all Mënsch huet, doduerch, datt et e Mënsch ass. Se sinn ënner anerem verankert an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter vun der UNO, an der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter an am Traité iwwert d'Europäesch Unioun, deen op d'Charte des droits fondamentaux vun der Unioun verweist, déi déi nämlecht Valeur wéi déi europäesch Traitéen huet. Et sinn domat aklobar Rechter vun all Mënsch, du moins an der Europäescher Unioun an an de Memberstate vum Europarot.

Et ass onëmstridden, datt de Schutz an d'Promotioun vun de Mënscherechter, wéi vun all anerem Recht oder Sujet, Deel vun engem politesche Prozess kënne sinn.

D'Regierung huet hir Aschätzung iwwert d'Natur vun der „Orange Week" an hirer Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0859 duergeluecht.

ad 5. D'Mënscherechter sinn universell, dat heescht, se gëlle fir all Mënsch. De Fait, fir Gewalt géint Fraen ze thematiséieren, ass an den Ae vun der Regierung absolutt am Aklang mat där Maximm. Et ass net esou, datt, well een e Problem uschwätzt, deen en Deel - a kee klengen - vun der Mënschheet concernéiert, een dofir deen aneren Deel automatesch diskriminéiert. Eppes fir de Schutz vun de Frae géint Gewalt ze maache bedeit net per se, de Schutz vun de Männer ze vernoléissegen. Dat ass keen Null-Zomme-Spill, wéi den honorabelen Deputéierten et hei suggeréiert. Wann all Aktioun, déi sech fir de Schutz vu just engem Deel vun der Bevëlkerung asetzt, contraire wier zur Universalitéit vun de Mënscherechter, dierft ee sech - zum Beispill - och net fir de Schutz vu Männer asetzen.

Question 1034 (07.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **conséquences de la sécheresse pour les arbres :**

Par les temps qui courent, on s'aperçoit très facilement que maints arbres souffrent de la sécheresse alarmante. Une partie d'entre eux, gravement affaiblis, meurent suite à l'invasion de parasites ou encore en raison de vents forts qui les déracinent.

D'ailleurs, les orages font tout particulièrement souffrir les arbres fruitiers. À remarquer aussi que nombre d'arbres plantés le long de nos routes périssent, en particulier les jeunes arbres (p. ex. entre Büderscheid et le lieu-dit « Um Schuman » près de Wiltz) faute de terre arable appropriée qui leur aurait permis de se développer dans de bonnes conditions.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre peut-elle préciser quelles sont les catégories d'arbres qui sont le plus touchés par la sécheresse et ses répercussions ?

2) L'Administration de la nature et des forêts est-elle déjà en mesure de dresser un bilan intérimaire en la matière ?

3) Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut-il fournir des explications concernant la situation des arbres fruitiers et des espaliers ?

4) Madame la Ministre peut-elle informer, le cas échéant, sur les conclusions tirées par ses services en vue de renaturer les forêts concernées dans les meilleurs délais et par des programmes adéquats ?

5) Quelles sont les espèces d'arbres qui résistent au mieux au changement climatique qui s'annonce dans nos contrées ?

Réponse commune (24.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les conditions climatiques exceptionnelles, températures élevées et sécheresse, ainsi que les chablis de l'hiver 2018-2019 ont perturbé et mis à mal tous nos peuplements forestiers. Les premiers signes de stress se sont déjà fait remarquer en été 2018. À la fin de l'été 2018, les peuplements d'épicéas attaqués par le bostryche se sont multipliés. De manière générale, il est à noter que les signes de stress et de dépérissement sont observés surtout chez les espèces d'arbres hors station (épicéas < 400 m d'altitude) et chez les arbres des peuplements qui se trouvent en station défavorable, comme par exemple les stations sur des pentes exposées au sud ou les stations présentant une faible réserve d'eau (crêtes, sols peu profonds…). De plus, les jeunes peuplements, récemment plantés et qui n'ont pas encore établi leur système racinaire, souffrent davantage.

ad 2) Depuis le début des années 80, les phénomènes de dépérissement sont observés annuellement dans le cadre de l'inventaire phytosanitaire national. De mi-juillet à mi-août, des experts de l'Administration de la nature et des forêts analysent 1.248 arbres afin de déterminer le degré de perte de feuillage des arbres et de documenter la présence de parasites tels qu'insectes et champignons. Ces relevés réguliers permettent de détecter des changements et d'évaluer les risques. Les données des relevés de 2019 sont en train d'être analysées et les résultats vont être présentés dans les mois à venir. Mais d'ores et déjà aujourd'hui, on peut constater que la situation vient de s'aggraver par rapport aux années précédentes.

ad 3) Comme toute la végétation, les arbres fruitiers sont affectés par la sécheresse et les températures élevées. Pour les arbres à haute tige de nos vergers traditionnels et bien entretenus, de telles périodes ne sont en général pas fatales. Un stress hydrique prolongé peut néanmoins provoquer une chute prématurée des feuilles ou des fruits, comme on a pu l'observer cet été.

Par contre, les arbres nouvellement plantés dont le système racinaire n'est pas encore assez développé peuvent mourir en l'espace d'un été s'ils ne sont pas arrosés. De même, les vieux arbres et les arbres non entretenus succombent plus facilement à la sécheresse.

La plupart des vergers commerciaux plantés d'arbres à basse tige bénéficient d'un système d'irrigation qui empêche le dépérissement des arbres et permet de limiter les pertes de récolte. En outre, ces plantations sont souvent équipées de filets paragrêle qui protègent les fruits non seulement contre la grêle mais aussi contre les brûlures solaires.

L'arrosage est encore important pour les arbres en espalier, souvent établis sur des porte-greffes peu vigoureux et cultivés le long de murs.

Une des conséquences attendues du changement climatique est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des périodes de grande chaleur. L'évapotranspiration des plantes s'accroît et les réserves en eau du sol risquent d'être plus rapidement épuisées. Parmi les arbres fruitiers couramment cultivés dans nos régions, ce sont probablement les cerisiers qui supportent le mieux la sécheresse. Les noyers, les cognassiers et les poiriers sont en général aussi plus résistants à un manque d'eau que les pommiers. Parmi les variétés d'une même espèce, certaines supportent mieux ce stress que d'autres. Le choix d'un porte-greffe plus vigoureux se recommande pour les emplacements où l'approvisionnement en eau risque d'être limitant. De plus en plus la texture du sol, l'exposition et l'altitude sont des facteurs à prendre en compte pour l'installation de cultures fruitières.

ad 4) Après les tempêtes de 1990, l'Administration de la nature et des forêts a commencé à procéder à une conversion et une restructuration des peuplements forestiers soumis au régime forestier. Cette stratégie d'établir à long terme des peuplements forestiers plus proche de la nature a été figée dans la circulaire ministérielle du 3 juin 1999 concernant les lignes directrices d'une sylviculture proche de la nature. L'objectif principal est de convertir les peuplements purs en peuplements mixtes tout en veillant à recourir à des essences parfaitement adaptées à la station.

Compte tenu du rôle de plus en plus important attribué au respect de l'aptitude stationnelle en sylviculture, le Gouvernement a décidé de développer les efforts de sensibilisation et de vulgarisation et de mettre à la disposition des propriétaires forestiers privés un outil d'aide à la décision pour établir de manière facile et conviviale un diagnostic sur l'adéquation essence-station. Pour cette raison, le Service des forêts de l'Administration de la nature et des forêts, en collaboration avec les universités de Louvain-la-Neuve et de Gembloux, a initié en 2018 un projet d'aptitude stationnelle intitulé « fichier écologique des essences » afin de pouvoir proposer aux gestionnaires forestiers un choix d'essences adaptées à la station via le Géoportail national à partir de 2020.

En ce qui concerne le renouvellement des peuplements d'épicéas scolytés, l'Administration de la nature et des forêts est en train d'élaborer des concepts de reforestation en insistant sur l'importance de l'utilisation d'un matériel forestier de reproduction reconnu et adapté à la station. Reste à noter que chaque projet de reforestation est particulier et doit être avisé en fonction de ses conditions stationnelles propres.

ad 5) L'adaptation des forêts au réchauffement climatique est une des considérations prises en compte dans le projet de fichier écologique des essences mentionné ci-avant. L'outil d'aide à la décision prévu par ce projet va dresser une liste des espèces mieux adaptées aux changements climatiques et permettra aux gestionnaires via la considération de critères déterminés de prendre en compte le risque lié au choix d'une espèce donnée.

De façon générale, il est recommandé d'opérer un choix des essences forestières adaptées à la station et pour une essence donnée de choisir les provenances capables de survivre avec une faible réserve d'eau en été. Une liste des provenances recommandables est disponible sur le site Internet du ministère (https://environnement.public.lu/fr/natur/forets/Les_mesures_de_gestion/provenances_recommandables.html). Cette liste contient une indication spécifique d'aptitude au changement climatique.

Par ailleurs, la diversification des essences est un autre facteur clé dans l'adaptation de nos forêts au changement climatique. Elle permet

non seulement la répartition des risques, mais également le développement de synergies et d'avantages physiologiques mutuels liés au principe du mélange des essences.

Question 1035 (07.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **saisie de rémunérations de pensions :**

Suivant la législation en vigueur (loi modifiée du 11 novembre 1970 et règlement grand-ducal du 9 janvier 1979) en matière de cession et de saisie des rémunérations de travail, ainsi que de pensions et de rentes, les saisies-arrêts ne peuvent être pratiquées au motif d'une autorisation du juge de paix.

Or selon mes informations, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) pratiquerait des retenues au profit de créanciers sur les montants dus aux bénéficiaires dans le cadre de l'assurance vieillesse, sans autorisation préalable du juge de paix. Étant donné que des bénéficiaires peuvent être confrontés à plusieurs saisies-arrêts, leur situation financière peut dans certains cas devenir extrêmement précaire.

En effet, selon la législation en vigueur il revient au juge de paix d'établir les montants à saisir en tenant compte de la situation financière globale du débiteur qui peut être impactée par d'autres créances. Pour calculer ce montant, il ne tient pas uniquement compte de la situation financière globale d'un débiteur et d'autres créances éventuelles, mais garantit également que les parties non saisissables du revenu d'un débiteur restent intouchées.

En l'absence d'une saisie-arrêt prononcée par le juge de paix, la CNAP ne serait donc pas en droit de procéder à des retenues sur les rémunérations de pension versées aux bénéficiaires de l'assurance vieillesse.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et de la Justice :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que la CNAP pratique des retenues d'une partie du montant de l'assurance vieillesse sur simple notification d'un créancier et sans autorisation du juge de paix ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de bénéficiaires de l'assurance vieillesse qui sont actuellement concernés par de telles retenues ?

3) Dans l'affirmative, quelle serait selon Messieurs les Ministres la base légale de telles retenues ? La CNAP s'assure-t-elle dans de tels cas de l'honorabilité du créancier et du bien-fondé de la créance avant de procéder à la retenue ?

4) Dans l'affirmative encore, le débiteur en cause est-il informé en détail sur l'origine d'une retenue pratiquée par la CNAP, et cela au moyen des documents dûment signés qui se trouvent à la base de cette retenue ?

5) Les montants ainsi retenus sont-ils mis en suspens en attendant l'information du juge de paix de la saisie-arrêt ou sont-ils directement versés au créancier ?

Réponse (28.08.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Conformément à la législation en vigueur, la CNAP ne procède, en matière de saisie-arrêt spéciale, à des retenues sur les prestations dues à ses assurés qu'après avoir reçu notification de l'autorisation de saisir-arrêter sollicitée par le saisissant auprès du juge de paix compétent.

Une telle autorisation n'est pas prévue en matière de cession spéciale étant donné que celle-ci repose sur l'accord préalable du cédant d'accorder une garantie au cessionnaire. La CNAP procède ainsi à des retenues après avoir reçu notification de la cession spéciale.

ad 2) Actuellement, 990 bénéficiaires de prestations de la CNAP sont concernés par des retenues effectuées sur base d'une cession spéciale.

ad 3) Il s'agit de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies de rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 1979 concernant la procédure des saisies-arrêts et cessions sur les rémunérations de travail et les pensions et rentes.

L'examen de l'honorabilité du créancier et le contrôle du bien-fondé de la créance ne sont pas de la compétence de la CNAP qui agit en tant que tiers-cédé.

ad 4) En matière de cession spéciale, la CNAP informe le cédant sur l'origine de la retenue par communication de l'identité du créancier et, le cas échéant, de l'identité du bénéficiaire de la cession, par communication des références de la cession spéciale, du montant de la créance et de la date de sa notification.

ad 5) En matière de saisie-arrêt spéciale, le montant saisissable est retenu par la CNAP dans la limite du montant figurant dans l'autorisation de saisir-arrêter. Le versement du montant retenu au saisissant n'intervient qu'après notification à la CNAP du jugement de validation.

En matière de cession spéciale, le montant cessible est directement versé au créancier, sauf en cas de contestation et saisine du juge de paix par le cédant.

Question 1040 (08.08.2019) de **MM. Marc Lies** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Froen Nr. 1009 an Nr. 1013 iwwert de soziale Wunnengsbau mécht d'Madamm Ministesch fir Wunnengsbau dach erstaunlech Aussoen.

Si verweist ënner anerem drop, dass de Ministère seng staatlech Hëllefe misst konform setze mat der Decisioun 2012/21/UE vun der Europäescher Kommissioun vum 20. Dezember 2011 iwwer staatlech Bäihëllefen als Kompensatioun fir ëffentlech Déngschtleeschtungen, déi vu verschiddenen Entreprisen erbruecht ginn.

Weider heescht et, dass eng méi laang Lafzäit vun de Konventiounen et erlabe wäert, datt déi eventuell Sozialbegleedung vun de Locatairen, iwwert de Wee vun engem sozial engagéierten „Bailleur social", finanzéierbar bleift. Virun allem géif awer séchergestallt ginn, datt dës Wunnengen iwwer mindestens 40 Joer ënnerhale ginn an domadder och d'Bausubstanz vu gudder Qualitéit bleift.

Mir wéilten duerfir gär folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Wunnengsbau stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch säit hirem Amtsuntrëtt Konventioune mat privaten Akteuren ënnerschriwwe mat enger Lafzäit vun 20 Joer?

- Wa jo, kann d'Madamm Ministesch eis eng Lëscht vun deene Konventioune ginn?

- Kann d'Madamm Ministesch eis erklären, firwat dës Akteuren anescht behandelt goufe wéi zum Beispill de Kierchefong?

- Ënner wéi enge Konditioune verlounen dës Akteuren dës subventionéiert Wunnengen?

- Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, dass dës Konventioune konform mam EU-Recht sinn?

2. Säit wéini ass dem Ministère bekannt, dass schonn ënnerschriwwe Konventioune mam EU-Recht kéinte kollidéieren?

- Wéi eng Konventioune sinn dovunner betraff?

- Gedenkt d'Ministesch, dës Konventiounen nei ze verhandelen?

- Besteet net de Risiko, dass déi betraffen Akteuren illegal staatlech Bäihëllefen dem Stat mussen zréckbezuelen?

- Wie géif, der Madamm Ministesch no, de Suivi social iwwer 40 Joer maachen am Fall vun der Locatioun vu Logementer, déi vum Kierchefong oder vun anere privaten Akteure gebaut ginn?

Réponse (05.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

D'Regierung steet zu hiren Engagementer an ënnerstëtzt weiderhin de Bau vu soziale Wunnenge vun net ëffentleche Promoteuren.

Ech wëll fir d'Éischt den éierewäerten Deputéierten nach eng Kéier versécheren, datt vum Ministère all Akteur, dee sech am soziale Wunnengsbau engagéiert, no de jeeweileg geltende Regelen d'selwecht behandelt gëtt.

Et gëtt, opgrond vum 79er Gesetz, ënnerschiddlech Typpe vu Promoteure mat ënnerschiddleche Konditiounen, wat den Taux vum Subsid ugeet an d'Héicht vum Loyer, dee gefrot dierf ginn. Ech erlabe mir, déi éierewäerten Deputéiert fir méi Detailer dozou op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1041 ze verweisen.

Wat d'Verlängerung vun der Dauer vun der Konventioun ugeet, gëtt et zwou Saachen ze bemierken:

1. Zënter Juni 2019 kréien all d'Akteure fir hir Projete Konventioune proposéiert mat enger Lafzäit vu 40 Joer. Fir weider Detailer dozou verweisen ech op déi respektiv Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nrn. 1009, 1013 an 1041.

2. De Ministère ännert awer net réckwierkend d'Lafzäit vun de Konventiounen, wann déi schonns virum Juni 2019 mat enger Lafzäit vun 20 Joer proposéiert goufen, och wann dës Konventiounen eréischt nom Juni 2019 vun der Ministesch ënnerschriwwe ginn.

Des Weideren erlaben ech mer, mat folgenden Elementer op d'Fro ze äntwerten:

A. Den techneschen Oflaf vun der Signatur vun de Konventiounen

Den Oflaf vun der Signatur vun de Konventiounen ass folgenden: no der Instruktioun vun der Demande proposéiert de Ministère eng Konventioun mat de Konditiounen, notamment iwwert d'Héicht vun der Hëllef an iwwert d'Lafzäit an de Calcul vum Subsid. Wann dës Propos vum Promoteur akzeptéiert gëtt, schéckt de Ministère per Post déi definitiv Konventioun un de Promoteur fir Ënnerschréft.

Wann d'Konventioun vum Promoteur ënnerschriwwen zréckkënnt, muss fir d'Éischt de Contrôle financier den Engagement validéieren, an dat ënnert der Bedingung, datt d'Suen am Budget disponibel sinn. Wann de Budget net disponibel ass, muss eng Erhéijung vum Budget bei der IGF ugefrot ginn. Eréischt wann de Contrôle financier den Accord ginn huet, fir de Betrag vun enger Konventioun ze engagéieren, kann d'Konventioun vun der Ministesch ënnerschriwwe ginn.

Dëst erkläert och ënnerschiddlech Delaien tëscht dem Moment, wou eng Konventioun vum Promoteur ënnerschriwwe gëtt, an dem Moment, wou se da vun der Ministesch ënnerschriwwe gëtt. Fir déi Projeten, déi tëscht November 2018 a Mee 2019 sollten engagéiert ginn, war den Delai, fir kënnen iwwert den néidege Budget ze disposéieren, besonnesch grouss opgrond notamment vum Splitting vum Budget 2019. Dës Projete konnten dorobberhin eréischt ab Juni 2019 engagéiert ginn.

De Ministère erhéicht net nodréiglech d'Lafzäit fir déi definitiv Konventiounen, déi de Promoteuren zougestallt goufen ouni hiren Accord, och wann dës nach net vum Minister ënnerschriwwe goufen.

Et goufen zënter Dezember 2018 zwou Konventioune vun der Ministesch ënnerschriwwe mat privatrechtleche Gesellschaften, dës fir Studenten- respektiv Jugendwunnengen.

Bei dëse Projete gouf et keng Subventioun fir den Apport vum Terrain an den Taux vum Subsid läit wäit ënnert de 75 %, déi üüblech si fir Konventioune vu Promoteuren am soziale Wunnengsbau, déi ënnert den Artikel 30ter vum 79er Gesetz falen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et goufen zënter Dezember 2018 och véier Konventioune mat Organisatiounen ënnerschriwwen, déi ënnert den Artikel 30ter vum 79er Gesetz falen[31]. An dëse Fäll läit den Taux de subventionnement bei 75 %. Bei dëse Projete gouf och de Kaf vum respektiven Terrain mat subventionéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ausserdeem goufen tëscht Dezember 2018 a Juni 2019 siwe Konventioune mat ëffentleche Promoteuren ënnerschriwwen, jeeweils mat enger Lafzäit vun 20 Joer.

B. Ënnerschiddlech Loyeren, well ënnerschiddlech Reglementer

Privat Promoteuren, siefen dat déi, déi am Artikel 30ter vum 79er Gesetz definéiert sinn, oder déi, déi ënnert dem Artikel 8 vum groussherzogleche Reglement vum 21. Dezember 2018 virgesi sinn, musse sech net un dat groussherzoglecht Reglement vun 1998 halen a si fräi de Loyer festzeleeën, insofern se sech un d'Dispositioun vum Gesetz halen, no där all Surplus muss an de Logement reinvestéiert ginn, respektiv un d'EU-Regel vun der Decisioun vun 2011. Déi gesäit vir, datt « le montant de la compensation [lire : la subvention de l'État] ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public [lire : la location des logements à des conditions abordables], y compris un bénéfice raisonnable » (Art. 5, Par. 1).

No juristescher Berodung gouf d'Conventiontype am Laf vun dësem Joer vum Ministère iwwerschafft. Den aktuelle Konventiounsprojet proposéiert zënter Juni, datt se sech am Kader vun der Decisioun vun der Kommissioun vun 2011 bezüglech de Statshëllefe situéiert[32]. Dëst erméiglecht et der Regierung derfir ze suergen, datt d'Emsetzung vun der Konventioun EU-konform ass.

C. D'Konformitéit vun den Hëllefe mat EU-Recht

Spéitstens säit der anonymmer Plainte, déi géint Lëtzebuerg bei der Kommissioun am Joer 2010 gemaach gouf[33] an op déi den deemolege Logementsminister mat engem ausféierleche Bréif vum 17. Februar 2011 Stellung geholl huet, ass bekannt, datt d'Hëllefen, déi de Lëtzebuerger Stat am Beräich Wunnengsbau op Grond vum Gesetz vun 1979 gëtt - egal u wéi een Akteur -, ënnert déi europäesch Regele vu Statshëllefe falen.

D'Regierung vun 2013-2018 huet dorobber eng éischt Reform vum Gesetz vun 1979 op den Instanzewee geschéckt, fir de Fonds du logement konform ze setze mat EU-Regelen. De Fonds du logement ënnerläit haut präzise Regelen, fir sécherzestellen, datt den „Service d'intérêt économique général", fir deen hien am Beräich Logement eng Statshëllef kritt, konform ass mat den EU-Regelen.

Am Moment ass de Ministère, wéi gesot, um Wee, fir d'Konventioune mat allen anere Promoteuren och konform ze setzen. Iwwert dee Wee wëll d'Regierung net nëmmen EU-Konformitéit erreechen, mä och sécherstellen,

- datt déi mat 75 % subventionéiert Wunnenge méiglechst laang zu abordabele Loyere kënne verlount ginn,

- datt den „accompagnement locatif" iwwert déi Period assuréiert ass, an

- datt d'Kompensatioun vun de privaten Akteuren net de Plafong iwwersteigt, deen d'EU-Decisioun vun 2011 festgeluecht huet.

Et wäerte keng staatlech Hëllefe mussen zréckbezuelt ginn. Awer d'Regierung muss sécherstellen, datt den „bénéfice économique" vum Promoteur „raisonnable" ass, esou wéi d'Decisioun vun 2011 dat virgesäit. Dofir analyséiert de Ministère den Ament dës juristesch an ekonomesch Aspekter, fir kënnen ze präziséieren, wéi dëse Benefiss gerechent muss ginn.

Am Fall, wou den effektive Benefiss vun engem Promoteur fir ee spezifesche Projet dës Limitte géing iwwersteigen, muss de Surplus kompenséiert ginn, ewéi dat iwwregens och schonn am Gesetz vun 1979 fir all Typ vu Promoteur virgesinn ass. Well d'Decisioun vun 2011 awer en „bénéfice économique raisonnable" virgesäit, kann dat net dozou féieren, datt e Projet onrentabel géif ginn an domadder a Fro gestallt wier.

D. D'Gestion locative sociale vun de subventionéierte Wunnengen iwwer 40 Joer sécherstellen

All Locatiounswunneng, déi mat staatlecher Hëllef gebaut gëtt, muss jo duerno och geréiert ginn. Bis elo war et an der Regel esou, datt déi associativ Promoteuren an d'Stëftungen entspriechend dem Artikel 30ter vum 79er Gesetz sech nëmme Wunnenge subventionéiere gelooss hunn, déi se gebraucht hunn, fir deene Léit eng Wunneng kënnen ze ginn, déi se iwwer hir Sozialstrukturen och scho begleet hunn. Bei de Projeten, déi de Kierchefong bis elo eragereecht huet, war dat net esou virgesinn. De Kierchefong verlount déi Wunnengen an der Regel un Offices sociaux oder un aner Veräiner, déi dann déi sozial Begleedung sécherstellen.

Vergläichbar ass dëst och de Fall bei Studentewunnengen, wou d'Uni Lëtzebuerg sech ëm d'Gestioun vun de Studentewunnenge këmmert, déi vum Ministère subventionéiert goufen. Och eng Rei Gemengen, déi subventionéiert Locatiounswunnenge bauen, sinn dorunner intresséiert, dës Wunnengen net selwer ze geréieren, mä dat vun engem Office social oder engem anere spezialiséierte Service maachen ze loossen.

Fir dëst och weider ze erméiglechen an ze promovéieren, denkt de Ministère - zesumme mat

[31] Il s'agit des organisations suivantes :

- les associations sans but lucratif et les fondations,

- les hospices civils et les offices sociaux,

- les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact,

- le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique et les communautés religieuses.

[32] Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

[33] Plainte CP 232/2008 - Grand-Duché de Luxembourg (Aide d'État, mesures en faveur de la création de logements sociaux)

den Akteure vum Terrain a mam Ministère de la Famille - driwwer no, fir nieft der Konventioun fir de Bau vun de Wunnengen och eng Konventioun fir e „Bailleur social“ ze schafen. D'Detailer vum Fonctionnement a vum Finanzement vun dëser Funktioun sinn amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Question 1043 (08.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **regroupement familial :**

Zënter dem Joer 2015 ass eng grouss Zuel vu Migranten an Europa komm, dovun och vill op Lëtzebuerg. Vill Leit hu jo d'Méiglechkeet, fir hir Familljen nokommen ze loossen, besonnesch dann, wa si de Statut als BPI kruten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Immigratiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn zënter 2015 vun der Méiglechkeet, hir Familljen nokommen ze loossen, Gebrauch gemaach? Wéi vill Familljemembere sinn zënter 2015 op Lëtzebuerg nokomm, opgedeelt no Nationalitéit, Geschlecht an Alter?

2. Ass et bis elo virkomm, datt e Mann huet kënne méi wéi eng Fra, mat där hien no lokalem Recht a sengem Hierkonftsstat bestuet ass, nokomme loossen? Huet de Lëtzebuerger Stat, zu iergendengem Zäitpunkt, en Akt gesat, deen, wann och nëmmen an engem Eenzelfall, kéint als eng Unerkennung vun der Polygamie interpretéiert ginn?

3. Am Fall, wou schonn eng oder méi polygam Familljen zu Lëtzebuerg sollte sinn, wat fir eng Ënnerstëtzung kréie si vum Stat? Ginn all d'Fraen ugesinn als legale Partner a gi si eenzel wéi e legale Partner ënnerstëtzt?

4. Wie kënnt fir d'Käschte vun der Familljenzesummeféierung op? Wann dat de Stat ass, wéi vill Suen huet de Stat zënter 2015 ausginn, fir eng Familljenzesummeféierung ze erméiglechen? Mat wéi enge Verkéiersmëttele koumen déi betraffe Familljememberen op Lëtzebuerg?

5. Ass et bis elo virkomm, datt e Mann huet kënnen eng mannerjäreg Fra/Meedchen, mat där hien no lokalem Recht a sengem Hierkonftsstat bestuet ass, nokomme loossen? Huet de Lëtzebuerger Stat, zu iergendengem Zäitpunkt, en Akt gesat, deen, wann och nëmmen an engem Eenzelfall, kéint als eng Unerkennung vun engem Bestietnes mat enger mannerjäreger Fra/Meedchen interpretéiert ginn?

6. Wéi gedenkt d'Regierung, am Fall, wou nach keng vun deenen zwou problematesche Situatiounen (Polygamie, Bestietnes mat Mannerjäregen) sech gestallt huet, dorop ze reagéieren, wann esou ee Fall géing antreffen?

Réponse (05.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Par rapport zu den Ufroe vun Drëttstaatler, fir Familljememberen op Lëtzebuerg nokommen ze loossen, si folgend Unzuel un Autorisations de séjour temporaire zënter 2015 accordéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi meescht vertrueden Nationalitéiten dorënner sinn Inder, Chineesen an Amerikaner. Ronn 64 % si Fraen a 36 % Männer.

ad 2. Den Immigratiounsminister verweist op seng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2155 vum 18. Juli 2016.

ad 3. All Persoun, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg ufreet, huet en Urecht op d'Conditions matérielles d'accueil, déi gesetzlech festgeluecht sinn. Fir den zweeten Deel vun der Fro verweist den Immigratiounsminister op seng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2155 vum 18. Juli 2016.

ad 4. D'Persoune musse selwer fir d'Käschte vun der Familljenzesummeféierung opkommen.

Den Ausseministère huet keng Informatiounen iwwert d'Transportmëttel, mat deene Persounen op Lëtzebuerg kommen.

ad 5. Am Fall vun engem Bestietnes mat engem Mannerjäregen, refuséiert den Ausseministère dës Demande op Basis vum Artikel 70 (2) vum Immigratiounsgesetz vun 2008.

ad 6. Den Immigratiounsminister verweist op d'Äntwerten op d'Froen 2 a 5.

Question 1045 (08.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **reproches faits à l'égard de l'agence Frontex :**

De sérieuses critiques ont été formulées récemment à l'adresse de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex pour avoir fermé les yeux sur des maltraitances dont ont été victimes des migrants. Selon plusieurs médias, dont entre autres le « Guardian » et la chaîne allemande ARD, elle aurait elle-même violé les droits de l'homme au cours d'expulsions. Toujours selon des recherches effectuées par des journalistes, Frontex aurait laissé des gardes-frontières en Bulgarie, en Hongrie et en Grèce traquer les demandeurs d'asile à l'aide de chiens, mais aussi utiliser des sprays au poivre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces accusations ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre à l'égard des faits reprochés à Frontex ?

3) Comment peut-on éviter de tels incidents à l'avenir ? Est-ce qu'un contrôle plus rigoureux du Parlement européen ne s'impose pas ?

4) Est-ce qu'il ne faut pas attribuer à Frontex un certain contrôle sur le comportement des polices aux frontières locales respectivement le pouvoir de mener des enquêtes sur le territoire de l'UE ?

5) De quelle manière le Luxembourg participe actuellement aux activités de Frontex ?

6) Comme il est prévu d'augmenter, selon la présidente désignée de la Commission européenne, d'ici l'an 2024 l'effectif de 1.500 à 10.000 agents, quel en sera l'impact pour notre pays ?

Réponse (06.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) + 2) Le Ministre se rallie au communiqué de l'agence Frontex du 7 août 2019 en rappelant que tout traitement inhumain et dégradant et toute violation de la Charte des droits fondamentaux sont à condamner. Il importe de souligner que l'agence Frontex et les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières sont tenues par la législation européenne en vigueur de mener à bien toutes leurs missions en respectant pleinement les droits fondamentaux.

À ce titre, le règlement 2016/1624 prévoit un mécanisme de traitement des plaintes et un bureau des droits fondamentaux qui doivent fonctionner de manière efficace. Les infractions pénales et les manquements disciplinaires sont poursuivis par les autorités compétentes des États membres.

ad 3) Selon le code de conduite de l'agence, tous les agents sont obligés de rapporter toute violation des droits fondamentaux à travers le mécanisme de signalement d'incidents graves. Un mécanisme de plainte est également en place pour toute personne directement touchée par les actions du personnel participant à une opération et qui estime que ces actions ont porté atteinte à ses droits fondamentaux. L'officier aux droits fondamentaux est en charge du traitement des plaintes reçues par l'agence et, le cas échéant, du suivi donné par l'agence ou l'État membre concerné.

Ces mécanismes seront davantage renforcés à l'avenir. En effet, afin de contrebalancer les missions et compétences élargies de l'agence, le nouveau règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, dont l'adoption est pressentie pour fin 2019, prévoit un renforcement conséquent du bureau et des missions de l'officier aux droits fondamentaux ainsi que des règles quant à son indépendance. Le texte prévoit également la mise en place de 40 contrôleurs de droits fondamentaux.

Frontex est responsable devant les institutions européennes. L'agence rend compte de ses activités au Parlement européen et au Conseil. Son directeur exécutif assiste régulièrement aux commissions du Parlement européen. La nouvelle refonte du règlement, dont l'adoption est prévue pour fin 2019, reconnaît par ailleurs le rôle des parlements nationaux, vu les responsabilités partagées entre l'agence et les autorités nationales au sein du corps européen de gardes-frontières et garde-côtes.

ad 4) L'agence ne dispose que d'un pouvoir de contrôle sur les agents déployés par Frontex. Elle n'a pas d'autorité sur les forces de l'ordre nationales des États membres. Ainsi, elle ne peut que suspendre un agent déployé par Frontex. De même, s'agissant d'une question de souveraineté nationale, elle n'a pas le pouvoir de mener des enquêtes dans les États membres de l'Union européenne.

Toutefois, les agents déployés par l'agence ont l'obligation de signaler toute violation commise par des agents sous responsabilité nationale. Les devoirs d'enquête qui en découle incombent aux autorités des États membres.

ad 5) En 2019, le Luxembourg a contribué à hauteur de douze agents pour une durée de deux mois aux missions Frontex Poseidon, deux agents pour une durée de trois mois aux missions Frontex Poseidon et un agent pour une durée de deux mois aux missions Frontex Indalo. En parallèle, le Grand-Duché a mis à disposition un hélicoptère avec équipage pour une durée de neuf mois.

ad 6) Le nouveau mandat de l'agence prévoit une augmentation progressive d'ici 2027 des ressources humaines, en particulier des détachements de longue durée. Les modalités de l'instauration du corps permanent de gardes-frontières et garde-côtes seront au cœur des prochaines discussions. Les besoins opérationnels annuels de l'agence feront l'objet d'un examen dans le cadre du conseil d'administration de l'agence et lors de négociations bilatérales entre l'agence et les États membres. Le Grand-Duché pourra ainsi assurer l'équilibre entre nos obligations de contribution aux effectifs de Frontex et nos besoins opérationnels nationaux.

Question urgente 1359 (18.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **manque de titulaires dans certaines matières :**

Selon nos informations, un certain nombre de classes scolaires se sont retrouvées dans certaines matières sans titulaire, alors que des chargés de cours étaient bien disponibles. Or, il s'avère que ces chargés de cours étaient en attente de la transmission de leur contrat de travail par le ministère.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Le ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, combien de classes et heures scolaires ont été concernées ?

- Quelles sont les raisons d'un tel délai de transmission des contrats de travail ?

- Combien de chargés de cours ont été concernés ?

- Cette situation est-elle déjà survenue lors des rentrées scolaires précédentes ?

- De quelle manière le ministre veut-il y remédier pour éviter un tel scénario à l'avenir ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les contrats à durée déterminée sont établis en vue du remplacement de titulaires absents pour cause de congés de maladie, de congés de maternité, etc., alors que les demandes d'engagement sont introduites par les directions des lycées concernés. Par la force des choses, les délais pour le traitement des demandes sont brefs.

En moyenne, la validation des demandes par mes services se fait dans l'intervalle de 48 heures. Les demandes doivent être accompagnées d'un certain nombre de documents à fournir par les postulants : certificat de visite médicale d'embauche, diplômes, etc. Les contrats nécessitent par ailleurs une autorisation de la part de la Commission d'économies et de rationalisation (CER).

À la rentrée 2019-2020, la durée moyenne de traitement des demandes par mes services était inférieure à quatre semaines. Les retards ont été principalement causés par l'absence des documents requis pour l'établissement des contrats.

12,5 équivalents temps plein (ETP) ont fait défaut à la rentrée, de sorte que 250 leçons environ sont restées en souffrance pendant deux à trois semaines selon les cas. Les lycées se sont efforcés de fournir aux élèves des devoirs d'un intérêt pédagogique.

À moyen terme, une autorisation de remplacement globale sera sollicitée auprès du Premier Ministre, Ministre d'État, autorisant le Service des ressources humaines à établir des contrats de remplacement sans qu'une autorisation d'engagement individuelle doive être sollicitée auprès de la CER pour chaque remplacement ; il en résultera un gain de temps considérable.

Question urgente 1392 (24.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **championnat du monde des jeunes karatékas au Chili:**

In Chile gibt es zurzeit heftige Unruhen. Chiles Präsident Sebastián Piñera hat eine Anhebung der Mindestrente und des Mindestlohns, niedrigere Medikamentenpreise, höhere Steuern für Spitzenverdiener und eine Senkung der Gehälter von Parlamentariern und Ministern angekündigt. Daraufhin kam es zu vermehrten Ausschreitungen.

Im Rahmen der Jugendweltmeisterschaft in Chile ist das Hotel der Delegation von den Straßenkämpfen erfasst worden. Nach den Vorfällen wird die 23-köpfige luxemburgische Delegation nicht mehr an der WM teilnehmen.

Aufgrund dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Außenminister und an den Herrn Sportminister stellen:

1. Welche Maßnahmen werden ergriffen, um die Delegation sicher wieder zurück nach Luxemburg zu bekommen?

2. Für wann ist die Heimreise der Delegation geplant?

3. Steht das Außenministerium in Kontakt mit anderen europäischen Kollegen, um die Heimreise zu koordinieren?

4. Stand der Verband FLAM aufgrund der politisch angespannten Situation in Chile schon vor der Abreise in Kontakt mit dem Außenministerium?

5. War die Schwere dieser Unruhen nicht schon früher voraussehbar?

6. Wer kommt für die Kosten für diese verfrühte Heimreise auf?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Das Außenministerium hat, nach dem Angriff auf das Hotel der luxemburgischen Delegation, in Zusammenarbeit mit dem luxemburgischen Honorarkonsul und der belgischen Botschaft in Santiago de Chile sowie mit den Verantwortlichen des Verbandes FLAM und der luxemburgischen Delegation die Überführung der Delegation in ein anderes Hotel sowie die Umbuchung der Flugtickets für den Rückflug nach Luxemburg organisiert und durchgeführt.

ad 2. Die Delegation ist am 25. Oktober nach Luxemburg zurückgekehrt.

ad 3. Das Außenministerium koordinierte die Heimreise zusammen mit dem luxemburgischen Honorarkonsul in Santiago de Chile und der belgischen Botschaft in Chile sowie mit den Verantwortlichen des Verbandes FLAM und der luxemburgischen Delegation.

ad 4. Es gab keinen Kontakt zwischen dem Außenministerium und dem Verband vor der Abreise nach Santiago de Chile.

ad 5. Nein.

ad 6. Eventuelle Mehrkosten für die verfrühte Heimreise werden vom Sportsministerium übernommen.

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

N°02
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 2 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Politique générale sur l'état de la nation - Débats p. 7
Sommaire des séances publiques nos 2 et 3 p. 39
Sommaire des questions parlementaires p. Q51
2e séance Mercredi 9 octobre 2019
3e séance Mercredi 9 octobre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite officielle au Monténégro



© Parlement du Monténégro

(de gauche à droite) M. Andrija Nikolić, Président de la Commission des Relations internationales et de l'Immigration du Monténégro, M. Claude Wiseler, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Alex Bodry, membre du Bureau de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Ivan Brajović, Président du Parlement du Monténégro, M. Andrija Popović, Député, membre du Groupe d'amitié Monténégro-Luxembourg, M. Genci Nimanbegu, Vice-Président du Parlement du Monténégro, M. Philippe Donckel, Ambassadeur du Luxembourg auprès du Monténégro

« Nous sommes vos amis et nous vous soutiendrons sur la voie de l'intégration européenne. » C'est en essence le message du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à ses interlocuteurs monténégrins lors des différents échanges de vues dans le cadre d'une visite parlementaire au Monténégro.

Le Président de la Chambre des Députés et sa délégation composée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler et M. Alex Bodry y furent reçus sur invitation de M. Ivan Brajović, Président du Parlement monténégrin. Ils ont notamment rencontré M. Milo Đukanović, Président du Monténégro, et M. Srdan Darmanović, Ministre des Affaires étrangères.

Les échanges de vues avec ces acteurs de premier plan du pays de 622.000 habitants ont très largement porté sur le processus d'intégration européenne du Monténégro et des pays des Balkans en général. Les Monténégrins, qui placent beaucoup d'espoirs dans une éventuelle adhésion à l'Union européenne, estiment qu'ils ont fourni les efforts nécessaires pour la poursuite du processus.

Pour M. Fernand Etgen, dont c'était la première visite officielle en tant que Président de la Chambre des Députés, le message du Luxembourg et des membres de cette délégation était clair : « Le Luxembourg est un ami du Monténégro et soutient son adhésion à l'UE », tout en demandant au partenaire monténégrin ce que le Luxembourg peut faire pour promouvoir sa candidature.

« Consolidation et élargissement ne sont pas mutuellement exclusifs »

M. Ivan Brajović a tout d'abord souhaité revenir sur la reconnaissance éprouvée par le Monténégro pour le Luxembourg du fait de son soutien à sa volonté d'adhésion à l'UE. Pour lui, le Luxembourg est un des vrais amis du Monténégro et les deux pays partagent des valeurs humaines et politiques.

Le Luxembourg représente selon lui une aspiration pour beaucoup de pays, grand nombre de Monténégrins ayant d'ailleurs choisi le Luxembourg pour s'y installer. Cette diaspora monténégrine forme la deuxième population la plus importante au Luxembourg parmi les pays ne faisant pas partie de l'UE.

M. Ivan Brajović s'est dit déçu du message envoyé par Bruxelles et le Conseil européen à la Macédoine du Nord et à l'Albanie qui se sont vu refuser l'ouverture de négociations d'adhésion. Il a également regretté qu'aucun nouveau chapitre n'ait été ouvert depuis automne 2018 en ce qui concerne l'adhésion du Monténégro. La région des Balkans de l'Ouest, dit-il, a besoin du processus d'intégration, notamment pour assurer sa stabilité géopolitique à l'avenir.

Le Président du Parlement du Monténégro affirma comprendre le raisonnement politique et les craintes de dirigeants européens comme le Président français Emmanuel Macron, notamment suite au Brexit et à la vue de la montée de partis europhobes, mais dit ne pas pouvoir l'accepter. Quant à la crainte de voir le Monténégro importer au sein de l'Europe des problèmes régionaux des Balkans, le Président du Parlement monténégrin ne la jugea pas fondée, puisque le Monténégro maintient selon lui de bonnes relations avec ses voisins et serait au contraire un facteur de stabilité dans la région.

En ce qui concerne la politique interne du Monténégro, M. Ivan Brajović a maintenu que le pays s'engageait à continuer à améliorer son processus électoral et souligné que l'OSCE a émis peu de critiques à son égard dans ce contexte. La situation est actuellement complexe car les parlementaires de l'opposition monténégrine boycottent le travail parlementaire et menacent de ne pas participer aux élections.

À la question de M. Fernand Etgen qui a demandé comment le Luxembourg pouvait soutenir le Monténégro dans sa démarche, M. Ivan Brajović a répondu que le Luxembourg pouvait œuvrer à remettre le processus d'élargissement au centre du débat européen et aider à convaincre les pays qui doutent au sein de l'UE. Pour lui, le Monténégro n'est pas parfait, mais les problèmes d'État de droit et de corruption sont présents dans tous les pays et ne disqualifient pas le Monténégro. Enfin, pour M. Ivan Brajović, une stabilité à long terme dans les Balkans de l'Ouest ne sera possible que si tous les pays de la région rejoignent à terme l'UE.

« Le Monténégro ne cherche pas uniquement à profiter des fonds européens »

Après la réunion au Parlement du Monténégro, la délégation luxembourgeoise s'est rendue à la Villa Gorica où ses membres ont rencontré successivement le Ministre des Affaires étrangères, M. Srdan Darmanović, et le Président du Monténégro, M. Milo Đukanović.

Selon M. Milo Đukanović, les Européens doivent surmonter leurs réticences, issues selon lui d'expériences difficiles lors de l'intégration de la Bulgarie et de la Croatie.

Le plus important serait la stabilité régionale qui passerait nécessairement par l'intégration européenne. Ce ne seraient pas les fonds européens qui motivent la volonté d'intégration du Monténégro, mais bien le souhait de rendre les Balkans plus européens. « Nous voulons ramener les Balkans de l'Ouest dans la maison européenne. Nous pensons que l'Europe est notre maison commune et que nous devons contribuer à sa stabilité et à sa compétitivité », a déclaré M. le Président Đukanović. Les rejets récents ne prennent selon lui pas en compte ces dimensions stratégiques.

Pour M. Milo Đukanović, le rejet de l'ouverture des négociations avec la Macédoine du Nord représente un danger réel : le Gouvernement de Macédoine du Nord a accepté de faire des sacrifices, notamment en changeant le nom du pays, et n'a pas été récompensé de ses efforts. Il risque maintenant de perdre les élections. Selon M. Milo Đukanović, ces développements peuvent notamment favoriser les efforts de la Russie qui chercherait à installer des gouvernements pro-russes dans les Balkans et à « nuire aux valeurs européennes ».

Le Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, M. Srdan Darmanović, a quant à lui souligné que le Monténégro « n'a pas de second plan ». Pour lui, le pays joue cartes sur table et n'a pas de stratégie alternative au processus d'intégration européenne.

Les parlementaires luxembourgeois ont partagé son analyse selon laquelle l'alignement de la politique étrangère du Monténégro sur celle de l'UE, son adoption de l'euro et son adhésion à l'OTAN donnent de bonnes cartes au pays en vue de son intégration et rendront celle-ci plus facile à défendre.

100 JOER
#WIELEWATMIRSINN
ALLGEMENGT WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

Où ?
Musée national d'histoire et d'art (MNHA) au Marché-aux-Poissons à Luxembourg-Ville.
Quand ?
Du 27 septembre 2019 au 6 septembre 2020.
Heures d'ouverture :
Mardi-dimanche 10-18 h, jeudi 10-20 h, lundi fermé.
L'entrée est gratuite.
Programme actualisé sous :
www.wielewatmirsinn.lu

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Sommet européen des Présidentes et des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe

La participation des femmes en politique

« Il faut poursuivre la lutte pour l'égalité de la participation des femmes » : tel était l'appel du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors du sommet européen des Présidentes et des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe, qui a eu lieu à Strasbourg les 24 et 25 octobre 2019.

« Il y a 100 ans, presque jour pour jour, le 26 octobre 1919, que se sont tenues les premières élections au suffrage universel direct au Luxembourg et que le Grand-Duché a figuré parmi les premiers pays à introduire le droit de vote des femmes », a précisé M. Etgen à l'adresse de ses homologues réunis à Strasbourg. Le Président de la Chambre a néanmoins regretté qu'en 2019, le Parlement luxembourgeois soit « encore loin de la parité avec seulement 17 femmes élues sur un total de 60 députés ».

Au cours de son discours axé sur la participation des femmes en politique et le rôle des parlements nationaux dans la lutte contre la montée du harcèlement, M. Fernand Etgen a exhorté les parlements nationaux à faire face au phénomène du discours haineux en ligne.

Pour lutter de manière plus efficace contre ce phénomène à l'encontre des femmes politiques, le Luxembourg favorise des solutions européennes, à l'instar du code de conduite de la Commission européenne visant à combattre le discours de haine en ligne.

Finalement, M. Fernand Etgen a souligné l'importance des campagnes de sensibilisation, notamment dans les écoles et lycées.

Dans le cadre du centenaire de l'introduction du suffrage universel, la Chambre des Députés, en collaboration avec le Théâtre national du Luxembourg, a programmé une pièce de théâtre mettant en scène les principaux débats ayant mené à l'introduction du suffrage universel.

« Par ces moyens, la Chambre lutte de manière offensive pour promouvoir le rôle des femmes en politique et étouffer le discours haineux contre les femmes politiques », a conclu le Président de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son allocution

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'UE

Promouvoir une croissance durable dans l'Union européenne



M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et M. Sven Clement ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'UE qui se tenait les 30 septembre et 1er octobre 2019 à Helsinki pour y aborder les thèmes liés à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire de l'UE.

Dans le cadre du volet parlementaire de la présidence finlandaise de l'UE, cette réunion, qui a rassemblé plus de 100 députés des États membres et du Parlement européen, a permis de discuter les questions liées à la macroéconomie et à la réglementation, ainsi que les leviers d'une croissance économique durable en Europe. Au-delà de l'examen du mécanisme européen de stabilité, il a également été question de la création d'emplois et de l'augmentation de la croissance en Europe.

L'attente générale des participants vis-à-vis de la nouvelle Commission consistait dans le renforcement de la dimension sociale et de la formation professionnelle.

Parmi les intervenants figuraient M. Klaus Regling, directeur général du mécanisme européen de stabilité, M. Fabrice Murtin de l'OCDE et M. Olli Rehn, gouverneur de la Banque de Finlande. Mme Katri Kulmuni, Ministre de l'Économie, M. Jyrki Katainen, Vice-Président de la Commission européenne, et Mme Margarida Marques, Vice-Présidente du Comité budgétaire du Parlement européen, ont pour leur part évoqué la place des investissements publics et privés dans l'UE, alors que M. Antero Vartia, fondateur de la fondation Compensate, M. Mika Anttonen, directeur de l'entreprise St1, et M. Jouni Keronen, directeur général de l'organisation Climate Leadership Coalition, ont réfléchi au soutien aux innovations centrées sur le développement durable.

Dans le cadre des échanges avec ces acteurs, les parlementaires de l'UE ont notamment insisté sur l'importance de maintenir la place de l'Europe dans la compétition internationale et d'assurer une croissance durable, tout en mettant l'accent sur la problématique de l'adéquation entre croissance et salaires.

Lors de la conférence, M. Alex Bodry a pour sa part mené un plaidoyer pour un changement de politique en faisant du combat des inégalités et de la lutte contre le changement climatique de véritables priorités.

« Il faut mettre les considérations sociales et écologiques au centre même de nos politiques budgétaires. Les indicateurs du bien-être des gens méritent mieux que d'être simplement utilisés comme critères d'évaluation ex post. Ils doivent déterminer nos choix politiques », a-t-il affirmé.

(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Alex Bodry et M. Sven Clement à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE

70e anniversaire de l'OTAN : unité mise à l'épreuve

Relations tendues avec la Russie, abandon de l'accord sur le nucléaire iranien, avenir de la mission de l'OTAN dans un Afghanistan en proie aux dissensions, intervention turque en Syrie, tels ont été les sujets inscrits en tête de l'ordre du jour de la session annuelle que l'APOTAN a tenue à Londres du 11 au 14 octobre 2019.

Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, des ministres du pays hôte, des officiers supérieurs et une multitude d'experts se sont joints à plus de 300 parlementaires, parmi lesquels MM. Marc Angel, Eugène Berger, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement, qui ont pris part à la session pour réaffirmer les valeurs fondamentales de l'OTAN qui célèbre cette année son 70e anniversaire.

Les participants se sont concertés sur la réponse à opposer à la décision de la Russie de renoncer au traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) – l'un des piliers de la sécurité européenne – et sur la voie à suivre dans le domaine de la maîtrise des armements dès lors que ce traité appartient au passé.

Les membres ont scruté l'évolution des initiatives prises en faveur du retour à la paix en Ukraine.

La décision de l'Iran de revenir sur les engagements pris dans le cadre de l'accord international qui limite ses ambitions nucléaires figurait également à l'ordre du jour de la session, au moment où des divergences se font jour entre Alliés sur la manière de gérer les relations avec ce pays au vu, plus particulièrement, de la montée des tensions dans ses relations avec l'Arabie saoudite.

La menace du retour de Daech : source de préoccupations

À plusieurs reprises, M. Marc Angel ainsi que de nombreux autres membres de l'APOTAN se sont dits particulièrement préoccupés par la situation dans le nord-est de la Syrie, en évoquant notamment la crainte d'une crise humanitaire, le risque de propagation de l'instabilité au-delà des frontières syriennes et le danger d'un retour en force de Daech, surtout si ses combattants sont en mesure de s'évader de leurs lieux de détention dans la région.

En tant que trésorier de l'APOTAN, M. Marc Angel a également présenté les comptes de l'organisation lors de la session.

Intervenant devant l'Assemblée le dernier jour de la session, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a admis que la Turquie nourrissait « une inquiétude légitime pour sa sécurité », tout en attendant des autorités d'Ankara « qu'elles fassent montre de modération et coordonnent leur action avec d'autres Alliés, de manière que nous puissions conserver notre avantage sur notre ennemi commun, Daech ».

Lors de cette session, M. Sven Clement a partagé son expertise lors de débats sur le cyberespace et l'intelligence artificielle au sein de la Commission Sciences et Technologies, dont il a également été élu Vice-Président.

Pour sa part, M. Marc Angel a été ovationné pour les travaux accomplis en tant que membre de l'APOTAN depuis 2004, ainsi qu'en tant que trésorier et membre du Bureau de l'organisation depuis 2013, un mandat se terminant avec son passage prévu au Parlement européen.



(de gauche à droite) M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Angel et M. Sven Clement à la session annuelle de l'APOTAN

Visite officielle tchèque : « Un échange franc et ouvert »

« Nous avons besoin d'une Union européenne forte, unie et qui sait agir. » C'était le message principal du Premier Ministre tchèque, M. Andrej Babiš, aux députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ainsi qu'aux membres du Bureau à l'occasion de sa visite officielle à Luxembourg le 8 novembre 2019.

« L'Union européenne est confrontée à plusieurs problèmes qu'il faut affronter ensemble », a-t-il également relevé face aux députés luxembourgeois. M. Andrej Babiš a l'intention de présenter prochainement une série d'idées concrètes au nouveau Président du Conseil européen, M. Charles Michel. Selon le Premier Ministre tchèque, le rôle du Conseil européen, institution qui réunit les chefs de Gouvernement des États membres de l'Union européenne, doit être renforcé. D'après lui, le Conseil européen doit également avoir un poids plus important lors des négociations de traités commerciaux avec des pays tiers. De plus, il espère que les relations entre la nouvelle Commission européenne et les chefs de Gouvernement des États membres seront intensifiées.

Les députés ont partagé la conviction du Premier Ministre tchèque selon laquelle « l'Union européenne n'est pas le terrain de jeu des grands, mais qu'il faut également tenir compte des petits pays ». Par contre, une grande partie des députés luxembourgeois ont insisté sur l'importance de la solidarité entre les pays membres de l'Union européenne, surtout en ce qui concerne la répartition des réfugiés.

Une autre thématique abordée lors de l'échange de vues était le changement climatique. Le Premier Ministre tchèque a annoncé aux députés que son pays allait proposer un plan concret à Madrid lors de la 25e conférence sur le climat des Nations Unies (COP25). Plusieurs députés ont rappelé que cette COP est essentielle pour préparer la relève des engagements climatiques de chaque pays, surtout à l'heure où les États-Unis officialisent leur sortie de l'accord de Paris.

Finalement, les députés ont mis en évidence l'importance du dialogue continu entre les pays de l'Ouest et les pays de l'Est. À leur avis, le dialogue régulier est une occasion pour mieux se comprendre, surtout dans des dossiers qui ne font pas l'unanimité.

« Un partenaire de choix »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a remercié le chef du Gouvernement tchèque pour l'« échange franc et ouvert » et a souligné que la République tchèque est « un partenaire de choix » pour le Luxembourg. M. Fernand Etgen s'est félicité du dialogue continu entre les deux pays.

En effet, cet échange de vues s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions entre des représentants officiels de la République tchèque et les députés luxembourgeois. En octobre, les députés avaient rencontré le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, M. Aleš Chmelař. Une visite officielle du Président du Parlement tchèque au Grand-Duché est également prévue en décembre 2019. Celui-ci s'exprimera également lors de la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux, qui aura lieu les 6 et 7 décembre 2019 à la Chambre des Députés.



Le Premier Ministre tchèque, M. Andrej Babiš (6e de droite), reçu par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Présentation du rapport sur la traite des êtres humains par la Commission consultative des droits de l'homme

Le monde du travail de plus en plus affecté

La lutte contre la traite des êtres humains au Luxembourg connaît des avancées, mais il reste des efforts à faire, car le phénomène de la traite continue et s'accentue notamment dans le monde du travail. Voici les principaux messages ressortis du deuxième rapport sur la traite des êtres humains de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), présenté aux membres de la Commission de la Justice et de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 novembre 2019.

Un phénomène difficile à chiffrer

Le rapport met en évidence la difficulté de chiffrer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg. Pour 2017 et 2018, le rapport retient 31 personnes victimes de traite, dont la majorité sont des femmes et des personnes originaires des pays tiers de l'Union européenne. Les auteurs du rapport estiment qu'en réalité le nombre de victimes est plus important. Ils recommandent la mise en place d'un meilleur suivi statistique du phénomène.

Si la prostitution était le premier domaine de traite au Luxembourg, le rapport soulève un changement : la majorité des victimes sont exploitées au travail. La plupart des victimes étant détectées par la police, les représentants de la CCDH regrettent que l'Inspection du travail et des mines (ITM) n'en ait révélé aucune malgré le nombre important de contrôles effectués, et ceci dans les secteurs particulièrement concernés que sont la construction, le travail domestique, la restauration et le transport. La CCDH recommande une approche plus proactive de la part de l'Inspection du travail et des mines. Les députés se sont engagés à réagir en chargeant la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés à faire le suivi de la problématique.

Sensibiliser davantage

Selon les auteurs du rapport, la prise en charge des victimes s'est considérablement améliorée au cours des deux dernières années. Elles sont systématiquement orientées vers les services d'assistance. Le rapport reconnaît également des progrès en termes de sensibilisation des acteurs concernés.

Un effort reste pourtant à faire dans le domaine des formations et de la sensibilisation notamment auprès des syndicats, du personnel de santé et de la population en général afin de détecter les cas de traite. Une nouvelle approche pourrait consister en la pénalisation des personnes ayant recours aux services d'une victime de traite afin de décourager la demande. Le CCDH recommande également de mettre en place une hotline spécifique à laquelle les victimes de traite et de violence domestique pourraient s'adresser 24 heures sur 24.

Quant aux auteurs de traite, le Luxembourg a connu 18 condamnations en 2017 et 2018. Les membres de la CCDH font remarquer que la jurisprudence est plutôt clémente par rapport à la gravité des faits et recommandent une meilleure sensibilisation des magistrats à la problématique.

Un cadre juridique renforcé

Le cadre juridique concernant la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation a été renforcé au cours des deux dernières années. Ainsi quatre nouvelles lois ont vu le jour, deux projets de loi sont en cours. La CCDH a lancé un appel aux députés de compléter au plus vite le cadre juridique en ratifiant le protocole additionnel de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé de l'Organisation international du travail (OIT). Ce texte prévoit l'élaboration d'un plan d'action national, des mesures d'éducation et d'information des employeurs, des travailleurs et de la population ainsi qu'un renforcement des services de l'Inspection du travail et des mines.

Un rapport tous les deux ans

Depuis 2014, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est le rapporteur national sur la traite des êtres humains. Son rôle est de déterminer les tendances, d'évaluer les résultats des actions engagées pour la lutte contre la traite, de s'échanger avec l'ensemble des acteurs concernés et d'adresser au moins tous les deux ans un rapport à la Chambre des Députés.

Il s'agit de son deuxième rapport, remis le 6 novembre 2019 au Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue, et à la Vice-Présidente de la Chambre des Députés, Mme Djuna Bernard. Le premier rapport couvre la période de 2014 à 2016.



M. Gilbert Pregno (2e de droite) et les représentants de la CCDH ont remis leur rapport à M. Charles Margue (à droite), Président de la Commission de la Justice, et à Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente de la Chambre (à gauche).

SÉANCE 2

MERCREDI
9 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation
   - *Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la résolution 1) (interventions de M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Carlo Back et M. Gast Gibéryen) (dépôt de la motion 1) - M. Eugène Berger - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 9.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen dann zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Martine Hansen, den Eugène Berger, den Alex Bodry, d'Josée Lorsché, de Gast Gibéryen, de Claude Wiseler, de François Benoy, de Sven Clement, de Georges Engel, de Marc Lies, d'Djuna Bernard, de Fernand Kartheiser, de Franz Fayot, de Léon Gloden, de Jeff Engelen, de Marc Spautz, de Roy Reding, de Gilles Roth an de Laurent Mosar.

Als éischte Riedner huet sech déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Ried wëll ech, grad wéi den Här Statsminister gëschter och, mech kuerz ausserhalb vum État de la nation bewegen an dat Mënschlecht virop stellen.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun an och a mengem perséinlechen Numm géif ech dem Félix Braz gären all Guddes a virun allem eng gutt Besserung wënschen. Senger Famill a senge Frënn wëll ech Courage an där schwiereger Zäit soen, déi eis alleguer erféiert huet.

Dëst gesot, géif ech dann zréck bei den État de la nation kommen. Här President, d'Lag vun der Natioun, dat ass d'Lag vun de Leit. Dat ass d'Lag vum Alldag vun de Leit. An dësen Alldag hunn ech, leider, gëschter net an der Ried vum Premierminister erëmfonnt. An dobäi bestätegen alleguer d'Émfroen: D'Politik ass ze wäit ewech vun de Leit, ze wäit vun hirer Liewenswierklechkeet, vun hire Problemer am Alldag, vun hiren Urgencen.

D'Leit fannen am Fong, datt d'Politik hinnen net genuch nolauschtert. An d'Leit mengen do net déi grouss geopolitesch Equiliberen an déi makroökonomesch Zesummenhäng oder soss abstrakt Theorien, neen, d'Leit mengen hir vermeintlech kleng Problemer an hirem Alldag. Well fir d'Leit sinn dës „kleng" Problemer déi wierklech grouss Urgencen.

A genee dat ass och de Message, deen d'Leit eis op eisem Nolauschtertour gesot hunn, wou mer d'Leit gefrot hunn, wou de Schong dréckt. Déi spontan Äntwert war definitiv zu 90 % am Alldag vun de Leit. Do kënnt Der elo soen: „Dat sinn «just» Alldagsproblemer. Dat ass keng grouss Politik." Mä da kann ech Iech soen: „Wann déi grouss Politik net bei de Leit ukënnt, dann ass se ganz kleng. An da bleift se och ganz kleng, well all déi grouss Saache fänken u sech am Klengen un."

Duerfir, Här President, fir déi richteg Lag an déi richteg Urgencë vun eiser Natioun ze gesinn, däerf een net vum héije Päerd aus kucken. Do muss een de schicken Designerbrëll ausdinn an den Alldagsbrëll vun de Leit undinn. Duerfir wëll ech probéieren, haut all déi grouss Problemer, déi mer als Natioun, als Stat, als Land, als Wirtschaft an och als Gesellschaft hunn, op den Alldag vun de Leit erofzebriechen.

Ech hu schonns e puermol vum „wake-up call" vum Brexit geschwat oder och vum „wake-up call" vun der Fridays-for-Future-Bewegung. Mä virun allem musse mer déi vill kleng „wake-up calls" vun de klenge Leit heiheem héieren, och wa si kee mediale Lautsprecher hunn, oder grad dowéinst.

Här President, den Alldag vun de Leit ass net ëmmer esou roseg, de Premier géif soen „voller Carpe diem", wéi eis déi blank Wuesstumszuelen an der awer „Héichglanz"-Regierungspolitik (veuillez lire : „Héichglanz-Schéiwieder"-Regierungspolitik) gleewen dinn.

A wann ech scho beim schéine Wieder sinn, da sinn ech och ganz séier bei mengem éischten Tëschebilan vu Blo-Rout-Gréng no engem Joer Bettel 2. An dee fält, aus eiser Siicht an och aus der Siicht vum Alldag, éischter moer aus! An dëse moere Bilan ass gëschter, leider, méi wéi bestätegt ginn, duerch eng Ried, déi ouni all Substanz a quasi ouni all nei Mesure war. An dat soen nu wierklech net nëmme mir!

Vill Konkretes ass och an de leschten zwielef Méint net geschitt. Den Alldag vun de Leit, domadder mengen ech zum Beispill d'Wunnen, d'Schaffen, sech bewegen, an der Schoul léieren, fir eng Urgence an d'Spidol goen a villes méi, alles dat huet sech net wesentlech verbessert oder vereinfacht. Vläicht och, well dës Regierung, dës Koalitioun kee gemeinsame Kompass a keng gemeinsam Strategie fir Land a Leit huet.

Här President: « Chaque pas doit être un but. » Sou sinn d'Memoirë vum Jacques Chirac iwwerschriwwen, deen eis viru Kuerzem verlooss huet. Jo, all Schratt muss een Zil sinn! Dat gëllt fir den Alldag. Mä dat gëllt och fir d'Politik, zumindest fir eng Politik, déi d'Leit als But huet an net sech selwer.

Well Alldagspolitik ass net just, an den Dag erawurschtelen! Et ass den Dag, de Mount, d'Joer an d'Jore vum Enn hier denken. Duerfir mussen déi strategesch Richtung an de Kurs stëmmen. D'Politik muss vill méi e Wee an d'Zukunft sinn. An d'Politik muss d'Leit op dësem Wee mathuelen a virun allem do ofhuelen, wou se grad stinn, sou wéi gewëssermoossen e politesche Bummelbus oder Ruffbus.

An alles dat geschitt awer bei Blo-Rout-Gréng am Moment net! D'Leit ruffen zwar no der Politik, mä de Mathuelbus kënnt net. An den Navi am Regierungsauto, ech hat et schonn eng Kéier ugeschwat, ass, mengen ech, net nëmmen defekt, mä ech mengen, en ass iwwerhaapt net u Bord vu Bettel 2.

Nu sot den Étienne Schneider zwar de Méindeg um Radio, datt dës Koalitioun steet. Ech hunn du bei mir geduecht: „Mä dat ass grad de Punkt!" Den Här Schneider huet et zwar, mengen ech, anescht gemengt. De Fakt ass awer: Dës Koalitioun steet am Politikstau a kënnt net vum Fleck. An déi eenzeg Traficinfo, déi do hëlleft, ass definitiv d'Traficinfo vun de Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun si mer gären dozou bereet, eng Alldagshand matunzepaken, wa mer dann iwwerhaapt gehéiert ginn a wa mer Äntwerten op eis Froe kréien. Neierdéngs muss ee souguer soen: Wa mer eis Froen däerfe stellen! Wann eis Propositiounen net einfach niddergestëmmt ginn, just well se vun eis kommen! Wann déi mat grousse Wierder versprachen Transparenz endlech kënnt! A wann och de Respekt virun der Oppositioun an domadder och virun der Chamber a virun de Leit erëm do ass!

An ech erënneren hei un de fréiere Statsminister Gaston Thorn, deen 1978 a senger Ried zur Lag vun der Natioun sot: « [...] s'il y avait de la part de l'opposition la moindre proposition valable, ce n'est pas son origine et ce n'est pas notre prestige qui nous empêcherait de l'accepter, au contraire, ne désirant que le bien commun, nous sommes prêts à discuter toute proposition constructive et sincère [...] ». Do kann ech just soen: Dat waren nach Zäiten!

(Interruption)

Trotzdeem bleiwe mer bei eiser Approche vun der konstruktiv-kritescher Oppositioun. Konstruktiv, wou et nëmme geet. Mir hunn am leschte Joer sechs Gesetzespropositiounen an 33 Motiounen deposéiert. A mir wäerten och dëst Joer domadder weiderfueren. Mir loossen eis do net beiren. Mä mir wäerte jiddefalls och kritesch-robust bleiwen, do, wou et muss sinn, well d'Kontroll vun der Regierung ass eng vun de wesentlechen Aufgabe vun enger Oppositioun. A bei dëser Regierung geet engem do d'Aarbecht net aus.

Dës Kontroll schéngt dëser Regierung jo absolutt net ze gefalen. A si probéieren dann och mat ënnerschiddleche Moyenen, dës ze verhënneren. Ech soe just hei op dëser Plaz: Mir wäerten och an Zukunft eiser Kontrollfunktioun, och wann dat der Regierung net ëmmer an de Krom passt, gerecht ginn!

Mir mussen der Regierung net gefalen. A mir loossen eis definitiv kee Maulkuerf undinn.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A mir hätte gären Transparenz bei der Chambersaarbecht. Déi ass net ëmmer gewënscht. Mir haten dës an déi lescht Woch dräimol e Verbatim gefrot vun enger Kommissiounssitzung. Dës wären da fir d'Effentlechkeet zougänglech gewiescht. Dräimol ass dat vun der Majoritéit refuséiert ginn.

An am Sënn vun der Transparenz deposéieren ech duerfir hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolutioun, wou mer froen, datt alleguer eis Kommissiounssitzungen ëffentlech ginn. Grad déi gréng hate jo och am Wahlprogramm Fräiheet a Biergerrechter stoen an hunn am Prinzip datselwecht gefrot, soudatt mer jo do u sech missten dann eng Majoritéit kréien.

Wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;

- notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;

- constatant que les séances plénières de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;

- constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;

- constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,

décide

- dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;

- de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;

- de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Marc Spautz.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke wëll ech mäin Alldagstour awer mat engem Thema, dat mer och dacks ze wäit ewech vun de Leit diskutéieren, näämlech just héichtrabend makroökonomesch an Terme vu Bruttoinlandsprodukt, a mir vergiessen dobäi, wéi bal ëmmer, de „Bruttoalldagsprodukt", wann ech esou däerf soen. Ech schwätzen natierlech vum Wirtschaftswuesstum, dee jo am Moment bei ronn 3 % läit.

Dat ass e Prabbelissujet, dee vill aner Themen ëmspaant an deen eigentlech bal alleguer eis Problemer zu Lëtzebuerg, méi oder manner, duerchdréngt. Well soulaang mer déi negativ Aspekter vum quantitative Wuesstum net an de Grëff kréien, kréie mer och d'Lag vun eiser Natioun net wierklech an de Grëff.

Hei hat ech scho vum faméisen Hamsterrad geschwat, aus deem d'Leit am Alldag eraus mussen. An ech hunn deemools och fir en neie Wuesstum vum Wuelbefanne geschwat. Et kann een och vu méi Liewensqualitéit schwätzen an op alle Fall vum Paradigmewiessel vun der renger PIB-Quantitéit zur Qualitéit vum Wuesstum an eben domadder zum qualitative Wuesstum.

Déi wirtschaftlech a finanziell Situatioun vun eisem Land ass op den éischte Bléck gutt. Dat huet de Premierminister gëschter nach eng Kéier confirméiert. Dat ass déi positiv Säit vun der Wuesstumsmedail. An hei musse mer vläicht en neien Equiliber fannen. Mir brauchen en Alldagsequiliber tëschent Wuesstum a Liewensqualitéit. An u sech heescht déi politesch Setzwo, fir dësen Equiliber ze fannen, ebe qualitative Wuesstum.

Här President, am Moment sinn also Suen do. Bei Bettel 2 ginn et awer just „Gute Zeiten", d'„Schlechte Zeiten" ginn u sech mat der Carpe-diem-Fernbedienung fortgezappt. A grad am internationale Kontext si schwiereg Zäiten duerchaus probabel, dat seet souguer de Statec. Bis Enn des Joers wäert Washington am Handelsstrëit - deen och en Technologiestrëit ass - tëschent den USA a China Strofzoll fir ronn 550 Milliarden Dollar ophiewen. Ee Wirtschaftskonflikt tëschent den USA a China ass wahrscheinlech, an dat mat negative Konsequenze fir d'Weltkonjunktur, also och fir d'Leit.

An da bleift ze hoffen, datt an där schéiner Carpe-diem-Welt net op eemol iwwer Nuecht Schluss ass mat der Sonn. Well wa mer dann eis gutt Stuff hëtze mussen, gëtt et schwiereg. Holz hu mer net vill op d'Säit geluecht. Mir hunn éischter op Stréifeier gesat.

A wann ech dann nach eemol duerch mäin Alldagsbrëll kucken, muss ech soen: Et kann net sinn, datt d'Lag vun der Natioun just iwwert déi abstrakt Statskeess beuerteelt gëtt. Neen, et geet hei och ëm d'Leit an hir Alldagskeess. Hei muss de Wuesstum ukommen, soss bréngt en näischt. D'Leit däerfen net just d'Nodeeler vun der Bakstuff spieren, si mussen och e fairt Stéck vum Kuch matkréien. Well u sech, sozial ass eng Maartwirtschaft just, wann de Wuelstand och bei de klenge Leit an och bei der Mëttelschicht ukënnt mat gerechte Léin, mat gerechte Profitter an och mat gerechte Steieren.

Ech sot „kleng Leit" an „Mëttelschicht". Genau hei muss och d'Steierreform prioritär usetzen. Si muss bei de klenge Leit an och der Mëttelschicht usetzen, déi eist Land am Alldag dréit an déi et dacks schwéier huet, well se ze vill huet, fir gehollef ze kréien, a well se awer net genuch huet, fir dat deiert Liewen - Stéchwuert Logement - hei zu Lëtzebuerg ze bezuelen.

Här President, eis Ekonomie wiisst laut Statec souwuel dëst Joer wéi och 2020 ëm ronn 3 % weider. All déi einschlägeg Agencen hunn eis de faméisen Triple-A confirméiert. Dat ass gutt esou. Mä wéi ass et eigentlech mam Triple-A beim Wuelbefannen a bei eiser Zefriddenheet am Alldag? Hei leien eben dacks Welten dertëschent, an dat ass déi zweet Säit vun der Medail vum Wuesstum.

Fakt ass: Mir gi schnurstracks op den 1,1-Milliounen-Awunnerstat zou, mat netto ronn 10.000 neien Awunner am Joer. Dat ass en zolidd Beetebuerg pro Joer méi. Vun 2011 bis 2019 ass eis Bevëlkerung ëmmerhi vu 512.400 op 614.000 Awunner eropgaangen. An dës demografesch Croissance bréngt eis dann och all Dag weider Problemer, déi mer u sech net wëlle gesinn, grad och fir d'Leit am Alldag.

Mä den 1-Millioun-Awunnerstat stellt laut Press fir d'Madamm Cahen kee Problem duer. Esou einfach kann ee sech d'Liewen natierlech och maachen, awer just, wann een den Alldag aus

der Siicht vum Designerbrëll kuckt an d'Alldagsproblemer Logement, Mobilitéit, Klima, Gesondheetswiesen net erkennt oder net erkenne wëllt.

Gläichzäiteg sot den Här Bettel, hie wéilt d'Handbrems zéien. Dat sot en zumindest nom New Yorker Klimasommet um „Radio 100,7". Wat heescht dat konkret? Datt mer den Auto hannerëmsetzen? Oder de Wuesstumszuch entgleise loossen? A wann ech scho beim Wuesstum sinn, da muss ech nach eng weider Fro stellen: Wat ass eigentlech mam Här Rifkin a senger drëtter industrieller Revolutioun passéiert? Virun de Wahle vun 2018 war dat deen Hype. An elo schéngt d'Revolutioun, mengen ech, virun allem am Tirang ze passéieren.

An nach ee Wuert zur Wuesstumskontrovers: Neen, mir kënnen de Wuesstum net dekretéieren, mä mir kënne politesch Impulser setzen an déi eng oder an déi aner Richtung. A mir géifen eis Impulser eendeiteg a Richtung méi Qualitéit a manner Schied fir d'Leit setzen. Méi am Detail op d'Erausfuerderunge vum Wuesstum wäert de Claude Wiseler nach am Laf vun dëser Debatt agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen de Wuesstum hélt zou, mä paradoxerweis wuessen och déi sozial Ongläichheeten an eiser Gesellschaft, an dat ass ni gutt fir e Land. D'„Tageblatt" huet dat emol richtegerweis am Abrëll als „Reichtumsparadoxon" betitelt.

Fakt ass jiddefalls, datt d'Schéier tëschent Aarm a Räich zu Lëtzebuerg net méi kleng gëtt, mä méi auserneegeet. 2010 hate mer en Aarmutsrisiko vu 14,5 %, 2018 vun 18,7 %. Dat seet d'Caritas, dat seet och d'Chambre des Salariés, dat seet och de Statec. Bei der Jugendaarmut a bei de Working Poor leie mer op där schrecklecher zweeter Plaz. Nu kann een alles relativéieren a mathematesch ass dat och vläicht richteg, mä mënschlech a moralesch ass dës Situatioun einfach inakzeptabel an engem vermeintlech räiche Land wéi Lëtzebuerg an eng richteg sozial Urgence. An der Alldagspraxis vun de betraffene Leit ass dat e Riseproblem, dee muss geléist ginn.

Leider hu mer gëschter kee Wuert heiriwwer héieren. A well dee Sujet eis awer um Häerz läit, huet de Paul Galles heizou eng Interpellatioun ugefrot.

Wichteg fir d'Grondvertraue vun de Leit an d'Zukunft ass awer och d'Rechtssécherheet an d'Planungssécherheet am Alldag vun hirer Aarbecht. An anere Wierder: Wat och definitiv net däerf geschlaff ginn, ass d'Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass een zentralen Acquis vun den Aarbechtsnehmer. Dat heescht net, datt een net muss Upassunge maachen, och am digitalen Zäitalter, mä et däerf keng Verschlechterung fir d'Leit ginn.

Weiderkomme musse mer dann och erëm beim Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg. Nach virun engem Joer huet de Pierre Gramegna richtegerweis gesot, datt de Sozialdialog respektiv Sozialtrialog an domadder och de soziale Fridden d'Häerzstéck vum Lëtzebuerger Erfollegsmodell wären. An elo brénge mer et emol net méi fäerdeg, datt sech d'Patronatsvertrieder zesumme mat de Gewerkschaften an der Regierung un een Dësch zur gläicher Zäit setzen. Dat ass eng Entwécklung ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wien ass dann doru Schold?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech denken, mir net.

Dat ass eng Entwécklung, déi schlecht fir d'Leit an eisem Land ass. A virun allem d'Politik an net zulescht och de Statsminister sinn hei an der Verantwortung, fir ze vermëttelen. Well grad a schwieregen Zäite muss déi „grouss Famill vun de Lëtzebuerger" - also Patronat a Salariat -, wéi de Pierre Werner et eemol um Enn vun der Stolkris sot, zesummestoen. An de Marc Spautz wäert nach weider op dëse Sujet am Laf vun der Debatt agoen.

Här President, ech kommen dann zu engem Thema, dee gëschter ugeschwat ginn ass, deen, an dat muss een éierlech soen, och dank der Fridays-for-Future-Bewegung mëttlerweil bei jiddwerengem op der Agenda steet. An ech géif de jonke Leit gären haut an hei mäi Respekt fir hiren Engagement soen. Apolitesch sinn déi jonk Leit vun haut jiddefalls net, an dat ass och gutt esou.

Bei dëser Regierung schéngt de Problem also erkannt ze sinn. De Premierminister huet gëschter allerdéngs just eng Klimadiagnos gemaach, an duerfir hätte mer am Prinzip net missen an d'Chamber kommen. Dat kënne mer all Dag an der Zeitung liesen. De Premier huet awer leider keng eenzeg konkret Klimaschutzmesure genannt. Net eng!

Dir Dammen an Dir Hären, wa bei enger Krankheet no der Diagnos näischt kënnt, riskéiert de Patient ze stierwen. An dësem Fall wär et de Klima.

Tatsaach ass, mir mussen de Klimawandel an de Grëff kréien. An och beim Klima geet et drëm, fir eise Wirtschaftswuesstum esou ëmzetässelen, datt mer eisen Energie- a Ressourcëverbrauch däitlech reduzéieren an awer gläichzäiteg d'Liewensqualitéit vun de Leit am Alldag méi grouss maachen an zu gudder Lescht och net op d'Käschte vun den nächste Generatioune liewen.

Ech soen dacks - an ech hunn dat Bild vum Marco Schank ausgeléint -: „Fir datt de Klimaschutz eng Realitéit an en Erfolleg gëtt, musse mer d'Leit alleguer mat an d'Klimaboot kréien." An dat heescht: keng elitär, keng besserwësseresch Klimapolitik vun uewen erof a scho guer keng Verbuetspolitik mam béise Fanger aus der politescher Bubble.

Neen! Wat mir brauchen, ass eng positiv Klimapolitik, déi d'Leit iwwerzeegt, déi de Leit hir ganz perséinlech Alldagsklimawend méi einfach an net méi komplizéiert oder onméiglech mécht. Et geet eis näämlech ëm e méiglechst grousse Klimakonsens an eiser Gesellschaft iwwer all Alters-, Schichten- a Parteigrenzen ewech. An dat ass net einfach a brauch e bësse Gedold. Natierlech huet een déi net, wann ee jonk ass. An dat ass och dat gutt Recht vun de jonke Leit.

Duerfir plädéieren ech awer grad a Saache Klimawandel fir een erneierte Gesellschafts- a Generatiounevertrag. Ech mengen näämlech, datt mer eis alleguer an der Klimamëtt vun eiser Gesellschaft kënnen erëmfannen, an dat mat konkrete Klimamesuren, déi zwar vläicht net jiddwerengem passen, mä déi awer vun enger breeder Majoritéit gedroe ginn an déi och laangfristeg de Leit alleguer eppes bréngen. An hei hätt ech mer, wéi gesot, konkret Propose vum Premierminister erwaart.

An eent muss och kloer sinn: Fir eis geet et beim Klimaschutz net ëm eng Ideologie. Ideologie ass ëmmer verbassen. Ideologie dréit ëmmer ëm sech selwer. Ideologie ass ëmmer ofgrenzend an net inklusiv. Mir brauchen awer nei Klimaiddien, Klimavisiounen, Klimaresultater. Esou erreeche mer d'Leit am Alldag an esou komme mer zu engem méi nohaltege Klimaschutz. An enger Demokratie ass dat deen eenzege Wee. An dat ass och gutt esou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wat sinn Är Proposen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma mir hunn der. Mir wäerten der méi liwwere wéi de Premierminister gëschter.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat ass net einfach.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass net schwéier, géif ech soen.

(Brouhaha)

Här President, an hei geet et definitiv net duer, fir mat Klimawierder ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Der sidd nach net esou richteg ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... a Schlagwierder ze kommen oder mat groussen Analysen ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Sarkasmus!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... oder och nach mat Zukunftsziler, ouni de Wee dohinner am Detail ze beschreiwen. An ech schwätzen hei net vum Greta oder vun deene Jonken op der Strooss, ech schwätzen hei villméi vun eiser Regierung, vun der Ried gëschter an och vun hirem provisoreschen nationalen Energie- a Klimaplang. Hei si vill schéi Wierder ze liesen an och vill schéin Ziler. Mä wéi mer dohinnerkommen, bleift eis e Rätsel.

An ech ka mech ganz gutt erënneren un eng vu mengen éischten Emweltkommissiounen, wéi d'Madamm Dieschbourg just Minister war, dunn hat si eis ganz houfreg erklärt, datt mer d'EU opgefuerdert hätten, fir nach méi ambitiéis Klimaziler ze setzen. Dunn hunn ech gefrot, wat dann de Bäitrag vu Lëtzebuerg wär, fir dës nach méi ambitiéis Klimaziler ze erreechen. An ech ka mech ganz gutt erënneren, wat d'Äntwert war. D'Äntwert war, dat wär eng domm Fro, well et géif hei ëm d'EU goen an net ëm Lëtzebuerg. Ben, als Pädagog soen ech: „Et gi keng domm Froen. Et gi just ...". An dat soen ech dann elo net an ech fueren elo einfach mat mengen domme Froe virun.

Mir géifen zum Beispill gär wëssen: D'Regierung wëllt bis 2030 50 % bis 55 % manner CO_2-Ausstouss. Mir sinn awer emol net méi „on track", fir d'Zil vu minus 20 % fir 2020 ze erreechen. Wéi eng Strategie huet d'Regierung dann, fir dëst Zil ze erreechen?

D'Regierung wëllt bis 2020 11 % Undeel vun erneierbaren Energien, 23 % bis 25 % fir 2030. Am Moment hu mer 6,5 %. Wéi eng Energiestrategie huet d'Regierung?

Wéi eng Strategie huet d'Regierung, wa Firme wéi zum Beispill Google op Lëtzebuerg kéimen? De Premierminister sot gëschter, d'Regierung wär deem Projet géintiwwer ganz positiv agestallt. Hie sot awer och, et wär normal, wann ee sech géif Froe stellen.

Abee, da stellen ech meng Froen nach eemol. An et geet wierklech net drëm, ob een derfir oder dergéint ass, mä wann ee wëllt plangen, da mussen d'Informatiounen um Dësch leien. Transparenz nennt een dat. Ech stellen d'Fro einfach nach eemol: Wéi sinn eis Energieklimaziler ze erreechen, wa Google kënnt? A wéi eng Konsequenzen entsti fir Lëtzebuerg, wa mer d'Ziler net erreechen?

De Premier huet d'Diagnos gestallt: „Dem Klima geet et schlecht." D'Regierung huet sech Ziler gesat, an dat war et! De Wee, fir all dës Ziler ze erreechen, muss kloer ginn. An am Moment gëtt et hei just blo-rout-gréngen Niwwel. Mir brauchen awer wäisse Klimadamp. A fir dësen Niwwel e bëssen ze lichten an ze duerchkucken, huet de Claude Wiseler genau zu dësem Klima- an Energieplang eng Interpellatioun ugefrot. A mir hoffen, datt déi an där nächster Sessiounswoch op den Ordre du jour kënnt.

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, fir mäin Alldagsbrëll erëm unzedoen: Mir mussen den Alldag vun de Leit esou gestalten, datt en einfach gëtt a bezuelbar gëtt an nohalteg. Well d'Leit si bereet, fir klimafrëndlech ze liewen, mä et muss hinnen en erkennbare Mehrwäert och u Liewensqualitéit bréngen. An et muss einfach sinn. Klimafrëndlecht Liewen ass nach ze dacks eng Affär vun enger selwer deklaréierter Elitt. An dat ass schlecht an absolutt kontraproduktiv.

Här President, dës Bettel 1- an -2-Regierung, mat Participatioun vun deene Gréngen, huet och beim Klima nach net vill Opweises. An dat bestätegt souguer de Mouvement écologique. Si hunn net nëmmen näischt gemaach, si hate souguer Mesuren ofgeschaaft, déi schonn do waren. Ech erënnere just un d'Primm vum Elektroauto vum Marco Schank. Déi ass awer duerno erëm mat vill Tamtam agefouert ginn. An do muss ech soen, am Tamtam ass d'Regierung richteg gutt.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Als CSV hätte mer gären eng Klimapolitik mat de Leit am Boot, mat gesondem Mënscheverstand, mat der Wëssenschaft am Boot, mat der Wirtschaft och, a virun allem sozial ausgeglach an absolutt käschtenneutral fir déi kleng Leit. De Klimaschutz muss och nohalteg si fir d'Leit an och fir d'Betriber, besonnesch och fir eis PMEen an och fir eis Baueren a Wënzer. An och hei gëllt: Positiv Ureizer mussen eis Klimapolitik dominéieren.

An anere Wierder: Mir brauchen eng pragmatesch Klimastrategie, déi kompatibel ass mam Alldag a mat der Praxis, a keng dogmatesch Klimaideologie vun uewen erof.

An dann ass Klimaschutz och méi wéi CO_2. Klimaschutz bedeit och a grad Ressourcëschutz. Schliisslech hate mer schonn eise sougenannten „Overshoot Day" de 16. Februar, also deen Zäitpunkt, wou mer eis virtuell alljäerlech Ressourcë schonn opgebraucht hunn. Dat ass esou, wéi wa schonn no der éischter Woch vum Mount d'Pai verbraucht wär. Da gëtt de Mount zimlech laang.

Et ass jiddefalls net normal, wat fir ee schwéiere Ressourcërucksak jiddweree vun eis muss, zumindest virtuell, am Alldag droen. Mä och do däerfe mer kee verdäiwelen. Soulaang et méi bëlleg a méi einfach ass, eppes Neies ze kafe wéi eppes flécken ze loossen, soulaang kënne mer de Leit et net verdenken, datt eis Ressourcë verschwent ginn. Esou funktionéiert nun eemol de Mënsch. An eng realistesch Klimapolitik muss och vun engem realistesche Mënschebild ausgoen, soss funktionéiert se net. Duerfir brauche mer hei e Mentalitéitswandel queesch duerch eis Gesellschaft an och duerch eis Wirtschaft.

Klimapolitik heescht dann och - an ech wäert nach op déi eenzel Punkten agoen - méi Kreeslafwirtschaft, eng besser Stadentwécklung, eng aner Mobilitéit, manner Energieverbrauch an och eng nach méi nohalteg Liewensmëttelproduktioun.

Wat elo d'Landwirtschaft speziell ugeet, an Dir wësst, si läit mer och speziell um Häerz, do hunn ech eng separat Interpellatioun ugefrot, an duerfir och hei just kuerz:

D'Landwirtschaft bënnt duerch hir Produktioun ganz vill CO_2. D'Landwirtschaft ass also een Deel vun der Léisung. A wa mir alleguer géife vill méi oppassen, fir regional a saisonal anzekafen an ze verbrauchen, manner fortzegeheien, och an der Restauratioun an och an eise Kantinnen, dann hätte mer schonns vill fir de Klima gemaach.

D'Landwirtschaft ass awer och e gutt Beispill, fir ze illustréieren, datt mer am Klimaschutz - an net nëmmen do, mä och do - musse global denken. Et kann net sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg Virschréften iwwer Virschréfte maachen an dann awer Handelsofkommessen ënnerschreiwen, wou mer Liewensmëttel um Maart géifen akzeptéieren, déi ënner dubiéise Klimabedéngunge produzéiert ginn. Da kënne mer zwar schäinhelleg soen: „Zu Lëtzebuerg hu mer d'Ziler erreecht", mä weltwäit hu mer absolutt näischt fir de Klima gemaach. Duerfir si mer als CSV och extrem skeptesch zum Ofkommes mam Mercosur.

Ganz äänlech ass et bei eiser Industrie gelagert. Och d'Industrie ass, grad wéi d'Landwirtschaft och, fir eis e Choix de société. Den Här Schneider ass also net deen Eenzegen, deen dat seet. Mir wëllen net just eng Lëtzebuerger Gesellschaft vun den Déngschtleeschtungen, vum Tertiaire. Mir wëllen eng Gesellschaft, déi och produzéiert, virop an eisen Handwierksbetriber, mä och an eiser Industrie, déi och dacks Weltspëtzt ass. Och haut nach an der Stoltechnologie, wéi mir als CSV viru Kuerzem bei enger Visitt gesinn hunn. Investitiounen an d'Fuerschung rentéiere sech ëmmer. Allerdéngs mussen och eis Produktiounen nach méi klimagerecht ginn. Dozou sinn och eis Betriber bereet. Mä d'Politik däerf se net am Reen oder am Dréchene stoe loossen. Béides ass schlecht.

Zousätzlech Klimamesurë bedeite ganz dacks ee méi deiert Produkt, e Verloscht vu Konkurrenzfäegkeet. Wann do op där anerer Säit keng begleitend, ënnerstëtzend a schützend Moossnamen ergraff ginn, da riskéieren eis Betriber, hir Konkurrenzfäegkeet komplett ze verléieren an hir Produktioun hei mussen anzestellen. An dat kann net de Wee sinn, well d'Produkter ginn dann do produzéiert, wou se duerch manner Emweltoplage méi bëlleg sinn. An dann hu mer keng Win-win-Situatioun, mä eng Loselose fir eis a fir de Klima.

Mir mussen also mat gescheite politesche Mesuren eis Verantwortung huelen - déi hu mer, déi huet jiddwereen -, ouni awer eis Wirtschaft futtizemaachen. Nëmmen da kënne mer global eppes fir de Klima maachen. Mir brauche positiv Ureizer fir d'Betriber. Mir brauchen eng Dekarboniséierung, awer keng Deindustrialiséierung. Ech hunn dat éierens an der Press gelies, ech weess awer net méi wou. Mä op jidde Fall stëmmt d'Ausso.

Mir mussen Innovatiounen, d'Fuerschung an dësem Beräich extrem ënnerstëtzen. Circular Economy a Recycling musse massiv gefërdert ginn, an net just als Alibi-Schlagwierder.

Realistesch an alldagstauglech, Här President, muss dann och eis Mobilitéitspolitik sinn. Och hei gëtt dacks mam béise Fanger gewisen. Och hei bréngt dat näischt. Kee steet gären am Stau. A vill vun eis stinn awer do, all Dag. Dat ass eng riseg Energie-, eng Nerven- an och eng CO_2-Verschwendung. An aus dësem Stau musse mer d'Leit erausféieren.

D'Politik soll, éischtens, alles drusetzen, fir esou vill wéi méiglech Mobilitéit iwwerflësseg ze maachen. Stéchwuert: Teletravail oder och modern: Home Office. Mir haten eng Motioun am Fréijoer deposéiert. Leider ass se ofgeleent ginn a leider ass nach net vill an dës Richtung passéiert.

Zweetens, d'Politik soll dat ëffentlecht Transportangebot massiv ausbauen. D'Regierung seet dat och. Den Här Bettel huet gëschter erëm gesot, datt de gratis ëffentlechen Transport eng Mesure fir de Klimaschutz wär. Dat kéint och funktionéieren, wann den ëffentlechen Transport net ausgelaascht wär, elo schonns. Dat ass awer de Fall. Hei musse mer also wesentlech méi effikass ginn. Den ëffentlechen Transport muss besser funktionéieren.

Wann Der d'Leit frot, firwat datt se net den Zuch oder de Bus huele fir op d'Schaff, dann ass et net, well en ze deier ass, mä et ass, well en ze voll ass, well en ze spéit kënnt, well en net ëmmer pünktlech ass, well net ëmmer Verlooss drop ass, well ee méi dacks muss ëmklammen, well een um Heemwee vläicht nach eng Kéier muss akafe goen oder um Heemwee muss d'Kanner an de Sport féieren, well en net onbedéngt praktesch ass am Alldag. Fir als éischt Mesure also den ëffentlechen Transport gratis ze maachen, ass erëm eemol d'Päerd vun hannen opgesuedelt. Fir d'Éischt den ëffentlechen Transport verbesseren an ausbauen, an zwar iwwerall am Land, dat wär méi zilféierend gewiescht.

An da riskéiert dës Mesure och nach, sozial Ongerechtegkeete mat sech ze bréngen. Wann näämlech heibäi och nach d'Bensinns- an Dieselpräisser géife kuerzfristeg drasteg an d'Luucht gesat ginn, dann hu mer virun allem déi Leit bestrooft, déi am ländleche Raum wunnen, wou den ëffentlechen Transport net funktionéiert, déi den Auto brauchen, déi nogewisenerweis och nach manner Akommes hunn, wou de sozioekonomesche Faktor méi niddreg ass, déi also net onbedéngt déi Suen hunn, fir vun engem Dag op deen aneren en aneren Auto ze kafen.

Ech weess elo net méi, ob et déi Blo, déi Rout oder déi gréng waren, op jidde Fall - ech mengen, et waren déi Rout - ware se sech am Ufank net eens, wat sollt genau mat der Gratuitéit bezweckt ginn. Deen een huet vun enger Klimamesure geschwat, deen anere vun enger sozialer Mesure an een Drëtten hat gemengt, et wär eppes dertëschent. Zu dräi ass dat och net ëmmer esou einfach. Mä hei vun enger sozialer Mesure wëllen ze schwätzen, dat ass schonns skurill. Et riskéiert éischter eng onsozial Mesure ze ginn, an domadder kënne mir net averstane sinn.

Drëttens, ...

(Interruption)

Maja, ech ka mer virstellen, datt Der dat gesot hutt. Ech kann dat awer hei widderleeën.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Also mir hunn de Premierminister ausschwätze gelooss.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dat hutt Der ... Wann Der nogelauschtert hutt, da misst Der dat u sech och verstanen hunn. Ech hu gesot, da géift Der ganz geziilt déi Leit am ländleche Raum u sech benodeelegen. Et ass och eng Statistik erauskomm. Ech hunn déi Etüd elo net hei virgelies. Also ech schwätzen dann och virun, well mir haten den Här Bettel och net ënnerbrach. Mä ech äntweren elo just ganz kuerz.

(Interruption)

Et gëtt eng Etüd vum Statec, wou drop higewise gëtt: Méi deier op der Pompel a gratis ëffentlechen Transport, da géife virun allem d'Résidents au centre du pays dovunner profitéieren an de ländleche Raum net. Also kann een net onbedéngt soen, datt dat da sozial ausgeglach wär. Sou!

Mäin drëtte Punkt: Mir brauchen e Mobilitéitsmix, dee funktionéiert. A mir hunn am Moment eng nei Mobilitéitsapp kritt. Dat ass schéin, mä dat geet nach net duer. Mir mussen, wéi gesot, den ëffentlechen Transport iwwerall ausbauen, och am ländleche Raum. Mir mussen och nach massiv an d'Vëlosweeër investéieren. Mir ware mat eiser Fraktioun um Vëlostour am Summer fir de Klima ënnerwee an do hu mer u sech Vëlosweeër gesicht. Mir hunn och schéiner fonnt. Mä ech kann Iech just soen, déi sinn awer net alldagstauglech, fir déi ze huelen, fir op d'Schaff ze fueren. Do hu mer nach ganz vill Nohuelbedarf. An da mengen ech, kann een och net vu jiddwerengem verlaangen, mam Vëlo op d'Schaff ze kommen.

Mir waren och zu e puer mat der Vëlos-Initiativ, déi eng ganz flott Initiativ haten, „Mam Vëlo op d'Schaff", vu Miersch oder Cruchten aus an d'Stad komm. Dat ass och an der Rei. Dat kann een awer net all Dag maachen. An ech kann Iech soen, haut an dësem Wieder wär ech net gefuer.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Firwat?

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma ech mengen, Dir kommt net onbedéngt aus dem Heischtergronn mam Vëlo heihinnergefuer.

(Brouhaha)

Wa mer awer zum Beispill Opfänkparkingen hätten, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si fueren och net mam Vëlo dorobber.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... Opfänkparkingen, wou een de Vëlo (veuillez lire: den Auto) kéint virum Stau stoe loossen an dann do op en anert Verkéiersmëttel ëmklammen. Also et ass nach villes machbar beim Mobilitéitsmix.

Véiertens, de Klimaschutz ass an den Ae vun der CSV net géint den Auto a virun allem net géint den Autosfuerer. Mä mir brauchen eng propper Individualmobilitéit. A grad am ländleche Raum, ech hunn et scho gesot, wäert een net kënnen op den Auto verzichten.

Mir sollen och net eleng op d'Elektromobilitéit bauen. Och déi muss nach méi propper ginn, virun allem och global gekuckt. Och déi huet nach aner Problemer. Mir sollen och d'Waasserstofftechnologie ënnerstëtzen, och wa se nach ëmmer komplizéiert bleift, an och d'Entwécklung vu syntheetesche Kraaftstoffer. Jiddwer Form vu klimafrëndlecher Mobilitéit muss finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Politik soll d'Jalonen esou setzen, datt et rentabel gëtt, fir emissiounsaarm oder -fräi ze fueren.

Et ass fir eis schwéier, Proposen duerchzerechnen, virun allem well mer vun der Regierungssäit nach näischt gewuer gi sinn. An och gëschter si mer hei um Dréchene sëtze bliwwen.

Mir kënnen eis awer vill Saache virstellen, fir ebe méi emissiounsaarm ze ginn, fir emissiounsfräi an -aarm Autoen ze förderen. Zum Beispill eng Wiesselprimm, fir op méi en emissiounsaarmen Auto ëmzeklammen. Mir diskutéieren och gär mat iwwert deen CO_2-Präis. Mä op där anerer Säit musse sozial Ongerechtegkeete verhënnert ginn. An Däitschland gëtt zum Beispill am Moment iwwer eng Erhéijung vun der Kilometerpauschal nogeduecht ab enger bestëmmter Distanz zur Schaffplaz.

Fir Betriber a Gesellschafte kéint ee sech zum Beispill och nei steierlech Ofschreiwungsméiglechkeete fir grouss Autosflotte virstellen, déi a Richtung vu méi emissiounsfräi ginn.

Wat d'Regierung wëllt, ass nach am décken Niwwel. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, ass, datt den Här Turmes wëllt de Bensinns- an Dieselpräis a ville klenge Schrëtt eropsetzen. Hie mengt näämlech, esou sot hien an der Press, da géifen d'Leit et net mierken. Ben, esou geet et net! Et soll een no bei de Leit sinn, mä et soll een d'Leit net verdommen. Mir brauchen hei Transparenz. De Premier huet déi Präiserhéijung gëschter elo net bestätegt. Dat heescht, den Niwwel ass nach ëmmer, géif ech soen, souguer nach e bësse méi déck ginn.

Am Hierscht, hat den Här Turmes och ugekënnegt, géif iwwer weider Schrëtt berode ginn. Mir sinn elo am Hierscht. Wat ass geplangt? Wéi gesot, Transparenz ass hei gefrot. D'Leit musse wëssen, wat kënnt, fir kënnen en connaissance de cause hir Decisiounen ze huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn en extraen Energieministère kritt. Vun deem hu mer bis elo just héieren, datt relativ vill Leit de Ministère verlooss hunn, wat de Minister selwer allerdéngs net dramatesch fënnt. Mä fir de Rescht hu mer nach näischt Konkretes héieren. D'Zil ass bekannt: bis 2030 23 % bis 25 % Undeel vun erneierbarer Energie um Gesamtverbrauch. De Minister hat eemol, wann ech mech net iren, vun engem Solartsunami geschwat. Bis elo hunn ech emol nach keng kleng Well bemierkt. Wat ass geplangt? Sollen iwwerall do Solarpanneauen opgeriicht ginn, wou ee kann?

Als CSV gesi mer et ganz kritesch, fir grouss, gutt landwirtschaftlech Fläche mat Solarpanneauen zouzedecken. Als CSV soe mer ganz kloer:

1) De Stat soll mam gudde Beispill virgoen an déi ëffentlech Gebaier, souwäit wéi et sënnvoll ass, mat Solarpanneauen ausstatten.

2) Privatleit, och eenzelner, solle kënne vun den neien Aspeistariffer fir gréisser Solaranlage profitéieren. Firwat sollen dat nëmme Kooperativen oder zivill Gesellschafte vun op d'mannst siwe Mann sinn? Wann ech eppes Konkretes wëll ënnerstëtzen, da mécht et kee Sënn, esou restriktiv virzegoen. All Stroum, deen esou produzéiert gëtt, ob dee vun enger Kooperativ vu siwen, soss enger Gesellschaft vun dräi oder engem Eenzelne produzéiert gëtt, bréngt eis dem Zil méi no.

3) D'Opriichte vu Solarpanneaue laanscht d'Autobunnen an d'Eisebunnstrasse soll analyséiert ginn an et soll awer och eppes do gemaach ginn.

4) Firwat net emol Lärmschutzmaueren aus Solarpanneauen opriichten? Mëttlerweil gëtt et a China souguer en éischten Tracé vun enger Autobunn, wou de Belag aus Solarpanneauen ass, wat getest gëtt.

5) Wéi wär et mat der Installatioun vu Fotovoltaik op de volle Bauschuttdeponien?

6) Wéi gesäit et mat Fotovoltaik op ëffentleche Parkplazen aus?

Dat ware just sechs Beispiller, ouni datt mer déi noutwendeg Berechnungsmesuren a -méiglechkeeten hunn. Vum Energieminister a leider och gëschter vum Här Statsminister hu mer net vill Konkretes héieren.

D'Wandenergie, eng weider wichteg Alternativ, fir eisem Zil méi no ze kommen. An engem Interview am „Tageblatt" vum 27. Mäerz 2019 huet de Claude Turmes gemengt, et missten iwwerall do Wandrieder opgeriicht ginn, wou et technesch méiglech wär. Enger anerer Ausso vum selwechte Minister an engem rezenten Zeitungsartikel no sollen awer net ze vill Wandrieder opgeriicht ginn, duerfir awer méi grousser.

Ech muss do soen: Déi dote Wandstrategie verstinn ech zumindest net! Wéi soll dëst geplangt ginn? Iwwerall do, wou et technesch machbar ass? Ee Wandkadaster, dee mer gefrot haten, soll awer net kommen. Den Här Minister sot, datt am Energieplang 2030 mat enger theoretescher Wandproduktioun vu 676 GWh pro Joer gerechent gëtt. 2017 hätten d'Wandanlage reell 235 GWh produzéiert. Ouni elo vill ze rechnen, ass hei kloer: Mir brauchen nach eng etlech Wandmille méi. Wär dann, fir ze plangen, net awer emol e Wandkadaster sënnvoll? Als CSV menge mer, dach.

Dir Dammen an Dir Hären, de Stat kann net nëmme vun de Bierger fuerderen, hie muss och mam gudde Beispill virgoen, soss zéien d'Leit net no. Duerfir deposéieren ech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun, mat där mer d'Regierung opfuerderen, d'Zil vun der Klimaneutralitéit bis 2040 bei de staatleche Verwaltungen ze fixéieren, ee Katalog vun entspriechend virzehuelende Mesurë mat engem Zäitplang auszeschaffen, eng Berechnung vun den domadder ufalende Käschten ze maachen, eis souwuel de Mesurëkatalog wéi och d'Berechnung vun de Käschte beim Depot respektiv bei den Diskussioune vum Klimaschutzgesetz virzeleeën. Dat ass jo gëschter ernimmt ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;

- estimant que tout le monde doit faire des efforts supplémentaires, afin de limiter la hausse de la température globale bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels ;

- estimant que l'administration étatique doit montrer le bon exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique ;

- estimant que l'administration étatique devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre et montrer comment son fonctionnement pourrait devenir climatiquement neutre ;

invite le Gouvernement

- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration étatique au plus tard à l'horizon 2040 ;

- à élaborer un catalogue de mesures climatiques pour l'administration étatique en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2040 dans les domaines de la consommation de chaleur, de la consommation d'électricité, des bâtiments, de la flotte de véhicules, des déplacements en avion etc. ;

- à élaborer un catalogue de mesures pour l'administration étatique visant une utilisation efficace des ressources ;

- à définir un calendrier indicatif de mise en œuvre des différentes mesures (à court terme, moyen terme et long terme) ;

- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de CO_2 escomptées ;

- à présenter le catalogue de mesures, le calendrier de mise en œuvre des mesures ainsi que l'analyse des coûts lors du dépôt voire des discussions concernant la loi climatique telle qu'annoncée en début d'année par Madame la Ministre de l'Environnement et telle que confirmée par Monsieur le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation le 8 octobre 2019.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An nach ee Punkt: D'Regierung bunkert am Klimafong 800 Milliounen Euro. Firwat? Mat deene gebunkerte Suen ass dem Klima net gehollef. Dës Sue komme vun de Leit a sollen och erëm bei d'Leit zréckgoen.

Mir hunn also eng gutt Mouk, fir konkret positiv Klimaureizer - och ënnert dem sozialen Aspekt - ze schafen. Et kéint ee souguer iwwer e jäerleche Steierkreditt - ee Klimabonus fir doheem am Alldag - fir d'Privatleit nodenken: fir all Mënsch, fir privat klimafrëndlech Investitioune bis zu engem bestëmmte Plaffong, fir méi Energieeffizienz, manner CO_2-Ausstouss a méi erneierbar Energie. Dat mengen ech mat enger positiver Klimapolitik: de Leit näischt virschreiwen, mä hinnen zur Säit stoen a klimafrëndlecht Handele belounen.

An och fir d'Entreprisë kéint een esou e Klimabonus aféieren, wann zum Beispill PMEen a klimaschützend Moossname wëllen investéieren.

De Klimawandel muss konkret an transparent ugepaakt ginn. Béides feelt leider bei dëser Regierung. Am Moment beschränkt d'Regierung sech op eng Diagnos. An dat ass u sech scho bal fahrlässeg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu engem Sujet, deen, an dat ass bewisen, éischt Prioritéit vun de Leit ass, och a grad am Alldag, well kee ka säin Alldag bewältegen ouni Daach iwwert dem Kapp.

Leider gehéiert laut Premier de Logement net zu den „zentrale Punkte vun der Aktualitéit", esou wéi hie seng Prioritéite gëschter beschriwwen huet. Abee, da muss ech soen: Seng Aktualitéit ass wäit fort vun der Alldagsaktualitéit vun de Leit. Wéi eescht d'Logementslag vun der Natioun ass, weisen eis net just d'Statistiken. Dat hunn eis och déi lescht Woch déi dramatesch Biller vun de sëlleche Leit gewisen, déi iwwer Nuecht virun der SNHBM campéiert hunn, an der Hoffnung, fir eng Wunneng ze kréien.

Mir hunn eng Urgence am Logement! Mir hunn net just eng Klimakris, mä och eng Logementskris. A mir mussen hei handelen!

Elo seet de Statec an engem Aarbechtspabeier vum Abrëll 2019, datt bis 2030 tëschent 81.500 an 103.800 nei Wunnenge misste gebaut ginn. Dat entsprécht enger Moyenne vu 6.200 bis 8.000 neie Wunnengen am Joer. Pro Joer kommen zirka 10.000 nei Awunner bäi.

Mir haten am Joer 2008 eisen absolutte Baurekord mat 4.444 Wunnengen opgestallt. Iwwregens viru Blo-Rout-Gréng. An zanterdeem gouf dëse Solde ni méi erreecht. Mir si wäit ewech vun deem, wat mat eisem Wuesstum gebraucht gëtt. Eng dramatesch Situatioun, déi sech natierlech am Präis erëmspigelt.

D'Diagnos ass hei relativ einfach: Well d'Ugebuet knapp ass, d'Nofro konstant klëmmt, ginn d'Präisser staark an d'Luucht. Ech mengen, dat sinn d'Basisregele vun der Ekonomie. A grad hei spillt d'Logementskris voll an den Alldag eran, well d'Präisser klamme méi séier wéi d'Paien. Bal 30 % vum Akommes vum Stot gi gebraucht, fir d'Scholden zréckzebezuelen an och fir de Loyer. Bei sozial méi schwaache Leit sinn et souguer bis zu 42 %, déi fir d'Wunne musse bezuelt ginn. Do geet et dann dacks hannen a vir net méi op. Och dat ass eng Klo, déi mer um Nolauschtertour dacks héieren hunn.

Net nëmmen déi schwaach verdéngend Leit, mä och dee ganz normale Mëttelverdénger ka sech et geschwënn net méi leeschten, fir hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze kafen. Dat kënne mer esou net akzeptéieren. An ech wëll mech haut virun allem op d'Ugebuet konzentréieren, well grad d'Offer musse mer eropfueren.

Do gëtt et véier zentral Froen: Wéi kënne mer méi bauen? Wéi kënne mer méi séier bauen? Wéi kënne mer méi bëlleg bauen? A wéi kënne mer méi nohalteg bauen? An de Bilan vun der Regierung ass an dësem Punkt genausou dramatesch wéi d'Situatioun selwer.

Mir hunn eis an der Fraktioun eng ganz Partie Gedanke gemaach, déi mer leider nach net all konnten a Gesetzespropositioune géissen. Mä de Marc Lies wäert lech eis Propose virstellen, well och fir eis de Logement eng Top-Prioritéit ass. An ech hoffen, datt de Premier dann och wäert op dës Proposen agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hate jo am Summer en Nolauschtertour, wou mer, wéi gesot, d'Leit gefrot hunn, wou de Schong dréckt. An et huet sech leider bestätegt: Mir hunn an der Santé net nëmmen Urgence an der Urgence, och um Terrain klappt villes net bei de Leit. An dat ass eigentlech onwierdeg fir ee Land wéi eist. Oder wéi d'Leit et gesot hunn: „Et kann dach net sinn, datt an eisem Land, wou mer esou vill Suen hunn, fir alles gratis ze maachen, dat ..." - an da koume Beispiller - „... net klappt!" Ech ginn Iech einfach e puer Beispiller.

Falls ee mierkt, datt ee richteg krank ass, kritt ee schwéier e Rendez-vous bei engem Spezialist. Mä heiansdo leeft d'Zäit fort. An dat kann dramatesch Folgen hunn. Do ass kee Virworf un d'Dokteren ze maachen. Dat ass eng Konsequenz vun eisem Wuesstum. A mir brauchen awer och hei politesch Léisungen.

Wann den eegenen Dokter een an d'Ausland iwwerweist an Dir dëst op der CNS ufrot, ass d'Äntwert dacks e Refus. Vill Leit hunn d'Gefill vu bürokratescher Willkür. An dat ass net gutt! Dat ass net ze akzeptéieren.

2015 hu mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Psychotherapeute gestëmmt, e wichtegen Text, op dee vill Betraffener laang gewaart hunn. Elo si mer iwwer véier Joer méi spéit an et huet nach ëmmer net ee Patient seng Psychotherapie rembourséiert kritt! Ass dat effizient geschafft?

Dat si just dräi Beispiller. Eist Nolauschterbuch ass relativ voll mat dëse Beispiller. An dobäi hat de Minister Étienne Schneider ugekënnegt: „In sieben Jahren wird Luxemburg das Land mit den modernsten Krankenhausinfrastrukturen sein." An dobäi stellen ech fest: Och hei lafen d'Infrastrukturen dem Wuesstum no. D'Better-Unzuel pro 100 Awunner geet lafend erof, an net erop. Pro 100 Awunner hate mer 2010 5,6 Better an 2018 4,6.

Mir brauchen net just modern Spidolinfrastrukturen, mä och e medezinnesche Versuergungssystem, dee souwuel d'Spideeler wéi och de Secteur extrahospitalier, Stéchwuert „virage ambulatoire", effizient an effikass assuréiert. A virun allem brauche mer genuch Dokteren a genuch Fleegepersonal fir d'Patienten. Mir sollen eis also och dréngend Gedanke maachen zur Ausbildung, souwuel op der Uni wéi och vum Fleegepersonal. An och dëse Beruffsstand muss opgewäert ginn, grad dee vun der Fleeg vun de Leit, well och hei ass d'Spidolslag vun der Natioun zolidd erkaalt. An dat u sech scho chronesch, zanter Joren!

Mir hunn also ganz vill Alldagsproblemer am Gesondheetswiesen. An d'Léisung heivunner muss déi éischt Prioritéit sinn, an net esou wéi bei dëser Regierung d'Legaliséierung vum sougenannten „rekreative Cannabis", wou mer jo do elo sollen am Hierscht méi gewuer ginn.

Och heirobber huet een eis am Nolauschtertour ugeschwat, awer net, well en derfir ass, mä well en, an deen Här huet vill an deem Beräich geschafft, gesot huet: „Dat do gëtt eng Katastroph fir eis jonk Leit!". Fir et nach eemol kloerzestellen: Medezinnesche Cannabis ass wichteg. Deen ass jo legal. Just, och do happert et nach bei der Émsetzung. Mä de rekreative Cannabis ass a bleift eng Drog, an déi däerf net als Kamell verkaaft ginn!

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Educatioun. Den Här Meisch ass schonns e bësse speziell. Wärend der leschter Legislaturperiod huet hien alles duerchgeboxt, ouni op d'Leit ze lauschteren. An elo, wou hien alles kritt huet, wat hie wollt, elo wëllt hien op eemol alleguer d'Leit un e Bildungsdësch kréien. Och dat ass alt erëm eng Kéier d'Päerd vun hannen opgesuedelt.

Esou funktionéiert Dialog net! Hien hätt u sech besser gehat, dat viru senge sëlleche Reformen ze maachen. Dann hätte mer wahrscheinlech manner Onzefriddenheet um Terrain. A wann en dat gewollt hätt, hätt hien emol net missen deen neie Gremium schafen. Hien hätt just misse mat deem Gremium schwätzen a schaffen, deen do ass, näämlech de Conseil supérieur de l'éducation nationale.

A wat d'Oppositioun un deem Bildungsdësch ugeet, do soe mer als CSV: „Mir loossen eis als Oppositioun net iwwert dëse Bildungsdësch zéien!" Mir wëlle gären eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht fir d'Leit an d'Schoulgemeinschaft maachen. Dat ass u sech eis Prioritéit. Mir sinn net den Ex-post-Dialog-Alibi vum Här Meisch.

An à propos „anstänneg Aarbecht": Mir ..., neen, d'Majoritéit huet virum Summer ee Gesetz gestëmmt, wou se wousst, datt e Feeler dra wär. Am Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung war näämlech komescherweis d'Beruffsausbildung selwer bei der „validation des acquis de l'expérience" vergiess ginn. Eist Amendement ass net gestëmmt ginn. Ech wëll dann awer elo emol wëssen: Wéini ginn endlech do déi Upassunge gemaach? Dat heiten ass scho bal wéi zu Schilda!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns méi dacks gesot: Den Här Minister schaaft a sengem Bürokratie-Elan Gremien a Gremien an dobäi verléiert e ganz dacks dat Wichtegst aus den Aen, näämlech d'Schoulhalen u sech. An dobäi muss d'Schoul genee dat emol erëm maachen: näämlech Schoul halen, sech ëm hire Core Business bekëmmeren. Dat seet och d'SNE an och d'SEW. Bei der SEW ass dat erauskomm aus hirer Etüd.

Den Alldag vun der Schoul leeft um Terrain an net an engem Gremium, net an engem Ministèresbüro, net an engem regionale Büro. An derbäi kënnt awer, datt um Terrain nach esou munches schifleeft. Mir brauchen eendeiteg administrativ Vereinfachungen. De Minister huet se elo ugekënnegt. Gutt esou! Ech hoffe just, datt et net bei den Ukënnegunge bleift.

Den Här Minister sot och bei der Rentrée, hie wéilt d'Kompetenze vum 21. Jorhonnert elo férderen, d'Digitaliséierungs- an déi sozial Kompetenzen. Ech hoffe jo emol, datt déi sozial Kompetenzen net just Zukunftskompetenze sinn, mä och haut schonn Alldagskompetenzen an der Schoul sinn!

Da gëllt jo och zu Lëtzebuerg den „coding" als e grousst Schlagwuert an der Schoul. Vun der Grondschoul u sollten d'Kanner dann u sech de Coding léieren. Ech mengen, et sollt een dee Begréff emol entcodéieren. Et geet jo emol ëm eng digital Grondbildung, ëm d'Programméierfäegkeete vun de Kanner. Dat kléngt gutt, mä dat ass net alles!

Virun zwou Wochen, mengen ech, war de Lëtzebuerger Uebstbauveräin hei an der Chamber an huet eis eng Corbeille mat Uebst ausgedeelt. A si hu gesot, d'Kanner missten emol erëm léieren, eppes mat der Hand ze maachen. Dat ass eppes aneschters wéi Coding. Mat der Hand schaffe muss och erëm moudesch ginn. Hei zu Lëtzebuerg vergiesse mer dacks, wou mer hierkommen, a mir bewäerten d'Handwierk systematesch ënner Wäert, an der Gesellschaft an awer och an der Schoul. Hei musse mer d'Handwierk wesentlech besser förderen.

Här President, um Schluss vu mengem Alldagstour nach ee Wuert zum Rechtsstat, well grad am Alldag kënnt et op d'Rechtswierklechkeet an der Praxis un. An dat gëllt och beim Casier oder beim Dossier vum geheime Casier. Mir jiddefalls hätte gär en transparenten, jo, ech ka soen, e gliesene Stat, awer op kee Fall e gliesene Bierger.

An hei ass eng exzellent Aarbecht vum Gilles Roth a vum Laurent Mosar geleescht ginn, och wann d'Regierung dës Kontroll net onbedéngt wollt. Mä éischtens, ech hunn et scho gesot, si mer net hei, fir der Regierung ze gefalen, an zweetens: Et ass eis Flicht, an déi huele mer seriö!

Et ass am Dossier ni mat oppene Kaarte gespillt ginn. Transparenz war erëm eemol e Friemwuert fir d'Regierung. Ben, elo krut d'Regierung vun hirer eegener Dateschutzkommissioun eng kräfteg Datz. Émmerhi begréisse mer, datt de Premier gëscht zumindest den Handlungsbedarf hei agesinn huet. Et ass och Besserung versprach gi bis Enn des Joers. Vläicht läit jo do en Dateschutzkaddo ënnert dem Chrëschtbam.

An ech wëll hei nach eemol kloerstellen: Hei geet et ëm eis Grondwäerter, ëm dat, wat eise Stat zesummenhält. An do muss och de Stat sech drun halen, well soss kéime mer jo a kee Rechtsstat, mä op eemol an e Willkürstat. An dat kann net sinn.

Et ass eis och wichteg, datt d'Police uerdentlech schaffe kann, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren. A grad si brauch iwwregens och Erliichterungen am Alldag.

Mir schaffen also och gäre konstruktiv mat, mä hei musse fir d'Éischt d'Fakten op den Dësch. De Gilles Roth an de Laurent Mosar wäerten nach op dës Punkten agoen. An de Léon Gloden wäert de Volet vun der Sécherheet nach eng Kéier beliichten, well ouni Sécherheet ass kee Wuelbefannen am Alldag vun de Leit méiglech.

Här President, just nach ee Bléck iwwert d'Grenzen eraus, nach e puer Sätz zum Brexit. Ech hu gëschter Owend nom État de la nation um Site vun der BBC gelies: „Deal essentially impossible." Dat wär anscheinend elo d'Positioun vu London no engem Télefonsgespréich tëschent dem Angela Merkel an dem Boris Johnson. Dobäi soll a knapp dräi Wochen, den 31. Oktober, Groussbritannien aus der EU eraustrieden.

Do gëtt et da ganz knapp, virun allem fir déi vill Lëtzebuerger op der Insel an och fir d'Britte bei eis. Well d'Bierger sinn, zumindest fir eis, déi éischt Prioritéit beim Brexit, an net den Ego vun iergendenger Regierung. Hei däerf also net de Schwaarze Péiter op d'Käschte vun de Leit verdeelt ginn. Een Deal bleift noutwendeg. An ech hoffen, datt hei in fine déi vernünfteg Stëmme wäerten iwwerweien.

An iwwer Deal oder No-Deal eraus, hei muss ee kloer och den „wake-up call" héieren. Well d'Wuerzele leien nieft de Lige vun de Populisten och ganz dacks am Alldagsfrust vun de Leit. An hei musse mir alleguer Europa erëm méi no bei d'Leit féieren. Dat huet de Jean-Claude Juncker an deene leschte fënnef Joer als President vun der Europäescher Kommissioun gemaach. A Saache Brexit huet hien alles gemaach, wat ze maache war, fir dësen ze verhënneren. An duerno a bis zu dëser Stonn probéiert en, alles ze maachen, fir zumindest e Brexit ouni Deal ze verhënneren. Duerfir wëll ech him hei en ausdréckleche Merci soe fir seng erausragend Leeschtung fir d'Leit an Europa!

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A wann ech scho bei Europa sinn, da muss ech och soen, datt mer och den Hearing vun eisem neien designéierte Kommissär Nicolas Schmit virum Europaparlament appreciéiert hunn, besonnesch säin Appell fir de soziale Mindestsockel, dee jo och u sech eng al Juncker-Iddi ass, an och d'Fuerderung no enger Versöhnung vun Ekonomie an Aarbechtswelt. A mir wënschen him bonne Chance am Interessi vun alle Leit heiheem an an Europa!

A bonne Chance kann, wéi gesot, och de Brexit gebrauchen, well hei huet d'Regierung leider am Ufank e bësse geschlof. Fir eis bleiwen d'Bierger déi éischt Prioritéit, och beim Brexit. Fir si alleguer däerf d'Liewen net méi schwéier ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: d'Leit fir d'Éischt. D'Lag vun eiser Natioun ass nëmmen esou gutt wéi d'Alldagslag vun de Leit. An dësen Alldag vun de Leit ass nach voller Ongewëssheeten, Onkloerheeten a leider och Ongerechtegkeeten an och voller politescher, sozialer an nohalteger Urgencen, déi musse behandelt ginn. A leider hu mer gëschter am Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun gesinn, datt dës Regierung net den Alldagsbrëll vun de Leit unhuet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu keng eenzeg nei Mesure héieren, déi de Leit konkret eppes bréngt. Ech souz do mam Bic a mam Block an ech wollt all Iddi opschreiwen, déi kéim. Mä et koum keng nei. Am Resumé ass gesot ginn: De Stat huet Suen, de Klima geet d'Baach eran, mir setzen eis Ziler, am Dateschutz happert et, mir kucken derno. Fir dat gewuer ze ginn, hätt kee missen heihinnerkommen.

Dës Regierung huet gëschter eng grouss Chance verpasst, fir ze weisen, datt si no bei de Leit ass, datt si d'Problemer, d'Urgencë vun de Leit kennt. An där Urgencë sinn do: am Klima, am Logement, an der Mobilitéit, am soziale Beräich an esou weider, am Alldag. Dës Regierung huet keng Léisunge prett. Méi wäit wéi bis zur Diagnos si se nach net komm. An dat geet net duer!

Eise Kompass sinn d'Leit. Eisen Terrain ass den Alldag. An dës Regierung schéngt souwuel de Kompass wéi och den Alldagsnavi verluer ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der DP, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ier ech mat menger Ried ufänken, wollt ech och soen, datt d'DP-Fraktioun a Gedanke beim Félix Braz a senger Famill ass an datt mir hinnen an dëse schwéieren Zäiten och vill Courage wënschen.

Här President, an den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun konzentréiere mer eis ganz oft just op eis selwer. Wéi geet et eisem Land an de Bierger? Wat soen déi rezentst Zuelen a Statistiken? Wat sinn déi aktuell gesellschaftlech Besoinen, op déi d'Politik muss agoen? Wou dréckt de Schong hei am Land? Wou ass d'Politik gefuerdert?

Ech mengen, et ass verständlech, datt d'Debatten dorëms dréien, well et geet jo och ëm d'Lag vun eisem Land. An dach, mengen ech, ass et heiansdo derwäert, bei der Lag vun der Natioun emol de Bléck iwwert d'Grenze vun eisem klenge Land eraus ze geheien, fir ze kucken, wéi mer an Europa, an der Welt dostinn, fir ze kucken, fir eis ze vergläichen, wéi et eisen Nopere geet.

A wann een dat mécht, wann een eis Situatioun hei zu Lëtzebuerg mat där an aneren europäesche Länner vergläicht - ech kucken elo emol net an déi grouss Welt eraus, mä nëmme ronderëm mech an Europa oder nëmme bis op Audun-le-Tiche hei vir a Frankräich -, da gëtt ee sech erëm bewosst, datt mer zu Lëtzebuerg éischter gutt dostinn.

D'Lag an der internationaler Aktualitéit ass dogéint alles aneschters wéi positiv an dësen Zäiten: en nach ëmmer ongewëssen Ausgang vum Brexit, kompromëssLos Handelskricher, vun deene kee profitéiert, eng Weltwirtschaft, déi ufänkt ze schwächelen, unhalend Konflikter an enger ganzer Rei Géigende vun der Welt, Länner, och an der Europäescher Unioun, och net esou wäit ewech vun eis, deenen hir Ekonomie net op zolitte Féiss steet a wou all Dag ganz vill Leit sech mussen um Rimm rappen, fir iwwerhaapt iwwert d'Ronnen ze kommen.

All dat ass net ganz wäit ewech vun eis an et ass eigentlech eréischt an de méi stiermeschen Zäiten, wann d'Welle ronderëm méi héich schloen, wou een esou richteg mierkt, wéi wichteg en zolidd Schëff mat enger gudder Crew an engem erfuerene Kapitän ass. „Kapitän", dat ass näämlech d'Stéchwuert.

Gëschter hat ech gelies am „Lëtzebuerger Wort", do huet d'Madamm Hansen, d'Fraktiounspriecherin vun der CSV, gefrot oder gesot: „De Kapitän soll emol op d'Bréck kommen." Bon, ech weess elo net, wie bei der CSV de richtege Kapitän ass, mä, Madamm Hansen, ech kann Iech versécheren: De Kapitän vun der Koalitioun, de Premier, dee steet scho ganz laang op der Bréck an dee manövréiert och mat der néideger Wäitsiicht dat Schëff a weess och, datt en zu de richtege Momenter d'Loft an de Segelen huet, fir sécher u sengem Zil unzekommen.

An duerfir kënne mer eben och an deene schwierege Situatioune weltwäit an an der Europäescher Unioun da gesinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer éischter eng ganz Rei positiv Entwécklungen hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg éischter gutt dostinn.

Eise Chômage, besonnesch de Jugendchômage, deen ass esou niddreg wéi scho ganz laang net méi. Eis Betriber stinn op zolitte Féiss a suerge fir Aarbechtsplazen a Steierrecetten, déi mer da kënnen an d'Land investéieren. Eis Statsfinanze si gutt, an da kënne mer also dee Räichtum och weider un d'Leit verdeelen.

Mir hunn duerfir zum Beispill eng Erhéijung vum Mindestloun gemaach vun 100 Euro netto de Mount. Schonn 2017 hu mer de Leit mat Steiererliichterungen d'Kafkraaft verbessert. Mir hunn zu Lëtzebuerg zolidd Reserven ugeluecht, déi ofgeséchert Pensioune garantéieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg aarbechtsrechtlech Standarden an eng sozial Ofsécherung, déi hiresgläichen op der Welt sichen. D'Paie sinn an alle Secteuren, wann ee Statistiken hélt, am europäesche Verglach am Spëtzepeloton. Fir déi Jonk hu mer ganz generéis héich Studentesubsiden.

Ech kéint esou weiderfueren. Nëmme fir ze soen, datt mer awer hei zu Lëtzebuerg net esou schlecht dostinn. Sécherlech, et gëtt och nach eenzel Problemfelder. Ech kommen herno dorobber zréck. Mä awer all d'Statistiken, alles dat, wat ech hei opgezielt hunn, dat weist awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg en héije Liewensstandard hunn, datt mer eng gutt sozial Ofsécherung hu respektiv datt mer och de Leit kënnen dobausse mat ville Sozialleeschtungen ënnert d'Äerm gräifen.

A mir huelen dat alles jo gären als selbstverständlech un, mä mir wëssen awer, datt dat net esou selbstverständlech ass. A mir wëssen awer och, dat muss ee sech virun Aen halen, datt et op ville Plazen an der Welt, och an Europa, net esou ass.

Lëtzebuerg steet gutt do, an doriwwer solle mer eis eigentlech awer och freeën. Mä et soll een awer och op där anerer Säit wëssen, datt dat engem net einfach esou an de Schouss fält, datt dat net vun ongeféier kënnt, mä datt een och duerfir muss schaffen, datt een duerfir och muss déi néideg, déi noutwendeg Politik maachen.

Mir maachen déi Politik. An eist Zil ass méi eng gerecht Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Dorobber hu mer déi lescht sechs Joer higeschafft a mir wäerten och an Zukunft weider dorobber hischaffen. An all déi Detailer, wat dat ass - ech wäert awer elo op e puer Sujeten agoen -, kënnt Der alleguerte Linn fir Linn am Regierungsaccord noliesen. Do steet dat en détail. An dann ass et normal, datt de Premier net e puer Méint duerno nach eng Kéier de ganze Regierungsprogramm hei opzielt, mä verschidden Akzenter, déi richteg Akzenter a Prioritéite gesat huet.

Eist Zil ass also eng méi gerecht Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Duerfir wäert och weiderhin eng gerecht Sozialpolitik fir eis am Vierdergrond stoen, eng grouss Sozialpolitik, déi mer awer och musse kënne finanzéieren. Fir datt een déi ka finanzéieren, brauche mer gesond Statsfinanzen an héich Investitiounen an d'Zukunft vum Land. A fir datt een dat also ka maachen, brauche mer och eng zolidd an eng ambitiéis Investitiounspolitik. Dat ass jo och dat, wat sech wéi e bloe Fuedem duerch dee ganze Koalitiounsaccord, mä virun allem och duerch déi ganz lescht Legislaturperiod duerchgezunn huet. An dat wäert och nach an deenen nächste véier Joer de Fall sinn.

Ech erënneren nëmmen drun: Fir dëst Joer waren am Budget 2019 2,5 Milliarden Euro Investitioune virgesinn. Dat ass jo eigentlech en absolutte Rekordniveau. Do beneiden eis och all déi aner Länner, well dat sinn - a Prozenter muss ee jo kucken - ronn 4,4 % vun eisem PIB, déi also an Investissementer an d'Zukunft vum Land gemaach ginn. Dat sicht europawäit sengesgläichen.

Ech mengen och, all dat weist, wéi entschlossen an determinéiert d'Regierung ass, fir weider an d'Liewensqualitéit vun de Leit, an d'Verbesserung vun der Mobilitéit, an de Schutz vun der Émwelt, an eise Bildungssystem an esou weider ze investéieren. Letztendlech investéiere mer domadder och an deen eenzelne Mënsch.

An eis Demarche ass eigentlech eng ganz kloer: Mir notzen dat gutt konjunkturellt Émfeld, fir

d'Investitiounen an d'Sozialleeschtungen héichzehalen. An dat nämlecht seet jo och den Här Juncker an/oder dem Här Juncker seng Kommissioun. Déi seet genau datselwecht all Kéiers, wa mer de Budget op Bréissel schécken. Si seet: „Dir maacht genau dat Richtegt. Wann et gutt dréit, dann investéiert a bezuelt net exklusiv d'Scholden zréck." Scholden, déi iwwregens ganz niddreg sinn, dat seet eis och d'OECD.

An ech mengen, dat ass jo dat, wat eis Politik kloer ënnerscheet vun där vun der Oppositioun. Dir hutt eis jo eigentlech déi lescht Jore regelméisseg virgeworf, datt mer de Budget, datt mer d'Statsfinanzen net am Gréff hätten. Dat konnte mer all Joer widderleeën, wa mer dann den Ofschloss gemaach hunn, well mer villméi d'Defiziter konnten op engem ganz niddregen Niveau halen.

D'Oppositioun huet och an der Vergaangenheet ëmmer gesot, mir sollten eis dann éischter drop konzentréieren, fir d'Schold ofzebauen an déi zréckzefueren. Eischtens ass d'Schold net enorm héich. Déi hu mer op där enger Säit ofgebaut. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir maachen eng Politik, wou mer wëllen investéieren. Wann der sinn, déi soen, mir solle manner investéieren, Schold zréckbezuelen, da musse se eis och soen, wou se da géifen de roude Bic usetzen, wou se dann also net wéilten investéieren, wat fir eng Stroossen, wat fir eng Schoule se dann net wéilte baue loossen.

Här President, an enger Woch wäert de Finanzminister de Budget 2020 presentéieren. An ech hoffen, Här President, datt et och erëm e sougenannten „Schéiwiederpak" gëtt. Ech gesinn dat net als eppes Schlechtes un, well dat heescht jo, datt et eigentlech gutt geet. An da kënne mer erëm weider an d'Land investéieren, weider an d'Mënschen investéieren.

Op alle Fall, ech kenne jo de Finanzminister an ech si ganz optimistesch, datt mer d'nächst Woch och e Budget an deem Sënn wäerte presentéiert kréien. An dat ass och gutt esou, well de Budget an d'Statsfinanze si jo kee Selbstzweck. Dat ass eigentlech e Kuch, dee mer baken, dee mer dann herno kënne weiderverdeelen. Dat heescht an anere Wierder: Geet et dem Land gutt, geet et de Statsfinanze gutt, da kann et och de Leit dobaussen am Land gutt goen.

An dat hu mer jo och schonn 2017 mat där éischter Steierreform gemaach, an dat wäert och fir dës Legislatur gëllen. Ech mengen, 2017 hate mer eng Steierreform, an ech nenne se dann „Steierreform 1.0" am digitalen Zäitalter, well elo kënnt jo d'Steierreform 2.0. Ech mengen, dat war eng Steierreform, wou mer ebe konnten déi Sue weider un d'Leit ginn. Mir konnten de Leit hir Kafkraaft stäerken. An et war och eng Steierreform, déi sozial gerecht war, wou besonnesch déi Kleng- a Mëttelverdénger, awer och d'Monoparentallen ënnert d'Äerm gegraff kruten.

Här President, d'lescht Woch op der Pressekonferenz vun der DP-Fraktioun hat ech gesot, d'Virbereede vun der Steierreform 2.0 wier eng absolutt Prioritéit fir dës Rentrée respektiv fir déi nächst Méint. An d'DP, déi wëllt eng Steierreform, déi mat eiser moderner Gesellschaft Schrëtt hält an déi och laang Ongerechtegkeeten iwwer Bord gehäit. D'Zil ass duerfir kloer: Eise Steiersystem soll duerch d'Individualisatioun méi modern ginn an awer och gläichzäiteg eise Steiersystem méi gerecht maachen.

Mir haten dat an eisem Wahlprogramm esou geschriwwen an dat steet och am Regierungsaccord, dat ass do iwwerholl ginn. Dat freet eis, well et muss einfach an Zukunft egal sinn, ob een eng bestuete Koppel ass, ob ee gepacst ass, ob ee gescheet ass, ob ee Jonggesell ass, ob ee soss e Liewensmodell huet, soudatt een onofhängeg vu sengem private Liewensmodell do vum Stat d'selwecht besteiert gëtt an net déi eng oder déi aner favoriséiert ginn. An ech mengen, duerch eng eenheetlech Steierklass, déi mer uviséieren, wäert dann och den nodréigleche Reklassement vun de Wittfraen oder -männer ewechfalen.

Fest steet awer och, dat hu mer och gesot als grousse Prinzip, datt déi aktuell bestuete Koppele par rapport zu haut näischt solle verléieren. Och dat, jo, dat ass en Usproch - keen einfachen Usproch - un dës Reform. Duerfir wäerte mer och elo net schonn haut - an och net de Minister d'nächst Woch - all d'Detailer vun enger Steierreform presentéieren. Ech mengen, et ass komplex, fir déi Usprech, déi mer eis ginn hunn, all a Musek ëmzesetzen, fir dat konkret am Detail ze schreiwen.

Mä ech weess awer, datt och schonn an der Verwaltung Experten amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen. Duerfir soen ech einfach: Kommt, mir loossen hinnen elo Rou, kommt, mir loosse se un deenen technesche Solutioune schaffen! An datt mir dann eis natierlech och Gedanke maachen, mä datt mer eis awer do déi néideg Zäit huelen, fir datt een dann do Propose kann op den Dësch huelen, wou mer natierlech och frou wäerte sinn, wann d'Oppositioun dann och hir Meenung dozou wäert gi respektiv eventuell och do Propose matbréngt!

Här President, eng aner Prioritéit, déi de Premier och gëschter besonnesch ervirgestrach huet, dat ass déi vun der Klimafro. An och d'Klimafro ass, wa mer eng gerecht Politik wëllen, eng Fro vu Gerechtegkeet, an zwar vu Gerechtegkeet vis-à-vis vun den zukünftege Generatiounen, wou et eis Responsabilitéit ass, fir och deenen zukünftege Generatiounen e Planéit, eng Welt ze hannerloossen, déi nach liewenswäert ass. An de Klimawandel muss duerfir eng permanent Suerg, e permanent Uleies vun eis sinn.

An hei wëll ech awer och soen, dat war déi lescht sechs Joer schonn esou! An éierlechkeetshalber muss ech och soen an unerkennen, datt eigentlech déi Suerg fir de Klimawandel och scho bei viregte Regierungen ëmmer ganz eescht geholl ginn ass, beim Marco Schank, bei deene Ministere virdrun. Mir fänken also hei net bei null un. Dat soll een einfach awer och emol eng Kéier gesot hunn.

Mir haten Engagementer, ouni elo an den Historique ze goen, mä mir haten awer och Engagementer, déi relativ héich waren, déi mer 1998 zu Kyoto agaange sinn. A sécherlech hu mer an deene leschten 20 Joer heiansdo och eben eppes gemaach, well mer streng Virgaben haten aus der Europäescher Kommissioun, mä et ass awer gemaach ginn.

Och ass et esou, datt schonn ufanks 2000, dat sinn elo 20 Joer awer hier, hei zu Lëtzebuerg éischt, ech géif soen, relativ massiv Hëllefe fir erneierbar Energie, fir Wandmillen, Solarzellen, Biogasanlagen agefouert gi sinn an d'CO_2-Quote fir d'Betriber streng reguléiert a reduzéiert gi sinn.

An ech hunn awer och gëschter eraushéieren - dat steet och am Regierungsaccord -, datt déi erneierbar Energien an och besonnesch d'Solarenergie solle gefërdert ginn. Dat freet mech, well ech ka mech erënneren, datt scho virun 20 Joer e bloe Minister, e Statssekretär, relativ massiv, fir déi Zäit relativ massiv Subsiden agefouert hat, fir d'Solarenergie besonnesch ze förderen.

Ech ka mech awer och erënneren, Madamm Hansen, datt mer deemools ëmmer hu misse bei den deemolegen CSV-Finanzminister bal biedele goen, fir Sue fir erneierbar Energie ze kréien. Ech hoffen, datt dat haut aneschters bei der CSV ass, datt se haut also all déi Efforte wäert matdroen. Och zum Beispill deemools - fir dann awer nach just bei der Solarenergie eng Iddi ze lancéieren, déi et och scho virun 20 Joer gouf respektiv déi deemools schonn ëmgesat ginn ass -, dat war am Réidener Kanton, do hate se esou eng Initiativ, fir e Kadaster vun all den Diech ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng sech am beschte géife prêtéieren, fir Solarzellen dropzesetzen. Du si se eenzel bei d'Leit gaangen, an dat huet bewierkt, datt dann awer do eng ganz Rei Leit mat deenen néidegen Hëllefen, finanziellen Hëllefen, dat gemaach hunn.

Also fir nëmmen ze soen, datt och scho virun 20 Joer ganz flott Iddien, praktesch Saachen ëmgesat gi sinn am Klimaschutz. An et wier eigentlech interessant - fir elo just nach ee Wuert zu deem Solarzellekadaster ze soen -, et wier vläicht interessant, wann een do géif - also eng Suggestioun - vläicht flächendeckend iwwert d'Gemengen am ganze Land nach eng Kéier esou eng Initiativ huelen, fir datt wierklech iwwert d'Gemenge praktesch all Bierger ka gesot kréien: „Däin Daach ass awer gutt", fir eventuell incitéiert ze ginn, fir dat ze maache fir d'Solarenergie.

Wéi gesot, et sinn eigentlech awer ..., sécherlech, se sinn ni duergaangen, mä et sinn awer eng Rei Efforten an deene leschten 20 Joer gemaach gi vu successiven Ëmweltministeren a vu successive Regierungen.

D'Energieeffizienz ass zu Lëtzebuerg verbessert ginn. Mä eigentlech sinn zum Deel all déi Efforten erëm doduerjer neutraliséiert ginn, well eis Populatioun ugewuess ass. Duerfir si mer einfach gefuerdert, fir weider hei Efforten ze maachen, fir weider Efforte fir d'Reduktioun vum CO_2 zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass eis permanent Suerg, eist permanent Uleies.

An duerfir hu mer eis jo och ganz ambitiéis Klimaziler gesat. An ech mengen, wann een deenen Ziler och wëllt gerecht ginn, da musse mer nach eng Rei Mesuren huelen an déif gräifend politesch Entscheedungen treffen an den nächste Joren. A wat jo och gutt ass, dat ass, datt ee weess, datt mer ënner anerem - an dat freet eis - besonnesch och vun deene jonke Mënschen, engagéierte Mënschen, déi och kloer zu deene Saache stinn, e kloert Bekenntnis zum Klimaschutz kréien.

Fir d'DP ass kloer, datt een awer eng effikass Klimapolitik just mat de Mënschen an net géint d'Mënsche maache kann. Dat heescht och ënner anerem, datt all Klimamesure sozial gerecht muss sinn. Et däerf net sinn, datt just déi Leit mat engem décke Portmonni sech kënnen den „Luxus" leeschten, fir géint de Klimawandel ze kämpfen. Et muss een also och ëmmer am Hannerkapp hunn, datt een all Mesure muss dorobber préiwen, ob se och sozial drobar respektiv sozial gerecht ass.

Duerfir wäerte mer jo och an der Steierreform kucken, fir déi néideg fiskal Ureizer ze schafen, fir datt all d'Bierger kënne mathëllefe beim Klimaschutz. Wa mer soen: „Klimaschutz net géint de Mënsch, mä mat dem Mënsch", heescht dat och, datt mer mussen Ureizer schafen, d'Leit motivéieren, fir datt se matmaachen, fir datt se kucken, jiddwereen Eenzelnen all Dag a sengem eegene Liewen, fir sech méi klimafrëndlech an nohalteg ze verhalen.

Een esou en Ureiz hu mer och schonn decidéiert - ech ginn dovunner aus, datt dat och dann am Budget 2020 wäert stoen -: Dat ass dee vum gratis ëffentlechen Transport.

Ech mengen, d'DP war déi Partei, déi och besonnesch an hirem Wahlprogramm dorobber gedréckt hat. Dat steet och elo am Koalitiounsaccord. An ech muss och soen, datt mir de gratis ëffentlechen Transport net eleng als eng sozial Mesure gesinn, mä effektiv als en Ureiz eben an deem ganze Volet vu sech méi klimafrëndlech verhalen. Et soll en Ureiz sinn, wann eng gutt Offer do ass, eng gratis Offer do ass, wou ech net en Ticket muss siche goen, wou ech net muss soen: „Elo hunn ech en haut vergiess an et kascht mech eppes." Et soll en Ureiz sinn, fir den Auto méi oft, wa méiglech all Dag an der Garage stoen ze loossen a sech doduerjer méi klimafrëndlech ze verhalen.

Mir wëssen awer och, datt mer gläichzäiteg musse kucken, datt den ëffentlechen Transport awer och nach méi effikass, méi confortabel gëtt. D'Bierger musse kënnen zefridde si mat der Pünktlechkeet, mam Confort, mat den Horairë vun Zuch a Bus. An dorunner schaffe mer och. Do si Retarden opzehuelen, mä dorunner schaffe mer och. Dat weise jo och déi, ech géif soen, scho bal beispilllos Investitiounen. A mir erwaarde jo och, datt dann am Budget 2020 do och nach eng Kéier kloer Akzenter gesat ginn.

Dat wëllt och heeschen, wa mer grad den ëffentlechen Transport hunn - hei e klore Message, dat ass och scho gesot ginn -, da wëlle mer e gudde Service. E gudde Service, dat heescht och, datt weider Kontrolle gemaach ginn, datt d'Sécherheet weider am ëffentlechen Transport garantéiert ass. An duerfir wäert d'Begleetpersonal am Zuch och weiderhin dofir do sinn. Dat Personal gëtt net ofgebaut.

Ech mengen, d'DP erwaart sech jo och, datt eis Iddi vun den Express-Buslinnen, fir méi séier vun där Plaz, wou ee wunnt, bis an d'Stad oder duer, wou ee schafft, ze kommen, kann ëmgesat ginn. Dat heescht, datt een net méi an all Duerf vläicht stoe bleift, mä datt een Express-Buslinnen huet ouni vill Tëschestoppen, datt dat och relativ schnell an zügeg ëmgesat gëtt. Mir ënnerstëtzen och ganz kloer, datt d'E-Mobilitéit, d'Elektromobilitéit, konsequent gefërdert gëtt mat Primme fir Elektroautoen, mat nach neie Bornen, fir déi Autoen opzelueden.

Ech wëll och soen, datt mir als DP elo net nëmmen den ëffentlechen Transport verherrlechen. Mir wëssen, mir verdäiwelen den Auto net, well et ginn nach ganz vill Leit hei am Land, déi wunnen eben op Plazen, wou net eng optimal Versuergung mam ëffentlechen Transport ass, déi einfach nach op den Auto ugewise sinn. Ech mengen, déi Leit dierf een och net bestrofen. Et muss een natierlech kucken, datt een do hir Offer verbessert. Mir mussen einfach wëssen, datt mer och nach an Zukunft e Mix wäerten hu vun enger gudder Offer vum ëffentlechen Transport an datt awer och an Zukunft nach Leit wäerte musse mam Auto fueren, wa méiglech dann ebe mat engem ëmweltfrëndlechen Auto, zum Beispill mat engem Elektroauto.

Mir investéieren also massiv an de Klimaschutz an d'Nohaltegkeet. A wann ech de Pluriannuel kucken, brauch ech also net ze waarde bis de Budget d'nächst Woch, da gesi mer, datt dat bis 2022 op 23,3 % soll klammen. Dat heescht also, datt mer eng Augmentatioun vu 50 % wäerten hunn tëschent 2018 an 2022 fir den ëffentlechen Transport, fir Klimaschutz, wou mer wierklech dann op een enorme Chiffer vu 710 Milliounе wäerte kommen.

An engem anere Secteur, an der Green Finance, si mer och elo scho Virreider, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - well mer eis jo net an deem Secteur mat eis selwer kënne vergläichen -, mä wann ee kuckt weltwäit. Mir hunn d'Luxembourg Green Exchange. Do si mer schonn déi gréisste Bourse op der Welt, op där och gréng Obligatioune cotéiert ginn.

Eis Fongenindustrie - dat ass jo och gutt, well déi ass jo och ee vun de Pilieren hei vun eiser Finanzplaz -, déi ass mat u Bord komm an ass praktesch weltwäit d'Nummer eent op deem Gebitt. Et gëtt och d'Méiglechkeet analyséiert, fir datt d'PMEen nohalteg, klimaschounend Projete kënne virfinanzéiert kréien.

D'Regierung iwwerhëlt och hir Verantwortung net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä am Kampf géint de Klimawandel an den Entwécklungslänner, fir nach méi konsequent do Projeten ze maachen. Mir wäerten do kucken, fir e Fong nom Schwäizer Modell SIFEM anzeféieren.

A letztendlech setzt d'DP am Kampf géint de Klimawandel awer och op Innovatioun. Dat gëtt jo an der leschter Zäit gäre verpöönt, wann een dat einfach nëmme seet. Neen, och wa mer eigentlech eng Energieeffizenz déi lescht 20 Joer erreecht hunn, ass et vläicht net ëmmer esou, datt mer dat duerch Innovatioun hei vu Lëtzebuerg realiséiert hunn, mir hu se iwwerholl aus anere Länner. Mä Innovatioun a Fuerschung sinn och weiderhi wichteg, innovativ Technologië si wichteg, fir d'Welt méi klimafrëndlech ze maachen. An och do hu mer hei zu Lëtzebuerg op der Uni an an den Entreprisen, an de Start-uppe vill Know-how. Och dat ass gutt, wa mer dat also an deem Sënn weider förderen.

Alles dat, all déi Initiativen - ech hu se elo net all opgezielt, de Premier huet der och gëschter eng Rei gesot - weisen einfach, datt mer de Klimawandel seriö huelen an datt mer seriö u Léisunge schaffen.

Fir eis ass et eigentlech kloer: Mir wëllen Optimismus a resolutt d'Problemer upaken amplaz Weltënnergangsstëmmung. Dat ass eigentlech de Credo an der Klimapolitik fir d'Demokratesch Partei.

(Interruption)

Här President, ech kommen zu engem anere wichtegen Dossier, deen eng Prioritéit fir d'DP ass, an zwar zu deem vun der Digitalisatioun. Mir si jo hei am Land a puncto Infrastrukturen exzellent opgestallt, wat déi digital Technologien ubelaangt. Mir hunn Datacenteren, de Glasfaser, deen a villen Deeler vum Land läit, mir hunn ee vun deene wéinegen HPC-Computeren - dat ass esou e Supercomputer, deen d'Kommissioun nëmmen e puer Länner accordéiert huet -, de schnellen Internet, Start-uppen, mir hunn d'FinTech, mir hunn den Know-how hei.

An nëmme fir ze soen, déi Infrastrukturen, dat sinn eigentlech déi digital Schmelzen, déi digital Héichiewen. Déi waarden nëmmen drop, fir dann dat ëmzesetze vun deenen digitalen Technologien. Déi digital Technologien, déi sinn eigentlech dat neit Minettäerz, dat mer elo kënne benotzen, fir datt mer den ekonomeschen Erfollegsmodell Lëtzebuerg kënnen digital weiderschreiwen. An duerfir, mengen ech, ass dat eng Erausfuerderung, awer och eng Chance, déi mer an der Digitalisatioun fir eis Ekonomie gesinn.

Virun allem ass et jo esou, d'DP gesäit d'Digitalisatioun insgesamt virun allem als eng Chance, eng grouss Chance, net nëmme fir d'Ekonomie, mä awer och fir deen Eenzelnen, mä awer och fir d'Gesellschaft. An duerfir si mer och frou, datt d'Regierung eiser Fuerderung nokomm war an d'Digitalisatioun zu enger vun de Prioritéite fir déi nächst fënnef Joer erkläert huet an datt mer och en eegenen Digitalisatiounsministère geschafen hunn, wéi mir dat an eisem Wahlprogramm haten.

Ech mengen, et ginn eng ganz Rei Facetten - ech ginn elo net dorobber an, mir haten och schonn en Debat hei an der Chamber -, mä et ginn eng ganz Rei Facetten, wann ee vun Digitalisatioun schwätzt, ganz vill Beräicher, déi dat betrëfft: d'Ekonomie, d'Schoul, d'Ausbildung, d'Fuerschung, d'Kommunikatioun, d'Verwaltungen an esou weider. Et ass einfach wichteg, wa mer déi Chancë wëllen notzen, musse mer natierlech och dat alles richteg encadréieren, fir datt mer d'Chancen notzen an d'Geforen evitéieren.

Wann ech vu Gefore schwätzen, denken ech natierlech och besonnesch un den Dateschutz. An déi Leit, déi mech kennen, déi wësse jo, datt dat e Sujet ass, eng Matière ass, déi mech staark interesséiert. A wéi all Liberale sinn ech natierlech och resolutt, fir mech fir den Dateschutz ze engagéieren. An als Rapporteur - mir hate jo d'lescht Joer zwee Gesetzer zum Dateschutz - läit et mer eben och um Häerz, datt mer deen Dossier vun de Fichieren, vun de sougenannten „Fichieren" elo an aller Serenitéit opschaffen.

D'Problematik ass bekannt. Et brauch een hei och näischt schéinzeschwätzen. Mä ech mengen, et ass awer och eng Matière, wou mer

eigentlech iergendwéi alleguerten am Glashaus sëtzen. Ech kucken do och op déi Säit vun der Oppositioun. An duerfir, mengen ech, ass et schlecht, fir hei just mam Fanger deen een op deen aneren ze weisen. Et kéint een elo an den Historique bliedere goen an esou weider. Dat bréngt eis net virun!

Ech mengen, mir musse kucken, elo zesummen no Léisungen ze sichen. A wann ech soen „zesummen", dann denken ech och ganz besonnesch un d'Oppositioun. Duerfir och nach eng Kéier en Appell un d'CSV: Kommt, mir schaffen zesummen, fir Solutiounen ze fannen an zesummen, wann et néideg ass, och bestoend Gesetzer eben nozebesseren!

An deem Kontext ënnerstëtze mir op alle Fall ganz kloer och déi Propos vum Premier, fir e Rapport iwwert den Dateschutz an Optrag ze ginn. Et ass jo och d'Propos, datt mer regelméisseg als Chamber dann informéiert ginn, wou dee Rapport drun ass - ganz wichteg! -, soudatt mer jo dann herno op Basis vun där Analys, op Basis vun engem fundéierte Constat och kënnen als Chamber handelen, als Chamber kënne kucken, wou eventuell muss nogebessert ginn, fir datt da Gesetzer oder Dispositiounen zu honnert Prozent dateschutzkonform sinn.

Här President, d'Digitalisatioun ass, wéi gesot, e wichtegt Instrument a ville Politikberäicher, wéi dem Klima, der Santé, der Mobilitéit, der Aarbecht. An och besonnesch bei der Aarbecht kann d'Digitalisatioun eis d'Liewe méi einfach maachen. Dat ass, mengen ech, och eng vun deene grousse Chancen, wou mer den Akzent mussen drop setzen.

Wann ech soen, datt d'digital Technologien eis kënnen d'Liewen op der Aarbecht méi einfach maachen, denken ech besonnesch un den Teletravail. Den Teletravail bitt eng Rei Verbesserunge fir d'Aarbecht vum Mënsch, zum Beispill andeems een, dat muss jo net d'ganz Woch sinn, mä wéinstens deegweis kann doheem seng Aarbecht maachen. Et kann een déi méi individuell organiséieren. Et huet ee méi Flexibilitéit. Et huet een eventuell och méi Zäit fir sech oder fir d'Famill, well eleng nëmmen duerch den Aarbechtswee, deen ee spuert, wann een zwee, dräi, véier Deeg an der Woch net muss op d'Aarbecht fueren: Wéi vill Zäit spuert een, déi een da fir sech huet?! Jiddweree ka jo emol kucken, ech soen net, wéi vill Minutten, mä Stonnen, Deeg am Joer en eigentlech am Auto verbréngt.

Also duerch Teletravail manner Zäit op de Stroossen, dat heescht och manner Stau op de Stroossen, heescht och, datt een also eppes mécht, datt een net mam Auto ënnerwee ass, datt een also eppes fir de Klimaschutz mécht, datt ee manner CO_2 ausstéisst. Dat heescht, am Endeffekt ass den Teletravail och eng interessant Form, déi eigentlech eng ganz nohalteg Aarbechtsweis dann ass.

Et ass awer och kloer, datt beim Teletravail net dierfe besteeënd aarbechtsrechtlech Konditiounen op eemol lues a lues ofgeschaaft ginn. Dat ass fir eis kloer. All déi sozial Ofsécherungen, déi mer bei engem normalen Aarbechtskontrakt hunn, mussen och an Zukunft fir esou eng Form vun Aarbecht weiderbestoen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer do e klore Kader setzen. Et gi scho Pilotprojeten. Et gëtt schonn am Privatsecteur zum Deel gemaach. Mä mir froen eigentlech, datt do och e gesetzleche Kader geschafe gëtt, fir datt iwwerall datselwecht gemaach gëtt.

Ech hu vu Flexibilitéit geschwat, Här President, a méi Flexibilitéit bei der Aarbecht ass fir d'DP generell e wichtegt Uleies. Den Teletravail ass ee Bausteen an där Demarche. Mä mir erwaarden awer och, dat soen ech och kloer hei, vun der Regierung an den nächsten zwielef Méint weider Initiativen, fir eben d'Aarbechtszäit, d'Aarbechtswelt un déi nei Besoine vun der Gesellschaft unzepassen. Dozou gehéiert, de Congé parental unzepassen zum Beispill, fir datt béid Eltere verstäerkt de Congé parental kënnen huelen. Dozou gehéiert d'Recht op Deelzäit fir d'Mamm oder de Papp. Dat steet jo och am Koalitiounsaccord. De Stat iwwerhëlt dann dobäi d'Cotisatiounen an d'Pensiounskeess fir déi Stonnen, wou net geschafft gëtt.

Dozou gehéiert, datt mer d'Familljen zousätzlech entlaaschten an den Eltere méi Zäit mat hire Kanner erméiglechen, d'Aarbechtszäiten also an deem Sënn flexibiliséieren. An dat ass net eppes, wat onbedéngt vun de Patrone kënnt, mä ech mengen, et ass ëmmer méi eng Demande an der Gesellschaft bei jonke Leit, déi sougenannt „workflow balance" (veuillez lire : „work-life balance") respektiv de „workflow", wou eigentlech bei de Leit och eng Demande do ass. Mir haten och schonn do eng Kéier eng kleng Emfro gemaach. Do ass awer eng grouss Demande do, fir méi Flexibilitéit ze hunn, fir kënnen eben da säi Liewen, säi Privatliewe besser ze arrangéiere mat dem Beruffsliewen.

An ech mengen, et ass einfach eng Approche, et kann een och eigentlech net en definitive Schema virginn. Et ass eigentlech esou, datt do de Patron an de Salarié och individuell ëmmer bei der Situatioun solle kucken, wéi ee sech do am beschte kann organiséieren. Dat kann een do verhandelen, dat kann een net einfach vun uewen erof diktéieren, fir datt et an all Betriber fir jiddwer Schaffenden d'selwecht ass.

An ech mengen, wa mer dat reusséieren, wa mer do e grousse Kader setzen, déi Méiglechkeeten opmaachen, do huet ënnert dem Strëch awer jiddwereen eppes dovunner. Ech mengen, de Salarié, dee ka seng Fräizäit méi flexibel plangen, seng Famill plangen. An de Betrib ka vläicht seng Aarbecht besser opdeelen. Dat ass dat, wat een esou schéin eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen nennt.

Här President, de Statsminister huet gëschter e Sujet ugeschwat, deen eis alleguerte schonn zanter Laangem, ze laang um Mo läit an deen eis jo och regelméisseg nach eng Kéier sauer opstéisst. Dat ass de Brexit. Leider schéngt den Dossier sech all Dag ze verschlechteren a vun Dag zu Dag gëtt d'Wahrscheinlechkleet méi kleng, datt et nach zu engem geregelte Brexit kënnt. Dat ass bedauerlech. Dat bréngt kengem eppes, weder Groussbritannien nach der Europäescher Unioun.

Et ass jo och komesch, wann ee kuckt, d'Vereenegt Kinnekräich - dat ass jo eigentlech d'Gebuertsland vun der Demokratie oder eent vun de Gebuertslänner vun der parlamentarescher Demokratie - befënnt sech jo eigentlech an engem absolutte Chaos, wéi d'Leit eigentlech nach ni een erlieft hunn. Wann een dat do kuckt owes heiansdo um Fernseh, wat do ofleeft an deem Parlament, dat ass jo scho bal …! Dat geet iwwert d'Realitéit ewech an et mengt een, et wier Fiktioun.

(Interruption)

An ech mengen, de Premier huet dat jo och a senger Pressekonferenz, déi e leider net mam brittesche Premier konnt ofhalen, eigentlech op de Punkt bruecht. Ech mengen, do gëtt eng ganz Natioun Affer vu parteipolitesche Spiller an dat ass eigentlech dat Dramateschst un där ganzer Geschicht. An ech sinn och frou, datt d'CSV dat och esou gesinn huet, wéi se déi Pressekonferenz bewäert huet.

Bon, de Brexit, deen destabiliséiert, e schaaft Onsécherheet op wirtschaftlechem, awer och op politeschem Plang. Kloer ass: De Ball, dee läit bei de Britten. Mir kënnen elo net hei haut - an och, mengen ech, d'Kommissioun net - do all d'Decisiounen huelen. Et mussen d'Britte sinn, déi dann eng Kéier eventuell de Wee zur Vernonft bréngen. Mä ech fäerte ganz, datt dat schwiereg gëtt.

Sollt et zu engem ongeregelte Brexit kommen, huet d'Lëtzebuerger Regierung op alle Fall hir Hausaufgabe gemaach.

Une voix.- Richteg!

M. Eugène Berger *(DP)*.- An deene verschiddene Ministèren - Justice, Affaires étrangères, Educatioun, ech ziele se net all op - ass wierklech dat Beschtméiglecht gemaach ginn, fir datt mer op all Zeenario virbereet sinn an Iwwergangsbestëmmungen hunn, och fir d'Lëtzebuerger a Groussbritannien an ëmgedréit. Och nach muer wäerte mer zwee Projeten an deem Sënn stëmmen.

An och den neie President vun der Chambre de Commerce, de Luc Frieden, huet nach virgëscht an engem Interview bestätegt, datt Lëtzebuerg fir all Zeenario virbereet ass, gutt virbereet ass. An dat trëfft natierlech och op de Finanzsecteur zou. D'Zil war et, fir an enger Iwwergangsphas eng gewësse Kontinuitéit a Stabilitéit am Finanz- an Assurancësecteur ze garantéieren. Dat ass eis gelongen a mir hoffen och, wéi gesot, weiderhin op dat Bescht. A mir sinn awer op dat Schlëmmst am Brexit virbereet.

Här President, ech kéint nach vill Elementer vun eiser Politik ervirsträichen, op déi ech net all wollt agoen. Ech wëll zum Schluss nach e puer allgemeng Wierder zu dem Statsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun soen.

Ech mengen, de Premier Xavier Bettel huet gëschter eng ganz éierlech Ried gehalen. En huet d'Situatioun, an där mer eis befannen, net beschéinegt, mä awer e realistesche Constat gemaach. Hien huet net nach eng Kéier dee ganze Regierungsprogramm virgestallt, well deen ass jo net a Fro gestallt. Mä en huet awer genau gesot, wou d'Prioritéite sinn. Ech mengen, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass.

Hien huet déi richteg Prioritéiten annoncéiert, fir datt mer op eist Zil vun enger Politik fir méi Gerechtegkeet kënnen zousteieren oder, fir nach eng Kéier mam Bild vum Schëff a stiermesche Gewässer opzehalen: Eise Premier huet d'Rudder fest am Grëff. D'Nol vum Kompass ass ausgeriicht an d'Richtung ass virginn. An d'ganz Koalitiounsequipp huet d'Äerm héichgestréppt, fir d'Schëff sécher virun an an den Hafen ze bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech bedénge mech net der bildräicher Sprooch vu mengem Virgänger hei op dësem Riednerpult, fir dës Debatten hei anzeleeden. Am Numm vun eiser Fraktioun wäerten herno och de Georges Engel an de Franz Fayot nach Stellung bezéien zu eenzelnen Aspekter zu der Lag vun der Natioun.

Ech mengen, dës Debatt gëtt traditionell eigentlech den eenzelne politesche Parteien a Bewegungen d'Geleeënheet, fir hir Analys vun der Situatioun ze maachen, hir Froen a Léisungen ze stellen an ëffentlech duerzeleeën.

D'Deklaratioun vum Premierminister ass eng Aleedung an déi doten Debatt. Hien huet sech dëst Joer ofgewannt vun dem traditionelle Schema, fir e Potpourri ze maache vu sämtleche Beräicher, an huet e Choix gemaach vun haaptsächlech véier Themen, ronderëm déi hien déi Erklärung gemaach huet.

Dat si wichteg Themen, mä selbstverständlech ginn et och nach aner wichteg Themen a Sujeten, déi och schonn hei vun de Virriedner mat an d'Diskussioun erabruecht goufen. A mir wäerten och selbstverständlech als sozialistesch Fraktioun déi Diskussioun breet uleeën. Déi Diskussioun ronderëm déi Deklaratioun, den Inhalt bestäerkt mech a menger Iddi, déi ech versicht hunn, ëmmer erëm virzebréngen, déi awer, muss ech soen, net genuch Secours hat, och an der Conférence des Présidents, fir ze soen: Solle mer net eng Kéier, erëm eng Kéier am Joer, sief et beim Budget, sieft et beim État de la nation, pro Departement oder pro Sujet Diskussioune féieren? Da si mer déi leideg Debatt lass: Firwat ass dat net ugeschwat ginn? Firwat ass dëst net ugeschwat ginn? Dann hu mer eng konzentréiert Diskussioun op eenzelnen Themen eng Kéier am Joer.

Mir hate se emol an alen Zäiten zweemol am Joer. Dat wär vläicht des Gudden ze vill. Mä eng Kéier am Joer mengen ech schonn, dass ee sollt déi eenzel Themeberäicher, déi eenzel Departementer kënnen am Detail diskutéieren, wou dann och natierlech d'Ressortministere Stellung bezéien opsäite vun der Regierung. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi sécherlech eisem Parlament géif gutt zu Gesiicht stoen.

Klimaschutz, ëffentlech Finanzen, Brexit, Dateschutz: Ech wëll kuerz aleedend zur Deklaratioun vum Premierminister zu deenen Themen eppes soen, quitte dass ech op dat eent oder anert nach eng Kéier vläicht méi spéit zréckkommen.

Klimaschutz. Wichteg schéngt mer, dass d'Regierung erkennt, dës Koalitioun erkennt, an ech hoffen, och all Parteien hei erkennen, dass dat ee vun de grousse Sujeten ass, wou et net duergeet, dass mer soen: „Majo, mir féieren déi Politik vun de leschte Joren", déi eng géife soen: „vun de leschte Jorzéngte weider", mä wou mer, mengen ech, e qualitative Sprong musse maachen, wou mer eis zousätzlech Gedanke musse maachen a wou ech der fester Iwwerzeegung sinn, dass, wa mer déi ambitiéis Ziler, déi mer eis hei ginn, als Lëtzebuerger Land an deem dote Beräich wëllen erreechen, wat eis eegen Hausaufgabe sinn, quitte dass mer déi och deelweis iwwer international Instrumenter wëllen ëmsetzen, dass mer dat nëmme kënne maachen, wa mer par rapport zu deem, wat elo scho bekannt ass an decidéiert ass, nach dropleeën, wa mer eis also do iwwer zousätzlech Moossnamen eens ginn an déi och chiffréieren, wa mer och de Käschtepunkt chiffréieren an och kucken, wou mer dann déi Suen hierhuelen.

Dat ass, wat mech bis elo an där Debatt hei op där doter Fro gestéiert huet: dass all déi Virschléi, déi an deem Beräich kommen, alleguerten ausschliisslech drop hiweisen, sech beschränken op Subventiounen, op Abattementen, also u sech op Ausgabe fir de Stat oder manner Einname fir de Stat. A wann een dat da kombinéiert mat anere Fuerderungen, déi an der Steierpolitik gestallt ginn, fir manner Steiere fir d'Betriber, manner Steiere fir déi eenzel Leit ze maachen, d'Upassung vun de Steiertabellen ze maachen: Déi Rechnung do kann net opgoen!

All déi Leit, déi dat eent an dat anert maachen, déi sinn onéierlech, well déi Rechnung do kann net opgoen. Duerfir solle mer och hei vläicht probéieren, zu de Fakten ze kommen an alles op den Dësch ze leeën, wat geplangt ass: wat et kascht, wat et bréngt a wéi mer dat doten och kënne bezuelen, net nëmmen iwwer een, zwee Joer, mä iwwert déi laang Period, wou déi dote Moossname bäibehale musse ginn. Dat nenne mir eng seriö Emweltpolitik an eng seriö Klimaschutzpolitik.

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Berechent muss och ginn de sozialen Impakt vun deem Ganzen, mir hunn et schonn x-mol gesot. D'Klimafro ass och eng Gerechtegkeetsfro. An esou wéi déi sozial Schwaach déi éischt Affer sinn, wann näischt am Klimaschutz geschitt, kann et och net sinn, dass, wa mer Moossname fir de Klimaschutz maachen, dass et déi sinn, déi d'Haaptlaascht vun deem Ganze mussen droen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir mussen handelen, dat schéngt mer evident ze sinn. Mir kënnen eis hei hanner eiser Klengheet net verstoppen. Dat maache mer jo soss an aneren Domänen och net gären! Effektiv, eise Bäitrag zu deem Ganze bleift minim! Mä et däerf een awer och net vergiessen, dass mer u sech eng moralesch a politesch Verflichtung hunn. Mir gehéieren nach wie vor zu de Spëtzereider, wat d'CO_2-Emissioune pro Kapp ugeet, an Europa a weltwäit!

Elo kann een natierlech mam Fanger op China weisen, et kann een op Indien weisen, et kann een op Amerika an op anerer weisen. Dat ass sécherlech richteg. Mir däerfen awer net vergiessen, dass mir scho villes vun deem ausgeschëpft hunn, wou vläicht aner Länner drun denken, an hirer wirtschaftlecher Entwécklung och eppes auszeschëpfen. Duerfir ass jo vun Ufank un an där Klimadiskussioun international versicht ginn, dass déi eng, déi scho wäit sinn, mussen zréckschrauwen, anerer kënnen hir Emissioune bäibehalen. An e puer Länner, déi wäit an der Entwécklung hannendru sinn, déi kréien d'Recht, nach e bësse méi ze emettéieren. Dat ass vun Ufank un d'Regel gewiescht, wéi se international am Rio-Ofkommes festgehale ginn ass, respektiv och an deenen duerno folgenden Accorden, déi komm sinn.

Mir mengen och net, dass et duergeet ze soen, mir missten d'Leit mathuelen, positiv. „Keng Verbueter!", dat hunn ech oft héiere vun e puer Säiten hei. Dat ass fir mech eng nei Vue vun der Ëmweltpolitik, déi mer oft hei eestëmmeg matdecidéiert hunn. E Gesetz, wat Grenzwäerter fir Emissioune festleet, ma dat beinhalt Verbueter! Wann een d'Emissiounen iwwerschreit, dann ass et verbueden, déi Aktivitéit duerchzeféieren. Wëlle mer dat net méi? Ass dat net méi schick, esou Saachen ze verbidden, wann d'Ëmwelt verknascht gëtt a wa mer d'Zukunft vun eise Kanner vreckt maachen? Dierf een dann net méi vu Verbueter schwätzen?

Mech stéiert fundamental déi Aart a Weis, wéi hei argumentéiert gëtt op eng karikatural Aart a Weis, well een eigentlech bei villem de Status quo wëllt. Déi, déi méi wäit wëlle kucken, déi soen: „Mir brauchen nei Regelen an deem dote Beräich!" Ouni nei Regele geet et net. Wie mengt dann, wa mer déi fräi Maartwirtschaft hei gewäerde loossen, dass dann iergendeppes Konkretes a puncto Klimaschutz erauskënnt?

Plusieurs voix.- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Duerfir brauche mer Regelen. Mir brauche se international, an do, wou mer kënnen handelen, brauche mer se och national. Duerfir sinn ech frou, dass de Premierminister och grad op déi verschidden Ebene vun den Aktiounen higewisen huet. Mir mussen europäesch an international handelen. Mir mussen awer och national a lokal handelen. Ouni dat kënnt näischt Guddes derbäi eraus. Dat ass déi Positioun, déi mir als Sozialistesch Partei hunn, an dovunner wäiche mir och net of.

Mir brauchen an deem ganze Beräich en „policy mix", dee wuel aus groussen ëffentlechen Investitioune besteet. A grad do, schonn an der viregter Regierung, a besonnesch an dëser Regierung, läit de Programm fest fir déi nächst Joren. Dozou gehéiert de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport, fir dass mer do 2022/2023 e grousse qualitative Sprong hunn, dass d'Leit echt Alternativen hunn, dass se net méi brauchen zu engem gudden Deel op den Auto zréckzegräifen, mä dass se den ëffentlechen Transport zur Verfügung hunn, fir sech ebe méi ëmweltbewosst a méi klimabewosst kënnen ze behuelen.

Et geet effektiv net duer, de Leit ze soen: „Dir muss dat maachen!", an et si keng Alternativen do, fir sech anescht kënne sozial gerecht ze behuelen. Dat ass immens wichteg. Do muss jidd-

weree seng Responsabilitéit huelen. Mir däerfe keen aus der Responsabilitéit eraushuelen. Mir däerfen eis net als Politiker, Niveau Stat oder Niveau Gemengen, aus der Responsabilitéit eraushuelen. Mir däerfen awer och deen Eenzelnen net aus der Responsabilitéit eraushuelen. Jiddweree soll säi Beitrag leeschten no senge Méiglechkeeten, déi en huet.

Sensibiliséierung ass wichteg, Formatioun ass wichteg, Schoulbildung an deem dote Beräich ass immens wichteg, geet awer net duer. Ech soen et nach eng Kéier: Mir brauchen och zousätzlech Regelen! Mir brauche Steierungsinstrumenter. Dat solle selbstverständlech Subventioune sinn. Dat soll awer och d'Steier als Lenkungsinstrument sinn, fir e gewëssent Verhalen ze favoriséieren an en anert Verhale manner attraktiv ze maachen. Dat ass awer den A an O vun der Ëmweltpolitik zënter éiweg gewiescht. An ech hoffen, dass dat dote vu kengem hei a Fro gestallt gëtt an dass mer konsequent an deem dote Beräich weiderfueren, well et ass immens néideg, dass mer dat maachen.

D'LSAP steet zu där Aschätzung vun der gudder Situatioun, wat d'ëffentlech Finanzen ugeet. Dat ass jo och eng Viraussetzung, fir Politik kënnen ze maachen. Wann d'ëffentlech Finanzen net an der Rei sinn, hu mer net déi néideg Mëttele fir eis Ambitiounen am politesche Beräich. Grad fir den Alldagssuerge vun de Leit entgéintzekommen, do brauche mer Suen, fir dat ze maachen.

Mir sinn an där Situatioun, dass mer 2018 erstmaleg e Statsbudget, en Zentralbudget haten, dee praktesch am Equiliber war, an dass sech fir 2019 vläicht eng äänlech Situatioun ofzeechent. Dat ass eng immens gutt Viraussetzung, op déi mer kënnen déi nächst Joren opbauen, fir weider konsequent op de Beräich notamment vun den ëffentlechen Investissementer ze setzen. Mir ginn net midd, et hei ze soen an deene séllechen Debatten, déi mer beim Budget a bei den Debatte virdrun haten: Dat Schlëmmst, wat engem Land ka passéieren, dat ass eigentlech, en Investissementsdefizit ze kréien.

Ech ka ganz gäre liewe mat engem akzeptabelen Defizit vun den ëffentleche Finanzen, mä ech kann net d'accord sinn, dass mer en Investitiounsdefizit entstoe loossen. Duerfir solle virun allem de Stat an d'ëffentlech Hand insgesamt produktiv Investissementer maachen - do sinn och d'Gemenge gefuerdert matzemaachen -, ob dat elo de Schoulberäich ass, ob dat de Beräich ass vun de sozialen Institutiounen, ob dat deen ass vum ëffentlechen Transport, ob dat deen ass vun der Ëmwelt, ob dat deen ass vun der Fuerschung an der Innovatioun, wou mer och massiv weider mussen investéieren. Alles dat ass onheemlech wichteg.

An ech si frou, zu enger Majoritéit ze gehéieren, déi, no deem absolutten Déifpunkt, dee mer 2013 hate mat manner wéi 1,5 Milliarden un ëffentlechen Investissementer, elo bei iwwer 2,5 Milliarde schlussendlech wäert ukommen. An d'Zil ass, dass mer um Enn vun dëser Period bei engem ëffentlechen Invest vun iwwer dräi Milliarden Euro pro Joer wäerten ukomm sinn. Dat ass eng Viraussetzung, fir dass mer eis Responsabilitéit och par rapport zu där nächster Generatioun seriö huelen. Do beweise mer, dass mer bereet sinn ze investéieren, wou eis Kanner nach wäerten herno dervunner profitéieren. Et ass dat, wat richteg ass. An déi Fro vun enger schwaarzer Null oder net ass fir mech zimlech egal, wann net ugefaange gëtt, kurant Depensë vum Stat iwwer Defiziter ze finanzéieren.

Duerfir si mir der Meenung, dass och en zousätzlecht Ëmdenken op europäeschem Niveau muss geschéien an dass bei all deene Budgetskritären, déi festgeluecht si ginn, do nach zousätzlech Flexibilitéit muss erakommen an dass déi Investissementer, déi a gewëssenen Zukunftsberäicher gemaach ginn, notamment am Klimaschutz musse gemaach ginn, sollen erausgerechent ginn aus deenen europäeschen Normen, fir dass d'Länner do méi Sputt kréien, fir eng progressiv Politik an deem dote Beräich ze maachen.

Une voix.- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- E Wuert zum Brexit. Mir stinn zu deem, wat de Premierminister gesot huet a senger Deklaratioun. Mir sinn eigentlech jo alleguerten e bëssen där Brexit-Diskussioun midd. Mä nach wie vor, esou midd wéi mer se sinn, wann et zu engem haarde Brexit kënnt, wäerte mer eis awer wonneren, wat an deene Méint duerno wäert passéieren, net nëmmen a Groussbritannien, mä och an eise Länner. Esou een haarden, onverhandelten, ongeregelte Brexit wäert negativ Konsequenze bis an eisen Alldag materabréngen. Dat däerf een net verkennen. Duerfir muss een déi lescht Deeg nach notzen, fir awer en uerdentlechen Accord ze kréien an deem Ganzen, a wann et dann net anescht geet, dann ass et dann eben esou.

Mä och dat däerf eis net d'Ae verschléisse virun deem, wat sech do a Groussbritannien deet. Dat deet mir wéi, wann ech gesinn, wéi eng Persoun, hiren aktuelle Premierminister - iwwregens ni an där Fonctioun gewielt vun de Leit -, et fäerdegbréngt, an e puer Wochen - an e puer Wochen! - praktesch all d'Institutiounen ze beschiedegen an amgaangen ass, se lues a lues futtizemaachen, ob dat d'Parlament ass, ob dat de Statschef ass an ob dat d'Regierung, also seng Fonctioun selwer, ass. Dee Schued, deen dee Mann mat senger Politik, mat senger populistescher Aart a Weis, fir un déi Saachen erunzegoen, ugeriicht huet a sengem eegene Land, ass enorm. An dat kann eis net frou stëmmen, dass esou eng Entwécklung an England an de leschte Woche stattfonnt huet.

Mä et wäert sech awer och erausstellen, dass mat engem Member manner Europa net aus allen onséchere Fahrgewässer eraus ass. Da musse mer eis erëm mat eis selwer beschäftegen. Elo hu mer eigentlech och dat doten e bëssen als, jo, als Oflenkung vun deem, wat elo nach alles op Europa duerkënnt. Mir wëssen, dass mer Schwieregkeeten hunn, de Conseil - mat deene Majoritéitsregelen, déi elo gëllen -, d'Kommissioun an d'Europaparlament a ville Froen op ee Punkt ze bréngen.

An eng grouss Fro, déi wäert intensiv diskutéiert ginn, wou elo scho mat Iwwergangsregelunge soll geschafft ginn, ass déi: De budgetäre Kader vun den nächste Joren, wéi gesäit deen aus?

An do soe mir als LSAP-Fraktioun ganz kloer: Mir brauche méi europäesch Gelder, wa mer méi wëlle maachen op europäeschem Plang a puncto Sécherheet, a puncto Immigratioun an a puncto Klimaschutz. Anescht kann Europa net weider fonctionnéieren an anescht kënnen och déi Erwaardungen, déi mir Bierger alleguerten an Europa stiechen, net erfëllt ginn.

E puer Wuert nach zum Dateschutz. Et ass richteg, eng global Approche hei ze hunn - dat ass déi, déi d'Regierung agaangen ass - a sech net ausschliisslech op eng Partie Datebanken a gewëssene Beräicher ze konzentréieren, well mir wëssen, dass et en allgemenge Problem ass. Et ass en allgemenge Problem, an deen ass net nei; ech ginn net midd, et ze soen. Dee besteet bestëmmt zënter 1979, wéi mer dat éischt Gesetz hei zu Lëtzebuerg iwwer eng europäesch Direktiv agefouert hunn, wat eng Reglementatioun vum Dateschutz virgesäit.

Déi successiv Gesetzer vum Dateschutz sinn hei zu Lëtzebuerg zu engem gudden Deel „lettre morte" bliwwen. Si sinn net ugewannt ginn. Wivill vun deenen zegdausend Datebanken, déi et gëtt, sinn da wierklech geneemegt ginn? Well mir ware jo virdrun an engem Geneemegungssystem, engem Notifikatiouns- an engem Geneemegungssystem.

Duerfir brauche mir eis net ze wonneren, dass et onméiglech war, dass ab 2018 d'Grondphilosophie vum Dateschutz geännert huet. Et ass gesot ginn: „Mir fueren net méi iwwer Autorisation préalable, mir fueren iwwer allgemeng gesetzlech Bestëmmungen, an dann ass et un deem eenzelne Responsable du traitement vun der Datebank, fir déi da korrekt ëmzesetzen op seng präzis Datebank." Dat huet, soen ech ganz éierlech, eigentlech misse schifgoen.

Ech wonnere mech e bëssen iwwert d'Hypokrisie vun deenen, déi dat dann elo mat ganz groussem Erstaune feststellen, wou mer iwwer Jore wëssen, wéi d'Situatioun ass. An d'Madamm Hansen kënnt aus hirem leschte Beruff net eraus. Si wëllt ëmmer Datzen ausdeelen. Bon!

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Ech weess net, ob se dat och nach mécht, wa se eng Kéier sollt an d'Regierung kommen. Mä op jidde Fall deelt se ganz gären Datzen aus. Si huet se just hei op där falscher Plaz ausgedeelt. Dir maacht hei, wéi wann dee leschten Avis vun der Dateschutzkommissioun eng Iwwerraschung wär. Mä d'Dateschutzkommissioun huet an hirem Avis elo virun e puer Woche vum Prinzip hier näischt anescht drageschriwwe wéi dat, wat se an hirem Avis geschriwwen hat iwwert d'Gesetz vun 2018, wat d'CSV matgestëmmt huet, wat ee Mann oder eng Fra matgestëmmt huet. A si huet den Avis vun der Dateschutzkommissioun kannt, deen ass nääml ech an der zoustänneger Kommissioun och diskutéiert ginn.

Duerfir wannechgelift, maacht Iech hei d'Liewen net gradesou einfach a vergiesst net, wat … Ech weess, Dir wëllt vergiessen, wat viru siwe Joer war. Mä vergiesst awer net, wat virun zwee Joer war! Dat ass nach net laang hier an do wousst jiddwereen, wat e géif maachen. A mir mussen elo kollektiv kucken, dass mer déi Kar, déi mer mat eragerannt hunn, eng Kéier erauszéien aus deem Morast do an dass mer eis uerdentlech Regele ginn.

Ech wënsche mer nach eng Kéier, an de Minister Bausch huet dat och ugekënnegt, dass d'Chamber net nëmmen informéiert gëtt iwwert dat, wat d'Regierung elo wëlles huet nozebesseren, well et muss an de Gesetzer nogebessert ginn, mä dass mer wierklech eng Kooperatioun kréien tëschent der Regierung an der Chamber, dass dës Chamber och konsultéiert gëtt.

An ech géif mer wënschen, dass d'Oppositioun net nëmme kritiséiert, mä och konstruktiv hëlleft, hei e Gesetz ze maachen, wat d'Strooss hält, wat modern ass, wat eis nach handlungsfäeg mécht, wat och d'Polizei- an d'Justizorganer nach handlungsfäeg mécht, mä gläichzäiteg awer och enger héijer Norm vum Dateschutz gerecht gëtt. Dat ass dat gemeinsamt Zil, dat mer hunn. An hei gëtt et jo eigentlech parteipolitesch keng Divergenzen tëschent den eenzelne Parteien. Dat ass hei e bëssen héichgejubelt ginn. Mä eigentlech si mer eis um Fong zu praktesch 100 % eens.

État de la nation. Et kann ee vill Approchen hunn, fir dorun erunzegoen. Et kann een déi, géif ech soen, Makroebene esou ausschëpfen, dass ee mat Statistike kënnt, dass ee kuckt, wéi u sech no gewëssenen Indicateuren d'Situatioun vum Lëtzebuerger Land ass, d'Situatioun souwuel wat d'Wirtschaft ugeet wéi och vun de Sozialindicateuren. Och de Statec huet jo Efforte gemaach, fir Indicateurs du bien-être auszeschaffen, déi vläicht net ëmmer Joer fir Joer aktualiséiert ginn, déi eis awer och en Iwwerbléck ginn iwwert d'Gesamtsituatioun.

An ech mengen, dass déi Gesamtsituatioun gutt ass. Mä dat gëllt awer net fir all Eenzelsituatioun an enger ganzer Partie Leit geet et net gutt. An déi däerfe mer net vergiessen, och wann déi vläicht net zu eisem deeglechen Ëmfeld gehéieren. Ech huelen hei keen aus. Ech huelen hei keen aus!

Där Leit ginn et. Dat sinn net onbedéngt déi Leit, déi elo bei den „billigen Wohnungen" do an der Rei stoungen. Dat waren der zumindest, déi nach d'Konditiounen erfëllt hunn, fir sech kënnen en Haus ze kafen. Et sinn déi zegdausend aner, un déi ech denken, dobäi och Lëtzebuerger, mä an der grousser Majoritéit sécherlech Netlëtzebuerger. A mir däerfen déi net aus den Ae verléieren, och wa se d'Wahlrecht net hunn.

Dat schéngt mir immens wichteg ze sinn, fir dat ganzt Land hei zesummenzehalen, well et soll ee sech näischt virmaachen: Dat Zesummeliewen, dat mer hunn, dat fonctionnéiert eenegermoossen, mä et fonctionnéiert awer nëmmen esou laang, wéi mer net an enger echter Krisesituatioun sinn. A wann d'Verdeelungskämpf an de Kampf ëm d'Aarbechtsplaze richteg lassginn, da fäerten ech, dass dat Bild, wat mer dobaussen hunn, ganz schnell bréckelt. Duerfir ass et wichteg, op dat Gemeinschaftlecht ze setzen, op d'Veräiner, d'Sportsveräiner, déi an der Integratioun eng enorm wichteg Roll ze spillen hunn.

Mir fält ëmmer erëm op, dass et Manifestatioune gëtt an den Uertschaften, wou sech bal nëmme Lëtzebuerger ophalen. An da gëtt et Manifestatiounen, wou bal nëmmen Netlëtzebuerger sinn. Et ginn der ganz wéineg, wou dat Ganzt sech füügt. A wou sech dat mécht, dat ass an de Veräiner, besonnesch an de Sportsveräiner, déi och op jonk Leit opgebaut sinn. A mir däerfen d'Ënnerstëtze vun deenen Aktivitéiten, d'Ënnerstëtze vum Benevolat, verbonne mat enger gewëssener Professionalisëierung vun där Aarbecht, déi do um Terrain gemaach gëtt, net vergiessen.

Dat ginn net déi grouss Schlagzeilen, mä déi Aarbecht do am Klengen, déi ka villes zesummebréngen a virun allem verhënneren, dass villes schnell auserneebrécht. Déi ganz Fro ronderëm d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ass eng essenziell Fro. Déi hu mer op kee Fall domadder tranchéiert, andeems mer eng Kéier iwwer eng Fro am Referendum ofgestëmmt hunn. Mir mussen eis stänneg mat där doter Fro weiderbeschäftegen, well et kann een net - an dat wëlle mer jo och net - aus all Netlëtzebuerger, deen hei ass, e Lëtzebuerger maachen. Duerfir bleift dat do eng grouss Suerg, déi mer als LSAP-Fraktioun hunn.

All déi dote Froen - ech fänke beim Klimaschutz un -, do gesinn ech jo schonn, wéi d'Parteie sech a Positioun bréngen, a Positioun bréngen, net fir eppes weiderzebréngen, mä fir deem anere seng Iddien ofzeschéissen. Dat mécht mir, an ech soen dat hei vläicht, well et héchstwahrscheinlech meng lescht Ried ass als Fraktiounspresident bei dësen Debatten, immens vill Suergen, wéi mer un déi grouss Dossieren eruginn.

De Logementsdossier - ech kommen herno nach drop zréck - gehéiert sécherlech och zu deenen doten. An dat däerf keng Floskel sinn, dass mer soen: „Oh, mir missten eigentlech zesummeschaffen." Mä jiddwereen ass amgaangen, a sengem Eck ze soen: „Wéi kënne mer deem doten dann am beschten e Fouss setzen?" An da komme mir vläicht herno an do hu mir dann d'Chance, fir ze soen: „Mir maachen et besser!"

Esou kréie mer déi Problemer net geléist. Dat sinn näämlech esou kriddeleg Problemer, dass een ni eng 100%eg Akzeptanz wäert kréie fir all déi Moossnamen, déi ee muss huelen an deem dote Fall. Dat wësse mer. Also ass do Potenzial fir d'Parteien, fir Stëmmen ze verléieren. Also mussen do d'Parteie sech heiansdo iwwer hir Wahlclientèle ewechsetzen, well se mengen, dass et awer richteg ass, dat ze maachen. An anstatt dat dann auszeschëpfen an auszespille géint déi dote Parteien, hinnen deen dote Schratt schwéierzemaachen, misste mer eigentlech zesummen no de Léisunge kucken.

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat bitt sech un an deem heite Beräich? A wann ech déi lescht Zuele vum Statec kucken - déi e bëssen anescht si wéi déi vum Observatoire, muss ech soen, wou ech elo net méi esou richteg weess, wat dann eigentlech déi richteg Zuele sinn -, dee vun 10 %, 11 % plus schwätzt beim Kaf vun Haiser, vun Appartementer, bei de Loyeren, dee besonnesch och weist, dass en immense Sprong wäert kommen an den neie Loyere par rapport zu deene besteeënde Loyeren: Wa mer dat weiderlafe loossen a mengen, dat do géif de Marché iergendwéi regelen, dat geet schif!

Mä si mer all bereet, eng interventionistesch Politik ze maachen an deem dote Beräich?

Une voix.- Wat verstitt Der dann dorënner, Här Bodry?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Do verstinn ech zum Beispill drënner, dass mer musse steierlech Moossnamen huelen, fir gewësse Spekulatiounsformen auszeschalten an deem dote Beräich, dass mer musse steierlech Moossnamen huelen an och aner Moossnamen, fir derfir ze suergen, dass e Bauterrain, deen ausgewisen ass, och viabiliséiert gëtt, dass mer eis eens ginn, wéi mer an Zukunft musse bauen, a wat fir enge Beräicher.

All déi dote Froen, nieft Froe vun der Landesplanung, vun der Organisatioun vun eisen Aktivitéiten am Land, dat gräift jo alles aneneen. D'Wunnengsfro hänkt effektiv och mat der Wuesstumsfro zesummen a si hänkt mat ganz ville Saachen zesummen. Mä si mer bereet, déi doten Diskussioun ze féieren? Oder kucke mer dat weider kleng, kleng, jiddwereen a sengem Beräich, an der Hoffnung, deen anere géif bäilafe mat deem Ganzen an et kéint een doduerjer déi nächst Wahle gewannen?

Dat ass déi einfach Fro, déi sech stellt. Déi stellt sech elo éischter un d'Oppositioun. Mä och d'Majoritéit muss sech Froe stellen.

(Interruption)

Wëllt se wierklech, dass d'Oppositioun soll matschwätzen?

(Interruptions)

Oder mécht se dat nëmmen, well se mengt: „Dann hu mer déi gefrot bei deem Ganzen, a wann et gutt ass, da kréie mir d'Meritte vun deem Ganzen!"?

Dat ass also d'Fro, déi sech stellt an deem dote Beräich. Si stellt sech och a ganz villen anere Beräicher. D'Verfassungsreform - ech kommen net derlaanscht, fir e Wuert dozou ze soen - war ee vun deene raren Domäner, wou mer et iwwer laang Jore fäerdegbruecht hunn, éischtens, d'Primautéit vum Parlament bäizebehalen. Dat ass een Domän, wou d'Parlament d'lescht Wuert huet. Mir kënne kenger Regierung hei d'Schold ginn. Mir waren et, mir sinn et. Ech hoffen, dëst Parlament bleift et och. An op där anerer Säit ass elo aus heiterem Himmel - ech muss et soen - eppes a Fro gestallt ginn, wou mer ëmmer Konsens haten. Mir haten e Konsens um Inhalt a mir haten e Konsens op der Prozedur. Momentan hu mer weder e Konsens méi um Inhalt, schéngt et mer, an och scho guer net méi op de Prozeduren.

Bon, mir kréien dat vläicht erëm iergendwéi hin. Ech soen, hei ass d'Vertraue gebrach a mir hu gewisen, dass mer an deem eenzege Beräich, wou mer eigentlech probéiert hunn, anescht ze fueren, elo och op déi Ondugenden zréckgräifen, dass jiddwereen da versicht, emol säin eegene Wee ze goen: „A wéi kommen ech dann elo am beschten eraus?" An: „Ech wëll deem awer elo net weiderhëllefen, dass deen herno e Succès kann hunn", wou et eigentlech jo misst ëm d'Saach goen. Wou mer alleguerte wëssen, dass eis Verfassung hoffnungslos verstëbst ass, dass se onbedéngt muss moderniséiert ginn an och completéiert ginn an a groussen Deeler realitéitsfriem ass - wat a mengen Aen immens riskant ass, wann een eng

Verfassungskontroll huet vun de Gesetzer par rapport zu enger Verfassung, déi vereelzt ass.

An duerfir si mer eis eigentlech um Fong eens, mä mir bréngen et nach wie vor och hei elo ëmmer méi schwiereg fäerdeg, déi Iddi vum Konsens bäizebehalen.

Dozou eng allgemeng Bemierkung: Wat mech fuerchtbar stéiert - an dat ass eng Entwécklung vun deene leschten 20 Joer, dat war net de Fall nach an den 80er, 90er Joren, wéi ech hei ugefaangen hunn -, dat ass, dass de Begréff „Kompromiss" ufänkt, en negative Begréff ze ginn. Kompromëss ass fir mech ëmmer eppes Positives, dass probéiert gëtt, sech an der Mëtt ze treffen.

Une voix.- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dass sech net een zu 100 % géint deen aneren duerchsetzt, dass ee kuckt ofzeweien an ausgeglachte Léisunge fënnt. An dat ass futti! Dat ass ëmmer méi futti an der Opinion publique an dat gëtt heiansdo duerch eis Parteikämpf nach eng Kéier dobausse geschüürt.

A grad d'Verfassung ass en Text vun der Mëtt. Grad d'Verfassung däerf net d'Resultat sinn, wou ee sech géint deen aneren duerchsetzt, mä et muss dat sinn, wou jiddweree sech kann dran erëmfannen!

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dat gëllt fir mech och fir eng ganz Rei vun aneren Domänen, wou ech net d'accord sinn, dass da gesot gëtt: „Aah, Kompromiss, dat ass e Kouhandel." Dat ass dann ...

(Interruption)

... dem Gast Gibéryen säin Ausdrock. Jo, wéi soll et dann anescht sinn, wéi dass ee sech op deen aneren zoubeweegt? Ass dat ëmmer e Kouhandel? Ech weess net, wéi déi Leit hiert Privatliewe féieren.

(Interruption)

Anscheinend ..., do schéngen et da keng Kouhändel ze ginn. Do setzt sech dann ëmmer anscheinend ee géint deen aneren duerch.

Esou komme mer privat net virun. Esou komme mer och, mengen ech, an der ëffentlecher Diskussioun net virun, wa mer net bereet sinn, d'Argumenter ze lauschtere vun deem aneren an ze kucken: Kommt, mir setzen eis eens op deem dote Punkt an ee beweegt sech op deen aneren zou! Dat schéngt mer essentiel ze sinn! A wa mer dat hei zu Lëtzebuerg, an deem Ministat, wou mer hei sinn, net begraff hunn, da leie mer total falsch!

(Brouhaha)

An dat kann eis eng Kéier wäit ewechbréngen, wa mer dat doten net méi respektéieren!

Wuessend Ongläichheet an eiser Gesellschaft, déi ass och do, déi ass och zu Lëtzebuerg. Mir spiere se vläicht net an eisem Ëmfeld, an eisem Alldag, mä si ass do.

Bon, ech hunn elo am héijen Alter ugefaangen, mech ëm e puer sozial Fäll ze bekëmmeren, déi ech betreien: eng Flüchtlingsfamill aus Syrien an e Lëtzebuerger Fall, deen ech vu menger Gemeng aus kannt hunn. An éischtens hunn ech emol festgestallt, wéi esou eis Servicer fonctionnéieren. Ech soen lech hei: Déi si rapid am Asetze vu Sanktiounen. Dat geet ganz schnell. A si sinn net ëmmer esou effikass am Begleede vun de Leit, am Berode vun de Leit. Dat ass meng Erfahrung, déi ech gemaach hunn.

A virun allem léiert ee vläicht emol wierklech ze verstoen, wat et heescht, no enger Wunneng ze sichen an et huet een de Mindestloun oder manner wéi de Mindestloun. D'Cafészëmmer ass dann d'Léisung. Da muss nach eent fräi sinn. A mat 45 Joer an e Cafészëmmer ze goen, dat ass näischt Flottes. A wann een dann eng Wunneng sicht, da steet een do an der Rei: 10, 15, 20 Leit, déi interesséiert sinn un enger Wunneng, wann et nëmmen en eenegermoossen akzeptabele Loyer ass, deen ugebuede gëtt.

Wie kritt déi dote Wunneng? Dee mat de Komplikatiounen? Dee mam Mindestloun? Deen, deen e befristeten Aarbechtsvertrag huet? Dee sot, ech hunn 2.000 Euro? Oder wiem gëtt de Proprietär dann, am Regelfall, déi dote Wunneng?

Et ass mer opgefall, dass also all déi Hëllefsmoossnamen, déi mer hunn, déi gutt geduecht sinn, wéi Garantië vum Stat fir d'Kautioun an esou virun an esou weider, guer net zum Droe kommen, well d'Leit emol net esou vir an der Prioritéitelëscht sinn, dass se kënnen dovunner profitéieren.

Et huet mir eigentlech vill bruecht, dat doten, wat ech gemaach hunn, well ech einfach gemierkt hunn, wéi et an der Praxis leeft. An dat ass eng aner wéi dat, wat mir hei - mat alle gudden Absichten! - heiansdo diskutéieren. D'Realitéit um Terrain ass oft vill méi eng rau a vill méi eng haart, wéi mer dat kënne mengen. Duerfir ass et och schwéier, Léisungen ze fannen.

Well all Fall ass anescht. Et sinn ëmmer individuell Situatiounen. A mir mussen hei mat allgemenge Regelen - am Gesetz, dat kann net anescht sinn - probéieren, méiglechst gerecht op déi Villfalt vu perséinleche Situatiounen ze reagéieren. Dat ass onheemlech schwéier.

Bei der syrescher Flüchtlingsfamill, do war et d'Fro, eng vun den éischte Froen, déi essentiel ass fir d'Integratioun an d'Weiderkommen: Wat fir eng Sprooch? Mä eigentlech hätte missen, opgrond vun der Verschiddenaartegkeet vun der Situatioun an der Famill: pensionéiert Elteren, Kanner, déi awer schonn en Ofschloss, awer op Arabesch, a Finanzwirtschaft zum Beispill hunn, anerer, déi an héije Schoule waren, déi immens vill Sprooche kënnen, awer nëmme bis op e gewëssene Punkt, déi an eisem Schoulsystem, wou awer nach ëmmer vill Wäert geluecht gëtt op dat Schréftlecht - déi awer hir Sprooch eigentlech sur le tas geléiert hunn, sech kënne formidabel domat erëmschloen, méi wéi munche Lëtzebuerger kann -, déi awer an eisem System net erakomme mat deenen dote Kompetenzen, eigentlech also hätten och do déi Leit missen individuell begleet ginn. Déi Méiglechkeeten hu mer net, kënne mer net.

Duerfir, mengen ech, ass mer also wichteg - oder fir mech war et wichteg, soen ech -, dass ech do erëm eng Kéier konnt uknäppen a leschter Zäit, wou ech a mengem Affekotéberuff ugefaangen hu viru laange Joren, wou ech och vill Affären hat, vill einfach Affären hat aus dem dagdeegleche Liewen. Dat ass vum Nopeschsträit gaangen iwwer Aarbechtsrecht bis, bis, bis ... An dat huet mer eigentlech vill bruecht an ech sinn amgaangen, dat doten erëm eng Kéier e bëssen opzefrëschen. An dat mécht een och e bësse bescheiden, wat déi Méiglechkeeten ubelaangt, wou mir als Legislateur eigentlech kënnen awierken, fir op déi eenzel Punkten eranzekommen.

Duerfir, ech hunn et ugeschnidden: D'Logementsproblematik ass fir mech a fir meng Partei en essentielle Punkt. An et gesäit een, dass dat och ëmmer méi staark spillt bei der Fro vun der Pauvretéit. Obwuel, wéi gesot, et kann een déi Aart a Weis, wéi de Risque de pauvreté ausgerechent gëtt, kritiséieren. Mä deen dréit eigentlech net dem Facteur Logementsdeierecht Rechnung - wat eigentlech zu Lëtzebuerg nach eng Kéier e ganz anert Gewiicht huet, wéi mer eis dat kënne virstellen.

An duerfir komme mer, mengen ech, net derlaanscht, dass mer Bauland mussen ausweisen, Bauland musse viabiliséieren, bezuelbare Wunnraum schafen an awer och derfir suergen, dass mer déi Spiral duerchbriechen, déi doranner besteet, dass, wann ee seng Terraine broochleie léisst, dass een dann nëmme ka Gewënner si vun där Operatioun.

Wat s de méi laang waarts, fir däin Terrain ze viabiliséieren, wat s de eigentlech d'Perspektiv hues, méi räich ze ginn - wa mer dat net duerchbrach kréien, mengen ech, dass all déi aner Léisungen nëmme Plooschtere sinn op en hëlzent Been! Duerfir, wéi gesot, de Wonsch vu mir, de Wonsch vu menger Fraktioun ass, dass mer hardi un där doter Fro weiderschaffen.

Op d'Ëmweltfro sinn ech agaangen. Ech wëll net ze vill aushuelen, well ech awer elo e bëssen hei deviéiert si vum virbereeten Text.

(Interruption)

Ech wollt awer och déi allgemeng Chiffere kucken, well dat ass och eng Realitéit. Et muss ee just déi Realitéit vum Terrain an déi allgemeng Indicateure beieneebréngen.

De reale Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg: 2,5 % bis 3 % an der Moyenne iwwert déi lescht Joren. Dat gëtt vläicht e bësse manner an deenen nächste Joren; wann ech och kucken, wéi notamment eist Nopeschland Däitschland sech entwéckelt. Dat huet an der Vergaangenheet meeschtens geheescht, dass mer méi Chômage kritt hunn.

De Statec huet eng Kéier viru Joren ausgerechent: Wann de reale Wirtschaftswuesstum net bei 3 % läit, da geet de Chômage net méi erof. A mir riskéieren och, quitte dass do aner Froen nach matspillen, an déi Situatioun eranzekommen, dass, wa mer bei 2 %, 2,5 % leien - wat nach ëmmer héich ass par rapport zum Rescht vun Europa -, dat dozou féiere kéint, dass an där spezifescher Situatioun, wéi mir se hei hunn, awer och de Chômageproblem net méi kleng gëtt, mä dass d'Zuel vun deene Leit, déi no Aarbecht sichen hei, och méi grouss gëtt.

Virun allem gesäit een ëmmer méi, dass no neien Etüden d'Relatioun reale Wirtschaftswuesstum an aner Entwécklungen net méi honnertprozenteg klappt.

De Finanzminister huet an enger viregter Kommissioun vun de Finanze gesot: „Effektiv, déi bal honnertprozenteg Relatioun, déi fréier bestanen huet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an den Einnamen, Steiereinname vum Stat, déi besteet net méi an deemselwechte Mooss, wéi dat traditionell de Fall war." Wat natierlech d'Viraussoen immens schwiereg mécht.

An datselwecht gëllt och mat der Bevëlkerung. Eis Bevëlkerung, mir sinn zënter zéng Joer ..., et ass e relativ rezente Phenomeen. Et sinn Zäite ginn, wou mer 5 % Wuesstum haten, wou eis Bevëlkerung vill manner eropgaangen ass wéi elo. Mir sinn elo an enger Situatioun, dass d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg esou grouss ass, dass u sech, ob de Wuesstum erofgeet oder eropgeet, d'Bevëlkerung weider wäert wuessen. Do ass keng direkt Relatioun méi do. Och wéi mer an der Wirtschaftskris waren, wéi eise Wirtschaftswuesstum erofgaangen ass, huet d'Bevëlkerung zu Lëtzebuerg weider zougeholl, well mer nach ëmmer méi attraktiv sinn a Krisesituatioune wéi déi Länner ronderëm eis an esou Leit, souguer vill Leit vu wäit op Lëtzebuerg kommen.

Duerfir wëll ech deene soen, déi mengen - wéi wann ee kéint op e Knäppchen drécken a soen: „Elo kréie mer esou vill Prozent Wuesstum"; dat ass awer eng aner geckeg Iddi! -, mä déi mengen, wa mer de Wuesstum elo géifen drosselen, da géifen automatesch zu Lëtzebuerg manner Leit op Lëtzebuerg kommen, dat schéngt mer falsch ze sinn.

(Interruption)

Dat ass wëssenschaftlech momentan net méi beluecht.

Da kommen ech zu engem anere Punkt, dee mer wichteg ass. Dat ass déi Aart a Weis, wéi mir eis Aarbechten hei organiséieren; dat gëllt och zum Deel op Regierungsniveau. Ech mengen, mir mussen ... A mir hate jo elo gutt Kontakter mat der Uni Lëtzebuerg, mir hunn ewell eng grouss Uni. Mir hunn och vill Kompetenz op där Uni. Mir hu Fuerschungsinstituter, mir hunn e Statec, mir hunn eng ganz Rëtsch vu Wëssenschaftsinstituter - ma kommt, mir benotzen déi méi! Kommt, mir benotzen déi net nëmmen, fir herno ex post eng Observatioun ze maache vun deem, wat ass, mä kommt, mir benotzen dat, wat vu Kompetenzen do läit a mir benotzen et, fir eis Politik ze definéieren, fir de Kader ze setzen, a wat fir eng Richtung dass mer wëlle goen, fir effektiv och strategesch ze denken! An dat maache mer net genuch.

Ech kann net aschätzen, wéi wäit d'Regierung et mécht. Ech weess awer, dass d'Chamber et praktesch net mécht. An duerfir sinn ech frou, dass mer zumindest awer decidéiert hunn, dass mer eis eens sinn, fir hei an der Chamber eng Cellule d'évaluation ze maache vun den ëffentleche Politicken, fir an eenzelne Beräicher, déi mer gemeinsam mussen determinéieren, och emol ze kucken: Dat, wat mer esou decidéieren hei, wierkt dat iwwerhaapt? Dat hat jo iergenden Zweck. Mat där Moossnam do - ob dat Subventioune sinn, ob dat eng Regel ass - wollte mer eppes erreechen. Ass dat, no esou vill Joer, erreecht ginn? Oder huet sech erausgestallt, dass et näischt bruecht huet? An da musse mer et vläicht ersetzen duerch eppes anescht.

Dat maache mir net genuch. Mi hunn d'Tendenz hei, fir déi Decisiounen, déi eng Kéier geholl sinn - zumools, wa se populär sinn - weiderzeschreiwen; obwuel se en fait vläicht deem Eenzelnen eppes Klenges bréngen, mä en fait awer net der Zilsetzung gerecht ginn, déi sengerzäit geholl ginn ass, fir dat anzeféieren.

An do wënschen ech mer, dass mer dat méi konsequent asetzen, dass mer méi systematesch op deen Know-how zréckgräifen, deen do besteet. Duerfir kann een déi Verstäerkung - déi vun de Fraktiounen, déi mer prinzipiell decidéiert hunn ab deem nächste Joer - och derzou notzen, dass mer och do weider Kompetenz opbauen, wann déi Leit, déi do zousätzlech kënnen agestallt ginn, och richteg agesat ginn. Dat schéngt mer och essentiel ze sinn, wa mer do wëllen e Plus bei deem Ganze kréien.

Ech mengen, dass mer eis sollten och opmaachen an eise legislative Prozesser. Also, ech halen net vill, dat soen ech direkt, vu Lousparlamenter, esou Nieweparlamenter, déi Biergerversammlung genannt ginn a wou per Lous dann do soll dat erauskommen, wat anscheinend déi gewielte Vertrieder net kënnen oder net méi wëssen. Ech hunn e seriöse Problem domadder, well ech awer mengen, dass mir alleguerten och nach hei Bierger vun dësem Land sinn an och nach eenegermoosse wëssen, wat sech am Land deet. An duerfir, mengen ech, sollt een net hardi Iddien einfach nëmmen emol opgräifen, déi emol net richteg ëmgesat sinn. Et soll een emol ofwaarden: Wat huet dat bruecht op deene Plazen, wou et dann agefouert ginn ass? A wou ass et agefouert ginn? An da soll een eventuell, wann dat positiv ass, dat adaptéieren op Lëtzebuerg. Mä esou d'Saachen ze maachen, bréngt et net.

Ech mengen awer, dass mer eppes kéinte maachen, wat mer bei der Verfassungsreform probéiert hunn: dass mer bei wichtege Gesetzestexter - mir hu jo laang Prozeduren zu Lëtzebuerg, e klengt Land mat laange legislative Prozeduren -, dass mer eng Fënster notzen, wou mer kënnen den Input vun de Leit kréien, dass mer eng Fënster opmaache bei wichtege Projeten, fir ze soen: „Hei, mir maachen eis op". Dass mer déi offiziell Avise froen, mä kommt, den eenzelne Bierger ka säi Kommentar zu deem Text eraginn, seng Virschléi, seng Kriticken eraginn, an da ginn déi vun der Chamber mat verschafft!

Dat ass eppes, wat och ugefaange gëtt, an anere Parlamenter probéiert ze ginn. Et schéngt mir eng méi richteg Schinn ze sinn, wéi e Melange ze maache vun direkter Demokratie an indirekter Demokratie, wou net méi kloer ass, wien am Endeffekt nach Decisiounen hëlt. Dat muss kloer bleiwen!

Mir sinn an enger parlamentarescher Demokratie. Do solle mer derbäi bleiwen. Et muss also och d'Decisiounsgewalt do bleiwen. Mä et verhënnert awer net, dass mer eis méi opmaachen an eenzelne Momenter vun eise Prozeduren, fir och emol ze héieren, wat d'Reaktioun um Terrain ass, wat déi Leit, déi direkt wäerte concernéiert sinn, déi mat eenzelne Virschléi da konfrontéiert ginn, wat se dovunner mengen, fir dass mer dat kënne mat an eis Iwwerleeung hei eranhuelen.

En allerleschte Punkt, deen ech wollt uschneiden, e bëssen aus Aktualitéitsgrënn. Et ass eben traureg, dass mer ëmmer nëmme bei gewëssene Fait-diversen - anerer géifen „Skandaler" soen -, déi sech breetmaachen, reagéieren als Politik, obwuel mer wëssen, dass mer dach e Potenzial hunn, dass Leit aus dem Carcan vun de Regelen ausbriechen, och bei de Politiker.

Mir haten 2011 hei eestëmmeg eng Resolutioun gestëmmt. Also mir kënne kengem d'Schold ginn, et ass eng Resolutioun, eis selwer hu mer gesot: „Kommt, mir féieren Deontologieregelen an, mir ginn eis Code-de-conduiten, well dat präventiv kann derzou féieren, dass et net zu Infraktioune kënnt. Mir ginn eis dat fir d'Chamber. Mä d'Regierung soll sech dat och ginn." De Statsrot, deen net erwäänt war, huet sech seng Regele ginn. Mä do stoung och dran, dass mer dat sollte fir d'Agents publics maachen a mir sollten et maache fir d'Élus locaux.

Ech weess, dass et do an der viregter Regierung Viraarbechte gi sinn, déi awer nach net, bis elo, un e gutt Enn gefouert gi sinn. Ech mengen, elo deet sech eng Fënster op. Ech gleewe jo hei un déi Fënsteren an der Politik, déi sech heiansdo opdinn. Ech mengen, dass elo de Moment do wär, leider ënnert deenen doten Ëmstänn, ...

(Hilarité)

... fir eben do Neel mat Käpp ze maachen, an dat eigentlech, wat mer eis selwer virgeholl hunn, och ëmzesetzen: dass mer a sämtleche Beräicher eis och do e Code de conduite ginn.

Dat léist net all d'Problemer. Mä et hëlleft menger Ansicht no awer, de Risiko ze verréngeren, dass et zu Feelverhale kënnt. Da gi vläicht déi rout Luuchten un, déi Leit gefeelt hu bei Decisiounen, déi se an hiren Ämter geholl hunn.

Duerfir sollte mer gemeinsam och dorunner schaffen - dat war och bis elo ëmmer e gemeinsame Projet -, dass mer och dat honnertprozenteg ëmsetzen, wat mer eis sengerzäit, virun elo scho praktesch aacht Joer, virgeholl hunn. Dat ass och eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Politik an dat gehéiert och an d'Diskussioun zur Lag vum Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Fraktiounscheffin vun deene Gréngen, d'Madamm Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. Wéi ëmmer huet den Alex Bodry d'Lat erëm ganz héich geluecht. An ech versichen dann, e bësselchen deem nozeäiferen, mä ech kommen net driwwer.

Här President, „Duerch déi schwéier Erkrankung vum Félix Braz ass d'Dräierkoalitioun onerwaart fréi aus dem Summerlach gerappt ginn. [...] Mä och programmatesch steet Blo-Rout-Gréng virun entscheedende Wochen."

Dir Dammen an Dir Häre, de Journalist, deen dës Sätz virun der Rentrée geschriwwen huet, hat recht. Well jo, dës Koalitioun, a virun allem mir als Gréng, si mam Ausfall vum Félix Braz als fairen a konstruktive Politiker, mä och als ganz gudde Frënd konfrontéiert. A mir wënschen dem Félix, datt en nees séier op d'Bee kënnt a gläich nees um gesellschaftleche Liewen deelhuele kann. An ech soen och dem Premierminister e grousse Merci, datt en déi léif Wierder gëschter un hie geriicht huet.

Wéi gesot, ass dës Koalitioun awer net nëmme mam Ausfall vum Félix Braz konfrontéiert. Och inhaltlech sti mir als Koalitioun, mä och als Politik insgesamt virun entscheedene Wochen. Och wann ee jo op den éischte Bléck kéint mengen, zu Lëtzebuerg wier d'Welt dach scho längst an Uerdnung.

Effektiv befanne mer eis zu Lëtzebuerg an enger „komfortabeler Situatioun", wéi de Serge Allegrezza dat nach gëschter Mueren op RTL gesot huet, virun allem wa mer eis mat eisem Emfeld vergläichen. Besonnesch wat d'Finanzplaz ubelaangt, sti mir am internationale Verglach ganz gutt do. An et ass och net verwonnerlech, datt d'Agence Moody's eist Land eng weider Kéier mam begierten Triple-A ausgezeechent huet.

Domat krute mer eng weider „bonne Note fir eise stabille Wuesstum, eis robust Institutiounen, eis virausbléckend Wirtschaftspolitik an eis gutt budgetär Leeschtung", wéi et an der Press genannt gëtt.

D'Zuele schwätzen hei fir sech: Wat d'Statsschold par rapport zum PIB ugeet, esou ass déi an de leschte Jore weider gefall a läit deemnächst jo viraussiichtlech ënner 20 % vum PIB. Dat ass schonn erstaunlech a bedeitend. 2018 waren et nach iwwer 21 %, 2017 23 %, a vun de Jore virdrun net ze schwätzen. Lëtzebuerg behält also seng niddreg Statsverschëldung, wärend eis Nopeschlänner Frankräich an d'Belsch mat enger Statsverschëldung vu bis zu 90 % vun hirem PIB ze kämpfen hunn.

En zweete Beräich, Dir Dammen an Dir Hären, an deem mir eis am internationale Verglach auszeechnen, betrëfft natierlech de Beschäftegungstaux, mat engem stabillen Taux d'emploi vun ëm déi 94 % bis 95 %, och wann dat ganz sécher keng Garantie fir d'Zukunft wäert sinn. Dat huet den Alex Bodry virdrun erkläert. Et ass awer e wichtege Parameter, fir déi wirtschaftlech Situatioun vun eisem Land an d'Kafkraaft vun eise Biergerinnen a Bierger ze bewäerten.

Derbäi kënnt e gudde Sozialsystem, wou mer vill beneit ginn. E berout op Solidaritéit an ass eigentlech opgebaut, datt méiglechst keen duerch d'Netz fält; am Idealfall.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst alles zeechent Lëtzebuerg aus. An awer däerfe mer eis vun dëse Spëtzepositiounen, vun dëse Goldmedailen, déi mer verdéngen, net blende loossen. D'Entwécklung aus de leschte Joren a Jorzéngten huet näämlech och hir Schietsäite mat sech bruecht, mat alle Geforen a Risiken, déi sech dohannert verstoppen an déi Lëtzebuerg eigentlech am negative Sënn auszeechnen.

Domat mengen ech de Logement, ganz kloer. Ech mengen awer och den oniwwerluechten Ëmgang mat eisem ganz limitéierten Territoire an der Vergaangenheet. Ech mengen de rasante Wuesstum, dee vill ze vill laang sech selwer iwwerlooss ginn ass. Ech mengen de steigende Risiko vun Aarmut an Iwwerverschëldung an eiser Gesellschaft an natierlech dee wichtege Beräich vun der Ëmwelt-, Energie- a Klimapolitik, wou ganz sécher muss ëmgesteiert ginn, do si mer eis eens. Eisen ökologesche Foussofdrock, dat huet de Xavier Bettel och gëschter erkläert, ass dee vun den USA - wann ee proportional pro Awunner kuckt. Dat kann et definitiv net sinn!

Et sinn dës fënnef Kärthemen, op déi ech zesumme mat menge Fraktiounskolleegen, dem Djuna Bernard an dem François Benoy, wéilt agoen. D'Djuna wäert d'Sozial- an d'Educatiounspolitik, mä och d'Familljepolitik beliichten, wärend de François wëllt op d'Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik méi am Detail agoen.

Déi fënnef Beräicher, déi ech genannt hunn, stinn och am Mëttelpunkt vum Wirtschaftsrapport vun 2018 vun der OCDE, deen iwwer Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass. Dëse ganz interessante Rapport ass kierzlech vum Generalsekretär vun der OCDE, dem Angel Gurría, hei an der Chamber virgestallt ginn an en huet vill Leit vun eis ophéiere gelooss. E weist net just op déi Problemfelder hin, déi ech genannt hunn, an op d'Geforen, déi sech derhannert verstoppen, e weist och Pisten op, wéi een d'Entwécklung vun eisem Land an eng positiv Richtung ka lenken a verschidde Risiken an de Gréff ka kréien oder se zumindest kann offiederen.

Ugefaange beim Logement, dat ass och en Top vun eise Prioritéiten. Dozou gëtt et munches ze soen, ugefaange bei der Politik aus der Vergaangenheet, déi jo zu der miserabeler Situatioun gefouert huet, mat där mer haut konfrontéiert sinn.

Et ass kee Geheimnis: Jorzéngtelaang huet zu Lëtzebuerg d'Meenung dominéiert, datt kee Wee laanscht de Kaf vun engem Eegenheem um fräie Maart féiert, fir zu der Gesellschaft dozouzegehéieren. Souzesoen nom Motto: „Trautes Heim, Glück allein". Am beschten um Land, mat engem grousse Beréng ronderëm. Op deem Hannergrond hunn déi verschidde Regierunge ganz vill Bäihëllefe beim Kaf vun engem Eegenheem agefouert. Mä leider ass dës Politik an enger Sakgaass gelant.

Firwat? Ganz einfach, well se engersäits net verhënnere konnt, datt d'Präisser vun den Terrainen exponentiel gewuess sinn, an anersäits, well dës Zort vu Politik d'Offer um Wunnengsmaart net erhéicht huet.

Mëttlerweil féiert de séchere Wee zu enger Wunneng praktesch nach just iwwer Ierfschaften. Mam Resultat, datt eis Gesellschaft an zwee gedeelt ass tëschent deenen engen, déi sech schonn a jonke Joren eng Wunneng kënne leeschten, an deenen aneren, déi duerch den Netbesëtz vun enger Wunneng an d'Aarmutsfal an an d'Iwwerverschëldung geroden.

Ëmmerhi klammen d'Präisser vun de Wunnengen zanter 2010 ëm 5 % am Joer, an am leschte Joer souguer ëm 11,4 %. Och dat ass schonn hei gesot ginn. De Corollaire vun där Entwécklung ass, datt d'Kafkraaft vun de Stéit ofhëlt an datt déi geféierlech Phenomeener wéi Aarmutsrisiko an Iwwerverschëldung, mä och Ausgrenzung zouhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng kënne mir nëmme begréissen, datt dëse Problem net méi vun der Politik tabuiséiert gëtt - an domat mengen ech wierklech eis alleguer.

Lues awer sécher huet sech a politesche Kreesser d'Erkenntnis duerchgesat, datt d'Wunnengsbaupolitik an d'Logementspolitik als solch net just eng Politik fir Besëtzer a Spekulanten däerf sinn. D'Wunnengsbaupolitik muss och eng Politik fir déi Leit sinn, déi sech keng eege Wunneng kënne leeschten an eng Locatiounswunneng wëllen. Et ass do, wou dës Regierung ëmsteiert, an dat begréisse mir ausdrécklech.

Natierlech wier et vermessen ze behaapten, e Logementsminister oder eng Regierung als solch kéint der Präisspiral um Privatmarché kuerzfristeg en Enn setzen. Dat ass eng Utopie.

Et ass awer realistesch a richteg ze behaapten, datt den negativen Trend duerch geziilt Moossname gebremst ka ginn, well dës Regierung de Courage dozou huet, nei Weeër anzeschloen: éischtens, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg mëttelfristeg a laangfristeg nees accessibel ze maachen, an zweetens awer och, fir d'Offer ze erhéijen, woumat ech net d'Offer vu groussen Eegenheemer mengen, mä d'Offer vu Locatiounswunnengen an neie Wunnformen, wat och ganz wichteg ass.

Dat si Wunnformen, déi intergenerationeller Natur sinn, déi d'Leit zesummebréngen a wou et méiglech ass, datt jonk Leit zu méi an enger Wunneng kënne liewen, an engem Haus kënne liewen, an net jiddweree fir sech eleng. Dat ass eng grouss Demande, déi an dësem Land nach net erfëllt ass.

Ech kann et net oft genuch widderhuelen: Wa bezuelbare Wunnraum soll entstoen - dat wëlle mer jo all -, dann däerf een einfach d'Entwécklung net méi dem Privatmaart iwwerloossen. An da stellt sech och d'Fro, ob all déi, déi méi onbequeem Moossname mussen huelen, weiderhin op deem Wee wäerte matgoen. Da muss de Stat zum Beispill souwuel d'Gemenge wéi och déi ëffentlech oder halleféffentlech Partner méi konsequent mat an d'Boot huelen - mat Betounung op „d'Gemengen"! - a Synergië schafen.

Dat bedeit awer och, datt de System vun de Lafzäiten an den Zënstauxe beim Bau vu subventionéierte Wunnengen adaptéiert gëtt, an zwar mat enger Lafzäit vu 40 Joer fir all Projet, deen an de Genoss vun der maximaler Subventioun vu 75 % kënnt. Am Beschte mat der Obligatioun, datt dës Wunnengen duerno just un en ëffentlechen Akteur weiderverkaaft kënne ginn.

Ech kucken op den Här Mars Di Bartolomeo, dee Rapporter ass vum Rapport vun der Cour des comptes iwwert de Logement, iwwert de subventionéierte Logement. An et ass genee déi do Dispositioun, déi an deem Rapport recommandéiert gëtt.

Wichteg ass och, datt déi sougenannt „bailleurs sociaux" méi kloer definéiert ginn an datt se duerno vu méi enger grousser staatlecher Ënnerstëtzung kënne profitéieren.

An deem Sënn begréisse mir als gréng Fraktioun - an ech hoffen, net nëmme mir -, datt d'Nach-Logementsministesch Sam Tanson sech schonn zu all dëse Reformen inklusiv der Reform vum Pacte Logement mat de Gemenge bekannt huet an datt hiren Nofolger Henri Kox - deen nach hei op dëser Säit sëtzt zu dësem Moment, awer net méi laang - decidéiert ass, fir op där Schinn weiderzefueren.

Domat net genuch: Ech kommen zur Grondsteier, déi eis fatzeg um Häerz läit, net well se ze héich ass, mä well se vill ze niddreg ass. An dat soen ech ganz däitlech! Zanter genee 78 Joer ass den Eenheetswäert vun den Terrainen an eisem Land net méi un déi reell Entwécklung vun den Terrainspräisser ugepasst ginn. 78 Joer! Dat ass e regelrecht Versäumnis, mä och e gudde Beweis, datt déi Lëtzebuerger Steierpolitik ganzer 78 Joer laang passiv war, amplaz sech déi néideg Steierinstrumenter ze ginn, fir d'Bauterraine virun der Spekulatioun ze schützen.

Steieren, Dir Dammen an Dir Hären, sinn nun emol do, fir ze steieren! Datt dat net geschitt ass, ass elo net d'Schold vun der Madamm Minister Bofferding, der Innenministesch, déi jo do mat federführend ass, zesumme mam Här Gramegna. Si wäert sech där Herkulesaufgab unhuelen. An ech wënschen hir elo scho vill Energie. Et ass awer och net d'Schold vun deenen, déi d'Grondsteier am Krich agefouert hunn. Et ass eenzeg an eleng d'Schold vun deene ville Ministeren, déi jorzéngtelaang fir d'Innen- an d'Steierpolitik zoustänneg waren an de Kapp bal e ganzt Jorhonnert an de Sand gestach hunn. Dat war net keen.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës steierlech Moossnamen, vun deenen ech elo geschwat hunn, betreffen en anert Kärthema, wat vun der OCDE analyséiert ginn ass. Et geet ëm déi generell Besteierung vum Bauland a vun der Propriété immobilière, déi zu Lëtzebuerg jo an den Hänn vun enger klenger Minoritéit läit. Laut der Analys vum LISER besëtze jo 20 % vun de Privatproprietairen iwwert d'Halschent vum Potentiel foncier zu Lëtzebuerg.

Wann ee sech dann den internationale Comparatif am OCDE-Rapport ukuckt vun de periodesche Steieren op der Privatproprietéit, da muss ee feststellen, datt Lëtzebuerg wäit ofgeschloen op der leschter Plaz läit; mat Betounung op „wäit". Lëtzebuerg huet carrement den Uschloss verpasst. Et ass dofir kee Wonner, datt d'OCDE, wat jo kee revolutionäre Clibbchen ass, Lëtzebuerg un d'Häerz leet, de System vun der Besteierung am Beräich vum Foncier a vun den Immobilien ze iwwerdenken.

Eng Méiglechkeet wier, de Méi u Recetten un d'Gemenge weiderzeverdeelen, fir datt se hir ëffentlech Missioun um Niveau vum erschwéngleche Logement kënne wouerhuelen a fir datt se hir Projeten och kënne finanzéieren. Dat ass e Modell, dee beispillsweis an Dänemark en place ass an do wonnerbar funktionéiert. Just eng kleng Ureegung fir deen nächste Logementsminister.

A keng Angscht: Och wa mir dann an der Besteierung vun der Propriété immobilière méi no - och nëmmen e bësse méi no - bei déi europäesch Moyenne hikommen, da bedeit dat nach ëmmer keng Revolutioun; woumat ech de Generalsekretär vun der OCDE zitéiere wëll, also net de Karl Marx an och net ee vun déi Lénk.

Mat Planwirtschaft huet dës Approche also näischt ze dinn, mä eenzeg an eleng mam vernënftegen Ëmgang mat der wäertvoller Ressource Buedem a mat allem, wat dorop kann entstoen. Als Gréng si mir op alle Fall frou, datt de Logement ee wichtege Pilier wäert sinn an der Steierreform, déi deemnächst wäert ausgeschafft ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Beräich, deen och mam Logement ze dinn huet, mä och mat der ganzer Organisatioun vum Land, zum Beispill och mam demografesche Wuesstum, betrëfft d'Landesplanung, déi jo geduecht ass, fir eise limitéierten Territoire vu just emol 2.586 Quadratkilometer méi intelligent ze notzen an ze gestalte wéi an der Vergaangenheet.

Och wann neie Wunnraum entsteet, däerfe mer ee wichtegt Zil net aus den Ae verléieren. Et besteet doran, datt eise klengen Territoire net weider zersidelt an net komplett zoubëtonéiert gëtt an datt wichteg Gréngflächen an Erhuelungsgebidder trotz der Ausweisung vun neiem Wunnraum geschützt an erhale bleiwen.

Op de Logement bezunn heescht dat, datt d'Regierung d'Wunnen op deene Plaze fërdert, wou et aus landesplanerescher Siicht Sënn mécht. Also genee dat, wat schonn haut gemaach gëtt, beispillsweis op de Frichen zu Diddeleng, dann awer och zu Wolz mam Projet „Wunne mat der Wooltz" oder awer op aneren Terrainen, déi eigentlech u sech keng Biodiversitéit opweisen a keng grouss ekologesch Valeur.

Woubäi ech wéilt bemierken, datt d'Wunnqualitéit an der Vergaangenheet vill ze vill un der Gréisst vun der Wunnfläch gemooss ginn ass, déi eng Persoun oder e Stot zur Verfügung huet. An do kommen ech op eng Analys zréck, déi de Minister François Bausch an der Nohaltegkeetskommissioun virun 2018 presentéiert huet.

Doraus goung ervir, datt e Stot zu Lëtzebuerg eng Moyenne vun 140 Quadratmeter Wunnfläch zur Verfügung huet. Dat kënnt oft dohier, datt lues a lues ëmmer manner Leit an engem Haus wunnen, bis zum Schluss nach een oder zwee dann trotzdeem eng Wunnfläch hunn, déi fir sechs oder siwe Leit géif duergoen. Dat heescht, ëm déi 50 % bis 60 % vun der ausgewisener Wunnfläch bleiwen onbewunnt, well déi Leit nëmme just 40 % bis 50 % wierklech notzen. Op där anerer Säit stinn dann déi Dausende vu Leit an der Schlaang, déi net emol d'Chance kréien op en Tiny House.

Et geet also net just ëm d'Mobiliséierung vun Terrainen a Wunnengsbau op der richteger Plaz, et geet och drëms, eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren an déi néideg Hëllefstellungen unzebidden, esou zum Beispill duerch méi eng enk Zesummenaarbecht mat den Agences immobilières sociales, déi sech ganz oft ëm d'Vermëttelen an ëm all d'Prozedure ronderëm eidel stoend Wunnengen u mëttellos Famillje bekëmmeren. Och dës Efforte gi vun der Regierung weidergefouert a verstäerkt. Dat ass keng abstrakt Politik, mä ganz konkret Wunnengsbaupolitik, Logementspolitik fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft.

An da kommen ech och zum Volet, deen den Alex Bodry virdrun thematiséiert huet, dee vun de Prozeduren, déi wierklech eng Zort Labyrinth duerstellen. Dat kann ech nëmme bestätegen. An och do mengen ech, datt d'Regierung misst nobessere respektiv einfach emol d'Weeër beschleunegen.

Zum Wuesstum. Enk mam Logement a mat anere Beräicher verbonnen ass natierlech dat vill diskutéiert Thema vum Wuesstum. Et féiert keng Diskussioun méi derlaanscht. An ech wäert mech där Diskussioun och stellen. Et beweegt d'Gemidder a stellt eist Land viru weider grouss Erausfuerderungen, ugefaange beim Wuesstum vum PIB, deen nach ëmmer praktesch als eenzege Parameter gëllt, fir de Räichtum vun eisem Land, mä och de Wuelstand vun eiser Populatioun ze bemoossen.

Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun wéilte mir dës Usiicht e wéineg nuancéieren. E massive Wirtschaftswuesstum mécht eist Land näämlech net onbedéngt méi räich. E kann eist Land och méi aarm maachen: méi aarm u Liewensqualitéit, méi aarm u Wuelbefannen, méi aarm un Natur, méi aarm u Biodiversitéit, méi aarm un natierleche Ressourcen. Well wat hu mir vun engem Wuesstum, wann en eis Liewensgrondlagen an eis Liewensqualitéit op laang Dauer zerstéiert?

Dat heescht ganz sécher net, datt mir fir Desindustrialiséierung antrieden. An et heescht och net, datt mir mat eidele Spréch an Angschtmaacherei géint d'Entwécklung vum Land wëlle virgoen. An et heescht och net, datt mir a Populismus verfalen an e Referendum iwwert de Wuesstum wëllen organiséieren. De Wuesstum kann een näämlech net dekretéieren. An et kann een och net decidéieren, datt en en Enn soll huelen. Mir kënnen net einfach soen: „Mam Wuesstum ass et elo stopp!".

De Wuesstum ass e Resultat vun enger fräier Maartwirtschaft an engem fräie Land, engem Land, wat sech zu Europa bekennt an domat zu enger Unioun mat oppene Grenzen. Zu deem Europa bekenne mir eis als Gréng. A mir sinn derfir, datt Europa sech kloer Regele muss ginn, fir sech méi nohalteg opzestellen.

Dat verhënnert och net, datt mir de Wuesstum an eisem eegene Land u kloer Regele kënne bannen oder, besser gesot, déi wirtschaftlech Entwécklung méi intelligent a méi nohalteg gestalte wéi an der Vergaangenheet. Dat ass dee bekannten Zeenario, dee sech „qualitativ Entwécklung" nennt.

Konkret bedeit dat, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Wirtschaftswuesstum muss Hand an Hand goe mam Schutz vun der Ëmwelt a vun eisen natierleche Ressourcen, awer och Hand an Hand mat der Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun an der sozialer Gerechtegkeet.

Eng grouss Chance gesi mir hei fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, wou ech dem Minister Lex Delles wéilt Merci soen, well e mer gëschter do eng kleng Formation continue ugebueden huet. Schonn haut gëtt et 35.000 kleng a mëttelgrouss Betriber zu Lëtzebuerg, ganz genee - dat ass d'Zuel, déi e mer ginn huet -, déi insgesamt 210.000 Aarbechtsplaze generéieren. Dës Betriber si ganz diversifiéiert

an domat méi krisefest wéi grouss Industriebetriber. Si bilde souzesoen d'Réckgrat vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

An eisen Ae wier et fatal, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zukunft vun all dëse Betriber mat all hiren Aarbechtsplazen ze hypothekéieren doduerch, datt een am Numm vun der Wuesstumsfeindlechkeet all Entwécklung bremst. An eisen Ae muss et vill méi drëms goen, dës Betriber an d'Richtung vun der Nohaltegkeet ze ënnerstëtzen an hinne Perspektiven ze bidden, nieft de Regelen, déi mer wëlle schafen.

Eng positiv Evolutioun an déi Richtung ass souwisou schonn haut festzestellen. An dat freet eis ganz besonnesch. Ëmmer méi Betriber erkennen nääamlech d'Zeeche vun der Zäit a bekenne sech aus eegene Stécker zum Ressourcëschutz an zu méi nohaltege Produktiounsmethoden. Dat ass net nëmmen e Virdeel fir d'Ëmwelt. Mëttel- a laangfristeg huet dat och e wirtschaftlechen Impakt op d'Betriber selwer, well et si si, déi d'Nues laangfristeg vir hunn. Si steigeren hir eege Konkurrenzfäegkeet a ginn zu féierenden Entreprisen an eiser Wirtschaft. Fir eis sinn dat d'Betriber vun der Zukunft.

Un der Regierung ass et natierlech, dee richtege Kader ze setzen, an deenen dës Betriber sech bewege kënnen.

Dëse Kader besteet, éischtens, aus Partnerschaften, Berodung a Färdermoossnamen, der Aféierung vu Klimaschutzprogrammer fir Mëttel- a Klengbetriber, fräiwëllegen Accorden oder carrement enger Zort Klimapakt tëscht dem Stat an de Betriber, esou wéi et en och scho mat de Gemenge gëtt an e grousse Succès huet.

Zweetens geet et awer och drëms, weiderhi konsequent op d'Prinzipie vun der Économie circulaire, der Kreeslafwirtschaft, ze setzen. An och dat ass keen eidelt Wuert. Ech komme mat Beispiller.

Virun dräi Joer huet d'Dräierkoalitioun effektiv de Prozess vun der drëtter industrieller Revolutioun agelaut, fir derfir ze suergen, datt eis Wirtschaft sech manner ressourcen- a manner aarbechtskraaftintensiv weiderentwéckelt, mat der Économie circulaire als zentralem Wirtschaftsmodell. Dat ass keen Hirngespinst, wéi der vill mengen. Dëse Prozess musse mir konsequent weiderféieren.

Just ee Beispill: Haut produzéiert all Euro, deen an eiser Wirtschaft verdéngt gëtt, ongeféier 2,5 kg Offall. Dësen Offall gëtt zum gréissten Deel net sënnvoll weiderverwäert. Dat ass definitiv net dat, wat mir ënner Nohaltegkeet verstinn. Et gëllt deemno, an alle Wirtschaftsberäicher d'Erëmbenotze vu Materialien ze förderen.

De Bausecteur ass ee vun deene Beräicher. An et ass jo och dee Secteur, dee momentan boomt. E groussen Deel vun eisem Offall - an Europa bis zu engem Véierel vum gesamten Offall - entsteet am Bausecteur. An och hei mussen d'Prinzipie vun der Économie circulaire ugewannt ginn.

Recycling kënnt derbäi. Recycling zu engem Schwéierpunkt fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ze maachen, ass eng Pist, déi mir virschloen. Si muss promouvéiert ginn. An et muss drëms goen, eis Recyclingstechnologien ze optimiséieren, well do bleift nach vill Sputt no uewen. An net méi spéit wéi de Mueren - erëm eng Kéier zitéieren ech RTL - ass an den Noriichte vun esou engem Projet bericht ginn, deen hei am Land entwéckelt gëtt. Et kann een also net soen, mir géifen nëmme schwätzen. Hei geschitt eppes.

E Paradebeispill, en anert: Zu Lëtzebuerg, zum Beispill, gouf mat der Dekonstruktioun vum Jean-Monnet-Gebai um Kierchbierg e Pilotprojet an dësem Beräich lancéiert, mam Zil, datt dat, wat normalerweis als Bauschutt entsuergt gëtt, als Ressource nei verwäert gëtt. Doriwwer eraus gi mat deem Projet och wäertvoll Erfahrungen am Réckbau vu Gebaier gesammelt, déi fir zukünfteg Projete gebraucht ginn. Offall am Bauwiese muss also net méi als rengen Offall ugesi ginn. Dësen Offall kann och zu enger wäertvoller Ressource ëmfonctionnéiert ginn. Et geet also hei net ëm „Alibi-Schlagwierder", wéi d'Madamm Hansen gesot huet, mä et geet ëm ganz konkret Projeten, déi schonn ënnerwee sinn.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Kreeslafwirtschaft ass och eng Chance fir d'Beliewung vum Handwierk. An dat ass och ganz positiv. E Produit kann am Laf vu sengem Liewen ëmmer nees reparéiert ginn, wann d'Politik déi richteg Akzenter setzt an déi Moossnamen ënnerstëtzt. Dofir huet dës Koalitioun am Regierungsaccord festgehalen, datt d'Reparatiounsaarbechte mam superreduzéierten TVA-Taux vun 3 % solle belount ginn.

An deem Accord ass och virgesinn, datt Lëtzebuerg sech um europäeschen Niveau fir eng Legislatioun géint d'Obsolescence programmée wäert asetzen, als wichtege Schrëtt, fir géint d'Produktioun vu geplangt kuerzliewege Geräter virzegoen. Dat si bekanntlech déi Geräter, déi enorm vill Metallschrott a geféierlech Substanzen hannerloossen, ouni awer virdru vill gebraucht ze ginn, well se einfach geduecht sinn, fir net laang ze funktionéieren.

En anert net onwichtegt Instrument, wat mir brauchen, bezitt sech och op eis Gesetzgebung. Et ass wichteg, fir eis Wirtschaft méi nohalteg ze gestalten an opzestellen. Et handelt sech ëm en neit Kommodo-Inkommodo-Gesetz, wat hoffentlech derzou féiert, datt bei der Usiidlung vun neie Betriber net nëmmen op d'Sécherheet an op de Respekt vun den technologesche Kritären, Kompenséierungen a Bebauungspläng gesat gëtt, mä och op de Schutz vun de Ressourcen, vun Ufank un. Mir hoffen, datt dat Gesetz d'Strooss wäert halen an datt et gläich kënnt.

Wann een da vun nohalteger Wirtschaftspolitik schwätzt, dann däerf een natierlech déi gebrauchte Kompetenzen net vergiessen, déi an de Betriber nun eemol néideg sinn an opgebaut solle sinn, am beschten innerhalb vun de Betriber a Form vu Formation continue.

„E Betrib ka carrement zu enger Uni ginn", sot de Generalsekretär vun der OCDE. Laut senger Analys gi schonn hautdesdaags 14 % bis 15 % vun den Aarbechter an de Betriber vun der rasanter Entwécklung am technologesche Beräich iwwerrannt. Dat heescht, si sinn - op Brittesch ausgedréckt - „disrupted", dat heescht, lassgerass vun der Aarbechtswelt. Mam Resultat, datt déi Persoune mat Angoissen ze kämpfen hunn a mam Risiko konfrontéiert sinn, aarbechtslos ze ginn. Derbäi kommen all déi Persounen hei am Land, déi zwar qualifizéiert sinn, mä trotzdeem keng Aarbecht fannen, well se déi falsch Kompetenzen hunn.

An deem Kontext huet och d'ADEM am Joer 2018 ze bedenke ginn, datt d'Penurie u Kompetenzen an de leschte Jore massiv zougeholl huet. An dat ass wierklech bedenklech. D'Resultat dovun ass, datt ëmmer méi Betriber déi gebrauchte Kompetenzen/Fachkräften am Ausland musse rekrutéieren, mat alle Konsequenzen, déi dat net nëmmen op eisen Aarbechtsmaart, mä och op de grenziwwerschreidenden Trafic huet.

Besonnesch betraff ass hei den ICT-Secteur, wou Lëtzebuerg am europäesche Verglach déi allermeeschte Problemer huet, fir Spezialisten ze rekrutéieren. Ganzer 9 % vun de Betriber si mat deem Problem konfrontéiert, wärend d'Moyenne vun deene Betriber, déi dee Problem hunn, an der EU just bei 5 % läit. Mir sinn also praktesch beim Duebele vun der Moyenne.

Datt et net nëmmen um Stat ass, fir deem entgéintzesteieren, mä och un de Betriber selwer, ass kloer. Allerdéngs si bis haut just 25 % vun de Betriber op de Wee vun interne Formatiounen am ICT-Beräich gaangen. Ëmsou méi begréissenswäert ass et dofir, Dir Dammen, Dir Hären, datt d'Regierung d'Initiativ geholl huet, dës Lacune duerch Projete wéi Luxembourg Digital Skills ze behiewen. A mir hoffen natierlech, datt dës Politik hir Friichte wäert droen.

En anert Phenomeen, mat deem déi Lëtzebuerger Wirtschaft konfrontéiert ass, ass dat vun de sougenannten „Zombie-Entreprisen". An och dat Phenomeen huet en negativen Afloss op d'Ëmwelt a muss verhënnert ginn. Zombie-Entreprisë sinn déi Zort Entreprisen, déi hir Zënse wéinst ze niddrege Recettë wärend iwwer dräi Joer net méi kënnen zréckbezuelen, wärend se op där anerer Säit awer nach ëmmer e ganz héije Ressourcëverbrauch hunn. Dës Entreprisë schueden net nëmmen der Ekonomie, si schueden, wéi gesot, och der Ëmwelt, well se eng effizient Reaffektatioun vun hire Ressourcen an d'Richtung vun zukunftsorientéierten, nohaltege Branchë verhënneren.

Och wa Lëtzebuerg am europäesche Verglach net zu de Länner mat deene meeschten Zombie-Entreprisë gehéiert, esou sti mir an dësem Ranking awer och net besonnesch gutt do. Hei stellt sech d'Fro, Här Minister, oder Dir Häre Ministeren, wéi Dir deem Problem wéilt entgéintsteieren an ob dat neit Faillittegesetz, wat jo an der Maach ass, vläicht dee Problem kéint behiewen. Ech weess dat net.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës Punkten hu mat der ganz komplexer Wuesstumsfro ze dinn a weisen, datt et méiglech ass, déi wirtschaftlech Entwécklung an nohalteg Bunnen ze leeden, wann de politesche Wëllen dofir effektiv besteet.

Begleet muss dës Entwécklung mat ganz konkrete Moossname ginn, déi an alle Beräicher vum Liewen, am Zesummeliewen, mä och an der Mobilitéit zum Droe kommen: Et sinn déi héich Investitiounen, op déi ech elo net méi wëll agoen, am Beräich vun der nohalteger Mobilitéit. Ech mengen, si si mëttlerweil iwwerall ukomm. Et si Rekordzommen, déi fir eng nohalteg Mobilitéit zur Verfügung gestallt ginn, an an Zukunft, am Pluriannuel, wäerte se nach eropgoen.

Et sinn awer och Moossnamen um Niveau vun den ëffentleche Gebaier, wou d'Norme musse verschäerft ginn, d'Energienormen, wou renovéiert muss ginn, wou d'Energieeffizienz muss verbessert ginn. An och dat ass e Prozess, dee schonn ugefaangen huet.

Et si Moossnamen um Niveau vun de Menagen, mat der Adaptatioun vun de Standarde vun den Haiser, an erëm der Renovatioun, der Förderung vun erneierbaren Energien, dem Ausstig aus fossillen Heizstoffer wéi Masutt, wou mer um gudde Wee sinn.

An et ass d'Förderung vun den erneierbaren Energien iwwerhaapt am gesamten ëffentleche Secteur, wou de Claude Turmes ganz nei Weeër wëllt aschloen.

Et ass awer och déi verstäerkt Zesummenaarbecht tëscht Stat a Gemenge mat der Ausweitung vum Klimapakt, dee scho ganz vill Friichte gedroen huet.

An et ass d'Ausweisung vun nohaltegen an autofräie Wunnquartieren, mat neie Wunnformen, mat méi enger grousser Densitéit, déi der Liewensqualitéit doudsécher net am Wee steet. Well mir sinn iwwerzeegt, wann esou Quartiere gutt geplangt sinn, da stäerken dicht Wunnformen déi sozial Kohäsioun, bréngen d'Mënschen zesummen a kënnen de Phenomeen vun der sozialer Isolatioun souguer verhënneren, wärend esou Quartieren d'Ëmwelt schounen an de Buedemverbrauch a Grenzen halen.

Ech kéim zum zweete Volet vun der Wuesstumsdebatt, dee sech dann op den demografesche Wuesstum bezitt an oft als Schreckgespenst an d'Fënster gehaange gëtt. Dobäi muss ee jo wëssen, datt d'Awunnerzuel ebe grad net an direkter Relatioun mam Wirtschaftswuesstum steet.

Une voix.- O mei!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, dat ass richteg!

E staarke Réckgang vum PIB huet och an der Wirtschaftskris dozou gefouert, datt weider Leit an eist Land wunne koumen, a verschidde Virriedner vu mir hunn dat och schonn hei erkläert.

Als Gréng wëll ech eppes betounen: Als Gréng wëlle mir eis der Zouwanderung net verschléissen. Mir gehéieren net zu deenen, déi Maueren am Kapp hunn a Mauere wëlle baue ronderëm eist Land. Mir gehéieren zu deenen, déi Lëtzebuerg weiderhin als oppent an tolerant Land verdeedege wëllen an eis kulturell Diversitéit als Stäerkt ugesinn, och dann, wann nei Awunner an eist Land liewe kommen.

Dat heescht beileiwen net, datt mir mat alle Mëttelen e grousse Bevëlkerungswuesstum ustriewen, wéi dat oft duergestallt gëtt. Et heescht awer, datt mir kengem d'Dier op der Nues wëllen zouschloen, deen ënner legale Bedéngungen an eisem Land zesumme mat eis wëllt wunnen, schaffen a liewen.

Un der ëffentlecher Hand ass et natierlech dann, de Raum, de Logement, d'Energieproduktioun an all wichteg Beräicher vum Zesummeliewen esou ze gestalten, datt jiddwereen zu Lëtzebuerg mënschewierdeg ka liewen, ouni datt d'Ëmwelt ze kuerz kënnt.

Dat ass natierlech mat enger Rei Defie verbonnen. An déi meeschtere mir am beschten zesummen, wann dat dann esou gewollt ass, am Idealfall mat alle Parteien, déi heibanne vertruede sinn, noutfalls eben eleng als Koalitioun.

An et ass genau dat, wat mir an de leschte Jore schonn zu engem gudden Deel bewältegt hunn. Dozou e puer Beispiller:

An de leschten zéng Joren huet sech d'Wandenergie zu Lëtzebuerg vervéierfacht, d'Solarenergie verfënneffacht. Haut ginn et 7.000 Solaranlagen zu Lëtzebuerg a mir leien op der siwenter Plaz vun der EU, wat den Undeel vun der Fotovoltaik pro Awunner betrëfft. Mat nach vill Sputt no uewen, an dee muss ausgeschëpft ginn.

Zanter 2018 gi 60 % vum Verbrauch vun de Menagen duerch national erneierbar Energië versuergt.

Vill Defien hu mir och schonn am Transportsecteur gemeeschtert. Ech mengen, dat wësst Der alleguer. Ech nennen d'Zuelen: 20.000 Passagéier pro Wochendag am Tram; zwou Millioune Passagéier an der neier Gare Pafendall-Kierchbierg säit der schnéiräicher Eréffnung am Dezember 2017, un déi mer eis nach all erënneren. Mam neie Projet de loi zu de Vëlospiste sinn 1.100 Kilometer geséchert Weeër virgesinn. 630 Kilometer si scho realiséiert.

A vill aner Mobilitéitsprojete sinn am Chantier, ugefaange bei deem, deen Der all Dag gesitt: Et ass dee vum Ausbau vun der Stater Gare, dee vill Problemer an der Verstopfung vun de Gleiser an der Congestioun wäert léisen; emol onofhängeg vun allen anere Projeten, déi an de leschte Jore vum François Bausch an d'Liewe geruff gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, keng onbedeitend Roll spillt an deem Kontext - am Kontext vun der qualitativer Entwécklung - och d'Steierreform natierlech, där ech op dëser Plaz net wëll virgräifen. Allerdéngs wëll ech schonn am Virfeld vun den Aarbechte soen, datt Lëtzebuerg grad wéi all déi aner EU-Staten net derlaanscht wäert kommen, sech mat der komplexer Fro vun der CO_2-Bepräisung auserneenzesetzen. Ech schwätzen nach net vu Resultater, mä vum Zil.

An och d'Fro vum Pollueur-payeur am Ëmweltberäich, mat der néideger sozialer Offiederung an der Redistributioun vun de Recetten an nohalteg Secteuren, muss och zu Lëtzebuerg méi thematiséiert ginn, mat Betounung op „sozial Gerechtegkeet".

Mir kënnen net all Verantwortung op d'EU ofwälzen, mä mir mussen och eis eege Verantwortung zu Lëtzebuerg iwwerhuelen. Dat heescht, wéi de Premier et gëschter ausgedréckt huet, net einfach „weidermaachen", mä „weider maachen!", an anere Wierder: Méi maache wéi bis elo!

Dozou gehéiert natierlech och den Ëmstig op déi erneierbar Energien an op en ëmweltfrëndlecht Verhalen, wat mir wëlle geziilt förderen, an domat net bestrofen, wann een eppes net gutt mécht, mä förderen, wann een et ganz gutt mécht! Beispillsweis duerch erhéicht Subsiden oder eng reduzéiert TVA bei der Sanéierung vun Haiser, mä och beim Kaf vun ëmweltfrëndleche Produiten, Technologien a Servicer.

Jiddefalls begréisse mir, datt de Pilier vun der grénger Fiskalitéit bei der Steierreform gradesou eescht geholl gëtt wéi dee vun der Individualbesteierung a vum Logement. A mir freeën eis, datt mer an déi Aarbecht agebonne ginn, fir eisen Deel dozou bäizedroen.

D'Dräierkoalitioun wäert jiddefalls op deem Wee weiderfueren, dee se viru sechs Joer ageschloen huet. Och dat gehéiert zur Resilienz, déi aus der Fäegkeet besteet, aus Schwächte vum System Stäerkten ze entwéckelen. An deem Sënn geet et dëser Regierung drëms, d'Erausfuerderunge vum Klimawandel grad wéi och d'Erausfuerderunge vum Bevëlkerungswuesstum proaktiv an am Respekt vun der Ëmwelt unzegoen an d'Land op déi Manéier prett ze maache fir d'Zukunft. Der Entwécklung hannendrunzelafen, wéi aner Regierungen et jorzéngtelaang gemaach hunn, ass definitiv net de Choix vun dëser Koalitioun!

Fir ofzeschléissen, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech nach e puer Wierder zum Dateschutz soen. An do wéilt ech begréissen, datt de Premierminister gëschter Kloertext geschwat huet an datt en eng konkret Approche presentéiert huet. Déi wäerte mir natierlech ënnerstëtzen. Ech ginn awer elo net op all déi Detailer an, déi Dir gëschter erkläert hutt. Mir si frou, datt elo emol d'Richtung ugi gëtt, a mir ginn an déi Richtung mat.

Ech wéilt awer méi allgemeng Remarken zum Dateschutz nach lassginn. En ass jo net just aktuell, well mir zanter e puer Méint un den Datebanke vu Justiz a Police schaffen, mä den Dateschutz huet ganz aner Dimensiounen. En ass och aktuell, well d'Gläichgewiicht tëscht Sécherheet a Fräiheet weltwäit a Gefor ass. A wann en Ongläichgewiicht entsteet, da geet et meeschtens op d'Käschte vun der Fräiheet.

Spéitstens zënter de Revelatioune vum Edward Snowden wësse mer, datt eng systematesch Iwwerwaachung vum Eenzelnen duerch de Stat kee Science-Fiction-Zeenario méi ass. Eng systematesch Iwwerwaachung gëtt ëmmer méi zur batterer Realitéit a ville Länner.

Wann een zum Beispill kuckt, wat a China geschitt, da gesäit een, zu wat en digitalen Iwwerwaachungsstat ka féieren. An e puer Dose Stied huet China schonn en „Sozialkreditt"-System agefouert, dee Privatpersounen, Entreprisen an ONGen no hirem politeschen a soziale Verhale bewäert. Hire Plang ass, de System bis 2020 flächendeckend auszebauen. Verhält e Bierger sech gutt, also systemkonform, ass alles an der Rei. Falls net, kann en zum Beispill eng Fluch- oder Zuchrees verbuede kréien.

Dat heescht: All Bewegung an all Aktioun vum Bierger gëtt vum Stat kontrolléiert an all systemfeindlecht Verhale riskéiert, sanktionéiert ze ginn. Et schéngt mer evident, datt dat kee Modell ass, dee mir eis zu Lëtzebuerg wënschen.

An dofir ass et och gutt, datt Lëtzebuerg sech net blannemännerches vum Iwwerwaachungstrend matrappe léisst.

An awer muss d'Diskussioun iwwert de Schutz vun der Privatsphär och zu Lëtzebuerg gefouert ginn. Ugefaange bei där Diskussioun, déi schonn am Stater Gemengerot méi oft gefouert ginn ass, wou ech de System VisuPol wëll nennen als Beispill. Et ass richteg, datt doriwwer diskutéiert gëtt, well et ass wierklech net einfach ze tranchéieren, ob d'Zuel vun de Kameraen erop- oder erofgesat muss ginn, well verschidde Geforen an engem Quartier bestinn, ob d'Plaz vun de Kamerae richteg gewielt ass, ob dës Apparater iwwerhaapt alles däerfen erfaassen, wat se erfaasse kënnen, a wat se solle späicheren.

Derbäi kommen net onwichteg Froe vun der Exactitude an der Effikassitéit vun esou Systemer, mä och déi prinzipiell Fro stellt sech hannendrun, ob dann déi Systemer wierklech am Interesse vun der allgemenger Sécherheet an am Interesse vum Allgemengwuel sinn oder net. Dat just als Beispill.

De Projet de loi zu VisuPol ass kierzlech vum Minister François Bausch deposéiert ginn an ass eigentlech en éischten zilféierende Versuch, eng adequat Äntwert op déi Froen ze ginn. Awer just am klenge Modell, well, wéi gesot, de Volet, deen ëmfaasst nach ganz aner Beräicher.

Eng Äntwert - oder besser gesot, vill Äntwerten op vill komplex Froen - brauche mer eben dann och an der Debatt ronderëm d'Datebanke vu Police a Justiz, mä och ronderëm d'Datebanken, déi an den Administratiounen, am System vun der Sécurité sociale, der Santé an an anere Ministèren existéieren. Hei geet et ënnert dem Strëch ëmmer ëm datselwecht: Et geet drëms ze tranchéieren, wivill Fräiheet mer bereet sinn opzeginn, fir datt eis physesch, sozial a berufflech Sécherheet, mä och eis Gesondheet besser geschützt kënne ginn, respektiv wéi wäit mir wëlle goen, datt perséinlech Daten zu eenzelnen Zwecker retracéiert kënne ginn.

Eng wichteg Fro stellt sech awer och op engem nach méi iwwergeuerdneten Niveau, op dee mer eigentlech guer net vill Afloss hunn. Wann ee gesäit, wéi multinational Konzerner haut mat der Flut vu perséinlechen Donnéeën, déi mer hinnen deels fräiwëlleg, awer och deels onwëssend zur Verfügung stellen, Milliounegeschäfter maachen, mat eisen Date praktesch, da stellt sech d'Fro vum Dateschutz och do.

Hire Businessmodell besteet jo eigentlech doran, mat eise perséinlechen Daten eis Verhalensmuster net nëmmen ze anticipéieren, mä och ze beaflossen. Dat gëtt deene Konzerner immens Muecht. An da kann ee scho bal vun engem Iwwerwaachungsstat schwätzen, deen eis iwwerhaapt net bewosst ass.

A genee dora läit den zentrale Problem vum ongenügenden Dateschutz an der haiteger Zäit. Eise Wonsch ass et wierklech, konstruktiv, sachlech iwwert déi Themen ze schwätzen an ze diskutéieren. A wéi gesot, mir ënnerstëtzen d'Approche vum Premierminister, an déi Richtung ze goen, déi hie gëschter hei presentéiert huet.

Ech kéim dann zum Schluss. D'Erausfuerderunge si riseg, Dir Dammen an Dir Hären. Se unzegoen an déi néideg Equiliberen ze fannen, ass keng einfach Aufgab.

Ech weess, Dir sidd hongereg, an dofir maachen ech elo ganz séier.

(Interruptions)

Ech sinn an enger hallwer Minutt fäerdeg!

(Interruptions)

Dir lauschtert jo esou gär no.

Wann een net weidermaache wëllt wéi virdrun, stéisst ee séier op Widderstand a muss al Gewunnechten an Traditiounen a Fro stellen. An trotzdeem beweegt sech schonn eppes an der Gesellschaft. A fir eis geet et drëms, an där Gesellschaft eis Allianzen ze fannen.

Mir begréissen awer och, datt de Premier seng Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun an d'Zeeche vun der nohalteger Entwécklung a vum Klimaschutz gestallt huet. Do kann ee soen: „Fir Lëtzebuerg ass dat eng Première fir e Premier."

Zesumme mat him an eise Koalitiounspartner si mir Gréng jiddefalls bereet, weiderhin eis Verantwortung ze iwwerhuelen an dem Usproch vun enger demokratescher, sozialer an nohalteger Zukunft fir Lëtzebuerg gerecht ze ginn.

An domat entloossen ech Iech dann op de Mëttesdësch a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtten, Punkt zwou Auer, mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Och ech wënschen Iech e gudden Appetitt!

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.06 heures.)

SÉANCE 3

MERCREDI
9 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Dan Kersch et M. Gilles Baum) - M. Marc Baum - M. Claude Wiseler - M. Georges Engel (interventions de M. Roy Reding, M. le Ministre François Bausch et M. Mars Di Bartolomeo) - M. François Benoy (interventions de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement
   - *M. Sven Clement*
4. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Alex Bodry et M. le Ministre François Bausch)*
5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement
   - *M. Sven Clement*
6. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) (interventions de M. Alex Bodry, M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Xavier Bettel et Mme la Ministre Taina Bofferding) - M. Marc Lies (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (dépôt de la motion 4)*
7. Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies
   - *M. Marc Lies*
8. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Marc Lies (dépôt de la motion 5)*
9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies
   - *M. Marc Lies*
10. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Marc Lies (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Franz Fayot (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Xavier Bettel et M. Alex Bodry - prononciation d'un avertissement par M. le Président - interventions de M. David Wagner et M. Gast Gibéryen) - M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Étienne Schneider) (dépôt de la motion 6) - M. Jeff Engelen - M. Marc Spautz (intervention de M. Alex Bodry) - M. Roy Reding (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Président et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Laurent Mosar (dépôt de la résolution 2) (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Xavier Bettel, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. le Président, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Dan Kersch et M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fueren da weider mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zu dem Debat iwwert Lag vun der Natioun kommen, wollt ech mech am Numm vun der ADR menge Virriedner uschléissen an och am Numm vu menge Kolleege vun der ADR eist Matgefill vis-à-vis vun eisem Frënd, dem Félix Braz, zum Ausdrock brëngen. Besonnesch wëlle mer senger Famill a senge Frënn a senge Parteifrënn soen, datt mir eis alleguer mat hinne wënschen, datt de Félix seng Gesondheet erëm esou séier wéi méiglech ka retabléieren. Dat wënsche mer eis, mengen ech, heibanne vun Häerzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter huet den Här Statsminister am Numm vun der Regierung eis eng Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun gemaach, eng Deklaratioun, déi mat dat Lamentabelst war, wat ech an 31 Joer hei am Parlament materlieft hunn. An ech mengen, ech net eleng.

Normalerweis soen zum Schluss vun enger Deklaratioun zumindest d'Deputéiert aus der Majoritéit « très bien ! », normalerweis och ganz haart. Gëschter hunn ech eriwwergekuckt: Iwwert d'Halschent vun de Majoritéitsdeputéierten huet iwwerhaapt näischt gesot. An déi, déi gemengt hunn, si missten héiflechkeetshalber « très bien ! » soen, hunn dat esou haart gesot, datt mir et op dëser Säit emol net héieren hunn.

Une voix.- ... d'Ouere botzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister sot, dës Koalitioun wier net ugetrueden, fir weiderzemaachen, mä „fir" ze maachen! Mä wat mécht d'Regierung? De Premier huet zwar e puer Problemer ugeschwat, ouni awer mat engem Wuert konkret Äntwerten a Propositiounen ze maachen. E puer Beispiller:

Zum Klimawiessel hu mer gesot kritt: „De Mënsch kann eppes änneren! [...] D'Regierung ass determinéiert, fir déi Ziler, déi mer eis zu Lëtzebuerg ginn hunn, och ze erreechen. [...] Mir halen um Accord vu Paräis fest. [...] Mir sinn um gudde Wee. [...] Mir brauche Konsequenz a mir dierfen och keng Zäit verléieren. [...] Et geet net drëms, eis aus eiser Responsabilitéit erauszehuelen. [...] Mir engagéieren eis heiheem, an Europa an och am Rescht vun der Welt. [...] Mir wëllen eng gesamtpolitesch Approche. [...] Dat gëllt fir eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen, et gëllt fir de medezinnesche Fortschrëtt an et gëllt och fir eng verbessert Liewensqualitéit."

33 Säiten hat d'Deklaratioun, dovunner 11 Säite voller Floskelen iwwert de Klimawandel, fir zum Schluss dann ze soen: „D'Koalitioun schafft dofir den Ament [un engem Text,] un engem exhaustive Klimaschutzgesetz." Wéi dat Gesetz ausgesäit, wat do soll drakommen - net een eenzegt Wuert!

Zum Wuesstum ganzer zwou Säite mat Chiffere an Iwwerleeungen, déi jidderee kennt. Zum Schluss dann d'Konklusioun: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert" op de Wuesstum: „Mir mussen investéieren!"

Jo, mir mussen investéieren opgrond vun deem Wuesstum, dee mer hei am Land hunn. Mir musse Rekordinvestitioune maachen. Mä fir et op d'Investitiounen ze limitéieren, fir ze soen: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert: Mir mussen investéieren!", do gesäit ee jo schonn, wéi wäit d'Regierung vun der Realitéit ewech läit, well et gëtt eng Kuelebootsch voll vu Problemer, déi mer mussen upaken, fir der Wuesstumsproblematik ze begéinen, an net nëmmen een.

D'Diskussioun iwwert d'Fichieren, siwe Säiten, fir zum Schluss ze soen: „Bis d'Chrëschtvakanz sollen déi grouss Linne vun der Reform feststoen", ouni mat engem Wuert ze soen, wéi déi Linnen dann ausgesinn!

Et ass gutt, Här President, datt d'Oppositioun dee Sujet an deene leschte Méint thematiséiert huet, soss hätt den Här Statsminister gëschter praktesch iwwerhaapt guer näischt ze soe gehat.

De Combel vun der Deklaratioun war awer, datt de Statsminister sech vun all deenen anere Problemer ... An en zielt der dann och e puer op dovunner: d'sozial Fro, d'Kohäsioun vun

eiser Gesellschaft, d'Zukunft vun eise Kanner, d'Prioritéiten an der Bildung, Fuerschungsberäich, Gesondheetspolitik, Sécherheet, Lutte géint Kriminalitéit, Logementsproblematik, Stauen an esou weider, fir doriwwer ze schwätzen, seet de Statsminister, „fëllt méi wéi e puer Paragrafen a menger Ried an e puer Minutte vun Ärer Opmierksamkeet." An e seet da weider: „Ech léise mech dofir bewosst vun deem Modell".

De Statsminister a seng Regierung léise sech bewosst dovunner, fir hei an der Chamber iwwert d'Problemer, déi d'Land an d'Leit hunn, ze schwätzen. Dat muss ee fäerdegbréngen!

Mir als ADR - an ech mengen, och déi aner Oppositiounsparteien - wäerten eis net dovunner léisen, fir hei an der Chamber iwwert déi grouss Problemer, déi mir hei am Land hunn, ze schwätzen.

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir d'ADR gëtt et vill Problemer. A meng Kolleegen an ech versichen am Kader vun dëser Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, déi wesentlech Punkten hei aus eiser Siicht vun der ADR ze beliichten. Mir zéien en Zwëschebilan a froen eis: Wou steet d'Land no sechs Joer Gambia a wou sti mer a fënnef Joer, wa mer mat därselwechter Politik esou weiderfueren?

Ech wäert mech haaptsächlech mat zwee Punkte befaassen: dem Klimawiessel an der Wuesstumspolitik. Déi aner Punkten, wéi gesot, wäerte meng Kolleege behandelen.

Zum Klimawandel: Fir d'ADR ass kloer, et gëtt e Klimawiessel! Dësen entwéckelt sech zu engem Deel natierlech, soudatt de Mënsch näischt dorunner ännere kann. An zu engem Deel ass et de Mënsch, deen dëse Wandel virundreift a verstäerkt. Dëst duerch de Mënsch verursaacht Verstäerke vum Klimawandel muss och de Mënsch op eng vernënfteg a klimabewosst Mooss redresséieren. Dat si mir eis all, a virun allem den zukünftege Generatioune schëlleg.

Fir dat ze realiséieren, musse mer esou vill wéi méiglech Leit mat an d'Boot kréien, an net nëmmen d'Leit, mä och d'Betriber an d'Wirtschaft insgesamt. Dobäi dierfe mer kee Spill mat der Angscht maachen, Weltënnergangsstëmmung maachen, de Leit e schlecht Gewëssen arieden, jo, souguer Haass géint anescht-denkend Leit entwéckelen.

Fir d'ADR steet de Prinzip, net duerch Verbuet, Steier- an Taxenerhéijungen de Problem unzegoen, mä villméi duerch Informatioun, Bildung, Hëllef, Ënnerstëtzung, Subventionéierung, Leit begleeden an encouragéieren ëmzedenken, an dat Ganzt op eng sozial gerecht Aart a Weis.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir mussen op nationalem an op internationalem Plang reagéieren. Op nationalem Plang schéngt d'Fuerschung ons dat Wichtegst ze sinn, d'Innovatioun. Wa mer zréckkucken, déi lescht 10, 15 Joer, wat fir en immense Fortschrëtt mer gemaach hunn, well d'Fuerschung Moyene kritt huet a well d'Industrie an d'Wirtschaft Kadere gesat kritt hunn, Ziler gesat kritt hunn, datt se bis zu engem bestëmmten Datum musse bestëmmten Ziler erreechen!

A mir konnte feststellen, datt iwwert dee Wee enorm grouss Fortschrëtter gemaach gi sinn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt an Zukunft dee Wee dee richtege Wee ass, dee mer musse maachen, fir dem Problem hei an Europa an an der ganzer Welt bäizekommen. D'Fuerschung ka sécherlech net alles maachen, mä d'Fuerschung ka ganz villes maachen. Mir setzen d'absolutt Prioritéit op d'Fuerschung a mussen duerfir och als Lëtzebuerg - an hei ass et och: D'Moyene sinn eis ginn - déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, fir datt eng effikass Fuerschung ka bedriwwe ginn.

Mir sinn awer op där anerer Säit dergéint, datt mer CO_2-Zertifikater kafe ginn. Domadder kafe mer eist Gewësse fräi, mä mir maachen näischt fir d'Klima. Et kann net sinn, datt mir soen: „Ma mir fueren hei esou virun, mä mir kafen eis fräi, dann ass alles an der Rei." Dat ass eng falsch Approche! Déi wëlle mir net matmaachen, genausou gutt wéi mer géint d'Steiererhéijung, d'Akzise sinn.

Mir hunn den 1. Mee eng Erhéijung vun zwee Cent gemaach. Mir hunn an der Cofibu vum Finanzminister matgedeelt kritt, datt am Mee an am Juni eleng duerch déi Augmentatioun vun zwee Cent de Verkaf vum Diesel hei am Land ëm 6,2 % zréckgaangen ass. Wat huet dat als Konsequenz? Et ass duerfir kee Liter manner getankt ginn an an d'Loft ausgestouss ginn, mä en ass enzwousch aneschters kaf ginn. En ass an der Belsch kaf ginn an déi Camione sinn awer duerch d'Welt an och hei duerch Lëtzebuerg gefuer a si hunn den CO_2 ausgestouss.

Op där anerer Säit hu mer awer eis Leit hei am Land gestrooft. Déi musse méi bezuelen. Ons Betriber, d'Entrepreneuren an déi kleng Handwierksbetriber mat de Camionnetten, mat de Camionen, de ganzen Transportsecteur, déi hu mer gestrooft, déi musse méi bezuelen. De Stat kritt um Diesel manner eran an dem Klima hu mer iwwerhaapt keen Déngscht geleescht.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass eng reng Abzocke gewiescht, déi hei zu Lëtzebuerg war. Dat ass, fir no baussen ze soen: „Hei, mir maachen eppes zu Lëtzebuerg", mä et schéngt, wéi wa fir verschidde Leit vun eise grénge Kolleegen d'Klimadebatt géif zu Stengefort ophalen. Wann net hei zu Lëtzebuerg getankt gëtt, mä déisäit der Grenz, da mécht dat eis glat a guer näischt aus!

Mir wieren eis och duerfir dergéint, datt mer eng CO_2-Steier sollen aféieren! Här President, mir hunn d'CO_2-Steier! Wat sinn eis Akzisen um Bensinn, um Diesel? Et brauch ee se net „CO_2-Steier" ze nennen, et nennt ee se „Akzisen". Mir hu virun e puer Joer eng Sozialsteier op den Akzisen agefouert. Duerno hu mer eng Klimasteier op den Akzisen agefouert. Mä d'Leit dobaussen, déi tanke ginn, mengt Der, wann déi e Liter tanken, da géifen déi soen: esou vill ass Akzisen, esou vill ass Klima, esou vill ass sozial?! Neen, d'Leit bezuelen e Präis, an dee ganze Präis ass eng CO_2-Steier a mir brauchen duerfir keng ze kréien.

A wann een dann och kuckt, wat mer hei opféieren! Wa mer eis Ziler kucken, déi mer eis gesat hunn, fir d'CO_2-Ausstéiss ze reduzéieren, da gesi mer, datt dat (veuillez lire : de Verkaf vu Pëtrolsprodukter) am Fong vun 2011, 2012, 2013 u bis 2017 permanent gefall ass. An da stelle mer fest, elo, 2017, gi mer erëm an d'Luucht. Dat heescht, dee Wee no ënnen, fir zu eisen Ziler ze kommen, ... Obscho gëschter den Här Statsminister gesot huet, mir géifen un eisen Ziler festhalen, mä mir sinn am Ableck erëm amgaangen, an d'Luucht ze goen!

Da muss ee sech d'Fro stellen, wisou mer elo higinn a mir hiewe gären d'Präisser nach eng Kéier.

Den ëffentlechen Transport ausbauen ass eng vun de Moossnamen, déi, mengen ech, all Partei heibannen ënnerstëtzt. A mir mussen einfach kucken, datt mer den ëffentlechen Transport flächendeckend kréien. Siwen Deeg a 24 Stonnen den Dag muss den ëffentlechen Transport fonctionnéieren.

D'Leit fuere mam ëffentlechen Transport, wann e besser ass wéi den Auto, wann en ëmmer fiert, wann e Plazen huet a wann e pünktlech ass. An dat musse mer erreechen, da fueren d'Leit dermat. Mir mussen och d'Hierstelle vu lokale Produkter ënnerstëtzen a mir mussen derfir suergen, datt mer net Liewensmëttel duerch d'ganz Welt transportéieren, fir se dann hei kënnen ze iessen, eng Fuerderung, déi mer op internationalem Plang mussen duerchsetzen.

De Bau vu Passivhaiser musse mer ënnerstëtzen, awer net opzwéngen! Et kann net eng Konditioun sinn, datt d'Leit esou musse bauen.

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et muss jiddereengem och nach fräigestallt ginn, säin Haus esou ze bauen, wéi hie mengt, datt en am beschten a sengem Haus ka liewen.

De Recycling, do ass Lëtzebuerg e gutt Beispill. Bal 50 % vun eisen Offäll recycléiere mer, mä do ass och nach Sputt no uewen an do lafe jo och nach Initiativen, déi mer ergräifen.

Op europäeschem Plang musse mer eis asetzen derfir, datt d'Reebëscher geschützt musse ginn. Déi 100 gréisste multinational Konzerner produzéieren zwee Drëttel vun de weltwäiten CO_2-Ausstéiss. A wa mer et also international net fäerdegbréngen, fir deenen e Kader ze setzen, fir deenen Ziler an Datumen ze setzen, fir eng Reduktioun ze maachen, da verléiere mer an der Glafwierdegkeet beim normale Bierger, wa mer zu deem soen: „Ma, du muss hei maachen an du muss dëtt maachen an du muss do maachen", wa mer um grousse Plang zouloossen, datt do weider CO_2 ausgestouss gëtt. Hei musse mer usetzen an e Kader an eng realistesch Zäitspan setzen, fir déi virgesaten Ziler ze erreechen.

Awer och, wa mer wëssen, wat mer vu Kobalt am Kongo ofbauen, wou d'Baueren hir Existenz geholl kréien, wou d'Natur futtigemaach gëtt, de Lithium a Chile, wou Kanneraarbecht ass, oder vill méi am Kongo, wou Kanneraarbecht ass, an d'Baueren am Chile! Da mussen och déi, déi hei esou op den Elektroauto pochen, déi op d'Batterië pochen, gläichzäiteg soen, datt dat och datselwecht ass, wéi wa mer Zertifikater kafe ginn, fir eis fräizekafen. Hei gi mer op Käschte vu Baueren, vun Natur a vu Kanneraarbecht hin a mir kafen do an a mir kucken net, wat mat deene Leit dohanne geschitt.

(Interruption)

Här President, zum Klimawandel ee Wuert nach zum Schluss. De Klimawandel kann een net vun der Wuesstumsdebatt trennen. All déi Punkten, op déi ech elo an der Wuesstumsdebatt aginn, sinn och Punkte vun der Klimadebatt. An een, deen näischt géint dee Wuesstum hei am Land wëllt ënnerhuelen, deen ass och net glafwierdeg, wann e seet: „Mir maachen eppes géint de Klimawiessel."

D'ADR huet als éischt Partei 2014 d'Wuesstumspolitik op hirem Nationalkongress thematiséiert. De 5. Dezember 2015 huet d'ADR hei an der Chamber eng Interpellatioun gemaach mam Thema „Zukunft Lëtzebuerg". All déi grouss Problemer, déi mer hei am Land hunn, sinn eng Konsequenz vun dem Rekordwuesstum. Logement, Mobilitéit, Verwaltungen, déi net méi genuch Leit kréien, d'sozial Kohäsioun, d'Renten an esou virun, alles dat sinn d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum.

Lëtzebuerg huet vun 2013 un, wéi dës Regierung ugetratt ass, bis haut am Duerchschnëtt e Wirtschaftswuesstum gehat vun 3,68 % pro Joer. Mä wat bedeit 3,68 % Wirtschaftswuesstum konkret? D'Bevëlkerung, d'Awunner: Vun 2013 bis 2019 hu mer eng Joresmoyenne vun 12.817 neie Bierger pro Joer oder zousätzleche Bierger hei am Land.

A wa mer esou weiderfueren, si mer am Joer 2050 bei der Millioun ukomm. Also all Joers 12.817 nei Bierger an der Moyenne op deene leschte sechs Joer hu mer hei an d'Land kritt. Aarbechtsplazen hu mer an deemselwechten Zäitraum der 12.468 an der Moyenne geschaaft. Déi si vu 5.600 Residenten a 6.400 Frontalieren an der Moyenne besat ginn.

De Chômage: De Chômage ass an der Moyenne vun 2013 bis 2018 ëm 364 zréckgaangen.

Une voix.- Wow!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann een also elo seet: Mir hu pro Joer 12.468 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage ass, da muss ee soen: nëmmen, ëm 364 zréckgaangen, da muss ee wëssen, datt een net duerch massiivt Schafe vun Aarbechtsplazen de Chômage hei zu Lëtzebuerg redresséiert kritt, well d'Reduktioun vum Chômage am Verhältnis zu de geschafenen Aarbechtsplazen, déi ass bal null. Leider!, muss een do soen.

(Interruption)

Lëtzebuerger, Lëtzebuerger am Ausland ... Wann ech fäerdeg sinn, kënnt Der d'Froe stellen.

Lëtzebuerger am Ausland, och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum!

Am Ableck gëtt et 75.103, dat sinn déi lescht Chiffere vum Statec, Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen. An eisen dräi Nopeschlänner wunnen der 54.291. An deene leschten 18 Méint, dat sinn déi lescht statistesch Chifferen, ass d'Zuel vun de Leit, déi an d'Belsch wunne gaange sinn, ëm 580, déi a Frankräich wunne gaange sinn, ëm 987, an déi an Däitschland wunne gaange sinn, ëm 261 Stéck an d'Luucht gaangen. Also, an 18 Méint 1.829 (veuillez lire : 1.828) Leit, déi zousätzlech ausgewandert sinn an d'Grenzregioun, oder et kann ee soen: 100 Leit ginn an d'Grenzregioun, pro Mount wanderen déi aus.

Iwwer all déi Froen huet de Statsminister gëschter kee Wuert verluer! Mir solle jo esou ee schéint Land sinn, esou ee gutt Land sinn! Mä wéi ass et méiglech, datt all Mount 100 Leit mussen auswanderen? Wéi ass et méiglech, datt haut vun deene Frontalieren, déi moies an d'Land schaffe kommen, all siwenten e Lëtzebuerger ass? Dat heescht, d'Lëtzebuerger ginn zu Grenzgänger gemaach, wa mer esou virufueren.

Et gëtt geschwat vun de Statsfinanzen, datt déi gesond sinn. Mä d'Statsschold ass trotzdeem vun 2013 bis 2018 an der Moyenne all Joers ëm 262 Milliioune gewuess.

Logementspräisser: Vun do un, datt dës Regierung ugetratt ass, sinn déi quasi ëm 50 % an d'Luucht gaangen, ob dat bei den Haiser oder bei den Appartementer de Fall ass.

D'Bevëlkerung wiisst am Joer an der Moyenne ëm 12.812, an eleng duerfir bräichte mer am Logement 6.000 bis 6.500 Wunnengen, nieft deenen 12.000 bis 15.000 geschate Wunnengen, déi eis haut schonns feelen. 12.817 Persounen, dat entsprécht der Gréisst vun enger Gemeng wéi Dikrech zweemol, enger wéi Nidderaanwen zweemol, der Luerenzweiler Gemeng dräimol, oder mir missten d'Stad Lëtzebuerg all zéng Joer bei deem Wuesstum nei bauen. Dat sinn d'Chifferen, déi dee Wuesstum hei mat sech bruecht huet!

A wann d'Leit virun e puer Deeg hu misse virun der SNHBM campéieren, ech mengen, da weist dat d'Spëtzt vum Äisbierg, wéi katastrophal d'Wunnsituatioun hei am Land ass.

Den Här Bettel huet bei senger Regierungserklärung 2013 gesot: „Fir dem Problem vum Logement bäizekommen, huet dës Regierung sech vill virgeholl. [...] Kloer ass awer", seet hien, „dass mer eis vun dëser Politik en neie Schwong an der Logementspolitik erwaarden."

Här President, wann ech elo kucken, wat déi nei Regierung dann an deem Schwong do fäerdegbruecht huet, da muss ech soen: Deen eenzege Schwong, dee mer an deene sechs leschte Joer erlieft hunn, dat war eng Rekorderhéijung vun de Präisser am Logement. Et sief, datt een nach géif en zweete Schwong derniewentsetzen, näämlech datt mer a sechs Joer véier Ministere vum Logement haten. Och dat ass e Schwong, dee beweist, wéi dichteg dës Regierung ass.

(Hilarité et brouhaha)

Da gëtt hei geschwat vun der Grondsteier. Maja, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och eng Grondsteier, déi ech erhéijen, ass fir d'Leit erëm eng Steiererhéijung. Et sief, ech géif higoen an ech géif soen: Ma, op der éischter Wunneng héije mer se net. A wann eng Famill Terrainen huet, déi se fir hir Kanner wëllt halen, erhéije mer se och net.

Datt mer iwwert d'Spekulatioun diskutéieren, d'accord!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Aah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'accord! Da muss een awer soen: Déi aner Leit, déi eng Wunneng hunn oder fir hir Kanner hunn, déi kréie keng Erhéijung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Der dat ... Da sot dat emol! Dir schwätzt ëmmer nëmme vun der Grondsteiererhéijung, déi Der wëllt maachen. Mä et ass eng Nuance, wiem een eng Grondsteiererhéijung mécht. An net datt een d'Leit erëm ... Well d'Leit hunn es genuch mat nëmme Steiererhéijungen an Taxenerhéijungen. Soss héiert ee guer näischt an där ganzer Debatt!

(Brouhaha)

A wéi wäit d'Spëtzt vum Äisbierg an der Logementspolitik geet, Här President, dat ass de Projet de loi 7218, dee mer amgaange sinn an der Finanzkommissioun ze diskutéieren, wou d'Regierung virun dräi Joer vun der Europäescher Zentralbank e Bréif kritt huet - mir hunn de Bréif zwar net gesinn, mä se huet eis awer gesot, datt se e kritt hätt -, wou déi Lëtzebuerg virun enger Immobilieblos mëttelfristeg warnt. Mëttelfristeg ass dräi bis fënnef Joer. Eis Zentralbank seet zwar an hirem Avis, si géif keng Immobilieblos gesinn, mä, wéi gesot, d'Europäesch Zentralbank huet dat awer geschriwwen.

An d'Reaktioun op dee Bréif vun der Europäescher Zentralbank ass dann elo dëse Projet de loi. An dëse Projet de loi, deen d'Majoritéit nach wëllt dëst Joer hei duerch d'Chamber bréngen, dee gesäit Konditioune vir, déi Barrièrë fixéiere fir d'Banken, ënner wat fir enge Konditiounen d'Leit nach kënnen e Prêt kréien. Wat se mussen un Eegekapital brénge respektiv wivill datt se maximal dierfe geléint kréie vis-à-vis vun hirem Revenu disponible. An dat däerf tëschent 400 % an 1.200 % sinn.

Här President, wann dat doten antrëtt, da ka keen normale Bierger méi hei am Land sech eppes kafen!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An domadder ass dat dann déi absolutt Failliteerklärung hei am Land, wann d'Regierung muss e Gesetz maachen, dat et de Banken net méi erméiglecht de Leit Prêten ze ginn. Da mussen d'Leit entweder loune goen, an da ginn d'Loyerspräisser nach méi an d'Luucht, oder et mussen nach méi Leit auswanderen, fir en Haus oder eng Wunneng ze kréien.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass de Beweis vun der totaler Failliteerklärung vun dëser Regierung. An, wéi gesot, dëse Projet soll dëst Joer jo nach an d'Chamber kommen. Mir hoffen net, datt en an där doter Form an d'Chamber kënnt, well da kann en normale Mënsch an och Leit, déi beim Stat schaffen a relativ vill verdéngen, sech hei an dësem Land keng Wunneng méi leeschten.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, en anere Problem, deen den Här Statsminister och net kennt: Ech weess emol net, wéi dat ass, wou hie wunnt, wuer hie fiert, mä déi aner Leit sti permanent am Stau hei am Land.

(Interruption par M. Fernand Karteiser)

M. Roy Reding *(ADR).*- En huet eng blo Luucht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Stauen, déi gi vun Dag zu Dag méi grouss. Mir hunn hei am Land, hunn ech Iech gesot ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hu ganz vill Chauffeuren hei sëtzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, Här Bettel, et ass net, fir de Geck mat deene Leit ze maachen, déi am Stau stinn. Also, ech mengen, hein.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Et huet net jiddereen eng blo Luucht um Auto.

(Brouhaha)

Et huet net jiddereen eng blo Luucht um Auto. Déi meescht Leit sti virun enger rouder Luucht oder am Stau.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, hei am Land hu mir all Joers 12.800 zousätzlech Bierger, déi mer kréien. Et ass de Moien hei ugeklongen, datt de Wuesstum vun de Bierger näischt mat dem Wuesstum vum Land ze dinn huet. Dach! Et muss ee kucken: Wivill Aarbechtsplaze schafe mer? An et sinn déi Aarbechtsplazen, déi déi nei Leit an d'Land bréngen. Well et kënnt keen hei an d'Land, fir brong ze ginn!

Déi Leit, déi hei an d'Land komme mat hire Familljen, déi kommen, well se eng Plaz hei kréien. A wa mer esou vill - bal 13.000 - nei Aarbechtsplazen am Joer zousätzlech schafen, da bedeit dat automatesch, datt och esou vill Leit weider an d'Land wunne kommen. An dat anert sinn esou vill Frontalieren, déi weider an d'Land kommen. Mä dat ass d'Wuesstumsdebatt! Dat ass d'Resultat vun der Wuesstumsdebatt!

A wa mer 12.800 Leit weider an d'Land wunne kréien a 6.300 Frontalieren all Joers weider kréien, dann hu mer all Joers 19.000, 20.000 Leit, déi sech weider an dësem Land bewegen. A jidderee beweegt sech. Vun der Maternité u bewege se sech heem. Wa se an d'Schoul, an d'Crèche ginn, se gi schaffen, se ginn an d'Vakanz, se gi bei d'Frënn, egal wuer. All Mënsch beweegt sech! A mir hunn also 20.000 Leit d'Joer weider am Land, déi sech hei bewegen. Da schwätze mer net vum Transitverkéier.

Ech si gëschter no der Debatt heemgefuer um véier Auer. Ech hu fir eelef Kilometer Fënnefvéierelstonn gebraucht.

(Interruption par M. Yves Cruchten et hilarité)

Ech hunn dat net eng Kéier, Här President. Ech war och keen huelen ënnerwee. Ech war permanent am Stau.

(Interruptions)

Une voix.- Jo, jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An et war och keen Accident ënnerwee. Et war e ganz normalen Dag.

An och de Moien, fir heihinnerzekommen - déi meescht Caféë waren dunn net op, et war also och keng Versuchung do, datt ech een huele war -, och de Moien hunn ech Fënnefvéierelstonn gebraucht, fir um néng Auer hei an der Chamber ze sinn.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et gëtt och e Bus, dee vu Fréiseng an d'Stad fiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An allguer déi …

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et fiert e Bus vu Fréiseng an d'Stad.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma ech hoffen, datt ech kee Grénge méi mat engem Auto hei an der Stad gesinn.

(Hilarité et interruption par Mme Josée Lorsché)

Ech hoffen, datt ech kee Grénge méi mat engem Auto gesinn! Ech géif emol net mam Bus kommen, Madamm Lorsché, well och dee verbraucht Energie. Ech géif Iech roden: Kommt mam Vëlo!

(Interruptions)

Kommt mam Vëlo!

(Brouhaha général et interruption par M. Henri Kox)

An och wann et reent, dat däerf Iech als Grëngen näischt ausmaachen. Dat ass bestëmmt gesond! Fuert mam Vëlo a mat soss näischt! Oder gitt ze Fouss! Awer kommt net a schreift deenen anere Leit eppes vir an Dir kommt selwer mat den Autoen heihinner!

(Brouhaha)

Ech hunn déi leschte Kéier gekuckt, du sinn Är dräi gréng Ministere vum Kierchbierg, déi waren allen dräi hei an der Chamber. Du stoungen hir dräi Déngschtween hei virun der Chamber! Ech hu gesot: Dat kann dach net sinn!

(Interruption et hilarité)

Déi missten dach mat engem kommen, mam Vëlo kommen, mam Tram kommen oder ze Fouss! Neen, déi si mat dräi Autoe vum Kierchbierg hei an d'Chamber komm! An et ass mer och gesot ginn, d'Madamm Dieschbourg, déi huet de Busarrêt zu Iechternach bal virun der Dier, déi misst dach moies mam Bus an d'Stad kommen! Neen! Do fiert e Regierungsauto op Iechternach se sichen a bréngt se an d'Stad!

Mä fuert dach mam Vëlo! A schreift net deenen anere Leit vir, se solle mam Vëlo fueren, an Dir loosst Iech mat décken Autoen duerch d'Land kutschéieren!

Plusieurs voix.- Très bien !

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ...

Une voix.- Wie schreift wiem eppes vir? Elo geet ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Esou sinn déi gréng!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech mengen, ech wier an der Porte ouverte vun der Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Staue ginn all Dag méi grouss. An och dat ass Klimapolitik, well wann Zéngdausende vun Autoen am Stau stinn, déi stoussen och CO_2 aus.

An et ass och en ekonomesche Problem. Déi Leit vun den Entreprisen, d'Camionen, d'Camionnettecher, déi stonnelaang am Stau sti mat de Leit a mam Material, dat muss ee bezuelen. Dat bezilt de Client, de Stat, egal wien! Et ass also och en ekonomesche Problem, wann d'Leit hei am Land permanent am Stau stinn.

En anere Punkt ass de Landverbrauch. Et ginn am Moment 7,3 Quadratkilometer d'Joer verbaut. Dat sinn 1.000 Fussballsterrainen, déi mir d'Joer zoubëtonéieren hei. 1.000 Fussballsterrainen!

(Interruption)

Dat ass esou vill wéi d'Gemeng Schëffleng, déi mer all Joer zoubëtonéieren, oder Koplescht oder Rëmeleng. Esou Gemenge ginn all Joers hei am Land zoubëtonéiert.

An da geet et eis esou gutt. Et geet eis esou gutt hei an deem Land. Den Aarmutsrisiko ass, zënter datt Gambia ugetrueden ass, vu 15,9 % op 18,7 % oder all Joers ëm 0,7 % an der Moyenne geklommen. E räicht Land wéi Lëtzebuerg, wat sech bretzt duerch d'ganz Welt, wéi gutt datt mir sinn, wéi fein datt mir sinn, wéi räich datt mir sinn, dat léisst et zou, datt praktesch 20 % geschwë vun eisen Awunner ënnert der Aarmutsgrenz leien. Kee Wuert hu mer gëschter dovunner vun engem Statsminister héieren!

Da gëtt iwwert d'Rente geschwat. D'Renten, gëtt gesot, ma mer hunn 19 Milliarde Reserven an dat si 4,5 Joresdepense. Mä vun där anerer Säit vun der Medail gëtt net geschwat, datt mer awer och déi Reserven hunn, well esou vill Leit an deene leschte Joren hei an d'Land schaffe komm sinn a Beiträg bezuelt ginn. Et gëtt net gesot, datt mer fir eng Pensioun mussen 2,5 Aktiver hunn.

Mir hunn am Ableck 450.000 aktiv Leit am Land. A 40 Joer sinn déi alleguer an der Pensioun. A wa mer beim System bleiwen, 450.000 mol 2,5, da musse mer a 40 Joer iwwer 1,1 Millioun Aktiver hunn, fir deenen hir Pensiounen ze bezuelen. Do liicht et dach all klorem Mënscheverstand an, datt dat net kann opgoen! An awer gëtt refuséiert, fir iwwer e Problem ze diskutéieren.

Et gëtt am Fong dohinnergestallt: „Maacht Iech keng Gedanken, mir hu Reserven, esou vill." Et geschitt näischt. Dat ass eng kuerzfristeg Politik! Do kuckt eng Regierung just op deen nächste Wahltermin. Mä se kann net heihinnerkommen a soen: „Mer mussen eng Politik maache fir déi nächst Generatiounen", well dat doten ass déi gréissten Hypothéik, déi mer den nächste Generatiounen operleeën!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Energieverbrauch, d'Waasser, de Stroum an esou weider.

Wa mer dann héieren, datt d'Regierung hei gëschter offiziell e Bekenntnis vis-à-vis vu Google gemaach huet. Mä och eise Kolleeg François Bausch huet a sengem Summer-Interview am „Lëtzebuerger Wort" gesot, de Journalist huet e gefrot am Zesummenhang vu Google: „Theoretisch, könnte Luxemburg sich zurückziehen." Den Här Bausch huet geäntwert: „Bei Google fände ich das falsch. Wenn wir das Datenzentrum nach Luxemburg bekämen, wäre das ein gutes Signal [...]. Es wäre ein Fehler, ausgerechnet bei Google einfach Nein zu sagen."

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, et ass mir zougedroe ginn aus relativ gudder Quell, datt den Energieverbrauch, dee Google bräicht, extrem héich wier. Et ass mir eng Zuel genannt ginn, déi ech net wëll heibannen nennen, well ech einfach der Iwwerzeegung sinn, se kann net stëmmen.

(Hilarité)

Esou héich ass se.

An duerfir géif ech, Här President, den Här Statsminister froen, datt hien eis soll muer a senger Äntwert soen, wivill Stroum Google gefrot huet a wivill Prozent dat vun eisem nationale Stroumverbrauch ausmécht.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, da brauch ee keng Chifferen an d'Welt ze setzen, wou ech mengen, se géifen net stëmmen, mä da sinn d'Chiffere kloer. An duerfir hätte mer gären, datt d'Regierung eis soll ganz kloer soen, wivill de Stroumverbrauch ass, dee Google ugefrot huet a wou d'Enovos elo amgaangen ass ze kucken, wou se en hierkréien a wéi se en och op de Site solle kréien.

Iwwert d'Juggurtsfabrik ass guer näischt gesot ginn. Mä hei gëtt e Waasserverbrauch gemaach, wou ëmmer gesot ginn ass, wéi d'Stad Diddeleng. De Wirtschaftsminister, den Här Schneider, huet gesot: „Jo, dat ass nëmmen an enger éischter Etapp. An enger éischter Etapp brauche mer nëmmen d'Halschent dovunner." Jo, eng éischt Etapp? No enger éischter Etapp kënnt eng zweet Etapp, soss bräicht et jo keng éischt Etapp ze ginn. An da si mer awer bei deem Waasserverbrauch.

An dann huet d'Madamm Ministesch Dieschbourg eis jo och confirméiert, datt mer amgaange sinn ze versichen, aus der Musel elo Drénkwaasser ze maachen. Mir mussen eis Froe stellen! Mir hu keng Energie méi, mir hu kee Waasser méi an awer setzt déi Regierung hei weider op stramme Wuesstum mat all sengen negative Konsequenzen!

(Interruption)

Iwwert d'Sécherheet ass kee Wuert gefall. Anscheinend ass alles sécher hei. Wann ech awer elo héieren, wat op der Stater Gare ass, wat zu Bouneweg, wat zu Esch ass, wat op anere Plazen am Land ass ... Mä d'Sécherheet ass fir dës Regierung kee Problem.

Ech hu mer d'Fro gestallt, Här President: Firwat hu mer iwwerhaapt deen zweete Prisong gebaut?

(Hilarité)

Well wann d'Sécherheet an deene leschten 8, 10, 20 Joer an elo net klëmmt, dann hätt et jo misse mat deem enge Prisong duergoen. Firwat baue mer en zweete Prisong, wann alles d'selwecht ass, wéi et war?

Wat musse mer maachen, fir aus där Wuesstumsfal erauszekommen? Mir mussen an Etappe virgoen.

Dat Éischt ass: De Leit d'Wourecht soen, de Leit och déi negativ Konsequenze vum stramme Wuesstum matdeelen an net alles positiv dohinnerstellen: D'Rente sinn an der Rei, d'Finanze sinn an der Rei, et ass alles an der Rei. An a Wierklechkeet ass et net an der Rei! Ons net ëmmer als Schlaraffenland duerstellen. Selektiv virgoen, zum Beispill bei der Sozialpolitik. Net mat der Strenz iwwert d'Land zéien. Vläicht och léieren ze verzichten. E bësse manner kann awer vläicht méi Liewensqualitéit bedeiten.

Fir datt d'Akzeptanz bei de Leit entsteet, datt mer net einfach esou weidermaachen, weiderwuessen, hu mir och gesot: Et kann een e Referendum maachen, wann een eben doduerch géif erreechen, datt jiddereen am Land misst iwwert d'Fro schwätzen, sech mat der Fro ausernanersetzen, ...

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... datt kontradiktoresch mat der Gesellschaft géif diskutéiert ginn an datt een net einfach kann ëmmer nëmmen higoen an eng Schönmalerei maachen, mä de Leit d'Wourecht soen. An da kënnt eng kontradiktoresch Diskussioun eraus. A firwat hu mer Angscht virun de Leit, fir deenen hir Meenung ze froen?

Zweetens, wa mer zur Asiicht kommen, datt mer net kënnen esou weiderfueren, dat ass deen éischte Schratt. Mä déi Asiicht ass nach net, zumindest um politesche Plang, iwwerall ukomm.

Da musse mer eis als Gesellschaft eens ginn, datt mer net onendlech wuesse kënnen. Da musse mer eis zesummesëtzen, d'Politik, Experten, d'Vertrieder aus der Zivillgesellschaft, d'Sozialpartner, fir zesummen no Weeër ze sichen.

Et däerfe keng Tabutheme ginn. Mir mussen definéieren, wéi eise Wuesstum - well mir brauchen och an Zukunft Wuesstum - soll ausgesinn, fir esou mann wéi méiglech Energieressourcen a Land ze verbrauchen, fir awer och op där anerer Säit ze kucken, datt mer als Land an engem Kader wuessen, dee mer och kënnen dirigéieren.

Här President, dann eng Direktmoossnam, dat ass eng Impaktstudie. 2015 bei eiser Interpellatioun hei ware mer eis heibanne bal eens, géif ech soen, datt een an Zukunft ëmmer misst Impaktstudie maachen, fir ze kucken, wat e Betrib, deen an d'Land kënnt, u positiven an un negative Konsequenze mat sech bréngt. Mä dat ass net gemaach ginn!

Elo héieren ech an engem Interview, datt déi gréng soen, se wiere sech eens gi mam Wirtschaftsminister, datt zukünfteg - Google an d'Juggurtsfabrik hu se emol direkt ausgeschloss -, datt an Zukunft soll bei engem Projet esou eng Impaktstudie gemaach ginn. Déi muss gemaach ginn. A se muss transparent gemaach ginn. Déi muss novollzéibar sinn. An d'Parlament muss och Asiicht an déi Etüde kréien an och op d'Resultat vun deenen Etüden.

Här President, ech wëll nach mat engem Zitat vun eisem Här Statsminister schléissen, wat en 2014 a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun hei gesot huet. Den Här Statsminister sot 2014, also am Ufank vun dëser Regierung: „Mir sinn un de Limitten. Wa mir et net fäerdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siidlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mer ganz geschwënn an enger Sakgaass."

Haut stelle mer fest, no sechs Joer Gambia: Mir sinn net nëmmen an der Sakgaass ukomm, mä mir sinn um Enn vun der Sakgaass ukomm. Dës Regierungserklärung vu gëschter ass de beschte Beweis. Si huet sech esou unhéieren, wéi wann dës Regierung um Enn wier: keng Äntwerten a Propositioune fir Léisungen zu grousse Problemer; ee Statsminister, eng Regierung, déi sech dervu léist, fir hei an der Chamber iwwer all dës Problemer ze schwätzen.

Här President, e Statsminister ka sech net dervu léisen, fir hei an der Chamber iwwert d'Problemer vum Land an de Leit ze schwätzen. Hie ka sech just vu senger Fonctioun als Statsminister léisen. An dat wier dat Bescht, wat dem Land kéint geschéien, wann hien a seng Regierung sech géifen zréckzéien, géifen demissionéieren an de Wee fräimaache fir Neiwahlen.

(Hilarité)

Well nach ... Jo, Dir laacht. Vill Leit am Land laachen net driwwer!

(Brouhaha général)

Déi kënnen den Dag net erwaarden, wou dës Regierung zrécktrëtt. Well nach véier Joer Gambia, Här President, kënne mer eis einfach net méi leeschten, ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir kënnt en net erwaarden. Mä d'Leit si frou, dass se virun esou Leit wéi lech verschount bleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... well dann huet Gambia dëst Land futtigemaach.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Den nächsten ageschriwwene Rieder ass den Här Marc Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Maacht Iech keng Hoffnungen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

Une voix.- Just „une voix".

Plusieurs voix.- Une voix : Très bien !

(Hilarité et brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi war méi wäert wéi gëschter der ganzer Majoritéit hir!

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

Une voix.- Hilarité!

Une autre voix.- Hilarité générale!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ma ganz gutt.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech géif och gären dës Ried ufänke mat deene beschte Geneesungswënsch vun der lénker Fraktioun, vun eiser Sensibilitéit fir de Félix Braz, deem dat geschitt ass, wat mer alleguerte wëssen, an deen ech perséinlech och schonn am Escher Gemengerot kennegeléiert hunn an deen ee vun deene streitbarsten an, mengen ech, wäertvollste Politiker ass, déi eist Land huet. Mir wënschen him op jidde Fall eng gutt Besserung.

Här President, ech erwaarde mer vun enger Ried zur Lag vun der Natioun am Wesentlechen zwou Saachen: éischtens, eng Bestandsopnam an eng Analys vun deem, wat an deene leschten zwielef Méint an eiser Gesellschaft geschitt ass, deem, wat sech verännert huet, zum Gudden oder zum Schlechten, wat anescht ginn ass, wat sech beweegt huet, an zweetens erwaarden ech vum Premier vun enger Regierung, datt e Weeër opweist, wéi d'Regierung wëlles huet, mat deene Veränneerungen ëmzegoen. A vu béide war kaum eppes ze héieren an deem Aufsatz, deen de Premier gëschter virgelies huet.

Här President, anescht wéi beim Premier ass meng Riedezäit begrenzt, wat mech zwéngt, e Choix ze maache vu Sujeten, déi ech awer am Géigesaz zu him da versichen, vläicht e bëssen ze verdéiwen. Fir eis als Lénk sinn dräi Evenementer markéierend fir déi lescht zwielef Méint. A mer versichen, déi och ënner engem Bléckwénkel ze betruechten, dee se zesummebréngt.

Et ass, éischtens, d'Klimakris a virun allem d'Bewosstsinn, dat an eiser Gesellschaft geklommen ass, datt d'Klimakris eng Existenzfro vun der Mënschheet ass, a bei där d'Zäit amgaangen ass, eis dovunnerzelafen, fir se op en erträägleche Minimum ze reduzéieren.

Zweetens, déi sozial Ongläichheeten, déi zu Lëtzebuerg entre-temps am leschte Joer all negativ Rekorder gebrach hunn.

An, drëttens, d'Wunnengsnout, déi ëmmer méi Mënschen hei am Land zur Verzweiflung bréngt.

Dëst sinn an eisen Aen déi bezeechnend Problemer, déi d'Leit an eisem Land betreffen an déi ganz enk matenee verbonne sinn, Problemer, déi sech an deene leschte sechs Joer ënnert dëser Regierung net verbessert hunn, Erausfuerderungen, déi d'Regierung net ugaangen ass, och net no der leschter grousser Ried vum Premier, der Regierungsdeklaratioun.

Här President, e knappt halleft Joer, nodeems de Premier hei de Regierungsprogramm virgestallt huet, sinn 10.000 Schüler a Studenten zu Lëtzebuerg op d'Strooss gaangen. Si hu géint de Fatalismus vum Klimawandel manifestéiert an hunn zu Recht d'Ontätegkeet vun der Politik, also och vum lëtzebuergesche Parlament a vun der lëtzebuergescher Regierung, schaarf kritiséiert. Se sinn domadder zu Lëtzebuerg net eleng, mä Deel vun enger weltwäiter Jugendbewegung, wéi se an där Envergure un déi vun 1968 erënnert, mam Ënnerscheed, datt se dës Kéier nach vill méi e globale Charakter huet.

Si, déi Jonk, erhiewen hir Stëmm fir eng liewenswäert Zukunft a si erhiewen Usproch op dës Zukunft. An dat ass e verdammt legitimmen Usproch, well si am längsten an där Zukunft liewe mussen. A se maachen dat, well se wëssen a well dat och, mengen ech, dobaussen ëmmer méi kloer gëtt, datt d'Grondlage vun där Zukunft amgaange sinn, grad haut an der Géigewaart, zerstéiert ze ginn, iwwerall op der Welt an zu Lëtzebuerg an engem ganz besonnesche Mooss.

Den ekologesche Foussofdrock zu Lëtzebuerg weist eis, datt mer hei e Ressourcëverschläiss hunn, deen aacht Welte bräicht. Also wann iwwerall esou wéi zu Lëtzebuerg géif gewirtschaft ginn, da bräichte mer aacht Planéiten - Tendenz klammend. Virun e puer Joer waren dat nach nëmme sechs oder siwe Welten, entre-temps sinn et der aacht.

Den Earth Overshoot Day, also deen Dag am Joer, op deem d'Ressourcen, déi e Land zur Verfügung huet an déi sech regeneréieren, verbraucht sinn, zu Lëtzebuerg ass deen Dag schonns de 16. Februar. Also no nëmme siwe Wochen am Joer fänke mer un, op Käschte vun den zukünftege Generatiounen a vun aneren Deeler vun der Welt ze liewen. Just de Katar ass weltwäit dat eenzegt Land, dat nach méi schlecht dosteet wéi mir.

Mir sinn och Schlussliicht an der Produktioun vun erneierbaren Energien an Europa, déi mer awer esou dréngend bräichten, fir ewechzekomme vun de fossillen Energien an dem Atomstroum. Eisen Ausstouss vun CO_2 ass d'lescht Joer weider an d'Luucht gaangen, obwuel mer eis bei der COP21 wéi och bei eisen europäesche Partner verflicht hunn, e signifikativ erofzesetzen, a mer erliewen och zu Lëtzebuerg en dramatesche Verloscht u Biodiversitéit, mat deem mer eis an eiser Zukunft d'Liewensgrondlag entzéien.

An et kéint ee weiderfueren. Et kéint een iwwert d'Zersiidlung vum Land schwätzen, déi natierlech historesch gewuess ass. Mir kéinten iwwert d'Waasserqualitéit vun eise Flëss schwätzen, déi wierklech net gutt ass, an och d'Waasserreserven, déi un hir Limitten, un hir natierlech Limitte kommen. Global ass et fir ganz vill Mënschen net nëmmen d'Zukunft, déi alles anescht wéi roseg ausgesäit, mä d'Géigewaart, déi fir si elo schonns d'Häll bedeit.

All dës Indicateure weisen net an eng positiv Zukunft. Am Géigendeel! All dës Indicateure si franchement desastréis a ginn eis kee Vertrauen an d'„Weider-Maachen" vun dëser Regierung. An duerfir wäert och an deenen nächste Méint bei ganz ville Jonken an och entre-temps bei ëmmer méi manner Jonke sech d'Iwwerzeegung duerchsetzen, datt et nach net Zäit ass, fir opzehalen ze manifestéieren.

A wéi reagéiert de Premier vu Lëtzebuerg dorobber? Am Juni erkläert hien um Nationalfeierdag, datt Lëtzebuerg enorm Ustrengunge maache géif, mä am Ausland misste se och emol wakereg ginn op der Klimafro. Bei der Uni erkläert hien, Lëtzebuerg wier e Musterschüler am Kampf géint de Klimawandel an déi aner Länner kéinte sech roueg emol eng Scheif vun eis ofschneiden.

De Jonke verzielt de Premier, hien hätt sech elo eng Juggurtsmaschinn kaaft, fir géint de Klimawandel virzegoen. A gëschter versicht en, eis mat Zuelespillereie weiszemaachen, datt mer dach eigentlech um gudde Wee wieren.

Här President, wësst Der, ech ka jo verstoen, wann ee versicht, sech a seng Politik an e bessert Liicht ze stellen. Mä wat de Premier an der Klimafro mécht, ass Verleegnung vun der Realitéit! A wann een der Realitéit awer net an d'Ae kuckt, da kann ee se och net veränneren. D'Regierung huet zwar am Mäerz een Entworf fir en nationale Klima- an Energieplang virgestallt, mä bis elo keng konkret Emsetzungsstrategië presentéiert.

Dat soen net nëmme mir als Lénker, dat seet och d'Europäesch Kommissioun, déi zwar begréisst, datt d'Regierung sech formell Ziler gesat huet wéi 55 % Reduzéierung vun CO_2-Emissioune bis 2030 par rapport zu 2005, mä awer gär bis Enn des Joers wësse géif, wéi d'Regierung da gedenkt, dat konkret ëmzesetzen!

Une voix.- Mir si jo nach net Enn des Joers!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Och doriwwer huet de Premier effektiv näischt gesot! An dat hätt e jo awer kënne maachen! Dat wier déi eenzeg konkret Ausso, déi en hätt kënne maachen, datt dës Regierung et näämlech fäerdegbréngt, bis Enn des Joers konkret Mesurë virzeleeën, an domadder hir national Obligatiounen, déi se par rapport zur EU huet, och wierklech ze maachen. Dat wier zumindest eng konkret Pist gewiescht, déi de Premier hätt kënne soen.

Wann ech elo gesinn, datt op der Regierungsbänk esou äifreg genickt gëtt, datt dat dann elo soll geschéien, da kucken ech deem natierlech mat ganz groussem Virwëtz entgéint! Well effektiv si vill Leit, déi sech froen, wéi déi ambitiéis Ziler da sollen erreecht ginn, wann ee weider mécht, wéi ee weidermécht, also d'Tautologie vu sech selwer, seng eege Politik sech selwer versicht ze erklären a gläichzäiteg dat als Neiufank ze verkafen. Dorop si mer ganz virwëtzeg, wéi d'Regierung dat gedenkt ze maachen.

Et kann ee sech eng ganz Rëtsch Froe stellen, firwat mer och no sechs Joer vun dëser Regierungskonstellatioun nach net méi wäit sinn op deenen zentrale Froen, wat d'Klimapolitik ugeet. An ech mengen, datt et duerfir zwou Ursaache gëtt.

Déi eng läit an der Kompositioun vun der Regierung aus dräi komplett ënnerschiddleche Parteie mat dräi komplett ënnerschiddlechen Approchen, Profiller a Programmatiken, där et ganz einfach als Ganzt, als Regierung u Kohärenz feelt. Jo, et gëtt keng Kohärenz an der Klimapolitik zu Lëtzebuerg.

Dëse Sujet gëtt net iwwergräifend als Politikzil behandelt, mä besteet aus vereenzelte punktuelle Mesuren, déi duerch aner Politikfelder nees gebrach ginn, jo carrement souguer contrecarréiert ginn.

E gutt Beispill huet de Premier gëschter selwer geliwwert. Den Undeel un erneierbaren Energië soll zwar klammen, mä gläichzäiteg gëtt um Projet Google festgehalen, deen en enorme Stroumfriesser wäert sinn. An do kënnt Dir nach esou vill Geschichten erzielen iwwer Energieeffizienz, Google wäert de Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg massiv an d'Luucht dreiwen an eis domadder nach méi wäit vun den Ziler vun der Produktioun vun erneierbaren Energien entfernen, zu deene mer eis verflicht hunn.

En anert Beispill vun enger net kohärenter Politik vun dëser Regierung ass d'Beispill vun de Fräihandelsaccorden, Fräihandelsaccorden, déi aus reng ekologescher Siicht eng Katastroph sinn. Et kann ee keng seriö Klimapolitik maachen a gläichzäiteg andauernd Fräihandelsaccorden ënnerschreiwen, fir datt nach méi Wuere mat niddrege Standarde sënnlos duerch d'Welt transportéiert ginn, just fir e puer Multinationallen ze erlaben, nach méi Profitter ze maachen um Bockel vu sozialen a vun Ëmweltstandarden.

An e lescht Beispill: Zwee Joer nom Akraafttriede vum Paräisser Accord investéiert eisen ëffentleche Rentefonds iwwer eng hallef Milliard, 545 Milliounen Euro, direkt an d'Produktioun an d'Exploitatioun vu fossillen Energien. Indirekt ass dës Zomm nach wesentlech méi héich. Géigeniwwer vun deene 545 Millioune sti ganzer 21 Milliounen Investissementer vum Rentefong an erneierbar Energien.

Nach vill méi schlëmm ass dee sougenannten Zukunftsfonds, deen an allméiglech toxesch Produiten investéiert, a scho guer net ze schwätze vum Carbon Footprint vun eiser Fongenindustrie. Dat ass d'Realitéit vun der Inkohärenz vun der Klimapolitik vun der lëtzebuergescher Regierung! Vill Rieden, mä soss keng Kohärenz, néierens!

Dach! Eng gëtt et! An dat ass den zweete Grond, firwat d'Regierung net virukënnt op deem Plang, näämlech well d'Klimapolitik vun der Regierung an éischter Linn bedriwwe gëtt als eng liberal Politik. Dat heescht, d'Klimapolitik muss maartkonform sinn. Dat ass d'Essenz vum grénge Kapitalismus.

Un éischter Plaz stinn d'Profitter, an deenen huet och de Klimawandel sech ënnerzeuerdnen. A fir de Rendement ze garantéieren a Kapital unzelackelen, gëtt et grousszügeg vun de Steierzueler subventionéiert. Dat ass en gros och déi Haaptstrategie, vun där gëschter de Premier geschwat huet, also „business as usual", a virun allem „business"!

Domadder mécht d'Regierung an der Fro vun der Klimapolitik awer de Bock zum Gäertner. Also grad déi Maartmechanismen an déi Aart a Weis ze wirtschaften, déi zum Klimawandel gefouert hunn, sollen elo d'Léisung duerstellen. Dobäi ass erwisen, datt zum Beispill dee ganzen Emissiounshandel, deen op där Logik berout, en eenzegen Echec ass. Mat genau esou Maartmechanisme keeft d'Regierung sech an de baltesche State Statistiken an, fir virzegaukelen, si géif hir energetesch Ziler erreechen. Dat huet méi mat mëttelalterlechem Ablasshandel ze di wéi mat fortschrëttlecher Klimapolitik!

Här President, en neoliberale Wirtschaftsmodell, deen op der Ausbeutung vu Mënsch an Natur opbaut, ass d'Ursaach vum Problem, a seng Instrumenter kënnen net d'Léisung sinn.

An zu den Instrumenter vun esou enger Politik gehéiert och, datt d'Fro vun der Responsabilitéit um Klimawandel am Moment individualiséiert gëtt. De Premier huet et virgemaach um Beispill vu senger Juggurtsmaschinn. Dat heescht, et ass elo un éischter Plaz jiddwereen Eenzelne responsabel fir de Klimawandel, an de Klimawandel gëtt domadder zu enger Zort Gewëssensfro. An et gëtt komplett vergiess oder awer ënnert den Teppech gekiert, datt et eng kollektiv Responsabilitéit ass, déi een och als Éischt muss kollektiv ugoen. An dobäi weisen all d'Zuelen, och fir Lëtzebuerg, datt et déi grouss strukturell Decisioune sinn, mat deenen een déi energetesch Transitioun ugoe misst.

Och hei e puer Beispiller. Eis CO_2-Emissioune sinn esou héich, well zu Lëtzebuerg virun allem den Diesel an enorme Quantitéite getankt an an d'Ausland exportéiert gëtt. D'Camione fueren Honnerte Kilometer Ëmwee, fir mat risegen Tanken hei Diesel ze zapen. Déi si responsabel fir deen enormen Undeel un de Lëtzebuerger Emissiounen. An dat ass eng strukturell Decisioun vun der lëtzebuergescher Politik gewiescht, fir jorelaang op där Nisch vum Tanktourismus ze fueren. An ech denken, datt mer och nach deemnächst wäerte gesinn, datt déi ganz bescheiden Erhéijung vun zwee Cents hir Effekter net wäert erreechen.

Dat heescht awer elo net, datt net jiddwer Eenzelnen och Efforte maache soll. Mä duerfir mussen och d'Bedéngungen erfëllt sinn, wéi zum Beispill e verlässlechen a flächendeckenden ëffentlechen Transport. An déi Bedéngunge sinn am Moment net ginn, weder wat d'Offer ugeet nach wat d'Pünktlechkeet ugeet.

En anert Beispill ass de Stroumverbrauch vun de Stéit. Dee Stroumverbrauch ass um Gesamtundeel vum Energieverbrauch zu Lëtzebuerg ganz kleng. Natierlech soll ee kucken, fir deen nach weider erofzesetzen. An do kann och jiddwer Eenzelnen hëllefen. Mä et ass bei Wäitem net den Haaptenergiefréisser! An nach laang net jiddwereen, besonnesch Locatairen, hunn och d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Duerfir bräichte mer dréngend e Programm vun enger grouss ugeluechter ëffentlecher Albausanéierung.

Eng seriö Klimapolitik däerf dem Maart net alles iwwerloossen. Mir musse si vill méi staark encadréieren. Et ass un der Politik, déi Regelen opzestellen, wéi hei an Zukunft produzéiert gëtt, an net um Konsument, deen an extra spezialiséiert Geschäfter fuere muss, fir pestizidfräi, carbonaarm oder regional Produiten ze kafen.

An déi Regelen, déi sinn d'Essenz vu Politik selwer, an dat huet näischt mat enger renger Verbuetslogik ze dinn, an de Moien huet den Alex Bodry dat och op eng zimlech exemplaresch Aart a Weis duergestallt. Zu Lëtzebuerg kritt een am Géigesaz zu anere Länner net op all Tankstell Kalaschnikowen ze kafen. Dat ass en Aschnëtt an d'Fräiheet, kéint een elo soen. An a verschiddenen anere Länner gëtt dat och esou gesinn. Ech empfannen dat net als en Aschnëtt a meng perséinlech Fräiheet, mä ech fannen, datt et zu deem Regelwierk gehéiert, dat eist gesellschaftlecht Zesummeliewen organiséiert.

D'ailleurs géif ech besonnesch no Chamberssitzunge kengem wënschen, mech an enger Tankstell mat enger Kalaschnikow ze gesinn.

(Hilarité et interruption)

Här President, mam Jeep mussen op d'gréng Wiss ze fueren, fir do eng Bioavocado aus Mexiko ze kafen, ass net nohalteg a bréngt eis och kee Schratt virun.

An da si mer bei der Landesplanung a bei der Aart a Weis, wéi duerch politesch Decisiounen eis Duerf- a Stadkären ëmmer méi eidel ginn. Och dat si strukturell Decisiounen, op déi deen Eenzelne kaum Afloss huet. An och do däerfe mer de Mäert net alles iwwerloossen. Mir gesi jo, zu wat et féiert! Mä d'ëffentlech Hand - dat heescht de Stat an d'Gemengen - misst do géigesteieren.

Et gi jo och vereenzelt Projeten, déi an eng aner Richtung weisen. Déi misste konsequent ënnerstëtzt an ausgebaut ginn, well se en plus e staarkt Element vu sozialer Kohäsioun kënne sinn.

Här President, et ass d'Responsabilitéit vun engem Wirtschaftssystem, deen op der Ausbeutung vu Ressourcen a Mënschen opbaut, deen eis dohinner bruecht huet, wou mer elo sinn, näämlech ganz kuerz virun zwielef!

An et ass deeselwechte Wirtschaftsmodell, deen derzou gefouert huet, datt et elo d'Leit an deene Länner sinn, déi am mannste fir de Klimawandel responsabel sinn, déi seng Folgen am batterste spieren. Dat ass a Länner vum globale Süden esou. Dat ass awer och bei eis esou! Et sinn näämlech d'Multimilliardären an déi Superräich, déi bei Wäitem dee gréissten ekologesche Foussofdrock hunn. Et si si, déi iwwerduerchschnëttlech zum Klimawandel bäidroen, an et sinn och si, déi sech an deene leschte Jorzéngten ongenéiert un dësem zerstéieresche Wirtschaftsmodell beräichert hunn. Et sinn also och déi sozial Inegalitéiten, déi besonnesch zum Klimawandel bäidroen. A grad dowéinst hänken déi ekologesch an déi sozial Fro esou enk mateneen zesummen. Duerfir sinn et och an eisen Aen zwou Säite vun därselwechter Medail.

Dëst erkennen och ëmmer méi Leit, déi entretemps zesummen op d'Strooss ginn. Duerfir gëtt et jo och déi Allianz vu Gewerkschaften, Sozial- an Ëmweltbewegung. Genee duerfir fuerdere si och „climate justice", Klimagerechtegkeet, well de Kampf géint de Klimawandel ëmmer e Kampf fir sozial Gerechtegkeet muss sinn.

Här President, duerfir sinn ech fundamental der Iwwerzeegung, datt ee besonnesch an där Situatioun, wou mer zu Lëtzebuerg sinn, net kann eng Ried zur Lag vun der Natioun halen, ouni op déi sozial Entwécklung vum Land anzegoen, och a grad eben, well se esou enk verbonnen ass mat der Klimafro.

An äänlech wéi bei der Klimafro missten déi sozial Indicateuren, déi mer hunn an déi an deene leschten zwielef Méint public gemaach gi sinn, d'Regierung dach an allerhéchstem Mooss interpelléieren. Den Aarmutsrisiko brécht mat 18,7 % vun der Populatioun all Negativrekord. Dës Zuel ass an deene leschte

15 Joer konsequent vun 11 op 13, dunn op 15, dunn op 17, bis entre-temps bal 19 % an d'Luucht gaangen. A besonnesch betraff bleiwe weiderhin déi Elengerzéiend a skandaléiserweis Jonker a Kanner.

Den Undeel u Working Poor, also deene Leit, déi, obwuel se schaffen, dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn, och deen Taux ass op 13, iwwer 13 % geklommen. An domadder si mer an Europa alt nees erëm eng Kéier Schlussliicht op der zweetleschter Plaz, wat deen doten Taux ugeet.

An och d'Ënnerscheeder bei de Salairë ginn ëmmer méi grouss! Déi ganz déck Paie gi proportional wesentlech méi séier an d'Luucht wéi déi mëttel an nach vill méi séier wéi déi kleng. D'Akommesënnerscheeder, also wou nieft der Pai nach gekuckt gëtt, wéi eng Revenuen een da soss nach huet, déi Akommesënnerscheeder tëschent deenen ieweschten 10 % an deenen ënneschten 10 % sinn zu Lëtzebuerg 2017 esou héich wéi nach ni virdrun.

Dat ass d'sozial Realitéit hei am Land: eng Gesellschaft, déi ëmmer weider ausenanerdrift. Wuel kaum virdru war et ëm déi esou dacks beschwuere sozial Kohäsioun esou schlecht bestallt ewéi haut. Awer am Premier senger Ried war kee Wuert dovunner ze héieren, weder huet en et benannt nach huet e Weeër opgezeechent, fir där Entwécklung entgéintzetrieden.

Et gi sécher och Leit, an de Moien ass dat gesot ginn, déi duerchaus komfortabel zu Lëtzebuerg liewen. Mä d'Zuel vun deene geet op eng besuergniserregend Aart a Weis zréck an déi sozial Ongläichheeten huelen ëmmer weider zou. Dobäi wier et esou dréngend, deen Trend ëmzekéieren. Mir bräichten dréngend eng aner Ëmverdeelung vum geschafene Räichtum hei am Land, eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen.

Als Alleréischt bräichte mer Léin a besonnesch déi ënnescht, déi d'Aarbecht esou entlounen, datt een nees dezent, mënschewierdeg dovunner liewe kann, ugefaange beim niddregsten, dem Mindestloun, deen eng weider seriö strukturell Erhéijung bräicht.

D'Salariatskummer, d'Gewerkschaften hunn et virgerechent, wéi vill dat misst sinn, fir och nëmmen ongeféier op deen Niveau ze kommen, deen engem dezente Liewe géif entspriechen. Mir bräichten och e Steiersystem, deen d'Kapital zumindest d'selwecht besteiert wéi d'Léin. Mir missten déi déck Benefisser an déi héich Revenuen nees esou besteieren, datt si hiren ugemoossene Bäitrag un der Kollektivitéit, un der Gesellschaft leeschten. A mer missten och dat soziaalt Netz esou enkmascheg spanen, datt net esou vill Leit doduerjerfalen.

Dovunner ass awer näischt gesot ginn. Am Géigendeel! Dat Eenzegt, wat an deem Punkt ugeschwat ginn ass, dat war d'Ukënnegung, datt d'Steieren op de Benefisser zukünfteg nach weider sollen erofgoen, dat heescht dann „fiskal Kompetitivitéit". Wéi wann et dësem Land wierklech u fiskaler Kompetitivitéit géif feelen!

Här President, ech mengen, datt mer genau mat där doter Logik brieche mussen, wa mer d'Problemer an d'Erausfuerderunge vun der Zukunft wëllen ugoen. Mir produzéieren domadder e Wuesstum, deen d'Land weder sozial nach ekologesch verkraaft, deen déi sozial an ekologesch Problemer verschäerft, amplaz se unzegoen. An ech fannen et vermessen, wann ëmmer nees behaapt gëtt, mir bräichten dee Wuesstum, fir eis sozial Sécherungssystemer um Liewen ze halen. Dat stëmmt einfach net!

Fir eis Sozialversécherung fir d'Zukunft fit ze maachen, brauche mer an éischter Linn eng aner Ëmverdeelung vun deem geschafene Räichtum. A Propose ginn et do méi wéi genuch, net nëmme vun eis als Lénk; et ginn der vu Gewerkschaften, vu Sozialverbänn, déi alleguer an déi Richtung weisen, wéi mer nei Recettë kënne generéieren, fir eise Sozialversécherungssystem lasszekoppele vun engem ongebremste Wuesstum.

Mä dat Eenzegt, oder dat, wat een am allermeeschten héiert, ass „there is no alternative". An deem widderspriechen ech awer gären hefteg. Et ginn Alternativen dozou a se sinn och scho méi wéi eng Kéier beschriwwe ginn.

Dee Wuesstum, dee mer an de leschte Joren erlieft hunn, iwwerfuerdert eis Planungscapacitéiten, en iwwerfuerdert eis Infrastrukturen a mer verfügen net iwwert déi Moyenen, déi Regelen, fir adequat kënnen dorobber ze reagéieren. Duerfir musse mer kucken, aus där Wuesstumsfal erauszekommen. An zu där Fal gehéiert och, datt de Wuesstum vill ze vill den aleatoirë Kräfte vum fräie Maart iwwerlooss ass.

A besonnesch ee Beräich stécht do eraus. An dat ass dee vum Logement. Mir hunn hei am Land eng manifest Wunnengskris. Dat ass gewosst, schonn zënter ganz Laangem. Mä geschitt ass an all deene leschte Joren, an entretemps muss ee soe Jorzéngten, net vill. An och duerfir gëtt et ee Grond. Bis elo hunn déi successiv Regierungen näischt aneres gemaach, wéi dem fräie Maart déi ganz Wunnengsfro ze iwwerloossen. An de fräie Maart huet sech duerfir och bedankt a sech selwer eng gëllen Nues dorunner verdéngt. Mä d'Resultater gesi mer. An och virun zwee Deeg huet de Statec jo nach eng Kéier déi lescht Zuele geliwwert, datt innerhalb vun engem Joer d'Verkafspräisser vun Haiser ëm 10 % bis 12 % geklomme sinn, an och d'Loyere klammen a klammen, an dat wesentlech méi séier wéi d'Salairen.

De LISER huet virgerechent an enger anerer Etüd: Tëschent 2017 an 2018 sinn d'Loyeren ëm ronn 9 % geklommen. An dat féiert dann derzou, datt d'Mënschen zu Lëtzebuerg bis virun der SNHBM campéieren an der Hoffnung virbäi ze sinn, fir sech en Haus oder eng Wunneng kënnen ze leeschten. A wa mer dat wëssen, da wësse mer och, datt mer an der Wunnengskris matzen an der Gesellschaft ukomm sinn an e Phenomeen erlieft hunn, deen et virdrun nach net ginn ass!

An et ware beim SNHBM och net déi ganz ënnen op der sozialer Leeder, mä et ass d'Realitéit vun deenen, déi souguer nach d'Kritären erfëllen, fir eventuell kënnen e Prêt op enger Bank contractéieren ze kënnen.

An dobäi wësse mer scho laang, wéi grouss d'Demande ass a wat d'Besoine sinn. Ronn 7.000 Wunnenge missten all Joer fäerdeggestallt ginn. An et sinn der awer wesentlech manner, mir kréie souguer ëmmer méi Retard. De Bedarf u Sozialwunnengen ass virun zwee Joer scho vun der Caritas op ronn 30.000 Wunnenge chiffréiert ginn. Geschitt ass bis elo nach net vill. Amplaz d'Heft resolutt an d'Hand ze huelen, ginn alt erëm virun allem Incitatioune geschafen, fir d'privat Promoteuren dozou ze brëngen ze bauen. Also de Maart soll et riichten, genau dee Maart, deen an deene Joren a Joerzéngte versot huet an eis an déi Situatioun bruecht huet, an där mer dra sinn.

Duerfir menge mer, datt d'Regierung zu Lëtzebuerg zwee Hiewele misst bewegen oder dräi Hiewelen. Dat Éischt ass, se misst selwer bauen an dat verstäerkt an dem ëffentleche Wunnengsbau. Se misst, zweetens, dem Maart kloer Regele setzen, dat heescht och, de Loyer begrenzen, an dat op eng wesentlech méi effikass a verbindlech Aart a Weis, wéi dat bis elo de Fall ass. Dozou ginn et Proposen. An dat Drëtt: Mir mussen onbedéngt d'Spekulatioun bekämpfen. Et ass bezeechnend, datt an der Logementskommissioun aktuell dozou dräi Projete virleien, ee vun der Regierung an zwee vun déi Lénk.

Här President, d'Klimakris, d'sozial Ongläichheeten an d'Wunnengsnout, hannert deenen dräi Stéchwierder verstoppt sech eng grouss Fro: Wiem gehéiert d'Welt? Dem internationale Finanzkapital oder de Mënschen, déi an hir liewen?

Fir eis ass d'Äntwert kloer. An duerfir menge mer als Lénk, datt mer eis Géigewaart an eis Zukunft net kënnen der Maartlogik ënnerwerfen. Duerfir brauche mer an éischter Linn ëffentlech Investitiounen, fir géint de Klimawandel virzegoen, well se dem Privatkapital net lukrativ genuch sinn a se léiwer hiert Kapital a geckeg Finanzproduiten investéieren oder an Immobiliespekulatioun. Mir brauchen eng ëffentlech Investitiounspolitik an de Logement a Regelen, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen. Mä soulaang souguer déi ëffentlech Fonge wéi d'Rentereserv léiwer bei Shell a Monsanto investéieren an net an d'Wandmillen am Éislek oder Fotovoltaikanlagen op ëffentleche Gebaier, soulaang wäerte mer eis Klimaziler net erreeche kënnen.

Soulaang d'Investitioune vun där Keess just den héchste Rendement bei Bürosgebaier op anere Kontinenter sichen a se net domadder den ëffentleche Wunnengsbau zu Lëtzebuerg finanzéiert, soulaang wäerte mer de Problem vum Logement och net seriö léise kënnen, mä tendenziell souguer nach weider unheizen.

Här President, ech géif gären an engem Land liewen, dat Musterschüler am Kampf géint de Klimawandel ass. Ech géif gären an engem Land liewen, dat déi sozial Inegalitéite konsequent verréngert. An ech géif och gären an engem Land liewen, dat de Problem vun der Wunnengskris bei der Wuerzel paakt an net verpléischtert. Mä dat ass leider net esou. An duerfir kann ee sech just deem uschléissen, wat op deene sëlleche Manifestatiounen ëmmer erëm skandéiert ginn ass vun der Zivillgesellschaft, vun deene Jonken: Mir brauchen en „system change, not climate change".

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. E Land brauch wirtschaftleche Wuesstum a mir wëllen och zu Lëtzebuerg wirtschaftleche Wuesstum. Doru besteet keen Zweifel. Mä eng Wuesstumsstrategie einfach esou ze fueren, geet an eisen Aen net duer. Wann een d'Konditioune fir de Wuesstum bis geschaaft huet, dann huet d'Politik och eng Responsabilitéit.

An déi Responsabilitéit, déi besteet doran, éischtens, datt een de Kader, fir de Wuesstum ze gestalten, datt een deen och esou mécht, datt d'Konditiounen, d'Ramebedéngunge geschaaft ginn, fir en harmonesch ze gestalten a fir en net wëll lafen ze loossen.

Zweete Punkt, dat ass, datt bei engem Wuesstum een och ëmmer muss oppassen, datt d'Acceptatioun vun deem Wuesstum an der Gesellschaft séchergestallt ass an datt d'Leit d'Konsequenze vun deem Wuesstum verstinn, matmaachen an d'sozial Kohäsioun vun der Gesellschaft net a Fro an a Gefor gestallt gëtt.

An drëtte Punkt, dat ass, datt ee sech d'Moyene gëtt, fir dee Wuesstum an déi richteg Richtung ze leeden an och de Rhythmus, esou wäit een et kann, well dat ass jo d'Schwieregkeet vun der Politik, esou ze kréien, datt een e meeschtert.

Wann ech der Regierung haut eppes reprochéieren, dann ass et, an dësem zentrale Punkt, deen d'Fundament vun engem politesche Projet ass, deen d'Identitéit vun enger Politik ausmécht, doriwwer näischt ze soe respektiv keng seriö Positioun ze huelen oder keng definitiv Linn ze ginn.

De Premier huet gëschter am État de la nation eng Beschreiwung gemaach vun den Zuele vum Wuesstum. An déi eenzeg Ausso, déi e gemaach huet, dat ass déi, wou e seet: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert. Mir mussen investéieren!" Ech kann domat d'accord sinn, datt mer mussen investéieren, evidenterweis musse mer investéieren. Awer wann dat déi eenzeg Äntwert ass, wann dat deen eenzege Gedanken ass, deen d'Regierung huet, wa mer vu Wuesstum hei an dësem Land schwätzen, da soen ech awer an aller Däitlechkeet: „Hei feelen déi noutwendeg politesch Reflexioun, déi Strategie, dat globaalt Konzept, déi kohärent Gedanken, fir d'Zukunftsgestaltung hei am Land ze maachen."

An dësem Dossier hu mer keng Linn oder, an dat ass bal nach méi schlëmm, mir hunn heiansdo zwou Linnen, déi sech an der Regierung ausdrécken, an och nach e flagranten Desaccord an der Regierung. An ech zitéieren do just en Artikel, oder en Interview vun dem Wirtschaftsminister vu virun dräi Deeg am „Paperjam", wou en einfach fräi seet: „Mä et sinn eng ganz Rei Divergenzen tëschent eis an der Politik, an dat ass normal esou. Den Här Bausch an d'Madamm Dieschbourg, déi kommen aus enger anerer Partei, hunn eng aner Philosophie." Bon, dat weess ech och. „Mir hunn zwar datselwecht Objektiv, dat ass eng propper Ekonomie. Mä ech mengen, datt een dat", seet den Här Schneider, „iwwert d'Technologie kann erreechen. An den Här Bausch an d'Madamm Dieschbourg, si mengen, datt ee guer keng Industrie méi brauch." Esou!

Et sinn also net ech, deen dat seet, mä et ass de Vizepremier selwer, dee vum anere Vizepremier seet, datt do e grousse philosopheschen Ënnerscheed ass. Mir sinn eis eens, mä mir sinn eis awer net eens. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. Ech wëll am Fong wëssen: Wat ass dann elo an deem do Kontext a Saache Wuesstumsstrategie déi gemeinsam Regierungspolitik? Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt et dervun ofhänkt, wien duerch Zoufall de Mikro ënnert d'Nues gehale kritt, wat dann an de Mikro gesot gëtt.

An da ginn net nëmmen an de Wierder, mä och an den Dossieren - Knauf, Fage a Google si schonn e puermol ugeschwat ginn - déi Differenzen an der Realitéit, an der politescher Gestaltungsrealitéit, sichtbar. Dobäi sinn awer déi Froe ronderëm de Wuesstum am Fong déi zentral Froen hei an der Lëtzebuerger Politik a mengen Aen. Wéi gi mer an Zukunft mat dem Wuesstum ëm? Do ronderëm gestalte sech déi vill aner Froe wéi déi vum Logement - dat ass scho gesot ginn -, der Mobilitéit, den Investissementer, der sozialer Sécherheet, der Migratioun, der Integratioun, der sozialer Kohärenz an Zukunft.

Wann een da kuckt, wat haut lass ass, och déi Zuele si genannt ginn: Säit 2011 hu mer 20 % méi Awunner vu 512.000 op 640.000. Den Emploi intérieur ass ëm 25 % an därselwechter Zäit gestigen, och 25 % méi Frontalieren. An op 15 Joer hu mer en Emploi, deen ëm 53 % an d'Luucht gaangen ass, awer - an déi Zuel ass net genannt ginn - eng Produktivitéit, déi an därselwechter Zäitspan nëmmen ëm 1,8 % gewuess ass, wat heescht, datt dee Wuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen, en absolutt a bal eenzeg demografesche Wuesstum ass an absolutt kee Produktivitéitswuesstum, dee sécherlech ganz aner Konsequenzen hätt. Mä mam demografesche Wuesstum hu mer eng ganz Rei Problemer.

Den zweete Punkt, dat ass de Rhythmus vun den Investitiounen. An de Statsminister huet jo gesot: „Eis Äntwert sinn d'Investitiounen." A wann een d'Zuele kuckt, gëtt och an deene leschte Jore vill investéiert. Dat streide mer net of. Dat fanne mer och richteg esou. Mä mir soen awer hannendrun: Wann een den Investitiounsrhythmus kuckt a vergläicht mat dem Wuesstumsrhythmus, da si mer, malgré deene villen Investitiounen, déi mer nach maachen, wann de Wuesstumsrhythmus esou weidergeet, ëmmer an ëmmer erëm hannendrun. An dee beschte Beweis sinn d'Logementspräisser an d'Stauen, déi mer op der Strooss kennen.

A wann ech d'Expectativë kucken a gesinn, datt de Statec seet, datt mer 2030 zu 760.000 Awunner solle sinn an 2040 tëschent 850.000 an 900.000, a wann ech d'Etüde vun der UEL gesinn, déi vun iwwer 500.000 Frontalieren am Joer 2040 ausginn - do gleewen ech zwar net drun, mä op jidde Fall eng Verduebelung vun de Frontalieren an den nächste Jore wäerte mer kennen -, da maache mer haut eng Politik, déi a sech an deem Wuesstum, dee mer kennen, esou net haltbar ass. A wéi ass déi Politik och vereenbar mat deem, wat mer dann op där anerer Säit plädéieren, dem Ëmwelt- an dem Klimaschutz?

A wann ech op där anerer Säit da kucken, wat an de Pabeieren an den Dokumenter - wéi de PNDD, iwwert dee mer virun e puer Wochen hei an der Chamber geschwat hunn - als Solutiounen, als Léisungsfindungen drasteet, an deem Pabeier, deen aus engem grénge Haus kënnt, da muss ech soen, datt ech am Fong iwwert d'Wuesstumsfro, iwwert d'Léisung vun deem Problem, d'Solutiounen, fir dee Problem unzegoen, an deenen 200 Säite vum Plan national pour un développement durable quasi absolutt näischt fonnt hunn, ausser am Kapitel Ekonomie déi Ausso, datt mer an Zukunft wäerten eng intelligent Ekonomie hei zu Lëtzebuerg hunn an eis dem Rifkin-Prozess verschreiwen. Dee seet: « Cette étude stratégique » - dat heescht d'Rifkin-Strategie - « a été retenue comme orientation générale pour le développement futur du pays. »

Wann ech awer liesen, wat d'Rifkin-Strategie ass: Niewent ville gudde Saache seet d'Rifkin-Strategie, datt eise Wuesstum eis wäert op 1,2 Milliioune Leit féieren, datt mer 20.000 Leit Wuesstum d'Joer wäerten an den nächste Jore kennen. Wann dat d'Strategie vun der Regierung ass, wann doriwwer en Accord besteet, esou wéi et am PNDD beschriwwen ass, da soen ech, dann hu mir grouss Problemer mat där doter Visioun fir d'Zukunft, well mer net wëssen, wéi Der dat wëllt an deenen nächste Joren an de Gréff kréien.

Mä op jidde Fall soe mir haut ganz kloer, datt dee Wuesstum, esou wéi en elo besteet, an eisen Aen net tragbar ass, datt mer deen net iwwer Joren hei am Land packen an datt mer déi do Politik net iwwer Joren, Jorzéngte kënne weidermaachen, soss renne mer mam Kapp an d'Mauer.

Mir brauchen an dësem Land eng grouss Debatt iwwert de Wuesstum. A wann den Här Bodry eppes virdrun a senger Ried richteg gesot huet, dann ass et dat, datt mer vläicht an der Chamber eis mussen d'Méiglechkeet ginn, iwwert déi grouss Froe gemeinsam an net um parteipolitesche Bord ze schwätzen, fir richteg Léisungen ze fannen.

Mir si sécherlech Demandeur, fir esou eng Diskussioun hei am Parlament ze féieren. An déi Diskussioun huet an eisen Aen eng ganz Rei Fligelen. Et kann ee se net nëmme just op der Wirtschaftspolitik upaken, et muss ee se op enger ganzer Rei Komponente vun deem, wat d'Zukunftsgestaltung ugeet, upaken.

Dat Éischt ass: Wa mer eis eens ginn, datt mer de Wuesstum, esou wéi en elo ass, wéi en haut leeft, net éiweg packen, da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Produktivitéit hei am Land, wéi mer also de Wuesstum op d'Produktivitéit iwwerschichten a wéi mer e vun der Demografie ewechkréien. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Ekonomie an déi Secteuren, déi mer wëllen hei zu Lëtzebuerg developpéieren, an och déi Secteuren, wou mer net wëllen, datt se sech sollen zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren developpéieren. Da musse mer déi Diskussioun ausweiten op d'Promotiounspolitik, déi mer maache ginn: Wat fir eng Betriber mer an d'Ausland siche ginn a wat fir enge Betriber mer am Ausland soen, datt Lëtzebuerg net d'Plaz fir si ass.

Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Terrainen: Wat fir enge Betriber mer Terraine ginn a wat fir enge Betriber mer keng Terraine wëlle ginn, déi dem Stat gehéieren. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Hëllefen, iwwert d'Subsiden, iwwert d'Subventiounen, déi déi Betriber kréien, an iwwert d'Kritären, déi mer huelen, fir de Betriber Subventiounen ze ginn. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Oplagen, wéi mer se ëmweltfrëndlech kënne gestalten, fir déi Betriber an d'Land ze huelen. An da musse mer schlussendlech och gemeinsam de Courage hunn, fir heiansdo „Neen" ze soen, wann et dorëm geet.

Dat Ganzt huet awer nach ganz aner Konsequenzen. Dat huet Konsequenzen och an der Budgetspolitik, wou mer der Meenung sinn, datt mer eng Budgetspolitik musse maachen, wou mer eis kënne Reserven op d'Säit leeë fir déi Joren, déi eventuell an Zukunft kommen a méi schwéier gi wéi dat, wat haut ass, fir wann d'Ekonomie eng Kéier zu Lëtzebuerg, europa- a weltwäit méi schlecht dréit.

Zweetens och, datt mer där Diskussioun net dauernd aus dem Wee lafe vun der Zukunftsträchtegkeet vun eise Sozialsystemer. Mir haten déi an der leschter Wahlcampagne. Se ass esou gefouert ginn, wéi se ebe gefouert ginn ass. Mä de Problem ass net geléist ginn an de Problem ass och net mat deenen zwou Zeile Beschreiwung, déi de Statsminister a senger Ried hei gemaach huet, einfach elo vum Dësch oder ënnert dem Teppech. Dee Problem kënnt eng Kéier massiv op eis zou, an och do musse mer eng uerdentlech, eng seriö an eng fair Diskussioun driwwer féieren, wéi mer gemeinsam ee vun deene graavste Problemer, wann ech d'EU-Kommissioun liesen, wann ech den FMI liesen, deen an Zukunft wäert op eis zoukommen, an de Grëff kréien.

Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Investitiounspolitik, fir dee richtege Rhythmus ze fannen. D'Regierung investéiert vill. Mir fannen dat richteg, mir fannen dat gutt. Dat soll och esou sinn. Mä mir soen awer, och wann de Wuesstum demografesch erëm e wéineg méi lues gëtt, datt déi Investissementer, déi mer elo maachen, vläicht nach net duergi fir dat, wat mer als Zukunftsgestaltung musse maachen.

Ech hunn, well dat mech jo interesséiert a well ech fréier jo an deem Domän geschafft hunn, de MoDu 2.0 - wou ech fir den 1.0 responsabel war, den Här Bausch elo den 2.0 gemaach huet - och appreciéiert. Mä ech hu mer awer gesot, datt, wann de Wuesstum esou weidergeet, wéi en elo amgaangen ass ze rullen, all déi Proposen, déi an deem MoDu 2.0 gemaach ginn, net duerginn, fir eise Verkéier an de Grëff ze kréien. Da musse mer nach ganz aner Investissementer virgesinn. Och do misste mer eng Diskussioun féieren, a wat fir engem Rhythmus mer et iwwerhaapt fäerdegbréngen, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen, a wat fir engem Rhythmus mer kënnen déi demografesch Evolutioun do gestalten.

Véierte Punkt: Déiselwecht Froe musse mer am Aménagement du territoire stellen. Mir sinn der Meenung, datt den Aménagement du territoire, esou wéi en elo besteet, mat deem Gesetz, wat elo do ass, vläicht misst e wéineg méi Méiglechkeete kréien, fir éischtens d'Gestaltung ze maachen an zweetens och um Terrain se duerchzesetzen, e wesentleche Punkt, wann een Zukunftsgestaltung an enger Politik wëllt maachen, wou de Wuesstum nach ëmmer existéiert, och wann en net méi esou rapid ass, wéi dat an deene leschte Jore war.

Fënnefte Punkt: Dat ass och wesentlech fir d'Logementspolitik, well de Präisustig an der Logementspolitik ass jo duerchaus an zu engem groussen Deel doduerch bedéngt, datt eis demografesch Zuelen esou steigen, wéi se elo steigen. Dat heescht, och en Ännere vum Rhythmus vun der Wuesstumspolitik wäert sécherlech eng Konsequenz op d'Logementspolitik an op d'Logementspräisser oder op d'Steigerung vun de Logementspräisser hunn. Zesumme mat engem uerdentlechen Aménagement du territoire ginn et sécherlech Pisten, fir déi Diskussioun unzegoen.

A mir brauchen eng voluntaristesch Integratiounspolitik, déi iwwert d'Matsproocherecht vun den Netlëtzebuerger hei am Land schwätzt an déi bereet ass, deene Leit eng nei Heemecht ze offréieren, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. Well och wann de Wuesstum méi lues geet, brauche mer eng Migratioun hei am Land a mussen eis d'Moyene ginn, fir déi esou ze geréieren, datt d'sozial Kohäsioun an dësem Land och an Zukunft garantéiert ass.

An ech wëll einfach ofschléissend soen, an dat onpolemesch, mä als eng seriö Offer, datt de Kapp an de Sand strecke bei deenen dote Problemer eis alleguer net weiderbréngt, well d'Problemer dann an 3, 4, 5, 10 oder 15 Joer - ech weess et net - eis voll op de Kapp zréckfalen.

An ech soen och ganz kloer, wann d'Regierung bereet ass, déi dote Problemer, wa méiglech an hirer Gemeinsamkeet, unzegoen, wa se wierklech bereet ass, déi Wuesstumsfro an d'Konsequenze vun deem Wuesstum, déi se op eist Land huet, wa se bereet ass, dat seriö unzegoen, da fënnt se an der CSV en Diskussiounspartner, deen déi do Diskussioun mat uschwätzt an der Responsabilitéit, mat där ee se muss ugoe fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och wann e villen heibannen net genuch gesot huet, huet de Premier awer gesot: „De Klimawiessel ass och an net zulescht eng sozial Fro." A fir mech ass d'Fro vum Klimaschutz net vun der sozialer Fro ze trennen.

An d'LSAP ass sécherlech de Garant derfir, dass dës zwou Froen och net getrennt wäerte behandelt ginn. Jo, an och d'Entwécklungshëllef gehéiert sécherlech dozou, gradesou wéi dass mer d'Klimaschutzmoossname sozial verträglech maachen a se och abordabel maache fir déi, deenen et schonn net esou gutt geet. Déi däerfen op kee Fall d'Rechnung bezuele fir d'Versäumnisser vun der Vergaangenheet. Et wäert en nationalen Effort ginn, dee sécherlech net einfach ass. E gudden Ufank ass hei scho mam gratis ëffentlechen Transport gemaach, eng Fuerderung vun der LSAP säit ville Joren, déi och elo ëmgesat konnt ginn.

Déi ekologesch Transitioun steet bei den entwéckelten Industriestaten, zu deenen och Lëtzebuerg zielt, virun der Dier, ob mer dat wëllen oder net. Wa mer Chance hunn, kommen d'Klimaschied net esou schlëmm, wéi verschidden Experten dat virausgesinn. Mä sécherlech wäerte se net esou sinn, wéi verschidden Ewiggestrige eis dat wëlle weismaachen, dass mer weidermaache kënne wéi bis elo an dass mer d'Klima weider esou kënne belaaschten.

Wahrscheinlech ass et déi wichtegst Erausfuerderung iwwerhaapt, eise Wuelstand zwar vläicht anescht, mä trotzdeem oprechtzëerhalen, ouni d'Liewensgrondlag vun der Mënschheet definitiv ze zerstéieren. Klimaschutz ass jo och keen neie Phenomeen. Et ass och elo keen neierfonntene Begréff, dee gëtt et jo scho ganz, ganz laang. A schonn 1991, also scho virun 28 Joer, huet déi däitsch Regierung de Beschloss geholl, den CO_2-Ausstouss bis 2005, dat si scho 14 Joer hier, ëm 20 % bis 30 % ze reduzéieren.

Mä mir däerfen eis keng faul Ausrieden afale loossen, firwat bis elo op dësem Plang net vill geschitt ass. Oft gi jo Ausriede benotzt wéi, dass d'Technik nach net esou wäit wär, zum Beispill bei der Automobillindustrie, dass d'Käschten ze héich wäre fir esou eng Transition écologique, dass d'Bierger dat jo net richteg wéilte matmaachen oder dass gefaart gëtt vun de Politiker, fir streng genuch Moossnamen ze huelen, well se fäerten, bei deenen nächste Wahlen net méi erëmgewielt ze ginn. Dat sinn Ausrieden, déi gëllen net méi an déi däerfen och net méi gëllen, gradesou wéi déi, dass dës Transitioun jo géif eisen Aarbechtsmaart ruinéieren.

Mir brauche méi streng Regelen a verschiddene Beräicher, den Alex Bodry huet et de Moie gesot an dat och kloer an däitlech betount. Aus dësem Kontext eraus ass d'OECD schonn 2009 vun den OECD-Memberstate chargéiert ginn, fir Pisten auszeschaffe fir grénge Wuesstum an - dorop sinn ech elo eraus - fir gréng Aarbechtsplazen. Et wäerte Konditiounen derfir musse geschaaft ginn, fir dass e Plus vum PIB net automatesch zu engem Plus vun Emissioune féiert.

Dobäi schwätzen ech mech hei net géint e Wuesstum aus, mä just, dass mer dee Wuesstum musse richteg orientéieren. Juste pour info, de reelle Käschtepunkt vun der Loftverschmotzung an der OECD, virun allem d'Laascht op eis Gesondheetssystemer, läit am Moment bei 4 % vum PIB, just als Gréisstenuerdnung, wat ee kéint alles investéieren.

2011 huet d'OECD hir Strategie fir eng „croissance verte" an en „emploi vert" presentéiert. Zanterhier huet d'OECD méi wéi 300 Recommandatiounen un hir 35 Memberstaten ausgeschafft, an hei sinn e puer ganz konkret Mesuren: eng Taxatioun vun den Emissiounen, eng ekologesch Reorientatioun vu staatleche Subventiounen, fir pervers Effekter ze verhënneren, sektoriell Politicken iwwerdenken am Sënn vu manner Ressourcëverbrauch, esou zum Beispill fir eis ëffentlech Infrastrukturen an, wéi de Marc Baum et och ganz richteg gesot huet, an der Albausanéierung, wou een eppes muss maachen.

Et gëtt also vill Stellschrauwen, un deene mer wäerten dréie mussen. An nieft de Geforen, op déi een natierlech muss oppassen, wäert déi ekologesch Transitioun och eng ganz Rei vu positiven Nieweneffekter hunn, an dat och op den Aarbechtsmaart. D'ekologesch Transitioun wäert nei Beruffer schafen, déi natierlech en fonction an en rapport mat deene verschiddene Mesurë sinn.

Hei e puer konkret Proposen: wëssenschaftlech Beruffer an der Recherche, technesch Profiller an der Energieeffizienz, nei Beruffer an der operationeller Gestioun, wéi zum Beispill e Liewenszyklus vun engem Produkt ze rechnen, mä och am Beräich vun der Surveillance vun den Ëmweltpoliticken an och an der Économie circulaire.

Eng aktiv Klimapolitik bitt méi Chancë wéi Risiken. Den Ëmweltprogramm vun der UNO an d'international Aarbechtsorganisatioun hunn an enger wëssenschaftlecher Aarbecht schonn 2008 ausgerechent, dass weltwäit bis 2030 kéinten 20 Milliounen nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn, an dat eleng an den erneierbaren Energien: 2 Millioune fir d'Wandenergie, 6,5 Millioune (veuillez lire : 6,3 Millioune) fir d'Fotovoltaik an 12 Millioune bei de Bio- oder Alternativcarburanten.

Ob dat elo déi richteg Domäner sinn, dat sief dohigestallt, mä e Fakt ass emol: Et kënnen nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn. An duerfir solle mer och keng Angscht hunn, déi néideg an déi wichteg Mesuren ze huelen.

D'Europäesch Ëmweltagence huet ausgerechent, dass tëschent de Joren 2000 bis 2010 de Secteur vun der grénger Industrie an Europa ëm 7 % d'Joer gewuess ass, trotz dem Ausbroch vun der Finanzkris an dësem Zäitraum. De Club de Rome, deen zanter senger Grënnung an de 70er Jore sech mat der Fro vun dem Ressourcëverbrauch beschäftegt, geet dervun aus, dass an der EU d'Économie circulaire wäert zwou Milliounen nei Aarbechtsplaze schafe bis 2030 a gläichzäiteg d'Produktivitéit vun de Ressourcen ëm 30 % eropschrauwen.

D'Économie circulaire ass en Thema, wat déi ganz Gesellschaft eppes ugeet. A Lëtzebuerg ass do glécklecherweis och ee vun de Virreider, well Lëtzebuerg d'Chancen erkannt huet vun der Économie circulaire, an dat och zimlech fréizäiteg. D'Économie circulaire ass ee vun den dräi Grondpeiler vun der drëtter industrieller Revolutioun. Fit 4 Circularity ass e konkrete Programm fir Entreprisen hei zu Lëtzebuerg, déi wëllen d'Prinzipie vun der Économie circulaire an hiren Aktivitéiten ëmsetzen. Dee Programm gëtt zu 50 % vum Wirtschaftsministère matfinanzéiert.

De LIST huet en Departement „Environmental Research and Innovation", fir dass Lëtzebuerg net hannendra kënnt. An et ginn och Pilotprojeten am Wunnberäich wéi „Wunne mat der Wooltz"vu mengem Kolleeg, dem Frank Arndt, an och an der Wirtschaft wéi Bissen Automotive Center (veuillez lire : Luxembourg Automotive Campus Bissen).

An deem Sënn wëlle mir d'Regierung dann och encouragéieren, den Taux superréduit vun 3 % op Reparatiounen ze applizéieren. Mä et gëtt sécher nach eng ganz Rei vun anere Mesuren, déi ze huele sinn.

Dir Dammen an Dir Häre, den Emploi ass d'lescht Joer ëm 3,7 % geklommen, däitlech méi wéi an der Eurozon, wou et 1,4 % waren. Mir bleiwen also an der Traditioun, dass et Lëtzebuerg wirtschaftlech däitlech besser geet wéi der Moyenne vun der Eurozon a vun der ganzer EU. Gläichzäiteg musse mer wëssen, dass déi international Entwécklungen net wäerten un enger oppener Ekonomie wéi zu Lëtzebuerg laanschtzéien, ouni Spueren ze hannerloossen.

Virun allem de Ralentissement am zweeten Trimester vun eisem éischten Handelspartner Däitschland kann och op eis negativ Auswierkungen hunn. De Chômage ass déi lescht Joren erofgaange vun 2014 7,1 % op 5,4 % 2019, wat en exzellenten Taux ass, mä wat nach ëmmer ze vill ass.

An hei awer eng Klammer vläicht zu den Ausféierunge vun der ADR vu virdrun, déi sech doriwwer opgereegt huet, dass d'Leit aus dem noen Ausland bei eis schaffe kommen. Ech weess net, ob Der déi lescht Etüd gelies hutt vum Gesondheetssecteur. 61 % vun de Leit, déi bei eis am Gesondheetssecteur oder an de Fleegeberäicher schaffen, komme vu baussen eran an eist Land schaffen an 49 % vun den Doktere kommen och vu baussen eran an eist Land schaffen.

Une voix.- Très bien !

(Interruption par M. Roy Reding)

Wann ech héieren, wéi Dir Är Ausféierunge gemaach hutt, hätt Dir jo léiwer, wann déi 61 % net géife kommen an déi 50 % Dokteren och net géife kommen. An da géif ech Iech gären héieren hei jäizen, wéi eise Gesondheetssystem dann hei géif fonctionnéieren!

Une voix.- Très bien !

M. Georges Engel *(LSAP).*- Iwwerhaapt net géif e fonctionnéieren!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass ëm d'Lëtzebuerger gaangen, déi mussen auswanderen, net ëm d'Grenzgänger als sollech per se.

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Majo, et ass net dorëms gaangen, Här Reding. Ech hu ganz genau nogelauschtert, ëm wat et gaangen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir wunnt dach och am Ausland. Wou wunnt Der scho méi? Dir hutt dach e Schlass iergendwou an der Belsch.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, voilà!

Une voix.- Ou?

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech maache meng Klammer erëm zou an ech fuere weider.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här Bausch, ech freeë mech driwwer, datt Der Iech esou vill Gedanke maacht, wou en Deputéierten alles Immobilie kann hunn. Ech wunnen an der Stad an ech wunne gären an der Stad.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou, an elo huet erëm den Här Engel d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- An ech ka souguer ze Fouss an d'Chamber kommen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Neen, et ass e Gaardenhaischen.

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR).*- Also, zumindest ass et e Gaardenhaischen, wat net illegal gebaut oder ëmgebaut gouf.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An nach ëmmer huet den Här Engel d'Wuert a soss keen.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat kënne mir net kontrolléieren, well dat ass am Ausland.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, richteg.

Une voix.- ... net perséinlech.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech si frou, dass ech d'Wuert erëm hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Georges Engel *(LSAP).*- De Chômage. Beim Chômage war ech stoe bliwwen. Deen ass erofgaangen op 5,4 %, dat ass sécherlech och, awer net nëmmen duerch déi gezillten Hëllefsprogrammer vun der Regierung an deene leschte Joren. Mä mir hunn natierlech dobäi ëmmer op e gudde Sozialklima an op e gudde Sozialdialog gesat. An duerfir misst jiddwerengem hei am Land dru geleeë sinn, dass dësen Dialog och esou bleift, dass mer, wéi den Alex et gesot huet, zesumme mussen diskutéieren an no Solutioune sichen, och wann een et dann net zu 100 % duerchgesat kritt. De Kompromëss muss hei am Intérêt général eist Zil bleiwen. Dat muss de Mot d'ordre bleiwen, an hei huet och jiddweree seng Verantwortung ze droen.

Duerfir musse mer d'Chance vun der ablécklecher Diskussioun a vun der ablécklecher, op alle Bänke jo wierklech unerkannter Erkenntnes notze vun der „transition écologique" an hei nei Weeër goen, an dat a ville Beräicher, och zum Beispill an der Educatioun, wou méi Pragmatismus a manner Bürokratie ugepasst wieren, an der Formation professionnelle, an der Formation continue an andeems mer d'Entreprisë fit maachen, fir op nei Weeër ze goen.

Dat soziaalt Klima, wat ech virdrun ugeschwat hunn, gëtt vläicht vun enger Partie Leit heibannen als gutt ugesinn, als dee beschte vun de beschtméigleche Sozialstaten, deen ee ka kennen. Jo, Lëtzebuerg ass natierlech e Stat, dee vill mécht um soziale Plang. Mä mir däerfen net verkennen, dass déi Schéier tëschent aarm a räich ëmmer méi grouss gëtt, dass dat soziaalt Klima manner op festem Buedem grënnt, wéi een dat kéint mengen. Déi sozial Ongläichheete riskéieren, eist gesellschaftlecht Liewe staark ze beanträchtegen. An ee vun eisen Atouten, de soziale Fridden, steet manner op feste Féiss, wéi Verschiddener dat mengen.

Och hei musse mer nei Weeër goen, musse mer Courage weisen, esou wéi mer dat am Ufank vum Joer och heibanne gewisen hunn, wéi mer de Mindestloun ëm 100 Euro erhéicht hunn. Dat war richteg, dat ass awer net d'Enn vun de Mesuren. Et geet nach net duer a mir musse weider dru schaffen, dass mer deenen hëllefen, déi et am schwéiersten hunn, an och deenen, déi just do driwwer leien.

Mir brauche besser Startchancen an der Schoul fir all déi Kanner, déi hei an d'Schoul ginn an déi hei an der Schoul sinn, déi scho Lëtzebuergesch kënnen an déi et nach musse léieren, fir dass déi och herno e gudden Job fannen.

Mir mussen d'Aarbechtsrecht ausbauen, mir musse fir méi Matbestëmmung an de Betriber suergen. Mir musse prekär Aarbechtsverhältnisser verhënneren, dat och an den Deelzäitkontrakter, an, wéi ech scho gesot hunn, och weider um Mindestloun schaffen. Awer och d'Steierlaascht vum Kapitalakommes souwéi déi vum Aarbechtsakommes uneneen ugläichen.

Mir mussen awer dann och d'Steiervirdeeler, wéi zum Beispill bei de Stock-Options, déi onberechtegt sinn, ofschafen. Duerfir musse mer an der Steierreform virun allem do agéieren, wou mer deenen, déi et haut schonn am schwieregsten hunn, déi néideg Ënnerstëtzung ginn, an zousätzlech verhënneren, dass déi, déi bis elo just nach net vum Aarmutsrisiko betraff waren, an deen Aarmutsrisiko ofrutschen. Deenen do musse mer hëllefen. Dës Spiral musse mer duerchbriechen. Hei denken ech besonnesch un d'Monoparentallen, déi ouni Aarbecht sinn, d'Working Poors an och déi, déi just iwwert deem Minimum do leien. Oft ass do eng ganz schmuel Grenz, soudass déi eng nach gehollef kréien an déi, déi just driwwer leien, kréien net méi gehollef. An déi Grenz ass relativ no beieneen, an dat ass och net ëmmer ganz korrekt, wéi dat da fir déi Leit ass.

Ech denken awer och - dat soll een net vergiessen - un eise Mëttelstand, dee mer wéinst der gudder finanzieller Situatioun am Land och sollen un dëser Situatioun mat deelhuele loossen. Dat am Sënn vun eisem Land vun haut a vun de kommende Generatiounen, fir déi mer eng grouss Verantwortung heibannen hunn.

E richtegt Zeechen, dass mer eis fir déi kommend Generatioune suergen, ass sécherlech de Future Fund, de Fonds intergénérationnel, wou elo schonn 317 Milliounen ugespuert sinn, fir dass mer Sputt hu fir méi schwéier Zäiten. Fir schwéier Zäiten, déi komme wäerten, vläicht méi séier, wéi mer eis dat kënne virstellen, wa mer verschiddenen Experten dann och gutt nolauschteren, déi soen, dass déi nächst Kris virun der Dier steet.

„À bon entendeur, salut!" Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, haut debattéiere mer den État de la nation, den Zoustand vun eisem Land. An d'Klima ännert sech hei am Land an och soss iwwerall op der Welt, a mir fänken och un, dat hei ze spieren.

D'Insekten, d'Planzen an d'Déierenaarte stierwen eis massiv ewech, hei am Land, awer och soss. A wann den Amazonas brennt, dann hu mir och doranner eng Verantwortung.

Une voix.- Très bien !

M. François Benoy *(déi gréng)*.- An dat heescht och, dass onst Doheem brennt. A mir sinn d'Ursaach, awer gläichzäiteg och d'Léisung vun dësem globale Problem.

Et leie bal 30 Joer tëschent der Klimakonferenz zu Rio am Joer 1992 an dem Greta senger berüümter Ried bei der UNO virun e puer Wochen. 30 Joer, an deenen d'Politik heiheem an och weltwäit et net fäerdegbruecht huet, d'Zerstéierung vun eiser Liewensgrondlag ze stoppen, ze bremsen an an nohalteg Bunnen ze lenken.

A mir kënnen net nach eng Kéier 30 Joer verléieren! Mir hunn d'Verantwortung fir déi nächst Generatiounen a meng Fraktioun an ech sinn och determinéiert, dës Verantwortung eeschtzehuelen. Well och zu Lëtzebuerg hu mer d'Situatioun nach net am Gréff, an och zu Lëtzebuerg musse mer méi maachen a mir mussen dat méi séier maachen.

Wa jiddwereen op der Welt wéi e Lëtzebuerger géif liewen, da bräichte mer aacht Planéiten, fir genuch ze produzéieren, fir iwwert d'Ronnen ze kommen - de Kolleeg Marc Baum huet et virdru scho gesot.

An den Earth Overshoot Day fir Lëtzebuerg ass de 16. Februar. Dat ass also deen Dag, wou mer zu Lëtzebuerg ons Ressourcen, déi mer fir ee Joer zur Verfügung hunn, schonn opgebraucht hunn. An domadder si mer d'Nummer 2 op der Welt, just hannert dem Katar.

Nodeems eng Zäit den CO_2-Ausstouss zu Lëtzebuerg zréckgaangen ass, geet en tëschent 2016 an 2017 erëm liicht erop. Firwat? Virun allem well all d'Efforten, déi mer a ville Beräicher maachen, vum Méiverkaf u Bensinn an Diesel opgefriess ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Effekter vum Klimawandel sinn och zu Lëtzebuerg kloer spierbar. D'Temperature sinn an der Moyenne geklommen an et gi méi Hëtzewëllen. Déi wäermste Joren, déi mer zu Lëtzebuerg gemooss hunn, waren alleguerten no 2000. De Staarkreen hélt zou: Mir hunn elo an der Moyenne schonn 18 Deeg mat Staarkreen d'Joer; virun iwwer 30 Joer waren dat der 15 d'Joer.

Mir hu méi dacks Iwwerschwemmungen a se ginn och ëmmer méi staark. Mä et ginn och nach aner Unzeechen.

D'Repercussioune vum Klimawandel spiere mer a ville Beräicher. En huet Konsequenzen op d'mënschlech Gesondheet, wärend den Hëtzewelle leide speziell déi eeler Leit an och d'Kanner; d'Landwirtschaft duerch méi Dréchenten a méi eng fréi Bléizäit; den Tourismus - d'Beispill vun deem ville Reen am Mëllerdall -; et gëtt e Risiko op Bëschbränn; d'Biodiversitéit geet zréck an esou weider.

A wann eis Jugend haut op d'Strooss geet, dann zu Recht. Si hu verstanen, dass mir déi lescht Generatioun sinn, déi de Wandel nach erreeche kann. D'Bewosstsäin ass mëttlerweil an der Populatioun awer do. An enger rezenter Emfro vun Atoz zu Lëtzebuerg maache sech 86 % vun de befrote Suergen ëm de Klimawandel an nach méi Leit ëm d'Waasserknappheet, de Verloscht vun der Biodiversitéit an d'Verschmotzung vun den Ozeaner. An och ëmmer méi Politiker hunn erkannt, dass de Klimawandel déi zentral Fro vun onser Zäit ass an dass d'Politik elo handele muss.

An de Premier - an dofir soen ech em ausdrécklech Merci - huet de Klimaschutz zum zentralen Thema vu senger Ried gemaach an ons och kloer gesot, dass mir ons Verantwortung iwwerhuele mussen zu Lëtzebuerg an och e Virreider wëlle sinn.

A mir musse méi Klimaschutz maachen, an dat op allen Niveauen. Mir musse méi séier virukommen, an dat gëtt och vun ons erwaart.

Mir hunn ons ambitiéis Ziler ginn, wat de Klimaschutz ugeet, fir de Paräisser Klimaaccord ze respektéieren. Déi Ziler huet d'Klimaministesch an den Energieminister am Februar am Kader vum Projet vum Klima- an Energieplang presentéiert.

Et ass eng Reduktioun vun Zäregaser ëm 50 % bis 55 % par rapport zu 2005 bis 2030 doranner virgesinn. An ech mengen, dass mer onst Zil op 55 % solle festleeën. Och a puncto Energieeffizienz a Verbrauch vun Energie sinn hei Ziler festgehale ginn.

Mä fir dass mer déi Ziler elo erreechen, brauche mer och weider konkret Mesuren, déi um Terrain ëmgesat ginn, an dat an alleguerten deene verschiddene Beräicher, sief et Transport, Energie, Landwirtschaft, Industrie an och d'Finanzen. Am Moment gëtt un deene Mesurë geschafft an de Klimaplang soll an den nächste Woche presentéiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext nach eemol rappeléieren: De 16. Mee 2019 gouf hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung freet, dass de Klimaplang der Klimaurgence gerecht gëtt!

Här President, Dir Dammen an Hären, zwee Drëttel vun eisem Ausstouss zu Lëtzebuerg kënnt vum Transport. Dat ass also den absolutt wichtegsten Hiewel, fir am Beräich Klimaschutz eppes ze erreechen. Dat Gutt ass, dass an de leschte Jore schonn e Paradigmewiessel agelaut gouf, an och do däerfe mer trotzdeem net stoe bleiwen a mir brauche weider Initiativen.

No 2013 goufen am Beräich Transport d'Prioritéite komplett geännert. Haut schwätze mer vu Rekordinvestissementer an den ëffentlechen Transport: Vun 2008 bis 2017 sinn 2,1 Milliarden an d'Schinn investéiert ginn; vun 2018 bis 2027 ginn nach weider 4 Milliarden investéiert - an do ass den Tram mat 4,5 Milliarden net mat agerechent. Nei Garen, méi Schinnen. Den Tram fiert a soll ausgebaut ginn, an iwwer 300 Kilometer Vëlosweeër sinn a Planung - fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

An dës Regierung huet och en éischte Schrëtt gesat, fir d'Accisëpolitik unzegoen a se an Aklang mat deenen Ziler ze bréngen. Mä natierlech muss och hei den Engagement weidergoen - an ech komme méi spéit nach eemol drop zréck.

An och d'Energietransitioun ass weidergaangen. D'Wandenergie gouf tëschent 2008 an 2018 verféierfacht. D'Solarenergie: Do sinn d'Capacitéiten zanter 2008 ëm e fënneffacht geklommen a mir hunn eng 4.000 Anlagen. An zanter Abrëll gëtt et en neien Aspeisetariff fir d'Fotovoltaik-Installatiounen, déi e grousse Succès mat sech bréngen. An och am Beräich vun der Energieeffizienz gi mer ëmmer besser.

Mä elo geet et drëm, op dat Fundament opzebauen an eis Klimapolitik weider ze verstäerken, dat an allen Domänen. Mir sinn hei all gefuerdert: all Ressorten, all Ministeren an och mir an der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir brauchen an deem Kontext e Klimaschutzgesetz, wat d'Klimaneutralitéit bis 2050 am Gesetz verankert a sektoriell Ziler setzt, spezifesch fir den Transport, d'Gebaier, d'Industrie an och d'Landwirtschaft.

Dat Gesetz muss de Klimaschutz als eng ressortiwwergräifend Aufgab stäerken, déi ganz kloer net just ee Politikfeld concernéiert, mä ganz vill verschiddener, esou wéi et beim Klimaschutz och de Fall ass. Esou kënne mer weider un enger kohärenter an zilorientéierter Klimapolitik schaffen.

Am Beräich vum Transport - dee Secteur, dee fir de meeschten CO_2-Ausstouss responsabel ass - brauche mer weider eng Panoplie vun Alternativen, fir dass d'Bierger hiren Auto kënnen doheem stoe loossen oder emol guer net brauchen, an dat och am ländleche Raum. Dofir gëtt den RGTR jo och komplett reformiéert.

D'Iwwerlandbusse musse méi laang fueren a mir brauchen Expresslinnen; e Service, deen op d'Bierger zougeschnidden ass an de Besoine vun de Leit entsprécht, och ausserhalb vun de Spëtzenzäiten, dofir och de Ruffbus.

A parallell dozou brauche mer Park & Riden, an dat op de Grenzen.

(Interruption)

A mir brauche flächendeckend Vëlosweeër, fir dass jiddereen de Vëlo net just als Fräizäitaktivitéit, mä als Fortbewegungsmëttel kann notzen. An do geet et natierlech net drëm - well mer déi Diskussioun elo haut schonn e puermol haten -, dass all Mënsch aus dem Éislek oder aus de leschten Ecker vum Land bis an d'Stad kënnt, mä et geet drëm, dass ee sech a senger Regioun ka bewegen, zum Beispill fir op déi nächst Gare ze fueren an do den Zuch ze huelen, fir bis an d'Stad ze kommen.

(Interruption)

An an deem Sënn hoffen ech ... Natierlech muss net all Mënsch an d'Stad, mä dat Beispill ass de Moien e puermol genannt ginn.

(Interruptions)

An deem Sënn hoffen ech, dass mir dat neit Vëlosgesetz och elo séier hei an d'Plénière kréien, fir dass mer Neel mat Käpp kënne maachen.

An och am Energieberäich muss weider geschafft ginn, fir dass Lëtzebuerg seng Ziler erreecht.

Une voix.- An och vläicht am Logement!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- De Kader muss nach weider verbessert ginn, fir dass all Akteuren - Privatleit an Entreprisen - esou effizient wéi méiglech mat der Energie ëmginn a gläichzäiteg och zu engem Produzent vun der Energie ginn. A mir hoffen dowéinst och, dass mer gläich d'Prosumer-Gesetz hei duerch d'Chamber kënne kréien.

(Interruptions)

A wann ech an d'Zukunft kucken, da stellen ech mer e Land vir, wou op all Daach eng Solaranlag läit; sief et thermesch, fir waarmt Waasser ze maachen, oder eben, fir Stroum ze maachen. A gläichzäiteg dozou, parallell dozou, muss Lëtzebuerg e Leader ginn, wat d'Energieeffizienz ugeet. Well do hu mer nach immens vill Aspuerpotenzial, souwuel bei de Wunngebaier wéi och bei de funktionelle Gebaier.

Et geet hei eben drëm, dass mer alleguerten d'Akteuren - déi grouss, déi kleng - ënnerstëtzen an hinnen Ureizer ginn a Berodung, fir dass mer an dësem Beräich méi kënne maachen.

A wa mir et eescht menge mam Respektéiere vun dem Paräisser Klimaaccord, da musse mer all ons Hausaufgabe maachen heiheem, an dozou gehéiert och eng ökologesch Steierreform an dass mer zum Beispill den Tanktourismus uginn.

D'Etüd zum Tanktourismus war laang eng gréng Fuerderung. Dorauser geet kloer ervir, dass Weidermaache wéi bis elo weder ökologesch, nach ökonomesch sënnvoll ass. An dofir brauche mer elo e konsequent Emsteieren. An dat huet och schonn, wéi gesot, mat der Accisenerhéijung am Mee ugefaangen, mä dat muss elo weidergoen a verstäerkt ginn.

Wichteg ass an deem Kontext, dass déi zousätzlech Recettë genotzt ginn, fir de Leit bei der ökologescher Transitioun ze hëllefen a se ze ënnerstëtzen, zum Beispill duerch Subsiden an der Elektromobilitéit, Vëloen, Solaranlagen, gratis ëffentlechen Transport an esou weider.

Woumat ech bei der Steierpolitik wär.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Benoy, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Ma ech géif den Här Kartheiser froen, dass ech meng Ried fäerdegmaachen, an da kënne mer duerno ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Woumat ech bei der Steierpolitik wär. Fir d'ökologesch Erausfuerderungen unzegoen, musse mer an der Reform de Prinzip vum Pollueur-payeur konsequent applizéieren an esou déi méi ëmweltfrëndlech Alternative positiv ënnerstëtzen. An et geet net drëms, iergendeen ze bestrofen. Et geet au contraire drëms, d'Bierger, d'Entreprisen oder d'Industrie ze incitéieren, fir manner ze polluéieren, fir dass d'Gewunnechte geännert ginn, fir dass manner schiedlech Konsequenzen op ons Ëmwelt an op ons Liewensgrondlagen entstinn.

Mir mussen ons am Kader vun der geplangter Steierreform iwwerleeën, wéi eng Hiewele mer wou a wéi wëllen usetzen, fir ons Ziler am Klima- an am Ëmweltschutz méi effikass ze erreechen. Iwwert déi lescht Méint sinn do verschidde richteg Usätz diskutéiert ginn. Zum Beispill, fir verschidde Gefierer mat engem méi héije Verbrauch a vill Schadstoffausstouss, also déi negativ Konsequenzen op eis Gesondheet an d'Natur hunn, méi héich ze besteieren.

Och musse mer eis an deenen Diskussioune mat enger CO_2-Bepräisung op lëtzebuergeschem Niveau auserneesetzen. Et gi vill Länner, déi sech op de Wee vun enger CO_2-Bepräisung gemaach hunn. Do wiere mir bei Wäitem net déi Éischt.

An engem rezente Rapport vun der Weltbank gi weltwäit 46 national Akteure genannt, an 28 Stied respektiv Regiounen, déi e Präis op de Kuelestoff gesat hunn. Dorënner iwwer zwielef Länner an der Europäescher Unioun, déi skandinavesch Länner, awer och d'Vereenegt Kinnekräich, Irland, Frankräich, Spuenien, Portugal, ganz rezent och Däitschland an Holland.

Um Niveau vun den Ëmweltsteieren hu mer zu Lëtzebuerg nach vill Méiglechkeeten. Dat huet rezent och d'OECD ons matgedeelt. An der Europäescher Unioun gehéiere mir zu de Länner mat den niddregsten Ëmweltsteieren a gläichzäiteg och, wéi ech virdru sot, mat dem héchsten CO_2-Ausstouss.

Wéi scho virdru gesot, mussen déi ökologesch Steieren natierlech och dem Bierger erëm direkt zegutt kommen, zum Beispill duerch Primmen op Elektroautoen, Vëloen, d'Isoléierung vum Haus, den Ausbau vum ëffentlechen Transport an esou weider, fir dass och jiddweree mat ka goen a Richtung Klimaneutralitéit.

Wann der Populatioun kloer ass, woufir d'Sue genotzt ginn, dann ass d'Akzeptanz fir d'Ëmweltsteieren och do, wéi déi rezent Etüd vun Atoz gewisen huet. 62 % vun de Leit wieren d'accord, eng Steier fir d'Ëmwelt ze bezuelen, mä wëlle wëssen, wou déi Sue genau higinn.

An natierlech muss och déi sozial Komponent bei enger ökologescher Fiskalitéit matspillen. Well et kann net sinn, dass hei zu Lëtzebuerg, an engem Land mat esou vill Moyenen, d'ökologesch Transitioun op d'Käschte vun de sozial benodeelegte Matbierger geet an hir Prekaritéit esou verstäerkt.

Et ginn natierlech nach eng Partie aner Beräicher, déi e positiven Impakt op de Klima hunn, wou mer natierlech och mat voller Energie musse weider dru schaffen, an ech wëll hei just e puer Beispiller nennen. Do wier d'Null-Offall-Strategie. Am Mee hu mer hei an der Chamber eng Motioun alleguerte gestëmmt, fir aus Lëtzebuerg en absolutte Virreider a puncto Offallgestioun ze maachen. An den nächste Méint soll déi Strategie presentéiert ginn.

Den ëmweltfrëndlechsten Offall ass deen, dee guer net emol eréischt produzéiert gëtt. A fir e Kader ze schafen, dass d'Bierger esou einfach wéi méiglech kënnen hiren Offall reduzéieren, erëm notzen, reparéieren a recycléieren, dat muss onst Zil sinn.

An do musse mer natierlech och d'Produzente mat an d'Boot huelen, se responsabiliséieren, fir manner Offall un der Source ze produzéie-

ren, dat duerch Pfandsystemer, de Verbuet vu Plastik, dee just eemol benotzt gëtt, an esou weider.

An en anere wichtege Beräich ass d'Landwirtschaft. Och an deem Beräich ass de Koalitiounsaccord ambitéis, mat 20 % Biolandwirtschaft bis 2025, fir à long terme - 2050 - op 100 % ze kommen.

Grad ewéi zum Offall hate mir heizou an der Chamber eng spannend Debatt am Juli an hunn eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung an hiren Ambitioune mat Mesuren ënnerstëtzt. An och a puncto Biolandwirtschaft misst den Aktiounsplang drop an dru sinn, fir presentéiert ze ginn, an dat huet de Minister mer och virdru gesot.

D'Biolandwirtschaft huet eng Rëtsch positiv Impakter, notamment op de Klima, awer och op d'Biodiversitéit, d'Waasserqualitéit respektiv de Buedem.

Lëtzebuerg soll och seng Investitiounen dekarboniséieren. Am Kader vun der Diskussioun iwwert de Budget si mer schonn drop agaangen. Et muss bei den Investissementer vum Fonds de compensation drëm goen, dass mer an nohalteg Secteuren investéieren, nohalteg och am ökologeschen a soziale Sënn. Investitiounen a Produiten, déi eis Liewensgrondlag zerstéieren, sinn näämlech net nohalteg.

Nieft dem Klimaschutz musse mer awer leider och iwwer Klimaadaptatioun schwätzen. De Klimawandel ass näämlech schonn zu Lëtzebuerg ukomm an d'Projektioune soen ons, dass d'Effekter vum Klimawandel och an Zukunft méi staark wäerte ginn: manner Reen an de Summerméint, méi waarm Wantere mat méi Reen, dofir méi en héije Risiko fir Héichwaasser.

An nieft eisen Efforten, fir dem Klimawandel weider entgéintzewierken, ass et dowéinst och wichteg, fir Moossnamen ze huelen, fir eis unzepassen. An deem Kontext ass eng Strategie an en Aktiounsplang fir d'Klimaupassung ausgeschafft ginn, déi Mesurë festhalen an enger Rëtsch vun Domänen: vum Bauwiesen iwwert d'Land- a Forstwirtschaft, de Gesondheetsmanagement, d'Waasserwirtschaft an esou weider.

Hei gëllt et, déi sëlleche Mesuren an den nächste Joren ëmzesetzen, fir d'Resilienz vun eisem Land, eiser Ekonomie, eiser Natur ze verbesseren a se esou fir d'Zukunft ze erhalen.

D'Akteuren um lokalen Niveau sinn natierlech och e wichtege Partner, fir dass mer ons Klimaziler bis 2030 erreechen. Et ass wichteg, dass de Klimapakt, deen e grousse Succès ass, elo mat neie Mesurë gefëllt gëtt, fir dass och d'Gemenge motivéiert sinn an déi néideg Instrumenter kréien, fir eng Schëpp beim Klimaschutz nozeleeën.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Lëtzebuerg huet sech héich Ziler gesat am Klimaschutz. Dat ass och gutt esou, well ouni Ziler kann een näischt erreechen an et weess een och net, wou d'Rees higeet.

An de leschte Jore gouf scho vill erreecht a mir hunn an dem wichtegste Beräich, fir am Klimaschutz weiderzekommen, näämlech am Transport, e Paradigmewiessel agelaut. Och bei den erneierbaren Energien an an der Energieeffizienz hu mer ons verbessert. Mir sinn also um gudde Wee.

Mä fir ons héich Ziler ze erreechen an a Richtung Klimaneutralitéit ze kommen, däerfe mer elo net op der Plaz stoe bleiwen oder ons ausrouen, mä mir mussen ons weider Mesurë ginn a konkret Klimaschutzmesuren um Terrain ëmsetzen, an dat an alle Beräicher.

Et ass un der Politik, fir e Kader ze setzen, deen en ëmweltfrëndlecht Verhalen erméiglecht an encouragéiert an e Verhalen, dat kloer negativ Repercussiounen op eis Liewensgrondlagen huet, decouragéiert respektiv net zouléisst. Et ass un der Politik, fir ze handelen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Benoy, den Här Kartheiser hat nach eng Fro fir Iech.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Ech soen och dem Här Benoy Merci fir déi Ried, déi en hei gehalen huet. Ech mengen, mir hunn hei e Plädoyer vun deene Grénge fir Steiererhéijunge gehéiert. An ech wollt dofir den Här Benoy froen ... En huet wéinstens an dräi Punkte Steiererhéijungen am Numm vu senger Partei gefuerdert. An ech wollt dann e bëssen nofroen, wat e sech do erwaart.

En huet gesot, am Beräich vun den Ëmweltsteiere wären nach ganz vill Méiglechkeeten. Dofir meng éischt Fro un den Här Benoy: Wéi eng Méiglechkeete gesinn déi gréng am Beräich vun den Ëmweltsteieren?

En huet gesot, bei den Accisë misst een déi Erhéijunge konsequent weider verstäerken. Weiderféieren a weider verstäerken. Dofir meng zweet Fro un den Här Benoy: Wéi eng Accisenerhéijungen hätten déi gréng da gär?

A meng drëtt Fro betrëfft d'Autossteieren. Och do huet den Här Benoy gesot, et misst een erhéije respektiv moduléieren no den Ausstoussleeschtunge vun den Autoen, vun de Gefierer. Duerfir meng drëtt Fro un den Här Benoy: Wat wëllen déi gréng am Beräich vun den Autossteieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Benoy.

(Interruption)

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här Kartheiser, ech weess net, ob Der mer nogelauschtert hutt, mä ech hunn ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ma ech hunn op déi dräi Froen ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Op déi dräi Froen, déi Der gesot hutt, hunn ech Iech a menger Ried scho gesot, wéi ech mer virstellen, dass mer dat musse weider entwéckelen. An, ech mengen, mir sollten och do ons Verantwortung iwwerhuelen.

Voilà !

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Entschëllegt, Här Benoy, ech hunn awer keng eenzeg Ziffer héieren.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och eis Gedanke sinn natierlech um haitegen Dag beim Félix Braz a senger Famill a mir wënschen him vill Kraaft an dass hien erëm schnellstméiglech op d'Bee kënnt. Ech mengen, jiddwereen huet et scho gesot, e gëtt heibanne vermësst.

D'Piraten hunn elo wärend engem Joer konnten Erfahrungen hei am Parlament sammelen a mir hunn eis an der Roll vun der Oppositiounspartei, mengen ech, esou lues a lues agelieft. Mir wëllen dobäi eng konstruktiv, awer och kompromëssbereet Oppositiounspolitik maachen.

U sech ass et jo och der Oppositioun hire Rôle, fir nom État de la nation op dësen ze reagéieren a sech inhaltlech un deem ze reiwen, wat de Premier am Numm vun der ganzer Regierung iwwert den Zoustand vun eisem Land an, vill méi wichteg, iwwert d'Visiounen an d'Pläng fir d'Zukunft ze soen hat. Dëst fält mer haut ëmsou méi schwéier, well d'Ried vum Premierminister inhaltlech leider substanzlos war.

Mir haten eis eng Ried mat klore Propose fir d'Zukunft erwaart, mat Proposen, wéi mer eis Klimaziler kéinten erreechen, wéi jiddweree sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten a wéi mer jonken a manner jonke Leit mat alle Bildungshannergrënn Perspektiven um Aarbechtsmarché kënne ginn. Wat mer kruten, war eng Beschreiwung vum Status quo - e Constat, mä keng Léisungsusätz!

Et geet net duer, sech Ziler ze setzen. Et muss een och seriö eppes derfir maachen, fir se ze erreechen.

Gëschter konnte mer héieren, datt weiderhin un de Klimaziler fir 2030 festgehale soll ginn an d'Netto-Null fir 2050 och nach ëmmer d'Zil vun der Regierung bleift.

Dat freet eis natierlech ze héieren. Mä Lëtzebuerg huet scho widderholl gewisen, datt d'Klimaziler zwar ugekënnegt ginn, um Enn dann awer net erreecht ginn. Wann et haart op haart koum, gouf d'Lat bis elo nach all Kéiers zu gudder Lescht dach op en Neits gerappt. Dat muss sech änneren!

Et geet eben net duer, dass de Xavier Bettel sech privat eng kleng Juggurtsmaschinn keeft, fir de Klima an domadder de Planéit ze retten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... well soss géift Dir ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och eis Gedanke sinn natierlech um haitegen Dag beim Félix Braz a senger Famill a mir wënschen him vill Kraaft an dass hien erëm schnellstméiglech op d'Bee kënnt. Ech mengen, jiddwereen huet et scho gesot, e gëtt heibanne vermësst.

D'Piraten hunn elo wärend engem Joer konnten Erfahrungen hei am Parlament sammelen a mir hunn eis an der Roll vun der Oppositiounspartei, mengen ech, esou lues a lues agelieft. Mir wëllen dobäi eng konstruktiv, awer och kompromëssbereet Oppositiounspolitik maachen.

U sech ass et jo och der Oppositioun hire Rôle, fir nom État de la nation op dësen ze reagéieren a sech inhaltlech un deem ze reiwen, wat de Premier am Numm vun der ganzer Regierung iwwert den Zoustand vun eisem Land an, vill méi wichteg, iwwert d'Visiounen an d'Pläng fir d'Zukunft ze soen hat. Dëst fält mer haut ëmsou méi schwéier, well d'Ried vum Premierminister inhaltlech leider substanzlos war.

Mir haten eis eng Ried mat klore Propose fir d'Zukunft erwaart, mat Proposen, wéi mer eis Klimaziler kéinten erreechen, wéi jiddweree sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten a wéi mer jonken a manner jonke Leit mat alle Bildungshannergrënn Perspektiven um Aarbechtsmarché kënne ginn. Wat mer kruten, war eng Beschreiwung vum Status quo - e Constat, mä keng Léisungsusätz!

Et geet net duer, sech Ziler ze setzen. Et muss een och seriö eppes derfir maachen, fir se ze erreechen.

Gëschter konnte mer héieren, datt weiderhin un de Klimaziler fir 2030 festgehale soll ginn an d'Netto-Null fir 2050 och nach ëmmer d'Zil vun der Regierung bleift.

Dat freet eis natierlech ze héieren. Mä Lëtzebuerg huet scho widderholl gewisen, datt d'Klimaziler zwar ugekënnegt ginn, um Enn dann awer net erreecht ginn. Wann et haart op haart koum, gouf d'Lat bis elo nach all Kéiers zu gudder Lescht dach op en Neits gerappt. Dat muss sech änneren!

Et geet eben net duer, dass de Xavier Bettel sech privat eng kleng Juggurtsmaschinn keeft, fir de Klima an domadder de Planéit ze retten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... och eng Maschinn kafen ...

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ma, Här Bettel, ee Virdeel huet Är Juggurtsmaschinn näämlech gehat: Mindestens zwee Oppositiounspolitiker hunn e bësse méi CO_2 konnte produzéieren, wärend mer doriwwer geschwat hunn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann Iech just och d'Maschinn, fir Spruddelwaasser ze maachen, recommandéieren!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech hunn eng an ech soen Iech och net, wéi eng Mark et ass, dat wär ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Nee, léiwer net!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... näämlech verbuede Werbung heibannen!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- De Max Weber freet sech net!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mir musse méi maachen, méi wäit goen, an net nëmmen iwwert d'Konsequenze vun eisem Handele schwätzen, mä eis gutt Virsätz och tatsächlech liewen an eis esou konsequent fir de Schutz vun eiser Welt asetzen.

Souguer d'Europäesch Kommissioun, déi jo net fir ambitiéis Klimaziler bekannt war, huet sech beklot, datt eis Approche, fir eis eegen national Klimaziler ze erreechen, nach onkloer an ondefinéiert wieren.

(Interruption)

Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro opzewerfen, wéini d'Regierung plangt, de Prinzip vum Pollueur-payeur endlech konsequent ëmzesetzen. Ab wéini wäert de realen Impakt vum individuellen Handelen op Basis vun transparente Berechnunge fir d'Konsumente gräifbar ginn?

Et ass kee Geheimnis, datt ee Liter Bensinn 2,3 Kilo CO_2 produzéiert. Beim Diesel sinn et souguer 2,6 Kilo. Eis aktuell CO_2-Steier um Bensinn mécht nëmme ronn 11 Euro pro Tonn aus. Dat entsprécht net am Geréngsten dem Präis, deen op den Energiemarchéé fir en Emissiounszertifikat haut opgeruff gëtt. Géife mer eis um aktuelle Präis vun der Bourse - wat en niddrege Präis ass! - orientéieren, missten eis Taxen um Karbon bei 25 Euro pro Tonn leien. Also méi wéi duebel esou héich, wéi se haut sinn!

Konkret géif dat heeschen, dass de Bensinnspräis ëm ronn 3 Cent pro Liter géif an d'Luucht goen. Fir den Duerchschnëttskonsument géif dat bedeite plus/minus 5 Euro de Mount méi.

Mä dat traut sech d'Regierung net auszeschwätzen. Si traut sech net, hire Wieler d'Wourecht ze soen, a spillt net mat oppene Kaarten. Léiwer bretzt se sech domat, vermeintlech Ëmweltschutzmesuren ëmzesetzen, obwuel dës just e minimalen Impakt oder souguer guer keen Impakt op d'Weltklima hunn.

Wann d'Regierung vun enger ökologescher Steierreform schwätzt, da muss se och vun enger Steier op Zäregase schwätzen. Mä et muss een awer och konkret Propose maachen, wéi eng CO_2-Steier sozial verträglech gestalt ka ginn, fir Leit mat klengem Akommes, déi op hiren Auto ugewise sinn, net zousätzlech ze belaaschten.

Et geet net duer, just iwwert d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport ze schwätzen. Et muss een och Pisten hunn, fir dëse méi accessibel ze maachen. Grad déi Leit, déi am dréngendsten op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir hire Mobilitéitsbudget ze reduzéieren, hunn oft e schlechten Zougang zu dësem.

Et sinn net déi Leit, déi sech en Appartement oder en Haus an der Stad kënne leeschten, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn. Et sinn déi Leit, déi sech just nach ausserhalb, voire iwwert d'Grenz ewech eppes leeschte kënnen, déi op e performanten ëffentlechen Transport ugewise sinn. Duerfir brauche mir besser Verbindungen am ganze Land a méi breet a flexibel opgestallte Fuerpläng.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Klimaziler sinn - ech erënneren nach eemol drun - trotz Wuesstum bis 2030, eis Zäregasemissiounen ëm 55 % par rapport zum Joer 2005 ze reduzéieren a gläichzäiteg den Undeel un erneierbaren Energien op 25 % eropzesetzen. Do stellt sech natierlech d'Fro: Wou si mer haut drun? Wéi wäit si mer scho komm?

Dat huet de Premier eis gëschter net esou genee duergestallt. An e wäert och sécher seng Grënn gehat hunn, well mir hunn an deene leschte 14 Joer eis Emissioune just ëm ongeféier 26 % reduzéiert. Et feelen also nach weider 30 %, fir eist Zil fir 2030 ze erreechen. An et bleiwen elo awer just nach eelef Joer.

Beim Taux vun den erneierbaren Energien am ganzen Energiemix vu Lëtzebuerg gesäit et nach méi dramatesch aus. 25 % sinn d'Zil; Stand 2017 - laut Eurostat - 6,38 %.

Wéi mer dat Zil wëllen erreechen, dorobber huet d'Regierung gëschter keng Äntwert ginn.

Mat eppes huet de Premier gëscht awer recht gehat: Et ass nach Zäit, eppes ze änneren. Mä da geet et net drëms, weider „ze maachen", mä endlech unzefänken!

A fir dësen Ufank ze maachen - erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären -, deposéieren ech heimadder souwuel eng Proposition de loi an eng Motioun mam Zil, der Netto-Null méi no ze kommen.

Wannechgelift!

Motion 2

D'Deputéiertechamber invitéiert,

- vis-à-vis vun der aktueller Klimakris;

- virum Hannergrond vum Paraisser Klimaofkommes, dat de 4. November 2016 a Kraaft getrueden ass;

- d'Fuerderunge vun enger engagéierter Zivillgesellschaft, déi mat diverse Manifestatiounen an de leschte Méint d'Politik opgefuerdert huet, klimapolitesch ëmfaassend Mesuren ze ergräifen, eescht huelend;

- a mam Zil, d'Gaz à effet de serre an der Atmosphär ze reduzéieren,

d'Regierung, schnellstméiglech déi néideg Dispositiounen ze treffen, fir ze garantéieren, dass d'Emissioune vu sämtlechen Déngschtreese vu Regierungsmemberen a -beamte kompenséiert ginn duerch de Kaf vun Emissiounszertifikater, déi der duebeler Quantitéit vun deenen Ofgasen, déi während der Rees ausgestouss goufen, entspriechen.

(s.) Sven Clement.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

7482 *- Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain*

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

4. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et geet ëm eng Proposition de loi, déi d'Planze vu Beem am Kader vu Bauprojete virgesäit, fir en Deel vum CO_2, deen duerch de Bau entsteet, erëm ze bannen a gläichzäiteg d'Natur ze stäerken.

Eis Motioun proposéiert zousätzlech eppes, wat ech och per Courrier un de Bureau vun der Chamber proposéiert hunn, näämlech, d'Déngschtreesen duebel mat CO_2-Zertifikater ze kompenséieren.

(Interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Klimaschutz e wichtegen Aspekt vun der Lag vun der Natioun ass, esou ass et bei Wäitem net deen eenzegen. Net méi spéit wéi virgëscht huet de Statec déi nei Zuelen zu den Immobiliëpräisser publizéiert: 11 % Croissance an engem Joer - ech sinn net deen éischten, deen et seet.

Domadder schloen eis steigend Immobiliëpräisser op en Neits all Tauxen op de Bourssen, den Taux vun der Inflatioun bei Wäitem an natierlech och all Zënssaz op engem Spuerbuch. Wa mer d'Entwécklung vum Immobiliëmarché mat den Zënsen um Spuerbuch vergläichen, wuessen d'Präisser, fir ze wunnen, honnertmol esou séier wéi Kapital op engem Spuerbuch.

Et dierf dach net sinn, datt een, dee sech en Appartement fir 400.000 Euro kafe wëllt an dofir all Mount 2.000 Euro op d'Säit leeë kann, net hannendrukënnt, well en no engem Joer zwar 24.000 Euro um Spuerbuch huet, mä d'Appartement dann op eemol 444.000 Euro kascht.

Dat ass eng Diskrepanz! Do lafe mer just nach hannendrun! Do dréie mer am Hamsterrad - wéi d'Kolleegin Martine Hansen dat hei scho gesot huet.

D'Leit sinn esou verzweifelt op der Sich no bezuelbarem Wunnraum, datt se souguer an der däischterer Nuecht virun engem Bürosgebai campéieren, fir déi Éischt ze sinn, fir eng Demande ofzeginn. Mä et ginn am räiche Lëtzebuerg ze vill Leit, déi net obdachlos sinn, mä a ganz prekäre Situatioune wunne musse wéinst den héije Loyeren, awer net eleng aus hirer Situatioun erauskomme kënnen. Net jidderee kritt e Prêt an un dësem Trend wäert sech, dank neie macroprudentielle Regelen, wuel esou séier och näischt änneren. Ganz am Géigendeel, et wäert fir Privatpersoune weider méi schwéier kënne ginn.

Wann ee sech säin Doheem awer weder mat engem Spuerbuch nach mat engem Prêt finanzéiere kann, wat bleift dann nach? Wat ver-

sprieche mer deenen nächste Generatiounen, déi op de Wunnengsmaart kommen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Wéinegst vun eis heibannen hunn de Problem vun der Wunnengsnout un der eegener Haut erlieft. Dat heescht awer net, datt mir de Problem dierfen ignoréieren. Wärend mir hei sëtzen, stinn, schwätzen, liewe Leit, déi e festen Job hunn, op Campingsplazen, well se sech keng Wunneng leeschte kënnen, déi besser wier wéi déi Roulotte, an där se grad wunnen.

Et liewe Leit an hiren Autoen an anerer huelen all Dag a Kaf, hiren Aarbechtsdag ëm Stonnen a Stonnen ze verlängeren, fir ze pendelen, well si keng aner Méiglechkeet hunn. Zur Dignitéit vum Mënsch gehéiert och d'Recht op en anstännegen Daach iwwert dem Kapp an d'Recht genuch iwwreg ze halen, fir sech gesond ze ernären.

D'sozial Schéier geet zu Lëtzebuerg ëmmer méi wäit auserneen an de Logement ass een, wann net souguer dee gréisste Facteur bei dësem Problem. Et ass awer net deen eenzegen.

Jo, mir hu gesond Statsfinanzen. Mä wat bréngt eis dat, wann d'Inegalitéiten an d'Ongerechtegkeeten ëmmer méi grouss ginn? Ganz egal, wéi héich de Wuesstum vun eisem Land ass, en ass näischt wäert, wann net jidderee gläichermoossen dovu profitéiere kann!

Eist Land, dat sech mat sengem Triple-A dobausse bretzt, huet den Triple-A a soziale Froe scho längst verluer.

Wa mer wëllen ufänken, de Problem vun de sozialen Ongläichheeten ze léisen, da musse mir jidderengem nees Opstigschancë bidden, d'ADEM muss méi performant ginn, fir Aarbechtssichender méi zilgeriicht ze beroden an ze begleeden, a mir brauchen e soziaalt Netz, wat perséinlechen Engagement belount.

Zousätzlech musse Prozedure vereinfacht ginn, fir et de Betraffenen ze erméiglechen, d'Iwwersiicht ze behalen a sech och un d'Konditiounen, déi u se gestallt ginn, ze halen.

Mir hu schliisslech déi lescht Woche gesinn, datt et eng ganz Rei onduerchsiichteg Prozeduren zu Lëtzebuerg gëtt an dass souguer gestane Gemengepäpp sech a Prozeduren - zum Beispill - ronderëm Baugeneemegungen iere kënnen. D'Kompetenze goufen einfach op ze vill verschidde Plaze verdeelt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een net weidermaachen, wann nach näischt gemaach gouf. Da muss ee sech als Éischt emol trauen, unzefänken.

Ufänken, dat muss bedeiten, et klenge Betriber méi einfach ze maachen, qualifizéiert Fachpersonal anzestellen, ouni onnéideg administrativ Barrièren.

Ufänken, dat muss bedeiten, qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukture fir den drëtten Alter ze garantéieren, déi net esou vill kaschten, dass eeler Leit an hire leschte Liewensjore gezwonge sinn, alles ze verkafen, fir dat si e Liewe laang gespuert hunn.

Dat muss bedeiten, méi soziale Wunnraum fir 10 Euro de Meterkaree ze offréieren. An dat muss bedeiten, jidderengem ze erméiglechen, Vertrauen an eis Regelen a Kritären ze hunn, dee Moment, wou se ufänke mat plangen, amplaz eréischt duerno.

De Stat eleng kann a wäert net all déi néideg Wunnenge bauen. Duerfir ass een op Privatproprietairen a Promoteuren ugewisen, déi mat staatlecher Ënnerstëtzung oder mat staatleche Garantië fir en abordabele Präis bauen, verkafen oder verlounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hate mer eis, mengen ech, alleguer e bësse méi Substanz erwaart - net nëmme bei der Fro vun der Klimakris, der Logementsproblematik oder der sozialer Kohäsioun, mä virun allem och bei der heefeg ugekënnegter Steiereform.

Bref, mir sinn e bëssen enttäuscht. D'Regierung fiert weider mat hirer Salamitaktik a kënnegt Schrëtt fir Schrëtt ëmmer nei Adjektiven un, déi déi Steierreform soll erfëllen.

D'Piraten bleiwen awer bei hirer Fuerderung, datt mer op déi eng Steierklass - déi jo ugekënnegt ass, mä wou mer nach ëmmer net wëssen, wéi se ausgestalt soll ginn - solle kommen. Mir begréissen also explizitt, datt d'Regierung op déi Pist wëllt goen an datt mer endlech eng Steierpolitik, déi der Realitéit vum 21. Jorhonnert ugepasst ass, kréie sollen, wou eng Fra net méi als Unhängsel vun hirem schaffende Mann consideréiert gëtt.

Mä kéinte mer do net ganz kleng, ganz séier, ganz direkt ufänken, kleng Problemer ze léisen? Ufänken, d'Steierkaart 2 net d'office dem weibleche Partner an enger Koppel zouzeschécken. D'Steierverwaltung kéint dat jo beim Bestietnis iwwer eng einfach Checkbox offroen, wien da wéi eng Steierkaart soll kréien. Ee klengen Hoken, a scho wär dee patriarchaleschen Anachronismus vun deene leschten honnert Joer iwwerwonnen. Dat ass alles, wat et bräicht. Net vill, eng kleng Këscht méi op engem Formulaire.

De Fait, datt eng grouss Reform usteet, ka keng Excuse dofir sinn, datt Problemer, déi elo schonns geléist kéinte ginn, ignoréiert ginn.

Et gëtt aktuell ganz kloer Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem. Mä amplaz méiglechst schnell géint dës virzegoen, wëllt eise Premier Ännerunge just - an ech zitéieren - „progressiv [...] aféieren [...] iwwer e méiglechst laangen Zäitraum".

Wat deen Zäitraum méi laang gëtt, wat déi Betraffe méi laang leiden. Dat kann net sinn!

Dofir fuerdere mir, datt kuerzfristeg Abattementen an degressiv Steierkreditter ëmgewandelt ginn, fir esou kleng Paie schonn elo ze entlaaschten an d'Kafkraaft ze stäerken.

Dass Persounen, déi sech en emissiounsaarmen Auto kafen oder hiert Haus sanéieren, steierlech entlaascht ginn, ass eng Saach. Dass Leit, déi sech awer iwwerhaapt emol keen Auto an en eegent Haus leeschte kënnen, iwwerhaapt net dovu profitéiere kënnen, eng aner.

Jidderee muss d'Chance kréien, fir säin Deel géint dës Klimakris bäizedroen, mä breet Schëllere sollten dobäi eigentlech méi droe wéi schmueler. Eis ökologesch Steierreform däerf net esou ausfalen, dass déi, déi am meeschten hunn, am meeschten ofsetze kënnen, wärend déi, deenen et um Néidegste feelt, näischt erauskréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gi ganz vill konkret a kuerzfristeg ëmsetzbar Moossnamen, mat deene mir akut Problemer ugoe kéinten. E puer dovun hunn ech elo hei schonn ugeschnidden an ech hoffe wierklech, datt e puer vun deenen Iddien Uklang fannen an onkomplizéiert kënnen ëmgesat ginn.

Dir gesitt, mir maache gären eng konstruktiv Oppositiounsaarbecht a mir wëllen dofir net einfach nëmmen dergéint sinn, mä op Basis vum Constat konkret Propose maachen.

Mir deposéieren dowéinst haut eng weider konkret Proposition de loi, fir unzepaken. Eng konkret Mesure, fir den Echange tëschent de Biergerinnen a Bierger virunzedreiwen. Ma wat mengen ech domadder?

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

7483 *- Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg*

6. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

An der Belsch gouf am Februar vun dësem Joer dee sougenannten „permanente Biergerdialog" agefouert. En Organ, wou Biergerinnen a Bierger, déi per Lous gezu ginn, d'Parlamentarier bei hirer Aarbecht ënnerstëtzen a berodend agräife kënnen. Dëst ass eng Méiglechkeet, fir déi grouss Problemer net nëmmen ënnert den „privileged few", mä mat enger e bësse méi breeder, méi representativer Basis vu Biergerinnen a Bierger ze diskutéieren.

D'Chamber huet hir Kompositioun gëschter geännert a wäert se och an deenen nächsten Deeg nach eng Kéier änneren. Leider sinn dës Changementer net op positiv Nouvellen zréckzeféieren.

Een negativen Event hunn ech schonn ugeschwat, dat ass leider d'Erkrankung vum Félix Braz.

Deen aneren negativen Event ass leider hausgemaach. Do huet een Député-maire sech net u seng eege Reglementer gehalen a méiglecherweis och national Gesetzer gebrach. Do ass et awer un der Justiz, fir hir Aarbecht ze maachen, a mir als Parlament musse just eis Konsequenzen dorauser zéien an derfir suergen, datt eisen eegenen Deontologiescode méi verständlech a besser applizéiert gëtt.

Vu klenge Konstruktiounen iwwer Solaranlage bis hin zu Multi-Millioune-Projeten, d'Vertraue vum Bierger musse mir eis op all Niveau vun der Politik verdéngen. D'Politiker musse mam gudde Beispill virgoen, anescht geet d'Vertraue vun de Bierger verluer.

Dofir fuerdere mir Piraten och d'Aféierung vun engem Lobbyregëster fir d'Chamber a fir d'Regierung, en transparente Kalenner, dee Meetinge mat Drëtten am Kader vun der legislativer Aarbecht ëffentlech mécht.

Ab haut fënnt ee schonns op eisem Site de Kalenner, vum Marc Goergen a vu mir, vun eisen Treffe mat Drëtten. Dësen Outil huet net missen nei entwéckelt ginn, well e gouf vun eiser fréierer Europadeputéierter, dem Julia Reda, zesumme mat der grénger Fraktioun am Europaparlament als Open Source entwéckelt a steet all Fraktioun heibanne gratis zur Verfügung. Dat heescht, hei eng Invitatioun un Iech alleguerten: Maacht eis et no, fir fir méi Transparenz ze suergen!

Do dernieft huet d'Affär Gaardenhaischen, iwwert déi jo och muer nach eemol geschwat wäert ginn, eppes kloer gewisen: E Code de déontologie fir lokal Eluen ass, wéi och schonns den Här Bodry ënnerstrach huet, méi wéi néideg.

Nodeems d'Pirate sech säit Laangem fir esou ee Code ausgeschwat hunn, freeë mir eis natierlech ganz besonnesch doriwwer, datt mir elo endlech ee Member vun enger Regierungspartei op eiser Säit hunn, an hoffen, datt dëst zu enger séierer Emsetzung vum Projet bäidroe wäert.

Ech sot et an ech widderhuelen et: Fir d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger ze gewannen an ze halen, musse Politiker op allen Niveauen all Dag op en Neits beweisen, firwat se et verdéngt hunn.

(Interruption)

Et war wichteg a richteg, datt aus de vergaangenen Evenementer perséinlech Konsequenze gezu goufen, mä d'Fro bleift, wéi mer äänlech Situatiounen, déi d'Vertrauen an d'Politik op d'Spill setzen, an der Zukunft verhënnere kënnen.

Ier elo ee seet, datt d'Chamber hir Verantwortung soll iwwerhuelen, muss ech leider soen, datt ewell 2011, an och dat gouf haut schonn erwäänt, hei eng Resolutioun vum honorabele François Bausch, deemools Deputéierten, gestëmmt gouf, déi e Verhalenskodex fir Gemengepolitiker zum Objet hat.

(Interruption par M. François Bausch)

Dorauser ass awer bis elo, aacht Joer méi spéit, mam dann elo Minister François Bausch, Vizepremier François Bausch an der Regierung nach näischt ginn!

An zwou parlamentaresche Froen, eng vum Kolleeg, dem honorabelen André Bauler, an eng vu mir, hu mer bei verschiddenen Innenministeren an Innenministeschen op dëser Fro nach eng Kéier de Waasserstand gepréift.

An, wéi ass de Stand haut? Et läit nach ëmmer keng konkret Propos um Dësch! „Weider maachen" steet hej also net zur Dispositioun. Och hei muss als Éischt emol endlech ugefaange ginn. Mir mussen endlech e Verhalenskodex op d'Schinne bréngen, fir kloer a verständlech Regele fir d'Gemengepolitiker festzehalen.

Här President, duerfir deposéieren ech Iech elo nach eng Motioun, déi d'Regierung invitéiert, esou e Verhalenskodex auszeschaffen an der Chamber ze presentéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu la résolution (97) 24 du 6 novembre 1997 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe lors de sa 101e session ;

- tenant compte de la résolution 433 adoptée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe du 7 novembre 2018 ;

- rappelant la résolution déposée par Monsieur le Député François Bausch et adoptée par la Chambre des Députés en sa séance publique du 13 octobre 2011 et décidant de l'instauration d'un code de déontologie pour les mandataires politiques locaux « afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêt » ;

- considérant le programme gouvernemental de 2013 et l'ambition d'élaborer un code de déontologie pour les élus locaux ;

- vu la réponse de 2014 du Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0430 de Monsieur le Député André Bauler au sujet d'un code de conduite pour les élus locaux ;

- vu la réponse de la Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0599 de Monsieur le Député Sven Clement au sujet d'un code de déontologie pour élus locaux ;

- considérant que la qualité de la gouvernance locale et sa dimension éthique sont devenues décisives et qu'il importe, au-delà des dispositions de droit pénal contre la corruption, de promouvoir au niveau national des normes éthiques communes à tous les élus locaux ;

- désireux de faire diminuer le risque de corruption et de renforcer la confiance des citoyens dans les décideurs politiques locaux,

invite le Gouvernement

à soumettre, endéans cette législature, au vote de la Chambre des Députés un Code de déontologie pour élus locaux.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech erhoffe mer bei dëser Motioun dann eng breet Zoustëmmung vun alle Säiten, well et gouf jo haut vu méi wéi enger Säit ugeschwat.

Duerfir ass dës Motioun éischter e Rappell an e fermen Opruff un d'Regierung, fir endlech mat der Aarbecht unzefänken. De Verhalenskodex fir Gemengeconseilleren a Schäffen dierf net nach méi laang op sech waarde loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo nach op e weidert Thema ze schwätzen, dat e groussen Deel vun der Ried vum Premierminister ëmfaasst huet: d'Digitaliséierung an den Dateschutz. Dobäi fält engem déi Naivitéit op, mat där un dës grouss gesellschaftlech Erausfuerderungen erugaange gëtt. D'Kand ass schonns an de Pëtz gefall a mir klappen eis op d'Schëller, datt mer am Nohinein aktiv ginn, well mer verpasst hunn, am Virfeld eng richteg Dateschutzkultur ze maachen, amplaz déi virherrschend Datesammelwut ze erriichten. Et ass méi wéi paradox, datt mer elo maachen, wéi wann näischt geschitt wär, wéi wa mer just missten an Zukunft e bësse besser oppassen an et géif alles gutt ginn.

Neen, mir hätte schonn an der Vergaangenheet misse besser oppassen, mir alleguerten zesummen! Jiddereen, deen Datebanken hätt missen zur Geneemegung ufroen, jiddereen, deen deemools Datebanke geneemegt huet, jiddereen, deen haut op Datebanken zougräift, muss sech froen: Maachen ech hei Dateschutzkultur oder maachen ech hei Datesammelwut?

De beschten Dateschutz ass deen, d'Daten iwwerhaapt net ze erhiewen a scho guer net an Datebanken ze späicheren. Duerfir gehéieren d'Vorratsdatespäicherung a Co ofgeschaaft. Leider ass d'Regierung vun engem wierklechen Emdenken nach wäit ewech.

De Premier sot gëschter, datt et schwéier bis onméiglech wär, datt et keng Daten iwwer ee géif ginn. Dat läit och dorun, datt de Stat zum aktuellen Zäitpunkt ëmmer nach grondlos déi enorm Massen un Date vu sämtleche Bierger späichert an domat, wéi den Europäesche Geriichtshaff och scho festgestallt huet, géint d'Grondrechter vun de Bierger verstéisst. Soulaang Lëtzebuerg un der Vorratsdatespäicherung festhält, akzeptéiert dës Regierung, datt d'Grondrechter vun den Awunner vun dësem Land all Dag dausendfach verletzt ginn. Dat dierft et an engem Rechtsstat net ginn!

Leider verwonnert déi Situatioun een awer net emol méi, well e Stat, dee seng eege Gesetzer net respektéiert, dierft et jo eigentlech och net ginn. An awer huet déi ganz Affär ronderëm d'staatlech Datebanke gewisen, datt et esou ass.

D'Vertrauen an de Rechtsstat gëtt eiser Deeg wierklech op d'Prouf gestallt an et gëtt ëmmer méi schwiereg ze erklären, firwat ee Bierger sech soll u Gesetzer halen, wann de Stat et selwer net mécht. Dat ass eng Katastroph, an dem Eescht vun dëser Situatioun gëtt een net gerecht, wann ee sech, esou wéi de Premier gëschter, einfach just op e puer Punkte vum RGPD referéiert.

Et ass absurd, wann de Xavier Bettel a senger Ried seet - Zitat: „ D'Aarbechten, fir eng komplett Lëscht ze erstelle vun all de Bases de données, déi d'Justiz huet, si weidergaangen a wäerten esou séier wéi méiglech och finaliséiert ginn", a gläichzäiteg, nëmmen e puer Sätz méi spéit, seet - Zitat: „Den Ament gi beim Commissariat à la protection des données auprès de l'État ronn 1.400 Activités de traitement an Dateschutzregistere vun eenzelnen Administratioune gefouert."

Da muss ee sech dach d'Fro stellen, firwat et schéngt, wéi wann all ASBL sech en amont vum Akraafttriede vum RGPD méi Gedanken iwwert den Dateschutz an hir Traitementer gemaach huet wéi de Statsapparat an domadder d'Regierung!

Ech begréissen, datt endlech ugefaange gëtt, dëse Problem eescht ze huelen, amplaz „weider maachen" wéi bis elo.

Fir de Biergerinnen a Bierger et méi einfach ze maachen, ze gesinn, wéi eng Daten iwwer si beim Stat gespäichert sinn, a fir och ze erkennen, wien dës Donnéeë wéini consultéiert huet, fuerdere mir en digitalen Datebréif iwwer MyGuichet.lu, an deem, äänlech wéi dat haut ewell fir den nationale Persouneregëster geet, all Biergerin a Bierger ka kucken, wou wéi eng Date gespäichert ginn, a gläichzäiteg och d'Logge vun den Accèsen op déi Date kënne

gesi ginn. Esou géif endlech Transparenz geschaaft ginn an d'Biergerinnen an d'Bierger géifen an de Mëttelpunkt vun enger richteger Dateschutzkultur gesat ginn.

Jo, dat ass Aarbecht, fir all déi Systemer ze aktualiséieren. A jo, dat bedeit och, datt d'Kultur sech muss änneren, ewech vun engem „mir sammelen emol a mir kucken, wat mir domadder maachen", hin zu engem „mir sammele just nach dat Néidegst". Mä mir mussen drëngend domat ufänken.

Datselwecht gëllt fir eng ëmfaassend Analys vum Dateschutzimpakt vun all deenen Outilen, déi eis Statsbeamten an eis Schüler all Dag benotze sollen. Ech hunn a parlamentaresche Froen ewell dësen Dateschutzimpakt thematiséiert, mä leider waren d'Äntwerten dach e bëssen erniichterend, well manifestement si vill Analysen nach net gemaach ginn, a wann awer, da sinn nëmme seele Konklusiounen aus dësen Impaktstudie gezu ginn.

D'Digitaliséierung ass awer vill méi wéi nëmmen Dateschutz. Eng nohalteg Digitaliséierung bedeit, datt mer iwwergräifend Risike reduzéieren a Chancen notze mussen. Et geet net duer, einfach de Pabeier duerch e PDF ze ersetzen. Mir mussen d'Prozeduren iwwerdenken an och digital nei denken. Et ass schéin, sech fir dat Erreechte selwer ze felicitéieren, mä dobäi däerf een net vergiessen, datt de bloussen Accès zum Internet net bedeit, datt een och vun de Virdeeler vun der Digitaliséierung profitéiere kann.

D'Chancë vun der Digitaliséierung sinn aktuell leider net gerecht verdeelt. Et ass un der Politik, fir Chancëgläichheet ze schafen an d'sozial Kohäsioun ze garantéieren.

Wann ech hei am Haus da vun „digitale Schmelzen" a vum „digitale Minett" héieren, da gi mir d'Schudderen aus.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Well dat weist, datt déi Responsabel net verstanen hunn, wat d'Digitaliséierung ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Keng Romantik!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Genau! Keng Romantik!

Well et weist, datt déi Responsabel net verstanen hunn, wat Digitaliséierung fir den Aarbechtsmaart a fir d'sozial Kohäsioun bedeit.

D'Digitaliséierung wäert zu grondleeënde Verwerfungen um Aarbechtsmaart an domadder an eiser Gesellschaft féieren. Fir datt mir dës Erausfuerderunge kënnen ugoen, musse mer der Realitéit an d'A kucken an dierfen net vun den „digitale Schmelzen" schwätzen, déi d'Realitéit verklären an insinuéieren, datt masseg nei Aarbechtsplaze fir Leit mat manner bis guer kenge Qualifikatioune géife geschaaft ginn. Well de Contraire ass leider de Fall! D'Digitaliséierung erfuerdert wéineg, mä duerfir héich qualifizéiert Personal.

Dat bedeit, dass mir onbedéngt nei Léisunge fir all déi fanne mussen, déi riskéieren, ofgehaangen ze ginn. De sougenannten „digital devide" ass eng Realitéit, a mir heibanne sollten eis deem bewosst sinn an deem och entgéintwierken.

Duerfir musse mir eist Handwierk an de Mëttelstand am grousse Ganze stäerken. Hei kann d'Digitaliséierung dann en Atout sinn an e wichtege Bäitrag leeschten.

A Georgien, engem Land, wat op deene meeschte Rankinge sécher wäit vun eis ewech läit a meeschtens hanner eis, kann ee beispillsweis innerhalb vun nëmmen engem Dag eng Demande stelle fir eng Autorisation d'établissement, fir seng Entreprise unzemellen. Et kritt een eng TVA-Nummer an et kritt een och direkt seng Autorisatioun ausgestallt, wann näischt dergéintschwätzt. Zu Lëtzebuerg si mer do nach e Stéckchen ewech.

(Interruption par M. Lex Delles)

E klengt Stéckchen, Här Delles.

D'Digitaliséierung ass keen Allheelmëttel fir d'Problemer vun haut a vu muer. Et ass ee Puzzledeel vun all Léisung, mä net d'Léisung eleng.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een an enger Ried wierklech iwwert déi ganz Lag vun der Natioun schwätze wëllt, da misst een nach eng ganz Rëtsch weider Themen uschwätzen. Mä leider hunn ech hei viru mer esou eng Auer, déi kontinuéierlech weiderleeft, a se mécht einfach net Stopp.

(Interruption)

An duerfir hunn ech musse probéieren, mech op e puer Themefelder ze konzentréieren.

Ech hoffen, ech konnt esou eng kleng Visioun vun deem proposéieren, wat d'Piraten als Pläng oder méiglech Pisten als Ëmsetzung fir d'Zukunft virzeechnen. Leider huet eis esou eng Presentatioun säitens der Regierung bekanntlech gefeelt. Konstruktiv Oppositiounsaarbecht heescht net just, géint eppes ze sinn, mä och Proposen ze maachen. Mä et bedeit och d'Regierung ze kontrolléieren. An dat ass nëmme méiglech, wann een och der Regierung hir Piste fir d'Ëmsetzung vun hiren Ziler kennt.

Soulaang d'Regierung net aktiv gëtt, hoffen ech, datt mir als Chamber de Courage hunn, fir zesumme Léisungsusätz auszeschaffen. Dat ass eis Responsabilitéit als Politiker, als Deputéierten.

Duerfir begréissen ech ausdrécklech dem Kolleeg Alex Bodry seng Propos, fir zu all Ressort vun der Regierung eemol pro Joer ee Chambersdebat ze organiséieren an esou och aus dem Parlament eraus verstäerkt Iddien a Pisten opzeweisen.

D'Chamber ass net drop ugewisen, op d'Regierung ze waarden, och mir kënnen den Ufank maachen. Mir Piraten hunn duerfir en Deel vun eise Proposen haut schonns deposéiert a wäerte wärend eiser zweeter Saison an der Chamber nach net esou séier opginn, fir weider eegen Iddien ze presentéieren an ze debattéieren. Mir wëllen hei iwwer konkret Proposen amplaz iwwer eidel Floskele schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, den Här François Bausch fir d'Éischt an duerno d'Madamm Taina Bofferding wëllen Iech nach eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Esou vill Froen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Clement eppes froen. En huet ons elo hei eng Motioun deposéiert, déi ganz interessant ass, mat där ech elo eigentlech kee Problem hunn, wou ech en och wëll drop hiweisen, datt dat, wat an där Motioun hei verlaangt ass ..., wann e sech kann erënneren, ass am Mee bei der Debatt ronderëm de Klimaplang ganz kloer vun der Ministesch hei matgedeelt ginn, datt d'Regierung natierlech wëllt fir de Stat an natierlech och fir d'Regierung selwer a puncto zum Beispill Déngschtreese kucken, datt Certificaten agefouert ginn, fir datt dat kompenséiert gëtt, wat d'Regierung flitt. Also duerfir laaft Der hei oppen Dieren an.

Mä ech muss Iech awer soen, et huet mech e bëssen iwwerrascht, Är Motioun. Ech hat mer erwaart, datt een natierlech, wann een d'Regierung dozou opfuerdert, wëssend, vu datt d'Regierung dat jo scho selwer ugekënnegt hat, ...

Une voix.- Jo.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- ... datt se dat wëllt maachen, datt een dann an éischter Stell hei eng Resolutioun fir sech selwer deposéiert hätt, well d'Regierung, dat si 17 Leit, an d'Deputéiert, dat sinn der 60. An et géif mech emol interesséieren dann als Regierungsmember, wéi vill dann d'Chamber bis elo zertifizéiert huet bei de Vollen, déi d'Chamber geflunn ass. Dat sinn der wahrscheinlech jo och net wéineg. An ech hu mer soe gelooss, Dir wäert ee vun de Championen, fir doruechter ze fléien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Oh, ech sinn esou kuerz hei, datt ech net kann de Champion sinn.

(Exclamations)

Une voix.- An engem Joer méi geflu wéi verschiddener an hirer ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Duerfir géif et mech emol interesséieren, Här Clement, wann Der esou Motioune wéi déi hei deposéiert, ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hien ass jo awer nach nei derbäi.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- ... wéisst ech nawell gär, firwat Der net als Alleréischt, well deen éischte Schratt wär jo, datt ee bei sech selwer unfänkt, dat sidd Dir, Dir sidd jo net hei anodin.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Bausch, Dir hätt meng Ried solle gutt nolauschteren, well ech hu gesot, datt de Bréif un d'Chamber schon eran ass.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Nee. Firwat hutt Der keng Resolutioun hei deposéiert, wou Der d'Chamber selwer opfuerdert, dat ze maachen, zum Beispill? Dat hätt mech interesséiert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ma Här Bausch, Dir waart, mengen ech, laang Member hei am héijen Haus.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An ech hu mer soe gelooss, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ja?

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... datt dee richtege Wee net ëmmer ass, fir an der Chamber just Resolutiounen ze deposéieren, déi am Plenum debattéiert ginn, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ou? Mä hei wier et awer interessant gewiescht.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... mä och heiansdo ze probéieren, e Konsens am Bureau ze fannen.

(Interruption)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Bei där hei wär et awer interessant gewiescht.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement *(Piraten).*- An duerfir ass e Bréif un de Bureau gaangen. Merci, Här Di Bartolomeo.

Une voix.- Déi huet hie selwer kompenséiert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An duerfir hu mer och dës Pist gewielt, fir an der Chamber dat am Bureau ze deposéieren, wou dat diskutéiert ka ginn.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dir wäert dat jo sécher da ganz transparent alles veröffentlechen, huelen ech jo un, ne?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Zu der Fro ... Dat ass guer kee Problem. Dir kënnt dee Bréif gäre consultéieren.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Neen, neen, net Äre Bréif, d'Resultat vum Bréif hätt ech gär!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech ginn dovunner aus, datt d'Chamber iwwert dat Resultat méi wéi kloer wäert kommunizéieren.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech hunn nach eng zweet Fro.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, ech wëll just op nach en anere Punkt vun Ärer Fro agoen. Merci.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt zwou Saachen näämlech ugeschwat, dat eent ass iwwert d'Kompenséieren. D'Madamm Ministesch hat gesot, et géif geplangt ginn ze kompenséieren. Meng Motioun schwätzt vun enger duebeler Kompensatioun. Dat ass net nëmmen, fir ze kompenséieren, mä fir eben och e positiven Effekt op d'Klima ze hunn.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Et ass jo dat, wat ech gesot hunn, zertifizéieren, net kompenséieren, jo.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Neen, duebel!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, dat ass kee Problem.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An dann dat Zweet ass, zu menge perséinlechen Emissioune kann ech Iech gären all meng Certificaten, déi ech privat kaaft hu fir all Déngschtrees, déi ech bis elo fir d'Chamber gemaach hunn, awer och fir meng Privatreesen, gäre weisen, well ech hu genau dat doten, wat ech hei fuerderen, privat scho méi laang gemaach.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat muss deier gewiescht sinn!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et ass net geschenkt.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech hunn eng zweet Fro un Iech. Sidd Der net mat mer d'accord ...? Ech si voll mat Iech averstanen, Transparenz an datt ee muss weisen, och Deontologie, d'Konten an esou weider.

Et géif mech emol eng Kéier interesséieren, Dir hutt dat näämlech nach ni gemaach. Dir sidd jo net heihinnerkomm einfach als Sven Clement, Dir sidd op enger Lëscht gewielt gi vun enger Partei, an et sinn awer zimlech kritesch Rapporte gi vun der Cour des comptes iwwer Är Konten an d'Transparenz vun Ärer Partei. Ech hu bis elo nach ni eng Pressekonferenz erlieft vun Iech als Partei, wéi Dir da mat deene Kritickе vun der Cour des comptes par rapport zu Äre Konten ëmgaange sidd.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, Här President, ech mengen, datt dat dote keng Nofro zu menger Ried war. Dat war éischter eng relativ bëlleg a polemesch Attack, well den Här Bausch weess, datt ...

(Interruption)

Den Här Bausch weess ganz genau, datt mer op déi Rapporte Stellung geholl hunn. Déi sinn transparent bei der Cour des comptes um Site och nozeliesen. A wien no der leschter Comexbu, wou de leschte Rapport behandelt ginn ass, opmierksam d'national Press consultéiert huet, deen hätt och gemierkt, datt déi Rapporten do och thematiséiert goufen.

Also vun dohier, Här Bausch, ech mengen, dat ass net d'Thema.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, elo wier et un der Madamm Ministesch Taina Bofferding.

(Interruptions)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech wollt ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Neen, et ass Heure de questions aux députés.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Clement, also ech muss soen, ech si jo ëmmer oppe fir gutt gemengte Rotschléi. Ech sinn awer e bëssen iwwerrascht, dass Der elo hei déi Motioun deposéiert fir de Code de déontologie. Dir hutt mer schonn eng Question parlementaire geschriwwen. Ech hunn Iech drop geäntwert. Wann Der Iech gutt kënnt drun erënneren, hunn ech Iech geäntwert, dass ech deem ganz positiv géigeniwwerstinn. An et ass en Deel vum Regierungsprogramm.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mä mir hunn nogelies, et steet net do. Et stoung 2013 am Regierungsprogramm.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, awer vun deem, wat ech ugekënnegt hunn, wann Der mer wannechgelift nolauschtert!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hätt mir och kënne virdrun nolauschteren.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Mir ass et wichteg, mir ass et awer wichteg, dee Code och mat den Akteuren zesumme kënnen auszeschaffen. Dir hutt jo och schonn ... De Syvicol huet jo och schonn do Pisten ausgeschafft. A mir hunn am Moment e ganz gudde Moment, fir doriwwer ze diskutéieren, dat ass näämlech déi grouss Refonte ebe vum Gemengegesetz. Déi Diskussioune lafen am Moment, wou ech jo och hei den Tour duerch d'ganzt Land maachen a wou ech och frou sinn, dass ebe grad esou vill Lokalpolitikerinnen a -politiker do matschaffen an och d'Gemengepersonal an och Leit, déi soss an de Kommissiounen eben engagéiert sinn. A genau dat, mengen ech, ass dee richtege Wee, dass mer och doriwwer eben zesummen diskutéieren.

An iwwerdeem wëll ech just soen: Déi Gemengefore lafen elo an do kënnen och Conseillere vun der Piratepartei drun deelhuelen. Bis elo hunn ech nach kee begéint. Mä wann Der gär also wëllt matschaffen, invitéieren ech Iech, genau op dës Plaz ze kommen, da kënne mer dat zesummen diskutéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ma dann, als kuerz Äntwert dorobber vläicht, ech mengen, datt laang, säit 2013 anscheinend, un deem Code de déontologie geschafft gëtt. 2011 gouf e fir d'Éischt an enger Resolutioun gefuerdert.

No de Virkommnisser, iwwert déi mer hei am Haus héich an haart diskutéiert hunn, ass et, mengen ech, un der Zäit, fir dat net nëmmen op Sankt-Nimmerleins-Tag ze verschiben, mä fir do endlech e bëssen Damp dohannert ze maachen.

An déi Motioun hei ass genau als esou e Rappell a fermen Opruff formuléiert, net méi, net manner. Wann Der et also fir eng gutt Iddi fannt, da stëmmt et mat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems datt de Premierminister seng Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gemaach huet an d'Problematik ronderëm de Wuesstum komplett ausgeklamert

huet, wéilt ech haut am Numm vun der CSV-Fraktioun e puer Wuert iwwert d'Problemer verléieren, déi dëse Wuesstum notamment am Beräich vum Wunnengsmaart a Wunnengsbau mat sech bréngt.

Et gëtt ëmmer méi däitlech, datt dës Regierung null Strategie huet, kee Kapp, deen dat Ganzt ze steiere weess. All Ministère gëtt sech einfach selwer iwwerlooss a jiddweree wurschtelt fir sech a sengem eegenen Eck.

(Interruption et hilarité)

Dës Majoritéit ... Jo! Jo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Lies, loosst Iech net duerjerneebréngen! Dir hutt d'Wuert, an Dir eleng.

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà! Dës Majoritéit verdeckt d'Aen an hält d'Oueren zou a schalt einfach op Autopilot.

Wou bleiwen d'Strategië ronderëm de Logementsproblem? Huet Gambia 1 net viru sechs Joer vollmundeg dekretéiert, de Wunnengsbau wier eng absolutt Prioritéit? D'Madamm Nagel an den Här Bettel hu viru sechs Joer vum Bau vun 10.000 Wunnenge geschwat, datt dës schnellstméiglech solle gebaut ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... zur Chefsaach erkläert!

Plusieurs voix.- Jo!

M. Marc Lies *(CSV).*- A wien huet deklaréiert, 10.000 Wunnenge géife schnellstméiglech gebaut ginn? Wou si se dann? Wou sinn déi 10.000 Wunnengen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wa se deemools gebaut gi wären, da wäre se do.

M. Marc Lies *(CSV).*- Den Här Bettel huet deklaréiert viru sechs Joer, datt 10.000 Wunnenge gebaut ginn. Wou si se?

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Mir hu wéinstens zouginn, datt mir e Problem hätten. Dir hutt dat bis haut nach net zouginn, datt Dir de Problem net an de Gréff kritt hutt.

(Brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV).*- Kee Wuert vum Premier iwwert déi dramatesch Situatioun vu viru genau enger Woch virum Siège vun der SNHBM.

Wat ass aus dëser Prioritéit gi ronderëm de Wunnengsbau? D'Wunnengsbaupräisser sinn nach ni esou séier an d'Luucht gaange wéi iwwert déi lescht Joren: 11,4 % bei der Vente vun den Appartementer op ee Joer gesinn.

D'Präisser um Locatiounsmaart bei den Appartementer sinn zanter dem zweeten Trimester 2017 vun 19,8 Euro de Meterkaree an der Moyenne ëm méi wéi 6 Euro op 26,03 Euro de Meterkaree d'zweet Trimester vun dësem Joer an d'Luucht gaangen.

Vun dëser Präishausse wollt dës Regierung laang näischt wëssen. Vun Transparenz keng Spur! Nëmme well d'CSV-Fraktioun am Juni dëst op den Ordre du jour vun der zoustänneger Chamberskommissioun setze gelooss huet, huet de LISER och Informatiounen iwwert dës dramatesch Präissteigerung ginn. Wat de Locatiounsmaart ugeet, si keng historesch Statistike méi ze fannen, well de Site vum LISER iwwert den Habitat durable ënner „reconstruction" steet. Ass dat normal?

Sollten d'Fënsteren net grouss opgerappt ginn? A sollt net fir méi Transparenz gesuergt sinn? Sechs Joer duerno ass absolutt guer keng Spur méi vun Transparenz ze erkennen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eist Land wiisst an de leschte Joren ëm 10.000 bis 13.000 Awunner pro Joer. Bei den Aarbechtsplazen ass et äänlech. An Zäite vun esou engem Hyperwuesstum mussen och pragmatesch Léisunge fonnt ginn. Neen, dëst wëllt dës Majoritéit net.

Amplaz datt dës Majoritéit dohinnergeet a fir d'Éischt emol fir déi nächst Joren antizipéiert an d'Infrastrukturen an de Wunnengsbau op Vordermann bréngt, gëtt de Wuesstum nach virun ugefeiert mat neien Ureizer, neie Kaddoen, déi monter verdeelt ginn. Dëst suergt fir zousätzlechen Drock an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft.

Lauschtert de Leit no an eisen Dierfer, an eise Quartieren, déi sech net méi wuelfillen, sech vun der Politik komplett am Stach gelooss fillen, well hir Liewensqualitéit beanträchtegt gëtt duerch ze vill Chantieren, duerch ze vill Verkéier, an ech kéint nach weiderfueren!

Et ass eng Hyperwuesstumsspiral, déi anscheinend vun dëser Majoritéit gewollt ass. Huet de gréngen Deputéierten Henri Kox net viru véier Joer bei der Presentatioun vum Budget vun 2016 vun engem 1,2-Milliounen-Awunnerstat geschwat?

Den zoustännege Minister vum Aménagement du territoire, de François Bausch, ass sengem Parteikolleeg duerno ganz schnell zur Säit gesprongen an huet dës Zuele relativéiert respektiv erofgesat, well hie genau weess, datt dëst vusäite vun den Infrastrukturen iwwerhaapt net ëmsetzbar ass.

Virun e puer Deeg mengt d'Madamm Cahen awer nach, en Eemilliounenawunnerstat wär bis 2060 keng Fatalitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir sollen oppassen, datt eis 2.586 Meterkaree Landfläch net komplett zoubëtonéiert gëtt.

Une voix.- Quadratkilometer!

M. Marc Lies *(CSV).*- Quadratkilometer, richteg!

Haut sinn nach 85 % vun der ganzer Landfläch mat Bësch oder Gréngfläche bedeckt. Déi gréng Long vun eisem Ländche soll erhale bleiwen. Jo, mir mussen op Plaze verdichten, wou d'Ubannung un den ëffentlechen Transport gutt ass a wou sech d'Liewen ofspillt. Jo! Mir sinn eis hei awer net konsequent.

Dës Regierung an zemools déi gréng si sech net konsequent. Op där enger Säit gëtt en Hyperwuesstum dekretéiert an op där anerer Säit gëtt awer net dat gemaach, wat muss gemaach ginn, fir dësem Wuesstum och Rechnung ze droen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech kuerz bieden dann effektiv, datt ech dierft d'Kap vum Lokalpolitiker undoen - domat ass an deene leschte Joren oder Wochen net ëmmer jiddwereen heibannen d'accord gewiescht -, fir och déi Experienzen, déi um Lokalen dann iwwert déi lescht Jore vu menger Säit aus gemaach gi sinn, hei mat era kënnen ze bréngen.

An deene leschte Jore goufen an där Gemeng, déi ech besser kennen, eng ganz Partie Mesuren entaméiert, wat de sozialen oder subventionéierte Wunnengsbau ugeet. Et gouf vusäite vun der Gemeng ee PAP initiéiert, wou mat 40 verschiddene Proprietairen ee PAP iwwer eelef Hektar zesummen ëmgesat ginn ass, wou eng 400 Wunnengen dann haut kënne gebaut ginn, 100 dovu ginn der eleng ënnert de Kritäre vun deem sozialen oder subventionéierten ëmgesat.

An der leschter Woch war eng Presentatioun, genau op dem Dag vun haut, wou 21 Appartementer an 20 Haiser presentéiert gi si fir d'Vente ënnert de Kritäre vum Bail emphytéotique op 99 Joer an och mat engem Virkafsrecht op 99 Joer. Et wore 450 Leit an deem Sall, 450 Leit, déi effektiv erwaardungsvoll an dës Reunioun komm sinn, fir dann effektiv herno déi Formulairë vun der SNHBM ze kréien, fir dann eng vun deenen 41 Wunnenge kënnen ze erlaangen.

Zum Schluss vun der Reunioun, do ass een Drëttel vun alleguerten deene Leit mat grousser Erwaardungshaltung carrement op d'Bün gestiermt, fir déi Formulairen ze kréien, fir déi Éischt ze sinn, déi effektiv beim Siège vun der SNHBM da konnte sinn, fir d'Demande eranzereechen.

Wärend dëser Reunioun wore schonn eng 20 Leit, déi sech beim Siège afonnt hunn. Bis owes zwielef Auer hu 50 Leit virum Siège vun der SNHBM campéiert. An ech weess, wat sech do ofgespillt huet, well ech genuch Leit vun deene kennen, déi och an där Reunioun derbäi waren an déi bei eis an der Gemeng wunnen. Et ass ganz ziviliséiert ofgaangen.

Mä ass dat normal fir ee Land wéi Lëtzebuerg, datt effektiv iwwer honnert Leit an enger Nuecht musse campéieren, fir sech kënnen eng Wunneng ze leeschten?

Dat si keng Leit, déi effektiv um sozialen Hongerduch nagen. Et si Leit aus der Gesellschaft, aus der Mëttelschicht, déi sech effektiv do presentéiert hunn an effektiv gekuckt hunn, fir mueres hiren Dossier eranzereechen. Bis mueres néng Auer waren 130 Dossieren erageréecht fir 41 Wunnengen. Ech mengen, dat sollt ee sech eng Kéier virun Ae féieren!

An dann ass et den Här Bettel, dee virun enger Zäitche gesot huet: „Et ass dem Land nach ni esou gutt gaange wéi haut." Da soll een och kucken, datt een effektiv deene Leit weiderhëlleft, datt si och zu hirem kommen, wat se effektiv gären hätten: een Daach iwwert dem Kapp!

Une voix.- Très bien !

M. Marc Lies *(CSV).*- Ass et normal, datt jonk Famillen, datt jonk Leit mat Kanner an der Rei stoe mussen, fir genau dës Wunnengen ze kréien? Ass dat normal? Ass et normal, datt verschidde Regierungsmemberen den Noutstand beim Wunnengsbau nach ëmmer net erkannt hunn?

Firwat behënnert eng gréng Ëmweltministesch, wann et drëm geet, d'Erweiderung vum Perimeter ze maachen, wou Gemenge viru Joren Terrainen opkaaft hunn, do vu 76 % Proprietaire sinn, a probéieren, an deenen nächste Jore genau dat nach eng Kéier virunzeféieren?

Et ass ee Courrier de 15. Juli un d'Madamm Dieschbourg, d'Madamm Tanson an och un d'Madamm Bofferding gaangen. De 15. Juli! Bis haut keng Äntwert!

Sinn dat d'Prioritéite vun dëser Regierung? Ech kéint nach weiderfuere mat anere Courrieren. Ee vum 20. Juni och un den Ëmweltminister, wou et ëm déi duuss Mobilitéit geet vu Projeten: Bis haut keng Äntwert!

Dir Dammen an Dir Hären, de Wunnengsbau beschäftegt zurzäit déi ganz Natioun. An de leschte Méint ass eng Hiobsbotschaft no där anerer komm, wat d'Präisentwécklung ugeet an awer besonnesch wat den Aarmutsrisiko ugeet, dee méi a méi duerch déi héich Wunnengspräisser provozéiert gëtt.

Am September 2016, viru geschloenen dräi Joer, huet eist Land eng „warning" iwwer ee systemesche Risk am Beräich vum Immobiliemaart vun der EU kritt. Dës „warning" gëtt zanter Joren op déi laang Bänk gedréckt. Lëtzebuerg muss hei reagéieren. A gleeft mir, da gëtt et an deenen nächste Joren effektiv nach vill méi dramatesch fir jonk Menagen, fir iwwerhaapt zu engem Eegenheem ze kommen, wann dës Mesure bis ëmgesat sinn!

Datt dëser Regierung dëst an och aner Saachen net gefalen, hunn ech virdru scho gesot, andeems datt dës explosiounsaarteg Präisser mangelhaft kommunizéiert ginn an andeems datt dës Statistike verklausuléiert publizéiert ginn. Geschweige denn, datt de Stat am Beräich vum Bau vu soziale Mietwunnenge méi a méi an de Favoritismus iwwergeet!

Datt de Wunnengsbau keng einfach Saach ass an datt een d'Problemer net vun haut op muer aus der Welt geschafe kritt, dierft eis alleguer bewosst sinn an dat huet och ni ee Mënsch a Fro gestallt. Eist Land wiisst extrem séier. Am Grand-Duché missten all Joer ronn 6.000 nei Wunnenge gebaut ginn opgrond vun eisem jäerleche Populatiounswuesstum. Datt dës 6.000 Wunnengen net gebaut ginn, wësse mir och alleguer heibannen.

U wat läit et, datt mer mam Bau net nokommen? Éischtens sécherlech dorun, datt mir eis extrem schwéier di mat de Prozeduren. Bis datt haut en neit Lotissement duerch d'Prozedur ass, vergi gutt a gär zéng Joer, a ville Fäll geet et domat net duer. Beschwéierlech kënnt derbäi, datt d'Prozeduren och ëmmer nees ëmgeännert ginn. Datt am Perimeter och nach musse Kompensatioune gemaach ginn opgrond vum neien Naturschutzgesetz, hëlleft der Saach definitiv net weider. Amplaz Pragmatismus walten ze loossen, mécht dee vun der Madamm Dieschbourg gefouerten Ëmweltministère ëmmer nees e Strëch duerch d'Rechnung vun de Gemengen oder déi vun de Lotisseuren.

(Brouhaha)

Esou komme mir an dësem Land definitiv net weider an d'Präisser gi monter weider an d'Luucht: 10.000 Euro de Meterkaree bei engem Neibau ...

(Interruption par la présidence)

... sinn haut an der Stad a ronderëm d'Stad keng Seltenheet méi. Wéi soll an Zukunft nach een dat kënne bezuelen? Bleiwen hei net eng ganz Rëtsch vu jonke Leit a sozial méi schwaache Leit op der Streck? Kafe gëtt ze deier a vill Leit kënne sech en Eegenheem net méi leeschten.

Well d'Wunne méi a méi zu engem Luxus gëtt a sech geschwë kee méi eng Wunneng leeschte kann an d'Präisser an de leschte Joren exponentiell an d'Luucht gaange sinn, reechen ech dës Motioun eran, fir de Fräibetrag bei der TVA vu 50.000 Euro op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant que l'augmentation de la TVA en 2015 de 15 % à 17 % a eu un impact en termes de coûts sur les constructions destinées à l'habitation principale ;

- constatant que le coût supplémentaire à supporter au niveau des constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale en matière de TVA est plafonnée à 50.000 € ;

- constatant qu'avec la hausse du taux de TVA de 15 % à 17 % le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale a diminué de 416.667 € à 357.143 € ;

- constatant que le Gouvernement n'a pas adapté le montant maximum de l'avantage fiscal suite à l'augmentation de la TVA, qui reste fixé à 50.000 €, et que cette non-adaptation se traduit en des dépenses supplémentaires pour les propriétaires concernés ;

- rappelant que, pour les années 2009 à 2012, le plafond était fixé à 60.000 € ;

- constatant que cette décision a entre autres pénalisé les jeunes respectivement les jeunes familles désirant acquérir des constructions leur servant de résidence principale ;

- constatant que le coût du logement a considérablement augmenté au cours des dernières années et ne cesse de croître ;

- constatant in fine qu'entre le 1er trimestre 2010 et le 1er trimestre 2019, la hausse cumulée du prix de vente des logements atteint plus de 40 % et que les prix des terrains à bâtir ont augmenté d'environ 6,1 % en moyenne par an,

invite le Gouvernement

- à porter la limite de la TVA remboursable par logement créé ou rénové de 50.000 € à 100.000 € afin de soulager considérablement les acquéreurs potentiels d'un logement et notamment afin de favoriser en première ligne l'accès des jeunes ménages à leur premier logement ;

- à modifier l'article 1er du règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives en remplaçant les termes « cinquante mille euros » par ceux de « cent mille euros ».

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

7. Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies

Am selwechte Kontext reechen ech eng Proposition de loi eran, fir de Crédit d'impôt vun 20.000 Euro op 50.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

7484 *- Proposition de loi*

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- D'Locatiounspräisser lafen aus dem Rudder. Mat enger exorbitanter Steigerung vun der Locatioun an de vergaangenen zwee Joer ka sech d'Regierung dës Hausse zu engem gudden Deel op den eegene Fändel schreiwen, dëst opgrond vun der Upassung vun der TVA vun 3 % op 17 % bei Zweetwunnengen.

Well geschwënn déi jonk an och déi sozial méi schwaach Leit sech eng Wunneng net méi leeschte kënnen, souwuel wat d'Acquisitioun wéi d'Locatioun ugeet, wéilt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Proposition de loi iwwert den Optiounskaf erareechen, wou besonnesch jonke Leit op der Sich no enger Wunneng - am Ufank zur Locatioun, duerno zum Verkaf - soll gehollef ginn.

Fir eng Kéier a kuerze Wierder ze explizéieren, ëm wat et geet: Locatiounskaf (veuillez lire : Den Optiounskaf) ass deen, datt sech jonk Menagen, nodeems datt se effektiv vun der Schoul kommen, oder och aner Menagë wärend fënnef Joer eng Wunneng uloune ginn, dat zu engem Loyerspräis vu maximal zéng Euro de Meterkaree. Innerhalb vun deenen zéng Euro de Meterkaree gëtt nach ee Véierels dovunner op e Spuerkont gesat, fir datt no deene fënnef Joer, wa se bei e Banquier ginn, fir sech déi Wunneng - déiselwecht Wunneng - kënnen ze kafen, och déi Suen dann ugespuert sinn, fir effektiv als Cashgarantie kënne bei enger Bank hannerluecht ze ginn.

De Verkaf soll herno bei ëm 3.000 Euro de Meterkaree leien. Dëse Kontrakt soll zum Ufank

Le saviez-vous ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

vun dem Optiounskaf definéiert ginn. An natierlech geet dat Ganzt iwwer Bail emphytéotique op 29 Joer (veuillez lire : 99 Joer) mat engem Virkafsrecht vun 99 Joer.

Une voix.- Très bien !

7485 *- Proposition de loi*

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- An därselwechter Proposition de loi, vu datt et massiv u soziale Mietwunnenge feelt a fir datt dës Wunnenge fir ëmmer am Notze vun der Allgemengheet solle bleiwen, proposéiert d'CSV, fir de Subsid bei de Gemenge vu 25 % op 90 % (veuillez lire : vu 75 % op 90 %) a bei de Promoteurs publics vu 70 % op 80 % beim Bau an d'Luucht ze setzen, mat der Konditioun, datt dës Wunnengen ni méi däerfe verkaf ginn an datt de Loyer iwwert de Règlement grand-ducal vun 1988 (veuillez lire : vun 1998) applizéiert soll ginn.

Den Aarmutsrisiko geet dramatesch an d'Luucht. Déi lescht Statistike ginn awer just bis d'Joer 2017 zréck. Wann an de kommende Joren d'Analys vun de Joren 2018 an 2019 gemaach gëtt, ech mengen, da ginn eis alleguerten d'Dronkenellen aus. Den Aarmutsrisiko an der ganzer Populatioun ass dramatesch an d'Luucht gaangen. Bei de monoparentalle Menagë läit de Risiko, nodeems datt d'Chargen ofgaange sinn, bei 66 %.

Rifft dëst keng Regierung, rifft dëst keng Sozialistesch Aarbechterpartei, rifft dëst kee Premierminister op de Plang? Et schéngt net esou!

Dir Dammen an Dir Hären, kuckt Iech eng Kéier d'Statistike vun den Offices sociaux un! Den Haaptproblem ass, fir abordabele Wunnraum ze fannen. D'Gesetz ronderëm d'Offices sociaux muss reforméiert ginn, an déijéineg Offices sociaux, déi Wunnenge vermëttelen, ob dat iwwert d'AIS oder sozial Mietwunnenge vun de jeeweilege Gemengen de Fall ass, musse méi Ressourcë kréien, fir en adequate Suivi social a financier mat dëse Menagë kënnen ze maachen.

Ech maachen en Appell un déi zoustänneg Ministeren: Maacht d'Aen op an handelt, ier et ze spéit ass an eng ganz Schicht vu Leit definitiv net méi iwwert d'Ronne kënnt! Dëst wor och en Appell vum Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei.

Et muss méi Offer op de Wunnengsmaart kommen, dëst souwuel am private wéi besonnesch awer och am ëffentleche Wunnengsbau. Eist Land brauch eng Strategie, wéi dat ze maachen ass. Mir brauchen Tatendrang, kee Geplänkels, an dëst vun alle Regierungsparteien!

An deene leschte Méint gouf ëmmer vu Regierungssäit gesot: „Mir hunn nach 2.800 Hektar am Perimeter, déi kënne verbaut ginn." Dat ass richteg a stellt och kee Mënsch a Fro. Wéi dës 2.800 Hektar awer solle viabiliséiert ginn, dorop huet keen eng Äntwert.

D'Applikatioun vum Quart-taux op der Plus-value huet sécher eng gewëssen Inzidenz, fir Terrainen ze bebauen, mat sech bruecht. Aus dësem Grond reechen ech eng Proposition de loi eran, fir de Quart-taux op der Plus-value nees vun 2020 bis 2022 anzeféieren.

7486 *- Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ëm 80 % vun de Proprietairë vun den 2.800 Hektar si Personnes physiques; et sollt een et nach eng Kéier mam Zockerbrout probéieren. Et musse sech awer och aner Gedanke gemaach ginn iwwer eng eventuell Mise à disposition vun dësen Terrainen. Déi momentan Situatioun op de Finanzmäert incitéiert d'Leit bestëmmt net, fir vum Foncier an de Cash ze goen. Den ëffentleche Promoteur, de Stat oder d'Gemengen, hu just e Brochdeel vun dësen 2.800 Hektar, wat e Riseproblem ass, fir an Zukunft iwwerhaapt nach abordabele Wunnraum ze schafen. Frot déi ëffentlech Promoteuren!

8. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

Heimat reechen ech eng aner Motioun eran, fir d'Regierung opzefuerderen, eng Spekulatiounssteier op onbebauten Terrainen an op eidel stoende Wunnengen anzeféieren. Ausgeschloss vun dëser Steier sollt de Besëtztum am Fall vum Eegennotzen am direkte Grad sinn an am Fall vum gewerblechen Notzen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant le manque de logements disponibles et l'évolution rapide des prix sur le marché du logement ;

- constatant que les communes ont la possibilité de percevoir une taxe d'inoccupation sur les immeubles bâtis destinés au logement qui ne sont pas occupés pendant une période de 18 mois consécutifs, ainsi qu'une taxe de non-affectation à la construction sur les terrains à bâtir qui sont depuis trois ans susceptibles de faire l'objet d'une autorisation de construire et pour lesquels les travaux de construction n'ont toujours pas débuté ;

- constatant que seulement huit communes (Beckerich, Bettendorf, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre, Redange/Attert, Roeser, Winseler) ont introduit une taxe d'inoccupation et deux communes une taxe de non-affectation à la construction (Esch-sur-Alzette, Roeser) ;

- constatant que les communes ont le droit d'introduire un impôt foncier sur les immeubles bâtis et non bâtis ainsi que les terrains à bâtir à des fins d'habitation (impôt foncier B5 et B6) ;

- constatant que pour l'année d'imposition 2019, 78 communes ont introduit l'impôt foncier B6 « terrains à bâtir à des fins d'habitation » ;

- prenant acte que le taux multiplicateur B6 varie entre 235 € et 1.500 € ;

- constatant une grande réticence au niveau communal à appliquer concrètement la taxe d'inoccupation respectivement de non-affectation ;

- estimant que le montant du taux multiplicateur est très bas, de sorte que l'impact fiscal pour les propriétaires reste limité ;

- estimant que les taxes communales existantes s'avèrent insuffisantes pour lutter contre la spéculation ;

- concluant que les logements et terrains longtemps inoccupés pour des raisons de spéculation devraient être taxés de manière plus élevée via une taxe nationale,

invite le Gouvernement

- à présenter une taxe nationale afin de lutter contre la spéculation sur les biens immobiliers inoccupés et les terrains à bâtir non utilisés ;

- à veiller que cette taxe ne soit pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance ;

- à veiller que cette taxe ne frappe pas les immeubles destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou libéral ;

- à reformer l'impôt foncier afin de lutter contre la spéculation.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies

M. Marc Lies *(CSV).*- De Promoteur public huet sécherlech nach Aarbecht iwwert déi nächst Jore fir déi Terrainen, déi eng SNHBM an de Fonds du logement am Besëtz hunn. Den Opkaf vun Terrainen am Perimeter gëtt einfach ze deier, fir nach kënnen abordabel Wunnengen ze bauen. Mir mussen haut awer schonn drun denken, wat an 10 oder 15 Joer ass. Wann d'Jalonen haut falsch gesat ginn, dann hëlleft eis dat an Zukunft definitiv net weider, just au contraire!

Den ëffentleche Promoteur oder de Stat muss haut schonn Terrainen opkafe goe fir d'Baue vu muer. De Perimeter muss haut opgemaach gi fir de Wunnengsbau vu muer. Wann ech de Fraktiounschef vun de Sozialisten de Moie richteg verstanen hunn, da fuerdert och déi Sozialistesch Aarbechterpartei datselwecht.

Et musse Parametere gesat ginn, datt de Landbesëtzer an d'ëffentlech Hand vun enger Ëmklasséierung an de Perimeter profitéieren. Et muss eng Win-win-Situatioun geschafe ginn, wou de Proprietaire ee gudden Deel vu sengem Besëtz um fräie Maart veräussere kann, an deen aneren Deel, ob dat 20 %, 30 % oder 40 % sinn, soll dann am Sënn vun der Solidaritéit un de Stat, d'Gemeng oder en ëffentleche Promoteur verkaf ginn.

Mat Landbesëtzer mengen ech och de Bauer. Hie muss virun d'Méiglechkeet hunn oder weider kréien, fir adequat Flächen zur Bewirtschaftung vu sengem Betrib ze behalen. Dëst ka beispillsweis iwwer en Tosch vu Fläche gemaach ginn.

Fir datt och de Promoteur public mam Fonds du logement méi schnell un Terraine ka kommen, andeems de Verkeefer net op der Plus-value besteiert gëtt, reechen ech eng nächst Proposition de loi eran.

7487 *- Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes*

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

10. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

M. Marc Lies *(CSV).*- Fir der Demande un abordabelem Wunnraum nozekommen, brauche mir méi Akteuren um Immobiliemaart, esou wéi d'CSV et zanter Jore fuerdert, eng zousätzlech Struktur, déi Terrainen opkafe geet, de Gemenge bei der Viabilisatioun vun Terrainen hëlleft an duerno och d'Gestioun vu soziale Mietwunnenge mécht.

D'Gemenge musse méi Efforte maachen, wat jo vun der nationaler Politik och gefuerdert gëtt. Wann dann awer Gemengen do sinn, déi abordabele Wunnraum wëlle schafen, da soll de Stat dës Gemengen och schaffe loossen. Et kann dach net sinn, datt d'Gemengen am Kader vun der Refonte vum PAG Terrainen ëmklasséiere wëllen, fir genau dëser Demande Rechnung ze droen, an da gi se vum Ëmweltministère einfach ëmgedréit!

Mir brauchen och de privaten Akteur an och hei muss de Stat hëllefen. Déi budgetär Mëttele mussen an de kommende Joren exponentiell an d'Luucht gesat ginn. Dës Regierung ass gefuerdert ze agéieren.

„Et ass dem Land nach ni esou gutt gaange wéi haut", dat sinn d'Wierder vum Xavier Bettel. D'Wunnen ass e Recht an aus dësem Grond fuerdere mir d'Regierung op, massiv an de Wunnengsbau ze investéieren. D'Präisser souwuel beim Verkaf wéi och bei der Locatioun hu sech an de leschte Jore méi wéi verduebelt. Wann een iwwer 40 Millioune fir de gratis ëffentlechen Transport kann ausginn, wat kee Mënsch gefrot huet, da muss dës Regierung och derfir suergen, datt méi Geld an de Wunnengsbau fléisst.

Fräi nom Motto: méi abordabele Wunnraum schafen duerch d'Erweiderung vum Perimeter; Loyere vun 10 Euro de Meterkaree. An de Verkaf ëm 3.000 Euro de Meterkaree iwwert den Optiounskaf muss assuréiert ginn.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun hunn ech am ganzen zwou Motiounen a véier Proposition-de-loien agereecht. Léif Regierung, et ass elo un Iech!

Merci wéilt ech de Mataarbechter aus der Fraktioun soen, a besonnesch dem Marc Reiter fir seng wäertvoll Mataarbecht, deen un dëse Propositiounen an awer och Motioune matgeschafft huet.

Zum Schluss Merci Iech alleguerte fir Äert Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Lies, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Minister Kersch?

M. Marc Lies *(CSV).*- Ganz gär.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Schank, ech si jo elo Aarbechtsminister ...

Plusieurs voix.- Här Lies!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Lies, pardon! Ech si jo elo Aarbechtsminister ...

(Hilarité)

... an do hunn ech geléiert, dass ouni ze schaffen näischt geschafe gëtt. An duerfir froen ech mech ... Wann ech och nach Ären Ufank vun der Ried ganz gutt nogelauschtert hunn, hunn ech fonnt, dass dat an der Linn war mat deem, wat Äre fréiere Fraktiounspresident, de Claude Wiseler, hei gesot huet, dass mer misste méi lues maache mam Wuesstum, dass dat déi entscheedend Fro wär vun eisem Land.

Op där anerer Säit sot Der awer, mir sollten de Leit nolauschteren, d'Leit hätten d'Flemm mat de Schantercher, d'Leit hätten d'Flemm, dass se net méi kéinte sech bewegen, si géifen erstécken, sech praktesch wéi virum Erstéckungsdoud fillen. Et ass e bëssen esou, wéi Der Iech ausgedréckt hutt. Ech froe mech just, wéi mer déi 6.000 Wunnengen, déi Der gären hätt an déi mer alleguerte gären hätten, wéi mer déi sollen ouni Schantercher realiséieren!

An op där anerer Säit ass et jo och esou, dass, wa mer déi 6.000 Wunnenge wëlle bauen, da geet et jo net nëmmen domat duer. Mir brauchen duerfir och Schantercher vu Stroossen, mir brauche Schantercher vu Kläranlagen, mir brauche Schantercher vu Schoulen. Also ech mengen, mir mussen eis awer e bësse kohärent sinn an deem Message, dee mer wéilte ginn. An ech hat e bëssen den Androck, dass dee Message, deen Dir gi wéilt, e ganz anere war wéi deen, deen de Claude Wiseler ginn huet.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass net wouer!

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech weess net, wou dat dem Claude Wiseler soll widdersprach hunn. Ech mengen, de Kärmessage wor genau deen, datt net genuch Wunnraum do ass, datt net genuch abordabele Wunnraum do ass. An ech mengen, Dir braucht elo weder dem Claude Wiseler nach mir d'Wierder am Mond ze verdréien. Ech mengen, dat do ass definitiv net zilfürend. De Message - mat deene puer Minutten, déi ech d'Méiglechkeet hunn, hei uewen ze stoen - wor ganz kloer deen.

(Interruption)

Well wann een effektiv kuckt, wéi sech verschidde Leit dobausse mat Hänn a mat Féiss mussen demerdéieren, fir effektiv nach en Daach iwwert dem Kapp ze kréien, Här Kersch, da fannen ech effektiv déi dote Fro elo e bëssen iwwerspëtzt an dee Moment awer och d'Saach dramatiséiert ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä erkläert mir just, wéi mer de Wuesstum solle bremsen, wa mer d'Perimeteren opmaachen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci!

M. Marc Lies *(CSV).*- Duerfir wär ech frou, wann effektiv dat doten ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci den zwee Intervenanten!

M. Marc Lies *(CSV).*- De Message ass ganz kloer deen: de Wunnengsbau.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Erkläert mir, wéi mer de Wuesstum solle bremsen an d'Perimeteren opmaachen! Dat géif ech gär wëssen!

(Brouhaha et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ass et de Point d'ordre?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech hunn, Här President ... Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wannechgelift!

Une voix.- Dat heescht, d'Regierung seet: „Mir bauen näischt."

Une autre voix.- Genau! Genau!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech wollt vläicht ...

(Brouhaha)

Här President, wann d'Kolleege wannechgelift wéilten nolauschteren, dat wär ganz gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo. Fuert duer, Här Kartheiser! E Point d'ordre.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt mech un Iech adresséieren, fir e Point d'ordre virzebréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, da sot en!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn elo e puermol ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... intervenéiert opgrond direkt vun den Interventiounen un d'Deputéiert. Ech wollt just drun erënneren, datt d'Prozedur jo virgesäit, datt d'Regierung och muer de Moien nach eng Kéier kann d'Wuert ergräifen. An ech mengen, dat ass déi normal Prozedur. Et ass haut un den Deputéierten, fir hir Interventiounen ze maachen. D'Regierung ass gebieden nozelauschteren. Mir si frou, datt vill Ministeren do sinn. An hir Reaktioune kënne muer de Moien, mengen ech, an adequater Form virbruecht ginn. Mä datt mer elo all Kéiers en Dialog tëschent Regierungsvertrieder an Deputéierten hunn, ass vläicht net déi richteg Prozedur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Kartheiser, ech mengen, mir kënnen eis deen dote Point d'ordre erspueren. Bis op Weideres ass et nach de President, deen d'Wuert hei weidergëtt. An am Sënn vun enger lieweger Diskussioun erlaben ech och, wann den Orateur do dermat d'accord ass, fir eng Zwëschebemierkung ze maachen, an dat ëmsou méi, well den Orateur jo dann och nach eng Kéier kann dorop reagéieren. Wann Dir awer gär eng Debatt hei hätt wéi an enger Doudemass, da sot dat!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- An England ass et méi lëschteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà! Dat gesot, ass deen nächste Riedner den Här Franz Fayot.

(Interruptions)

Ech hoffen, dass ech dann nach an Ärem Réck sëtzen! Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, an deem Bild, dat de Premier vun eisem Land gezeechent huet gëschter, ass villes positiv: gesond Statsfinanzen, héich Investitiounen, eng Wirtschaft, déi dréit, héich sozial Standarden. Mä et gëtt och e puer ganz seriö Challengen, déi mer mussen ugoen am Interessi vun eise Kanner a vun den zukünftege Generatiounen.

Gëschter hunn ech e Film gesinn, dee mech zréck a meng zaart Jugend gehäit huet.

(Hilarité)

Dat ass dem Andy Bausch säin ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir waart eng Kéier jonk, Här Fayot?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, ech sinn net méi gradesou jonk!

... dem Andy Bausch säin neien Documentaire iwwert d'80er Joren. D'80er Jore waren, wéi haut och, eng Zäit vum Ëmbroch, vun enger Transitioun: aus der Stolkris zu de Banken a Satellitten deemools, vun enger traditioneller Ekonomie an eng digitaliséiert an eng nohalteg haut. Et war och deemools wéi haut d'Zäit vun enger gewëssener Angscht: de Kale Krich, de sauere Reen, mä virun allem virun der Atomenergie, mat där d'Schafung och vun der grénger Partei ëmhiergaangen ass, déi nach ëmmer do ass, wat muncher hinnen deemools net virausgesot hätten, och aus de Reie vu menger Partei, an déi souguer haut an der Regierungsverantwortung sinn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Mä trotz allem mengen ech, dass deemools nach méi Onbekëmmertheet do war, dass d'Onsécherheet fir déi Jonk, wat hir Zukunft ugoung, net esou grouss war, wéi dat haut de Fall ass. A munchen Hisiichten hunn eis Kanner a Kandskanner haut manner gutt Perspektiven, wéi dat nach bei de Jonken an de 70er, an den 80er Joren de Fall war, wat hir Bildung ugeet, hir professionell Zukunft an enger Aarbechtswelt am Wandel, hir sozial Situatioun, besonnesch, wat d'Wunnen ugeet, hir Pensioun an natierlech, wat d'Situatioun vum Planéit ugeet. Dëst stellt eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet, bei där mer alleguerten eng ganz seriö Verantwortung hunn.

Här President, wa mer d'Wëssenschaft eescht huelen, an als LSAP wëlle mer dat definitiv maachen, wa mer d'Rapporte vum GIEC eescht huelen, déi ëmmer méi alarmant ginn, da musse mer schnell handelen. Dann hu mer nach néng bis zéng Joer, fir eis Wirtschaft, eis Welt ze dekarboniséieren.

Mir wëssen, dass déi Jonk, déi op d'Strooss ginn, eis Politiker dat net méi zoutrauen. Mir hunn hei eng Bringschuld. Mir mussen hei liwweren an deem Beräich, well déi politesch Reaktioun ze laang op sech waarde gelooss huet. Well mer net genuch, net decidéiert genuch reagéiert hunn, sinn déi Jonk haut mefiant eis all géigeniwwer.

Dofir huet dem Premier seng Ried gëschter mir Hoffnung gemaach, well e laang iwwert de Klimawandel geschwat huet an déi richteg Constate gemaach huet. Dofir si mer elo gefuerdert, den Alex Bodry huet dat de Moie scho gesot, en ambitiéise Klimapak ze liwweren, dee kloer a konkret Objektiver formuléiert, déi och chiffréiert sinn, mat enger Feuille de route, enger Feuille de marche, wéi mer déi Klimaziler aus dem Paräiser Ofkommes wëllen anhalen. Dat ass eng enorm Erausfuerderung fir d'Politik, eng, déi vläicht an där Envergure an an där Urgence nach net do war.

Här President, et ass dëst eng Fro vu politescher Prioritéit par rapport zu enger Urgenz. An den 80er Joren, och dat huet dem Andy Bausch säi Film gewisen, hu mer d'ARBED gerett mat am Endeffekt 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Deemools ass en Impôt de solidarité agefouert ginn, deen net iwwerall am Land d'selwecht gutt gedroe war. Mä mir hunn dat gemaach, well mer gemengt hunn, dass mer d'ARBED net kéinte rutsche loossen, well mer gemengt hunn, dass dat der sozialer Kohäsioun hei am Land géif ze vill Schued maachen. Deemools hate mer d'Resilienz, fir dat ze maachen.

2008 hu mer d'Banke gerett, d'BIL an d'Fortis, mat ongefeier dräi Milliarden Euro. Domat ass eis Statsschold stënterlech op iwwer 20 % vum PIB gewuess. Och dee Schock hu mer absorbéiert.

Virun e puer Joer, 2013, ass d'TVA um Commerce électronique ewechgefall, och quasi relativ plëtzlech. Do hu mer missen eng Milliard Euro all Joers kompenséieren an eisem Statsbudget. Deemools hu mer dowéinst, aus deem Grond den Zukunftspak gemaach an hunn och d'TVA relativ staark missen eropsetzen.

Dat sinn alles Beispiller, méi oder wéineger rezent, wou mer Urgenze konnte géigefinanzéieren. An dofir muss et och méiglech sinn haut, fir ons Klimaziler ze erreechen, mat deenen néidege finanzielle Mëttelen aktiv ze ginn. An d'OCDE huet ons an hirem Rapport vum Juli dëst Joer och bescheinegt, dass mer déi Marge budgétaire hunn.

Dofir, nach eng Kéier, ass et wichteg fir ons a mir plädéieren als LSAP derfir, fir en ambitiéise Klimapak ze schnüren, mä och fir staark ekologesch Akzenter an der nächster Steierreform ze setzen, déi awer, an och dat soen ech, dat ass fir ons extrem wichteg als LSAP, sozial verträäglech musse sinn. An den Alex Bodry huet dat och de Moie schonn a senger Interventioun gesot.

En zweete Punkt, op deen ech gäre géif kuerz agoen, ass dee vun der Wunnengspolitik. Do si schonn eng ganz Rei Saache gesot ginn. An ech mengen, mir sinn all d'accord, fir ze soen, dass dat eng sozial Bomm ass an onsem Land. D'Präisser sinn nach eng Kéier ëm 11 % eropgaangen 2019, nodeem se schonn 2018 extrem staark gewuess waren, à tel point, dass den Observatoire de l'habitat sech gefrot huet, ob dat en Accident wär, ob dat eng extraordinär Croissance wär a wéi déi sech géif explizéieren.

Dëst Joer schéngt et esou, dass dat sech confirméiert, déi extraordinär Hausse, a mir si gespaant drop, fir ze kucken, wéi dat sech dann elo effektiv erkläert. Mä et si verschidden Indicateuren do. Et gëtt hei zwee Punkten, déi, mengen ech, wichteg sinn.

Déi éischt Fro ass déi, wéi mer déi 50.000 bis 80.000 Wunnenge mobiliséieren, déi mer u Baupotenzial hunn am Bauperimeter.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

De LISER huet an enger Studie gewisen, dass mer eng extraordinär Konzentratioun hunn op onsem Marché foncier. Just fir Iech e puer Chifferen ze ginn: De Gros vun där Réserve foncière gëtt gehale vu Gruppe vu Familljen. 2.000 Gruppe vu Persounen hale 75 % vun där ganzer Réserve foncière. 537 Gruppe vu Persounen hale 50 % an 89 Gruppen hale 25 %.

An der Stad Lëtzebuerg ass déi Konzentratioun nach vill méi uerg. Do hunn 10 % ganzer 73 % vun der Réserve foncière. D'Zuel vun deene Leit, déi déi Réserve foncière halen, spillt och eng Roll, well wat et der manner sinn, wat déi Planification patrimoniale mat deenen Avoire méi grouss ass. Dat heescht u sech, dass, wann een en enorme Stock huet vun Terrainen, een deen natierlech just au compte-gouttes fräigëtt. Et lancéiert een natierlech net alles an engem Coup op de Marché. Dat heescht u sech, dass onse Levier, fir eppes um Niveau vun der Offer ze maachen, esou grouss net ass.

An, Här Lies, Dir hutt eng ganz Rei vu Propositiounen, Motiounen a Resolutiounen hei deposéiert, an déi meescht dovunner ginn an d'Richtung, fir Subventiounen, fiskal Incitativen ze schafen, fir och de Quart-taux erëm anzeféieren. Dat sinn alles Mesuren, déi kann een all maachen. Mä dat heescht awer nach net, dass méi gebaut gëtt. Och dat soen ons de Rapport an d'Studie vum LISER. Mir hunn also hei e Problem vu Konzentratioun op deem Marché a mir mussen ons seriö froen, wéi mer do dohannerkommen.

Den zweete Punkt, dat ass deen, dass och ons Fiskalitéit, d'Präisser um Immobilier natierlech extrem héich sinn. Et ass extrem attraktiv hei zu Lëtzebuerg, fir an den Immobilier ze investéieren. Mat der Fiskalitéit, kombinéiert mat der Croissance vun de Präisser, huet ee Rendemente vun tëschent 7 % an 9 %. Dat ass enorm. Dat schléit natierlech all aner Investissement, sief et a Geld oder sief et a Valeur-mobilièren.

Et ass attraktiv bei ons, fir mat Immobilien ze spekuléieren. Dat penaliséiert natierlech komplett d'Primo-arrivanten op deem Marché. A mir mussen an där nächster Steierreform ganz seriö nodenken, wéi mer déi Fiskalitéit do op de Leescht huelen.

Just fir zwou Saachen dozou ze soen: Engersäits hutt Der bei enger Acquisitioun vun enger Immobilie fir Investissementszwecker deen Amortissement accéléré vu 6 % d'Joer. En plus kënnt Der nach Zënsen ofsetzen. Dat, kombinéiert nach eng Kéier mat der Hausse vun de Präisser, gëtt lech en Investissement, deen net ze schloen ass. Dat kann net sinn. En plus, wann Der en an en Instrument paakt wéi e SIF immobilier, ass en total neutraliséiert um steierleche Plang.

Hei gëtt spekuléiert mat Immobilien. Dat kann net sinn. Immobilie sinn, Wunnen ass e Mënscherecht a kee Spekulatiounsobjet. Wa mer wëllen upaken, wa mer wëllen d'Offer an d'Luucht setzen, wa mer wëlle Logement mobiliséieren, da si mer an der Flicht, fir hei ze agéieren.

Här President, en drëtte Punkt, deen ech och wëll kuerz uschneiden, ass d'Fro vum Wuesstum an der Ausriichtung vun onser Wirtschaft.

Et ass gewosst, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn am Kader vun dësem Debat, mir sinn an enger Aart Wuesstumsfal. A politique inchangée, wa mer wëlle weider op deem Fouss liewe wéi elo, brauche mer eng héich Croissance, dat ass gewosst. Dat heescht méi Leit, méi Trafic, méi Emissiounen.

Eng Fro, déi mer ons musse stellen, déi mer ugefaangen hunn, ons seriö ze stellen am Kader vun deem Rifkin-Prozess, ass, wéi ee Wirtschaftsmodell nach ugepasst ass un den haitege Kontext. Mat Rifkin hu mer déi richteg Froe gestallt an och wichteg Constate gemaach. Mir hunn decidéiert, dass mer méi a Kreeslafwirtschaft wëlle goen. Mir hunn decidéiert, dass d'Économie du partage e wichtegen Akzent ass.

Mir hunn och gesinn, dass mer musse vill méi déi lokal Produktioun encouragéieren, notamment an der Landwirtschaft, mä och a villen anere Beräicher, dass mer den Artisanat mussen encouragéieren a lokal Betriber an Déngschtleeschtungsbetriber förderen.

Eng aner interessant Pist ass déi vun der Kreativitéit vun de Secteure vum Care, alles wat Santé ass. Wa mer dat eescht huelen, wat ons gesot gëtt vu verschiddene Sourcen, dass all déi Beruffer, all déi Aktivitéiten, déi net kënnen ewechrobotiséiert ginn, déi mat Kreativitéit, déi mat Mënschlechkeet zesummenhänken, am Fong och Secteure vun der Zukunft sinn, musse mer och déi an Zukunft méi staark encouragéieren an onser Wirtschaftspolitik. Wat natierlech net heescht, dass mer net sollen eng intelligent Industriepolitik maachen, wat net heescht, dass mer solle reng an eng Tertiairesekonomie goen. Mä ech mengen, dass mer hei mussen op si fir déi Evolutiounen, déi mer dobausse gesinn a wou mer och, mengen ech, zu Lëtzebuerg all d'Chancen hunn, fir do u sech interessant Aktivitéite bei ons unzezéien.

Wat de Wuesstum ugeet, ass dat eng Diskussioun, dat ass och scho vu verschiddene Säite gesot ginn, notamment vum Josée Lorsché an, ech mengen, och vum François Benoy, ech mengen, dass mer de Wuesstum falsch moossen. Mir moossen e just mam PIB. An de PIB ass eng reng industriell Mesure. Dat ass den Indice de Kuznets, deen en industriellen Output mesuréiert, deen ons awer näischt seet iwwert den Zoustand vun der Natur, deen näischt ausseet iwwert den Niveau vun Ausbildung vun de Leit, deen ons näischt seet iwwert den Zoustand vun den Infrastrukturen an engem Land, deen de soziale Fridden ausse vir léisst an natierlech och d'Wuelbefanne vun de Leit. Alles dat muss awer a Rechnung gezu ginn. An dofir géif och ech derfir plädéieren, dass mer de PIBien-être méi seriö huele wéi dat, wat mer fir de Moment maachen, an dass mer och kucken um internationalen Niveau, dass mer ons derfir asetzen, dass méi eng holistesch Vue vum Wuelbefanne vun enger Gesellschaft zréckbehale gëtt.

D'80er Joren, dat war u sech och d'Gebuertsstonn vun enger globaliséierter Maartwirtschaft, vun deem Trend vun total dereguléierter Wirtschaft, deem wat mer haut communement Neoliberalismus nennen, vun där Wirtschaftsform, där Aart a Weis ze wirtschaften a vun hire Begleiterscheinunge vu sozialer Ongläichheet, Zerstéierung vun onsem Planéit a Fixatioun op schnelle Profitt, vun där mer haut, mengen ech, mussen ewechkommen.

Mir mussen awer um Wee dohin, um Wee an där sozialekologescher Transitioun d'Mënsche mathuelen. A mir musse besonnesch déi mathuelen, déi déi Schwächst sinn an onser Gesellschaft, déi, op déi den Alex Bodry de Moien a senger Ried esou androcksvoll agaangen ass. An dofir musse mer, wa mer d'Pollutioun besteieren, wa mer och onse Steiersystem op de Leescht huelen, d'Besteierung vum Karbon a vun der Pollutioun, fir d'Éischt déi déckste Verbraucher probéieren ze treffen, ier mer déi viséieren, déi zum Beispill op hiren Auto ugewise sinn, fir laang Trajeten ze maachen, well se sech keng Wunneng méi kënne leeschte bei hirer Schaff oder well se keen Zuch a kee Bus hu bei hirer Wunneng, fir op hir Schaff ze kommen. Do musse mer oppassen, dass mer déi Transitioun och sozial gerecht hikréien.

Här President, als Konklusioun: Wat och mir Angscht mécht a wat mech, obwuel ech en Optimist sinn, heiansdo e bësse vun der Politik decouragéiert, och a menger Responsabilitéit als Papp vun dräi Kanner, dat ass, dass mer kee Konsens, kee Kompromëss méi fannen an dëse Froen.

Vun deenen enge gëtt gesot, dass ee keng Verbueter a keng Steieren dierf afeieren. An hei gëtt déi „Verbuetspartei"-Rhetorik beméit, déi ech am Fong net gutt fannen, déi an Däitschland och vill an der Diskussioun war, bei deenen, déi jo u sech just soen, dass ee soll mat Encouragementer, mat Erzéiung schaffen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et wonnert mech net, dass den „très bien !" vun Iech kënnt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir wësst einfach, wat gutt Politik ass.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mä dat ass a mengen Aen eng Bankrotterklärung vun der Politik. Politik, dat heescht an engem gewëssene Moment, an engem gewëssenen Etat vun der Gesellschaft Regele fixéieren. Ech mengen net, an ech sinn do komplett op enger Linn mat deem, wat den Alex Bodry sot, dass mer hei just kënne mat Incitativen a mat Educatioun schaffen. Mir mussen hei Regele fixéieren. Dat kënne Steierregele sinn, dat kënnen aneraarteg Regele sinn, déi mussen intelligent sinn, déi musse gutt duerchduecht sinn. Mä mir kënnen hei nëmme mat Regele schaffen an dësem Beräich, soss komme mer net duerch de Bësch.

Anerer fannen, dass mer aus dem Hamsterrad eraus mussen, dass mer d'Wuelbefanne vun der Bevëlkerung sollte privilegéieren. Jo! Jo, ech sinn d'accord. Mä op deeneselwechte Bänke si Verfechter vu just deem Hamsterrad, vun deem „weider esou", ëmmer weider esou, vun engem Festhalen u sech un deem ale Modell aus den 80er an 90er Joren, och wat d'Finanzplaz ugeet.

Wéi geet dat zesummen? Ech weess et net! Dat ass eng Fro, déi mech awer interesséiert.

Ech wënsche mer, dass mer an all deene Beräicher, déi mer haut diskutéiert hunn an diskutéieren, an déi esou wichteg si fir d'Zukunft vun onse Kanner a Kandskanner, ons Differenze kënnen iwwerbrécken, fir dass mer et erëm fäerdegbréngen, Kompromësser ze maachen, e Konsens ze fannen an ambitiéis Reformen hei ze maachen. Och dat ass eng Fro vu Kredibilitéit vun der Politik.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här Chamberspresident. Dir Dammen an Dir Häre, sozial Isolatioun ass eng grouss Gefor an eiser Gesellschaft. An enger Gesellschaft, wou mer alleguerten extreemst vernetzt sinn, een deen aneren am Bléck huet, ee sech ënnerenee moosst an dat Materiellt oft emol deem Emotionalen iwwerweit, do ass et vun immenser Wichtegkeet, net op der Streck ze bleiwen.

« Être courageux dans l'isolement, sans témoins, sans l'assentiment des autres, face à face avec soi-même, cela requiert une grande fierté et beaucoup de force », esou sot de Milan Kundera.

An dat Op-der-Streck-bleiwen, dat Zréckbleiwen, dat Net-mathale-kënne setzt eis als Eenzelnen ënner Drock. Mir spieren dat op verschiddenen Niveauen: dem finanziellen, op der Aarbecht, an eiser Leeschtungsgesellschaft, an der Schoul, an der Gesellschaft. Selbstverständlech ass et ëmmer e subjektiivt Empfanne vum Eenzelnen, mä et léisst sech och ganz kloer unhand vun Zuele beleeën. Verschidden Ursaache vun deem Isolatiounsrisiko si struktureller Natur a soumat ass et och un eis an dësem héijen Haus, se ze adresséieren, eis domat auserneenzesetzen an dësen entgéintzewierken.

Ech wollt op e puer esou Punkten agoen. Mir hunn de Moment zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisiko, deen op engem historesch héijen Niveau ass. Dorop weist beispillsweis de Panorama social vun der Salariatskummer oder och de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec explizitt hin.

Och wann een dës Zuele muss nuancéieren, muss een d'Problematik ronderëm awer ëmmer nach eescht huelen. E weidere Problem ass dee vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet, bei där besonnesch eeler Persounen, Mënsche mat Beanträchtegung oder am Reklassement drënner leiden. Dëse Problem ass ëmsou méi frappant, wann ee gesäit, wéi dynamesch u sech eisen aktuellen Aarbechtsmarché ass. Dass Aarbecht net virun Aarmut schützt respektiv virun Exklusioun, gesäit een um Phenomeen vun de Working Poor, deen zu Lëtzebuerg leider och staark ausgeprägt ass.

En anere Facteur vun der Exklusioun sinn d'Eenelterefamilljen, mä awer och Familllje mat besonnesch ville Kanner am Stot. Si sinn oft méi staark dem Risque de pauvreté ausgesat, sinn awer och ofgesi vun der finanzieller Familljesituatioun vun der Exklusioun méi bedrot.

An och wa Lëtzebuerg eent vun deene Länner ass, wou den Niveau vum PIB pro Awunner am héchsten ass, a mir hunn et grad scho vum Här Fayot am Detail héieren, ass dee Räichtum net gläichméisseg ënnert der Bevëlkerung verdeelt an et ginn nach ëmmer vill Ongläichheeten. An déi Ongläichheeten, déi wuesse säit méi wéi zéng Joer quasi kontinuéierlech, an dat sträicht och de Sozialalmanach vun der Caritas ervir, deen d'lescht Woch erauskomm ass.

Wa mer vu sozialer Isolatioun schwätzen, da schwätze mer och vum Netdeelhuelen un der Gesellschaft, also der Exklusioun. Béid ginn Hand an Hand a si meeschtens net fräiwëlleg vum Betraffene gewielt, mä en Däiwelskrees, deen duerch verschidde Facteure gefiddert gëtt. Facteuren, déi mer och oft als Inegalitéite betitelen: d'net gerecht Verdeele vun de Gelder, vun Hëllefen, vum soziale Support, Accès an d'Kultur oder d'Sozialliewen oder d'Mobilitéit. Dës Inegalitéite sinn a Rapport mat Finanzen, mä ginn awer oft och dorauser ewech. Et ass eis Erausfuerderung vun der Politik, dës Inegalitéiten ze begrenze respektiv ze korrigéieren.

An Här President, an de leschte Joren ass ganz vill geschitt, an dës Regierung ass mam Usproch ugetrueden, fir och weider enk um Ball ze bleiwen. Mir hunn an deene leschte Méint ganz vill elementar Mesuren an dës Richtung geholl. Ech denken dobäi un de REVIS, un den RPGH, de Mindestloun, d'Sachleeschtungen an nach villes méi. An ech mengen, vill vun deene goufen och scho vu menge Virriedner ervirgehuewen.

Et sinn awer och nach weider Outilen néideg, an dat gouf och am Koalitiounsaccord esou festgehalen. D'Politik verfüügt iwwer klassesch Instrumenter wéi d'Transferts sociaux, bei deenen een als Beispill d'Kannergeld nenne kann. An dësem Beräich gëtt eng Etüd gemaach, déi d'Käschten duerch d'Präsenz vu Kanner am Stot analyséiert, eng néideg Bestandsopnam, fir ze kucken, wéi eng tatsächlech Käschten déi verschidden Alterskategorië vu Kanner mat sech bréngen.

Dat ass e wichtege Monitoring, fir jee no Constat och mat deene jeeweilege Mesuren a Mechanismen drop ze äntwerten an déi gegebenenfalls och unzepassen.

E weidere Sozialtransfer ass dee vun der Allocation de vie chère. Dee Phenomeen vun de Working Poor, deen ech virdru scho genannt hunn, kann een och domat a Rapport setzen. Nieft dem Erhéije vum Mindestloun ass d'Allocation de vie chère eben e ganz wichtegen Outil, dee ganz cibléiert do hëlleft, wou d'Gefor vun der Exklusioun am gréissten ass.

Dës Regierung setzt an hirem Wierken och ganz konkret op d'Ënnerstëtze vu Familllje mat Sachleeschtungen. Nieft den 20 Stonne gratis Kannerbetreiung fir Kanner am Alter vun ee bis véier Joer ginn et säit Enn vun der leschter Legislaturperiod gratis Schoulbicher fir d'Schüler, de Museksunterrecht gëtt gratis, mä och d'Familllje gi bei der Organisatioun vun de Fräizäitaktivitéiten duerch e Kannerclubbus ënnerstëtzt.

E wichtege Punkt ass awer och d'Gratuitéit vun der Kannerbetreiung am Fondamental wärend de Schoulwochen. Dës Mesure wäert d'Familljen ënnerstëtzen, fir d'Beruffstätegkeet an d'Kannererzéiung ze kombinéieren, a férdert d'Kanner duerch d'nonformal Bildung. D'Qualitéit vun dëser Betreiung ass kruzial fir d'Entwécklung an de sozialen, kognitiven a motoresche Léierprozesser, an deementspriechend muss besonnesch drop Wäert geluecht ginn, dass d'Qualitéit och vum Personal an dëse Beruffer geséchert ass.

Dofir ënnerstëtze mir och d'Iddi, fir verstäerkt Agent-régionallen op den Terrain ze schécken, fir ze kontrolléieren, ob et eise Kanner an dëse Strukture gutt geet an ob d'Personal gutt ausgebilt ass an och weider bereet ass, fir u Formation-continuen deelzehuelen. D'Kand soll net a Gruppen opwuesse mussen, wou et just eent vu villen ass, mä et soll d'Garantie kréien, dass et senge perséinlechen Talenter a Besoinen no gefërdert an ënnerstëtzt gëtt. Dat setzt eng professionell Haltung viraus souwuel beim Léierpersonal wéi och beim educative Personal, déi verstäerkt vun den zoustännegen Autoritéiten ënnerstëtzt solle ginn.

D'Erhéijung vum Mindestloun a vum REVIS hunn ech schonn ugeschwat. An e regelméissegen Evaluatiounsmechanismus heivun ass net nëmmen absolutt ze begréissen, mä och absolutt noutwendeg, wa mer de wuessenden Inegalitéite wëllen entgéintsteieren.

Mat der Reform vum REVIS koum et awer och zu enger neier Organisatioun vun de sozialen Ulafstellen. Zousätzlecht Personal vum Office national d'inclusion sociale, mä och senge regionalen Agente sinn néideg a wichteg, fir net nëmmen den Ongläichheeten op finanziellem Niveau entgéintzewierken, mä och mat dem néidegen Know-how an der dréngend benéidegter Schnellegkeet kënnen ze agéieren.

Nieft den Transferts sociaux an de Sachleeschtungen ass effektiv eise Steiersystem e kruzialen Outil, fir den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft entgéintzewierken.

Hei wënschen ech mer, dass den aktuelle System verbessert gëtt. An eng Ongerechtegkeet, déi mer perséinlech besonnesch uewe läit, well ech se och vu menger eegener Erfahrung hier kennen, ass déi vun elengerzéiende Familljen, déi sech am Moment jo nach an der Steierklass 1A befannen. An ech wënsche mer, dass mer an dëser Legislaturperiod eng Steierreform kënne maachen, wou d'Individualiséierung esou wichteg ass, dass et egal ass, ob ee bestuet ass, ob een eleng lieft, mä dass just d'Kanner am Stot den Ënnerscheed maachen.

Erlaabt mer nach eemol, op e puer eenzel Sujeten anzegoen, déi mer wichteg erschéngen, wa mer vum Ukämpfe géint d'Ongerechtegkeeten, d'Exklusioun an d'Isolatioun schwätzen!

Dir wësst, dass d'Cause vu jonke Mënsche mer besonnesch uewe läit. Dowéinst fannen ech et ëmsou méi begréissenswäert, dass mer e gesetzleche Kader fir d'Stagë vu jonke Leit kréien. De Projet de loi ass deposéiert a gouf menger Usiicht no virbildlech ausgeschafft, zesumme mat de betraffene Studentenorganisatiounen, dat notamment der ACEL an der UNEL, an dem Patronat wéi der Salariatskummer. Dëst weist, wéi d'Participatioun vu Jonken un hirer eegener Zukunft kann ausgesinn, a bitt an Zukunft deene jonke Leit d'Méiglechkeet, Beruffserfahrung an engem geschützten an an engem qualitative Kontext ze gewannen.

Et ass wichteg, duerch esou Gesetzer jonk Mënsche viru vulnerabele Situatiounen ze schützen an hinnen duerch eng fair Remuneratioun och bei Stagen d'Méiglechkeeten ze ginn, fir Beruffserfahrung ze sammelen.

Wa mer vun Exklusioun oder souguer vun Isolatioun schwätzen, da gëtt et e bestëmmte Grupp vu Mënschen, dee besonnesch Hëllef brauch, fir erëm integréiert ze ginn. Et sinn déi Leit, déi aus dem Prisong kommen an hire Wee zréck an d'Liewen an d'Gesellschaft fanne mussen.

De Projet vun der Maison de transition vun der Caritas, deen zesumme mam Familljeministère an dem Justizministère ausgeschafft gouf, ass een, dee mer an deem Sënn ganz wichteg erschéngt.

Eis Missioun an eis Flicht als räicht an héich entwéckelt Land ass et awer och, déi Mënschen, déi hir Heemecht ënnert de schwieregste Bedéngungen aus Grënn vu Krich, humanitärer Kris oder dem Klima verloosse mussen, hei och a Würd wëllkomm ze heeschen. Mir musse weider un den Infrastrukture vun eise Flüchtlingsstrukture schaffen, den Effectif vu qualifizéiertem sozialem an educativem Personal erhéijen an och an enger enker Zesummenaarbecht an der Matverantwortung vun eise Gemengen no neie Wunnstrukture kucken an den Integratiounsprozess zesumme mat den Employeuren, de ville Fräiwëllegen an de Sozialträger gestalten.

D'Problematik ronderëm d'sozial Isolatioun ass awer besonnesch och bei eelere Mënsche verbreet. D'Wäertschätze vun eisen eelere Matmënsche souwuel duerch déi néideg Fleege- an Hëllefsangeboter, mä awer virun allem géint de sozialen Isolement ass grad an eiser haiteger Zäit vu grousser Wichtegkeet.

Club Senioren oder Servicer wéi de Grupp Iris vum Roude Kräiz betreien a begleeden eeler Matmënschen an hirem Alldag. Am Fall vum Service Iris gëtt dëse souguer vu Fräiwëllege gemaach. Mir solle si an eiser Gesellschaft an eiser Politik net vergiessen an eis weiderhin och mat dëser Problematik auserneesetzen.

Une voix.- Très bien !

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Wa mer vun Isolatioun schwätzen, ass d'Integratioun de Pendant. Dëst gëllt och fir de Volet Handicap, wou den neie Plan d'action Handicap dréngend erwaart gëtt, fir de Mënsche mat Beanträchtegungen an eiser Gesellschaft déi néideg Pisten opzeweisen, déi hinnen am Alldag, dem Beruff an der Mobilitéit besser duerch d'Liewen hëllefen.

D'Josée Lorsché ass scho fir déi gréng Fraktioun op de Sujet vum Logement agaangen. Mä wa mer vu sozialen Ongläichheeten an Exklusioun schwätzen, dann ass et evident, dass mer dat net lassgekoppelt vun der Logementsproblematik kënne gesinn. Laut Statec ass de Logement en Amplificateur vun dësen.

20 % vun deene Stéit, déi am defavoriséiertste sinn, gi 40 % vun hirem Budget fir de Logement aus. Nodeems d'Käschte vum Wunne vum Akommes ofgezu sinn, sinn d'Inegalitéiten also nach méi grouss. Wann een d'Ausgabe vum Logement bei der Berechnung vum Aarmutsrisiko mat abezitt, da gëtt den Undeel vun der Populatioun, deen aarmutsgefäerdet ass, nach méi héich a klëmmt vun 2017 vu 15,8 % op 24 % am Joer 2018. Wëssend, dass een natierlech alleguerten déi Zuele muss a Relatioun setzen, bleift d'Problematik awer pertinent.

Wunne kascht deemno esou deier, dass all véierten Awunner sech aktuell deemno an deem sougenannten Aarmutsrisiko befënnt. Mir gesinn, dass, egal wéi een dës Zuelen interpretéiert, ëmmer nach eng immens grouss Urgence ass, am Beräich Logement ze handelen an d'Offer un erschwénglechem Wunnraum ze erhéijen an d'Präisdeierecht anzedämmen. Dat gouf scho vu quasi jiddwerengem vu menge Virriedner gesot.

Schoul a Betreiungsstrukture si bekanntlech déi Plazen, wou Chancë gerecht kënne verdeelt ginn a mir also präventiv géint vill Ongläichheete kënne virgoen. D'Fro ass, ob eisen aktuelle Schoulsystem deem doten Usproch gerecht gëtt. De Bildungsbericht vun 2018 huet gewisen, dass d'Bildungsongläichheeten onverännert bestinn. Et kristalliséiert sech hei souguer eraus, dass scho ganz fréi an der Grondschoul am Cycle 2 d'Schéier vun de Leeschtungsënnerscheeder wäit auserneegeet. Sozioekonomesch Originne plus en eventuelle Migratiounshannergrond spillen och hei eng Roll.

D'Ausgangslag ass eng Schülerpopulatioun, déi all Joer wiisst. Bei der Rentrée 2019 schwätze mer vun 150.000 Schüler insgesamt, dat sinn 1,4 % méi wéi 2018, an dovunner si bal 3.000 nei an eise Schoulen, déi sinn am Laf vum leschte Joer bei eis an d'Land komm. A mir hunn deemno eng Schoulpopulatioun, déi méi heterogen gëtt, an dat op ganz ville verschiddenen Niveaue wéi am soziokulturelle Background, an der Mammesprooch an an hiren Originnen.

A jo, dat stellt eis ëffentlech Schoul viru staark Erausfuerderungen, an déi musse matzäiten erkannt ginn. Well wann d'Gesellschaft sech ännert, da kann d'Schoul net stoe bleiwen. An de leschte Jore gouf dowéinst eise Schoulsystem ugepasst an et gouf bewosst a geziilt op eng Diversifizéierung vun der Offer gesat, souwuel an der linguistescher Offer wéi och am pädagogesche Beräich.

Och a puncto Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoine gouf duerch d'Kreatioun vun de Centres de compétences, mä och vun de Centres socio-thérapeutiques e besonnesche Wäert drop geluecht, fir de Besoine vun de Kanner an hirer Diversitéit méi gerecht ze ginn. Hei mussen déi verschidden Zännrieder elo optimal aneneegräifen an en ze vill administrative Waasserkapp vermidde ginn.

An der kommender Zäit gëllt et elo ze kontrolléieren, awéifern déi verschidden Upassunge gräifen an ob se da wierklech e positiven Effekt op d'Leeschtunge vun eiser Schoulpopulatioun hunn. D'fréikandlech Sproocheférderung am nonformale Bildungsberäich ass eng Äntwert vun eiser Regierung op dëse Problem. De Secteur vun der Kannerbetreiung huet säit e puer Joer eng regelrecht Qualitéitsoffensiv kannt an huet e Bildungsoptrag ze erfëllen.

Bleift ebe just ze klären, wéi déi pädagogesch Usprëch um Terrain ëmgesat ginn an esou d'Weiche kënne geluecht gi fir eng besser Chancëgläichheet, an dat vun Ufank un.

Och do ass eng Evaluatioun néideg. Et soll awer net drëms goen, kleng Kanner op d'Testbänk ze setzen a si hiert Vokabelsheft opsoen ze loosse wéi e klenge Roboter, deen op e puer Sprooche programméiert gouf. Et soll vill méi gekuckt ginn, ob d'Basis beim Kand geluecht ass, fir spilleresch, flexibel an ouni Angscht mat de Sproochen ëmzegoen. Op deem Fundament kann d'Schoul duerno opbauen, fir d'Sproochekenntnisser beim Kand ze befestegen an auszebauen.

De Manktum u Schoulpersonal ass a ville Länner deeselwechte Phenomeen wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg kennen. Dofir ass d'Regierung déi lescht zwou Rentréeën higaangen, fir Quereinsteiger anzestellen. Do wier et interessant ze wëssen, ob si sech gutt an den Equippen integréiert hunn a wéi do de Feedback vum Terrain ass. Souwäit ech et matkritt hunn, huet et plazeweis ganz gutt fonctionnéiert, well do och Leit mat enger gewëssener Liewenserfahrung an d'Schoule komm sinn, déi sech gutt ergänzt hunn.

Dës Regierungsperiod wäert sécherlech och d'Geleeënheet sinn, fir der Formation professionnelle eng aner Nues ze ginn. Do sinn ech gespaant ze gesinn, ob mir et packen, der Formation professionnelle den definitive Start an d'21. Jorhonnert ze gi mat der Integratioun vun enger Rëtsch neie Beruffer an eist Bildungsangebot, an esou eiser Jugend nei Perspektive kënnen ze ginn, wéi si och um internationalen Aarbechtsmarché kënnen deelhuelen.

Zéng Joer no der Schoulreform vun 2009 wier et och hei Zäit, fir e Bilan ze maachen. Wat fonctionnéiert gutt an eise Regiounen? Wéi kënne mer den Enseignantë bei hirem ëmmer méi usprochsvolle Beruff ënnert d'Äerm gräifen a se och an hirer administrativer Aarbecht ënnerstëtzen?

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir liewen an engem räichen, stabele Land. Mir investéieren esou vill wéi nach ni. An eis Investitioune fannen och hire Wee erëm zréck bei d'Leit. A genau dohinner musse mer. Mir mussen näämlech sécherstellen, dass mer keen op der Streck loossen a weider Politik fir d'Bierger a virun allem déi maachen, déi dem Risk vun der Exklusioun an der Gefor vun den Ongläichheeten ausgesat sinn.

Dass d'Politik net onaktiv ass, dat hunn ech, mengen ech, elo an deene leschte Minutten opgewisen. Mä mir mussen awer och alleguerten, an dat ass eis Aufgab, souwuel op Regierungssäit wéi hei an der Chamber, weiderhi ganz genau suivéieren, ob déi Mesuren, déi mer huelen, gräifen an ob déi Leit, déi se brauchen, se och fannen an ob se natierlech och finanziell ugepasst sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen, fir unzefänken, vläicht dem Här Premierminister Merci fir déi Ried, déi en hei gëschter gehalen huet. Hien huet se genannt „Ried iwwert d'Lag vum Land". Mir schwätze bei der ADR, an net mir eleng, vun der „Ried iwwert d'Lag vun der Natioun". Et ass en Ënnerscheed mat Symbolcharakter. A mir halen drop, datt mer e gutt Verhältnis och zu dem Begréff vun der Natioun hunn, wat an der Regierung anscheinend net esou de Fall ass.

Den Här Gibéryen huet de Moie scho fir d'ADR wichteg Kommentare gemaach. Ech wéilt vläicht e puer Kommentare mat drunhänken.

En huet drop opmierksam gemaach, datt net vill Substanz an där Ried war. An ech mengen, et kann ee sech emol froen: Firwat ass dat esou? An do gëtt et vläicht zwou Erklärungen, déi engem direkt afalen.

Déi éischt ass, datt et vläicht kee Konsens gëtt an de Regierungsparteien, fir vill Substanz an déi Ried eranzeschreiwen. A wann een déi Interventioune vun de Kolleegen hei opmierksam verfollegt huet, da kann een an deem Verdacht confirméiert ginn. Net vill verbënnt nach dës dräi Regierungsparteien.

Mä et gëtt nach eng zweet Erklärung. Dat ass, datt d'Chamber vläicht guer net den Adressat war vun där Ried, datt den Här Premierminister déi Tribün hei zwar genotzt huet an d'Opmierksamkeet, déi d'Land him bei där Ried schenkt, awer datt eben dee Grad vun Technicitéit a vun Detail, deen een normalerweis géintiwwer engem Parlament weist, hei net gefrot ass, well den Adressat d'Effentlechkeet war.

Dat ass en Zeeche u Manktum u Respekt virun engem Parlament. E Manktum u Respekt vun engem Parlament, dat dës Regierung nach op aner Manéiere weist. An dofir mengen ech och, datt dat déi richteg Erklärung ass.

Wann een zum Beispill kuckt, wéi d'Regierung op parlamentaresch Froen äntwert, dann ass dat eng Quell vu Skandal. Wéi dacks musse mir Äntwerten op parlamentaresch Froe liesen, déi evasiv sinn, déi iwwerflächlech sinn, déi heiansdo beléierend, jo frech si géintiwwer den Deputéierten, wou d'Regierung net schéngt ze wëssen, datt mir heibannen d'Vollek vertrieden an datt si och näischt aneres si wéi Mandataren, déi sech am Déngscht vum Vollek solle gesinn an dofir och d'Parlament respektéieren?

Et ass och net normal, wann ee vu Respekt virun engem Vollek schwätzt, datt mer hei an der politescher Landschaft musse feststellen, dräi, véier Joer geschwënn no dem Referendum iwwert d'Auslännerwahlrecht, datt eigentlech dat erëm thematiséiert gëtt, als hätt et dee Referendum ni ginn, als wär et eigentlech eng Selbstverständlechkeet, datt mer nëmmen e Wee musse sichen, fir laanscht e Referendum ze kommen.

Ass dat deen demokratesche Versteesdemech, deen dës Regierung wëllt weisen? Wann dat esou ass, eise Wee ass dat net. Mir respektéieren de Referendum.

An deem, wat an der Ried war, an et war net vill, ass den Här Premierminister och kuerz op de Brexit agaangen. A mir liesen an héieren esou vill Kommentaren, déi d'Bedeitung vun deem Brexit iwwerhaapt net gesinn an déi och net iwwert déi Matverantwortung schwätzen, déi mir alleguer hunn, fir deen traurege politesche Schrëtt erbäizeféieren.

Mir haten d'Méiglechkeet, och als Lëtzebuerg, scho viru Joren dem Vereenegte Kinnekräich a wichtege Fuerderungen entgéintzekommen. Et ass net geschitt.

Mir hu kloer als Europäesch Unioun an de Verhandlunge géintiwwer dem Vereenegte Kinnekräich eng punitiv Approche gehat. Mir wollte weisen, vill wollte weisen, d'Europäesch Kommissioun wollt weisen, datt deen, deen net an der Europäescher Unioun ass, nëmme ka schlecht ewechkommen. Doduerch ass deen Accord net esou, wéi e sech d'Britten op jidde Fall erwaart hätten, an och vill vun eis.

An datt doduerch Spannungen an de Europäescher Union opgedaucht sinn, ass normal. Et ass bal net méiglech, fir ze gesinn, datt eleng d'Verantwortung op ee Partner an der Verhandlung geféiert gëtt, wa kloer ass, datt déi zwou Säiten eng Verantwortung mussen droen.

Et ass och en Zeechen u Manktum u Respekt virun der Effentlechkeet, wa probéiert gëtt, verschidden Diskussiounen iwwerhaapt net opkommen ze loossen. An et ass jo erstaunlech, datt mer zum Beispill zwee vun deene grousse Problemer vun eiser Gesellschaft bis elo guer net ugeschwat hunn oder net verdéift hunn. Dat eent ass d'Migratioun, dat anert ass d'Kriminalitéit. Béides mécht ville Leit am Land Suergen.

D'Migratioun, d'Asylproblematik ass awer eppes, wat enorm Konsequenzen huet, enorm Konsequenzen op Europa, fir unzefänken, wat d'Länner auserneendividéiert. Déi, déi hei ëmmer vun Europa schwätzen, wéi eise Premierminister, an ëmmer betounen, datt et keng Alternativ zu der europäescher Iddi gëtt, déi sollte sech och druginn, fir eng Politik ze maachen, déi Europa net auserneendividéiert, mä déi d'Staten zesummeféiert.

An et ass och net esou, datt ee muss evitéieren, fir all déi gesellschaftlech Konsequenze vun der Asylproblematik a vun der Migratioun ze thematiséieren. Et ass net esou, datt nëmmen d'Diversitéit e Gewënn ass.

D'Madamm Cahen huet mer nach de Moien op eng Question parlementaire geäntwert - ech sichen dat kuerz, well et ass derwäert, et virzeliesen -: „D'Diversitéit an eiser Gesellschaft ass eng Beräicherung, vun där mir all Dag profitéieren." Wat eng Verkierzung vun der Realitéit! Wou fänkt déi Diversitéit un? Wéini hält se op? Wéi kann ee se erfaassen? An huet se net och Problemer an Defie vun Integratioun, vun Drock op de Wunnengsmaart, d'Situatioun an de Schoulen, déi a ville Länner thematiséiert ginn, an eisen Nopeschlänner? A mir hei sollen einfach déi ganz Migratiounsproblematik einfach als Beräicherung gesinn an iwwert d'Problemer net kënne schwätzen!

Mir soen als ADR - a loosst mech dat kloer ënnersträichen! -, datt deen humanitären, dee groussen zivilisatoresche Gewënn vum Asylrecht, datt mir deen ouni Aschränkung begréissen. Jo, mir si fir Asyl! Mir si fir Asyl fir Leit, déi verfollegt ginn! Mir soen awer net: „Asyl schaaft e Migratiounsrecht. E Recht op Migratioun, wéi et tendenziell ëmmer méi etabléiert gëtt." Mir hunn eis och géint den UNO-Migratiounspakt gewiert, well mer och mat aneren der Iwwerzeegung sinn, datt dat e Schrëtt a Richtung Recht op Migratioun kéint sinn.

Mir soen: Deen, deen aus sécheren Drëttstaten op Lëtzebuerg kënnt, huet hei kee Recht op Asyl. Dat ass genau de Geescht vum Dublin-Accord, deen hei ratifizéiert gouf, deen ausser Kraaft gesat gouf, illegalerweis!

(Interruption)

Mir soen: Déi Rettung um Mëttelmier, wéi et elo geschitt, dat ass falsch! Net, well mer kënnen akzeptéieren oder wëllen akzeptéieren, datt Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, net sollte gehollef kréien. Selbstverständlech musse se gehollef kréien! A selbstverständlech muss een, deen a Séinout geréit, gerett ginn an an en Hafe bruecht ginn, e sécheren Hafen an der Géigend.

Awer wat elo geschitt am Ableck, ass net Séinoutrettung no de Regele vun „search and rescue". Et ass net am Kader vum Droit maritime international. Et ass eng organiséiert Schleiseraktivitéit! Et ass d'Hibrénge vu Leit, bewosst, géint Suen, an eng prekär Situatioun, fir se vu staatlechen oder net staatleche Schëffer opzehuelen, ophuelen ze loossen, fir se op europäeschen Territoire ze bréngen.

Dat huet mat enger Séinoutrettung, mat där Iddi, déi um Fong ass, datt e Stuerm ass oder eng Havarie, déi derzou féiert, datt Leit musse gerett ginn, vun der Substanz hier näischt méi ze dinn. Et ass Mënschenhandel! Et ass Schleiserei!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn an der Tëschenzäit, mengen ech, zwee Leit, déi grouss Carrière gemaach hunn a Glawensfroen. Mir hunn elo e Kardinol. Ech mengen, den Här Asselborn, dat ass scho bal e Schutzpatroun vun de Mënscheschleiser am Mëttelmier. A mir soen als ADR: Dat do maache mir net mat!

(Protestations)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech fannen dat dote ganz grav! Ech fannen dat do ganz grav, wann hei en Deputéierte seet, den Ausseminister wär e Schutzpatroun vu Kriminellen. Ech fannen dat ganz grav! Ganz grav!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bausch, lauschtert no! Dir kënnt nëmmen dervu profitéieren. Här Bausch, d'Regierung huet net d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ganz grav!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Regierung huet net d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir entschëllegt Iech wannechgelift do derfir!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A wouhier! An elo lauschtert mer nach gutt no, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... well et ass e groussen Ënnerscheed tëschent Ärer Politik an eiser.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir hutt gesot, den Ausseminister wär hei Schutzpatroun vu Kriminellen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, wann Der Politik net verdrot, dann zitt Iech zréck aus der Politik.

Plusieurs voix.- Oohhh!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Allez, allez! Elo geet et zwar duer! Komm, mir ginn eraus, Fränz! Komm, mir ginn eraus.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Skandaléis!

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat do musse mer net méi matmaachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, am Numm vun der Regierung: Éischtens ass den Här Asselborn net do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Premierminister huet d'Wuert net! An et gëtt nach zweeten …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir akzeptéiere Kriticke politescher Natur, mä déi hei Attacken iwwer en Engagement vun engem Minister sinn net akzeptabel, Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et gëtt nach en zweeten Ënnerscheed tëscht Ärer Politik an eiser Politik.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech géif Iech wierklech bieden, den honorabelen Deputéierte Kartheiser zur Raison ze ruffen! Ech akzeptéieren net, dass hei Regierungsmemberen mat esou Qualificatiffe genannt ginn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech akzeptéieren Är Politik net!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hat gemengt, et wier en dignet Haus.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat Zweet ass, an ech soen Iech dat och ganz däitlech, ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir ginn eraus. Xavier?

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo ...

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech bieden, an dësem Haus zur Souveränitéit zréckzekommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi hunn ech bewisen! Et ass d'Regierung, déi hei opsprëngt!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Komm, mir ginn eraus!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir hutt gesot, e wär e Schutzpatroun vu Kriminellen, den Här Asselborn!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Dat hutt Der gesot, wuertwiertlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn elo en anere Punkt, deen ech wëll maachen, wou ech Iech bieden, ganz gutt nozelauschteren.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Nee, nee, mir lauschteren iwwerhaapt net méi no! Nee, nee, dat do geet net!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat ass, wat mat deene Leit geschitt, ...

(Interruptions diverses)

... déi elo hei sinn.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, den Här Bodry freet d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir loossen eis dat do net méi gefalen! Kommt, mir ginn eraus!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, ech hunn elo d'Wuert, Här President. Ech schwätzen elo gär, wéi et mer zousteet.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir ginn zesummen eraus!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat Zweet ass: Et gëtt am internationale Recht Regelen, déi mer mussen anhalen.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Komm! Fränz, komm! Allez, komm!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat ass nääämlech, datt déi Leit, déi an enger Schutzsituatioun sinn, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, et geet net, datt hei en Deputéierten ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...datt Leit hei an enger Schutzsituatioun sinn …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... dem Minister ...

(Interruptions)

Une voix.- Genau!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat geet net!

Une voix.- Neen. Dat geet net! Ganz genau!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... datt déi Leit, déi an enger ...

(Brouhaha général)

Datt déi Leit, déi an enger Situatioun hei sinn, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A wann den Här Deputéierten dat do net zréckzitt, da gi mir elo aus der Sitzung hei eraus.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... déi en internationale Schutzpatroun ...

Ma da gitt eraus!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Genau! Mir och!

Une voix.- Voilà !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann ass d'Situatioun ganz einfach déi heiten ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt opgrond vum Artikel 36, wann een am Fong geholl Wierder benotzt, déi iwwert dat normal Üüblecht ginn, datt een dann een Avertissement vum President ka kréien. An deen Avertissement, deen ass elo fälleg an deen ass domadder ausgesprach!

(M. le Président prononce un avertissement à l'encontre de M. Fernand Kartheiser conformément à l'article 36 du Règlement de la Chambre des Députés.)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech huelen dovunner dann Notiz an ech fuere virun. Well déi Leit, déi elo hei sinn ënnert dem Statut, engem Schutzstatut hei am Land, an ech schwätzen hei vum Droit international public, déi mussen deen Ableck, wann déi Situatioun vun engem néidege Schutz net méi ginn ass, musse se zréckgoen an hir Länner. An et ass wichteg, datt mer och dat thematiséieren, well am Ableck hu mer ganz vill Leit hei am Land, wou d'Situatioun an hirem Hierkunftsland et géif erlaben, datt se zréckginn, déi awer nach ëmmer hei sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- AfD!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An do ass d'Fro natierlech ... Et kann net sinn, datt e Schutzstatut, en temporairen, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Volle Kurs!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... ëmgeännert gëtt an eng praktesch permanent Openthaltserlaabnis. Dat ass net de Sënn vun der Saach.

Loosst mech nach e Wuert soen iwwert d'Kriminalitéit hei am Land! Mir hunn hei ..., an d'Situatioun zu Esch ... Mir hunn hei an der Stad eng Kriminalitéit, déi intolerabel ass, duerch den Drogenhandel, duerch d'Gewalt och zum Deel, déi sech do ausbreet. Mir wëllen dat net!

An et gëtt verschidden Ursaachen dofir. Éischtens: D'Polizei huet net genuch Kompetenz. A mir haten ënner enger Gambia-Regierung eng Reform vum Polizeirecht, déi einfach net wäit genuch gaangen ass. Kee Platzverweis, ganz schwiereg Identitéitskontrollen. Et ass ganz schwiereg fir d'Polizei, am Beräich vun der administrativer Polizei duerchzegräifen.

Mir hunn als ADR do eng kloer Positioun: Mir wëllen der Justiz an der Polizei d'Méiglechkeete ginn, fir duerchzegräifen.

(Interruption)

Dat Zweet ass, mir wëllen och d'Polizei entlaaschten. An dat kënne mer maachen doduerch, datt mer zum Beispill de Gefangenentransport duerch Giischtercher maache loossen. Mir kënnen et maachen am Kader vun der Gewalt doheem doduerch, datt de premier Intervenant de Samu social soll sinn - dat kënne mer kreéieren, dat wier eng gutt Iddi. Ech mengen, déi war urspréinglech nach vun der Caritas. An datt d'Polizei nëmme kënnt, wa wierklech eng Wegweisung néideg ass.

A mir kënnen och higoen an eis iwwerleeën, ob déi Kategorië vu Leit, déi hei am Ableck den Drogenhandel maachen, ob déi iwwerhaapt d'Méiglechkeet kënnen hunn, fir hei am Land ze sinn.

Et kann een déi Rechtsregelen iwwerpréiwen an änneren, déi et méiglech maachen, Leit, déi keng kloer Rechter hunn, fir hei am Land ze sinn, fir déi Openthaltsrechter oder Präsenzrechter esou ze iwwerpréiwen, datt dat net méi méiglech ass, datt déi Leit hei am Land sinn.

An dat ass och e Wee, dee mir géife maachen. Schengen an aner Dispositiounen, och Traitéen, weisen eis Méiglechkeeten op. Mir géife se huelen.

Loosst mech e lescht Wuert zu der Famill soen! D'Famill ass hei ugeschwat ginn, eigentlech just ëmmer am Steierrecht - an dëser Debatt bis elo. An ech wëll hei kloer soen - ech wëll hei kloer soen -, datt mir eis als ADR zu der Famill bekennen, datt mer eis zum Kand bekennen, datt mer eis zu der Souveränitéit vun der Famill bekennen als eegestänneg Kärzell vun der Gesellschaft.

Et ass net méiglech, an eisen Aen, datt de Stat Schrëtt fir Schrëtt higeet an eigentlech déi Souveränitéit vun der Famill, déi Méiglechkeet, déi eng Famill huet, fir selwer ze decidéieren, wéi se wëllt hiert Liewe gestalten, ewechhëlt. Well dat ass eigentlech de Sënn, d'Visée vun der Steierreform, déi Der wëllt huelen. Dat ass, fir et engem Partner - egal wien dat ass - praktesch onméiglech ze maachen, fir doheem ze bleiwen a sech selwer ëm d'Kannererzéiung ze këmmeren. Dir wëllt déi Méiglechkeet vun der Famill ewechhuelen!

Mir als ADR ginn e ganz anere Wee. Mir hätte gären Elteregeld. Mir wëllen d'Famillje stäerken, och an hirer Onofhängegkeet géintiwwer dem Stat. Mir wëllen net wéi Dir, datt d'Kannererzéiung schlussendlech exklusiv vum Stat decidéiert gëtt a gemaach gëtt, an d'Famill keng Méiglechkeet méi huet schlussendlech, fir hir eege Kanner esou ze erzéien, wéi se et gär hätt!

(Interruption)

Gëschter oder virgëschter, ech weess et elo net méi genau, wore 600.000 Leit zu Paräis ënnerwee - 600.000 Leit! -, ...

(Interruption)

... fir géint e Filiatiounsgesetz ze protestéieren, e Bioethikgesetz, wat an enger äänlecher Form vun dëser Regierung geplangt ass - en zivilisatoresche Réckschrëtt!

(Interruption)

Dës Regierung, déi anere wëllt virschreiwen, wéi se iwwer ethesch Saache sollen denken - haut de Mëtteg an ... mäi Gott ... -, mä dës Regierung geet hin a mécht d'Kanner zu engem Objet de commerce. Si erméiglecht den Handel mat Kanner doduerch, datt d'GPA am Ausland soll toleréiert ginn; doduerch, datt d'Méiglechkeet vun der PMA an den Ausschloss vum Papp eigentlech matorganiséiert gëtt. - Wat ass dat och e Message un d'Männer hei am Land, fir ze soen: Pappe sinn u sech onwichteg?!

(Interruption)

An doduerch, datt et och méiglech gëtt, duerch eng PMA post mortem, d'Organisatioun vun dem Schafe vun engem Weesekand soll gemaach ginn.

Dat ass en zivilisatoresche Réckschrëtt. An ech wëll heimadder zum Schluss vun dëser Interventioun nach eng Kéier kloer soen, datt d'ADR sech zu der Famill bekennt an zu de Rechter vum Kand op seng Elteren, an datt mer e Recht op e Kand refuséieren!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den honorabelen Här Wagner wëllt eppes soen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, ganz kuerz, ouni wëllen ze polemiséieren. Mä ech hätt just eng kleng Fro un den honorabelen Här Kartheiser, dee jo ganz besuergt ass iwwer all déi Leit, déi vläicht aus Afrika komme Richtung Europa, fir fort vum Krich oder vum Honger ze kommen, a vläicht och esou e gewëssent Bild wëllt molen aus elektoralistesche Grënn.

Mä muer wäerte mer eppes ofstëmmen, an zwar Accords de partenariat économique, déi zur Konsequenz hunn a wäerte weiderhin hunn, datt nach méi Leit, ënner anerem an Afrika, an eng batter Aarmut wäerte stierzen.

Ech wéilt gäre wëssen, well souwäit ech weess, ënnerstëtzt d'ADR esou eng Politik, ech géif gäre wëssen, ob d'ADR och muer da géint déi Accorde wäert stëmmen oder derfir wäert suergen, datt weiderhin immens vill Leit wäerten an d'Aarmut stierzen.

(Brouhaha)

Well bis elo hat d'ADR esou Saachen ëmmer mat ënnerstëtzt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, wëllt Dir dorobber reagéieren oder net? Ech maachen Iech ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann et net op eis Riedezäit geet!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... drop opmierksam, datt nach zwee Riedner vun Ärem Groupe technique agedroe sinn an datt u sech d'Riedezäit net däerf iwwerschratt ginn.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net op d'Riedezäit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Net op d'Riedezäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech äntwerten drop, awer net op d'Riedezäit, well mir hu muer souwisou eng Debatt doriwwer.

(Brouhaha)

Dat heescht, wann ech kann äntwerten, ouni - ech weess net, wéi d'Reglement dat elo virgesäit -, wann ech kann eng Äntwert ginn ouni d'Riedezäit, da jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat géif op d'Riedezäit goen. Ganz kuerz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, net op d'Riedezäit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass et op der Riedezäit oder net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ganz kuerz ... Dann net op d'Riedezäit, just ganz kuerz.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Also, ech mengen, datt mir ganz wéineg Problemer domadder hunn, well déi Accorden, déi muer ofgestëmmt ginn, déi stellen da wierklech eng Rei vun ethesche Froen. Dat ass ganz kloer. An ech ginn Iech an Ärer Analys do recht.

Mä: Mir maachen hei en Accord de libre-échange zum Beispill, wou mer d'Mënscherechter draschreiwen - mam Kongo, zum Beispill -, wou awer dës Regierung d'Elektromobilitéit mat der Kanneraarbecht am Kongo facilitéiert. Mir hu manner Problemer domat. Mä déi, déi d'Elektromobilitéit favoriséieren a souguer subventionéiere vum Stat, an d'Kanneraarbecht am Kongo mat subventionéieren, dës Regierungskoalitioun, déi hätt Iech elo sollen nolauschteren, Här Wagner!

(Interruption par M. David Wagner)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Déi lescht Wochen a Méint ass vill iwwert de Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn. A meng Kolleegen, de Gilles Roth an den Här Mosar, wäerten herno och nach iwwert de Rechtsstat an engem aneren Themeberäich schwätzen. Ech wéilt iwwert de Rechtsstat a Verbindung mat der Sécherheet vun de Bierger kuerz hei schwätzen.

Fir d'CSV ass d'Sécherheet en Deel vum Rechtsstat Lëtzebuerg. An ech hu scho méi wéi eng Kéier hei um Riednerpult - ech muss soen, leider ze oft! - iwwert d'Sécherheet a méi präzis iwwert d'Sécherheetsgefill vun de Bierger geschwat.

Am État de la nation 2016 hunn ech Folgendes gesot: „Den État de la nation ass méi wéi just Zuelen. Am État de la nation geet et och ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger. Ee vu ville Kritären, fir d'Liewensqualitéit ze moossen, ass d'Sécherheet, a méi präzis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Sécherlech ass dëse Sujet ëmmer deels eng subjektiv Analys, mä net nëmmen."

2017 hate mer eng Interpellatioun op Ufro vun der CSV iwwert d'Sécherheetslag zu Lëtzebuerg. An 2017 sot de Premierminister Folgendes bezüüglech dem Réckgang vun dem Kriminalitéitstaux: „Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend besser ginn. An dofir ass et a bleift et wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient ginn, dass mer méi Präsenz ka garantéiert ginn, wou dat och gebraucht gëtt." (veuillez lire: An dofir ass et a bleift et och wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient kënne sinn, dass mer méi Präsenz kënne garantéieren, wou déi och gebraucht gëtt.)

2018 hu mer erëm hei iwwert d'Sécherheetslag oder d'Sécherheetsgefill vun de Bierger geschwat. An ëmmer erëm gëtt eis dat Blot vum Himmel versprach. Fakt ass awer, Här President, dass een haut nach an der Press Schlagzeile muss liese wéi: „Bronx op der Gare", „Polizei steht vor dem Kollaps". An esou kënnt d'CSV dann och dëst Joer, 2019, net derlaanscht, hei vum Rechtsstat a vum Sécherheetsgefill, oder besser gesot vum „Deelonsécherheetsgefill" vun de Bierger ze schwätzen.

Jo, et ass richteg an op der Receptioun vun der Police ass et gesot ginn: Eng Rei Infraktioune ginn erof. Den Opklärungstaux vu verschiddenen Infraktioune geet erop. An awer: Klengkriminalitéit, Vandalismus an Drogendelikter huelen zou. Aggressioune vis-à-vis vu Beamten op der Strooss oder am ëffentlechen Transport geschéien ëmmer méi oft. Leider!

Fakt ass, datt dës Regierung ëmmer nëmmen da reagéiert an handelt, wann et eng Minutt op zwielef ass, wann d'Bierger op d'Barrikade klammen. Et ass dach schonns pervers, datt ech op RTL an engem Interview muss nolauschteren, wéi en Drogendealer selwer viru lafender Kamera seet, datt hie sech selwer net méi owes op den Trottoir traut wéinst der Onsécherheet am Garer Quartier.

(Interruption)

Fakt ass, datt dann de Policeminister erëm an eng Biergerversammlung geet, fir d'x-te Kéier, a grouss Versprieche mécht.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat héieren ech déi éischte Kéier, dat do.

M. Léon Gloden *CSV).*- Nee, ech schwätze vum Policeminister. Virun Iech sinn et och Policeministere ginn, Här Bausch. Ech schwätze vum Policeminister, indépendamment de la couleur politique.

Dee groussen Absent an der Debatt - bis elo, Här President - iwwert d'Sécherheet ass de Premierminister. En erënnert sech net méi u seng Zäit als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg an u säi Bréif vum 13. September 2013 un den deemolege Premierminister Jean-Claude Juncker. Ech hunn eng Kopie hei. E puer Extraiten: « Nous vous informons que suite aux inquiétudes des habitants de la rue de Strasbourg, il y a lieu d'augmenter à court terme les effectifs de ce commissariat. En effet, les policiers devraient être en mesure de faire des patrouilles fréquentes en vue de pouvoir réaliser les contrôles nécessaires ...

(Interruption)

... Il sera procédé à l'implantation d'un nouveau commissariat de police dans ce secteur du quartier de la gare. Par ailleurs, les riverains ont réclamé une procédure similaire au „Plazverweis". »

Doriwwer hu mer schonn oft genuch hei debattéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dann ass et jo gutt, dass den Här Schneider dat dann du gemaach huet.

M. Léon Gloden *CSV).*- En huet net vill gemaach an deem do Dossier. Mä net nëmmen ...

(Brouhaha)

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Da liest emol eng Kéier d'Effektiver!

M. Léon Gloden *CSV).*- ... mä net nëmmen op der Gare, net nëmmen op der Gare, och an anere Géigende vum Land besteet en Onsécherheetsgefill. Jo, Fakt ass: Et gëtt net genuch Polizisten a si kënnen net iwwerall sinn. D'Proximitéitsaarbecht um Terrain kënnt ze kuerz. Wann eppes geschitt, erwaart sech de Bierger mat Recht, datt séier intervenéiert gëtt. Ass dat plus ou moins am Dag nach méiglech, ass et owes praktesch net méiglech. An der Nuecht, wann eng Patrull op engem Accident oder soss engem Incident ass, sinn oft net genuch Leit do, fir op en zweeten Incident ze reagéieren.

Dës Koalitioun huet mat hirer Policereform dës Situatioun ze verantworten. D'Ofschafung vun de Commissariats de proximité wor kloer e Feeler. Dat weess de Policeminister, dat wëssen déi Responsabel vun der Police. D'Zesummeleeë vun de Kommissariater ass keng Plus-value. Lokal Responsabel vun alle Parteien hu sech beschwéiert a beschwéiere sech. Ee vu menge groussen Alliéierten an där doter Fro war de fréieren DP-Buergermeeschter an häitege Mëttelstandsminister Lex Delles, a säin Nofolger gëtt mer och permanent recht an esou Reuniounen.

Duerfir Stopp dëser gréng-rouder Ideologie! D'CSV deposéiert hei eng Motioun, an där se d'Regierung opfuerdert, d'Commissariats de proximité erëm anzeféieren, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

(Interruption)

M. Léon Gloden *CSV).*- ... do wou se se suppriméiert huet, an ze kucken, wou een der nach soll an anere Géigenden erëm opmaachen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que le Ministre de la Sécurité intérieure sous le Gouvernement précédent a décidé la fermeture de nombreux commissariats de proximité dans le contexte de la réforme de la police, et ce, avant même son entrée en vigueur le 1er août 2018 ;

- considérant qu'avec ladite réforme, les « commissariats de proximité », d'un côté, et les centres d'intervention, de l'autre côté, ont été fusionnés et remplacés par des entités s'intitulant désormais « commissariats de police » ;

- considérant que de nombreux élus locaux se sont opposés à la fermeture de commissariats sur leur territoire ;

- considérant que, d'après le programme gouvernemental de décembre 2018, « La réforme de la police sera mise en œuvre et aboutira à un travail de police efficace, que ce soit en zone rurale ou urbaine. Les effets de la réorganisation territoriale des commissariats et les conditions de travail des agents de police bénéficieront d'une attention particulière. » ;

- considérant qu'un service de proximité est inhérent aux missions de la police et que la sécurité constitue un principe fondamental dans un État de droit,

invite le Gouvernement

1. à remédier de manière efficace aux défauts de la nouvelle réorganisation territoriale des commissariats en envisageant la réintroduction de commissariats de proximité dans les communes ayant bénéficié d'un commissariat de proximité avant l'entrée en vigueur de la loi relative à la réforme de la police,

2. à étudier la nécessité de créer des commissariats de proximité supplémentaires dans des communes autres que celles mentionnées sous le point 1. ci-dessus.

(s.) Léon Goden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

An ech soen elo schonns der DP Merci fir hir Ënnerstëtzung op deem Punkt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Dir Dammen, Dir Hären, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll mech haut e bësse méi kuerz halen. Et geet zum Schluss vun dëser laanger Sitzung an ech wëll am Fong geholl just op zwou Thematiken agoen.

Mä virop wëll ech awer feststellen, datt mer gëschter zur Lag vun der Natioun dënne

Kascht virgedroe kritt hunn. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat en Hiwäis ass op deen dënne Fuedem, deen d'Regierung elo nach zesummenhält, ob do net méi méi méiglech ass, wéi sech op e méi e groussen Nenner ze eenegen. Dat ass eng Befierchtung, déi ech hunn. A mir mussen ofwaarden, wéi d'Zukunft ausgesäit.

Och bei dëser Virstellung vun der Lag vun der Natioun hate vill Beruffssparten an och aner Organisatioune wahrscheinlech drop gewaart, datt se villes virgezeechent kréichen, wou d'Land déi nächst Jore géif higoen. Mä leider ass dat net esou an deem Mooss geschitt.

Erlaabt mer, e puer Wuert zur Landwirtschaft virzedroen! Et ass dëst e ganz wichtege Beruffsstand. Engersäits maache si regional Produkter. Si sinn den Ernärer vun der Natioun. An anerersäits droe si ganz aktiv zur Landesgestaltung an och zum Naturschutz bäi. Mat zwee oder dräi Sätz hätten hei speziell déi jonk Baueren eventuell Zukunftsperspektiven opgezeechent kritt oder nach villes aneres nach.

Mä bei der Landwirtschaft ass et esou: Si ginn op ville Plazen am Land, ënner anerem sozial Medien an iwwerall ronderëm, als déi Schlecht vun der Natioun duergestallt. An ech mengen, en encourageant Wuert an deem Beräich hätt villes do redresséiert. An et si jo vill jonk Leit, déi op deem Punkt amgaang sinn ze iwwerleeën, ob se e Betrib iwwerhuelen, jo oder neen, an dat hätt hinne wahrscheinlech Planungssécherheet ginn.

Et muss ee jo wëssen, datt d'Regierung bis 2030 20 % Bioprodukter op de Maart wëllt lancéieren. Dat wëllt soen: Da mussen och déi Betriber sech ëmstellen. An déi brauchen, fir e Betrib ëmzestelle vun normaler Produktioun op Bio, iwwer dräi Joer, ier dat gräift. An ech mengen, wann dann nach d'Planung derbäikënnt, dann ass et ganz enk fir herno spéiderhin. An ech mengen, si brauche grad Planungssécherheet, well dat ass dacks bei de landwirtschaftleche Betriber eng Decisioun fir d'Liewen. Dat wëllt soen: Déi muss 30, 40 Joer halen. Ech mengen, an deem Sënn do wier et wichteg gewiescht, wa si haut bei dëser Debatt Planungssécherheet do mat op de Wee kritt hätten.

Erlaabt mer, och nach op en anere Punkt anzegoen, dat ass dat Soziaalt. Dat Mateneeschwätzen, den Här Statsminister huet et gëschter ugedeit, gehéiert am Fong geholl zur Gestaltung vun eiser Gesellschaft. An do musse mer eis ganz vill Gedanke maachen. Mir solle jo zesummewuessen, net nëmmen ekonomesch, mä och sozial. Dat wëllt soen, datt op d'tëschemënschlech Bezéiunge grousse Wäert muss geluecht ginn, ënner all eise Bierger. A grad an dëser Zäit vun der grousser Zouwanderung, bedéngt duerch dee stramme Wuesstum, däerfe mer keng Parallellgesellschaften opkomme loossen.

Fir déi vill Kulturen aller Aart, déi mer am Land hunn, do muss ee gemeinsamen Nenner fonnt ginn. An op där Achs solle mer ons all mënschlech erëmfannen, an dat ass nëmmen eis Sprooch. An déi soll och zréckbehale ginn. A wann dës als Basis zréckbehale gëtt vun der Integratioun, dann ass e friddlecht Mateneen am Land an dëser Achs garantéiert.

Et soll net nëmmen e kuerze Grouss sinn op der Strooss oder ronderëm, mä et soll méi opgebaut ginn an déi Richtung. An do sinn d'Veräiner, egal wellecher Aart, eng ganz grouss Stäip. Ech si selwer iwwer 30 Joer an engem Sportsveräin aktiv. An do gesäit een da selwer, wéi déi Natiounen, egal wat fir enger Kultur, egal wat fir enger Natioun, matenee sech gestalten, datt se do kënnen eppes Positives erausbréngen.

An ech denken och - an dat ass jo net falsch, dat gesi mer och hei, d'Zesummestellung vun der haiteger Chamber ass e liewegt Beispill -, datt ons dat gelénge ka mat der Lëtzebuerger Sprooch als Basis. Ech mengen, dat muss ee sech virun Aen halen.

Geléngt ons dat net, sou gi mer hei am Land am Fall vun enger wirtschaftlecher Rezessioun ganz schwéieren Zäiten entgéint.

(Brouhaha)

Bei de Wahlen zu dëser Chamber haten d'Parteie praktesch all d'Lëtzebuerger Sprooch op hirem Banner stoen. Haut gesi mer net méi vill dervun. A wat ass bis elo passéiert? All d'ADR-Motioune fir d'Färdere vum Lëtzebuergesche goufe vun der Gambia an och vun der CSV integral verworf. Oder et gouf dorauser villes relativéiert.

Et muss ee sech d'Fro stellen: War dat bei deene Chamberwahlen, dat Versprachent, nëmmen eng Mogelpackung, grouss Wahlshow oder e groussen Theater? Et muss ee sech do ganz vill Froen haut stellen.

Dës Iwwerleeunge sollen en Ustouss si fir eis all, heiriwwer nozedenken a vläicht awer richteg Ännerungen erbäizeféieren. Domat, wéi gesot, Dir Dammen, Dir Häre, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Weider maachen amplaz weidermaachen", esou hat de Xavier Bettel seng Ried iwwerschriwwen. Ech hat alt geduecht, bei der Ried zur Lag vun der Natioun hätt ee sech d'Fro kënne stellen an eng Ried iwwerschreiwen: „Wou steiert Lëtzebuerg hin?", dass dat am Fong den Inhalt vun der Ried gewiescht wär.

Laut Aussoe vun der Regierung geet et Lëtzebuerg a sengen Awunner esou gutt wéi nach ni respektiv wéi scho laang net méi. Och de Statec-Direkter huet dat nach gëschter Moien iwwert d'Welle vun RTL deklaréiert.

An aneren Dokumenter, wéi „Rapport travail et cohésion sociale", och vum Statec, mat deemselwechten Direkter, steet, dass all fënneften Awunner zu Lëtzebuerg vun der Aarmut bedrot wier. Do steet och, wärend déi 10 % vun deene räichsten an der Moyenne 8.000 Euro de Mount hunn, sinn et fir déi 10 % vun deenen äermsten nach just 1.000 Euro. Dofir ass et dach scho verwonnerlech, dass een eng Kéier seet: „Et geet eis esou gutt wéi nach ni", a gläichzäiteg stelle mer esou Saache fest.

Parallell dozou huelen och d'Working Poor zou, Leit, déi schaffe ginn, all Dag schaffe ginn, aacht Stonnen den Dag, 40 Stonnen d'Woch, an net genuch hunn, fir ze liewen. Och dat ass esou, an de Kolleeg Marc Baum ass schonn drop agaangen, do schneit Lëtzebuerg esou schlecht oft am internationale Verglach, dass mer op där zweetleschter oder der zweeter Plaz, deemno vu wou een d'Tabell kuckt, do stinn.

Et ass keng Reklamm, am Sënn vum Wuert, dass hei am Land Leit 40 Stonnen (veuillez lire: 40 Stonnen d'Woch), 173 Stonnen de Mount, schaffe ginn a si kommen dann awer nach ëmmer net iwwert d'Ronnen.

Haaptursaach sinn déi héich Präisser am Logement, ob am Locatif oder an der Vente. Ufank vun der Woch sinn déi neiste Präissteigerunge veréffentlecht ginn. Et si scho verschidde Kolleegen drop agaangen. An och RTL hat e Reportage bruecht, wéi ee mat deene Loyeren oder mat deene Präisser, déi een hei am Land muss bezuelen, do am Verglach an den Nopeschregioune vun eisem Land kéint liewen.

Mäi Frënd, de Marc Lies, huet am Ufank vum Mëtteg d'Propose vun der CSV fir eng aner Logementspolitik presentéiert. An och seng zousätzlech Iddie wäerten nach nokommen: En huet véier Proposition-de-loien an zwou Motiounen deposéiert. An ech hoffen, dass mer domadder virukommen, fir do och eppes derzou bäizedroen, dass mer zesummen de Logementsproblem kënnen an de Grëff kréien.

Mäi Kolleeg, de Paul Galles, huet eng Interpellatioun ugefrot betreffend d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. An do wäert hien dann och op all déi Zuelen an all dat Material betreffend d'Aarmut, betreffend déi Analysen, déi ech gesot hunn, an och op de Sozialalmanach vun der Caritas ganz kloer agoen.

Kloer ass och, dass déi Mindestlounerhéijung, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn, oder am Ufank vum Joer, déi méi wéi bluttnoutwendeg war, dass déi vun der Präispolitik am Logement opgefriess ginn ass. Dat heescht, fir alleguerten déi Leit, déi zwar do eppes bäikritt hunn an der Pai, dat ass awer alles an de Loyer oder an d'Schold gefuer, wat se do kritt hunn. An dofir ass et och wichteg, dass mer do nach Akzenter setzen.

Fir eis gëllt et, an der Sozialpolitik konkret do ze handelen, wou den Aarmutsrisiko am gréissten ass, näämlech bei deene Betraffenen.

An deem Kontext däerf een och d'Politik fir déi eeler Generatiounen net vergiessen. Ech sollt muer eng Heure d'actualité hunn, wou ech wollt mat der Familljeministesch iwwert de Problem vun den eelere Leit schwätzen. Déi ass aus Aktualitéitsgrënn op eng nächst Sitzung verréckelt ginn. Mir wäerten dann och do nach eng Kéier drop zréckkommen. Well och fir déi Generatioun, déi dozou bäigedroen huet, dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut ass, dass Lëtzebuerg ekonomesch dat Land duerstellt, wat mer haut sinn, do ass et wichteg, deene Leit och déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen. Dozou gehéieren Alters- a Fleegebetter. Dozou gehéiert eng regelméisseg Upassung vun de Pensiounen an nach villes méi. Mä dat wäerte mer dann an enger nächster Sitzung beschwätzen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An de Riede vu gëschter ass an all Interventioun, oder och haut am Laf vum Dag, iwwert déi bluttnoutwendeg Ännerungen an der Klimapolitik geschwat ginn. Ech wëll och just soen: Och Klimapolitik ass Sozialpolitik. Och Klimapolitik, deemno wat mer decidéieren an deemno wat mer maachen, kann dozou féieren, dass Leit, déi sozial méi schwaach sinn, Problemer kréien.

Ech ginn e Beispill vun engem Nopeschland, wat emol eng Kéier d'Iddi lancéiert hat, de Bifdeck en Euro méi deier ze maachen. Dat géif dozou féieren, dass déi sozial Schwaach manner hunn, an deene Bessergestallte wier dat, op Lëtzebuergesch gesot, ganz egal! Dofir mengen ech, dass dat net de Wee ass, fir esou eng Klimapolitik ze maachen, mä dass een do aner Weeër muss goen a sech ganz aneschters opstellen.

Et ass och fir eis ganz kloer, dass, wann een d'Klimapolitik an der Breet vun der Gesellschaft wëllt maachen, wann déi eng fest Plaz soll hunn - an dat musse mer och maachen -, da mussen d'Laaschte fair verdeelt ginn a si kënnen net eesäiteg op déi méi schwaach Leit verdeelt ginn, an deenen, deenen et besser geet, deene maachen deen een Euro um Bifdeck oder déi 50 Euro op enger anerer Tax näischt aus. Et gëllt do, déi richteg Moossnamen ze huelen, och an der Energiepolitik. An do kann een net eleng mat Steierkaddoen hëllefen, well bei deene Klengen, wa se keng Steiere bezuelen, kënne se dann och keng Hëllefe kréien. An dofir ass et och do wichteg, dass mer do aner Weeër siche wéi eleng iwwert de steierleche Volet, fir do och de Leit kënnen ze hëllefen.

Mir brauchen hei am Land e sozialen Zesummenhalt. De sozialen Zesummenhalt war ee vun den Erfolleger vum Lëtzebuerger Modell nom Krich an och an de Krisejoren. D'CSV steet kloer an däitlech zum Lëtzebuerger Modell an zu der Tripartite, wann och do Verschiddenes muss geännert ginn. D'Tripartite an de 70er Jore war eng aner wéi déi an den 90er. An déi vun 2020 muss eng aner si wéi déi am Ufank vun dësem Joerdausend.

De soziale Fridde war ëmmer eng Reklamm fir d'Standuertpolitik an der Industrie, am Handwierk, an all deene Betriber, déi sech hei niddergelooss hunn. An et ass och wichteg, dass mer dee Garant hei zu Lëtzebuerg behalen, well och dat féiert derzou, dass nach aner Betriber, nei Betriber sech hei zu Lëtzebuerg nidderloossen.

Och wann et ëmmer heescht, mir wieren net un Industriebetriber interesséiert, sou wëll ech awer soen, Här Minister Schneider: Och mir sinn där Meenung, dass een Industrieaarbechtsplazen hei am Land muss maachen, well d'Industrie ass déi, déi eis kann hëllefen, och déi Leit mat manner Qualifikatioun oder mat anere Qualifikatiounen ënnerdaach ze bréngen. Dofir ass et och fir eis wichteg, dass mer deene Betriber d'Méiglechkeet ginn, sech hei zu Lëtzebuerg nidderzeloossen. Mä et muss een awer gläichzäiteg och wëssen, wat dat bedeit a puncto Energie an a puncto Emwelt. An do gëllt et, ëmmer dee richtegen Equiliber ze huelen.

Wat de Sozialdialog ubelaangt, do fuerdere mir de Statsminister an d'Regierung op, alles drunzesetzen, dass dee Sozialdialog op nationalem Niveau weidergeet. Well de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg ass jo net nëmmen op den aarbechtsrechtleche Volet opgebaut, mä och an der sozialer Partnerschaft gëllt dat. An am Sozialdialog an am Fonctionnement dovun an de Krankekeesen, an de Pensiounskeesen, an der Familljekeess - ech hat elo bal „Kannergeldkeess" gesot -, iwwerall do spillt och d'Sozialpartnerschaft eng grouss Roll. A wann ee bis ufänkt, op enger Säit alles falen ze loossen, da bréngt dat Gefore mat sech, déi sech kënnen iwwerdroen. An dofir eisen Appell un d'Regierung, alles ze ënnerhuelen, fir dass et bei dem Sozialdialog zu dräi bleift!

Ech wëll och do en anert Beispill ginn: Et si jo emol bilateral Accorde ginn. D'Madamm Familljeministesch hat e bilateralen Accord gemaach mat de Gewerkschafte CGFP, OGB-L an LCGB den 28. November 2014 fir eng regelméisseg Upassung vum Kannergeld un d'Entwécklung, fir dass .., net d'Kannergeld, mä d'Prestation-familiallen natural oder finanziell misste regelméisseg un de Salaire médian ugepasst ginn. Et war dee berüümte Projet de loi 7003.

De Projet de loi ass 2015 (veuillez lire: den 20. Juni 2016) deposéiert ginn an de 27. Oktober 2016 huet de Statsrot en Avis ofginn, wou e gesot huet, e géif am Fong net verstoen, firwat een dat Gesetz bräicht. An am Juli 2017 hate mer dunn eng Motioun heibanne proposéiert - leider net gestëmmt kritt -, wou mer der Meenung waren, dass deen Text, esou wéi en do géif virleien, net gutt wier an dass et vläicht besser wier, deen Text zréckzezéien.

Zu deem ass et awer net komm. An dofir hu mer de 7. Mäerz 2018 nach eng Kéier gefrot, fir kënnen an der Chamberskommissioun doriwwer ze schwätzen. Firwat hate mer dat gefrot an der Chamberskommissioun? Ma well den deemolege President vun der Chamber eis Question parlementaire refuséiert huet, well e gesot huet: „Et gi keng Question-parlementairen hei gestallt iwwer e Projet de loi, deen an der Prozedur ass." An dofir si mer dunn en anere Wee gaangen an haten deemools d'Familljeministesch an d'Kommissioun ruffe gelooss. An och do ass keng Suite drop komm.

An net méi spéit wéi an enger weiderer Sitzung, déi mer ugefrot haten, dass d'Chamber se géif aruffen, de Juli 2018 huet d'Ministesch gesot, d'Material vun der IGSS léich nach ëmmer net vir an dofir kéint et net zu där Upassung kommen.

Also ech wëll Iech soen, Madamm Minister, ech felicitéieren Iech fir dat, wat ech gëschter gelies hunn: dass de Projet de loi zréckgezu ginn ass. An ech si frou doriwwer an ech sinn der Meenung, dat hätt ee scho vill éischter kënne maachen. An ech wënschen Iech eng glécklech Hand, fir elo mat deenen dräi, wou Der dat bilateral ofhaalt, dann och vläicht do en neien Accord ze fannen an en Accord ze fannen, dee méi einfach ass als Gesetz ëmzesetzen. Well och dat ass Sozialdialog. Och do ass et wichteg, dass mer déi regelméisseg Upassunge wäerte kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Sozialdialog muss een aner Dossieren diskutéieren. Teletravail. Mobbing. Alles dat sinn Dossieren, déi um Niveau vun der sozialer Partnerschaft an den 90er Joren an Ufank der 2000er Joren ofgemaach gi sinn. Dat waren Themen, déi bilateral behandelt gi sinn. A wa mer keen Accord um bilateralen Niveau - ech hat deemools nach eng aner Kap op - fonnt hunn, da war et d'Politik, déi decidéiert huet. An dat ass dee richtege Wee. An ech mengen, dass et do och wichteg ass, dass mer nach kënnen nei Weeër goen, an dass et och do nach wichteg ass, an der sozialer Partnerschaft esou Saachen ze maachen.

An ech erënneren do u grouss sozial Errungenschaften, déi aus der Tripartite ervirgaange sinn. Et ass net ëmmer mat engem Erfolleg ausgaangen an der Tripartite, mä meeschtens. An et ass och do wichteg, dass mer et erëm fäerdegbréngen, an der Tripartite zesummen ze diskutéieren. Well wat 1996 oder 2006 méiglech war, dat dierft jo och 2019 net onméiglech sinn. Et sief dann, dass d'Vertrieder an der Tripartite vun deemools besser Argumenter haten a besser konnten op d'Situatioun vun de Leit op béide Säiten agoen, wéi dat haut de Fall ass.

Mä ech mengen, dass et op alle Fall wichteg ass, dass d'Leit vum Terrain déi Theme mateneen diskutéieren, well et ass nëmme vun Erfolleg gekréint, wann een d'Leit vum Terrain mat abënnt, fir esou Accorde kënnen ze sichen. A fir eis ass a bleift et - ech soen et nach eng Kéier - wichteg, dass mer e staarke Sozialdialog behalen.

An och duerfir mäin Appell un de Statsminister, de Wirtschaftsminister, de Mëttelstandsminister, den Aarbechtsminister, d'Familljeministesch an de Sozialminister, alles drunzesetzen, well si alleguerten op déi eng oder déi aner Aart a Weis mam Sozialdialog beschäftegt sinn. Datselwecht gëllt fir de Bildungsminister, well och dat, wat d'Formation professionnelle ubelaangt, do wou et ëm d'Beruffschambere geet, ass eppes, wat zum Sozialdialog gehéiert, fir do den Appell ze maachen, fir dass alles ënnerholl gëtt, wat nëmme méiglech ass, fir dass deen Dialog erhale bleift, well mer soss anere Schwieregkeeten entgéintginn.

An ech soen et nach eng Kéier: Och de Wirtschafts- a Sozialrot, och d'Krankekeess, d'Pensiounskeess an d'Familljekeess sinn um Modell vun der Sozialpartnerschaft opgebaut. An dofir ass et wichteg, alles ze ënnerhuelen, fir dat och kënnen ze maachen. Fir eis däerf dee Sozialdialog fir Lëtzebuerg op alle Fall net a Fro gestallt ginn.

A wann ech dat soen um nationale Plang, esou gëllt dat och gläichzäiteg op betriiblechem Plang. Dozou gehéiert och fir eis, dass mer et fäerdegbréngen, nach méi Betriber am Kader vu Kollektivverträg ofzesécheren, well dat nach ëmmer deen direkte Kontakt ass tëschent deene Leit, déi an de Betriber sinn. An ech mengen, et stéing eis alleguerte gutt zu Gesiicht, wann d'Zuel vun de Kollektivverträg an d'Luucht géif goen.

An do leie mer op der Linn vun de Gewerkschaften OGB-L, LCGB an och an der Diskus-

sioun mat de Kolleege vun der CGFP. An do wëll ech eng Klammer maachen, de Minister vun der ëffentlecher Fonctioun ass jo heibannen, ech mengen, do géif et och ..., ech weess, dass d'Gesetz an der Prozedur ass, mä do géif et awer elo esou lues Zäit ginn, dass mer endlech géifen zum Enn komme mam Gesetz vun der Fonction publique iwwert déi dräi Joer Stage.

Déi éischt Leit ginn elo fäerdeg, déi déi dräi Joer Stage hanner sech hunn, an dofir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung. Ech weess, dass et net nëmmen d'Regierung ass, dass et och de Statsrot ass, mä ech kann lech soen, déi Leit dobaussen ... Vun der Ënnerschrëft vum Accord salarial bis zu der Ëmsetzung, dat ass elo bal erëm eng Kéier, wa mer et bis stëmmen, mengen ech, dann zéng Méint oder ee Joer. Dofir nach eng Kéier en Appell, dass mer do méi séier virukommen, well déi Leit an der Fonction publique, virun allem déi Jonk, déi dovu betraff sinn, déi waarde voller Spannung drop.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Ah, Här Graas, ech si frou, wann Der elo sot, dat wär alles an der Rei an Dir géift alles maachen, dass et am Conseil d'État méi séier virugeet. Mä mäin Appell ...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Et ass just um Här Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä mäin Appell ass, dass mer do virukommen, well déi Leit, déi dovu betraff sinn, déi waarde voller Inbrunst drop, dass dat soll kommen, well dat versprach ginn ass virun iwwer engem Joer an deen Accord duerno ënnerschriwwe ginn ass mat der CGFP. An dofir wär et awer elo gutt, wa mer dat och géifen ëmgesat kréien.

Ech wëll och ënnersträichen, Teletravail, Digitaliséierung a kënschtlech Intelligenz gehéieren och fir eis zu deenen Erausfuerderungen, wou mer mussen dru schaffen, wou mer alles musse maachen, fir dass mer och wëssen, wat dat fir den Aarbechtsmaart bedeit a wat dat fir Konsequenze kann hunn.

An do gëllt et, déi néideg Weiderbildungen an d'Weeër ze leeden, déi néideg Gesetzgebungen auszeschaffen a virun allem - ech muss dat elo op Däitsch soen, ech hunn nach kee Lëtzebuerger Wuert dofir fonnt - dass d'Nichterreichbarkeitsklausel kënnt. Dat heescht, dass déi Leit, déi digital oder iwwer Teletravail schaffen, och eng Kéier däerfen de Computer ausmaachen, dass do och ofgeséchert ass, dass et do eng Period gëtt, wou déi Leit net ze erreeche sinn. An déi kënnen net herno virgeworf kréien: De Sonndeg (veuillez lire: de Samschdeg) den Owend an der Nuecht tëschent 23.00 an 01.00 Auer hu mer der dat geschriwwen an du hues et bis sonndes moies um siwen Auer net gemaach!

An do weess ech, dass dat net esou einfach aus dem Aarm ze rëselen ass, mä dass et och do wichteg ass, dass mer et an eisem Code du travail fäerdegbréngen, och déi Nichterreichbarkeitsklausel - bis dohinner wäerte mer och en aneren Numm fonnt hunn - geregelt ze kréien, well dat ganz wichteg ass. An dat spillt bei der Digitaliséierung, mä dat spillt och am Teletravail an all deenen aneren Aarbechtsformen, iwwert déi diskutéiert gëtt, déi och sécherlech kënnen dozou bäidroen, dass et méi einfach gëtt, och an der Mobilitéit, well wann näämlech méi Leit vun doheem oder vun enger anerer Plaz aus schaffen, sinn déi Leit och dee Moment manner op der Strooss.

Et geet och gläichzäiteg ... Wa mer soen, mir hätte gären, dass déi Leit entgrenzt gi vun der Aarbechtsplaz, dann däerfe se awer net och näischt méi zegutt hunn, wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt. Och do wier et wichteg, dat emol alles ze definéieren an der Nichterreichbarkeitsklausel.

Idem musse mer diskutéieren iwwer eng aner Aarbechtszäitorganisatioun, déi et de Leit erlaabt, Beruff a Famill wéi och d'Interesse vun de Betriber zesummenzebréngen. An do ginn et Schnëttmengen. An do ass et ebe wichteg, ech hat et virdru gesot, dat op betriiblechem Plang ze maachen. Well fir do eng eenheetlech Léisung ze fannen, fir alleguerten deene Leit, déi hei am Land beschäftegt sinn, an alleguerten deeneselwechte Betriber déiselwecht Aarbechtszäiten ze ginn, ech mengen, dass dat relativ schwiereg ass an dass et dofir wichteg ass, am Kader vum Gesetz an duerno gläichzäiteg am Kollektivvertrag déi Upassunge kënne virzehuelen, déi néideg sinn, souwuel fir d'Salariéë wéi och fir d'Famille wéi och fir d'Betriber. Well wa mer keng Suen erbäikréien, da kënne mer och keng verdeelen.

Ech kéint elo an deem dote Kader nach Stonne weiderfueren, mä do kommen ech nach eng aner Kéier drop zréck, well ech hat och beim Minister, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... Chamber net zou.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wat gelift, Här Bodry?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De President vun der Chamber léisst dat net zou!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah okay. Merci, Här Bodry.

Mä ech wëll awer och soen, ech hunn och do eng Interpellatioun ugefrot gehat, fir mam Minister Kersch eng Kéier doriwwer ze diskutéieren, iwwer alles wat de Bien-être au travail ubelaangt, well och dat wichteg ass, well een dat och net däerf vergiessen.

Fir mech ass et awer och wichteg, dass mer alles drusetzen, fir genuch qualifizéiert Leit ze fannen op eisem Aarbechtsmaart. A ville Beruffer fanne mir keng méi. An anere Beruffer hu mir Qualifizéierter, déi awer net op déi Aarbechtsplaze passen, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt. Och hei kéint de Sozialdialog ganz vill hëllefen, wann do am Virfeld direkt géif tëschent de Beruffschamberen, de Gewerkschaften an de Patronatsverbänn déi Diskussioune gefouert ginn, dass et méi einfach ass, fir déi Leit ëmzebilde respektiv op déi richteg Schinn ze bréngen. Well do stelle mer jo de Moment erëm fest, dass mer Penurie a verschiddene Secteuren hunn.

An et ass ganz wichteg, do eppes ze maachen. An ech mengen, dass et grad wichteg ass, och do intensiv an d'Beruffsausbildung ze investéieren, well mer alles, wat mer an d'Beruffsausbildung investéieren, duebel an dräifach zréckkréien.

An ech mengen, dass et do virun allem och wichteg ass, d'Beruffsausbildung besonnesch am duale System fonctionnéieren ze loossen. All déi Betriber, déi am duale System ausbilden, kënnen d'Leit esou ausbilden an hinnen déi Formatioun ginn, déi si an hirem Betrib brauchen, fir duerno och kënnen ekonomesch rentabel a (veuillez lire : rentabel ze schaffen a sech) weiderzëentwéckelen. Déi Leit hu jo dann déi Erfahrung, fir an deem Betrib matzemaachen.

An dofir géif ech och en Appell maachen un déi grouss Betriber, erëm richteg Léierbuden opzeriichten, an och un d'Regierung, dat massiv ze ënnerstëtzen, dass erëm Léierbuden an deene gréissere Betriber am Land gemaach ginn. Et sinn der schonn e puer déi lescht Joren erëmkomm. Mir sinn zwar nach e bëssen ewech vun deenen erfollegräichen Zuelen, déi mer haten, mä et wier och do wichteg, dat ze förderen, dass méi Léierbuden an de Betriber géife gemaach ginn.

Da wëll ech eppes soen iwwert déi Onqualifizéiert. Do war eng kleng Konfusioun. Ech hat och schonn dem Minister vun der Aarbecht, dem Här Kersch, eng Fro gestallt, schréftlech, an ech hat se duerno eng Kéier mëndlech gestallt. Dat ass déi Konfusioun, déi heiansdo geschitt.

Ech huelen elo notamment d'Beispill vun der WSA. De President vun Amerika wëllt jo eng Mauer bauen tëschent Mexiko an Amerika an do huet e geschriwwen, op wat fir enge Plazen hien dat Geld wéilt spueren. An do ass och d'WSA opgefouert gi mat 86 Milliounen, déi en do géif ewechhuelen. Dräi Deeg méi spéit, an ech war ganz zefridden, huet den Här Bausch en Accord ënnerschriwwe mam amerikanesche Botschafter, dass iwwer 200 Millioune géifen déi nächst fënnef Joren hei investéiert ginn.

Dat, wat elo eben net (veuillez lire: net gewosst ass) - ech weess awer och, dass d'Regierung elo keng Äntwert huet, et sief, si hätten op eemol eng kritt, mä ech wéisst net wéi -, ob elo den amerikanesche Kongress entweder iwwert dat eent ofstëmmt oder iwwert dat anert ofstëmmt. Ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass een awer kloer weess, a wat fir eng Richtung et geet. Sinn dat déi 200 Millioune minus déi 80 oder kommen déi iwwerhaapt net oder wéini kënnt dat?

Ech mengen, dass do eng grouss Ongewëssheet ass fir déi Leit, déi do schaffen. Well, an dat wëll ech och ënnersträichen, dat hu souwuel den Aarbechtsminister wéi och de Minister vun der ënnerer Sécherheet gesot, dat ass alles eréischt gëlteg dee Moment, wou den amerikanesche Kongress driwwer ofgestëmmt huet. Ass dat elo déi eng Variant oder déi aner Variant? Well do sinn zwou verschidde Saachen am Ëmlaf.

Dat Positivt wier, wann et wierklech zu deenen Investissementer géif kommen, dass do zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn. Virun allem och an dem onqualifizéierte Marché. An dat soll een och zousätzlech förderen. Mä ech wier frou, wann an der Tëschenzäit d'Regierung schonn eppes wéisst, wat dann elo déi richteg Variant vun Amerika wier, wat do virgesinn ass.

Fir eis als CSV ass et op alle Fall wichteg, dass de Sozialdialog erhale bleift. Vill Erausfuerderungen am Soziale leie virun eis, ob dat d'Familljepolitik ass, ob dat d'Sécurité sociale ass, ob dat d'Aarbechtsrecht ass. Nëmme mat engem erfollegräiche Sozialdialog, dee mer fäerdegbréngen, kann d'Erfollegsstory vum Lëtzebuerger Modell weidergefouert ginn. An och nëmmen da brénge mer et fäerdeg, alleguerten déi Problemer, déi mer virun eis leien hunn, kënnen ze léisen. An dofir nach eng Kéier mäin Appell un d'ganz Regierung an alleguerten déi, déi am regelméissege Kontakt si mat de Sozialpartner, alles drunzesetzen, dass déi sozial Partnerschaft virugeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass net méi vill Zäit iwwreg ass.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dat ass kee Problem. Ech wäert mech kuerzfaassen a mech op zwee Punkte konzentréieren.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Okay. Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- De Statsminister huet gëschter, ee vun deene rare Punkten, wou e konkret ginn ass, vun de Steieren als Lenkungsinstrument geschwat. An de Kolleeg Alex Bodry huet a senger ansonste ganz bemierkenswäerter Ried gesot: „Dat wäert heibanne jo keen a Fro stellen."

Abee, d'ADR stellt dat a Fro! Den Zweck vu Steiere soll sinn, dem Stat déi néideg Einnamen ze bréngen, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass net, fir ze lenken, fir ze erzéien oder fir d'Leit derzou ze bréngen, esou ze liewen, wéi grad eng Majoritéit heibannen dat fir richteg fënnt.

Lenkungszweck a Fiskalzweck schléisse sech aus, sinn am Konflikt.

An de Kolleeg Gast Gibéryen huet a senger Ried e ganz gutt Beispill bruecht. D'Madamm Lorsché sot vun de Grondsteieren, mat Recht, mir wieren do wäit ofgeschloen am OECD-Niveau, ganz wäit hannen an der Héicht vun deene Steieren. Mä et muss ee sech froen: Wat geschitt dann, wann déi elo eropginn? Wat fir eng Konsequenz huet dat konkret op d'Leit?

Den Alex Bodry sot zu Recht, datt hei oft gutt gemengte Gesetzer gestëmmt ginn, déi dann awer de Contraire vun deem bewierken, wat d'Chamber gewollt huet. An hei ass e gutt Beispill. Kommt, mir huelen einfach d'Beispill vun enger Famill, déi d'Gléck huet, en Haus ze ierwen. Kommt, mir soe vun den Elteren. Oder vun enger Tatta. Dann hu se schonn 20 % Ierfschaftssteier bezuelt.

Si liewe mat enger oder och nach mat zwou klenge Paien a kommen iwwert d'Ronnen. Si kommen iwwert d'Ronnen, well se ebe just kee Loyer musse bezuelen, well se ebe just kee Prêt musse rembourséieren. Mä ass dat dann nach wouer, wann déi Lenkungssteiere kommen, iwwert déi hei geschwat gëtt? Ass dat nach wouer, wa se op eemol anstatt, ech soen einfach elo emol, 150 Euro Grondsteier am Joer da mussen 1.500 bezuelen? Ass dat nach wouer, wann de Bensinn esou wäit eropgeet, datt se 120 Euro d'Joer méi mussen ausginn?

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ass dat nach wouer, wann hiren alen Diesel, dee se huet, op eemol vill méi deier besteiert gëtt, wéi mer dat schonn eng Kéier haten ënnert dem Här Lux? Ass dat dann nach wouer? An do muss ech deene Kolleege recht ginn, déi dat scho gesot hunn: Kommt, mir denken och un déi sozial Voleten, wa mer hei vu Lenkungssteiere schwätzen.

De Xavier Bettel sot, ech zitéieren: „Iwwert de Wee vun de Steieren hu mer en Hiewel, fir en Afloss drop ze huelen [...] op den Alldag vun de Mënschen." A fir mech ass dat eng ganz schrecklech Virstellung, datt eng 31-op-60-Majoritéit heibanne kann Afloss huelen op déi Aart a Weis, wéi ech soll liewen. D'Fiskalrecht ass net fir d'Ëmerzéiung vum Vollek bestëmmt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Roy Reding *(ADR).*- Mir sollten denken an net probéieren ze lenken!

Da wollt ech ganz kuerz op d'Unternehmenssteier agoen. Do ass och e bëssen déi Saach positiv duergestallt gi vum Här Premierminister. E sot: De Steiersaz vu Betriber ass 17 % a bei mëttelstännege Betriber 15 %. Dat ass net onwouer. Et ass awer och net wouer! Well wa mer den Impôt commercial communal derbäirechnen, deen Onsäglechen, dee mer eigentlech scho laang hätte sollen ofschafen, dann ass de Steiersaz, an dann och nach nëmmen, wann de Betrib säi Sëtz an der Stad huet, wou den Hebesaz am déifsten ass am ganze Land, 24,94 %.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- A wivill Betriber bezuelen déi dann? Wéi ass do den Taux réel, Här Reding? Sot eis en! Well Dir kennt en. Dir hutt jo gutt Bezéiungen do. Sot eis den Taux réel!

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat doten ass de reellen Taux, ...

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Nee, dat ass net den ...

M. Roy Reding *(ADR).*- ... dee bezuelt gëtt op de reelle Benefiss.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Reding, Dir wësst genausou gutt wéi ech, dass dat den theoreteschen Taux ass an net dee reellen Taux.

M. Roy Reding *(ADR).*- Hei entschëllegt, hale mer déi of (veuillez lire : d'Zäit fir eng Äntwert of)?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi hale mer of.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dann hale mer déi of. Okay.

Nee, dat ass net wouer. Deen doten Taux gëtt bezuelt op de reelle Benefiss. Jo, ech ka verschidden Ofschreiwunge maachen. Ech kann Amortissementer maachen, déi awer och nees reintegréiert ginn, wann ech duerno méi deier verkafen, ginn ech op dee Benefiss nees besteiert. Mä ech denken, mir sinn net hei, fir de Leit Coursen ze ginn a Kontabilitéit.

En huet och gesot, ...

(Interruption)

En huet och gesot: 15 % op mëttelstänneg Betriber. Och dat ass net wouer! Jo, dat ass de Kierperschaftssteiersaz fir déi éischt Tranche. An, jo, déi gouf eropgesat - an dat war eng ganz gutt Iddi - vun deenen éischte 25.000 Euro Benefiss op déi éischt, ech mengen, 170.000 Euro Benefiss. Dat war eng gutt Saach! Mä fir de Rescht bezilt och dee mëttelstännege Betrib haut 24,94 % Steiere fir dat, wat iwwert déi éischt Tranche erausgeet, wann en d'Chance huet, säi Siège an der Stad Lëtzebuerg ze hunn. An enger Südgemeng géif dat wesentlech méi deier ginn.

Dann e Wuert zum Dateschutz. D'Madamm Lorsché sot dozou, hei hätt de Premierminister Kloertext geschwat. Dat ass wouer! En huet richteg a wichteg Deklaratioune gemaach. E sot, et missten exakt Daten erhuewe ginn. Déi Erhiewung misst zweckgebonne sinn. Et géif de Prinzip vun der Necessitéit zielen. D'Sammele misst relevant sinn. Fir d'Limitatioun vun der Dauer, wéi laang Date gehale ginn, misst et eng Kontroll ginn, misst et eng Verhältnismëissegkeet ginn. Alles dat ass ganz richteg!

Méi konkret zum Fichier central an zur JUCHA sot en: Et muss nogebessert ginn. Et gëtt Nohuelbedarf. Dat sot en dräimol. Hie wëllt eventuell - dat sot en zweemol - Schwaachstelle behiewen, den Accès, d'Donnéeën, wéi laang Informatioune gehale ginn, op de Leescht huelen, d'Regelen den Exigenze vum Dateschutz upassen. An ech zitéieren: „De Bierger muss sech drop verloossen, dass de Stat virsiichteg mat Informatiounen ëmgeet, déi perséinlech sinn." An duerfir missten alt nees eng Kéier eventuell Schwaachstellen identifizéiert ginn. A finalement sot en: „D'Gesetz gëllt an et muss respektéiert ginn an d'Anhale vum Gesetz gëtt duerch d'CNPD kontrolléiert."

Dat ass ganz richteg. De Problem ass just, mir hunn hei net eventuell Schwaachstellen. Mir hu klipp a kloer eng systematesch Mëssuechtung vum Gesetz. E Minister ass net responsabel, wann en dee Constat mécht. Mä en ass responsabel, wann dee Constat gemaach gëtt, e weess et an en ënnerhélt näischt.

A grad wann den drëtte Pouvoir, d'Justice, déi Gesetzer net anhält, dann ass dat fir eist Land a fir eist Vollek eng extrem grav Situatioun. An do muss, onofhängeg vu richtegem a wichtegem Nobesseren, sofort eppes geschéien. An ech si frou, datt de Minister Bausch an der leschter Kommissiounssëtzung och dat doten als Constat geholl huet. Et gëtt Mëssbrauch, et gëtt Violatioun vum Gesetz. An domadder muss Schluss sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt dëser Deeg an déi Woche virdru schonns des Éfteren iwwert de Rechtsstat geschwat. Dat ass och näischt Anormales. Dat ass eppes Richteges an enger Demokratie. An et ass och näischt Anormales, dass de Rechtsstat vun deem engen emol méi oder aneschters ausgeluecht gëtt. Dat ass normal. Firwat? Well et eigentlech eng Definitioun vum Rechtsstat comme tel net gëtt. Mä et versteet een awer, wat dorënner gemengt ass. Dat ass d'Applikatioun vun der Verfassung a vun deene Gesetzer, déi op der Verfassung gestëmmt sinn duerch de Stat. Dat heescht duerch d'Ministeren, d'Regierungsmemberen, duerch d'Ministërë grad ewéi och duerch d'Verwaltungen oder aner Institutiounen.

Gëtt dat net respektéiert, da riskéiert een, lues a lues an e sougenannte Willkürstat ofzedriften, wou d'Rechter vun deem eenzele Bierger mat Féiss getrëppelt ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Et stellt een awer, an dat ass gutt esou, an der haiteger Zäit e Mouvement fest, dee souwuel op europäeschem wéi och op internationalem Plang ass, an dat ass ausdrécklech ze begréissen, fir d'Rechter vun deem eenzele Bierger ëmmer ze vergréisseren. An dat ass gutt esou.

An et ass och an enger parlamentarescher Demokratie, wéi Lëtzebuerg dat ass, d'Recht, fir net ze soen d'Flicht vun dem Parlament a virun allem vun der Oppositioun, fir op d'Derivë vun dem Rechtsstat opmierksam ze maachen a fir se ze denoncéieren. Dat ass d'Aufgab vun enger Oppositioun.

A schwätzt een enger Oppositioun dës Rechter, dës Aufgab of, jo, da muss ee sech dem Virworf aussetzen, dass een an engem Onrechtsstat ass, wou d'Rechter vun der Oppositioun mat Féiss getrëppelt ginn a wou versicht gëtt, d'Oppositioun monddout ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Wahlprogramm vun deene Grénge vun 2018, do geet och rieds iwwert de Rechtsstat. Et steet do am Kapitel 4, Fräiheet a Biergerrechter schützen: „Denn nur ein starker, demokratischer Rechtsstaat kann gleichzeitig Bedrohungen effektiv abwehren, Grundrechte schützen und so unsere Freiheit bewahren." An et geet an deemselwechte Kapitel virun: „Entscheidungen der Justiz müssen im Einklang sein mit allen Grundrechten, seien sie in der Verfassung oder in internationalen Abkommen festgehalten."

Esou steet et an dem Wahlprogramm vun déi gréng. An ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, mat allen Divergenzen, déi vläicht elo méi zum Virschäi kommen an der leschter Zäit tëschent der CSV an deene Gréngen, dat, wat am grénge Wahlprogramm 2018 steet, ass richteg. An dat kënne mir als CSV, an ech mengen och all déi aner Fraktiounen, déi hei an dem Parlament vertrueden an demokratesch legitiméiert sinn, alleguerten ënnerschreiwen.

Mä wann dat an engem Wahlprogramm steet, Dir Dammen an Dir Hären, da muss dat och esou applizéiert ginn. An ech soen Iech, ech war erféiert, ech soen dat riichteraus, virun der Vakanz, an ech mengen, ech war net deen eenzegen, wéi an der Justizkommissioun vun der Chamber e Magistrat, e Beroder vun dem Justizminister, d'ailleurs en sa présence, de Vertrieder vun den eenzele Fraktiounen an der Commission juridique geäntwert huet op eng Fro vu mir: „Jo, wat verstitt Dir dann eigentlech ënner enger Persoun, déi fräigesprach ginn ass?" Wësst Der, wat d'Äntwert war? An et si genuch Zeien hei. „Dat ass een, dee fir eis net condamnéiert gouf."

Dir Dammen an Dir Hären, wann dat d'Rechtsverständnis ass am Rechtsstat Lëtzebuerg, jo, da muss gesetzlech nogebessert ginn. Da muss gesetzlech nogebessert ginn. An et muss do nogebessert ginn, wou et un d'Grondrechter an un d'Fräiheet vun deem eenzele Bierger geet. An dat ass notamment bei der Onscholdsvermutung. D'Présomption d'innocence.

A fir et richteg ze soen, d'Présomption d'innocence, Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht net, dass een an engem Rechtsstat iergendeppes iwwer ee behaapt, an dee muss da kucken, dass en de Beweis vum Contraire erbréngt. Neen! Wann een an engem Rechtsstat engem seng Schold an e strofrechtlechen Tatbestand wëllt ënnerstellen, dann ass et och un deenen entscheedende Gremien, fir ze soen, firwat dass dat esou ass. An et ass een onschëlleg, soulaang een net vun engem Tribunal a lescht er Instanz strofrechtlech veruerteelt gouf.

An d'Onscholdsvermutung, Dir Dammen an Dir Hären, déi zielt vun der Wemperhaart bis op Mondorf a vu Réiden bis op Rouspert. D'Onscholdsvermutung, Dir Dammen an Dir Hären, vun där benefisséiert all Bierger am Land. Ech widderhuelen: all Bierger am Land. An d'Onscholdsvermutung huet awer an dem Géigesaz och all Bierger, an dat geet vum Minister iwwert de Beamten, iwwer aner Institutiounen, ze respektéieren.

A konkret, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mir gären, dass an eist Gesetz, an eis Strofgesetzgebung verstäerkt fir d'Présomption d'innocence, esou wéi se vun der EU-Direktiv 2016 festgehale ginn ass, dass do verstäerkt d'Rechter vun deenen Eenzelne sollten ageschriwwe ginn.

Mir sinn der Meenung, dass dat an engem Hauruckverfahren 2018, virun de Chamberwahlen, onzoulänglech bei eis an d'Strofprozessuerdnung, also an de Code de procédure pénale ageschriwwe gouf. A mir verlaangen als CSV, dass eng konkret Bestëmmung bei eis an de Code de procédure pénale ageschriwwe gëtt. Nääämlech déi: « Les atteintes à la présomption d'innocence sont prévenues, réparées et réprimées dans les conditions prévues par la loi. » Mir hätte gären, dass deen Zousaz bei eis an d'Strofgesetzgebung ageschriwwe gëtt.

D'CSV verlaangt gradesou kloer, dass de sougenannte Prinzip vun dem Délai raisonnable och an eis Strofprozedur ageschriwwe gëtt.

Et ass d'Aufgab vun engem Rechtsstat, fir de Strofdoten, besonnesch deenen, déi eng gewësse Gravitéit am Tatbestand duerstellen, fir deenen am Interessi vun der ëffentlecher Uerdnung nozegoen, fir se opzeklären. A wann d'Strofdot méi komplizéiert ass, wat den Tatbestand ass, musse selbstverständlech d'Justiz an d'Police déi néideg Mëttele kréien, fir hiren Aufgaben do nozegoen. Well all Prozess, all strofrechtleche Prozess, dee muss an engem räsonabelen Delai oflafen.

An et huet och kee Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, dass ee sech ronderëm deen Délai raisonnable erëmdréckt. Well déi Leit, déi vis-à-vis hei vu mir op der Regierungsbänk sëtze grad wéi eng ganz Rei vun aneren, déi kennen d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg do ganz kloer. Wann dat net respektéiert ass, wat geschitt? D'Strofmooss gëtt automatesch erofgesat an herno endegt dat och nach gegebenenfalls bei engem ziville Verfahre géint dee betreffende Stat, well ganz einfach seng Justiz oder aner Servicer net fonctionnéiert hunn, fir dass dee Prozess an engem räsonabelen Delai opgeschafft konnt ginn.

An duerfir hätte mer gären, dass och an eis Strofgesetzgebung eng äänlech Dispositioun géif ageschriwwe ginn, ewéi dat am franséische Code de procédure pénale ass, nääämlech: « Il doit être définitivement statué sur l'accusation dont cette personne fait l'objet dans un délai raisonnable. »

Onofhängeg vun der Fro vum Délai raisonnable wëll ech awer och eng mënschlech Komponent erabréngen. Den Alex Bodry huet dat de Moie gemaach. An ech wëll dat och eigentlech veranschaulechen. Jo, e Land huet e Recht drop, dass all Prozess, a besonnesch Prozesser, déi vläicht eng politesch Konnotatioun hunn, opgeklärt gëtt an engem räsonabelen Delai. Mä de Rechtsstat muss awer och sécherstellen, dass Persounen net beschiedegt gi wärend der Instruktioun a wärend dem Oflaf vun deem Prozess.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech soen dat. Ech maache mech net populär, weder heibannen nach dobaussen, mä heiansdo muss een och d'Rechter vun deene Leit op enger Chamberstribün verteidegen. An et ass eigentlech fir mech perséinlech - dann huelen ech et esou - inakzeptabel, dass Leit wärend Joren, wärend Jorzéngte stigmatiséiert ginn, ëffentlech un de Pranger gestallt ginn, dohigestallt ginn, wéi wa si Auteuren oder Coauteure vu strofrechtlechen Handlunge wieren, ouni dass se sech do kéinten emol wieren.

Dat fannen ech net glécklech. An ech mengen, et ass eng grouss Epreuve, besonnesch an engem klenge Land, net nëmme fir déi Leit, mä et ass virun allem eng grouss Epreuve fir hir Familljen an déi Descendantë vun deene Familljen. Wësst Der, wann een Numm mat engem Prozess verbonne gëtt an engem klenge Lëtzebuerg, an et weess all Mënsch, wien dat ass, da kucken d'Leit gären op de Buedem oder si ginn op déi aner Säit vun dem Trottoir. An och dat hu mer als Legislateur an engem Rechtsstat Lëtzebuerg ze verhënneren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, an all Rechtsstat - an all Rechtsstat! - zielt och de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet vun de Mëttelen. An ech war schockéiert, ech soen dat riicht eraus, ënnert dem Couvert vu menger Immunité parlementaire, - ech mengen, dass ech déi awer op dëser Tribün hunn - ech war schockéiert, schockéiert, wéi ech matkritt hunn, duerch en ëffentlecht Uerteel, dass en Deputéiertekolleeg heibannen eng Strofdot reprochéiert krut, wou eng Instruktioun amgaange war fir en Tatbestand, deen eng gewësse Gravitéit huet, mä wat awer kee Kapitalverbriechen ass. Et goung nääämlech konkret ëm e sougenannten „Recel" vun engem Secret professionnel, also eng Hehlerei, vun engem Broch vun engem Beruffsgeheimnis, wat hie selwer net betraff huet, well en an enger Chamberskommissioun, déi och nach à huis clos war, den einfache Saz gesot huet: „Här Minister, dat, wat Dir sot, dat weess ech schonn dräi Wochen." Et war net méi! An eng Rei vu Leit waren an där Institutiounskommissioun virun zwee Joer Zeien.

Dass doropshin enquêtéiert gouf, stellen ech net a Fro. Dat ass d'Aufgab vun der Justiz, wa se mengt, et wiere Strofdoten opzeklären, dass se dat mécht. Mä dass awer géint en Deputéierten, an dat konnt een net vun Ufank un ausschléissen, dass dat net de Fall wär, gesot gëtt: „Et gëtt enquêtéiert iwwer Handlungen, déi wärend dem kloren Exercice vu senger Funktioun geschitt sinn." An dass zousätzlech bei deem betreffenden Deputéierten, an ech maachen hei kee Plädoyer, dass Deputéierten eng aner Funktioun hätte wéi aner Leit am Land, mä dass awer Deputéierten, déi sollen eng Kontrollfunktioun iwwer eng Regierung hunn, dass do wärend Wochen - wochelaang! - d'Handye retracéiert goufen, dass Télefonskommunikatioune retracéiert goufen, dass SMSe retracéiert goufen, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn der Meenung, dass dat an engem Rechtsstat net geet. An ech si frou, dass d'Justiz selwer, d'Chambre du conseil, an engem Uerteel festgehalen huet, wat d'Immunitéit vun engem Deputéierte wier a wat fir eng Handlungen erlaabt an och net erlaabt wären. Alleguerten déi Saache sinn annulléiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- A fir dat do kloerzestellen, ech weess, dass ech mech net populär maachen! Hei si 60 Deputéierten, dat sinn 59 anerer, d'Leit dobaussen denken dat vläicht aneschters, mä wa mer iwwer e Rechtsstat schwätzen, da muss et och op dëser Tribün erlaabt sinn, fir esou Saachen unzeschwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir verlaangen als CSV, mir verlaangen als CSV, dass, grad wéi a Frankräich, dat, wat an enger vun de gréissten Demokratien an der Welt kann an hirer Strofprozessuerdnung stoen, dat musse mer och kënnen zu Lëtzebuerg draschreiwen. An duerfir verlaangt d'CSV eng konkret Propos. An dat ass déi, dass an eis Strofgesetzgebung e Saz ageschriwwe gëtt, deen heescht: « Au cours de la procédure pénale, les mesures portant atteinte à la vie privée d'une personne ne peuvent être prises sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire », dat ass kee Problem, « que si elles sont au regard des circonstances de l'espèce nécessaires à la manifestation de la vérité et proportionnées à la gravité de l'infraction. » Mir sinn als CSV dergéint, dass, wann ee wëllt Strofdoten opklären, een all d'Mëttelen hëlt, fir de Leit hir Kommunikatiounen ofzelauschteren oder se ze retracéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat Lëtzebuerg, dee muss awer spillen am alldeeglechen Oflaf vun de Verwaltunge mat dem eenzelne Bierger. An dat, wat mer gutt fannen, dat ass, dass 2017, also ënnert der fréierer Legislaturperiod, eigentlech e Code des lignes de bonne conduite administrative ausgeschafft gouf, deen och am Regierungsrot verabschit gouf, a wou déi deemoleg Kommissioun vun der Fonction publique driwwer informéiert gouf. A wat do drasteet, ech mengen, dat ka jiddwereen ënnerschreiwen:

Dass eng Decisioun muss an engem räsonabelen Delai geholl gi vun enger Verwaltung.

Dass e Bierger e Recht drop huet, dass e weess, a wat fir engem ze erwaardenden Delai en eng Äntwert op säin Antrag kritt. Richteg. Dat zielt esouwuel fir de Stat wéi och fir d'Gemengen oder aner Institutiounen.

Dass - a lauschtert gutt no! - och do drasteet: « droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles ». Dat steet do wuertwiertlech dran, dat kënne mir nëmmen ënnerschreiwen.

Dass do drasteet: « droit d'obtenir le redressement d'une décision non conforme aux normes applicables ». Dat kënne mir ënnerschreiwen.

« droit à réparation en cas de préjudice dû à un dysfonctionnement de l'administration ».

Dir Dammen an Dir Hären, dat do gehéiert och zum Rechtsstat an et gehéiert och virun allem zum Rechtsstat Lëtzebuerg, engem klenge Land. Mä wa mer dat aschreiwen, Dir Dammen an Dir Hären, jo, da muss awer och verlaangt sinn, dass dat konkret, och zwee Joer nodeem déi Lignes de conduite do a Fonctioun sinn, op dem Terrain applizéiert gëtt. An et ass fir de Bierger dobaussen total net nozevollzéien, dass verschidde Leit, wa se Saache gemaach hunn, do nodréiglech, bannent Monatsfrist, Saache geneemegt kréien, a souguer méi geneemegt kréien, wéi se iwwerhaapt realiséiert hunn, an aner Leit, déi lafe fir äänlech gelagert Fäll wochen-, méintelaang hanner hirem Dossier, fir dass se da gesot kréien: „Entschëllegt, Dir hutt dräi Pièce geschéckt, mä déi aner Pièce, déi ass nach net do, a wa mer déi net hunn, da kucke mer Ären Dossier net."

Dat geet och net an engem Rechtsstat. Jiddwerengem seng Demande huet op administrativem Plang och op deem Punkt d'selwecht traitéiert ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee muss och spillen tëschent den eenzelnen Institutiounen, an dat sinn de Stat an d'Gemengen. An do, Dir Dammen an Dir Hären, kann et net sinn, dass déi eng Gemeng Reglementer approuvéiert kritt an déi aner Gemengen, aus welleche Befindlechkeeten och ëmmer, kréie genau deeselwechten Inhalt vun de Reglementer wärend Joren net applizéiert a musse sech bis op d'Verwaltungsgeriichter duerchschloen, fir dass se Satisfaktioun kréien.

Iwwert den Inhalt an d'Motivatioun vun deenen Uerteeler schweigen ech mech hei léiwer aus. Mä de Rechtsstat verlaangt, dass all Institutioun, all Gemeng hei am Land, no deeneselwechte Kritären an no deemselwechte Mooss traitéiert gëtt, egal wat déi politesch Faarf vun hirem Buergermeeschter ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass och esou, dass de Rechtsstat verlaangt, dass een net engersäits ka soen, an dat ass de Mëtteg des Éfteren ugeklongen: „Mir musse kucken, dass méi schnell a méi séier gebaut gëtt!"- „Mir brauche méi Wunnengen!" - „Mir brauche méi Wunnraum, well et ass inadmissibel" - an dat ass och inadmissibel -, „dass Leit, dorënner och Lëtzebuerger, an dat sinn net déi Äermst vun deenen Aarmen,

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

bei der SNHBM virun der Dier musse campéieren, fir nach e Recht op eng Wunneng ze kréien."

Mä wa mer dat soen, Dir Dammen an Dir Hären, jo, da mussen och d'Aufgab an d'Aarbecht vun der Verwaltung esou ausgeriicht sinn, dass dat och konkret op dem Terrain klappt. An da verlaangt de Rechtsstat, dass net, wa Lotissementer duerch all d'Prozedure sinn, dass da gekuckt gëtt, no Fouilles archéologiques, fënnef Joer Retard an esou Prozeduren, dass da gesot gëtt: „Ah, do flitt nach eng Fliedermaus, do sëtzt nach eng Eidechs oder do flitt nach e rouden oder e schwaarze Milan." Dir Dammen an Dir Hären, och do zielt eng Verhältnisméissegkeet vun de Mëttelen. An eng Scheier op engem Feld, déi däerf net jorelaang duerzehalen, fir dass e Lotissementsprojet, aus welleche Grënn och ëmmer, ka verhënnert ginn. Dat geet och net an engem Rechtsstat Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee bekëmmert sech, mat Recht, ëm de Schutz vun deene Leit, déi am schwächste sinn. Dat ass eng Aufgab vun dem Rechtsstat. Mä et kann een net op där enger Säit op d'Tréinendrüs wëllen drécken: „Mir musse speziell no eise Kanner kucken." Well wann ee wëllt no de Kanner kucken, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass eng elementar Aufgab an engem Rechtsstat, dass een d'international Konventiounen an d'generell Praxissen, déi d'Rechter vun de Kanner schützen, och respektéiert.

An, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et net, an engem Rechtsstat, dass een d'Méiglechkeet huet, iwwer Projet-de-loien, déi am Joer 2018 deposéiert gi sinn, dass Mannerjäreger nach kënnen op Schraasseg geschéckt ginn. Dat geet ganz einfach net!

Da kann et och net sinn, an ech kann Iech Beispiller à l'appui nennen - leider ass och eent bei mir a menger eegener Gemeng geschitt -, dass Kanner am Alter vun zéng bis eelef Joer vun der Police mat Uniform, bei 800 Schüler zou, aus der Klass erausgeholl ginn, ewechgefouert ginn an op eng aner Plaz gesat ginn. Dat geet net. Dat verstéisst géint all d'elementar Rechter vun de Kanner.

An da kann et och net sinn, da kann et net sinn, dass mer nach weiderhin zouloossen, besonnesch bei Projet-de-loien, déi ënner grénge Ministeren deposéiert goufen, dass wéinst sougenannte Statusdelikter - e Statusdelikt, fir dat einfach ze erklären, dat sinn Handlunge vu Mannerjäreger, déi bei Erwuessenen net géifen zu Sanktioune féieren, zum Beispill eng Fugue - Kanner, wéinst Statusdelikter wéi Fuguen, oder well se soss eng Desobeissance hu virun enger Autorité administrative, kënne manu militari an e Centre de placement gefouert ginn. Dat geet an engem Rechtsstat net. An et soll een net iwwer Kannerrechter dorëmmer philosophéiere goen, wann een dat am eegene Land net applizéiert. Dat ass ganz einfach inakzeptabel.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee gouf an der Lescht och staark strapazéiert an dem sougenannten Ëmgang mat de Police- a Justizfichieren, där sougenannter „Casier-bis-Geschicht". Et soll ee sech als Deputéierten net selwer luewen, mä et muss een heiansdo awer och eng Tatsaach dohinnerstellen. Et huet véier Méint gedauert, gefillten 200 eenzel parlamentaresch Ufroen, vun dem Här Mosar a vu mir selwer, fir dass da wierklech stéckelchersweis, stéckelchersweis Wourechten an Hallefwourechten, no Salami- a Verschleierungstaktik vun der Regierung, erauskoumen.

An an deem Kontext, Här President, soen ech elo, dass et fir eis, an engem Rechtsstat Lëtzebuerg, total inakzeptabel ass, dass den Deputéierten hiert Recht, fir parlamentaresch Ufroen ze stellen, vun aneren Institutiounen - ech widerhuelen: vun aneren Institutiounen - ofgewimmelt soll ginn, mat der Begrënnung, d'Limitt vun dem Akzeptabelen oder vun dem Admissibelen, déi wier elo erreecht. Dat akzeptéiere mir net.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech soen haut net méi, mä wann deen dote System sollt weidergefouert ginn, da froe mir eng politesch Debatt, mat alle politesche Responsabilitéiten, déi sech dora wäerten erausstellen. Dat geet net. Eng parlamentaresch Ufro ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Roth, wann Der erlaabt hei, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- ... et géif mech awer interesséieren, a wann Der schonn dervu schwätzt, da sot eis, wien Der domadder mengt, wien déi aner Institutioune sinn. Dat géif mech awer wierklech interesséieren, well ech muss lech soen, Dir kennt meng Meenung, datt ech wierklech d'Parlament ëmmer respektéieren, an all d'Froen am Detail beäntwerten, dat och ëmmer ëffentlech soen. Ech wéisst gären ...

(Brouhaha)

Jo, sot mer ee Beispill, Här Reding, wann Der net där Meenung sidd.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här, Här Bausch, ech géif lech bieden, ech hunn dat do elo gesot, an ech bieden lech, ech soen dat riicht eraus op der Chamberstribün, ech bieden am Interessi vum gudden Zesummespill tëschent allen dräi Pouvoiren am Land, dass ech net muss méi an den Detail goen. Mä et ass fir eis ganz kloer, an ech mengen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, ech wëll just präziséieren, datt all déi Question-parlementairë recevabel erkläert gi si vum President.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

(Brouhaha)

Jo, jo. Ech wëll just soen, ech wëll just soen, an ech soen dat hei haut et fort, au besoin ënnert dem Couvert vu menger Immunité parlementaire, well et weess een ni, wann ech kucken, wat dem Här Gibéryen geschitt ass, wat nach alles sollt geschéien, ech soe ganz kloer, dass et an engem Rechtsstat, an enger parlamentarescher Demokratie, en elementaart Recht vun engem Deputéierten ass, ob e vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun ass, eng parlamentaresch Fro ze stellen, déi sech natierlech muss an d'Kritäre vun dem Reglement vun der Chamber areien. An et ass gradesou kloer, dass geméiss dem Reglement vun der Chamber de Chamberspresident alleng mat allen eventuelle Recoursméiglechkeeten, déi bestinn, decidéiert, ob eng Question parlementaire, also eng parlamentaresch Ufro, recevabel ass oder net. An do sinn säi Guide de bonne conduite d'Erfahrungswäerter respektiv d'Reglement vun der Chamber.

Une voix.- Richteg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An et ass u kenger anerer Institutioun - wou géife mer jo soss hikommen? -, fir dat Recht, souwuel vun dem Parlamentarier wéi vun eisem éischte Bierger, näämlech dem President vun der Chamber, ze beschneiden. Well, an do kënnt deen „Well", et en fin de compte un dem Regierungsmember ass, et ass um Regierungsmember, an deem Zesummespill tëschent éischtem an zweetem Pouvoir an enger parlamentarescher Demokratie, fir ze decidéieren, wat den Inhalt vu senger Äntwert ass. An et ass dann un dem betreffende Regierungsmember, fir ze soen: „Ech sinn der Meenung, dass, aus deenen an deene Grënn, ech net kann eng Äntwert op déi an déi Fro ginn." A wa mer eis zumindest hei am Haus, Regierung an Oppositioun, iwwert dee Prinzip eens wären, ech mengen, dann hätte mer op deem Punkt Klorheet.

(Brouhaha)

An ech soen Iech nach eng Kéier, ech géif Iech wierklech bieden, am Interessi vum Zesummespill, Dir kënnt herno bei de President goen, dee wäert Iech deen entspriechende Bréif weisen, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wann et net deen éischten an net deen zweete war, da bleiwen net vill anerer iwwreg.

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Roth, ech wëll net méi dorobber insistéieren. Ech wëll just soen, datt et kloer ass, datt d'Regierung selbstverständlech all d'Froen, déi d'Parlamentarier stellen, beäntwert an deem Geescht, wéi Dir et beschriwwen hutt. Wann de Regierungsmember selwer der Meenung ass, datt en op eng Fro, aus iergendengem Grond, wat och ëmmer, net esou wëllt äntwerten, wéi vläicht den Deputéierten dat gär hätt, dann explizéiert en dat, an dann ass et um Deputéierten, fir doriwwer ze jugéieren, ob en dat gutt oder schlecht fënnt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Genau. Mir sinn eis dann zumindest op deem Punkt tëschent Regierung an där gréisster Oppositiounsfraktioun, mengen ech, eeneg.

Dass et ubruecht war, Dir Dammen an Dir Hären, an ech adresséiere mech un d'Chamber, dass et ubruecht war, dass mir an deem Dossier Casier bis net labber gelooss hunn, ech mengen, dat beweist den Historique vun deem Dossier. Well déi grondsätzlech Fro, déi sech hei gestallt huet, dat war jo net déi: Ass eng Base légale do oder net? Well eng Base légale ass do. Mä déi grondsätzlech juristesch Fro war ganz einfach déi: Ass déi Base légale, esou wéi se do virläit, an dat ass d'Reglement oder d'Gesetz vun 2018, ass dat och um Niveau vun de Verwaltunge mat alle Konsequenzen esou applizéiert ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, vu wou dass mer hierkommen, vu wou dass mer hierkommen, dat wëll ech lech awer emol eng Kéier virliesen. An eisem Dossier, do hu mer nach Dageszeitunge vum Juni, et war esou kuerz ëm Nationalfeierdag, wou jo dann och nach speziell Circonstancen deen Dossier befeiert hunn: « Ce n'est ni un casier bis ni un secret. »

An da liese mer an enger anerer Zeitung, dem „Tageblatt": „Opfernarrativ. Für Félix Braz und François Bausch ist die Sache klar. Mit dem Register bei Justiz und Polizei ist alles bestens."

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Es gibt kein Problem und schon gar keine geheimen Datenbanken. Die Presse hingegen führe eine politisch motivierte Kampagne, die nicht nur dem Ruf der beiden Politiker schade, sondern auch das Vertrauen in Justiz und Polizei unterwandere."

Här Bausch, Dir weist elo de Fanger. Mä ech kann lech och, ech kann lech, well et ass näämlech eng Beschreiwung vun deem Communiqué ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass awer net esou, da liest emol dee Communiqué, well ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Da liest deen emol!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An da fuere mer virun: „Ohne diese Daten ist eine adäquate Strafverfolgung unmöglich." An et geet esou weider an esou fort. An et ass souguer sou wäit gaangen, dass am Ufank, a mir kënnen do awer déi eenzel Question-parlementairen oder d'Äntwerte kucken, do gouf, dat muss ee jo zouginn, eigentlech praktesch d'Existenz vun esou geheime Fichieren integral contestéiert.

Jo, ech soen dat, a fir dat elo richteg ze soen: Dir kritt jo eng Äntwert geliwwert, do ginn ech dervun aus, vun enger Verwaltung, déi Dir iwwerhuelt. Ech zweifelen net un, dass Dir sot: „Ech wousst do méi oder manner." Mä zumindest ass et e Fakt, dass am Ufank souguer d'Existenz même vun esou geheime Fichiere contestéiert gouf.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, den Här Bausch.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech muss Iech soen, dat war Enn Mee, wéi déi Diskussioun ugaangen ass, oder Mëtt Mee, do hunn ech direkt no e puer Deeg gesot, datt ech amgaange wär, mer dat Ganzt unzekucken, an datt ech och schonn eng Rei Bedenken hätt, an datt ech duerfir zwee Rapporte bestallt hätt bei onofhängegen Instanzen, bei der CNPD an och bei der IGP, fir datt déi mer géifen dee ganze System duerchliichten, fir datt mer géifen herno kënnen zesumme kucken, ob do Schwaachstelle wären. A wann der do wären, hunn ech vun Ufank u gesot, da wär et natierlech evident, da misst een déi entweder direkt behiewen, wa mer net musse legiferéieren, oder wa mer misste legiferéieren, nobesseren. Dat kënnt Der noliesen an all deem, wat ech gesot hu vun Ufank un. An Dir hutt jo och gesinn, wéi dee Rapport vun der CNPD komm ass, war ech du perséinlech guer net méi iwwerrascht, well iwwert de Summer hunn ech jo selwer un deene Saache weidergeschafft. An ech hunn der CNPD felicitéiert, an ech hunn direkt gesot, datt ech frou wär, datt se zu äänleche Konklusiounen, souguer nach méi wäitgeeënder, géife kommen, wéi déi, déi ech selwer gezunn hätt.

Also ech muss lech soen, et kann een als Minister ëmmer nëmmen - ech schwätzen elo just fir mech, zemools ech vum Dezember un an deem Ministère sinn -, et kann een nëmmen als Minister no an no zur Kenntnis huelen, feststellen an an eng Ännerung mathuelen, wat een och wierklech weess an zur Kenntnis geholl huet. A wann ee véier bis fënnef Méint am Ministère ass, da muss een natierlech kucken, datt een an deem Ministère en Iwwerbléck huet. An dat hunn ech gemaach. An zënterhier, vu Mee un, hunn ech an alle Kommissioune gesot, datt meng Bereetschaft do wär, fir op all deene Punkte konstruktiv mam Parlament zesummenzeschaffen. An ech hu mech kenger Diskussioun verwiert. Ech war ëmmer do, wann et drop ukomm ass.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt ... De Rapport vun der CNPD, deen Der bestallt hutt an deen net also bekannt war, ier mir iwwerhaapt déi Diskussioun hu missen ufänken, ech mengen, dat muss ee kloer soen, deen ass richteg, dee Rapport vun der CNPD, well am Ufank huet déi och méi gemauert. An ech ka mech u munch Diskussiounen an der Commission jointe erënneren, wou mer eis awer e bësse méi muskléiert hu misse mëndlech asetzen, fir dass dat do sollt, och dee Rapport vun der CNPD, zustane kommen.

An de Rapport vun der CNPD, Här Bausch, deen huet ee Meritt, well e sämtlech Kritiken - an ech soen: sämtlech Kriticken! -, déi den Här Mosar an ech selwer am Numm vun der CSV-Fraktioun ubruecht hunn, aner Kolleegen hunn och, mat Recht, an déiselwecht Kerbe geschloen, alleguerte confirméiert huet.

Et huet sech confirméiert, dass praktesch 2.000 Leit déi sensibelst Donnéeë vun den eenzelne Bierger kënnen agesinn. Et huet sech erausgestallt, dass souguer vu Mannerjäregen Donnéeë stockéiert sinn, wat géint all elementar Rechter aus internationale Konventioune verstéisst.

Et huet sech erausgestallt, dass eigentlech d'Recherche, dass dat net e grousse Log-in-Verfahre beinhalt, mä dass ganz einfach mat engem generelle Code - Contrôle de routine, Contrôle voiture -, dass et domadder schonns duergeet, fir net emol selwer mussen, mä par personne interposée - wa mer deen Term huelen -, par personne interposée ze froen, wat dann iwwert deen een oder deen aneren an dem Fichier steet. An et huet sech och erausgestallt, dass et keng richteg Journalisatioun gëtt.

Mä dat, wat eis am meeschte rose gemaach huet, dat ass, dass hei Date vun onbescholtene Bierger - ob se fräigesprach goufen, ob se e Classement sans suite kruten, ob se rehabilitéiert goufen, ob hir Verfahren ni poursuivéiert goufen -, dass déi wärend zéng Joer, souguer archivéiert wärend 60 Joer, dass déi an deene Fichiere sinn. A wann déi Diskussioun, déi den Här Mosar an ech, déi mer ugestouss hunn, déi jo elo awer e bësse Stullgang krut iwwert déi Summerméint, déi, mengen ech, och elo an enger richteger Richtung ass, mä dann zumindest hätte mer dat erlaabt.

Dir Dammen an Dir Hären - an ech schléissen dann -, grad an deemselwechte Sënn, wéi mer eis mat deene parlamentareschen Ufroen net ginn hunn, grad wéi mer eis Oppositiounsaarbecht gemaach hunn, an deemselwechte Stil wäerte mer dat, am Interessi vun eisem Mandat, fortféieren!

A mir wäerten net akzeptéieren, ech soen dat kloer an däitlech, mir wäerten eis vu kenger Organisatioun, vu kenger Institutioun an eiser

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Aarbecht aschüchtere loossen! Mir wëllen net, dass eng CSV an aner Kolleegen aus der Oppositioun hei am Land monddout gemaach ginn! A mir wëllen och kee Maulkuerf opgesat ginn kréien! Dräi Deeg virum Commemoratiounsdag, Dir Dammen an Dir Hären, si mer dat dem Land an de Bierger schëlleg!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Leschten ageschriwwene Riedner fir haut ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een ...

(Interruption)

... dee leschte Riedner ass, ...

(Coups de cloche de la présidence et interruption)

... dann ass bal alles gesot ginn - just net vu jiddwerengem. An duerfir wäert ech dann och den Owend nach mäi ganz klenge Pefferkär bäileeën. Awer just zu engem Sujet. Duerfir gëtt et och net ze laang. Näämlech deem vun de Casieren, wou mäin exzellente Virriedner eigentlech schonn dat meescht gesot huet.

Ech wëll och direkt do enchaînéieren, wou de Gilles Roth eigentlech seng Developpementer hei gemaach huet, näämlech de Rechtsstat, an och nach eng Kéier soen, wéi wichteg déi ganz Thematik vum Dateschutz, och um Niveau vun de Grondrechter, um Niveau vum Rechtsstat ass. De Gilles Roth huet hei vun der Onscholdsvermutung geschwat. Ech kéint awer och nach vum Schutz vum Privatliewe vun all Bierger schwätzen. Ech kéint och vum Droit à l'oubli schwätzen. Alles dat si Rechter, mengen ech, déi jiddwerengem, och der ganzer Regierung, der ganzer Chamber ganz staark um Häerz leien a fir déi mir eis, och um Niveau vun der CSV-Fraktioun, nach ëmmer agesat hunn an och wäerten asetzen.

Erlaabt mer awer vläicht e puer ganz kuerz Observatiounen nach ze maachen, ier ech dann, an ech mengen, dat ass eigentlech de wesentlechen Objet vu menger Interventioun, hei eng Resolutioun wäert deposéieren am Numm vun der gesamter Oppositioun - ech betounen dat: gesamter Oppositioun! -, fir d'Asetze vun enger Spezialkommissioun, fir déi ganz Thematik vun de Casieren ze analyséieren.

Ech ginn och schonn direkt dem President déi Resolutioun, net dass ech dat herno vergiess hunn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- vu le programme gouvernemental 2013-2018 ;

- vu l'accord de coalition 2018-2023 ;

- revu la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, telle que modifiée (ci-après la « Loi de 2002 ») ;

- revu le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police ;

- revu les rapports de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe (2) de la Loi de 2002 ;

- vu les avis de la Commission nationale pour la protection des données, et notamment ceux relatifs au projet de loi n° 7045 sur la Police grand-ducale ;

- vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

- vu la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données ;

- vu la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière ;

- vu les décisions-cadres relatives à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, et notamment la décision-cadre 2006/960/JAI ;

- vu les autres textes internationaux en la matière ;

- vu les lois de transposition de ces textes, et notamment la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données, la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave ;

- vu les réponses aux nombreuses questions parlementaires ;

- vu les échanges de vues en commission parlementaire ;

- vu les récents avis de la Commission nationale pour la protection des données, et notamment celui relatif au fichier central de la Police grand-ducale au regard de la législation sur la protection des données et celui relatif à la vidéosurveillance des espaces et lieux publics à des fins de sécurité publique et un avis relatif au recours à la vidéosurveillance par les communes ;

- en attendant le rapport de l'Inspection générale de la police commandité par le Ministre de la Sécurité intérieure ;

- constatant divers manquements à la législation sur la protection des données des autorités policières et judiciaires,

- que les pouvoirs publics doivent être exemplaires en matière de protection des données,

- qu'il y va des droits fondamentaux, et notamment du droit au respect de la vie privée, de la présomption d'innocence, du droit à l'oubli, etc.,

- qu'il y va du respect des grands principes de l'État de droit,

- qu'il y va également de la confiance des citoyens dans les pouvoirs publics ;

- prenant acte des déclarations gouvernementales de faire le nécessaire pour se mettre en phase avec la législation en question,

- qu'un premier avant-projet de loi en matière de vidéosurveillance a été présenté aux membres de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense en date du 3 octobre 2019 ;

- notant toutefois qu'au cours des semaines et mois passés, des informations sur l'existence de divers fichiers n'ont fuité qu'au compte-gouttes et à mesure que des acteurs de la société civile, la presse et les députés les ont dénoncées ;

- constatant que de nombreuses questions restent ouvertes ;

- constatant par ailleurs que notre demande d'entendre une liste de parties prenantes dans le cadre de réunions jointes de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Commission de la Justice est restée lettre morte à ce jour,

- que le législateur doit se donner les moyens nécessaires pour contrôler l'action du Gouvernement et faire du travail législatif de qualité,

- que ce travail de qualité exige une coopération inconditionnelle et à jeu découvert des autres pouvoirs publics et notamment de l'exécutif,

- qu'il est indispensable que ce travail soit accompli dans une seule commission et non éparpillé entre diverses commissions parlementaires,

décide

- d'instituer une commission spéciale conformément aux articles 21 et suivants du Règlement de la Chambre des Députés, laquelle peut s'adjoindre les experts dont elle estime avoir besoin et laquelle aura pour mission,

** d'établir un aperçu général des bases de données et des traitements de données effectués notamment par les autorités policières et judiciaires,*

** de dresser un état des lieux des déficiences au niveau du traitement des données eu égard aux principes et règles applicables en matière de protection des données, aux droits et libertés fondamentales,*

** d'examiner les projets et propositions de loi venant à être déposés en la matière, d'élaborer les amendements qui s'imposent, etc.,*

** d'élaborer au besoin des propositions de loi visant à encadrer le traitement des données en question,*

** de faire rapport de ses conclusions à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.*

(s.) Laurent Mosar, Marc Baum, Marc Goergen, Roy Reding, Gilles Roth.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Éischt Observatioun, an déi adresséiert sech virun allem un eisen Här Statsminister, dee gëschter praktesch een Drëttel vu senger Ried drop verwent huet, fir iwwer Dateschutz ze schwätzen. Domadder huet en och gewisen, wéi wichteg eigentlech dat Uleies, wat vum Gilles Roth a vu mir a vun enger Rei vun aneren Deputéierten iwwert déi lescht Méint virbruecht ginn ass, wéi wichteg datt dat ass - wann een an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun een Drëttel vun der Zäit dorobber verwent.

Här Statsminister, ech sinn allerdéngs enttäuscht gewiescht iwwert dat, wat Der dozou gesot hutt. An ech muss Iech soen, mat allem Respekt, deen ech fir Iech hunn, an och Ären Asaz fir Dateschutz, ass dat awer wierklech net duergaangen, wat do drastoung. An ech hunn dat e puermol gelies, well ech gemengt hunn, ech hätt vläicht net alles héieren. An och no där drëtter Lektür hunn ech leider net méi Konsistentes kënnen erausfannen.

Dat ass, muss ech Iech soen, eng Ureiung vu Banalitéiten. Dat si Widderhuelunge vun deem, wat den Här Bausch eis e puermol an deenen zoustännege Kommissioune gesot huet. Dat ass …

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Dat sinn awer keng Banalitéiten!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Neen. Et sinn …, ech hu jo … Dat waren net Banalitéiten! Dat ass dat, wat Dir eis gesot hutt. An dat ass eng Confirmatioun vun Allgemengheeten, déi natierlech flott sinn; wéi d'RGPDs-Gesetz unzewennen ass. Dir hutt do nach eng Kéier en Historique gemaach. Et ass alles wonnerbar. Mä: Dat huet awer keng Plus-value an där Debatt erabruecht, Här Statsminister.

A wat ech Iech einfach muss soen, an dat huet eigentlech doranner gegipfelt, wou Der ee Moment - an ech erlabe mer, Iech do ze zitéieren -, an Ären Developpementer sot Der ee Moment: „Et gouf och ënnerstrach, dass een d'Reprochen eescht hëlt an eventuell Schwaachstellen" - eventuell Schwaachstellen! - „wëllt behiewen."

Abee, Här Statsminister, ech froe mech, ob Dir déi Ried scho geschriwwen hat, ier den Avis vun der Datschutzkommissioun erauskomm ass. Ech froe mech dat, well wann ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Mä, wann Der deen nääämlech gelies hätt, Här Statsminister, dann hätt Der Iech op déi wesentlech Punkte kënne konzentréieren an eis net eng Generalbeschreiwung vum Dateschutz am 21. Jorhonnert maachen. Wat alles schéin ass, mä wat awer null Plus-value hat!

An, Här Statsminister, mir hätte vun Iech erwaart, datt Dir op verschidde konkret Froen eng Äntwert gitt. Den Här Roth huet dat virdrun nach eng Kéier developpéiert: Méi wéi 2.000 Leit hunn am Moment en Accès op de Polizeifichier. Mir géifen emol gär wësse vum Statsminister, deen iwwregens och Dateschutzminister ass - Dir sidd Dateschutzminister! -, ...

(Interruption)

Mir géifen emol gär wëssen, wat dozou Är Meenung ass.

Wat ass Är Meenung iwwert de Problem vun de Mannerjärege beim Dateschutz? Wesentlech Problemer, déi an deem Avis opgeworf gi sinn.

Wéi ass et mam Droit à l'oubli? E fundamentale Problem!

Wéi ass et mat der Informatioun vun all deene Bierger, déi an deene Fichiere figuréieren?

Alles dat si schlussendlech och Froen, déi een dierf un en Dateschutzminister stellen, a wou een och dierf Äntwerten erwaarden.

Op all déi Froen, Här Statsminister, hutt Dir eis leider Gottes gëschter guer keng Indikatioun ginn.

Här Minister, loosst mech vläicht ...

(Interruption)

... virufueren!

Dann e véierte Punkt, dee mer och wierklech Kappzerbrieches mécht. Mä, ech mengen, den Här Roth an aner Kolleegen hunn dat och scho gesot. U sech hunn de Meritt vun där ganzer Thematik zwee, haaptsächlech zwee Vertrieder aus der Zivillgesellschaft - wat een och emol eng Kéier hei sollt soen! An, ech mengen, et kann een d'Nimm vun deene Leit soen, well déi Leit hu sech jo och ëffentlech ze erkenne ginn: dat ass den Här Fürst an den Här François Georges.

Déi hunn e ganz grousse Meritt, datt déi Saach hei iwwerhaapt thematiséiert ginn ass. Doniewent awer och d'Press, déi eigentlech eng super Investigatiounsaarbecht an deem Dossier gemaach huet. An dann - last but not least! - d'Oppositioun hei an deem Haus. An ech schwätze guer net nëmmen … Nee, ech schwätze guer net nëmme vum Här Roth a vu mir; hei sinn nach eng Rei vu Kolleegen - den Här Baum, den Här Reding, well ech déi elo just nëmme gesinn -, déi eng ganz Rei vu Froen do gestallt hunn. A wann een alleguerten déi Froe géif zesummenzielen, do gesäit een, wat fir eng Aarbecht geleescht ginn ass!

An, Här Statsminister, Dir laacht - ech fannen dat iwwregens net ganz seriö déi Attitüd do, muss ech soen! Ech fannen dat net ganz seriö.

Wann Der den Avis vun der Dateschutzkommissioun gelies hätt, wat Der manifestement net gemaach hutt, soss géift Der net laachen, hätt Der gesinn, datt déi Dateschutzkommissioun sech, à plusieurs reprises, op Froen an Äntwerte vun Deputéierte baséiert huet, fir zu hire Konklusiounen ze kommen. Si huet also honnertprozenteg och déi Elementer mat integréiert.

An ech weess, Dir sidd e Mënsch, dee gäre Merci seet. Ech hat mir eigentlech erwaart, datt Dir op dëser Tribün géift der Zivillgesellschaft fir d'Alleréischt, awer och der Oppositioun emol eng Kéier Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass!

(Interruption)

Dat hätt Iech gutt zu Gesiicht gestanen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Mosar. Den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen....

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, den Här Bausch ass ongedëlleg. Ech wëll seng Ongedold net bremsen!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech hu keng Ongedold, Här Mosar. Ech wollt Iech just …

(Interruption et hilarité)

... soen, datt ech dat scho méi wéi eng Kéier offiziell op enger Radiosemissioun, an Zeitungsartikele gesot hunn, datt selbstverständlech d'Oppositioun hir Roll gespillt huet. A selbstverständlech d'Deputéierten an d'gesamt Chamber - iwwregens net nëmmen d'Oppositioun, well den Här Bodry huet als Majoritéits-

deputéierten, an och nach eng Rei anerer, genausou eng Roll gespillt. Zwar natierlech manner mat Verve wéi d'Oppositioun, mä dat läit jo awer op der Hand. Dat ass awer, mengen ech - dat wësst Der -, normal.

An dat ass guer kee Problem. A selbstverständlech gëtt et hei vill Leit, déi Meritten hunn an deem komplexen Dossier hei, datt mer hei zesummen déi Diskussioun gefouert hunn an elo déi Schrëtt wäerten huelen. Ech wëll kengem säi Meritt ofschneiden an ech wëll jiddwerengem säi Meritt och respektéieren!

Ech wëll Iech awer soen, ech mengen, Dir hutt eppes verwiesselt bei der Interventioun vum Statsminister a senger Ried an Zesummenhang mat deem, wat e gesot huet. Hien huet jo net dee spezifeschen Dossier vum Policefichier gemengt. Mä en huet als Dateschutzminister - deen e jo och ass - gemengt, datt ee generell fir de Stat muss kucken. A mir wësse jo awer haut nach net fir déi aner Statsverwaltungen, fir d'Gemengen, alles wat et gëtt beim Stat oder wat um Stat hänkt, wéi den Dateschutz do applizéiert gëtt.

Den Här Bodry huet et a senger Ried gutt beschriwwen. En huet gesot: „Ech si mer sécher", an dat huet e gesot op Basis vu senger Erfahrung och an deene leschte Joren, wéi den Avis zum Gesetz komm ass vun 2018, datt et net nëmme bei der Police a bei der Justice Problemer gëtt. Mä et gëtt der wahrscheinlech am gesamte Stat an an all de Gemengen am Land.

Kommt, mir sinn dach éierlech! An et ass dat, wat e gemengt huet. An duerfir huet en och proposéiert, wat ech awer eng gutt Iddi fannen, datt de Commissaire vun dem Dateschutz e Rapport spécial soll maachen iwwert de Gesamtproblem an datt mer deen an engem Débat de consultation an der Chamber sollen diskutéieren.

Dat ass jo awer eng fair Propos, mengen ech, déi Iech och misst entgéintkommen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här Minister, datt Dir fir den Här Premier äntwert. Dat éiert Iech!

(Interruption)

Dat éiert Iech. Ech bleiwen awer, an dat war och eng vu menge Feststellungen ... Wann Dir - an ech muss dat éierlech agestoen, Här Bausch, ech hunn dat och schonn an e puer Sitzunge gesot: Dir sidd proaktiv un déi Saach erugaangen. Dat gestinn ech Iech gär zou, datt Der dat gemaach hutt.

Ech wëll awer och hei eppes ënnersträichen - a sidd wannechgelift als Regierung awer och esou éierlech, dat anzegestoen! -: Wann net d'Zivillgesellschaft hei gewëssen Dossieren thematiséiert hätt, déi duerno vun der Oppositioun thematesch iwwerholl gi sinn, géif haut nach kee Mënsch iwwert déi ganz Thematik hei schwätzen! Da géif d'Regierung nach ëmmer am Wanterschlof leien!

(Interruption)

Ech mengen, et wär awer korrekt,dat wär korrekt, dat awer och emol eng Kéier ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mam éischten ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... hei ze betounen, well ech hunn heiansdo awer ... Neen, Här Bausch!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mam éischten Deel sinn ech d'accord, mä mam Wanterschlof sinn ech natierlech net d'accord!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mä et huet een awer gëschter d'Impressioun gehat, wann een hei dem Här Premier nogelauschtert huet, datt hien an d'Regierung iwwer Méint sech nëmme Suerge gemaach hätten hei iwwert deen Dateschutz an datt dat alles schonn anticipéiert gi wär.

An dat mécht een awer e bësselche rosen, Madammen, Dir Häre vun der Regierung, well Dir wësst ganz genau, an ech huelen emol net de Meritt hei als Deputéierten, wierklech, den éischte Meritt geet hei u Vertrieder vun der Zivillgesellschaft, déi de Courage haten, de Mond opzedoen an ze soen, wat eis do passéiert ass, dat akzeptéiere mir, an duerno huet eréischt d'Politik, virun allem d'Oppositioun hei hir Aarbecht gemaach.

Ech mengen, dat soll ee fairerweis soen.

Une voix.- Richteg!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An, ech mengen, do fält och kengem, och Iech, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Nee.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... keen Zack aus der Kroun, wann Der dat ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et huet jo och keen de Contraire gesot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et huet keen de Contraire behaapt. Keen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, dat gesot, kommen ech awer elo zum wesentleche Punkt, näämlech d'Asetze vun enger Spezialkommissioun. Firwat froe mir dat? An nach eng Kéier, ech mengen, ech schwätzen hei am Numm vun der gesamter Oppositioun, déi déi Resolutioun do matdréit.

Do wëll ech fir d'Éischt - a leider Gottes ass en den Owend net hei - op den Alex Bodry zréckgoen; en ass virdrun hei schonn zitéiert ginn. Wéi déi Saach enfin thematiséiert ginn ass, wéi mer och déi eenzel Reuniounen haten, huet den Här Bodry eppes gesot, wat mir och direkt ënnerstëtzt hunn. En huet gesot: „Hei läit d'Haaptresponsabilitéit fir deen Dossier bei der Chamber. Hei muss d'Chamber déi Saach u sech räissen an d'Chamber muss virun allem déi Aarbecht maachen, zesummen", bien entendu, „mat der Regierung, mä d'Haaptverantwortung läit bei der Chamber." Et ass schued, datt den Här Bodry dat elo net kann hei confirméieren. Mä, ech mengen, all déi Kolleegen, déi an deene Kommissioune waren, kënnen dat bestätegen.

Ech wëll dann eppes aneres soen. Mir hate jo wivill Kommissiounen. A verschidde Kolleege kënne sech och nach un eng relativ memorabel Kommissioun erënneren, wou mer laang Diskussiounen haten, wat fir eng Kommissioun datt dann zoustänneg wier. Dat war: D'Commission des Affaires intérieures war zesummegeruff ginn, de la Sécurité intérieure an et ass awer gemengt ginn, dat géif och d'Commission juridique (veuillez lire: d'Commission de la Justice) betreffen. A mir hu schlussendlech quasiment iwwer eng Stonn verluer, just iwwer Prozedurgeplänkel, ier mer eis dann eens waren, wat fir eng Kommissioun zoustänneg wär.

An dorobber hin huet eise Kolleeg, den Här Berger - deen hei sëtzt -, à un certain moment eng exzellent Propositioun gemaach. Den Här Berger huet näämlech gesot, fir all deenen Diskussiounen do aus dem Wee ze goen, géif et ...

(Interruptions)

Nee, Här Berger, da loosst mech awer ...

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech weess schonn, wat kënnt! An ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Majo, ma da lauschtert emol no!

(Brouhaha et hilarité)

Lauschtert emol no! Lauschtert emol no!

(Interruption et brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Berger, Dir hutt deemools gesot, eigentlech kéint een deene ganzen Diskussiounen do iwwert d'Zoustännegkeete vu Kommissiounen aus de Féiss goen, wann een do géif eng Spezialkommissioun maachen.

An Dir hutt souguer méi gesot, Här Berger. Dir hutt souguer den Här Statsminister mat eragezunn. Dir hutt Iech näämlech op e Background vun deem Samschdeg virdru referéiert, wou Der gesot hutt, Dir hätt gemengt, zwëschen den Zeilen ze verstoen, den Här Statsminister wär och fir esou eng Spezialkommissioun.

Ech mengen, dat kann een alles herno ...

(Interruption)

... am Verbatim noliesen, wat Der gesot hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, den Här Berger ass ganz ongedëlleg, fir ...

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech ka mer virstellen, datt den Här Berger ongedëlleg ass!

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Berger soll mer awer just eng Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Nee.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et geet elo net drëm, datt den Här Berger...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir Iech eng Fro ze stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wollt den Här Mosar froen, ob en net awer scho vläicht de Verbatim gelies hätt. Da kéint en näämlech doran erausliesen, datt ech gesot hunn, datt et wichteg ass, datt souwuel d'Chamber - well d'Diskussioune waren: Wat fir eng Kommissioun? Eng eenzel? Eng jointe?

Ech hu gesot, et wär eigentlech egal ënner wat fir enger Form. Wat wichteg ass - an dat ass jo och, wat dem Premier um Häerz louch -, ass, datt d'Chamber zesumme mat de concernéierten Akteure sech un en Dësch setzt, fir datt mer zesumme Léisunge fannen.

Ech hunn ni spezifesch vun enger Spezialkommissioun geschwat. Ech hunn einfach gesot, et ass wichteg, datt mer zesummen an der Chamber, mat deene concernéierten Akteuren, iergendeng Form fannen, fir do herno - an dat ass dat, wat wichteg ass! - gemeinsam, et war och eng Invitatioun un d'CSV, fir gemeinsam da Solutiounen ze fannen.

(Interruption)

Net méi an net manner!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee. Här Berger, ech muss ...

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP).*- Net méi an net manner hunn ech ...!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mä, Här Berger, ech muss dat awer elo richtegstellen!

(Interruptions)

Dir hutt déi Wourecht awer elo e bësselche verdréit!

Dir hutt näämlech wierklech vu Spezialkommissioun geschwat. An herno hutt Der ee Moment gesot, Dir wäert falsch verstane ginn. Dir hätt gemengt, et misst een dann awer déi Spezialkommissioun fir d'Éischt an der Conférence des Présidents eng Kéier diskutéieren an déi misst am Plenum ofgeseent ginn. Dat hutt Der gesot!

Kommt awer elo net a maacht, wéi wann Der ni dat Wuert „Spezialkommissioun" an de Mond geholl hätt!

Ech mengen, et éiert Iech jo, Här Berger, datt Der déi Iddi do proposéiert hutt. Da stitt och wannechgelift derzou, wann Der emol eng Kéier eng gutt Iddi hutt!

(Hilarité)

Une voix.- Bravo! Très bien !

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Statsminister, Här President, ech hunn awer och den Här Bausch e puermol héieren, notamment an där enger oder där anerer Kommissioun, wou e gesot huet, hie kéint mat all Zorte vu Kommissioune liewen: Spezialkommissiounen, Enquêtëkommissiounen. En huet gesot: „Ech iwwerloossen dat der Chamber. Ech hunn awer perséinlech kee Problem domat."

Also hunn ech wierklech hei d'Gefill, Dir Dammen an Dir Hären, datt eigentlech e ganz grousse Konsens besteet, fir op de Wee vun enger Spezialkommissioun ze goen. Och aus gudde Grënn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. Hei ginn et esou vill wichteg Froen. An am Moment hu mer scho mindestens dräi Kommissiounen, déi eigentlech sech misste mat dëser Thematik beschäftegen. Dat ass: d'Commission de la Justice, d'Commission de la Sécurité intérieure an och déi Kommissioun, déi sech iwwert den Dateschutz beméit. Dat heescht, scho mindestens dräi Kommissiounen. Mir wëssen, wéi schwiereg dat ass. Da kommt, mir maachen eis net d'Liewen nach méi schwéier, wéi mer et schonn heiansdo an der Chamber hunn! Mir solle wierklech hei eng Kommissioun asetzen, déi sech spezifesch mat där doter Thematik beschäftegt!

Wat soll dann och an där Spezialkommissioun gemaach ginn? Ech mengen, dat ass och nach eng Kéier emol wichteg, hei ze rappelléieren.

Fir d'Alleréischt - an dat ass e Problem, ech mengen, den Här Roth huet e virdru scho gesot -, mir hätten emol eng Kéier gären, datt all Fakten an all Elementer géifen op den Dësch kommen!

Well mir hunn ëmmer erëm d'Impressioun: Wa Froe gestallt ginn, kommen Äntwerten, déi sinn net komplett. E gutt Beispill ass de Kolleeg Baum, et ass do nach eng Äntwert op eng ganz rezent Fro komm, wou e gefrot huet, wéivillmol datt en Accès op deen ominéise Polizeifichier gefrot ginn ass. En huet do keng präzis Äntwert kritt.

Den Här Bausch hat eis och versprach - ech huelen zwar un, datt en dat mécht -, mir géifen eng ganz Oplëschtung vun ...,

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et ass virgesinn. Se ass fäerdeg, d'Lëscht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Maja!

(Interruption)

... eng ganz Oplëschtung vun alle Fichiere kréien.

Mir fannen, datt et wierklech der Chamber net gutt usteet, dat Kaz-a-Maus-Spill. Kommt, mir maachen hei wierklech ..., mir maachen hei proaktiv Politik!

(Interruption)

D'Regierung soll endlech all Fakten, all Elementer op den Dësch leeën, voll op Transparenz setzen.

An dann zweetens, an do, mengen ech, fanne mer eis da mat der Regierung zréck: Et geet jo hei drëm, net fir d'Fichieren ze verbidden, net fir d'Datebanken ze verbidden; et geet hei drëm, fir deenen Datebanke kloer Regelen ze ginn - Regelen, wéi se d'ailleurs am Dateschutzgesetz vun 2018 festgeschriwwe sinn.

Do wëlle mir - an, ech mengen, ech kann do fir d'ganz Oppositioun schwätzen - proaktiv matschaffen.

Dat kann iwwert de Wee vu Spezialgesetzer geschéien. Et kann ee sech och nach eng Kéier d'Fro stellen, ob een dat eventuell kann iwwer Règlements grand-ducaux maachen. Ech mengen, ech loossen dat elo emol am Raum stoen. Fir eis ass et wichteg, datt iwwerhaapt eppes geschitt. An duerfir wëll ech hei nach eng Kéier drop insistéieren, wéi wichteg datt et hei ass, op de Wee vun enger Spezialkommissioun ze goen!

Ech wëll, an dat ass och e bësselche meng Konklusioun, well ech mer generell e bësselche Suerge maachen, Här President, iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Oppositioun an deene leschte Wochen a Méint traitéiert ginn ass, ech wëll elo net erëm alleguerten d'Dossieren hei opzielen. Ech mengen, Dir kennt se.

Mä ganz besonnesch och op dësem Dossier „Casieren". Et soll een net vergiessen, datt d'Oppositioun ee Moment huet missen hei de Sall verloossen, well eis ...

(Interruption)

... nee, well eis eng Debatt an engem éischte Moment hei refuséiert ginn ass.

Här Bausch, Dir kënnt mam Kapp wénken. Dat ass d'Realitéit. Dat ass d'Realitéit!

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Mosar! Här Mosar! Déi huet donneschdes stattfonnt. Ech hunn Iech se net refuséiert. Ech war net hei an där Sëtzung, wou dat decidéiert ginn ass.

Une voix.- En huet net gesot, datt Dir ...

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ah, maja!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, d'Regierung (veuillez lire : d'Majoritéit) huet eis hei eng Debatt refuséiert. Duerfir huet d'Oppositioun missen ...

(Interruption par M. Xavier Bettel et interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da sidd éierlech!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Statsminister, Dir ...

(Interruption)

Mir wollten hei eng Debatt, an d'Majoritéit ...

(Brouhaha)

Ech huelen un, datt d'Majoritéit ...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

Här Bettel, Dir zielt Iech awer nach zu der ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... Majoritéit, hoffen ech?!!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just drun erënneren, dass d'Regierung sech vis-à-vis vun der Chamber füügt. An ech hunn dat deemools gesot. An dat ass haut nach ëmmer de Fall.

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma dann huet Der Är Majoritéit ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo ass et erëm um Här Mosar. Eleng um Här Mosar!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir sidd autonom.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

(Interruptions)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Gewaltentrennung!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech muss Iech soen, wann ech kucken, wat an de leschten Deeg, och ganz besonnesch hei geschitt ass,

maachen ech mer wierklech Gedanken iwwert déi Maulkuerfpolitik, ...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dach! ... déi Maulkuerfpolitik, déi hei gemaach gëtt!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

An erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, an ech kommen net derlaanscht, och hei eng Kritik unzebrénge par rapport zu Iech, Här President! Ech souz selwer iwwer véier Joer op Ärer Plaz. An ech hunn ëmmer versicht, mech ganz aus der Politik erauszehalen.

Une voix.- Naja!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hu mech ëmmer ganz aus der Politik erausgehalen.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d›État.*- D'Oppositioun ass sech net eens.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Op jidde Fall, Här President, sinn ech net an eng Kommissioun gaangen, an do kann ech nach dermat liewen, datt e President, à la limite, an eng Kommissioun ersetze geet. Woumat ech awer net méi ka liewen, dat ass, wann e President, dee President vun 59 Deputéierten ass, also och vun der gesamter Oppositioun, d'accord ass, datt d'Oppositioun keng Froe méi dierf stellen, Dir Dammen an Dir Hären!

(Brouhaha)

Ech mengen, dat ... Nee! Dat ass ...

Une voix.- Ooh!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... net akzeptabel!

(Interruption)

An esou kann e Parlament net fonctionnéieren!

(Brouhaha général)

An e Chamberspresident - erlaabt mer, datt ech Iech dat soen! - huet fir déi gesamt Chamber, inklusiv och d'Oppositioun, do ze sinn!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech géif Iech bieden: Déi do Debatt kënnt nach muer de Moien. Da waart emol léiwer of, bis se kënnt, well Dir kritt muer e puer Iwwerraschungen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Passt gutt op, soss kritt Der en Avertissement!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, erlaabt Der, datt ech just ee Saz dozou soen?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech sinn net Member vun der Environnementskommissioun. Deen Dag hunn ech en anere Member do ersat, esou wéi dat am Artikel 22 Paragraf (3) virgesinn ass: « Chaque membre peut se faire remplacer par un autre membre de son choix. »

(Brouhaha)

Ech sinn ee vun deene 60 Membere vum Parlament. An ech ka roueg dohinner ee Member ersetze goen. Da sinn ech net de President vun dësem héijen Haus, mä ech sinn ee Member wéi all déi aner Memberen och.

(Interruptions)

Une voix.- Genau!

Une autre voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President ...

(Brouhaha)

Une voix.- Hien huet dat vergiess, den Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wéi all Minister ass de President vun der Chamber 24 Stonnen op 24 President!

(Interruptions)

Ech kommen zu menger Konklusioun, fir nach eng Kéier hei ze ënnersträichen, datt fir eis Transparenz an dësem Dossier extrem wichteg ass. An ech erlabe mer, Dir Dammen an Dir Häre, hei mat engem Zitat opzehalen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech soen Iech awer eréischt zum Schluss ...

(Interruption et hilarité)

... vum Zitat, wien den Auteur vum Zitat ass.

(Interruptions)

Lauschtert ganz gutt no!

„An et ass" - seet den Auteur, deen ech elo geschwë wäert verroden - „déi verdammte Flicht vun der Oppositioun, ma net nëmme vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir an esou enger Geschicht" - dat war deemools d'Demande, fir eng Enquêtëkommissioun am Dossier Wickreng/Léiweng ze froen - „dann derfir ze suergen, datt voll Transparenz kënnt. Datt all Kaarten op den Dësch kommen. Datt mer virun allem och déi richeg politesch Léieren zéien oder eventuell politesch Konsequenzen zéien. Dat musse mer gesinn. Well geschitt dat net, dann ass de Schued fir d'Politik an déi demokratesch Institutiounen nach vill méi grouss." Gezeechent: François Bausch.

Abee ...

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Wat hat dee recht, wéi deen dat gesot huet!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif elo en Appell maachen, och un déi gréng, un de François Bausch, datt en, esou wéi en dat deemools gemaach huet, wéi en d'Enquêtëkommissioun fir Wickreng/Léiweng verteidegt huet, datt en elo mat voller Energie och eis Demande fir eng Spezialkommissioun ënnerstëtzt!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Mosar, ech war deemools nach net an der Chamber. Wéi hutt Dir Iech dann do verhalen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, den Här Bausch wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ëmmer!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech wëll dem Här Mosar soen: Ech soen em Merci, datt en dat doten zitéiert huet. An och Äre Parteipresident huet dat schonn de Moien um Radio gemaach, ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Awer net dat do Zitat!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen, net dat do Zitat. Mä en huet awer och indirekt vu mir geschwat de Moien um Radio. Ech soen him och duerfir Merci. Well ech stinn nach ëmmer derzou, wat ech deemools gesot hunn.

An ech muss Iech soen: Déi Geschicht vu Wickreng/Léiweng, do ass et ëm eppes ganz aneres gaangen; do ass et ëm strofrechtlech Saache gaangen! Dat war eng ...

(Interruption)

Wou ass dann hei engem Minister ...

(Interruption)

Wou ass dann hei ... Mir schwätze jo elo hei wuelverstane vun de Casieren. Wou ass dann hei dem zoustännege Minister, deen elo hei steet, iergendeppes strofrechtlech ze reprochéieren? Här Reding?

(Interruption par M. Roy Reding)

Wat gelift?

M. Roy Reding *(ADR).*- Net dem Minister.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ah, ma voilà! Mä dat ass jo awer vläicht eng Differenz?!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Enquêtëkommissioun, déi gëtt jo awer nëmme gemaach an deem Fall, also ... Här Mosar, ech fannen et wierklech ...

(Brouhaha général)

Nee!

(Interruptions diverses)

Une voix.- ... eng Spezialkommissioun!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Ben, dat do war eng Enquêtëkommissioun, déi een sech deemols ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee. Nee, nee!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nee, nee, Fränz!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma nee, Här Minister. Et ass ebe just ...

(Brouhaha général)

Ech äntwerten Iech elo direkt! Do ass ebe just dee groussen Ënnerscheed!

(Interruption et hilarité)

Hei war eng Demande, och vun enger Fraktioun, fir eng Enquêtëkommissioun ze maachen. Mir waren awer, mengen ech, alleguerten der Meenung, wat déi aner Oppositiounsparteie géif ubetreffen, datt mer hei keng Enquêtëkommissioun géife maachen, well mer net direkt strofrechtlech Elementer gesinn hunn.

Duerfir froe mer eng Spezialkommissioun, wat keng Enquêtëkommissioun ass, mä vum Prinzip vun der Transparenz hier zielt awer genau dat, wat Dir deemools gesot hutt.

Sommaire des séances publique nos 2 et 3

2e séance

Ouverture de la séance publique p. 7

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation p. 7-17

3e séance

Ouverture de la séance publique p. 17

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 17-24

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement p. 24-25

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 25

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement p. 25

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 25-27

Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies p. 27-28

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 28

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies p. 28

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 28-39

An, ech mengen, duerfir hutt Der kee Grond, ...

(Interruption)

... fir ze refuséieren, datt et hei zu der Spezialkommissioun kënnt.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir wësst awer och ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, den Här Kersch wëllt nach eng Fro stellen.

(Brouhaha général)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Mosar, ech da muer de Moien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat huet den Här Kersch mat de Casieren ze dinn, Här President?!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ah, ech weess net, wat seng Fro ass!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee. Elo kann awer jiddwer Minister mer gär eng Fro stellen. Ech weess awer elo net, zu wat dat soll féieren!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, normalerweis stellt d'Parlament och der Regierung Froen, an net ëmgedréit!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn elo emol dem Här Kersch d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Muer de Moien ...

(Brouhaha)

Et ass eng ganz kleng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net Member an der Chamber, wou Dir den Här Bausch zitéiert hutt. Ech géif just gär wëssen: Wat war dann deemools Är Positioun derzou?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat gelift?

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net Member an der Chamber.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech war do President vun der Chamber!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net an der Chamber.

(Interruption)

Dir hutt virdru vum Här Bausch geschwat, iwwert d'Enquêtëkommissioun Wickreng/Léiweng.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mä, Här ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech war deemools net an der Chamber. Duerfir géif ech gär ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

... wëssen: Wat war Är Äntwert op dem Här Bausch seng Fuerderung?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Kersch, Här Kersch, déi fréier Majoritéit - ech schwätzen elo net vun där leschter -, déi huet wivillen Enquêtëkommissiounen zougestëmmt.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Awer net där do.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Awer net där do!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Net där do.

(Interruptions et brouhaha)

Une voix.- Aaaah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Si huet der Enquêtëkommissioun SREL zougestëmmt an et waren och verschidden ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et ass dat, wat mer wollten héieren!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... Spezialkommissiounen, ...

(Hilarité et brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mir kënne goen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... wou déi Regierung d'accord war. Duerfir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, den Här Roth wëllt Iech nach eng Fro stellen.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, ech wollt Iech, Här President, froen, ob ech däerf eng Fro stellen un den Här Kersch, näämlech, wat fir eng Regierung dass et war. Well ech ka mech drun erënneren: Et war d'CSV-LSAP-Regierung!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech hu just den Här Mosar gefrot, wéi seng Positioun war.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma déi war dann esou äänlech wéi Är, Här Kersch!

(Hilarité)

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ma nee! Well ech war net hei!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou. Ech mengen, domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um néng Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Ech wënschen Iech alleguer ee schéinen Owend.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.42 heures.)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 2** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0810	Marc Goergen	Contrats à durée déterminée
0879	André Bauler	Relocalisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL)
0884	André Bauler	Château de Birtrange
0887	Sven Clement	Fichier élève
0892	Yves Cruchten	Logements non occupés
0915	Fernand Kartheiser	Parc éolien à Oberkorn/Vesquenhaff
0925	Marc Goergen	Plan d'action national d'intégration
0926	Mars Di Bartolomeo	Apprentissage de la langue luxembourgeoise
0937	Sven Clement	Conservation des données
0957	Marc Spautz	Terrains synthétiques
0967	Martine Hansen, Marco Schank	Volontaires au service du CGDIS
0983	Sven Clement	Prix immobiliers
0991	Marco Schank	Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck
0992	Diane Adehm	Classement mondial de l'innovation
0995	Sven Clement	eduPrint
1000	Gusty Graas	Fonctionnement et financement des hôpitaux
1003	Marc Goergen	Activité de « grands voyants »
1004	Roy Reding	Centres de compétences parachèvement et génie technique
1005	Mars Di Bartolomeo	Réglementation antibruit
1007	Mars Di Bartolomeo	Contrefaçon de billets et pièces d'euros
1011	Sven Clement	Attribution des fréquences
1012	Léon Gloden	Mise en œuvre de la directive européenne relative au traitement des données des dossiers passagers
1014	Françoise Hetto-Gaasch	Législation relative au cannabidiol
1015	Sven Clement	Utilisation des logiciels de l'entreprise Microsoft
1016	Josée Lorsché, Henri Kox	Enquêtes du Statec
1017	Stéphanie Empain	4e vecteur du SAMU
1018	Josée Lorsché	Transport transfrontalier de patients en ambulance
1020	Gusty Graas	Traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF
1023	Mars Di Bartolomeo	Prix des produits alimentaires
1024	Laurent Mosar	Spire Global Luxembourg SARL
1025	Nancy Arendt épouse Kemp	Lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs
1026	Laurent Mosar, Gilles Roth	Transmission d'informations policières à des fins administratives
1027	Sven Clement	Consultation du fichier central
1028	Sven Clement	TVA logement
1038	Laurent Mosar, Gilles Roth	Registre des bénéficiaires effectifs
1039	Marc Baum	Vente publique par soumission de revolvers Smith & Wesson de la Police grand-ducale
1041	Henri Kox	Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs
1042	Fernand Kartheiser	Immigration illégale
1046	Max Hahn	Usage de drones à des fins de sécurité routière
1047	Mars Di Bartolomeo	Vente de gazole pour camions
1051	Gusty Graas	Pesticide chlorpyrifos
1052	Mars Di Bartolomeo	Nouveau système du congé pour raisons familiales
1053	Gusty Graas	Fourniture de lait pour la nouvelle usine de production de yaourts
1054	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Franz Fayot	Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs
1055	Roy Reding	Rapport entre des chantiers et des faillites de magasins
1058	Marco Schank	Gestion de la végétation au niveau du corps de la voie des trains par les CFL
1060	André Bauler	Radars mobiles
1061	Gilles Roth	Manque de personnel auprès de l'Administration des contributions directes
1062	Laurent Mosar, Gilles Roth	Avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police
1064	André Bauler	Impact de la sécheresse sur la production de foin et des ensilages d'herbe
1065	Laurent Mosar, Gilles Roth	Utilisation des avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police
1068	Laurent Mosar, Gilles Roth	Enregistrement d'avertissements taxés
1072	Jeff Engelen	Subsides pour prairies humides
1073	Marc Goergen	Thérapie de conversion
1078	Léon Gloden	Agents pénitentiaires
1087	Fernand Kartheiser	Accueil des personnes secourues en Méditerranée
1088	Marc Spautz	Médecin de contrôle
1090	Fernand Kartheiser	Interventions de la police en relation avec des réfugiés
1092	Sven Clement	Démontage des candélabres le long des autoroutes A1 et A13
1094	Paul Galles	Peuplement forestier
1095	Alex Bodry	Transactions en argent liquide
1097	Diane Adehm	Impôt de solidarité
1098	Fernand Kartheiser	Dépenses en relation avec la crise migratoire en Europe
1099	Sven Clement	Enlèvement de cadavres d'animaux
1101	Marc Goergen	Protection des épargnants
1102	Paul Galles	Feux de forêt en Amazonie
1104	Sven Clement	Carnet radiologique
1105	Alex Bodry	Indemnisation de la valeur à neuf
1106	Sven Clement	Classement de la « Schueberfouer » comme patrimoine immatériel de l'humanité
1108	Fernand Kartheiser	« Schengen militaire »
1109	Laurent Mosar, Martine Hansen	Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur
1110	Diane Adehm	Solitude
1111	Fernand Kartheiser	Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur
1113	Paul Galles	Accueil des personnes secourues en Méditerranée
1114	Sven Clement	Affectation de bâtiments
1118	Martine Hansen	Utilisation du glyphosate dans les zones d'herbages
1119	Martine Hansen	Programme de rotation des cultures
1120	Alex Bodry	Régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc
1123	Laurent Mosar	Listes noire et grise des juridictions de pays tiers de l'UE à des fins fiscales
1126	Paul Galles	Situation juridique des personnes détenues dans le camp d'Al-Hol en Syrie
1127	Sven Clement	Maladies rares
1132	Alex Bodry, Yves Cruchten	Coût du logement
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2019-2020		
1390 urgente	Laurent Mosar, Gilles Roth	Contamination du bâtiment Pierre Werner
1394 urgente	Martine Hansen	Lait pour bébés contaminé avec des huiles minérales toxiques

Question 0810 (20.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrats à durée déterminée :**

De Code du travail regelt d'Konditioune vum Asaz vun engem Contrat à durée déterminée (CDD). Den Artikel 122-1 regelt d'Bedéngungen, an deenen een CDD däerf agesat ginn. Hien definéiert, dass den CDD just fir eng präzis a befrist Aufgab opgestallt gëtt. Eng permanent Beschäftegung ënnerhalb dem normalen Aarbechtsoflaf gëtt domat also ausgeschloss.

Trotzdeem ginn et hei am Land nach CDDen, déi dësem Prinzip vun der zäitlecher Limitatioun net entspriechen. Fir bestëmmte Beruffer, dorënner och d'Chargés de cours, gëllen näämlech Exceptiounen, soudass een CDD fir dës Beruffer méi wéi 24 Méint bedroe kann an och méi wéi zweemol ka verlängert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, Interieur, Sozialversécherung a Bildung dës Froe stellen:

- Opgelëscht no all Punkt vum Artikel 122-5 Paragraf (3) vum Code du travail, firwat sinn déi an dësem Paragraf genannte Beruffer vun de gängegen Dispositioune vum CDD ausgeholl? No därselwechter Oplëschtung, ass d'Regierung der Meenung, dass dës Ausname par rapport zu de generelle Konditioune vum CDD justifiéiert sinn?

- Falls jo, wat schwätzt fir d'Erhale vun der aktueller Derogatioun?

- Falls neen, wéi wëllt d'Regierung dozou legiferéieren?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Artikel L.122-5 (3) vum Code du travail gesäit d'Méiglechkeet vir, souwuel zu der maximaler Dauer vu 24 Méint, wéi och zu der regulärer Unzuel vu Verlängerunge vun CDDen ze derogéieren, an zielt exhaustiv déi Fäll op, fir déi dës Derogatioune spillen.

Betreffend de Punkt 1 vum Artikel L.122-5 (3) ass eng Derogatioun virgesinn fir den Enseignant-chercheur, deen op der Universitéit vu Lëtzebuerg schafft. Dës Derogatioun erlaabt et, dem Enseignant-chercheur genuch Zäit ze ginn, fir net nëmmen a senge Recherchë virunzekommen, mä och säi Wëssen un d'Studente vun der Uni Lëtzebuerg weiderzevermëttelen. Vu dass et a priori ganz oft schwéier ass, en zäitlechen Delai fir esou Recherchen ze definéieren, ass et am Interessi vun der wëssenschaftlecher Recherche an der Promotioun vun der technologescher Entwécklung an Innovatioun zu Lëtzebuerg, dass een de Leit genuch Zäit gëtt, fir hir Aarbechten ofzeschléissen. Aus dësem Grond ass dës Derogatioun justifiéiert a sollt weiderhin erhale bleiwen.

Betreffend de Punkt 3 vum selwechten Artikel ass eng Derogatioun virgesi fir d'Kontrakter vun de Studenten an de Schüler aus dem Enseignement secondaire classique an dem Secondaire général zu Lëtzebuerg. Dës Derogatioun erlaabt et de Studenten, nieft hiren Etüden zousätzlech Suen ze verdéngen, fir hir Etüde finanzéieren ze kënnen. Den Artikel L.122-1 (3) Punkt 5 vum Code du travail gesäit allerdéngs vir, dass am Kader vun dëse Kontrakter d'Studenten an d'Schüler net méi wéi 15 Stonnen d'Woch schaffe kënnen an dat, fir ze verhënneren, dass d'schoulesch Aktivitéiten dorënner leiden, well déi weiderhin am Virdergrond stoe sollten. Dës Derogatioun ass also justifiéiert am Interessi vun de betraffene

Schüler a Studenten, déi sech duerch eng Aarbecht hir Etüde finanzéiere wëllen oder souguer mussen.

Betreffend der Derogatioun, déi am Artikel L.122-5 (3) Punkt 4 virgesinn ass, léisst sech d'Noutwendegkeet vun dëser Derogatioun unhand vum Beispill vun de Remplaçanten am Enseignement fondamental illustréieren:

Eng iewescht Prioritéit am Enseignement fondamental, wéi an allen Ordres d'enseignement, ass e qualitativ héichwäertegen Unterrecht. Dozou gehéiert, dass méiglechst vill Stonne vu brevetéierten, beschtméiglechst ausgebilten Enseignante gehale ginn, mä och, datt d'Schoulorganisatioune garantéiert sinn, an zu all Moment ee bei de Kanner ass. Dëst bréngt awer ënnerschiddlech grouss Schwieregkeete mat sech.

Esou mussen zum engen iwwerhaapt emol genuch Kandidaten disponibel sinn, fir dass d'Schoulorganisatioun assuréiert ka ginn. Gläichzäiteg muss awer och flexibel a séier op stënterlech optauchend Besoine reagéiert kënne ginn (z. B. ee längere Krankeschäin oder eng massiv Grippewell). De reelle Besoin u Léierpersonal ka soumat vun engem Moment op deen anere staark schwanken an onverhofft klammen oder awer och zréckgoen. De Besoin geet beispillsweis erof, wa Leit aus engem Congé parental oder Congé de maternité am Laf vum Schouljoer zréckkommen. Fir heirop kënnen ze reagéieren, ass eng gréisser Unzuel u Personal am CDD onëmgänglech, fir all Moment genee déi néideg Unzuel u Léierpersonal ze hunn. Aus dëse Grënn ass och déi Derogatioun justifiéiert a muss erhale bleiwen.

D'Legitimitéit vun der Derogatioun, déi am Punkt 5 vum Artikel L.122-5 (3) virgesinn ass, léisst sech folgendermoossen erklären: D'Musekscoursen si fakultativ fir d'Schüler, déi sech an engem Institut d'enseignement musical communal aschreiwe ginn. Vu dass d'Unzuel vun den Aschreiwungen awer ganz staark vun engem Joer op dat anert ännere kann, léisst sech och net genau viraussoen, wéi vill Personal gebraucht gëtt, fir d'Coursë leeden ze kënnen. Aus dësem Grond besetzen d'Gemengen déi Posten haaptsächlech mat CDDen, fir engersäits ze evitéieren, dass ee Leit fest astelle muss, déi herno keng Aarbecht hunn, well sech net genuch Schüler an d'Coursen ageschriwwen hunn, an anerersäits, fir genuch qualifizéiert Personal ze hunn am Fall, wou sech vill Schüler an esou Coursen aschreiwe géifen.

Betreffend der Derogatioun am Punkt 7 ass et jo esou, dass am professionnellen oder semi-professionnelle Sport souwuel d'Sportler wéi och d'Traineren haaptsächlech no hire Leeschtungen an Erfolleg bewäert ginn. Vu dass fir vill Sportsfederatiounen an -veräiner de sportlechen Erfolleg ganz wichteg ass, musse se och déi néideg a virun allem passend Leit fannen, déi dozou bäidroe kënnen, dass de Veräin national oder och international sportlech kompetitiv bleift oder gëtt. Wann also en Trainer oder e Sportler duerch seng Leeschtungen zu dem sportlechen Erfolleg vum Veräin bäidréit, ass et och wichteg, dass ee mat deene Leit d'Zesummenaarbecht verlängere kann. Aus dësem Grond kann een also festhalen, dass dës Derogatioun och justifiéiert ass.

Question 0879 (08.07.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **relocalisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) :**

Récemment, le Gouvernement a annoncé que l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL), implantée depuis plusieurs décennies à Diekirch, sera soit entièrement rénovée sur le site actuel, soit relocalisée sur un autre site.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quels sont les motifs qui pourraient amener le Gouvernement à relocaliser l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ? Le site actuel à Diekirch risque-t-il ne plus pouvoir répondre aux différents besoins de ce lycée ?

- En cas de relocalisation, l'EHTL pourra-t-elle maintenir son siège à Diekirch ? Dans la négative, est-il prévu d'implanter l'éventuel nouveau bâtiment de l'EHTL sur le territoire de la Nordstad ?

Q52

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dans le contexte du changement de dénomination ainsi que d'une offre scolaire plus diversifiée de l'établissement en question, les infrastructures existantes s'avèrent trop exiguës, voire non appropriées pour le développement de l'EHTL. En plus, il s'avère qu'une rénovation et une extension du bâtiment actuel sont difficilement réalisables en cohabitation avec le fonctionnement de l'EHTL et un délogement des élèves serait éventuellement à envisager. Dès lors, la recherche d'un site alternatif a été lancée afin de prévoir une nouvelle construction pour l'EHTL et de rénover par après les infrastructures existantes.

Il est prématuré d'avancer dès à présent des sites potentiels sur le territoire de la Nordstad. D'ores et déjà, on peut confirmer le maintien de l'Hôtel d'application Alexis-Heck à Diekirch.

Question 0884 (10.07.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Château de Birtrange :**

Le Château de Birtrange, inscrit au cadastre de la commune de Schieren, a été classé monument national par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018. Il va sans dire que cette demeure et le domaine qui l'entoure forment un site particulier de ce genre dans le canton de Diekirch qui mériterait sans doute d'être valorisé, tel le Château Renaissance de Beaufort que l'État luxembourgeois a reçu en héritage il y a quelques années.

Selon mes informations, la Croix-Rouge, actuel propriétaire du château et désireuse de le vendre, vient d'annoncer, par l'un de ses représentants, que l'État ne serait pas intéressé à acquérir ces bâtiments historiques et qu'elle pourrait donc les mettre en vente privée dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons qui ont animé le Gouvernement à ne pas envisager l'acquisition du Château de Birtrange ?

- Le Gouvernement est-il intéressé, le cas échéant, à acheter des terrains situés aux alentours du château ?

- Est-il prévu de reconstruire l'ancien pont sur l'Alzette qui reliait jadis le village de Schieren et le Château de Birtrange ? L'État serait-il disposé à acquérir les parcelles requises à cet effet ? Dans ce contexte, le Gouvernement aurait-il déjà eu des pourparlers avec la commune de Schieren et/ou les propriétaires ?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que ce château serait un lieu approprié pour abriter dans le futur un musée sur le passé gallo-romain de la « Nordstad » (villas de Schieren et de Diekirch) et/ou pour créer un centre de rencontre au service de la vie culturelle et de la création artistique ?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le Château de Birtrange est inscrit au cadastre de la commune de Schieren, section B de Birtrange, sous le numéro 4/13 et a été classé par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018.

Il bénéficie ainsi d'une mesure de protection adéquate, laquelle inclut la possibilité de faire faire des travaux en partie pris en charge par l'État dans le cas où ceux-ci s'avéreraient nécessaires.

En revanche, il n'est actuellement pas envisagé d'acquérir le château ou des terrains adjacents.

Question 0887 (11.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **fichier élève :**

Iwwer all Schüler(inn) zu Lëtzebuerg existéiert e sougenannten „Fichier élève". An dëser Datebank stinn ënner anerem Kontaktdaten a Resultater esou wéi och Informatiounen iwwert déi berufflech Experienz. Nieft dësen elementaren Donnéeën beinhalt de Fichier élève awer och Informatiounen iwwert de sozioekonomesche Kontext vun de Schüler(innen). Den Artikel 3 (3) am Gesetz vum 18. Mäerz 2013 iwwert den Ëmgang mat de perséinlechen Donnéeë vun de Schüler(innen) hält an deem Kontext ënner anerem Folgendes fest:

« Outre les données mentionnées au paragraphe (2), sont également traitées des données relatives au milieu culturel, familial et professionnel (première langue et, le cas échéant, autres langues parlées au domicile ; rang des frères et sœurs ; pays d'origine ; date d'entrée au pays ; niveau d'études, catégorie professionnelle et niveau de revenus des représentants légaux de l'élève). »

A senge „Lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique" huet de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe, de 4. Juli 2018, am Kapitel „Mesures et principes opérationnels visant à assurer le respect, la protection et la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique" ënner anerem folgend Recommandatioune festgehalen:

« Reconnaissant que les données à caractère personnel peuvent être traitées pour le bien des enfants, les États devraient prendre des mesures pour veiller à ce que ces données soient traitées (...) avec le consentement libre, explicite, éclairé et sans ambiguïté de l'enfant et/ou de ses parents, de la personne en ayant la charge ou de son représentant légal, ou selon un autre fondement légitime prévu par la loi.

Le principe de minimisation des données devrait être respecté, ce qui signifie que le traitement des données à caractère personnel devrait être adéquat, pertinent et proportionné aux fins pour lesquelles ces données sont traitées. (29)

Les États veilleront à ce que le traitement de certaines catégories de données jugées sensibles - telles que les données génétiques, les données biométriques (...) et les données à caractère personnel dont le contenu révèle les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres, l'état de santé physique et mental ou la vie sexuelle - ne soit autorisé dans tous les cas qu'à la condition que des garanties appropriées soient prévues par la loi. (32)

Les États devraient s'assurer que les enfants et/ou leurs parents, les personnes qui s'occupent d'eux ou leurs représentants légaux ont le droit de retirer leur consentement au traitement des données à caractère personnel, d'avoir accès à leurs données personnelles et de les faire rectifier ou supprimer, notamment lorsque le traitement des données relatives aux enfants est illégal ou lorsqu'il compromet leur dignité, leur sécurité ou leur vie privée. (34) »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Här Minister, wien huet alles Accès op de Fichier élève?

2. Ass séchergestallt, datt dës Donnéeën net an d'Hänn gerode vu Persounen, déi a priori net supposéiert sinn, Accès zu dësen Datebanken ze hunn (z. B. administratiivt Personal)?

3. Sinn d'Garantië gesetzlech ginn, fir datt keen Abus vun dësen Donnéeë méiglech ass? Ass am Sënn vun engem modernen Dateschutz an am Respekt virun de Kannerrechter virgesinn, d'Base réglementaire vum Fichier élève ze iwwerdenken, fir esou och méiglech Mëssbräich vum Fichier oder Ausgrenzungen opgrond vun den doran enthalenen Donnéeën entgéintzewierken?

4. Gehéieren Informatiounen iwwert d'sozioekonomesch Situatioun vun den Elteren, hir Qualifikatioun etc., am Minister sengen Aen, an e Fichier élève an ass de Prinzip vun der Proportionalitéit an deem Kontext, senger Meenung no, ginn?

5. Kann de Minister eis versécheren, datt keng Donnéeën an de „Fichiers élèves" stinn, déi iwwert déi gesetzlech geregelt Punkten erausginn? Wie kontrolléiert an deem Kontext, ob d'Recht vun de Schüler(innen) op e Schutz vun der Privatsphär och wierklech agehale gëtt?

6. Wat passéiert mat dësen Donnéeën nodeems d'Schüler(innen) net méi schoulflichteg sinn respektiv d'Schoul verloossen? Ginn dës Donnéeë geläscht oder archivéiert?

7. Hunn d'Schüler(innen), hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder Accès op de Fichier élève? Wa jo, ënner wéi enger Form ginn déi jeeweileg Persoune vun hirem Droit d'accès a Kenntnis gesat? Wéi steet et ëm hir Droits à la suppression/rectification?

8. Gouf d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 - relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves - un den RGPD ugepasst? Wa jo, wéi eng Ännerungen huet dat genee mat sech bruecht?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Accès op d'Donnéeë vum Fichier „Scolaria" (Fondamental) a vum Fichier élève (Secondaire) ass ganz strikt limitéiert: Enseignanten, Presidente vu Schoulcomitéen, Regionaldirekteren, Schouldirekteren an en Deel vum administrative Personal aus de Schoulen a vum Ministère hunn deen Accès, souwäit hir jeeweileg Funktioun dëst erfuerdert; den Accès ass limitéiert op d'Donnéeë vun deene Kanner, fir déi si zoustänneg sinn.

ad 2. Den Accès op dës Donnéeë gëtt gereegelt iwwer eng staark Authentifikatioun (LuxTrust), gekoppelt un en zentrale Gestiounssystem vun den Identitéiten an den domadder verbonnene Forme vum Accès (Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Mäerz 2013 „Loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves"). Dank dësem Login-System kann noverfollegt ginn, wéi eng Persoun wéi eng Donnéeë consultéiert huet. Den informatesche System ass esou configuréiert, datt séchergestallt ass, datt keng net autoriséiert Persounen Accès op dës Donnéeën hunn, respektiv, datt keng Persounen Accès op Donnéeën hunn, op déi si an hirer Funktioun keen Accès sollten hunn.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 ass en zäitgemëisst Dateschutzgesetz, dat et dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) erlaabt, och haut nach konform zum europäesche GDPR ze sinn. Dëst, well déi europäesch Reglementatioun keng wesentlech nei Elementer bruecht huet, an dat besteeënd Gesetz scho staark restriktiv war.

ad 4. Dës Informatiounen hunn eendeiteg hir Plaz an dëser Datebank an entspriechen de Finalitéite vum Traitement, esou wéi se am Artikel 3 vum Gesetz opgezielt sinn. Si si wichteg fir d'Schoul, fir sech dem sozio-ekonomesche Background vun hire Schüler kënnen unzepassen a fir datt d'Enseignanten differenzéiert kënne mat de Schüler schaffen. All Etüde weisen op e ganz staarken Zesummenhang tëschent sozialem Background a schouleschem Verhalen hin.

ad 5. D'Donnéeën, déi saiséiert ginn, entspriechen alleguerten de legale Prescriptiounen. Vu datt d'Saisie vun den Donnéeë vun assermentéierte Beamte virgeholl gëtt, déi de Rechter a Flichte vun de Fonctionnairen ënnerleien, sollt séchergestallt sinn, datt keng Donnéeë stockéiert ginn, déi net vum Gesetz virgesi sinn.

ad 6. D'Donnéeë vun de Schüler ginn informatesch archivéiert, nodeems si de Lëtzebuerger Schoulsystem verlooss hunn. Den Accès op dësen Archiv ass streng limitéiert via den IAM vum Educatiounsministère a begrenzt sech op anonymiséiert wëssenschaftlech Etüden an Analysen.

ad 7. D'Schüler, hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder hu keen direkten Accès op de Fichier. Fir d'Donnéeën, déi de Ministère am Kader vum Gesetz vum 18. Mäerz 2013 späichert, hu si kee Suppressiounsrecht. Allerdéngs kann de Ministère zu all Moment, op Ufro hin, dem Informatiounsrecht nokommen, dat Schüler, hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder hunn.

ad 8. Well d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 ganz restriktiv a konform zum GDPR ass, war et net noutwenneg, zum jëtzegen Zäitpunkt eng Modifikatioun virzehuelen.

Question 0892 (12.07.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **logements non occupés :**

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes autorise les communes à établir et à percevoir une taxe annuelle spécifique sur les immeubles non occupés ou utilisés ainsi que sur les terrains constructibles non édifiés. Selon mes informations, à ce jour seulement cinq communes luxembourgeoises ont introduit une telle taxe. De même, les communes peuvent également, par règlement communal, obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le territoire de leur commune à les déclarer à l'administration communale dans le délai fixé par le conseil communal.

À cet effet, je me permets de poser les questions suivantes :

- Combien de communes ont introduit une taxe sur les immeubles non occupés ?

- Combien de communes ont recensé les logements non occupés sur leur territoire ?

- Est-ce que le Gouvernement dispose de données sur le nombre de logements non occupés au Grand-Duché de Luxembourg ?

- À défaut, est-ce que le Gouvernement entend recenser ces logements et comment entend-il procéder ?

- Qu'en est-il des locaux commerciaux non occupés ?

Réponse commune (09.10.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député s'enquiert de la taxe communale spécifique sur certains immeubles effectivement non occupés ou non utilisés ainsi que des terrains constructibles non bâtis que les communes peuvent percevoir selon la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes.

À ce jour, huit communes ont introduit une taxe pareille, parmi lesquelles quatre communes ont recensé les logements non occupés ou non utilisés sur leur territoire.

Les taxes annuelles spécifiques de ces huit communes sont, à l'heure actuelle, les suivantes :

Beckerich :
500 € par an et logement

Diekirch :
1.200 € par an et logement

Echternach :
terrains à bâtir : 15 €/m² par an
immeubles : 600 € par an

Esch-sur-Alzette :
immeubles bâtis non occupés :
1re année : 150 €/m courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble
2e année : 200 €
3e année : 300 €
taxe sur les terrains à bâtir :
1re année : 15 €/m² de surface de terrain à bâtir
2e année : 30 €/m²
3e année : 50 €/m²

Esch-sur-Sûre :
1.000 € par an et unité de logement

Redange-sur-Attert :
immeubles bâtis non occupés :
1.000 € par an et logement

Roeser :
immeubles bâtis non occupés :
1re année : 50 €/m courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble
2e année : 200 €
3e année : 300 €
taxe sur les terrains à bâtir :
1re année : 10 €/m² de surface de terrain à bâtir
2e année : 30 €/m²
3e année : 50 €/m²

Winseler :
1.000 €/an + 500 €/an par année consécutive

Le Gouvernement ne dispose pas de données relatives au nombre de locaux commerciaux non occupés au Grand-Duché de Luxembourg.

Il n'est actuellement pas prévu d'introduire au niveau communal ou national un recensement systématique et obligatoire des logements non occupés.

Question 0915 (18.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **parc éolien à Oberkorn/Vesquenhaff :**

Am Kader vum geplangte Wandpark zu Uewerkuer ass Creos aktuell amgaang, um Vesquenhaff bei Déifferdeng den aktuellen Transformator duerch ee vill méi groussen ze ersetzen, dat obwuel d'Zuel vun deenen ugeschlossenen Infrastrukture bis elo onverännert bliwwen ass.

Op Nofro vu concernéierte Bierger gouf gläich vun e puer Responsabele vu Creos confirméiert, datt deen neien Transformator souwuel fir d'Aspeise vun der Energie vum neie Wandpark geduecht wär, wéi och fir déi elektresch Alimentatioun vun deene geplangte Wandrieder.

Zurzäit lafen nach ëmmer Etüde fir de Wandpark a puncto Stabilitéit vum Buedem. D'Bedeelegungsprozedur fir d'Bierger am Kader vum Kommodo-Inkommodo ass nach net ugelaf an et goufen deemno och nach keng Bedreiwer- respektiv Baugenemegungen ausgestallt.

Mengen Informatiounen no, wär deen neien Traffo net nëmmen an der Zone verte, mä bis elo och nach ouni Autorisatioun installéiert ginn.

An deem Sënn hätt ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg an un den Här Energieminister Claude Turmes:

1. Kënnen d'Madamm an den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Firwat ass en neie gréisseren Transformator installéiert ginn? Steet deen an enger Zone verte a wéi eng Autorisatioune leien doriwwer vir? Goufen all Oploen, zum Beispill am Kader vum Naturschutzgesetz, respektéiert?

2. Wou sinn d'Viraarbechte fir de Projet vum Wandpark op där Plaz zu Déifferdeng genee drun? Awéiwäit ass d'Enquête publique iwwert d'Nuisance fir d'Bierger? Gëtt et schonn Erkenntnisser iwwert d'Stabilitéit vum Buedem? Wéi eng Prozedure sinn entaméiert a wéi eng nach net? Wéi wëllt d'Regierung d'Bierger an den Entscheedungsprozess iwwert deen neie Wandpark mat abannen? Wéi wëllt d'Regierung d'Interesse vun deene Leit schützen, déi no bei deene geplangte Wandmille wunnen?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Op Nofro bei de Responsabelen vun der Creos, den zoustännege Stroumnetzbedreiwer an der Gemeng Déifferdeng, kënne mir folgend Informatiounen zu den Netzaarbechte liwweren, déi den Ament op dëser Plaz stattfannen:

D'Ersetze vun dem alen Traffo, wat nach en Traffo ass, deen op enger Poutrelle opgebaut ass, duerch en neien Traffo, huet näischt mam geplangte Wandpark zu Uewerkuer ze dinn. Dëse Poste gëtt am Kader vun der kontinuéierlecher Erneierung vum Stroumreseau ersat, am Sënn vun der Stroumversuergungssécherheet vum Land, awer och am Sënn vun Energieeffizienz an Émweltschutz. Traffoen, déi op Pottoe gebaut sinn, ginn no an no duerch Kabinnen ersat. D'Mindestleeschtung, déi esou Traffoen hautdesdaags hunn, läit bei 400 kVA, wat déi méi héich Leeschtung par rapport zum alen Traffo erkläert.

Et sief drop higewisen, datt no der aktueller Kommodo-Nomenklatur elektresch Traffoen eréischt iwwer 1.000 kVA eng spezifesch Autorisatioun brauchen. De Posten ass an der Zone verte an ass autoriséiert.

ad 2. Fir d'Wandenergieanlagen zu Déifferdeng läit bis ewell keng Ufro fir eng Kommodo-Geneemegung vir. Am Kader vun dëser Prozedur ass eng Enquête publique virgesinn, an där net nëmmen déi üüblech Informatioune publizéiert ginn, mä och d'Émweltimpaktetüd (EIE - évaluation des incidences environnementales), déi op Basis vun den Iwwergangsbestëmmunge vum EIE-Gesetz vum 15. Mee 2018 erstallt gëtt.

D'Resultater vun der virgenannter Etüd mussen am Virfeld vun enger Publikatioun vun der Émweltverwaltung aviséiert ginn. An dëser Prozedur, déi nach net konnt ulafen, mussen och aner Instanze gehéiert ginn. D'Émweltverwaltung gouf informéiert, datt d'Analys vun den Émweltauswierkunge vum Projet nach net ofgeschloss ass a sech momentan op d'Stabilitéit vum Buedem konzentréiert gëtt. Deelerkenntnisser aus dëser Analys leien der Verwaltung net vir.

D'Bedeelegung vum Bierger um Entscheedungsprozess iwwert den aktuelle Projet ass iwwert d'Kommodo-Prozedur assuréiert. Fir zukünfteg Projeten, déi net méi ënnert d'Iwwergangsbestëmmunge vum EIE-Gesetz vum 15. Mee 2018 falen, gëtt d'Bedeelegung vum Bierger weider gestäerkt, ënner anerem duerch ee méi einfachen elektroneschen Zougang zu den Dokumenter (Internetsite: www.eie.lu). Déi aktuell Legislatioun garantéiert och, datt d'Bedenke vun de Leit gehéiert a gepréift ginn.

Question 0925 (19.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **plan d'action national d'intégration :**

Den nationale Plang fir Integratioun (PAN Intégration) ass den 13. Juli 2018 am Regierungsrot ugeholl ginn. D'Zil vun dësem Plang ass et, dei sozial Kohäsioun tëscht Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, dorënner falen och d'Flüchtlingen, hei am Land ze stäerken. Ausser der Existenz vun de grousse Linne si bis haut awer nach keng Eenzelheeten zur Émsetzung vum PAN Intégration bekannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Minister fir Wunnéngsbau an dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi eng Virdeeler bréngt den nationale Plang fir d'Integratioun op kommunalem an nationalem Niveau fir d'DPlen an d'BPle mat sech?

2. Wéi eng Roll spillen d'Office-sociallen an der Émsetzung vum PAN Intégration? Wéi eng exakt Aufgabe falen den Office-sociallen aus den Aktiounsdomäner vum PAN Intégration zou? Wéi ginn d'Office-socialle bei dësen Aufgabe vum Ministère ënnerstetzt?

3. Am Budget 2019 gëtt den nationale Plang fir d'Integratioun mat 2,5 Milliounen Euro dotéiert. Wéi eng Projete solle mat dëse Sue finanzéiert ginn? Goufe schonn Appels à projets lancéiert? Falls jo, wéi eng sinn dat a wat sinn d'Zäitfristen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass de LISKO den adaptéierten Outil ass fir d'Begleedung an d'Integratioun vun de BPlen?

- Falls jo, wat ass den zentrale Schwéierpunkt vun dësem Service?

- Wéi eng finanziell, personell a materiell Ressourcë stinn dem LISKO zur Verfügung?

- Wéi eng vun dëse Ressourcë ginn dem LISKO am Kader vun der Konventioun mam Ministère bereetgestallt?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Ressourcë fir d'Erfëlle vun de Missioune vum LISKO duerginn?

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass eng Dezentraliseierung beim LISKO ubruecht wär?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Zesummenaarbecht tëscht den Akteuren, déi an der Integratioun schaffen, verbessert kéint ginn?

- Falls jo, wéi kann een d'Kommunikatioun tëscht dem OLAI (oder der spéiderer ONA), dem LISKO, den Office-sociallen an aneren Intervenantë verbesseren?

- Wéi steet d'Regierung zur Iddi, fir de Comité interministériel, deen am Artikel 6 vum Integratiounsgesetz virgesinn ass, ze erweideren a Vertrieder vun der Zivillgesellschaft mat eranzehuelen?

Réponse (16.09.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Den nationale Plang fir Integratioun huet als Zil e Kader ze setzen an deem d'Integratiounspolitik zu Lëtzebuerg kann ëmgesat ginn. Dëse Kader gëllt souwuel fir d'Demandeurs de protection internationale (DPI), fir d'Bénéficiaires de protection internationale (BPI), wéi och fir all anere Matbierger, onofhängeg vu senger Nationalitéit. D'Virdeeler vun esou engem Plang bestinn doran, eng Kohärenz an déi vill a wichteg Initiativen ze kréien. Den DPI an de BPI, mä och all aner Persoun, kritt doduerch e Parcours gebueden, dee sech aus verschiddene Moossnamen zesummesetzt, déi et duerch geziilt Interventiounen erlaben, der Persoun en Deelhuelen un der Gesellschaft ze erméiglechen. Eng Koordinatioun tëschent lokalen an nationalen Initiativen ass dofir ganz wichteg.

ad 2. D'Office-socialle sinn ee vu villen Akteuren, déi et erlaben, de Leit eng sozial Stabilitéit ze ginn, ouni déi et ganz schwiereg ass, sech an engem Land kënnen ze integréieren. Bei den Office-sociallen gëtt awer keen Ënnerscheed gemaach tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger; d'Office-socialle fonctionnéieren nom Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale.

ad 3. De Budget, dee fir d'Ëmsetzung vum nationale Plang fir Integratioun virgesinn ass, gëtt benotzt, fir déi aktuell Programmer (Contrat d'accueil et d'intégration a Parcours d'intégration accompagné) weider ëmzesetzen an auszebauen. Doniewent wäerten och verschidden „Appels à projets" gemaach ginn, déi et erlabe wäerten, nei an innovativ Projeten auszeschaffen an ze testen. Fir 2019 ass en éischten Opruff gemaach ginn, dee sech op Projete limitéiert, déi iwwert d'Period September bis Dezember 2019 lafe wäerten. D'Selektioun vun de Projete gëtt, wei dat am PAN virgesinn ass, zesumme mam Comité interministériel fir Integratioun gemaach. Fir all Projet wäert och e Bilan gemaach ginn no deene véier Méint. Fir déi Joren drop wäerten da weider Appelle lancéiert ginn.

ad 4. Déi finanziell Ënnerstëtzung vum Familljeministère un de LISKO beleeft sech fir den Exercice 2019 op 2.582.560 Euro.[1] Am Kader vun enger Konventioun krut de LISKO 21,95 ETP[2] Posten zur Verfügung gestallt, fir folgend Aufgaben ze realiséieren: engersäits d'Gemengen an d'Office-sociallen an hirer Aufgab ënnerstëtzen, d'BPlen ze autonomiséieren, virun allem Familljen, déi méi en intensiven a spezialiséierte Suivi brauche wéinst spezifesche Besoinen op kulturellem a sproochlechem Niveau; anerersäits d'Vernetzung mat aneren Institutiounen (zum Beispill Schoul, Gesondheetsservicer, psychologesch Déngschter, Beräich vum Wunnen) souwéi d'Förderung vum Liewen an der Communautéit an de verschiddene Gemengen a Regiounen.

Duerch d'Restrukturatioun vum OLAI, wou mer de Volet vum Accueil an den Ausseministère integréieren a fir de Volet Integratioun en neien Departement am Familljen- an Integratiounsministère schafen, ginn déi verschidde Missiounen anescht organiséiert, an dëst bréngt mat sech, dass mer och mam LISKO kucken, wat seng Aufgaben an Zukunft wäerte sinn. Wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, wäert ech den Deputéierten informéieren.

ad 5. D'Zesummenaarbecht vun den Akteuren, déi am Beräich vun der Integratioun schaffen, ass gutt, mä ka sécherlech nach verbessert ginn. Virun allem muss d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent den Akteure weider verstäerkt ginn, a jiddweree muss seng spezifesch Kompetenze kënnen do asetzen, wou se am Kader vum PAN gebraucht ginn. Eng gutt Kommunikatioun ass besonnesch wichteg, wann et gëllt, d'Aktiounen um lokalen Niveau ze koordinéieren. De Comité interministériel ass e Gremium, wou d'Vertrieder vun deene verschiddene Ministërë sech kënnen austauschen. En neit Format, wou aner Akteure kéinten hir Iwwerleeunge presentéieren, ass net auszeschléissen.

Question 0926 (19.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**apprentissage de la langue luxembourgeoise :**

Jamais auparavant autant de candidats à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise ne se sont inscrits à des cours de notre langue. Or, vu le nombre élevé d'intéressés, notamment en vue de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, des délais d'attente plus ou moins longs pour la participation à ces cours sont observés.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse où et par qui sont organisés des cours de luxembourgeois à la rentrée.

2) Combien de candidats étaient inscrits aux cours de l'Institut national des langues et aux cours des autres organisateurs (communes, écoles, ASBL, etc.) ces trois dernières années ?

3) Combien de demandeurs ont dû être refusés à l'Institut national des langues ?

4) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un état des lieux détaillé ?

5) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il répondre à la demande croissante en matière d'apprentissage de la langue luxembourgeoise ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La complémentarité de l'offre de l'Institut national des langues (INL) et celle du Service de la formation des adultes (SFA) se manifeste à différents niveaux :

L'INL est la structure nationale de certification officielle de la langue luxembourgeoise (e. a. « Sproochentest »), offre des cours à tous les niveaux (A1 à C2) sur trois sites propres, élabore des programmes et manuels et dispense la formation pour formateurs de langue luxembourgeoise (« Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur » ZLSK).

Le SFA garantit une offre de cours par ses prestataires régionaux, du niveau débutant à intermédiaire (A1-B1), à travers tout le pays. Il est responsable pour la qualité des prestations et des programmes de formation, gère l'agrément ministériel des formateurs, publie et promeut les cours, finance les cours des lycées et subventionne les cours des communes et associations. Aujourd'hui la quasi-totalité de l'offre communale fait partie du dispositif du SFA. Les lycées complètent l'offre régionale et les associations conventionnées s'adressent en plus aux différentes communautés linguistiques.

L'offre de l'INL et du SFA - rentrée 2019

INL : Les cours se dérouleront sur les trois sites de l'INL à savoir à Luxembourg/Glacis, à Mersch et à Esch/Belval (Maison du savoir).

L'INL organisera en tout 147 cours au premier semestre - soit près de 300 pour l'année 2019-2020. Au premier semestre, selon la planification actuelle, 103 cours se dérouleront à l'INL - Luxembourg, 26 à Belval et 18 à Mersch. Parmi ces 147 cours, six sont des cours dits « cours de 24 heures » organisés pour les personnes visées par l'article 15 de la loi sur la nationalité luxembourgeoise. L'INL peut accueillir 3.260 personnes dans ses cours du premier semestre.

[1] Salairen (fir déi 21,95 ETP) = 2.132.030 Euro/Petit matériel : 530 Euro/Frais de fonctionnement : 450.000 Euro

[2] 1,00 ETP Responsabelen/ 19,95 ETP psychosozial Posten/1,00 ETP administrative Posten

SFA : À la rentrée, les cours suivants sont organisés dans le cadre du dispositif du SFA : (les offreurs en **gras** accueillent plus de 100 personnes par an, les offreurs en ***gras italique*** plus de 500 personnes par année dans des cours de luxembourgeois). En juillet 2019, 464 cours ont été validés pour 2019-2020.

Communes :

Bertrange, Bissen, **Differdange**, Dippach, **Dudelange**, **Esch-sur-Alzette**, Hesperange, Kayl, Käerjeng, Kehlen, Lenningen, ***Luxembourg***, **Mamer**, Mertert, Rambrouch, Sanem, Sandweiler, **Schifflange**, Schuttrange, **Strassen**, Weiler-la-Tour et ***Convention Uelzechtdall*** (Walferdange, Steinsel, Lintgen, Lorentzweiler et Mersch).

Associations :

Amizade Caboverdeana, **Association of Intercultural Kindness in Luxembourg,** C.A.S.A - Centre d'Appui Social et Associatif, **Confédération de la communauté portugaise au Luxembourg,** ***Centre de formation Lucien Huss,*** CIGL-Esch, Communauté hellénique de Luxembourg, Entente sans frontières, **Inter-Actions Projet Ensemble Dudelange**, ***Landakademie*** (garantit l'offre dans les communes du nord-ouest du pays), Luxembourg Accueil Information, Mouvement pour l'égalité des chances (garantit l'offre dans les communes du nord-est du pays), Maison d'Afrique, ***Moien,*** Projet Ensemble Al Esch-Brill-Grenz Inter-Actions, **Syndicat d'initiative Pétange.**

Lycées et écoles :

CNFPC-Esch, **Lycée classique de Diekirch**, Lycée Guillaume Kroll, Lycée du Nord Wiltz, Lycée technique d'Ettelbruck, **Maacher Lycée.**

S'y ajoutent les cours organisés par le SFA lui-même et ceux mis en place en collaboration avec la Grande Région (Sarre, Rhénanie Palatinat et **Lorraine**).

ad 2) Les tableaux ci-dessous renseignent sur les inscriptions à l'INL et au SFA. Il importe de spécifier qu'au moment de l'inscription toute personne en attente d'admission à l'INL se voit informée de l'offre du Service de la formation des adultes.

Les inscriptions des trois dernières années aux cours gérées par l'INL se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les inscriptions des trois dernières années aux cours gérées par le SFA se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les inscriptions n'ayant pas encore été clôturées au moins de juillet 2019, on peut s'attendre à ce que le nombre d'inscriptions sur l'ensemble de l'année en cours dépassera celui de l'année 2018.

ad 3) + 4) Afin d'être en mesure de faire face à la demande, l'INL a augmenté son offre de cours de luxembourgeois de manière conséquente depuis les dernières années passant de 166 cours en 2015-2016 à 270 cours en 2018-2019.

Dès le début des inscriptions, les cours de débutants sont généralement pris d'assaut - surtout les cours qui se déroulent entre 08.00 et 14.00 heures et de 17.00 à 21.00 heures. Certains créneaux horaires et surtout les niveaux plus avancés affichent rarement complet. L'INL veille cependant à proposer à tous ses apprenants une suite de leur apprentissage jusqu'au niveau B2.

Afin de pouvoir réagir de manière flexible aux demandes d'inscription, l'INL enregistre désormais tous les demandeurs non encore admis et organisera des cours supplémentaires au courant de l'automne 2019. Des formateurs supplémentaires seraient alors embauchés afin de répondre aux besoins constatés.

Chaque année, dans le cadre du rapport d'activité, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) fait un état des lieux détaillé des inscriptions à l'INL ainsi que des inscriptions dans les cours gérées par le SFA. Ces données statistiques permettent le pilotage et le suivi des différentes offres.

ad 5) La « Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch » énumère un certain nombre de points concernant l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Ainsi il est prévu :

- d'inciter les lycées à élargir leur offre et à mettre à disposition leurs infrastructures ;

- d'augmenter l'attractivité du formateur d'adultes en langue luxembourgeoise par des meilleures conditions de travail et l'augmentation de l'offre de formations ZLSK ;

- d'augmenter l'offre de dispositifs de formation en ligne à l'attention de tous les apprenants.

Plusieurs mesures concrètes ont déjà été mises en place. Ainsi, l'INL est en train de travailler sur un outil d'apprentissage en ligne de la langue luxembourgeoise. Cette plateforme - qui devrait être fonctionnelle au plus tard pour la rentrée 2020 - permettra à toute personne qui ne pourra participer à des cours en présentiel, d'apprendre la langue à distance. L'INL prévoit également d'adapter ses cours et de proposer des formules « blended learning » - partiellement en présentiel et partiellement à distance - pour le luxembourgeois à partir de la rentrée 2020.

Le tableau ci-après fournit un aperçu de l'évolution des inscriptions depuis la création du SFA et met en évidence la relation entre l'offre, la demande et les politiques ayant trait à la langue nationale.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Par le fait que la croissance de l'offre est en étroite relation avec les mesures législatives, la réactivité du dispositif est prouvée.

Le tableau fait ressortir l'influence de la récente loi sur la nationalité luxembourgeoise sur la demande en formation. Jamais auparavant l'offre s'est vue confrontée à une telle croissance (plus de 2.600 inscriptions sur deux ans). Il en résulte que malgré les efforts de tous les acteurs et le fait que l'effet sur la demande en formation de la loi sur la nationalité luxembourgeoise commence à s'estomper, des délais d'attente subsistent à certains moments de l'année et dans certaines régions.

Voilà pourquoi le Gouvernement renforcera l'offre dans certaines régions du pays, étudiera la possibilité d'intensifier la collaboration avec des prestataires externes et élargira considérablement les activités de l'INL. De plus, il investira considérablement dans l'élaboration de la didactique de la langue luxembourgeoise, alors que la création de certificats spécifiques en relation avec la maîtrise du luxembourgeois est prévue.

Force est de constater qu'il existe une nette différence structurelle entre l'INL et le SFA, qui explique notamment les évolutions différentes au niveau des inscriptions. L'INL fonctionne en tant qu'établissement scolaire à trois endroits bien définis (sites urbains) selon le principe du contingent et de places libres qui se trouvent rapidement comblées. Le SFA a pour mission de mettre en place des offres dans toutes les régions du pays, souvent au risque d'organiser des cours à moyen ou faible taux de participation. Cette situation confirme la complémentarité des deux types d'offres.

Q54

Question 0937 (22.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **conservation des données :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0813 iwwert d'Virratsdatespäicherung gouf net op all Punkt vu menger Fro geäntwert. Aus deem Grond wëll ech den éischte Punkt vun der Fro nach eng Kéier stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister dës Fro stellen:

1. Opgeschlësselt no Virworf a Joer, wéi vill Consultatioune gouf et vun Daten, déi op

Virrat gespäichert goufen, zanter dem Gesetz vum 30. Mee 2005?

Réponse commune (01.10.2019) **de M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias :*

Et ass eis faktesch net méiglech, op dës parlamentaresch Ufro ze äntwerten, well dës Daten net verzeechent ginn. D'Reperagë gi vun engem Untersuchungsriichter am Kader vu judiciairen Enquêten an op Basis vum Artikel 67-1 vum Code de procédure pénale ordonnéiert a sinn net Objet vun enger statistescher Dateveraarbechtung vun der Police.

D'Dateschutzkommissioun (CNPD) freet säit 2010 vun den Operateuren agreéiert Statistiken iwwert d'Consultatioun vun de Lokaliséierungsdonnéeë vun de Geriichtsautoritéiten. Dës ginn och säit 2012 an hire jäerleche Rapporte publizéiert.

Question 0957 (24.07.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **terrains synthétiques :**

Kunstrasenplätze sind pflegeleicht und können - anders als Naturrasen - intensiv bespielt werden. Kein Wunder, dass sie mittlerweile weit verbreitet sind.

Das geplante EU-Verbot von Mikroplastik wird allerdings auch Kunstrasenplätze betreffen und diese womöglich verbieten.

Hinsichtlich dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Sportminister und an die Frau Umweltministerin stellen:

- Welche Position hat die luxemburgische Regierung zu dieser Problematik?

- Im Falle eines Verbots, gedenkt die Regierung die betroffenen Gemeinden finanziell zu unterstützen beim Übergang auf Naturrasen?

Réponse commune (16.09.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Bei der Diskussion über Mikroplastik in Zusammenhang mit Kunstrasensportplätzen geht es um eine eventuell generell angedachte Mikroplastikeinschränkung in der EU und keineswegs um die Abschaffung der Kunstrasenplätze.

Als Mikroplastik werden Kunststoffpartikel bezeichnet, deren Größe üblicherweise zwischen fünf und 0,001 mm schwankt. Dabei unterscheidet man zwischen primärem Mikroplastik, welches gezielt hergestellt und in Produkten eingesetzt wird, und sekundärem Mikroplastik, welches durch Abrieb und Alterungsprozesse von größeren Kunststoffteilen entsteht.

Die Europäische Chemikalienagentur (ECHA) prüft zurzeit auf EU-Ebene Maßnahmen zur Beschränkung von absichtlich zugesetzten primären Mikropartikeln für Produkte jeglicher Art. Dazu gehört auch das häufig verwendete Kunststoffgranulat. Es geht allerdings auf keinen Fall um ein generelles Verbot von Kunstrasenspielfeldern, sondern ausschließlich um das Füllmaterial mit Bestandteilen aus Mikroplastik. In einer rezenten Stellungnahme hat die ECHA jedoch darauf hingewiesen, dass weder die ECHA noch die Europäische Kommission vorschlägt, diese Sportplätze zu schließen. Die existierenden Kunststoffrasenplätze wären demnach nicht in Bälde vom Verbotsvorschlag betroffen.

Das aktuelle und öffentliche Konsultationsverfahren der ECHA läuft noch bis zum 20. September 2019. Derzeit befindet sich die ECHA in einer Phase der Meinungsbildung und sammelt Informationen, um die sozioökonomischen Folgen einer Beschränkung von absichtlich zugesetzten Mikropartikeln sowie einer möglichen Notwendigkeit einer Ausnahmeregelung für Füllmaterial in Kunstrasen zu bewerten. Die Schlussfolgerungen werden dann der EU-Kommission vorgelegt. Nicht absehbar ist aktuell, wie die EU-Kommission damit verfährt.

Die luxemburgische Regierung wird diesen Findungsprozess sehr intensiv begleiten und beobachten. Insgesamt sollten Sportanlagen umweltfreundlich sein, jedoch sollten umweltpolitische, gesellschaftliche und wirtschaftliche Aspekte gleichermaßen berücksichtigt werden. Eine Möglichkeit wäre auf alternative Füllmaterialien zurückzugreifen oder eventuell ganz auf Füllmaterial zu verzichten. So gibt es bereits Kunstrasenplätze ohne Befüllung oder mit Alternativen wie zum Beispiel Kork. Die Regierung wird, über das Sportministerium, den Gemeinden auch weiterhin zur Seite stehen und die nötige Unterstützung anbieten.

Question 0967 (25.07.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **volontaires au service du CGDIS :**

Déi Fraiwëlleg am Déngscht vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sinn d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Rettungswiesen. Ouni dës Leit kéinte vill Centres d'incendie et de secours am Land net funktionéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Innenministesch stellen:

- Wéi huet sech d'Unzuel vun de Fräiwëllegen ee Joer nom Akraafttriede vum CGDIS entwéckelt?

- Wéi vill nei Fräiwëlleger goufen zënter dëser Zäit an de verschiddenen Zentre rekrutéiert?

- A wéi engen Zentre sinn zënter dem 1. Juli 2018 manner respektiv méi Leit aktiv?

- Ginn et am Land regional Ënnerscheeder um Niveau vun de groussen (CIS-Kategorie III & IV) respektiv klengen (CIS-Kategorie I & II) Asazzentren, wat d'Unzuel vun de Fräiwëllege betrëfft? Wéi hunn d'Zuelen u Fräiwëllegen an deene jeweilegen Zentre geännert?

Réponse (09.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Op den 1. Juli 2019 zielt de CGDIS 208 fräiwëlleg Pompjeeë méi wéi op den 1. Juli 2018. Dëst ass eng Augmentatioun vu ronn 4 % an engem Joer. Bei de Jugendpompjeeë sinn 158 Membere bäikomm, bei den operationelle fräiwëllege Pompjeeë sinn et der 50.

Bei den Zuelen no Asazzenter ass et no knapp engem Joer schwiereg, fir statistesch Konklusiounen ze zéien. Esou erkennt een zum Beispill nach keng Variatiounen tëschent de groussen, mëttelgroussen a méi klengen Zentren. Et ass also schwéier ze erkennen, ob bei engem Zenter méi oder manner Wuesstem war wéi bei engem aneren.

D'Kategoriséierung vun den Zentre wäert iwwert de Plan national d'organisation des secours (PNOS) geregelt ginn, deen amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn. Et sief awer präziséiert, datt d'Kategorie vun engem Zenter net onbedéngt eppes mat senger Gréisst ze dinn huet. D'Kategoriséierung déngt dozou, e Potentiel opérationnel journalier (POJ) ze definéieren, dat heescht wéi vill Gefierer mat wéi vill Leit ronderëm d'Auer mindestens garantéiert musse sinn.

Beim Verglach vun de véier Zones de secours fält op, dass d'Zon Süden (+6.5 %) an d'Zon Osten (+4,7 %) proportional méi nei Membere bäikrute wéi d'Zon Norden (+3,6 %,), d'Zon Zentrum (+2,9 %) an d'Groupes d'intervention spécialisés (GIS) (+1 %).

Fir den Detail verweisen ech op d'Annex.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0983 (29.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **prix immobiliers :**

D'Präisser fir Immobilien zu Lëtzebuerg klammen ëmmer weider, egal ob d'Studie vum Privatsecteur oder vun der ëffentlecher Hand finanzéiert gëtt an all Kéier wuessen d'Immobiliëpräisser méi séier wéi d'Inflatioun.

Een Indice dofir, ob de Kafpräis vun enger Immobilie nach realistesch ass, ass de Ratio tëscht Kafpräis an dem Joresloyer. An der Fachliteratur gi Wäerter vun ~20 als sënnvoll ugesinn. Wann een awer elo déi lescht disponibel Zuele vum Statec zu Gronn leet, kënnt een an der Moyenne vun den Appartementspräisser op e Ratio vun 21,86. Dëst bedeit, datt een Appartement (mat an der Moyenne 78 m^2) misst 21,86 Joer bewunnt ginn, fir datt de Kaf vum Appartement sech fir Wunnzwecker loune géif. An dëst virun eventuelle Finanzéierungsfraisen, Fraise vum Notaire oder Enregistrement.

En aneren Indice ass nach dee sougenannten „Loan-to-Value"-Ratio, dee virun allem an Hisiicht op Eegekapitalufuerderungen ënner Kadere wéi zum Beispill Basel IV eng wichteg Roll spillt.

Am Projet de loi N° 7218 sollen des Weidere weider Mëttel geschafe ginn, fir de Risiko vun Immobiliëspekulatiounen ze reduzéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Dezil a Joer fir déi lescht zéng Joer, wéi héich ass no Kenntnis vun der Regierung d'Eegentumsquot an den eenzelen Akommesdezilen?

2. Wéi eng zéng europäesch Länner hunn no Kenntnis vun der Regierung déi héchsten Eegentumsquot?

3. Wéi eng zéng europäesch Länner hunn no Kenntnis vun der Regierung déi niddregsten Eegentumsquot?

4. Wéi hu sech an deene leschten zéng Joer d'Ratio tëscht Kafpräisser a Joresloyer pro Quadratmeter entwéckelt? Opgeschlësselt no Joer an no Ëmfeld (urban a rural).

5. Wéi hu sech an deene leschten zéng Joer d'Relatioun tëscht de Mediankafpräisser vun Immobilien an dem Medianakommes vun de Stéit entwéckelt?

6. Wéi beurteelt d'Regierung d'Bezuelbarkeet vu Wunnraum gemooss um Verhältnis tëscht disponiblem Akommes an de Kafpräisser?

7. Wéi bewäert d'Regierung d'Qualitéit a Quantitéit vun den disponiblen Daten iwwer Immobiliëpräisser an Immobiliëfinanzéierungen am Verglach mam europäeschen Ausland?

8. Leien der Regierung oder de relevanten Administratiounen oder Etablissementer Daten zu den am folgende vum Comité européen du risque systémique formuléierte Recommandatiounen (ESRB/2016/14) fir de residentiellen Immobiliësecteur vir?

1. loan-to-value ratio at origination (LTV-O);
2. current loan-to-value ratio (LTV-C);
3. loan-to-income ratio at origination (LTI-O);
4. debt-to-income ratio at origination (DTI-O);
5. loan-service-to-income ratio at origination (LSTI-O);
6. debt-service-to-income ratio at origination (DSTI-O) as optional indicator;
7. number and amount of RRE loans disbursed;
8. maturity of the RRE loans at origination.

9. Falls jo, wéi hu sech déi Indicateuren zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt zanter 2009 entwéckelt?

Leien der Regierung niewent den Duerchschnëttswäerter nach weider statistesch Mesuren (Varianz...) vir?

10. Falls jo, entspriechen dës Daten den Ufuerderungen, déi vum CERS fomuléiert goufen?

11. Falls déi genannten Daten net virleien, oder net den Ufuerderungen entspriechen, plangt d'Regierung déi Daten ze erhiewen? Falls neen, mat wéi enger Begrënnung gëtt vun de Recommandatiounen ofgewach?

12. Wéi huet sech no Kenntnis vun der Regierung zu Lëtzebuerg an de leschten zéng Joer den duerchschnëttlechen Eegekapitalundeel beim Kaf vun enger Immobilie entwéckelt?

13. Wéi huet sech no Kenntnis vun der Regierung den duerchschnëttlechen Zënssaz vun engem Immobiliëprêt an deene leschten zéng Joer entwéckelt, opgelëscht pro Joer?

14. Wéi héich ass no Kenntnis vun der Regierung déi duerchschnëttlech Héicht vun engem Immobiliëprêt fir selwer genotzte Wunnraum a wéi huet sech dës an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

15. Wéi huet sech den Duerchschnëttsalter beim Kaf vun enger éischter Wunnimmobilie an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

16. Wéi definéiert d'Regierung eng Immobiliëblos?

17. Wéi eng Indicateure gi vun der Regierung fir dës Aschätzung erugezunn?

Réponse commune (20.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Verschidden Informatiounen, Statistiken a Vergläicher, déi den éirewäerten Deputéierte Sven Clement ufreet, sinn ëffentlech zougänglech. Mir verweisen hei en particulier op d'Internetsitte vum Observatoire de l'habitat, der Banque centrale du Luxembourg (BCL), dem Statec an dem Eurostat.

Par contre huet weder de Finanzministère, nach de Wunnengsbauministère, eng intern Datebase, op déi si direkt kéinten zréckgräifen, fir esou mat weiderer Präzisioun op déi detailléiert Froe kënnen ze äntwerten.

Wat d'Evolutioun an de leschten zéng Joer vun de Kafpräisser an de Joresloyeren pro Quadratmeter respektiv der Akommessituatioun vun de Stéit ugeet, huet de Wunnengsbauministère am Fréijoer eng Etüd beim Observatoire de l'habitat an Optrag ginn, déi dozou eng Rei Äntwerte wäert kënne ginn. D'Resultater vun där Etüd ginn den Deputéierte viraussiichtlech am Hierscht an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert.

Wat d'Qualitéit vun den disponibelen Daten iwwer Immobiliëpräisser an Immobiliëfinanzéierungen ugeet, kënne mer den éirewäerten Deputéierten driwwer informéieren, datt d'Indicë vun de Logementspräisser, déi vum Statec opgestallt an zur Verfügung gestallt ginn, d'Kritäre vun Eurostat erfëllen. Si sinn nëmme baséiert op d'Notairesakten a korrespondéieren also mat de reelle Präisser vun den Transaktiounen.

Wat d'Donnéeën ugeet, déi an der Recommandatioun ESRB/2016/14 vum Comité européen du risque systémique (CERS) erwäänt ginn, ginn dës säit Dezember 2018 vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) op enger hallefjäereger Basis vun de betraffene Finanzakteuren erhuewen. Déi Donnéeë sinn Entitéits-bezunn an ënnerleien domadder dem Secret professionnel vun der CSSF. Dës Erhiewung vun Donnéeë wäert et der CSSF erlaben, d'Disponibilitéit an d'Qualitéit un Informatioune betreffend den Immobiliëfinanzement duerch Lëtzebuerger Finanzakteure weider ze verbesseren, hir intern Analyse weiderzefeieren a mat an d'Diskussioune vum Comité du risque systémique (CdRS) anzebréngen.

De Gesetzentworf N° 7218, deen zesumme mam CdRS ausgeschafft gouf, wäert an Zukunft d'Gamme vun de macroprudentiellen Instrumenter, déi der CSSF zur Verfügung stinn, completéieren. Dëse Gesetzentworf wäert et der CSSF, an Zesummenaarbecht mat der BCL, dem Commissariat aux assurances an dem CdRS, erlaben, eventuell systemesch Risiken, déi am Immobiliësecteur hiren Ursprong géife fannen, besser an de Grëff ze kréien. De Gesetzentworf definéiert net d'Konzept vun Immobiliëblos, mä gesäit vir, datt den CdRS verschidden Evolutiounen um Immobiliëmarché an am Finanzement vun Immobilië genee suivéiert.

Doriwwer eraus verweise mer den éirewäerten Députéierten op déi wëssenschaftlech Aarbechte ronderëm d'Definitioun vun enger eventueller Iwwerbewäertung vun Immobiliëpräisser zu Lëtzebuerg, déi de Vertrieder vum Observatoire de l'habitat an der Chamberskommissiounssitzung vum 27. Juni presentéiert huet.

Question 0991 (30.07.2019) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck :**

Am Kader vun enger Pressekonferenz huet den Här Mobilitéitsminister déi grouss Ännerunge presentéiert, déi am Kontext vum gratis ëffentlechen Transport den 1. Mäerz 2020 wäerten antrieden. Vun deem Datum u ginn et zum Beispill just nach dräi Guicheten, wou ee Billjeeë fir d'éischt Klass an Tickete fir international Reesen ze kafe kritt: Stater Gare, Esch an zu Belval-Université. Domadder wieren nëmmen nach am Süden an am Zentrum Guichete fir Clienten zougänglech. Leit aus dem Norde géifen eidel ausgoen. Dës Annonce kënnt iwwerraschend, well bei den ëffentleche Presentatioune vum „Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck" ëmmer gesot ginn ass, dass an dat neit Gebai vun der Gare Ettelbréck eng Mobilitéitszentral mat enger Verkafsstell fir national an och international Tickete sollt kommen. Op de Pläng war ausserdeem ze gesinn, dass an dat Gebai de Verkéiersverbond sollt integréiert ginn.

Wëssend, dass déi Ettelbrécker Gare déi zweet gréisste Gare am Land ass wat de Flux u Voyageure betrëfft, géif ech dem Här Mobilitéitsminister gäre folgend Froe stellen:

- Firwat gëtt an déi nei Gare zu Ettelbréck, am Géigendeel zu deem, wat ëmmer gesot ginn ass, kee Point de Vente fir Billjeeë méi integréiert, ëmsou méi dass ee vun dëser Gare aus direkt international Verbindungen huet Richtung Léck (op den Thalys) an Oochen (op den ICE)?

- Wat sinn d'Grënn, déi zu dëser Decisioun gefouert hunn?

- Gëtt weiderhin de Verkéiersverbond an déi nei Gare integréiert oder kënnt et och hei zu Ännerungen an, wa jo, zu wéi engen a firwat?

Réponse (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg vum 1. Mäerz 2020 u gëtt d'Empfangskonzept vun de Clienten an de Garen am Grand-Duché ugepasst.

D'Verkafspunkte vun der CFL bidde momentan national (1. an 2. Klass) an international Billjeeën un. Mat der Ausnam vun der Gare Lëtzebuerg, stellt de Verkaf vun nationalen 2. Klass-Billjeeën den Haaptdeel vun der Aktivitéit vun dëse Verkafspunkten duer.

D'Verkafsaktivitéit op der Gare Ettelbréck war am Joer 2018 déi folgend:

- national Billjeeën:
- 2. Klass: 29.438 (79,8 %)
- 1. Klass: 1.263 (3,4 %)
- international Billjeeën: 6.191 (16,8 %)

Praktesch 80 % vun der Aktivitéit vum Verkafspunkt Ettelbréck falen deemno ewech mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport am Mäerz 2020. D'Aktivitéit vun de Verkafspunkten ass an deene leschte Jore staark réckleefeg, an huet sech verlagert op de Verkaf op de Billjeesautomaten, mobill Applikatiounen an Internet.

Aus dëse Grënn gesäit dat neit Empfangskonzept d'Zoumaache vun den aktuelle Verkafspunkte vir, mat enger Neidefiniéierung vum Aufgabeberäich vum Zuchbegleetpersonal souwéi den Empfangsagenten an Aufsichtsbeamten op de Quaien an de Garen an op den Arrête vun der CFL.

Dës Moossname gi geholl an der Perspektiv, fir e Qualitéitsservice ze garantéieren an d'Wuelbefannen an de Konfort vum Client a sengem Alldag ze erhéijen. Mat enger Verbesserung vum Empfang an Informatioun vum Client mëttels enger erweiderter Präsenz an de Garen an op de Quaien, kann d'Personal de Client besser op senger Rees begleeden.

Nom Zoumaache vum Guichet an der Gare Ettelbréck, gëtt de Verkaf op der Plaz vun nationalen, regionalen an internationale Billjeeën an Abonnementer weidergefouert mëttels dem Billjeesautomat, deen och momentan um Quai installéiert ass. En Aufsichtsbeamten ass weiderhin op der Plaz, fir Auskonft ze ginn an dem Client ze hëllefen, zum Beispill op der Sich no Informatiounen, Ënnerstëtzung fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit oder fir Verbesserungsvirschléi vum Client entgéintzehuelen.

E Pilotprojet fir d'Gestaltung vun engem Empfangsberäich an der Gare Ettelbréck nom 1. Mäerz 2020 gëtt momentan analyséiert.

Fir nach méi séier a präzis op déi perséinlech Bedierfnisser vum Client anzegoen, gëtt d'Personal vun der CFL mat neien digitalen Hëllefsmëttel ausgestatt. Dës Mëttel, grad ewéi déi spezifesch Software (RailTab) oder d'Tablett vu jidder Agent am direkte Kontakt mam Client, stellen e parallele Kanal zum klassesche Konzept duer an erméiglechen eng méi grouss Disponibilitéit vum Agent zu Gonschte vum Client.

Zousätzlech stinn d'Informatiounskanäl an/oder de Verkaf iwwer aner Moyene vun der CFL dem Client zur Verfügung: d'Applikatiounen CFL mobile an CFL international, d'Internetsäit www.cfl.lu, de CallCenter souwéi d'telefonesch Auskonft.

Wat de Verkéiersverbond betrëfft, esou ass e Gesetz ënnerwee, fir dësen an eng staatlech Verwaltung ëmzewandelen. Dës nei Administratioun soll awer an de Stat beim Ministère ugesidelt ginn.

Wat eng eventuell Mobilitéitszentral ugeet, esou muss dëst gekuckt ginn, wéi e Konzept déi nei Administratioun esou enger Zentral zousprécht.

Question 0992 (30.07.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **classement mondial de l'innovation :**

D'après un article publié aujourd'hui sur le site paperjam.lu, le Grand-Duché de Luxembourg est passé à la 18e place sur 130 dans le classement mondial de l'innovation du « WIPO » (World intellectual property organization).

En matière d'innovation, le Luxembourg aura ainsi perdu au total neuf places de manière continue depuis l'année 2015, donc en seulement quatre ans.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Comment Monsieur le Ministre analyse-t-il cette tendance régressive concernant le classement mondial du Luxembourg en matière d'innovation depuis 2015 ? Quelles en sont les origines d'après Monsieur le Ministre ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire ce que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de renverser cette tendance à court et à moyen termes ?

Réponse (18.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque introductive, il y a lieu de noter que l'indice mondial de l'innovation est formé de 80 indicateurs qui font partie de 21 sous-catégories et de sept catégories principales. Les sept catégories principales sont les suivantes :

1. Institutions
2. Capital humain et recherche
3. Infrastructures
4. Perfectionnement des marchés
5. Perfectionnement des entreprises
6. Résultats liés au savoir et à la technologie
7. Résultats créatifs

Entre 2015 et 2019, le Luxembourg a gardé la même place pour les catégories 3 et 7 tandis qu'il a perdu entre quatre et six places pour les catégories 1, 2, 5 et 6, ainsi que 37 places pour la catégorie 4. Pendant cette période, le Luxembourg a été dépassé par les pays suivants : Danemark, Allemagne, Israël, République de Corée, Hong Kong, Chine, Japon, France et Canada.

Les indicateurs relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche forment deux sous-catégories (« éducation tertiaire » et « recherche & développement ») à l'intérieur de la catégorie principale 2 (« capital humain et recherche »). En ce qui concerne ces deux sous-catégories, le Luxembourg a progressé de deux places en « éducation tertiaire » (place 36 à 34), respectivement de quatre places (place 35 à 31) en « recherche & développement » entre 2015 et 2019.

Finalement, je tiens à attirer l'attention de l'honorable Députée sur le fait que le Luxembourg se trouve à la 5e place du classement 2019 du « European Innovation Scoreboard » avec progression d'une place par rapport au classement de 2015. La Commission européenne souligne tout particulièrement l'attractivité du système de recherche luxembourgeois, en le qualifiant de leader européen. Les trois indicateurs de la rubrique « attractivité du système de recherche » sont les copublications scientifiques internationales, les citations des publications scientifiques et la part des doctorants étrangers.

Question 0995 (31.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant « **eduPrint » :**

Am Joresrapport vum Bildungsministère gëtt besonnesch am Deel iwwert den CGIE vum Projet „eduPrint" geschwat. Am Kader vun dësem Projet soll zukünfteg, esou d'Beschreiwung, eng zentraliséiert Gestioun vun den Imprimantë vun der Verwaltung

garantéiert ginn an e méi ressourcëschounenden Ëmgang mat Drockmaterialie gefërdert ginn. Konkret heescht et am Text: « Le CGIE généralise dans les administrations le système 'eduPrint' qui permet d'établir une politique d'impression dans le respect du développement durable : il encourage l'impression recto-verso et noir et blanc et amène les utilisateurs à ne pas imprimer les documents inutiles tels que les e-mails à l'aide de messages d'alerte.»

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Imprimantë sinn un de System „eduPrint" ugeschloss?

2. Wéi vill Utilisateuren hunn, opgeschlësselt no hirem Rôle als Member vun der Verwaltung, als Schoulmeeschter, als Lycéesproff, etc. Accès zum System „eduPrint"?

3. Wéi vill Säite goufen zanter der Aféierung vum „eduPrint" pro Joer mat Imprimanten aus dësem System gedréckt? Wéi vill Prozent dovunner:

- schwaarz/wäiss a wéi vill faarweg,
- recto-verso a wéi vill recto,
- A4 a wéi vill aner Gréissten?

4. Wéi gouf et technesch realiséiert, datt eng Warnung kënnt, wann en Utilisateur eng E-Mail wëllt printen? Gëtt dofir de Contenu vun de gedréckten Dokumenter analyséiert?

Falls jo, op wat fir enger legaler Basis?

Falls neen, wéi eng aner Technike gi benotzt, fir d'Ausso vum Joresrapport ze realiséieren?

Réponse (02.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De System „eduPrint" ass nach an enger Testphas. De Moment sinn 13 Kopiesmaschinnen un den „eduPrint"-System konnektéiert.

ad 2. De Projet „eduPrint" limitéiert sech op déi eenzel Verwaltunge vum Educatiounsminis-

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

tère. Haut hunn ongeféier 300 Leit Accès op dëse System.

ad 3. De Stand vum 1. Januar 2018 bis den 2. August 2019 vun deenen 13 Maschinnen, wat d'Printen ubelaangt, ass Folgenden:

- geprinte Säiten: 511.213,
- rekto verso: 70,5 % / Rekto: 29,5 %,
- A4: 86,5 % / aner Gréissten: 13,5 %.

ad 4. D'Implementatioun vun engem „alerting system" gëtt nach analyséiert. Zu kengem Moment wäert de Contenu vun den Dokumenter analyséiert ginn.

Question 1000 (01.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **fonctionnement et financement des hôpitaux :**

Plusieurs publications dans la presse luxembourgeoise ont récemment traité du fonctionnement des hôpitaux et de leur financement. D'après ces articles, il semble exister une disparité importante entre la part attribuée du budget global, le nombre de salariés et l'indicateur « interventions par année ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Existe-t-il des différences significatives entre les quatre centres hospitaliers en ce qui concerne i) le nombre de patients traités, ii) le nombre de lits tel que demandé dans les autorisations d'établissement, iii) le nombre de patients qui ont été pris en charge aux urgences, iv) le nombre d'interventions réalisées et v) le nombre d'IRM réalisées ? Dans l'affirmative, comment peuvent-elles être expliquées ?

- Quel était pour l'année 2018 le budget global des hôpitaux et comment ce budget a-t-il été réparti entre les quatre centres hospitaliers, et selon quels critères ?

- Combien d'ETP étaient attribués et combien de salariés travaillaient au 1er janvier 2018 aux quatre centres hospitaliers ? Pour chacun des quatre centres hospitaliers, quelle était la relation entre le nombre total des salariés et les professionnels de santé ?

- Combien de médecins étaient agréés aux quatre centres hospitaliers au 1er janvier 2018 ?

- Existe-t-il une corrélation entre le nombre de salariés, le nombre de médecins, le nombre de patients traités et le nombre d'interventions en comparant les quatre centres hospitaliers ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'un audit externe objectif devrait être réalisé au sein des centres hospitaliers en ce qui concerne leurs budgets de fonctionnement ?

Réponse commune (04.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider***, Ministre de la Sécurité sociale :*

- Les données d'activité officiellement disponibles sont celles publiées dans la carte sanitaire, version mise à jour en 2017. Il s'agit des données datant de 2015. Les données publiées ne permettent pas de répondre à l'ensemble des questions posées par Monsieur le Député. Les informations permettant d'apporter un éclairage sont présentées dans le tableau ci-dessous.

À noter que la mise à jour de la carte sanitaire est prévue pour le premier trimestre 2020.

Le tableau comparatif réalisé avec les données de la carte sanitaire 2017 est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Définitions : voir carte sanitaire, sources des données et définitions (lien : http://sante.public.lu/fr/actualites/2018/05/carte-sanitaire-2017/index.html).

Trois centres hospitaliers ayant publié leur rapport d'activité 2018, les données suivantes sont retrouvées dans les publications consultables sur Internet [3] [4] :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

[3] Information non précisée dans le rapport d'activité consulté.

[4] Passages adultes et pédiatriques, différentiel dû aux passages à la maison médicale pédiatrique

Liens vers les rapports d'activité consultés (documents consultés le 7 août 2019) :

https://www.chdn.lu/fr/suche/index.php?searchTerm=rapport&pageId84fabf69=2

https://www.chem.lu/le-chem/rapports-annuels/2018

https://www.chl.lu/fr/rapport-annuel-2018

https://www.hopitauxschuman.lu/le-groupe-hrs/rapports-d-activite.

Nombres de lits [5] [6] :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il existe des différences d'activité et de dotation en lits entre les établissements hospitaliers. Ces différences s'expliquent par l'étendue du bassin de recrutement des hôpitaux, la vision et les objectifs détaillés dans les projets d'établissement, les orientations de l'activité et l'organisation (par exemple déploiement plus ou moins important de la chirurgie ambulatoire et des prises en charge en hospitalisation de jour). Le nombre de lits autorisés en 2019 a pris en compte, outre l'activité réalisée par l'établissement, les tendances démographiques nationales ainsi que le contenu des projets de service déposés par les établissements.

- Les critères pour l'attribution de l'enveloppe sont le niveau des activités par entité fonctionnelle qui détermine la dotation en personnel de soins et les frais de consommation prévisibles. Les dotations en personnel de soins sont calculées conformément à une méthodologie tenant compte de la sécurité du patient et de la qualité des soins établie de commun accord entre la Caisse nationale de santé et les groupements des hôpitaux possédant la qualité et ayant un caractère suffisamment représentatif. Les frais de consommation sont fixés par unité d'œuvre.

L'enveloppe budgétaire globale fixée par le Gouvernement pour l'année 2018 s'élève à 1.033,90 millions d'euros. Ce montant est destiné à l'ensemble du secteur hospitalier financé par budgétisation.

Les budgets retenus en faveur des quatre centres hospitaliers pour l'année budgétaire 2018 sont répartis de la manière suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les montants indiqués ne sont pas définitifs. Les frais fixes et les frais variables sont susceptibles de modifications, notamment lors du décompte de fin d'exercice tel que prévu par la convention FHL-CNS. Au niveau des frais variables, il faut également prendre en compte que le délai de prescription des établissements à l'égard de la CNS est de deux ans.

- Le tableau ci-dessous contient les informations fournies par la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) en réponse à une demande du Ministère de la Santé :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Concernant l'année 2017, les ratios ETP soins/ETP totaux sont du même ordre de grandeur pour le CHdN, le CHL et légèrement inférieur pour les HRS. Concernant le CHEM, et comme le souligne la FHL, la proportion plus faible du ratio s'explique par le fait qu'il soit le seul établissement à réaliser en interne les prestations de nettoyage et de restauration.

- Selon les informations reçues par les établissements hospitaliers dans le cadre de l'enquête annuelle réalisée par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), 992 médecins étaient agréés dans les quatre établissements hospitaliers au 1er janvier 2018. À noter que ce chiffre ne comprend pas les médecins en voie de spécialisation (MEVS) et que les médecins qui travaillent dans plusieurs hôpitaux sont comptés plusieurs fois.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Le personnel accordé au niveau des soins dépend de l'activité hospitalière. Ainsi les dotations de nombreuses entités fonctionnelles sont déterminées sur base de normes élaborées d'un commun accord par la CNS et la FHL (Fédération des hôpitaux luxembourgeois). Ces normes tiennent compte du nombre de passages/journées et de la charge de travail auprès des patients (soins normaux et soins intensifs) ou de la durée d'une intervention médicale (par exemple salle OP).

- L'enveloppe budgétaire globale, à la base des budgets de fonctionnement des établissements hospitaliers, est établie sur base d'analyses et de prévisions réalisées par les services de l'IGSS en application des dispositions de l'article 74 du Code de la sécurité sociale. Dans le contexte de ces travaux, l'IGSS a des consultations intensives avec tous les établissements pour prendre en compte toutes les demandes dûment motivées, y compris celles découlant des obligations légales. Par la suite, les budgets sont négociés par la CNS avec les différents établissements visés. Pour ce faire, la CNS mandate le LIH pour réaliser une évaluation des besoins en personnel (analyse PRN) de chaque établissement.

La documentation hospitalière, prévue dans la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, permettra de cibler les budgets plus adéquatement, tant au niveau national qu'au niveau des établissements eux-mêmes, à partir d'une méthodologie homogène et issue directement du terrain. Partant, il n'est pas prévu de réaliser un « audit externe objectif » sur les budgets de fonctionnement des « centres hospitaliers ».

Se pose d'ailleurs la question en quoi un « audit objectif externe », tel que demandé par l'honorable Député, consisterait-il et quelle plus-value il apporterait à la lecture de l'article 423, point 4), du Code de la sécurité sociale - en sus de l'article 74 - qui prévoit que l'IGSS a dans ses missions la réalisation « des analyses et des études à des fins d'évaluation et de planification des régimes de protection sociale […] » donc aussi de l'assurance maladie-maternité qui inclut le financement des établissements hospitaliers. Dans ce contexte, il est rappelé que toutes les analyses, études, audits et autres travaux réalisés par l'IGSS se doivent d'être « objectifs ».

[5] incluant les lits aigus et les lits de rééducation - Données de la carte sanitaire mise à jour 2017.

[6] selon les dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, les lits d'hospitalisation de long séjour, les lits portes et les lits d'hospitalisation de jour ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre total de lits hospitaliers.

Question 1003 (01.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**activité de « grands voyants » :**

Regelméisseg verdeele selwer ernannten „grands voyants" oder Gurue kleng faarweg Käertercher an de Bréifkëschten zu Lëtzebuerg. Op dëse Käertercher versprechen dës Guruen eng grouss Unzuel vu Servicer, fir verzweiwelte Mënsche mat hiren Alldagsproblemer ze hëllefen. Et gi regelrecht Wonnerléisunge fir all méiglech Problemer versprach, vun der Kontaktopnam mat verstuerwene Familljemembere bis zu Léisunge fir sexuell Problemer.

Wéi vill Mënsche Gebrauch vun dësem Service maachen, ass onkloer. Kloer ass allerdéngs, dass dës „grands voyants" eng Aktivitéit ausüben, déi evidenterweis op Profitter ausgeriicht ass. Déi Mënschen, déi Gebrauch vun dëse Servicer maachen, befanne sech oft a schwieregen emotionale Situatiounen, wou dat rationaalt Denken net ëmmer méiglech ass. Aus Scham traue sech vill Leit awer dono oft net, Plainte bei der Police wéinst Bedruch ze féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, fir bannenzeg Sécherheet a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministeren um courant vun der Werbung an den Aktivitéiten, déi vun den „grands voyants" ugebuede ginn?

2. Sinn d'Aktivitéite vum „grand voyant" konform mat eise Gesetzer, bzw. ass d'Ausübung vun esou Gurusaktivitéiten zu Lëtzebuerg erlaabt?

- Falls jo, wéi eng Autorisatioun de commerce besëtzen dës Guruen a wéi vill Guruen exercéieren insgesamt hei zu Lëtzebuerg?

- Falls neen, goufen et scho Kontrolle vun dëse Guruen?

3. Consideréiert d'Konsumenteschutzministesch dës Aart vu Servicer als Scharlatanerei? Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Werbung fir esou Servicer misst ënnerbonne ginn?

Réponse commune (09.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung weess Bescheed, dass vereenzelt Leit déi benannten Aktivitéit vum „grand voyant" ubidden. De Mëttelstandsminister stellt awer keng Handelsermächtegung fir „grands voyants" aus, well d'Aktivitéit vum „grand voyant" net spezifesch reglementéiert ass.

Prinzipiell ass zréckzebehalen, dass fir all Serviceleeschtung eng Handelsermächtegung fir „activités et services commerciaux" muss virleien. Et gëtt keng statistesch Erfaassung iwwert déi ausgestallten Autorisatiounen un „grands voyants". Et ass dofir och net méiglech, eng präzis Zuel unzeginn, wéi vill „grands voyants" mat enger Handelsermächtegung fir „activités et services commerciaux" exercéieren.

Och wann d'Aktivitéit vun engem „grand voyant" net d'office als illegal ka betruecht ginn, esou ass et awer wichteg ze betounen, dass d'Honorabilitéit vum Demandeur systematesch kontrolléiert gëtt, wann eng Handelsermächtegung ugefrot gëtt:

- Wa belaaschtend Elementer (wéi zum Beispill eng Veruerteelung) sollte virleien, gëtt keng Handelsermächtegung ausgestallt.

- Wa belaaschtend Elementer eréischt virleien, nodeems eng Handelsermächtegung ausgestallt gouf, gëtt dës Handelsermächtegung zréckgezunn.

Mir verweisen op dëser Plaz dofir op den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 2. September 2011 (Loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales), wou d'Bedéngunge vun der Honorabilitéit am Detail beschriwwe sinn.

An deene Fäll, wou d'Direction générale des classes moyennes a Kenntnis gesat gëtt, dass eng kommerziell Aktivitéit ouni Handelsermächtegung ausgeüübt gëtt, setzt de Ministère sech mat de Servicer vun der Douane a Kontakt, fir eng Kontroll op der Plaz unzefroen.

D'Aktivitéit vum „grand voyant" ass net tel quel am Code pénal definéiert, soudass d'Police och keng cibléiert Renseignementer dozou huet. Eng Recherche bei de Sektiounen „Crime général" an „Répression du grand banditisme et vol organisé" vum Service de police judiciaire huet fënnef Affären identifizéiert, dovunner hu véier zu enger Condamnatioun an eng zur Verhaftung vun engem „grand voyant" gefouert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et sief ze bemierken, dass et 2009 nach net d'Incrimination vum „abus de faiblesse" gouf.

De Service de police judiciaire mécht keng Enquête vu sech aus, mä gëtt eréischt beim Depôt vun enger Plainte aktiv.

Question 1004 (01.08.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **centres de compétences parachèvement et génie technique :**

Aus dem Bausecteur ass vun enger gewëssener Onzefriddenheet bei Betriber iwwert d'Kompetenzzentere vum Handwierkerverband, déi hir Branche betreffen, ze héieren. Besonnesch kleng a mëttel Betriber vum Land schénge sech net mat deem neie System unzefrënnen an hu ganz geziilt Kriticken. Duerfir wollt ech dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Ginn d'Kompetenzzenteren aus dem Bausektor respektiv den „Centre de compétence parachèvement" an „génie technique" vum Handwierkerverband finanzéiert mat Bäiträg vu senge Memberen, an der Héicht vun 0,5 % vun der jeeweileger Gehältermass? Wann neen, wat sinn déi genee Finanzéierungsmethode vun dëse Weiderbildungsinstituter?

2. Ass et wouer, datt Betriber, déi selwer fir d'Weiderbildung vun hirem Personal suergen, fir datt dës besser den Ufuerderunge vun de Betriber entsprécht, awer vun de Kompetenzzenteren eng Rechnung gestallt kréien, och wann déi eegen Investitioune schonn iwwer 0,5 Prozent vun der Gehältermass erausginn?

3. Ass de Ministere bekannt, datt eng Zuel Betriber mat der Grondausbildung vun dëse Kompetenzzenteren net zefridde sinn?

4. Kënnen d'Häre Ministere bestätegen, datt d'Ausbildung an de Kompetenzzenteren exklusiv op franséisch ass, esoudatt eng Zuel Betriber an hir Mataarbechter net vun där Offer profitéiere kënnen, well déi Sprooch do manner geschwat gëtt?

5. Kloe sinn och iwwert d'Qualitéit vun der Ausbildung ze héieren. Si kéim net un dat erun, wat vun der Beruffskummer an Zesummenaarbecht mat Hiersteller an der Vergaangenheet

gemaach ginn ass. Sinn déi Häre Ministeren iwwert dës Kriticken informéiert?

6. Wéi vill Leit haten 2018 eng Weiderbildung an engem „Centre de compétence" an aus wéi enge Betriber?

7. Sinn d'Häre Ministeren der Meenung, datt esou eng monopolistesch, parastaatlech Organisatioun vun der Weiderbildung zäitgeméiss a gerechtfäerdegt ass?

Réponse (30.09.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0283 vun den honorablen Deputéierte Martine Hansen a Françoise Hetto kloergestallt ginn ass, ass et esou, dass den Aarbechtsminister just d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vun de betreffende Kollektivverträg oder interprofessionnellen Accorden duerch e groussherzoglecht Reglement deklaréiert huet.

D'Zil vun der Prozedur vun der Allgemengverbindlechkeetserklärung vu Kollektivverträg oder interprofessionnellen Accorden ass jo, dass dat Ofkommes am ganze Secteur applikabel gëtt, och wann dee jeeweilege Betrib net Member vun enger vun de Vertragsparteien ass.

Et ass also richteg, dass och déi Handwierksbetriber, déi net Member an der Handwierksfederatioun sinn, musse cotiséieren. Déi staatlech Interventioun an deem ugesprachenen Dossier ass just déi gewiescht, fir de Sozialpartner hirem Wonsch betreffend d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vum interprofessionnellen Accord nozekommen an dës ze dekretéieren, wat och geschitt ass duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 1. November 2015, an dat no Consultatioun a mam Accord vum nationale Schlichtungsamt a vun den zoustännege Beruffschamberen.

Wat de Contenu vun deem Accord ugeet, esou läit déi Gestaltung bei de Sozialpartner am Kontext vun der Tariffautonomie, an et ass net um Aarbechtsminister, fir sech an déi Tariffautonomie anzemëschen oder d'Resultat dovunner ze kommentéieren.

Question 1005 (02.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **réglementation antibruit :**

Bien que la grande majorité des motards et automobilistes respectent la réglementation antibruit en ce qui concerne les pots d'échappement, une minorité de conducteurs de motos, quads et automobiles se soucient peu de la qualité de vie des riverains et optent pour des systèmes d'échappement non conformes, excessivement bruyants et représentent une réelle nuisance pour leur environnement.

Devant ce phénomène et ce bruit aussi inutile que nuisible on est sur le point d'installer des radars dits antibruit dans des zones sensibles en France.

- Comme cette gêne n'épargne pas les zones résidentielles luxembourgeoises, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure, comment son département et les forces de l'ordre réagissent face à ce manque d'égard et de respect vis-à-vis de la réglementation en vigueur et du droit au calme.

- Combien d'infractions ont été constatées par les forces de l'ordre endéans les deux dernières années et quelles en ont été les conséquences pour les auteurs ?

Réponse (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dans ce contexte, il est à préciser que le niveau sonore admissible des véhicules automoteurs est défini par les règlements d'homologation européens et internationaux en vigueur. En conséquence, un État membre de l'Union européenne ne peut pas refuser la mise en circulation d'un véhicule répondant à ces prescriptions.

Au niveau européen le règlement 540/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 concernant le niveau sonore des véhicules à moteur et des systèmes de silencieux de remplacement, modifiant la directive 2007/46/CE et abrogeant la directive 70/157/CEE, prévoit une réduction des émissions sonores admissibles en trois phases pour certaines catégories de véhicules. La première phase est applicable depuis juillet 2016 et la dernière phase sera d'application à partir de juillet 2026.

Si lors d'un contrôle réalisé par la Police grand-ducale, il est constaté qu'un véhicule provoque des bruits gênants, émet des bruits dépassant le niveau sonore réglementaire ou que le système d'échappement a été modifié de façon à ne plus correspondre au système initialement homologué, la police peut sanctionner le conducteur du véhicule avec un avertissement taxé de 49, respectivement 74 €. En outre, conformément à l'article 4bis, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le ministre ayant les Transports dans ses attributions, peut en cas de non-conformité manifeste du véhicule aux caractéristiques techniques figurant au procès-verbal d'agréation ou de défectuosité technique manifeste du véhicule, constatées par les fonctionnaires de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises, convoquer un véhicule automoteur à un contrôle technique supplémentaire afin de vérifier si la non-conformité constatée a été redressée.

Finalement, si lors d'un contrôle technique il est constaté que le système d'échappement n'est pas conforme, le véhicule est rejeté et le véhicule doit être mis en conformité avant qu'un nouveau certificat de contrôle technique ne soit émis.

En ce qui concerne le nombre d'infractions constatées, il faut soulever que le règlement grand-ducal concernant les avertissements taxés respectivement le catalogue y relatif ne fait pas de différence entre un motocycle et une autre catégorie de véhicule. Le tableau ci-dessous regroupe donc les infractions constatées dans ce domaine spécifique pour tous les types de véhicules.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1007 (02.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **contrefaçon de billets et pièces d'euros :**

La Banque centrale européenne vient de publier les statistiques les plus récentes concernant la contrefaçon de billets et pièces d'euros dans l'espace européen.

Selon la BCE, la contrefaçon a connu à nouveau un recul sensible par rapport à 2017 et 2018.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances si cette tendance en matière de contrefaçon se confirme au Luxembourg.

- Quels sont les billets/pièces qui sont les plus susceptibles d'être contrefaits ?

- Quel est le nombre et la nature des délits constatés sur notre territoire ?

Réponse commune (11.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La Banque centrale du Luxembourg assure un suivi régulier de la situation de la contrefaçon monétaire de l'euro au Grand-Duché du Luxembourg.

En ce qui concerne la situation du faux monnayage au Luxembourg pour l'année 2018, 982 faux billets ont été détectés contre 1.131 pour l'année 2017, soit une diminution de 149 exemplaires en 2018 par rapport à 2017. Concernant les fausses pièces en euros, 26 fausses pièces ont été détectées en 2018 contre 16 pour la même période en 2017.

En 2018, le Luxembourg se classait donc au 24e rang avec une part de 0,14 % des contrefaçons détectées en circulation au niveau européen, alors qu'en 2017 le Grand-Duché figurait au 20e rang.

Pour ce qui concerne la situation de la contrefaçon monétaire de l'euro, pour le premier semestre 2019, par rapport au premier semestre 2018, les points suivants méritent d'être relevés :

- 249 faux billets ont été détectés en circulation au cours de la période du 1er janvier au 30 juin 2019, contre 531 pour la même période en 2018, soit une diminution de 282 exemplaires ;

- 4 faux billets ont été saisis avant mise en circulation, contre 15 au premier semestre de l'année dernière ;

- les faux billets de 50 € représentent 60 % du total, suivi par les contrefaçons de 20 € qui s'élèvent à 21 %. Les contrefaçons de 100 € ont reculé cette année, passant de 28 % au premier semestre de l'année dernière à 9 % pour le premier semestre 2019 ;

- le Luxembourg se classe au 24e rang représentant une part de 0,06 % des contrefaçons détectées en circulation au niveau européen ;

- plus de 86 % des contrefaçons sont détectées au Luxembourg par les banques et transporteurs de fonds, 11 % sont détectées par le public et le commerce ;

- aucune fausse pièce n'a été détectée, alors que dix fausses pièces avaient été détectées pour la même période en 2018.

La contrefaçon de billets et de pièces en euros a donc connu au premier semestre 2019 un recul par rapport à 2017 et 2018.

Toutes les contrefaçons détectées peuvent être identifiées grâce à la méthode « toucher, regarder, incliner ». La méthode est d'ailleurs décrite sur le site Internet de la BCE[7] ainsi que celui de la BCL[8].

Actuellement, les billets de 20 € et 50 € sont les billets les plus contrefaits, car ces coupures sont les plus utilisées par le public. Avec un usage plus répandu du billet de 100 € comme moyen de paiement, des contrefaçons de cette coupure peuvent aussi parfois apparaître, comme ce fut le cas au cours de l'année 2018.

La pièce de 2 € reste la pièce la plus contrefaite, suivie par celles de 50 cents et de 1 €.

En ce qui concerne le nombre de délits constatés dans ce contexte au Luxembourg en 2017 et 2018, les chiffres se présentent ainsi, par arrondissement judiciaire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Quant à la nature de ces délits, ils se déclinent comme suit, par référence aux articles correspondants du Code pénal. À noter que certaines affaires peuvent impliquer plusieurs articles :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1011 (02.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**attribution des fréquences :**

D'ALIA huet den 31. Juli 2019 matgedeelt, datt „L'essentiel-Radio" d'Ausschreiwung fir d'Frequenze vum „Réseau N° 2" fir sech entscheede konnt. Am Communiqué vun der ALIA heescht et konkret:

« [S]i l'Autorité attribuait le réseau à la SA RadioLux, elle donnerait à L'essentiel-Radio la possibilité d'augmenter de manière non négligeable sa couverture territoriale [...]. »

An der Ausschreiwung vum Abrëll 2019 stoung awer ënner anerem dran:

« La permission pourra être attribuée soit pour un programme nouveau, soit pour un programme existant diffusé sur un des trois autres réseaux d'émission. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire de ce réseau d'émission devra, dans un souci de pluralisme parmi les opérateurs de services de radio, renoncer à son réseau d'émission actuel. »

Besuergt doriwwer, dass sech zukünfteg e Monopol bilde kéint, hat d'ALIA och schonn an hirem Avis 1/2016 iwwert d'Zesummesetzung vum Aktionariat vun der RadioLux SA (déi „L'essentiel-Radio" exploitéiert a wou CLT-Ufa SA, d'Mammenhaus vun RTL, 25 % besëtzt) Folgendes geschriwwen:

« L'Autorité considère que des choix moins contraignants donneraient très vite libre voie à une concentration renforcée du paysage radiophonique grand-ducal au détriment des auditeurs dont le choix se limiterait surtout à différents programmes proposés par la SA CLT-Ufa. Cette situation, si elle devenait réalité, marquerait un grand pas en arrière, car elle serait semblable à celle qui existait avant la libéralisation des ondes du début des années 1990, c'est-à-dire celle d'un (quasi-)monopole des ondes au profit d'un opérateur privé. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, datt de rezente Choix vum Conseil d'administration vun der ALIA, de Reseau un d'SA RadioLux ze verginn, dem Pluralismus vun den onofhängege Medien zu Lëtzebuerg Rechnung dréit?

2. Deelt de Minister d'Opfaassung vun der ALIA aus hirem Avis vun 2016, datt eng weider Konzentratioun vu Frequenzen an den Hänn vun direkt oder indirekt duerch d'CLT-Ufa SA kontrolléierte Societéiten e Réckschrëtt a Richtung vun den Ufäng vun den 1990er Jore kéint duerstellen?

3. Ass de Minister der Meenung, datt déi pluralismusschiedegend Konzentratioun, déi vun der ALIA 2016 befäert gouf, amgaangen ass, sech ze entwéckelen?

4. Ass de Minister, virum Hannergrond, datt déi urspréinglech Frequenze vu RadioLux net vun der ALIA, mä vun der Regierung als „national" Frequenze verdeelt goufen, der Meenung, datt dës Frequenzen duergaange wieren, fir en nationale Service ze offréieren?

- Falls jo, ass de Minister der Meenung, datt RadioLux hir „national" Frequenze misst zréckginn, analog zur Ausso aus der Ausschreiwung vun der ALIA, an där et geheescht huet:

« La permission pourra être attribuée soit pour un programme nouveau, soit pour un programme existant diffusé sur un des trois autres réseaux d'émission. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire de ce réseau d'émission devra, dans un souci de pluralisme parmi les opérateurs de services de radio, renoncer à son réseau d'émission actuel. »

- Falls neen, firwat huet d'Regierung deemools d'Frequenzen net esou zesummegeluecht, datt mat engem Frequenzepak eng national Couverture konnt garantéiert ginn?

5. Ass de Minister der Meenung, datt een davantage kleng an onofhängeg Radiosstatioune misst gëfderen, fir esou enger Regressioun vum Radiopluralismus entgéintzewierken?

6. Wäert de Minister, am Virfeld vun neien Nominatioune fir de CA vun der ALIA, potenziell Kandidaten zu hirer Positioun betreffend dem Radiopluralismus befroen? Gouf dëst virun der leschter Propositioun un de Grand-Duc gemaach?

Réponse (13.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'ALIA ass en onofhängegen Établissement public à caractère administratif. D'modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 1991 gesäit vir, datt d'ALIA seng Missiounen „en toute indépendance et dans le respect des objectifs définis à l'article 1er" exercéiert. Zu dëse Missioune gehéiert och d'Verdeele vun de Permissioune fir Radiosfrequenzen op Basis vun den Artikele 15 bis 18 vum zitéierte Gesetz.

De Kommunikatiouns- a Medieminister respektéiert d'Onofhängegkeet vun der ALIA a kommentéiert deemno weder d'Decisiounen nach d'Motivatioune vun der ALIA.

D'Prozedur fir d'Nominatioune vum Verwaltungsrot vun der ALIA respektéiert de legale Kader mam Zil, de Verwaltungsrot effikass a mat diverse Kompetenzen zesummenzestellen, fir esou hirer Missioun beschtméiglechst nozekommen.

Question 1012 (05.08.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **mise en œuvre de la directive européenne relative au traitement des données des dossiers passagers :**

« D'Firma, déi vu Lëtzebuerg den Optrag krut, fir d'Direktive fir d'Späichere vu Fluchpassagéierdaten ëmzesetzen, géif géint den Dateschutz verstoussen. » Tel est du moins l'avis de la Députée libérale européenne Sophie in 't Veld (Renew Europe) relayé par la radio 100,7.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

2) Messieurs les Ministres disposent-ils de plus amples informations à ce sujet ?

3) Qui a mandaté l'entreprise en question ?

4) Comment Messieurs les Ministres entendent-ils mettre fin à d'éventuelles infractions aux règles applicables en matière de protection des données contenues dans les dossiers passagers ?

5) Messieurs les Ministres entendent-ils inviter la Commission nationale pour la protection des données à procéder à une enquête en la matière ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) L'allégation contenue au second paragraphe de la question parlementaire n° 1012 est dénuée de tout fondement. Nous ne pouvons confirmer cette affirmation.

[7] https://www.ecb.europa.eu/euro/banknotes/security/html/index.fr.html

[8] http://www.bcl.lu/fr/Billets-et-pieces/billets_pieces/index.html

ad 2) Afin de se conformer à la directive européenne 2016/681 du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) à des fins répressives et de la loi de transposition du 1er août 2018, le Luxembourg a dû répondre à deux besoins : d'une part, s'assurer que les données PNR, c'est-à-dire les données contenues dans le dossier de réservation des transporteurs aériens proviennent à l'Unité information passagers (UIP) constituée à cet effet (collecte des données) et, d'autre part, se doter d'un système informatique permettant à l'UIP de gérer ces informations (analyse des données).

Concernant la collecte de données, des études ont été menées dès 2017 par la Police grand-ducale afin d'identifier le système le plus efficient, permettant d'obtenir de la part des transporteurs aériens les données complètes prévues à l'annexe de la directive 2016/681.

Les services compétents de la police ont identifié la société Conztanz comme spécialiste des questions de données PNR. Cette entreprise dispose de savoir-faire et d'expérience dans ce domaine particulier et complexe pour avoir traité avec de nombreux transporteurs aériens et acteurs de cette industrie. Par ailleurs, Conztanz a pu se prémunir de son expérience comme consultant pour un autre État membre sur un projet PNR. Une solution innovante de « concentrateur de données » s'est peu à peu dégagée des travaux communs entre Conztanz et les services compétents de la police. Conztanz a ainsi été chargée par la police de faire une étude de faisabilité pour un tel « concentrateur de données » dès 2017.

Comme cette étude s'est avérée concluante pour constituer la solution permettant de répondre de manière efficiente et adéquate aux exigences de la directive PNR, il a été décidé de procéder au développement de ce « concentrateur ».

Concrètement, cette solution technique consiste dans un intermédiaire électronique qui fait office de « concentrateur de données ». Ce concentrateur vise à ce que les transporteurs aériens se connectent à un point central qui alimente ensuite les services compétents des États qui doivent également transposer la directive européenne, avec ces données, plutôt que de créer une connexion distincte entre chaque transporteur aérien et chaque État. Techniquement, le concentrateur de données réceptionne les données des transporteurs aériens et les livre ensuite, sans les stocker, aux autorités compétentes, en l'occurrence à l'Unité information passagers auprès de la Police grand-ducale, où ces données sont stockées et ne sont accessibles qu'aux agents travaillant au sein de cette unité. Ce concentrateur de données, en tant que passerelle, a été nommé « API-PNR Gateway » et est hébergé sur le territoire luxembourgeois, avec un dispositif important concernant sa sécurité informatique.

Le Luxembourg a ainsi pu pleinement remplir ses obligations européennes en mettant en place un dispositif de collecte des données PNR absolument opérationnel dans les délais impartis par la directive.

Les services compétents de la police ont dès l'origine de ce projet procédé avec la plus grande transparence quant à la mise en œuvre sur le plan national. Le 4 mai 2018 le Ministre de la Sécurité intérieure ainsi que les responsables de la Police grand-ducale ont par exemple exposé la mise en place du dispositif devant la Commission de la Force publique de la Chambre des Députés.

Au vu des avantages de cette solution innovante basée sur le principe du partage des coûts, un groupement d'intérêt économique a été constitué en mai 2019 afin de promouvoir cette solution et de pouvoir mettre à disposition ce concentrateur de données à d'autres États membres.

ad 3) La société Conztanz a été chargée par le Ministère de la Sécurité intérieure à la demande des services compétents de la Police grand-ducale :

- en 2017 : d'une étude de faisabilité et de la mise en place de la plateforme API-PNR Gateway ;

- en 2018 : d'assurer la connexion et la certification de tous les transporteurs aériens desservant l'Aéroport de Luxembourg (marché négocié) ;

- en 2019 : d'assurer le support de la passerelle API-PNR Gateway et de mettre en place des fonctionnalités supplémentaires permettant d'optimiser le fonctionnement de l'UIP (marché négocié).

ad 4) Les données des dossiers passagers ainsi collectées à travers la passerelle API-PNR Gateway ne sont utilisées qu'aux seules fins de traitement dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave conformément à la loi du 1er août 2018.

ad 5) La Police grand-ducale a agi de manière absolument transparente dans ce projet et nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'une instance indépendante s'assure de la conformité de la plateforme API-PNR Gateway aux règles applicables en matière de protection des données.

Q58

Question 1014 (05.08.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **législation relative au cannabidiol :**

Déi lescht Wochen hu sech allerlee Evenementer ronderëm de Cannabidiol (CBD) multiplizéiert. Vu Perquisitioune vu Geschäfter am Grand-Duché bis zu Onkloerheeten am Zesummenhang mat Produiten, déi op der Hemp-Expo zu Diddeleng vum 6. a 7. Juli 2019 verkaaft goufen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi ass d'Organisatioun am Grand-Duché opgebaut fir Liewensmëttel mat Cannabidiol (CBD) ënnert dem europäesche Reglement 2015/2283, deen déi Produiten als „Novel Food" ugesäit, ze kontrolléieren?

2. Wéi gëtt den Austausch an den Import/Export vum CBD kontrolléiert, deen et hei am Grand-Duché ze kafe gëtt?

3. Wéi ass d'Prozedur fir Perquisitioune vun CBD-Butteker souwéi och Blummegeschäfter an Tubaksgeschäfter opgestallt?

4. Wat ass den Impakt gewiescht vun de Perquisitiounen op den Approvisionnement vun de Leit, déi de CBD als Medikament brauchen?

5. Wéi vill Leit sinn zoustänneg am Gesondheetsministère an och an aneren Direktiounen an der Regierung fir den Dossier „CBD"?

6. Kruten déi Mataarbechter eng speziell Formatioun, fir als Experten iwwert de Sujet „CBD" kënne matzeschwätzen?

7. Wéi gëtt d'Exportatioun vu lokale CBD-Produite kontrolléiert?

8. Huet d'Regierung eng Strategie fir d'Thematik vum CBD? Wa jo, wéi gesait déi Strategie aus?

Réponse commune (09.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Bei der Sécurité alimentaire gëtt op véier Niveaue geschafft:

- Kontroll vun den Internetsäiten: Zënter Mee 2018 kruten 21 Geschäftsleit, déi en Internetsite hunn, wou CBD-Ueleger oder aner Liewensmëttel mat CBD ugebuede ginn, e Rapport d'appréciation geschéckt mat Verwarnungen. Dëst ëmfaasst +/-100 Echantillonen, déi kontrolléiert goufen.

- Kontroll beim Import: Vill vun de Produite ginn aus der Schwäiz importéiert. Doduerch konnten 2018 17 Envoie mat CBD/Hanf/Cannabis blockéiert an zréckgeschéckt ginn. 14 Envoie sinn 2019 scho kontrolléiert ginn.

- Beäntwere vun Ufroe vun Demanden, déi per Bréif oder Mail un déi jeeweileg Servicer kommen. Am Kader vun der Informatioun ass och d'Broschür „Produits dérivés du cannabis et du chanvre - Réglementation applicable au Luxembourg" erauskomm (https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/communiques/2019/01/cannabis.html).

- Kontrolle vun de bestoende Geschäfter a Kollaboratioun mat der Police.

ad 2. D'Douane kontrolléiert den Import/Export a freet en Avis bei deem jeeweilege Service, ënnert deem seng Kompetenzen de Produit fält (Liewensmëttel, Kosmetik, Tubak…).

ad 3. D'Perquisitioune sinn am Code de procédure pénale geregelt a falen an de Kompetenzberäich vun de Justizautoritéiten.

ad 4. An den CBD-Butteker däerfe keng Medikamenter verkaaft ginn. Déi eenzeg Produiten, déi CBD enthalen an haut als Medikament vun engem Dokter kënne verschriwwe ginn, sinn de Sativex® an de medezinnesche Cannabis, déi just vun de Spidolsapdikte kënnen delivréiert ginn.

ad 5. Eng Persoun an der Division de la sécurité alimentaire ass zoustänneg fir den Dossier „Novel Food". An der Division de la pharmacie et des médicaments entsprécht d'Personal, dat sech em Stupefianten an derivéiert Produite vum Cannabis këmmert, engem Hallef-Zäit-Equivalent.

ad 6. Bei der Division de la sécurité alimentaire geet déi Persoun, déi fir den Dossier „Novel Food" zoustänneg ass, regelméisseg op Bréissel an den „Working Group" vun der Commissioun, wou all Memberstat duerch säin Expert vertruede gëtt.

D'Division de la pharmacie et des médicaments ass an den europäeschen Aarbechtsgruppe fir Medikamenter a Kosmetik representéiert.

ad 7. Den Export gëtt vun der Douane kontrolléiert. Zu Lëtzebuerg gëtt et awer keng offiziell Produktioun vu lokalen CBD-Produiten.

ad 8. Am Kader vum Konzept, wat d'Regierung deemnächst fir de rekreative Cannabis wäert virstellen, wäerten och d'Weiche gestallt gi wat den Emgang mam CBD ubelaangt.

Question 1015 (05.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des logiciels de l'entreprise Microsoft :**

Den 20. Dezember 2018 gouf an Holland d'Parlament vun der Regierung doriwwer informéiert, datt d'Produite vu Microsoft, déi op villen Aarbechtsplaze vum hollännesche Stat agesat ginn, onnéideg vill Date gesammelt a gespäichert hunn an domadder géint d'Rechter, déi den GDPR virgesäit, verstouss hunn. Betraff si Computere mat Windows 10 Enterprise, Office 365 ProPlus, Office Online an Apparater mat mobillen Office-Applikatiounen.

Tëscht Dezember 2018 a Juli 2019 goufen tëscht Microsoft an der hollännescher Regierung doropshin nei „Terms and Conditions", also Benotzungsbedéngungen, ofgeschloss, esou datt d'Benotzer vun 300.000 Computeren aus dem Statsapparat nei Konditioune kruten, wärend Schoulen, Gemengen an natierlech och privat User ëmmer nach vun den illegalen Datespäicherunge betraff sinn. En DPIA (Data Protection Impact Assessment), deen den 29. Juli 2019 publizéiert gouf, koum iwwerdeems zum Schluss, datt d'Ännerungen, déi Microsoft op Basis vum Drock vun der hollännescher Regierung virgeholl huet, nach net duerginn, fir all d'Risiken ze minimiséieren.

Zu Lëtzebuerg ginn an de Verwaltunge vun de Ministèren an och am Enseignement - wou och mannerjäreg Schüler(innen) op betraffene Computere schaffen - Produite vu Microsoft agesat, esou wéi de Minister fir Bildung et op verschiddenste Plazen och scho confirméiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an ëffentlechen Déngscht an dem Här Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Versioune vu Microsoft-Produiten (Betribssystemer, Office-Applikatiounen, Mobill-Applikatiounen) si bei Ministèren a Verwaltungen an och an de Schoulen aktuell am Asaz? Ginn dës Produiten a Lizenzen zentral akaaft?

2. Wéi vill Lizenze vun all Produit sinn zum 1. August 2019 am Gebrauch, respektiv engem Benotzer attribuéiert ginn (wannechgelift als Tableau mat der Unzuel u Lizenzen an dem Numm vum Produit opgefouert)?

3. Den Artikel 35 vum GDPR gesäit vir, datt DPIAe mussen duerchgefouert ginn.

- Goufe fir d'Produite vu Microsoft sougenannten DPIAen (Data Protection Impact Assessments) a Schoulen duerchgefouert? Falls jo, a wéi engen, a wou kann een d'Resultater vun dësen Analysë gesinn?

- Goufe fir d'Produite vu Microsoft sougenannten DPIAen (Data Protection Impact Assessments) an de Ministèren an Administartiounen duerchgefouert?

Falls jo, a wéi engen, a wou kann een d'Resultater vun dësen Analysë gesinn?

- War den CNPD un der Ausféierung vun den DPIAe bedeelegt?

- Wéi eng Roll spillt den CTIE bei der Evaluatioun vu Risiken an dem Erstelle vun DPIAen am Kontext vun Datespäicherungen duerch auslännesch Softwareentwéckler?

4. Besteet e spezielle Kontrakt, fir d'ofgeännert Benotzungsbedéngungen tëscht dem Lëtzebuergesche Stat a senge Verwaltungen a Ministèren op där enger Säit a Microsoft op där anerer Säit, nom hollännesche Virbild, ze garantéieren?

- Wa jo, wéi eng speziell Klausele goufe geännert?

5. Fir de Fall, wou keng besonnesch Benotzungsbedéngungen ausgehandelt goufen:

Kann d'Regierung affirméieren, datt d'Benotzungsbedéngungen, genee wéi d'effektiivt Verhale vun den Applikatiounen, konform mam GDPR sinn - an dat fir all Microsoft-Produit, deen a Verwaltungen, Ministèren oder an de Schoulen am Asaz ass?

- Wa jo: Wouranner ënnerscheet sech der Regierung hir Aschätzung vun där vun der hollännescher Regierung?

- Wann neen: Wéi eng Ännerunge plangt d'Regierung, fir hei eng Konformitéit mam GDPR duerchzesetzen?

6. Wéi kënne Konsumenten zu Lëtzebuerg, déi net duerch e spezielle Kontrakt u Microsoft gebonne sinn, respektiv Schülerinnen a Schüler (bei deenen zum Deel nach eng Awëllegung vun den Elteren erfuerderlech ass, wann Onlinedate gespäichert ginn) hir Rechter aus dem GDPR vis-a-vis vu Microsoft duerchsetzen?

7. Wéi garantéiert d'Regierung d'Recht op Privatsphär vu Statsbeamten an -employéé konform zum GDPR, wann dës am Kader vun hirer Aarbecht Software vu Microsoft benotzen?

8. Falen d'Daten, déi vun dësen Applikatioune gesammelt, stockéiert an an d'Ausland transferéiert ginn, ënnert de sougenannten „Privacy Shield"?

9. Wéi schätzt d'Regierung de Risiko an, datt den „Privacy Shield", deen aktuell virun der CJUE verhandelt gëtt, kéint kippen? Wéi ass d'Regierung op méiglech Uerteeler vun der CJUE virbereet?

10. Ech wéilt der Regierung folgend Froen iwwert d'Konformitéit vun aktuell agesate Microsoft-Produite mam GDPR stellen. Natierlech steet all Fro ënnert der Viraussetzung, datt de Produit aktuell an ëffentlechen Ariichtungen am Asaz ass - sollt dëst net de Fall sinn, ka selbstverständlech op d'Beäntwerte vun der Fro verzicht ginn:

- Gëtt prinzipiell d'Versioun 1905 oder méi eng héich Versioun vum Office 365 ProPlus agesat?

- Ass beim Office 365 ProPlus d'Telemetrie op „Neither" agestallt?

- Si beim Office 365 ProPlus déi sougenannten „Controller Connected Experiences" desaktivéiert?

- Ass den „Customer Experience Improvement Program (CEIP)" am Office desaktivéiert?

- Ass d'LinkedIn-Integratioun am Office desaktivéiert?

- Gëtt et e Memo, fir d'Utilisateure virun de Risiken, déi den hollänneschen DPIA bei mobillen Office-Applikatiounen an den „Controller Connected Experiences" am Office Online entdeckt huet, ze warnen?

- Ginn d'Employéen an d'Fonctionnairen an hire Kontrakter respektiv an de Benotzungsbedéngungen explizitt op d'Dateveraarbechtung duerch Microsoft higewisen?

- Kënne Persoune fir de Stat schaffen, wa si engem Datentransfert an d'USA respektiv u Microsoft widderspriechen?

- Gëtt Windows 10 Enterprise a mindestens der Versioun 1903 mat der Telemetrie-Astellung „Security" benotzt?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique et Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Beim ëffentleche Secteur ginn et méi Entitéiten, déi informatesch Servicer ubidden. Dës Entitéiten hunn en eegene Budget fir d'Informatik a geréieren e groussen Deel vun hirer Informatik selwer (Hardware a Software).

Den CTIE - Centre des technologies de l'information de l'État - steet ënnert der Tutelle vum Minister fir Digitaliséierung an equipéiert e groussen Deel vun de staatlechen Institutiounen.

Op de vum CTIE geréierte Maschinne si Windows 7 Enterprise a Windows 10 Enterprise am Asaz. Bei Windows 10 wäerten am Hierscht, bis op eenzel Ausnamen, all d'Maschinnen op der Editioun 1809 sinn. Déi nächst geplangte Versioun vu Windows 10 Entreprise ass den 1909.

Wat Microsoft Office ubelaangt, esou ass Microsoft Office Professional Plus an de Versiounen 2010 bis 2019 am Asaz. An den nächste Méint wäert eng Uniformisatioun op d'Versiounen 2016 an 2019 gemaach ginn. Den CTIE notzt keen Office 365 op de PCen. Doweinst ass och Office fir mobill Geräter net generell benotzt. Den CTIE huet den CEIP am Windows an am Office ausgeschalt. De LinkedIn-Plugin am Office ass och ausgeschalt. De LinkedIn-Plugin ass eréischt am Office 2019 disponibel. All dës Lizenze lafen iwwer en EAS-Kontrakt

(Enterprise Agreement Subscription). Den aktuelle Vertrag ass am Joer 2015 ënnerschriwwen, 2018 verlängert ginn a gesäit keng speziell ausgehandelt Benotzer-Bedéngunge vir.

Säit 2018 huet den CTIE de Produkt Microsoft 365 E3 mam Recht, d'Lizenze lokal, also ouni Microsoft Cloud, ze benotzen. An dësem Lizenz-Modell gi just d'Usere gezielt. D'Lizenze fir Windows Entreprise, Office Proplus an eng Rei Server-Produkter sinn hei ofgedeckt. Den CTIE liwwert d'Computere mat maximale Privacy-Astellungen, déi solle verhënneren, dass wärend dem Benotze vu Microsoft-Produkter perséinlech Date vum User u Microsoft iwwerdroe ginn. Aktuell sinn 16.723 Benotzer lizenzéiert.

Säit dem Akraafttriede vun der GDPR-Reglementatioun gehéiert beim CTIE den DPIA zum Standardprozess fir all nei Projeten. Fir all d'Software-Entwécklungsprojeten ënnert der Regie vum CTIE ass den CTIE zoustänneg fir d'Realisatioun vun engem DPIA an, falls néideg, och vun enger Risikoanalys. Bis ewell gëtt den Office 365 net op PCen an am Prinzip och net op mobille Geräter genotzt. Dofir ass bis haut nach keen DPIA fir esou eng Notzung finaliséiert ginn. Well den CTIE aktuell d'Méiglechkeet vun enger intensiver Notzung vun de Microsoft- Cloud-Servicer an och Office 365 analyséiert, gëtt fir esou eng eventuell zukünfteg Notzung en DPIA realiséiert.

Wat den Educatiounsministère betrëfft, so huet dësen iwwert de Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) e Kontrakt „Microsoft Campus and School Agreement (CASA-EES)". Dëse Kontrakt couvréiert all d'Servicer an d'Administratioune vun der Éducation nationale souwéi all d'Schoulen (Grondschoulen a Lycéeën). Sämtlech Microsoft-Lizenze ginn zentral iwwert dëse Kontrakt akaaft.

Den Tableau hei drënner gëtt d'Zuel vun de Lizenzen an de Produiten un (Stand vum 1. August 2019).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Weider Informatiounen iwwert den A3-Package fir administratiivt Personal a Schüler ginn et hei:

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365 education-plans?activetab=tab:primaryr1 → Office 365 A3 (students),

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr2 → Office 365 A3 (teachers).

Bis elo goufe fir d'Lëtzebuerger Schoulen a Verwaltungen, déi dem Educatiounsministère ënnerstinn, nach keng DPIAen duerchgefouert. Den CGIE ass amgaangen, dat ze préiwen, woubäi een elo schonns ka soen, datt d'Artikelen 35.1 an 35.3 vum GDPR kloer beschreiwen, wéini en DPIA muss duerchgefouert ginn. Et muss een och dozou soen, dass keng Donnéeë bei Microsoft gespäichert ginn, mä just Produite vu Microsoft benotzt ginn, déi d'Donnéeë lokal traitéieren.

Wat d'Verwaltungen a soss Servicer vun der Éducation nationale betrëfft, dierf e Beamten, laut Charte de bonne conduite vum 2. Juni 2017, keng Donnéeën an enger Cloud späicheren. D'Donnéeë ginn deemno ëmmer op lokalen a gesécherte File-Systemer vum CGIE stockéiert.

Den CGIE setzt d'Versioun 1908 a fir Computeren, déi net an enger Verwaltung vum Educatiounsministère stinn. D'Konfiguratioun steet op „Monthly Channel/Targeted Release". Dat heescht, datt wann e Benotzer en Update mécht, hien ëmmer déi Office-Versioun installéiert, déi aktuell am Mount „released" gouf.

Op de PCe vun der Verwaltung leeft d'Versioun Office 2019, déi iwwert den Outil SCCM deployéiert gëtt.

a. D'Telemetrie gëtt iwwer eng GPO oder am lokale Client gesat. Dëst ass net ageschalt.

b. „Controller Connected Experiences" sinn desaktivéiert.

c. „Customer Experience Improvement Program (CEIP)" ass desaktivéiert.

d. „LinkedIn-Integration" ass standardméisseg aktivéiert.

Informatiounen zu de Versiounen, déi beim Educatiounsministère agesat ginn, stinn hei:

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365 education-plans?activetab=tab:primaryr1 → Office 365 A3 (students),

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr2 → Office 365 A3 (teachers).

Question 1016 (05.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **enquêtes du Statec :**

Dans le cadre des enquêtes réalisées par le Statec en collaboration avec ses partenaires publics nationaux et internationaux, bon nombre de ménages et entreprises sont régulièrement invités à fournir des données précises dans différents domaines.

Ainsi, une enquête communautaire sur les revenus et conditions de vie, abréviée EU-SILC, collecte chaque année le montant détaillé des revenus des ménages et des personnes auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente du Grand-Duché. En font partie toute une panoplie de données, telles que revenus du travail, revenus du capital, allocations de chômage, revenus de pensions (retraite, maladie, handicap et veuvage, transferts sociaux, revenus de l'assistance sociale et autres). L'enquête couvre également les revenus en nature en incluant les voitures de fonction, tickets-restaurant, etc.

Parallèlement au volet des revenus, l'enquête collecte des informations sur la pauvreté, l'exclusion sociale, le logement, le travail, l'éducation et la santé.

Le cadre général de l'enquête EU-SILC est défini par le règlement (CE) n° 1177/2003. Selon le site Internet du Statec, concernant l'enquête EU-SILC, « les réponses données aux enquêteurs sont couvertes par le secret professionnel garanti par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données et la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques ». Pourtant, ladite loi du 2 août 2002 a été abrogée par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser par quelle base légale le secret professionnel, qui selon le Statec couvre les réponses données aux enquêteurs, est actuellement garanti?

2) Quels sont actuellement les critères de sélection, les formations et qualifications des enquêteurs qui ont la mission de collecter lesdites données personnelles auprès des ménages et personnes privées et qui sont choisis par l'intermédiaire du LISER en tant que partenaire officiel du Statec dans le cadre de certaines enquêtes, et notamment celle citée ci-dessus?

3) Quelles sont actuellement les clauses de confidentialité que les enquêteurs sont tenues de respecter et quels sont les moyens de contrôle que les instances étatiques ont mis en place afin de garantir le respect réel de ces clauses ?

4) Sachant qu'il n'est pas exclu qu'un enquêteur exerce une activité professionnelle dans un des domaines faisant partie de l'enquête, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un conflit d'intérêts puisse se présenter dans certains cas et notamment dans celui où l'enquêteur collectant des données sur la situation de logement d'une personne privée ou d'un ménage, voire des données concernant des revenus de location, de vente de terrains ou de logements, est en même temps actif dans le secteur immobilier ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les enquêtes touchant à des données extrêmement personnelles, telles que celles énumérées dans le résumé introductif, devraient être exclusivement menées par des personnes professionnelles en matière de recensement et d'enregistrement de données confidentielles ?

Réponse (11.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le secret professionnel couvrant les réponses données aux enquêteurs est actuellement garanti par la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Son article 16 stipule notamment ceci : « Les renseignements individualisables ne peuvent en aucun cas être divulgués. Les fonctionnaires et les personnes chargés de recueillir les renseignements ou de collaborer aux travaux statistiques sont personnellement responsables de la stricte observation des dispositions qui précèdent ; l'article 458 du Code pénal leur est applicable, sans préjudice des sanctions disciplinaires éventuelles. » Ainsi, toute personne, fût-elle extérieure au Statec comme c'est le cas d'un enquêteur, chargée de recueillir les renseignements est concernée par cette disposition légale.

ad 2) Environ 80 enquêteurs du LISER travaillent actuellement sur l'enquête EU-SILC. Les critères de recrutement des enquêteurs sont les suivants : les langues parlées, la capacité de mobilité ainsi que les expériences professionnelles précédentes. Les enquêteurs reçoivent en outre une formation au début de chaque nouvelle enquête afin d'être instruits des différents changements par rapport à l'année précédente. Enfin, chaque enquêteur est rattaché à un superviseur qui l'assiste continuellement dans son travail de collecte de l'information.

ad 3) Tous les enquêteurs, ainsi que le personnel du LISER impliqué dans le traitement des données à caractère personnel, doivent signer une déclaration de confidentialité leur imposant de se conformer aux dispositions de l'article 28 de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics. Chaque signataire est ainsi tenu au secret professionnel et s'expose, en cas de violation de ce dernier, à des sanctions pénales conformément à l'article 458 du Code pénal. Afin de vérifier la bonne application de toutes ces règles, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a la possibilité de déclencher à tout moment des audits auprès des organisations concernées.

ad 4) Chaque enquêteur doit déclarer ne pas avoir de conflit d'intérêt avec les personnes qu'il va interroger (p. ex. : poursuite judiciaire en cours, relation de subordination dans le cadre d'une autre activité).

ad 5) Toutes les enquêtes qui sont conduites sous la responsabilité du Statec sont soit complètement internalisées soit sous-traitées à des firmes spécialisées désignées par appel d'offres. L'enquête en question (EU-SILC) a fait l'objet d'un appel d'offres public avec un cahier des charges extrêmement strict en matière de niveau de prestation, de qualité du personnel et de protection des données individuelles. Le prestataire retenu, à savoir le Luxembourg Institute for Socio-Economic Research (LISER), a acquis une expérience de plusieurs dizaines d'années dans la conduite d'enquêtes en face-à-face auprès des ménages, notamment au travers du panel socio-économique PSELL. Le Statec ne dispose pas de suffisamment d'agents assermentés pouvant exécuter toutes les enquêtes obligatoires qui lui incombent.

Question 1017 (05.08.2019) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **4e vecteur du SAMU :**

Au 1er juillet 2019, le Service d'aide médicale urgente (SAMU) a été renforcé par un 4e vecteur. Selon les informations fournies par le Ministère de l'Intérieur et le CGDIS, le 4e vecteur, stationné dans une première phase auprès du Centre d'incendie et de secours Hesperange, permettrait d'adapter les moyens opérationnels au développement démographique du Luxembourg. Le 4e vecteur permettrait de garantir une couverture territoriale homogène, étant donné que le plus grand nombre d'interventions du SAMU se dérouleraient au sud du Luxembourg et que la concentration de la population est la plus grande aux alentours de Luxembourg-ville et dans le sud.

Dans un récent communiqué de presse, le Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg (CMARL) note qu'il n'a pas été impliqué dans la mise en place de ce 4e vecteur. Bien qu'il comprenne qu'il est nécessaire d'installer une 2e antenne aux alentours de la capitale pendant la journée, le CMARL remarque que, en dehors des horaires de vol de l'hélicoptère, les durées de trajet du SAMU vers les lieux d'urgence atteindraient parfois 30 minutes dans le nord et l'est du pays.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants :

1) Le Ministère de la Santé a-t-il été impliqué dans la mise en place du 4e vecteur et quel était son rôle, le cas échéant ?

2) Le CMARL a-t-il pu aviser l'organisation de la mise en place du 4e vecteur ? Dans la négative, n'aurait-il pas été opportun de poursuivre la collaboration avec les médecins du SAMU dans ce contexte ?

3) Sur les dix dernières années, quelle était la durée moyenne des trajets du SAMU vers les lieux d'urgences vitales, ventilé par année, région et horaire de l'intervention ?

4) Dans quelle mesure la durée moyenne des trajets a-t-elle été un facteur dans la désignation de la base du 4e SAMU ? L'organisation territoriale des secours sera définie par le Plan national d'organisation des secours (PNOS), qui est actuellement en cours d'élaboration. Selon le CGDIS, le PNOS aura un impact étroit sur l'emplacement de ce 4e vecteur du SAMU dans une deuxième phase.

5) Quels sont précisément les facteurs qui vont définir l'organisation territoriale du SAMU et l'emplacement du 4e vecteur ? Dans quelle mesure la croissance de la population, notamment dans le nord et l'est du pays, sera-t-elle prise en compte ?

6) Quelles mesures additionnelles sont envisagées afin d'améliorer la capacité du SAMU de prendre en charge des patients, plus particulièrement dans les zones rurales du nord et de l'est ?

Réponse commune (07.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

En premier lieu, il y a lieu de soulever que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, la mission de l'organisation et de la gestion du Service d'aide médicale urgente (SAMU) incombe au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). Ainsi, depuis l'abrogation de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et l'entrée en vigueur de la loi précitée du 27 mars 2018, le Ministère de la Santé n'est plus compétent en la matière.

Depuis la mise en vigueur du SAMU au Luxembourg, la population est passée de 386.000 habitants en 1986 à 602.000 habitants en 2018. En même temps, le nombre de frontaliers a quasiment quadruplé, passant de quelque 50.000 à plus de 201.000 (juillet 2019) alors qu'avec trois SAMU opérationnels, le nombre de vecteurs est resté stable. Sur base des données démographiques, le Luxembourg disposait d'un vecteur SAMU pour environ 200.000 habitants et pour plus de 268.000 personnes présentes sur le territoire en journée.

Ainsi, le Gouvernement a décidé d'approuver l'installation d'un 4e vecteur SAMU sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dans le but de renforcer la couverture opérationnelle pour une meilleure organisation du SAMU. Le CGDIS fera en temps utile l'évaluation de l'impact du 4e vecteur sur la couverture et la disponibilité nationales, lorsque des données auront été collectées sur plusieurs mois pour avoir une vue d'ensemble. Cette évaluation sera également étalée dans le Plan national d'organisation des secours (PNOS).

Pour assurer la parfaite continuité du service SAMU, en particulier en ce qui concerne les médecins y affectés, le CGDIS a signé des contrats individuels avec les médecins concernés, principalement avec tous ceux qui ont, préalablement à la création du CGDIS, participé au service SAMU.

Toutefois, la loi précitée du 27 mars 2018 ne prévoit pas une obligation pour le CGDIS de consulter le Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg (CMARL) pour déterminer l'organisation territoriale du SAMU. En effet, il s'agit d'une mission, qui n'incombe qu'au CGDIS (article 4 de la loi précitée du 27 mars 2019). Cependant, il peut être utile de préciser qu'un représentant du SAMU assiste aux réunions du conseil d'administration du CGDIS. De par ce qui m'a été reporté et considérant le fait que l'implémentation d'un 4e vecteur est une revendication de longue date originaire du terrain et appuyée par plusieurs médecins du SAMU, la mise en place d'un 4e vecteur a été une évidence, telle qu'elle n'a jamais été remise en question par ledit représentant du SAMU. De plus, plusieurs échanges ont eu lieu entre les représentants du CMARL et la Ministre de l'Intérieur, où le sujet a été évoqué et où à aucun moment la mise en place d'un SAMU supplémentaire n'a été contestée.

Toutefois, quant aux données demandées concernant l'activité du SAMU sur les dix dernières années, les Ministres ne sont pas en mesure de répondre, car il est matériellement impossible d'analyser 60.000 rapports sous forme papier. Ainsi, les ministres tiennent à rappeler que depuis le 28 juin 2016, le central des secours d'urgence CSU 112 a été équipé avec

un nouveau système informatique de gestion et de régulation des alertes (Einsatzleitsystem « ELS »). Ce système qui est désormais en place depuis plus de trois ans a permis d'obtenir des données plus précises et complètes quant à la régulation du SAMU. Le CGDIS est dès lors bien outillé pour collecter les données concernant l'activité du SAMU à l'avenir.

En ce qui concerne les moyennes des trajets des SAMU, celles-ci ont été un des critères dans la prise de décision pour choisir l'emplacement du 4e SAMU, mais ce dernier a été sélectionné surtout sur base des considérations d'indisponibilité des SAMU dans les différentes régions et avec le nombre le plus important d'interventions.

L'implémentation du 4e SAMU constitue un renfort des trois bases SAMU existantes, compte tenu de l'augmentation du nombre des interventions et de l'absence de réserve opérationnelle.

Les analyses des interventions simultanées (avec quasiment quotidiennement des périodes où les trois SAMU étaient en intervention parallèle) et des indisponibilités des SAMU en cas de besoin a mené le Gouvernement à libérer les budgets pour la mise en place de ce 4e SAMU. Cette mesure indispensable a été prise en dehors des considérations du PNOS, dans la nécessité de couvrir à court terme les cas d'indisponibilités.

Le PNOS, dont l'élaboration est en cours, établit une cartographie détaillée de la répartition des interventions sur le territoire national et définit la couverture territoriale du SAMU. Pour ce faire, le PNOS tient compte des données existantes, dont le plan hospitalier national, et le Ministre ayant la Santé dans ses attributions sera demandé en son avis conformément à l'article 87 de la loi précitée du 27 mars 2018.

Par contre, il peut être utile de soulever que les statistiques du 4e vecteur peuvent profiter à l'élaboration du PNOS afin d'affiner ses analyses.

Question 1018 (05.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **transport transfrontalier de patients en ambulance :**

L'annonce du renforcement du Service d'aide médicale d'urgence par un quatrième pilier s'inscrit dans le cadre de l'accord gouvernemental qui prévoit une mesure supplémentaire pour améliorer l'aide médicale d'urgence, à savoir l'extension de la coopération transfrontalière en matière de transport de patients en ambulance.

En effet, l'accord gouvernemental stipule que « des négociations seront entamées avec les partenaires allemands et belges en vue de conclure des accords bilatéraux concernant le transport transfrontalier des malades en ambulance, à l'instar de l'accord-cadre conclu entre le Grand-Duché et la région française du Grand Est ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1. Est-ce que des négociations avec les partenaires belge et allemand ont déjà été entamées ?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner le cas échéant sur l'état d'avancement, voire les résultats de ces négociations ?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Comme il ne ressort pas précisément de la question parlementaire de Madame la Députée, quel domaine est visé, nous allons répondre à la présente en examinant les deux cas de figure.

Pour autant que le transport transfrontalier urgent de patients soit visé, le Luxembourg a conclu avec la France l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière (« accord-cadre sanitaire »), qui a été ratifié le 18 juillet 2018 par le Luxembourg et le 1er juillet 2019 par la France. Avec la Belgique, le Luxembourg a également conclu un accord bilatéral dans le cadre du Traité instituant l'Union Benelux. Ces accords ne concernent toutefois pas les transports de malades ou de blessés en dehors des situations d'urgence.

Toutefois, s'il s'agit du domaine de la sécurité civile, le Luxembourg a conclu avec la France l'accord relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile (« accord sécurité civile »), qui a été ratifié le 12 avril 2016 par le Luxembourg et le 18 octobre 2017 par la France. Plus encore, une convention d'application définissant les modalités pratiques de la mise en œuvre de l'accord susmentionné au niveau de la zone de défense et de sécurité Est a été signée le 25 juin 2019.

Dans ce même domaine, un accord bilatéral a également été conclu avec la Belgique, qui définit les relations transfrontalières de secours en cas d'évènements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, qu'ils soient d'origine naturelle ou humaine.

En ce qui concerne l'Allemagne, une convention a été conclue le 2 mars 1978 et ratifiée le 29 avril 1980, qui détermine les modalités d'une coopération transfrontalière dans le domaine de l'assistance mutuelle en cas de catastrophes et d'accidents graves. À ce jour, le Ministère de l'Intérieur est en étroite collaboration avec ses homologues allemands pour finaliser une convention d'application, qui sera conclue avec la Rhénanie-Palatinat et la Sarre, et dont l'objectif est de définir les modalités d'intervention transfrontalière dans le cadre d'un transport de malades ou de blessés en situation d'urgence.

Question 1020 (05.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF :**

Le traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF (Intermediate-range nuclear forces treaty) signé en 1987 entre les États-Unis de l'Amérique et la Russie interdisant plusieurs missiles d'une portée variant de 500 à 5.500 km a pris fin définitivement en date du 2 août dernier. Les États-Unis avaient toujours reproché à la Russie d'avoir violé ce traité par l'utilisation d'armes du type 9M729 (code de l'OTAN : SSC-8).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Est-ce que la fin définitive du traité INF n'aura pas comme conséquence un retour à la course aux armements nucléaires dans le monde ?

2) Est-ce que cette nouvelle situation n'entraîne pas un plus large démantèlement de tout le système diplomatique de contrôle des armes qui avait permis d'en enrayer la prolifération pendant la guerre froide et que partant la sécurité dans le monde, et notamment en Europe, devient plus fragile ?

3) Est-ce que les négociations n'auraient pas dû continuer afin de ramener les Russes au respect des règles ?

4) Quelles conséquences aura cet échec pour la politique stratégique de l'OTAN ?

5) Comme la Chine n'était pas signataire de ce traité, elle n'a eu aucune limite pour développer des missiles nucléaires de portée moyenne, qui peuvent atteindre des milliers de kilomètres. Partant, est-ce qu'il n'y a pas lieu d'entamer également des pourparlers avec la Chine à ce sujet, d'autant plus que les tensions s'accumulent entre la Chine et les États-Unis, notamment autour d'îlots disputés en mer de Chine méridionale que Pékin transforme en bases militaires ?

Réponse commune (04.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) Nous regrettons fortement la fin du traité FNI qui fut très significatif pour la sécurité mondiale, mais aussi européenne. Un retour à la course aux armements nucléaires dans le monde doit être évité à tout prix. Comme je l'ai souligné dans ma déclaration sur la politique étrangère devant la Chambre des Députés en mars de cette année, en tant qu'Européens, nous sommes directement concernés par la fin du traité FNI, car notre sécurité collective est en jeu. La fin du traité FNI est le symptôme d'une crise généralisée du système global du désarmement et de la maîtrise des armements. Nous nous devons de trouver les moyens pour inverser cette tendance dangereuse.

Dans le court terme, et pour éviter une nouvelle course aux armements, il faut que le traité New START, désormais le dernier instrument international en vigueur visant la réduction des armes stratégiques nucléaires des deux grandes puissances que sont les États-Unis et la Fédération de Russie, soit prolongé au-delà de sa date butoir de février 2021. Nous devons à ce traité la destruction de plus de 1.200 engins explosifs nucléaires, tant du côté russe que du côté américain. C'est le message que nous ne cessons de transmettre aux parties impliquées.

Sur le long terme, nous aurons besoin d'une nouvelle approche plus globale, qui inclut les technologies modernes, et bénéficie du soutien de tous les acteurs internationaux. Le Luxembourg a rejoint l'initiative allemande visant à susciter une nouvelle dynamique dans la maîtrise des armements en Europe.

ad 3) Il y a lieu de noter que les premières préoccupations à l'encontre du système de missile russe SSC-8 ont été publiquement soulevées par les États-Unis en juillet 2014 sous l'administration Obama. Depuis, les paramètres du missile, ainsi que nos craintes d'une violation du traité FNI, ont été discutés à de nombreuses reprises entre les Alliés et la Russie. Au niveau bilatéral, les États-Unis ont souligné avoir organisé six réunions d'experts techniques pour obtenir plus d'informations de la part de la Russie sur le système en question. À cela s'ajoute de nombreuses rencontres au niveau ministériel où le sujet fut soulevé. Après avoir nié l'existence du missile pendant quatre ans, la Russie a finalement admis son existence en 2018, tout en indiquant par la suite que le missile aurait une portée inférieure à celle contenue dans le traité FNI. Au vu de l'historique des discussions dans ce dossier, il semble peu probable que des négociations supplémentaires auraient pu ramener la Russie vers le respect du traité.

ad 4) L'OTAN devra prendre en compte la nouvelle situation sécuritaire. Les Ministres de Défense de l'OTAN se sont réunis en juin 2019 et ont décidé d'adapter la posture défensive de l'OTAN, dont les systèmes de défense antimissile, de renforcer la dissuasion et la défense, et de continuer les efforts pour renforcer le contrôle des armements, le désarmement et la non-prolifération. Il est important de noter que les ministres ont explicitement exclu de répliquer à l'identique, à savoir de déployer des missiles nucléaires à lanceur terrestre (ground-launched intermediate-range missile systems) en Europe.

ad 5) Le Luxembourg ne peut que soutenir une multilatéralisation des traités de contrôle des armements. Un traité limitant les arsenaux stratégiques des autres puissances contribuerait à améliorer la sécurité internationale. Or, la négociation d'un traité multilatéral prend du temps, et dépend de la bonne volonté des États concernés. À cela s'ajoute que les stocks nucléaires américains et russes sont de loin les plus importants au monde, et méritent une attention particulière.

Le Gouvernement luxembourgeois considère qu'il est primordial de prolonger le traité New START entre les États-Unis et la Russie, avec pour objectif de garder en place une limitation vérifiable du nombre d'armes nucléaires stratégiques. Dans une deuxième étape, des démarches devront être entreprises pour associer d'autres États à ce traité, et d'adapter l'architecture sécuritaire internationale aux réalités et développements du 21e siècle.

Question 1023 (05.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **prix des produits alimentaires :**

Selon les informations publiées par Eurostat, l'office des statistiques de l'Union européenne, le Luxembourg serait, derrière le Danemark, le deuxième pays le plus cher en matière de produits alimentaires.

- J'aimerais savoir si Monsieur le Ministre de l'Économie peut confirmer ces données.

- Quelles sont le cas échéant les raisons principales de ces écarts ?

- Quels sont les produits qui contribuent à cette situation et quels sont les groupes de produits qui sont plus avantageux au Luxembourg ?

Réponse (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a publié en juin 2019 son rapport[9] sur les niveaux des prix à la consommation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées. Ce rapport se fonde sur les parités de pouvoir d'achat (PPA)[10]. Le Danemark y affichait le niveau de prix le plus élevé de l'UE en 2018, avec un indice de 130, suivi du Luxembourg et de l'Autriche (125 chacun), de l'Irlande et de la Finlande (120 chacun) ainsi que de la Suède (117). L'indice pour l'UE dans son ensemble est fixé à 100, ce qui signifie par exemple que les prix au Danemark sont supérieurs de 30 % et au Luxembourg de 25 % à la moyenne de l'UE.

Les niveaux de prix à la consommation des produits alimentaires sont également disponibles pour des ventilations plus détaillées. Pour le pain et les céréales, le Luxembourg affiche un indice de 127, c'est-à-dire que les prix de ces produits sont supérieurs de 27 % à la moyenne de l'UE. Les prix de la viande sont supérieurs de 41,5 % à la moyenne de l'UE, le poisson de 19,1 %. Les boissons alcoolisées (indice de 93,4) et le tabac (84,9) sont moins chers que la moyenne de l'Union européenne. Le tableau suivant donne les résultats détaillés du Luxembourg et de ses trois pays voisins (100 = moyenne UE).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les données sont basées sur des enquêtes de prix à travers l'Europe, qui sont parties intégrantes du programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat (Purchasing Power Parity, PPP). La méthodologie complète utilisée dans ce programme de comparaison international est décrite dans le manuel méthodologique Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat.[11]

L'Observatoire de la formation des prix (OFP) du Ministère de l'Économie effectue également sa propre enquête à fréquence biennale dans le but de mesurer le niveau et l'évolution des prix des produits vendus dans les grandes surfaces alimentaires de la Grande Région. Selon la dernière édition de l'« Étude 4 frontières »[12] des différences au niveau des prix des produits alimentaires ont été recensées au sein de la Grande Région : globalement, le Luxembourg résulte être légèrement plus cher que la moyenne de la Grande Région (base 100) dans les rayons épicerie (indice 100,8), produits frais et non alimentaire (indice 100,5 chacun), alors qu'il présente des prix moins élevés dans le rayon liquides (c.-à-d. les boissons, indice 96,6) et droguerie-parfumerie-hygiène (indice 99,6). Les principales conclusions de ce rapport sont passées en revue avec les représentants des consommateurs et du patronat dans le cadre du Comité de suivi des travaux réalisés par l'OFP.

Le rapport publié par Eurostat ne permet pas de déterminer les raisons principales des écarts de prix constatés. Il s'agit uniquement d'une comparaison des niveaux de prix pour les consommateurs et avec les données mises à disposition il n'est pas possible d'analyser les facteurs des divergences de prix, comme par exemple les loyers, les salaires et le niveau des taxes. Il en est de même pour l'analyse de l'OFP qui ne permet pas non plus de connaître les raisons principales des écarts observés car « l'étude se limite à une pure logique de prix et ne considère pas d'autres facteurs pouvant influencer les prix de vente ou le comportement des consommateurs comme par exemple le pouvoir d'achat, les standings différents des grandes surfaces alimentaires, les heures d'ouverture ou les coûts de transport »[13]. Dans ce cadre, il est cependant utile de rappeler que « de nombreuses entreprises luxembourgeoises affirment régulièrement faire face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE, à cause de restrictions territoriales de l'offre (RTO) »[14]. Ce phénomène a récemment été étudié plus en détail dans une enquête qualitative[15] lancée par le Secrétariat général Benelux qui a recensé le ressenti des entrepreneurs belges, néerlandais et luxembourgeois sur la nature et l'ampleur des RTO dans le commerce de détail et, dans le cas du Luxembourg, aussi hors commerce de détail (p. ex. artisanat, etc.). « Le commerce de détail luxembourgeois est très souvent en concurrence directe avec le commerce de détail limitrophe. Il s'avère, cependant, que cette concurrence puisse être biaisée par la pratique systématique de certains fabricants et/ou de leurs intermédiaires de refuser, en vertu de res-

[9] Pour plus de détails : https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/9832360/2-20062019-AP-FR.pdf/c4a4cad9-c259-4c81-aaf1-a3e1db4c5815

[10] Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont des indicateurs des différences de niveau de prix entre les pays. Ils indiquent combien d'unités monétaires coûtent une quantité particulière de marchandises ou de services dans les différents pays. Les PPA peuvent être utilisées comme taux de conversion des monnaies afin de convertir des dépenses exprimées en monnaies nationales en une monnaie commune artificielle (le standard de pouvoir d'achat, SPP), ce qui supprime donc l'effet des différences de niveaux de prix entre les pays.

[11] Pour plus de détails : https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/-/KS-RA-12-023

[12] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rapport-thematique-ofp-0071.html

[13] Idem

[14] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rt-ofp-009.html

[15] Pour plus de détails : http://www.benelux.int/fr/rto

trictions territoriales de l'offre, aux commerçants luxembourgeois le libre accès à des réseaux d'approvisionnent de leur choix. Or, le consommateur luxembourgeois est demandeur de produits des trois pays. L'impossibilité pour certains commerçants luxembourgeois de choisir le circuit de distribution le plus efficient en termes de prix et d'adéquation des produits à la demande luxembourgeoise, peut représenter un désavantage compétitif considérable. »[16] Ainsi, ce phénomène pourrait expliquer, au moins en partie, certains écarts de prix au niveau des produits alimentaires recensés par Eurostat. Pour conclure, notamment suite aux travaux menés dans le cadre du Benelux, la Commission européenne a récemment lancé une étude en vue d'un examen approfondi de ces RTO. Le Gouvernement suit de près ce dossier d'une importance structurelle pour le Luxembourg.

Question 1024 (05.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant **Spire Global Luxembourg SARL :**

Après

- l'échec de l'aventure « Planetary Resources » et

- la reprise de Deep Space Industries par Bradford Space et son repositionnement (loin du « space mining »),

Spire Global Luxembourg SARL, constituée le 20 novembre 2017, vient de publier ses comptes pour son premier exercice social enregistrant une perte de plus de sept millions d'euros en 2018.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il cette situation ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la raison d'être de la filiale luxembourgeoise de Spire Global Inc. ?

- A-t-elle uniquement été créée à des fins d'optimisation fiscale (p. ex. pour bénéficier du régime fiscal de la propriété intellectuelle luxembourgeois) ?

- À défaut, pour quelles raisons le Luxembourg Future Fund (LFF) n'a-t-il pas pris une participation directe dans la filiale luxembourgeoise ? Quels étaient / auraient pu être les obstacles rencontrés par le LFF, voire ses initiateurs en raison d'une telle prise de participation ?

- Le Luxembourg Future Fund entend-il revoir sa stratégie d'investissement face aux pertes enregistrées par la filiale luxembourgeoise de Spire Global Inc. ? Qu'en est-il du risque réputationnel pour notre économie ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la filiale luxembourgeoise voire Spire Global Inc. elle-même, ont bénéficié d'autres financements publics, par exemple via les programmes de l'ESA, voire le programme LuxIMPULSE ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser le montant, le type de financement accordé et le(s) programme(s) via le(s)quel(s) les financements ont été réalisés ?

- Toujours dans l'affirmative, combien de ces fonds ont déjà été mis à disposition des entreprises concernées et pour quels projets ?

Réponse (09.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Dans le cadre d'un investissement du Luxembourg Future Fund SIF SICAV SA (LFF), la société Spire Global Inc. a créé en 2017 une filiale au Luxembourg pour en faire le quartier général européen de l'entreprise et y baser une partie de son équipe dirigeante. D'origine américaine, l'entreprise a notamment choisi le Grand-Duché en raison de l'expertise existante dans le secteur national de l'espace et de sa renommée internationale ainsi qu'en raison de l'environnement propice au développement des activités spatiales innovantes et technologiques à haute valeur ajoutée. Spire Global Luxembourg SARL mène des activités d'ingénierie, de conception d'infrastructures, d'opérations de satellites, d'analyse de données et de développement d'affaires à partir du Grand-Duché.

En accord avec sa mission et son fonctionnement, le LFF a co-investi aux côtés du fonds RRE Leaders Fund dans la maison mère du groupe, Spire Global Inc. L'ensemble des actionnaires de Spire ont apporté leurs fonds dans la maison mère du groupe. Un investissement à ce niveau assure une rentabilité financière globale et ce indépendamment de la division du travail entre entités du groupe. Il permet également, le moment venu, de participer à la sortie de capital, organisée au niveau de Spire Global Inc., élément clé dans le cadre d'un fonds d'investissement.

La réputation de Spire Global en matière de données tient à sa vaste constellation de nanosatellites entièrement détenus et exploités par l'entreprise. En offrant à ses clients dans les secteurs maritimes, météorologiques et de l'aviation des services de collecte et d'analyse de données, l'entreprise et ses activités s'inscrivent pleinement dans la stratégie d'innovation nationale basée sur les données pour soutenir l'émergence d'une économie durable et de confiance. Fondée en 2012 en Californie et ayant aussi des bureaux à Singapour et à Glasgow, Spire emploie actuellement 164 personnes, dont 20 au Luxembourg.

Il n'appartient pas au Ministère de l'Économie de commenter les comptes publiés d'une entreprise. D'une manière générale on peut néanmoins souligner que les start-ups, de surcroît dans le cas d'investissements importants, enregistrent souvent des résultats négatifs lors des phases d'amorçage et d'expansion. La réalisation de pertes lors de cette période n'est donc pas un indicateur fiable permettant de conclure à un développement défavorable de la société.

Spire Global Luxembourg SARL bénéficie d'un contrat-cadre de l'Agence spatiale européenne pour le développement de nouveaux services à valeur ajoutée d'une enveloppe de dix millions d'euros. Ce contrat couvre 50 % des coûts de développement, ce qui signifie que Spire Global Luxembourg SARL contribue également à hauteur de 50 % (soit en valeur absolue dix millions d'euros) avec ses fonds propres aux coûts de développement de ses nouveaux services. À ce jour, environ deux tiers de l'enveloppe a été engagée sur des projets concrets.

Question 1025 (06.08.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs :**

Hier, le Ministre de la Justice du Land allemand de la Rhénanie-Westphalie du Nord a dévoilé un nouveau logiciel permettant de lutter plus efficacement contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs.

Le software mis au point par un groupe d'experts issus des milieux de la recherche scientifique, de l'économie et de l'unité de la cybercriminalité près de la justice projette de recourir à l'intelligence artificielle pour fouiller des quantités énormes d'images et de vidéos et pour identifier les auteurs et victimes potentiels de telles infractions. Le recours aux nouvelles technologies signifie aussi un allègement de l'énorme charge mentale qui pèse sur les enquêteurs consistant à consulter à longueur de journée des images d'une atrocité certaine.

Le Land allemand n'est pas le premier à avoir annoncé vouloir mettre à profit l'intelligence artificielle pour accentuer la lutte en matière d'infractions sexuelles commises sur des enfants. Début 2018, le journal français « Le Monde » rapportait que « New Scotland Yard » allait mettre en place une nouvelle technologie de reconnaissance des images de pédopornographie.

Dans son rapport sur la mise en application de la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie, le Parlement européen invitait déjà les États membres à « investir davantage dans l'élaboration et l'usage de nouveaux outils de police scientifique afin d'être plus efficaces et de sauver des victimes d'abus ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Comment le Gouvernement a-t-il mis en œuvre la recommandation du Parlement européen susmentionné ? Comment les capacités d'enquête des services répressifs, tant en termes de recours aux nouvelles technologies que de formation du personnel ont-elles évolué ces dernières années ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de développer ses propres outils en matière d'intelligence artificielle et, dans l'affirmative, suivant quel échéancier ? Quels sont les acteurs associés au développement de ces nouvelles solutions informatiques ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de s'associer aux efforts déployés par les autorités de la Rhénanie-Westphalie du Nord en matière d'intelligence artificielle ? Le Gouvernement entend-il conclure un accord de coopération spécifique avec les autorités allemandes précitées, voire avec les autorités d'autres États membres ?

4) Combien de policiers s'occupent actuellement des dossiers de pédopornographie et des affaires d'infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants ? Qu'en est-il du côté des autorités judiciaires ? Le Gouvernement entend-il augmenter les capacités RH en la matière et, dans l'affirmative, suivant quel échéancier ?

5) Combien d'affaires en matière de pédopornographie ont été initiées par le Luxembourg au cours des cinq dernières années ? Combien de fois les autorités luxembourgeoises ont-elles été sollicitées par les services répressifs d'autres pays (lesquels ?) à ce sujet au cours des cinq dernières années ?

6) Plus généralement, le Parlement européen a, via son rapport susmentionné, invité les États membres à « accroître la coopération policière et judiciaire entre eux, ainsi que de faire plein usage des outils de coopération existants fournis par Europol et Eurojust au niveau de l'Union, de sorte à garantir l'aboutissement des enquêtes et des poursuites à l'encontre des auteurs. À cette fin, elle souligne qu'il convient de mettre à la disposition d'Europol et d'Eurojust des ressources suffisantes pour remplir leur mission dans ce domaine ». Le Parlement européen a également encouragé les États membres « à partager leurs bonnes pratiques en ce qui concerne les mesures d'enquête et les méthodes utilisées dans le cadre des poursuites ».

Le Gouvernement peut-il m'exposer comment ces recommandations ont été concrètement mises en œuvre ?

Réponse commune (13.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Au sein du Service police judiciaire de la Police grand-ducale, la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » a pour mission de mener des enquêtes du type pédopornographie. Les enquêteurs de cette section suivent régulièrement des formations offertes tant par Europol que par Interpol ou tout autre service à l'étranger et au Luxembourg. Depuis plusieurs années, la section est dotée d'un logiciel spécifique pour pouvoir analyser les données, notamment un système de reconnaissance d'images ou de films pédopornographiques.

ad 2) + 3) À l'heure actuelle, eu égard aux développements technologiques récents en ce qui concerne l'intelligence artificielle, la police attend les premiers retours d'expérience des pays précurseurs pour évaluer le besoin ou la possible plus-value d'une telle solution par rapport aux outils informatiques spécifiques actuellement mis en place.

ad 4) Actuellement, treize enquêteurs de la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » du Service de police judiciaire s'occupent entre autres des infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants. Outre les enquêtes relatives aux abus sexuels sur mineurs, deux enquêteurs sont spécialement en charge des dossiers de pédopornographie.

Les effectifs de la Police grand-ducale seront renforcés de manière générale dans le cadre du plan de recrutement. Les besoins des différentes unités et sections seront ainsi évalués.

Au niveau du ministère public, un magistrat du Parquet de Diekirch, et, en moyenne sur les dernières années, un groupe de quatre magistrats de la section Protection de la jeunesse et famille du Parquet de Luxembourg, se sont spécialisés dans la lutte contre la pédopornographie et contre les abus sexuels sur mineurs. Il y a lieu de relever qu'en 2018, le Parquet de Luxembourg a décidé de fusionner les sections « Protection de la jeunesse » et « Protection de la famille ». En effet, le cercle familial doit être considéré comme un ensemble, ce qui permet une approche multidisciplinaire et complète permettant de mieux combattre le « mal » à la racine.

Au niveau du cabinet d'instruction auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, cinq juges d'instruction et, à partir de septembre, six juges d'instruction se sont spécialisés en matière de lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs. Au niveau du cabinet d'instruction de Diekirch, il s'agit actuellement d'un juge d'instruction.

Les effectifs de la magistrature sont renforcés dans le cadre du programme pluriannuel de recrutement de la magistrature, tel que prévu dans la loi modifiée afférente du 27 juin 2017.

ad 5) Nombre d'affaires « initiées » par le Luxembourg en matière de pédopornographie au cours des cinq dernières années

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Affaires qui ont débuté par une dénonciation d'autorités étrangères

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Nombre de commissions rogatoires dont le Luxembourg a été saisi en matière de pédopornographie

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pays requérants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6) Les autorités policières et judiciaires font bien entendu usage des outils de coopération fournis par Europol et Eurojust, en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 en ce qui concerne Europol, et du règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 en ce qui concerne Eurojust. Aussi, afin d'approfondir leurs connaissances en la matière, les enquêteurs en charge des enquêtes relatives à la pédopornographie participent régulièrement à des stages, formations et colloques organisés par les autorités étrangères, notamment par Europol, Interpol et le BKA, et les nouvelles tendances et les meilleures pratiques utilisées par les autorités internationales sont, si nécessaire, introduites dans les enquêtes nationales.

Pour la grande majorité des affaires où des personnes ont consulté des représentations pornographiques, le Service de police judiciaire a d'ailleurs été saisi via les systèmes de coopération internationale (Europol et Interpol).

Question 1026 (06.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **transmission d'informations policières à des fins administratives :**

Dans leur réponse à notre question parlementaire n° 0945, Messieurs les Ministres fournissent un certain nombre de précisions concernant la procédure d'admission à la cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018. Les réponses fournies appellent toutefois de nouvelles interrogations.

Nous notons dans ce contexte qu'en réponse à notre question parlementaire n° 0845, Messieurs les Ministres avaient fait savoir que « La décision sur l'admission ou non de ces personnes se fait par le Premier Ministre sur base d'un avis de la Police grand-ducale. » Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 0945, le Gouvernement affirme toutefois que « aucun avis proprement dit n'est élaboré de la part de la Police grand-ducale ». Le Gouvernement s'est en quelque sorte « ravisé ».

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Alors que Messieurs les Ministres soulignent dans leur réponse que « les modalités d'application de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière n'étaient pas encore arrêtées au moment de la demande de screening adressée à la police » et que dès lors « la transmission s'est faite de manière informelle », Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer comment ces démarches ont évolué depuis, i. e. pour l'édition 2019 de la cérémonie officielle pour la Fête nationale ?

2) Quelles pourraient être les pistes de réforme que le Gouvernement (pour clarifier la base légale, les modalités du screening, les critères d'exclusion, les voies de recours) a laissé entrevoir dans sa réponse à notre question n° 0945 ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que des screening ont été effectués annuellement par la Police grand-ducale à la

[16] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rapport-thematique-ofp-0071.html

demande du Service du Protocole du Gouvernement depuis la toute première édition de la cérémonie officielle pour la Fête nationale en 2014 ?

a) Dans l'affirmative, quelle a été la base légale pour ces vérifications avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 susmentionnée ?

b) Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que ces screening se sont faits sans base légale ?

4) Combien de personnes n'ont pas été admises aux cérémonies officielles pour la Fête nationale depuis 2014 (par an) ? Est-ce que dans ces différents cas de figure, les règles de la procédure administrative non contentieuse ont été minutieusement suivies et appliquées ?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste des manifestations lors desquelles le Gouvernement demande un screening de la part de la Police grand-ducale ? Le Gouvernement demande-t-il, le cas échéant, également des informations/renseignements à d'autres services étatiques (ou autres) pour ces manifestations ? Comment le screening se fait-il à ces occasions (critères de sélection des personnes à soumettre à vérification, base légale, etc.) ? Quelles sont les données traitées/consultées à cette occasion ?

6) Existe-t-il d'autres manifestations pour lesquelles la police procède motu proprio à un screening ? Lesquelles ?

Réponse commune (17.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Suite à la réponse à la question parlementaire n° 0945, les honorables Députés posent des questions supplémentaires concernant la transmission d'informations policières à des fins administratives.

ad 1) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0945 dans laquelle le Gouvernement avait indiqué qu'au vu des exigences de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, le Gouvernement veillera à établir pour l'avenir des critères d'exclusion spécifiques.

En raison de l'insécurité juridique née du débat lancé autour de la légalité des screening ainsi effectués, la Police grand-ducale n'en a pas effectué dans le cadre de la cérémonie officielle de 2019. La police a néanmoins assuré une présence renforcée sur les lieux de la cérémonie. Compte tenu de l'envergure de l'évènement, il conviendra à l'avenir de réévaluer le dispositif de sécurité requis.

ad 2) Alors que le Gouvernement vient d'entamer l'analyse à laquelle il est fait référence dans la réponse à la question parlementaire n° 0945, il est à ce stade trop tôt pour en connaître les résultats. Le Gouvernement en informera la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

ad 3) La police a effectué ces screening de sécurité chaque année entre 2014 et 2018. Dans l'exercice de ses missions de police administrative, la police remplit ses obligations relatives à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens, comme le prévoit l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

ad 3) a) + b) Dans sa réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Baum n° 0899 du 15 juillet 2019, le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué que « Je renvoie dans ce contexte au rapport de la Commission juridique relatif au projet de loi n° 6976, devenu la loi du 22 février 2018 dont il ressort qu'avant la loi du 22 février 2018, la transmission de données à caractère personnel et d'informations par la police était dépourvue d'une base légale nationale adéquate alors que, si certaines lois faisaient état, sous une formulation ou une autre, d'une honorabilité professionnelle ou d'antécédents à vérifier et que les administrations pouvaient légalement traiter les données et informations reçues, des dispositions claires et précises permettant à la Police grand-ducale de les transmettre faisaient défaut. Il ressort de ce même rapport qu'avant la loi du 22 février 2018, les administrations de l'État qui nécessitaient des informations à caractère policier concernant une personne déterminée devaient s'adresser, en tout état de cause, aux parquets. Ce n'est que la loi du 22 février 2018 qui a instauré le principe des données disponibles ou accessibles, qui a permis à la police de traiter des informations dont la magistrature était en fait le propriétaire, avec comme seule exception l'enquête en cours où l'autorisation du magistrat compétent restait requise. Pour écarter cette insécurité juridique, la police avait proposé d'inclure dans le projet de loi devenu la loi du 22 février 2018 des dispositions relatives à la coopération administrative. »

ad 4) Les listings envoyés par courriel par le Protocole, ainsi que les réponses retournées via le même mode de transmission contenant des extraits de ces listings qui reprenaient uniquement les personnes figurant effectivement dans les bases de données consultées, n'ont pas été archivés par la police.

Pour le reste, le Gouvernement rappelle sa réponse à la question parlementaire n° 0945 : « Le Gouvernement n'avait pas prévu de voies de recours contre une décision de refus d'admission. »

ad 5) Aucune autre manifestation n'est concernée.

Aucun autre service étatique n'a été sollicité dans ce contexte.

ad 6) Dans le cadre de manifestations d'envergure, comme par exemple les visites d'État et visites officielles, à l'occasion desquelles la mission d'assurer la protection et la sécurité du dignitaire étranger incombe à la police, celle-ci procède à une vérification des personnels des prestataires qui bénéficient d'un accès rapproché par rapport à la personne du dignitaire sans nécessairement passer via un contrôle d'accès physique. Il s'agit essentiellement de personnels de sociétés privées qui y interviennent sur base contractuelle.

Dans ce contexte, il n'existe pas de demande de vérification de la part d'un organisateur. La police y remplit une de ses obligations cadre, contenue à l'article 3 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, à savoir la prévention des infractions et la protection des personnes et des biens.

Cette mission existait sous une forme textuelle presqu'identique également dans les anciennes versions des lois organiques relatives à la Police respectivement à la Gendarmerie grand-ducale.

Question 1027 (06.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **consultation du fichier central :**

Nodeems e Bierger e Relevé vu senge perséinlechen Donnéeë bei der Police ugefrot hat, krut hie folgend Äntwert vusäite vun der Police:

« Il résulte de nos recherches que la Police grand-ducale ne traite pas de données à caractère personnel vous concernant dans ses fichiers Fichier central, Journal des incidents. Informations policières. »

Allerdéngs ass de besote Bierger an den 80er an 90er Jore verhaft a veruerteelt ginn. Zousätzlech ass 2009 nach eng Plainte géint dës Persoun deposéiert ginn.

Eisen Informatiounen no sinn déi genannten Infraktioune vu viru méi wéi 25 Joer an de Fichiere vun der Douane nach accessibel, an dat a vollem Ëmfang.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt bei der Police offensichtlech keng Informatioune méi iwwert dës Infraktiounen existéieren, a wéi ass et ze erklären, datt bei der Douane nach ëmmer all d'Tracen zu de besote Faiten erëmzefanne sinn?

2. Wie genee huet nach Accès op dës Faiten, déi méi wéi zéng Joer zréckleien? Wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Kader jeeweils fir d'Police, d'Douane an d'Justiz, fir op dës Informatiounen zréckzegräifen?

3. D'Informatiounen aus der Partie Archivage vun der Police (déi jo bekanntlech laut GDPR och eng Datebank ass) ginn net evoquéiert - firwat net? Wéi eng Administratiounen, voire Instanzen, hunn Accès op dës Donnéeën?

4. Ginn déi archivéiert Donnéeën, konform zum Artikel 15 vum Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données un auslännesch Autoritéite weidergeleet ? Wa jo, u wien, a goufen déi concernéiert Persounen dovun a Kenntnes gesat?

5. Wann eng Biergerin oder e Bierger, iwwert d'Lettre modèle vun der CNPD, en Auszuch aus senge Police-Fichieren ufreet (Fichier central, Journal des incidents, Informations policières, etc.), kritt déi concernéiert Persoun da gewéinlech och d'Informatioune matgedeelt, déi an der Partie Archivage stinn?

6. Funktionéiert de Fichier vun der Douane no de selwechte Prinzipie wéi dee vun der Police? Wa jo, ginn also och bei der Douane Faiten, déi méi wéi zéng Joer zréck leien, automatesch an d'Partie Archivage iwwer? Wa jo, figuréieren dës Donnéeën um Relevé, deen ee mat Hëllef vum Formulaire vun der CNPD kann ufroen?

7. Ass vun de Ministere Bausch a Braz aus virgesinn, ee Formulaire bereetzestellen, deen et dem Bierger erméiglecht, sämtlech Donnéeën, déi iwwer en existéieren, iwwer eng zentral Ulafstell unzefroen, fir esou dem wuessende Wonsch säitens de Biergerinnen a Bierger no méi engem konsequente Schutz vu perséinlechen Donnéeë gerecht ze ginn?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Ouni kënnen a wëllen op dee spezifesche Fall vun deem Bierger anzegoen, op deen den Här Deputéierte sech bezitt, ass et esou, dass bei der Police, wéi dat schonn a vireschten Äntwerten op parlamentaresch Ufroe gesot ginn ass, d'Protokoller an d'Rapporten zéng Joer am Fichier central gehale ginn an dann an d'Partie Archivage transferéiert ginn, wou nëmmen op Autorisatioun vum Procureur général oder vun engem vu sengen Adjointë kann op d'Daten zougegraff ginn.

D'Douanesverwaltung ka sech net zu engem Fallbeispill prononcéieren, dat dem honorabelen Deputéierte bekannt ass, awer der Verwaltung net. An dësem Kontext ënnersträicht d'Douane awer, dass bis zum 6. August 2019 all deene Persounen, déi hiert Recht op Informatioun am Kader vun dem Gesetz „loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" an Usproch geholl hunn, matgedeelt gouf, dass d'Douane keng perséinlech Donnéeë vun hinnen traitéiert.

ad 2. All Polizist kann am Fichier central Accès op den Archivdeel froen. D'Responsabel vum Fichier central kontaktéieren dann déi zoustänneg Magistraten an erklären, firwat den Accès gefrot gëtt. Wann den zoustännege Magistrat den Accord gëtt, gëtt den Dossier fir de Beamte fräigeschallt.

ad 3. Et ass wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Traitementer, déi d'Police an der Exekutioun vun hiren operationelle Missiounen, wéi de Fichier central, net ënnert d'RGPD fält, mä ënnert d'Dateschutzdirektiv 2016/680, respektiv hiert Transpositiounsgesetz.

Vun deem Moment, wou d'Police den Accès op d'Partie Archive vum Procureur général autoriséiert krut, ginn d'Donnéeën no deeneselwechte Regelen traitéiert wéi déi, déi nach net archivéiert sinn.

Firwat d'Informatiounen net evoquéiert goufen, gëtt an der Fro 5 beäntwert.

ad 4. Wéi sech aus der Äntwert op d'Fro 4 ergëtt, ass den Artikel 15 vum RGPD net applikabel, mä den Equivalent aus dem Transpositiounsgesetz vun der Direktiv 2016/680, wat den Artikel 13 ass.

De Prinzip selwer vun den Transferten an d'Ausland ass allerdéngs an den Artikele 34 bis 37 geregelt.

Archivéiert Donnéeë kënnen awer genau wéi déi aner Donnéeën och behandelt gi vun deem Moment un, wou de Procureur général säin Accord ginn huet. Et sief awer och drop higewisen, dass fir den Transfert vun Donneeën un auslännesch Autoritéiten d'Dateschutztexter nëmmen allgemeng Regelen duerstellen, d'Artikele 34 bis 37 bezéie sech jo och net op EU-Memberstaten, an dass déi pertinent Regele sech aus den Texter iwwert d'Entraide judiciaire an d'Coopération policière ofleeden. Vill vun deenen Texter gesinn iwwregens spezifesch Dateschutzregele vir.

An der Regel ginn d'Leit net a Kenntnes gesat, wann hir Donnéeën an d'Ausland transferéiert ginn, well dat am Kontext vu lafenden Ermëttlunge geschitt an dann den Artikel 14 (2) applizéiert gëtt. Et sief och nach eng Kéier op den Artikel 17 higewisen, dee seet, dass wärend enger lafender Ermëttlung d'Regele vun der Procédure pénale gëllen an net déi vum Dateschutz. Dat ass, fir ze verhënneren, dass ee sech iwwert d'Hannerdier vum Dateschutz Accès op Informatioune verschafe kann, op déi een als Partei laut Procédure pénale keen Accès hätt.

ad 5. An enger éischter Phas huet d'Police keng Informatioune matgedeelt, wann et Informatiounen an der Partie Archivage gouf. D'Iwwerleeung war, dass d'Donnéeën der Police jo och guer net méi zougänglech sinn ouni den explizitten Accord vum Procureur général.

Wéi dunn den Archivage ëmmer méi an de Fokus vun dem Debat koum, huet d'Police gemengt, et wär besser, och Informatiounen aus dem Archivage ze ginn, eben och, well et duerch déi relativ kuerz Delaien awer zu Fäll ka kommen, wou d'Leit sech wonneren, firwat se net am Fichier dra sinn, esou wéi dat jo och an deem Fall, deen zu dëser Fro geféiert hat, de Fall war. D'Police ass duerfir amgaangen, mat der Magistratur ze kucken, ënner wéi enger Form dat kéint gemaach ginn. Bis dat juristesch gekläert ass, gëtt d'Police weiderhi keng Renseignementer zu Donnéeën aus dem Archivagedeel.

ad 6. A strofrechtlechen Dossiere gi vun der Douanesverwaltung perséinlech Informatiounen dem Gesetz „loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" no traitéiert. Den Archivage vun dësen Informatiounen ass heibäi abegraff.

Betreffend d'Traitement vu perséinlechen Donnéeën ënnerscheet d'Douane net tëschent aktuellen an archivéierten Informatiounen. D'Äntwerte säitens der Douanesverwaltung op all Ufro zu Informatioune betreffend perséinlechen Donnéeën am Kader vum viséierte Gesetz ass soumat generell a komplett.

Zu den archivéierten Donnéeë bei der Douanesverwaltung gëtt et nëmmen e strikten, intern limitéierten Zougang, deen de Fonctionnaren aus de jeeweilegen zoustännege Servicer virbehalen ass.

ad 7. Déi Fro vun de Formulairen, mat deenen d'Biergerinnen an d'Bierger kënne bei engem Verantwortlechen („responsable du traitement") hiren Droit d'accès ausüben, ass schonn diskutéiert a beäntwert ginn an där gemeinsamer Sitzung vun der Justizkommissioun a vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet vum 15. Juli 2019, wou d'Madamm Larsen drop higewisen huet, dass d'CNPD zwee Formulairen zur Verfügung stellt, ee fir am Kader vum RGPD, an ee fir am Kader vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 iwwert den Dateschutz an de Beräicher Strofrecht an national Sécherheet beim jeeweilegen zoustännege Verantwortlechen den Droit d'accès auszeüben. Fir weider Detailler verweisen ech op de Verbatim vun där Sitzung, Säit 16 a Säite 59 bis 63.

D'Ausféierunge vun der Madamm Larsen maachen iwwregens däitlech, dass eng Biergerin oder e Bierger net ka bei enger eenzeger zentraler Ulafstell nofroen, ob iergendwou beim Stat Donnéeën iwwer si oder hien existéieren. Souwuel den RGPD wéi och dat uewe genanntent Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 sinn no der Logik opgebaut, dass de respektiven „responsable du traitement" ëmmer déi éischt Ulafstell ass, wann eng Biergerin oder e Bierger Froen zu sengen Donnéeën huet, déi vun deem „responsable du traitement" veraarbecht ginn. An deen „responsable du traitement" kann, je nodeems ëm wéi eng Dateveraarbechtung zu wéi engem Zweck et geet, d'Police sinn oder d'Douane, e Ministère oder eng aner Verwaltung, oder och nach eng Gemeng. An deem Kontext wier d'Bereetstellung vun engem eenzege Formulaire also net zweckméisseg an ass dofir och net virgesinn.

Doriwwer eraus wier dee System vun enger eenzeger Ulafstell fir all Fichier, deen am Kader vum Stat gefouert gëtt, besonnesch am Kontext vun der Strofverfolgung, net kompatibel mat der Gewaltentrennung, well dat géif e Rapprochement oder souguer eng Vermëschung vun de Fichiere mat sech brengen, déi op där enger Säit vum Executif an op där anerer Säit vum Judiciaire gefouert ginn. Dat wier weiderhin och net kompatibel mat den Dateschutzregelen, esou wéi se säit August 2018 a Kraaft sinn.

Question 1028 (06.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **TVA logement :**

De Logementsproblem zu Lëtzebuerg spëtzt sech zou. Souwuel am Leitartikel vum „Luxemburger Wort" vum 6. August souwéi och am Editorial vum „Tageblatt" vum 5. August 2019 geet et ëm dëse sensibele Sujet. De Michel Rafferty vum Institut fir Geografie a Landesplanung vun der Universitéit Lëtzebuerg stellt deementspriechend fest: „Wohnen in Luxemburg und darüber hinaus - eine echte Krise". Och den OGB-L huet d'Léise vum Logementsproblem mëttlerweil zu enger vun hire Prioritéiten erkläert. Den duerchschnëttleche Loyer ass 2018, notamment opgrond vun enger Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % um Bau vun Zweetwunnengen, ëm net manner wéi 18,23 % an d'Luucht gaangen. Dës

Hausse trëfft also an der Praxis haaptsächlech de Locataire.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wier den Här Minister Gramegna bereet, d'Hausse vun der TVA um Bau vun Zweetwunnenge réckgängeg ze maachen? Wann net, firwat?

2. Här Minister, wat sinn insgesamt d'Steierrecetten, déi de Lëtzebuerger Stat opgrond vun der Besteierung vu Loyeren am Joer 2017 an 2018 erhuewen huet?

3. Här Minister, kéint Dir präzis bezifferen, wéi vill zousätzlech Recetten duerch d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % am Joer 2018 fir de Stat entstane sinn?

Réponse (12.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten ass der Meenung, dass d'Hausse vum duerchschnëttleche Loyer zu Lëtzebuerg 2018 virun allem op d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % um Bau vun Zweetwunnengen zréckzeféieren ass. D'Regierung deelt des Analys net an huet och am Moment keng Pläng, fir d'Hausse vun der TVA um Bau vun Zweetwunnenge réckgängeg ze maachen.

Allgemeng sief nach emol drun erënnert, dass de Logement ee vun de Schwéierpunkter wäert si vun der nächster Steierreform an dass an dësem Kontext all pertinent steierlech Mesuren analyséiert ginn.

Wat insgesamt d'Steierrecetten, déi opgrond vun der Besteierung vu Loyeren erageholl ginn, ugeet, esou muss ee wëssen, dass déi verschidde Kategorië vu Revenuen alleguer matenee besteiert ginn, no engem progressive Barème, an et also net méiglech ass, déi verschidde Steierrecetten isoléiert vuneneen ze bestëmmen.

Och betreffend der TVA ass et net méiglech, fir d'Recetten, déi duerch d'Hausse vun 3 % op 17 % entstane sinn, isoléiert ze bestëmmen, well déi concernéiert Aarbechten (beim Bau vun Zweetwunnengen) net op enger spezifescher Erklärung mussen deklaréiert ginn. Dëst gëllt souwuel fir d'Entreprisë wéi och fir d'Proprietairen.

Question 1038 (08.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **registre des bénéficiaires effectifs :**

La loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (RBE), de même que son règlement d'exécution est problématique à plus d'un égard.

En termes de protection des données, il est renvoyé à l'avis circonstancié de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) du 22 novembre 2018.

En effet, tout en reconnaissant le bien-fondé de l'ouverture du RBE au grand public, la CNPD a notamment insisté sur des mesures de sauvegarde ayant pour but « d'assurer une approche proportionnée et équilibrée et de garantir les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel ». Elle a notamment demandé la mise en place d'un traçage des personnes ayant consulté le registre.

Ce traçage serait par ailleurs justifié au regard des droits conférés aux bénéficiaires effectifs par le règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, à savoir le droit à l'information et le droit d'accès.

La CNPD a également émis d'autres observations et suggestions, notamment en matière de limitation de l'accès au RBE, l'échange d'informations entre le gestionnaire du RBE et d'autres autorités, la durée de conservation des informations notamment historiques. Notons à ce dernier égard que, dans son avis du 22 janvier 2019 relatif au projet de règlement d'exécution de la loi sur le RBE sous rubrique, le Conseil d'État soulignait que le règlement grand-ducal dépasserait le cadre tracé par la loi de sorte qu'il risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille revoir la législation susmentionnée pour la rendre conforme aux règles et principes applicables en matière de protection des données ?

- En plus d'un traçage de toutes les personnes ayant accès au RBE, quelles sont les dispositions que Monsieur le Ministre entend adapter ?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin expliquer pour quelles raisons il n'a pas tenu compte des observations formulées notamment par la Commission nationale pour la protection des données, voire le Conseil d'État fin 2018 respectivement début 2019 ?

Réponse (01.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

À titre liminaire, il y a lieu de rappeler que c'est la directive 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (dite 4e directive AMLD) qui a posé l'obligation de créer un registre central regroupant les informations sur les bénéficiaires effectifs, registre devant être accessible au moins aux autorités compétentes en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, aux professionnels soumis à des obligations de vigilance à l'égard de leur clientèle et aux personnes et organisation capable de démontrer un intérêt légitime.

La directive 2018/843 du 30 mai 2018 (dite 5e directive AMLD) a imposé ensuite que le registre en question soit accessible à tout membre du grand public.

Selon le considérant (30) de cette directive cette ouverture se justifie comme suit :

« L'accès du public aux informations sur les bénéficiaires effectifs permet un contrôle accru des informations par la société civile, notamment la presse ou les organisations de la société civile, et contribue à préserver la confiance dans l'intégrité des transactions commerciales et du système financier. Il peut contribuer à lutter contre le recours abusif à des sociétés et autres entités juridiques et constructions juridiques aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, à la fois en facilitant les enquêtes et par le biais de considérations de réputation, dans la mesure où quiconque susceptible de conclure des transactions connaît l'identité des bénéficiaires effectifs. Il facilite également la mise à disposition efficace et en temps utile d'informations pour les institutions financières et les autorités, notamment les autorités des pays tiers, impliquées dans la lutte contre ces infractions. L'accès à ces informations serait également utile aux enquêtes sur le blanchiment de capitaux, sur les infractions sous-jacentes associées et sur le financement du terrorisme. »

I. Avant de répondre aux deux premières questions soulevées par les auteurs de la question parlementaire, j'aimerais d'abord, en toute logique, traiter la question des observations soulevées par le Conseil d'État et la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et des suites qui y ont été données.

A. Quant aux observations soulevées par le Conseil d'État

Pour ce qui est des observations du Conseil d'État, il est à relever que le Conseil d'État a effectivement évoqué le risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution en rapport avec des dispositions comprises dans les articles 4, paragraphe 2, 8, paragraphes 2 et 4, 11, paragraphe 2 et 12, paragraphe 1er du projet de règlement grand-ducal.

Toutes les dispositions concernées ont été adaptées dans le texte du règlement grand-ducal tel qu'il a été pris pour tenir compte de l'avis du Conseil d'État.

B. Quant aux observations soulevées par la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

1) Pièces d'identité

En ce qui concerne l'avis du 22 novembre 2011 de la CNPD, il y a lieu de rappeler que celui-ci a été discuté lors des réunions de la Commission de la Justice du 13 décembre 2018 lors de l'examen du projet de loi 7217 ayant abouti à l'adoption de la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs (RBE) (loi RBE).

La CNPD a réitéré certaines observations dans le cadre de l'examen du projet de règlement grand-ducal dans son avis du 17 janvier 2019.

Pour mémoire, le projet de règlement grand-ducal avait déjà été modifié en cours de procédure pour réduire le nombre de cas dans lesquels une copie d'une pièce d'identité est exigée au titre de pièce justificative concernant les bénéficiaires effectifs déclarés.

La CNPD a pris acte de cette réduction substantielle des cas pour lesquels la transmission d'une copie d'une pièce demandée est exigée. Elle a cependant réitéré son interrogation quant à la nécessité en général de l'obtention et de la conservation de cette pièce.

Comme déjà relevé dans le cadre des discussions intervenues lors des réunions de la Commission de la Justice, la directive impose l'obligation de recueillir des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs (article 30 paragraphe 1er de la directive 2015/849 telle que modifiée).

La transposition de cette obligation a été assurée par plusieurs moyens complémentaires :

- l'exigence de déclaration des bénéficiaires effectifs au RBE par les entités visées (article 4 de la loi RBE),

- la demande de fourniture de certaines pièces justificatives (article 4 (3) de la loi RBE et article 5 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs),

- un mécanisme de contrôle ex post sous forme d'une obligation de dénonciation des erreurs constatées lors de la consultation du RBE (article 8 de la loi RBE), et

- une sanction sous forme d'amende pénale en cas de fourniture d'informations inexactes, incomplètes ou non actuelles (article 20 de la loi RBE).

Ces mécanismes concourent tous au respect de cette obligation à des degrés divers. Ainsi la communication de pièces justificatives a été limitée au strict nécessaire afin d'éviter une charge administrative excessive en limitant la demande de transmission d'une copie de la carte d'identité aux cas des personnes ne disposant pas d'un numéro d'identification national.

L'obtention d'une pièce d'identité permet dans ce cas un contrôle minimum quant au fait que la personne ainsi déclarée existe réellement et que les données fournies (notamment le nom et le ou les prénoms) sont bien correctement inscrites au RBE. Ce dernier point sur le nom et les prénoms est d'ailleurs loin d'être anodin alors que toute imprécision dans la déclaration peut conduire à des confusions ou ne pas permettre d'identifier toutes les entités dans lesquels une personne donnée est déclarée comme bénéficiaire effectif (pour mémoire, les autorités en matière de lutte contre le blanchiment sont autorisées à faire des recherches par le biais du nom d'un bénéficiaire effectif - article 8 du règlement grand-ducal du 15 février 2019).

Un article de presse récemment publié sur une plateforme d'information en ligne au Luxembourg[17] relate à cet égard le cas du registre britannique où un tel document n'est pas exigé et qui a conduit à des abus par l'inscription de personnes fictives au registre en question.

En ce qui concerne la conservation de la copie des cartes d'identité, la loi prévoit en son article 10 que les copies sont conservées pendant cinq ans. Initialement le projet de loi 7217 prévoyait indistinctement la conservation de l'ensemble des informations ainsi que des pièces justificatives pendant cinq ans après la radiation de l'entité concernée. Suite aux observations initiales du Conseil d'État, le texte du projet de loi avait été adapté pour limiter la durée de conservation des pièces justificatives à cinq ans (donc à partir de leur dépôt) et le Conseil d'État a finalement marqué son accord avec la nouvelle articulation de l'article en question dans son avis complémentaire du 27 novembre 2018.

Une durée de conservation de cinq ans se justifie par le fait qu'indépendamment du contrôle de cohérence de l'inscription par rapport aux données de la pièce d'identité, contrôle effectué par le LBR au moment de l'inscription, il doit être possible au LBR de faire des contre-vérifications en cas dénonciation de données erronées effectuées ex post dans le cadre de l'article 8 de la loi RBE.

Il est à préciser que les pièces d'identités sont des pièces de contrôle qui ne sont pas consultables par le public ou les autorités nationales.

2) Les données à caractère personnel

Pour ce qui est des autres points soulevés par la CNPD, il y a lieu de relever qu'il s'agit de points qui ne doivent pas être adressés dans un règlement grand-ducal ou dans la loi, raison pour laquelle le règlement grand-ducal tel que modifié ne comprend pas de dispositions répondant aux questions soulevées par la CNPD dans son avis du 17 janvier 2019.

En ce qui concerne la question des données à caractère personnel, je renvoie aux discussions qui ont eu lieu en décembre au sein de la Commission de la Justice dans le cadre de l'examen du projet de loi 7217. Je rappelle par ailleurs que la directive 2015/849 telle que modifiée prévoit l'obligation de rendre accessibles au grand public au moins les informations relatives au nom, au mois et à l'année de naissance, au pays de résidence, à la nationalité ainsi qu'à la nature et l'étendue des intérêts effectifs détenus. Pour le surplus, la directive ne définit pas quelles informations supplémentaires peuvent être requises et si ces informations sont accessibles pour le grand public.

Suivant la loi RBE (article 12) sont accessibles les informations visées à l'article 3, paragraphe 1er, points 1° à 8°, 12° et 13°. Il s'agit concrètement des informations suivantes : le nom, le(s) prénom(s), la (ou les) nationalité(s), le jour de naissance, le mois de naissance, l'année de naissance, le pays de résidence, la nature des intérêts effectifs détenus et l'étendue des intérêts effectifs détenus.

La teneur finale de l'article 12 trouve son origine dans les amendements gouvernementaux qui avaient pour objet de mettre en œuvre la 5e directive AMLD en ouvrant l'accès du LBR au grand public.

Le commentaire des articles figurant à la suite des amendements gouvernementaux donne les explications suivantes :

« La directive 2018/843, prévoit en son article 1er « Modification de la directive (UE) 2015/849 », paragraphe (15), point c) que le paragraphe 5 de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 est remplacé par le texte suivant :

"5. Les États membres veillent à ce que les informations sur les bénéficiaires effectifs soient accessibles dans tous les cas :

a) aux autorités compétentes et aux CRF, sans aucune restriction ;

b) aux entités assujetties, dans le cadre de la vigilance à l'égard de la clientèle conformément au chapitre II ;

c) à tout membre du grand public.

Les personnes visées au point c) sont autorisées à avoir accès, au moins, au nom, au mois et à l'année de naissance, au pays de résidence et à la nationalité du bénéficiaire effectif, ainsi qu'à la nature et à l'étendue des intérêts effectifs détenus.

Les États membres peuvent, dans des conditions à déterminer par le droit national, donner accès à des informations supplémentaires permettant l'identification du bénéficiaire effectif. Ces informations supplémentaires comprennent, au moins, la date de naissance ou les coordonnées, conformément aux règles en matière de protection des données."

L'amendement proposé vise dès lors à établir le droit pour toute personne, sans condition de résidence ni d'intérêt spécifiques, d'avoir accès, sur demande, à des informations sur les bénéficiaires effectifs figurant au registre. Considérant la difficulté pour le gestionnaire du registre de distinguer effectivement entre les professionnels et le grand public en cas de demande d'accès à des données, il est proposé de conférer à ces deux catégories un accès à des catégories de données identiques. »

Le Conseil d'État a indiqué dans son avis complémentaire du 27 novembre 2018 ne pas avoir d'observations par rapport à ces modifications.

3) Les modalités d'accès au RBE

Pour ce qui est des modalités d'accès au RBE, des dispositions adéquates ont été prévues dans le cadre des travaux de développement de la plateforme informatique permettant la gestion des données et la diffusion des informations suivant les termes prévus dans la loi afin d'être en conformité avec le Règlement général de la protection des données (RGPD).

Ainsi l'accès du public aux données, pour lesquelles cet accès est prévu par la loi, se fait via le site Internet du LBR en donnant le nom de l'entité dont on veut consulter les informations ou son numéro d'immatriculation au Registre de commerce et des sociétés conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 15 février 2019.

Cet accès se fait sans identification préalable alors que la mission du LBR est de garantir l'accès du public dans le respect de ces seules conditions. L'accès ne peut cependant se faire qu'après acceptation des conditions générales rappelant les dispositions comportant un volet détaillé sur les règles applicables en matière de protection des données.

Il n'a pas été prévu d'instaurer une inscription en ligne obligatoire pour l'accès du public alors qu'il n'apporte aucune plus-value justifiable étant donné que le LBR ne peut restreindre

[17] « Mr. Xxx Stalin hat eine Firma », M. Laurent Schmit, www.reporter.lu, 4 septembre 2019

l'accès à ces données par exemple en limitant le nombre de consultations effectuées. Qui plus est la mise en place d'un traçage implique la collecte de données par le LBR qui ne sont pas immédiatement justifiées par la mission du LBR et partant pourrait même être en contradiction avec les dispositions du RGPD.

Pour ce qui est de l'accès des autorités nationales définies à l'article 1er de la loi RBE et qui ont accès à des données non accessibles au public, une convention est conclue entre ces autorités nationales et le LBR qui rappelle les dispositions du RGPD. L'accès se fait par un portail Intranet de l'État et les personnes ayant un droit d'accès par ce canal doivent le faire via l'utilisation d'un certificat LuxTrust et indiquer le motif de la consultation. Les accès par ce biais sont enregistrés dans un fichier log.

Il est rappelé que suivant l'article 13 de la loi du 13 janvier 2019 précitée, aucune information sur une consultation par une autorité visée à l'article 11 ne peut être communiquée aux entités immatriculées ou aux bénéficiaires effectifs.

Toute demande d'une personne physique pour savoir qui a consulté ses données ne pourra donc donner lieu qu'à une information générale renvoyant aux articles 7 et 13 de la loi du 13 janvier 2019 étant précisé que l'article 14 paragraphe 1 e) du RGPD demande de fournir des informations quant aux destinataires ou aux catégories de destinataires des données à caractère personnel.

Pour ce qui est de l'acquittement des frais, la CNPD avait suggéré dans son avis de prévoir le prélèvement de frais de consultation, notamment en vue de prévenir un accès abusif aux données du RBE.

Or, la directive permet effectivement de prévoir la perception d'une redevance qui n'excède pas les coûts administratifs liés à la mise à disposition des informations, mais nulle part il n'est indiqué qu'il peut s'agir d'un moyen de restriction de l'accès aux informations. Il n'a donc pas été donné suite à cette suggestion alors que le Registre de commerce et des sociétés fonctionne déjà depuis plusieurs années sur base d'un modèle où l'accès aux informations déposées dans le dossier de chaque entité immatriculée est gratuit et que l'on aurait sans aucun doute reproché au Luxembourg de vouloir par ce biais restreindre l'accès au registre. Qui plus est, une telle restriction à l'accès aurait pour effet d'instaurer une inégalité inacceptable entre les personnes/sociétés qui auraient le moyen de payer pour la consultation une par une d'un grand nombre, voire de la totalité des données des entités inscrites au RBE et les autres qui ne disposent pas de tels moyens financiers, entravant en cela l'objectif de transparence voulu par l'ouverture des registres européens à la consultation par le grand public.

4) La durée de conservation des données

Enfin en ce qui concerne la durée de conservation des données autres que les copies de pièces justificatives déjà évoquées ci-dessus, l'article 12 précise conformément à la directive qu'elles sont conservées pendant cinq ans à compter de la radiation de l'entité. Ceci est la durée minimale de conservation imposée par la directive elle-même (article 30 paragraphe 10 de la directive 2015/849 telle que modifiée).

II. Au vu de ce qui précède, j'estime qu'en l'état actuel de la législation et de sa mise en œuvre, il n'y a pas lieu de revoir la législation adoptée fin 2018/début 2019 et que les règles quant au suivi des accès aux données sont en conformité avec la législation adoptée ; ceci n'excluant pas de reconsidérer la situation après avoir eu un retour d'expérience suffisant suite à la mise en œuvre du RBE.

Question 1039 (08.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **vente publique par soumission de revolvers Smith & Wesson de la Police grand-ducale :**

Le 17 juillet 2019 a eu lieu une vente publique par soumission d'armes du fabricant Smith & Wesson ayant appartenu à la Police grand-ducale.

Il s'agissait de 708 revolvers répartis en sept lots dont la plupart correspond au modèle 686.

En 2014, le SNPGL, le syndicat de la police, avait lancé un débat autour de l'insécurité des armes de service des policiers, en l'occurrence des revolvers Smith & Wesson. Le porte-parole du syndicat avait à l'époque réclamé le remplacement de ces armes de service suite à de nombreux accidents signalés par des agents de police.

En ce qui concerne les conditions d'obtention et de vente des revolvers, il est précisé dans l'annonce de la vente publique affichée sur le site Web de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, que les enchérisseurs doivent disposer d'une licence d'armurier et/ou de marchand d'armes ou bien faire preuve, en cas d'exportation vers un autre pays membre de l'Union européenne, d'une autorisation de l'État membre destinataire et d'un permis de transfert dispensé par le Ministère de la Justice luxembourgeois. En outre les acheteurs doivent se munir d'une carte d'identité et en tant que mandataire d'une société/entreprise fournir un extrait du registre du commerce et des sociétés de l'entreprise datant au moins de six mois et d'une copie du pouvoir d'engagement de l'entreprise. Cela vaut pour les sociétés établies en UE. Ces conditions de vente et de transfert se basent sur deux textes légaux : d'une part la directive européenne n° 91/477/CEE sur le contrôle de l'acquisition et de possession d'armes à feu civils et d'autre part la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

En revanche, concernant les enchérisseurs issus de pays en dehors de l'Union européenne qui sont également admis à la vente publique, la base légale semble moins contraignante. En effet, hormis une preuve d'identité et une demande de transfert auprès du Ministère de la Justice, les enchérisseurs issus de pays non européens, doivent fournir un EUC - End User Certificate - qui est attribué par l'administration de leur pays d'origine. Ce certificat n'étant pas transcrit dans la législation nationale, il semble difficile d'en établir la fiabilité. Ce certificat doit indiquer l'utilisateur final du bien acquis, sachant que l'enchérisseur n'est pas nécessairement l'utilisateur final. En outre, il doit signaler l'usage spécifique qui en sera fait et le pays où le bien acquis sera pris en usage. Les conditions de vente de l'AED stipulent que le receveur peut écarter un enchérisseur de la vente sous réserve de suspicions quant à son honorabilité visant ses intentions d'usage et les garanties de son identité et de ses capacités de paiement ainsi que l'origine des fonds employés.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les raisons de cette vente publique par soumission des revolvers de la Police grand-ducale ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il s'agit pour les revolvers en question en partie d'anciennes armes de service du type Smith & Wesson 668, déclarées obsolètes et dangereuses par le syndicat de la police et ayant causé des accidents dans le passé, provoquant la blessure d'agents de police ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la vente de ces armes en partie défectueuses constitue un danger pour tout nouvel acquéreur et utilisateur de ces armes ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations supplémentaires sur le cadre légal et réglementaire concernant des enchérisseurs potentiels issus de pays hors UE admis à une vente publique d'armes ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer par quels moyens le receveur de la vente publique peut garantir l'usage bien intentionné des armes acquises par les enchérisseurs, notamment ceux issus de pays non européens ? Quelles sont les démarches engagées pour prouver l'identité de l'enchérisseur et de l'utilisateur final ainsi que l'usage final des armes vendues par soumission d'un End User Certificate ? Messieurs les Ministres pensent-ils que l'EUC constitue une garantie suffisante pour assurer la sécurité des civils dans un contexte international ?

5) Comment Messieurs les Ministres justifient-ils la vente par l'État d'armes ayant appartenu aux forces policières grand-ducales à des armuriers et/ou marchands d'armes qui les transmettent via la vente à des civils ? Par ailleurs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si le stock d'armes policières en question a entièrement été vendu et quelle a été la somme d'argent récupérée par l'État à l'issue de la vente publique ?

6) Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de ventes publiques de ce type, c'est-à-dire concernant des armes à feu, ont été effectuées par le passé ?

Réponse commune (17.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) et 5) En général, tous les biens meubles de la Police grand-ducale, une fois arrivés à leur fin de vie, sont soit détruits, soit incorporés dans le domaine de l'État. Il est également d'usage que le Ministère des Finances procède à la vente publique de ces biens.

Les revolvers de la marque Smith & Wesson qui ont été vendus ne sont pas des armes produites pour le marché militaire ou policier mais des armes standard qui sont disponibles sous cette forme sur le marché civil.

Le stock d'anciens revolvers n'a cependant pas été entièrement mis à la vente. Ainsi la Police grand-ducale a détruit 360 armes qui présentaient des défectuosités ou des non-conformités par rapport aux tolérances prescrites par Smith & Wesson. Pour des raisons de collection, quelques revolvers ont été gardés au sein de l'armurerie de la Police grand-ducale.

Lors de l'acquisition des nouvelles armes de service de la Police grand-ducale, il a été tenu compte de la vente des anciennes armes dans la planification financière.

Le personnel policier s'est vu proposer la possibilité d'acquérir son ancienne arme de service et a dû, avant remise des armes, demander un port ou une détention d'armes auprès du Ministère de la Justice, conformément à l'article 6, alinéa 2, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

La vente de tous les revolvers a rapporté au trésor de l'État la somme de 325.484 €.

ad 2) Il s'est avéré que les nombreux problèmes en relation avec les revolvers résultaient des contraintes d'utiliser une munition sintox et sans plomb dans le nouveau stand de tir couvert de la Police grand-ducale et du fait que la Police grand-ducale a dû acquérir au cours des 30 dernières années pas moins de 20 modèles différents du revolver Smith & Wesson du calibre .357 Mag. Ceci était dû à des changements dans la production de Smith & Wesson. Sachant que les différents types d'armes ne fonctionnent pas avec chaque type de munition, une standardisation des armes était devenue inévitable afin de mettre à disposition du personnel policier des armes et des munitions modernes et conformes aux normes en vigueur.

Toutes les armes soumises à la vente publique ont été vérifiées par l'armurerie de la Police grand-ducale et sont conformes aux normes de sécurité de Smith & Wesson.

ad 3) et 4) Lorsque des armes et munitions relevant du champ d'application de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, ce qui est le cas en l'espèce au vu de l'article 6, alinéa 2, de la loi précitée du 15 mars 1983, sont exportées vers des pays tiers par rapport à l'Union européenne, les dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, sont applicables.

Toutefois, en l'espèce, ces dispositions n'ont pas trouvé application étant donné que l'adjudicataire de l'intégralité des revolvers était un professionnel allemand, autorisé conformément aux dispositions du droit allemand. Le transfert des revolvers a donc été opéré conformément aux dispositions de la directive modifiée n° 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle qu'elle a été transposée au Luxembourg par la loi précitée du 15 mars 1983, et notamment son article 22-1.

En application de ces dispositions, le Service des armes du Ministère de la Justice a autorisé le transfert des revolvers à la société allemande le 29 juillet 2019 en octroyant un permis de transfert d'armes, et ce sur base d'un accord préalable délivré par les autorités allemandes compétentes.

ad 6) Il s'agit de la première vente publique d'armes prohibées à feu de la Police grand-ducale.

Question 1041 (08.08.2019) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

Dans le contexte des discussions au sujet des subventions accordées à des promoteurs publics et privés et aux articles de presse y afférents, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

1) Est-ce que les affirmations sont correctes selon lesquelles des promoteurs privés établis sous forme de société commerciale se voient proposés des conventions de subventionnement plus généreuses que celles proposées aux promoteurs publics et aux promoteurs privés prévus à l'article 30ter de la loi de 1979 ?

2) Quelles sont, le cas échéant, les différences éventuelles dans la mise en œuvre de conventions proposées aux promoteurs privés ?

3) Quels sont, en règle générale, les délais d'instruction des dossiers de demandes de participation financière étatique pour la construction de logements sociaux ?

a. Quels sont les facteurs qui impactent la durée d'instruction ?

b. Y a-t-il des variations importantes au niveau du nombre de demandes au courant des derniers 24 mois ?

c. Y a-t-il des différences notables dans le traitement des dossiers selon les différents types de promoteurs publics, privés selon l'article 30ter de la loi de 1979 et des sociétés de droit privé selon l'article 16, alinéa 2, de la même loi ?

4) Quel est l'impact des « incohérences » dans le subventionnement des logements mentionnés dans la réponse de la Ministre à la question parlementaire n° 1009 du 2 août 2019 du Député Henri Kox selon les différents types de promoteurs :

a. sur le capital en fonds propre que le promoteur doit mobiliser ;

b. le revenu locatif qu'il peut générer ;

c. le taux de revenu locatif qui en résulte ;

d. le coût de loyer à supporter par le locataire bénéficiaire du logement ?

5) Est-ce que Madame la Ministre peut me fournir, à titre d'exemple, des éléments chiffrés pour illustrer ses propos ?

Réponse (05.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Je tiens tout d'abord à souligner qu'aucun acteur bénéficiant d'un subventionnement de la part du Ministère du Logement pour la création et la mise en location de logements sociaux n'est avantagé ou désavantagé en fonction d'un quelconque élément non objectif.

Tel qu'il est détaillé ci-dessous, la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit différents types de conditionnalités pour différents types de promoteurs. Le Ministère du Logement subventionne à l'heure actuelle et depuis l'entrée en vigueur des dispositions afférentes des projets en fonction de la partie qui demande ce subside. Il n'est cependant pas correct d'affirmer que les promoteurs établis sous forme de société commerciale se verraient proposer des conventions plus avantageuses étant donné que le taux de subventionnement qui leur est proposé est de façon substantielle en dessous des taux de subvention proposés aux promoteurs associatifs et publics.

Pour ce qui est du changement de la durée proposée aux différents promoteurs pour les conventions respectives, il y a lieu de noter que la réflexion quant à un prolongement de la convention nous a conduit à proposer des conventions de 40 ans à partir de mi-juin 2019. Cependant, les conventions qui ont été proposées avant mi-juin ne sont pas modifiées rétroactivement sans l'accord du promoteur concerné. Il se peut donc qu'au courant des mois à venir, le Ministère signe encore des conventions avec une durée de 20 ans, si celles-ci ont été proposées aux promoteurs avant mi-juin 2019.[18]

L'adaptation de la durée des conventions est à voir dans le contexte de la politique gouvernementale face à la pénurie de logements à loyer abordable dont souffre le Grand-Duché de Luxembourg, et qui vise à donner aux ménages à revenu modeste une perspective réelle de pouvoir se loger convenablement et ceci de façon abordable et à long terme. Pour y arriver, le Gouvernement veut :

a. assurer que les logements créés avec une participation financière étatique pouvant atteindre 75 % de l'investissement effectué, restent soumis aux conditions d'un loyer modéré pour une durée longue, correspondant à la hauteur de l'aide perçue ;

b. prendre en compte de façon adéquate la nécessité de la gestion locative sociale de ces logements sur cette même période, et

c. assurer le maintien de la valeur patrimoniale des logements auquel l'État aura contribué à raison de 75 %.

[18] Pour plus de détails sur la procédure de signature des conventions, il est renvoyé à la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 1040 des honorables Députés Marc Lies et Gilles Roth.

Par ailleurs, ceci doit se faire conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, selon laquelle « le montant de la compensation [lire : la subvention de l'État] ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public [lire : la location des logements à des conditions abordables], y compris un bénéfice raisonnable. »[19]

Les conventions futures seront paramétrées par rapport à plusieurs critères dont principalement :

- la durée de la convention ;
- la hauteur de la subvention ;
- les conditions de loyer.

La modification d'un de ces paramètres ayant une incidence sur un autre paramètre, le Ministère veut se doter d'une flexibilité, dans le respect de la décision de la Commission européenne précitée, selon les besoins du projet par rapport à ces paramètres.

Par ailleurs, je me permets de fournir à l'honorable Député les éléments de réponse suivant :

A. Les différents types de promoteurs et les conditions du subventionnement

Le Ministère du Logement collabore avec différentes catégories de promoteurs et leurs conditions de subventionnement varient en fonction des dispositions légales et réglementaires.

Dans les détails, les conditions de subventionnement des logements locatifs se présentent de la façon suivante :

1) Les « promoteurs publics » au sens de l'article 16 de la loi de 1979

Les conditions appliquées aux « promoteurs publics » concernent d'un côté la SNHBM et le Fonds du logement, et d'un autre côté les communes :

a. Le Fonds du logement (établissement public) et la SNHBM (société anonyme) se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans prévoyant une participation financière étatique plafonnée à 70 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut actuellement pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, ces deux promoteurs publics sont tenus au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998. Selon la typologie différente du parc locatif, ceci résulte dans un loyer moyen de 4,2 euros/m² pour les logements de la SNHBM et de 5,6 euros/m² pour les logements du Fonds du logement (FDL).

Dans le cas de la SNHBM, le financement des 30 % de fonds propres doit être assuré par le revenu des loyers. Dans le cas du FDL, un éventuel déficit d'exploitation peut être compensé par l'État conformément aux dispositions légales.

b. Les communes se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans prévoyant une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, les communes sont également tenues au prédit règlement grand-ducal de 1998. Au regard de la taille des logements subventionnés, le Ministère estime que la moyenne des loyers se situe approximativement à cinq euros/m², c'est-à-dire entre celle de la SNHBM et du FDL.

2) Les promoteurs privés visés à l'article 30ter de la loi de 1979 (par la suite « promoteurs 30ter »)

Les promoteurs énumérés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont les suivants :

- les associations sans but lucratif et les fondations,

- les hospices civils et les offices sociaux,

- les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact,

- le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique,

- les communautés religieuses.

[19] Voir l'article 5, paragraphe 1.

Les « promoteurs 30ter » se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans et une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut actuellement pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires des logements subventionnés, ces promoteurs ne sont pas soumis au règlement grand-ducal de 1998, mais doivent se conformer à la convention, selon laquelle « les logements, bénéficiant à travers la présente convention d'une aide à la construction d'ensembles, sont destinés à la réalisation d'un service d'intérêt économique général sous la forme de création de logements à finalité sociale et se caractérisant par une modération des loyers » et « Le bénéficiaire s'engage à soumettre sur demande et sans délai à l'État toutes les informations nécessaires afin de permettre à l'État de vérifier que les loyers et charges sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi qu'aux stipulations de la présente Convention. »

En effet, même si les « promoteurs 30ter » ne sont pas tenus par le règlement de 1998, l'État est obligé de respecter pour tous les promoteurs le cadre tracé par la décision 2012/21/UE qui prévoit une série de conditions précises auxquelles les aides en matière de logement doivent répondre. Cela implique notamment que « le montant de la compensation ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public, y compris un bénéfice raisonnable ».

Dans les faits, les loyers appliqués par les « promoteurs 30ter » appliquent des loyers en fonction de la capacité de financement de leurs locataires ce qui résulte dans des loyers moyens se situant entre cinq et dix euros/m² selon le promoteur.

3) Les « promoteurs privés » conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2018 (par la suite « promoteurs privés »)

Les conditions d'octroi et l'importance des participations étatiques des projets lancés par des « promoteurs privés » autres que ceux mentionnés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont précisés dans la convention entre le promoteur et le Ministre, ceci conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2018.

Depuis 2014, l'État a surtout signé deux types de conventions avec des « promoteurs privés » :

- les conventions pour logements d'étudiants

Dans ces cas, la participation financière étatique était plafonnée à 50 % des coûts éligibles[20], et celle-ci ne couvre pas l'acquisition de terrains. La participation étatique est versée annuellement sur la durée totale de la convention. Ainsi, les promoteurs doivent préfinancer l'aide étatique sur toute la durée de la convention. Ceci à la différence des autres conventions sub 1. et 2. pour lesquelles les aides sont versées sur présentation de factures lors de la réalisation des logements, c'est-à-dire au début de la mise en œuvre de la convention.

Les promoteurs en question négocient un contrat de location pour l'ensemble des chambres de ces projets avec l'Université du Luxembourg qui prend en charge l'attribution des chambres et la gestion locative.

- les conventions pour logements pour jeunes

Actuellement, le Ministère a signé une convention pour la réalisation de logements pour jeunes avec un « promoteur privé » le 25 janvier 2019.

Dans ce cas, la participation financière étatique était plafonnée à 37,5 % des coûts éligibles et n'a pas couvert le terrain sur lequel se situe le projet. La durée de la convention a été fixée à 20 ans et la participation étatique est versée par tranches annuelles. Le loyer appliqué aux logements se situe à 6,25 euros/m².

À l'heure actuelle, aucune demande n'est soumise au Ministère pour étude par ce type de promoteur.

B. L'instruction des dossiers de demande

Les délais d'instruction des demandes varient de façon considérable selon les projets.

En effet, les projets peuvent être soumis au Ministère du Logement pour accord de principe à des moments très différents de leur conception. Ainsi certains projets sont soumis alors que le promoteur ne dispose que du terrain et d'une idée générale de ce qu'il entend y réaliser. Dans ce cas, il se peut que plusieurs années s'écoulent entre la lettre de l'accord de principe par laquelle le Ministère informe le porteur que son projet est en principe éligible pour une participation étatique et la remise effective des informations techniques détaillées ainsi que des plans d'architectes nécessaires pour l'analyse approfondie du dossier. D'autres projets sont soumis au Ministère alors que les plans détaillés sont élaborés, voire pour des logements existants. Dans ce dernier cas notamment, l'instruction du dossier est rapide et peut-être terminée en moins d'un mois. L'indication d'une durée moyenne de l'instruction des dossiers n'a dès lors pas de signifiance.

[20] Alors que la loi permettrait au Gouvernement une participation financière pouvant aller jusqu'à 70 %.

Le Ministère propose aux promoteurs privés de soumettre leurs projets à un état précoce de leur développement afin d'assurer au maximum l'adéquation des logements avec les conditions d'éligibilité des coûts.

Pour ce qui est de la technicité procédurale de la signature des conventions, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n° 1040.

C. L'impact des différentes conditions du subventionnement pour les locataires

Les conditions de subventionnement actuellement arrêtées par le cadre légal et réglementaire comportent, en effet, des incohérences qui ne sont pas sans impact pour les bénéficiaires des logements. Ceci est notamment le cas pour les taux de subventionnement variant de 70 % et de 75 % appliqués aux différents promoteurs publics d'un côté, et d'un autre côté pour les différences de loyer que les promoteurs publics et privés peuvent appliquer aux locataires. Ces incohérences sont particulièrement frappantes dans le cas des logements sociaux (par opposition aux logements d'étudiants), étant donné que les personnes éligibles sont toutes dans une situation de détresse comparable, mais doivent payer des loyers sensiblement différents selon le promoteur.

Le revenu locatif des promoteurs publics doit être déterminé selon le règlement grand-ducal de 1998. Comme indiqué plus haut, le loyer moyen de la SNHBM se situe à 4,2 euros/m². Celui des logements du FDL à 5,6 euros/m² ceci en raison d'une typologie différente des logements.

Les autres promoteurs doivent soumettre leur contrat type pour approbation au Ministère avant de se voir proposer une convention. Les loyers qui en résultent se situent dans une fourchette se situant entre cinq et dix euros/m² pour les « promoteurs 30ter » et entre 6,25 et 7,33 euros/m² pour les autres « promoteurs privés ».

Question 1042 (08.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**immigration illégale :**

Zënter dem Joer 2015 ass eng grouss Zuel vu Migranten an Europa komm, dovun och vill op Lëtzebuerg. An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Immigratiounsminister, dem Här Justizminister, der Madamm Banneminister an dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Dispositioune bestëmmen hei am Land, ob eng Persoun sech legal oder illegal um Lëtzebuerger Territoire ophält? Wéi eng Moossname si virgesinn, fir de Fall, wou eng Persoun sech illegal zu Lëtzebuerg ophält?

2. Déi Leit, déi hei am Land kee Statut als BPI oder dee vun engem „subsidiaresche Schutz" kruten, misste jo d'Land verloossen. Wa si awer trotzdeem heibleiwen, ass hir Präsenz, rechtlech gesinn, „illegal"? Weess d'Regierung, wéi vill Leit ongeféier, déi eigentlech net méi däerften am Land sinn, sech nach op eisem Territoire ophalen?

3. A wéi eng Länner missten déi Leit zréckgeféiert ginn?

4. Kréien déi Leit nach iergendeng Form vun direkter oder indirekter Ënnerstëtzung duerch de Stat?

5. Mat wéi enge Mëttelen an a wéi engen Delaie wëllt d'Regierung dës Leit aus dem Land bréngen?

6. Wa Kanner vu Leit, déi illegal am Land sinn, an d'Schoul ginn, sinn d'Schoulen oder déi respektiv kommunal oder staatlech Schoulautoritéiten ugehalen, fir feststellen ze loossen, wou déi Famillje sech ophalen?

7. Gëllen och hei déi rechtlech Dispositioune fir d'Membere vum ëffentlechen Déngscht, déi et no dem Strofgesetzbuch zu enger rechtlecher Obligatioun maachen, fir festgestallten Illegalitéiten ze denoncéieren? Mat wéi enge Konsequenze mussen d'Leit vum Léierpersonal oder Verantwortlecher an de Gemengen (Buergermeeschter a Schäffen, verschidde Kategorië vu Gemengebeamten oder Gemengenaarbechter) rechnen, wa si wëssen, datt Persoune sech illegal an der Gemeng ophalen, dat awer net denoncéieren?

8. Gëtt et Leit, déi hei am Land, mat Wëssen a mam Accord vun der Regierung, „toleréiert" ginn, obwuel si eigentlech keng rechtlech Grondlag hunn, fir sech hei opzehalen? Wa jo, wéi eng Leit sinn dat, firwat a fir wéi laang gi si „toleréiert" a wéini musse si d'Land verloossen? Wéi eng rechtlech Grondlag gëtt et fir esou eng „Toleranz"?

9. Wëllt d'Regierung der Chamber eng gesetzlech Regelung virschloen, déi et ënner Strof géif stellen, enger Persoun, déi illegal am Land ass, ze hëllefen, sech den Autoritéiten ze entzéien?

10. Wéi eng Méiglechkeeten a wéi eng Obligatioun hunn déi kommunal Autoritéiten, fir den Openthalt vu Persounen an enger Situatioun vun illegaler Präsenz um nationalen Territoire an hirer Gemeng festzestellen, respektiv bei der Police oder beim Parquet ze denoncéieren, wa si esou eng Situatioun festgestallt hunn? Hu si eng Méiglechkeet, fir zu all Abléck festzestellen, ob eng bestëmmte Persoun eng legal Präsenz um Territoire huet, zum Beispill iwwert de Réckgréff op eng staatlech Datebank?

Réponse commune (16.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Konditiounen, déi eng Persoun, déi Netlëtzebuerger ass, erfëlle muss, fir sech legal zu Lëtzebuerg opzehalen, sinn am Immigratiounsgesetz vun 2008 festgeluecht. Fir Leit, déi aus engem Drëttstat kommen, gesinn d'Artikelen 100 bis 102 vun deem Gesetz vir, wéini eng Persoun an engem „séjour irrégulier" ass a wéini si opgefuerdert gëtt, d'Land ze verloossen. Den Artikel 111 vum selwechte Gesetz präziséiert, a wéi engem Delai d'Persoun d'Land verloosse muss. Wann d'Persoun wärend dësem Delai net fräiwëlleg gaangen ass, an och soss keng valabel Ursaache kann uginn, firwat hire Retour net méiglech ass, da gëtt d'Prozedur fir de forcéierte Retour ageleet.

Wann néideg kann e Placement am Centre de rétention virgesi ginn en vue vun esou enger forcéierter Réckféierung. Wärend der Prozedur fir déi forcéiert Réckféierung, a bis d'Réckféierung stattfënnt, ass d'Persoun dann an engem irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg.

ad 2. + 3. Eng Persoun, déi keen internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt, ass net direkt an enger irregulärer Situatioun. Dës Leit hunn en Delai vun 30 Deeg fir d'Land ze verloossen. Op Ufro kann deen Delai och verlängert ginn. Des Weideren hunn d'Recourse virun den administrative Geriichter e suspensiven Effekt.

Et ginn och Fäll wou Persounen eng Demande fir e Sursis oder e Report à l'éloignement maachen, am Fall wou de Retour an hiert Heemechtsland aus medezinneschen oder soss valabelen Ursaachen net méiglech ass.

Et ass net méiglech eng genee Zuel ze gi vun de Leit, déi an engem irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg sinn, vu datt déi Leit hir Präsenz zu Lëtzebuerg den Autoritéiten net onbedéngt matdeelen.

Wann een elo just déi Leit kuckt, deenen hir Ufro op internationale Schutz refuséiert gouf, an déi an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn, da sinn dat Leit aus dem Kosovo, aus Albanien an dem Montenegro.

ad 4. Déi Leit, déi eng Demande de protection internationale ofgeleent kruten, kënne weiderhin an de Strukture vum OLAI wunnen, fir et ze erméiglechen, hire Retour en bonne et due forme ze organiséieren. D'Aides matérielles sinn déizäit op d'Ënnerbréngung an d'Iesse limitéiert. Et kënnen awer punktuell Hëllefen zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Schoulmaterial fir Kanner oder medezinnesch Ënnerstëtzung.

ad 5. D'Regierung setzt virun allem drop, dass d'Leit nees fräiwëlleg an hiert Hierkonftsland zréckginn. Fir dëst ze fuerderen, gräift d'Regierung op divers finanziell Ënnerstëtzungen, wéi och op d'Hëllef vun der Internationaler Organisatioun fir Migratioun, zréck.

Zu enger realistescher Migratiounspolitik, géiéren awer och ëmmer nees gezwonge Réckféierungen.

All Dossier ass anescht, esou dass et schwéier ass, eng generell Ausso ze maachen iwwert den Delai, an deem esou eng Réckféierung kann duerchgefouert ginn. Dëst virun allem, well

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

d'Organisatioun vun de Réckféierungen net nëmmen un der Identifikatioun vun de Leit hänkt, mä och a virun allem un der Collaboratioun vun de Leit selwer an den Autoritéite vun hirem Hierkonftsland.

ad 6. Laut Artikel 7 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Schoulflicht (loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire) muss all Kand am Alter vu véier bis 16 Joer, dat zu Lëtzebuerg wunnt, an d'Schoul goen:

« Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question. »

Onofhängeg, mat wat fir engem Statut e Kand sech bei eis am Land ophält, huet all Kand d'Recht an d'Flicht op Bildung. Spéitstens dee Moment, wou de Stat oder d'Elteren deen Artikel respektiv dat entspriechend Recht an déi Flicht geltend maachen, muss och gewosst sinn, wou d'Kand wunnt a wou d'Famill sech ophält.

Et sief an dem Kontext och nach op den Artikel 19 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Schoulflicht verwisen:

« Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 1er octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. »

ad 7. Membere vum ëffentlechen Déngscht sinn am Exercice vun hire Funktioune gehalen, Delikter a Verbriechen ze denoncéieren. En irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg fält net ënnert dës Kategorien.

ad 8. Geméiss dem Artikel 111, kann een Uerder fir d'Land ze verloosse verlängert ginn.

Wärend de Preparatiounsphase vun enger gezwongener Réckféierung sinn déi betraffe Persounen nach ëmmer an engem irreguläre Séjour. Dëst bedeit deemno, dass hire Séjour net „toleréiert" ass. Natierlech ginn et och Fäll wou d'Organisatioun vun der Réckféierung sech als ganz schwiereg erweist an déi Concernéiert sech iwwer eng länger Zäit irregulär am Land ophalen.

Laut den Artikelen 125bis, 129, 130 an 131 vum Immigrationsgesetz vun 2008 kann eng deboutéiert Persoun temporär „toleréiert" ginn iwwert de Wee vun engem Sursis oder engem Report à l'éloignement. Dës Méiglechkeet ass awer un d'Konditioune gebonnen, esou wéi se am Gesetz virgesi sinn.

ad 9. Neen.

ad 10. D'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de Persoune gesäit vir, a wéi enge Konditiounen eng Persoun sech kann op enger Gemeng umellen an op de Gemengeregëster ageschriwwe ginn. An deem Kader gëtt och der administrativer Situatioun vun enger Persoun par rapport zum Immigratiounsgesetz vun 2008 Rechnung gedroen. Just Leit, déi ënner ee vun de Cas de figure falen, déi an den Artikele 24 a 27 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 opgelëscht ginn, kënnen an enger Gemeng ugemellt sinn. Leit, déi opgefuerdert ginn, fir d'Land ze verloossen, well se an engem „séjour irrégulier" sinn, ginn zum Beispill laut Artikel 27 weiderhin am Gemengeregëster gefouert, allerdéngs um „registre d'attente" bis zu deem Moment, wou d'Réckféierung stattfënnt.

Leit, déi d'Konditioune vun den Artikele 24 oder 27 net erfëllen, kënnen deemno och net an de Gemengeregëster ageschriwwe ginn a mussen der Gemeng als éischt déi néideg Pabeiere virweisen, fir hir administrativ Situatioun par rapport zum Immigratiounsgesetz ze dokumentéieren. D'Gemengen hu keen Accès op eng staatlech Datebank, déi hinnen Informatiounen iwwert déi administrativ Situatioun vun enger auslännescher Persoun kéint ginn, mä hunn awer d'Méiglechkeet, déi fir d'Aschreiwung op de Regëster néideg Dokumenter bei de Leit selwer nozefroen.

D'Gesetz vum 19. Juni 2013 regelt och d'Kontrollméiglechkeete vun de Gemengen am Fall wou si mengen, datt eng Persoun déi néideg Konditiounen net erfëllt oder net méi erfëllt.

Question 1046 (09.08.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**usage de drones à des fins de sécurité routière :**

Depuis le 1er août 2019, la police espagnole utilise des drones à des fins de sécurité routière. En survolant les routes, ces drones, équipés de caméras de haute précision, permettent en effet de détecter des infractions au Code de la route, comme notamment les dépassements dangereux, le non-respect d'un stop ou encore l'usage du téléphone mobile au volant.

La France et le Royaume-Uni ont déjà lancé des projets pilotes similaires pour épauler leurs forces de l'ordre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que la Police grand-ducale, à l'instar du CGDIS, dispose de drones à des fins d'observation et de surveillance ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant des projets pilotes lancés dans les autres pays européens ? Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance des premières conclusions de ces essais ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'utilisation de drones pourrait aider à mieux repérer et sanctionner les auteurs d'infractions routières dont le constat s'avère difficile en pratique (la non-observation du couloir de secours, le non-respect de la distance de sécurité, etc.) ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Police grand-ducale dispose de drones d'observation et de surveillance qui sont actuellement majoritairement utilisés dans le cadre de missions de police judiciaire respectivement à des fins documentaires.

ad 2) De tels projets sont connus. Les entités policières concernées se trouvent en étroite collaboration avec leurs homologues dans les pays limitrophes essentiellement, respectivement s'échangent des informations via le réseau TISPOL en matière de surveillance et de sécurité routières au niveau européen.

ad 3) Un concept stratégique en matière d'engagement des drones est en train d'être élaboré par la Police grand-ducale. À côté des drones actuels et de leurs utilisations respectives, des mesures telles qu'évoquées ainsi que d'autres sont en train d'être analysées, tout comme les types de drone ainsi que les quantités nécessitées. Une collaboration éventuelle avec la composante aérienne de l'armée est également prise en compte. Par après il faudra mettre au point les cadres légal, réglementaire et budgétaire (ressources matérielles et humaines).

Question 1047 (09.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de gazole pour camions :**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'il veut réduire la vente de gazole à des camionneurs internationaux de manière à ne pas compromettre nos objectifs climatiques pour 2020 respectivement 2030.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie par quelles mesures concrètes le Gouvernement entend limiter ces ventes, sachant qu'en matière de prix du gazole il a opté pour une approche prudente.

Notant que l'approvisionnement des camions internationaux en transit auprès de stations d'essence à l'intérieur des agglomérations constitue une gêne incontestable pour les riverains, la circulation locale et l'environnement. Cette problématique risque de contrecarrer les objectifs déclarés par Monsieur le Ministre.

2) Qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour s'attaquer à ce fléau ?

Réponse commune (04.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le Gouvernement observe l'évolution de la vente des carburants et décidera au cours des prochains mois des suites à donner afin de respecter les engagements de l'accord de Paris.

ad 2) La réglementation actuelle en matière de camions circulant en transit, c'est-à-dire traversant le Grand-Duché sans avoir ni lieu de livraison, ni lieu de dépôt, interdit en premier lieu à ces véhicules de quitter le réseau autoroutier à partir du moment où ils entrent au pays respectivement de rallier la section d'autoroute la plus proche par des itinéraires du réseau secondaire.

Les expériences du terrain montrent que cette réglementation est généralement respectée, mais que cela ne s'applique pas à l'entièreté du pays. Ainsi, aux échangeurs près des aires de Capellen et de Berchem, certains chauffeurs font des détours pour accéder à la station d'essence souhaitée, c'est-à-dire celle qui accepte leur carte de fidélité. Ce même constat peut être fait pour les stations situées proches des itinéraires mentionnés ci-dessus comme c'est notamment le cas au Windhof, à Rodange et à Bettembourg. Au nord du pays, le phénomène ne semble pas être aussi répandu.

Au vu de la réglementation actuelle et des non-respects énumérés ci-dessus, le Gouvernement envisage des contrôles plus réguliers et des sanctions dissuasives.

Question 1051 (09.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **pesticide chlorpyrifos :**

Après avoir enquêté sur la toxicité du pesticide chlorpyrifos « Le Monde » avait publié au mois de juin dernier un article à ce sujet affirmant qu'une exposition à ce pesticide avant la naissance ou dans les mois qui suivent, serait associée à des déficits de QI, à un retard de développement mental et une mémoire de travail réduite.

Selon des données de l'EFSA, l'Autorité européenne de la sécurité alimentaire, le chlorpyrifos, extrêmement utilisé en Europe, est surtout retrouvé dans les agrumes. En outre, l'EFSA a affirmé le 2 août dernier que la substance ne répond pas aux critères requis par la législation pour le renouvellement de son autorisation dans l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres partagent l'avis que ce produit a des effets toxiques ?

2) Selon un article paru dans la « Libre Belgique » en date du 8 août dernier, ce produit est déjà interdit dans huit pays de l'UE. Le Luxembourg fait défaut dans cette liste. En France, il est seulement permis pour les épinards. En Belgique, les autorisations ont été retirées suite à la réévaluation du produit. Pour quelle raison notre pays autorise encore l'utilisation du chlorpyrifos ?

3) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que dans le marché commun de l'UE une interdiction de cette substance serait vitale pour la protection de la population ?

Réponse commune (17.09.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les ministres sont d'avis que les substances actives autorisées pour une utilisation dans les produits phytopharmaceutiques doivent être réévaluées à intervalles réguliers.

Si, lors de ce processus, de nouvelles connaissances scientifiques apparaissent qui mettent en doute une utilisation sûre de ces substances, les ministres souscrivent au principe que les substances en question ne devront plus être autorisées. Pour cela, les ministres se basent sur l'avis scientifique de l'EFSA (Autorité européenne de la sécurité alimentaire) qui est en charge du processus de l'analyse des risques dans l'Union européenne. Pour le cas précis du chlorpyrifos, les ministres vont adhérer à ce principe.

La procédure de renouvellement de l'approbation au niveau communautaire de la substance active chlorpyrifos est en cours. Dans ce cadre, l'EFSA a récemment publié une déclaration portant sur le risque que pose le chlorpyrifos à la santé humaine :

http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5809.

L'EFSA conclut qu'en raison de ses propriétés toxicologiques, le chlorpyrifos ne remplit pas les critères pour un renouvellement de son approbation.

À noter que la procédure de renouvellement de l'approbation de la substance active chlorpyrifos-méthyl, non visée par la présente question parlementaire, est aussi en cours et que l'EFSA a aussi publié une déclaration afférente :

http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5810.

Cette substance semble posséder des propriétés toxicologiques similaires à celles du chlorpyrifos. Or, une discussion au niveau communautaire entre experts des États membres aura encore lieu afin de conclure sur les propriétés toxicologiques du chlorpyrifos-méthyl.

Le chlorpyrifos fait partie des pesticides régulièrement analysés dans les denrées alimentaires par les services de contrôle alimentaire. Depuis 2009, seulement 3 % des échantillons analysés présentaient des résidus de chlorpyrifos ; deux échantillons dépassaient la limite maximale autorisée et les produits en question ont été retirés du marché.

Pour les produits luxembourgeois, un seul échantillon présentait des teneurs en chlorpyrifos, mais inférieures à la limite maximale autorisée (en 2011) et donc conforme à la réglementation alimentaire applicable.

À noter aussi que le chlorpyrifos restera dans la gamme des résidus de pesticides analysés par les services de contrôle alimentaire au niveau des denrées alimentaires même après son retrait du marché.

Le chlorpyrifos fait également partie des pesticides régulièrement analysés dans les poussières prélevées dans le milieu public et privé par le Service environnement de la Division de travail et de l'environnement. Le pesticide a été détecté dans seulement 0,1 % des échantillons analysés et ceci dans une concentration minimale.

Par conséquent, le chlorpyrifos ne constitue pas un polluant récurrent ou problématique dans le domaine de la qualité de l'air intérieur.

ad 2) Aucun produit phytopharmaceutique contenant du chlorpyrifos n'est actuellement autorisé au Luxembourg. Le dernier produit phytopharmaceutique autorisé et contenant du chlorpyrifos était le Pychlorex 5G.

En application du principe de reconnaissance mutuelle des autorisations de produits phytopharmaceutiques, l'autorisation du Pychlorex 5G au Luxembourg se basait sur celle octroyée en Belgique et a été retirée le 30 avril 2019. Le délai de grâce pour l'utilisation des stocks existants auprès des utilisateurs finaux est le 31 janvier 2020, délai identique à celui accordé en Belgique.

ad 3) Les trois ministres estiment que lorsqu'une substance active utilisée dans les produits phytopharmaceutiques ne remplit pas ou plus les critères d'approbation établis par le règlement (CE) n° 1107/2009, son approbation est à retirer.

Question 1052 (09.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **nouveau système du congé pour raisons familiales :**

Depuis le 1er janvier 2018, le nouveau système du congé pour raisons familiales assure plus de flexibilité dans l'utilisation des jours de congé en cas de maladie des enfants.

D'après les statistiques de la CNS, en charge de la gestion de ce congé, le nombre de certificats pour le congé a augmenté de 45.554 en 2017 à 65.957 en 2018.

- J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si ces congés ont été utilisés plus ou moins paritairement par les parents des enfants malades

respectivement quelle est la proportion des pères et mères qui ont bénéficié de ce congé.

- À combien de jours correspondent les certificats introduits en 2018 ?

Réponse (09.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Concernant la répartition par sexe des certificats de congé pour raisons familiales, elle est majoritaire pour les femmes en 2017 et 2018. En effet, la Caisse nationale de santé (CNS) a enregistré pour l'exercice 2017 27.592 certificats pour les femmes (60,57 %) et 17.963 certificats pour les hommes (39,43 %). Pour l'exercice 2018 la CNS a réceptionné 41.224 certificats pour les femmes (62,50 %) et 24.731 certificats pour les hommes (37,50 %).

En ce qui concerne les certificats introduits en nombre de jours en 2018, ils correspondent en totalité à 111.218 jours dont 69.522 jours imputables aux femmes et 41.696 imputables aux hommes.

Le tableau suivant reprend la répartition des bénéficiaires d'un congé pour raisons familiales en 2017 et 2018 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1053 (09.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **fourniture de lait pour la nouvelle usine de production de yaourts :**

Dans une interview accordée en date de ce jour au quotidien « Luxemburger Wort » et portant sur l'implantation d'une laiterie dans la zone industrielle Wolser à Bettembourg, le président de la « Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren (LLJ) » affirme que Monsieur le Ministre de l'Économie aurait prétendu que ce projet serait bénéfique pour l'agriculture indigène.

Toujours selon les affirmations du président de la LLJ, personne n'aurait cependant contacté les représentants du monde agricole luxembourgeois. Des entrevues auraient été annoncées, mais cette intention est apparemment restée lettre morte jusqu'à ce jour. En outre le président de la LLJ prétend que si la fourniture du lait n'était pas assurée par les agriculteurs indigènes, l'implantation d'une telle entreprise n'aurait plus aucun sens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les assertions faites par le président de la LLJ ?

- Dans l'affirmative, pourquoi aucune entrevue n'a été prévue jusqu'à ce jour avec les représentants du monde agricole luxembourgeois ?

- Ne serait-il pas logique que les producteurs de lait luxembourgeois devraient être considérés comme des fournisseurs prioritaires pour le projet de la future laiterie FAGE ?

Réponse commune (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

La société FAGE International SA entend s'approvisionner en lait sur les marchés local et régional. Les critères de sélection seront la disponibilité garantie de lait, le respect des exigences de qualité et le prix demandé. En raison de leur proximité et du coût de transport, les producteurs luxembourgeois devraient pouvoir profiter d'un avantage compétitif.

FAGE International approchera les fournisseurs potentiels une fois la construction de l'usine entamée et à quelque douze mois avant le commencement de la production.

Question 1054 (09.08.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1009 posée par l'honorable Député Henri Kox, Madame la Ministre a souligné : « que le système mis en place par la loi de 1979 concernant l'aide au logement modifiée à plusieurs reprises comporte un certain nombre d'incohérences. D'abord, les promoteurs publics SNHBM et Fonds du logement reçoivent actuellement une participation étatique de 70 % pour la construction des logements locatifs, alors que les communes, associations, fondations, le „Kierchefong" et les autres entités énumérées à l'article 30ter de cette loi reçoivent une participation s'élevant à 75 % des coûts éligibles. Ensuite, les promoteurs publics, c'est-à-dire les communes, le Fonds du logement et la SNHBM, sont tenus aux règles d'attribution des logements et de calcul de loyer établis par le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998, alors que les autres promoteurs n'y sont pas soumis. Il en résulte que les demandeurs d'un logement se voient confrontés à des loyers de niveau totalement différents selon le promoteur alors que tous ces logements ont bénéficié d'une participation étatique de 70 %, voire de 75 % ».

- Comme il résulte de ces « incohérences » que selon les promoteurs les loyers peuvent différer considérablement alors que les aides étatiques ont été comparables, voire même plus élevées pour certains promoteurs, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si elle peut illustrer cette situation avec des exemples concrets de loyers demandés par les différents promoteurs.

- Comme la révision en profondeur de la loi de 1979 ne se fera pas du jour au lendemain, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si une adaptation rapide et du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution concernant les logements sociaux ne s'impose pas en vue de l'élimination des « incohérences » et différences de traitement mentionnées par Madame la Ministre.

Réponse (05.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

A. Pour ce qui est des loyers moyens demandés par les différents promoteurs subventionnés par l'État pour la création de logements locatifs sociaux, je peux informer les honorables Députés de la situation suivante :

1) Pour les « promoteurs publics » au sens de l'article 16 de la loi de 1979 :

a. Le Fonds du logement (établissement public) et la SNHBM (société anonyme) bénéficient d'une participation financière étatique plafonnée à 70 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, ces deux promoteurs publics sont tenus au règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998. En raison de la typologie différente du parc locatif, ceci résulte dans un loyer moyen de 4,2 euros/m² pour les logements de la SNHBM et de 5,6 euros/m² pour les logements du Fonds du logement (FdL).

Dans le cas de la SNHBM, le financement des 30 % de fonds propres doit être assuré par le revenu des loyers. Dans le cas du FdL, un éventuel déficit d'exploitation peut être compensé par l'État conformément aux dispositions légales.

b. Les communes peuvent bénéficier d'un subside plafonné à 75 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, les communes sont également tenues au règlement grand-ducal de 1998. Au regard de la taille des logements subventionnés, le Ministère du Logement estime que la moyenne des loyers se situe approximativement à cinq euros/m², c'est-à-dire entre celle de la SNHBM et du FdL.

2) Pour les promoteurs privés visés à l'article 30ter de la loi de 1979 (par la suite « promoteurs 30ter »)[21]

Les « promoteurs 30ter » peuvent bénéficier d'une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires des logements subventionnés, ces promoteurs ne sont pas soumis au règlement grand-ducal de 1998, mais doivent se conformer à la convention, selon laquelle « les logements, bénéficiant à travers la présente convention d'une aide à la construction d'ensembles, sont destinés à la réalisation d'un service d'intérêt économique général sous la forme de création de logements à finalité sociale et se caractérisant par une modération des loyers » et « Le bénéficiaire s'engage à soumettre sur demande et sans délai à l'État toutes les informations nécessaires afin de permettre à l'État de vérifier que les loyers et charges sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi qu'aux stipulations de la présente Convention. »

[21] Les promoteurs énumérés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont les suivants :
- les associations sans but lucratif et les fondations,
- les hospices civils et les offices sociaux,
- les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact,
- le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique,
- les communautés religieuses.

Dans les faits, les loyers appliqués par les « promoteurs 30ter » appliquent des loyers en fonction de la capacité de financement de leurs locataires ce qui résulte dans des loyers moyens se situant entre cinq et dix euros/m² selon le promoteur.

3) Les « promoteurs privés » conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal 21 décembre 2018 (par la suite « promoteurs privés »)

Depuis 2014, l'État a surtout signé deux types de conventions avec des « promoteurs privés » :

- les conventions pour logements d'étudiants

Dans ces cas, la participation financière étatique est plafonnée à 50 % des coûts éligibles. Les promoteurs en question négocient un contrat de location pour l'ensemble des chambres de ces projets avec l'Université du Luxembourg qui prend en charge l'attribution des chambres et la gestion locative. Le loyer moyen pour les chambres d'étudiants subventionnés par l'État, y compris les coûts relatifs à la consommation d'eau, gaz, électricité et internet varie entre 365 euros pour une chambre meublée pour une personne avec salle de bain et cuisine en commun et 695 euros respectivement 1.050 euros pour un studio meublé pour une personne respectivement un couple. Pour plus de détails à cet égard, je me permets de renvoyer les honorables Députés à ma réponse à la question parlementaire n° 0914.

- les conventions pour logements pour jeunes

Actuellement, le Ministère du Logement a signé une seule convention pour la réalisation de logements pour jeunes, en l'occurrence avec un « promoteur privé » le 25 janvier 2019.

Dans le cas en question, la participation financière étatique est fixée par ladite convention à 37,5 % des coûts éligibles. La participation étatique est versée par tranches annuelles sur 20 ans, et le loyer appliqué aux logements se situe à 6,25 euros/m².

B. Pour ce qui est de la révision du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements sociaux, le Ministère du Logement prévoit effectivement d'y procéder dans les meilleurs délais, et ceci sans nécessairement attendre l'entrée en vigueur de la prochaine réforme de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Question 1055 (12.08.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **rapport entre des chantiers et des faillites de magasins :**

Schantercher uechtert d'Land sinn net nëmme fir Schwieregkeeten am Verkéier zoustänneg. Souwäit si an Uertschaften oder op Geschäftsstroosse leien oder och nëmme vill Parkplaze fir méi oder manner laang Zäit blockéieren, brénge si och déi Geschäftsleit, déi dervu betraff sinn, a finanziell Schwieregkeeten. Awer infrastrukturell Aarbechte wäerten an den nächste Jore bei deem Wuesstem, deen d'Land huet, jo éischter zou- wéi ofhuelen.

Duerfir wéilt ech dës Froen un den Här Minister vun de Classes moyennes riichten:

1. Ass et méiglech, aus der Statistik vun de Failliten erauszefilteren, wéi vill Geschäfter opgrond vu laange Schantercher hir Dieren hu missen zoumaachen?

2. Sinn dat vum Geschäftsmann net verschollten Émstänn, déi him oder dem Personal, dat hien huet missen entloossen, Recht op eng Entschiedegung oder op eng aner Kompensatioun ginn?

3. Gëtt et méiglech finanziell Iwwerbréckungen oder Entschiedegungen, fir et engem Geschäftsmann ze erlaben, esou eng schwiereg Phas ze iwwerstoen?

4. Gëtt et eng Prozedur, an där Geschäftsleit, déi vun Ännerunge betraff sinn, déi hire Geschäftsmodell nohalteg stéieren (zum Beispill eng Terrass, déi ewechfält, well den Trottoir geännert gëtt) gehéiert ginn a wou hire Schued evaluéiert gëtt?

5. Ouni wëllen an d'Gemengenautonomie anzegräifen, denkt d'Regierung an Ofstëmmung mat de Gemengen un e Katalog vu Moossnamen fir d'Konsequenze vun den Infrastrukturaarbechten op Geschäftsleit an hiert Personal ofzefänken?

6. Iwwerpréift de Banneministère eventuell Entschiedegungen, déi vu Gemenge geleescht goufen, fir Transparenz a Gläichbehandlung sécherzestellen?

Réponse commune (01.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

An deene meeschte Fäll ass et een Zesummespill vun e puer Elementer, déi d'Faillite vun engem Betrib provozéieren. D'Ausléise vun enger Faillite kann nëmme seelen op een eenzege Grond reduzéiert ginn. D'Donnéeë vum Statec erlaben et dofir och net, fir hei eng präzis Zuel erauszefilteren.

Et kann zu Faillitë kommen, déi net direkt duerch d'Geschäftsfra/de Geschäftsmann verschëlt sinn, mä duerch extern Émstänn erbäigefouert goufen. Vu staatlecher Säit ass do keng Entschiedegung virgesinn.

Et gëtt, à ce stade, och kee staatleche Programm fir Entschiedegungen am Fall vu Chantieren. Et existéiert awer de Regimm vum onfräiwëllegen „chômage technique", dee gewëssen Indemnitéiten erlaabt. Wat de Chantier Tram concernéiert, huet LuxTram SA awer méiglech Indemnisatioune fir Betriber virgesinn, déi duerch den Tramschantier Aboussen an hirem Émsaz hunn. D'Generaldirektioun vun de Classes moyennes vum Wirtschaftsministère ass den Ament amgaang, mam Innenministère eng Bestandsopnam an de Gemengen ze maachen.

Question 1058 (12.08.2019) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **gestion de la végétation au niveau du corps de la voie des trains par les CFL :**

D'après mes informations, les CFL appliquent toujours pour la gestion de la végétation au niveau du corps de la voie la méthode du désherbage chimique (e. a. Roundup Ultra, etc.). Les produits utilisés seraient appliqués via un train désherbeur pour le traitement des lignes ferroviaires, un unimog rail-route pour le traitement des voies en gare et enfin manuellement pour certaines zones spécifiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me détailler les quantités de glyphosate achetées par les CFL pour les années 2017 et 2018 ?

- Quels autres produits les CFL utilisent pour la gestion de la végétation au niveau des voies ferrées et leurs alentours ? Combien de ces produits ont été achetés ces dernières années ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer des alternatives (vapeur chaude, radiateur aux rayons infrarouges, etc.) au désherbage chimique testées par les CFL ? S'agit-il dès lors de « réelles » alternatives à l'utilisation du glyphosate et autres produits par les CFL pour la gestion de la végétation ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les CFL pourront tenir la date butoir de fin d'utilisation du glyphosate fixée par le Gouvernement au 31 décembre 2020 ? À défaut, pourquoi cette date butoir ne pourra pas être tenue ?

Réponse (13.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La méthode de désherbage chimique est effectivement celle utilisée par les CFL pour la gestion de la végétation au niveau du corps de la voie, à l'exclusion des zones de protection des eaux souterraines. À défaut de désherbage, les frais de maintenance des voies sont plus élevés et la longévité du corps des voies est fortement réduite.

En 2017 et en 2018 les CFL n'ont pas acquis de produits chimiques du type « Roundup Ultra ». Cependant pour la gestion de la végétation au niveau des voies ferrées et de leurs alentours directs, les CFL utilisent les produits « Zapper » et « Genoxone ».

Durant les années 2017 et 2018, 2.000 litres du produit « Zapper » ont été acquis tandis qu'aucune quantité du produit « Genoxone » n'a été achetée.

Plusieurs alternatives, dont notamment les traitements à l'eau chaude, à haute tension électrique, à l'aide du feu ainsi qu'à l'aide de produits acides, sont en cours de développement.

Ces alternatives au désherbage chimique sont testées dans le cadre de projets pilotes sur les réseaux voisins et les CFL suivent de près les progrès respectifs. Aucun résultat concluant, permettant la mise en œuvre à grande envergure sur les réseaux ferroviaires, n'a été obtenu jusqu'à présent.

En cas d'interdiction d'utilisation du glyphosate, les CFL arrêteront le désherbage chimique de la végétation au niveau du corps de la voie avec des produits contenant cette substance.

Question 1060 (13.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **radars mobiles :**

Les autorités policières peuvent effectuer des contrôles de vitesse à tout moment le long de nos routes en ayant notamment recours à des radars mobiles. Ainsi, pour ne donner que deux exemples, des radars mobiles placés au « Karelshaff » entre Colmar-Berg et Mertzig ou entre Stolzembourg et Rodershausen ont permis d'y réduire les excès de vitesse, du moins durant un certain intervalle de temps. Il va de soi que de telles opérations n'ont guère d'effets durables si elles ne sont pas répétées assez régulièrement.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de la Défense :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'emploi de radars mobiles entre juillet 2018 et juillet 2019 ? Combien de fois des radars mobiles ont constaté des excès de vitesse ?

2) À quels endroits du pays les contrôles de ce genre ont été les plus fréquents ? Des radars mobiles sont-ils également placés dans les tunnels ou à la fin de ceux-ci ?

3) Quelle a été la vitesse maximale constatée par les radars en question ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'effet dissuasif de tels radars soit plus élevé que celui des radars fixes ?

Réponse (24.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Police grand-ducale dispose d'une flotte de sept radars mobiles. Leur mise en œuvre se fait selon les principes internes prédéfinis tout en respectant les consignes techniques de montage et de calibrage imposées par le constructeur.

Dans la période allant du 1er juillet 2018 au 31 juin 2019, les sept radars ont effectué 863 contrôles, décelant un total de 63.897 infractions liées au dépassement des limites de vitesse.

ad 2) Les contrôles s'effectuent en fonction de l'analyse des lieux accidentogènes, de l'accidentologie routière récente, des doléances provenant de la population et des demandes motivées émanant d'administrations locales ou étatiques. Par ailleurs, il est procédé à intervalles réguliers à des contrôles de la vitesse sur tout le réseau autoroutier ainsi que sur les grands axes (RN et CR), ce qui permet de couvrir l'ensemble du réseau routier.

Les équipements de terrain mobiles ne sont en principe pas déployés dans ou à la sortie des tunnels. Toutefois, en cas de chantier de longue durée dans un tunnel, un radar mobile peut y être installé pour des raisons de sécurité afin d'y réduire la vitesse moyenne.

ad 3) En date du 31 mai 2019, un motocycliste a été flashé à 212 km/h sur le CR322 entre « Niklosbierg » et « Groesteen ».

ad 4) Étant donné que les radars fixes sont annoncés par un panneau de présignalisation, ces derniers possèdent aussi bien un caractère dissuasif que préventif.

L'effet préventif des radars mobiles s'explique surtout par leur capacité de pouvoir être déployés spontanément à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit. Cette maniabilité permet surtout d'intervenir rapidement dans un lieu où soit la vitesse est mise en cause, soit il y a eu un accident grave, voire une série d'accidents.

De surcroît, les radars mobiles peuvent être placés dans une zone de danger temporaire comme mentionnée au point 2. Finalement, l'augmentation de la probabilité d'être sanctionné à tout endroit en raison d'un excès de vitesse génère l'effet dissuasif de ce type de radars.

En conclusion, les deux types de radars sont complémentaires et poursuivent le même objectif.

Question 1061 (13.08.2019) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **manque de personnel auprès de l'Administration des contributions directes :**

An de Medie goufe rezent d'Retarde beim Opschaffe vun de Steiererklärungen thematiséiert. D'Gewerkschaft aus der Steierverwaltung (Syndicat unifié des impôts directs) huet dozou folgend Erklärungen an och Fuerderunge respektiv Froe gestallt. Op rtl.lu konnt een an dem Zesummenhang liesen:

„De President vum Syndicat [...] plädéiert dofir, dass Departen an d'Pensioun anticipéiert ginn, well nei Leit als éischt mussen ugeléiert ginn. Zum annoncéierte Rekrutement vun 43 Leit fir dëst Joer warnt hien, dass 31 dovunner een CDD kréien.

Donieft wier eng Vereinfachung vum Steiersystem och ubruecht. Emmerhin ass d'Steiererklärung vu 16 op 20 Säite gewuess. Déi annoncéiert Digitaliséierung bei de Steiererklärunge vu Privatleit kéint sécherlech hëllefen, allerdéngs freet sech de Syndikat, mat wéi enge Systemer geschafft gëtt a wéi eng Paradigme gewiesselt ginn."

Ech erlabe mir duerfir, folgend Froen un den Här Finanzminister ze stellen:

- Ass de Minister der Meenung, dass d'Altersdepartenan der Vergaangenheet net genuch anticipéiert goufen? Mat wéi vill Altersdeparte rechent d'Regierung an den nächste fënnef Joer bei der Steierverwaltung? Wéi vill Leit sollen an deem Zäitraum agestallt ginn? Wéi vill Leit missten der Steierverwaltung no déi nächst Joren agestallt ginn, fir et hir ze erméiglechen, korrekt ze schaffen? Wéi gesinn all dës Parameteren an deenen anere Steierverwaltungen aus?

- Firwat huet d'Regierung beim Rekrutement decidéiert, haaptsachlech op zäitlech befristet Aarbechtsverträg zréckzegräifen?

- Gouf d'Gewerkschaft am Virfeld vun der 2017er Steierreform vum Minister gehéiert?

- Wa jo, hat déi betraffe Gewerkschaft hir Bedenken dem Minister matgedeelt? Wéi huet de Minister sengerzäit dorop reagéiert? Hat d'Regierung den zousätzlechen administrativen Opwand, deen duerch d'Steierreform entstanen ass, ënnerschat?

- Wann neen, wëllt de Minister dat am Kontext vun der annoncéierter Steierreform nohuelen?

- Wéi kéint d'Steiererklärung an Zukunft vereinfacht ginn?

- Wéi eng Prozesser lafen haut schonn (innerhalb der Verwaltung an no baussen) digital of? Wéi vill Leit (% vun de Steierzueler) reechen haut schonn hir Steiererklärung iwwer myguichet.lu an? Wéi eng Avantagen ergi sech fir d'Steierverwaltung aus den elektronesch agereechte Steiererklärungen? Wëllt d'Regierung d'Leit dozou encouragéieren, méi op dëse Medium zréckzegräifen? Wéi kéint dës Sensibiliséierung/„Incentivéierung" ausgesinn?

- Wéi gesäit déi annoncéiert weider Digitaliséierung aus? U wéi enge Stellschrauwe soll hei gedréit ginn? Mat wéi enge Systemer soll hei geschafft ginn? Wéi eng Paradigme gi gewiesselt?

- A wéi enge Beräicher (TVA, direkt Steieren [natierlech respektiv juristesch Persounen] etc.) sinn d'Retarden am längsten?

Réponse (12.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op en Interview mat der Gewerkschaft Syndicat unifié des impôts directs, dee vun de Medien am Kader vun der Äntwert vum 8. August 2019 op d'parlamentaresch Fro N° 0894 gemaach ginn ass. Wéi an där Äntwert am Detail beschriwwe gouf, ass an de Jore virun 2013 d'Personal vun der ACD quasi net verstäerkt ginn. Hei gouf also kloer net genuch anticipéiert. Dat ass an de Joren duerno anescht ginn, an och an dëser Legislaturperiod soll, wéi aus der Äntwert vum 8. August 2019 ervirgeet, d'ACD weider personell opgestockt ginn.

Et ass en normale Virgang, dass Leit an d'Pensioun ginn a si dann ersat ginn. Et ass och normal, dass Leit, déi nei ufänken, mussen ugeléiert ginn. Dat ass och de Fall an der ACD. An den nächste fënnef Joer wäerte ronn 215 Persoune bei der ACD de Pensiounsalter erreechen.

Fir dass d'ACD hirer Aarbecht weider gerecht gëtt, mussen net nëmmen déi entspriechend Departe consideréiert ginn, mä och nach déi weider Evolutioun vun den Dossieren, déi zousätzlech Missiounen, déi d'ACD kritt huet an déi weider op si zoukomme wäerten, genee wéi och déi nei technesch Méiglechkeeten, déi iwwert d'Digitalisatioun agefouert ginn.

Wat den annoncéierte Rekrutement vun 43 Leit nach an dësem Joer ugeet, ass et richteg, datt 31 Leit dovunner e Contrat à durée déterminée (CDD) wäerte kréien. Déi Kontrakter kënnen awer, op Basis vun der Evolutioun vun de Besoine vun der ACD, an ee Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn.

Den zousätzlechen administrativen Opwand, deen duerch d'Steierreform 2017 ugefall ass, ass gréisstendeels op d'Aféierung vun der optionaler Individualbesteierung an déi nei Kapitalbesteierungsregele bei de Grenzgänger ze erklären. Dat war der Regierung an der Direktioun vun der ACD schonn an der Virbereedungsphas bewosst. D'Büroen, déi duerch déi nei Mesurë besonnesch staark betraff waren, goufe renforcéiert. Am Ganze sinn zanter dem 1. Januar 2018 scho 40 Leit op deene betraffene Büroe bäikomm. Doriwwer eraus huet d'Steierverwaltung een neie funktionelle Site op der Cloche d'Or opgemaach, wou méi effikass geschafft ka ginn.

Net nëmme gouf virun 2013 net genuch Personal rekrutéiert, et gouf och bei Wäitem net genuch an d'Informatik investéiert. Och dat gouf entre-temps verbessert. Et ginn deemno haut schonn eng ganz Rei Prozesser, déi digital oflafen, déi een entweder iwwert d'Demarche vum Guichet ka maachen oder awer, wou een d'Informatiounen dozou um Internetsite vun der Steierverwaltung erëmfënnt. Verschiddener lafen exklusiv nëmmen nach iwwert dee Wee, anerer lafen nach um digitalen an um traditionelle Wee. Detailléiert Statistike ginn heiriwwer zu dësem Zäitpunkt net gefouert.

Als konkret Beispill kann een d'Steiererklärung fir Betriber nennen, déi ufanks och, awer net nëmmen, elektronesch disponibel war an elo fir déi grouss Majoritéit vun de Betriber nëmmen nach elektronesch méiglech ass. Aner nei Mesurë ginn direkt elektronesch agefouert, esou zum Beispill d'Remise vun den Extraits de compte salaire et pension (och nach Récksäit vun der Steierkaart genannt) oder awer Deklaratioune vum Country-by-Country-Rapport. Aner Demarchë gi fir d'Éischt och elektronesch agefouert, fir et de Leit ze erlaben, sech ëmzestellen, éier se obligatoresch wäerte ginn. An dës Kategorie falen zum Beispill d'Lounsteierdeklaratioune vun de Patronen. Am Kontext vun der Steierreform, déi am Regierungsprogramm virgesinn ass, soll och déi digital Steiererklärung fir Privatleit agefouert ginn, wat zu enger weiderer Entlaaschtung vun de Steierbüroen an enger méi zäitnoer Besteierung féiere wäert.

D'Steierverwaltung schafft aktuell zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État u weidere fundamentale Projete mam Zil, den Déngscht um Bierger weider ze verbesseren an de Fonctionnement vun der Administratioun méi effikass ze maachen. D'Mataarbechter vun der Verwaltung sinn an dës Projete mat agebonnen. An dësem Kontext ass de Ministère och ëmmer op fir d'Gespréich mat de Gewerkschaften, woubäi awer unzemierken ass, dass hiren éischten Uspriechpartner d'Direktioun ass.

À ce stade sinn d'Iwwerleeungen an d'Aarbechten nach net wäit genuch fortgeschratt, fir iwwer zousätzlech konkret Mesuren, „Incentivéierungen", Paradigmewiessel, „Dréien u Stellschrauwen" oder aner Vereinfachungen ze spekuléieren, déi mat der nächster Steierreform kéinten ëmgesat ginn.

Question 1062 (14.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police :**

Wéi mir aus der nationaler Press gewuer ginn, ginn am zentrale Fichier vun der Police scho längst bezuelten „avertissements taxés" fir Verstéiss géint d'Stationementsregele vu concernéierte Bierger ouni erkennbar Zäitlimitt archivéiert.

An deem Kader wëlle mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt „avertissements taxés" fir Verstéiss géint d'Stationementsregelen ouni Zäitlimitt am zentrale Fichier vun der Police archivéiert ginn?

2. Wann deem esou ass, empfënnt den Här Minister dësen Zoustand als normal an am Respekt vum „droit à l'oubli" vun all Bierger?

3. Kann den Här Minister eis doriwwer eraus soen, ob a wéi déi eenzel Infraktiounen datéiert ginn?

4. Kann den Här Minister eis weider matdeelen, wat déi legal Basis ass, fir esou Contraventiounen an engem Police-Fichier ze stockéieren?

5. Mengt den Här Minister wierklech, datt esou een Archivage vun „avertissements taxés fir Verstéiss géint d'Stationementsregele sécherheetspolitesch ze rechtfäerdegen ass? Anescht ers gefrot: Stellt eng Persoun, déi falsch parkt, wierklech an den Ae vun der Regierung eng Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet duer?

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

De Fichier vun den „avertissements taxés (AT)" gouf am Kader vum „règlement grand-ducal du 21 décembre 2004 portant autorisation de la création d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière et modification du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales" geschaaft. Dëse Fichier ass net ze verwiessele mam Fichier central. Et bleift ze bemierken, dass bis viru Kuerzem de Procès-verbal, dee vun der Police dresséiert an un de Parquet weidergeleet ginn ass, bei engem Netbezuele vum AT an de 45 Deeg am Fichier central ofgespäichert ginn ass.

Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 „portant organisation de la Comission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données" gouf dat ofgeännert Gesetz vum 2. August 2002 „relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel" abrogéiert an d'Règlement-grand-ducallen, déi op Basis vun dësem Gesetz geholl gi sinn, hunn hire Fondement légal verluer. Dës Traitementer ënnerleien elo de Regele vum Gesetz vum 1. August 2018 „relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale".

D'Police als Responsable de traitement huet eng Durée de conservation vu 24 Méint vun den ATe festgeluecht, dësen Delai war och schonn am groussherzogleche Reglement ze fannen. No dëser Durée vu 24 Méint kënnen d'Daten nëmmen nach ënner enger depersonaliseierter Form gehale ginn.

Fir d'„contraventions graves", déi laut Artikel 11bis vum Code de la route wärend engem Delai vun dräi Joer, nodeem si rechtskräfteg gi sinn, am Fall vun enger neier Vitesseiwwertriedung vu mindestens 50 % vun der erlaabter Maximalgeschwindegkeet, woubäi d'Vitesseiwwertriedung e Minimum vun 20 km/h iwwert dem Maximum muss hunn, d'Infraktioun vum „délit de grande vitesse" kënne begrënnen, ass op Demande vun den Autorités judiciaires d'Durée de conservation op 48 Méint gesat ginn.

Question 1064 (14.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact de la sécheresse sur la production de foin et des ensilages d'herbe :**

La sécheresse et la chaleur des dernières semaines ont fortement contribué à ralentir la croissance de l'herbe indispensable à la nutrition des animaux d'élevage. Ainsi, dans certaines contrées de l'Union européenne, les cultivateurs se voient déjà obligés de distribuer l'herbe séchée en mai destinée à être conservée pour la saison hivernale.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Pour ce qui est de la production de foin et des ensilages d'herbe, Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur la situation d'approvisionnement dans différents pays européens, notamment dans nos pays voisins ?

2) Quelles sont les répercussions de la sécheresse sur la production de foin et les ensilages d'herbe au Luxembourg ? Les éleveurs de bétail anticipent-ils d'éventuels goulets d'étranglement pour l'hiver à venir ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant les exportations et les importations d'herbe séchée au Luxembourg ? Est-il également possible d'obtenir des informa-

Le saviez-vous ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

tions sur l'évolution des prix en la matière durant les dernières années ?

4) Par quels produits de substitution les éleveurs peuvent-ils pallier la régression des récoltes de foin ? Quel est l'impact de la sécheresse sur ces produits ?

Réponse (12.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La production de foin et d'ensilage d'herbe est pour la première et deuxième coupe à un niveau comparable avec les années précédentes. La troisième coupe par contre ne représente qu'environ 20 % de la moyenne des années précédentes. On constate plus ou moins des situations comparables dans les pays limitrophes.

Les exploitations agricoles s'approvisionnent, en cas de pénurie en fourrage, surtout avec des aliments concentrés à base de céréales. En effet, la densité en valeurs nutritionnelles est plus élevée dans ces aliments que dans les fourrages grossiers tels que foin et ensilage, et en conséquence le coût de la logistique est nettement réduit.

ad 2) La vraie dimension de la sécheresse n'est pas encore connue pour le moment. Une quatrième coupe en herbe ainsi que la récolte du maïs ne sont pas encore entamées. Les éleveurs de bétail savent très bien combien de conserves de fourrages sont nécessaires pour passer l'hiver 2019-2020. Un approvisionnement en aliment (fourrage ou concentré) ou une réduction du cheptel respectivement des performances du cheptel sont des méthodes pour contrer aux manques éventuels en fourrages.

ad 3) Les informations sur les importations intracommunautaires sont collectées sur bases d'un code à huit chiffres de la nomenclature combinée (NC) auprès du commerce/négoce par Statec. Malheureusement l'herbe séchée est regroupée sous le code 1214 90 - autres[22] et les quantités ne sont donc pas renseignées séparément.

Par conséquence des indications sur l'évolution des prix en la matière ne sont pas possibles.

ad 4) De manière générale, le foin peut être substitué par d'autres fourrages grossiers comme le maïs et surtout par des cultures intermédiaires comme par exemple le Ray-grass de Westerwold (Lolium multiflorum var. westerwoldicum) ensemencé entre deux cultures.

À ce jour, il n'est pas possible de juger de l'impact de la sécheresse sur ces produits, car la récolte n'a pas encore démarré pour la saison 2019.

En plus, la substitution peut se faire partiellement par de la paille de céréales complétée des aliments concentrés sur base de céréales (cf. question 1). Les quantité et qualité de pailles aux niveaux national et régional sont bonnes cette année, les prix des céréales sont pour le moment plus bas qu'en 2018.

Question 1065 (14.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**utilisation des avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police :**

Dans un courrier reçu aujourd'hui, un citoyen rapporte des affirmations d'un ancien greffier de justice. En voici la teneur :

« Esou eng Usammlung vun ATen ass ëmmer als Mëttel versuergt ginn, fir eng „Appreciatioun" iwwer eng Persoun ze kréien.

Déi Appreciatioun ass dann och dem Parquet geleeëntlech matgedeelt ginn an engem neie Procès-verbal.

Do as dann unhand vun enger Lëscht aler Protokoller dem Prevenu ënnerstallt ginn, hie géif sech mat Persistenz a Konsequenz net un d'Verkéiersregelen halen.

Wann de Substitut, deen de Protokoll sollt ënnerschreiwen, fir eng nei Ordonnance pénale ze schécken, e schlechten Dag hat, dann huet en de Fall an eng Sëtzung zitéiert an e Führerschäinentzuch reklaméiert.

Där hunn ech alt selwer deemols ënnerschriwwen, och vun engem Commerçant vun der Place d'Armes, dee säi Betrib eréischt nuets zougemaach huet, dann nach d'Keess a Commanden huet musse maachen an da moies net aus dem Bett komm ass, fir säin Auto zurzäit ze réckelen.

Deen hat och eng Ribambelle vun iwwer 40 ATen a krut de Führerschäin ofgeholl, obschonn hien alles ëmmer schéi brav bezuelt hat.

Beim Maître Vogel wär ech virwëtzeg, emol ze liesen, wat an de Geheimakte vum SRE steet, déi mir leider ni ze gesi kréien.

Do mussen och e puer flott „Appreciatiounen" dra vermierkt sinn. »

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces affirmations ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que de tels agissements soient contraires aux principes et règles applicables en matière de protection des données, au principe de la présomption d'innocence, etc. ?

- Toujours dans l'affirmative, ces propos ne remettent-ils pas en cause les déclarations de Madame le Procureur général d'État en ce qui concerne les informations contenues dans les dossiers pénaux ?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation ?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les honorables Députés s'appuient dans leur question parlementaire sur « les affirmations d'un ancien greffier rapportées par un citoyen ».

Or, suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'État, elles ont en l'occurrence été faites par un ancien greffier, reprises sur un blog Internet par un avocat du barreau de Luxembourg qui n'hésite d'ailleurs pas à en publier le nom. Ce greffier a exercé ses fonctions jusqu'au 1er octobre 2012 et il a été affecté au service du casier judiciaire durant la période de 1972 à 1977.

Suivant les informations reçues par Madame le Procureur général d'État, les substituts ne signent pas les procès-verbaux dressés par la Police grand-ducale ou par l'Administration des douanes, et les réquisitoires en vue de la prise des ordonnances pénales délivrées par les juges du fond sont toujours signés par un substitut et non par un greffier. Il en est de même pour les citations aux audiences publiques.

Les parquets se sont dotés de notes de service communes, régulièrement remises à jour, qui définissent la politique de poursuite à suivre par les substituts, précisément en matière de contentieux de masse, et ce afin d'assurer la cohérence des poursuites.

Pour le surplus, et suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'État, il peut encore être précisé que les avertissements taxés payés ne sont pas répertoriés dans le traitement des données des parquets. Les avertissements taxés impayés font l'objet d'un procès-verbal dressé par la Police grand-ducale, respectivement l'Administration des douanes et accises, et transmis aux parquets en application des articles 4, 4bis, et 4ter du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés. Ce procès-verbal est inventorié dans la notice des parquets et fera l'objet d'un traitement par un substitut.

L'avertissement taxé dont une personne s'est acquittée pour une contravention grave de dépassement de vitesse dans un délai de trois ans précédant un nouveau fait de dépassement de vitesse doit être mentionné dans le procès-verbal du chef de délit de grande vitesse, alors qu'il s'agit d'une condition de fond de cette infraction en application de l'article 11 bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Si un procès-verbal renseigne sur des avertissements taxés antérieurs, ce qui n'est cependant pas la règle, ce procès-verbal fera bien entendu l'objet d'un débat contradictoire dans le cadre de la poursuite pénale, de sorte que les droits de la défense sont toujours préservés.

Question 1068 (16.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enregistrement d'avertissements taxés :**

I. Il nous revient par voie de presse (site Internet de RTL du 13 août 2019) que les avertissements taxés (AT) décernés contre certains citoyens en matière d'infractions au Code de la route notamment en matière de stationnement irrégulier et de dépassement de vitesse seraient enregistrés dans les fichiers de la police. Cet enregistrement ne serait cependant pas effectué à l'égard de tous les citoyens ayant été verbalisés pour des manquements pareils.

II. Il nous revient par ailleurs par voie de presse que suivant le directeur de la police les infractions qualifiées de « contravention » ne feraient désormais plus l'objet d'un enregistrement dans les fichiers de la police.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

ad I.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de chose ?

2) Dans la négative, quels sont les éléments qui lui permettent d'asseoir sa réponse ?

3) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut indiquer les disparités objectives, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but qui ont pu justifier ce traitement différent ?

4) Toujours dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre estime que soumettre des personnes se trouvant dans des situations identiques - à savoir des AT décernés pour violation du Code de la route - à des traitements différents - enregistrement ou non selon le cas dans les fichiers de la police - soit conforme au principe de confiance légitime ?

5) Toujours dans l'affirmative, sur quelle base légale Monsieur le Ministre entend-il justifier ce traitement inégalitaire ?

6) Toujours dans l'affirmative, est-ce qu'il existe des critères justifiant ce traitement différent au niveau de l'enregistrement ? Si oui, lesquels ? Par qui ces critères ont-ils été élaborés ? Sous quelle forme ? Est-ce que ces critères ont été publiés ? Si oui, sous quelle forme et à quelle date ?

ad II.

7) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les déclarations du Directeur de la Police grand-ducale ?

8) Dans l'affirmative, qui a été à l'origine de cette décision ? Sur quelle base légale cette décision a été prise ?

9) Toujours dans l'affirmative, quand est-ce que cette décision a été prise et depuis quand est-ce qu'elle est opérationnelle ? Sous quelle forme la décision a été prise ? Est-ce qu'elle a été publiée ? Si oui, quand et sous quelle forme ?

10) Est-ce qu'il sera partant procéder à la suppression de l'ensemble des contraventions enregistrées dans les fichiers de la police ? Si oui, à partir de quelle date précise ?

11) Est-ce que les citoyens faisant l'objet de tels enregistrements seront informés de façon spontanée de l'enregistrement tout comme de la suppression ? Si oui, dans quel délai ? Sous quelle forme ?

12) Est-ce que toutes les contraventions - tant celles reprises directement au Code pénal que celles figurant dans les lois spéciales - sont supprimées ?

13) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend-il justifier que dorénavant des contraventions seront apparemment supprimées des fichiers de la police mais que des avertissements taxés pour non-respect des dispositions du Code la route - qui juridiquement ne constituent pas des infractions - ne feront pas l'objet d'une suppression ?

14) Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il y ait manquement au principe de cohérence alors que des mentions qui ne constituent même pas des infractions pénales au sens juridique du terme continuent à être enregistrées dans les fichiers tandis que des infractions mineures et ne renseignant d'aucune manière sur le degré de dangerosité public d'un citoyen continuent à figurer dans les fichiers ?

15) Est-ce que la suppression englobe également l'ensemble des délits contraventionnalisés ? Les ordonnances pénales ?

Réponse (04.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Il ne faut pas confondre le fichier central avec le fichier des avertissements taxés.

Tel qu'il a été expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0752, le fichier central comporte tous les procès-verbaux et rapports rédigés par les officiers et agents de police judiciaire dans le cadre de leur mission de police judiciaire. Ce fichier existe depuis que les services de police ont commencé à rédiger des procès-verbaux et rapports afin de les transmettre aux autorités judiciaires conformément à la loi, alors qu'il fallait disposer d'un outil permettant d'assurer le suivi adéquat de ces procès-verbaux et rapports.

Le fichier des avertissements taxés (AT) a été créé dans le cadre du règlement grand-ducal du 21 décembre 2004 portant autorisation de la création d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière et modification du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales. L'article 1er de ce règlement dispose que

« (1) Est autorisée la création d'un fichier des personnes s'étant vu décerner un avertissement taxé en matière de circulation routière ainsi que des agents qui l'ont décerné.

Les données y relatives sont traitées aux seules fins de recherche et de constatation d'une infraction punie d'une peine de police conformément à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

(2) Le fichier couvre la procédure de recouvrement, les poursuites judiciaires en cas de non-paiement, la gestion des permis à points et l'établissement de statistiques pour lesquelles les données sont dépersonnalisées. »

Il importe toutefois de préciser que les contraventions qui ont été dressées suite au non-paiement d'un avertissement taxé ont été enregistrées dans le fichier central. Dans ce cas de figure, un même fait pouvait se retrouver à la fois dans le fichier central et dans le fichier des avertissements taxés.

Le règlement grand-ducal précité disposait en outre, en ce qui concerne la durée de conservation : « Les données constituant le fichier visé par le présent règlement peuvent être conservées jusqu'à 24 mois après le paiement de l'avertissement taxé, ou en cas de refus de paiement ou de non-paiement endéans les délais légaux de 45 jours, après l'établissement et l'envoi du procès-verbal au Procureur d'État territorialement compétent. Au-delà de cette période de 24 mois, les données en question peuvent uniquement être conservées sous forme dépersonnalisée. »

Cette durée de conservation a été maintenue suite à l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des données en matière pénale. Pour les contraventions graves, qui d'après l'article 11bis du Code de la route peuvent pendant un délai de trois ans, en cas de nouveau dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 % du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à ce maximum, être constitutives d'un délit de grande vitesse, la durée de conservation a, sur demande des autorités judiciaires, été portée à 48 mois.

Il n'existe pas de différence de traitement entre les citoyens. Si des disparités peuvent exister entre les différentes réponses que les citoyens ont obtenues par la police dans le cadre de l'exercice de leur droit d'accès aux données, une raison peut en être que les avertissements taxés qui leur avaient été décernés se situaient en dehors de la période de conservation de 24 respectivement 48 mois énoncée ci-avant. Une autre raison peut résider dans le fait que ces personnes n'ont demandé que l'obtention des informations contenues dans le fichier central.

Le Directeur général de la police confirme que les infractions qualifiées de « contravention » ne feront plus l'objet d'un enregistrement dans le fichier central de la police parce que les délais de conservation du fichier central ne sont pas appropriés pour ce type d'infractions.

La transposition de cette décision est en cours, les prescriptions de service doivent encore être adaptées. Les membres du service du fichier central ont dès à présent été instruits de ne plus digitaliser les contraventions.

Actuellement, le logiciel utilisé ne permet pas encore d'identifier les contraventions enregistrées antérieurement afin de les supprimer individuellement. De plus, la décision de ne plus enregistrer les contraventions dans le fichier central ne porte que sur les contraventions relatives à un fait isolé. Cette distinction est essentielle, car si, dans un rapport adressé aux autorités judiciaires, une contravention est libellée ensemble avec un crime ou un délit, le rapport est bien sûr enregistré et la contraven-

[22] 1214 rutabagas, betteraves fourragères, racines fourragères, foin, luzerne, trèfle, sainfoin, choux fourragers, lupin, vesces et produits fourragers similaires, même agglomérés sous forme de pellets
1214 10 00 - farine et agglomérés sous forme de pellets, de luzerne
1214 90 - autres
1214 90 10 - betteraves fourragères, rutabagas et autres racines fourragères
1214 90 90 - autres

tion y figure également pendant la durée de conservation du rapport.

Il s'avère que dans le cadre des discussions relatives au fichier central et de la remise en cause de certains principes, la police a jugé que le délai de conservation, pour les contraventions, devait être revu à la lumière des critères de proportionnalité et de finalité du traitement. La police estime que les conditions de l'article 30 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ne sont pas réunies.

Aucun principe de cohérence n'est violé en l'espèce. D'une part la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ne s'applique pas exclusivement à la police judiciaire, mais également à la police administrative et les traitements qui ne tombent ni sous l'un ni sous l'autre de ces catégories peuvent être mis en œuvre en vertu du RGPD.

Finalement pour ce qui concerne les délits contraventionnalisés et les ordonnances pénales il y a lieu de rappeler que la police et le ministère public travaillent à la mise en place d'un système de transmission automatisé d'informations succinctes sur le suivi réservé par les autorités judiciaires aux procès-verbaux transmis par la police. Pour le détail il est renvoyé aux réponses aux questions parlementaires précédentes au sujet du fichier central.

Question 1072 (19.08.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subsides pour prairies humides :**

Am Kader vun der Renaturéierung vun de Waasserleef an de Bëscher däerfen eenzel Nolebëscher, déi un de Waasserleef leien, deels ofgeholzt ginn an de Stat subsidéiert dës Moossnamen. Eenzel Parzellen däerfen zu enger Fiichtwiss ëmgewandelt ginn, anerer ginn duerch Lafholz erëm ugeplanzt. Dës Moossname sinn zënter dem Joer 2012 a Kraaft.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung:

1. Wéi vill Hektar Bësch goufen am Kader vun dëser Moossnam bis elo subsidéiert?

2. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmgewandelt a Fiichtwisen?

3. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmgewandelt vun Nolenholz zu Lafholz a wéi deelen déi sech pro Joer an no Regioun op?

4. Goufen och Parzellen ëmgewandelt an net subsidéiert, an ëm wéi vill Hektar handelt et sech hei?

5. Wéi vill Hektar Bësch leien aktuell an Natura 2000-Gebidder?

Réponse (25.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Säit dem Joer 1998 gi verschidde Moossnamen am Kader vu Projete geholl, déi vum Stat subsidéiert ginn, fir Nolenholzkulturen duerch ekologesch méi wäertvoll Liewensraim ze ersetzen. Insgesamt handelt et sech ëm eng Fläch vun 132,94 ha, déi vun 1998 bis 2019 subsidéiert ginn ass.

Haaptsächlech sinn dës Moossnamen am Kader vun europäesche Kofinanzementsprojeten duerchgefouert ginn, woubäi Entfichtungen an ekologesch Gestiounsmoossnamen an Eisleker Däller gemaach gi sinn:

- Projet „Interreg II Ourtal-Projekt" (1998-2001) 2,41 ha;

- Projet „Interreg III Nat'Our" (2003-2007) 3,76 ha;

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 44,10 ha;

- Projet „Life Moule perlière" (2005-2011) 8,47 ha;

- Projet „Life Loutre" (2005-2011) 20,6 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008-2012) 48,4 ha;

- Projet „Life Eisléck" (2012-2017) 5 ha.

Weider gouf och iwwert d'Reglement vum 10. September 2012 « instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier » respektiv d'Reglement vum 12. Mee 2017 « instituant un régime d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers » d'Méiglechkeet geschafen, fir kënne mat staatleche Mëttele Renaturatiounsmoossname laanscht Gewässer ze subsidéieren. Iwwert dës Mëttelen ass ee Projet subsidéiert ginn.

ad 2. Insgesamt handelt et sech ëm 41,14 ha Nolenholzkulturen, déi iwwer Subsiden an ekologesch méi wäertvoll Fiichtwisen ëmgewandelt gi sinn.

Am Kader vu folgenden Interreg-Projete sinn Nolenholzkulturen a Fiichtwisen ëmgewandelt ginn:

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 26,28 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008-2012) 9,86 ha.

Iwwert de Projet „Life Eisléck" (2012-2017) si 5 ha Nolenholzkulturen a Fiichtwisen ëmgewandelt ginn.

ad 3. Insgesamt handelt et sech ëm 91,8 ha Nolenholzkulturen, déi iwwer Subsiden a Lafbëscher tëschent 1998 an 2019 ëmgewandelt gi sinn. All dës Fläche leien am Éislek.

Am Kader vu folgenden europäesche Kofinanzementsprojete sinn Nolenholzkulturen zu Lafbëscher ëmgewandelt ginn:

- Projet „Interreg II Ourtal-Projekt" (1998-2001) 2,41 ha;

- Projet „Interreg III Nat'Our" (2003-2007) 3,76 ha;

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 17,82 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008 bis 2012) 38,54 ha;

- Projet „Life Loutre" (2005-2011) 20,6 ha;

- Projet „Life Moule perlière" (2005-2011) 8,47 ha.

ad 4. Jo, et sinn och Parzellen zënter 2012 ëmgewandelt ginn, déi net subsidéiert gi sinn. Insgesamt handelt et sech ëm eng Fläch vun 30,11 ha. Fir den Arrondissement Centre-Est vun der Naturverwaltung beleeft dës Fläch sech op 3,2 ha, fir den Arrondissement Centre-Ouest op 3,83 ha, fir den Arrondissement Est op 11,99 ha, fir den Arrondissement Sud op 3,5 ha a fir den Arrondissement Nord op 7,59 ha.

Och virun 2012 sinn dëser Moossnamen ergraff ginn. Insgesamt handelt et sech ëm 162,99 ha Nolenholzkulturen, déi am Zäitraum vun 1991 bis 2019 ouni Subsiden an ekologesch méi wäertvoll Liewensraim ëmgewandelt gi sinn.

Doriwwer eraus ginn aktuell eng ganz Partie vu Projete laanscht Gewässer realiséiert, wou keng Kalschléi méi gemaach ginn, mä lues a lues Ëmwandlungen a standuertgerecht Lafholzbestänn iwwert de Wee vun Duerchforstungen. Wëll dës Projeten iwwer e längeren Zäitraum daueren an nach net ofgeschloss sinn, kënne se fir dës Berechnung net kontabiliséiert ginn.

ad 5. Aktuell leien 39.374 ha Bësch an Natura 2000-Gebidder, wat méi wéi engem Drëttel vun der gesamter Bëschfläch zu Lëtzebuerg entsprécht.

Question 1073 (20.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **thérapie de conversion :**

Weltwäit ginn et leider nach ëmmer Persounen an Organismen, déi sougenannten „Konversiounstherapien" ubidden. Mat äusserst obskuren an onwëssenschaftleche Methode gi Mannerjäreger an Erwuessener mat diverse sexuellen Orientéierungen „behandelt". Vill Persounen aus der LGBTIQ*-Communautéit ginn domat an déif Identitéitskrise gestierzt an hir sexuell Orientéierung gëtt wéi eng Krankheet ugesinn. Heefeg féieren dës Konversiounstherapië souguer zum Suicide a ginn trotzdeem ënner anerem vu verschiddenste reliéise Glawensgemeinschaften aktiv promouvéiert.

Aus deem Grond huet déi gréng Fraktioun aus dem däitsche Bundestag den 20. Februar 2019 e Projet de loi (19/7932) am däitsche Parlament deposéiert, fir déi genannten Therapien ze verbidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kultusminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Justizminister an der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kënnen déi Dammen an Häre Ministere sécherstellen, datt am Grand-Duché keng sougenannte Konversiounstherapien ugebueden an duerchgefouert ginn?

2. Här Minister Bettel, kënnt Dir mat Sécherheet soen, datt zu Lëtzebuerg, och innerhalb vu reliéise Communautéiten, esou Praktiken net existéieren oder promouvéiert ginn?

3. Kann de Minister Schneider garantéieren, datt esou „Therapien" net iwwert d'Gesondheetskeess rembourséiert goufen oder ginn?

4. Wier den Här Minister Braz bereet, dës Therapien ze verbidden?

5. Madamm Ministesch Cahen, wéi eng konkret Mesuren huet d'Regierung an de leschte fënnef Joer ergraff, fir op d'Gefore vu Konversiounstherapien opmierksam ze maachen?

Réponse commune (23.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Familljeministère an de Kultusdepartement hu keng Kenntnes, datt esou „Konversiounstherapien" zu Lëtzebuerg ugebueden oder duerchgefouert ginn. Den Informatiouns- a Berodungsdéngscht CIGALE (Centre d'Information gay et lesbien), dee vum Familljeministère konventionéiert gëtt, huet och keng Kenntnes iwwer esou Therapien zu Lëtzebuerg.

Am Kader vun der Krankeversécherung ginn déi „Konversiounstherapien" net rembourséiert.

De Familljeministère koordinéiert zanter 2015 déi national Politik, fir d'Rechter vun de lesbeschen, de schwulen, de bisexuellen, den transgender an den intergeschlechtleche Mënschen (LGBTI) ze förderen.

An Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatioune gouf deen éischten nationalen LGBTI-Aktiounsplang ausgeschafft an am Juli 2018 vun der Regierung ugeholl. Dat drëtt Kapitel gesäit eng Rei Zilsetzungen a konkret Aktioune vir am Beräich vun der Gesondheet. D'Regierung huet och ee Comité gegrënnt, deen d'Ëmsetzung vum Plang begleet an nei Ziler an Aktioune ka proposéieren. Zum Thema „Konversiounstherapien" ass am Plang näischt virgesinn.

Am Kader vu sengen Aarbechte wäert de Comité sech awer mat der Fro vun den „Konversiounstherapien" beschäftegen a gegebenenfalls Recommandatioune maachen.

Question 1078 (20.08.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **agents pénitentiaires :**

Dans un article paru le 16 août 2019 dans le « Luxemburger Wort », le président du syndicat des agents pénitentiaires affirme que Monsieur le Ministre n'aurait pas tenu ses promesses vis-à-vis des agents en question.

Il déclare que, d'une part, le Gouvernement aurait donné suite aux revendications des détenus (téléphone dans les cellules de prison, des appareils de sport dans la cour intérieure, etc.), tandis que les accords trouvés avec les agents pénitentiaires resteraient toujours lettre morte.

Pour preuve, il indique que :

- le groupe de travail au sujet du fonctionnement et du modus operandi du dispositif d'intervention ne s'est toujours pas réuni,

- malgré la revalorisation d'autres carrières inférieures auprès de l'État (police, etc.), tel n'a pas été le cas pour les agents pénitentiaires,

- la prime de risque promise depuis huit mois n'a toujours pas été versée,

- le recrutement d'environ 300 agents pénitentiaires et d'autre personnel (qui devront être formés avant l'ouverture de la nouvelle prison à Sanem) ne serait pas encore entamé.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Quand les engagements vis-à-vis des agents pénitentiaires seront-ils mis en œuvre ? Comment Monsieur le Ministre entend-il revaloriser la carrière des agents pénitentiaires et endéans quels délais ces propositions deviendront-elles réalité ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails sur le recrutement et de la formation du personnel pour la prison à Sanem ?

Réponse (27.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député s'enquiert quant aux affirmations faites par Monsieur le Président du Syndicat des agents pénitentiaires dans un article paru le 16 août 2019 au « Luxemburger Wort ». De façon générale, le Syndicat des agents pénitentiaires se plaint d'un prétendu manque de reconnaissance et de valorisation du métier et de la carrière de l'agent pénitentiaire.

Il y a lieu de noter d'abord que la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire a apporté une revalorisation de la carrière des agents pénitentiaires en leur attribuant de nouvelles responsabilités qui vont au-delà des simples missions de surveillance. Ces nouvelles attributions constituent le premier relai dans le travail pénologique dans la mesure où les agents sont chargés de détecter, à un stade très précoce, tout changement de comportement d'un détenu, permettant ainsi une prise en charge individuelle optimale des détenus. La formation des agents pénitentiaires a été adaptée en conséquence.

Concernant les carrières inférieures, et pour éviter tout malentendu, l'on ne peut pas parler d'une « revalorisation d'autres carrières inférieures auprès de l'État (police, etc.) » puisqu'il n'y a eu aucun changement au niveau des grades et échelons. Seule la lettre « D » dans la dénomination a été remplacée par la lettre « C ». La même modification pour les agents pénitentiaires nécessiterait évidemment une modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Dans ce contexte, et conformément à l'accord salarial du 5 décembre 2016, une étude sur les carrières inférieures a été réalisée par le Ministère de la Fonction publique. Cette étude a été remise à la Confédération générale de la fonction publique au mois de mai dernier et a été présentée à la Commission parlementaire de la fonction publique. Elle a été analysée par un groupe de travail au sein de la CGFP, auquel l'association des agents pénitentiaires a participé.

En ce qui concerne le recrutement d'agents pénitentiaires, notamment en vue de la mise en service du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff prévue pour 2023, les mesures nécessaires ont été prises dans le cadre de prévisions pluriannuelles afin de pourvoir aux recrutements requis pour chaque groupe de traitement concerné. Le recrutement envisagé permettra de faire face aux défis qui pourraient se présenter au niveau des ressources humaines. Ainsi, pour l'année 2019, 17 postes nouveaux fixes ont été accordés à l'administration pénitentiaire, dont 15 agents pénitentiaires, de même que 17 postes temporaires pour diverses carrières, à l'exception de celle de l'agent pénitentiaire. À l'heure actuelle, la planification en matière de recrutement au sein de l'administration pénitentiaire table sur un total de 352 postes, dont 217 agents pénitentiaires, sachant que ces chiffres ne sont actuellement que des prévisions et que les décisions définitives y afférentes restent à prendre, conformément aux procédures prévues.

Concernant la prime spéciale de douze points indiciaires pour les 22 agents pénitentiaires faisant partie du groupe d'intervention pénitentiaire (« GRIP »), prévu par l'article 43, paragraphe 2, de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, les travaux préparatoires y afférents ont été poursuivis de façon continue et sont sur le point d'aboutir.

Le groupe de travail en charge de la mise sur pied du GRIP au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg a commencé ses travaux en 2018, dans le cadre plus général des travaux relatifs à la mise en œuvre de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Quant à l'acquisition du nouveau matériel pour les agents du GRIP, d'un coût de 120.000 euros, il s'agit de la mise à disposition de matériel nécessaire aux missions du GRIP. Il convient de relever que le GRIP dispose d'ores et déjà d'un large éventail de matériel de sécurité pour mener à bien ses missions. Les nouvelles acquisitions permettent cependant d'améliorer encore l'équipement du GRIP avec du matériel qui satisfait aux normes de sécurité les plus récentes. Par ailleurs, chaque membre du GRIP disposera dorénavant de son équipement personnel et partiellement fait sur mesure. S'y ajoute que les mesures nécessaires ont été prises en vue de la réalisation de travaux d'aménagement dans certains locaux du Centre pénitentiaire de Luxembourg, afin que les agents du GRIP puissent s'entraîner régulièrement dans les meilleures conditions.

Question 1087 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accueil des personnes secourues en Méditerranée :**

Zënter 2015 sinn eng Rei vu Persounen am Mëttelmier vu staatlechen a private Schëffer opgeholl ginn - dovu konnten der och eng Rei

aus enger Noutlag befreit ginn oder souguer virum Erdrénke gerett ginn. Lëtzebuerg huet bis elo esou Leit regelméisseg opgeholl, och wann ëmmer manner Länner dat maachen. Besonnesch a leschter Zäit ginn dës Aktiounen awer staark kontestéiert. De Verdacht läit no, datt et sech bei verschiddene vun esou Rettungsaktiounen a Wierklechkeet ëm Aktivitéiten handelt, déi organiséiert Schleiseraktioune bewosst oder onbewosst ënnerstëtzen.

Dowéinst wollt ech dem Här Aussen- an Immigratiounsminister eng Rei Froen an deem Zesummenhang stellen:

1. Wéi vill Leit huet Lëtzebuerg zënter 2015 aus maritimmen Hëllefsaktiounen am Mëttelmier opgeholl? Wéi vill Persoune vu wéi enge Schëffer? Wéi e Geschlecht a wéi eng Nationalitéit haten déi Persounen?

2. Wéi e legale Statut hunn déi Leit, wa si op Lëtzebuerg kommen? Gëtt et eng Eenzelprüfung, fir auszeschléissen, datt et sech ëm ekonomesch Migranten handelt?

3. Wéi vill vun deene Leit sinn elo nach zu Lëtzebuerg an ënner wéi engem Statutt? Hu si eng Familljenzesummeféierung gemaach? Wa jo, wéi vill Persounen aus wéi enge Länner sinn nokomm?

4. Wéi vill aner europäesch Staten hu bei deene verschiddenen Aktioune matgemaach? Wéi huet sech d'Zuel vun deene Staten zënter 2015 entwéckelt an aus wéi enge Grënn?

5. Wéi eng europäesch Staten hu wéi vill Persounen aus wéi enge maritimmen Hëllefsaktiounen opgeholl? Wéi ass dee Lëtzebuerger Bäitrag am Verglaich mat den Ustrengunge vun anere Staten ze bewäerten?

6. Wéi ass d'Interpretatioun vun der Lëtzebuerger Regierung iwwert déi Dispositiounen am internationale Séirecht, déi bestëmmen, datt Leit, déi aus Séinout gerett gi sinn, sollen an deen noosten, sécheren Hafe bruecht ginn? Kann dat och en Hafen an Afrika sinn?

Réponse (10.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg bedeelegt sech säit dem Summer 2018 un der Ëmverdeelung vu Persounen aus aneren EU-Memberstaten, déi no Hëllefsaktiounen am Mëttelmier vun diverse Schëffer ukommen. An de Jore virdrun, vun 2015 bis 2017, gouf et en EU-wäiten Ëmverdeelungsprogramm, deen ënnert dem Lëtzebuerger Virsëtz vun der EU beschloss gouf, an duerch dee ronn 34.000 Persounen aus Griichenland an Italien a 25 EU- an associéiert Staten opgeholl goufen, fir hir Asyldemande an deem Land ze maachen.

Trotz der Noutwendegkeet, fir eng méi dauerhaft Léisung fir déi aktuell Situatiounen am Mëttelmier ze fannen, fënnt dës Ëmverdeelung bis dato nach ëmmer ad hoc an op fräiwëlleger Basis statt.

Säit 2018 sinn an deem Kader 41 Leit zu Lëtzebuerg ukomm. Dës Persoune waren op der MV Lifeline, der Aquarius, der Seawatch lll, der Alan Kurdi an der Cigala Fulgosi. Wat d'Nationalitéit vun de Leit ubelaangt, esou waren et 17 Persounen aus dem Sudan, 7 aus Eritrea, 6 aus Somalia, 4 aus dem Nigeria a 7 Leit aus diversen anere Länner. Dorënner waren 39 Männer, 1 Fra an 1 Kand.

ad 2. D'Leit, déi an dësem Kader op Lëtzebuerg kommen, hunn de Statutt vum „demandeur d'asile". Si duerchlafen déi normal individuell Asylprozedur hei am Land.

ad 3. Vun deene betraffene Leit kruten der zwee den internationale Schutzstatutt zougesprach. Bei deenen anere Persounen ass d'Prozedur nach net ofgeschloss.

An deem Kontext ass et nach net zu enger Familljenzesummeféierung komm.

ad 4. D'Unzuel vun de Länner, déi säit 2018 deelhuelen, bleift relativ stabill. Lëtzebuerg ass, nieft Frankräich, Däitschland, Portugal an Irland, ënnert deene Länner, déi ganz kontinuéierlech matgemaach hunn. Donieft hunn och Länner wéi Spuenien, Finnland, d'Belsch, Holland, Litauen, Bulgarien, Rumänien a Slowenien Leit opgeholl.

ad 5. Souwäit eis déi aktuell Zuele virleien, si bis dato iwwer 840 Leit vu Rettungsschëffer opgeholl ginn. Dovunner huet Frankräich iwwer 580 Leit opgeholl, Däitschland 190, Spuenien ëm déi 100, Portugal 90. De Bäitrag vu Lëtzebuerg ass kohärent mat där vun eis gefuerderter gemeinsamer europäescher Migratiounspolitik.

ad 6. Ee Stat, deen d'Responsabilitéit huet, fir Séinoutrettung a sengem deklaréierte Sich- a Rettungsberäich ze maachen, och bekannt ënner SAR-Responsabilitéiszon, huet d'Obligatioun, fir dës Leit op eng sécher Plaz ze brëngen. Een Netregierungsschëff, wat eng Séinoutrettung duerchgefouert huet, muss Zougang op deen nooste sécheren Hafen hunn. Allerdéngs ka Libyen net als sécheren Hafe bezeechent ginn, wéinst den intensive Kämpf an den Informatiounen iwwer Verletzunge vun de Mënscherechter, déi do stattfannen.

Wann Asylsichender op engem Schëff sinn, wat si aus Séinout gerett huet, da mussen dës Leit an engem Land ausgeschëfft ginn, wat d'Genfer Flüchtlingskonventioun vun 1951 konform zu de Kritäre vum UNO-Flüchtlingskommissariat applizéiert. Doraus ergëtt sech, dass ee Schëff, dat ënnert engem europäesche Fändel fiert, keng Asylsichender kann a Libyen ausschëffen. Dëst gouf eendeiteg vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter am Uerteel vum 23. Februar 2012 an der Affär Hirsi Jamaa an anerer géint Italien (requête Nummer 27765/09) bestätegt. Et ass ervirzehiewen, dass regelméisseg Persounen, déi no un der nordafrikanescher Küst aus Séinout gerett ginn, an Tunesien ausgeschëfft ginn.

Question 1088 (20.08.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **médecin de contrôle :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0904 erkläert de Minister, dass ronn 10 % vun de Leit am Krankeschäin, déi beim Kontrolldokter passéiert sinn, nees schaffe geschéckt ginn, woubäi eng ganz Partie vun deene Leit net do passéieren, well se entretemps nees ugefaangen hunn ze schaffen.

Dowéinst wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann de Minister erklären, wéi zwee diplomëiert Dokteren zu zwou verschiddenen Aschätzunge kommen, wat de Gesondheetszoustand vun engem Patient ubelaangt? Wéi oft goufe Krankeschäiner no chirurgeschen Agréffer revidéiert? Wéi oft goufe Krankeschäiner vu Generalisten „gekierzt"?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass Leit, déi hir Aarbecht opgrond vun der Decisioun vum Kontrolldokter nees opgeholl hunn, op der Aarbechtsplaz riskéieren ofgestempelt ze sinn?

- Verfüügt de Minister an där Hisiicht iwwer Zuelematerial? Wéi ass d'Carrière vun deene Leit verlaf? Goufe si fréier oder spéider vum Patron indirekt dowéinst entlooss? Wier et net interessant, dozou eng Etüd an Optrag ze ginn?

- Wéi huet sech d'Decisioun vum Kontrolldokter op d'Gesondheet vun de Betraffenen ausgewierkt? Wéi oft koum et duerno zu medezinnesche Komplikatioune bei de Betraffenen? Verfüügt de Minister iwwer Zuelematerial an deem Beräich? Wann net, wier et net interessant, dozou eng Etüd an Optrag ze ginn?

3. Kéint de Patient eventuell géint säi behandelnden Dokter virgoen? Wa jo, op wéi enger Basis? Huet de Minister Kenntnis vun esou Fäll?

4. Wier et méiglech, méi konkret Informatiounen zu der ICD-10-Klassifikatioun ze kréien an dozou, wéi eng Krankheeten an deenen eenzele Rubricke konkret gefouert ginn?

5. Wéi vill Doktere bei der Gesondheetskeess versti kee Lëtzebuergesch? Wéi vill

Reklamatioune sinn 2018 an deem Sënn bei der Gesondheetskeess agaangen?

Réponse (23.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Legislatioun vun der sozialer Sécherheet gesäit vir, datt d'Missioun vum Kontrolldokter dora besteet, d'Krankeschäiner vun den Assuréen ze kontrolléieren an ze kucken, ob déi och justifizéiert sinn.

Dëst maachen déi eenzel Kontrolldokteren onparteiesch a si baséiere sech op déi aktuell medezinnesch Regelen an op hir berufflech Experienz. Si hale sech och ëmmer um neiste Stand, wat déi spezialiséiert medezinnesch Literatur ugeet.

Ier de Kontrolldokter säin Avis hélt, gëtt den Dossier vum Patient ganz detailléiert gekuckt souwéi och de ganze Krankheetsverlaf, an natierlech gëtt de Patient och genee ënnersicht. Déi jeeweileg Kontrolldoktere berode sech och ganz oft ënnereneen a verschiddenen Dossieren oder huele sech eng zweet Meenung vun externen Experten.

D'Medezinn ass awer nun emol keng exakt Wëssenschaft an esou kann et sinn, datt déi medezinnesch Appreciatioun emol ka verschidde sinn. Dozou kënnt och nach, datt de Kontrolldokter de Patient fréistens no der néngter oder der zéngter Woch am Krankeschäi gesäit. Dee Moment kann d'Krankheetsbild sech erëm verännert hunn.

Et leie keng Statistike vir, wéi oft e Krankeschäin no chirurgeschen Agréffer revidéiert gouf a wéi oft Krankeschäiner vu Generalisten „gekierzt" ginn.

ad 2. D'Decisioun vun der Gesondheetskeess, déi sech jo op den Avis vum Kontrolldokter baséiert, muss un de jeeweilege Patron geschéckt ginn. Dëst steet esou am Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet.[23]

Et besteet keen Zuelematerial, fir empiresch ze wëssen, wéi sech d'Decisioun vum Kontrolldokter op der Aarbechtsplaz manifestéiert. Eng Etüd an dësem Beräich ass och schwéier ze realiséieren. Doriwwer eraus setzt d'Aarbechtslegislatioun e klore Kader fir d'Relatiounen téschent dem Salarié a sengem Patron vir. Dëst gëllt och fir eng eventuell Kënnegung, déi duerch d'Legislatioun kadréiert ass.

Am Beräich vun der sozialer Sécherheet, a virun allem vun der Krankeversécherung, gouf 2018 eng nei Mesure ausgeschafft, déi et den Assuréen erméiglecht, fir progressiv op d'Aarbechtsplaz zréckzegoen. D'„Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques"[24] ass besonnesch wichteg fir Persounen, déi méi laang am Krankeschäi sinn. Dës Dispositioune sinn op den 1. Januar 2019 a Kraaft getrueden.

ad 3. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Obligatioune vun de Patiente[25] gëtt dem Patient d'Méiglechkeet, sech un den „Service national d'information et de médiation ze wenden", falls en e Problem mat sengem Dokter sollt hunn. Dëst fält awer ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsminister.

An der Legislatioun vun der sozialer Sécherheet huet de Patient d'Méiglechkeet, géint den Avis vum Kontrolldokter virzegoen. Den Artikel 47 Alinea 1 gesäit vir:

« Toute question à portée individuelle à l'égard d'un assuré en matière d'assurance maladie-maternité peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'intéressé dans les quarante jours de la notification. L'opposition, qui n'a pas d'effet suspensif, est vidée par le conseil d'administration. »

An enger zweeter Instanz kann den Assuré dann och nach e Recours virum Conseil arbitral de la sécurité sociale maachen, wann en net d'accord ass mat der Decisioun vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess.

ad 4. Zënter Januar 2019 erstellt de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet e Code ICD 10 (véier Positiounen) fir all Persoun, déi am Kader vum Krankegeld ënnersicht gëtt. Well déi Klassifikatioun ganz präzis ass, mussen intern Kontrolle gemaach gi vun der Klassifikatioun, dat heescht, datt d'Donnéeë vun den éischten zwee Joer eventuell nach missten adaptéiert ginn.

Fir déi grouss Gruppen aus dësem Tableau ass dat awer net de Fall, dofir kënnen déi scho publizéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. Den honorabelen Deputéierte schwätzt hei d'Problematik u vum Rekrutement vun den Dokteren, déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen. Et ass e Fait, datt et schwiereg ass, virun allem am Gesondheetssecteur, Persounen ze fannen, déi Lëtzebuergesch schwätzen. De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet entkënnt deem leider och net.

De Problem läit haaptsächlech dorun, datt nieft dem Manktem un Dokteren d'Remuneratioun am ëffentlechen Dëngscht vis-à-vis vun engem liberale Beruff net attraktiv genuch ass.

De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet bitt awer zënter zwee Joer eng intern Formatioun un, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, déi speziell op d'Dokteren ausgeriicht ass. Déi meescht Doktere verstinn entre-temps Lëtzebuergesch ganz gutt, si kënnen et just net ëmmer fléissend schwätzen. De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet engagéiert sech esou gutt wéi et geet, fir datt d'Leit sech kënnen an enger Sprooch expriméieren, déi se beherrschen.

D'Reklamatiounen, wat d'Barrière vun de Sproochen ugeet, déi un de Kontrolldokter adresséiert ginn, sinn zimlech minim. Iwwer aner Donnéeë verfüügt de Kontrolldokter net.

Question 1090 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **interventions de la police en relation avec des réfugiés :**

Ëmmer méi dacks héiert ee vu Problemer mat Migranten, déi e Schutzstatut hunn oder ugefrot hunn. Dat gëllt fir d'Zoustänn an de Foyeren, mä och fir d'Relatiounen tëschent deene Persounen an där lokaler Populatioun. Esou soll et nach viru Kuerzem zu Beefort Problemer gi sinn, a Leit, déi am „Parc Altburg" wunnen, bekloe sech iwwer eng Verschlechterung vun hirer Liewensqualitéit, fille sech esouguer menacéiert an hunn och schonn d'Police geruff. Den OLAI schéngt awer kee Versteesdemech fir déi betraffen Awunner ze weisen.

Dowéinst wollt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi dacks huet d'Police zënter 2015 missen a Foyeren oder aneren Heemer agräifen, fir Problemer tëschent oder mat Persounen ze regelen, déi zu Lëtzebuerg e Schutzstatut hunn oder ugefrot hunn?

2. Gëtt et markant statistesch oder aner Entwécklungen an de Foyeren oder mat dem genannte Persounekrees, och baussent de Foyeren, déi an engem sécherheetsrelevante Kontext ze analyséiere sinn an Opfällegkeete weisen?

3. Wann esou Persoune mam Gesetz a Konflikt kommen, wéi reagéiert dann d'Regierung op esou Situatiounen? Kann de Schutzstatut oferkannt ginn, esou wéi et och an deenen internationalen Asylkonventioune virgesinn ass?

4. Wéi reagéiert d'Regierung op Situatiounen, an deene Leit aus dem genannte Persounekrees a Konfliktsituatioune mat där lokaler Populatioun geroden?

5. Ass et richteg, datt den Direkter vum OLAI e recommandéierte Bréif u Privatleit zu Beefort geschriwwen huet, an deem hien de Leit Verhalensregele virginn huet, déi och hir Privatproprietéit uginn? Wa jo, firwat an op wéi enger rechtlecher Basis? Wéi schätzt d'Regierung d'Verhale vun deene Leit an, déi si do ënnerbruecht huet, an déi a Konflikt mat där lokaler Populatioun gerode sinn?

Réponse commune (02.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* **de M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Police féiert keng Statistiken iwwer Interventiounen an Accueil-Strukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun. Eng manuell Recherche fir d'Joren 2016, 2017 an 2018 ass immens zäitopwendeg an onpräzis an och schwiereg aus dateschutzrechtleche Grënn.

Zanter der Aféierung ufanks 2019 vum Einsatzleitsystem (ELS) kënnen d'Recherchen nëmmen op eng präzis Adress gemaach ginn.

Am Kontext vun der parlamentarescher Ufro huet d'Police d'Interventioune beim „Parc Altburg" zu Beefort nogekuckt. An der ELS-Datebank ass keng Policeinterventioun notéiert.

Fir 2018 huet d'Police och no Interventiounen op der betreffender Adress am Journal des incidents nogekuckt. Och hei konnt näischt fonnt ginn.

ad 2. Statistesch Auswäertunge kënnen entweder iwwert d'Adress oder opgrond vun der Feststellung vu Strofdote gemaach ginn, awer net iwwert d'Hierkonft respektiv de Statut vun enger Victime, engem Täter oder enger Drëttpersoun.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Dezember 2015 betreffend den internationalen an den temporäre Schutz gesäit verschidde Grënn vir, wéinst deenen den Immigratiounsminister enger Persoun den internationale Schutz, also souwuel de Flüchtlingsstatut wéi och de subsidiaresche Schutz, oferkenne kann.

[23] « La cessation du droit à la conservation légale de la rémunération et du droit au paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'assuré dans les quarante jours de la notification. L'opposition est vidée par le conseil d'administration. Ces décisions de la Caisse nationale de santé sont notifiées pour information à l'employeur, auquel elles s'imposent. »

[24] Fir weider Infoen: cns.public.lu/fr/assure/vie-professionnelle/arret-de-travail/maladie/reprise-progressive-travail-raisons-therapeutiques.html

[25] Loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant: - la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; - la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ; - le Code civil.

Wat méi spezifesch den Zeenario betrëfft, wou eng Persoun mam Lëtzebuerger Gesetz a Konflikt geréit, esou gesäit dat uewe genannte Gesetz vir, datt:

den Immigratiounsminister enger Persoun de Flüchtlingsstatut oferkenne kann, wann dës eng Gefor fir d'Sécherheet vum Land duerstellt oder wann dës Persoun a leschter Instanz fir e besonnesch schlëmmt Verbrieche veruerteelt gouf an eng Gefor fir d'Gesellschaft duerstellt;

den Immigratiounsminister enger Persoun de subsidiaresche Schutz oferkenne kann, wann dës e schlëmmt Verbrieche begaangen huet oder eng Gefor fir d'Gesellschaft oder d'Sécherheet vum Grand-Duché duerstellt.

Den Europäesche Geriichtshaff huet rezent zréckbehalen, datt déi uewe genannte Verbriechen net just duerch déi penal Strof kënnen definéiert ginn, mä datt all d'Elementer vum Dossier mussen analyséiert ginn.

ad 4. D'sozioeducatiivt Personal an d'Gestionnairë vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) maache regelméisseg Visitten a Wunnstrukturen, an deene Persounen, déi internationale Schutz ugefrot hunn (DPI), ënnerbruecht sinn. Wa Problemer tëschent DPIen an hiren Noperen un den OLAI erugedroe ginn, da kann den OLAI sech a verschiddene Fäll aschalten, fir als Mediateur ze agéieren.

ad 5. D'Ausso, datt „den Direkter vum OLAI e recommandéierte Bréif u Privatleit zu Beefort geschriwwen huet, an deem hien de Leit Verhalensregele virginn huet, déi och hir Privatproprietéit uginn", ass net richteg.

Perséinlech Informatiounen zu Persounen, déi internationale Schutz ugefrot hunn, gi vertraulech behandelt a kënnen aus Dateschutzgrënn net ëffentlech gemaach ginn.

Question 1092 (21.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **démontage des candélabres le long des autoroutes A1 et A13 :**

Nodeems op der A6 Luuchtepottoe well virun enger geraumer Zäit ewechgeholl goufen, gouf elo och op der A13 an der A1 mat dësen Aarbechten ugefaangen.

An hirem Communiqué deelt d'Stroossebauverwaltung mat:

« Ces travaux de démontage sont effectués à cause de la vétusté des mâts, l'arrêt de production de certaines pièces de rechange ainsi que des travaux d'entretien difficiles nécessitant des barrages de voies. De plus, ils sont effectués dans un souci de diminuer la pollution lumineuse et de faire des économies d'énergie.

À noter que les zones des échangeurs et à l'approche des tunnels resteront éclairées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op wéi vill KWh pro Joer hu sech d'Aspuerungen duerch d'Moossnamen op der A6 belaf?

Op wéi vill Euro pro Joer hu sech d'Aspuerungen duerch d'Moossnamen op der A6 belaf?

2. Wéi vill KWh pro Joer zousätzlech Aspuerunge gi sech no den Aarbechten op der A13 an A1 erwaart?

Wéi vill Euro pro Joer zousätzlech Aspuerunge gi sech no den Aarbechten op der A13 an A1 erwaart?

3. Wat geschitt mat den Iwwerreschter vun de Luuchtepottoen? Ginn dës recycléiert?

- Falls jo: Kann de Stat doduerch Recettë generéieren? Op wéi vill belafen déi sech an deem Fall?

- Falls neen: Firwat net?

4. Ginn d'Luuchtepottoe bei den Tunnellen an den Echangeuren opgrond vun de genannte Problemer (vétusté des mâts, l'arrêt de production de certaines pièces de rechange ainsi que des travaux d'entretien difficiles nécessitant des barrages de voies) ersat?

- Falls jo, ass hei geplangt, op méi energiespuersam Liichtmëttelen ze setzen?

- Falls neen, ass de Minister der Meenung, datt bei dëse Luuchtepottoen déi genannte Problemer net virleien? Falls jo: Firwat net?

5. Ginn dës Aarbechten a Regie vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert oder ginn/ goufe se un eng Firma sous-traitéiert? Am Fall vun enger Sous-traitance: Kënnt Dir oplëschten, wéi eng Aarbechten net vun der Stroossebauverwaltung selwer duerchgefouert ginn/ goufen?

Réponse (13.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Moossnamen op der Autobunn A6 brénge jäerlech Energieerspuernisser vun 278.000 kWh. Finanziell kann een op der A6 25.000 € pro Joer aspueren.

ad 2. D'Moossnamen op der A13 an A1 bréngen eng jäerlech Energieerspuernis vun 150.800 kWh. Finanziell kann een op der A13 an A1 eng Aspuerung vun 13.600 € pro Joer verbuchen.

ad 3. Dat ganzt demontéiert Material gëtt an d'Zentrallager vum Service électro-mécanique vun der Stroossebauverwaltung op Rouspert gefouert.

Pottoen, déi 25 Joer laang hiren Zweck erfëllt hunn, ginn duerch d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA un den Héchstbiddende versteet. Wéi vill Recetten dobäi generéiert ginn, kann een also elo nach net wëssen.

D'Luuchte vun der A13, déi nach relativ nei sinn, gi benotzt, fir op der A4 (Escher Autobunn) déi lescht Luuchte mat SOX-Biren ze ersetzen. Déi Luuchten, déi iwwreg bleiwen, ginn als Reservmaterial benotzt.

D'Luuchte vun der A1 sinn net méi ze gebrauchen a gi vun eise Mataarbechter fachgerecht zerluecht an duerno recycléiert.

ad 4. Déi genannte Luuchten hunn deelweis deeselweschten Alter wéi déi, déi elo ofmontéiert goufen, a mussen ersat ginn. Dëst wäert an engem Delai, deen engersäits vun de budgetäre Mëttelen an anerersäits vun der Méiglechkeet vun enger méiglechst stauaarmer Interventioun ofhänkt, gemaach ginn. Bei deene Liichtmëttelen, déi aktuell agesat ginn, gëtt drop opgepasst, datt den Energieverbrauch nom Ersetzen esou geréng wéi méiglech gehale gëtt, dëst am Kader vun de bestoende Richtlinnen (EN 13201 Deel 1-5).

ad 5. Dës Aarbechte goufen am Kader vun engem Marché un eng Privatfirma verginn. D'Fräileeë vun den Ankerschrauwen, den Demontage an den Transport an d'Zentrallager op Rouspert sinn duerch dëse Marché ofgedeckt.

D'Strossebauverwaltung ass am Kader vun esou Chantieren zoustänneg fir d'Planung an och fir d'Opriichte vun den Ofspärungen, soudatt d'Aarbechten an aller Sécherheet iwwert d'Bün kënne goen.

Question 1094 (22.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **peuplement forestier :**

Dee rezente Rapport vum Weltklimarot a vum World Wildlife Fund huet gewisen, dass d'Beem onbedéngt musse geschützt ginn. Ausserdeem weist d'Wëssenschaft no, dass dat effikasste Géigemëttel, fir den CO_2 ze bannen, d'Aufforstung ass. Leider kann een op ville Plazen op der Welt an och hei am Land oft de Géigendeel gesinn an et schéngen ëmmer manner Beem ze ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Gëtt et en nationale Kadaster vun alle Beem zu Lëtzebuerg? Wann net, ass esou ee Kadaster geplangt? Wa jo, no wat fir enge Kritären ass en opgebaut?

2. De Klimawandel stellt eise Bambestand ënner Drock. Gëtt et eng Etüd zur Fro, wat fir eng Beem besonnesch resistent si géintiwwer dem Klimawandel a wat fir eng net?

3. Ginn et Zorte vu Beem, déi zu Lëtzebuerg heemesch sinn, déi dem Klimawandel besonnesch ausgeliwwert sinn an deenen hire Bestand misst besonnesch geschützt ginn?

4. Net all Bam kann iwwerall geplanzt ginn. Huet d'Regierung Informatiounen derzou, wat fir eng Beem sech besonnesch eegnen, fir am urbane Raum ugeplanzt ze ginn?

5. Gëtt et en nationalen Aufforstungsplang? Wa jo, wat fir eng Zorte Beem si fir wéi eng Géigende virgesinn? Wat fir Beem passen an den urbane Raum, wat fir eng an de ländleche Raum?

6. Ginn et nei Zorte vu Beem, déi am Moment net zu Lëtzebuerg heemesch sinn, déi awer an där duerch de Klimawandel verännerter Situatioun besonnesch gëeegent wären, fir zu Lëtzebuerg ugeplanzt ze ginn?

7. Wa jo, gëtt et Bestriewungen, fir dës Beem op Lëtzebuerg ze kréien, wéi gesinn dës Bestriewungen aus a wéi wäit si se schonn?

8. Wéi gesäit an dësem Kontext d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an de staatleche Verwaltungen aus? Ginn d'Gemengen incitéiert, op dësem Gebitt ze hëllefen? Wa jo, wéi?

Réponse (24.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Neen. Wat eenzel Beem ubelaangt, hu verschidde Stied e Bamkadaster vun de Beem an hirer Stad, zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg; d'Stad Dikrech ass amgaangen, een ze erstellen. Wat d'Bëschbeem ubelaangt, ass dat nët sënnvoll. Do gëtt et ee Stéchprouweverfahren (Inventaire forestier national).

Link: https://environnement.public.lu/fr/publications/forets/IFL2_fr.html

Vun all Statsbësch an all Gemengebësch gëtt et och en Inventaire, an deem déi verschidde Bëscher opgelëscht sinn, dat heescht, wou d'Bamaarten an den Holzvolumen op Basis vu Stéchprouwe berechent sinn. Fir e groussen Deel vum Privatbësch existéieren esou Inventairen net.

ad 2. Dat Thema gouf a verschiddenen Etüden zu Lëtzebuerg berücksichtegt. Informatiounen zur Bamaarten- a Provenienzauswiel am Klimawandel fënnt een hei:

https://environnement.public.lu/fr/publications/forets/Handbuch-zur-Bestimmung-der-forstlichen-Standorte-im-Luxemburger-Gutland.html

https://environnement.public.lu/fr/natur/forets/Les_mesures_de_gestion/provenances_recommandables.html.

En neien Informatiounssystem um nationale Geoportail fir eng besser Bamaartenauswiel am Klimawandel ass an der Ausaarbechtung bei der Natur- a Bëschverwaltung (ANF) a gëtt 2020 publizéiert (äänlech wéi „www.fichierecologique.be"). De System gëtt duerno nach progressiv verbessert duerch d'Finaliséiere vun der nationaler Bëschbuedemkaart.

ad 3. Eng Rei vun heemesche Bamaarte wäerten am Klimawandel Problemer op verschiddene Plazen zu Lëtzebuerg kréien, wéi zum Beispill Bichen op touneschen oder ganz sandege Plazen. Dofir ass de Bichebësch-Ekosystem och duerch d'EU-Habitat-Direktiv an duerch eist Naturschutzgesetz geschützt.

ad 4. Neen. Dozou gëtt et genuch Literatur an eisen Nopeschlänner, déi och bei eis zoutrëfft.

https://fiona.uni-hamburg.de/3573328e/sik-enwicklungskonzept-stadtbaeume.pdf; www.die-gruene-stadt.de; www.gartentechnik.de; Natur & Garten, April 2009...

ad 5. Den Artikel 13 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit vir, datt d'Bëscher, déi ofgeholzt goufen, innerhalb vun dräi Joer nees mussen ugeplanzt ginn. Et gëtt gewësse Regelen, déi do anzehale sinn. All ëffentleche Bësch huet en Amenagement, dat ass e Plang, deen d'Gestioun vum Bësch fir zéng Joër beschreift.

D'ANF ass amgaangen, eng Etüd ze maachen, déi op Basis vu Buedemanalysen an eise Bëscher d'Bamaarte festleet, déi op de verschiddene Plazen am beschte gëeegent si fir unzeplanzen. D'Resultat vun dëser Etüd steet ab 2020 jiddwerengem um nationale Geoportail zur Verfügung, soudatt ee genau weess, wéi eng Beem ee wou am beschten uplanze soll. Dës Etüd ass den „Fichier écologique des essences". (cf. 2.)

ad 6 + 7. Op Basis vun den Erfahrungen aus de leschte Jorzéngten ass eng speziell Virsiicht an dësem Beräich ubruecht. D'ANF ass amgaangen ze analyséieren, wat do méiglech ass, zesumme mat der Versuchsanstalt vun Trippstadt. Virgesi si Versuchsflächen, déi hei an eise Bëscher wäerten ugeluecht a wëssenschaftlech begleet ginn.

ad 8. D'Gemenge sinn an direktem Kontakt mat der ANF, virun allem well d'staatlech Fierschter am Optrag vun de Gemengen d'Gestioun vun de Gemengebëscher maachen.

Question 1095 (22.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **transactions en argent liquide :**

Récemment, l'Union luxembourgeoise des consommateurs a attiré l'attention sur les velléités politiques existant au niveau européen visant à fixer des limites supérieures aux transactions en argent liquide.

Certains États européens connaissent déjà à l'heure actuelle de telles limites légales en vertu de leur droit national.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement projette d'introduire des dispositions similaires dans notre législation nationale.

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle initiative européenne dans ce domaine ?

Réponse (11.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Gouvernement estime que des initiatives visant à fixer des limites supplémentaires aux transactions en argent liquide ne sont pas opportunes à l'heure actuelle, que ce soit au niveau national ou au niveau européen.

D'ailleurs, dans un communiqué en date du 23 août 2019, la Commission européenne a elle-même clarifié « qu'elle n'a pas l'intention de proposer le plafonnement des paiements en espèces ». Elle a précisé en outre : « Les consommateurs luxembourgeois n'ont aucune raison de s'inquiéter. Suite à une demande du Conseil de février 2016, la Commission a examiné l'utilité de limiter les paiements en espèces de très grande valeur afin de lutter contre le financement du terrorisme. Suite à une étude détaillée, la Commission a conclu en juin 2018 que des restrictions concernant les espèces ne remédieraient pas de manière significative au problème du financement du terrorisme. Elle n'a donc fait aucune proposition législative, et aucune autre initiative n'a été envisagée depuis. »

Question 1097 (22.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**impôt de solidarité :**

En 2010, le Gouvernement en place à l'époque avait décidé une série de mesures fiscales dont la hausse de l'impôt de solidarité à charge des personnes physiques et des collectivités et destiné à alimenter le Fonds pour l'emploi. Cette décision avait été prise en réaction aux conséquences de la crise financière et économique mondiale de 2008 et des années suivantes. Ainsi, l'impôt de solidarité passait pour les personnes physiques de 2,5 % à 4 % voire 6 %. Actuellement, ledit impôt s'élève à 7 % respectivement à 9 %.

Concernant l'impôt de solidarité pesant sur les collectivités, il s'élève à 7 % depuis 2013 (contre 4 % en 2010).

À noter dans ce contexte que le Gouvernement allemand vient de décider que l'impôt de solidarité ou surtaxe de solidarité (« Solidaritätszuschlag ») à charge des personnes physiques, allait être supprimé à 90 % d'ici 2021. Cet impôt fut introduit à l'époque pour financer la réunification allemande.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

1) Le Gouvernement entend-il apporter des modifications au niveau de l'impôt de solidarité ? Dans l'affirmative, entend-il suivre l'exemple allemand et le supprimer pour une grande partie des contribuables ? Ou bien entend-il revenir au moins aux niveaux d'avant la crise économique, et ce autant pour les personnes physiques que pour les sociétés, alors que le Gouvernement ne cesse d'affirmer que, grâce aux mesures de la majorité au pouvoir depuis 2013, le pays et ses finances se portent bien ?

2) Toujours dans l'affirmative, faudra-t-il attendre la réforme fiscale envisagée ou bien des modifications pourront-elles être prises à court terme ? En tout état de cause, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer approximativement l'agenda prévu ?

3) Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'envisage pas au moins de porter les taux de l'impôt de solidarité aux niveaux d'avant la crise économique, alors que la hausse fut décidée dans un contexte économique difficile et que le pays se porte d'après le Gouvernement beaucoup mieux depuis ?

Réponse (10.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question sous rubrique, l'honorable Députée demande si le Gouvernement luxembourgeois envisage de « suivre l'exemple allemand » et d'apporter des modifications à l'impôt de solidarité luxembourgeois sous prétexte que le Gouvernement allemand vient de décider une réduction du « Solidaritätszuschlag » allemand. Cette question peut étonner dans la mesure où les gouvernements luxembourgeois successifs n'ont jamais eu l'habitude d'aligner leur politique fiscale et sociale sur celle de nos voisins, chaque pays ayant ses spécificités. Par ailleurs, l'impôt de solidarité luxembourgeois et le « Solidaritätszuschlag » allemand, même si

leur dénomination est semblable, ne sont pas directement comparables.

En outre, il convient de ne pas confondre l'impôt de solidarité avec la contribution de crise, qui a été introduite par la loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière (Mémorial A - N° 247 du 31 décembre 2010, page 4094) et abolie en 2012. L'impôt de solidarité par contre constitue une majoration de l'impôt sur le revenu et ne peut donc pas être analysé indépendamment de celui-ci. Or, avec l'entrée en vigueur de la réforme fiscale de 2017-2018 le taux de l'impôt sur le revenu a significativement baissé pour la plupart des contribuables.

À ce sujet, on peut noter que nonobstant l'introduction de la contribution de crise et l'augmentation progressive de l'impôt de solidarité par le précédent Ministre des Finances, la sortie de crise s'est soldée par une augmentation record de la dette publique, qui est passée de moins de 8 % du PIB en 2007 à 23,7 % en 2013. Le Gouvernement venu aux affaires fin 2013 a réussi entre-temps à la réduire considérablement par rapport au PIB, tout en maintenant un niveau élevé d'investissements et en réduisant la charge fiscale tant des entreprises que des personnes physiques. Pour autant, le niveau d'endettement reste encore au-delà de celui d'avant la crise. Alors même que, comme le rappelle l'honorable Députée dans sa question, « le pays et ses finances se portent bien », la crise n'est donc pas encore complètement digérée au niveau des finances publiques.

Il faut rappeler en outre que l'impôt de solidarité ne vient pas alimenter directement le budget de l'État, mais le Fonds pour l'emploi. Au regard des défis qui restent d'actualité sur le marché du travail, notamment au regard de la digitalisation et des changements structurels dans certaines industries, il n'existe à ce stade aucune raison de remettre en question le niveau actuel de l'impôt de solidarité.

En tout état de cause, il ne semble guère opportun d'envisager à l'heure actuelle un ajustement ponctuel d'un impôt isolé, alors que le Ministère des Finances procède à la préparation d'une réforme fiscale plus générale, telle que prévue dans l'accord de coalition. Dans le cadre de celle-ci « [l]'introduction du barème d'impôt unique nouveau vise également à alléger la charge fiscale des personnes physiques et en particulier des catégories de personnes vulnérables ». Quant au calendrier de cette réforme, il est renvoyé à la réponse déjà donnée à la question n° 0639 de l'honorable Députée.

Question 1098 (22.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **dépenses en relation avec la crise migratoire en Europe :**

Zënter 2015 huet Lëtzebuerg proportional an absolutt vill Persounen opgeholl, déi hei am Land e Schutzstatut ugefrot hunn. Domat ware fir de Statsbudget eng Rei vun Onkäschte verbonnen.

Dës Käschte sinn zum Beispill duerch dës Aktivitéiten entstanen:

- Op- an Ausbau vun Administratiounen a Personalstrukturen (Direction de l'immigration, OLAI),

- Op- oder Ausbau vu Foyeren, Wunnstrukturen (inklusiv SHUK) a Fonctionnementskäschte vun deene Strukturen (inklusiv Personal),

- Engagement vu Sécherheetspersonal a vun aneren „prestataires de services" aus de parastaatlechen oder private Secteuren,

- Käschte vu Réckféierungen (fräiwëlleg an net fräiwëlleg),

- Käschten zum Zweck vun der Identifizéierung (inklusiv Zesummenaarbecht mat auslännesche Konsulater, besonnesch zu Bréissel) oder zur Altersbestëmmung vun eventuell mannerjärege Migranten,

- Käschten duerch Familljenzesummeféierungen,

- medezinnesch a paramedezinnesch Käschten,

- divers Efforten am Schoulwiesen,

- divers Aktivitéiten, déi d'Integratioun vun deene Persoune solle begënschtegen,

- REVIS fir Leit, déi de Statut als BPI kruten,

- Interventioune vun der Police an de Foyeren oder am Ëmfeld vu Wunnstrukture vun deem genannte Persounekrees,

- Missioune vu staatlechem Personal an d'Tierkei, Griichenland, Malta oder op anere Plazen zu Zwecker vun der Formatioun, vun der internationaler Zesummenaarbecht oder der Identifizéierung vu Migranten, déi sollen op Lëtzebuerg bruecht ginn,

- Iwwerwaachungsaktiounen am Mëttelmier, zum Beispill aus der Loft,

- Bedeelegung vu Lëtzebuerg u Grenzsécherungsmoossnamen (inklusiv Frontex) am Kader vun der Migratiounskris,

- Bedeelegung un EU-Finanztransferten am Kader vun der Migratiounskris, inklusiv mat der Tierkei,

- all aner Depense am Kader vun der Migratiounskris.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

- Kann den Här Finanzminister eng Gesamtopstellung vun de Käschte vun der Migratiounskris fir Lëtzebuerg vun 2015 bis 2019 zesummestelle loossen, opgeschlësselt no dem Zweck vun der Depense?

Réponse commune (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Wéi een an de Statistiken, déi regelméisseg vum Aussen- an Europaministère publizéiert ginn, gesäit, ass d'Zuel vun de Persounen, déi en internationale Schutzstatut ugefrot hunn, säit 2015 staark eropgaangen.

Doropshin huet d'Regierung decidéiert, am Statsbudget 2016 den Effort, dee Lëtzebuerg am Kader vum Accueil vun dëse Persoune mécht, ze verstäerken, andeem zentral Kreditter an zwee spezielle Budgetsartikele beim Haut-Commissariat à la protection nationale ageschriwwe gi sinn:

- 00.6.33.001 Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs de protection internationale ; aides en vue d'un retour au pays d'origine ; activités péri- et parascolaires ; dégâts causés à des tiers ; frais de contentieux ; fonctionnement des foyers d'accueil ;

- 30.6.74.301 Frais d'acquisition pour la gestion de crises.

D'Detailer vun dëse Kreditter gesäit een hei drënner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ënnert der Koordinatioun vum Statsministère sinn dës Artikele vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun, vum Centre de rétention, vun der Immigratiounsdirektioun vum Aussen- an Europaministère a vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte benotzt ginn; de Ministère fir bannenzeg Sécherheet ass ebenfalls mam Sujet befaasst.

Zënter 2019 sinn dës Kreditter net méi zentral am Budget ageschriwwen, mä stinn an de Budgete vun de jeeweilege Ministèren.

Fir zousätzlech Detailer verweise mir op de Compte général vun den Depensë vun de jeeweilege Ministèrë vun de Jore virdrun.

Question 1099 (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enlèvement de cadavres d'animaux :**

Eng eenzeg Aktiegesellschaft huet op Basis vun engem Ofkommes mam Stat d'Aufgab, sech ëm d'Déierekierperbesäitegung zu Lëtzebuerg ze këmmeren. Falls zum Beispill eng Kou oder e Päerd verstierft, kënnen d'Baueren d'Gesellschaft kontaktéieren, déi d'Déier dann innerhalb vu 24 Stonnen (ausser u Feierdeeg a Sonndeger) ofhuele soll. Fir dass d'Entreprise d'Déier méiglechst schnell ofhuele kann, stellt si hir Clienten un, d'Déieren esou ze deposéieren, dass se vun der Strooss aus kënne gesi ginn. Dëst vereinfacht engersäits sécherlech d'Aarbecht vum Asammelen, bréngt anerersäits awer och eng ganz Rei Onanneemlechkeete fir d'Clienten an hiert Ëmfeld mat sech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi kontrolléiert de Ministère, ob déi virgesinne Frist vu 24 Stonnen och agehale gëtt?

2. Wéi vill Reklamatioune wéinst engem verspéiten Asammele vun Déierekadavere sinn dem Landwirtschaftsministère bekannt?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Viraussetzung, d'Déierekadaveren noutwendegerweis mussen esou ze deposéieren, dass se vun der Strooss aus sichtbar sinn, opgrond vu Problemer ewéi Gerochsbelästegung an Insektebildung sollt ofgeschaaft ginn an dass d'Deposéiere vun Déierekadaveren op oppenen an asichtege Fläche ganz allgemeng sollt verbuede ginn?

4. Weess de Minister, wéi vill Déieren an de leschten zéng Joer pro Joer ofgeholl gi sinn?

Ëm wéi eng Aarten huet et sech do jeeweils gehandelt?

Réponse (06.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Déi zoustänneg Firma enregistréiert all Demande d'enlèvement mat Datum an Auerzäit an dokumentéiert all Ewechhuele vu Kadaveren. Dës Donnéeë ginn da bei der jäerlecher Visitt vun der Firma hirem Site zu Lëtzebuerg (Schwunnendall) kontrolléiert.

ad 2. Et sinn an der Moyenne manner wéi sechs Reklamatiounen am Joer; dës konnten ëmmer mat engem Télefonsgespréich oder enger Mail mam Responsabele vun der Firma fir Lëtzebuerg schnell an onkomplizéiert geléist ginn.

ad 3. All Betrib huet eng bestëmmten, an ëmmer déi selwecht Plaz, wou d'Kadaveren deposéiert ginn, fir dass de Chauffer net laang brauch duerno ze sichen. Déi soll um Rand vum Betrib sinn, fir dass aus seuchentechneschen an hygienesche Grënn de Camion net muss duerch de ganze Betrib fueren, an déi muss op festem Ënnergrond sinn, fir dass de Camion propper bleift.

Déi meeschte Betriber hunn eng entspriechend Plaz (op de grousse Schwéngsbetriber sti gekillte Container), ouni dass jiddwer Passant de Kadaver muss gesinn, soss besteet ëmmer nach d'Méiglechkeet, de Kadaver mat enger Baatsch zouzedecken.

D'Gerochsbelästegung an d'Insektebildung ginn duerch déi 24-Stonnefrist vum Ofhuelen op e Minimum reduzéiert.

ad 4. Hei sinn d'Zuele fir 2018. Dës Zuele variéieren net vill vu Joer zu Joer a sinn och am jeeweilege Rapport annuel vum Ministère nozeliesen.

Kaalwer	12.437
Ranner a Kéi	6.587
Fierkelen	2.757
Schluechtschwäin	4.168
Zuchtschwäin	531
Schof a Geessen	1.834
Päerd a Fillen	334

Question 1101 (23.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des épargnants :**

An der däitscher Press war an de leschten Deeg ze liesen, datt et méiglecherweis an Zukunft wäert esou sinn, datt e Client vun enger Bank, dee Suen op engem Kont stoen huet, muss Negativzënse bezuelen. An der „Die Zeit" schwätzt de Bundesinnenminister Olaf Scholz (SPD) an deem Kontext vun enger „reeller Belaaschtung fir privat Spuerer" an invitéiert d'Bankinstituter, fräiwëlleg op dës Praxis ze verzichten, fir net mussen a Richtung vun engem Verbuet ze goen. Experten am Beräich Wirtschaft a Konsumenteschutz si sech oneens, ob en entspriechend Verbuet sënnvoll wier oder net. Et bleift d'Fro, wéi d'Politik dem gewéinleche Spuerer an Zukunft wëllt zur Säit stoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt den Här Finanzminister dësen Ëmstand an? Ass et senger Meenung no sënnvoll, de Spuerer géint Negativzënsen ze schützen?

- Wa jo, gedenkt de Minister dëser Entwécklung entgéintzewierken a wéi kéint de Spuerer senger Meenung no an Zukunft geschützt ginn?

- Wann net, wéi gesäit den Här Gramegna déi zukünfteg Stellung a Funktioun vum traditionelle Spuerer? Gëtt et senger Meenung no nach eng Zukunft fir d'klassescht Spuerbuch?

2. Wéi schätzt d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz dësen Ëmstand an? Wéi gesäit hirer Meenung no e staarken a kredibele Konsumenteschutz an dësem Beräich aus?

Réponse commune (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Laut Artikel 130 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ass d'Europäesch Zentralbank onofhängeg, wat d'Ausübe vun hire Missiounen ugeet, notamment am Bezuch op d'Geldpolitik. D'Festleeë vum Taux directeur ass Deel vun dëser Geldpolitik. Et wär dowéinst net opportun, an engem nationalen Elenggang an deem Beräich ze legiferéieren. Esou eng Legislatioun géif och d'Fro vun hirer Kompatibilitéit mat dem Traité opwerfen.

ad 2. D'Zënse sinn evolutiv a waren, historesch gesinn, ëmmer emol méi héich oder méi niddereg, ouni dass dowéinst d'Funktioun vum traditionelle Spueren a vum klassesche Spuerbuch fundamental a Fro gestallt goufen. Ausserdeem ass et wichteg, d'Zënsen net isoléiert, mä ëmmer och am Zesummespill mat dem Inflatiounstaux ze kucken, deen haut och wäit ënner sengen historeschen Héchststänn läit.

Question 1102 (23.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **feux de forêt en Amazonie :**

Am Amazonas brennen immens Fläche vu Bësch. Well et sech heibäi ëm eng vun de gréissten „grénge Longen" vun der Welt handelt, ass dëst net eleng eng Katastroph fir Brasilien, wat duerch vill aner Krise gerëselt gëtt, mä och fir de Rescht vun der Welt.

An dësem Kontext erlaben ech mer, der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Madamm Ministesch fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete folgend Froen ze stellen:

1. Wéi geet d'Lëtzebuerger Regierung am Allgemenge mat Klimakatastrophen an der Welt ëm? Gëtt et Prozeduren, déi parallell verlafe wéi déi am Fall vun humanitäre Katastrophen, wa Mënschen direkt vun Naturkatastrophen oder Hongersnéit betraff sinn?

2. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kontakt opgeholl zur brasilianescher Regierung?

3. Ass d'Lëtzebuerger Regierung gewëllt, mat der brasilianescher Regierung zesummenzeschaffen, fir d'Ofholzung vum Amazonas ze bremsen? Wéi kéint dës Zesummenaarbecht ausgesinn? Wéi schätzt d'Lëtzebuerger Regierung d'Chancen op eng gelongen Zesummenaarbecht an?

4. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kontakt opgeholl zu de Lëtzebuerger ONGen, déi a Brasilien schaffen an ënner Ëmstann d'Katastroph vu vill méi no matkréien? Wa jo, wéi ginn dës ONGe vun der Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt?

5. Wéi bewäert d'Lëtzebuerger Regierung déi rezent Annoncë vun Däitschland an Norwegen, hir Subventioune fir den Amazonas-Fong ze blockéieren? Huet d'Regierung en Iwwerbléck, wéi vill där Fonge fir den Amazonas existéieren? Wéi vill Suen huet d'Lëtzebuerger Regierung déi lescht Joren direkt an den Erhalt vum Amazonas investéiert an iwwer wéi eng Projeten?

Réponse commune (26.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung ass extrem besuergt iwwert déi steigend Zuel vu Klimakatastrophen an hiren dramateschen Auswierkungen, a wëllt weiderhi resolutt géint de Klimawandel virgoen. Viru Kuerzem gouf decidéiert, zousätzlech zur Entwécklungshëllef, weider 200 Milliounen Euro wärend de Joren 2021 bis 2025 zur Verfügung ze stelle fir Klimaschutz an den Entwécklungslänner. E besonnesche Fokus läit op den am wéinegsten entwéckelte Länner an de klengen Inselstaten, wou den Impakt vum Klimawandel am stärkste spierbar ass. Viséiert si Projeten an Initiative souwuel fir d'Reduktioun vun den Zäregasemissioune wéi och fir d'Upassung un de Klimawandel respektiv d'Präventioun vun de Schied, déi duerch de Klimawiessel entstinn. Lëtzebuerg ass och en aktive Member vun der „Climate Risk and Early Warning Initiative", déi eng Verbesserung vun der fréizäiteger Alerte vun der Bevëlkerung viru Klimakatastrophen an Entwécklungslänner cibléiert.

Am Fall vun humanitäre Krisen a Katastrophen, fir d'Effikassitéit vun der internationaler Hëllef ze assuréieren, gëtt et eng global Koordinatioun duerch den humanitäre Koordinatiounsbüro vun der UNO (OCHA) an déi verschidde Komponente vum sougenannten UNO-Cluster-System.

ad 2. D'Regierung verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1031. D'Ambassade vu Lëtzebuerg zu Brasília schwätzt regelméisseg seng Suergen iwwert d'Situatioun am Amazonas a sengen diplomatesche Reunioune mat

de brasilianeschen Autoritéiten un, inklusiv op héchstem Niveau.

Den Ausseminister huet a senger Deklaratioun vum 25. August 2019 iwwert d'EU-Mercosur-Ofkommes op d'Situatioun am Amazonas reagéiert an doropshin dem Regierungsrot proposéiert, d'Decisioun, dëst Ofkommes ze ënnerschreiwen, op Weideres ze verleeën, soulaang Brasilien sech net bereet erkläert, senge Verflichtungen am Kader vum Paräisser Klimaofkommes an am Kader vun den EU-Mercosur-Negociatiounen nozegoen.

Am Mee vun dësem Joer hunn de Premier- a Statsminister an de Finanzminister den indigene Chef Raoni Metuktire zu Lëtzebuerg empfaangen, fir notamment och iwwert d'Ofholzen am Amazonas ze diskutéieren.

ad 3. Déi rezent Deklaratioun vu der Regierung verweist op d'international Engagementer vu Brasilien zugonschte vun eisem gemeinsamen Zil, dem Schutz vun der Ëmwelt, esou wéi en am Paräisser Klimaofkommes verankert ass. Dëst ass déi gedeelte Responsabilitéit vun all de Signatairë vun dësem Accord. Brasilien an d'Länner vum südamerikanesche Kontinent si wichteg Partner, souwuel op bilateralem wéi op multilateralem Niveau. Si hu sech zu deeneselwechten internationalen Engagementer wéi Lëtzebuerg verflicht. D'Regierung wëllt eis bilateral a multilateral Bezéiunge mat Brasilien op Basis vum Respekt vun de gemeinsamen Ziler a Wäerter weider entwéckelen. Dëst ass eng wichteg Viraussetzung fir de Fridden a Wuelstand an eise respektive Gesellschaften.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt an deem Kontext d'Ëmsetzung vun der EU-Kommunikatioun vun Abrëll 2019, an där eng Visioun fir eng méi staark a méi modern bi-regional Partnerschaft tëscht der EU a Latäinamerika an der Karibik duergeluecht gëtt. Am Kontext vun dëser Partnerschaft wëllt d'EU d'Widderstandsfäegkeet géint de Klimawandel vun de Partner an dëser Regioun stäerken, souwéi eng ëmweltfrëndlech Wirtschaft förderen. Dës soll ënner anerem duerch eng Zesummenaarbecht fir d'Entwécklung vun engem nohaltegen a verantwortungsvollen Ëmgang mat den natierleche Ressourcë geschéien.

ad 4. D'Lëtzebuerger Kooperatioun an d'Ambassade zu Brasília ënnerstëtzen a si regelméisseg am Kontakt mat de verschiddene Lëtzebuerger ONGen, déi am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht via hir Partner a Brasilien, awer och am Amazonasgebitt an den Nopeschlänner mat Projeten aktiv sinn, fir déi lokal Populatiounen ze ënnerstëtzen. Iwwert dee Wee kréie si ee Retour iwwert d'Situatioun um Terrain. Esou hunn zum Beispill d'ONGe partage.lu an Action solidarité tiers monde (ASTM) d'Ënnerstëtzung vun de lokale Communautéiten, déi am Amazonasgebitt liewen, besonnesch an hir Accords-cadres integréiert, déi zu 80 % iwwert de Kooperatiounsfong kofinanzéiert ginn.

ad 5. Norwegen an Däitschland hunn hir Kontributiounen un den Amazonasfong fir dëst Joer suspendéiert, well d'Ofholzen am Amazonas säit dem leschte Joer erëm zougeholl huet. Nieft dem Amazonasfong, dee vun der brasilianescher Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES) verwalt gëtt, ginn et eng Panoplie vu multilateralen a bilateralen Initiativen, déi direkt oder indirekt d'Preservatioun vum Amazonas ënnerstëtzen.

An deem Kontext huet de Fonds vert pour le climat, wou Lëtzebuerg, pro Awunner gekuckt, de gréisste Contributeur ass, rezent e Projet fir d'Reforestatioun vum Amazonas a Brasilien vun insgesamt 96,5 Milliounen Dollar ugeholl.

Lëtzebuerg huet e Partenariat mam „Programme des Nations Unies pour l'environnement" (PNUE) ofgeschloss, fir privat Investissementer a Reforestatiounsprojeten ze encouragéieren. Dëst Partenariat, finanzéiert duerch de Klima- an Energiefong, viséiert ënner anerem Projeten a Brasilien.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt duerch d'Ambassade vu Lëtzebuerg zu Brasília eng Rei Mikroprojete fir lokal Communautéiten am Amazonas.

Question 1104 (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **carnet radiologique :**

Eng Rei vu medezinneschen Exame si fir de Patient mat enger erhéichter Stralebelaaschtung verbonnen a sollten dofir net zwecklos zum Asaz kommen. De Projet CARA (Carnet radiologique) bzw. den CRE (Carnet radiologique électronique) soll et an dësem Kontext erméiglechen, an engem zentralen Dossier d'Resultater vu sämtleche radiologeschen Analyse vun engem Patient ze späicheren, fir ze verhënneren, datt et zu onnéidege Radiatioune kéim, well déi eenzel involvéiert Dokteren net iwwert d'Prescriptiounen an d'Resultater vun hiren Aarbechtskolleege Bescheed wéissten.

Gläichzäiteg kann esou ee Carnet sécherstellen, dass kee Patient enger ze héijer Stralebelaaschtung ausgesat gëtt, well d'Oplëschtung vun den Analysen et den Dokteren erlaabt, ze iwwerwaachen, dass den annuellë Grenzwäert net iwwerschratt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kéint de Minister kuerz beschreiwen, op wéi engem Stand d'Aarbechten um Carnet radiologique aktuell sinn?

2. Wéi eng spezifesch Informatioune ginn am Carnet radiologique festgehalen?

3. Wéi vill Persoune besëtzen aktuell schonns e Carnet radiologique?

4. Ass dermat ze rechnen, dass de Carnet radiologique bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod wäert flächendeckend Uwendung am Land fannen? Falls neen, wisou net?

5. Wéi garantéiert de Gesondheetsministère, dass dat betraffend Personal an engem Spidol iwwert déi spezifesch Stralebelaaschtung, déi mat verschiddenen Analyse verbonnen ass, informéiert ass?

6. Wéi garantéiert de Gesondheetsministère, dass de Patient iwwert déi spezifesch Stralebelaaschtung, déi mat verschiddenen Analyse verbonnen ass, informéiert gëtt? Gëtt et zum aktuellen Zäitpunkt eng Broschür, an där d'Patienten detailléiert Informatiounen iwwert d'Héicht vun der Stralebelaaschtung vu verschiddene medezinneschen Examen noliese kënnen?

Réponse (24.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. - 4. Mam Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert de Straleschutz sinn d'Regelen an dësem Beräich nei festgeluecht ginn. Wat déi medezinnesch Stralenexpositioun ugeet, also d'Stralenexpositioun vum Patient, gëllen zwee wichteg Prinziper: d'Optimisatioun an d'Justifikatioun. Optimiséiert heescht, datt d'Stralendosis ëmmer esou kleng wéi méiglech soll sinn. Beispillsweis gëtt iwwer diagnostesch Referenzdosiswäerter festgeluecht, wéi héich d'Dosis jee no radiologeschen Exame maximal däerf sinn. Eng Limitt, déi de Patient selwer net däerf iwwerschreiden, gëtt et allerdéngs net. Dogéint muss bei all eenzelnem Fall gepréift ginn, ob de Benefiss fir de Patient am Verglach zum Risiko iwwerweit. Nëmmen dann ass eng Ënnersichung mat ioniséierender Stralung justifizéiert, an domadder zoulässeg.

De Carnet radiologique électronique (CRE) hat als Zil, d'Justifikatioun vun de radiologeschen Examen ze verbesseren. Hei goung et drëm, den Zougréff op d'Informatiounen iwwert dem Patient seng radiologesch Examen ze verbesseren an domadder beispillsweis onnëtz Widderhuelunge vun Examen ze vermeiden. Esou ee System sollt et virun allem den Doktere vereinfachen, sech un den Artikel 77§1 vum uewe genannte Gesetz ze halen: « Le médecin demandeur et le médecin réalisateur s'efforcent d'obtenir, lorsque cela est possible, des informations diagnostiques antérieures ou des dossiers médicaux utiles pour l'exposition envisagée, et ils les prennent en compte afin d'éviter toute exposition inutile. » Am Laf vun den Aarbechten iwwert den CRE sinn awer nach aner Projeten, déi dëst Zil och erméiglechen, developpéiert ginn. Deemno ass 2017 decidéiert ginn, den CRE auszesetzen. Ausschlaggebend fir dës Decisioun war d'Redundanz zu anere Projeten, wéi dem DSP (Dossier de soins partagé) an der ePrescriptioun vun der Agence eSanté, souwéi dem Projet ANIM (Archive nationale d'imagerie médicale) vun der FHL. Dës Projete wäerten och d'Compte-renduen an déi radiologesch Biller zentral stockéieren an iwwert den DSP accessibel maachen.

Doriwwer eraus hunn zwee Audite vun der Gesondheetsdirektioun gewisen, dass e verbesserten Zougang zu radiologeschen Daten net automatesch zu enger Verbesserung vun der Justifikatioun géif féieren, well zum Beispill nëmme knapps d'Halschent vun de Verschreiwunge vun Demandes d'examen genuch Informatiounen enthalen, fir den Examen ze justifizéieren a bei CT-Ënnersichunge gouf festgestallt, datt ongeféier 60 % justifizéiert waren. Weiderhin huet d'Gesondheetsdirektioun am Joer 2017 Inspektiounen an de Spideeler duerchgefouert, fir ze iwwerpréiwen, ob de Justifikatiounsprozess adequat implementéiert ass. Et ass effektiv esou, datt d'Prescriptioun an deene meeschte Servicer zwar vereenzelt, awer net systematesch validéiert gëtt. Dat heescht, et gëtt net gekuckt, ob de richtegen Examen verschriwwe gouf, iert de Patient exposéiert gëtt oder, nach besser, iert de Rendez-vous fixéiert gëtt. Deemno gëtt och den Historique vum Patient net systematesch gekuckt, dee jo och haut a ville Fäll dem Spidol virläit.

Opgrond vun dëse Resultater gesäit d'Gesondheetsdirektioun et als prioritär un, datt d'Qualitéit vun den Demandes d'examen verbessert gëtt an dann och de Prozess vun der Justifikatioun an de Spideeler besser implementéiert gëtt. An deem Zesummenhang huet d'Gesondheetsdirektioun am Juli 2019 eng Circulaire un all Doktere gemaach, fir se iwwert déi nei gesetzlech Bestëmmungen zu den Demandes d'examen fir radiologesch Examen ze informéieren. Dem Schreiwes läit och ee Formulaire bäi, fir d'Demandes d'examen konform kënnen auszestellen. Op der Säit vun de Spideeler goufen Aktiounspläng ausgeschafft, mat deenen d'Virgaben aus den Inspektioune vun 2017 ëmgesat ginn.

ad 5. Entspriechend dem uewe genannte Gesetz huet d'Etablissement, an dësem Fall d'Spidol, d'Responsabilitéit, fir säi Personal optimal ze schützen. Dozou gehéiert och, datt d'Personal iwwert d'Risiken informéiert ass. Heizou heescht et am Artikel 31 : « L'établissement assure que l'information soit donnée à tout travailleur exposé et des travailleurs intervenant en situation d'urgence sur les risques liés aux pratiques et leur impact sur la santé et la sécurité des personnes ainsi que sur l'environnement. » Déi Persounen, déi bei hirer Aarbecht Stralebelaaschtungen ausgesat sinn, ginn iwwerwaacht. Och hei muss d'Etablissement der jeeweileger Persoun d'Resultater aus der Iwwerwaachung zur Verfügung stellen (Artikel 69).

D'Gesondheetsdirektioun wäert hei Inspektiounen duerchféieren, fir de Respekt vun de verschiddenen Dispositiounen aus dësem Gesetz ze iwwerpréiwen.

ad 6. Wat d'Informatioun vum Patient ugeet, läit d'Responsabilitéit beim Dokter, dee laut Artikel 87 de Patient iwwert d'Risiken an d'Virdeeler vun dem radiologeschen Examen opkläre muss. D'Gesondheetsdirektioun schafft och u Recommandatiounen, déi publizéiert wäerte ginn an dem Dokter hëllefe sollen, dës Opklärung ze maachen.

Et ass awer och nach drop hinzeweisen, datdt d'Gesondheetsdirektioun zënter enger Rei vu Joren Sensibiliséierungscampagnë fir Patiente mécht. Mat dëse Campagnen « Pas de rayons sans raisons » wëllt een d'Patienten encouragéieren, och dann op de professionelle Rot vun hirem Dokter ze lauschteren, wann dësen ee radiologeschen Examen net fir noutwendeg hält.

Aus Transparenzgrënn muss an Zukunft och op all Compte rendu eng Informatioun iwwert d'Stralendosis vum Patient stoen.

Question 1105 (23.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**indemnisation de la valeur à neuf :**

Dans bon nombre de contrats d'assurance tous risques figure le principe de l'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. En cas de sinistre, l'indemnisation doit en règle générale couvrir les frais nécessaires pour acheter un objet équivalent à l'état neuf. De telles clauses se retrouvent notamment dans des assurances pour véhicules ou des assurances-incendie.

- J'aimerais dès lors savoir de la part du Gouvernement s'il existe une définition précise uniforme de la notion de « valeur à neuf » en matière d'assurances ou si celle-ci peut varier en fonction des contrats individuels.

- Le cas échéant, quelle est ou quelles sont ces définitions ?

- Les remises accordées lors de l'achat de l'objet assuré sont-elles prises en compte ?

- S'il n'existe pas de définition généralement admise, le Gouvernement n'estime-t-il pas utile d'en prévoir une afin de garantir une application correcte et uniforme d'une notion-clé de beaucoup de contrats d'assurance et de protéger les assurés contre toute forme d'arbitraire ?

Réponse commune (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'étendue des prestations d'assurance en matière d'assurances à caractère indemnitaire, qui regroupe les assurances dans lesquelles l'assureur s'engage à fournir la prestation nécessaire pour réparer tout ou partie d'un dommage subi par l'assuré ou dont celui-ci est responsable, est définie à l'article 50 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (ci-après « loi sur le contrat d'assurance »). En vertu de cet article, la prestation due par l'assureur est limitée au préjudice subi par l'assuré.

L'article 65 de cette loi reconnaît à son tour le caractère licite des formules d'assurance à valeur à neuf (qualifiée de valeur de reconstruction pour les biens immobiliers ou valeur de reconstitution pour les biens mobiliers), en disposant que par dérogation à l'article 50, les parties au contrat d'assurance peuvent convenir d'une valeur de reconstruction, de reconstitution ou de remplacement, même sans en déduire la dépréciation résultant de la vétusté.

Comme le remarque correctement l'honorable Député, bon nombre d'assureurs font usage de cette dérogation et proposent des contrats d'assurance où figure le principe d'une indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. L'indemnisation peut ainsi et suivant l'option retenue, soit être intégrale, soit prévoir un certain pourcentage de vétusté.

Dans la législation luxembourgeoise, il n'existe pas de définition de la notion de « valeur à neuf » en matière d'assurance. La notion de « valeur à neuf » est définie dans les conditions générales des contrats d'assurance et peut donc varier en fonction des contrats individuels.

En vertu de l'article 65 de la loi sur le contrat d'assurance, les parties au contrat d'assurance peuvent déterminer la manière dont les biens doivent être évalués en vue de leur assurance. La prise en compte ou non des remises accordées lors de l'achat de l'objet assuré peut donc varier en fonction des contrats individuels.

Le Gouvernement n'a pas connaissance de cas où des assurés auraient été victimes d'un traitement arbitraire dans le cadre de garanties d'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. Par conséquent, il n'estime pas qu'il soit nécessaire d'introduire une définition de la notion de « valeur à neuf » dans la législation luxembourgeoise, ceci d'autant plus que l'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré constitue une garantie qui va au-delà de l'étendue des prestations d'assurances prévue par la loi et qui est ainsi proposée aux assurés en vertu du principe de la liberté contractuelle.

Question 1106 (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **classement de la « Schueberfouer » comme patrimoine immatériel de l'humanité :**

Am Joer 1340 gouf d'Schueberfouer vum Jang de Blannen an d'Liewe geruff. Dëst Joer ass déi 679. Editioun vun dësem Volleksfest. D'Schueberfouer gehéiert hautzudaags zu engem vun de bedeitendsten immaterielle Kulturgidder vum Grand-Duché, voire vun der ganzer Groussregioun. All Joer gi ronn zwou Millioune Visiteuren erwaart.

Am Joer 2008 gouf d'Schueberfouer an den „inventaire national du patrimoine culturel immatériel" opgeholl. Den 11. September 2018 huet den deemolege Statssekretär am Kulturministère Guy Arendt (DP) am „Quotidien" vun engem zousätzleche Klassement als „patrimoine immatériel de l'humanité" op internationalem Niveau, bei der Unesco, geschwat.

D'Sprangpressessioun zu lechternach ass momentan als eenzege Patrimoine immatériel op internationalem Niveau geschützt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, ass d'Regierung nach ëmmer gewëllt, bei der Unesco eng Kandidatur anzereechen, fir d'Schueberfouer als Patrimoine immatériel de l'humanité ze klasséieren?

2. Wat ass den aktuelle Stand an deem Dossier?

3. Wat ass den aktuelle Stand beim Opbau vun engem nationalen Inventaire vum Patrimoine immatériel? Ass d'Madamm Ministesch bis well zefridde mam participative Prozess, deen an deem Kontext sollt zesumme mat Associatiounen, Gemengen a Bierger(innen) ulafen? Wéi wäit ass den CNA mat senger Analys fortgeschratt?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De 26. Juni 2008 gouf op Virschlag vun der nationaler Unesco-Kommissioun d'Schueberfouer mat hirem Hämmelsmarsch op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe geholl „en vue de l'inscription sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité". Dëst zesumme mat der lechternacher Sprangpressessioun, der Eemaischen an der Oktav. Laut de Kritäre vun der Unesco falen dës Elementer all an de Beräich „gesellschaftlech Gebräicher, Riten a Festlechkeeten".

Laut der Unesco-Konventioun vun 2003 iwwert d'Erhale vun dem immaterielle Kulturierwen, déi duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2005 zu Lëtzebuerg rechtskräfteg ginn ass, geschitt d'Aschreiwen op d'Representativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet duerch den Exekutivkomitee vun der Konventioun, an dëst op Virschlag vun dem jeweilege Vertragsstat.

Zu deem Zweck muss e Kandidatur-Dossier eragereecht ginn, an deem e wesentleche Kritär ass, datt dës Kandidatur vun deene Leit, déi dat Element als hiert Kulturierwen ugesinn, et liewen a weiderginn, ausdrécklech gewollt an ënnerstëtzt gëtt. Bei der Schueberfouer ginn et dräi Gemeinschaften, déi dëst Kulturierwe vu Generatioun zu Generatioun weiderginn an doduerjer e Gefill vun Identitéit a Kontinuitéit am Respekt vun der kultureller Villfältegkeet an der mënschlecher Kreativitéit kréien: d'Leit, déi op d'Fouer ginn, d'Fouerleit an déi ëffentlech Verwaltungen.

Eng Grondviraussetzung fir eng Kandidatur vun der Schueberfouer op d'Representativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet ass laut der Konventioun d'Averständnes an déi aktiv Bedeelegung vun de Gemeinschaften, net alleng fir d'Kandidatur, mä och fir dat weidert Erhale vun der Schueberfouer als liewegt Kulturierwen.

Well d'Organisatioun vun der Schueberfouer an éischter Linn an den Hänn vun der Stad Lëtzebuerg läit, wier d'kommunal Verwaltung vun der Stad Lëtzebuerg den Haaptträger vun esou enger Unesco-Kandidatur. Soulaang dës Trägergemeinschaft net selwer Positioun ergraff huet, ass eng Interventioun vum Kulturministère verfréit.

2017 ass e Beamte mat der Erneierung vum nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe souwéi mat Virschléi zur Ëmsetzung vun der entspriechender Unesco-Konventioun fir de Kont vum Kulturministère beoptraagt ginn. Zënterhier konnten opgrond vun den Avis positifs vun der nationaler Unesco-Kommissioun fënnef nei Elementer op den nationalen Inventar opgeholl ginn, eent fir all Beräich vum immaterielle Kulturierwen, wéi se an der Unesco-Konventioun opgelëscht sinn:

1. Mëndlech Iwwerliwwerungen an Ausdrocksweisen, dorënner och d'Sprooch als Mëttel, fir dat immateriellt Kulturierwe weiderzevermëttelen: Haus- a Flouernimm;

2. Kënschtleresch Ausdrocksformen, déi viru Publikum opgeféiert ginn: d'Konscht vun den Haupeschbléiser;

3. Gesellschaftlech Gebräicher, Riten a Festlechkeeten: Niklosdag;

4. Wëssensschätz a Gebräicher, déi d'Natur an den Universum betreffen: d'Konscht vun den Hiewanen;

5. Fäerdegkeete vum traditionellen Handwierk: d'Konscht vum Dréchemauerbauen.

Weider Kandidature sinn an der Maach. Well den Inventar vum immaterielle Kulturierwe vun der Unesco als participative Prozess definéiert gëtt, ass ee virun allem op d'Mataarbecht vun de Leit, déi dat als hiert Kulturierwen ugesinn, ugewisen. Op www.iki.lu kënnen déi Leit all néideg Informatioune fannen, wéi se kënnen eng Ufro stellen, fir dat Kulturierwen, wat se zënter Generatiounen hei am Land praktizéieren, op den nationalen Inventar ze stellen. An der Praxis geet dobäi de Kulturministère, an enker Zesummenaarbecht mat der nationaler Unesco-Kommissioun, ganz proaktiv op déi eenzel Leit a Gruppen duer, fir se fir dës Inventariséierung, an duerno och eng permanent Aktualiséierung dovunner, ze gewannen.

Aus all deene Grënn gëtt den Inventar vum immaterielle Kulturierwe vun der Unesco als e participative Prozess ugesinn, deen eigentlech ni ofgeschloss ass a wou den Haaptakzent op d'Zesummenaarbecht mat de Leit gesat gëtt, deenen de Stat soll erméiglechen, hiert Kulturierwe selwer ze erhalen a weiderzevermëttelen („capacity building"). An deem Sënn krut dat immateriellt Kulturierwen och en eegent Kapitel am Gesetzesprojet iwwert d'Kulturierwen (Nr. 7473).

Question 1108 (23.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **« Schengen militaire » :**

Am Mäerz 2018 huet d'EU-Kommissioun Pläng fir e sougenanntent „militärescht Schengen" proposéiert, dëst anscheinend virun allem, fir den Transport vu militäreschem Personal a Material iwwert d'Bannegrenzen an der Europäescher Unioun ze erliichteren.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Aussen- an Europaminister an dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle legale Statut vun där Initiativ, fir en „militärescht Schengen" ze schafen? A wéi engen internationale Fore gëtt déi Initiativ diskutéiert? Wéi wäit ass déi Iddi scho fortgeschratt?

2. Wat si genee d'Iddien, déi Deel vun der Diskussioun ëm en „militärescht Schengen" sinn?

3. Wéi wäit ass Lëtzebuerg vun deenen Iddie betraff? Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu där Initiativ? Gesäit d'Regierung eng Noutwendegkeet, fir esou en „militärescht Schengen" ze schafen a wa jo, firwat?

4. Wéi eng legislativ Dispositioune misst Lëtzebuerg huelen, fir déi Iddien ëmzesetzen, zum Beispill wat d'Zirkulatioun oder den Transit vu Persounen, Waffen, Munitioun a soss Material ugeet? Hätt Lëtzebuerg Kontrollméiglechkeete beim Transport vu Persounen a Material iwwer säin Territoire?

5. Ka radioaktiv Munitioun vum „militäresche Schengen" betraff sinn, inklusiv ganz oder Deeler vun nukleare Sprengkäpp?

6. Wéi eng Implikatiounen hätt esou eng Initiativ op d'Infrastrukturen hei am Land, besonnesch op d'Stroossen, d'Brécken, de Findel an d'Eisebunn?

7. Wéi wären d'NATO-Infrastrukturen an d'Militärlager betraff?

8. Wéi eng Käschte wäre fir Lëtzebuerg mat der Ëmsetzung vun esou enger Initiativ verbonnen?

Réponse commune (01.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Op EU-Säit hunn d'Defense- an d'Ausseministeren, mä och d'Statscheffe säit 2017 Konklusiounen zur militäreschter Mobilitéit geholl a sech domat op héchstem politeschem Niveau engagéiert. Och d'Transportministeren, déi bei dëser zivill-militäreschter Initiativ gefuerdert sinn, hu sech engagéiert, dat transeuropäescht Transportnetz ze verbesseren. D'EU an d'NATO hunn an hirer gemeinsamer Deklaratioun 2018 d'Mobilité militaire als eng Prioritéit identifizéiert.

De Sujet gëtt bei der Agence européenne de défense an am Kader vun engem PESCO-Projet, un deem Lëtzebuerg och deelhëlt, diskutéiert. Bei der NATO gëtt d'militäresch Mobilitéit och a verschiddenen Aarbechtsgruppen traitéiert.

An deene leschte Jore sinn eng Unzuel Progrèse gemaach ginn. Nieft regelméissegen Diskussiounen op ministeriellem Niveau an deem Aktiounsplang, sinn ënner anerem d'militäresch Besoinen definéiert an aktualiséiert ginn, zivill-militäresch Synergien, déi d'Notze vum europäeschen Transportnetz betreffen, si verstäerkt ginn, national Kontaktpunkter sinn identifizéiert ginn, e PESCO-Projet, deen den Aktiounsplang komplettéiert, ass geschafe ginn, an et sinn Analyse gemaach ginn, fir eventuell infrastrukturell, prozedural oder geografesch Schwaachstellen ze identifizéieren.

ad 2. Den Haaptobjektiv ass et net, en „militärescht Schengen" ze schafen, mä d'Mobilitéit vu militäreschem Personal, Ausrëschtung a Material fir Routineaktivitéite souwéi a Krisen a Konflikter innerhalb an ausserhalb der EU duerch all Verkéiersträger (Land, Loft a Waasser) an an all strategesch Richtungen ze verbesseren. Et geet net drëms, Grenzkontrollen, wéi am Schengen-Raum, opzehiewen, mä Prozesser ze vereinfachen an ze standardiséieren. D'militäresch Mobilitéit soll et den EU-Memberstaten erméiglechen, nach besser op existéierend an nei Bedroungen ze reagéieren an esou zur Sécherheet vun der Unioun bäizedroen. Am Kader vun der Gemeinsamer Sécherheets- a Verteidegungspolitik an och bei nationalen a multinationalen Aktivitéite kënne mir da méi séier a méi effikass agéieren. Den Term „militärescht Schengen" ass aus deem Grond och net an offiziellen Dokumenter benotzt ginn. Bei der NATO, déi och op dësem Sujet schafft, geet och vu militäreschter Mobilitéit rieds.

ad 3. Als Alliéierten, EU-Memberstat a Member vum PESCO-mobilité-militaire-Projet ass Lëtzebuerg souwuel um politesche wéi och um operationelle Plang betraff. Als PESCO-Member hu mir Engagementer geholl, déi juristesch contraignant sinn.

Um Sommet de Bruxelles vun der NATO den 11. an 12. Juli 2018 an um Conseil européen den 13. a 14. Dezember 2018 huet de Premierminister dës Initiativ an hir Mesuren ënnerstëtzt. Domat huet Lëtzebuerg sech um héchste politeschen Niveau engagéiert, fir d'militäresch Mobilitéit duerch eng „whole-of-government approach" ze verbesseren.

Transnational militäresch Mouvementer ginn elo scho gemaach. Zu Zäite vum Kale Krich waren dës Mouvementer Routine a si séier duerchgefouert ginn. Säit den 90er Joren ass dës Praxis manner genotzt ginn a verschidden Aspekter a Prozedure mussen un d'technologesch Méiglechkeete vum 21. Jorhonnert ugepasst ginn. Mir schafen also näischt Neies, mä optimiséiere bestoend Prozeduren.

Den internationale Kontext mat senge komplexe Menacen erkläert d'Noutwendegkeet vun der Mobilité militaire.

ad 4. D'Vereinfachung an d'Standardisatioun vun dëse Prozedure respektéieren d'Souveränitéit vun all EU-Memberstat iwwer säin nationalen Territoire a seng national Entscheedungsprozesser, wat d'militäresch Mouvementer betrëfft. Lëtzebuerg traitéiert och elo schonn transnational militäresch Mouvementer an ass gutt opgestallt, wat de juristesche Volet ugeet.

ad 5. Am Kader vun der militäreschter Mobilitéit kënnen och sougenannten „dangerous goods" transportéiert ginn. Dorënner kënnen och radioaktiv oder nuklear Sourcë falen, déi awer net onbedéngt grenziwwerschreidend, mä deemno wéi national an ëmmer separat transportéiert ginn. Bis elo si keng där Sourcen iwwert de Lëtzebuerger Territoire transportéiert ginn.

ad 6. D'EU-Kommissioun huet ënnert deem nächste Cadre financier pluriannuel (2021-2027) 6,5 Milliarden Euro virgesinn, fir strategesch Transportinfrastrukturen ze verbesseren. Lëtzebuerg kann och vun deene Fonge profitéiere fir seng Infrastrukturen. D'militäresch Mobilitéit huet also positiv finanziell Implikatioune fir d'Memberstaten.

ad 7. D'NATO-Kommandostruktur stellt sech besser op, fir den Ufuerderunge vun der Mobilité militaire Rechnung ze droen. D'Militärlager sinn net betraff, well Material transportéiert an net gelagert gëtt.

ad 8. No enger éischter nationaler Revue ass eist Stroossennetz an de Couloiren, déi international kënne genotzt ginn, adaptéiert. Mir kucken den Detail an den Ament si keng weider Käschten identifizéiert, déi eleng op de Volet militäresch Mobilitéit attribuéiert kënne ginn.

Question 1109 (23.08.2019) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur :**

Le Président français vient d'annoncer que la France s'opposait audit traité, alors que le Président brésilien, Jair Bolsonaro, ne respecterait pas ses engagements en matière climatique. Le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, signé fin juin, est très controversé que ce soit au niveau de la sécurité alimentaire, comme en Belgique, qu'au niveau écologique. L'Union européenne a clairement affirmé que les normes européennes seraient respectées et qu'une attention particulière serait portée à l'aspect environnemental/écologique. Or, il semblerait que le Brésil du moins n'entende pas honorer ses promesses, notamment celle de respecter l'accord de Paris sur le climat et continue au contraire à encourager vivement la déforestation de l'Amazonie. Or, celle-ci a un impact dramatique sur l'environnement à l'échelle mondiale participant à l'augmentation des émissions de CO_2.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que le Luxembourg devrait, à l'instar de la France, dénoncer le traité ou du moins adopter une attitude de réserve tant que les pays du Mercosur et notamment le Brésil ne démontrent pas qu'ils respectent concrètement tous les engagements issus du traité et notamment ceux se rapportant au volet écologique ?

2) En tout état de cause, quelle est la position que le Gouvernement entend adopter en l'espèce ?

Réponse (30.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Le Gouvernement réuni en Conseil le 6 septembre 2019 a décidé de geler la décision relative à la signature de l'accord négocié avec le Mercosur. Le Luxembourg ne pourra pas donner son accord à la signature de l'accord si le Brésil ne se prépare pas à respecter dès à présent les obligations qu'il a contractées au titre de l'accord de Paris et dans le cadre des négociations avec l'Union européenne.

ad 2) cf. supra.

Question 1110 (23.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **solitude :**

Laut rezenten Studien der Europäischen Kommission und der europäischen Statistikbehörde Eurostat betreffend das Thema „Einsamkeit und deren gesundheitlichen Konsequenzen" ist nachzuweisen, dass auch in Luxemburg das Gefühl der Isolation bei der Bevölkerung gestiegen ist.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Familie und Integration stellen:

1. Ist die Regierung sich dieser Thematik bewusst? Wenn ja, wie erklärt die Regierung diese steigende „Einsamkeit" im Großherzogtum?

2. Was sind die genauen Bevölkerungsstatistiken in Luxemburg im Bezug zur Einsamkeit und deren Konsequenzen auf die Gesundheit unserer Bürger?

3. Hat eine spezifische Analyse auf nationaler Ebene im Großherzogtum schon stattgefunden, um diese Problematik zu verringern und zu lösen? Welche Methodik wurde appliziert für die Ursachenforschung?

4. Welchen Aktionsplan gegen die beharrliche Einsamkeit, hat die Regierung vor in Auftrag zu geben?

Réponse (25.09.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Im Bereich der Politik für ältere Menschen, liegt einer der Schwerpunkte des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion auf der Prävention der sozialen Isolation.

So ist die gezielte Förderung der aktiven Teilnahme älterer Menschen am gesellschaftlichen Leben eine der Prioritäten der 19 „Clubs Seniors", die mit dem Familienministerium eine Konvention unterschrieben haben.

Mit der Förderung des Ehrenamtes, der Begleitung beim Übergang vom Berufsleben in die Rente, der Integration älterer Menschen mit Migrationshintergrund sowie der Förderung intergenerationeller Kontakte durch staatlich unterstützte Leistungsträger wie zum Beispiel dem „RBS - Center fir Altersfroen", wird zudem ein breitflächiges Angebot an Aktivitäten unterstützt, welches es den älteren Menschen ermöglicht, am gesellschaftlichen Leben teilzunehmen, und somit einer schleichenden sozialen Isolation vorgebeugt.

Man unterscheidet zwischen objektiver und subjektiver Isolation. Im ersten Fall hat die Person geringe oder keine sozialen Kontakte, im zweiten Fall handelt es sich um eine gefühlte Einschätzung. Man spricht auch vom Gefühl der Einsamkeit. So ist es möglich, dass eine Person subjektiv an Einsamkeit leidet, obwohl sie, objektiv gesehen, über ausreichende soziale Kontakte verfügt. Betroffen ist nicht nur die ältere Generation, sondern alle Bevölkerungsschichten. Das Ministerium kann nur Einfluss in Bezug auf die objektive Isolation nehmen.

ad 2. Aktuell verfügt Luxemburg nicht über Statistiken in Bezug auf die Einsamkeit der Bevölkerung und deren direkten Auswirkungen auf die Gesundheit.

ad 3. Im Rahmen der Konzeptarbeiten der „Clubs Seniors" für die Jahre 2016-2018 und 2019-2021 wurde im Vorfeld eine Bedarfsanalyse auf lokaler Ebene durchgeführt und entsprechende Maßnahmen, welche zum Teil bereits umgesetzt werden, ausgearbeitet.

2018 hat das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion, im Rahmen des internationalen Tages der älteren Menschen, das Thema der Prävention der sozialen Isolation besonders hervorgehoben. In Zusammenarbeit mit dem RBS und den „Clubs Seniors" wurde eine Sensibilisierungskampagne gestartet, um die breite Gesellschaft mit der Problematik vertraut zu machen und somit für ein aktiveres Zusammenleben aller Altersgruppen in der Gesellschaft zu werben.

Darüber hinaus unterstützt das Ministerium IRIS, eine Dienststelle des Luxemburger Roten Kreuzes, die seit 2012 in der Ausbildung von Ehrenamtlichen tätig ist, um mit deren Hilfe allen Personen, die sich einsam oder isoliert fühlen, unabhängig von Alter oder Kultur, einen Besucherdienst anzubieten. Dieser Dienst wird mehrheitlich von älteren Menschen, die alleine zuhause oder in Altenheimen leben, in Anspruch genommen.

Zudem werden Initiativen in den Altenheimen und spezialisierten Tagesstätten, die ältere

Menschen zur aktiven Teilnahme an Aktivitäten, und somit an der Gesellschaft, anregen sollen, vom Ministerium unterstützt und ständig ausgebaut.

ad 4. Im Rahmen des internationalen Tages der älteren Menschen 2019 wird das Thema der Prävention der sozialen Isolation erneut von den „Clubs Seniors" aufgegriffen: am 16. November findet das „Rendez-vous 60+" in Zusammenarbeit mit dem „RBS - Center fir Altersfroen", dem Service Seniors der Stadt Luxemburg, Sodexo und dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion statt. Diese Veranstaltung ermöglicht es den über Sechzigjährigen neue Bekanntschaften zu machen, sich mit Gleichaltrigen auszutauschen und gemeinsame Interessen zu teilen.

Langfristig hat die Regierung im Koalitionsvertrag 2018-2023 die Ausarbeitung eines Gerontologie-Plans („Plan gérontologique") festgehalten, mit dessen Ausarbeitung das Ministerium zurzeit beschäftigt ist. Dieser Plan soll zielgerichtete Maßnahmen für ältere Menschen enthalten, die zuhause oder in einer Pflegeeinrichtung auf körperliche, psychische oder soziale Betreuung und Unterstützung angewiesen sind.

Da zur Teilhabe am gesellschaftlichen Leben zunehmend technische Kompetenzen erforderlich sind, unterstützt das Ministerium zudem sämtliche Maßnahmen zur Förderung des Zugangs zu und der Nutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien durch Senioren.

Des Weiteren entwickelt das Ministerium zurzeit, gemeinsam mit den verschiedenen Akteuren aus dem Bereich der Betreuung älterer Menschen, eine „Active Ageing"-Strategie. Diese Strategie, die Teil des Regierungsprogramms 2018-2013 ist, wird Maßnahmen umfassen, die auf die Bedürfnisse älterer Menschen zugeschnitten sind, in den Bereichen „Vorbereitung des Übergangs vom Berufsleben zur Rente", „Integration älterer Migranten", „Förderung von ehrenamtlichen Tätigkeiten", „Ausarbeitung von Präventionsmaßnahmen sowie Bekämpfung der Isolation älterer Menschen" sowie „Förderung des lebenslangen Lernens und von Freizeitangeboten".

Question 1111 (26.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur :**

Den Här Minister Asselborn huet viru Kuerzem bekannt ginn, datt hie sech wéilt dem Fräihandelsofkommes tëschent der Europäescher Unioun an dem Mercosur widdersetzen, well, senger Meenung no, Brasilien seng Obligatiounen aus dem Paräisser Klimaofkommes net géif erfëllen. Nach viru ronn annerhallwem Joer huet den Här Bausseminister Brasilien géintiwwer ganz aner Téin ugeschloen: Am Kader vun der offizieller Aweiung vun der Lëtzebuerger Ambassad a Brasilien ass esouwuel an der offizieller Pressematdeelung vun der Regierung ewéi och an der Ried vum Här Bausseminister rieds dovu gaangen, datt Lëtzebuerg sech duerch déi elo „méi siichtbar Präsenz" wënscht, „fir seng politesch, diplomatesch, ekonomesch a kulturell Bezéiunge mat dem südamerikanesche Kontinent ze verstäerken." (Pressematdeelung vum 2. Mäerz 2018)

An deem Kontext wéilt ech der Regierung, a besonnesch deenen Häre Bausseminister, Landwirtschaftsminister an Ekonomiesminister e puer Froen iwwert den Traité mam Mercosur stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zum Traité tëschent der Europäescher Unioun an dem Mercosur?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung zu de Kritike vun de Lëtzebuerger Baueren un deem Traité?

3. Wéi eng präzis Dispositiounen aus dem Paräisser Klimaofkommes gesäit den Här Bausseminister am Ableck duerch Brasilien verletzt? Huet den Här Bausseminister rechtlech Grondlage fir seng Positioun zum Mercosur-Traité an, wa jo, wéi eng?

4. Wéi eng aner Memberlänner vun der EU hu schonn zu dëser Fro Stellung geholl a wéi sinn hir Positiounen zu der Fro vun der Ratifizéierung vum EU-Mercosur-Fräihandelsofkommes?

5. Wéi eng Bedeitung huet de Mersosur fir déi Lëtzebuerger Ekonomie a wéi en Afloss op eis ekonomesch Relatioune mat Latäinamerika hätt dësen Traité, sollt en da ratifizéiert ginn?

6. Wéi gesäit d'Regierung den Impakt vum Här Bausseminister senge rezenten Deklaratiounen op eis bilateral Relatioune mat Brasilien?

7. Wéi gesäit d'Regierung d'Wichtegkeet an d'Entwécklung vun de bilaterale Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg a Brasilien?

Réponse commune (25.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. A senger Deklaratioun vum 25. August huet den Ausseminister ënnerstrach, datt Lëtzebuerg d'Konklusioun vun engem Handelsofkommes mat de Mercosur-Länner, als Deel vun engem méi groussen Associatiounsaccord, begréisst. Et wär eng historesch Opportunitéit, fir latäinamerikanesch Länner an eng Gemeinschaft anzebannen, déi op gemeinsame Prinzipien a Wäerter berout.

Lëtzebuerg ass awer nëmmen da bereet, dat Handelsofkommes ze ënnerschreiwen, wann eis Partnerlänner dës Prinzipien a Wäerter respektéieren oder op d'mannst e staarke politesche Wëlle manifestéieren a konkret Engagementer aginn, fir sech op dee Wee ze beginn.

D'Ëmsetzung vum Paräisser Klimavertrag ass en Deel dovunner. Aus dësem Gronn huet d'Regierung sech de 6. September fir e virleefegt Äfréiere vun der Entscheedung iwwert d'Signature ausgeschwat.

ad 2. An hirer gemeinsamer Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 0857 hunn de Landwirtschaftsminister an den Ausseminister ënnerstrach, datt Lëtzebuerg seriö Bedenken iwwert de potenziellen Impakt op d'Landwirtschaft ausgedréckt huet. De Landwirtschaftsminister ass an dësem Sënn am Europäesche Landwirtschaftsrot vum 15. Juli intervenéiert.

Déi zwee Ministeren hunn och ënnerstrach, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten ënner anerem den Impakt, deen d'Ofkommes fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft kéint hunn, genau wäerten analyséieren an duerfir suerge wäerten, datt Mesurë geholl ginn, fir dësen Impakt auszegläichen. An dësem Kontext gëtt erënnert, datt den EU-Landwirtschaftskommissär Phil Hogan eng Hëllef an Héicht vun enger Milliard Euro fir d'EU-Baueren ugekënnegt huet.

Et wäert besonnesch noutwendeg sinn, ze kucken, ënner wéi enge Konditiounen déi Bestëmmunge kënnen aktivéiert ginn, déi eng Suspensioun vun Tariffconcessioune virgesinn, wann Importer eng Gefor fir d'europäesch Landwirtschaft duerstellen. Zousätzlech wäert Lëtzebuerg eng rigouréis Ëmsetzung vun Douaneskontrolle froen, fir duerfir ze suergen, datt kee Produkt an d'Unioun importéiert gëtt, dat net den europäeschen Normen entsprécht.

ad 3. Brasilien huet sech entscheet, fir beim Paräisser Klimaofkommes matzemaachen, an huet sech engagéiert, bis 2025 seng Netto-Zäregasemissiounen erofzesetzen an illegal Ofholzungen ze stoppen. De politesche Wëllen, dës Objektiver wëllen ze erfëllen, schéngt mat der néier Regierung a Fro gestallt. D'Statistike beweise ganz kloer, datt d'Bëschbränn Proportiounen ugeholl hunn, déi mir säit Joren net méi kannt hunn. D'Fro vun enger Korrelatioun tëschent der dramatescher Augmentatioun vun de Bëschbränn an der neier Politik vun der brasilianescher Regierung ass net vun der Hand ze weisen.

Den Objektiv soll awer dee sinn, datt d'Lag am Amazonas sech verbessert. Dowéinst huet sech Lëtzebuerg elo scho bei den EU-Partner a bei der Kommissioun derfir agesat, fir mat Brasilien an den anere Mercosur-Länner en Dialog zu deem Sujet ze féieren. Dësen Dialog soll der EU et erméiglechen, hir Erwaardungen, wat de Respekt vun internationalen Ëmweltnorme wéi dem Paräisser Klimavertrag ugeet, op den Dësch ze leeën.

ad 4. Eng Rei EU-Partner, dorënner Frankräich, Irland an Éisträich, hu sech bis elo zu dëser Fro ausgeschwat. An dëse Stellungname sinn, wann och heiansdo mat aneren Akzenter, déiselwecht Themeberäicher ugeschnidden ginn, wéi déi, déi Lëtzebuerg opbruecht huet.

ad 5. D'Lëtzebuerger Entreprisë si staark um Ausbau vun de wirtschaftleche Bezéiunge mat de Mercosur-Länner interesséiert. Brasilien ass zum Beispill de féierende Handelspartner vu Lëtzebuerg a Latäinamerika an eng gesichten Destinatioun fir eng Rei Lëtzebuerger Firmen, déi um internationale Maart aktiv sinn (Satellittekommunikatioun, Stolindustrie, Automobil, Logistik an Industrieberäich). An dësem Kontext bitt den Handelsvertrag eng Opportunitéit, fir bestoend Relatiounen auszebauen an néi Bezéiungen opzebauen, och am Hibléck op Servicer an Zukunftstechnologien.

ad 6. D'Deklaratioun vum 25. August spigelt d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung erëm, esou wéi se och de 6. September formell vum Regierungsrot confirméiert gouf. Brasilien an d'Länner vum südamerikanesche Kontinent si wichteg Partner, souwuel op bilateralem wéi op multilateralem Niveau. Si hu sech zu deeneselwechten internationalen Engagementer wéi Lëtzebuerg verflicht. Et ass eng wichteg Viraussetzung fir Fridden a Wuelstand an eise respektive Gesellschaften, datt eis bilateral Bezéiunge sech op Basis vum Respekt vun de gemeinsamen Engagementer, Ziler a Wäerter entwéckelen.

ad 7. Eis Bezéiunge mat Brasilien si gutt, souwuel op bilateralem wéi och op multilateralem Niveau. Säit der Eréffnung vun eiser Ambassad zu Brasília am Mäerz 2018 sinn d'Bezéiungen nach weider ausgebaut ginn, dëst ënner anerem duerch d'Konklusioun vu bilateralen Ofkommëssen an duerch Aktivitéiten am politeschen, ekonomeschen a kulturelle Beräich. Am Joer 2018 hu ministeriell Visitte vum Vizepremierminister a vum Ausseminister bei hire respektiven Homologe stattfonnt. Finanz- a Wirtschaftsmissioune gi regelméisseg a Brasilien.

Question 1113 (26.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**accueil des personnes secourues en Méditerranée :**

Lëtzebuerg huet sech mat fënnef anere Länner bereet erklärt, Flüchtlinge vum Rettungsschëff „Open Arms" opzehuelen. Erlaabt mer, an deem Zesummenhang folgend Froen un den Här Ausseminister an un d'Madamm Ministesch fir Integratioun ze stellen:

1. Wat fir Kritäre gi gebraucht, fir de Choix vun deene Flüchtlingen ze maachen, déi op Lëtzebuerg kommen? Wéi ginn d'Zuele vun de Kontingenter mat deenen anere fënnef Länner ausgemaach?

2. Gesäit sech de Lëtzebuerger Ausseminister an deem Kontext der Kritik vun Amtskolleegen aus anere Länner, déi keng Flüchtlinge vun der „Open Arms" ophuelen, ausgesat?

3. Gëtt et Ofmaachungen tëscht deenen EU-Staten, déi bereet sinn, Flüchtlingen opzehuelen, wie wéini wéivill Flüchtlingen ophëlt, soudass bei engem nächsten äänleche Fall aner EU-Länner sech verflichten?

4. Wéi ginn des Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg betreit, an a wat fir engem Typ vu Struktur kommen se fir den Ufank ënner Daach?

Réponse commune (24.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Dat Land, an deem d'Persoune vu Bord ginn an hir Demande op internationale Schutz maachen, erstellt, an Zesummenaarbecht mam Europäeschen Ennerstëtzungsbüro fir Asylfroen (EASO), eng Lëscht mat de jeeweilege Persounen. D'Verdeelung op déi verschidde Länner gëtt duerno vum EASO an der Europäescher Kommissioun iwwerholl an dëst a Funktioun vun den Engagementer vun de jeeweilege Memberstaten.

D'Engagementer vu Lëtzebuerg ginn ëmmer op Basis vu sengen aktuelle Capacitéiten am Beräich vum Accueil decidéiert.

ad 2. Den Immigratiounsminister erwaart sech keng Kritik an dësem Kontext. Den nächste Conseil Justice et affaires intérieures, wou dat Thema kéint ugeschwat ginn, ass den 8. Oktober.

ad 3. Den Immigratiounsminister verweist op seng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1087 vum 20. August 2019.

ad 4. Fir Persounen, déi iwwert dëse Wee zu Lëtzebuerg ukommen, ass déi nämlecht Betreiung virgesi wéi fir all aner Persoun, déi internationale Schutz (DPI) zu Lëtzebuerg ufreet. All DPI gëtt vum sozioeducativen a psychosoziale Personal vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a senge konventionéierte Partner betreit.

Och wat d'Ënnerbréngung an de Strukture vum OLAI betrëfft, gëtt hei keen Ënnerscheed gemaach. Esou duerchleeft all DPI zu Lëtzebuerg déi verschidden Ënnerbréngungsphase vum OLAI.

Question 1114 (26.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**affectation de bâtiments :**

De Logementsproblem zu Lëtzebuerg ass akut. Fir d'Wunnengsproblematik unzegoen, ass et an éischter Linn wichteg ze wëssen, wat Proprietéitsverhältnesser um Marché sinn a wéi héich de Pourcentage vu Gebaier ass, déi effektiv als Logement affektéiert sinn, par rapport zu deenen, déi als Surface-commerciallen, Surface-de-bureauen etc. gëllen.

An deem Kontext kann de Kadasterplang eventuell wäertvoll Informatioune liwweren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister, der Logementsministesch an der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Minister fir Finanzen a Logement, wat genee ass d'Unzuel u Wunnraum (nombre d'unités plus Quadratmeter) am Verglach zu där u Bürosräim oder Surface-commerciallen etc. pro Gemeng?

2. Falls déi Dammen an Häre Minister dës Informatiounen net liwwere kéinten: Wier et an Ären Aen net opportun, genee dës Donnéeën ze erhiewen? Falls neen, firwat net?

Réponse commune (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 2 vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun der Kadaster- an Topografieverwaltung vum 25. Juli 2002 beschreift d'Attributioune vun der Verwaltung ënner anerem wéi a folgenden Punkten:

« [...] f) la création, la gestion, la diffusion, la mise à jour et la conservation des bases de données foncières et topographiques nationales ;

g) la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits ;

h) l'établissement, la gestion, la tenue à jour et la diffusion de la documentation cartographique du territoire se présentant sous forme analogue ou digitale ; […] ».

Déi topografesch Datebanke souwéi d'Kadasterdatebanken informéieren ënner anerem iwwert déi geografesch Situatioun vun engem Grondeegentum souwéi iwwert d'Natur vun dem Eegentum, wéi et am Artikel 6 Punkt 1 vum Règlement grand-ducal vum 10. August 2018 beschriwwen ass:

« [...] le plan cadastral à l'échelle prédéfinie est une représentation graphique du découpage du territoire en parcelles et renseigne la présence de bâtiments ; […] ».

Aktuell existéiert keng rechtlech Verflichtung, fir een neit Gebai op Kadasterniveau opmoossen ze loossen en vue vun enger Aktualiséierung vun deenen entspriechenden topografeschen a Kadasterdatebanken.

Fir sécherzestellen, datt hir Datebanke regelméisseg aktualiséiert ginn, erfaasst d'Verwaltung déi nei Gebaier op Basis vun dem aktuellste Loftbild. Dës Erfaassung erlaabt et, d'Form vum Daach vum Gebai ze erfaassen, ouni awer déi genau Natur vum Gebai kënnen ze bestëmmen.

Et ass dofir onméiglech, dorauser Réckschlëss op d'Bestëmmung vum Gebai respektiv iwwert déi genau Notzung als Wunneng, Geschäft oder Büro ze zéien.

D'Kadasterverwaltung plangt awer, an noer Zukunft eng dräidimensional Erfaassung vun alle Gebaier am Land duerchzeféieren. Dës nei Datebank kéint dee Moment als Basis dénge fir eng reell Erfaassung vun de Flächen, déi fir Wunnzwecker an aner Aktivitéiten déngen, dëst a Kombinatioun mat aneren Datebanken vum Statec (iwwert d'Volkszielung) oder via d'Datebanken vun de Populatiounsregësteren.

Question 1118 (27.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du glyphosate dans les zones d'herbages :**

Am Kader vun der Landschaftsfleegeprimm kritt de Bauer, wann en am Akerland op de Glyphosat verzicht, eng Primm vun 30 Euro pro Hektar.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi gëtt déi Primm an der Héicht vun 30 Euro pro Hektar berechent?

2. Ginn et Statistiken, wéi vill Glyphosat aktuell fir d'Nei-Usot vu Gréngландfläche benotzt gëtt?

3. Ass och am Beräich vun de Gréngландflächen eng Mesure ugeduecht, fir d'Reduktioun vum Glyphosat ze promouvéieren?

Réponse (25.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Berechnung vun der zousätzlecher Entschiedegung baséiert esouwuel op enger däitscher Studie, „Die bewirtschaftliche Bedeutung von Glyphosat in Deutschland - Juli 2017", ewéi och op enger franséischer Etüd: « Usages et alternatives au glyphosate dans l'agriculture française - Novembre 2017 ».

Déi däitsch Studie vum Kleffmann Group konzentréiert sech op déi eenzelbetriiblech ekonomesch Auswierkungen am Fall, wou de Glyphosat géif verbuede ginn. Hei ginn absolutt Réckgäng vum Deckungsbäitrag, jee no Zeenario, vun 76 Euro pro Hektar am Silomais a bis zu 233 Euro pro Hektar am Raps virgewisen.

Dat franséischt Institut fir Agronomiefuerschung INRA stellt fest, datt e Glyphosatverbuet eng Steigung vun de Buedembeaarbechtungskäschte mat sech bréngt. Eleng d'Maschinnekäschte kënnen ëm 20 bis 30 Euro pro Hektar klammen.

ad 2. Den SER wäert bis elo déi ugewannte Mengen u Planzeschutzmëttel fir d'Äkerkulturen an de Wäibau aus a publizéiert déi säit 2012/2013 jäerlech am Kader vun der „Statistik über die Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln in der Landwirtschaft" um Portail de l'agriculture. Et sinn dës Kulturen, op déi sech opgrond vun der Bedeitung, der Flächestäerkt an der Emweltrelevanz bis dato beschränkt ginn ass. D'Auswäertung vun dëse Kulturen ass am „PAN Reduzéierung vu Planzeschutzmëttel" festgehalen. Dauergrénglandа Feldfudder si statistesch problematesch, well just Deelflächen mat Planzeschutzmëttel behandelt ginn an et och fir déi schwéier ass, relevant Informatiounen ze kréien. Aus deene Grënn si bis elo keng Héichrechnunge fir d'Gras gemaach ginn.

Am Kader vum PAN ass virgesinn, dass fir déi besote Kulturen een IFT (Indicateur de fréquence de traitement) gerechent gëtt. Dës Aarbechte sinn ofgeschloss an eng Publikatioun ass an dësem Zesummenhang an der Virbereedung. Wann d'Zuelen 2018 verfüügbar sinn (ab November 2019), wäert den SER awer och méi genee ënnert d'Lupp huelen, wat mam Glyphosat um Grénglandа passéiert ass, a versichen, an deem Kontext eng Auswäertung/Héichrechnung ze maachen.

ad 3. Ab dem Kulturjoer 2019/2020 gëtt et eng zousätzlech, fräiwëlleg Bedéngung an der Landschaftsfleegeprimm. D'Bedéngung besteet doranner, ab dem 1. November 2019 op d'Uwennung vum Wierkstoff Glyphosat op der gesamter Betribsfläch ze verzichten. Heimat dra sinn och d'Grénglandflächen. Déi zousätzlech Entschiedegung an der Landschaftsfleegeprimm vun 30 Euro pro Hektar gëtt nëmmen um Akerland an op den Uebstbauflächen (100 Euro pro Hektar) pro Kulturjoer ausbezuelt.

Question 1119 (27.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **programme de rotation des cultures :**

Um am Fruchtfolgeprogramm im Rahmen der Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen teilnehmen zu können, müssen verschiedene Bestimmungen und Verpflichtungen erfüllt werden. So muss unter anderem der jährliche Anbau mindestens 5 verschiedene Kulturen beinhalten, welche jeweils mindestens 10 % der gemeldeten Fläche betragen müssen. Laut SER (Service d'économie rurale) handelt es sich bei Gemüsesorten (wie z. B. Blattgemüse, Wurzelgemüse etc.) um Kulturen, welche keine Ackerfrüchte darstellen und daher nicht im Fruchtfolgeprogramm angerechnet werden können.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

1. Kann der Herr Minister mir diesen Umstand bestätigen?

2. Warum werden beim Programm zur Förderung der Fruchtfolge einzelne Gemüsesorten nicht als einzelne Kulturen und Ackerfrüchte betrachtet und dementsprechend im Fruchtfolgeprogramm angerechnet?

3. Gedenkt der Herr Minister gegen diesen Umstand vorzugehen?

Réponse (04.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Bei Gemüsesorten handelt es sich zweifelsohne nicht um Ackerfrüchte. Der französische Titel des besagten Agrarumweltklimaprogramms im ländlichen Entwicklungsprogramm für Luxemburg sowie in der nationalen Verordnung lautet „Diversification des cultures champêtres". Demnach ist die Zielsetzung der freiwilligen Maßnahme klar und beschränkt sich auf Ackerfrüchte.

ad 2. + 3. Die Förderung und Integration von einzelnen Gemüsesorten sind nicht Teil der Zielsetzung dieses spezifischen Programms. Bei den Vorarbeiten zur Erstellung des aktuellen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raumes wurde eine stetige Verringerung der Fruchtfolgeglieder bei Ackerkulturen festgestellt. Um eine Trendwende mit den positiven Auswirkungen punkto Düngung und Pflanzenschutz beim Ausweiten der Fruchtfolge herbeizuführen, wurde dieses spezifische Programm erstmalig in Luxemburg eingeführt. Am Ende der Laufzeit dieser Maßnahme erfolgt eine genaue Evaluierung anhand der Flächenantragsdaten der teilnehmenden Betriebe.

Der Gemüsebau wird durch andere Aktionen und Programme gefördert.

Question 1120 (27.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc :**

Le Ministre d'État a procédé récemment à la désignation d'un représentant spécial chargé d'examiner la politique en matière de gestion du personnel de la Cour grand-ducale.

Cette décision peu commune met en lumière le manque de maturité et le flou juridique du régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc.

L'utilisation des deniers publics mis à disposition par le biais du budget de l'État n'est pas soumise à un système de contrôle comparable à celui applicable aux autres organes de l'État.

Consciente des faiblesses du régime en vigueur, la commission compétente de la Chambre des Députés a - dans son projet pour une nouvelle Constitution - proposé de fixer les dotations budgétaires destinées au Chef de l'État et à certains membres de sa famille par une loi qui en définit les éléments et le montant.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des initiatives législatives pour parfaire et clarifier certains aspects liés aux dotations allouées à la Maison du Grand-Duc et à leur gestion ?

- Dans l'affirmative, la législation afférente de la Belgique entrée en vigueur le 1er janvier 2014 pourrait-elle servir de modèle, notamment en ce qui concerne le mécanisme de contrôle mis en place ?

Réponse (06.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le représentant spécial du Premier Ministre auprès de la Cour grand-ducale vient d'entamer sa mission fin juin 2019. Il est à l'heure actuelle trop tôt pour en connaître les résultats.

À l'issue de la mission le Gouvernement se tient prêt à en débattre avec la Chambre des Députés.

Question 1123 (27.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **listes noire et grise des juridictions de pays tiers de l'UE à des fins fiscales :**

Dans un article paru récemment sur spiegel.de, on peut lire que l'Union européenne (UE) n'ose pas mettre les États-Unis sur la liste des paradis fiscaux alors que ledit pays ne se montrerait pas coopératif.

En effet, les États-Unis auraient dû, pour fin juin 2019, soit (i) adhérer à la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (IM), soit (ii) signer une convention de non double imposition avec la Croatie, le dernier pays de l'Union européenne avec lequel un tel traité ferait défaut.

Pourtant, les États-Unis ne se sont pas conformés à ces obligations.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que sur base des informations internes au groupe de travail du Conseil de l'UE, les États-Unis rempliraient toutes les conditions pour figurer sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE ? Dans l'affirmative, comment juge-t-il les hésitations du Conseil de procéder à l'inscription dudit pays sur cette liste, voire sur la liste grise ?

3) Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le fait que les États-Unis n'ont pas adhéré à l'IM ? Le « level playing field » au niveau mondial peut-il de la sorte être garanti ? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Union européenne devienne plus ferme vis-à-vis des États-Unis ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des négociations de la Convention de non double imposition avec les États-Unis ? Quels sont les changements majeurs apportés à la convention existante ?

Réponse (27.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) + 2) Concernant les deux premières questions de l'honorable Député, il est à noter qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter des articles de presse relatifs aux travaux en cours au sein du groupe « Code de conduite (fiscalité des entreprises) », notamment en ce qui concerne les travaux portant sur la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. En effet, d'après les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 9 mars 1998, les travaux du groupe « Code de conduite » sont confidentiels. Ceci étant, il convient de préciser que l'analyse du groupe « Code de conduite » en ce qui concerne les États-Unis dans le contexte de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales n'est aucunement finalisée et qu'il est donc en tout état de cause prématuré pour en tirer d'éventuelles conclusions dans l'une ou l'autre direction.

ad 3) En ce qui concerne la troisième question de l'honorable Député, il convient de préciser à titre liminaire que les travaux du « Code de conduite » en lien avec la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales ne concernent pas la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« Instrument multilatéral »), mais plutôt la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (connue sous le sigle anglais de « MAC ») datant de 1988 et amendée par un protocole en 2010.

La question du « level playing field »est cependant beaucoup plus large que celle de la ratification ou non par les États-Unis de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, puisque notamment l'adoption par les États-Unis dans le cadre de leur récente réforme fiscale de mesures reflétant les recommandations issues du plan d'action BEPS ainsi que l'implication des États-Unis dans les discussions actuelles sur une réforme de la fiscalité internationale participent pleinement au maintien du « level playing field » au niveau mondial.

ad 4) En ce qui concerne la quatrième question soulevée par l'honorable Député, il est à noter que le Luxembourg et les États-Unis ont échangé en date du 9 septembre 2019 les instruments de ratification du Protocole amendant la convention fiscale entre les deux pays. Ainsi, la convention fiscale vient donc d'être mise en conformité avec les derniers standards internationaux en matière d'échange d'informations sur demande.

Question 1126 (27.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation juridique des personnes détenues dans le camp d'Al-Hol en Syrie :**

Le camp d'Al-Hol dans la région kurde de la Syrie compterait plus de 10.000 enfants et femmes étrangères partis des régions contrôlées par l'organisation terroriste « État islamique » avant son effondrement. Or, le camp étant dans une zone contrôlée par des autorités régionales non représentatives du pouvoir central et non reconnues par la Communauté internationale, le sort des personnes détenues est incertain alors que leurs situations juridique et civile ne sont pas clarifiées et les décisions des autorités régionales quant au statut juridique de ces personnes n'ont ni aucune valeur ni aucune base juridique internationale.

Ainsi, la Communauté internationale est confrontée à de nombreux problèmes, sachant que les États compétents ne sont pas forcément en mesure de prendre en charge leurs citoyens et de fonder leurs décisions judiciaires pertinentes les concernant ni même d'établir des registres d'état civil notamment pour les enfants nés sur le terrain. Il en est de même en ce qui concerne les personnes déjà condamnées par les autorités régionales. Comment les États compétents peuvent-ils reconnaître ces décisions et surtout sous quelle base ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies a créé une mission d'appui composée entre autres d'avocats, de membres d'Interpol, de médecins légistes et des spécialistes en matière d'état civil afin de mieux pouvoir orienter les autorités nationales compétentes.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Quel statut juridique devrait être appliqué aux décisions des autorités régionales non représentatives et non reconnues selon Monsieur le Ministre ?

2) Quel crédit les autorités nationales accordent-elles aux décisions judiciaires et à tous les éléments de preuve rassemblés sur le terrain par ces autorités régionales ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu affaire avec la mission d'appui des Nations Unies et si oui, quels en sont les premiers résultats et conclusions ?

Réponse (24.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) En vertu du droit international public, d'éventuelles décisions prises par les responsables locaux du nord-est de la Syrie n'ont pas de statut juridique.

ad 2) La question du crédit à accorder à d'éventuelles décisions ou éléments de preuves rassemblés par les responsables locaux du nord-est de la Syrie ne s'est pas encore posée, et ne peut être tranchée de façon catégorique. Il serait au juge compétent de prendre une décision au cas par cas.

ad 3) À ce jour, il n'y a pas eu lieu d'établir un contact formel avec la mission d'appui créée par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Il convient de préciser qu'il s'agit d'une équipe d'enquêteurs qui est à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener Daech à rendre des comptes, en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par le groupe terroriste Daech en Iraq. Cette équipe créée par la résolution 2379 (2017) du Conseil de sécurité se concentre donc sur le territoire de l'Iraq.

Question 1127 (27.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **maladies rares :**

D'Initiativ „Beneluxa", zu där och Lëtzebuerg säit 2015 gehéiert, verfollegt ënner anerem d'Zil, den Accès zu qualitativ héichwäertege Medikamenter an d'Folgenofschätzung vu medezinneschen Innovatiounen ze verbesseren. Am Kontext vu Medikamenter, déi bei rare Krankheeten zum Asaz kommen, soll d'„Beneluxa"-Kollaboratioun ivwerdeems vu Bedeitung sinn, fir mam Pharmacie-Secteur iwwer Medikamentepräisser ze negociéieren.

Vu rare Krankheete schwätzt een, wann net méi wéi fënnef vun 10.000 Leit vun enger Krankheet betraff sinn. Fir d'Patienten an d'Krankekeesen ergi sech fir d'Traitementer vun esou Krankheeten oft héich Käschten, well eng Masseproduktioun vun de benéidegte Medikamenter opgrond vun der gerénger Nofro net méiglech ass. Dat bedeit, dass iwwer ee Behandlungsjoer och schonns emol Käschte vun enger hallwer Millioun Euro ufale kënnen, fir e Patient mat enger rarer Krankheet ze soignéieren. Esou gëtt séier ersiichtlech, firwat international Negociatioune mam Pharmacie-Secteur vu grousser Wichtegkeet sinn, wann et ëm d'Accessibilitéit vu seelene Medikamenter geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt de Minister - elo, bal véier Joer nom Bäitrëtt zu der Initiativ - d'Resultater vun der internationaler Zesummenaarbecht an? Wéi eng Konsequenzen hu sech fir Lëtzebuerg erginn a wéi eng fir d'Partnerlänner?

2. Léisst sech an der Gesondheetspolitik eng kloer Verbesserung vun der géigesäiteger Berodung an der internationaler Koordinatioun tëscht de Partnerlänner vun der Initiativ „Beneluxa" erkennen?

3. Ginn et zum aktuellen Zäitpunkt aner europäesch Länner, déi sech der Initiativ an Zukunft wéilten uschléissen? Falls jo: Ëm wéi eng Länner handelt et sech?

4. Wéi hu sech d'Präisser vu Medikamenter fir Patiente mat rare Krankheete säit der Grënnung vun der Initiativ „Beneluxa" entwéckelt? Huet d'„Beneluxa" konkreten Afloss op d'Präisser vu verschiddene Medikamenter gehat?

Falls jo: Ëm wéi eng Medikamenter handelt et sech?

Falls neen: Wisou net?

5. Wéi eng konkret Resultater kënne sech Patiente mat rare Krankheeten an Zukunft duerch d'international Kooperatioun innerhalb vun der „Beneluxa" erwaarden?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Lëtzebuerg, grad ewéi déi aner Länner, déi an der Initiativ „Beneluxa" matmaachen (d'Belsch, Holland, Éisträich an Irland), huet profitéiert vum Austausch vun Informatiounen iwwer innovativ Medikamenter, déi op de Maart kommen, vum Austausch vun Donnéeën iwwert d'Präisser vun de Medikamenter a vun der Expertise am Beräich vun der Evolutioun vun de Gesondheetstechnologien.

Doduerch konnt apaart op d'HTA-Evaluatiounsrapporten iwwert d'Medikament Orkambi, dat bei der Mukoviszidose agesat gëtt, a vum Medikament Vyndaqel, dat bei der Amylose agesat gëtt, zréckgegraff ginn, déi Lëtzebuerg vun der zoustänneger hollännescher Autoritéit zur Verfügung gestallt goufen. D'Belsch an Holland hunn hirersäits mat der Pharmaentreprise Biogen en Accord ofgeschloss iwwert de Remboursement an de Präis vu Spinraza, engem Medikament, dat bei der Behandlung vun der spinaler Amyotrophie 5q agesat gëtt.

ad 2. Den Austausch vun Informatiounen a vu wëssenschaftlechen Donnéeën am Kader vun der Initiativ „Beneluxa" huet kloer Fortschrëtter bruecht, wat déi pharma-ekonomesch Approche an den Accès zu neien, effikassen Therapien ugeet.

Zu Lëtzebuerg huet d'HTA-Evaluatioun vun de Produiten Orkabi a Vyndaqel e Remboursement vun 100 % duerch d'Gesondheetskeess erlaabt.

ad 3. E puer Länner hunn hiren Interessi manifestéiert, der Initiativ „Beneluxa" bäizetrieden a bei spezifesche Kooperatioune matzemaachen. Kanada a Schweden interesséiere sech fir de Projet, deen d'Innovatiounen am Gesondheetsberäich, déi op de Maart kommen, am A behält (Horizon Scanning). Ungarn a Groussbritannien iwwerwaachen d'Evolutioun vum Patienteregëster ganz genee. Wat d'Schwäiz, Frankräich an Italien ugeet, hunn déi Länner en Interessi un enger Kollaboratioun am Beräich HTA a bei de Präisser.

ad 4. D'Initiativ „Beneluxa" huet just medezinnesch Technologië betruecht, bei deenen d'Komplexitéit vum Wierkmechanissem an de Präis eng entscheedend Roll bei der Effikassitéit an der Erschwénglechkeet vun der Behandlung spillen. De Präis vun eenzelne Medikamenter géint rar Krankheete konnt esou no ënne gedréckt ginn. Dat beschte Beispill dofir ass de Produit Spinraza, e Medikament, dat bei der spinaler Amyotrophie 5q an den Asaz kënnt. Den initiale Präis, dee bei 83.000 Euro pro Injektioun louch, konnt op e verstännegen Niveau reduzéiert ginn.

ad 5. D'Patiente vu rare Krankheete kréien en dauerhaften Zougang zu innovativen an effikassen Therapien an e Choix an alternative Behandlungen, där hire Präis fir d'Systemer vun der Gesondheet a vun der sozialer Sécherheet ze vertrieden ass.

Question 1132 (29.08.2019) de **MM. Alex Bodry** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **coût du logement :**

Une étude récente du Statec a révélé que pour les résidents de niveau de vie modeste, le coût du logement représente plus de la moitié de leur revenu disponible.

En effet, entre 2012 et 2017, le coût du logement a augmenté de plus de 20 %.

La tendance lourde est celle d'un accroissement continu de la charge du logement pour les ménages les moins aisés. Un des facteurs clés de cet accroissement est celui de l'évolution des loyers.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre du Logement si le Gouvernement envisage, dans le cadre de la révision de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, de revoir à la baisse les maximas de loyers fixés par la loi.

- Le Gouvernement estime-t-il opportun de revoir également le mécanisme d'adaptation des loyers prévu par la loi afin d'éviter une hausse continuelle de ces derniers ?

- Le Gouvernement considère-t-il que le barème de la subvention de loyer tient suffisamment compte de l'évolution des loyers ?

Réponse (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Je tiens à informer les honorables Députés que le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit en effet de moderniser la législation existante sur le bail à loyer afin de « mieux contrôler l'évolution des loyers et de renforcer le rôle et les compétences des commissions de loyers ».

Le Ministère du Logement est actuellement en train de préparer les éléments clefs de cette refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Le moment venu, le Ministère du Logement ne tardera pas de présenter le projet de cette refonte à la commission parlementaire compétente.

Pour ce qui est du barème de la subvention de loyer, je tiens à rappeler que celui-ci a été adapté à l'évolution du marché au 1er janvier 2018 ensemble avec la révision d'autres critères d'attribution de la subvention de loyer. Une adaptation plus générale des aides individuelles au logement étant prévue dans le cadre de la réforme prochaine de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, celle-ci sera également l'occasion d'adapter le barème de la subvention de loyer.

Question urgente 1390 (24.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **contamination du bâtiment Pierre Werner :**

Dans son rapport d'analyse du 13 juillet 2018 adressé à l'Administration des bâtiments publics, le bureau d'études Luxcontrol note, en ce qui concerne les polluants organiques des poussières sédimentées, que « les quantités de composés organiques retrouvées dans les poussières déposées étaient toutes inférieures aux valeurs d'orientation existantes, à l'exception d'un retardateur de flamme. En effet, pour le Tris(2-chlor-isopropyl)phosphate (TCPP), les analyses ont conclu à une valeur de 18 mg/kg à mettre en relation avec une valeur d'orientation de 5 mg/kg. Toujours selon ledit rapport, si la source de ces composés peut être identifiée, elle doit être éliminée/réduite. »

D'après un expert allemand en analyses environnementales et construction écologique, une charge polluante de 1,2 mg/kg serait à considérer comme étant normal, tandis qu'une charge dépassant les 10 mg/kg pourrait être qualifiée d'« extrêmement significatif ». En procédant à une interpolation de cette charge sur la qualité de l'air, on aboutirait à une charge polluante de plus de 31 ug/m^3, ce qui serait plus que le sextuple de la valeur d'orientation (5 ug/m^3).

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les agents y postés se sont plaints de la qualité de l'air dans un des bureaux du bâtiment susmentionné ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si la contamination de l'air par du TCPP a été analysée ? À défaut, pour quelles raisons ceci n'a pas été fait ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si d'autres analyses ont été effectuées pour identifier la source du TCPP dans les poussières déposées ?

- Dans l'affirmative, lesquelles ? Quels ont été les résultats de ces analyses ?

- Dans la négative, pour quelles raisons aucune analyse plus poussée n'a été effectuée ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le caractère cancérigène (potentiellement ou autre) du TCPP ?

5) Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder pour faire en sorte que les agents de l'État puissent travailler dans des conditions sanitaires acceptables ?

a. Les revêtements de sol seront-ils retirés et remplacés ?

b. Dans l'affirmative, endéans quel délai ?

c. Toujours dans l'affirmative, et en attendant, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'un nettoyage approfondi des revêtements de sol a été réalisé depuis et qu'il continuera à être effectué annuellement par la suite ?

c. 1) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ce nettoyage a été réalisé par une société spécialisée en la matière ?

c. 2) Dans la négative, pour quelles raisons ceci n'a pas été fait ?

d. Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il exclure que les revêtements de sol sont à l'origine de la contamination ?

Réponse (31.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le Ministère de la Justice a contacté l'ABP avec la demande de remplacement de la moquette par du parquet ou du laminat, ce à cause de problèmes d'allergies de certains collaborateurs ainsi que pour des raisons d'hygiène, d'odeur et d'âge dudit tapis.

Or, l'ABP a déconseillé le remplacement de la moquette par un parquet ou du laminat pour des raisons acoustiques et a chargé le bureau de contrôle Luxcontrol de réaliser des analyses de l'air intérieur et des poussières sédimentées dans un bureau occupé par le Ministère de la Justice (MJ) dans le bâtiment Centre administratif Pierre Werner (CAPW).

Le rapport d'analyse du 13 juillet 2019 mentionne la présence d'un retardateur de flamme, défini comme trisphosphate (TCPP) d'une valeur de 18 mg/kg dans les poussières présentes dans la moquette dudit bureau et précise « que si la source de ces composés peut être identifiée, elle doit être éliminée/réduite ».

ad 2) Comme expliqué ci-dessus, des analyses de l'air intérieur et des poussières en provenance de la moquette d'un bureau occupé par le MJ ont effectivement été réalisées le 29 juin 2018.

ad 3) Aucune autre analyse n'a été effectuée pour identifier la source du TCPP dans les poussières déposées.

En effet, dans son rapport d'analyse du 13 juillet 2018, Luxcontrol a également annoté « qu'il n'est pas toujours aisé d'identifier la source de ces substances et par conséquent de la supprimer. Nous vous conseillons éventuellement de réaliser un nettoyage approfondi de ces revêtements de sol au moins une fois par an. »

Vu ce qui précède, un nettoyage approfondi de la moquette a été planifié. Des analyses poussées seront à nouveau réalisées après ce nettoyage.

ad 4) Selon les informations reçues de la part du bureau de contrôle Luxcontrol, des études concernant le caractère cancérigène (potentiellement ou autre) du TCPP sont toujours en cours et seuls des toxicologues et médecins peuvent actuellement donner un avis sur ce point.

ad 5)

a. Il est évident que le tapis sera enlevé et remplacé si les résultats d'une seconde analyse après un nettoyage approfondi s'avèrent toujours être au-dessus des valeurs d'orientation.

b. Si les résultats de cette deuxième analyse restent critiques, le tapis actuel sera remplacé par une nouvelle moquette exempte de toute substance susceptible de nuire à la santé des occupants. Les délais seraient à coordonner avec le MJ étant donné que les lieux resteront occupés pendant la durée des travaux.

c. Un nettoyage approfondi a été commandé en août 2019, aussi bien pour les locaux du Statec que pour les surfaces occupées par le Ministère de la Justice. Les travaux de nettoyage dans les bureaux du Statec ont été effectués en août 2019 alors que le nettoyage des revêtements de sol dans les locaux du MJ doit encore être réalisé. En cas de résultat concluant, un nettoyage annuel devra être programmé.

c. 1) Les travaux de nettoyage ont été confiés à la société Dussmann spécialisée en la matière.

c. 2) /

d. Seule une deuxième analyse de l'air intérieur et des poussières après le nettoyage approfondi du tapis permettra de tirer des conclusions quant au maintien ou remplacement du revêtement de sol.

L'ABP, très sensibilisée quant à la problématique d'une qualité d'air en imposant depuis des années l'utilisation de matériaux sains, exempts de toute substance nocive, veillera, en cas de résultats d'analyses critiques, au remplacement immédiat du revêtement de sol. L'ABP réservera la diligence nécessaire à ce dossier.

Question urgente 1394 (25.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **lait pour bébés contaminé avec des huiles minérales toxiques :**

Die Verbraucherorganisation Foodwatch hat am Donnerstag unabhängige Laboranalysen veröffentlicht laut denen Säuglingsmilchprodukte der Firmen Nestlé und Novalac mit gesundheitsgefährdendem Mineralöl belastet seien. Bei den Labortests wurden in dem Milchpulver sogenannte aromatische Mineralölbestandteile nachgewiesen, die im Verdacht stehen, Krebs auszulösen. Foodwatch forderte Nestlé und Novalac auf, die belasteten Produkte sofort zurückzurufen und die Eltern vor dem Gebrauch der Produkte zu warnen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Ist die Regierung in Kenntnis von den besagten Laboranalysen?

2. Sind die betroffenen Produkte in Luxemburg erhältlich?

3. Wenn ja, wie gedenkt die Regierung vorzugehen um die Verbraucher schnellstmöglich zu schützen?

Réponse commune (30.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Die zuständige Abteilung für Lebensmittelsicherheit des Gesundheitsministeriums hat Kenntnis von den besagten Untersuchungen die von Foodwatch veranlasst wurden.

ad 2. Säuglingsmilch-Produkte sind meldepflichtig laut Artikel 8 des „règlement grand-ducal du 19 mars 2008 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite" beziehungsweise Artikel 9 der delegierten Verordnung (EU) 2016/128 der Kommission vom 25. September 2015 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 609/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die besonderen Zusammensetzungs- und Informationsanforderungen für Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke.

Aufgrund des Berichts von Foodwatch wurden einige der großen Supermärkte überprüft. Es wurde festgestellt, dass mindestens drei der betroffenen Produkte hierzulande verkauft werden, jedoch nicht die von Foodwatch untersuchten Losnummern. Im Laufe der nächsten Tage werden noch weitere Supermärkte sowie Apotheken überprüft.

ad 3. Aufgrund mangelnder Risikobewertungsdaten sind im Augenblick keine Grenzwerte sowohl für aromatische Mineralölkohlenwasserstoffe (MOAH)[26] noch für gesättigte Mineralölkohlenwasserstoffe (MOSH)[27] weder auf nationaler noch auf europäischer Ebene festgelegt. Die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) sowie die französische „Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail" (ANSES) und das Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR) empfehlen im Augenblick das ALARA-Prinzip[28] (= „so niedrig wie sinnvollerweise erreichbar") für die MOAH-Gruppe anzuwenden.

Aufgrund dessen hat die Europäische Kommission eine Empfehlung[29] herausgegeben, die ein Monitoring durch die Mitgliedsstaaten vorsieht, um so die notwendigen Daten hinsichtlich einer abschließenden Bewertung durch die EFSA zu ermöglichen.

Der luxemburgische Markt wird jährlich auf das Vorhandensein von MOAH und MOSH in Lebensmitteln sowie Lebensmittelverpackungen untersucht. Seit 2016 wurden insgesamt 68 Proben untersucht, davon 36 Lebensmittel sowie 32 Verpackungen.

Bei der Auswahl der Proben wurde sich auf die „EFSA Scientific Opinion on Mineral Oil Hydrocarbons in Food" aus dem Jahr 2013 basiert, das heißt es wurden vorrangig Lebensmittel in Verpackungen aus Papier und Pappe sowie Lebensmittelverpackungen aus Papier und Pappe untersucht. Die Ergebnisse sind auf folgender Internetseite verfügbar: https://securite-alimentaire.public.lu/fr.html.

Darüber hinaus wird derzeit eine Kontrollkampagne durchgeführt, um den Verunreinigungsgrad in Säuglingsmilchpulvern auf dem luxemburgischen Markt festzustellen.

Zudem wurde bei der Europäischen Kommission ein Dringlichkeitsantrag gestellt, damit die EFSA eine Stellungnahme erlässt, hinsichtlich der Harmonisierung der Risikomanagementmaßnahmen der Mitgliedstaaten.

[26] MOAH: Mineral oil aromatic hydrocarbons

[27] MOSH: Mineral oil satured hydrocarbons

[28] ALARA = as low as reasonably achievable; https://www.efsa.europa.eu/de/press/news/051103

[29] http://data.europa.eu/eli/reco/2017/84/oj

N°03
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 3 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat sur l'état de la nation (suite)	p. 40	Sommaire des séances publiques nos 4 et 5	p. 75	4e séance	Jeudi 10 octobre 2019
Dossier « abri de jardin »	p. 49	Sommaire des questions parlementaires	p. Q79	5e séance	Jeudi 10 octobre 2019
Aide financière de l'État pour études supérieures	p. 62				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Coopération entre petits États et défis de la digitalisation



M. Fernand Etgen (à gauche) et ses homologues à la 13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la 13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe les 26 et 27 novembre 2019 à Chypre. Les défis de la digitalisation ainsi que les différentes formes de coopération entre les petits États d'Europe constituaient le fil conducteur de cette réunion. Des Présidents de Parlement du Moyen-Orient ont également assisté aux discussions.

Différentes formes de coopération pour les petits pays

M. Fernand Etgen a précisé que le Grand-Duché dispose d'une « diplomatie active, qui se déploie tant au niveau bilatéral que sur le plan multilatéral ». Il a constaté que les pourparlers importants se font souvent entre les grands États, mais qu'il existe néanmoins des formats plus larges qui permettent une participation pour les petits pays.

De manière générale, les institutions internationales permettraient à un petit État non seulement d'avoir un siège, « une place à la table », mais aussi une voix, a précisé le Président de la Chambre pour qui « l'appartenance aux organisations internationales est primordiale pour atteindre des régions plus lointaines ». Dans ce cadre, le Grand-Duché pourrait augmenter son impact à travers de bons arguments, l'expérience et la persuasion, même s'il est un « petit » acteur. « C'est ainsi que le Luxembourg - tant le gouvernement que le parlement - peut contribuer à forger des compromis, à faire avancer le dialogue, à rassembler là où d'autres cherchent parfois à diviser », a-t-il conclu.

Exemples luxembourgeois en matière de digitalisation

Face à ses homologues, M. Fernand Etgen a souligné qu'« il est indispensable de convaincre la population que la digitalisation constitue une opportunité immense de modernisation plutôt qu'un risque indéterminable ou démesuré par rapport aux avantages qui pourraient en résulter ». Au cours de son discours, le Président a présenté plusieurs projets luxembourgeois comme par exemple la digitalisation des procédures administratives, la généralisation des tablettes en classe ou encore la carte électronique de santé contenant les données administratives du patient. Il a en outre fait remarquer que la digitalisation et la protection des données sont au cœur des débats du Parlement luxembourgeois. Pour conclure, il a relevé d'autres dossiers qui sont d'actualité au sein du Parlement luxembourgeois, notamment la dématérialisation des documents ainsi que la numérisation des travaux parlementaires.

Adoption d'une déclaration commune

À la fin de cette réunion, les Présidents des Parlements de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Monaco et du Monténégro ont adopté une déclaration commune axée sur la promotion de la coopération entre les petits États d'Europe et les pays du Moyen-Orient ainsi qu'une meilleure coopération dans le domaine des maladies rares.

100 JOER

#WIELEWATMIRSINN

ALLGEMENGT WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

... la volonté de la Chambre qui est la volonté du pays
Un florilège de débats parlementaires luxembourgeois (1848-2004)
Sous la direction de Claude Frieseisen, Marie-Paule Jungblut et Michel Pauly



Dans le cadre du 100e anniversaire de l'introduction du suffrage universel la Chambre publie quelques-uns des « grands » débats menés dans l'enceinte parlementaire depuis 1848. Pour relever ce défi, elle a cherché la collaboration avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg afin de proposer un regard externe, distancé, sur ses activités. Les grands débats peuvent être des discours d'une qualité rhétorique remarquable, mais aussi des discussions qui établissent des normes morales, marquent des étapes dans le développement de la démocratie ou ont des impacts importants sur notre pays à long terme.

ISBN : 978-2-87978-215-7 | Prix : 20 €
Lieux de vente : MNHA et librairies

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'ORK a présenté son rapport annuel 2019



Le Président et les membres de l'ORK ont remis leur rapport au Président de la Chambre.

La veille de la 30e journée internationale des droits de l'enfant, le Président de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, M. René Schlechter, et les membres du comité ont remis le rapport 2019 sur la situation des droits de l'enfant au Luxembourg au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Entre le 1er novembre 2018 et le 31 octobre 2019, 129 nouveaux dossiers ont été ouverts qui concernaient 247 enfants.

30 dossiers portaient sur une/un séparation/divorce ou le droit de garde/droit de visite, 11 impliquaient des enfants migrants ou mineurs non accompagnés et 9 dossiers touchaient le placement judiciaire ou le placement en foyer.

En 2020, le Gouvernement luxembourgeois devra remettre son rapport périodique sur la réalisation des droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à Genève.

En vue de ce rendez-vous, l'ORK a traité dans son rapport 2019 les points figurant sur une liste établie par le Comité des droits de l'enfant.

Ainsi, l'ORK formule un certain nombre d'observations. Il aimerait notamment voir disparaître les cinq réserves du Luxembourg à l'application de certains articles de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant la filiation naturelle, la prohibition absolue à mariage, l'avortement, l'accouchement anonyme et le droit de s'associer. D'autres chapitres portent sur la violence à l'égard des enfants, le milieu familial, les droits de l'enfant dans le sport ou encore l'éducation.

Depuis sa création en 2002, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand remet un rapport annuel au Président de la Chambre des Députés. Ce rapport est traité par la suite en détail par les membres des commissions parlementaires compétentes. Une nouvelle loi sur l'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher » est en cours d'élaboration et rattachera l'Ombudsman à la Chambre des Députés.

Tous les rapports peuvent être consultés sur www.ork.lu.

Discussions sur les aéroports de la Grande Région

Les parlementaires de la Grande Région étaient réunis le 25 octobre 2019 au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster pour une conférence au sujet des aéroports de la Grande Région.

En présence du Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et du Président du Landtag de la Sarre, M. Stephan Toscani, les parlementaires de la Grande Région ont entre autres discuté des subventions européennes ainsi que des différentes possibilités de coopération en matière d'aéroports. Ils ont souligné l'importance des petits aéroports pour certaines régions et l'avenir de celles-ci.

Ont également assisté à cette conférence des représentants des aéroports Luxembourg-Findel, Sarrebruck-Ensheim, Liège, Charleroi et Metz-Nancy (Lorraine). M. Mars Di Bartolomeo a insisté que le succès d'un petit aéroport, comme par exemple le Findel, est possible si ce dernier est étroitement lié à l'environnement social et économique.



Les participants à la conférence au sujet des aéroports de la Grande Région

Qu'est-ce que le CPI ?

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI) est l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région. Il se compose des Présidents et de parlementaires de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, du Landtag de la Rhénanie-Palatinat, du Landtag de la Sarre, du Conseil Régional du Grand Est, du Parlement wallon, du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique.

Les membres luxembourgeois sont : le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Mme Diane Adehm (CSV), MM. Guy Arendt (DP), Marc Baum (déi Lénk), Dan Biancalana (LSAP), Mars Di Bartolomeo (LSAP), Emile Eicher (CSV), Mme Carole Hartmann (DP), MM. Charles Margue (déi gréng) et Gilles Roth (CSV).

Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux différents Gouvernements. Pendant toute l'année les membres du CPI préparent les séances plénières dans le cadre de six différentes commissions.

Eng nei Beamtin gouf vereedegt



Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, ass de 14. November 2019 d'Madamm Magda Santos (3. vu riets) aus dem Service des Séances plénières et Secrétariat général vum Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu riets) vereedegt ginn, nodeem se vum Chambersbureau hir definitiv Nominatioun als Fonctionnaire an der Redakteschcarrière kritt hat.

Dëser Zeremonie hunn och de bäigeuerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (1. vu lénks), déi bäigeuerdnet Generalsekretärin Isabelle Barra (2. vu lénks) souwéi d'Responsabel vum Service des Séances plénières et Secrétariat général Sonja Benassutti (3. vu lénks) a vum Personalservice Manon Hoffmann (1. vu riets) bäigewunnt.

Inauguration d'une Place de la Francophonie au Jura

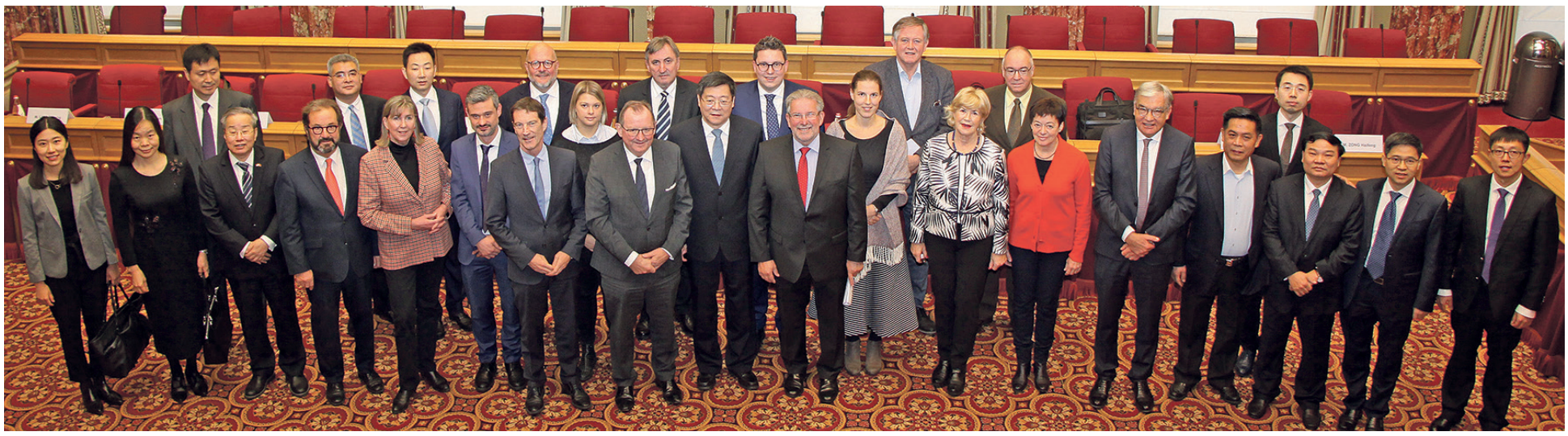
Dans le cadre d'une réunion de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, qui s'est tenue du 14 au 16 novembre 2019 à Delémont dans le Canton du Jura en Suisse, les députés M. Alex Bodry, Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas ont participé à l'inauguration de la Place de la Francophonie dans le centre-ville de Delémont.



Les députés luxembourgeois et le Président de la section du Jura, M. Pierre-André Comte (2e de droite)

Visite d'une délégation de la province chinoise du Hunan à la Chambre des Députés

Acier, innovation et relations commerciales



Les membres des délégations chinoise et luxembourgeoise

Les relations entre la Chine et le Luxembourg et l'Europe dans un contexte de tension commerciale mondiale ainsi que la problématique de la surproduction de l'acier ont dominé un échange de vues entre les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et une délégation chinoise de la province du Hunan le 11 novembre 2019 à la Chambre des Députés.

La délégation chinoise a été menée par M. Jiahao Du, membre du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et secrétaire du Comité du PCC pour la province du Hunan.

De l'acier et de l'innovation

« Le Luxembourg et la Chine coopèrent depuis de longues années. Malgré nos différences de taille, nous avons beaucoup de choses en commun », a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Il a souligné que la province du Hunan - tout comme le Luxembourg - connaissait une longue histoire d'industrialisation, de métallurgie notamment, couplée aujourd'hui à un essor du secteur des services, du commerce international et des politiques de numérisation.

En effet, c'est dans la province du Hunan que le géant mondial de l'acier ArcelorMittal, basé au Luxembourg, entretient une présence importante et grandissante, la coopération ayant connu une hausse de 30 % en 2019, selon l'homme politique chinois.

Au cours de l'échange de vues, les députés se sont renseignés sur les mesures concernant la problématique de surproduction d'acier en Chine. La délégation chinoise a signalé les efforts entrepris afin d'« abandonner la production d'acier démodée ». À titre d'exemple, la province du Hunan a abandonné un tiers de sa capacité de production, selon M. Jiahao Du.

Plus généralement il a expliqué que sa province misait sur l'innovation pour moderniser les technologies des industries traditionnelles comme l'agroalimentaire, l'acier ou encore le textile dans le but de leur donner un avenir.

Un plaidoyer pour le multilatéralisme

La discussion entre les délégations luxembourgeoise et chinoise a également porté sur les relations commerciales entre la Chine et l'Union européenne. En réponse aux questions des députés, M. Jiahao Du a notamment estimé que, dans le contexte de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, on pouvait constater une « plus grande convergence » concernant les relations commerciales entre la Chine et l'Union européenne. Toujours selon lui, la Chine est « particulièrement attachée » au multilatéralisme et aux organismes internationaux et ne cautionne aucunement le fait de se désister des engagements pris dans le cadre d'un traité international.

Une ouverture aux capitaux étrangers

Les efforts de la Chine afin de s'ouvrir aux capitaux étrangers ont également retenu l'attention des députés : M. Jiahao Du a ainsi rappelé le vote récent d'une loi visant à protéger davantage les investisseurs étrangers et permettant de créer des entreprises à capital 100 % étranger. Cette décision illustre, aux yeux de M. Jiahao Du, la volonté de la Chine d'ouvrir davantage son secteur financier.

En ce qui concerne plus généralement le développement de la Chine, M. Jiahao Du a informé les députés luxembourgeois sur des réformes en cours pour améliorer la gouvernance et le système politique ainsi que la lutte contre la pauvreté notamment des populations rurales.

Des relations étroites avec la Chine

La Chambre des Députés entretient des relations étroites avec la Chine. Les députés reçoivent régulièrement des délégations chinoises pour des échanges de vues - le dernier ayant eu lieu en septembre 2019 -, notamment issues des différentes provinces, car la coopération avec les parlements des pays européens se fait à l'échelle des provinces chinoises.

Avec une population de presque 70 millions de personnes, le Hunan est la 7e province la plus peuplée de Chine. Elle se situe dans le sud de la Chine dans la zone économique du « Yangtze River Economic Belt ».

Visites cubaines : le Ministre de la Culture ainsi qu'une délégation parlementaire à la Chambre

Relations excellentes entre le Luxembourg et Cuba



M. Alpidio Alonso signe le Livre d'or entouré de M. Marc Angel et de M. Fernand Etgen (à droite)

« Cuba est un pays riche en culture ! » Tel fut le message du Ministre de la Culture de la République de Cuba, M. Alpidio Alonso, lors de sa visite de travail à la Chambre des Députés le 20 novembre 2019. M. Alonso a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel.

Promotion de la vie culturelle

Le Ministre cubain a souligné que son pays a « beaucoup à offrir dans le domaine de la culture ». Ces dernières années, Cuba a beaucoup investi pour promouvoir la vie culturelle, plus précisément au niveau de l'éducation. Dans ce sens, le Ministre de la Culture espère renforcer les liens entre le Luxembourg et Cuba et concrétiser des projets culturels. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile a relevé que les ambassades ont un rôle important à jouer dans la promotion culturelle du pays et a plaidé pour que le budget culturel des ambassades respectives soit revu à la hausse. Selon M. Marc Angel, « l'entente entre les peuples se fait via la culture ». M. Fernand Etgen a félicité le membre du Gouvernement cubain pour les différentes réformes entreprises ces dernières années. Il a rappelé que la Chambre des Députés a toujours soutenu la volonté d'ouverture de Cuba. Le Président de la Chambre des Députés a qualifié les relations entre le Luxembourg et Cuba comme « excellentes ». Il a évoqué les échanges réguliers qui existent entre les deux pays. Le 12 novembre 2019, une délégation parlementaire cubaine a été accueillie au Parlement luxembourgeois tandis qu'une délégation de la Chambre des Députés avait été reçue en visite officielle à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire en janvier 2018.

Réformes politiques et économiques en cours

Les réformes politiques et économiques en cours à Cuba ont été au cœur de l'échange de vues, début novembre, entre des députés cubains et luxembourgeois à la Chambre des Députés. La chef de la délégation de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba, Mme María del Carmen Concepción González, a été accueillie par M. Marc Angel en sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. La délégation cubaine a également rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Au cours de l'échange de vues, les parlementaires cubains ont informé leurs homologues luxembourgeois sur la transition de Cuba vers une société et une économie plus ouvertes, toujours sous le signe de l'embargo américain qui a été renforcé par l'actuelle administration américaine. Mme María del Carmen Concepción González a dans ce contexte illustré le processus de changement de la Constitution cubaine basé sur une large consultation citoyenne. Quelque 60 % de la Constitution ont été réformés, toujours selon elle, pour moderniser le système politique, introduire une régionalisation du pouvoir et introduire une élection du Président cubain par l'Assemblée nationale. L'ouverture concernant également certaines parties de l'économie, les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les possibilités pour les étrangers d'investir à Cuba. La délégation cubaine a salué les bienfaits de l'accord de dialogue politique et de coopération avec l'Union européenne en vigueur depuis deux ans, qui vise à faciliter les relations entre les entreprises européennes et Cuba et à créer un dialogue entre les intellectuels, les universités ainsi que la possibilité d'un échange entre les étudiants européens et cubains.



Les délégations parlementaires cubaine et luxembourgeoise

Réforme de la politique agricole commune



M. Gusty Graas (2e rangée, centre gauche) et Mme Octavie Modert (1re rangée, 1re à gauche) ont participé à la conférence interparlementaire sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) qui a été organisée par le Parlement de Finlande le 28 octobre 2019 à Helsinki. Les participants à la conférence se sont penchés sur les propositions de la Commission européenne relatives à la politique agricole commune après 2020. En outre, ils ont discuté des liens qui existent entre le changement climatique et la politique agricole.

NOUVELLES LOIS

Libre circulation des personnes et immigration

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

L'objectif principal du projet de loi est de tenir compte des observations des experts dans le cadre de l'évaluation de 2016 de l'application de l'acquis de Schengen tant dans le domaine du retour que dans celui de la gestion des frontières extérieures. L'adaptation par conséquent de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration concerne notamment :

- l'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés dans le cadre d'une décision de retour ;

- la vérification systématique d'office par les juridictions administratives des conditions de la rétention administrative prolongée des ressortissants de pays tiers.

Une commission consultative est créée pour analyser individuellement les dossiers des mineurs non accompagnés pour évaluer systématiquement le meilleur intérêt de l'enfant.

Quant à la rétention, le Luxembourg a été invité à se conformer à l'article 15, paragraphe 3 de la directive 2008/115/CE en prévoyant une vérification systématique d'office par les juridictions en cas de périodes de rétention prolongées, c'est-à-dire dépassant quatre mois. Dans ces cas, un recours est ouvert devant le Tribunal administratif qui statue d'urgence. Un appel contre la décision du Tribunal administratif peut être interjeté devant la Cour administrative.

Une autre modification concerne des personnes obstruant l'exécution de leur décision de retour. L'autorisation du président du tribunal d'arrondissement pourra être sollicitée afin de permettre aux agents de la police d'accéder à l'habitation afin de procéder à l'éloignement forcé. Cette disposition s'inspire de l'article 5 paragraphe 2 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé qui prévoit une disposition analogue.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.01.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

23.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
25.06.2018	Examen des avis du Conseil d'État et de la Commission consultative des droits de l'homme
11.02.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.05.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.09.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

6 Accords de partenariat économique (APE) :

7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes » (TSA). Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux entre l'UE et les pays d'Afrique centrale, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 721, page 1

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009.

Cet Accord reprend les amendements prévus à l'accord initial, à l'exclusion de la coopération économique et la coopération au développement.

L'Accord est un accord mixte qui couvre à la fois des domaines de compétence européenne et nationale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 718, page 1

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 722, page 1

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents, pour tous les produits sauf les armes et les munitions.

Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 724, page 1

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 720, page 1

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 723, page 1

Échange et protection d'informations classifiées

7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Le présent projet de loi a pour but d'approuver cinq accords bilatéraux relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, signés en 2018 entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg avec (I) le Gouvernement de la République de Bulgarie, (II) le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, (III) le Gouvernement de la Hongrie, (IV) le Gouvernement de la République de Macédoine et (V) le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.

L'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité a mis en place le dispositif nécessaire pour permettre au Luxembourg de procéder à la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Si le but est de conclure de tels accords avec tous les partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi qu'avec des partenaires privilégiés, le Luxembourg a conclu, à l'heure actuelle, des accords avec 21 pays ainsi qu'avec des organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et l'OTAN.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.12.2018

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

06.05.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.06.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 719, page 1

Régime transitoire pour avocats (Brexit dur)

7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le projet de loi sous avis a pour objectif de prévenir les conséquences immédiates négatives qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, sans accord de sortie, pourrait avoir sur les avocats inscrits sur la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4, de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, qui ou bien sont des ressortissants britanniques ou bien exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel délivré par le Royaume-Uni.

À cet effet, la loi introduit une période transitoire de douze mois au cours de laquelle ces avocats peuvent rester inscrits sur la liste IV et demander leur inscription sur la liste I.

La particularité de ce régime transitoire est qu'il s'applique sous réserve de réciprocité d'un traitement identique réservé par le Royaume-Uni à l'avocat ressortissant luxembourgeois.

Par souci de couvrir toutes les éventualités possibles, le même régime transitoire est appliqué aux avocats inscrits aux listes I et II du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4, de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.05.2019

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

25.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
09.10.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 716, page 1

Participation à certaines élections (Brexit)

7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019

L'objet du projet de loi est de pérenniser les droits actuels des ressortissants britanniques habitant au Grand-Duché de Luxembourg et des ressortissants luxembourgeois habitant au Royaume-Uni concernant la participation, en tant qu'électeurs et en tant que candidats, aux élections locales dans le cas de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Pour rester en ligne avec l'actuelle loi électorale, les ressortissants britanniques sont pourtant soumis à une clause de résidence au Luxembourg, tandis que ce n'est pas le cas pour les ressortissants luxembourgeois au Royaume-Uni.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.07.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

30.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 717, page 1

Aide financière de l'État pour études supérieures

7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Faisant suite à l'arrêt C-410/18 du 10 juillet 2019 de la Cour de Justice de l'Union européenne, le présent projet de loi vise plus précisément à élargir les critères d'éligibilité actuels à l'aide financière de l'État pour études supérieures dans le chef des étudiants enfants de travailleurs affiliés au Luxembourg et ne résidant pas sur le territoire luxembourgeois.

En effet, il s'agit de concevoir de manière plus étendue l'existence d'un éventuel lien de rattachement avec le Luxembourg. Les trois niveaux d'ouverture proposés par le projet de loi se résument comme suit, étant entendu que l'ensemble des nouveaux critères sont liés à la condition que l'étudiant non résident soit à la charge d'un travailleur affilié au Grand-Duché de Luxembourg au sens de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures au moment de la demande d'obtention d'aide financière pour études supérieures :

- l'augmentation de la période de référence de sept à dix ans, tout en maintenant la période minimale d'affiliation d'un des parents au Luxembourg à cinq ans cumulés ;

- l'introduction d'un critère établissant un lien de rattachement définitif avec le Luxembourg, à savoir une affiliation d'un des parents au Luxembourg pendant une période cumulée de dix ans ;

- l'introduction de critères permettant à l'étudiant d'établir lui-même un lien de rattachement avec le Luxembourg (critère de scolarité et critère de séjour).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 12.08.2019

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

25.09.2019	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Explications au sujet de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur les règles d'octroi des bourses d'études
03.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 732, page 1

Le saviez-vous ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

SÉANCE 4

JEUDI
10 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Laurent Mosar) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Gast Gibéryen) - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de Mme Martine Hansen et M. Marc Goergen) - M. Gast Gibéryen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Gast Gibéryen - M. le Ministre Claude Turmes - M. le Ministre Xavier Bettel (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Laurent Mosar et Mme Martine Hansen) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Eugène Berger, M. Marc Lies, M. Marc Goergen, M. le Ministre Dan Kersch et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
   - *Résolution 1 : M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Eugène Berger (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Martine Hansen) - M. Alex Bodry (interventions de M. Georges Engel) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (interventions de M. Eugène Berger et M. Sven Clement) - Mme Josée Lorsché - M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry, Mme Martine Hansen et M. Georges Engel) - M. le Ministre Xavier Bettel - M. Gilles Roth - M. le Ministre Xavier Bettel (résolution 1 renvoyée au Bureau)*
   - *Résolution 2 : M. Laurent Mosar - M. Marc Baum - M. Eugène Berger (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Simone Beissel) - M. Marc Goergen - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen*
   - *Vote sur la résolution 2 (rejetée) (intervention de M. Laurent Mosar)*
   - *Motions 1 et 2 : M. François Benoy - Mme Martine Hansen - M. Marc Goergen (intervention de M. Max Hahn) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider, M. David Wagner et M. Mars Di Bartolomeo) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
   - *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
   - *Motion 3 : M. Marc Goergen - M. Alex Bodry (intervention de M. Marc Goergen) - M. Marc Goergen (interventions de M. Alex Bodry et M. Sven Clement)*
   - *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
   - *Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Roy Reding*
   - *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
   - *Motion 5 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Roy Reding - M. Marc Baum*
   - *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
   - *Motion 6 : Mme Josée Lorsché - M. Léon Gloden - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen et M. Gilles Baum) - M. Alex Bodry - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch*
   - *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
3. Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova
   - *Mme Semiray Ahmedova*
4. Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat
   - *Déclaration : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
   - *Débat : M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Alex Bodry) (dépôt de la motion 1) - M. Max Hahn - M. Georges Engel (interventions de M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. Alex Bodry, M. le Ministre Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen et M. Claude Haagen)*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Michel Wolter)*
   - *M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Michel Wolter (interventions de M. Gilles Roth et Mme la Ministre Carole Dieschbourg) - M. le Ministre Xavier Bettel - M. Michel Wolter - M. Fernand Kartheiser*
   - *Motion 1 : M. Alex Bodry*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 9.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fueren haut de Moie mat der Stellungnam vun der Regierung zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Als éischte Riedner vun der …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, kann ech Iech just proposéieren, dass den Här Bausch géif ufänken? Duerno géif den Här Kersch intervenéieren, den Här Turmes an dann ech selwer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech direkt dem Här François Bausch d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och allen Deputéierte fir hir Interventioune vu gëschter.

Ech wollt am Ufank e puer Wuert soen iwwert déi ganz Debatt, déi jo och gëschter e bëssen dominéiert huet, ronderëm de Wuesstum. Et ware jo e puer Leit, déi dozou intervenéiert sinn. An do si jo och Saachen zitéiert ginn, et ass gemengt ginn, de Wirtschaftsminister an ech, mir hätte verschidde Meenungen zu deem Sujet. An duerfir ass et mer wichteg, awer hei e puer Klarifikatiounen ze ginn.

Ech mengen, iwwert de Wuesstum ze schwätzen, ass sécherlech nëtzlech a sënnvoll. An ech mengen, et ass awer keen, och keen an der Regierung, dee sech déi Froen net stellt. Allerdéngs muss ech soen, datt oft vill Saachen duerjerneegehäit ginn. Wann iwwer Wuesstum geschwat gëtt, da schwätzen déi eng iwwert de Wuesstum vun der Bevëlkerung, déi aner iwwert de Wuesstum vum PIB, nach anerer iwwert de Wuesstum vun de Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, oder vun der Immigratioun, déi op Lëtzebuerg kënnt, an esou weider. Dat heescht, et gëtt am Fong villes duerjerneegeschwat, mä iwwert déi essentiell Fro, mengen ech, gëtt net genuch geschwat.

An duerfir hunn ech och léiwer, wéi iwwer Wuesstum ze schwätzen, iwwert d'Entwécklung vu Lëtzebuerg ze schwätzen. Well ech mengen, et ass jo keen heibannen, keen, deen der Meenung ass, datt Lëtzebuerg sech net méi soll weiderentwéckelen. Ech hoffen, datt keen esou heibannen ass, well soss muss e mer erklären, wéi dann d'Land an der Zukunft soll ausgesinn, wann e fënnt, datt Lëtzebuerg sech net méi soll weiderentwéckelen.

A wann ech soen „weiderentwéckelen", dann heescht dat natierlech och, sech ekonomesch weiderentwéckelen. An d'Fro, déi sech just stellt, dat ass eben déi: Wéi entwéckele mer eis ekonomesch weider, sozial weider, natierlech a puncto wéi mer zesummeliewen? An duerfir fannen ech, datt een éischter soll doriwwer schwätzen.

An ech muss och soen, virun e puer Deeg war en Artikel an der Effentlechkeet vum Direkter vum Statec, deen do geschriwwen huet iwwert de PIBien-être, wou de Statec jo eng Rei Etüde gemaach huet, an deen am Fong dat och an deem Sënn gutt an de Kontext gesat huet, den Här Allegrezza, den Direkter vum Statec, andeem e gesot huet, datt, wa mer an Zukunft iwwer Weiderentwécklung a wat et eis bréngt am Land wëlle schwätzen, mer eis méi solle konzentréieren op dee ganze PIBien-être, fir ze kucken am Detail, wat et dem Land bréngt oder net bréngt.

An dat ass och, fannen ech, de richtege Wee, deen ee soll goen. An do muss ech och soen, do hunn den Étienne Schneider an ech iwwerhaapt keng Meenungsverschiddenheet. Mir deelen do ganz kloer déi nämlecht Meenung.

An an deem Sënn ass et och esou, datt ech iwwerzeegt sinn, wann een dat esou kuckt, da fënnt een och Léisunge fir aner Entwécklungen, déi éischtens machbar sinn, zweetens net derzou féieren, datt mer vu moies bis owes just iwwer moralesch Aspekter schwätze vun der Entwécklung respektiv iwwer Verzicht schwätzen. Mä da kënne mer eng positiv Visioun entwéckelen, wéi mer Lëtzebuerg kënnen an Zukunft weiderentwéckelen am Respekt vun deem, zu deem mer eis engagéiert hunn, sief et zu Paräis oder op aneren Niveauen am Kontext vun der Nohaltegkeet.

An da gëtt et och dat, wat een nennt de Green New Deal, dat heescht investéieren an esou engem Sënn, fir ze kucken, wéi mer eis nohalteg an Zukunft weiderentwéckelen. An och do stécht vill Potenzial dran, net nëmmen, fir datt mer eis Ziler erreechen, déi mer eis gesat hunn, mä och fir d'Entwécklung vum Land.

An an deem Kontext wëll ech och soen: Dat Beispill Google, wat zitéiert gëtt, dat Beispill Google ass do e ganz gutt Beispill. Et ass net, well Google haut oder bis haut … An net nëmme Google eleng, alleguerten d'Serveren op der Welt, a mir hu jo all eis Handyen hei op den Dëscher leien, mat deene mer permanent schaffen, all d'Serveren op der Welt, déi hu bis elo relativ energieintensiv fonctionnéiert a se si gekillt ginn iwwer Weeër, déi net onbedéngt grad effikass waren.

Mä do gëtt et awer entre-temps technesch aner Méiglechkeeten. De Claude Turmes war elo kierzlech an d'Ausland sech en neie Modell ukucken, wéi ee kann derfir suergen, datt déi Serveren op enger Temperatur gehale kënne ginn, ouni datt dat iwwert dee Wee geet, dee Google bis elo klassescherweis gaangen ass oder anerer. An iwwert déi Saache muss ee schwätzen. Ech gesinn do kee Problem. Iwwert déi Saache muss ee schwätzen. Et muss een derfir suergen donc, datt déi Firmen, zum Beispill wéi Google, wa se en Datacenter zu Lëtzebuerg installéieren, datt dat op eng Aart a Weis installéiert gëtt, datt et deene modernste Kritäre vun der Nohaltegkeet entsprécht. An do gëtt et technesch Léisungen.

Ech perséinlech sinn awer der Meenung, datt Google eng Chance ass fir Lëtzebuerg, well dat am digitale Secteur eis eng ganz Rei aner Saache wäert unzéien. An den digitale Secteur, wa mer e gescheit asetzen, en huet natierlech Risiken, mä wa mer e gescheit asetzen, kann en eis vill hëllefen, och am Kontext vun der nohalteger Entwécklung. An ech géif et wierklech e Feeler fannen, soen ech ganz kloer, wa Lëtzebuerg déi Chance géif verpassen.

Dat gesot, wéilt ech e puer Reaktioune maachen op haaptsächlech déi Diskussioun engersäits iwwert d'Sécherheet, déi gëschter gefouert ginn ass vum Här Gloden, an zweetens och e puer Wuert nach soen zu där Datendiskussioun, fir och ze erklären, wat elo de Programm ass, zumindest esou wéi ech dee gesi fir déi nächst Wochen a Méint.

Zu der Sécherheet. Den Här Gloden huet jo och eng Motioun hei eraginn. Ech mengen, datt een natierlech d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill vun de Leit absolutt eescht soll huelen. Mä ech mengen awer och op där anerer Säit, datt een net soll iwwerdreiwen. Et gëtt Hotspotten zu Lëtzebuerg, ganz sécher, wou d'Sécherheet vill méi prekär ass wéi op anere Plazen am Land, an d'Gare, dat ass een dovunner.

Dat ass iwwregens och net nei. Dat huet changéiert op der Gare. Ech kenne jo dee Quartier ganz gutt. Ech si jo e Stater an ech war laang an der Stad am Schäfferot. An déi, déi haut am Schäfferot sinn an der Stad, wëssen och, datt et do net Wonnerléisunge gëtt, well dee Quartier vun der Gare, deen zitt eben, jee nodeem, spezifesch net onbedéngt interessant Clientèlen un. Déi wiesselen och. Am Moment ass et ganz kloer eng gewësse Schicht vu mafiéise Strukturen, déi do agéieren, fir am Drogenhandel täteg ze sinn. A wann ee sech dat ukucke geet, an ech si mer dat e puermol op d'Plaz ukucke gaangen, da gesäit een dat. Do musse mer eis duerfir d'Moyene ginn, fir dergéint virzegoen.

An ech wëll Iech awer soen, wann ech dann esou Saachen héiere wéi: „Dir wëllt jo kee Platzverweis, an donc wëllt Der och keng Léisungen, fir dee Problem do an de Grëff ze kréien", wëll ech Iech just soen: Op der Gare an an der Stroossbuerger Strooss zum Beispill an op der Stroossbuerger Plaz, do hu mer eigentlech de Moment e Platzverweis, an zwar en techneschen, näämlech dee vun de Kameraen, déi mer opgehaangen hunn. Well d'Kameraen hunn dozou gefouert, datt effektiv déi doten Herrschaften net méi an deene Stroosse prioritär sinn, mä da gi se an d'Stroossen niewendrun.

Wann ech dat soen, heescht dat net, datt ech géint d'Kameraen do sinn. Au contraire, well ech mengen, datt d'Kameraen der Police kënnen hëllefen op deenen dote Plazen, op deenen Hotspotten do, fir Opklärungen ze maachen a fir ze hëllefen, datt mer effektiv esou Reseaue kënnen demontéieren. Mä mir wäerten eis awer keng Illusioun maachen, datt eleng duerch esou gutt gemengte kleng Saache wéi ee Platzverweis mer do d'Drogemafia an de Grëff kréien!

Et wäert dach net ee mengen, wa mer do bei den Drogendealer ginn a mir soen zu deem: „Du dierfs elo net méi hei stoen", datt deen da ganz frëndlecherweis eis géif soen: „Ah, wann Dir dat sot, da wäert dat och esou sinn an Zukunft an da sinn ech elo net méi hei." Wann dat esou einfach wär, da wär de Problem jo scho laang geléist, well d'Police geet jo och systematesch ronderëm kontrolléieren.

Dir hutt mech och an d'Kommissioun invitéiert, an dat wäert ech och maachen. Den Datum ass jo scho fixéiert. Do wäerte mer mat engem

Plang kommen. Ech soen Iech och, datt ech dee Plang net wëll hei op der Chamberstribün zum Beschte ginn, well dat wier jo e bëssen ze vill schéin. Mir kënne soss direkt de Brigangen iwwerall ziele goen, wat mer wëlles hunn, alles ze maachen, fir se ze pëtzen an den nächste Wochen a Méint, mä ech mengen, da brauche mer et net ze maachen, da wësse se jo, wat mer wëlle maachen.

Ech wäert an d'Chamberskommissioun kommen, an do wäert ech ausnamsweis de Huis-clos verlaangen, well wann ech Iech opklären, wat mer alles wëlle maachen, well ech wëll den Deputéierten natierlech soen, datt mer eng Rei Saache wäerte maachen, mä ech wär frou, wann déi net géifen an der Effentlechkeet diskutéiert ginn am Virfeld. Ech mengen, dat wär net am Sënn vun der Opklärung vun der Saach.

Ech wëll awer soen, datt déi Motioun, déi ech hei virgeluecht kritt hu vun der CSV-Fraktioun, déi den Här Gloden deposéiert huet, ronderëm déi Commissariats de proximité, datt een déi … Bon, d'Chamber mécht, wéi se wëllt, ech sinn hei Regierungsmember, d'Chamber stëmmt dat of mat der Majoritéit, wat se wëllt. Mä wann ech Deputéierte wär, géif ech déi doten net stëmmen, well se einfach net richteg ass. Dat, wat hei steet an där Motioun, datt déi Commissariats de proximité erëm sollen agefouert ginn an datt dee Modell en Echec wär, ass absolutt falsch.

Ech soen Iech, ech wäert Iech och Zuele bréngen an der Kommissioun. Jo, Här Gloden, Dir rëselt de Kapp. Ech kann Iech just soen, datt den Nofolger vum fréiere Buergermeeschter, mat deem ech och a Kontakt sinn, dann entretemps, ech verstinn, datt d'Buergermeeschteren do méi skeptesch sinn, mä datt entretemps awer op der Plaz unerkannt gëtt, datt duerch de Fait, datt méi Präsenz ass vun der Police op den Terrainen, datt dat eppes bréngt, méi bréngt, wéi wa mer Kommissariater op hunn, wou d'Leit an d'Polizisten dann hanner Guichete sinn, fir dann net vill entgéintzehuelen.

Ech wëll Iech just soen, ech hunn ee Buergermeeschter aus dem Norden, deen hat mer och e Bréif geschriwwen, wou mer och ee Commissariat de proximité zoumaachen. Dunn hunn ech deem d'Zuele geschéckt, well en ass näämlech nach op gewiescht déi lescht Méint. Dunn hunn ech deem d'Zuele geschéckt vun deene leschte sechs Méint, wéi vill Plainten do um Commissariat de proximité agedroe gi sinn. Dat ass esou lächerlech wéineg! An do sëtzen da just Polizisten de ganzen Dag ronderëm ze waarden, datt eppes soll geschéien, amplaz datt se um Terrain sinn, do, wou d'Leit se gesinn, an do, wou se och fir Sécherheet suergen an och fir e Sécherheetsgefill suergen.

Ech si fest iwwerzeegt, datt déi Strategie, déi effektiv gewielt ginn ass am Zesummenhang mat de Commissariats de proximité, fir ze kucken, se ze bündelen an duerfir awer méi präsent ze sinn um Terrain, déi richteg ass.

De grousse Problem, dee mer haut hunn, ass just deen, datt mer nach net Leit genuch hunn, fir supplement um Terrain präsent ze sinn. Dat ass e grousse Problem. Mä Dir wësst jo, datt mer massiv wäerten astelle bei der Police déi nächst Joren.

Iwwregens wëll ech Iech soen: Dëst Joer sinn et, also déi, déi dëst Joer vereedegt gi sinn, hir Ausbildung fäerdeg hunn, sinn et 75 Stéck gewiescht virun e puer Wochen. Dat ass wierklech ee gutt Joer gewiescht an ech erhoffe mer, datt dat elo déi nächst Joren esou weidergeet. D'nächst Joer stelle mer der jo bal 300 an, mat den Zivilisten. A wa mer dee Rhythmus kënnen halen, déi Leit kënne kréien … D'Examen, dëst Joer, waren och ganz gutt besicht. Mir haten enorm Kandidate souwuel fir d'C- wéi fir d'B-Carrière bei der Police, soudatt ech optimistesch sinn, datt mer et kënne packen, an deenen nächsten zwee, dräi Joer massiv Verstäerkung ze kréie bei der Police.

An do ass de Schlëssel vun der Léisung, soen ech Iech, d'Präsenz um Terrain, d'Visibilitéit, datt een d'Police gesäit, datt se aktiv ass. Et ass dat, wat net nëmmen d'Sécherheetsgefill bréngt, mä och derzou féiert, datt mer wierklech d'Kriminalitéit am Grëff hale respektiv d'Zuelen nach besser kréien, wéi se eigentlech scho sinn.

Da wollt ech just nach eppes soen ofschléissend zu där Datendiskussioun, déi mer haten. Ech mengen, mir hate gëschter eng ganz sachlech Diskussioun, kee Problem. Ech muss och soen: Mat Ausnam vum Här Roth sengem Schlusssaz vum Maulkuerf, wou e sech e bëssen huet misse steigeren um Schluss. Mä bon, dat gehéiert zur parlamentarescher Debatt. Ech hunn domadder kee Problem.

Fir de Rescht kann ech villes ënnerschreiwen, wat e gesot huet. Ech wëll Iech nach eng Kéier soen hei och op der Chamberstribün, wat vu menger Säit aus geplangt ass, an ech schaffen do och enk mat der Justizministesch zesummen, well mer eis do méiglechst enk koordinéieren an den nächste Méint.

Ech hunn elo schonn der Presidentin vun der zoustänneger Kommissioun nach dräi Datume ginn, soudatt mer scho sechs Kommissiounssitzunge fixéiert hunn - jointer. Ech wëll an deene sechs Sitzungen Iech éischtens dauernd de Suivi gi vun deene Saachen, déi mer maachen, déi am Rapport vun der CNPD stinn, wou mer net eng gesetzgeberesch Ännerung brauchen, wou d'CNPD jo och dankenderweis gesot huet, si wéilt souguer matschaffen am Comité de suivi, fir eis ze beroden, datt mer dat och richteg ëmsetzen. Dat heescht, datt mer Iech regelméisseg informéiere kommen, wéi mer dee Suivi maachen. A bis spéitstens den Dezember, also bis d'Chrëschtvakanz läit en éischten Entworf vir vun de grousse Linne vun de gesetzgebereschen Ännerungen, déi mer wäerte proposéieren.

Ech wëll Iech och soen, datt ech do och nach zousätzlech zréckgräifen, also dat hu mer scho gemaach, op en externe Büro, deen eis wäert hëllefen. Dat ass e Büro, deen och am Beräich Droit an Dateschutz spezialiséiert ass, fir datt mer do wierklech bis d'Chrëschtvakanz déi grouss Linne stoen hu vun de gesetzgebereresche Saachen, déi mer nach mussen nobesseren, niewent deenen, déi mer souwisou scho geliwwert hunn, soudatt mer bis dohinner wäerten alles, wat de Policefichier ubelaangt, …

Mä ech ginn dovun aus, d'Madamm Tanson wäert och vläicht nach e puer Wuert soen, ech weess et net. Mä op alle Fall schwätze mir eis staark of, soudatt d'Justiz op en äänleche Wee geet a mer fest iwwerzeegt sinn, datt bis d'Chrëschtvakanz an deenen zwee Beräicher do villes wäert ännere a vill vun deene Problemer, déi zu Recht opgeworf gi sinn, geléist wäerte sinn.

Da bleift natierlech déi Fro vum iwwergeuerdneten Dateschutz. An ech fannen et nach ëmmer schued, datt eigentlech keen op dem Premier seng Propos agaangen ass, déi en awer gëschter hei gemaach huet, näämlech datt en de Kommissär zum Dateschutz beoptragt huet, fir e Rapport ze maachen eben iwwert de gesamte Stat an och d'Gemengen, well, nach eng Kéier, déi Problemer, déi sech hei gestallt hu bei der Police a bei der Justice …, do si se natierlech besonnesch sensibel, do si mer eis eens, mä se stelle sech ganz sécher och fir aner Beräicher beim Stat oder bei de Gemengen. An ech mengen, datt et duerfir derwäert ass, datt mer elo och déi Diskussioun, déi elo entstane war, notzen, fir generell wierklech eng ganz aner Dateschutzkultur ze kréien.

An ech mengen, de Premier huet jo och proposéiert, datt, wann dee Rapport fäerdeg ass, mer dann een Débat de consultation maache sollen hei am Parlament. Ech géif souguer proposéieren, datt ee vläicht de Rapport, wann e bis virläit, fir d'Éischt an der Kommissioun oder an de Kommissiounen diskutéiert am Virfeld, fir datt mer deen Debat och zesummen uerdentlech virbereeden.

Ech mengen, et geet jo dann och drëms, datt mer hei en Austausch hunn, deen herno och zu iergendenger Motioun, am beschten enger gemeinsamer Motioun vun der ganzer Chamber soll féieren, doriwwer, wat mer an deenen eenzelne Beräicher solle maachen. A wéi gesot, ech mengen, datt dat e gudde Wee ass an dat och net op d'laang Bank geschobe soll ginn. Dat huet de Premier jo och gesot. Ech mengen, och dee Rapport, et geet net drëms, datt elo de Kommissär zum Dateschutz ee Rapport an zwee Joer hei virleet, mä dee soll zügeg erstallt ginn, soudatt mer déi Debatt, deen Débat de consultation nach virun dem Summer, géif ech soen, d'nächst Joer misste kënnen hei an der Chamber féieren.

An da ginn ech dovun aus, wa mer dann déi Konklusioune bis hunn, da wäerte mer jo zesummen eng Motioun hei verabschiden, da kënne mer nach ëmmer kucken, wat mer da mat deene Konklusioune maachen, a wéi enger Form mer déi da generell fir de Stat ëmsetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Aarbechtsminister Dan Kersch. Oh pardon, den Här Mosar huet d'Wuert gefrot gehat.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt just ganz kuerz nach op dat agoen, wat den Här Minister Bausch gesot huet, an em eng Fro stellen, déi den Här Roth an ech gëschter an eisen Ausféierunge vergiess hunn, déi awer wichteg ass.

Mir begréissen all déi Efforten, déi gemaach ginn. Mir begréissen och, datt deen Avis vun der Dateschutzkommissioun gemaach ginn ass. Mir hunn iwwregens och kee Problem mat der Propositioun vum Här Statsminister, datt do nach en zousätzlechen Avis vum Kommissär zum Dateschutz gemaach soll ginn. Mir vermëssen awer eppes, wat wichteg ass, wou ech och elo net weess, ob den Här Bausch dorobber kann äntweren, vläicht éischter d'Madamm Justizministerin.

Mir géifen eis näämlech wënschen, wann deeselwechten Exercice, deen elo gutt gemaach ginn ass um Niveau vum Policefichier, och um Niveau vun der Justiz géif gemaach ginn. An do ass et jo esou, datt et och eng Autorité de contrôle du pouvoir judiciaire gëtt. An do wäre mir frou ze wëssen, ob och geduecht wär, datt déi Autorité de contrôle du pouvoir judiciaire en äänlechen Avis kéint maachen, deen dann och géif an der Chamberskommissioun genausou thematiséiert gi wéi deen, dee vun der Police gemaach ginn ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- D'Madamm Tanson kann dat selwer beäntweren. Ech wëll just nach soen, elo, wat mäi Volet ubelaangt: Mir kréien och nach de Bericht vun der Inspection générale de la Police. An ech sot Iech, dee geet méi wäit, well d'CNPD huet jo nëmmen den Istzoustand gekuckt par rapport zum Gesetz vun 2018. D'IGP huet vill méi e wäitgeeënden Optrag kritt vu mer, näämlech wierklech och e Bilan ze zéien iwwert déi lescht Joren, wéi d'Police domadder ëmgaangen ass, wat gemaach ginn ass, wat net gemaach ginn ass. Dat heescht, do komme bestëmmt jo och nach Saachen eraus an déi sollen och afléissen.

Mä ech mengen, dat anert muss d'Madamm Tanson beäntweren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert virun un d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, Merci, Här President. Ech sinn elo e ganz e bëssen erstaunt, Här Mosar, well an der leschter Kommissioun, wou mer waren, hunn ech Iech gesot, dass deen Dag virdrun d'Autorité de contrôle judiciaire sech saiséiert hätt an en Avis maache géif. An d'ailleurs huet de Premierminister dat och den Dënschdeg de Mëtteg a senger Ried zur Lag vun der Natioun gesot, dass d'Autorité de contrôle judiciaire sech saiséiert huet, fir ebe genau deen doten Exercice mam JUCHA-Fichier ze maachen, soudass dat da komme wäert an dann natierlech och mat Iech diskutéiert wäert ginn am Kader vun der Chamberskommissioun, esou wéi ech dat d'lescht Woch oder d'virlescht Woch gesot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nach eng Kéier den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci nach eng Kéier fir déi Präzisioun, Madamm Justizminister. Allerdéngs insistéiere mir dorobber, datt natierlech dee Rapport do diskutéiert gëtt. Wat eis awer e bësselche stéiert an där Ausso, ass, datt et hei just ëm de JUCHA-Fichier soll goen. Mir mengen näämlech, datt genausou wéi bei der Police et méi Fichiere ginn, och bei der Justiz, an et net gutt wär, wann ee sech elo just géif op ee Fichier fokusséieren.

An ech begréissen duerfir och deen Effort, deen den Här Bausch mécht, deen der Kommissioun versprach huet, e Relevé ze gi vun alle Fichieren, déi et bei der Police gëtt, net nëmmen de Fichier central. A mir géifen eis en äänlechen Effort och wënschen um Niveau vun der Justiz.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, an och dat huet éischtens de Premier den Dënschdeg gesot an hat ech och an der Kommissioun gesot, dass mer amgaange sinn, de Relevé fäerdegzestellen, an dass Der deen natierlech kritt, soubal dee fäerdeg ass.

Parallell dozou wësst Der och, dass d'CNPD … Dir hutt jo zwou Instanzen, déi an der Justiz zoustänneg sinn: Dir hutt d'Autorité de contrôle judiciaire fir dee ganze Volet judiciaire an Dir hutt d'CNPD fir deen administrative Volet. An d'CNPD ass jo och amgaangen, eng Aarbecht ze maachen am Kader vun enger Reklamatioun, wou se saiséiert ginn ass an engem Dossier. Dat heescht, déi zwou Aarbechte gi gemaach. Dat gëtt mat Iech alles herno diskutéiert. An de Relevé vun all de Fichieren, déi existéieren, ass esou gutt wéi fäerdeg. Dat ass iwwert de Summer opgestallt ginn. Dat hunn ech Iech an der leschter Kommissioun gesot an dat hat de Premier och den Dënschdeg gesot.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Tanson. Domat misst dat kloer sinn. An ech ginn d'Wuert direkt virun un den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Merci och alle Riedner, déi gëschter um Debat deelgeholl hunn. Ech war frou, d'Integralitéit vun den Debate gëschter hei sur place matzekréien, well virun allem zum Schluss vun den Interventiounen eng Rei vu ganz konstruktive Riedebäiträg komm sinn. Besonnesch frou war ech iwwert dat kloert Bekenntnis vun der CSV duerch hire mandatéierte Spriecher zum Lëtzebuerger Sozialmodell an zum Tripartite-System hei zu Lëtzebuerg, deem dëst Land, an dat wësse mer alleguerten, ganz vill ze verdanken huet.

D'Regierung appreciéiert dëse Geste an dëse Schrëtt vun der CSV, déi Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn, an interpretéiert se als Énnerstëtzung, fir déi Schierbelen ze kitten, déi hei unilateral an op eng total onnéideg Aart a Weis, géif ech soen, gemaach goufen.

Ee kontraproduktive Boykott kann net einfach akzeptéiert ginn an d'Regierung wäert sech scho guer net dovun ofhale loossen, fir dësem moderne Land dat modernt an zäitgeméisst Aarbechtsrecht ze ginn, dat et brauch.

Gëschter ass berechtegterweis vun der CSV vu Win-win-Situatioune geschwat ginn, fir Ännerungen ze maachen, déi souwuel de Betriber wéi och de Salariéë kënnen zeguttkommen. Dat ass och genau déi Approche, déi d'Regierung, genau wéi alleguerten hir Virgängerregierungen, am Lëtzebuerger Modell gewielt hat. Et wier schued, wann dat Gewuessent an dat Bewäert elo géif bewosst torpedéiert ginn. An et wier virun allem och net fir d'Éischt, dass déi, déi fir d'Éischt schéissen, hannenno mat eidelen Hänn dostinn. Dat sollten alleguerten déi bedenken, déi keng Hemmungen hunn, fir gewuessen, gesetzlech festgeluechte Strukturen ze zerschloen.

Ech maachen dann op dëser Plaz och en Appell un all d'Verhandlungspartner, fir zréck op de Verhandlungsdësch ze kommen an an engem konstruktive Geescht ze probéieren, dëst Land no vir ze bréngen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war.

Loosst mech nach e Wuert soen iwwert déi komesch Logik, déi e bësse méi fréi am Nomëtteg vum Här Gibéryen a sengem Riedebäitrag a puncto Chômage an Aarbechtsplazen hei zum Beschte gi ginn ass! Ech muss leider sënngeméiss zitéieren, ech hat de Moie probéiert, op Chamber TV Äre Bäitrag nozekucken, dee war nach net drop, oder ech hunn en net fonnt, dofir huelt mech elo net mat den Zuelen, de genauen Zuelen, mä ech hat et esou verstanen, dass Der gesot hutt, dass mer zwar am Joer ronn 4.000 Aarbechtsplazen - et waren der e bësse méi, wéi Der gesot hutt -, 4.000 Aarbechtsplaze géife schafen, mä de Chômage géif nëmmen ëm 300 Unitéiten erofgoen. An dat wär u sech de Beweis dofir, dass den Emploi, dee mer schafen, haaptsächlech de Frontaliere géif zeguttkommen. An dat wär dann och de Beweis, dass mer an enger Wuesstumsfal wieren.

Déi Behaaptung ass zwar einfach, mä si ass genausou falsch an irreféierend, wéi se einfach ass! Si erënnert mech e bëssen un d'Mëllechfra, déi dem Jong keng Mëllech méi wëllt verkafen, mat dem Argument: „Du drénks se jo souwisou an du bass duerno awer erëm duuschtereg."

Dierf ech an deem Kontext erënneren, dass eleng am Joer 2018 16.700 Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe waren, eng Aarbecht fonnt hunn? An dat sinn eben an der grousser Majoritéit net Frontalieren, mä Residenten. A wa mer déi ronn 4.000 Emploien net geschaaft hätten, wären eng ganz Rei vun deene Leit haut nach an de Statistike vum Chômage erëmzefannen.

An duerfir géif ech jo bieden, wa mer schonn eng Diskussioun iwwer Wuesstum hei zu Lëtzebuerg wëlle féieren, an d'Regierung ass déi lescht, déi dat net wéilt, da solle mer awer wannechgelift d'Objektivitéit am Discours net vergiessen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kersch. Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier vläicht hei da kuerz ernimmen, wat ech gëschter gesot hunn. An zwar hu mer keng 4.000 Plazen, déi mer d'Joer schafen, mä an der Moyenne si mer vun 2013 op 2018 vu 40.900 op 47.000 eropgaangen. Mir hunn also an der Joresmoyenne nei Plaze geschaaft. Mir hunn also eng Joresmoyenne vun 2013 op 2018 an der Moyenne iwwert déi fënnef, sechs Joer 12.000.

Entschëllegt, ech hunn d'Chifferen elo falsch gesot. Mir sinn am Total vun 2013 op 2018

vun 374.000 op 434.000 Plazen an d'Luucht gaangen. Dat sinn 12.468 zousätzlech Aarbechtsplazen, déi mer d'Joer geschaaft hunn, an net 4.000, wéi elo grad vum Minister gesot ginn ass. Also 12.468 Plazen hu mer an der Moyenne d'Joer zousätzlech geschaaft an de Chômage ass an der Moyenne an därselwechter Zäit ëm 364 Plazen d'Joer zréckgaangen. Dat hunn ech gesot.

Also mir hunn 12.468 zousätzlech Plazen d'Joer geschaaft an de Chômage ass ëm 364 zréckgaangen. Dat sinn déi Chifferen, déi ech hei gesot hu gëschter. An dat ass och net falsch ze maachen, well dat sinn offiziell Chiffere vum Statec respektiv vun der ADEM.

Dat heescht, wa mer 364 Plazen erofgaange sinn, dat ass richteg, datt all Joers Leit placéiert ginn, mä de Chômage insgesamt, souwuel Chômage wéi Beschäftegungsinitiativen zesummen, ass 364 erofgaangen. An da muss ee sech natierlech Froe stellen, wann ee 14.000 Plaze schaaft an de Chômage geet nëmmen 364 Plazen erof. Et ass dat, wat ech gesot hunn, an net dat, wat den Här Minister elo grad gesot huet.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Obschonn ech Är Zuelen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Majo, Här Gibéryen, Dir hutt jo elo am Fong mäin Argument nach verstäerkt, …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- … doduerch dass mer souguer nach méi Plaze schafen, wéi ech et an Ärer Ried verstanen hat, obschonn ech déi Zuelen esou net gesinn, well mengen Informatiounen no si mer elo bei 420.000 ukomm. Mä, kommt, mir streiden net iwwer Zuelen, kommt, mir streiden iwwert de Prinzip!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wa mer keng Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg géife schafen, da wär de Problem wesentlech méi dramatesch, wéi en haut ass! An dat sollt een einfach emol zur Kenntnis huelen!

An duerfir kann ee jo net maachen, wéi wann de Fait, dass mer Aarbechtsplaze schafen, u sech de Residenten zu Lëtzebuerg iwwerhaapt näischt géif bréngen, well et sinn haaptsächlech Residenten, déi bei eis ageschriwwe sinn!

Dat war de Message, deen ech wollt ginn. An ech bieden Iech, dat zur Kenntnis ze huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann ech nach eng Kéier dierft d'Wuert kréien?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och dat ass net richteg! Och dat ass net richteg! Op déi 12.468 Plazen, déi mer an der Moyenne schafen, si 5.600 Residenten d'Joer placéiert ginn an et si 6.400 Frontalieren d'Joer beschäftegt ginn. Och dat stëmmt net, wat Der gesot hutt!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wann een et net wëllt verstoen, da versteet een et net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Chifferen hei sinn déi offiziell Chifferen. An ech hu mer elo keng aus dem Kapp gezunn, wéi de Minister dat elo gemaach huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Ech wéilt dann d'Wuert weiderginn un den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech wollt op zwou Saachen zréckkommen. Gëschter ass der Regierung virgeworf ginn, mir wieren net am Timing vum Klimaplang. Dir musst wëssen, dass mer offiziell ënnert deem Reglement vun der Europäescher Unioun eise Plang mussen ofginn Enn des Joers, also bis Enn Dezember. An eist Zil ass et, virun der nächster Klimakonferenz, déi am Chile ass Mëtt Dezember, dass mer bis dohinner eise Plang stoen hunn. Mir sinn am Moment intern an der Regierung an deene leschten Ofstëmmungen. Wa mer déi gemaach hunn, da wäerte mer an d'Chamber kommen. A mir wäerten am November eng grouss Consultation publique maachen, an dann, op där Basis, wäerte mer am Dezember dann eis Decisioun huelen.

Gëschter ass vun der Madamm Hansen een Deel vun eiser Politik ugeschwat ginn am Solarberäich. D'Madamm Hansen huet behaapt, ech hätt eng grouss Offensiv am Solarberäich ugekënnegt an et géif näischt geschéien.

Ech kann Iech just vläicht e puer Zuele ginn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an dësem Moment 130 MW Solarenergie. Dat ass dat, wat mer déi lescht 15 bis 18 Joer opgebaut hunn.

Mir hunn zesumme mam Étienne Schneider schonn an der leschter Regierung ugefaangen, dat hunn ech elo am Abrëll fäerdeggemaach, d'Präisser fir d'Solarenergie fir déi kleng Anlagen eropzesetzen a fir d'Anlage vun der Biergerenergie, also vun de Kooperativen oder vun de Société-civillen.

Mir hu sage und schreibe 700 Demanden! Mir hu 50 MW eventuell, déi elo kënne gebaut ginn! Also mir hunn der 130 am Ganzen. Dat ass dat, wat an 20 Joer opgebaut ginn ass. Duerch déi Mesure, déi mer geholl hunn am Abrëll, sinn eleng 50 MW, déi eventuell, also déi ganz wahrscheinlech dat nächst Joer oder annerhalleft Joer gebaut ginn.

Ech kréien de Retour vum Terrain, dass et keen een Elektriker méi gëtt, wann Der en haut frot, deen Iech nach versprécht, dass en Iech dëst Joer d'Anlag baut, esou vill Demande hutt Der. Wann Dir da behaapt, dat wier net emol eng kleng Well, ech mengen, dat ass dann Är Appreciatioun!

An dat anert, wat ech virun zwou Woche lancéiert hunn, ass en Appel d'offres, also e Concours fir grouss Solaranlagen an der Gréisstenuerdnung vu 40 MW. A mir haten eng éischt Versammlung mam IMS, also mat deene Betriber, déi sech eben och wëlle méi fir d'Émwelt a sozial engagéieren, mir hate volles Haus. De Retour ass, dass och do wierklech elo d'Entreprisen, nodeem dass d'Leit an d'Gemengen esou wëlleg sinn, an d'Solarenergie ze goen, dass och d'Entreprisen elo bereet sinn.

A wann Der dat elo zesummerechent, heescht dat: An 20, 25 Joer hu mer 130 MW opgebaut an dat, wat mer elo lassgetrëppelt hunn als nei Regierung, dat si 50 MW duerch de bessere Präis an nach eng Kéier 40 MW, dat heescht, mir géife vun 130 op iwwer 200 kommen a quasi nëmmen zwee oder zwee an en halleft Joer.

Wann Dir da mengt, Madamm Hansen, dat wier näischt, ech mengen, dat iwwerloossen ech dann Ärer Appreciatioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll da just nach eng Kéier meng Fro stellen zu Google. Dir hutt jo gesot, Dir wäert u sech nei Forme kucke gaangen, wéi een dat och ka killen an esou weider. Ech denken awer, datt ee relativ grousse Stroumverbrauch wäert do sinn.

A meng Fro, déi ech elo scho puermol gestallt hunn: Wa Google kënnt, kënne mer dann eis Ziler erreechen, jo oder neen? A wa mer se net kënnen erreechen, wat geschitt dann? Wat huet dat fir Konsequenzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also Datacenteren, esou wéi se haut gebaut ginn a wéi se fréier gebaut gi sinn, déi sinn net immens gutt gebaut. Ech ginn Iech dat Beispill, wat an der Lescht een Expert mer ginn huet. Stellt Iech emol vir, mir géifen all heibannen elo kale Jus oder e kale Schampes drénken! Dann hu mer jo zwou Techniken, fir dat hierzestellen. Dat eent wier, mir géifen d'Schampesfläschen an de Frigo stellen. Déi aner Method - an dat ass esou, wéi d'Datacenteren haut fonctionnéieren! -, mir géifen de ganze Raum heibannen op aacht Grad killen, fir dass de Schampes an de Glieser kal wier, wat jo eng Absurditéit ass!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et gëtt kee Schampes méi an der Chamber!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Oder Cremant gëtt et jo hei, Cremant.

Des voix.- Och net méi!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Och net méi?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et gëtt kee Cremant méi!

Une voix.- Et gëtt guer keen Alkohol hei.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Okay, gutt! Da lauschtert!

Just fir Iech ze soen, dass elo international eng grouss Bewegung amgaangen ass, fir ze kucken, dass een déi Datacentere vill méi effikass mécht. An der Schwäiz huet IBM esou e grousse Center. A Frankräich ginn déi éischt Computeren elo esou gebaut. An duerfir am Moment, well dat een immens groussen Impakt wäert hunn dorop, wéi vill Stroumverbrauch Google dann huet, muss een elo kucken, no wéi engen technesche Konzepter eigentlech déi nächst Datacentere gebaut ginn.

Et ass och esou, dass ech um leschte Conseil vun den Energieministeren en extrae Punkt op den Ordre du jour gesat hunn dozou an dass elo d'Europäesch Kommissioun och decidéiert huet, fir um europäeschen Niveau nozedenken iwwer nei Normen. A mir schaffen zesumme mat Dänemark, mat Irland a mat aneren.

Zu der Zilerreechung musst Der wëssen, en Datacenter, dat ass haaptsächlech Stroum. Op d'Klimazil huet dat quasi keen Impakt. Wa se géife kommen, da misste mer e bësse méi Erneierbarer maachen. Mä gutt, ech mengen, dat ass dann den „trade-off", ob mer an der Digitalekonomie ee vun den effizientsten Datacenteren, déi et da gëtt an der Welt, wëllen hei zu Lëtzebuerg bauen oder net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hat gëschter och eng präzis Fro gestallt, wéi vill Stroum Google ugefrot huet, well Enovos ass, mengen Informatiounen no, amgaangen a befaasst domadder, wéi vill Stroum datt Google ugefrot hätt, wéi vill se bräichten, a wéi vill dat am Verhältnis am Prozentsaz ass vum Stroumverbrauch, dee mer haut hei am Land hunn.

Also konkret: Wéi vill Stroum huet Google ugefrot? A wéi vill Prozent mécht dat vum aktuelle Stroumverbrauch aus?

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Premierminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, den Här Gibéryen huet mir d'Fro gestallt. Ech wollt em duerno äntweren. Mä da kann ech dat elo direkt maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, okay!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, et ass jo nach ëmmer keen definitive Projet do. Esou wéi den Energieminister Turmes och gesot huet, sinn do nach aner Analysen, déi gemaach ginn. Et gëtt gekuckt, fir d'Consommatioun esou effikass wéi méiglech an esou niddreg wéi méiglech ze maachen. A soubal Zuele presentéiert ginn, nodeem d'Verhandlunge fäerdeg sinn, wäerten déi och hei an der Chamber presentéiert ginn.

Fir hei Spekulatiounen ze maachen …! Den Här Gibéryen huet gesot: „Ech weess eng Zuel, ech hunn déi héieren, mä déi wier esou dramatesch!" Ech fänken net u mat Spekulatiounen! Ech fänken net un, soulaang net en definitive Projet um Dësch ass, wou mer dann iwwer Zuele kënnen diskutéieren. Dat anert ass Kaffisazlieserei a Panikmaacherei!

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen wëllt nach eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat ass keng Panikmaacherei. Ech stellen dann dem Här Statsminister eng ganz konkret Fro. E muss mer awer elo net drop äntweren.

Ass Enovos domat chargéiert ginn, fir eng Berechnung ze maachen, wou se dee Stroum géif hierhuelen, dee Google gefrot huet, a wéi vill datt dat ass? Dat ass keng Spekulatioun, well Enovos ass, mengen Informatiounen no, do mat engem konkrete Chiffer befaasst ginn, wat Google bräicht, a si ass och amgaangen, mengen Informatiounen no, ze kucken, wou se dee Stroum hierhëlt a wéi vill dee Stroum ass an och wéi se en dohinnerkrit a wéi vill Prozent dat vum aktuelle Stroumverbrauch ass. Dat ass keng Spekulatioun, dat ass eng präzis Fro.

An ech sinn net domat d'accord, datt de Minister elo hei seet, ech géif hei wëlle Spekulatiounen an de Raum setzen. Dat ass eng konkret Fro, well mengen Informatiounen no Enovos domadder befaasst ass. An et huet also näischt mat Administratiounen a mat Prozeduren a mat Demanden ze dinn. Do ass ee konkrete Prozess amgaangen ze lafen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da ginn ech d'Wuert un den … Den Här Turmes wëllt nach eppes bäifügen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also, ech mengen, am Moment hu mer jo nach keen definitiven Dossier. Et ass natierlech kloer, en Datacenter vun där Envergure, dat huet e gewëssene Stroumverbrauch. An där leschter Regierung ass natierlech gekuckt gi mat deem, deen de Stroum verdeelt hei zu Lëtzebuerg, wou déi beschte Plaz wier am Land, wou een dat kéint usidelen. Méi ass bis dato net geschitt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass et elo definitiv un dem Premier- a Statsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech géif och gären de Riedner alleguerte Merci soe fir den oppenen Debat, dee mer och hei gefouert hunn. Et si vill verschidden Aspekter beliicht gi vun deem engen a vun deem aneren. An et ass awer an engem respektvolle Kader hei diskutéiert ginn, wann et och ëm d'Saach geet. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass.

Et ass awer keng Iwwerraschung, muss ech lech soen, Här President, dass vu verschiddene Riedner probéiert gëtt, dann der Regierung ze ënnerstellen, dass een iwwer verschidde Sujeten net wéilt schwätzen oder se net eescht wéilt huelen, well ech se a menger Ried net laang genuch oder net ugeschwat hätt.

Et ass en einfache Reproche, an ech verstinn, dass een, wann een an der Oppositioun ass, och probéiert, esou Saachen ze behaapten, well dat och immens attraktiv ass.

Ech hunn awer a menger Ried gesot, an ech widderhuelen et och nach eng Kéier, Här President: Et ass ganz einfach onéierlech ze soen, d'Regierung géif net iwwert déi dote Sujete schwätzen!

Mir haten hei an der Chamber Heure-d'actualitéen. Mir haten Debaten. Mir haten Diskussiounen, wou mer am Fong iwwert de Sujet diskutéiert hunn an net iwwerflächlech iwwer Sujeten diskutéiert hunn, fir hei just en Echange vu Sätz ze hunn, mä au contraire, fir un den Dossieren ze schaffen. An ech mengen, dass dat vill méi effikass ass, wéi hei einfach e puer Sätz ze soen.

Ech kéint e puer Beispiller huelen. Wann ech elo de Congésdag huelen, wann ech de Mindestloun huelen, wann ech déi Reformen huelen, déi mer elo déi lescht Méint geholl hunn, eleng, ech hätt mer hei an deem État de la nation op d'Schëller klappe kënnen, fir ze soen: Mir hunn dat an dat an dat an dat gemaach a mir sinn nach amgaangen, dat an dat an dat ze maachen. Dat ass net d'Roll vun engem État de la nation, fir sech hei op d'Schëller ze klappen, weder als Majoritéit nach als Oppositioun!

Mir hunn déi Mesuren direkt ëmgesat. Déi woren och am Koalitiounsaccord, an ech sinn der Meenung, dass alles, wat am Koalitiounsaccord ass, eben och déi Guideline, déi ech eréischt virun e puer Méint hei presentéiert hunn, eis dirigéiert.

Elo wor e Sujet, Här President - jo, tatsächlech! -, déi lescht Deeg och an der Press, an ech hunn hei d'Gefill gehat, wéi wa vu verschiddene Leit, verschiddene Fraktiounen de Problem dann nees entdeckt ginn ass: dee vum Logement.

Mir wëssen, dass e Problem am Logement ass! Et wär eng Hypokrisie ze soen, mir géife Scheiklappen undoen a wéilten net iwwert de Problem vum Logement diskutéieren!

Mir sinn eis däers bewosst! An ech muss Iech soen: Déi Biller, déi mer alleguerte gesinn hunn op der Tëlee, hunn eis all schockéiert! An ze maachen, wéi wann et der Majoritéit egal wier, ob d'Leit sech en Iwwerdaach kënne leeschten oder net, ass och net korrekt an net politesch korrekt, wann een awer weess, dass mer och amgaange sinn, dorun ze schaffen.

A mir wëssen et alleguer, an déi Éierlechkeet géif ech froen, dass et keng Zauberformel gëtt, mat där mer de Problem vum Logement an de Gréff kréie mat engem Klick. Ech wëll Iech just soen, dass mäi Virgänger gesot huet: „Et ass Chefsache, an da geet et besser."

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Efforte si ganz limitéiert gewiescht fir „Chefsache"!

(Interruption)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu léiwer, dass mer e Logementsminister hunn, deen um Dossier schafft, …

(Exclamations)

… deen um Dossier schafft …

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

… a mir mussen d'Offer an d'Luucht setzen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dir hutt et bis haut nach ëmmer net zouginn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir mussen d'Offer an d'Luucht setzen. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mer de Pacte Logement och sollten iwwerschaffen,

Bauland fräimaachen. An et si jo och zum Beispill Texter haut (veuillez lire : gëschter) deposéiert ginn, mä ech wäert ganz zum Schluss dann nach op deen een oder deen aneren agoe vun deenen, déi vun der Oppositioun deposéiert gi sinn.

D'Grondsteier sollt reforméiert ginn. An et soll, a mir sinn eis och eens, eppes géint eidel stoend Wunnengen geschéien. Mir sinn eis eens! Mä mir wëllen … Mä wann et esou einfach wier, wéi ech hei riets gesot kréien, esou einfach wier, vun haut op muer dee Problem an de Grëff ze kréien, da stellen ech mer d'Fro: Firwat ass dat déi lescht 20 Joer, wou mer driwwer diskutéieren, net gemaach ginn?

Dofir sinn ech frou iwwert déi Mesuren, déi mer maachen, wou mer eis och als Stat bewosst sinn, dass mir dat doten net eleng kënne färdegbréngen, dass mer do Partner brauchen. An dat sinn d'Gemengen, dat sinn d'Promoteuren, dat sinn d'Proprietairen! Net ee géint deen aneren, mä ee mat deem aneren.

An de Problem ass e komplexe Problem. An ech muss lech soen: Fir e komplexe Problem gëtt et keng einfach Äntwerten, mä och komplex Äntwerten. An ech wëll fir mech dowéinst och selbstverständlech deen dote Sujet weider als Prioritéit an dëser Regierung hunn. A mir sinn eis bewosst, dass do net nëmmen de Logementsminister, mä och aner Ministere mat concernéiert sinn, wann et ëm d'Prozedure geet.

Ech si frou, dass awer jiddwereen och de Klimawiessel als zentrale Sujet unerkannt huet. An ech widderhuelen eppes, wat hei ëmmer erëm thematiséiert ginn ass, dass et kloer ass: Neen, mir hunn net alles gemaach, wat mer kënnen! A mir dierfen d'Hänn net an de Schouss leeën. Mir musse weider dru schaffen. Ze mengen, de Sujet wier elo kloer no der Ried oder dat, wat mer gemaach hätten, wier färdeg, wier falsch. Ech hunn däitlech drop higewisen, dass Lëtzebuerg sech bei den Emissioune pro Awunner net brauch ze bretzen an dass mer och do nach weider wëllen dru schaffen.

Et sinn nach eng Rëtsch vu Sujeten abordéiert ginn. Ech mengen, den Här Kersch huet zum Beispill elo scho vum Dialogue social geschwat. Ech wëll lech just soen, dass fir eis den Dialogue social wichteg ass. Dir wësst, dass mer och am Droit du travail der Meenung sinn - an dat ass och wichteg -, dass et de Betriber muss gutt goen! Dat hunn ech schonn op e puer Plaze gesot. A wann et de Betriber gutt geet, da geet et de Leit, déi an de Betriber schaffen, och gutt. Mä wann et de Leit an de Betriber gutt geet, da geet et de Betriber och gutt! An duerfir ass den Dialogue social wichteg. Et soll eng Win-win-Situatioun sinn. Et ass net ee géint deen aneren, mä ee mat deem aneren!

Mir hunn eng „work-life balance". Mir gesinn, dass d'Leit d'Zäit brauchen - brauchen! - an dass Zäit am Laf vun engem professionelle Liewen heiansdo méi gebraucht gëtt wéi aner Momenter. Mir wëssen, wéi wichteg de Mëttelstand ass, dass mer ouni Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg keng Betriber géifen hunn. Dowéinst: Well probéiert gëtt, eis virzewerfen, dass mir wéilten den Dialogue social selwer futtimaachen, dofir sinn ech frou, dass vu ville Riedner awer gesot ginn ass, dass mer alles sollte maachen, fir den Dialogue social héichzehalen. An dat wäerte mer och maachen.

Et sinn eng Rëtsch vu Resolutiounen, Här President, déi deposéiert gi sinn.

Déi éischt ass déi iwwert d'Reuniounen. Dat ass eng Resolutioun, dat heescht, et ass d'Chamber eleng, déi sech domadder befaasst. Ech wëll just - Dir stëmmt, wéi Der wëllt - awer warnen, dass et awer … An ech mengen, den Här Bausch huet schonn ugefaangen, andeem e gesot huet: „An där nächster Reunioun hätt ech gären e Huis clos, well ech Saache soen, déi net sollen an d'Effentlechkeet kommen."

Ech gesinn et selwer. Wann ech an d'Commission des Affaires étrangères ginn, fir iwwert de Conseil européen ze schwätzen, kann ech lech beim beschte Wëllen net an enger ëffentlecher Sitzung soen, wat den Echange do och ass, well hir Sitzungen och net ëffentlech sinn. Dat heescht, ech géif lech just warnen, opzepassen an op d'Wo ze leeën; technesch ass eng Saach, mä och op där anerer Säit. Net dass derno - pardon, wann ech dat soen, mä -, well d'Kameraen do sinn, jiddweree mengt, e misst dann och eppes soen, mä dass ee virun allem awer och en Echange kann hunn an och verschidde Saache ka soen, déi een awer net kann als Responsable politique op d'Place publique setzen, wann et Echangë gëtt vu Sitzungen, déi net ëffentlech sinn.

Déi zweet, déi gemaach ginn ass vun der Madamm Hansen, iwwert déi Propositioun do huet den Här Bausch schonn erklärt, dass déi superfetatoire ass, déi éischt Motioun. Dir braucht … Also, déi géife mir recommandéieren, net ze stëmmen.

Datselwecht fir déi vun de Piraten, d'Motioun Nummero 2 an och d'Motioun Nummero 3, wou d'Madamm Bofferding jo och gëschter kloer erkläert huet, dass dat jo och schonn am Koalitiounsaccord steet.

D'Motioun Nummero 4 an d'Motioun Nummero 5 vum Här Lies iwwert de Logement: Mir hunn lech gesot, mir wieren amgaangen, un enger Steierreform ze schaffen. Dowéinst, ech engagéiere mech elo net, ob et dat eent oder dat anert ass. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer, wa mer eng Steierreform maachen, wou mer och den Aspect Logement … Ech hunn lech gesot, dass den Aspect Logement wéi den Aspect Environnement ee vun den Haaptpunkten ass, dee mer och wëllen an där Steierreform zréckfannen. Duerfir ass et an eisen Aen elo hypotheetesch, fir ze soen: „Elo muss dat dote schonn dra sinn, ier mer iwwerhaapt Diskussiounen hunn, wéi mer do wëllen och weiderkommen."

D'Motioun Nummero 6, do huet jo den Här Bausch och scho Stellung geholl. Déi géif ech lech och recommandéieren, net ze stëmmen.

An dann, last but not least, déi zweet Resolutioun vum Här Mosar. Här President, ech muss lech soen, dass … An et huet keen hei e Reproche gemaach, net un d'Oppositioun, net un d'Société civile, net un iergendeen, dass mer deen Debat iwwert den Dateschutz hei haten.

An ech wëll drun erënneren, dass och den Här Bodry an där Diskussioun, déi mer haten, Leit vun der Majoritéit - och den Här Berger an d'Madamm Lorsché - konstruktiv Kritick gemaach hunn un deem, wat net geet. Et muss een net mengen, dass et e Monopol vun der Oppositioun ass, fir hei konstruktiv Propositiounen ze maachen, mä hei vun der Chamber.

An ech wëll d'Madamm Hansen, Här President, nach eng Kéier rappeléieren. An ech wëll soen, dass ech dat ganz héich schätzen, dass d'Madamm Hansen gesot huet, dass hir Partei der Meenung ass, dass een dat heite soll konstruktiv, sachlech a roueg behandelen.

Duerfir hu mer …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Gesitt Der, elo geet et scho lass.

(Hilarité)

Duerfir hu mir, Här President …

Elo geet et scho lass. Ech hunn emol nach näischt gesot, da si se schonn nervös.

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Dat ass awer eng Resolutioun!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da si se schonn nervös.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass eng Resolutioun, Här Statsminister!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, elo si se schonn nervös.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir sidd net kompetent!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir, Här President, muss ech soen, dass meng Iwwerraschung awer esou grouss war, dass keen een - keen een! - vun der Oppositioun op d'Propositioun agaangen ass am Ufank. Duerno, wéi den Här Bausch driwwer geschwat huet, huet den Här Mosar haut de Moie gesot: „Jo, dat wier eppes, dat kéint een och maachen."

Mä et huet keen - keen een! - gesot, dass déi Propositioun, déi mer gemaach hu mam Kommissär, fir dee Professionellen, deen do ass, ze mandatéieren fir dat dote sachlech, onparteilech, onpolitesch, mä op engem techneschen Niveau, ze iwwerpréiwen, e Rapport ze maachen, fir ze evitéieren, fir do just politesch de Ball wëllen ze spillen, mä au contraire, sachlech wëlle weiderzekommen, et huet keen drop rebondéiert, fir ze soen, dass dat eng Propositioun wier, déi se géifen unhuelen.

Duerfir wier ech der Meenung, dass dës Resolutioun, déi gemaach ginn ass, och net sollt ugeholl ginn, well hei geet et nees eng Kéier …

(Interruptions diverses)

Hei geet et just nees eng Kéier, Här President, ëm d'politescht Spill. Hei geet et net ëm d'Saach. Ech mengen, d'Bierger, Här President, hätte gären an deem Dossier, dass mat roueger Hand a virun allem sachlecher Hand un deem Dossier geschafft gëtt. An ech mengen, et gëtt kee Bessere wéi dee Service vum Commissariat à la protection des données, dee soll ee Rapport maachen.

A mir hu jo gefrot, Här President, …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- … dass, wann dee Rapport bis färdeg ass, deen hei an der Chamber an an der Kommissioun mat suivéiert gëtt, mä dat heescht, duerno an der Chamber hei debattéiert gëtt an, wa Problemer sinn, wa Saache solle verbessert ginn, mer dat sollen zesumme maachen. Kommt, et geet hei ëm d'Saach an et geet net just hei ëm Politik!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Premierminister, d'Madamm Hansen wëllt lech eng Fro stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, ech fannen dat e bësse speziell, datt den Här Premierminister seet, wa mer eng Spezialkommissioun froen, da wéilte mer net konstruktiv sinn. Ech mengen, grad dat ass een Zeechen, datt mer gäre wëlle konstruktiv sinn an datt mer gäre wëllen a Rou probéieren, zesummen an der Chamber dee Problem ze léisen an zesummen no Léisungen ze sichen.

An da wëll ech just nach eng zweet Bemierkung maachen: Eng Resolutioun riicht sech u sech un d'Chamber an net direkt un d'Regierung, …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … fir do ze soen, ob mer déi unhuelen oder net.

Also, bei eis ass et en Ugebot an dat Ugebot ass vun der gesamter Oppositioun, fir datt mer eben zesummen a konstruktiv no Léisunge sichen. An duerfir ass déi Demande vun enger Spezialkommissioun do. An, wéi gesot, mir hu jo keng Enquêtëkommissioun gefrot.

Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, just, wéi gesot, et ass net u mir, fir ze decidéieren, wat d'Chamber ze maachen huet.

(Interruptions)

Ech invitéieren …

(Brouhaha)

Här President, et ass jo awer normal, wann ech lech eng Propos gemaach hunn, déi a mengen Ae méi sachlech ass, méi konstruktiv ass a manner polemesch ass, dass déi méi konstruktiv ass wéi dat, wat ech hei proposéiert kritt hunn (veuillez lire : dass ech fannen, dass déi méi konstruktiv ass wéi dat, wat ech hei proposéiert kritt hunn).

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här President. Den Här Gibéryen freet nach d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, just fir op dee leschte Punkt zréckzekommen, wat den Här Statsminister seet. Ech liesen haut hei am „Tageblatt" an der Affär vun Hesper, wou jo solle Suen detournéiert gi sinn, datt do d'DP verlaangt, datt do souguer misst eng ëffentlech Biergerversammlung gemaach ginn, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen, an datt „diese öffentliche Versammlung soll nicht der Arbeit des Untersuchungsrichters und der Polizei vorgreifen".

Dat heescht, zu Hesper freet d'DP eng ëffentlech Versammlung mat alle Bierger, fir iwwer eng Problematik aus der Gemeng ze schwätzen.

(Interruption)

An dat soll emol net dem … Obschonn och do eng Saach beim Parquet ass. An hei an der Chamber kënnt déiselwecht Regierung, déiselwecht Partei a setzt der Oppositioun gär e Maulkuerf op, …

(Brouhaha général)

… wëllt keng Spezialkommissioun a wëllt iwwerhaapt emol net an enger Kommissioun an am Parlament doriwwer diskutéieren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass net vergläichbar!

M. Marc Lies *(CSV).*- Neen, dat kann een definitiv net matenee vergläichen, Här Berger.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Hesper géife se gären …

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir sot et! Dat kann een net matenee vergläichen!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déiselwecht Leit géifen zu Hesper gären eng ëffentlech Biergerversammlung maachen, fir doriwwer ze diskutéieren.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zu Déifferdeng wëllt d'DP jo och aner Mesurë wéi hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En zweete Punkt, Här President, dat ass dat, wat de Logement ubelaangt. Den Här Premierminister ass elo op säi Virgänger zréckgaangen, dee virun - ech weess net, wéini war dat? - 18, 20 Joer …

(Hilarité et interruption par M. le Ministre Dan Kersch)

… d'Logementsproblematik zur „Chefsache" gemaach huet.

Mä, Här Bettel, Dir kënnt net méi op déi Regierung zréckgoen. Dir sidd elo hei sechs Joer a Fonctioun! Dir sidd an der zweeter Legislaturperiod Premier, da braucht Dir net op déi vu viru 15 an 20 Joer … Kuckt op Är Bilanz zréck!

An Dir hutt, wéi Der ugetratt sidd 2014 - ech hunn et gëschter hei virgelies -, gesot hei an der Chamber, an där éischter Deklaratioun zur Lag vun der Natioun: „Mir sinn un de Limitten. Wa mir et net färdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siidlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mir ganz geschwënn an enger Sakgaass."

Dat hutt Der 2014 gesot. A fir elo heihinnerzekommen an ze soen: „Et gëtt keng einfach Äntwerten", mä Dir hutt iwwerhaapt keng Äntwert! Keng einfach a keng komplizéiert.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hutt Dir der dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Iwwerhaapt keng Äntwert op d'Logementsproblematik!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hutt Dir der dann?

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An Äre Bilan, deen ass esou skandaléis! Zënter datt Dir Statsminister sidd an dës Regierung am Amt ass, …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Sot eis Är Antwerten, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- … sinn d'Präisser fir Haiser, fir Wunnengen, fir Appartementer ëm 50 % an d'Luucht gaangen. Dat ass en absolutte Rekord, dee mer virdrun a 50 Joer net erlieft hunn! Dat hutt Dir a sechs Joer färdegbruecht! Dat sollt Der hei agestoen, an net 15 an 20 Joer zréckkucke goen.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Gibéryen, sot eis Är einfach oder Är komplizéiert Léisungen. An haalt op ze polemiséieren!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dir sidd an der Regierung!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do.

(Hilarité)

Domadder sinn d'Diskussiounen dann ofgeschloss.

A mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung fir d'Éischt vun de Resolutiounen.

Résolution 1

Fir d'Éischt d'Resolutioun Nummer 1, déi freet, datt d'Kommissiounssitzungen am Prinzip sollen ëffentlech ginn. Den Här Berger freet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Déi Resolutioun ass eis ganz sympathesch. Ech mengen, mir sinn och der Meenung, datt ee soll voll transparent schaffen an der Chamber, fir datt d'Leit dobausse gesinn, wéi d'Aarbecht ass.

Effektiv gesinn d'Leit hei déi Debatten, wann et ëffentlech Sitzunge sinn. Mir wëssen awer, datt ganz vill Aarbecht an de Kommissioune stattfënnt, ganz vill sënnvoll Aarbecht, ganz vill wichteg Aarbecht, déi d'Leit net esou kennen, wou een och herno eventuell e Rapport huet, wou een och alt emol heiansdo erlieft, datt dann Deputéiert an enger Sitzung zwar näischt soen, awer no der Sitzung dann de Journaliste vläicht verzielen, wat se alles gesot hätten.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP).*- Duerfir, fannen ech, ass et nëmme gutt, wann also d'Leit live kënnen kucken, wéi da wierklech all déi eenzel Deputéiert schaffen, wéi déi Aarbecht ass. Dat heescht, datt mer also dat hei ënnerstëtzen.

Ech géif awer, Här President, proposéieren, well hei steet dran « sont par principe publiques ». Et steet och dran « retransmission télévisée ». Do gëtt et eng Rei technesch Schwieregkeeten. Dat heescht, mir hunn heiansdo jo d'Situa-

tioun, datt zum Beispill dräi Kommissiounssitzunge gläichzäiteg sinn. Ech mengen, technesch ass et net méiglech, fir op engem Fernsehkanal déi dräi gläichzäiteg ze iwwerdroen, soudatt een do vläicht kann iwwerleeën, datt een éischter seet: „Mir maachen et um Internetsite." Et ass dann éischter méiglech, datt een do parallell déi dräi Kommissioune ka kucken.

Et geet och vun « dossiers sensibles » rieds. Einfach, meng Propos wier, datt mer déi Resolutioun weider un de Chambersbureau ginn. Dat heescht jo och: Wéi maache mer dat technesch? Brauche mer méi Personal an esou weider? Datt mer déi Resolutioun hei géifen un de Chambersbureau weiderginn, datt déi da géife kucken, wéi een dat esou schnell wéi méiglech kéint en musique ëmsetzen, dat heescht, och déi technesch Aspekter kucken an eventuell ofklären, wat dat da genau ass, wat fir eng Dossieren oder Proposen ee mécht, datt mer dann hei kënnen an der Chamber eventuell diskutéieren, wat « dossiers sensibles » sinn, wat « par principe » ass an esou weider.

Ech mengen, wann do d'CSV, déi déi heite Resolutioun deposéiert huet, domadder d'accord wier, also mir ënnerstëtzen dat och. Mä kommt, mir ginn eis awer Zäit, datt de Bureau kann dann all déi technesch Aspekter ausformuléieren. An da géife mer eng Kéier zréck an d'Chamber kommen, fir dat dann hei zesummen ze decidéieren, wann d'CSV kéint domat d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, dat ass eng ganz verstänneg Propositioun. An duerfir géif ech direkt d'Wuert un d'Madamm Hansen ginn a froen, ob si d'accord wier, fir déi Resolutioun an de Bureau vun der Chamber ze ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, ech sinn d'accord, fir se an de Bureau ze ginn, ënnert der Konditioun, datt mer hei alleguer mam Prinzip kéinten averstane sinn, datt d'Kommissiounssitzunge public ginn. An duerfir wär et awer vläicht net schlecht, mir géifen hei ofstëmmen, einfach just: Si mer mat deem Prinzip, datt d'Séances de commissions public sinn, averstanen? An da gi mer et weider un de Bureau fir d'Detailer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ganz gutt Iddi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, ech mengen, wa mer jo hei elo en public och soen, mir géifen et an de Bureau weiderginn, dann heescht dat jo, datt mer et all ënnerstëtzen. Ech mengen, et ka jo elo jiddwereen nolauschteren, noliesen, wat ech gesot hunn. Ech mengen, datt een och do …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat hei ass jo public!

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, mir kënnen hei net iwwer ee Prinzip ofstëmmen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et huet bis elo just een et gesot. Wann déi aner et och elo all soen …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- En huet et jo gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bodry, wannechgelift. An dann den Här Baum.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech hat scho méi laang d'Wuert gefrot. Ech wär frou, wann Der géift d'Reiefolleg vun de Leit respektéieren, déi d'Wuert hei froen.

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Soss brauche mer kee President.

Plusieurs voix.- Uuhhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, neen, neen! Déi dote Saachen, ech hu wéineg Versteesdemech fir déi Geschichten do. Ëmmer manner.

Une voix.- Gutt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech si frou, dass mer déi Diskussioun hei féieren. Ech ka mech un déi Diskussioun erënneren, wéi mer fir d'Lescht iwwert d'Reglement vun der Chamber diskutéiert hunn, wou grad d'CSV net dermat d'accord war, fir an d'ëffentlech Sitzung eranzegoen. Wann d'CSV hire Blocage selwer ewechraumt, sinn ech immens zefridden. Esou komme mer och an aneren Dossieren, mengen ech, virun an nächster Zäit, …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- … wann d'CSV sech méi oppe weist, fir gewëssen Diskussiounen ze féieren.

Duerfir wëll ech soen, dass mir fir de Prinzip si vun ëffentleche Versammlungen. Mer musse just kucken, wéi mer dat praktesch hikréien. Mir hunn oft Kommissiounen, déi gläichzäiteg stattfannen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi sollen déi gläichzäiteg eigentlech da kënne stattfannen, wa mer eis Aarbechten dann duerchzéien? Et muss een also kucken, wéi een dat dote praktesch hikritt.

Mir mussen och d'Fro klären: Wat geschitt eigentlech mat den „rapports de réunions"? Geet an Zukunft e Verbatim duer? Maache mer just nach Verbatimmen? Oder maache mer awer nach eng Kéier parallell dozou Rapporten? Wat kënnt an déi Rapporte stoen? Ginn do just nach d'Decisioune festgehalen? Dat sinn, mengen ech, eng Rëtsch vu Froen, déi sech hei stellen an deem doten Zesummenhang.

Mir hunn och vun eiser Säit ganz kloer kee Problem mam Prinzip vun ëffentleche Kommissiounssitzungen hei an der Chamber.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Awer am Bureau.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Awer, ech mengen, mir sollten deen Detail wierklech am Bureau kucken.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech wär frou, Här President, wann Der hannendru géift bleiwen, dass mer wierklech iwwert déi Fro, wou mer elo méintelaang diskutéieren, fir allgemeng eist Chambersreglement op de Leescht ze huelen, dass mer eis och géifen eng Kéier en Dag Zäit huelen an der Conférence des Présidents respektiv am Bureau, fir duerch dat Reglement ze goen. Do gëtt et eng Viraarbecht, déi vun der Verwaltung geleescht ginn ass. An ech wär frou, wa mer och endlech déi Aarbecht géifen ugoen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech ka just ënnerstëtzen, wat den Här Bodry virdru gesot huet. Et huet jo bis elo eigentlech virun allem un der CSV geleeën, dass déi Reuniounen net public waren. Ech ka mech un Zäiten erënneren, wou déi gréng souguer extra Internetsitte gemaach hunn, fir dann d'Rapporte vun de Reuniounen ze publizéieren. Dat ass schonn eng Zäitchen hier.

Dat heescht, d'Demande, fir déi Transparenz ze kréien, ass scho grouss. A mir wësse jo och: Et gëtt aner Modeller an anere Parlamenter, notamment dem Europaparlament, wou dat och esou ass. An ech mengen, datt dat hei de richtege Wee ass.

Et stëmmt awer: Et gëtt wahrscheinlech eng ganz Rei technesch Froen. Onofhängeg elo vun der Dimensioun, datt Kommissioune gläichzäiteg stattfannen, ass jo awer och d'Fro: Wéi wëssen eventuell och d'Beamten oder Leit, déi vu bausse kommen, ob se public sinn oder net public sinn?

Ech mengen, och do soll ee sech ee Moment Zäit huelen, fir dat ze kucken. Mä ech gesinn awer net, firwat een net effektiv e Vott kéint maachen, andeem ee just deen éischten Tiret géif behalen, wou näämlech de Prinzip vun der Publicitéit vun de Kommissioune géif festgehale ginn an datt et natierlech dann um Bureau ass, fir déi genau Modalitéite festzeleeën.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, mir fannen d'Iddi ganz sympathesch. Mir hu scho laang gefuerdert, dass all d'Kommissiounssitzunge solle live iwwerdroe ginn. Deementspriechend ass näischt ze verstoppen. Léiwer gëscht wéi muer hätte mer gären dee Schrëtt. A mir waren dofir och ganz iwwerrascht, datt a leschter Zäit - ech mengen, et war dräimol - de Verbatim souguer ofgeleent ginn ass, wat och zur Transparenz bäigedroen hätt.

An elo sinn ech nach méi iwwerrascht - ech weess, moies gëtt ee schnell iwwerrascht -, dass den Här Berger seet, dass een net kéint dräi Emissioune gläichzäiteg digital iergendwou hikréien. Also, dat gëtt mer heiansdo un der digitaler Kompetenz awer ze bedenken, wou d'DP awer ëmmer seet, si wären déi nei soi-disant digital Kompetenz.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et kann een net dräi Emissioune gläichzäiteg kucken.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Berger, ech kann Iech herno erklären, wéi een dräi … Kuckt eng Kéier Fussball, da gesitt Der, wivill Fussballsmatcher parallell kënne gestreamed ginn. Dat ass kee Problem.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mat ville Kameraen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A mir wären och frou iwwer e Vott, fir dass et méiglechst schnell passéiert an et net iergendzwousch verluecht gëtt.

(Interruption par M. Eugène Berger)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et un der Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et deet mer leed, ech hat de Fanger méi fréi gewisen, mä et ass awer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Neen, dat ass net wouer. Den Här Goergen war nach do virdrun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir hat et net gesinn, mä et ass guer kee Problem.

Mir sinn als Gréng natierlech frou iwwert de Konsens, dee sech hei schéngt erauszeschielen. Wéi Der wësst, si mir als Gréng scho laang der Meenung, dass d'Kommissioune sollen ëffentlech sinn. Natierlech kann ech mech nëmmen de Remarken uschléissen a soen, dass awer eng ganz Rei technesch Problemer ze léise bleiwen.

Haaptsächlech muss och reglementéiert ginn, wéi dann de Huis clos wäert awer kënne méiglech sinn. Et gi jo och Sitzungen, déi am Huis clos musse stattfannen.

An awer och de Volet vun deene Beamten, déi mat dohikommen. Wat kann do gewise ginn? Wat net?

An dann, wéi gesot, och déi Iwwerdroung. Et ass natierlech kloer, dass een dräi parallell Iwwerdrounge ka maachen, alles ass méiglech. Et brauch awer och e Plus u Personal. An duerfir soen ech Merci, dass mer awer do zu engem Konsens wäerte kommen an déi Saach dann an de Bureau verweise wëllen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Gloden d'Wuert gefrot.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech muss dem Här Bodry widderspriechen. D'CSV huet scho méi laang gefuerdert, datt déi Kommissiounssitzungen ëffentlech solle sinn. Ech hunn dat …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hu geschwat vun de leschte Reforme vum Reglement.

M. Léon Gloden *(CSV).*- … an der Ried gesot, wéi mer de Reglement iwwert …

Här Bodry, elo schwätzen ech. Ech hunn d'Wuert.

An der leschter Diskussioun iwwert d'Modifikatioun vum Reglement, wou et drëm gaangen ass, ob eng Fraktioun kann e Collaborateur mat an d'Sitzunge bréngen, hunn ech am Numm vun der CSV gefuerdert, datt mer d'Iwwerdrounge solle public maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech weess, wat d'Positioun vun der CSV virun 20 Joer war.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dir schwelgt ëmmer alleguerten an der Regierung vu virun 20 Joer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do seet keen de Contraire.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … virun 20 Joer.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mir sinn 2019.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Se sinn nach bal alleguerten do.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wärend 20 Joer war et se.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat de Premierminister d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt just soen - ech soen och der Madamm Lorsché Merci fir dee Punkt -: Mir sollen net vergiessen, dass an d'Kommissiounen och Beamte matkommen. An duerfir wier et fir mech och net onwichteg, dass ech mam Minister vun der Fonction publique, wann déi Decisioun och geholl gëtt, kann een Echange hunn. Well, ech mengen, et ass och esou: Mir hunn decidéiert, Politik ze maachen. Mir hunn decidéiert, an d'Chamber gewielt ze ginn oder an d'Regierung ze goen. Mir hunn awer Beamten, déi mat an d'Kommissioune ginn, an ech fannen et net onwichteg, awer och mam Minister just een Echange doriwwer ze hunn, wa se Aussoe maachen a gefilmt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat net wëlles, an dës Diskussioun anzegräifen, vu dass et awer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift! E bësse méi roueg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat net wëlles, an dës Diskussioun anzegräifen, well awer e generelle Konsens ass, zumindest wat de Prinzip vun der Ëffentlechkeet ass.

Déi Argumentatioun, déi de Premier zum Schluss gemaach huet, déi kann ech net deelen. Mir ruffen e Minister an eng Chamber an net e Minister mat enger Ribambelle vu Beamten, dass d'Säll musse méi grouss gemaach ginn, fir dass d'Deputéiert iwwerhaapt nach Plaz kréien. Et ass um Minister, op d'Froe vun den Deputéierten ze äntweren. A wa se sech géifen dorunner halen, da wier deen dote Problem geléist.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech kréie regelméisseg technesch Froe gestallt iwwer Dossieren, wou ech, ganz éierlech, als Minister iwwer Megaherzen oder aner Punkten net all Detail wësse kann. An duerfir mengen ech: Am Respekt vun der Chamber ass et wichteg, dass och de Spezialist, deen den Dossier traitéiert, matkënnt. Ech hat gemengt, dat wier fir eng positiv Aarbecht an der Chamber. Ech gesinn, dass dat vun der Oppositioun net esou gesi gëtt.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir all Bäiträg. Ech stelle fest, datt mer ee generelle Konsens hunn, fir d'Sitzungen ëffentlech ze maachen, datt awer eng ganz Rei technesch Schwieregkeeten do sinn. An duerfir géif ech da proposéieren, datt mer et dann, esou wéi dat gesot ginn ass, un de Bureau weiderginn, fir eben einfach eng präzis Nott doriwwer ze maachen an doriwwer intensiv a kuerzer Zäit ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Résolution 2

Da kënne mer zur Resolutioun Nummer 2 kommen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Kann ech dozou eppes soen, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President. Erlaabt mer awer vläicht, e puer Wuert do nach eng Kéier ze soen, och hei ze reagéieren op dat, wat de Premier gesot huet, deen, ech mengen, hei awer am falsche Film ass. Hei geet et ëm eng Resolutioun. Hei geet et also just drëm, wéi d'Chamber sech organiséiert an hire praktesche parlamentareschen Aarbechten. An ech mengen, do soll d'Regierung net mat draschwätzen.

Zweete Punkt: Den Här Bettel huet hei vun engem Avis geschwat, deen den Delegué vun der Regierung fir den Dateschutz sollt maachen. Do hu mir iwwerhaapt kee Problem. Mä dat ass awer d'Fro net, Här Statsminister! Hei geet et ëm déi konkret Fro, wéi mir eis parlamentaresch organiséieren, fir eng méiglechst effikass an effizient Chamberaarbecht ze maachen.

An ech wëll Iech nach eng Kéier rappeléieren, datt mer virun enger Rei vu Woche wärend enger Stonn Zäit verluer hunn, well mer net woussten, wat fir eng Kommissioun eigentlech zoustänneg wier! Mir hunn elo scho mindestens dräi Kommissiounen, déi fir den Dateschutz responsabel sinn. Mir hunn do Kommissiounen, déi schrecklech vill Aarbecht hunn. Ech huelen d'Commission juridique, déi mat Projet-de-loie schonn extrem vill an deenen nächste Wochen a Méint ze dinn huet.

Duerfir hu mir proposéiert, an dat ass d'ailleurs eppes, mengen ech, wat den Alex Bodry gesot huet, datt hei d'Chamber muss d'Initiativ huelen, datt d'Chamber hei virun allem gefuerdert ass! An duerfir mengen ech, wann eng Spezialkommissioun awer wierklech an engem Dossier géif Sënn maachen, dann ass et an dësem Dossier!

An ech wëll och nach eng Kéier soen: Et ass den Här Berger, deen eigentlech déi Propositioun fir d'Alleréischt gemaach huet, och wann en haut näischt méi wëllt dervu wëssen. Den Här Berger hat do eng exzellent Iddi.

(Hilarité)

Datt elo op eemol d'Regierung net frou war iwwert dem Här Berger säi Virstouss, dat kann ech ganz a gär akzeptéieren.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Häre, wa mir eis wierklech hei wëllen eescht huelen als Chamber an engem wichtegen Dossier, an ech mengen, do ass d'Regierung jo och eens, a mir wëlle wierklech Transparenz, da musse mir hei eng Spezialkommissioun maachen! Déi gesamt Oppositioun, an dat kënnt net oft vir, ass hei dräselwechter Meenung, datt esou eng Spezialkommissioun soll kommen.

Ech weess, datt och ganz vill Majoritéitsdeputéiert dat esou gesinn. Här Bettel, Dir hutt alleguerte vun Transparenz geschwat. Dir hutt elo eng Kéier hei d'Méiglechkeet ze weisen, datt Der déi Transparenz wëllt. Duerfir stëmmt där Spezialkommissioun zou!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Baum d'Wuert gefrot, an duerno den Här Berger.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hu mech effektiv gefrot, wéi ech dem Premier nogelauschtert hunn, a wéi engem Zeenario mer hei wieren. Ech kennen den Zeenario vun der Motioun. Dee fonctionnéiert esou, datt d'Parlament d'Regierung invitéiert, eppes ze maachen. Ech kennen net den Zeenario, wou d'Regierung d'Parlament invitéiert, eppes ze maachen. A wann, da géif ech dee Vott an der Regierung awer och nach gär gesinn. Dat sinn d'Viraussetzungen, fir d'Diskussioun hei ze cadréieren.

Deen Dossier, mat deem mer et hei ze dinn hunn, ass een, dee laang Joren zréckgeet, bis op 1992. A vun 1992 bis haut sinn et vill Verfeelunge ginn an deem Dossier vun deene konsekutive Regierungen a vun deene konsekutive Parlamenter.

Et ass deelweis keng gesetzlech Basis ginn an där ganzer Zäit, an där Zäitspan. Dorunner sinn déi ënnerschiddlechst Parteie bedeelegt gewiescht. Dat war d'CSV, dat war d'LSAP, dat war d'DP. Et waren och elo zum Schluss déi gréng, déi mat an der Regierung waren. Dat heescht, et ass eppes, wat eis iwwerparteilech sollt interesséieren a wat eis misst concernéieren.

Déi Feeler, déi begaange gi sinn, déi si begaange ginn um Regierungsniveau an um Niveau vum Parlament, wat seng Aarbecht net seriö gemaach huet. Ech ka mech drun erënneren, datt ech mech nach hei virun der grousser Vakanz, wéi mer déi Debatt haten, entschëllegt hunn derfir, datt ech als Parlamentarier meng Aarbecht net esou gemaach hunn, wéi ech dat hätt misse maachen. Vun der Regierung géif ech dat och emol eng Kéier gär héieren. An drëttens ass et esou, datt d'Applikatioun vun deenen Texter, déi deelweis keng gesetzlech Basis haten, och feelerhaft war.

Wann déi dräi Elementer zesummekommen - d'Regierung, d'Parlament an d'Administratioun maache Feeler -, da si mer ganz no beim Phenomeen vum Statsversoen. An duerfir mengen ech, well et iwwerparteilech ass an et net drëm geet, datt een deem aneren d'Schold gëtt - well quasi all d'Parteien dorunner bedeelegt sinn; alleguer wéi mer elo hei zesummesëtzen -, datt et d'Initiativ vum Parlament muss sinn a muss bleiwen, fir deen doten Dossier opzeschaffen, fir en Iwwerbléck doriwwer ze kréien a fir kënne Proposen ze maachen, wéi et soll virugoen.

Dat ass de Sënn, firwat mir als Lénk eng Propositioun vum Laurent Mosar, mat deem ech soss a ganz villen Domänen nu wierklech net eens sinn, ënnerstëtzen, well mer mengen, datt dat d'Bedingung ka sinn, datt mer kënnen eng sachlech Diskussioun féieren, datt mer kënnen an deem Dossier weiderkommen, ouni datt déi aner Kommissiounen - d'Justizkommissioun, d'Sécurité-intérieures-Kommissioun - doduerjer geläämt sinn.

Duerfir plädéiere mer ganz staark, fir dat heite mat ze votéieren. Et kéint e staarke Moment vum Parlament sinn. Ech hoffen, datt sech dat Parlament däers och bewosst ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et um Här Berger an duerno un dem Här Goergen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn och net mam gudden Här Baum d'accord, mä en huet gesot: „Mir mussen dat iwwerparteilech a sachlech opschaffen." Ganz genau där Meenung si mir och. An duerfir menge mir, datt déi Propositioun vum Premier och déi bescht ass. De Commissaire au Gouvernement fir d'Protection des données, ech mengen, dat war vläicht och d'Iddi hannendrun am Gesetz, datt deen instauréiert ginn ass, fir ebe grad dann och an esou Dossieren ze beroden, Avisen ze ginn, an datt dat déi richteg Plaz ass.

An et ass jo esou, datt hei net d'Chamber ausgeschloss gëtt. Et ass esou, wann ech dat richteg verstanen hunn, wéi de Premier dat gëschter oder virgëschter gesot huet, datt dee regelméisseg och an d'Chamber kënnt, fir den Deputéierten ze soen, wat en da vu Constate gemaach huet, wou eventuell och scho Problemer detektéiert gi sinn, respektiv e Propose mécht. Dat heescht, dat ass eigentlech dat, wat eis wichteg ass, datt d'Chamber mat de concernéierten Institutiounen ... Awer och herno geet dat natierlech weider an déi eenzel Fachkommissiounen, wou da muss legiferéiert ginn. Datt déi Zesummenaarbecht do klappt, dat ass fir eis dat, wat wichteg ass.

Mir fäerten, datt, wann een hei esou eng Spezialkommissioun mécht ... An iwwregens duerfir fannen ech et ëmsou besser elo nach am Nachhinein, datt mer an Zukunft d'Kommissiounssitzungen ëffentlech hunn. Da ka wierklech jiddweree live gesinn, datt ech net dat gesot hunn, wat den Här Mosar virdrun insinuéiert huet.

Och do hunn ech just gesot: Et ass wichteg, datt mer eng Form fannen, wou Chamber, Regierung an Experte kënnen zesumme kucken, fir Solutiounen ze fannen. An enger Spezialkommissioun wësse mer dann, datt dat relativ schwiereg gëtt, fir dat iwwerparteilech ze maachen. Wann ech kucken, wéi mer dat bis elo an de Chamberskommissioune gemaach hunn, do ass ganz vill Polemik gemaach ginn, amplaz sachlech u Solutiounen ze schaffen. Einfach nëmme fir ze soen …

(Exclamations)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wivill Amendementer hu mir schonn iwwerall gemaach?

M. Eugène Berger *(DP).*- Wéi gesot, Här President, et wier gutt ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Loosst den Här Berger emol ausschwätzen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et wier effektiv gutt, wa schonn eng Rei Kommissiounssitzungen ëffentlech gewiescht wieren. Op alle Fall, nëmme fir ze soen, Här President, datt déi Solutioun, déi de Premier proposéiert huet, fir eis déi ass, déi sënnvoll ass, wou mer kënnen iwwerparteilech a sachlech un deen Dossier erugoen a wou mer da vun den Experten - onpoliteschen Experten - kënne gesot kréien, wat mer musse maachen. Natierlech gëtt dat herno hei och an der Chamber debattéiert. Natierlech si mir dann och duerno gefuerdert, fir an deenen eenzelne Kommissioune Gesetzer ze amendéieren, wann dat dann noutwendeg ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen an dann den Här Bodry an dann d'Madamm Lorsché. An da misste mer awer gläich zum Vott kommen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also d'Iddi vun der Spezialkommissioun ass ganz sympathesch, och wann een eng Kéier eng aner Vue hëlt. Mir befannen eis heiansdo esou an enger klenger Blos, wou ee seet, déi eng Kommissioun beschäftegt sech domat an domat, mä d'Leit dobausse kréien dat awer net wierklech mat.

Hei ass elo wierklech d'Chance, fir eng Transparenz hierzestellen, andeem ee seet: „Et ass eng Spezialkommissioun, dat Thema ass wichteg." Ech mengen, der Chamber géif et gutt zu Gesiicht stoen, wa mer och weisen, wéi wichteg dass et ass. Well d'Leit, déi schwätzen déi ganzen Zäit iwwert de Casier. A wa mir eng Spezialkommissioun maachen, do kënne mer wierklech d'Situatioun herno verbesseren, well et geet net nëmmen drëm, fir ëmmer no hannen ze kucken. Eng Spezialkommissioun ass fir eis an der Vue och, fir d'Verbesserungen auszeschaffen.

Deementspriechend wär déi Spezialkommissioun fir eis ganz wichteg, fir de Leit ze weisen, dass d'Chamber sech zu der Responsabilitéit bekennt an deementspriechend och an esou enger Kommissioun sech extra Zäit araumt. Jo, ech ginn zou, all Deputéierte muss sech e bësse vun der Fräizäit ofschneiden an et muss een an eng weider Kommissioun kommen. Mä dat soll et eis awer Wäert sinn, den Dateschutz!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bon, ech mengen, et ginn Argumenter fir dat eent a fir dat anert. Ech wëll just e puer vläicht falsch Interpretatiounen hei ausraumen. Eng Spezialkommissioun heescht net keng politesch Kommissioun, keng Parteipolitik. Eng Spezialkommissioun ass eng Kommissioun wéi déi aner och. Si ass zum Deel zesummegesat aus Leit, déi och an deenen anere Kommissioune sëtzen, vläicht souguer fir eenzel Parteien ausschliisslech aus deenen zesummegesat, déi souwisou an anere Kommissioune sëtzen.

Mir hunn iwwer zwanzeg permanent Kommissiounen. Mir kennen eise Kalenner. Mir kennen och anscheinend den No-Go, fir eenzel Sitzungen op gewëssen Horairë festzeleeën. Ech si ganz éierlech - ech kucken dat elo aus praktesche Grënn -, ech mengen net, dass mer elo vill méi schnell an anescht virukommen, wa mer elo eng Spezialkommissioun supplementar asetzen zu deenen 22 permanente Kommissiounen a véier Kontrollkommissiounen, déi mer hei an dëser Chamber hunn. Déi muss och hir Plaz fannen an deem Ganzen.

Ech fäerten och, wéi d'Resolutioun hei ausgedréckt ass, déi sech dann direkt elo un den Inventaire mécht vun allen Datebanken ... Ech weess net, wéi d'Chamber soll deen Inventaire vun den Datebanke maachen! Do sinn d'Donnéeën de toute façon an de Verwaltunge selwer. Si leien net bei der Chamber. Dat heescht, mir mussen eis also eng extern Expertise huele goen, déi dann erëm an d'Verwaltunge kucke geet. Ech froe mech, ob et net besser wär, vun de Verwaltunge selwer d'Donnéeën iwwert d'Datebanken ze kréien, wéi op esou e komplizéierte Wee ze goen.

An ech fäerten, dass mer dann eis prioritär Aufgab (veuillez lire : eis prioritär Aufgab vernoléissegen), wou mer eigentlech gemengt hunn, dass mer eens wären, fir eis elo „direkt" ze konzentréieren - an net eréischt, wann en allgemengen Inventaire do ass - op déi Datebanke bei der Police an déi Datebanke bei der Justiz. Dat war den Ausgangspunkt vun der ganzer Diskussioun.

Do huet d'Regierung och gesot, si géif Texter virbréngen, si géif d'Chamber consultéieren. An ech mengen, dat sollt se maachen. An do soll se, mengen ech, déi zwou Fachkommissioune consultéieren, déi bis elo ëmmer an den Debatte mat dra waren. Dat brauch se net nach an eng drëtt Kommissioun ze ginn.

Soudass mir mengen, well mer och déi praktesch Erwägungen huelen, dass d'Qualitéit vun eiser Aarbecht net onbedéngt besser gëtt duerch eng Spezialkommissioun, mä dass dat éischter Problemer gëtt, fir eise Kalenner nach iergendwéi organiséiert ze kréien, an dass mer sollten déi Aarbechten zügeg maachen an zwou Phasen: fir d'Éischt déi Aarbechte Justiz/Police, konzentréiert op legislativ Konsequenzen, déi mer wëllen zéien aus där ganzer Analys vun der Onperfektioun vun eise Gesetzer op deem dote Punkt; an dass mer dann an enger zweeter Phas, an enger anerer Kommissioun - a mir haten eigentlech och déi lescht Period eng Kommissioun, déi fir den Dateschutz mat zoustänneg ass! -, dass déi da soll déi aner Froe kucken, nodeem den Inventaire gemaach ginn ass vun der Regierung respektiv vun deem Kommissär, deen do agesat gëtt.

Ech mengen, dass dat awer eng uerdentlech Aart a Weis hei ass, fir un déi Saachen do erunzegoen, eng pragmatesch Aart a Weis. An ech mengen éierlech, dass d'Spezialkommissioun méi mat Symbolik ze dinn huet wéi mat iergendeppes anescht.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché an da fir ofzeschléissen den Här Gibéryen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech hat scho gëschter a menger Interventioun gesot, dass mir als gréng Fraktioun d'Approche vum Premierminister deelen, well se einfach vill méi effikass ass a well se awer och dat néidegt Fachwësse mat erabréngt.

Den Här Bettel huet och net gesot, dass d'Chamber net géif abezu ginn. En huet gesot, dass mer hei regelméisseg iwwert d'Rapporte schwätzen, dass mer eng Consultéierungsdebatt wäerten organiséieren, wou jiddwereen natierlech gefuerdert ass, fir sech anzebréngen.

An deem Sënn kann ech och nëmmen ënnerstëtzen, wat den Här Bodry elo grad gesot huet: Mir mussen och deene praktesche Grënn Rechnung droen. Mir hu schonn, wann ech mech net iren, 26 Kommissiounen. Déi mussen och alleguer gutt funktionéieren. A mir hu virun allem och eng, wou de Policefichier diskutéiert gëtt, eng aner, dat ass d'Commission de la Justice. Firwat net déi esou gutt schaffe loosse wéi bis elo? An dann, mengen ech, si mer schonn um richtege Wee.

Mä d'Haaptsaach ass, dass mer kollektiv Verantwortung iwwerhuelen, fir deen Dossier hei zesumme gutt ze begleeden an zu Enn ze bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Dann den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu mer d'Fro gestallt, wéi ech dat elo hei esou alles nogelauschtert hunn: „Wat fäert d'Majoritéit?"!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fäert d'Majoritéit, fir eng Spezialkommissioun ze maachen, déi sech intensiv ka mat deem Projet befaassen?

(Interruption)

Wann ech an der Majoritéit wier ... An ech huele verschidde Ministeren, déi gesot hunn: „Mir sinn esou transparent." - „Mir stinn dem Parlament ëmmer zur Verfügung." - „Mir presentéieren alles a mir ginn lech alles, wat Der gären hätt." An elo gëtt eng Spezialkommissioun gefrot, an da gëtt gemauert. Da gëtt gemauert!

Ech froe mech: „Wat huet d'Majoritéit ze fäerten?" Oder et kann een och soen: „Wat huet d'Majoritéit ze verstoppen? Wat huet se ze …"

Une voix.- Näischt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, Dir hutt näischt ze verstoppen, mä Dir wëllt net an eng Spezialkommissioun kommen!

(Brouhaha et interruptions)

Dat sinn esou … Jo, jo! Wann Der fir Transparenz sidd, ma da praktizéiert se och, da praktizéiert déi Transparenz och!

An den Här Berger huet elo grad gesot: „Ma mir sinn eis jo eens, datt d'Kommissioune sollen ëffentlech ginn." Ma da kommt, mir maachen déi hei direkt ëffentlech! Eng kënne mer jo iwwerdroen. Eng kënne mer jo iwwerdroen, da brauche mer déi aner net. Mir kéinte jo awer eng iwwerdroen! Mä och dat wëllt Der net maachen.

Dat heescht, Dir schwätzt an Dir schwätzt! An a Wierklechkeet hätt Der gären, datt näischt soll ëffentlech diskutéiert ginn an datt näischt soll erauskommen. Dat ass esou, wéi dës Regierung fonctionnéiert.

Den Här Statsminister ...

(Interruption)

Den Här Statsminister fonctionnéiert gären esou mat Sloganen. Esou steet a senger Deklaratioun, dës Kéier huet e gesot: „Weider maachen amplaz weidermaachen." Dat ass eng flott Wuertspillerei. Wéi en ugetratt ass mat dëser Regierung, dunn huet e gesot: „Dës Regierung, déi rappt d'Fënsteren op, mir maachen Transparenz." Och dat war e flotte Saz. An haut versti mer, wéi dee Saz gemengt war: Si hunn d'Fënster opgemaach a si hunn d'Transparenz erausgehäit!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Vote sur la résolution 2

Da kënne mer zum Vott komme vun der Resolutioun Nummer 2. Ech hu verstanen, datt den elektronesche Vott verlaangt ass.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

Dës Resolutioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- De Maulkuerf bleift drun!

(Exclamations et brouhaha)

Motions 1 et 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zur Motioun Nummer 1. Ass näischt zu där ze soen? Da kënne mer zum Vott kommen.

Den Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt kuerz zur Motioun 1 an zur Motioun 2 eppes soen, well et u sech, mengen ech, en äänleche Sujet ass. Et geet hei drëm, dass bei dem Stat am Fong och d'Responsabilitéite geholl ginn am Beräich vum Klimaschutz. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat evident ass, dass et muss gemaach ginn.

Ech wëll do rappeléieren, dass mer am Mee eng ganz komplett Motioun och hei gestëmmt hunn, wat de Klimaschutz ugeet, wou mer soen, dass mer der Urgence climatique wëlle Rechnung droen. Ech mengen awer, dass zum jëtzegen Zäitpunkt, wou mer vum Klimaplang an dem Energieplang wäerte gläich déi zweet Ebauche proposéiert kréien, déi mer och an der Kommissioun natierlech wäerten diskutéieren, déi an d'Consultatioun och duerno wäert goen, dass mer déi sollten ofwaarden.

Ech gi staark dovun aus, an ech mengen, dat ass och wichteg, dass an deem Klima- an Energieplang och de Stat seng Verantwortung hëlt. Dofir proposéieren ech, dass mer emol ofwaarden, wat do drasteet, gegebenenfalls an der Kommissioun och de Ministere matginn, dass se do méi streng solle sinn - wann dat da soll sinn -, an dass mer dann emol ofwaarden, wat do drasteet, a gegebenenfalls eppes anescht nach proposéieren.

Dofir géif ech mengen, dass een déi Motiounen elo emol soll zréckzéien, fir dass een einfach ka kucken, wat an de Pläng drasteet, a gegebenenfalls dann am Kader vun där Debatt jo nach eng Propos ka maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen an dann den Här Goergen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ech sinn natierlech absolutt net domadder averstanen, fir déi Motioun zréckzezéien, well ech verstinn net, wa mir hei de Stat opfuerderen, mam gudde Beispill virzegoen an eis e konkrete Plang mat Mesurë virzeleeën, wat ee misst maachen, fir a Richtung Klimaneutralitéit bei de staatleche Verwaltunge bis 2040 ze goen, mat engem Timing, wéini datt wat soll kommen, datt een da misst ofwaarden, bis iergendeng Klimadebatt ass.

Also mir wäerten déi heite Motioun sécherlech oprechterhalen a mir hätte gären do ganz konkret Proposen, well et geet net duer, datt een ëmmer nëmme vum eenzelne Bierger fuerdert, mä hei muss de Stat u sech mam gudde Beispill virgoen a selwer iwwerleeën: Wat kann ee maachen, fir an déi Richtung ze goen?

A mir wäerten och déi zweet Motioun vun de Piraten mat ënnerstëtzen, well déi u sech an déiselwecht Richtung geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass sécherlech e klenge Schrëtt, mä op d'mannst wär et emol e Schrëtt. Verschidde Politiker ware jo och freides dohinner, wéi déi Jonk demonstréiert hunn. An ech mengen, ee vun den Haaptmessagë war deemools, an deen hale se jo nach oprecht, et dierft een net waarden. Hinne geet et einfach op de Sou, dass ëmmer Politiker soen: „Mir kucken dat d'nächst Woch", d'iwwernächst Woch, iergendeng Kéier.

Ech mengen, d'Regierung ass och elo schonn e Joer am Amt. Ech verstinn, dass déi Jonk ongedëlleg ginn, wann nach ëmmer keng konkret Propose virleien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien !

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Hei ass elo eng konkret Propos. Dir waart bal alleguerten dee Bréif sichen, deen déi Jonk lech matginn hunn. Op der Bün hate se gesot - vläicht war d'DP en herno sichen -, d'DP wär en net siche gaangen, bei de Stand op der Klimademo zumindest net.

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- D'DP war deen och sichen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- déi gréng waren e sichen, deementspriechend wëssen déi gréng och, wat an deem Bréif stoung. An do stoung dran, dass et schonn 2030 souwäit soll sinn. Dat heescht, déi Motioun, déi geet eigentlech emol net wäit genuch fir dat, wat d'Demonstrante gefrot hunn. Mir hätten natierlech och léiwer, do wär 2030 dra gewiescht, mä mir kënnen och mat 2040 liewen.

Deementspriechend wäerte mir dës Motioun och ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch an dann den Här Baum.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech ka mech wierklech nëmme wonneren, wann ech héieren hei, datt vun der Regierung verlaangt gëtt - wat ech verstinn -, datt ee soll Konkretes proposéieren an deem heite Beräich, a wann ech déi Motioun hei liesen, datt ech awer näischt Konkretes dra fannen! Well hei gëtt d'Regierung just opgefuerdert genausou allgemeng, wéi dat am Mee och gemaach ginn ass an enger Motioun, déi iwwregens vill mäi wäit geet. Déi, déi d'Chamber am Mee gestëmmt huet, geet vill méi wäit wéi déi heiten. Do ass dat heite souwisou mat dran.

Mä et steet näischt méi dra wéi an där am Mee! Duerfir verstinn ech deen Exercice hei guer net. Ech hätt et verstanen, wann elo d'CSV hei geschriwwen hätt an där Motioun, oder d'Piraten: „Mir fuerderen d'Regierung op, d'Akzisen um Diesel ëm 15 Cent ze héijen." Oder ech hätt verstanen, wann Der gesot hätt: „Mir fuerderen op, direkt eng Steier anzeféieren um Kerosin." Konkret Fuerderungen, mä där steet jo keng hei! Et sti just Allgemengplätzercher hei dranner, genau wéi och gëschter an de Rieden hei genausou vill Allgemengplätzercher gesot gi sinn.

Duerfir géif ech proposéieren, effektiv, datt mer emol solle waarden, bis de Plang kënnt, well do wäerte konkret Saachen drastoen. An da wäert hei och d'Spreu vum Weize sech trennen, fir ze kucken, wien eppes wëllt maachen a wien näischt wëllt maachen.

(Brouhaha)

Mä Allgemengplätzercher hu mer genuch an dësem Parlament, menger Meenung no, ofgestëmmt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Wann ee meng Ried gëschter nogelauschtert huet, da mengen ech, datt relativ kloer ass, datt een d'Motioun vun de Piraten verwerfe muss. Näämlech hei ze proposéieren, datt Déngschtreese kompenséiert gi mat Emissiounszertifikater, déi een dann esou wéi am mëttelalterlechen Ablasshandel un den internationale Marchéé keeft, dat ass sech aus der Verantwortung erausgeklaut!

Une voix.- Très bien !

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Eng richteg Motioun wier un d'Regierung: „Huelt déi Suen a maacht de Complement dovunner a Wandmillen an erneierbar Energie hei am Land!"

Duerfir, mir stëmmen déi hei net mat.

Une voix.- Très bien !

(Brouhaha)

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Clement, erspuert lech dat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt de Kolleeg hei vun déi Lénk, deen elo grad iwwert de Certificatshandel geschwat huet, net verstanen huet, wéi Certificatshandel fonctionnéiert.

(Brouhaha et interruption)

Well een, deen näämlech an erneierbar Energien investéiert, kritt dofir haut ënnert dem Modell jo Emissiounsrechter, déi e kann um fräie Marché handelen a kann deementspriechend ... Wa mer déi Sue wëllen a Wandenergie investéieren, wat ech absolutt géif begréissen, da solle mer dat maachen.

Mir hunn net gesot, et sollt ee Certificate kafen, mä mir soen, et sollt een duebel kompenséieren. Ech mengen, dat ass …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Duerch de Kaf vu Certificaten!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … duerch de Kaf vu Certificaten, wat bedeit, datt een déi ka vu Wandmillen-, vu Waasserprojeten, vu Kuelereduktiounsprojeten, vun enger ganzer Rëtsch vu Projeten, déi de Klima géife schützen, verbesseren (veuillez lire : bezéien).

Ech mengen, datt dat hei eng konkret Motioun ass, déi, kann ee soen, dat Duebelt kompenséiert - näämlech dat Duebelt: net nëmmen de Montant, dee mer „ausginn" un CO_2, mä tatsächlech och CO_2 kompenséiert, dee mer net ausginn -, fir den iwwerschëssegen CO_2, dee schonn an der Atmosphär ass, erëm erauszezéien. Dat kann ee maachen duerch Projeten, wou ee Beem planzt, duerch Wandmillen an esou weider.

Ech wéilt op eppes agoen, wat den Här Bausch gëschter gesot huet, näämlech datt mer jo dat heiten och fir d'Chamber sollte maachen. An ech weisen nach eng Kéier drop hin, an den Här Bausch war Fraktiounschef vun deene Gréngen, wann ech mech richteg erënneren, a misst et also wëssen, datt een och - an dat hunn ech gëschter a menger Ried gesot, och gemaach a mir hunn de Bureau opgefuerdert, hei ganz konkret Mesuren ze huelen, fir dat nämlecht, wat mir vun der Regierung fuerderen, och fir d'Chamber ze maachen.

An dann op de Fait personnel, wou den Här Bausch mech gëschter attackéiert huet a sot, ech wär wuel ee vun deenen, déi am meeschte fléien: Ma meng Déngschtreese stinn ëffentlech um Internet. Dir kënnt alleguerte gären nokucken. Dir kënnt do gären ...

(Interruption et hilarité)

... e Verglach maachen, wien dann do elo méi geflunn ass oder manner. An ech mengen, datt ech besser ewechkomme wéi den Här Bausch, deen an der Zäit, wou e Minister ass, mindestens eng Kéier a China geflunn ass, fir op e Fliger ze waarden, deen net komm ass.

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Den Här Bausch huet awer och eppes Opweises, Här Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hunn héieren, Här Clement, dass Der muer …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, den Här Bausch huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Clement, Här Clement, ech hunn héieren, Dir flitt muer mam Segelschëff op London.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, den Här Bausch huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, ech hunn dat héieren, Här President.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, éischtens emol hunn ech kee Wäertuerteel ofgeluecht dodriwwer, wien hei wivill flitt, well éischtens wëll ech dat a wäert ech dat ni maachen. Dat hunn ech ëmmer gesot, ech sinn net de Moralapostel, dee jiddwerengem virrechne geet, wie wou wat ze maachen huet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Da flitt hie mam Segelschëff.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass dat eent. Dat ass jo éischter an der Motioun vun de Piraten, wou dat suggeréiert gëtt, fir dat ze maachen. Ech hunn dat gëschter just opgeworf, well ech den Här Clement wollt drop hiweisen, datt een awer wannechgelift selbstverständlech dat och kéint an enger Resolutioun hei an der Plenière maachen. Dat wär méi transparent gewiescht, wéi de Bréif ze schreiwen. Dat ass dat, wat ech em gëschter gesot hunn. Ech leeë kee Wäertuerteel of, weder iwwer een, wat fir en Auto datt e fiert, nach ob e flitt.

An ech sinn och net der Meenung, datt mer d'Problemer vum Klima wäerte léisen, andeem mer moralesch virginn an een deem aneren dauernd op den Teller kucken. Dat wëll ech och nach eng Kéier ganz däitlech soen. Duerfir brauch ee mech dorobber net unzeschwätzen, dat ass net meng Aart a Weis, fir virzegoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo, mengen ech, kënne mer iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Vote sur la motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

D'Motioun 2 ass bei 23 Jo-Stëmme géintiwwer 37 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi vum Code de déontologie. Den Här Goergen an dann den Här Bodry, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech mengen, zum Code de déontologie brauch een net méi vill ze soen. Ech mengen, jiddereen am Land, wann ee sech déi aktuell Situatioun ukuckt, huet verstanen, dass dee schnell gebraucht gëtt. Natierlech kann een elo erëm soen: „Mir waarden, mir maachen einfach esou weider, wéi wann näischt wär." Duerfir hu mir d'Propos gemaach, einfach emol schnell ze handelen, well et komme sécherlech nach aner Problemer iergendeng Kéier op d'Tapéit. A wann dee Code de déontologie net do ass, mécht een nach ëmmer Dieren op, déi eigentlech sollte fest zou sinn.

Deementspriechend hale mir dru fest, dass d'Chamber haut soll decidéieren, och no der Affär Déifferdeng, wat soll weiderhi geschéien. Seet d'Chamber haut: "Mir waarden nach, mir maachen nach Brainstorming", wat och ëmmer, an dat soll dann iergendeng Kéier an dräi, véier Joer kommen, da seet d'Chamber deementspriechend och: „Mir hunn näischt aus Déifferdeng geléiert!"

Wa mer haut mat Jo stëmmen, da gi mer kloer d'Signal: Mir hunn aus Déifferdeng geléiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et um Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, dass hei effektiv oppen Dieren agerannt ginn. Et gëtt eng kloer Positioun, déi d'Regierung iwwer eng Äntwert vun der Innenministesch hei ageholl huet op eng Fro vum Här Clement, wou se seet: „Dat gëtt diskutéiert am Kader vun der Gemengereform."

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- „Wéini?", ass d'Fro!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma dat steet an Ärem Text: bis zum Enn vun der Legislaturperiod! Dat heescht, Dir gitt der Regierung véier Joer, an ech soen lech, déi Reform vum Gemengegesetz kënnt viru véier Joer.

Dat heescht, mir gi méi wäit, wéi Dir bereet sidd ze goen. Dir sot: „Dir hutt Zäit bis zum Enn vun der Legislaturperiod", dat heescht, et geet duer, wann a véier Joer eigentlech deen

Text kënnt. Mir sinn der Meenung, den Text soll éischter kommen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... soudass effektiv selbstverständlech am Sënn vun der Autoregulatioun, déi elo gegollt huet fir d'Chamber, fir d'Regierung, och de Gemengesecteur sech soll autoreguléieren. Dat musse mer awer hei iwwert de Gesetzeswee maachen. An do gëtt et en Text scho vum Syvicol. Deen ass ausgeschafft ginn opgrond vun der Demande vum viregten Innenminister, deen hat deen Dossier weiderginn un de Syvicol. De Syvicol huet do eng éischt Propos gemaach, an dat fléisst an an déi Diskussioune ronderëm dat neit Gemengegesetz.

Ech fannen, dass alles richteg leeft. An d'Regierung brauch eigentlech net opgefuerdert ze ginn, eppes ze maachen a vläicht souguer nach méi Zäit ze verspillen, wéi se et scho wëlles huet. Duerfir mengen ech, dass mer deen heiten Text wierklech net brauchen, dass dat doten an déi richteg Richtung geet.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen nach eng Kéier.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Just eng kuerz Reaktioun. Heiansdo si mer ze fein effektiv, wou mer der Regierung vill Zäit ginn. Mir sinn awer och do kompromëssbereet a géifen draschreiwen: ee Joer.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Maacht Är Texter direkt richteg!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat kritt d'Regierung emol net hin!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

A mir kéime gläich zur Motioun Nummer 4. Ass keng Wuertmeldung do? Da kënne mer iwwert déi Motioun ...

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Als gréng Fraktioun, ech mengen, hate mir och gëschter schonn doriwwer geschwat, wann ech mech net iren. De Xavier Bettel hat et och erkläert a senger Interventioun, datt d'Steierreform - dat heite betrëfft jo d'Steierreform - wäert elaboréiert ginn, datt d'Spezialiste schonn amgaange si mat schaffen, datt se d'Fakte wäerten op den Dësch leeën an datt mer eis duerno zesummesetzen, fir e gesamte Package ze schnüren, datt et duerfir awer och net sënnvoll ass, eenzel Mesurë virzezéien an déi aus dem Kontext erauszerappen an elo schonn ze decidéieren.

An duerfir proposéiere mir, dës Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies, wannechgelift, an dann den Här Reding.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Bon, ech mengen, gëschter ass ganz kloer an eisem Discours ervirgaangen, wéi d'Situatioun momentan um Immobiliemarché, um Wunnengsbaumarché ass. An duerfir, et ass Urgence gebueden!

Et ass Urgence gebueden, wann een déi Fotoen oder Biller gesäit, déi sech virum Siège vun der SNHBM virun enger Woch ofgespillt hunn. An duerfir, et ass ganz kloer, datt d'Kafkraaft vun de Leit hei am Land opgrond vun där Hausse vun deene Präisser iwwert déi lescht zéng Joer, déi sech méi wéi verduebelt hunn, déi sech méi wéi verduebelt hunn ..., datt wierklech eng Urgence do ass fir déi Leit, zemools déi jonk Menagen, déi haut Schwieregkeeten hunn, och bei engem Promoteur public, fir sech iwwerhaapt nach eng Wunneng kënnen ze leeschten, datt eben dee Fräibetrag, datt deen doubléiert gëtt. Wann ech soen „zéng Joer", datt innerhalb vun zéng Joer d'Präisser sech verduebelt hunn, mengen ech, wär et och un der Zäit, fir dëse Fräibetrag ze doubléieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech war ganz frou, wéi ech déi dote Motioun gelies hunn, well et ass effektiv e risege Problem. Et geet hei jo drëm, datt d'Leit, déi eppes kafen, op eng gewëssen Tranche nëmmen 3 % anstatt 17 % TVA musse bezuelen. Wann d'Baupräisser esou an d'Luucht ginn, wéi se an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, geet dee Plaffong fir eng normal Wunnecht einfach net méi duer. Ech mengen, do misst heibanne Konsens herrschen.

An hei ass eng kleng Mesure, déi ka ganz schnell geholl ginn an déi direkt hëlleft. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten. Ech wollt derbäifügen: An der Belsch zum Beispill ass et d'office 6 % ouni Limitt an ouni Autorisation préalable op all Habitatioun. Och dat wier e System; dat ass zum Beispill e System, iwwert deen ee kann nodenken am Rame vun enger méi wäiter Reform oder vu méi engem grousse Pak. Mä dat heiten ass eng ganz wichteg Mesure, déi sollt direkt geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Marc Angel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

Mir kéime bei d'Motioun Nummer 5. D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Do wéilt ech nach eng Kéier widderhuelen, Här President, datt och déi do gutt Iwwerleeungen, wierklech gutt Iwwerleeungen, an d'Steierreform wäerten afléissen, wou mer jo da genee op déi do Beräicher wäerten agoen.

Ech hunn awer och gesinn, datt hei bei där Motioun véier Buergermeeschteren ënnerschriwwen hunn, déi jo notamment verlaangen, datt een an der Gemeng sollt géint Spekulatioun virgoen. An ech mengen, et wär elo interessant, wann déi Buergermeeschteren dann emol an hirer Gemeng esou e Projet géifen ëmsetzen. Da kéinte se eis och hei hir Erfahrunge materabréngen, fir ze soen, wéi et an hire Gemenge gelaf ass. Dat sinn den Här Eischen, den Här Lies, den Här Eicher an den Här Kaes. An da wär dat eng zousätzlech Plus-value fir eis Aarbechten, wann dat do schonn an de Gemengen, an deene Gemengen, gemaach gi wier.

Merci duerfir.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies, wannechgelift.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, Polemik bedreiwe kann effektiv heibanne jiddwereen.

(Brouhaha)

Ech soen et nach eng Kéier. Ech soen et nach eng Kéier: Kuckt Iech d'Fakten dobaussen un!

Kuckt Iech d'Fakten un, kuckt effektiv! Ech hu mat ville Leit an deene leschten Deeg geschwat, déi effektiv bei der SNHBM woren. Schwätzt mat deene Leit! Wa se effektiv nuets musse campéiere goen, fir sech eng Wunneng kënnen ze leeschten, dat ass dramatesch! An duerfir fannen ech déi Polemik effektiv relativ bëlleg, Madamm Lorsché, fir hei ze soen: „Kuckt no Iech!" Ech kann Iech just soen, bei eis an der Gemeng ass de B6 - an et geet hei haaptsächlech ëm de B6 - deen zweethéchsten am ganze Land.

Voilà! Dat dann op Är Äntwert. An da kucke mer, mir kënne jo och op Beetebuerg dann eng Kéier kucke kommen. Wéi ass et bei deene Beetebuerger? Da fänkt Dir bei Iech un!

(Brouhaha et interruptions)

Duerfir, mir bleiwe bei dëser … Ech wëll et hei nach eng Kéier widderhuelen, dat, wat ech virdru scho gesot hunn: D'Wunnengsbaupräisser hu sech an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt! Et ass Urgence gebueden an duerfir géife mer Iech bieden, dësem hei Rechnung ze droen. Et géif ville Leit hëllefen.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, aus engem ganz einfache Grond, an ech hat dat och schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: Wann Immeublen eidel stinn, ass dat net ëmmer Spekulatioun. Mir sinn och derfir, datt géint d'Spekulatioun gekämpft gëtt, mä et gëtt ganz vill Leerstänn, déi aner Ursaachen hunn, notamment e schlecht Mietgesetz!

(Interruption)

Jo, e schlecht Mietgesetz, wou ech ganz schwéier een erauskréien. Wann ech weess, mäi Kand kënnt an zwee Joer vun der Uni erëm, dauert dat vill ze vill laang, fir déi Wunnecht nees eidel ze maachen. Also loossen ech se en attendant eidel stoen.

D'Handwierker kritt een net méi erbäi. Mir gesinn et jo an de Gemengen, wéi d'Präisser explodéieren, wéi op Soumissiounen heiansdo nach just eng eenzeg Offer kënnt an esou weider. Et gëtt honnert Ursaachen, firwat datt en Immeubel eidel steet.

En Immeubel kann zum Beispill och eidel stoen, well een eng Autorisatioun ugefrot huet, déi een net kritt, déi ee jorelaang net kritt. An net nëmmen, datt dee Mënsch da blockéiert ass mat sengem Immeubel, neen, da géife mer en och nach besteieren, well säin Immeubel eidel steet! Dat ass eppes, woumat mir als ADR net kënnen d'accord sinn, an duerfir wäerte mer eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ma elo hu mer grad eng Plaidoirie héieren, fir d'Spekulanten ze protegéieren. Mir mengen éischter, datt een d'Leit protegéiere muss a fannen déi Initiativ vun der CSV richteg a gutt a wäerten duerfir och déi heite Motioun matstëmmen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass mat 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6. D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Och déi Motioun proposéiere mer net unzehuelen. Den Här Minister Bausch huet virdrun hei erkläert, dass ebe grad d'Schléissung vun de Commissariats de proximité keen Echec ass. Firwat? Well d'Police méi um Terrain ass, well se méi gesi gëtt, ...

(Brouhaha)

... well se méi gesi gëtt a well an de Gespréicher mat deene Leit een och gemierkt huet, datt et vill méi sënnvoll ass, datt d'Police um Terrain ënnerwee ass, wéi wa se hannert engem Guichet sëtzt, wou se eigentlech net déiselwecht Missioune kann erfëlle wéi dobaussen um Terrain.

De Problem, dee sech bei der Police éischter stellt, ass dee vun der Penurie u Personal, wou jo elo dëst Joer 75 Leit agestallt ginn. Mä dat geet nach net duer. Et wäert op deem Wee weidergoen. Wéi gesot, dat hei ass net de richtege Wee, mä dee richtege Wee ass, méi Polizisten um Terrain ze hunn an der nach derbäizekréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden an dann den Här Goergen an dann den Här Kartheiser.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech stelle just fest aus ville Gespréicher mat Polizisten a mat Leit, déi e Polizist brauchen: Et sinn net genuch Polizisten um Terrain. Besonnesch owes ass et e Problem an och besonnesch am ländleche Raum. Ech ginn lech e ganz konkret Beispill: Virun e puer Woche war e Schoss zu Maacher um Camping. Dat huet owes Dräivéierelstonn gedauert - Dräivéierelstonn! -, bis do ee vun der Police konnt kommen, well se net genuch Leit haten. An da verklickert de Leit net dobaussen, et wär alles an der Rei!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Martine Hansen)

Kuckt an de Spigel, Dir sidd à l'origine vun där Feelreform vun der Police!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et kann ee vill driwwer diskutéieren, ob déi puer Kilometer, déi de Polizist herno muss fueren, wann e geruff gëtt, an där enger Gemeng oder an där anerer musse sinn. Et ass awer nun emol e Fakt, dass d'Leit dobaussen och e Sécherheetsgefill hunn. An dat Sécherheetsgefill, dat ass nun emol duerch déi méi no Kommissariater gestäerkt. A wann ech aus den Erfahrunge vu Péiteng schwätzen, wou mer an engem Dräiländereck sinn, wou leider kee Policebüro méi op ass, an déi owes vun Déifferdeng, deelweis vun Esch musse kommen, ass dat en Zoustand, deen een net weiderhi kann akzeptéieren.

Deementspriechend wäerten d'Piraten dat heiten och ganz kloer ënnerstëtzen, well een eng Kéier iwwert dee klengen Tellerrand muss ewechkucken. Et muss een eng Kéier mat de Leit emol kucken, wéi iwwerhaapt hiert Sé-

cherheetsgefill ass. Et ass vläicht schéin a gutt ze soen: „Et ass alles an der Rei, et ass eng ganz schéi Welt, et schwammen iergendzwousch Einhörner“, mä et muss een awer emol eng Kéier mat de Leit kucken, wéi et wierklech dobaussen ass.

Ech hunn heiansdo dat Gefill, wéi wann op där anerer Säit alles emol einfach schéigeschwat gëtt, awer ganz vill donkel Wolleken driwwer sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert, dann den Här Bausch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, déi Motioun hei vun der CSV, déi ass am Fong begrënnt. Mir hunn e Konsensus heibannen, datt et net genuch Polizisten am Land gëtt. Mä dat huet Ursaachen duerch e mangelnde Rekrutement iwwer laang Joren. Et huet awer och Ursaachen, déi reng politescher Natur sinn.

Mir hu Sécherheetsproblemer am Land, déi e Resultat vun enger schlechter Politik sinn - an enger Rei vun Domänen. Dat ass awer e Problem, de Personalmangel, deen een net nëmme kann duerch Rekrutement léisen, mä deen een och duerch eng gutt Politik a verschiddene Schlësselberäicher muss probéieren opzefänken.

Dat Zweet ass, wa mer iwwert d'Polizei an d'Sécherheetsproblematik schwätzen, dann hätte mir och do gär Transparenz an Éierlechkeet. Ech wéilt vläicht just soen, datt ech virun enger gewëssener Zäit, et ass nach net allze laang hier, eng Question parlementaire gestallt hat, opgrond vun enger Interventioun, déi d'Madamm Cahen gemaach hat bei der Polizei, fir e Communiqué vun der Polizei ofänneren ze loossen.

Ech krut eng interessant Äntwert. An dunn ass mer an der Äntwert gesot ginn, jo, d'Police wär zoustänneg fir dee materiellen Deel vun enger Äntwert an d'Regierung géif dann dee politesche Volet vun enger Äntwert iwwert d'Sécherheetssituatioun, enger Polizeisituatioun hei am Land ginn.

Wou ass dee politesche Volet? Firwat kréien d'Leit hei am Land net einfach gesot, wou d'Sécherheetsproblemer sinn a wéi d'Situatioun ass? Firwat musse mir als Mandatairen hei nokucken, wéi eng Regierung higeet a probéiert jo offensichtlech, einfach Tatsaache politesch esou ofzeänneren, datt se hirer Meenung no an e Konzept passen?

Déi Polizeireform huet net nëmme schlecht Säiten. Ech wëll déi net schlechtmolen, net well den Här Schneider hei sëtzt. Si huet och gutt Usätz! Mä et ass awer ganz sécher, datt se och net eng honnertprozenteg Reussite ass. A mir wëssen, datt d'Délais d'intervention op verschiddene Plazen extrem laang gi sinn. A vläicht kann een dat mëttelfristeg a laangfristeg opfänken duerch méi Leit. Awer et ass eng Tatsaach, datt d'Police op ville Plazen ze wäit ewech ass, fir eng effikass Interventioun an engem Délai raisonnable kënnen ze garantéieren.

Duerfir ass deen Usaz richteg, deen hei vun der CSV proposéiert gëtt. An en ass och nach virsiichteg formuléiert. Wann ech mech gutt erënneren, hat den Här Gloden geschriwwen « à envisager des commissariats », datt een emol kuckt: Wéi kann een dat erëm hibréngen, wéi kann een erëm d'Police méi no bei d'Leit kréien? An et soll een och kucken, eng Etüd ze maachen, seet d'CSV.

Wie kann eppes dergéint hunn? Well ass et net eise gemeinsamen Interessi, d'Sécherheet hei am Land ze verbesseren, méi effikass ze maachen?

Mir sollten einfach de Realitéiten an d'A kucken. Mir hu grouss Sécherheetsproblemer hei am Land. Mir hate gëschter geschwat iwwer en zweete Prisong. Mir wëllen eng éierlech, transparent Analys vun der Situatioun. Mir wëllen der Polizei déi néideg Moyene ginn. Mir wëllen de Bierger erëm dat Gefill vu méi Sécherheet ginn an och eng reell Sécherheet ginn an d'Proximitéit vun der Police an all deenen Diskussiounen ass duerfir e wichtege Facteur.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch an dann den Här Bodry.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, Här President, ech ka mech nëmme wonneren, wann hei elo gesot gëtt, hei géif eppes schéigeschwat ginn, et géif gemaach ginn, wéi wann alles tipptopp wär. Dat huet kee gesot!

Ech hu gëschter an och haut a menger Ried de Moien an an den Äntwerte just de Contraire gesot. Ech hu gesot, et wär net esou, wéi et soll sinn. Well de Fait, datt mer mussen iwwer dräi Joer, mat den Zivilisten agerechent, bei der Police 800 Leit astellen, da bräichte mer déi jo net anzestellen, wann alles tipptopp wär, wéi et soll sinn.

Mä ech soen Iech awer och, déi Penurie, déi mer bei der Police hunn, an datt et esou ass, wéi et ass, dat huet awer och elo näischt ze dinn …, oder et ass net entstane gëschter an haut an och net bei mengem Virgänger an der leschter Legislaturperiod, well ëmmerhin huet dee Reforme gemaach!

Dat ass jo eppes, wat scho méi laang datéiert! Wa mer haut eng Police hu vum Effectif hier, déi engem 400.000-Awunner-Stat entsprécht, a mer reell awer, wa mer d'Frontalieren dobäizielen, en Iwwer-800.000-Awunner-Stat hunn, dann ass dat net vun haut op mar esou entstanen! Well déi Awunnerzuelen an déi Frontalierszuelen, déi si jo net eréischt zënter dräi Joer esou an d'Luucht gaangen, mä dat ass schonn zënter 15, 20 Joer esou! Duerfir, kommt, mir halen …!

Et ass hei e bëssen äänlech wéi bei deem aneren Dossier. Mir maachen alleguerten heibannen, oder et gëtt esou gemaach heibannen, wéi wann dat hei elo just e Problem wär, dee gëschter entstane wier. Neen, dat ass net esou!

Dat Zweet ass, wann ech den Här Kartheiser héiere soen, mir géifen d'Statistike quasi politesch friséieren, da wëll ech em soen, datt en net matkritt, wat all Joers stattfënnt.

(Interruption)

Gelift? Dir hutt gesot … Dir hutt gesot …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bausch, ech hunn dat Wuert „Statistik“ net gesot, mä „Communiqué“.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- „Communiqué“ net „Statistik“!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dann erkläert et emol nach eng Kéier, wéi Der et gesot hutt! Ech hunn et vläicht net richteg verstanen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech hunn eng Question parlementaire gestallt virun enger gewëssener Zäit. Ech hunn déi elo net hei. Ech hat se gëschter mat fir d'Debatt. Ech hu se haut net hei. Ech kann lech se awer haut nach produzéieren, wann Der wëllt. Dir kënnt se och nokucken, d'Question-parlementairë si public.

An där Question parlementaire huet et sech ëm d'Situatioun an der Weilerbaach gedréit, wou gesot ginn ass, datt d'Madamm Cahen bei der Police intervenéiert wär, fir e Communiqué vun der Police ofänneren ze loossen, dee si publizéiert hat iwwert déi Faiten, déi do waren.

Ech hunn dat nogefrot. D'Regierung huet mer confirméiert, datt d'Madamm Cahen do intervenéiert wär, a si huet gesot, d'Police wär zoustänneg just fir dee materiellen Deel vun enger Matdeelung an d'Regierung géif dee politesche Volet vun de Matdeelunge vun der Polizei kucken. Dat ass deen interessante Punkt. Vu Statistiken hunn ech net geschwat.

Ech hunn awer ënnerstrach, datt anscheinend dës Regierung der Meenung ass, datt e Fait policier e politesche Volet huet, iwwert dee si wëllt selwer da redaktionell intervenéieren, fir anscheinend jo dann eppes ze erreechen, wat hir passt, soss géif se et jo net maachen.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also hutt Der der Madamm Cahen ënnerstallt, si géif statistescht Material vun der Police wëlle politesch fälschen.

(Interruptions)

Jo, ben, Dir hutt et elo nach eng Kéier widderholl. Ech wëll Iech just soen, Här Kartheiser: Gitt op de Site police.lu kucken, do fannt Der d'Statistiken erëm!

Une voix.- Neen!

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Do fannt Der d'gesamt …

Här President, gitt hinnen eng Temesta, fir datt se sech berouegen! Well soss kann ech net ausschwätzen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären …

Une voix.- Dat do geet awer guer net.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ma dach, et ass awer esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Bausch huet just …

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mä wien huet dann elo d'Wuert? Wien huet Iech d'Wuert ginn, Här Gibéryen? Wien huet Iech d'Wuert ginn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, Här Bausch, gëschter hat Der d'Wuert och net, do sidd Der och hei an d'Wuert gefall, wéi den Här Kartheiser geschwat huet.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hunn hei … Ech wëll elo normal …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt och hei als President d'Missioun, de Minister opzefuerderen, seng Frechheete vis-à-vis vun den Deputéierten zréckzehalen. Ech géif Iech bieden, dem Här Bausch e Blâme auszeschwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech mengen, datt meng Remark berechtegt war.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An elo huet den Här Bausch d'Wuert. Den Här Bausch eleng. A wann da gären een d'Wuert hätt, da muss en dat froen an da kritt en et.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här President, Dir akzeptéiert, datt e Minister hei een Deputéierten …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Neen, Dir hutt d'Wuert net, Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert de Moment net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Dir hutt nach näischt zum Minister gesot.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert net. D'Wuert huet elo den Här Bausch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech stelle fest, datt den Här President dat zouléisst.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Bausch!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Här Gibéryen, …

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

(Interruptions)

Une voix.- Dir kënnt awer eng huelen.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Gibéryen, ech hunn normal hei d'Wuert gefrot an ech hunn normal d'Wuert kritt.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat ass net gutt fir Är Gesondheet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh Mamm!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kënnt Der de Mikro ausmaachen?

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat do ass net gutt fir d'Bluttzirkulatioun!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir kënnt op police.lu d'Statistiken alleguerten noliese goen. Déi ginn all Joers publizéiert. Dat si Statistiken, déi gi vun der Police ouni Amëschung vun der Regierung erstallt. Dat si Fakten iwwert d'Realitéit vun der Sécherheet an der Kriminalitéit dobaussen. Dat gëtt all Joers vun der Police och virgestallt op enger Pressekonferenz.

A wann Der dat neit Policegesetz gutt liest, dat mäi Virgänger gemaach huet, do ass och virgesinn, an dat hunn ech entre-temps gemaach dëst Joer, datt mer regional op der Plaz géife mat de Gemengeverantwortlechen diskutéieren.

Do si Comitéë virgesinn, wou déi Zuelen dann och nach eng Kéier, regional erofdeklinéiert, mat de Gemengen diskutéiert ginn, wou d'Police iwwregens och dëst Joer profitéiert huet, fir de Buergermeeschteren an de Schäfferéit ze erklären, wat fir eng nei Méiglechkeeten d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit hunn, fir kënne mam Policegesetz ze schaffen. An do sinn och d'Statistike regional diskutéiert ginn. An déi ginn net verfälscht. Déi gi ganz sachlech duergestallt, esou wéi se wierklech dobausse sinn.

An da wéilt ech Iech soen, wann Der sot, déi Commissariats de proximité, déi géifen esou vill bréngen: Ech hunn d'Zuelen hei, ech hu mer se extra nach eng Kéier eraussiche gelooss. Ech verdeelen Iech se och herno, da loossen ech se erausprinten. Wann Der déi Zuele kuckt, dat ass vum Januar bis de Summer gerechent, wivill Interventiounen datt do waren, dann ass dat mat Ausnam vun een, zwee Stéck, dat si souwisou grouss Kommissariater, déi souwisou besat ginn, total niewesächlech, fir net ze soe wéineg.

Dat geet vun null bis eng, zwou, fënnef, zéng Interventiounen iwwer sechs Méint! Also ech schwätzen hei wuelverstane vu Polizisten, deenen an de Büroen, wou ee bei se kënnt, do wou se sëtzen, an hinnen dann eppes virbréngt, wat se solle maachen.

Ech wëll och soen, wann den Här Goergen seet, de Fait, datt et esou laang géif dauere vun Déifferdeng op Esch an esou weider an esou virun, alles dat, soen ech Iech, ännert näischt, wa mer zwee Polizisten am Commissariat de proximité sëtzen hunn. Well déi zwee, déi dosëtzen, wat maachen déi dann? Wann eppes Reelles geschitt um Terrain, muss souwisou e Renfort komme vun deene grousse Kommissariater, och haut. Wann et ass fir eng Klenggkeet, da soen ech Iech, dann ass de Problem net grouss.

An dovun ofgesinn, besteet jo d'Méiglechkeet haut och duerch d'Reform, fir sech digital e Rendez-vous ze froen oder iwwer Telefon e Rendez-vous ze froen, an da kritt ee souguer de Rendez-vous sur place. Wann zum Beispill eng eeler Persoun eng Doleance huet, ka se uruffen, da kritt se e Rendez-vous. Genau déi Minutt, wou se wëllt, kënnt de Polizist sur place dohinner, fir alles opzehuelen, wat se gär hätt.

Also sorry! Fir ze behaapten, datt elo duerch de Fait, datt mer géifen iwwerall eparpilléiert duerch d'Land een, zwee Poliziste sur place sëtze loossen, datt dat eppes géif brénge fir d'Sécherheet, dat ass net de Fall.

An och all eis Analysen no deem éischte Joer vun der Reform, déi ergi just de Contraire. An all déi Gemengen, déi am Ufank méi skeptesch waren, wou et entre-temps schonn duerchgefouert ginn ass, déi gi selwer zou a soen eis och entre-temps, datt eigentlech d'Situatioun besser ass wéi virdrun, datt d'Poliziste méi sur place si wéi virdrun.

Et sinn der awer net genuch sur place! Duerfir, dat wëll ech nach eng Kéier betounen: Et sinn der net genuch do. Et missten der méi sinn. Et misste méi Brigaden haaptsächlech op deenen Hotspotte sinn. Mä dat huet mam Punkt ze dinn, datt mer de Moment nach net genuch Leit bei der Police hunn. An doru gëtt geschafft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat nach den Här Alex Bodry d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et sollt een hei sech an der Chamber un eis eege Regelen halen. Wéi mer déi Reform hei gestëmmt hunn no haarden Diskussiounen, wou eng ganz Partie Leit net derfir waren, ass gemeinsam festgehale ginn, dass mer géifen no zwee oder dräi Joer ee Bilan zéie vun der Applikatioun vun där Reform. An ech mengen, dat ass den nächste Rendez-vous. Mir sollen deem Bilan awer net virgräifen an erëm al Theesen hei widderhuelen. Mir sollten elo ofwaarden: Wéi huet sech déi Reform no enger Rei vu Joren effektiv um Terrain bemierkbar gemaach? Wat sinn déi positiv Effekter? Wat si vläicht déi méi negativ Effekter vun där Reform? Da solle mer gemeinsam kucken, de System ze optiméieren.

Ech mengen, hei ass eppes, wat sech, mengen ech, fir Parteipolitik eigentlech net däerft prêteieren. Duerfir géife mir plädéieren, dass mer eis sollten un eis eege Regel halen, als Chamber e Bilan zéien no zwee, dräi Joer an duerno gemeinsam hei an enger ëffentlecher Debatt da kucken, wat gutt leeft, wat schlecht leeft, an da probéieren nozebesseren.

Mä de Problem, dee mer wäerten hei kréien, dat ass net esou d'Zuel vun de Posten, mä ob mer all déi Posten och besat kréie mat deene richtege Leit. Ech mengen, dat ass déi eigentlech Erausfuerderung, déi sech stellt. Dat eent ass, Posten zur Verfügung stellen, an dat Zweet ass - dat ass, mengen ech, nach méi schwéier -, och derfir ze suergen, dass mer déi richteg Leit op déi dote Poste kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Kartheiser wëllt nach eppes soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, eng Debatt wéi déi hei huet dee Virdeel, datt mer awer kënnen en Echange hunn, fir ze verhënneren, datt mer laanschteneeschwätzen. An ech hat den Androck, an et ass vläicht en Iertum an der Interpretatioun mengersäits, mä ech hat den Androck, datt den Här Bausch eigentlech eppes aneres geäntwert huet wéi dat, wat ech gesot hunn.

Ech hu geschwat iwwert d'Interventioun vun der Regierung an e Communiqué, an d'Effentlechkeetsaarbecht vun der Police. Den Här Bausch huet mer geäntwert mat Statistiken. Dat ass net de Sujet gewiescht, deen ech ugeschwat hat. Et deet mer leed, wann ech net däitlech war, Här Bausch. Mä ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op de Prinzip, datt d'Regierung an de Communiqué vun der Police agräift.

Ech wollt Iech froen: Ass et fir d'Regierung normal, fannt Dir et richteg, datt d'Regierung an d'Effentlechkeetsaarbecht, an d'Kommunika-

tioun vun der Police agräift? Wa jo, wie mécht dat? Maacht Dir dat oder kann all Minister agräifen?

An hei an dësem Fall war et d'Madamm Familljeminister. Ass si kompetent fir d'Police? A wat ass den Objet vun der Interventioun vun der Regierung an d'Éffentlechkeetsaarbecht vun der Police?

Dat ass schonn eng ganz substanziell Fro, well ech mengen, et geet jo eigentlech och ëm d'Éierlechkeet, ëm d'Transparenz vun der Policeaarbecht. Et geet ëm en elementaart Recht vun all Bierger, fir genau ze wëssen, wéi dann d'Sécherheetssituatioun hei am Land ass.

Ech wëll just rappeléieren: All Verwaltung, och d'Police, ass am Déngscht vum Land, vun de Leit, déi hei wunnen. Och d'Regierung a mir alleguer sinn de Bierger zur Éierlechkeet an zur Transparenz verflicht. Mir haten iwwert d'Transparenz eng grouss Diskussioun de Moien.

Also firwat gräift d'Regierung an déi Kommunikatiounsaarbecht an? Wien däerf dat? A wat ass den Zweck?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, ech weess näischt vun deem präzise Fall. Déi Questioun ass jo net u mech geriicht, duerfir wëll ech dat iwwerhaapt net kommentéieren. Ech kann Iech just soen, wéi ech als zoustännege Minister vun der Police mat där do Fro ëmginn.

D'Police huet en eegene Kommunikatiounsservice, deen d'Éffentlechkeetsaarbecht vun der Police mécht. Do hunn ech mech als Minister bis elo nach keng eng Kéier agemëscht an dat wäert ech och net maachen. D'Police mécht hir Aarbecht do um Terrain a communiquéiert hir Saachen, déi geschéien.

Dir wësst jo och, datt d'Police entre-temps en Instagram, e Facebook-Account huet, en Twitter-Account. An Dir wësst jo och, datt ech net méi op de soziale Medie sinn. Duerfir kréien ech emol net mat, wat se do alles lénks a riets schreiwen. Dat ass mer och vläicht net egal. Ech mengen, wa se elo géife Saache schreiwen, déi mat der Police näischt méi ze dinn hätten, dann hätt ech natierlech e Problem. Mä soulaang wéi d'Police do communiquéiert iwwer hir Aarbecht, déi se mécht am Alldag, fannen ech dat eng gutt Saach an ech mësche mech och do net an.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Bon, da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun 6 ass bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domadder ass de Punkt vum Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ofgeschloss.

3. Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova

Da kéime mer zum nächste Punkt. Dat ass dann d'Untrëttsried vun eiser neier Kolleegin, der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien !

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg sollt eng Zwëschelandung sinn. Et ass awer meng Heemecht ginn. Urspréngleche kommen ech aus Bulgarien. D'Rees sollt eigentlech op Montréal féieren. Mä d'Liewen ass schonn eng Rees fir sech a mir wëssen ni, wou d'Rees hifëiert.

Ech hu virgëschter e Saz héieren an engem Film - a meng Stëmm ziddert -: « La vie est un brouillon que l'on ne peut pas remettre au propre. » Ech si mat néng Joer op Lëtzebuerg komm, mä ech stinn awer net hei, fir Iech ze soen, datt et net einfach war. Ech sinn hei, fir ze soen, datt ech immens dankbar sinn, dankbar fir déi Chance an all Hisiicht, déi ech krut, fir mech kënnen opzebauen, ze integréieren a mech als Lëtzebuergerin ze fillen.

Une voix.- Très bien !

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Déi lescht Deeg sinn ech ëmmer erëm gefrot ginn: „Ma firwat hues du dech politesch engagéiert?"

Als Architekt ass et esou, et sëtzt ee sech dohinner mam Bauhär an da lauschtert een emol no, wat seng Wonschvirstellung wier. Den nächste Schratt ass natierlech: Wéi eng Moyenen hunn ech, dat heescht de Budget? An als Architekt probéiert een eben, déi beschtméiglech Léisung ze fannen zwësche Wonschvirstellung a Realitéit.

Ech wëll gäre weider Architektin sinn, mä hei wier de Bauhär d'Gesellschaft. Ech géif probéieren, an deem Sënn eist Land méi nohalteg an dem Besoin entspriechend ze gestalten.

A mengen anere Fonctiounen als Energieberoderin a Landesplanerin schafft een am Interêt vum Land, vun de Leit an awer och vun all Eenzelnen.

Ech war ëmmer immens frou an erfëllt, fir kënnen duerch Diddeleng ze trëppelen an déi Leit ze gesinn, déi eben eng nei Fotovoltaikanlag op hirem Daach haten oder eben amgaange waren, eng Fassad ze isoléieren, a wou ech ganz genau wousst, datt ech se virun zwee Méint an enger Berodung hat.

Fir mech ass et esou, datt vill kleng Puzzlestécker eng Masse critique ausmaachen. Dofir hat ech mech am Ufank och lokalpolitesch engagéiert, fir mäi Wëssen am Energieberäich an deem Sënn kënne weiderzeginn an dobaussen ze hëllefen.

Ech fannen, et soll een net direkt esou eng utopesch Virstellung hunn, mä et soll een éischter ee klenge Schratt nom anere goen an eng realistesch Visioun behalen.

De Logement. Ech wäert natierlech elo net op déi Problematik vum Logement agoen. Ech mengen, mir hunn dat geschter an och haut nach laang a breet diskutéiert. Wat ech wëll soen, ass am Fong, datt et wichteg ass, einfach op d'Accessibilitéit u Logement pour tous anzegoen.

(Interruption)

Ech kéint Iech am Fong aus menger Beruffserfahrung sämtlech landesplaneresch Kritären opzielen, déi et erlaben ze definéieren, wou et Sënn mécht, iwwerhaapt Wunnengen ze bauen. Wat gehéiert zu enger Liewensqualitéit an engem Quartier?

(Interruption)

Wat heescht ressourcëschounend plangen? A firwat solle mer de Bauperimeter net onbedéngt ganz vill erweideren?

Fir mech ass et wichteg, déi Ëmweltproblematik beschtméiglech mat enger nohalteger Entwécklung, enger ressourcëschounender Planung an engem effiziente Bauen ze conjuguéieren. Domadder wëll ech soen, datt de Logement ënner anerem ee vu menge Schwéierpunkten ass, wou ech hoffen, vill a kleng Schrëtt kënnen no vir ze goen.

Mir ass et wichteg, nei Weeër anzeschloen, wéi zum Beispill nei Wunnformen, déi sech kënnen upassen. Meeschtens ass et esou, datt een am Ufank eleng ass, da vläicht zu zwee, da vläicht zu véier an dann erëm vläicht zu zwee.

(Interruption et hilarité)

A firwat net ... Wat gelift?

(Interruptions et hilarité)

A meng Fro: Firwat net intergenerationell? Eng Mobilisatioun vun den Terrainen - net onbedéngt verkafen, mä mir wëssen, datt eng Majoritéit vun den Terrainen awer an der privater Hand leien -, Revitalisatioun an energetesch Sanéierung vun ale Gebaier respektiv vun eidel stoende Wunnengen.

Ech hoffen, ech wäert all déi kleng Puzzlestécker zu engem schéine Bild kënnen zesummesetzen.

Just vläicht e puer Wuert zu mir selwer. Ech hunn eng grouss Freed um Entdecken, dorunner, nei Weeër ze goen, nei Kulturen, nei Milieuen ze entdecken. Entdecken heescht awer och den Horizont erweideren, aner Meenungen héieren, sech austauschen, mä virun allem, gemeinsam no vir kucken.

E klenge Clin d'œil: Mir feieren dëst Joer 100 Joer Droit de vote universel, an domadder 100 Joer Wahlrecht fir Fraen. An deem feierleche Joer hunn ech wierklech déi grouss Éier, an d'héicht Haus anzetrieden. Eng gesond Mëschung tëschent Fraen a Männer kann nëmmen eng gutt Politik erginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech op eng gutt a fair Zesummenaarbecht mat Iech all, am Sënn vun eisem Land an am Sënn vun eiser gemeinsamer Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Mir wënschen Iech alleguer vill Satisfaktioun an Ärer neier Funktioun.

4. Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass eng Deklaratioun vun der Madamm Carole Dieschbourg, Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, iwwert d'Autorisatiounsprozedur am Dossier „Gaardenhaischen" mat uschléissender Debatt. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools Merci, Här President. Loosst mech fir d'Éischt emol der Madamm Semiray Ahmedova nach eng Kéier felicitéieren, hir all dat Bescht wënschen an och Merci soe fir déi léif, sympathesch Ried, déi mer elo just duerften héieren!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo, an deene leschte Woche gouf vill iwwer e Gaardenhaischen diskutéiert, vill Accusatioune stoungen am Raum. Meng Mataarbechter vum Ministère an och déi Responsabel vun de Verwaltungen an ech selwer, mir hunn der Éffentlechkeet an der Press en Abléck an den Dossier ginn. Mir hunn d'Detailer presentéiert, mir stoungen der Ëmweltkommissioun méi wéi sechs Stonne Ried an Äntwert. Mir hunn op d'Froe vun den Deputéierte geäntwert an den Dossier an d'Prozedur präzis erkläert.

Am Ëmweltberäich, Dir Dammen an Hären, huet jiddereen d'Recht, fir Informatioune bei ëffentleche Verwaltungen a Ministèren ze froen an dës och ze kréien. Zum fräien Accès fir Ëmweltinformatiounen huet Lëtzebuerg sech engagéiert zanter 2005 an der Aarhus-Konventioun. Mä net all Informatioun an engem Naturschutzdossier ass awer eng noutwendeg Ëmweltinformatioun. Déi aner Informatioune sinn iwwert d'PANC-Gesetz geschützt, an nëmmen de Betraffenen, d'Justiz oder eng Enquêtëkommissioun vun der Chamber hunn d'Recht, d'Totalitéit vun den administrativen Dossieren ze gesinn.

An dësem Fall awer vum Gaardenhaischen hunn ech fir maximal Transparenz gesuergt an ech hu mam Accord vum Betraffene méi Informatiounen ëffentlech gemaach, wéi d'Gesetz et virgesäit, dëst an der Iwwerzeegung, dass déijéineg, déi dës Informatioune liesen oder lauschteren, sech iwwerzeege kënnen, dass an dësem Dossier näischt Anormales oder Irreguläres war, dass dësen Dossier normal traitéiert gi war.

Et war mer wichteg, och haut nach eng Kéier der Chamber, awer och eise Bierger nach eemol d'Detailer vum Dossier ze erklären a Saache richtegzestellen. Dofir hunn ech och dës Deklaratioun ugefrot. Ech wäert Iech haut de Moie ganz genau de kompletten Oflaf nach eng Kéier erklären. Ech wäert Iech awer och nach nei Zuelen an Informatioune liwweren.

Als Alleréischt wëll ech natierlech kloerstellen, dass ech d'Virgeeënsweis vum Här Traversini an dësem Fall weder approuvéiere kann nach kann ech se entschëllegen.

Mä komme mer zum Dossier! Hei muss een tëschent zwee Aspekter ënnerscheeden. Éischtens, den Autorisatiounsdossier: An deem geet et ëm eng Autorisatioun fir eng nei Holzverkleedung um Gaardenhaischen an Aarbechten u Fënsteren an um Daach. Dësen Dossier ass an der Verwaltung traitéiert gi wéi all aneren Dossier.

Den 8. Juli mécht de Fierschter de Maître d'ouvrage dorop opmierksam, dass hie fir seng Aarbechte keng Autorisatioun huet an eng Autorisatioun vum Ëmweltministère brauch. Wa keen akute Risiko fir e Biotop besteet, wa keen akute Risiko fir Aarten, déi geschützt sinn, oder Verschmotzung besteet, da seet de Fierschter de Leit an der Regel, si sollen hir Aarbechte stoppen an eng Demande stellen. Bis eng Äntwert virläit, däerf natierlech dann net geschafft ginn. An dëst war och an dësem Fall genausou.

De Proprietaire huet den 9. Juli eng Demande gemaach, den 18. Juli gëtt se encodéiert am Ëmweltministère, kritt eng Dossiersnummer a geet parallell un d'Verwaltung.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Requerant kritt an dësem Fall en Accusé de réception. Den 29. Juli gëtt dës Demande vum Fierschter traitéiert. Hie schéckt säi Projet d'avis un de Chef d'arrondissement pour accord.

Per Mail ralliéiert sech de Chef d'arrondissement dem Avis vum Fierschter a gëtt den Okay. Owes, den 29. Juli, gëtt de Fierschter den Avis erof, dat heescht, e stellt e bei eis an de System a recommandéiert, d'Aarbechten um Bardage an um Daach ze autoriséieren. Gläichzäiteg stellt en och fest, dass eng Fënster muss zougemaach ginn an dass et kee Changement d'affectation an dësem Fall dierf ginn.

Den 12. August 2019, op Basis vun dësem Avis, deen eent zu eent iwwerholl gouf, hunn ech eng Autorisatioun ënnerschriwwen. An ech stinn zur Appreciatioun vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter, ech stinn zu där Geneemegung.

Am Zesummenhang mat dësem Dossier gouf duerno e Recours vun enger Immobiliegesellschaft um Verwaltungsgeriicht gemaach. Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass näischt Aussergewéinleches. Et ass näischt Aussergewéinleches, dass bei enger Autorisatioun vun enger Ministesch oder engem Buergermeeschter e Recours gemaach gëtt. Mir liewen an engem Rechtsstat an doweinst ass et wichteg, dass d'Biergerinnen an d'Bierger d'Méiglechkeet hunn, fir géint eng Decisioun e Recours ze maachen.

All d'honorabel Deputéiert heibannen, déi eng kommunal Responsabilitéit hunn, déi missten dëst och wëssen. Ech jiddefalls, ech hu vollt Vertrauen an eis Justiz. An eng Saach wëll ech hei an der Chamber awer nach ganz kloer soen: Soulaang d'Justiz hir Aarbecht net ofgeschloss huet, wäert ech selbstverständlech keng Decisioun huelen, wat déi Demande vum Här Traversini ugeet, fir dëst Gaardenhaischen ofzerappen. D'Justiz ass e wichtegt Fundament vun eisem Rechtsstat a si muss hir Aarbecht kënne maachen.

Komme mer zum zweete Punkt, zum Äerdaushub an allen aneren net autoriséierten Aarbechten! Dat ass näämlech den zweete Volet, ëm deen et hei an dëser Affär geet ronderëm d'Gaardenhaischen, an dat sinn notamment Äerdbewegungen.

Hei wëll ech och ganz kloer sinn: Dës Aarbechte sinn net vu mir autoriséiert ginn. Dës Faite si Géigestand vun enger lafender Instruktioun. D'Naturverwaltung ass saiséiert an ermëttelt an dësem Fall. Si gëtt hir Konklusiounen - an och dat hat ech erkläert - un de Parquet weider. An et ass um Parquet ze decidéieren, wéi et weidergeet.

Mir ass et wichteg ze soen an dësem Dossier - a genee dësen Dossier weist -, dass d'Kontrollmechanisme fonctionnéieren. De Fierschter, d'Brigade mobile vun der Naturverwaltung hunn hir Aarbecht gemaach, an elo muss d'Justiz hir Aarbecht maachen a si brauch och dofir hir Zäit. An et ass net un enger Regierung an et ass och net un enger Chamber, fir a lafend Instruktiounen anzegräifen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e fundamentale Prinzip vun eisem Rechtsstat.

Komme mer elo zu de Froen, déi am Raum stinn! Mir gouf am Zesummenhang virgeworf, dass d'Demande vum Här Traversini anescht, virun allem méi séier behandelt gi wier. An dofir wëll ech Iech haut an hei e puer Statistike bréngen.

Ben, den Dossier Gaardenhaische gouf a ronn engem Mount tëschent Demande an Autorisatioun traitéiert - fir genee ze sinn, a 27 Deeg.

Mir, an domat mengen ech de Ministère zesumme mat der Verwaltung, hunn an deene leschte Joren immens vill Efforte gemaach, fir d'Delaien am Beräich vun Naturschutzdossieren erofzekréien, fir déi Delaien ze verkierzen - wat e Service ass, dee mer de Bierger schëlleg sinn.

2010 gouf et 2.145 Demanden. Dovunner sinn der 155, also 7 %, an ënner engem Mount an insgesamt 56 % an ënner dräi Méint traitéiert ginn. Dat heescht, e bësse méi wéi d'Halschent sinn an deenen dräi Méint traitéiert ginn.

2017 hate mer méi Demanden: 2.605 Demanden. Dovunner sinn der 20 % an ënner engem Mount traitéiert ginn an insgesamt 83 % an ënner dräi Méint. Dat heescht, déi meescht.

An natierlech gëtt et an den Naturschutzdossieren och méi schwiereg Dossieren, Dossieren, wou muss nogefrot ginn a wou et méi laang dauert. Mä de Gros vun den Dossieren, 83 %, ginn innerhalb vun deem Delai an 20 % souguer innerhalb vun engem Mount traitéiert.

Fir nach méi präzis ze ginn am Dossier: Dëse Summer 2019 koume bei mir 629 Dossieren tëschent dem 1. Juli an dem 30. September op den Dësch. 183, also 29 %, sinn innerhalb vun engem Mount traitéiert ginn, dat heescht, äänlech laang wéi den Dossier vun der Holzverkleedung.

D'Statistik vun 2019 aus dem Triage forestier Déifferdeng weist, dass den Avis vum Fierschter an 20 vu 24 Fäll manner wéi siwen Deeg gebraucht huet.

Dëst zu de Statistiken an dëst och, well ech eng Kéier wëll menge Mataarbechter, déi sech eng grouss Méi maachen, déi Dossieren hei schnell ze traitéieren, e grousse Merci soen. Dat sinn déi Efforten, déi mir an deene leschte Jore gemaach hunn. An ech sinn derfir, dass mer och weider där Efforte maachen, fir dass mer méiglechst all Dossieren esou schnell wéi nëmme méiglech maachen - an dat ass den Engagement, dee mir an der Regierung och wëllen agoen.

Wat net heescht, dass Der net vereenzelt Fäll fannt, wou Leit sech beschwéieren a wou den Dossier méi laang brauch. Mä kommt, mir vergläichen net Äppel mat Biren!

Ech stinn also fest zu mengen Aussoen, déi ech am Ufank gemaach hunn. Den Dossier vum Här Traversini ass normal behandelt ginn an et ass hei och zu kengem Moment méi séier gaangen oder eng Bevirdeelegung gewiescht.

Jo, den Här Traversini huet Feeler gemaach. Mä déi si vun der zoustänneger Verwaltung festgestallt an och un de Parquet weidergeleet ginn. Den Dossier ass also elo bei der Justiz.

Och ass an deene leschte Woche behaapt ginn, ech hätt déi Aarbechten net nodréiglech dierfen accordéieren. Eleng dëst Joer hunn ech tëscht Januar an Oktober scho 37 Demandë kritt fir nodréiglech Autorisatiounen. An da wëll ech och soen: Dovunner ginn et der 28, déi autoriséiert ginn, mä et sinn der awer och 9, déi refuséiert ginn. Dës Dossiere musse genau d'selwecht behandelt ginn - an do gëtt et Präzedenzfäll - wéi en normalen Autorisatiounsdossier, an dëst ass och an dësem Fall geschitt. An och dat wëll ech heimat beäntwerten.

Dann ass monéiert ginn, dass d'Autorisatioun illegal ass, well se konträr wär zum Naturschutzgesetz oder zum Règlement grand-ducal iwwert d'Réserves naturelles.

D'Autorisatioun baséiert op der Aschätzung, dass et duerch den Holzbardage an d'Renovatioun vum Daach zu enger besserer Integratioun vun dem besteeënden Haischen, wat nun emol do war, kënnt. Heiriwwer gouf ganz laang debattéiert an der Kommissiounssëtzung a mir hunn eng Divergence de vues. Dës bleift also bestoen, mä ech - an dat soen ech elo nach eng Kéier - hu vollt Vertrauen, dass d'Geriicht dës Saach wäert tranchéieren.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Wierder, déi näischt direkt mam Gaardenhaischen ze dinn hunn. Bei allem Verständnis, dass d'Deputéiert d'Regierung kontrolléieren, bei allem Verständnis, dass si fir Transparenz an Opklärung suergen an dat och afuerderen - dat ass och richteg! -, fir mech waren déi dräi Sëtzunge vun der Kommissioun deelweis un der Limitt!

Ech akzeptéiere Kritik u menger Persoun an u mengem politeschen Handelen. Als Ministesch an als ëffentlech Persoun muss ech mech dem Contrôle vun der Ëffentlechkeet a vun der Chamber stellen, an dat maachen ech och. An ech muss och meng Decisiounen erklären. Mä wat ech awer net kann akzeptéieren, dat ass, dass meng Mataarbechter perséinlech ageschüchtert ginn oder attackéiert ginn.

Wann ech haut hei stinn, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et mir virun allem dorëms, d'Veronsécherung vu menge Leit am Ministère an um Terrain, an der Verwaltung ewechzekréien. Si hunn déi lescht Woche misse vill erdroen. An ech wëll hinnen nach eng Kéier Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi si an deene leschte Joren d'Dossieren ëmmer besser traitéiert hunn. Si maachen hir Aarbecht mat Engagement, am Déngscht vum Land an am Sënn vun de Bierger!

Une voix.- Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech akzeptéieren och net, dass meng Famill aus politeschem Calcul mat falsche Behaaptungen ëffentlech denoncéiert gëtt. An, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng Entwécklung, déi mécht mir Suergen!

D'Kontroll vun der Exekutiv, e kritescht Hannerfroen, jo, mä wannechgelift op Basis vu Fakten, vun Inhalt, a virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem néidege Respekt.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Mir hunn déi lescht Woch vill iwwer eng Holzverkleedung geschwat, an zum Schluss wéilt ech awer nach dräi Wuert iwwert de Fong soen.

De Fong, dat ass den Naturschutz, de konkreten Naturschutz. An ech wënsche mer, dass mir no haut, dass mir elo eis erëm voll kënnen op dat Wesentlecht konzentréieren.

Kommt, mir schaffen zesummen, fir dat natierlecht Kapital vun eisem Land, eis Aartevillfalt, eis Landschaft ze erhalen! Kommt, mir maache gemeinsam Naturschutz, Waasserschutz, Klimaschutz!

An erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, eng perséinlech Remark: Ech wëll dem Premier Merci soen, dass hien am Etat vun der Natioun op dat Thema „Klima" esou déif agaangen ass - well dat weist, dass mer eis ëm déi Problemer këmmeren.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Deklaratioun. An éischten agedroene Riedner ass den Här Michel Wolter fir d'CSV.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e ganz speziellen Dossier, en net alldeeglechen, iwwert dee mir haut hei schwätzen. Et ass en Dossier voller Iwwerraschungen, Entdeckungen a Reviementer - tëschent viru véier Wochen, dëser Woch an héchstwahrscheinlech och nach an deenen nächsten Deeg.

Jee méi déif ech mech drageknéit hunn an deene leschte véier Wochen, an eigentlech opgrond vun der Publikatioun vun der DP Déifferdeng den 11. September, wat ech ëmmer méi nei Saachen entdeckt hunn. Vun Onglawe par rapport zu deem, wat dem Roberto Traversini am Ufank virgeworf ginn ass, iwwer Doutten an Zweifel bis hin zu extremer Frustratioun a Roserei iwwert d'Aart a Weis, wéi hei mat System vu ville probéiert gëtt, den Deckel op en Dëppen ze kréien, et war alles derbäi!

An engem demokratesch opgebauten an organiséierte Land ass et eng vun deene wichtegste Missioune vun der Chamber, d'Aarbechte vun der Regierung ze kontrolléieren. An d'Ministeren hunn d'Flicht, virum Parlament Ried an Äntwert ze stoe fir d'Politik, d'Entscheedungen an d'Aktiounen, souwuel vun hinne wéi vun hire Ministèren a Verwaltungen - ob dat am Plenum ass oder an de Kommissiounen.

Uganks vu menger Ried wëll ech betounen, dass et an engem demokratesche System d'„Flicht ass vun der Oppositioun, awer net nëmme vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir" an engem Dossier wéi deem hei „derfir ze suergen, datt voll Transparenz" herrscht, „datt all d'Kaarten op den Dësch kommen, datt mer [...] déi richteg politesch Léieren [...] oder eventuell" déi richteg „politesch Konsequenzen zéien [...]. Well geschitt dat net, dann ass de Schued fir d'Politik an déi demokratesch Institutiounen" ganz „grouss". Zitat François Bausch, 13. Juni 2012 an der Chamber.

Une voix.- Très bien !

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Alles richteg, an och nach haut!

M. Michel Wolter *(CSV).*- „Wann ee kann de Minister vun allem entlaaschten a vun allem dechargéieren, just well een a senger Verwaltung [...] nach een" fënnt, dee ka schëlleg gesprach ginn, „[...] da ka jo kengem Minister méi eppes geschéien!", Félix Braz, 10. Juli 2013 hei an der Chamber.

Leider ass an deene leschte véier Wochen a besonnesch dës Woch net vill vun deenen heere grénge Virsätz vun 2012 an 2013 iwwreg bliwwen. Et ass eben anescht, ob een d'Kritik ka weiderreechen oder ob ee selwer am Viséier vun der Kritik steet. Et ass eréischt an deem leschte Fall, wou sech weist, ob een och wierklech mat Kritik a Kontroll ëmgoe kann oder net.

Bis haut hu mir haaptsächlech Froe gestallt. Onbequem Froen, dat ginn ech zou, awer ëmmer Froen, déi zur Opklärung vun deene ville Grozonen, Verstréckungen a Widdersprréch solle bäidroen, an deene sech d'Minister Dieschbourg an deene leschte Woche verfaangen huet. Froen, déi derzou gefouert hunn, dass op Geheiss vun der Madamm den Dënschden déi ondemokrateschst Manéier erausgezu ginn ass vun dëser Majoritéit, déi et nëmme gëtt am parlamentareschen Ëmgang: Et huet ee versicht, d'Oppositioun monddout ze maachen. Et huet een hir carrement de Mond verbueden.

(Interruption)

D'Majoritéit ass Riichter iwwert d'Froe vun der Oppositioun, e President vun enger Kommissioun, deen decidéiert, wéini Schluss ass mat der Oppositiounsaarbecht, e President vun der Chamber, Garant vun den demokratesche Rechter vun all Deputéierten, deen ouni ze zécken an der Kommissioun dëst Spill matmécht - du jamais vu!

De Christoph Bumb resuméiert dat perfekt an engem Beitrag vu gëschter op reporter.lu: „Wat d'CSV als ‚Maulkuerf' fir d'Oppositioun betruecht, offenbaart zum Schluss eigentlech e Problem, dee vill méi wäit geet, well net nëmmen der parlamentarescher Oppositioun, mä där gesamter Ëffentlechkeet gëtt domadder d'Méiglechkeet geholl, d'Verhale vun der Regierung nozevollzéien, geschweige denn se ze kontrolléieren. Onofhängeg vun de Beweggrënn notzen d'Regierungsparteien hir Machtpositioun geziilt aus an erschwéieren domat eng objektiv Opaarbechtung vun eventuelle politesche Feelverhalen."

Ier mir ugefaangen hunn, Froen ze stellen, hu mer eis en detailléierte juristeschen Avis maache gelooss, fir de Fong vun der Problematik zweifelsfräi ze verstoen, a mir hunn eng Pressekonferenz ofgehalen de leschte Freiden, wou mer eis Zweifel ugemellt hunn, dass d'Entscheedunge vun der Ministesch legal op festem Fong stinn. A mir hunn eis Zweifel ausgedréckt, dass all Bierger hei am Land d'selwecht behandelt ginn ass wéi den Här Roberto Traversini. Haut wësse mer, an ech wäert dat elo beweisen, dass dat net esou ass.

Un d'Rullen ass den Dossier d'ailleurs net duerch d'CSV komm, mä duerch déi Lénk vun Déifferdeng, déi opgrond vun enger Interventioun vun enger Privatpersoun den Dossier den 18. Juli am Déifferdenger Gemengerot thematiséiert hunn. De Mann ass net wäit komm, well entgéint all Gesetz hien emol direkt an de Huis clos vum Gemengerot verschwonnen ass. Transparenz, déi éischt, an net déi lescht! Typesch „gréng" eben.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Iwwert de Summer huet d'DP-Déifferdeng sech dunn an den Dossier erageschafft. Si ass den 11. September - an engem Moment, wou den Här Traversini déck am Gespréich war, an d'Regierung ze kommen -, mat engem neien, méi breeden, wäit gefächerten Dossier un d'Effentlechkeet komm, wéi dat virdrun de Fall war, wéi déi Lénk hir Froe gestallt hunn.

Dësen Dossier, deen ech mer genau ugekuckt hunn, ass perfekt opgebaut. En ass esou perfekt strukturéiert, dass et onméiglech ass a mengen Aen, dass d'DP-Déifferdeng dee selwer opgestallt huet. Do hu fläisseg Hänn an och gutt Käpp matgeschafft. E beinhalt all Referenz, déi néideg ass, ausser enger, näämlech dem Artikel 37 vum Gemengegesetz, a stellt zum groussen Deel déi richteg Froen - zum engen a Richtung Roberto Traversini, zum aneren awer och a Richtung Carole Dieschbourg.

Déi éischt hunn als Resultat ultimativ zur Demissioun vum Här Traversini gefouert, wat eng ganz Rei Leit, mengen ech, ganz ferm arrangéiert huet. Déi aner, déi zu Konsequenzen op Regierungsniveau hätte kënne féieren, si bis haut zum groussen Deel net beäntwert. Nu sinn awer bei esou enger Feeltat ëmmer zwou Säiten, déi noutwendeg sinn. Wéi mir an dee Fong kraze wollte goen, si mer brutal gestoppt ginn.

D'Madamm Zenners vun RTL, op déi hir eegen Aart, huet déi lescht Woch gefrot, ob mir am Land näischt anescht ze dinn hätten, wéi eis iwwer Gaardenhaisercher ze ënnerhalen. Klassesch Tentativ, den Deckel op eppes Onbequemes ze setzen oder Ausdrock vun enger totaler Onkenntnis vum Dossier.

Ech hale mech do léiwer un de Presseclub vun RTL vum leschte Sonnden, vu véier Journalisten, déi sech elo e puer Woche wierklech mam Dossier beschäftegt hunn an deenen hir Artikelen an Interviewe mir vill Hannergrondmaterial geliwwert hunn, an och un de guykaiser.lu, deen eng ganz Rei Hannergrondartikelen ...

(Hilarité)

... publizéiert huet an eng gutt Informatiounsquell duergestallt huet.

(Interruptions diverses)

D'Journaliste kommen zur Konklusioun, dass ganz vill Elementer feelen, fir sech en objektivt a komplett Bild kënnen ze maachen:

Wat hunn déi Fierschter op der Plaz zu Déifferdeng wierklech gemaach, wéi den Här Traversini géint eng Ribambelle vun Oplage verstouss huet? Wéi ass et zu deem Avis à la base vun der Decisioun vun der Ministesch komm? Wéi ass et méiglech, dass een als Demandeur méi kritt, wéi een iwwerhaapt gefrot huet? Wéi ass et méiglech, dass eng Autorisatioun den 12. August erausgeet an de Fierschter säin Avis eréischt de 14. August, also zwee Deeg méi spéit, iwwerhaapt verfaasst? Dass den Här Traversini séier wuel mat der Ministesch geschwat huet, entgéint deem, wat si béid virdru behaapt hunn.

A besonnesch ass de Journalisten opgefall, dass d'Madamm Dieschbourg op der Pressekonferenz quasi an engem Niewesaz hire ganze Problem devoiléiert huet, mat deem se sech haut muss ronderëmploen: „Et konnt ee jo net wëssen, dass dëst politesch géif ausgeschluecht ginn."

Dach, et konnt een et wëssen, an et hätt een, well et sech ëm e Parteikolleeg an Députémaire handelt, sech besonnesch intensiv mat alle Facettë vum Dossier misse beschäftegen. Esou d'Konklusioun vun de Journalisten um Plateau an esou och meng Konklusioun, an d'Base vun all politescher Bewäertung.

An domat komme mer zu där kruzialer Fro: Ass dësen Dossier wierklech d'selwecht behandelt gi wéi ronn 3.000 aner Dossieren, déi dat lescht Joer iwwert d'Pult vun der Madamm Ministesch gaange sinn, oder ass en anescht behandelt ginn? Huet den Här Traversini legal, inhaltlech a prozedural eng Sonderbehandlung erfuer?

Mat deene Froe wäert ech mech elo beschäftegen. An déi gi wäit iwwert d'Fro eraus, mat där sech Deeler vun der Majoritéit hei aus der Affär wëllen zéien, ob een der Ministesch en direkt, konkret Feelverhale sprréch eng direkt perséinlech Aflossnam ka virhalen. Ech verweisen op dem Här Braz seng Ausféierungen 2013 an der Chamber.

De legalen Aspekt. Et ass an der Jurisprudenz festgehale ginn, dass e Minister nodréiglech eng Autorisatioun ausstelle kann, eng Situatioun regulariséiere kann, allerdéngs ëmmer ënnert der Moossnam, dass déi legal Konditiounen erfëllt sinn. Wëllt soen: Och nodréiglech muss gekuckt ginn, ob d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn.

Et sinn am Gesetz iwwert den Naturschutz verschidde Kapitele relevant, an dësem spezifesche Fall, datt d'Parzell 1872 - entre-temps 1872/7534 - an engem Naturschutzgebitt läit, dat déi héchste Protektioun verdéngt. Dëst ass net kontestéiert. D'Gesetz definéiert a sengen Artikelen 38 bis 46 d'Regelen, no deenen an engem Naturschutzgebitt ka gebaut a verfuer ginn. Den Artikel 42 vum Gesetz a sengem Punkt 3 verbitt oder erlaabt ënner Oplag de Bau vu Konstruktiounen an engem Naturschutzgebitt.

Am Règlement grand-ducal vum 20. November 1991 iwwert d'Aféiere vum Naturschutzgebitt „Prënzebierg" ass all Konstruktioun verbueden. Et steet do: « sont interdits: [...] toute construction incorporée au sol ou non », deemno och all Renovatioun vu méiglechen existente Konstruktiounen. Dëst ass streng, entsprécht awer der Logik vum Opbau vum Gesetz an och am Spezifesche vun dësem Règlement grand-ducal, dee souguer esou wäit geet, dass e verbitt « la circulation à cheval ou à l'aide de véhicules motorisés ou non ».

Am Naturschutzgebitt soll Rou sinn. D'Natur soll sech kënnen ongehënnert entfalen, den Agréff vum Mënsch op e Minimum reduzéiert ginn. Wier deem net esou, géif et sech einfach ëm eng Zone verte handelen, da bräicht een dës Notioun jo net. Bis haut war dat och ëmmer d'Interpretatioun vun déi gréng. Erstaunlech, onverständlech, dass dat elo net méi soll sinn, just well d'Ministesch mengt, domat hire Kapp aus der Schléng ze befreien.

Deemno ass no dëser Logik den Dossier eriwwer. Eng Illegalitéit, déi begaangen ass - an dat ass net nëmmen de Bardage, dat sinn och

d'Fënsteren, dat ass den Daach, dat ass eng Dier, iwwert déi guer net geschwat gëtt am Dossier -, déi gëtt notéiert, si gëtt gemellt a si gëtt sanktionéiert - „return to sender".

D'Madamm Minister seet op hirer Pressekonferenz den 30. September, si géif sech an hirer Decisioun op den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal bezéien. Dëst kann a mengen Aen net sinn, well déi Ausnam, den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal, dee seet: « les mesures », sic „mesures", « prises dans l'intérêt de la conservation de la zone protégée et de sa gestion ».

„Mesure" heescht Moossnam, huet en direkte Lien zur Bewirtschaftung - „gestion" - vun der Zon, déi duerch e Bewirtschaftsplang - „plan de gestion" - gemaach gëtt. D'Ausnam ass nëmme méiglech am Interêt vun der mëttel- a laangfristeger Strategie, wéi een Ziler ëmsetze wëllt. An dat ass den „intérêt général". Beispiller: Naturléierpad, hëlze Steeër fir iwwer eng fiicht Plaz ze kommen an esou weider.

Dorënner fält awer ganz sécher net, Dir Dammen an Dir Hären, de privaten Interêt vun enger eenzelner Persoun, sief si och Députémaire vun déi gréng.

Iwwregens ass et vum Jurist aus dem Ëmweltministère an der Kommissioun och bestridde ginn, dass dësen Artikel iwwerhaapt an den Iwwerleeunge ronderëm dës Decisioun ugewannt ginn ass. An et steet och näischt esou an der Decisioun vum 12. August, net ee Piipcheswuert.

An eng zäitlech Recherche weist, dass d'Argumentatioun vun der Ministesch an hirem Beamten zu där Zäit, wou den Dossier Traversini nach net esou gebrannt huet, eng aner war:

Den 12. September seet de Conseiller W.: „Da das Gartenhaus vor dem ersten Naturschutzgesetz vun 1965 gebaut worden ist, habe Traversini keine ursprüngliche Genehmigung für den Bau des Gartenhauses vorlegen müssen."

Ech hunn dat nokontrolléiert beim Reporter, wou en déi Ausso gemaach huet, well ech effektiv festgestallt hunn an der Diskussioun, dass ganz oft eng Konfusioun tëschent dem Haus an dem Gaardenhaische besteet. De Journalist huet mer confirméiert, dass et sech bei där Ausso ëm d'Gaardenhaus an der Naturschutzzon an net ëm d'Haus, wat an enger Zone jardinière läit, handelt.

D'Madamm Dieschbourg seet den 18. September op RTL: „Hei an dësem Fall ass d'Haapthaus vun 1961. Aner Deeler, déi um Terrain stinn, si vu méi spéit. Ech hunn hei an deem Dossier keng aner Trace fonnt, vu wéini dass et ass. Et ka sinn, dass et virum Naturschutzgesetz schonn do war. Hei ass et och Renovatioun vun engem besteeënde Gebai."

Deemno och si: virun 1965, éischt Naturschutzgesetz an nëmme Renovatioun. Si räsonéieren zu där Zäit allen zwee am Kader vum Artikel 7 (5) vum Gesetz a guer net am Kader vum Règlement grand-ducal vun 1991.

Et ass eréischt vill méi spéit, wéi d'Loft méi reng gëtt, wéi eng Argumentatioun um Artikel 7 (5) net méi méiglech war, wéi op eemol den Artikel 7 (1) vum Gesetz aus dem Hutt gezaubert gouf. Dozou e bësse méi spéit.

Subsidiairement beginn ech mech dann an d'Logik vum Artikel 7 (5) vum Gesetz, deen déi legal besteeënd Konstruktiounen definéiert. Et ass kloer, dass fir all Konstruktioun, déi no 1965 gebaut ginn ass, de Beweis vun enger Autorisatioun vum Buergermeeschter oder vum Minister - no 1982 - virgeluecht muss ginn, an dass all - all! - « travaux postérieurs à la première érection ont été dûment autorisés et légalement effectués ».

Dat ass an dësem Fall net geschitt. De Proprietaire konnt den Noweis net brëngen. An och d'Ministesch, obscho se sech vill Méi ginn huet ... Si huet eis nach rapportéiert, dass se amgaange wier, Recherchen ze maachen, fir ze kucken. Si ass amgaangen, Recherchen ze maachen. Nodeems se den Dossier virun zwee Méint ënnerschriwwen huet, ass se elo amgaangen, Recherchen ze maachen, fir ze kucken, vu wéini d'Gaardenhaischen da wier.

Meng Fro un d'Ministesch ass: Firwat hutt Dir d'Recherchen net ier Der Är Decisioun geholl hutt gemaach, fir am Zweifelsfall kënne festzeleeën, vu wéini dass dat Gaardenhaischen ass?

Deemno ass eng Autorisatioun ënnert dësem Artikel net méiglech gewiescht. Et ass dunn nach probéiert ginn ze argumentéieren, dat Haischen, dat wier jo vu virun 1991, an dass et do stoung, wéi d'Naturschutzgesetz agefouert ginn ass an et sech deemno ëm eng Construction existante géif handelen. Mä och dee Subterfuge muss ech hei definitiv zoumaachen.

Ech hunn näämlech d'Ausso vun engem Noper, dee säi ganzt Liewen do wunnt an deen den Här Quaino gutt kannt huet, deen awer net op dëser Tribün wëllt genannt ginn, awer vläicht op aneren Tribünen. Hie sot bei Zeien zou, dass de Schapp effektiv an der Zäit tëschent 1975 an 1978, also schonn no 1965, gebaut ginn ass. Allerdéngs wär en am Laf vun der Zäit quasi verfall gewiescht. Den Här Quaino hätt sech säit ville Joren net méi kënnen drëm bekëmmeren. Et wär en ale Mann gewiescht. Et wier awer esou, dass de Schapp an deene leschte véier bis sechs Joer quasi komplett renovéiert gi wier.

Dës Ausso, déi, wéi de Mann eis sot, ouni Problem vun aneren Nopere kéint bestätegt ginn, werft also definitiv an endgülteg en anert Liicht op den Dossier. Et stellt sech och d'Fro, wien dann dëse Schapp klammheimlech lues a lues zu eppes (veuillez lire : zu eppes ëmgebaut huet), wat d'DP Déifferdeng haut als e Chalet betruecht an net méi als e Schapp, wou Geschir dranzestellen ass.

Et gi keng Autorisatiounen, déi dës Renovatioun beleeën. Nom Artikel 7 (5) hätt missen, wéi dat opgefall ass - an zwar spéitstens den 8. Juli, sécherlech schonn am Hierscht d'lescht Joer, wahrscheinlech vill fréier -, de Bau gestoppt ginn, Procès-verbal dresséiert ginn. Dat ass net geschitt. Och hei kommen ech nach méi spéit drop zréck.

À titre tout à fait subsidiaire kann een dann nach festhalen, dass de Subterfuge vum Artikel 7 (1) d'Strooss nu wierklech net hält. An dat ass net méi eng Fro vun Interpretatioun. Dëst ass en Artikel, deen, no den Aussoe vum Camille Gira, bis uganks 2018 an an iwwer 40 Joer net eng eenzeg Kéier säit senger Aféierung benotzt an ugewannt ginn ass. En ass och nëmmen, an dat ass duerch d'Procès-verballe vun der Kommissioun bewisen, dra bliwwen (veuillez lire : am Gesetz dra bliwwen), well hie gemengt huet: „Iergendwann eng Kéier vläicht kënne mer e jo gebrauchen."

Ech si mer sécher, dass de Camille Gira en net an dësem Fall aus dem Tirang geholl hätt. Hien hätt, esou sinn ech mer sécher, den Dossier ganz aneschters ugepaakt. Hien hätt, esou sinn ech mer sécher, hei net no engem Parteikolleeg gekuckt a mat Aemooss seng Decisioun geholl.

Une voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An et ass en Artikel, deen opgrond vu senger Artikulatioun eng Demande guer net virgesäit vusäite vum Här Traversini. Ech fannen dat extrem wichteg an der Beuerteelung vum Dossier. Et ass en Artikel, deen opgrond vu senger Artikulatioun eng Demande vum Här Traversini iwwerhaapt net zougelooss hätt, well et ass en Text, en Artikel, an dat geet kloer aus den Travaux préparatoires eraus, dee soll exklusiv dem Minister d'Recht ginn, e Proprietaire ze forcéieren - „ordonner"! -, an nach nëmmen ënnert der Bedingung, dass den Objet de Charakter vun engem ganze Site a Fro stellt - „compromettre" -, den äusserlechen Aspekt vun enger Konstruktioun ze verännere.

Niewebäi bemierkt: Wann Der d'Fotoe kuckt, stoung dat Ganzt bis virun e puer Joer matzen an engem Bësch, deen no an no illegal ewechgemaach ginn ass, ouni dass reagéiert ginn ass an nees opgeholzt huet misse ginn. A wann een, wéi fréier, am Bësch géif stoen, da wär den Aussenaspekt och zimlech egal.

Et gëtt och keng schréftlech Preuve vun esou enger Decisioun. „Ordonne" wëllt soen, dass een opgrond vun deem Artikel zu eppes gezwonge gëtt. Dat muss op separatem Pabeier „accouchéiert" ginn. Dogéint kann een e Recours areechen um Verwaltungsgeriicht. Näischt an deem Dossier, dee mir kruten, geet an déi Richtung.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, net hei an der Interpretatioun, mä an der Exekutioun vun engem Gesetz. Et ass net un enger Ministesch, e Gesetz ze interpretéieren, mä et ass un hir, et auszeféieren. A wa se dat dann awer mécht, stellt se, wéi an dësem Fall, hir politesch Responsabilitéit op d'Spill.

Den Affekot Krieger huet der Madamm Minister virun e puer Wochen en Auswee gewisen, näämlech hir Decisioun zréckzezéien. Si huet dem Gesetz no dräi Méint Zäit dofir, falls sech erausstellt, dass en Appreciatiounsfeeler gemaach ginn ass respektiv falsch Fakten um Dësch louchen, wéi d'Decisioun geholl ginn ass.

D'Madamm Dieschbourg huet dat refuséiert. Mat hirer Decisioun, déi se geholl huet, legaliséiert se awer eng Illegalitéit. An dësem Moment, wou mir hei schwätzen, huet den Här Traversini eng vun der Ministesch ënnerschriwwen Autorisatioun fir eng illegal Konstruktioun an engem Naturschutzgebitt. Dat ass eng Legalisatioun vun enger illegaler Situatioun! Dat ass inakzeptabel an d'Ministesch engagéiert spéitstens domadder hir politesch Responsabilitéit.

Ech kommen zu mengem zweete Punkt, dem zäitlechen Oflaf vun der Prozedur, well, Dir Dammen an Dir Hären, den Dossier hélt entgéint der Duerstellung vun der Madamm Minister an der Pressekonferenz an och deem, wat se haut gesot huet, den Ursprong guer net den 8. Juli vun dësem Joer, mä laang virdrun.

Tëschent 2014 an 2018 sinn un engem nom Gesetz illegal opgeriichte Schapp ëmfangräich Aarbechte gemaach ginn, ouni Autorisatioun. De Schapp gëtt komplett sanéiert, e Schapp, deen den Noperen no quasi komplett verfall war a bis virun e puer Joer matzen am Bësch stoung.

Am Hierscht 2018 geschitt dëst: Grouss Planéierraupe fueren zu Nidderkuer vir. Ronn 35 a Bësch ginn ewechgemaach, 20 bis 22 a Terrain gi komplett reniveléiert. Et ginn Terrassen agebaut. Et ginn nei Héichtelinne gezunn. Jee, den Terrain gläicht haut net emol usazweis deem, wat et virdru war. Dëst ass e grave Verstouss géint d'Naturschutzgesetz, an dëst matzen an engem Naturschutzgebitt. Dat ass a mengen Aen ee vun deene gréissten Ëmweltskandaler, déi mir zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore kannt hunn, ordonnéiert an ausgefouert duerch e Gréngen.

De 15. November 2018, nom Här Traversini, ass hie mam Fierschter op d'Plaz gaangen. De Fierschter gesäit näischt. Entweder en ass blann, e kuckt laanscht oder e war deen Dag net do. War en do, hätt en den Här Traversini deen Dag direkt misse stoppen, deen Dag, de 15. November 2018, wéinst « destruction ou enlèvement de plantes sauvages, fouilles, sondages, terrassements, extraction de matériaux, circulation d'engins lourds, changement d'affectation des sols », alles, wéi gesot, an engem Naturschutzgebitt. Procès-verbal, arrêt de chantier, remise en pristin état, parquet - la totale !

Den Uewerfierschter huet an der Kommissioun gesot, dass hien dat ganzt Joer net eng eenzeg Kéier op der Plaz gewiescht wär. Dont acte.

An der Pressekonferenz vum 30. September sot den Uewerfierschter zu dëser Thematik, et géif sech ëm e puer Eschen handelen, déi d'urgence hätte missen ewechgeholl ginn, well si hätten d'Eschentriebsterben a se géifen eng Gefor duerstellen a si géife riskéieren, op e Wee ze falen.

Or, wann Der an d'Gesetz kucke gitt, Madamm Minister, déi zwee Artikele brauchen eng Autorisatioun vun Iech: eemol iwwert den Artikel 14 (3) vum Gesetz, deen d'Ofholze laanscht Stroossen a Weeër reglementéiert an deen ausdrécklech eng Autorisatioun vun Iech verlaangt. An zweetens, en Abattage d'urgence kann nëmme vum Uewerfierschter ordonnéiert ginn. De Fierschter däerf dat ni. A parallell muss en Dossier an de Ministère goen.

Derbäi kënnt, a mir hu Fotoe kënne virleeën, déi beweisen, dass souguer op dëser Plaz, op dësem klengen Deel vun deene 35 a, op deem klengen Deel net nëmmen Eschen ewechgeholl si ginn, mä och aner Zorte Beem.

Den Här Traversini hätt ni eng Autorisatioun kritt. De Fierschter war an der Kommissioun der Meenung, dass ee keng Autorisatioun bräicht. Awer au vu vun der Gesetzeslag hält dat Argument sech net. A mir hunn dat och esou gesot.

Ech froen: Firwat ass am Hierscht 2018 net agegraff ginn? A firwat huet den Uewerfierschter op enger Pressekonferenz an duerno an der Kommissioun am Numm vun der Ministesch d'Ausmooss vum Skandal verschwigen oder minimiséiert?

Déi Froe wollte mir den Dënschde stellen. Do, wou et interessant gouf, si mer vun der Majoritéit ausgebremst ginn. Firwat? Hunn d'Fierschter eppes ze verstoppen? Huet d'Ministesch eppes ze verstoppen? Inaktivitéit? Favoritismus? Duerch d'Aktioun vun en Dënschden ënner hirer Leedung ass och op dësem Punkt hir politesch Responsabilitéit engagéiert.

Den Uewerfierschter huet op der Pressekonferenz gesot, hie wier am permanente Kontakt mam Fierschter op der Plaz. De lokale Fierschter gëtt mer vun alle Leit, mat deenen ech geschwat hunn, als e léiwe Mënsch beschriwwen, deen awer selwer keng Decisioun géif huelen an ëmmer a fir all Dossier, deen e bësse méi schwiereg wier, beim Uewerfierschter géif nofroen.

Mir wollten d'Fro stellen, firwat dass am Hierscht 2018 déi zwee Fierschter net agegraff hunn. Dës Fro ass essenziell, fir kënnen d'Suite vun der Prozedur Gaardenhaischen ze verstoen. Och hei si mer ausgebremst ginn.

Vu dass et net ka sinn, dass de Fierschter am November, wann e sur place war, wéi den Här Traversini gesot huet, d'Ausmooss net gesinn huet - an d'Fotoen, déi zirkuléieren, an d'Fotoen, déi nach wäerte presentéiert ginn, déi beweisen dat -, da kann nëmme bleiwen als Äntwert, dass den Här Traversini vun dem Fieschter oder de Fierschtere gedeckt gouf.

Et wier interessant ze gesinn, ob eng intern Enquête an der Verwaltung leeft an ugelaf ass. Emmerhin ass de Problem säit dem 11. August an der Publikatioun vun enger vun deene sëlleche Fotoen, déi den Här Diderich huet an déi e mer net erlaabt huet matzebréngen, der DP Déifferdeng bekannt.

Den 8. Juli 2019 ass et net de Fierschter, Madamm Ministesch, deen den Här Traversini op seng Illegalitéiten opmierksam mécht. Et ass näämlech eng Drëttpersoun, déi moies dem Fierschter urifft an em seet, dass den Här Traversini amgaange wär, Illegalitéiten ze maachen an a ronderëm d'Gaardenhaischen. Si hunn e Rendez-vous sur place ausgemaach an à la surprise générale vun där drëtter Persoun: Wéi et fënnef Auer war a se Rendez-vous haten, ass den Här Traversini virgefuer.

Et kënnt zu enger hefteger Ausenanersetzung. Där Persoun no, an déi ass och bereet, dat ze bezeien, hätt den Här Traversini gesot: „Ech hunn de Moie mat engem héije Beamten am Environnement telefonéiert. Dee sot, ech soll den Dossier eraginn an da kréien ech ganz séier eng Autorisatioun."

Egal ob et esou gaangen ass oder net - an ob et esou gaangen ass oder net, muss d'Enquête weisen -, hätt de Fierschter spéitstens do d'Noutbrems missen zéien. Hie stellt näämlech fest, dass den Här Traversini amgaangen ass, eng ganz Rei Illegalitéiten ze maachen: Daach erneieren, Fënster an Dieren erneieren, Bardage uleeën an en Drainage ronderëm d'Haus zéien. Dir musst Iech virstellen: en Drainage ronderëm e Schapp, an deem Geschir an der Naturschutzzon sollt stoen.

Op dëst ugeschwat, seet den Här Traversini um 100,7, den 19. September: „Mä wann een e Bardage wëllt maachen, wann ee bis ënnen hin eng Folie wëllt zéien, da muss een dach ronderëm e bësse Buedem kënnen ewechmaachen." Et freet ee sech, firwat e Schapp en Drainage brauch. Firwat brauch e Schapp eng Isolatioun? E Bardage brauch op jidde Fall keng Folie.

Ausserdeem ass och entre-temps, nodeem déi puer krank Beem ewechgemaach goufen ouni Autorisatioun, nach eng flott Clôture vum CIGL ronderëm d'Proprietéit opgeriicht ginn, ouni Autorisatioun versteet sech, weder vun der Gemeng nach vum Environnement, deen déi och net hätt kënne ginn, well se steet matzen am Naturschutzgebitt. « Toute construction est interdite. » Mä elo steet se emol do am Naturschutzgebitt. Dann eben ouni Autorisatioun.

Ech wéilt, den Ëmweltministère, dee wier mat alle Leit am Land esou kulant wéi hei!

Une voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- De Fierschter hätt net manner wéi siwen Illegalitéite misse feststellen. An dat ass sécher e privilegéierten Traitement vum Här Traversini. Ech kennen net vill Dossieren ënnert deenen 3.000, déi esou en Traitement de faveur erlieft hätten. Amplaz hien ze stoppen am Sënn vun engem Baustopp, net vun engem „Stopp de Bau!", proposéiert de Fierschter dem Här Traversini eng Solutioun: „Fro e Bardage un, da geet dat an d'Rei!". D'Remarke vu virdrun nach eng Kéier bestätegt.

Dat dote koum sécher net vum lokale Fierschter. Deen hätt esou eng Initiativ vu sech nimools eleng geholl. Hien huet sech mat Sécherheet no uewen ofgeséchert. An et freet ee sech, bei wiem den Uewerfierschter sech ofgeséchert huet, fir kënnen derfir ze suergen, esou eng Propositioun duerch de Mond vum Fierschter den 8. Juli un den Här Traversini gemaach ze kréien.

Mir hätten déi Froe gär gestallt, well mer spéitstens do d'Wourecht gewuer gi wären. Mä neen, eis Kolleege vun der Majoritéit hunn dat verhënnert, un hirer Spëtzt de Chamberspresident. Chapeau!

Et geschitt guer näischt. An ech mengen och ze wëssen, aus wat fir engem Grond. Den 8. Juli gouf et näämlech keen Dossier Traversini. An e Baustopp hätt zolidd politesch Konsequenze fir hien no sech gezunn. Press a Public an Oppositioun wäre mat der Nues an engem Moment, wou de PAG vun der Gemeng Déifferdeng ausgehaangen huet, op seng Illegalitéite gestouss an opmierksam gemaach ginn. An dëst hätt och de Fierschter a säi Chef wahrscheinlech a Schwieregkeete bruecht, well jo vläicht och engem de Kontext „Hierscht 2018" dobäi opgefall wier. An den Här Traversini gëtt dem Fierschter ze verstoen, hie

kréich souwisou eng Autorisatioun - falls sech déi Ausso vun der Drëttpersoun verifizéiert.

Den 9. Juli ënnerschreift den Här Traversini eng Demande fir e Bardage. Dës Autorisatioun (veuillez lire : dës Demande) geet awer eréischt den 18. Juli am Ministère eran. Tëschent dem 9. an dem 18. Juli geschéien awer nach eng Rei Saachen:

Éischtens, d'Ministesch gëtt vum Här Traversini um Rand vun enger Fraktiounssitzung op de Problem opmierksam gemaach, sot si op 100,7. Op RTL sot se de Contraire, nodeem si virdrun héich an helleg versprach hat, awer och ni mam Här Traversini geschwat ze hunn.

D'Ministesch leit dann an der Chamberskommissioun nees ënner akuter Amnesie. Si ka sech den Dënschden an der Kommissioun net erënneren, wéini dass dat gewiescht wier. Mir hu probéiert, hir ze hëllefen: D'Fraktiounssitzunge sinn, wéi mir heibanne wëssen, meeschtens dënschdes. An an deem Zäitraum do war deen éischten Dënschden den 9. Juli. Dat schéngt mer emol e ganz propicen Datum gewiescht ze sinn. A wann déi gréng nach eng haten de 16. Juli - do war scho keng Chamber méi -, da kann et och nach de 16. Juli gewiescht sinn.

Si behaapt awer parallell op der Pressekonferenz, si wier eréischt bei der Signature op den Dossier opmierksam ginn. An hire Conseiller erkläert de 26. September am „Quotidien": « Cette autorisation préparée par l'ANF atterrit alors sur le bureau de la ministre et c'est à ce moment-là seulement qu'elle voit le dossier. »

Dat war net esou! Si wousst wuel, ier den Dossier an de Ministère koum, dass en ënnerwee wier. Dat werft kee gutt Liicht op d'Ministesch a stellt vill Froen, ob a mat wiem si dann, nodeem si vum Dossier wousst, geschwat huet.

Interessant ass awer och, dass hire Conseiller erëm an där neutraler Zäit, also den 13. September, am „Lëtzebuerger Land" zu Protokoll gouf: „Sie hat ausdrücklich gesagt, sie kümmere sich nicht darum." Wéi kann ee soen: „Ich kümmere mich nicht darum", wann een net weess, dass et den Dossier gëtt? Si wousst et deemno. Si hat jo mam Här Traversini geschwat. Mä si verstoppt et der Éffentlechkeet.

Ech froen Iech, Madamm Minister: Firwat? Firwat sidd Der net vun Ufank u komm an Dir hutt gesot: „Den Här Traversini huet mech um Rand vun enger Fraktiounssitzung ugeschwat an et ass esou wäit gaangen, dass e mer de Problem exposéiert huet. An dunn hunn ech zu em gesot: ‚Dat do kann ech elo net méi mat der diskutéieren, dat do ass en Dossier fir d'Verwaltung. Gëff däin Dossier wannechgelift eran an dann traitéiere mer dech wéi all aneren Dossier!'"?

Et kann ee kenger Ministesch verbidden, wann en Deputéierten u se eruntrëtt a seet: „Ech hunn e Problem, Carole" ... Da kanns de jo net direkt dech ëmdréien a soen: „Ech ginn elo aus dem Sall eraus." Du sees jo: „Majo, wat ass dann däi Problem?" An dann erkläert en der de Problem an da sees de zu deemselwechten: „Ma elo ass Schluss. Elo ass Schluss! Du hues hei e Problem an du muss kucken, deen ze léisen am Kader vun der Legalitéit." Dat ass net gemaach ginn an dat ass schued, well et e weidert Liicht op en Dossier werft, dat net positiv ass.

E weidere kruziale Moment am Versteesdemech vum Dossier insgesamt ass de 15. Juli. Bis elo net bekannt: Dësen Dag gëtt de Ministère näämlech schrëftlech op héchstem Niveau op d'Illegalitéit higewisen, déi amgaange wier ze geschéien. Déi Pièce hunn ech an déi geet bei de Parquet! De Ministère versprécht, sech dat unzekucken. Ech sinn emol gespaant, wat bei der Enquête an deenen nächste Wochen zu deem Sujet wäert erauskommen, wien dann esou alles mat wiem am Ministère nom 15. Juli iwwert dësen Dossier diskutéiert huet a bis wouhinner dass déi Pièce gaangen ass.

An den 18. Juli, Dir Dammen an Dir Hären, ass Gemengerot. Den Dossier gëtt public. Den Här Traversini kënnt ënner Drock, allerdéngs iwwer en aneren Aspekt vum Dossier: d'Fro vun der Bevirdeelegung am Kader vun der PAG-Prozedur. Et gëtt Zäit ze handelen. Nach deeselwechten Dag - an dofir ass deen Dag vum 18. Juli net anodin - kënnt de Bréif an de Ministère eran. An da geet et ganz séier, nom 18. Juli. Dunn ass et näämlech eng Fro „Traversini", dobaussen am Public ëffentlech gestallt, d'Fro, wat e géif maachen.

Ech wéilt, jiddweree vun deenen 3.000 Dossiere vum leschte Joer hätt de Privileeg, an de Ministère ze kommen, deeselwechten Dag encodéiert ze ginn, dat nodeem en no der Prozedur gepréift ginn ass an den Dossier sech als net komplett erwisen huet. Well en ass net komplett!

Et feele Piècen am Dossier an en hätt opgrond vum Artikel 59 - an d'Ministesch huet eng Obligatioun duerch d'Legislatur kritt - missen zréckgeschéckt ginn. Den Dossier hätt missen den 18. zréck un den Här Traversini geschéckt ginn an deen hätt missen eng nei Demande maache mat alle Piècen. Da wäre mer de 24., 25., 26. August scho gewiescht, dass den Dossier géif erakommen, an dat war net dat, wat gewënscht war.

En onkompletten Dossier gëtt encodéiert an op den Instruktiounswee geschéckt. Et gréissen déi Honnerte vu Leit, Betriber a Gemengen, déi dat lescht Joer de Pech haten, dass si hiren Dossier erëmkruten, déi net de Privileeg haten, en Traitement de faveur à la Traversini ze erfueren a mat engem onkompletten Dossier einfach esou an d'Prozedur ze entwutschen.

Den 18. Juli: Den Dossier geet pour instruction un déi zwee Leit, deenen hir Inaktioun ech virdru verzweifelt versicht hunn ze verstoen. Dat nennen ech „de Bock zum Gäertner gemaach"! Pardon, mä deenen zwee brauchs de jo guer net ze soen, wéi se den Dossier sollen traitéieren, déi maachen dat vum selwen. Si hu keen Interêt ... Och si hu keen objektiven Interêt, opgrond vun de Virfäll vum Hierscht vun 2018, dass eppes op d'Place publique kënnt. Et muss séier an d'Rei goen, ier et ëffentlech gëtt.

An dat geschitt, well den Dossier gëtt instruéiert an engem eenzegen Dag: den 29. Juli. Esou präziséiert de Fierschter et a sengem Dossier. En huet e kritt deeselwechten Dag an e bréngt et dann an engem Dag fäerdeg, den Dossier ze analyséieren, eng Kéier op d'Plaz ze goen, eng Rei vun Illegalitéite festzestellen, eng „construction légalement non existante" festzestellen, dass et an engem Naturschutzgebitt ass, e fiert op säi Büro, e redigéiert säi Rapport, e schéckt sengem Chef säi Rapport, e kritt gläich drop de Segen, en encodéiert den Dossier am informatesche System a schéckt den Original iwwert d'Post un de Chef, esou wéi d'Prozedur dat virgesäit.

Ech si schonn impressionnéiert iwwert d'Vitess an d'Effikassitéit vun enger Verwaltung, déi op der Plaz siwen Illegalitéite misst constatéieren, déi en onkompletten Dossier mat siwen innerhalb vun engem Dag duerchwénkt. Pardon, ech hat vergiess: Et war en einfachen Dossier!

An d'Kiischt um Kuch: Den Här Traversini kritt eppes, wat en iwwerhaapt emol net gefrot huet. Ech weess net, ob et dat gëtt! Ech sinn der Meenung, dass dat och e legale Feeler huet, dee Konsequenze fir d'Ministesch kann hunn, well et géint en allgemenge Rechtsprinzip ass - eng weider Illegalitéit an dësem Dossier.

Ouni mat der Wimper ze zucken iwwerhëlt d'Ministesch dat. Et gëtt e Bardage gefrot an ech kréien dräi Saache weider! Ma ech wär frou, wann déi 3.000 Dossieren, déi d'lescht Joer am Environnement traitéiert gi sinn, deeselwechten Traitement de faveur hätten: Ech froen eppes, ech kréie véier Saachen. Ech fannen dat, muss ech ganz éierlech soen, genial!

Hei si mer net nëmmen an engem Traitement de faveur, Dir Dammen an Dir Hären, mä an enger constatéierter Illegalitéit vun der Ministesch, déi deen Dossier do ënnerschriwwen huet a wou se sech net kann op hir Beamten zréckzéien.

„Dësen Dossier", sot d'Madamm Dieschbourg dann op hirer Pressekonferenz, „deen ass traitéiert gi wéi déi 3.000 aner Dossieren och." Madamm! Wann s de net gees!

Duerno hu mer verschidden Zeenarien. An ech muss soen, et huet vill Krämpes kascht an der Kommissioun, fir gewuer ze ginn, wéini dann den Uewerfierschter säin Avis ofginn huet. Näämlech net, wéi d'Madamm nach eng Kéier haut behaapt huet, en hätt sech den 29. Juli der Propositioun direkt ralliéiert. „Ralliéiert" ass den offiziellen Term fir eppes, wat iwwer eng „Cartouche" oder iwwer en Avis consignéiert gëtt. An deen „Ralliage", dat Ralliéieren un d'Dokument war net den 29. Juli, mä de 14. August. An domat fält déi komplett Argumentatioun vun der Madamm Minister an e Koup.

Si behaapt, si hätt e kompletten Dossier um Pult gehat, wéi si hir Ënnerschréft den 12. August ënnert d'Dokument gesat huet. Dat kann net sinn! Well den Avis vum Fierschter, den original ënnerschriwwenen, louch deen Dag beim Uewerfierschter um Dësch. Si hat weder deen een nach deen anere virleien, esou wéi si et souguer d'Chamber am Dossier, dee si hannerluecht huet, gleewe gedoen huet.

De Beweis, Dir Dammen an Dir Hären, ass erbruecht: Si huet ouni noutwendeg Basisdokumenter am Grapp ze hunn ënnerschriwwen. Legal däerf si dat wuel, politesch ass et de Beweis vum aktiven an akute Favoritismus.

Et kann een net wochelaang duerch d'Land zéien a behaapten, et hätt een eng Pièce am Dossier, an da stellt sech eraus, dass et guer net wouer ass. Et kann een net behaapten, et hätt een en Dokument gelies, an da stellt sech eraus, dass een d'Dokument iwwerhaapt net hat. A wéi kann een eppes den 12. liesen, wat de 14. August eréischt geschriwwe gëtt?

Ech sinn iwwerzeegt, dass bis haut net emol den elektroneschen Avis vum Fierschter, vum Uewerfierschter an Ärem System ass. A wéi kommen ech drop? Ma ganz einfach duerch d'Erklärung vun Ärem Conseiller, deen an der Kommissioun gesot huet: „Wann d'Ministesch ënnerschriwwen huet, da geet de System automatesch zou."

Wéi kann een da behaapten, si hätt en Dossier gelies, ier se ënnerschriwwen huet? Si muss en Ass an der Telepathie sinn, hirer Zäit viraus, well si wousst den 12. August schonn eppes, wat eréischt de 14. August geschriwwe ginn ass!

Schlussendlech, an dat ass dee gréisste Reproche, deen ech Iech maachen, legaliséiert Der mat Ärer Ënnerschréft vum 12. August en illegal opgeriicht Haischen - Schapp, Chalet, wéi Der et och ëmmer wëllt soen. Et reift ee sech viru Verwonnerung d'Aen.

Si konnt - a wollt vläicht - op eis Nofro net emol den Numm vun där Persoun soen, déi hir den Dossier an d'Ënnerschréft ginn huet. Eppes ass sécher: Den Här Conseiller war et net, well deen huet bei där Fro zur Fënster erausgekuckt. Um Bréif sti just d'Initiale vun der Madamm Minister a vun der Sekretärin. Et besteet also entre-temps den dréngende Verdacht - an deen hätt ech gären ausgeraumt duerch eng propper Äntwert -, deen och schonn an der Press geäussert ginn ass, dass et sech ëm en Alleingang vun der Madamm Minister gehandelt hätt, ouni Abezéie vun hire Beamten.

Ech hu mer d'Méi gemaach, Madamm - Dir Dammen an Dir Hären -, Är Pressekonferenz vum 30. September an hir Bestanddeeler ze zerleeën. Ech muss soen: Et kënnt Erstaunleches dobäi eraus!

An enger eenzeger Pressekonferenz hutt Der net manner wéi néngmol eng Ongereimtheet, eng Irféierung oder eng Ligen:

Déi Éischt ass och déi Lescht: „Dësen Dossier ass wéi 3.000 anerer traitéiert ginn."

Déi Zweet ass, Dir sot: „Den 8. Juli ass de Fierschter fir d'éischte Kéier op de Chantier gaangen an huet de Maître d'ouvrage deen Ament drop opmierksam gemaach", also eng proaktiv Haltung vum Fierschter. Deem ass net esou! Richteg ass: De Fierschter ass vun enger drëtter Persoun opmierksam gemaach ginn, et war e Rendez-vous mat der drëtter Persoun an den Här Traversini war zoufälleg um Rendez-vous do.

Dir sot: „Den 9. Juli huet de Proprietaire eng Demande gestallt." Neen! Den 9. Juli huet de Proprietaire seng Demande ënnerschriwwen, si ass awer eréischt mam Stempel vum 18. Juli, also néng Deeg duerno, am Ministère ukomm, zoufällegerweis deeselwechten Dag, wéi zu Déifferdeng moies Gemengerot war a wéi an deem Gemengerot den Dossier Traversini un d'Rulle komm ass.

Doduerch ass den Encodage dann och deeselwechten Dag geschitt, wéi den Dossier am Ministère ukoum, dëst ouni oder no enger mangelhafter Kontroll. Dëst gëtt komplett verschwigen. Et gëtt gemaach, wéi wann den Dossier den 9. Juli am Ministère gewiescht wär an den 18. Juli encodéiert gi wär, dat hätt néng Deeg gebraucht, fir den Dossier also genau ze kucken. Dat gëtt dem Lieser an Ärer Aart a Weis, wéi Der den Dossier presentéiert, net gesot.

Den Dossier war net komplett. En hätt also missen zréckgezu ginn. An dat ass kee Kavaléiersdelikt! Ech wëll dat wierklech emol eng Kéier soen! Dat steet am Gesetz! Dat ass hei an der Chamber decidéiert ginn! En Dossier, deen net komplett ass, dee geet wannechgelift zréck. Dat ass illegal an dat ass der Éffentlechkeet verschwige ginn.

Dann d'Geschicht vum Chef d'arrondissement, dee sech soi-disant deeselwechten Dag der Meenung ralliéiert vum Fierschter. Dat ass falsch, well de Chef d'arrondissement, dee gëtt säin Avis eréischt de 14. August of, an et huet an der Kommissioun bal eng Véierelsstonn gedauert, bis mer deen esou wäit haten, dass en dat huet missen zouginn.

An Dir sot: „Den 12. August, op Basis vun deem preparéierten Avis vun der Natur- a Forstverwaltung, hunn ech den Dossier krut an ënnerschriwwen." Den Dossier ass eidel, Madamm, den 12. August! Déi zwee Avise louchen deen Dag um Büro vum Uewerfierschter. Da seet den Uewerfierschter: „Mir hunn eisen Avis verfaasst an op de Ministère zréckgeschéckt." Wéi kann ech en Avis de 14. August verfaassen an dann op de Ministère zréckschécken an en ass scho virum 12. August am Ministère do?!

An Dir sot: „Ech hunn de Rapport gelies an e war schlësseg." Wéi kann ech e Rapport liesen, vun deem ech net weess, wéi en ausgesäit? Mat wiem dreift Dir de Spunnes?

Déi ganz Geschicht ronderëm d'Beem, aachtens, déi am Hierscht 2018 ewechgeholl si ginn, do ass weder d'Prozedur an der Rei, nach ass d'Wourecht gesot ginn. Virun allem ass e Risenëmweltskandal a mengen Ae vertuscht ginn.

Schlussendlech huet e Gespréich stattfonnt tëscht Iech an dem Här Traversini, obschonn Der op der Pressekonferenz dat dementéiert hutt an obschonn d'ganzt Land gemierkt hat, sou wéi Der dat gesot hutt, dass Der d'Wourecht an deem Moment net géift soen.

Ech kommen zu Ärer politescher Responsabilitéit. Déi politesch Responsabilitéit vun der Madamm Dieschbourg ass an eisen Ae kloer engagéiert, op ville Punkten an op villen Niveauen, duerch eegent Feelverhalen an duerch Feelverhalen an hire Ministèren an hire Verwaltungen. Dee ganzen Dossier ass iwwer Wochen an totaler Intransparenz gefouert gi vis-à-vis vun der Éffentlechkeet, der Press an der Chamber. A kengem Moment hat een d'Impressioun - a mir net eleng net, d'Journaliste largement och net -, dass d'Wourecht sollt op d'Tapéit kommen.

Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer haut dës Debatt net géifen an der Chamber féieren, den Deckel um Dëppe wier. Ech sinn awer och fest dervun iwwerzeegt, dass duerch dës Debatt, an egal wat d'Majoritéit haut decidéiert, d'Éffentlechkeet hir eege Meenung ka bilden iwwert de Filz an de Mief, deen aus dësem Dossier erauskënnt.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- D'Madamm Dieschbourg huet d'Chamber, d'Press an d'Éffentlechkeet belunn, an d'Ir gefouert a wichteg Elementer verschwigen. Net manner wéi néngmol eleng op der Pressekonferenz vum 9. September!

Si huet der Chamber Piècen iwwerreecht, déi net am Dossier louchen, wéi se deen ënnerschriwwen huet. Dat ass Vorspiegelung falscher Tatsachen. Wann dat Är politesch Responsabilitéit, Madamm, net engagéiert, da weess ech och net méi, wat dat kann!

À la base vun deem Ganzen ass awer a mengen Aen e Riseskandal am ëmweltpolitesche Beräich. An engem Naturschutzgebitt huet e gréngen Député-maire schwerwiegend Irregularitéite gemaach, déi ech an deem Mooss net fir méiglech gehalen hätt, scho guer net vun engem Member vun enger Partei, déi eemol eng Kéier ausgezu war, fir alles anescht ze maachen.

35 a Bësch an Hecke sinn ëmgeluecht, 20 bis 22 a Terrain komplett remodeléiert, Terrassen ugeluecht, den natierlechen Talus vum Hang fir ëmmer zerstéiert. E regelrechte Skandal, gedeckt duerch Är Verwaltung!

Wéi wäit aner Leit nach méi héich an der Hierarchie verwéckelt waren, kann nëmmen d'Instruktioun vum Untersuchungsriichter erausfannen, wann all Bedeelegt gehéiert a matenee konfrontéiert ginn.

Och d'Madamm Minister hätt kënnen, ech mengen, si hätt missen no der Publikatioun vum Dossier vun der DP Déifferdeng aktiv ginn. Dat ass net geschitt! Au contraire! An dofir, Madamm, sidd Der politesch responsabel.

Ee vun deenen zwee Beamten, déi sécher mat implizéiert waren, souz an der Pressekonferenz an ass mat an d'Chamber komm. Säit dem 11. September ass den Dossier vun der DP Déifferdeng online, photos à l'appui, ouni dass dat weder d'Ministesch nach iergendee vun hire Beamten am Ministère gekraazt hätt. Et ass, mengen ech, net emol eng intern Enquête lancéiert ginn. Vill aner Leit hei am Land kënnen net vun esou vill Ëmsiicht an Indulgence am Ëmgang mat hirer Verwaltung beriichten, éischter de Contraire!

Si huet bis zulescht behaapt, si hätt den Dossier eréischt den 12. August bei der Ënnerschréft entdeckt. A Wierklechkeet wousst si Bescheed, ier d'Demande iwwerhaapt am Ministère war, aus dem Mond vum Här Traversini, aus dem Mond vläicht och vun engem héije Beamten aus dem Ministère - à vérifier dans les semaines et dans les mois à venir! Hire Ministère ass näämlech schrëftlech gewarnt ginn, ier den Dossier am Ministère war, an et ass näischt geschitt. Ech ka mer guer net virstellen, dass esou eng Neiegkeet net den Tour vum Ministère gemaach huet.

Déi ganz Instruktioun vum Dossier, Madamm, ass eng eenzeg Farce! En onkompletten Dossier geet an d'Prozedur - eng weider consommëiert Illegalitéit! -, de Fierschter ass an engem Dag fäerdeg, den Uewerfierschter war ni op der Plaz. Den 12. August ass en onkompletten Dos-

sier ënnerschriwwe ginn no 26 Deeg. En einfachen Dossier, quoi: eraginn, méi kréie wéi gefrot, ënnerschreiwen - Merci!

Et gëtt steif a fest behaapt, bis et net méi geet, bis dass den Uewerfierschter no laangem Nohake wierklech an der Kommissioun (veuillez lire : zougëtt), dass e sech net ralliéiert huet. Den Dossier ass eidel! En ass vierge deen Dag, wou Dir en ënnerschreift. An de Beweis ass eigentlech just duerch den Datum vum Avis schonn erbruecht.

Si huet, d'Madamm, d'Gesetzer vun dësem Land gebrach, wéi si dem Här Traversini duerch hir Ënnerschrëft méi ginn huet, wéi deen iwwerhaapt gefrot huet. Kee Mënsch däerf vun engem Minister méi kréien, wéi e gefrot huet. Dat ass en allgemenge Rechtsprinzip. De Bardage war gefrot, ech kréien en Daach, ech kréie Fënsteren an ech kréien Dieren derbäi. E risege Skandal!

Domat huet si net nëmmen eng Illegalitéit begaangen, mä och dem Här Traversini en illegal opgeriicht Gaardenhaische legaliséiert, flang an der Naturschutzzon, illegal a mengen Aen an net eng Fro vun Interpretatioun. Wéi d'Loft méi dënn ginn ass, ass eng juristesch legal Basis gesicht ginn, déi net emol am Usaz op iergendeppes fousst, wat ee verteidege kann. Amplaz den Dossier ze annulléieren, en zréckzezéien, huet si sech ëmmer méi an dem Sumpf vun de Verstréckunge verfaangen.

Haut ass et bewisen, dass et sech ëm eng illegal Konstruktioun nom Artikel 7 (5) vum Gesetz handelt, déi ni eng Autorisatioun hätt däerfe kréien. Punkt!

Schlussendlech behaapt d'Ministesch, deen doten Dossier wär wéi 3.000 aner Dossieren traitéiert ginn. Ech mengen, ech hunn an deene leschten 51 Minutten de Géigendeel kënne beweisen. Et ass an deem Dossier näischt, awer och guer näischt normal gelaf, ausser Favoritismus engem Parteikolleeg géigeniwwer.

An domat wär ech eigentlech fäerdeg. D'Konklusioune si gezunn. Mä dunn ass de leschte Weekend nach eppes derbäikomm, wat dem Faass nu wierklech d'Kroun an d'Gesiicht schléit.

(Brouhaha)

D'Madamm Dieschbourg gëtt op hirer Pressekonferenz gefrot vun engem Journalist, si hätt jo elo e Baustopp gemaach. Wourop si äntwert, neen, de Fierschter hätt de Bau gestoppt. Wourop de Journalist freet, dass d'Gesetz géif virgesinn, dass, wann dergéint géif verstouss ginn, da géif e Baustopp verhaange ginn. Wourop d'Ministesch da seet, wuertwiertlech: „Ma wann dergéint verstouss gëtt! Hei ass et awer esou, dass direkt op Interventioun vum Fierschter hin de Bau vum Requerant selwer gestoppt ginn ass. Dat war also net néideg. Dat ass a ganz ville Fäll esou. Et war net néideg."

Hire Conseiller seet bei reporter.lu den 12. September, no der Interventioun vum Fierschter wären d'Aarbechte gestoppt ginn. „Es handele sich laut W. um einen Verstoß gegen das Naturschutzgesetz, aber nicht um einen Straftatbestand. Erst wenn die Bauträger uneinsichtig seien und Arbeiten nach Hinweisen der zuständigen Beamten fortführten, werde das Ministerium aktiv." An: „Bis zur Regularisierung durch die ministerielle Genehmigung seien die Arbeiten daraufhin eingestellt worden", seet hien am Numm vun der Ministesch. An en ass sech 100 % sécher, hien huet dat jo iwwerpréift, soss kéint en dat net behaapten. D'Madamm Ministesch huet dat jo iwwerpréift, soss kéint se dat net behaapten, viru Press a virum ganze Land!

De gudden Här Traversini hätt sofort gefollegt, soudass een e Baustopp net hätt misse maachen. Zur Erënnerung: Baustopp, Klauschter, Opmierksamkeet, Press, Oppositioun, net gutt fir den Här Traversini!

Zu där Zäit sollt jo eigentlech säin Haischen, wat e geierft huet, am Kader vun der PAG-Prozedur an de Perimeter kommen. Dofir nëmme keng ëffentlech Onrou! Dat hat en Hannergrond. An dat ass fir mech och d'Ursaach, firwat dass entgéint der normaler Prozedur bei Saachen, déi wesentlech manner schlëmm sinn, hei kee Baustopp verhaange ginn ass, mä just en: „Stopp de Bau!". An et soll kee mir soen, dat hätt dee klenge Fierschter op der Basis decidéiert. An ech gleewen net emol, dass den Uewerfierschter dee Risiko agaange war, sech eng bluddeg Nues ze huelen. Déi doten Decisioun koum vun uewen aus dem Ministère, vu ganz uewen, gleeft mer et!

Ech muss soen, den Här Traversini muss sech senger Saach zu 100 % sécher gewiescht sinn, dat mat de Kolleegen am Ministère. Dir erënnert lech jo nach vu virdrun un d'Äusserung am Ufank. An en huet jo duerno net verpasst, och mat der Ministesch doriwwer ze poteren.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei zwou CDen, eng CD vum 7. Juli an eng CD vum 11. August. Eng CD vum 7. Juli, 37 Biller, déi ech un de Procureur de Mëtteg wäert ginn, an eng CD vum 11. August, 24 Fotoen, déi beweisen, dass dat, wat elo virdru gesot ginn ass, falsch ass!

Tëschent dem 9. Juli an dem 9. August ass monter um Chantier weidergeschafft ginn. An zwar ass et esou, dass dee ganzen Drainage ronderëm d'Haus den 8. Juli nach net do war. Op der Foto vum 11. August ass awer ronderëm dat ganzt Haus opgerappt, fir den Drainage ze leeën, eng Ofdichtung ze maachen - Dir erënnert lech un d'Geschicht vun der Folie am Interview!

A fir dass Der net mengt, ech géif lech veräppelen, loossen ech lech déi ausdrocksstäerkst Fotoen no menger Ried verdeelen. Da kënnt Der lech se a Rou ukucken.

Ech muss soen, dat ass en décken Hond vun him, awer och vun lech, Madamm! Dir behaapt op Pressekonferenzen an Interviewen, Dir hätt kee Baustopp misse maachen, well alles direkt opgehale gi wier. Dir baséiert Är ganz Argumentatioun drop, Dir loosst d'ganzt Land gleewen, et wier esou gewiescht. Dir regulariséiert, Dir favoriséiert, Dir legaliséiert eng Irregularitéit vun Ärem Parteikolleeg an Ärem Parteikolleeg senger Affär, an ier Der ënnerschreift, loosst Der net emol kontrolléieren, ob e sech dann un Är Ofmaachung gehalen huet.

Ma wéi sot Der esou richteg op där Pressekonferenz an och de Mëtteg hei nach eng Kéier: Dir wiert richteg stolz op Är Kontrollmechanismen an Ärem Ministère. Déi hu fantastesch fonctionnéiert, besonnesch an deem heiten Dossier. Ech wär frou, wa se géife bei 2.999 aneren Dossieren an Ärem Ministère dat lescht Joer och esou fonctionnéieren!

Wann alles dat, wat ech lech elo gesot hunn, net zu Konsequenze féiert, wann Dir, léif Membere vun der Majoritéit, net reagéiert, wann de Statsminister hei d'Noutbrems net zitt, da froen ech mech ganz éierlech, wat an dësem Land alles nach méiglech ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir sinn näischt, guer näischt, a mir hunn et gesot kritt! Mir si behandelt gi wéi Aussätzeger, well mer eis Aarbecht wollte maachen, …

(Interruption)

… jo, déi d'Verfassung …

Bon, „Aussätzeger" ass vläicht e bëssen iwwerdriwwen, …

(Brouhaha)

… mä mir si monddout …

(Brouhaha)

… mir si monddout gemaach ginn.

Une voix.- Neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir si monddout gemaach ginn, mir hunn e Klauschter op de Mond gesat kritt an der Kommissioun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Duerfir schwätzt Der jo elo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, hei ass déi ëffentlech Debatt. Mä et si ganz vill Saachen, déi ech nach hätt kënne beweisen, wann ech meng Fro do hätt kënne stellen.

(Interruptions)

Mir hunn eis net decouragéiere gelooss, och wann eis no där éischter Sitzung scho gesot ginn ass, mir hätten zwar recht um legale Standpunkt, mä mir misste jo verstoen, d'Majoritéit hätt nëmmen 31 Sëtz.

Mir hu vill Liicht an en donkelen Tunnel bruecht. An dat, wat mer gesinn hunn, dat gefält eis net, guer net! A mir si sécher, dass nach villes un d'Luucht wäert kommen, wat net schéin ass, wann d'Enquête bis gemaach ass.

Gitt mir ee Grond, Dir Dammen an Dir Hären, firwat an dësem Land iergendee Bierger sech nach un iergende Gesetz oder iergendeng Regel hale muss, wa sech déi Leit, déi viru Verfassung a Gesetz zum Anhale vun deeneselwechte verflicht sinn, sech fir sech an hir Kolleegen un näischt brauchen ze halen!

Wat sot Dir dem Proprietaire vum Waldhaff, dee fir vill manner säi Betrib zougemaach krut, Personal huet missen entloossen, bis virun déi lescht Geriichtsinstanz gezu ginn ass, well en Exempel huet misse statuéiert ginn?

Wat sot Der der Madamm vu Biekerech, déi wéinst dräi Uebstbeem an enger Zon ædificandi e Baustopp iwwer hir ganz Proprietéit verhaange krut, an eng Virluedung selbstverständlech virun d'Geriicht?

A wat sot Der dem Proprietaire vun der Résidence secondaire zu Rouspert, deen all Autorisatiounen huet, dee Gemengesteier op sengem Haus bezilt, deen ugefrot huet, fir nei Fënsteren, nei Dieren, Etancheitéit vum Daach a bannen ze renovéieren an deen e Refus vum Environnement krut mam Argument, hie géif säin Haus nees „opriichten"?

De Mann huet exakt datselwecht gefrot, wat den Här Traversini net emol huet misse froen, wat dee krut, an e krut e Refus mam Argument, e wier amgaangen, säin Haus an der Zone verte „opzeriichten". Hien huet eng Autorisatioun vum Minister an en huet eng Autorisatioun vu sengem Buergermeeschter!

Dir Dammen an Dir Hären, mir fuerderen, dass all Leit am Land gläichbehandelt ginn. Den Dossier Traversini soll e Virbild gi fir all aner Dossieren an der Zone verte. Dofir fuerdere mir all d'Leit op, déi eng Immobilie oder eng Konstruktioun an der Zone verte hunn, ze profitéiere vun där neier Interpretatioun aus dem Environnement vum Artikel 7 (1).

(Interruption)

Soulaang d'Decisioun vun der Ministesch net zréckgezunn ass, soulaang keng politesch Konsequenzen do sinn, muss all Client gläichbehandelt ginn, Madamm, an no därselwechter Prozedur!

Dofir encouragéiere mir all Leit, esou séier wéi méiglech an der Zone verte hir Demande eranzeschécken, mat dem Argument, et wier eng Verschéinerung vun der Landschaft an hiren Objet géif doduerch besser an d'Lëtzebuerger Land erapassen. Mat därselwechter Procédure allégée, wannechgelift! Den Dossier muss net komplett sinn, e muss net komplett sinn! E ka komplett sinn, mä e muss net komplett sinn.

Mir hätte gären eng Visite des lieux mam Fierschter, eng! Mir hätte gären, dass de Fierschter de ganzen Dossier an engem Dag kuckt. Mir hätte gären, dass de Fierschter mat de Leit ka verhandelen, wat dann eigentlech geneemegt gëtt. A mir hätte gären, dass d'Ministesch dann ouni den Avis vum Fierschter ofzewaarden wannechgelift ënnerschreift. An all déi Dossiere wannechgelift a manner wéi 26 Deeg!

An ech wollt lech soen, Madamm, deen éischten Dossier hutt Der um Büro. Deen éischten Dossier ass eran. An ech kann nëmmen all Affekote vum Land opfuerderen, fir bei deenen 2.000 Objeten, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, déiselwecht Prozedur ze maachen. Eemol Traversini, ëmmer Traversini!

Mir fuerderen, dass all Bauten an der Zone verte, déi virun engem gewëssenen Datum opgeriicht gi sinn, eng Regulariséierung kréien, sou wéi mir dat bei der Ausaarbechtung vum Gesetz vum leschte Joer gemaach hunn, opgrond vun engem Inventaire, deen anscheinend entre-temps virläit.

An deem Sënn deposéieren ech, Här President, eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que, d'après la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature, la rénovation, voire la transformation matérielle d'une construction située en zone verte est subordonnée à la condition que celle-ci soit légalement existante,

- que la récente affaire relative à un abri de jardin situé à Differdange en zone verte, et par ailleurs en zone Natura 2000 et réserve naturelle a démontré à suffisance à quel point il est difficile de prouver le caractère légal d'une construction,

- que, pour faciliter les démarches des citoyens, notre groupe avait déjà dans le cadre de l'instruction parlementaire du projet de loi devenu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature demandé à régulariser les constructions existantes en zone verte,

- notant au demeurant qu'un inventaire des constructions existantes en zone verte a été élaboré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux,

invite le Gouvernement

- à mettre cet inventaire à disposition du public dans un esprit de consultation publique,

- à mettre ledit inventaire à jour en prenant appui sur les observations reçues du public,

- à régulariser les constructions concernées.

(s.) Michel Wolter, Félix Eischen, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An ech kommen zu menger Konklusioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Ministesch huet am Dossier „Ëmweltskandal Gaardenhaischen" an eisen Aen op der ganzer Linn versot: prozedural, legal a politesch.

Wéi e grénge Fuedem zitt sech de Favoritismus zugonschte vun engem Parteikolleeg duerch den Dossier. E grousse Skandal an engem Naturschutzgebitt sollt vertuscht ginn, vu wiem och ëmmer, e klenge Skandal ronderëm e Gaardenhaischen net un d'Effentlechkeet kommen, well et net dee richtege Moment dofir war.

Dir, Madamm, Äre Ministère an Är Verwaltung hu passiv a Verschiddener aktiv dorunner matgeschafft. Wéi hutt Der esou schéi gesot: „Et konnt ee jo net wëssen, dass dëst politesch géif ausgeschluecht ginn." Dofir géif ech lech bieden, selwer ze agéieren an déiselwecht Konsequenzen ze zéien, wéi Äre Parteikolleeg dat gemaach huet, am Interêt vun der Kredibilitéit vun der Politik.

„Deen heiten Dossier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee betrëfft all Bierger a senge Relatioune mam Stat. Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm de Prinzip, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass an datt et fair an transparent Prozedure gëtt. An dëst kënnen net d'Geriichter decidéieren, dat muss d'Parlament decidéieren, soss kënne mer de Politikbetrib zoumaachen!"

Ech hu vergiess: François Bausch, 13. Juni 2012, hei an der Chamber!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Mir si mat ganz graven Uschëllegunge konfrontéiert, Uschëllegunge géint eng Ministesch an hir Beamten. Jo, de Virworf vum Favoritismus steet am Raum, de Virworf, dass eng Persoun wéinst enger Parteikaart anescht behandelt gouf, anescht behandelt gouf wéi aner Bierger, wéi dat mat anere Bierger gemaach gëtt, wa se äänlech Demandë maachen.

Wann een esou Virwërf mécht, da sollt ee sech der Saach ganz sécher sinn! Et sollt ee Beweiser schwaarz op wäiss op den Dësch leeë kënnen. Här President, esou Beweiser hunn ech bis haut net gesinn, weder an de Kommissiounssitzungen nach haut.

Wat ech gesinn an héieren hunn, sinn ënnerschiddlech Interpretatioune vu Gesetzesartikelen. An do muss ech lech ganz kloer soen: Mir als Deputéiert si keng Riichter! Et ass d'Aufgab vum Verwaltungsgeriicht, a vum Verwaltungsgeriicht eleng, ze uerteelen, ob déi kontestéiert Autorisatioun konform mam Gesetz ass oder net. Mir liewen an engem Rechtsstat mat Gewaltentrennung, an dat ass och gutt esou.

A souguer wann d'Verwaltungsgeriicht déi Autorisatioun annulléiert, dann ass dat näischt Aussergewéinleches, mä eppes, wat esou munchem heibannen, op deenen zwou Säiten heibannen, a senger Funktioun, sief et als Buergermeeschter oder als Minister, scho geschitt ass.

Elo soe Vertrieder vun der Oppositioun, dass d'Prozeduren an dësem Fall aussergewéinlech séier waren an dass dat eleng schonn eng Sonnerbehandlung géif duerstellen. D'Ministesch berifft sech op d'Avise vun hire Beamten. D'Beamte confirméieren, dass et keng Kommunikatioun tëscht hinnen an der Ministesch gouf, ausser den Avisen, opgrond vun deenen d'Ministesch ënnerschriwwen huet.

Wann dës Aussoe stëmmen, an et gëtt de Moment absolutt keen Unhaltspunkt, fir dat a Fro ze stellen, ma da weess ech net, wou d'Ministesch dann eppes derfir kéint, dass d'Avise méi séier geschriwwe gi si wéi soss, falls dat dann iwwerhaapt de Fall war. Wann dat awer esou sollt gewiescht sinn, da fannen ech dat net gutt. Jiddereen, egal ob Minister, Buergermeeschter oder normale Bierger, soll d'nämlecht behandelt ginn. An d'Beamte sollen och net d'Gefill hunn, ongefrot e Buergermeeschter anescht mussen ze behandele wéi all anere Bierger.

Här President, verstitt mech net falsch! Et ass selbstverständlech d'Aufgab vun der Oppositioun a vun eis alleguerten als Chamber, fir d'Regierungsaarbecht ze kontrolléieren. A wann an engem Ministère Irregularitéite virkommen oder souguer just am Raum stinn, ass et net nëmmen eist Recht, mä souguer eis Flicht, fir deem nozegoen.

Dat hu mir elo gemaach! D'Ministesch stoung Ried an Äntwert. An et ass, wéi gesot, kee Beweis do fir déi gemaachen Uschëllegungen.

Als Konklusioun, éischtens: Um Fong gëtt et Interpretatiounsdivergenzen, wat d'Gesetz ubelaangt. Et gëtt e Recours um Verwaltungsgeriicht. An et ass elo un de Riichter, an net un eis, fir en Uerteel ze schwätzen.

Zweetens: Et gëtt kee Beweis fir e Feelverhale vun der Ministesch. An et gëtt och kee Beweis fir Favoritismus.

Dofir ass fir mech elo de Moment komm, fir erëm iwwert dat Wesentlecht an déi vill méi wichteg Dossieren ze schwätzen, well et gëtt an der Emwelt- an an der Klimapolitik den Ament wierklech aner Saachen, iwwert déi mir schwätze sollten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech geschitt ass, eng Rekonstruktiouns, ass en Dossier vum 100,7 vum Michèle Sinner, dem Jean-Claude Franck an dem Claude Biver, dee genau retracéiert, wat am sougenannten „Dossier vum Gaardenhaischen" vum 10. Oktober 2018 bis den 9. Oktober 2019 geschitt ass. En Dossier, dee ganz gutt ass, dee ganz präzis ass, onpoleemesch, faktuell, gutt journalistesch Aarbecht.

D'Madamm Minister huet haut an hirer Deklaratioun nach eemol genau retracéiert, wéi si an dësem Dossier virgaangen ass. An ech kann och elo schonn direkt soen: Fir eis ass et och kloer, gradesou wéi et fir de Spriecher vun der DP, de Max Hahn, kloer ass, dass mir net konnte feststellen, dass d'Madamm Minister selwer eng kriminell Energie hei un den Dag geluecht huet, fir an dësem Dossier eng Autorisatioun ze ginn.

Bei allem, wat den Här Wolter och sot, sinn eng ganz Rei vun Akteuren an dësem Dossier mat dran. D'Ministesch ass wuel een Akteur an där ganzer Rei vu villen Akteuren, mä et ass net deen, deen een an der éischter Plaz hei vir constatéiere konnt. Si encodéiert jo och d'Dossieren net selwer. An duerfir gi mer och emol dovunner aus, dass et hei kee Favoritisme ginn ass.

Ech beliichten hei gär verschidde Punkten. An ech loossen déi kommunal Demarche hei bewosst ewech, well si de Meritt huet, dass dës Affär iwwerhaapt emol un d'Liicht komm ass, an déi loossen ech awer gären ewech, well mer eis hei un d'Aarbecht an der Chamber wëlle ginn.

Déi verschidde Sujeten, déi ech hei wëll ugoen, dat ass éischtens d'Demarche vum Roberto Traversini, an deen zweeten ass d'Prozedur an den drëtten ass d'Aart a Weis.

Zum éischte Punkt: De Roberto Traversini, deen huet nodréiglech eng Demande gemaach fir Aarbechten u senger Proprietéit, wou en awer schonn amgaange war drun ze schaffen. Hien huet u sengem Gaardenhaische geschafft. Hien huet Beem ewechgeholl. Hien huet Planéierungsaarbechte gemaach, wéi mer och haut hei nach eng Kéier konnten héieren. Hien huet sech Pläng maache gelooss vun engem Stagiaire op der Gemeng an hien huet Aarbechte vum CIGL maache gelooss, vun deem hie President war, an en huet déi net fakturéiert kritt.

Hien huet seng Konsequenzen aus dësem Feelverhale gezunn, e Feelverhalen, wat e selwer zouginn huet, an en huet vun all senge politeschen Ämter demissionéiert. Mat all deem, wat geschitt ass, ass de Schued och gemaach!

Zum zweete Punkt: D'CSV huet eng Réunion d'urgence gefrot vun der Emweltkommissioun, fir dëse Sujet ze klären. Déi Kommissioun gouf och direkt den Dag duerno aberuff. Alleng dat ass scho fir mech en Zeechen, dass hei an dësem Dossier mat grousser Transparenz gespillt sollt ginn. An dëser Kommissioun huet d'Ministesch erkläert, wat si och op der Pressekonferenz den 30. September erkläert huet: wéi si un dësen Dossier erugaangen ass an op wéi eng Gesetzer respektiv Reglementer si sech mat hirer Verwaltung baséiert huet, fir hir Decisioun ze huelen. Si huet och deen Dag do en Dossier ausgedeelt.

Et kann een natierlech och gedeelter Meenung sinn, ob hei all d'prozedural Elementer virlouchen, fir eng Decisioun kënnen ze huelen. A genau dat ass jo och den Objet vun der Procédure judiciaire vum Parquet, dee jo eng Rei Perquisitioune souwuel an der Gemeng, beim CIGL an och am Emweltministère gemaach huet. D'Geriicht muss hei klären, ob d'Gesetz agehale gouf oder net.

De Parquet mécht also hei seng Aarbecht, ënnersicht, ob hei eng Strofdot war, ob sech hei un d'Reglementer an d'Gesetzer gehale gouf oder ob hei Feeler gemaach goufen.

Et ass iwwregens net aussergewéinlech, dass d'Geriichter mat esou Decisioune befaasst ginn, souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen, wann ee sech leséiert fillt an dann d'Geriichter mat engem Recours oder mat enger Plainte befaasst. Alleguer d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren hei aus de Gemengen, déi wëssen dat, dass op ville Gemengen dat och de Fall ass, bei Bautenugeleeënheeten zum Beispill, awer och bei anere Sujeten.

De Parquet ass also elo saiséiert a muss seng Aarbecht maachen. Hei gëllt dann och de Rechtsprinzip, iwwert dee mer eis jo alleguerte missten eens sinn, oder d'Rechtsprinzipien, iwwert déi mer eis eens misste sinn, näämlech de Secret de l'instruction, de Respekt virun de Rechter vun der Defense an och d'Présomption d'innocence vun alle bedeelegte Leit, soulaang et keen Uerteel hei gëtt.

An ech géif heizou och jiddwerengem uroden, de Communiqué vun der ASBL StopCorrupt, der fréierer Associatioun Transparency International, ze liesen. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Ech kommen zum drëtte Punkt: d'Aart a Weis. An deene Kommissiounssitzungen, déi an der permanenter Emweltkommissioun stattfonnt hunn, an net an enger Spezialkommissioun oder souguer enger Enquêtëkommissioun, ass et zu enger Aart a Weis vun enger Aarbechtsweis komm, déi - esou hu mer eminent Memberen aus dësem Haus, déi scho méi laang hei siegéieren, gesot - et esou nach ni ginn ass an enger permanenter Kommissioun. Et hätt een d'Impressioun, dass ee bei engem regelrechten Accusatoire wier fir d'Beamten a fir d'Ministesch.

Jo, et goufe vill Froen, déi och, souwäit et méiglech war, beäntwert goufen. An d'Ministesch huet Erklärunge ginn zu hirer Aart a Weis, fir an dësem Dossier virzegoen a wéi si e jugéiert huet. Dat waren awer net Erklärunge genuch, well mordjëss probéiert ginn ass, d'Ministesch an hir Beamten, déi si an d'Kommissioun begleet hunn, op Detailer hei festzeneelen, déi zwar interessant waren, déi awer d'Intentioun net konnten ënnermaueren, also dass hei vun enger Ministesch eng gedréit gouf.

Ech hunn et gesot: Et ass alles an der permanenter Kommissioun ofgelaf. Et ass weder eng Spezialkommissioun nach eng Enquêtëkommissioun agesat ginn. Dës Kommissioune kënnen agesat gi bei spezielle Geleeënheeten. D'Missioune sinn dann och kloer. An esou ass et zum Beispill ganz kloer, dass eng Enquêten- an eng Spezialkommissioun net iwwer Faiten, déi Objet vun enger Procédure judiciaire sinn, däerfen instruéieren. Dat ass och jiddwerengem bekannt. Et ass hei awer ganz kloer probéiert ginn an dëser permanenter Kommissioun, dëst ze ëmgoen. Dat konnt een natierlech net akzeptéieren.

An trotzdeem, fir hei mat Transparenz virzegoen, huet d'Emweltkommissioun sech awer an zwou Sëtzunge mat der sougenannter „Gaardenhaischenaffär" zu Déifferdeng beschäftegt. No der zweeter Sëtzung, no ronn sechs Stonnen, wou mer iwwert d'Gaardenhaischen diskutéiert hunn - iwwregens, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun gëschter huet am Ganzen net vill méi laang gedauert -, wou mer also sechs Stonnen iwwert dëse Sujet geschwat hunn, hu mer festgehalen, dass elo de Sujet Gaardenhaische genuch behandelt wär. D'Justice sollt elo hir Enquête maachen an dann och hir Konsequenzen zéien. An an der drëtter Sëtzung sollt dann iwwer en anere Sujet, iwwert den leselsschapp zu Iechternach diskutéiert ginn. Dat sinn dann d'Themen, déi an eise Kommissioune behandelt ginn, vun dësem héijen Haus, vun der Chamber.

Vun „Maulkuerf" hei ze schwätzen, vun „brutal gestoppt", vun „ondemokratesch", géif ech awer emol hei soen, wär deplacéiert gewiescht, fir doriwwer esou ze uerteelen! Éischtens entsprécht dat net der Wourecht. Mir hu jo awer ëmmerhi sechs Stonnen an der Kommissioun iwwert dee Sujet geschwat. Mir hunn och haut hei en Debat an der Chamber. An zweetens wär ech mat deem Wuert Maulkuerf hei zu Lëtzebuerg awer e bësse virsiichteg. Dat Wuert Maulkuerf huet hei awer nach ëmmer eng méi eng déif Bedeitung. An déi Partei, déi elo hei haart „Maulkuerf" jäizt, hätt awer vläicht besser, de Mond net ze voll ze huelen, fir dat Wuert esou haart hei ze jäizen!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Chamber huet d'Aufgab, d'Regierung ze kontrolléieren. Dat ass richteg. Dat ass eng wichteg Aufgab vun der Chamber a si däerf och net behënnert ginn, fir dat ze maachen. Zu deem Prinzip sti mir natierlech. Et ass awer net un der Chamber, fir d'Naturschutzgesetz ze interpretéieren. Dat maachen d'Geriichter.

An ech géif hei nach eng Kéier op de Communiqué vun der ASBL StopCorrupt, der fréierer Associatioun Transparency International, zréckkommen. Ech zitéieren: „D'Deputéiert, déi an der Emweltchamberkommissioun sëtzen, solle sech net behuele wéi Riichter an d'Recht respektéieren. D'Lutte géint Korruptioun däerf op kee Fall zu enger politescher Waff ginn, heescht et. Duerfir bedauert StopCorrupt, datt eenzel [...] politesch Parteien d'Affär Gaardenhaische wéilten detournéieren, fir sech politesch Gainen ze sécheren. [...] Och d'Chamberkommissioun hätt als eenzeg Funktioun, fir Gesetzesprojeten ze diskutéieren, an net, fir selwer eng Enquête iwwer e Litige ze féieren, iwwert deen elo um Niveau vum Parquet enquêtéiert gëtt."

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi war et dann an der Affär Wickreng/Léiweng? Wéi war et an der Affär vum Här Frieden? Wivill Froe sinn do gestallt ginn? Wivill Verbatimme si gemaach ginn? Mir loossen eis net aschüchteren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech war net an där Kommissioun, an där SRELs-Kommissioun, ...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Informéiert Iech, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- War dat ...

(Brouhaha et interruption)

War dat net eng Enquêtëkommissioun?

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- War dat net eng Enquêtëkommissioun, Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dach.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ah, mir ass dat esou bericht ginn. Gutt!

Ech fueren awer gäre weider mat menger Ried:

„Deemno hätten och d'Membere vun der Ëmweltchamberkommissioun keng Autoritéit, fir Enquêten ze féieren a géifen dës Prerogative violéieren, wa si sech awer dat Recht wéilten huelen."

(Interruption)

StopCorrupt condamnéiert also dëst Behuelen a freet jiddwereen, dee wichteg Informatiounen huet, dës dann och dem zoustännegen Untersuchungsriichter matzedeelen. A mir kënnen deem Communiqué an där Aart a Weis, wéi StopCorrupt deen Dossier hei gesäit, och nëmmen zoustëmmen.

(Interruption)

Vläicht nach e puer Wuert zu deem, wat den Här Wolter hei gesot huet. Den Här Wolter huet hei e ganz staarken Argumentaire bruecht vun iwwer 50 Minutten. An en huet hei och den Här Braz zitéiert, deen da gesot huet, wann d'Ministere sech ëmmer op hir Beamte géife beruffen, da kéint jo ni méi eppes un d'Ministere kommen. An duerfir wär dat eng Demarche, déi d'Madamm Dieschbourg hei géif huelen, déi net ganz richteg wär. Bon, hien huet dann deemno och e Plädoyer hei gehale fir d'Demissioun vu Buergermeeschteren, déi sech dann och hanner Beamte verstoppen, wa ganz grav Faite geschitt sinn. Wann een dat esou hei seet, da muss een och Konsequenzen op allen Niveauen huelen.

Hien huet geschwat vum gréissten Ëmweltskandal an de leschte Joren. Jo, et ass eppes geschitt, wat natierlech net ze veränteworten ass. Mä ech muss awer soen: D'Fëschstierwen an der Uelzecht an deene leschte Wochen hunn ech op d'mannst gradesou schlëmm fonnt wéi déi Planéierungsaarbechten, déi hei geschitt waren, bei engem Haus, wat jo scho jorelaang do steet.

Den Här Wolter mécht u sech hei méi dem Fierschter an dem Oberförster de Prozess wéi der Ministesch. D'Fro, déi ee sech awer hei wierklech ka stellen, dat ass, ob d'Prozeduren am Ministère an an der Verwaltung nach zäitgeméiss sinn an ob een déi net misst iwwerschaffen, wann esou Faite wéi déi heite kënne virkommen. Ech mengen, dass d'Ministesch sech där Saach do misst unhuelen, fir ze kucken, ob déi Prozeduren, déi elo am Moment Usus sinn, an déi Aarbecht um Terrain, déi am Moment geleescht gëtt, och esou nach ëmmer zäitgeméiss sinn oder net eng Kéier misste revidéiert ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Huet d'Ministesch Favoritismus gemaach? Bis elo konnte mir dat am Dossier faktuell nach net feststellen.

Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass hei an der Chamber vill iwwert de Rechtsstat, iwwert d'Justiz, iwwert d'Séparation des pouvoirs geschwat ginn. An ech muss dem Här Roth recht ginn, wann hie sech opreegt, dass d'Justiz sech an d'Aarbecht vun der Chamber wëllt amëschen. Et ass gëschter hei vun engem Bréif rieds gaangen, deen un d'Chamber geriicht ginn ass. Dat geet net! Do sinn ech ganz d'accord mam Här Roth.

A gradesou missten den Här Roth a seng Partei deemno och d'accord sinn, dass d'Chamber sech net an d'Aarbecht vun der Justiz sollt amëschen. Wann dat net esou ass, da kann ech dem Här Roth seng Wierder vu gëschter net ganz seriö huelen. Mä ech ginn awer dervun aus, dass en dat esou gesäit. An duerfir mengen ech och, dass een hei d'Justiz sollt hir Aarbecht maache loossen.

Mir wieren eis op alle Fall géint eng Juegd - ech wëll net „Hetzjuegd" soen, mä ech wëll awer op d'mannst emol „Juegd" soen -, déi hei amgaangen ass, souwuel géint d'Ministesch, awer och a virun allem géint d'Beamte vun hirer Verwaltung. Jo, et ass sécherlech eng Verwaltung, déi duerch hir Decisiounen, déi se der Ministesch virbereet, net nëmme Frënn huet, mä wou, an dovunner ginn ech aus, d'Beamten, gradesou wéi dat och an anere Ministèren oder op anere Plazen an der Fonction publique de Fall ass, „en bonne foi" a mat „integrité, exactitude et impartialité" hir Aarbecht maachen.

An ech wéilt mech dann och nach eng Kéier un d'CSV als gréisst Oppositiounspartei hei riichten. Jo, si kënnen, si musse souguer hir Aarbecht als Oppositiounspartei hei maachen. Jo, si sollen och der Regierung op den Zant fillen a mat Proposen an Alternativen hir Vuen hei presentéieren. An dann ass et un der Regierung an un de Majoritéitsparteien, fir hir Projeten ze erklären an ze rechtfertegen. Dat ass dee politeschen Debat, dee vun eis verlaangt gëtt an dee vun eis erwaart gëtt.

Haut sinn d'Majoritéitsverhältnisser déi, déi se sinn, a muer kënne se anescht sinn. An ech appelléieren duerfir un d'Verantwortung vun der Oppositioun, déi Dir hutt am allgemenge politeschen Debat an och duerfir, wéi d'Politik am Allgemengen an och mir als Politiker ugesi ginn. Do hu mir an natierlech och Dir eng Verantwortung. An ech fannen, dass dat Bild, wat mer am Moment ofginn, net zum Allerbeschten ass. D'Affär Gaardenhaischen huet d'Vertrauen an d'Politik sécherlech net verbessert. D'Demissioun vum Roberto Traversini mécht dat och elo net besser. An elo hei ze probéieren, politescht Kapital aus dëser Affär ze zéien, dat fanne mir wierklech net gutt.

Alles wat domat erreecht gëtt, ass e Klima vu Mëssgonscht a vu Mësstrauen. Déi Stëmmung, déi Dir hei schüürt, déi kritt Dir net méi gebremst, an Dir maacht dat bewosst. Dat ass dat Schlëmmst dobäi. Denkt duerfir emol un d'Proportionalitéit vun äre Moyenen par rapport zum Fait, dee geschitt ass!

A vläicht nach eng kleng Remark: Ech fannen et awer interessant ze gesinn, dass der den Här Wolter erausgeschéckt hutt, fir iwwert d'Naturschutzgesetz hei ze schwätzen, deen ee vun deene ferventsten Unhänger ass, fir eng 4,2 km laang Strooss duerch e Bësch ze féieren.

(Exclamations)

Just , fir dat als Klammer ze soen.

Léif CSV a léiwen ADR, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... jo och geneemegt ginn! A mir hu keen erausgeschéckt, bei eis gi se fräiwëlleg!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... notzt Är Energie fir ...

(Brouhaha)

... notzt Är, notzt Är Energie, ...

(Brouhaha)

... notzt Är Energie, fir Léisunge mat eis zesummen ze sichen an der Logementsproblematik, an der Mobilitéit, am Aarbechtsrecht, an de ville soziale Froen, déi eist Land an hir Bierger interesséieren! Dat géif Iech ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Marie-Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass guer net falsch.

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Elo wësst Der méi iwwer mäin Numm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt eppes kloerstellen:

D'Geschicht ëm dat ominéist Gaardenhaischen huet eis Gréng uerg getraff. Si huet un eisen

deontologesche Grondwäerter gerëselt. An duerfir gëtt et näischt ze entschëllegen. An deem Zesummenhang si Saache geschitt, déi net hätten däerfe geschéien an déi an eise Reie wäerten diskutéiert an opgeschafft ginn.

Et war duerfir och richteg, datt de responsabele Politiker, de Roberto Traversini, seng Konsequenze gezunn huet an all seng politesch Mandater niddergeluecht huet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat selbstkritesch am Numm vun der grénger Fraktioun soen, dann hoffen ech awer och, datt net versicht gëtt, hei politesch Spillercher ze dreiwen. Bei aller berechtegter Kritik un deenen Evenementer kann et net sinn, datt hei parteipolitesch Calcullen, wéi de Georges Engel et ausgedréckt huet an ech selwer och, d'Soe kréien. Bei esou Spillercher verléiert d'Politik hir Kredibilitéit an hiert Vertrauen (veuillez lire : an hir Vertrauenswürdegkeet).

(Interruption)

A wann elo versicht gëtt, aus der Affär Traversini eng Affär Dieschbourg ze maachen, dann ass dat fir déi gréng Fraktioun carrement net akzeptabel. Virun allem ass et net akzeptabel ze behaapten, hei wier Favoritismus bedriwwe ginn, wann ee kee Beweis duerfir huet. A Beweiser kënne just vum Parquet, vum Geriicht geliwwert ginn. Dat si Methoden, vun deene mir eis als Fraktioun kloer distanzéieren.

Erlaabt mer dozou dräi fundamental Remarken, déi mir an dëser „Affär", wéi Dir se nennt, mir nennen et „Dossier", besonnesch pertinent erschéngen.

Éischtens: Fir d'Éischt muss een emol en Ënnerscheed maachen tëscht engersäits dem Recours vun enger Privatpersoun um Verwaltungsgeriicht wéinst der Geneemegung vun der Madamm Carole Dieschbourg an anerersäits de Virwërf oder Ënnerstellunge vun der Bevirdeelegung, déi penal Konsequenzen hätt, wa se da beluecht wier, wat se awer net ass.

Zweetens: D'Chamber ass do, fir d'Regierung um politeschen Niveau ze kontrolléieren - um politeschen Niveau wuelgemierkt! - a fir Transparenz ze verlaangen. Wann een heibanne strofrechtlech Bedenken huet par rapport zu enger Aktioun vun engem Minister, dann ass deeselwechte verflicht, der Justiz déi Bedenke matzedeelen. An dann ass et kloer, datt nëmmen d'Justiz ka feststellen a festhalen, ob hei Favoritismus bedriwwe ginn ass oder eben net.

Glécklecherweis liewe mir zu Lëtzebuerg an engem Rechtsstat, an ech hoffen, all d'Parteien heibanne sinn der Meenung, datt mir e Rechtsstat solle behalen, mat enger klorer Trennung tëscht Justiz a Politik.

Drëttens: Wann ech dat soen, da mengen ech domat net, datt d'Chamber net d'Recht huet, all Ofleef a Virgäng am Kontext vun der Madamm Dieschbourg hirer Autorisatioun ze kucken an Transparenz ze verlaangen. Allerdéngs steet et kengem Deputéierten heibannen zou, sech de Mantel vun der Justiz unzedinn an ze jugéieren, wat dann elo do virläit!

Une voix.- Oh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A virun allem, fir hei vu Favoritismus ze schwätzen.

De Kampf géint illegal Akten huet eng eenzeg Plaz, dat ass eis Gesetzgebung an déi entspriechend repressiv juristesch Mëttelen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et iwwerrascht lech ganz bestëmmt net: Déi gréng Fraktioun ass a bleift der Meenung, datt d'Madamm Dieschbourg an dësem Dossier no hirem beschte Wëssen a Gewësse gehandelt huet. Mir gesi kee Grond, fir un hirer deontologescher Astellung an deem Dossier, an och nach an aneren Dossieren, ze zweifelen an hoffe wierklech, datt mir an der Chamber e Schlussstréch ënnert dës soi-disant Affär kënnen zéien.

An zu der Aart a Weis, wéi mat der Madamm Ministesch, mä och mat de Beamten ëmgaange ginn ass an de leschte Wochen, dozou enthalen ech mech all Kommentar!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat e puer Mercien. Ech mengen, déi ganz Diskussioun, déi jo awer wichteg ass - an ech kommen dorobber zréck -, fir ze kucken, wéi ee Stat mer hunn, wéi mer fonctionnéieren, ass ugestouss ginn duerch déi Lénk an d'DP zu Déifferdeng an hei ganz magistral vum Här Michel Wolter an och anere Leit, déi am Hannergrond gehollef a bäigedroen hunn, geféiert a preparéiert ginn. Ech mengen, datt dës Diskussioun haut, esou schwéier an esou kontrovers se och ass, e Plus ass fir eise Rechtsstat, well mer op verschidde Saachen awer hei kënne kontrovers ze schwätze kommen. Dat profitéiert, mengen ech, eis alleguer. Dofir wëll ech all deenen ausdrécklech Merci soen, déi iwwerhaapt déi Affär op d'Tapéit bruecht hunn a se instruéiert hunn.

Et sinn e puer Saachen, wou mer eis musse kloer sinn, a wéi engem Kader déi Debatt hei ofleeft. Eng éischt Saach ass, datt hei d'Politik muss kënnen hire Rôle spillen, ouni datt een deen anere prozedural ze behënnere probéiert. Déi Argumentatioun, wou hei iwwerspëtzt vun engem „Maulkuerf" geschwat gëtt, ass also am Fong richteg. Ech mengen, keng vun eise Parteien heibannen huet Interessi drun, enger anerer dat Gefill ze ginn, datt eng Prozedur soll duerhalen, fir e wichtege rechtlechen a politesche Problem net opzeklären.

Ech mengen, et war den Här Engel, dee gesot huet: „Haut sinn déi eng d'Oppositioun, muer sinn déi aner an der Oppositioun." Ma da loosse mer dat als éischt Konklusioun huelen: Eng Prozedur kann net dozou mëssbraucht ginn, fir eng wichteg Opklärung ze verhënneren oder eng wichteg parlamentaresch Aarbecht ze behënneren. Am Géigendeel, d'Prozedure sinn do, fir eis eng Aarbecht ze erméiglechen. Loosse mer dat an deem Geescht gesinn!

Eng zweet Saach ass déi Fro, ob mir hei an d'Kompetenze vun der Justiz agräifen. Mir hunn hei e politesche Contrôle ze maachen als Parlament. Dat gëtt vu kengem Mënsch bestridden. An ech hat bis elo och ni den Androck, datt mir hei eng juristesch Enquête wéilte maachen. Et waren ëmmer eng Rei vu Froen iwwer e Fonctionnement vun engem Ministère, iwwert dat, wat eng Ministesch gemaach huet. Ech hat ni den Androck, datt mer de Buedem verlooss hu vum politesche Contrôle.

Et war och ni d'Ambitioun vun eis oder vun der CSV, fir ze soen: „Mir sinn hei Riichter!" Mir wëlle jo keen Uerteel huelen an iergendengem juristesche Sënn. Mir wëllen hei politesch Opklärung. A mir wëlle politesch Konklusiounen, do wou se sech imposéieren.

Dat Drëtt, wat engem opfält, ass déi Tendenz zur Bagatelliséierung, souguer an de Medien. Als ADR hunn ech mech ganz besonnesch doriwwer verwonnert, well wann an enger Wahlcampagne emol e Plakat vun der ADR niewent enger Foto vun engem anere Kandidat hänkt, da gëtt dat eng Statsaffär an deeneselwechte Medien, déi hei soen: „Dat hei ass dach eng Bagatell!".

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eng Bagatell! Den Här Engel huet StopCorrupt zitéiert, wou vu Korruptioun rieds geet. An dat ass dat Interessantst an deem Communiqué, deen Dir zitéiert hutt. Ech hätt en an Ärer Plaz net zitéiert, och wann et lech vläicht politesch arrangéiert. Well hei ass e Wuert gebraucht ginn, wat bis elo net gebraucht ginn ass, dat ass dat Wuert „Korruptioun". Den Här Wolter hat vu Favoritismus geschwat. Mir hate vun Nepotismus geschwat. Kee vun eis huet bis elo vu Korruptioun geschwat. Awer StopCorrupt seet: „Korruptioun". An Dir sot, Dir kéint gutt domat liewen!

Majo, ass dat dann net e komescht Argument? Ass dat dann net e komescht Argument, wann hei gesot gëtt - an Dir sot als LSAP, datt Der domadder d'accord sidd, wann hei gesot gëtt -: „D'Lutte géint d'Korruptioun däerf op kee Fall zu enger politescher Waff ginn!"? A wiville Länner vun der Welt wëllt Der dat da soen? D'Lutte géint d'Korruptioun ass e politeschen Optrag. An natierlech ass et eng Waff an eng Aufgab vun der Politik, géint d'Korruptioun virzegoen, hei an iwwerall op der Welt. An datt eng LSAP heihinnerkënnt an de Contraire behaapt, dat ass scho verwonnerlech.

Et ass fir eis en Enjeu, deen e puer Grondprinzipie vun eisem Stat beréiert. Dat Eent ass d'Hygiène an der Politik. Mir wëlle weder Favoritismus nach Nepotismus nach Korruptioun. Mir wëlle kee Mëssbrauch vun engem politesche Mandat zu engem perséinleche Virdeel. Dat ass also dat Éischt.

Dat Zweet ass d'Gerechtegkeet. Den Här Wolter huet largement dorobber insistéiert, an en huet souguer eng Motioun an deem Sënn hei virbruecht, datt e gesot huet: „All Mënsch muss d'selwecht behandelt ginn." A besonnesch am Ëmweltministère hunn esou vill Leit den Androck, gedirängelt, jo, kujenéiert ze gi mat hiren Ufroen. A selbstverständlech stellt sech hei d'Fro vun der Gerechtegkeet, e Grondprinzip, mengen ech, vum mënschlechen Zesummeliewen.

An dat Drëtt ass e konstitutionellen an e juristesche Grondprinzip: l'égalité des citoyens devant la loi. Och dee steet hei a Fro, net nëmmen eist moraleschte Empfannen, net nëmmen eis politesch Kultur, mä einfach e Grondprinzip vun eisem Stat. Et kann een dach net anescht, wéi un den George Orwell ze erënneren, dee gesot hat an der „Animal Farm": "All animals are equal, but some animals are more equal than others." Dat wëlle mir net. Mir kënnen dat net akzeptéieren!

Dofir ass et och verwonnerlech, datt d'Regierungsparteien op dës Manéier reagéieren. Wann ech dat zesummefaassen, hu se eng extrem schwaach Argumentatioun. Si ass politesch emol net opportun. Ech soen lech firwat: Si wësse jo, datt eng Enquête leeft bei der Justiz, si hunn eis et ëmmer rappeléiert. Mä wat maache se da mat hirer Argumentatioun, esou wéi se se haut presentéiert hunn, wann déi éischt Elementer an där Enquête vun der Justiz ufänken, sech ze konkretiséieren? Wéi eng Konklusiounen zéie se dann? Wéi wëlle se dann d'Kéier kréien?

Wéi eng Argumenter hu mer héieren? Dat Éischt ass: „Mir si jo keng Riichter!" Mir hunn net den Usproch, Riichter ze sinn, dat ass ni an der Diskussioun gewiescht. Mir maachen e politesche Contrôle. Mir wëlle kee Justizuerteel hei fällen. Dat ass net eis Aufgab. En Argument, wat also u sech eidel ass.

Dat Zweet ass: „Mir konnte bei der Ministesch keng kriminell Energie feststellen." Bon. Ass dat en Argument, wat d'Kredibilitéit vun enger Ministesch an hir moralesch Integritéit besonnesch ënnermoolt? Wa mer op engem Punkt sinn, datt mer soe vun engem Minister vun eiser Regierung: „Mir konnte keng kriminell Energie feststellen!", dat ass awer schonn op engem Niveau vun der Diskussioun, wou ee muss soen: Wat hu mer dann alles festgestallt, wann et just un der krimineller Energie nach gefeelt huet? Och dat Argument hätt ech an Ärer Plaz iwwerhaapt net benotzt, well ech mengen, et stellt éischter e Problem duer wéi soss iergendeppes.

Déi Parteien hei, déi Regierungsparteien, ech verstinn, datt déi gréng hir Ministesch verdeedegen, ech wëll och elo net allze vill dorobber agoen. Ech wëll awer soen, datt ech prinzipiell bei där grénger Partei midd sinn, datt ausgerechent déi Partei, déi eis d'Ëmwelt ëmmer ënnert d'Nues hält, ëmmer virun Aen hält, wou Der wëllt, selwer eng laang Lëscht huet vu schwéieren Agréff an d'Natur. Eng onendlech! Den Tramsschapp, de Fussballstadion, Beem, déi ewechgemaach goufen, um Glacis, elo och op anere Plazen, dee schéine Ban de Gasperich, deen Der eis geschenkt hutt, de Schëttermarjal, wou d'Madamm Minister elo nach 110 Beem ëmseeë léisst, e Koup Wandmillen, wou Bëscher ewechgemaach ginn, alles kee Problem! An déi Partei, déi esou vill Agréff an d'Natur mécht, déi nennt sech nach „gréng", dat ass fir mech och u sech verwonnerlech. Et geet dach net duer, sech „gréng" ze nennen an dann einfach kënnen allméiglech Agréffer an d'Natur ze maachen, ouni vu Schimmt rout am Gesiicht ze ginn!

Da gouf nach mat verschiddenen, soe mer emol, verschiddenen Usätz probéiert, d'Verantwortung op d'Beamten ofzewälzen. Mir wëssen haut net - mir wëssen et net, et gouf Indizien, den Här Wolter huet der e puer genannt -, wéi wäit d'Verantwortung vun de Beamten an deem Ministère geet. Dat wësse mer net. Awer eppes ass kloer: D'Madamm Minister huet och d'Verantwortung fir hir Beamten. Si ass hire Virgesetzten. Wann ee Beamten eppes gemaach huet, vläicht, well e gemengt huet, e misst der Madamm Minister entgéintkommen, oder fir sech net mat hir a Konflikt ze setzen, huet doduerch e Minister d'politesch Verantwortung. Loosse mer dat net vergiessen!

Ech hunn e bëssen den Androck, datt mer hei zwee verschidden Usätz hunn, bei deene Gréngen an op jidde Fall bei eis vun der ADR, wéi een zu der Politik steet. Ech hunn den Androck, datt mir bei der ADR fir d'Politik liewen, datt mer eis fir d'Leit asetzen, datt mer eis fir Uleies engagéieren, déi eis wichteg sinn. An ech hunn ëmmer méi den Androck, wann ech d'Aktualitéit an deene leschte Woche kucken, datt déi gréng net fir d'Politik liewen, mä vun der Politik: datt se profitéieren, datt se hir Saache wëllen duerchsetzen, och wa se doduerch Gesetzer verletze mussen, fir hiert Zil ze erreechen. Et ass e groussen Ënnerscheed an der Moral, ob ee fir d'Politik do ass oder vun der Politik wëllt liewen.

Fir eis ass eng Konklusioun kloer: Wann déi Virwërf, déi hei op d'Tapéit komm sinn, déi den Här Wolter, ech wëll et kloer soen, magistral virgedroen huet, och an de Kommissiounen - dat Kompliment wëll ech dem Kolleeg Wolter kloer maachen, en huet et verdéngt -, mä wann déi Virwërf sech iergendwéi bewahrheiten, wann déi kloer wouer ginn, an ech zweifele perséinlech net drun, datt do ganz vill drun ass, ze vill schwätzt géint lech, Madamm Minister, da gëtt et och nëmme fir lech eng Konklusioun an der Dignitéit, an dat ass Är Demissioun. Et gëtt keng aner.

An dann heescht et awer och fir all déi, déi hei haut opgestane sinn, fir lech ze verdeedegen, wëssend, datt den Dossier ganz schwaach ass, dee si hei plädéieren, fir och fir sech ze iwwerleeën, wéi eng Konklusioune vu politescher Moral si da wëllen zéien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hu 15 Minutten Zäit. Et ass rar, datt ech esou laang Zäit hunn, fir zu engem Punkt ze schwätzen. Ech wier frou, wann dat méi oft géif geschéien. An ech wäert awer, dat ass dat Perverst doranner, wahrscheinlech net meng ganz Riedezäit ausnotzen. An et ass och eng Ried, déi ech u sech net esou virbereet hunn, wéi ech dat soss ëmmer gewinnt si virzebereeden.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Oh!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech gehéieren enger Partei zou, an dat ass scho gesot ginn, déi u sech déi ganz Affär un d'Rulle bruecht huet. Eise Gemengerot zu Déifferdeng, de Gary Diderich, ass op déi Saach opmierksam gemaach ginn an en huet seng Aarbecht gemaach als Gemengerot. An et war net einfach, well de Gréng-CSV-Schäfferot - et däerf een net vergiessen, et ass e Schäfferot zu Déifferdeng, deen d'ailleurs nach ëmmer an därselwechter Konstellatioun do ass, wat a mengen Aen e klenge Problem ass; mä bon, dat muss déi Déifferdenger CSV regelen, mä soit, dat ass eng aner Saach -, deen huet et net einfach gemaach, deen huet gemauert, ganz laang, bis schlussendlech awer d'Wourecht un d'Liicht komm ass an den Här Traversini déi Konklusioun gezunn huet, déi en huet missen zéien.

Ech mengen, do gëtt et wierklech keen Doute iwwert dat, wat hie gemaach huet, an ech mengen, mir waren all relativ staark erstaunt ze gesinn, wéi esou eppes konnt geschéien a wéi liichtfankeg ee kéint mat dëser Saach ëmgoen. Et gëtt jo och nach aner Affären, iwwert déi mer hei elo net diskutéieren, déi den Här Traversini betreffen. Hien huet awer trotzdeem seng Konsequenzen dorauser gezunn. Ech mengen, et soll een och duerno elo ... Ech mengen, den Här Traversini ass jo och kee Monster.

Eng kleng allgemeng Saach, esou niewebäi gesot: Den Här Traversini ass keen Décken! Hei am Sall sëtzt keen eenzegen Décken, richtegen Décken. Esou! Weder an der Chamber nach an der Regierung. Déi, déi wierklech vill Muecht hunn hei am Stat, déi brauchen hei guer net ze sëtzen, déi maachen hir Affären op aneren Niveauen. Ech ka mer och virstellen, datt do vläicht heiansdo Saache geschéien am gréissere Stil, déi net ëmmer ganz kauscher sinn. An ech mengen, déi laache sech heiansdo e bëssen an d'Fauscht, wa se gesinn, datt u sech manner Décker, sief et souguer Buergermeeschteren trotzdeem, geklaakt ginn, zu Recht - zu Recht! -, mä trotzdeem si ëmmer dervun ewechkommen (veuillez lire : wärend si selwer trotzdeem ëmmer dervukommen).

Ech hätt léiwer, wa jiddwereen heiansdo misst och mat enger gewëssener Strengt veruerteelt ginn. Mais l'un n'empêche pas l'autre!

Bon. Den Här Wolter huet déi Saach op eng magistral Aart a Weis gemaach. Den Här Wolter huet wochelaang duerchforst, e kennt sech aus, en huet jo Erfahrung. Dat wat de Publikum haut konnt gesinn an der Plenière, entsprécht deem, wat mir och an den dräi Sëtzunge vun der Ëmweltkommissioun matgemaach hunn.

Ech muss soen, datt et natierlech e bësse méi komplizéiert ass, wann een net déiselwecht Aarbecht geleescht huet wéi den Här Wolter, fir wierklech am Detail kënnen dat nozevollzéien. An ech si mer oft virkomm wéi um Geriicht, mat engem Procureur engersäits, enger Partie défenderesse anerersäits, an ech als eng Aart Juré, deen do sëtzt an deen nolauschtert an dee versicht, wierklech de bonne foi nozelauschteren, net virzeveruerteelen, awer och net einfach esou ze maachen, wéi wa vläicht guer näischt dorunner wier.

An et ass net evident, muss ech soen, fir zu engem richtege Schluss ze kommen, d'autant plus, datt mer eng normal Kommissioun sinn. Wiere mer eng Enquêtëkommissioun, dann hätt ee jo aner Mëttelen och nach, fir e bësse méi an den Detail ze goen. Et stellt sech d'Fro,

ob dat an deem Fall néideg wier. Well ech weess och net, ob am Ausland bei alle Saachen, bei allen Affären u sech esou eng Enquêtëkommissioun stattfënnt. A souwisou ass eng Enquête amgaangen. Da weess ech net, wat mer vill kéinte maachen.

Allerdéngs fannen ech awer och, wéi gesot, fir mech gëllt nach ëmmer d'Unschuldsvermutung. An ech sinn och frou, datt d'Justiz hir Aarbecht mécht. Ech muss awer och soen, datt mer och duerch de Secret de l'instruction, dee vläicht e bëssen extensiv interpretéiert gouf, op gewësse Froen net konnte geäntwert kréien an datt déi tatsächlech nach en Doute planéiere loossen. Déi Fro mat der Autorisatioun, datt méi Saachen autoriséiert ginn, wéi gefrot ginn, déi Fro vum Avis - do krut ee keng richteg zefriddestellend Äntwert.

Ech muss och soen, dat wéilt ech vläicht der Majoritéit mat op de Wee ginn: Et ass dräimol de Verbatim gefrot ginn. Ech hunn och dofir gestëmmt an der Kommissioun, datt mer de Verbatim kréien, einfach well ech der Meenung sinn, datt dat d'Aarbecht méi einfach mécht. Ech verstinn net, firwat d'Majoritéit einfach dee Verbatim net wollt hunn. Et hätt näischt kascht, ausser e bësse méi Aarbecht. Dach, fir e Beamten, dat ass wouer - mä bon. Mä do huet ee scho bal den Androck, datt d'Majoritéit sech express schlecht uleet, fir u sech och nach nei Ugréffsflächen ze ginn. An: Ça, ça renforce pas la confiance, muss ech einfach soen! Dat war e Feeler, dee gemaach ginn ass.

Duerno hunn ech och nach e batteren Nogeschmaach par rapport zu där Fro, déi mer haut de Moien debattéiert hunn, iwwert d'Spezialkommissioun. Do huet d'Majoritéit erëm eng Kéier, a mengen Aen, net mat der gréisster Intelligenz agéiert, an dat wäert sech wahrscheinlech nach ausbezuelen.

Mä wéi gesot, ech komme mer vir wéi viru Geriicht. Et ass awer kee Geriicht, et ass e Parlament, wou d'Oppositioun, an natierlech an deem Fall d'CSV an den Här Wolter ganz präzis déi Aarbecht gemaach hunn, déi se solle maachen. Iwwert d'Aart a Weis heiansdo, do kann een diskutéieren. Iwwert d'Aart a Weis, wéi den Här Wolter ... - en huet jo eng gewëssen Energie, e léisst sech och net gewaerden -, do kann een diskutéieren. Mä bon, et mécht een ebe seng Aarbecht. Ech hunn nach ëmmer keng Äntwert dorobber.

Ech sinn der Meenung, datt mer elo zu engem Schluss komm sinn - an der Chamber -, fir doriwwer kënnen ze diskutéieren, well mir hunn net méi d'Elementer, fir eis eng Meenung ze bilden.

Ech gleewen, meng Conviction intime ass déi, datt d'Madamm Dieschbourg keng Persoun ass, déi eng kriminell Energie huet. Ech si fest dervun iwwerzeegt, datt d'Madamm Dieschbourg - et ass eng Conviction intime, ech schwätzen aus den Träipen; also, ech kann net anescht schwätzen - eng éierlech Persoun ass.

Souguer éierlech Persoune maache Feeler. Et ka sinn. Also ech hunn der och bestëmmt gemaach an ech wäert der nach maachen. Ech weess nach net, wat fir eng, mä et wäert iergendeng Kéier kommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo! Ideologesch gesinn, maachen ech keng Feeler, Här Kartheiser. Par contre, dat ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... un all déi doten hutt Der geduecht, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et voilà !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Elo hutt Der schonn deen éischte Feeler gemaach!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, merde! - Zweete Feeler!

(Hilarité)

An ech muss och soen, do ass eng kleng Saach, déi eis e bëssen troubléiert huet bei déi Lénk, an dat - je vais clore avec ça - ass ..., well mir versiche justement och ëmmer, e bësse politesch esou den „bigger picture" ze kucken. A mir si grad déi, déi och nach déi Affär do un d'Rulle bruecht hunn. An duerno gesäit een, da liest een déi Lieserbréiwer vun engem Maître, dee sech als einfache Bierger presentéiert - ech mefiéiere mech ëmmer, wann en Notabele sech als „einfache Bierger" zu Wuert mellt, well esou einfach Bierger sinn dat net! -, wou ech mer gesot hunn: „Hei, et ass awer komesch, datt de President vun der Union des propriétaires op eemol esou ..., qu'il rue dans les brancards de cette manière an esou weider. Hm, gëtt do ...? Ass do e gewëssene Milieu net ganz zefridde mat enger gewëssener Logementspolitik vläicht, déi mir selwer emol als ze duuss empfannen?

Mä ech mengen, do déi Groussgrondbesëtzer, déi wäerte scho ganz schnell Angscht kréien, datt mat esou enger Verve a mat esou enger Akribie op eemol op d'Ministesch geschoss gëtt, fir eben d'Regierung ze destabiliséieren. Et ka sinn, datt dat de Fall ass. Vläicht ass et just eng Suppositioun a mir maachen eis just e puer Suppositiounen. Mais de toute façon, dat soll keen Argument sinn, fir datt trotzdeem duerno déi Affär net zu engem Enn kënnt. Ça n'excuse rien.

Mä voilà, et kann een sech och heiansdo e puer Gedanke maachen iwwert dat, wat ronderëm geschwat gëtt, iwwer vläicht den „état profond", wéi an anere Länner gesot gëtt, wat do alles virgeet.

Op jidde Fall, ech hoffen, datt mer och heiansdo gewëssen Äntwerte kréien op Saachen, wou ee wierklech keng Äntwert krut, fir datt mer erëm eng gewësse Serenitéit kréien. Ech hoffen, datt d'Justiz schnell wäert agéieren. Ech hoffen, datt mer an der Chamber net ze vill wäerten doriwwer mussen diskutéieren. Ech hoffen och, datt d'Majoritéit - ech maache scho bal gratis Consulting fir lech; ech hu guer keen Interêt dorunner -, sech e bësse méi intelligent uleet ...

(Interruption)

... sech e bësse méi intelligent uleet, wann et drëms geet, Transparenz ze weisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Wagner. An nächsten a virleefeg leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen fir d'Piraten.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech och der Madamm Ministesch Merci soen, dass mir d'Diskussioun ronderëm d'Affär Gaardenhaischen oder den Dossier Gaardenhaischen net hanner zouenen Diere féieren, mä an der Luucht vun der Effentlechkeet. Dat heiten ass e gutt Zeechen, fir endlech emol an Transparenz iwwert den Dossier Gaardenhaischen ze schwätzen. Dat si mer de Leit dobausse schëlleg.

D'Affär huet déi lescht Woche fir vill Opreegung an der Politik gesuergt. Et muss ee ganz kloer sinn: Mir schwätzen haut iwwer méi wéi e Gaardenhaischen oder eng Autorisatioun, déi vläicht ze schnell, vläicht falsch vun engem Ministère ausgestallt gouf. Mir schwätzen haut iwwer en Thema, dat fir d'Regierungsparteien eigentlech en Tabu ass, mä dat an der Politik ëmmer nees optaucht, näämlech de Problem vun dem Favoritismus.

Fir déi Parteien, déi un der Muecht sinn, ass et natierlech penibel, iwwert dëst Tabuthema ze schwätzen, well et eis eng Säit vun der Politik weist, déi sech léiwer hanner zouenen Dieren ophält. Ech hoffen awer, dass d'Majoritéit no dësen Diskussioune ronderëm dësen Dossier oder dës Affär bereet ass, den Tabu ze briechen. Nëmmen esou kënne mir d'Politik transparent maachen an d'Vertraue vum Bierger an d'Politik stäerken.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir brauche kengem eppes virzemaachen: Mir sinn zu Lëtzebuerg wäit dovun ewech, dass all Bierger beim Stat gläichbehandelt gëtt, an dovunner ginn et genuch Beispiller.

Am Dossier Gaardenhaische geet et ëm eng Autorisatioun, déi ausgestallt ginn ass, déi ganz fragwürdeg ass, ouni Avis am Dossier, dee bekanntlech e puer Deeg spéider eréischt gestempelt ass. An dann och nach eng Autorisatioun, an där den Demandeur méi erlaabt kritt, wéi eigentlech gefrot war. Kommt, mir nennen et einfach emol virsiichteg: Service-client!

Wann den Demandeur awer elo eng aner Parteikaart gehat hätt oder net Buergermeeschter wär, wär dat Ganzt dann och esou schnell an esou einfach gaangen?

Wann een esou mat de Leit dobausse schwätzt, déi selwer Demandë gemaach hunn, da kritt een oft ze héieren, dass d'Autorisatioune beim Ëmweltministère e regelrecht „Spießrutenlaufen" sinn. Am Verglach mat der Demande vum Exbuergermeeschter ass dat onfair an et léisst Zweifel un der Prozedur opkommen. Favoritismus kann een och no den Explikatiounen haut nach net wierklech ausschléissen.

Déi wichteg Fro ass elo: Wat geschitt mat deem Skandal? Wat gëtt konkret verbessert no dëser Affär?

An der Kommissiounssëtzung de leschten Dënschden hunn d'Regierungsparteie leider gewisen, wéi wichteg hinnen d'Opklärung vun der Affär Gaardenhaischen ass: D'Oppositioun freet no Informatiounen an d'Majoritéit blockt of, amplaz fir Transparenz anzestoen. D'Affär schéngt giess, de Sëndebock ass fonnt an déi ganz Geschicht ass prett, fir ënnert den Teppech gekiert ze ginn!

Et gëtt behaapt, et wär ni zu engem Favoritismus komm. An esou geet dat aalt Spill erëm vu vir lass, bis deen nächste Politiker Feeler mécht.

Dir Dammen an Dir Hären, dee Favoritismus fënnt och an anere Beräicher vun dëser Regierung statt. Et ass evident, dass Parteikaarten a Kandidaturen op Wielerlëschten eng Entréeskaart sinn, fir interessant Poste beim Stat oder staatlechen Entreprisen ze kréien. Et brauch een nëmme kucken ze goen, wien op de Spëtzeposten an de Ministèren, an de Verwaltungsréit vun de staatlechen Entreprisë sëtzt. Wéi vill Leit goufe virun an och no den Nationalwahle vum leschten Oktober, ganz ouni Ausschreiwung, als héich Beamten an de verschiddene Ministèren agestallt, baséierend op hirer Parteikaart? Ugefaange mam Maggy Nagel: einfach e Posten als Kommissärin fir Dubai. Haaptsaach, eng Parteikolleegin ass placéiert!

Op d'Lëscht vun de lukrative Poste kommen nach vill nei Leit derbäi, dorënner d'Francine Closener, d'Monica Semedo an elo ganz rezent bei deene Gréngen de Steve Schleck.

(Interruption)

De Premierminister hat eis jo an der parlamentarescher Fro erkläert, dass dat alles legal ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, Dir musst zum Ordre du jour schwätzen. Dat doten huet guer näischt mam Objet ze dinn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech schwätzen iwwert de Favoritismus vun der Regierung.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ... Hutt Dir e Beweis, dat vum Här Steve Schleck, datt déi gréng derfir gesuergt hunn, datt deen an den Tourismusministère kënnt?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech huelen et zréck. Et ass e bloe Minister. Da musse mer dee froen. Ech weess net, ob déi gréng intervenéiert sinn. Mä dat ass ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mä Dir hutt awer elo grad ... Locker vum Hocker hutt Der hei einfach eppes behaapt!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hu behaapt, dass d'Parteikaart eng Roll hei spillt.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech wëll lech just soen, Här Goergen: D'Immunité parlementaire, déi schützt jo hei viru villem, mä kommt, mir strapazéiere se net ze vill! Ech soen lech dat just.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat heescht, ...

Une voix.- Wéi ass dat do dann ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... Dir sot ganz kloer, déi Leit sinn net agestallt gi wéinst der Parteikaart? Dir hutt e Francine Closener, e Monica Semedo net no de Wahlen agestallt, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... an dat war kee Favoritismus ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee. Ma Dir kënnt mer jo äntweren, Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also: Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn. Ech hu reagéiert, well Der hei behaapt hutt, den Här Schleck wär agestallt ginn am Ministère op Basis vun enger grénger Parteikaart. Okay? An ech hoffen, datt Der dat elo zréckhuelt an lech entschëllegt! Oder Dir bréngt mer e Beweis!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech huelen dat mam Här Steve Schleck gären zréck. Et ass e bloe Minister, deen en agestallt huet. Deementspriechend kënnt Der lech do d'Fro stellen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, den Här Bodry huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll och drop hiweisen, dass e Regierungsmember a sech d'Recht huet, wann en aus der Regierung ausscheet, och eng Plaz an der Fonction publique ze kréien.

Une voix.- Très bien !

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bodry, ech wollt ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass Gesetz.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, ech wollt och den Här Bodry completéieren: Tatsächlech, et ass d'Gesetzgebung, déi dat virgesäit.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo ass et ganz eriwwer!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dat ass eben ëmmer de Fall gewiescht hei zu Lëtzebuerg, dat heescht, dass en ausgeeënde Minister op déi Referenz ka kommen.

Mä ech wëll Iech just soen, dass an deenen zwee Fäll, déi en plus den Här Goergen hei wëllt zitéieren, et Leit waren, déi och genau déi Kompetenzen haten, fir déi doten Tâchë kënnen auszeüben.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat freet eis, dass déi Leit déi richteg Kompetenzen haten an dofir geholl gi sinn.

(Interruption)

Wéi gëtt esou schéi gesot: „Fir deng Feinden ass d'Gesetz, fir deng Frënn d'Faveuren!"

An dëser Regierung gëtt de Favoritismus ganz oppen ausgelieft. Ech froe mech: Wat soll d'Signal un d'Bierger dobausse sinn?

(Brouhaha général)

Gitt Member bei eis, a scho kritt Dir et méi einfach am Liewen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir kritt de Contraire bewisen an Dir behaapt nach ëmmer dat nämlecht!

Une autre voix.- Här President!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hunn de Contraire nach net bewise kritt.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, ...

(Interruptions)

... Dir gitt am Fong geholl drop higewisen, ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Kox, mir ginn och nach op d'Musel, dat ass sécher.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt dat net geet an dësem Haus, an Dir fuert monter weider!

(Interruptions et brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also ech ... Dir kënnt mer gären d'Kandidaturen, wann ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann Der esou weiderfuert, Här Goergen, da muss ech lech d'Wuert ewechhuelen, ganz einfach!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech wollt dem Minister e Kompromëss ...

(Interruptions)

... ënnerbreeden, andeems den Här Minister fir déi ugeschwate Leit, ...

(Brouhaha)

... déi net automatesch ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... an der Chamber schonn hei ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo geet et awer duer!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also ech ka gären e Kompromëss maachen - an dann entschëllegen ech mech och -, dass den Här Minister fir déi Leit, déi net automatesch op déi Plaz do genannt gi sinn, mir d'Dossieren ... oder allgemeng einfach nëmme weist, vun anere Kandidaturen an der Ausschreiwung, einfach an der Ausschreiwung, dat geet schonn emol duer.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- D'Dikrecher Gemeng hat och eng Ausschreiwung. Wëllt Der déi Dossieren och?!

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Op der Dikrecher Gemeng ass anscheinend och eng Parteikolleegin agestallt ginn, jo.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Also ganz éierlech: Wéi tickt Der?!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hu just eppes gesot, wat mir festgestallt hunn, ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Et huet alles seng Limitten! Alles seng Limitten!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … dass et komesch ass, dass …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo, jo, jo, jo!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … Leit vun enger …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Fuert einfach weider an da sidd Der fäerdeg!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … bloer Partei …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da komme mer endlech un en Enn!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci fir déi léif Wierder!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kee Problem!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Loosst mech kloer sinn, …

(Interruptions)

… den Usproch, fir méi Transparenz an eise Stat ze bréngen, huet dës Regierung net erfëllt. Den Deontologiekodex, vun deem 2013 esou dichteg geschwat gi war, ass haut nach ëmmer net do.

D'Fënsteren am Statsbetrib goufe liicht gekippt, mä nach laang net opgemaach. D'Transparenz ass no sechs Joer Blo-Rout-Gréng nach ëmmer esou dréif wéi d'Waasser an der Musel.

Mir brauchen op allen Ebenen an der Politik e verbindleche Code de déontologie. Dofir hu mer der Chamber gëschter eng Motioun matbruecht, an där mir bieden, de Verhalenskodex fir d'Politiker endlech anzeféieren. Esou e Kodex ass och schonn an enger Resolutioun vum Här Bausch vun 2011 proposéiert ginn, mä nach ëmmer net ëmgesat, an - dat hu mer jo haut erklärt kritt - et bräicht een nach Zäit dofir.

De Kodex soll e Mëssbrauch vun der Muecht verhënneren an och ofsécheren, dass Politiker eise Stat net ausverkafen, fir duerno op eng gutt Plaz bei enger décker Firma ze kommen.

D'Affär ëm d'Gaardenhaische weist jiddefalls, dass et Zäit ass, fir d'Politik zu Lëtzebuerg endlech transparent ze gestalten. Mir fuerderen net d'Demissioun vun der Madamm Dieschbourg, mä eng Entschëllegung, falls hei offensichtlech engem Parteikolleeg eng Faveur gemaach ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, erlaabt mer, nach eng Kéier kuerz op e puer Virwërf anzegoen, déi awer elo erëm repetitiv, esou wéi och an der Kommissioun, widderholl goufen.

Ech betounen nach eng Kéier: Ech wiere mech an dësem Dossier géint eng Schlammschlacht. Ech wëll net op al Dossieren, déi Ongerechtegkeete sécherlech dran hunn, ze schwätze kommen. Ech wëll och näischt an deem Sënn hei erauszéien - woubäi ech der derbäi hätt!

An ech wëll och net, wat ech fannen - an ech bieden do nach eng Kéier d'Kolleegen -, dass mer Äppel mat Bire vergläichen. Ech hunn déi Vergläicher net gemaach. Ech kann Iech just soen: An engem Dossier Rouspert, do handelt et sech ëm e Weekendhaus, ëm eng total Renovatioun an e Changement d'affectation. Am Dossier Waldhaff si mer op enger ganz anerer Plaz. Dat ass e staatlecht Gebai. Do gouf eppes dragemaach, wat net …, do gouf eng Vergréisserung gemaach vun enger Terrass, et gouf e Parking ugeluecht … An et gouf en Uerteel! An ech mengen, do si mer op enger ganz anerer Plaz wéi bei engem Bardage an engem Daach vun engem Gaardenhaischen. Kommt, mir vermëschen net eenzel Dossieren!

Ech hu versicht a mengem Virtrag, Iech op där enger Säit iwwert d'Vitesse vun den Dossieren opzekläre. Ech hunn - an, ech mengen, ech hunn dat hei gesot - nach eng Kéier ganz kloer den Oflaf beschriwwen, wou et ganz kloer war, dass ech nach eng Kéier gesot hunn: „De Fierschter huet en Avis gemaach den 29. Du krut en en Accord vum Uewerfierschter." An ech wëll domadder och déi Pièce hei deposéieren, wou den Uewerfierschter dem Fierschter schreift, dass et esou okay ass.

(Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dépose un document.)

Duerno gëtt den Avis vum Fierschter an de System eragelueden, an dofir hat ech a mengem Dossier de schréftlechen Avis vum Fierschter leien. An ech wousst och, dass den Uewerfierschter do derbäi war.

Mäi Gott! Ech mengen, dass hei wierklech versicht gëtt, Saache bewosst … An ech hunn Iech dat an der Kommissioun mehrfach erkläert: Et ass d'Pabeierversioun, déi de 14. an de Ministère koum! A mengem Dossier louch en Avis vum Fierschter. An d'ailleurs, an dat hu mer och beschwat, ass dat net dat, wat hei d'Roll spillt.

Hei gëtt also bewosst mat Ënnerstellunge geschafft, obwuel dëst eigentlech an der Pressekonferenz schonn erkläert gouf, obwuel dëst gewosst war.

Eng zweet Saach: Et gëtt op d'Soen, op „Et huet ee mir erzielt", op Presseartikelen, wou falsch zitéiert gëtt, higewisen.

Ech wëll dann och an dëser Chamber en Dokument, wat ech gëschter kritt hunn, ausgedréckt krut, deposéieren, wou déi ganz Diskussioun ëm d'Legalitéit oder Illegalitéit en Enn wäert fannen. Dat ass déi offiziell, jo, déi offiziell Demande vun 1971! Net Enn de 70er, net iergendzwousch!

Déi war zwar déizäit net am Dossier, dat war bei eis awer an der Appreciatioun och net de sprangende Facteur. Iwwert d'Legalitéit an ob den Dossier komplett wär, hu mer an der Kommissioun geschwat. Fir eis war e komplett. An ech kann Iech 12 aner Beispiller vun de 37 Expost-Autorisatioune weisen, wou genau déiselwecht Saachen am Dossier waren, wou ech Iech ka soen: Do ass kee Favoritismus geschitt! Och dëst Dokument wëll ech der Chamber zoukomme loossen.

(Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dépose un document.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt eigentlech elo just bewisen, dass Der an der Illegalitéit bleift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Da wëll ech nach eng Kéier hei soen, …

(Interruptions)

… dass hei immens vill mat Ënnerstellunge geschafft gouf.

An ech wëll nach eng Kéier soen, dass ech …, an dat hunn och meng Beamten nach eng Kéier bestätegt gehat, souwuel bei der Press wéi an der Kommissioun, dass et keng Aflossnam säitens dem Ministère gouf. Ech hu mat deene Leit an där ganzer Zäit net geschwat. An ech loossen dofir och déi Konstrukter, déi hei gemaach ginn, net gëllen!

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot a kritt et och.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ma ech wollt just nach eng Kéier kuerz awer dorobber agoen, wat d'Ministesch elo nach eng Kéier gesot huet, well ech hu bal eng Stonn geschwat, a si huet hei op zwee Punkte geäntwert. Da ginn ech emol dovun aus, dass de Rescht zimlech an der Rei ass, wat ech gesot hunn.

Mä déi zwou Saachen, Madamm Minister, déi Der elo gesot hutt, déi stëmmen och nees net!

Et ass näämlech, contrairement zu deem, wat Der elo nach eng Kéier gesot hutt, net d'elektronesch Versioun, déi keng Ënnerschréft huet an déi op engem Wordfichier ass, mä et ass déi Pabeierversioun, déi d'Basis ass vun Ärer Decisioun. Punkt!

(Negation)

Nee! Dat steet …, genau esou steet et, gëtt et applizéiert. An ech hunn och virdru gesot, …

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Ech hu gesot …

Ma dann haalt dach nëmmen op!

Genau dat doten hunn ech gesot: Si hätt iwwerhaapt keen Avis vun engem Fierschter gebraucht. Dat ass d'Gesetz! Mä wann een dräi Wochen duerch d'Land leeft, wann een dräi Wochen duerch d'Land leeft an dräi Woche laang zielt een de Leit, dass een opgrond vun Avisen eng Decisioun geholl huet, an et huet een déi Avisen net am Dossier leien - et konnt ee se net am Dossier leien hunn -, dann hätt ee roueg eng Woch oder zwou kënne waarden. Et ass déi Hetz, déi ech uprangeren och, an déi de Favoritismus zum Deel begrënnt, dass eng Ministesch hei, ouni dass et e kompletten Dossier ass, eng Decisioun geholl huet.

A wann hei gesot gëtt „Ënnerstellungen": Et ass esou, dass et d'Pabeierversioun ass, déi „foi" ass, déi aner ka jo guer net „foi" maachen. An d'elektronesch Versioun vum Här Fierschter, Uerwerfierschter huet se net am Dossier dran. Ansonsten hätt ech gär, Madamm Minister, dass Der mer innerhalb vun 48 Stonnen de Contraire beweist.

Dir maacht Behaaptungen! Ech net! Dir maacht Behaaptungen! A wann Der elo kommt an Dir sot, Dir hätt eng Pièce vun 1971, da si mer genau am selwechten Zeenario! 1971, 1983, 1987, no 1965 - Artikel 7 (5) - muss d'Konstruktioun an do mussen all subsequent Änneronge justifizéiert sinn. Dat applizéiert Der an Honnerte vu Fäll, wou Der de Leit sot, si géife keng Autorisatioun kréien.

Dat heescht, Dir hutt net vill elo geäntwert. An déi zwou Saachen, déi Der geäntwert hutt, déi sinn och nach falsch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci. Ech wollt just eng Fro stellen, mat menger Beamteséil: Ech hunn dee Bréif elo hei gelies, deen d'Madamm Minister eis frëndlecherweis ginn huet - dofir e grousse Merci -, mä ech wonnere mech, datt hei den Échange de correspondance administratif geet iwwer: „Sujet: Abri Roberto"! Dat fannen ech, als Beamten …, wësst Der, ech wor eng laang Zäit vu mengem laange Liewen an der Fonction publique, ech hat net d'Gewunnecht, mat Virnimm ze operéieren, wann ech en Dossier krut!

Dofir wollt ech Iech froen: Ass dat …

Une voix.- Am Ausseministère …!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass dat bei Iech …?

Jo, bei eis si se all Exzellenzen natierlech!

(Hilarité générale)

Mä ech ka mech awer och …

(Interruption)

Ech ka mech awer och erafillen an aner Dossieren an ech wollt just froen: Ass dat bei Iech ëmmer esou, wann Der déi 3.000 Dossieren hutt, wou jo ee behandelt gëtt wéi deen aneren? Deen een ass den „Abri Michel", deen aneren den „Abri Jemp" an en drëtten den „Abri Tun", an hei ass eben den „Abri Roberto"? Oder ass dat hei anescht wéi soss?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Ministesch!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Nach eng Kéier: Dat doten ass en Echange tëschent dem Fierschter an dem Uewerfierschter, deen ech jo net beaflossen, deen ech awer der Transparenz hallwer mat hei erabruecht hunn, well de Virworf gemaach gouf, dass eben deen Avis net am Dossier geleeën hätt.

Dat ass net wouer! Ech hat zu deem Zäitpunkt, wou ech den Dossier krut, eng ausgedréckte Versioun vun dem Avis vum Fierschter doleien. Dat hunn ech och vun Ufank un esou gesot. An dat gouf d'ailleurs an der Pressekonferenz vum Uewerfierschter bestätegt, dass hie säin Accord per Mail ginn huet. Genau dee Mail hu mer Iech elo hei zur Verfügung gestallt, well ech an dësem Dossier voll Transparenz wëll walte loossen.

A fir de Rescht kann ech dat doten net jugéieren. Ech kann Iech just soen, dass iwwert d'Legalitéit oder Netlegalitéit wäert tranchéiert ginn, a genausou - an do ass jo ëmmer d'Vermëschung, déi an dësem Haus elo gemaach gouf - iwwer all déi Aarbechten, déi vum Här Wolter zitéiert waren. Iwwer all déi Aarbechte wäert och tranchéiert ginn, well dat waren déi Saachen, déi net autorisëiert waren. Dat ass den Äerdaushub. Ech hu versicht, hei déi ganzen Zäit déi Saachen ze separéieren.

De Parquet ass um Enquêtéieren. D'Entité mobile war sur place. Also all déi Faiten, déi vum Här Wolter hei enoncéiert goufen, wärend enger ganz laanger Zäit, wäerte geklärt ginn! Mä et ass, an dat hunn ech a menger Ried zweemol betount, net un eis hei, net u mir an och net un der Chamber, do e Jugement virzehuelen. Dat mussen déi zoustänneg Leit dee Moment maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Wolter d'Wuert nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hu mer erlaabt, déi Pièce, déi d'Madamm eis hei elo ginn huet, och nach eng Kéier ze kucken. An déi mécht d'Saach net besser!

(Interruption)

Déi mécht et wierklech net besser, well déi Pièce hei hätt missen am Dossier sinn, deen an der Chamber hannerluecht ginn ass, wann se als offiziell Pièce am Kader vum Traitement vum Dossier vum Här Traversini ugesi wier. Ech hunn déi Pièce hei net gesinn, wéi d'Madamm Minister hiren Dossier ginn huet. Also hat se déi Pièce och net am Dossier, wéi se hir Ënnerschréft ginn huet. Ka se och net am Dossier gehat hunn, well et sech ëm e Courrier interne handelt tëschent engem Fierschter an engem Uewerfierschter, Aller-retour. An d'Prozedur gesäit vir, dass de Fierschter säin Avis weidergëtt un den Uewerfierschter an dass de Fierschter säin Avis iwwert de Système électronique an de Ministère gëtt.

Madamm Minister, Dir sidd amgaangen, Iech mat all Pièce, déi Der bréngt, eigentlech just nach weider eranzerieden an all deem, wat Der an deene leschte Wochen hei gemaach hutt. Dat hei ass e weidere Beweis eigentlech, déi Pièce hei, vun där Aart a Weis, wéi Der deen Dossier hei ugepaakt hutt. A soss ass et guer näischt!

An dass Der elo hei sot, déi Déngen do vun 1971, dat wär eigentlech eng …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass vum Buergermeeschter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, de Buergermeeschter, dee kann dat ausstellen 1971, dat ass an der Rei.

(M. Michel Wolter consulte le document déposé par Mme Carole Dieschbourg.)

Eng Fënster, jo, dat sinn Detailer. Souwisou, hei ass eng Pièce, nach eng Pièce, dat ass eng Autorisatioun vum Buergermeeschter vun 1971.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Dat ass eng Pièce, déi Är Argumentatioun total an de Koup gehäit …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ma iwwerhaapt net! Iwwerhaapt net, Madamm!

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Also ech muss elo iergendwann eng Kéier zur Konklusioun kommen, dass Der Är Gesetzer net kennt! Also et gëtt ëmmer méi komplizéiert fir Iech, Madamm! Ganz éierlech!

No 1965: „autorisation du bourgmestre", an no 1982: „toute autorisation subséquente". A wann ech dat heite kucken, Madamm, wat hei autoriséiert ginn ass 1971 - dofir sinn ech frou, dass Der eis déi Pièce ginn hutt! -, dat ass näämlech e weidere Beweis! Dat do geet direkt un de Parquet weider de Mëtteg! Déi dote Pièce, dat, wat do autoriséiert ass, entsprécht a kengster Weis deem, wat haut dosteet. A kengster Weis!

Dat heescht: keng Autorisation subséquente; keng Autorisation subséquente heescht: Refus du Ministère. Dat ass d'Gesetz an do hutt Dir Iech drun ze halen! An dat hutt Dir net ze interpretéieren!

A Gesetz heescht och, Madamm, dass, wann Dir eppes gefrot gitt, wann Dir e Bardage gefrot gitt, dann hutt Dir maximal e Bardage ze autoriséieren. D'Gesetz seet net: „Wann e Bardage gefrot gëtt, kréien ech nach en halleft Haus derbäi", weder an der Zone verte a scho guer net am Naturschutzgebitt.

Dir rëselt de Kapp. Mä, Madamm, da muss ech Iech soen, dass Der Är Gesetzer net kennt. Dir sidd sechs Joer Ministesch an Dir hutt kee blasse Schimmer, iwwer wat dass Der hei diskutéiert!

Nee. Ganz éierlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. De Premierminister huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt …

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ech wollt just soen, ech mengen, hei ass d'Parlament a senger Roll. Et ass e politeschen Debat gewiescht, mä mir hunn awer och hei eng Affaire judiciaire.

Déi Affär ass um Penal. Mir hunn e Parquet. Wann de Parquet decidéiert, eng Instruktioun opzemaachen, geet et do bei en Untersuchungsriichter oder an eng Sitzung. Ech mengen, mir ginn eis eng Clause de rendez-vous: Dat ass, wa mer en Uerteel hunn. Dat heescht, d'Chamber soll net Riichter sinn. Mir hunn eng politesch Responsabilitéit, do si mer eis eens, mä mir sollen awer net Riichter sinn au pénal.

Hei ass „Favoritismus" gesot ginn. Et ass un der Justiz, hir Aarbecht ze maachen. Ech mengen,

d'Séparation des pouvoirs alleng géif mat sech bréngen, dass mer eis déi dote Clause de rendez-vous ginn, wann en Uerteel bis do ass. Loosse mer emol d'Justiz roueg schaffen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister. Den Här Wolter freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Parole après ministre. Här Statsminister: „Deen heiten Dossier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee betrëfft all Bierger a senge Relatioune mam Stat. Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm de Prinzip, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass an datt et fair an transparent Prozedure gëtt. An dëst kënnen net d'Geriichter decidéieren, dat muss d'Parlament decidéieren, soss kënne mer de Politikbetrib zoumaachen!", François Bausch, 13. Juni 2012, ...

(Interruption)

... Léiweng/Wickreng.

Et huet eppes mat der Responsabilité politique ze dinn. Meng Ried kënnt Der roueg kucken. An da kuckt Der alleng, op wiville Punkten d'Madamm d'Gesetzer gebrach huet. Dat huet näischt mat enger Appreciatioun ze dinn! Dat huet einfach eppes domadder ze dinn, dass se - noweisbar! - Saache gemaach huet, déi illegal sinn.

An dann huelt Der, Här Statsminister, Är politesch Responsabilitéit!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech hunn och Parole après ministre gefrot, well ech mech iwwert dem Här Statsminister seng Interventioun awer gewonnert hunn. Net, wat den Inhalt ugeet, well ech mengen, d'DP hat och scho ganz äänlech argumentéiert, fir eis ze soen: „Mir si keng Riichter", an esou weider. Mä dorëm geet et net. Mir hu jo och ni den Usproch erhuewen, Riichter ze sinn.

Mir wëlle just hei kloer soen: Déi Tatsaach, datt op verschiddene juristeschen Aspekter elo d'Justiz saiséiert ass, prevenéiert eis a kenger Form, a kengem Mooss, fir eis Aufgab vum politesche Contrôle wouerzehuelen. A mir kënnen elo net soen, suspensiv: „Well am Penalen enquêtéiert gëtt, maache mir eis politesch Aarbecht net méi."

Dat ass net esou, wéi mir de Fonctionnement vum Parlament gesinn, Här Statsminister! Mir maachen eis Aarbecht konsequent virun, fir enger politescher Verantwortung géintiwwer de Leit hei am Land gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Domadder ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu dëser Debatt deponéiert gouf. Den Här Bodry freet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hei, déi huet et a sech. Déi brécht mat alle Prinzipie vum Rechtsstat. Ech sinn erstaunt, nodeem mer hei eng ganz Rei vu Lektiounen héieren hunn, wéi de Rechtsstat ze fonctionnéieren huet, dass hei eng politesch Partei, fir de Moment nach ëmmer déi gréisst hei am Land, d'Regierung opfuerdert, sämtlech illegal Konstruktiounen en zone verte ze legaliséieren. Sans aucune restriction, sans aucune exception!

Firwat frot Der net och, dass sämtlech illegal Konstruktiounen an de Bauperimeteren och sollten emol eng Kéier autoriséiert ginn?! Wivill Gaardenhaisercher stinn dann esou an de Bauperimeteren, déi net autoriséiert sinn? Wéi oft ass bäigebaut ginn an de Bauperimetere vun de Gemengen, wou net richteg autoriséiert ginn ass?

Et kéint een duerchaus soen: „Ma loosse mer en allgemengt Amnestiegesetz erloosse fir Verstéiss géint d'Naturschutzgesetz a géint d'Gesetzer iwwert den Urbanismus!"

Wann ee vun Ëmweltskandal schwätzt - fir mech ass dat hei ee reelle Skandal! E reelle Skandal, dass, ouni ze kucken, ob Affären en cours si virun de Geriichter wéinst Illegalitéiten, ouni ze kucken, ob Prescriptiounen eriwwer sinn, bis esou Aktiounen hei kënne starten, hei gesot gëtt, sämtlech Konstruktiounen en zone verte - legal, illegal - sollten op eng Kéier vun der Regierung autoriséiert ginn!

Mengt Der net, dat misst d'Gesetz maachen?!

(Interruption)

Mengt Der net, dat misst d'Gesetz maachen? Abee, ech freeë mech op d'Proposition de loi vun der CSV, fir dat doten ëmzesetzen! An op den Avis vum Statsrot!

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(Interruptions)

Vote sur la motion 1

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat do ass dee gréissten Ëmweltskandal, dee mer haut diskutéiert hunn!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno de Vote par procuration.

(Interruptions par M. Michel Wolter)

De Vote ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmmen, géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Claude Wiseler), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat wiere mer um Enn vun den Debatte vun haut de Moien. Mir géifen d'Sitzung dann elo ënnerbrieche bis zwou Auer an da géife mer mam Ordre du jour vun de Mëtteg virufueren.

Merci.

(La séance publique est levée à 13.37 heures.)

SÉANCE 5 JEUDI 10 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Changement de composition du Bureau
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. 7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché)*
- *Discussion générale : Mme Simone Beissel - M. Alex Bodry - M. Henri Kox (interruptions par M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution*

6. 7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - (intervention de M. Sven Clement) - M. David Wagner - M. Sven Clement (interventions de M. Alex Bodry et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Carole Hartmann - M. Franz Fayot - M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie
- *M. Laurent Mosar - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

10. 7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel, Mme Stéphanie Empain et Mme Josée Lorsché) - M. David Wagner (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

11. 7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Eugène Berger - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Marc Angel) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Marc Angel - M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler - M. Marc Angel (intervention de M. Fernand Kartheiser)*

13. Hommage à M. Henri Kox

- *M. Fernand Etgen, Président - M. Henri Kox*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Plusieurs voix.- Et ass keen do!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Changement de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Häre, ier mer mat eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ufänken, komme mer elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Andeems den Henri Kox an d'Regierung wäert goen, wäert ee Posten als Vizepresident vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Djuna Bernard Vizepresident vun der Chamber gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Vizepresident vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

(Interruptions et hilarité)

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. D'Madamm Djuna Bernard ass domat als Vizepresident vum Bureau proklaméiert.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge vun der Fraktioun vun deene Grénge matgedeelt kritt:

An der Commission du Règlement ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox.

An der Commission de vérification des pouvoirs ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Stéphanie Empain den Här Henri Kox fir de Volet « Viticulture ».

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt den Här Carlo Back den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzen d'Madamm Stéphanie Empain fir de Volet « Environnement et Climat » an d'Madamm Semiray Ahmedova fir de Volet « Énergie et Aménagement du territoire » den Här Henri Kox.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här François Benoy den Här Henri Kox.

An der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Josée Lorsché den Här Henri Kox.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Sous-commission informatique vum Bureau ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen. D'Fraktioun vun deene Grénge huet folgend Ännerungen eragereecht:

An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, der OSCE, ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de l'Union interparlementaire, der UIP, ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox als effektive Member.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox als effektive Member.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

Mir fänken haut de Mëtteg mat der Verfassungsofännerung 7414A iwwert d'Suppleantë fir d'Riichter vum Verfassungsgeriicht un. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert weiderginn un de Rapporteur vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir gesitt, d'Verfassung lieft. Mer stëmmen haut net iwwert d'ganz Verfassung of, mä et ass den ...

(Interruption)

Ech wollt Iech dat präziséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn héieren, mer sollen haut net doriwwer schwätzen.

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Et ass den ...

(Interruptions)

Dir hat gëschter driwwer geschwat, Här Bodry.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, loosst lech net duerjerneemaachen!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Ech mengen, déi lénks Säit, déi bréngt dat net fäerdeg hei ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Gloden huet dat ganz gär. E laacht eis frëndlech zou.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En huet léiwer déi riets Säit.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir laachen erëm.

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Vu mir aus gesinn déi lénks.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Just den Här Roth kuckt traureg.

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Dann, wéi gesot, et ass den zweete Vote constitutionnel, esou wéi et an der Verfassung virgesinn ass, iwwert d'Propositioun 7414A. Den éischte Vott war den 10. Juli dëses Joers. Dir erënnert lech drun, et geet drëm, fir bei der Cour constitutionnelle op där enger Säit Suppleantë bäizesetzen, siwen un der Zuel, well zurzäit d'Cour constitutionnelle mat engem strukturelle Problem gehäit ass, dass duerch d'Kompositioun vun der Cour constitutionnelle se net an enger Affär ka siegéieren, well Riichteren, déi an den ënneschten Instanze souzen an och hei sëtzen, eben net kënnen an där betreffender Affär sëtzen.

Zweetens hate mer dunn och nach proposéiert, wat haut net am Text steet, wann et zu enger wichteger Affär kënnt, et steet am Text « d'une importance particulière », dass dann de Plenum vun der Cour constitutionnelle sëtzt. Ech präziséieren, mir haten dat am Ufank hei an enger Propositioun stoen, mir hunn et an zwee scindéiert. Déi zweet Propositioun geet ëm den Effet vum Arrêt vun der Cour constitutionnelle.

A mir hunn elo nach net méi spéit wéi gëschter an der Justizkommissioun den Här Bodry als Rapporteur vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle genannt, well deen heite Vott bréngt jo och mat sech, dass d'Gesetz muss ofgeännert ginn. An d'Regierung muss kucken, dass dann déi zwee Texter, de Verfassungstext an de Gesetzestext, zimlech simultan a Kraaft trieden, fir dass d'Cour da ka siegéieren.

Dëst gesot, hei muss jiddweree selwer ofstëmme beim Vote constitutionnel.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. Ech mengen, mir maachen hei den zweete constitutionnelle Vott, wéi dat virgesinn ass, fir ebe just d'Wichtegkeet an d'Solennitéit vun der Verfassung a vun der ganzer Prozedur ze ënnersträichen.

Mir maachen hei u sech eng Regularisatioun vun der Situatioun, éischtens, fir d'Effizienz vun dem Verfassungsgeriicht ze stäerken, wou mer ee Moment jo dee Knackpunkt haten duerch de Fait, dass mer net genuch Riichter haten, déi konnte siegéieren.

A wéi gesot, déi zweet Geschicht, déi de Léon Gloden och elo gesot huet, wou a bestëmmte Situatiounen d'Verfassungsgeriicht elo an der Plenière ka wichteg Decisiounen huelen. Dat ass fir de Rayonnement an d'Visibilitéit vun dem Geriicht selwer, awer och fir d'ganz Sécurité juridique vun eisen Institutioune ganz wichteg.

An dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit ee Merci fir de Rapporteur. Mir haten d'Diskussioun méi breet gefouert am Juli, wéi mer den éischte Vott haten. An deene leschten dräi Méint hu weder méi wéi e Véierel vun den Deputéierte gesot, dass se géife mengen, et sollt e Referendum stattfannen, an et sinn och keng Ënnerschréften hei erakomm fir esou e Referendum, soudass mer eigentlech elo dann definitiv hei kënnen ofstëmmen iwwert deen doten Text.

Deen heiten Deel vun där Ofännerung vum Artikel iwwert d'Cour constitutionnelle ass jo vun der Iddi eppes, wat aus der Cour constitutionnelle selwer kënnt, well si gefrot hunn, fir kënnen aus enger mëssleche Situatioun erauszekomme respektiv net an Zukunft a mëssleche Situatiounen eranzekommen, doduerjer dass se, well eng Rei vu Riichteren am Virfeld mat an Affären dra gewiescht wären, sech net méi

kéinten utilement zesummesetzen, fir als Cour constitutionnelle da kënnen en Arrêt ze huelen. Duerfir ass decidéiert ginn, fir u sech Ersatzriichteren anzeféieren.

An déi zweet Neierung ass, wéi scho gesot ginn ass, fir d'Méiglechkeet ze schafen a ganz wichtegen Affären, dass d'Cour selwer decidéiert, a Plenière zesummenzekommen, fir ze verhënneren, dass et Divergenze gëtt an der Cour constitutionnelle zu ganz wichtege prinzipielle Froen. Dat ass eng gutt Saach.

Entre-temps hu mer jo och vun der Regierungssäit d'Exekutiounsgesetz scho virleien. Mir hunn et eng éischte Kéier gekuckt gëschter an der zoustänneger Commission de la Justice. Ech denken, mer hunn zwee Amendementen nach zréckbehalen, déi dës Woch nach un de Conseil d'État wäerte goen. An ech denken, dass mer am November hei an der Chamber iwwert dat Ausféierungsgesetz vun där heiten Ännerung vun der Verfassung wäerte kënnen ofstëmmen.

D'Regierung muss elo als Exekutiv derfir suergen, dass d'Publikatioun vun där heiten Ännerung vun der Verfassung respektiv vun deem Ausféierungsgesetz gläichzäiteg stattfënnt, fir dass mer net an eng Zon vun Non-droit oder vu Rechtsonsécherheet géifen erakommen.

Den Här Gloden huet mat Recht ervirgehuewen, dass mer zu deem heiten Artikel eigentlech nach zwou Froen ausstoen hunn. En huet vun enger Fro geschwat, dat ass déi wichteg Fro vun den Effete vun enger Decisioun vun der Cour constitutionnelle, wou mer op en anere Wee wëlle goen, méi Flexibilitéit erabrénge par rapport zu deem, wat mer haut an eiser Verfassung zu deem dote Punkt stoen hunn.

An déi zweet Méiglechkeet ass awer och ganz interessant. Do wëlle mer et méiglech maachen, dass ouni Verfassungsännerung, mä duerch e Gesetz, dat mat Majorité qualifiée géif gestëmmt ginn, Kompetenze vun der Cour constitutionnelle an aneren Domänen agefouert kéinte ginn. Mir hunn do ënner anerem geduecht un d'Fro vun dem Juge vun den Élections législatives et européennes. Mir si jo hei nach ëmmer an der Situatioun, dass d'Chamber eigentlech Riichter ass iwwert d'Validitéit vun hirer eegener Wahl a vun der Wahl fir d'Europaparlament.

Dat schéngt eis net ganz konform ze sinn zu awer éischter haut gängegen internationalen Normen an deem dote Beräich. An duerfir ass d'Iddi schonn do, fir d'Méiglechkeet ze schafen, dass d'Cour constitutionnelle och kéint als Rekursinstanz fonctionnéieren, wann d'Zesummesetzung vum Parlament oder vun eise Vertrieder am Europaparlament a Fro gestallt wär. Dat ass also eng Méiglechkeet, déi mer kéinten aféieren, wa mer déi zweet Modifikatioun vun der Verfassung géifen unhuelen.

An deem Sënn géif ech den Accord och vun eiser Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Henri Kax. Kox!

(Hilarité générale)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Du bass gläich fort.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Elo wou Der lech dru gewinnt hutt, elo geet en.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir braucht Iech den Numm net ze mierken, Här President, en ass gläich fort.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Um Ministère geet et elo besser ...

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et ass schued, mëttes gëtt et jo kee Wäi méi beim Iessen hei. Mä dat erënnert u vergaangen Diskussiounen hei an der Chamber.

Mä Merci, Här President, fir d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Elo kee Lobbyismus!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wëll de Kolleegen dann och Merci soen, déi an der Kommissioun derbäi waren, fir dat heiten auszeschaffen. Ech mengen, op den Inhalt brauch ech elo net méi anzegoen, well dat ass alles gesot. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun dozou.

Mä well et eben och dat lescht Gesetz ass, zu deem ech hei als Deputéierten schwätzen, wëll ech dëser spezieller Kommissioun, wat d'Verfassungskommissioun ass, awer e Merci ausspriechen, well mer do wierklech, dat, wat ech erlieft hunn déi lescht Zäit, ganz breet, offen, kontrovers, awer ëmmer am Sënn vum Weiderkommen diskutéiert hunn, näämlech fir eng Verfassung, eng modern Verfassung fir eist Land ze kréien.

An ech hoffen och, d'Diskussiounen hu jo Gott sei Dank erëm ugefaangen tëschent de Parteien alleguerten, dass speziell och déi, déi dës Verfassungsreform bis elo gedroen hunn, erëm zur Serenitéit zréckfannen an eben, jo, nach déi eng oder aner Diskussioun féieren, fir zu dem Schluss ze kommen, dass mer eng modern nei Verfassung sollte kréien.

An dofir wënschen ech ganz vill Energie dofir, déi braucht Der. Awer déi ganz wichteg Diskussiounen, déi an der Verfassungsreform gefouert gi sinn, och an der Kommissioun, wéilt ech net mëssen.

An dofir soen ech och nach eng Kéier Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill gouf doriwwer gesot, wéi mer beim éischte Vote constitutionnel waren. Duerfir wëll ech dat net alles widderhuelen.

Une voix.- Très bien !

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Kolleegen hunn och scho gesot, datt dat heiten e wichtege Schrëtt ass, fir verschidden Dispositiounen ze completéieren. An duerfir ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir de Membere vun der Verfassungskommissioun e grousse Merci ze soen, dass mer hei esou séier a konstruktiv a wäit ewech vun allen aneren Diskussiounen, déi zu deem Thema hei gefouert ginn, konnten e Problem behiewen, doduerch dass mer elo déi Modifikatioun gemaach hunn, dass d'Cour constitutionnelle sech an enger Affär net konnt utilement zesummesetzen.

Déi nächst Etapp ass, wéi elo schonn e puermol gesot ginn ass, dass mer och dat néidegt Gesetz wäerten esou séier wéi méiglech hei kënnen, mengen ech, zum Vott bréngen. An dann ass d'Aufgab och déi, ech hunn dat och nach eng Kéier vum Rapporteur héieren, dass mer dat natierlech sollen zesumme publizéieren, dass déi zwee Texter da gläichzäiteg a Kraaft triede kënnen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch..

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 7414A

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 7414A. Den Text steet am Document parlementaire 7414A[2]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht.

D'Resultat ass folgend: 48 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

D'Propositioun 7414A ass mat 48 Jo-Stëmme géint 0 Nee-Stëmmen an 0 Enthalungen am zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Et ass also esou decidéiert.

Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7414A est adoptée à l'unanimité des 51 votants.

Ont voté oui : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. David Wagner.

6. 7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7461, een Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland, wat d'Participatioun u verschiddenen nationale Wahlen ugeet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eigentlech net Usus a scho guer net d'Regel, dass mir bilateral Accorden ofschléissen am Kontext vun engem internationalen Dossier, zemools wann en nach en cours ass. An trotzdeem maache mer dat haut. Mir maachen et fir de Projet 7461, wou et ëm d'Wahlrecht geet bei de lokale Wahlen an England an eben a Lëtzebuerg. A mir renforcéiere mat dësem Accord bilatéral déi existent Prerogativë vun de Bierger an deenen zwee jeeweilege Länner.

Firwat maache mer dat? Majo éischtens emol muss ee soen, dass den Droit de vote als Thematik net eng international, eng europäesch ass, mä eigentlech eng Prérogative nationale, an doweinst ass et och d'Recht vun all Land, fir déi Dispositiounen an enger Länneroptik ze regelen.

An zum Zweeten ass et esou, dass mer hei absolutt net agräifen an EU-Kompetenzen an dass mer mat dësem Accord bilatéral och net an déi existent Gesetzer, déi d'Wahle regelen, eist Loi électorale am Fall vu Lëtzebuerg, géifen dran agräifen. Also schléisst näischt den Ofschloss vun esou engem Accord bilatéral aus.

Elo war et esou, dass natierlech Negociatioune gefouert gi sinn, fir esou en Accord op d'Been ze kréien. A wéi e signéiert ginn ass, dat war den 18. Juni, du war den Ausgang vun de Brexit-Negociatiounen net bekannt. An deemools wousste mer wahrscheinlech net, dass en haut, iwwer fënnef Méint duerno, nach ëmmer ganz ongewëss wier. An natierlech ass deen heiten Accord bilatéral esou ofgeschloss ginn, dass en an egal wéi enger Variant kéint Bestand hunn.

Bon, wéi et elo ausgeet, wësse mer net. An ech wäert mech och hei net dozou ausloossen. Mir wëssen, dass nach ganz vill Pourparleren amgaange sinn. Mir wäerten elo méi gewuer ginn, wann de Conseil ass, de 17. an den 18. D'Prognose sinn net ganz optimistesch. Mä mir hunn hei eisen Accord a mir hu virun allem eng Approche vun eiser Regierung. An d'Approche vun eiser Regierung, déi huet een am Fong scho gesi vum Ufank vun dësem Joer un, wou an diverse Kommissiounen - net just bei eis an der aussepolitescher Kommissioun, mä och an der Finanzkommissioun oder an anere Kommissiounen - de Brexit thematiséiert ginn ass a wou gesot ginn ass, dass mir eng proaktiv Approche hunn, dass mer gären hätten, dass net d'Bierger penaliséiert ginn, an dass mer virun allem bei wichtegen Themen, wéi zum Beispill den Droit de vote een ass, wëllen agéieren.

Am Mäerz dëst Joer goufe scho sechs Gesetzer gestëmmt, déi a Relatioun zum Brexit waren, am Beräich vun de Finanzservicer, awer och am Beräich vun deene Froen, déi besonnesch d'Bierger interesséieren. Ech ka mech un d'REVIS-Gesetz erënneren, wou et virun allem drëm gaangen ass, dass och am Fall vun engem Brexit déi brittesch Bierger, déi bei eis liewen, awer weider Beneficiaire dovunner kéinte sinn, oder och Dispositioune fir schwéier handicapéiert Persounen doranner konnten tranchéiert ginn. Dat weist also, dass dës Regierung beméit ass, fir wierklech no vir ze kucken an och d'Rechter vun de Bierger ze stäerken.

An deem Zeenario si mer hei. Et ass wéi bei deenen anere Gesetzer drëm gaangen, fir d'Konsequenze vum Brexit, sief et elo en haarde Brexit oder sief et e geregelte Brexit, fir déi Konsequenzen ze attenuéiere respektiv fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass de Brexit eng ganz Rëtsch vun Incertitudë mat sech bréngt, vun deenen d'Bierger riskéieren, d'Konsequenzen mussen ze droen. An déi Konsequenze sinn imprevisibel.

An dohier déi Demarche, déi och den Hannergrond, de Kader ass vun deem Accord bilatéral, zu deem mir haut d'Gesetz presentéieren. Et ass en Accord, dee siwen Artikelen huet. An d'Gesetz selwer ass en Article unique, mat deem mir dann déi eenzel Artikele validéieren.

Wéi wichteg et ass, dass mer dat dote maachen, gesi mer eleng schonn un der héijer Zuel vun de Leit, déi concernéiert sinn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg am Moment 7.100 brittesch Statsbierger, déi bei eis liewen. Et ass vläicht och interessant ze wëssen, dass 1.380 vun hinnen entre-temps déi duebel Nationalitéit hunn. Ech fannen dat ganz impressionnant. Dat sinn der ganz vill. An eleng schonn un der Zuel vun den Naturalisatioune gesäit een, dass deen Interessi ganz grouss ass, well do koum et carrement zu enger richteger Explosioun vun Demandes de naturalisation. 43 waren et der 2011 an 399 waren et der 2018. An dëst Joer wäerten et der nach méi ginn.

Mä mir hunn och 2.000 Lëtzebuerger Statsbierger, déi a Groussbritannien liewen an déi och gläichermoosse vun deenen heiten Dispositioune wäerte concernéiert sinn.

Wourëm geet et dann elo an deem heite Gesetz? Majo et geet, wéi ech scho gesot hunn, drëm, fir d'Biergerrechter ze protegéieren an och ze festegen, an zwar bei de lokalen Elektioune souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och a Groussbritannien. Déi hunn net genee deen nämlechte Charakter. A Groussbritannien zum Beispill huet een och d'Recht, un enger direkter Wahl vum Buergermeeschter deelzehuelen, wat jo hei net de Fall ass.

An et gëtt awer och nach eng aner Asymmetrie, déi wichteg ervirzehiewen ass an iwwert déi mir och nach eng Kéier geschwat hunn an der aussepolitescher Kommissioun. Dat ass déi vun der Clause de résidence, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt an déi am Moment bei fënnef Joer läit. An déi bleift natierlech do, déi ännere mir net mat deenen heiten Dispositiounen ëm. Mä dat ass eng gewëssen Asymmetrie, déi do besteet.

An do gouf och eng Dispositioun geholl an dat doten ass vun de Mataarbechter vum Statsministère als Beispill geholl ginn: Wann do eng Ännerung géif kommen, da géif ee sech natierlech d'Obligatioun gi mat deem heiten Accord oder mat deem heite Gesetz, fir sech mutuellement iwwert déi nei Dispositiounen au courant ze halen, fir dass d'Bierger esou schnell wéi méiglech d'Informatioun kréien, wann et Changementer an den nationale Legislatioune gëtt.

Et ass e puermol betount ginn an der Kommissioun, dass dat heite selbstverständlech wéi all Gesetz e Caractère juridique huet, mä vläicht vill méi nach wéi bei anere Gesetzer och e Caractère politique a symbolique, well domadder d'Regierung wéilt zum Ausdrock bréngen, dass ee wierklech d'Dispositioune ronderëm den Droit de vote, wat zu den elementare Biergerrechter zielt, ganz besonnesch eescht géif huelen an dass een déi mat deem heite Gesetz wéilt renforcéieren. Dat heescht, wann een eng Derogatioun zum Grondprinzip mécht, fir net fir alles esou Minidealen ze maachen, dann ass dat op alle Fall an dësem Fall absolutt justifiéiert.

Dann hate mer eng kleng Diskussioun, an als Rapporteur wëll ech déi dann och hei erëmginn, wat dann elo wierklech de Stellewäert vun deem heiten Accord bilatéral ass. Dee ka sech jo net op aner Gesetzer dropsetzen. Dat ass evident. Mir hunn zum Beispill de Fall duerchgespillt, wann et zu engem haarde Brexit géif kommen, dat heescht, et wier keen Accord de sortie do. Majo da wier et esou, dass an deem Fall duerch deen heiten Accord d'Lëtzebuerger eng Garantie hätten, dass si hiert Wahl- a Kandidaterecht, well et geet ëmmer ëm en aktiivt an e passiivt Wahlrecht - dat hätt ech vläicht nach kënne soen -, dass se dat a Groussbritannien behalen, ausser elo den Accord géif opgekënnegt ginn.

Awer, an dat ass nach eng Zousazinformatioun, déi mer haut nach kritt hunn an déi ech och hei da wëll weiderreechen, souguer am Fall vun engem Best-Case-Zeenario, dat heescht, et kéim zu engem Brexit mat engem Accord de sortie, géif awer trotzdeem deen heiten Accord respektiv dat heite Gesetz säi Stellewäert behalen, well den Droit de vote bei lokale Wahlen ass esouguer am Fall vun engem Deal ausgeschloss. An eisen Accord mat de Britte bleift also net nëmme bei engem No-Deal, mä och am Best-Case-Zeenario vun enger ordonnéierter Sortie ganz pertinent a behält dofir och seng Bedeitung.

Ofschléissend wollt ech dann och, Här Statsminister, Merci soen, dass Dir eis Är Mataarbechter zur Verfügung gestallt hutt, fir dass si eis konnten Informatiounen an der aussepolitescher Kommissioun zu deem heite Gesetz ginn. A mir bleift da just nach den Accord och vu menger Fraktioun fir dat heite Gesetz mat op de Wee ze ginn a Merci ze soen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Och Merci der Rapportrice fir déi Aarbecht, déi se am Schnelltempo gemaach huet, fir dat nach virum 31. hei duerchzekréien.

Lëtzebuerg an d'Vereenegt Kinnekräich hunn hei en Accord ënnerschriwwen an enger mouvementéierter Zäit, an enger Brexit-Zäit, wou mer net wëssen, wuer mer higinn, an déi säit der Ënnerschrëft vun deem Accord och nach wesentlech méi mouvementéiert ginn ass.

D'Zilsetzung am Exposé des motifs, dat ass, d'Rechter vun de Lëtzebuerger, déi am Vereenegte Kinnekräich liewen, an d'Rechter vun den Englänner, déi hei liewen, och ze befestegen, am Fong op deem Niveau vun deem, wat se elo hunn, dat heescht d'Wahlrecht, aktiv a passiv, bei de kommunale Wahlen.

An ech muss soen, mat deem Inhalt evidenterweis muss een, kann een zu 100 % d'accord sinn an dat absolutt ënnerstëtzen.

Ech kommen awer zum Inhalt vum Accord, well mer do awer eng Rei Diskussiounen an der Kommissioun haten, an zwar déi, datt mer en éischte Constat maachen, dat ass, datt deen Accord, esou wéi en elo hei geschriwwen ass, zumindest fir déi englesch Bierger oder Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich, déi hei a Lëtzebuerg liewen, am Fong strictement näischt ännert. Si hunn d'Wahlrecht elo, well se EU-Bierger sinn, mä vu datt mer zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Wahlrecht fir EU-Bierger hunn, mä zu deeneselwechte Konditioune fir all Ausländer, déi zu Lëtzebuerg wunnen, changéiert dat hei natierlech absolutt näischt un eiser Lëtzebuerger Situatioun, un eiser Lëtzebuerger Gesetzgebung. « C'est du pareil au même. »

An dofir freet de Conseil d'État, an dat hu mer och an enger éischter Etapp gefrot, firwat d'Gesetz hei zu Lëtzebuerg da gutt wär. De Conseil d'État seet: « Le Conseil d'État s'interroge sur la raison d'être de l'accord. » An e wéineg hannendrun: « L'accord n'aura dès lors pas pour effet d'apporter des modifications aux droits actuels des personnes concernées. » Dat ass déi éischt lwwerleeung.

Da kënnt hannendrun awer natierlech d'Fro: Wéi ass et da mat de Lëtzebuerger, déi am Vereenegte Kinnekräich liewen? Wéi ass et mat deenen hire Rechter? An do sinn awer eng Rei Froen, wou a mengen Aen all déi Diskussiounen, déi mer haten, nach eng Rei Clarificatiounen awer noutwendeg maachen. Esou wéi d'Situatioun haut ass, esou hu jo d'Lëtzebuerger wéi all EU-Bierger d'Wahlrecht an dem Vereenegte Kinnekräich elo an am Prinzip och an Zukunft, well d'englesch Gesetzgebung gesäit vir, datt d'EU-Bierger d'Wahlrecht hunn.

An dofir krute mer och eng Äntwert vun dem Ministère des Affaires étrangères, déi mer vun dem Vereenegte Kinnekräich, mengen ech, eriwwerkrut hunn, déi eis seet, an ech liese se vir, well ech stelle mer Froen an den Explikatiounen hannendrun: "No implementing legislation is required as nationals of Luxembourg can vote and stand in local elections under existing domestic law." Dat gëllt dann och natierlech fir dat, wat an Zukunft kënnt. An e wéineg hannendrun: "As mentioned above UK national law already gives effect to this agreement. The UK therefore is already able to meet its obligations under this agreement."

Dat heescht, an England gëtt näischt geännert. Och op Basis vun deem Agreement ...

(Interruption)

Jo, et ass esou, wéi si eis geäntwert hunn!

Et gëtt näischt geännert op Basis vun deem Agreement. An d'Lëtzebuerger behale souwisou hiert Wahlrecht weider. Dat ass zumindest déi Äntwert, déi mer an der Kommissioun offiziell dann iwwert de Ministère des Affaires étrangères kruten. Duerno kréie mer op Nofro gesot, et wär méi eng grouss Ofsécherung awer fir d'Lëtzebuerger. Dat kann ech och verstoen an och akzeptéieren.

Mä ech soen, d'Garantie, déi dat gëtt ... Wann duerno an een, zwee oder dräi oder véier Joer am Vereenegte Kinnekräich géif decidéiert ginn, datt sämtlech EU-Bierger géifen d'Wahlrecht ewechgeholl kréien, dann hëlleft dat hei eis och net ganz vill, well et geet just e Bréif, no Artikel 7 eng « notification par voie diplomatique », duer, fir dat heiten erëm ofzeschafen. Dat heescht, déi Garantie ass net esou grouss. Dofir verstinn ech dat hei dann och éischter als Symbolik wéi als eng juristesch Aktioun, déi eis elo méi Rechter gëtt.

Et sinn awer dräi Froen, wou ech frou wär, wann de Statsminister oder de Premierminister eis géif drop äntwerten. Deen Accord ass ënnerschriwwe ginn, en ass och fir d'Vereenegt Kinnekräich an deem Sënn wichteg, datt se wärend deene ganze siwen, aacht Méint, wou Negociatiounen elo waren, ëmmer an ëmmer erëm probéiert hunn, fir eenzel Länner erauszepicken an ze soen: „Mir hätte gäre mat Iech, Land, en Accord", mam Zil, fir am Fong déi 27 auserneenzedreiwen a fir mat deenen eenzelne 27 do spezifesch Accorden ze kréien. Hei hu mir elo eng Kéier matgemaach, et sinn nach zwee aner Länner, Spuenien a Portugal, déi dat matgemaach hunn.

Meng Fro ass: Ass dat net awer an där ganzer Diskussioun eng Schwächung vun der Kommissioun gewiescht, där hir Prärogativ et am Fong wär, d'Gesamtrechter vun den EU-Bierger par rapport zu England ze verteidegen? An hu mer hei net en eenzelne Chemin seul gemaach? Ech verstinn de symbolesche Wäert fir d'Lëtzebuerger an England; eng diplomatesch Fro, déi ech hei dem Statsminister stellen.

Déi zweet Fro, dat ass: Wéi de Conseil d'État et seet, ass haaptsächlech e Problem vun de Lëtzebuerger am Vereenegte Kinnekräich d'Recht, fir do ze liewen an ze schaffen. An dat hei, dat ass am Fong nëmmen en Accessoire, d'Wahlrecht. Ass och geschwat ginn iwwert dann déi haaptsächlech Fro: Dat ass d'Recht vun de Lëtzebuerger, fir an Zukunft ouni Problem kënnen ze liewen an ze schaffen am Vereenegte Kinnekräich?

A meng lescht Fro, dat ass, fir Stellung zu der Remark vum Conseil d'État ze huelen, dee seet, datt mer am Fong hei Rechter ginn, déi mer, wa mer en Traité, deen hiérarchiquement supérieur ass zu engem Gesetz, elo hei ofstëmmen, datt mer dann d'Wahlrecht vun de Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich op en aneren Niveau - méi héich nach - stelle wéi dat, wat se am Gesetz, fir wat d'Chamber am Fong responsabel ass, momentan hunn, dat heescht, am Fong eng Anenkung vun de Pouvoire vun der Chamber, déi d'Gesetzer ouni d'Abolitioun vum Traité net méi kann einfach esou fir d'Englänner ëmänneren.

Et ass net meng Remark, mä et ass déi, déi vum Conseil d'État ervirgehuewe gouf. Do wär ech frou, wann Der géift drop äntweren.

Well deen Text hei - niewent all deene Froen, wou mer frou wären, datt mer eng Äntwert géife kréien - sécher näischt Falsches mécht, stëmme mer e mat. Mir gesinn awer eng Rei juristesch an diplomatesch Froen, wou mer frou wären, wa mer nach eng Kloerstellung vum Statsminister géife kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Dann ass et elo um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Den 23. Juni 2016, do hu mer hei zu Lëtzebuerg eisen Nationalfeierdag gefeiert an a Groussbritannien huet e Referendum stattfonnt, mat all deene Konsequenzen, déi mer entre-temps kennen. Kee kann zu dësem Zäitpunkt soen, wat effektiv den 31. Oktober elo definitiv geschitt. Esou wéi et de Moment ausgesäit, schéngt et jo dann awer op en definitive Brexit erauszegoen, mat all senge Konsequenzen.

Ech mengen, wat een elo schonn dëser Regierung muss awer zegutthalen, ass, datt se sech fréizäiteg Gedanke gemaach huet: „Wat kënnen d'Konsequenze fir dëst Land sinn?", op enger ganzer Rei vun Niveauen. Et ass virdru schonn dat eent oder anert Gesetz ugeschnidde ginn, wat mer scho gestëmmt hunn. Ech wëll och op eent hiweisen, dat war de Projet de loi 7406. Do ass et ëm déi englesch Statsbierger gaangen, déi hei zu Lëtzebuerg an der Fonction publique schaffen, a wou mer e spezifescht Gesetz gestëmmt hunn: am Fall vun engem Brexit, datt déi Leit net géifen hir Rechter verléieren, well soss kéinte se emol riskéieren, vun engem Dag op deen anere keng Plaz méi ze hunn.

Haut geet et, wéi gesot, ëm Wahlrechter. Sécher, deen éischte Moment stellt ee sech d'Fro: Huet missen esou een Accord hei ënnerschriwwe ginn? Ech mengen, déi Froen, déi den Här Wiseler hei gestallt huet, si mat Sécherheet stellenswäert. Et ass een och liicht iwwerrascht, datt et awer nach esou vill Leit u sech betrëfft: 7.100 brittesch Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg liewen. A wann een dann och nach matgedeelt kritt, datt der 1.380 d'duebel Nationalitéit ugeholl hunn, da gesäit ee jo awer, wat de Wëllen och ass vun där brittescher Gemeinschaft hei zu Lëtzebuerg, fir sech beschtméiglech och an eis Gesellschaft hei ze integréieren. Dowéinst fannen ech et och ganz normal, datt mer versichen, och jiddefalls eng Ofsécherung ze schafen, datt se hir elementar Wahlrechter behalen.

Et ass natierlech schonn hei gesot ginn, et wier eng gewësse Symbolik. Jo, dat ass richteg. Mä och Symboliken hunn heiansdo ganz vill Wäert a setzen och grouss Zeechen. Ech mengen, wat awer och ganz wichteg ass: dass mir als Lëtzebuerger, an dat solle mer och als Europäesch Unioun maachen, onofhängeg wéi et elo den 31. Oktober ausgeet, mir solle Groussbritannien nach ëmmer als e wichtege Partner ugesinn. Dowéinst ass et gutt, datt mir als klengt Lëtzebuerg och Zeeche setze vis-à-vis vun esou engem Land, datt mer och no engem Brexit, deen aus mengen Aen zwar politesch gekuckt ouni Zweifel eng kleng Katastroph bedeit, et kann ee scho bal soen, eng mëttelgrouss Katastroph ekonomesch ... Dat kann een net am Viraus soen, wat dat nach alles wäert mat sech bréngen, souwuel fir Groussbritannien wéi fir Lëtzebuerg. Mä et ass awer wichteg, datt mer nach wie vor, iwwert deen Datum eraus ganz gutt Relatioune mat Groussbritannien fleegen.

Vläicht e lescht Wuert nach: Effektiv huet de Conseil d'État jo d'Fro gestallt, ob et néideg ass, deen Accord hei ze ënnerschreiwen. Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn. Ech mengen awer, och am Numm vun der Demokratescher Partei hei kënnen ze behaapten, datt et fir eis awer wichteg ass, datt mer deen Accord hei ënnerschreiwen. Dowéinst wäerte mer en och mat ënnerstëtzen.

An ech schléissen awer net, ouni der Madamm Mutsch nach e grousse Merci ze soe fir hir kompetent mëndlech Aussoen an och fir hire flotte schréftleche Rapport. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabeler Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech géif och gäre Merci soe fir den ausféierleche Bericht an och menge Virriedner Merci soen. Et ass plus/minus alles gesot ginn. Aus mengem Verständnis vum Text an och deenen Explikatiounen, déi mer kruten, geet fir mech awer eraus, dass et net reng Symbolik ass, dass et och wichteg ass, dass mer den Text haut esou ënnerschreiwen, well fir de Fall, wou Groussbritannien den EU-Bierger géif d'Wahlrecht oferkennen iergendwann eng Kéier, ënnert där Hypothees hätte mer mat dësem Kontrakt trotzdeem eng gewësse Garantie, dass mir Lëtzebuerger bei hinnen d'Wahlrecht behalen. Vice versa ass et jo wéi gesot souwisou de Fall, dass si bei eis hiert Wahl- a Kandidaturrecht weiderhi behalen.

Elo steet nach ëmmer am Raum: Okay gutt, wa Groussbritannien elo géif higoen an de Vertrag hei och nach opkënnegen, da wär dat och futsch. Ech mengen, déi Hypothees huet ee bei all Vertrag, wou e Vertragspartner e Kontrakt kann opkënnegen. Fir mech ass dat awer dann e weidere Schrëtt, deen esou séier net gemaach gëtt. An ech mengen, dass een heimadder awer eng gewësse Garantie huet, fir dass mer déi Rechter géigesäiteg eise Bierger kënne garantéieren.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, éischtens och e grousse Merci un d'Rapportrice fir eng ganz gutt Aarbecht. Si huet eis dat erméiglecht, fir hei eng gutt Diskussioun kënnen ze féieren.

Ech wëll vläicht fir d'Éischt e puer Punkte feststellen. Deen heiten Accord confirméiert nach eng Kéier eng Evidenz, déi hei zu Lëtzebuerg net ëmmer ganz an eise Geeschter präsent ass: Mä e confirméiert nach eng Kéier, datt d'Wahlrecht eng national Kompetenz ass. Et ass ëmmer gutt, dat ze ënnersträichen. Deen Traité hei rappeléiert et.

Dat Zweet ass: Et ass en Ongläichgewiicht hei. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rechtsuerdnung, déi international Traitéen iwwer nationaalt Recht stellt hei. A Groussbritannien ass dat en anere System. Do gëtt dat einfach nëmmen dann applizéiert, d'internationaalt Recht, wann et am nationale Recht verankert ass, also u sech an engem nationale Gesetz. Déi Hierarchie vun den Normen ass net d'nämlecht wéi hei, soudatt mir hei eis eng méi héich Obligatioun operleeën am Vergläich, wéi d'Britten dat maachen.

Dat Drëtt ass: Mir hunn net mat allen Drëttstaten déiselwecht Suerg gewisen. Mir hu jo och Lëtzebuerger, déi an anere Länner liewen, déi awer dann net onbedéngt dat Kommunalwahlrecht hunn, och wann hir Ressortissants nationaux hei d'Wahlrecht hunn.

Véiertens: Den Artikel 3 (4) ass op eng Manéier formuléiert, déi d'Chamber an hire Méiglechkeeten, Gesetzer ze änneren, aschränkt. Et steet do am Artikel 3 (4): « Cet article ne porte pas atteinte à des dispositions légales ou administratives applicables au Luxembourg qui seraient plus favorables pour les nationaux du Royaume-Uni. » D'Fro stellt sech also, wann d'Chamber enges Daags géif decidéieren, fir verschidden Dispositiounen ze änneren an engem Sënn, deen ee kéint als manner favorabel interpretéieren, zum Beispill eng Verlängerung vum Residenzrecht (veuillez lire : vun der Residenzklausel) - obschonn dat am Ableck net zur Diskussioun steet, mä et weess ee jo ni, wat an der Geschicht geschitt -, dann hätte mer vläicht hei e Problem, wou mer missten den Accord denoncéieren.

Gutt ass allerdéngs a ganz interessant - an ech weess net, ob all déi positiv Riedner vun der Regierungskoalitioun sech däers bewosst waren -, datt mer hei menger Kenntnis no déi éischte Kéier och um kommunale Wahlrecht de Prinzip vun der Reziprozitéit aféieren. Dat ass schonn eppes, wat iwwert déi normal Diskussioun vun deem heiten Dossier erausgeet. Mir soen hei explizitt a juristesch: „Mir accordéieren den Droit de vote op kommunalem Plang, eben och duerch en internationaalt rechtlecht Instrument, op Basis vun der Reziprozitéit", en neit Element an der Diskussioun ëm d'Wahlrecht hei am Land.

Mir hunn Zweifelen. Et ass schonn eng sympathesch Aktioun, dat hei, mä et ass Symbolpolitik. Si huet eng Rei Nodeeler. Mir wäerten net matstëmmen, mir wäerten eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Neen, den Här David Wagner kënnt fir d'Éischt, pardon!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hat mech elo erschreckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wäert mech souwisou kuerzfaassen. Merci, Här President. Jo, mir hate gëschter och nach an der Kommissioun e puer Diskussiounen, déi och den Här Wiseler gutt resuméiert huet, well een zu Recht eng Partie Bedenken kann hunn.

Et ass och gesot ginn, datt et zum groussen Deel och eng Form vu Symbolpolitik ass; also deelweis ass et et och. Deen Accord ass an deem Sënn awer net negativ. Dat heescht schlussendlech och ..., obwuel ech mech gëschter enthalen hat, well ech awer och Bedenken hat an déi Bedenken nach ëmmer hunn, och notamment, well een dann och vläicht zwee verschidden Traitementer huet: d'Britten engersäits an aner Ressortissanten aus Pays tiers anerersäits, wou et net d'selwecht geregelt ass.

Mä ech mengen, dat ass awer och elo net fundamental, dofir wäert ech dat matstëmmen.

Ech wollt awer vun der Okkasioun profitéieren, fir awer och niewebäi ... Et ass jo, et kéint een och eng Kéier driwwer diskutéieren an ech géif d'Regierung invitéieren, sech eng Saach ze iwwerleeën: Näämlech déi Residenzklausel, déi mer hunn - well innerhalb vum Maastrichter Traité hu mer jo déi Klausel geholl, datt en EU-Bierger op jidde Fall wéinstens fënnef Joer hei muss liewen, fir bei de Gemengewahle matzemaachen -, dat mécht net all Land an der EU. Frankräich mécht dat zum Beispill net. Et kéint ee sech iwwerleeën, déi Klausel vu fënnef Joer erofzesetze voire ofzeschafen.

Dat spillt och mat, wann zum Beispill Zuelen erauskommen, wa Wahle sinn a wann duerno Statistike gemaach ginn, fir ze kucken, wivill Auslänner sech ageschriwwen hunn, fir bei de Wahle matzemaachen. An da gëtt heiansdo bedauert, datt der net genuch sech ageschriwwen hätten. Mä dat huet och domadder ze dinn, datt vill vun deene Bierger nach net fënnef Joer hei waren. A mir wëssen och, wat nach derbäikënnt, mir hunn e groussen „turnover" vun Auslänner hei zu Lëtzebuerg, a vun EU-Bierger, zemools an der Stad.

Bon, ech ginn Iech dat mat op de Wee. Et wier gutt, wa mer eis awer eng Kéier doriwwer kéinte Gedanke maachen an dat änneren. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den honorabelen Här Sven Clement steet scho prett.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir hat mäi Bluttdrock a mäi Bols e bëssen an d'Luucht bruecht, wéi Der mech do virzéie wollt.

(Exclamations)

Dofir war ech frou, datt den Här Wagner mer elo genuch Zäit ginn huet, datt ech mech erëm konnt berouegen.

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nach esou jonk an esou ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam virleiende Gesetz soll séchergestallt ginn, datt Lëtzebuerger a Britten am jeeweils anere Land och weiderhi vum aktiven a passive Wahlrecht bei lokale Wahle profitéiere kënnen. Datt dat net esou einfach ass, gesäit ee relativ séier an, wann ee probéiert, dat brittescht Wahlgesetz fir Lokalwahlen ze liesen, well et gëtt keng consolidéiert Fassung - do si mer dann awer zu Lëtzebuerg schonn e bësse méi wäit -, si hu 17 verschidden „statutes" an 30 Reguléierungen, déi dat alles iergendwou zu engem Deel beaflossen!

Et hëlleft och net, datt et nach a véier „eenzel Länner" u sech opgedeelt ass, déi jeeweils eege Regelen hunn, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si hunn een Ambassadeur zu Lëtzebuerg.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... an datt och nach d'Gemengen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Awer e gudden.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... - an dat ass dat, wat ech haut geléiert hunn - de Choix hunn, ob se all véier Joer, all zwee Joer oder wärend dräi Joer all Joer wiele ginn an dann ee Joer net wiele ginn. Dat ass e System, dee mir e bësse komesch virkënnt.

(Interruption)

Bon, ech mengen, et ginn e puer Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien liewen. An de Britten zu Lëtzebuerg wäert eise System wahrscheinlech och komesch virkommen.

Falls awer ee vun deenen op där enger Säit oder op där anerer Säit vum Kanal wëllt bei Wahle matmaachen, entweder als Wieler oder fir sech fir seng Gemeng ze engagéieren als Kandidat, da soll en dat Recht hunn. Dofir begréisse mir ausdrécklech, datt et dësen Accord als Symbolpolitik gëtt, well no deem, wat ausgefouert gouf, ass och eis Analys, datt dat heiten am Moment éischter de Status quo ass an datt sech dat net forcement mat engem No-Deal oder mat engem dealbaséierte Brexit géif änneren.

Nichtsdestotrotz schützt dat heite souwuel Lëtzebuerger a Groussbritannien wéi Britten zu Lëtzebuerg e klengt Stéck an duerfir sollte mer deem haut mat Jo zoustëmmen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, erlaabt mer fir d'Éischt, der Madamm Mutsch Merci ze soen als Rapportrice vun dësem Projet. Et ass tatsächlech en Accord, dee mer ënnerschriwwen hu mat der Regierung aus Groussbritannien, wou bei enger Visitt vum Stephen Barclay, deen och fir de Brexit zoustänneg ass, mer am Fong an där Visitt och deen Accord ënnerschriwwen hunn.

Tatsächlech, et kann ee sech d'Fro stellen: Hätt dat misse sinn? Wat ännert dat elo fundamental? Et gëtt eng Garantie! Et gëtt eng Garantie. Tatsächlech, muss ech lech soen, d'Garantie vu wat, kann ech lech emol nach net soen. Well d'Garantie, wat op eis duerkënnt an den nächste Wochen a wat ech d'nächst Woch zu Bréissel hunn, kann ech lech beim beschte Wëllen net soen.

Ech héiere Kontradiktiounen! Ech héiere Kontradiktiounen: dass et en neien Delai gëtt. Ech héiere Kontradiktiounen: dass et awer keen neien Delai gëtt. Ech héieren, dass en Accord fonnt gëtt, dass Propositiounen do sinn. Ech kann lech mam beschte Wëllen haut net soen, wéi et d'nächst Woch zu Bréissel weidergeet. Mam beschte Wëllen!

An dowéinst wore mer, wéi mer ... An Dir hutt et och scho gesot, mir hunn och esou eng Gesetzgebung, déi virgesäit, dass een net nëmme mam Maastrichter Vertrag sech op Europäer limitéiert, mä dass een och den Droit de vote opgemaach huet. Firwat dierf en Éisträicher wielen, an e Schwäizer, den Noper, dierf net wielen? Mir sinn der Meenung: E Bierger an enger Gemeng, deen do wunnt, huet och Rechter an och Flichten, egal ob en EU-Bierger ass oder net.

An ech wëll lech just drun erënneren, un déi Panik, déi am Ufank gemaach ginn ass, wat dat géif mat sech bréngen, wéi mer dat dote gemaach hunn. An ech mengen, et wor e wichtege Schratt.

Ech si mer bewosst, dass och d'Influenz vum Lëtzebuerger Wieler a Groussbritannien net wäert vill änneren. Mä et ass awer eng Sécherheetsgarantie, dass, wann een do ... An ech ginn och dem Här Wiseler net onrecht, dass et méi wichteg ass fir de Bierger, ze wëssen, ob e ka bleiwen, ob e ka schaffen. Mä déi Äntwerten hunn ech och nach net!

Well bei engem No-Deal, muss ech lech soen, weess ech net, wéi et weidergeet. Dowéinst, alles, wat ee ka vu Garantië ginn, de Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien liewen, alles vu Garantien, wat ee kann den Awunner aus Groussbritannien, déi hei zu ..., also net den Awunner, mä de Leit mam Pass aus Groussbritannien, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi hir nei Heemecht hei hunn an déi och en Deel vun eisem Erfolleg sinn, alles, wat een awer ka vu Garantië ginn, dass se awer och hei hir Rechter hunn an déi Rechter och kënnen ausüben, mengen ech, ass e positivt Zeechen.

Duerfir sinn ech och frou iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi hei an dëser Chamber ass, well am Moment ass dee gréisste Feind vum Ganzen d'Onsécherheet. D'Bierger wëssen net, wéi et weidergeet. An ech wier frou, wa mer d'nächst Woch och e klore Message kéinten hunn an dass mer endlech ... Ech hunn et scho gesot! Ech hunn et hei a menger Ried gesot, Här President, ech hunn et op e puer Plaze scho gesot: « Je regrette le choix ! », mä mir mussen e respektéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Statsminister. D'Diskussioune sinn ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7461 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7461. Den Text steet am Document parlementaire 7461[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass folgend: 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen. De Projet de loi 7461 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Franz Fayot), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. 7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Mir kommen elo zum Projet de loi 7469, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Studentebäihëllefen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut befaasse mer eis dann nach eemol mat dem Gesetz iwwert d'Studiebäihëllefen. Mam Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Aide financière de l'État fir Héichschoulstudie gouf eng Refonte vun der finanzieller Ënnerstëtzung vun de Studenten ageleet.

Dës Hëllef huet sech weiderhin aus enger Bourse an engem Prêt zesummegesat. D'Bourse gouf a verschidde Kategorien deklinéiert: eng Basisbourse, déi jidderee kritt, deen den allgemengen Eligibilitéitskritären entsprécht, eng Mobilitéitsbourse, eng Bourse, déi op soziale Kritäre berout, an eng Bourse familiale. D'Bourse an de Prêt kënne majoréiert ginn, jee nodeem, wéi héich d'Aschreiwungskäschten op der Uni oder Héichschoul ausfalen.

De System garantéiert déi finanziell Onofhängegkeet vum Student, e kuckt awer och seng sozioekonomesch Zougehéiregkeet op Basis vum Akommes vum Stot, zu deem de Student oder d'Studentin gehéiert.

D'Mobilitéitsbourse garantéiert déi international Mobilitéit vun de Studenten, andeems se déi reell Onkäschte fir d'Locatioun vun engem Logement am Ausland kuckt.

D'Bourse familiale hunn déi Studenten zegutt, wou zäitgläich nach een oder méi Kanner, déi zum nämlechte Stot gehéieren, och Urecht op d'Studiebäihëllef vum Stat hunn.

Et gëtt awer och kontrolléiert, ob de Student oder d'Studentin, deen oder déi net zu Lëtzebuerg domiciliéiert ass, am Heemechtsland eng finanziell Hëllef vum Stat zegutt huet oder net. Wann deem esou ass, da gëtt dës Hëllef am Kader vun den Antikumulbestëmmungen ofgezunn.

D'Gesetz vun 2014 hat awer och schonn déi onënnerbrache fënnefjäreg Affiliatiounsbedéngung vun engem Elterendeel vun den Netresident-Studenten ersat duerch eng einfach Affiliatioun wärend engem total vu fënnef Joer innerhalb vun enger siwejäreger Referenzperiod. Dat sollt vermeiden, dass d'Kanner vu sougenannten „Grenzgänger", vu Leit also, déi net zu Lëtzebuerg residéieren an awer hei schaffen, benodeelegt gi wéinst kuerzen Ënnerbriechungen an der Aarbechtszäit vun hiren Elteren zu Lëtzebuerg. Domat hat d'Gesetz vun 2014 en Arrêt vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun vum 14. Dezember 2016 anticipéiert, dee preziséiert huet, dass eng ze streng Ausleeung vun der Fënnefjoresklausel net mat dem europäesche Recht kompatibel wier.

Mat dem Gesetzesprojet, deen eis elo haut hei virläit, gëtt engem Arrêt vum 10. Juli 2019 vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun Rechnung gedroen. An dësem Arrêt huet d'Cour iwwert d'Fro tranchéiert, ob d'Klausel, dass ee Student, deen net Resident zu Lëtzebuerg ass, eng finanziell Hëllef fir Héichschoulstudien nëmmen da ka kréien, wann op d'mannst ee vun den Eltere mindestens fënnef Joer op eng Referenzzäit vu siwe Joer hei am Land geschafft huet, ob also dës Klausel oder Bedéngung mam Recht vun der Europäescher Unioun kompatibel ass oder wier.

D'Cour de justice huet de Prinzip vun enger objektiv begrënnter Ënnerscheedung opgrond vum Residenzuert vum Student net per se a Fro gestallt. Allerdéngs ass se zur Schlussfolgerung komm, zur Konklusioun komm, dass d'Bedéngung vun de fënnef op siwe Joer ze restriktiv wier, well se et net erlaabt, fir op eng méi breet Manéier festzestellen, ob et eng eventuell Bindung mam Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gëtt, déi een als staark genuch ka bezeechnen.

Dowéinst wëllt dësen Text d'Referenzperiod vu siwen op zéng Joer eropsetzen. Gläichzäiteg gi mat dësem Gesetzesprojet eng Serie vun neien Eligibilitéitskritären agefouert, déi et erlaben, fir op eng méi breet Fassong d'Existenz vun enger eventueller Bindung mat Lëtzebuerg auszeleeën.

Wat d'Beneficiairen ugeet, déi a Fro kënne komme fir d'Aide financière pour études supérieures, do verweisen ech op den Artikel 3 vum Gesetzesprojet. D'Kritären, wat d'Residenten zu Lëtzebuerg ubelaangt, bleiwen onverännert. Par contre, en revanche ginn d'Eligibilitéitskritäre vun den Netresidenten ausgeweit.

Wat sinn dann elo d'Ännerungen?

Éischtens gëtt fir d'Studenten, déi keng Residenten zu Lëtzebuerg sinn, d'Referenzperiod, wärend där zum Zäitpunkt vun der Demande een Elterendeel fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg muss geschafft hunn, vu siwen op zéng Joer gehuewen.

Zweetens gëtt e Kritär agefouert, deen en definitive Lien de rattachement vum Aarbechter, deen net zu Lëtzebuerg residéiert, mat eisem Land opstellt. Wann ech „Aarbechter" soen, da mengen ech Travailleur au sens économique du terme.

Drëttens ginn nach Kritären agefouert, déi et dem Student selwer erlaben, e Lien mat Lëtzebuerg ze etabléieren.

E puer Commentairen dozou: Zum Eropsetze vun der Referenzperiod vu siwen op zéng Joer sief gesot, dass déi minimal Affiliatiounszäit vu fënnef Joer, fir eng genügend Bindung mat Lëtzebuerg opzestellen, vun der Cour bestätegt gouf. D'Cour huet ebe just bemierkt a kritiséiert, dass déi siwejäreg Referenzperiod u sech eleng ze restriktiv wier, fir festzestellen, ob et eng genügend Bindung mat Lëtzebuerg géif ginn, zemol wann ee bedenkt, dass zum Beispill e Grenzgänger duerchaus virum Ulafe vun der Referenzperiod eng Zäit zu Lëtzebuerg ka geschafft hunn.

Esou eng Ausleeung vun der Referenzperiod ass ze streng ausgeluecht, fir dass dat legitimmt Zil, fir d'Zuel vun den Diplomëierten am Enseignement supérieur, déi op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart kommen, eropzesetzen, fir dass dat Zil kann erreecht ginn, an ass domadder net kompatibel mat dem EU-Recht.

Mäin zweete Commentaire betrëfft de Kritär, deen den definitive Lien de rattachement mat Lëtzebuerg betrëfft. All déi Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi zéng Joer oder méi hei geschafft hunn, hunn duerchaus en definitiven „lien de rattachement", wéi dat esou schéin heescht, also eng definitiv Bindung mam Grand-Duché. No enger zéngjäreger Aarbechtszäit an domadder och Affiliatiounszäit an eise soziale Sécherheetssystemer ass et méi wéi wahrscheinlech, dass dës Persoun eng gewësse Bindung mat der Lëtzebuerger Gesellschaft entwéckelt huet, soudass et eng grouss Wahrscheinlechkeet gëtt, dass de Student oder d'Studentin, deen oder déi mat dëser Persoun e familiäre Lien huet, op den einheimeschen Aarbechtsmaart zréckkënnt oder komme kann, wann hien oder si eemol d'Studie beendegt huet.

Dës zéngjäreg Period orientéiert sech un der minimaler Cotisatiounszäit, déi et erméiglecht, fir spéider eemol an de Genoss vun enger Pensioun ze kommen. Mat dem Kritär vun der zéngjäreger Affiliatiounszäit bezéiungsweis der minimaler Aarbechtszäit vu fënnef Joer wärend enger Referenzperiod vun dann elo zéng Joer verfüge mer mat dësem Gesetzesprojet iwwer zwee Kritären, un deene mer d'Eligibilitéit vun de Persounen, déi a Fro kënne komme fir d'Aide financière pour études supérieures, festmaache kënnen. A sengem Arrêt C-410/18 hat den Europäesche Geriichtshaff jo deemools kritiséiert, dass een eenzege Kritär net géif duergoen.

Da mäin drëtte Commentaire: Et kënnt effektiv nach eng Ännerung derbäi, déi am Kader vun de Studiebäihëllefen e regelrechte Paradigmewiessel alaut, wann een dat esou soe kann. Hei geet et ëm d'Kritären, déi et Studenten erméiglechen, déi d'Kand vun engem Travailleur non résident sinn, selwer eng Bindung mat Lëtzebuerg opzestellen.

Dëst soll säi Retour op eisen Aarbechtsmaart no den Héichschoulstudie begënschtegen. Bis ewell goung dat jo net, well e Student ëmmer eenzeg an eleng un den Travailleur non résident, ob Mamm oder Papp oder Stéifelteren, gebonne war an also deem seng Affiliatiounszäit gekuckt gouf.

Och wann dëse Postulat absolutt net a Fro gestallt gëtt, kommen awer mat dëser Geset-

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

zesännerung zwee nei Kritäre vun Eligibilitéit bäi. Si gëlle wuelgemierkt fir d'Studenten, déi net Resident sinn, déi awer d'Kanner vun Travailleurs résidents (veuillez lire : non résidents) sinn, déi hirersäits de Moment vun der Demande hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Dorënner fält natierlech och d'Kand - dat wësse mer - vun engem Lëtzebuerger Travailleur ressortissant oder engem Ressortissant aus der EU oder engem anere Stat aus dem Europäesche Wirtschaftsraum bezéiungsweis der helvetescher Konfederatioun, also der Schwäiz.

Wat sinn do d'Bedéngungen? Deen éischte Kritär ass dee vun der minimaler Dauer vu Studien an eisem Schoulsystem. Et muss een e Minimum vu fënnef Joer am Fondamental, am Secondaire oder an der initialer Beruffsausbildung ageschriwwe gewiescht sinn, entweder an enger ëffentlecher oder an enger privater Schoul, déi um Territoire vum Grand-Duché etabléiert ass. Dat gëllt och am Héichschoulberäich fir d'Programmer vun der Uni Lëtzebuerg, fir déi national BTS-Programmer a Programmer vun Instituten, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn am Beräich vun den Héichschoulstudien.

Deen zweete Kritär ass dee vun engem minimale Sejour vum Student zu Lëtzebuerg vun op d'mannst fënnef Joer am Ganzen, wuelgemierkt ëmmer zu deem Moment, wou de Student oder d'Studentin d'Demande mécht an ënnert der Bedéngung, à condition, dass een Elterendeel zum Zäitpunkt vun der Demande zu Lëtzebuerg affiliéiert ass.

Fir dës Kritäre sief awer bemierkt, datt keng minimal Affiliatiounsdauer fir den net residéierenden Aarbechter verlaangt gëtt, well jo hei d'Persoun vum Student, der Studentin am Mëttelpunkt vum Interesse steet, an dëse selwer derfir huet misse suergen, datt et eng manifest Bindung mat eiser Gesellschaft gëtt. Dës Dauer ass natierlech analog zu der Durée d'affiliation vu fënnef op zéng Joer, déi jo fir den Travailleur non résident gëllt.

Zur Fiche financière: D'Regierung geet dovunner aus, datt dës dräi Ännerungen, déi d'Eligibilitéit vun de Studenten, déi net zu Lëtzebuerg residéieren an déi awer an de Genoss vun enger Aide financière kënne kommen, dozou féieren, datt ëm déi 400 Studenten zousätzlech pro Joer ze verzeechne sinn. Wann ee weess, an d'Erfahrung vun de leschte Jore weist dat, datt ee Student, dee kee Resident zu Lëtzebuerg ass, ëm déi 2.500 Euro pro Joer duerchschnëttlech vum Stat kritt, dann ass mat engem zousätzleche Budget vun enger Millioun Euro ze rechnen.

Fir all Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Bericht, och a grad op déi statistesch Detailer, déi d'Regierung eis hei geliwwert huet.

Dëst gesot, wëll ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. An och ee grousse Merci un den Här Bauler fir säi ganz ausféierleche Rapport. An, ech mengen, do kann ech mech definitiv ganz kuerz faassen.

Et ginn noutwendeg Adaptatioune gemaach, eben erëm eng Kéier opgrond vun engem Arrêt. Dat ass näischt Neies. Do hu mer alleguer Erfahrung dran. An, ech mengen, déi Adaptatioune musse ganz einfach gemaach ginn.

Mir haten een anere Modell proposéiert. Ech ginn awer elo net méi op deen an. Ech wëll awer gären op dräi Punkten agoen, déi menger Meenung no awer eng Kéier sollten undiskutéiert ginn.

An dat eent ass, den Här Rapporteur huet iwwert déi finanziell Onofhängegkeet geschwat, iwwert d'Autonomie u sech vum Student. A mir haten dat deemools, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, och dunn nach eng Kéier opgeworf, datt et u sech net normal ass, datt ee Student, wann e just d'Basisbourse kritt, datt en da manner kritt wéi d'Kannergeld. E kann och nach d'Basisbourse an d'Bourse familiale kréien, da kritt e wahrscheinlech och nach manner wéi d'Kannergeld. Dat ass u sech net normal. An ech denken, datt een dee Punkt nach eng Kéier soll iwwerleeën.

Een anere Punkt ass, datt ee soll d'Exzellenz förderen. Och dat hate mer gefrot. Et gi Studenten, déi definitiv exzellent sinn. An ech denken, datt een dat och kéint belounen. Also och an déi Richtung wäre mer frou, wann eng Kéier kéint iwwerluecht ginn.

Datselwecht gëllt bei den Aschreiwungsgebüre vu wierklech deene ganz renoméierten Unien. Déi sinn esou héich, datt definitiv ganz vill Leit sech dat net kënne leeschten, och wa se esou gutt wären a se kéinten dohinnergoen. An dat ass awer keng ganz gutt Gläichbehandlung vun de Leit an och an deem Sënn géife mer rappeléieren, fir eventuell nach eng Kéier iwwert dëst Gesetz ze kucken.

Fir de Rescht, ech hunn et gesot, dës Adaptatioune musse gemaach ginn an duerfir ginn ech dann och mäin Accord ..., oder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt gären eisem Rapporteur hei Merci soen, deen dat Gesetz hei am groussen Detail nach eng Kéier ervirbruecht huet.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass mer eis Studente bei hire Studien ënnerstëtzen, virun allem déi, déi aus schwaache Familljeverhältnisser kommen.

An ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass et wichteg ass, dass déi Leit, déi hei bei eis schaffen, déi Deel vun eiser Gesellschaft sinn, dass deenen hir Kanner déiselwecht sozial Rechter hu wéi Kanner, déi hei wunnen, déi mat hiren Elteren hei wunnen.

Dofir begréisse mir dës Ännerungen an ech ginn domat och natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Da wier et u menger neier Vizepresidentin, der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. No deem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vum Här André Bauler bleift mer op dëser Plaz kaum méi eppes ze soen, ausser dass déi pertinent Ännerungen un dësem Gesetz op eng ganz effizient Aart a Weis geholl goufen. Ech begréissen dofir och d'Schnellegkeet vum Ministère. An, ech mengen, ech ka mech do nëmmen de Wierder vu menger Kolleegin Tess Burton uschléissen, wat d'Wichtegkeet vun dësen Adaptatiounen ugeet.

Ech sinn domadder ganz, ganz frou, fir heimadder den Accord och vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grousse Merci un den Här Bauler. Et ass ëmmer eng Freed, him nozelauschteren. Et ass ëmmer ganz didaktesch a pädagogesch. An ech mengen, et bleiwen net vill Zweifel, wann een him nogelauschtert huet - op jidde Fall emol wat d'Verstoen ugeet.

(Interruption par M. André Bauler)

Jo.

Et sinn eng Rei ganz interessant Saachen och an deem schréftleche Rapport, fir deen ech Iech besonnesch gratuléieren, well ech mengen, datt d'Héichschoulsubsiden u sech am falsche Ministère sinn!

Mir sinn derfir, datt d'Héichschoulsubsiden an Zukunft am Emweltministère ugesidelt ginn, aus engem einfache Grond, well ech hei am Här Bauler sengem Rapport liesen, et hätt 300 Refuse gi fir Hëllef en raison de dossiers non complets. An da froe mer eis natierlech, no den Diskussioune vun de Moien, ob et net am Interesse vun de Studente wär, wann d'Madamm Dieschbourg géif déi Dossiere kucken, ...

(Hilarité)

... well dann hätt jiddereen emol eng Studentenhëllef. Dat wär schonn emol e Progrès!

Awer am Fong musse mer soen, datt mer eis awer Froe stellen, an zwar iwwert d'Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff par rapport zum nationale Recht. Dir wësst, mir sinn als ADR jo ganz fir Europa, just fir en Europa vun den Natiounen, wou mer eng aner Gewiichtung wëllen tëschent den europäeschen Instanzen an den Nationalstaten.

An hei froe mer eis: Kann den Europäesche Geriichtshaff ëmmer an ëmmer erëm einfach duerch d'Invocatioun vun der libre Circulation integrationistesch jugéieren?

Et ass e gutt Beispill. Well mir haten hei eng national Legislatioun, wou mer gesot hunn: Fir eis gëtt de Lien mat Lëtzebuerg etabléiert op eng Durée vu siwe Joer. Et gëtt keng Dispositioun an europäeschen Traitéen, déi explizitt eppes aneres géife virgesinn. Et ass eng Fro vun Appreciatioun. Firwat soll den Europäesche Geriichtshaff soen, zéng Joer? Dat ass aus der Loft gegraff. An do soe mir, den Nationalstat kann dach besser soen, wéi de Lien mat him selwer soll etabléiert sinn, wéi en Europäesche Geriichtshaff.

Dofir stëmme mer dat hei net mat. Mir enthalen eis. Mir hunn näischt géint de Prinzip u sech selbstverständlech, mä mir denken, datt dat heiten eng exzessiv Kompetenzinterpretatioun vum Europäesche Geriichtshaff ass. Mir hätte solle bei deene siwe Joer bleiwen.

Et ass fir eis och eng wichteg Fro, an do wéilt ech d'Kolleege vun der CSV ënnerstëtzen, datt d'Héicht vun den Hëllefen iwwerduecht gëtt, souwuel wat de Vergläich mam Kannergeld ugeet wéi och d'Färdere vun der Exzellenz. An ech mengen, datt mer an deem Sënn Initiativen zur Verbesserung vun deene Prestatioune géifen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Gesetzesprojet och natierlech mat ënnerstëtzen. Dat Ganzt huet jo och nach wierklech eng Virgeschicht. Well deemools hat jo och de Minister François Biltgen ..., wann ech mech richteg erënneren, ass et do lassgaangen, datt mer op eemol d'Bourssen an d'Aiden nach just u Residentë reservéiert hunn. Do sinn natierlech Leit, déi hu geklot.

Ech ka mech gutt drun erënneren, well ee vu menge Virgänger, den Här Serge Urbany, deen hei souz, deen huet sech vill dofir engagéiert, an duerno, wou en net méi hei souz, awer fir den OGB-L geschafft huet am Département juridique, deen Dossier hat. A si hunn och gewonnen.

Well evidenterweis, wéi ze erwaarde war - dat war e bëssen onverständlech, wat deemools do déi Regierung sech geduecht huet. Et war wahrscheinlech och e bëssen eng Form vun Demagogie, fir ze soen: Hei, déi Frontalieren, déi wäerten och nach net eis Studienhëllefe kréien!

Et däerf een ni vergiessen - an ech mengen, et muss een et ëmmer repetéieren -: Et ass keng Faveur, déi mer de Frontaliere maachen. Et ass kee Kaddo, dee mer magnanimement einfach esou de Frontaliere ginn.

Déi Leit hu cotiséiert. E Frontalier ass jo e Mënsch, deen hei schafft, dat heescht, deen net einfach hei zum Spaass kënnt, mä deen e Service leescht. An e Service ass net gratis, dee muss bezuelt ginn, quitte datt ee kéint soen, datt eis Paien eendeiteg ze niddreg sinn an datt eise Mindestloun guer net géif fonctionnéieren, wann et net déi Frontaliere géif ginn. Dann hätte mer e reelle grousse Problem. D'Patronat dierf dat net vergiessen, wa se ëmmer kräische kommen!

Mä et ass e Recht, wat d'Studenten hunn, déi Kanner vu Frontaliere sinn, well se dozou och bezuelt hunn, fir kënnen dorobber Réckgréff ze huelen.

Mir mengen, datt elo déi Modifikatioun, fënnef Joer op eng Referenzzäit vun zéng Joer, gutt ass. Am Ufank konnt ee sech och Froe stellen, mä déi Bedenken, déi sinn natierlech aus dem Wee geraumt ginn, datt gesot ginn ass, et misst een ..., de Student misst d'Demande maachen, wann d'Elteren nach an der Aktivitéit sinn. Mä ënner Aktivitéit kann een och d'Pensioun verstoen, souwäit ech dat erklärt krut an der Kommissioun.

Well de Statsrot hat sech déi Fro jo och gestallt: Wat geschitt, wann Elterendeeler ..., wann d'Elteren elo a Pensioun sinn, dat heescht, net méi aktiv schaffen, an de Student, dee freet d'Bourse un?

Ma neen, e kritt se trotzdeem. Ech mengen, et ass wichteg dat ze soen. Oder d'Eltere sinn an der Tëschenzäit och erëm fortgaangen a sinn u sech keng Frontaliere méi dee Moment.

Ech mengen, dat ass erëm kloergemaach ginn. Dofir wäerte mer och dee Gesetzesprojet matdroen.

Et ass e bëssen esou, ech kucken erëm eng Kéier ..., d'Patronat ... Ech mengen, d'Chambre des Métiers, déi seet, et muss een oppassen, keng Derapagen an den Dépenses publiques an esou weider an esou virun. D'Patronat ass ëmmer dat Éischt, also si sinn ëmmer déi Éischt, déi kräische kommen: „Oh, mir hunn net genuch Leit, déi ausgebilt sinn, an esou weider."

Jo, mä Frontaliere gehéieren och zu deenen ausgebilte Leit, déi heihinner schaffe kommen. An déi meescht, déi allermeescht wäerten och heihi schaffe kommen. Mir profitéieren duebel dovunner en plus.

Dofir géif ech och vläicht verschiddene Patronatschamberen un d'Häerz leeën, e bëssen opzehalen, ëmmer Angscht ze hunn, datt anerer hinnen eppes géifen ewechhuelen, wat se heiansdo souguer emol net selwer oder net ganz erschaaft hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vun der staatlecher Studiebäihëllef profitéieren erwuesse Persounen, déi nom Ofschloss vum Secondaire eng weiderféierend Ausbildung ustriewen an dat och maachen. Persounen, déi also meeschtens volljäereg sinn, déi also och net méi als Kanner gëllen an dem Gesetz no konsequenterweis och kee Kannergeld méi kréien.

Dass dës erwuesse Persounen drop ugewise sinn, bei enger Ufro op finanziell Ënnerstëtzung, Informatiounen iwwer hir Elteren unzeginn, ass a mengen Aen net kompatibel mat der Onofhängegkeet, déi mer vun engem Student als erwuesse Persoun sollen erwaarden.

Datt dëse Projet de loi eng nei Dispositioun virgesäit, déi et auslännesche Persounen, déi fënnef Joer am Land an d'Schoul gaange sinn, erméiglecht, méi einfach kënne vun de Studiebäihëllefen ze profitéieren, dat begréisse mer, well dat ass déi eenzeg Mesure am ganze Projet, wou de Student als Adulte an de Mëttelpunkt gesat gëtt an eben net op seng Liens de rattachement mat den Eltere reduzéiert gëtt.

Dee ganze Rescht vum Studiebäihëllefesystem entsprécht ëmmer nach der Iddi vun engem Transfert social, deen d'Situatioun vum Student ëmmer nach an d'Ofhängegkeet vu sengen Elteren, jo, vun der Situatioun vu senger ganzer Famill stellt.

Et kann een e schlechte System mat ville Plooschtere lues a lues verbesseren, an dat ass d'Gefill, wat mer hei hunn. De Studiebäihëllefesystem ass all Kéiers no engem Arrêt erëm e bësse gepléischtert ginn, an der Hoffnung, datt dann elo déi neiste Versioun, déi mer hei stëmmen, endlech net méi attaquabel wär.

Bref, besser wier et gewiescht, de System fundamental a Fro ze stellen an endlech ganz ze veränneren an de Student als dat ze gesinn, wat en ass, näämlech eng erwuesse Persoun.

D'Piraten sinn dofir, den aktuellen a schonns vill verpléischterte System endlech opzeginn an duerch eng nei Form vu finanzieller Ënnerstëtzung fir Studenten a Schüler aus dem Postsecondaire ze ersetzen, déi de Student, an net seng Elteren, an de Mëttelpunkt stellt, wou mer also net méi vun Transfert social schwätzen.

Duerfir wäerte mir eis bei all weiderer Plooschter, wéi och bei dëser, enthalen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och un den André Bauler an och un all Intervenanten, och fir déi breet Zoustëmmung, wann och net absolutt Zoustëmmung hei am Haus fir déi Modifikatioun vun eisen Dispositiounen, fir d'Aide financière fir Études supérieures kënnen ze accordéieren.

Et ass gesot ginn, opgrond vun engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff ware mer dozou ugehalen, eng Ännerung virzehuelen. Mir waren op där enger Säit der Meenung, datt mer nach ëmmer Eligibilitéitskritäre brauchen, fir dann och bei Kanner vun Travailleurs non résidents kënnen ze jugéieren, ob se an de Genoss vun Aides financières kommen oder net.

Mir waren awer och der Meenung, datt mer se däitlech méi breet sollen opmaachen. Do, wou mer ee Kritär bis elo haten, hu mer elo dräi verschidde Kritären, soudatt eenzel Härtefäll an Zukunft sécherlech och doduerjer kënnen evitéiert ginn.

Insgesamt, dee Modell, dee mer zanter fënnef Joer a Kraaft hunn, deen deemools vill diskutéiert gouf, huet seng Preuvë bestanen. En ass akzeptéiert an en huet ganz ville Jonken, ob Re-

sident oder Netresident, erlaabt, kënne studéieren ze goen, och mëttlerweil hire Studium ofzeschléissen.

An ech hu regelméissege Kontakt och mat Studentenassociatiounen, déi eigentlech och soen, datt de System Sënn mécht, well e ganz flexibel ass an och op eenzel Situatioune vum jeeweilege Student kann agoen: op déi sozial Situatioun, op d'Plaz, wou e studéiert, ob en am selwechte Land oder an engem anere Land studéiert, ob en éischter eng Bourse wëllt huelen oder nach e Prêt derbäi wëllt huelen, also och, ob en doheem ënnerstëtzt gëtt oder ob en doheem net esou staark ënnerstëtzt gëtt. A mir hu jo och, souwuel mat de Studentevereenegungen, virun allem der ACEL, wéi awer och dem OGB-L en Accord getraff virun enger Rei vu Joren, datt mer d'Studentebourssen indexéieren, an nach bei dësem Semester, beim lafende Wantersemester, ass dat dann och déi éischte Kéier de Fall.

Heimadder gëtt eise System also nach eng Kéier liicht adaptéiert. Den André Bauler huet et gesot: Et wäerten eng 400 Studentinnen a Studenten zousätzlech an de Genoss kënne kommen, schätzungsweis, vun dësen Dispositiounen.

De Regierungsprogramm seet awer och, datt mer eng Analys solle maachen iwwert d'Situatioun vun de Studenten, iwwer hir Käschten, déi se op de jeeweilegen Universitéiten, Héichschoulen, och Unisstied uechter Europa hunn, an dann nach eng Kéier gegebenenfalls, falls de Besoin sollt detektéiert ginn, déi Texter adaptéieren.

Mir wäerten déi Consultatioun an der Mëtt vun dëser Legislaturperiod och féieren a virun allem do, an dat ass gesot ginn, de Student an de Mëttelpunkt stellen a mat de Studentinnen a Studente kucken, wat ze adaptéieren ass, wat haut nach an eenzelne Fäll hinnen net ka garantéieren, fir dee Studium kënnen ze maachen an erfollegräich ofzeschléissen, dee se wëlle maachen.

Nach eng Kéier e grousse Merci fir dës Zoustëmmung. A mir wäerten also och an nächster Zäit nach eng Kéier iwwert d'Studiebäihëllefen hei kënnen diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7469 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7469. Den Text steet am Document parlementaire 7469[5].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7469 ass mat 51 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7469 est adopté par 54 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Léon Gloden), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7441 iwwert d'Affekoten aus dem Vereenegte Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virdrun ass vu Symbolpolitik rieds gaange fir de Projet de loi 7461. Et geet ëm d'Fro vum Brexit alt nees eng Kéier - symbolesch huet dat mech och getraff, vu dass meng Duechter selwer an England zënter zwee, dräi Joer lieft ...

(Interruption)

Et ass also eng ganz reell Fro!

(Hilarité)

... an och schonn do konnt matstëmmen. Ganz verwonnerlech krut et eng Kéier e Bréif, fir u senge lokale Wahlen deelzehuelen. Et hat keng Demarche misse maachen. Voilà!

Hei geet et ëm den Affekoteberuff, fir dee mer och elo hei mat deem Projet 7441 all Onsécherheet wëlle klären. Et geet drëm, wéi de Mëtteg schonn am Fall vun engem haarde Brexit, engem No-Deal-Brexit. Mir hate geduecht, mir bräichten dat net ze maachen, hunn elo, wéi d'Situatioun sech dann entwéckelt, awer decidéiert, et ze maachen, fir all Onsécherheeten do opzehiewen.

Et geet ëm e Gesetz vun dem Affekoteberuff vun 1991 iwwert déi, déi op der Lëscht Nummer IV ageschriwwe sinn. Dat sinn déi Affekoten, déi hei am Land hire Beruff ausüben an entweder Ressortissant vun engem Pays tiers sinn. A wann d'Vereenegt Kinnekräich dann austrëtt mat engem haarde Brexit, da wäert dat de Fall sinn, da si si och Pays tiers. Oder et sinn déi, déi ënner hirem „home title" schaffen, also an all Fall en Titre professionnel hunn, dee vum Vereenegte Kinnekräich delivréiert gouf.

De Gesetzesprojet 7441, deen den 21. Mee dëst Joer deposéiert gouf - an ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun Merci - an dee mer gëschter an der Justizkommissioun d'urgence ugeholl hunn, gesäit vir, dass d'Affekoten, déi op der Lëscht IV agedroe sinn, am Fall vum haarde Brexit op där Lëscht ageschriwwe bleiwen, dëst fir eng Dauer vun zwielef Méint, wärend deene se dann d'Formalitéite kënnen erfëllen, fir op d'Lëscht I ze kommen.

Dës Klausel spillt awer just, wéi esou oft am Fall vun deene Brexit-Froen, fir dass d'Vereenegt Kinnekräich de Lëtzebuerger Affekoten, déi op der Insel schaffen, déiselwecht Garantië gëtt, fir no engem Brexit ouni Austrëttsaccord weider kënnen do ze exercéieren.

Eisen Informatiounen no wieren dës Garantien elo scho ginn, soudass mer eis um Punkt vun der Reciprocitéit keng Schwieregkeeten erwaarden.

An dann, just fir de Fall der Fälle, schreiwe mer am Gesetz déiselwecht Iwwergangszäit vun zwielef Méint fest fir d'Affekote vun de Lëschten I an II. Do dierft et eigentlech keng Problemer ginn, well déi de ganze Parcours duerchlaf hunn, deen d'Gesetz virgesäit, an all d'Konditiounen erfëllen.

Mä fir de Fall, wou e Cas de figure géif optauchen, dee vu kengem anticipéiert gouf, ass domadder garantéiert, dass och dës Affekote genuch Zäit hunn, fir hir Situatioun ze regularisëieren an déiselwecht juristesch Sécherheet genéisse wéi d'Kolleege vun der Lëscht IV. Voilà!

Ech hoffen, dass dee Fall, wéi gesot, net antrëtt, mä et gesäit leider Gottes zimlech dono aus.

Ech ginn dann och den Accord vun der grénger Fraktioun heimadder.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur huet et och ënnerstrach, d'Condition de réciprocité. Mir hätte jo alleguer léiwer, mir bräichten esou Gesetzer net ze stëmmen. Mä, d'Liewen ass wéi et ass an d'CSV gëtt hir Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorabeler Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Mir si wéi an engem viregte Projet a wéi a ganz ville Projeten hei am Kontext vun engem eventuellen hard Brexit, dee bedauerenswäert ass, mä dee sech awer ukënnegt, nodeems, wéi et och scho gesot ginn ass, eng ganz Rei Iwwergangsbestëmmunge souwuel fir d'Leit wéi och a Relatioun mat eise Wirtschaftsverbindunge mat England scho geholl goufen, reit deen heite Projet sech um Niveau vun der Justiz an.

Ech hat selwer am Mäerz dëst Joer d'Fro gestallt, wéi et da mat eise Confrèren aus Groussbritannien wär, déi hei op eise Lëschte vun de Barreauen ageschriwwe sinn. Ech si ganz frou, dass mer och an dëser Matière eis elo virbereet hunn, fir dem Worst-Case-Zeenario virzebeugen, an d'DP stëmmt selbstverständlech bei dësem Projet och mat.

Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. E Merci vun eiser Säit un de Rapporteur Charles Margue fir säi komplette Rapport. Ech mengen, et ass alles hei gesot an d'LSAP gëtt hiren Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ob et sech ëm e Worst Case oder e Best Case handelt, dat hänkt vum Point de vue of. Mä jiddefalls gi mir als ADR eis Zoustëmmung zu dësem Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Villmools Merci, Här Rapporteur, an och allen aneren Intervenantë fir den Accord fir dëse Projet. Ech wier natierlech och frou, wa mer deen net misste stëmmen. Mä et gëtt awer de britteschen Affekoten, virun allem deenen op der Lëscht IV, eng Rechtssécherheet wärend zwielef Méint, sech entweder op d'Lëscht I anzedroen, d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Wéi ech vum Barreau gehéiert hunn, géifen eng ganz Rëtsch Confrèren déi Méiglechkeete envisagéieren. Duerfir Merci fir déi Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7441 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7441. Den Text steet am Document parlementaire 7441[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7441 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Viviane Reding), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie

Da kéime mer un eng Question urgente vun den Häre Claude Wiseler a Laurent Mosar un den Ausseminister iwwert d'Offensiv vun der Türkei géint d'Kurden a Syrien. D'Auteuren hu fënnef Minutten, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci awer ganz besonnesch dem Ausseminister fir seng Disponibilitéit, fir direkt op déi urgent Fro vum Kolleeg Claude Wiseler a vu mir ze äntwerten.

Ech mengen, ech brauch hei kee laangen Historique ze maachen. Mir wëssen alles, wat gëschter geschitt ass. D'Türkei huet also eng grouss Militäroffensiv géint d'kurdesch Bevëlkerung gestart. A wann een déi éischt Bilane liest, notamment déi vum Observatoire syrien des droits de l'homme, da schéngen elo scho säit där Offensiv zumindest 15 Doudeger ze deploréieren ze sinn, dorënner aacht Zivillpersounen, an och elo schonn Dausende vu Leit, déi fortlafen, déi also musse kucken, wou se ënnerkommen.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt dat hei an enger Regioun ass, déi extrem explosiv ass. Et kommen awer elo zwee Punkten derbäi, déi d'Saach vläicht nach méi grav maachen.

Dat Éischt ass, datt op deem Territoire, wou och elo déi Offensiv stattfënnt, eng Rei vun deene Prisonge sinn, wou déi IS-Zaldoten an déi IS-Militanten agespaart sinn. An do ass natierlech e gewëssene Risiko, datt am Kontext vun esou enger Militäroffensiv eventuell an deene Prisongen déi Leit kéinten erauskommen. A mir wëssen alleguerten, datt dat net onbedéngt zu der Sécherheet an Europa an och an der Welt géif bäidroen.

Déi zweet grouss Gefor - an dat ass, mengen ech, eng, déi och elo schonn d'Spezialisten alleguerten uginn -, dat ass déi, datt awer hei de Risk vun engem richtege Genozid besteet géint déi kurdesch Bevëlkerung. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt elo direkt déi richteg Decisioune geholl ginn, well dat doten ass net ze akzeptéieren.

Et ass net ze akzeptéieren, éischtens, vun engem Memberland vun der NATO, wat sech hei un engem Alliéierte vun engem aneren NATO-Member vergräift. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt d'Kurden déi beschten Alliéierte vun den USA an deem Konflikt do waren.

An duerfir muss ech och soen, erlaabt mer vläicht déi Remark: Wann den Här Trump seet, hie kéint näischt méi maachen, well déi Kurden, déi wären och net bei der Normandie-Offensiv derbäi gewiescht, do muss ech wierklech froen, ob den Här Trump net wierklech heiansdo Problemer huet, wann e moies opsteet, well dat do ass jo nun awer esou mat den Hoer erbäigezunn, datt een dat mam beschte Wëllen net méi ka justifiéieren.

Déi aner Fro, déi sech natierlech stellt - d'Türkei ass nach wie vor nach ëmmer Pays candidat à l'Union européenne. Och do stellt sech d'Fro, ob net awer och um Niveau vun der EU vill méi schaarf misst par rapport zum Här Erdoğan reagéiert ginn.

Mir géifen also dem Minister wëllen dräi Froe stellen. Fir d'Éischt déi traditionell Fro, wat dem Minister seng Aschätzung ass, wéi eventuell och déi lëtzebuergesch Regierung gewëllt ass, do ze reagéieren. Ech mengen, dat ass eng wichteg Fro.

Déi zweet: Huet de Minister schonn dru geduecht, fir - et ass eng Madamm, net en Här - d'Madamm Ambassadeur vun der Türkei ze convoquéieren? Ech mengen, dat ass en Instrument, wat awer ka ganz utile sinn, besonnesch an deem dote Kontext.

An déi drëtt Fro, déi de Claude Wiseler an ech wollte stellen, ass: Wat fir eng Demarchë gi gemaach souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun awer och ganz besonnesch um Niveau vun der NATO? An do schéngt et jo esou ze sinn, an de Minister kann eis dat vläicht och erklären, datt eigentlech eng gemeinsam Positioun um Niveau vun der EU gescheitert ass, well deen ungaresche Representant anscheinend en dernière minute säin Accord dozou refuséiert huet, wat mir ganz grav fannen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten an deem Haus hei eens, dat doten ass e Konflikt, deen extrem Konsequenze kann hunn, och fir Europa, och um Niveau vu Flüchtlingswellen, déi erëm do kéinte kommen. An, ech mengen, duerfir ass et wichteg, datt elo richteg reagéiert gëtt. An duerfir si mir gespaant, elo ze héieren, wat den Ausseminister eis dozou ze soen huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, jo, ech mengen, et ass gutt, dass mer vläicht direkt och als Regierung kënnen op déi Froen äntwerten.

Ech géif ufänken a soen, dass d'Welt konfrontéiert ass mat enger militärescher Operatioun vun den Tierken um syreschen Territoire, dat däerfe mer net vergiessen, mam Zil, e Couloir vu 400 Kilometer laang a 40 Kilometer breet ze schafen, fir ee Puffer ze hunn. Dat ass hir offiziell Ausso: aus Sécherheetsgrënn e Puffer tëschent der Tierkei an de syresche Kurden.

Et ass eng Operatioun, déi mat sech bréngt, dass Dierfer a Stied - den Här Mosar sot elo grad „Zivilisten", dat ass ganz richteg - bombardéiert ginn, dass mer musse wëssen, dass dat eng Operatioun ass, déi am internationale Recht mat näischt ze justifizéieren ass. An ech hoffen ... An déi effikasseste Mesure, déi, mengen ech, fir d'Welt misst haut getraff ginn, wier, wann de Conseil de sécurité zu New York géif eng kloer Positioun bezéien. Dir wësst, dass dat en Instrument ass, wat net ëmmer fonctionnéiert. Mä an dësem Fall hoffen ech wierklech, dass et fonctionnéiert.

Et ass net ze justifizéieren an duerfir hu mer och um Niveau vun der Europäescher Unioun probéiert, gëschter, ier déi Operatioun do lassgaangen ass, fir den tierkeschen Autoritéiten eng Warnung auszespriechen, hirem President virun allem, dass se sollen oppassen, wat d'Konsequenzen dovunner sinn.

Leider, dat ass d'Europäesch Unioun haut, ass ee Land, wat dee Statement präventiv net zougelooss huet. An Dir wësst vläicht, ech hu mech och gëschter ëffentlech do ausgeschwat, dass dat net esou ka fonctionnéieren. Et ass jo schäusslech, wann een et an esou kapitale Froen net fäerdegbréngt, sech zu 28 wierklech kënnen auszedrécken, mat Argumenter, déi eigentlech net justifizéiert ginn, mä just mam Wuert: „Dat ass elo net opportun."

Bon, den Zweck vun deem, wat den Här Erdoğan am Kapp huet, ass jo, ee Korridor ze schafen, net wéinst dem Korridor, mä d'Iddi ass, fir ongeféier eng Millioun, gëtt gesot, och souguer vun inoffizieller Stell, syresch Flüchtlingen, déi elo an der Tierkei sinn, dohinner ze transferéieren.

Ech hunn et gesot an ech widderhuelen et, ech soen et och haut, dass ee muss soen: Chapeau, dass d'Tierkei bis 3,5 Millioune syresch Flüchtlingen opgeholl huet! Dat ass en immensen Effort, dee se gemaach hunn zënter 2011/2012, a se huet och duerfir Suen, Finanzmëttelen aus der Europäescher Unioun zegutt, fir dass déi Kanner vun de Syrer kënnen an der Tierkei an d'Schoul goen an och medezinnesch versuergt ginn.

Mä mat dëser Operatioun gëtt fir d'Alleréischt emol de syreschen Territoire violéiert, ouni iergendeen Accord um Niveau vun dem internationale Recht. Et gëtt och politesch fir en Ausseminister ... Dir wësst vläicht, dass no villem Hin an Hier endlech e Comité opgeriicht ginn ass, fir d'Verfassung a Syrien op nei Been ze stellen. Ech fäerten, dass heimadder och déi ganz Initiativ hifälleg ass.

Ech wëll awer och soen, an ech mengen, do ass jiddwereen hei an der Chamber mat mer d'accord, Här President, dass et am 21. Jorhonnert net ka goen, dass Honnertdausende Leit transplantéiert ginn. Dat kann nëmme geschéien, wann esou Operatioune stattfannen, mat der UNO zesummen, mat der UNHCR an natierlech mam Accord och vun deene Leit, déi concernéiert sinn.

An dat Lescht ass, dass mat där Operatioun do a Syrien och déi ethnesch Zesummesetzung desequilibréiert gëtt. Also, ech mengen, vusäite vun der Europäescher Unioun, do hu mer jo ganz kloer d'Stellung bezunn, och d'Madamm Mogherini gëschter, dass mer dat doten absolutt net kënnen akzeptéieren, dass mer dat condamnéieren, a mer hunn och den Opruff gemaach, direkt ze stoppen.

Mir hunn de Méindeg d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg, de Conseil des affaires générales. A Lëtzebuerg wäert sech asetzen, esou gutt wéi ech dat kann, fir dass kloer Positiounen erauskommen.

Dir wësst, an Amerika ass scho virun e puer Stonnen eng Debatt ugefaange ginn, wou och Senateure vum President senger Partei soen, dass missten do Sanktioune kommen. Dir hutt gelies, dass et souguer esou wäit geet, dass den tierkesche President soll all Avoiren agefruer kréien a sech och net méi dierft an Amerika deplacéieren, dann och net an den Oval Office. Mä gutt! Ech wëll hei soen, dass mer als Europäesch Unioun de Méindeg an den nächsten Deeg, de Méindeg virun allem, net kënnen de Mantel vun der Gläichgültegkeet do uleeën an net reagéieren.

Ech wëll och soen, fir d'Lescht, fir ofzeschléissen, dass d'Kurden a Syrien jo entscheedend gehollef hunn, fir den IS ze besigen. Entscheedend! Si hunn hire Kapp duergehalen. Si hunn zesummegeschafft mat der Global Coalition, och mat den Amerikaner virun allem. An duerfir ass et wierklech, jo, e wéineg ... oder carrement net ze verstoen, dass do sollt deen Accord tacite sinn tëschent dem President vun den USA an dem President vun der Tierkei, fir déi Operatioun do iwwerhaapt starten ze loossen. Dat ass e Verrot un de Kurde schlechthin!

Une voix.- Très bien !

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- E Verrot u Leit, déi de Kapp fir eis Sécherheet duergehalen hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Duerfir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif mengen, dass mer op déi lescht Fro och solle mat villem Seriö an natierlech och mat där néideger Asiicht op d'Situatioun reagéieren. Dat ass: Wat geschitt mat deene Leit, déi an deem Couloir do sinn, déi Foreign Fighters sinn, an deenen hire Familljen? Dat ass absolutt schwéier de Moment ze definéieren.

Ech hu gëschter Mëtteg, soubal wéi ech héieren hunn, dass den Declenchement war, duerfir konnt ech och net an der Chamber si gëschter Mëtteg, zesumme mat eisem Ambassadeur geschwat a mat anere Leit an der Tierkei. Mir hunn eisen Ambassadeur och gefrot, hie soll sech direkt kuerzschléisse mat den Ambassade vun der Belsch, vun den Hollänner an de Fransousen.

Dir wësst, déi Länner hunn Honnerte Kämpfer, déi an där Regioun kënne sinn. „Kënne sinn", ech soen net ... Dat ass net bewisen. Et gëtt och, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och am Ausland, dat kann ech Iech hei op der Chamberstribün soen, grouss Ënnerscheeder an der Appreciatioun, wou déi Lageren sinn an a wat fir eng Hand déi Lagere riskéieren ze kommen.

Dir wësst, déi Länner, déi ech Iech genannt hunn, déi hunn net vläicht ee Kämpfer do, mä déi hunn der Honnerten. A mir hunn als Lëtzebuerg deen nämlechten Interêt, ob mer een oder ob mer der honnert hunn oder dausend hunn, fir eis do kuerzzeschléissen a mat agebonnen ze bleiwen, fir dass mer do wëssen, a wat fir eng Richtung dass dat geet.

Ech kann Iech nëmme just do eent verspriechen an och soen, dat weess ech och vun der däitscher Säit: Mir tappen do e wéineg am Donkelen! A mir kënnen eis nëmme just uschléissen un déi, déi méi staark Oueren hu wéi mir a méi staark och vläicht involvéiert sinn. Mä op Niveau vun deenen anere Länner ass och net alles evident. Duerfir, iwwert de Biais vun eiser Ambassad an der Tierkei versichen ech do, eng Koordinatioun hinzekréien, fir ze kucken, dass mer kënne beschtméiglech do och fir d'Lëtzebuerger Sécherheet a fir d'Sécherheet selbstverständlech vun Europa matwierken.

E leschte Punkt nach vläicht. Här Mosar, bon, den Ambassadeur abestellen, dat ass ëmmer ... Mä gleeft mer, an deem Fall hei ass d'Potenzial vun deem Instrument net à même, e Revirement hierzestellen.

Merci.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn.

10. 7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour si sechs Projets de loi: d'Projete 7375 bis 7380 iwwer Accorde fir wirtschaftlech Partenariater. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun deene sechs Projeten, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wéi Der et gesot hutt, Här President, geet et hei ëm sechs Accorden, déi mer virun eis leien hunn an déi mer duerch e Vott vun deene sechs dozougehéierege Projet-de-loien unhuele wäerten um Enn vun dëser Presentatioun an Diskussioun.

Et ass de Projet de loi 7375. Do geet et ëm en Accord d'étape vers un accord de partenariat économique tëschent der Communauté européenne an hire Memberstaten an der Partie Afrique centrale. Dësen Accord ass allerdéngs bis elo just vum Kamerun 2009 ënnerschriwwe ginn an 2014 ratifizéiert ginn.

De Projet de loi 7377. Do geet et ëm en Accord de partenariat (veuillez lire : économique) d'étape mat der Côte d'Ivoire, deen 2008 ënnerschriwwe gouf an 2016 vun der Côte d'Ivoire ratifizéiert gouf.

Den 7378 ass en Accord de partenariat économique d'étape mam Ghana, deen 2016 vum Ghana ënnerschriwwen a ratifizéiert gouf.

Den 7379 ass en Accord de partenariat économique mat de Länner vum Cariforum, deen 2008 ënnerschriwwe gouf.

An den 7380 ass en Accord de partenariat économique mat de Länner vun der Communauté de développement d'Afrique australe, fir deen d'Verhandlungen 2014 ofgeschloss gi sinn, erfollegräich, an deen 2016 ënnerschriwwe gouf.

An dee leschten, (veuillez lire : den 7376,) dat ass keen Accord de partenariat économique. Dat ass en Accord, deen de besteeënden Accord iwwert de Commerce, d'Entwécklung an d'Kooperatioun mat Südafrika modifizéiert.

All dës Accorden, dat wëll ech direkt ervirsträichen, sinn Accord-mixten, dat heescht, Accorden, wou de Volet Commerce haaptsächlech EU-Kompetenze sinn, an d'Nature mixte läit am Fong um Volet Developpement.

Déi Accorden, besonnesch wat den Handel ubelaangt, déi si schonn en vigueur. Et ass jo ëmmer bei deenen Accord-mixten eng „provisional application". Déi sinn, wéi ech gesot hunn, vun de verschiddene Parteie ratifizéiert, awer och vum Europäesche Parlament.

Et gouf decidéiert, fir dës sechs Accorden hei zesummen an der Chamber ze diskutéieren, well se eben Deel si vun enger Politik vun der Europäescher Unioun, fir de Commerce an d'Entwécklung mat den AKP-Länner ze regelen. E kuerze Rappell: Dir wësst, d'AKP-Länner ass e Grupp vun 79 Länner: afrikaneschen, karibeschen a pazifesche Staten oder Länner.

Ech wëll kuerz deen een Accord, deen net en Accord de partenariat économique ass, den Accord mat Südafrika uschwätzen, deen ofgeännert gëtt. Dat ass also de Projet 7376. Den initialen Accord, also deen, dee mer ofänneren, regelt de Commerce, d'Enwécklung an d'Kooperatioun tëschent der EU a Südafrika.

E gouf 1999 ënnerschriwwen, an d'Chamber huet deen am Mäerz 2004 per Gesetz ugeholl. 2005 hunn dunn déi zwou Parteien an enger Deklaratioun vum Conseil de coopération vereinbart, verschidden Ännerungen am Accord virzehuelen. Hei geet et virun allem ëm d'wirtschaftlech Kooperatioun an och d'Entwécklungskooperatioun. De Commerce gouf eben am Kader vum APE mat der CDAA, dat ass d'Communauté de développement d'Afrique australe, negociéiert. An dës Ännerunge goufen 2009 an engem Accord festgehalen, déi elo Inhalt vum Projet 7380 sinn, deen och elo der Chamber virläit.

Wann ech elo zréckkommen zu den Accords de partenariat économique a wann een déi fënnef Accords de partenariat économique, déi hei an deem Pak vun deene sechs Projete sinn, zesumme géif leeën, da komme mer op eng Mass vun Dokumenter, déi enorm ass. Et sinn iwwer 6.000 Säiten, héich technesch Säiten.

An ech wëll nach eng Präzisioun ginn: Bei deene fënnef Projet-de-loien, do ass ee vollständegen Accord de partenariat économique derbäi, deen eng ganz Regioun beinhalt. Dat ass d'Regioun Cariforum, d'Karibikstaten. An déi aner, dat sinn Accords de partenariat économique d'étape.

D'Ziler awer vun all den Accorden, iwwert déi mer diskutéieren, sinn u sech, mengen ech, relativ einfach. Et geet tatsächlech drëm, d'Handelsrelatioune mat den AKP-Länner ze moderniséieren, se an Aklang mat de Regele vun der OMC ze bréngen an en Appui fir eng wirtschaftlech Entwécklung vun dëse Länner a Regiounen duerch eng progressiv Abannung an d'Weltwirtschaft a besonnesch fair Handelsrelatiounen ze ginn.

D'Verhandlunge fir dës Accorde gounge vun 2002 bis 2007. D'Decisioun, fir d'Handelsrelatiounen op eng nei Base ze stellen, ass allerdéngs op extern Emstänn zréckzeféieren. An dorops kommen ech nach ze schwätzen.

Lëtzebuerg an dës Regierung, genau wéi hir Virgängerregierungen, setze sech a mat engem éierleche Geescht fir fair Relatiounen, am Handel an doriwwer eraus, mat den AKP-Länner a virun allem och mam afrikanesche Kontinent.

Ufank 2007 huet den deemolege Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz un den deemolegen EU-Kommissär fir Kooperatioun an Entwécklungszesummenaarbecht Louis Michel geschriwwen, fir ze ënnerstäichen - an ech erlabe mer ze zitéieren - « l'importance non seulement de mettre en place des accords équitables, mais aussi d'assurer à ces accords un véritable caractère d'instrument de développement ».

En huet a sengem Bréif och eng Rei Preoccupatioune vun den AKP-Länner opgezielt, déi d'Verhandlungen erschwéiert hunn. An dëst Uleies gouf vun Ufank un an och duerno vun der Lëtzebuerger Regierung, awer och vum Parlament hei verteidegt.

Ech erënneren drun, dass mer vill Okkasiounen haten, hei Vertrieder vun eise Partnerlänner an der Kommissioun ze empfänke wärend deene leschten zéng Joer. Vertrieder, sief dat Diplomaten, Regierungsmemberen, awer och Vertrieder vun der Zivillgesellschaft aus deene Länner. Ech kommen herno och nach dorobber ze schwätzen.

D'APEe si jo duerchaus, wéi gesot, kontrovers diskutéiert ginn. An et ass wichteg, dass et

iwwer esou fundamental Theme wéi d'Relatioune mat den AKP-Länner eng Diskussioun gëtt an eng Diskussioun, wou déi richteg Froe gestallt ginn.

Mä am Verglach mat den Ufänk gouf et awer effektiv vill Verbesserungen un dësen APEen. D'Aushandelen oder d'Negociatioune vun den Accords de partenariat économique muss een och am méi breede Kontext vum Accord de Cotonou gesinn, deen 2000 adoptéiert gouf an de Kader fir d'Relatioune vun der Europäescher Unioun mat den AKP-Staten duerstellt.

A wéi Der wësst, leeft deen Accord 2020 of. D'Verhandlungen, fir déi zukünfteg Partnerschaft ze definéieren, sinn den 28. September ugaangen. Dat huet zwar a priori keen Impakt op d'APEen, mä dat ass och eppes, wou mer als Parlament (veuillez lire : eis Parlamentarier zu Bréissel) ëmmer gefrot hunn, wann zu Bréissel negociéiert ginn ass, wou déi Verhandlungen dru sinn. An ech mengen, et ass och eng Aufgab vun onser Chamber, déi dote Verhandlungen, déi d'nächst Joer sollen ofgeschloss ginn, am A ze behalen.

Dem Accord vu Cotonou säin Zil war et, d'Aarmut ze verréngeren an d'AKP-Länner graduell an d'Weltwirtschaft ze integréieren, an dat op Basis vun dräi Sailen.

Déi éischt Sail vun der Integratioun ass d'Kooperatioun, also d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Déi zweet Sail ass d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht an den Handel.

An déi drëtt Sail huet eng politesch Dimensioun.

An dofir fannen ech et och net richteg, wann et Leit ginn, déi soen, et wäre reng Fräihandelsaccorden. Et sinn näämlech niewent deem wirtschaftlechen Aspekt deen Aspekt vun der Zesummenaarbecht an och dee politeschen Aspekt, mengen ech, ganz wichteg. A bei deem geet et natierlech och ëm Gouvernance a Rechtsstaatlechkeet.

Dat ass zum Beispill och e Grond, firwat verschidden afrikanesch Länner Problemer dermat haten: well se net d'accord ware mat deene Konditioune vu Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter, déi drastoungen. Et sinn och anerer, déi hate Problemer mat den Handelskonditiounen. Mä et ass net nëmmen, dass déi Negociatiounen do wéinst dem Handel laang gedauert hunn, och aner Aspekter hu matgespillt.

D'Handels- an d'ekonomesch Dimensioune spillen, wéi ech elo gesot hunn, natierlech eng wichteg Roll. An dat wëll ech natierlech net verheemlechen. Dobäi muss awer gesot sinn, dass d'Iddi vun den APEen duerch d'Evolutiounen am institutionelle Kader vum Welthandel an d'Spill komm sinn.

Virdru gouf den Handel tëschent der EU an den AKP-Länner duerch Préférences commerciales unilatérales geregelt. An dat war nach ënnert der Lomé-Konventioun, déi dëse Länner e bevirzugten Accès op den europäesche Marché ginn huet.

Well dës Preferenzen awer net konform zu de WTO-Regele sinn an, méi spezifesch, mat der Clause de la nation la plus favorisée, war et noutwendeg ginn, eng nei Basis fir dës Handelsrelatiounen ze fannen.

Tëscht 1996 an 2007 gouf et weiderhin unilateral Preferenzen, déi duerch e Waiver vun der Welthandelsorganisatioun legitiméiert woren. Esou kommen dunn d'APEen an d'Spill, also eng Form vun Accorden, déi den Handel an och den Developpement an aner politesch Punkten tëscht den AKP-Länner an de Länner an der EU regele sollen. Esou sollen d'AKP-Länner de preferentiellen Accès zum EU-Marché behalen. Dat mat verschiddene regionale Gruppéierungen, an net mat 79 eenzelne Länner.

D'APEe sinn, wéi ech schonns gesot hunn, keng reng Fräihandelsaccorden, mä och en Instrument, fir d'Entwécklung vun den AKP-Länner ze erlaben. Virun allem huele se och déi spezifesch Besoine vun den AKP-Länner en compte, anescht wéi déi typesch Fräihandelsaccorden. Dat initiaalt Mandat vum Conseil vun der EU huet och kloer ënnerstrach, dass dës Ënnerscheeder an d'Beschränkunge vun den AKP-Länner en Consideratioun musse geholl ginn.

Bei deem Accords de partenariat économique geet et effektiv ëm ..., et ass am Fong deen éischte Versuch, fir den Handel tëschent Länner mat staarken Ënnerscheeder an der wirtschaftlecher Entwécklung ze liberaliséieren. Et muss een dobäi soen, dass de Schwéierpunkt, deen ufanks vill méi staark um Handel louch, no an no ëmmer méi a Richtung Entwécklung gedréckt gouf, dat virun allem ënnert der Initiativ vum deemolege Kommissär fir d'Entwécklung Louis Michel.

Ech brauch Iech net un déi Diskussiounen ze erënneren, déi et an der Kommissioun deemools gouf tëschent dem Handelskommissär Mandelson an dem Entwécklungskommissär Louis Michel. An d'Lëtzebuerger Regierung an d'Lëtzebuerger Parlament waren do ëmmer op der Säit vum Entwécklungskommissär Louis Michel, fir eben déi Dimensioun Entwécklung an deenen Accorden ze stäerken.

An dofir hunn déi Verhandlungen natierlech vill méi laang gedauert, wéi et ufanks ageplangt war. An et gouf Ënnerscheeder tëscht deene verschiddene regionale Gruppen. An et gouf effektiv eng Rei vu Schwieregkeeten.

De Stand elo ass, dass d'Verhandlunge fir siwen APEen ofgeschloss sinn. Dovunner ginn der véier als final ugesinn, déi aner als interim. A mir hunn elo fënnef APEen hei an der Chamber, déi mer dovunner ze approuvéieren hunn.

Effektiv war et bis elo just méiglech, en ëmfaassenden Accord mam Cariforum, also mat där Regioun an der Karibik, ofzeschléissen, deen all d'Elementer mat abegräift; also niewent dem Gidderhandel och den Handel vu Servicer, den Investissement, d'éffentlech Ausschreiwungen, de Schutz vun der Propriété intellectuelle oder de Wettbewerb.

Zwee Accords d'étape mam Ghana a mat der Côte d'Ivoire; well eben de regionalen APE duerch d'Oppositioun vun Nigeria an initial och vu Mauretanien a Gambia, déi awer 2018 finalement ënnerschriwwen hunn, net provisoresch a Kraaft triede kann.

Dës Accorden hu sougenannt Rendez-vous-Klauselen, déi weider Negociatiounen zu deenen aneren Elementer virgesinn.

Limitéiert APEe mat den zentralafrikanesche Staten an der CDAA, déi provisoresch applizéiert ginn, sinn och derbäi. Mä de Fait, dass d'Negociatiounen esou laang gedauert hunn an dass et Schwieregkeete gouf, weist och, dass et reell Negociatioune waren, wou d'AKP-Länner hir Suergen an hir Positiounen erabruecht hunn.

D'APEe goufen hinnen also net, wéi dat oft gesot gëtt, imposéiert. An ech weess dat hei: Mir hate jo oft, wéi ech virdru gesot hunn, Vertriederinnen a Vertrieder aus deene Länner hei, déi eis ëmmer virgeworf hunn a gesot hunn: „Mengt Dir, mir wären ze domm, fir ze verhandelen?", an déi eis gesot hunn, wéi se verhandelt hunn.

Ech mengen, dat waren Diplomaten, dat ware Regiounsvertrieder. An et waren ... Ech erënnere mech och u Vertriederinnen a Vertrieder vun der afrikanescher Zivillgesellschaft hei, déi fir Kooperativen aktiv sinn an déi gesot hunn, fir si wär et wichteg, dass si net nëmmen zu Klengbauere gehale ginn, mä dass si sech och kënnen entwéckelen. An ech mengen, déi Stëmme muss een och en Consideratioun huelen.

Effektiv hu sech verschidde Länner, wéi ech eben elo d'Beispill vun Nigeria gesot hunn, kloer géint d'Accorden ausgeschwat. An ech mengen, dat ass hiert gutt Recht, well et gëtt kee forcéiert, esou Accorden ofzeschléissen. Den Handel mat deene Länner gëtt dann ënner anere Regimmer gefouert, zum Beispill dem „Everything But Arms". Dat gëllt natierlech fir d'„least developed countries", nëmme fir déi Länner, déi am mannsten entwéckelt sinn.

D'Accords de partenariat économique hunn zum Zil, d'EU-Importer an den AKP-Länner ze erhéijen an déi wirtschaftlech Diversifikatioun unzedreiwen. D'APEe kënnen EU-Investoren och méi legal Sécherheet ginn. A méi Investissementer kënnen d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen undreiwen.

Den Haaptanker vun den APEe bleift awer d'Entwécklung vun den AKP-Länner, eben duerch asymmetresch Handelsaccorden. An d'Kapitelen iwwer Entwécklung huelen dofir och eng wichteg Plaz an.

D'Ëffnung vun de Marchéen ass asymmetresch, woubäi d'EU hire Marché direkt a komplett fir d'AKP-Länner opmécht, wärend d'AKP-Länner hir Marchéen iwwer maximum 25 Joer graduell an net komplett opmaachen. Dat variéiert vun Accord zu Accord. Déi sensibelst Produkter, oft Agrarprodukter, gi geschützt.

Wéi virdru scho gesot, ginn d'Besoine vun de Partnerländer en compte geholl, och wat de Schutz vun Agrikulturmarchéen, d'Industrialisatioun, d'Entgéigewierke vun der Reduktioun vun de Steierrevenuen an d'Ajustementer op EU-Standarden ugeet.

Weider kënnen och d'AKP-Staten déi sougenannt „safety valves" oder Sécherheetsvalven asetzen, déi et erlaben, bei engem iwwerméisseg héijen oder schnellen Zouwuess vun den Importer aus der EU, déi déi national Produktioun menacéieren, op deenen dann Droits de douane opzehiewen. Am APE mat der CDAA gëtt et zum Beispill fënnef esou „safety valves".

Et gëtt ausserdeem Klauselen, déi den AKP-Länner et erméiglechen, hir jonk Industrien ze schützen a se méi laang an Isolatioun vum Marché wuessen ze loossen.

Am Kader vun der PAC, der europäescher Agrarpolitik, gëtt och d'EU u sech keng Subside fir Exporter méi, déi et europäesche Produzente géifen erlaben, d'Produite fir ganz niddreg Präisser an d'AKP-Länner ze verkafen. Den APE mat der CDAA ass den éischten Accord, deen d'Méiglechkeet eliminéiert, fir Subsiden op Agrikulturexporter ze benotzen.

An, ech mengen, et ass och gutt, dass dat do esou ass, dass d'europäesch Agrarpolitik do Moossname geholl huet, well mir kennen de Fall vum europäesche Poulet am Senegal zum Beispill. Deen ass oft erwäänt ginn. Dass dat elo der Vergaangenheet ugehéiert, mengen ech, ass richteg.

Den Engagement fir d'Mënscherechter, d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ass am Aklang mam Cotonou-Accord och an den APEen agebaut, wéi och d'Méiglechkeet, duerch eng indirekt Referenz den Accord ze suspendéieren, wann dës Prinzipien ënnergruewe ginn.

Här President, ech géif Iech gentiment froen, et si sechs Projeten hei, déi ech mer zesummenhuelen, ob ech fënnef Minutte méi Zäit kréien, fir wierklech de Rapport uerdentlech ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Angel, Dir däerft.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Da sinn ech och net esou nervös, wann hei déi rout Luucht ugeet.

Une voix.- Am Europaparlament hutt der manner Zäit.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, bei engem Rapport zwar méi. Bei engem Rapport méi.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Angel, Dir däerft déi Zäit, déi Der nach bei eis däerft verbréngen, genéissen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Deem ass näischt méi bäizefügen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Dat kann nach e bëssen daueren.

(Hilarité)

Den Développement durable gëtt als ee vun den Haaptobjektiver vun dësen Accords de partenariat économique ausgemaach. A virun allem den Accord mat dem Careforum huet e staarkt Kapitel zu dësem Thema. D'Provisiounen zu Aarbechts- an Ëmweltstandarde gëtt et a verschiddene Stufen, woubäi ee muss soen, dass der EU hir Startpositioun war, fir separat Sozial- an Ëmweltkapitelen an all APEen ze hunn.

D'Architektur vun den APEen ass also schonn drop ausgeluecht, den Differenzen zwëschen enger developpéierter Wirtschaft, wéi mir se hei an der EU hunn, an enger manner developpéierter Wirtschaft vun den AKP-Länner Rechnung ze droen. Mä natierlech geet et och drëms, dass dës Mechanisme spéiderhi gräifen. An hei däerfe mer net vergiessen, dass am Koalitiounsaccord festgehalen ass, dass sech d'Regierung um Niveau vun der EU derfir asetze wäert, eng objektiv Evaluatioun vun dësen Accorden ze maachen a virun allem vun hire Konsequenzen op d'Entwécklung vun den AKP-Länner.

Fir d'LSAP ass dat keng eidel Phras. Falls sech sollt erausstellen, dass d'Accorden net déi gewënschten Effeten hunn, musse mer de Courage hunn, fir bei dësen Accorden nozebesseren an eis Relatioun mat deene Länner besser ze steieren.

Dat wërft och d'Fro vum Impakt méi generell op. Eng nei Evaluatioun ass elo um Wee a wäert Ënn 2019 fäerdeggestallt ginn an 2020 publizéiert ginn. Verschidde Studie weisen, dass d'APEen e positive wirtschaftlechen Impakt kënnen hunn, wann och moderat. Trotzdeem sinn d'Accords de partenariat économique eng Approche, déi d'Handelsrelatioune gezwongenerweis op nei zolidd Bee stellt.

Awéiwäit Kompromisser méi an déi eng oder an déi aner Richtung hätte sollen ausfalen, do kann een driwwer diskutéieren. Mir däerfen och net vergiessen, dass eenzel Länner an der Europäescher Unioun speziell Interessen hunn, déi se gegebenenfalls och méi aggressiv duerchsetze géifen. D'Accords de partenariat économique setzen trotzdeem e multilaterale Kader deen, an dat ass eis Hoffnung, et erlaabt, d'Ziler, déi am Accord de Cotonou stinn, ze erreechen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deenen Accorden.

An eng lescht Remark ass: Mir hunn, a besonnesch ech als Spriecher vun der LSAP, déi Accords de partenariat économique ëmmer ganz kritesch begleet. 2004 ass et ugaangen hei an der Chamber. Mir sinn an all Discours, an all Ried zur Entwécklungspolitik drop agaangen, mä ech sinn awer frou, dass sech am Laf vun där laanger Zäit vun de Verhandlungen ganz villes dra geännert huet. An ech sinn och iwwerzeegt, dass dat, wat am Koalitiounsaccord steet a wat ech elo hei zitéiert hunn, keng eidel Phras bleift. Et ass also en Dossier, wou mer als Chamber gehale sinn, en A drop ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat engem ganz, ganz grousse Merci un deen excellente Rapporteur Marc Angel.

Dir hutt et schonn e bësselchen ugeschwat, et ass jo eng kleng Gefor, datt mer e geschwë wäerte vermëssen. Fir eis wäert dat e ganz grousse Verloscht sinn, well ech muss einfach soen, datt de Marc dat ëmmer excellent gemaach huet, souwuel d'Presidence vu senger Kommissioun wéi och déi Rapporten, déi e gemaach huet. Déi sinn ëmmer excellent an do huet een eigentlech net méi vill brauchen derbäizefügen. Duerfir, mengen ech, kann ech och de Mëtteg ganz kuerz sinn. Dat allermeescht ass hei vum Rapporteur gesot ginn.

Ech géif awer nach eng Kéier op zwee Punkten hiweisen. Mir hunn eis natierlech och Gedanke gemaach iwwer eventuell Avantagen an Desavantagë vun deenen doten Accorden, well mer eis och bewosst sinn, datt natierlech eng Rei vu Geforen do sinn, déi een och net soll ënnerschätzen. Mir mengen allerdéngs, datt déi positiv Elementer iwwerweien. An duerfir wäerte mir och eis Zoustëmmung zu deenen Accorde ginn.

Ech sinn awer och d'accord mam Rapporteur, fir ze soen: Mir mussen d'Exekutioun vun deenen Accorde wierklech ganz genau am A behalen. A wa mer wierklech mierken, datt et do op enger Rei vu präzise Punkte riskéiert, Problemer fir eenzel Entwécklungslänner ze ginn, mengen ech, musse mer och prett sinn, fir relativ kuerzfristeg ze reagéieren a fir dann, le cas échéant, och déi Adaptatioune virzehuelen, déi sech imposéieren. Nach eng Kéier, mir mengen, am Moment géife wierklech déi positiv Elementer iwwerweien.

E lescht Wuert, wat ech och nach eng Kéier wëll soen, dat ass, wat deen Accord mat Südafrika betrëfft, ech hunn et och schonn e puermol an der aussepolitescher Kommissioun gesot: Südafrika, mengen ech, ass ee Land, wat eis am Moment extrem vill Suerge mécht. Dat ass eent vun deene wirtschaftlech erfollegräichste Länner wärend Joren, wann net souguer Jorzéngte gewiescht, e wonnerschéint Land mat extrem vill Potenzial.

Et muss een awer einfach elo konstatéieren, wat do an deene leschte Méint a Jore geschitt ass, datt dat engem leider Gottes net ganz vill Grond fir Optimismus gëtt. A mir hunn hei notamment ee risege Problem vu Korruptioun, souwuel beim viregte Regimm, wat u sech deeselwechten ass wéi deen aktuellen. Och wann d'Persounen um Niveau vun der Presidence do echangéiert gi sinn, zweifelen ech awer drun, datt do wierklech eppes geschitt ass. An ech mengen, dat Land muss wierklech déi Problemer vun der Korruptioun an de Grëff kréien. Duerfir sinn ech och d'accord mam Marc Angel, datt dee ganze Volet Gouvernance extrêmement wichteg ass.

Wat mir awer och Suergen an deem Land mécht, dat ass deen am Moment entstoende Rassismus. A wann ech do vu Rassismus schwätzen, ass et emol net nëmmen e Rassismus géint wäiss Leit, mä och e Rassismus deelweis géint schwaarz Leit, déi aus anere Länner dohinner schaffe kommen, wou et elo an de leschte Wochen extrem hefteg Attacke gi sinn. An duerfir mengen ech, musse mer dat dote wierklech am A behalen an och als Europäesch Unioun drop hischaffen, datt dat Land erëm iergendwéi de Wee op méi positiv Gleiser fënnt. Well ech mengen, dat Land huet et verdéngt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu all deenen Accorden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv huet de Marc Angel dat schonn, wéi mer dat och vun him gewinnt sinn, op eng wierklech ganz flott an och kompetent Aart a Weis hei gemaach. Ech gi gären zou, ech hunn déi 6.000 Säiten net gelies. Mä trotzdeem kann een awer eng Synthees aus deene 6.000 Säiten hei erauszéien, an zwar an deem Sënn, datt déi Accorde fir eis awer eng dach gewësse Wichtegkeet hunn.

Selbstverständlech däerf een dat net ignoréieren, wat och vu kritescher Säit aus, net nëmmen heibannen, mä virun allem och dobaussen an och vum Cercle des ONG a vun aneren Organisatiounen hei ëmmer erëm monéiert ginn ass, datt een déi Accorden awer och hei muss, wéi gesot, mat engem gewëssene kriteschen A kucken. Dat maache mer selbstverständlech och.

Mir mengen awer, datt trotzdeem dat Positivt hei iwwerweit. An ech wëll och drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt mer jo ëmmer d'Méiglechkeet hunn, déi all fënnef Joer spéitstens ze revidéieren an och nozekucken an eis gegebenenfalls dann och bemierkbar ze maachen. Ech mengen, dat soll en Opruff si virun allem och un d'Lëtzebuerger Regierung, fir, le cas échéant, dann och ze intervenéieren.

Ech wollt awer och nach e Wuert soen zu Südafrika, wéi de Laurent Mosar dat hei scho richteg bemierkt huet. Ech mengen, dat ass e ganz speziellen Accord. E Land, wat vill méi wäit ewech ass wéi déi meescht, mat deene mer hei Accorden ënnerschriwwen hunn. E Land, wat jo eng ganz speziell Geschicht huet. Ech brauch nëmmen un een Numm ze erënneren, den Nelson Mandela, dee jo awer nu wierklech do fir en neien Opbroch gesuergt hat, wéi en 1999 (veuillez lire : 1994) un de Pouvoir komm ass, wéi d'Apartheid ofgeschaaft ginn ass.

Wa mer effektiv gesinn, wat sech an deene leschte Méint oder an deene leschte Joren an deem Land elo erëm deet, da muss ee ganz vigilant sinn. An op där enger Säit gëtt dat hei eis d'Méiglechkeet, natierlech mat Südafrika besser nei Kontakter ze schafen.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill Lëtzebuerg jo och gewësse kommerziell Aktivitéite mat deem Land huet. Wat den Import ubelaangt, do läit dat Land op der 52. Plaz. Dat ass net ganz vill: 0,01 %. Beim Export op der 29. Plaz: 0,38 %. Dat sinn natierlech keng riseg Chifferen. Mat Sécherheet ass do nach e gewëssent Potenzial. Mä nach eng Kéier, et muss een awer och op där anerer Säit drop hiweisen, datt awer, wat de politesche Regimm ubelaangt, sech do amgaangen ass eppes ze entwéckelen, wat eis net kann esou gefalen.

Ech wollt awer nach eng Kéier kuerz, wéi gesot, zréckkommen op déi Kriticken, déi vu baussen elo munchmol un deenen Accorden hei un eis erubruecht ginn. Wann een eng genee Lektür mécht, da fënnt een awer och positiv Saachen eraus. An da muss een awer och déi Kritiker drop hiweisen, datt awer och d'Politik versicht, net nëmmen e reng ekonomeschen Aspekt hei ze consideréieren, mä datt awer och nach aner Volete fir eis eng grouss Wichtegkeet hunn.

Ech denken un ethesch Valeuren, déi hei mat verschafft ginn. Ech denken un d'Ënnerstëtzung vun deene lokale Produzenten. Also et ass net esou, fir elo der Europäescher Unioun respektiv och eisem Land de Virworf ze maachen, wéi wa mir hei nëmme reng duerch en ekonomesche Brëll géifen alles gesinn. Et muss een natierlech awer vigilant an Zukunft sinn.

An da virun allem ee Volet, deen ëmmer an all deene Jore monéiert ginn ass, an dat ass och richteg gewiescht: Déi Subventioun vun den Agrarprodukter, déi exportéiert gi sinn an déi Länner, datt déi jorelaang subventionéiert goufen. Dat war, ech géif scho bal soen, jo, et kann ee scho bal soe skandaléis. Dat ass, Gott sei Dank, net méi de Fall. Dat däerf och net sinn. Dat huet déi lokal Marchéen doënnen och sensibel beréiert, fir net ze soen zum Deel och ageschränkt bis zum Deel souguer futtigemaach.

Onofhängeg vun deenen eenzelne Remarken, och e bësse liicht méi kritescher Natur, wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt mer als Demokratesch Partei awer hannert deenen Accorde stinn. A mer wäerte se selbstverständlech och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporteur, deen hei déi grouss Sisyphusaarbecht gemaach huet, déi puer Verträg mateneen ze presentéieren an och alles an e Kontext ze setzen.

Ech ginn elo net op alles detailléiert an. Mä ech mengen, et ass awer och ganz wichteg vun eiser Säit, dass mer op déi kritesch Stëmmen aginn. Kritesch Stëmmen, déi mer zu engem gudden Deel jo och kënnen deelen, well et wichteg ass, wéi den Här Graas och grad gesot huet, dass mer esou Projeten och kritesch begleeden.

Mir krute jo och verschidden Avise geschéckt. Ech géif awer och gäre virausschécken, dass eng Partie vun den Argumenter, déi doranner opgefouert gi sinn, sech op eng Situatioun baséieren, déi virun der Reform vun der GAP bestanen huet, wou et méiglech war, ebe staark subsidiéiert Produiten an déi Länner zu extrem gënschtege Präisser ze verkafen, wat zu deene Problemer gefouert huet, déi mer elo och opgezielt hunn.

D'EU huet sech hei an dësem Kader awer och engagéiert, keng Produkter ze subsidiéieren, déi an d'AKP-Staten exportéiert ginn. A wat kloer dobäi erauskënnt, ass, dass esou Accorden ... Handel fënnt souwisou egal wéi statt. An dës Accorde bidden awer bis zu engem gewësse Grad och d'Méiglechkeet, déi Länner ze schützen, soudass mer hei net vun engem klassesche Fräihandelsaccord kënne schwätzen, wéi dat eben an engem anere Kader de Fall ass.

Mir hunn och driwwer geschwat, de Regierungsaccord gesäit vir, esou Evaluatiounen ze maachen, och op EU-Niveau, virun allem wat d'Konsequenze vun dësen Accorden op d'AKP-Staten ubelaangt. Dës Verträg, déi Accorden, déi gi jo och souwisou all fënnef Joer reviséiert. An do muss dann och effektiv gekuckt ginn, ob dës Accorden hir Ziler vun der Regionalentwécklung dann och erreechen.

Wat ee vläicht ka soen, dat ass, fir esou Ängschten an Debatten am Virfeld an Zukunft zevirzekommen, wier et awer vläicht och eng Iwwerleeung wäert, an Zukunft am Virfeld vun esou Accorde sougenannt „sustainability impact assessments" ze maachen, fir den Impakt op Wirtschaft, Emwelt a Mënscherechter am Virfeld ze evaluéieren an net eréischt no fënnef Joer op esou eng Evaluatioun hinzegoen.

Trotzdeem, dat krute mer och an der Kommissioun ... Mir hunn dat en long et en large diskutéiert, et muss een och ëmmer kucken, a wéi engem Esprit esou Verträg verfaasst ginn. An et ass kloer, dass dës Verträg an engem Esprit gemaach gi sinn, deen en faveur ass vun de concernéierte Länner, a wou et och d'Zil ass, hinnen eng fair wirtschaftlech Entwécklung op Augenhöhe ze garantéieren. Dat ass e Punkt, dee mer ganz wichteg erschéngt, wann een de Kontakt mat deene Länner huet. Si hunn och eng Missioun, fir ze verhandelen. Si wëlle fair behandelt ginn an de Verhandlungen. An ech mengen, et ass wichteg, si do och als „equal partners" unzegesinn.

Last but not least mengen ech, dass et mëttlerweil net just bei eis, mä och op europäeschem Plang relativ evident ginn ass, dass et och an eisem eegenen Interêt ass, dass mer eis Partner fair behandelen, wa mer wëllen, dass si selwer eng fair Entwécklung kënne matmaachen. Wa mer gesinn, wat onfair Behandlung mat sech brëngt um Niveau vun Aarmut, Flüchtlingsstréim et cetera, denken ech, dass mëttlerweil och en Ëmdenken do ass an dass mer eis alleguerte bewosst sinn, dass et an eisem eegenen Interêt ass, eis Partner fair ze behandelen.

Als Allerlescht géif ech a mengem perséinlechen Numm als Member vun der Kommissioun, dee seng politesch Carrière an der Kommissioun mam Här Angel ugefaangen huet, och dem Här Angel nach eng Kéier Merci soen, dass en eis, déi Nei, esou léif ënner seng Fittiche geholl huet an eis an d'Welt vun der Diplomatie agefouert huet. Et war eis eng grouss Freed.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Ech wéilt och ufänken, well et weess ee jo net, wéi dacks een nach d'Geleeënheet huet, fir dem Här Angel wierklech Merci ze soen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech kommen herno nach drun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Du kënns ...

(Hilarité)

Et ass eng gutt Saach, wësst Der, den Här Angel an ech, mir si seelen um Fong d'accord. Awer ech mengen, datt mer och eng ganz respektvoll Relatioun mateneen haten. An ech hunn ëmmer dem Här Angel säi Fläiss staark bewonnert. Dat maachen ech och haut nach. An ech sinn iwwerzeegt, datt e sech och am Europaparlament op eng Manéier abréngt, déi och do Spure wäert hannerloossen.

Déi Diskussioun, déi mer haut hunn, déi ass eigentlech ugeräichert ginn iwwer eng Rei Kriticken, déi aus der Zivillgesellschaft koumen. An ech wëll ganz kuerz op déi agoen, déi Kriticken, well se awer interessant sinn. Ech wëll awer virausschécken, datt mir als ADR déi Accorden hei wäerte matdroen - och den Här Wagner hat dat gëschter gefrot -, well mer global der Iwwerzeegung sinn, datt se schonn eng Chance fir déi Länner duerstellen, obscho se, an do hutt Der recht an Ärer Analys gehat, eng ganz Rei Problemer hunn.

Mä déi Punkten, déi ech hei wëll ervirhiewen, dat ass als Éischt, Multilateralismus géint eng aner Tendenz, déi mer am Ableck an der Welt hunn: Isolationismus.

An et si ganz vill ONGen, déi u sech hei, mengen ech, sech géint de Multilateralismus dréien. Et ass interessant, fir dat ze gesinn, well mir verdeedegen dat jo eigentlech ëmmer, oder vill Parteien heibanne verdeedegen dat. Mir kritiséieren dëst oder dat anert Land, well se sech anscheinend méi op sech selwer wëlle bezéien oder dat och reell maachen, mä och hei gesi mer eng Tendenz, datt de Multilateralismus vun enger anerer Säit a Fro gestallt gëtt. An ech mengen, mir mussen Iwwerzeegungsaarbecht leeschten, well mer schlussendlech der Meenung sinn, datt keen eppes ze gewannen huet, wa jidderee sech op sech selwer zréckzitt.

De Multilateralismus muss begleet sinn. En huet och seng Nodeeler. Mä all déi Diskussiounen, déi mer den Ableck hunn, weisen d'Komplexitéit vun dëse Froen.

Hei ass och eng ONG, déi eis schreift, mir missten oppassen, datt déi Entwécklung hei net zum Profitt ass vun deene groussen europäeschen Entreprisen. Sécher si se zum Benefiss vun de groussen europäeschen Entreprisen. Mä ech mengen, et ass schwéier fir e Land, sech ze entwéckelen, wann net grouss Entreprisen hiren Know-how abréngen.

Ech denken do just emol un d'Geschicht vun eisem eegene Land. Och dat ass markéiert, zum Deel, de Fortschrëtt, och hei am Land, och de soziale Fortschrëtt ass net friem gewiescht, och vum ekonomesche Succès vu groussen Entreprisen. (veuillez lire : Och dat ass markéiert, den ekonomesche Succès vu groussen Entreprisen ass, zum Deel, och dem soziale Fortschrëtt hei am Land net friem gewiescht.)

Et kann een net eng Croisade géint d'Entreprisë féieren. Ech mengen, och hei muss een e Gläichgewiicht fannen tëschent der Handlungsméiglechkeet vun Entreprisen an enger gudder sozialer Begleedung dovunner.

Dann hu mer Aspekter, déi hei net zur Sprooch koumen, wat mech wonnert, well ech mer jo u sech vu Gambia-Parteien erwaart hätt, datt déi déi Froe méi zur Diskussioun bréngen. An ech fänken emol u mat der Klimadiskussioun. Mir hunn hei Accorde vun ënnerschiddlecher ekonomescher Natur, déi awer alleguer drop erauslafen, fir ze kucken, fir déi Länner, mat deene mer hei handelen, ekonomesch méi staark ze entwéckelen, och ze industrialiséieren zum Deel.

A vill vun deene Länner hunn net nëmmen eng enorm demografesch Croissance, mä och eng ganz staark ekonomesch Croissance. Mir musse wëssen, datt déi Accorden och dozou féieren, fir d'Kuelendioxidemissioune staark an d'Luucht ze setzen. Ech wëll just drun erënneren, datt déi gesamt Europäesch Unioun aktuell nëmmen 10 % vun de weltwäite Kuelendioxidemissiounen huet an datt déi Entwécklungen, déi mer am Ableck hei an dëse Länner gesinn, an Afrika, iwwert dat mer haut schwätzen, dozou féiert, datt dee prozentualen Undeel vun Europa dorunner nach wäert erofgoen.

Mir mussen eis also och d'Fro stellen, och am Kader vun enger Diskussioun vum Accord de Paris: Wéi effikass ass wierklech eis Handlung hei an Europa, Europäesch-Unioun-wäit an och lëtzebuergwäit am Vergläich zu deem, wat sech weltwäit deet a wat mir och weltwäit aktiv ënnerstëtzen? Ech mengen och ..., den Här Wagner hat an enger vu senge Rieden de Moien, deenen ech ëmmer ganz gär nolauschteren, gesot: „Mir kucken ‚the bigger picture'." Majo, hei ass och eng Fro, wou ee sech ka froen an dësem Kontext: Wou ass dat grousst Bild?

Aner Froen, vun deenen ech mer erwaart hätt, datt d'Gambia-Parteie sech géifen aktiv abréngen, dat sinn d'Mënscherechter. Mir hunn hei Accorde mat verschiddene Staten, iwwert déi mer schwätzen, déi grouss Problemer hunn. Ech wëll just drun erënneren, ech hat dat gëschter kuerz ugeschwat, de Kongo mat der Kanneraarbecht, wou jo hei déi Politik, déi mir an Europa maachen, och hei zu Lëtzebuerg, dat a Kaf hëlt.

Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Turmes eis seet: „Mir schaffen un anere Batterië fir d'Elektromobilitéit." Jo, dat ass gutt. Da schafft drun! Mä soulaang déi nach net do sinn, huele mir jo awer aktiv a Kaf, net mir als ADR, mä d'Regierung, Lëtzebuerg also a senger Aktioun, datt Kanneraarbecht am Kongo muss geleescht ginn, fir d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze erméiglechen. A si gëtt souguer subventionéiert!

Ech hunn domadder e grousse moralesche Problem! Mir hunn als ADR dat och e puermol hei artikuléiert. Et geet net! Wann een da waart bei der Elektromobilitéit, bis Batterien disponibel sinn, déi ouni Mënscherechtsverletzunge kënne benotzt ginn oder hiergestallt ginn, d'accord! Awer dat doten a Kaf ze huelen an och nach staatlech ze subventionéieren, ass onmoralesch.

(Interruptions)

Jo, Handyen och! Mä déi ginn elo net vum Stat subventionéiert. Dir subventionéiert d'Elektromobilitéit.

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, Här Kox. Dir kënnt roueg e schlecht Gewëssen hunn. Jo, jo.

(Interruption)

Also, Klima, Kanneraarbecht an och aner Mënscherechter, och aner Mënscherechter! An ech wëll zum Beispill soen, dat ass ee vun deene Grënn, firwat mer déi Accorde mat ënnerstëtzen, well et u sech eng positiv Saach ass, datt d'Mënscherechtsdispositiounen an esou engem Accord de partenariat drastinn.

Wéi ee konkrete Wäert se hunn, wéi se iwwerpréift ginn, wéi se begleet sinn, dat ass dann natierlech ëmmer eng aner Fro. Mä vill vun deene Länner hei hu Problemer. Och zum Beispill mat der Communautéit vun den Homosexuellen am Ghana, mat Fraerechter an aneren Themen, déi awer geméinlech och ganz gäre vun Ären Parteien zu Recht, muss ech soen, dacks thematiséiert ginn. An awer hei ginn déi Saachen net ugeschwat. Ech mengen, et kann ee jo net higoen a soen: Desto méi wäit geografesch de Problem ewech ass, desto manner schwätze mer driwwer. Ech menge schonn, datt mer eis all déi Saache musse bewosst sinn, wa mer iwwert déi Accorden hei schwätzen. Am Globalen ...

(Interruption)

Gelift?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Däerf ech Iech eng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Selbstverständlech däerft Dir mir eng Fro stellen.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mech géif just interesséieren an deem Kader ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- De President muss de froen!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Wat gelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Den Här President muss der d'Wuert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Empain, loosst Iech net stéieren! Stellt roueg Är Fro.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dir musst mir anscheinend d'Wuert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Stellt roueg Är Fro!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Okay. Voilà. Mech géif interesséieren an deem Kader, wa mer dat eent géint dat anert opspillen, wat mer jo hei maachen, wéi Dir dat gesitt, wa mer vu Pëtrol schwätzen, deen och aus Länner kënnt, wou d'Mënscherechter jo, allez, och net terribel sinn? Spillt dat bei Iech an der Equatioun mat? Oder ass et just géint dat eent an dat anert ass egal?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wësst Der, d'Welt ass komplex. Ech soen Iech éischtens Merci fir Är Fro.

(Brouhaha)

Mä kuckt! Et ass schonn en Ënnerscheed doranner, ob mer et mat enger Pëtrolsindustrie ze dinn hunn, déi an deene meeschte Länner kloer Regelen huet, net op Ausbeutung vu Kanner oder op esou Moyene muss zréckgräi-

fen, obschonn et Länner gëtt wéi Nigeria oder aner Plazen, wou d'Pëtrolsindustrie opgefall ass duerch massiv Korruptioun an der Vergaangenheet. Si hunn aner Methoden.

An net ... Alles, wat d'Pëtrolsindustrie mécht, haut an och fréier virun allem, wou och grouss strategesch Interessen am Spill waren an och net gezéckt ginn ass heiansdo, fir Kricher unzefänken, fir déi eng oder déi aner Ressource kënnen ze kréien, alles dat ass selbstverständlech wouer.

Mä da muss ech Iech awer och froen: An ech hunn hei mat kengem Wuert d'Pëtrolsindustrie verherrlecht oder an den Himmel gehuewen, dat hunn ech net gemaach. Mä dat ass jo och hei net d'Diskussioun. Ech soe just, wa mer hei esou Accorde maache mat dem Kongo: De Lëtzebuerger Stat subventionéiert am Ableck Kanneraarbecht am Kongo. Dat ass en aktuelle Sujet.

(Interruption)

Dach, dat maacht Der. Selbstverständlech maacht Der dat.

Net nëmmen, datt Der d'Kanneraarbecht am Kongo subventionéiert, mä eben och d'Ausbeutung vu Lithium am Chile - den Här Gibéryen hat dat gëschter gesot -, wat zum Nodeel vun de Baueren ass, well d'Grondwaasser do verschwënnt.

Wësst Der, ...

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et ass Salzwaasser, et ass keen Drénkwaasser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gelift?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et ass Salzwaasser! Et ass keen Drénkwaasser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, et ass Drénkwaasser. Et ass Drénkwaasser! An et gëtt zu enger Wüst eben doduerch!

Wësst Der, natierlech, ech wëll hei net an, ech mengen, kee Mënsch kann hei den Eloge vun der Pëtrolsindustrie maachen. Mä wéi gesot, dat ass net de Sujet vun haut. An et ass net, well an engem Beräich vun der Ekonomie reell Problemer existéieren, wéi zum Beispill am Beräich vun der Pëtrolsindustrie, datt mer dofir mussen a Kaf huelen, datt an eiser aktiver politescher Gestaltung, an eise Relatioune mat Afrika aner Problemer sollen optauchen. Dat eent excuséiert net dat anert.

Dann nach e leschte Punkt am Kader vun dëser Diskussioun, Madamm Empain, dat ass d'Nuklearindustrie. Mir hu mat enger Rei vun dëse Staten eng Kooperatioun, eng aktiv iwwer Euratom a bilateral Accorden, déi och hei an dës Accorde mat eraspillt, iwwert déi friddlech Notzung vun der Atomenergie. Dat ass an der Rei, a priori, well mir hu jo selwer als Lëtzebuerg Accorden ënnerschriwwen, wou mir eis zur friddlecher Notzung vun der Nuklearenergie engagéieren: Euratom.

A bis haut, an dat ass och interessant, hunn déi gréng net an der Regierung virgedroen, datt déi Accorde sollen denoncéiert ginn. Dat ass bis elo net geschitt. A mir hu se hei aktiv dran.

Ech wëll Iech och do op eng Kontradiktioun vun Ärer Politik opmierksam maachen: Dir engagéiert Iech hei aus Grënn, déi ee kann novollzéien, aktiv géint d'Nuklearenergie, an dësen Accorden allerdéngs spillt se eng Roll. Ass dat kohärent? Menger Meenung no ass et et net!

Mir als ADR wäerten dat hei matstëmmen, well mer Leit sinn, déi voller Hoffnung liewen - voller Hoffnung -, all deene Länner eng wonnerbar Entwécklung wënschen, wou mir se op deem Wee wäerte begleeden an ënnerstëtzen, sou wäit mer dat nëmme kënnen. Awer mir wëllen och hei soen, datt déi politesch Diskussioun net däerf iwwert déi Problemer ewechkucken, déi et gëtt.

Ee lescht Wuert vläicht: Wa mer fir déi Accorde stëmmen, dann ass dat och, well mer wëssen, datt mer an enger Konkurrenzsituatioun sinn. Ech hu léiwer, aus strategesche Grënn, och aus Mënscherechtsgrënn an aus villen aneren, och aus Naturschutzgrënn, datt eis europäesch Entreprisë sech an Afrika engagéieren an datt déi europäesch State sech an Afrika engagéieren, well ech mengen, datt déi Standarden, déi si den Afrikaner ze offréieren hunn, besser si wéi déi, déi eis Konkurrenten op weltwäitem Plang hinne kënne bidden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An elo kënne mer op een Neits, mat Pleséier, dem honorabelen Här David Wagner nolauschteren

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Groussem Pleséier! Merci, Här President. Mat groussem Pleséier, well ech muss jo elo ufänken, e bëssen dergéint ze schwätzen.

(Interruptions)

Mä u sech, datt den Här Kartheiser an datt u sech eng éischter riets Partei wéi d'ADR esou eppes ënnerstëtzen, seet alles.

Ech mengen, déi gréng an d'LSAP, ech hunn nach net verstanen, wat Dir dorunner ze fannen hutt. Mä franchement, wann ech och nach bedenken, datt déi gréng, déi u sech um Ursprong hei zu Lëtzebuerg, och vun der Solidaritéitsbewegung wéi der ASDM an esou weider waren, an den 80er Joren, 70er Joren, dat ass definitiv Tempi passati.

Ech mengen, ech kennen och gewësse Grénger, déi net méi an där Partei aktiv sinn, aus gudde Grënn, an déi sech vläicht nach ëmmer e bësse fir d'Solidaritéit mat Afrika interesséieren, an déi musse sech elo ulauschteren an ukucken, wat déi gréng elo an der Chamber maachen, wat fir eng schlëmm Accorden - schlëmm Accorden! - se ënnerstëtzen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass eng béis Ënnerstellung!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass keng béis Ënnerstellung, dat ass eng Realitéit!

Wësst Der, Dir sidd ...

(Interruption)

Wësst Der, jo ... Oh kommt, mir ginn direkt offensiv, kommt, mir streiden e bëssen!

Well, wësst Der, den Här Kartheiser ass deen, dee mech am mannsten nervös gemaach huet. Hien ass wéinstens kohärent. Mä ech ... Déi Hypokrisie oder deen Je-m'en-foutismus, deen elo op menger Lénker geschitt par rapport zu solchen Accorden.

Jiddereen ass dergéint. D'Gewerkschaften an Afrika sinn all dogéint. D'Baueréverbänn an Afrika sinn all dogéint. Alles, wat fortschrëttlech ass an Afrika, se sinn all dogéint. Mä nee, privilegéiert wäiss Männer a privilegéiert wäiss Fraen hei an Europa erklären den Afrikaner, wat gutt fir si ass. An dat ass dat, wat mech rose mécht!

Ech kann och zitéieren. An dann de Louis Michel ze zitéieren, fir iwwer Afrika ze schwätzen; ech kenne besser Referenzen! Den „Big Loulou", wéi en am Kongo genannt gëtt. Bon, soit.

Ech kann zitéieren och, 2007, am Dezember, de Conseil des Ministres vun den AKP-Länner: « Les Ministres observent que les intérêts mercantilistes de l'Union européenne ont pris le dessus sur les intérêts en matière de développement et d'intégration régionale des pays ACP. »

Dat ass och nach diplomatesch ausgedréckt. Dat ass jo op diplomateschem Parkett. Do kann ee sech da liicht ausmolen, wat fir een Drock ..., wéi grouss den Drock war hannert de Kulissen.

D'Europäesch Kommissioun huet probéiert, déi afrikanesch Länner mat Entwécklungsgelder ze köderen, an duerno mat Entzuch vun Entwécklungsgelder ze menacéieren. Si huet op Basis vu falsche Premissen negociéiert an de Mangel un Experienz a vun Infrastruktur wahrscheinlech och bei den afrikaneschen Negociateuren ausgenotzt. Si huet wärend de Verhandlungen all Bedenke vun afrikanescher Säit ignoréiert, all Flexibilitéit refuséiert an ee Land géint dat anert ausgespillt. Dat ass d'Realitéit. A well dat alles net gaangen ass, huet se schlussendlech mat der Briechstaang eng Ënnerschrëft erzwongen.

Dee ganze Projet vun de faméisen Accords de partenariat économique kann een eigentlech just als neokolonialistesch bezeechnen. D'Kolonialisten am 19. Jorhonnert, a bis an d'60er Joren eran an Europa, déi hunn hir Entreprise coloniale jo och esou justifiéiert, datt mir deenen „Sauvagen" do d'Zivilisatioun matbréngen. Mir wësse ganz genau, wéi dat geendegt huet. Et ass genau datselwecht!

Well natierlech, also wann ech elo gewësse Riedner héieren iwwert d'EU schwätzen, et géif ee mengen, d'EU, dat wier esou e Petzi, esou e léift Déierchen, wat do kënnt, an esou weider, a mir liewen an enger Bussi-Bussi-Welt, wou: „Bon, do sinn e puer Problemer, mais on va voir. Mir wäerten dat am A behalen, mä grosso moddo geet et besser", an esou weider.

Nee! Esou funktionéiert dat net. Et geet wierklech ëm d'Ausbeutung duerch westlech Multinationallen op där Plaz. Et geet och drëms, fir ze verhënneren, datt déi Länner sech wierklech och selwer kënne weiderentwéckelen.

Et sinn e puer Mythen och nach ëmmer an där Diskussioun. Et gëtt esou de Mythos, deen éischte Mythos, dat ass, fir ze soen, et géif keng aner Méiglechkeet ginn, well deen alen Handelssystem, dee wier mat der Welthandelsorganisatioun net méi konform.

Jo, de Lomé-System war net kompatibel mat der OMC. Mä datt et keng Alternativ gouf, dat ass net richteg.

(Interruption)

Et hätt een éischtens kënnen eng nei Ausnameregelung bei der OMC ufroen, sou wéi d'USA dat och mat hirer Afrika-Initiativ AGORA am Joer 2015 gemaach hunn. Oder et hätt ee kënnen de sougenannten « Système de préférences généralisées Plus » reforméieren, fir de Maartzougang fir déi Länner ze erhalen.

Dës alternativ Léisunge wollt d'EU-Kommissioun awer, trotz dem Insistéiere vun den afrikanesche Länner, emol net diskutéieren, obwuel se och nach vertraaglech am Cotonou-Accord dozou verflicht war.

Et gëtt en zweete Mythos: Déi Accorde si gutt fir déi regional Integratioun.

Et ass genau de Géigendeel. Et ass genau de Géigendeel! Genau de Contraire ass de Fall. Déi Accorden hunn zum Beispill a Westafrika déi regional Integratioun sabotéiert a mëttlerweil komplett geläämt. D'Situatioun ass immens komplex. Mä, fir et vereinfacht ze soen: Eng gemeinsam regional Zollunioun ass mat dësen Interimsaccorden net méiglech. Et sief dann, all d'Länner vun der Regioun, dorënner déi Ärmst ënnert deenen Ärmsten, akzeptéieren ebenfalls e Fräihandelsofkommes mat der EU.

Drëtte Mythos: Si sinn asymetresch an dofir speziell op d'Bedürfnisser vun deene Länner ugepasst.

Jo, Länner wéi de Ghana oder d'Côte d'Ivoire kënne ronn 20 % vun hire Produktlinne vun der Liberaliséierung erausklammeren - wat knapps duergeet, fir hiren immens fragillen Agrarsecteur ze schützen. Mä bei all anere Produkter wäerte se der europäescher Konkurrenz ongebremst ausgesat ginn.

Datt eng Ëffnung ënner 80 % net-OMC-konform wier, ass och falsch. Déi betreffend Passagen am GATT sinn immens vag an d'OMC huet an der Vergaangenheet och Accorden duerchgoe gelooss mat manner wéi 80 %, souguer Accorden tëschent Industriestaten. Dat heescht tëschent Länner, déi wéinstens d'selwecht ..., plus ou moins deeselwechten Entwécklungsgrad hunn.

Déi 80 % ass einfach eng unilateral Interpretatioun vun der EU, vun deem léiwe Petzi do. Well déi westafrikanesch Länner wollte just 60 % opmaachen, mä dovunner wollt d'EU näischt héieren.

Véierte Mythos: D'Adaptatioun un dës Accorde gëtt massiv duerch Entwécklungsgelder flankéiert.

Elo komme mer an den « grand n'importe quoi »!

Dat gouf hinnen deemools versprach. Dat ass natierlech net am Usaz agehale ginn. Et si Gelder gefloss, mä déi si gréisstendeels just innerhalb vum europäeschen Entwécklungsfong ëmklasséiert ginn. Mat anere Wierder: Gelder, déi eigentlech virgesi waren, fir Schoulen ze bauen, ginn ëmbenannt an „Aid for Trade". - Aid for Trade, dat ass eng Aart Pax Romana. Ech weess och net, wéi een dat soll soen.

Donieft sinn déi Gelder just eng Drëps op dee waarme Steen. De Ghana zum Beispill, e Land mat 30 Milliounen Awunner, dee kritt ongeféier 50 Milliounen Euro pro Joer aus dem europäeschen Entwécklungsfong. Datt dat net duergeet, fir den Impakt vun esou engem Fräihandelsaccord ofzewieren, ech mengen, dat wäert jidderengem aliichten.

Dat si just e puer Aspekter. Da ka gesot ginn: Okay, et sinn awer nach vläicht gutt Saachen, wéi déi faméis Mesures de sauvegarde. Oder déi Infant-industries-Klausel, fir Industries naissantes. Mä déi si komplett onzouräichend am Verglach zu der Fragilitéit vun deenen Ekonomien. Si kënnen nëmmen ënner ganz bestëmmten Ausnamebedéngunge benotzt gi fir e ganz limittéierten Zäitraum. An da kënnt och nach esou eng Aart Sunset-Klausel. Dat heescht, si kënnen nëmme wärend deenen éischten 10 bis 15 Joer an Usproch geholl ginn. Dat heescht, dat sinn all déi Mesuren, wou se kéinten nach d'Industrie e bësse protegéieren, par rapport zu de Mastodonten aus der Europäescher Unioun.

Ausserhalb vun deenen exzeptionelle Schutzmoossnamen a ganz präzisen Eeenzelfäll verbitt eng generell Standstill-Klausel dëse Länner all Erhéijung vun hiren Importtariffer, an zwar bis éiweg, bis an all Éiwegkeet. Eng Revisiounsklausel, déi et erméiglecht, spéider d'Liberaliséierung nach eng Kéier ze korrigéieren, fir op negativ Entwécklungen ze reagéieren, gëtt et just am APE mat de karibesche Länner.

An dann och nach d'Aféierung vun Exporttariffer, déi zum Beispill bei Narungsmëttelkrisen immens wichteg sinn, well déi kann een dann asetzen, fir datt d'Narung d'Land net verléisst - dat gëtt mat dësen Accorden dëse Länner verbueden.

An da gëtt et nach déi Klausel vun der Nation la moins favorisée (veuillez lire : Nation la plus favorisée), datt déi Länner automatesch der EU déi Virdeeler musse ginn, déi se anere grousse Länner oder Handelsbléck gewären. Domadder gëtt den Handel tëschent deene Länner a grousse Schwellelänner natierlech ënnerbonnen.

An da gëtt et nach déi Rendez-vous-Klausel - dat kléngt ganz romantesch, ass et awer net -, déi beseet, datt déi Länner innerhalb vun engem bestëmmten Zäitraum mat der EU iwwer eng Liberaliséierung vun de Servicer musse verhandele souwéi iwwer Investitiounsschutz a Propriété intellectuelle, obwuel dës Länner dat ofleenen.

Virdrun hat den Här Kartheiser gesot, et brauch ee grouss Multien, fir datt e Land sech entwéckelt. En huet e Parallèle gezu mat der Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg.

Jo, mä de Problem ass jo deen: Wann en ënnerentwéckelt Land versicht, sech ze entwéckelen an eng Industrie, eng souverän Industrie opzebauen, an et huet een awer schonn alles verginn un eng Industrie aus engem westleche Land oder eng Multi, déi justement schonn esou vill am Viraus ass, da ka justement déi Entwécklung net geschéien.

An, ech mengen, dat ass ganz bewosst och esou, datt et ni geschitt. Well dann hu mer weiderhin Ofsazmäert, déi ganz praktesch sinn. Dat heescht, mir wäerten och verhënneren, datt déi Länner sech entwéckelen. Well, et muss een och ëmmer oppassen, wa gesot gëtt: „Mir protegéieren och agricole Produkter, 20 %", oder esou weider. Dat ass richteg. Mä anerersäits ginn Industrien net onbedéngt esou protegéiert, respektiv gi spéiderhin och Servicer net protegéiert.

An dann, et ass och nach e Problem bei den Zollrecetten. Well dës Accorden huelen deene betraffene Länner d'Méiglechkeet, hir Marchéen ze schützen an eegen Industriesecteuren ze developpéieren, wéi ech dat elo grad gesot hunn, a späre se domat an hirer Roll als Rohstofflieferanten u sech an. An dës Accorde verhënneren, datt dës Länner mat gréissere Schwellelänner kënnen Handelskooperatiounen agoen a blockéieren domadder de Süd-Süd-Handel.

Dës Accorden huelen deene Länner wichteg Zollrecetten ewech. Beim Ghana sinn dat zum Beispill ronn 10 % vun de Statsrecetten, déi ewechfalen. Mä et ass alles gutt an d'EU ass weiderhin e Petzi!

Här President, ech hat nëmmen zéng Minutten. Ech hat 15 Minutten, fir iwwer e Gaardenhaischen ze schwätzen haut de Moien. Ech hunn zéng Minutten, fir iwwert d'Existenz vu Millioune vun Afrikaner ze schwätzen, mä et ass net esou wichteg!

Wéi sot scho méi de Mitterrand anscheinend 1994, wou e Genocide am Ruanda war: « Vous savez, dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas si grave (veuillez lire : un génocide n'est pas trop important. »

Anscheinend huet en dat gesot. Wann en dat net gesot huet, et sinn der vill, déi am Westen dat geduecht hunn. An et mierkt ee jo och, datt hautzudaags weiderhin ..., dat heiten ass kee Genocide natierlech. Dat heiten, dat dréit nëmmen dozou bäi, datt weiderhi Millioune vu Leit an Afrika, déi Schwächst ënnert deene Schwächsten, sech net wäerte weiderhi kënnen entwéckelen.

Da kann ee mat guddem Gewësse mat sengem Fanger op „Jo" drécken an duerno soen: „Oh, mais on verra. Mir wäerten dat suivéieren. Et wäert besser goen."

Et wäert net besser goen! Dofir sinn déi Accorden net geduecht.

Wannechgelift, lauschtert och op déi Leit, déi betraff sinn! Well dat ass dat, wat ... Ech erfannen dat jo net. Ech kucke jo e bëssen dat, wat déi soen op der Plaz. All déi ONGen op der Plaz, d'Leit op der Plaz, et ass keen ... Si soen net: „Passt op!" Si hunn net e puer kleng Kritiken. Si soen: „Huelt dat guer net un!" Dat ass dat, wat si soen. Dat ass dat, wat ech wäert maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Sven Clement steet schonn zwou Minutte prett.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Handelsaccorde kënne fir déi involvéiert Natiounen engersäits eng Chance duerstellen, fir nei Marchéën ze erschléissen, anerersäits awer och eng Gefor fir de klengen a lokale Commerce sinn.

Wann een d'Puissance vum europäesche Maart mat där vun den nationale Marchéé vun den

afrikanesche Länner vergläicht, mat deene mer hei Accorde maachen, gëtt séier kloer, wie sech hei aktuell an enger méi staarker Positioun befënnt. Obwuel den afrikanesche Kontinent en enorme Räichtum u Buedemschätz huet, ass et, an dorunner si virun allem Europäer schold, bis elo nach net gelongen, fonctionnéierend afrikanesch Marchéen ze etabléieren, déi d'Awunner um Räichtum vum Land deelhuele loossen.

De Ruanda gouf haut schonn eng Kéier genannt, an ech si ganz frou, datt haut deen éischte Smartphone, deen honnert Prozent Made in Africa ass, op de Marché komm ass. Well dat weist, datt sech eppes deet. Et weist awer och, datt déi lokal Marchéen nach vill „catch up" ze maachen hunn. Se musse sech nach weiderentwéckele kënnen.

Duerch déi virleiend Accorde sollen awer elo europäesch Produite méi einfach um afrikanesche Maart placéiert kënne ginn. Dat héiert sech fir d'Éischt emol net schlecht un. Wien ass da schonn dergéint, datt mir nei Marchéen denichéieren, fir eppes ze verkafen?

Et besteet awer d'Gefor, dass doduerch net nëmmen de lokale Commerce vun de Partnerlänner duerch europäesch Dumpingpräisser a -produiten ënner Drock geréit, mä och d'Nopeschlänner vun dëse Länner. Länner wéi zum Beispill de Mali, de Senegal oder de Burkina Faso wäerten och vun de Repercussioune vun dësem Accord oder vun dësen Accorde getraff ginn, obwuel si selwer guer net Zeechnungspartner vun dëse sinn.

Europäesch Agrarproduite bleiwen, wa se bis an engem afrikanesche Land um Maart sinn, natierlech net just an deem Land. Ausgoend vun de Partnerlänner vun dësen Accorden, geroden d'Produiten och schnell an d'Nopeschlänner, déi hirersäits keng Accorden agaange sinn, esou dass dann dës den Nodeeler vum Partenariat économique ausgesat sinn, wärend se vun de Virdeeler net profitéiere kënnen.

Grad Lëtzebuerg, als Land, dat all Joer vill an d'Entwécklungshëllef investéiert an och mat villen ONGen a ville Länner, wéi zum Beispill dem Mali, dem Burkina Faso an dem Senegal vertrueden ass - iwwregens Länner wou am Moment, wa mer de Burkina Faso kucken, eng dramatesch Situatioun ass -, sollt hei Responsabilitéit iwwerhuelen a kengen Accorden zoustëmmen, déi der Entwécklung vun dëse Länner schuede kéinten, just, fir e puer groussen europäeschen Entreprisen an d'Kaarten ze spillen.

Soulaang net kloer ass, wéi eng wirtschaftlech Konsequenzen a wéi eng Repercussiounen um Niveau vun der Emweltbelaaschtung a vis-à-vis vun enger Garantie vun de Mënscherechter ze erwaarden ass, kënnen esou Partenariats économiques net gudde Gewëssens zougestëmmt ginn.

Wat hu mir vun engem Partenariat, wann et zum Schluss just drëm geet, Wuere kräiz a queer iwwert de Planéit ze féieren, wärend d'Mënschen an onwierdegen Aarbechtsverhältnisser exploitéiert ginn?

Eleng de Fait, dass de Cercle de coopération vun de lëtzebuergeschen ONGen, déi dohanne sur place aktiv sinn an doduerch aus éischter Hand wëssen, wéi et ëm de lokale Commerce steet, sech géint dës Accorden ausschwätzt, muss engem hei ze denke ginn.

Et sinn awer net déi eenzeg, déi sech dogéint ausschwätzen, an de Kolleeg Wagner huet virdrun eng ganz Lëscht opgezielt vun de lokale Gewerkschaften, iwwer Akteuren, souwuel nationaler wéi internationaler, gëtt et eng ganz Hickecht.

Wann een dem afrikanesche Kontinent eng reell Chance wëllt ginn, sech ekonomesch ze entwéckelen, da muss een d'Reciprocitéit fale loossen. Da muss ee bei der Welthandelsorganisatioun ufroen, eng Ausnam ze maachen, fir den afrikanesche Länner vollen Zougang zu den europäesche Marchéen ze ginn, ouni an enger éischter Phas vun hinnen datselwecht ze erwaarden.

Well mir kee Gesetz matdroe kënnen, dat europäeschen Entreprisen hëlleft, hire Wuelstand um Bockel vun exploitéierten Aarbechter op anere Kontinenter auszebauen, wärend Mënschen, also och an deene Länner, aner Problemer hunn, iwwerhaapt Problemer hunn, hir Grondbesoinen ze decken, wäerte mir dës Projeten haut net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass alles gesot ginn, wat de Pro an de Kontra ugeet.

Ech wëll just awer vläicht drop opmierksam maachen: Dir wësst, dass Lëtzebuerg, dat huet näischt mat dëser Regierung ze dinn, mä an der Kontinuitéit an deene leschte Jorzéngte wierklech probéiert huet an der Kooperatioun, mir sinn haut op engem Prozent a mir wëllen dorobber bleiwen, fir do mat déi Bescht op dem Planéit ze sinn. A mir sinn awer och der Meenung, dat waren all Regierungen, och déi haiteg, dass Kooperatioun eleng net duergeet, mä dass och Handel soll kënne gemaach ginn.

Nun, vläicht fir déi Kolleegen, ech respektéieren alles, mä déi gesot hunn, dass hei nëmmen d'Multie géife profitéieren: Zu dem APE gëtt kee forcéiert. An ech mengen, dass et net richteg ass, Här Wagner, dass mer d'Gewerkschafte solle froen a verschiddene Länner oder ONGen, dat ass selbstverständlech ganz wichteg, mä et gëtt an deene Länner jo och Regierungen an et gëtt Parlamenter. A bei deem, wou mer haut virleien hunn, hunn d'Parlamenter ...

(Interruption)

Zielen d'Parlamenter net méi?

... Jo gesot, dass se wëllen deen APE, dass se dee wëlle matdroen.

Sou, wann alles esou schlecht wier, wëll ech och d'Fro stellen, woufir Länner wéi d'Komoren, wéi Simbabwe, wéi Mauritius, wéi d'Seychellen eis elo scho gesot hunn, dass se wëlle méi wäit goen.

An, ech mengen awer, e ganz wichtege Punkt fir déi Leit, déi sech ëm d'Mënscherechter a Rechtsverletzunge bekëmmeren, ass: Am Kader vun den APE ass ee ganz staarke Punkt, dee sech op d'Mënscherechter bezitt. An et gëtt ee Land, - ech soen elo ee Land, dat ass en typescht Beispill - Nigeria wëllt net een APE hunn. Se wëllen net, dass d'Europäer Asiicht hunn an d'Mënscherechtsverletzungen, déi eventuell an deem Land kéinten zum Droe kommen.

Duerfir, Här President, et sinn zwanzeg Länner vun der Europäesch Unioun, souguer méi wéi 20 Länner vun der Europäescher Unioun hu bis elo déi Accorden hei guttgeheescht. Ech mengen net, dass mer Aussätzeger wieren, wann dëst Parlament hei zu Lëtzebuerg dat och géif maachen. Déi Revisiounen, dat ass e puermol ugedeit ginn, kënnen all fënnef Joer gemaach ginn. An, virun allem och: All APE-Land kann am Laf vun dem Kontrakt, kann et zoumaachen oder opmaachen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat mer mussen ervirsträichen. Bon!

Afrika soll eng Prioritéit si fir déi nei Kommissioun. Wann dann déi nei Kommissioun sollt eng Kéier den Dag gesinn, den 23. Oktober oder vläicht e wéineg méi spéit, da verléiere mer e gudde Mann an der Chamber hei. An duerfir géif ech dem Här Angel och vu mir aus e grousse Merci soen, Marc, fir Deng Aarbecht, déi s De gemaach hues an der Kommissioun, an och déi Aarbecht, déi s De gemaach hues hei an der Chamber. An et ass jo hautdesdaags exzessiv rar, dass emol en Deputéierte vun alle Säite geéiert gëtt a gelueft gëtt. Dat hutt Der gemaach virdrun.

An duerfir och vu menger Säit, Här Angel, Marc: Merci fir all dat, wat s De fir eis gemaach hues! A vläicht kéins De souguer nach weiderfueren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7375 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7375. Den Text steet am Dokument 7375[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7375 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7375 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Alex Bodry), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7376 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7376. Den Text steet am Document parlementaire 7376[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet 7376 ass mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7376 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Alex Bodry), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7377 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zum Vott vum Projet de loi 7377. Den Text steet am Document parlementaire 7377[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7377 ass mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7377 est adopté par 55 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox et Mme Josée Lorsché ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7378 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7378. Den Text steet am Document parlementaire 7378[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7378 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7378 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7379 et dispense du second vote constitutionnel

Da kéime mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7379. Den Text steet am Document parlementaire 7379[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Projet de loi 7379 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7379 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Franz Fayot), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den 7380, hate mer deen?

Plusieurs voix.- Neen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7380 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer elo zum Vott vum 7380. Den Text steet am Document parlementaire 7380[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet 7380 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7380 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Franz Fayot), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Da kéime mer elo zum Projet de loi 7389 iwwer fënnef Accorden am Beräich vum Austausch vu klassifizéierten Informatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech géif gläich der Rapportrice vum Projet de loi, der honorabeler Madamm Lydia Mutsch, d'Wuert ginn. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Wa mer dësem Accord zoustëmmen oder besser gesot dësem Gesetz, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da gi mer eisen Aval fir direkt fënnef bilateral Accorden, déi zum Objet hunn en Echange an eng Protection réciproque vu klassifizéierten Informatiounen, a mer ginn deem domadder e juristesche Kader.

Mir hu schonn eng ganz Rëtsch vun esou Accorden. Doduerch, dass elo fënnef Länner derbäikommen, gi mer vun 21 op 26 Accorden erop. An dat Ganzt reit sech an an eng Strategie, déi eist Land huet an aner Länner och, fir mat alle Partner vun der EU a vun der NATO esou Zorten Accorden ofzeschléissen, inklusiv och déi multilateral Accorden, déi derbäikomme bei de Protektiounsregimmer. An do kënnt zu der Europäescher Unioun an der NATO och nach d'ESA, d'European Space Agency, derbäi.

Ech hu gesot, et si fënnef Länner, mat deene mer esou en Accord ofschléissen. Déi fënnef Länner sinn zwee EU-Memberstaten, dat ass Bulgarien an Ungarn. Dann Albanien, e Kandidat, fir an d'EU ze kommen. Dat nämlecht gëllt och fir Nordmazedonien, och e Kandidat, fir an d'EU ze kommen an, iergendwéini an der noer Zukunft, och en NATO-Member. A Brasilien, wou mer jo d'lescht Joer eng Ambassad opgemaach hunn a gesot hunn, dass mer eis Relatiounen, politesch a wirtschaftlech Relatiounen an Zukunft mat deem Land nach wëlle méi intensiv handhaben.

Bon, d'Fro: Wat fält alles ënner klassifizéiert Informatiounen? An der Vergaangenheet war et, wann een déi Terme gebraucht huet, ëmmer a Relatioun mat Krichssituatiounen, Secret militaire ass opgeworf ginn, national Sécherheet vun engem Land stoung a Fro.

Haut si souwuel d'Natur vum Krich ganz anescht wéi och d'Erausfuerderungen an d'Gefore fir d'Sécherheet, déi sech massiv verännert hunn. Ech wëll hei nëmmen d'Stéchwierder Terrorismus, Drogen- a Mënschenhandel nennen, déi eigentlech keng Grenze méi kennen a scho guer keng Lännergrenzen, oder organiséiert Kriminalitéit, déi, par définition, an enger grenziwwerschreidender Optik ze analyséiere sinn.

An ech hunn déi elo opgezielt, fir domadder ze weisen, dass eng international Zesummenaarbecht onerlässlech ass. An dat betrëfft ebe grad, wann et ëm d'Froe vun der Protektioun geet vu wichtegen Donnéeën oder vun engem Echange, dee wichteg ass, fir eng gewësse Schutzfonctioun kënnen auszeüben.

Dobäi kënnt och nach, dass haut an enger héich technologescher Welt och Technikdonnéeën oder wëssenschaftlech Donnéeë musse protegéiert ginn an och d'Sécherheet vun enger digitaliséierter Welt viru Cyberattacke séchergestallt muss ginn.

Dir gesitt also, dass déi heite fënnef Accorde sech an en existente Kader anuerdnen. Si sinn och, kann ee praktesch soen, Deel vun engem ganz grousse Puzzle vun der beschtméiglecher Gefor- a Gewaltpräventioun, déi een als Land ka maachen.

An dësen Accorde gi ganz fundamental Froe gekläert. Do geet et vun der Fro, wéini et eng Klassifikatioun vun Dokumenter muss ginn, wéi eng Geheimhaltungsstufen et gëtt a wéi se agehale ginn, wien iwwerhaapt dierf esou eng Klassifizéierung virhuelen, wien Zougréff dorobber huet, an aner wichteg Froen an deem doten Zesummenhang.

D'Kommissioun huet sech zweemol mat deenen heite Froe beschäftegt, eng Kéier den 12. Mäerz an eng Kéier de 6. Mee, wat weist, dass awer deem heite Gesetz eng wichteg Bedeitung zougemoosst gëtt. Den Aval fir de Rapport krut ech de 6. Juni 2019, also kuerz virun der Summervakanz. A mir hunn, dat kann ech vläicht och nach soen, net nëmmen den Avis vum Conseil d'État gekuckt, mä natierlech och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires an der Chambre de Commerce, deene mer och probéiert hunn, Rechnung ze droen.

An ech wéilt domadder och vun dëser Geleeënheet als Rapporteur profitéieren, fir den Aval vun eiser Fraktioun zu dësem wichtege Projet ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir der Madamm Rapportrice Merci ze soe fir dee Rapport, dee se gutt gemaach huet.

Selbstverständlech si mer och d'accord mat deem hei Projet, well et an eisen Aen och wichteg ass, datt déi Relatiounen an notamment iwwert d'Klassifikatioun vun Dokumenter, wa mer Relatioune mat anere Länner hunn, wou esou Dokumenter hin- an hiergeschéckt ginn, datt do och d'Regele kloer sinn, datt alles däitlech ass, wien wat däerf, an datt déi Klassifikatiounen, déi mir am Gesetz vun 2004 och festgeluecht hunn, datt déi och applikabel sinn, wa mer Dokumenter kréie vun anere Länner a vice versa.

Et ass eng normal Prozedur. Mer hunn elo fënnef Länner derbäi. Dat ass eng positiv Saach. Dofir wäerte mer dësen Text stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An da wier et um honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt der Rapportrice Merci soe fir hire Bericht, wou eigentlech schonn alles gesot ginn ass. Just vläicht eng Remark.

Effektiv ass et wichteg, datt mer déi Méiglechkeeten hunn, fir klassifizéiert Dokumenter mat esou vill wéi méigleche Länner ze echangéieren. Virun allem well een dat och muss gesinn, déi Stéchwierder sinn och scho gefall, am Kader vun dem Kampf géint d'international Kriminalitéit, géint den Terrorismus. Wou natierlech, wann een déi Méiglechkeet huet, fir esou Informatiounen auszetauschen, dat och besonnesch am Sënn vun der Präventioun ass an datt dat also sécherlech an där Hinsicht och da soll esou gesi ginn.

Ech mengen, deem ass eigentlech näischt bäizefügen an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech notzen dann och dës Geleeënheet, fir der Rapportrice villmools Merci ze soen. Mir hunn eise Virriedner hei näischt méi weider bäizefügen a ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice.

Vläicht just ee klenge Bemoll: An der Opzielung vun deene Staten, mat deene mer Accorde maachen, ass déi fréier jugoslawesch Republik Mazedonien mat République de Macédoine bezeechent. Mir hate virun deem historeschen Accord tëschent Griichenland an elo Nordmazedonien eng Regel an den internationale Beziéungen, datt dat Land sollt als fréier jugoslawesch Republik Mazedonien bezeechent ginn am internationale Verkéier, also och am bilateralen internationale Verkéier. Dat ass hei net agehale ginn. Dat ass awer elo net méi esou wichteg, well mer jo deen Accord hunn an dat Land elo Republik vun Nordmazedonien heescht.

Dat gesot, stëmme mir dës Accorden awer gäre mat.

Merci.

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet haut matdroen, bedaueren awer, datt aktuell nach ëmmer eng Rëtsch EU-Memberstate feelen, mat deene mer keng Accorden hunn. Dat sinn: Dänemark, Griichenland, Irland, Malta an Holland - fir se ze nennen.

Do derniewent hu mer och mat enger ganzer Rëtsch NATO-Memberen nach ëmmer keen Accord. An dee gréissten, deen do, mengen ech, zielt, dat sinn d'USA. An ech mengen, dat ass och eppes, wat an engem vun den Avisen zu dësen Accorden ugeschwat gouf, datt ee sollt mat eise Bündnispartner an all deene groussen internationalen Organisatiounen dann och déi Accorden hei ausschaffen.

Mir schaffen elo schonn eng ganz Rëtsch Joren drun. Mir sollten also vläicht do nach eng Kéier eng Kadenz bäileeën, fir datt mer wierklech eng honnertprozenteg Ofdeckung hunn, zumindest innerhalb vun der EU, mä optimalerweis an all eisen internationalen Organisatiounen, fir eben esou mat all deene Länner kënne sécher ze kommunizéieren.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo. Also, Merci och der Madamm Lydia Mutsch fir hire Rapport, dee komplett war.

Ech wëll vläicht soen, Macédoine du Nord, dat ass deen neien Numm vun deem Land. Et ass kloer, dass dee sech och op dat Land elo bezitt an och op deen Numm.

Malta hunn ech ënnerschriwwen zu New York elo virun enger Woch, wéi mer do waren. Dat ass also an der Rei. Mir hunn am Viséier, wou mer héchstwahrscheinlech virukommen: Kanada, Neiséiland, Australien an Dänemark. Wou et nach klemmt de Moment, dat ass Holland a Griichenland.

D'USA sinn éischter interesséiert un engem Accord, dee sech spezifesch op de Militärberäich konzentréiert. Do musse mer also nach dru schaffen. A mat Holland och. Et ass eigentlech net ze verstoen, dass mer mat den Hollänner net géifen eens ginn, fir esou en Accord ofzeschléissen.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7389 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7389. Den Text steet am Document parlementaire 7389[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7389 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7238, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de fräie Persouneverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7238 ass den 28. Abrëll 2018 eng éischte Kéier an der zoustänneger Kommissioun analyséiert ginn. Et geet spezifesch ëm eng Rëtsch Ëmännerungen am Emigratiounsgesetz vun 2008. An dat ass néideg ginn, fir den Observatioune vun den Experten, déi am Kader vun der Evaluatioun vun der Applikatioun vum Acquis de Schengen 2016 hei zu Lëtzebuerg gemaach gouf, fir deenen Observatioune Rechnung ze droen.

Am Dezember 2016 huet de Conseil vun der EU eng Décision d'exécution ugeholl, déi eng Recommandatioun adoptéiert huet, déi virgesäit, dass d'Mängel, déi bei dëser Schengen-Evaluatioun festgestallt goufen, rektifizéiert musse ginn.

Et soll awer och gesot ginn, dass de Conseil eng Rei gutt Punkten an der Schengen-Evaluatioun iwwer Lëtzebuerg ervirgehuewen huet. Zum Beispill déi schnell Decisiounen, de Retour bei Drëttstaatler, déi irregulär zu Lëtzebuerg sinn, awer besonnesch och d'Promotioun vun Assistenzprogrammer fir de Retour volontaire. Dat gëtt als ganz positiv an där Evaluatioun ervirgestrach.

Wou kënnt déi sougenannt Evaluatioun Schengen hier a firwat ass se wichteg?

Den Espace Schengen berout op der géigesäiteger Confiance tëscht de Memberstaten, fir d'Mesuren, déi d'Ophiewen un de Bannegrenzen erméiglecht, komplett ëmzesetzen.

Fir ze garantéieren, dass dës Normen op engem héijen Niveau uniform respektéiert ginn, gouf et als noutwendeg ugesinn, en Evaluatiouns- respektiv e spezifesche Kontrollmechanismus op d'Been ze stellen, deen et erlaabt, d'Applikatioun vum Acquis vu Schengen ze verifizéieren.

Dofir huet de Conseil vun der EU de 7. Oktober 2013 e Reglement adoptéiert, dee justement esou e Mechanismus etabléiert. Et gëtt also eng legal Basis. An et ass net esou, wéi et am Ufank gemengt gi war vun engem Member aus der Kommissioun, dass do iergendwéi Leit vu Bréissel géife kommen ouni Mandat an hei emol en Avis iwwer Lëtzebuerg schreiwen. Déi legal Basis ass do.

Dës Mechanismus soll dozou bäidroen, eng effikass, kohärent an transparent Ëmsetzung vun de Regelen an de Reglementatioune vu Schengen vun alle Memberstaten ze garantéieren.

Lëtzebuerg gouf, wéi gesot, 2016 evaluéiert. A verschidden Observatiounen a Recommandatioune konnten, wéi mer deemools och an der Kommissioun informéiert goufen, um administrativen Niveau ëmgesat ginn, a fir anerer hu mer misse legiferéieren. A genau dat ass den Inhalt vun deem haitege Projet de loi.

Et geet heibäi virun allem ëm d'Politique de retour. Spezifesch ännert sech virun allem eppes an der Evaluatioun vum Intérêt supérieur vun de Mineurs non accompagnés am Kontext vun enger Décision de retour. Hei gëtt eng Commission consultative geschafen, op déi ech spéider nach eng Kéier ze schwätze kommen.

Ausserdeem wäert eng „automatesch" - oder wéi de franséischen „d'office" - systematesch Verifikatioun a Fäll vu méi laange Periode vun enger Retentioun agefouert ginn. Dat heescht also a Fäll, wou et zu méi wéi véier Méint Retentioun kënnt. An esou Fäll gëtt e Recours virum Tribunal administratif opgemaach, deen als urgent traitéiert gëtt. Et wäert d'Méiglechkeet ginn, fir géint eng Decisioun vum Tribunal administratif bei der Cour administrative an Appell ze goen.

Eng aner Modifikatioun betrëfft den Éloignement forcé. Wann den Zougang zu de sougenannten « locaux servant à son habitation » refuséiert gëtt, an domat e Retour onméiglech gemaach gëtt, muss de President vum Tribunal d'arrondissement deen explizitten Accord ginn, ier d'Police sech Accès fir déi Locaux ka verschafen, fir eng Décision de retour auszeféieren. An dës Mesurë musse proportionéiert sinn an all Asaz vu Gewalt muss strictement räsonabel sinn.

Heibäi muss ee soen, dass eng Majoritéit vun de Retouren hei zu Lëtzebuerg zum Gléck op fräiwëlleger Basis duerchgefouert goufen.

Bis Juni an dësem Joer waren dat der 68. 68 Retours volontaires géint 24 Retours forcés. An d'lescht Joer waren et vum Ufank 2018 bis November 2018 193 Retouren, 193 volontaire Retouren an zum Gléck nëmmen 30 Retours forcés.

Et kënnt och nach zu weideren, méi klengen Adaptatiounen, op déi ech awer net am Detail wäert agoen, mä déi mer an der Kommissioun en long et en large beschwat hunn an déi och am schréftleche Rapport nozeliese sinn.

All d'Ëmännerungen am Immigratiounsgesetz brauchen eng gewësse Preparatioun. An dofir gëtt dëse Projet och eréischt elo nom Summer gestëmmt. Et huet de relevanten Akteuren erlaabt, sech virzebereeden, soudass déi nei Dispositiounen och effikass ëmgesat kënne ginn.

Den 23. Abrëll 2018 huet d'Kommissioun den Text, wéi gesot, eng éischte Kéier examinéiert. De 25. Juni 2018 huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot vum 8. Mee 2018 an och d'Avisen, déi ganz gutt waren, vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand a vun der Mënscherechtskommissioun analyséiert. Ech hunn och derfir gesuergt, dass dës Avisen als Document-parlementairë géifen ugeholl ginn.

Den 11. Februar dëst Joer sinn d'Aarbechten un dësem Text du weidergaangen. D'Kommissioun huet eng Rei Amendementer adoptéiert, fir de Bemierkunge vum Statsrot Rechnung ze droen. Et waren zwou Opposition-formellen am éischten Avis vum Statsrot. Déi eng, do goung et ëm eng Notioun vun « représentants de médias accrédités », déi et an eisem nationale Recht net gëtt. An dofir gouf och an der Kommissioun decidéiert, dëse Punkt ewechzeloossen.

Zweetens: Bei där zweeter Opposition formelle goung et ëm de System vum Contrôle juridictionnel vun der Decisioun vum Minister, eng Mesure de rétention ze verlängeren, deen dem Statsrot no géint d'Logik vum Contentieux administratif verstousse géif. Och hei goufen dunn Ännerunge virgeholl.

Bei engem drëtten Haaptpunkt goung et ëm d'Équipe pluridisciplinaire, wou d'Mënscherechtskommissioun an den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand Präzisioune gefrot haten. An d'parlamentaresch Kommissioun huet dunn fir déi Équipe pluridisciplinaire eng Commission consultative virgeschloen, där hir Zesummesetzung an hire Fonctionnement duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt. A bei der Ausschaffung vun deem Règlement grand-ducal ass enk zesummegeschafft ginn, mir sinn ëmmer informéiert ginn an der Kommissioun, an et ass enk zesummegeschafft gi mam Ombuds-Comité fir d'Kannerrechter.

Den Avant-projet vun dësem Règlement grand-ducal läit och vir. Ech hunn en och de Kolleeginnen an de Kolleege vun der Kommissioun geschéckt.

Dës Kommissioun, déi Commission consultative, wäert véier Memberen hunn. Eng Vertriederin oder e Vertrieder vum Minister fir Immigratioun an Asyl, deen d'Kommissioun presidéiert, eng Vertriederin oder e Vertrieder vum OLAI, wat elo jo an nächster Zukunft den ONA wäert ginn, eng Vertriederin oder e Vertrieder vum Office national de l'enfance an eng Magistratin oder e Magistrat vum Parquet vun der Sektioun Protection de l'enfant.

Den Ad-hoc-Administrateur, deen de Mineur non accompagné representéiert, wäert invitéiert ginn, fir der Kommissioun säi Point de vue ze presentéieren. An de Mineur selwer huet och d'Recht, vun der Kommissioun gehéiert ze ginn.

Den ORK als Mediateur wäert net Member vun där Kommissioun sinn, wéi ech et wollt virschloen, mä si wollten dat net. Si wollten dat net, well si wëllen hir Onofhängegkeet behalen. Mä si wäerten awer d'Recht hunn, an all déi pertinent Dossieren eranzegesinn, natierlech mam Accord vum Mineur non accompagné.

En drëtten Amendement betrëfft d'Notioun « locaux destinés à l'habitation », déi am Endeffekt duerch d'Formulatioun « dans les locaux servant à son habitation » ersat gouf. Ech mengen, do hu mer dat gemaach, wat de Statsrot vun eis gefrot huet.

Den Avis complémentaire vum Statsrot ass dunn de 26. Mäerz komm, dee mer dunn an der Kommissioun den 13. Mee 2019 analyséiert hunn. Dat war deen zweeten Avis. An den Avis complémentaire, wéi gesot, war zefridde mat den Amendementer an huet seng Opposition-formellë fale gelooss.

De Rapport gouf schlussendlech d'lescht Woch, den 30. September, ugeholl an der Kommissioun. An ech hoffen, dass d'Chamber dëse Projet de loi mat grousser Majoritéit wäert unhuelen a ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Ech wëll eng lescht perséinlech Remark maachen. Ech wëll de Beamtinnen a Beamte vun der Direction de l'immigration Merci soen, éischtens fir hir gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, awer och fir déi gutt Aarbecht, déi si maachen. Si maachen eng schwéier Aarbecht. An et ass net esou, wéi gëschter de Vertrieder vun der ADR hei gesot huet, wéi e gemengt huet, hei zu Lëtzebuerg géife Leit Asyl kréien, déi kee Recht op Asyl hunn. D'Beamtinnen an d'Beamte vun där Direktioun, vun deem Ministère, déi kennen eis Gesetzer, déi kennen d'Direktiven. Mir hu se ëmgesat hei am Haus. Si si mat enger Majoritéit ugeholl ginn. An déi Beamtinnen a Beamten, déi exekutéieren, en âme et en conscience, eis Gesetzer. An hei zu Lëtzebuerg kritt deen Asyl, deen e verdéngt huet. Ech hunn Iech jo virdru vu Retoure geschwat. Et ass net esou, wéi wann hei Leit politeschen Asyl gewäert kritt hätten, déi en net zegutt hunn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir dem Marc Angel villmools Merci ze soe fir ee vu senge leschte Rapporten. En huet dat, wéi ëmmer all déi Joren, exzellent gemaach, soudatt ech ka ganz kuerz bleiwen.

Dat hei Gesetz baséiert jo op enger Evaluatioun, déi 2016 gemaach ginn ass vun dem Gesetz vun 2008, an et huet haaptsächlech dorobber baséiert, datt mer déi Décision-de-retouren anescht organiséieren, notamment déi, déi den Intérêt supérieur vu Mineurs non accompagnés concernéieren, mä awer och d'Verifikatioun vun de Juridiction-administrativen dann, wann et drëm geet, datt d'Retentioun méi laang wéi véier Deeg (veuillez lire : Méint) gemaach gëtt.

Déi Solutiounen, déi elo um Dësch leien - an den Här Angel huet beschriwwen, wéi d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun gelaf sinn, wéi mer och deenen eenzelnen Avisen, déi erakomm sinn, Rechnung gedroen hunn -, déi Solutiounen, déi elo hei am Gesetz sinn, si Solutiounen, mat deene mir duerchaus kënne liewen. Éischtens d'Aféierung vun enger Commission consultative fir individuell Fäll bei Mineurs non accompagnés. Zweetens, bei der Retentioun, déi méi wéi véier Méint ass, déi systematesch Vérification d'office vun de Juridiktioune mat engem Recours um Tribunal administratif an engem Appell op der Cour administrative. An, haaptsächlech fir déi Persounen, déi sech der Exekutioun vun enger Décision de retour widdersetzen, d'Méiglechkeet, fir den Accès à l'habitation ze maachen op Basis vun der Autorisatioun vum President vum Tribunal d'arrondissement. Dräi Solutiounen, déi mer duerchaus kënne mat ënnerstëtzen, an dofir wäerte mer och dat Gesetz hei matstëmmen.

Loosst mech just ee Regret ausdrécken! Dat heescht, den Originaltext, deen hat och nach een aneren Aspekt vun dem Gesetz vun 2008 wëllen änneren, an zwar d'Autorisatioun, fir datt « représentants des médias accrédités » géifen hei zu Lëtzebuerg ouni Autorisatioun vum Minister en « séjour de moins de trois mois » kéinte maachen, fir hei kënnen ze schaffen. Dat ass elo aus dem Gesetz erausgeholl ginn op Basis vun enger verständlecher Opposition formelle vum Conseil d'État, deen u sech gesot huet, datt en net kéint novollzéien, wéi een da géif definéieren, wat e Média accrédité hei zu Lëtzebuerg wär, well mer déi Notioun juristesch net géife kennen. Ech verstinn absolutt déi Opposition formelle vum Conseil d'État. An dofir huet d'Kommissioun jo och decidéiert, et erauszehuelen. Op där anerer Säit ass et awer eng Fro, déi nach wie vor bleift, wéi mer mat deene Journalisten, deene Leit ëmginn an et muss an enger spéiderer Etapp dann och an eisem Gesetzestext geléist ginn, fir do absolutt Klorheet ze schafen.

Dat gesot, stëmme mer selbstverständlech dësen Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. 1985 war jo u sech en historescht Joer

fir d'Europäesch Unioun, dunn ass de Schengen-Raum geschafe ginn an engem Duerf, wat mer jo alleguer gutt kennen. Dat war, aus menger Siicht gekuckt, ee vun deene wichtegsten Datumen, déi mer bis elo an der Europäescher Unioun erlieft hunn. Leider ass et esou, datt haut jo ëmmer méi déi Errongenschaft deelweis a Fro gestallt gëtt. Et ass awer wichteg, datt mer nach wie vor dat Instrument hunn, an datt och eng Evaluatioun dovunner regelméisseg gemaach gëtt, dat ass ganz kloer ze ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat, wat mer haut stëmmen, dat sinn zwar u sech nëmme punktuell Ännerunge vum besteeënde Gesetz, an trotzdeem hu se awer eng grouss Wichtegkeet. Ech wëll virun allem op deen Aspekt vun de Mineurs non accompagnés hiweisen. Et muss ee sech och emol an d'Haut vun deene jonke Leit versetzen, déi jo oft e grousse Cauchemar hanneru sech hunn, déi oft en Deplacement aus hirer Heemecht an aner friem Länner hanner sech hunn, ënner Konditiounen, déi mir eis oft net kënne virstellen. Datt do natierlech versicht gëtt, déi beschtméiglech hei an eisem Land ze encadréieren, dat ass net méi wéi normal, an datt och elo déi spezifesch Kommissioun do geschafe gëtt, fanne mer ganz richteg.

Mir hunn och matgedeelt kritt, wéi sech déi Kommissioun soll zesummesetzen, ouni datt elo Nimm do dropstinn. Mir mengen, datt et wichteg wär, datt déi Leit awer trotzdeem a verschiddenen Domänen déi néideg Kompetenze sollte matbréngen. Ech denken zum Beispill u Kannerpsychologie, wat fir mech e ganz wesentlechen Aspekt wär.

Deen anere Volet, dat ass dee vun der Retentioun. Ech mengen, do ginn et natierlech ëmmer Problemer, well Leit a Retentioune sinn, a wou ebe vläicht iwwert deen Delai vu véier Méint eraus muss eng Decisioun geholl ginn, fir se nach dozebehalen. Elo ass déi Prozedur do virgesinn, déi mer och richteg fannen, datt de Minister kann iwwert de Wee vum Tribunal eng Verlängerung ufroen. Et ass awer och evident, datt dee Betraffenen awer och e Recours muss behalen, an och dee Moment hei accordéiert kritt, datt en dee ka bei der Cour administrative ausüben.

Mir sinn och der Meenung, wat een natierlech net esou gär mécht, mä wann awer Leit sech hei zu Lëtzebuerg illegal ophalen, datt dann Instrumenter musse bestoen, fir deene Leit kloer kënnen ze verstoe ginn, datt se net méi däerfen hei op eisem Territoire sinn. An et muss Méiglechkeete ginn, fir se gegebenenfalls mat Force ze deboutéieren, wat een natierlech a leschter Instanz wëllt maachen. Mä och hei kréie mer elo awer eng, géif ech soen, zolidd Base légale, datt déi Méiglechkeeten och an Zukunft bestinn, ouni datt do Moyenen ugewannt ginn, déi an engem Rechtsstat net sollen herrschen.

An deem Sënn, wéi gesot, ass dat heiten e klengt Gesetz. Mä et ass e wichtegt Gesetz, wat eis Ennerstëtzung fënnt. An eemol méi och nach eng Kéier dem Kolleeg Marc Angel e ganz grousse Merci fir seng kompetent Berichter.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An an der gewinnter Reiefolleg wier et dann elo un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President, och nach eng Kéier Merci fir de Rapport an déi Ausféierungen, déi bis elo gemaach gi sinn.

Ech géif deem net ganz vill bäifügen, just ee klenge Punkt. An deenen Avisen, déi mer kruten, waren natierlech och d'Avisen derbäi vun der Commission consultative des droits de l'homme a vum ORK, déi sech hei selwer saiséiert hunn, fir Input ze ginn, wat eppes ass, wat ee kann allgemeng ervirsträichen, dass och aner Institutioune sech an dee legislative Prozess kënne matabréngen an een Avis ofginn, dee wäertvoll ass, dee wäertvoll ass an dee mir och an der Kommissioun eingeeënd beschwat hunn a wou och einfach de Message no baussen ass: Esou Avise verlafen net an d'Näischt. Déi weisen eis, dass eng Zivillgesellschaft hannendrusteet, déi eis Aarbecht kontrolléiert, déi sech wëllt matabréngen. An ech mengen, dat huet och an dësem Kader hei zu verschiddenen Amendementer gefouert. Do géif ech deene Leit gäre Merci soen a se encouragéieren, och an Zukunft eis Aarbecht esou ze begleeden.

Voilà. A vun eiser Fraktioun dann och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Et ass gutt, mengen ech, datt ech den Här Angel scho gelueft hat viru senger leschter Interventioun ...

(Hilarité)

... well ech weess net, ob ech et mat därselwechter Begeeschterung nach hätt kënne maachen. Mä an e puer Deeg geet et vläicht erëm besser.

Ech wollt vläicht ufänken, fir dem Här Angel awer Merci ze soe fir e puer interessant Zifferen. Déi Zifferen, déi en eis genannt huet, déi weise jo, datt et graff 200 Retoure pro Joer gëtt, forcéiert an net forcéiert, bei iwwer 2.500 Demandes d'asile, déi och laang net all accordéiert ginn. An d'Fro stellt sech jo dann natierlech ëmmer: Wou sinn all déi aner Leit? E Sujet, dee mer jo ëmmer gär verdéiwen, well et ass, mengen ech, ganz wichteg, datt een dat mécht.

Mir hunn hei eng ganz komesch Situatioun, an ech wëll se selbstverständlech aus den Ae vun der ADR beliichten. Mir bekennen eis zum Beispill zum Traité vu Schengen. Dat ass eng gutt Saach. Op där anerer Säit si mir jo fir en Europa vun den Natiounen a mir denken, datt fir all d'Aspekter, déi mat Asyl ze dinn hunn, et eng national Kompetenz muss ginn, an do, wou dat net ass, soll et erëm eng national Kompetenz ginn. An dofir droe mir och dësen Accord net mat, well mer eng grondsätzlech aner Approche hunn an Asylfroen. Fir eis ass dat: All Stat ka fir sech decidéieren, wien op sengem Territoire däerf liewen, ënner wéi engem Statut, a wien net.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn elo hei eng Ëmsetzung vun enger Recommandatioun, déi gekleet ass an eng Décision d'exécution. Et ass weder eng Direktiv nach e Reglement. Mir huelen hei e Gesetz dofir, opgrond u sech vun engem Avis vu Beamten. Fir eis ass dat keen ausräichende Grond, fir ze legiféieren. Et ass ëmmer interessant, esou Meenungen ze héieren. Awer e Gesetz hätte mir net gemaach.

Da muss ee soen: Den Interêt supérieur des mineurs non accompagnés, déi Notioun vum Interêt supérieur de l'enfant, des mineurs, ass am Recht net ganz kloer determinéiert. Et ass eng Appreciatiounsgeschicht. Wat ass den Interêt supérieur? Et kann een en zum Beispill gesinn, besonnesch am Kontext vum Zivillrecht, bei enger Scheedung. Et kann een en och nach gesinn am Kontext vum Droit civil international. Mä hei schwätze mer iwwert d'Vëlkerrecht, den Droit international public, wou u sech d'State gebonne sinn. An da géife mir higoen a mir géifen een net definéierte Rechtsbegréff wéi den Interêt supérieur de l'enfant iwwert d'Verflichtunge vu State setzen. Mir maachen eng Appreciatioun, ob mer eng staatlech Verflichtung anhale solle géintiwwer anere Staten oder net.

Wéi wäit féiert dat? Wann e Mineur vu 17 Joer soll zréckgeschéckt ginn an e Land, wou zum Beispill den obligatoresche Militärdéngscht ass, ass et dann den Interêt supérieur de l'enfant, fir net dohinnergeschéckt ze ginn? A mir dann eigentlech d'Legislatioun vu sengem Hierkonftsland, vun deem hien d'Nationalitéit huet, géifen ëmgoen? Dat gëtt et dach net. Dat heescht, mir hunn eng net definéiert Notioun, wou mer u sech Verflichtunge vun dem Lien de nationalité iwwer engem Interêt vun engem Mineur eventuell ignoréieren, oder hëllefen ze ëmgoen, an deen Ableck eng staatlech Verletzung vun eise Flichten. Eppes, wat mer eis net kënne virstellen.

Retentioun: Hei féiere mer eppes an, e Recht, wat kee Lëtzebuerger oder Resident huet. Wann eng staatlech Administratioun eng Decisioun géint e Resident hëlt, och géint e Lëtzebuerger, jee nodeem, dann ass jo do net automatesch eng Verflichtung vun där Administratioun, fir sech beim Tribunal administratif oder bei iergendenger anerer Administratioun selwer ze denoncéieren oder unzekloen, datt déi Decisioun géint en Administré soll iwwerpréift ginn.

Hei féiere mer eppes an, wat deen normale Resident hei am Land net huet, en Droit spécial. An eisen Ae geet dat ze wäit. Selbstverständlech kann iergendee kloen, dee mengt, e bräicht net méi a Retentioun ze sëtzen, mä datt de Stat dat selwer muss maachen, dat gëtt et an eisen Aen net.

E leschte Punkt, dat sinn déi nei Dispositioune fir Persounen, déi musse manu militari ofgeholl ginn, fir kënnen expulséiert ze ginn. Dat ass eng gutt Saach. Mä mir hätten eis erwaart, datt all déi Persounen, déi deene Leit hëllefen, sech dem staatlechen Zougréff ze entzéien, och géifen duerch eng penal Dispositioun getraff ginn, déi esou e Verhale géif verhënneren. Dat ass hei net geschitt.

Dat si fënnef an eisen Aen iwwerzeegend Argumenter, déi een net muss deelen, eis awer derzou féieren, an der konsequenter Logik vun eiser Positioun vun engem Europa vun den Natiounen an enger nationaler Kompetenz an Asylfroen, fir ze soen: „Dat do droe mir net mat, mir stëmmen Neen!"

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann ass et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ier ech kuerz iwwert de Projet de loi schwätzen, wollt ech, vu datt et jo e bësse spéit ass an ech ee vun deene leschte Riedner sinn, Iech matdeelen, datt ech an dësem Kontext eng Motioun wollt deposéieren. Wannechgelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 3 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant qui stipule que : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. » ;

- considérant que le Comité pour les droits de l'enfant interprète l'article 3 précité de façon à ce que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif d'État, par exemple celui de limiter la migration illégale » ;

- considérant que l'UNHCR s'oppose catégoriquement à la détention des enfants dans le cadre de procédures d'expulsion, comme exposé dans son papier de positionnement datant de janvier 2017 et intitulé « UNHCR's position regarding the detention of refugee and migrant children in the migration context » ;

- considérant la position du Collectif Réfugiés Luxembourg qui « s'oppose catégoriquement au placement en rétention des enfants, et en particulier des mineurs non accompagnés et demande à faire primer des alternatives moins coercitives par rapport à la rétention de mineurs » ;

- rappelant l'avis du Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe Nils Raimonds Muižnieks, exprimé lors de sa visite au Luxembourg en automne 2017, que « la privation de liberté, même pour une période courte, qui est souvent vécue par les enfants comme une expérience choquante, voire traumatisante, a des effets néfastes sur leur santé mentale. » ;

- rappelant que l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dans son rapport 2017, a recommandé aux autorités publiques que « la rétention des mineurs, accompagnés ou non, est nuisible pour l'enfant et des alternatives à la rétention devraient impérativement être mises en place. »,

invite le Gouvernement

à légiférer dans les meilleurs délais de sorte à exclure toute possibilité que des enfants ou des mineurs soient placés en rétention dans une structure fermée.

(s.) David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech mengen, si ass scho kopéiert ginn. Mir haten e bësse prophylaktesch geschafft.

Ech kommen och herno op d'Motioun zréck. Bon.

Mir dinn eis e bësse schwéier mat dësem Gesetzesprojet. Mir hunn en en long et en large intern diskutéiert. De Problem ass deen, datt jo eng Partie positiv Aspekter an deem Gesetzesprojet dra sinn. Et sinn anerer, déi an eisen Aen negativ sinn, an anerer, déi ambigu sinn, wou mer net zu engem richtege Schluss kommen. Dat Positivt natierlech ass déi Méiglechkeet, fir elo Appell ze maache géint eng Prolongatioun vun der Retentioun. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach, déi een nëmme ka begréissen. An dat ass jo eng Verbesserung.

Dat Negativt, dat wäert Iech net wonneren, dat ass, datt elo awer d'Possibilitéit besteet, fir an den Domicile ze penetréieren, nodeems e Riichter dat unuerdent, fir do Leit sichen ze goen, déi net wëllen expulséiert ginn. Mir fannen, datt dat iwwerdriwwen ass, an en plus ass et jo kee Fait pénal. Dat geet relativ, ganz wäit a mir kënnen esou eppes net ënnerstëtzen.

Bon, den Här Angel huet zu Recht gesot, datt hei zu Lëtzebuerg fir d'Justiz, entgéint deem, wat oft behaapt gëtt a gewësse Kreesser, et net einfach ass zu Lëtzebuerg, fir einfach hei kënnen eng Erlaabnis ze hunn. Ech mengen, den Här Bodry ass gëschter dorobber agaangen, och mat perséinlechen Erfahrungen. Bon, d'Leit, déi hei eng Openhaltsgeneemegung sichen, et gesäit een, wéi schwéier et fir déi Leit ass. Do soll een also net maachen, wéi wann alles hei esou einfach wier.

Duerno ass et eng drëtt Neierung, déi an eisen Aen e bëssen ambigu ass, dat ass déi Introduktioun, fir eng systematesch Evaluatioun ze maachen am Intérêt de l'enfant. An do hunn ech Angscht, datt dat à double tranchant kéint sinn, deemno wéi kéint dat jo och e Mëttel sinn, fir u sech d'Departen nach ze justifizéieren, quitte datt verschidden Organismen mat doran involvéiert sinn. An ech mengen, dat ass eppes, wou deemno wéi, vläicht en faveur vun deene Leit kann tranchéiert ginn oder en défaveur vun deene Leit kann tranchéiert ginn. Ech weess et net. Et ass fir eis e bëssen ze vill ambigu. An do si mer eis och net onbedéngt eens. An ech duecht, ech géif mech an deem Sënn och bei dësem Gesetzesprojet da ganz einfach enthalen. Jo, et gëtt positiv Saachen, et gëtt negativ Saachen an et gëtt awer Saachen, déi schwéier ze evaluéiere sinn an eisen Aen.

Par contre, an do kommen ech dann zur Motioun, mir schwätze vu Retentioun. Bon, eis Positioun, mir sinn der Meenung, datt et einfach keng Retentioun soll ginn. Et gëtt Retentioun genannt, et ass awer d'Ewechspäre vu Mënschen, déi en plus sech näischt zu Schold komme gelooss hunn. Et ass en Entzuch vu Fräiheet.

Ech hat schonn als Kand ëmmer Schwieregkeeten, Villercher ze gesinn am Käfeg. Ech fannen dat grausam. Dat seet wierklech villes iwwert de Mënsch aus, e Villchen an e Käfeg anzespären. Mä fir e bësse manner romantesch elo awer ze sinn: En ass äusserst problematesch, de Prinzip vun der Retentioun, mä en ass nach ëmsou méi problematesch, wann et ëm Mineure geet an ëm Kanner.

Dofir deposéiere mer hei eng Motioun, déi sech och referéiert op ganz vill Institutiounen. De Comité pour les Droits de l'enfant, dee seet: « L'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif d'État, par exemple celui de limiter la migration illégale ». Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand hat a sengem Bericht 2017 geschriwwen: « La rétention des mineurs, accompagnés ou non, est nuisible pour l'enfant et les alternatives à la rétention devraient impérativement être mises en place ».

Voilà. An ech zitéieren och an der Motioun de Collectif Réfugiés Luxembourg, de Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe an och den UN-Flüchtlingsrot. Si soen all, datt d'Retentioun, wat d'Mineuren ugeet a Kanner, einfach net akzeptabel ass. Dofir deposéiere mer déi Motioun, déi d'Regierung invitéiert, an de beschten Delaien ze legiféieren, fir hei zu Lëtzebuerg eng Alternativ zur Retentioun virzegesi fir Mineuren a fir Kanner.

Mir hoffen, datt vläicht dann do e Projet de loi kéint kommen, wann déi Motioun ugeholl gëtt. Ech mengen, mir missten eis awer iergendeng Kéier seriö Gedanken doriwwer maachen. Ech soen Iech Merci.

An ech wollt awer och nach dem Här Angel Merci soen. Ech hu virdru mat him gestridden, do hunn ech vergiess, fein mat him ze sinn. Mä normalerweis si mer fein mateneen.

(Hilarité)

An, bon, mir wäerten eis nach gesinn. Hien ass jo och e Stater an e leeft och ëmmer ronderëm. Mä ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- En ass nach do.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... et war awer ëmmer agreabel, mir wëssen dat, mam Här Angel zesummenzeschaffen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wuel vum Kand muss eis ëmmer dat Wichtegst sinn. Ech mengen, dat ass vill gesot ginn, a mir sollten eis och dorun orientéieren. An dëse Projet ass e wichtegen a richtege Schrëtt an déi Richtung.

Et gëtt awer grad am Kontext vum Kanner- a Jugendschutz nach eng ganz Rëtsch Punkten, déi verbessert kënnen a musse ginn. Ech denken do, ënner anerem, un d'Retentioun an awer och ëm d'Réckféierung vu Famillje mat Kanner wärend dem Schouljoer, wou mer sollte weider legiféieren.

Ganz kuerz zur Motioun. Ech fannen, datt déi exzellent ass an deem Sënn, datt se d'Regierung just invitéiert, fir nach méi wäit ze goen, wéi se dat an dësem Projet gemaach huet. An deementspriechend géif ech och am Numm vun de Piraten zweemol Jo stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Ausseminister Jean Asselborn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also fir d'Alleréischt wéilt ech e Wuert soen zu de Mineurs non accompagnés.

Ech komme vum Kierchbierg, elo virun zwee Deeg, a fir Iech nëmmen ze soen: A Griichenland huet den ...

Une voix.- Esou laang!

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- ... a Griichenland huet den zoustännege Minister eis gezielt, dass de Moment eleng zu Moria, dat heescht op der Insel Lesbos, iwwer 3.000 Kanner sinn, also Mannerjäreger sinn, déi net accompagnéiert sinn. Déi sinn an Europa.

Mir hunn hei de Phenomeen vun de Mineurs non accompagnés. Ech kann Iech do just soen, dass et eng Zäit agerass war, dass Leit mam Taxi komm sinn op d'Areler Strooss, si hunn e Kand erausgelooss, si hunn et virun eis Dier vum Ministère gesat a si si verschwonnen. Och dat ass haut méiglech, domat musse mer eis selbstverständlech och beschäftegen.

Déi meescht Mineurs non accompagnés, déi mer hunn, si Leit vum Balkan. Do sinn et och Fäll ginn, wou souguer d'Eltere mat de Kanner mam Bus op Lëtzebuerg komm sinn, si hu se erausgelooss op där nämlechter Adress an d'Mamme si mam Bus erëm heemgefuer. Dat war heiansdo mam Zil, dass d'Kanner hei sinn an dass dann d'Mamm oder de Papp kënnen herno nokommen.

Bon. Et gëtt also alles do. Ech mengen, et ass eis Aufgab, déi verdammte Flicht, déi mer hunn, fir domadder eens ze ginn. An duerfir, ech soen dat elo hei an aller Offenheet, hu mer probéiert, wéi mer et kënnen esou bewerkstellegen, dass d'Interête vum Kand gekuckt ginn, just d'Interête vum Kand, wat mer solle maachen.

Mir hunn do net vu Militärdéngscht geschwat an esou, mä mir hu geduecht, et wier vläicht gutt, wann ee géif mat der OIM, dat ass eng UNO-Organisatioun, kucken, fir eng Konventioun ze maachen, déi mer och ënnerschriwwen hunn, an dass mer e Comité géife maachen, wou den OLAI dran ass an den ONE, also den Office national de l'enfance an de Parquet selbstverständlech, mat eis, also mat eisem Ministère, an da kucken: Schécke mer Leit vun der OIM op d'Plaz, zum Beispill an Albanien oder am Balkan? A mer kucken dann: Wéi sinn d'Konditioune vun där Famill? An da gëtt eng Decisioun geholl.

Mir hunn dee Comité, déi Kommissioun besteet schonn. A fir Iech et och ze soen: Déi ass elo néngmol zesummekomm, an dee leschte 4. Oktober war et fir d'Lescht. Et sinn 23 Dossieren traitéiert ginn, meeschtens vu Leit aus Albanien. Zwielefmol gouf decidéiert, dass et am Interêt vum jonke Mënsch wier, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen, an eelefmol wier et am Interêt, dass en zréckgoe géif a seng Famill.

Dir gesitt, dass mer eis do d'Saach net einfach maachen. A menger Meenung, dat soen ech hei, kënnt een do mat Legiferéieren natierlech net ganz wäit. Mä et muss een awer eng gewësse Struktur opbauen, wou mer da vläicht déi richteg Decisioune kënnen huelen.

Wat d'Retouren ugeet: Ech mengen, all Kéier wann deen, deen zoustänneg ass fir d'Migratioun, hei op dësem Pult steet, dann ass e konfrontéiert mat de Konditiounen, wéi d'Retoure sollen organiséiert ginn, mussen organiséiert ginn oder däerfen organiséiert sinn.

Ech soen Iech vu vireran: Mer mussen de System vum Rechtsstat gutt verstoen. Et gëtt eng Demande gestallt. Déi Demande gëtt gekuckt vun dem Ministère, an de Ministère hélt eng Konklusioun. Wann déi Konklusioun ass, dass d'Leit de Statut kréien, dann ass jo alles an der Rei. Déi Decisioun, dat si Leit, dat ass deenen hire Beruff, déi schaffen zesumme mat der Police, si kucken d'Sécherheet, si kucken, ob dat, wat gesot gëtt, stëmmt. Do gëtt et jo Leit aus Eritrea, aus Afghanistan, vun allen Häre Länner, aus Syrien an esou weider, Leit, déi vill Misär dacks matgemaach hunn, déi aus Libyen kommen. An déi Leit huelen also eng Decisioun. Wann déi Decisioun negativ ass, dann hunn d'Leit ee Recours. Do gëtt en Affekot vum Stat bezuelt, fir dass dee Recours ka stattfannen an alle Fäll, an dann ass et um Riichter, fir a leschter Instanz ze soen: Jo oder Nee.

Sou. Wa mer dee Prinzip akzeptéieren, da musse mer och akzeptéieren, an ech mengen, dat ass rechtsstaatlech bal net anescht ze maachen, da musse mer och akzeptéieren, dass et dann zu Retoure kënnt, an dass déi Retouren dann och rechtsstaatlech mussen organiséiert ginn. Mir maachen alles hei zu Lëtzebuerg, wierklech alles, fir de Leit - si hu jo ee Mount Zäit - un d'Häerz ze leeën, dass se solle fräiwëlleg goen, mat hire Kanner, wa Kanner derbäi sinn, dass se sollen déi Offert unhuelen an an hiert Land zréckgoen. Dacks kréie se och nach Hëllef do derfir. Wann et méi wäit ass, gëtt dat och mat der OIM zesummen organiséiert.

Bon, elo gëtt et Leit, déi dat natierlech refuséieren. Elo kënnt Der soen: „Dat ass hiert gutt Recht!" Gutt. Dat ass vläicht hiert Recht, fir dat ze maachen. Si sinn och därmoossen opgewullt, dass se net wëllen zréckgoen. Elo hu mer dann - wou mer scho sinn, säit ech an der Regierung sinn an och scho virdrun hei an der Chamber - Problemer, wann Eltere wierklech verschwanne mat de Kanner, wa se da sollen goen, an op eemol, wann d'Schoul erëm ugeet, si se erëm do.

Ech wëll och vläicht dem Här Clement soen, dass en dat weess: Mir hunn hei scho jorelaang extra dat net méi gemaach, dass Kanner aus der Schoul geholl ginn. Si kënnen d'Schouljoer fäerdeg maachen hei zu Lëtzebuerg. A wa se da soen: „Okay, mir ënnerschreiwen, dass mer, wann d'Schouljoer eriwwer ass, da fräiwëlleg ginn", da kënne se hiert Schouljoer hei fäerdegmaachen an herno kënne se vum selwe goen.

Dir laacht elo! Mä sot mer emol, wéi ech dat da soll anescht maachen! Wann de Riichter gesprach huet, dass een de Statut net kritt, wat soll ech da maachen? Soll ech soen: „Dir kënnt elo hei bleiwen."? Oder: „Ech sinn elo den Asselborn, ech kennen dech: den Domm erop oder den Domm erof."

An dat ass eppes, neen, gleeft mer et, ech soen dat ganz éierlech, gleeft mer dat: Wann ech eng Ursaach hunn a wann ech eng Ursaach kréien a wann ech gesinn, dass do e Problem ass, fir déi Leit zréckzeschécken, dass se vulnerabel sinn oder dass iergendee Misär ass mat de Kanner, da maachen ech dat selbstverständlech, souwäit ech et ka maachen. An et wier net déi éischte Kéier, dass ech et géif maachen.

Mä, deen, deen déi Verantwortung ze iwwerhuelen huet, deen an der leschter Instanz déi Verantwortung ze iwwerhuelen huet am Kader vun engem Rechtsstat, deen huet ze agéieren.

An duerfir, gleeft mer, mir maachen alles ... Dat, wat an deem Artikel 124 steet, dass muss gefrot ginn, fir dass d'Bezierksgeriicht eng Autorisatioun gëtt, fir an Haiser anzebriechen, dat wëlle mer wierklech an aller-, allerleschter Instanz maachen. An duerfir geet et och net, dass mer d'Kanner jo kënnen ... Wann dat muss sinn - ech soen et nach eng Kéier: „wann et muss sinn" -: Mir wëlle se net aus der Schoul huelen. Mir wëllen d'Elteren drop preparéieren, dass dee Retour muss stattfannen.

An dass mer se dann och op eng Plaz kréichen - dat ass och méiglech, mengen ech -, dat muss net am Centre de rétention sinn, mä mer hunn elo keng aner Plaz, fir dass se dann een oder zwee Deeg do sinn, bis de Fliger prett ass, an dass d'Leit da kënnen an de Fliger goen.

Do gëtt et déi komeschst an déi drolegst Saachen. Droleg am Sënn vun dramatesche Saachen. Do si Kanner, déi verschwannen oder verschwanne gedoe ginn, wa se zu zwee, dräi Kanner an der Famill sinn. A gleeft mer, déi Beamten, och vun der Police, déi dat musse maachen, dat ass jo net iergendwéi eppes, wat se gäre maachen.

An och Leit, déi mer mussen zréckschécken an Italien, wat Dublin-Fäll sinn. Dir wësst, wat dat ass. Also, Leit, déi bei eis froe kommen a scho vläicht de Statut an anere Länner hunn oder déi bei eis froe kommen an an der Prozedur waren an déi Prozedur ofgeschloss ass oder net ofgeschloss ass, egal wéi, déi eigentlech guer net an eis Prozedur eragehéieren an eben zréckgefouert ginn, well et Dublin-Fäll sinn, och dat sinn Operatiounen, déi net einfach sinn.

An wann eng Mamm mat engem Kand an deem Fall ass, ech kann Iech soen, dass dat net ohne ass.

Mä stellt Iech vir, mir maachen net dat, wat de Rechtsstat vun eis verlaangt, ech weess net, opgrond vu wat fir enge Kritären dann, an dass mer da sollen Uerdnung doranner behalen an ee Mënsch wéi deen anere behandelen! An deen, dee Minister ass, dee leet jo den Eed of, dass en d'Gesetzer respektéiert an dass en och dann d'Decisioune respektéiert, déi de Riichter geholl huet. Gleeft mer: Et ass net einfach! A mir kucken, an net nëmmen ech, mä all déi Leit, déi dru schaffen, zesummenzeschaffe mat den ONGen, wat d'Vulnerabilitéit ugeet. Mir kucken natierlech och, alles ze maachen, wat mer kënne maachen, dass d'Kanner net aus der Schoul gerappt ginn.

Alles an der Rei, mä et gëtt awer heiranner och eng Verantwortung vun den Elteren. A wann ech vum Balkan schwätzen, do sinn Elteren, déi mat hire Kanner schonn zwee-, dräi-, véiermol hei waren. Et gëtt och Fäll, déi kommen a si kréie jo och direkt gesot: „Dir sidd Dublin-Fäll, dat geet net. Dir waart schonn an anere Länner. Dir sidd do refuséiert ginn", déi dann an d'Procédure accélérée kommen an déi dann och wëssen, dass se no kuerzer Zäit mussen zréckgoen.

Also, ech géif Iech wierklech bieden, ech hunn dat schonn e puermol hei verzielt, dat ass net, dass ech mech selwer bedaueren oder déi Leit bedaueren, déi dat ze maachen hunn, mä et ass net esou ohne, fir hei d'Richtung ze behalen, wann een einfach seet: „Et däerf kee méi heemgefouert ginn", oder: „d'Kanner däerfen net heemgefouert ginn". Domadder léise mer de Problem net.

Ech wollt och nach e Wuert soen, Här President, zu deem Visa « Long séjour ». Dat ass wierklech geduecht, wann et iwwert déi dräi Méint erausgeet. Wann zum Beispill eng ganz schwéier Gebuert ass vun enger Fra oder wann een Hëllef brauch am Stot, da kënnen déi Visaen op ee Joer ausgestallt ginn. Och dat geschitt net ganz dacks, mä et ass awer schonn, wat mer och probéiert hunn.

Dann hu mer nach de Problem vun ... Neen, ech mengen, dat hunn ech Iech alles verzielt.

(Interruption et hilarité)

Zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet: Bon, wann en déi Astellung huet, sinn ech eigentlech frou, dass en dat Gesetz hei net stëmmt, hein. Well mir sinn hei jo och wierklech konfrontéiert an eiser Philosophie, wat d'Migratioun ugeet, wat d'Flüchtlingen ugeet. Entweder mir probéieren, et mat der gréisstméiglecher Mënschlechkeet, wéi mer dat jo hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, unzegoen. Oder mir sinn op enger Schinn, déi mer kennen an Europa, déi sech vläicht bei dem Här Kartheiser senge Kolleegen an Ungarn entwéckelt huet. Och do gi Leit, déi Refugiéen hëllefen, bestrooft.

All dat ass eppes, wat ech op jidde Fall hei net wëll. An ech gleewen och net, dass déi meescht hei an dësem Haus domadder d'accord wieren. Duerfir, Här President, ech soen Iech Merci. A mir probéieren, dass mer dat korrekt maachen, awer och mënschlech maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7238 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7238. Den Text steet am Document parlementaire 7238[6].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7238 ass mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Mme Ahmedova Semiray, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Diskussioun vun der Motioun. Den Här Angel, wannechgelift.

Motion 1

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll dem Här Wagner Merci soen, dass en dat Thema hei nach eng Kéier op d'Tapéit bruecht huet. Ech mengen, d'Kommissioun a ganz vill Membere vun dëser Chamber hunn dat Thema do scho virun e puer Jore seriö geholl. An ech hunn als Kommissiounspresident virun zwee Joer, virun annerhallwem Joer och gekuckt, dass mer als Kommissioun zesumme mat Beamtinnen a Beamte vun der Direction de l'immigration a mat Beamtinnen a Beamte vun de Bâtiments publics an Holland gefuer sinn, fir ze kucken, wéi eng alternativ Strukturen et gëtt fir e Centre de rétention.

An d'Intentioun ass jo, dass de Centre de rétention, deen elo do ass, haaptsächlech soll si fir Leit, déi eleng sinn, Männer, déi eleng sinn, a Familllje mat Kanner net do sollen an dee Centre de rétention kommen.

Mir hu jo och dunn extra e Rapport kritt och vum Direkter vum Centre de rétention, dass dat wierklech ganz, ganz, ganz selten de Fall ass. A mir hunn och d'Zouso kritt vun der Regierung, dass se esou eng nei Maison retour fir Famillje mat Kanner, eng Structure semi-ouverte, also wou d'Leit net méi agespaart ginn, wëlle bauen. Dat ass och Deel vun der Regierungserklärung.

An ech mengen, et ass elo d'Saach, dass se wierklech amgaange sinn, en Terrain ze sichen, fir esou eng Struktur kënnen ze bauen. Ech hoffen, dass esou en Terrain fonnt gëtt. Ech hoffen, dass och d'Gemengen do matmaachen, fir dass se vläicht der Regierung hëllefen, esou en Terrain ze fannen. Well mir brauchen esou eng Struktur. Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass Kanner net an e Centre de rétention gehéieren. Zum Gléck ass dat ganz selten de Fall.

An ech mengen, fir elo ze legiferéieren ... Mir sollen eis Energie drusetzen, fir esou séier wéi méiglech esou en Terrain ze fannen, fir dass esou en Haus soll gebaut ginn. An ech wär frou, wa mer an enger vun deenen nächste Sitzunge vun der aussepolitescher Kommissioun vläicht Vertrieder vun dem Minister mat Vertrieder vum Ministère kënne kréien, fir ze kucken, wou deen Dossier drun ass. Ech mengen, dat ass elo méi wichteg, wéi wa mer nach Zäit verléieren a Gesetzer maachen.

D'Iddi ass do. D'Regierung huet wëlles, an déi Richtung do ze goen. An ech fannen, mir solle se doranner ënnerstëtzen, esou eng Struktur ze bauen, fir dass eben d'Kanner net méi an dem Centre de rétention agespaart ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Angel. Den Här Kartheiser hat d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just e Wuert. Och dem Här Angel Merci fir seng Explikatiounen. A virun allem och deene Lénke Merci hei fir déi Motioun.

Et ass e wichtege Sujet, zemools bei klenge Kanner. Ech mengen, et ass ëmmer en Ënnerscheed, ob elo ee vu 17 Joer, Dir schreift och „Mineuren", dee schonn x Fuguë gemaach huet eventuell, do concernéiert ass oder ob et elo e Kand ass vun dräi oder véier Jor. Do gëtt et enorm Ënnerscheeder.

Mä ech begréissen deen Usaz, deen den Här Angel hei gemaach huet. An ech géif mengen, mir sollte wierklech ganz kuerzfristeg dat do an der baussepolitescher Kommissioun zur Sprooch kréien, an datt mer do e Rapport kréie vun der Regierung, wéi wäit se ass mat der Ëmsetzung vun där Iddi, fir datt mer dat kënne kucken, an da vläicht zesummen, wann et dann nach néideg ass, en neien Text redigéieren, dee mer zréckbréngen an d'Plenière.

Well ech fanne wierklech, datt déi Initiativ do derwäert ass, datt mer eis dermat befaassen. Mir géifen eis op jidde Fall och als ADR dofir mat asetzen, datt et net, wéi sou dacks hei ass, eng Motioun geet an d'Kommissioun, fir se kënnen ze begruewen, mä datt mer se do diskutéieren an erëm zréckbréngen an d'Plenière, fir datt mer wierklech, wann dat dann de Wee ass, fir den Dossier virunzebréngen, da kënnen e Schrëtt an déi dote Richtung maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Kënne mer ...?

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Den Här Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just fir kuerz ze soen, datt ech mech deem, wat meng zwee Virriedner gesot hunn, uschléissen. Mir mengen hei, datt dee Problem wichteg ass, datt mer an der Realitéit weiderkommen. Esou wéi et hei ausgedréckt ass an där absolutt genereller Form, wéi et hei steet, ass et och schwiereg, sech do mat all Realitéit an all Detail vun der Realitéit ze befaassen, soudatt mer domat Problemer hunn.

Mir hätten gär a mir wënschen eis natierlech eng Diskussioun an der Kommissioun, fir ze kucken, wéi déi eenzel Fäll traitéiert ginn a wat fir Schrëtt konkret an deem Dossier kënne gemaach ginn an enger Zäit, déi awer net op all Éiwegkeet virun eis geschobe gëtt, fir an engem Dossier weiderzekommen, deen awer sensibel ass a mat vill Mënschlechkeet verbonnen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Angel, wannechgelift.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci den zwee Virriedner. Ech géif dann effektiv proposéieren, dass mer déi Motioun elo hei tel quel, wéi se ass, net unhuelen, ofleenen. Awer ech garantéieren dat, an, ech mengen, ech kréien hei de Support vun all de Fraktiounen, dass mer dee wichtege Sujet an der Kommissioun diskutéieren, dass, wéi et gefrot ginn ass, de Minister an d'Kommissioun kënnt an eis seet, wou d'Regierung drun ass mat deem Projet vun enger Maison retour fir Famillje mat Kanner, eng Structure, déi net fermée ass, mä eng Structure ouverte oder semi-ouverte.

Ech mengen, dat ass e wichtegt Thema. An ech kucken, ech si jo nach eng Zäit hei, dass dat nach esou séier wéi méiglech op d'Dagesuerdnung kënnt. An ech wäert, wa mer hei erausginn, schonn direkt dem Minister säi Calepin consultéieren, fir ze kucken, wéini e kann an d'Kommissioun kommen, fir iwwert dat wichtegt Thema ze schwätzen.

Mä, wéi gesot, d'Motioun, wat hei gefuerdert gëtt, géif ech elo emol proposéieren ofzeleenen. A mer solle pragmatesch an der Kommissioun virgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer à main levée iwwert dem Här Angel seng Propositioun ofstëmmen? Wien ass d'accord mat där Virgeeënsweis?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, kënnt Der d'Propositioun nach eng Kéier genee widderhuelen, wannechgelift?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Angel hat proposéiert, fir d'Motioun de Moment ofzeleenen an dann an der aussepolitescher Kommissioun driwwer ze diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat gemengt, datt e generelle Konsens wier, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir op dee Wee ze goen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Also, am léifsten hätt ech, mir géifen déi Motioun elo hei ofleenen. Mä de Sujet, ëm wat et geet, dass mer virukommen an deem Dossier, dass keng Kanner méi an engem Centre de rétention agespaart ginn, dass mer nach eng Kéier déi genau Zuele kréien, wéi d'Situatioun elo ass. Déi ass näämlech net ganz grav.

Mä d'autant plus wëll ech de Sujet an der Kommissioun traitéieren. Mä wann Dir awer drop haalt, dass mer d'Motioun mathuelen, kënne mer déi och mathuelen. Mä ech hunn eraushéieren aus den Aussoe vun all deenen aneren, dass et fir eis méi wichteg ass, dass mer pragmatesch Léisunge fannen an eng Maison retour esou séier wéi méiglech kréien. D'Motioun geet mat an d'Kommissioun.

Une voix.- Voilà!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- An da kënne mer se dann do ofleenen an der Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien ass d'accord ...

(Brouhaha)

Voilà!

(Hilarité)

Wien d'accord ass, fir d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Ech mengen, dat ass eestëmmeg.

(Brouhaha)

13. Hommage à M. Henri Kox

Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass déi viraussiichtlech lescht ëffentlech Sitzung fir eise Vizepresident, den Henri Kox, als Deputéierten. Wa mir déi nächste Kéier am Plenum zesummekommen, sëtzt eise Kolleeg a Frënd, den Henri Kox, op där anerer Säit an de Reie vun der Regierung.

No 15 Joer am Parlament fänkt muer de Moien een neit Kapitel fir den Henri Kox un. Säin Engagement huet a senger Jugend ugefaangen, geprägt duerch Ausenanersetzungen an de 70er Joren ëm déi geplangten Atomzentral zu Rëmerschen. Den Asaz vu senger Mamm géint d'Atomenergie huet dee jonken Henri Kox markéiert an hien huet sech fir alternativ Energien interesséiert.

1996 ass den Henri Kox Member vun der grénger Partei ginn.

Éiert den diplomëierte Maschinnebauingenieur an d'Chamber koum, war hie Professer am Lycée technique des Arts et Métiers. Deemools huet hien do Pionéieraarbecht am Beräich Solarenergie geleescht. Hien ass nach haut President vun der Asbl Eurosolar Lëtzebuerg.

(Interruption)

1999 ass hie bei de Gemengewahlen an de Gemengerot vu Réimech gewielt ginn. An 2005 ass hien an de Schäfferot komm. Enn 2009 ass den Henri Kox du Buergermeeschter vu Réimech ginn, wat hie bis 1917 (veuillez lire : 2017) war.

(Interruption)

Den Henri Kox ass 2004 an d'Parlament komm an duerno ëmmer erëm gewielt ginn. Zanter dem 5. Dezember 2013 ass hien och Vize-President vun der Chamber.

Säin Interessi fir alternativ Energien a gesellschaftlech Reformen huet och an der Chamber net ofgeholl, wou hien ënner anerem Auteur vun Interpellatiounen oder Debatten iwwert d'Energiepolitik war.

Den Henri Kox ass President vun der Logementskommissioun a Vize-President vun der Kommissioun fir de Mëttelstand an den Tourismus. Do virdru war hie President vun der Ëmweltkommissioun an och zejoert Rapporteur vun deem neien Naturschutzgesetz.

Dernieft ass hien och Member an enger sëllechen anere Kommissiounen, dorënner déi vun de Finanzen, dem Reglement, der Ekonomie, den Institutiounen, der bannenzeger Sécherheet an der Defense. Net zulescht ass hien och Member an der Kommissioun vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an der ländlecher Entwécklung, wat net verwonnerlech ass, wann ee weess, datt den Henri Kox enk mat Réimech, der Musel an dem Wäi verbonnen ass.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Prost!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Henri Kox huet an der Chamber op eng roueg, awer bestëmmt Aart a Weis iwwerzeegt an och keng Diskussioun a keng Erausfuerderung gescheit. 2007 huet den Henri Kox emol gesot: „Wann ee kritiséiert, muss een och Alternativen hunn."

Dat ass och nach haut selbstverständlech fir hien.

Den Henri Kox gëtt hei am Haus net nëmmen als fairen a fläissege Kolleeg, mä och fir säi Wëssen, besonnesch am ekologesche Beräich, geschat.

Als President wäert ech hien als aktive Vize-President vermëssen, dee mech, nieft dem Mars Di Bartolomeo an dem Claude Wiseler, ëmmer gutt vertrueden huet.

Une voix.- Aah!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Léiwen Heng, och wa mir däi Choix, fir elo an d'Regierung ze wiesselen, verstinn an absolutt kënnen novollzéien, ...

(Hilarité)

... esou deet et eis awer leed, datt s Du net an der Chamber bleifs!

Maach et gutt, Heng! Mir wënschen Dir vill Kraaft an eng glécklech Hand a mir hoffen, datt s Du vill Geleeënheete kriss, fir nei Wunnenge bei engem gudde Patt Miseler Wäin - Biowäin! - kënnen anzeweien.

(Hilarité)

Heng, all Guddes!

(Applaudissements)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, effektiv soen ech immens Merci fir déi léif Wierder. 15 Joer hei am héijen Haus, de Moien ass et gesot ginn, ass eng Éier. Et hat ee politesch a mënschlech ganz flott Momenter, Héichten, awer och Déiften. Ob haut esou en Dag war, loossen ech der Geschicht iwwreg ze jugéieren.

Awer Frëndschafte gëtt et och. An dofir hunn ech hei zoufälleg déi Krawatt hei un. Well ech sinn eng Kéier kritiséiert ginn, wéi ech douewen d'Presidence gemaach hunn an ech hat keng Krawatt un. An dofir, déi Frëndschafte gi fir mech an dëser Chamber, och wa mer heiansdo ganz vill streiden, och iwwert d'Parteigrenzen ewech. An ech krut déi vum Marc Spautz virdrun iwwerreecht.

(Hilarité)

An dofir hunn ech him gesot: „Dann doen ech se awer och hei fir déi Ried zum Schluss, et weess ee jo ni, wat nach passéiert, un."

Ech vergläichen e bëssen d'Politik mat deenen Héichten an Déiften. Dir wësst, dass ech elo säit dräi Joer e bësse méi Sport gemaach hunn an emol esou en Iron Man matgemaach hunn. Sechs Stonnen ënnerwee ze sinn, heescht wéi an der Politik: Am Waasser kritt een der riets a lénks; am Vëlo wëllt een am léifsten net ophalen, well et esou einfach ass a schéin ass; am Lafen hätt ee schonn no all dräi Meter all d'Bengele bei d'Tromm wëlle geheien.

Et brauch een awer, fir unzekommen, eng immens Ausdauer. An déi Ausdauer brauche mer alleguerten heibannen, déi, déi Politik maachen; Ausdauer, fir seng Iddie kënnen duerchzesetzen. An ech hat der e puer.

An ech wëll just eng Iddi ernimmen, un där ech awer all déi Jore geschafft hunn, an et ass scho gesot ginn: Effektiv, ech sinn e fervente Streider gewiescht fir d'Notze vun der Solarenergie, an insbesondere der Fotovoltaik. Ech ka mech erënneren, dass ech hei eng ganz Rei vun Debatte gefouert hunn, déi net ëmmer ganz flott waren, wou ech ..., ben, net belächelt, awer trotzdeem: „Wat wëlls De mat Denger Fotovoltaik do maachen?"

Ech sinn awer dofir frou, dass et haut e Konsens ass, dass mer déi Technologie nach weider wëllen ausbauen, dass jiddwer Bierger hei am Land dat ka benotzen, sief et privat op sengem Haus oder, wie keen Haus huet, an enger Copropriétéit. An dat ass e Worf, dee ganz stolz mécht.

Ech wëll net drop agoen, firwat ech Minister ginn. Dat si ganz traureg Momenter an Dir kënnt Iech ... Ech hunn zwee Kolleegen hei, oder een, hei verluer an dëser Enceinte. Dat präägt een. Dat präägt ee fir säi ganzt Liewen. Et weist awer och, datt ee Frëndschafte muss opbauen a Frëndschafte muss bäibehalen. Entschëllegt déi Emotiounen!

Ech hunn awer och ëmmer - an dat hu mer an deene leschte Jore gemaach, an ech wëll dat verspriechen als zukünftege Minister - déi Chamber hei respektéiert.

(Interruption)

Pass op, wat s de elo sees!

(Hilarité)

Et ka géint dech verwent ginn.

(Hilarité)

Neen, déi Chamber huet Zukunft. Déi Chamber muss gestäerkt ginn. An ech konnt dat och mat zwee Rapporten e bësse beleeën. Ech hat d'Éier, 2015 zwee grouss Rapporten ze maachen: de Klimarapport. An do wollt ech probéieren oder ech hunn et och probéiert, mat externer Berodung, dee Rapport fäerdegzemaachen.

Mir hate 46 Sëtzungen. Dat war net näischt. An déi Berodung war am Ufank och e bësse kritiséiert. Ech hunn et awer ganz wichteg fonnt fir deejéinegen, deen et mécht, fir ganz perséinlech méi déif dranzegoen. D'Resultat ass haut, dass mer zumindest emol véier Beroder hei an d'Chamber kréien, déi am Beräich vun der Justiz, Ëmwelt - wat hu mer nach? -, Ekonomie an d'Santé, mengen ech, hate mer elo definéiert ...

Une voix.- D'Sécurité sociale.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ben, a Sécurité sociale. Mä et ass wichteg, dass déi Chamber deen néidege Support kritt, well et ass awer och ganz wichteg fir d'Zukunft, och vis-à-vis vun der Exekutiv, dass ee sech déi Moyene gëtt, déi d'Chamber och brauch. An dat ënnerstëtzen ech och weider.

An dee Bericht, mengen ech, dee wäert och nach ëmmer gutt si fir och an deen zukünftege PNEC, de Plan national énergie et climat. Do sti Saachen dran, déi och do nach zréckzefanne sinn.

An dann hat ech d'Éier, ech war net deen Eenzegen, Budgetsrapporteur ze sinn. Dat ass och e ganz flotten Exercice. An ech hat 2015 de Budgetsrapport och op eng ganz aner Aart a Weis gemaach. Näämlech hat ech d'Nohaltegkeet an de Vierdergrond gestallt. Ech hat souwuel dat Soziaalt, dat Ekonomescht an dat Ekologescht no vir gesat. An ech war och ganz frou. Dofir, et kann een dem Premier seng Ried virun zwee Deeg kritiséieren, awer ech war frou, ganz vill iwwert d'Klima haut am Mainstream ze fannen. Jo, mir mussen agéieren! A mir mussen haut agéieren!

Souwäit just zu deenen zwee groussen Dossieren, déi ech gemaach hunn. Méi wollt ech net soen.

Ech wollt awer zum Schluss en décke Merci maachen. E Merci un de Generalsekretär. Och mir hunn emol méi hefteg mateneen diskutéiert. An dat gehéiert zu enger Demokratie. Der ganzer Verwaltung Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Dann natierlech Merci un Iech alleguerten. Och, wéi gesot, wann et heiansdo méi hefteg ausgeet, mir sollten d'Kollegialitéit net aus den Ae verléieren an trotzdeem kënne respektvoll mateneen ëmgoen. Dat wënschen ech mer och an Zukunft.

An da menge Kolleegen: Toi, toi, toi! Eng jonk Equipp: jonk Dammen, déi de Mann wäerte stellen an d'Fra wäerte stellen, mat dem François ...

(Interruptions par M. Carlo Bock et M. Charles Margue)

... an eisen zwee aus der Muppet Show hannen.

(Hilarité)

Eng ganz gutt Equipp! Ech hu se geschat. An ech wëll Iech alleguerte Merci soen, a mir gesinn eis zréck an enger anerer Fonctioun.

Merci.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier villmools Merci, Henri Kox! A mir wënschen dir vill Satisfaktioun an denger neier Funktioun.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 22., 23. a 24. Oktober virgesinn. Fir dës Sitzunge virzebereeden, geet d'Aarbecht an de Kommissioune virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 4 et 5

4e séance

Ouverture de la séance publique p. 40

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 40-49

Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova p. 49

Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat p. 49-58

5e séance

Ouverture de la séance publique p. 59

Changement de composition du Bureau p. 59

Changements de composition des commissions parlementaires p. 59

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 59

7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel p. 59-60

7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019 p. 60-62

7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 62-64

7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord p. 64

Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie p. 64-65

7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016 p. 65-70

7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018 p. 70-71

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 71-74

Hommage à M. Henri Kox p. 74

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 3** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0820	Martine Hansen, Diane Adehm	Bâtiment de Mersch du Lycée classique de Diekirch
0851	Fernand Kartheiser	Violence à l'école
0860	Jeff Engelen	Ancien bâtiment du Lycée technique agricole
0948	Marc Goergen	Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement
0960	Marc Goergen	Limitation de vitesse en cas de canicule pour les voitures électriques
0969	David Wagner	Mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage près de la brasserie
0972	Georges Engel	Mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage
0977	Martine Hansen	Entretien des pistes cyclables
1036	Fernand Kartheiser	Niveau de luxembourgeois des enseignants de l'éducation fondamentale
1037	Franz Fayot	Recrutement des enseignants « 2e voie »
1044	Mars Di Bartolomeo	Absentéisme dans le secteur public
1048	Diane Adehm, Léon Gloden	Exploitation des données de passagers (PNR)
1049	Sven Clement	Loi relative à une administration transparente et ouverte
1050	Laurent Mosar, Gilles Roth	Rétention de données par les opérateurs de télécommunications
1056	Sven Clement	Transparence des prix des maisons de retraite et de soins
1057	François Benoy	Stress hydrique auquel sont exposées les ressources en eau au Luxembourg
1059	Diane Adehm	Manque d'eau potable
1063	Françoise Hetto-Gaasch	Violence domestique
1066	Mars Di Bartolomeo	Situation financière du Régime général d'assurance pension
1074	Marc Goergen	Indemnisation des dommages en cas de catastrophe naturelle
1075	François Benoy, Carlo Back	Projet du contournement d'Hesperange
1077	Claude Wiseler	Usine de yaourt projetée à Bettembourg
1079	Diane Adehm	Parents de jour
1081	Marc Goergen	Procédure standardisée du système de contrôle et de sanction automatisés
1082	Martine Hansen	Bilan CO_2 de l'Aéroport de Luxembourg
1083	Marc Spautz	Places d'apprentissage
1089	Fernand Kartheiser	Intégration
1091	Sven Clement	Banque de données de l'ILR
1093	Martine Hansen	Objectifs climatiques
1096	Martine Hansen, Marco Schank	Installation de collecte du SIDEC à Wiltz
1103	Diane Adehm	Centrales hydroélectriques
1107	Sven Clement	Plaques d'immatriculation
1112	Fernand Kartheiser	Projet COPRAL
1115	Marc Goergen	Pollution causée par des machines de chantier
1116	Djuna Bernard	Aide à l'enfance
1117	Paul Galles	Overshoot Day
1121	Gusty Graas	Xénotransplantation
1122	Paul Galles	Suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable
1129	Fernand Kartheiser	Memorandum of Understanding on Space
1130	Marc Baum	Demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale
1133	Serge Wilmes	Nouveaux moyens pour la Police grand-ducale
1134	Paul Galles	Délivrance d'un nouveau diplôme dans le cas de changement de sexe
1135	Octavie Modert	Registre des bénéficiaires effectifs
1136	Sven Clement	Résistance aux antibiotiques
1138	Sven Clement	Registre des bénéficiaires effectifs
1140	Félix Eischen	Départ du Commissaire du Gouvernement à l'Énergie
1143	Alex Bodry	Évaluation d'impact des textes législatifs
1144	Fernand Kartheiser	Obligation de rédiger le rapport de suivi du concept d'action général en langue française
1145	Fernand Kartheiser	Légalisation du cannabis récréatif
1146	Fernand Kartheiser	Hymne européen
1148	Marc Goergen	Exposition canine
1149	Sven Clement	Délais de candidature pour le stage pédagogique
1150	Gusty Graas, Max Hahn	Obligation d'équiper les camions des assistants de changement de direction
1153	Jeff Engelen	Coupure de courant pour facture impayée
1156	Paul Galles	Situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine
1157	Marc Goergen	Promotion de nouveaux systèmes de sécurité dans les véhicules
1158	Yves Cruchten	Infrastructure nationale de bornes de charge publiques
1160	Mars Di Bartolomeo	Liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes
1162	Octavie Modert	75e anniversaire de la bataille des Ardennes
1164	Marc Goergen	Introduction d'un label « Bien-être des animaux »

Question 0820 (21.06.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **bâtiment de Mersch du Lycée classique de Diekirch :**

In der Außenstelle in Mersch des Lycée classique de Diekirch stehen seit einem Jahr erhebliche Renovierungs- und Ausbauarbeiten an. Die Bauzeit und Fertigstellung sollen sich voraussichtlich auf drei Jahre erstrecken. Im renovierten Gebäude sollen bis zu 750 Schüler empfangen werden können.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Bildungsminister sowie an den Herrn Minister für Infrastrukturen stellen:

- Wie geht es aktuell mit den Bauarbeiten voran?

- Wird die Bauzeit von drei Jahren eingehalten werden können?

- Wurde bereits ein Gesamtkonzept für das zukünftige Schulangebot ausgearbeitet?

- Wenn ja, wie sieht dieses Konzept aus?

- Werden zukünftig auch internationale Klassen in Mersch angeboten werden?

- Bleibt die Außenstelle in Mersch auch weiterhin Teil des Lycée classique de Diekirch oder entsteht ein selbstständiges Lyzeum?

Réponse commune (01.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Die Renovierungs- und Ausbauarbeiten für die Schulinfrastrukturen in Mersch des Lycée classique de Diekirch laufen wie geplant und die Inbetriebnahme ist weiterhin für September 2021 vorgesehen. Nach einer ersten Vorbereitungsphase Ende 2018 fanden ab Anfang 2019 die Teilabbrucharbeiten statt. Derzeit laufen die Rohbauarbeiten.

Eine Arbeitsgruppe, die sich aus Vertretern des Lycée classique de Diekirch und Mitarbeitern des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend zusammensetzt, ist dabei, ein pädagogisches Gesamtkonzept für die Schule in Mersch auszuarbeiten.

Derzeit werden für das Schulgebäude in Mersch mehrere Pisten in Betracht gezogen, wobei das europäische und internationale Schulangebot, das einer ständig steigenden Nachfrage entspricht, nicht ausgeschlossen werden sollte. Es ist jedoch zu diesem Zeitpunkt verfrüht, sich definitiv hierzu zu äußern.

Je nach zurückbehaltenem Konzept wird die Entscheidung getroffen, ob die Schule in Mersch weiterhin Teil des Lycée classique de Diekirch bleibt oder zu einem selbständigen Lyzeum ausgebaut wird.

Question 0851 (01.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **violence à l'école :**

An der Broschür „Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse" (vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dem Ministère de la Justice an dem Ministère de la Santé), déi am Ufank vum Schouljoer 2018/2019 un d'Léierpersonal am Fondamental verdeelt ginn ass, sinn eng ganz Rei Uweisungen opgezielt, un déi d'Léierpersonal sech am Fall, wou e Kand Affer vu Gewalt a Mëssbrauch ginn ass, hale muss. Dobäi geet et awer esou gutt wéi nëmmen ëm Gewalt oder Mëssbrauch, deem d'Kand an engem ausserschouleschen, zum Beispill familiären Emfeld zum Opfer gefall wier.

An deem Kontext wollt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ginn et och esou Instruktiounen a Pisten, déi d'Léierpersonal befollege muss, am Fall wou e Kand Affer vu Gewalt an der Schoul gëtt, zum Beispill, wann e Kand ënnert dem physeschen oder psychesche Mëssbrauch ze leiden huet, dee vun engem anere Kand ausgeet ?

2. Wat kann an der Primärschoul (Fondamental) konkret ënnerholl ginn, fir den Affer vu Gewalt ze hëllefen?

3. Hu Kanner, déi Affer vu Gewalt an der Schoul ginn, en Angebot vu gratis Hëllef, déi sech direkt un d'Affer riicht? Wa jo, wéi eng Form huet déi Hëllef? Wa jo, ginn d'Elteren iw-

wert déi Méiglechkeeten informéiert? A wéi enger Form?

4. Wann et där Hëllefe ginn, wéi dacks goufen se an deene leschte Joren an Usproch geholl? Wien huet se kontaktéiert?

5. Wien entscheet, ob verschidde Moossnamen, fir eng Situatioun an der Klass ze verbesseren, kënne geholl ginn? Am Fall wou Léierpersonal sech dogéint wiert, déi Moossnamen ze ergräifen, kënnen se da vun der Direktioun aus imposéiert ginn? Hunn d'Elteren e Matsproocherecht oder gi si gehéiert, wann et drëm geet, fir hir Kanner a Gewalt- oder Mëssbrauchssituatiounen ze schützen?

Réponse (01.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierte genannte Broschür regelt Fäll, wou en Agent vum Stat Kenntnis kritt vu Faiten, déi reprehensibel sinn um penale Plang, méi präzis handelt et sech ëm Fäll vu Gewalt géint Mannerjäreger an ëm Fäll, wou d'Wuel vum Kand kompromettéiert ass. Dës Broschür gesäit vir, datt den Agent dëst ze mellen an e Signalement beim Parquet ze maachen huet. Dës Demarche ass onofhängeg dovunner, ob dës Gewalt am ausserschoulechen oder am schoulesche Kontext stattfonnt huet, d'Prozedure bleiwen déiselwecht. Et handelt sech hei ëm eng Problematik, déi net ausschliisslech d'Schoul, mä déi ganz Gesellschaft betrëfft.

Et soll een drop Uecht ginn, fir an dësem Kontext net Begréffer an ënnerschiddlech Situatiounen ze vermëschen an dës ënnert dem Begréff „Gewalt" ondifferenzéiert ze regroupéieren. Net an all Fäll muss d'Justiz ageschalt ginn. A Fäll vun Ausbréch oder Reaktioune vu Kanner mat Verhalensopfällegkeeten handelt sech an der Regel net ëm Situatiounen, an deenen déi physesch oder déi psychesch Integritéit vun de Matschüler a Gefor ass. Am Fall, wou dat sollt geschéien, ass et kloer, datt dann e Signalement bei der Justiz muss gemaach ginn.

Den Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) bitt regelméisseg geziilt Formatiounen un, déi d'Enseignanten outilléieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul léisungsorientéiert ze reagéieren. Zu der diversifizéierter Formatiounsoffer vum IFEN zielen och d'Supervisiounen, déi et den Enseignanten erlaben, an der Schoul eng konkret Hëllefestellung ze kréien, fir d'Prise en charge vun de Schüler ze optimiséieren.

Des Weideren ënnerstëtzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend och Projete wéi ëner anerem „Stop Mobbing", „Peace Force" oder „BEE SECURE". De Kontakt mat de Persounen, déi am Kader vun dëse Projete matwierken, erlaabt et den Enseignanten, nei Pisten ze degagéieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul effikass ze reagéieren. Och sinn am Kader vun eenzelne Projeten op Ufro vun der Schoul hin direkt Interventiounen an de Klasse virgesinn, fir datt eenzel Problematike vun héich spezialiséiertem Personal kënnen ugepaakt a geléist ginn.

ad 2. + 3. Um lokalen a regionale Plang intervenéieren an de Lëtzebuerger Grondschoulen Educateur-graduéen an den „Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques" (I-EBS), déi fir all d'Kanner eng wichteg Bezuchsperssoun duerstellen, un déi si sech, nieft hirem Titulaire, zu all Moment bei Bedarf kënne wennen. Um regionale Plang kënnen d'Équipe pédagogique oder d'Elteren un d'ESEB eruntrieden, wann d'Mesuren, déi vun der Schoul organiséiert goufen, hirer Aschätzung no net wäit genuch ginn.

Doriwwer eraus huet den Office national de l'enfance (ONE) d'Méiglechkeet, iwwer seng Prestatairë Mesuren zur Betreiung vu Kanner, déi Affer vu Gewalt waren, unzebidden, sief et duerch eng Decisioun vum Riichter oder op Ufro vun den Eltere respektiv dem Jugendlechen. Extern spezialiséiert Servicer, déi net Prestataire vum ONE sinn, bidden och therapeutesch Behandlungen un, déi direkt iwwert den ONE kënnen ugefuerdert ginn.

An der obligatorescher Eltereversammlung virun der Allerhellgevakanz ginn d'Eltere vum Titulaire de classe iwwert déi eenzel lokal a regional Offeren informéiert a ginn dee Moment och iwwert déi eenzel Uspriechpartner a Kenntnis gesat. Wärend dem Schouljoer kënnen sech d'Elteren an éischter Linn un den Titulaire de classe wennen, deen hinne kontextgebonne geziilt weider Informatiounen zu de Ressourcen, déi um Terrain intervenéieren, an de vun der Schoul ëmgesate Projeten ka ginn.

Q80

ad 4. Vu datt Kanner, déi Opfer vu Gewalt am schoulesche Kontext goufen, op ënnerschiddlechen Niveaue vun diversen Intervenanten encadréiert ginn an, vu datt hei d'Prise en charge ganz staark vun engem Cas de figure zum anere variéiert, léisst sech d'Unzuel vum Total vun den Hëllefstellungen, déi assuréiert goufen, schwéier chiffréieren.

ad 5. An de Prozess vun der Schoulentwécklung ginn d'Elteren am Allgemengen an an der Organisatioun vun der Prise en charge vun hire Kanner am Spezifesche mat agebonnen. Den Echange zwëschent den eenzelne Partner um lokalen Niveau, dorënner och den I-EBS, bitt der Communautéit d'Méiglechkeet, verschidden Demarchen, Virgoensweisen ze diskutéieren an de beschtméigleche Choix um Niveau vun de Mesuren ze ergräifen. Dee Moment, wou keng treffend Moossnamen um lokalen Niveau kënne fonnt respektiv ëmgesat ginn, hunn d'Léierpersonal an d'Elteren d'Méiglechkeet, um regionalen Niveau d'CI an d'ESEB ëm Rot ze froen. Doropshi gëtt eng Diagnos gemaach an et gi Moossname proposéiert an ëmgesat, déi méi wäit féieren.

Am Fall vun engem Desaccord zwëschent den Elteren an der CI, wat d'Mesuren ubelaangt, déi vun dëser proposéiert a gegebenefalls vun der Commission médico-psycho-pédagogique nationale approuvéiert goufen, hunn d'Elteren d'Méiglechkeet, eng Demande un de Minister ze adresséieren, fir datt den Dossier reevaluéiert gëtt.

Am Fall, wou Elteren net mat de Mesuren, déi vun der Schoul ugebuede ginn, zefridde sinn, hu si ëmmer d'Méiglechkeet, sech, nodeems si um Niveau vun der Schoul déi eenzel Uspriechpartner, dorënner den Titulaire de classe, de Coordinateur de cycle an de Schoulpresident, kontaktéiert hunn, un d'Direktioun ze wennen.

Question 0860 (04.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**ancien bâtiment du Lycée technique agricole :**

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1956 aus dem Joer 2012 hunn déi deemoleg Ministeren Delvaux a Wiseler uginn, datt, nodeems de Lycée technique agricole op Gilsdref plënnere wäert, déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul fir den technesche Lycée vun Ettelbréck (LTEtt) reservéiert ginn.

An deem Kontext géif ech gär déi folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Ass bis dato nach ëmmer virgesinn, Deeler vum technesche Lycée vun Ettelbréck an déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul ze verleeën?

2. Wa jo, fir wéini ass dësen Ëmzuch virgesinn?

3. Ass virgesinn, datt déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul fir dësen Ëmzuch renovéiert an/oder ëmgebaut solle ginn?

4. Wa jo, fir wéini ass mam Ofschloss vun dëse Renovatiounsaarbechten ze rechnen a wéi gestaltet sech dësen Ëmbau konkret a puncto Infrastrukturen a Klasseraim?

Réponse (03.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Jo, déi al Gebailechkeete gi renovéiert a ginn dann un de Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt). Zudeem ass virgesinn, déi aktuell Zären an Atelieren ofzerappen, fir Plaz ze maache fir weider Infrastrukturen, déi den LTEtt brauch.

ad 2. Dat neit Gebai vum Lycée technique agricole (LTA) soll fir d'Rentrée 2021/2022 a Betrib geholl ginn. Als éischt gëtt en Avant-projet ausgeschafft, wourops der Chamber e Projet de loi ënnerbreet gëtt. Eréischt no engem positive Vott vum Projet de loi kënnen d'Aarbechten um Site zu Ettelbréck ufänken.

ad 3. Vu datt dat momentant Gebai vum LTA an Tëschenzäit zu Recht als „Monument national" klasséiert ginn ass, wäerten déi néideg Renovatiounsaarbechten a Concertatioun mam Service des sites et monuments nationaux geplangt an ausgefouert ginn.

ad 4. Am Kader vun den Etüden, déi aktuell lafen, ginn déi verschidden Delaien a Méiglechkeete vun der Notzung vun de Raimlechkeeten ausgeschafft. Am Haaptgebai, 1932 ënnert dem Statsarchitekt Paul Wigreux opgeriicht, wäert versicht ginn, zum Beispill déi original Plättercher esou wéi d'Banneschräinerei ze erhalen, et handelt sech also éischter ëm eng Mise en valeur wéi ëm eng Rénovation profonde. De Bauprogramm muss sech de Raimlechkeeten an dësem Bestand upassen.

Question 0948 (23.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement :**

An der parlamentarescher Fro N° 0633 hat ech de Premierminister a Minister fir Kommunikatioun a Medie gefrot, wéi d'Deelen oder d'Publizéiere vu Werbung op Social Media ënnerhalb der Regierung geregelt ass. De Premierminister huet doropshin op den Artikel 78 vun der Konstitutioun verwisen, dee beseet, dass d'Ministere fir hir Aktioune responsabel sinn. Och wa juristesch gesinn d'Akte vun de Ministeren domadder eng Base légale hunn, ass domadder net meng zweet Fro beäntwert, ob all Regierungsmember seng Werbung och selwer verwalt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Medien a Kommunikatioun dës Froe stellen:

1. Iwwerhuelen déi eenzel Regierungsmemberen d'Käschte vun hiren Online-Bäiträg selwer oder benotze si dofir Ressourcë vum Stat (Fonctionnairen, Personal oder Budget)?

2. Falls ee Budget fir d'Promotioun vun de Ministeren op Social Media virgesinn ass, wéi héich ass dëse fir all Minister?

3. Ginn d'Regierungsmemberen an iergendwellecher Form vun internen oder externe Beroder an der Gestioun vun hire Social-Media-Accounts ënnerstëtzt? Falls jo, geschitt dëst op Base vum Statsbudget?

4. Existéiert ënnerhalb vun der Regierung ee Code de déontologie, deen d'Benotze vu Social Media vun den eenzele Ministère regelt?

5. Ass den Här Premierminister der Meenung, dass d'Regierungsmemberen onbegrenzt Gebrauch vum Artikel 78 vun der Konstitutioun maache sollen, fir zum Beispill bekannt ze maachen, dass si eng aner Meenung, wéi déi vun der Regierung vertrieden?

6. Ënnerstëtzt den Här Premierminister och, dass de Numm vu grousse Versécherungsgesellschaften oder de Numm vu Schongbutteker, mat deene Ministeren eng wirtschaftlech Verbindung hunn, an esou Beiträg optauchen?

Réponse (22.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0633 vum 7. Mee 2019 ënnerstrach, sinn déi eenzel Regierungsmemberen eegestänneg an der Organisatioun vun hirer Kommunikatioun. Et sief zousätzlech drop higewisen, dass d'Regierung 2014 e Code de déontologie ugeholl huet, mat deem fir d'éischte Kéier zu Lëtzebuerg verbindlech Regele festgehale goufen.

Question 0960 (24.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limitation de vitesse en cas de canicule pour les voitures électriques :**

Bei héijen Temperaturen am Summer ass et gängeg, dass d'Tempolimitt op den Autobunnen op 90 km/h reduzéiert gëtt, wann d'Ozonwäerter de Schwellewäert vun 160 Mikrogramm iwwerschreiden. Dëst ass och am Artikel 156 Punkt 3 vum Code de la route festgehalen. Etüden no soll eng Reduzéierung vun der Geschwindegkeet den Ausstouss vu gëftege Gaser, dorënner den NOX_3, bemierkbar reduzéieren. D'Benotze vun Elektroautoen geet natierlech nach ee Schrëtt méi wäit, well hei keng Gaser ausgestouss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Ass de Mobilitéitsminister der Meenung, dass den Artikel 156 Punkt 3 Sënn mécht fir Elektroautoen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass een zum Artikel 156 Punkt 3 eng Exceptioun fir Elektroautoen aféiere misst? Falls neen, kéint den Här Minsiter erkläre firwat net?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Schonn am Joer 2013 huet sech déi staatlech Verkéierskommissioun mat dëser Thematik befaasst an ass zum Schluss komm, datt esou eng Reglementatioun problematesch an der Ëmsetzung wier an eng Rei vu Problemer, wat d'Verkéierssécherheet ugeet géif mat sech bréngen.

De Code de la Route gesäit effektiv am Punkt 3 vum Artikel 156bis vir, datt op den Autobunnen déi maximal erlaabte Vitesse op 90 km/h kann erofgesat ginn, wa vun der Ëmweltverwaltung Ozonkonzentratioune vun iwwer 160 µg/m³ wärend enger Stonn gemooss ginn. Wann dës Wäerter erëm normal sinn, sinn nees déi üüblech Vitesslimitatiounen ze applizéieren. Dës Situatioun gëtt, laut Artikel 156bis, dem Fuerer duerch d'Schëld „C,14" mat der Zuel „90" iwwert déi dynamesch Informatiounstafele vum CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) matgedeelt. Domadder gëllt dës Limitatioun fir all Gefierer, déi zu deem Ament op der Autobunn fueren.

Weider gesäit de Code de la Route vir, datt et bei den Haaptkategorië vun de Gefierer (Auto, Bus, Camion etc.) kann ënnerschiddlech Reglementatiounen a Bestëmmunge ginn - en Auto däerf zum Beispill normalerweis méi séier op der Autobunn fuere wéi e Bus oder e Camion -, well dës aner Fuereegeschaften opgrond vun hiren Dimensiounen a Massen oder och nach hirer Bauweis opweisen. Innerhalb vun dëse Kategorië sinn d'Regelen dann awer fir all Gefier ëmmer déiselwecht. Dëst ass eng wichteg Dispositioun fir d'Verkéierssécherheet am allgemengen, fir datt all Usager genee weess, wat fir Regele fir wat fir e Gefier gëllen.

Aus dësem Grond géife verschidde Vitesslimitatiounen dann och eng ganz Rei vu Sécherheetsproblemer mat sech bréngen. Besonnesch an dësem Fall wier et fir déi aner Usagere schwiereg bis guer net ze erkennen, wat fir en Auto elo wat fir eng Vitesse fueren dierf. Doriwwer eraus, wier esou eng Reglementatioun fir Auslänner déi op eisen Autobunnen ënnerwee sinn, och geféierlech an net anzeschätzen.

Dobäi kéim dann och nach, datt d'Kontrolle vun esou enger Reglementatioun bal onméiglech wieren, well d'Beamte vun der Police all Auto misst unhalen, fir an de Pabeieren ze kucken ënnert wat fir eng Kategorie den Auto fält an deemno wéi séier en hätt dierfe fueren. Och d'Kontrolle mat de mobillen a fixe Radare wieren dann net méi méiglech, well de Radar keen Ënnerscheed tëschent Elektroauto an engem normalem Auto ka maachen.

Sief an dësem Kontext awer och nach dorops higewisen, datt d'Loftqualitéit, besonnesch bei héijen Temperaturen, och duerch schiedleche Bremsstëbs a Gummiofriff verstäerkt beeinträchtegt gëtt, wat op all Zorte vu Gefierer zréckzeféieren ass. Eng generell Vitesslimitatioun bei esou Wiedersituatioune kann deemno insgesamt zur Verbesserung vun der d'Loftqualitéit bäidroen.

Question 0969 (25.07.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage près de la brasserie :**

La directive qualité de l'air 2008/50/CE, transposée par la loi du 29 avril 2011 et par un règlement grand-ducal du même jour, prévoit, concernant le dioxyde d'azote (NO_2), une limite annuelle moyenne à ne pas dépasser de 40 µg/m³ au 1er janvier 2010.

À l'article 23 paragraphe 1, la même directive impose la nécessité d'établir, en cas de dépassement, des plans relatifs à la qualité de l'air qui « prévoient des mesures appropriées pour que la période de dépassement soit la plus courte possible » et impose aussi que ces plans soient « transmis à la Commission sans délai, et au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté ».

Les valeurs mesurées en 2012 et pendant les deux années précédentes à un endroit au centre de Bascharage avaient été d'au moins 57 µg/m³, dépassant donc largement à l'époque la valeur limite annuelle, sans qu'un plan d'action n'ait été établi à ma connaissance à l'époque.

En 2016, il a été estimé que cette valeur de 57 µg/m³ devrait « évoluer vers 45 µg/m³ à l'horizon 2020. Cette baisse est due notamment au progrès technique prévisionnel mais ne suffirait donc pas pour respecter la valeur limite actuelle » (Étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain (EIE) du contournement de Bascharage).

C'est donc en 2016 que, dans un avant-projet sommaire (APS), la construction d'un contournement a été décidée, projet très contesté, passant notamment par une zone Natura 2000 et deux forêts, se trouvant actuellement (juillet 2019, donc à l'horizon 2020) toujours dans la phase d'un APS.

Un « programme national de qualité de l'air » a certes été adopté en 2017, contenant comme seule mesure tangible à brève échéance la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent avec priorisation des bus, mais avec la précision suivante :

« À ce stade, le présent programme n'est pas à considérer comme plan de qualité de l'air au titre du RGD à transmettre obligatoirement à la Commission européenne puisqu'il ne concerne pas des valeurs limites dépassées aux stations de mesurages officiels. Malgré cela, le présent programme pourra le cas échéant être converti en un plan de qualité de l'air selon les modalités du RGD, notamment en cas de constat de dépassements de valeurs limites à l'aide de mesurages fixes, et ainsi être également transmis à la Commission européenne. » (p. 5)

Aucune mesure à court terme n'a été réalisée à ce jour à ma connaissance de 2010 à 2019.

1) Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'est-elle pas d'avis que le Gouvernement viole ainsi gravement les obligations qui sont les siennes en matière d'établissement d'un plan protégeant à court terme les personnes habitant à l'endroit nommé à Bascharage ? La Commission européenne a-t-elle été informée de ce manquement aux obligations du Luxembourg ?

2) J'aimerais savoir notamment pourquoi le système intelligent de gestion de trafic avec priorisation des bus n'a pas encore été mis en place depuis 2016, alors qu'il faisait même partie du « scénario de base 2020 » (sans mesures supplémentaires) de la modélisation effectuée dans le prédit Programme national de qualité de l'air et qu'il avait été annoncé comme « projet pilote » par ce programme : « La fluidité du trafic peut être améliorée par la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent. La gestion des feux devient ainsi efficace et intelligente, en synchronisant la mobilité douce, le trafic individuel motorisé et les transports en communs. Le système pourrait même permettre de limiter l'accès du trafic individuel motorisé au tronçon de route sensible en cas de saturation. À titre d'exemple, un projet pilote d'amélioration de la fluidité est prévu à Bascharage. » (p. 33)

3) Madame la Ministre peut-elle me confirmer et m'expliquer les mesures en NO_2 suivantes effectuées à la station fixe de Bascharage et publiées par vos services notamment sous https://www.aev.etat.lu/air emwelt.dataReport/NO2 sensor-allStationTemp-2019-20190701_0617.pdf

2015 : 48 µg/m³ (rapport des mesurages de dioxyde d'azote (NO_2) effectués en 2017 – 144, avenue de Luxembourg à Bascharage, MDDI mars 2018)

2016 : +40 µg/m³ (estimation due à des mesures incomplètes, moins de 85 %)

2017 : 38 µg/m³ (fermeture de la rue de la Résistance, adjacente)

2018 : 42 µg/m³

2019 : +40 µg/m³ (moyenne provisoire après les six premiers mois)

Peut-on donc constater et conclure que les prévisions exprimées en 2016 (baisse à 45 µg/m³ en 2020) sont heureusement moins favorables que la réalité mesurée qui se rapproche et se rapproche d'ores et déjà, de manière substantielle et continue, des valeurs limites prescrites, sans qu'aucune mesure supplémentaire ait été mise en place ?

4) Quel serait l'impact supplémentaire à prévoir sur cette évolution à la baisse après la mise en place des mesures annoncées dans le projet pilote, à savoir la mise en place du système de gestion du trafic intelligent ?

5) Quel serait l'impact des mesures de réduction locales du trafic supplémentaires, en dehors d'un contournement, énumérées dans le recours du 26 octobre 2016 de la commune de Sanem contre l'APS du 29 juillet 2016 (couloir de bus, aménagement du carrefour envisagé dans l'avis du 17 janvier 2016 du Département du territoire du MDDI, réductions de vitesse, interdictions de circuler pour les camions pendant les heures de pointe, etc.) ?

6) Quel sera l'impact de la mise en place des P&R le long de la ligne de chemin de fer entre frontières belge et française et Luxembourg-ville, longeant le contournement prévu et permettant d'atteindre la gare centrale de Luxembourg en 20 minutes au plus à partir de la gare Bascharage-Sanem ?

7) Quelle sera l'évolution prévisible dans les années à venir du parc automobile (voitures individuelles, bus, camions) et son impact sur les émissions en NO_2 ?

8) Une nouvelle évaluation du Programme de qualité de l'air à l'horizon 2025 ne s'impose-t-elle pas à cet endroit, puisque le « Nationaler Luftqualitätsplan 2020 und Untersuchung der Wirkung von potentiellen Minderungsmassnahmen, Müller-BBM Karlsruhe, Bericht vom 25. April 2017 » s'arrête à l'horizon 2020 et qu'il devrait-être rectifié et actualisé selon les nouvelles évolutions ?

9) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à l'heure actuelle un moratoire s'impose quant à la réalisation du contournement à Bascharage :

- vu l'évolution positive à la baisse des émissions NO_2 à cet endroit précis ;

- vu l'opportunité de conserver la zone Natura 2000 ainsi que ses territoires avoisinant Bobësch et Dreckswiss et leur biodiversité ;

- en attendant notamment l'effet sur les mesures NO_2 après réalisation du projet pilote proposé par vos services pour la commune de Bascharage.

Réponse commune (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Au cours de l'année 2016, l'Administration de l'environnement a mis en place une station de mesure de la qualité de l'air à Bascharage, 144, avenue de Luxembourg. Depuis lors, les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) dans l'air ambiant sont mesurées en continu à l'aide de la méthode de référence selon la norme EN14211 : 2012.

La directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe prescrit les valeurs limites suivantes pour le NO_2 à respecter pour la protection de la santé humaine, à savoir 200 µg/m³ en moyenne horaire, à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile et 40 µg/m³ en moyenne annuelle.

Depuis le commencement des mesures en 2016, aucun dépassement de la valeur limite en moyenne horaire n'a été constaté. Néanmoins, un dépassement de la valeur limite en moyenne annuelle a été constaté en 2018. La moyenne annuelle en 2018 se situait en effet à 42 µg/m³.

Selon l'article 23 de la directive précitée, un plan relatif à la qualité de l'air pour la zone en question doit être établi et transmis à la Commission européenne au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté. Le premier dépassement officiel ayant été constaté fin 2018, le plan pour la zone en question doit être transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020.

Les mesurages réalisés en 2010-2011 et 2015 indiquaient des valeurs supérieures à la valeur limite, à savoir 57 et 48 µg/m³ en moyenne annuelle. Elles ne peuvent toutefois pas être invoquées comme dépassements au titre de la directive 2008/50/CE. En effet, elles ont été réalisées à l'aide de mesures indicatives qui ne remplissaient pas les exigences de qualité de la directive (incertitude de mesure et couverture des données au cours d'une année). Elles servaient essentiellement à identifier les points critiques et à compléter les informations sur la qualité de l'air au Luxembourg dont l'évaluation se fait moyennant un réseau de stations de mesures fixes. Le cas échéant, le réseau des stations de mesures fixes est adapté afin d'assurer la conformité par rapport aux exigences de surveillance de la directive.

ad 2) L'idée de cette mesure, proposée par le groupe de travail « couloirs pour bus » en 2014, a été approuvée au cours de l'année 2015. Les études y afférentes ont ensuite été entamées. Ce n'était qu'en 2017 que la planification du volet « génie civil » avait suffisamment avancé pour permettre d'aborder le détail des installations techniques. Bien que le projet soit limité à onze installations de feux tricolores, le projet en question est parmi les premiers à s'intégrer dans les concepts et scénarios de gestion au niveau national. Dès lors, il est nécessaire de choisir les standards techniques appropriés pour tenir compte des questions relatives à la gestion de l'ensemble du parc d'installations. En parallèle, le système de gestion a dû être développé (« Lichtsignalsteuerungszentrale [LSZ] ») et vient récemment d'être présenté pour approbation. À l'heure actuelle, l'élaboration des dossiers de soumission est en cours.

ad 3) Les mesures réalisées avant 2016 étaient réalisées à l'aide de mesures indicatives qui ne remplissaient pas les exigences de qualité de la directive (incertitude de mesure et couverture des données au cours d'une année). Une station de mesure conforme aux critères de la directive a été mise en service vers la fin de l'année 2016. La première valeur directement opposable à la valeur limite a été constatée en 2017 mais la valeur limite n'a pas été dépassée. L'année 2017 a toutefois été fortement influencée par des chantiers d'envergure avec fermeture de routes. Les mesures en 2018 indiquent en moyenne annuelle un dépassement de la valeur limite tel que précité.

Les calculs de prévisions de la qualité de l'air sont basés sur les prévisions du trafic routier. Or, force est de constater que le comptage du trafic réalisé en juin 2018 sur l'avenue de Luxembourg (trafic journalier moyen (TJM < 14.000) montre des chiffres moins élevés que le trafic sous-jacent dans le scénario de base 2012 (TJM d'environ 17.000) et dans le scénario de prévision 2020 (TJM > 20.000). Il s'ensuit que les valeurs mesurées de la qualité de l'air sont également plus faibles par rapport aux valeurs calculées.

ad 4) L'impact supplémentaire à prévoir dépend bien sûr du paramétrage du système de gestion du trafic intelligent. En effet, le système de gestion du trafic pourrait théoriquement être configuré de façon à ce que seulement le volume du trafic tolérable en vue de maintenir la valeur limite pourrait passer le tronçon de route critique avec cependant comme conséquence le risque de provoquer des embouteillages aux limites du tronçon de route régulé. Selon les calculs de modélisation réalisés en 2017 dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, une fluidification du trafic par la mise en place de systèmes de gestion du trafic intelligent, tout en maintenant le volume du trafic moyen journalier peut provoquer une baisse des niveaux NO_2 dans l'air ambiant jusqu'à 5 % par rapport à la valeur limite ou de 2 µg/m³ en valeur absolue.

Selon les études menées dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel et notamment de l'étude d'un bureau étranger spécialisé dans la matière, il ressort que la mise en place de toutes les mesures prévues par la variante zéro du contournement de Bascharage, dont fait partie la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent ne permettront pas à elles seules de faire passer les émissions de NO_2 en dessous des valeurs limites.

ad 5) Comme déjà évoqué, les simulations de trafic et d'émissions établies dans le cadre du projet du contournement de Bascharage tiennent compte de l'ensemble des stratégies nationales et régionales d'envergure en matière de transport, mais ne sont pas suffisantes pour améliorer la situation au centre de la localité de Bascharage de façon considérable.

Dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, des modélisations ont été réalisées en 2017 pour calculer la réduction du trafic nécessaire pour pouvoir respecter en 2020 la valeur limite pour le NO_2 dans l'air ambiant au niveau de l'avenue de Luxembourg à Bascharage. Les calculs avaient révélé qu'une réduction du trafic total de 27 % pour atteindre un TJM de 15.200 serait nécessaire pour atteindre la valeur limite en 2020. Cette réduction pourrait encore être plus ou moins importante en fonction de la part des camions et bus dans le trafic total et en fonction de l'évolution de la composition des parcs de véhicules (normes EURO). La quantification de l'impact des mesures locales sur la qualité de l'air ne peut se faire que sur base d'une étude trafic qui détermine la réduction du trafic par chaque mesure concrète.

ad 6) La mise en place du P&R Rodange est une des mesures qui fait partie intégrante du modèle servant de base aux simulations effectuées par la Cellule modèle de transport (CMT). Dans le cadre de ces simulations, l'ensemble des mesures prévues est pris en compte. Il est clair qu'aucune des mesures prévues ne peut à elle seule répondre aux besoins en matière de mobilité, mais que la prise en compte de l'ensemble des mesures est nettement plus pertinente. Comme cette mesure isolée n'a donc pas fait l'objet d'une simulation à part, il n'est pas possible de donner des informations s'y rapportant.

ad 7) Les projections d'émissions indiquent une baisse significative des émissions de NO_X (exprimées en NO_2) jusqu'en 2030. Ainsi, il est prévu que les émissions d'oxydes d'azote du transport routier national (calculées sur base du carburant utilisé sur le territoire national) vont baisser de 22 % en 2020 par rapport à 2017 et de 71 % en 2030.

Pour les voitures individuelles, une baisse de 18 % des émissions NO_X est prévue pour 2020 par rapport à 2017 et de 75 % en 2030. Cette baisse est principalement due à une pénétration accentuée de voitures diesel aux normes EURO 6d-temp (obligatoire à partir du 1er septembre 2019) et EURO 6d (à partir du 1er janvier 2021) dont la limite d'émission est de 80 mg NO_X/km mesuré sous conditions standards (WLTP) et de conduite réelle (RDE) ainsi que d'une certaine pénétration de voitures électriques dans le parc automobile national. En effet, bien que la norme EURO 6 (obligatoire depuis le 1er septembre 2015) préconisait déjà une limite d'émission de 80 mg NO_X/km, les mesures sous des conditions de conduite réelle montraient que les émissions réelles étaient six fois plus élevées que la norme (Umweltbundesamt, Pressemitteilung 16/2017).

Pour les véhicules lourds (bus et camions), une baisse de 38 % des émissions NO_X est prévue pour 2020 par rapport à 2017 et de 63 % en 2030, ceci dans l'hypothèse que d'ici 2030 tous les véhicules lourds roulent à la norme EURO VI.

Finalement, il est à noter qu'en 2017 les voitures individuelles étaient responsables de 72 % des émissions NO_X du transport routier, alors que 11 % étaient émis par les véhicules utilitaires et 16 % par les véhicules lourds. En 2020, ces proportions seront, respectivement 75 %, 11 %, et 13 %, et en 2030, respectivement 58 %, 16 %, et 25 %.

ad 8) Comme indiqué ci-dessus, un plan de qualité de l'air sera établi et transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020. Ce plan prendra en compte les nouvelles évolutions connues et qui peuvent avoir un impact sur la qualité de l'air.

ad 9) Nonobstant les défis environnementaux, la gestion d'un projet routier relève des compétences du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

Il reste à noter que le contournement de Bascharage ne se justifie pas seulement à cause des émissions NO_2 à l'intérieur de la localité. Dans ce contexte, il importe également de rappeler la problématique du bruit résultant du trafic routier. En effet, la charge de trafic routier actuelle à travers le centre de Bascharage est tellement importante qu'un développement urbanistique qualitatif et cohérent s'avère impossible sans le contournement de la localité.

Finalement, il y a lieu de préciser que la Chambre des Députés a voté à une large majorité le projet de loi afférent. Le Gouvernement est dès lors dans l'obligation légale de respecter le vote du législateur.

Question 0972 (26.07.2019) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage :**

Au niveau national, plusieurs décisions majeures ont été prises l'année passée pour réduire le trafic routier, notamment la construction de deux quais supplémentaires à la gare de Luxembourg et d'une série de P&R à des points névralgiques, de même que la commande de 34 trains régionaux par la Société nationale des chemins de fer (CFL).

Dans le cadre du vote par la Chambre des Députés de la construction du contournement de Bascharage en juillet 2018, une série de mesures locales ont été mentionnées en vue de réduire la pollution atmosphérique dans l'avenue de Luxembourg. Parmi les mesures locales abordées figuraient entre autres l'installation dans l'avenue de Luxembourg d'une voie réservée aux bus et de feux de signalisation intelligents, la construction de ronds-points au niveau de la brasserie Bofferding et de la zone industrielle nationale, la mise en place d'une zone 30 dans le centre de Bascharage, ainsi que la construction d'une nouvelle rue de desserte des supermarchés et du Centre sportif établis le long de l'avenue de Luxembourg.

Si le contournement de Bascharage ne peut être opérationnel que dans plusieurs années, force est de reconnaître que des mesures locales pourront être mises en œuvre plus rapidement, afin d'améliorer la qualité de vie locale et de limiter les risques sanitaires allant de pair avec les émissions du trafic routier.

1) J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics s'il existe des données récentes sur la pollution atmosphérique (notamment les émissions de NO_X) mesurée après le vote du contournement. Dans l'affirmative, qu'est-ce qu'elles permettent de conclure ?

2) L'étude d'impact du contournement sur les flux de trafic passant par le rond-point « Biff » et la collectrice du Sud en direction de la frontière revendiquée par la motion 1 du 17 juillet 2018 de la Chambre des Députés est-elle en cours de réalisation ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime que lesdites mesures peuvent améliorer la qualité de vie des résidents de l'avenue de Luxembourg ? Est-ce qu'elles permettent de réduire la pollution atmosphérique ? Dans l'affirmative, dans quels délais les mesures pourraient-elles être finalisées ?

4) Est-ce que l'administration communale de Käerjeng a proposé à Monsieur le Ministre

d'autres mesures sur demande des résidents concernés afin de soulager le trafic dans l'avenue de Luxembourg ?

5) Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a soumis à l'avis de l'administration communale de Käerjeng des mesures alternatives pour remédier à la pollution atmosphérique locale ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au cours de l'année 2016, l'Administration de l'environnement a mis en place une station de mesure de la qualité de l'air à Bascharage, 144, avenue de Luxembourg. Depuis lors, les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) dans l'air ambiant sont mesurées en continu à l'aide de la méthode de référence selon la norme EN14211 : 2012.

La directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe prescrit les valeurs limites suivantes pour le NO_2 à respecter pour la protection de la santé humaine, à savoir 200 µg/m³ en moyenne horaire, à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile et 40 µg/m³ en moyenne annuelle.

Depuis le commencement des mesures en 2016, aucun dépassement de la valeur limite en moyenne horaire n'a été constaté. Néanmoins, un dépassement de la valeur limite en moyenne annuelle a été constaté en 2018. La moyenne annuelle en 2018 se situait en effet à 42 µg/m³.

Selon l'article 23 de la directive précitée, un plan relatif à la qualité de l'air pour la zone en question doit être établi et transmis à la Commission européenne au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté. Le premier dépassement officiel ayant été constaté fin 2018, le plan pour la zone en question doit être transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020.

La moyenne annuelle provisoire en 2019 (janvier-juillet) se situe à 40 µg/m³. L'évaluation du respect de la valeur limite ne peut se faire qu'après l'achèvement de l'année.

ad 2) En ce moment, aucune nouvelle étude d'impact du contournement de Bascharage sur les flux de trafic n'a été entamée. Or, lors des études menées dans le cadre de de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, une étude de trafic approfondie a été réalisée. Cette étude reflète la répartition des flux de trafic dans la région concernée en tenant compte de toutes les mesures prévues par la MODU à l'horizon 2020. Les résultats de ces simulations ont été effectués par la Cellule modèle de transport (CMT).

ad 3) La quantification de l'impact des mesures locales sur la qualité de l'air ne peut se faire que sur base d'une étude trafic qui détermine la réduction du trafic par chaque mesure concrète.

Dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, des modélisations ont été réalisées en 2017 pour calculer la réduction du trafic nécessaire pour pouvoir respecter en 2020 la valeur limite pour le NO_2 dans l'air ambiant au niveau de l'avenue de Luxembourg à Bascharage. Les calculs avaient révélé qu'une réduction du trafic total de 27 % pour atteindre un TMQ de 15.200 serait nécessaire pour atteindre la valeur limite en 2020. Cette réduction pourrait encore être plus ou moins importante en fonction de la part des camions et bus dans le trafic total et en fonction de l'évolution de la composition des parcs de véhicules (normes EURO).

La réalisation d'une voie bus à la hauteur de l'accès de la ZA Steichen et d'une voie bus à la hauteur du supermarché Cactus est prévue. En outre, il est envisagé de gérer les flux de trafic moyennant la mise en place de feux tricolores dans la traversée de Bascharage, étant donné qu'il n'est pas possible de réaliser une voie bus à cet endroit. Ces feux tricolores ont pour objectif de fluidifier le trafic et d'améliorer ainsi les conditions de circulation pour les bus en augmentant les vitesses commerciales.

L'étude de faisabilité y afférente avait été élaborée dans le cadre du groupe de travail « couloirs pour bus ». Le projet final prévoit la mise en place de onze installations de feux tricolores sur la N5 dont les phases vertes seront coordonnées pour réduire le nombre d'arrêts de véhicules aux feux tricolores et, par conséquent, améliorer les vitesses commerciales.

En 2017, la planification détaillée du volet « génie civil » et la planification sommaire de ces installations de feux tricolores ont eu lieu, la planification détaillée étant toujours en cours. Il en ressort néanmoins que les installations de feux tricolores permettront un gain de temps pour les bus circulant dans les deux sens sur la N5 de 20-25 % aux heures de pointe matinales et de 10-35 % aux heures de pointes vespérales par rapport à aujourd'hui. En outre, la coordination des phases vertes sur la N5 réduira le nombre d'arrêts de véhicules et harmonisera ainsi les vitesses pratiquées. Sachant que les arrêts et démarrages des véhicules ainsi que leur vitesse ont un impact direct sur le volume des émissions polluantes liées au trafic, il est à supposer que ces mesures permettront de réduire la pollution de l'air.

Actuellement et en attente d'une concertation finale avec la commune à base des éléments finalisés de l'étude, la durée des travaux est estimée à quelque 400 jours.

ad 4) D'autres mesures locales ont été bien évidemment relevées lors de la consultation publique en relation avec le dossier de l'étude d'évaluation des incidences dans le contexte du projet du contournement de Bascharage.

ad 5) À part des mesures déjà soulevées sous le point 3), la boîte à outils de la stratégie pour une mobilité durable MoDu 2.0 reflète des mesures concrètes que les quatre acteurs de la mobilité, à savoir l'État, les communes, les employeurs et les citoyens, peuvent mettre en œuvre pour améliorer la mobilité et contribuer ainsi à une amélioration de la pollution atmosphérique.

Question 0977 (26.07.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**entretien des pistes cyclables :**

Le réseau cyclable national a été étendu et sécurisé au cours de ces dernières années. Un projet de loi vise par ailleurs la construction de plus de 400 km de pistes cyclables supplémentaires.

Or, il apparaît que, faute d'entretien adéquat, certaines pistes se trouvent dans un mauvais état, diminuant ainsi leur visibilité et compromettant par endroit la sécurité pour ses usagers.

Selon la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, « l'entretien courant du réseau national incombe aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les différents tronçons ou parties des pistes cyclables. En cas de carence des communes, les prestations nécessaires au maintien de la viabilité du réseau sont exécutées par l'État aux frais des communes ».

C'est à ce sujet que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant du mauvais état de certaines pistes cyclables ?

- Dans l'intérêt de la sécurité des usagers et dans la perspective de l'extension du réseau cyclable national, Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un changement devrait être envisagé au niveau de l'entretien des pistes cyclables, dans l'objectif d'une gestion plus rapide et efficace ?

- Dans l'affirmative, qu'entendent Madame et Monsieur les Ministres proposer comme solutions ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux dispose que :

- l'entretien courant de l'assise des itinéraires cyclables est à charge des communes ;

- l'entretien constructif et la signalisation directionnelle sont à charge de l'État (excepté l'entretien constructif de la voirie communale en agglomération) et doivent donc être réalisés par l'Administration des ponts et chaussées.

L'entretien courant comprend les tâches destinées à garantir la viabilité de l'itinéraire et qui ne concernent pas des interventions structurelles, c'est-à-dire :

- le balayage de la chaussée ;

- le nettoyage de la chaussée et de ses égouts ;

- le nettoyage des dispositifs de retenue (garde-corps, glissières, barrières) ;

- le nettoyage des graffitis et des affiches sur les murs des ouvrages d'art ;

- le nettoyage de l'éclairage de l'assise (si elle ne fait pas partie de l'éclairage public de la route) ;

- le fauchage, le cas échéant, des accotements ;

- le service d'hiver sur la chaussée (déneigement et dégivrage).

Il est à noter que le service d'hiver est seulement à garantir sur les itinéraires pratiqués quotidiennement dans cette période de l'année, cela concerne donc surtout les itinéraires à l'intérieur des localités et les pénétrantes principales des agglomérations.

Quant à l'entretien constructif, il comprend les travaux de petite envergure qui garantissent la viabilité d'un itinéraire national (comme par exemple la réparation de fissures, de nids de poule, de joints, des accotements ou le remplacement complet du revêtement). Si l'infrastructure doit être renouvelée en grande partie ou en totalité (comme par exemple l'amélioration ou le renouvellement du corps de chaussée de la voirie), il s'agit d'un réaménagement de l'infrastructure.

Les services compétents de l'Administration des ponts et chaussées effectuent régulièrement des inspections des pistes cyclables du réseau national. Ces inspections ont pour but de détecter d'éventuels problèmes majeurs en relation avec le revêtement des pistes cyclables (bosses, trous, fissures importantes, etc.) respectivement les tronçons entiers nécessitant le renouvellement complet de la couche de roulement. À la suite de ces inspections, les opérations d'entretien lourd qui s'imposent sont réalisées, ceci dans le cadre des travaux d'entretien et de réfection de la voirie de l'État sur le territoire des services régionaux respectifs, en fonction des moyens financiers disponibles.

Depuis 2017, des observations et des réclamations de la part d'usagers peuvent être envoyées à pistescyclables@pch.etat.lu. Ainsi, sept réclamations concernant l'état des pistes cyclables nationales ont été introduites en 2017 (dont une relative à l'entretien courant et six relatives à l'entretien constructif) et 22 en 2018 (dont onze relatives à l'entretien courant et onze relatives à l'entretien constructif).

Le cas échéant, la commune concernée est avertie par l'administration pour répondre aux obligations communales d'entretien courant.

Même si les dispositions de la loi précitée prévoient que l'entretien courant est à garantir par les communes, l'Administration des ponts et chaussées assure toutefois l'entretien courant si l'itinéraire cyclable national se trouve sur la chaussée d'une route nationale ou d'un chemin repris (par exemple lorsqu'il s'agit d'une voie cyclable, d'une voie suggestive ou d'une circulation en trafic mixte). En outre, si une piste cyclable ou un chemin mixte se trouve en bordure directe d'une route de l'État, l'Administration des ponts et chaussées est en charge des travaux de fauchage des accotements et d'élagage des plantations.

En ce qui concerne l'entretien du réseau cyclable national, le projet de loi n° 7371 prévoit de modifier les compétences : il est envisagé que l'État soit responsable de l'entretien courant des liaisons cyclables express projetées, étant donné que celles-ci constituent la colonne vertébrale entre les agglomérations définies dans la stratégie de mobilité MoDu 2.0 et que leur viabilité doit être garantie sur la totalité de l'itinéraire à tout moment.

Quant à un éventuel changement dans l'entretien du réseau cyclable, la question de l'honorable Députée Martine Hansen peut être interprétée comme demande de reprise par l'État de l'entretien courant de la totalité du réseau cyclable national. Or, du fait de leur présence sur le terrain, les communes sont en mesure de réagir plus efficacement en agglomération, notamment sur les tronçons de la voirie communale et ceux longeant la voirie étatique.

Question 1036 (07.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **niveau de luxembourgeois des enseignants de l'éducation fondamentale :**

Nieft der Wëssensvermëttlung ass d'Primärschoul och déi Plaz, wou sozial Kohäsioun an Integratioun aktiv gelieft solle ginn. Et ass dobäi evident, datt d'Lëtzebuerger Sprooch eent vun de wichtegsten Integratiounsinstrumenter ass an och bleiwe muss. Et ass dofir essenziell, datt d'Léierpersonal d'Lëtzebuergescht op engem ganz héijen Niveau beherrscht, well nëmmen esou déi sproochlech Kompetenz och un d'Schüler weidervermëttelt ka ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Roll huet d'Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun der Ausbildung vum Léierpersonal an der Primärschoul?

2. Wéi ee Sproochenniveau (am Hibléck op de gemeinsamen europäesche Referenzkader vun A1 bis C2) muss d'Léierpersonal am Lëtzebuergesche meeschteren, fir kënnen an der Primärschoul ze ënnerriichten? Betrëfft dëse Sproochenniveau esouwuel dat geschwatent ewéi och dat geschriwwent Lëtzebuergesch? Wéini a wéi gëtt dësen Niveau gepréift?

3. Mussen déi sougenannten „Quereinsteiger" déiselwecht Kritären, wat d'Meeschtere vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, erfëllen?

4. Gëtt et Kontrollmechanismen, déi sécherstellen, datt dee vum Léierpersonal gefuerderte Sproochenniveau am Lëtzebuergeschen och effektiv agehale gëtt? Wa jo, wéi gesinn dës Kontrollmechanismen aus?

5. Wéi ee Schoulmaterial gëtt benotzt, fir dem zukünftege Léierpersonal d'Lëtzebuerger Sprooch ze enseignéieren?

6. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun der Ausbildung vum Léierpersonal genuch ervirgestrach gëtt? Sollte Coursen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, wéi si zum Beispill um Institut national des langues ugebuede ginn, net obligatoresch fir d'Léierpersonal sinn? Oder sollt d'Léierpersonal net encouragéiert ginn, fir esou Coursen ze besichen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Sämtlech Kandidaten, déi als brevetéiert Léierpersonal agestallt wëlle ginn, musse sech den „épreuves préliminaires", Sproochentester, stellen an dës packen, esou wéi am „règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 2015 déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental" beschriwwen. Dës Epreuvë ginn zweemol d'Joer organiséiert. An zwou Epreuvë gëtt esouwuel dat mëndlecht, ewéi och dat schréftlecht Lëtzebuergesch gepréift. Am Lëtzebuergesche ginn déi Kandidate vu béiden Epreuven dispenséiert, déi noweise kënnen, datt si wärend zéng Joer eng lëtzebuergesch Schoul besicht hunn, an där déi offiziell Programmer fir déi ëffentlech Lëtzebuerger Schoulen applizéiert goufen. D'Majoritéit vun den zukünftegen Enseignanten (97,5 % vun de Kandidaten, déi sech an der Sessioun 2019 vum Concours en rang utile klasséiert hunn) hunn op d'mannst zéng Joer laang eng lëtzebuergesch Schoul besicht.

D'Enseignantë respektiv d'Persounen, déi als Employé agestallt ginn an déi kee lëtzebuergesche Secondairesofschloss virweise kënnen, ginn an individuellen Tester op d'Sproochekenntnesser ausschliisslech am Mëndlechen an am Héierverständnes vun den administrative Sproochen, wéi an de gesetzlechen Dispositiounen (loi du 24 février 1984 sur le régime des langues) virgesinn, evaluéiert. Dës Tester gi fir déi Enseignanten, déi spéider mat engem CDI als Employé am Groupe d'indemnité A2 agestallt ginn, am Kader vun der Astellungsprozedur realiséiert. Déi Kandidaten, déi zu engem spéideren Zäitpunkt mat engem CDD an der Lëtzebuerger Grondschoul d'Léierpersonal wëllen ersetzen, musse sech nach virum Ufank vum Stage engem Sproochentest stellen, wa si kee lëtzebuergeschen Ofschlossdiplom aus dem Enseignement secondaire virweise kënnen.

Déi eenzel Kommissioune fir d'Préiwe vun de Sproochekenntnesser vum spéidere Léierpersonal setze sech jee no Kommissioun aus Direkteren an Adjointen aus den Direktioune vum Enseignement fondamental, experimentéierten Enseignanten an/oder Vertrieder vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend zesummen. An den eenzelne Kommissiounen ass och jeeweils een Observateur dobäi. D'Kommissiounen hunn deen néidegen Know-How, fir anzeschätzen ob ee Kandidat a puncto Lëtzebuergeschkenntnesser gëeegent ass, fir an der Lëtzebuerger Grondschoul ze intervenéieren.

ad 3. Jo, déi sougenannten „Quereinsteiger" mussen déiselwecht Kritären, wat d'Meeschtere vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, erfëllen.

ad 4. Scho viru respektiv wärend der Astellungsprozedur gëtt séchergestallt, datt d'Enseignanten déi néideg sproochlech Kompetenzen hunn, fir ze enseignéieren.

ad 5. Wéi schonns ernimmt, gëtt séchergestallt, datt dat zukünftegt Léierpersonal déi néideg sproochlech Kompetenzen huet. Fir dëst ze iwwwerpréiwen, ginn Niveaue festgeluecht, déi mussen erreecht ginn. Ginn dës net erreecht, kann de Kandidat och net als Enseignant agestallt ginn. Et gi weder geziilt Coursen nach spezifescht Schoulmaterial fir Kandidaten, déi dës Niveauen nach net erreecht hunn an deemno net konnten als Enseignant agestallt ginn. Dës Leit hunn, wéi sämtlech Persounen och, d'Méiglechkeet, Lëtzebuergeschcoursen ze suivéieren, fir déi néideg sproochlech Kompetenzen ze erreechen.

ad 6. Am Kader vum Concours, deem sech déi zukünfteg Enseignantë stellen, bezitt sech eng Epreuve, déi vu sämtleche Kandidate muss absolvéiert ginn, reng op d'Lëtzebuerger Kultur. Am Kader vun dëser Epreuve kréien déi zukünfteg Enseignanten zwee Wierker, an deenen Informatiounen iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht, d'Lëtzebuerger Kultur, d'Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg an d'Entwécklung vun der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg zesummegefaasst sinn. Déi entspriechend Epreuve ënnersträicht d'Wichtegkeet, déi der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur am Kader vun der Astellungsprozedur vum lëtzebuergesche brevetéierte Léierpersonal zougeuerdent gëtt.

D'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch läit mir besonnesch um Häerz. Dobäi gëtt sech net op d'Enseignanten am Eenzelnen, mä op d'Gesellschaft am Ganze konzentréiert. Natierlech profitéieren d'Enseignantë vun de Mesuren, déi am Strategiepabeier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, am Mäerz 2017, ugeholl goufen. D'Brochure „Gewosst wéi" an den Internetsite www.schreiwen.lu, déi der Lëtzebuerger Gesellschaft d'Schreifweis vum Lëtzebuergesche méi nobréngt, de Service LOD, deen eng Helpline fir Froe ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch ubitt, an déi sëlleche kulturell Projeten a Lëtzbuerger Sprooch sinn nëmmen dräi Mesuren, déi am Kader vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ëmgesat ginn, a vun deene sécherlech och eng Villzuel vun Enseignantë profitéieren.

Question 1037 (08.08.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **recrutement des enseignants « 2e voie » :**

La loi du 22 juin 2018 permettant aux détenteurs d'un bachelor en relation avec les missions de l'enseignement fondamental d'accéder au concours de recrutement a donné lieu pour l'année scolaire 2019-2020 au recrutement de 183 nouveaux enseignants recrutés par la voie parallèle (ci-après « enseignants "2e voie" ») en plus des 137 nouveaux enseignants recrutés par la voie classique (selon un article du « Wort », se référant à des renseignements donnés par le Ministère de l'Éducation, « Wort » 25 juillet 2019).

Il me revient que les présidents d'école concernés auraient été notifiés du nombre et profil des enseignants « 2e voie » affectés à leur école pour la nouvelle année scolaire seulement en date du 30 juillet 2019. Or, il s'avère que dans la plupart, sinon dans toutes les écoles fondamentales du pays, le plan scolaire avec la répartition des cours entre les enseignants du contingent de l'école pour la nouvelle année est déjà fixé à cette date.

De ce fait, l'intégration des nouveaux enseignants « 2e voie » nécessite la réouverture et l'ajustement, en pleine période de congés scolaires, des plans scolaires 2019-2020.

De plus, l'intégration de ces enseignants « 2e voie » est rendue plus difficile encore du fait que tous les mercredis sont réservés aux formations (240 heures IFEN prévues par la loi du 22 juin 2018), de sorte qu'il faut prévoir des remplacements internes pour les enseignants titularisés.

Finalement, certains enseignants « 2e voie » ne disposent pas de toutes les qualifications nécessaires pour assurer certains cours, notamment les cours de natation par exemple parce qu'ils/elles ne disposent pas d'un brevet de natation, ce qui rend difficile leur intégration dans le plan scolaire.

1) Monsieur le Ministre est-il conscient des difficultés, dans les écoles fondamentales, causées par la communication tardive quant aux nouveaux enseignants « 2e voie » ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il assister les président(e)s d'école dans l'intégration des enseignants « 2e voie » sur le terrain ?

3) Étant donné les nombreux arbitrages nécessaires pour mettre sur pied une organisation scolaire Monsieur le Ministre envisage-t-il à l'avenir de communiquer aux présidents d'école le nombre et le profil des enseignants « 2e voie » affectés aux écoles plus tôt dans l'année pour permettre que l'organisation scolaire puisse se faire en une seule fois et sans précipitation ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Je suis conscient que l'élaboration annuelle des organisations scolaires nécessite un effort considérable de la part de toutes les parties impliquées, à savoir les comités d'école en général et les présidents d'un comité d'école en particulier, les directions de région ainsi que les autorités communales. Je tiens à remercier tous ces partenaires pour le travail exemplaire effectué dans le cadre de l'élaboration des organisations scolaires et pour le dévouement grâce auquel un enseignement efficace de tous les élèves peut être assuré pendant l'année scolaire subséquente.

Le règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental prévoit le déroulement des réaffectations et affectations du personnel enseignant dans le cadre des listes 1, 1bis et 2. Le calendrier relatif aux procédures de réaffectation, d'affectation et de répartition du personnel des écoles de l'enseignement fondamental publié au mois de janvier 2019 reprend les délais à respecter par les comités d'école, les directions de région, les autorités communales et mes services dans le cadre des procédures d'affectation et de réaffectation à un poste d'instituteur vacant.

L'article 19bis de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit que la commission instaurée dans le cadre du recrutement de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental est convoquée par le ministre si le nombre de candidats inscrits au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental est inférieur au nombre des admissions arrêtées par le Gouvernement en conseil. Il s'avère, par conséquent, nécessaire d'attendre la clôture des inscriptions au concours vers mi-mai avant de déterminer la part de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental à recruter et d'entamer le recrutement de ces derniers. Le nombre exact de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental ne peut être déterminé qu'après la finalisation du classement vers mi-juillet.

Différents éléments essentiels pour assurer une répartition optimale des ressources humaines et la continuité des équipes pédagogiques impliquent que, selon la législation en vigueur, la réaffectation et l'affectation de tous les membres du corps enseignant intervenant dans les écoles fondamentales luxembourgeoises ne peuvent être finalisées avant la fin du mois de juillet.

L'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental prévoit que « le nombre de leçons attribuées à une commune ou un syndicat scolaire selon les dispositions prévues à l'alinéa 1er peut être augmenté suite à une deuxième évaluation du nombre d'élèves inscrits à l'école fondamentale de la commune ou du syndicat scolaire précédant la publication de la deuxième liste des postes vacants ». Dans l'intention de tenir compte de l'évolution du nombre d'élèves entre le mois de mars et la fin du mois de juin, le recalcul du contingent permet d'attribuer aux communes les ressources humaines supplémentaires nécessaires pour encadrer les élèves qui s'y sont installés au printemps. Les leçons attribuées aux communes dans le cadre du recalcul du contingent sont à publier sur la liste 2 des postes d'instituteur vacants.

Si le recalcul du contingent était effectué plus tôt pendant l'année scolaire afin de publier la liste 2 à une date plus avancée et afin d'assurer par cette mesure l'affectation et la réaffectation de l'intégralité du personnel enseignant avant la fin de l'année scolaire, de nombreux déménagements risqueraient de ne pas être pris en considération au détriment de la répartition équitable des ressources humaines entre les communes.

L'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental prévoit la réaffectation d'office des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, à une commune, classe ou école de l'État, s'ils y étaient affectés l'année scolaire précédente. Cette mesure permet d'assurer une continuité des équipes pédagogiques au profit de l'encadrement des élèves. La réaffectation d'office a lieu après les listes 1 et 1bis, réservées aux instituteurs.

L'affectation des candidats classés en rang utile dans le cadre du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur ne peut être avancée étant donné que les candidats qui désirent participer au concours doivent disposer, suivant l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 2015 déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, de la qualification pour enseigner au premier cycle de l'enseignement fondamental, aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental ou dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental pour participer aux épreuves respectives. Afin d'assurer la participation d'un maximum de détenteurs d'un bachelor en Sciences de l'éducation ou de diplômes reconnus équivalents aux épreuves du concours, les épreuves ne peuvent être organisées plus tôt pendant l'année scolaire. En effet, certaines hautes écoles expédient les formules provisoires de réussite des études supérieures achevées avec succès fin juin que quelques jours avant les épreuves du concours et l'organisation anticipée de ces dernières conduirait à l'exclusion d'un nombre important de candidats.

Les détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement engagés en tant que chargés de cours membres de la réserve de suppléants, pour le 1er septembre de l'année en cours, introduisent leur demande dans le cadre de la liste 2 conformément aux dispositions prévues par le règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental. Presque un quart de ce personnel dispose d'un bachelor habilitant à enseigner au premier cycle, aux deuxième, troisième ou quatrième cycle ou dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Ces derniers ne sont par conséquent pas tenus de suivre l'intégralité de la formation en cours d'emploi d'un volume de 248 heures de formation et seules 15 personnes de ce groupe doivent être libérées le mercredi après-midi.

Plus de 41,5 % des candidats retenus dans le cadre du recrutement de détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental ont déjà assuré des remplacements de courte et/ou de longue durée dans l'enseignement fondamental. Certains de ces candidats sont par ailleurs détenteurs d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique, afin d'être à même d'assurer le plus grand nombre de remplacements possible. Dans les communes regroupant plusieurs écoles fondamentales, souvent plusieurs enseignants assurent exclusivement le cours d'éducation physique et sportive et disposent, par conséquent, du brevet élémentaire de sauvetage aquatique. Grâce à cette répartition des tâches, les titulaires de classe ne sont pas tenus d'assurer le cours concerné. Il en découle qu'ils ne doivent pas nécessairement être titulaire d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique. Au cas où le poste attribué à un détenteur d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental prévoirait que ce dernier assure le cours de natation et que ce dernier ne dispose pas du brevet élémentaire de sauvetage aquatique, une réorganisation interne temporaire permet de remédier à la situation en attendant que l'enseignant nouvellement recruté obtienne le brevet susmentionné.

Il est de coutume que les services scolaires communaux procèdent en collaboration avec les directions de région, les présidents d'un comité d'école et mes services à des adaptations des organisations scolaires après l'affectation du personnel enseignant dans le cadre de la liste 2.

ad 2) Mes services se tiennent à disposition des présidents d'un comité d'école pour répondre à leurs questions éventuelles en matière d'affectation et du parcours de formation des détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus. Les directions de région disposent d'un nombre élevé de remplaçants permanents, afin d'assurer les leçons devenues vacantes suite aux décharges des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement.

Complémentairement aux formations proposées aux détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement, ces derniers sont encadrés par une personne de référence qui assure, au sein du même établissement et en collaboration avec le comité d'école, l'insertion professionnelle des agents nouvellement recrutés. L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose des formations continues à l'attention du personnel enseignant qui désire accompagner les stagiaires-enseignants pendant la période de stage ou des chargés de cours pendant leur période d'initiation et la période d'approfondissement qui s'en suit afin de favoriser l'insertion des stagiaires dans l'établissement et au sein de l'équipe en place.

ad 3) Vu les dispositions légales actuellement en vigueur et les motifs explicités au premier point, une affectation plus tôt dans l'année scolaire des détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la commission de recrutement risquerait de conduire à une détérioration de la démarche actuelle au détriment de l'enseignement dispensé aux élèves. À la recherche continue d'éléments susceptibles d'optimiser le système éducatif luxembourgeois pour contribuer à l'augmentation de la qualité de l'enseignement, les démarches prévues dans les dispositions légales sont régulièrement analysées et, le cas échéant, des propositions d'adaptation sont élaborées.

Question 1044 (08.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**absentéisme dans le secteur public :**

Alors que l'Inspection générale de la sécurité sociale publie régulièrement les statistiques sur l'évolution du taux des arrêts de travail pour maladie de courte et de longue durée dans le secteur privé, ces statistiques ne sont pas publiées pour le secteur public.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique si un bilan comparable existe pour le secteur public.

- Comment évolue, le cas échéant, le taux d'absentéisme de courte et de longue durée dans le secteur public ?

Réponse (04.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La gestion du temps, y compris donc celle des congés de maladie, est effectuée au niveau de chaque administration. Il n'est donc actuellement pas possible de fournir un bilan à ce sujet pour l'ensemble des administrations étatiques.

Néanmoins, et tout en soulignant que ce résultat ne permet pas de tirer une quelconque conclusion globale en raison du nombre très limité d'agents, je peux informer l'honorable Député que pour le Ministère de la Fonction publique et les administrations y rattachées (environ 200 agents), le taux d'absentéisme moyen sur les trois dernières années a été de 3,77 % (calculé selon la même méthode que celle appliquée par l'IGSS).

Par ailleurs, des travaux sont actuellement en cours dans le cadre d'une mise en place d'un système informatique centralisé de gestion du temps englobant l'ensemble des administrations étatiques. Ce projet informatique d'envergure nous permettra ainsi à long terme de disposer d'une vue précise sur le taux d'absentéisme au sein de la fonction publique.

Question 1048 (09.08.2019) de **Mme Diane Adehm** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**exploitation des données de passagers (PNR) :**

D'après un article paru sur reporter.lu, l'État du Grand-Duché de Luxembourg aurait créé en mai 2019, ensemble avec une entreprise française spécialisée dans des solutions IT, un groupement d'intérêt économique dénommé « Agence luxembourgeoise pour la promotion de systèmes d'information dans le domaine de la sécurité », en vue de la mise en place d'une plateforme de collecte des données de passagers pour les besoins de la Police grand-ducale. Rappelons à cet égard que lesdites données sont collectées aux fins de prévention et de détection d'infractions terroristes et des formes graves de criminalité, voire d'enquêtes et de poursuites à mener en la matière.

En plus de la collaboration avec l'État luxembourgeois, l'entreprise en question démarche les compagnies aériennes avec des messages, tel « Unleash your PNR Data : A new proposition do help airlines determine the potential of their data ».

En complément à la question parlementaire n° 1012, nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Depuis quand les autorités étatiques collaborent-elles avec l'entreprise sous rubrique ? Le Gouvernement est-il autrement lié à cette entreprise, voire à un des actionnaires de l'entreprise française ?

2) Quand et comment cette entreprise a-t-elle été choisie comme partenaire du groupement d'intérêt économique (GIE) ?

a. La conclusion d'un marché public était-elle nécessaire ? À défaut, pour quelles raisons tel n'en avait pas été le cas ?

b. Le Gouvernement avait-il lancé un appel public à candidatures ? À défaut, pour quelles raisons un tel appel public n'avait pas eu lieu ?

3) Le Gouvernement n'estime-t-il pas problématique qu'une entreprise (i) soit associée à un projet public de création d'une plateforme de collecte de données de passagers à des fins de prévention, de détection et de poursuite d'infractions pénales et (ii) vante en même temps l'exploitation commerciale de ces mêmes données ? L'exploitation commerciale (iii) de ces informations est-elle compatible avec le texte et l'esprit de la directive européenne en matière de données des passagers ?

4) Le Gouvernement peut-il confirmer que les données transférées par les transporteurs aériens sont collectées, conservées et traitées conformément à la loi ?

5) L'utilisation commerciale des données collectées dans le cadre du GIE est-elle permise ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

6) L'interface a-t-elle déjà été utilisée par d'autres États, voire d'autres acteurs ?

- Dans l'affirmative, lesquels ?

- Qu'en est-il des redevances payées en raison de cette utilisation ?

7) L'entreprise en question a-t-elle été autorisée à utiliser le logo de la Police grand-ducale sur son site Internet ? Est-ce une pratique courante ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous citer d'autres acteurs privés utilisant le logo de la Police grand-ducale à des fins de publicité ?

8) Le Gouvernement peut-il indiquer si la compagnie aérienne Luxair a recours aux services de ladite entreprise pour l'exploitation commerciale des données de passagers ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) L'historique de la collaboration entre la Police grand-ducale et l'entreprise Conztanz SA a été décrit de manière détaillée dans la réponse à la question parlementaire n° 1012.

En dehors de la collaboration établie par la mise en place d'un Groupement d'intérêt économique (GIE) le 8 mai 2019 le Gouvernement luxembourgeois n'est lié d'aucune manière à Conztanz SA ou à un de ses actionnaires.

ad 2) La manière dont s'est opérée la mise en relation entre les services compétents de la Police grand-ducale et l'entreprise Conztanz SA a été développée dans la réponse à la question parlementaire n° 1012. Conztanz SA est par ailleurs intervenue en qualité de consultant certificateur dans le cadre de la mise en place du projet PNR pour le compte d'un autre État membre.

Dans un premier temps Conztanz SA a effectué une étude de mise en place et de faisabilité, en 2017, en qualité de fournisseur. Cette étude portait exclusivement sur la mise en place d'une interface entre les compagnies aériennes et l'Unité information passagers de la Police grand-ducale. Ce n'est qu'au cours de l'année 2018 qu'a germé ensemble l'idée de mettre à disposition cette interface également à d'autres États européens. Les objectifs d'une mise à disposition à d'autres États sont : de mutualiser les frais d'investissements, de bénéficier d'un effet de volume en vue de réduire les frais de collecte, de réduire les frais de certification et finalement de mettre en avant le Luxembourg comme pays innovateur en matière de technologies de l'information. Avec l'appui d'un cabinet d'avocats d'affaires de la place, le GIE a été identifié comme étant l'instrument juridique convenant le mieux à ces fins.

ad 2) a. Conformément aux dispositions légales en matière de marchés publics la Police grand-ducale a procédé par voie de bon de commande (pour l'étude de faisabilité), respectivement de marché public avec l'entreprise Conztanz SA lors des exercices budgétaires 2017, 2018 et 2019.

ad 2) b. Il n'a pas été procédé par appel public à candidatures. La Police grand-ducale a eu recours à la procédure négociée sans publication préalable tel que prévu par la législation sur les marchés publics en vigueur.

ad 3) (i) Tel que développé plus amplement dans la réponse à la question parlementaire n° 1012, la Police grand-ducale a dû mettre en place un dispositif permettant la collecte des données de passagers afin de se conformer à la directive européenne 2016/681 relative à l'utilisation des données passagers (PNR) à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière. Le délai fixé par la directive était le 25 mai 2018.

Le domaine des données passagers dans le monde aérien est techniquement extrêmement complexe et nécessite des compétences spécifiques. La Police grand-ducale a eu recours à Conztanz SA dans ce contexte, en sa qualité de spécialiste européen des questions de données sur les passagers aériens.

ad 3) (ii) Il convient ici d'apporter une précision sémantique importante afin d'éviter toute confusion. Il existe deux types de données passagers, suivant leur finalité. Ces deux types sont totalement distincts.

- Les données passagers « commerciales » : l'ensemble des acteurs du milieu aérien collectent des données sur les passagers depuis des décennies : les compagnies aériennes, les aéroports, les agences de voyage, etc.

Ces données permettent par exemple aux compagnies aériennes de gérer les réservations de billets, de connaître le nombre de passagers, et éventuellement leurs besoins spéciaux (handicapé nécessitant une assistance, régime alimentaire particulier à bord, mineur non accompagné, etc.), aux aéroports de connaître le nombre de passagers qui va débarquer, aux aéroports de bien aiguiller les bagages, etc.

Ces informations sur les passagers sont techniquement regroupées dans un dossier appelé « Passenger Name Record » (PNR). Les dossiers PNR existent depuis des décennies. L'International Air Transport Association (IATA) fournit à l'industrie des standards pour la constitution et l'échange de données passagers « commerciales ».

Divers acteurs du monde aérien exploitent parallèlement ces données pour connaître leurs clients et en vue d'un marketing.

- Les données passagers transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité.

C'est en fait de la directive européenne 2004/82/CE du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers qu'une obligation dans le chef des compagnies aériennes est née de communiquer aux autorités étatiques des données sur leurs passagers. Il s'agit ici d'un dispositif appelé « Advanced Passenger Information » (API), applicable uniquement aux vols de provenance extra-Schengen.

Par la directive européenne 2016/681 du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données passagers (PNR) à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, l'obligation de transmission de données sur les passagers a été élargie.

Ainsi, les données API et PNR transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité aux autorités étatiques sont bien en pratique un extrait du dossier passager « commercial ».

La notion fondamentale est que les exploitations des deux types de données passagers énumérés ci-dessus sont totalement distinctes entre elles. En aucun cas les données API et PNR transmises à des fins de de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité ne pourraient être utilisées pour une finalité autre que celle exposée dans les instruments légaux. Conztanz SA n'accède et ne traite jamais le contenu de ces données passagers.

Au niveau technique, les données centralisées par l'interface ne sont par ailleurs pas stockées ni sauvegardées, mais directement transmises vers les bases de données de la Police grand-ducale.

ad 3) (iii) Tel qu'exposé sous la question précédente, il n'y a aucune « exploitation commerciale » sur base des données passagers transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité. Une utilisation de ces données pour une finalité autre que celle prévue dans les instruments légaux ne serait pas compatible.

ad 4) Le Gouvernement est en mesure de confirmer que les données transférées par les transporteurs aériens sont collectées, conservées et traitées conformément à la loi.

ad 5) Aucune utilisation commerciale des données collectées dans le cadre du GIE n'est effectuée. Ce point est plus amplement décrit dans la réponse ci-dessus.

ad 6) Pour l'heure, aucun autre État ni acteur n'utilise l'interface. Des contacts ont été pris et des pourparlers sont menés. Dès lors aucune redevance n'a été perçue pour l'heure.

ad 7) Dans le cadre du partenariat institué le 8 mai 2019 par la constitution du GIE entre Conztanz SA et l'État du Grand-Duché de Luxembourg et pour des motifs de transparence l'entreprise Conztanz a été autorisée à utiliser le logo de la Police grand-ducale sur son site Internet.

Il n'est pas totalement inhabituel que des prestataires externes intègrent dans leurs références le fait d'avoir travaillé avec la Police grand-ducale. À titre d'exemple récent le prestataire Veridos ayant fourni les guichets automatiques de contrôle à l'aéroport mentionne également la Police grand-ducale sur son site Internet.

ad 8) Luxair étant une compagnie commerciale de droit privé, l'État n'intervient pas dans la gestion journalière de la compagnie.

À notre avis, la compagnie susmentionnée serait mieux placée pour répondre à cette question.

Q84

Question 1049 (09.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **loi relative à une administration transparente et ouverte :**

Mam Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung goufen d'Grondlage geschaaft, fir Persounen a Gesellschaften den Accès zu Dokumenter vun enger ganzer Rëtsch vu Verwaltungen ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë si bis haut op Basis vum Artikel 4 vum Gesetz iwwer eng oppen an transparent Verwaltung agaangen?

2. Wéi vill Demandë waren dem Artikel 4 (2) no ze vill generell? Wéi vill vun dësen Demandë goufen doropshi präziséiert a wéi vill sinn der opgrond vun enger ze vill genereller Formuléierung verfall?

3. Opgeschlësselt nom Grond vum Refus: A wéi ville Fäll gouf eng Kommunikatioun opgrond vum Artikel 1 (2) refuséiert?

4. Opgeschlësselt no der Unzuel: Mat wéi enge Modalitéite goufen d'Ufroen, dem Artikel 5 (1) entspriechend, beäntwert?

5. A wéi ville Fäll gouf op Basis vum Artikel 5 (2) en Delai fir eng Äntwert verlängert? A wéi ville Fäll gouf den Delai vun engem Mount respektiv zwee Méint iwwerschratt? Aus wat fir enge Grënn?

6. Opgeschlësselt no de Grënn fir de Refus: Wéi vill Refuse gouf et op Basis vum Artikel 7?

7. Ass d'Commission d'accès aux documents operativ? Wa jo, wéi vill Sëtzungen huet se zanter hirer Constitutioun ofgehalen? Wann neen, wourunner läit dat?

8. Wéi heefeg gouf d'Kommissioun säit hirer Asetzung mat engem Appell saiséiert?

9. Gouf an alle Fäll deen am Artikel 10 (2) festgehalenen Delai vun zwee Méint, fir eng Äntwert vun der Kommissioun ze erhalen, respektéiert? Wann neen, ëm wéi vill Deeg an a wéi ville Fäll gouf dësen Delai depasséiert? Wat waren d'Grënn heifir?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé,* de **M. Félix Braz,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de la Protection des consommateurs,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre du Logement,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

Den honorabelen Deputéierten huet eng Rei Froen zum Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung gestallt.

ad 1. D'Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung applizéiert sech op eng ganz Rei vun Organismen.

Laut Artikel 1 (1) vum Gesetz sinn et:

« les administrations et services de l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics placés sous la tutelle de l'État ou sous la surveillance des communes, les personnes morales fournissant des services publics, la Chambre des Députés, le Conseil d'État, le Médiateur, la Cour des comptes et les chambres professionnelles dans la mesure où les documents sont relatifs à l'exercice d'une activité administrative ».

D'Regierung huet kee globalen Iwwerbléck iwwer all d'Demanden, déi bei all deenen eenzelnen Organismen agereecht gi sinn.

D'Regierung huet awer d'Zuelen iwwert d'Ufroen, déi bei den eenzelne Ministèren agaange sinn.

Bis den 21. September 2019 sinn 29 Ufroe fir Dokumenter bei deene verschiddene Ministèren agereecht ginn.

ad 2. Vun deenen 29 Ufroe waren néng Ufroen ze vill generell formuléiert an zwou Demandë sinn opgrond vun enger ze vill genereller Formuléierung verfall.

ad 3. Den Artikel 1 (2) gouf a siwe Fäll invoquéiert.

ad 4. Déi ugefroten Dokumenter si per Courrier oder per Mail un den Demandeur erausgaangen.

ad 5. Den Delai vun engem Mount gouf an engem eenzege Fall iwwerschratt, well nach een Avis gefrot ginn ass.

ad 6. Et gouf zwee Refusen op Basis vum Artikel 7.

ad 7. D'Commission d'accès aux documents (CAD) ass operativ an huet bis elo zéng Sëtzungen ofgehalen (7. Februar / 7. Mäerz / 21. Mäerz / 2. Mee / 6. Juni / 20. Juni / 4. Juli / 13. August / 19. September an 3. Oktober 2019).

All d'Avise vun der CAD gi veröffentlecht op hirem Site www.cad.gouvernement.lu.

Um Site stinn och weider Informatiounen iwwert d'Aarbecht vun der CAD.

ad 8. D'CAD ass zoustänneg fir all negativ Decisiounen, déi vun engem vun den Organismen, déi am Artikel 1 (1) vum Gesetz stinn, geholl ginn.

Et si bis elo bei der CAD 17 „demandes de révision" erakomm op Basis vum Artikel 10 vum Gesetz.

ad 9. Den Delai ass bis elo ni iwwerschratt ginn.

D'CAD hëlt hiren Avis an der Moyenne zwou bis dräi Wochen no der Saisine.

Question 1050 (09.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **rétention de données par les opérateurs de télécommunications :**

Dans une motion déposée le 13 juillet 2010 par le député de l'époque Xavier Bettel dans le cadre des discussions relatives au projet de loi n° 6113 sur la rétention de données et cosignée avec lui par les députés (de l'époque) Fernand Etgen, André Bauler, Félix Braz et Claude Adam, les signataires avaient invité le Gouvernement en place à élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans un jugement de la Cour constitutionnelle fédérale allemande sur la transposition de la directive 2006/24/CE, et plus particulièrement l'article 223.

Parmi ces mesures de sécurité, les députés avaient cité celles qui suivent :

- garantir un stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'internet,

- garantir un chiffrement basé sur un encryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des clés d'encryptage,

- respecter le principe des quatre yeux relatif à l'accès aux données lié à des procédés avancés concernant l'authentification relative à l'accès aux clés d'encryptage,

- garantir la journalisation révisable des accès aux données et leur destruction,

- veiller à l'application de mécanismes de correction automatique de fautes respectivement d'erreurs et de méthodes de plausibilités.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer si l'ensemble des mesures de sécurité a été mis en œuvre durant la dernière législature ?

- À défaut, pourquoi tel n'a pas été le cas ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Depuis la motion à laquelle les honorables Députés se réfèrent, le cadre juridique en protection des données personnelles a évolué, tant au niveau général, avec l'entrée en application du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données - RGPD) qu'au niveau sectoriel. Ainsi, la législation régissant les mesures de sécurité liées à la rétention des données par les opérateurs de télécommunications a évolué comme suit :

En vertu des articles 18 et 19 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le responsable du traitement est obligé de mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la bonne exécution de la présente loi. Ainsi, le responsable du traitement, en tenant compte de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques y afférents, met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées comme la pseudonymisation ou la minimisation des données, tout en respectant la quantité des données collectées, l'étendue de leur traitement, leur conservation et leur accessibilité.

La loi du 28 juillet 2011 (portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications électroniques), à l'article 3, institue certaines mesures qui ont pour objet de :

- garantir que seules des personnes autorisées peuvent avoir accès aux données à caractère personnel à des fins légalement autorisées,

- protéger les données à caractère personnel stockées ou transmises contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte ou l'altération accidentelles et le stockage, le traitement, l'accès et la divulgation non autorisés ou illicites,

- assurer la mise en œuvre d'une politique de sécurité relative au traitement des données à caractère personnel.

Question 1056 (12.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **transparence des prix des maisons de retraite et de soins :**

An der Chamberssitzung vum 12. Mäerz 2019 huet d'Familljeministesch Corinne Cahen ugekënnegt, datt d'Regierung gewëllt ass, fir méi Transparenz bei den Alters- a Fleegeheemer ze suergen. Momentan mussen déi besoten Etablissementer hir Präisser net publizéieren. D'Madamm Ministesch huet betount, datt d'Regierung géif un engem Regëster schaffen, unhand vun deem all Bierger(in) online d'Präisser an d'Servicer vun de jeeweilegen Haiser kéint vergläichen. An dësem Regëster sollen, laut der Ministesch Cahen, folgend Elementer drastoen: de Projet d'établissement, d'Konzept vum Heem, d'Zilbevëlkerung, d'Kritäre vun der Admissioun a vun de Reklamatioune souwéi de Pensiounspräis an all sengen Eenzelheeten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

- Madamm Ministesch, wou sinn d'Aarbechten un dësem Tool aktuell drun? Kann een nach dëst Joer mat der Ëmsetzung rechnen? Wann net, firwat?

Réponse (16.09.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Regierungsprogramm 2018-2023 gesäit vir, datt am Gesetz vum 8. September 1998, dat d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gestionnairen aus de sozialen, familiären an therapeutesche Beräicher regelt, de Volet „Personnes âgées" iwwerschafft soll ginn.

An deem Sënn huet de Familljeministère en Avant-projet de loi ausgeschafft, deen e Regëster virgesäit, an deem d'Donnéeën iwwert d'Gestionnairen, dorënner den detailléierte Pensiounspräis, agedroe ginn an esou ëffentlech zougänglech sinn.

De Regëster soll dem Bierger eng méi grouss Transparenz bidden an em eng global Iwwersiicht iwwert d'Präisser, d'Prestatiounen, déi am Pensiounspräis mat dra sinn, déi eventuell Supplementen an de Fonctionnement vun den Institutiounen erméiglechen.

De Familljeministère ass am Moment amgaangen, den Text vum Avant-projet de loi ze finaliséieren, fir en der Regierung kënne virzeleeën.

Question 1057 (12.08.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **stress hydrique auquel sont exposées les ressources en eau au Luxembourg :**

Selon la European Environment Agency, le stress hydrique ou en anglais le « water stress » se produit lorsque la demande en eau potable excède la quantité d'eau disponible durant une certaine période ou si sa disponibilité est limitée par une diminution de la qualité de l'eau.

Selon le Statec, le Luxembourg a un niveau de stress hydrique bas de moins de 3 % et donc, largement inférieur à celui de ses pays voisins, à savoir la France (22,8 %), l'Allemagne (41,5 %) et la Belgique (56,5 %). En plus, le niveau de stress hydrique au Luxembourg se trouve loin du seuil de 25 %, qui selon le Statec marque le début du stress hydrique qui « peut entraver la viabilité des ressources naturelles ainsi que le développement économique et social ».

Dans une série de données récemment publiée par le World Resources Institute, le Luxembourg est placé en 49e position sur 164 pays en ce qui concerne le « baseline water stress ». Il figure ainsi parmi les pays exposés à un « medium-high baseline water stress ».

Dans ce placement, la France et l'Allemagne sont placées derrière le Luxembourg en 59e et 62e position respectivement et auraient donc un niveau de stress hydrique inférieur à celui du Luxembourg, contrairement aux chiffres du Statec.

Le 8 août 2019, dans une interview à la chaîne « Radio 100,7 » au sujet du stress hydrique, le directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau a affirmé qu'afin de réduire le risque de stress hydrique, il convient de réduire la consommation d'eau potable. Il donnait notamment l'exemple de la récupération d'eaux usées (p. ex. les eaux usées de douche) afin de l'utiliser pour des applications où il n'est pas impératif d'utiliser de l'eau potable (p. ex. la chasse d'eau des toilettes, l'arrosage de plantes).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur comment est calculé le niveau de stress hydrique par le Statec ? Sur quelles données ce calcul se base-t-il ? Est-il tenu compte de la qualité des ressources en eau ?

2) Comment Madame et Monsieur les Ministres s'expliquent-ils les divergences entre les chiffres du Statec et ceux du World Resources Institute ?

3) Madame et Monsieur les Ministres considèrent-ils que d'autres facteurs, qui ne sont pas couverts par la notion de stress hydrique, doivent être pris en compte afin d'évaluer la disponibilité de ressources en eau potable suffisantes ? Quels sont, le cas échéant, ces facteurs ?

4) Madame la Ministre peut-elle préciser quelles sont les mesures prévues afin de réduire la consommation d'eau potable au Luxembourg et donc le stress hydrique, notamment en termes de recommandations pour les communes ?

Réponse commune (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) L'indice de stress hydrique est un indicateur faisant partie de la liste des indicateurs proposés par la CIDD pour le suivi du développement durable au Luxembourg. Le Statec s'est donné pour mission de compiler annuellement cet indicateur et de le publier sur le portail des statistiques publiques.

La définition de cet indicateur est identique à celle proposée par la FAO pour l'indicateur UN-SDG 6.4.2[1], à savoir : « The level of water stress: freshwater withdrawal as a proportion of available freshwater resources is the ratio between total freshwater withdrawn by all major sectors and total renewable freshwater resources, after taking into account environmental water requirements. »

Comme le suggère la définition, le calcul de cet indicateur implique la combinaison de données annuelles nationales observées (pour les prélèvements en eau douce) fournies par l'Administration de la gestion de l'eau et de valeurs théoriques (pour les ressources en eau renouvelables totales) estimées sur base de séries modélisées.

L'indice de stress hydrique comme calculé ne couvre pas les questions de la qualité des eaux disponibles, ni les contraintes locales sur l'acheminement de l'eau.

À titre d'exemple, voici le calcul réalisé pour l'année 2017 :

a) Les prélèvements en eau douce

Pour l'année 2017, les prélèvements d'eau douce s'élevaient à $0{,}046*10^{\wedge 9}$ m^3.

b) Les ressources en eau renouvelables totales

Les ressources en eau renouvelables englobent trois composantes :

- les ressources internes (= précipitation-évaporation-transpiration) estimées à $0{,}905*10^{\wedge 9}$ m^3,

- les flux entrants des pays voisins estimés à $0{,}739*10^{\wedge 9}$ m^3,

- les quantités d'eau nécessaire au maintien des écosystèmes d'eau douce estimées à $2{,}294*10^{\wedge 9}$ m^3.

Les ressources en eau renouvelables totales sont donc estimées théoriques à $3{,}938*10^{\wedge 9}$ m^3.

c) L'indice de stress hydrique

En appliquant la formule d'un ratio des prélèvements en eau douce sur les ressources en eau renouvelables totales (auxquelles ont aura préalablement retiré les quantités d'eau nécessaire au maintien des écosystèmes d'eau douce), l'indice de stress hydrique, ainsi calculé pour l'année 2017, est de 2,8 % (= 0,046/(3,938-2,294).

ad 2) Les divergences de chiffres publiés par le Statec et le World Resources Institute s'expliquent par des approches différentes en ce qui concerne le calcul de l'indice du stress hydrique.

Le modèle hydrologique utilisé par le World Resources Institute repose sur 13 indicateurs portant sur les risques d'ordre quantitatif (évolution des niveaux d'eau souterraine, risques d'inondations, variations saisonnières et interannuelles...) et qualitatif (rejets d'eau usées non épurées, potentiel d'eutrophisation, accès à l'eau potable, accès aux infrastructures sanitaires…). Les résolutions temporelles de ce modèle (mensuelles) diffèrent aussi du modèle utilisé par le Statec.

En fonction des modèles hydrologiques utilisés, l'indice de stress hydrique varie fortement. Ainsi, en prenant par exemple en compte qu'uniquement la partie affleurante de l'eau souterraine permet une recharge efficace pendant les mois d'hiver, en tenant compte de l'évaporation et de l'évapotranspiration qui a majoritairement lieu en été et en sachant qu'un débit minimum de 1 m^3/s doit être garantie en sortie du barrage d'Esch-sur-Sûre, le résultat présenterait un stress hydrique de 29,7 % pour le Luxembourg.

Il faut cependant souligner que les chiffres des deux modèles sont à considérer comme indicatifs, étant donné qu'ils sont destinés à être appliqués à une échelle mondiale. Le World Resource Institute souligne d'ailleurs que ses chiffres sont à vérifier par des études plus détaillées et approfondies à échelle nationale (voir question 3).

ad 3) Le stress hydrique est calculé en comparant la demande en eau avec les ressources d'eau disponibles. Or, bien que l'accès à l'eau potable soit garanti pour l'ensemble de la population du pays, toutes les ressources en eau disponibles ne sont pas utilisables.

Tout d'abord, certaines infrastructures publiques d'approvisionnement en eau (p. ex. réservoirs et conduites) ne sont pas dimensionnées pour répondre à la demande en période de forte consommation en eau pendant des épisodes prolongés de sécheresse et d'importantes chaleurs. Cette situation, qui peut se présenter localement voire régionalement, s'explique par le dimensionnement des infrastructures publiques d'approvisionnement en eau en tenant compte de la consommation moyenne en eau.

Comme la demande de pointe n'a lieu que pendant de courts moments, et ceci uniquement pendant quelques jours par année, un dimensionnement des infrastructures en tenant compte de la consommation de pointe engendrerait des coûts beaucoup trop élevés. Afin de ne pas subir des ruptures d'approvisionnement en eau en période de forte consommation, des restrictions de consommations peuvent être décrétées au niveau communal et en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau en période de pointe.

Ensuite, des pénuries ponctuelles sont également possibles en cas de ruptures accidentelles des infrastructures. C'est pour cette raison que des contrôles, des entretiens et des maintenances rigoureuses des réseaux d'approvisionnement en eau par les exploitants d'eau potable, à savoir les communes ou syndicats intercommunaux, sont indispensables.

Les problèmes de la qualité de l'eau suite à des pollutions au niveau des ressources d'eaux souterraines ne sont pas non plus pris en compte. Ainsi en 2018 au Luxembourg, une quantité de 5,5 millions de mètres cubes d'eau (= 5,5 milliards de litres d'eau) n'a pas pu être utilisé

[1] http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/642/en/

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

pour l'alimentation humaine, car les captages étaient hors service suite à des contaminations par des métabolites de produits phytopharmaceutiques et des nitrates. Ces contaminations sont causées par une pollution diffuse des ressources en eau souterraine. Ceci correspond à 12 % du volume annuel exploité pour l'approvisionnement en eau potable à partir de l'eau souterraine.

De plus, des pollutions microbiologiques sont également possibles à cause d'infrastructures d'eau potable vétustes ou entretenues de manière insuffisante. Ces pollutions sont heureusement dans la grande majorité des cas de durée limitée (maximum une à deux semaines).

Les exemples ci-dessous mettent clairement en évidence que la disponibilité de l'eau au niveau du robinet dépend non seulement d'aspects quantitatifs, mais aussi de la qualité de l'eau. C'est pour cette raison que la création de zones de protection autour de captages d'eau potable, ainsi que la mise en œuvre efficace de mesures de protection spécifiques aux zones de protection, mais également des mesures visant à protéger les ressources en eau de manière générale, sont indispensables.

À cela s'ajoute que certaines ressources en eau souterraine ne sont pas exploitables en raison de la composition chimique des couches géologiques. À titre d'exemple, dans certaines régions du pays comme dans la vallée de la Moselle ou de la Sûre, l'eau souterraine renfermée dans la formation géologique du « Muschelkalk » possède un degré de minéralisation d'origine naturelle si élevé qu'une exploitation n'est pas envisageable pour des utilisations destinées à la consommation humaine. L'exploitabilité des ressources en eau souterraine doit être évaluée à échelle régionale à l'aide de modèles conceptuels voire numériques qui tiennent compte des propriétés hydrogéologiques des formations géologiques. Ces modèles de calcul à échelle régionale sont surtout importants pour éviter une surexploitation des aquifères profonds (< 150 m). Une telle surexploitation peut non seulement avoir des conséquences sur la disponibilité à long terme des ressources en eau souterraine, mais aussi sur la qualité des eaux de surface qui sont associées aux eaux souterraines.

Finalement, la recharge des nappes d'eau souterraine dépend très fortement des précipitations pendant la période hivernale. Ces précipitations situées entre octobre/novembre et mars/avril contribuent à plus de 80 % à la recharge des eaux souterraines.

En vue de permettre une gestion durable des ressources en eau, il est primordial de ne pas se limiter à analyser la situation existante, mais il est nécessaire d'également réaliser des projections sur l'évolution des besoins en eau tout en tenant compte de la croissance démographique et économique du pays. Ainsi, suivant les différents scénarios de croissance économique et démographique, ainsi qu'en considérant que les ressources en eau souterraine actuellement utilisées resteront exploitables et en prenant en compte l'augmentation des capacités de production du syndicat SEBES en 2021, des pénuries d'approvisionnement d'eau potable en périodes de forte consommation deviendront plus probables à l'horizon 2030-2040. Pour sécuriser l'alimentation en eau potable au niveau national, le Gouvernement a mis en place une stratégie se basant sur trois piliers :

- création des zones de protection des ressources en eau en vue de pouvoir continuer à utiliser les ressources actuelles et de pouvoir réutiliser les ressources actuellement hors service,

- économies d'eau,

- exploitation de nouvelles ressources dans la vallée de la Moselle.

ad 4) L'eau potable au Luxembourg est utilisée à différentes fins. Le secteur de consommation le plus important est celui des ménages (60 % de la consommation moyenne), suivi du secteur tertiaire/industrie (23 %) et de l'agriculture (9 %). Afin de cibler les stratégies de réduction de l'utilisation des ressources en eau, il est primordial de distinguer entre des fins de consommation humaine (boisson, nourriture, hygiène corporelle) et d'autres utilisations (toilettes, nettoyage, refroidissements…). En ce qui concerne cette deuxième catégorie, les utilisations ne nécessitent pas une qualité d'eau potable. Des techniques de réutilisation ou de récupération et d'économies, ainsi que l'utilisation d'autres ressources comme par exemple l'eau pluviale sont envisageables. En termes de recommandations pour les communes les techniques citées ci-dessus sont à préconiser dans la mesure du possible dans les bâtiments publics.

Une amélioration de la gestion des réseaux publics en eau potable (détection et réparation systématiques de fuites, matériel de pointe, gestion dynamique des niveaux des réservoirs en fonction des variations des consommations, déploiement de capteurs horizontaux) sont également des mesures de réduction de l'utilisation des ressources que les fournisseurs d'eau potable peuvent appliquer.

Q86

Question 1059 (12.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **manque d'eau potable :**

Laut einer aktuellen Studie betreffend das Thema „Trinkwasserknappheit" belegt Luxemburg den 49. Platz unter 164 Ländern.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin stellen:

1. Wie erklärt die Regierung diesen „mittel bis hoch"-geschätzten Trinkwassermangel in Anbetracht der Aussagen der Ministerin vom 16. Juli 2018 (siehe Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 3882)?

2. Die erwähnte Beantwortung deutete auf die „Sensibilisierung aller beteiligten Akteure zum Sparen und sinnvollen Umgang mit Trinkwasser" hin. Wie verläuft diese Sensibilisierungskampagne und welche neuen Akzente hat die Regierung bisher gesetzt?

3. Welche (Vor)studien hat die Regierung bislang in Auftrag gegeben, um die Trinkwasserversorgung durch Erschließung neuer Ressourcen abzusichern? Welche Resultate ergaben diese Studien? Welche Maßnahmen hat die Regierung in der Folge umgesetzt? Welche Maßnahmen sind aktuell in Vorbereitung/Ausarbeitung?

4. Im Falle akuter Trinkwasserknappheit, was wäre die Vorgehensweise der Regierung in Bezug besonders auf die Auswirkungen auf alltägliche Tätigkeiten lokaler Produktionen und dessen Unterstützung?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Die vom World Ressource Institute angegebene Wahrscheinlichkeit eines mittleren bis hohen Wassermangels korreliert mit den Resultaten der bisherigen, auf nationaler Ebene durchgeführten, Studien. Wie in der Antwort vom 16. Juli 2018 auf die parlamentarische Frage der ehrenwerten Abgeordneten Frau Diane Adehm und Herr Gilles Roth bereits erwähnt, setzt sich die Trinkwasserverfügbarkeit der kommenden Jahre aus mehreren Komponenten zusammen, welche sehr eng miteinander vernetzt sind. Die Grundlagen aller bisweilen durchgeführten Studien beruhen jeweils auf verschiedenen Rahmenbedingungen. Auf nationalem Niveau wurden der demografische Wandel und das Wirtschaftswachstum als Grundlage für die Berechnungen herangezogen. Je detaillierter die Grundlagenermittlung im Vorfeld einer Studie ist, desto genauere Resultate liefert die Studie. Im Hinblick auf die zukünftige Trinkwasserverfügbarkeit werden bereits seit einigen Jahren Messungen zur näheren Untersuchung der Entwicklung der Grundwasservorkommen durchgeführt. Ziel ist, die Wirkung und Folgen des Klimawandels abzuschätzen um die Vorhersagen bezüglich Wasservorkommen weiter zu verfeinern.

Werden die Ressourcenkapazitäten (Quellschüttung, Oberflächenwasser Stausee) als konstant angesehen steht dem Luxemburger Land eine endliche Menge an Trinkwasser zur Verfügung. Diese Produktionsmenge beziffert sich auf insgesamt 176.000 m^3 pro Tag (wie aus der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 3882 hervorgeht). Wird durch das demografische und wirtschaftliche Wachstum immer mehr Trinkwasser benötigt (häuslicher Gebrauch, Kühlung Industrie, Produktionsprozesse Industrie, landwirtschaftliche Bewässerung), werden die Ressourcen knapp.

Durch die Folgen des Klimawandels wird jedoch eine Abnahme der Quellschüttung wahrscheinlich, wodurch das Risiko von Versorgungsengpässen erhöht wird.

Des Weiteren sind derzeit verschiedene Trinkwasserressourcen (Quellen und Bohrungen), die für die Trinkwasserversorgung benutzt werden könnten, nicht an das Trinkwassernetz angeschlossen da sie mit zu hohen Nitrat- oder Pestizidwerten belastet sind. 2018 konnten in Luxemburg 5,5 Millionen Kubikmeter Wasser (= 5,5 Milliarden Liter Wasser) nicht für den menschlichen Verzehr verwendet werden. Die Verschmutzung der für den menschlichen Gebrauch verwendeten Wasserressourcen ist daher auch ein Risikofaktor für zukünftige Trinkwassermangel.

Auf regionalem oder lokalem Niveau kann dieser Wassermangel auch durch weitere limitierende Faktoren hervorgerufen werden. Die lokale Wasserversorgung ist in der Hand der Gemeinden. Oftmals ist die Netzdimensionierung (Leitungen, Speicher…) nicht an das schnelle demographische Wachstum der Gemeinden angepasst worden. Somit ergeben sich bereits heute während langen Trockenperioden Engpässe während den Spitzenverbrauchszeiten. Diese beruhen auf rein technischen Begebenheiten. In Zukunft sollten entsprechend des geänderten Wassergesetzes vom 19. Dezember 2008 siedlungswasserwirtschaftliche Überlegungen bei der Planung des Wachstums in Luxemburg eine größere Rolle spielen, um die nachhaltige Entwicklung der Gemeinden und des Landes nicht zu beeinträchtigen.

ad 2. Die erwähnte Trinkwassersparkampagne ist momentan in Planung mit dem Ziel, eine breitgefächerte Bevölkerungsgruppe von klein auf zu sensibilisieren und zu schulen. Im Hintergrund dieser Sensibilisierungskampagne sind bereits viele Arbeiten in den letzten Monaten mit verschiedenen Akteuren erfolgt.

Ein wichtiger Aspekt ist die Zusammenarbeit mit der Industrie und der Handwerkskammer. Es ist vorgesehen, Schulungen zum Umgang und Einbau von Trinkwasserleitungen samt neuwertigen Technologien (Grau- und Regenwasserleitungen) anzubieten.

Neue Akzente wurden bereits gesetzt, indem eine erste Sensibilisierungskampagne zum Umgang mit Trinkwasser durch die Medien erfolgt ist. Um Erfolg mit einer solchen Strategie zu haben, müssen im Vorfeld viele Gespräche mit unterschiedlichen Akteuren im Bereich Trinkwasser geführt werden. Diese Fachgespräche wurden mittlerweile abgeschlossen und die Akzeptanz sowie Mitarbeit für Veränderungen und Erneuerungen im Trinkwasserbereich großflächig erreicht. Es werden Projekte mit verschiedenen öffentlichen Bauträgern, als sogenannte Pilotprojekte, mit Grauwasser- und Regenwassernutzung geplant. Große Baugebiete sind bereits jetzt, während der Planungsphase an Synergiekonzepten von Energie-, Wasser- und Stromverbrauch interessiert. Eine Vertiefung des technischen Knowhows erfolgt im kommenden Jahr, durch Besuche von ähnlichen Pilotanlagen im Ausland.

ad 3. Seit zehn Jahren werden unterschiedliche, breitgefächerte Studien in Auftrag gegeben, um zu definieren, auf welche zusätzlichen Oberflächen- und Grundwasserressourcen in Zukunft zurückgegriffen werden kann. Das Ergebnis aller Studien besagt, dass eine weitere Erschließung von zusätzlichen Grundwasserressourcen, ohne nachhaltige negative Beeinträchtigung der grundwasserabhängigen Ökosysteme, nur auf lokaler oder regionaler Ebene erfolgen kann und somit keine nationale Lösung bietet. Eine Aufbereitung des Moselwassers ist aus technischer und quantitativer Sicht die Lösung die sich national am besten eignet.

Im Zuge dessen wird momentan die Zusammensetzung des Moselwassers mit den nötigen Aufbereitungsschritten näher betrachtet. Diese Planung beruht auf Langzeitbeobachtungen und Analysen. Damit dieses Projekt korrekt geplant und dimensioniert werden kann, ist vorgesehen, alle wesentlichen Parameter des Moselwassers während einem Jahr zu untersuchen.

Die Regierung steht hinter dem Projekt und finanziert sämtliche Untersuchungen.

ad 4. Per Definition ist eine akute Trinkwasserknappheit in Luxemburg eher unwahrscheinlich. Eine solche akute Situation würde eine große Krise darstellen und sollte daher als solche behandelt werden. Um diesen extremen Fall zu lösen, hat die Regierung einen Notfallplan entwickelt (Plan d'intervention d'urgence en cas de rupture d'approvisionnement en eau potable). Der Plan definiert das Vorgehen der Regierung im Falle einer erheblichen Unterbrechung der Trinkwasserversorgung, das aufgrund seiner Art oder seiner Auswirkungen die wesentlichen Interessen oder Grundbedürfnisse des gesamten Landes oder der Bevölkerung oder eines Teils davon beeinträchtigt. Eine solche akute Trinkwasserknappheit ist in Luxemburg aber eher unwahrscheinlich.

Es kann in den nächsten Jahren jedoch zeitweise zu Engpässen in der Trinkwasserversorgung während Spitzenverbrauchszeiten kommen. Um diesem Szenario entgegen zu wirken, wird durch vorbeugende Maßnahmen versucht diese Engpässe zu minimisieren. Auf nationaler Ebene beruht das Konzept der Sicherstellung der Trinkwasserverfügbarkeit auf drei Standbeinen:

1. Schutz von bestehenden Ressourcen durch Trinkwasserschutzzonen;

2. Ausarbeitung von Sparmaßnahmen und neuwertigen Technologien;

3. Erschließung neuer Ressourcen (Moselwasser).

Unter Trinkwassersparen fällt auch die Förderung von neuwertigen Technologien im häuslichen (Grauwasser-, Regenwassernutzung), industriellen (Kühlung), sowie landwirtschaftlichen Bereich, um Engpässe in der Wasserversorgung zu vermeiden. Die Regierung, die Wasserwirtschaftsverwaltung und die Gemeinden und die Trinkwassersyndikate arbeiten auf allen Ebenen an dieser Thematik, damit die Prognosen der Studien nicht in diesem Masse eintreffen. Es ist aber auch sicher, dass ein enges Zusammenspiel aller Akteure hier deutlich von Nutzen sein wird.

Q87

Question 1063 (14.08.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **violence domestique :**

Il résulte du résumé des travaux du 5 juillet 2019 que le Gouvernement réuni en conseil a approuvé le rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence de l'année 2018. Pourtant, et sauf erreur de ma part, ledit rapport n'a pas encore été rendu public.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Comment les faits de violence domestique ont évolué au cours de l'année 2018 par rapport aux années précédentes ?

2) Combien de fois la police a été appelée pour des faits présumés de violence domestique ? Combien d'expulsions ont été prononcées ? Combien de recours ont été introduits contre lesdites expulsions ? Combien de ces recours ont été déclarés fondés ?

3) Le Gouvernement peut-il m'expliquer comment les autorités s'assurent que d'éventuelles décisions d'expulsion sont respectées ? S'agit-il uniquement d'un contrôle ex post ?

4) Comment pourrait-on faire évoluer le système de contrôle du respect des décisions d'expulsion ?

5) Étant donné que les auteurs de violences domestiques devront obligatoirement consulter le service Riicht Eraus, le Gouvernement peut-il m'informer si cette obligation est systématiquement exécutée ? À défaut, le service Riicht Eraus prend-il contact avec lesdits auteurs ? Quelles sont les conséquences pour les auteurs de violences domestiques qui ne donnent aucune suite à cette obligation de consultation, même après y avoir été invité par le service même ? Le Gouvernement entend-il faire évoluer le cadre légal en la matière et, dans l'affirmative, comment ?

6) Le Gouvernement peut-il m'informer si le service d'assistance aux victimes de violence domestique prend systématiquement contact avec les victimes ? Endéans quel délai ce contact se fait-il en principe ? Ledit service dispose-t-il de suffisamment de ressources pour accomplir ses missions ?

7) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille durcir les peines dans le cas d'expulsions à répétition ? À défaut, comment faire évoluer le cadre légal autrement ?

Réponse commune (16.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Comme présenté par Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes à la commission parlementaire compétente du 18 juillet 2019, les chiffres clés en matière de violence domestique au Luxembourg sont documentés au rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence 2018. Ce rapport a été acté par le Conseil de Gouvernement dans sa réunion du 5 juillet 2019.

L'évolution de la violence domestique en 2018 par rapport aux années précédentes est notamment illustrée par le nombre des interventions policières et des expulsions.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) La Police grand-ducale, avec l'autorisation du procureur d'État, procède à l'expulsion au profit de la personne proche avec laquelle il cohabite. Toute intervention policière conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention et, le cas échéant, à une expulsion. Au cours de l'année 2018, la Police grand-ducale a

procédé à 739 interventions (avec et sans expulsion), ce qui représente une augmentation de 3,36 % par rapport à 2017 (715). Le nombre des expulsions autorisées par le parquet a été de 231 (217 en 2017). En moyenne, la Police grand-ducale est intervenue 61,58 fois et a procédé à 19,25 expulsions par mois.

Conformément à l'article 1er, paragraphe 1, la personne expulsée peut « formuler un recours contre la mesure d'expulsion selon les modalités prévues aux articles 1017-1 et 1017-2 du Nouveau Code de procédure civile. Ce recours n'a pas d'effet suspensif. » Selon les informations du Parquet Diekirch et du Parquet Luxembourg, les recours sont extrêmement rares. Pour l'année 2018, aucun recours contre l'ordonnancement d'une expulsion n'a été adressé au parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch. Quant au Parquet Luxembourg, un seul recours a été formulé et reconnu fondé.

ad 3), 4) + 7) Les questions 3 et 4 évoquées par l'honorable Députée se rapportent en premier lieu au respect et au contrôle des mesures d'expulsion ordonnancées par le parquet à l'égard des auteurs. Actuellement, la police intervient à chaque appel d'une victime. Suite à l'ordonnancement d'une expulsion, elle ne procède pas à un contrôle systématique du respect de la mesure d'expulsion.

Le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes prévoit de mettre en place un groupe de travail interministériel pour discuter diverses questions comme une meilleure surveillance du respect des expulsions, notamment dans le contexte des récidives. Dans ce contexte, et afin de pouvoir répondre à la question 7, l'opportunité de revoir le cadre légal relatif aux expulsions à répétition sera également analysée.

Dans ces efforts, le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, sera un organe consultatif incontournable également consulté pour trouver des solutions aux questions sus-évoquées.

ad 5) Selon la loi, la personne expulsée a l'obligation « de se présenter, endéans les sept jours à compter du jour de l'entrée en vigueur de la mesure d'expulsion, auprès d'un service prenant en charge les auteurs de violence domestique ».

La prise de responsabilité de l'auteur pour son acte violent étant la condition sine qua non pour un changement d'attitude, le Riicht Eraus a initialement décidé en 2013 de donner à l'auteur présumé sept jours pour prendre contact. Si l'auteur ne le faisait pas, les conseillers du Riicht Eraus essayaient alors de prendre contact le 8e jour par voie téléphonique, par SMS et par lettre A/R (si le Riicht Eraus dispose de l'adresse secondaire mais pas de numéro de téléphone).

Récemment, le Riicht Eraus a cependant décidé de changer sa procédure de prise de contact. En effet, partant du principe que le fait de se présenter à un rendez-vous au Riicht Eraus est déjà en soi une prise de responsabilité et afin d'agir le plus tôt possible après l'acte violent, le service a décidé de ne plus attendre le 8e jour de l'expulsion pour contacter l'auteur présumé, mais de le contacter le 1er jour ouvrable après l'expulsion.

Il arrive que le Riicht Eraus ne parvient pas à contacter l'auteur présumé, soit parce que le service ne dispose pas des coordonnées nécessaires, soit parce que l'auteur présumé ne réagit pas aux tentatives de contact.

Le but de cette prise de contact est de proposer un premier rendez-vous au Riicht Eraus pendant les 14 jours de l'expulsion. Il arrive rarement que l'auteur refuse cette proposition une fois le contact établi. Lors du premier rendez-vous, l'équipe du Riicht Eraus est, d'une part, à l'écoute de l'auteur et, d'autre part, le sensibilise à la problématique de la violence domestique. Le Riicht Eraus guide vers une prise de conscience de sa situation relationnelle en mettant l'accent sur sa responsabilité dans ses choix. À la fin de ce premier rendez-vous, un suivi au sein du Riicht Eraus est proposé que l'auteur peut ou peut pas accepter.

Comme la loi stipule que « le service prenant en charge les auteurs de violence domestique fait un rapport au parquet », le Riicht Eraus envoie une attestation avec les démarches entreprises pendant la procédure d'expulsion (prise de contact et rendez-vous) au plus tard le 14e jour. S'il ne s'agit pas de la première expulsion, le Riicht Eraus le mentionne également afin d'attirer l'attention du parquet sur une situation potentiellement dangereuse.

ad 6) La mission du service d'assistance aux victimes de violence domestique est définie au paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique : « […] Le jour de l'entrée en vigueur de la mesure d'expulsion, la police informe un service d'assistance aux victimes de violence domestique de la mesure d'expulsion. Le parquet lui transmet une copie des documents concernant l'expulsion. Est visé par l'expression "service d'assistance aux victimes de violence domestique", tout organisme de droit privé ou public dont l'objet consiste à assister, guider et conseiller des personnes victimes de violence domestique, y compris les enfants témoins de violence domestique, en recherchant activement leur contact. »

La police transmet toutes les informations relatives à une intervention avec expulsion en cas de violence domestique. Par après, le SAVVD prend contact par téléphone avec la victime adulte endéans les 24 heures. Le week-end, une permanence est assurée de 08.00 à 18.00 heures. Dans le cas où certaines informations n'ont pas été communiquées par la police (p. ex. le numéro de téléphone), le SAVVD y intervient pour les recevoir durant la période des 24 heures. Le premier entretien téléphonique sert de prise de contact, durant laquelle un premier rendez-vous et une prise en charge sont proposés à la victime. Le SAVVD est le seul service où les consultations ne sont pas obligatoires. En sus du premier entretien téléphonique, la victime reçoit un courrier par voie postale le 1er jour après l'expulsion.

Le SAVVD, respectivement Femmes en détresse ASBL, soumet annuellement ses propositions budgétaires au Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes en fonction des besoins du service. Toute demande de renforcement émanant de ce service est considérée comme prioritaire par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Question 1066 (14.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **situation financière du Régime général d'assurance pension :**

La réforme de l'assurance pension de 2012 prévoit que l'Inspection générale de la sécurité sociale analyse tous les cinq ans la situation financière du Régime général d'assurance pension. La dernière analyse datant de 2016 a été suivie d'un rapport du groupe de travail « pensions » mis en place par le Gouvernement précédent.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si une étude actuarielle comparable existe pour le Régime de pensions public.

- Quels en sont le cas échéant les éléments clés ?

- Comment se développera le nombre de pensionnés et les dépenses y afférentes respectivement leur part dans le budget de l'État endéans les dix années à venir ?

- Le Gouvernement entend-il mettre en place un groupe de travail « Pensions » pour le secteur public ?

Réponse (08.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La réforme de l'assurance pension de 2012 a visé le Régime de pension général pour les agents du secteur privé ainsi que le Régime de pension spécial pour les agents du secteur public.

Ces deux régimes reposent sur les mêmes conditions de droit à pension et sur des paramètres de calcul identiques. Ainsi, une étude actuarielle pour les pensions du secteur public comparable à celle établie par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) pour le Régime général résulterait logiquement dans des conclusions identiques. Vu ce constat, il ne semble pas nécessaire de réaliser une autre étude actuarielle.

Le nombre total de pensionnés - les deux régimes de pension spéciaux applicables aux fonctionnaires de l'État confondus - a augmenté annuellement de 4,5 % en moyenne au cours des cinq années passées.

Dans le Régime de pension général, l'assuré cotise 8 % de son revenu brut pour son assurance pension. Le patron et l'État versent aussi leur part respective de 8 % pour un taux total de 24 % de la valeur brute du revenu de l'assuré qui est versé au Fonds de compensation. Pour les fonctionnaires de l'État par contre, seulement les 8 % déduits du traitement des fonctionnaires sont versés au Fonds de pension étatique.

Ces recettes ne sont évidemment pas suffisantes pour garantir le paiement de toutes les pensions des personnes retraitées et ainsi, la somme manquante est attribuée au Fonds de pension par une alimentation du Fonds de pension prévue par un article budgétaire au sein du Ministère de la Fonction publique.

Cette alimentation du Fonds de pension nécessaire pour l'exercice budgétaire à venir, ainsi que des prévisions pluriannuelles sont donc soumises annuellement à la Chambre des Députés dans le projet de Budget. Des expectatives pour les années à venir sont aussi soumises annuellement dans le projet de loi de la programmation financière pluriannuelle.

Question 1074 (19.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**indemnisation des dommages en cas de catastrophe naturelle :**

Frankräich ass eent vun de wéinege Länner weltwäit, wat sech e gesetzlechen Dispositif ginn huet, fir all Bierger a Biergerin am Fall vun enger Naturkatastroph adequat ze entschiedegen. Bei eise franséische Frënn mussen an esou engem Fall zwou Konditiounen erfëllt sinn: De beschiedegte Bien muss assuréiert gewiescht sinn an den „état de catastrophe naturelle" muss duerch e ministeriellen Arrêté unerkannt sinn.

Esou en Dispositif wier eventuell och fir Lëtzebuerg interessant. Am Süde vum Land huet en Tornado rezent vill Schued ugeriicht. D'ACA (Association des compagnies d'assurance et de réassurance) schwätzt vun iwwer 2.400 Schuedensfäll an engem Materialschued vu méi wéi 100 Milliounen Euro. RTL-Informatiounen no si ronn 90 Haiser schwéier beschiedegt ginn a sinn op d'mannst kuerzfristeg net méi bewunnbar.

Well et zu Lëtzebuerg keen Dispositif wéi deen a Frankräich gëtt, musse fir all Katastroph punktuell Mesurë geplangt an ergraff ginn. Am Grand-Duché kënne Privatleit a Betriber bis den 1. November online iwwer e Formulaire Hëllefe bei verschiddene Ministèren (Famille, Logement etc.) ufroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Innenminister an dem Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi stinn d'Madamm an den Här Minister zu engem gesetzleche Solidaritéitsmechanismus, äänlech wéi bei eise franséischen Nopere, iwwert deen d'Biergerinnen an d'Bierger am Fall vun enger „unerkannter" Naturkatastroph méi einfach rembourséiert kéinte ginn?

2. Ginn et momentan Iwwerleeungen, fir eng eenzeg zentral Ulafstell fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze kreéieren, déi am Fall vun Ëmweltkatastrophe souwuel de Volet Accueil wéi och de finanziellen, psychologeschen an administrative Suivi géif op enger eenzeger Plaz konzentréieren?

3. Här Minister Kersch, nieft dem finanzielle Volet ass virun allem och den Zäitopwand, deen domat verbonnen ass, fir d'Normalsituatioun erëm hierzestellen, fir déi concernéiert Leit eng bedeitend Belaaschtung. Huet eng Biergerin oder e Bierger an deem Kontext Usproch op zousätzlech Congésdeeg? Wa jo, wéi vill? Wann net, ass d'Regierung gewëllt, de Concernéierten entgéintzekommen an den aktuelle gesetzleche Kader ze adaptéieren?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Deputéierte stellt eng Rei Froen a Bezuch op d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir no enger Naturkatastroph deene Betraffenen ze hëllefen.

ad 1. + 2. Déi besteeënd Mechanismen hu souwuel bei den Iwwerschwemmungen am Mëllerdall wéi och beim Tornado gegraff. D'Hëllef war effikass an onbürokratesch. Et gouf och kloer kommunizéiert, wou déi betraffe Leit hir Demande, fir eng Hëllef ze kréien, kéinte maachen. D'Leit hu bis elo déi néideg Hëllef kritt a wäerten och an Zukunft déi Hëllef kréien, déi noutwendeg ass, fir hinnen an där schwéierer Situatioun ënnert d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Am Code du travail ass weder an der genereller Congésgesetzgebung nach an de speziellen Dispositioune betreffend d'Congés spéciaux eppes Spezielles fir esou Fäll virgesinn.

Et ass net ugeduecht, datt esou Situatioune sollen iwwer en extrae Regimm ofgedeckt ginn.

Et sief awer bemierkt, datt a Fäll, wou Leit vun Naturkatastrophe betraff waren, den Artikel L. 233-6 Punkt 3 vum Code du travail gespillt huet an déi Deeg, wou si gefeelt hunn, ouni virdru Congé gefrot gehat ze hunn, vum normale Congé ofgezu goufen.

Doriwwer eraus ass eng nodréiglech Regelung fir déi direkt concernéiert Leit am Fall vum Tornado zu Péiteng/Käerjeng aus evidente juristesche Grënn net méiglech.

Question 1075 (19.08.2019) de **MM. François Benoy** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant le **projet du contournement d'Hesperange :**

Le contournement d'Hesperange, également appelé module Sud de la nouvelle N3 dans le cadre du concept global de mobilité du Gouvernement, n'est qu'un élément parmi plusieurs élaborés par l'ancien et l'actuel Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour Hesperange et le sud-ouest de la ville de Luxembourg. En effet, au cours des cinq dernières années, beaucoup d'efforts ont été menés afin d'améliorer la mobilité au sud-ouest de la ville de Luxembourg respectivement à Hesperange et dans ses alentours.

Bien que le projet du contournement d'Hesperange et d'Alzingen fasse débat déjà depuis plusieurs années, le sujet est revenu au centre de l'attention médiatique au cours des dernières semaines. Par conséquent, nous aimerions avoir plusieurs renseignements et précisions de la part de Monsieur le Ministre concernant le concept global de mobilité pour le sud-ouest de la ville de Luxembourg, y compris Hesperange et ses alentours, l'avancement du projet du contournement et son impact sur la zone de protection Natura 2000 de la vallée supérieure de l'Alzette.

1) Quels sont les éléments qui font dorénavant partie du concept global susmentionné, compte tenu du fait que le développement important d'Hesperange et de ses alentours était déjà prévisible depuis le début de ce millénaire sans pour autant avoir été anticipé au niveau de la planification des infrastructures routières ? Quels sont dans ce contexte les éléments qui ont été conçus et mis en place au cours de la législature précédente et quels sont ceux qui existaient déjà avant 2013 ?

Au cours de la législature 2013-2018, la Chambre des Députés a voté deux lois de financement (module Nord et extension de la rue des Scillas) à hauteur de plus de 200 millions d'euros, qui avaient été déposés par l'actuel et l'ancien Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

2) Où en est la réalisation des projets module Nord et extension de la rue des Scillas ? Quelle est leur importance pour le concept global de mobilité ?

En plus de la construction de la gare d'Howald, dont la première partie a été réalisée au cours de la législature précédente et qui devrait être achevée ensemble avec son pôle d'échange d'ici 2023, l'élargissement prévu du réseau de tramway en direction d'Howald et de la Cloche d'Or est un élément important pour la mobilité. La loi de financement respective a été votée par la Chambre des Députés en décembre 2017.

3) Quelles sont les prochaines échéances pour ces projets ?

Le sud-ouest de la ville de Luxembourg ainsi que la commune d'Hesperange connaissent un développement économique et démographique extrêmement rapide, ce qui contribue sans doute à l'augmentation des problèmes de mobilité actuels. L'impact de la croissance future de la commune d'Hesperange ne devrait par conséquent pas être sous-estimé.

4) Quel est, selon Monsieur le Ministre, l'effet probable du nouveau PAG de la commune d'Hesperange sur l'augmentation de la population dans la commune ?

5) Dans quelle mesure est-ce que la croissance prévisiblement engendrée par le nouveau PAG de la commune d'Hesperange contribue à une nouvelle détérioration du problème de mobilité susmentionné ?

Au cours des dernières années, de nombreuses études et analyses ont été réalisées sur le module Sud, donc le contournement d'Hesperange/Alzingen.

6) Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste de toutes les études qui ont été réalisées ?

7) Quels sont plus précisément les éléments qui ont été étudiés et en quoi consiste la complexité du module Sud ?

Créée par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la zone Natura 2000 de la vallée supérieure de l'Alzette se situe au sud d'Hesperange et s'étend vers le sud du pays passant par Roeser et Bettembourg jusqu'à Schifflange. Comme toutes les zones Natu-

ra 2000, cette zone a comme but le maintien de la biodiversité ainsi que la protection des habitats naturels, de la faune et de la flore et de l'environnement en général.

Dans cette zone de protection se trouve aussi une zone de protection spéciale pour oiseaux. En effet, avec ses prés humides grâce à des inondations régulières, la zone en question sert d'arrêt intermédiaire pendant plusieurs mois de l'année pour de nombreuses espèces d'oiseaux migratoires, comme par exemple la cigogne blanche ou encore le « Wuechtelkinnek ». La zone protégée est ainsi une source de nourriture indispensable pour la survie de ces oiseaux et beaucoup d'autres espèces.

8) Considérant l'importance du site pour la faune et la flore, est-ce que les études déjà réalisées permettent de définir l'impact environnemental potentiel de chacune des différentes options pour la construction du contournement d'Hesperange ?

Le découpage d'une zone Natura 2000 par un contournement engendre des défis de nature procédurale. En effet, selon les directives européennes en vigueur qui, elles, ont été transposées en droit national, une route ne peut être construite à travers une zone de protection Natura 2000 et une zone couverte par le statut HFF (directive habitats faune flore) que dans le cas où au cours de la procédure, l'« intérêt public majeur » et l'absence d'autres alternatives peuvent être prouvés de façon détaillée.

9) Quelles sont selon Monsieur le Ministre les implications concrètes qui en découlent pour le projet en question ?

10) À partir de quel moment d'une telle procédure Monsieur le Ministre et le Gouvernement peuvent-ils se prononcer en faveur d'une option qui implique une construction ?

11) Monsieur le Ministre a-t-il aussi pris en considération l'option d'un tunnel qui éviterait de découper la zone de protection Natura 2000 et la zone européenne de protection d'oiseaux, ce qui aurait un moindre impact environnemental et s'avérerait plus facile du côté procédural ?

12) Quelle est la signification du calcul de la variante 0, qui doit être considérée comme une option à part entière ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La nouvelle N3 est composée de trois modules, à savoir le tronçon Nord entre la gare centrale et le Rangwee, le module Central Rangwee-rue des Scillas et le module Sud, contournement Hesperange/Alzingen, entre Howald et Alzingen. L'ensemble, tel que décrit en 2016 dans le projet de loi relatif à la réalisation du module Nord, est le fruit d'une conception initiée par le développement des quartiers Sud de la ville de Luxembourg. Conscient des problèmes engendrés par cette urbanisation, le masterplan Ban de Gasperich, établi par les autorités étatiques en collaboration avec la Ville de Luxembourg et la commune de Hesperange, suggérait déjà en 2004 d'approfondir la question du raccordement des zones d'activités de Howald et du Ban de Gasperich au sud-est du pays et de créer un axe délestant les localités de Hesperange et d'Alzingen.

La route nationale N3 actuelle draine le trafic à travers les localités d'Alzingen et de Hesperange vers les quartiers de Howald/Gasperich, de la gare et de Bonnevoie. Cette longue artère d'approche doit ainsi supporter tout le trafic local et régional.

Partant du constat de l'insuffisance de l'état de service et de la structure du réseau routier actuels face aux développements urbanistiques engagés, l'idée de la nouvelle N3 consiste à contourner Alzingen et Hesperange, se greffer sur le triangle de desserte du Ban de Gasperich pour retrouver la route de Thionville et la N3 à l'est du pont Büchler. La réalisation de cet axe principal permettra dans la suite le déclassement et réaménagement du tronçon Alzingen–Hesperange–Bonnevoie/route de Thionville en chemin repris, dont le caractère deviendra beaucoup plus urbain. Ce réaménagement de l'ancienne N3 intégrera des éléments d'apaisement de vitesse avec un accent sur les modes de mobilité active et des transports en commun. Il est également prévu de procéder à des adaptations du réseau routier adjacent et du réseau des pistes cyclables. Entre la gare centrale et la gare de Howald, le tram longera le module Nord et le module Central en passant par le pôle d'échanges de Bonnevoie, le Rangwee et la rue des Scillas.

Q88

Les concepts relatifs à la réalisation de la nouvelle N3 et les transports en commun ont évolué dans le temps. Ainsi, le prolongement du tram de la gare centrale vers le pôle d'échanges Cloche d'Or a davantage été priorisé par le concept MoDu 2.0, la mobilité durable et active est promue de façon offensive, et l'apaisement des vitesses à l'intérieur des localités sur le réseau routier étatique trouve une très forte résonance.

C'est en 2017 que le concept d'ensemble du réseau routier restructuré et des apaisements prévus, du réseau futur de la mobilité douce et des voiries à déclasser a été présenté par les représentants étatiques aux édiles communaux de Hesperange et de Roeser. Il en résulte une multitude de mesures accompagnatrices à court, moyen et long terme, qui ont été retenues par tous les partis.

En ce qui concerne le module Sud proprement dit, le contournement d'Alzingen a été élaboré dans l'optique de la création d'une connexion directe à la zone urbanistique en développement Ban de Gasperich/Midfield/Howald et constitue un élément structurant du maillage de desserte de ce futur quartier. Le projet contribuera à délester les centres d'Alzingen et de Hesperange d'un trafic important de voitures et de poids lourds, qui constituent une source de nuisance en termes de bruit et de pollution atmosphérique. À l'heure actuelle, ces localités souffrent également d'un trafic parasitaire important en cas de surcharge de l'autoroute.

Le tracé du contournement se raccorde à la N3 au sud de la ligne ferroviaire à Alzingen, traverse la vallée de l'Alzette pour monter vers Howald et rejoindre le carrefour CR231-rue des Scillas. Le projet ne peut éviter la traversée de la vallée de l'Alzette, qui est déclarée zone européenne de protection des oiseaux (LU0002007 « vallée supérieure de l'Alzette »), entre le pont de Hesperange et les affluents de l'Alzette à Schifflange/Mondercange, ainsi que de la zone superposée de la réserve naturelle nationale du Roeserbann. Les procédures européennes et nationales en matière d'environnement sont donc d'application pour ce maillon de la nouvelle N3.

Revenons aux questions posées par les honorables Députés :

ad 1) Le projet initial était basé sur la stratégie MoDu de l'époque. Dans la suite, les concepts ont été augmentés par les nouveaux éléments du MoDu 2.0, présentés en 2018 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier procédural relatif à la zone Natura 2000, une nouvelle étude de trafic fut demandée en début de l'année 2018. C'est cette étude de trafic qui reflète au mieux les principales articulations du concept global au-delà d'un horizon 2030. Y ont été intégrés onze éléments d'infrastructures ferroviaires et de transports en commun et 15 éléments de projets d'infrastructures routières impactant aussi bien le trafic individuel que les transports publics (la liste des projets d'infrastructures se trouve en annexe). Les objectifs en termes de transports publics ont été plus que doublés avec une croissance dépassant les 100 % en nombre de passagers actuels.

ad 2) Le suivi des projets se fait à base d'un masterplanning, mis à jour régulièrement par l'Administration des ponts et chaussées. En ce jour, les travaux de la voirie du module Nord, de la gare centrale au pôle d'échanges Bonnevoie/Rangwee, sont en cours et il est prévu d'avoir terminé le module Nord pour fin 2021. Il s'agit des travaux de reconstruction du pont Büchler et de l'ouvrage adjacent sur la Rocade de Bonnevoie, et du nouveau tronçon entre la route de Thionville et le Rangwee. La réalisation de ce projet routier est nécessaire pour la réalisation du tronçon C du tram.

En ce qui concerne les aménagements de la rue des Scillas, les dossiers de soumission sont en préparation, et les discussions avec les propriétaires pour l'acquisition des emprises ont été entamées. Le dossier de déclaration de l'utilité publique a été déposé à la commune dans le contexte de la loi du 15 mars 1979.

ad 3) La finalisation des quais pour bus sur la Rocade de Bonnevoie, permettant l'avancée du chantier du tram en ville, est prévue pour novembre 2019. La mise en service du module Nord de la nouvelle N3 est actuellement prévue pour la fin de 2021 et le début des travaux du module Central est programmé pour printemps 2021. Tous les dossiers de soumission sont en cours d'élaboration et l'acquisition des emprises est en cours.

ad 4) La commune de Hesperange, tout comme les autres communes de la région du Développement intercommunal coordonné et intégratif (DICI) - à savoir Bertrange, Hesperange, Leudelange, Strassen ainsi que les quartiers Sud-Ouest de la ville de Luxembourg - ont programmé une certaine croissance au niveau des PAG, documentée et coordonnée notamment par les conventions successives relatives à un développement intercommunal coordonné et intégratif du Sud-Ouest de l'agglomération de la Ville de Luxembourg et le plan intégré de développement pluriannuel, arrêté par l'État et les communes.

Cette croissance en termes d'emplois et de population crée naturellement un besoin en mobilité des personnes et des marchandises non négligeable, en fonction duquel l'offre est à adapter, et ceci aussi bien au niveau des infrastructures qu'au niveau des services de transports publics. Par ailleurs, l'étude de trafic intègre le développement au niveau communal, régional et national reposant sur les éléments de croissance retenus par la Cellule modèle de transport (CMT) à base des éléments de croissance mis à disposition par les instances compétentes en matière de développement.

ad 5) Comme évoqué ci-dessus, cette croissance engendrera une demande en mobilité supplémentaire. Au-delà de ce constat général, l'effet de la croissance isolée prévue dans le PAG de la commune de Hesperange, tout comme pour les autres communes, n'a pas été étudié de façon exclusive. Une telle démarche ne serait pas en phase avec la démarche de développement homogène et coordonné, arrêté pour toute cette région.

ad 6) Faire la liste de toutes les études réalisées dans ce contexte s'avère très difficile, au vu notamment des effets rétroactifs et l'approche itérative et récursive entre les sujets et thèmes, comme par exemple entre le développement urbain et les systèmes et infrastructures de transport, sujets qui sont très souvent effectués par des entités différentes et coordonnées à un niveau supérieur.

À part des études et analyses effectuées au niveau DICI, touchant au développement général de la région, il y a eu des études spécifiques au niveau des PAG des communes concernées (Ville de Luxembourg et commune de Hesperange), ainsi que des études, projets et masterplans spécifiques pour le développement du Ban de Gasperich, du quartier de Hollerich et de la zone dénommée Midfield, située sur le territoire des communes de Luxembourg et de Hesperange.

Dans le cadre de ces projets, il y a eu plusieurs générations d'études de trafic, qui ont tenu compte notamment des différentes phases de réalisation du développement et des infrastructures et concepts de transports en commun.

En ce qui concerne la nouvelle N3 et son module Sud, le concept a été affiné à partir de 2008 pour aboutir en 2012 au concept retenu, illustré notamment dans le projet de loi relative à la nouvelle N3 en 2016 pour le développement du réseau routier à long terme, et repris dans le Plan directeur sectoriel « Transports » (PST). L'étude stratégique environnementale « Strategische Umweltprüfung für den "PS-Transports" » mentionne dans son chapitre 6 des incidences notables sur les objectifs de protection tout en indiquant des pistes de compensation. Pour l'élaboration du dossier procédural, le contournement d'Alzingen a fait l'objet de toutes les études nécessaires, dont les études d'avant-projet sommaire et les études des incidences et des mesures compensatoires.

ad 7) Pour le projet du contournement (liaison N3–Alzingen–CR231–Howald), l'Administration des ponts et chaussées a fait dresser l'avant-projet sommaire de plusieurs variantes traversant la vallée, à base desquelles les études environnementales ont été élaborées. Ceci en étroite concertation avec les instances concernées en matière d'environnement et d'aménagement du territoire.

Il s'agit en l'occurrence des analyses relatives à l'évolution du trafic et des études de tracé en phase d'avant-projet sommaire, couvrant les volets « conception routière » et « ouvrages de génie civil » des variantes faisant partie du dossier. Les volets « restructuration du réseau routier » et « développement des pistes cyclables » ont fait l'objet d'une analyse complémentaire.

En ce qui concerne les incidences, toutes les questions touchant à la protection de la nature, des biotopes et des espèces ainsi que les facteurs touchant à l'environnement humain ont été étudiés et analysés. Des études complémentaires ont été effectuées pour déterminer des mesures compensatoires respectives. L'étude hydraulique et le volet de la renaturation de l'Alzette tiennent compte des questions relatives aux exploitations agricoles.

La complexité du module Sud résulte d'une part essentiellement des contraintes dues aux développements déjà entamés ou en cours (et dont le contournement est à considérer comme conséquence) et d'autre part de la présence de la réserve naturelle et de la zone de protection du patrimoine européen à protéger.

Comme il s'agit d'une infrastructure de transport empiétant sur une zone protégée, les critères pour une évaluation des incidences et une procédure de consultation du public sont donnés et l'autorisation du projet ne peut pas être accordée si les exigences réglementaires ne sont pas satisfaites.

Conformément à la législation en vigueur, il y a donc lieu de démontrer et de documenter la nécessité du projet, d'analyser plusieurs variantes et d'en étudier l'impact sur l'environnement en termes d'objectifs de protection et de conservation, d'analyser les conséquences de la non-réalisation du projet et d'une variante 0 et de déterminer les mesures compensatoires pour chaque variante. Il est de plus revendiqué de documenter les principales variantes de substitution, voire d'évitement.

En matière de procédure, le dossier de consultation du public a été soumis à l'avis des autorités compétentes en automne 2017, qui ont communiqué leurs avis respectifs en janvier 2018, en exigeant que le dossier soit augmenté et complété.

Afin d'amplifier l'argumentation de l'intérêt public majeur vis-à-vis des exigences européennes, une nouvelle étude de trafic a été exigée pour donner une réponse encore plus claire aux exigences relatives à l'intérêt public majeur, en mettant en évidence davantage la cohérence et la pertinence de la complémentarité du projet du contournement avec tous les autres projets de transport en planification, qu'il s'agisse de projets d'infrastructures (tram, nouvelle ligne ferroviaire, projets routiers) ou de concepts d'exploitation (concept de bus performant, parkings relais, extensions des pistes cyclables, etc.) et ceci à un horizon d'étude de 2030 (voir annexe).

Avant la mise à jour du dossier, les études étaient basées sur le modèle de transports CMT 2025+ qui comportait des scénarios de développements moins élaborés pour les horizons plus lointains. Comme ce modèle n'était pas encore calé sur les résultats de l'enquête nationale Luxmobil de 2017, il était nécessaire, en première phase, d'adapter le modèle national pour pouvoir ensuite réaliser les nouvelles simulations pour le contournement de Hesperange, dont les résultats ont été livrés en été 2019. La mise à jour de l'horizon du dossier (CMT 2025+ vers 2030) et de l'étude de bruit basée sur les chiffres précis du trafic est actuellement en cours.

Comme les nouvelles données relatives à la qualité de l'air ont entre-temps été présentées au public, l'Administration des ponts et chaussées a très récemment été confrontée à la demande d'intégrer celles-ci dans le dossier et d'évaluer ces données également dans l'hypothèse de la non-réalisation du projet. Les études y relatives viennent d'être entamées en vue de compléter le dossier.

L'évolution continuelle de tous les domaines touchant au projet constitue donc un autre facteur qui rend le projet complexe et les études compliquées. Ce phénomène est amplifié par les délais très longs et les effets de décalage dans le temps.

ad 8) Oui. Le dossier actuel, soumis aux autorités compétentes et élaboré en application de la réglementation en vigueur, contient la description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet, une description des effets importants du projet sur l'environnement ainsi qu'une description des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs sur l'environnement. Toutes les variantes ont été analysées de façon objective et sans discrimination.

Suite à l'avis des autorités compétentes, le dossier a été augmenté pour tenir compte d'éléments nouveaux comme par exemple la présence du lézard des murailles à l'endroit des talus de la ligne de chemin de fer. Après l'application généralisée récente du nouveau « système numérique d'évolution et de compensation en éco-points » luxembourgeois, toutes les évaluations antérieures ont été mises à jour.

Il en résulte que le dossier actualisé ne laissera plus aucun doute sur les incidences du projet sur les objectifs de protection et les éléments à intégrer et correspond à l'état actuel des connaissances, des règles de l'art et de la réglementation.

Bien que l'analyse des variantes en termes de Natura 2000 ne fasse pas de différence méthodologique entre l'une et l'autre variante, cette différence existe bel et bien au niveau de la réserve naturelle Roeserbann, vu que la variante

Sud traverse la zone A, zone de protection proprement dite, tandis que la variante Nord empiète seulement sur la zone B, zone tampon de la réserve naturelle. C'est également la variante impactant le moins la zone Natura 2000.

Toutes les variantes étudiées présentent cependant un impact significatif sur les objectifs de protection.

ad 9) Comme les études ont montré qu'aucune des variantes étudiées ne permet d'éviter un impact significatif, le projet ne peut être exécuté que pour des raisons d'intérêt public majeur (RIPM) en absence de solutions alternatives raisonnables et si l'état de conservation de l'espèce reste favorable même après la réalisation du projet. Sans entrer dans le détail du volet procédural (notification à la Commission européenne ou consultation de celle-ci en application des règles décrites dans le document « Évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 : Guide de conseils méthodologiques de l'article 6… »), il est clair que l'autorisation, si le projet sera autorisé par la Commission au vu des incidences significatives et des justifications de l'intérêt public majeur, devra comporter des mesures compensatoires appropriées.

En application des directives européennes et notamment de la directive 2011/92/UE (anciennement 97/11), le projet en soi est soumis d'office à une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) impliquant une procédure participative de consultation du public et ceci en raison des caractéristiques du projet et de l'impact en termes d'objectifs Natura 2000, pour lesquels la directive « Habitats » est d'application.

Pour toutes les variantes étudiées, l'impact sur l'environnement humain ainsi que l'évaluation des incidences sur le site et sur les espèces ont été déterminés et les mesures compensatoires ont été évaluées. Des mesures de compensation et d'atténuation respectivement des mesures préventives (CEF = measures that ensure the Continued Ecological Functionality) ont été intégrées dans le projet. Il est ainsi devenu possible de comparer les variantes de façon objective.

D'autres solutions de substitution et tracés alternatifs complémentaires ont brièvement été analysés avec la conclusion que soit l'objectif fonctionnel de la liaison routière n'est pas atteint, soit l'envergure du projet est augmentée sans en diminuer l'impact.

La non-réalisation du projet (variante 0) et l'amélioration des transports publics (et autres mesures tangentes) sans réaliser le projet (variante 0+) sont discutées en réponse à la question 12. Ces options n'apportent pas une solution au problème.

En termes de compensation des fonctionnalités des systèmes écologiques et pour compenser un ordre de grandeur de trois millions de points écologiques « Éco-points », un vaste éventail de mesures compensatoires a été élaboré. Dans ce contexte, la renaturation de l'Alzette pourrait par exemple constituer un projet intéressant à tous les niveaux.

En ce qui concerne l'environnement humain, l'impact sur la population a également été analysé et les effets bénéfiques ont été déterminés, en ciblant notamment l'effet de la restructuration du réseau routier avec le déplacement du CR159 au-delà de la zone Natura 2000, l'extension du réseau cyclable et les apaisements des voiries à l'intérieur des localités. Toutes ces mesures ont fait l'objet de concertations avec les communes concernées en mars 2017.

Le dossier de consultation du public, annoncé depuis un certain temps, est actuellement en train d'être mis à jour, compte tenu des éléments évoqués ci-dessus. Dans la suite, celui-ci sera présenté aux autorités compétentes pour avis complémentaire avant de pouvoir être transmis aux communes concernées pour la consultation du public proprement dite.

ad 10) Le Gouvernement se prononce au sujet de la variante à réaliser et concernant l'envergure des mesures compensatoires après la consultation du public.

ad 11) Jusqu'à présent, le projet a été élaboré de sorte que l'impact sur l'environnement se concentre sur des corridors déjà existants. Dans cette logique, la traversée de la vallée de l'Alzette a été accolée au corridor de la ligne de chemin de fer avec une variante Sud et une variante Nord. Ensuite, le corridor de l'autoroute A3 fut recherché pour regrouper les effets sur cette zone déjà fortement impactée (variante Ouest). Un deuxième tracé, passant à l'est du Fennerholz au milieu d'un paysage jusque-là peu impacté, a également été étudié. Toutes ces réflexions avaient été menées dans le souci d'optimisation de l'impact et des coûts.

Or, depuis peu et suite aux exigences croissantes liées à la justification de l'impact, l'idée d'analyser la faisabilité d'un passage de la route sous la zone de protection, qui propose de creuser un tunnel pour éviter tout impact direct, est apparue. Une telle variante avait été écartée dans le temps pour des raisons d'économie et de coûts. À l'instar d'autres agglomérations à l'étranger et vu l'essor économique généré notamment dans les nouveaux quartiers, une telle variante plus coûteuse, si elle s'avérait économiquement viable et techniquement faisable, aurait le bénéfice du moindre impact sur l'environnement naturel en accomplissant le projet de restructuration du réseau routier et les réaménagements routiers respectifs, tout en améliorant les conditions de vie à l'intérieur des localités.

Si l'on accepte une augmentation sensible des coûts de construction et d'exploitation, une variante en tunnel pourrait conduire à une évaluation environnementale Natura 2000 sans impact significatif et aboutir à une procédure allégée en termes d'autorisation par la Commission européenne. D'un point de vue technique, il faudrait envisager des méthodes d'excavation en galerie souterraine sous le Roeserbann sans rester fixé au corridor du chemin de fer. Le projet pourrait éventuellement éviter ou atténuer l'impact sur la coupure verte définie par le Plan directeur sectoriel « Paysages » en dehors de la zone Natura 2000, tout en ménageant l'impact sur le bois du Fennerholz et le paysage caractéristique et rural de Géierwee/Séngerbaach.

En fonction des résultats des études d'une telle variante, il devra être clarifié si le déroulement procédural au niveau de la réglementation européenne restera le même ou pourrait être simplifié. Le cas échéant, une solution tunnel devra être ajoutée au dossier procédural, en acceptant à priori une augmentation conséquente des coûts de construction et d'exploitation et une revue des délais procéduraux.

Au vu du gain de temps de construction et de la réduction significative d'impact sur l'environnement naturel, le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics est largement favorable à une telle variante tunnel et a demandé à l'Administration des ponts et chaussées de l'étudier en détail.

ad 12) La non-réalisation du projet doit être analysée comme une des alternatives. En effet, le document d'interprétation de l'article 6 de la directive « Habitats » de la Commission « Gérer les sites Natura 2000… » (abréviation GN2000) suggère, pour « solutions alternatives » : « Elles peuvent vouloir dire autre position (ou routes en cas de projet linéaire), autre échelle ou autre développement ou autres procédés de production. La solution de ne rien faire doit aussi être considérée. » (GN2000 : 5.2.1. - citation d'après le document « Évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 - Guide de conseils méthodologiques de l'article 6… »).

Dans ce cas-ci, « ne rien faire » voudrait tout simplement dire renoncer à l'option du contournement et au raccordement des zones d'activités de Howald vers le sud-est, idée déjà lancée en 2004 dans le masterplan Ban de Gasperich, comme énoncé ci-dessus.

L'interprétation stricte pourrait résulter dans une variante 0, dans laquelle les charges de trafic résultant du développement prévu sont appliquées aux infrastructures actuelles, sans tenir compte d'autres mesures d'atténuation ou de réduction du trafic individuel. Cette étude au fil de l'eau n'étant pas acceptée comme réaliste, il est nécessaire d'étudier le cas d'une non-réalisation du contournement en incorporant des mesures en faveur des transports en commun. Ce scénario est dénommé variante 0+ et constituera la base de comparaison pour le cas de non-réalisation du projet. En tenant compte de cette façon des effets positifs du report modal vers les transports publics et les modes alternatifs, le besoin de réaliser le contournement se trouve atténué en théorie.

Comme illustré plus haut, la variante 0+ fait preuve d'une augmentation significative du trafic sur la N3 existante malgré que l'offre en transports publics actuelle (tous modes confondus) sera plus que doublée.

Après ces éléments de réponse très condensés, j'aimerais encore attirer votre attention sur le fait que le dossier actuel fut élaboré à base des textes de la législation luxembourgeoise de 2004 (protection de la nature) et de 2009 (évaluation des incidences de certains projets d'infrastructures).

Comme la législation vient entre-temps de changer en mai et juillet 2018, la lisibilité et la compréhensibilité du dossier à la lumière d'aujourd'hui se trouvent entravées.

Si la reprise du dossier de consultation prenait encore du temps, vu que les études restent à être finalisées, il serait opportun d'entamer de suite la mise à jour.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1077 (20.08.2019) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**usine de yaourt projetée à Bettembourg :**

Dans un reportage diffusé à la radio 100,7 en date du 27 juin 2019, il a été procédé à un examen détaillé du dossier FAGE. Les déclarations publiques du Ministre de l'Économie y sont confrontées aux résultats de l'enquête menée.

- D'après la radio 100,7, le Ministre évoquait le marché Benelux comme marché cible de la production au Luxembourg, tandis que les responsables de la société viseraient toutefois les marchés italien et britannique.

- Il y a trois ans, il était question d'un investissement de 100 millions d'euros, la radio 100,7 parle désormais de 150 millions d'euros, tandis que le Ministre de l'Économie déclarait à l'occasion de la réunion jointe de trois commissions parlementaires du 29 mars 2018 que l'entreprise investira 200 millions d'euros.

- Il y a trois ans, il était question de 100 emplois nouvellement créés ; désormais, la radio 100,7 table sur 150 emplois, tandis que le Ministre de l'Économie parlait de 200 nouveaux emplois.

- Il y a trois ans, la production était censée atteindre 40.000 tonnes par an ; désormais on parle d'une production max. de 80.000 tonnes. La station de radio en question constate par ailleurs que dans une unité de production de la même firme aux États-Unis, la production atteint 160.000 tonnes sur son site d'une surface de 4,1 hectares, alors qu'au Luxembourg, elle ne serait que de 80.000 tonnes sur un site d'une surface de 14,8 hectares vendu par l'État luxembourgeois.

- En commission parlementaire, le Ministre de l'Économie a annoncé que suivant le Syndicat des eaux du sud (SES), la capacité d'eau requise serait disponible ; selon la radio 100,7, le SES devrait toutefois acheter de l'eau auprès du SEBES en période de forte chaleur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pourquoi l'entreprise sous rubrique a besoin d'un terrain de 14,8 hectares au Luxembourg pour une production de max. 80.000 tonnes, tandis que l'usine située aux États-Unis produit le double, soit 160.000 tonnes sur un terrain de seulement 4,1 hectares ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le Syndicat des eaux du sud (SES), lequel sera le fournisseur d'eau de l'usine projetée, devra, en période de chaleur intense, acheter de l'eau auprès du SEBES ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils exclure que ceci pourrait aboutir à une hausse du prix de l'eau du réseau SES ?

3) D'après mes informations, seul un droit de superficie a été accordé à la commune de Bettembourg qui souhaitait disposer de terrains situés dans la zone d'activités Wolser II et appartenant à l'État. Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pourquoi, d'une part, l'État vend à une entreprise privée des terrains situés dans une zone d'activités, alors que, d'autre part, une entité publique doit se satisfaire d'un droit de superficie ?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Avant de procéder à la réponse aux questions précises que l'honorable Député a bien voulu adresser au Gouvernement, nous tenons à recadrer les données se rapportant au projet FAGE et qui sont citées en préambule.

Le budget d'investissement évoqué pour la phase 1 est entre-temps passé à 170 millions de dollars, notamment sous l'effet d'investissements additionnels auxquels l'investisseur consentirait pour satisfaire aux obligations environnementales.

Dans cette phase, la production annuelle serait de 40.000 tonnes de yaourt grec et une centaine d'emplois serait créée.

La phase 2 permettrait de porter la production à 80.000 tonnes par an moyennant un investissement additionnel de 70 millions de dollars et entrainerait un dédoublement de l'emploi. Le total de l'investissement dépasserait dès lors le montant annoncé lors de la réunion des commissions parlementaires du 29 mars 2018.

Le marché européen et notamment le marché communautaire seront servis à partir de l'usine luxembourgeoise.

ad 1) L'usine américaine de FAGE à Johnstown dans l'État de New York a une capacité de production installée de 160.000 tonnes par an sur une surface non pas de 4,1 hectares, comme le prétend l'honorable Député, mais de 41 « acres », ce qui correspond à environ 16,6 hectares. Contrairement à l'usine luxembourgeoise qui prévoirait sur une surface de quelque 1,3 hectare l'installation d'une station d'épuration idoine, l'usine américaine déverse ses eaux de production et de rinçage dans une station d'épuration communale.

ad 2) Chaque membre du SEBES, en l'occurrence les syndicats d'eau DEA, SEC, SES, SIDERE et la ville de Luxembourg, a une capacité réservée auprès du SEBES. La distribution d'eau potable à partir du SEBES est donc accordée durant toute l'année et non limitée sur la période de chaleur intense. Si cette capacité réservée des différents membres du SEBES est dépassée, les membres du syndicat SEBES concernés doivent payer pour chaque m^3 d'eau dépassant la capacité réservée la taxe par m^3 d'eau consommée majorée par un facteur multiplicateur appelé facteur de pénalité qui est différent si le dépassement se situe en période de faible ou de forte demande d'eau. Ce facteur est défini annuellement par le comité du SEBES. Jusqu'à présent, le SES n'a pas dépassé sa capacité réservée, vu les ressources propres du syndicat.

Le Syndicat des eaux du sud (SES) serait en mesure d'augmenter les quantités d'eaux distribuées et de fournir de l'eau à de nouveaux gros clients à partir de 2021, date de mise en service de la nouvelle usine de traitement du SEBES à Eschdorf.

En effet le SES, pour répondre aux demandes élevées en eau potable en période de canicule, devra réserver des capacités supplémentaires auprès du SEBES.

ad 3) Comme il a déjà été itérativement souligné, la politique constante du Ministère de l'Économie est d'accorder, sauf exception justifiée par des circonstances exceptionnelles, des droits de superficie aux entreprises et, le cas échéant, aux communes. Les droits de superficie accordés à ces dernières sont par ailleurs particulièrement avantageux en termes de coût et de durée afin de ne pas entraver les initiatives communales en matière de développement économique local.

Question 1079 (20.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **parents de jour :**

Laut einer aktuellen Meldung der „Dageselteren Network ASBL" sind immer mehr Tageseltern im Großherzogtum gezwungen ihren Aktivitäten zu diesem Zeitpunkt einzustellen, weil sie anders behandelt würden als öffentliche Strukturen. So bekämen Eltern, welche ihre Kinder in einer öffentlichen Struktur betreuen lassen eine Zuzahlung von 6 € pro Stunde, während es für Eltern, deren Kinder von einer Tagesmutter oder von einem Tagesvater betreut würden nur noch 3,75 € pro Stunde wären. Außerdem dürfen Tageseltern keine multilinguale Erziehung anbieten, sodass die Eltern auch nicht in den Genuss der 20 Gratisstunden kommen. Dies wiederum verteuert für Eltern die Kinderbetreuung.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Wie viele Tageseltern gibt es zurzeit in Luxemburg? Wie hat sich diese Zahl verändert seit der neuen Gesetzgebung betreffend die Kleinkindbetreuung?

- Wie sieht die Zahlenaufteilung der Kinderbetreuung aus im Großherzogtum zwischen Tageseltern, privaten Strukturen und öffentlichen Strukturen?

- Wie verlaufen die Kontrollen von den Tätigkeiten der Tageseltern? Wie viele Kontrolleure sind für die Prüfungen verantwortlich? In welcher Zeitspanne werden die jeweiligen Kontrol-

len erfüllt? Welche Leistungskennzahlen werden für die Analyse der Kontrollresultate benutzt? Wie erfolgreich sind die Kontrollen auf Grundlage der Resultate bislang?

- Ist die Regierung der Meinung, dass die jeweiligen gesetzlichen Voraussetzungen ihrer Ansprache gerecht sind oder ist eine Ergänzung der Gesetzgebung angemessen und notwendig?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

In Luxemburg gibt es zurzeit 552 staatlich zugelassene Tageseltern. Die Anzahl der zugelassenen Tageseltern hat sich in den letzten Jahren folgendermaßen entwickelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Seit der Einführung des Jugendgesetzes im Jahre 2017 und der damit einhergehenden Qualitätskontrolle ist die Anzahl der zugelassenen Tageseltern rückläufig, das heißt die Anzahl der Auflösungen der Zulassungen ist größer als die Anzahl der Neuzulassungen. Die angegebenen Gründe für etwaige Auflösungen der Zulassungen sind unterschiedlicher Art. Mit dem Inkrafttreten des Qualitätsgesetzes sind zusätzliche Anforderungen eingeführt worden, die wichtig sind, um eine qualitativ hochwertige Kinderbetreuung zu gewährleisten. Diese Anforderungen haben eine Reihe von Anbietern dazu bewogen, ihre Zulassung abzugeben.

Im Juni 2016 wurde die Betreuung von 3.383 Kindern über das System des Chèque-service accueil (CSA) verrechnet, im Vergleich zu 3.046 Kindern im Juni 2019. Folglich ist die Zahl der von Tageseltern betreuten Kindern leicht rückläufig. Allerdings beträgt dieser Rückgang lediglich 10 %.

Wie im Tätigkeitsbericht 2018 des Ministeriums für Jugend, Kinder und Bildung erläutert, sieht die Aufteilung der staatlichen Zulassungen für die verschiedenen Betreuungsangebote im non formalen Bildungsbereich für Kinder wie folgt aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Die Kontrolle der Tätigkeit der Tageseltern ist durch die Bestimmungen zweier Gesetze geregelt:

1.- Loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale; die Auflagen dieses Gesetzes sind ausschlaggebend für die staatliche Zulassung der Tageseltern.

2.- Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse; die Auflagen dieses Gesetzes regeln die Anerkennung als Anbieter des CSA und sichern die progressive Umsetzung der Zielsetzungen, welche im nationalen Rahmenplan zur non formalen Bildung für Kinder und Jugend festgelegt sind.

Die vorgegebenen Kontrollen werden auf verschiedenen Ebenen ausgeführt. Je nach Gesetzesrahmen werden sie in enger Zusammenarbeit entweder direkt von den Agenten des Ministeriums (Zulassungsbestimmungen) oder von den „agents régionaux" (Qualitätsbestimmungen) durchgeführt. Es finden sowohl administrative Kontrollen als auch Kontrollen, direkt bei den Tageseltern, statt. Je nach Gesetzesvorlage sind diese Kontrollbesuche innerhalb der Struktur entweder angekündigt („visites d'agrément", „visites agents régionaux" / zwei pro Jahr) oder, im Falle einer Beschwerde, unangemeldet („visite d'inspection"). Im Jahr 2018 wurden insgesamt 54 unangemeldete Kontrollbesuche durchgeführt.

Werden während einer Kontrolle Regelwidrigkeiten festgestellt, erhalten die Tageseltern eine Frist in der sie alle Maßnahmen ergreifen müssen, um den geforderten Bedingungen erneut zu entsprechen. Werden die Bedingungen in der vorgegebenen Frist nicht erfüllt, so können unterschiedliche Sanktionen erfolgen bis hin zum Entzug der Zulassung.

Insgesamt hat die Einführung der Qualitätssicherung im non formalen Bildungsbereich eine große Dynamik ausgelöst. Um den Auflagen zu entsprechen, ist ein Mindestmaß an Professionalität unabdingbar. Es ist im Interesse der Kinder die Anforderungen hoch zu halten und deren Umsetzung progressiv einzufordern. Was die Tätigkeit der Tageseltern anbelangt, so ist und bleibt sie ein wichtiger Bestandteil des nationalen Betreuungssystems, im Sinne der Förderung vielfältiger Betreuungsangebote. In diesem Sinne werden im Rahmen der Reform des Systems der CSA mögliche Perspektiven bezüglich der Tätigkeit analysiert.

Q90

Question 1081 (20.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **procédure standardisée du système de contrôle et de sanction automatisés :**

De 15. Dezember 2016 ass vum sächseschen Amtsgericht Hoyerswerda zréckbehale ginn, datt d'Miessunge vum Radargerät Poliscan Speed onverwäertbar sinn. Dëst, well et keng standardiséiert Miessprozedur géif ginn an d'Miesswäerter deemno net novollzéibar wieren.

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0798 ervirgeet, späichert den „Système de contrôle et de sanction automatisés (CSA)" keng Rohmessdaten of. Et ass also de facto onméiglech, viru Geriicht nozeweisen, datt d'gesetzlech Maximalvitesse vun engem Automobilist tatsächlech iwwerschratt gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, kënnt bei all Radar, deen zu Lëtzebuerg benotzt gëtt, eng standardiséiert Miessprozedur zum Asaz?

- Wann net, wéi gëtt garantéiert, datt d'Resultat vun der Miessung fir déi Concernéiert novollzéibar ass?

- Wa jo, wéi gesäit dës Prozedur am Detail aus?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt an engem Rechtsstat de Grond fir eng Veruerteelung misst transparent sinn an ëffentlech misst kënne kontrolléiert ginn?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei all den aktuelle fixen oder mobille Radare kënnt en Apparat an den Asaz, deen op Basis vun der standardiséierter Miessprozedur homologéiert gouf. Dës Prozedur ass an der „PTB-Bauartzulassung" (Physikalisch-Technische Bundesanstalt) beschriwwen an d'SNCH (Société nationale de certification et d'homologation) huet sech dorop baséiert, fir déi lëtzebuergesch Zoulossung ze erdeelen. Dës Prozedur kann ee folgendermoosse beschreiwen: De Miesssensor am Miessapparat baséiert op engem Laserscanner (LIDAR, light detection and ranging), deen d'Strooss héich opléisend a mat enger héijer Frequenz oftaascht. Doduerch kann de Miessapparat d'Gefierer an engem Beräich vun 10 bis 75 Meter erfaassen an och verfollegen. Am Miessberäich, dee bei 20 bis 50 Meter läit, gëtt d'Geschwindegkeet vun de Gefierer ermëttelt. Et kënne méi Gefierer gläichzéiteg vum Miessapparat verfollegt a gemooss ginn. Vun all Gefier, wat iwwert der agestallter Geschwindegkeetsbegrenzung läit, gëtt eng Foto erstallt. An der Foto gëtt dat gemoossent Gefier markéiert an och déi gemoosse Geschwindegkeet ugewisen.

Question 1082 (20.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **bilan CO_2 de l'Aéroport de Luxembourg :**

De Fluchhafen Wien huet rezent en duerchaus positive Bilan a Saache Nohaltegkeet gezunn. Déi Verantwortlech hatte säit 2011 den CO_2-Ausstouss ëm 70 % an den Energieverbrauch ëm 40 % reduzéiert. D'Zil fir 2030 heescht CO_2-Neutralitéit.

Ech wéilt dowéinst folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi gesäit d'CO_2-Bilanz vum Lëtzebuerger Fluchhafen um Findel aus?

2. Wéi eng Ziler huet sech eise Fluchhafebedreiwer bis 2030 gesat?

3. Laut enger Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun géif d'Aféierung vun enger CO_2-Steier d'Fluchticketen zu Lëtzebuerg ëm bis zu 45 % méi deier maachen an d'Unzuel u Flich ëm 48 % drosselen.

a. Kennen d'Ministeren dës Etüd?

b. Wéi bewäerte si dës Etüd?

c. Wéi een Afioss hunn dës Projektiounen op d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun enger CO_2-Steier?

d. Wéi integréiert de Fluchhafebedreiwer dës Parameteren a seng Nohaltegkeetsstrategie?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'CO_2-Bilanz vu lux-Airport betrëfft d'Infrastrukturen an d'Equipementer um Buedem vum Lëtzebuerger Fluchhafen. An dësem Sënn engagéiert sech lux-Airport, seng eege Consommatioun un Energie ze reduzéieren an hëlt Deel um „Airport Carbon Accreditation"-Programm vun der ACI (Airport Council International).

Dësen Zertifikatiounsprogramm ass spezifesch fir Fluchhäfen opgestallt. D'ACI engagéiert heimat, d'Fluchhäfe méi propper ginn a gläichzäiteg hir wichtegst Missioun, den Transport vu Persounen, am Fokus ze halen. D'Zertifikatioun gëtt iwwer véier Niveauen erreecht:

1. Kartographie: Den ekologesche Foussofdrock muss gemooss ginn.

2. Erofsetzen: CO_2-Management duerch e reduzéierte Foussofdrock.

3. Optimiséierung: Engagement vis-à-vis vun Drëttparteien an der Reduktioun vum Foussofdrock.

4. Neutralitéit: CO_2-Neutralitéit fir direkt Emissiounen duerch Ausgläich.

Nom Energie-Audit, deen ofgeschloss gouf, weess lux-Airport Bescheed iwwert d'Basis vun der Rechnung vu sengem CO_2-Foussofdrock. Dës Rechnung war déi éischt Etapp vun dëser Accreditatioun.

ad 2. Dat mëttelfristegt Zil ass, all Akteuren um Lëtzebuerger Fluchhafen zu vergläichbare Verflichtungen ze bewegen, souwäit dëst méiglech ass.

ad 3.

a. Déi zoustänneg Servicer am Ministère kennen déi ernimmten Etüd.

b. Déi Etüd ass en éischte Versuch, fir d'Konsequenze vun enger CO_2-Besteierung an der EU ze chiffréieren.

D'Methodik an d'Resultater vun der Etüd sinn allerdéngs mat Virsiicht ze genéissen. Esou gëtt bei der Analys vun den eenzelne Memberstaten de spezifeschen nationale Kontext net genuch consideréiert (fir Lëtzebuerg, notamment de Stellewäert vum Cargoberäich). Fir Lëtzebuerg feelen och eng ganz Rei Donnéen, wat den ekonomeschen Impakt ugeet. Deelweis sinn och carrement falsch Informatiounen an der Etüd ze fannen: Esou geet zum Beispill rieds, datt zu Lëtzebuerg am Moment eng TVA vun 3 % op nationale kommerzielle Volen géif erhuewe ginn. Esou eng Volen existéieren allerdéngs net zu Lëtzebuerg.

c. Dës Etüd wäert mat aneren Dokumenter an Donnéeë mat consideréiert ginn, wann d'Regierung hir Positioun vis-à-vis vun enger méiglecher CO_2-Steier festleet.

d. Dës Etüd betrëfft an éischter Linn d'Fluchgesellschaften, déi duerch hir Aktivitéit CO_2 austoussen, an net direkt d'Aktivitéite vum Bedreiwer vum Lëtzebuerger Fluchhafen.

Question 1083 (20.08.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **places d'apprentissage :**

D'Beruffsausbildung bitt eng ronn 120 Formatiounen un. Fir dass déi betraffe Schüler och reusséieren, musse Léierplazen an ausräichendem Mooss zur Verfügung stoen.

Dowéinst wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi vill Léierplaze sinn aktuell vun de Betriber gemellt ginn?

- Wéi vill vun deene Léierplaze si besat?

- A wéi enge Beruffssparte gëtt dual ausgebilt? Wéi vill där Ausbildunge sinn dat pro Spart?

- Wéi vill grenziwwerschreidend Ausbildungen an Ausbildungsverträg goufe bis dato ënnerschriwwen?

Réponse (07.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Op den 11. September 2019 sinn am Service Beruffsberodung vun der ADEM 811 onbesate Léierplaze vun den Ausbildungsbetriber deklaréiert.

Momentan si schonns 890 Jonker fir en Ausbildungsvertrag an der Beruffsberodung assignéiert ginn, dat heescht, datt d'Beruffsberodung, opgrond vun enger schréftlecher Konfirmatioun vum Ausbildungsbetrib, déi néideg Dokumenter ausgestallt huet, soudatt en Ausbildungsvertrag vun der betreffender Beruffskummer konnt respektiv kann ausgestallt ginn. Zousätzlech si 423 Persoune vun der Beruffsberodung an eng Erwuesseléier assignéiert ginn.

Et gëtt 11 Domänen, an deenen dual ausgebilt gëtt mat am Ganzen 93 Formatiounen:

- Apprentissage agricole: 6 Formatiounen;

- Apprentissage commercial: 10 Formatiounen;

- Apprentissage dans le secteur Horeca: 4 Formatiounen;

- Apprentissage dans le secteur social: 3 Formatiounen;

- Apprentissage industriel: 11 Formatiounen;

- Métiers de la communication, du multimédia et du spectacle: 1 Formatioun;

- Métiers de la construction et de l'habitat: 23 Formatiounen;

- Métiers de la mécanique: 16 Formatiounen;

- Métiers de la mode, de la santé et de l'hygiène: 7 Formatiounen;

- Métiers de l'alimentation: 9 Formatiounen;

- Métiers de l'art et métiers divers: 3 Formatiounen.

Insgesamt si bis elo 46 Jonker an 11 Erwuessener an engem grenziwwerschreidende Léiervertrag assignéiert ginn.

Well e Léiervertrag bis den 31. Oktober kann ofgeschloss ginn, wäert d'Zuel vun de Léierverträg nach zouhuelen.

Question 1089 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intégration :**

Vill Leit maache sech Suergen ëm den Themekomplex Integratioun vs. Islamiséierung an eiser Gesellschaft. Dës Thematik kënnt ëmmer nees op, zum Beispill beim Biologie- oder Sportunterrecht an eise Schoulen oder beim Kascht an de Kantinnen. An deene leschte Jore war och d'Debatt ëm d'Burka e groussen Thema, déi an der Legislaturperiod 2013-2018 am Prinzip erlaabt gouf, bis op e puer Ausnamen. Och bei den Dokteren an an eise Klinicke stelle sech Problemer, wa Fraen nëmmen a männlecher Begleedung - wann iwwerhaapt - däerfen ënnersicht ginn, besonnesch am Intimberäich.

Besonnesch opgefall ass och déi Tatsaach, datt aus verschiddene muslimesche Milieue Leit fräiwëlleg fir de sougenannten „Islamesche Stat" an de Krich gezu sinn.

Rezent huet elo d'Presidentin vum Futtballclub „FC Blue Boys Mühlenbach" bekannt ginn, datt aus reliéise Grënn net nëmme keen Alkohol an hirem Stadion verkaaft gëtt, mä och de Publikum keen Alkohol däerf matbréngen. Betraff wär anscheinend och de Konsum vu Schwéngefleesch.

Op där aner Säit ass den offiziellen Diskurs vun der Regierung staark u Begréffer wéi der „Toleranz", der „Multikulturalitéit" oder souguer der „Interkulturalitéit" orientéiert. Et schéngt méi Wäert op d'Kategorie vun der „Diversitéit" geluecht ze ginn, wéi op d'Wichtegkeet vun der Integratioun. Dëst kann natierlech Auswierkungen op déi laangfristeg Kohärenz vun eiser Gesellschaft hunn.

An deem Zesummenhank wéilt ech der Madamm Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Regierung de Begréff „Integratioun"? Wéi verhält sech d'Integratioun zu der „Diversitéit" an der Gesellschaft?

2. Wéi gesäit d'Regierung d'Wichtegkeet vun der Integratioun? U wéi enge Wäerter a kulturellen Eckpunkte soll d'Integratioun sech orientéieren?

3. Wéi eng Roll spillt dobäi déi spezifesch lëtzebuergesch Kultur an déi Lëtzebuerger Sprooch?

4. Wéi e Stellewäert bei der Integratioun hunn déi philosophesch Orientéierungen, déi aus eiser westlecher, jiddesch-chrëschtlecher Zivilsatioun stamen, mat hiren humanisteschen an opklärereschen Dimensiounen?

5. Wéi schätzt d'Regierung de Risiko vu Parallellgesellschaften an? Ass si der Meenung, datt esou Parallellgesellschafte schonn zu Lëtzebuerg existéieren?

6. Gesäit d'Regierung Entwécklungen a Richtung vun engem méi militanten Islam zu Lëtzebuerg? Gesäit si e Risiko vun enger Islamiséierung a, wa jo, wéi wëllt si op esou eng Entwécklung reagéieren?

7. Wéi schätzt d'Regierung déi Initiativ vum FC Millebaach an, déi an engem ëffentleche Stadium bei ëffentleche Veranstaltungen, wéinst muslimesche Virschrëften, de Konsum vun Alkohol a vu Schwéngefleesch wëllt verbidden?

Réponse (08.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Begréff „Integratioun" ass am Gesetz vum 16. Dezember 2008 definéiert. Integratioun ass e Prozess an zwou Richtungen, wou den Ausländer, deen an d'Land kënnt, seng Bereetschaft weist, fir laangfristeg um Liewe vun der Gesellschaft zu Lëtzebuerg deelzehuelen, a wou eis Gesellschaft Efforte mécht, fir dëse Wee ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen. D'Gesetz vun 2008 präziséiert och, datt de Stat, d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft dës Demarchen zesumme maachen.

D'Integratioun ass e ganz wichtegt Element an enger Gesellschaft, an där ronn d'Halschent vun de Mënschen aus engem anere Land kënnt. Dofir leet dës Regierung och ganz vill Wäert op dësen Aspekt vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. D'Prinzipie vun eiser Integrationspolitik sinn am nationalen Aktiounsplang („plan d'action national / PAN") niddergeschriwwen. Déi lëtzebuergesch Sprooch an eis Kultur sinn en Deel vun eiser Integrationspolitik.

Diversitéit an Integratioun si Begréffer déi zesummegehéieren. D'Diversitéit an eiser Gesellschaft ass eng Beräicherung, vun där mir all Dag profitéieren. D'Zil vun de Programmer a vun de Projeten, déi d'Regierung mat de Gemengen an der Zivillgesellschaft ëmsetzt, ass et d'Zesummeliewe vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg liewen, ze ënnerstëtzen an ze férderen.

Wat d'Initiativ vum FC Millebaach ugeet, esou handelt et sech hei ëm eng reng privat Saach, déi d'Regierung net wäert kommentéieren.

Question 1091 (20.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **banque de données de l'ILR :**

Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 30. Mee 2005 « concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques » (dat ënner anerem duerch d'Gesetz vum 27. Juni 2018 modifiéiert gouf) hält fest, wéi eng Donnéeë vun Telekomsoperateure mussen un den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) weidergeleet ginn, fir do an engem Fichier centralisé gespäichert ze ginn. Dëse Fichier central gëtt vun dem ILR a vum CTIE zentral bedriwwen an d'Telekomsoperateure musse mindestens eemol den Dag en Update mat den neisten Informatioune schécken. Dat bedeit, datt d'Operateuren am Fall vu Privatpersounen déi folgend Date vun hiren Abonnenten un den ILR iwwermëttele mussen:

- le nom,
- le prénom,
- le lieu de résidence habituelle,
- la date et
- le lieu de naissance ainsi que le numéro de contact de l'abonné.

D'Daten aus dësem Fichier central vum ILR sinn disponibel fir de Procureur d'État, de Juge d'instruction, d'OPJen an och fir de Geheimdéngscht. Des Weideren dierf och de Centre d'appels d'urgence vun der Police (den 113) op des Donnéeën zougräifen.

Mam Punkt (8) vum Artikel 10bis hält d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwerdeems fest, dass Auditte vum ILR duerchgefouert musse ginn: « L'institut fait procéder régulièrement à un audit sur le fonctionnement du fichier prévu au paragraphe 1er pour contrôler la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Vu datt d'Transitiounsphas vun engem Joer, déi d'Gesetz vum 27. Juni 2018 virgesinn huet, de 27. Juni 2019 zu Enn gaangen ass, ass de Fichier central vum ILR aktuell a Betrib?

Falls jo: Zanter wéini ass dëse Fichier a Betrib?

Falls neen: firwat net?

2. An der Hypothees, datt de Fichier central vum ILR aktuell a Betrib ass:

- Wéi vill Datesätz ëmfaasst dës Datebank aktuell?

- Wéi vill Datesätz enthalen Informatioune vu Persounen, déi nom Akraafttriede vum Gesetz Client bei engem Telekomsoperateur gi sinn (soudatt si Kenntnis hätte vun de gesetzlechen Dispositiounen)? Wéi vill Datesätz ëmfaassen Informatioune vu Persounen, déi scho virum 27. Juni 2018 Client bei hirem Operateur waren?

- Goufe sämtlech Clienten - dat heescht souwuel Persounen, déi virum 27. Juni 2018 e Kontrakt mat engem Telekomsoperateur ofgeschloss hunn, wéi och déi, déi no dësem Datum Client goufen - informéiert, datt déi Daten, déi si hirem Provider op Basis vun enger Relation contractuelle ginn hunn, un de Stat weidergi goufen?

Falls jo: Wéi goufen déi Betraffen informéiert a wéi gouf d'Anhale vun der Informatiounsflicht kontrolléiert?

Falls neen: firwat net?

- Wéini gouf deen éischten Transfert vun Donnéeë gemaach?

- Wéi vill Requêtë goufe vum Procureur d'État, dem Juge d'instruction, den OPJen, dem Centre d'appels d'urgence vun der Police an dem SRE bis haut jeeweils duerchgefouert?

3. Wéi gëtt kontrolléiert, datt d'Informatiounen iwwert de Gebuertsuert richteg sinn - wëssend datt dësen op den neien Identitéitskaarten net vermierkt ass? Wien ass am Fall vun enger falscher Kommunikatioun un den ILR haftbar?

4. Vu datt d'Gesetz vum 27. Juni 2018 eréischt nom RGPD a Kraaft getrueden ass, ass de Minister der Opfaassung, datt et konform mam Gedanke vum RGPD ass, Daten, déi fir den Zweck vun enger Relation contractuelle erhuewe goufen, och am Kader vun engem ganz neien Zweck - nämlech deem vun der Ënnerhalung vun engem Fichier central - ze notzen, ouni déi betraffe Clienten ëmfaassend iwwert dës Praxis vun der Dateniwwermëttlung un den ILR ze informéiere respektiv hiren explizitten Accord ze froen?

5. D'Gesetz gesäit vir, datt fir all Consultatioun vum Fichier e Grond muss ugi ginn. Gëtt systematesch kontrolléiert, ob déi genannte Grënn och fondéiert sinn?

- Falls neen: firwat net?

6. Vu datt, mat Ausnam vum SRE a vum Noutruff, just dierf am Kader vum Artikel 48-27 vum Code de procédure pénale op de Fichier central vum ILR dierf zougegraff ginn, ginn d'Utilisateure gefrot, fir d'Aktenzeeche vun enger Enquête beim Deklaréiere vum Grond vun der Requête mat unzeginn?

- Falls neen: firwat net?

- Falls jo: Wéi vill Requêtë ginn an der Moyenne pro Enquête gemaach?

7. Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 30. Mee 2005 gesäit säit dem 27. Juni 2008 en Zougréff op de Fichier central fir d'Centres d'appels d'urgence de la Police grand-ducale vir. Fir den 112 gouf dogéint scho mam Gesetz vum 28. Juli 2011 eng Léisung fonnt, déi ouni zentral Datebank auskënnt. An deem Kontext stellt sech d'Fro: Firwat gouf 2018 decidéiert, eng aner Dispositioun fir den 113 ze wiele wéi fir den 112, a wéi eng Virdeeler ergi sech fir den 113 duerch dës Sonderreeglung?

Réponse commune (10.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Gesetz vum 27. Juni 2018, dat d'Gesetz vum 30. Mee 2005 « concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques » modifizéiert huet, ass den 9. Juli 2018 a Kraaft getrueden. De Fichier centralisé ass säit dem 9 Juli 2019 operationell, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Wéinst dëser kuerzer Lafdauer ass et momentan nach ze fréi, fir déif gräifend Konklusiounen ze zéien.

De CTIE assuréiert, a senger Qualitéit als Soustraitant, déi alldeeglech operationell Gestioun vum Fichier centralisé.

De 27. Juni 2019 ass den éischten Import initial gemaach ginn. D'Operateuren haten d'Méiglechkeet, schonn e puer Woche virun dem Delai vum 9. Juli Donnéeën eropzelueden. Et si bis den 8. Oktober 2019 1.797.384 Datesätz eropgeluede ginn. De Fichier centralisé ass tëscht dem 9. Juli 2019 an dem 9. Oktober 2019 844-mol consultéiert ginn.

D'Operateure verweise meeschtens an hire Conditions générales op hir gesetzlech Obligatiounen. An dësem Fall ergëtt sech d'Obligatioun, fir d'Daten an de Fichier centralisé anzespeisen aus dem neien Artikel 10bis vum virgenannte Gesetz vum 30. Mee 2005. Um Site vum ILR fënnt een d'Informatiounen zu dem Gesetz.

D'Operateure musse laut Artikel 73 Paragraf 3 vum Gesetz vum 27 Februar 2011 « sur les réseaux et les services de communications électroniques » beim Ofschloss vun engem Vertrag d'Informatiounen erhiewen iwwer Numm, Adress, Gebuertsdag a Gebuertsuert, an eng Kontaktnummer, a si mussen déi an de Fichier centralisé aspeisen. Et ass effektiv fir den Operateur net ëmmer méiglech, ze kontrolléieren, ob all déi Donnéeë richteg respektiv nach aktuell sinn.

Den Traitement, dee vum Procureur d'État, dem Untersuchungsriichter, den Officiers de police judiciaire an dem Geheimdéngscht gemaach gëtt am Kader vum Artikel 10bis, fält net ënnert den Uwendungsberäich vum europäeschen Dateschutzreglement (RGPD), mä ënnert dee vum Gesetz vum 1. August 2018 (Artikel 1) iwwer strofrechtlech Donnéeën (« loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale »), mat deem Lëtzebuerg d'Direktiv EU 2016/680 ëmgesat huet, de Pendant also zum RGPD am Domaine pénal.

Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 27. Juni 2018, dee genee festhält, wéi eng Donnéeë vun den Operateuren den zoustännegen Autoritéite mussen zur Verfügung gestallt ginn, an zu wéi engen Zwecker an ënner wéi enge Konditioune se däerfe benotzt ginn, ass am Respekt vun där uewe genannter Direktiv verfaasst ginn. Déi Direktiv war jo schonn de 4. Mee 2016 am Journal officiel vun der EU publizéiert ginn a gouf och a Betruecht geholl, fir d'Gesetz vum 27. Juni 2018 (PdL 6921) auszeschaffen.

Den Artikel 3 Paragraf 2 vum Gesetz vum 1. August 2018 (« portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679… ») léisst iwwregens zou, dass Donnéeën och kënne fir aner Zwecker gebraucht gi wéi déi, fir déi se gesammelt goufen, wann dat noutwendeg a proportionéiert ass.

Fir d'Liceitéit vum Accès op de Fichier ze garantéieren an ze kontrolléieren, mussen d'Utilisateure sech un d'Dispositioune vum Artikel 10bis Paragraf 6 halen. Dëse schreift vir, dass d'Informatiounen zu der Persoun, déi de Fichier consultéiert huet, souwéi d'Informatiounen, déi consultéiert goufen, d'Kritäre vun der Recherche, den Datum an d'Auerzäit vun der Consultatioun a virun allem och d'Motiv vun der Consultatioun musse gespäichert ginn. Dozou gehéiert och d'Aktenzeeche vun enger Enquête pénale.

D'Dateschutzautoritéite kënnen zu all Moment eng Kontroll duerchféieren. An deem Kontext kënne se och kontrolléieren, wien de Fichier consultéiert huet a wéi e Motiv en uginn huet.

Am Kader vun der Procédure législative vum Gesetz vum 27. Juni 2018 ass decidéiert ginn, dass den 112 net op de Fichier central muss zréckgräifen, well en opgrond vum Gesetz vum 30. Mee 2005 schonn déi néideg Date kritt am Fall vun engem Noutruff. Den Accès op de Fichier centralisé vun designéierte Persoune vum Service de secours vun der Police, deen am Gesetz vun 2005 net explizitt erwäänt gëtt, ass awer zréckbehale ginn.

Question 1093 (22.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **objectifs climatiques :**

An engem rezenten Interview op der Antenn vun 100,7 huet d'Madamm Martina Holbach vu Greenpeace d'Regierung kritiséiert, well si hir Klimaziler net géif anhalen an net déi néideg Mesuren heifir géif aféieren. Notamment am Beräich vun den erneierbaren Energien am Gesamtenergiemix läit Lëtzebuerg mat engem Undeel vun net emol 6 % ganz wäit ewech vum Zil vun 11 %, déi bis 2020 sollen erreecht ginn. Wann een d'Bäimësche vun Agrobrennstoffer (Palmenueleg, Sojaueleg) géif erausrechnen, wär een emol net bei deene 6 %, esou d'Kritik vun der Madamm Holbach. Dës Agrobrennstoffer wären alles anescht wéi nohalteg. D'Madamm Holbach geet och dervun aus, dass d'Energieproduktioun duerch Sonn, Wand a Biomass zu Lëtzebuerg net emol 2 % géif ausmaachen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

- Wéi reagéiert den Här Minister op dës Kritiken?

- Wéi eng konkret Mesurë wëllt d'Regierung nach aféieren, fir d'Ziler am Beräich vun den erneierbaren Energien ze erreechen?

- Wéi een Impakt hunn déi Agrobrennstoffer op d'Chiffere vu Lëtzebuerg? Kann den Här Minister d'Estimatioune vun der Madamm Holbach confirméieren? Wéi een Impakt hunn dës Agrobrennstoffer op eis Ëmwelt? Wouhier kommen dës Agrobrennstoffer?

- Wéi ass et mat der Schätzung, dass grad emol 2 % vun der Lëtzebuerger Energieproduktioun duerch Sonn, Wand a Biomass produzéiert gëtt? Stëmmen dës Chifferen? Wann net, wéi héich ass de realen Undeel?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Fir d'Zilereechung am Beräich vun den erneierbaren Energië gesäit d'Direktiv 2009/28/CE am Transportberäich e separat Zil vir vun 10 % erneierbar Energien, wou Biokraaftstoffer dee gréissten Deel dozou bäidroen. De Prozentsaz Biokraaftstoffer, deen a Pëtrolsprodukte bäigemëscht gëtt, gëtt all Joer am Budgetsgesetz verankert. Den aktuellen Taux läit bei 5,85 %.

An deene 5,85 % sinn ongeféier 20 % sougenannten „Biokraaftstoffer", déi duebel ugerechent kënne ginn. Dës Biokraaftstoffer gi vun den europäeschen Direktiven definéiert a stinn net a Konkurrenz zur Produktioun vu Liewensmëttelen (wéi zum Beispill Palmueleg). Esou falen ënnert dës Kategorie Biokraaftstoffer, déi aus Reschtfetter, Algen oder Stréi produzéiert ginn.

Wat den Undeel vu Palmueleg betrëfft, esou loung deen 2018 bei 7,6 % vun de Biokraaftstoffer. Den CO_2-Austouss vu Biokraaftstoffer läit bei 32 gCO_2/MJ an dee vun de konventionelle Kraaftstoffer bei 95 gCO_2/MJ.

Hei een Tableau zu der Origine vun de Biokraaftstoffer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Laut der Direktiv (UE) 2015/1513 däerfen net méi wéi 7 % vun de genotzte Biokraaftstoffer Agrobiokraaftstoffer sinn. D'Regierung ass méi wäit gaangen an huet an deem Kontext eng Uewergrenz vu 5 % Biokraaftstoffer aus 1. Generatioun festgehalen a schreift als eent vu wéinege Länner den Operateure säit Jore vir, datt de Prozentsaz vun nohaltege Biokraaftstoffer substanziell muss sinn.

Déi nei Direktiv (UE) 2018/2001 gesäit elo vir, dass de Gebrauch vu Biokraaftstoffer aus 1. Generatioun ab 2024 kontinuéierlech erofgoen a bis Enn 2030 ganz verschwanne soll. Doduerch wäert de Gebrauch vu Palmueleg als Biokraaftstoff an den nächste Jore kontinuéierlech erofgoen.

Wat d'Erreeche vum Gesamtzil vun den erneierbaren Energië vun 11 % am Joer 2020 betrëfft, esou wäert Lëtzebuerg dat Zil erreechen. Et sinn eng Rei Mesurë virgesinn, déi erlaben, datt den Ausbau am Beräich vum Wand, der Photovoltaik an der nohalteger Notzung vum Holz weidergeet. Esou ass déi zweet Ausschreiwung fir gréisser Photovoltaikanlagen den 11. September lancéiert ginn, och sinn d'Aspeisetariffer fir d'Photovoltaik ab dem 1. Januar dëst Joer ugepasst ginn, Tariffer fir Anlagen ënner 10 kW a kollektiv Anlagen vun 200 bis 500 kW sinn agefouert ginn. Zousätzlech engagéiert sech Lëtzebuerg am Ausland. 2017 hat Lëtzebuerg zwee Traitéë mat Estland a Litauen ofgeschloss, fir déi europäesch Kooperatiounsmechanismen am Beräich vun den erneierbaren Energien ze implementéieren.

Déi lescht Zuele vun Eurostat beleeë fir 2017 e Gesamtundeel vu 6,4 % erneierbar Energien am Gesamtverbrauch. Laut inoffiziellen Zuele wäert dësen Undeel 2018 bei iwwer 8 % leien.

Déi 6,4 % erneierbar Energien am Gesamtenergieverbrauch deele sech wéi follegt op déi verschidde Beräicher vun den erneierbaren Energien op:

- 2,8 % Transport;
- 2,3 % Wäermt/Keelt;
- 1,2 % Stroum.

Wat de Stroumsektor betrëfft, esou si mer am Moment (2017) bei engem Undeel erneierbar Energië vun 8,1 %, a wat de Sektor Wäermt/Keelt betrëfft, esou si mer am Moment (2017) bei engem Undeel erneierbar Energië vun 8,1 %. Am Transportberäich leie mer bei 6,2 %, woubäi een Undeel vun ongeféier 20 % Biokraaftstoffer sinn, déi duebel ugerechent kënne ginn.

Et ass gewosst, datt den Transportberäich bei Wäitem dee gréissten Impakt an der Statistik vun eisem Energieverbrauch anhëlt. Zil ass et, an deenen nächste Joren de Verbrauch an dësem Beräich ze reduzéieren. Ausserdeem gesäit de Projet vum neien Energie- a Klimaplang vun der Regierung vir, datt d'Produktioun vun erneierbaren Energien am Stroum-, Hëtzt- a

Keeltberäich bis 2030 weider konsequent an ambitiéis wuesse soll. Esou soll am Stroumsektor an am Beräich Wäermt/Keelt den erneierbaren Energieundeel vu knapp 10 % bis iwwer 30 % ausgebaut ginn.

Question 1096 (22.08.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**installation de collecte du SIDEC à Wiltz :**

De Gemengesyndikat SIDEC (Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets) ënnerhält insgesamt fënnef Containerparken, wou d'Leit hiren Offall kënnen ofginn, ënner anerem een zu Wolz. Dëse soll allerdéngs, laut eisen Informatiounen, am Dezember 2019 zougemaach ginn. Weiderhin, esou eis Informatiounen, soll nach keen Ersatzstanduert operativ sinn, obwuel ewell jorelaang gewosst ass, dass de Site zu Wolz soll zougemaach ginn. An Zäiten, wou d'Trennung an d'Verwäertung vum Offall ëmmer méi wichteg ginn, géif dëst ee Réckschrëtt fir dës Aktivitéiten am Norde vum Land bedeiten.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, a wuelwëssend dass de SIDEC ee Gemengesyndikat ass, wéi eng Moyenen huet d'Regierung, fir do anzegräifen? Wat gedenkt d'Madamm Ministesch ze ënnerhuelen?

3. Wann dës Informatioune stëmmen, wéi eng Alternative ginn et zu dësem Site, respektiv wouhi sollten d'Bierger an deem Fall hir Offäll hibréngen?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den aktuelle Recyclingszenter läit am Bebauungsplang vum Projet „Wunne mat der Wooltz" a muss dohier verluecht ginn.

ad 2. Am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 1. Dezember 1993 iwwert den Amenagement an d'Gestioun vu Containerparke steet, datt all Gemeng d'Obligatioun huet, op hirem Territoire een oder méi Containerparken ze installéieren. Si kënne sech awer och zesummeschléisse fir Recyclingszenteren ze bedreiwen.

Well et sech hei ëm ee Recyclingszenter vum SIDEC handelt, de SIDEC nach weider Recyclingszentere bedreift an och jiddwer Bierger, deen am Anzuchsgebitt vum SIDEC wunnt, Zougang zu deene verschiddene Recyclingszentere vum Syndikat huet, besteet keng legal Méiglechkeet hei ze intervenéieren.

ad 3. Nom Artikel 20 vum Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Gestioun vun den Hausoffäll an den hausoffalläänlechen Offäll, déi op hirem Territoire ufalen, wéi och fir d'Biooffäll an aner verwäertbar Offäll. Dës Responsabilitéite kënne si ganz oder deelweis un e Syndikat ofginn. An dësem Fall ass dat de SIDEC.

D'Gemeng respektiv de Syndikat mussen dofir d'Disponibilitéit vu passenden Infrastrukturen assuréieren. D'Aart a Weis, wéi si dat maachen, ënnerläit der Autonomie communale. Dem Wësse vun der Emweltverwaltung no plangt de SIDEC een neie Recyclingszenter als Ersatz fir den aktuellen Zenter.

Question 1103 (23.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **centrales hydroélectriques :**

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 22. August 2019 gëtt op d'Virdeeler an d'Stäerkte vun de Wandmillen, déi mat Waasserkraaft bedriwwe ginn, higewisen. Si lafen de ganzen Dag a produzéiere permanent Stroum. Trotzdeem bleift dës Aart vu Stroumproduktioun zu Lëtzebuerg eng Nisch. De Stroumproduzent Creos wëllt all d'Leit, déi d'Méiglechkeet hunn, ermonteren, fir sech e Mikro-Waasserkraaftwierk unzeschafen. All alternativ Methoden, fir Stroum ze produzéieren, si sënnvoll a sollten ausgereizt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

- Wéi vill där Waasserkraaftrieder ginn et aktuell am Land? Wéi eng Capacitéit u Stroum kënne si insgesamt produzéieren?

- Wéi vill al Millen, déi ee kéint nei a Stand sëtzen, ginn et nach? Wéi eng Capacitéiten u Stroum hunn dës Millen?

- Huet den Här Minister wëlles, an Zukunft weider Ureizer ze schafen, fir méi esou Anlagen an d'Land ze kréien? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Als Äntwert op déi éischt Fro vun der honorabeler Deputéierten erlaben ech mir d'Statec-Zuele vun 2017 an 2016 ze zitéieren (well d'Statistik fir 2018 nach net virläit), déi ee gudde Verglach erméiglechen. Virauszeschécken ass, datt souwuel d'Musel-Kraaftwierk vu Palzem (Stadbriedemes) wéi och d'Pompspäicherkraaftwierk vu Veianen an dat däitscht Netz aspeisen an net an de Lëtzebuerger Statistiken gefouert ginn.

2017 an 2016 hu fënnef grouss Kraaftwierker (Musel a Sauer, Capacitéit >1 MW) an 30 sougenannte Mikro-Kraaftwierker Stroum produzéiert. D'Musel-Sauer-Kraaftwierker vun der Société électrique de l'Our (SEO SA) a Soler SA (enger Joint Venture vun der SEO SA an der Enovos Luxembourg SA) hunn eng Capacitéit vu 36,3 MW; d'Mikro-Kraaftwierker, gréisstendeels a Privatbesëtz, eng vun 2,02 MW. 2017 goufen 78,07 GWh Stroum produzéiert (73,75 + 4,32), 2016 waren et 106,53 GWh (98,72 + 7,81). 2017 huet des Produktioun 14,4 % vun der gesamter erneierbarer Stroumproduktioun zu Lëtzebuerg ausgemaach; 2016 waren et 25,2 %. De prozentualen Undeel ass 2017 staark zréckgaangen, well ënner anerem an deem Joer vill nei Wandkraaftanlagen fir d'Eischt an d'Netz agespeist hunn.

D'absolutt Zuele vun der Waasserkraaft-Produktioun weisen awer och den Ënnerscheed, deen duerch vill oder net vill Waasseroflaf kann entstoen: 2016 war en normaalt bis gutt Joer fir d'Waasserkraaft; 2017 war e schlecht Joer mat ronn engem Véierel manner Produktioun am Verglach mam Joer virdrun. 2018 wäert viraussiichtlech leider äänlech wéi 2017 ausfalen.

Am Kader vum Paräisser Klimaaccord (COP21) hunn 196 Länner, dorënner och Lëtzerbuerg, sech engagéiert, fir hir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren a fir hiren Undeel un erneierbaren Energien ze erhéijen. D'Verbesserung vun der Energieeffizienz an d'Förderung vun erneierbaren Energiequelle sinn d'Haaptpiliere vun der lëtzebuergescher Klimapolitik. Am Beräich vun den erneierbaren Energië wäerten d'Photovoltaik, d'Wandenergie an d'nohalteg Notzung vun der Biomass weider eng grouss Bedeitung hunn. Bis 2030 sollen 23 % bis 25 % vun eisem Endenergieverbrauch aus erneierbare Quelle stamen. An dësem Kader finaliséiert d'Regierung aktuell den nationale Klima- an Energieplang.

Aus diverse Grënn hu Waasserkraaftrieder kee groussen Entwécklungspotenzial zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg befënnt sech op der Waasserscheed vun zwee grousse Flosssystemer: d'Meuse an de Rhäin. D'Waasserscheed entsprécht der Grenz tëschent zwee Waasseranzugsgebidder, also do, wou d'Waasser no engem Reenevenement entweder Richtung Meuse oder Rhäin an d'Mier leeft. Dës geografesch Situatioun erkläert, firwat et zu Lëtzebuerg vill kleng Gewässer gëtt. Op eise klenge Gewässer ass de Waasservolumen zimlech niddreg an dofir kann een nëmme kleng Waasserkraaftrieder installéieren. Hei ass et wichteg, e Verglach erbäizezéien: E modernt Wandrad huet tëschent 2 an 5 MW Leeschtung. Domadder produzéiert e Wandrad vun der haiteger Generatioun eleng esou vill Energie wéi d'Mikro-Kraaftwierker an de Lëtzebuerger Gewässer zesummen.

Nieft dem geografeschen Nodeel verursaache Waasserkraftrieder gréisser Problemer fir d'Gewässer, an notamment fir d'Fësch a fir aner aquatesch Liewewiesen. Fir datt Waasserkraaftrieder fonctionnéiere kënnen, muss ee Wier gebaut ginn. Ee Wier generéiert am Uewerwaasser en agestaute Beräich, bei deenen de Liewensraum an d'hydraulesch Verhältnisser net deene vun engem typesch aquatesche Liewensraum entspriechen.

Et ass wichteg, och nach déi europäesch Waasserschutzdirektiv ze erwänen an den Artikel 17 vum Fëschereigesetz vum 28. Juni 1976 ze zitéieren, dee virschreift, dass all Proprietaire vun engem Wier fir déi fräi Wanderung vun den Organisme responsabel ass an op eege Käschte fir de Bau a fir den Entretien vu Fëschweeër muss opkommen. Den ökologeschen Impakt vun de Waasserkraaftanlage vis-à-vis vun der wirtschaftlecher Rentabilitéit a vun der Produktiounscapacitéit ass bei eise klengen Uewerflächegewässer absolutt net negligéierbar, an doweinst huet dës Energieproduktioun just nach ee begrenzt Potenzial zu Lëtzebuerg.

Nëmme wann all dës Oplagen am Beräich vum Waasserschutz erfëllt sinn, gëtt dës Technologie och weiderhi fir d'Energieproduktioun ënnerstëtzt: Am Reglement fir Aspeisetariffer vun erneierbarem Stroum ginn et Tariffer fir Waasserkraaftanlagen. D'Méiglechkeeten, fir weider Waasserkraaftwierker ze bauen, sinn awer, besonnesch wat déi grouss Anlagen ugeet, quasi ausgeschöpft. Et ass och net geplangt, an Zukunft zousätzlech Ureizer fir nei Anlagen ze schafen.

Am Beräich vu Mikro-Kraaftwierker gëtt et just nach begrenzt Capacitéiten, déi och mat engem speziellen Tarif fir Anlagen ënner 300 kW Leeschtung ënnerstëtzt ginn. Eng Zesummestellung vun ale Millen, déi kéinten nei equipéiert ginn, fir Stroum hierzestellen, gëtt et net. Fir dës nei Anlage gëtt et ee garantéierten Tarif iwwer 15 Joer, mat der Méiglechkeet duerno nach fir zéng Joer e sougenannten « tarif résiduel » ze kréien, deen och nach däitlech iwwert dem Marchéspräis läit. Och Investitiounsbäihëllefe kënne fir nei Projeten a fir Fëschweeër ugefrot ginn, och de Waasser-Fonds subsidéiert Fëschweeër.

Question 1107 (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **plaques d'immatriculation :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0960 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift de Minister, datt ennerschiddlech Vitesselimitatioune fir Elektrogefierer net duerchsetzbar wieren, well souwuel d'automatiséiert Radare wéi och d'Agente vun der Police keen Ënnerscheed kéinte maachen. Do dernieft wier et fir auslännesch Automobiliste schwéier ofzeschätzen, wie wéi séier fueren dierf.

Verschidde Länner, wei zum Beispill Norwegen an Däitschland, hunn et virgemaach an Elektroautoe besonnesch Immatrikulatiounsplacke reservéiert, mat deenen duerch en zousätzleche Buschtaf „E" oder eng speziell Faarf op den éischte Bléck ersiichtlech gëtt, ob et sech ëm en Elektrogefier oder ëm en Transportmëttel mat klasseschem Verbrennungsmotor handelt.

Dëst virun allem virum Hannergrond vu Kontrollen an Zonen, an deene just Autoe fueren dierfen, déi manner wei X Gramm CO_2 pro Kilometer ausstousse, respektiv vu vereinfachte Kontrollen op Parkplazen, déi fir Elektrogefierer reservéiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Deelt de Minister d'Opfaassung, datt esou besonnesch Placke kéinten zu enger besserer Visibilitéit vun Elektroautoen am Alldag bäidroen?

2. Géif eng Propos fir d'Aféierung vu spezielle Placke fir Elektrogefierer d'Ënnerstëtzung vun der Regierung fannen?

3. Ass d'Regierung bereet, sech nieft enger nationaler Léisung och fir eng europäesch harmoniséiert Léisung fir d'Kennzeechnung vun Elektrogefierer anzesetzen?

4. Ënnerstëtzen déi haut vun der Police agesate Radaren e Filtrage no Plackennummer oder Plackentyp? Falls jo: Gëtt dës Filtrage-Funktioun ewell benotzt, fir verschidde Placken (z. B. dei vu Gefierer am Noutdéngscht) erauszefilteren?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat Bezuch op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0960 sief nach emol betount, datt et aus Sécherheets- an ëmwelttechnesche Grënn net sënnvoll ass, fir verschidde Vitessen op den Autobunne fir ënnerschiddlech motoriséiert Gefierer ze erlaben, wouduerch eng spezifesch Identifikatioun vun deenen eenzelne Gefirer och net noutwendeg ass. Och bei ëffentleche Parkplaze mat Opluedstatiounen, wou eng Identifikatioun vun Elektroautoen eventuell interessant kéint sinn, ass esou eng Erkennung net noutwendeg, well nëmme Gefierer do parken däerfen, déi och wierklech lueden an deemno kloer siichtbar per Kabel un d'Opluedstatioun ugeschloss sinn.

Well et och soss keng spezifesch Exceptioune fir esou Gefierer am Code de la route ginn, ass net geplangt, fir speziell Plackennummeren opgrond vun der Motorisatioun anzeféieren.

Op den aktuelle fixe Radare gëtt och kee Filtrage vu Placke oder verschiddenen Typpe vu Placke gemaach.

Question 1112 (26.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet COPRAL :**

De COPRAL si Coursen, déi am technesche Lycée zu Ettelbréck ugebuede ginn an zum Zil hunn, jonk Leit op e fraiwëllege Militärdéngscht virzebereeden. Déi Coursë sollen hir Chance, fir bei der Musterung ugeholl ze ginn, verbesseren.

An deem Kontext, wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister an dem Här Educatiounsminister e puer Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hu sech bis elo an de COPRAL gemellt a wéi sinn hir Resultater an der Schoul a bei der Musterung? Wéi e Bilan zitt d'Regierung aus dësem „Pilotprojet"?

2. Wéini wëllen déi Häre Ministeren der Chamber e Gesetzesprojet iwwert déi virmilitäresch Educatioun virleeën, well d'Verfassung jo virschreift, datt alles wat mat der Educatioun ze dinn huet, muss iwwer Gesetz geregelt ginn?

3. Sollt een esou Coursen net a méi Schoulgebaier ubidden, fir et interesséierte jonke Leit och an anere Regioune vum Land méi einfach ze maachen, fir esou Coursë matzemaachen? Gëtt et Schoulgebaier am Land, déi schonn Interessi gewisen hunn, fir bei enger eventueller Regionaliséierung vum COPRAL matzemaachen?

4. Huet d'Regierung Iddien oder Projeten, fir esou Coursen, inspiréiert vun den Experienze mam COPRAL, zu enger richteger Filière am Unterrechtswiesen auszebauen? Kéint esou eng Filière net och fir aner Beruffer (Police, Rettungsdéngscht, Douane, privat Sécherheetsfirmen) interessant sinn, well méi jonk Leit spezifesch op sécherheetsrelevant Aktivitéite kéinte virbereet ginn?

5. Kéint den Ausbau vum COPRAL zu enger richteger Filière an der Schoul et net och erlaben, d'Konditiounen an d'Organisatioun vun esou Coursë weider ze flexibiliséieren, och zum Beispill wat den Alter vun de Schüler an d'Natur vun der Formatioun ugeet?

6. Well besonnesch och a sécherheetsrelevante Beräicher eng gutt gesondheetlech a sportlech Konditioun vu Virdeel ass, kéint fir esou eng Formatioun net och e speziell elaboréierte sportlechen a medezineschen Encadrement virgesi ginn? Wär et an Zäiten, wou vill jonk Leit sech net méi genuch bewegen net och wichteg, fir e richteg progressiven, sportlechen Opbauprogramm an esou enger Filière virzegesinn?

7. Wéi mécht den Educatiounsministère Reklamm fir de COPRAL? Wéi ginn déi Coursen a senge Publikatioune presentéiert, zum Beispill an der „Offre scolaire" oder an Orientéierungsgespréicher?

Réponse commune (04.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'COPRAL-Coursë (Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise) sinn 2016/2017 am Lycée technique vun Ettelbréck (LTETT) agefouert ginn; zanterhier waren 263 Persounen ageschriwwen. Well awer just dräi Klasse mat maximal 45 Schüler pro Trimester kënnen um COPRAL deelhuelen, esou hu schlussendlech tëscht der Schoulrentrée vu September 2016, Ufank vun der éischter COPRAL-Klass, an Abrëll 2019, 101 Schüler de COPRAL duerchlaf. Vun deenen hunn der 48 d'Coursë gepackt an 39 hunn d'Musterung fir de fräiwëllege Militärdéngscht bei der Arméi gepackt. Dat heescht, ongefeier 39 % sinn no dem COPRAL an d'Instruction de base vun der Arméi zougelooss ginn. En éischte Bilan weist, dass mir et fäerdegbruecht hunn, dëse jonke Leit eng Hëllef unzebidden an hinnen nei Perspektiven ze ginn.

D'Schüler bleiwen an der Moyenne 1,3 Trimester am Lycée. Een Ophale virun den zwee Trimester Regelzäit ass entweder duerch fréizäitegt Packe vun der Musterung, eng Reorientation oder duerch Ophale bedéngt.

D'COPRAL hëlt virun allem Schüler, déi dacks aus ganz schwierege Verhältnisser a Situatioune kommen, do of, wou se stinn. Physesch a schoulesch sollen d'Schüler an hirem Rhythmus erëm op Leeschtung virbereet ginn. Et gëtt eng Opbauaarbecht geleescht, et ass awer keng Promotioun am klassesche Sënn virgesinn; et ass also schwéier, vu moossbare Resultater ze schwätzen. D'Enseignanten, déi déi Klasse begleeden, kënne soen, datt am Allgemengen no deenen zwee Trimesteren ee sichtbare Fortschrëtt ze verzeechnen ass.

ad 2. Esou wéi et och bei anere Pilotprojete virgesinn ass, wäert nach eng méi präzis Evaluatioun vun de COPRAL-Coursë virgeholl ginn, dëst am Laf vum aktuelle Schouljoer; fält déi Evaluatioun positiv aus, wäert de Projet eng gesetzlech Basis kréien. Et ass allerdéngs net d'Zil vun der Regierung, eng „virmilitäresch Educatioun" unzebidden.

ad 3. Eng Regionaliséierung vun de COPRAL-Coursë schéngt nëmme schwéier méiglech ze

sinn. An deem Kontext muss een drop hiweisen, datt de Lycée technique vun Ettelbréck aus logisteschen an administrative Grënn ausgewielt ginn ass, fir de Pilotprojet vum COPRAL ze lancéieren. D'Schüler vum COPRAL huelen eemol an der Woch u verschiddenen Aktivitéiten an der Kasär deel, a gi wärend dem Dag speziell vu Militärkaderen encadréiert, soudass et vu Virdeel ass, eng Schoul no bei der Kasär ze hunn. Nieft deene méi laangen Transportweeër schwätzt och de Mangel u Personalressourcë géint eng Regionaliséierung vum COPRAL.

ad 4. + 5. Ier en definitive Bilan gezunn ass, erschéngt et net sënnvoll, en Ausbau vun de COPRAL-Coursen zu enger richteger Filière am Unterrechtswiese virzehuelen.

ad 6. De sportleche Programm gëtt vun de Sportsinstruktere vun der Arméi an de Sportsprofessere vum LTETT opgestallt, dëst an Zesummenaarbecht mat de Responsabele vum Luxemburg Institute of Health (LIH). Wärend dem COPRAL hunn d'Schüler aacht Stonne Sportunterrecht pro Woch, dovunner ginn der zwou an der Kasär ofgehalen. Fir un den Sportsaktivitéite bei der Arméi deelzehuelen, gëtt ee medezinnesche Certificat vum Militärdokter ausgestallt, deen déi medezinnesch Aptitude vun de Kandidate festleet. Esou ass et garantéiert, dass d'Schüler vum COPRAL ee progressiven a kohärente Sportsprogramm duerchlafen, an dat och mam Zil, d'Sportsepreuven an der Musterung besser kënnen ze bestoen.

ad 7. Informatiounen zu de COPRAL-Coursë sinn op de Websäite vum Lycée technique vun Ettelbréck a vun der Arméi ze fannen, doriwwer eraus och am Informatiounsbüro vun der Arméi (BIA). De Projet gouf och op enger Réunion plénière vum Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) virgestallt, wou Vertrieder vu sämtleche Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) vum Land präsent waren. Informatioune si weiderhin un d'Cellules d'orientation aus de Lycéeën an d'Antennes locales pour jeunes (ALJ) gaangen.

Question 1115 (26.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **pollution causée par des machines de chantier :**

Ganz vill gëtt de Moment driwwer diskutéiert, fir Privatautoen a Gefierer, déi fir den ëffentlechen Transport bestëmmt sinn, méi propper ze maachen. An deem Kontext ginn d'Gefierer a Maschinnen, déi op de sëlleche Chantieren uechtert d'Land am Asaz sinn, dacks vergiess. D'Loftverschmotzung, haaptsächlech d'NO_X- an CO_2-Emissiounen, souwéi d'akustesch Belaaschtung, déi duerch dës Maschinnen entsteet, sinn net ze ënnerschätzen.

An der Schwäiz gëtt et zanter 2011 eng „Rußpartikelfilterpflicht" fir Bausstellemaschinnen a -gefierer. Dëse Filter schützt net nëmmen d'Emwelt, mä och den Aarbechter, fir deen nieft engem Aarbechtsaccident, d'Dauerbelaaschtung duerch Emissiounen zu engem vun den Haaptberuffsrisike gehéiert. Héich Zäit driwwer nozedenken, Elektrocamionen- a maschinnen zum Asaz ze bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch wëlles, d'Emissiounen, déi vu Chantieren ausginn - ob akustesch oder a Saachen NO_X- an CO_2-Ausstouss -, an den nächste Joren drastesch ze reduzéieren?

2. Wat hält d'Madamm Ministesch vun enger Partikelfilter-Obligatioun fir Chantiersmaschinnen a Baustellegefierer, äänlech wéi an der Schwäiz?

3. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, Elektrogefierer op Chantieren aktiv ze promouvéieren? Wann net, firwat? Wat sprécht dergéint a firwat goufen dës Schrëtt, am Sënn vun engem kohärenten a konsequente Klimaschutz net ewell méi fréi ageleet?

4. Wier et an deem Kontext net interessant, eng Rëtsch Analysen ze realiséieren, fir déi reell Belaaschtungen, déi op engem Chantier entstinn, kënnen ze erfaassen? Nieft den CO_2- an NO_X-Emissiounen wieren hei, der Ministesch no, net och Prouwe vun der akustescher Belaaschtung néideg?

5. Här Minister fir Aarbecht, wat wëllt Dir an den nächste Joren ënnerhuelen, fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an de kommende Jore besser géint déi gesondheetlech Risiken ze protegéieren, déi an deem Kontext am heefegsten optauchen (Aarbechtsaccidenter, Hautkriibs, Longekriibs etc.)?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Kader vun den nationalen Emissiounsinventairen huet d'Emweltverwaltung jäerlech NO_X- a CO_2-Emissiounen ofgeschat, déi duerch Chantiersgefierer entstinn (Graphique 1). Et handelt sech bei dësen Zuelen net ëm Miessresultater, mä ëm Schätzungen, déi op der Zesummesetzung vum Fuerpark, den Aarbechtsstonnen an Emissiounsfaktore baséieren. 2017 waren d'NO_X-Emissiounen an dësem Beräich 56 % méi héich wéi 1990, an d'CO_2-Emissiounen hunn am selwechten Zäitraum ëm 269 % zougeholl. 2017 hunn d'NO_X- an d'CO_2-Emissioune vu Chantiersgefierer 4,3 % respektiv 1,5 % vun den totalen nationalen Emissiounen ausgemaach.

Graphique 1: NO_X- an CO_2-Emissiounen vun Chantiersgefierer. Quell: national Emissiounsinventairë vun 2019.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

NO_X-Emissioune vun de Chantiersgefierer gi säit 2014 erof duerch den Asaz vun SCR-Katalysatoren (Stage-IV-Ofgasnorm). Dës Emissioune wäerten an den nächste Jore weiderhin däitlech ofhuelen, well progressiv méi al Gefierer duerch neier mat SCR-Katalysator ersat ginn. Ausserdeem wäerten duerch d'Aféiere vun der EU-Stage-V-Ofgasnorm d'Partikelemissiounen an deenen nächste Joren erofgoen (cf. Punkt 2).

CO_2-Emissiounen dogéint ginn duerch dës technologesch Fortschrëtter net reduzéiert a wäerte wuel weiderhin duerch Aktivitéiten, déi vum Bevëlkerungs- a Wirtschaftswuesstem gedriwwe sinn, eropgoen.

Zudeem falen eng Rei Gefierer a Maschinnen, déi op de Chantieren an den Asaz kommen, ënnert d'Bestëmmunge vun der „directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments". Dës Direktiv ass op nationalem Niveau duerch den „règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments" ëmgesat ginn. Si gesäit vir, datt dës Gefierer a Maschinnen, wa se op den europäesche Marché kommen, entweder:

1. e garantéierte Schallleeschtungspegel an domadder e garantéierten Niveau vu Schallemissiounen anzehalen hunn, oder

2. no den Angabe vun der Direktiv mam garantéierte Schallleeschtungspegel markéiert sinn.

Dës Direktiv gëtt momentan iwwerschafft, fir datt se méi effektiv um europäesche Marché ëmgesat ka ginn. D'Emweltverwaltung ass Member am Aarbechtsgrupp „Committee Working Group under the Outdoor Noise Directive 2000/14/EC" a vertrëtt Lëtzebuerg bei dëser Diskussioun am Sënn vun engem besseren Emweltschutz. Bei dësem Prozess gëtt diskutéiert, awéifern am Kader vun den technologesche Fortschrëtter verschidden Equipementer, déi op der Baustell zum Asatz kommen:

1. den aktuell garantéierte Schallleeschtungswäerter weider anzehalen hunn (dorënner falen ënner anerem Bandseemaschinnen, Stroossefräsen, Grueffräsen, Verdichtungsmaschinnen, Planéiergeräter, Baggerlueder),

2. e garantéierte Schallleschtungspegel anzehalen hunn, mä net méi markéiert ginn, (dorënner falen ënner anerem Kreesmotorseeën, Bëton- oder Mörtelmischer, Buermaschinnen, hydraulesch Hummeren, Fugenschneider, Ramm-Maschinnen, Steekettesee), oder

3. e méi niddrege garantéierte Schallleeschtungspegel anzehalen hunn (dorënner falen ënner anerem Pressmaschinnen, Bëtonsbriecher).

ad 2. Am Kader vun der Stage-V-Ofgasnorm (règlement (UE) 2016/1628 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016) gëtt ab 2020 souwuel e SCR-Katalysator (fir d'Reduktioun vun NO_x-Emissiounen) wéi och en Diesel-Partikelfilter obligatoresch fir Neizouloossunge vu Chantiersgefierer. Ausserdeem schreift dëst Reglement reduzéiert Emissiounsgrenzwäerter, par rapport zu der Ofgasnorm Stage IV, vir.

ad 3. Jo.

ad 4. Nom „règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers" gëtt déi akustesch Belaaschtung an onmëttelbarer Ëmgéigend vu Chantieren duerch Immissiounswäerter fir Dags- (tëscht 07.00 an 22.00 Auer) an Nuetsperioden (tëscht 22.00 an 07.00 Auer) geregelt. D'Reglement gesäit sechs Zone mat verschiddenen Immissiounswäerter vir, dëst en Fonctioun vun der Zocht vun der Bebauung an der betraffener Noperschaft. En plus sinn d'Grenzwäerter ofhängeg vun der Dauer vum Chantier.

Zudeem gi systematesch Kaméidisetüden am Virfeld vun den Aarbechte gemaach, bei Chantieren, déi an der Nomenklatur vum Commodo ënnert dem Punkt „060101 Chantiers et travaux d'aménagement" opgefouert ginn an domadder ënnert d'Bestëmmunge vun der „loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classes" falen. Dobäi gëtt déi akustesch Belaaschtung fir déi genannten Dags- an Nuetsperiode berechent, a Fonctioun vun deene Baumaschinnen, déi zum Asaz solle kommen an de geplangten Ofleef vun den Aarbechten. A kritesche Fäll, ginn och Miessunge vun der reeller akustescher Belaaschtung gemaach, soudatt séchergestallt ass, datt d'Aarbechten um Chantier der Reglementatioun entspriechen.

ad 5. Wat d'Loftverschmotzung duerch d'Gefierer a Maschinnen, déi op de Chantieren uerchtert d'Land am Asaz sinn, ugeet, ass dat europäescht Reglement (UE) 2016/1628 vum 14. September 2016 betreffend d'Emissiounslimitte fir verschmotzte Gasen ab dem 1. Januar 2017 applikabel.

Dëst Reglement (UE) 2016/1628 huet d'Emissiounsgrenzwäerter fir Motoren fir net stroossemobill Gefierer verstäerkt an huet d'Direktiv 97/68/CE betreffend dës selwecht Matière, déi zanter 1997 en vigueur war, abrogéiert.

D'Dispositioune vun dësem Reglement (UE) 2016/1628 sinn an all EU-Memberland direkt applikabel an ënnerleien der Kompetenz vum Transportminister.

Am Kontext vun de Risiken, déi op de Chantiere vun de Gefierer a Maschinnen ausginn, a méi präzis vun den Aarbechtsaccidenter, Hautkriibs, Longekriibs etc., huet den Employeur iwwert de Code du travail d'Obligatioun, d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen ze garantéieren, an dëst an allen Aspekter verbonne mat der Aarbecht. An deem Sënn muss hien, wann eng Gefor vun den Emissioune vun de Gefierer a Maschinnen ausgeet, kollektiv Sécherheetsmoossnamen huelen oder de Salarié mat den néidege Schutzequipementer equipéieren.

Fir ze iwwerpréiwen, ob den Employeur an de Salarié sech un hir Flichten halen, mécht d'Inspection du travail et des mines d'ganzt Joer iwwer Kontrollen. Dës Kontrollen iwwerpréiwen an deem ugeschwate Kontext:

- allgemeng d'Anhale vun den Dispositioune vum Code du travail, Livre III, Titre 1 an 2 betreffend d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ewéi d'Flichte vum Employeur a vun de Salariéen;

- d'Anhale vum „règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles";

- anerersäits méi spezifesch, dass d'Maschinnen deem entspriechen, wat an de Gesetzgebunge steet, déi ënner hir Kontrollkompetenze falen (wéi z. B. de „règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail");

- d'Anhale vun de chemëschen an cancerogënë Valeuren, déi an den entspriechende Règlements grand-ducaux festgehale sinn;

- mä awer och, ob kollektiv Sécherheetsmoossname geholl gi sinn oder ob d'Salariéen déi néideg Sécherheetsequipementer vum Employeur zur Verfügung gestallt kritt hunn, fir sech géint Risiken ze schützen, déi zum Beispill zu Hautkriibs oder Longekriibs féiere kéinten (z. B. Sonnecrème, spezifescht Gezei, ugepasste Schutzmasken, etc.), souwéi géint d'akustesch Belaaschtungen, deene si ausgesat sinn (z. B. Hörschutz wéi Ouerestëpp oder „Casque antibruit" etc.).

Fir d'Anhale vun deenen Obligatiounen ze kontrolléieren, huet d'ITM e Service kreéiert, dee sech ausschliisslech op d'Sécherheet an d'Gesondheet op dem Chantier konzentréiert. Heizou sinn am Joer 2018, 525 Kontrollen a 43 Rekontrolle gemaach ginn, an am Joer 2019 bis Enn August 819 Kontrollen a 73 Rekontrollen.

Dës Kontrolle ginn an den nächste Jore weidergefouert respektiv ausgebaut.

Question 1116 (26.08.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant l'**aide à l'enfance :**

Dans le cadre de l'aide à l'enfance, l'État soutient des structures variées en dehors du cadre familial, dont par exemple les foyers pour enfants ou encore les logements encadrés. Ces structures s'adressent aux parents qui se trouvent dans l'incapacité temporaire ou définitive de s'occuper de leur(s) enfant(s).

Dans le domaine des services d'éducation et d'accueil pour enfants, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a créé avec le cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes un cadre contraignant qui sert à assurer et à évaluer la qualité des structures d'éducation et d'accueil pour enfants et des maisons des jeunes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de structures y a-t-il dans le cadre de l'aide à l'enfance en dehors du cadre familial ? Combien y a-t-il de prestataires ?

2) Combien d'enfants y a-t-il dans ces structures ? Combien d'entre eux y ont été placés dans le cadre de la protection de la jeunesse ?

3) Jusqu'à quel âge la prise en charge de ces enfants se fait-elle au sein de ces structures ?

4) Comment la qualité de ces structures est-elle assurée ? Est-il prévu d'introduire dans le domaine de l'aide à l'enfance un mécanisme comparable au cadre de référence national pour les services d'éducation et d'accueil pour enfants ?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Neuf organismes gestionnaires de droit privé et deux administrations publiques, à savoir l'Institut étatique de l'aide à l'enfance et à la jeunesse et le Centre socio-éducatif de l'État, gèrent un ensemble de 70 centres d'accueil pour enfants et jeunes, de différentes capacités.

En outre, 527 familles d'accueil sont agréées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour offrir un accueil socio-éducatif, selon l'article 11 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

ad 2) Selon l'article 6 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, l'Office national de l'enfance publie semestriellement le bilan chiffré des enfants et des jeunes qui sont accueillis ou placés en institution ou en famille d'accueil.

Selon la publication la plus récente, qui date du 1er avril 2019, 770 enfants et jeunes sont accueillis dans les centres d'accueil. Parmi eux, 577 (75 %) sont placés par le juge de la jeunesse (placements judiciaires) et 193 (25 %) sont pris en charge sur demande de leurs parents (placements volontaires). De plus, 525 enfants et jeunes adultes vivent dans une famille d'accueil, mesure qui pour 476 enfants et jeunes adultes (91 %) fait suite à un placement judiciaire.

À côté de ces mesures d'accueil en institution ou dans une famille, 312 jeunes adultes bénéficient d'une prise en charge socio-pédagogique ambulatoire dans un logement encadré.

ad 3) Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, l'accueil des enfants et jeunes adultes peut se faire de 0 à 27 ans.

ad 4) Selon la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, chaque gestionnaire est tenu à élaborer un Concept d'action général (CAG) qui doit être approuvé par l'État. Le CAG définit le type d'activité exercée par le gestionnaire, les objectifs, la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission, et le volume de la prestation à fournir.

En plus, la qualité dans ces structures est assurée moyennant un agrément, émis par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Pour obtenir cet agrément, tout requérant doit remplir les conditions d'honorabilité et disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes de salubrité et de sécurité, qu'aux besoins des usagers. En plus, il doit disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers et présenter un budget prévisionnel.

L'aide et l'encadrement offerts dans les centres d'accueil doivent répondre aux objectifs tels que définis, selon la mesure d'aide (accueil de

base, orthopédagogique, psychothérapeutique, urgent en situation de crise aiguë, accueil d'enfants de moins de trois ans, accueil en formule de logement encadré) à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

Conformément au programme gouvernemental 2018-2023, il est prévu de créer un cadre semblable à celui en vigueur dans le domaine des services d'éducation et d'accueil comprenant un document-cadre de référence national enfance et jeunesse et complété par un mécanisme de contrôle et de développement de la qualité.

Question 1117 (26.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **« Overshoot Day » :**

Am Joer 2019 louch de Lëtzebuergeschen „Overshoot Day" um 16. Februar. Dat bedeit, dass schonn no 47 vun 365 Deeg vum Joer Lëtzebuerg statistesch souvill nowuessend Ressourcë verbraucht huet, wéi an engem ganze Joer nowuesse kënnen.

Iwwregens war de weltwäiten „Overshoot Day den 29. Juli 2019. Dat bedeit, dass - weltwäit gesinn - 1,75-mol méi u Ressourcë verbraucht gëtt, wéi nowuesse kann. Et bedeit awer och, dass Lëtzebuerg an enger Welt, déi ze vill verbraucht, nach 4,5-mol méi séier seng proportionell Ressourcë verbraucht wéi de Rescht vun der Welt. Mam 16. Februar louch Lëtzebuerg weltwäit am Joer 2019 op der zweeter Plaz, direkt nom Katar (11. Februar), mä wäit virun zum Beispill eisen Noperen Däitschland (3. Mee), Frankräich (14. Mee) a Belsch (6. Abrëll). Wärend Lëtzebuerg seng proportionell Ressourcen no 47 Deeg verbraucht hat, huet d'Belsch 96 Deeg gebraucht, Däitschland 123 a Frankräich 134 Deeg.

Natierlech ass den „Overshoot Day" just een Indicateur, deen duerch methodesch Choixe beaflosst gëtt an dofir seng Stäerkten a Schwächten huet. Trotzdeem schéngt et mer ee ganz interessanten Indicateur ze sinn, fir eis dréngend d'Lëtzebuerger Problematik anschaulech duerzestellen.

Dofir erlaabt mer, der Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froen ze stellen:

1. Betruecht d'Lëtzebuerger Regierung den Indicateur vum „Overshoot Day" als seriöen Indicateur, mat deem ee schaffe kann?

2. Wat erkläert der Madamm Ministesch no den eklatanten Ënnerscheed tëscht Lëtzebuerg a sengen direkten Noperen engersäits an deen nach méi eklatanten Ënnerscheed zum Rescht vun der Welt?

3. Erschéngen der Madamm Ministesch déi Mesuren interessant, déi den „Global Footprint Network" (https://www.footprintnetwork.org/) ënnert dem Hashtag #MoveTheDate zur Reduzéierung vum Ressourcëverbrauch proposéiert? Respektiv wéi eng Mesurë proposéiert d'Madamm Ministesch ze huelen, fir de Ressourcëverbrauch ze limitéieren?

4. Wa jo, wär et dann net eng Iddi, zu Lëtzebuerg eng national Sensibiliséierungscampagne ronderëm dës Mesuren ze starten?

5. Ausgoend vun de Facteuren, déi zur Errechnung vum jäerlechen „Overshoot Day" déngen, ass et méiglech auszerechnen, op wat fir engem Datum den „Luxembourg Overshoot Day 2020" ongeféier wäert leien?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Indicateur vum „Overshoot Day" oder Erdiwwerlaaschtungsdag oder och nach Ekoscholdendag ass een net wëssenschaftlechen Indicateur, dee vun der ONG „Global Footprint Network" ermëttelt gëtt a virun allem am Kader vun der Sensibilisatioun sollt agesat ginn. Den Datum gëtt all Joer berechent, andeem de globalen ekologesche Foussofdrock (d'mënschlech Nofro u biologesche Ressourcen an engem Joer) a Rapport zur gesamter globaler Biocapacitéit (d'Quantitéit vun der weltwäiter Regeneratiouun vun de biologesche Ressourcen am Laf vum nämlechte Joer) gesat gëtt. Analog kann ee mat der jäerlecher Ressourcëbeusprochung op eng Unzuel un „verbrauchte Planéiten" héichrechnen. Den internationalen „Overshoot Day" war am Joer 2019 den 29. Juli a fir Lëtzebuerg schonn de 16. Februar. D'Zil vun der Campagne vum „Overshoot Day" ass et, drop opmierksam ze maachen, datt déi natierlech Ressourcë begrenzt an endlech sinn, souwuel national wéi international. Et ass awer fir d'Regierung och wichteg, och op déi Indicateuren zréckzegräifen, déi an de jeeweilegen europäeschen Direktiven a Reglementer an internationale Konventiounen zu Klimaschutz, Loftqualitéit, Waasserschutz, Biodiversitéit an nohalteg Entwécklung d'Leitlinne vun der Emwelt- a Klimapolitik duerstellen.

ad 2. Eisen Nopeschlänner hir „Overshoot Days" sinn déi folgend: Belsch 6. Abrëll, Däitschland 3. Mee a Frankräich 14. Mee. Datt den „Overshoot Day" vu Lëtzebuerg esou fréi am Joer läit, huet domat ze dinn, datt de Modell Lëtzebuerg vill Ressourcë verbraucht am Verhältnis vun enger relativ klenger Fläch. Lëtzebuerg ass eng oppen Ekonomie, huet nieft de 600.000 Awunner an den zousätzlechen 200.000 Frontalieren an dann och natierlech duerch den Tanktourismus, dee beim „Overshoot Day" wéi och bei den Inventairë vun den Zäregasemissioune Lëtzebuerg ugerechent gëtt. Dëst féiert natierlech dozou, datt de Ressourcëverbrauch par rapport zu den Disponibilitéiten héich ass.

ad 3. Souwuel den nationalen Energie- a Klimaplang, zu deem e Projet am Februar vun der Regierung ugeholl gouf, wéi och den 3. Nationalen Nohaltegkeetsplang fir d'Emsetzung vun der 2030-Agenda vun der nohalteger Entwécklung, awer och aner national Pläng an de Beräicher Naturschutz (Plan national pour la protection de la nature, PNPN2), Waasser (Waasserbewirtschaftungsplang [Plan de gestion de district hydrographique]), den nationale Loftqualitéitsplang (Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique) an den Offallwirtschafts- a Ressourcëbewirtschaftungsplang (Plan national de gestion des déchets et des ressources) gesi vill Mesurë vir, de Ressourcëverbrauch an alle wesentleche Beräicher anzedämmen, notamment och där, déi well iwwer #MoveTheDate publizéiert goufen.

ad 4. All déi genannte Pläng goufe mat spezifesche Campagnen entwéckelt an och publizéiert. Rezent Beispiller sinn d'Campagnen zu „Zero Waste" am Kader vun der Emsetzung vun der Direktiv zur Kreeslafwirtschaft oder déi zum nationalen Nohaltegkeetsplang an zum integréierten Energie- a Klimaplang. Zu alle genannte Pläng gi regelméisseg Sensibiliséirungscampagnë souwuel op nationalem Niveau, wéi och mat de Gemenge gemaach. An deem Kontext kann een och nach de Klimapakt nennen, bei deem all d'Gemenge matmaachen an dee rezent erweidert gouf an de Beräicher Loftqualitéit, Kreeslafwirtschaft an nohalteg Entwécklung. De Ministère schafft an deem Kontext och zur Zäit un engem Naturpakt, deen äänlech wéi de Klimapakt, op Gemengenniveau d'Thema Biodiversitéit wäert ugoen.

An deem Kontext kann een och op den www.footprint.lu hiweisen. Dësen Internetsite ass eng Initiativ vum Nohaltegkeetsrot, als berodend Organ vun der Regierung a puncto Nohaltegkeet, wou an de leschte Joren zwee Rapporten zum Foussofdrock vu Lëtzebuerg publizéiert goufen.

ad 5. Dës Berechnung wäert vum Global Footprint Network gemaach ginn, soubal déi aktuellsten Donnéeën, déi fir hire Modell néideg sinn, disponibel sinn. Et ass awer dervun auszegoen, datt dësen Datum 2020 och an der Mëtt vum Mount Februar leie wäert.

Question 1121 (27.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **xénotransplantation :**

Le Gouvernement japonais a récemment autorisé l'introduction de cellules-souches humaines dans l'embryon d'un rat afin de développer l'organe humain pancréas. En France un projet de loi relatif à la bioéthique présenté le 24 juillet dernier autoriserait, le cas échéant, également cette pratique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette pratique annoncée par le Gouvernement japonais ?

- Aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement procédera à l'analyse et à la finalisation d'une loi-cadre relative à la bioéthique posant les grands principes dans ce domaine. Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur l'état d'avancement de la finalisation de cette loi-cadre ?

- Le Luxembourg a signé la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo) en date du 4 avril 1997 mais n'a pas encore procédé à la ratification de cette dernière. Est-ce que le Gouvernement entend encore la ratifier ? Dans quels délais ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Au Luxembourg, la création d'embryons animaux chimériques ainsi que la xénotransplantation ne sont pas envisagées.

Une note relative aux grandes lignes d'une future loi relative à la bioéthique posant les grands principes dans le domaine et les questions éthiques s'y rapportant sera soumise au Conseil de Gouvernement au cours des prochains mois. Il est également prévu de consulter la Commission nationale d'éthique (CNE) en vue des orientations futures en matière de bioéthique.

La ratification de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo) ira de pair avec la mise en place de la future loi.

Question 1122 (27.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable :**

Il ressort de l'accord de coalition 2018-2023 que : « La mise en œuvre d'une politique de développement durable en tant que tâche transversale ne peut être du ressort d'un seul ministère. Ainsi, comme prévu au PNDD adopté par le Gouvernement précédent, le "Nachhaltigkeitscheck" (NHC) sera introduit. Il s'agit d'un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable, à l'instar de la fiche financière en matière budgétaire. Il offre l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade précoce de l'élaboration de projets de loi. »

Notons que le NHC constitue une revendication du Conseil supérieur pour un développement durable rappelé depuis au moins fin 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir plus d'informations sur le NHC ?

2) Où en sont les travaux d'élaboration du NHC ? Quel ministère est en charge de la coordination des travaux y relatifs ? Quand les travaux ont-ils débuté ? Quand peut-on s'attendre à l'achèvement desdits travaux ?

3) Est-il prévu de faire accompagner l'ensemble des projets de loi et des règlements d'une telle fiche NHC dès la phase de lancement ? À défaut, la fiche NHC ne sera-t-elle que facultative, voire obligatoire pour certains types de projets ? Dans ce dernier cas de figure, suivant quelles distinctions la fiche NHC sera-t-elle obligatoire ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le « Nohaltegkeetscheck » (NHC) figure dans le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023. L'objectif du NHC sera de proposer un outil d'autoévaluation commun à tous les ministères proposant une analyse des projets de loi et de règlement grand-ducal par le biais de leur impact réel et/ou potentiel sur les champs d'actions prioritaires retenus dans le PNDD. Le NHC vise ainsi à compléter l'exposé des motifs sommaire du projet évalué en fournissant des éléments supplémentaires faisant transparaître explicitement l'opportunité de légiférer dans un sens déterminé qui ambitionne la réalisation des objectifs découlant des champs d'actions prioritaires du PNDD.

En pratique, le NHC prendra la forme d'un questionnaire accompagné d'une documentation illustrative et régulièrement mise à jour. Le NHC ambitionne également à rationaliser la collaboration entre les ministères, en proposant une grille analytique des projets à évaluer en harmonie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 du Développement durable reflétant les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions environnementale, sociale et économique.

ad 2) La Commission interdépartementale de développement durable (CIDD), au sein de laquelle tous les ministères sont représentés, est en charge de l'élaboration du NHC. Les travaux y relatifs sont coordonnés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en étroite collaboration avec le Ministère d'État, en charge de la procédure législative et réglementaire. En vue d'une concrétisation rapide du NHC, les efforts ont été doublés au début de l'année 2019. Étant donné que pour la mise en œuvre du NHC la digitalisation de cette nouvelle procédure s'impose, le NHC et sa mise en ligne forment une partie intégrante de la digitalisation de la procédure législative et réglementaire dont les travaux sont en cours.

ad 3) Au stade actuel, il est prévu de rendre le NHC obligatoire pour chaque projet de loi et facultatif pour les projets de règlement.

Question 1129 (28.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **« Memorandum of Understanding on Space » :**

Bei Geleeënheet vun der Receptioun fir den amerikaneschen Nationalfeierdag am Juli 2019 gouf en „Memorandum of Understanding" (MoU on Space) ausgedeelt, deen den 10. Mee 2019 tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte State vun Amerika ofgeschloss gouf. An deem MoU gëtt et och e Paragraf iwwert d'Sécherheet, deem seng reell Bedeitung an eventuell Implikatioune sech net ouni Weideres aus dem Text erausliese loossen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister, dem Här Verdeedegungsminister, dem Här Ausseminister an dem Här Wirtschaftsminister eng Rei vu Froe stellen:

1. Den MoU mat den USA iwwert de Weltraum gouf fir Lëtzebuerg vum Här Minister Étienne Schneider ënnerschriwwen. Hat den Här Minister Schneider dofir d'„pleins pouvoirs"?

2. Déi Lëtzebuerger Verfassung bestëmmt, datt geheim Traitéen ofgeschaaft sinn. D'Jurisprudenz vun der Cour gëtt eng breet Interpretatioun vun der Denominatioun an der Form vun internationalen Texter, déi vu Lëtzebuerg mat ënnerschriwwe ginn. E rezenten „avis juridique" am Kader vun der Defense huet och nach eemol präziséiert, wéi eng international Ofkommesse kënne geheim gehale ginn a wéi eng net. Opgrond vun all dësen Elementer stellt sech d'Fro, firwat déi Lëtzebuerger Regierung dësen Text net publizéiert huet an och der Chamber net matgedeelt huet? Hat dëst eppes mam Kapitel „Security" ze dinn?

3. All internationalen Accord kann nëmmen da rechtlech contraignant sinn, respektiv ëmgesat ginn, wann e vun der Chamber ratifizéiert gouf. Och dat ass Jurisprudenz hei am Land. Wéini wëllt d'Regierung deen „MoU on Space" der Chamber virleeën, fir datt e kann am Parlament diskutéiert an eventuell ratifizéiert ginn?

4. Firwat ass de MoU nëmmen op Englesch verfaasst an net gläichzäiteg och an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vu Lëtzebuerg oder awer op Franséisch als Sprooch vun der Legislatioun zu Lëtzebuerg? Weess d'Regierung, datt et der internationaler Praxis entsprécht, datt e bilateraalt Ofkommes an de Sprooche vun deenen zwou (oder méi) ënnerzeechnenden Héije Parteie verfaasst gëtt?

5. Wien ass an der Lëtzebuerger Regierung verantwortlech fir déi militäresch Dimensioun vun der Weltraumpolitik? Ass dat den Ausseminister (Respekt vun den Traitéen, international Verhandlungen), den Ekonomiesminister oder de Verdeedegungsminister (deem säi Ministère jo selwer och strukturell an den Ausseministère agegliddert ass) ? Wéi gëtt déi Politik koordinéiert?

6. Ass virgesinn, datt eng militäresch Kooperatioun tëschent den USA, zum Beispill dem Verdeedegungsministère mat Deeler vun der amerikanescher Armél engersäits, a Lëtzebuerg, zum Beispill dem GovSat, ageriicht gëtt? Wär dat fir de LuxGovSat eng interessant Optioun? Géif eng Kooperatioun mat dem Pentagon net och de Prestige vum GovSat erhéijen, wat et méi liicht kéint maachen, nei an zousätzlech international Partner ze fannen?

7. Wären de LuxGovSat respektiv d'SES un enger Kooperatioun mam Pentagon interesséiert?

8. Wéi ass déi ablécklech Situatioun am Hibléck op d'Kommerzialiséierung vum GovSat?

9. Den Här President Trump huet bekannt ginn, datt d'USA eng eegen Deelarméi fir de Weltraum ariichte wëllen. Ass ugeduecht, datt Lëtzebuerg an deem Kontext kéint Observatiouns- respektiv Kommunikatiounscapacitéite bäisteieren?

10. A wéi engen europäeschen oder aneren internationale militäresche Weltraumkooperatiounen, inklusiv am Kader vun der NATO, ass Lëtzebuerg bis elo implizéiert? A wéi enger Form?

11. Iwwer en Tweet vun engem amerikanesche Generol vun der „Air Force" ass bekannt ginn, datt viru Kuerzem eng Lëtzebuerger Delegatioun a Kalifornie war, fir Prospektioun, wuel och am Satellitteberäich, ze maachen. Wéi war déi Delegatioun zesummegesat? Wat war den Zweck vun där Missioun? Gouf et och militäresch Aspekter bei dëser Missioun? Si weider Missioune geplangt?

12. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0843 vun deenen honorabelen Deputéierten David Wagner a Marc Baum schreift den Här Minister Étienne Schneider: « Le Gouvernement continuera de promouvoir l'usage pacifique de l'espace sans exclure des mesures permettant par exemple de protéger des satellites en orbite. » Gëtt et an deem Zesummenhang scho konkret Initiativen?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Als Äntwert op d'Froen 1 bis 4 vum honorabelen Deputéierte verweisen déi zoustänneg Ministeren nach emol op den Ënnerscheed tëscht engem Traité an engem Memorandum of Understanding (MoU), deen net juristesch bindend ass.

Den Ausseminister huet am Kader vun enger rezenter Aktualitéitsstonn, déi op Ufro vum Här Deputéierten an der Chamber stattfonnt hat, Geleeënheet gehat, fir op d'Substanz vun dëse Froen anzegoen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0681 huet d'Regierung explizéiert, dass « par opposition à un accord international créateur de droits et d'obligations de part et d'autre des parties signataires, […] un MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties […]. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction. […]

[Ces déclarations] documentent néanmoins la volonté conjointe des parties signataires qui au moment de la signature ont légitimement pu s'attendre à ce que le document ne sera pas rendu public par après ».

Den „MoU on Space", deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, gesäit keng juristesch Obligatioune vir, esou dass et sech hei net ëm en Traité handelt. Deemno musse fir d'Ënnerschrëft vun dësem MoU och keng „pleins pouvoirs" ausgestallt ginn. Dësen MoU ënnerläit och net der Approbatiounsprozedur duerch d'Chamber. Den Text kënnt net an de Journal officiel an ass a gëtt och keen Deel vun onse Rechtsnormen.

Vu dass den MoU mat den USA iwwert Weltraumaktivitéiten net rechtlech contraignant ass, war eng Iwwersetzung op eng vun den dräi administrative Sprooche keng néideg Etapp fir seng Ënnerschrëft.

D'Kompetenze vun de jeeweilege Ministere si festgehal am Arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des Ministères. Dem Ausseminister ënnerläit deemno d'Koordinatioun vun den internationale Relatiounen, der Aussen- a Sécherheetspolitik. Dem Wirtschaftsminister ënnerläit déi europäesch an international Weltraumpolitik vum Land. Dem Defenseminister ënnerläit den Developpement vun de Kompetenzen an de Capacitéite vun der Defense, ënner anerem am Weltraum. Wéi üüblech bei Dossieren, déi kompetenziwwergräifend sinn, concertéiere sech déi kompetent Ministeren och an dësem Fall. Wat d'militäresch Dimensioun betrëfft, ass et en Zil vun der Lëtzebuerger Defense, den Developpement vun de Capacitéiten am Weltall weiderzefeieren. Dozou gehéiert och, mat den Alliéierten iwwer GovDSat-Capacitéiten ze schwätzen an hinnen de Produit méi no ze bréngen.

D'Lëtzebuerger Defense-Capacitéite sollten dem Land an och de Partner vun der EU an Alliéierten an der NATO kënnen déngen. Et gëtt och gekuckt, fir dass dës Capacitéiten am Kader vum „dual use" gebraucht kënne ginn, dat heescht, souwuel fir humanitär Aktiounen, wéi och militäresch. An dësem Kontext ass natierlech eng Zesummenaarbecht mat den USA, dem gréissten NATO-Partner, ëmmer eng interessant Optioun.

D'Kommerzialiséierung vun de GovSat-Produiten ass ënnert der Responsabilitéit vun der kommerzieller Gesellschaft LuxGovSat SA. Méi Informatiounen iwwert d'Situatioun vun der Firma kënnen iwwer hir Konte fonnt ginn, déi offiziell publizéiert ginn.

Wat dem amerikanesche President seng Initiativ, fir eng eegen Deelarméi fir de Weltraum anzeriichten, betrëfft, do gëtt et am Moment keng Demande, fir mat Lëtzebuerger Capacitéiten zu där Initiativ bäizedroen.

Am Kader vun der Nato hunn d'Verdeedegungsministeren am Juni dëst Joer déi éischt „Nato Space Policy" ugeholl. Et geet hei haaptsächlech iwwert d'Defien, déi sech am Weltraum stellen. Wichteg Punkte sinn hei d'Sécherheet vun de Satellitten an d'Problematik vun de sougenannten „Space Debris". Der Nato hir Politik ass fundamental defensiv.

Do dernieft ass Lëtzebuerg awer och a villen anere multilaterale Foren engagéiert, wou et ëm déi friddlech Notzung vum Weltraum geet. Am Kader vun der UNO ass Lëtzebuerg Member am „Committee on the Peaceful Uses of Outer Space". Dëst Joer hunn d'Memberstaten do 21 Lignes directrices ugeholl, fir ze garantéieren, dass d'Benotze vum Weltraum méi sécher an durabel gëtt. An der EU participéiert Lëtzebuerg aktuell un Diskussiounen, fir weider multilateral Instrumenter op d'Been ze stellen, fir d'Behuele vu Staten am Weltraum besser ze regelen.

Wat d'Protektioun vun de Satellitten-Infrastrukture betrëfft, ass Lëtzebuerg implizéiert an Initiative vun der EU, duerch seng Participatioun am sougenannten „Cadre de soutien à la surveillance de l'espace et au suivi des objets en orbite", an am „Space Situational Awareness"-Programm vun der Agence spatiale européenne.

Déi rezent Missioun an den USA huet ënnert der Responsabilitéit vun der Lëtzebuerger Direktioun vun der Defense stattfonnt an et gouf Gespréicher mat Vertrieder vun der amerikanescher Arméi iwwer eng eventuell laangfristeg Zesummenaarbecht am Satellitteberäich. Déi Lëtzebuerger Delegatioun war zesummegesat aus Vertrieder vun der Direktioun vun der Defense vum Aussemiministère, deem fir d'Satellitenindustrie zoustännege Statsministère, an der privater Gesellschaft SES, déi der Regierung hire Partner am Satellitteberäich ass. Et wäert zu weidere Gespréicher a Sondéierunge kommen, fir de Kader vun esou enger Kooperatioun kënnen ze definéieren.

Question 1130 (28.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire enregistrée sous le n° 0899, Monsieur le Ministre affirme que : « des données chiffrées sur le nombre de demandes introduites auprès de la police depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 février 2018 ne sont pas directement disponibles ».

Cette réponse me semble peu satisfaisante, étant donné que cette même loi précise dans son article 25, comme je l'ai d'ailleurs mentionné dans ma question parlementaire, que « la documentation de la transmission est conservée pendant une durée de deux ans ». Il me semble également étonnant que Monsieur le Ministre soit, dans cette même réponse, en mesure de donner le nombre des demandes ayant été refusées (une demande), mais pas le nombre des demandes ayant été introduites.

Il va sans dire que les chiffres et informations demandées dans ma question parlementaire n° 0899 relèvent d'une importance particulière afin de permettre aux membres de la Chambre des Députés, ainsi qu'aux citoyennes et citoyens, d'évaluer l'envergure de cette pratique. Même si ces chiffres et informations ne sont pas disponibles directement, mais indirectement, je saurais gré à Monsieur le Ministre de bien vouloir essayer de les rassembler dans la mesure du possible.

Partant, je voudrais en partie réitérer ma question à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de demandes ont été introduites par d'autres administrations publiques auprès de la Police grand-ducale pour avoir accès à des informations contenues dans le fichier central à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Combien de personnes faisaient l'objet de telles demandes, par quelles administrations étatiques ont-elles été introduites et à quelles fins ?

2) Si les chiffres et informations demandées dans la question 1 ne sont aucunement disponibles, ni de manière directe, ni de manière indirecte, pouvez-vous m'en donner les raisons de manière détaillée ? Si tel est l'état des choses, Monsieur le Ministre juge-t-il cette absence d'informations sur les demandes contraire à la loi du 22 février 2018 ?

De même, j'avais demandé dans ma question parlementaire n° 0899 à Monsieur le Ministre s'il pouvait me renseigner sur l'envergure historique de cette pratique. Puisque Monsieur le Ministre n'a pas abordé ce sujet dans sa réponse, j'en conclus que ma question n'était pas assez claire. Dès lors, je me permets de la reposer de manière plus explicite :

3) Combien de demandes ont été faites par d'autres administrations publiques auprès de la Police grand-ducale pour avoir accès à des informations contenues dans le fichier central entre le 1er janvier 2003 et l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par année en spécifiant combien de personnes faisaient l'objet de telles demandes, par quelles administrations étatiques elles ont été introduites et à quelles fins ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 2) L'article 25 de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, auquel se réfère l'honorable Député, impose à la police de transmettre les données et informations aux autorités requérantes dans une forme qui permette à la CNPD de vérifier si les conditions requises par la loi étaient remplies au moment de la transmission. Il impose en outre à la police de conserver la documentation de la transmission pendant deux ans.

Tel qu'il a été expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0899, les demandes adressées à la police doivent l'être par écrit. La transmission des informations par la police se fait également par écrit, sous forme de rapport ou courrier électronique.

La finalité du contrôle par la CNPD n'étant pas de connaître le nombre de demandes introduites auprès de la police, mais de vérifier que les conditions légales de la transmission d'informations ont bien été respectées, les craintes de Monsieur le Député que la police ne respecterait pas les prescriptions de l'article 25 précité et que la CNPD ne serait de ce fait pas en mesure d'exercer sa mission de contrôle ne semblent pas fondées.

Les données chiffrées demandées ne peuvent être fournies que par décomptage manuel des demandes introduites. La police a en effet décidé lors de la mise en œuvre de la loi précitée du 22 février 2018, dans un souci de minimisation des données, de ne pas créer une banque de données des demandes individuelles d'échange d'informations qui, au demeurant n'a aucun intérêt opérationnel.

ad 3) Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 0899 dans laquelle j'avais notamment expliqué qu'avant la loi du 22 février 2018, la transmission de données à caractère personnel et d'informations par la police était dépourvue d'une base légale nationale adéquate alors que, si certaines lois faisaient état, sous une formulation ou une autre, d'une honorabilité professionnelle ou d'antécédents à vérifier et que les administrations pouvaient légalement traiter les données et informations reçues, des dispositions claires et précises permettant à la Police grand-ducale de les transmettre faisaient défaut. J'avais par ailleurs expliqué, en me référant au rapport de la commission juridique relatif au projet de loi devenu la loi du 22 février 2018, que les administrations de l'État qui nécessitaient des informations à caractère policier concernant une personne déterminée devaient s'adresser, en tout état de cause, aux parquets.

Monsieur l'honorable Député comprendra qu'il est difficile d'établir une liste exhaustive dans ces conditions.

Question 1133 (29.08.2019) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **nouveaux moyens pour la Police grand-ducale :**

Dans de nombreux pays à travers le monde, les forces de l'ordre disposent d'une unité montée utilisant des chevaux comme moyen de locomotion dans le cadre de leurs missions. De par ses fortes capacités physiques, sa stature imposante et son caractère dissuasif, les chevaux s'avèrent en effet particulièrement efficaces dans les zones urbaines notamment en période de forte circulation routière, dans les zones difficiles d'accès en voiture voire à pied, dans l'espace public, tels que les grandes places publiques, les artères commerciales, les parcs municipaux, les alentours de la gare et d'autres points d'affluence, tout comme également lors de manifestations ou de grands rassemblements. Les policiers disposant en plus d'un champ de vision plus large, ceci leur permet d'avoir un aperçu plus vaste et par conséquent un contrôle accru sur leurs champs d'action.

Ainsi par exemple, le canton de Genève, dont la taille de la ville est à peu près comparable à celle de Luxembourg avec environ 200.000 habitants, a relancé officiellement sa brigade montée en avril 2018. Les neuf cavaliers ont été formés en Belgique auprès de la police montée de Bruxelles. Afin de réduire les coûts, la Police cantonale genevoise loue les chevaux à des privés.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'idée d'une unité montée pour la Police grand-ducale ?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à réaliser une analyse quant à l'instauration d'une future unité montée au Luxembourg, et plus particulièrement dans les grands centres urbains, à l'instar notamment de nos pays voisins ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il, dans ce contexte, qu'il serait opportun de profiter du partenariat avec la Belgique dans le cadre de la formation des cavaliers, comme c'est déjà le cas pour certaines missions de l'armée ?

- Enfin, Monsieur le Ministre que pense-t-il de l'idée de louer des chevaux auprès de personnes privées, tel que l'a fait le canton de Genève ?

Réponse (24.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Les avantages d'une unité de police montée se situent principalement au niveau de :

- l'exécution de patrouilles dans des parcs municipaux ou des zones difficiles d'accès en voiture ;

- son rôle en tant que « crowd control » lors de manifestations d'envergure ;

par ailleurs, une unité de police montée contribuerait à l'amélioration de l'image de marque de la police.

Bien qu'il existe donc des missions ponctuelles et spécifiques où une unité montée pourrait constituer une plus-value, il faut cependant aussi prendre en considération les points suivants :

1) Champ d'action :

À l'étranger, les patrouilles montées sont principalement mises en œuvre dans de grands parcs municipaux, dans un but de rehausser l'image de marque de la police respectivement lors de manifestations d'envergure. La Belgique par exemple dispose d'une seule unité de police montée stationnée à Bruxelles et pouvant être demandée en renfort/patrouille dans tout le pays.

Le Grand-Duché ne dispose cependant pas de parcs municipaux dont l'envergure justifierait un tel dispositif.

À l'heure actuelle, il n'y a par ailleurs aucun indice qui laisserait présupposer que des manifestations d'envergure rendraient nécessaire des dispositifs de maintien d'ordre autres que ceux exécutés par le passé. Finalement se pose la question si un hypothétique rehaussement de l'image de marque de la police permet de justifier tel effort.

2) Durée limitée de l'engagement :

À l'instar des chiens de police, un cheval ne pourra pas « travailler » plus de quatre heures d'affilée par journée. Si l'on tient compte du trajet de l'écurie au lieu de mission, ceci risque de limiter considérablement le champ d'action d'une patrouille montée.

3) Formation :

Avant de pouvoir être considéré comme cheval de police à part entière, l'animal doit suivre une formation spécifique sur une durée pouvant dépasser un an. C'est ici qu'on apprend à l'animal de contrôler son instinct naturel (animal de fuite) ainsi que la confiance en son cavalier.

Il n'est cependant pas à exclure que même des chevaux de police ayant passé avec succès la formation spécifique puissent provoquer des accidents pouvant entraîner des blessures (aussi bien auprès du cavalier que de l'animal ou des personnes non impliquées) en raison de leurs réactions parfois imprévisibles en cas de stress.

Dans ce contexte on peut répertorier de par le monde sur les 20 dernières années une multi-

tude d'accidents, aussi bien légers que graves ou mortels pour l'homme et/ou l'animal, qui se sont produits lors de l'engagement d'unités de police montée lors de manifestations ou en patrouille. Ce genre d'accidents est inhérent à ce moyen de police, contrairement aux patrouilles motorisées, à pied respectivement à bicyclette.

4) Logistique :

- Écuries/entretien/transport

Il faut disposer d'écuries adaptées ainsi que de personnels spécialement formés et disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour les soins des chevaux et l'entretien du matériel. En effet, en raison des besoins spécifiques de la police et de la nature « spéciale » des chevaux, il n'est pas envisageable d'avoir recours à des écuries privées et des bénévoles. Par ailleurs, la disponibilité permanente d'un vétérinaire doit aussi être assurée. Finalement, il faut assurer le transport des chevaux et de leurs cavaliers vers les différents sites où l'on compte les mettre en œuvre.

- Budget

Les points énumérés ci-dessus permettent de se faire une idée sur le budget qu'il faudrait envisager pour l'instauration d'une unité de police montée. Outre l'acquisition des animaux, la création d'une telle unité montée engendre des frais de formation (animal + personnel), de personnel, de soins et de besoins logistiques et techniques (écuries, nourriture, médicaments, véhicules + remorques) et risque, à l'instar de ce qui se produit actuellement auprès des polices étrangères, d'atteindre des sommes qui ne sont plus en aucun rapport avec la plus-value qu'apporterait une telle unité et pourrait engendrer de nouvelles polémiques quant à l'utilisation des deniers publics.

L'option, pratiquée en Suisse, de louer les chevaux auprès de personnes privées, n'est envisageable que si les patrouilles montées se limitent à des missions préventives et représentatives. En effet, ces chevaux ne profitent pas d'une formation spécifique, et les risques que constituent les réactions imprévisibles de l'animal en cas de stress ne permettent pas de les utiliser en tant que chevaux de police à part entière.

La Police grand-ducale vient d'être réorganisée et la répartition de ses missions et de ses effectifs ne permet actuellement pas d'envisager la création de nouvelles unités sans que cela ait des répercussions sur le bon fonctionnement d'autres unités existantes.

Finalement, il faut savoir que plusieurs polices européennes (dont notamment l'Allemagne et l'Autriche) songent à abandonner leurs unités de police montée en raison des coûts disproportionnés par rapport aux avantages que de telles unités peuvent procurer à une police moderne. On peut ici mentionner tout particulièrement l'exemple de la Police de Copenhague qui, bien qu'elle ait disposé d'une unité montée jusqu'en 2012, a décidé suite à une étude interne de ne plus investir dans cette unité. En effet, les quelques avantages que procure une unité montée pour la police ne permettent pas à leurs yeux de combler les désavantages que sont les frais élevés et le manque de flexibilité et de mobilité d'une telle unité.

Question 1134 (29.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **délivrance d'un nouveau diplôme dans le cas de changement de sexe :**

Säit engem Joer ass d'Loi du 10 août 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil a Kraaft.

Bis ewell hunn 38 Persounen Numm a Geschlecht changéiert.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Kann de Minister confirméieren, dass den Educatiounsministère keen neien Diplom (un déi Persounen, déi hiren Diplom nach mam aneren Numm a Geschlecht ofgeschloss hunn) no enger Ännerung vun Numm a Geschlecht ausstellt, soudass Identitéitspabéieren an all anert offziellt Dokument net mam Diplom iwwereneestëmmen?

- Falls deem esou ass, ass de Minister sech bewosst, dass esou all Persoun, déi op enger Universitéit oder bei engem potenzielle Patron hiren Diplom muss ofginn, gezwongen ass, sech als transident ze outen, sech esou engem enorme psycheschen Drock aussetzt an eventuell guer Gefor leeft, opgrond vun hirer Transidentitéit diskriminéiert/ofgeleent ze ginn?

- Falls deem esou ass, envisagéiert de Minister, dëst schnellstméiglech ze redresséieren a Persounen, déi op Basis vun dem Gesetz vun 2018 hiert Geschlecht an hiren Numm änneren, an Zukunft een neien Diplom auszestellen?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Här Deputéierte Paul Galles huet eng parlamentaresch Ufro am Kontext vun der Ännerung vum Geschlecht oder vun de Virnimm am État civil gestallt a freet, ob d'Diplomer, déi virun dëse Modifikatiounen ausgestallt goufen, nodréiglech geännert ginn.

D'Ännerung vum Geschlecht an/oder vum Virnumm muss laut dem Gesetz vum 10. August 2018 an d'Regëster vum État civil agedroe ginn. Dës Ännerunge gëlle fir d'Zukunft, hunn awer kee retroaktiven Effekt. Fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren, gëtt en Diplom just eng Kéier ausgestallt. Diplomer a Certificaten, déi eng Persoun kritt, ginn op deen Numm an dat Geschlecht ausgestallt, déi dës Persoun zum Zäitpunkt vun der Examensdecisioun hat.

Den Här Deputéierten argumentéiert, wann eng Persoun no esou enger Ännerung op enger Universitéit oder bei engem Patron hiren Diplom virweise misst, géifen hir perséinlech Donnéeën am État civil net mat deenen um Diplom iwwereneestëmmen a si kéint opgrond vun dëser Ännerung diskriminéiert ginn.

Mäi Ministère ass sech där Problematik bewosst a léist dës Fäll am Interessi vun der concernéierter Persoun. Jiddwer Persoun, déi eng Attestatioun virleet, datt si hiren Numm oder hiert Geschlecht geännert huet, kritt ee Certificat, datt si Titulaire vun engem bestëmmten Diplom ass an datt dësen Diplom an de Regësteren agedroen ass. Esou ee Certificat gëtt mat den aktuellen Date vun der Persoun ausgestallt, soudatt d'Inscriptiounen am État civil mat den Donnéeën um Certificat iwwereneestëmmen.

Dëse Certificat ass identesch mat deem, deen eng Persoun kritt, wa si hiren Diplom verluer huet; en dréit den offizielle Stempel vu mengem Ministère a gëtt sengem Titulaire déiselwecht Rechter wéi en Diplom. Domat bleift déi Persoun mat allen anere Persoune gläichgestallt, déi en Diplom hunn, an d'Gefor vun Diskriminéierung duerch eng Transidentitéit ass net méi ginn.

Ech hunn an deem Zesummenhang den 31. Januar 2019 eng Kommunikatioun un d'Lycéeë geschéckt.

Question 1135 (29.08.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

D'après l'article 27 de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (RBE), les entités immatriculées auprès du Registre de commerce et des sociétés (RCS) devront fournir des informations sur les bénéficiaires effectifs avec pièces justificatives jusqu'au 31 août 2019 (six mois après l'entrée en vigueur dudit texte de loi).

Il se trouve que le RCS, désigné comme gestionnaire du RBE, n'en a informé les entités concernées (ou certaines d'entre elles) que récemment. Qui plus est, le délai d'inscription desdites informations au RBE expire pendant les vacances d'été.

C'est ainsi que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministres de la Justice :

- Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger le délai d'inscription ?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des informations actualisées sur l'état des inscriptions :

- Combien d'entités se sont d'ores et déjà conformées aux obligations légales ?

- Combien d'entités ne l'ont pas encore fait ? Peut-il quantifier les entités défaillantes (par type d'entité) ?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre de dissolutions/liquidations d'entités ayant eu lieu postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée ? Combien d'associations sans but lucratif se sont dissoutes depuis ? Le Gouvernement constate-t-il une hausse du nombre de telles dissolutions/liquidations ?

- Les établissements de crédit luxembourgeois ont également invité leurs clients à se conformer aux exigences de la loi et demandent de voir communiquer une copie de l'extrait de l'inscription du/des bénéficiaire(s) effectif(s). Ils en font de même pour les associations de fait disposant d'un compte auprès d'eux.

- Le Gouvernement peut-il m'informer si les associations de fait tombent dans le champ d'application de la loi du 13 janvier 2019 ?

- À défaut, le Gouvernement peut-il m'informer si les établissements de crédit sont en droit de « contraindre » les associations de fait de se transformer en « entité immatriculée » au sens de la loi du 13 janvier 2019 ? A-t-il connaissance de tels faits ?

- Le Gouvernement peut-il me confirmer que lesdits établissements ont, à l'instar de toute personne, accès aux informations contenues dans le RBE ? Comment le Gouvernement juge-t-il dès lors la démarche de ceux-ci demandant aux clients de leur fournir une copie de l'extrait de l'inscription du/des bénéficiaire(s) effectif(s) ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de ***M. Pierre Gramegna,*** *Ministre des Finances :*

Au 30 septembre 2019, 91.788 entités s'étaient immatriculées au Registre des bénéficiaires effectifs.

Ci-après un tableau reprenant le nombre d'entités inscrites par formes juridiques concernées comparées par rapport au nombre d'entités totales inscrites au Registre de commerce et des sociétés par forme juridique.

Il y a lieu toutefois de noter que ce nombre total d'entités inscrites comprend également les entités en cours de liquidation (volontaire ou judiciaire), les entités en faillite, les entités qui ont été dénoncées au parquet pour ne plus être conforme (dénonciation du siège, défaut de dépôt de compte, démission du conseil d'administration, etc.). Ceci est particulièrement vrai pour les asbl dont le nombre total comprend un nombre important d'asbl inactives n'ayant pas fait de dépôts auprès du RCS sans avoir été toutefois liquidées puis rayées du RCS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Quant au nombre de dissolutions/liquidations intervenues depuis l'entrée en vigueur du RBE (1er mars 2019), les chiffres sont repris dans le tableau ci-après, étant relevé que les motifs ayant conduit à la décision de dissolution/liquidation ne sont pas connus alors que cette information n'est pas requise.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne les associations, il y a lieu de relever que seules doivent s'inscrire au RBE les entités énumérées à l'article 1er points 2° à 15°, de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. Dans cette énumération les associations sans but lucratifs sont comprises. Les associations de fait ne sont par contre pas comprises dans cette énumération.

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur la manière dont les établissements de crédit se mettent en conformité avec les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle qui reposent sur eux d'après la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le Registre des bénéficiaires effectifs est accessible à tout public depuis le 2 septembre 2019.

Question 1136 (30.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **résistance aux antibiotiques :**

Ëmmer erëm kënnt et vir, dass Patienten trotz engem Traitement mat Antibiotique net gesond ginn, well Krankheetserreeger Resistenzen entwéckelt hunn. Wéi oft et konkret zu esou Fäll kënnt, ass dobäi leider net mat Sécherheet ze bestëmmen. Obwuel divers Studie sech mat der Thematik vun der Antibiotiquesresistenz befaassen, ginn et keng offiziell Zuelen, well et un enger genereller Erfaassung vu Resistenzfäll mangelt. D'Gefor, déi vun antibiotiquesresistente Bakterien ausgeet, ass awer net ze ënnerschätzen. D'OECD rechent domat, dass tëscht 2015 an 2050 ronn 2.400.000 Persounen aus de Memberlänner opgrond vun antimikrobielle Resistenze verstierwe wäerten. Soulaang et awer keen offizielle Regëster gëtt, ass et schwéier, d'Richtegkeet vun esou Viraussoen ze bestëmmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ginn zu Lëtzebuerg Fäll vu Patiente mat Infektiounen, déi op Bakterien, déi Resistenze vis-à-vis vun Antibiotiquë weisen, op enger zentraler Plaz registréiert a fir statistesch oder biomedezinnesch Zwecker gespäichert?

2. Falls et esou een zentrale Regëster gëtt: Wéi eng Informatioune gi konkret pro Infektiounsfall gespäichert?

3. Falls dës Daten zu Lëtzebuerg net gesammelt ginn: Huet d'Regierung vir, Medezinner an Zukunft ze obligéieren, Fäll vun antimikrobielle Resistenzen ze mellen, fir en nationale Regëster kënnen unzeleeën?

4. Et ass bekannt, dass ëmmer nach méi Antibiotiquë verschriwwe ginn, wéi néideg wären. Mat wéi enge Mëttele wëllt d'Regierung Antibiotiquesverschreiwungen a Fäll vu viralen Erkrankungen an Zukunft reduzéieren?

5. Mat wéi enge konkrete Mesurë gëtt verhënnert, dass Patienten, déi eng Infektioun hunn, déi héchstwahrscheinlech op Bakterien zréckgeet, déi Resistenze vis-à-vis vun Antibiotiquen opweisen, wärend Openthalter am Spidol aner Patienten ustiechen?

- Wéi gesinn aktuell d'Prozeduren an de Spideeler aus, wann eng Persoun, déi eng Infektioun huet, déi op Bakterie mat antimikrobieller Resistenz zréckgeet, stationär opgeholl gëtt?

- Wéi gesinn aktuell d'Prozeduren an de Spideeler aus, wann eng Persoun, déi eng Infektioun huet, déi op Bakterie mat antimikrobieller Resistenz zréckgeet, an de Service d'urgence geet?

- Wéi eng Mesurë sollen dës Prozeduren an Zukunft nach verbesseren?

Réponse (08.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Meldeflicht vu bestëmmte Krankheeten a vum groussherzogleche Reglement vum 15. Februar 2019, dat déi meldeflichteg Krankheeten opzielt, sinn déi invasiv Infektioune mat Methicillin-resistente Staphylococcus aureus (MRSA) an déi invasiv Infektioune mat Enterobakterien, déi resistent sinn op d'Carbapenème an/oder d'Cephalosporine vun der drëtter oder véierter Generatioun, déi eenzeg Infektiounen am Zesummenhang mat Antibiotiquesresistenzen, déi der Direktioun vun der Santé deklaréiert ginn.

Iwwerdeems ginn Informatiounen iwwer Antibiotiquesempfindlechkeeten/-resistenze bei verschiddenen invasiven Infektiounen aus de verschiddene Spideeler am Land am LNS zentraliséiert. Dee kontrolléiert se a reecht se weider un den Europäesche Reseau fir d'Iwwerwaache vun Antibiotiquesresistenzen (EARS-Net) an un de weltwäiten Iwwerwaachungssystem fir Antibiotiquesresistenzen (GLASS). Den Europäeschen Zenter fir d'Präventioun an d'Kontroll vu Krankheeten (ECDC) an d'Weltgesondheetsorganisatioun analyséieren déi iwwermëttelt Informatiounen a publizéiere si an hire Joresrapporten.

ad 2. Fir d'Iwwerwaachung vu meldeflichtege Krankheete ginn déi folgend Informatioune vun der Sanitärsautoritéit gesammelt:

- Numm, Virnumm vum Patient a seng Adress;
- Gebuertsdatum a Geschlecht vum Patient;
- Datum vum Prelèvement;
- Ursprong vum Prelèvement;
- Medezinnesch Diagnos.

Am Kader vun den Informatioune fir EARS-Net a GLASS gi folgend „Spidolsinformatiounen" gesammelt:

- Total vun den an de Laboratoirë realiséiert Bluttkulturen;
- Zuel vun de Better an all Spidol;
- Zuel vun de Better op den Intensivstatiounen;
- Spidolstyp jee no Niveau (tertiaire, secondaire, primaire, aneren, onbekannt);
- Beleeungstaux vun de Spideeler;
- Zuel vun den Admissiounen.

All Spidol liwwert doniewent fir all Prouf déi folgend „Patienteninformatiounen":

- Datum vun der Admissioun;
- Geschlecht;
- Alter;
- Zort vun der Hospitalisatioun (no Kategorien);
- Datum vun der Prouf;
- Natur vun der Prouf;
- isoléiert Bakterien;
- Empfindlechkeet/Resistenz op eng Lëscht vun Antibiotiquen, déi vum ECDC/GLASS definéiert goufen.

ad 3. Déi eenzeg aktuell Verflichtung zu Lëtzebuerg ass d'Deklaratioun vun den invasiven MRSA- an Enterobakterien-Infektiounen, déi op d'Carbapenème an/oder op d'Cephalosporine vun der drëtter oder véierter Generatioun resistent sinn.

D'Opstelle vun engem nationale Regëster, deem Dokteren a Laboe sämtlech Infektiounen, déi duerch antibiotiquesresistent Bakterie verursaacht ginn, melle mussen, ass net virgesinn.

ad 4. Am Kader vum Plan national antibiotiques 2018-2022 sinn e sëllechen Aktioune virgesinn, fir e richtegt Benotze vun Antibiotiquë bei de Professionellen a beim grand Public ze promouvéieren, besonnesch déi alljäerlech Sensibilisatiounscampagnen a regelméisseg Formatioune fir de grand Public a fir déi Professionell am Kader vum „Europäeschen Informatiounsdag iwwert d'Antibiotiquen" den 18. November. En Aarbechtsgrupp befaasst sech aktuell mam Ausschaffe vun nationale Recommandatioune fir en „Antibiotic Stewardship"-Programm an de Secteure vun der Akut-, der Laangzäit- an der primärer Gesondheetsversuergung.

ad 5. Op nationalem Niveau goufe vum „Groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale (GNPIN)" eng Rei Aktiounen duerchgefouert am Sënn vun der Kontroll an der Präventioun vu fleegeassociéierten Infektiounen. Den GNPIN huet 2018 seng national Recommandatioune fir de Kampf géint MRSA an de Spideeler aktualiséiert. Eng Circulaire iwwert d'Kontroll vun der Verbreedung vun Enterobakterien, déi duerch Carbapenemasse produzéieren (EPC), ass och disponibel. National Recommandatioune fir multiresistent Organisme sinn an der Maach.

Fir sämtlech Lëtzebuerger Spideeler gëllt, datt Standardmoossname geholl gi bei all Behandlung, egal op wéi enger Plaz an a wéi engem Service, fir all Patient, onofhängeg vu sengem Infektiounsstatus, a vun all Professionellem am Gesondheetsberäich. Dës Moossname sinn zum Beispill: d'Hygiène vun den Hänn, fir iwwer si keng Keime vun deem enge Patient bei een aneren ze droen, oder och den Zougang zu individuelle Schutzequipementer (Händschen, Masken...). Fir bestëmmte Fäll, zum Beispill fir Infektioune mat MRSA, sinn zousätzlech Moossnamen ze huelen, dorënner d'Isoléiere vum Patient an och besonnesch Mesurë beim Kontakt mam Personal oder mat Visiteuren.

Och an Zukunft soll weider op e sëlleche Mesurë gesat ginn, dorënner déi national Campagne iwwert d'Hännwäschen, d'Informatiounscampagne iwwert d'Antibiotiquen, grad eméi d'Formatioune fir déi Professionell an de grand Public. Donieft gi weider Mesuren entwéckelt, dat am Kader vum Plan national antibiotiques, wéi d'Ausschaffe vun nationale Recommandatioune fir en „Antibiotic Stewardship"-Programm op allen Niveaue vun der Fleeg an och d'Promotioun vum Gebrauch vu schnelldiagnosteschen Tester.

Question 1138 (30.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

Am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Register vun den effektive

Beneficiairë steet Folgendes:

« Les entités immatriculées disposent d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi pour se conformer aux dispositions de la loi. »

Dësen Datum wier den 1. September 2019.

Haut huet de Luxembourg Business Register, dee fir den RBE zoustänneg ass, kommunizéiert, datt si unilateral decidéiert hunn, e weideren Delai vun dräi Méint ze accordéieren, wärenddeem d'Androe vun den Informatiounen an de Register gratis wier. Dëst widdersprécht dem Artikel 13 vum RGD vum 15. Februar 2019, an deem steet:

« Les entités soumises à la loi précitée du 13 janvier 2019 effectifs sont exemptées du paiement des frais administratifs, fixés à l'annexe A, pendant un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gouf de Ministère consultéiert, éier dës Moossnam vum LBR decidéiert gouf?

2. Huet d'Regierung en neie Règlement grand-ducal op de Wee bruecht, fir dës Moossnam ze erlaben? Falls neen: Plangt d'Regierung dëst ze maachen? Bis wéini ass mat engem neie Règlement grand-ducal ze rechnen?

3. Op wéi vill Euro schätzt d'Regierung de „manque à gagner" duerch dës Moossnam?

4. En vue vun den Artikelen 20 an 21 vum Gesetz iwwert de Register vun den effektive Beneficiairën, déi d'penal Konsequenze fir d'Net- a Falschausfëlle virgesinn, ass d'Regierung der Meenung, datt d'Kommunikatioun vum LBR zumindest onkloer ass? Ass d'Regierung der Meenung, datt de Gestionnaire hei hätt sollen drop hiweisen, datt duerch hir administrativ Moossnam, d'Gesetz net ausser Kraaft gesat gëtt?

5. Plangt d'Regierung e Gesetzesprojet, fir ex post d'penal Konsequenzen, fir dräi weider Méint auszesetzen? Falls jo: Fir wéini ass domadder ze rechnen? Falls neen: Plangt d'Regierung d'penal Konsequenzen ze applizéieren, obwuel de Gestionnaire hei unilatéral eng nei Karenz annoncéiert huet?

Réponse (25.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Laut Artikel 2 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Register vun den effektive Beneficiairë (RBE) steet den RBE ënnert der Autoritéit vum Justizminister.

Iwwregens gesäit den Artikel 5 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 fir, dass de Gestionnaire vum RBE (de groupement d'intérêt économique Luxembourg Business Registers (LBR)) déi folgend Aufgaben huet: « Le gestionnaire est chargé de l'inscription, de la sauvegarde, de la gestion administrative et de la mise à disposition des informations sur les bénéficiaires effectifs conformément aux dispositions de la présente loi. »

Virum Oflaf vum Delai vu sechs Méint deen, am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar virgesinn ass, huet de Justizminister den LBR invitéiert een zousätzlechen administrativen Delai vun dräi Méint ze applizéieren wärenddeem d'Aschreiwung gratis bléift.

ad 2. Dës Moossnam ass eng reng administrativ Moossnam, déi sech op den Artikel 2 baséiert an déi als eenzegen Effekt huet, dass den LBR wärend dräi Méint d'Inscriptioune gratis entgéinthëllt. Deemno ass kee Règlement grand-ducal geholl ginn an et ass net geplangt een ze huelen.

ad 3. Et entsteet kee „manque à gagner", vu dass virgesi war, dass d'Inscriptiounen all am Délai vu sechs Méint hätte misse gemaach ginn, wärenddeem d'Inscriptioun souwisou gratis gewiescht wär.

ad 4. De Communiqué vum LBR huet kloer annoncéiert, dass et sech ëm en Délai administratif handelt wärenddeem d'Inscriptioun weider gratis bleift.

An engem separate Bréif, deen elo individuell vum LBR un all Entitéiten adresséiert gouf, déi hiren effektive Beneficiaire nach net am RBE agedroen hunn, mécht ausserdeem den LBR opmierksam op d'penal Sanktiounen, déi am Gesetz virgesinn sinn.

ad 5. Et ass net geplangt d'Gesetz ex post ze änneren. Vu dass d'Applikatioun vu pénale Sanktiounen an den Hänn vun der Justiz läit kann d'Regierung dës Applikatioun net „plangen".

Question 1140 (30.08.2019) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **départ du Commissaire du Gouvernement à l'Énergie :**

Ufanks August ass d'Noriicht komm, dass de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie, deen d'Generaldirektioun vun der Energie am Wirtschaftsministère gefouert huet, de Ministère verlooss huet. Och aner Mataarbechter hätten den Departement vun der Energie verlooss. An enger ëffentlecher Stellungnam huet den Här Minister den Depart vum Commissaire du Gouvernement als „net tragesch" bezeechent.

An dësem Kontext géif ech gären dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister soen, aus wéi enge Grënn de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie an aner Mataarbechter de Ministère verlooss hunn an ob nach aner Departe musse gefaart ginn?

- Wei en Impakt huet den Depart vum Commissaire du Gouvernement à l'Énergie op d'Gestioun vun der Energiepolitik zu Lëtzebuerg an op déi deeglech Erausfuerderunge vum Ministère, och am Fall zum Beispill vun engem nationalen Energienoutstand?

- Wéi ass dem Här Minister seng Bewäertung „net tragesch" ze interpretéieren?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass hie mat esou enger Bewäertung d'Aarbecht an de Wäert vun därselwechter, déi an de leschte Jore gemaach gouf komplett a Fro stellt?

- Kann de Minister soen, wéi d'Nofolleg geregelt gëtt respektiv geregelt ass, wëssend wéi schwéier et ass um Aarbechtsmaart Leit mat de Kompetenze vum fréiere Commissaire du Gouvernement à l'Énergie ze fannen?

- Wéi wäit ass de Rifkin-Prozess a senger Ëmsetzung respektiv ass dëse Prozess nach en vigueur?

- Wéi gedenkt de Minister d'Ziler ze erreechen, déi hien am nationale Klima- an Energieplang presentéiert huet.

Réponse (25.09.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

De Commissaire à l'Énergie souwéi e puer weider Mataarbechter wollte sech berufflech nei orientéiren. Dëst ass hire perséinleche Choix an hiert gutt Recht an et steet mir net zou, hir perséinlech Motivatioun ze bewäerten.

De Fonctionnement vum Ministère ass komplett garantéiert. Et sief präziséiert, datt ausschliisslech eng Direktioun vun Departe betraff ginn ass an datt béid aner Direktiounen, d'Beräicher „Erneierbar Energien" an „Marchés de l'énergie" mat all hire Mataarbechter intakt a motivéiert weiderschaffen.

De Minister ka sech dohier op e motivéiert a kompetent Team vu gutt ageschafftem Personal verloossen. Doriwwer eraus sinn no Ausschreiwwung vun de Posten, well dräi nei Mataarbechter agestallt, sechs weider Mataarbechter ginn an den nächste Méint agestallt, soudatt virgesinn ass, d'Departe séier ze kompenséieren an den Departement, doriwwer eraus an alle Beräicher zolidd opzestocken.

De Poste vum Commissaire à l'Énergie wäert nom Depart vum Commissaire ausgeschriwwen an duerno nei besat ginn.

D'Bewäertung „net tragesch" bezitt sech op de Fonctionnement vum Ministère an ass keng Bewäertung vun der gudder Aarbecht vum aktuelle Commissaire. „Tragisch" bedeit nom Duden „auf verhängnisvolle Weise eintretend und schicksalhaft in den Untergang führend". Vu datt den Departement weider wäert mat kompetente Mataarbechter fonctionnéiren a souguer opgestockt gëtt, ass domadder sécher net vun esou enger Entwécklung vun dësem Departement auszegoen.

Déi zréckgehale Pisten aus dem Rifkin-Prozess fléisse weider an d'Decisioune vun dëser Regierung an a wäerten nei Mesuren am Beräich Klima an Économie circulaire beaflossen.

D'Mesurë vum nationalen Energie- a Klimaplang sinn amgaang ausgeschafft ze ginn an all d'Chamberfraktioune wäerten d'Geleeënheet kréien, hire wichtege Bäitrag zu dëser nationaler Prioritéit ze leeschten.

Question 1143 (30.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**évaluation d'impact des textes législatifs :**

Déjà à l'heure actuelle tout projet de loi fait l'objet d'une évaluation financière et politique. À l'aide d'une fiche d'évaluation simplifiée les auteurs des projets de loi évaluent l'impact du projet du Gouvernement sur les finances publiques et par rapport à la réalisation de certains objectifs politiques (mieux légiférer, égalité des chances, directive « services »). Cette évaluation a un caractère public.

Présentement, une telle évaluation n'est pas prévue pour les propositions de loi, c'est-à-dire les initiatives législatives parlementaires.

1) J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre s'il partage mon opinion que tout au moins le mécanisme de l'évaluation financière devrait être élargi aux propositions de loi en vue d'assurer un examen éclairé de toute initiative législative, indépendamment de son origine.

2) De quelle façon le Gouvernement entend-il réaliser l'évaluation de durabilité (« Nachhaltigkeitscheck ») inscrite dans le programme gouvernemental ? Quelle instance sera, le cas échéant, chargée d'effectuer l'analyse d'impact de toute initiative législative du point de vue de sa conformité aux objectifs de développement durable ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

1) Le mécanisme d'évaluation décrit par l'honorable Député découle de l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose que « des projets ou propositions de loi, des projets d'amendement d'initiative parlementaire ou ministérielle ainsi que des projets de règlement comportent des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget, ils sont obligatoirement accompagnés d'un exposé des recettes et des dépenses nouvelles ou des modifications de recettes et de dépenses à prévoir au budget. Cet exposé comprend une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. La fiche financière doit comporter tous les renseignements permettant d'identifier la nature et la durée des dépenses proposées, leur impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel. »

En pratique, la forme de l'évaluation financière est libre, il échet uniquement, pour le ministre initiateur respectivement le député initiateur, de fournir les renseignements prévus au paragraphe 1 de l'article 79 de la loi précitée.

La mesure proposée par l'honorable Député, c'est-à-dire un mécanisme d'évaluation financière des propositions de loi, est déjà prévue par le législateur depuis 1999.

La « fiche d'évaluation d'impact », initiée dès 2012 dans un processus de simplification administrative, consiste en un formulaire invitant l'auteur du texte à procéder à une auto-évaluation du projet par le biais d'une série de recommandations déclinant les principes de « mieux légiférer », de l'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes, ou encore le respect des dispositions de la directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. Rien n'empêche un député, auteur d'une proposition de loi, de procéder à une auto-évaluation de sa proposition, à l'instar de l'auteur d'un projet de loi.

En définitive, tant la fiche financière que la fiche d'évaluation d'impact poursuivent la finalité de fournir au législateur une série d'informations essentielles pour le mettre en mesure de porter un jugement critique sur la mesure proposée (projet ou proposition), peu importe qui en était l'auteur.

La fiche d'évaluation d'impact, ainsi que la fiche financière, sont actuellement en cours de révision et font partie intégrante des travaux en vue de la digitalisation des procédures législatives et réglementaires.

2) Le « check durabilité », dit « Nohaltegkeetscheck » (NHC), figurant dans le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023, sera un outil d'autoévaluation commun à tous les ministères proposant une analyse des projets de loi et de règlement grand-ducal par le biais de leur impact réel et/ou potentiel sur les champs d'actions prioritaires retenus dans le PNDD. Le NHC vise ainsi à compléter l'exposé des motifs sommaire du projet évalué en fournissant des éléments supplémentaires faisant transparaître explicitement l'opportunité de légiférer dans un sens déterminé qui ambitionne la réalisation des objectifs découlant des champs d'actions prioritaires du PNDD.

En pratique, le NHC prendra la forme d'un questionnaire accompagné d'une documentation illustrative et régulièrement mise à jour. Le NHC ambitionne également à rationaliser la collaboration entre les ministères, en proposant une grille analytique des projets à évaluer en harmonie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 du Développement durable reflétant les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions environnementale, sociale et économique.

La Commission interdépartementale de développement durable (CIDD), au sein de laquelle tous les ministères sont représentés, est en charge de l'élaboration du NHC. Les travaux y relatifs sont coordonnés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du développement durable en étroite collaboration avec le Ministère d'État, en charge de la procédure législative et réglementaire. En vue d'une concrétisation rapide du NHC, les efforts ont été doublés au début de l'année 2019. Étant donné que pour la mise en œuvre du NHC la digitalisation de cette nouvelle procédure s'impose, le NHC et sa mise en ligne forment une partie intégrante de la digitalisation de la procédure législative et réglementaire dont les travaux sont en cours.

Question 1144 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**obligation de rédiger le rapport de suivi du concept d'action général en langue française :**

Strukturen, déi mam Chèque-service ze dinn hunn, schaffen all dräi Joer en „Concept d'action général" (kuerz „CAG") aus. Dee musse si erareechen, fir dëse vun hirem zoustännegen Agent régional fir dräi Joer validéieren ze loos-

sen. Dëse CAG dierfe si an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land schreiwen, an den Agent régional schreift säin Avis an der nämlechter Sprooch, wéi de CAG geschriwwen ass.

All Agent régional mécht op d'mannst zwou Visitten d'Joer an de Strukturen. Uschléissend gëtt en „rapport-suivi" geschriwwen, wou den Agent régional op dat, wat an de Visitten thematiséiert ginn ass, an op alles, wat vum Gesetz hier ënnert den „dispositif qualité" fält (wéi z. B. d'Formatioun continue) ageet a säin Avis ofgëtt. Dëse Rapport-suivi MUSS d'office op Franséisch verfaasst ginn. Verschidde Strukture sinn awer domadder net zefridden, well si dëse Rapport-suivi och gär an der nämlechter Sprooch wéilte geschriwwe kréien, an där si och hire CAG verfaasst hunn.

Well d'Sproochegesetz vun 1984 dräi gläichberechtegt administrativ Sprooche virgesäit, wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Firwat kann den Agent régional net decidéieren, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproochen hie wéilt säi Rapport-suivi schreiwen respektiv an där Sprooch, an där den Dossier ugefaange gouf?

2. Wéi e Konzept vu Méisproochegkeet huet d'Regierung an hirer eegener Kommunikatioun mat deene concernéierte Strukturen, dëst an engem Kontext, wou si selwer jo d'Méisproochegkeet wëllt promouvéieren? Firwat insistéiert si do op Franséisch, eventuell géint de Wëlle vun deene betraffene Strukturen oder engem regionalen Agent, wann d'Sproochegesetz keng Hierarchie tëschent deenen dräi Verwaltungssprooche kennt?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Agents régionaux produzéiere verschidden Zorte Schrëftstécker: den Avis iwwert de Concept d'action général respektiv de Projet d'établissement an de jäerleche Rapport-suivi iwwer hir Visitte bei de Strukturen.

D'Services d'éducation et d'accueil kënnen hire Concept d'action général respektiv Projet d'établissement op Franséisch oder op Däitsch eraginn a kréien dann en Avis dozou an der respektiver Sprooch zréck.

D'Rapports-suivi ginn op Franséisch geschriwwen, well dës Dokumenter musse Bezuch op Gesetzer a Reglementer huelen, déi eben op Franséisch sinn. Dës Rapporte kënnen zitéiert ginn, wann de Ministère géint Bedreiwer virgeet, déi sech net un d'Regelen halen. Den offizielle Courrier ass an deem Fall ëmmer op Franséisch. Et geet also drëm, eng Kohärenz tëscht de Rapports-suivi an dem administrative Courrier ze garantéieren. D'Méiglechkeet, an Zukunft d'Rapports-suivi kënnen an deenen aneren administrative Sproochen ze redigéieren, gëtt analyséiert, an et gëtt gekuckt, ob dat engem reelle Besoin entsprécht.

ad 2. D'Publikatiounen an d'pedagogescht Material, dat de Service national de la jeunesse erausgëtt, ass zanter zwee Joer am Prinzip ëmmer op Däitsch an op Franséisch. Et kann awer duerch d'Iwwersetzungen zu Decalagë kommen.

Question 1145 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **légalisation du cannabis récréatif :**

Am internationalen ëffentleche Recht gëtt et eng Rei vu Konventiounen, déi Droge betreffen an an deenen de Cannabis och explizit genannt a verbuede gëtt. Am Kader vun der UNO zum Beispill zielen zu deene wichtegste Rechtsinstrumenter an dësem Beräich d'Drogekonventioun vun 1961 (esou wéi 1972 ofgeännert), d'Konventioun iwwer psychotrop Substanze vun 1971 an d'Konventioun géint den illegalen Handel mat esou Substanze vun 1988.

Well d'Regierung jo wëll de Cannabis als sougenannten „Genossmëttel" legaliséieren, stelle sech Froe mat der Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Bausseminister an dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. A wéi wäit géing eng Legaliséierung vum Konsum, vum Verkaf, vun der Kultur, vum Handel asw., mat Cannabis a sengen derivéierte Produkter zu sougenannten „rekreativen Zwecker" eist Land an Netkonformitéit mat internationale Verflichtunge setzen? Wéi eng Traitéen oder aner Rechtsinstrumenter wäre genee betraff?

2. Missten dës international Traitéen net fir d'Éischt denoncéiert ginn, ier Lëtzebuerg seng national Legislatioun géif änneren? Plangt d'Regierung, vun deene betraffene Rechtsinstrumenter zréckzetrieden ier eis national Legislatioun soll geännert ginn, fir eng Kohärenz am Rechtskierper ze erhalen?

3. Wéi gesäit d'Regierung d'Diskussioun ronderëm d'Primautéit vum internationalen Droit an déi konstitutionell Implikatioune vun enger Netkonformitéit vum nationale Recht mat internationalen Traitéen? Wéi eng Implikatiounen hätt esou eng Entwécklung op eventuell weider Beräicher, an deene sech Kontradiktiounen tëschent internationalen an nationale legalen Dispositioune géife weisen?

4. Ass et opportun, datt e Land wéi Lëtzebuerg, dat bis elo ëmmer fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht plädéiert huet, elo eng „Virreiderroll" spillt, wann aus ideologesche Grënn dat internationaalt Recht soll gebrach ginn?

5. Wéi wierkt sech d'Positioun vun der Regierung an der Fro vum sougenannte „rekreative" Cannabis op d'Relatioune mat eisen Nopeschlänner aus? Wat ass virgesinn, fir d'Bedenke vun eisen Nopeschlänner ze zerstreeën?

Réponse commune (26.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

D'Äntwerten op d'Froen 1 bis 3 sinn ofhängeg vum Konzept iwwert d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis. Dëst Konzept ass, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Deputéierte Claude Wiseler N° 0855 präziséiert, zu dësem Zäitpunkt an der Ausschaffung.

E wichteg Zil vun der Reglementatioun soll et och sinn, d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen déi mat Cannabis a Kontakt kommen. Déi genannten UNO- Konventiounen verfollegen, ënner anerem, och dëst Zil. Dofir steet d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis prinzipiell, wéi och vum allgemengen Usaz hir, net per se am Géigesaz zu de Konventiounen.

D'Regierung wäert sech och weiderhi fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht a fir multilateral Kooperatioun asetzen.

E gudde Kontakt mat den Nopeschlänner steet dofir och am Mëttelpunkt vun den Iwwerleeungen. An deem Sënn gouf och scho Kontakt mat den zoustännegen Instanzen aus Frankräich, der Belsch an Däitschland opgeholl.

Question 1146 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**hymne européen :**

Bei der ziviller Feier um Nationalfeierdag wéi och am zivillen Deel vun der Parad, gëtt déi sougenannten „Europahymn" gespillt. U sech ass déi Musek, an enger vokaler Fassung aus engem Gedicht vum Friedrich Schiller, e wonnerbaart Wierk vum Ludwig van Beethoven, awer ouni all offizielle Charakter. An enger Fassung ouni Vokalmusek an an engem bestëmmten Arrangement kann et awer och dei sougenannten „Europahymn" sinn, esou wéi den Europarot si 1972 zréckbehalen hat.

Protokollaresch huet déi Hymn awer net deeselwechte Statut wéi eng Nationalhymn. De Versuch, där Hymn en offizielle Charakter ze ginn, war am europäesche Verfassungsvertrag ënnerholl ginn, dee jo awer a Frankräich an an Holland ausdrécklech per Referendum zréckgewise gouf. Am Vertrag vu Lissabon ass dee Versuch, eng offiziell europäesch Hymn anzeféieren, doweinst fale gelooss ginn.

Déi „Ode an die Freude" aus dem Ludwig van Beethoven senger néngter Symphonie kann also wuel musikalesch un den europäesche Gedanken erënneren - woubäi d'Interpretatioune vun deem Begréff wäit ausernee ginn - kann awer dobäi keen offizielle Charakter hunn.

Et ass doweinst drop Uecht ze ginn, datt déi sougenannten „Europahymn" protokollaresch net d'selwecht wéi eng Nationalhymn behandelt gëtt, also datt d'Leit bei där Hymn net opstinn, d'Militär net salutéiert an och d'Waffen net presentéiert an datt och, no dem Ofspille vun där sougenannter „Europahymn", ka geklappt ginn, well et jo eng konzertant Opféierung vun engem schéine Musekssték ouni offizielle Charakter mat protokollareschem Rang ass.

Doweinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt et e protokollareschen Ënnerscheed tëschent Nationalhymnen an anere Musekssték gëtt, déi entweder iergende Gedanke sollen evoquéieren oder als Identifizéierung vun enger internationaler Organisatioun déngen?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt de Versuch, enger „Europahymn" en offizielle Charakter ze ginn, no de Referenden a Frankräich an an Holland fale gelooss gouf an datt de Lissabonner Vertrag bewosst op d'Aféierung vun offiziellen europäeschen „Statssymboler" verzicht huet?

3. Wéi wëll d'Regierung bei offizielle Feieren zu Lëtzebuerg méi däitlech maachen, datt et e protokollareschen Ënnerscheed tëschent der Nationalhymn an där sougenannter „Europahymn" gëtt? Misst d'Organisatioun vun de Nationalfeierdagszeremonien net besser esou agencéiert ginn, datt d'Leit bei där sougenannter „Europahymn" sëtze bleiwen oder sech no der Nationalhymn nees kenne sëtzen?

Réponse (23.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Jo.

ad 2. D'Regierung kennt d'Genèse an de Contenu vun den europäesche Verträg.

ad 3. D'Regierung gesäit kee Besoin, deen Ënnerscheed méi däitlech ze maachen. Et gëtt keng Uweisung, déi de Leit géif virschreiwen, bei der Nationalhymn oder der Europahymn opzestoen. Well d'Leit dat awer spontan maachen, ass dovun auszegoen, datt si, wat d'Europahymn ugeet, dat aus Respekt an als Ënnerstëtzung maache fir d'Wäerter, déi de Sockel vun der Europäescher Unioun duerstellen an där Lëtzebuerg als ee vun de Grënnerstaten déif verwuerzelt ass.

Question 1148 (02.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**exposition canine :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0225 hat ech den Här Landwirtschaftsminister ufanks des Joers no Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der diesjäreger Hondsausstellung zu Lëtzebuerg gefrot. D'Dog Show huet dunn effektiv den 31. August an den 1. September zu Lëtzebuerg stattfonnt. A wei aus der Äntwert vum Minister ervirgeet, goufen d'Kontrolle vum Déiereschutzgesetz vun ëffentlecher Säit aus mat Hëllef vun der Veterinärsinspektioun an der Douane organiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. A wéi engem Ëmfang goufe Kontrollen op der Ausstellungsfläch an och um Parking organiséiert? Ass de Minister der Meenung, dass den Ëmfang vun dëse Kontrolle ausräichend war?

2. Goufen um Event iergendwellech Infraktioune géint d'Déiereschutzgesetz festgestallt? Falls jo, ëm wéi eng Infraktiounen huet et sech heibäi gehandelt?

3. Goufe bezüüglech dem Déierentransport Kontrollen duerchgefouert? Gouf zum Beispill kontrolléiert, ob d'Déieren an den Transportkäfeger genuch Plaz, Fudder a Waasser haten? A goufen och d'Temperatur an d'Anhale vun de Pause wärend dem Transport kontrolléiert?

- Falls jo, wei genee sinn dës Kontrollen ofgelaf?

- Wéi goufen d'Hondsziichter kontrolléiert, déi méi wäit Distanzen op Lëtzebuerg zréckgeluecht hunn?

4. Den éischten Artikel vum Déiereschutzgesetz schwätzt den Déieren eng Dignitéit (= Würd) zou. Ass d'Regierung der Meenung, dass ëffentlech Hondsaustellungen d'Würd vum Déier respektéieren? Sinn dës Déierenausstellungen des Weideren hautzudaags nach ethesch vertrietbar?

Réponse (08.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Am Virfeld vun der Dog Expo, déi den 31. August an 1. September 2019 zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, waren déi verschidde Kontrollen tëschent dem Organisateur (FCL), der Douane, der Veterinärsverwaltung an de praktizéierende Veterinären ofgeschwat ginn.

Wärend d'Douane an d'ASV sech méi ëm d'Ëmfeld vun der Ausstellung gekëmmert hunn, waren d'Veterinären zoustänneg fir d'Kontrolle beim Agang an och an den Ausstellungshalen, wou si vun enger Rei vu Leit vun der FCL ënnerstëtzt goufen. Alles an allem kann ee behaapten, dass fir esou eng Zort vun Ausstellung den „dispositif de contrôle" exzeptionell ass.

ad 2. Infraktioune goufe keng festgestallt. Een Tëschefall war, dass een Aussteller Hënn am Auto um Parking sëtze gelooss hat, obschonn dëst vum Organisateur strikt verbuede gouf. Duerch den Asaz vun den Autoritéite konnt de Problem awer schnell behuewe ginn.

ad 3. Betreffend den Transport kann hei natierlech nëmmen „à destination" kontrolléiert ginn, wat d'Gefierer an Equipementer betrëfft. Hei huet haaptsächlech d'Douane, déi um Parking präsent war, Kontrollen duerchgefouert, an et goufe keng Verstéiss festgestallt.

ad 4. Hondsausstellunge gi vun nationalen Zuuchtverbänn, bei eis d'FCL (Fédération cynologique luxembourgeoise), déi un den internationalen Zuuchtverband FCI affiliéiert sinn, organiséiert.

Zil vun dësen Ausstellungen ass et ze beuerteelen, ob anatomesch oder morphologesch Detailer vun engem Hond dem Rassestandard entspriechen. Nëmmen anatomesch korrekt Déieren dierfen als Zuuchtdéieren agesat ginn. „Qualzuuchten" sollen esou verhënnert ginn; et ass een zum Beispill beim Däitsche Schéifer dovunner ofkomm, se esou ze ziichten, dass den hënneschte Laf méi déif ass wéi de viischten, well vill Problemer mat Hëftdysplasie duerch esou eng Zuucht virkomm sinn.

Ausserdeem ginn och Hënn vun der Zuucht ausgeschloss, déi en aggressiivt Verhalen opweisen. D'Riichter beuerteelen also net nëmmen d'Morphologie, mä och de Charakter vum Hond. Hondsausstellunge sinn also extrem wichteg, fir de Rassestandard, och am Sënn vun hirem Wiesen a Verhalen, vun eisen Hondsrassen ze erhalen an sinn dofir och nach hautdesdaag ethesch vertrietbar.

D'Organisateure vun der Dog Expo setze sech derfir an, dass bei den ëffentlechen Hondsausstellungen net nëmmen d'Würd vum Déier respektéiert gëtt, mä och säi Wuelbefannen. Dofir gi jo net nëmme Kontrolle bei der Entrée gemaach, mä et gëtt och eng Permanence vu Veterinären de ganzen Dag iwwer assuréiert.

Question 1149 (03.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **délais de candidature pour le stage pédagogique :**

Den Artikel 2 vum Arrêté ministériel vum 8. Juli 2019, fixant pour l'année scolaire 2019-2020 les dates de présentation des demandes d'admission au stage pédagogique pour les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement secondaire, beseet, datt d'Demandes d'admission fir de Stage pédagogique am Secondaire bis de 4. August 2019 hu missen agereecht ginn.

An de vergaangene Jore konnte Kandidaten a Kandidatinne sech nach bis Mëtt September fir de Stage pédagogique am Secondaire umellen. Duerch de besoten Arrêté ministériel vum 8. Juli 2019 gouf dës Frist verkierzt. Fir eng Rëtsch Studentinnen a Studenten ass den ofgeännerten Delai fir d'Erareeche vun den Demandes d'admission ze kuerzfristeg ugesat, well si nach mat engem Fouss op der Universitéit sinn, natierlech awer wëlle méiglechst séier an de Beruff eraklammen. Bei der aktueller Penurie un Enseignanten am Secondaire stellt sech an deem Kontext d'Fro, firwat esou Schrëtt vum Ministère iwwerhaapt néideg sinn, verhënnere se dach, datt méi Leit kéinte fir déi entspriechend Poste postuléieren.

Eisen Informatiounen no huet den Educatiounsministère hisiichtlech dem verkierzten Delai fir d'Applikatioune fir de Stage pédagogique confirméiert, datt eng Demande de recours gracieux kéint un de Minister gestallt gi mam Zil, eng verspéiten Demande awer nach ze considereéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Goufen déi genannten Demandes de recours gracieux akzeptéiert? Falls neen, firwat net?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt eng gewësse Kulanz an dësem Kontext och favorabel Effeten op d'Penurie un Enseignanten hätt?

3. Här Minister, firwat gouf am Joer 2019 keng Transitiounsphas virgesinn, fir déi verkierzten Delaien op eng méi transparent a manner abrupt Manéier ze kommunizéieren?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et stëmmt, datt d'Demandes d'admission fir de Stage pédagogique am Secondaire ufanks hu misse bis de 4. August agereecht ginn.

Nodeems eng Partie Leit e Recours gracieux agereecht hunn, respektiv sech um Ministère iwwer Telefon gemellt hunn, ass decidéiert

ginn, d'Inscriptioun erëm opzemaachen an dat bis den 29. September.

All d'Leit, déi ee Recours gracieux agereecht hunn oder sech telefonesch gemellt haten, si perséinlech ugeschriwwe ginn, fir hinnen déi Informatioun matzedeelen. Des Weidere gouf dës Informatioun op dem Site vum MENJE veröffentlecht (http://www.men.public.lu/fr/actualites/index.html; http://www.men.public.lu/fr/secondaire/personnel-ecoles/recrutement-enseignant-fonctionnaire/index.html), d'Direktioune vun de Lycéeë goufen ugeschriwwen an et ass en neien Appel à candidatures an den Zeitunge veröffentlecht ginn.

Question 1150 (03.09.2019) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**obligation d'équiper les camions des assistants de changement de direction :**

Dans le cadre de la révision du règlement (CE) 661/2009 du Conseil et du Parlement européen, il est prévu de rendre obligatoire l'équipement des camions et autobus avec des assistants de changement de direction à partir de 2022, respectivement 2024, afin de minimiser le risque d'accident avec des cyclistes.

En raison de ce délai très généreux, le Ministre fédéral allemand de la Mobilité et de l'Infrastructure digitale a lancé le programme de soutien « Aktion Abbiegeassistent » en 2018 pour promouvoir l'équipement de tels assistants au plus vite. Ainsi, à titre d'exemple, le Gouvernement régional de la Rhénanie-Palatinat a décidé récemment d'équiper l'intégralité des camions de son service « Landbetrieb Mobilität » avec un tel assistant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien d'accidents y a-t-il eu entre cyclistes et camions, respectivement autobus au fil des cinq dernières années ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de son homologue allemand qu'il est opportun d'accroître la sécurité routière dans ce domaine avant que cela ne devienne obligatoire au niveau européen ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il de légiférer au niveau national à cette fin ?

- Dans l'affirmative, combien de camions et autobus des administrations publiques ont déjà été équipés avec un tel assistant ? Pour quand tous les véhicules en question pourront-ils être équipés avec un tel assistant ?

- Monsieur le Ministre prévoit-il des mesures de soutien financier pour les acteurs du secteur privé afin d'installer les assistants susmentionnés au plus vite ?

- Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre est-il contre un renforcement des dispositifs de sécurité à cet égard ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tout d'abord, il y a lieu de soulever qu'entre 2014 et 2018 quatre accidents avec des cyclistes gravement blessés sont survenus sur les voies publiques luxembourgeoises dans lesquels un véhicule lourd (trois poids lourds et un autobus) et un cycliste ont été impliqués.

Étant donné que la protection des usagers vulnérables est une des priorités afin d'améliorer la sécurité sur nos routes, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics supporte les initiatives à tout niveau pour atteindre ce but. Partant, le Luxembourg soutient pleinement l'initiative du législateur européen de rendre obligatoire pour les constructeurs de véhicules automoteurs l'équipement de leurs véhicules avec des systèmes d'assistance de haute performance, dont notamment les systèmes d'assistance de changement de direction des poids lourds. Dans ce contexte il est cependant important de ne pas se focaliser exclusivement sur un seul système dans l'objectif de réduire les accidents, mais de prendre en considération l'ensemble des efforts effectués au niveau européen afin de réduire ce genre d'accidents.

En effet, en 2019, la décision (UE) 2019/984 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité a été adoptée. Une décision fortement supportée par les constructeurs, puisque la plupart des accidents avec des usagers vulnérables sont en effet liés à la configuration de la cabine traditionnelle en forme de brique, limitant fortement la visibilité du conducteur. Par ailleurs, un élément supplémentaire promotionnel pour les cabines élongées des camions consiste dans la réduction de la résistance au vent, diminuant ainsi la consommation de carburant. Suivant les études menées, la performance aérodynamique peut être augmentée de 12 % pour une réduction en consommation de carburant entre 3 et 5 %, ce qui est un fort incitatif pour le développement et la mise en circulation de ces camions.

Cependant, ce dépassement en longueur par rapport à la longueur standard peut uniquement être accordé pour autant que les cabines améliorent non seulement les performances aérodynamiques et énergétiques, mais également les performances en matière de sécurité. En effet, la future forme plus arrondie et plus aérodynamique des cabines va apporter certains avantages majeurs au niveau de la sécurité par rapport aux anciennes cabines. Avec des pare-brise plus grands et la modification du positionnement du siège du conducteur, une forte réduction de l'angle mort est réalisable. En outre, en cas d'accident, la forme arrondie de la zone de déformation peut prévenir les risques d'écrasement des cyclistes et des piétons.

Considérant ces avantages, il est fort probable que les premiers camions avec des formes optimisées en termes de sécurité vont être mis en circulation à partir du 1er septembre 2020 et ainsi contribuer, même sans être nécessairement équipés par un système d'assistance de changement de direction, à augmenter la sécurité routière.

Afin d'anticiper la législation européenne qui rendra les systèmes d'assistance de changement de direction des poids lourds obligatoires à partir de 2022, respectivement 2024, je vais proposer aux membres du Gouvernement d'aviser leurs services d'équiper tout nouveau véhicule de service dépassant 3,5t d'un tel système dans la mesure du possible.

Question 1153 (03.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **coupure de courant pour facture impayée :**

Laut aktueller Gesetzeslag ass et verbueden, d'Familljen oder d'Stéit, déi hir Stroum- oder Gasrechnung net kënne bezuelen, vum Netz ze huelen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Familljeministesch:

1. Wéi vill Famillje waren heivunner an de leschten zéng Joer betraff?

2. Wéi deelt sech d'Akommes vun dëse betraffene Familljen, no Akommesstufen, an?

3. Schielt sech bei dëse betraffene Familljen déi eng oder aner Kategorie eraus, oder gëtt et soss eng statistesch Zesummesetzung?

4. Wéi gouf dëse Stéit gehollef a wat fir eng Mesurë goufen hei geholl?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Bei Haushaltsclienten, déi hir Stroum- oder Gasrechnung net bezuelen, gesinn déi respektiv ofgeännert Gesetzer vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroum- a Gasmarché Prozedure vir, an deenen de Fournisseur berechtegt ass, e spezielle Compteur vum Netzbedreiwer installéieren ze loossen, deen eng Virausbezuelung viraussetzt.

Ier eng Ofschaltprozedur vum Fournisseur lancéiert gëtt, muss den zoustännegen Office social informéiert ginn, deen dem Fournisseur, gemäß Artikel 30 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'sozial Hëllef, bannent zéng Deeg eng Réckmeldung muss ginn, ob de Client effektiv eligibel ass, fir sozial Hëllef ze kréien. Am Fall, wou den zoustännegen Office social dem Fournisseur matdeelt, datt de Client sozial Hëllef an Usproch huele kann, däerf dëse Client och net ofgeschalt ginn.

Déi Clienten, déi net als eligibel vum Office social agestuuft ginn, kënnen dann no op d'mannst zwee Rappellen a fréistens zwee Méint no Oflaf vun der net bezuelter Rechnung op Ufro vum Fournisseur vum Netzbedreiwer ofgeschalt ginn.

A senge Rapporten iwwer seng Aktivitéiten an der Ausféierung vu senge Missiounen an de Secteure vu Stroum a Gas zu Lëtzebuerg weist den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) all Joer, wéi vill Ofschaltprozedure vun de Stroum- a Gasfournisseure bei Clienten, déi hir Rechnung net bezuelt hunn, ageleet goufen a wéi vill Ofschaltungen d'Netzbedreiwer op Ufro vun de Fournisseuren effektiv duerchgefouert hunn.

Bei dësen Ofschaltunge sinn, sou wéi déi zwee virgenannt Gesetzer dat virgesinn, keng Clienten dobäi, déi vum Office social gehollef kréien. Et ka sech dobäi zum Beispill ëm Uschlëss handelen, wou de Proprietaire vum Haus gewiesselt huet oder awer och ëm professionell Clienten.

Question 1156 (04.09.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine :**

La « route des Balkans » est théoriquement fermée depuis mars 2016. Pourtant, des milliers de réfugiés continuent d'avancer sur les routes de la région. La situation humanitaire est de plus en plus désespérée, notamment en Bosnie-Herzégovine. Près de 10.000 réfugiés s'entassent dans la région de Bihac pour tenter de franchir la frontière croate. Les organisations humanitaires dénoncent de nombreux actes de violence de la part de la police croate. Des réfugiés sont battus, leurs téléphones portables sont brisés et beaucoup sont refoulés illégalement en Bosnie, sans que leur soit laissée la possibilité de demander l'asile en Croatie, pourtant prévue par les conventions internationales. Ces actes violent la Convention de Genève sur la protection des réfugiés et la souveraineté territoriale bosnienne. À cela s'ajoute que les camps dans la région de Bihac sont parfaitement inadaptés pour héberger autant de personnes. La Bosnie-Herzégovine manque de moyens pour installer des capacités d'accueil appropriées, alors que la Commission avait proposé l'appui financier nécessaire.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation en Bosnie-Herzégovine ?

2) Monsieur le Ministre prévoit-il d'adresser cette problématique lors d'une prochaine réunion avec ses homologues européens, et notamment avec son homologue croate pour trouver une solution rapide ?

Réponse (13.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Oui, la situation décrite par l'honorable Député est connue.

ad 2) La Présidence du Conseil de l'Union européenne ainsi que la Commission européenne, avec la Bosnie-Herzégovine ainsi que tous les États membres, y inclus la Croatie, sont déjà saisis du dossier. La Commission européenne a ainsi décidé le 19 août 2019 d'allouer dix millions d'euros supplémentaires à la Bosnie-Herzégovine, notamment pour l'aider à bâtir des centres d'accueil supplémentaires.

Question 1157 (04.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion de nouveaux systèmes de sécurité dans les véhicules :**

An de leschte Jore sinn an der Autosindustrie eng Rëtsch interessant Sécherheetsequipementer virgestallt ginn. Ee rezent Beispill ass ee sougenannte Rechtsabbiegeassistent, bei deem Sensore vum Auto Vëlosfuerer erkennen, déi vun hannen ugefuer kommen an eng automatesch Bremsung ausléisen. Aner Equipementer bidden dës automatesch Bremssystemer fir d'Verhënnere vu Frontalaccidenter mat Foussgänger un. Och d'Beliichtung an den Autoen huet sech an de leschte Jore weiderentwéckelt, soudass Autoe mat LED anstatt mat Halogen equipéiert kënne ginn.

All dës technesch Sécherheetsmesuren existéieren a kënnen derzou bäidroen, dat vun der Regierung deklaréiert Zil vun der Vision Zéro, dat heescht d'Reduzéierung vun de Stroossenaffer op null, ze erreechen. De Mobilitéitsminister huet am Aktiounsplang „Sécurité routière" d'Promotioun vu Sécherheetsequipementer als ee vun den Haaptdefien definéiert. Et ass natierlech ze betounen, dass den Abau vun esou Sécherheetsequipementer an den Autoe Geld kascht. Geld, wat virun allem déi sozial schwaach Akommesklassen an eisem Land net hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wëll de Minister den Abau vu moderne Sécherheetsequipementer a lëtzebuergeschen Autoe promouvéieren?

- Falls jo, wéi soll dëst geschéien?

- Falls neen, firwat ecartéiert de Minister dës Méiglechkeet?

2. Vu dass ënnert der aktueller Regierung d'Luuchtepottoen op den Autobunnen ofgeseet gi sinn, wär et do net sënnvoll, déi gespuerte Suen an d'Stroossesécherheet ze investéieren?

- Falls dëst geplangt ass, a wéi eng Mesurë wëllt de Minister dës Suen investéieren?

- Ënnert deem Aspekt, wäert de Minister sech dofir asetzen, modern a sécher Beliichtungstechnologië fir Autoen, wéi zum Beispill de Xenon oder de LED, fir all Autofuerer méi zougänglech ze maachen?

3. Wëll d'Regierung de Kaf vu moderne Sécherheetsequipementer an Autoen, äänlech wéi si et bei den Elektroautoe gemaach huet, subventionéieren?

- Falls jo, fir wéi eng Sécherheetsequipementer ass dëst virgesinn?

- Falls neen, wéi kënne sozial schwaach Akommesklassen an de Genoss vu modernen a sécheren Autoe kommen?

4. Consideréiert d'Regierung, iergendwann nëmmen nach Neiween zu Lëtzebuerg zouzeloossen, déi modern Sécherheetsequipementer virweise kënnen, wéi zum Beispill den automatesche Bremsassistent?

- Falls jo, ab wéi engem Datum gëtt dëst envisagéiert a fir wéi eng Sécherheetsequipementer?

- Falls neen, rechent d'Regierung domadder, dass de Marché dat vum selwe regele wäert?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen freet a senger parlamentarescher Fro, ob a wéi de Mobilitéitsministère d'Notze vu moderne Sécherheetsequipementer an Autoe wëllt ënnerstëtzen.

Eng Mesure aus dem nationalen Aktiounsplang fir d'Verkéierssécherheet gesäit vir, datt d'Sécherheetsequipementer, déi zum Deel haut schonn an Autoen zum Asaz kommen, promovéiert solle ginn. An deem Kader ass geplangt, datt zesumme mat sämtlechen Akteure soll eng Informatiounscampagne lancéiert ginn, fir d'Leit iwwert d'Virdeeler an dat richtegt Notze vu Sécherheetsequipementer ze informéieren. Et ass extrem wichteg, d'Chaufferen iwwert de richtegen Émgang mat esou Equipementer ze sensibiliséieren. Nëmme wann d'Chaufferen d'Grenzen an d'Virdeeler vun esou Systemer och wierklech kennen, kënnen dës zu enger tatsächlecher Verbesserung vun der Verkéierssécherheet bäidroen. Duerch déi grouss Unzuel vu verschiddene Systemer vun ënnerschiddlechen Hiersteller ass et allerdéngs net ëmmer ganz einfach fir de potenzielle Keefer oder Notzer vun engem Auto, ze entscheeden, wéi eng Assistenzsystemer effektiv zu enger Verbesserung vun der Sécherheet bäidroen a wéi se genee funktionéieren.

An deem Kader ass et deemno wichteg, datt eng harmoniséiert Approche an Europa ugestrieft gëtt. Hei kann op déi rezent Aarbechten um europäesche Plang verwise ginn. Am Abrëll vun dësem Joer gouf vum Europäesche Parlament ee Reglementsentworf adoptéiert, dee virgesäit, datt an Zukunft d'Gefierer mat méi enger grousser Unzuel vun obligatoresche Sécherheetssystemer mussen equipéiert ginn. Ouni dës Sécherheetssystemer kënnen d'Gefierer an Zukunft net méi fir de Stroosseverkéier zougelooss ginn. D'Reglement gesäit vir, datt no an no verschidde Systemer obligatoresch an den Autoe solle ginn, woubäi als Eischt déi Systemer agefouert ginn, déi haut schonn um Marché sinn an ee reellen Effekt op d'Verkéierssécherheet hunn. No an no sollen dann och méi komplex Systemer an d'Gefierer integréiert ginn.

Lëtzebuerg kann dës harmoniséiert Approche ënnerstëtzen, déi am Kader vum europäeschen an internationalen Homologatiounssystem ausgeschafft gouf, ee System, dee fir Europa virgesäit, datt sämtlech Autoen, déi de Minimum vun den Exigenzen, déi iwwer europäesch Homologatioun virgeschriwwe sinn, erfëllen, mussen an engem Memberstat ouni weider administrativ Prozedure kënnen zougelooss ginn. Dëst stellt d'Grondiddi vun der europäescher Gesamthomologatioun duer. Deemno kann de Lëtzebuerger Stat et net verbidden, datt Autoen immatrikuléiert ginn, déi net mat spezifeschen Assistenzsystemer equipéiert sinn, falls

dëst net iwwert d'europäesch Direktiven a Reglementer gefuerdert ass.

Op Grondlag vun dësen Explikatioune sinn am Moment dofir och keng Subventioune fir esou Equipementer geplangt.

Question 1158 (05.09.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**infrastructure nationale de bornes de charge publiques :**

La loi du 7 août 2012 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a créé la base légale qui détermine les responsabilités des gestionnaires de réseaux et les principes organisationnels en vue d'une mise en œuvre d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques.

Cette loi constitue également la base légale pour le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique qui définit les fonctionnalités de cette infrastructure, les spécifications techniques, le nombre total des points de charge, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseaux de distribution.

Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 définit notamment les tâches des gestionnaires de réseaux de distribution dans le cadre du déploiement d'une infrastructure publique liée à la mobilité électrique sur le territoire, les spécifications techniques des bornes de charge publiques et du système central commun ainsi que l'installation de bornes de charge publiques.

Ainsi les articles 5. et 6. dudit règlement disposent que le nombre maximal de bornes de charge publiques à être installées et mises en service sur les parkings relais et parkings de covoiturage est fixé à 400 respectivement que le nombre maximal de bornes de charge publiques à être installées et mises en service sur les emplacements de stationnement publics respectivement les parkings publics dans les communes du Grand-Duché de Luxembourg est fixé à 400.

Dans le cas des bornes sur les parkings relais et les parkings de covoiturage, au moins 80 % de ces sites auraient, d'après le règlement, dû être opérationnels jusqu'au 31 juillet 2019 et les 100 % devraient être atteints avant le 31 décembre 2020. Pour ce qui est des bornes sur les emplacements de stationnement publics et les parkings publics, les dates limites sont les mêmes, à l'exception du fait que dans ce cas et ce jusqu'au 31 juillet 2019 seulement 60 % des bornes auraient dû être opérationnelles.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que le nombre de bornes fonctionnelles, tel que défini dans le règlement grand-ducal cité ci-dessus, a pu être réalisé dans les délais prévus (à savoir jusqu'au 31 juillet 2019) ?

2) Sinon, quelles sont les raisons pour les retards en matière d'installation des bornes ? Quels sont les sites concernés par les retards ?

3) Quelle est la fréquence respectivement la durée d'utilisation des différentes bornes déjà en service ? Combien d'heures par jour ces bornes sont-elles utilisées en moyenne pour charger un véhicule ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) À ce jour, 239 bornes de charge publiques « Chargy » ont déjà pu être installées par les gestionnaires de réseau de distribution sur les 400 emplacements de stationnement publics identifiés par les administrations communales, correspondant à l'objectif des 60 %, tel que fixé par le règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique. S'y ajoutent encore 53 bornes « Chargy OK », donc celles qui ont été établies par des personnes publiques ou privées sur des emplacements accessibles au public et qui ont été intégrées dans le système du réseau « Chargy ».

En ce qui concerne les parkings relais, 72 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de dix des sites. Étant donné que jusqu'à présent 40 sites de parkings relais de ceux énumérés dans le règlement ministériel du 5 février 2016 fixant un plan d'implantation général sont opérationnels sans que des transformations ou extensions sont prévues, ceci équivaut à ce que 25 % des sites opérationnels sont munis à ce jour de bornes « Chargy ».

ad 2) Même si un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais, une grande partie des 400 bornes prévues n'ont donc pas encore pu être mises en place parce que ces parkings sont ou bien encore en procédure d'autorisation ou bien ne sont pas encore opérationnels. Nonobstant ces contretemps, les gestionnaires de réseau de distribution estiment toutefois que jusqu'à la fin de 2020 les sites alors opérationnels de parkings relais devraient tous pouvoir être équipés par des bornes « Chargy ».

Il convient de souligner que certains projets d'envergure, tel que le parking relais au pôle d'échange Höhenhof, ont pris un retard de réalisation par rapport à un premier planning pris en compte pour l'élaboration du règlement ministériel prémentionné. Pour cette raison, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ont prévu d'ici peu une adaptation du plan d'implantation général en question.

ad 3) Le système central de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique enregistre le nombre de charges par point de charge ainsi que la consommation en énergie électrique à chaque opération de recharge. La durée d'utilisation de chaque point de charge n'est cependant pas perçue par le système central. Étant donné que la durée pour une recharge d'un véhicule électrique peut varier en fonction des spécificités techniques des différents modèles de véhicules (taille de la batterie et vitesse de chargement maximale), la durée réelle de chargement peut varier considérablement d'un véhicule à l'autre. Une durée moyenne des recharges effectuées sur les bornes « Chargy » serait ainsi de toute façon insignifiant.

La fréquentation et les volumes d'électricité chargée sur les différentes bornes de charge peuvent varier en fonction de la situation géographique des emplacements de ces bornes. Ainsi, certaines bornes installées dans des communes rurales sont rarement sollicitées, tandis que d'autres bornes installées dans le milieu urbain présentent des volumes d'électricité chargée très élevés. À titre d'exemple, au mois de juin, le site P&R Howald était le site avec la consommation la plus élevée avec 4.026 kWh alors que la seule borne installée à la place Saint Willibrord à Bonnevoie avec 3.034 kWh était celle avec la plus haute consommation dans le pays. En guise de comparaison, la consommation annuelle moyenne en électricité pour une maison unifamiliale est de l'ordre de 4.000 kWh. La consommation totale des bornes « Chargy » en juin était de l'ordre de 65.000 kWh. En ajoutant les bornes « Chargy OK », la consommation d'énergie électrique totale en juin de cette année a été de l'ordre de 80.000 kWh, ce qui équivaut à environ 400.000 km parcourus en mode électrique. Au mois de juin de l'année en cours, 7.373 recharges ont été enregistrées sur le réseau « Chargy ».

Il reste encore à signaler que la répartition des 800 bornes « Chargy », telle que définie dans le plan d'implantation général prémentionné, avait pour objectif de garantir l'accessibilité aisée à des bornes de charge partout dans le pays. Au moins une borne de charge publique a été ou sera installée dans chaque commune, indépendamment de sa taille, du nombre d'habitants ou du nombre d'emplois sur son territoire. Le maillage résultant de bornes de charge publiques permet aux utilisateurs de voitures électriques de se déplacer en milieu rural ou urbain sans restriction majeure concernant l'autonomie de leurs véhicules. Ainsi, la consommation en énergie et la fréquentation de toutes les bornes ou d'une borne en particulier ne sont pas à considérer comme seul critère de succès. Le fait que dans 90 des 102 communes du Grand-Duché du Luxembourg, au moins une borne « Chargy » a déjà été mise en place, assure déjà aujourd'hui une répartition homogène dans les régions et garantit un accès facile pour tous les utilisateurs.

Question 1160 (05.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes :**

La liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes vient d'être complétée par 17 espèces, dont quatre animales et 13 végétales. Cette liste européenne compte désormais 66 espèces, dont la plupart ne sont pas encore très présentes, mais dont la prolifération plus importante pourrait causer d'importantes nuisances à l'environnement.

J'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelles sont les espèces figurant sur cette liste qui ont été répertoriées au Luxembourg ?

2) Étant donné que ces espèces constituent une menace pour la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes, quelle est la stratégie de son ministère concernant les méthodes d'éradication, de gestion et de contrôle plus efficace pour lutter contre les effets néfastes liés à ce phénomène ?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Parmi les 66 espèces figurant actuellement sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne, 14 espèces sont actuellement présentes au Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit des espèces suivantes :

Plantes (cinq espèces) :

1. ailante glanduleux (Ailanthus altissima),
2. balsamine de l'Himalaya (Impatiens glandulifera),
3. cerce du Caucase (Heracleum mantegazzianum),
4. élodée de Nuttall (Elodea nuttallii),
5. myriophylle du Brésil (Myriophyllum aquaticum).

Animaux (neuf espèces) :

6. écrevisse américaine (Orconectes limosus),
7. écrevisse de Californie (Pacifastacus leniusculus),
8. goujon asiatique (Pseudorasbora parva),
9. ouette d'Égypte (Alopochen aegyptiacus),
10. perche-soleil (Lepomis gibbosus),
11. ragondin (Myocastor coypus),
12. rat musqué (Ondatra zibethicus),
13. raton laveur (Procyon lotor),
14. tortue de Floride (Trachemys scripta).

ad 2) Conformément à la réglementation européenne, la stratégie luxembourgeoise pour contrecarrer les problèmes environnementaux et sociaux causés par les espèces exotiques envahissantes comporte quatre grands volets, à savoir :

1. la prévention,
2. la détection précoce et l'éradication rapide,
3. la gestion,
4. la sensibilisation et la formation.

La gestion des espèces exotiques envahissantes prend en compte les spécificités écologiques et biologiques propres à chaque espèce ainsi que leur répartition au Luxembourg et dans les régions environnantes.

Deux cas de figure se présentent :

1. l'installation des espèces émergentes et toute nouvelle espèce exotique envahissante détectée sur le territoire national est empêchée,
2. les populations des espèces largement répandues sont contrôlées, afin de réduire leurs impacts environnementaux et sociaux et éviter toute propagation supplémentaire.

Concernant les espèces largement répandues, des « plans d'action pour espèces exotiques envahissantes » ont été élaborés qui reprennent les actions à mettre en œuvre pour chaque espèce. Toutes les actions ainsi définies sont basées sur les meilleures connaissances scientifiques et tiennent dûment compte du rapport coûts-efficacité, ainsi que de la santé humaine, de l'environnement et du bien-être animalier.

Une consultation publique sera lancée prochainement pour chaque plan d'action.

Question 1162 (06.09.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **75e anniversaire de la bataille des Ardennes :**

De 16. Dezember 2019 ass de 75. Joresdag vum Ufank vun der Ardennenoffensiv, e lescht grousst Opbeeme vum Naziregimm, bis an de Januar 1945 eran, wou den Norden an den Nordoste vum Lëtzebuerger Land ganz schlëmm betraff waren.

An dem Kontext géif ech dem Här Premier- a Statsminister gär folgend Froe stellen:

- Kann den Här Statsminister mer bestätegen, ob a wéi eng Gedenkzeremonien a Manifestatioune vun der Regierung organiséiert ginn, fir un dës lescht grouss Krichsgeschéien op Lëtzebuerger Buedem ze erënneren a viru Krich, Krichsdreiwerei, nationalistescher a rassistescher Hetz ze warnen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De 75. Joresdag vum Ufank vun der Ardennenoffensiv ass an den Ae vun der Regierung e ganz bedeitungsvolle Moment fir d'Memoire un d'Atrocitéiten, déi am Laf vum Zweete Weltkrich op Lëtzebuerger Territoire geschitt sinn, héichzehalen.

Well d'Ardennenoffensiv och bei eise belschen Nopere vill Affer gefuerdert huet, ass d'Regierung zesumme mam groussherzoglechen Haff un déi belsch Regierung an de belsche kinneklechen Haff erugetruden, fir ze analyséieren ob et méiglech ass, de 16. Dezember Commemoratiounszeremonië souwuel an der Belsch wéi och zu Lëtzebuerg ze organiséieren, déi sech géifen enchaînéieren.

D'Regierung communiquéiert den definitive Programm, soubal deen arrêtéiert gouf.

Question 1164 (06.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**introduction d'un label « Bien-être des animaux » :**

Verschidden Déiereschutzorganisatiounen, wéi zum Beispill den „Tierschutzverbund" an Däitschland, fuerdere scho säit Joren den Asaz vun enger Déiereschutzkennzeechnung, fir Déiereprodukter, déi op héijen Déiereschutzstandards foussen, ze kennzeechnen. Enger Etüd vum Eurobarometer no, op déi sech den „Tierschutzverbund berifft, ass e Grousseel vun de Konsumenten sech bewosst, dass hiert d'Kafverhalen en Afloss op den Déiereschutz huet. Wéi d'„Bundeszentrum für Ernährung" op hirer Website matdeelt, wäert déi däitsch Regierung fir 2020 e Label fir d'Déiereschutzkennzeechnung op de Wee bréngen.

Ech erënneren d'Regierung dorun, dass si am Koalitiounsaccord bekräftegt huet hiert Engagement am Déiereschutz weiderhin héichzehalen (Säit 194 vum Koalitiounsaccord).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Wirtschaft a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert och d'lëtzebuergesch Regierung sech fir een Déiereschutzlabel asetzen?

- Falls jo,

  - wäert Lëtzebuerg sech der däitscher Initiativ uschléissen oder en eegent Gesetz op de Wee bréngen?

  - Wäert d'Regierung mat den heemeschen Déiereschutzorganisatiounen zesummeschaffen, fir d'Kritäre vum Label festzeleeën?

- Falls neen, firwat net?

Réponse commune (27.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

De Landwirtschaftsministère huet an der geplangter Agrementsdemarche vun de Lëtzebuerger Labelen och de Volet Bien-être animal virgesinn, domadder setze mir och en Zeechen, dass de Bien-être animal e wichtege Bestanddeel vun engem Laaschtenheft vun déieresche Produkter soll sinn. Dëse Projet de loi iwwert den Agrement vun de Labelen ass zur Zäit um Instanzewee. Fir den interesséierte Konsument, ergëtt sech da spéiderhin eng Méiglechkeet, fir erauszefanne wéi eng Labelen a puncto Bien-être animal nach méi wäit ginn, wéi dat souwisou schonns de Fall ass. Am Sënn vu gréisstméiglecher Transparenz ënnerstëtzt och de Konsumenteschutzministère dës Initiativ a setzt sech an, fir dem Konsument d'Informatiounen zougänglech ze maachen.

Mir hunn ausserdeem e modernt Déiereschutzgesetz an am Kader vum Regierungsprogramm ass och virgesinn, fir en Déiereschutzbeoptragten anzesetzen, wat et eis erlaabt an Zukunft nach méi proaktiv de Bien-être animal ze iwerwaachen an eventuell Problemer fréizäiteg ze erkennen.

Insgesamt ass de Niveau vum Bien-être animal héich zu Lëtzebuerg. Eis Kontrollen hei am Land sinn transparent an effikass a mir hunn an eisem Land an deem Sënn keng industriell Haltungsformen. Iwwert d'Agrargesetz gouf a leschter Zäit vill a modern an déieregerecht Stallungen investéiert. Dëst dréit seng Friichten a kënnt dem Déierewuel zegutt.

Niewent all dëse positiven Aspekter, wäerte mir awer weider den Dossier vun däitschen, europäeschen Déiereschutzlabelen/initiative suivéieren.

All Propose vun Déiereschutzorganisatioune sinn natierlech wëllkomm a wäerte vun eise Servicer genaustens analyséiert ginn.

N°04
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 4 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat sur le troisième âge au Luxembourg	p. 84	Sommaire des séances publiques nos 6 et 7	p. 103	6e séance	Mercredi 23 octobre 2019
Pollution répétée de cours d'eau	p. 95	Sommaire des questions parlementaires	p. Q101	7e séance	Jeudi 24 octobre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Commémoration des 75 ans de la Bataille des Ardennes

Mme Nancy Pelosi reçue à la Chambre



de gauche à droite : S. E. M. James Randolph Evans, Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, S. E. Mme Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, S. E. M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, S. E. M. Gaston Stronck, Ambassadeur du Luxembourg aux États-Unis

« Seuls la dévotion et l'engagement des soldats américains ont prévenu un désastre au Luxembourg à la fin de la Deuxième Guerre mondiale », a constaté M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen en s'adressant à la Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, Mme Nancy Pelosi.

En marge de leur présence aux commémorations pour les 75 ans de la Bataille des Ardennes, Mme Nancy Pelosi et seize parlementaires républicains et démocrates étaient les invités de la Chambre des Députés où ils ont rencontré les membres du Bureau ainsi que de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

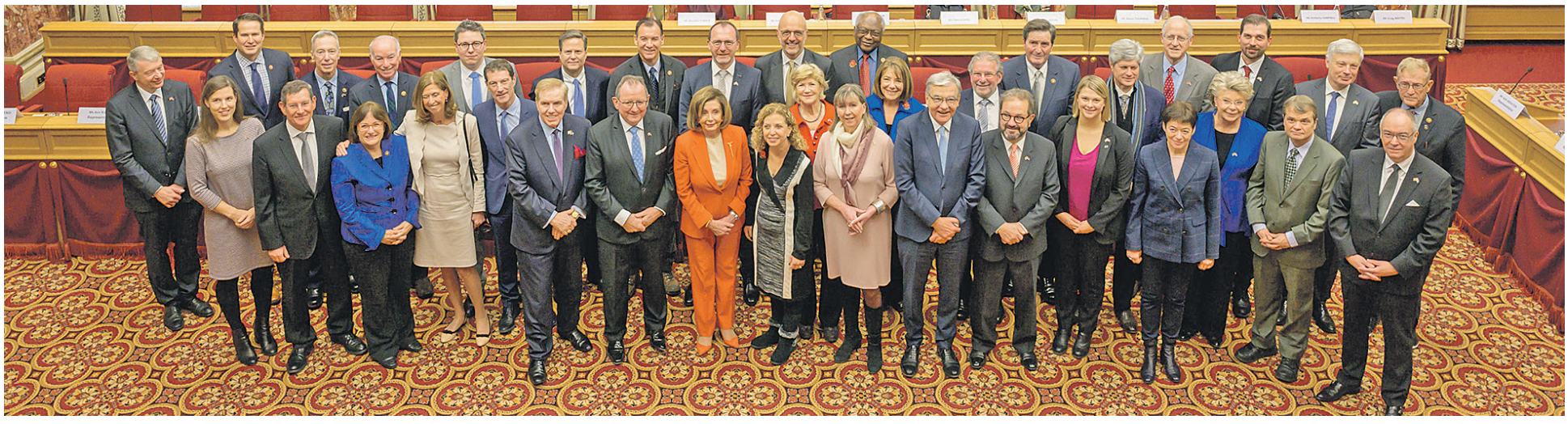
Tout en remerciant le Président de la Chambre pour l'accueil chaleureux, Mme Nancy Pelosi a transmis un message d'amitié sous forme d'une résolution votée unanimement par les deux chambres du Parlement américain. Elle a rappelé que le Luxembourg et les États-Unis partagent des valeurs communes de même que des intérêts commerciaux et collaborent dans le domaine de la sécurité.

« Nous devons apprendre les leçons du passé puisque l'histoire risque de se répéter », affirmaient les membres de la délégation américaine, tandis que du côté luxembourgeois, les interlocuteurs ont souligné l'importance de valeurs comme la solidarité et l'inclusion.

Le positionnement du Luxembourg en matière spatiale et le projet Google pour la construction d'un parc de serveurs ont également été invoqués.

Tandis que Mme Nancy Pelosi a relevé les mérites de la Grande-Duchesse Charlotte lors de son exil aux États-Unis et du Grand-Duc Jean qui, prince à l'époque, avait participé à l'invasion en Normandie, le Président de la Chambre a remémoré combien les investissements américains étaient importants pour la relance économique du Grand-Duché après la Deuxième Guerre mondiale.

Finalement, M. Fernand Etgen est revenu sur l'histoire pour illustrer qu'au tournant du 20e siècle, un tiers de la population du Grand-Duché avait émigré aux États-Unis. Actuellement, 350.000 habitants des États-Unis ont des origines luxembourgeoises.



Les délégations parlementaires américaine et luxembourgeoise

100 JOER

#WIELEWATMIRSINN

ALLGEMENGT WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

#wielewatmirsinn
100 Jahre allgemeines Wahlrecht in Luxemburg. Begleitband zur Ausstellung.



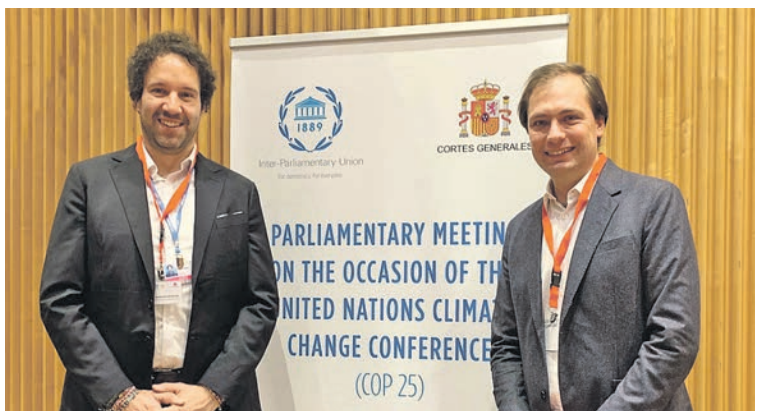
Dieser Sammelband begleitet die Ausstellung, die im Nationalmuseum zu sehen ist, und folgt dabei dem Werdegang des Wahlrechts in Luxemburg.

Mit Beiträgen von:
Éloïse Adde, Christa Birkel, Michel Dormal, Ben Fayot, Fernand Fehlen, Gilles Genot, Germaine Goetzinger, Georges Hellinghausen, Christiane Huberty, Raphael Kies, Régis Moes, Michel Pauly, Philippe Poirier, Marc Schoentgen, Tobias Vetterle, Renée Wagener.
ISBN: 978-2-87985-629-2 | Preis: 32 €
Verkaufspunkte: MNHA und Buchhandlungen

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Deux députés à la COP25



M. François Benoy et M. Paul Galles (à droite)

« Nous pouvons rester optimistes, mais on n'a plus aucun temps à perdre. » Voici le constat partagé des deux députés luxembourgeois, M. François Benoy, Président de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, et M. Paul Galles, qui ont assisté à la 25e édition de la Conférence des Parties (COP) à Madrid. La conférence sur le climat des Nations Unies qui s'est terminée le 13 décembre 2019 a eu pour objectif de régler les derniers aspects techniques de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de préparer le terrain pour la relève de l'ambition climatique en 2020.

Sur place, M. Paul Galles a dit pouvoir confirmer son sentiment qu'il y a urgence. « C'est pour cela que c'est fantastique de voir qu'il y a un vrai mouvement politique global qui vise à sauver la planète », a-t-il ajouté. Seul bémol pour les députés : « On se rend compte que toutes les avances peuvent être en vain quand un tout petit nombre de pays freinent tout », a fait remarquer M. François Benoy.

« À nous de légiférer et de faire pression »

Pour les deux députés, la présence des parlementaires à la COP est importante : « C'est à nous de légiférer et de faire pression pour faire avancer la transition vers une société respectueuse des enjeux climatiques », a expliqué M. Benoy.

Les rencontres faites à la COP avec des décideurs, des scientifiques, mais également des activistes et des ONG leur ont apporté de nouvelles visions, des stratégies concrètes et des contacts dans le monde entier qui aideront à agir au Luxembourg.

« En fin de compte, il s'agit surtout de trouver des moyens pour financer la transition », a dit M. Paul Galles qui a mis en évidence le rôle que le Luxembourg joue et peut jouer dans la finance verte.

Pour les deux députés, la participation à la COP était une première. Ils ont pris la relève du duo Henri Kox et Marco Schank, qui avaient représenté la Chambre des Députés aux sommets climatiques des dernières années.

En marge de la COP, M. François Benoy et M. Paul Galles ont également participé à une réunion de l'Union interparlementaire à laquelle des experts et une centaine de parlementaires issus d'une trentaine de pays ont exposé l'urgence d'une action parlementaire en vue de limiter les effets de la crise climatique.

Eng nei Deputéiert vereedegt



Wärend der ëffentlecher Sëtzung vum 3. Dezember 2019 huet d'Madamm Francine Closener (LSAP) den Eed op d'Verfassung ofgeluecht.

Si ersetzt den Här Marc Angel aus dem Walbezierk Zentrum, deen no 15 Joer engagéierter Aarbecht an der Chamber als iwwerzeegten Europäer an d'Europaparlament wiesselt.

D'Madamm Closener ass déi nei Presidentin vun der Lëtzebuerger Delegatioun am Benelux-Parlament.

« Engagement pour un Benelux fort et uni »

« Le Benelux et son Parlement font preuve d'une dynamique extraordinaire ! » C'est ainsi que dans son discours de bienvenue M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen a accueilli les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) à la Chambre des Députés dans le cadre de la séance plénière du Parlement Benelux les 6 et 7 décembre 2019. Depuis le 1er janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président pour une durée de deux ans.

M. Fernand Etgen s'est réjoui « d'un engagement pour un Benelux fort et uni » avec un programme s'inscrivant dans les priorités politiques partagées par les trois pays. En effet, au cours de la dernière année, les parlementaires du Benelux ont discuté des sujets tels que la mobilité du travail, la traite des êtres humains ou encore l'agriculture biologique.

« Le Benelux en tant que précurseur numérique en Europe » était le fil conducteur de cette troisième séance plénière de l'Assemblée sous présidence luxembourgeoise, au cours de laquelle les députés ont discuté avec des experts sur des sujets liés à l'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale, l'apprentissage du codage dans les écoles, la formation continue en technologie numérique ou encore aux défis pour concilier les données ouvertes et la protection des consommateurs.

« Achever le marché numérique unifié dans l'Union européenne »

Les parlementaires ont adopté une recommandation demandant une meilleure coopération dans le domaine numérique entre les trois pays du Benelux. Elle met l'accent sur le parachèvement du marché numérique unifié dans l'Union européenne et sur le rôle de précurseur que le Benelux doit jouer à cet égard. La recommandation des parlementaires suggère d'établir une liste d'actions concernant des initiatives concrètes pour compléter le marché numérique unifié.

Ces actions devraient se concentrer sur le rôle de l'enseignement dans le cadre de l'acquisition de compétences numériques et sur la lutte contre les effets néfastes de la numérisation des services. Finalement, la recommandation préconise le soutien aux start-up innovantes dans le cadre de la coopération transfrontalière entre régions ainsi que la coopération entre les pays du Benelux dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Lutte contre la traite des êtres humains dans le domaine de la technologie

Les députés ont également formulé une recommandation concernant la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel. Ils demandent aux trois Gouvernements de mettre les mineurs et les jeunes en tant que potentielles victimes les plus vulnérables au centre de leurs efforts et de se connecter avec « leur monde » en fournissant des informations dans les écoles et en déployant des programmes des médias sociaux de protection et de résilience.

En outre, les parlementaires demandent de coopérer pour mettre en place des cadres et instruments juridiques qui permettent aux autorités d'enquête de collaborer au-delà des frontières et d'utiliser Internet comme source d'éléments de preuve dans des enquêtes ou des affaires pénales.

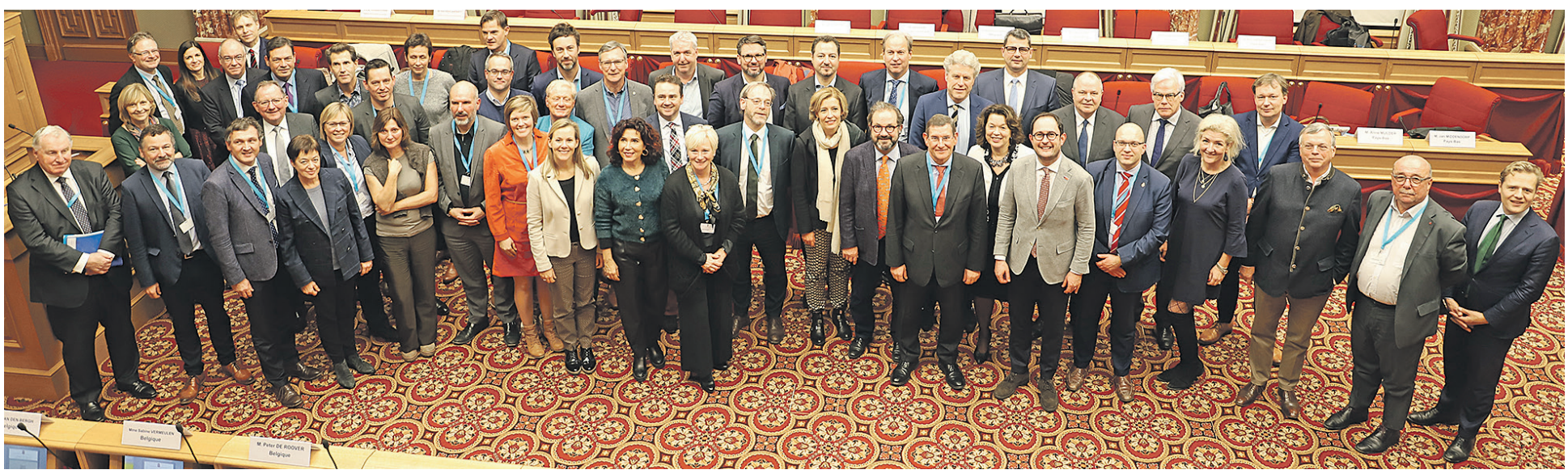
Finalement, les parlementaires font appel aux trois Gouvernements d'unir leurs forces dans le domaine numérique pour promouvoir une coopération structurelle transfrontalière multidisciplinaire entre les services de police, les ministères de la justice et les acteurs dans le domaine des droits de l'homme.

Relations Benelux-Visegrad : « des échanges francs, ouverts et cordiaux »

« Nos échanges sont francs, ouverts et cordiaux » : tels étaient les mots choisis par le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, pour qualifier les relations entre les trois pays du Benelux et les quatre pays du Groupe de Visegrad (un groupe informel regroupant la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Pologne). M. Gusty Graas avait participé en mars dernier à la première rencontre des Présidents de Parlement du Benelux et du Groupe de Visegrad (V4). Le souhait du Président du Parlement Benelux est de renforcer et d'approfondir le dialogue interparlementaire entre ces deux assemblées, d'où son intention d'inviter les Présidents des quatre Parlements du Groupe de Visegrad à la prochaine séance plénière du Parlement Benelux qui aura lieu en juin 2020. « La coopération structurée entre pays voisins est plus essentielle que jamais », a souligné de son côté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Au cours de son allocution devant les parlementaires du Benelux, le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček, a insisté sur l'importance de coordonner les points de vue entre les différentes régions de l'Union européenne. Selon lui, un consensus régional peut aider à trouver un consensus au niveau européen. Il a annoncé qu'une des priorités de la présidence tchèque du Groupe V4 sera de « trouver l'unité là où il y a de la diversité ».

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés en son sein. Elle se compose de 49 députés, dont 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise sont Mme Francine Closener (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), M. Alex Bodry (LSAP), M. Gast Gibéryen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).



Les participants à la troisième séance plénière du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise

Visite du Président du Parlement tchèque

Le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček, a été reçu le 5 décembre 2019 à la Chambre des Députés par M. le Président Fernand Etgen et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Union européenne, immigration et politique énergétique

Le Président Fernand Etgen a lancé les discussions en abordant le positionnement de la République tchèque par rapport à l'UE. Selon M. Fernand Etgen, le Luxembourg, en tant que petit pays, a toujours profité d'une Union forte. Il a voulu connaître l'opinion de son interlocuteur, alors que la République tchèque, par la voix de son Premier Ministre Andrej Babiš, semblerait privilégier le rôle des États nations.

Pour M. Radek Vondráček, les positions de la République tchèque s'alignent souvent avec celles des autres membres de l'UE et il y a davantage de points d'accord que de désaccord à son avis. Il a critiqué dans ce contexte le rôle et le fonctionnement des médias, dont le mode opératoire ne permettrait pas le temps nécessaire à l'échange d'idées, ce qui mènerait à des malentendus. Il en déduit l'importance des rencontres personnelles pour pouvoir s'échanger et a cité l'exemple de la Conférence des Présidents de Parlement des pays Visegrad et Benelux organisée en partie sur son initiative.

Le Président du Parlement tchèque a tenu à faire remarquer qu'il « serait toujours la personne qui cherchera à combler les écarts » entre les pays européens de l'est et de l'ouest. Il a également regretté l'éloignement qui peut exister entre parlements nationaux et parlementaires européens et dit accorder une grande importance à la discussion sur les modèles de coopération et de rapprochement dans ce domaine.



Le Président du Parlement tchèque, M. Radek Vondráček (1re rangée, 4e de gauche), et sa délégation reçus à la Chambre des Députés.

La discussion a porté en outre sur la politique migratoire de la République tchèque, qui a été critiquée pour son refus d'accepter les quotas de migrants imposés au niveau européen.

« La République tchèque sait accueillir des immigrés »

Pour M. Radek Vondráček, la procédure migratoire tchèque fonctionne bien. Il a cité Prague, ville dans laquelle un élève sur cinq n'est pas de nationalité tchèque, avec des populations originaires surtout d'Ukraine ou de Slovaquie.

L'accueil d'une immigration illégale, pour la plupart issue d'agissements « de réseaux mafieux », ne serait selon lui pas la solution.

En ce qui concerne la politique énergétique tchèque et la part réservée au charbon dans le pays, M. Radek Vondráček s'est dit persuadé que la seule possibilité réaliste est l'énergie nucléaire.

Pour lui, il est important que l'énergie nucléaire soit perçue comme une énergie propre, ce qui est rendu difficile par le fait que le voisin autrichien s'oppose au développement de l'énergie nucléaire.

Vu la taille des deux pays, chaque site nucléaire serait toujours proche de la frontière autrichienne. La discussion serait cependant menée avec les partenaires autrichiens dans un esprit constructif.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 4** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Équipements de véhicules à moteur

7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de Règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements

Le présent projet de loi a trait à une troisième révision de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur.

En effet, les règlements techniques applicables au secteur des véhicules à moteur font l'objet d'une harmonisation internationale dans le cadre de l'accord précité. Vu l'intensification croissante de la circulation automobile et l'augmentation parallèle du nombre d'accidents de la route de plus en plus graves, il a été nécessaire d'introduire des mesures législatives en vue d'améliorer, autant que possible, la sécurité de la circulation routière et la protection de ses participants ainsi qu'en parallèle la protection de l'environnement, non seulement au niveau européen, mais à une échelle mondiale.

Le Grand-Duché de Luxembourg est devenu partie contractante par une loi du 1er août 1971. Les principaux objectifs de la présente révision sont de renforcer l'attractivité de l'Accord de 1958 en introduisant l'homologation globale internationale par type de véhicule, d'améliorer les procédures d'élaboration des règlements et d'homologation et d'introduire une plus grande souplesse.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

19.09.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

03.10.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Transports internationaux ferroviaires

7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24e et 25e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

La Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 « COTIF » a été approuvée au Grand-Duché de Luxembourg par une loi du 15 juin 2006 et ratifiée par l'Union européenne en 2011.

Elle compte actuellement 48 parties contractantes, situées en Europe, au Maghreb et en Asie respectivement au Proche-Orient.

La COTIF a institué l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, ayant son siège à Berne, avec comme mission de favoriser, d'améliorer et de faciliter, à tout point de vue, le trafic international ferroviaire, notamment en établissant des règles de droit uniformes relatives au transport de voyageurs et de marchandises en trafic international ferroviaire direct.

Les modifications que le projet de loi sous examen vise à approuver concernent tant le texte de la convention COTIF que celui de ses appendices D3, F4 et G5. Ces modifications ont été décidées par la 12e assemblée générale de l'OTIF. Les modifications de la Convention de base adoptées lors de la dernière assemblée générale ont essentiellement pour but de répondre, d'une part, à une recommandation du vérificateur des comptes au sujet notamment de la période que couvrent le budget et les comptes et, d'autre part, à une modification de l'article 20 de la COTIF soumise par la Commission d'experts techniques (CTE) pour lever une contradiction entre les règles applicables à la CTE et le besoin pratique de la CTE d'adopter des prescriptions techniques uniformes (PTU).

Il est par ailleurs proposé d'aligner la définition du « détenteur » figurant dans la COTIF sur celle qui a été adoptée par la Commission de révision dans le cadre de la modification des règles uniformes pour les contrats d'utilisation de véhicules (CUV) ainsi que de remplacer les termes « Communautés européennes » par « Union européenne » pour tenir compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.06.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

19.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
03.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Office national de l'accueil

7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Par la création de l'Office national de l'accueil (ONA), le présent projet de loi se propose de réorganiser l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), afin de mieux répartir les compétences respectives tenant à l'accueil et à l'Intégration entre les deux ministères concernés, à savoir :

- le Ministère des Affaires étrangères et européennes (pour ce qui est du volet « accueil »)

et

- le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (en ce qui concerne le volet « intégration »).

L'ONA succédera ainsi à l'OLAI, reprenant les compétences prévues par la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg qui n'ont pas trait à l'intégration. En d'autres termes : uniquement à l'accueil.

Après l'entrée en vigueur de ce projet de texte, l'ONA sera rattaché au Ministère des Affaires étrangères et européennes où il figurera sous les attributions relevant des compétences du Ministre de l'Immigration et de l'Asile, tandis que le volet Intégration sera inclus au sein d'un département de l'Intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Au vu du nombre toujours élevé des demandeurs de protection internationale (DPI), cette réorganisation administrative se justifie par le fait que les DPI doivent pouvoir s'adresser tout au long du traitement des demandes de protection internationale - et également pour tous les aspects de l'accueil comme l'hébergement et les autres conditions matérielles d'accueil - à un seul interlocuteur, en l'occurrence au Ministre ayant l'Immigration et l'Asile dans ses attributions.

Au niveau de l'accueil, cette réorganisation administrative contribuera notamment à :

- augmenter la capacité et la qualité du réseau d'hébergement,

- créer les structures adéquates pour l'encadrement de personnes nécessitant une protection spéciale, comme les mineurs non accompagnés, et

- prendre les mesures nécessaires conduisant à une plus grande autonomisation des réfugiés.

Le projet de loi 7403 trace un cadre bien défini pour les aides ponctuelles que le nouvel ONA pourra accorder dans des cas exceptionnels. Le soutien ponctuel devra maintenant être motivé par des raisons tenant à la situation familiale, humanitaire ou de santé et couvrira par exemple les frais médicaux, l'achat de matériel scolaire, les frais de formation ou l'achat de produits d'hygiène.

Dans le même contexte, le projet de loi prévoit des règles très précises dans le cadre des subsides ou des participations financières que le Gouvernement pourra accorder, en fonction des moyens budgétaires disponibles, aux communes et à des organismes pour la réalisation des missions en matière d'accueil et d'intégration.

Afin d'obtenir un subside, les conditions suivantes doivent être remplies :

- le montant ne peut dépasser 100.000 € et 75 % du coût total du projet ;

- avant la réalisation du projet, une demande doit être adressée au ministre, comprenant une estimation du coût total ;

- le suivi et l'évaluation du projet doivent être garantis par le bénéficiaire.

Une participation financière nécessite une convention, signée entre le bénéficiaire et l'État, qui détermine :

- les prestations à fournir par le bénéficiaire ;

- le type de la participation financière ;

- les modalités de coopération entre les parties contractantes, sauf la gestion qui est de la responsabilité du bénéficiaire.

Les aides accordées par le Gouvernement peuvent couvrir les dépenses suivantes :

- les frais courants d'entretien et de gestion ;

- les dépenses de personnel ;

- les frais résultant de collaborateurs occasionnels ou bénévoles ;

- les frais en relation avec le louage, l'entretien et la réparation des bâtiments et l'équipement mobilier ;

- les frais résultant des prestations spécifiques fournies par le bénéficiaire.

Les types de participation financière sont déterminés comme suit :

- une participation financière par couverture du déficit ;

- une participation financière par unité de prestation ;

- une participation financière forfaitaire ou par projet ;

- une participation financière mixte.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.02.2019

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

05.06.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16.10.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Gouvernance du Fonds Kirchberg

7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Le projet de loi a pour objectif d'améliorer la gouvernance du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg en introduisant des changements au niveau de sa structure de gestion. Jusqu'à présent, le Fonds Kirchberg a été essentiellement géré par le président du conseil d'administration, ensemble avec un comité exécutif composé de trois membres issus du conseil d'administration. Or, l'évolution du volume de travail et de la responsabilité afférente ne permet plus à des membres du conseil d'administration d'exécuter la gestion journalière du Fonds Kirchberg. Afin de permettre une professionnalisation accrue de la gouvernance, le présent projet de loi prévoit donc :

- la création d'un poste de directeur à plein temps, ayant une mission d'exécution et de gestion quotidienne du Fonds Kirchberg ;

- l'introduction d'un « Bureau » de quatre personnes en remplacement du comité exécutif actuel de trois personnes, qui sera présidé par le président du conseil d'administration et aura comme charges l'organisation, le suivi et le contrôle des travaux, l'élaboration de l'ordre du jour pour les réunions du conseil d'administration et l'assistance à la gestion quotidienne des travaux de l'établissement,

- ainsi qu'une extension du conseil d'administration de sept à neuf personnes.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 04.03.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

20.06.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2019	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17.10.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.10.2019

Loi du 6 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 830, page 1

Marché de produits pétroliers

7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Conformément à l'article 22 de la directive 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers, la Commission européenne a procédé à une évaluation du fonctionnement de cette directive en ce qui concerne les méthodes de calcul des obligations de stockage.

Cette évaluation a mis en évidence la nécessité d'apporter un certain nombre de modifications techniques à ladite directive afin d'en faciliter la mise en œuvre. Ces modifications techniques ont été actées dans la directive d'exécution (UE) 2018/1581 du 19 octobre 2018 modifiant la directive 2009/119/CE précitée.

Étant donné que la directive 2009/119/CE avait été transposée par la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers, il a y lieu de refléter les modifications apportées par la directive (UE) 2018/1581 par le biais d'une adaptation de cette même loi. Le projet de loi sous rubrique se propose donc de modifier la loi précitée du 10 février 2015 pour ainsi transposer les dispositions de la directive d'exécution (UE) 2018/1581.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Le début de l'application de la nouvelle obligation de stockage annuelle est reporté de trois mois afin de donner aux États membres un délai supplémentaire pour mener à bien leurs procédures administratives internes et pour faciliter la mise en conformité, tout en offrant un potentiel de réduction des coûts.

- Dans la directive 2009/119/CE, le règlement (CE) n°1099/2008 du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie constitue une référence pour l'identification des différents produits pétroliers pertinents aux fins du calcul de l'obligation de stockage et du niveau des stocks de sécurité et des stocks spécifiques détenus, ainsi qu'aux fins de l'établissement des rapports. Ledit règlement européen a été modifié à plusieurs reprises. De ce fait, les références à des dispositions spécifiques de ce règlement dans la directive 2009/119/CE étaient devenues obsolètes et la directive d'exécution les a adaptées pour qu'elles renvoient aux dispositions appropriées dudit règlement européen modifié.

- L'application de deux formules différentes pour le calcul des quantités de naphta selon que le rendement en naphta au cours de l'année précédente était inférieur ou supérieur à 7 % a entraîné, pour certains États membres, des fluctuations dans les obligations de stockage qui sont susceptibles d'entraîner une lourde charge financière et un défaut de conformité, sans que ne le justifient les objectifs de la directive 2009/119/CE. En supprimant le seuil de 7 % et en proposant les mêmes options à tous les États membres, la directive d'exécution fait en sorte que les inégalités et les fluctuations injustifiées devraient être supprimées.

En outre, le projet de loi corrige un certain nombre d'erreurs matérielles.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02.05.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

25.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
16.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.10.2019

SÉANCE 6

MERCREDI
23 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

- *Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Chantal Gary*

6. Changements de composition des commissions parlementaires

- *M. Fernand Etgen, Président*

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

- *M. Fernand Etgen, Président*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure

- *M. Marco Schank - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Sécurité intérieure*

Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture

- *M. André Bauler - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture*

Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

- *M. Marc Angel - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*

Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

- *M. David Wagner - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*

Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation

- *M. Marc Hansen - M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation*

Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Octavie Modert - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports

- *Mme Stéphanie Empain - M. Dan Kersch, Ministre des Sports*

Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

- *Mme Viviane Reding (intervention de M. Alex Bodry) - M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation*

9. Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film

- *M. Dan Biancalana - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*

10. Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap

- *M. Marco Schank - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

- *M. Fernand Kartheiser*

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

- *Exposé : M. Marc Spautz (interventions de M. André Bauler et M. Alex Bodry) (dépôt des motions 1 à 4)*
- *Débat : M. Max Hahn - Mme Tess Burton - M. Charles Margue - M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Gilles Roth)*
- *Votes sur les motions 2 à 4 (rejetées)*

13. 7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn (dépôt de la motion 1)*
- *Discussion générale : M. Paul Galles (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Angel - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Marc Angel - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - Mme la Ministre Corinne Cahen*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

14. 7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements

- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - M. Jeff Engelen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24e et 25e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. 7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

17. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie

- *Discussion générale : Mme Stéphanie Empain - M. Marc Angel - Mme Viviane Reding - M. Eugène Berger - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Angel - Mme Stéphanie Empain*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech dann nach folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Den 8. Oktober 2019 huet d'Presidentin vum Statsrot matgedeelt, datt de Poste vun engem Statsconseiller, dem Här René Kollwelter, vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an an den Artikelen 119 bis 130 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Kandidat fir de Poste vum Statsconseiller ze bezeechnen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 13. November 2019. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht, et muss een:

1) d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn,

2) am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn,

3) am Grand-Duché residéieren a

4) den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot et virgesäit, huet eis de Statsrot folgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens, eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom an der Medezin huet, oder zweetens, eng Persoun, déi en Ofschlossdiplom vun engem kompletten Zyklus am Droit huet, mat enger Beruffserfahrung am Privatrecht oder am Schutz vun de Biergerrechter.

Et ass ze bemierken, datt den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an den Artikel 125 vum Chambersreglement virgesinn, datt d'Chamber beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sitzung soll drop oppassen, datt d'Zesummesetzung vum Statsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll erëmspigelen, ënnert der Konditioun, datt déi jeeweileg Parteie bei deene leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sëtz kritt hunn.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 23 octobre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7488** - Projet de loi portant approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, faite à Martelange, le 9 avril 2019*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.10.2019

***7489** - Projet de loi portant modification des articles L. 234-51, L. 234-52, L. 551-2, L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.10.2019

***7500** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :*

1° la loi générale des impôts du 22 mai 1931 (Abgabenordnung) ;

2° la loi du 27 juillet 1938 portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 28 mars 1997 concernant l'exploitation des chemins de fer et 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946 ; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) ; 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire ;

7° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

8° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant :

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilés sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2019

***7501** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2019

***7490** - Projet de loi sur les transports publics*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15.10.2019

***7491** - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 15.10.2019

Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***4715** - Projet de loi relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel*

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.10.2000

Retrait du rôle des affaires : 22.10.2019

3) Les demandes de pétition publique et les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1400** - Demande de pétition publique : Introduction de concepts tels que les zones à faibles émissions/zones à très faibles émissions/zones à zéro émission au Luxembourg et dans d'autres villes*

Dépôt : Elena Kazmina, le 08.10.2019

***1401** - Demande de pétition publique : Harmonisation par la couleur jaune de tous les pistolets à diesel dans les stations d'essence de Luxembourg*

Dépôt : André Georges Dessouroux, le 08.10.2019

***1402** - Demande de pétition publique : Personnes endettées fortement - Aide étatique au remboursement intégral de toutes leurs dettes*

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

***1403** - Demande de pétition publique : Consigne sur toutes sortes de bouteilles PET et canettes*

Dépôt : Paulo Dos Santos, le 09.10.2019

***1404** - Demande de pétition publique : Petition für die Erschaffung einer Petitionsapp*

Dépôt : Fabien Raison, le 09.10.2019

***1405** - Demande de pétition ordinaire : Personnes endettées fortement - Faire interdire à toutes les entreprises et ministères quelconques d'ajouter des frais supplémentaires sur les factures non apurées quelles qu'elles soient. Si une personne n'est pas en mesure de payer, c'est qu'elle a rencontré un incident dans sa vie qui est complètement indépendant de sa volonté.*

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

***1406** - Demande de pétition ordinaire : Il faut intensifier les contrôles routiers sur l'autoroute par des véhicules de police banalisés pour les personnes qui ont pour habitude de rouler sur la bande de gauche à faible vitesse, alors que le trafic ne justifie pas de se trouver à gauche.*

Dépôt : Fabien Polain, le 09.10.2019

***1407** - Demande de pétition publique : Reform der Schulferien - kürzere Sommerferien, längere Herbst- und Karnevalsferien*

Dépôt : Frank Goergens, le 10.10.2019

***1408** - Demande de pétition ordinaire : Offallentsuergung an der Ëffentlechkeet*

Dépôt : Andy Zahnen, le 10.10.2019

***1409** - Demande de pétition publique : Das Verbieten in Luxembourg von E-Scootern ou Interdiction des e-trottinettes*

Dépôt : Thomas Erik Valanki, le 11.10.2019

***1410** - Demande de pétition publique : Réduire radicalement l'utilisation de bouteilles en plastique au Luxembourg avec une législation qui interdit la vente de boissons en bouteilles plastiques dans tout le pays (ou, alternativement, rendre la consigne obligatoire)*

Dépôt : Elisabeth Zasman, le 11.10.2019

***1411** - Demande de pétition publique : Gratis ëffentlechen Transport ab 01/03/2020 fir d'Trajete vun eisen Auslandsstudenten (Zuch, Bus, Tram, U-Bahn) Gratuité des transports publics à partir du 01/03/2020 pour les déplacements de nos étudiants à l'étranger (train, autobus, tram, métro)*

Dépôt : Laura Tesser, le 12.10.2019

***1412** - Demande de pétition publique : Adaptation à l'évolution du salaire minimum et du salaire minimum qualifié*

Dépôt : Fabienne Moreau, le 13.10.2019

***1413** - Demande de pétition publique : Une demi-journée de congé pour toute personne effectuant un don du sang*

Dépôt : Alain Cossalter, le 14.10.2019

***1414** - Demande de pétition publique : Petitioun fir Englesch als administrativ Sprooch zu Lëtzebuerg unzëerkennen: Ännerung vum Sproochegesetz vun 1984*

Dépôt : Justin Petkus, le 14.10.2019

***1415** - Demande de pétition publique : Le suicide en lien avec l'activité professionnelle doit être reconnu comme un accident de travail*

Dépôt : David Fernando Pereira, le 14.10.2019

***1416** - Demande de pétition publique : Adoption unique des noms luxembourgeois des villes et villages*

Dépôt : Claude Jonniaux, le 15.10.2019

***1417** - Demande de pétition publique : (FR) Formaliser le statut de la langue anglaise au Grand-Duché et ouvrir certains domaines de la justice et de l'administration à l'anglais. (LU) De Status vum Engleschen zu Lëtzebuerg formaliséieren a verschidde Beräicher vun der Justiz a vun der Administratioun op Englesch accessibel maachen. (EN) Formalise the status of the English language in Luxembourg and open some areas of justice and administration to English. (DE) Den Status der englischen Sprache in Luxemburg festlegen und einige Bereiche der Justiz und der Verwaltung auch auf Englisch zugänglich machen.*

Dépôt : Jacques Werner, le 16.10.2019

***1418** - Demande de pétition publique : Loi pour interdire la mendicité de rue*

Dépôt : Frederic Hilbert, le 16.10.2019

***1419** - Demande de pétition publique : Classe d'impôt unique pour chaque être humain*

Dépôt : Susana Pelicano, le 17.10.2019

***1420** - Demande de pétition publique : Plastik muss weg aus unseren Geschäften*

Dépôt : Sandra Olinger, le 18.10.2019

***1421** - Demande de pétition publique : Nouveau jour férié : le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas !*

Dépôt : Elisabeth Gonçalves, le 20.10.2019

***1422** - Demande de pétition publique : (LU) Maximum vu gebrauchten Ënnerschrëften uweisen #4.500 / (FR) Afficher le maximum de signatures à atteindre #4.500*

Dépôt : Joël Gangolf, le 21.10.2019

***1423** - Demande de pétition ordinaire : Petitioun iwwert dee bëllegen Akt*

Dépôt : Carlo Fallis, le 20.10.2019

4) Par courrier du 8 octobre 2019, Mme le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés que le mandat de M. René Kollwelter, conseiller d'État, est venu à terme.

La loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 119 à 130 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés sera appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 13.11.2019, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;

3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ;

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Conformément à l'article 6 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :

1) une personne titulaire d'un diplôme de fin d'études de médecine ;

2) une personne titulaire d'un diplôme sanctionnant un cycle universitaire complet en droit et possédant une expérience professionnelle en droit privé ou en protection des droits des citoyens.

Il y a lieu de noter que l'article 7 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et l'article 125 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que lors de la désignation du candidat en séance publique la Chambre des Députés devra veiller à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des partis politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

3. 7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Déclarations de recevabilité

E weidere Punkt: An hirer Reunioun vum 17. Oktober 2019 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vu sechs Proposition-de-loien ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7482 iwwert de Reboisement en milieu urbain, déi den 9. Oktober vum Här Sven Clement deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7483 iwwert d'Aféiere vun engem Dialog mam Bierger, déi den 9. Oktober vum Här Sven Clement deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7484 iwwer eng Rei fiskal Mesuren am Beräich vum Wunnengsmaart, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7485 iwwer eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Wunnbäihëllefen, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf, ëm d'Proposition de loi 7486 iwwer eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf, a schliisslech ëm d'Proposition de loi 7487, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Pacte Logement, déi den 9. Oktober vum Här Marc Lies deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech de Virschléi vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition-de-loie 7482, 7483, 7484, 7485, 7486 a 7487 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7482 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. La proposition de loi n° 7483 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Les propositions de loi n° 7484, n° 7485, n° 7486 et n° 7487 sont renvoyées à la Commission du Logement.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. Duerch Arrêté grand-ducal vum 11. Oktober 2019 ass den Här Henri Kox an d'Regierung genannt ginn. Wéinst der Inkompatibilitéit vum Deputéiertemandat mat deem vum Regierungsmember, wéi am Artikel 54 (1) vun der Verfassung festgehalen ass, kann den Här Henri Kox säin Deputéiertemandat net weiderféieren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, muss deemno e Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Osten dozou opgeruff ginn, fir dat Mandat, wat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Chantal Gary.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder duerch Bestietnis ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Chantal Gary virum 19. Oktober 2019 (veuillez lire : 18. Oktober 2019) um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet;

- e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Mat der Awëllegung vun der Madamm Chantal Gary huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Chantal Gary hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Wahlrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt:

a) d'Madamm Chantal Gary d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Wahlgesetz virgesi sinn;

b) d'Madamm Chantal Gary vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Wahlgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Chantal Gary sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir kënnt wannechgelift d'Madamm Gary erakomme loossen.

Madamm Gary, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Constitutioun virgesinn ass, an dee folgende Wortlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft wannechgelift déi riets Hand a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn Iech Akt vum Eed vun der Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech ginn Iech direkt d'Wuert.

(Applaudissements)

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, léif Dammen, léif Hären, ech sinn immens houfreg drop, haut hei fir déi gréng stoen ze däerfen an Nofolgerin vum Henri Kox ze sinn. Ech sinn inspiréiert gi vun enger grousser, couragéierter a virun allem enger häerzlecher Fra, an zwar vu menger Bomi. Scho vu Klengem u sinn ech geléiert ginn, wat et heescht, op seng Ëmwelt opzepassen, se ze respektéieren a virun allem awer och se wäertzeschätzen.

Ech hat d'Chance, an enger grousser, an enger immens engagéierter Famill opzewuessen, wou ech geléiert gouf a virgelieft krut, wat et heescht, mat Éiergäiz, mat Ausdauer, mat Courage a mat Stolz eppes ze erreechen, an dat ganz egal, ob een e Mann oder eng Fra ass.

Meng Passioun fir d'Natur, fir d'Ëmwelt a fir d'Interaktioun tëschent Mënsch a Raum huet mech zu mengem Studium vun der Geografie gefouert. A just fir eng Kéier kuerz op de Klischee anzegoen: Neen, an der Geografie léiert een net just d'Haaptstied vun de Länner auswenneg, mee et ass nach vill, vill méi.

(Hilarité)

Et geet vun der Ekologie iwwer Soziologie, iwwer Urbanismus, Stad- a Regionalfuerschung, Entwécklungsfuerschung an, an, an. An dat Faszinantst un där ganzer Saach ass: Alles hänkt zesummen. Et ass eent. Dat heescht, et ass eent vun deem aneren ofhängeg, dat heescht, et léiert een, vum lokale bis op de globalen Niveau d'Ofhängegkeete vuneneen ze gesinn. A genau doweinst weess ech, datt een och mat klenge Schrëtt, mat ganz klenge Schrëtt Grousses erreeche kann.

Weiderhin hat ech als Geograf déi grouss Chance, vill verschidde Länner ze besichen, divers Liewensraim, Mënschen, Kulturen, landwirtschaftlech Ubautechniken, Mentalitéite kennenzeléieren. An dat, wat sech an all deenen Erfahrungen erausgefiltert huet, ass, datt sech meng Grondastellung bestätegt huet, an zwar datt et liewensnoutwendeg ass fir Mënsch, Natur an Déier, datt een op seng Ëmwelt oppasst a se net verknascht.

No mengem Studium hunn ech zwee Joer bei Fairtrade Lëtzebuerg geschafft, enger ONG, déi haaptsächlech Sensibiliséierungsaarbecht leescht. Just ganz kuerz: De fairen Handel setzt sech eebe fir fair Aarbechtskonditioune bei de Baueren a bei de Produzenten am globale Süden an. Mee et geet net just ëm d'Landwirtschaft, och Konfliktmineralien an d'Textilindustrie si riseg Theemen an deem Beräich. Mee och hei am Land sollen a musse gerecht Aarbechtskonditioune gi sinn.

No mengen zwee Joer bei Fairtrade Lëtzebuerg sinn ech bei de Verkéiersverbond komm. Hei hunn ech haaptsächlech Mobilitéitspläng fir Entreprisen ausgeschafft, wou ech dann och elo bei engem vu mengen éischte Kärtheeme sinn, an deem ech mech an Zukunft engagéiere wäert, der Mobilitéit, engem groussen a wichtege Sujet hei am Land.

Ech wëll just kuerz drop agoen, wéi ee sech eng modern Mobilitéit haut an eisen Zäite virstelle kann, an zwar schwätzen ech vun engem multimodale Mobilitéitsverhalen. Dat heescht net, datt ee keen Auto méi huelen däerf, mee dat heescht, datt een eng gewësse Flexibilitéit muss entgéintbréngen, esou wéi een dat deelweis scho bei ville Jonke gesäit, déi aus dem Ausland nees heemkommen a gewinnt sinn, hiert Mobilitéitsverhalen hirem Alldag unzepassen. Et heescht näämlech genau dat: säi Mobilitéitsverhale sengem Alldag respektiv senger aktueller Situatioun upassen.

Dat heescht, wann ech d'Méiglechkeet hunn, de Vëlo, de Bus, den Zuch ze huelen oder Covoiturage ze maachen, da maachen ech dat och. Mee wann ech d'Méiglechkeet net hunn, dann huelen ech den Auto. Mee dat ka jo och vun Dag zu Dag a vu Situatioun zu Situatioun variéieren. Dorëms geet et. An natierlech mussen, fir dës Flexibilitéit och méiglech ze maachen, attraktiv Alternative gi sinn. Dat ass kloer.

E weideren Dossier, an deem ech mech investéiere wäert, dat ass den Dossier vun der Agriculture an der Viticulture, e Sujet, dee mir perséinlech immens um Häerz läit. Wéi ech virdrun erwäänt hunn, sinn ech als Geograf scho vill gereest, an esou kënnt et, datt ech am Beräich vun der Landwirtschaft e Benevolat, e Stage respektiv eng Studierees am Burkina Faso, a Brasilien an am Peru gemaach hunn. Meng Erfahrungen heibäi gi vun der nohalteger Subsistenzwirtschaft iwwer Bioplantagë fir den Export bis zur brasilianescher Agrardekadenz. An och hei ass mäin Haaptmessage, datt eis Landwirtschaft respektiv eise Wäibau mussen op eng nohalteg Aart a Weis bewirtschaft ginn, well mer just esou gutt, gesond a qualitativ héichwäerteg Produite garantéiere kënnen.

Ech kommen aus dem Eenzel-, awer och aus dem Equippesport. A fir datt eng Equipp anstänneg funktionéiert, brauch ee ganz verschidde Charakteren. Et brauch een en Teamleader, et brauch een e Séieren, et brauch een e Rouegen, deen awer genau am richtege Moment seng Aktioun bréngt, et brauch een en Impulsiven. An ech, ech sinn dee Gedëllege mat der laanger Ausdauer. A genau déi Charakterzich wäerte sech och hei a menger Aarbecht als Deputéierten zréckspigelen.

Wann Der mer nach e leschte Saz erlaabt, léif Dammen, léif Hären, wat ech immens wichteg fannen ze soen: Net just Politik muss a soll eppes bewierken, mee jidderee soll sech bewosst sinn, datt all eenzel Persoun, egal wéi kleng oder grouss, wéi al oder jonk, eppes bewierke kann, agéiere kann, Responsabilitéiten iwwerhuele kann an esou Grousses bewierke kann.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary.

6. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Carlo Back.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Djuna Bernard fir de Volet „Égalité entre les femmes et les hommes".

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Stéphanie Empain fir de Volet „Sports".

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Stéphanie Empain.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Carlo Back.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här François Benoy.

A schliisslech an der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

D'Fraktioun vun deene Gréngen proposéiert folgend Ännerung: Fir d'Zesummesetzung vun der Délégation auprès de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, der COSAC, ersetzt d'Madamm Chantal Gary d'Madamm Djuna Bernard.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop

ze äntweren. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 61 vum Här Marco Schank un den delegéierte Minister fir d'bannenzeg Sécherheet iwwert d'Schafe vun enger Spezialunitéit vun der Police fir den ëffentlechen Transport.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro un deen neien delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet. Mir hunn an der Vergaangenheet och als Fraktioun des Éfteren op dëser Plaz déi lescht Joren eng Spezialunitéit vun der Police fir den ëffentlechen Transport revendiquéiert.

An net méi spéit wéi den 28. Mäerz dëst Joer an enger Kommissiounssitzung huet den zoustännege Minister, deen an engems jo och Policeminister ass, eis versprach, et géif eng Unitéit kommen, eng Policeunitéit fir den ëffentlechen Transport. D'Grënn duerfir brauch ech net nach eng Kéier hei auszeféieren, déi sinn offensichtlech. Wéi gesot, dat ass an Aussiicht gestallt ginn. An ech wollt den delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet froen, wou mer do stinn, well de Minister versprach hat, bis Enn des Joers géif déi Unitéit stoen. An duerfir meng Fro, wou datt mer do dru sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. An elo huet den Här delegéierte Minister fir bannenzeg Sécherheet d'Wuert, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Merci och dem honorabele Marco Schank, fir kënnen hei op déi Fro ze äntweren. Ech wëll awer just drop hiweisen, dass eng äänlech Fro vum 3. Oktober 2019 vun de Kolleegen Dan Biancalana an Yves Cruchten scho beäntwert gouf. Ech erlabe mer awer, op déi verschidde Punkten anzegoen, déi hei erwäänt gi sinn. Ech hunn och selbstverständlech kuerz Récksprooch mam Minister François Bausch geholl.

Dat Éischt ass effektiv: Den Här Bausch ass net ofgeneigt, fir eng Spezialunitéit wëllen ze maachen. En huet awer mat de Gespréicher, déi se intern haten, e bëssen ofgewisen dovunner, well et net onbedéngt zu deem méi séchere Verhale respektiv fir déi, déi kontrolléieren nach déi, déi Passagéier sinn (veuillez lire : En huet awer no de Gespréicher, déi se intern haten, e bëssen ofgesinn dovunner, well et net onbedéngt zu engem méi séchere Verhale féiert, weeder fir déi, déi kontrolléieren, nach fir déi, déi Passagéier sinn).

En huet awer virgesinn, an dat ass och schonn amgaangen, fir d'Unitéiten, déi souwuel ënnerwee sinn op de Garen, d'Unitéiten, déi ënnerwee sinn emol am Zuch, d'Cadence an d'Luucht ze hiewen. Dat ass de Moment och schonn amgaangen ze geschéien. Dat si souwuel d'Douane, awer och d'Agents de sécurité extérieurs, insbesondere wat d'Nuetsverhalen ubelaangt op deene méi kruzialen oder vläicht méi onséchere Plazen, dat ass erhéicht ginn. Déi Frequenz gëtt et de Moment.

Awer wat méi wichteg ass a wat lech vläicht méi Satisfaktioun gëtt, dat ass, dass dee Groupe de travail amgaangen ass ze tagen an och scho Resultater bruecht huet. Dee Groupe de travail - vläicht als Erënnerung, wien do matschafft -, dat ass souwuel de Ministère vun der Fonction publique, et sinn d'CFL, et ass den AVL, dat ass TICE, et ass LuxTram an et sinn d'Police an d'Douane.

Dat heescht, si hunn zwou Reunioune gehat, zwou Reuniounen, wou all d'Problemer beschwat gi sinn. An d'Missioun war, fir eeben e Konzept oder eng Legislatioun auszeschaffen, fir grad op déi Besoinen do kënnen Äntwerten ze ginn, souwuel fir déi, déi eeben d'Kontroll maachen, well do ass jo och den Onsécherheetsfacteur do, an natierlech fir den Usager, deen am Bus respektiv am Zuch ënnerwee ass.

Wéi gesot, zwou Reunioune ware schonn an d'Resultat vun deene Reuniounen ass en Avantprojet de règlement grand-ducal. Deen ass iwwert de Summer fäerdeg gemaach ginn, deen ass de Moment nach an der Finalisatioun, e soll och bis Enn des Joers stoen. An dee Règlement grand-ducal baséiert sech op al Règlement-grand-ducallen. Déi datéieren awer scho vun e bësse méi laang, dat sinn der vun 1980, déi a sech just d'Spezifissitéit hate fir alles, wat vun Transport public oder régulier op de Stroosse war. Dat heescht, déi haten deemools weeder den Zuch nach de LuxTram an hirer Finalitéit. Dat ass elo ageschafft ginn, déi Froe vun der Sekuritéit sinn och mat dran - wie soll et maachen, wéi ass d'Regularitéit dovun? -, soudass de Kader a sech nei gestach gëtt.

An ech ginn dovun aus, ech hunn dat awer elo nach net ausgemaach, ech ginn awer dovun aus, dass mer am Virfeld dann och an d'Chamberskommissioun kommen, wou mer de Règlement grand-ducal kënnen ausféierlech diskutéieren. A wa mer Adaptatioune musse maachen, wäerte mer déi och nach maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 62 vum Här André Bauler un d'Kulturministesch iwwert déi eventuell Schafung vun engem Musée iwwert déi réimesch Konscht an Architektur zu Schieren.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. RTL huet de Méindeg gemellt, dass eng franséisch Spezialistin an der Archeologie, déi hei am Land op Besuch war, vu Soissons kënnt an am Land réimesch Wandmolereie studéiert, d'Réimervilla vu Schieren oder iwwerhaapt Schieren fir eng ideal Plaz fir e Musée hale géif. Et soll och op Pläng geschafft ginn, wéi d'Freske kéinten erhale ginn. Effektiv ass et esou, dass op deem Site vill an interessant Objete fonnt gi sinn, déi et derwäert sinn, fir ausgestallt ze ginn. Och an der Gemeng Schieren schénge se net ganz vun där Iddi ofgeneigt ze sinn.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Kulturministesch: Ass et iwwerhaapt méiglech, e Musée op där doter Plaz, also op der Plaz vun der Villa ze bauen, vu dass d'Émgeeungsstrooss B7 soll méi breet gemaach ginn? Riskéiert esou e Projet also net, en anere Projet ze hypothekéieren oder ze verhënneren?

Wéi steet d'Madamm Ministesch zu der Iddi vun esou engem Musée? Kéint ee sech e Musée iwwert déi réimesch Kultur zum Beispill och um Territoire vun der Nordstad virstellen, vu dass och do ganz vill Fouillë gemaach gi sinn an och gemaach ginn an Objete fonnt goufen?

An zum Schluss: Wéi kéint een déi réimesch Kultur a Geschicht zu Lëtzebuerg méi geziilt an d'Vitrinn stellen a pedagogesch valoriséieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An dann huet d'Madamm Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här Bauler, fir d'Fro. Et sinn effektiv ganz impressionnant Saachen, déi fonnt gi sinn, am Laf vun de Joren d'ailleurs, zu Schieren. Well dat si Fouillen, déi lafe schonn zënter den 90er Joren an Etappen. Émmer erëm wann nei Aarbechte geschitt sinn, sief et un der Strooss, sief et un de Lotissementer niewendrun, sinn d'Fouillen erëm lancéiert ginn. A si si verstäerkt ginn opgrond vun enger Visitt zejoert vum Statssekretär - de Grand-Duc, mengen ech, war esouguer mat derbäi -, wou dann decidéiert ginn ass, et géifen elo verstäerkt Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir hei Fouillen ze maachen. An dat ass jo och elo geschitt.

An au fur et à mesure entdecke se wierklech immens schéin erhale Fresken, déi et absolutt derwäert ass ze weisen. Mir sinn elo amgaange mat kucken, wéi mer dat maachen. Ob dat elo a Form vun engem Musée ass - dat ass direkt esou en héijen Term ... Mä wat mer onbedéngt musse kucken, ass, vu dass jo och elo Saache fräigeluecht ginn, dass déi gutt konservéiert gi wärend den Aarbechten.

Schieren ass net deen eenzege Site, dee mer esou hunn. Ech denken notamment zum Beispill och un Duelem, wou och wierklech impressionnant Saache scho fonnt gi sinn a wou mer och virgesinn hunn, fir d'nächst Joer do erëm unzefänken, e Kader ze setzen, fir dat nach méi pedagogesch ze weisen. Dat ass eng Aufgab, déi mer eis ginn hunn.

Ech weess elo net genau, ënner wéi enger Form mer wäerten déi zwee Sitte valoriséieren. Mä et schéngt mer evident, dass mer dee Site do erhalen - en ass jo och klasséiert - an dass mer en och op eng Aart a Weis dem Public zougänglech maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. Da kéime mer un d'Fro Nummer 63 vum Här Sven Clement un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Astelle vu Quereinsteiger am Fondamental.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Här Bildungsminister, aktuell ass d'Unzuel vu Persounen, déi sech fir de Concours vum Stage am Enseignement fondamental mellen, net héich genuch, fir d'Unzuel u fräie Posten ze decken.

Duerfir gi vum Educatiounsministère zousätzlech sougenannt „Quereinsteiger" rekrutéiert, dëst op Basis vun engem Gesetz vun 2018. Well et sech bei dëser Prozedur duerfir ëm eng relativ nei Mesure handelt, ergi sech um Terrain elo eng Rei Froen. An de Fait, datt et an der Praxis elo véier verschidde Kategorië vu Persoune ginn, déi ënnerriichten, mécht et natierlech net méi einfach.

Do sinn et näämlech d'Jofferen an d'Schoulmeeschteren, déi e Bachelor an de Sciences de l'éducation hunn, d'Quereinsteiger, d'Chargés de cours an nach d'Remplaçants temporaires, alle véier mat verschiddenen Ausbildungen an awer um Terrain mat därselwechter Aufgab betraut, näämlech där, eise Kanner en interessanten an informative Cours an der Schoul ze bidden.

Duerfir wéilt ech dem Här Bildungsminister folgend Froe stellen:

Ass e Quereinsteiger, dee seng Coursen um IFEN, de Stage an och de Concoursexame gepackt huet, gläichgestallt mat enger Persoun, déi e Bachelor an de Sciences de l'éducation huet an de Stage och gepackt huet?

Kéint also e Quereinsteiger, dee seng Coursen um IFEN, de Stage an och den Examenconcours gepackt huet, iergendwann och Direkter oder Schoulmeeschter fir Kanner mat Besoins spécifiques, also en I-EBS ginn?

Ass et fir Quereinsteiger méiglech, Coursen um IFEN an de Stage ze absolvéieren, mä de Concoursexamen eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt ze maachen? Falls jo, wéi vill Zäit däerf maximal tëscht dem Schreiwe vum Examen an dem Hale vun der leschter Schoulstonn bezéiungsweis dem Absolvéiere vum leschte Module um IFEN leien?

An dann nach: Ass de Minister der Meenung, datt d'Chargéen, déi méi wéi fënnef Joer Erfahrung am Beruff vum Enseignement hunn, déi néideg Qualifikatiounen hunn, fir och als Quereinsteiger ugeholl ze ginn? Falls deem net esou ass, wéi géif de Minister da rechtfertegen, datt dës Persounen trotzdeem eleng a Klasse Schoul halen? A falls deem esou ass, wéi gesinn d'Dispositiounen aus, fir datt déi am vollen Émfang vun den Dispositioune vum Quereinsteigerprogramm kënne profitéieren?

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Här Clement fir déi Fro hei, woubäi ech fir quasi d'komplett Envergure vun den Äntwerten op de Gesetzestext vun 2018 ka verweisen, wou d'Konditiounen drastinn, déi ee muss erfëllen, fir e sougenannten „Quereinsteiger" ze ginn, wéi vill datt mer der iwwerhaapt iwwert deen dote Rekrutementswee kënnen astellen, wat d'Bedingunge sinn, fir duerno kënnen de Concoursexamen ze maachen.

An eng Saach wëll ech emol direkt viraussché cken: Et ass ee vläicht Quereinsteiger dee Moment, wann een erakënnt, an dat éischt Joer, wou een déi Formatioun do mécht. Mä wann een déi Formatioun gepackt huet, et huet ee sech dem Concours gestallt, et huet ee sech klasséiert, et huet een da säi Stage gemaach an et huet een deen och reusséiert a seng Nomination définitive kritt, dann ass een Enseignant, dann ass een Enseignant wéi all déi aner och, mat deeneselwechte Rechter an deeneselwechte Flichten an och all deene Méiglechkeeten, déi fir all Enseignant do virgesi sinn.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, fir komplett ze sinn: Quereinsteiger kann ee jo ginn, wann een e Bachelor virweise kann a wann een deen och virweise kann an enger Matière, déi a Relatioun steet zu deem, wat am Enseignement fondamental ënnerriicht gëtt, a wann ee sech dann no där Selektioun, déi mer maachen, och där Formatioun do ka stellen.

Well mer deene Leit direkt e Contrat à durée indéterminée ginn, esou wéi et och am Gesetz steet, kann de Fall antrieden, datt ee sech herno eventuell net deenen Epreuvë géif stellen, déi Epreuven do net géif reusséieren a sech och dem Concoursexamen oder dem Concours net kéint stellen. Déi bleiwen dann als Chargé de cours an der A2-Carrière am Enseignement fondamental allerdéngs och an där Kategorie a wielen dann och an där Kategorie zukünfteg hir Tâchen, ginn also net Enseignant a kënnen domadder och keen Zougang hunn zu anere Kategorië vun Enseignanten, déi Der hei opgelëscht hutt.

Et ass relativ komplex, wa mer hei generell vun „Quereinsteiger" schwätzen. Mir hu festgestallt, datt zum Beispill dëst Joer, wou mer fir d'Rentrée 2019/2020 184 Leit iwwert deen dote Wee rekrutéiert hunn, e gudden Deel vun deenen awer och e Bachelor en sciences de l'éducation haten a just iwwert dëse Wee erakommen, well se d'Épreuve préliminaire nach net reusséiert hunn. Dat war och vun eis dès le départ esou geduecht, fir deenen eng Méiglechkeet ze ginn, déi Formatioun, déi se um IFEN maachen, net méi mussen an didaktesche n a pedagogesche Matièren ze maachen, mä datt se déi an där Sprooch kënne maachen, wou se d'Preliminairë bis dohinner net gepackt hunn.

An och am leschte Joer hu mer gesinn, datt eng ganz Rei vu Kandidatinnen a Kandidaten, déi e puermol d'Preliminairen net reusséiert haten an enger Sprooch, domadder net konnten an hir Carrière erakommen an net konnten Enseignant definitiv ginn, datt déi déi Schwieregkeeten opgeschafft hunn an elo an hir Carrière konnten erakommen a sécherlech och besser enseignéieren, wéi dat bis elo de Fall war.

Vun deenen 184 sougenannten „Quereinsteiger", déi mer dëst Joer geholl hunn, sinn der 45 %, déi e Bachelor am Domän vun der Educatioun hunn, am Domän vun der Pedagogie hunn, vun der Psychologie oder vun de Sciences sociales, also bal d'Halschent, déi eng Formatioun um Bachelorniveau hunn, déi awer ganz no zu deem passt, wat eigentlech och am Bachelor en sciences de l'éducation geleescht gëtt. 20 % sinn diplomiert mat engem Bachelor an enger Formatioun vun de Sproochen, bal 10 % an der Mathé, Ekonomie oder Informatik an nach eng Kéier 7 % an de Sciences humaines, Sport oder Konscht, an eng bal 20 % dann an enger ganzer Panoplie vun ënnerschiddleche Formatiounen, déi sech elo net hei aklasséiere konnte loossen.

Dat weist nach eng Kéier, datt mer do dat erreecht hunn, wat mer wollten, näämlech datt mer Leit mat enger Bachelorqualifikatioun an den Enseignement erakréien. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt mer dat doten och nëmmen an där Stéckzuel kënne maachen, wéi mer beim Concours de recrutement net konnte rekrutéieren, fir oppe Posten ze besetzen.

Wéi war et virdrun, wéi mer déi Méiglechkeet do net haten? Do sinn herno Leit mat enger Première a véier Woche Stage agestallt ginn a konnten am Extreemfall och direkt op eng Klass gesat ginn, also mat däitlech manner Formatioune wéi hei bei de Quereinsteiger. Nach eng Kéier: Déi hunn e Bachelor an enger Matière, déi ganz no un deem ass, wat enseignéiert gëtt am Fondamental, a si maachen och nach eng Kéier 270 Stonne Formatioun an deem éischte Joer, fir se op hir Tâche ze preparéieren.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Mir kéimen dann elo un d'Fro Nummer 64 vum Här Marc Angel un de Minister fir d'Fonction publique iwwert d'Schlësselzuelen zu den Aarbechtsplazen an der Fonction publique.

Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Minister Marc Hansen felicitéiere fir dee Rapport, deen e gëschter presentéiert huet: « Chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État ».

Dësen exzellente Bericht, deen erlaabt den Abléck an den Opbau vum Emploi public an erlaabt och, d'Entwécklungen ze suivéieren. An dëse Rapport, dee jo elo all Joer soll publizéiert ginn, wat ze begréissen ass, gëtt och Abléck an déi verschidde Statuts d'emploi, déi verschidde Secteuren, den Altersduerchschnëtt vun den Agentinnen an Agenten, an awer och d'Fro vum Genre gëtt analyséiert. An et ass zu dësem

leschte wichtege Punkt vum Genre, wou ech Froe wollt stellen.

Am Lëtzebuerger ëffentlechen Déngscht schaffe laut dëser Etüd 28.326 Persounen. Dovunner sinn der 14.741 Fraen, dat sinn 52 %, an 13.585 Männer, wat 48 % duerstellt. Dat gesäit jo op den éischte Bléck ganz equilibréiert aus. Mir wëssen och, dass et Secteure ginn, wou deen Equiliber net esou klappt, zum Beispill an der Educatioun, wou vu 14.018 Ugestallten 9.683 Frae sinn an nëmme 4.335 Männer. An der Force publique par contre schaffen nëmme 470 Fraen am Verglach zu 2.763 Männer. An an der Justiz, wou oft gemengt gëtt, d'Frae wieren an der grousser Majoritéit, ass d'Verhältnis effektiv zugonschte vun de Fraen, awer dach ganz no bei engem gesonden Equiliber.

Wat mech an awer vill Leit interpelléiert, ass dee groussen Desequiliber bei de sougenannten „fonctions dirigeantes", also bei de Führungsposten. Dës Fonctions dirigeantes gi jo laut Gesetz vum 9. Dezember 2005 fir eng renouvelabel Dauer vu siwe Joer besat. An hei sinn 251 Männer, 73 %, op Führungsposten an nëmmen 93 Fraen, 27 %, op de Führungsposten.

Luewenswäert, mengen ech, musse mer awer ervirsträichen, dass hei vill Efforte gemaach gi sinn déi lescht Joer, well vun 2016 bis 2018 ass d'Zuel vun de Frae vun 81 op 93 geklommen. An ze hoffen ass, dass dësen Trend unhält, well mir wëssen: Et si genausou vill kompetent Frae wéi Männer um Aarbechtsmarché.

Dofir meng Froen un den Här Minister: Huet Äre Ministère d'Ursaache vun dësem Desequiliber erkannt oder analyséiert? Falls jo, wat si se?

An zweetens: Wéi gedenkt Der virzegoen, fir am Kontext vun de Fonctions dirigeantes e besseren Equiliber zwësche Fraen a Männer hierzestellen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Angel. Den Här Minister fir d'Fonction publique huet d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Deputéierten Angel villmools Merci soe fir seng Fro an och dofir, dass en déi Aarbecht eng Kéier ënnerstrach huet, déi an dem Ministère geleescht ginn ass, fir deen dote Rapport ze maachen.

Scho virun der Publikatioun hat ech de Membere aus der Kommissioun vun der Fonction publique dat Dokument jo och zoukomme gelooss, well ech et och wichteg fannen, fir dass d'Informatiounen och existéieren an dass déi natierlech och disponibel sinn, fir all méiglech Froen, och vläicht politescher Natur, sech duerno ze stellen.

Déi Aarbecht war natierlech och just méiglech, well Dir d'lescht Joer hei - 2018 - de CGPO an d'Liewe geruff hutt, de Centre de gestion du personnel et de l'organisation, deen e bësse méi Missiounen huet, wéi dat an der Zäit bei der APE war. Dat heescht, et kéint ee jo soen: Fréier war dat de Paiebüro vum Stat, dee sech och ëm d'Pensioune mat bekëmmert huet, an de CGPO huet e ganze Koup méi Missioune kritt, notamment och, fir Statistiken ze maachen, fir Zuelen ze maachen, fir den Decideuren an der Ëffentlechkeet awer déi Informatiounen zoukommen ze loossen.

Dir hutt e puer vun deenen Zuele gesot, déi mer gëschter presentéiert hunn, an notamment och grad déi erausgeholl vun de Fonctions dirigeantes, mat dem Constat vun deene 27 % Fraen, déi et do eebe gëtt, par rapport zu engem vill méi groussen Undeel deementspriechend vun de Männer.

Vläicht awer nach zwee Wierder Explikatioun dozou, wat een iwwerhaapt ënnert de Fonctions dirigeantes och versteet. Ech ziele se elo net alleguerten op, mee et geet natierlech vun de Premier-Conseillere bis bei verschidde Kommissären, Secrétaire-générallen, den Haut-Commissaire à la protection nationale, de Médiateur au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires - just fir eng Kéier d'Diversitéit ze weise vun deene Fonctions dirigeantes.

Dir stellt mer d'Fro, ob mer et erkannt hunn a wat eis Analys dovunner ass. Erkannt hu mer et natierlech och, wéi mer déi doten Zuele gekuckt hunn. Ech wëll awer och ganz kloer soen, an dat hunn ech och gëschter op där Presentatioun gesot: Dat doten ass am Fong just eng Foto iwwert déi lescht dräi Joer, wou mer den Degré de précision e bësse méi héich kënne maachen, fir déi Zuele kënnen ze liesen. Et sinn näämlech nieft där heiter nach ganz vill Froen, och politescher, déi ee sech kéint stellen. Notamment gesäit een Alterspyramiden dran, och an deene verschiddene Secteuren, wou ech jo och ka Froe stellen, wéi et do iwwert d'Jore mat dem Rekrutement gelaf ass. Zum Beispill mierkt een och an der Force publique, dass et do ganz jonk eeben ass, wat d'Alterspyramid ugeet. An dat si jo nach ganz vill där doter Froen, déi ee ka stellen, soudass ech net eng qualitativ Analys dovunner gemaach hunn.

Et kann ee sech jo och froen an dem Kontext vun de Fonction-dirigeanteën: Wie war iwwerhaapt Kandidat, wann esou e Posten ausgeschriwwe ginn ass? De gréissten Deel dovunner gëtt ausgeschriwwen. A wien ass zum Beispill och …? An Dir hutt dat ernimmt, wann een eng éischte Kéier konnt renouveléiert ginn an et huet een e Kandidat, dee scho virdrun dee Posten hat, ass een natierlech och, mengen ech, an där gudder Situatioun, dass een deem seng Kompetenze vläicht kennt an och deen hëlt, egal ob et e Mann oder eng Fra ass.

Dir hutt natierlech recht: Wat maache mer elo domadder, oder op wat ass an deene leschte Joren opgepasst ginn, fir dat doten ze verstäerken?

Ee wichtege Punkt an der Etüd ass jo och deen, dass mer zum Beispill 6.000 Leit hunn, déi an engem Service à temps partiel sinn. De Service à temps partiel, wann een dat dann e bësse probéiert ze analyséieren - ouni dat richteg qualitativ kënnen ze maachen, well mer dat net op eisem Radar haten -, do mierke mer och, dass ganz vill Fraen nach an deem Service à temps partiel sinn, well dat musse mer natierlech och méi drécken, dass och méi Männer dee kënnen huelen. Mee do gëtt et awer e puer Changementer, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, notamment vu mengem Virgänger, dem Dan Kersch, deen hei am Sall sëtzt. Den 9. Mee 2018 gouf näämlech dee Service à temps partiel adaptéiert a geännert.

Bis dohinner war et an den Texter vun 2003 oder an de Reforme vun 2015 net méiglech, dass Fonction-dirigeanteën dorobber konnten Accès hunn. An do waren et natierlech och just Service-à-temps-partiellë vu 75 %, 50 % oder 25 %. Dat ass vill méi grouss opgemaach gi mat neie Seuilen: 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % oder 40 %. Ech mengen, dat kënnt der Saach jo emol schonn entgéint, fir dass jiddwereen - an do soen ech „jiddwereen": Männer a Fraen - dovunner soll profitéieren, well ech wär frou, wann deen Desequiliber sech och eng Kéier géif ännere bei de Service-à-temps-partiellen, wou mer den Ament ganz vill Fraen hunn, dass zum Beispill och vill Männer kéinten, wa si natierlech Loscht hunn, dovunner profitéieren. Mee dat doten ass grad bei de Fonction-dirigeanteën natierlech eng Mesure, wou ee kann d'Carrière zesumme mat dem Privatliewen ënner een Hutt kréien.

Ee Punkt, wou mer och nach dru schaffen, wou mer de Moment an engem Projet pilote sinn, fir do an Zukunft och nach eng Kéier Reglementer ze maachen, dat sinn d'Saachen, wat den Teletravail ugeet. An ech kéint natierlech nach e bëssen esou weiderfueren, fir Iech nach e puer Pisten ze weisen.

An ech hoffe selwer - well ech därselwechter Iwwerzeegung si wéi Dir, dass et vill kompetent Frae gëtt -, dass mer och an Zukunft méi Fraen an de Fonction-dirigeanteë fannen, well an där ganzer Fonction publique ass et esou, dass do 52 % Frae schaffen an 48 % Männer. Da solle mer natierlech hoffen, an der Zukunft och méi Fraen an de Fonction-dirigeanteën ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. Mir kommen elo un d'Fro Nummer 65 vum Här David Wagner un de Kommunikatiouns- a Medieminister iwwert de Sozialkonflikt bei RTL Group.

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, ech hätt eng Fro un den Här Medieminister, déi strictement net identesch ass mat der Fro, déi den honorabelen Här Clement gestallt hat. Wann Der gesitt, do ass eng kleng Klammer, wéi wann et datselwecht wier, mee et ass net datselwecht. Ech mengen awer, datt ech och Äntwerten, prezis Äntwerten op meng prezis dräi Froe kéint kréien.

Éischtens: Ech wollt wëssen, am Kontext vun deem Sozialkonflikt, wat fir eng Departementer innerhalb vun der Grupp RTL Group SA, wat eng vun de véier Entitéite vum Grupp RTL ass - dat ass d'Nuance par rapport zum Här Clement senger Fro -, also vun deenen decisionnellen Departementer - ech mengen, et ginn der eng Dosen -, wat fir eng Departementer do betraff si vu Licenciementer oder Delokaliséierungen.

Zweetens: Et geet jo rieds vun dem Contrat d'ancrage, deen iergendwéi confidentiel ass, an ech gi jo dovunner aus, datt den Här Minister déi Kontrakter kennt a liest, déi hie mat aneren Entitéiten ënnerschreift. Ass et esou, datt dee Kontrakt virgesäit, datt gewëssen Departementer vun RTL Group SA, also déi decisionnel Departementer, mindestens 50 % vun hiren Effektiver hei zu Lëtzebuerg behale mussen? A wa jo, wat fir eng? Dat war net déi Fro vum Här Clement.

An dann drëttens: Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Licenciementer oder d'Delokaliséierungen am Aklang sinn, à la lettre am Aklang si mam Contrat d'ancrage an datt dee wäert respektéiert ginn?

Ech wier frou, wann ech op déi Froen, déi jo net d'Verhandlunge betreffen, mee de Contrat d'ancrage, deen d'Regierung gutt kennt, eng kloer Äntwert géif kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Selbstverständlech soen ech Merci, well tatsächlech, et ass net fir d'Éischt, wou ech do eng Fro hunn. Déi Éischt war vum Här Mosar, Fro N° 1139, du vun den Häre Mars Di Bartolomeo a Franz Fayot N° 1161, duerno vum Här Sven Clement N° 1181 an da vum Här Sven Clement N° 1312, déi jo eréischt viru manner wéi zwou Woche beäntwert ginn ass. An elo dann d'Froe vum Här Wagner, fir ze äntwerten.

Déi Éischt ass: D'Regierung huet keng Informatiounen iwwert déi genee Pläng vun der Restrukturatioun, déi aktuell Géigestand ass vu Verhandlungen tëschent Gewerkschaften an der Direktioun vun RTL. Dat, wat ech dem Här Clement den 10. Oktober geäntwert hunn, ass och haut nach ëmmer richteg.

Den Här Wagner seet mir, et wier en Accord, e Kontrakt, dee jo net ëffentlech wier, an e wëllt awer, dass ech hei soen, wat drasteet. Doweinst, et misst een awer wëssen: Entweeder en ass ëffentlech oder en ass net ëffentlech. Ech kann en net hei unilateralement ëffentlech maachen.

Ech hunn ee mat enger anerer Entitéit, mat engem anere Grupp. Mee wat awer tatsächlech de Fall ass, an dat wëll ech och bestätegen, ass, dass mer d'Garantie kritt hunn, dass méi wéi d'Halschent vum Personal hei zu Lëtzebuerg wäert bleiwen.

Am Moment sinn, wéi gesot, nach Diskussiounen. Ech wëll awer eppes Positives soen: Ech muss Iech soen, dass den Ancrage vun RTL fir eis ganz wichteg ass. Ech mengen, den „L" vun RTL ass mat Lëtzebuerg verbonnen, dat ass net an der ganzer Welt, wann ee vun RTL schwätzt, gewosst, dass dat en Ancrage mat Lëtzebuerg ass.

A fir eis Regierung ass et net egal, wéi et weidergeet. Duerfir war et eis an den Diskussiounen an an deene Gespréicher, déi mer mat hinnen haten, eebe wichteg, dass mer Garantië kritt hunn, dass och an Zukunft nei Servicer op Lëtzebuerg wäerte kommen, dat heescht, dass och anert Personal wäert zu Lëtzebuerg dann derbäikommen.

Wéi gesot, do sinn nach Diskussiounen amgaangen iwwert de Plan social, dee jo RTL proposéiert huet. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Och wa bei RTL den „L" Lëtzebuerg ass, de Stat ass net de Patron vun RTL. De Stat huet och keng Parte vun RTL. Et ass eng Privatgesellschaft. Déi Privatgesellschaft hëlt hir Decisiounen. A wéi gesot, duerch dee Kontrakt, dee mer awer hunn duerch d'Frequenzen, hu mer eeben dee Lien an déi Méiglechkeeten, fir hinnen ze soen, dass dat wichteg fir eis ass, déi Personalfroen, an dass dat, wat zréckbehale ginn ass, dat heescht, dass méi wéi d'Halschent soll zu Lëtzebuerg bleiwen, och de Fall soll sinn.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wagner, jo.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, entschëllegt. Ech sinn net averstane mat dëser Äntwert. Ech sinn net averstanen, well engersäits seet den Här Minister: „Ech kann elo net dorobber agoen, op dee Contrat d'ancrage"! Wann ech awer schonn d'Äntwert gesinn op dem Här Clement seng Fro, do geet den Här Minister op de Contrat d'ancrage an, wann hie seet: „An engem Kapitel geet et ëm den Ancrage vun de Societéiten RTL Group an CLT-UFA zu Lëtzebuerg", an esou weider.

Ech stelle keng gréisser Detailfroen. Ech wëll wëssen, ob dee Contrat d'ancrage mat RTL - mir bezuele se mat eise Steiergelder, mir hunn e Vertrieder vum Stat do am Verwaltungsrot, soudass mer e Minimum vu Saache kënne wëssen -, ob dee Contrat d'ancrage à la lettre - à la lettre! - respektéiert wäert sinn.

Ech gi jo dovunner aus, dass mer iergendeng Kéier e Resultat kréien. Vläicht gëtt iergendeen och eng Kéier gewuer, wat drastoung. An da wësse mer, ob d'Regierung derfir gesuergt huet, dass e Kontrakt, dee se wahrscheinlech ënnerschriwwen huet an dee se och kennt - ech stelle soss keng aner Froen - respektéiert gouf.

Ech sinn der Meenung, dass d'Volleksvertrieder e Recht drop hunn, bei esou enger strateegescher Fro eng Äntwert ze kréien. An ech akzeptéieren net, dass den Här Minister seet: „Ech kann net dorobber agoen", wann e souwisou schonn an der Äntwert vum Här Clement drop ageet!

Ech muss soen, Här President, de Gedoldsfuedem bei mir, wat d'Netbeäntwerte vu Froen ugeet - an ech sinn net deen Eenzegen hei op dëser Säit -, deen ass amgaangen ze räissen, awer ganz ferm.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kommunikatiouns- a Medieminister.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Just fir ze preziséieren: Hei gëtt gesot, mir géife Sue bezuelen. Et gëtt en Ënnerscheed tëschent dem Konzessiounsvertrag an där anerer Saach. Et gëtt déi eng Saach vun RTL, wou mer jo Programmer, wou mer e Cahier des charges ausgeschafft hunn, fir dee mer fir d'Material fir déi ganz Saache bezuelen. Dat hu mer hei an der Chamber zesummen diskutéiert, do wëll ech Iech just drun erënneren. Dat ass déi eng Saach.

An da gëtt et déi aner Saach, dat ass déi vun de Konzessiounen, vun de Frequenzen. D'Frequenzen, an dat muss een agesinn, a mir haten och eng Diskussioun an der Mediekommissioun bei der Fro vun der honorabeler Madamm Reding, d'Frequenzen hunn hautdesdaags, an dat ass traureg, ëmmer manner Wäert. Dat heescht, do, wou ee virdru wierklech mat Frequenze konnt monnayéieren, ass dat hautdesdaags net méi de Fall.

Nach eng Kéier, an ech mengen, den Här Clement hat d'Recht op eng Äntwert op déi dote Fro, esou wéi Dir et och hutt: An deem Accord, dee fonnt ginn ass, geet et drëms, dass eng Majoritéit vum Personal soll zu Lëtzebuerg sinn. A mir wäerten alles maachen, fir dass och eng Majoritéit vun deem Personal zu Lëtzebuerg bleift. Et ass e Plan social amgaangen, do sinn Negociatiounen tëschent engem Employeur a Gewerkschaften, an déi soll ee schaffe loossen. A wéi gesot, eng positiv Nott ass awer, dass mer d'Garantie kritt hu vum Grupp, dass se géifen nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg brénge. An ech mengen, dat ass eppes, wat eis och freet.

Selbstverständlech, déi aner Noriicht mécht kengem Freed! Et soll keen hei maachen, wéi wann et engem heibannen egal wier. Mee déi aner, dat heescht, dass de Grupp awer nach u Lëtzebuerg gleeft, rassuréiert eis, well en hätt och kënnen, wéi et hautdesdaags mat de Gesellschaften ass, vun haut op muer fort sinn. An ech si frou, wa mer Garantië kréien, dass se awer nach un de Site Lëtzebuerg gleewen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister, un deen och a senger Fonctioun als Minister fir Digitaliséierung déi nächst Fro geet, d'Fro Nummer 66 vum Här Marc Hansen iwwert den Digicash.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Minister, an engem Artikel vu reporter.lu vum 18. Oktober gëtt drop opmierksam gemaach, dass et bei der Bezuelapplikatioun Digicash e Problem mat der Konformitéit vun den Dateschutzreegele kéint ginn an dass e Potenziell fir Abuse kéint bestoen. Eng zentral Fonctioun vun dëser Applikatioun ass, dass sech Persoune schnell kleng Beträg kënnen iwwerweisen. Esou notzen zum Beispill vill Eltere se, fir hire Kanner Suen ze „digicashen", wa se hinne kee Boergeld wëlle matginn.

Dëse Service leeft iwwert d'Handysnummer. Awer och wann een eng Nummer agëtt, wou een de Besëtzer net kennt, erschéngt an där Applikatioun de Vir- a Familljennumm vum

Besëtzer vun der Handysnummer, virausgesat, déi betreffend Persoun huet sech mat där Nummer op der App ugemellt.

Dëst gelies, hunn ech dat direkt getest: Ech hunn um Chamberssite d'Lëscht vun den Deputéierten opgemaach a gekuckt, wie seng Handysnummer um Site uginn huet. Ech si schnell fündeg ginn, an zwar bei der honorabeler Deputéierter Tess Burton. Wéi ech hir Nummer an d'App agedroen hunn, ass hiren Numm op mengem Display affichéiert ginn, obwuel ech si net a menge Kontakter enregistréiert hat.

(Brouhaha)

Digicash argumentéiert, dass dëst eng Kontrollfonctioun wär, dass een d'Suen och der richteger Persoun iwwerweist. Laut dem Presseartikel wär et och relativ einfach fir e mëttelméisseg begaabten Informatiker, fir d'Donnéeë vun all den Notzer vun dësem Bezueldéngscht erauszezéien. De Chaos Computer Club Lëtzebuerg schwätzt vun enger „hallef-éffentlecher Datebank". Dës Donnéeë kéinten zu Werbezwecker, fir d'Verschécke vu Spam-Botschaften oder d'Erstelle vu geziilte Marketingprofiller genotzt oder verkaaft ginn.

Dëst gesot, wéilt ech den Här Minister froen, wéi hien d'Konformitéit vun dëser App par rapport zum Dateschutz gesäit, wëssend, dass um Niveau vum klasseschen Onlinebanking Viremente sech nëmmen op Basis vun enger Kontosnummer maachen, ouni dass da pour contrôle den Numm vum Besëtzer vun der Kontosnummer automatesch affichéiert gëtt.

Ass bei dëser App garantéiert, dass keen Zougréff op Donnéeë kritt, déi em eigentlech guer net zoustinn?

Wéi gesäit et an engem europäesche Kontext aus, wann dëse Genre Applikatioun dann europawäit standardiséiert gëtt? Ass all Digicash-User dann Deel vun enger hallef-éffenftlecher europäescher Datebank?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Den zoustännege Minister fir d'Digitaliséierung huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre de la Digitalisation.*- Ech wëll dem Här Hansen Merci soe fir dës Fro. Ech mengen, dem Här Hansen seng Fro iwwert de Respekt vum Dateschutz am Zesummenhang mat der Applikatioun Digicash ënnerläit der Kompetenz vun eiser nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD. Et ass si, déi zoustänneg ass, fir d'Reklamatioune vum Bierger betreffend d'Reegele vum Dateschutz ze préiwen, an och fir d'Applikatioun vun Digicash.

Soll si bei hirer Kontroll gesinn - an ech mengen, dass se elo opmierksam ginn ass déi lescht Deeg op déi Situatioun bei Digicash, déi ënner Lëtzebuerger Lizenz bedriwwe gëtt -, dass géint d'Dateschutzreegele géif verstouss ginn, dann ass et un der CNPD, der CSSF dat matzedeelen, well dat jo och ënnert der Commission de surveillance du secteur financier ass. Et ass am Fong un der CSSF an hirer Roll als Autorité prudentielle vum Finanzsecteur, déi eventuell Sanktioune géint de Bedreiwer vun Digicash dann och ze huelen, an dat opgrond vu Verstéiss, déi festgestallt goufe vun der CNPD.

Mee wann Der erlaabt: Et sinn independant Autoritéiten, déi eng esou wéi déi aner. An esou, wéi Dir d'Fro gestallt hutt, wäerte se sech och bei der CNPD d'Fro gestallt hunn a wäerten och do déi Kontrolle maachen, déi schonn néideg sinn. A wann do tatsächlech eppes geschitt ass, wat net an der Rei ass, muss et vun der CNPD der CSSF, well dat eeben d'Autorité financière ass, matgedeelt ginn, an da wäerten do déi néideg Sanktioune geholl ginn.

Mee ech hoffen, ouni dass ech selwer influencéiere kann, wéi séier se schaffen, dass mer awer rapidement wëssen, wat d'Decisioun vun der CNPD an dësem Dossier ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Minister fir Digitaliséierung. Da kéime mer un d'Fro Nummer 67 vun der Madamm Octavie Modert un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Transferte fir Behandlungen am Ausland.

Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Lëtzebuerg huet am Gesondheetswiesen eng Traditioun vun Zesummenaarbecht mam Ausland. Dacks ginn d'Patienten iwwerwisen, fir eng Operatioun oder fir eng Reeducatioun stationär an auslänneschen Institutiounen ze maachen. Trotzdeem heefe sech an der Lescht d'Fäll, an zwar ganz vill, wou déi Krank hir Iwwerweisung net virum Ufank vun hirer Behandlung geneemegt kréien, soudatt se dann dohinnerginn a si hunn d'Geneemegung net, si musse awer ganz dacks eng Reeducatioun maachen, well se virgeschriwwe kréien, duerno mat anere Saache virunzefueren.

Och dës Woch ass erëm e Fall vun enger Persoun, déi de Méindeg huet missen hir Reeducatioun ufänken, fir déi Operatioun, déi duerno soll kommen, net a Gefor ze stellen. Si huet awer bis haut, also och nach dräi Deeg duerno, keng Geneemegung vun der Iwwerweisung aus den zoustännegen Instanze kritt. Et sinn also leider keng Eenzelfäll méi, soudatt et dréngend ass, fir no der Situatioun ze kucken.

Natierlech wëllen déi Leit jo nofroen, éier se ginn - wa se freides gesinn, datt se nach ëmmer näischt kritt hu vun der Gesondheetskeess, a se méindes musse goen, dann do nofroen. Si kommen do awer net weider. Et ass hinnen net méiglech, mat der zoustänneger Persoun fir d'Geneemegung ze schwätzen. Et ass och eng komplett iwwerlaascht Télefonszentral, déi ënnert de villen Uriff ënnergeet, dat mécht et jo och net méi einfach fir keen. Soudatt se dann zum Schluss virun enger Mauer stinn an net méi wëssen, wou se dru sinn, well dat hir Behandlung eventuell géif hifälleg maachen.

De Clou, deen ass datt verschidde vun den auslänneschen Haiser dat mëttlerweil wëssen a kulant sinn. Kulant sinn ass vläicht gutt, mee datt si scho wëssen, datt esou vill Problemer sech hei zu Lëtzebuerg stellen, weist, datt dréngend muss duerno gekuckt ginn. An ech denken, et ass néideg, Här Minister, fir séier Verbesserungen hei anzeféieren.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Wat gedenken hien an d'CNS ze maachen, fir datt d'Delaien an Zukunft agehale kënne ginn an d'Iwwerweisungen an d'Ausland matzäit geneemegt ginn?

Ech denken, et ass wichteg, de System ze änneren. Zum Beispill, wann d'Iwwerweisunge vun engem Spezialist ausgestallt sinn, muss dat dann nach eng Kéier nogekuckt ginn oder ass dat automatesch - mir hunn haut e groussen Automatismus - méiglech? Musse Formfeeler esou genau zielen? An esou weider an esou virun.

Ech mengen, et ass dréngend, fir elo huerteg Verbesserungen ze maachen. Wéi séier, Här Minister, kënnen dës Verbesserunge kommen, am Interêt vun de Patienten?

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Modert. De Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, op déi Fro, wat d'Transferts à l'étranger ubetrëfft, kann een eng kuerz Äntwert ginn, mee ech wollt elo vläicht eng Kéier probéieren auszehuelen, fir de Prinzip ze erklären, wéini een Transfert à l'étranger stattfënnt. E fënnt all Kéiers da statt, an dat ass eigentlech d'Porte d'entrée dovun, wann de Médecin traitant, a gréisstendeels e Spezialist, eng Persoun iwwerweist an d'Ausland, wann e mengt, datt deen Traitement, deen hei zu Lëtzebuerg jo eigentlech exzellent ass, an engem anere Centre am Ausland besser ka gemaach gi respektiv eventuell méi schnell ka gemaach ginn. Déi aner Säit ass déi, wann d'Persoun selwer freet, fir en Traitement op hire Wonsch kënnen am Ausland ze kréien.

Alles dat ass gereegelt a ka gemaach ginn, an dat virun allem op Basis vun zwou grousse Schinnen: Déi éischt Schinn ass am Kader vun dem europäesche Koordinatiounssystem, dem 883 (veuillez lire : Règlement CE 883/2004), dee mer kennen, deen de Moment jo och nach an de Verhandlunge steet, fir effektiv reforméiert ze ginn. An déi zweet ass déi, datt een dat ganz einfach iwwert d'Directive transfrontalière ka maachen.

D'Ënnerscheeder vun deenen zwou sinn, datt bei där éischter, deem traditionellen S2 - dee jiddweree kennt, dofir resuméieren ech dat op deen doten Term -, effektiv d'Persoun an d'Ausland geet, wou se keng Depensen direkt huet a wou se esou traitéiert gëtt an en charge geholl gëtt wéi déi Persoun, déi do wunnt.

Bei deem anere Fall ass et esou, datt et iwwert de System vun der Directive transfrontalière leeft, an dee Moment geet een hin a streckt d'Sue vir a kritt se da rembourséiert. Et ass natierlech net gewëss, datt een alles rembourséiert kritt, wat iwwert den S2 de Fall ass.

Fir eng Kéier d'Zuele kuerz ze soen, et ass jo och e bëssen dat, wat ee muss uschwätzen, wann ee weess, datt d'Fäll sech heefen, an Dir hutt effektiv recht, och ech ginn heiansdo vu Leit drop higewisen, datt beim S2 Problemer waren oder effektiv et gedauert huet: Et muss een awer soen, datt d'Zuel vun de Patienten - esou soen ech emol, well „Patienten" an „Dossieren" sinn zwou Saachen, well ee Patient ka méi Dossieren hunn - stabill bliwwen ass vun 2015 un, esou eng 9.000 d'Joer.

Et muss een och soen, wat den Traitement ubetrëfft, datt vun deenen 9.000 am Joer 2018 zum Beispill nëmmen - ech soen emol „nëmmen" - 2,5 % Refuse waren, also Avis défavorables vusäite vum Contrôle médical. Dir wësst d'Prozedur: D'Demande gëtt gemaach bei der CNS, déi dann en Avis beim Contrôle médical freet. An et ass jo dat Zesummespill ginn, wat Dir och gesot hutt, datt effektiv dann, wann den Dossier erakënnt beim Contrôle médical iwwert d'CNS, den Dossier muss gekuckt ginn, datt heiansdo och zu Recht, wéi Dir gesot hutt, nach zousätzlech Saache gefrot ginn, virun allem dann, wann et vun engem Médecin généraliste komm ass, fir effektiv iwwerwisen ze ginn.

Mir hunn an deene leschte Jore virun allem dat probéiert, wat Dir och ugeschwat hutt: d'Erreechbarkeet vun deenen eenzelne Servicer, souwuel vum CNS wéi och vum Contrôle médical. De Contrôle médical huet sech kloer esou opgestallt, datt e séier ze erreechen ass an och ganz séier äntwert, sief et per E-Mail, sief et per Télefon, oder datt en och zréckrifft. Bei der CNS si mer effektiv amgaangen, fir fir déi iwwer 800.000 Assuréen, déi mer de Moment hunn, wou natierlech eng grouss Belaaschtung ass vun deenen eenzelnen Télefonen, och vun der Télefonszentral, ze kucken, e Callcenter opzebauen. Hei leeft eng Etüd, fir dat ze maachen. Dat ass ee Punkt, wou ech ka soen, datt et ka schnell goen.

Wat awer och muss kloer gesot ginn: Dann, wann et sech ëm Urgencen handelt, zum Beispill de Weekend, oder liewensnoutwendeg Saachen, oder do, wou en Accident ass an ee mam Helikopter muss transportéiert ginn, da kann déi Demande préalable ëmgewandelt ginn, datt se am Nohinein eragereecht ka ginn. Ech mengen, dat ass eng Toleranz, déi och vum Contrôle médical an der CNS esou gemaach gëtt.

Ech kann dat dote ganz gären nach eng Kéier diskutéieren, mir maachen dat och nach eng Kéier souwuel mat der CNS wéi mam Contrôle médical. Ech weess awer, datt déi Leit, déi do an der CNS schaffen, respektiv déi 35 Dokteren, déi mer an der Tëschenzäit am Contrôle médical hunn, mat deenen ech och a stännegem Kontakt sinn, fir do natierlech d'Leeschtungen ze perfektionéieren, op deem Wee sinn, fir de Patienten ze hëllefen. An dorëm geet et jo virun allem.

An deem Sënn Merci fir d'Fro a mir hake ganz gären nach eng Kéier no.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider. Da kéime mer un d'Fro Nummer 68 vun der Madamm Stéphanie Empain un de Sportsminister iwwert de Statut vum Sportler op héijem Niveau.

Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech soen Iech Merci, Här President. Här Sportsminister, Dir hutt kierzlech an engem Interview am Kader vun de Military Games an Aussiicht gestallt, dass et eventuell kéint en ziville Statut fir Elittesportler zu Lëtzebuerg ginn. Hannergrond vun där Saach ass jo, dass mer iergendwou och mussen eng finanziell Ofsécherung garantéiere fir déi Sportler, déi op héijem Niveau bei eis aktiv sinn.

Dir hat do am Interview, mengen ech, verschidde Pisten ugedeit, ënner anerem, dass se kéinten zum Beispill a Federatioune schaffen, vläicht och an de Ministèren an an Administratiounen aktiv ginn.

Fir e bëssen de Kader ze setzen: Den Ament ass et jo esou, dass eis Elittesportler, wa se wëllen hiren Alldag finanzéieren, just d'Méiglechkeet hunn, bei der Arméi der Élittesektioun bäizetrieden. Dat ass awer net fir jiddwereen elo direkt eng Léisung. Bon, et gi Leit, déi wëllen oder kënnen net der Arméi direkt bäitrieden. Et ginn och déi Athleeten, déi wëllen eng Dual Career maachen, dat heescht, déi eppes ganz anescht geléiert hunn an iergendwéi och do musse berufflech Fouss faassen.

Mir hu paralympesch Sportler, déi net kënnen eng Lafbunn bei der Arméi ufänken. An natierlech ass et och esou, dass déi Zäit, wou d'Sportler kënne bei der Arméi begleedend zum Sport aktiv sinn, och limitéiert ass. A grad just an deene Sportaarten à maturité tardive, wou een am Fong geholl e bësselche méi spéit zu Leeschtunge kënnt a wou een och méi laang seng Leeschtung kann erbréngen, besteet ëmmer de Risiko, dass déi net bis zum Schluss da kënnen an deem Kader begleet ginn.

Sport ass natierlech immens käschtenintensiv. Ech denken hei un d'Traineren, d'Material, d'Reeskäschten, d'Stagen et cetera. Mee et geet jo och net just dorëm. Et geet drëm, dass Sportler och Geld brauchen, fir ze liewen, net nëmmen am Elo. Mee et geet och einfach drëm, hir Zukunft ofzesécheren. Iergendwann eng Kéier hu se Urecht op eng Pensioun an do ass et jo dann och wichteg, eppes elo ze verdéngen.

Dofir huet et mech, wéi gesot, gefreet ze héieren, dass en ziville Statut ka Realitéit ginn. An ech géif gäre folgend Froen un Iech stellen, Här Minister:

Bezéie sech déi Beruffsméiglechkeeten, déi envisagéiert gi sinn, reng op de sportleche Beräich, also, wéi gesot, a Federatiounen zum Beispill?

Falls jo, wéi kéinten zum Beispill déi Sportler, déi eng Dual Career ustriewen an eng Ausbildung an engem anere Beräich gemaach hunn, trotzdeem vun deene Mesurë profitéieren?

Falls neen, solle Moossnamen ergraff ginn, fir et Sportler ze erméiglechen, anerwäerts am Privatsecteur eng Lafbunn ze starten an de Grondsteen eeben och fir eng berufflech Carrière no hirer sportlecher Carrière ze leeën?

Une voix.- Här President?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- An déi nächst Fro ass …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir musst esou lues zum Schluss vun Ärer Fro kommen, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et ass just nach eng kleng Fro, awer eng wichteg Fro: Gesäit déi envisagéiert Reform och Aarbechtsplaze fir paralympesch Sportler vir?

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Den Här Sportsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Empain fir d'Fro. Effektiv ass et esou, dass ech dat net nëmmen an engem Interview ugekënnegt hunn, dass mer drun denken, parallell zur Struktur vun der Arméi fir Elittesportler och eng zivill Carrière oder eng zivill Struktur ze schafen.

Wéi gesot, net nëmmen an engem Interview erwäänt, mee dat ass och Géigestand vun eisem Regierungsprogramm, wou ganz kloer gesot ginn ass, dass mer engersäits d'Kritären, fir iwwert de Wee vun der Arméi ze fueren, wäerten eng Kéier analyséieren an och iwwerschaffen, fir ënner anerem op déi Problematik kënnen anzegoen, dass awer an där haiteger gesetzlecher Basis d'Zäit, déi ee kann an der Arméi verbréngen, limitéiert ass, an dass mer op där anerer Säit och drun denken, parallell eng zivill Struktur ze schafen.

Ech wëll ganz kloer ervirsträichen, dass et hei net wäert drëms goen, fir iergendeng Konkurrenzstruktur zur Arméi opzestellen. Eng ganz Rei vun eise beschte Sportler sinn an deene vergaangene Joren duerch déi Struktur vun der Arméi gaangen. A si hunn et fäerdegbruecht, hir perséinlech Leeschtung, och um internationalen Niveau verglach, ganz héich an d'Luucht ze schrauwen, soudass also déi Ziler, déi mer wollte mat der Struktur vun der Arméi erreechen, zum groussen Deel erreecht gi sinn.

An der Tëschenzäit si 26 Sportler, souwuel aus Eenzelsportaarte wéi och aus Mannschaftssportaarten, iwwert de Wee vun der Arméi amgaangen, hir Carrière weiderzedreiwen. Dir hutt och matkritt, dass an deene leschten Deeg eng Rei vun deene Sportler exzellent Resultater op der Militärweltmeeschterschaft fäerdegbruecht hunn, un der Spëtzt e Bob Bertemes mat enger drëtter Plaz, dann e Marcel Ewen op enger véierter Plaz an och e Julien Henx mat enger fënnefter Plaz, wou mer also mierken, dass mer hei um richtege Wee sinn.

Wa mer drun denken, an dat hunn ech awer och an deem Interview gesot, eng zivill Struktur ze maachen, da wäert dat selbstverständlech an Zesummenaarbecht mam COSL fonctionéieren, esou wéi mer och déi Struktur vun der Arméi an Zesummenaarbecht mam COSL kreéiert hunn.

Wéi gesot, mir ginn dervun aus, dass déi Kritären, fir an déi Struktur eranzekommen, äänlech musse gelagert si wéi déi Kritären, déi musse gesat ginn, fir an d'Arméi eranzekommen. Mee et geet hei ganz prezis drëm, fir och Leit d'Méiglechkeet ze ginn, déi, wéi Der et richteg

gesot hutt, net kënnen oder net wëllen an d'Arméi goen, fir deenen awer déi nämlecht Rechter zouzegestoen.

Wéi et am Detail wäert ausgesinn, wäert Bestanddeel si vun enger ganzer Rei vun Diskussiounen, déi mer nach musse féieren, engersäits mat den Athleeten, anerersäits mat de Federatiounen, awer mat Sécherheet och mat dem COSL, ënnert deem sengem „Chaperonnement" dat Ganzt da jo wäert stattfannen.

An ech wëll hei ganz kloer op déi lescht Fro äntweren: Jo, et ass och ugeduecht, dass Sportler aus dem paralympesche Statut vun dëser Geleeënheet an Zukunft kënne profitéieren.

Vläicht nach eng Prezisioun zu där Ausso, déi ech gemaach hunn. Ech stelle mer vir ... Déi Leit, déi an d'Arméi ginn, bei deenen ass et jo esou, dass se véier Méint eng Grondausbildung musse maachen, wou se musse praktesch zu allen Zäiten zur Verfügung vun der Arméi sinn. Duerno hu se eng ganz grouss Flexibilitéit an hirer Gestaltung vun hirem Aarbechts- respektiv Sportsdag. Mee si mussen awer der Arméi och fir eng Rei vun offizielle Representatiounszwecker ëmmer zur Verfügung stoen oder wéi elo an deem leschte Beispill, wat ech genannt hunn, och un enger Militärmeeschterschaft deelhuelen. Si kréien also op där enger Säit eppes - si kréien exzellent Trainingsbedingunge mat exzellenten Ëmramungen -, mee si ginn op där anerer Säit dem Stat och eppes zréck.

A wa mer eng zivill Struktur maachen, da muss natierlech och do garantéiert sinn, dass déi Leit engersäits eng anstänneg Bezuelung kréien, déi och hirem Statut, hirem Diplom entsprécht, an op där anerer Säit awer och eppes un d'gesamt Effentlechkeet zréckginn. An do hunn ech eebe ganz konkret dru geduecht, dass dat kéint oflafen engersäits an de Sportsveräiner oder awer an de Federatiounen, wou engersäits natierlech Traineraktivitéiten a Fro kommen, anerersäits awer och administrativ Aarbechten. Dat hänkt da vun deem jeeweilege Sportler of.

Mee, wéi gesot, et ass nach e bësse fréi, fir méi an den Detail ze goen. Mee d'Iddi ass, mengen ech, op engem gudde Wee a si gëtt an der Sportswelt och ganz positiv gekuckt.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kersch. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 69 vun der Madamm Viviane Reding un de Minister fir Digitaliséierung iwwert de 5G-Reseau.

Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Bon, dat ass dat Falscht.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ooh!

(Hilarité et brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bei där neier CSV ass alles méiglech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Elo hu mer dat Richtegt. D'Madamm Reding huet d'Wuert.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President. Et war dat falscht Blat. Et war déi richteg Madamm, mee bon.

(Hilarité)

Am September 2018 huet eis Regierung d'5G-Strategie virgeluecht. Am Juni 2019 huet eise Premier hei an der Chamber gesot, wéi wichteg datt déi Infrastruktur fir eis Ekonomie an eis Gesellschaft ass, an en huet - ech zitéieren et - gesot, mir géifen elo „Pionéier" ginn, d'„Spëtzt vum Peloton" huelen, „Front Runner". Gutt! Et ass och fonnt ginn an där Diskussioun, et wär vläicht besser, d'Geld an d'Infrastruktur ze investéieren, anstatt d'Entreprisë mat enger deierer Versteigerung ze belaaschten.

Elo si mer quasi Enn 2019 an et ass wierklech eppes geschitt, näämlech eng Plakataktioun vun der Post zum Thema „5G kënnt". A soss? Wat kënnt? Wéi? Wou? Wéini? Funkstille!

Mir wëssen awer eppes iwwert d'Funklächer, well an dem 4G hu mer der nach ëmmer. Mee wat geschitt dann elo wierklech mat dem 5G? Ginn déi Frequenzen dann elo un d'Entreprisen? Wéini geschitt dat? Geschitt dat op enger Selektioun? Oder geschitt dat, wéi een héiert, mat enger Versteigerung? Oder och vläicht net?

Am Budget sinn e puer Millioune virgesinn. Wou ginn déi agesat? Fir wat ze maachen? Och dat ass onkloer.

Ech géif den Här Premierminister bieden, der Chamber ze erklären, wat gemaach soll ginn, wat gemaach gëtt, wéini, fir wien a mat wiem. Well wann dat näämlech net esou geschitt, da fäerten ech ganz, datt mer am Peloton sinn an net d'Spëtzt vum Peloton huelen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding. De Minister fir Digitaliséierung, den Här Xavier Bettel, huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre de la Digitalisation*.- Här President, der Madamm Reding hirem Premier ass et eng Freed, dann och ze äntweren. Wéi gesot, tatsächlech bei dem 5G ... Et soll ee keen negativt Bild ginn iwwert de 5G, well de Problem, dee mer hunn, ass, dass mer am Fong méi Leit hunn, déi matgemaach hu beim Appel d'offre, wéi mer gerechent haten. Dat heescht, mir hunn - an den ILR huet dat och festgestallt - am Moment de Fall, dass méi Demanden do sinn, wéi mer iwwerhaapt Frequenzen hunn.

Mir hunn deemools - an dat stëmmt och - esou en, ech wëll soen „beauty contest" éischter organiséiert, wou mer gesot hunn: „Dee Projet, deen eis am beschte gefält". Mee do krute mer och Recourse gemaach, well mer gesot kritt hunn: „Dat doten ass net objektiv. Dat doten ass net transparent." An duerfir si mer zur Konklusioun komm, dass mer éischter - éischter, et ass nach net definitiv - an d'Richtung vun enger Stee sollte goen.

Mir hunn näämlech d'Demande fir d'Frequenzen. Dir wësst jo: Et ginn dräi Frequenzen. Et gëtt eng Kéier de 700 MHz, dann 3,6 GHz an och de 26 GHz. Déi zwee éischt Bänner, déi gi jo dann un d'Operateure verdeelt. An deen drëtte Band, dee vu 26 GHz, dee kënnt eréischt an enger zweeter Etapp.

D'Madamm Reding huet och de Lien gemaach mat de Funklächer, déi mer hunn an dem 4G. Do ass och en Aarbechtsgrupp tëschent dem Environnement, mat der Santé, mam Digitalsministère, fir eeben och ze kucken, well do mussen eeben och Antennen nei gesat ginn. An do sinn och Problemer, wou Frequenzlächer sinn, wou ee muss kucken, ob een net méi effikass kann een Emetteur hunn, wou een dann och zesummen Infrastrukturen huet, amplaz da fënnef Emetteuren och duerno ze hunn.

Fir déi Stee kënnen ze maachen, muss och genau de Kader fixéiert ginn, well mir wësse ganz genau, dass mer soss riskéieren, och do Recoursen ze kréien. A wahrscheinlech muss och duerfir eng extra nei Software no onse Besoinen adaptéiert ginn.

An dëst Joer, duerfir soen ech et och léiwer direkt ... Dës Stee wäert net méi dëst Joer kënnen organiséiert ginn, mee wäert eréischt am zweeten Trimester 2020 sinn. Déi kënnen dann och ausgestallt ginn, nodeem d'Stee organiséiert ginn ass. Dat heescht, dass d'Operateuren dann och déi Frequenze kënne kréien.

Elo kéint ee soen: „Jo, elo ass Retard, dat ass tragesch. Mir gi Peloton de fin", wéi hei gesot gëtt. Dat ass awer net richteg, well et kéint eis erlaben, och den Terrain weider virzebereeden, an et awer och virun allem den Operateuren erlaben, méi avancéiert Equipementer an och manner deier Equipementer an technesch besser Equipementer hei ze benotzen.

Wéi gesot, dat heiten ass en Dossier, dee wichteg ass fir eis alleguerten. Mir sinn eis däers bewosst. An Dir hutt och vun deem Budget geschwat, dee mer jo och virgesinn hunn, eebe fir déi Projets cibles kënnen ze kofinanzéieren, well mer wëssen, dass et och am Ufank schwéier ass, fir d'Finanzement virzegesinn, a well mer wierklech dru gleewen, dass de 5G och zu Lëtzebuerg duerno ..., och wann elo déi fënnef Projeten oder déi verschidde Projete vläicht cibléiert sinn, dass mer duerno wäerten och den digitale Wee - an dat hu mer och nach viru Kuerzem zesummen diskutéiert - vun der Landwirtschaft iwwert d'Santé, iwwer all déi verschidden Domäne fannen.

Also, wéi gesot, Madamm Reding: Dëst Joer gëtt et net. Mea culpa! Ech hat dat ugekënnegt, dass et dëst Joer wier. Et wäert dëst Joer net kënne stattfannen, eebe wéinst dem Succès, dee mer hu vun den Demanden. Et sinn eng Kéier siwen an eng Kéier sechs - sauf erreur de ma part - Kandidaturen, déi mer kritt hunn: sechs fir deen ee Besoin a siwe souguer fir deen anere Besoin.

Dat heescht, mir mussen eng Prozedur fannen. An déi vum Beauty Contest riskéiert hei, nees eng Kéier duerno duerch Recoursen d'Prozedur ze verlängeren. An duerfir wäert eng Stee organiséiert ginn.

Ech wëll direkt soen - fir déi, déi mengen, dass mer duerch d'Stee ..., well Der jo och matkritt hutt, dass se an Däitschland Steeën organiséiert hunn, dass se do vun „Milliarden!" geschwat hunn -, dass mir méi kleng sinn a manner Leit hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Minister fir Digitaliséierung Xavier Bettel.

9. Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 19 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Filmindustrie. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2005 am Kader vun der Schléissung vun der Diddelenger Schmelz, vum Diddelenger Laminoir, gouf tëschent der Regierung, de Gewerkschaften an der Stad Diddeleng en Accord fonnt, dass als Kompensatioun zu de verluerenen Aarbechtsplazen en nationale Projet um Site NeiSchmelz sech sollt entwéckelen.

Iwwert dëst Engagement an Ausriichtung sollten engersäits nei Aarbechtsplazen op NeiSchmelz geschafe ginn, anerersäits e Projet mat nationaler Envergure sech kënnen usidelen, deen dem Projet NeiSchmelz an der Stad Diddeleng eng weider Attraktivitéit gëtt.

2007 an der Foulée goufen et éischt Diskussioune mat der ULPA, der Union luxembourgeoise de la production audiovisuelle, déi fir d'Filmproduzenten no engem neie Standuert fir d'Filmindustrie gesicht hunn. Vill Reuniounen hu stattfonnt, Besoine goufen opgeholl, Pläng gezeechent, Käschten a puncto Ëmsetzung chiffréiert.

D'Stolwierk an d'Walzwierk op NeiSchmelz goufen dunn als potenziell Gebaier identifizéiert, déi wéi 16 aner Gebaier um Site als Patrimoine industriel um Inventaire supplémentaire sinn, deemno erhale bleiwen a valoriséiert musse ginn an eng nei Affektatioun solle kréien.

Zu deem Zäitpunkt 2007/2008 konnten d'Filmproduzenten, obwuel den Interêt ganz grouss war, sech awer leider nach net op NeiSchmelz nidderloossen, well ArcelorMittal nach ëmmer Proprietaire vun de 40 Hektar Friche war.

De Fonds du logement an d'Gemeng hunn alle béid als Developpeur mat hirem Architektebüro d'Implantatioun vun der Filmindustrie mat an de Plan directeur NeiSchmelz opgeholl, well och wann d'Filmindustrie sech e puer Joer duerno zu Kielen ugesidelt huet, dëst éischter als Provisorium considéréiert gouf, en vue vun der definitiver Implantatioun op NeiSchmelz.

2015, am Kader vun der Finalisatioun an der Mise en procédure vum PAG NeiSchmelz an der Ausschaffung vun de véier PAPe vum Site, goufen et erëm konkret Diskussiounen an eng Rëtsch Reuniounen: mat der ULPA, mam Filmfong, dem Kulturministère an dem Wirtschaftsministère. Et gouf dem Fonds du logement an der Stad Diddeleng gesot, dass et wichteg wär, fir wierklech virunzekommen, aktualiséiert Estimatiounen iwwert de Projet virzeleeën. Dat gouf gemaach an de Joren 2016 an 2017 an de Käschtepunkt vun 22 Millioune koum an d'Spill, nodeems d'Filmindustrie eng Rei Besoine genannt huet, déi mer opgeholl hunn an déi sech par rapport zu 2007 a mat der Experienz op hirem aktuelle Standuert weiderentwéckelt hunn.

2016 ass och dunn dank der Regierung de Stat schlussendlech Proprietaire gi vun der Friche, wat extreem wichteg war, fir weiderzeschaffen. An den Terrain ass un de Fonds du logement weidergi ginn. Um Projet Filmindustrie gouf also weider geschafft an deementspriechend Reunioune mat de Ministerë weider ofgehalen.

Am Dezember 2018 stoung d'Realisatioun vun dësem Projet am Koalitiounsaccord, ech zitéieren: « Le concept d'un projet cinématographique créatif à Dudelange-Fonderie au sein de l'aciérie existante sera soutenu dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'État, la commune et des sociétés de production et de post-production, ce projet offrant l'occasion d'utiliser une ancienne friche industrielle à des fins créatives. »

Dëst ass immens begréissenswäert. Knapps aacht Méint duerno, am Juli, decidéiert awer de Regierungsrot, dass de Projet vum Dësch ass. Dëst ass sécherlech manner begréissenswäert!

D'Usidlung vun der Filmindustrie op NeiSchmelz hätt ganz sécherlech zu engem remarkabele Pôle identitaire bäigedroen, vun der direkter Proximitéit an der evidenter Zesummenaarbecht mam CNA, deen direkt op der Plaz ass, guer net ze schwätzen.

De Projet NeiSchmelz wäert d'Entwécklung vun der Stad Diddeleng déi nächst 10 bis 15 Joer begleeden a prägen. An de Projet NeiSchmelz ass och méi wéi nëmmen e renge Wunnengsbauprojet. Et ass d'ailleurs och e staatleche Projet, wëll ech hei soen, an et gëtt een d'Impressioun net lass, dass dëst oft vun de staatlechen Akteure vergiess gëtt.

Elo wou déi véier PAPen an der Prozedur sinn, brauchen de Fonds du logement an d'Stad Diddeleng also méi wéi jee Planungssécherheet. An d'Regierung gouf bis dato an hire rezenten nationale Projeten, déi se zu Diddeleng ëmgesat huet, trotz emol méi heftege Kriticke steets ënnerstëtzt an ni am Stach gelooss.

An dësem Kontext wéilt ech also der Regierung, dem Statsminister, folgend Froe stellen:

Déi éischt: Steet déi aktuell Regierung nach zu deem Engagement, zum Accord, deen 2005 tëschent Regierung, Gewerkschaften an der Stad Diddeleng getraff gouf?

Déi zweet Fro: Firwat ass d'Regierung der Meenung, dass d'Filmindustrie sech net soll mëttel- a laangfristeg zu Diddeleng um Site NeiSchmelz nidderloossen? Wat sinn d'Grënn vun dëser Volte-face?

Ass et säitens der Regierung virgesinn, de Käschtepunkt an d'Besoine vum Projet vun der Filmindustrie nach eemol ze iwwerpréiwen? Dat wär eng drëtt Fro.

An déi véiert Fro: Wann de Projet net realiséiert gëtt, huet d'Regierung schonn un en alternativen, equivalente Projet mat enger nationaler Ausriichtung geduecht?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, de Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Eischt dem honorabelen Député-maire vun der Gemeng Diddeleng Merci soe fir seng Fro, déi en hei gestallt huet iwwert de Filmsecteur, mat der Méiglechkeet, fir zu Diddeleng eppes kënnen ze bauen.

Tatsächlech, en huet gesot, wéi een esou seet, de Projet huet schonn „e laange Baart". 2005 ass fir d'Éischt iwwert d'Méiglechkeet diskutéiert ginn, fir zu Diddeleng e Projet d'envergure ze maachen. Elo kéint ee froen: Sti mir nach ëmmer dozou? Also, wann eng Regierung eppes engagéiert huet, dat ass de Prinzip och vun der Kontinuitéit vun den Institutiounen. Et ass net, wann eng aner Regierung kënnt ... Soulaang keng aner Decisioun geholl gëtt, sti mir selbstverständlech nach hannert der Decisioun, dass Diddeleng och sollt ënnerstëtzt ginn, wann do Projeten ze maache wieren.

De Fait ass awer, an Dir hutt et och ganz genau gesot: D'Regierung huet virun e puer Méint gesot, dass mer zu deem Projet stinn am Kader vun engem PPP. De Projet huet tatsächlech, wéi en dunn analyséiert ginn ass 2007 - wëll ech just soen -, siwe Millioune kascht. Siwe Milliounen! Dat war dat, wou deemools och aner Regierungsmembere gesot hunn: „Da soll een do eppes maachen an do soll een dat weiderlafe loossen." Et huet tatsächlech laang gedauert, mee do ware Reklassementer vun Terrainen, do waren eng ganz Rëtsch vu Prozeduren, déi ze maache waren.

Haut si mer konfrontéiert mat engem Projet vun 22 Milliounen Euro! Ce n'est pas la même chose. Vu 7 op 22 Milliounen. Mee de Problem ass virun allem, dass mer an deem Accord jo gesot haten: „Mir sollen e PPP maachen." A mir hu selwer d'Demande vu Kielen kritt fir d'Filmstudioen, déi do sinn, fir déi 200.000 Euro, déi am Moment ongeféier d'Käschte sinn, ob mir do net kéinten hëllefen, well d'Produzenten an d'ULPA et net géife fäerdegbréngen.

Ech hunn e Problem, fir Iech ze soen, dass ech 200.000 Euro net fannen, mee awer siwe Milliounen Euro soll fanne fir e Projet, deen da wier!

A wann et da just d'ëffentlech Hand ass, déi esou eppes mécht, da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat sinn d'Nofolgekäschte vun deem Ganzen?

Déi aner Fro, déi ee sech awer och ze stellen huet, ass, wat d'Fonctionnementskäschte sinn, d'Ënnerhaltskäschten an, par la suite, wa mer och wëllen, dass déi Studioe ganz occupéiert ginn, ob de Budget vum Filmfong iwwerhaapt nach duergeet.

Duerfir si mer der Meenung gewiescht, dass et elo emol am Moment a well och virun allem vum Secteur keng Demande do ass ... De Secteur, ech hunn och mat hinne geschwat. Si hu

mer och gesot, se hu mat Iech geschwat. Si soen: „Jo, wann Dir eis et baut, da fanne mir dat flott." Mee dat war awer net dat, wat och de Wonsch war, dee mer am Koalitiounsaccord zum Ausdrock bruecht hunn: dass mer eppes do géife maachen, esou wéi dat och deemools ausgemaach gi war, och mat de Privaten.

Duerfir hu mer awer och am Regierungsrot, Här President, fir den Här Biancalana awer kënnen ze rassuréieren, de Wonsch ausgedréckt, dass mer elo, well keng Demande do wier, deen dote Projet net kéinten esou realiséieren, wéi en dosteet, mee awer, an dat ass mam Wirtschaftsminister och diskutéiert ginn, ob et Opportunitéite géif ginn, fir aner Projet-d'enverguren, wéi Dir se och gezielt hutt, kënnen zu Diddeleng ze maachen.

Wéi gesot, ech wëll net soen, de Ball läit elo bei engem anere Minister, well mir sinn eng Equipp, wou mer zesumme wëlle schaffen. Mee op jidde Fall kann ech Iech soen, dass unanime an der Regierung de Soutien do ass, fir dass mer konkret och, wa mer bis konfrontéiert si mat engem Projet, also wa mer de Projet soumettéiert kréie vum Wirtschaftsministère - ech wëll elo net hei op Spekulatiounen agoen, wat et kéint sinn, well ech mengen, dat wier spekulativ -, dass mer konkret, wann de Projet géif kommen zu Diddeleng, och déi néideg Moyene géife ginn.

Mee fir elo eppes ze bauen, wou de Secteur selwer seet: „Jo, et ass am Fong net dat, wat mir brauchen. Kielen geet duer. Wann Der eis kéint zu Kielen 200.000 Euro d'Joer ginn, da géif dat fëllegen duergoen", fir dann ze soen, dass mer e Projet maachen, deen eis awer dann 22 Milliounen Euro géif kaschten!

Duerfir, wéi gesot, fir konkret op d'Fro ze äntweren: Am Moment gëtt et net de Wëlle vun der Regierung, fir eleng oder mat Iech - dann 11 Milliounen an 11 Milliounen - mussen ze finanzéiere fir deen dote Projet, wou dès le départ awer gesot gi war, dass et eppes wier, wou mer géife mam Privatsecteur zesummeschaffen a wou mer och géifen - an ouni Calcul haut - wëssen, wat et dann duerno och géif kaschten.

An engem viregte Liewe war ech Buergermeeschter an dat sidd Dir och. Dir wësst: Eng Schwämm bauen, ass net dat Deierst. D'Schwämm duerno erhalen, ass méi deier, wéi d'Schwämm ze bauen. An hei eppes ze bauen, fir et ze bauen, ouni ze wëssen, wat et dann awer duerno kascht, mengen ech, wier net räsonabel.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel.

10. Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 17 vum Här Marco Schank iwwert de Plan national d'action handicap. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng eventuell Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2011 huet Lëtzebuerg d'UN-Konventioun fir d'Rechter vu Persoune mat engem Handicap ratifizéiert. Am Mäerz 2012 huet déi deemoleg Regierung deen nationale Plang Handicap fir d'Ëmsetzung vun därselwechter Konventioun ugeholl. An dësen Aktiounsplang mat der Echeance vun 2017 huet eng ganz Partie Ziler a Moossname fir déi verschiddenst Beräicher deemools virgesinn.

De Bilan vun dësem éischte Fënnefjoresplang ass 2017 gemaach ginn, de 4. Dezember, dëst am Kader vun enger Diskussiounsronn mat Vertriederinnen a Vertrieder aus der Zivillgesellschaft an de Ministèren, déi do beienee waren.

Deen neien Aktiounsplang soll déi weider Virgoensweis mat engem Echeancier festleeën, deemno mat deene wichtegste Milestones fir déi nächst Joren en vue vun 2023.

Ech hu mer vum Secteur soe gelooss, eng vun de Kriticke vum zoustännegen UN-Comité ursprénglech wier déi mangelhaft Bedeelegung vun de Betraffene beim Ausschaffe vum Aktiounsplang gewiescht. D'Regierung respektiv de Ministère ass awer an Tëschenzäit op de Wee gaangen, fir déi Betraffe besser anzebannen.

Aacht Theemeberäicher sinn am Conseil supérieur des personnes handicapées an an engem Steering-Grupp mat verschiddene Prioritéiten erausgesicht ginn, fir duerno Aarbechtsgruppen ze schafen, zesumme mat der Zivillgesellschaft.

Leider, heescht et, wier de Prozess zum Schluss awer net richteg virugaangen. De Ministère de la Famille hätt säin Deel fäerdeggemaach an dësen och presentéiert an déi Aarbecht och gutt gemaach, gëtt mer gesot, mee dëst wier eeben nëmmen e Brochdeel vun deem, wat néideg wier, fir d'UN-Konventioun ëmzesetze mat konkrete Moossnamen, dëst eeben an deene verschiddene Beräicher, wéi Bildung, Formatioun, wéi Mobilitéit, wéi Beschäftegung, wéi gesondheetlech Versuergung, wou eeben och nach eng ganz Partie aner Ministèren zoustänneg sinn.

An engem „Land"-Artikel vu virun zwee Méint gouf e Responsabele vum OGB-L an där Saach hei zitéiert mat folgender Kritik, Zitat: vill vun deene staatlechen Initiative wiere reng Symbolpolitik a géifen iwwer Sensibiliséierungsmoossnamen net erausgoen. A weider: a ville Ministèren hätt d'Gläichstellung vu behënnerte Leit nach wie vor keng Prioritéit.

Vun de Responsabele vun Info-Handicap krut ech gesot, et hätt ee sech gutt kënnen an déi Aarbechtsgruppen abréngen, mee bei enger Reunioun virun der grousser Vakanz, wéi d'Aktioune vun deenen anere Ministèrë sollte virgestallt ginn, hätten eng ganz Partie Theeme gefeelt - zum Beispill am Kontext vun der Justiz oder der Mobilitéit - an och net all zoustänneg Mataarbechter aus deene verschiddene Ministèrë wieren do present gewiescht. „Mir brauchen awer Uspriechpartner aus de Ministèren, soss geet et net virun", heescht et vun de Responsabele vun Info-Handicap.

Här President, ech wollt zwou, dräi Froen un d'Ministesch stellen:

Wéi geet et elo viru mam Aktiounsplang? Wou sti mer? Wéi gesäit dee geneeën Zäitplang aus?

Eng zweet Fro: Sinn déi verschidde Ministèrë prett, fir hir Apporten ze bréngen?

An drëttens: Wat geschitt, wann déi entspriechend Ziler net kéinten erreecht ginn? Gëtt et dann en drëtten Aktiounsplang?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären dem honorabelen Deputéierte villmools Merci soe fir déi Fro, well ech mengen, dat ass eng, déi eis alleguerte concernéiert respektiv soll interesséieren. An dofir wäert ech och elo ganz am Detail eng Kéier op d'Äntwerte vun deene Froen agoen, déi Der mer grad gestallt hutt.

D'Regierung hat sech, wéi Der gesot hutt, 2012 en éischten Aktiounsplang fir d'Ëmsetze vun der UN-Behënnerterechtskonventioun ginn. De Bilan ass am Dezember 2017 presentéiert ginn. An do hu mer dunn decidéiert, och en neien Aktiounsplang auszeschaffen, am Fong eng Aart Guide fir d'Ëmsetze vun der UN-Behënnerterechtskonventioun fir déi nächst fënnef Joer.

Déi Lëtzebuerger Regierung huet sech och an hirem Koalitiounsaccord iwwregens engagéiert, fir en zweeten nationalen Aktiounsplang „Behënnerung" fir d'Period vun 2019 bis 2024 ze entwéckelen. De Familljeministère huet d'Koordinatioun vun der Politik zugonschte vu Leit mat enger Behënnerung a sengen Attributiounen. Mir iwwerhuelen an deem Sënn och d'Roll vum nationale Focal Point, wéi Der grad gesot hutt, fir Lëtzebuerg par rapport zum Comité fir d'Rechter vun de Leit mat enger Behënnerung vun de Vereenten Natiounen zu Genève.

De Familljeministère koordinéiert op nationalem Plang och d'Ëmsetzung vun de verschiddenen Dispositioune vun der Behënnerterechtskonventioun, mee all eenzelne Ministère bleift awer och weiderhi kompetent a verantwortlech fir d'Ëmsetze vun de verschiddene Moossnamen am Aktiounsplang, déi eeben dann dee Moment ënner seng Kompetenze falen.

All Member vun der Lëtzebuerger Regierung huet eng UN-Behënnerterechtskonventioun-Kontaktpersoun a sengem Haus. Dës Persoune si verantwortlech, fir derfir ze suergen, dass d'Interessien an d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung och wierklech berücksichtegt ginn, wann an de Ministèren nei gesetzlech, administrativ oder technesch Moossname geholl ginn. Si verflichte sech, als Vermëttler ze fungéieren tëschent de politeschen Decideuren a Leit mat enger Behënnerung.

D'Zil vum nationalen Aktiounsplang ass et, fir Prioritéiten an der Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonventioun ze identifizéieren a geziilt Implementéierungsmesurë festzehalen. Fir sécherzestellen, dass d'Theemen an dësem nationalen Aktiounsplang iwwereneepasse mat de Bedierfnisser vun de Persoune mat enger Behënnerung, ass d'Wiel vun den aacht Sujeten d'Resultat vun der Consultatioun an der Zesummenaarbecht mam Conseil supérieur vun de Leit mat Behënnerungen - dat ass de Conseil supérieur des personnes handicapées - an eebe mat deem Steering Group, deen d'Missioun hat, als Groupe de pilotage d'Elaboratioun vum Aktiounsplang ze begleeden.

Déi zwee uewe genannte Consultatiounsorganer bestinn haaptsächlech aus Leit mat Behënnerungen a Vertrieder vu Behënnerteverbänn oder Associatioune vun oder fir Leit mat Behënnerunge souwéi Vertrieder vum Stat.

De Conseil supérieur an de Steering Group hunn decidéiert, sech op eng limitéiert Unzuel vun Theemen ze fokusséieren. D'Zil ass et, doduerch méi kloer Prioritéiten ze definéieren an déi beschtméiglech Resultater ze erzilen. Et sinn aacht Artikele vun der UN-Behënnerterechtskonventioun, déi d'Prioritéite vum Aktiounsplang 2019 bis 2024 definéieren.

Ech géif se eng Kéier séier opzielen. Et sinn den Artikel 8: d'Sensibiliséierung, den Artikel 12: d'Unerkennung vu juristescher Perséinlechkeet, den Artikel 19: d'Autonomie an d'Inklusioun an der Gesellschaft, den Artikel 21: d'Meenungsfräiheet an den Zougang zur Informatioun, den Artikel 24: d'Educatioun, den Artikel 25: d'Gesondheet, den Artikel 27: d'Aarbecht an d'Beschäftegung, an den Artikel 29: d'Participatioun am politeschen an am ëffentleche Liewen.

Duerno huet de Familljeministère d'Koordinatioun vun der Aarbecht dunn iwwerholl an d'Zivillgesellschaft an d'Vertrieder vun de vun de gewielte Sujete betraffene Ministèren eeben invitéiert, fir aktiv um Ausschaffe vum Aktiounsplang 2019 bis 2024 matzeschaffen.

Et goufen dräi Aarbechtsversammlungen organiséiert, bei deenen ongeféier honnert Leit aus dem ëffentlechen an aus dem private Secteur, déi am Beräich vun der Behënnerung schaffen, déi selwer vläicht eng Behënnerung hunn oder einfach un deem Theema interesséiert sinn, do matgemaach hunn.

D'Participantë goufen an Aarbechtsgruppen opgedeelt. An all Aarbechtsgrupp gouf ee vun den aacht Sujete behandelt. Déi éischt Versammlung war am Juni d'lescht Joer. Deen Dag goufen déi spezifesch Bedierfnisser vu Leit mat Behënnerungen an deenen aacht Beräicher duerch e Brainstorming identifizéiert.

An enger zweeter Versammlung, den 2. Oktober 2018, sinn d'Prioritéiten, d'Ziler a konkret Aktioune fir all Theema festgehale ginn. An déi lescht Aarbechtsversammlung war am November d'lescht Joer an déi gouf a Form vun engem Gallery Walk am Fong organiséiert, wou d'Participanten a Gruppen zirkuléiere konnten an iwwert déi aacht Theemen diskutéiere konnten, fir dann d'Iddien och ze completéieren, déi wärend der zweeter Sitzung ausgetosch gi waren.

Duerno gouf eng Consultatiounsversammlung fir déi ministeriell Kontaktpersoune justement am Januar 2019, also dëst Joer, ofgehalen, wärend där déi weider Entwécklung vum neien Aktiounsplang virgestallt an diskutéiert gouf.

Am Mäerz dëst Joer hate mer op Nofro vun de Participanten eeben aus den Aarbechtsgruppen eng Versammlung organiséiert. Do hu mer hinnen am Fong geholl den Zäitplang genee erkläert fir déi weider Aarbechten a mir hunn hinnen e visuellen Aperçu gi vun engem vun de Kapitele vum Aktiounsplang, dëst eeben einfach, fir hinnen emol ze visualiséieren, wéi dat iwwerhaapt wäert ausgesinn, dat Ennresultat. Mee ech soen nach eng Kéier: Mir hunn do ee Kapitel gewisen, well de Rescht muss jo souwisou och nach fir d'Éischt duerch de Regierungsrot goen, wann den Aktiounsplang dee Moment fäerdeg ass.

Wärend de Méint Mäerz an Abrëll 2019 huet de Familljeministère dunn un all eenzelne betraffene Minister d'Moossname geschéckt, déi a säi Kompetenzberäich falen an déi vun de verschiddenen Aarbechtsgruppe proposéiert goufen.

Déi verschidde Ministèren an Administratiounen haten dunn d'Geleeënheet, hir Dokumenter fäerdeg ze maachen an ze verbesseren, an an dëser Hisiicht ass et wichteg ze wëssen, dass d'Propositioune vun den Aarbechtsgruppen och wierklech zréckbehale gi sinn, dass dat d'Basis war fir den definitiven Text. Et bleiwen natierlech awer Propositiounen.

Natierlech sinn dann déi eenzel Ministèren och verflicht, d'Bestëmmunge vun der UN-Behënnerterechtskonventioun op nationalem Plang ëmzesetzen. Et ass um jeeweilege Minister, fir awer de Wee ze wielen, duerch deen déi eenzel Resultater dann och sollen erreecht ginn. Elo ouni wëlle virzegräifen, kann ech awer soen, dass eng Rëtsch Moossnamen esou oder ganz äänlech, wéi dat an den Aarbechtsgruppe proposéiert ginn ass, de Wee an den Aktiounsplang fonnt hu respektiv fanne wäerten.

Bei all Moossnam gëtt et och en Indicateur an en Delai. Eng éischt extern Evaluatioun ass fir 2022 geplangt. D'Schlussevaluatioun soll dann 2025 gemaach ginn nom Oflaf vun deene fënnef Joer.

Den Aktiounsplang kann nëmmen als Ganzt presentéiert ginn. Dëst ass eréischt méiglech eeben, wann d'Preparatiouns- an déi redaktionell Aarbechten ofgeschloss sinn an nodeems de Regierungsrot en approuvéiert huet. Dëst erkläert och, firwat déi aner Ministèren déi Deeler, déi si betreffen, nach guer net konnte virstellen, well mer dat eeben an engem Gesamtpackage wäerte mussen, wëlle virstellen.

Wat d'Fortschreide vun den Aarbechten ugeet, wëll ech bemierken, dass all Ministeren hire Bäitrag schonn un de Familljeministère geschéckt hunn. De Familljeministère huet déi verschidden Deeler an engem eenzegen Dokument mam Titel „Aktiounsplang fir d'Ëmsetze vun der Konventioun fir d'Rechter vu Leit mat enger Behënnerung 2019 bis 2024" zesummegesat. Dëst Dokument wäert deemnächst, am Regierungsrot dann dee Moment, presentéiert ginn, an dann eréischt kënne mer natierlech och an d'Éffentlechkeet goen.

Schlussendlech wollt ech awer och nach preziséieren, dass verschidde Mesuren, déi am neien Aktiounsplang ernimmt ginn, och schonn amgaange sinn ëmgesat ze ginn. An ech si mer wierklech sécher, dass dëse Plang e wäertvollt Instrument gëtt, fir d'Ëmsetzungsmoossname vun der UN-Behënnerterechtskonventioun ze programméieren, fir se och ze koordinéieren, fir se ze vereinfachen an och, fir se méi transparent ze maachen. Dofir, bis Enn des Joers wäerte mer deen Aktiounsplang dann och definitiv am Regierungsrot ugeholl hunn an dann och presentéieren.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cahen.

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ech géif dann d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass aus aktuelle Grënn, wou ech mer erlaben, Iech haut eng Motioun ze proposéieren. Muer ass den NATO-Verdeedegungsministerrot, de 24. a 25. Oktober, an enger Situatioun, wou mer jo wëssen, datt ee vun eisen Alliéierten, d'Tierkei, eng militäresch Offensiv an engem vu sengen Noperstate gemaach huet an nach ëmmer mécht, an dëst ouni Autorisatioun vum UNO-Sécherheetsrot.

D'Tierkei ass fir eis sécher keen einfachen Alliéierten. Mir haten net nëmmen elo déi Situatioun a Syrien. Mir hunn och eng permanent Okkupatioun vun engem groussen Deel vun Zypern. Mir hu permanent Violatioune vum Loftraum vu Griichenland iwwer enger Rei vun Inselen.

Dat ass sécher keng einfach Situatioun. An déi Fro, déi sech stellt: Wéi eng Implikatioune kann dat fir Lëtzebuerg hunn? A wéi eng Positioun soll de Verdeedegungsminister och muer eventuell do zu Bréissel duerleeën?

Et ass esou, datt den Artikel 5 vun der NATO eng automatesch Bäistandsflicht vun den aneren Alliéierte gëtt, wann ee vun den Alliéierten ugegraff gëtt. An et ass och de Minister Asselborn iwwregens, deen dës Woch d'Fro gestallt huet: „Wat ass dann, wann opgrond vun där tierkescher Interventioun a Syrien eventuell e syresche Géigeschlag op tierkeschem Territoire kéint kommen? A wären dann eis Bündnisobligatiounen engagéiert?"

Et ass allerdéngs och esou, datt den Artikel 5 net eng automatesch militäresch Bäistandsflicht virgesäit, eng Bäistandsflicht jo, mee net onbedéngt eng automatesch militäresch Bäistandsflicht.

Ech mengen, hei muss also eng Kloerstellung geschéien: Hu mir eng Bündnisobligatioun géintiwwer engem Alliéierten, deem säin eegent illegaalt Verhalen derzou ka féieren, datt ee vun him attackéierte Stat zréckugräift an hien doduerch op sengem Territoire leséiert gëtt?

Et ass keng hypotheetesch Fro, mee et ass och am Fall vun der Tierkei keng hypotheetesch Fro. Mir haten an deene leschte Joren e puer

Situatiounen, wou déi Fro sech hätt kënne stellen. 2012 koum et zu engem Ofschoss vun engem, mengen ech, syresche Fliger, wou net ganz kloer war, ob deen iwwer internationalem Waasser, dem Mëttelmier, oder op syreschem Territoire war. Et koum 2015 zu engem Ofschoss vun engem russesche Fliger, wou och eng Diskussioun entstanen ass: War deen iwwer tierkeschem Gebitt oder war en iwwer syreschem Gebitt? Dat heescht, déi Fro ass duerchaus reell.

Elo huet déi Propositioun, déi Motioun, déi mir proposéieren, eigentlech eng kloer Zilrichtung, dat ass, fir ze soen, éischtens emol, datt déi Situatioun mat der Tierkei zur Sprooch bruecht gëtt op dem Treffe vun de Verdeedegungsministeren, zweetens, datt och soll gesot ginn, kloer gesot ginn, datt, wann d'Verhale vu Syrien (veuillez lire : vun der Tierkei) géint d'Konventioun vun der UNO, géint d'UN-Charta, wann ouni Autorisatioun vum Sécherheetsrot eng tierkesch Militäroperatioun op syreschem Territoire geschitt, datt dat net eis Bündnissolidaritéit automatesch kann ervirruffen, datt och muss iwwerpréift ginn, wéi d'Tierkei an den internationale Manövere vun der NATO weider agebonne gëtt, an och e ganz wichtege Punkt, datt betreffend déi Informatiounen, déi den Alliéierten zur Verfügung gestallt ginn, d'Tierkei keng Informatioune ka kréie vun den Alliéierten, déi hir bei net autoriséierte Militäroperatiounen am Ausland kéinten hëllefen.

Ech mengen, dat wär e wichtege Geste, wann e Lëtzebuerger Verdeedegungsminister dat géif bei engem NATO-Treffen uschwätzen. Et wär och eng Sécherheet, déi mir hätten, fir eis net an iergendenger Form mat dëser Aktioun ze solidariséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

Motion

D'Chamber,

an déiwer Suerg iwwer

- d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Arabescher Republik Syrien duerch d'Tierkei duerch eng rezent militäresch Offensiv ouni Erlaabnis vum Sécherheetsrot vun der Organisatioun vun de Vereenten Natiounen,

- d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vun der Republik Zypern an der militärescher Okkupatioun vun engem groussen Deel vun hirem Statsgebitt zënter 1974,

- permanent Verletzunge vun der territorialer Integritéit vun der Griichescher Republik, och Member vun der NATO, virun allem vum Loftraum iwwer verschiddene griicheschen Inselen,

fuerdert d'Regierung op,

- am Kader vun de politeschen a militäreschen Instanze vun der NATO d'Modalitéite vun der zukünfteger Zesummenaarbecht vun den Alliéierte mat der Tierkei unzeschwätzen,

- dorop hinzewierken, datt eng Decisioun geholl gëtt, datt d'Tierkei fir de Fall, wou si duerch hir eege Verletzunge vum internationale Recht a besonnesch vun der Charta vun de Vereenten Natioune sollt Zil vu militäresche Géigemoossnamen duerch aner State ginn, net kann op d'Solidaritéit vun den Alliéierten no Artikel 5 vum NATO-Vertrag zielen,

- dorop hinzewierken, datt d'Opportunitéit vun enger weiderer Bedeelegung vun der Tierkei u multilateralen Operatiounen an Exercicen iwwerpréift gëtt,

- virzeschloen, datt d'Tierkei keng Informatioune méi aus alliéierte Quelle ka kréien, déi hir bei hiren offensiven Operatioune géint aner State kéinten hëllefen.

(s.) Fernand Kartheiser.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zum nächste Punkt. D'Chamber féiert haut eng Aktualitéitsstonn iwwert den drëtten Alter, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Tess Burton, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee schwätzt iwwer Seniorepolitik, ass dat e wäitgefächerte Bäitrag. Bei Seniorepolitik versti Leit: Wéi ass et mat de Pensiounen? Gëtt et eppes bäi bei de Renten? Do versti Leit: Wéi ass et mat der Besteierung? Och bei der Besteierung spillt oft d'Situatioun vun de Seniore mat.

Mee ech mengen, d'Pensiounen, dat ass d'Theema, fir mam Här Sozialminister, an d'Besteierung, dat ass d'Theema fir mat dem Här Finanzminister ze beschwätzen. Do wäerte Verschiddener heibanne sécherlech drop zréckkomme bei de Budgetsdebatten. A bei der Krankheet oder bei der Fleeg ass et den Här Gesondheets- oder den Här Sécurité-sociales-Minister.

Eis geet et an dësem Kader am Fong ëm d'Liewensqualitéit, d'Liewensqualitéit vun de Senioren, d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi dozou bäigedroen hunn, dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut ass.

Mir waren als Fraktioun virum Summer ënnerwee. Mir hu vill eeler Leit begéint, mir hunn och vill Jonker begéint. Mee haut beschäftege mer eis gäre mat der Thematik vun dem drëtte respektiv souguer dem véierten Alter hei zu Lëtzebuerg. An do ass et onofhängeg vum Akommes, onofhängeg vum Alter an onofhängeg vun der Gesondheet, wou mer mussen eng Politik maachen, fir deene Leit ze hëllefen a fir deene Leit entgéintzekommen.

Mir wëssen, an der Regierungserklärung stoung dran, dass eng Strategie géif gemaach gi fir „active ageing". Et ass geschwat gi vun engem „plan gérontologique", et ass geschwat gi vun engem „plan national « soins palliatifs fin de vie »", wat alles Saache sinn, déi ganz gutt sinn. Mee et muss ee sech och d'Fro stellen, ob mer net hei zu Lëtzebuerg e Seniorekonzept brauchen, wou mer iwwert d'Heterogenitéit vun deenen eenzelnen Altere schwätzen, wou mer vun den Altere schwätzen, vum drëtten a vum véierten Alter. An dat huet jo näischt mam Kalenner ze dinn, dat huet näischt mam Gebuertsjoer ze dinn.

Ech kenne Leit, déi hunn 89 Joer, déi si méi jonk an hiren Iddie wéi anerer mat 50. An ech kennen der mat 50, déi gi ganz schwéier schaffen an déi beschäftege sech scho méi mat der Pensioun, an déi aner beschäftege sech nach méi mam aktive Liewen. Also huet dat näischt eleng mam Gebuertsdatum ze dinn, mee dat huet och mat der Astellung ze dinn, dat huet och domat ze dinn, wéi gutt een ass a wéi gutt ee sech fillt.

An dat ass jo eng gutt Saach, déi et gëtt, dat kanns de der net fir Sue kafen. Ob s de gutt bass oder ob s de net gutt bass, kanns de zwar mat denger Liewensform beaflossen, mee en endgültegen Domm drop hues de net. An egal wéi räich dass de bass oder wéi net räich dass de bass, du kanns der keng zousätzlech Liewensjore kafe goen. An dat ass och gutt esou.

Mee wa mer schwätze vun den eelere Generatiounen, dann ass et och wichteg, dass mer matzäit ufänken, eis domat ze beschäftegen, an dass mer och do keng Ofgrenzung maache vu Jonk an Al, mee dass mer do kucken, wéi mer dat kënnen heterogeen hikréien, well ech wënsche jiddwerengem et, och deenen, déi heibanne sinn. Jiddweree vun eis gehéiert eng Kéier zu deenen eelere Generatiounen a jiddweree vun eis muss eng Kéier dorop zréckgräifen.

Dofir musse mer och schwätze vun der Verdeelungsgerechtegkeet. A wann ech schwätze vu Verdeelungsgerechtegkeet, da schwätzen ech net nëmme vu Pensiounen a vu Krankekeess, mee och vu Liewenserfahrung, och vun deem, wat ech a mengem Liewe ka maachen, wat ech a mengem Liewen nach alles wëll ufänken.

Et gi Leit, déi sinn nach gutt ënnerwee mat engem ganz héijen Alter an déi ginn nach aktiv duerch d'Liewen, ob dat ass, dass se an d'Vakanz ginn, ob dat ass, dass se nach fir sech kënne liewen an op keng Hëllef ugewise sinn. Et sinn anerer, déi Hëllef brauchen, sief dat, dass se doheem sinn, sief dat an enger Struktur. An et ass do, wou et fir eis wichteg ass, dass mer déi néideg Akzenter setzen an dass mer och do déi néideg Mëttelen huelen, Suen huelen, déi de Statsbudget zur Verfügung stellt an déi och d'Gemenge brauchen an déi och d'Associatioune brauchen, déi sech ëm déi Leit bekëmmeren, déi deene Leit hëllefen, fir dass et och do net zu Vereinsamunge kënnt.

Well dat bréngt d'Liewen nach ëmmer mat sech, wann zwee Stéck zesumme wunnen: Dass se allen zwee matenee vun eis ginn, dat ass e bësse méi rar, mee et ass ëmmer een, dee bleift. A fir deen ass oft d'Situatioun ganz schwiereg, sief dat um finanzielle Plang, sief dat awer och herno mat enger Vereinsamung, wou et net gutt ass, deemno wou Der wunnt. Do ass et och erëm grondverschidden, a wat fir enger Regioun vum Land dass Der wunnt, ob Der an enger Groussstad wunnt oder ob Der um Land wunnt, och dat sinn ënnerschiddlech Gegeebenheeten. An et ass dofir an eisen Ae wichteg, dass mer do déi richteg an déi néideg Akzenter setzen.

Wann ech dat soen, dann ass et och fir eis wichteg, dass een eng Kéier e Bilan mécht vun all deem, wat mer bis elo gemaach hunn. A wann ech dat soen, Här President, da muss een och e Réckbléck maachen, wat alles bis elo geschitt ass. Mir haten an deene Strukturen, Fleegeheimer an Altersheimer - déi meescht heibannen, déi wëssen dat -, bis de Juni 2000 zwou getrennte Strukturen. Mir haten déi vum Familljeministère, dat waren d'Altersheimer, a mir haten déi vum Gesondheetsministère, dat waren d'Fleegeheimer. Et ass duerch d'Gesetz vun 2000, wou de Jean-Marie Halsdorf, deen haut nach bei eis ass, deen deemools Rapporteur war, ...

(Brouhaha et hilarité)

... deen als jonken Deputéierten ...

M. André Bauler *(DP).*- En ass matzen ënner eis.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... deen als jonken Deputéierte Rapporteur war vun deem Gesetz, wou déi zwou Strukturen zesummegeluecht gi sinn, näämlech d'Altersheimer an d'Fleegeheimer. An dat, Här President, mengen ech, do muss een och de Bilan zéien, wat deemools geschitt ass a wat deemools do war. Mir haten deemools am ganze 25 Strukturen hei am Land, déi et gi sinn. Dat waren der 9 am Kader vun engem Centre intégré, dat waren der 4 am Kader vun enger Maison de soins, déi dem Stat gehéiert hunn, an dat waren der 12, wou Gemengenautoritéiten, wou Gemenge sech domat beschäftegt hunn. An alles dat ass deemools zesummegefouert ginn.

An och haut hu mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer, och wa se ënner enger Hand sinn, 22 Maisons de soins mat 2.379 Better an 29 Centre-intégréë mat 3.871 Better, wat ganz vill Better si fir déi Leit, déi eent hunn, mee wat nach ëmmer fir eng Hoffnung ass (veuillez lire : mee wou nach ëmmer wéineg Hoffnung ass fir déi, déi eent brauchen) a wou Schwieregkeete si fir déi Leit, déi kuerzfristeg mussen an eng Struktur erakommen, respektiv Leit, déi doheem versuergt ginn, wann do op eemol ee vun deenen, déi se versuergen, krank gëtt, wann eemol ee vun deenen, déi se versuergen, an d'Vakanz wëllt goen. Et ass dann oft schwiereg, well net genuch Vakanzebetter an och net genuch Better do sinn. Dofir ass et fir eis wichteg, Madamm Minister, dass mer do géife méi Better schafen an dass mer do d'Initiativ géifen huelen, fir nach zousätzlech Alters- a Fleegeheimer ze bauen.

Mir wëssen - a mir hu jo heibanne virun der Vakanz nach e Projet gestëmmt gehat, fir dass zu Déifferdeng en neit Altersheim géif op de Wee goen -, dass et och wichteg ass, dass mer zousätzlech nach aner Haiser bauen an dass mer gläichzäiteg bei Haiser, déi blockéiert sinn an hirer Entwécklung, alles drusetzen, fir dass mer do och - entschëllegt den Ausdrock! - d'Kou vum Äis kréien. An ech mengen do notamment - an déi Kolleegen, déi sech nach drun erënneren, wat ech gesot hunn, wéi mer iwwer Déifferdeng geschwat hunn, wëssen dat - virun allem Rëmeleng.

Mir géifen do d'Regierung bieden alles drunzesetzen, dass mer deen Dossier endlech deblockéiert kréien. Ech weess, dass et net d'Regierung direkt ass, déi domat ze dinn huet, mee dass et de Provider Servior ass, fir et emol esou auszedrécken, deen do d'Initiativ misst huelen, mee et wier do eebe wichteg an noutwendeg, dass mer deen Dossier géife vum Äis kréien.

An ech hunn och dozou eng Motioun, mee, Här President, wéi Der mech opgeruff hutt, hunn ech d'Motioun dohanne leie gelooss. Ech ginn Iech se duerno.

Ech hunn dozou eng Motioun, wou mer gären hätten, dass dat géif gemaach ginn, dass mer géifen zesumme kucken, déi lokal Partner zesumme mam Stat, zesumme mam Bedreiwer, dass mer dee Problem, dee mer do hu mat dem Architekt, geléist kréien, fir dass mer dee Projet deblockéiert kréien. Well et muss ee wëssen, dass dat Haus awer säit 2013 schonn amgaangen ass ...

(M. Gilles Roth remet les motions à M. Marc Spautz.)

Merci, Gilles!

Säit 2013 ass dat schonn amgaangen, wou de Bagger schonn do stoung, de Bagger scho gerullt war. An duerno ass et dozou komm, dass dat huet misse gestoppt ginn. An dofir, Här President, de Wonsch vun eis als CSV, dass mer zesumme mat all deene Partner kucken, dass mer déi Saach och deblockéiert kréien, dat am Interêt vun deene Leit, déi do sinn, mee awer och am Interêt dovun, dass mer méi an zousätzlech Better kënne schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que la loi du 1er août 2018 autorise la construction d'une maison de soins à Differdange ;

- constatant que le projet en vue de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange est suspendu depuis 2015 du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes ;

- considérant que l'évolution démographique et le vieillissement de la population augmentent le besoin en infrastructures ;

- sachant que le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter ;

- ajoutant encore que les demandes de placement deviennent de plus en plus urgentes du fait que les personnes âgées attendent souvent jusqu'à ce que les services ambulatoires n'atteignent leurs limites pour envisager le recours à un séjour en milieu institutionnel ;

- sachant qu'une analyse par canton des structures existantes pour personnes âgées montre que le besoin en lits stationnaires est important dans le canton d'Esch-sur-Alzette,

invite le Gouvernement

- à travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie pour construire le plus rapidement possible le centre intégré pour personnes âgées à Rumelange.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Eng aner Motioun, déi mer preparéiert hunn, Här President, dat ass, fir dass mer och soen, dass mer méi Better brauchen. Wa mer déi demografesch Entwécklung kucken, déi de Statec eis virgeluecht huet, wou mer bis 2060 bei iwwer 21 % vu Leit mat méi wéi 65 Joer hei zu Lëtzebuerg wieren, dann ass et och wichteg, dass mer méi an nach zousätzlech Better schafen.

Ech wëll do just soen, dass an der leschter Legislaturperiod 116 nei Better geschafe gi si vun 2014 bis 2017, ouni déi, déi elo am Bau sinn an déi nach amgaange sinn. Déi Legislaturperiod virdrun, just fir dat eng Kéier ze erwänen, vun 2009 bis 2013, do waren et 747 Better, déi an där Zäit geschafe gi sinn.

A wa mer kucken, wéi séier d'Bevëlkerung wiisst, ass et och do wichteg, dass mer nei an zousätzlech Better maachen, an net nëmme Better op engem bestëmmte Punkt, a Ballungsgebidder, mee dass mer déi och verdeelt kréie queesch duerch d'Land. Well heiansdo - an dat ass richteg, dat huet de Sozialminister eis nach gesot, wéi iwwert d'Fleegeversécherung gekuckt ginn ass - ass et net onbedéngt e Problem, fir e Bett ze kréien, obwuel mir vun de Leit aner Saache gesot kréien, mee den Här Minister huet eis do geäntwert: „Mee et huet heiansdo mat der Regioun ze dinn." An dass dee vu Wäiswampech net onbedéngt interesséiert ass, op Rëmeleng an d'Altersheim ze goen, oder dee vu Schëffleng op Veianen, mengen ech, ass evident, soudass mer do och kucken, dass mer dat iwwert d'Land verdeelen, dass mer déi Haiser och deementspriechend verdeelt kréien.

Och do, Här President, eng Motioun vun der CSV dozou.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- notant que des hypothèses sur l'évolution démographique du Luxembourg prospectent un million d'habitants d'ici 2060 ;

- sachant que la part des personnes âgées de 65 ans ou plus sera de 21,8 % d'ici 2060 ;

- notant que d'après les données du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter ;

- considérant que le vieillissement de la population, l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration des conditions de vie, tout comme le progrès médical, constituent des facteurs décisifs pour évaluer entre autres les besoins futurs en infrastructures ;

- notant qu'au 31 décembre 2017, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 22 maisons de soins offrant au total 2.379 lits et de 29 centres intégrés pour personnes âgées offrant au total 3.871 lits ;

- constatant une augmentation de 116 lits en structures pour personnes âgées pour la période 2014-2017 par rapport à une augmentation de 747 lits pour la période 2009-2013 ;

- notant une hausse significative de l'âge d'admission en institution et une augmentation sensible de l'état de dépendance ;

- constatant que les demandes en milieu stationnaire deviennent par la suite de plus en plus urgentes ;

- notant que la grande majorité des maisons de soins et centres intégrés pour personnes âgées ne disposent que d'un petit nombre de chambres de vacances dans lesquelles des personnes peuvent être accueillies temporairement,

invite le Gouvernement

- à accélérer la politique d'investissement dans la construction de structures d'hébergement de longue durée ;

- à augmenter considérablement le nombre de chambres de vacances.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hunn och geschwat vun all deene Problemer, déi mer bei Associatiounen hunn, déi sech ganz vill ëm déi eeler Leit bekëmmeren, ob dat Caritas, RBS, Club Senior, Foyer de la femme, alleguerten déi Associatioune sinn, déi eng ganz wäertvoll Aarbecht do maachen, dat souwuel am Benevolat wéi och iwwer Konventiounen, déi se mam Familljeministère oder och nach souguer mat anere Ministèren hunn, dass mer déi och nach weider géifen ënnerstëtzen.

Mir hunn näämlech Leit, déi sech et finanziell kënnen erlaben, och am héijen Alter nach op eege Käschten an d'Vakanz ze goen. Mir hunn awer och anerer, déi oft Schwieregkeeten hunn an déi ugewise sinn op Hëllefen, déi kommen. Och déi Leit hunn et awer heiansdo emol eng Kéier verdéngt, op eng aner Plaz hinzekommen: dass mer do och déi Moyenen zur Verfügung stellen an dass mer déi Konventiounen, déi do sinn, vläicht eng Kéier no uewen upassen, fir dass och do méi Moyenen zur Verfügung gestallt gi fir déi Leit, déi awer mat dozou bäigedroen hunn, dass Lëtzebuerg dee Räichtum huet, dee Lëtzebuerg jo kennt.

An och deementspriechend, Här President, eng Motioun, déi ech hei géif un lech weiderginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- sachant que l'isolement des personnes est un enjeu de société majeur ;

- notant que l'isolement concerne notamment les personnes âgées, tant en maintien à domicile qu'en établissement ;

- sachant que l'isolement peut entraîner ou aggraver la dépression et la régression des capacités physiques et mentales ;

- consciente que les personnes âgées méritent une politique du troisième âge qui reconnaît leurs efforts et performances et leur garanit l'aide et l'assistance dont elles ont besoin ;

- notant que les associations telles que Caritas, RBS, Clubs Seniors, Foyers de la femme offrent un éventail d'activités dans les domaines les plus divers permettant aux personnes âgées de briser l'isolement social ;

- constatant que des activités manuelles, des excursions, des promenades et des voyages promeuvent la prévention et le vieillissement actif et aident les seniors à se retrouver dans un contexte social,

invite le Gouvernement

- à promouvoir encore plus et à soutenir davantage financièrement les associations dans l'organisation d'excursions et de voyages pour personnes âgées ;

- à élaborer un programme collaboratif qui vise à encourager la participation des citoyens et des acteurs locaux dans la lutte contre l'isolement des seniors.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

Et ass fir eis wichteg, dass mer eng aktiv an eng proaktiv Familljepolitik fir den drëtten Alter maachen. Ech hunn dat virdru gesot. An do geet et eis och drëm, dass mer sollen zesummen driwwer nodenken, ob mer eis net ausser deene Pläng, déi ech virdrun nach erwäänt hunn, déi d'Regierung virgesinn huet, ausser deem vum Gesetz vun 2000, ob mer eis net och eng global Altersstrategie musse ginn, wou - wéi mer dat aus anere Länner kennen, déi e gesamt Alterskonzept hunn - méi Ministèrë mat dra sinn, fir ze kucken, fir deene Leit am drëtten oder am véierten Alter déi Hëllefen zoukommen ze loossen, déi se brauchen. Well dat ass oft ënnerschiddlech, Dir kënnt net d'Leit alleguerten duerch eng Schabloun drécken.

Dofir géife mer proposéieren - do hunn ech bewosst nach keng Motioun preparéiert, well ech der Meenung sinn, dass ee soll vläicht an der Kommissioun eng Kéier zesummen doriwwer schwätzen, virausgesat, d'Majoritéit gesäit dat och esou -, fir e gesamt Alterskonzept auszediskutéieren zwëschen de politesche Parteien: wat mer alles gären hätten a wat mer alles gäre maachen am Interêt vun dem drëtten Alter. Dat ass eppes, ech hunn et virdru gesot - ech hunn d'Beispill gi vun de Pensiounen, ech hunn d'Beispill gi vun der Fleegeversécherung -, wat méi wéi een Haus betrëfft, et ass net nëmmen Äert Haus, Madamm Minister, wat do concernéiert ass, mee méi Haiser. Mee dass mer do géifen zesummen als déi Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, kucken, en Alterskonzept auszeschaffen, wou dann d'Leit och alleguerte wëssen, wat fir eng Méiglechkeete bestinn.

Dat geet awer och nëmme mat de Gemengen zesummen, well och d'Gemenge ganz aktiv um Terrain sinn - déi eng méi, déi aner manner -, fir déi och do mat eranzebréngen, dass mer do zesummen och mam Conseil supérieur des personnes âgées, zesumme mat deene Leit alleguerten e Konzept auszeschaffen, fir dat fäerdegzebréngen.

A wann ech dat elo gesot hu vun all deene Strukturen, déi et gëtt, dann ass och nach eng lescht Saach, déi mer géife proposéieren, an do hu mer eng Motioun virbereet: Heiansdo sinn d'Leit och net zefridde mat deene Leeschtungen, déi an deenen Haiser oder bei deene Strukturen ugebuede ginn. An dann hu se awer Angscht, manner déi Betraffen, mee deenen hir Famill, fir heiansdo emol ze reklaméieren, wann eppes net gutt ass, wann eppes net gutt leeft, well se Angscht hunn, dass dann deen eelere Mënsch dat herno auszedroe kritt oder auszedrénke kritt.

Dofir wollte mer eppes proposéieren - verschidden esou Saachen hu mer schonn hei am Land -, äänlech wéi am däitsche Modell, wou et en anonymmen Tëlefon gëtt, wou s de kanns Bescheed soen, wann do Saache virkommen. An da muss ee vläicht net direkt déi éischte Kéier reagéieren, mee wann ëmmer erëm datselwecht Haus an ëmmer erëm deeselwechte Stack am Gespréich ass, dass een dann och eng Kéier déi néideg Qualitéitskontrolle mécht.

Ech weess, dass där Saache gemaach ginn. Ech weess och, dass de Gros vun eisen eelere Leit hei zu Lëtzebuerg super versuergt ginn a super behandelt ginn. Mee ech weess awer och, dass heiansdo emol do Schwieregkeeten optauchen an dass d'Leit dann Angscht hunn, fir direkt reklaméieren ze goen, sief dat bei den Träger oder sief et bei d'Heimleitung. Dass mer do vläicht probéieren, en Anonymat ze waren an och do de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, am Anonymat déi Reklamatioun virunzeginn, soudass déi da sief et vun der Fleegeversécherung, sief et vum Familljeministère, wann dat an engem vun hiren Haiser ass, och ka kontrolléiert ginn.

Och dat wier wichteg an och dofir eng Motioun an deem Kader.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- notant que le Grand-Duché de Luxembourg dispose de plus de 130 structures, dont des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées, des centres de jour psycho-gériatriques, des structures et services pour personnes en situation de handicap, des institutions actives en matière de psychiatrie extrahospitalière, des réseaux d'aide et de soins à domicile et quelques logements encadrés ;

- rappelant la mission de ces structures, à savoir une prise en charge à la fois digne, humaine et professionnelle, qui nécessite du temps et des compétences, ainsi qu'une prise en charge de qualité ;

- citant la place importante donnée à la qualité et la nécessité du contrôle des services et soins offerts ;

- consciente cependant que des difficultés, faiblesses ou dysfonctionnements potentiels peuvent parfois surgir en lien avec les soins et services fournis ;

- soulignant l'importance des réclamations pour la mise en œuvre d'actions correctrices appropriées,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un dispositif de réclamation anonyme permettant aux personnes âgées et leur entourage d'exprimer toute doléance ou réclamation en relation avec les structures ou services offerts.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marco Schank.

Ee leschte Punkt, deen ech awer nach wëll ënnersträichen, dat ass, dass och vill Leit sech ëmmer Gedanke maachen, wat dat kascht, a vill Leit iwwerhaapt Angscht hunn, an e Fleege- oder Altersheim ze goen, well se net wëssen, wat fir eng Hëllefen de Stat zur Verfügung stellt, dass de Stat do Moyenen, Méiglechkeeten huet, dat en charge ze huelen, an awer och gläichzäiteg, dass heiansdo Leit dat wëssen, mee hir Kanner oder Kandskanner net wëllen domat belaaschten, wat dat scho fir Fraisen an zousätzlech Fraise mat sech bréngt. Dass mer do méi eng offensiv Politik féieren an dass mer do och all déi Moossnamen, déi mer hunn, wou Hëllefe kënne komme vum Fonds national de solidarité, wou herno Zréckbezuelunge musse kommen, dass mer dat och eng Kéier op de Leescht huelen an zesummen eng Kéier do kucken, wat fir eng Ännerungen ee ka virhuelen.

(Interruption)

Well et ass dach awer fir déi Leit heiansdo frustrant, fir et elo emol esou auszedrécken: Dann hu se 40 Joer geschafft, si hunn eng minimal Pensioun, well se ëmmer nëmmen op dem Minimum geschafft hunn, an da wëlle se an en Alters- oder an e Fleegeheim goen, an da geet et hannen a vir net duer! Dann ass zwar de Fonds national de solidarité, dee kann asprangen, mee wa se sech dann eng kleng Häip geschaaft haten a si wollten och nach eppes weiderginn un d'Kanner, dann hate se Pech! Dass mer och do vläicht dat Ganzt eng Kéier op de Leescht huelen an och kucken, wat mer do alles kënne maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint elo nach weiderfuere mat zeg Beispiller, mee dat hei waren déi Haaptpunkten ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt just zéng Minutten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, Här Bodry - ganz richteg -, mir hu véier Motiounen hannerluecht a wann ech d'Reglement vun der Chamber kucken, wat ech net esou gutt kenne wéi Ären Noper, mee ech mengen, pro Motioun hunn ech och nach ëmmer Minutten zegutt, fir déi och kënnen ze erklären, wat ech och gemaach hunn.

(Interrution par M. Alex Bodry)

Majo, Här Bodry, Dir gesitt elo, wa se ausgedeelt ginn, d'Motiounen, dass e groussen Deel vun deem, wat ech gesot hunn, och an deene Motioune mat drasteet. Merci awer fir Är Remark dozou.

(Interrution par M. Alex Bodry)

Oh, dat wësst ... Ooh, mäi léiwen Här Bodry! Dir wësst net, wat fir eng Méiglechkeeten do nach alles bestinn ..., obwuel Dir d'Reglement besser kennt wéi ech. Do ginn et nach ëmmer Moyenen, fir kënnen dorop ze reagéieren.

Ech kéint elo nach virufueren, mee wéi gesot, dem Här Bodry an anere Leit dauert et schonn ze laang, dofir wëll ech awer nach eng Kéier soen: Eis ass et wichteg, dass mer eppes maache fir den drëtten an de véierten Alter an dass mer dat zesumme kënnen ugoen.

(Interrution par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci. Den Här Di Bartolomeo wollt sech och nach aschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass awer den honorabelen Här Max Hahn agedroen an deen huet och elo d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir kennen d'Problemer vum drëtten Alter.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Generatiounegerechtegkeet ass kee Sens unique. D'Familljeministesch Corinne Cahen huet et op de Punkt bruecht, wéi si sot, dass déi eeler Leit vill fir eis gemaach hunn. Si hunn eis groussgezunn a sech gutt ëm eis gekëmmert. Si hunn et dowéinst verdéngt, dass mir eis elo gutt ëm si këmmeren.

D'Politik huet d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass d'Mënschen zu Lëtzebuerg am Alter eng héich Liewensqualitéit genéisse kënnen, an dat souwuel physesch a mental wéi och sozial. Mir als DP hunn eis derfir agesat, dass eng ganz Rei Mesuren hire Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, déi d'Liewensqualitéit am drëtten Alter verbessere wäerten.

Eng vun den Haaptsuerge vun de Leit ass d'Finanzéierung vun enger Plaz an engem Fleege- an Altersheem. Déi héich Präisser loosse sech zum Deel duerch déi grouss Nofro erklären.

Am Mäerz dëst Joer stounge 6.344 Better an de Fleegeheemer zur Verfügung. Bei méi wéi 9.600 Mënschen iwwer 70 Joer, déi fleegebedierfteg sinn, geet dat natierlech bei Wäitem net duer. Dofir vläicht kuerz, fir op déi Motiounen anzegoen, déi den Här Spautz hei ugekënnegt huet, notamment seng éischt a seng zweet, do ass et esou, dass jo net nëmmen d'Fleegeheem vun Déifferdeng an der leschter Legislaturperiod nach gestëmmt ginn ass, mee och dat zu Käerjeng. Dat zu Rëmeleng, do sinn ech ganz bei Iech, dass mer do musse kucken, fir deen Dossier esou séier wéi méiglech ze deblockéieren.

Wann Der d'Zuelen uschwätzt, déi an der leschter Legislaturperiod realiséiert gi sinn, ass et nach ëmmer esou, dass fir d'Eischt d'Projete musse geplangt ginn, ier se realiséiert a gebaut kënne ginn. Ech mengen, d'Familljeministesch hätt ganz gär gebaut, wa virdrun nach méi geplangt gi wier.

Mir wäerten dofir sécherstellen, dass fir jiddereen eng Plaz an enger betreiter Ariichtung fräi ass, an dat och fir Leit mat enger klenger Rent, fir dass déi sech eng adequat Fleeg leeschte kënnen. D'Äntwert op déi héich Nofro ass einfach: méi Better an den Heemer bereetstellen. D'Regierung huet dofir 70 Milliounen Euro fir den Ausbau vun dëse Strukture bis 2021 ageplangt.

Mir wäerten och d'Gesetz zur Action sociale, familiale et thérapeutique reforméieren an en ëffentlech zougängleche Regëster aféieren, deen zu méi Transparenz bei der Präisgestaltung wäert féieren. D'Betreiungsstrukture sollen an Zukunft hir Präisser oppen duerleeën a preziséieren, wat am Präis abegraff ass a wat fir eng Zousazleeschtungen extra bezuelt musse ginn.

Mir ginn eis awer net domat zefridden, just déi traditionell Strukturen auszebauen. D'Gesellschaft ass am Wandel a vill eeler Leit wëllen hiren drëtten Alter anescht liewen, wéi dat fréier de Fall war. Dofir setze mir als DP och op alternativ Wunnforme wéi de Cohabit'AGE, och well se d'intergenerationell Kommunikatioun förderen. Mir sinn amgaangen, hei e konkrete Kader auszeschaffen.

Här President, firwat ginn d'Leit iwwerhaapt a Fleegeheemer? Déi eng brauchen Hëllef am Alldag, well si net méi gutt ze Fouss oder krank sinn, awer fir hir Famill och net zur Belaaschtung wëlle ginn. An da ginn et och déi Leit, déi einfach Angscht hu virum Elengsinn.

Am Januar 2018 ass d'Reform vun der Fleegeversécherung a Kraaft getrueden. De Biergerinnen a Bierger soll domadder esou laang wéi méiglech vergonnt sinn, bei sech doheem kënnen ze bleiwen an do gefleegt ze ginn. Doheem fillt ee sech jo bekanntlech am wuelsten an dat dréit och zur mentaler Gesondheet bäi. Déi gefleegte Persoun soll unhand vu verschiddenen Aktivitéiten hir Autonomie bäibehalen, andeems zum Beispill d'motoresch, d'kognitiv an d'physesch Fäegkeete verbessert ginn. Nei geschaafte Gruppenaktivitéite sollen d'sozial Isolatioun verhënneren.

Autonomie a Participatioun um gesellschaftleche Liewen droen dozou bäi, dass d'Leit net esou séier Bedarf un enger Plaz an engem Fleegeheem hunn. Mir wäerten dofir en autonoomt an aktiivt Liewen duerch zousätzlech Mesuren ënnerstëtzen.

D'Strategie „active ageing" ëmfaasst eng ganz Rëtsch vun esou Mesuren: De Lifelong Learning, de Benevolat souwéi d'Bedeelegung u Programmer an Associatiounen droen zu engem aktive Liewen an all Hisiicht bäi a verhënneren d'sozial Isolatioun. An deem Kontext gouf 2016 och eng Zesummenaarbecht mat der Maison des associations ënnerschriwwen.

Et géif ze vill Zäit an Usproch huelen, fir alleguer d'Programmer opzezielen, déi den eelere Biergerinnen a Bierger hei am Land zur Verfügung stinn, fir e méi selbstbestëmmt an aktiivt Liewen ze féieren.

(Interruption)

Ech hoffen awer, dass däitlech ginn ass, dass scho vill ëmgesat gouf. A mir schaffe weider drun, fir d'Liewensqualitéit am drëtten Alter nach weider ze verbesseren.

Ech soen Iech villmools Merci a géif och dem Interpellant, dem Här Marc Spautz, Merci soe fir d'Initiativ, fir dëse wichtege Sujet hei thematiséiert ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton ageschriwwen. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Eischt ufänken an dem Här Spautz Merci soen, dass hien dës Aktualitéitsstonn hei iwwert den drëtten Alter ugefrot huet. Et ass näämlech e ganz wichtegt Theema, mee virun allem och e ganz ëmfangräicht Theema, dat

eng Kéier weider misst verdéift ginn, well extreem vill Beräicher an Aspekter do materaspillen.

D'Theema ass méi aktuell wéi jee. All Berechnunge weisen, dass sech d'Alterspyramid weider wäert no uewe verschiben, dat heescht, dass den Undeel vun iwwer 60-Järegen a souguer vun iwwer 75-Järegen och an den nächste Jore weider wäert zouhuelen, wat och gutt esou ass.

Zu Lëtzebuerg si mer an der glécklecher Situatioun, dass et den iwwer 60-Järegen am Schnatt finanziell éischter gutt geet. Den Aarmutsrisiko ass statistesch gesi méi kleng wéi beim Rescht vun der Bevëlkerung, wat awer net doriwwer ewechtäusche kann, dass et trotzdeem eng ganz Partie Leit am Alter gëtt, deenen et net esou gutt geet, déi Problemer hunn, d'Enner beieneenzekréien, an déi op Hëllef ugewise sinn.

Generell kann een awer soen, dass et schonn eng grouss Offer gëtt am Beräich vum Encadrement, bei de Strukturen an den Aktivitéite fir d'Leit am drëtten Alter. Et gëtt zum Beispill eng Seniorenakademie a Club-Senioren hei am Land, déi eng breet Offer vu ganz verschiddenen Aktivitéiten ubidden: Coursen, Ausflich, Vakanzen. An och iwwert d'Fleegeversécherung ginn eng Betreiung an Aktivitéiten an der Grupp oder eleng ugebueden, ënner anerem fir ze evitéieren, dass manner autonom eeler Leit isoléiert sinn.

Et gëtt an deem Beräich scho vill gemaach an d'Leit, déi do schaffen, maachen do eng ganz wäertvoll Aarbecht. Et ass wichteg, dat och hei eng Kéier ze betounen.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och froen, ob dat duergeet, ob een net muss en anere Bléck op den Alter an d'Alginn hunn, ob mer net nach aner Iddien an e Gesamtkonzept bräichten, dat iwwer eis aktuell Wahrneemung erausgeet a wou den eelere Mënsch am beschte Fall muss animéiert, ënnerhale ginn an am manner gudde Fall gefleegt a versuergt. Mir bräichten Iddien a Konzepter fir alles, wat tëschent deenen zwee Extreemer läit, fir d'Iwwergäng.

Dat ass wouer fir d'Schaffen, wou ee sollt méi e fléissenden Iwwergang méiglech an interessant maachen. Dovunner profitéieren net nëmmen déi eeler Leit, déi dann net vun engem Dag op deen aneren an der Pensioun sinn an deenen dann d'Struktur an de Sënn riskéieren ze feelen, mee och fir de Patron, de Betrib an déi aner Mataarbechter kann dat e Gewënn sinn, wa se nach eng Zäit op d'Wëssen an d'Kompetenze vun deenen eelere Mataarbechter kënnen zréckgräifen.

Leider ass dat ville Leit a ville Patronen net bewosst. Dacks gëtt een an der Aarbechtswelt ab 50 oder 55 Joer als ze al, ze deier an net méi performant genuch ugesinn. Et wier wichteg, an deem Beräich ëmzedenken an och entspriechend Mesuren ze schafen.

Besser an aner Iwwergäng bräicht et och duerno tëscht dem Doheem, wat oft ze grouss an net adaptéiert ass, an enger Struktur, déi een oft als allerlescht Etapp gesäit. An deem Beräich mussen d'Politik an d'ëffentlech Hand nei Konzepter ausschaffen an ënnerstëtzen: méi Plaze fir betreit Wunnen, méi adaptéiert eegestänneg Wunnenge fir den drëtten Alter. Mee och Konzepter wéi Seniorewunnggemeinschafte kënne geschaaft an ënnerstëtzt ginn, an dat zu abordabele Präisser an de Quartieren an an den Uertschaften, do wou d'Leit virdru gelieft a gewunnt hunn, fir dass se dann net total deracinéiert ginn.

Et sollt een och net zécken, sech am Ausland ze inspiréieren, virun allem a verschiddene skandinavesche Länner an an Holland, wou et Beispiller gi vu lokalen Initiativen, fir déi eeler Leit an d'Quartiersliewen anzebannen, wou si gehollef kréien, mee wou och si deenen aneren hëllefen, wou nees e soziaalt Netz entsteet, wou tëschemënschlech Bezéiungen entstinn a gefleegt ginn. Dofir bräicht et nei Iddien, dofir muss een anescht denken an och entspriechend Konzepter ausschaffen an ënnerstëtzen.

Um Enn geet et net nëmmen dorëms, ob mir am Alter genuch finanziell Moyenen hunn an ob mir versuergt sinn - dat ass ouni Zweifel wichteg an an deem Beräich gëtt zu Lëtzebuerg scho munches geleescht -, mee och ëm: Wéi wëll ech liewen, wat gëtt mengem Liewe Sënn am drëtten Alter? Dat si Froen, mat deenen d'Gesellschaft sech muss befaassen a mat deene jiddwer Eenzelne sech sollt matzäit beschäftegen. Do sollt een usetzen, wa mer d'Liewen am drëtten Alter wëlle liewenswäert gestalten.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An da wier et elo um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Endlech mol e Mann aus der Praxis.

(Hilarité et exclamations)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Margue, et ass un Iech.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mech elo grad gefrot, ob ech sollt mat engem Apel kommen oder ob mäi Kolleeg Marc Hansen mer sollt e puer Medikamenter matginn.

(Hilarité)

Mir ginn zu ëmmer méi hei am Land: 2 % bis 3 % Zouwuess pro Joer, an dat an allen Alterskategorien, awer virun allem ëmmer méi eeler Leit, dat dank der Medezinn an der gudder Versuergungslag, déi mer hei och hunn. Dat ass duerchaus begréissenswäert!

Ëmmer méi Leit kënnen op déi Aart a Weis gesond an aktiv a meeschtens - „meeschtens" soen ech - ouni gréisser finanziell Suergen hire Liewensowend genéissen. D'Altersaarmut besteet, ass jo awer relativ begrenzt hei am Land - ass ëmmer ze grouss fir déi, déi et trëfft, kloer!

Den Ofbau vun de physeschen a mentale Capacitéiten am Alter ass och eng Realitéit, oft eng traureg an eng tragesch fir d'Persoune selwer, mee och fir déi Leit ronderëm.

Esou gëtt et aktuell beispillsweis 7.000 bis 8.000 Demenzkranker zu Lëtzebuerg. Dës Krankheet betrëfft deemno ongeféier 6 % vun de Senioren a Seniorinnen. Leschten Zuelen zu Lëtzebuerg no hu mer eng ronn 120.000 Bierger a Biergerinnen iwwer 60 Joer, dat ass eng Persoun vu fënnef hei am Land.

Fir mech als Demograf sinn dës Zuele schonns kloer en Indikator - loosse mer et awer kloer soen! - vun enger Vergreisung vun eiser Gesellschaft. Dobäi ass den Term „Vergreisung" éischter een aus engem Vocabulaire vun enger demografescher Analys. D'Alterspyramid ass de facto zu Lëtzebuerg jo scho laang keng méi, déi steet éischter op méi schmuele Been, op méi schmuele Féiss.

Dat ass net pejorativ. Verstitt mech net falsch! Mee déi legitimm Suergen, wéi se och elo vu menge Virgänger ausgedréckt gi sinn, vun eelere Matmënsche sinn net déiselwecht wéi déi vun deene méi jonke Generatiounen. Ee Beispill dovunner: Kuckt nëmmen, wéi laang mer déi Jonk mat hire Suerge mam Logement eleng gelooss hunn, ier et zu enger gedeelter Suerg koum! Dat ass nach guer net esou laang hier.

Mir kënnen a sollen Alterssegmenter denken, mee et dierf doduerch net zu Segregatioune kommen, wou mer Generatioune géinteneen ausspillen. Mir sollten eis dowéinst schonns haut Gedanke maachen, wéi mer mat enger gesonder generationeller Mëschung derfir suergen, dass eis Gesellschaft fit, dat heescht oppen an dynamesch bleift, an domat och fir deen Eenzelnen oppen an dynamesch. A wa mer eis méi wäit an d'Zukunft projezéieren, bedeit dat, dass mer iergendwéi net zu véier Generatiounen, mee eventuell zu fënnef oder sechs gläichzäiteg liewen; ob mateneen, sief dohigestallt.

D'Politik ass hei gefuerdert, déi demografesch Entwécklungen ze antizipéieren an Äntwerten op all déi Erausfuerderungen ze sichen. Op d'mannst ze sichen; ze fannen, ass eng aner Saach.

Hei elo emol zwee Punkten, déi ech wéilt ervirsträichen, et ass schonn ugedeit ginn: Dat eent ass d'Wunnen am Alter. Do musse mer aus der Fatalitéitsfal vun Altersheem an Doheembleiwen erauskommen. Déi meescht Leit bleiwe gär esou laang wéi méiglech doheem. Dat ass och hei am Land säit laange Joren en Acquis. Ech erlabe mer awer ze soen: Déi eeler Leit sinn de facto a fille sech do awer oft isoléiert a packen et och net méi, sech selwer ëm hir Wunneng ze këmmeren. An domadder mengen ech net just d'Botzen.

An eng Struktur gi se eréischt, wann et wierklech net méi geet. Ech hat d'Geleeënheet am Secteur ze schaffen, an all déi Responsabel vun den Haiser an Heimer, déi mer hunn, soen datselwecht: Esou ass et oft ze spéit, fir sech do richteg ze integréieren a fir vun der Offer, déi fir valid Leit besteet, ze profitéieren. Wat geschitt näämlech och nach? Dass déi Strukturen, also eis Altersheimer, riskéieren, sech zu Mouroiren ze entwéckelen. A wie wëllt scho seng eeler Leit, Elteren an de Mouroir schécken?!

Wat ech wëll soen: Mir hunn en zimlechen Däiwelskrees, wa mer an der Situatioun sinn, dass et doheem net méi gutt geet. Hei soll d'ëffentlech Hand méi staark an aner Wunnmodeller investéiere respektiv besteeënd a kommend Initiativen ënnerstëtzen. Mir schwätzen hei vu Seniore-WGen, intergenerationelle Wunnprojeten a Seniorewunnengen, awer och virun allem vun engem Urbanismus, deen a verschiddenen Uertschafte scho besteet, deen drop oppasst, dass eng Altersmëschung an eisen Uertschaftskäre méiglech ass.

Mir kënne méi kleng Wunneenheete schafen innerhalb vun de Perimeteren. Dir gesitt, ech maachen do eng Uspillung un eis Logementspolitik oder ugestriefte Logementspolitik. Dat si Wunnmodeller vun der Zukunft. An dat mécht och Sënn an Zäite vun allgemenger Wunnraumknappheet a staarkem Bevëlkerungswuesstum.

En anere Punkt, dee mer perséinlech um Häerz läit, ass d'Vereinsamung am Alter, oft ënnerschätzt, nach méi oft ze spéit erkannt. D'sozial Isolatioun ass an eiser individualiséierter Gesellschaft vill verbreet. Si trëfft besonnesch déi eeler Persounen, zemools dann, wann direkt sozial Kontakter, Frënn an Noperen aus därselwechter Generatioun ewechfalen an d'kierperlech Fitness noléisst.

Mir hunn et ganz oft dermat ze dinn, dass Leit an enger schlechter mentaler Verfassung sinn. An do gëtt ganz séier no einfache Léisunge gesicht. Ech hu mer soe gelooss, dass bei depressiver Verstëmmung Schätzungen no engem Véierel vun de Leit iwwer 75 Joer reegelméisseg a virun allem just eesäiteg Psychopharmaka verschriwwe ginn. Do sollt eppes passéieren.

Loosse mer zum Schluss kommen. Mir sinn also zu ëmmer méi an am Duerchschnëtt ëmmer méi al. Eisen Usproch muss bleiwen, et jiddwerengem ze erméiglechen, mat Freed a Würd al ze ginn, an dat am Zesummeliewen, am géigesäitege Respekt mat deene méi jonke Generatiounen. Mir brauchen dobäi d'Erfahrung vun deenen Eeleren genausou wéi déi frësch Iddie vun deene Jonken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken dem Här Marc Spautz Merci soe fir seng Interventioun a seng Initiativ haut. An et ass ze begréissen, datt dat Materiellt haut elo emol net méi am Vierdergrond steet, mee e bësse méi d'Liewensqualitéit. Et ass just ze bedaueren, datt mer net méi Riedezäit hunn an där Heure d'actualité hei, well et wier derwäert, fir op vill méi Saachen am Detail anzegoen. Ech mengen, dat wiere mer eisen eelere Matbierger schëlleg.

Mir als ADR sinn déi Partei, déi sech ëmmer fir d'Dignitéit vum Mënsch agesat huet, an dëst an alle Liewensphasen. Mir soen ëmmer: Eis ziviliséiert Gesellschaft gëtt dorunner gemooss, wéi mer mat deene Schwächsten an der Gesellschaft ëmginn. An dat sinn nun eemol Leit, déi krank sinn, déi net méi eleng kënne liewen an op Hëllef vun aneren ugewise sinn. Dozou gehéiere speziell oder virrangeg eis eeler Matbierger, déi hire Liewensowend dann deelweis am Altersheim oder, Gott sei Dank, wa se dat nach kënnen, doheem verbréngen.

Et ass eis human Verflichtung, och deene Leit nach am héijen Alter d'Gefill ze vermëttelen, datt si gebraucht ginn, datt si e vollstännegen Deel vun eiser Gesellschaft sinn, an dat bis zum Schluss, datt si en aktiven Deel si vun eiser Gesellschaft. Duerfir misste mer och kucken, datt si an hirem gewinnten Ëmfeld esou laang wéi méiglech kënnen doheem betreit ginn.

Mee ech wëll awer elo e bëssen op dat Mënschlecht eriwwergoen. Do wier zum Beispill: E klenge Geste, dee kann dacks eng grouss Wierkung hunn. Ech denken do zum Beispill un Hausdéieren, déi een och herno kann an d'Altersheim mat eriwwerhuelen, wat net ëmmer erlaabt ass. Mee ech mengen, wann eis eeler Leit an dem Beräich vun Déieren eng Aufgab hätten oder och anerer, dat kéim hinnen zegutt.

An da solle se och deelhuelen, dat gëtt jo och zum Deel scho vun de Gemengen offréiert - den Här Spautz huet et gesot -, un Aktivitéiten, sief et sportlecher, gesellschaftlecher, kultureller Aart an esou weider. Ech mengen, do solle keng Schranke gesat sinn. An eis eeler Matbierger sollen a mussen en Deel vun eiser Gesellschaft bleiwen.

Och musse mer eis Gedanke maachen iwwer aner Wunnkonzepter. Am Ausland gi Studente mat Eeleren zesumme wunnen. Dëst trëfft op e ganz positiven Echo, déi Erfahrung hu se am Ausland gemaach.

Och eis Waardelëschte si laang. An dat ass och en „Erfolleg" vun eisem ongebremste Wuesstum. Hei musse mer den Altersprojektioune realistesch entgéintkommen an eis Offer der Nofro upassen.

An ech mengen, mir kënnen esou vill Gesetzer maache wéi mer wëllen, et bleift ëmmer eng perséinlech Verantwortung vu jiddwer Eenzelnem, wéi mer mat eisen eelere Bierger ëmginn. Duerfir ass et d'Verflichtung vu jiddwer Eenzelnem, fir all eis eeler Matbierger genau esou ze behandelen, wéi mir selwer wëlle behandelt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, nodeem mer virdrun iwwert de 4G a 5G geschwat hunn, kënne mer dann elo zum drëtten Alter schwätzen.

(Interruption)

An ech muss dann natierlech do éischter en emphateschen Exercice maachen a quasi antizipéieren.

Mee, wéi ech d'Demande vun der CSV gelies hu fir dës Heure d'actualité, hunn ech mer d'Fro gestallt, ob de Kader vun der Heure d'actualité wierklech dee gëeegenten ass, fir deen heite Sujet ze diskutéieren, well et en esou breet gefaassten ass, datt een eigentlech eng Interpellatioun misst hunn, och mat engem Zäitkontingent, deen esou ausgestatt wier, datt ee wierklech déi verschidden Dimensioune vun der Problematik vum drëtten Alter, wat jo net onbedéngt nëmmen eng Problematik ass, mee eng Liewenssituatioun, kéint erfaassen.

Et ass jo och esou, datt Senioren- oder Seniorinnepolitik jo och domadder zesummenhänkt, datt den drëtten Alter keen homogeene Grupp ass. Gradesou wéineg wéi Enfance et jeunesse en homogeene Grupp ass, ass och den drëtten Alter keen homogeene Grupp an d'Interessen an d'Besoine vun deenen eenzelne Leit variéiere ganz staark. Duerfir menge mer, datt et duerchaus interessant wier, fir déi Fro an engem gréissere Kontext ze gesinn, näämlech deem vun engem Gesellschaftsvertrag, vun engem Generatiounevertrag, dee wäit iwwert d'Dimensioun vum drëtten Alter erausgeet.

An ech mengen, déi éischt Fro, wann ee sech virun Ae wëllt féieren, wéi d'Entwécklung am drëtten Alter ass, ass natierlech d'sozial Entwécklung. A wann ee sech do d'Zuelen ukuckt, gesäit een, datt mat 9,3 % den Aarmutsrisiko beim drëtten Alter par rapport zur Moyenne vum Land d'Halschent ass, wat éischter en Indicateur ass, datt eis sozial Sécherungssystemer „nach" relativ performant funktionéieren. Et ass dat ee Constat, deen ee maache kann.

Op där anerer Säit muss een awer gesinn, datt deen Undeel zënter 2012 sech méi wéi verduebelt huet. 2012 war en nach bei 4,4 %, elo ass e bei 9,3 %. Dat heescht, och do gesi mer awer eng Tendenz, déi an eng ganz negativ Richtung geet, wat déi sozial Entwécklung ugeet a wat och d'Inegalitéiten am drëtten Alter ugeet, engem Alter, wou ee jo kaum méi d'Méiglechkeeten huet, iwwer aner Moyenen, iwwert d'Aarbecht kënnen Inegalitéiten eventuell auszegläichen. An dat misst eis alleguer menger Meenung no awer ganz staark preoccupéieren.

Elo viru Kuerzem huet de Statec a sengem „Rapport travail et cohésion sociale" gewisen, datt eng eenzel Persoun, fir dezent liewen ze kënnen zu Lëtzebuerg, e Mindestakommes bräicht vu ronn 2.110 Euro. Deem géigeniwwer steet eng Mindestpensioun zu Lëtzebuerg vun 1.841 Euro, also ronn 270 Euro manner wéi dat, wat de Statec errechent, wat eng eenzel Persoun bräicht, fir dezent ze liewen.

Natierlech huet dat verschidden Ursaachen. D'Salariatskummer huet virgerechent, datt eleng duerch verschoben, reportéiert respektiv ausfale gelooss Ajustementer bei de Renten an deene leschte Jore bei enger Pensioun ëm 2.000 Euro ronn 1.900 Euro u Pensioune verluer gaange sinn. Also dat ass quasi de Montant vun enger Pensioun fir déi dote Persoun.

A mir mengen och, datt déi Tendenz an Zukunft éischter nach wäert verstäerkt ginn, och duerch eng Pensiounsreform, där hiren Inhalt et jo war, fir ze soen: „Ma, dräi Joer méi laang schaffen oder 15 % manner Pensioun kréien."

Mir gesinn och, datt den Aarbechtsmarché wesentlech méi komplex gëtt. Mir gesinn, datt d'Zounam vun CDDen um Aarbechtsmarché och an Zukunft bedeite wäert, datt d'Chance, fir eng komplett Carrière ze hunn, fir iwwerhaapt kënnen an de Genoss vun enger voller Pensioun ze kommen, ëmmer manner wahr-

scheinlech gëtt an domadder ëmmer méi atypesch Beruffscarrièren och wäerten zu onvollstännege Pensiounscarrièrë féieren.

Dat sinn alles Entwécklungen, déi mir mat ganz besuergten Ae kucken.

An dat, wat et awer nach zu Lëtzebuerg offiedert, ass d'Situatioun, datt am Moment immens vill Seniore Proprietaire si vun hirer Wunneng. Et ginn och Leit, déi net Proprietaire sinn, mee mir hunn nach ëmmer d'Tendenz, datt déi meescht Proprietaire sinn.

Och dat wäert sech an Zukunft änneren! An dat ass, mengen ech, eng wierklech tickend Zäitbomm fir d'sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg, wann et wierklech esou ass, datt ëmmer méi Leit och am drëtten Alter net méi Proprietaire sinn, loune mussen an domadder den Aleae vum Marché ausgesat wäerte sinn.

Et misst een eigentlech nach iwwert d'Santé an d'Soine schwätzen, wou mer eng Penurie u Personal hunn, wat och domadder ze dinn huet, datt mer onbedéngt eng Opwäertung vun deem Personal brauchen. Dat ass awer net nëmmen e Problem, dee sech op Lëtzebuerg beschränkt. Mee et misst een och onbedéngt iwwert d'sozial Isolatioun schwätzen an iwwert déi gesellschaftlech Tendenzen, déi do bestinn, an iwwert dat, wat de Stat mécht respektiv net mécht, fir deem entgéintzewierken.

Duerfir, well ech dat awer alles net ka soen, wëll ech ofschléissend just soen, datt fir eis d'Fro vum drëtten Alter effektiv eng Generatiounefro ass, déi net nëmmen ee bestëmmte soziologesche Grupp betrëfft, mee déi eng Gesellschaft als Ganzt betrëfft.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. An dee steet scho prett. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, fir d'Éischt wëll ech meng Ried ufänke mat engem Merci, deen un all d'Leit vun der eelerer Generatioun geriicht ass.

Une voix.- Merci.

(Hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- E Merci, well duerch Är Aarbecht hutt Dir Lëtzebuerg wirtschaftlech a sozial opgebaut.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir schléissen eis alleguerten deem Merci un, ...

(Hilarité)

... een nom aneren ...

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fuert weider, fuert weider!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... mat ganz vill Pathos.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mir däerfen dofir eis eeler Generatioun net zréckloossen. Et ass un eis als Gesellschaft, d'Mënsche bei dësem Liewensofschnëtt méiglechst gutt ze ënnerstëtzen. Well vergiesse mer net: Mir kommen alleguerten eng Kéier an deen Alter a mir brauchen alleguerten eng Kéier Ënnerstëtzung.

Et kann net sinn, dass Mënschen, déi hiert ganzt Liewe geschafft hunn, mat enger Pensioun ofgespeist ginn, déi net duergeet, fir bescheiden ze liewen. Mir Piraten mengen, dass d'Pensioun an d'Hëllefen am héijen Alter d'Altersaarmut verhënnere mussen, dass dat aktuell awer net de Fall ass, an et muss een nach vill maachen. Dofir schloe mir d'Formule vum Grondakommes vir, dat eis Rentner zousätzlech zur Pensioun ënnerstëtze soll.

Zousätzlech brauche mir méi Alterheemer, well et ass net ze leegnen, dass et fir vill Mënsche schwéier ass, eng Plaz ze fannen. Nieft de feelenden Zëmmeren ass de Präis e Problem, well déi eeler Leit hiert ganzt Liewe geschafft hunn an awer net kënnen d'Altersheem bezuelen. Wisou sinn déi Altersheemer net verstaatlecht a wäre soumat net op e profitabele Betrib aus?

Mir brauche méi Solidaritéit mam drëtten Alter a musse bereet sinn, dofir méi Suen an d'Dëppen ze stiechen, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg an Dignitéit liewe kann. Déi eeler Generatioun däerf op kee Fall vergiess ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt emol, dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz villmools Merci ze soe fir déi Heure d'actualité hei. An ech ginn natierlech och all de Virriedner hei elo recht, dass een dat natierlech net alles an enger Heure d'actualité ka behandelen.

Den Här Baum huet iwwert d'Pensiounssystemer geschwat. Den Här Spautz huet effektiv och gesot, dass dat e ganz vasten Theema ass, well natierlech jiddweree concernéiert ass a well net jiddwereen d'nämlecht ass am Alter. Esou wéi et a jonke Joren ass, esou ass et och an eelere Joren: Déi eng Leit brauche méi Hëllef, déi aner sinn total autonom. Déi eng wëlle reesen an déi aner wëllen doheem bleiwen. An esou ass et och beim Wunnen: Déi eng wëlle léiwer an en Haus goen, wou se vläicht e gewëssenen Animatiounsprogramm hunn, wou se d'Iessen zerwéiert kréien, an anerer sinn eebe léiwer doheem.

A bei deenen, déi léiwer doheem sinn, wëll ech awer eng Kéier soen: Eppes, wat eis besonnesch um Häerz läit, an dat ass och e puermol hei de Mëtten ugeklongen, dat ass, fir géint den Isolement social ze kämpfen. Et ass net, well een doheem ass a vläicht d'Kanner zweemol d'Woch eng Stonn laanschtkommen oder och e Reseau eemol moies an eemol owes laanschtkënnt, dass déi Leit da gutt doheem sinn. Well wa se dann dee ganze Rescht vum Dag keen anere gesinn, oder de Rescht vun der Woch, dann ass dat am Fong och net dat, wat mer wëllen.

An an der Strategie „active ageing" geet et eeben drëms, fir fir jiddwereen eppes ze hunn, dass d'Club-Senioren eeben do sinn, fir d'Leit ze empfänke mat verschidden Aktivitéiten. Déi eng, déi reese vläicht gären. Déi aner, déi hu léiwer Nomëtteger, déi se matenee verbréngen: Excursioune maachen oder aner Saachen. An do geet et och drëms, dass natierlech déi, déi nach vläicht gesondheetlech besser sinn, sech och ëm déi këmmeren, mat këmmeren, deenen et gesondheetlech eeben net méi esou gutt geet.

„Géint d'Vereinsamung", huet den Här Spautz gesot. Jo, mir wëlle wierklech aktiv géint d'Vereinsamung kämpfen, zesumme mat eise Partner an zesumme mat de Gemengen. An et ass ëmmer nees den Opruff, dass, wann Der an Ärer Noperschaft gesitt, dass eng Persoun eleng ass, dass se vläicht vill eleng ass, da mellt dat oder gitt emol dohinner a kuckt emol, wat ee ka maachen. D'Gemengen, déi hunn och wierklech eng ganz Panoplie un Aktivitéite fir d'Leit, fir dass se sech eeben och kënne beschäftege respektiv och nei Hobbye fannen am Alter.

Ech géif awer gären eppes soen, wat mer e bësselche leed gedoen huet, dat ass, wou den honorabelen Deputéierte Charles Margue vun „Mouroiren" geschwat huet. Ech muss soen, dat hunn ech nach net gesinn hei am Land. Ech hunn esou eppes nach net gesinn! Mir hunn Haiser, mir hu Fleegeheimer, mir hu CIPAen, wou d'Leit wierklech immens gutt betreit ginn, wou d'Leit och heiansdo schonn nach a ganz gudder Gesondheet higinn, wou se gäre sinn. An ech wëll do eng Persoun zitéieren, déi mer deslescht gesot hat: „Ma wësst Der, Madamm Minister, hei am Haus ass et wéi an engem Fënnefstärenhotel. Ech brauch just net méi heemzegoen."

An et muss am Fong dat sinn, wat mer wëllen: dass d'Leit kënne wielen, wou se wëlle sinn. Wëlle se doheem bleiwen, da musse mer kënnen dat bidden, dass se kënnen doheem bleiwen. Wëlle se an enger Wunngemeinschaft wunnen, och dat muss méiglech sinn. Intergenerationellt Wunne muss méiglech sinn.

Mee et muss awer och méiglech sinn, an en Haus ze goen, wou een eng „Rundumverfleegung" huet - soen ech emol - a wou ee sech virkënnt wéi an engem Hotel eeben, wou een an engem Restaurant ësst a wou een dann eebe seng eege Kummer huet. Mee och do kann net méi nëmmen den Interêt sinn, an der Kummer ze bleiwen. Och do hätte mer gären, dass d'Leit sech sozialiséieren, dass se sech ënnerenee gesinn.

Dofir kucke mer och an den neie Strukturen, net nëmmen eng grouss Salle à manger vum Haus ze hunn, mee op de Stäck Salonen ze hunn, wou d'Leit sech begéinen, wou d'Leit dann aus hire Kummeren erauskommen a wou se dann och Zäit matenee verbréngen, flott Zäit matenee verbréngen. Dat ass am Fong d'Zil.

À propos Haiser a Better, mengen ech, hat ech an der leschter Legislaturperiod eng Kéier eng ganz Lëscht hei deposéiert, wou wat am Moment amgaangen ass gebaut ze ginn. An ech kann dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz och just recht ginn, dass mer effektiv net nëmmen an de Ballungsgebidder solle bauen, mee iwwerall. A wéi ech an de Ministère komm sinn 2013, hunn ech musse feststellen, dass et eng Regioun hei am Land am Fong geholl gouf, wou manner Offer war fir den drëtte respektiv de véierten Alter, dat war de Westen. De Westen, souwuel de Süde wéi och den Norden dovun, de ganze Westen. An dofir sinn ech immens frou, dass elo zwee Haiser geplangt sinn, eent zu Kietscht an eent e bësse méi südlech zu Äischen, wou da sollen esou Strukturen och entstoen am Weste vum Land, well déi effektiv och wierklech gefeelt hunn.

Den honorabelen Deputéierte Max Hahn huet et gesot, mir hunn zwee Gesetzer gestëmmt, Budgeten: Déifferdeng ass schonn amgaange gebaut ze ginn. Ech denken, dass mer dat an zwee Joer kënnen opmaachen. Zu Käerjeng gëtt elo ugefaangen ze bauen. Dat heescht, och do geet et effektiv weider. Do wäerte Better bäikommen.

An ëmmer nees och den Opruff: Wann et ass, wéi Dir elo gesot hutt, dass eng Urgencësituatioun ass, well eng Persoun am Spidol ass oder eng Persoun doheem ass, déi net méi kann doheem bleiwen, do ginn et Méiglechkeeten! Do sinn d'Träger alleguer ganz flexibel. An ech muss och soen, dass d'Zesummenaarbecht tëschent den Assistant-sociallen an de Spideeler an eisen Träger hei am Land ganz, ganz gutt fonctionéiert, fir ze kucken, wou een eng Persoun kuerzfristeg da kann ënnerdaach kréien, entweeder an e Vakanzebett oder an en anert Bett.

Dat heescht, mir sinn amgaangen, méi Better ze schafen. Et sinn, wéi gesot, Better, déi amgaange si gebaut ze ginn, an net nëmmen an de Ballungsgebidder, mee eeben och e bësse queesch uechtert d'Land.

Da war gesot ginn, dass ee soll den eelere Mënsche vermëttelen, dass se gebraucht ginn. Abee, mir brauchen dat net nëmmen ze vermëttelen, honorabelen Deputéierten Här Engelen, et ass esou. Déi eeler Generatioun gëtt gebraucht am Benevolat. De Benevolat kéint guer net fonctionéieren hei am Land, wann déi, déi no hirer Aarbechtscarrière d'Pensioun hunn, sech net géifen engagéieren am Benevolat. Also dat ass net nëmmen en eidele Saz, dat ass wierklech esou. Ons Associatiounen, d'Klibb, déi kéinten all iwwerhaapt net fonctionéieren, wa Leit vun engem gewëssenen Alter sech net do géifen engagéieren. Dat heescht, et ass net nëmmen, fir hinnen ze vermëttelen, dass se gebraucht ginn, mee si gi wierklech gebraucht. Si gi gebraucht vun deene méi jonken, fir eeben och an de Klibb aktiv ze sinn. An ech mengen, dofir war et och ganz gutt, fir dat eng Kéier ze soen.

Erlaabt mer vläicht och nach, Här President, eng Kéier, wann dat geet, op d'Motiounen ze kommen, well do kann ech dann nach Äntwerte ginn op d'Froe vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz.

Déi éischt Motioun: Rëmeleng. Do ass et esou, dass mer am Koalitiounsaccord stoen hunn, dass Servior en neit Gesetz soll kréie respektiv eng Reform soll kommen. An ech hu Servior beoptraagt, och dee Rëmelenger Dossier ze kucken, fir dass mer do elo esou séier wéi méiglech virukommen am Kader vun der Reform vu Servior, dass mer kucken, dass mer deen Dossier elo definitiv desengorgéieren, dass mer do elo wierklech eng Etapp weiderkommen an dass mer Rëmeleng endlech kënne bauen. Also dat leeft. Deen Optrag hunn ech Servior ginn.

Dann déi zweet Motioun, dat ass déi, wou Der frot, fir eebe méi Better ze maachen. Ech hunn Iech et elo grad gesot, ech kann Iech awer gären och nach eng Kéier d'Lëscht zoukomme loosse respektiv heiloosse vun all de Better, déi elo geplangt sinn. Et sinn der ganz vill geplangt. Et si verschiddener, déi sinn am Bau, ech hunn et gesot. Zu Déifferdeng ass am Fong de Réibau scho bal färdeg anscheinend. Käerjeng ass amgaange gebaut ze ginn. Mee mir hunn och ganz vill aner Plazen, wou nach Strukture gebaut ginn. Wéi gesot, mat Rëmeleng wëlle mer elo wierklech definitiv ukommen, dass mer do och kënne bauen.

Ech wëll awer an deem Kontext och soen, dass dat neit Gesetz och geschwënn hoffentlech um Instanzewee ass. Mir sinn elo amgaangen, mat eise Partner déi lescht Adaptatiounen ze maachen, éier d'Gesetz kann an de Regierungsrot goen. An och do geet et natierlech net nëmmen ëm d'Quantitéit vu Better, mee et geet och ëm d'Qualitéit. Et geet, wéi de Max Hahn gesot huet, ëm d'Präisstrukturen, dass mer do wëllen eng total Transparenz an de Marché kréien. Mee et geet och drëms: Wivill Leit brauch een iwwerhaapt, fir Leit ze encadréieren? An da geet et, an dofir wollt ech dat elo an dësem Kontext soen, och drëms, dass mer keng Differenz méi wëlle maachen tëschent CIPA a Maison de soins, well mir wëssen, dass d'CIPAen ëmmer méi zu Maisons de soins ginn. An dofir wëlle mer do elo keng Differenz méi maachen. Dat soll eent ginn, en Haus ass en Haus.

An ech mengen, de Marc Spautz hat och e bëssen den Historique hei gesot, dofir wäert ech deen elo net widderhuelen. Dat heescht, jo, mir sinn amgaange massiv ze bauen a mir plangen och weider Better.

Déi drëtt Motioun, do ass et natierlech esou, dass mer ons Partner finanziell ënnerstëtzen. Ech mengen, dat war viru menger Zäit esou an dat ass och elo esou. Et ass esou, dass mer natierlech Projeten ënnerstëtzen. Mir ginn net einfach Suen un ons Partner, fir Suen ze ginn. Mee wa si e konkrete Projet hunn a wa se e weidere Projet hunn, da presentéiere si ons deen an da si mir natierlech absolutt oppen, fir do matzehëllefen ze finanzéieren, zesummen och natierlech mat de Gemengen, well et am Interêt vun ons alleguerten ass, dass eebe géint den Isolement social gekämpft gëtt.

A schlussendlech d'Motioun Nummer 4, do wëll ech da Reklamm maachen - Merci fir d'Geleeënheet - fir eise Seniorentëlefon, deen een ëmmer kann uruffen, ob dat ass, well een eng Fro huet, well een e Bett sicht, well een net richteg weess oder awer, wéi Dir gesot hutt, fir eng Reklamatioun. An dee gëtt och ganz vill benotzt dofir. Leit, déi eng Fro hunn, ob dat richteg ass, dass eppes geschitt ass, oder déi vläicht net ganz zefridde sinn, déi ruffen op de Seniorentëlefon un. Dat heescht, esou eng Hotline gëtt et am Fong geholl. Dat ass de Seniorentëlefon, an dee soll och weider lafen, well mir mierken eeben, dass do awer och e Besoin ass. A mir musse kucken, wéi mer deen eventuell kënnen ausbauen.

Voilà! Esou wäit vläicht vu mir zu de Motiounen. An ech hale mech natierlech op fir all weider Froen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch.

Motions

Da kënne mer zum Vott vun de verschiddene Motioune kommen. Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1 fir eng Strategie, fir de Centre pour personnes âgées vu Rëmeleng méi séier ze bauen. Ass do eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 39 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat kann net sinn! Dann ass d'Chamber méi grouss ginn!

Une voix.- Dat kann net sinn!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et sinn der 57 present a mir hunn 58 Participants au vote. Jo, dat heescht, dat musse mer nokucken.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Zu esou vill si mer net heibannen.

Une voix.- 28 op 31.

(Concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- 28 op 30 schéngt dann dat definitiivt Resultat ze sinn.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat ass richteg!

(Exclamations)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee wéi ass dat dann elo méiglech?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zur Motioun ...

(Concertation interne)

31 elo. Okay, d'Madamm Polfer nach derbäi. Dat heescht, dës Motioun ass, ech widderhuelen, mat 28 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt

épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eeben déi Motioun, déi eng acceleréiert Investitiounspolitik verlaangt.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Kéier schéngt et méi kloer ze sinn: D'Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kënne mer gläich zur Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Och dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Viviane Reding), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Mir kommen zur Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och d'Motioun Nummer 4 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Viviane Reding), M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

13. 7403 - Projet de loi portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi Nummer 7403 iwwert d'Schafe vum Office national de l'accueil. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Marc Angel, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum, den Här Marc Goergen. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. 2015 war den Héichpunkt vun der sougenannter Flüchtlingskris. Den OLAI, also den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, ass zu där Zäit mat besonnesch villen DPIen, also Demandeurs de protection internationale, konfrontéiert ginn. Et sollt een allerdéngs net vergiessen, dass och elo, véier Joer duerno, Mënschen nach ëmmer ënner deels liewensgeféierleche Konditiounen de Wee iwwert d'Mëttelmier op sech huelen, fir hei an Europa Sécherheet an eng Zukunftsperspektiv ze fannen.

Am Aktivitéitsrapport vun 2018 gëtt festgehalen, dass d'Direction de l'immigration d'lescht Joer 2.205 Asyldemandë krut. Den OLAI huet am selwechte Joer 3.428 Leit a senge Strukturen opgeholl. Dat sinn der méi wéi 2015 an et ënnersträicht, wéi wichteg et ass, fir den Accueil an d'Integratioun vun Asyldemandeuren esou effikass wéi méiglech ze organiséieren.

(Interruption)

Den Accueil vun deene Leit muss dobäi méiglechst mënschewürdeg iwwert d'Bün goen. Esou ass et och am Koalitiounsaccord festgehalen. Mee de System ass iwwerfuerdert. D'Prozeduren daueren ze laang, heiansdo iwwer 21 Méint. Dat féiert dozou, dass d'DPIen oft vill méi laang an den Ariichtunge vum OLAI bleiwe mussen. D'Personal vum OLAI ass dowéinst tëscht 2015 an 2018 vu 70 op 133 Persounen eropgesat ginn, gouf also bal verduebelt. Trotzdeem si Verbesserungen onbedéngt néideg.

A genee dat soll mat dësem Gesetzestext geschéien, andeems den OLAI duerch den neien Office national de l'accueil, kuerz den ONA, ersat gëtt. Dem OLAI seng Kompetenze ginn heibäi op déi zwee concernéiert Ministèren, nämlech den Ausseministère an de Familljen an Integratiounsministère, opgedeelt.

Eng ëmfaassend Reform vum OLAI war d'Konklusioun vun enger Analys, déi de Familljeministère 2014 an Optrag ginn huet. Déi administrativ Reorganisatioun soll den Oflaf vun den Asyldemandë vereinfachen, andeems just nach eng Kontaktpersoun fir e Flüchtling zoustänneg ass, déi dem Minister fir Immigratioun an Asyl ënnerstallt ass.

Engem DPI eng eenzeg Kontaktpersoun zouzeweisen, dréit zu méi Mënschlechkeet am System bäi. Dat ass wichteg, well d'Asylprozedure laangwiereg an ermiddend kënne sinn, virun allem fir Leit, déi alles verluer hunn a sech mussen an der Friemd erëmfannen.

Här President, d'Afëiere vum ONA soll zu dräi gréissere Verbesserungen am Opnameprozess bäidroen: zu der Erhéijung vun der Capacitéit a vun der Qualitéit vun den Ënnerbréngungsméiglechkeeten, op där anerer Säit zur Ariichtung vu Strukture fir den Encadrement vu Persounen, déi e spezifesche Schutz brauchen, wéi zum Beispill onbegleet Mannerjäreger, an zu gudder Lescht zu enger gréisserer Autonomie vun den DPIen.

Mee och wann den ONA sech selwer net méi mat der Integratioun vun de Migrante befaasse wäert, esou heescht dat awer net, dass dëse wichtegen Aspekt vernoléissegt gëtt, ganz am Géigendeel. An engem Land mat bal 50 % Netlëtzebuerger ka sech de Familljen- an Integratiounsministère elo ganz op dëse wichtege Beräich konzentréieren. Bei der Integratioun ass d'Haaptzil, fir de Plan d'action national d'intégration ëmzesetzen. Dozou gehéieren e begleeten Integratiounsparcours, d'Upasse vum Contrat d'accueil et d'intégration un d'Besoine vun de Leit an eng zefriddestellend Offer u Sproochecoursen.

Nieft de Responsabilitéite beim Logement a beim Encadrement vun den DPIe kritt den ONA och d'Kompetenz, fir punktuell finanziell Hëllefen u Mënschen aus Drëttstaten ze accordéieren, déi keen Urecht op eng aner Hëllef oder soss Allocatiounen hunn. Déi finanziell Ënnerstëtzung muss duerch déi familiär, humanitär oder gesondheetlech Situatioun begrënnt sinn, zum Beispill fir d'Bezuele vun Dokteschrechnungen, vu Schoulmaterial oder vun Hygiènesartikelen.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass d'Regierung Subsiden oder finanziell Bedeelegungen un d'Gemengen oder d'Organisme fir spezifesch Projeten ausbezuele kann, fir esou den Accueil vun Asyldemandeure sécherzestellen, natierlech nëmmen esou wäit, wéi d'Budgeten et erlaben.

D'lescht Woch ass de Budget 2020 hei an der Plenière deponéiert ginn. Dowéinst wëll ech dann och kuerz op déi positiv Entwécklung am Beräich vum Accueil a vun der Integratioun agoen. Hei ass de Budget näämlech verduebelt ginn. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, dass 500.000 Euro Subside fir Projete vun éffentlechen Ariichtungen aus dem kommunalen an interkommunalen an aus dem regionale Secteur ageplangt sinn.

Selbstverständlech mussen och verschidde Konditioune bei deene Subsiden erfëllt ginn. Fir ee Projet dierfen net méi wéi 100.000 Euro respektiv net méi wéi 75 % vun de Gesamtkäschten ausbezuelt ginn. Virun der Ëmsetzung vum Projet muss eng Demande mat enger Estimatioun vun de Gesamtkäschte beim Ministère agereecht ginn. A schlussendlech muss de Beneficiaire och derfir suergen, dass e Suivi an eng Evaluatioun vum Projet gemaach ginn.

Weider muss eng Konventioun tëscht dem Empfänger vun de Subsiden an dem Stat ënnerschriwwe ginn. Hei mussen d'Leeschtunge vum Beneficiaire, den Typ vun de finanziellen Hëllefen an d'Modalitéite vun der Kooperatioun definéiert sinn. D'Gestioun ënnerläit eleng der Responsabilitéit vum Beneficiaire. D'Subside vum Stat musse fir Ausgabe benotzt ginn, déi d'Realisatioun vum Projet sécherstellen. Domadder sinn zum Beispill d'Personalkäschte gemengt oder d'Fraise fir den Entretien an d'Gestioun vu Gebaier oder fir aner Leeschtungen, déi de Beneficiaire ubitt.

Här President, ech wëll hei allen Akteure Merci soen, déi ons hir Avisen zum Gesetzesprojet eraginn hunn. Den Opposition-formelle vum Statsrot, déi sech op déi finanziell Ënnerstëtzung duerch de Stat bezunn hunn, ass mat den Amendementer Rechnung gedroe ginn. Engersäits gouf een Artikel, deen am Widdersproch zum Artikel 99 vun der Verfassung stoung, gestrach. Anerersäits ass e Kader am Gesetzesprojet definéiert ginn, dee festleet, wéini finanziell Hëllefe kënnen ugefrot ginn an och wéi héich se kënne sinn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis déi grouss Virdeeler ervirgehuewen, déi d'Reform vum OLAI wäert mat sech bréngen. Dat betrëfft zum Beispill d'Zesummeleeë vu Mëttelen, eng vereinfacht intern Zesummenaarbecht an eng méi effikass Organisatioun.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dëse Gesetzesprojet ass méi wéi eng administrativ Reform. E verbessert a vereinfacht net nëmmen d'Aarbecht vum Personal, et geet hei virun allem, an dat däerf een net vergiessen, ëm d'Dignitéit vun de Mënschen, déi ëm Hëllef froen. Meng Fraktioun vun der DP gëtt dowéinst heimadder hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Des Weideren, Här President, reechen ech eng Motioun eran, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten ënnerstëtzt gëtt, eng Motioun mam But, d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert den Accueil an d'Integratioun vun den Ausländer ze reforméieren.

Mir proposéieren dofir, eng Consultatioun ze organiséieren, déi sech un d'Akteuren op kommunalem Niveau, d'Organisatioune vum Terrain, déi lëtzebuergesch an net lëtzebuergesch Bevëlkerung an d'immigréiert Frontaliere riicht. D'Resultater vun dëser Consultatioun sollen dann an d'Reform matafléissen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la nouvelle répartition des attributions ministérielles au sein du Gouvernement implique une réorganisation de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) ;

- constatant qu'un nouveau département « Intégration » devra être créé au sein du Ministère de la Famille, ce qui pourra donner une impulsion aux politiques pour un meilleur vivre ensemble ;

- rappelant l'accord gouvernemental, qui, dans son chapitre sur l'intégration, stipule que « la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les règlements grand-ducaux liés seront réformés afin de permettre d'adapter le cadre légal et réglementaire aux missions actuelles de l'OLAI » ;

- considérant que depuis 2008 la composition de la population au Luxembourg a fortement évoluée créant de nouveaux défis en matière d'intégration ;

- reconnaissant que la définition du cadre pour un vivre ensemble harmonieux doit être une priorité pour le Luxembourg dans son ensemble,

invite le Gouvernement

- à entamer d'emblée une réforme fondamentale de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers en organisant une large consultation des acteurs communaux, des organisations œuvrant sur le terrain et des populations luxembourgeoise et non luxembourgeoise ainsi que des travailleurs immigrés frontaliers, permettant d'aboutir à une réforme de la loi de 2008.

(s.) Max Hahn, Marc Angel, Marc Baum, Paul Galles, Marc Goergen, Fernand Kartheiser, Charles Margue.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Madamm Ministesch, ech soe mengem Virriedner, dem Rapporteur Max Hahn, villmools Merci fir dee ganz ausféierleche Rapport zu dësem Projet an och fir d'Zesummenaarbecht bei eiser gemeinsamer Motioun.

En huet schonn am Detail ganz villes erkläert. Ech wäert Iech et erspueren, dat nach eng Kéier ze widderhuelen. Ganz villes vun deem, wat e gesot huet, wësse mer alleguerten. A mir fannen et wichteg, wat hei an dësem Projet gestëmmt gëtt.

Ech wëll mech einfach op déi grouss Linne beschränken an op e puer grondsätzlech Gedanken zu dësem Theema. Mir reorganiséieren haut also den OLAI, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, a kreéiere gläichzäiteg eng nei Cellule, den ONA, Office national de l'accueil.

Mam ONA geet de Volet vum Accueil eriwwer an den Ausseministère ënnert d'Kompetenze vum Immigratiouns- an Asylsministère. De Volet Integratioun gëtt elo an Zukunft integral vum Familljeministère iwwerholl. Dës administrativ nei Opdeelung soll et erméiglechen, am Accueil d'Capacitéit an d'Qualitéit vun den Opfankstrukturen ze erhéijen, déi néideg adequat Strukturen ze kreéieren, fir den Encadrement vu Leit, déi eng speziell Protektioun brauchen, ze assuréieren, an dëst gëllt besonnesch fir Mannerjäreger. An drëttens soll dës nei Opdeelung och déi néideg Mesuren en place setzen, fir de Refugiéen eng méi grouss Autonomie kënnen anzeraumen.

Do dernieft begréisse mir ganz staark, dass den nationalen Aktiounsplang fir Integratioun, de PAN, elo ëmgesat soll ginn. Mir haten an der Chamberskommissioun eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an dofir wëll ech och alle Kolleeginnen a Kolleege villmools Merci soen, dass mer do konnten oppen a ganz konstruktiv mateneen diskutéieren an och gemeinsam Léisungen do sichen, wou Problemer sech opgedoen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréisse grondsätzlech alles, wat hëlleft, fir déi immens komplex Situatioun vun de Mënschen, déi bei eis kommen, eescht ze huelen a se würdeg ze encadréieren a fir dat immens komplext Zesummespill vun Immigratioun, Accueil, Integratioun an Travail besser openaner ofzestëmmen. Well hannen um Enn geet et jo net drëms, fir eppes mathematesch vunenaner ze trennen, mee et geet ëmmer hannen um Enn ëm genau déiselwecht Mënschen. Mir mussen alles drusetzen, fir dass dës Mënschen, déi souwisou schonn an enger multipel prekärer Situatioun sinn, net an engem administrativen Dschungel ënnerginn, wa se vun deem enge bei deen anere geschéckt géife ginn an hannen um Enn guer net méi wéissten, u wie se sech sollen halen.

Hei maache mer e Schrëtt an déi richteg Richtung, andeems mer Kompetenze kloer definéieren an och vunenaner ofgrenzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, ee klenge Moment vu menger kuerzer Riedezäit ze notze fir eng méi grondsätzlech Reflexioun, grad well et ëm eppes ganz Komplexes geet, ëm komplex Liewenssituatiounen an ëm ganz komplex Strukturen, a well et dofir tatsächlech net ëmmer einfach ass, den Iwwerbléck an deem ganzen Theema ze behalen, a well dann heiansdo Ursaach a Wierkung, Ausléiser a Konsequenz matenee verwiesselt ginn, duerjernee geroden oder ënnerschiddlech interpretéiert ginn.

Dat hei ass näämlech e Gesetzesprojet, deen eis och dorun erënnert, dass et Mënsche gëtt, déi bei eis kommen, well se eis brauchen a well se dat brauchen, wat mir verkierperen: eis Wäerter, eis Prinzipien, eis Rechtsstaatlechkeet, eis Presenz.

An ech si mer sécher, dass keen heibannen an dësem Raum ass, dee jeemools géif eng Lanz brieche fir d'Perfidie vun deene Mënschen, déi d'Situatioun vun anere Mënsche géifen ausnotzen, déi géife vum Leed vun anere Mënsche profitéieren. Ech si mer sécher, dass keen heibannen ass, dee géif op der Säit stoe vun deene Leit, déi mer als Mënschenhändler, als Terroristen oder Schleiser bezeechnen. Well grad si dat verkierperen, wat mir Profitéieren, Mëssbrauch vu Würd, Ausnotze vu Leed, jo vläicht souguer „dat Béist" nennen, musse mir dach genau de Contraire sinn: dat Gutt héichhalen, d'Würd verteidege mat klore Prinzipien a Reegelen, natierlech a virun allem mat klore Wäerter a mat vill Respekt a Sensibilitéit fir dat, wat aner Mënschen erlieft hunn an hirem Liewen.

Mir mussen anescht sinn, a wann ech esou soen däerf, mir mussen dat verkierperen, wat ee kann „dat Gutt" nennen, souwäit wéi dat eis méiglech ass. An natierlech besteet dann d'Angscht, dass vun eis profitéiert gëtt, dass vun eiser Guttheet profitéiert gëtt, dass Mënschen eis beléien, dass Mënschen eis ausnotzen. An héchstwahrscheinlech hu mer dat alleguerte schonn iergendwou an iergendwann eng Kéier erlieft a mir hu verstanen, dass aner Mënschen dat kënnen ausnotzen, wa mir wëlle gutt zu hinne sinn.

Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer grad an deene Momenter eis drun erënneren, dass mir anescht wëlle reagéieren, dass mer op der Säit vun deene stinn, déi eis brauchen, dass mer versichen, gutt ze bleiwen, eis Wäerter weider ze liewen, d'Chancen ze gesinn an net Angscht ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess et aus eegener Erfahrung, dass dëst Theema, ëm dat et hei bei dësem Gesetzesprojet geet, ëmmer erëm ka beluecht si mat engem gewëssene Verdacht, mat enger Angscht, mat enger Onsécherheet. Ech hu selwer dräi Prinzipien en cours de route vun deene leschte Jore geléiert:

Den éischte Prinzip ass, kloer Reegelen ze hunn, well dat gëtt Sécherheet. A wie profitéiert, deen hëlt jo och engem eppes ewech, deen e Recht huet op Schutz. Kloer Reegelen!

Dat Zweet ass, nimools, awer wierklech nimools e Generalverdacht ze hu vis-à-vis vu Mënschen, mee vill méi ganz vill Respekt, ganz vill Nolauschteren, ganz vill versichen ze verstoen, ganz vill Opmierksamkeet, ob et deene verletzte Mënschen och wierklech gutt geet.

An dat Drëtt ass ee ganz klore Grondprinzip: d'Würd vun all Mënsch, Är, meng an och hir.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. An och Merci un den Här Galles. Ech sinn dach déif beweegt no Äre Wierder. Ech wollt Iech just froen: An Ärer Perspektiv op dës Flüchtlingssituatioun, déi mer am Land hunn, gëtt et dann Ärer Meenung no iergendwou eng Grenz an der Capacitéit, déi mir hunn, fir Leit opzehuelen? Soll et esou eng Grenz ginn? A wa jo, wou wär déi?

Wéi géift Dir elo a realisteschen Termen all déi gutt Intentiounen iwwersetzen, déi Der eis hei duergeluecht hutt? Gëtt et eng Grenz? A wa jo, wou läit déi?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, ech ginn d'Wuert zréck un den Här Galles.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir kritt d'Riedezäit vun der ADR derbäi.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, Merci.

(Hilarité)

Merci villmools, Här Kartheiser. Dat ass eng ganz interessant a ganz wichteg Fro, well et ass jo eng Fro, un där sech ganz vill Kontroverses entzünt. An ech fannen et ganz schwiereg, eng Uewergrenz festzeleeën. Ech géif mech dofir selwer ni trauen, esou eng Uewergrenz festzeleeën, well ech mengen, dass an all Situatioun all Mënsch ëmmer muss eenzel betruecht ginn. A wann e Mënsch géif duerch eist Netz duerchrutschen, well mir eng Uewergrenz definéiert hunn, da géife mer engem Mënsch Onrecht dinn. Dat ass elo eng relativ allgemeng Äntwert. Mee ech mengen, dat ass awer déi Äntwert, déi ech Iech muss ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur an dem President vun der Familljen- an Integratiounskommissioun, dem Max Hahn, Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech wëll drun erënneren, dass am LSAP-Wahlprogramm vun 2018 ganz kloer stoung, dass mir fir eng Bündelung vu sämtleche Kompetenzen a Saachen Asyl an Immigratioun an engem Ministère stinn, allerdéngs mat getrennte Verwaltungen oder Direktiounen.

Mir freeën ons, dass dat an de Regierungsprogramm iwwerholl gouf an dass mer mat deem Projet de loi vun haut och dat ëmsetzen. Dofir kann ech Iech och elo direkt am Ufank vu menger Interventioun den Accord vun der LSAP zu dësem Projet ginn.

D'Schafe vum Office national de l'accueil, also dem ONA, an d'Abannen an den Immigratiounsministère erméiglechen, mengen ech, eng vill besser Koordinatioun a Kollaboratioun zwëschent den eenzelne Verwaltungen oder Servicer, déi fir Refugiéen zoustänneg sinn.

Och ass et wichteg ze ënnersträichen, dass heiduerch virun allem d'Liewe vun den Demandeurs de protection internationale méi einfach gëtt, andeem si sech an Zukunft nëmmen nach un een eenzege Ministère riichte mussen, an dat egal ob et sech dobäi ëm den Traitement vun enger Asyldemande handelt oder ëm d'Betreiung an d'Ënnerbréngung an de Wunnstrukturen.

Dëst Gesetz vun haut erlaabt also d'Opsplécke vum fréieren OLAI: Mir maachen also op där enger Säit den ONA, wéi scho gesot ginn ass, an op där anerer Säit kreéiere mer en neit Departement „Integratioun" am Familljeministère.

Integratioun ass an engem Land wéi Lëtzebuerg eng enorm wichteg Erausfuerderung. An domat mengen ech net nëmmen d'Integratioun - déi wichteg ass - vun den Demandeurs de protection internationale an och vun de Bénéficiaires de protection internationale, mee d'Integratioun vun de bal 48 % Netlëtzebuerger, mat deene mer hei am Land zesumme liewen a schaffen. A fir d'LSAP ass et hei wichteg, dass kee Mënsch an onsem Land op der Streck bleift, keen ausgegrenzt gëtt bezéiungsweis diskriminéiert gëtt. Fir ons gëllt de Prinzip, dass d'Solidaritéit dat Fundament ass, dat eng multikulturell Gesellschaft verbënnt an zesummenhält.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den OLAI huet säit 2008 eng exzellent Aarbecht gemaach an natierlech war duerch dee massiven Afflux vun de Refugiéen 2015 immens vill Energie op den Accueil vun de Flüchtlinge gesat ginn. An ech wëll drun erënneren, dass hei de Ministère de la Famille, den OLAI, den Ausseminister, awer och d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft, ouni déi mer et net gepackt hätten, zesummen eng formidabel Aarbecht gemaach hunn. An dat solle mer net vergiessen.

De Fait, dass mer awer elo den OLAI opdeelen, huet domat ze dinn, wéi ech virdru gesot hunn, dass d'DPIen nëmmen nach ee Ministère als Interlocuteur hunn, mee awer och, dass d'Efforten am Beräich vun der Integratioun am Familljeministère ausgebaut a verstäerkt kënne ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass duerch dës Stäerkung vum Departement „Integratioun" am Ministère de la Famille déi wichteg Zesummenaarbecht am Domän Integratioun zwëschent enger ganzer Rei Ministèren nach verbessert gëtt.

Fir d'LSAP ass dat esou wichteg, well an onsen Aen Integratioun iwwer Sprooch, Bildung, Formatioun, Beschäftegung, Kultur, Benevolat a Participatioun um gesellschaftlechen an um politesche Liewe geschitt. An dat neit Departement „Integratioun" an och de Comité interministériel fir d'Integratioun sti viru groussen Erausfuerderungen. Mee ech mengen, zur Integratioun kann ech herno nach e puer Wierder soen, wa mer zur Motioun schwätzen.

Mee och deen nei geschafenen ONA huet grouss Defie viru sech. Wéi et am Regierungsprogramm steet, mussen d'Capacités d'accueil eropgesat ginn an zousätzlech muss och d'Qualitéit verbessert ginn. A bei der Qualitéit geet et haaptsächlech ëm Hygiènes-, Salubritéits- a Sécherheetskritären, déi mussen agehale ginn. Doniewent, rappelléieren ech, steet am Regierungsprogramm, dass mer wëllen all déi Strukture mat enger Kichen ausstatten, fir dass d'Leit sech selwer kënne kachen an net do mussen zerwéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer eng Remark zur quantitativer Verbesserung, dat heescht, mir brauche méi Structures d'accueil, an dozou wëll ech eppes soen. Dir wësst jo, dass d'Regierung decidéiert huet, méi kleng Strukturen iwwert d'Land ze verdeelen. A rezent hunn d'Innenministesch Taina Bofferding an den Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn sech per Bréif un ons Gemenge geriicht a si gefrot, zéng Ar zur Verfügung ze stellen, fir dorop mat Hëllef vu Bâtiments publics modulär Strukturen opzeriichten, an deene bis zu 30 Persounen ënnerbruecht kënne ginn. D'Responsabilitéit vun de Gemengen ass also enorm wichteg. Haut existéiere 57 Strukture fir Refugiéen an onsem Land, an dat nëmmen op 33 Gemenge verdeelt. Dat heescht, vun 102 Gemenge sinn der nach vill, déi do hëllefe kënnen.

Deen neien ONA ass also och ugewisen op eng gutt Kooperatioun mam Gemengesecteur. Stat a Gemenge kënnen den Accueil vun de Refugiéen awer net eleng meeschteren. Dofir ass an Zukunft och den ONA verflicht, ganz enk mat den Organisatioune vun der Zivillgesellschaft zesummenzeschaffen.

Wann den ONA elo op de Bee steet, ass et wichteg, dass d'aussepolitesch Kommissioun, déi jo den Asyl an hire Kompetenzen huet, am Fréijoer 2020 den Direkter vum ONA an de Minister Jean Asselborn an d'Kommissioun rifft, fir iwwert d'Ëmsetzung vun de Projeten a Mesuren aus dem Regierungsprogramm ze informéieren.

Fir d'Departement „Integratioun" am Familljeministère ass d'Weiderentwéckele vun deenen dräi Etappe vum Parcours d'intégration accompagné, PIA, ganz wichteg, well den Diagnostic individualisé soll et erlaben, ganz fréi d'Kompetenzen an d'Besoine vun de Refugiéen ze identifizéieren an hinne vun do aus eng Begleedung ze ginn, Mesuren, Stagen, Travail-communautairen a Formatiounen ze proposéieren. Dëst ass wichteg fir d'Autonomiséierung an d'Responsabiliséierung vun de Flüchtlingen.

Zum Schluss: D'LSAP wäert d'Ëmsetzung vun dëse Mesuren am A behalen, begleeden an ënnerstëtzen. Den Accueil vun de Flüchtlingen engersäits, d'Integratioun vun den ausländnesche Matbiergerinnen a Matbierger anererséits sinn essenziell fir den Zesummenhalt vun onser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och vu mir aus en häerzleche Merci un de Max Hahn fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an och, wéi de Paul Galles et schonn elo grad gesot huet, fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten, wéi mer de Projet virbereet hunn, fir dass mer elo zu engem Gesetz kommen, wat allgemeng eng breet Majoritéit hei wäert fannen. Dovu sinn ech iwwerzeegt.

Wéi scho vu menge Virriedner explizéiert, gëtt mat dësem Projet de loi den ONA kreéiert, deen den OLAI ersetzt, an dat an alle Beräicher, déi net d'Integratioun sinn. Den ONA iwwerhëlt also déi wichteg Missioun vun der Organisatioun vum Accueil vun den DPIen, am Fachjargon DPI, den Demandeurs de protection internationale, de Mënschen, déi also zu Lëtzebuerg Schutz an/oder Asyl ufroen.

Accueil, dat heescht zum Beispill Accès zu Informatiounen, sozial a juristesch Ënnerstëtzung, Hebergement, Liewensmëttel, Aarbecht, Schoul, medezinnesch Versuergung. Domadder gëtt den ONA ee vun de wichtegsten Interlocuteure fir d'DPIen an hiren éischte Méint hei zu Lëtzebuerg.

Den ONA iwwerhëlt iwwerdeems och d'Gestioun vun de Flüchtlingsstrukture vum OLAI. Där Strukturen, wéi scho gesot, gëtt et hei am Moment ëm déi 55 iwwert d'ganzt Land verdeelt, awer, wéi de Marc Angel et jo och scho gesot huet, net flächendeckend, an net all Gemeng ass do proaktiv ënnerwee. Hei gëllt et och, déi Strukturen astand ze halen, betreiend Personal anzestellen, ze forméieren an ze begleeden. An och natierlech d'Zesummenaarbecht mat den Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn ...

All dëse Mataarbechter wëll ech op dëser Plaz e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se besonnesch an deene leschte Jore geleescht hunn. An zënter 2015, an deene Joren, wou mer vill Flüchtlingen hei op Lëtzebuerg kritt hunn, dass d'Situatioun esou gutt verlaf ass, dat ass hire Meritt.

Wéi schonns gesot, gëtt den ONA beim Ausseministère ugesidelt. Doduerch, dass d'Beaarbechtung vun den Demandeuren hiren Dossiere wéi och hir Begleedung an hire Logement ënnert der Kompetenz vun engem eenzege Ministère leien, kënne mer den Empfang vun de Mënschen, déi bei eis am Land Schutz sichen, weider verbesseren. Mir setzen haut ëm, wat mer am Regierungsaccord festgehalen hunn. An ech sinn iwwerzeegt, et ass e Schrëtt zum Gudde fir déi betraffe Mënschen, fir déi de Wee duerch d'Verwaltung elo méi einfach misst ginn.

De Volet Integratioun wäert a Form vun engem eegenen Departement - et ass scho gesot ginn - am Familljen- an Integratiounsministère behandelt ginn. Ech si voller Hoffnung, wann ech déi exzellent Besetzung an deem Departement gesinn. An et bleift vill ze dinn, fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg weider ze stäerken.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet hoffen ech, dass mer eiser Verantwortung e Stéck méi gerecht gi fir e Lëtzebuerg, wat oppen ass, wou jiddwereen, deen hei lieft, a jiddwereen, deen hei Schutz sicht, gutt a sécher ka liewen. Hei kënne mer elo no vir kucken an eng Rei Thematiken ugoen. Fir de Volet Accueil denken ech do zum Beispill un den Ausbau vun den Hebergementsstrukturen, well och an dësem Beräich mécht sech d'Logementsproblematik zu Lëtzebuerg spierbar. Mir mussen eis hei am Land esou opstellen, dass mer och an Ausnamesituatioune proaktiv an net just reaktiv kënnen handelen an e sozialen a respektvollen Empfang kënnen assuréieren.

Fir de Volet Integratioun gesi mir an dësem Gesetzesprojet en Ausgangspunkt, fir zu Lëtzebuerg d'Debatt iwwert d'Zesummeliewen tëschent Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger erëm frësch unzestoussen. Dofir begréisse mir, dass déi Motioun, déi mer deposéiert hunn, am Einverneeme vun eis all, vun de Fraktiounen hei konnt gemaach ginn. Mir ënnerstëtzen an deem Sënn och den Opruff, fir eng breet Debatt ze féieren an eist Integratiounsgesetz vun

2008 deementspriechend op de Leescht ze huelen an nächster Zukunft.

Zënter 2008 ass zu Lëtzebuerg vill passéiert: Vill méi Leit, an dat si vill Mënschen „aus aller Hären an Damme Länner". D'Erausfuerderungen huelen also net of, zemools wa mer wëllen, dass jiddwereen hei kann e gutt Liewen hunn. Mir sinn zu enger internationaler Gesellschaft ginn hei zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Tatsaach. Mir si quasi 50:50, wat Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ugeet, et hänkt just dervun of, aus wéi engem Bléckwénkel een déi Persoune betruecht, déi zwou oder méi Nationalitéiten hunn.

Zënter 2008 hu mer enorm vill Erfahrungswäerter kënne sammelen. Ech denken hei notamment un de Contrat d'accueil et d'intégration, d'Aktivitéiten an den Integrationskommissiounen oder méi rezent och de Parcours d'intégration accompagné fir d'Refugiéen. Am Kader vun enger Reform vum Gesetz vun 2008 kënne mer d'Experienz aus dësen Initiativen an Instrumenter opschaffen, se valoriséieren a gemeinsam an engem Plang zu enger proaktiver Politik fir d'Zesummeliewen hei am Land opbereeden.

Heimadder ginn ech dann natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zum Gesetzesprojet an och zur Motioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, vun der ADR héiert Der e bëssen eng aner Tounlag zu där Problematik, wéi Der et vun anere Virriedner elo héieren hutt. Et ass fir eis natierlech eng Selbstverständlechkeet, datt déi Leit, déi heihinnerkommen, musse mënschewierdeg an human behandelt ginn. Dat ass e Konsens hei am Land. Dat ass och ganz gutt esou. Et weist d'Qualitéit vun eiser Astellung géintiwwer eise Matmënschen.

Mir denken awer, datt jiddweree muss hei kënnen empfaange ginn, och déi Leit, déi aus aneren EU-Länner oder Drëttstate kommen. Et ass e bësse schued, datt mer hei d'Notioun vum Accueil verkierzen op Bénéficiaire oder Demandeur de protection internationale. Ech mengen, dat ass eng Dimensioun an dësem Gesetz, do muss een och kucken: Wat mécht ee fir den Accueil fir all déi aner Leit?

Mir mussen awer och kucken: Dat Gesetz hei huet jo eng Visée, déi vläicht als proeminent eraustrëtt, dat ass, fir d'Capacitéit vun de Foyeren ze erhéijen. Ech wëll just drun erënneren, datt Lëtzebuerg dat Land ass, wat an der Europäescher Unioun proportionell, no de Mëttelmierlänner, bis elo schonn am meeschte Leit opgeholl huet. Dat ass natierlech enorm. An et ass och e Problem, datt mer keng Capacitéiten an de Foyeren hunn, well mer déi Leit, déi an de Foyere sinn, déi dacks Bénéficiaire de protection internationale sinn, net iergendwou anescht logéiert kréien.

An do hu mer en anere Problem, dee sech stellt, dat ass d'Konkurrenz bei de locative Sozialwunnengen tëschent Leit, Residenten, déi scho laang hei eng sichen, a Leit, déi Bénéficiaire de protection internationale sinn, déi sech um Wunnengsmaart och net einfach kënnen abréngen, soudatt mer do an eng ganz schwiereg Situatioun erageroden. Jee méi Leit mer eranhuelen als Demandeur de protection internationale desto méi verstäerkt sech dee Problem tendenziell. An dat ass eng Belaaschtung, och fir dat soziaalt Zesummeliewen.

Mir sinn als ADR och iwwerzeegt, datt d'Immigratiounspolitik, wéi se vun der Regierung beschriwwe gëtt a bedriwwe gëtt, falsch ass. Well anescht wéi de Spriecher vun der CSV, deem seng Positioun ech awer ganz respektéieren an déi hei eng breet Ënnerstëtzung krut, denke mir, datt et net realistesch ass, fir keng Uewergrenzen ze setzen, an datt dat laangfristeg eng Rei vu Konsequenzen op eis Gesellschaft huet, Konsequenzen, mat deene mer iergendwa konfrontéiert ginn an déi mer mussen elo mat undenken.

Dofir soe mir: Asylrecht ass en individuellt Recht, zu deem mer eis kloer bekennen. Et ka kee Virwand si fir eng massiv Immigratioun aus haaptsächlech ekonomesche Grënn. An Dir wäert gesinn, datt ëmmer méi Länner an Europa op dee Punkt kommen.

Och de griichesche Premier Mitsotákis huet dat elo nach eng Kéier kloer beschriwwen a kloer ënnerstrach - e Land, wat direkt konfrontéiert ass mat där Situatioun. Mir mussen och erauskommen aus enger Ofhängegkeet vum Här Erdoğan. De Rapatriement vun de Leit muss eng Prioritéit ginn. Do wou kee Krich ass, mussen d'Leit zréck. Mir mussen en Droit international public applizéieren, ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... an net iergendeppes maachen, wat hei weeder engem internationale Rechtssystem entsprécht nach enger humanitärer Verflichtung. Déi gëtt et do net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, den Här Angel wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sécher, gär.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn den Här Kartheiser vläicht falsch verstanen. Mee insinuéiert hien, dass mir hei Leit géifen Asyl ginn, dass eis Beamtinnen a Beamten an och d'Geriichter, dass mir hei Leit Asyl ginn, déi net ënnert d'Konventioun vu Genève falen? An huet hie vergiess, dass mer och all Joers hei d'Zuele gesot kréie vun den Demandeurs de protection internationale an och vun de Retouren an dass mer och ganz vill Leit, déi keen Asyl - zu Recht - hunn, zréckschécken an zum Gléck haaptsächlech volontaire Retouren hunn.

Mee hei hunn ech d'Gefill, hie wëllt e Bild molen, wéi wann hei all Mënsch kéint kommen a mir géife keen zréckschécken. Hunn ech dat falsch verstanen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, d'Äntwert geet net op meng Riedezäit, well ...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... ech muss Iech vläicht e puer Saachen erklären, Här Angel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, Är Riedezäit war gestoppt ginn. Déi ass net weidergelaf.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee bei menger Äntwert elo och.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well datt bei dem Här Angel senger Fro gestoppt gëtt, ass jo normal, mee ... Gutt.

Also, fir e puer Wuert kuerz ze soen: Et ass vläicht gutt ze rappelléieren, a wéi enger Situatioun mer sinn. Et muss een e kloren Ënnerscheed maache bei der Protektioun vun Ziviliste bei bewaffnete Konflikter. Do gëtt et eng Genfer Konventioun, déi dat reegelt. An déi Genfer Konventioun, déi seet, a si seet dat richteg a kloer, datt déi krichsféierend Parteie verantwortlech si fir de Schutz vun den Zivillpersounen an deene Regiounen, wou de Konflikt existéiert. Mir si keng krichsféierend Partei als Lëtzebuerg.

Am Syrien-Konflikt hu mer dee grousse Feeler gemaach, allerdéngs alleguer d'westlech Länner, datt mer déi Flüchtlingslager, déi vum UNHCR an der Géigend, conformement zu der Genfer Konventioun, ageriicht goufen, net genuch ënnerstëtzt haten. Dat ass e Feeler! Eng Léier, déi mer sollten doraus zéien: Mir sollten an de Krisesituatiounen op dëser Welt déi Lager ënnerstëtzen, de UNHCR ënnerstëtzen, fir datt déi Leit net an eng Immigratiounssituatioun mussen erakommen. Well de But ass, datt se sollen zréck an hir Länner goen, well hir Länner se brauchen. Si brauche se, fir déi Länner erëm opzebauen. Si ginn do méi gebraucht, wéi se hei gebraucht ginn.

Dat Zweet ass d'Asylrechtskonventioun vun 1951. Eng fantastesch Saach, zu där mir eis als ADR komplett bekennen. Awer et ass en Individualrecht fir Leit, déi politesch verfollegt ginn oder aus anere Grënn, déi an der Konventioun stinn, verfollegt ginn - eenzel verfollegt ginn - an déi da kënnen an engem Land oder bei iergendenger Ambassade, oder wéi et och ëmmer ass, Asyl froen. Eng fantastesch Regelung, zu där mir eis vollkomme bekennen.

Mee d'Asylrecht, wéi gesot, dat hunn ech virdru gesot, ass kee Virwand, fir - wat een novollzéie kann - an en anert Land ze goen, fir sech do wëllen eng ekonomesch Existenz opzebauen.

Ech soen net ...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mee déi gi jo dann och zréckgeschéckt ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Angel, et ass elo u mir!

Ech soen net, datt zu iergendengem Zäitpunkt, wa festgestallt ginn ass, datt e Mënsch Schutz brauch, hei, obschonn et net der urspréngleche Konventioun vu Genève entsprécht, datt dat falsch gewiescht wär. Ech soen awer ganz kloer, datt deen Ableck, an dat ass och Droit international, wann d'Situatioun am Heemechtsland et erlaabt, datt déi Leit zréckginn, datt se mussen zréckgoen! Dat ass eng Saach, déi mer mussen duerchzéien, déi net genuch gemaach gëtt: de Rapatriement!

Mir hunn hei eng Reklamatioun gehat am leschte Rapport annuel vum Tribunal administratif, dee sech driwwer opgereegt huet, datt den Ausseminister an 90 Fäll dëst Joer - dat mengen ech, wor d'Zuel - iwwert d'Decisioun vun enger rechtsstaatlech letztinstanzlecher Instanz nach decidéiert huet, datt Leit kënnen heibleiwen.

Bon, an Eenzelfäll, humanitär, wa medezinnesch Grënn sinn, kann een dat och nach verstoen. Mee mir mussen einfach erëm an de System kommen, datt mer dat internationaalt Recht applizéieren, well ech Iech soen, datt eis Gesellschaft, an och aner Gesellschaften an Europa, dee System, wéi mer en am Ableck hunn, laangfristeg net aushalen.

(Interruption)

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass dat, wat ech Iech dozou ka soen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech sinn der d'Meenung, dass eis Beamten ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A wa mer wëllen ...

M. Marc Angel *(LSAP).*- ... an den Asylprozedure sech un d'Gesetzer, un d'Direktiven halen,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An, Här Angel, loosst mech ee leschte Saz maachen! Well eis läit ganz ...

M. Marc Angel *(LSAP).*- ... déi ënnerschreiwen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Angel, loosst mech ee leschte Saz maachen, well en ass wichteg!

Well alleguer heibannen ...

(Interruption par M. Marc Angel)

Majo neen, d'Äntwert ... Dir hutt mer eng Fro gestallt, ech äntwerten Iech drop.

(Interruptions)

An ech äntwerten Iech mat engem leschte Saz drop.

Wa mir gär hätten, a mir als ADR hätten dat gär, datt mer eng human europäesch Wäertegesellschaft bleiwen an den Asyl als Rechtsméiglechkeet souwuel oprechterhalen an d'Akzeptanz vun der Bevëlkerung fir dat Instrument oprechterhalen, da musse mer eng Politik maachen an deem Beräich, déi novollzéibar an akzeptabel ass, an däerfen och net de Leit den Androck ginn, wéi zum Beispill - ech hat dat Beispill vum Wunnengsmaart do virdru genannt -, datt mer an eng Konkurrenzsituatioun mat Leit kommen, déi wierklech Hëllef brauchen an och Hëllef verdéngen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

(Interruption par M. Marc Angel)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen zréck op meng Riedezäit. Ech wëll de Kolleege vun de Piraten genuch Zäit loossen. Ech mengen, ech hunn eis Positioun kloergemaach.

Mir denken als ADR, datt dëst Gesetz net dee richtege Wee ass. Mir denken, datt mer eng aner Migratiounspolitik solle féieren. A mir wäerten dofir als ADR dëst Gesetz och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. No deem Exkurs, dee mer elo héieren hunn, an internationaalt Recht, an Asylprozeduren, a Kommentarer vu Verwaltungsgeriichter iwwer politesch Decisiounen, also Kommentarer vun der Judiciaire an Decisioune vun der Exekutiv, därselwechter Judiciaire, déi sech jo awer nach virdrun an engem Bréif un d'Parlament driwwer beschwéiert hat, datt d'Séparation des pouvoirs wannechgelift soll agehale ginn, mengen ech, datt deen heite Punkt, dee mer haut hei diskutéieren, e Fortschrëtt ass.

Et ass eppes, wat de Flüchtlingsrot scho ganz laang gefuerdert huet, nämlech, datt et eng Trennung gëtt oder eng méi effikass Organisatioun vum Accueil vun den Demandeur-de-protection-internationallen. Dorëms geet et hei. Iwwert de Wéi-et-dozou-Kënnt, wat d'Ursaache sinn, datt iwwerhaapt Leit flüchte mussen, mengen ech, dat ass net de Sujet vun dësem Gesetz. Et geet drëm: Déi Leit sinn hei, si brauchen Accueil, mir musse se accueilléieren. An dat ass déi Situatioun, mat där mer konfrontéiert sinn.

A mir mengen, vum Prinzip hier, datt d'Richtung, déi d'Regierung hei aschléit, déi richteg ass, fir Accueil an Integratioun vuneneen ze trennen a fir domadder dem Accueil wierklech déi Moyenen och zur Verfügung ze stellen, fir méi effikass am Interêt vu jiddwerengem an och am Interêt vun eiser Gesellschaft kënnen ze handelen.

Deen zweete Volet, nämlech deen iwwert dat ministeriellt Departement „Integratioun", dee Volet, deen do iwwerholl gëtt, dat ass eppes, menge mer, wat och positiv ass, wou et awer, mengen ech, och nach an Zukunft Diskussiounsbedarf gëtt, firwat mer och ganz frou sinn iwwert déi Motioun, déi hei elo zum Vott steet an déi och, wann ech dat richteg gesinn, jiddweree matgedroen huet: datt mer wierklech déi Diskussioun musse féieren en vue vun enger wierklech fundamentaler Reform vun deem Gesetz vun 2008.

Dëst gesot, gi mir als Lénk och eisen Accord zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, wann een d'Informatioune vum Gesetzesvirschlag haut zesummefaasst, da kann een einfach soen, dass hei zwee Ministèren hiren Aufgabeberäich anescht ënner sech opdeelen. Dës Mesure soll am Interessi vun den ukommende Flüchtlinge sinn. De Volet fir d'Integratioun geet an d'Kompetenze vum Integratiounsministère iwwer, fir esou d'Integratioun an engem Beräich ze regruppéieren.

Mir Piraten hoffen, dass d'Ännerunge fir d'Flüchtlingen eng wierklech Verbesserung kënnen duerstellen. Eis Partei ass zënter Joren an enkem Kontakt mat ville Flüchtlingen hei am Land. A loosst mech betounen: Hir Situatioun ass net einfach!

Et kann ee sech schwéier virstellen, wat et bedeit, seng Heemecht ze verloossen, well engem säi Liewen an deene Länner a Gefor ass. Dës Mënschen hunn zu Lëtzebuerg Schutz fonnt, jo, mee si hänken tëschent zwou Welten, wou se als DPI néierens eigentlech higehéieren oder sech higehéierend fillen. Si hänken an engem Klassifikatiounssystem tëschent DPI a BPI a wëssen net, wuer et fir si higeet. Dat ass frustréierend. An hirer Heemecht hu si, laut hirem Gefill, keng Plaz méi, mee an hirer neier Heemecht kréie si hir Plaz nach net zougesprach.

Mir Piraten hoffen, dass dëse Gesetzesprojet de Ministèren déi néideg Fräiheete gëtt, fir de schwierege Prozess fir d'Flüchtlingen ze vereinfachen. Mir hoffen, dass den ONA derzou bäidréit, d'Zesummeliewen tëschent all den Natiounen zu Lëtzebuerg weider ze verbesseren. An dëser Hoffnung droe mir Piraten dëse Gesetzesvirschlag mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech nawell gären dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Och Merci all de Virriedner haut.

Wéi 2015 am Hierscht déi Flüchtlingswell ugefaangen huet, dunn huet sech alles extreem do ronderëm konzentréiert. An ech muss soen, deen Accueil, dee bereet ginn ass hei zu Lëtzebuerg, net nëmme vun den Autoritéiten, mee och virun allem vun de Benevollen, déi um Terrain aktiv waren, dee war wierklech ganz grouss.

An dat, wat virun allem ganz schéi war, dat war, dass dat immens nohalteg war. Dat war net eng Saach vun enger Woch an dat war net eng Saach vun engem Mount, mee dat hält bis haut un. An d'Integratioun kann nëmme geschéien, wann een déi Populatioun, déi schonn am Land lieft, och kenneléiert a wann ee gesäit, wou ee sech soll integréieren, a wann een dann och dee Moment accueilléiert gëtt.

Et ass ons awer dunn opgefall an där Flüchtlingskris, dass am Fong geholl d'Integratioun vun all deenen, déi net e Flüchtlingsstatut froen, mee déi och hei an d'Land wunne kommen, dass dat e bëssen ze kuerz komm ass. Firwat? Ma well mer ons op d'Flüchtlinge konzentréiert hunn, well si eeben dee Moment zu ganz vill komm sinn. Do hu mer vläicht, wa mer nees vun Integratioun geschwat hunn, ëmmer automatesch vu Flüchtlinge geschwat. An dat wollte mer änneren, och well den Terrain an d'Akteure vum Terrain ons dat gefrot hunn: dass d'Flüchtlingen, déi effektiv Demandeurs de protection internationale, aus enger

Hand, an engem Ministère zerwéiert ginn, an dass d'Integratioun eppes vill méi Grousses ass.

Mir wëllen natierlech all déi Leit aus Syrien, Eritrea, a vu wou se och kommen, integréieren. Mee och all déi aner! An et ass haut gesot ginn: Bal 50 % vun der Populatioun sinn Netlëtzebuerger. A mir wuessen zesummen. Well wat ass d'Stäerkt vun eisem Land? Ma, d'Stäerkt vun eisem Land ass genau dat, dass mer alleguer vu verschiddenen Horizonter kommen, dass mer alleguer vläicht verschidde Sproochen als kleng Kanner geléiert hunn, dass mer verschidde Backgrounden hunn, dass mer vläicht och emol verschidden Nationalitéiten haten, dass mer vu verschiddene Plaze koumen, mee dass mer alleguer zesummen an eng Richtung kucken, näämlech an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land. An ech mengen, dass genau dat och d'Lëtzebuerger Land immens staark mécht, eebe well mer esou villsäiteg a villfälteg sinn a well onsen Accueil ëmmer esou gutt funktionéiert huet.

Ech sinn immens houfreg drop, dass mer elo en Departement „Integratioun" schafen, wou mer vill méi wäit gi wéi just nëmmen d'Flüchtlingen integréieren. Mir hu schonn Instrumenter, déi et scho gëtt: De Contrat d'accueil et d'intégration an de PIA sinn ugeschwat ginn. Mee mir wëllen natierlech weidergoen a mir wëllen et besser maachen. A mir wëllen zesummewuessen hei am Land. Dofir, mengen ech, ass et extreem wichteg, dass mer den Accueil bei d'Immigratioun gi mat dësem Gesetz an dass mer d'Integratioun dann och à part entière traitéieren, fir dann all zesummen eeben d'Integratioun hei am Land kënnen ze maachen.

De Marc Baum huet et gesot: De Flüchtlingsrot huet dat scho ganz, ganz laang gefrot. An ech si wierklech frou, dass et haut dann endlech souwäit ass an dass mer dat kënne maachen.

Ech wollt och vläicht e Wuert zur Motioun soen. Villmools Merci dofir. An dat Wuert, wat ech wollt soen, dat ass: Wa mer dann duerch d'Land zéien a consultéiere ginn an nolauschtere ginn, dann hoffen ech lech zu ganz vill och derbäi ze gesinn, fir dass mer all zesummen nolauschteren an dass mer och all zesumme kucken, wéi mer d'Integratioun hei am Land kënne besser organiséieren, wéi mer d'Leit och kënnen do ofhuelen, wou se sinn.

Well mir hunn elo just an der Heure d'actualité vun den eelere Leit geschwat. Do ass net ee wéi deen aneren. Abee, et ass bei kengem Mënsch bei engem wéi bei deem aneren. Mir hu Leit, déi hei an d'Land kommen, déi ganz, ganz grouss Diplomer hunn. A mir hu Leit, déi an d'Land kommen, déi nach ni an enger Schoul waren. An da kann een net - „one size fits all" - fir jiddwereen dat nämlecht proposéieren. Mee mir musse Programmer hunn, wou jiddweree sech dran erëmfënnt. Déi eng mussen eebe vläicht éischter eng Sprooch léieren, wärend anerer vläicht méi séier sech hei kënnen nach besser integréieren. Mir sollten dat all zesummen och ugoen, fir weider an d'Zukunft ze kucken an nach méi staark ze ginn an Zukunft hei zu Lëtzebuerg.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioune sinn elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7403. Den Text steet am Document parlementaire 7403[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7403 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7403 ass mat 56 Jo-Stëmme bei a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

(Interruption par M. Marc Angel)

Den Här Angel, wannechgelift.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, wann Der erlaabt, wollt ech zur Motioun e puer Wuert soen. Wat eis als Sozialisten an där Motioun och esou gutt gefält, ass, dass vun engem „vivre ensemble" geschwat gëtt, dass deen ze definéieren ass. A wann ech de Regierungsprogramm kucken an d'Kapitel Integratioun, dat fänkt grad u mat deem Term, dass den „vivre ensemble" zwëschen all den Awunnerinnen an Awunner vun dësem Land wierklech enorm wichteg ass an dass zu deem „vivre ensemble" och d'Lutte géint all Forme vun Diskriminéierung gehéiert.

An am Regierungsprogramm steet jo och dran, dass do all déi Kompetenzen, wat d'Antidiskriminéierung ubelaangt, och sollen eng Kéier nogekuckt ginn. Dofir fannen ech, wa mer elo deen Exercice maachen, wéi en hei an der Motioun steet, eng breet Consultatioun mat de Biergerinnen a mat de Bierger a mat de Gemengen, dass mer dann dee Programm vun der Regierung, wat d'Integratioun ubelaangt, bei Hand sollen huelen an, wéi gesot, déi ganz ambitiéis Ziler, déi d'Regierung sech an deem Kapitel ginn huet, fir de Contrat d'accueil et d'intégration ze adaptéieren.

Iwwregens geet deen Term vun „accueil" net verluer, wéi den Här Kartheiser gesot huet, bei de Leit, déi net Flüchtlinge sinn, well et geet nach ëmmer rieds vun engem Contrat „d'accueil" an d'intégration. Also, déi Notioun ass nach dran.

An ech mengen, et ass wichteg, dass mer all déi Punkten, déi an deem ambitiéise Programm vun der Regierung stinn, och wéi de Conseil national pour étrangers soll fonctionéieren, diskutéieren an dass mer eis dann Zäit ginn an zesumme mat der Ministesch, zesumme mat de Leit um Terrain Diskussioune féieren an eis e ganz ambitiéist Gesetz gi fir d'Integratioun, well et eebe fir dat Land, an deem mer liewen, esou e wichtegt Theema ass.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och Merci un den Här Hahn. Ech mengen, hien hat d'Initiativ geholl, fir eis dës Motioun ze proposéieren, an där u sech steet, datt mer mat all Mënsch solle schwätzen an dann eng Politik definéieren. Dat ass eppes, wat mir kënne matdroen, well mer och der Meenung sinn, datt mat all Mënsch soll geschwat ginn, an da soll eebe gekuckt ginn, wéi eng Konklusioune mer doraus zéien.

Ech deelen awer net deen Optimismus, deen hei op ville Plazen ass iwwert d'Integratiounspolitik hei am Land. Ech mengen, mir sollte feststellen, datt d'Integratiounspolitik een oder vläicht deen Domän ass, wou d'Regierung am meeschte verseet.

Mir héieren d'Madamm Cahen viru Kuerzem soen: „Mir hu geschwënn en Eng-Milliioune-Stat", an dat wär kee Problem - mengen ech, wann ech en Zeitungsartikel richteg an Erënnerung hunn, wat si gesot huet. Mee wien „Eng-Milliounen-Stat" seet a weess, zu wivill Lëtzebuerger mer sinn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, dee stellt sech jo awer d'Fro: Wat ass d'Plaz vun deene Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi déi Kultur hunn, deen Heritage, an deem zukünftege Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi ass eis wichteg, vläicht och nach anere Leit, well mir kee Problem hunn, fir ze soen, datt och mir eng national Identitéit hunn an datt och mir dat Lëtzebuerg vu muer, dat Land vu muer nach wëllen als eist och erkennen.

Integratioun ass fir eis en zentrale politesche Punkt. An et geet net duer, fir Diskriminatiounen ze bekämpfen, mee Integratioun ass eng Saach, déi haatpsächlech ee Programmpunkt muss hunn, well ouni deen ass et keng Integratioun: Dat ass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch, fir datt mer eis all an dësem Land ronderëm eng Sprooch erëmfannen.

Mir kënnen eis et net erlaben - an dat ass och net eng Iddi, déi mir elo hei an d'Welt setzen, d'Madamm Anne Brasseur vun der DP hat déi nach viru Kuerzem an engem Interview, nodeem se sech aus der Chamber zréckgezunn hat, gesot -, dat ass, datt eist Land ëmmer méi a Parallellgesellschaften, elo schonn, lieft. An d'Fro ass: Wéi eng Solidaritéit, déi hei ëmmer genannt gëtt, wéi eng Kohärenz hu mir nach a schwéieren Zäiten, wann dat esou virugeet?

Integratioun ass fir d'ADR eng Prioritéit! Integratioun ass fir eis eppes, wat mer wierklech mengen. A mir mengen, datt dës Regierung bis elo där Aufgab net nokomm ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet nach den Här Galles d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just derbäisoen: Mir deelen den Optimismus. A grad well an dësem Dialog héchstwahrscheinlech d'Organisatiounen an och d'Gemengen eis wäerte Saache soen, déi eis net gefalen - der Regierung net gefalen an och eis als Chamber net gefalen, an als Parteien net gefalen -, well nach villes ka gemaach ginn, fanne mir, dass et wichteg ass, genau deen doten Dialog ze féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert gefrot.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools Merci. Fir d'Éischt emol, well ech elo d'Geleeënheet kréien, wëll ech dann awer deen Zeitungsartikel an de Kontext setzen. D'Fro war op enger Table ronde: « Est-ce que vous avez peur ? » An dunn hunn ech gesot: « La peur n'est pas un sentiment qui me domine. » Dat war da meng Äntwert dee Moment. Dat ass dann esou an den Titel gefaasst ginn. Da wësst Der ganz genee, wéi et dee Moment war.

Ech wëll awer dem honorabelen Deputéierte Kartheiser soen, dass mer hei am Land ganz vill fir d'Lëtzebuerger Sprooch maachen. Dës Regierung huet sech och natierlech op de Fändel geschriwwen, dass d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch ass. Mir organiséiere ganz vill Lëtzebuergeschcoursen, déi iwwregens extreem gutt besat sinn, esou gutt besat, dass mer nach weider Lëtzebuergeschcoursë wäerten ubidden.

Well eppes ass sécher: Eng Sprooch ass jo net nëmmen e Kommunikatiounsmëttel. Eng Sprooch ass eng Kultur! Eng Sprooch ass eng Identitéit! Eng Sprooch ass och eng Aart a Weis ze denken. An dofir ass et ons och wichteg, dass déi Leit, déi heihinnerkommen, och wëssen, dass mer eng Sprooch hunn, an dass se och, wann et méiglech ass, déi Sprooch léieren.

Parallellgesellschaften, mengen ech, sollte mer onbedéngt evitéieren. An do solle mer alleguer zesummen dru schaffen, fir dass mer eeben zesummewuessen an dass mer ons kenneléieren. Well dat hunn ech an de leschte Jore ganz besonnesch gesinn: Et fäert een dat, wat een net kennt. A mir gesinn dat an deene Gemengen, déi keng Flüchtlingsstrukturen haten. Do waren d'Bierger ganz skeptesch par rapport zu de Strukturen, déi hätte kënne kommen oder déi komm sinn. A wann d'Strukture bis do sinn, dann ass iwwerhaapt kee Problem méi. A wa mer wëllen eng zoumaachen, da soen d'Bierger ons: „Ma neen, si sinn an onse Klibb. Si si bei ons. Loosst ons, wannechgelift, déi Struktur!"

Dat heescht, mir mussen ons kenneléieren. Dat ass am Fong den A an den O. Integratiounspolitik ass eppes ganz Wichteges fir d'Zukunft, eppes ganz Wichteges vum Alldag. Well d'Gesellschaft evoluéiert an ännert all Dag.

Mä Integratioun ass net Assimilatioun! Ech wëll dat eng Kéier ganz kloer hei gesot hunn. An dofir muss och jiddweree mat senge Stäerkten a mat senge Schwächten esou geholl ginn, wéi en ass, a sech hei am Land eeben dann integréieren. An integréiere geet just, wann och d'Société d'accueil, dat heescht mir alleguerten, déi Leit empfänken an hinnen och weisen, wéi mir hei liewen a wie mir sinn.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen. Ech ginn dervun aus, datt mer kënnen à main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord? Deen hieft d'Hand an d'Luucht, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Déi Motioun ass dann domat eestëmmeg ugeholl.

14. 7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements

Mir kommen elo zum Projet de loi 7295, engem Accord iwwert UNO-Reglementer, iwwer eng Rei technesch Harmoniséierungen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi 7295 geet et ëm eng Verdéiwung vun der internationaler Harmonisatioun vun den technesche Reglementer am Beräich vun der Automobillindustrie. Den Titel ass och: « Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements ».

Dir gesitt direkt am Titel, ëm wat datt et geet. D'Harmonisatioun fënnt hiren Ursprong an engem UN-Accord vun 1958, deem Lëtzebuerg am Joer 1971 bäigetrueden ass a wou et, vereinfacht gesot, ëm d'Konditioune fir géigesäiteg - dat Wuert „géigesäiteg" ass hei wichteg - Unerkennunge vun techneschen Homologatiounen am Automobillberäich geet.

Dësen Accord, deen ënnert der Responsabilitéit vun der Commission économique pour l'Europe vun der UNO fonctionéiert, gesäit e System vir, deen et erlaabt, technesch Reglementer an e Weltregëster anzeschreiwen.

Den Accord vun 1958 gouf eng éischte Kéier 1967 amendéiert, fir säi Champ d'application ze vergréisseren. Eng zweete Kéier gouf en 1995 geännert, fir datt och d'Communautéite vu Länner, esou wéi zum Beispill d'EU, konnten adheréieren. An déi drëtt grouss Ännerung gouf 2017 adoptéiert an ass elo den Objet vum haitege Projet de loi.

Déi dräi Haaptziler vun dëser weiderer Revisioun waren:

1) d'Attraktivitéit vum Accord vun 1958 weider ze vergréisseren,

2) d'Prozedure vun der Elaboratioun vun de Reglementer an den Homologatiounen ze verbesseren, an

3) d'Aféierung vun enger gréisserer Souplesse vun de Bestëmmungen.

Méi detailléiert Informatiounen zu dëse wichtegen Ännerungen am Accord fannt Der a mengem schréftleche Rapport, deen Der all virleien hutt.

Vu datt mir och zu Lëtzebuerg an dem Beräich vun de motoriséierte Gefierer homologéieren, ass et noutwendeg, datt Lëtzebuerg och dës drëtt Revisioun vum UN-Accord vun 1958 ëmsetzt.

De Projet de loi ass den 30. Abrëll 2018 deposéiert ginn. De Statsrot huet de 25. September 2018 säi favorabelen Avis dozou ofginn. An hirer Sëtzung vum 3. Oktober 2019 huet d'Kommissioun de Rapport zum Projet, deen lech virläit, ugeholl.

An ech géif och heimat den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Här Back, villmools Merci ze soe fir säin detailléierte Rapport. Hie

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

war esou komplett, datt et sech eriwwregt, mengen ech, fir nach iergendeppes derzou ze soen. An ech géif dann duerfir den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wär et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech ka mech just de Wierder vum Kolleeg Aly Kaes uschléissen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- Här Back, villmools Merci fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An datselwecht vum honorabelen Här Yves Cruchten, wat domadder geschitt ass. An och datselwecht vum Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, datselwecht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann datselwecht och nach eng Kéier vum Här Marc Goergen. An d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

(Brouhaha)

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7295. Den Text steet am Document parlementaire 7295[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7295 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7295 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Viviane Reding), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par M. Marco Schank) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Carlo Back), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. 7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24e et 25e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015

Deen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 7321, eng Ofännerung vun der Konventioun am Beräich vum internationalen Zuchtransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet gläich de Rapporteur vum Projet de loi, an dat wär nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, beim virleiende Gesetzesprojet geet et ëm d'Zoustëmmung zu den Ännerunge vun der sougenannter „COTIF-Konventioun" an hiren Annexen. Dës Ofkierzung COTIF steet fir « Convention relative aux transports internationaux ferroviaires ». D'COTIF ass eng Konventioun, déi éischter technescher Natur ass an déi awer fir d'Entwécklung vum Eisebunnswiesen an Europa an doriwwer eraus vu grousser Bedeitung ass. Si gouf den 9. Mee 1980 ënnerschriwwen.

D'COTIF stellt eigentlech e Kadergesetz duer, wat zum Zil huet, eenheetlech Rechtsstrukturen am internationalen Eisebunnstransport ze schafen, also d'Spillreegelen ze definéieren, no deenen d'Transporter iwwert d'Schinn um internationale Plang ofgewéckelt ginn.

Mat dem Akraafttriede vun dëser Konventioun ass och d'OTIF, dat heescht d'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, gegrënnt ginn. D'Zil vun dëser Organisatioun ass et, d'Gesetzer an de Memberstaten, déi den internationale Schinneverkéier betreffen, ze harmoniséieren a gemeinsam Reegelen administrativer, rechtlecher oder technescher Natur anzeféieren, déi den internationalen Transport iwwert d'Schinn erliichteren. Dës Reegele betreffe souwuel de Voyageurs- wéi och de Fretberäich.

Zu de mëttlerweil 58 (veuillez lire : 48) Membere vun der Organisatioun gehéieren niewent den EU-State Länner aus Nordafrika an aus Asie respektiv aus dem Noen Osten. Déi urspréngleche Membere vun der OTIF waren dofir zu Recht der Meenung, dass een d'Konventioun vun 1980 misst deenen neie Gegeebenheeten upassen, an dat ass 1999 iwwert de Wee vum Protokoll vu Vilnius geschitt.

Haut geet et elo drëms, d'COTIF-Konventioun an der Versioun vum Protokoll vu Vilnius weider ze moderniséieren. Dës Ännerunge si vun der OTIF, vun där Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, zu Bern den 30. September 2015 ugeholl ginn.

Dës Ännerunge betreffe souwuel d'Konventioun, d'COTIF selwer, wéi och hir Annexen D, F a G, déi haaptsächlech technesch Norme betreffen.

A mengem schréftleche Rapport sinn ech am Detail op déi Ännerungen agaangen an ech erspueren Iech, déi elo hei am mëndleche Rapport virzedroen.

De Projet de loi ass den 20. Juni 2018 deposéiert ginn. De Statsrot huet den 11. Dezember 2018 säi favorabelen Avis dozou ginn. An der Sëtzung vum 3. Oktober 2019 huet eis Kommissioun dunn de Rapport vum Projet de loi, esou wéi en hei virläit, ugeholl.

Ech ginn och heimat den Accord vun där gréngerFraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Nach eng Kéier Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporteur war schonn erëm eng Kéier ganz komplett: och hei näischt bäizefügen.

Villmools Merci un de Rapporteur fir deen detailléierte Rapport, schréftlecher a mëndlecher Natur. An ech géif d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et datselwecht vum Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Genau!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Yves Cruchten och esou, gradesou wéi den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Regierung huet och näischt zum Projet ze soen.

(Hilarité)

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7321. Den Text steet am Document parlementaire 7321[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7321 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Och dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

16. 7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7420, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafe vum Fong fir d'Urbanisatioun an den Amenagement vum Kierchbierg. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass deen drëtte Projet fir haut den Owend, an dee geet iwwert d'Loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg. Wéi gesot, hei geet et ëm d'Gesetz vum 7. August 1961 betreffend eeben dee Fong, dee mer normalerweis „Fonds Kirchberg" nennen.

Ëm wat geet et bei den Ännerungen, déi mer haut um Ordre du jour hunn? Et geet drëms, d'Gouvernance vum Fonds Kirchberg ze verbesseren, andeems mer Ännerungen un de Gestiounsstrukture virhuelen a virun allem och se professionaliséieren.

Wat ass d'Situatioun de Moment? De Fonds Kirchberg gëtt momentan vum President vum Conseil d'administration zesumme mat engem Comité exécutif vun dräi Memberen, déi eebenfalls Member vum Verwaltungsrot sinn, geréiert. Mir wëssen awer all, datt den Aarbechtsvolume sech iwwert d'Jore vergréissert huet an domat och déi zäitlech Belaaschtung an d'Responsabilitéit vun de Persounen, déi do matmaachen. Dës Evolutioun erlaabt et de Membere vum Verwaltungsrot net méi, déi lafend Gestioun perfekt ze organiséieren an ze exekutéieren.

Fir déi noutwendeg Professionaliséierung vun der Gouvernance ze erlaben, gesäit dëse Projet de loi elo déi folgend dräi haaptsächlech Ännerunge vir:

1) Schafe vun engem Direkteschposten, deen als Missioun d'Exekutioun an d'alldeeglech Gestioun vum Fong operluecht kritt. Dësen Direkter ënnersteet dann an der Zukunft dem Verwaltungsrot an d'Personal vum Fong ënnersteet deem neien Direkter. An deem Sënn ass et och de Verwaltungsrot, deen den Direkter astellen oder entloosse kann.

2) Aféierung vun engem Bureau vu véier Persounen, dee vum President vum CA geleet gëtt a wou de President an dee véier Leit inclus ass. Dëse Bureau ersetzt deemno den aktuelle Comité exécutif a kritt d'Aufgab, fir sech mam Direkter ëm d'Organisatioun, de Suivi an d'Kontroll vun de lafenden Aarbechten ze këmmeren, genee wéi och ëm d'Ausaarbechtung vum Ordre du jour vun de Reunioune vum Verwaltungsrot. Den Direkter assistéiert dem Bureau a ka mat berodender Stëmm un de Reunioune vum Verwaltungsrot deelhuelen.

3) Vergréisserung vum Verwaltungsrot vu siwen op néng Persounen, fir dee kënne méi breet opzestellen an nach méi eng villfälteg Expertise zur Verfügung ze hunn.

Niewent dëser Professionaliséierung vun der Struktur vum Fong bréngt dëse Projet de loi dann nach eng kleng formalistesch Prezisioun bei der Tutelle mat sech, andeems de Fong explizitt dem Minister soll ënnerstoen, deen d'Travaux publics a sengen Attributiounen huet.

Dës Ännerungen orientéiere sech natierlech un anere Gesetzestexter zu anere Fongen, notamment zum Fonds Belval, an och un de Lignes directrices vum Conseil de Gouvernement vum 10. Februar 2017 iwwert d'Kreatioun vun Établissements publics.

De Conseil d'État huet bei dësem Projet keng Opposition formelle gemaach. Hien huet awer eng Rei Recommandatiounen ausgeschwat, fir den Text ze straffen. Déi Propositiounen huet d'Kommissioun och ugeholl.

Dëse Projet de loi war de 4. Mäerz vun dësem Joer deposéiert ginn. De Statsrot huet de 7. Mee säi favorabelen Avis dozou ofginn. An d'Kommissioun huet de schréftleche Rapport, deen Iech hei virläit, an der Sëtzung vum 17. Oktober ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci villmools dem Här Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn och mat dësem Projet de loi averstanen, mat där neier Gouvernance. Ech mengen, déi ass néideg, fir datt de Fonds de Kirchberg wéi deen anere grousse Fong kann déi vill Aarbecht, déi op en duerkënnt, nach a besser maachen. Dat ass awer eng wichteg Etapp. Mee nëmmen eng Tëschenetapp, well déi allerwichtegst Etapp wär u sech, datt endlech géif aus dem Kierchbierg …, net méi eng Stad an der Stad, mee endlech e Quartier vun der Stad Lëtzebuerg ginn. Well dat ass am Moment nääämlech definitiv nach net de Fall.

Natierlech ass dat historesch gewuess. Et muss een et a säin historesche Kontext setzen, wéini datt de Kierchbierg, dee Fong, do entstanen ass a firwat en entstanen ass. An datt deemools wahrscheinlech och nach net d'Méiglechkeet do war fir d'Administratioune vun der Stad, fir kënnen déi Aarbecht ze iwwerhuelen. Mee entre-temps si mer awer an enger anerer Situatioun.

An et muss een dat virun allem aus engem Standpunkt eraus kucken, nääämlech deem vum Awunner, vum Bierger. Well fir deen …, ech wette mat Iech, datt déi meescht vun hinnen nach ni eppes vum Fonds de Kirchberg héieren hunn. An dovunner kënne mer eis all Dag e Bild maachen. Den Här Minister weess dat jo och ganz gutt. E war selwer jo och laang am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg. A wann do Doleancen erugedroe gi vu Bierger, déi um Kierchbierg wunnen, da froe se: „Hei, kënnt Der net eppes maachen? Do ass Onkraut. Do muss eng Poubelle ersat ginn."

Da si leider Gottes der Stad Lëtzebuerg do d'Hänn gebonnen. Et muss ëmmer erëm drop

verwise ginn, datt ee sech do bei dem Fonds de Kirchberg muss mellen - deene meeschten, wéi gesot, emol kee Begréff. Déi falen dann aus alle Wolleken!

An ech mengen, dat ass awer keng optimal Situatioun. Och wa mer natierlech net elo derfir plädéieren - dofir keng Angscht -, datt de Fonds de Kirchberg soll opgeléist ginn, mee wat awer ganz wichteg wär, dat wär, datt et géif eng systematesch Zesummenaarbecht ginn tëschent, op där enger Säit, dem Fonds de Kirchberg an, op där anerer Säit, awer de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, fir sech do méi ofzestëmmen. Well et gëtt nëmmen een Awunner, an dat ass deen, deen hei an der Stad wunnt. Dee wunnt net op engem eenzelne Kierchbierg, enger Stad, déi sech „Kierchbierg" nennt. E wunnt an der Stad Lëtzebuerg.

An dowéinst wär et ganz wichteg, datt déi Zesummenaarbecht wierklech systematesch gemaach gëtt. Och do ass awer nach Loft no uewen! Natierlech gëtt et emol Konventiounen, fir verschidde Servicer schonn unzebidden, déi och zum Deel da vun der Stad och gemaach ginn. Natierlech ginn et och Aarbechtsgruppen, wou Servicer vun der Stad mat associéiert sinn.

Mee trotzdeem, bis zum Schluss, bis et dann och wierklech mat definitive Projete fäerdeg ass, geet déi Zesummenaarbecht nach net wäit genuch. An dat wär awer ganz wichteg, fir - nach eng Kéier, wéi gesot, am Sënn vum Awunner a vum Bierger - méi Kohärenz dranzekréien an deen ëffentleche Raum. Et ass vun deem virun allem, wou mer schwätzen, net vun den Terrainen, mee virun allem vum ëffentleche Raum, dass och do nëmmen een ëffentleche Raum vun där ganzer Stad soll existéieren.

An ech mengen, op där Säit ginn et vill Expertisen an op där anerer, an dowéinst misst et u sech och als nächst Etapp wichteg sinn an eis alleguerten um Häerz leien, fir déi Zesummenaarbecht nach méi systematesch ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Mir bleift eigentlech just, dem Rapporteur Merci ze soe fir seng zwee Rapporten. An ech géif heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, wannechgelift.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dat gëtt mir dann d'Geleeënheet, och eng Kéier haut de Mëtten dem Här Back fir all seng Rapporten ze gratuléieren an d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An dat däerf dann och den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Jo. Mir géifen dann och dem Här Carlo Back fir déi dräi Rapporte Merci soen. Ech mengen, den Här Etgen hat mer d'Wuert e bëssen entzunn. Mä dat ass awer kee Problem.

(Hilarité)

An ech sinn awer domat averstanen.

Hei geet et ëm de Fonds de Kirchberg, fir deen e bësse méi professionell opzebauen. An am Interessi vun der Saach gi mir eis Zoustëmmung zu dëser Ergänzung.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir den exzellente Rapport, wéi mer dat gewinnt sinn. Och mir Piraten géifen eis Zoustëmmung dozou ginn, och mat der Iddi, dass mer hoffen, dass de Kierchbierg doduerjer vläicht nach eng Kéier professionaliséiert gëtt an dass et zur Liewensqualitéit vun de Leit bäidréit.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An da kritt d'Regierung d'Wuert, wa se et freet.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Si freet et ganz kuerz, Här President! Ech wëll dem honorabelen Här Wilmes just an zwee Sätz awer eppes äntwerten op seng Remark, déi e gemaach huet am Zesummenhang mat der Zesummenaarbecht tëschent dem Fong Kierchbierg an der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll en awer drop hiweisen - et kann een d'Zesummenaarbecht ëmmer nach besser maachen, domat hunn ech och iwwerhaapt kee Problem -, mee ech wëll en awer drop hiweisen, datt éischtens d'Stad Lëtzebuerg am Verwaltungsrot vum Fong Kierchbierg vertrueden ass, an net nëmme mat enger Persoun, an datt ech och dervun ausginn, datt am neie Bureau vum Fong d'Stad Lëtzebuerg selbstverständlech och wäert vertruede sinn.

An da wëll ech awer och soen, datt bei alle Projeten, déi de Fong mécht - als Beispill, Dir hutt jo elo dee ganz grouss …, ee vun de gréisste Logementsprojeten, deen de Public wäert maachen am Land, dee wäert um Kierchbierg kommen, dat ass dee ganzen Areal Kuebebierg. Do ass d'Stad Lëtzebuerg enk agebonne gewiescht. Iwwregens och de Projet vum Här Gehl, deen iwwer zwee Joer ausgeschafft ginn ass, ass an enker Zesummenaarbecht mat der Stad gemaach ginn.

Also, all déi Projeten, déi do lafen, do sëtzen ëmmer Beamte vun der Stad Lëtzebuerg mat um Dësch, ob et ass vun der Circulatioun oder vum Service Urbanismus vun der Stad oder vun dem Service, dee sech ëm de PAG këmmert. Ech mengen, dat ass garantéiert.

Mee wéi gesot, ech hunn awer kee Problem. Et kann een ëmmer alles nach besser maachen!

Ech sinn awer frou fir d'Zoustëmmung vun der Chamber.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7420. Den Text steet am Document parlementaire 7420[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7420 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7420 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

17. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass iwwert d'Verletzung vun der territorialer Integritéit vu Syrien duerch d'Türkei. Wie wëllt eppes zu där Motioun soen?

D'Madamm Stéphanie Empain wannechgelift.

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir streiden natierlech net of, dass do e puer Punkten derbäi sinn, déi och derwäert sinn, diskutéiert ze ginn. Allerdéngs géife mir derfir plädéieren, dat e bësselchen equilibréiert ze maachen.

Den Ufank vun der Motioun fannen ech e bësselche schwiereg, well déi Situatiounen, déi Der do uschwätzt, méi komplex sinn. Ech mengen, dat wësst Der och aus Ärer berufflecher Erfahrung.

Ech muss soen, et wonnert mech och, dass Der hei immens besuergt sidd an dësem Fall, vu dass Der et deemools, ech mengen, dat war 2016, wéi Russland an d'Krim amarchéiert ass an déi annektéiert huet, net esou schlëmm fonnt hutt.

Ech hunn eng kleng Recherche gemaach. Ech hunn erausfonnt, dass Der deemools souguer an enger Motioun gefrot hutt, dass mer d'Sanktioune géint Russland géifen ophiewen. Dat huet elo net ganz vill heimadder ze dinn. Ech wëll dat och net relativéiere vun deem, wat hei proposéiert ginn ass, well ouni Zweifel, ech bleiwen derbäi, sinn e puer vun den ugeschwate Punkten et derwäert, diskutéiert ze ginn.

Mee ech ginn awer den Doute net lass, dass Der hei eng kleng eegen Agenda hutt, déi Der poursuivéiert. Vläicht och, well den Här Putin awer vläicht e bësse méi bekannt ass als Virbild vu rietspopulistesche Gruppéierungen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

Une voix.- Schwätzt zu der Motioun!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech bleiwen awer …

(Interruption)

Ech si bei der Motioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Aah! Well et géif esou lues Zäit ginn!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Et freet mech awer, dass ech lech e bësselchen hei opreegen. Dat weist, dass et iergendwou awer pickt.

Wéi gesot, den éischten Deel …

(Interruption)

Wéi gesot, den éischten Deel vun der Motioun gesi mer als ganz schwiereg un. Dat hunn ech och gesot.

Eis Propositioun wier - ech hoffen, dass déi och esou gedroe gëtt -, dass mer déi Froen, besonnesch wat den Artikel 5 ubelaangt, an d'Kommissioun géifen huelen, wou mer géifen driwwer schwätzen - an der aussepolitescher Kommissioun wuelverstanen. Ech bleiwen awer derbäi, dass ech hei e bësselchen e komesche Feeling bei der Formulatioun vun dëser Motioun hunn!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An dann hunn d'Wuert gefrot, der Rei no: den Här Angel, d'Madamm Viviane Reding an den Här Bausch.

Den Här Angel elo emol wannechgelift.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif och proposéieren, dass mer déi Motioun hei net unhuelen, obschonn de Sujet ganz wichteg ass.

Den Här Kartheiser huet jo gesot, en hätt déi Motioun gemaach, well muer eng Reunioun ass vun de Verteidegungsministeren, eng NATO-Reunioun ass. Mir hunn hei keng Traditioun, dass mer dem Minister do e Mandat matginn. Mee et ass och nach eng nächst Reunioun, déi am November kënnt, eng Reunioun vun den NATO-Ausseministeren. An ech mengen, et wär wichteg, wann no där Reunioun, no deenen zwou Reuniounen déi zwee Ministere bei eis an d'Kommissioun géife kommen a mat eis iwwert d'Konklusioune vun deene Reunioune géife schwätzen.

Dir fuerdert d'Regierung hei op, „am Kader vun de politeschen a militäreschen Instanze vun der NATO d'Modalitéite vun der zukünfteger Zesummenaarbecht vun den Alliéierte mat der Tierkei unzeschwätzen".

Ech kann Iech soen, ech war zesumme mam Eugène Berger, mam Nancy Arendt a mam Sven Clement zu London op der Versammlung vum NATO-Parlament. Natierlech ginn déi Sujeten do ugeschwat. Den Haapttheema am Moment bei der NATO ass déi illegal Invasioun vun der Türkei an Nordost-Syrien. Dat ass den Haapttheema, do brauch een net eng Regierung opzefuerderen, dat ze thematiséieren. Déi zukünfteg Zesummenaarbecht, dat war déi Haaptsuerg, déi mir als Deputéiert do diskutéiert hunn. An ech huelen och un, dass dat déi Haaptsuerg vun de Ministere muer wäert sinn.

Zweetens déi Fro, déi ganz berechtegt Fro, déi den Här Kartheiser jo och elaboréiert huet, vum Artikel 5, wéi dat dann ass, wann een illegal e Land ugräift an duerno kënnt do …, gëtt dann ee vun eise Bündnispartner ... Dat ass eng Fro, déi mer och ënner Deputéierten diskutéiert hunn a wou ech och iwwerzeegt sinn, dass déi muer an och am November vun den Ausseministeren diskutéiert gëtt. An ech mengen, do ass et interessant, dann déi zwee Ministeren ze héieren nom November. An ech mengen, si hu sech bereet erkläert, an d'Kommissioun ze kommen.

Dat gesot, mengen ech, dass mer déi Motioun hei sollen ofleenen an dass mer dat Theema vum Artikel 5 natierlech an dee Sujet, dee wichtege Sujet vun där militärescher Offensiv vun der Türkei an Nordost-Syrien natierlech net an den Tirang leeën, mee hei an der Chamber weider suivéiere wäerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da wier et un der honorabeler Madamm Viviane Reding.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, ech wëll ënnersträichen, datt d'parlamentaresch Aarbecht ëmmer gewürdegt soll ginn, egal a wat fir enger Partei een ass. An dofir sinn ech averstane mat deem, wat de President vun der aussepolitescher Kommissioun gesot huet. Déi Themen, déi hei an där Motioun ugeschwat ginn, déi sinn zolidd. Dat kann een esou gesinn oder anescht gesinn, an am beschten hu mer, dat ze diskutéiere mat eise Ministeren an der aussepolitescher Kommissioun an dann zu den néidege Konklusiounen ze kommen.

Ech mengen, wann et awer een Theema gëtt, zu deem mer eis alleguerten eens sinn, dann ass et déi Invasioun vu Syrien: Déi ass inakzeptabel!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding. An dann hunn d'Wuert nach gefrot: den Här Bausch, den Här Berger an den Här Baum.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- Huelt roueg d'Deputéiert vir!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da fir d'Éischt den Här Berger wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt eigentlech do uschléissen, wou de President vun der aussepolitescher Kommissioun opgehalen huet respektiv un dat, wat hie schonn ervirgestrach huet. Effektiv waren hei verschidde Verweiser drop, datt ee soll um Niveau vun der NATO intervenéieren. Effektiv ass et esou, datt och déi parlamentaresch Versammlung vun der NATO sech reegelméisseg mat deene Sujete beschäftegt. Et ass scho Referenz gemaach ginn op déi rezent Reunioun zu London. Ech sinn do an deem Comité politique. An ech kann lech och versécheren, datt effektiv dat do den Haaptsujet war an datt do och d'Tonalitéit déi war, datt op alle Fall deen Amarsch veruerteelt ginn ass vu ganz ville Spriecher vun deenen eenzele Memberlänner.

Et sinn eng Rei aner Punkten hei an där Motioun, déi ee misst eigentlech méi ausféierlech diskutéieren. An ech sinn och der Meenung, oder meng Fraktioun ass och der Meenung, datt een déi Motioun, ech wëll net elo soen, verweist, mee datt een einfach ... Dee Sujet ass jo d'actualité. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer och an deenen nächste Sitzunge vun der Commission des Affaires étrangères wäerten nach deen een oder anere Punkt do diskutéiere respektiv och nach vläicht nei Elementer kréie vum Ausseminister. Well deen ass jo ëmmer prett, wann et méiglech ass, fir do Ried an Äntwert ze stoen. An da wäerte mer dat och ganz sécher an där nächster Sitzung vun der aussepolitescher Kommissioun maachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Berger. Da kritt den honorabelen Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Also ech menge schonn, datt et un eis als Chamber ass, fir kënne Positioun ze huelen, wat déi heite Fro ugeet. An ech mengen och, datt ee sech mat där Fro beschäftege soll als Parlament a Konklusiounen zéie kann, déi och eng Regierung opfuerderen, an eng bestëmmte Richtung ze agéieren.

Beim Inhalt vun där Motioun fanne mer, datt do ganz wichteg Froen opgeworf ginn, mat deene mer och a gréissten Zich averstane sinn. An de Considerante si Punkten, wou ee sech seet: „Ass dat wierklech zilfürend?", d'territorial Integritéit vun der griichescher Republik respektiv vun der Republik Zypern, wat dat elo direkt mat dem Syrien-Konflikt ze dinn huet, ass fir eis net esou ersiichtlech.

Mir mengen, datt dat hei awer, wouzou d'Regierung opgefuerdert gëtt, Bestanddeel misst si

vun enger friddferteger Aussepolitik, déi och Lëtzebuerg sollt vertrieden; just een Element dovunner natierlech, dat ka sech net dorobber beschränken.

Soudatt mir, wann d'Motioun hei zum Vott kënnt, géifen derfir stëmmen, awer eis natierlech och net deem verschléissen, datt se dann awer ganz deemnächst misst an enger aussepolitescher Kommissioun oder an enger Jointe mat der Defense zesummen diskutéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den Här Kartheiser hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools Merci, Här President. Ech soen och all de Kolleege Merci, déi d'Wuert ergraff hunn. An ech wëll vläicht e puer Kommentarer maachen, fir zu dëser Diskussioun nach e bësse bäizedroen.

D'Madamm Empain huet mech verwonnert. An ech soen hir Merci, datt se eng kleng Recherche gemaach huet iwwer e Sujet, deen net direkt eppes heimadder ze dinn huet. Mee ech wollt hir soen, datt eigentlech dat, wat ech gefuerdert hat an erkläert hat, nämlech datt déi Sanktioune kee Wäert hu géint Russland, vun der grénger Fraktioun an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe viru Kuerzem matgedroe gouf. Well d'Madamm Lorsché, déi Iech, mengen ech, do vertrëtt, och der Meenung war, datt d'Sanktioune géint Russland sollten opgehuewe ginn.

An ech soen Iech, et ass vläicht elo e bëssen eng Prophetie, mee ech soen Iech, datt déi Sanktiounen am Fall Russland eis Suerge maachen, an dat hu mer och erkläert, well se kontraproduktiv sinn. Wa mer zënter der Affär Krim ëmmer méi staark autoritär Tendenzen an deem Land gesinn, dann ass dat och zum Deel doduerch ze erklären an eppes, wat eis grouss Suerge mécht. Mee dat huet hei mam Sujet näischt direkt ze dinn. Et ass trotzdeem interessant, well jo d'Beispill vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe weist, datt déi Sanktiounen iwwert d'Zäit iwwerhaapt kee Bestand kënnen hunn an och kee Sënn erginn.

Wat d'NATO-Parlament ugeet, dat vun der LSAP a vun der DP hei an Erënnerung geruff ginn ass, dat ass schéin a gutt. Jo, natierlech sollen déi Parlamentarier doriwwer schwätzen. Mee den Här Baum huet et gesot: Et ass eis Aufgab als Parlament, eng kloer Stëmm ze hunn, fir och eis Ministeren, eis Regierung, déi mir jo solle kontrolléieren, opzefuerderen, dat unzeschwätzen, wat d'Tierkei am Ableck mécht, nämlech eng Violatioun vum internationale Recht an eng Violatioun vun der territorialer Integritéit vun engem Memberstat.

Et ass e bëssen enttäuschend, wa mer gesinn, wivill Parteien heibannen - wann ech mech iren, korrigéiert mech, mee ech mengen, ausser der ADR alleguer - nach ëmmer der Meenung sinn, datt e Stat wéi d'Tierkei soll Member an der Europäescher Unioun ginn. An eisen Aen onvirstellbar! An do kommen ech op dee Punkt vun der territorialer Integritéit vun den Nopeschstaten. E Land, wat d'Tierkei, an dofir hu mer dat nach eng Kéier an Erënnerung geruff ... Et ass net nëmme Syrien, wat déi grouss Freed huet, tierkesch Truppen elo op sengem Territoire ze hunn, mee et sinn och aner Nopeschstaten.

An ech hunn an Erënnerung geruff am Ufank, datt mer schonn e Problem haten 2012, wéi d'Tierkei wollt den Artikel 5 invoquéiere wéinst engem Tëschefall mat Syrien. A mir haten e Problem 2015, wéi e russesche Fliger ofgeschoss gouf. Mir hunn hei e Partner an der NATO an e Bäitrëttskandidat fir an d'Europäesch Unioun, deen e Verhalen un den Dag leet, wat no alle Standarden inakzeptabel ass.

An ech sinn houfreg als ADR, fir ze soen, datt mir eng kloer Positioun hunn: D'Tierkei ass fir eis e wichtege Partner sécherheetspolitesch, politesch, ekonomesch. Mir hätte gär eng intensiv Partnerschaft mat deem Land, mee mir wëllen op kee Fall, datt d'Tierkei soll Member vun der Europäescher Unioun ginn.

(Interruptions)

A mir hätte gär, wann d'Tierkei wëllt op eis Solidaritéit als Alliéierten zielen, da soll se sech konform zum internationale Recht verhalen an net eng militäresch Gefor fir hir Nopeschstaten duerstellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wëll nach just soen, dës Regierung - an den Här Ausseminister war virun zwou Wochen hei - huet déi militäresch Offensiv vun der Türkei hei op eng Ufro vun der CSV hin - a mir waren do all enger Meenung - wierklech op dat Schäerfst kritiséiert. En huet deen Dag drop d'tierkesch Ambassadrice hei zu Lëtzebuerg an de Ministère zitéiert. Et ass net, wéi wann hei d'Lëtzebuerger Regierung d'Ae géif zoumaachen an dee Konflikt do ignoréieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass eis Vertrieder, ob et de Verteidegungsminister muer ass op där Sitzung vun den NATO-Verteidegungsministeren oder den Ausseminister am November op där vun den Ausseministeren, wäerten déi Invasioun do kritiséieren a sech Suerge maachen, wéi innerhalb vun der NATO zesummegeschafft gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Den Här Bausch, wëllt deen nach eppes soen?

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech wollt just, fir op Nummer sécher ze goen, nach eng Kéier klarifizéieren, dass et weeder ëm d'Adhesioun vun der Türkei zur Europäescher Unioun geet nach ëm d'Partnerschaft am méi Allgemengen. An Dir hutt d'Partnerschaft ugeschwat. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt fir eis.

Ech wëll nach eng Kéier kloerstellen: Et geet net drëm, hei eng eesäiteg Motioun géint e Stat ze huelen. Et geet drëm, dass mer déi Faiten, déi hei am Syrien-Konflikt sinn, op d'Schäerfst nach ëmmer veruerteelen. Ech mengen, dass mer dat och ganz kloergemaach hunn an dass mer dat och wëllen an der Kommissioun maachen. Mä wou et mir drëm gaangen ass: Et geet net drëm, dass mer hei nach aner Faite materanhuelen, déi näischt mat dësem Thema ze dinn hunn. Dat war mäin Uleies.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Wëllt d'Regierung eppes dozou soen?

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Selbstverständlech, Här President! Éischtens emol wëll ech allen Deputéierte Merci soe fir hir Interventiounen. An da wëll ech awer och direkt hannendrusoen, datt dat hei erëm eng Kéier eng typesch Motioun ass, esou wéi den Här Kartheiser et nawell gär mécht, wou en e gewëssene Cocktail zesummemixt, deen awer eigentlech net esou ganz richteg zesummepasst. Well et gëtt nämlech e groussen Ënnerscheed tëschent deem, wat a Syrien geschitt, an deem, wat mat Zypern ze dinn huet.

Natierlech ass eng Verletzung vun engem Loftraum net ze akzeptéieren, ob et ass an Zypern oder wou et och ëmmer ass. A wann d'Tierkei dat gemaach huet, wann dat geschitt, da muss een dat veruerteelen.

Allerdéngs muss ech awer soen, wann ech déi Formulatiounen hei kucken, da schéngt dat mer par rapport zu der Zypern-Fro alles e bëssen onnuancéiert. Well jiddwereen, deen d'Geschicht e bësse kennt, dee weess, datt d'Zypern-Fro e bësse méi komplizéiert ass, datt do Griichenland eppes dermat ze dinn huet an datt awer net esou eesäiteg op d'Tierkei ka gekuckt ginn an der Zypern-Fro. An datt et donc eng grouss Differenz gëtt tëschent där Fro vun Zypern an deem, wat a Syrien geschitt, wou ganz kloer eng Aggressioun passéiert ass!

An nach eng, déi ganz sécherlech net arrangéiert an zu där, wéi den Här Angel an och anerer et gesot hunn, d'Regierung eng kloer Positioun geholl huet, sougutt an der Aussepolitik wéi awer och muer an dem NATO-Conseil, wou ech muer an de Freideg wäert higoen. An do kann ech Iech och soen, datt dat ee vun den Haaptsujete wäert si muer op deem Conseil. An dat wäert relativ komplizéiert gi fir den NATO-Member Tierkei, fir sech do ze behaapten an deene Sëtzungen, déi muer wäerte stattfannen. Well wann ech kucken, wéi do d'Diskussioun wäert gefouert ginn, da mengen ech, wäert dat zimlech vill Diskussioune gi ronderëm dat Verhale vun der Tierkei.

Ech mengen awer, datt et keng gutt Iddi ass, wann d'Parlament eng Motioun géif stëmmen. Also wann ech op alle Fall Deputéierte wär, géif ech déi hei net stëmmen, well déi heite wierklech total desequilibréiert ass an eigentlech awer, wéi gesot, Saache matenee vermëscht, déi een net soll matenee vermëschen, an dat net ganz gutt ass.

Ech wëll och dem Här Kartheiser soen, den Artikel 5 ze invoquéieren, dat kann een. Mee et ass awer net, wann den Artikel 5 invoquéiert gëtt, datt en automatesch och dann a Kraaft trëtt an eppes kënnt. Da muss emol do eng Diskussioun gefouert ginn innerhalb vun der NATO an am NATO-Conseil, fir dat ze analyséieren an esou weider. Dat ass alles jo net esou liicht. A bis elo stoung dat och nach net zur Debatt an deem ganzen NATO-Conseil.

Et ass och esou, datt muer an de Freideg NATO-Conseil ass vun den Defenseministeren, an am November sinn d'Ausseministeren zesummen am Kontext vun der NATO. An am Dezember ass och nach den NATO-Sommet zu London, wou dat hei, deemno wéi et geet, och nach eng Kéier wäert e Sujet sinn. Do sinn nääämlech net nëmmen dann d'Defenseministeren an d'Ausseministeren, mee och nach d'Statscheffen do oder d'Premierministeren do, soudatt dat wahrscheinlech do nach eng Kéier en Theema wäert ginn.

A wéi den Här Angel et gesot huet, géif ech proposéieren, datt, wann all déi Sëtzunge fäerdeg sinn, ech ganz gär mam Här Asselborn zesummen an d'aussepolitesch Kommissioun kommen, an da kënne mer eis de Froe vun den Deputéierte stellen an da kënne mer jo feststellen, ob d'Regierung eng kritesch Positioun do ageholl huet oder net. A wann dat dann net sollt de Fall sinn, ka jiddweree seng Responsabilitéit huelen, politesch am Parlament, fir da mat der Regierung deementspriechend ëmzegoen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, Parole après ministre.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach Parole après ministre. An dann, mengen ech, kënne mer zum Vott kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, ganz kuerz, Här President. Ech lauschteren dem Här Bausch no an ech hunn och aneren hei nogelauschtert. An ech mengen, jidderee vun eis huet jo e bësse politesch Erfahrung a ka seng Konklusiounen zéien.

An ech fannen et ganz interessant, politesch gesinn, wann ech hei e grénge Minister, Verdeedegungsminister héieren, och eng gréng Partei. Wësst Der, ech erënnere mech un eng Zäit, do hunn déi gréng sech verstanen als eng Friddenspartei, wore militant, begeeschtert. Hei stierwe Leit duerch déi tierkesch Aggressioun a Syrien. Dat ass eng grausam Situatioun fir vill Leit. An ech hätt mer eigentlech méi Matgefill erwaart wéi e Verweis op Prozeduren a Ministeren am November an am Dezember. Et ass fir mech enttäuschend, datt den Engagement vun engem Parlament, dat gesäit, wat do geschitt - vëlkerrechtswiddreg, mënschlecht Leed -, net méi wäit geet wéi e Verweis op Prozeduren. Schued! Awer bon, mir mussen dat akzeptéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Defenseminister François Bausch. Här Bausch, wannechgelift.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Den Här Kaiser ...

(Hilarité)

Net den Här Kaiser, pardon, den Här Kartheiser ... Gesitt Der, mat wat ech Iech scho verwiesselen, mat Keeser.

(Interruptions)

Den Här Kartheiser huet erëm eng Kéier d'Spezialitéit, fir erëm alles ze verdréien a Saachen ze soen, déi kee gesot huet, respektiv Saachen, déi gesot gi sinn, einfach ausser Uecht ze loossen a sengen Interventiounen. Nach eng Kéier: D'Regierung huet hei eng kloer Positioun geholl an dat dote condamnéiert, esou wéi den Här Angel et richteg gesot huet. An déi nämlecht Positioun wäerte mer och anhuelen an deene betreffende Conseilen, déi elo sinn, a selbstverständlech iwwerall do, wou et drop ukënnt. Donc ass et net esou, datt dat eis egal ass. Loin de là!

An ech wëll Iech soen, Här Kartheiser, ech hu perséinlech Syrien schonn entdeckt, ier d'Tierkei dat dote gemaach huet. Ech hu Syrien schonn entdeckt viru laange Joren, wéi den Här Assad opgerüst ginn ass. A wësst Der, vu wiem en opgerüst ginn ass? Net vun der Europäescher Unioun an och net vun de Vereenegte Staten, mee vun deenen aneren, wou Der virdru gesot hutt, wou den Embargo näischt sollt bruecht hunn.

Duerfir, ech weess genau, wat a Syrien geschitt ass. Ech kennen d'Geschicht ganz gutt vun deem Land, well si huet mech ëmmer ganz staark interesséiert, wéi iwwregens déi vun deem ganze Mëttleren Orient. A meng Positioun ass do glaskloer, esou wéi och déi vun der Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen, wuel wëssend, datt d'Diskussiounen iwwert déi ganz Problematik souwuel an der aussepolitescher Kommissioun wéi och an enger Jointe mat der Defense musse weidergefouert ginn, esou wéi dat ausnamslos vun alle Riedner ënnerstrach ginn ass.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 8 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 6 voix pour, 31 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.16 heures.)

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

SÉANCE 7

JEUDI
24 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau
- *Exposé : M. Gusty Graas*
- *Débat : M. Aly Kaes - M. Franz Fayot - M. François Benoy (intervention de M. Léon Gloden) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Parole après ministre : M. Michel Wolter - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Aly Kaes - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Franz Fayot - Mme la Ministre Carole Dieschbourg*

3. Dépôt de deux motions par M. David Wagner
- *M. David Wagner (interventions de M. Roy Reding et M. Alex Bodry)*
- *Discussion générale :*

  Motion 1 : M. Marc Angel - M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (renvoi de la motion 1 en commission)

  Motion 2 : M. Marc Angel - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler - M. Eugène Berger - Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Roy Reding) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. David Wagner
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

4. 7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers
- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen
- *M. Marc Goergen*
- *M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Marc Goergen (interventions de M. Alex Bodry et M. Sven Clement)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Neen, keng Kommunikatioun.

2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert déi rezent Verschmotzung vun enger Rei Gewässer, déi vun der DP-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Aly Kaes, Franz Fayot, François Benoy, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen ... eh, Här Gusty Graas, als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité générale et interruptions)

Exposé

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, 31. Juli vun dësem Joer: Brand bei Kronospan an der Industriezon Gadderscheier zu Suessem/Déifferdeng. D'Kuer oder d'Kor oder d'Chiers gëtt staark verschmotzt. De Sauerstoffgehalt ass gefall. Fësch stierwen.

13. September: technesch Pann an der Kläranlag zu Beggen. Ronn 20.000 Meter Kibb ongekläert Ofwässer lafen an d'Uelzecht, mat de Konsequenzen, déi eis bekannt sinn. Och do e relativ grousst Fëschstierwen, mat Inzidenze bal bis op Ettelbréck spierbar.

17. September: Beim Ëmklemme vun engem Haaptkollekter zu Beetebuerg geschitt e Feeler, mat der Konsequenz, datt mindestens 600 Meter Kibb ongekläert Ofwässer och erëm eng Kéier an d'Uelzecht lafen. Dee Chiffer ass nach adaptéierungsfäeg, allerdéngs mat Sécherheet net no ënnen. Méi kann ech awer zu dësem Zäitpunkt net soen. An och do koum et zu engem Fëschstierwen.

Wat do ganz speziell war, vu datt dee Fall engem jo net onbekannt ass, war, datt deen net gemellt gi war. Dat heescht, deen ass duerch Zoufall eréischt den Dag duerno entdeckt ginn. An och do kéint een elo munches hei soen. Jiddefalls eppes ass sécher: Dat war net ganz seriö vun där Firma.

Dann, den 1. Oktober: Brand bei Euro-Composites zu Iechternach. An do ass Läschwaasser an d'Sauer gelaf.

Et waren also, ouni Zweifel, eng Rei vu schwaarz Deeg fir déi dräi Gewässerleef, besonnesch natierlech fir d'Uelzecht, d'Uelzecht, vun där mer jo alleguer wëssen, déi alles aneres wéi an engem gudden Zoustand ass. Wat de Schued un der Fauna ubelaangt, ass dat natierlech och vläicht schwéier zu dësem Zäitpunkt ofzeschätzen. Mee dat wäert sech awer an deenen nächste Wochen a Méint méi bemierkbar kënne maachen.

Eppes ass elo scho kloer: datt d'Fëschpopulatioun vu Beetebuerg bis bal Ettelbréck, kann ee soen, staark drënner gelidden huet. Inwiefern vläicht eng nei Populatioun do ugesidelt muss ginn, dat wäerten natierlech dann och d'Analyse vun de Spezialisten an deenen nächste Wochen a Méint weisen.

Wa mer déi véier Incidente kucken, da muss een awer soen: Et kann ee se net duerch deeselwechte Brëll gesinn.

Fir d'Éischt emol vläicht, wat Beetebuerg ubelaangt. Ech hunn dat schonn hei gesot: Hei läit ganz kloer e Feeler bei der Baufirma. Ech kann och soen, datt d'Gemeng net wäert zécken, am Fall, wou se zur Rechenschaft gezu géif ginn, fir dann och déi Responsabilitéit weiderzeginn.

Och wat de Virfall op der Kläranlag zu Beggen ubelaangt, si mer am Zeenario vun engem technesche Feeler. Natierlech, déi zwou Katastrophe sinn net ze entschëllegen, mee se sinn awer an engem anere Bléckwénkel ze gesi wéi, wéi gesot, déi zwee aner Virfäll.

Wat d'Kläranlag zu Beggen ubelaangt, ech mengen, do kënne mer eng éischt Konklusioun draus erauszéien: datt all Bedreiwer vun enger Kläranlag jiddefalls ganz kloer soll kucken, inwiefern och an Zukunft nach verbessert, modern Materialien equipéiert kënne ginn an, virun allem, fréizäiteg awer och Alarmsystemer agebaut kënne ginn, déi dann esou Virfäll och géife matdeelen.

An der Kritik stinn awer virun allem, wa mer iwwert déi zwee aner Fäll schwätzen, d'Retentiounsbecke respektiv d'Sécherheetsbecken, engersäits beim Virfall bei der Kronospan an anerersäits beim Virfall bei Euro-Composites. An do ass et awer manifestement esou, an hei bezéien ech mech op Aussoen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech der Madamm Minister gestallt hat an op déi ech de 5. August och eng Äntwert krut, an ech zitéieren hei: « À cause de l'entretien défaillant de certaines infrastructures, notamment les vannes de sortie de l'ouvrage de rétention, ces interventions étaient parfois laborieuses à mettre en œuvre. » Ënner Interventions si Mesures curatives ze verstoen um Bassin de rétention. A weider heescht et an där Äntwert: « Il s'est avéré que la vanne de sécurité du bassin de rétention n'a pas pu être fermée correctement et que l'étanchéité de certaines infrastructures n'était par conséquent pas garantie. »

Et muss een also hei ganz kloer zur Konklusioun kommen, datt deen néidegen Ënnerhalt vun deene Retentiounsbassinen net garantéiert war. Am Fall Iechternach läit de Fall äänlech. De Réckhaltebecke war net fäerdeg oder huet jiddefalls net déi Roll gespillt, déi en hätt misse spillen.

Mir ass och gesot ginn, Madamm Minister, wéi et déi lescht Deeg erëm eng Kéier zu héije Reefäll komm war, datt do anscheinend nach eng Kéier zousätzlech erëm Läschwaasser an d'Sauer gelaf wär. Mee, wéi gesot, dat sinn elo esou Informatiounen, déi ech kritt hunn. Mee Dir kënnt jo dozou, huelen ech un, herno nach méi konkret Positioun bezéien.

Jiddefalls, wa mer virun allem déi zwee Virfäll analyséieren, da stelle sech awer zwou kloer Froen, an dat soll och e bëssen esou de Kärpunkt vun den Aussoen hei vu menger Interventioun sinn:

Éischtens: Wéi gesäit et iwwerhaapt an den Industriezonen duerch d'Land aus? Sinn déi eenzel Réckhaltebecke respektiv och Sécherheetsbecken adaptéiert? Gëtt en Entretien garantéiert? Si se och an der Dimensioun grouss genuch, datt bei esou enger Katastroph awer dat néidegt Läschwaasser virun allem opgefaange ka ginn?

An, wéi gesot, eng zweet Fro, an dat ass fir mech eng vun deene wesentlechsten, an, bon, et kann ee jo roueg hei soen, et ass jo esou, dass de Ministère de l'Économie derfir zoustänneg ass: Inwiefern ginn awer do dann déi Kontrollen ëmmer garantéiert?

Mir ass jo dann och matgedeelt ginn, datt entre-temps och e Groupe de travail agesat ginn ass tëschent dem CGDIS an der Waasserverwaltung, fir dann eeben, wéi gesot, d'Gestioun vun dem Läschwaasser am Fall vun enger Katastroph besser geréieren ze kënnen, wat och eng ganz gutt Saach ass.

Allerdéngs muss een och vläicht d'Fro stellen, firwat dat elo eréischt geschitt. Mir kruten nääml ech scho vun der Europäescher Kommissioun méi wéi eng Kéier de Fanger gewisen, wou och gesot ginn ass: „Dir musst méi Kontrollen, virun allem an den Industriezonen, maachen, wat den Ëmweltaspekt ubelaangt."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi rezent Pollutioune kënnen natierlech och Ulass ginn a sollen och Ulass ginn, datt ee sech awer e puer grondsätzlech Gedanken och iwwert d'Qualitéit vun eise Gewässer insgesamt mécht.

Ech mengen, mir hunn nach ze vill diffus Pollutiounsquellen hei am Land. Mir wëssen, datt et eng Rei Gewässerleef gëtt, déi reegelméisseg polluéiert ginn, wou allerdéngs de Pollueur net ëmmer direkt bekannt ass, wou allerdéngs mat Sécherheet d'Frequenz vun de Kontrollen och erhéicht muss ginn.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet och kuerz dann op d'Situatioun hiweisen, haaptsächlech, wat d'Uelzecht ubelaangt. D'Uelzecht, déi jo esou gär besonge gëtt als eise schéinen Nationalfloss, ass alles aneres ewéi e schéinen Nationalfloss. D'Uelzecht huet eng Morphologie, déi engem naturnoe Floss mat Sécherheet net entsprécht. D'Uelzecht ass éischter e Kanal. D'Uelzecht huet géi Bergen. D'Uelzecht huet eng Fléissgeschwëndegkeet, déi mat Sécherheet net derzou bäidréit, datt d'Selbstrengegungskraaft vun deem Gewässer soll héich sinn. Dat muss se allerdéngs sinn.

Da si mer natierlech ganz séier och bei dem Aspekt vun der Renaturéierung vun deem Flosslaf. Do ass jo och elo eng Etüd gemaach ginn, fir eng Renaturéierung tëschent der Place Dargent a Miersch duerchzezéien, mat dem Implizéieren och vun de kommunalen Initiativen, déi do geholl ginn.

Ech wëll hei eng allgemeng Ausso maachen. Dat weess een och aus eegener Erfahrung. Eng Gemeng ass net kompetent genuch, fir esou Projeten duerchzezéien! Hei muss ganz kloer de Lead vum Stat iwwerholl ginn. Ech mengen, d'Gemeng ass e wichtegen Akteur. D'Gemeng kann och e Prefinanzement maachen. Mee et kann een net vun enger Gemeng verlaangen, datt se déi Projete quasi eleng duerchzitt.

Ech mengen, datt d'Uelzecht insgesamt an engem schlechte biologeschen Zoustand ass, dat dierft keen heibannen iwwerraschen. An dowéinst wëll ech awer och nach e Wuert zu de Kläranlage soen. Ech mengen, och dat passt natierlech an dat ganzt Konzept eran, wéi mer eis Gewässerleef kënne verbesseren, wéi mer d'Qualitéit kënnen erhéijen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Ronn 212 Kläranlagen. Dovunner sinn der 96 mechanescher Natur. Dat seet scho genuch. Ech mengen, et brauch ee kee grousse Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, datt eng mechanesch Kläranlag haut einfach net méi duergeet. Dobäi hu mer och eng Rei vu Kläranlagen, déi vereelzt sinn, déi einfach de Volume vun Ofwaasser net méi kënnen ophuelen.

Mir hunn zum Beispill eng Kläranlag um Stauséi, Här Kaes, vun 1964. Dat ass déi vu Béiwen - ech beruffe mech hei op de Rapport vum Ministère de l'Environnement; an dee litt jo awer net! -, an déi vun 1964 un nach net adaptéiert ginn ass. Mee dat ass elo ee Beispill. Déi Kënzeger ass net besser. Ech kéint der nach vill anerer nennen. Mee wat ech domadder wollt hei ënnersträichen: Et ass wichteg, datt mer awer e Maximum maachen, fir d'Kläranlagen och un de leschte Stand ze adaptéieren. Quitte datt dat do elo natierlech kleng Kläranlage sinn.

Wa mer insgesamt den Tour d'horizon iwwer eis Gewässer maachen, musse mer jo och feststellen, datt se, vum cheemesche Standpunkt hier gekuckt, natierlech ganz schlecht dru sinn, fir net ze soen, datt praktesch kee Gewässer do deenen normalen Normen entsprécht.

Jiddefalls, déi véier rezent Pollutiounen hei sollen eis, mengen ech, awer derzou animéieren, fir dem Gewässerschutz insgesamt erëm eng Kéier ee méi héije Stellewäert zouzëerkennen. Et ass leider oft esou - an do accuséieren ech awer keen direkt hei, ech mengen, mir gehéieren alleguer e bëssen an dat Denken eran -, et mussen ëmmer erëm Pollutioune virkommen, et mussen Accidenter geschéien, fir datt sech erëm eng Kéier méi grondleeënd mam Stellewäert vun de Gewässerleef auserneegesat gëtt. An dat sollt eis, wéi gesot, och dann derzou animéieren, fir op deem Gebitt méi aktiv ze ginn.

Voilà ! Madamm Minister, léif Kolleegen, ech wollt, wéi gesot, déi véier Accidenter als Ulass huelen, fir awer erëm eng Kéier e bëssen op de Stellewäert vun eise Gewässerleef hinzeweisen.

An ech soen, fir de Moment emol, Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem honorabelen Här Gusty Graas Merci soen, fir datt en d'Méiglechkeet ginn huet, eng Kéier iwwert déi Problematik do ze schwätzen.

Fakt ass, datt u sech eis Gewässer schonn net an engem gudden Zoustand sinn. Ganz wéineger sinn an engem exzellenten Zoustand, nëm-

men e puer Prozent. Derbäi koum all dat, wat elo opgezielt ginn ass. Duerfir wëll ech et net nach eng Kéier opzielen.

Ech wëll och soen, datt ee Brand nach net gesot ginn ass. A menger Gemeng war och nach e Brand. Gott sei Dank konnt do d'Läschwaasser opgefaange ginn an zurzäit entsuergt ginn. Awer net, well mir solle besser sinn,. mee et huet Gott sei Dank net gereent an d'RÜB konnt u sech all dat Läschwaasser vorübergehend späicheren, bis et konnt ofgesuckelt ginn.

Fakt ass, datt mer u sech dräi Problemer hunn.

Mir hunn engersäits de Problem, datt net méi mat Waasser geläscht gëtt, mee mat Schaum, deen natierlech am Läschwiesen agesat gëtt, fir méi schounend ze läschen. Ech mengen, dat ass ganz kloer. Dat féiert awer derzou, datt d'Läschwaasser sech eeben esou zesummesetzt, datt et de Sauerstoff soll ofbannen, also toxesch ass, muss sinn, fir kënnen u sech där Aufgab gerecht ze ginn. An doriwwer eraus ass et och nach esou, datt, wa geläscht gëtt, eng ganz Rei Produiten, déi fräigesat ginn, respektiv Produiten, déi do gelagert ginn, och mat an d'Läschwaasser kommen. Et ass also ganz sécher esou, datt mer an där Hisiicht eng Pollutioun hunn, déi net an eis Gewässer dierf kommen.

Et ass hei geschwat gi vun den Industriezonen. Jo, et dierf een net nëmmen e Becken hunn, Retentiounen hunn, mee et muss een déi och permanent iwwerwaachen, permanent d'Maintenance maachen. Déi mussen einwandfrei funktionéieren.

Dann ass et awer an enger Agglomeratioun esou, wann do a sech e Brand ass, datt een dann e Mëschsystem huet. Dat Läschwaasser kënnt iwwert de Kanal an d'Kläranlag. Wann et eng kleng Kläranlag ass, da geet se ëm. Ganz séier ëm! An dann ass déi Kläranlag wochelaang net méi fäeg, hir Aufgab wouerzehuelen.

Huet se en Trennsystem, da geet et direkt an d'Waasser. Ech wëll dat just soen. Et ass also ganz komplex. Et ass souguer méi komplex wéi an enger Zone d'activité, well do hu mer e Gesetz, wat ganz kloer seet: Mir musse Bassin-de-rétentionen hunn.

Mir mussen et also fäerdegbréngen, an der Zukunft, an dat ass ganz wichteg, duerfir musse mer eis all, jo, d'Waasserwirtschaftsamt, als ALUSEAU an als CGDIS, zesummesetzen, fir eng ëffentlech Solutioun ze fannen, fir datt dat doten an der Zukunft ka verhënnert ginn. A ganz wichteg ass, datt net nëmmen eis Pompjeeë geruff ginn, wann et brennt, mee datt och direkt en technescht Equipement geruff gëtt, wat direkt mat der Ofsaugung vun deem Ofwaasser, vun dem Läschwaasser u sech ufänkt, fir ze verhënneren, datt grouss Mengen an d'Baachen an an d'Flëss lafen.

Dat ass deen ee Volet.

Deen zweete Volet ass dee vun der Kläranlag vu Beggen, wou scho gesot ginn ass: 20.000 Meter Kibb an et huet 20 Stonne gedauert.

Ech kann Iech just soen: Ech kennen e Syndikat, deen huet Systemer vun Alerte. Do gëtt et emol éischtens eng Equipp, déi eng Permanence mécht, ronderëm d'Auer, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7. A bei deem Geréngsten, wat op enger Anlag net fonctionéiert, kënnt e Message op den Handy, an da gëtt doheem - am Bett, soe mir ëmmer - gekuckt, wou de Problem ass. An deejéinegen, deen d'Permanence huet, decidéiert, ob en erausfiert oder net. An da gëtt et e ganze Programm, op deen ech elo net wëll agoen, wat een alles muss anhalen, fir datt séchergestallt gëtt, datt dat do net zu enger méi grousser Katastroph ka féieren.

Et kann awer och Ofwaasser austrieden. Mee da gëtt et och e genaue Programm, wéi sech u sech ze verhalen ass. An deem Fall ass een an enger Kris. An dann ass genau festgeluecht, wien een alles muss informéieren: d'Waasserwirtschaftsamt, den 112 an esou weider, natierlech d'Direktioun, natierlech och de President an esou weider, fir sécherzestellen, datt et net laang dauert, bis Géigemesurë sinn. Dat ass ganz wichteg. A wann een alles dat huet, da brauch een net nach vill zousätzlech Sonden anzesetzen, well wann déi Sonden net iwwerwaacht ginn, da kënnen och déi Sondë versoen an dann hu mer näischt geschafft.

Ech wëll duerfir soen, datt een dat also mat engem Iwwerwaachungssystem ganz gutt kann an de Gréff kréien.

Dat Drëtt, fir dat just nach kuerz ze soen, dat ass, datt natierlech, wann un deenen Anlage geschafft gëtt, d'Verflichtung ass, datt net douerch, datt ee schafft, méi eng schlecht Situatioun entsteet, wéi déi, déi d'Anlag generell huet oder déi u sech d'Infrastruktur generell huet. An duerfir ass et ganz wichteg, datt déi, déi un esou Anlage schaffen, u sech geschoult sinn. A mir hu jo iwwert d'Securitéit an d'Santé op deene Schantercher d'Méiglechkeet - et ass jo eng Verflichtung, déi ze hunn -, dat Ganzt ze iwwerwaachen an déi entspriechend Schoulungen ze maachen.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech kommen zum Schluss.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kaes, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, wann Der mer nach ee Saz erlaabt.

Ech kommen zum Schluss. An ech soe ganz kloer, als Konklusioun ...

(Interruption)

Dat do gëtt ëmmer méi technesch. An duerfir musse mer an der Zukunft feststellen, oder musse mer haut scho feststellen, datt eis Gemengen am Waasser, an awer och ganz speziell am Ofwaasser, bei Wäitem schonn iwwerfuerdert sinn. Duerfir hu mer jo Syndikater. Mee och d'Syndikater musse méi no zesummerécke-len. Eventuell iwwer eng Daachorganisatioun. An et ass ganz kloer esou, datt déi ganz Problematik net méi um Gemengenniveau ze léisen ass. Et ass also och ganz kloer esou, datt mer nach eng Kéier erëm mussen driwwer nodenken, och wann deen een oder deen aneren dat net gären héiert, mee et ass eng national Saach. A mir sollen och national kucken, all déi Problemer unzegoen. An da solle mer och erëm iwwer en nationale Waasserpräis an deenen eenzele Secteuren nodenken.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes.

Une voix.- Ceterum censeo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, de Gusty Graas, deem ech wëll Merci soe fir dës Heure d'actualité, huet schonn op déi véier Accidenter higewisen. Tëschent dem 13. an dem 14. September sinn 20.000 Meter Kibb Schmotzwaasser aus der Kläranlag Beggen an d'Uelzecht gelaf. Tëschent dem 17. an dem 18. September sinn nach eemol 600 Meter Kibb komplett ongefiltert Ofwaasser aus der Kläranlag vu Peppeng an d'Uelzecht gelaf. Zwou Wochen drop huet et dunn zu Iechternach bei Euro-Composites gebrannt an do si grouss Quantitéite Läschwaasser direkt an d'Sauer gaangen. An eng äänlech Situatioun gouf et Ufank August zu Suessem, wou et bei Kronospan gebrannt huet, wou Läschwaasser an d'Kor gefloss ass.

All Kéiers gouf et Erklärungen fir dës Pannen: en defekte Schieber, eng Computerpann, e Feeler bei Bauaarbechten, e feelend Opfaangbecken ... Dës Serie vu Panne wërft awer prinzipiell d'Fro op, wéi mer zu Lëtzebuerg mat der liewenswichteger Ressource Waasser ëmginn. Als räicht Land hu mer fir d'Éischt musse vun der EU-Kommissioun eng fest op den Deckel kréien, ier mer endlech emol d'Mindeststandarde bei eise Kläranlagen erfëllt hunn.

D'Qualitéit vun eisen Uewerflächegewässer ass schlecht. An zéng Joer no der verspéiter Ëmsetzung vun der EU-Kaderdirektiv iwwert d'Waasser muss ee soen, dass mer nach kee grousse Sprong no vir gemaach hunn an dësem Beräich. Wa mer weiderhin eng Pann no där anerer hunn, wäert dat sech och an deenen nächsten zéng Joren net änneren.

Waasser ass eng existenziell wichteg Ressource, déi nëmme begrenzt verfügbar ass. Trotzdeem schéngt d'Bewosstsäin, hei zu Lëtzebuerg, dass dës Ressource muss geschützt ginn, net staark entwéckelt ze sinn.

Déi rezent Panne weisen, dass souwuel bei de Gemenge wéi bei de Betriber wéi och bei den eenzelne Leit eng gewësse Sécherheetskultur feelt. Anescht ass net ze erklären, dass et esou oft u fonctionéierende Präventivmoossnamen an un deene richtege Reflexer am Noutfall feelt.

Bei der Kläranlag zu Beggen huet et 20 Stonne gedauert, dat ass scho gesot gi vu menge Virriedner, bis iergendengem zoufälleg déi doudeg Fësch an der Uelzecht opgefall sinn. Dat gëtt da kuerz mat enger technescher Pann erkläert. Eng finanziell Kompensatioun gëtt versprach. A wann et dann eng Kéier gutt reent an de Knascht verdënnt ass, dann ass d'Theema erleedegt.

Mir mussen endlech begräifen, dass een Ëmweltschied net einfach finanziell kompenséiere kann an dass et oft Méint a Joren dauert, bis d'Natur sech vun enger Pann erhëlt. Déi finanziell Moyene musse virdrun agesat ginn, fir dass et net zu dëse Panne kënnt.

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et gi vill Campagnë gemaach, fir d'Leit fir de Waassserschutz ze sensibiliséieren. Et gëtt och vill geschafft, fir d'Kläranlagen ze moderniséieren an un eng wuessend Bevëlkerung unzepassen, nodeem d'Gemenge jorzéngtelaang, trotz Subsiden, léiwer Kulturzentre wéi Kläranlagen ageweit hunn.

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Doriwwer eraus muss et awer och Konsequenzen hunn, wann ee seng Verflichtungen net erfëllt.

(Interruptions)

Eist Gesetz iwwert d'Waasser gesäit seriö Sanktioune bei Verstéiss vir. Dat ka bis zu sechs Méint Prisong an/oder 750.000 Euro Geldstrof goen. Am Fall vun enger Recidive ka sech dës Strof nach eemol verduebelen.

D'Fro, déi d'Ministesch vläicht ka beäntwerten an hirer Interventioun an dëser Heure d'actualité, ass déi, ob an all deene Fäll, déi hei zitéiert goufen, eng Plainte an eng Enquête gemaach goufen.

Sinn an de leschten zéng Jore Gemengen, Entreprisen oder Particuliere verurteelt ginn, well se géint d'Waasserschutzgesetz verstouss hunn an net déi néideg Moossnamen ergraff hunn, fir eng Pollutioun vun eisen Uewerflächegewässer ze verhënneren? Gëtt et systematesch Kontrolle bei de Kläranlagen? Wa jo: Wat geschitt, wa festgestallt gëtt, dass eng Kläranlag net den Normen entsprécht?

Eng äänlech Fro stellt sech bei den Industriezonen: Ginn do systematesch Kontrolle gemaach, ob d'Betriber déi néideg Präventivmoossname getraff hunn a Prozeduren en place sinn, déi am Fall vun engem Brand oder enger Pann e gréisseren Ëmweltschued verhënneren? Wat geschitt, wa Mängel festgestallt ginn? Ass d'Ministesch generell der Meenung, dass eis Kontroll- a Sanktiounsmechanismen effikass sinn oder deit déi Serie vu Pannen drop hin, dass nogebessert muss ginn?

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, an de leschte Wochen hate mer eng Rei Accidenter mat schlëmme Konsequenzen, wou duerno einfach Dreck an ons Flëss gelaf ass. An dat däerf net passéieren. Dat mécht näämlech all déi vill Efforten, déi mer an de leschte Jore gemaach hu fir eng besser Waasserqualitéit vun onse Fléissgewässer, erëm futti.

Wat ass hei geschitt? Dee schlëmmste vun deene verschiddene Virfäll ass a mengen Aen dee vun der Beggener Kläranlag vun der Stad Lëtzebuerg, wou wärend 20 Stonnen einfach esou 20.000 Meter Kibb ongeklärt Schmotzwaasser an d'Uelzecht gelaf ass. D'ekologesch Konsequenzen dovunner sinn nach net ganz kloer, mee et ass evident, dass se grouss sinn. Bis op Ettelbréck ware se noweisbar. An d'Stad Lëtzebuerg muss och fir dee Schued opkommen.

De Grond dovu war en informatesche Problem. E Schieber war op. An hei gouf et keng zweet Sécherheetsstuf, déi agetratt ass, wou een eigentlech dervun ausgeet, dass déi misst do sinn. Ech soen: Wann an engem Fliger e Sécherheetsdispositiv verseet, da gëtt et ëmmer nach en zweeten. An den Aly Kaes huet elo hei och confirméiert, dass a Beispiller vun anere Kläranlagen esou zweet Sécherheetsdispositiver existéieren. An hei war dat net de Fall. En plus gouf et och nach kee richtegen Noutfallplang duerno.

En zweet Beispill vun engem Accident: zu Iechternach, wou et e Brand gouf, wou duerno einfach esou Läschwaasser an d'Sauer gelaf ass. Hei gouf et kee Retentiounsbecken, wat do war. An de CGDIS war op der Plaz, fir de Schued a Grenzen ze halen.

En drëtt Beispill: zu Suessem, och e Brand. D'Läschwaasser ass einfach esou an d'Kor gelaf. Hei war d'Retentiounsbecken zwar do, mee et war net uerdentlech a Stand - wou ech mech froen: Wéi kann dat sinn?

An zu Beetebuerg, e Schantjen, wou duerno 600 Meter Kibb Schmotzwaasser an d'Uelzecht gelaf ass.

Ech froe mech, wéi et ka sinn, dass effektiv Retentiounsbecken an Industriezonen einfach esou net do si respektiv net an der Rei sinn. De Gusty Graas huet scho gesot, d'Ekonomie wär dofir zum Deel zoustänneg. Abee, ech froe mech: Wien ass hei zoustänneg? An awéifern huet d'Waasserwirtschaftsverwaltung och d'Bedreiwer dovunner dorop opmierksam gemaach? Ech froe mech genausou gutt: De CGDIS, deen hei zum Asaz kënnt, awéifern zéie si elo hei d'Konsequenzen an d'Léieren doraus, fir dass d'Interventiounen do nach besser ginn?

A ganz onofhängeg vun deenen doten Accidenter hu mer am Beräich Fléissgewässer nach e ganz groussen Nohuelbedarf. Déi lescht Jorzéngte laang ass näämlech vill ze laang net no onsem Waasser gekuckt ginn. Mir wëssen et alleguerten: héich Strofen, déi mer vun der Europäescher Unioun kruten. Den EuGH, den Europäesche Geriichtshaff, huet Lëtzebuerg 2013 wéinst der Non-conformitéit mat den Ofwaasserrichtlinnen zu 2 Milliounen Euro verklot. Dee Montant ass ugeklomme bis op 6 Millioune Strof. An eréischt an deene leschte Joren, opgrond vu Verbesserungen, déi mer gemaach hunn, krute mer déi Strof nogelooss.

An engem vun deene räichste Länner vun der Welt hu mer onst Waasser ganz laang schlecht behandelt, mat der Konsequenz, dass mer mëttlerweil nëmmen eng mëttelméisseg Qualitéit vun onse Gewässer hunn. An dat an engem klenge Land, wou mer kleng Waasserleef hunn, déi engem groussen Drock ausgesat sinn duerch de Wuesstum vun der Populatioun an der Ekonomie, der Industrie, der Landwirtschaft an dem Klimawandel natierlech. An d'Flëss sinn eeben, well se kleng sinn, och vulnerabel.

Mir sinn awer um Wee vun der Besserung. An zwar gouf de Waasserschutz zënter der leschter Legislaturperiod zu enger Prioritéit gemaach. Ech wëll dat just un engem Beispill festmaachen. D'Moyenen, déi an de Waasserfong fléissen, goufen innerhalb vun de leschte Jore verduebelt an am nächste Budget wäerte se bal 100 Milliounen Euro sinn. An deen Engagement muss, a mengen Aen, weidergoen. D'Kläranlage mussen ausgebaut ginn.

Ech ginn Iech e Beispill: Op der Musel ass eréischt rezent eng nei Kläranlag ageweit ginn, näämlech zu Gréiwemaacher, wou elo glécklecherweis all Dag 2.500 Kubikmeter Waasser gekläert an d'Musel lafen. Jorelaang sinn déi alleguerten ongekläert dragelaf.

Une voix.- Très bien !

M. François Benoy *(déi gréng).*- An dat ass just ee Beispill. Well op der Musel, dorop wëll ech Iech opmierksam maachen, do gëtt et ëmmer nach eng ganz Rei Gemengen, wou d'Waasser ongekläert, dat ganzt Schmotzwaasser, an d'Musel leeft. An dat kënne mer net verbesseren. Mir musse kucken, dass mer do iwwerall Kläranlagen hikréien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'Regierung huet d'Subventioune gekappt, erofgesat!

M. François Benoy *(déi gréng).*- An déi Kläranlegen, déi do sinn, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... mussen och verbessert ginn. Wéi gesot, mir wëssen, dass net alles aus de Kläranlagen erausgefiltert gëtt. Ech schwätzen do vu Micropolluanten, Medikamenter, Pestiziden, Mikroplastik an esou weider. Mir brauche méi Trennsystemer. Mir brauche Renaturéierungen. Mir mussen no onse Retentiounsbecke kucken an esou weider, well den Drock op ons Fléissgewässer ass, wéi gesot, grouss.

Mir mussen och d'Léieren aus deenen Accidenter zéien. Wéi gesot, eis Industriezonen: Si se an der Rei? Huet de CGDIS iwwerall richteg reagéiert? An awéifern hunn ons Kläranlagen eeben déi zweet Sécherheetsstuf, wéi den Aly Kaes et beschriwwen huet?

Wéi gesot, Léieren aus deenen Accidenter zéien, alles maachen, fir dass d'Qualitéit vun onse Fléissgewässer besser gëtt. Et geet näämlech hei ëm dat Wichtegst, wat mer hunn: onst Waasser, onst Liewen. A Lëtzebuerg huet e Recht op eng gutt Qualitéit vun onse Fléissgewässer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi Problematik hei, fir déi mer dem Här Gusty Graas Merci soen, datt e se opgeworf huet, déi bréngt heibannen e Konsensus, dee mer an anere Sujete vläicht net ëmmer hunn.

Mee ech mengen, et si véier Haaptpunkten, déi mer musse kucken.

Dat Éischt ass d'Sécherheet vun de Kläranlagen. An ech fänken u bei der physescher Sécherheet, dem Accès. A souwuel, fir elo ze

kucken, datt keng onbefuugt Persounen erakommen. Well wann eis deen Incident hei eppes gewisen huet, dann ass et ee

ben och, datt déi physesch Sécherheet garantéiert muss sinn niewent där informatescher an aneren.

Dat Zweet ass, datt mer d'Kläranlagen ëmmer op engem Stand mussen hunn, wou mer wierklech um leschte Stand si vun der Wëssenschaft, souwuel wat d'Réckstänn vu Medikamenter, Plastik an anere Saachen ugeet. An da musse mer och kucken, datt d'Ennkontroll vun de Kläranlagen, vun dem Waasser, wat aus enger Kläranlag kënnt, natierlech garantéiert ass.

Deen zweete Volet ass dee vum Equipement vum CGDIS, vum Rettungsdéngscht. „CGDIS" ass e bëssen e komeschen Numm. Mee mer mussen einfach kucken, datt och déi Verwaltung esou ausgerüst ass, datt all cheemesch oder biologesch Pollutioun bekämpft ka ginn. An dat beschränkt sech net nëmmen elo op d'Waasser, wéi elo deen aktuellen Tëschefall et gewisen huet, mee mir mussen einfach kucken, datt déi Verwaltung, déi fir eis vun zentraler Wichtegkeet ass, wierklech optimal ausgerüst gëtt.

Dat Drëtt, dat ass d'Bewältegung vun de Folge vun enger Pollutioun. Mir musse kucken, ob mer den Inventaire vun eise Waasserleef esou gemaach hunn, datt mer kënnen intervenéieren, fir den urspréngleche Zoustand esou séier an esou integral wéi méiglech erëm hierzestellen. Dat bedéngt natierlech eng wëssenschaftlech Opaarbechtung vun all eise Waasserleef an och, datt mer eis Méiglechkeete ginn, do, wou et Problemer gëtt, fir dat eeben esou séier wéi méiglech erëm hierzestellen, wéi et war. Dat ass en Defi no enger Pollutioun. Mee ech mengen, dat musse mer och an engem klenge Land packen.

An dat Véiert, dat sinn déi budgetär Mëttelen. Mir hunn an der Ekonomie eng Theorie, déi mer hei erëm méi sollte bedenken, well och am Ëmweltschutz sinn d'Ressourcen natierlech begrenzt. A mir hunn eng Rei vu wichtege Schutzbaustellen, déi mer do wëlle bedreiwen. Dat eent ass de Schutz vun der Atmosphär, datt mer keng Polluanten do dran hunn. Dat anert ass de Schutz vum Waasser, de Schutz vum Buedem. A mir mussen eis och am Ëmweltschutz d'Fro stellen: Wou ass d'Utilité marginale vun deene Suen, déi mer hunn - an déi sinn nun eemol beschränkt -, am gréissten?

An ech mengen, datt mer am Waasserschutz mat relativ wéinege Mëttelen, par rapport zu aneren Ausgaben, e groussen Avantage kënnen erausschloen. An dofir ass et, mengen ech, wichteg, datt mer och do genau kucken, wéi mer d'Suen ausginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Och Merci dem Här Graas fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité, déi eis och ganz wichteg erschéngt, ëmsou méi wichteg, wéi een awer muss feststellen, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat u sech awer entwéckelt a räich ass, a leschter Zäit esou vill Pannen a Problemer, wat d'Waasserverschmotzung ugeet, stattfonnt hunn, datt ee sech léiwer net ausmole wëllt, wéi et géif ausgesinn, wa mer iwwer vill manner Mëttele verfüge géifen. Anerer géife soen: „Dann hätte mer vläicht och manner Industrie." Mee ëmmerhin ass et awer schonn erschreckend.

Ee Fall, mat deem mir eis och als Lénk vill beschäftegt haten a wou mir och eng Rei länger Question-parlementairë gestallt haten, ass zum Beispill dee vun der Aire de Berchem, wat Bänner schwätzt. 2013 goufe jo schonn do ze héich Nitratwäerter gemooss, bei engem Contrôle vun der Ëmweltverwaltung, wou duerno awer näischt geschitt ass.

Dunn awer, am Juni/Juli 2016, dat war och déi Zäit, wou mer dann déi éischt Question parlementaire gestallt haten, do fléisse 55.000 Liter AdBlue aus dem Distributiounsreseau fir AdBlue aus. Déi sinn direkt an de Buedem gesickert respektiv an de Bassin de rétention an duerno weider an d'Uelzecht gaangen. De Bassin de rétention war awer net equipéiert fir esou Quantitéiten a konnt den AdBlue och net filteren. An d'Uewerflächewaasser vun der Aire de Berchem ass an d'Kläranlag gelaf, déi just equipéiert ass, fir Reschter vu Bensinn an Diesel ze filteren, awer net fir den AdBlue. Resultat: Eng onméiglech Verschmotzung vu Flora a Fauna an a ronderëm d'Uelzecht an d'Baachen an der Géigend.

An dann am August koum et zu enger Mise en demeure vum Ëmweltministère 2016. Ech kéint nach weiderhin drop agoen, well et ass net dobäi bliwwen. Et koum weiderhin zu Pannen an zu Problemer. Shell krut nach aner Mise-en-demeuren, notamment am November 2018 oder nach dëst Joer am Januar.

Fazit: Dat Spillchen, dat widderhëlt sech reegelméisseg, well et schéngt esou ze sinn, datt d'Regierung net haart genuch sanktionéiert oder sanktionéiere kann an datt et souwisou dem Verschmotzer egal ass an en dat a Kaf hëlt. An e ka weiderhin dat esou bedreiwen, wéi e wëllt. Et ass schonn e relativ zynescht, fir net ze soe kriminellt Spill.

D'Lëscht geet awer natierlech weider, déi kenne mer: Kronospan, d'Kläranlag zu Beggen - iergendeng Kéier krute mer Kläranlagen, no Jorzéngte perfekter Verwaltung an der Stad -, de Chantier zu Beetebuerg an och Euro-Composites zu Iechternach.

Här President, et gëtt natierlech vill Elementer, déi zur Verschmotzung bäidroen, dann eeben en Defekt oder schwaach Infrastrukturen, wou ee sech d'Fro muss stellen, ob mer genuch Leit an de Verwaltungen hunn, fir dat alles och kënnen ze kontrolléieren. D'Pannen, déi och domadder ze dinn hunn, datt d'Betriber selwer net seriö kontrolléieren, op jidde Fall gewësse Betriber a gréisser Betriber net seriö kontrolléieren oder héchstens vläicht nëmmen um Pabeier. An d'Sanktioune maachen hinne souwisou guer keng Angscht. Den Tanktourismus, deen d'Ëmwelt futtimécht an deen en enorme Käschtepunkt ass, wéi dat wëssenschaftlech och beluecht gouf. D'Versigelung vum Buedem. Och intensiv Landwirtschaft, duerch Pestiziden an intensiv Düngung. Och Hobbygäertner, déi net onbedéngt ëmmer wëssen, wat ee kann oder soll benotzen. Dat ass och e Problem. Et ass net, fir hinnen dat virzewerfen, mee dat kann och e gréissere Problem ginn.

An da stellt sech och déi ganz Fro vun de Partikelen. Well wann ee vu Plastik schwätzt, denkt ee jo ëmmer un de Plastik, deen duerno dee siwente Kontinent do bilt am Mier, mee Dir hutt och, dass duerch d'Ofnotzung vun anere Saachen, Autoen, Pneuen an esou weider oder Plastiksobjeten, do Partikelen entstinn.

Wat kann een dann do ënnerhuelen? Ech mengen, méi streng Oplage souwisou fir Betriber, méi Kontrollen, méi streng Sanktiounen. An nieft der Kontroll vun der Verwaltung, wou een och doriwwer muss diskutéieren, inwiefern ee se muss opstocken, fir datt se hir Aarbecht ka maachen. Vu datt mer jo weider, weider, weider, weider wuessen, sollen och d'Betriber verflicht ginn, d'Kontrolle selwer ze maachen. Well et ass jo och e bëssen einfach ze soen: „Oh, d'Alarmanlag huet net funktionéiert", „D'Kläranlag war defekt". Jo, mee dat heescht och, datt de Betrib selwer net kontrolléiert huet. A wann de Betrib selwer net richteg kontrolléiert, soll en och sanktionéiert ginn.

Renaturéierung ass natierlech och ganz wichteg. Dat si Pufferzonen. Mee et muss een awer och realistesch sinn: Ab iergendengem Moment kënnen déi Ekosystemer jo och net alles ophuelen, wat verschmotzt gëtt.

Här President, ech si gläich fäerdeg. Dofir wollt ech soen: An deem Kontext ass et awer och e bësse witzlos, fir net ze soen deprimant, wann een awer nach un zwee gréisser weider Betriber denkt, déi sollen - ech hoffen net, mee déi sollen - heihinnerkommen, wéi Google an d'Jugurtsfabrik Fage, déi awer ganz staark d'Waasser wäerte belaaschte respektiv vläicht och kënne Katastrophe produzéieren, oder op jidde Fall de Waasserbestand kënnen ze vill belaaschten.

Do gëtt zwar herno gesot: „Ach, déi doten, déi wäerte sech souwisou esou perfekt organiséieren, datt keng Problemer entstinn." Mee mir gesinn elo schonn, datt mer bei deem, wat besteet vu Betriber, schonn net selwer kënne richteg kontrolléieren, wat do alles geschitt. Dofir fannen ech et net ganz seriö, wann een och nach déi zwee Betriber do implantéiert.

Eng Kéier sot e Wirtschaftsminister ... Deen ass nach ëmmer Wirtschaftsminister, net méi laang. Vläicht kréie mer een, dee sech tatsächlech ëm d'Ëmwelt bekëmmert, also dee sech op jidde Fall derfir interesséiert. Dee sot eng Kéier: „Mee et muss een de Choix maachen tëschent Pimpampelen oder Betriber."

D'Fro ass falsch. Et muss ee ganz einfach eng Politik maachen, wou een eng Industrie dohinner bestellt, déi sozialfrëndlech ass an ëmweltfrëndlech ass an déi am Prinzip jo och d'Leit besser bezilt an nach méi aarbechtsintensiv ass.

Ech mengen, den aktuelle Wirtschaftsminister war e bëssen iwwerfuerdert mat dësem Gedanken. Ech wënsche mer, datt deen nächsten oder déi nächst sech déi Fro wäert e bësse méi intensiv stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, virun engem Mount koum et zu Beggen zu engem Accident, wou Massen un Ofwaasser fräi an d'Uelzecht gelaf sinn. Et ass net déi éischte Kéier, dass Lëtzebuerger Gewässer duerch en Accident verschmotzt gi sinn. Zu Suessem, dëst Joer beim Läschasaz um Site vu Kronospan, ass en Deel vun dem Läschwaasser an d'Kuer gelaf. Datselwecht ass och no de Läschaarbechten zu Iechternach an der Sauer geschitt.

Mir schwätzen hei also vun engem Problem, dee reegelméisseg virkënnt. An oft ass mënschlecht Versoen, ob direkt oder indirekt, de Grond vun der Verschmotzung. Et kann net sinn, dass Joer fir Joer erëm eis Gewässer verschmotzt ginn a mir nëmmen nokucken. Duerfir hunn ech och eng parlamentaresch Fro gestallt, fir d'Wäerter vun der Musel gewuer ze ginn.

Am Fall vun der Kläranlag kann et dach net sinn, dass wärend 20 Stonnen Ofwaasser an d'Uelzecht leeft, ouni dass iergendeen dat matkritt. Wou sinn d'Kontrolle vun eise Kläranlagen?

Mir missten dach op d'mannst Instrumenter hunn, fir d'Verschmotzung vun eisem Waasser esou schnell wéi méiglech festzestellen an ze verhënneren. Firwat ass et net méiglech, haut am digitalen Zäitalter, an eise Flëss 24 Stonnen op 24 eng Kontroll ze hunn, fir esou direkt en Onfall festzestellen an ze verhënneren, fir dass eis Flora a Fauna net beschiedegt gëtt? Firwat ass et och net méiglech, bei enger Läschaktioun scho präventiv eng Equipp fir de Schutz vun de Gewässer erauszeschécken?

Mir froen eis: Wou sinn d'Kontrolle vun eise Gewässer a wou sinn d'präventiv Sécherheetsmesuren? Virun allem d'Fëschbestänn leiden ënnert der Verknaschtung vum Waasser. D'Zuel vun de Fësch huet an de leschte Joren immens gelidden. A wann dat keen Indicateur ass, deen eis waakreg mécht, da verpasse mir elo den Zuch, fir ze handelen!

Fir eis Piraten ass et kloer, dass mir zu Lëtzebuerg e méi staarke Waasserschutz brauchen, fir dass eis Gewässer sech erëm erhuele kënnen. Mir erwaarde vum Ëmweltministère kloer Mesuren, fir d'Flora an d'Fauna ronderëm eis Gewässer ze schützen. Och wëlle mir, dass um Site vun der Waasserverwaltung verständlech Dokumenter a life Kartografië virleien, fir dass esou de Bierger e fräien an direkten Accès op Informatiounen zu senge Gewässer huet.

De Budget fir den Ëmweltministère ass do. Elo gëllt et, dass d'Regierung déi richteg Investitioune mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Villmools Merci, Här President. Als Éischt emol e grousse Merci un de Gusty Graas, dass en dëse wichtege Punkt op den Ordre du jour gesat huet, an och all menge Virriedner, wou ech mech freeën, dass mer eng grouss Eenegkeet hunn iwwert d'Wichtegkeet vum präventive Schutz vun eise Gewässer, iwwert d'Wichtegkeet, dass mer e gudden Zoustand vun eise Gewässer erreeche sollen an eis dofir mat alle Mëttele sollen asetzen.

Präventive Waasserschutz gouf laang Zäit hei zu Lëtzebuerg vernoléissegt. An et geet domadder un, dass mer bis 2013 just eng eenzeg Waasserschutzzon haten. Haut hu mer der 23 fäerdeg an 29 an de Prozeduren, also 52 Waasserschutzzonen. Dat hëlleft och der Qualitéit vun de Gewässer. A präventiv schützen, Geld ausgi fir eng besser Bewirtschaftung, zum Beispill an Zesummenaarbecht mat de Baueren, ass et wichtegt Element, fir och eis Gewässer an e gudden Zoustand ze bréngen. An et ass d'ailleurs och dat effizientst Element vun enger Waasserpolitik, och um Niveau vum Budget.

Renaturéierungen an Héichwaasserschutz, a Verschiddenes gouf hei scho vun de Virriedner gesot. Grouss Projeten, wéi zum Beispill dee vun der Uelzecht, déi vun der Stad bis op Miersch soll renaturéiert ginn, si mer an de leschte Joren etudiéiere gaangen. Mir hunn dat ugepaakt. De Stat ass am Lead. An elo hoffen ech drop, dass d'Gemengepappen a -mamme matmaachen, fir dass mer dem Waasser déi néideg Plaz ginn, en effizienten Héichwaasserschutz maachen an och d'Qualitéit vun de Gewässer verbesseren.

An an de leschte Joren ass och, an dat hunn och Virriedner gesot, eng immens Dynamik entstanen. Jo, duerch Drock vun deem neie Waassergesetz, wou mer d'Bäihëllefen erofgesat (veuillez lire : eropgesat) hunn, ass eng Dynamik entstanen. Haut hu mer immens vill Kläranlagen an der Planung. An eisem besteeënde Bewirtschaftungsplang ass de Bau vu 37 neie biologesche Kläranlage virgesinn a 60 besteeënder, déi ginn erweidert. An do hu mer eng immens Dynamik, well d'Dossiere bal allegueren dobanne sinn. An dofir sinn och d'Moyenen, déi de Stat sech ginn huet, an deene leschte Jore konstant eropgaangen. An d'Moyenen, déi och vun de Gemengen agesat ginn, insgesamt, déi Zomm, déi ass eropgaangen.

Ben, da komme mer zu de rezente Verschmotzungen, déi genau déi Efforten, déi ech elo just erwäänt hunn an déi wichteg sinn an déi gutt sinn, awer erëm a Fro stellen, wou mer eis mussen d'Fro stellen: Wéi kënne mer op Accidenter oder Situation-d'urgencë beschtméiglech virbereet sinn?

Haut gëtt, an dat zanter dem neie Waassergesetz, besser gekuckt, wéi eng Industriezon gemaach gëtt doduerch, dass Retentioune musse gemaach ginn. An déi ginn och am Kader vun den Autorisatiounen installéiert a gefuerdert. Dat ass ganz wichteg. Wichteg ass awer och, datt dës fonctionéieren, datt se dicht sinn, datt se reegelméisseg kontrolléiert ginn. An dat ass dat, wou mer heiansdo mierken, dass et nach hapert. Wou mer mierken, dass ganz oft d'Legislatioun, déi do ass, éischter als Hindernis ugesi gëtt. A mir musse wierklech do an en Drive kommen, dass dat gutt ass fir de Schutz vun de Gewässer awer virun allem och gutt fir de Schutz vun eiser Liewensqualitéit.

Mir hunn och zanter 2018 e Service Inspection et contrôle op eiser Waasserverwaltung agerüicht. An - jo! - dee muss an dee soll verstäerkt ginn. Deen ass an de leschte Joren opgebaut ginn. Mir hunn haut Unitéiten, déi dat kontrolléieren. An et ass och wichteg - jo! -, an dat krute mer och scho vu Bréissel gesot, dass mer an deem Beräich méi schaffen. An dofir wäert déi och iwwert d'Zäit opgestockt ginn.

D'ailleurs fannt Der am Regierungsaccord e Passage, dass mer souwuel d'Kontrolle verstäerke wëllen, wéi awer och kucken, ob déi Sanktiounen, déi à ce stade do sinn, dann ugepasst ginn.

Elo kommen ech awer nach zu deene verschiddenen Accidenter, déi ech elo emol esou nennen. An do ass et richteg, och dat hunn d'Virriedner festgestallt: Mir mussen ënnerscheeden tëschent deene Bränn op der Gadderscheier an dem Brand op enger Euro-Composites zu Iechternach an de Virfäll bei de Kläranlagen, an och do gëtt et nach verschidden Ënnerscheeder.

Hei gouf festgestallt, op där enger Plaz, op der Gadderscheier, dass d'Retentiounsbecken do war, mee et awer un der néideger Wartung gefeelt huet. Hei konnt e Schieber, deen zwar do war, nëmme mat ganz vill Méi a ganz vill Asaz zougemaach ginn. An duerno war et och nach net dicht, well d'Kuer gouf duerno nach verschmotzt. Dat heescht, dass déi Responsabel ... An am Beräich vun den Industriezonen hu mer jo, wann et nationaler sinn, Betriber, mir hunn en Ekonomiesministère, do muss zesumme geschafft ginn, fir dass mer esou Fäll eeben net méi hunn.

Bei Euro-Composites war nach eng weider Saach. Do war u sech de Retentiounsbecken nach net fäerdeg. An och hei, jo, wann an Autorisatioune steet, dass d'Saache sur place musse sinn, dann ass et einfach wichteg, dass déi och fonctionéieren. An do musse mer also noschaffen.

An all deene Fäll, déi ernimmt goufen, sief et bei de Kläranlagen, sief et bei de Bränn, goufen entweeder Arrêtéë gemaach. Bei Euro-Composites goung et souguer un de Parquet, well vun den Autoritéiten an der Sauer eeben och Substanze festgestallt goufen, wou mer elo nach weider musse préiwen. Do sinn d'Servicer nach um Préiwen. Wichteg ass, dass an all deene Fäll eeben administrativ Mesurë gefrot sinn. Wichteg ass, dass mer heiraus léieren an dass eeben net Läschwaasser ongehënnert an eis Flëss kënnt an da fir Joren do Schued uriicht.

Mir brauchen also e Plan d'action oder, wéi den Här Fayot et genannt huet, eng Sécherheetskultur. An dofir wëll ech Iech och soen, wat mer wëlle maachen.

Éischtens, dat hunn ech schonn ugedeit, déi Unitéit verstäerken, d'Kontrolle verstäerken. Mir selwer hunn och e Service, dee 24 Stonnen

op 24 erreechbar ass, wann et ëm d'Pollutioune geet. Eis Leit ware sur place, mee mir kënnen nach d'Vitesse, wéi mer op d'Plaz kommen, verbesseren.

Dann ass e Groupe de travail, si Reunioune virgesi mat engem CGDIS, mat enger Ekonomie, fir eebe grad d'Industriezonen nach eng Kéier méi genau ze préiwen. Fir déi nei wësse mer, wat ass. Mee mir musse se alleguerten iwwerpréiwen. Dofir si mer amgaangen, en Inventaire vun den Industriezonen opzestellen, wou u sech eng Oplëschtung ass vun deene vorhandene Retentiounen.

Dann ass et och wichteg, dass ganz genee gekläert ass, wien den Ënnerhalt mécht, well dat war an deene Fäll ee vun deene grousse Problemer, an dann ob se natierlech och dicht sinn. An en Zousazdéngens ass: Bei der Gadderscheier hate mer nach de Problem, dass eng Verschmotzung dra war. Esou konnt dat Waasser net nach eng Kéier genotzt ginn oder net reutiliséiert ginn. Et huet misse mat Drénkwaasser geläscht ginn.

An Zukunft musse mer kucken, dass mer prett sinn, dass all déi dote Saache gemaach ginn. An dat ass eng Zesummenaarbecht tëschent den Akteuren: Ekonomie, Waasserverwaltung, deenen eenzele Betriber, déi och mat op de Wee musse geholl ginn, an natierlech awer och dem CGDIS, wou d'Leit och musse wëssen, wat wichteg ass an der Urgence, fir Entscheedungen ze treffen. An ech mengen, dat ass dee gemeinsamen Effort.

Da komme mer an de Beräich Ofwaasser. Jo, do sinn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater am Lead, an der Verantwortung, dëst souwuel, wann et ëm Beggen geet, wou d'Stad Lëtzebuerg an der Verantwortung ass, wéi awer och an deenen anere Virfäll. Ee gouf hei net genannt. Et gouf och nach e Fall zu Reckeng op der Mess, wou den Exploitant de Sidec ass.

An - jo! - haut stelle mer fest, dass eeben eis Kläranlage ganz technesch Bauwierker sinn an déi brauchen e gudde Sécherheetssystem, an zwar e redundante Sécherheetssystem, datt, wann, wéi et hei an der Stad de Fall war, et freides zu engem Ausfall vum System kënnt, net ouni ze kontrolléieren duerno Waasser eraleeft.

Dofir ass et einfach wichteg, dass d'Kläranlagebedreiwer an d'Gemengen, éischtens, zesummeschaffen an de Syndikater, an iwwert d'Syndikater eraus zesummeschaffen, dass mer redundant Sécherheetssystemer kréien an dass mer och hei wierklech zu all Zäit erreechbar sinn. Mir kënnen eis net erlaben, dass 20 Stonnen ongekläert Waasser an eis Gewässer kënnt. Och hei gëtt et Arrêté-ministériellen. An et ass esou, dass d'Kläranlagebedreiwer nom Prinzip „pollueur-payeur" musse fir de Schued opkommen, dass all Kéiers och gefuerdert ass, dass e Rapport gemaach gëtt, dass genee recherchéiert gëtt, fir dass an Zukunft déi dote Saachen net méi virkommen.

An da kommen ech, well den Här Graas d'Saach ugefrot huet, och nach op Beetebuerg. An do huet hien et schonn erkläert: Et ass och wichteg, dass déi Firmen, déi op deene Sitte schaffen, Bescheed ginn, sollt eppes net uerdentlech lafen, an dass mer do nach besser an der Zesummenaarbecht, an der Surveillance vun deene Bauphase schaffen.

Fazit: D'Waasser dierf een net eréischt schützen, wann d'Fësch um Réck schwammen! De Schued, dee mer vun deenen Incidenten hei gesinn, dee kënne mer haut nach guer net ganz ofschätzen, well mer ëmmer nach Pollutioun hunn. D'Feelerquell muss op e Maximum reduzéiert ginn. A mir ginn eis dofir d'Moyene fir e bessere Contrôle, fir méi Formatioun, well dat ass och wichteg, wann et op eng Zesummenaarbecht kënnt.

Mir wëllen all Akteure mat am Boot hunn. A mir wëllen och, dass all Akteure sech hirer Responsabilitéit bewosst sinn. D'Gemengen an d'Gemengesyndikater, den Ekonomiesministère, also de Stat, an awer och déi Benevoll an de CGDIS, déi a sech sur place hiert Bescht maachen, all déijéineg mussen d'Méiglechkeet kréien, déi richteg Entscheedungen, an zwar am Virfeld, ze fällen. Dat heescht a verschiddene Fäll eng Professionaliséierung bei de Kläranlagen, an anere Fäll méi Contrôle, méi Formatioun.

Ech soen Iech Merci, dass mer haut esou eng grouss Unitéit haten an dësem wichtegen Theema, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do sinn nach e puer Wuertmeldungen. Den Här Wolter, wannechgelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt Parole après ministre froen. Ech sinn zimlech enttäuscht iwwert d'Aussoe vun der Ministesch, besonnesch zu engem Dossier, näämlech dem Dossier Gadderscheier.

Wat een haut de Mëtten net gewuer ginn ass an hiren Aussoen, dat ass, dass mer elo fir d'Zweet bei der Gadderscheier deeselwechte Problem haten. Mir haten dee scho virun e puer Joren. Deemools ass eng Reunioun no där anerer am Waasserwirtschaftsamt gemaach ginn, fir ze kucken, wat d'Ursaache wären, wat d'Responsabilitéite wären. Et sollt agéiert ginn. An ech stelle fest, dass elo fir d'zweete Kéier all déi Efforten, déi gemaach gi si vun deene véier Gemengen, déi ronderëm d'Kor leien, successiv, eigentlech nees eng Kéier futtigemaach gi sinn.

Ech wär dervun ausgaangen, dass d'Ministesch haut de Mëtte kloer an däitlech eng Ausso gemaach hätt zur Responsabilitéit. Et kommen net siwe Responsabilitéiten a Fro. Et ass eng Responsabilitéit entweeder vum Betrib oder et ass eng Responsabilitéit vum Ministère de l'Économie als deen, deen d'Industriezon organiséiert. An eng drëtt fält mer eigentlech schonn net méi an, well ech mer net ka virstellen, dass hei eng Responsabilitéit vun der Gemeng géif virleien, au contraire!

Ech wär frou gewiescht, wann een e bësse méi Informatioune kritt hätt. A wann et och nëmmen an eng Richtung gaange wär, dass do eng Analys, eng Etüd amgaange wär gemaach ze ginn, dass een dann an engem Mount oder zwee eng Äntwert kritt hätt. Mee déi Wischiwaschi-Aart a -Weis, fir eigentlech ze probéieren, sech laanscht d'Fro ze drécken, wien dann en fin de compte fir d'zweete Kéier innerhalb vun e puer Joren eigentlech d'Kor futtigemaach huet an hirem ënneschten Deel ..., déi Fro, déi bleift op.

An ech hoffen, vu dass d'Ministesch stoe bliwwen ass, dass se eis dann elo déi Responsabilitéite seet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Ministesch kritt d'Wuert zréck.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, ech hunn en Arrêté de 14. August geholl, deen d'Kronospan ganz kloer opfuerdert, déi néideg Mesuren ze huelen, fir dass dat dote retabléiert gëtt, an och e Rapport ze maachen als déi Firma, déi hei betraff war. Dofir ass et ganz kloer, dass hei a sech eng Mesure geholl ginn ass, wou mer ganz kloer deen, deen hei d'Pollutioun gemaach huet, och zur Rechenschaft zéien.

Mee ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass insgesamt, dass mer an deenen - an dat hunn ech a menger Ried zwee-, dräimol betount - nationale Zone-d'activitéeën zesumme mam Wirtschaftsministère préiwen a kucken, dass all Retentiounen, déi och do sinn, och wéi néideg ënnerhale ginn. An dat ass, mengen ech, dat Wichtegt, well hei war eng Retentioun do, mee si war net dicht an den Ënnerhalt war net garantéiert. An dat si Saachen, déi ginn elo iwwert den Arrêté, deen am August geholl ginn ass, gekläert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat nach den honorabelen Här Kaes d'Wuert gefrot.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt a sech awer, vu d'Interventioun vum Här Graas, dee gemengt huet, e misst och déi Béiwener Kläranlag an d'Gespréich bréngen, d'Madamm Ministesch froen, ob et richteg ass, datt mer grad um Stau eng enorm Suergfalt hunn: éischtens, datt mer scho virun 20 Joer eng Kläranlag zu Maarteleng realiséiert hunn, fir ze verhënneren, datt ongekläert belscht Ofwaasser an eisen Drénkwaasserreservoir leeft, an zweetens, am Heischtergronn eng vun deene modernste Kläranlage wäit iwwer eis Grenzen eraus realiséiert hunn, fir alleguerten déi Uertschaften, alleguerten déi Gemenge ronderëm de Stau a sech hannert de Stau ze bréngen, d'Ofwaasser hannert de Stau ze bréngen, fir domadder esou vill wéi méiglech sécherzestellen, datt eisen Drénkwaasserreservoir net a Matleedenschaft gezu gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Ministesch, wannechgelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech wëll a sech scho bestätegen, wat den Här Kaes elei seet: Et ass net esou, dass d'Stauséiregioun an dësem Beräich näischt gemaach hätt. Hei gouf an deene leschte Jore vill geschafft, fir esou gutt wéi méiglech d'Waasser ze schützen.

Wat awer net heescht, dass mer net insgesamt ... An d'ailleurs hu mer, Dir hutt Maarteleng ugeschwat, do hu mer eis an der leschter Kommissioun nach driwwer ënnerhalen, wéi mer eis elo nei opgestallt hu mat de belschen Noperen, fir dass am Stauséigebitt net nëmmen d'Ofwaasser uerdentlech ugaange gëtt, awer eeben och d'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft. Dat ass fir eis alleguerte ganz wichteg, fir den Drénkwaasserschutz. Dofir, et ass scho richteg, dass sech hei engagéiert gouf.

Mir mussen awer mat deenen Efforte weiderfueren, fir wierklech iwwerall kënnen ze garantéieren, dass mer eng uerdentlech Klärung hunn a jiddwereen ugeschloss ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. Den Här Fayot huet nach eng Fro.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech hat a menger Interventioun gefrot, wéi et ass mam Volet Sanktioune vum Waasserschutzgesetz. Dat heescht, ob et an deene verschiddene Virfäll, déi mer haut diskutéiert hunn an där Heure d'actualité, ob et do Enquêtë gëtt, Plainten, ob et do iergendwellech Verfeelunge gi si géint dat Gesetz.

D'Madamm Minister muss mer dat net elo soen, mee ech wär awer frou, wann ech do kéint eng Äntwert kréien op déi Froe vun de Responsabilitéiten en rapport mat deene verschiddenen Incidenten. Wéi gesot, am Fall vun deene véier Fäll, déi mer haut diskutéiert hunn, awer och méi generell iwwert déi lescht zéng Joer, wann esou Virfäll waren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, ech mengen, mir mussen hei ganz kloer trennen tëschent deenen administrative Mesuren an deem, wou mer dann a Richtung Enquêtë kommen. Et ass esou, dass ganz villes hei iwwer administrativ Arrêtéë gemaach gouf, well kloer ass, u wie mer eis adresséieren a wie muss déi néideg Mesuren huelen, an dass déi Leit eis musse Rapport ginn an och nom Prinzip „pollueur-payeur" opkomme fir dee Schued, deen do entstanen ass.

Et ass awer och esou, dass am Fall vun dem Brand zu Iechternach Substanzen an der Sauer entdeckt goufen, och vun den däitschen Autoritéiten, déi och Prouwe gemaach hunn, wou mer mussen elo enquêtéieren, wou se genau hierkommen. Dat ass vun der Waasserverwaltung a vun den zoustännegen Autoritéite weidergeleet ginn un de Parquet, well dat och grenziwwergräifend elo sécher wäert en Theema ginn an och gekuckt ginn.

Am Generelle muss een einfach soen, dass ganz vill Ëmweltdelikter net weiderverfollegt ginn. Ech ginn awer dem Här Fayot ganz gären en Iwwerbléck iwwert dat, wat an deene leschten zéng Joer esou verfollegt gouf. Dat weess een natierlech net auswenneg, mee deen Iwwerbléck gi mer Iech.

Awer am Generelle musse mer soen - an dofir steet och e Passage am Regierungsprogramm -, dass mer kucke bei de Sanktiounen a Contrôlen, ob een d'Contrôlë ka verstäerken, an dass mer kucken, ob d'Sanktiounen ugepasst sinn, well mer eis déi Fro duerchaus musse stellen, well villes eeben net weiderverfollegt gëtt.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. Dépôt de deux motions par M. David Wagner

Ech géif dann d'Wuert un den Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun, oder och vläicht zwou. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Da maache mer der eeben zwou!

(Hilarité)

Merci, Här President. Jo, also ganz iwwerraschend ass et natierlech och net onbedéngt fir dës Chamber, well mir hate schonn zwou Motiounen zirkuléiere gelooss iwwer Mail un d'Membere vun der aussepolitescher Kommissioun. Si sinn och kuerz do ugeschwat ginn.

Ech wäert mat der éischter Motioun ufänken, dat ass déi, déi d'Tierkei respektiv, fir méi kloer ze sinn, den Norde vu Syrien betrëfft. Déi Motioun, wollt ech awer och nach ënnersträichen, krut nach vun de Piraten an och vun der ADR d'Ënnerstëtzung.

Mir sinn och scho gëschter am Kader vun enger anerer Diskussioun dorobber agaangen. Mir wësse jo all, wat geschitt ass den 9. Oktober 2019: Nodeems d'Amerikaner hir Truppen zréckgezunn hunn, huet de President vun der Tierkei, den Här Erdoğan, decidéiert, den Norden an den Oste vu Syrien op eng illegal Aart a Weis ze invadéieren.

De Problem ass jo deen, datt si déi verschidde kurdesch Organisatiounen, d'YPG an esou weider, als Terroristen ugesinn. A Wierklechkeet sinn dat Kräften, wéi mer all wëssen, déi um Terrain derfir gesuergt hunn, déi richteg Terroriste vun Daesch an esou weider ze schloen. Et si Kräften, déi och nach erstaunlech sinn an hirer emanzipatorescher Qualitéit. Well a Wierklechkeet gëtt déi Saach oft an de grousse Medien ëmmer e bësse vereinfacht: wéi wann et drëms géif goen, fir e kurdeschen onofhängege Stat ze kréien. Dat ass d'Fro en plus guer net, d'autant plus, datt déi kurdesch Fro ganz komplex ass an op e puer verschidde Länner verdeelt ass.

Do an där spezifescher Fro am Rojava geet et haaptsächlech drëms, fir eng aner Gesellschaft, déi op anere Fundamenter opbaut, opzebauen: op Fundamenter, déi antikapitalistesch sinn, déi emanzipatoresch sinn, déi feministesch sinn an esou weider an esou virun. Dat erënnert e bëssen un d'Commune de Paris. Dat erënnert och e bëssen un d'Revolutioun a Spuenien 1936 an esou weider an esou virun. Et ass wahrscheinlech eng Gesellschaft, déi bestëmmt zu deene fortschrëttlechsten an der Regioun gehéiert - an do sinn net nëmme Kurden derbäi, also dat soll een net ethnesch gesinn -, wann net op der ganzer Welt.

Elo ass et awer esou - an et ass wahrscheinlech ënner anerem och eng Ursaach, firwat d'Tierkei dat wëllt zerschloen -, jidderee kuckt e bëssen no a seet sech: „Dat kann dach net sinn!" Jidderee condamnéiert. Dat ass och einfach. Elo ass et esou, datt mir och schonn ... Ech mengen, mir sinn eis all eens hei, datt et inakzeptabel ass, wat do geschitt ass, egal wéi och déi verschidden Accorde kënnen ausgesinn, well elo hunn déi zwee Herrschaften Trump a Putin en Accord fonnt, deen nach ëmmer ..., wou schlussendlech déi Leit am Norde vu Syrien drënner wäerte leiden, weiderhin! Zemools wann de Baschar al-Assad herno do wäert kënnen opraumen.

Mir sinn natierlech e klengt Land, mir hunn natierlech limitéiert Mëttelen, mee mir sinn awer der Meenung, datt ee kann e bëssen iwwert d'Symbolik erausgoen, op jidde Fall, datt Lëtzebuerg sech soll engagéieren - dat ass ee vun den Invitten -, fir kee Waffenexport méi ze hunn, datt ee sech och bei der UNO derfir engagéiere soll, fir eng « Force de maintien de la paix des Nations Unies » an där Géigend ze fuerderen, fir eng Aide humanitaire an dëser Géigend och ze fuerderen.

A mir sinn och der Meenung, datt een awer kéint eisen Ambassadeur zu Ankara zréckberuffen, an dat ass och eng Fuerderung an där Motioun. Ëmmerhin hu mer dat viru Kuerzem och fir manner schlëmm Saache mat Russland gemaach. Do war et emol zwar net den Ambassadeur, mee Mataarbechter. Ech mengen, dat kéint een awer och zumindest maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- l'occupation illégale du nord de la République arabe de Syrie dans ladite « Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie » par l'armée de la République de Turquie le 9 octobre 2019, suite au retrait des troupes des États-Unis d'Amérique ;

- que cette opération a déjà occasionné un grand nombre de pertes humaines, dont civiles ;

- que les groupes de personnes visés par l'armée turque se sont illustrés par leur combat contre Daesh, pour la démocratie, l'égalité entre les sexes et l'émancipation ;

- que l'invasion de l'armée turque déstabilise profondément la paix et la sécurité dans la région et au-delà ;

invite le Gouvernement

- à maintenir et intensifier la pression sur le Gouvernement turc en rappelant au Luxembourg l'ambassadeur du Grand-Duché à Ankara ;

- à s'engager au niveau européen et international en faveur d'une interdiction de ventes et d'exportation d'armes vers la Turquie ;

- à s'engager au niveau des Nations Unies en faveur de l'envoi d'une Force de maintien de la paix des Nations Unies dans le Nord et l'Est de la Syrie afin d'y protéger la population locale contre l'intervention turque ;

- à s'engager en faveur d'une aide humanitaire dans cette région.

(s.) David Wagner, Marc Baum, Sven Clement, Marc Goergen, Fernand Kartheiser.

Déi zweet Motioun betrëfft d'Generalitéit vu Katalonien. Et geet net drëms, sech anzemë-

schen, natierlech, an déi intern Ugeleeënheete vu Spuenien. D'Katalanen, déi katalanesch Generalitéit, de spuenesche Stat respektiv d'Populatioune solle kucken, dee politesche Prozess friddlech ze léisen.

Mir stellen awer fest, datt do déi Aart a Weis, wéi déi politesch Ausenanersetzung elo behandelt gouf, déi brutal, mat enger gewëssener polizeilecher Brutalitéit behandelt gouf - ech mengen, Dir hutt vläicht och Videoe gesinn, wou isoléiert Leit zu Barcelona dostinn an op eemol zéng Polizisten a kompletter RoboCops-Uniform drop aschloen an esou weider -, datt och Politiker, déi der Meenung sinn - et kann een domadder averstane sinn oder net -, datt Katalonien kéint onofhängeg sinn, datt déi zu ganz, ganz, ganz schwéiere Prisongsstrofe verurteelt gi sinn ...

An ech mengen, do ass et och schonn zu Reaktioune komm, ënner anerem vu verschiddene Parlamenter, an Holland, an Däitschland. De Conseil de l'Europe, de Réseau international EuroMed Rights, d'Fédération internationale des droits de l'homme, International Trial Watch, de Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, Amnesty International, jidderee verurteelt dat, wat geschitt ass. Et hätt ee sech kënnen erhoffen, datt ënnert dem Här Sánchez d'Saach géif ännere par rapport zu der Zäit vum Här Rajoy. Mee et schéngt nach ëmmer net do ze sinn. Et ass och e bësse witzlos, grad an enger Zäit, wou dem Franco seng Reschter entsuergt ginn, datt weiderhin awer mat enger gewëssener Brutalitéit do verfuer gëtt.

Dofir géife mer awer och fuerderen - déi heite Motioun ass vun eis ënnerstëtzt an och vun de Piraten -, datt mer eis Preokkupatioun awer der spuenescher Regierung matdeelen an och, datt mer der Meenung sinn, datt politesch Léisungen a legal Léisunge musse fonnt ginn, fir datt och déi politesch Prisonéier u sech iergendeng Kéier erëm op fräiem Fouss kënne sinn, an datt mer och dem President vum Conseil européen an dem President vum Europaparlament awer matdeelen, datt déi europäesch Institutiounen hire Rôle sollen an dëser graver Kris spillen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en date du 14 octobre 2019, la Cour suprême espagnole a condamné pour délit de sédition plusieurs anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne et des leaders du monde associatif allant jusqu'à un total de 100 années de prison et 99 années d'inéligibilité ;

- que la détention provisoire a été qualifiée d'abusive et de totalement injustifiée par des organismes et des entités internationales travaillant dans le domaine des droits humains, tels que le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, Amnesty International, International Trial Watch, le réseau international EuroMed Rights, la Fédération internationale des droits de l'homme et même le Conseil de l'Europe ;

- qu'en date du 18 juin 2019, le Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies a considéré que la détention de quatre anciens membres du Gouvernement de la Généralité de Catalogne était illégale et sans aucun fondement pénal, ainsi que contraire aux articles 2, 9-11, 18-21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2, 14, 19, 21, 22, 25 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

- que les manifestations et grèves générales se sont soldées par plus de 500 personnes blessées, plus de 170 personnes arrêtées desquelles 21 ont été envoyées en prison et 19 personnes hospitalisées ;

- qu'au sein de l'Union européenne, les conflits d'ordre politique devraient être réglés par un dialogue politique entre les parties concernées et sans usage disproportionné de la force policière ;

- que la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg tient bien compte de la vive controverse sur le statut de la Catalogne et l'avenir de l'Espagne et qu'elle n'entend pas se positionner quant au fond du conflit ;

invite le Gouvernement

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation par l'absence de tout dialogue entre les Gouvernements de la Généralité de Catalogne et de l'Espagne et à les inciter à ouvrir des voies de dialogue politique ;

- à exprimer auprès du Gouvernement espagnol sa vive préoccupation sur la situation des personnes emprisonnées et que des voies légales soient trouvées afin qu'elles puissent récupérer leur liberté et leurs droits politiques ;

- à exprimer auprès du Président du Conseil européen et du Président du Parlement européen la nécessité que les institutions européennes jouent leur rôle dans la résolution de cette grave crise.

(s.) David Wagner, Marc Baum, Sven Clement, Marc Goergen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

(Interruption par M. David Wagner)

Da kënne mer och gläich zur Diskussioun vun deene Motioune kommen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hunn déi Motiounen net. Et deet mer leed!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt déi Motioun, wann ...

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Gibéryen huet se.

(Brouhaha)

Dir musst deele léieren, Här Gibéryen! Dir musst deele mat Äre Bridder.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Reding, jo, Dir hutt d'Motioun vun Ärem Koordinator vun Ärem Groupe technique, dem Här Gibéryen, kritt, soudatt mer do an der Rei sinn.

Ech géif dann d'Wuert un den Här Marc Angel ginn.

Discussion générale

Motion 1

M. Marc Angel *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dem David Wagner Merci soen, dass mer déi Motioune scho säit zwee Deeg hunn. Ech fannen dat ganz fair, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien !

M. Marc Angel *(LSAP).*- ... dass e se verschéckt huet un all Partei, un d'Membere vun all Fraktioun. Dat huet eis och Zäit ginn, fir driwwer nozedenken an ze preparéieren. Ech fannen dat e ganz schéine Geste. Dofir wollt ech em emol dofir Merci soen.

Zweetens, zur Motioun ...

Une voix.- ... den Här Reding net.

M. Marc Angel *(LSAP).*- ... zur Motioun ...

La même voix.- Hutt Dir näischt kritt?

M. Marc Angel *(LSAP).*- ... vun der Problematik vun der unilateraler Militäraktioun, déi mer jo verurteelen, vun den Tierken a Syrien, an Nordost-Syrien. Hei erënneren ech nach eng Kéier drun, dass mer virun zwou Wochen den Ausseminister hei haten, deen dat jo op dat Schäerfst condamnéiert huet.

Och brauche mer d'Regierung net opzefuerderen, an Europa derfir ze plädéieren, dass dat condamnéiert gëtt, well ech erënneren drun, dass d'Madamm Mogherini, d'Haute représentante, dat den 9. Oktober op dat Schäerfst condamnéiert huet, dass de 14. Oktober hei zu Lëtzebuerg e Conseil war vun den europäesche Ausseministeren, wou och all Land sech derzou bekannt huet, dass et keng Waffe géif an d'Tierkei exportéieren. A souguer de 17. an den 18. um Conseil, wou d'Stats- an d'Regierungscheffen zu Bréissel och iwwert deen doten Theema diskutéiert hunn, wann Der do d'Konklusioune liest, do gëtt dat och schäerfstens condamnéiert.

Ech erënneren och drun, dass de leschten Dënschdeg den Ausseminister moies hei bei eis an der Kommissioun war am Kontext vun der Problematik vun de Foreign Fighters. Mee ier en déi Problematik ugeschwat huet, hu mer natierlech missen och déi ganz Problematik vum Nordoste vu Syrien uschwätzen. D'Solidaritéit mat de Kurden, déi ass do. Mir wëssen all, dass d'Kurden eis Alliéiert waren an där Koalitioun géint d'Daesch. Also déi Solidaritéit, déi huet de Minister och ausgedréckt. An déi drécken ech och hei aus am Numm vun der LSAP-Fraktioun.

Theoreetesch géif ech direkt soen: „Kommt, mir verwerfen déi Motioun!" Mee et ass awer eng Iddi, mengen ech, déi ganz interessant ass, an dat ass deen drëtte Punkt, wou Der frot, dass mer eis sollen engagéieren « au niveau des Nations Unies en faveur de l'envoi d'une Force de maintien de la paix ». Ech mengen, dat ass eng Iddi, wou ech et wichteg fannen, dass mer déi géife mam Ausseminister an der Kommissioun diskutéieren. Déi zwee aner Punkten, den Ambassadeur zréckruffen: C'est pas mon goût ! Mee bon, mir kënnen driwwer diskutéieren.

Dofir géif ech proposéieren, déi heite Motioun - et ass emol d'Propositioun vun der LSAP - an d'Kommissioun ze verweisen, fir, wéi eebe gesot, deen drëtte Punkt, dee wichteg ass, mam Minister ze diskutéieren.

Soll ech och zu där anerer Motioun schwätzen?

(Interruption)

Kënne mer déi zwou beienee behandelen? Oder eng no där anerer?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Noeneen. Kommt, mir huele se noeneen, ...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt et keen Duerjernee gëtt!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioun Nummer 1? Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Mir haten och scho gëschter eng Motioun zu engem, ech géif soen, äänleche Sujet, wou et dann zwar méi war am Kader vun der NATO. An do ware jo nach, plic-ploc, e puer aner Elementer dran.

Ech mengen, hei ass eng Motioun, déi effektiv méi kloer eng ganz spezifesch Problematik respektiv eeben den Amarsch vun der Tierkei an Nordsyrien behandelt. Ech mengen, och fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen, et sinn eng ganz Rei kloer Aussoe gewiescht um Niveau vun der lëtzebuergescher Regierung, och um europäeschen Niveau, fir awer ze ënnersträichen, datt do keen Zweifel un der Positioun an awer och um Engagement an un de Suerge vun der lëtzebuergescher Regierung an deem Dossier besteet.

Effektiv ass déi Iddi dovun, datt ee sech eventuell emol iwwerleeë sollt, wéi do eng Méiglechkeet wier, fir datt d'Vereent Natioune kéinten aktiv ginn. Datt dat interessant wier respektiv, ech mengen och, datt dat eppes ass, wat een an der Kommissioun soll diskutéieren.

An ech schléisse mech dann och där Propos vum President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Marc Angel, un, fir déi Motioun dann also un d'aussepolitesch Kommissioun ze verweisen.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. Da wier et um Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Wat den Inhalt vun der Motioun ugeet, mengen ech, hu mer och scho ganz kloer hei Stellung geholl, notamment à l'occasion vun enger parlamentarescher Fro, déi den Här Mosar an ech virun enger Woch, 14 Deeg eragereecht haten, déi den Ausseminister och direkt akzeptéiert huet an am Numm vun der Regierung kloer Positioun bezunn huet. Soudatt déi Condamnatioun vun deem türkesche politeschen Akt a militäreschen Akt, dee se hei gemaach hunn, vu jiddwerengem, inklusiv vun eiser Partei, an aller Däitlechkeet gemaach ginn ass.

Wat déi Motioun elo hei ugeet, do ënnerstëtzen ech dem Här Angel seng Propositioun, fir se an d'Kommissioun ze huelen, notamment fir mam Ausseminister deen drëtten Tiret vun den Nations Unies duerchzediskutéieren.

Ech wëll awer trotzdeem dräi Saachen dozou soen.

Wann den Här Wagner drop hält, fir se stëmmen ze loossen, mir kënne mat engem groussen Deel vun där Motioun hei d'accord sinn. Mir sinn awer der Meenung, datt deen éischten Tiret fir de Rappell vun eisem Ambassadeur net sënnvoll ass. Déi aner dräi Tirete kënne mer tel quel akzeptéieren. Wa se géif gestëmmt ginn haut a wann hie bereet wär, den éischten Tiret erauszehuelen, kéinte mer se matstëmmen. Ansonste géife mer eis enthalen.

Ech wëll awer zum drëtten Tiret, zu den Nations Unies, just dat hei soen: Ech fannen, där Iddi kann een duerchaus nogoen. Et kann een och mam Ausseminister driwwer schwätzen. Den Ausseminister ka sech och do asetzen. Mee esou wéi de Conseil de sécurité vun den Nations Unies fonctionéiert, à l'unanimité, a wëssend, datt do souwuel d'Russe wéi d'Amerikaner wéi nach anerer drasëtzen, ass de Succès sécherlech net nëmmen net garantéiert, mee ech géif bal soen, datt hei, fir Unanimitéit ze kréien, ech dat als onméiglech ugesinn. Dofir kënne mer et ëmmer froen, mee d'Realitéit dovunner läit nach ganz wäit ewech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Claude Wiseler. An dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci. Ech wollt mech hei just kuerz de Wierder vum Här Angel uschléissen. Alles wat ech dozou wollt soen, huet den Här Angel ganz am Detail gesot an en plus mat sämtlechen Daten och nach ënnerluecht.

Ech wollt awer och nach eng Kéier de Kolleege Merci soen, och fir den Envoi wäit am Virfeld. Dat war emol eng Kéier ganz agreabel, sech kënnen eng gutt Zäitchen op déi Motiounen ze preparéieren.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, fir eis ass kloer, dofir hu mer déi Motioun och mat ënnerschriwwen, datt et sënnvoll wär, datt d'Lëtzebuerger Parlament géif en Akt setzen. Mir freeën eis driwwer, datt d'Parteien hei alleguer betounen, datt se déi tierkesch Invasioun vun Nordsyrien kritiséieren, jo, condamnéieren. Dat ass och richteg esou. Et ass och gutt esou.

Mee wa jiddereen dat betount, dann ass et fir eis awer schwéier nozevollzéien, firwat mer et dann net och stëmmen. Ech mengen, dat wär vläicht dee Schrëtt, deen och wierklech géif jiddereen iwwerzeegen an deenen Deklaratiounen och nach géif deen Akt, déi Glafwierdegkeet ginn, déi hei gefrot ass.

Déi Motioun, déi eis d'Kolleege vun der Lénker virgeschloen hunn, huet interessant Gedanken. Dee vun der Peacekeeping Force ass net esou ... Natierlech gëtt se decidéiert am Sécherheetsrot, mee d'Charakteristik vun enger Peacekeeping Force läit eeben doranner, datt all krichsféierend Parteien domadder d'accord sinn, datt se kënnt. Dat heescht, och d'Tierke missten domadder d'accord sinn, soss ass et keng „Peacekeeping" Force, mee eng „Peace Enforcement" Force.

D'Iddi wär also dann, fir d'Tierken esou wäit ze kréien, datt se domadder d'accord sinn - eng interessant Iwwerleeung. An dofir ass et och u sech eppes, wat ee kann ënnerstëtzen, well wann d'Tierke bis d'accord sinn, kann ech mer och virstellen, datt am Sécherheetsrot keng ganz grouss Obstakele méi existéieren.

Dat Zweet ass de Rôle vun Europa. Wa mer da fir eng Peacekeeping Force sinn, hunn ech awer e Problem dermat - an ech mengen, mir an der ADR allgemeng -, datt Europa soll just dofir do sinn, fir Contingenten ze stellen, wann eng Kris muss berouegt ginn. Dat ass sécher nobel. Dat ass och gutt a mir géifen och dermat liewe kënnen. Mee ech mengen, datt mir als europäesch State sollte méi Kraaft opbrëngen, och an eisem Verhältnis zur Tierkei, wéi eis just drop ze beschränken, fir herno Reparaturaarbechten ze leeschten, esou wichteg a sënnvoll déi och sinn.

Dann déi Affär vun den Ambassadeur zréckruffen: Ech mengen, dat ass eng ganz modest Form vun diplomateschem Protest. A wa mer hei am Parlament souguer Bedenken hunn iwwert déi Form vun diplomateschem Protest, da fannen ech, datt mer wierklech Kredibilitéit verléieren an eiser Kritik géintiwwer der Tierkei.

Et ass kee Problem, fir engem Land ze soen: „Hei, mir weisen eis Desapprobatioun fir eng aggressiv Haltung an engem Noperstat doduerch, datt mer eisen Ambassadeur fir Consultatiounen zréckruffen." Dat ass näischt Aussergewéinleches. Et géif sech souguer imposéieren.

Wa mir als Parlament eis Regierung géifen invitéieren, dee Schrëtt ze maachen, hätte mer näischt falsch gemaach. Mir hätte wierklech emol eng Kéier erëm gewisen, datt dëst Lëtzebuerger Parlament sech kloer fir de Fridden an de Respekt vun de Mënscherechter asetzt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Och Merci jidderengem, dee sech hei zu Wuert gemellt huet.

Jo, ëmmerhin, mengen ech, also eng éischt Saach, déi eis wichteg war, dat ass, datt ee souwisou och nach déi Fro hei an dëser Chamber awer nach zur Sprooch bréngt, well se vun enger extreemer Gravitéit ass. An ech mengen, mir sinn eis do all eens. Wann ech richteg verstinn, ass jidderee plus ou moins averstanen a plus ou moins net averstane mat enger Partie vun Invitten an dëser Motioun, woumat mir och natierlech gerechent haten. Zemools mat der éischter Invite, déi, déi den Ambassadeur betrëfft, do hu mer domadder gerechent, datt se net onbedéngt, op jidde Fall bei enger Majoritéit vun de Leit, géif zoutreffen. Bon.

Mee souwäit ech rechne kann, ginn ech dovunner aus, datt déi heite Motioun hei keng Chance huet, tel quel duerchzekommen. Mee ech fannen et awer och ganz gutt, wa mer kënnen déi Motioun an d'Kommissioun weiderginn an nach weiderhin doriwwer diskutéieren.

Dat ass vläicht och souguer interessant, well mer dann nach weiderhin e gewëssene politeschen Drock kënnen oprechterhalen.

Ah jo, zur nächster Motioun schwätzen ech jo herno.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Wéi ech da gespuert hunn, ass awer e breede Konsens do, fir eeben déi Motioun do un d'Kommissioun ze verweisen an do weider driwwer ze diskutéieren.

Kënne mer duerch Handophiewen driwwer ofstëmmen, fir déi Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht d'Chamber huet domadder eestëmmeg decidéiert, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

(La motion n° 1 de M. David Wagner est renvoyée en commission)

Motion 2

Da kéime mer zur Diskussioun vun der Motioun Nummer 2. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen?

Den Här Angel, wannechgelift.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Am Numm vun der LSAP, also vun eiser Fraktioun, géif ech proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen. Dat heescht awer net, dass mer Polizeigewalt géifen toleréieren. Polizeigewalt ass eppes, wat kee kann toleréieren, ob dat a Spuenien ass, wéi dat elo de Fall ass, ob dat a Frankräich ass bei de Manifestatioune vun de Gilets jaunes, ob dat a Russland war, wou d'Oppositioun vun der Polizei staark war an et och do zu Gewaltakte koum. Wann ech mech net iren, och a Polen am Kader vun LGBT-Manifestatiounen. Ech wëll elo net all déi Fäll opzielen, mee ech mengen, dat kann een natierlech net toleréieren.

Mir consideréieren awer, dass dat hei eng immens Amëschung ass an intern Affäre vun engem anere Land. D'autant plus, wou d'Unitéit vun engem Land ee vun deene gréisste konstitutionelle Prinzipien ass, deen e Land huet. Déi territorial Integritéit, dat ass e ganz wichtege konstitutionelle Prinzip. A fir sech do dran anzemëschen... Mir maachen dat jo och net, wann a Frankräich diskutéiert gëtt bei der Corse oder wann et an anere Länner Regioune sinn, déi eventuell mat enger Independance flirten oder doriwwer diskutéieren. Do gi mer eis jo och net amëschen. Dofir géif ech mengen, mir sollen déi Motioun hei net unhuelen.

Natierlech ass et wichteg, dass et zu engem Dialog a Spuenien kënnt. Fir d'Éischt emol innerhalb vun der Regioun Katalonien, dass do d'Mënsche mateneen dialogéieren, awer och d'Politiker mateneen dialogéieren, an awer och dann, dass Madrid a Barcelona zesummen dialogéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Mir wäerten déi Motioun hei net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot. Dann den Här Claude Wiseler.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei net drëm, sech an intern Affären direkt anzemëschen. Et gëtt keng Fuerderung u Spuenien gestallt, fir d'Onofhängegkeet vu Katalounien oder Äänleches unzeerkennen.

Et geet hei drëm, seng Preoccupatiounen auszedrécken iwwert dës grav Kris a virun allem och iwwert den Emprisonnement vu Politiker, déi genau dat gemaach hunn, woufir se wahrscheinlech gewielt goufe lokal, näämlech hir Wieler vertrueden hunn. Se hunn do Saache gemaach. De spuenesche Stat huet dat als kriminell Energie klassifizéiert. Mee mir fuerderen hei an dëser Motioun net, datt mer déi fräisetzen, mir wëlle just eis Preoccupatioun iwwert deen Traitement ausdrécken.

Ech wëll dorobber hiweisen, datt mer hei als Lëtzebuerg eis och an der Vergaangenheet net geschummt hunn, fir eis an d'bannescht Ugeleeënheete vun anere Länner anzemëschen. Wann zum Beispill en Ausseminister vu Lëtzebuerg unilateralement deklaréiert, wien dann elo soll vun engem südamerikanesche Land als President unerkannt ginn.

Ech mengen, dat ass och en Amëschen an intern Affäre vun engem Land, déi vläicht souguer méi grav sinn, wéi d'Preoccupatioun iwwert d'Behandele vu Politiker auszedrécken. Mir als Deputéierte sollten eis op alle Fall solidaresch weise mat aneren Deputéierten a Politiker, déi an anere Länner eeben net déi Riedefräiheet hunn, déi mir hei zu Lëtzebuerg am Moment genéissen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, datt mir d'Argumentatioun vum Här Angel hei duerchaus kënnen deelen. Mir sinn ëmmer preoccupéiert iwwer Saachen, déi kënnen an deem engen oder deem anere Land geschéien. Ech fannen awer, datt et ganz kloer net kann esou sinn, datt mir als Parlament hei eis an déi spuenesch Ugeleeënheete sécherlech heimat eramëschen, mee och hei iwwert d'Kritikausüben iwwer Urteeler, déi d'spuenesch Justiz geholl huet - eng Justiz vun engem demokrateschen europäesche Land.

An dofir fannen ech et wierklech net ubruecht, fir dës Motioun, esou wéi se hei läit, ze ënnerstëtzen. Mir wäerte sécherlech dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Dann hat den Här Eugène Berger d'Wuert gefrot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt ee besuergt ass, wann an engem anere Land, besonnesch an engem europäesche Land vun der Communautéit, Gewalt op de Stroossen ass, wa vu Polizeigewalt rieds ass. Dat gëtt et sécherlech och alt emol an aneren europäesche Länner. An datt mer dat insgesamt verurteelen.

Et muss een awer hei feststellen, an dat ass, mengen ech, e wichtege Punkt, datt awer och a Spuenien elo d'Justiz, ech soen emol, gesprach huet respektiv d'Justiz och domadder befaasst ass. A wa mir elo hei esou eng Motioun géifen unhuelen, da wier dat net nëmmen Amëschen, generell, an Affäre vun engem aneren europäesche Land, wou aner Plattforme sinn, wou da kann emol en Echange sinn, mee awer net unilateral. Ech mengen, dat gëtt et och net an aneren europäesche Länner, datt déi unilateral géifen en anert europäescht Land verurteele respektiv opfuerderen, eng Rei Saachen ze maachen.

Mee ech mengen och besonnesch hei, well mer jo awer och op d'Independance vun deene verschiddene Pouvoire pochen - ech mengen, och a Spuenien - vun der Justiz, datt een dat also net oder schwiereg als Parlament soll beurteelen oder vill besser net soll beurteelen an do eeben dat respektéieren.

Dat einfach fir ze soen, datt mir och als DP-Fraktioun dës Motioun net kënne matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Berger. An da wier et un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech géif mech deene Wierder hei och uschléissen. Also, fir mech sinn et och dräi Punkten.

Déi eng Saach ass eeben déi Geschicht, dass mer hei e Geriichtsurteel hunn an dass mer eis do och net kënnen driwwer ewechsetzen a maachen, wéi wann an anere Länner d'Justiz Decisioune géif huelen, déi eis net interesséieren.

Déi zweet Saach ass, déi ech awer och gären eng Kéier géif clarifiéieren - et ass haut a gëschter schonn ugeschwat ginn -: Wa mer soen, mir hunn eis jo och a Venezuela agemëscht an dann, sous-entendu, kënne mer et hei och maachen. Dat ass en duebelen Neen.

A mengem Verständnis hu mer eis am Venezuela kloer, éischtens, net agemëscht. An et ass och kee Grond, fir dann ...

(Interruption)

Ben, ech mengen, och do goufen et ...

(Interruption)

Ech wëll net nach eng Kéier op déi Diskussiounen agoen, mee do sinn och Geriichter, déi Decisioune geholl hunn.

Bon. Dat Drëtt ass einfach ...

(Interruption par M. Roy Reding)

Wat gelift?

M. Roy Reding *(ADR).*- Och am NS-Regimm hu Geriichter Decisioune geholl.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- An der ...? Okay?!

(Interruption)

Grousse Kino!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, d'Madamm Empain huet d'Wuert!

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Voilà. Ech mengen, dat dote musse mer elo net creuséieren, well soss si mer awer laang amgaangen!

Den drëtte Punkt ass einfach ... Elo weess ech net méi, wat ... Ah! ... ma dass dat awer elo näischt domadder ze dinn huet, dass mer eis mat iergendwelleche Gewalttaten an de Stroosse vu Katalonien identifizéieren. An dat ass ganz kloer eppes, wou mer eis natierlech och solidaresch weise mat de Bierger aus der Regioun an natierlech net domadder zefridde sinn, wann ee mat ze vill Polizeigewalt géint seng eege Bierger virgeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och erëm e Merci un eis lénk Kolleegen, fir datt se eis d'Geleeënheet ginn, dës Diskussioun ze féieren.

Si ass e bëssen deroutant, well se eis virun eng Fro stellt, eng grondsätzlech Fro: Wou ass d'Gläichgewiicht tëschent dem Respekt virun der Souveränitéit vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun an eiser Verflichtung, sech fir d'Grondfräiheeten, fir d'Grondrechter vun de Bierger vun där Europäescher Unioun anzesetzen?

Mir gesinn hei e Spannungsfeld. An an deem Spannungsfeld probéiere mer, eis elo ze situéieren.

Et muss een als Éischt feststellen, datt mer dat Gefill hei kréien, als géif eis Sensibilitéit an déi eng oder aner Richtung evoluéieren, jee no wéi enger politescher Faarf déi Regierung an deem Land ass. Et ass wahrscheinlech keen Zoufall, datt d'LSAP hei als Éischt d'Wuert hëlt a seet: „Ho, mir kënnen dat do net matstëmmen."

Zoufälleg, mengen ech, huet d'sozialistesch Partei de Regierungschef a Spuenien ...

Une voix.- ... aus der aussepolitescher Kommissioun ugeschwat.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee, d'sozialistesch Partei huet hei ...

(Brouhaha)

Ech stelle fest, datt d'sozialistesch Partei, ...

(Interruptions)

... wann e Problem a Spuenien ass, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... keng Meenung huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... op jidde Fall esou eng Motioun net matstëmmt!

Dat Zweet ass, ech stellen awer och fest: An da gëtt sech op d'Onofhängegkeet vun der Justiz bezunn. Vu verschiddene Säiten hu mer dat elo héieren. Ech stelle just fest, datt wa mer a Polen eng Diskussioun féieren iwwert de Pensiounsalter vun de Riichter, wat a mengen Ae wesentlech manner grav ass wéi 23 Joer Prisong fir e Parlamentspresident an engem anere Land, eng Diskussioun iwwert de Pensiounsalter vun de Riichter, ...

(Interruptions)

... da geet et do ëm d'Grondwäerter an d'Grondfräiheete vun de Bierger vun der Europäescher Unioun.

(Brouhaha)

Ech stellen d'selwecht fest ...

(Interruptions)

Ech stellen d'selwecht fest, an dat ass elo net ee vun eiser politescher Famill, mee vun der CSV, datt den Här Orbán an Ungarn kritiséiert gëtt wéinst der Familljepolitik oder der Flüchtlingspolitik.

Ech maachen elo just de Punkt hei, datt mer eis musse bewosst sinn, datt mer, wa mer wëllen antriede fir d'Verdeedegung vun de Grondrechter vun de Bierger vun der Europäescher Unioun, datt mir dat och esou gesinn als ADR - ech wëll dat kloer soen! -, datt mer och sensibel si fir déi Argumenter vun der nationaler Souveränitéit vun deene verschiddene Länner, mee datt mer eis musse kohärent sinn an datt mer net kënnen no der Faarf vun der Regierung an deene verschiddene Länner deen oder dee Brëll undinn.

Fir d'Situatioun a Spuenien unzeschwätzen, wëll ech hei och eppes kloer soen: Mir hunn alleguer heibannen als Lëtzebuerger, géif ech soen, déif Sympathië fir Spuenien. Mee déi déif Sympathië fir Spuenien däerfen eis net derzou féieren, datt mer Mëssstänn am spuenesche Kinnekräich, wéi mer se am Ableck - leider! - gesinn, net däerfen uschwätzen.

Mir mussen dat maachen a Frëndschaft. Mir mussen et maache mat Determinatioun. Well dat, wat do am Ableck geschitt, ass einfach net méi am normale Kader vun enger fonctionéierender parlamentarescher Demokratie.

A wa mer déi Frëndschaft fir Spuenien weisen, déi mer gewisen hunn, wou d'Diktatur vum Franco op en Enn komm ass, wéi mer Spuenien iwwer all déi Jore begleet hunn, da musse mer se och elo weisen a mir musse soen: „Mir brauchen en Dialog an deem Land." Mir sinn net déi, déi d'Souveränitéit an d'Integritéit an d'territorial oder d'konstitutionell Uerdnung vu Spuenien a Fro stellen, mee mir mussen awer och déi sinn, déi soen, an aller Frëndschaft: Esou wéi sech d'Situatioun do am Ableck entwéckelt, kënne mir net nokucken, ouni och moralesch Iwwerleeunge mat anzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Wagner wëllt nach eng Kéier d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Also, ech mengen, et kann een definitiv, bei dëser Motioun net vun Amëschung an intern Ugeleeënheete schwätzen. Mir spriechen eis jo net iwwert den zukünftege Statut vu Katalonien innerhalb vu Spuenien aus. Dat hu mer och ganz kloer ausgedréckt.

An ech mengen och, datt ee kee Parallèle däerf zéie mat anere Géigenden. Et gouf gesot, zum Beispill, mat Korsika. Mee zu Ajaccio gi keng Zivilisten op brutaalst Aart a Weis zerschloen. Zu Ajaccio ginn zurzäit, souwäit ech weess, déi Responsabel vun der Insel net zu 13 Joer Prisong verurteelt, op eng Aart a Weis, déi rechtsstaatlech fragwürdeg wier, och fir Spuenien. Doriwwer kéint een nach länger diskutéieren.

Ech mengen, an duerno, wann ee vun Amëschung schwätzt, entschëllegt, da brauche mer eng gewësse Kohärenz, well eis Aussepolitik fannen ech awer heiansdo äusserst erratesch; den Här Clement ass drop agaangen. Mir mëschen eis ganz oft an, an op eng vill méi grav Aart a Weis. Mir mëschen eis an. Et kann een dat gutt fannen oder net, mee mir schwätzen iwwer Polen, iwwer Ungarn an esou weider. Dat si bestëmmt keng Kolleegen, och net vun eis.

Mir hunn eis op eng äusserst grav Aart a Weis agemëscht an der venezolanescher Affär, wou den Här Asselborn dohinnergeet a seet, wien de Statschef soll sinn - vun deem zënterdeems kee Mënsch méi schwätzen héiert, datt e sech mat Narcotrafiquanten aus Kolumbien getraff huet. Soit!

Also, wann ee vun Amëschung schwätzt, dat war Amëschung an dat war extreemst condamnabel!

Dat heiten ass keng Amëschung. Et kéint een och nach iwwert déi Resolutioun schwätzen, déi mir matgestëmmt hunn iwwert d'Armenier virun e puer Joren, wat d'Tierkei ugeet an esou weider. Doriwwer kéint een och soen: „Dat ass eng Aart Amëschung." Mir hunn dat souguer matgestëmmt. Bon.

Duerno, wat ech awer och e bësse fragwürdeg fannen, dat ass, fir ze soen: „Mee Spuenien ass en demokratescht Land." Jo, däerf dann aus der Ursaach, well Spuenien en demokratescht Land ass, de spuenesche Stat esou virgoe géigeniwwer vun de Manifestanten? Dat heescht, et muss een demokratesch sinn, fir äusserst repressiv an äusserst brutal kënne géint Manifestante virzegoen? Dat sollt just engem net demokratesche Stat iwwerlooss sinn! „En demokratesche Stat däerf brutal géint seng Manifestante virgoen", dat ass dee Message, deen ech matkréien.

A grad well Spuenien e Land ass, mat deem mer äusserst frëndschaftlech Bezéiungen hunn ... An ech hoffen, datt dat weiderhin esou bleiwe wäert. Spuenien gehéiert ... D'Leit, déi mech kennen, déi wëssen: Et ass quasi mäi Liiblingsland. Ausser Lëtzebuerg natierlech, mäi Liiblingsland.

Plusieurs voix.- Aah!

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Andalusien, ech kéint dräi Stonnen doriwwer diskutéieren. Soit!

Neen, mee ech mengen, grad well et e Land ass, wat no ass, mat deem mer vill Bezéiungen hunn, dofir musse mer grad dee Message ginn, datt et net ka sinn, datt Mesuren ergraff ginn, déi condamnabel sinn an déi condamnéiert ginn, och vum Europarot. Dorëms geet et. Et ass keng Amëschung innerhalb vun den internen Affäre vum spuenesche Stat.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech stelle fest, datt mer zum Vott vun dëser Motioun kënne kommen an datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 8 Jo-Stëmme géint 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Den nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7439 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsprodukter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, am Projet de loi 7439 geet et drëms, d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsprodukter ofzeänneren. Dat Gesetz ass eng Transpositioun vun der europäescher Direktiv 2009/119/CE vum 14. September 2009.

An éischter Linn obligéiert d'Direktiv d'Memberstate vun der EU, ee minimale Stopp u Reserven vu Pëtrol brut an/oder Pëtrolsprodukter wéi Bensinn, Diesel oder Masutt ze garantéieren. Generell war et d'Zil vun der Direktiv, derfir ze suergen, dass et an de Memberstaten eng gewësse Versuergungssécherheet gëtt an et net direkt zu enger Penurie am Pëtrol kënnt, och wann zum Beispill e puer Deeg keng nei Pëtrolsliwwerungen ukommen. Dofir huet d'Direktiv fiabel an transparent Mechanismen opgestallt, déi op der Solidaritéit tëschent de Memberstate baséieren.

Zu Lëtzebuerg spezifesch musse Pëtrolsimportateure laut dem Gesetz vun 2015 ee Stock u Pëtrol garantéieren, deen 93 Deeg vum duerchschnëttlechen deeglechen Nettoimport entsprécht. Dovunner gëtt een Deel hei zu Lëtzebuerg gelagert an ee weidere méi groussen Deel um regionalen Niveau.

Zréck elo bei d'Direktiv vun 2009. Eng Halbzeitbewäertung, also eng Evaluatioun vun dëser Direktiv huet festgestallt, dass Ännerunge musse gemaach ginn. Dës Modifikatioune sinn an der Directive d'exécution 2018/1581 festgehalen an déi sollen elo mat dësem Projet de loi transposéiert ginn.

D'Haaptännerunge sinn déi folgend:

All Joer gëtt eng nei Berechnung gemaach, wéi vill Sécherheetsreserve mussen ugeluecht ginn. Déi Berechnung gëtt op Basis vun den Importer vum Joer virdru gemaach. D'Applikatioun vun der neier Lagerungsverflichtung fir d'Joer gëtt dräi Méint no hanne geréckelt - vum 1. Abrëll op den 1. Juli. D'Verlängerung vum Delai soll et de Memberlänner erlaben, genuch Zäit ze hunn, fir déi noutwendeg Prozeduren an d'Wee ze leeden an déi obligatoresch Stocken opzebauen.

Zweetens, d'Direktiv vun 2009 an och d'Gesetz vun 2015 hu sech op verschiddene Plazen op een europäescht Reglement 1099/2008 zu Energiestatistike referéiert. Dëst Reglement gouf e puermol geännert an dofir gëllt et elo, eng Mise à jour vun de Referenzen ze maachen.

Drëttens, ënnert dem Regimm vun de Quantitéite vun der Direktiv vun 2009 huet ee Land misse verschidde Stocken uleeën, wann de Faktor Rendement Naphta iwwer oder ënner 7 % louch. Dat ass esou, well eng aner Berechnungsmethod benotzt gouf, fir de Sécherheetsstock festzestellen, wann de Faktor Rendement Naphta ënner 7 % war oder wann en iwwer 7 % war. Am Prakteschen huet dat bedeit, dass déi Länner, déi ee Joer ee Faktor Naphta haten, deen iwwer 7 % louch, zum Beispill 7,1 %, wesentlech méi Stocken hu missen uleeën, wéi wa se ënner 7 % louchen, zum Beispill bei 6,9 %.

Fir dës enorm Fluktuatioun ze verhënneren, suppriméiert d'Directive d'exécution dësen Niveau vu 7 %. An dat soll elo och transposéiert ginn.

Zur Informatioun: Dës Ännerung huet keng Inzidenz op Lëtzebuerg, well de Faktor Rendement Naphta nëmmen déi Länner betrëfft, déi eng Raffinerie-Industrie oder petrocheemesch Industrie hunn.

Da ginn och nach e puer Erreurs matérielles am Gesetzestext vun 2015 behuewen.

De Conseil d'État huet keng Opposition formelle formuléiert, mee huet gefrot, fir ee Paragraf ze sträichen, well sech hei d'europäescht Dateschutzreglement 2016/679 direkt applizéiert an dofir d'Dispositioun, déi nach op eist aalt lëtzebuergescht Gesetz verweist, hifälleg ass.

De Projet de loi ass den 2. Mee 2019 deposéiert ginn. De Statsrot huet den 12. Juli 2019 säi favorabelen Avis dozou ofgi mat senge Suggestiounen. An der Sitzung vum 16. Oktober 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen elo hei virläit, ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimadder den Accord vun der gréinger Fraktioun.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem honorabelen Deputéierte Carlo Back villmools Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

An der Direktiv 2009/119/CE huet d'EU d'Memberstaten obligéiert, fir just ee Minimum u Pëtrol an u Produits pétroliers ze stockéieren. Gläichzäiteg sollen awer och Penurië kënne verhënnert ginn. Dat ass also dee gëllene Mëttelwee, dee mer bei dësem Gesetzesprojet hei sichen.

Et ass selbstverständlech, dass d'Versuergung an d'Lagerung vum Pëtrol hei am Land an an der EU héije Sécherheetsstandards muss gerecht ginn an duerch transparent a fiabel Mechanismen och muss passéieren. Dës Mechanisme begréisse mer och haut natierlech weiderhin.

D'EU-Kommissioun huet an Tëschenzäit eng Evaluatioun vun der Emsetzung vun dëser Direktiv, déi hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vum 10. Februar 2015 ëmgesat ginn ass, gemaach. An elo geet et also drëms, fir Léieren doraus ze zéien, wéi een dat esou mécht. Beispillsweis si Referenzen op verschidden Dispositiounen an der Direktiv obsolet ginn an et war néideg, an deem Kontext d'Adaptatiounen ze maachen. Et sinn also sougenannten « erreurs matérielles » erausgeholl ginn, wéi de Carlo Back dat och schonn erkläert huet.

Bis dato sinn ëmmer zwou Formulle fir de Calcul vun de Quantitéiten un Naphta ugewant ginn. D'Konsequenz dovunner ware Fluktuatiounen an Obligations de stockage fir verschidde Memberstaten - net fir Lëtzebuerg -, déi grouss finanziell Konsequenze konnte mat sech brénge fir déi betraffe Memberstaten. Elo gëtt de Seuil vu 7 % geännert an d'Optioune si fir all d'Memberstate genau d'selwecht.

Weiderhi kréien d'Memberstaten duerch d'Ännerung vum jäerlechen Delai och méi Zäit, fir hir jäerlech Prozeduren ze finaliséieren, wat eng gutt Saach ass. Genau dat soll dann och mat der Transpositioun vun der Directive d'exécution geschéien, an dat begréisse mir als CSV-Fraktioun natierlech an och ausdrécklech. Et ass eis wichteg, hei an dësem Beräich kloer Reegelen ze hunn, déi fir jiddweree gläich sinn an och fir all Land applizéiert ginn oder kënne ginn.

Mir wëllen an dësem Kontext awer och nach eng Kéier ganz kloer dorop hiweisen, dass et eis wichteg ass, fir insgesamt manner Pëtrol ze gebrauchen - wa mer scho beim Theema sinn. Mir musse méi Alternativen dozou fannen an och hei ass et un der Regierung, fir do weider Léisungen ze presentéieren a mat eis iwwert dës Léisungen ze diskutéieren, konstruktiv, well et iwwer en immens interessant a wichtegt Theema fir d'Zukunft geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schléissen eis doriwwer eraus dem Avis vum Statsrot un, fir den Artikel 4 Paragraf 5 ze sträichen. Dëse gëtt iwwerflëlsseg, well dës Donnéeën an de Champ d'application vum Reglement vun der EU 2016/679 falen, zu der Protektioun vun de Persoune par rapport zum Traitement vun hiren Donnéeën.

Voilà ! Vill Zuelen, e puer Gedanken a vun eiser Säit eng kloer Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Well de Rapporteur esou komplett war, kann ech hei op der Plaz bleiwen a mir bleift just nach, den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ze ginn an awer och dem Rapporteur Merci ze soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee mëndleche wéi dee schréftlechen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An dann ass et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Bei mir ass et ganz äänlech wéi beim Här Hahn. De Rapporteur, dee war ganz komplett. Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An och vun der LSAP kënne mer den Accord ginn.

Just nach vläicht een Zousaz: Déi 7 %-Reegelung, déi jo dann hei an dësem Projet de loi ofgeschaaft gëtt, betrëfft eis als Lëtzebuerger jo manner, well mir keng eege Raffinerien hunn a keng eege pëtrocheemesch Industrien hunn, soudass déi aner zwee Punkten, déi eigentlech éischter technescher Natur sinn, fir eis och ganz an der Rei sinn. An duerfir gi mir och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Déi zwee Rapporteuren, den Här Back an den Här Galles, hunn hir Saach fantastesch gemaach, soudatt alles erkläert ass.

(Brouhaha)

Mee, mir hunn awer eng Fro. Ech mengen, mir sinn net ganz rassuréiert an dësem Dossier, well mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg fir aacht Deeg Reserven hunn. Dat ass net vill. Mir hunn nach Reserven am Émkrees vun 230 Kilometer. An d'Fro, déi sech einfach stellt, ass: Wat geschitt, wann zum Beispill am Fall vun engem Streik, am Fall vun engem méi laangen a méi strenge Wanter, einfach déi Reserven net méi accessibel sinn? Mir haten déi Situatioun virun e puer Joer, wou mer bal um Punkt ware vun der Rupture, fir kënnen d'Approvisionnementer hei am Land nach ze garantéieren.

An d'Fro stellt sech einfach, ob d'Regierung hirer Verantwortung nokënnt, d'Versuergungssécherheet vum Land an engem Mooss ze garantéieren, wat vläicht iwwert déi aacht Deeg erausgeet, a sech einfach net drop verléisst, datt déi Firmen, déi heimadder befaasst sinn, wierklech déi Reserve kënnen erbäischafen. Zumools am Fall vun enger Kris wäre jo wahrscheinlech nach aner Staten oder aner Entitéiten interesséiert, fir en Zougréff op déi Reserven ze hunn!

Mir denken also, datt d'Regierung eis soll erklären: Wat geschitt dann, wa mer wierklech eng Kéier an enger Situatioun sinn, wou Versuergungsschwieregkeete kënnen opdauchen? Mir hate jo och de Fall am Wanter, wou den Niveau vun der Musel op eemol esou déif war oder esou wéineg konnt acheminéiert ginn, datt wierklech e Problem do war.

D'Regierung probéiert ze argumentéieren, fir d'Leit ze berouegen. Bon, mir brauche jo och an Zukunft manner; mir hunn d'Elektromobilitéit. Mee d'Realitéit ass eng ganz aner. Mir hunn e grousse Bevëlkerungswuesstum, mir hunn ëmmer méi Autoen, Bensinn an Diesel an Notzvehicullen, déi zougelooss ginn. An d'Elektromobilitéit, dat ass e ganz, ganz klenge Prozentsaz vun den zougeloossene Vehikelen hei am Land.

Mir kënnen net soen, well mer d'Elektromobilitéit hunn - an dat wäert nach fir laang, laang Joren esou sinn, wann et sech jeemools sollt substanziell änneren -, datt mer net genuch Reserve kënnen hu fir Bensinn, Diesel oder aner Pëtrolsproduiten.

Do stellt sech also eng Fro an do muss d'Regierung an hirer Verantwortung dem Land soen: Wat mécht si fir d'Versuergungssécherheet vum Land ze garantéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also mir ginn och eis Zoustëmmung fir de Projet. Mir hätten eis awer natierlech gefreet, wa mer haut géifen driwwer diskutéieren, wéi mer d'Reserve fir de Pëtrol kënnen ofbauen, Joer pro Joer manner. Anstatt dass mer elo nach higinn a mir ginn do e bëssen drun dokteren, hätte mer eis gefreet, wann elo haut eng kleng Exitstrategie komm wär, wéi mer den Tanktourismus iwwert d'Pëtrolsreserve kéinten ofbauen. Dann hätte mer eis vill méi driwwer gefreet. Mee mir stëmmen awer och dëse Projet scho mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech wëll fir d'Éischt hei dem Rapporteur, dem honorabelen Här Back, Merci soe fir säi Rapport. Hei geet et, an ech mengen, dat ass erkläert ginn, largement ëm technesch Ännerungen.

Ech sinn dann och frou, dass d'CSV dat, mengen ech, an der Kommissioun positiv begleet huet. Merci och, Här Galles, dass d'CSV där Meenung ass, dass mer an Zukunft solle manner Pëtrol verbrauchen. Wat jo dann interessant ass: An deem technesche Grupp, wou mer d'Piraten an d'ADR hunn, do schéngt et zimlech divergent Meenungen ze ginn. Ech mengen, Dir wëllt, dass mer schnell eraus aus dem Pëtrol ... Ech mengen, mir sinn do éischter op enger Säit. Den Här Kartheiser mengt, et géif nach Jorzéngten daueren, bis d'Elektromobilitéit kënnt.

Ech kann Iech just soen, e Méindeg an en Dënsdeg hat ech zesumme mam François Bausch eng Konferenz organiséiert, wou mer Däitschland, Frankräich, Benelux, Schwäiz an Éisträich zesummegeruff haten, och um Niveau vun de Regierungen a vun Experten, fir ze kucken: Wou geet den Autossystem hin oder de Verkéierssystem? An et besteet e ganz grousse Konsens, dass dee System ganz schnell a ganz staark a Richtung Elektromobilitéit geet.

Et gesäit esou aus, dass mer 2025 schonn a Westeuropa iergendeppes wéi 5 Milliounen Elektroautoe wäerten op der Strooss hunn. Ech hoffen, dass der bis dohinner och eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg sinn. An dat ass och dat, wat mer amgaange sinn, an enger Etüd ze kucken. Mir hunn Tanklager, déi funktionéiere gutt. Och bei där leschter Kris, déi mer eng Kéier haten elo, wéi e bësse Gilet-jaunë waren an der Belsch, huet de System gutt funktionéiert.

Eise System ass esou, dass privat Operateuren, déi Pëtrol verkafen, och d'Responsabilitéit hunn, fir dat mat ze organiséieren. Ech hu mer déi Rapporten ugekuckt. Dat ass eigentlech alles zimlech op stabele Féiss. An dat, wat mer elo an deem Bericht kucken, ass eeben, wann d'Mobilitéit esou staark an d'Elektromobilitéit geet, wéi dat awer elo ausgesäit, ob mer dann nach e Besoin hätten, fir nei Tanklageren ze bauen.

Ech fannen, hei si mer an engem Beräich, deen extreem seriö ze huelen ass. An dofir wëll ech och elo net aus der Hëft schéissen, mee eeben ofwaarden, bis déi Etüd fäerdeggemaach ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7439. Den Text steet am Document parlementaire 7439[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7439 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Elo ganz rezent war Mantelsonnden, wat eis nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet, dass mer e klenge Problem mat eisem Déiereschutzgesetz hunn, an zwar dass e Verkafsverbuet vun Zuchtpelzer feelt. Mir hunn haut d'Chance, dëst Gesetz vum Déiereschutz ze moderniséieren.

Well et ass jo esou, dass zu Lëtzebuerg zwar d'Produktioun vun deenen Zuchtpelzer verbueden ass, et ass awer net esou, dass de Verkaf verbueden ass, wat oft onbewosst Leit an den Dilemma bréngt, dass se an de Buttek ginn a mengen, se géifen e syntheetesche Col un enger Jackett oder soss iergendeppes kafen, sech awer herno erausstellt: Dat war e richtegt Déier, dat op enger Pelzfarm iergendzwousch op der Welt groussgezu ginn ass, dat meeschtens a qualvollen Zoustänn. Well et ass jo esou, dass se zwar zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, déi Jacketten oder aner Produkter, mee d'Lëtzebuerger Regierung guer keng Méiglechkeet huet, fir ze kucken, wéi do déi Déiere musse leiden, wéi d'Qualitéit ass, wéi déi Produiten iwwerhaapt zustane komm sinn.

Deementspriechend hu mer e Gesetz, dass een et net dierf hei produzéieren, mee et dierf een et verkafen. Dat ass eppes, wat een eigentlech guer kengem dobausse kann erklären, wéi et zu esou enger Diskrepanz zwëschent de Gesetzer kënnt.

Elo ass ganz rezent a Kalifornien e generellt Zuchtpelzverbuet ausgeschwat ginn, nodeems dat zu Los Angeles zënter 2018 a Kraaft war an et do mat deem Beispill immens gutt funktionéiert huet.

Well et ass hautzudaags bekannt: Mir brauche keng Pelzemäntel méi, mir brauchen och kee pelzene Col méi. Dat kann een hautzudaags alles syntheetesch hierstellen, ouni dass en Déier leide muss.

Deementspriechend hu mir haut déi Motioun eraginn, fir d'Gesetz nach eng Kéier ze verbesseren, dass net nëmmen d'Hierstellung zu Lëtzebuerg verbueden ass, mee och de Verkaf vun Zuchtpelz.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber,

vu d'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 an notamment säin Artikel 12 Punkt 121, deen d'Zuucht vun Déiere fir d'Pelzproduktioun zu Lëtzebuerg verbitt;

considérant, dass d'Zuucht vun Déiere fir d'Pelzproduktioun schreckleche Konditiounen ënnerläit2 a Lëtzebuerg keng Méiglechkeet huet, iergendwellech Kontrollen op d'Produktiounen aus anere Länner auszeüben;

folglech Lëtzebuerg d'Wuel vum Déier an anere Länner net garantéiere kann;

considérant, dass den US-Bundesstat Kalifornien rezent ee Gesetz gestëmmt huet, dat d'Produktioun an doriwwer eraus de Verkaf vu Pelzprodukte verbitt;

mam Zil, eng kohärent Déiereschutzpolitik ze bedreiwen a Lëtzebuerg domadder zu engem Virreider am Déiereschutz ze maachen,

fuerdert d'Regierung op,

- de Verkaf vu Pelzer nach an dëser Legislaturperiod ze verbidden.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Ech mengen, dat doten ass eng Problematik, déi schonn d'lescht Legislaturperiod am Kader vun enger Petitioun diskutéiert ginn ass.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Jo, en Debat an der Chamber.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do sinn zwee verschidde Ministèrë concernéiert: engersäits de Landwirtschaftsminister, wat d'Zuucht vum Pelz ubelaangt, anerersäits den Ekonomiesminister, wat de Verkaf vum Pelz ubelaangt. Duerfir géif ech proposéieren, datt mer an der November-Chamberswoch déi dote Petitioun diskutéiere géifen, wann déi zwee concernéiert ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Eng Motioun, keng Petitioun! Et war deemools eng Petitioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Ministeren dobäi wieren, well mer jo gemierkt hu bei der Diskussioun vun der Petitioun hei an der Plenière - wat eng ëffentlech Petitioun war -, datt déi ganz Problematik net esou einfach ass. Wa mer wëlles hunn, eppes fir den Déiereschutz ze maachen, géif ech proposéieren, dee Wee ze goen. À moins datt d'Chamber anerer Meenung ass.

Den Här Goergen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Do waart Dir Landwirtschaftsminister.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also, Här President, mir si mat Ärer Propos averstanen, dass mer dat am Breeden diskutéieren. Mir sinn och elo eréischt ee Joer am Parlament, deementspriechend ware mer net bei den Diskussiounen deemools ronderëm déi Petitioun derbäi. Dofir si mer och dann averstanen, fir ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt se bestëmmt verfollegt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dofir wëlle mer et jo dann och ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wësst Der, mir verfollege vill Déiereschutztheemen. Dofir si mer jo och heiansdo rosen. Dir hutt elo gesot - wéini war et? - 2016, ëm deen Dréi. Dat heescht, et ass elo schonn erëm dräi Joer hier an et ass awer näischt am Déiereschutz geschitt. Dofir si mer da rosen an dofir brénge mer déi Motioun.

(Brouhaha)

Deementspriechend ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, et war net 2016 an ech hunn dat och net gesot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wien huet d'Wuert? Fro eng Kéier: Wien huet d'Wuert?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir wäerten dat da mam Accord vun der Chamber an där nächster Chamberswoch diskutéieren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wien huet dann d'Wuert gehat?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mir sinn d'accord, fir et an der nächster ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir sinn um Enn vun dëser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzungen ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, ech war jo nach net fäerdeg.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ah!

Une voix.- Der hutt scho vill ze vill gesot!

(Hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ma, Här President, déi do iwwer hu mech ënnerbrach. Ech wollt lech eigentlech soen, ...

(Brouhaha)

... dass mer ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, da maacht lech fäerdeg!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ma neen, Här President! Also, Här President, ech hätt hei nach eng Minutt an eppes. Also vun dohier ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, maacht lech fäerdeg!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir musst jo awer och fir Uerdnung suergen, wann déi do iwwer blären. Also wannechgelift!

Ech wollt lech ganz kloer soen: Mir sinn averstanen, en vue fir eppes kënne fir den Déiereschutz ze maachen, dat op déi nächst Plenière ze verleeën.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

Da si mer definitiv um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 19., 20. an 21. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.57 heures.)

[1] Loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux ; Art. 12. Pratiques interdites : Il est interdit : 12. d'élever un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine

[2] Source : https://www.peta.de/hintergrundwissen-pelz

Le saviez-VOUS ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Sommaire des séances publiques nos 6 et 7

6e séance

Ouverture de la séance publique p. 77

Communications p. 77

7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain,

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg,

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects,

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »,

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

et

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes p. 78

Ordre du jour p. 78

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 78

Changements de composition des commissions parlementaires p. 78

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale p. 78

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure p. 79
- Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 79
- Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 79
- Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique p. 79-80
- Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 80
- Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation p. 80-81
- Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 81
- Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports p. 81-82
- Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation p. 82

Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film p. 82-83

Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap p. 83

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 83-84

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg p. 84-88

7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire p. 88-91

7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements p. 91-92

7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24e et 25e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015 p. 92

7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg p. 92-93

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie p. 93-94

7e séance

Ouverture de la séance publique p. 95

Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau p. 95-98

Dépôt de deux motions par M. David Wagner p. 98-101

7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers p. 101-102

Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen p. 102

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 4** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0762	Fernand Kartheiser	Suites données à l'acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach
0924	Sven Clement	Cessions et saisies
1069	André Bauler	Baisse des exportations de l'industrie allemande
1070	Marc Baum	Accès aux jugements et degré d'anonymisation des décisions de justice
1071	Josée Lorsché	Profession d'ostéopathe
1076	Sven Clement	Échange automatique d'informations
1080	Mars Di Bartolomeo	Nouveau système de suivi des bagages
1084	Claude Wiseler, Martine Hansen	Traitement de la douleur
1085	Jeff Engelen	Défibrillateurs
1086	Fernand Kartheiser	Statut de réfugié
1100	Léon Gloden	Ligne de bus « Hop On Hop Off » pour la région mosellane
1124	Marc Spautz	Réforme de la formation professionnelle
1125	Diane Adehm	Modalités d'avancement dans différentes carrières des administrations et services de l'État
1128	Alex Bodry	Emplacements pour livraisons
1131	Fernand Kartheiser	Protection des animaux
1137	Paul Galles	Structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale
1139	Laurent Mosar	Restructuration de RTL Group
1141	Jean-Marie Halsdorf	Approvisionnement en vaccins contre la grippe saisonnière
1147	Marc Goergen	Ville sans voiture
1151	Marc Goergen	Citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région
1152	André Bauler	Archives historiques de RTL Group
1154	Jeff Engelen	Chiens d'assistance
1155	Laurent Mosar, Gilles Roth	Parc automobile de la Police grand-ducale
1159	Mars Di Bartolomeo	Marché de l'emploi
1161	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	Restructuration de RTL Group
1163	Marc Goergen	Aspects écologiques des travaux d'impression de l'État
1165	Martine Hansen	Soumission publique pour le programme « Schouluebst 2019/2020 »
1166	Gusty Graas	Nouvelles tensions entre Israël et la Jordanie
1167	Claude Haagen	Entretien des chemins ruraux
1169	Françoise Hetto-Gaasch	Admission à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg
1170	Fernand Kartheiser	Château de Colpach
1171	Nancy Arendt épouse Kemp	Nouveau stade national
1172	Djuna Bernard	Réforme du cycle inférieur de l'enseignement général
1173	Paul Galles	Lutte contre la déforestation
1174	Martine Hansen	Déchets plastiques
1175	Marc Spautz	Diminution par les États-Unis des investissements dans des structures militaires
1176	Laurent Mosar	Entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier
1177	Marc Goergen	Examen de rattrapage
1178	Gusty Graas	Ouverture à l'exploitation économique de la « Tongass national forest »
1179	Alex Bodry	Épargne populaire
1180	Mars Di Bartolomeo	Sécurité alimentaire dans l'e-commerce
1181	Sven Clement	Restructuration de RTL Group
1182	Sven Clement	Nouveau report du Brexit
1183	Marc Goergen	Perte de forêts
1184	Lydia Mutsch	Déploiement du réseau 5G
1185	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire « fruits à l'école »
1186	Dan Biancalana	Peines militaires
1187	Martine Hansen	Déchets d'emballages en provenance du secteur agricole
1188	Dan Biancalana	Demandes de révision d'un procès pénal
1189	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier images auprès de la Police grand-ducale
1190	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier en matière de stupéfiants auprès de la Police grand-ducale
1191	Laurent Mosar, Gilles Roth	Casier disciplinaire auprès de la Police grand-ducale
1192	Guy Arendt, Gusty Graas	Dégâts de gibier
1193	Gilles Baum, Max Hahn	Projets pilotes Valorlux
1194	Marc Goergen	Demandes de séjour
1195	Marc Goergen	Cheval de Troie « Emotet »
1196	Carole Hartmann, Max Hahn	Optimisation des services d'urgence
1197	Marc Goergen	Pollution due aux mégots de cigarettes
1198	Mars Di Bartolomeo	Actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise
1199	Marc Goergen	Radar camouflé sur la N31
1200	Mars Di Bartolomeo	Investissements directs étrangers
1201	Fernand Kartheiser	Symposium « Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ? »
1202	Marc Goergen	Assistance judiciaire
1203	Josée Lorsché, Carlo Back	Documentation hospitalière
1204	Mars Di Bartolomeo	Sécurité des transactions de paiement par carte électronique
1205	Mars Di Bartolomeo	Nouvelle génération des radars
1206	François Benoy	Pollution de l'Alzette
1207	Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo	Fermeture d'une pharmacie à Esch-sur-Alzette
1208	Martine Hansen	Contournement de Hosingen
1209	François Benoy	Alimentation des animaux d'élevage
1210	Marc Lies	Statistiques du Liser
1211	André Bauler	Travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck
1212	Fernand Kartheiser	Geste de bienvenue aux nouveaux détenteurs de la nationalité
1213	Mars Di Bartolomeo	Abolition du changement d'heure bisannuel
1214	Nancy Arendt épouse Kemp	Malformations chez les nouveau-nés
1215	Léon Gloden	Recours contre une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale
1216	Lydia Mutsch	Éducation aux médias
1217	David Wagner	Bureau de poste dans le quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville
1218	Franz Fayot	Grève pour le climat
1219	Fernand Kartheiser	Autorisations requises dans une zone verte
1220	Fernand Kartheiser	Conflits d'intérêts lors des délibérations au niveau communal
1221	Jeff Engelen	Manque de ressources humaines au niveau des prestataires paramédicaux
1223	Marc Spautz	Don du sang
1224	Jeff Engelen	Utilisation par les CFL des pesticides à base de glyphosate
1225	Max Hahn	Impact climatique des stations d'épuration
1226	Max Hahn	Émissions de méthane provenant des décharges pour déchets ménagers
1227	Martine Hansen	Gestion des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck
1228	Laurent Mosar	Activités spatiales promues par le Gouvernement
1229	Léon Gloden	Examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire
1230	Marc Goergen	Chauffage au mazout
1232	Carole Hartmann, André Bauler	Nouvelle version de l'application « mobilitéit.lu »
1233	Marc Spautz	Promotion de l'eau minérale locale
1234	Mars Di Bartolomeo	Efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO)
1235	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA) »
1236	Marc Spautz	Jumelage entre deux villes
1237	Jean-Marie Halsdorf	Cessation des activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du LNS
1238	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Durabilité environnementale du système de santé
1239	Dan Biancalana	Étude « Being Black in the EU »
1240	Fernand Kartheiser	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1241	Jeff Engelen	Acquisition de terrains et parcelles forestières par l'État
1243	Mars Di Bartolomeo	Nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur
Question parlementaire posée au cours de la session ordinaire 2019-2020		
1658 urgente	Sven Clement	Incendies en Australie

Question 0762 (06.06.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **suites données à l'acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach :**

Am August ginn et dräi Joer, datt an der Weilerbaach zwou Hellegestatue gekäppt goufen. Weilerbaach, wou e Flüchtlingsheem ass, dat zurzäit renovéiert gëtt, war fréier emol eng Kuranstalt, ier de Stat et iwwerholl hat. Ronderëm de Foyer ass e klenge Park a Plazen, wou ee spadséiere goe kann. Allerdéngs gëtt den Entretien hei plazeweis net seriö gemaach. Esou sinn déi gekäppte Figuren och no dräi Joer nach ëmmer net reparéiert oder restauréiert, mee si grad esou stoen a leie gelooss ginn, wéi si futti gemaach goufen. Déi eng gekäppten Hellegefigur ass net onbekannt an nennt sech „statue du Sacré-Cœur au parc", déi aner steet an der Heliar-Grott. An der Grott läit och nach Dreck, e Biesem an eng Dreckstut. Alles an allem mécht dat ee vernoléissegten, ongefleegten a respektlosen Androck. Dozou kommen dann nach eng beschiedegt Fënster vun der Kierch, déi net reparéiert gëtt, a Schmierereien un der Kierchendier, déi de Fändel vun de syresche Rebellen duerstellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Inneminister, der Madamm Kulturminister an dem Här Kultusminister gär folgend Froe stellen:

1. Goufen Ermëttlungen an dësem Fall vu Vandalismus ënnerholl an ofgeschloss? Goufen déi Schëlleg ermëttelt a bestrooft? Gëtt et eventuell Erkenntnesser iwwer hir Beweeggrënn?

2. Ass et richteg, datt den Terrain, op deem dës beschiedegt Statue stinn oder leien, dem Stat gehéiert? Wa jo, ass de Stat och zoustänneg fir den Entretien vun an op deem Terrain?

3. Firwat sinn déi beschiedegt Statuen no dräi Joer nach ëmmer net reparéiert oder restauréiert, mee grad esou stoen a leie gelooss ginn, wéi si futti gemaach goufen?

4. Firwat gëtt d'Heliar-Grott an engem inakzeptabelen, knaschtegen Zoustand gelooss?

5. Kann d'Madamm Kulturminister bestätegen, datt et sech bei där enger beschiedegter Statu, der „statue du Sacré-Cœur au parc", ëm eng Skulptur vum Josy Jungblut handelt - engem Lëtzebuerger Sculpteur, vun deem ënner anerem och eng ganz Rei Monumenter am Land bestinn, déi un d'Affer vum Zweete Weltkrich an d'Lëtzebuerger Onofhängegkeet erënneren? Wa jo, huet d'Regierung da kee kulturellen Interessi dorunner, dës Statu reparéieren ze loossen an ze erhalen?

6. Firwat gëtt déi beschiedegt Fënster vun der Kierch net reparéiert an de Fändel vun de syresche Rebellen, deen op d'Dier gesprayt gouf, net ewechgemaach?

7. Huet d'Regierung sech eventuell schonn un den Äerzbistum oder un de Kierchefong gewant, wa si selwer net gewëllt ass, dës Plazen an Objeten ze ënnerhalen an ze fleegen, well dës nieft dem ästheeteschen Aspekt och eng chrëschtlech-reliéis Bedeitung hunn? Huet d'Regierung wëlles, hei aktiv ze ginn, sief dat selwer oder iwwert d'Kontaktéiere vum Äerzbistum oder vum Kierchefong?

Réponse (28.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Exploitant vum Site vun der Weilerbaach war deemools de Lëtzebuerger Office fir d'Opnam an d'Integratioun (OLAI) vum Ministère fir d'Famill, d'Integratioun an d'Groussregioun. Den OLAI huet eng Plainte wéinst Vandalismus bei der Police agereecht. D'Affär konnt bis haut net opgekläert ginn.

Den Terrain, op deem dës Statue stoungen, gehéiert dem Stat. D'Naturverwaltung këmmert sech ëm den Entretien vun de Beem, den OLAI ëm d'Méie vun der Wiss. Déi beschiedegt Statue sinn net wärend dräi Joer stoen a leie gelooss ginn:

De Kapp vun der Statu aus der Grott war esou staark beschiedegt ginn, dass en net méi konnt restauréiert ginn. De Büst war an der Grott stoe gelooss ginn, mee ass entre-temps an engem Container um Chantier entrestockéiert. Et ass net virgesinn, dës Statu ze restauréieren.

De Kapp vun der zweeter gekäppter Statu, déi net wäit vun der aler Schoul steet, ass wärend de leschten dräi Joer vum OLAI an enger Garage um Site entreposéiert ginn an ass entretemps och am Chantierscontainer entrestockéiert. Am Kader vum Projet „rénovation et assainissement du Centre Héliar" ass virgesinn, dës Statu vun engem Spezialist restauréieren ze loossen.

D'Grott ass an engem gudden Zoustand an et ass virgesinn, se am Kader vum Projet „rénovation et assainissement du Centre Héliar" ze botzen.

All d'Kierchendieren an all d'Fënstere ginn am Kader vum besote Projet ersat. Dorënner fält souwuel déi futtis Kierchefënster wéi och déi metallen Dier mam Graffiti drop.

Wéi scho virdrun erwäänt, këmmert sech d'Verwaltung vun den ëffentleche Bauten ëm d'Restauratioun vun enger Statu, an déi wäert vun engem Spezialist ausgefouert ginn, grad eweí ëm d'Botze vun der Grott an dem Kräizgang. Den Entretien fält allerdéngs net ënnert d'Kompetenz vun onsem Ministère, mee vum zukünftegen Exploitant. Zousätzlech ass ze soen, dass d'Kierch viru Joren desakraliséiert ginn ass an net méi dem Aerzbistum ënnersteet.

Question 0924 (19.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant des **cessions et saisies :**

An der Bundesrepublik Däitschland gëtt et zanter dem 1. Juli 2010 e sougenannten „Pfändungsschutzkonto" (§ 850k ZPO), deen et Betraffenen erlaabt ee Minimalbetrag op hirem Bankkonto virun enger Saisie-arrêt ze schützen, fir esou weider um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen.

Dës Norm ass onofhängeg vun enger eventueller Saisie oder Cessioun op engem Salaire, mee betrëfft direkt de Kontestand vun engem eventuellen Debiteur.

An Däitschland ass nämlech am § 850c ZPO d'Saisie vun engem Aarbechtsakommes gereegelt an trotzdeem huet den däitsche Legislateur et fir néideg fonnt, fir och de monetären Eegentum ze schützen. De § 850c ZPO existéiert am lëtzebuergesche Gesetz ënnert der Form vun den Artikelen L. 224-1 bis L. 224-5 vum Code du travail, wou ee sougenannten „Pfändungsfreibetrag" virgesinn ass, deen awer equivalent zum § 850k ZPO ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Aarbecht a Justiz dës Froe stellen:

1. Ginn et Pläng vun der Regierung, fir eng analog Reegelung zum däitsche § 850k ZPO zu Lëtzebuerg anzeféieren?

2. Wéi vill Saisië goufen an deene leschte fënnef Joer (opgedeelt no Joer) géint Privatpersoune geschwat? Wéi vill dovunner hunn (och pro Joer opgedeelt):

- just de Salaire betraff?

- just Eegentum betraff?

- souwuel Salaire wéi och Eegentum betraff?

3. Wéi vill Saisien hunn tëscht 2014 an haut stattfonnt, bei deenen de ganze Sold vun engem Bankkont saiséiert gouf? Wéi vill dovunner ware Privatpersounen?

Réponse commune (08.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De Betrag vun der Saisie vun Akommes a Rente berout op der Staffelung vum Akommes:

- de Prozentsaz vum Akommes, dee pro Tranche saiséiert a veräussert ka ginn („quotité saisissable/cessible"), ass gesetzlech fixéiert iwwert d'Artikelen L. 224-1 bis 225-5 vum Code du travail an den Artikel 4 vun der Loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail;

- d'Valeur vun den Tranchen ass am Règlement grand-ducal du 27 septembre 2016 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes (Mém. A, N° 206 du 4.10.2016) fixéiert. Dëst Reglement gëtt reegelméisseg ugepasst.

De gesécherte Minimalbetrag („quotité insaisissable et incessible") ass gestaffelt am Bezuch zu der Valeur vum Akommes respektiv der Rent vum Debiteur. Weeder de Riichter nach de Creancier hu Kenntnis vum Sold vum Konto respektiv vun de Konte vum Debiteur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

A puncto Statistiken iwwert d'Saisies-arrêts vun de Salairen an dem Ënnerhalt, kann een op folgend Zuele verweisen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1069 (16.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **baisse des exportations de l'industrie allemande :**

Les médias viennent d'annoncer que l'industrie allemande se voit confrontée à un net recul de ses exportations depuis juin 2019 - en particulier en direction des pays outre-mer - si bien que d'aucuns évoquent le risque d'une stagnation voire d'une récession. Il va sans dire que cette régression des ventes de produits industriels à l'étranger touche également notre propre économie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelles sont les principales raisons qui expliquent la baisse des exportations de l'industrie allemande ?

2) Dans quelle mesure l'économie grand-ducale dépend-elle de l'industrie allemande ? Quelles sont les branches domestiques les plus touchées par une baisse de la conjoncture dans ce secteur important de notre pays voisin ?

3) Est-il déjà possible d'anticiper les conséquences éventuelles de ce recul pour l'industrie luxembourgeoise ?

Réponse (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les raisons qui expliquent la baisse des exportations de l'industrie allemande sont de plusieurs natures. Parmi les plus fréquemment relevées, les tensions commerciales mondiales - et l'escalade des mesures protectionnistes entre les États-Unis et la Chine en particulier - sont en première ligne. Celles-ci désorganisent les chaînes de production mondiales, font baisser les échanges de marchandises et participent au ralentissement de l'économie mondiale. L'Allemagne voit ainsi le volume de ses exportations vers la Chine diminuer dans les domaines de la chimie, des biens manufacturés et du matériel de transport et équipement. L'industrie allemande souffre davantage que les autres pays d'Europe de cette guerre commerciale. Ce qui a fait son succès au cours des dernières années, à savoir son orientation plus marquée vers les pays émergents (dont la Chine), se retourne en quelque sorte contre elle aujourd'hui.

Le secteur de l'industrie automobile allemande est particulièrement touché. Il pâtit en outre d'une conjonction délétère de plusieurs éléments indépendants du cycle économique mondial : le passage aux nouvelles normes européennes d'émission, une transition difficile vers les modèles électriques ou encore les faibles niveaux du Rhin qui ont entraîné des problèmes d'acheminement. Sur l'ensemble du 1er semestre 2019, la production industrielle allemande s'est repliée d'environ 4 % sur un an, la moitié de cette baisse relevant directement de l'industrie automobile.

ad 2) L'Allemagne est le premier partenaire du Luxembourg en termes d'échanges de biens et services. Au niveau des exportations luxembourgeoises, la part de marché de l'Allemagne est de l'ordre de 20 % pour l'ensemble des biens et services (28 % pour les biens, 19 % pour les services). Ces parts sont globalement identiques en termes d'importations et n'ont que peu fluctué au cours des dernières années.

Les biens exportés du Luxembourg vers l'Allemagne ont un fort contenu industriel (à la fois du point de vue de leur origine et de leur utilisation finale). En 2018, ils étaient principalement composés pour un quart environ de métaux ou produits métalliques, pour 15 % de matières ou produits en plastique et en caoutchouc et pour 15 % également de machines et appareils (là encore, cette composition n'a que peu changé au cours des années récentes).

Comme déjà mentionné, le domaine de l'industrie allemande le plus affecté par le repli de la production sur la 1re moitié de 2019 est celui de la construction automobile. On observe néanmoins aussi un recul de la production dans l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements électriques.

ad 3) Le fait que l'industrie automobile allemande soit particulièrement affectée laisse en premier lieu craindre des répercussions sur les entreprises luxembourgeoises qui produisent des biens intermédiaires lui étant habituellement destinés.

Le repli de la production automobile allemande (20 % de la production totale) peut également avoir des effets contagieux sur d'autres pays de l'industrie germanique, ce qui poserait des difficultés aux entreprises luxembourgeoises qui exportent vers l'industrie allemande en général.

L'une des craintes en termes de perspectives pour l'économie allemande, c'est que la mauvaise conjoncture de l'industrie - qui représente 25 % du PIB allemand - fasse tache d'huile sur les activités de services (dont certains sont prestés pour l'industrie). Les enquêtes de conjoncture allemandes montrent depuis le début de 2019 une baisse très prononcée de la confiance des industriels. Mais plus récemment - en juillet et août 2019 - la confiance des services non financiers s'est également repliée de manière assez inquiétante[1]. Une dégradation de l'économie allemande de nature plus généralisée, et non seulement cantonnée au domaine industriel, pourrait alors avoir des répercussions sur les exportations de services luxembourgeois vers l'Allemagne.

Enfin, de manière encore plus indirecte, étant donné que l'Allemagne est la première économie de la zone euro, son ralentissement fait craindre des retombées négatives sur l'ensemble de ses partenaires économiques européens (qui sont aussi des partenaires du Luxembourg).

Sur l'ensemble des six premiers mois de 2019, les exportations de biens du Luxembourg vers l'Allemagne affichent une baisse en valeur de 1,8 % (après une hausse de 1,0 % en 2018, et de 7,2 % en 2017). Cette baisse concerne principalement les produits de la métallurgie (notamment sidérurgie et métaux non ferreux), l'outillage et les machines d'usage spécifique.

Question 1070 (16.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**accès aux jugements et** le **degré d'anonymisation des décisions de justice :**

Depuis 2002, nos voisins français disposent avec www.legifrance.gouv.fr d'un site spécifiquement dédié au « Service public de la diffusion du droit ». Ce site permet à ses usagers d'accéder gratuitement et rapidement non seulement à l'ensemble des textes constitutionnels, législatifs et règlementaires en vigueur, mais aussi à une grande partie de la jurisprudence judiciaire, administrative et constitutionnelle.

Au Luxembourg, le site www.legilux.lu permet d'accéder aux textes publiés dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, tandis que www.justice.public.lu permet d'accéder à des versions anonymisées des décisions de la Cour Constitutionnelle, de la Cour de Cassation et des juridictions administratives. Toutefois, ce portail, qui ne dispose pas d'un formulaire de recherche multicritères, ne donne pas accès aux décisions judiciaires de première instance et d'appel, bien que celles-ci puissent également être d'intérêt jurisprudentiel. Pourtant, ces décisions existent bel et bien au format numérique et peuvent être consultées par les membres des juridictions sur l'intranet de celles-ci.

Comme l'a récemment indiqué le président de la Cour supérieure de Justice dans une publication scientifique, cet état de fait regrettable serait dû à des hésitations concernant le degré d'anonymisation à réserver à ces décisions[2]. En effet, si la publication automatique et non anonymisée de l'ensemble des décisions de justice risquerait de porter atteinte au droit à la vie privée de certaines personnes, une politique systématique de non-publication ou tendant à une anonymisation trop poussée semble également irréconciliables avec le caractère public de la justice dans le cadre d'une société démocratique.

Au regard de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Les services de Monsieur le Ministre envisagent-ils de rendre gratuitement et directement accessibles au public dans un avenir proche sur www.justice.public.lu ou tout autre site dédié les décisions des juridictions luxembourgeoises de première instance et d'appel ?

- Dans l'intérêt de faciliter l'accès au droit de l'ensemble des citoyen(ne)s, ne serait-il pas opportun de créer un site unique dédié au « Service public de la diffusion du droit » et permettant des recherches multicritères, par exemple en procédant à une refonte du site Legilux ?

Au regard des débats menés à ce sujet au Luxembourg et à l'étranger[3], quelle est la posi-

[1] Les indicateurs de confiance évoqués ici sont ceux qui sont calculés par la Commission européenne. (DG ECFIN)

[2] J.-C. Wiwinius, « Public Hearings in Civil Proceedings: From the Perspective of a Luxembourgish Judge », in B. Hess et A. Koprivica Harvey (dir.), Open Justice: The Role of Courts in a Democratic Society, Baden-Baden, Nomos, 2019, pp. 100-101.

[3] Cf. le rapport « L'Open Data des décisions de justice » remis en novembre 2017 à la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en France : http://www.justice.gouv.fr/publication/open_data_rapport.pdf.

tion de Monsieur le Ministre s'agissant du degré d'anonymisation des décisions de justice ? En particulier, afin de ne pas entraver le travail de la presse, ne serait-il pas opportun de limiter cette anonymisation aux seules personnes physiques ?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Un projet informatique est actuellement en cours de réalisation afin de mettre en ligne sur le portail internet de la justice (www.justice.public.lu) une nouvelle base de données mettant directement et gratuitement à la disposition du public des jurisprudences anonymisées de toutes les juridictions judiciaires et administratives.

Les jurisprudences judiciaires qui y seront insérées seront essentiellement reprises de la base de données JUDOC qui contient près de 29.000 décisions et qui est actuellement consultable indirectement seulement, via le Service de documentation du parquet général, sur base de mots-clés indiqués par la personne intéressée.

La base de données nouvellement créée sera complétée au fur et à mesure par de nouvelles jurisprudences sélectionnées en raison de leur intérêt juridique. Il est prévu que les recherches pourront se faire directement par un citoyen intéressé au moyen d'un formulaire multicritères permettant d'obtenir des résultats affinés.

Les jurisprudences seront publiées sous une forme anonymisée, ou plutôt pseudonymisée au sens qu'en retient le règlement général (UE) 2016/679 pour la protection des données (RGPD). La pseudonymisation n'a pas pour objectif de rendre impossible toute ré-identification des personnes concernées, mais seulement de traiter les données à caractère personnel de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires. La pseudonymisation est réalisée en retirant des décisions de justice les éléments les plus directement et les plus fortement identifiants (noms, prénoms, adresses, dates de naissance, numéros de plaques d'immatriculation pour les véhicules, numéros de téléphone et de comptes bancaires, etc.). Les noms de magistrats, avocats, greffiers, experts ne sont pas retirés. Les dénominations des personnes morales sont, en principe, également retirées, même si le RGPD ne s'applique qu'aux personnes physiques.

Les textes entiers des jurisprudences restent accessibles sous forme pseudonymisée indirectement via le Service de documentation du parquet général sur base de la loi « open data »[4] et sont communiqués gratuitement sous forme digitalisée et contre remboursement des frais engagés sous forme de copies papier.

Question 1071 (19.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **profession d'ostéopathe :**

Dans une lettre adressée aux membres de la Commission de la Santé de la Chambre des Députés en date du 14 août 2019, les représentants de l'Association luxembourgeoise des ostéopathes (ALDO) tiennent à exprimer plusieurs objections au règlement grand-ducal qui a comme objet l'application de la loi du 21 août 2018 réglant l'exercice de la profession d'ostéopathe et qui a été officialisé le 27 septembre 2018.

En se référant plus particulièrement à l'article 9 du règlement grand-ducal qui détermine notamment la phase de transition pour l'obtention de l'autorisation d'exercice mise en place pour les praticiens ne disposant pas de diplôme de master ou équivalent, l'ALDO souligne que « ... de l'aveu même du Ministère de la Santé, les critères qu'il a lui-même mis en place sont irréalisables et inapplicables ». L'effet en serait que les commissions spéciales ayant comme mission l'examen des dossiers, ne compteraient aucun ostéopathe en leur sein et ne disposeraient de surcroît d'aucun critère objectif pour la reconnaissance des diplômes et des autorisations d'exercice de la profession d'ostéopathe.

Soucieuse que la profession d'ostéopathe, qui a été reconnue comme profession de santé au Grand-Duché de Luxembourg, puisse garantir aux patients une prise en charge répondant à de hauts critères en matière de qualité et de sécurité, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les propos de l'ALDO suivant lesquels les remarques de l'association n'ont pas été prises en compte lors de l'élaboration du règlement grand-ducal et cela malgré sa consultation au préalable ? Monsieur le Ministre a-t-il dans le cadre de l'élaboration du règlement grand-ducal collaboré avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et quel a le cas échéant été l'objet précis de cette collaboration ?

2) Combien de dossiers d'autorisation ont été soumis jusqu'à ce jour pour signature à Monsieur le Ministre et quel est le nombre de dossiers qui ont en fin de compte trouvé son accord ?

3) Est-ce que les critères fixés par l'OMS, voire ceux fixés par la norme CEN en vigueur dans les autres pays de l'Union européenne, ont été respectés dans toutes les autorisations d'exercice ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des personnes ne disposant d'aucun diplôme d'ostéopathe, mais ayant suivi des « formations disparates ne comportant aucune évaluation des connaissances, ni examen, ni mémoire » ont également obtenu une autorisation d'exercice, tel que signalé dans ladite lettre de l'ALDO ?

5) Compte tenu de la nécessité absolue de garantir au Grand-Duché un système de santé et de prise en charge répondant à de hauts critères de qualité, de sécurité et de fiabilité, Monsieur le Ministre est-il disposé à réviser le règlement grand-ducal en question ?

6) L'exercice de la profession d'ostéopathe sera-t-il dans tous les cas lié à des normes rigoureuses, objectives et transparentes en matière de formation afin de créer au Grand-Duché des conditions favorables au développement d'une profession hautement compétente tant au niveau de la prévention que de la conservation de la santé des patients ?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

L'Association luxembourgeoise des ostéopathes (ALDO) a été étroitement associée à l'élaboration du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe pour avoir participé à pas moins de huit réunions organisées par le Ministère de la Santé et pour avoir formulé, à la demande du ministère, un avis par rapport à l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a également été consulté par le Ministère de la Santé plus particulièrement sur des questionnements ayant trait à la formation initiale, dont notamment le niveau d'études requis pour accéder à la profession.

Au 20 septembre 2019, 138 autorisations d'exercer la profession d'ostéopathe ont été délivrées par le Ministère de la Santé, alors que 77 demandes incomplètes restent en suspens à ce jour.

Force est de préciser que l'ensemble des dossiers introduits par les ostéopathes ont été examinés sur base de l'article 1er du règlement grand-ducal précité qui permet l'exercice de la profession d'ostéopathe aux personnes qui « disposent d'un titre d'enseignement supérieur de niveau équivalent au grade de master dans le domaine de l'ostéopathie ».

Concernant les démarches à réaliser par un ostéopathe en vue d'accéder à cette profession, il y a lieu de préciser que cette procédure se compose, en l'absence d'offre de formation au Luxembourg, de deux étapes distinctes, à savoir dans un premier temps la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger et dans un deuxième temps l'autorisation d'exercer en tant que telle.

En vue de la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger, le demandeur doit déposer auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche une demande et un dossier comportant, entre autres, une copie du diplôme, ainsi que des informations ayant trait à l'expérience professionnelle antérieure.

Lors de la procédure de reconnaissance, et conformément aux dispositions de la directive modifiée 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (transposée en droit national par la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles), le profil professionnel du demandeur (contenu des études et attributions qu'il peut effectuer dans le pays d'obtention du diplôme) est comparé avec le profil professionnel de l'ostéopathe au Luxembourg tel qu'il résulte du règlement grand-ducal précité du 23 septembre 2018.

Uniquement s'il n'y a pas de différences substantielles entre ces deux profils professionnels, une décision de reconnaissance directe peut être arrêtée. En cas de différences substantielles, le demandeur devra combler ces lacunes moyennant des mesures compensatoires pouvant prendre la forme d'un stage d'adaptation ou d'une épreuve d'aptitude. Si les différences sont trop essentielles pour pouvoir être comblées moyennant des mesures compensatoires, la demande de reconnaissance est refusée.

À travers cette procédure de reconnaissance, il peut être garanti que seulement des demandeurs disposant d'une formation approfondie et pleinement qualifiés pour exercer les attributions de la profession d'ostéopathe puissent demander une autorisation d'exercer auprès du Ministère de la Santé.

Les procédures de reconnaissance et d'autorisation d'exercer permettent dès lors de garantir un haut niveau de qualité dans le chef des professionnels, ce qui a comme corollaire un haut niveau de sécurité à l'adresse de la patientèle.

Ainsi, le règlement grand-ducal, d'ailleurs largement calqué sur la norme européenne sur l'ostéopathie à laquelle fait référence l'honorable Parlementaire, répond à des critères stricts de sécurité et de qualité en ce qui concerne la prise en charge des patients non seulement en ce qui concerne la formation d'ostéopathe, mais également en ce qui concerne certains actes qui, en raison de leur nature, ne peuvent être réalisés par l'ostéopathe qu'en cas de certification médicale de l'absence de contre-indication.

L'obligation pour l'ostéopathe de suivre annuellement une formation continue de 40 heures s'inscrit tout autant dans une perspective de santé publique.

Cela étant une adaptation du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe n'est pas à l'ordre du jour.

Question 1076 (19.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**échange automatique d'informations :**

International Accorde fir den Austausch vu Steierdate sinn noutwenneg, fir net als Steieroas ze gëllen, fir d'Steierhannerzéiung ze bekämpfen a fir eng fair Besteierung ze garantéieren, bei där jiddereee säin Undeel an deem Land bezilt, wou e muss.

An Däitschland hu Presseberichter widderhuelt dorobber higewisen, datt et beim automatiséierten Informatiounsaustausch vu Steierdaten awer reegelméisseg zu Problemer kënnt, well d'Software, déi dofir agesat sollt ginn, entweeder net disponibel ass oder Problemer verursaacht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg zanter wéini en Accord, fir Steierdaten auszetauschen?

2. Wéi vill Datesätz ginn zanter dem Akraafttriede vun de jeeweilegen Accorden u Partnerlänner iwwermëttelt (opgeschlësselt no Joer a Land)?

3. Wéi vill Datesätz empfänkt Lëtzebuerg duerch dës Accorden (opgeschlësselt no Joer a Land)?

4. Gouf d'Verschécken an d'Unhuele vu Steierdaten duerch e Logiciel bei der Steierverwaltung automatiséiert?

- Falls jo, zanter wéini kënnt dëse Logiciel zum Asaz?

- Falls neen, firwat net, a ginn et Pläng, fir eng digital Automatiséierung anzeféieren?

Réponse (16.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Am Kader vun der Direktiv 2011/16/EU, déi déi administrativ Zesummenaarbecht am steierleche Beräich tëscht de Memberstate vun der Europäescher Unioun reegelt, tauscht Lëtzebuerg zënter 2015 Informatiounen iwwert den automatiséierte Wee aus. Dës Direktiv ass an de folgende Jore fënnefmol ugepasst ginn, eng leschte Kéier am Joer 2018, wouduerch zousätzlech Kategorië vun Informatiounen, déi ënnert den automateschen an obligatoreschen Austausch falen, bäikomm sinn.

Mat Länner ausserhalb der Europäescher Unioun ginn Informatiounen op Basis vu multilateralen oder bilateralen Accorden an Ofmaachungen ausgetosch.

An deem Kontext huet Lëtzebuerg, fir déi respektiv multilateral Accorden, jee eng Bäitrëttserklärung ënnerschriwwen. Déi éischt am Joer 2014, duerch déi Lëtzebuerg, als „early adopter", vun 2017 u Finanzinformatiounen austauscht, an déi zweet am Joer 2016 duerch déi Lëtzebuerg sech engagéiert huet, Donnéeë vu multinationale Gruppe vun Entreprisen am Kader vun der lännerbezunnener Deklaratioun eng éischte Kéier am Joer 2018 auszetauschen.

Mat fënnef europäesche Länner, déi net Member vun der Europäescher Unioun sinn, tauscht Lëtzebuerg Finanzinformatiounen op Basis vun enger EU-Ofmaachung aus. Déi Ofmaachunge goufen tëscht der Europäescher Unioun a Liechtenstein, San Marino an der Schwäiz am Joer 2015, respektiv Andorra a Monaco am Joer 2016 ënnerschriwwen.

Zudeem huet Lëtzebuerg och zwou bilateral Ofmaachunge mat de Vereenegte State vun Amerika, déi eng vun 2014 betreffend FATCA, déi den Austausch vu Finanzinformatioune reegelt, an eng zweet vun 2017 a Relatioun mat dem Austausch vun der lännerbezunnener Deklaratioun betreffend multinational Gruppe vun Entreprisen.

ad 2. D'Unzuel vun den Datesätz, déi Lëtzebuerg iwwert den automatesche Wee u seng jeeweileg Partnerlänner verschéckt huet, geet aus der Annex 1 ervir.

ad 3. D'Unzuel vun den Datesätz, déi Lëtzebuerg iwwert den automatesche Wee vu senge jeeweilege Partnerlänner geschéckt krut, geet aus der Annex 2 ervir.

D'Zuelen aus der Annex 1 an der Annex 2 erfaassen d'Informatiounen a Relatioun mam Kalenner- oder Steierjoer.

D'Iwwermëttlung tëscht de Partnerlänner geschitt am Prinzip, jee no Typ vun Austausch, spéitstens tëscht sechs an 18 Méint no dem Kalenner- oder Steierjoer, op dat sech eng Informatioun bezitt.

ad 4. Souwuel d'Verschécke wéi och d'Unhuele vun de betraffenen Informatiounen am Kader vum automateschen Informatiounsaustausch ass automatiséiert. Jee no Typ vun Austausch huet d'Steierverwaltung eng spezifesch Applikatioun, déi dat erméiglecht an déi och vum jeeweils éischten Austausch un asazfäeg war.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1080 (20.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **nouveau système de suivi des bagages :**

L'association internationale du transport aérien (IATA) a adopté lors de sa 75e assemblée générale un nouveau système pour assurer un meilleur suivi des bagages. En effet, l'IATA veut passer endéans les quatre années à venir du système des codes-barres vers un système à puces RFID (Radio Frequency Identification) intégrées dans les languettes qui accompagnent les bagages en soute. Ce nouveau système permettra de réduire encore le taux de perte de bagages et garantira une traçabilité en temps réel. Dès à présent 78 % des compagnies aériennes ont entamé ou vont entamer l'installation de ce nouveau système de suivi des bagages.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si ce système est prévu à l'Aéroport de Luxembourg et le cas échéant endéans quels délais il pourra être opérationnel.

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La société de l'Aéroport lux-Airport SA suit de près l'évolution des nouvelles technologies en milieu aéroportuaire et a connaissance du système à puces RFID intégrées aux bagages de soute.

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

[4] Loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public, Mémorial A n° 212 du 7 décembre 2007, p. 3693

Le système actuel à codes-barres est un système qui a fait ses preuves et qui continue de satisfaire les besoins des compagnies aériennes. À ce jour, lux-Airport n'a pas reçu de demandes de la part des compagnies aériennes visant à modifier ledit système.

lux-Airport garde également un œil sur l'évolution des réglementations et certifications applicables et prendra les mesures qui s'imposent en cas de changement obligatoire.

Question 1084 (20.08.2019) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **traitement de la douleur :**

La douleur chronique est pour ceux qui en souffrent une altération permanente et quotidienne de la qualité de vie, du confort physique, du confort moral, des capacités à affronter le quotidien professionnel, familial, affectif et social. La douleur chronique se caractérise par une douleur permanente (durée moyenne de six semaines), une efficacité insuffisante des mesures thérapeutiques, une modification des mouvements et activités conduisant, bien souvent, à une diminution de ceux-ci ainsi que par des troubles de l'humeur. Le traitement de la douleur ne peut ainsi se limiter aux causes à l'origine de celle-ci, mais doit également viser un soulagement ou une suppression des retentissements psychosociaux. Une prise en charge globale et interdisciplinaire s'avère indispensable.

Au Luxembourg il n'existe qu'un seul véritable centre de traitement de la douleur, au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Ceci a comme conséquence que les patients doivent parfois attendre plusieurs mois pour avoir un premier rendez-vous. Tandis qu'en Belgique ou en Allemagne, il existe des cliniques entières consacrées à la douleur, l'on se doit de constater qu'un service d'hospitalisation des patients manque au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'une meilleure prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques devra être assurée ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si le projet de construction du nouveau bâtiment CHL prévoit une extension des infrastructures dédiées au Centre de traitement de la douleur ?

Réponse commune (20.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Gouvernement s'efforce continuellement à améliorer le traitement des patients souffrant de douleurs chroniques dans le cadre d'une prise en charge globale et interdisciplinaire. Ainsi, la plateforme nationale cancer, établie dans le contexte du premier plan national cancer 2014-2018, a développé et validé le 30 novembre 2016 un concept national de prise en charge de la douleur dans le cadre de la cancérologie et autres pathologies en vue de la création d'un réseau de compétences. Ce concept a été rédigé en étroite collaboration avec les différents acteurs du terrain, notamment les hôpitaux offrant déjà une prise en charge pluridisciplinaire de la douleur (CHL, CHEM, HRS, CHdN, Rehazenter), ainsi que le Cercle des médecins généralistes et le Cercle luxembourgeois d'algologie. À cet égard, il échet de préciser que le CHL est un acteur important dans la prise en charge de la douleur chronique, mais il n'est pas le seul hôpital à offrir une prise en charge de douleurs.

Le concept susmentionné ne propose pas de créer de nouvelles structures dédiées à la douleur, mais vise à optimiser et développer la prise en charge coordonnée de la douleur et ceci à trois niveaux :

- 1er niveau de recours en soins primaires (médecins généralistes ou spécialistes) ;

- 2e niveau de recours avec une consultation hospitalière de la douleur dans les quatre hôpitaux aigus ;

- 3e niveau de recours avec un centre spécialisé de la douleur chronique complexe, a priori au CHL, associée aux compétences du Rehazenter.

L'ensemble des différents niveaux de recours constitueront un réseau de compétences, tel que prévu à l'article 28 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. L'objet principal de ce réseau de compétences sera de partager les connaissances, les référentiels de bonne pratique, les outils d'évaluation et d'information tout comme les classifications. Le réseau de compétences facilitera l'articulation entre les niveaux de recours et garantira au patient un parcours de soins pour le traitement de sa douleur conforme aux acquis de la science et adapté au mieux à ses besoins. Au réseau de compétences sera adjoint un comité scientifique, appelé Comité national de lutte contre la douleur.

Actuellement, plusieurs établissements hospitaliers travaillent à un projet concret de réseau de compétences dédié à la douleur, de sorte que le projet pourra être soumis sous peu à la commission de gestion interhospitalière pour avis, tel que prévu par la loi précitée, avant d'être soumis au Ministre de la Santé pour autorisation.

En ce qui concerne plus précisément le CHL, il dispose actuellement de :

- deux pièces pour consultation médicale et trois lits dans la salle de soins (environ 100 m²) ;

- une salle de thérapie, une salle de consultation infirmière, une salle de consultation psychologue, un secrétariat et une salle de séjour pour le personnel, qui sont mutualisés.

Au total, le CHL dispose actuellement d'environ 200 m², dédiés à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques.

Dans le Nouveau Bâtiment Centre (NBC) du CHL sont prévus :

- trois pièces pour consultation médicale ainsi que trois pièces pour consultation infirmière, sur un total d'environ 195 m² ;

- trois lits dans la salle des soins avec la possibilité de réaliser des soins nécessitant un alitement prolongé dans l'hôpital de jour de médecine, par exemple dans un box à quatre places (52 m²) ;

- un secrétariat, une salle d'attente, un séjour pour le personnel et d'autres pièces de support, qui seront mutualisés avec le service d'anesthésie (environ 350 m²), qui hébergera la clinique antidouleur (synergie fonctionnelle) ;

- un centre d'éducation (Schulungsräume) qui sera mutualisé avec l'éducation du patient diabétique (environ 90 m²).

Au total, la prise en charge de la douleur disposera au NBC d'environ 640 m², soit plus de trois fois la superficie des surfaces actuelles.

À noter aussi que le projet du NBC prévoit certaines surfaces multifonctionnelles, donc mutualisables, qui pourront ainsi être adaptées en cas de besoins croissants. Il s'agit ici non seulement d'une augmentation structurelle, mais aussi d'une nette amélioration fonctionnelle dans l'intérêt de la prise en charge antidouleur des patients chroniques.

Une analyse récente de la « Rote Kreuz Klinik Schmerz Zentrum Mainz, Deutschland », pour le compte du CHL, estime que 12.280 patients souffrant de douleurs chroniques seraient à prendre en charge au niveau national au Luxembourg, en se fondant sur les données disponibles pour nos pays voisins.

La future infrastructure du CHL permettra de prendre en charge environ un tiers de ces patients (niveaux de recours 2 et 3), et ceci dans le respect strict des exigences d'un centre antidouleur certifié. Compte tenu du fait que des activités antidouleur vont également se développer dans le cadre du réseau de compétences aux niveaux 1 (soins primaires) et 2 (autres établissements hospitaliers), les ministres estiment que les surfaces prévues au CHL seront suffisantes.

Question 1085 (20.08.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **défibrillateurs :**

Defibrillatoren hunn an de leschte Joren ëmmer méi ee grousse Stellewäert bei der Gesondheetsversuergung vun de Bierger kritt. Bei engem onerwaarten Häerzstëllstand kënnen dës Geräter iwwer Liewen an Doud entscheeden. Bei villen ëffentleche Gebaier goufe well Defibrillatoren opgestallt, wat ze begréissen ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister:

1. Ënnerläit d'Installatioun vun den Defibrillatoren den eenzele Gemengen oder läit d'Responsabilitéit beim Stat?

2. Wéi vill Defibrillatore sinn am ganze Land opgestallt a wéi verdeelen déi sech pro Gemeng?

3. Wuel wëssend, datt am Noutfall all Sekonn zielt: Ass den Här Minister der Meenung, datt een am Fall, wou regional Versuergungslächer beim Equipement mat Defibrillatore bestinn, eng Sensibiliséierungscampagne starte misst, esou datt an all Duerf a Quartier esou Geräter ubruecht ginn?

4. Ginn d'Käschte fir d'Installatioun vun den Defibrillatore vum Stat oder vun de Gemengen iwwerholl?

5. A wéi engem zäitlechen Ofstand mussen dës Geräter kontrolléiert ginn a wien ass fir d'Kontroll zoustänneg?

6. Misst an den Ae vum Här Minister d'Handhabung vun engem Defibrillator net der Bevëlkerung méi no bruecht ginn, zum Beispill duerch eng landeswäit Informatiounscampagne, déi ee periodesch och widderhuele misst?

Réponse (17.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi gesetzlech Basis vun den externen automateschen Defibrillatoren (DEA - défibrillateurs externes automatiques) ass de Règlement grand-ducal vum 19. November 2008 iwwert d'Benotze vun den externen Defibrillatoren. Si gesäit keng legal Verflichtung vir, fir op bestëmmte Plazen Defibrillatoren ze hunn. D'Defibrillatore ginn also installéiert op Initiativ vu Gemengen oder vu Leit aus dem ëffentlechen oder private Secteur. Frankräich huet viru Kuerzem an deem Beräich e Gesetz gestëmmt an déi ëffentlech Etablissementer si gehalen, sech (op eege Käschten) mat externen automateschen Defibrillatoren ze equipéieren (Dekret Nr. 2018-1186 vum 19. Dezember 2018 iwwert déi extern automatiséiert Defibrillatoren). An der Belsch gi 70 % vun den DEAe vu privaten Akteure kaaft.

ad 2. Op dem Site „Réagis" (https://www.reagis.lu/#!/reperage) kënne sämtlech Defibrillatoren, op fräiwëlleger Basis, registréiert ginn. Op den 23. August 2019 gouf et der, deem Site no, 566 iwwert d'Land verdeelt. Dogéint goufe laut deene sechs Firmaen, déi Defibrillatore verkafen, zu Lëtzebuerg eng 5.400 automatesch oder hallef automatesch Apparater verkaaft (Informatioun vum Luxembourg Resuscitation Council, LRC). Et gesäit also esou aus, wéi wann déi meescht net registréiert wieren. D'Applikatioun „Repérage" weist, wou se sinn, mee dobäi handelt et sech net ëm eng Applikatioun mat Geolokalisatioun fir de Smartphone an et besteet och keng Verflichtung, déi besteeënd Defibrillatoren doran ze registréieren. Et gëtt der net an all Gemeng an och net op all ëffentlecher Plaz, esouguer wann do vill Leit zesummekommen. Ausserdeem ass et net einfach, Defibrillatoren ze reperéieren. Wann ee just déi erfaassten Defibrillatoren zielt, da kënnt een op ongeféier 0,9 Defibrillatore pro 1.000 Awunner, wat dem Wäert an der Belsch entsprécht. A Japan kënnt een op 3,4 an an Irland op e Wäert tëschent 1,7 an 2,0 (KCE-Synthees). Sämtlech Hëllefsdéngschter an all d'Maison-medicallen, déi Garde hunn, sinn natierlech mat Defibrillatoren equipéiert, esouwuel fir d'Consultatiounen op der Plaz wéi och fir d'Visitten doheem.

ad 3. Den European Resuscitation Council (ERC) an den SPF Santé publique an der Belsch recommandéieren Defibrillatoren op deenen ëffentleche Plazen, wou sech vill Leit kënnen ophalen (Fluchhäfen, Garen, Sportinstallatiounen, Shoppingzenteren, Bürosgebaier a Casinoen), a wou op d'mannst een Häerzstëllstand all fënnef Joer virkënnt. Dës Plaze gehéieren zu den Héichrisikoplaze fir en Häerzstëllstand.[5]

Et wier sënnvoll, wann een zu Lëtzebuerg d'Héichrisikoplazen, op deenen et nach keen Defibrillator gëtt, géif erfaassen a se, wann néideg, géif equipéieren. Well am Fall vun engem Häerzstëllstand jo d'Vitesse vun der Interventioun an den Ufank vun der Reanimatioun entscheedend sinn, wier et ubruecht, fir d'Bevëlkerung méi Formatiounen ze organiséieren, déi d'Basisgestë bei enger Reanimatioun vermëttelen, an dëst besonnesch an de Schoulen. Et ginn och Smartphone-Appen (an der Lorraine besteet dee System), déi et erméiglechen, ausgebilt Fräiwëlleger ze informéieren, wann den 112 wéinst engem Häerzstëllstand kontaktéiert gouf. Si kënnen also intervenéieren, wa si an der Géigend sinn. Hiweisschëlter an deene Gebaier oder op deene Plazen, wou der installéiert goufen, kënnen och hëllefen, Defibrillatore méi einfach ze reperéieren.

ad 4. D'Käschte fir d'Installatioun an d'Maintenance vun engem Defibrillator gi vum Proprietär oder vum Gestionnaire iwwerholl.

[5] https://kce.fgov.be/sites/default/files/atoms/files/KCE_294B_Utilisation_DAE_par_grand_public_Synthese.pdf

ad 5. De Règlement grand-ducal vum 19. November 2008 iwwert d'Benotze vun externen automateschen Defibrillatore gesäit am Artikel 3 vir: « Le contrôle du défibrillateur externe automatique se fera conformément aux instructions du fabricant. Le propriétaire ou le détenteur d'un défibrillateur externe automatique est tenu de vérifier ou de faire vérifier une fois par mois l'état de son défibrillateur automatique et, en particulier, de noter les éventuels messages d'alerte concernant la batterie de l'appareil. La présence d'une paire d'électrodes intacte sera vérifiée. Il documente l'ensemble de ces vérifications dans un registre. » D'Apparater brauchen eng Maintenance an en Agréff, wann en Alarm mellt, datt et eng Feelfunktioun gëtt. An der Reegel gëtt e Maintenance-Kontrakt mat där Firma ofgeschloss, déi den Apparat verkaaft huet.

ad 6. De Luxembourg Resuscitation Council (LRC), mat der Ënnerstëtzung vum Gesondheetsministère, organiséiert zanter 2014 reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen iwwert d'Problematik vum Häerzstëllstand an och Basiscoursen iwwert d'Häerz-Longe-Reanimatioun, grad ewéi e méi avancéierte Cours „Basic Life Support" iwwert de richtege Gebrauch vun externen automateschen Defibrillatoren, mee hir Moyene si begrenzt. Den 28. September ass och en Dag mat Konferenzen a Coursë virgesinn am Kader vum Weltdag vum Häerz an dem Projet „Réagis au Lycée" an de 16. Oktober fënnt all Joer de Weltdag vun der Reanimatioun statt. Wéi ewell erwäänt, ass dat Wichtegst bei engem Häerzstëllstand, datt scho mat de Reanimatiounsmesurë kann ugefaange ginn, wärend op de SAMU gewaart gëtt. D'Reaktioun vun de Leit op der Plaz ass also entscheedend an d'Formatioun ass am effikassten, wa se vum Lycée un organiséiert gëtt.

Question 1086 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **statut de réfugié :**

A villen europäesche State gëtt well ganz kontrovers iwwert de Statut vun deene Persounen diskutéiert, déi an Europa e Schutzstatus kritt hunn, awer aus verschiddene Grënn fir kuerz Zäit an déi Länner zréckginn, aus deene se stamen. Vill vun hinne ginn esouguer eemol oder och méi dacks an hir Heemechtslänner an d'Vakanz.

Nach dëse Weekend huet den däitschen Innenminister Seehofer ugekënnegt, datt de Statut vun deene Persoune géif nei gepréift ginn, well si jo net glafwierdeg kéinte behaapten, an deene Länner verfollegt ze ginn, an déi si fräiwëlleg zréckginn.

An dem Zesummenhank wollt ech dem Här Aussen- an Immigratiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi kontrolléiert déi Lëtzebuerger Regierung ob Persounen, déi zu Lëtzebuerg e Schutzstatut kruten, fräiwëlleg an déi Länner zréckginn, an deene si - hiren Aussoen no - géife verfollegt ginn?

2. Wat geschitt mat deene Persounen, wann d'Regierung esou e Verhale feststellt?

Réponse (16.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. Persounen, déi de Flüchtlingsstatut laut der Genfer Konventioun besëtzen, däerfen net méi an hiert Hierkonftsland reesen. Dëst ass och an hirem Flüchtlingspass markéiert. Bei der Ausrees aus dem Schengenraum ginn d'Päss vu Grenzbeamte kontrolléiert. De Memberstat, deen de Flüchtlingspass ausgestallt huet, gëtt gegeebenefalls doriwwer informéiert. An esou engem Fall convoquéiert den Ausseministère déi concernéiert Persoun, fir Explikatiounen dozou ze ginn. Gläichzäiteg kritt déi Persoun nach eng Kéier erklärt, dass si net méi an hiert Heemechtsland dierf reesen.

Persounen, déi de Statut vum subsidaresche Schutz besëtzen, däerfen a priori an hiert Hierkonftsland zréckreesen.

Bei der Erneierung oder der Verlängerung vum Titre de séjour oder dem Flüchlingspass gëtt kontrolléiert, wou déi concernéiert Persoun higereest ass. Wann Irregularitéite festgestallt ginn, kann déi Persoun déi néideg Explikatioune gefrot kréien.

ad 2. D'Regierung huet d'Méiglechkeet, enger Persoun den internationale Schutzstatut ofzeerkennen an hir unzeuerdnen, d'Land ze verloossen, wa festgestallt gëtt, dass si sech nees an hirem Heemechtsland etabléiert huet. E kuerzen Openthalt am Hierkonftsland geet an deem Kontext net duer.

Question 1100 (23.08.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **ligne de bus « Hop On Hop Off » pour la région mosellane :**

Säit Juni fiert eng nei Hop On Hop Off-Tourbuslinn „Nature & Castle Line" duerch den Norden an Oste vum Land. Den Tour geet vu Beefort iwwer Veianen op Iechternach an zréck a bleift op deem Trajet op enge sëllechen touristesch interessante Plazen halen.

Entstanen ass dës Linn an Zesummenaarbecht tëscht de regionalen Tourismusbüroe Mëllerdall an Éislek a gëtt vum Tourismusministère ënnerstëtzt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt de Minister d'Iddi, datt esou eng Buslinn och interessant wier, fir den Oenotourismus op der Musel ze férderen?

- Wa jo, gedenkt de Minister, sech mat de concernéierten Akteuren zesummenzesetzen, fir eng Tourbuslinn „Moselle & Wine" op d'Been ze stellen?

Réponse (17.09.2019) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

D'Tourbuslinn „Hop On Hop Off Nature & Castle Line" ass ee flotten touristesche Produit mat exemplareschem Charakter, dee vun engem private Betrib lancéiert ginn ass. Dës Linn geet an der Stad fort a féiert duerch d'Regioune Mëllerdall an Éislek.

D'Entwécklung vum Produit „Hop On Hop Off Nature & Castle Line" ass ënnerstëtzt gi vun de regionalen Tourismusverbänn (ORT) vun de Regioune vum Éislek a vum Mëllerdall/Kleng Lëtzebuerger Schwäiz. Si hunn notamment gehollef, de finalen Tracé mat hire jeeweilegen Haltestellen auszeschaffen a si hunn och un der Redaktioun vun den Audioguidë matgewierkt.

Dës nei Offer bréngt natierlech mat sech, dass verschidde Publikatioune vun den ORTen iwwerschafft an och verschidde geféiert Visitten un den Horaire vun de Busser ugepasst hu misse ginn. Zousätzlech sinn d'Touristeninformatiounsbüroen iwwert dës nei Offer informéiert ginn.

Esou eng Linn wier selbstverständlech och interessant fir aner Regiounen hei am Land, ewéi beispillsweis fir d'Muselregioun. Ech encouragéieren dofir d'Entente touristique vun der Musel, ewéi och den ORT Musel, fir esou Produkter an Zesummenaarbecht mat hire Membergemenge mat Know-how ze ënnerstëtzen.

D'Ausschaffe vu regionalen Offeren ass eng wichteg Missioun vun den ORTen, dofir steet dëst och ganz vir am Artikel 1 vun der Konventioun tëscht dem Ministère an den ORTen. Fir den ORT Musel ass fir den Exercice 2019 eng staatlech Kofinanzéierung an Héicht vun 324.490,5 € virgesinn, dat si 46 % vun de Recetten.

Question 1124 (27.08.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme de la formation professionnelle :**

La loi sur la réforme de la formation professionnelle est entrée en vigueur le 16 juillet 2019. Les règlements grand-ducaux y relatifs, sont entrés en vigueur le 23 août 2019. Or, selon mes informations, des contrats d'apprentissage peuvent être conclus à partir du 16 juillet 2019.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Sachant que depuis le 16 juillet 2019, les contrats d'apprentissage puissent être conclus, et que les apprentis ont commencé leur formation avant la mise en vigueur de ladite loi respectivement desdits règlements grand-ducaux, quelles dispositions légales sont appliquées ?

- Est-ce que le Service de la formation professionnelle a informé les chambres professionnelles patronales de la démarche à respecter, faute de dispositions transitoires dans la nouvelle loi ?

- Qui a informé les futurs apprentis ? Qui a informé les employeurs désirant former un apprenti ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage, toute personne doit être en possession d'une « carte d'assignation » établie par le Service de l'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Or, ce document n'est établi qu'après la fin de l'année scolaire précédant le début d'une formation professionnelle. Aucun contrat d'apprentissage n'a été conclu avant la date du 16 juillet 2019. Il s'ensuit que l'ensemble des contrats d'apprentissage conclus pour l'année 2019-2020 se trouvent conformes à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, entrée en vigueur en date du 16 juillet 2019.

Les règlements y afférents sont entrés en vigueur à partir de cette même date respectivement au mois d'août, donc bien avant le début de l'année scolaire 2019-2020.

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a élaboré, en étroite concertation avec les partenaires de la formation professionnelle, une lettre circulaire adressée aux chambres professionnelles ainsi qu'au Service de l'orientation professionnelle de l'ADEM concernant les modifications et changements engendrés par la nouvelle loi ainsi que sur la démarche à respecter.

L'information en la matière à destination des futurs apprentis ainsi que de leurs patrons incombe aux chambres professionnelles.

Question 1125 (27.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **modalités d'avancement dans différentes carrières des administrations et services de l'État :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0944 du 23 juillet 2019 Monsieur le Ministre n'a pas fourni de réponse à ma dernière question concernant la période transitoire de cinq ans permettant aux fonctionnaires qui, avant l'entrée en vigueur de la réforme de 2015, avaient une perspective de carrière plus favorable pour l'accès aux différents grades de l'ancien cadre ouvert et de l'ancien cadre fermé, de rester dans l'ancien système durant ladite période.

Je me permets ainsi de reposer la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- De manière plus générale, Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de fonctionnaires qui profitent de cette période transitoire ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je ne peux que rappeler ma réponse à la question n° 0944 qui indiquait que les décisions en matière de nomination et de promotion relèvent de la compétence des ministres des ressorts respectifs.

Concernant l'administration gouvernementale, je peux informer l'honorable Députée que 212 fonctionnaires ont depuis le 1er octobre 2015 bénéficié d'un avancement selon les anciennes règles, c'est-à-dire sur base de la disposition transitoire prévue par l'article 41, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Question 1128 (27.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **emplacements pour livraisons :**

Le Code de la route règle entre autres le régime des « emplacements réservés aux véhicules à l'arrêt, en vue notamment d'effectuer l'approvisionnement des commerces ». Ces emplacements sont ceux marqués par l'inscription « Livraisons ».

Or, il semble que l'interprétation de cette règlementation ne soit pas uniforme.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les emplacements pour livraisons sont exclusivement réservés à des livraisons professionnelles ?

- Les services de délivrance de courriers et de petits paquets tombent-ils sous le régime des « livraisons » ?

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les emplacements portant l'inscription « Livraisons » (article 110 du Code de la route) et signalés comme tels (article 107 du Code de la route) ne sont pas exclusivement réservés à des livraisons professionnelles. La finalité première qui préside à la mise en place de ce type d'emplacements est toutefois de faciliter l'approvisionnement des commerces et d'éviter les immobilisations de véhicules sur les voies de circulation.

En s'arrêtant sur les emplacements en question, les services de délivrance de courriers et de petits paquets ne sont pas en infraction, à condition d'être uniquement à l'arrêt, à savoir d'être immobilisés « le temps nécessaire pour le chargement ou le déchargement de personnes ou de choses » (article 2 du Code de la route).

Au-delà de ce temps, le véhicule est considéré comme étant en stationnement, et donc en infraction.

Question 1131 (29.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection des animaux :**

Eng Rei vu Lëtzebuerger Parteien hunn am leschten europäesche Wahlkampf e verstäerkten Déiereschutz an Europa gefuerdert. Verschiddener vun deene Parteie sinn zënter 2013 an der Regierungskoalitioun zu Lëtzebuerg vertrueden an haten an hunn also d'Méiglechkeet, zum Beispill am Ministerrot vun der EU, selwer konkreet Moossnamen ze proposéieren oder awer vun der Kommissioun ze fuerderen, datt si sollt vun hirem Initiativrecht Gebrauch maachen, fir e verstäerkten Déiereschutz an Europa ze erreechen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung der Chamber matdeelen, wéi eng konkreet Moossnamen d'Lëtzebuerger Regierung zënter 2013 am Ministerrot vun der EU proposéiert oder vun der Kommissioun gefuerdert huet, fir den Déiereschutz an Europa ze verbesseren? Ech bieden hei ëm folgend Prezisiounen: geneeën Datum, Text vun der Interventioun a Referenzdokumenter vum Ministerrot.

Dëst virun allem a folgende Beräicher:

- d'Schafung vun enger ambitiéiser europäescher Direktiv fir eng Verbesserung vum Déiereschutz an där ganzer Europäescher Unioun;

- en europäesche Label fir d'Wuel vum Déier;

- eng besser Kontroll vun den Déierenziichter;

- eng Reegelung vum Asaz vu Medikamenter an der Déierenzuucht;

- d'Schafe vun enger europäescher Veterinärsinspektioun;

- Moossname fir d'Verbesserung vun de Liewensbedéngunge vun den Déieren an der Massenzuucht, inklusiv an der Fëscherei an do, wou Käfeger zum Asaz kommen;

- d'Ofschafe vu Pelzfarmen an der Europäescher Unioun;

- Verbuet vun Déierentransporter zum Zweck vun der Juegd;

- den Déiereschutz bei Ausstellungen, am Sport a bei rekreativen Aktivitéiten;

- obligatoresch Anästhesie bei enger Kastratioun;

- Reduktioun vun der Zuel, vun der Längt a vun der Zäit vun Déierentransporter a Verbesserung vun den Ëmstänn, ënnert deenen d'Déieren transportéiert ginn (zum Beispill Zuel vun den Déieren, Beweegungsméiglechkeeten, Zougang zu Waasser);

- Verbuet vum Transport vu jonken oder schwaachen Déieren;

- Kontrolle vun den Déierentransporter;

Förderung vu regionalen a mobille Schluechthaiser;

- Verbesserung vun de Schluechtmethoden, fir Angscht a Péng ze miniméieren a wa méiglech ganz ze verhënneren;

- Verbuet vum Export vu liewegen Déiere baussent d'EU;

- Formatioun vun den Douanieren am Beräich Déiereschutz (Import, Export, besonnesch och vu geschützten oder exoteschen Déieren, vun Trophäen a Souveniren);

- Formatioun vun de Jeeër;

- Entwécklung a Promotioun vun Ersatzmethode fir Déierenexperimenter;

- Schutz vun Hënn a Kazen, déi wëll liewen;

- aner Initiativen, zum Besipill fir wëll Déieren ze schützen oder d'Biodiversitéit ze erhalen.

2. Wéi eng konkreet Folgen haten déi Lëtzebuerger Propositiounen am Ministerrot? Ech bieden hei och ëm folgend Prezisiounen: geneeën Datum, Protokoller vum Ministerrot an Textvirschléi vun der Europäescher Kommissioun.

Réponse commune (11.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

De Landwirtschaftsminister huet am Ministerrot vun der Europäescher Unioun am Juli 2019 intervenéiert, fir d'Restriktiounen an d'Verbueter op nationalem Niveau ronderëm den Déierentransport wärend Hëtztwellen ze presentéieren. Bei dëser Geleeënheet huet de Minister och seng Ufro fir eng Revisioun vum Reglement (EC) N° 1/2005 iwwert den Déierentransport widderholl, fir déi maximal erlaabte Reesdauer ze reduzéieren.

D'Demande fir eng gesetzlech Propositioun fir eng Verännerung vum Reglement iwwert den Déierentransport ass an d'Konklusioune vum Ministerrot agefloss a gëtt vun der aktueller finnescher Presidence vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun ausgeschafft. Duerno ass et d'Verantwortung vun der neier Europäescher Kommissioun, der eenzeger europäescher Institutioun, déi en Initiativrecht huet, a méi speziell vun der neier Kommissärin Madamm Kyriakides, fir e Gesetzesvirschlag ze adoptéieren oder net.

D'Konklusioune vum Ministerrot, déi formell wärend der Dezembersëtzung ugeholl ginn, wäerte sech och mat enger neier Strategie fir d'Wuelbefanne vun den Déiere fir d'Period 2020-2024 beschäftegen, esou wéi och mat der Aféierung vun engem fräiwëllegen europawäiten Etiquetage-System, deen op Déiereschutzkritäre baséiert, déi iwwert den Ufuerderunge vun den aktuelle Gesetzer stinn.

D'Konklusioune fuerderen och d'Aféierung vun engem Kapitel iwwer Déiereschutz an de Fräihandelsofkommesse vun der EU. Et sief bemierkt, datt d'Lëtzebuerger Delegatioun bei de Verhandlunge vu Fräihandelsofkommesse mat Kanada, den USA a Mercosur all Kéier änlech Demanden ënnerstëtzt huet.

Zousätzlech ass déi konsequent Politik vun der Regierung fir e staarken Déiereschutz reegelméisseg op de Sëtzunge vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun wärend dem viregte Mandat ënnerstrach ginn.

Esou huet de Landwirtschaftsminister schonn am November 2016 d'Demande vu sengem schweedeschen Homologue fir eng Harmoniséierung vun den Transportreegele fir Déieren a fir eng Reduktioun vun der erlaabter Reesdauer ënnerstëtzt.

Am Februar, Mee an November 2016 huet de Landwirtschaftsminister zesumme mat e puer vu senge Kolleegen eng méi konsequent europäesch Aktioun a Saachen Déiereschutz gefuedert, fir den Erwaardunge vun den europäesche Bierger gerecht ze ginn. Dës Initiativ huet 2017 zu der Schafung vun der Europäescher Plattform fir Déiereschutz gefouert, déi vun der Europäescher Kommissioun presidéiert gëtt an aus Delegéierten aus de Memberstaten, concernéierten Interessenten a Vertrieder vun Netregierungsorganisatiounen a berufflechen Associatioune besteet. Déi Lëtzebuerger Delegatioun huet d'Schafe vun dëser neier Struktur ënnerstëtzt, virausgesat, datt d'Virundreiwe vu Richtlinnen an neie Gesetzesvirschléi net blockéiert gëtt.

Wärend de Virbereedungsdiskussiounen am Mee 2016 hat de Landwirtschaftsminister de Wonsch ausgedréckt, datt d'Plattform sech haaptsächlech mam Erfahrungsaustausch tëscht de Memberstate beim Ëmsetze vun der bestoender Gesetzgebung befaasst, fir eng Harmoniséierung, d'Abezéiung vun Déiereschutztheemen an den internationale Handelsofkommessen an d'Entwécklung vu Liewensmëtteletiketten, déi iwwert den Déiereschutz informéieren, ze garantéieren. Dës Theeme goufe wärend den éischte Reunioune vun der Plattform beschwat an d'Entwécklung vu Richtlinne fir verschidden Theemen ass virgesinn.

Schlussendlech huet dat Europäescht Reglement iwwer offiziell Kontrollen an der Liewensmëttelketten, déi 2015 ënner Lëtzebuerger Presidence ugeholl goufen, verschidden europäesch Referenzzentere fir Déiereschutz ge-

grënnt, deenen hiert Zil ass, d'Ëmsetzung vun der Gesetzgebung an de Memberstaten ze verbesseren. 2018 gouf en éischten Zentrum fir d'Wuelbefanne vun de Schwäin an 2019 en Zentrum fir Gefligel an aner kleng Béischte gegrënnt.

Fir d'nächst Joer ass d'Prioritéit vum Landwirtschaftsminister, datt d'Europäesch Kommissioun eng nei Strategie fir d'Period 2020-2024 adoptéiert. Dës Strategie soll Gesetzesvirschléi iwwer Déierentransporter, Etiquetage-Systemer vu Liewensmëttel, déi d'Wuelbefanne vun Déiere respektéieren, an Norme fir d'Wuelbefanne vun Zuuchtdéieren, déi nach net vun europäesche Reglementer ofgedeckt goufen, beinhalten.

Am Kader vum lëtzebuergeschen Exame fir de Juegdschäin ginn d'Kandidaten ausgebilt, fir generell déiereschutzgerecht ze joen (Identifizéiere vu Wëld, Situatioun an Distanz aschätzen, Schéissen, ugepasste Munitioun, ugepasste Waff an ugepassten Optik). De plus ginn déi zukünfteg Jeeër ausgebilt, fir blesséiert Wëld ze sichen. Obligatoresch muss hei eng Sich mam Hond ageleet ginn an dës Sich muss preparéiert ginn. Déi néideg Kenntnesser kritt een op enger weiderer Formatioun, zu där och den déiereschutzgerechten Ëmgang mat den Hënn gehéiert. Net ze vergiessen ass de fachgerechten Ëmgang mam Liewensmëttel Wëldfleesch, och dëst gëtt an der Formatioun geléiert.

Hënn a Kazen, déi wëll liewen, ginn net als „bejobar Aart" consideréiert an duerfen deemno och net geschoss ginn. Hei gëllen also déiselwecht Bestëmmunge wéi bei allen aneren Hënn oder Kazen och. Och gesäit de Juegdkalenner eng generell Bëschrou vir, eng Zäit, an där am Bësch net däerf gejot ginn.

Question 1137 (30.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **structures d'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale :**

Suite à ma question n° 0966 concernant l'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale et les réponses y fournies, je me permets de demander des informations supplémentaires de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Le montant conséquent des frais de gardiennage soulève la question d'une alternative à ce gardiennage comme il avait été évoqué lors de la 3e plénière du « Ronnen Dësch » à Steinsel le 24 octobre 2016.

- Quels sont les critères pour affecter un gardiennage à 29 structures sur 55 ?

- Quelles sont les raisons des ratios très différents de personnel encadrant selon une structure gérée par l'OLAI ou par Croix-Rouge et Caritas alors même que le programme gouvernemental stipule : « L'encadrement socio-éducatif doit être garanti pour tous les DPI. » ?

- À défaut de mise en place d'alternatives au gardiennage, un nouvel appel d'offre pourrait-il contenir des exigences plus poussées en matière de formation du personnel de gardiennage, une stabilité de ce personnel par structure, des vêtements au look civil, l'uniforme rappelant à plus d'un DPI de très mauvais souvenirs ?

- Une concertation régulière avec les autorités communales respectives et leurs commissions d'intégration est-elle prévue ?

Le programme gouvernemental prévoit un certain nombre de mesures dont :

2) « La réforme de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg qui tend à créer une base légale pour les normes et standards à respecter dans les structures d'hébergement gérées par l'OLAI sera achevée prioritairement. Un règlement grand-ducal fixera le contenu et les modalités d'application des critères minima de salubrité et d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des structures d'hébergement de l'OLAI réservées au primo-accueil et au logement provisoire d'étrangers. L'encadrement socio-éducatif doit être garanti pour tous les DPI. »

- Où en sont les préparatifs pour cette base légale et le règlement grand-ducal ?

- Une concertation avec la société civile est-elle prévue ?

3) « L'effort d'équiper toutes les structures d'accueil de cuisines sera poursuivi. » (programme gouvernemental)

- Quelles sont les structures actuellement équipées de cuisines ?

- Quels autres projets sont prévus pour équiper les autres structures de cuisines ? Dans quels délais ?

4) « Les dernières années, de nombreuses associations et projets citoyens se sont constitués afin de favoriser l'intégration des réfugiés. Ces apports extrêmement importants de la société civile méritent d'être soutenus. Ces projets feront l'objet d'une évaluation afin de pérenniser les meilleurs projets. » (programme gouvernemental)

- Où en est l'évaluation dont il est question ?

5) Un projet pilote avait été mis en place pour fournir des cartes de crédit aux DPI pour pourvoir à leurs besoins plutôt que de devoir recourir à l'épicerie sur roues. De la sorte les concernés seraient amenés à recourir à des commerces locaux et avoir des contacts avec d'autres citoyens.

- Quelle est l'évaluation de ce projet pilote ?

- Une généralisation est-elle prévue ?

6) La plupart des DPI ont fui une situation de guerre ou de dictature. L'apprentissage de pratiques démocratiques est essentiel. L'article 10 (7) de la loi du 18 décembre 2015 stipule que « Les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées. »

- Dans quelle mesure ce moyen légal de participation est-il promu et utilisé en premier lieu dans les structures directement gérées par l'OLAI ?

Réponse commune (01.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) L'affectation du gardiennage se base sur une clé de distribution d'un nombre de postes de gardiens par rapport à la capacité maximale, donc du nombre de lits, dans une structure. Ainsi, aucun gardien n'est actuellement prévu pour les structures de 1 à 29 lits ; un gardien est affecté pour les structures à capacité de 30 à 49 lits et un agent de sécurité est ajouté pour chaque 50 résidents en plus.

La clé de distribution peut varier dans certaines structures, dont entre autres les structures de primo-accueil ou les structures hébergeant une population vulnérable et nécessitant un encadrement plus intensif.

Le ratio d'encadrement socio-éducatif dans les différentes structures dépend de la vulnérabilité de la population y hébergée, tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 0966 de Monsieur le Député.

Conformément au cahier des charges du marché public en vigueur, les agents de gardiennage doivent disposer de formations dans la gestion de conflits et de l'agressivité, dans les domaines des premiers secours, de la lutte contre les incendies, de l'évacuation de bâtiments et de l'hygiène.

Outre les formations, le cahier des charges stipule que l'affectation des agents de gardiennage doit rester stable. Finalement, l'OLAI demande une tenue vestimentaire appropriée ainsi que le port d'un badge d'identification par l'agent. L'uniforme des agents permet leur reconnaissance de près et de loin, ce qui facilite, entre autres, leur intervention en cas d'incendie.

Enfin, l'OLAI échange régulièrement avec les communes dans lesquelles se trouvent des structures d'hébergement et tous les sujets en relation avec les structures y sont abordés. Les concertations avec les communes et/ou leurs représentants se font selon besoin, de façon régulière ou ponctuelle.

ad 2) Un avant-projet de RGD relatif aux critères minima de salubrité et d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des structures de l'OLAI fait actuellement l'objet de concertations.

Une concertation est en cours avec les acteurs concernés, dont l'OLAI, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, l'Inspection des travaux et des mines (ITM), l'Administration des bâtiments publics (ABP) et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

ad 3) À ce jour, sur les 56 structures d'hébergement gérées par l'OLAI, 38 offrent la possibilité de cuisiner.

Une analyse des structures existantes a conclu à l'impossibilité technique d'équiper toutes les structures de cuisines. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas ; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines. Toutes les futures structures modulaires seront cependant équipées de cuisines.

ad 4) Le suivi, l'accompagnement et l'évaluation des actions, programmes et projets sont des aspects clés de la stratégie de restructuration dans le domaine de l'intégration. Pour les projets financés par des structures non étatiques, le Gouvernement encourage les acteurs d'appliquer systématiquement des indicateurs de suivi et des méthodes d'évaluation pour les projets qu'ils financent. Pour les programmes et projets financés par l'État, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national d'intégration, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région prévoit une évaluation rigoureuse et scientifique. Ainsi, pour les projets retenus dans l'appel à projets PAN 2019, un consultant externe et indépendant est chargé d'accompagner chacun des projets afin de mettre en place des indicateurs de suivi et d'établir un bilan à mi terme et en fin de projet. Cette approche sera également appliquée pour les projets retenus lors d'appels à projets à venir.

ad 5) Après consultation des bénéficiaires du projet pilote et des encadrants, l'OLAI a conclu que le projet pilote relatif aux cartes de crédit pouvait être considéré comme succès.

Suite aux retours positifs du projet pilote, l'OLAI étendra le projet à six structures d'hébergement additionnelles. Différents types de fournitures de repas dans le réseau des structures d'hébergement géré par l'OLAI seront mis en œuvre afin de pouvoir répondre aux besoins divers des personnes hébergées.

ad 6) En vue de promouvoir la participation au vivre ensemble des résidents des structures d'hébergement, l'OLAI organise régulièrement des entretiens individuels et des réunions d'échanges au sujet de la vie au quotidien au sein de chaque structure d'hébergement.

L'avis de chaque résident est sollicité. Dans la mesure du possible, et si elles sont partagées par la majorité des résidents, les demandes de changer un fonctionnement, tel que l'horaire d'utilisation des cuisines, la mise à disposition de jeux ou de frigos supplémentaires, sont acceptées et les changements sont mis en place.

Question 1139 (30.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **restructuration de RTL Group :**

Nach übereinstimmenden Medienberichten ist der Medienkonzern RTL mit Sitz in Luxemburg dabei intern umzustrukturieren, was nicht ohne Konsequenzen auf die Konzernführung ist. Einem internen Schreiben zufolge werde die Konzernführung von 100 auf 50 Mitarbeiter reduziert werden. Davon sollen 35 Mitarbeiter nach Köln gehen. Sozialpläne seien bereits ausgearbeitet worden. Luxemburg bleibe zwar offiziell Sitz von RTL Group, die Führung aber verlagere sich mehrheitlich an den Rhein, so das „Tageblatt" mit Verweis auf ein deutsches Medienmagazin.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Medien- und Kommunikationsminister, an den Herrn Finanzminister und an den Herrn Arbeitsminister stellen:

- Wurde die Regierung vorab über die Entscheidung der Mediengruppe RTL informiert?

- Kann der Minister bestätigen, dass mindestens 50 Stellen abgebaut werden? Wurden die Sozialpartner bereits informiert? Kann die Regierung bestätigen, dass RTL Group sich an die hiesigen Gesetze hält?

- Wie erklären die Minister, dass Luxemburg zwar offiziell Sitz von RTL Group bleibt, die Führung aber mehrheitlich nach Köln umzieht? Spielen in diesem Zusammenhang steuerliche Erwägungen (Steuerruling usw.) eine Rolle?

- Gibt es schriftliche Zusagen seitens RTL Group an die Luxemburger Regierung, gemäß denen der Standort Luxemburg erhalten bleibt, i. e. dass die rund 600 Mitarbeiter weiterhin Radio- und TV-Programme für Luxemburg produzieren?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Die Regierung ist regelmäßig in Kontakt mit der Konzernführung von RTL Group und im Rahmen rezenter Gespräche wurden dem zuständigen Minister auch die Pläne einer Restrukturierung unterbreitet. Die Regierung hat die Verantwortlichen von RTL Group dazu aufgefordert, diese Pläne möglichst sozial verträglich durchzuführen.

RTL Group ist als unabhängige Gesellschaft verantwortlich für Mitteilungen betreffend die Zahl der betroffenen Mitarbeiter und muss sich selbstverständlich an geltendes Recht halten.

Die Regierung verfügt nicht über Informationen betreffend einen eventuellen Hintergrund dieser angekündigten Restrukturierung, die im steuerlichen Bereich zu suchen wäre.

RTL Group hat sowohl in Ihrer internen als in Ihrer externen Kommunikation versichert, dass die luxemburgischen Programmaktivitäten nicht von diesen Restrukturierungsplänen betroffen sind.

Darüber hinaus sei darauf hingewiesen, dass RTL Group und die Regierung am 31. März 2017 eine Verlängerung der Konzessionsverträge bis 2030 unterschrieben haben, betreffend die Nutzung von internationalen Frequenzen. In diesem Abkommen ist als Bedingung unter anderem festgehalten, dass der Standort Luxemburg als Konzernzentrale erhalten bleibt.

Question 1141 (30.08.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**approvisionnement en vaccins contre la grippe saisonnière :**

Il me revient que, contrairement aux informations fournies dans des réponses à des questions parlementaires, l'approvisionnement du Grand-Duché en vaccins contre la grippe saisonnière est loin d'être assuré. Les grossistes-répartiteurs ne seront livrés que par une seule marque mais qu'à raison des 2/3 des quantités précommandées par les pharmacies luxembourgeoises (ouvertes au public et hospitalières). De surcroît cette livraison s'annoncerait tardive.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre de la Santé confirme-t-il cette pénurie de vaccins pour la saison hivernale à venir et comment compte-t-il y réagir ?

- Quelle sera la politique adoptée par le Gouvernement en cas de survenue d'une très forte épidémie de grippe pendant l'hiver prochain ? Le vaccin sera-t-il réservé prioritairement aux personnes les plus fragilisées ?

- Est-ce que des alternatives peuvent être envisagées ad hoc et quelles seraient leur praticabilité logistique et commerciale et leur disponibilité dans les officines ouvertes au public ainsi que dans les pharmacies hospitalières ?

- Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur les raisons qui ont poussé plusieurs laboratoires pharmaceutiques à ne plus approvisionner le Grand-Duché en vaccins contre la grippe saisonnière, laissant le marché à une seule firme ? Monsieur le Ministre ne trouve-t-il point opportun de transmettre ce dossier au Conseil de la concurrence pour inspection sur une éventuelle entente illicite de distribution de marché ?

Réponse (17.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé, Ministre de l'Économie :*

Il est vrai que la situation liée à la disponibilité des vaccins antigrippaux dans l'hémisphère nord reste tendue pour la saison vaccinale à venir. En effet, la firme GSK Biologicals, un des principaux fournisseurs mondiaux de vaccins a imposé des quotas aux pays auxquels il livre ses produits, dont le Luxembourg.

Bien qu'il existe toujours un risque de retards ou de ruptures temporaires d'approvisionnement en produits contingentés, la situation n'est cependant plus comparable à la dernière saison vaccinale.

En effet, les titulaires d'autorisations de mise sur le marché ont été sensibilisés en matière de responsabilité par rapport à l'approvisionnement du marché luxembourgeois en médicaments.

Par ailleurs, la Direction de la santé est intervenue directement auprès des fournisseurs des vaccins et des distributeurs des médicaments pour favoriser la concurrence et augmenter le choix de vaccins disponibles sur le marché.

En conséquence, deux nouveaux fournisseurs, à savoir les sociétés Sanofi Pasteur et Seqirus, se sont engagés envers le Ministère de la Santé à livrer leurs vaccins cette saison au Grand-Duché de Luxembourg et en définitive trois vaccins différents seront en principe accessibles sur le marché luxembourgeois à partir du début de

mois d'octobre. Une quatrième société (Mylan) devrait se prononcer dans les jours qui viennent. Les premières livraisons de vaccins antigrippaux sont prévues dès la première semaine d'octobre.

Conformément aux dispositions de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe, les vaccins spécifiques contre la grippe saisonnière sont pris en charge pour les personnes âgées de 65 ans ou plus pendant l'année en cours ou bien pour les personnes atteintes de certaines conditions de santé. Le taux de remboursement pour ces personnes vulnérables étant de 100 %, donc en principe ces personnes sont favorisées d'office par rapport aux autres groupes de la population.

Le Ministre de la Santé ne dispose actuellement pas de prérogatives pour limiter l'utilisation d'un médicament pour les indications spécifiques. Une telle disposition a été introduite par les amendements gouvernementaux dans le projet de loi n° 7383 modifiant plusieurs lois en relation avec les médicaments qui est en cours d'évaluation par la Commission de la Santé et des Sports.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses peut par contre émettre une recommandation par rapport à la priorité vaccinale donnée à un groupe vulnérable pour sensibiliser les professionnels de la santé.

Ces recommandations peuvent être accompagnées par des mesures d'urgence prises par le directeur de la santé lorsqu'il s'agit de prévenir ou de combattre les maladies contagieuses, dont la grippe fait partie. Les mesures d'urgence peuvent instaurer, en cas de nécessité, l'ordre de priorité de la vaccination.

Compte tenu des explications qui précèdent, la dernière question en rapport avec le Conseil de la concurrence devient sans objet.

Question 1147 (02.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **ville sans voiture :**

Uechter Europa gëtt ëmmer méi iwwer autofräi Stied nogeduecht. An Däitschland, beispillsweis zu Bremen, soll de Stadzentrum bis 2030 autofräi sinn, an zu Berlin blockéieren Demonstranten aktuell d'ëffentlech Stroossen, fir en Autoverbuet ze fuerderen. Kuckt ee sech aner europäesch Länner un, stellt ee fest, datt den Trend ouni Zweiwel a Richtung autofräi Stad geet. Bei eise belsche Frënn zu Gent duerfe just nach Riverainen a Fournisseuren den Zentrum mam Auto befueren. D'Lëscht vun de Stied, déi d'Autoe versichen aus hire Quartieren erauszekréien, klëmmt a klëmmt. Et sief just un Amsterdam oder Maastricht geduecht, wou d'autofräi Stad säit laangem äusserst effikass funktionéiert. Dëst huet dozou gefouert, datt dës Stied Touristemagnéiter mat engem bléienden Eenzelhandel gi sinn.

Duerch all dës Moossname besteet allerdéngs och d'Gefor vun enger Gentrifizéierung. Autofräi Stied steigeren d'Liewensqualitéit enorm. Doduerch besteet natierlech eng akut Gefor, datt d'Logementspräisser op deene Plazen, wou keng Autoe méi fueren, zousätzlech an d'Luucht ginn. Sougenannte „Gated Communities", wéi se am Ausland ëmmer méi entstinn, mussen also in fine evitéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landesplanung dës Froe stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, Moossnamen en faveur vun autofräie Stied, Uertschaften, Dierfer oder Quartieren ze ergräifen? Falls jo, wéi genee gesinn dës Moossnamen aus?

2. Falls neen, wier d'Regierung bereet, eng Rei punktuell Mesuren, wéi zum Beispill en autofräien Dag, ze ergräifen?

3. Wéi géif an deem Kontext eng effikass Zesummenaarbecht mat de concernéierte Gemengen ausgesinn?

4. Wéi gedenkt d'Regierung, enger Gentrifizéierung voire enger „Yuppiséierung" vun eise Stied entgéintzewierken?

Réponse commune (04.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Artikel 5 vum geännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 gesäit vir, dass d'Reglementatioun vum Stroosseverkéier innerhalb vun den Agglomeratioune prinzipiell eng Kompetenz vun de Gemengen ass, déi dës Missioun a voller Autonomie ausféieren, an dat ënnert den Approbatioune souwuel vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte wéi där vum Innenminister. Den Département de l'aménagement du territoire encouragéiert d'Gemenge reegelméisseg, a Richtung „Stad ouni Autoen" oder „Autoaarm Stied" ze iwwerleeën an ze handelen. Esou zum Beispill am Kader vum Instrument „Convention de coopération territoriale État-communes", wou an deenen dräi nationalen Entwécklungspolen (Südregion, Agglomeratioun Stad Lëtzebuerg an Agglomeratioun Nordstad) Etüden ausgeschafft gi sinn, fir d'Réseaux cyclables ze verbesseren an esou den Autosverkéier ka reduzéiert ginn. An deem Kontext sinn och Etüden am Beräich vun der Gestioun vu Parkplaze gemaach ginn, wat jo eent vun den Haaptinstrumenter ass, fir manner Autosverkéier ze generéieren.

Déi erwäänte Stied an der parlamentarescher Fro hunn net wëlles autofräi, mee éischter Auto-aarm ze sinn, an dat virun allem am Stadskär. Lafend Planifikatioune mat staatlechen Akteuren a verschidde Quartieren (wéi z. B. Kuebebierg um Kierchbierg, Rekonversioun vun de Frichen zu Wolz an Esch-Schëffleng, Projet „Elmen" vun der SNHBM op der Cap) hunn d'Vocatioun, Auto-aarm ze sinn.

Question 1151 (03.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale dans la Grande Région :**

2009 huet de Forum Europa an Zesummenaarbecht mam CEPS/Instead ee Wierk iwwert d'grenziwwerschreidend Wunnmobilitéit an der Groussregioun verfaasst, dat ënnert dem Samuel Carpentier publizéiert ginn ass. D'Wierk „Die grenzüberschreitende Wohnmobilität zwischen Luxemburg und seinen Nachbarregionen" ass eng Etüd iwwer lëtzebuergesch Beruffstäteger, déi am Zäitraum vun 2001 bis 2007 decidéiert hunn, hire Wunnsëtz vu Lëtzebuerg an eent vun den Nopeschlänner aus der Groussregioun ze verleeën. Et handelt sech dobäi ëm Leit, déi hir Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg bäibehalen hunn.

Hir quantitativ Donnéeë bezéien d'Auteure vun der Inspection générale de la sécurité sociale du Luxembourg (Carpentier 2009: 16). Aus dësen Zuele goung schonn 2009 ervir, dass ëmmer méi Leit decidéieren, iwwert d'Grenz ze plënneren. An der Etüd goufe mat Hëllef vun engem Questionnaire och d'Grënn fir d'Plënneren erfaasst. Aus dëser Datenerhiewung goung ervir, dass finanziell Grënn den Haaptgrond fir d'Verloosse vu Lëtzebuerg waren (Carpentier 2009: 37ff.). Well d'Wunnsituatioun am Grand-Duché bekannterweis an de leschte Jore fir vill Mënschen ëmmer méi erdréckend ginn ass, ass ze erwaarden, dass sech heiru bis haut net vill geännert huet.

Vill ëffentlech a privat Akteure maachen an aktuellen Etüden drop opmierksam, dass de Finanzement vum Logement fir Proprietären a Locataren zu ëmmer méi enger heijer Belaaschtung gëtt. D'Logementspräisser steige Joer ëm Joer op een neie Rekordniveau an d'Optioun, sech hannert der Grenz nidderzeloossen, bleift ville Leit als lescht Alternativ. Mam Plënneren an d'Nopeschlänner si fir Ex-Residenten awer eng Rei Nodeeler verbonnen - zum Beispill wat d'Sozialleeschtungen ugeet. Beim Verloscht vun der Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg gräift beispillsweis net dat lëtzebuergescht Recht, mee d'Recht vum Land, an deem de Wunnsëtz ass. Schwieregkeete bereet och de Fait, dass d'Kanner vun Ex-Residenten a ville Fäll d'Méiglechkeet verléieren, am lëtzebuergeschen Educatiounssystem ze bleiwen.

Et stelle sech also eng Rei Froen, wéi d'Regierung an Zukunft gedenkt, mat dësem Phenomeen ëmzegoen an ob ee gewëllt ass, dësen Ex-Residenten entgéintzekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau, fir Sozialversécherung, fir Mobilitéit, fir d'Groussregioun a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung fir den Zäitraum tëscht 2013 an 2019 d'Donnéeën aus der Etüd aktualiséieren an uginn, wéi vill Persoune pro Joer Lëtzebuerg verlooss hunn, fir an d'Grenzregioun wunnen ze goen, wärend se eng Aarbecht zu Lëtzebuerg gehalen hunn?

Fir d'statistesch Bevëlkerungsgrupp ze definéieren, sollt ee sech op d'Cibléierung aus der Etüd orientéieren:

Diese Bevölkerungsgruppe besteht aus im Großherzogtum ansässigen Luxemburgern oder Nicht-Luxemburgern, die in Luxemburg beschäftigt sind und sich zu einem bestimmten Zeitpunkt dazu entschließen, dieses Land zu verlassen, um sich in einer der Nachbarregionen (in Lothringen, Wallonien, im Saarland oder in Rheinland-Pfalz) niederzulassen, dabei aber weiterhin in Luxemburg berufstätig sind (Carpentier S., 2009, Säit 15).

2. Wéi steet d'Regierung zum Fait, dass eng ganz rei Leit opgrond vun ze héije Logementspräisser finanziell gezwonge sinn, an d'Groussregioun ze plënneren?

3. Wéi eng Léisunge wëllt d'Regierung an noer Zukunft proposéieren, fir dass d'Residenten net méi finanziell gezwonge sinn, an d'Ausland wunnen ze goen?

4. Wéi aus der Etüd ervirgeet, gëtt et fir vill Netresidenten en Ureiz, fir falsch Wunnsëtzdeklaratiounen ze maachen:

Da sich aus dem Wohnsitz in Luxemburg mehrere finanzielle Vorteile ergeben, könnten dadurch bestimmte Arbeitnehmer veranlasst werden, ihren Wegzug ins Ausland nicht zu melden, indem sie der Sozialversicherung eine Scheinanschrift in Luxemburg (beispielsweise die Anschrift der Eltern) angeben. Ein weiteres Beispiel: Gebietsansässige, die mit einer außerhalb Luxemburgs lebenden Person zusammenleben und ihren Wohnsitz in Luxemburg beibehalten, könnten die Meldung der Anschriftenänderung unterlassen, [...] selbst wenn sie täglich die Grenze überqueren, um zu ihrem Wohnsitz in einer Nachbarregion Luxemburgs zu gelangen (Carpentier 2009: 17).

1. Toleréiert d'Regierung dës Praxis?

2. Lafen aktuell Etüden, fir de Phenomeen statistesch ze erfaassen?

3. Wéi wëllt d'Regierung an Zukunft mat dëser Praktik ëmgoen? Wéi eng Méiglechkeete wäert d'Regierung dëse Leit an Zukunft bidden?

5. Besëtzt d'Regierung Informatiounen iwwert d'Unzuel vu lëtzebuergesche Residenten, déi eng zweet Residence am noen Ausland besëtzen?

Réponse commune (01.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Etüd, déi vum honorabelen Deputéierten zitéiert gëtt, gouf wuel op Basis vun Donnéeë gemaach, déi vun der Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) zur Verfügung gestallt goufen, allerdéngs no enger Methodologie, déi den Auteure vun där Etüd eegen ass. Effektiv stellt d'IGSS am Kader vun hire Missiounen, Chercheuren a Fuerschungsinstituter nëmmen d'Donnéeën zur Verfügung, déi dann am Kader vun enger bestëmmter Etüd verschafft ginn, dëst a strikter Applikatioun vun den Dateschutzbestëmmungen. Esou kënnen Donnéeën net fir aner Etüden oder Aarbechte benotzt ginn, fir déi si net gefrot goufen. Dofir ass et net méiglech, déi Etüd ze aktualiséieren.

Déi aktuell Studien a verfügbar Donnéeën erlaben et net, statistesch ze erfaassen, ob an, falls jo, an wéi engem Mooss Persounen an d'Ausland wunne ginn a gläichzäiteg zu Lëtzebuerg ugemellt bleiwen. Generell musse Persounen, déi hire Wunnsëtz wiesselen, sech och deementspriechend an där Gemeng oder an deem Land umellen, wou si wunne ginn.

De Fuerschungsinstitut LISER ass aktuell amgaangen, eng Machbarkeetsetüd ze realiséiere betreffend den Opbau vun engem „Observatoire transfrontalier du logement", dëst ënnert der Tutelle vun der Chamber a vum Wunnengsbauministère. Iwwert dëse Wee wäert et gegebenefalls méiglech ginn, besser a méi grenziwwerschreidend Recherchen ëmzesetzen.

Déi grenziwwerschreidend Mobilitéit ass ee vun de cibléierten Themen, déi fir d'Aarbechte vun dësem Observatoire kéinten an den nächste Joren a Fro kommen.

Question 1152 (03.09.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **archives historiques de RTL Group :**

Les origines de RTL Group, premier groupe audiovisuel européen et dont le siège se trouve toujours à Luxembourg, remontent à l'année 1929 avec la création de la Société luxembourgeoise d'études radiophoniques (SLER), suivie de celle de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLR) en 1931, devenue la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) en 1954.

Cette entreprise a joué un rôle de pionnier en matière de radiodiffusion internationale et de télédiffusion commerciale en Europe et a contribué sans conteste à établir le Luxembourg comme site médiatique (« Medienstandort ») d'importance internationale. Citons le Ministre des Communications et des Médias, Monsieur Xavier Bettel, qui a récemment déclaré : « Historiquement, RTL Group occupe une place centrale dans le patrimoine culturel et audiovisuel de notre pays [...]. »

Il me revient que RTL Group dispose d'un certain nombre d'archives historiques écrites et photographiques, qui s'avéreraient particulièrement intéressantes dans le cadre de recherches sur l'histoire des médias, alors que le CNA conserve principalement des archives audiovisuelles.

Alors qu'une restructuration s'annonce au niveau du « Corporate Centre » de RTL Group avec notamment la relocalisation de certains services du groupe basés au Luxembourg vers Cologne, j'aimerais poser les questions suivantes :

- Madame la Ministre de la Culture a-t-elle connaissance de l'existence d'archives historiques au sein de RTL Group ?

- Est-ce que les Archives nationales de Luxembourg conservent des archives écrites issues de RTL Group ?

- Le sort réservé aux archives conservées actuellement au siège de RTL Group est-il connu de Madame la Ministre ?

- En vue de garantir la préservation de ces archives historiques et afin d'éviter que ces archives privées ne soient exportées hors du pays, voire éventuellement détruites - ce qui signifierait sans nul doute une perte substantielle pour la recherche historique nationale -, Madame la Ministre envisage-t-elle de classer ces archives comme « archives privées historiques » conformément à l'article 15 de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage ?

Réponse (03.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'honorable Député me saisit d'une série de questions concernant la possibilité d'un classement en tant qu'« archives privées » des documents d'archives de RTL Group.

En ce qui concerne les archives audiovisuelles, une série d'accords en prévoient la transmission et conservation au Centre national de l'audiovisuel.

En ce qui concerne les documents d'archives autres qu'audiovisuels (écrits, photos, etc.), il est à noter que celles-ci ne sont pour l'instant pas archivées par un institut culturel de l'État luxembourgeois, du moins pas systématiquement.

En effet, les seuls documents autres qu'audiovisuels archivés ne concernent RTL Group que de manière incidente, c'est-à-dire qu'ils ont été archivés aux Archives nationales dans la mesure où ils concernent les rapports entre l'État luxembourgeois et l'ancienne CLT, devenue CLT-UFA.

S'y trouvent ainsi les procès-verbaux concernant des travaux de différents comités ou commissions, des documents relatifs à la structuration et aux finances de la CLT-UFA, tout comme des consultations juridiques ou encore les documents relatifs aux concessions et renouvellement des concessions. Ces documents ne concernent en revanche pas directement l'histoire de RTL Group.

La possibilité d'un classement d'archives privées historiques est néanmoins prévue par la loi du 21 août 2018 sur l'archivage qui en détermine le régime. Deux hypothèses sont prévues, celle d'une transmission spontanée au titre de l'article 13, ainsi que celle d'un classement ministériel au titre de l'article 15 de la loi.

L'article 13 prévoyant la possibilité d'une transmission d'archives privées à un institut culturel de l'État, rien ne ferait a priori obstacle à ce que RTL Group procède de sa propre initiative à une telle transmission, laquelle permet entre autres au propriétaire des archives de s'assurer de la conservation rigoureuse de celles-ci.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

L'article 15 de la loi régit, quant à lui, le classement d'archives privées par le ministre sur proposition d'un institut culturel, tout en en précisant les conditions et le régime.

Un tel classement présuppose toutefois une proposition d'un institut culturel ainsi que l'accord du détenteur des archives privées. Alors qu'aucun contact n'a pour l'instant été établi avec RTL Group, il est tout à fait envisageable de lancer des discussions à ce propos afin de garantir la pérennité des archives.

Question 1154 (03.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **chiens d'assistance :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 21. Mee (N° 0721) iwwert d'Assistenzhënn huet d'Madamm Famillje minister informéiert, datt eng Persoun, déi sech vun engem Assistenzhond begleede léisst, beim Ministère eng Hondsmedail ufroe kann, „déi als Erkennungszeeche ka benotzt ginn an déi den Zougang zu Plazen erméiglecht, déi fir aner Hënn net accessibel sinn".

Mir ass elo awer zougedroe ginn, datt, wann dem Assistenzhond säin Hondsmeeschter verstierft, et zu Problemer mam Behale vun der Hondsmedail komm ass. Dem Assistenzhond soll deemno d'Medail entzu gi sinn, obwuel e seng Ausbildung laut Virschréften erfollegräich ofgeschloss huet an en Diplom erhalen huet.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Famillje minister gär folgend Fro stellen:

- Am Fall, wou den Hondsmeeschter verstierft, behält den Assistenzhond seng Medail weiderhin a kann hien och weiderhin an deem Beräich, an deem hien ausgebilt ass, agesat ginn, sief dat mat sengem Referant (also déi Persoun, déi dem Hond Uweisunge gëtt), oder bei enger Persoun, déi eng Behënnerung huet?

Réponse (20.09.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Gesetz vum 22. Juli 2008 iwwert d'Accessibilitéit vun ëffentleche Plaze fir Leit, déi vun engem Assistenzhond begleet ginn, gesäit vir, datt de Meeschter vum Hond eng Medail fir den Hond kann ufroen. Mat dëser Medail gëtt den Hond als Assistenzhond fir eng bestëmmte Persoun unerkannt an erkennbar gemaach oder, esoulaang wéi en nach an der Ausbildung ass, als „chien d'assistance en formation".

Am Fall wou den Hondsmeeschter stierft, muss dem Assistenzhond seng Medail ofgi ginn. Wann den Hond duerno sollt den Assistenzhond vun enger anerer Persoun ginn, muss eng nei Demande gemaach ginn unhand vum offizielle Formulaire mat de Pièces, déi dem Hond seng Formatioun zertifiéieren an déi beleeën, datt den Hond den Ofschloss vu senger Ausbildung mat sengem neie Meeschter gemaach huet. Dës Pièce beleeën, datt den Hond op dem Meeschter seng Besoinen agoe kann an datt deen neie Meeschter mam Hond „selon les règles de l'art" ëmgoe kann.

Dovun ofgesinn, ginn et och ganz verschidden Assistenzhondausbildungen, wéi zum Beispill Hënn, déi blann Leit, Leit mat Diabetes oder Epilepsie begleeden, an et ginn och, ofhängeg vun de Besoine vun der Persoun, ganz verschidde Befeeler, déi den Hond muss beherrschen, an Aktiounen, déi e muss kënnen ausféieren.

En anere Grond, firwat d'Medail vun engem Assistenzhond muss beim Doud vum Meeschter ofgi ginn, ass, fir Abusen ze vermeiden. Et kënnt ëfters vir, datt den Assistenzhond nom Doud vu sengem Meeschter an d'„Pensioun" geet an net méi als Assistenzhond weiderschafft. Dee Moment gëtt et kee Grond méi, fir dem Hond Accès zu ëffentleche Plazen ze ginn, déi aneren Hënn verspaart sinn.

Question 1155 (03.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **parc automobile de la Police grand-ducale :**

Depuis l'année dernière, la Police grand-ducale dispose de plusieurs véhicules Tesla opérationnels dans le cadre de leur unité de la route. Le parc automobile électrique de la police a été complété en début d'année par d'autres véhicules électriques mis en service notamment comme voitures de patrouille dans les unités territoriales.

Toujours en début d'année, Monsieur le Ministre a affirmé que fin 2019, une étude menée par la Police de la Basse Saxe et l'Université de Braunschweig tirerait des conclusions quant à la question de savoir dans quel cadre la mobilité électrique est adaptée au travail policier. Pour Monsieur le Ministre, la seule contrainte serait celle liée au temps de (re-)charge.

Or, au-delà d'un tel inconvénient, l'utilisation de voitures Tesla pose des problèmes autrement plus considérables.

La police bâloise a été l'une des premières à électrifier son parc automobile et à avoir recours à des véhicules Tesla. Or, ces véhicules sont restés un moment à l'arrêt ne pouvant être affectés à aucune unité en raison de leur hyper-connectivité posant ainsi un problème au niveau de la protection des données personnelles.

Si tous les véhicules modernes produisent en général de nombreuses informations dans le but d'accroître la sécurité des conducteurs, les véhicules Tesla sont connus pour être particulièrement connectés. En effet, ces véhicules sont bourrés de sensors, de micros, de caméras qui recueillent en permanence des données et qui les transmettent au serveur du fabricant américain qui vient ainsi à connaître de la localisation du véhicule mais aussi de la conversation à bord du véhicule. Du fait que de nombreuses fonctions sont commandées par instructions vocales, il serait possible d'enregistrer les conversations des personnes arrêtées.

Les Tesla bâloises ne sont devenues opérationnelles que lorsque la police bâloise s'est soumise aux recommandations du préposé à la protection des données. L'utilisation de véhicules électriques et plus particulièrement de Tesla met ainsi les forces de l'ordre devant de nombreux défis et notamment celui de la compatibilité de leur utilisation avec les contraintes en matière de protection des données. La police bâloise semble avoir retiré les cartes SIM Tesla des véhicules pour les remplacer par celles de la police. Certains se demandent dans ce cas quel est l'intérêt de se doter de véhicules Tesla qui demeurent très chers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Avant d'affecter les véhicules Tesla à leur opérations policières, la Police grand-ducale s'est-elle tournée vers la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) pour savoir si l'utilisation de ces véhicules dans le cadre de leurs missions est compatible avec la protection des données personnelles ?

2) Dans l'affirmative, la CNPD a-t-elle donné son feu vert ? Celui-ci a-t-il été soumis à des conditions particulières voire la CNPD a-t-elle fait des recommandations ? Si oui, de quelles conditions et/ou recommandations s'agit-il ?

3) Dans la négative, pour quelles raisons la CNPD n'a-t-elle pas été chargée de vérifier la compatibilité de l'utilisation des véhicules en question par la police avec la protection des données personnelles ? La Police grand-ducale a-t-elle au moins mis en place un procédé afin de limiter les éventuelles violations à la protection des données ? Si oui, lequel ?

4) En tout état de cause, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, qu'à défaut d'accord préalable donné par la CNPD, qu'il faudrait d'urgence mettre les Tesla à l'arrêt et charger la CNPD d'examiner la conformité de l'utilisation de celles-ci dans le cadre des opérations policières avec la protection des données ?

Réponse (01.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 2) Non.

ad 3) Tesla s'est vu certifier en date du 16 novembre 2017 le « EU-U.S. PRIVACY SHIELD FRAMEWORK ».

Ainsi, conformément à l'article 45 du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les dispositions en matière de protection de données personnelles prises par Tesla sont à considérer comme équivalentes à celles prévues par le RGPD.

Aucune donnée personnelle n'est par ailleurs communiquée, alors que seules des informations concernant le véhicule sont transmises. Il est dès lors impossible pour le destinataire d'avoir des informations sur le conducteur voire les autres personnes se trouvant dans le véhicule.

ad 4) Compte tenu de ce qui précède, une mise à l'arrêt d'urgence des véhicules et la saisine de la CNPD n'ont pas été envisagées.

Question 1159 (05.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **marché de l'emploi :**

Les statistiques de l'Inspection générale de la sécurité sociale recensent pour le mois d'avril 2019 un total de 468.430 personnes présentes sur le marché de l'emploi luxembourgeois, dont 202.870 travailleurs frontaliers.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire comment s'est développé notre marché de l'emploi au cours des dernières cinq années.

2) Quel est le taux de croissance annuel et quelle est la part des travailleurs salariés, des travailleurs intérimaires, des fonctionnaires et des non-salariés ?

3) Comment s'est développée la part des travailleurs frontaliers selon les pays d'origine et dans quels secteurs la part des travailleurs frontaliers est la plus importante ?

Réponse commune (30.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Les statistiques de l'Inspection générale de la sécurité sociale recensent pour le mois d'avril 2019 un total de 468.430 personnes présentes sur le marché du travail luxembourgeois, dont 202.870 travailleurs frontaliers. Ces données peuvent être téléchargées via le portail de l'emploi : https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss.html.

ad 1) Chaque mois, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) publie un tableau de bord sur la situation de l'emploi au Luxembourg[6]. Selon le dernier tableau de bord, paru le 6 août 2019, 468.430 personnes, dont 202.870 travailleurs frontaliers, étaient présentes sur le marché de l'emploi luxembourgeois au 30 avril 2019.

Entre avril 2014 et avril 2019, l'emploi a progressé à un rythme annuel moyen de +3,3 %. Sur cet intervalle, l'emploi féminin, qui est passé de 159.385 à 188.135 personnes (+3,4 %/an), a été légèrement plus dynamique que l'emploi masculin, qui est passé de 239.314 à 280.295 personnes (+3,2 %/an). L'emploi frontalier (+4,0 %/an) a, quant à lui, progressé près de 1,5 fois plus vite que l'emploi résident (+2,7 %/an). Enfin, le nombre de salariés exerçant une activité manuelle (anciens ouvriers), qui est passé de 142.951 à 155.044 personnes (+1,6 %/an), a augmenté près de trois fois moins vite que le nombre des autres salariés (anciens employés), qui est passé de 203.285 à 254.866 personnes (+4,6 %/an). Par ailleurs, il importe de mentionner le fait que le poids des plus de 50 ans sur le marché du travail a, sous l'effet du vieillissement de la main-d'œuvre, gagné quatre points de pourcentage, passant de 23 % (92.998 personnes) à 27 % (125.972 personnes).

Le résultat de l'expansion du marché du travail, observée entre avril 2014 et avril 2019, est une création nette d'emplois (i. e. recrutements - fin de contrats) de près de 70.000 postes (soit 14.000 par an en moyenne), dont un peu moins de la moitié au sein de quatre secteurs d'activité seulement : le secteur des activités spécialisées scientifiques et techniques (15 %), le secteur des activités de services administratifs et de soutien (13 %), le secteur de la santé humaine et de l'action sociale (11 %) et le secteur de la construction (10 %) (tableau n° 1).

De manière plus générale, la croissance de l'emploi est, depuis la récession économique de 2012, ancrée sur une tendance linéaire croissante. Signe d'un dynamisme retrouvé, cette trajectoire a permis à la croissance de l'emploi d'atteindre, à partir de la fin de l'année 2016, des valeurs comparables à celles observées avant la crise économique et financière de 2008-2009. Depuis août 2018 cependant, les premiers signes d'un ralentissement sont perceptibles. Alors que la croissance de l'emploi salarié semble avoir atteint son pic à l'issue du 2e trimestre 2018 (+4,1 % par rapport au 2e trimestre 2017), elle a ralenti à 3,8 % à l'issue du 1er trimestre 2019 et devrait passer à +3,5 % au 2e trimestre 2019 (graphique n° 1).

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[6] https://igss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/tableau-de-bord-emploi/2019/emploi-201904.pdf

ad 2) Les tableaux n° 2 et n° 3 reprennent les informations demandées sur la période 2014-2019.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Entre mars[7] 2014 et mars 2019, la part des travailleurs frontaliers dans l'emploi total est passée de 41,8 % à 43,3 %. Cette progression est exclusivement à imputer aux frontaliers résidant en France. En effet, alors que la part des travailleurs frontaliers résidant en Allemagne et celle des travailleurs frontaliers résidant en Belgique ont légèrement diminué, bien que leur nombre ait augmenté, celle des travailleurs résidant en France a progressé de 1,8 points de pourcentage pour atteindre 22,4 % en mars 2019 (tableau n° 4).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il existe de très fortes disparités sectorielles dans la part des travailleurs frontaliers, variant, en mars 2019, de 5 % dans le secteur de l'administration publique à 66 % dans l'industrie manufacturière (Tableau n° 5).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1161 (05.09.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **restructuration de RTL Group :**

Selon un article paru dans la presse luxembourgeoise, le conseil d'administration de RTL Group vient d'annoncer sa volonté de réduire la taille de son « Corporate Center » basé à Luxembourg « afin de redistribuer les ressources et de réduire les coûts », malgré des résultats d'exploitation très positifs. En pratique les effectifs pourraient être réduits d'un tiers ou de 60 personnes sur un total de 190.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, si le Gouvernement luxembourgeois a été informé au préalable de cette décision.

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la portée de cette décision ?

- Les activités de RTL à Luxembourg seront-elles impactées par ledit transfert ? Quelles seront les conséquences pour le personnel travaillant au Luxembourg et qu'en est-il du programme diffusé ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :*

Le Gouvernement est en contact régulier avec les responsables du groupe RTL. Dans le cadre d'échanges récents sur le développement de l'entreprise au Luxembourg, une analyse sur les activités du groupe au Luxembourg a été discutée.

Le Ministre des Communications et des Médias a pris note des annonces de la part de RTL Group et a fait appel aux responsables du groupe RTL à trouver des solutions en dialogue avec les représentants du personnel.

Cependant, RTL Group a assuré au Gouvernement que les activités des entités luxembourgeoises ne seront pas concernées et que l'attachement de RTL Group au Luxembourg n'est pas mis en cause. Le Ministre des Communications et des Médias est confiant que les activités de RTL Group au Luxembourg se développeront de manière positive dans les années à venir.

Question 1163 (06.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **aspects écologiques des travaux d'impression de l'État :**

An der Äntwert aus menger parlamentarescher Fro N° 0881 goung ervir, dass de Verbrauch an d'Käschte vum Pabeier beim Stat relativ stabill bliwwen ass. Och wa verschidde Prozeduren digitaliséiert ginn, esou setzt de Stat aktuell nach vill op de Pabeierdrock, fir zum Beispill Informatiounsbroschüren hierzestellen.

[7] Les données relatives à l'emploi frontalier par pays de résidence qui sont produites par l'IGSS et publiées sur le portail de l'emploi portent sur le mois de mars (https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-stock-emploi.html).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Finanzen an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Drockopträg beim Stat gereegelt? Gi gréisser Drockopträg iwwer ee Marché public bestëmmt oder existéiert eng Konventioun tëscht dem Stat an engem Fournisseur?

2. Kann d'Regierung eis eng Lëscht vun den Drockopträg opstellen, dëst opgeschlësselt:

- no Joer (vun 2012 bis 2019),

- no Fournisseur (d'Dréckerei)

- an nom Käschtevolume fir all d'Opträg vum Fournisseur fir dat Joer?

3. Setzt d'Regierung bei den Drockopträg dorobber, dass de Fournisseur Recyclingspabéier benotzt? Falls neen, wéi vill Prozent vun den Opträg ginn op normalem Pabeier gedréckt?

4. Gi bei den Drockopträg Faarwen op Uelechbasis benotzt? Falls jo, wisou setzt d'Regierung hei net op pflanzlech Faarwen?

5. Ginn Drockprodukter, déi net méi gebraucht ginn, recycelt?

6. Gëtt bei den Drockopträg och d'Nohaltegkeet vum Fournisseur consideréiert, wéi zum Beispill d'CO_2-Bilanz?

Réponse (07.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Déi divers Ministèren, Administratiounen a Servicer vum Lëtzebuerger Stat kënne bei der Statsdréckerei (Centre des technologies de l'information de l'État - Division imprimés et fournitures de bureau) all hir Drocksaachen, wéi zum Beispill Entête-Pabeier, Visitëkäertercher, Enveloppen, Depliants, Schoulbicher oder Broschüre bestellen. Et ass awer och méiglech, datt eng Entitéit beim Stat iwwer eng Agence de communication fiert an den Drockoptrag net iwwert den CTIE vergi gëtt. Verschidden Opträg ginn aus Sécherheets- a Confidentialitéitsgrënn an der Statsdréckerei selwer gedréckt.

Am Prinzip hëlt de CTIE d'Bestellungen op, freet Offere bei de privaten Dréckereien a geréiert och den Oflaf vun den Drockopträg.

D'Opträg gi konform zu der Legislatioun fir d'Marché-publicke verginn. An deene meeschten Ufroen handelt et sech awer ëm kleng Montanten, an deementspriechend ass oft kee Marché public noutwendeg. Generell gi Präisser bei e puer Dréckereien ugefrot an de bëllegsten Ubidder gëtt geholl.

Déi folgend Tabell weist d'Unzuel vun den Opträg an den entspriechende Budgetsvolume fir d'Joren 2013 bis 2019. D'Opträg sinn op ronn 60 verschidden Dréckereie verdeelt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An den Opträg ass d'office certifiéierten FSC- oder PEFC-Pabeier virgesinn. Wann eng Entitéit vum Stat, déi e Produkt ufreet, ausdrécklech en anere Support freet, gëtt d'Ufro vun der Entitéit respektéiert.

Aus Qualitéitsgrënn offréieren déi meescht Dréckereien e Produkt op Uelechbasis, woubäi, ofhängeg vum Optrag, verschidden Dréckereien och Faarwen op Basis vu pflanzlechen Uelechen notzen.

Wat den CTIE ugeet, ginn Drockprodukter, déi net méi gebraucht ginn, via e spezialiséierte Fournisseur recycléiert. Op Ufro vun engem Ministère oder enger Verwaltung kënnt de CTIE déi reschtlech Drockprodukter ofhuelen a gëtt se och engem spezialiséierte Fournisseur, dee se recycléiert.

Grouss Dréckereien hunn normalerweis een oder méi ökologesch Labelen, wéi ënner anerem FSC, PEFC oder Carbon Neutral Printing.

Question 1165 (06.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **soumission publique pour le programme « Schouluebst 2019/2020 » :**

20 % bis d'Joer 2025, 100 % bis d'Joer 2050. Dat sinn Ziler an den Timing, déi d'Regierung sech an der Biolandwirtschaft ginn huet. Ausserdeem betount se ëmmer erëm, datt eng Valorisatioun vun de regionale Produkter wichteg wär.

De 25. August huet d'Administration des services techniques de l'agriculture eng ëffentlech Ausschreiwung fir „Fourniture de fruits et légumes aux établissements scolaires en cinq lots" opgemaach an een deementspriechend Laaschtenheft fir déi verschidde Liewensmëttel opgestallt.

Duerch den Ëmstand, dass all Produkter vun engem eenzege Liwwerant musse stamen an duerch eng restriktiv Definitioun fir verschidde Produkter ass et am Prinzip onméiglech, datt e lokale Produzent respektiv lokal Produkter wäerten den Zouschlag kréien.

D'Gesetz iwwert déi ëffentlech Ausschreiwunge vum 8. Abrëll 2018 gesäit awer vir fir de Marché op Basis vun der Qualitéit ze attribuéieren an net méi systematesch nom niddregste Präis. D'Pouvoirs adjudicateurs hunn och d'Recht, gewësse Spezifikatiounen oder unerkannte Labelen an Zertifikatioune vun den Ubidder ze verlaangen, fir séchezestellen, datt héich Ëmwelt- a Sozialnorme respektéiert ginn.

Bei der Ausschreiwung vum „Schouluebst 2019/2020" gëtt awer bei de meeschte Produkter leider net weider no dëse Faktore gefrot. Sou mussen zum Beispill nëmme minimal 5 % dem biologeschen Ubau entspriechen. De Präis ass nach ëmmer den Haaptkritär, fir den Zouschlag ze kréien.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Entsprécht déi ëffentlech Ausschreiwung fir „Schouluebst 2019/2020" den Erwaardunge vun der Regierung?

2. Firwat sinn d'Ausschreiwungen nëmmen en „bloc" an esou formuléiert, datt fir eenzel Produkter, méi kleng respektiv lokal Produzente guer net kënne bei der ëffentlecher Ausschreiwung matmaachen?

3. Firwat gëtt et bei dëser Ausschreiwung net méi Qualitéit, Nohaltegkeet a sozial Faktoren?

4. Huet den Här Landwirtschaftsminister allgemeng Recommandatiounen erausginn, fir dës Ausschreiwungen ze formuléieren? Wa jo, wéi eng Recommandatiounen? Wann neen - firwat huet den Här Minister net aktiv den Asaz vu méi lokale Produkter ënnerstëtzt?

Réponse (27.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Den europäesche Schouluebstprogramm gouf 2010 zu Lëtzebuerg ëmgesat. Fir dass de Programm gutt an de Schoulen opgeholl gëtt, ass en esou gestallt ginn, dass den Aarbechtsopwand fir d'Schoulen esou kleng wéi méiglech ass. Dofir ass och d'Decisioun geholl ginn, fir de Programm mat Hëllef vu Betriber aus der Liewensmëttellogistik ausféieren ze loossen. Esou ee Betrib iwwerhëlt dann den Akaf an d'Verdeelung vum Uebst un d'Schoulen, genee wéi déi meescht administrativ Aarbecht, déi esou een europäesche Programm mat sech bréngt. Duerch d'Gréisst vun dem Marché, muss all Joer eng europäesch Ausschreiwung gemaach ginn. Dëse Fonctionnement vum Programm gëtt allgemeng positiv opgeholl, a wäit méi ewéi 90 % vun eise Schoule maachen dann och mat. Dëst gouf och an enger externer Evaluatioun bestätegt. Esou kënne mëttlerweil méi ewéi 103.000 Schüler aus dem Fondamental an aus dem Secondaire vum gratis Uebst aus dem Programm profitéieren. Deementspriechend huet dës Ausschreiwung bis elo och ëmmer d'Erwaardungen erfëllt.

ad 2. D'Ausschreiwung ass a fënnef Deeler, oder Lousen, opgedeelt, et kann een also net soen, dass hei just eng Entreprise de ganze Marché muss kréien. Et ass awer esou, dass an enger normaler Woch vum Schouluebstprogramm méi wéi 360 verschidde Schoulgebaier musse beliwwert ginn. Dëst ass fir kleng respektiv lokal Produzente wuel kaum ze meeschteren, a muss dofir vun engem spezialiséierte Logistiker iwwerholl ginn. Dëse Logistikdeel vum Marché ass an ee Lous fir de Fondamental an an ee Lous fir de Secondaire opgedeelt. Hei geet et dorëms, e groussen Deel vum Uebst a Geméis ze kafen an och déi ganz Verdeelung un d'Schoule sécherzestellen.

Donieft huet d'Ausschreiwung fir dat aktuellt Schouljoer awer och dräi Lousen, déi sech un déi lokal Produzente riichten. Dës Betriber kënnen dann entweeder Äppel, Biren oder Muerte liwweren a si mussen dofir awer och Schoulklassen empfänken, fir hinnen op der Plaz d'Produktioun ze erklären. D'Verdeelung vun dëse Produkter un d'Schoule fält awer dann ënnert de Kontrakt vun de Logistikbetriber.

ad 3. Erfahrungen aus aner änleche Programmer hu gewisen, dass esouwuel de Goût wéi och déi visuell Qualitéit eng wichteg Roll spillen, fir dass d'Schoulkanner d'Uebst gutt unhuelen, an esou d'Gewunnecht kréien, fir dës gesond Produkter ze iessen. Dofir sinn dës Aspekter och an der Ausschreiwung am Detail beschriwwen.

Déi sozial Aspekter spille besonnesch bei de Banannen, well déi mussen zu 100 % aus dem faire Handel kommen.

D'biologesch Landwirtschaft huet natierlech och e spezielle Status, well nieft de Banannen, déi mussen Bio zertifiéiert sinn, och mindestens 5 % vum reschtlechen Uebst bio muss sinn. Des Weidere gëtt den Undeel u Bio bei der Ausschreiwung speziell bewäert. Esou koumen zum Beispill am leschte Schouljoer schlussendlech een Drëttel vum Uebst a Geméis am Programm aus der Bioproduktioun.

ad 4. Ausserhalb vum Schoulmëllech- a Schouluebstprogramm, mécht de Landwirtschaftsministère keng Ausschreiwungen, wou et ëm Liewensmëttel geet. Dofir ergëtt et do och wéineg Sënn, fir weider allgemeng Recommandatiounen erauszeginn.

De Schouluebstprogramm gëtt zum Deel vun der europäescher Unioun finanzéiert. Fir dës Bäihëllefe kënnen ze kréien, muss sech natierlech streng un d'EU-Legislatioun iwwert d'Marchés publics gehale ginn. Wann dee Marché sech géing op national Produkter beschränken, da wier de Risiko grouss, dass mir déi Bäihëllefen, fir d'Schouljoer 2018/2019 ëmmerhin 373.000 €, missten zréckginn.

An der Ausschreiwung fir d'Schouljoer 2019/2020 ass et virgesinn, dass ronn 65 vun de 502 Tonnen Uebst a Geméis am Programm vu Produzente kommen, déi och Schoulklassen empfänke mussen, an esou aus der Géigend musse sinn.

Question 1166 (06.09.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **nouvelles tensions entre Israël et la Jordanie :**

Suite à une revendication de plusieurs politiciens israéliens d'accorder également le droit de prière aux juifs au Mont du temple à Jérusalem un nouveau conflit a été déclenché entre Israël et la Jordanie, responsable pour garantir la sécurité de ce lieu.

La mosquée Al-Aqsa est un lieu sacré très important pour l'islamisme. Avec le commencement de la fête Eid al-Adha le 11 août dernier des agitations ont éclaté entre des musulmans et la police israélienne, vu que les agents de sécurité israéliens ont laissé passer 1.729 juifs au Mont du temple qui ont fêté le même jour le Tisha Be'Av.

Le Ministre des Affaires étrangères de la Jordanie a parlé ensuite d'une violation du droit international et le Gouvernement jordanien a été invité par la Chambre des représentants à revoir le traité de paix signé le 26 octobre 1994 entre les deux pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que ce conflit ne risque pas de déstabiliser la paix entre Israël et la Jordanie ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis de son homologue jordanien que l'action des agents de sécurité israéliens constitue une violation du droit international ?

3) Est-ce que l'Union européenne n'est pas appelée à prendre position face à ce conflit afin qu'une base d'entente entre les deux pays soit trouvée ?

Réponse (04.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les incidents récents autour de l'accès et du droit de prière au Mont du temple/à l'Esplanade des mosquées à Jérusalem sont en effet préoccupants. Il est essentiel que les dispositions du traité de paix signé en 1994 entre Israël et la Jordanie soient respectées.

ad 2) J'appelle tous les acteurs dans la région à respecter le droit international et à renoncer à toute sorte d'action ou de déclaration qui pourrait déclencher un conflit. Je tiens à saluer le rôle essentiel que joue le Royaume hachémite de Jordanie en tant que garant des Lieux saints musulmans de Jérusalem, conformément au traité de paix de 1994. Lors de ma récente visite à Amman, le 12 septembre dernier, j'ai félicité les autorités jordaniennes pour la façon exemplaire dont S.M. le Roi Abdallah II exerce cette responsabilité.

ad 3) L'Union européenne a réaffirmé à de nombreuses reprises que le statu quo sur le Mont du temple/l'Esplanade des mosquées doit être préservé et elle continuera à s'engager afin qu'une solution conforme aux dispositions du traité de paix de 1994 soit trouvée.

Question 1167 (06.09.2019) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**entretien des chemins ruraux :**

Les communes luxembourgeoises en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont toujours surveillé l'état des différents chemins ruraux se trouvant sur leurs territoires. Après concertation, l'entretien des chemins ruraux fût toujours assuré financièrement par les communes et le ministère en question.

Or, il me revient que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable renvoie des dossiers approuvés par les communes et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural avec l'observation que les dossiers soumis ne contiendraient pas tous les documents fixés à l'article 59, paragraphe 1 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Les pièces qui feraient défaut seraient notamment une analyse déterminant si la remise en état du projet pourrait affecter un biotope au sens de l'article 17 de la loi précitée avec l'obligation :

1) d'une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable par une personne agréée ;

2) d'une évaluation des éco-points, telle que requise par l'article 59, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Ces obligations doivent être réalisées par une personne agréée, en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autre que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et à Monsieur les Ministres de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Les communes doivent-elles payer cette identification précise des biotopes protégés de même que l'évaluation des éco-points ?

2) Cette dépense communale est-elle subventionnée par les différents ministères ? Dans l'affirmative, par quel ministère et à quel taux ?

3) Conformément à l'article 59, paragraphe 2 de la loi précitée, le dossier en question ne sera pas traité et sera renvoyé aux communes afin de leur permettre de le compléter. En cas de refus des communes de compléter le dossier et/ou d'avancer les frais y relatifs, quelle administration ou quel ministère s'occupera de l'entretien des chemins ruraux et à quelles conditions ?

4) Finalement, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle procédure pour réaménager des chemins ruraux avec par exemple des dalles trouées semble être inappropriée ?

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Remarques préliminaires

La voirie rurale se compose majoritairement de chemins ruraux communaux, appartenant aux communes, et de chemins ruraux syndicaux, appartenant à des associations syndicales, de même que de chemins ruraux privés et de chemins ruraux figurant comme servitude de passage. En tant que propriétaires, les communes sont responsables des chemins ruraux communaux, décident des travaux nécessaires et prennent en charge les coûts y relatifs, lesquels sont subventionnables par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les communes sont conseillées et soutenues dans leurs démarches par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), ayant la voirie rurale dans leurs attributions. Ainsi, suite à la demande d'une commune et après concertation, les services régionaux de l'ASTA élaborent un projet des travaux à réaliser, demandent les autorisations ministérielles nécessaires, mettent les travaux en adjudication, surveillent l'exécution et font le décompte des travaux, au nom et pour compte des communes. On distingue les travaux à réaliser sur la voirie rurale nécessitant une autorisation ministérielle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et les travaux de simple entretien de la voirie, ne nécessitant pas une telle autorisation. Ces derniers concernent l'entretien des chemins ruraux tel que le reprofilage en béton asphaltique et l'enduisage des chemins scellés, imperméables, existants ou le rechargement en pierres naturelles de chemins empierrés existants. Les travaux soumis à autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement comprennent principalement l'aménagement de nouveaux chemins ruraux, à savoir l'aménagement de chemins de terre en chemins empierrés, en chemins à double file en béton, voire en chemins à couche de roulement bitumineuse en asphalte. Sont soumis à autorisation également le réaménagement de chemins empierrés, perméables, existants en chemins à double file en béton ou en chemins imperméables avec couche de roulement bitumineuse en asphalte ou autre. Ces travaux sont soumis à autorisation ministérielle en vertu des dispositions de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 et du fait que les chemins ruraux à caractère permanent, incluant les bandes et talus herbacés ou boisés en accotement sont repris au règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

ad 1) L'article 59 (2) de la loi du 18 juillet 2018 précise qu'en cas de demande d'autorisation portant dérogation à l'interdiction prévue par l'article 17, la demande d'autorisation doit comporter une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable. En vue de la détermination de l'envergure des mesures compensatoires éventuelles un bilan écologique à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points doit également être soumis. Ces inventaires et bilans (voir article 63 (1) de la loi du 18 juillet 2019) peuvent être réalisés par l'Administration de la nature et des forêts, une personne agréée ou un syndicat de communes au sens de la loi du 18 juillet 2018.

ad 2) En cas de réalisation des travaux, les dépenses communales engendrées par l'identification précise des biotopes protégés, ainsi que par l'évaluation des éco-points pourront faire partie des coûts éligibles et ainsi être subventionnées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les investissements, y compris ces dépenses, considérées comme des dépenses de planifications, bénéficient d'une aide fixée à 30 % du coût, pour autant que les travaux aient été approuvés par le ministre préalablement à leur exécution. Ce taux est fixé à 40 % pour l'aménagement de chemins ruraux à double file.

ad 3) En vue de ce qui précède et en cas de refus de compléter le dossier, et/ou d'avancer les frais y relatifs, certains travaux ne pourront être autorisés. Notons que les services régionaux de l'ASTA s'occupent, sur demande des communes, de rassembler tous les documents nécessaires afin de compléter les demandes d'autorisation relatives à la protection de la nature et des ressources naturelles. Ni le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ni un autre ministère ou une administration étatique, n'ont les moyens ni les fonds financiers, ni les attributions pour intervenir directement sur la voirie rurale, à l'exception de cas spéciaux (piste cyclable nationale, calamité naturelle, situation de crise, etc.).

Q88

Question 1169 (06.09.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**admission à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg :**

Pour être admis à un programme d'étude à l'Université du Luxembourg, le futur étudiant doit soumettre son diplôme de fin d'études, les relevés de notes de lycée ainsi qu'un certificat de langues. Conscient de l'importance à accorder aux notes académiques, les activités extrascolaires, les activités bénévoles et les expériences professionnelles (stage, formations continues, engagement social, culturel et sportif) priment de plus en plus dans le curriculum vitae lors du processus d'admission aux universités ou du recrutement sur le marché du travail.

À l'heure actuelle, l'Université du Luxembourg ne prend en compte ces activités que pour un nombre restreint de formation lors du processus de sélection.

En tenant compte du fait que la seule université du pays est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche et jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il d'encourager l'Université du Luxembourg de reconsidérer ses critères d'admission en tenant compte de manière générale et, pour toutes les filières, des activités extrascolaires, des activités bénévoles et des expériences professionnelles des étudiants ?

Réponse (03.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque introductive, il convient de préciser que, conformément à la bonne pratique internationale, l'Université du Luxembourg prend en compte de nombreux critères dans les procédures d'admission. Outre les critères académiques évalués sur la base des diplômes et des relevés des notes ainsi que des connaissances de langues étrangères, presque tous les programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg prennent également en considération la motivation, la disposition à apprendre et la preuve d'engagement du candidat telles qu'exprimées dans une lettre de motivation ou un essai d'admission. En outre, tous les programmes de master et environ la moitié des programmes de bachelor prennent en compte le curriculum vitae des candidats.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, à l'heure actuelle, 15 programmes prennent explicitement et systématiquement en compte les activités extrascolaires antérieures présentant un intérêt pour le programme et prouvant une capacité d'initiative, de responsabilité et de curiosité intellectuelle ou professionnelle. 18 programmes prennent en considération l'expérience professionnelle des candidats. Ces critères de sélection supplémentaires sont utilisés notamment dans les programmes d'études très demandés et disposant d'un nombre de places limité.

Dans tous les cas, les comités responsables du processus de sélection des différents programmes suivent des procédures clairement définies. Toutes les candidatures sont soigneusement évaluées et traitées équitablement. La combinaison de différents critères d'admission ainsi que les procédures bien définies ont comme but de permettre des décisions justes et équitables, et de garantir une adéquation entre le programme, les qualifications et les attentes du candidat.

Cependant, des activités extrascolaires ou bénévoles ne constituent ni un critère suffisant, ni un indicateur fiable de réussite et ne peuvent que faciliter l'admission à des programmes d'études. Tout engagement supplémentaire ne peut donc pas remplacer le minimum de qualifications académiques que l'Université du Luxembourg exige de chaque candidat, ceci dans le souci d'orienter les jeunes vers des programmes d'études adéquats et de prévenir l'abandon des études.

Question 1170 (06.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **château de Colpach :**

D'Kolpecher Schlass grënnt op enger mëttelalterlecher Nidderbuerg a gouf 1303 fir d'éischt ernimmt. Am 18. an 19. Jorhonnert gouf et gréisser Ëmbauten, ier 1917 den ARBEDs-Direkter Emile Mayrisch a seng Fra, d'Aline de Saint-Hubert, d'Schlass als Residenz kaaft hunn. An der Tëschekrichszäit goufen eng ganz Rei politesch a kënschtleresch Perséinlechkeeten do empfaangen.

D'Kolpecher Schlass gouf dem Lëtzebuergesche Roude Kräiz 1947 vum Aline Mayrisch vermaach. D'Schlass ass du laang Joren als Sanatorium genotzt ginn, bis nei Gebailechkeeten e puer Meter donieft gebaut goufen, déi 2010 bezuchsfäerdeg waren an d'Notze vum Schlass, dat zënterhier eidel steet, ersat hunn. D'Schlass befënnt sech leider an engem schlechten Zoustand. Am Oktober ginn et schonn aacht Joer, datt op déi vun eis 2011 gestallte parlamentaresch Fro (N° 1634) iwwert den Zoustand an d'Erhale vum Kolpecher Schlass geäntwert gouf:

« [...] Dès le départ, il était prévu par la Croix-Rouge de rénover le château dès la mise en service de ce nouveau bâtiment. [...] À ce stade, il y a donc lieu de confirmer que le château ne se trouve pas dans un état de délabrement, mais dans un état de chantier. [...] »

« Des études sur les structures existantes sont en cours afin de déterminer les mesures constructives à entreprendre pour donner au château une réelle utilité au niveau du site sans pour autant toucher aux parties historiques. [...] »

« À court terme la Croix-Rouge veille à sécuriser le chantier afin qu'il n'y ait pas de dégradation durant la phase des travaux préparatoires, les études et plus particulièrement la saison hivernale [...]. »

« La Croix-Rouge est en dialogue avec l'État en ce qui concerne la rénovation et la préservation du patrimoine historique, voire son éventuel entretien pour la partie qui ne relève pas du centre de convalescence proprement dit. »

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Kulturminister gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt d'Kolpecher Schlass mat sengen Annexen, dem Päerdsstall, de Gäert, Parken, Wisen a Bëscher, an och de Statuen a Monumenter, déi do stinn, zënter 2002 offiziell als Nationalmonument klasséiert ass?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt d'Kolpecher Schlass eng kulturell an och sozial Bedeitung an der Geschicht vu Lëtzebuerg dréit? Fënnt si och, datt dat Schlass muss erhale bleiwen a virum Verfall geschützt ginn?

3. Kennt d'Madamm Minister den Zoustand vum Kolpecher Schlass? Ass si der Meenung, datt d'Schlass sech an engem schlechten Zoustand befënnt?

4. Goufen tatsächlech Etüde gemaach, fir e sënnvollt a valoriséierend Notze vum Schlass ze erméiglechen? Wat ass bei dësen Etüden erauskomm?

5. Wou ass deen an der Äntwert op d'Fro N° 1634 aus dem Joer 2011 ernimmten Dialog drun? Wat ass dobäi festgehale ginn?

6. Wat ass zënterhier fir den Erhal vun dësem offiziellen Nationalmonument gemaach ginn?

7. Ass ee Plang an eng Oplëschtung vun den néidegen Amenagementer, Modifikatiounen a Renovatiounsaarbechten a -käschten, déi zënterhier gemaach goufen an déi nach ze maache sinn, opgestallt ginn?

Réponse (03.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Kolpecher Schlass dréit effektiv eng wichteg kulturell a sozial Bedeitung fir d'Gesellschaft an as dofir, esou wéi och d'Gäert, Wisen, Bëscher, mee och de Park a seng Statuen a Monumenter, de 14. Oktober 2002 vun der Regierung klasséiert ginn.

Wat den Zoustand vum Schlass ugeet, esou ass et aktuell net direkt bedrot. D'Rout Kräiz kuckt derno, datt d'Gebai gehëtzt gëtt. D'Schlass steet zwar eidel, mee well um Site och en neien Erhuelungszenter ass, kann eng permanent Observatioun vum Proprietär garantéiert ginn.

E reegelméissege Suivi gëtt och vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) gemaach. An engem Bréif aus dem Joer 2015 vum Direkter vum SSMN gouf d'Rout Kräiz drop opmierksam gemaach, datt besonnesch Suergfalt op den Zoustand vun den Elektroinstallatiounen am Gebai muss geluecht ginn. Effektiv sinn al Elektrizitéitsinfrastrukturen dacks d'Ursaach fir Feier. Obschonns an der lescht keng gréisser Aarbechte gemaach goufen, goufe wichteg Elementer vun der Bannenarchitektur (d'Kamäiner, Trapebalusteren, Biedem an Dieren) mat Protektiounen agekleet.

Wat d'eventuell Projeten ugeet, déi dem Schlass kéinten eng nei Affektatioun bidden, esou koum et am Mäerz 2017 zu enger Reunioun zu Kolpech, un där ënner anerem den Direkter vum Roude Kräiz, de Responsabele vum Site Kolpech an en Architekt vum SSMN bedeelegt waren. Op dëser Visitt hunn d'Proprietären éischt Elementer vun engem pedagogesche Projet virgestallt. Soubal et konkret Pläng fir d'Emsetze vu besotenem Konzept gëtt, ginn déi dann och vum SSMN begleet.

Question 1171 (09.09.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **nouveau stade national :**

Virun zwee Méint war bekannt ginn, datt de Budget vum neie Fussball- a Rugbystadion op der Kockelscheier nach emol däitlech iwwerschratt gëtt, ënner anerem well net u Kamerae geduecht gouf, déi mam Polizeiwwerwaachungssystem VisuPol kompatibel sinn, a well d'Wi-Fi-Mobilfunknetz net staark genuch war. Mat Gesamtkäschte vu ronn 80 Milliounen Euro gëtt de Stadion elo scho 45 Millioune méi deier, wéi ursprénglech geplangt. Laut Informatioune vun der Press ass dëst op eng Feelplanung säitens vum Bureau d'études zréckzeféieren.

Dëser Deeg war an der Press iwwer e weidere Mëssel rieds. Am neie Stadion gëtt elo an engem Eck vun der Tribün en hëlzent Haische gebaut, wou an Zukunft wärend de Matcher de Stadionspriecher, d'Police an d'Pompjeeë solle Plaz huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister vum Sport stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, war dëst vun Ufank un esou geplangt oder war vergiess ginn, eng Plaz fir de Stadionspriecher, d'Police an d'Sekuriste virzegesinn?

- Erfëllt dës hëlze Konstruktioun d'Normen, déi virgesi sinn, fir datt d'Police an d'Sekuristen an esou engem grousse Stadion fir d'Sécherheet vun de Besicher kënne suergen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Wat de Bau vum neie Fussball- a Rugbystadion ubelaangt, gëllt et emol festzehalen, datt d'Stad Lëtzebuerg Bauhär ass an dem Stat seng Participatioun op 40 Millioune plafonéiert ass.

Wat elo den ofgeännerte Budget ubelaangt, esou gouf dësen an der Stater Gemengerotssëtzung vum 8. Juli 2019 am Detail erkläert.

D'Liichtbaukonstruktioun aus Holz, déi Plaz virgesäit fir d'Police, de CGDIS an, ënner anerem, de Stadionspriecher, war schonn am Projet virgesinn, deen de 5. Dezember 2016 am Stater Gemengerot gestëmmt ginn ass. Dës Konstruktioun ass op ausdrécklech Demande vun der Police, dem CGDIS an der FLF op där strategescher Plaz opgeriicht ginn.

D'Stad Lëtzebuerg, als Bauhär a Proprietaire vum neie Stadion, huet eis bestätegt, datt, esou ewéi dat och bei villen anere Konstruktiounen aus Holz am Bausecteur de Fall ass, dës nohalteg Konstruktioun am neie Stadion déi erfuerderlech Normen erfëllt.

Vu Mëssel kann also no den Aussoe vun der Stater Gemeng net rieds goen.

Question 1172 (09.09.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **réforme du cycle inférieur de l'enseignement général :**

Depuis l'année scolaire 2018-2019, la différenciation pédagogique est appliquée d'une manière formelle au niveau de l'enseignement secondaire général en enseignant les langues et les mathématiques sous forme de cours de base et de cours avancés. L'élève est ainsi soutenu dans les disciplines dans lesquelles il a des difficultés et encouragé à progresser dans celles où il a des talents. Il appartient aux établissements scolaires dans le cadre de leur autonomie scolaire de mettre en œuvre cette réforme. En effet, si l'hétérogénéité du groupe n'est pas excessive, ils peuvent se limiter à une différenciation dite « interne » de leurs niveaux. En cas

de disparités trop importantes, une différenciation dite « externe » s'impose. Des cours séparés sont dès lors proposés aux élèves en fonction de leur niveau. La réforme a apporté aussi des changements au niveau de la progression des élèves en visant à limiter le redoublement et à miser sur une orientation mieux ciblée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De quelle manière la différenciation pédagogique au sein du cycle inférieur de l'enseignement général a-t-elle été mise en œuvre au niveau national par les différents établissements scolaires ?

2) Quelles ont été les incidences de cette réforme sur les besoins en personnel dans les lycées de l'enseignement secondaire général ? Comment le ministre y a-t-il répondu ?

3) Peut-on déjà dresser un premier bilan de la réforme en ce qui concerne l'orientation et le redoublement des élèves ?

4) Est-il prévu d'évaluer la réforme du cycle inférieur de l'enseignement général d'une manière systématique ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert au sujet de l'implémentation de la différenciation pédagogique telle qu'elle est mise en œuvre dans les différents établissements scolaires au niveau des classes inférieures de l'enseignement secondaire général.

Dans le souci de tenir compte des profils individuels des élèves, la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général dispose que « l'enseignement en langues et en mathématiques en sixième d'orientation et cinquième de détermination est organisé par des cours de base et des cours avancés ». Pour y parvenir, « la mise en œuvre de modèles pédagogiques différenciés, adaptés à la population des élèves, fondés sur des méthodes d'enseignement et d'encadrement spécifiques », s'avère indispensable.

Sur le plan de l'organisation, il incombe à chaque direction de lycée d'agencer les enseignements dans le respect des dispositions de la loi ; c'est ainsi que deux formes de différenciation sont mises en œuvre au sein des classes inférieures de l'enseignement secondaire général, la différenciation dite « interne » ainsi que celle dite « externe ».

Il est à noter que la différenciation fait partie intégrante de la formation initiale de chaque enseignant et que celui-ci, après avoir suivi une formation spécifique organisée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), est à même de concevoir et de mettre en œuvre des situations d'apprentissage adaptées à chaque élève. Par ailleurs, dans un souci d'épauler les directions et les enseignants dans cette démarche pédagogique, des groupes de travail ont été créés pour prendre en charge les travaux curriculaires ; un encadrement spécifique est proposé par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et les multiplicateurs formés par l'IFEN.

Le tableau ci-après indique, pour l'année scolaire 2019-2020, la proportion de classes fonctionnant suivant la différenciation dite « interne ».

	Différenciation interne
6 G, 6 G-FR, 6 GIA, 6 GIF	
allemand	62 %
français	66 %
mathématiques	67 %
luxembourgeois	70 %
5 G, 5 G-FR, 5 GIA, 5 GIF	
allemand	54 %
français	57 %
anglais	55 %
mathématiques	57 %
luxembourgeois	64 %

La décision quant à l'organisation des cours suivant l'un ou l'autre modèle ne repose pas sur le seul facteur de l'hétérogénéité des groupes ; bon nombre de lycées - en particulier ceux qui peuvent se prévaloir d'une expérience PROCI (Projet cycle inférieur) - estiment qu'une différenciation dite « interne » est plus adaptée aux différents profils des élèves.

La réforme des classes inférieures de l'enseignement secondaire général a une légère incidence sur le besoin en personnel enseignant ; il en a été tenu compte dans le rapport de planification établi par mes services et c'est ainsi qu'une quinzaine de postes supplémentaires ont été créés préalablement pour mener à bien la réforme.

Vu que la réforme des classes inférieures de l'enseignement secondaire général n'est entrée en vigueur qu'à la rentrée 2017-2018, il est prématuré de vouloir en dresser un bilan dès à présent. Je souligne toutefois qu'au cours de l'année scolaire 2018-2019, seuls 5 % des élèves des classes de 6e ou de 5e ont changé de niveau de cours ; on peut en déduire que l'orientation en amont a été plus qu'efficace et qu'elle a permis à bon nombre d'élèves de suivre le cours qui correspondait à leurs compétences et capacités.

Une évaluation de plus grande envergure, incluant les acteurs principaux de la réforme - enseignants, directeurs, IFEN et SCRIPT - est prévue afin de mesurer l'impact de la réforme notamment en matière de redoublement des élèves.

Question 1173 (09.09.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **lutte contre la déforestation :**

D'Ofholzung vu Bëscher ass momentan e grousst Theema an de Medien. Et ass wichteg, d'Deforestatioun an de Bëscher hei an Europa, mee och op anere Plazen op der Welt ze stoppen. An deem Kontext huet d'Universitéit Wien e Projet (https://www.lagamba.at/) am Costa Rica lancéiert, fir do mat Fërdermesuren e biologesche Korridor ze erschafen an den Esquinas-Bësch virun der Ofholzung ze protegéieren. Lux-Dev kann an hirem Rapport vun 2018 schonn op véier Projeten a Mëttelamerika verweisen, wou si sech mat Fierschteren aktiv géint d'Deforestatioun asetzen.

Dofir erlaabt mer, der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froen ze stellen:

- Sinn der Ministesch dës Projete bekannt?

- Wéi eng Mesurë ginn op internationalem Plang geholl, fir géint d'Deforestatioun virzegoen?

- Wier een änleche Projet wéi dee vun der Universitéit vu Wien eng Méiglechkeet? Ass eng Zesummenaarbecht vun der Regierung mat der Universitéit Lëtzebuerg an deem Kontext eng Optioun?

- Wa jo, sinn do schonn Initiative geholl ginn?

Réponse commune (10.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

D'Lëtzebuerger Regierung ass besuergt iwwert d'Ofholzen, dat ëmmer nach op ville Plazen op der Welt weidergeet.

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech a senger Fro op de Projet MAE/013, wou d'Entwécklungsagence Lux-Development eng technesch Assistenz fir den „Forestry and Climate Change Fund" (FCCF) leescht, dee sech op d'Astandsetzen an d'nohaltegt Notze vu beschiedegte Bëscher an Zentralamerika konzentréiert. Dee Projet leeft zënter 2015 a viraussiichtlech bis d'Joer 2020. Hei ginn ënner anerem Opportunitéiten identifizéiert, fir an deene betraffene Bëscher ze investéieren an de Proprietairen et ze erlaben, hir Bëscher op eng nohalteg Manéier ze geréieren. Donieft gëtt och Promotioun gemaach fir d'FSC-Zertifizéierung, fir d'Formatioun vun de Bëschaarbechter a fir d'Entwécklung vun de Bëschbestänn am Aen ze halen. 2018 sinn nei Proposen ausgeschafft ginn, fir am Guatemala an am Costa Rica Projeten auszeféieren. Den FCCF ass zënter zwee Joer operationell an huet mëttlerweil Investissementer an éischt Projeten an dëse Länner gemaach. Den FCCF gëtt souwuel iwwert de Klima- an Energiefong wéi iwwert de Budget vum Finanzministère ënnerstëtzt.

D'Stoppe vun der Deforestatioun respektiv eng méi nohalteg Notzung vun de Bëscher si wichteg Komponente vun der internationaler Klimapolitik. D'Urgence, fir ze handelen, gouf rezent nach emol am Bericht vum Weltklimarot iwwert d'Wiesselwierkungen tëschent der globaler Erwiermung an der Landnotzung ënnerstrach.

Wat d'Fro no dem Projet vun der Universitéit Wien ugeet, ënnerstëtzt Lëtzebuerg mat ronn 300.000 Euro iwwert de Klima- an Energiefong e Projet vun der Lëtzebuerger ONG „Rainforest Luxembourg ASBL" (President: Veronika Fischbach, Vizepresident: Raymond Aendekerk) am Costa Rica, déi aktiv mat dem lokale Partner „Estación tropical La Gamba SA" zesummeschafft. Déi Gesellschaft gehéiert zu 100 % der „Association of the Tropical Station La Gamba" (Verein zur Förderung der Tropenstation La Gamba), dat eng ASBL ass. De Projet mat dem Numm „COBIGA[8] - Corredor Biologico La Gamba, Costa Rica. Intelligent and ecological CO_2 Sequestration and Creation of a Biological Corridor in the Golfo Dulce Region" leeft op dräi Joer (2018-2020) an huet d'Planze vu circa 2.000 Beem vu 35 eenheemesche Bamzorten, d'Vervillfältegung vun der Biodiversitéit an d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun der lokaler Populatioun am Beräich Agroforestry an Deforestatioun als Zil.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt zurzäit divers Projeten an Initiativen, déi d'Preservatioun vun de grousse Bëscher viséieren. D'Regierung verweist an dësem Kontext op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 1102, déi spezifesch den Amazonas betrëfft.

Des Weideren huet d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung wärend dem Ëmweltrot vum 4. Oktober 2019 eng Interventioun zum Schutz vun de Bëscher a géint illegalt Ofholze gemaach. Hei huet Lëtzebuerg sech Frankräich ugeschloss, fir datt Handelsverträg an Zukunft net nëmme Klimaschutz als „clause essentielle", mee och Ëmweltaspekter a besonnesch de Schutz vun de Bëscher berücksichtege sollen.

Doniewent ass déi Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht an dësem Domän och an Afrika aktiv, wéi zum Beispill zënter 2002 am Partnerland Burkina Faso. Dorënner ass den „Programme d'appui au secteur forestier", deen zesumme mat der Regierung aus dem Burkina Faso ausgeschafft ginn ass an als Haaptzil huet, fir d'Holz als Ressource op eng nohalteg Manéier ze valoriséieren an d'Vegetatioun allgemeng ze verbesseren an ze erweideren. Hei geet et dorëms, fir eng durabel a participativ Gestioun vun de Bëscher ze erméiglechen, dëse Secteur esou an d'Ekonomie afléissen ze loossen, dass et der Populatioun ekonomesch besser soll goen, d'Gouvernance an Ëmweltfroen ze verbesseren an d'nohalteg Entwécklung ze verstäerken, fir dass d'Awunner sech besser un de Klimachangement upasse kënnen. An dësem Projet intervenéiert och den „Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE)".

Am Burkina Faso leeft och schonn zënter 2009 de Projet, fir déi national Capacitéiten ze verstäerken, fir en Inventaire vun de Bëscher opzestellen. Do geet et haaptsächlech dorëms, fir opgrond vu fiabelen Analysen a Statistiken eng durabel an dezentraliséiert Gestioun vun de Bëscher ze erméiglechen, andeems déi pertinent Donnéeën dofir flächendeckend erfaasst ginn. Doduerch kann d'Holz als Matière première och als ekonomesche Facteur spillen, andeems dës Ressource korrekt erfaasst an esou agesat ka ginn, dass et der Populatioun nohalteg eppes abrénge kann.

Zënter dësem Joer ënnerstëtzt Lëtzebuerg de Ministère fir Ëmwelt, gréng Ekonomie a Klimawandel aus dem Burkina Faso mat engem Projet, wou et dorëms geet, fir d'Bëscher ze schützen a besser ze geréieren, eng nohalteg Exploitatioun vum Holz ze garantéieren an der Populatioun eng gesond Ëmwelt ze verschafen. D'Land soll op dës Manéier eng Transitioun a Richtung gréng an inklusiv Ekonomie matmaachen, andeems och d'Effizienz an d'Effikasitéit vun de staatlechen Interventiounen an d'Luucht gesat ginn. Hei gëtt sech erwaart, dass d'Holzfilière optimiséiert gëtt, weider Beem erëm ugeplanzt ginn an de Schutz vun den nationale Bëschreserve garantéiert gëtt.

Och eng Partie net staatlech Organisatioune sinn an deem Domän aktiv. D'Croix Rouge zum Beispill ass esouwuel am Burundi wéi och am Senegal present. Am Burundi zu Giternayi gouf eng Pepinière op d'Bee gestallt, déi scho méi wéi 320.000 Planze gezillt huet. Dës sinn dunn un déi lokal Communautéit, d'Stéit an d'Schoule verdeelt ginn. Eng 660 Fräiwëlleger kruten donieft nach eng Formatioun, fir Strategien a Saache Präventioun a Resilienz vun der Populatioun vis-à-vis vun Naturkatastrophen auszeschaffen.

Am Senegal huet d'Croix Rouge en Irrigatiounssystem ausgeschafft, deen et erméiglecht, d'Ofwaasser vun den Duschen ze recycléieren an domat Planzen ze netzen. Sechs Dierfer wäerten op dës Manéier mat jonke Beem versuergt kënne ginn.

[8] https://www.lagamba.at/forschung/projekte/

Question 1174 (09.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **déchets plastiques :**

Ech wëll nach eng Kéier op een Artikel vun reporter.lu zum Plastiksoffall agoen. Ech hat an deem Kontext schonn eng mëndlech Fro un d'Madamm Ministesch an der Chamberssëtzung vum 18. Dezember gestallt, ouni dass ech konkret Äntwerte kritt hätt. Laut dësem Artikel gëtt eng grouss Mass u Plastiksoffall all Joer exportéiert, et handelt sech hei ëm eng Mass vun zirka 14.000 Tonnen. Anerersäits hu mir awer zu Lëtzebuerg och Firmen, déi recycléierte Plastik verschaffen. Bei dëse Firme gëtt vill Plastik importéiert. Et kann een also gesinn, dass hei net wierklech eng Kreeslafwirtschaft stattfënnt, esou wéi d'Madamm Ministesch dat och confirméiert huet. Si huet als Mesure och d'Ëmsetze vun der EU-Direktiv annoncéiert, wouduerch et duerch Verbueter manner Zorte vu Plastik solle ginn. Och beim Recycling sinn ambitiéis a begréissenswäert Ziler ugekënnegt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wouhi gëtt dee ville Plastik vu Lëtzebuerg exportéiert? Wat geschitt op deene Plazen domadder?

2. Wéi vill Plastik gëtt all Joer importéiert? Vu wou kënnt dëse Plastik a gëtt en duerno erëm hei am Land recycléiert?

3. Wéi eng konkret Mesurë gi geholl, fir d'Ziler beim Recyclage vum Plastik ëmzesetzen?

4. Ginn d'Betriber incitéiert, manner Plastik ze importéiere respektiv manner ze exportéieren? Wa jo, wéi?

5. Ginn d'Betriber hei zu Lëtzebuerg incitéiert, manner Plastik (Fläschen, Verpakungsmaterial etc) ze gebrauchen? Wa jo, wéi?

Réponse (09.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Export vu separat gesammelte Plastiksoffäll (inkl. Industrieoffäll) geet an Däitschland (9.960 t), Frankräich (6.380 t), d'Belsch (1.920 t) an Holland (1.000 t). Heivu gi 67 % direkt an d'Recyclingsschinn, 5 % ginn als Ersatzbrennstoff agesat a 27 % gi bei Tëschenhändler, fir duerno an eng entspriechend Behandlungsschinn ze goen.

ad. 2. Et muss een Ënnerscheed gemaach ginn, engersäits tëschent Plastiksoffall, deen net direkt nees industriell notzbar ass an deemno enger Verwäertungs- oder Entsuergungsschinn ënnerworf gëtt, an anerersäits Regranulat, deen aus engem Recyclingprozess vu benotztem Plastik kënnt an deen esou opbereet gouf, datt d'Industrie dësen nees fir nei Produkter asetze kann.

Bei deene Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg Plastik aus Offäll importéieren, fir domat nei Produkter ze maachen, handelt et sech ëm Plastik, deen am Ausland schonns esou opbereet gouf, datt en deene gefuerderte Qualitéitskriterien entsprécht. Dëse Plastik huet entspriechend de Kriterien aus der europäescher Offalldirektiv net méi de Statut vun Offall. Well et sech also net ëm Offall handelt, gëtt et fir déi Betriber och keng Obligatioun, opgrond vum Offallgesetz der Ëmweltverwaltung déi entspriechend Quantitéite matzedeelen.

Wat den Import op Lëtzebuerg vu Plastik als Offall fir d'Verwäertung ugeet, goufen am Joer 2017 24.000 Tonnen importéiert. Heibäi handelt et sech haaptsächlech ëm benotzte Plastik, deen net recycléierbar ass an deen als héichwäertege Brennstoff als Ersatz zu Kuel an der Klinkerproduktioun agesat gëtt.

ad. 3. Et sief fir d'Eischt drun erënnert, datt legal bindend Ziler fir de Recyclage vu Plastik just fir Plastiksverpakungen existéieren. Entspriechend dem Gesetz vum 21. Mäerz 2017 iwwert d'Verpakungen an d'Verpakungsoffäll ass ee Recyclingtaux fir Plastiksverpakunge vun 22,5 % ze erreechen. Am Joer 2017 louch dësen Taux zu Lëtzebuerg bei 42,54 %. Déi nei Verpakungsdirektiv 2018/852 fuerdert fir Plastiksverpakungen e Recyclingtaux vu 50 % am Joer 2025 a vu 55 % am Joer 2030.

Fir déi aner Offäll aus Plastik ginn et keng legal verflichtend Recyclingtauxen. Allerdéngs wäert opgrond vun der Direktiv 2019/904 iwwert d'Reduktioun vum Impakt vu verschiddene Produkter aus Plastik op d'Ëmwelt de Gebrauch a Verkaf vu verschiddene Plastiksobjete redu-

zéiert oder verbuede ginn. Mat deenen neien Ziler aus dëser Single-Use Plastics-Direktiv fir d'Sammlung vun de Plastiksfläsche wäert eng verstäerkt Sammlung musse stattfannen, wat allerdéngs dann och méi en héije Recyclage mat sech bréngt.

Et ass gewosst, datt Plastik en allgemengen Iwwerbegréff ass fir en Typ vu synthetesch hiergestalltem Material an datt et vill verschidden Zorte vu Plastik gëtt. Ee gudde Recyclage vu Plastik kann nëmmen erreecht ginn, wann et eng qualitativ Trennung vun deene verschiddenen Typpe vu Plastik gëtt. Déi industriell Akteuren, déi Plastik recycléieren, hunn nämlech all déiselwecht Positioun: de Plastik, dee si erakréien, kënne si deelweis net fir de Recycling gebrauchen, well d'Qualitéit dovunner ze schlecht ass.

Also si vill Mesuren erfuerdert, fir der Recyclingindustrie esou gutt ewéi méiglech Monomaterialien unzeliwweren.

Um Niveau vun de Betriber ass dëst méi einfach ze realiséieren. D'Betriber hu meeschtens Plastiksoffäll a méi grousse Quantitéite vun derselwechter Zort. Hei geet et duer, wann déi verschidden Zorte separat gehale ginn. Dëst ass och ee vun de Kritären, fir datt de Betrib de Qualitéitslabel vun der SuperDrecksKëscht kritt. D'Anhale vun deene Kritäre gëtt och reegelméisseg iwwerpréift.

Op den 31. Dezember 2018 woren hei zu Lëtzebuerg 5.107 Betriber un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss. Dës Betriber stellen 251.968 Beschäftegter duer. D'Beméiunge gi weider, fir d'Zuel vun de Betriber, déi un dës Aktioun ugeschloss sinn, kontinuéierlech eropzesetzen, sou wéi dat an deene leschte Joren och de Fall war.

E groussen Deel vum Plastik ass haut nach ëmmer an der Reschtmüllpoubelle. An der Reschtmüllanalys vun 2014 sinn nach bal 18 Gewiichts-%, an zwar genau 21.337 Tonnen Plastik fonnt ginn, déi net getrennt goufen. 2019 gouf eng nei Analys gemaach, wou um Enn vun dësem Joer d'Resultater virleie wäerten. Dës Resultater wäerten op Pisten hiweisen, fir d'Sammlung nach ze verbesseren.

Ee groussen Deel vun de Plastiksoffäll, déi nach am Reschtmüll sinn, si Verpakungen. Dës falen ënnert d'Produzenteverantwortung, wou d'Valorlux Organisme agréé ass. D'Anlag, déi déi verschidde Fluxe fir d'Valorlux trennt, ass säit ugangs dëst Joer nei equipéiert a kann déi Fluxen elo besser trennen, dat heescht méi reng. Domat kann och e bessere Recyclage séchergestallt ginn. Donieft leeft de Moment e Pilotversuch vun der Valorlux, fir ze kucken, inwiefern déi Sammlunge geännert kënne ginn, andeems nach zousätzlech Plastiksprodukter am bloe Sak mat opgeholl ginn, fir doduerch och méi Materialie recycléieren ze kënnen. Heibäi muss séchergestallt ginn, datt doduerch, datt nach zousätzlech Fraktiounen agesammelt ginn, et net insgesamt zu enger mannerwäerteger Qualitéit kënnt.

Donieft wäerten och, entspriechend dem Koalitiounsaccord, déi aktuell Recyclingszenteren zu Ressourcenzenteren ausgebaut ginn. Des Weidere wäert d'Produzenteresponsabilitéit musse verstäerkt ginn. Domat wäerten och weider Quantitéite vu Plastiksoffäll agesammelt ginn, déi an e Recycling komme kënnen.

Den Asaz vu recycléiertem Plastik wäert an Zukunft méi gefërdert ginn, an d'Hiersteller wäerten och dozou encouragéiert ginn, hir Plastiksverpakunge besser ze gestalten, an deem Sënn, datt se méi recyclingfäeg sinn: manner Mëschunge vu Plastik, déi de Recyclage komplizéiert maachen, manner Störstoffe un, an an de Verpakungen. Dëst kann duerch verschidden ekonomesch Instrumenter gefërdert an erreecht ginn. De Moment ginn d'Méiglechkeete vun esou Instrumenter am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 2018/851 gepréift.

Weider konkret Mesuren, déi reegelméisseg duerchgefouert ginn, si Sensibiliséierungscampagnë vun de Bierger, sief et vun der Valorlux aus oder d'Anti-Littering-Campagne, déi uechtert d'Land organiséiert ginn.

Onofhängeg vun all deene Mesuren, déi schonns ergraff goufen an och an Zukunft nach ergraff wäerte ginn, fir de Recyclage vum Plastik eropzesetzen, duerf een net vergiessen, datt dat éischt Zil soll sinn, Plastiksoffäll ze vermeiden. An deem Kontext sief nëmmen erënnert u Projeten ewéi den Ecosac, d'Ecobox, de Superbag, de Verbuet vu gratis Plastikstuten, awer och de Projet Zero Single-Use Plastics vun IMS, déi all dozou féieren, datt de Gebrauch vun Eeweeplastiker reduzéiert gëtt. Generell wëllt Lëtzebuerg fort vum Eeweeplastik, also Plastik, dee just eemol benotzt gëtt. Dëst ass een zentrale Punkt bei der Null-Offall-Strategie.

ad 4. D'Benotzung vu recycléiertem Plastik soll an Zukunft staark gefërdert ginn. An de Produzenteverantwortungssystemer wäert an Zukunft eng Ecomodulatioun agebaut ginn. Dës Ecomodulatioun wäert d'Contributioun vu jiddwer Produzent esou méi gënschteg maachen, wa si eng oder e puer ëmweltfrëndlech Mesuren ergräife fir hir Produkter. De Gebrauch vu recycléiertem Plastik wäert ee vun deene Punkte si gradesou wéi d'Reduzéierung vun onnëtze Verpakungen oder eng Verbesserung vum Recyclingpotenzial vun hire Produkter. Dat wäert fir si op ganz konkret finanziell Käschten oder Reduzéierung vun deene Käschten erauskommen.

Lëtzebuerg setzt aktiv op sënnvoll Alternativen zum Plastik a suivéiert och déi europaësch Initiativen, déi iwwert d'Obligatiounen aus deenen neien Direktiven (Offall, Single-Use Plastics, Verpakungen) erausginn. Déi Initiative viséieren ënner anerem, manner Offall ze produzéieren, de Plastiksoffall méi recyclingfäeg ze maachen, d'Trennungsschinn ze verbesseren, den Asaz vu recycléiertem Plastik ze förderen. Et sief och ernimmt, datt Luxinnovation sech mat der Technik beschäftegt.

Wéi schonns uewe gesot ka Plastiksoffall net einfach esou nees zu neie Produkter verschafft ginn. De Plastik muss virdrun entspriechend opbereet ginn. Esou Opbereedungsanlage brauchen e gewëssene Minimum u Quantitéiten, fir ekonomesch sënnvoll schaffen ze kënnen, Quantitéiten, déi zu Lëtzebuerg eleng awer net onbedéngt do sinn.

ad 5. Duerch d'Begleedung vun der SuperDrecksKëscht zum Qualitéitslabel SuperDrecksKëscht fir Betriber, an och duerch Aktioune wéi Clever akafen (z. B. fir Bürosmaterial) kréien d'Betriber eng konkret Hëllef, fir engersäits manner Plastik ze benotzen an anerersäits hire Plastiksoffall ze reduzéieren a besser ze geréiren. Wéi schonns uewe geschriwwen, sinn haut iwwert 5.100 Betriber un d'SuperDrecksKëscht fir Betriber ugeschloss.

De Projet Zero Single-Use Plastics vun IMS, ënnerstëtzt duerch déi ëffentlech Hand, sicht mat fräiwëllege Betriber Léisunge an test dës mat hinnen, fir manner Plastik anzesetzen. Dëst betrëfft haaptsächlech Eeweeartikelen aus Plastik, déi am Alldag an deene Betriber benotzt ginn, also vill Fläschen an aner Verpakungen, mee och Plastiksprodukter wéi Eeweebecheren, Kaffisréierstäbecher, Plastiksgeschier... Bis elo hunn iwwer 60 Betriber de Manifest zu deem Projet ënnerschriwwen a jiddereen huet konkret Moossname bei sech lafen.

Verschidden Distributeuren aus dem Horeca-Secteur sinn och schonn amgaangen, Léisungen ze probéieren, wéi zum Beispill Verpakunge vu Biogeméis duerch Lasertätowéierung ze ersetzen. Dei virdru genannte finanziell Ureizer sollen d'Betriber dozou bréngen, iwwert d'Hierstellung an déi méiglech Vermeidung vu Plastik nozedenken.

Schlussendlech ass am Januar 2018 den Enn vun de gratis Plastikstute laut dem Verpakungsgesetz agefouert ginn.

Question 1175 (09.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **diminution par les États-Unis des investissements dans des structures militaires :**

Für den Bau einer Mauer mit Mexiko will US-Präsident Donald Trump milliardenschwere Investitionen in Militäreinrichtungen in Amerika als auch in anderen Ländern reduzieren.

Laut einem Artikel von CNN vom 6. September 2019 ist auch Luxemburg betroffen. Somit sollen circa 67,4 Millionen US-Dollar von der WSA (Warehouses Service Agency) in Sanem abgezogen werden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Außenminister und an den Herrn Arbeitsminister stellen:

1. Können die Minister diese Informationen bestätigen?

2. Welche Auswirkungen hätte dieser Investitionsrückgang für den Standort Sanem?

Réponse commune (09.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Das US-Verteidigungsministerium hat den Luxemburger Behörden bestätigt, dass Gelder aus dem US-Verteidigungshaushalt, die ursprünglich für den Ausbau der Kapazitäten des WSA-Standortes in Sanem vorgesehen waren, nunmehr für den Bau einer Mauer auf der Grenze der Vereinigten Staaten mit Mexiko vorgesehen sind. Die genaue Summe der betroffenen Gelder konnte bis jetzt nicht bestätigt werden.

ad. 2. Derzeit ist unklar, ob die Mittel für den Ausbau der Kapazitäten des WSA-Standortes in den Haushaltsplan für nächstes Jahr eingesetzt werden. Da dieser Ausbau noch nicht begonnen hat, wäre es allerdings verfrüht, von einem Rückgang der Investitionen zu sprechen und die Auswirkungen auf den Standort Sanem zu erörtern.

Durch die am 2. Oktober 2019 unterzeichnete Absichtserklärung über die Kostenteilung für Wartungs- und Lagereinsätze der United States Air Force Europe (USAFE) im WSA-Depot in Sanem wird die Zusammenarbeit zwischen Luxemburg und den Vereinigten Staaten über die nächsten zehn Jahre bestätigt. In diesem Kontext plant die USAFE, die Lagerkapazität im aktuellen Umkreis des Standorts zu erhöhen, was zu einem erheblichen Anstieg der WSA-Belegschaft führen würde.

Question 1176 (09.09.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier :**

D'après les informations parues dans le journal anglais « The Telegraph », une société FinTech anglaise qui avait déposé l'an dernier une demande de licence de monnaie électronique au Luxembourg aurait retiré sa demande en vue d'obtenir un agrément auprès de la Commission de surveillance du secteur financier. En effet, l'autorité lituanienne de régulation bancaire aurait accordé deux licences à cette société d'envergure qui lui permettront de profiter d'un passeport financier européen et donc d'exercer dans l'Union européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons cette société a-t-elle retiré sa demande en vue d'obtenir un agrément au Luxembourg ?

- Est-ce que ce retrait est définitif ?

Réponse (11.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur des dossiers individuels traités par la CSSF et couverts, le cas échéant, par le secret professionnel de celle-ci.

À noter qu'en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, « l'agrément [en tant qu'établissement de monnaie électronique] est accordé sur demande écrite par le ministre ayant dans ses attributions la CSSF… ». La société à laquelle l'honorable Député semble faire allusion dans sa question n'a pas soumis de demande écrite correspondante au Ministre des Finances.

Question 1177 (09.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**examen de rattrapage :**

Nächst Woch fënnt d'Hierschtsessioun vun den Ofschlossexamen am Secondaire statt. Eis gouf vu verschidde Schüler zougedroen, dass d'Organisatioun vun dëser Sessioun engem zimlech straffen Zäitplang ënnerläit. An effektiv hu mir festgestallt, dass d'Schüler a grad mol véier Deeg ronn eelef Exame schreiwe sollen, woubäi néng Examen op dräi Deeg verdeelt sinn. Am Verglach: fir d'Summersessioun 2019 hat ee Schüler ee bis zwee Exame pro Dag ze schreiwen.

Wee schonn een Examen op Première geschriwwen huet, dee weess, wat fir ee Konzentratiounseffort fir dës Prüfungen néideg ass. Nom Artikel 2 vum Règlement grand-ducal iwwert d'Organisatioun vum Ofschlossexamen am Secondaire steet et dem Minister fräi, d'Examen ze organiséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Firwat fannen d'Ofschlossexamen an der Hierschtsessioun, am Verglach zu den Examen an der Summersessioun, an esou engem enken Zäitraum statt?

2. Gesäit de Minister an, dass et fir d'Schüler vun der Hierschtsessioun eng Ufuerderung ass, dräi Ofschlossexamen an engem Dag ze schreiwen?

3. Gesäit de Minister ee Risiko, dass d'Organisatioun vun der Hierschtsessioun d'Schüler am Verglach zu de Participanten aus der Summersessioun benodeelegt?

- Falls neen, kann de Minister dëst unhand vun den Notten aus de leschte Jore beleeën?

4. Wäert de Minister an Zukunft d'maximal Unzuel vun Exame pro Dag iwwert de Règlement grand-ducal deckelen?

- Falls jo, bis wéini gedenkt hien, dat ze maachen?

- Falls neen, firwat net?

Réponse (03.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Här Deputéierte Marc Goergen huet eng parlamentaresch Ufro am Kontext vun der Hierschtsessioun vun den Ofschlossexamen am Secondaire gestallt: D'Schüler missten a véier Deeg ronn eelef Exame schreiwen, woubäi néng Examen op dräi Deeg verdeelt wären.

Laut Examensreglement mussen d'Schüler sech der Summersessioun stellen. Zu dësem Prinzip gëtt et e puer Ausnamen. Engersäits ginn an der Hierschtsessioun d'Noexame vum Summer organiséiert. Anerersäits bitt dës Sessioun awer och verschiddene Schüler eng zousätzlech Méiglechkeet, fir hiren Examen am Hierscht nozehuelen. Ech erlabe mir, hei op déi zwee Fäll méi detailléiert anzegoen.

1. Schüler am Noexamen

Den ajournéierte Kandidat kritt déi genügend Notte vun der Summersessioun guttgeschriwwen, soudass hien an der Hierschtsessioun jee no Resultat ee bis dräi Noexame mécht. Dës Noexame verdeele sech op sechs Deeg.

Et sinn dëst Joer zwou oder dräi Epreuvë pro Dag am Enseignement secondaire classique, respektiv zwou Epreuvë pro Dag am Enseignement secondaire général festgeluecht. Datt e Schüler dräi Epreuven an engem Dag huet, kënnt hei an der Reegel net vir, well d'wëssenschaftlech Fächer, d'Sproochen an d'Niewefächer sech ofwiesselen an d'Noexame sech éischter op déi wëssenschaftlech Fächer beschränken. Dëst Joer huet kee Kandidat méi wéi zwou Epreuvë pro Dag.

2. Schüler, déi hiren Examen integral an der Hierschtsessioun presentéieren

Nieft den Noexame vun der Summersessioun kréie Schüler ënner gewësse Konditiounen d'Méiglechkeet, de Premièresexamen am Hierscht ze maachen. D'Epreuvë sinn déiselwecht wéi fir d'ajournéiert Kandidaten. Folgend Kandidate kommen a Fro:

- Schüler, déi aus Krankheetsgrënn am Summer net untriede konnten;

- Schüler, déi an der Summersessioun duerchgefall sinn, déi awer am Joer op d'mannst eng Moyenne générale annuelle vu 36/60 haten.

Fir all Examensfach (zéng oder eelef pro Sektioun) gëtt den Datum vun der Epreuve festgeluecht. Dëst bedeit awer net, dass all Schüler all Fächer vu senger Sektioun presentéiere muss. Ech weisen den Här Deputéierten drop hin, datt, säit der Reform vum Premièresexamen (2018 fir d'Schüler vum Enseignement classique, 2019 fir d'Schüler vum Enseignement général), jiddwer Schüler just nach sechs Fächer presentéiert, an dat gëllt och fir d'Hierschtsessioun.

Laut dem Examenskalenner vum Enseignement secondaire classique ass et theoreetesch méiglech, dass ee Schüler dräi Examen an engem Dag huet; an der Praxis ass dëst awer nëmme ganz seelen de Fall.

Eng méi kuerz Examensperiod am Hierscht justifiéiert respektiv imposéiert sech aus folgende Grënn:

1. D'ajournéiert Kandidate presentéiere sech just hallef esou vill Exame wéi an der Summersessioun.

2. Am Summer fänkt den Examen e puer Deeg nom Enn vun de Coursen un. Et sinn awer Pausen tëschent den Examensdeeg virgesinn, fir datt d'Schüler nach déi eng oder aner Inhalter widderhuele kënnen. Dogéint hunn d'Kandidaten am Hierscht virun den Noexamen iwwer zwee Méint Zäit, fir hir Matière ze verdéiwen.

3. D'Straffung am Hierscht ass néideg, well d'Examensdecisioune bis Enn September musse geholl sinn: Den allgemenge Wonsch - an och eist Zil - ass, Schüler mat klenge Schwächten d'Méiglechkeet ze ginn, am Summer ze léieren, sech am September den Examen ze stellen an hir Studien nach am Hierscht unzefänken. Deene Schüler, déi sech net staark genuch fillen, fir eng ganz zweet Sessioun ze maachen, roden d'Schoulen aus pedagogesche Grënn, hiert Joer nach eng Kéier a Rou unzegoen a sech duerno dem Examen ze stellen.

2018 kruten no den Noexamen nach 215 Schüler hiren Diplom. Dat erhéicht den Taux de réussite ëm iwwer 6 %. Et ass awer schwéier, e Verglach tëschent de Resultater am Summer an deenen am Hierscht opzestellen, well d'Schüler, déi sech dem Noexamen oder der zweeter Sessioun stellen, am Prinzip en

anere Profill hu wéi d'Schüler, déi den Examen am Summer maachen.

Fir datt och am Hierscht all Schüler sech maximal zwou Epreuvë pro Dag muss presentéieren, hunn ech awer d'Responsabel vum zoustännege Service ugewisen, d'Repartitioun vun den Exame fir d'nächst Joer ze iwwerschaffen.

Ech weisen hei nach drop hin, datt all Joer souwuel d'national Schülerkonferenz wéi och d'Lycéesdirektiounen den Examenskalenner virgeluecht kréien an datt hirem Avis ëmmer Rechnung gedroe gëtt.

Question 1178 (09.09.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**ouverture à l'exploitation économique de la « Tongass national forest » :**

L'annonce du Président américain de vouloir ouvrir certaines parties de la « Tongass national forest » en Alaska à l'exploitation économique, notamment de l'industrie du bois, a provoqué de vives critiques de la part d'organisations environnementales du monde entier.

En effet, la plus grande forêt tempérée humide intacte de l'Amérique du Nord joue un rôle important de tampon dans la lutte contre l'échauffement climatique en séquestrant des millions, voire des milliards de tonnes de CO_2. À noter que son rôle devient d'autant plus important que des feux forestiers en Amérique du Sud ont détruit jusqu'à présent déjà environ un million d'hectares du « poumon vert » de notre planète.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position du Gouvernement face à cette annonce du Président américain ?

2) Le Gouvernement entend-il soulever la thématique dans ses échanges avec le Gouvernement américain ?

3) Le Gouvernement estime-t-il opportun que l'Union européenne prenne position face aux plans du Gouvernement américain ?

4) Le Gouvernement est-il d'avis que la protection de l'environnement et du climat devrait être une condition essentielle pour tout renforçement des relations économiques avec les États- Unis ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Comme le signalent de nombreuses autorités scientifiques reconnues, notamment le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les exploitations économiques à large échelle de ressources forestières ont un impact négatif qui dépasse les frontières nationales. À cet égard, le Gouvernement continue de suivre de près les développements concernant la forêt nationale de Tongass en Alaska.

ad 2) Les questions environnementales sont régulièrement soulevées dans les échanges avec les représentants du Gouvernement américain. Le Luxembourg s'engage de manière proactive lors de discussions sur la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique dans les enceintes multilatérales. À Washington DC, le Luxembourg soutient également diverses initiatives de l'UE dans ce domaine.

ad 3) À ce stade, selon nos informations, l'Union européenne n'a pas prévu de prendre position de façon spécifique au sujet de la forêt nationale de Tongass. Le Luxembourg soutient les échanges réguliers dans le cadre du dialogue de haut niveau sur l'environnement, le climat et l'énergie entre l'UE et les États-Unis. Ce dialogue vise notamment un renforcement de la coopération sur des sujets environnementaux et climatiques au sein des enceintes multilatérales.

ad 4) Dans le cadre des discussions qui se sont tenues cette année au sein du Conseil de l'Union européenne sur l'ouverture de négociations commerciales avec les États-Unis, le Luxembourg a rappelé que seul un accord limité aux tarifs industriels était envisageable à ce stade avec les États-Unis en raison du rejet de l'Accord de Paris par l'actuelle administration américaine. Le Luxembourg a appelé à l'inclusion, dans le mandat de négociation, de langage rappelant que l'Union cherche à négocier des accords de libre-échange approfondis et complets uniquement avec les parties à l'Accord de Paris. Par ailleurs, il a demandé que l'ancien mandat pour un accord approfondi et complet avec les États-Unis (TTIP) soit désormais obsolète et dénué de toute pertinence. Ces deux demandes ont été acceptées, ce qui implique que le lancement de toute future négociation en vue d'un accord global avec les États-Unis (ou un autre État tiers) sera conditionné au respect effectif de l'Accord de Paris.

Question 1179 (09.09.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**épargne populaire :**

La baisse sensible des taux d'intérêts sur les avoirs en banque des particuliers intervenue les dernières années ne permet plus de rémunérer l'épargne populaire. Sous l'effet de l'inflation, la valeur réelle des avoirs déposés sur les comptes et livrets bancaires diminue constamment.

Face à cette évolution, il y a lieu de réfléchir sur une meilleure rémunération des avoirs bancaires des petits épargnants.

- J'aimerais savoir de la part du Gouvernement s'il est envisageable d'introduire une rémunération minimale pour les dépôts bancaires jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé.

- Le livret A français ne pourrait-il pas servir de modèle à un tel système de protection de la petite épargne ?

Réponse (03.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La législation relative au livret A français, auquel fait référence l'honorable Député, prévoit une rémunération au taux annuel de 0,75 % pour un plafond fixé à 22.950 euros, soit 172 euros au maximum. En vertu de l'article L221-6 du Code monétaire et financier français, l'établissement de crédit concerné « perçoit une rémunération complémentaire au titre des obligations spécifiques qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du livret A ». Il s'agit donc d'un produit rigide pour le client et complexe du point de vue administratif.

Au Luxembourg, la politique tarifaire et de rémunération de l'épargne relève de la seule politique commerciale des banques. Le marché luxembourgeois des banques de détail est particulièrement concurrentiel. Ainsi, la plupart de ces banques continuent à offrir des produits d'épargne à rémunération positive, variant en fonction des montants placés et de la durée du placement.

Partant, il ne semble pas opportun de légiférer en la matière.

Question 1180 (09.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **sécurité alimentaire dans l'e-commerce :**

L'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) vient de présenter le bilan de sa cellule e-commerce nouvellement créée en janvier 2018. Cette cellule est née du constat que les consommateurs recourent de plus en plus à Internet pour acheter des aliments ou des compléments alimentaires.

Étant donné cette évolution, les plaintes de consommateurs et les notifications afférentes du système européen pour la sécurité alimentaire ont sensiblement augmenté. Sont surtout visés des aliments préparés sans le respect des règles d'hygiène, des allergènes non mentionnés, respectivement pour les compléments alimentaires des allégations nutritionnelles et de santé non autorisées.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs comment son département entend suivre cette évolution.

2) Le Commissariat à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire nouvellement intégré dans son ministère est-il outillé pour garantir la veille de ce phénomène ?

Réponse (08.10.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1) Les autorités de contrôle alimentaire au Luxembourg ont reconnu le changement des habitudes d'achat des consommateurs vers le commerce électronique. C'est ainsi que les services de contrôle (Division de la sécurité alimentaire) ont mis en place depuis 2018 des contrôles sur base ad hoc en matière de commerce électronique.

Les autorités au Luxembourg sont aussi en contact avec les équipes spécialisées en matière de contrôle du commerce électronique des autres États membres. Ainsi le Luxembourg est membre du réseau G@ZIELT des autorités allemandes et participe au niveau européen à des réunions d'experts en matière de commerce électronique.

En 2019 le Luxembourg a participé à deux workshops organisés respectivement par la Commission européenne et les autorités allemandes sur le sujet du commerce électronique.

Il est aussi à noter que la Commission européenne a fait du contrôle du commerce électronique une priorité. C'est ainsi qu'elle a mis en place des programmes coordonnés en matière de contrôle du commerce électronique depuis 2018. Les autorités du Luxembourg ont participé à ces programmes de contrôles coordonnés.

La Commission européenne et les États membres se sont aussi dotés de systèmes de collaboration dédiés à la collaboration transfrontalière en matière de contrôle alimentaire. En effet, les établissements alimentaires actifs dans le commerce électronique répartissent souvent leurs activités sur différents États membre et pays tiers.

Ainsi, à côté du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF), nous disposons aujourd'hui d'un système de collaboration administrative (AAC) et d'un système dédié aux échanges en matière de contrôle dans l'intérêt de la lutte contre la fraude alimentaire.

Or, il est clair qu'un contrôle efficace du commerce alimentaire électronique demande d'autres connaissances techniques que les contrôles de sécurité alimentaire classiques. Les moyens d'investigation nécessaires sont aussi très différents des moyens classiques du contrôle alimentaire.

Voilà pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire de munir les autorités de contrôle alimentaire de moyens supplémentaires pour pouvoir effectuer des contrôles dans ce nouveau domaine d'activité économique, ceci dans l'intérêt de la protection des consommateurs.

ad 2) Le Commissariat du Gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire ne dispose pas de moyens de contrôle officiels propres.

En effet, ses missions, qui sont définies dans loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires, se situent au niveau de la coordination et de l'exercice de tâches horizontales liées à la sécurité alimentaire comme par exemple celles de point de contact unique pour les autorités communautaires.

C'est ainsi que le Commissariat assure actuellement le suivi de groupes de travail qui sont organisés par les autorités européennes en matière de contrôle du commerce électronique et la gestion des différents systèmes de communication entre États membres et Commission.

Or, comme prévu dans l'accord de coalition du présent Gouvernement et l'arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des ministères, le Département de la protection des consommateurs est en train de mettre en place une administration unique en matière de contrôle alimentaire.

Le contrôle du commerce électronique des denrées alimentaires fera partie intégrante des missions de cette nouvelle administration. Étant conscient que pour ce type de contrôle il faut des qualifications techniques et des pouvoirs de contrôle bien spécifiques, cette administration sera dotée des moyens en personnel et des attributions légales nécessaires pour pouvoir mener à bien des contrôles dans le domaine du commerce électronique des denrées alimentaires.

Question 1181 (09.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **restructuration de RTL Group :**

Enn August huet RTL Group als éischt ee Rekordakommes fir d'éischt Hallefjoer 2019 annoncéiert a vun enger Steigerung vun hirem Benefiss ëm 2,5 bis 5 % par rapport zum Virjoer geschwat.

Gläichzäiteg gouf awer de Management mandatéiert, fir iwwer eng Reduktioun vum Effektif zu Lëtzebuerg nozedenken a Poste vum « Corporate Center » ze delokaliséieren. Am Ganze gouf vun 1/3 oder ronn 65 Persoune geschwat.

D'CLT-UFA SA, ënner anerem Exploitant vun RTL zu Lëtzebuerg, ass eng Duechtergesellschaft vun RTL Group.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnisser vun de Grënn fir d'Käschtereduktioun bei RTL Group, dëst trotz enger Progressioun vun de Benefisser?

2. Wéi schätzt de Minister de Risiko an, datt de Lien tëscht RTL Group a Lëtzebuerg lues a lues kéint verluergoen, dëst duerch d'Reduktioun an d'Delokaliséierung vun Aarbechtsplazen am « Corporate Center » um Kierchbierg? Wéi héich schätzt de Minister an deem Kontext d'Probabilitéit an, datt dës Käschtereduzéierung als Ufank vun enger strategescher Reorientéierung vu Lëtzebuerg fort ze verstoe wier?

3. Ginn et Indicen dofir, datt d'CLT-UFA SA, als Duechtergesellschaft vun RTL Group, kéint vu weidere Käschtereduktiounen impaktéiert ginn?

4. Wéi gesäit de Minister d'Zukunft vun den eenzelne lëtzebuergesche Medie vun RTL Group en vue vun dëser Annonce vum Grupp?

Réponse (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. RTL Group ass eng privatrechtlech Gesellschaft, wou de Stat keng Participatiounen huet an och net an den Decisiounsorganer vertrueden ass. Et ass net de Rôle vun der Regierung, fir sech iwwert d'Hannergrënn vun eventuelle strategeschen Iwwerleeunge vun enger privater Entreprise ze äusseren.

ad 2. De Minister huet keng Indikatiounen, déi géife weisen, dass den Attachement vun RTL Group mat Lëtzebuerg kuerz- a mëttelfristeg a Gefor wier.

ad 3. Et ginn och keng Indikatiounen dofir, dass weider Aktivitéite vun der CLT-UFA SA oder déi Lëtzebuerger Programmaktivitéite vun enger Restrukturatioun betraff wieren.

ad 4. Zu RTL Group gehéieren, wat déi Lëtzebuerger Programmaktivitéite betrëfft, verschidde Medien, déi och op verschiddene Modeller baséieren. De Stat huet eng direkt Relatioun mat RTL fir den audiovisuelle Beräich, wou RTL eng ëffentlech Missioun erfëllt, déi iwwer eng Konventioun gereegelt ass. Déi aktuell Konventioun gëllt fir d'Period bis 2020. Zu där Konventioun gehéiert och e Vertrag iwwert d'Notze vun den internationale Frequenze bis 2030, déi ënner anerem viraussetzt, dass de Sëtz vun RTL Group hei zu Lëtzebuerg bestoe bleift.

Question 1182 (10.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **nouveau report du Brexit :**

An engem Interview mam Medienhaus „Politico" huet de Premierminister Bettel ze verstoe ginn, hie wéilt sech Groussbritannien géigeniwwer net verschléissen, wat ee Reportéiere vum endgültegen EU-Austrëtt betrëfft.

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1001 vum 31. August 2019 huet et vusäite vum Ausseminister Jean Asselborn geheescht:

„Am Fall, wou d'Vereenegt Kinnekräich eng weider Verlängerung vum Delai bis zum Austrëtt aus der EU géif ufroen, géif d'Lëtzebuerger Regierung esou eng Demande a virun allem déi dozougehéierend Argumenter am Detail analyséieren, fir eng Decisioun ze huelen, déi eisen Interesse Rechnung dréit."

Am Fall, wou déi brittesch Regierung bis den 19. Oktober 2019 keen Accord fir d'Ausscheeden aus der EU fënnt, misst de Premierminister Boris Johnson eng Demande stellen, fir de Brexit op den 31. Januar 2020 ze verleeën. De 17. an 18. Oktober kënnt den Europäesche Rot zu Bréissel zesummen. Wa keen Accord fonnt gëtt, scheet d'UK den 31. Oktober mat Effet immédiat aus der Europäescher Union aus.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Aussenan Europaminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun hutt Dir, Här Premierminister Bettel, vir, am Numm vum Grand-Duché, um Sommet vum Europäesche Rot de 17. an 18. Oktober ze vertrieden? Géift Dir enger Demande op Verlängerung zoustëmmen? Wier Dir bereet, Groussbritannien am Fall vun enger Verlängerung vum Delai weider Zougeständnesser ze maachen, dat heescht d'Brexit-Deal-Propos nei ze verhandelen? Wann net, wäert Dir lech also op europäeschem Rotsniveau derfir staarkmaachen, déi aktuell Deal-Propos mat Groussbritannien a senger aktueller Fassung bäizebehalen?

2. Här Premierminister Bettel, sidd Dir net der Meenung, datt een esou Sujete misst am Virfeld vun engem wichtege Sommet zu Bréissel

an der aussepolitescher Kommissioun beschwätzen an datt et wichteg wier, den Deputéierten Äre Standpunkt an deem Kontext duerzeleeën?

3. Här Minister, wier et am Sënn vun enger gëeenter a kohärenter Kommunikatioun säitens der Regierung an Ären Aen net wichteg, de Biergerinnen a Bierger esou wichteg Informatiounen iwwert de Wee vum Service information et presse (SIP) matzedeelen?

4. Dir Häre Ministeren, wat ass der Regierung hir aktuell Optik op de Brexit?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg wäert sech enger neier Verlängerung vum Delai, wéi se am Artikel 50 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun stipuléiert ass, net verschléissen, wann heifir e spezifesche Grond virbruecht gëtt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dat aktuellt Austrëttsofkommes voll a ganz, an ass der Meenung, datt dëst déi beschtméiglech Léisung ass, déi um Dësch läit am Fall vun engem Austrëtt vum Vereenegte Kinnekräich aus der Europäescher Unioun.

ad 2. Bei esou Verhandlungsdiskussioune steet d'Regierung ëmmer bereet, déi aussepolitesch Kommissioun iwwert den Ausgang vun de Gespréicher zu Bréissel ze informéieren.

ad 3. D'Regierung huet zënter Januar 2018 en Informatiounsdossier mat relevanten Informatiounen iwwert de Brexit um Site gouvernement.lu publizéiert. De Site guichet.lu huet och en eegene Volet zum Theema Brexit, mat detailléierten Informatioune souwuel fir Bierger wéi och fir Betriber. All Informatiounen si souwuel op Franséisch wéi och op Englesch disponibel, a gi reegelméisseg aktualiséiert.

ad 4. De Brexit ass e Prozess, dee vum Vereenegte Kinnekräich ageleet ginn ass. Lëtzebuerg huet sech, zesumme mat senge Partneren an der EU, op all Eventualitéit virbereet, souwuel op europäeschem wéi och op nationalem Plang. Et ass natierlech kloer, datt en ongereegelte Brexit Repercussiounen op - virun allem - d'Vereenegt Kinnekräich, mee och op all Memberstate géif hunn. Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, datt mer d'Integritéit vum Bannemaart zu 100 % protegéieren, an datt mer eng physesch Grenz op der irescher Insel evitéieren, fir déi essenziell Elementer vum Karfreidesofkommes, déi de Fridden an d'Stabilitéit an Irland garantéieren, ze erhalen. Fir eis ass et och wichteg, datt mer eng staark mee fair Relatioun mam Vereenegte Kinnekräich wäerten hunn, déi dorobber opbaut, datt op béide Säite vum Ärmelkanal equivalent Viraussetzunge fir Bierger a Betriber bestinn.

Question 1183 (10.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **perte de forêts :**

D'EU-Kommissioun huet den 23. Juli 2019 op hirer Website informéiert, dass tëscht 1990 an 2016 1,3 Millioune Quadratkilometer Bëscher an Europa verluere gaange sinn. Dat entsprécht engem Bëschverloscht vu ronn 500-mol der Gréisst vu Lëtzebuerg oder 3,5-mol der Gesamtfläch vun Däitschland. Wëssend, dass d'Bëscher Groussraim vu Biodiversitéit sinn an och fir d'Klima immens wichteg sinn, well d'Planzen den CO_2 aus der Loft bannen, sinn dës Zuelen alarméierend. Et ass awer net just un der Europäescher Unioun, mee un deenen eenzelne Memberstaten, fir do hir Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. D'Regierung huet de Schutz vum Bësch an hirem Koalitiounsaccord opgeschriwwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bëscher sinn zënter 1990 zu Lëtzebuerg verluer gaangen?

2. Wéi vill Bëscher sinn zënter 2013 zu Lëtzebuerg verluer gaangen?

3. Wéi wëllt d'Regierung de Bëschverloscht an deenen nächste Jore bremsen?

Réponse (10.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Vergläichbar Zuele fir Lëtzebuerg gëtt et nëmmen eréischt zënter dem Joer 2000 op Basis vun den zwee nationale Bëschinventairen, dem IFL1 am Joer 2000 an dem IFL2 am Joer 2010. Dës Donnéeë baséieren op engem systematesche Stéchprouweverfahren. Déi Inventairemethod ass statistesch ofgeséchert. All aner Donnéeën iwwert d'Bëschflächen zu Lëtzebuerg si Schätzungen.

D'Donnéeë sinn an dësem Tableau resüméiert („La forêt luxembourgeoise en chiffres", 2014).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng legal Definitioun vum Bësch. Eng Definitioun ass am neie Bëschgesetz Projet PL 7255 virgesinn. D'Bëschfläch laut Definitioun vum PL 7255 wier am Tableau 2.1. vum IFL2 den „total des terres boisées", also 91.450 ha am Joer 2000 an 91.400 ha am Joer 2010.

D'Bëschfläch zu Lëtzebuerg ass also stabel bliwwen tëschent de Joren 2000 an 2010.

ad 2. Dozou gëtt et nach keng Donnéeën. Den IFL3 ass fir 2025 geplangt.

ad 3. D'Ëmwandele vu Bësch an eng aner Buedemnotzung ass gereegelt iwwert den Artikel 13 vum Naturschutzgesetz:

« Art. 13. Fonds forestiers

(1) Tout changement d'affectation de fonds forestiers est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un but d'utilité publique ou en vue de la restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée.

(2) Le ministre impose, dans les conditions de la section 2 du chapitre 12, des boisements compensatoires quantitativement et qualitativement au moins égaux aux forêts supprimées et cela dans le même secteur écologique. Il peut substituer la création d'un biotope protégé ou habitat approprié au sens de l'article 17 au boisement compensatoire dans l'intérêt de la conservation des habitats d'intérêt communautaire. »

Weider sinn déi grouss Majoritéit vun eise Lafholzbëscher streng geschützt als Biotop ënnert dem Artikel 17. Och bei de Kompensëierungen iwwert de staatleche Flächepool sinn Neiuplanzunge vu Lafbeem virgesinn.

D'Zil vun der Regierung ass dann och, an deenen nächste Joren d'Gesamtbëschfläch op d'mannst ze stabiliséieren a wa méiglech cibléiert eropzesetzen am Sënn vun der Biodiversitéit an dem Klimaschutz.

Question 1184 (10.09.2019) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **déploiement du réseau 5G :**

Récemment, la « Stiftung Warentest » a réalisé une étude resp. une analyse détaillée des connaissances actuelles sur les risques sanitaires liés au rayonnement des téléphones portables, notamment en relation avec le déploiement du réseau 5G.

À cette fin, l'organisation des consommateurs a examiné l'état des études sur la radio mobile et la santé. Des toxicologues ont été consultés afin de juger de l'importance d'un certain nombre d'études à grande échelle sur des animaux, qui ont été réalisées au cours de la dernière année. Les résultats ont ensuite été discutés au sein d'un panel d'experts avec des médecins, des scientifiques et des représentants des autorités.

Conclusion de la « Stiftung Warentest » : Selon l'état actuel de la recherche, « il n'y a guère de raison de s'inquiéter » que les rayonnements des téléphones portables causent le cancer ou endommagent les organes reproducteurs. Aucun changement majeur ne serait à attendre suite à l'extension 5G.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation les questions suivantes :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la publication citée ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions tirent-ils de ces résultats dans le cadre du déploiement du réseau 5G au Luxembourg ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'autres études, contredisant ou infirmant les propos de la « Stiftung Warentest », et, si oui, quelle est la position du Gouvernement en matière de risques sanitaires éventuels liés au rayonnement des téléphones portables, notamment en relation avec le déploiement du réseau 5G ?

- Quel est l'état d'avancement du déploiement du réseau 5G au Luxembourg et dans quelle mesure ce déploiement est-il influencé par des études scientifiques sur les risques sanitaires liés au rayonnement des téléphones portables ?

Réponse commune (24.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé :*

Les conclusions de la « Stiftung Warentest » se basent sur l'évaluation d'études scientifiques, parues au cours des dernières années, qui analysent les effets potentiels des technologies mobiles utilisées par les appareils portables actuels et qui concernent notamment le spectre des hautes fréquences comprises entre 300 MHz et 5 GHz. La liste détaillée des études analysées dans le cadre de l'article a été publiée sur Internet, et indique que l'analyse de la « Stiftung Warentest » s'est notamment basée sur une série de « méta-études », i. e. des études scientifiques portant sur un ensemble de publications et de recherches publiées concernant un sujet donné. On peut donc considérer que la base scientifique prise en compte pour l'article en question est très large. Actuellement, s'il n'existe certes pas encore suffisamment d'études spécifiques à la technologie 5G et par conséquent de recul scientifique afin de tirer des conclusions définitives sur des éventuels effets sur la santé humaine, il convient de noter que la technologie 5G utilisera, dans une première phase, des fréquences similaires, dans le même spectre, donc entre 300 MHz et 5 GHz.

L'article de la « Stiftung Warentest » met avant tout en avant les études réalisées en matière d'impact des téléphones mobiles (donc des appareils finaux des utilisateurs), et cite d'ailleurs plusieurs conseils de précaution précieux à destination des consommateurs. À noter qu'au Luxembourg, le Ministère de la Santé a déjà mis à disposition du grand public une brochure commune au sujet du rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base, qui peut être consultée sur le portail sante.lu : http://sante.public.lu/fr/publications/i/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr-de-en/infos-rayonnement-telephones-mobiles-fr.pdf.

Les émissions des téléphones mobiles peuvent être réduites considérablement en éteignant les fonctions Wifi, Bluetooth et données mobiles d'un smartphone lorsqu'on n'en a pas besoin et en assurant une bonne connexion à l'antenne lors de l'utilisation des fonctions sans fil. Tout consommateur peut orienter le choix de son appareil de téléphonie mobile sur base de l'indice DAS (Débit d'Absorption Spécifique, également connu sous sa dénomination anglaise « SAR », pour « Specific Absorption Rate »). Il mesure le niveau de rayonnement émis par le portable vers l'usager lorsqu'il fonctionne à pleine puissance, dans les pires conditions d'utilisation (c.-à-d. p. ex. en cas de mauvaise couverture réseau, ou dans un habitacle fermé tel que la voiture). L'indice DAS est mesuré en watts par kilo, selon la norme européenne, soit sur 10 g de tissus humains au niveau de la tête.

La « Stiftung Warentest » rappelle dans son article que les téléphones mobiles émettent moins de rayonnements si le réseau est de bonne qualité. Si la station de base du réseau est proche, les émissions du téléphone seront moins importantes. L'article de la « Stiftung Warentest » mentionne qu'un réseau suffisamment dense pourrait contribuer à réduire le niveau d'immission, c'est-à-dire le niveau de réception général d'ondes électromagnétiques.

À l'heure actuelle, le déploiement commercial du réseau 5G n'a pas encore commencé au Luxembourg. Dans un premier temps, des tests seront effectués sur base de projets-pilotes. De tels tests devront également permettre de définir une méthode standardisée pour mesurer les champs électromagnétiques en cas de recours à la technologie des antennes réseau phasées. Ultérieurement, des fréquences de la bande des 26 GHz peuvent être utilisées. Ces fréquences ne seront pas encore mises en service régulier avant 2021.

L'attachement à l'application du principe de précaution au Luxembourg, les considérations environnementales au sein de la stratégie nationale 5G, ainsi que les communications aux citoyens déjà réalisées et envisagées sont renseignées dans le cadre des réponses aux questions parlementaires 0634 de l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser et 0591 des honorables Députés Madame Josée Lorsché et Monsieur Marc Hansen.

Question 1185 (10.09.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **gaspillage alimentaire « fruits à l'école » :**

Le Programme européen « Fruits et légumes à l'école » mis en place au Luxembourg pour la première fois en 2010, suite à une concertation entre les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Éducation nationale de l'époque, a permis de distribuer 3.033,56 tonnes de fruits aux élèves dans les premières neuf années.

En 2018, environ 100.000 élèves ont reçu des fruits à l'école chaque semaine. Au cours de l'année scolaire 2017-2018, 93 % des écoles y ont participé, de sorte que 96 % des élèves luxembourgeois ont profité des fruits à l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de fruits sont réellement consommés et combien sont gaspillés ?

2) Que se passe-t-il avec les fruits non consommés ?

3) Les quantités livrées sont-elles adaptées selon la consommation effective des fruits ?

4) Est-ce que des écoles ont quitté le programme ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

Réponse commune (17.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Lors de la conception du Programme européen « Fruits et légumes à l'école » (« Schouluebstprogramm »), le gaspillage alimentaire était un aspect dont il a été tenu compte. En effet un gaspillage de fruits pourrait apparaître à plusieurs niveaux : des quantités livrées trop importantes par rapport à la consommation réelle des élèves qui gaspilleraient des fruits qui leur sont proposés gratuitement.

Le programme fonctionne selon deux modes opératoires différents dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Au niveau des écoles de l'enseignement fondamental, les fruits sont livrés une fois par semaine du lundi au jeudi. Les quantités livrées sont calculées en fonction du nombre d'élèves du site scolaire de façon à ce que chaque élève reçoive une portion de fruits par semaine. Chaque école qui participe au programme désigne un coordinateur qui communique le nombre d'élèves et qui peut demander des adaptations des quantités en cas de besoin. En principe, il est prévu que les fruits soient consommés en une ou deux journées après la livraison. Ceci permet aussi de livrer des fruits plus facilement périssables comme des pêches ou des prunes.

Pour l'enseignement secondaire, la distribution des fruits est réalisée à travers les structures des cantines et cafétérias des lycées qui sont livrées en début de semaine. En général, les élèves peuvent se servir librement pendant toute la semaine scolaire dans des paniers de fruits qui sont remplis par le personnel des cantines ou cafétérias. Les fruits distribués changent toutes les semaines et ont été choisis de façon à pouvoir les garder pendant cinq jours dans les

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

frigos existants dans les infrastructures de restauration. Les quantités livrées sont fixées selon les habitudes de consommation des différents sites scolaires et sont adaptées en fonction du changement du nombre d'élèves. Les lycées sont contactés par l'Administration des services techniques de l'agriculture au début et au courant de l'année scolaire pour mettre à jour le nombre d'élèves.

Dans le cadre du Programme européen « Fruits et légumes à l'école », il n'y a pas de quantification systématique du gaspillage alimentaire. Mais les contrôles sur place obligatoires réalisés auprès des écoles par l'Administration des services techniques de l'agriculture n'ont pas mis en évidence de tels problèmes.

Dans ce contexte, on peut noter que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est aussi actif dans la sensibilisation des élèves en mettant à disposition des communes une exposition mobile au sujet de l'antigaspillage.

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental prévoit aussi bien dans les domaines de développement et d'apprentissage « Éveil aux sciences, sciences naturelles et humaines » et « Vie et société » que lors du développement des compétences transversales que les élèves bénéficient d'une éducation à l'environnement et au développement durable. Dans ce contexte, le corps enseignant propose dans le cadre scolaire des activités qui visent à sensibiliser les élèves à une consommation durable des ressources terrestres. Au cas où tous les fruits ne seraient pas consommés dans la période prévue, l'enseignant pourrait en profiter pour identifier en collaboration avec des élèves des pistes de consommation alternatives pour minimiser le gaspillage d'aliments.

ad 2) La majorité des fruits distribués peuvent se garder plus longtemps, et peuvent donc être consommés par les élèves sur une plus longue durée. Des quantités non consommées sont utilisées parfois pour des préparations comme des jus, smoothies, compotes ou des tartes.

ad 3) Comme décrit ci-avant, les quantités sont adaptées au nombre d'élèves qui fréquentent un site scolaire. Des adaptations peuvent être faites même à court terme, pour tenir compte par exemple des classes parties en voyage scolaire ou qui sont en stage en dehors de leur établissement scolaire.

ad 4) Depuis le lancement du programme, seule une école fondamentale a quitté temporairement le Programme européen « Fruits et légumes à l'école ». En effet, au début de l'année 2011, le conseil échevinal d'une commune a retiré son accord pour la participation de son école fondamentale au programme, alors que les responsables de l'école voulaient continuer à participer au programme. La raison invoquée était le fait que les fruits fournis n'étaient en majorité ni issus de l'agriculture biologique, ni d'origine luxembourgeoise. Suite aux élections communales tenues plus tard dans la même année, le nouveau conseil échevinal a révisé cette décision à la grande satisfaction de l'école concernée.

Question 1186 (10.09.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **peines militaires :**

La loi du 31 décembre 1982 relative au Code pénal militaire est applicable aux personnes appartenant à la force publique et à toute personne assimilée aux militaires par la loi. Ce code est applicable pendant la durée de leur service actif et pendant la durée de leur engagement.

Les peines militaires sont notamment la dégradation militaire, la destitution et la rétrogradation.

La loi stipule que le fait incriminé doit se rapporter à la relation de service effective avec la force publique. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Combien de peines militaires furent prononcées par les juridictions militaires au cours des dix années passées ?

2) Quelles peines militaires furent prononcées et pour quels faits ?

3) Combien de personnes furent exclues de l'armée ?

4) Combien de personnes furent jugées par application du Code pénal ordinaire (peines criminelles et correctionnelles) ?

Réponse (16.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) Aucune peine militaire n'a été prononcée au cours des dix dernières années en application de la loi du 31 décembre 1982 relative au Code pénal militaire.

ad 3) Au cours des dix dernières années 49 soldats volontaires et une personne civile ont été exclus de l'armée. L'exclusion des soldats volontaires se base sur le règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 2008 déterminant le statut des volontaires de l'armée.

ad 4) Il n'est pas possible de retracer le nombre de personnes jugées par application du Code pénal ordinaire (peines criminelles et correctionnelles) puisque nous ne disposons pas de fichier central pour ce genre d'affaires, ni de la légitimité de traitement pour un tel fichier.

Question 1187 (10.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **déchets d'emballages en provenance du secteur agricole :**

Les entreprises responsables de la mise sur le marché de produits emballés sont obligées, entre autres, de reprendre leurs emballages en vue de les recycler ou de les valoriser. Ils peuvent remplir individuellement les obligations légales relatives aux emballages ou peuvent transférer leurs obligations légales à un organisme agréé.

Au Luxembourg, Valorlux ASBL assure le système de collecte, de tri et de recyclage des emballages ménagers et assimilés. Elle est agréée par le Ministre de l'Environnement pour assumer les obligations de ses membres.

Depuis décembre 2016, AgriRecover ASBL est agréée à remplir au nom et pour le compte de ses membres-adhérents les obligations en matière de déchets d'emballages d'origine non ménagère en matières plastiques en provenance du secteur agricole.

Selon mes informations, l'ASBL susmentionnée aurait décidé de ne plus être l'organisme agréé pour la collecte de déchets d'emballages d'origine non ménagère en provenance du secteur agricole. Partant, il existe dès à présent aucun organisme agréé national pour la collecte de déchets d'emballage d'origine agricole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations ?

2) Pour quelles raisons la société susmentionnée a-t-elle décidé de cesser ses activités en tant qu'organisme agréé pour le secteur agricole ?

3) Quelles sont les obligations et conditions à respecter en vue de l'obtention d'un agrément pour la collecte et le transport de déchets pour le compte de tiers ?

4) Comment la collecte de déchets plastiques et le recyclage seront-ils organisés pour les agriculteurs ?

Réponse commune (10.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il est vrai que par arrêté ministériel l'agrément pour organisme agréé délivré à AgriRecover a été retiré.

Étant donné qu'AgriRecover ASBL a été le seul organisme endossant la responsabilité des producteurs pour des emballages d'origine agricole, il n'existe pour le moment plus aucun organisme agréé qui prend en charge ces déchets.

ad 2) Tout organisme agréé qui endosse la responsabilité des producteurs doit présenter à l'Administration de l'environnement un rapport annuel. L'analyse du rapport annuel 2017 de AgriRecover ASBL a mis en lumière plusieurs manquements vis-à-vis de son agrément ministériel, et notamment les suivants :

- aucun membre d'AgriRecover ASBL n'a jamais été enregistré auprès de l'Administration de l'environnement alors qu'il s'agit d'une obligation légale selon l'article 19 de la loi modifiée du 21 mars 2012 ;

- aucun projet de prévention n'a été présenté et aucune preuve du remplissage des obligations d'information n'a été donnée ;

- le devenir d'AgriRecover ASBL n'est pas indiqué ;

- le rapport annuel ne spécifie pas ce qu'il est advenu des 35 % d'emballages collectés qui n'ont pas été recyclés (4,79 tonnes d'emballages sur les 13,59 tonnes collectées auprès des agriculteurs). Or, la destination et le mode de traitement doivent être indiqués, avec une priorité donnée au recyclage ;

- le rapport annuel ne spécifie pas quelle est la part de représentativité d'AgriRecover ASBL par rapport à l'ensemble des responsables d'emballages.

Il paraît utile de préciser que le rapport annuel de 2016 avait déjà fait l'objet d'une demande d'informations complémentaires.

Des compléments d'informations ont été demandés à l'organisme AgriRecover ASBL le 22 novembre 2018 et un rappel avec prolongation de délai a été envoyé le 25 février 2019. AgriRecover ASBL n'a pas été en mesure de les fournir malgré cette prolongation de délai. Dans sa réponse du 14 mars 2019, AgriRecover ASBL écrit qu'il leur paraît préférable que leur agrément leur soit retiré.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, y compris des non-conformités de fonctionnement de cet organisme agréé, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a fait parvenir en date du 13 mai 2019 à AgriRecover ASBL un projet d'arrêté ministériel de retrait d'agrément, avec un courrier rappelant les faits constatés. En réponse à ce projet d'arrêté, AgriRecover ASBL informe l'Administration de l'environnement par courrier du 3 juillet 2019 de ce qui suit : « […] nous restons chez notre décision que nous n'avons ni le personnel, ni les moyens financiers pour respecter toutes les obligations liées à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Pour cette raison nous validons le projet d'arrêté de retrait d'agrément ».

C'est ainsi que le 13 septembre 2019, l'arrêté de retrait définitif a été signé.

ad 3) Le régime de la responsabilité élargie des producteurs (REP) est régi par les dispositions de l'article 19 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Cet article spécifie, en son paragraphe (4) a), les conditions que doit remplir un organisme qui veut être agréé dans le cadre de la REP :

« (4) a) L'agrément mentionné au paragraphe précédent ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir notamment comme objet la prise en charge pour le compte de leurs contractants des obligations respectivement de reprise et de collecte séparée, de traitement, de recyclage, de financement et d'information découlant des règlements grand-ducaux spécifiques aux divers flux de produits et de déchets ;

- avoir comme membres les producteurs qu'il représente ou des associations ou institutions officielles qui représentent ces producteurs ;

- être constituées sous une forme qui ne poursuit pas un but lucratif ;

- ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques ;

- disposer des moyens suffisants pour accomplir les obligations en question ;

- représenter une quantité minimale de 20 % en poids du total des produits mis annuellement sur le marché national pour lesquels l'organisme a introduit une demande d'agrément. Pour le cas où ces produits sont subdivisés en diverses catégories de collecte et de traitement, le taux de 20 % est déterminé par l'addition du poids des produits mis annuellement sur le marché dans chacune des catégories pour lesquelles l'organisme a introduit une demande d'agrément. Dans ce cas, l'organisme doit en outre représenter un minimum de 5 % en poids du total des produits mis annuellement sur le marché national dans les catégories de collecte et de traitement respectives. »

Ces organismes doivent introduire auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable une demande d'agrément dont le contenu est spécifié à l'article (4) b) du même article :

« b) La demande d'agrément doit :

- mentionner l'identité du requérant ;

- être accompagnée d'une copie des statuts ;

- indiquer les noms, prénoms et qualités des administrateurs, gérants et autres personnes pouvant engager l'organisme et documenter les connaissances professionnelles de ces derniers ;

- énumérer les déchets pour lesquels l'agrément est demandé ;

- décrire les méthodes de reprise et de collecte séparée pour les différents types de déchets ainsi que les filières de traitement des différents types de déchets ;

- faire état des moyens à mettre en œuvre par l'organisme pour respecter les obligations qui découlent de la responsabilité élargie des producteurs pour les déchets concernés ;

- présenter un plan financier et un budget prévisionnel dont il ressort que l'organisme dispose de moyens financiers suffisants pour pouvoir supporter le coût de l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi. »

À ceci s'ajoutent les obligations générales découlant notamment des articles 9 (hiérarchie des déchets), 13 (valorisation), 14 (réemploi et recyclage) et 35 (2) (rapports annuels).

Par ailleurs, des obligations supplémentaires sont prévues par la loi du 21 mars 2012 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. Ces obligations concernent, entre autres, les informations pour les utilisateurs d'emballages à fournir par les responsables d'emballages ou les organismes agréés (art. 14 (1)).

Les responsabilités des organismes agréés peuvent être uniquement financières, ou financières et organisationnelles. Dans ce deuxième cas, les organismes agréés doivent organiser la collecte, le transport et le traitement des déchets. Pour cela, ils font appel à des sociétés tierces de transport, de collecte et de traitement. Les demandes d'agrément pour devenir organisme agréé d'une filière REP sont donc à distinguer des autorisations qui doivent être obtenues par les sociétés qui réalisent les diverses opérations de gestion des déchets : transport, négoce, traitement… Ces autorisations sont celles décrites à l'article 30 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

ad 4) La collecte des emballages prise en charge par AgriRecover ASBL avait toujours lieu au courant des mois d'octobre ou de novembre. Afin de s'assurer que les collectes des emballages d'origine agricole se poursuivent et en perspective du retrait de l'agrément d'AgriRecover ASBL, l'Administration de l'environnement et l'Administration des services techniques de l'agriculture se sont concertées en juillet 2019 pour trouver une solution alternative de manière à changer le moins possible les habitudes des agriculteurs.

Vu les délais minimums légaux pour aboutir à l'agrément d'un nouvel organisme agréé, il ne sera pas possible d'avoir un tel organisme agréé opérationnel avant le courant de l'année 2020. En effet, il faut tenir compte des discussions qui devront encore être menées préalablement avec les producteurs et distributeurs d'emballages, puisqu'il s'agit d'une filière dans laquelle leur responsabilité est directement sollicitée.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a décidé de prendre en charge la collecte 2019. L'Administration des services techniques de l'agriculture et l'Administration de l'environnement sont chargées de l'organisation. À ces fins, il sera recouru à l'action SuperDrecks-Këscht du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Ces collectes seront gratuites pour les agriculteurs. Les contributions collectées par AgriRecover ASBL auprès des producteurs pour l'année 2019 vont leur être réclamées pour la couverture des frais engendrés.

Dès que les modalités exactes des collectes seront connues, elles seront communiquées aux agriculteurs.

À partir de 2020, ce sont à nouveau les producteurs, idéalement via un organisme agréé, qui devront endosser toutes les obligations de prévention et de gestion de ces déchets et qui devront organiser la collecte des emballages des agriculteurs. Rappelons à cette occasion que selon les dispositions légales, les producteurs de produits soumis à une filière REP ont le choix d'assumer leurs obligations soit sur une base individuelle, soit de façon collective, ce qui se fait alors par le biais d'un organisme agréé.

Rappelons également que depuis 1999, la collecte et le recyclage des bâches d'ensilage, matières plastifiées stretch, filets et ficelles sont pris en charge par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

À cet effet, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a chargé la société Servert de Colmar-Berg de l'organisation de la collecte des déchets. Celle-ci s'occupe notamment de l'organisation et de la location des places de ramassage locales sur des exploitations agricoles. Les agriculteurs de

la région y déposent, sous la surveillance du propriétaire des places de ramassage, leurs matières plastiques. Les ficelles et filets sont collectés dans des big-bags. L'achat des big-bags est à charge des agriculteurs qui contribuent de cette façon à la collecte.

En matière de recyclage, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a chargé l'action SuperDrecksKëscht de l'organisation de la collecte des déchets à partir des places de stockage locales, du transport, du tri et du recyclage selon les règles de l'art.

Pour ce faire, la SuperDrecksKëscht contacte, par voie de soumission, les opérateurs du secteur et charge, en respectant les dispositions en matière de soumissions publiques, les meilleurs offrants fournissant la garantie et les connaissances nécessaires au déroulement des opérations afférentes.

En 2019, 1.377 tonnes de ces déchets ont pu être collectées.

Question 1188 (10.09.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **demandes de révision d'un procès pénal :**

La révision d'un procès pénal peut être demandée au bénéfice de toute personne condamnée par une décision définitive pour crime ou délit. Le droit de demander la révision appartient au Ministre de la Justice et au condamné. La loi énumère cinq conditions pour lesquelles une révision peut être demandée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de demandes de révision furent introduites au cours des dix dernières années ?

- Qui fut à l'origine de la demande de révision ? Combien de demandes ont émané de la part du Ministre de la Justice ? Combien de la part de personnes condamnées ?

- Combien de demandes furent refusées ? Pour quels motifs ?

- Combien en furent recevables ? Quels en furent les motifs ?

- Quelles furent les conclusions de la Cour de cassation ?

- À combien de reprises l'État a-t-il dû payer des dommages-intérêts ?

Réponse (10.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les articles 443 à 447 du Code de procédure pénale règlent la procédure de révision des procès criminels et correctionnels. L'article 443 dispose que la révision peut être demandée, quelle que soit la juridiction qui ait statué, au bénéfice de toute personne reconnue auteur d'un crime ou d'un délit par une décision définitive rendue en premier ou en dernier ressort dans les cas de figure suivants :

1° lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces sont représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement définitif a condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° lorsqu'un des témoins entendus a été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne peut pas être entendu dans les nouveaux débats ;

4° lorsque, après une condamnation, un fait vient à se produire ou à se révéler ou lorsque des pièces inconnues lors des débats sont représentées, de nature à établir l'innocence totale ou partielle du condamné ;

5° lorsqu'il résulte d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme rendu en application de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qu'une condamnation pénale a été prononcée en violation de cette convention.

Le droit de demander la révision appartient au Ministre de la Justice, au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal et après la mort ou l'absence déclarée du condamné à son conjoint, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et sœurs, à ses légataires universels ou, à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission formelle et écrite.

Au cours des dix dernières années, 14 demandes émanant des personnes concernées, ont été adressées au Ministre de la Justice. Sur ces 14 demandes introduites, 2 demandes ont été admises sur base de l'article 443 paragraphe 4, 1 demande a été admise sur base de l'article 443 paragraphe 5, 10 demandes ont été refusées au motif qu'aucun des cas de figures évoquées à l'article 443 n'était applicable et 1 demande est en cours d'examen.

Dans deux des affaires admises, la Cour de cassation a tranché quant au fond et annulé les jugements de condamnation. Dans l'autre affaire admise en révision, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de condamnation de la Cour d'appel et renvoyé l'affaire devant cette même juridiction. La Cour a ordonné à l'État de payer des dommages et intérêts dans une de ces affaires.

Question 1189 (10.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fichier images auprès de la Police grand-ducale :**

D'après nos informations, un fichier « pic.web.pers » contenant des enregistrements par images de personnes existerait auprès de la Police grand-ducale.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative :

- Quelle est la base légale de ce fichier ?

- D'où proviennent les images enregistrées dans ledit fichier ?

- Ces images permettent-elles d'identifier les personnes y enregistrées ?

- Dans l'affirmative, via quel logiciel est-il procédé à la reconnaissance faciale des personnes y enregistrées ?

- À défaut, quelle est l'utilité de ce fichier ?

- Qui a accès à ce fichier ? Cet accès est-il direct ou s'exerce-t-il de façon indirecte (i) via une demande adressée par d'autres administrations, services, etc. (ii) dans le contexte de l'échange spontané d'informations ?

- Dans quelles circonstances les personnes autorisées peuvent-elles accéder audit fichier ?

- À quelles fins les images sont-elles « mobilisées » ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les droits fondamentaux des citoyens, y compris les règles et principes applicables en matière de protection des données, sont respectés dans le contexte de l'exploitation dudit fichier ?

Réponse (15.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Oui, ces informations peuvent être confirmées.

L'application PIC est un logiciel de gestion d'images et de données relatives aux personnes. Les photos ne constituent qu'une partie de la banque de données.

L'application PIC contient les images et données enregistrées suivantes :

- personnes soupçonnées d'avoir participé à un crime ou délit et notamment les personnes soumises à une mesure d'identification effectuée dans le cadre d'une arrestation ;

- personnes retenues au Centre de rétention ;

- empreintes de chaussures ;

- marques laissées par des outils.

Les bases légales actuelles de l'application PIC sont la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le Code de procédure pénale et la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Les images enregistrées dans l'application PIC ont été prises suivant les règles prévues par le Code de procédure pénale. L'application PIC n'utilise pas de logiciel de reconnaissance faciale. Le fichier sert à disposer d'une photo d'une personne à rechercher, ceci dans l'hypothèse où la personne a déjà fait l'objet d'une procédure d'identification dans le cadre d'une affaire pénale antérieure. Il peut également servir pour identifier une personne dans l'hypothèse où le mode opératoire ou une description d'un témoin laisse présumer qu'il pourrait s'agir d'une personne connue.

Tous les officiers de police judiciaire (OPJ) ont accès direct aux photographies. Les agents de police judiciaire (APJ) du Service de police judiciaire, de la Direction des relations internationales, du Centre d'intervention national et de l'Unité de la police de l'aéroport ont également accès. Finalement, certains membres du cadre civil de la Police grand-ducale peuvent se voir accorder le droit d'accès en fonction des besoins du service.

D'après notre connaissance, aucune autre administration n'a jamais demandé la transmission de photos bien que cela ne soit pas légalement exclu dans le cadre de la coopération administrative prévue par la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, et sous réserve que l'administration requérante disposerait d'une base légale adéquate. La transmission spontanée d'une photo à une autre administration dans le cadre de la recherche d'une personne n'est également pas exclue, bien qu'à ce stade aucun cas concret ne puisse être cité. Le cas échéant, une telle procédure devrait être mise en œuvre dans le cadre de la procédure pénale et sur décision du magistrat compétent.

Dans ce contexte, il importe de mentionner que le principe de la recherche publique est possible en vertu de la législation luxembourgeoise. À titre d'exemple la publication de photos de personnes à rechercher via la presse ou la publication de photos sur le site de la police ou des sites d'organismes et d'institutions internationales (OIPC, Europol) peut être citée. Il doit cependant être rappelé que la publication d'une photo est toujours autorisée par le magistrat en charge du dossier et s'effectue dans le cadre d'une procédure pénale en cours.

En ce qui concerne la finalité de l'accès, l'accès au fichier est autorisé dans le cadre d'une mission de police judiciaire. L'accès au fichier dans le cadre d'une mission de police administrative devrait être tranché au cas par cas. Un tel accès ne semble cependant pas légalement exclu, alors que notamment l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit la prise de photographies dans le cadre de missions de police administrative.

Actuellement, aucun contrôle d'identité n'a encore été effectué sur base de cet article 5. Il y a lieu de préciser que les photos prises dans le cadre d'un contrôle d'identité ne sont pas enregistrées, sauf sur autorisation explicite du parquet, et ceci conformément au cas de figure prévu à l'article 45 du Code de procédure pénale (personne qui fait l'objet d'une enquête judiciaire). Aussi faut-il rappeler que ni le Code de procédure pénale ni la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ne permettent la conservation en l'absence d'une enquête judiciaire.

« Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou mesure d'exécution, le procès-verbal d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du procureur d'État. » (article 45 CPP)

« Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucun signalement, d'aucune mesure d'exécution ou de recherche, le rapport d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du ministre ou de son délégué. » (article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale)

En ce qui concerne les principes applicables en matière de protection des données, il y a lieu de mentionner qu'en raison de l'absence de communication systématique des décisions de condamnations et de l'absence d'une facilité d'archivage de l'application PIC, la police n'est pas toujours en mesure de déterminer la date de la réhabilitation, partant la détermination de la date de fin de conservation peut s'avérer difficile.

Question 1190 (10.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fichier en matière de stupéfiants auprès de la Police grand-ducale :**

Il nous revient qu'à côté du fichier central, la Police grand-ducale gérerait un soi-disant « fichier stupéfiants ». C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative :

1) En quoi ce fichier se différencie-t-il du fichier central ?

2) Quelle est la base légale du « fichier stupéfiants » ?

3) Qui a accès à ce fichier ? Cet accès est-il direct ou s'exerce-t-il de façon indirecte (i) via une demande adressée par d'autres administrations, services, etc. (ii) dans le contexte de l'échange spontané d'informations ?

4) Dans quelles circonstances les personnes autorisées peuvent-elles accéder audit fichier ?

5) Les informations contenues dans ce fichier peuvent-elles être utilisées dans le contexte du recrutement de futurs agents de police ? À quelles autres fins lesdites informations peuvent-elles être utilisées ?

6) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les droits fondamentaux des citoyens, y compris les règles et principes applicables en matière de protection des données sont respectés dans le contexte de l'exploitation dudit fichier ?

Réponse (11.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Le contenu du « fichier stupéfiants »

Je ne reviendrai pas sur l'exploitation du « fichier central », mais renvoie à ce sujet aux réponses à des questions parlementaires antérieures y relatives ainsi qu'à l'avis de la Commission nationale pour la protection des données du 16 septembre 2019, qui a été présenté en commission le 25 septembre 2019.

Le « fichier stupéfiants » contient des informations pertinentes en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants qui peuvent ou non être des données à caractère personnel.

Il contient ainsi des informations relatives à des personnes « pouvant fournir des informations sur des infractions pénales, ou des contacts ou des associés de l'une des personnes visées aux lettres a) et b) », visées à l'article 5, point d) de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi que des informations relatives à des personnes qui « sont sur le point de commettre une infraction pénale » visées au point a) de l'article 5 précité.

ad 2) La base légale du « fichier stupéfiants »

La base légale est constituée par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le Code de procédure pénale, la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et la loi du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988.

ad 3) L'accès au fichier

L'accès direct au « fichier stupéfiants » est limité aux membres de la section stupéfiants du Service de police judiciaire ainsi qu'aux membres de l'Administration des douanes et accises qui, en vertu de la loi du 30 mai 2014 portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, ont la qualité d'officier de police judiciaire en la matière.

Chaque OPJ et APJ de la police peut cependant s'adresser à la section stupéfiants du SPJ pour demander des renseignements (accès indirect) s'il traite un dossier en matière de stupéfiants.

Les informations contenues dans le « fichier stupéfiants » peuvent être considérées dans le cadre de la coopération administrative prévue dans la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière.

ad 4) Les agents qui disposent d'un accès direct au fichier y accèdent dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions qui sont exclusivement des missions de police judiciaire exercées conformément au Code de procédure pénale.

L'accès indirect peut être exercé dans le cadre d'une mission de police judiciaire par les membres d'un commissariat ou d'une autre section du Service de police judiciaire, voire d'un autre service de la police.

L'accès indirect peut également être exercé dans le cadre d'une mission de police administrative. C'est notamment le cas pour des manifestations d'envergure où la police assure un dispositif de sécurité.

L'accès au fichier avait momentanément été étendu (pendant quelques mois) à certains commissariats qui sont confrontés à un problème particulier en matière de trafic de stupéfiants. Alors que cette extension était certaine-

ment justifiée pour des raisons purement opérationnelles, les responsables du service en charge de la protection des données au sein de la police ont estimé qu'au vu du fait que le fichier contient des informations sensibles (soft info) et que le problème de la durée de conservation existe, avec un risque accru que des informations puissent être utilisées alors que le délai de réhabilitation judiciaire a été atteint, il était préférable de supprimer l'accès direct aux membres des commissariats.

ad 5) L'accès en vertu de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière est exercé si dans le cadre de la coopération administrative ces informations sont pertinentes. C'est par exemple le cas pour les vérifications effectuées au profit du centre de rétention.

Le « fichier stupéfiants » est également consulté dans le cadre de l'article 58 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Il y a lieu de noter que dans le contexte de la coopération administrative, y compris l'article 58 précité, seules les affaires non prescrites, ainsi qu'en cas de condamnation coulée en force de chose jugée, seules les affaires où le délai de réhabilitation n'a pas encore été atteint, sont concernées.

ad 6) Pour le « fichier stupéfiants », le nombre d'agents ayant accès direct est limité aux agents spécialisés en la matière (+/- 50 personnes, y compris les membres des douanes).

Tout comme pour le fichier central et d'autres traitements de données à caractère personnel, certains principes en matière de protection des données ne sont pas encore complètement mis en œuvre.

Ainsi, la durée de conservation doit être révisée.

Actuellement le logiciel ne comprend pas de fonction d'archivage comparable au fichier central. Or, conformément aux obligations internationales, les États sont tenus de transmettre certaines informations relatives aux « carrières toxicomanes » à des organismes internationaux, notamment pour toutes les personnes décédées suite à un surdosage. C'est par exemple le cas pour le questionnaire ARQ de l'UNODC dans lequel la date du premier procès-verbal ou de la première interpellation est demandée. Il est donc nécessaire de conserver toutes les informations dès la première fois qu'une personne a fait l'objet d'une inscription pour usage illicite de stupéfiants, alors qu'il n'est pas prévisible quelle sera l'évolution de la « carrière » de la personne au fil du temps.

Même si un nombre restreint d'agents ont accès au « fichier stupéfiants », la police prévoit de trouver une solution technique pour créer une partie archivage où l'accès sera limité à certains cas de figure, notamment pour remplir ses obligations internationales.

La police traite ces informations pour le compte du Ministère de la Santé qui est l'interlocuteur de l'OEDT.

Question 1191 (10.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **casier disciplinaire auprès de la Police grand-ducale :**

D'après nos informations, il existerait auprès de la police une sorte de casier disciplinaire reprenant l'ensemble des sanctions disciplinaires prononcées à l'égard du policier. Or, il semblerait que les informations reprises dans ce casier ne semblent pas respecter les droits fondamentaux (droit à la protection des données, etc.) des agents concernés.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance de l'existence d'un tel casier ? Quelle en est la base légale ?

- Existe-t-il un seul casier disciplinaire ou existe-t-il à côté dudit casier également un casier distinct tenu par le conseil de discipline ?

- Qui peut accéder aux données contenues dans ce(s) casier(s) ? Suivant quelles modalités et à quelles fins ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il exclure que ces données ont par le passé figuré dans un dossier pénal dont était saisi le juge pénal ? À défaut, Monsieur le Ministre approuve-t-il l'idée que des informations ayant trait à la discipline au sein de la Police grand-ducale figurent dans le dossier pénal ?

- Pendant combien de temps les informations sont-elles enregistrées dans le(s)dit(s) casier(s) ? Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance de décisions disciplinaires contenues dans le(s)dit(s) casier(s) à l'égard de policiers remontant jusqu'au début des années 1990 ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure considère-t-il que la base légale, s'il y en a, est suffisante pour permettre les traitements de données actuellement en cours ? Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure considère-t-il que les règles de tenue de ce(s) casier(s) respectent les règles et principes applicables en matière de protection des données ? Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment il entend faire évoluer le dispositif légal et réglementaire ?

- Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il nous expliquer comment les règles de la protection des données sont respectées au sein de la fonction publique :

- Existe-t-il un seul casier disciplinaire pour toute la fonction publique ? À défaut, combien de casiers distincts existent actuellement ?

- Quelle en est la base légale ?

- Qui peut accéder aux données contenues dans ce(s) casier(s) ? Suivant quelles modalités et à quelles fins ?

- Pendant combien de temps les informations sont-elles enregistrées dans le(s)dit(s) casier(s) ? Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de décisions disciplinaires contenues dans le(s) dit(s) casier(s) remontant jusqu'au début des années 1990 ?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la base légale, s'il y en a, est suffisante pour permettre les traitements de données actuellement en cours ? Monsieur le Ministre considère-t-il que les règles de tenue de ce(s) casier(s) respectent les règles et principes applicables en matière de protection des données ? Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment il entend faire évoluer le dispositif légal et réglementaire ?

Réponse commune (11.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Réponses aux questions relevant de la compétence du Ministre de la Sécurité intérieure :

Pour ce qui concerne la Police grand-ducale, le contenu du dossier personnel des agents de l'État est fixé par l'article 34 du Statut général des fonctionnaires de l'État ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant les pièces contenues dans le dossier personnel des fonctionnaires de l'État.

Au-delà des règles générales relatives au droit d'accès prévues par l'article 15 du RGPD et conformément au paragraphe 3 de l'article 34 du statut général, tout fonctionnaire a le droit de prendre connaissance de toutes les pièces qui constituent son dossier. Le paragraphe 4 de cet article stipule en outre que le dossier ne peut être communiqué à des personnes étrangères à l'administration publique, sauf à la demande du fonctionnaire.

Au niveau de la Police grand-ducale, la mise en œuvre de ces dispositions est assurée par la Direction ressources humaines (DRH), qui est responsable de la gestion des dossiers personnels au sein de la police, et ce en vertu de l'article 1er du règlement grand-ducal précité. Les membres de la DRH ont ainsi un accès direct aux dossiers personnels, tandis que toute personne externe à la DRH doit formuler une demande auprès de la DRH. La consultation des dossiers personnels au sein de la police se fait conformément à l'article 35bis du statut général. Une saisie du dossier personnel ou d'une partie des pièces contenues dans le dossier personnel est envisageable dans le respect des dispositions prévues au Code de procédure pénale.

L'effacement des éventuelles sanctions disciplinaires a toujours été réalisé en vertu de l'ancien article 50 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique, qui était à appliquer jusqu'en 2018 et qui prévoyait que « [l]es peines de l'avertissement et de la réprimande encourues par des militaires de carrière ou des officiers commissionnés sont considérées comme non avenues si, dans les trois années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines des arrêts et de l'amende encourues par des militaires de carrière ainsi que les peines de l'amende encourues par des officiers commissionnés sont considérées comme non avenues si, dans les cinq années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines de l'astreinte à des travaux d'intérêt général, de l'avertissement et de la réprimande encourues par des volontaires sont considérées comme non avenues si, dans les deux années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Les peines privatives de liberté et celle de l'amende encourues par des volontaires sont considérées comme non avenues si, dans les trois années à partir de la décision disciplinaire, le puni n'a encouru aucune nouvelle condamnation disciplinaire. Le militaire ne peut bénéficier qu'une seule fois de la mesure ci-dessus. »

La loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale prévoit en son article 41 que la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique n'est plus applicable aux policiers. Actuellement, l'article 54 paragraphe 5 du statut général s'applique aux dossiers personnels de la Police grand-ducale.

Bien que l'hypothèse avancée par les honorables Députés n'ait pas pu être vérifiée, il n'est pas exclu que des peines remontant jusqu'au début des années 1990 figurent encore dans un dossier personnel d'un membre du cadre policier de la Police grand-ducale, notamment en ce qui concerne des décisions disciplinaires relatives à des sanctions plus élevées à celles mentionnées ci-dessus.

Finalement, la Police grand-ducale estime que le cadre légal actuel est suffisant.

Réponses aux questions relevant de la compétence du Ministre de la Fonction publique :

Dans la fonction publique en général, il n'existe pas de « casier disciplinaire ». Les documents relatifs à une éventuelle procédure disciplinaire figurent dans le dossier personnel de l'agent concerné.

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit en son article 34 que « le dossier personnel du fonctionnaire doit contenir toutes les pièces concernant sa situation administrative » et son règlement d'exécution, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant les pièces contenues dans le dossier personnel des fonctionnaires de l'État, distingue entre le dossier personnel constitué auprès de l'administration d'attache, qui contient notamment tous les documents relatifs à des ordres de justification, à des décisions infligeant une peine disciplinaire ainsi que les décisions émises par le conseil de discipline, et le dossier personnel auprès du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), qui contient notamment les décisions relatives aux peines disciplinaires ayant une incidence sur la rémunération.

Par ailleurs, depuis les réformes dans la fonction publique de 2015, l'article 35bis du statut général des fonctionnaires de l'État habilite les ministres des ressorts respectifs de traiter au sein des administrations et services qui relèvent de leur compétence, pour ce qui est du personnel y nommé ou affecté et des bénéficiaires d'une pension de la part de l'État, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des processus centraux et locaux de gestion du personnel. La discipline est explicitement prévue comme un des processus visés par cette habilitation. Il y est prévu que l'accès aux données à caractère personnel sera sécurisé, limité et contrôlé. Les données à caractère personnel ne pourront être consultées que par les personnes habilitées à y accéder en raison de leurs fonctions et ne pourront être communiquées à des tiers que s'il existe une disposition légale ou réglementaire particulière ou si la personne concernée a donné au préalable son consentement écrit.

Ensuite, concernant la durée d'enregistrement des sanctions, l'article 54, paragraphe 5, de la loi précitée dispose que « les peines de l'avertissement, de la réprimande et de l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base sont considérées comme non avenues et leur mention est rayée d'office du dossier personnel si, dans les trois ans qui suivent la décision disciplinaire, le fonctionnaire n'a encouru aucune nouvelle sanction disciplinaire ». Le commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire fait un suivi systématique de ces dates de péremption et informe les administrations de leur obligation le moment venu. Il met systématiquement l'agent concerné en copie de ce courrier de façon à le mettre en mesure de contrôler si la radiation a effectivement été opérée. Les peines disciplinaires dépassant ces seuils sont en principe traitées jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois suivant la cessation définitive des fonctions, sans préjudice des délais de traitement plus longs applicables notamment aux procédures disciplinaires entamées après la cessation des fonctions conformément à l'article 46 du statut général des fonctionnaires de l'État. Il est à ce propos renvoyé à une lecture combinée des articles 53 et 46 du statut général des fonctionnaires de l'État qui prévoient, pour l'article 53, que la gravité des manquements disciplinaires doit être évaluée à l'aune des antécédents disciplinaires et, pour l'article 46, que le fonctionnaire qui a quitté le service reste soumis à la juridiction disciplinaire pour les faits ou omissions qui entraîneraient la révocation d'un fonctionnaire en activité avec comme limite que l'action disciplinaire devra être intentée dans les six mois qui suivent la cessation des fonctions.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que des décisions disciplinaires ayant entraîné une sanction plus élevée que celle d'une amende d'un cinquième d'une mensualité brute du traitement de base figurent dans les dossiers personnels des agents sanctionnés, remontant le cas échéant au début des années 1990.

Les bases légales précitées sont sans cesse réévaluées par les services du Ministre de la Fonction publique qui sont en contact étroit avec les autorités de contrôle et le commissaire du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État pour faire évoluer au besoin les bases légales sous-tendant ces traitements. Si le cas échéant un élément était soumis au Ministre de la Fonction publique qui exigerait une adaptation des textes, il prendrait les initiatives nécessaires.

Question 1192 (11.09.2019) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **dégâts de gibier :**

Dans son numéro 35, l'hebdomadaire « De Letzebuerger Bauer » publie un article affirmant que les dégâts de gibier, notamment ceux causés par des sangliers sur les cultures de maïs, sont exceptionnellement élevés en 2019. Un agriculteur cité dans l'article regrette également que les indemnisations prévues pour le dégât de gibier lui soient versées plus tard que les années précédentes, faute de provisionnement du fonds destiné à indemniser les dégâts.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les dégâts de gibier sont plus élevés que les années précédentes pour cette période ? Peut-elle également confirmer que les dégâts sont plus élevés au centre et à l'est du pays ?

2) Dans l'affirmative, quelles en pourraient être les raisons ?

3) Quelle est l'évolution de la population des sangliers pour les dernières cinq années ?

4) Quelle est l'évolution du nombre de sangliers tirés lors de chasses pour les dernières cinq années ?

5) Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut-il confirmer que plusieurs agriculteurs récoltent leur maïs prématurément pour éviter des pertes liées aux dégâts de gibier ? Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les pertes de la récolte de maïs de 2019 liées au climat, aux dégâts de gibier ainsi qu'à la récolte prématurée ?

6) Quelles solutions pourraient être envisagées afin de limiter les dégâts causés par les sangliers et les blaireaux ?

7) Que pensent les ministres des solutions proposées par les agriculteurs cités dans l'article, notamment l'autorisation de la chasse aux blaireaux et le cofinancement des clôtures ?

8) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les paiements des indemnisations pour les dégâts de gibier connaissent des retards ? Qu'en est-il du fonds spécial pour la chasse ? Est-il suffisamment provisionné ?

Réponse commune (17.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En effet, les demandes de remboursement reçues par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) en 2018 et 2019 étaient supérieures à celles des années précédentes. Pourtant, vu que le régime de remboursement avait été changé en 2017 (les chasseurs peuvent, pendant quatre ans, cumuler les 4 € à rembourser par ha) on ne peut pas en déduire une augmentation absolue.

En ce qui concerne la localisation géographique, il semble effectivement que l'est et le centre du pays soient plus concernés.

ad 2) La principale raison est la densité élevée en sangliers.

ad 3) Comme pour toute autre espèce sauvage, il n'existe pas de chiffres exactes (ni inexactes d'ailleurs) concernant la population. L'évolution de la population des sangliers est estimée par l'examen d'indicateurs tels que le nombre de sangliers tirés ou les dégâts causés en agriculture. Ces indicateurs semblent indiquer une tendance à l'augmentation de la population des sangliers.

ad 4) Comme on peut le consulter dans le dernier bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse, envoyé à tous les locataires de chasse et également consultable en ligne, le nombre de sangliers tirés par an déclaré par les locataires de chasse montre de grandes fluctuations. Depuis une dizaine d'années, il oscille autour des 5.000 par année ; néanmoins, depuis deux ans, le nombre déclaré a augmenté sensiblement.

Année cynégetique	Sangliers reportés tirés
2014-2015	4.895
2015-2016	4.919
2016-2017	4.792
2017-2018	6.487
2018-2019	7.347

ad 5) La récolte de maïs a démarré en 2019 ponctuellement plus tôt que d'habitude, mais plus tard qu'en 2018. Les récoltes prématurées en 2019 sont évidemment dues en majorité aux conditions climatiques très chaudes et sèches, qui régnaient en 2019 et qui ont avancé la date de récolte. Mais, dans certains cas, les agriculteurs ont dû récolter prématurément leurs cultures de maïs avant maturité pour éviter des dégâts de gibier trop importants. Les agriculteurs concernés ont été contraints à faire ce choix afin de minimiser les dégâts économiques pour leurs exploitations.

À ce stade, il est impossible de chiffrer exactement les pertes de la récolte de maïs en 2019 car la récolte sur les champs d'essais variétaux de l'ASTA et sur les exploitations agricoles n'est pas encore terminée. Les résultats des essais variétaux déjà récoltés indiquent une année plutôt médiocre, en dessous de la moyenne pluriannuelle, pour ce qui concerne le rendement de matière sèche ; l'information à propos de la qualité énergétique, raison principale pour la culture du maïs n'étant pas encore disponible. Par ailleurs, suite à la sécheresse qui a sévi en 2019, entre 25 % et 30 % des surfaces de maïs cultivées en 2019 bénéficient d'une indemnisation pour pertes de récoltes par les assurances mises en place par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Pour limiter les dégâts causés par les aléas météorologiques, il convient de sélectionner, dans la mesure du possible, des variétés de maïs en fonction des contraintes climatiques. De même, peut-il s'avérer utile de cultiver un mélange de différentes variétés de maïs afin de répartir le risque des dégâts.

ad) 6 Le blaireau est une espèce protégée dont les dégâts causés à l'agriculture sont marginaux en comparaison avec ceux causés par le sanglier. Les dégâts du blaireau sont indemnisés à 100 % par l'État.

Comme le sanglier est l'espèce sauvage qui cause de loin le plus de dégâts aux cultures agricoles et au maïs en particulier, il y a également lieu de réfléchir à une gestion adaptée au niveau de la répartition spatiale des différentes cultures. Ainsi, les experts conseillent par exemple de cultiver le long des forêts des céréales moins attractives pour les sangliers, tels que le triticale et l'orge. Ces céréales sont récoltées avant même que le maïs devienne intéressant pour les sangliers. De cette façon, la récolte des céréales créerait également un couloir ouvert entre forêts et champs de maïs permettant une chasse aux sangliers plus efficace.

Depuis des années, les essais variétaux de l'ASTA sont protégés par des clôtures électriques et le succès de cette mesure est indiscutable. Il faut néanmoins différencier entre six essais variétaux annuels bien délimités par rapport aux 15.000 ha de maïs cultivés au Luxembourg. Une combinaison de différentes mesures, telles qu'une chasse plus poussée des sangliers, la protection du maïs avec clôtures, mais aussi le choix de variétés plus précoces afin de pouvoir récolter plus tôt, tout en produisant du maïs correspondant aux exigences qualitatives et quantitatives nécessaires, constituent d'autres solutions. Cependant, la mise en place et l'entretien de clôtures représentent un coût considérable pour les agriculteurs. Les dégâts systématiques par le gibier engendrent une augmentation des surfaces nécessaires pour la culture du maïs afin de compenser les préjudices subis.

ad 7) Le blaireau est une espèce protégée qui est en train de se remettre de sa quasi éradication dans les années 1970 et 1980. Il n'existe pas de raison de lever cette protection. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'idée d'une régulation par le biais de la chasse n'est souvent pas la solution ; il existe plein d'exemples qui montrent que beaucoup d'espèces sauvages peuvent compenser les effets de la mortalité accrue par la chasse par une reproduction plus élevée. Par ailleurs, des problèmes de dégâts subsistent même dans des régions où le blaireau est chassé.

En guise de conclusion, la vue qu'on puisse simplement commencer à chasser une espèce pour résoudre un problème, représente une vue trop réductrice qui omet de prendre en considération la complexité de l'écologie des espèces en relation avec les écosystèmes.

ad 8) Les dégâts de gibier sont indemnisés à l'agriculteur à raison de 10 % par le syndicat de chasse et de 90 % par le locataire de chasse en cause. Ni l'ANF, ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) n'interviennent dans cette procédure. Le MECDD n'a donc pas de connaissance concernant les délais de paiement entre les chasseurs et les agriculteurs. Les années passées, le fonds était suffisamment provisionné. Il est suivi par un comité.

Question 1193 (11.09.2019) de **MM. Gilles Baum** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **projets pilotes Valorlux :**

Au Luxembourg, l'ASBL Valorlux est responsable pour la collecte et le recyclage de différents types de déchets produits, importés ou distribués par ses membres, dont, entre autres, les emballages en matière plastique.

Outre la collecte de son sac PMC bleu normal, Valorlux conduit actuellement deux projets pilotes dans un nombre restreint de communes, à savoir le sac PMC vert, incluant films et sacs en plastique, ainsi qu'un autre sac PMC bleu dans les communes de Differdange, Helperknapp et Mondorf-les-Bains, dans lequel les citoyens peuvent mettre également des barquettes, pots et gobelets en plastique.

Notons encore que dans sa réponse à la question parlementaire n° 3553 du 12 février 2018, Madame la Ministre a confirmé les plans de Valorlux d'étendre le sac vert à l'entièreté du pays et de remplacer à cette fin l'installation de tri actuelle par un centre de tri plus performant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel est l'état d'avancement de la modernisation de l'installation de tri de Valorlux ? Pour quand le sac PMC vert pourra-t-il être proposé dans toutes les communes du pays ?

2) La nouvelle installation de tri sera-t-elle capable de trier également barquettes, pots et gobelets ?

3) Madame la Ministre peut-elle d'ores et déjà dresser un bilan du deuxième projet pilote susmentionné ?

4) Dans la négative, quand les premières conclusions pourraient-elles être tirées ?

5) Dans l'affirmative, est-il prévu d'étendre le sac bleu actuellement en phase de projet pilote à l'ensemble du pays ? Le cas échéant, pour quelles raisons la décision pourrait être prise de ne pas étendre la liste des emballages admissibles dans le sac bleu ?

6) Combien de tonnes d'emballages en plastique ont été collectées moyennant le sac bleu Valorlux actuel par an au fil des cinq dernières années ?

7) À titre de comparaison, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à la quantité d'emballages en plastique à priori recyclables mis sur le marché luxembourgeois par an pendant les cinq dernières années ?

8) Madame la Ministre peut-elle nous informer sur la qualité des matériaux collectés ? Combien de tonnes d'emballages n'appartenant pas dans le sac bleu ont dû être retirées par Valorlux par an pendant les cinq dernières années ?

Réponse (09.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) La nouvelle installation de tri de la société Hein à Bech-Kleinmacher et utilisée par Valorlux a été mise en service en début de l'année 2019. Depuis, l'installation est opérationnelle, mais des ajustements sont encore en cours afin d'atteindre un rendement de tri optimal.

Le sac vert proposé par Valorlux comprend les films plastiques en plus des fractions PMC du sac bleu. Valorlux envisage actuellement un élargissement de la gamme de produits collectés par le sac bleu, qui comprend à côté des films plastiques aussi les barquettes, pots et gobelets. À ces fins, un projet pilote est en cours dont la deuxième phase va prochainement démarrer au nord du pays. La décision concernant l'élargissement de la gamme de produits collectés par le sac bleu sera prise à l'issue de ce projet pilote. Dès lors, il n'est pas encore possible d'indiquer une date de modification des consignes de tri des emballages.

ad 2) La nouvelle installation est capable de trier un plus grand nombre de fractions séparées de plastiques, incluant les fractions qui correspondent majoritairement aux emballages de type barquettes, pots et gobelet.

ad 3) Il est prématuré à ce stade de tirer un bilan du projet pilote concernant l'ouverture du sac bleu, d'autant plus que des réglages de l'installation de tri sont toujours en cours. Étant donné la priorité du ministère fixée sur le maintien de la qualité du tri pour assurer un recyclage de qualité élevée des déchets collectés, l'expérimentation nécessite donc d'être poursuivie et, ainsi que mentionné ci-avant, une deuxième phase de ce projet pilote va commencer prochainement. Il est en effet important de déterminer l'ensemble des conditions nécessaires (techniques, mais aussi en termes d'organisation de la filière aval et de communication adaptée), afin d'éviter que l'élargissement du sac bleu ne soit contreproductif concernant les quantités et la qualité des matériaux triés.

ad 4) La poursuite de l'expérimentation devrait s'étaler sur plusieurs mois, pendant lesquels il faudra aussi inclure l'analyse finale des résultats obtenus et les prises de décision conséquentes.

ad 5) Tel que précisé ci-dessus, l'ouverture du sac bleu reste pour l'instant à l'étude. En fonction des résultats obtenus, notamment en termes de quantités et de qualités, mais également en termes de transparence des flux de déchets soumis à valorisation, il sera décidé si la liste des emballages admissibles dans le sac bleu pourra être étendue sur l'ensemble du territoire national.

ad 6) Les quantités suivantes de plastique ont été collectées via le sac bleu :

- en 2014 : 4.083 tonnes ;
- en 2015 : 3.781 tonnes ;
- en 2016 : 3.995 tonnes ;
- en 2017 : 4.056 tonnes ;
- en 2018 : 3.696 tonnes (À noter que du fait des modifications techniques au niveau de l'installation de tri, les sacs bleus correspondant à plus de deux mois de collecte ont été entreposés en attente de la mise en service de la nouvelle installation. Cela explique un résultat inférieur aux années précédentes. Selon les informations données par Valorlux, le tri de ces sacs bleus entreposés se fait au fur et à mesure et sera terminé d'ici fin octobre 2019. À partir de cette date, les quantités exactes d'emballages plastiques collectées par le sac bleu en 2018 seront connues.)

ad 7) Les informations sur les quantités d'emballages mis sur le marché ne détaillent actuellement pas lesquels sont recyclables ou pas.

Un changement à cette situation pourra éventuellement intervenir par l'introduction d'une éco-modulation telle qu'exigée désormais par la directive 2018/852.

ad 8) Le tableau suivant indique, pour chaque année concernée, la quantité et le taux de résidus de tri par rapport aux quantités totales de PMC collectées. Les résidus de tri sont principalement composés d'emballages actuellement non acceptés dans le sac Valorlux car n'ayant pas pu être séparés correctement des autres fractions par l'ancienne installation de tri ainsi que d'autres indésirables n'appartenant pas dans le sac bleu :

- en 2014 : 1.156 tonnes de résidus de tri sur 7.708 tonnes de PMC, soit 15,00 % ;
- en 2015 : 1.126 tonnes de résidus de tri sur 7.674 tonnes de PMC, soit 14,67 % ;
- en 2016 : 1.250 tonnes de résidus de tri sur 7.784 tonnes de PMC, soit 16,06 % ;
- en 2017 : 1405 tonnes de résidus de tri sur 7.994 tonnes de PMC, soit 17,57 % ;
- en 2018 : 1.747 tonnes de résidus de tri sur 9.209 tonnes de PMC, soit 18,9 % (quantité de résidu de tri estimée pour l'ensemble de l'année sur base des mois réellement triés durant la période de fonctionnement de l'installation).

Il faut toutefois préciser que les résidus de tri contiennent entre 64 % et 77 % d'emballages plastiques. Ceux-ci se composent d'emballages plastiques qui ne sont pas acceptés actuellement dans le sac bleu : pots, barquettes, films (hors sac vert). Actuellement, il existe une grande demande de pouvoir également collecter ces fractions dans le sac bleu. Vu la mise en service de la nouvelle installation de tri et considérant le fait que cette installation peut trier les fractions qui jusqu'à présent se trouvaient majoritairement dans les indésirables, le projet pilote pour tester l'ouverture du sac bleu à ces fractions supplémentaires est en cours.

Question 1194 (11.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **demandes de séjour :**

D'Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 beschreift d'Prozedur, wéi den Ausseministère d'Visasdemandë fir Persounen aus Drëttstaten ze traitéieren huet. Laut Gesetz muss de Ministère all Demande op Basis vun enger Evaluatioun vun de Fakten entweeder akzeptéieren oder refuséieren. Bei Visasdemanden aus Drëttstate gëllen heibäi méi streng Kritären.

Fir d'Residenten zu Lëtzebuerg, déi eng Bezéiung mat enger Persoun aus engem Drëttland féieren, stelle sech an deem Kontext gewësse Problemer. Vill vun deene Koppele sinn net bestuet a liewen och net an engem agedroene Partenariat, esou wéi d'Gesetz vum 9. Juli 2004 et virgesäit. Fir eng glécklech Fernbezéiung kënnen ze féieren, sinn d'Koppelen dorobber ugewisen, dass hir Visasdemandë vum Ausseministère akzeptéiert ginn.

Ee Refus vun engem Visum ass fir d'Koppele mat héijem emotionale Stress verbonnen, well si hir Bezéiung an deem Fall nëmme schwéier weiderféiere kënnen. Den Ausseministère huet schlussendlech also dat lescht Wuert iwwert d'Entscheedung, ob eng Bezéiung Zukunft huet oder net.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa an Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Visasdemanden „à court séjour" goufen dëst Joer vum Ministère accordéiert oder refuséiert? Wat waren d'Grënn bei de Refusen?

2. Ass et Usus, dass de Ministère bei Visasdemanden aus Drëttstaten den Demandeuren oder hirer Koppel recommandéiert, sech net ze bestueden?

- Besëtzt de Minister Kenntnis vun esou Fäll?

- Sinn esou Recommandatiounen an der Prozedur virgesinn an am Kompetenzberäich vum Ministère?

- Fënnt de Minister, dass et all Koppel selwer iwwerlooss ass, ob si sech bestuede wëllt?

3. Ass et Usus, dass bei Visasdemanden, den Demandeur a seng Koppel gefrot ginn, hir perséinlech Fotoe fir eng Evaluatioun un de Ministère weiderzeleede mussen?

- Falls jo, besëtzt den Ausseministère déi néideg Kompetenzen, fir ze evaluéieren, ob eng Bezéiung authentesch ass?

4. Vu dass d'Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 souwéi säi Reglement an de leschte Joren eng Rëi Ännerunge kruten an déi lescht Konsolidéierung vum Gesetz op 2013 zréckzefëieren ass, hält de Minister et fir opportun, eng konsolidéiert Versioun vum aktuelle Gesetz ze publizéieren? Falls jo, bis wéini?

Réponse (07.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Als Éischt ass et wichteg ze preziséieren, datt et ënnerschiddlech Prozedure ginn, fir Familljemembere vun engem EU-Bierger, déi aus engem Drëttstat kommen, jee nodeem wéi laang d'Leit op Lëtzebuerg komme wëllen.

Engersäits ginn et Reegelen, déi sech applizéieren, wann d'Leit fir manner wéi dräi Méint wëllen op Lëtzebuerg kommen. Wann déi Leit aus engem Land kommen, fir déi eng Visasflicht fir de Schengen-Raum gëllt, da mussen déi Leit ee Visa „courte durée" oder Visa „C" ufroen, och nach Schengen-Visa genannt. Dës Zort vun Visa ass gülteg fir ee kuerzen Openthalt am Schengen-Raum, deen an der Reegel op 90 Deeg begrenzt ass. D'Konditioune fir d'Ausstelle vun dëse Visae sinn am „Code Visa"

op europäeschem Niveau gereegelt. Fir Leit aus engem Drëttstat, déi als Familljemember vun engem EU-Bierger op Lëtzebuerg wëlle kommen, an ënnert d'Dispositioune vun der Direktiv 2004/38 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun den EU-Bierger an hire Familljemembere falen, applizéiere sech beim Ausstelle vun esou engem Visa speziell Facilitéiten. D'Demande fir esou ee Visa ginn op enger Lëtzebuerger Vertriedung am Ausland gestallt, oder enger Vertriedung vun engem anere Land, dat Lëtzebuerg konsularesch representéiert, a si ginn duerno vum Passbüro vum Ausseministère ënnert der Autoritéit vum Ausseminister traitéiert.

D'Immigratiounsgesetz reegelt op där anerer Säit d'Prozedure fir Leit aus engem Drëttstat, déi fir méi wéi dräi Méint wëllen op Lëtzebuerg kommen. Fir d'Familljemembere vun EU-Bierger berouen dës Reegelen op der Direktiv 2004/38 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun den EU-Bierger an hire Familljememberen. Dës Demande fir ee laangen Openthalt gi vun der Direction de l'immigratioun ënnert der Autoritéit vum Immigratiounsminister traitéiert. Am Fall, wou de Familljemember vun engem EU-Bierger aus engem visasflichtege Land kënnt, kritt en ee spezielle Visa accordéiert, fir kënnen op Lëtzebuerg anzereesen a sech hei néierzeloossen, ee sougenannte Visa „long séjour" oder Visa „D".

ad 1. Tëscht dem 1. Januar 2019 an dem 31. August 2019 sinn am Ganzen 13.898 Visasdemandë fir „court séjour" (visa „C") am Passbüro (BPVL) erakomm.

Vun dësen 13.898 Dossiere sinn der 1.334 refuséiert ginn.

De Ministère féiert keng Statistiken iwwert d'Grënn vun de Refusen.

ad 2. Et sinn dem Minister keng esou Fäll bekannt. Den État civil läit och net an der Kompetenz vum Aussen- oder vum Immigratiounsminister. Dohier kënnen och weeder de Passbüro nach d'Direction de l'immigration de Leit Recommandatioune ginn. Si kënnen d'Leit just drop hiweisen, datt verschidde Prozeduren en fonction vum État civil variéieren.

ad 3. Am Fall vun enger Demande fir ee Visa „courte durée" ginn esou Piècen net gefrot.

Am Fall vun enger Demande fir een Openthalt fir méi wéi dräi Méint kann et awer virkommen, datt Leit Pièçë gefrot ginn, déi hir Relatioun mam EU-Bierger beweisen. Dëst ass allerdéngs just de Fall fir Koppelen, déi weeder bestuet nach gepacst sinn, mee déi an enger Relation durable sinn. D'Immigratiounsgesetz gesäit vir, datt eng Persoun aus engem Drëttstat, déi noweise kann, datt si eng Relation durable mat engem EU-Bierger huet, déiselwecht Rechter huet wéi eng Persoun, déi mat engem EU-Bierger bestuet oder gepacst ass. Am Sënn vum Immigratiounsgesetz gëtt déi Persoun als Familljemember vun engem EU-Bierger ugesinn, och wa si am Sënn vum État civil kee Familljemember ass. Duerch d'Unerkenne vun der Qualitéit als Familljemember vun engem EU-Bierger huet dës Persoun da ganz ëmfaassend Rechter, esou wéi an der Direktiv 2004/38 virgesinn (zum Beispill ee fréien Accès op den Aarbechtsmaart, ee fréien Accès op d'Sozialleeschtungen).

Dofir gesäit den Artikel 12 vum Immigratiounsgesetz och vir, datt all Demande fir d'Unerkennung vun enger Relation durable engem verdéiften Exame vun der perséinlecher Situatioun vun de Leit muss ënnerzu ginn. Deeselwechten Artikel preziséiert d'Konditiounen, fir datt eng Bezéiung als Relation durable ugesi gëtt a beseet, datt bei der Analys vum durabele Charakter vun der Relatioun d'Intensitéit, d'Ancienneteit an Stabilitéit vun der Bezéiung gekuckt ginn.

D'Gesetz gesäit vir, datt dës Konditiounen als erfëllt gëllen, wann d'Leit méi wéi ee Joer virun der Demande legal an onënnerbrach zesumme gewunnt hunn oder wa se ee gemeinsaamt Kand hunn, ëm dat si sech zesumme këmmeren. An all den anere Fäll hunn d'Leit d'Méiglechkeet, duerch all anere Moyen ze beweisen, datt si d'Konditiounen erfëllen. Et steet de Leit dobäi fräi, déi Piècen ze verséieren, déi si, op Basis vun hirer individueller Situatioun, am gëeegentsten halen, fir de Caractère durable vun hirer Relatioun ze beweisen. Perséinlech Fotoe kënnen do ee vun dëse Moyene sinn, mee si sinn awer net deen eenzegen. D'Evaluéiere vun esou enger Demande geschitt dann duerch d'Agente vun der Immigratiounsdirektioun a baséiert op de Kritäre vum Gesetz an op der existenter nationaler an europäescher Jurisprudenz.

ad 4. Eng consolidéiert Versioun vum Immigratiounsgesetz ass disponibel um Internetsite vum Ausseministère: https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/immigration/legislations.html.

Question 1195 (11.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **cheval de Troie « Emotet » :**

Wéi d'Website heise.de rezent bericht huet, gouf eng nei Bedruchssoftware entdeckt, déi et an Däitschland op ëffentlech Administratiounen ofgesinn huet. Den Trojaner mam Numm „Emotet" huet bei enger Stad no bei Hannover déi ganz Administratioun attackéiert an ausser Service gesat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Weess den Digitalisatiounsminister, ob dës Bedruchssoftware schonn zu Lëtzebuerg opgetaucht ass?

2. Wéi ass déi statlech IT géint e méiglechen Ugréff vun dësem Trojaner virbereet?

Réponse (27.09.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Et ass net bekannt wéi oft déi Bedruchssoftware schonn zu Lëtzebuerg opgetaucht ass. Laut GovCert gouf dës Bedruchssoftware a fënnef Fäll beim Stat detektéiert. Duerch d'Schutzmoossname vum CTIE ass awer keen Impakt entstanen.

De CTIE huet eng ganz Rei Schutzmoossnamen implementéiert, déi d'IT-Systemer vum Stat géint Bedruchssoftware schützen. Zu dëse Moossname gehéieren ënner anerem Firewalls, Virescanner, Web Content Filter an IPS. Fir d'Gestioun vun IT-Tëschefäll gräift de CTIE op d'Ënnerstëtzung vum GovCert zréck. Fir d'Gestioun vu Cyberkrisen huet d'Regierung säit 2014 e Plan d'intervention d'urgence definéiert.

Question 1196 (12.09.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**optimisation des services d'urgence :**

En 2017, la clinique REGIOMED Lichtenfels en Allemagne, a démarré un projet ayant comme but l'optimisation du traitement des patients arrivant aux urgences.

L'introduction d'un protocole électronique du service de secours, nommé NIDApad, permet la saisie des données du patient et des détails médicaux (électrocardiogrammes, photos, etc.). L'urgentiste peut ainsi consulter, en temps réel, les données du patient même avant son arrivée aux urgences et commencer immédiatement avec la préparation du traitement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils expliquer le mode de communication actuel entre les services d'urgence et le CGDIS ? Existe-t-il une différence entre les quatre centres hospitaliers ?

- Est-ce qu'un changement du mode de communication entre le CGDIS et les quatre centres hospitaliers est prévu dans le futur ?

- Est-ce qu'un projet similaire à celui de la clinique REGIOMED Lichtenfels pourrait être envisagé au Luxembourg ?

Réponse commune (17.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Le projet mentionné par les honorables Députés concerne la mise en service d'un produit par une clinique privée en Allemagne, qui organise le secours à personne (« Betreiber des Rettungsdienstes ») dans plusieurs « Landkreise » adjacents. Cette situation, où un organisme privé, ici en l'occurrence une clinique privée, participe au service public de secours à personne diffère fondamentalement de l'organisation, dont est doté le Luxembourg. Avec la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le législateur luxembourgeois a voulu renforcer le secours à personnes, qui à ce jour est un service public.

En ce qui concerne la communication entre le CGDIS et les hôpitaux, plusieurs modes de communication peuvent se présenter, en fonction des situations qui surviennent. Dans sa note de service interne du 18 juillet 2019, le CGDIS rappelle ces modes de communication, dont ceux concernant l'annonce des patients aux services d'urgence des hôpitaux.

Ainsi, en cas de prise en charge par le Service d'aide médicale urgente (SAMU), le médecin du SAMU contacte directement le médecin des urgences pour le prévenir de l'arrivée d'un patient et pour lui transmettre les données médicales nécessaires.

Lors de la prise en charge d'un patient par une ambulance sans l'intervention du SAMU, la communication se fait en passant par le central des secours d'urgence. La transmission des informations quant à l'état du patient se fait selon des schémas standardisés (« A-B-C-D-E » et « SAMPLER ») par le biais d'une communication directe entre l'équipage de l'ambulance et le personnel des urgences. L'annonce de l'admission d'un patient doit se faire en particulier dans les cas suivants : suspicion d'un accident vasculaire cérébral (AVC), admission de patientes dans une maternité, d'enfants aux urgences de la « Kannerklinik » ou de patients pris en charge à défaut de SAMU disponible.

Depuis automne 2018, le CGDIS a mis en place un système de documentation électronique des rapports d'intervention. Cette documentation est en cours d'évaluation et sera étendue au SAMU.

Finalement, il pourra être envisageable de transmettre à moyen terme les données d'une ambulance ou d'un SAMU directement à un service d'urgence.

Question 1197 (12.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **pollution due aux mégots de cigarettes :**

Ob an de Stroossen, um Trottoir oder am Gréngs: op ville Plazen uechtert d'Land fënnt een ewechgehäiten Zigarettestommelen. De Geste, fir ee Stommel ewechzegeheien, ass kuerz. D'Konsequenze fir d'Ëmwelt sinn allerdéngs op laang Dauer immens grav, well an de Stommelen eng Rei toxesch Materialien ze fanne sinn. De Stommel brauch Joren, bis e sech zersetzt, falls virdrun net schonn een Déier e gefriess huet. An dësem Zersetzungsprozess gelaange Chemikalien, wéi zum Beispill Arsen, Nikotin, Bläi, Chrom, Koffer oder Cadmium, an eis Ëmwelt. Iwwert de Buedem kënnen dës Stoffer dann och an eist Grondwaasser gelaangen.

D'Konsequenze vum Zigarettestommel fir d'Natur si säit Laangem bekannt a se si bedenklech. Trotzdeem gesäit een ëmmer erëm Mënschen, deenen dëst schéngbar net bewosst oder egal ass. Anescht ass et net ze erklären, dass d'Stommelen ouni grouss Iwwerleeungen op de Buedem gehäit ginn, als wären et Grimmele vun enger Mëtsch.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Wirtschaftsminister an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung säit 2013 ënnerholl, fir d'Ëmweltverschmotzung duerch Zigarettestommelen ze reduzéieren?

Waren des Mesuren effektiv a kann d'Regierung dëst unhand vun Zuele beleeën?

2. Wat wäert d'Regierung a noer Zukunft ënnerhuelen, fir d'Verschmotzung duerch Zigarettestommelen ze ënnerbannen?

3. Besëtzt d'Regierung Donnéeën, wéi eis Ëmwelt duerch d'Chemikalien aus Zigarettestommele belaascht ass?

Réponse (11.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad. 1 De Ministère an d'Ëmweltverwaltung organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall an der Natur (Littering) opzeklären. D'Campagne „Klengen Offall, grousse Problem" ass 2017 gemaach ginn, an 2018 widderholl ginn. Dëst Joer ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn" lancéiert ginn, wou, nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmotzung, och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert goufen.

D'Ëmweltverwaltung huet eng Bewäertung vun der Campagne „Klengen Offall, grousse Problem" a Form vun enger Analys vun der Medieresonanz an der nationaler Press gemaach. D'Campagne hat ee wichtegen Impakt an den alldeegleche Medien, awer och um Internet an de soziale Medien. Insgesamt 15 Artikele goufen an den traditionelle Medien (Pabeier an Internet) veréffentlecht zum Theema Offall a seng Konsequenzen, dat am Joer 2017. Dës Artikele betreffen engersäits d'Campagne selwer an anerersäits de Littering am Allgemengen, ouni datt et eng direkt Referenz op d'Kommunikatiounscampagne gëtt. D'Theema ass och op soziale Medie vu groussen traditionellen Zeitungen an de betraffenen Akteuren opgegraff ginn.

De Feedback, souwuel aus de soziale Medien an a Form vu Kommentaren op déi jeeweileg Artikelen um Internet, betrëfft haaptsächlech dat schlecht Verhale vum Bierger a kritiséiert, zum Beispill, ee Mangel u Poubellen op verschiddene Plazen.

Zousätzlech gouf d'Campagne fir de Media Awards nominéiert, wat zertifiéiert, datt d'Kommunikatioun an hire Konzept effektiv vun engem onofhängege Jury beuerteelt goufen. D'Campagne kann also als Erfolleg ugesi ginn. Wat d'Effekter um Terrain ugeet, ass et schwéier, den direkten Impakt vun der Campagne ze bewäerten.

Eng eenzeg Sensibiliséierungscampagne ass sécher net genuch, fir Offall ze vermeiden. Esou Initiative musse reegelméisseg widderholl ginn, soudatt de Message am Gewësse vun de Bierger manifestéiert gëtt. Schlussendlech wäert et noutwendeg sinn, eng Analys ze maachen, fir ze bestëmmen, wéi eng Zorten Offall an der Natur landen. D'Ëmweltverwaltung huet esou Studien an de Joren 2008 a 2015 gemaach. D'Resultater vun dëse Studie stinn op emwelt.lu. Déi nächst Studie gëtt 2020 gemaach, do soll dann och am Detail gekuckt ginn, wéi vill Zigarettestëmp ewechgehäit ginn.

ad 2. Wéi et um Portal vun der Ëmweltverwaltung steet, hëlt een Zigarettestomp ee groussen Deel vun deenen iwwer 4.000 chemesche Substanzen, déi an enger Zigarett dra sinn, op. Den „Institut national de l'environnement industriel et des risques" a Frankräich huet analyséiert, wéi d'Zigarettestëmp als Offall vis-à-vis vun Ëmweltrisike stinn. Aus dëser Studie kënnt kloer eraus, datt nach héich Tauxe vu gefëierleche Substanzen an all Zigarettestomp dra sinn. D'Konklusioun ass, datt d'Ëmweltverwaltung d'Zigarettestëmp als gefëierlechen Offall aklasséiere wäert. Et ass een éischte wichtege Schratt, well dës Offäll aktuell nach als net gefëierlech a gemëscht an der Kategorie vun den „déchets municipaux en mélange" ugesi ginn.

Bis spéitstens ugangs 2023 soll Lëtzebuerg e Produzenteverantwortungssystem opbaue fir Tubaksprodukter mat Filteren, dëst, fir der Direktiv iwwert d'Reduzéierung vun den Impakter vu gewëssene Plastiksprodukter op d'Ëmwelt (sougenannt „Single-Use Plastics Directive") gerecht ze ginn. Hei wäerten d'Produzente vun Zigaretten op d'mannst fir d'Botzen, d'Entsuergen an d'Opstelle vu Sammelbehälter am ëffentleche Raum opkomme mussen. Weider Obligatioune kënnen eventuell nach derbäikommen.

Dozou muss och eng Initiativ vun der Horesca ernimmt ginn, déi am Juli vun dësem Joer eng Sensibiliséierungscampagne gestart huet fir e méi respektvollt Behuelen, wat d'Fëmmen op den Terrasse vu Caféen a Restauranten ugeet.

ad 3. Et gi leider net vill Donnéeën iwwert den Impakt vun Zigarettestëmp am Ëmweltberäich, sief et hei am Land oder och an anere Länner. D'Zigarette goufe bis ewell vill méi aus dem gesondheetleche Standpunkt gekuckt.

Een Zigarettestomp brauch tëschent engem a fënnef Joer, fir sech an der Natur ze zersetzen. Wärend där Zäit zerfält en an eenzel Elementer an degradéiert sech zu Mikroplastiker, déi an d'Natur erakommen an iwwert dëse Wee an d'Ernierungsketten agefouert kënne ginn. Etüden hu gewisen, datt aus den Zigarettestëmp schiedlech Substanzen ausgewäsch kënne ginn. Dëst si besonnesch Nikotin, Arsen, PAKen a Schwéiermetaller. Dës kënne besonnesch problematesch fir d'Liewewiesen am Waasser sinn.

Am Mëttelmier representéieren d'Zigarettestëmp 40 % vun den Offäll, a se gehéieren zu deenen zéng Offäll, déi am meeschten op de Plagë fonnt goufen.

Fir Lëtzebuerg ginn et keng konkret Zuelen, wéi grouss de Littering vun Zigaretten ass. Dëst kann de Moment nëmmen ofgeschat ginn. Am Joer 2018 goufen zu Lëtzebuerg dräi Milliarden Zigarette verkaaft. Dovu ginn 80 % an d'Ausland, déi aner 20 % ginn hei zu Lëtzebuerg gefëmmt. Een Zigarettestomp weit am Duerchschnëtt 0,22 Gramm. Deemno falen zu Lëtzebuerg eng ronn 132 Tonnen Zigarettestëmp am Joer un. Wéi vill Zigarettestëmp dovun „gelittert" ginn, ass och net genau ze moossen. Verschidden international Quelle ginn dovun aus, datt dat bis zu zwee Drëttel kënne sinn.

Vu dës Problematik ginn an der „Single-Use Plastics Directive" besonnesch Mesurë virgeschriwwen, mat deenen d'Zigarettenhiersteller responsabiliséiert ginn, fir de Littering vun den Zigarettestëmp ze reduzéieren.

Question 1198 (12.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise :**

Le directeur du « Centre pour la langue luxembourgeoise » vient de confirmer que depuis deux ans l'on travaille sur l'actualisation de l'orthographe de la langue luxembourgeoise.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelle est l'orientation générale de cette actualisation et quels en sont les éléments clés ?

2) Endéans quels délais ces travaux pourront-ils être finalisés ?

3) Monsieur le Ministre prévoit-il une phase de consultation avant la mise en vigueur de cette actualisation ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Compléter, clarifier, actualiser et laisser évoluer - voilà les maîtres-mots qui caractérisent les travaux actuels autour de l'orthographe luxembourgeoise.

En effet, il ne s'agit pas d'une refonte, mais d'une adaptation dont le but principal est de présenter un texte cohérent capable de répondre, en matière d'orthographe, à bien plus de questions que ne le font les deux textes de base actuellement en vigueur (Arrêté ministériel du 10 octobre 1975 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise et Règlement grand-ducal du 30 juillet 1999 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise).

De nouvelles règles visent à combler les lacunes qui subsistaient jusqu'à présent et concernent la ponctuation, les abréviations, l'emploi des majuscules et des minuscules, l'écriture en un ou en plusieurs mots, ainsi que l'orthographe de mots étrangers intégrés dans la langue luxembourgeoise.

Un deuxième volet concerne la clarification de règles qui jusqu'à maintenant permettaient une marge d'interprétation trop large, comme celle concernant le « h » dit d'allongement (Dehnungs-h), pour lequel les nouvelles règles prévoient une utilisation plus conséquente de graphies intégrées au système luxembourgeois, donc sans « h » (p. ex. Ausnam, Fön et non plus Ausnahm, Föhn).

Le « ee » sera également préconisé, alors qu'un certain flou entourait jusqu'à présent l'alternative possible entre un « e » et un « ee » dans les syllabes accentuées (p. ex. Peegel, Reegel, Seegel et non plus Pegel, Regel, Segel).

En termes d'actualisations à proprement parler, l'on assiste entre autres à une harmonisation de l'écriture des verbes en -néieren et des adjectifs avec le suffixe -(i)onell, qui jusqu'à présent s'écrivaient soit avec un, soit avec deux « n ». Dorénavant, ils s'écriront tous avec un seul « n », indépendamment de la graphie française d'origine du verbe ou de l'adjectif en question.

Les suffixes n'impacteront plus l'écriture de la forme de base d'un mot (on écrira donc Märchen, Titchen et wotlech au lieu de Mäerchen, Tiitchen et wootlech).

Finalement, l'actualisation affecte également des mots comme Bier, Buer, ieren, nueren et spueren, pour lesquels la prononciation luxembourgeoise l'emporte dorénavant sur l'écriture allemande, dans la mesure où un « e » précédera la lettre « r ». Cela n'était pas le cas jusqu'à présent, ce qui prêtait à confusion (Bir = all. Birne, tandis que Bier = all. Beere, Bär ; Spuren = all. Spuren, tandis que spueren = all. sparen). Grâce aux règles actualisées, ce sera toujours -ier et -uer en luxembourgeois.

En considération des besoins liés aux chartes graphiques actuelles et aux nouveaux médias, la règle dite du « -n » affectant la fin des mots (« Eifeler Reegel ») jouira d'une certaine souplesse dans certains cas clairement définis (p. ex. zu Lëntge[-] gëtt gebaut ou zu Lëngten gëtt gebaut). Il s'agira par conséquent plutôt d'une règle de prononciation.

Pour certains mots, une graphie d'origine allemande et une graphie d'origine française seront considérées comme équivalentes. Pour d'autres, une graphie luxembourgeoise complètement intégrée sera la variante principale (p. ex. eeben, Geen, Hellseeër, Schantjen, Pawee) à côté de graphies d'origine allemande (eben, Gen, Hellseher) ou d'origine française (Chantier, Pavé), voire la seule variante retenue (p. ex. Faart, Kantin, Stamminee, Wallis), en fonction du degré de reconnaissance et d'identification d'un mot écrit avec sa graphie luxembourgeoise.

Le fait de compléter, de clarifier et d'actualiser les règles orthographiques, avec certaines adaptations ponctuelles, confère donc à la langue luxembourgeoise un degré de standardisation plus prononcé tout en laissant une possibilité d'évolution dont a besoin un idiome aussi dynamique que le nôtre.

ad 2) Les travaux se sont appuyés sur un texte coordonné préparatoire élaboré en 2016 par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et ont été coordonnés par Monsieur Marc Barthelemy, à l'époque président du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) et actuel Commissaire à la langue luxembourgeoise.

Ces travaux furent entamés en 2017 par un groupe de travail composé de membres du « Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch » (CPLL) et du « Lëtzebuerger Online Dictionnaire » (LOD), qui fait aujourd'hui partie du « Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch » (ZLS), et sont presque achevés. Il est prévu de les présenter mi-novembre.

L'orthographe complétée et actualisée, qui affecte un nombre restreint de mots, est destinée à entrer en vigueur dès sa publication. Pour éviter un changement trop brusque et par respect pour l'enseignement, les règles actuelles resteront également valables jusqu'à la rentrée 2020. Il va sans dire que tous les acteurs sont invités à tenir compte de l'orthographe révisée le plus tôt possible, mais à un rythme adapté à leurs besoins.

ad 3) Au cours des travaux préparatoires, deux phases de consultation publiques ont eu lieu, au cours desquelles un nombre conséquent de propositions, de remarques et de questions ont été collectées sur les sites du LOD et du CPLL (www.cpll.lu), puis prises en compte. Une troisième phase de consultation publique n'est pas prévue.

Quatre experts vont en outre être chargés d'émettre leur avis sur le futur texte.

Comme toute langue vivante change et évolue sans cesse, il va sans dire qu'une orthographe doit pouvoir être adaptée. Toute question sur l'interprétation d'une règle ou sur l'évolution de la graphie d'un mot sera étudiée par le ZLS, qui gère également le LOD (dorénavant « Lëtzebuerger Dictionnaire »), auquel le texte actualisé de l'orthographe fait référence à plusieurs endroits.

Selon la loi du 20 juillet 2018 relative à la promotion de la langue luxembourgeoise, le Centre pour le luxembourgeois « […] 1° publie les règles relatives à l'orthographe et à la grammaire de la langue luxembourgeoise ; 2° élabore et met à jour des outils linguistiques ; 3° répond aux questions ayant trait à l'orthographe, la grammaire, la phonétique et le bon usage de la langue luxembourgeoise ». Le Centre assurera donc le suivi des règles orthographiques après leur présentation en novembre. Il veillera également à l'intégration de nouveaux mots et l'adoption de nouvelles graphies et en informera régulièrement par voie de publications.

Toute décision d'envergure à venir sera soumise pour avis au CPLL, en conformité avec la loi du 20 juillet 2018.

Question 1199 (12.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **radar camouflé sur la N31 :**

Wéi den « Essentiel » mellt, gouf den 12. September 2019 op der Streck N31 tëscht Käerjeng a Péiteng ee Radar fir eng Vitesskontroll opgestallt. Dat Besonnescht un dësem Radar ass allerdéngs, dass e mat Blieder ëmhüllt ass, wéi een op de Fotoen erkenne kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dëse Radar op der N31 confirméieren?

2. War et een Zoufall, war et bei der Kontroll gewollt, dass de Radar mat Blieder getarnt war?

- Falls de Radar vun der Police getarnt gouf, säit wéini mécht d'Police Gebrauch vun esou Methoden?

Réponse (11.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Jo, et stoung e mobile Radar op dëser Streck. D'Prise-de-vuen aus der Presse sinn esou, datt ee kéint unhuelen, de Radar wär getarnt gewiescht, wat awer net de Fall war. En ass aus dem Auto deployéiert ginn a ganz normal nieft de Stroosserand gestallt ginn, ouni getarnt ze ginn oder soss speziell Mesuren ze ergräifen.

Question 1200 (12.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **investissements directs étrangers :**

Selon une étude du Fonds monétaire international et de l'Université de Copenhague publiée en début de semaine, près de 40 % des « investissements directs étrangers » des entreprises multinationales ne seraient en fait que des « investissements fantômes » qui visent à minimiser la facture fiscale de ces multinationales.

Selon la même étude plus de la moitié de ces soi-disant investissements transiteraient par des « coquilles vides » ou sociétés boîtes aux lettres, n'ayant aucune activité productive ou commerciale, situées au Luxembourg et aux Pays-Bas.

- Monsieur le Ministre des Finances a-t-il pris connaissance de cette étude et quelle est sa réaction face aux allégations faites par rapport au Luxembourg ?

Réponse (27.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Contrairement à ce qui a été rapporté dans certains articles de presse, aucune étude correspondante n'a encore été publiée. Seul a été publié dans le journal « Finance & Development » du mois de septembre 2019 un bref article de deux pages, annonçant la publication prochaine d'une telle étude. Cet article n'émane pas non plus du Fonds monétaire international, mais de trois auteurs, qui ont pris soin de préciser : « The views expressed are those of the authors ; they do not necessarily reflect the views of the institutions with which they are affiliated. »

Partant, le Ministère des Finances n'est pas en mesure de commenter les allégations citées par l'honorable Député.

Question 1201 (13.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **symposium « Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ? » :**

De 5. Oktober 2019 organiséiert de „Comité pour une Paix juste au Proche Orient" (CPJPO) zesumme mat aneren Organisatiounen e Symposium an der Abtei Neimënster zum Theema „Quel futur pour les Palestiniens et Israéliens ?". Déi aner Mat-Organisateure sinn „European Coordination of Committees and Associations for Palestine", „Association belgo-palestinienne", „Associations France Palestine Solidarité", „Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost" an „Union des progressistes juifs de Belgique". All déi Organisatiounen, och de CPJPO, engagéiere sech fir d'Campagne BDS. Dës Campagne huet den däitsche Bundestag nach viru Kuerzem - de 17. Mee 2019 - mat dëse Wierder verurteelt:

„Die Argumentationsmuster und Methoden der BDS-Bewegung sind antisemitisch. Die Aufrufe der Kampagne zum Boykott israelischer Künstlerinnen und Künstler sowie Aufkleber auf israelischen Handelsgütern, die vom Kauf abhalten sollen, erinnern zudem an die schrecklichste Phase der deutschen Geschichte. „Don't Buy"-Aufkleber der BDS-Bewegung auf israelischen Produkten wecken unweigerlich Assoziationen zu der NS-Parole „Kauft nicht bei Juden!" und entsprechenden Schmierereien an Fassaden und Schaufenstern.

Der Deutsche Bundestag verurteilt alle antisemitischen Äußerungen und Übergriffe, die als vermeintliche Kritik an der Politik des Staates Israel formuliert werden, tatsächlich aber Ausdruck des Hasses auf jüdische Menschen und ihre Religion sind, und wird ihnen entschlossen entgegentreten."

A weider:

„II. Der Deutsche Bundestag begrüßt,

dass zahlreiche Gemeinden bereits beschlossen haben, der BDS-Bewegung oder Gruppierungen, die die Ziele der Kampagne verfolgen, die finanzielle Unterstützung und die Vergabe von kommunalen Räumen zu verweigern.

III. Der Deutsche Bundestag beschließt,

1. erneut jeder Form des Antisemitismus schon im Entstehen in aller Konsequenz entschlossen entgegenzutreten und die BDS-Kampagne und den Aufruf zum Boykott von israelischen Waren oder Unternehmen sowie von israelischen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern, Künstlerinnen und Künstlern oder Sportlerinnen und Sportlern zu verurteilen;

2. Räumlichkeiten und Einrichtungen, die unter der Bundestagsverwaltung stehen, keinen Organisationen, die sich antisemitisch äußern oder das Existenzrecht Israels in Frage stellen, zur Verfügung zu stellen. Der Deutsche Bundestag fordert die Bundesregierung auf, keine Veranstaltungen der BDS-Bewegung oder von Gruppierungen, die deren Ziele aktiv verfolgen, zu unterstützen;

3. seine Unterstützung für die Bundesregierung und den Beauftragten für jüdisches Leben in Deutschland und den Kampf gegen Antisemitismus sowohl in der Prävention als auch in der entschiedenen Bekämpfung von Antisemitismus und jeglichem Extremismus unvermindert fortzusetzen;

4. keine Organisationen finanziell zu fördern, die das Existenzrecht Israels infrage stellen;

5. keine Projekte finanziell zu fördern, die zum Boykott Israels aufrufen oder die die BDS-Bewegung aktiv unterstützen;

6. Länder, Städte und Gemeinden und alle öffentlichen Akteurinnen und Akteure dazu aufzurufen, sich dieser Haltung anzuschließen."

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3678) vum 7. Mäerz 2018 schreift d'Regierung:

« Le Gouvernement luxembourgeois est contre toute forme de boycott de l'État d'Israël dans les frontières de 1967. »

Op dem Symposium vum 5. Oktober - deen, wéi gesot, vu pro-BDS-Organisatioune gedroe gëtt - ass de lëtzebuergeschen Ausseminister awer de „Welcoming Speaker".

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung haut zu der BDS-Beweegung, besonnesch wou ëmmer méi vun eise Partner déi Beweegung däitlech als antisemitesch verurteelen, wéi nach rezent den däitsche „Bundestag"?

2. Ass et kohärent mat där prinzipieller Ofleenung vun engem anti-israelesche Boykott, wéi d'Regierung si nach de 7. Mäerz 2018 fir sech behaapt huet, datt e Member vun der Regierung als „Welcoming Speaker" op engem Symposium vu pro-BDS-Beweegungen optrëtt?

3. Consideréiert d'Regierung et als appropriéiert, datt e Lëtzebuerger Minister bei engem Grupp vu pro-BDS-Organsiatiounen optrëtt, nodeems d'Chamber eréischt den 10. Juli 2019 an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert huet:

« - à renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ;

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

- à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ».

4. Wëllt d'Regierung net dem däitsche Virbild nogoen an eng vill méi decidéiert Haltung géint Organisatiounen anhuelen, déi d'BDS-Campagne ënnerstëtzen?

Réponse commune (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung ass weiderhi géint e Boykott vun Israel an de Grenze vun 1967.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech fir d'internationaalt Recht a fir e friddlechen Dialog tëscht Israel a Palästina an. Dëse Symposium, organiséiert vu Lëtzebuerger ONGen an Zesummenaarbecht mat jiddeschen a palästinenseschen Organisatiounen, ass eng Plattform, wou Leit kënnen zesummekommen, fir mateneen un enger friddlecher Zukunft ze schaffen. An dësem Sënn huet den Ausseminister Jean Asselborn decidéiert, eng Ried fir d'Ouverture vum Symposium ze halen.

ad 3. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Participatioun vun engem Lëtzebuerger Minister un dësem Symposium a kengem Widdersproch steet zu der Motioun vum 10. Juli 2019 vun der Chamber.

ad 4. D'Regierung ass net geneigt, hir Politik no engem Antrag vum däitsche Parlament ze orientéieren.

Question 1202 (13.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**assistance judiciaire :**

Den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun beseet, dass all Mënsch viru Geriicht ee Recht op Verdeedegung duerch een Affekot huet. Mënschen, déi sech keen Affekot leeschte kënnen, hunn ee Recht op een Affekot, dee vum Stat bezuelt gëtt.

D'Dispositioune vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun goufen zu Lëtzebuerg am Artikel 37 vum Gesetz vum 10. August 1991 iwwert de Beruff vum Affekot souwéi säi Règlement grand-ducal opgeholl. De Règlement grand-ducal definéiert, wie Beneficiaire vun der Assistance judiciaire ka ginn.

Wärend et selbstverständlech ass, dass Persoune mat engem Mindestloun oder mam REVIS hiren Affekot gestallt kréien, ass de Prozess fir Persoune mat engem soi-disant „normale Salaire" mat immensen Onkäschte verbonnen. D'Käschte vun engem Affekot variéiere vu Fall zu Fall, soudass fir Normalverdénger eng Sträitaffär viru Geriicht schnell zu héijen Affekotskäschte féiere kann, déi fir Persoune mat engem mëttlere Salaire zu enger grousser Belaaschtung féieren. Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung ugekënnegt, den Accès fir d'Assistance judiciaire op Basis vu progressive Kritäre wëllen ze erweideren (Säit 19 vum Koalitiounsaccord).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi engem Stand ass de Projet fir eng Erweiderung vum „accès à la justice"? Wäert d'Regierung de Projet per Règlement grand-ducal duerchféieren oder wäert de Justizminister der Chamber ee Gesetzesprojet virleeën? Bis wéini ass domadder ze rechnen?

2. Ass de Justizminister des Weideren der Meenung, dass d'Affekotskäschte per Gesetz oder Reglement missten transparent definéiert sinn, äänlech wéi et bei Consultatiounen an der Medezinn de Fall ass?

Réponse (14.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

1. Am Regierungsprogramm vum Dezember 2018 huet d'Regierung ugekënnegt, dass e Gesetzesprojet ausgeschafft gëtt, wou d'Prozedure fir „assistance judiciaire" an och d'Bezuelen am Kader vun der „assistance judiciaire" verbessert solle ginn. Engersäits soll domat den Zougang zu der Justiz fir de Bierger vereinfacht ginn an anerersäits soll och de Käschtepunkt vun der „assistance judiciaire" am Gréff gehale ginn. Dobäi sollen zum Beispill progressiv Kritären, wat den Niveau vun all de Revenue vun de betraffene Leit ubelaangt, berücksichtegt ginn a gläichzäiteg en zoutreffende System vu Bäiträg geschaf ginn.

De Justizministère ass scho säit enger Zäit am Gespréich mat Vertrieder vun den zwee Barreaux am Land, an déi Gespréicher wäerten och an den nächste Wochen a Méint konstruktiv weidergefouert ginn, bis et zu engem Gesetzesprojet kënnt, dee wa méiglech soll am Konsens entstoen.

2. Affekotskäschten an -indemnitéite sinn nëmmen am Kader vun der „assistance judiciaire" gereegelt, an zwar iwwer e Gesetz an e grousherzoglecht Reglement, an dat op eng transparent Manéier.

Tariffer an Indemnitéite si fixéiert pro „vacation", dat wëll heeschen op Basis vun der Zäit an den Aarbechten, déi geschafft ginn an de jeeweilegen Dossieren.

Ausserhalb vun der „assistance judicaire" sinn d'Tariffer fräi. Contrairement zu den Dokteschtariffer, ass bei den Affekote jo och ausserhalb vun der „assistance judicaire" keng Prise en charge vum Stat virgesinn. Et ass net virgesinn, e System mat festen Tariffer fir Affekoten ausserhalb vun der „assistance judicaire" anzeféieren.

Question 1203 (13.09.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **documentation hospitalière :**

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière oblige les hôpitaux à documenter leurs activités et à effectuer une analyse qualitative et quantitative de ces dernières. La documentation hospitalière est également reprise dans l'accord de coalition qui prévoit que « la mise en place d'une documentation hospitalière dans les divers établissements est une pierre angulaire de la planification hospitalière ainsi que du financement futur des hôpitaux. Toutes les ressources nécessaires doivent être mises à disposition pour qu'elle puisse s'appliquer le plus rapidement possible ».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Messieurs les Ministres seraient-ils en mesure de fournir de plus amples informations sur les différentes étapes de la mise en place de la documentation hospitalière et sur leurs états d'avancement respectifs ?

2) Quelles priorités ont été définies à cet égard et suivant quels critères ces priorités ont-elles été déterminées ?

3) Les services de documentation médicale prévus par l'article 38 de la loi précitée ont-ils déjà été mis en place ? Dans l'affirmative, quelles sont les ressources humaines et financières allouées à ces services ?

4) Suivant quelle méthode de travail et en fonction de quels critères les analyses qualitatives et quantitatives sont-elles réalisées dans le vaste domaine des activités hospitalières ?

Réponse commune (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) De manière très schématique pour ce projet de grande envergure, les diverses étapes en sont : définition des règles et modalités de documentation pour tous les séjours, constitution des services de documentation hospitalière au sein des hôpitaux, déploiement du codage des séjours et constitution des bases de données dans les hôpitaux, envoi sécurisé des données, traitement des données au sein des administrations et émission de rapports relatifs à ces données.

Le transfert des données de la documentation hospitalière pour le secteur des soins aigus se fait actuellement selon une fréquence semestrielle via un canal sécurisé et est en place pour les séjours hospitaliers ayant pris fin depuis le second semestre 2017. Le codage est réalisé suivant les dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et plus particulièrement suivant les dispositions de l'article 38, paragraphe 5. Un premier audit sur les séjours ayant pris fin en 2018 a été réalisé par des experts externes dans un but d'apprentissage et d'amélioration de la qualité des données.

La mise en place de la documentation hospitalière peut être suivie sur le site dédié www.dcsh.lu.

ad 2) Le suivi du système de documentation hospitalière est assuré au niveau national par la Commission consultative de la documentation hospitalière (CCDocHosp), prévue à l'article 38, paragraphe 7 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière qui a été constituée en janvier 2019.

Les priorités actuelles sont d'accélérer le codage des séjours dans les hôpitaux pour disposer des données exhaustives dans les délais convenus, et de finaliser la conceptualisation d'un système d'information performant permettant le traitement de ces données au niveau national, qui sera développé en 2020.

Avant la fin de l'année 2019, la CCDocHosp validera les règles de codage des séjours hospitaliers applicables pour l'année 2020, qui s'étendront aux séjours de réhabilitation et de rééducation, comme le prévoit la loi du 8 mars 2018.

La première conférence internationale sur la documentation et la classification des séjours hospitaliers aura lieu le 27 novembre 2019.

ad 3) La Caisse nationale de santé (CNS) supporte financièrement la mise en place des services de documentation médicale dans les hôpitaux :

- au travers de la prime qualité (20 % de la prime annuelle - module efficience) ;

- par le financement de personnel dédié repris dans la dotation budgétaire depuis 2018 et accordés actuellement comme suit :

Exprimé en Équivalent temps-plein (ETP) (négociation 2019-2020)	Service de documentation médicale
CHdN	4,62
CHEM	7,75
CHL	10,68
HRS	11,82
INCCI	0,50
Total	35,37

Cette dotation a été déterminée selon la norme telle que retenue par la Commission des normes prévue dans la convention modifiée du 21 décembre 2012 entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, à savoir :

- Un ETP pour 4.000 séjours stationnaires codés. Pour la première tranche, la CNS finance 1 ETP médecin. Pour les tranches ultérieures, la CNS finance des encodeurs non médecins (par exemple, si cinq ETP sont déterminés par la norme, la dotation sera d'un médecin + quatre encodeurs) ;

- Un ETP encodeur pour 6.000 séjours en hospitalisation de jour codés, cette dotation sera adaptée par rapport au nombre de séjours réellement codés.

La dotation fixe pour un médecin « documentation et information médicale » (DIM) en sus des dotations ci-dessus est calculée comme suit :

- Un ETP médecin DIM financé à partir de la date d'engagement pour le CHL, le CHEM et les HRS ;

- 0,5 ETP médecin DIM financé à partir de la date d'engagement pour le CHdN.

ad 4) La CCDocHosp s'est dotée d'un règlement d'ordre intérieur du 8 août 2019 concernant son fonctionnement et les méthodes de travail. Un règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement de la Commission consultative de la documentation hospitalière ainsi que l'indemnisation de ses membres est prévu en cours d'élaboration.

En outre, le site www.dcsh.lu prévoit sous la rubrique « fonctionnement du projet » de plus amples renseignements sur les méthodes de travail adoptées pour mettre en œuvre la documentation hospitalière, dont la finalité est exposée sous la rubrique « objectifs du projet ».

Question 1204 (13.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **sécurité des transactions de paiement par carte électronique :**

La loi du 20 juillet 2018 portant transposition de la directive UE/2015/2366 relative à l'authentification forte du client pour les transactions de paiement par carte électronique, prévoit comme date butoir pour la mise en vigueur des nouvelles règles le 14 septembre 2019. Cette nouvelle réglementation vise une plus grande sécurité des transactions en exigeant de la part du client non seulement les données des cartes de crédit mais en supplément entre autres des mots de passe.

Or, il s'est avéré entre-temps que ni les banques ni les autres prestataires de services ne sont prêts pour appliquer le nouveau système.

Au Luxembourg la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a autorisé la prolongation de la date butoir au-delà du 14 septembre en s'appuyant sur l'avis de l'Autorité bancaire européenne (ABE) et ceci afin de minimiser le risque de perturbation involontaire du secteur du commerce, voire d'un chaos.

- Cette prolongation, tout en ne mettant pas en doute sa nécessité, est-elle compatible avec la législation tant de l'Union européenne que nationale ?

- Monsieur le Ministre des Finances est-il d'avis qu'une adaptation de la réglementation/législation s'impose ?

- Comme le commerce électronique est de nature transfrontalière, j'aimerais savoir comment nos partenaires européens appliquent la date butoir.

Réponse (11.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans l'objectif de renforcer la sécurité en matière d'opérations de paiement électroniques, la loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et transposant en droit luxembourgeois la directive (UE) 2015/2366 concernant les services de paiement (PSD2), ainsi que le règlement délégué (UE) 2018/389 de la Commission européenne, exigent, entre autres, une authentification forte des clients pour les transactions de paiement dans le secteur du commerce électronique effectuées par carte de paiement à partir du 14 septembre 2019.

Compte tenu du faible niveau de préparation du marché européen et du risque élevé de perturbations majeures dans le secteur du commerce électronique qui en découle, l'Autorité bancaire européenne (ABE) a clarifié le 21 juin 2019 dans un avis qu'elle accepte, de manière exceptionnelle, qu'un délai supplémentaire soit accordé aux entités concernées pour se mettre en conformité avec les nouvelles exigences.

Faisant suite à l'avis de l'ABE, l'ensemble des autorités nationales compétentes de l'UE, y compris la CSSF, ont accordé aux entités concernées une prolongation du délai de mise en conformité avec les nouvelles exigences en matière d'authentification forte des clients. Les autorités nationales n'ont pas précisé de nouvelle date dans leurs communiqués et font référence à une nouvelle date à fixer de manière harmonisée au niveau européen (à l'exception de la France et du Royaume-Uni : ces deux pays ont annoncé publiquement une prolongation de 18 mois).

L'approche adoptée par la CSSF à l'instar de ses homologues n'est pas générale et n'a pas pour objectif de changer pour tout le marché la date de mise en conformité prévue par la directive. Elle ne s'applique qu'à la catégorie des paiements e-commerce par carte de paiement et consiste à offrir une certaine flexibilité aux entités concernées. La flexibilité offerte par la CSSF implique uniquement qu'à ce stade la CSSF n'envisagera pas de sanctions à l'égard des entités se trouvant dans une situation de non-conformité avec les nouvelles exigences en matière d'authentification forte des clients. Les entités qui souhaitent faire usage de cette flexibilité sont tenues d'en informer la CSSF et devront lui soumettre un plan de migration détaillé.

Étant donné la nature transfrontalière du commerce électronique, l'adoption d'une date butoir commune et harmonisée au niveau européen est essentielle. La CSSF participera aux futures discussions sur un calendrier à l'échelle de l'UE qui sera précisé par l'ABE dans les semaines qui viennent.

Question 1205 (13.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **nouvelle génération des radars :**

Actuellement une nouvelle génération de radars appelés radars tronçon a été installée à titre d'essai entre Gonderange et Waldhaff (E29).

Ces radars tronçon ne mesurent pas la vitesse à un endroit précis, mais sur une distance de plusieurs kilomètres, afin de calculer la vitesse moyenne des véhicules.

1) Quelles sont les expériences faites avec ce premier essai et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics dispose-t-il déjà d'une première évaluation ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place de ces radars nouvelle génération à d'autres endroits, le cas échéant lesquels et selon quel échéancier ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Étant donné que la phase test n'a pas encore commencé, il n'est pas possible de se prononcer sur les résultats.

ad 2) Le groupe de travail intitulé « Audits de sécurité » est en train d'évaluer si d'autres sites s'apprêteraient pour l'installation de radars tronçon et ce en fonction de critères déterminés destinés à augmenter la sécurité des usagers de la route.

Question 1206 (16.09.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **pollution de l'Alzette :**

Selon un récent communiqué de presse de l'Administration de la gestion de l'eau et les informations diffusées aux médias, l'eau de l'Alzette a été contaminée suite à un problème technique à la station d'épuration de Beggen qui s'est produit dans la nuit du 13 au 14 septembre. Le malfonctionnement a provoqué un déversement d'eaux usées sans traitement biologique dans l'Alzette, ce qui a eu un impact grave sur l'environnement et la vie aquatique.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre serait-elle en mesure de clarifier le déroulement des faits et la cause du problème à la station d'épuration ? Est-ce que la station d'épuration à Beggen est en conformité avec les dispositions applicables ?

2) Existe-t-il un plan d'urgence pour des tels événements ? Dans l'affirmative, le plan d'urgence a-t-il été appliqué correctement dans cette instance ?

3) Quelle est la quantité d'eaux usées qui s'est déversée dans l'Alzette ? Quelle est l'étendue de la pollution ? Quel est l'impact sur les écosystèmes ?

4) Quelles mesures devront être mises en place pour réduire l'impact du déversement des eaux usées dans l'Alzette, respectivement pour remettre en état l'Alzette ? Ces interventions seront-elles nécessaires sur un temps prolongé ?

5) Qui assumera la responsabilité financière pour la remise en état du cours d'eau ?

6) Quelles recommandations Madame la Ministre peut-elle donner aux communes et syndicats pour éviter des tels événements dans le futur ?

Réponse (16.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le groupe de pollution de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été averti de la présence de poissons morts dans l'Alzette le samedi 14 septembre 2019 à 16.09 heures. Arrivé sur les lieux vers 17.00 heures l'agent de l'AGE a pu confirmer la présence de poissons morts et a constaté une forte turbidité de l'eau ainsi qu'un manque d'oxygène dans le cours d'eau. Les agents de l'AGE, de la Police grand-ducale et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS, CIS Walferdange), ont pu identifier la station d'épuration de la Ville de Luxembourg située à Beggen comme origine de la pollution de l'Alzette. Un problème technique des systèmes de contrôle de la station d'épuration a provoqué un déversement accidentel d'eaux usées sans traitement biologique dans l'Alzette. Vers 19.20 heures les systèmes de contrôle de la station d'épuration ont été remis en état de fonctionnement normal et le déversement d'eaux usées non traitées a été arrêté.

En ce qui concerne la cause exacte ayant entraîné un dysfonctionnement des systèmes de contrôle de la station d'épuration, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est en attente du rapport circonstancié que la Ville de Luxembourg est appelée à soumettre conformément à l'arrêté ministériel du 18 septembre 2019 concernant la responsabilité environnementale engagée dans le cadre de l'accident survenu à la station d'épuration de Beggen.

Les normes de rejet de la station d'épuration de Beggen sont fixées par arrêté ministériel du 25 aout 2017. Excepté l'incident du 14 septembre 2019, les rejets de la station d'épuration de Beggen sont conformes avec les normes fixées par l'arrêté ministériel précité.

ad 2) La Ville de Luxembourg, en tant qu'exploitant de la station d'épuration de Beggen, a confirmé qu'il n'existe pas de plan d'urgence pour de tels évènements.

Il est à noter qu'une liste d'appels d'urgence établie par la Ville de Luxembourg a été communiquée à l'AGE, au CGDIS et à l'administration communale de Walferdange.

ad 3) Des eaux usées, n'ayant subi qu'un traitement mécanique, ont été versées dans l'Alzette pendant une durée de près de 20 heures, ce qui correspond à un déversement d'environ 20.000 m^3 d'eaux usées.

En ce qui concerne l'étendue géographique de la pollution, les effets sur certains paramètres physicochimiques ont pu être détectés au moins jusqu'à hauteur du système de prélèvement automatique de l'AGE situé à Ettelbrück.

Conformément à la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, un arrêté ministériel a ordonné à la Ville de Luxembourg de nommer un bureau d'expertise chargé d'évaluer le dommage environnemental qui s'est produit dans l'Alzette en aval du point de rejet de la station d'épuration de Beggen. Le bureau d'expertise sera en charge d'évaluer les dégâts causés à la faune et à la flore aquatiques suite au déversement d'eaux usées non traitées. L'impact définitif reste donc encore à évaluer.

ad 4) Les mesures nécessaires à mettre en place pour réparer les dommages environnementaux, à la restauration de l'état antérieur à la pollution ainsi qu'au profit des bailleurs des lots de pêche impactés dépendront des conclusions du rapport à établir par le bureau d'expertise prémentionné.

Bien que certains paramètres de la qualité de l'eau de l'Alzette se soient déjà normalisés au niveau avant l'incident, les dégâts sur la microfaune et la flore ainsi que le rétablissement de l'écosystème peuvent prendre un temps beaucoup plus long.

ad 5) Le principe pollueur-payeur est toujours d'application. Les études, les mesures curatives et un dédommagement éventuel des bailleurs de lots de pêche qui en résultent seront à charge de la Ville de Luxembourg, exploitant de la station d'épuration, conformément à la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

ad 6) Les pollutions récentes avec les suites néfastes sur les cours d'eau montrent clairement qu'une vigilance accrue est primordiale auprès de tous les opérateurs responsables de la qualité des rejets vers une masse d'eau.

Bien que l'incident à Beggen semble être dû à une erreur informatique, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de surveillance avec des sondes (indépendantes du système informatique du site de la station d'épuration) contrôlant en continu les rejets sur certains paramètres critiques et déclenchant une alarme en cas d'un dépassement de ces paramètres. Un tel procédé permettrait de détecter et de redresser au plus vite un déversement non conforme. Il est évident qu'un plan d'urgence fixant des procédures précises en cas d'alarme doit également être réévalué ou être mis au point, le cas échéant. Les réseaux d'évacuation des eaux résiduaires (canalisations eaux usées et eaux pluviales, déversoirs, bassins d'orage) et les stations d'épuration sont des systèmes de plus en plus complexes, il serait donc également primordial que les exploitants des stations d'épuration disposent à tout moment d'un service d'intervention d'urgence avec du personnel qualifié et compétent.

Les communes ou syndicats communaux sont en charge de la construction, de la gestion et de la maintenance des infrastructures d'assainissement et ont donc une importante responsabilité pour contribuer à la protection des eaux de surface.

Question 1207 (16.09.2019) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **fermeture d'une pharmacie à Esch-sur-Alzette :**

Selon nos informations, une des pharmacies d'Esch-sur-Alzette a fermé ses portes depuis quelques jours.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette fermeture ?

- Quelles sont les procédures si un titulaire d'une pharmacie est défaillant pour une quelconque raison ? Qui contrôle ces procédures et selon quels critères ?

- Endéans quels délais, la pharmacie concernée réouvrira-t-elle ses portes dans l'intérêt des patients ? Qu'en est-il du service de garde à assurer en alternance par les pharmacies ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Il est exact que la concession d'une pharmacie établie à Esch-sur-Alzette est devenue vacante suite à la renonciation par le concessionnaire lui-même. Un appel en vue de l'octroi de ladite concession vient d'être publié en date du 7 octobre 2019 au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Les pharmaciens intéressés par la reprise de cette concession y sont invités à introduire leur demande auprès du Ministère de la Santé pour le 6 novembre 2019 au plus tard.

En effet, dès qu'une concession devient vacante, son attribution à un nouveau concessionnaire se fait sur base des critères définis exhaustivement au règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie. Dès que les services du Ministère de la Santé auront clôturé la procédure d'établissement du classement des candidats, la concession pourra être attribuée au candidat arrivé en première position, idéalement encore avant la fin de l'année.

En attendant la reprise de la concession, le service de garde est assuré, d'ici le 31 janvier 2020, de façon alternée par les autres pharmacies implantées à Esch-sur-Alzette.

Question 1208 (17.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **contournement de Hosingen :**

Ronn 19.000 Autoe ̈fueren dagdeeglech duerch Housen. Eng Ëmgeeungsstrooss, de Contournement vun Housen, soll derfir suergen, d'Liewensqualitéit vun den Housener Leit erëm ze verbesseren.

Den 23. Juli 2018 war an der Gemeng Housen eng Informatiounsversammlung, wou de Projet vum Contournement am Zesummenhang mat de Sécherheetsbestëmmungen op der N7 presentéiert ginn ass. Bei dëser Presentatioun war de Projet an der Phas vum „avant-projet sommaire".

De fréieren Nohaltegkeetsminister souwéi och de Statssekretär am Ëmweltministère hunn deemools versprach, datt bei hinnen de Wëllen do wier fir eng séier Ëmsetzung vun dësem Projet. Den Här Statssekretär huet ausserdeem preziséiert, datt, wann déi nächst Regierung wëllt, de Projet d'nächst Joer (2019) duerch d'Chamber kéint sinn. 2020 kéint am beschte Fall ugefaange ginn ze bauen an dräi Joer drop kéint alles fäerdeg sinn.

Duerch de Fait, datt de Contournement nach net gebaut gëtt, kënnen op der N7 duerch Housen weiderhin net wichteg an dringend Infrastrukturaarbechte geleescht ginn, sou zum Beispill Aarbechten um Waasserreseau an um Kanal, déi zënter den 1930er respektiv den 1950er Joren am Buedem leien.

Am Regierungsprogramm 2018-2023 ass Prioritéit vum Contournement Housen vun 2 op 1 gesat.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Wéini gëtt de Projet an d'Finanzéierungsgesetz iwwert de Contournement Housen an der Chamber deposéiert?

- Wéi wäit ass de Comité d'acquisitioun mam Kafe vun den Terrainen?

- Wéini kann optimalerweis mam Bau vum Contournement ugefaange ginn an op wéi vill Joer sinn dës Aarbechten ugesat?

- Ass geplangt, d'N7 duerch Housen zréckzebauen? Wa jo, wéini soll dat geschéien a wie finanzéiert dëse Réckbau?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Avant-projet détaillé vum Contournement vun Housen soll Ufank 2020 kënne presentéiert ginn, nodeems all déi am Virfeld néideg geotechnesch a geologesch Etüde fir dëse Projet wäerte virleien. Des Weidere mussen awer och nach virdrun archäologesch Etüden a Gruewungen (fir déi d'Virbereedunge viru Kuerzem ofgeschloss goufen) duerchgefouert ginn, dëst an Zesummenaarbecht mam Centre national de recherche archéologique. Dës sinn noutwendeg, well et bei Housen verschidden archäologesch Sitten aus der galloréimescher Zäit gëtt. D'Finanzéierungsgesetz vum Contournement vun Housen sollt dann och nach am selwechte Joer kënnen an der Chamber deposéiert ginn.

ad 2. De Comité d'acquisition huet mëttlerweil ongefeier 80 % vun de Flächen, déi fir de Bau vum Contournement néideg sinn, kaaft respektiv mat anere Statsterraine getosch.

ad 3. Wann alles no Plang leeft, kënnen nom Stëmme vum Finanzéierungsgesetz an der Chamber d'Autorisatiounen ugefrot an den Dossier de soumission fäerdeg gemaach ginn. Duerno kann de Bau vum Contournement iwwer eng geschätzte Bauzäit vun dräi Joer duerchgefouert ginn.

ad 4. De Projet ass an dräi Lousen agedeelt. Ënnert dem Lous 3 vum Projet ass de Réckbau vun der besteeënder Strooss duerch Housen ze verstoen. Dës Strooss gëtt als „chemin repris" reklasséiert. Den Duerchgangsverkéier gëtt duerch de Contournement eliminéiert an doduerch kann och der aktiver Mobilitéit méi Rechnung gedroe ginn, op déi beim Ëmbau vum alen Tracé grousse Wäert geluecht gëtt. Eng Vëlospist duerch d'Uertschaft an eng Reduzéierung vun der Vitess op 30 Stonnekilometer sinn och virgesinn.

Beim Réckbau vun der Haaptstrooss duerch Housen gëtt gläichzäiteg an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Bedreiwer a mat der Gemeng Parc Housen de Reseau vun de Waasserleitungen an den Ofwaasserkanäl erneiert.

Question 1209 (17.09.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**alimentation des animaux d'élevage :**

Selon les projections pour 2018 présentées par le Service d'économie rurale lors du dernier « Buchstellentag », les achats complémentaires d'aliments pour animaux dans l'agriculture luxembourgeoise auraient augmenté approximativement d'un tiers entre 2015 et 2018.

Le programme gouvernemental 2018-2023 souligne l'importance de favoriser une agriculture qui est liée au sol et qui améliore la souveraineté alimentaire.

Dans ce contexte et compte tenu du rôle important que jouent actuellement les animaux et les produits animaliers dans la production agricole luxembourgeoise, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Parmi les aliments pour animaux d'élevage utilisés actuellement sur des exploitations agricoles luxembourgeoises, quelle est la part des aliments qui ont été cultivés au Luxembourg et quelle est la part des aliments cultivés à l'étranger ? À combien de tonnes d'aliments et à quelle valeur ces parts correspondent-elles ?

2) Concernant les aliments pour animaux cultivés à l'étranger, Monsieur le Ministre serait-il en mesure :

a) de fournir des chiffres ventilés par provenance (intra-UE et extra-UE),

b) de ventiler la provenance de ces aliments par rapport à leur composition et leurs finalités prédominantes, à savoir leur apport principal en énergie ou en protéines respectivement,

c) d'élaborer dans quelle mesure il existe des divergences entre les besoins dans l'agriculture biologique et conventionnelle ?

3) Comment la distribution des parts respectives a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour diminuer la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux provenant de l'étranger, et plus particulièrement provenant de pays tiers ? Monsieur le Ministre serait-il en mesure de préciser les éléments-clés et les différentes étapes prévus par cette stratégie ? Le concept de l'agriculture liée au sol joue-t-il un rôle à cet égard ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture ne collecte pas de données propres sur la provenance des aliments pour animaux. Ainsi les informations fournies ci-après ne sont que des estimations sur base de l'exécution du contrôle officiel des aliments pour animaux.

Les exploitations agricoles nourrissent leurs animaux avec différents types d'aliments. La part

cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger, varie fortement en fonction du type d'aliment et de l'exploitation agricole :

- l'herbe, le foin, l'ensilage d'herbe et de maïs sont en provenance à 100 % du territoire luxembourgeois, sauf pour les exploitations opérant en régions frontalières qui exploitent aussi des terrains agricoles en dehors des frontières ;

- les céréales à paille, le maïs grain et les grains protéagineux sont également en provenance des exploitations luxembourgeoises. Une partie de ces produits sont utilisés directement sur l'exploitation, une partie est revendue aux établissements revendeurs ou fabricants d'aliments composés pour animaux. Ces derniers revendent une part des matières premières ou aliments composés à d'autres exploitations agricoles situées au Luxembourg, l'autre partie est destinée pour un approvisionnement des établissements à l'étranger. Ainsi, suivant les estimations, plus de 95 % des céréales et protéagineux utilisés sur les exploitations agricoles luxembourgeoises ont été cultivés au Luxembourg ;

- pour les matières premières et aliments composés achetés par les exploitations agricoles, certaines matières premières sont en provenance de l'étranger, comme le tourteau de soja ou les pulpes de betteraves sucrières. D'autres matières premières comme les céréales peuvent avoir été cultivées au Luxembourg ou à l'étranger (livraison en vrac sur l'exploitation ou incorporation dans des aliments composés). L'origine des ingrédients ne doit pas être déclarée sur l'étiquette. Celle-ci comporte uniquement des informations relatives à l'adresse du fabricant et du responsable d'étiquetage de l'aliment composé.

Il est ainsi difficile d'estimer exactement la part de la ration alimentaire cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger (valeur pondérale et monétaire).

ad 2) En absence du lieu de production indiqué sur l'étiquette, une ventilation des chiffres par provenance (UE, hors-UE) n'est pas possible. Ainsi, par exemple, pour des graines de soja importées des États-Unis ou en provenance d'Espagne conditionnées (pressées) par un fabricant d'aliments pour animaux situé dans un pays de l'UE, l'étiquetage du produit fini (tourteau de soja) mentionne le fabricant du tourteau de soja. Toutefois aucune référence n'est portée au pays d'origine du soja. Pour du tourteau de soja importé produit en-dehors de l'UE, l'adresse du fabricant située en dehors de l'UE figure toutefois sur l'étiquette. Il importe de signaler que l'importation de tourteau de soja est plutôt rare.

Les exploitations agricoles achètent des matières premières et aliments composés dans le but de compléter les rations alimentaires de leur cheptel animal. Les ensilages d'herbe, de maïs et les céréales cultivés produits majoritairement sur l'exploitation sont plus riches en énergie qu'en protéines. Souvent les sources protéiques disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour couvrir les besoins protéiques des fermes. La culture de pois et féveroles riches en protéines est peu intéressante d'un point de vue économique, de sorte que ces cultures sont moins développées au Luxembourg.

L'autonomie protéique des exploitations agricoles biologiques est souvent meilleure que pour le secteur conventionnel. En agriculture biologique, l'assolement des terres (installations successives de cultures variées) y joue un rôle prépondérant (fertilité des sols et non-recours aux engrais chimiques et produits phytosanitaires). Il est donc probable que les aliments complémentaires achetés par les exploitations biologiques soient moins axés sur la composante protéique. Aussi, les vaches laitières ont des niveaux de production moins élevés que dans le secteur conventionnel et demandent donc une complémentation moins forte en aliments protéiques. Leur ration alimentaire est plus riche en herbe (pâturage et distribution d'ensilage d'herbe).

ad 3) Les quantités et les parts respectives varient d'année en année et dépendent des quantités d'aliments qui sont produites par les exploitations agricoles elles-mêmes. Lors des années de sécheresse, les exploitations agricoles doivent souvent acheter davantage d'aliments pour animaux pour nourrir leur cheptel. On peut néanmoins conclure qu'au cours des dix dernières années les exploitations agricoles ont augmenté la part de trèfle dans les prairies et pâturages dans le but d'augmenter leur autonomie protéique.

ad 4) Il importe de signaler que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural suit de très près ce dossier et met en œuvre une stratégie visant une amélioration du taux d'autosuffisance des protéines végétales dans plusieurs domaines.

D'une part, le Ministère de l'Agriculture soutient des projets de recherche qui visent à augmenter l'autarcie fourragère et finance notamment la conduite de la culture de soja, de pois, de fèves et de prairies permanentes en champs d'essais et de démonstration. Par ailleurs, la politique gouvernementale vise depuis des décennies le maintien et la conservation des prairies et pâturages permanents qui constituent une importante source de protéines pour les ruminants.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture soutient le conseil agricole pour aider les exploitations agricoles à élaborer une stratégie de gestion du système prairie en vue d'une valorisation maximale de l'herbe sur l'exploitation ainsi que pour mettre en place des cultures de légumineuses.

Finalement, lors de la mise en œuvre de la réforme de la PAC de 2013, le Ministère de l'Agriculture a introduit une aide couplée spécifique prenant en compte les surfaces emblavées en protéagineuses dans le cadre de la mise en place du mécanisme du verdissement et a mis en place une prime au soutien à la rotation des cultures.

Depuis lors les surfaces cultivées en légumineuses ont doublé en passant de 800 à 1.600 ha.

Toutefois, il importe de signaler que le Luxembourg ne dispose pas de surfaces agricoles suffisantes pour assurer une autosuffisance protéique totale. Les surfaces de prairies et pâturages (52 % des surfaces agricoles) constituent une source inégalée de protéines qu'il importe d'exploiter davantage, permettant, comme dans le passé, que l'élevage lié au sol constitue également dans le futur le pilier central de l'agriculture luxembourgeoise.

Question 1210 (18.09.2019) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **statistiques du Liser :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0893 iwwert d'Statistike vum LISER huet d'Madamm Wunnengsbauministesch preziséiert, dass all d'Statistike vum „Observatoire de l'habitat" um „Data Public"-Portal vun der Regierung disponibel wieren. Um Site vum Observatoire de l'habitat sinn awer Donnéeën, déi um „Data Public"-Portal leider net disponibel sinn, esou zum Beispill d'Rubrik „prix annoncés moyens à la location selon le nombre de chambres"[9]. Bei dëser Presentatioun konnt jiddwereen, dee sech fir de Sujet interesséiert, séier an a vollster Transparenz novollzéien, wéi d'Evolutioun vun der Moyenne vun de Loyerspräisser pro Trimester hei zu Lëtzebuerg war.

Déi lescht publizéiert Zuelen datéiere vum drëtten Trimester 2017 a goufe leider nach net aktualiséiert. Och sinn déi aktualiséiert Donnéeën net ënnert deem Link[10] ze fannen, deen d'Madamm Wunnengsbauministesch an hirer Äntwert uginn huet. Ausserdeem ginn d'„tableaux récapitulatifs" fir den „prix annoncé" souwuel vun der Vente wéi vun der Locatioun nëmme bis d'Joer 2016.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Logementsminister riichten:

- Ass d'Madamm Wunnengsbauminister gewëllt, erëm trimesteriell Zuelen ze publizéieren, esou wéi den Observatoire de l'habitat dat jorelaang a vollster Transparenz gemaach huet?

- Wéini ginn déi feelend Donnéeën à jour gesat?

An deemselwechte Kontext wéilt ech eng zousätzlech Fro un d'Madamm Minister stellen iwwert d'Transparenz vun de Verkafspräisser iwwer Immobilieportaler, wou d'Agencë sech praktesch an der Evaluatioun vun engem Objet iwwer eng „vente aux enchères" iwwerbidde beim potenzielle Verkafspräis.

- Denkt d'Madamm Minister drun eventuell wéi an anere Länner op dëser Welt, eng Gesetzgebung anzeféieren, wou d'Immobilieportaler beim Verkaf vun engem Objet op voll Transparenz musse setzen a Bezuch op déi viregt Verkafspräisser vun deemselwechten Objet?

Réponse (11.10.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

D'Statistike vum Observatoire de l'habitat konnte leider aus informatesch-technesche Grënn an de leschte Méint net reegelméisseg à jour gesat ginn. Mëttlerweil ass de Site awer aktualiséiert mat de leschten Zuelen, déi de 7. Oktober publizéiert goufen.

[9] http://observatoire.liser.lu/index,cfm?pageKw=fiche_info_comp_loc

[10] https://data.public.lu/fr/datasets/loyers-annonces-des-logements-par-commune/

Den Observatoire de l'habitat publizéiert doriwwer eraus seng Donnéeën och um „Data Public"-Portal.

Ech wollt den éierewäerten Deputéierten nach dorop hiweisen, dass mëttlerweil um Site vum Geoportail en neit Theema „Logement" geschafe gouf, wou den Observatoire eng ganz Rei Statistike geografesch an interaktiv disponibel mécht.

Wat d'Transparenz vun de Verkafspräisser bei den Immobilieportaler ugeet, esou schaffen am Moment de Ministère fir Konsumenteschutz an de Ministère fir Wunnengsbau u Virschléi, déi derzou bäidroen, d'Transparenz an d'Informatioun fir d'Keefer vu Wunnengen ze verbesseren.

Question 1211 (18.09.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux de modernisation de la gare d'Ettelbruck :**

Durant les mois d'été des travaux importants ont été réalisés dans le cadre de la modernisation de la gare d'Ettelbruck. Pendant quelques semaines la ligne du Nord a dû être fermée afin que le chantier en question puisse mieux avancer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Outre la construction d'un nouveau pont parallèlement à l'actuel pont Patton, quels ont été les autres travaux infrastructurels mis en œuvre entre le 15 juillet et le 16 septembre dernier ?

- Dans les mois à venir, est-il encore prévu de fermer la ligne ferroviaire Ettelbruck–Troisvierges pendant les vacances scolaires ? Dans l'affirmative, quelles périodes de vacances sont visées ?

- Quels seront les travaux à réaliser jusqu'à la fin de cette année ?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser si ces travaux pourraient aggraver les contraintes de circulation sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et sur la N7 passant par le village d'Ingeldorf ?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux relatifs à la mise en conformité de la gare et au renouvellement des superstructures ferroviaires se poursuivent actuellement comme prévu et ne connaissent aucun retard.

Outre la mise en place de la partie du tablier du nouveau pont Patton enjambant les voies ferrées (partie du projet d'ensemble piloté par l'Administration des ponts et chaussées), les CFL ont procédé lors d'une coupure totale des circulations ferroviaires pendant trois semaines entre fin août et mi-septembre à la réfection dans le secteur nord de la gare (zone depuis le pont Patton sur environ 500 mètres vers le nord) de l'ensemble des plateformes ferroviaires avec leurs systèmes d'assainissement. Dans ce même contexte ont également été posées de nouveaux voies et appareils de voie (sept unités) sur plancher en béton. En parallèle aux travaux précités, ont été mis en place les parties tunnel des nouveaux souterrains à voyageurs Nord et Sud en dessous des voies 1 et 2 et des nouveaux portiques caténaires architecturés ont été posés entre les quais à voyageurs et le pont Patton.

Pendant les congés collectifs d'été dans le secteur du bâtiment et génie civil (fin juillet à mi-/fin août) le chantier a chômé.

L'Administration des ponts et chaussées (APC) a procédé, entre autres, à la réalisation d'une couche de roulement et à la mise en place de garde-corps dans la rue Prince Henri et les travaux de la phase I du projet de construction du pôle d'échange multimodal à Ettelbruck ont été finalisés entre le 15 juillet et le 16 septembre 2019.

Dans les mois à venir, il est prévu de barrer la ligne Ettelbruck–Troisvierges essentiellement pendant les vacances scolaires de la Toussaint 2019 (une semaine) et de Pâques 2020 (deux semaines). Lors de ces barrages prolongés, les CFL ont certes programmé des travaux dans le cadre du projet de la modernisation de la gare d'Ettelbruck mais procèderont également à la réalisation de multiples autres chantiers sur le tronçon de ligne en question.

Jusqu'à la fin de cette année, les CFL poursuivront la construction du nouveau quai III ainsi que les ouvrages d'accès vers les souterrains Nord et Sud projetés.

Les travaux encore à réaliser par l'APC à Ettelbruck jusqu'à la fin de l'année courante se rapportent à la construction du nouveau pont Patton.

En ce qui concerne d'éventuelles contraintes de circulation sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et sur la route nationale N7 passant par le village d'Ingeldorf, susceptibles d'être aggravées en raison des travaux cités au point précédent, il n'existe à présent pas d'indication que de telles perturbations risquent de se produire, compte tenu de l'expérience des fermetures passées.

Ainsi, les travaux n'auront en principe aucun impact sur la circulation routière, si ce n'est un très faible trafic chantier (approvisionnement ou évacuation de matériels et de matériaux) entre les zones de chantier situés au droit du quai I et les aires d'installation de chantier et de stockage situées du côté opposé des voies ferrées (ancienne cour à marchandises).

Il reste à noter que les fermetures de la ligne ferroviaire en question doivent être demandées au moins 25 mois en avance auprès de l'Administration des chemins de fer (ACF). L'APC et les CFL se réunissent régulièrement afin de coordonner les fermetures du réseau ferroviaire et celles du réseau routier. Une attention particulière est donc portée à la coordination des fermetures de la ligne du Nord et de la N7.

Question 1212 (18.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **geste de bienvenue aux nouveaux détenteurs de la nationalité :**

Eng grouss Zuel vu Leit huelen d'Lëtzebuerger Nationalitéit un. A ville Länner ginn déi nei Statsbierger duerch en offizielle staatleche Geste oder/an am Kader vun enger Zeremonie an hirer neier Natioun empfaangen, sief et duerch en offiziellt a feierlecht Schreiwes, en Erënnerungsdokument, eng Vereedegung, e Cadeau, eng offiziell Iwwerreechung vun hirem neie Pass oder eppes anescht, dat der Bedeitung vum Evenement entsprécht.

Zu Lëtzebuerg organiséiert de Stat menges Wëssens näischt Gläichwäerteges. Verschidde Gemenge schreiwen deenen neie Lëtzebuerger léif Bréiwer oder organiséieren eng Receptioun, mee dëst bleift de Gemengen iwwerlooss.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Justizminister an der Madamm Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Unhuele vun der Nationalitéit et verdéngt, duerch e besonnesche Geste geéiert ze ginn?

2. Well d'Statsbiergerschaft an der staatlecher an net an enger kommunaler Kompetenz läit, wär et dann net un der Regierung, fir esou eng Wierdegung ze organiséieren?

3. Wéi eng Form wëll d'Regierung eventuell esou enger Wierdegung ginn?

Réponse commune (11.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierte schreift, datt „d'Statsbiergerschaft an der staatlecher an net an enger kommunaler Kompetenz läit". Heizou e puer Bemierkunge betreffend d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Stat an de Gemengen am Beräich vun der Lëtzebuerger Nationalitéit.

D'Nationalitéit gëtt als dat politescht a juristescht Bindeglied tëschent engem Stat a senge Bierger definéiert. Ënnert dem ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit ass d'Statsbiergerschaft keng reng staatlech Kompetenz. De Gesetzgeber huet de Gemengen eng ganz Rei vu Kompetenzen am Beräich vun der Lëtzebuerger Nationalitéit ginn. D'Gemenge sinn eleng zoustänneg, fir all Demanden entgéintzehuelen, fir Lëtzebuerger duerch Naturalisatioun, Optioun oder Recouvrement kënnen ze ginn. D'Akten am Beräich vum Indigenat gi vun de Standesbeamten ausgestallt. Déi kommunal Servicer informéieren och d'Kandidaten, wa si Lëtzebuerger gi sinn, a maachen déi néideg Zoustellungen. D'Gemenge sinn also déi éischt Ulafstell fir d'Bierger, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit wëlle kréien.

Momentan organiséiere verschidde Gemenge Receptioune fir déi nei Lëtzebuerger. Et ginn och Gemengen, déi deene betraffene Leit e frëndleche Bréif schreiwen. Esou Aktioune säitens de Gemenge sinn absolutt luewenswäert.

Et ass, zurzäit, net geplangt, datt déi staatlech Servicer een offizielle Geste aféieren, wéi zum Beispill eng Zeremonie oder eng Vereedegung.

D'Gemenge sinn den éischten Uspriechpartner fir d'Bierger am Beräich vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. Domat ass et un de Gemengen, fir ze entscheeden, ob se ee spezielle Geste fir déi nei Lëtzebuerger maache wëllen oder net.

Question 1213 (18.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**abolition du changement d'heure bisannuel :**

Dans le cadre d'une consultation publique lancée par la Commission de l'Union européenne sur l'abolition éventuelle du système heure d'été/heure d'hiver, une très large majorité (84 %) s'était exprimée pour l'abolition du changement bisannuel de l'heure.

Suite à ce résultat sans équivoque, les institutions européennes, dont le Parlement européen, s'étaient exprimées pour l'abolition du système actuel à partir de l'année 2021.

Or, d'après des informations récentes, cet agenda semble devenir de plus en plus improbable.

1) À la veille du changement de l'heure d'été 2019, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'*État*, peut-il confirmer ces informations ?

2) Sachant bien que l'Union européenne se voit confrontée à d'autres problèmes et priorités, quelle est la démarche prévue par les différents gouvernements pour tenir compte de la volonté des citoyens exprimée dans le cadre de la consultation lancée par la Commission de l'Union européenne ?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Oui.

ad 2) Il n'y a aujourd'hui pas de position commune au sein du Conseil sur ce dossier. Partant aucune décision n'a pu être adoptée au Conseil alors que le Parlement européen a approuvé en principe l'abolition du changement horaire le 26 mars 2019. Un accord à la proposition d'abolition du changement horaire pourra uniquement être donné si le résultat d'une consultation interétatique démontre qu'il est possible de maintenir une carte cohérente des fuseaux horaires au sein de l'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement. Ceci est essentiel afin d'éviter que les citoyens et les acteurs économiques ne se voient confrontés à des fuseaux horaires différents au passage d'une des frontières de nos voisins les plus proches. Le Luxembourg, avec ses partenaires du Benelux, continue à se concerter de manière informelle avec ses voisins.

Question 1214 (18.09.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **malformations chez les nouveaunés :**

In Deutschland sorgen nun vermehrt Fälle von Säuglingen mit fehlgebildeten Gliedmaßen für Aufregung. In Frankreich ist dieses Phänomen seit Jahren bekannt. Doch weder die genaue Anzahl von betroffenen Kindern noch die Ursachen sind bislang bekannt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

1. Sind dem Minister rezent Fälle von Säuglingen mit ähnlichen Fehlbildungen, wie diese in Frankreich und Deutschland aufgetreten sind, ebenfalls in Luxemburg bekannt?

2. Wenn ja, um wie viele Fälle handelt es sich und geht man von einer ungewöhnlich höheren Anzahl aus als in den Jahren zuvor?

Réponse (24.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Die Berichte, die aus verschiedenen Nachbarländern wie Frankreich und Deutschland eingingen, betrafen angeborene Missbildungen, insbesondere die isolierte Form von transversaler Agenesie der oberen Extremitäten. Diese Missbildungen erscheinen als transversale Amputation. Am häufigsten betroffen ist das obere Drittel des Unterarms. Es handelt sich hier um eine selten in Europa auftretende Fehlbildung. Diese Art von Fehlbildung kann auf mehrere bekannte Ursachen zurückgeführt werden: Chromosomenanomalien oder die teratogene Wirkung von Medikamenten (Beispiel: Thalidomide). Sie kann aber auch mechanisch bedingt sein (Fruchtwasserflanschen). Andere Ursachen sind möglich, aber derzeit nicht bekannt.

Die Auswertung der im Rahmen des Registers „Périnat" im Zeitraum von 2009 bis 2017 insbesondere zu Geburten in Luxemburg gesammelten Daten zeigt, dass unter den Geburten der Kinder von in Luxemburg ansässigen Müttern Fälle von verkürzten Gliedmaßen registriert wurden (ICD-10 Schlüsselnummer Q71 und Q73[11]).

ad. 2 Drei Fälle von Fehlbildungen von Gliedmaßen wurden registriert:

- Zwei Fälle von verkürzten oberen Gliedmaßen (ICD-10 Schlüsselnummer Q73) in 2009.
- Ein Fall von verkürzten Gliedmaßen ohne weitere Angaben (ICD-10 Schlüsselnummer Q71) in 2010.

Diese Zahlen lassen keine Trendanalyse zur Inzidenz angeborener Fehlbildungen zu.

Dasselbe ist feststellbar auf europäischer Ebene: In der vom EUROCAT-Netzwerk durchgeführten Analyse wurde im Zeitraum von 2007 bis 2016 keine signifikante Erhöhung der gesamteuropäischen Tendenz in der Prävalenz beobachtet.

Die Auswertung der oben genannten Registerdaten liefert wertvolle Informationen, um das Auftreten von Gliedmaßenreduzierungen mit anderen angeborenen Fehlbildungen und deren Häufigkeit auf europäischer Ebene zu vergleichen. Aufgrund dieser Daten können jedoch keine Risikofaktoren für diese angeborenen Fehlbildungen identifiziert werden. Dies ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass insoweit die Fälle nur den Krankenakten entnommen werden und kein direkter Kontakt zu den betroffenen Kindern oder ihren Familien stattfindet. Dies macht eine routinemäßige Erhebung genauer und detaillierter Informationen über Risikofaktoren unmöglich.

Question 1215 (19.09.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recours contre une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale** :

Différentes voies de recours s'offrent à une personne s'estimant lésée par une décision émanant d'une institution de la sécurité sociale, comme par exemple la Caisse nationale de santé (CNS). La personne concernée par une décision individuelle de l'institution de sécurité sociale compétente peut contester cette décision au moyen d'une opposition écrite. Cette opposition doit être introduite auprès du conseil d'administration de l'institution dont émane la décision.

Selon mes informations, les délais avant que le conseil d'administration de la CNS ne statue sur ces oppositions sont de plusieurs mois, voire même d'une année ou plus.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la longueur de ces délais ? Quels sont en moyenne les délais d'attente en cas d'opposition écrite ?

2) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que, notamment dans des cas de dépendance, le conseil d'administration devrait pouvoir réagir endéans un délai de trois mois ?

3) Si des travaux d'adaptation urgents ont dû être effectués en vue d'accueillir des personnes malades à la maison, existe-t-il une règle ou pratique qui permettrait de rembourser les frais aux demandeurs, même si l'accord pour les travaux urgents en question n'a pas été auparavant sollicité ?

4) En cas de réponse négative, n'y a-t-il pas lieu de revoir la réglementation sous ce point de vue dans une optique de simplification administrative ?

Réponse (22.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Les délais entre la réception d'une opposition devant le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé (CNS) et le moment auquel celui-ci statue sur le dossier varient en fonction de la complexité du dossier.

Dès la réception des oppositions, les services administratifs de la CNS instruisent les dossiers en vue de préparer un projet de décision pouvant être soumis aux membres du conseil d'administration de la CNS.

Dans la quasi-totalité des affaires, les décisions, dont opposition, ont été prises sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) en matière d'assurance maladie, respectivement par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance. Cela engendre de manière générale que la CNS soumet les arguments et moyens avancés dans les oppositions pour avis complémentaire au CMSS, respectivement à l'AEC afin que ces administrations puissent apprécier dans leurs domaines de compétences respectifs s'il y a des éléments susceptibles de mériter une réformation de la décision dont opposition. En matière d'assurance maladie, il est possible que le CMSS convoque l'assuré afin de procéder à un examen-contrôle, et en matière d'assurance dépendance, l'AEC peut le cas échéant par exemple procéder à une évaluation complémentaire du demandeur. Le cas échéant, des pièces supplémentaires doivent être sollicitées afin de compléter les dossiers avant l'élaboration d'un projet de décision.

En matière d'assurance dépendance, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est d'environ deux mois et demi. Actuellement deux cas isolés existent pour lesquels le délai de traitement est d'un ordre de grandeur de huit mois en raison notamment de la complexité des dossiers. Ces cas devraient néanmoins faire très prochainement l'objet d'une décision.

En matière des prestations en espèces de l'assurance maladie, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est actuellement d'environ trois mois.

En matière des prestations en nature de l'assurance maladie, le délai de traitement moyen entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision est actuellement d'environ cinq mois et demi.

La CNS est en train de mettre tous ses moyens en œuvre afin de réduire lesdits délais.

ad 2) Les délais de traitement moyens dans le cadre des dossiers de l'assurance dépendance sont de deux mois et demi.

La CNS essaye cependant dans l'intérêt de l'assuré de réduire davantage ce délai.

ad 3) En matière d'assurance dépendance, l'article 356 du Code de la sécurité sociale prévoit la possibilité de certaines adaptations logement pour permettre à la personne de maintenir ou d'accroître son autonomie de vie dans le cadre des actes essentiels de la vie. Elles peuvent être prises en charge sur avis de l'AEC et selon les modalités et limites à fixer par règlement grand-ducal[12]. Conformément à ce règlement grand-ducal, la prise en charge des adaptations du logement n'est possible que sur avis préalable de l'AEC et est subordonnée à la condition que la décision de la CNS soit antérieure au début des travaux.

La législation ne prévoit pas de possibilité d'une prise en charge de travaux réalisés avant une demande de prise en charge.

Dans le cadre des adaptations du logement, l'AEC se rend au domicile du demandeur afin de pouvoir apprécier en fonction de la situation telle qu'elle se présente avant la réalisation d'éventuels travaux, s'il y a des adaptations à faire pouvant être prises en charge par l'assurance dépendance et de définir les adaptations concrètes en fonction des besoins du demandeur.

Si les travaux ont toutefois déjà été réalisés avant l'introduction d'une demande initiale, il est difficilement concevable que l'AEC soit encore matériellement en mesure de définir le cas échéant les besoins réels ainsi que les adaptations pouvant être prises en charge par l'assurance dépendance.

Néanmoins, compte tenu des délais souvent incompressibles de réalisation d'une adaptation du logement, ces demandes sont systématiquement traitées de façon prioritaire par l'AEC. Parallèlement l'AEC évalue également pour ces dossiers si une aide technique peut le cas échéant couvrir le besoin du patient.

Plus précisément, lorsqu'une demande pour prestations de l'assurance dépendance est introduite auprès de l'AEC, tout demandeur est contacté par téléphone endéans cinq jours ouvrables pour clarifier la portée exacte de la demande introduite. Lors de cette première prise de contact, l'unité de support de l'AEC se charge dans l'immédiat de la mise à disposition des aides techniques pouvant couvrir le besoin du demandeur le cas échéant.

Si une adaptation du logement est mentionnée, l'AEC transmet au demandeur un courrier d'information détaillant la procédure exacte à suivre.

Si une personne se renseigne à l'AEC au sujet d'une adaptation sans qu'une demande pour prestations de l'assurance dépendance ne soit introduite, un courrier d'information est également envoyé[13].

De plus, le besoin d'adaptation du logement constitue un critère de priorité pour l'AEC.

Pour les personnes ayant introduit une demande de prestations de l'assurance dépendance pendant qu'ils se trouvent encore dans un service de rééducation et pour lesquelles un retour à domicile est lié à une adaptation du logement, l'AEC est en contact avec les services de rééducation afin de pouvoir coordonner le suivi et les retours à domicile avec les professionnels des institutions prenant en charge le demandeur.

Les statistiques suivantes renseignent sur les durées de traitement contentieux.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Une modification de la législation ne s'impose pas à ce stade. La CNS et l'AEC sont en train de mettre tout en œuvre afin de réduire encore les délais d'attente en cas d'une opposition écrite.

Question 1216 (19.09.2019) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**éducation aux médias :**

Le 8 juin 2010, la Chambre des Députés a adopté une motion relative entre autres à l'extension de l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire. Depuis 2015, avec le lancement du programme Digital°4°Education, nombreux sont les efforts entrepris par le Gouvernement afin de promouvoir les médias et la digitalisation également au sein de l'école luxembourgeoise.

Dans une série de pays européens - à titre d'exemple on peut citer la Suisse ou encore l'Allemagne - il existe différents modèles à succès en matière d'éducation aux médias ainsi que de nombreux livres et programmes de « bonnes pratiques » qui pourraient servir d'exemple pour une utilisation responsable des services audiovisuels et d'information en ligne.

Malgré les efforts entrepris dans notre pays, il manque à ce jour un cadre de référence fixant les principes et les objectifs de l'éducation aux médias et assurant que tous les élèves du système éducatif luxembourgeois soient dotés d'un bagage de connaissances conséquent en technologies de l'information et de la communication.

Dans ses réponses aux questions parlementaires n° 3542 et 3737, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait expliqué qu'un tel cadre de référence serait en cours d'élaboration. Ce cadre, basé sur le modèle « DigComp » de la Commission européenne et soutenu par un nombre de partenaires externes, experts dans le domaine, entrerait en phase pilote dès septembre 2018, indiquant notamment les sujets à traiter et les compétences à acquérir dans le contexte de l'éducation aux médias.

Le programme gouvernemental 2018-2023 stipule que « la modernisation des programmes scolaires et l'intégration de thématiques transversales comme par exemple [...] l'éducation aux médias [...] seront discutées au sein du Conseil national des programmes ».

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation les questions suivantes :

1) Un cadre de référence pour l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire a-t-il été élaboré ? Dans l'affirmative, la phase pilote pour le cadre de référence a-t-elle pu débuter et, si oui, sous quelles conditions (niveau d'enseignement, bâtiments scolaires, nombre de classes, etc.) ?

[11] Selon la méthodologie décrite dans : ANSES, 2019, « Premier Rapport sur les Agénésies Transverses des Membres Supérieurs (ATMS) », Éd. ANSES, librement téléchargeable sur : https://www.anses.fr/fr/system/files/RAPPORTATMS12072019.pdf

[12] Règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 2006 déterminant : 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les modalités et limites de la prise en charge par l'assurance dépendance des aides techniques pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs.

[13] Les informations concernant les modalités d'une adaptation du logement sont également disponibles sur le site Internet de l'AEC, en langue française et en langue allemande (https://aec.gouvernement.lu/fr/l-assurance-dependance/prestations/adaptation-du-logement.html).

Quand peut-on tirer les premières conclusions de cette phase pilote ?

Dans la négative, quelles sont les raisons pour le retard de l'élaboration du cadre de référence ? Quand sera-t-il disponible ? À quelle date pourra-t-il entrer en phase pilote ?

2) Le Conseil national des programmes a-t-il déjà pu entamer ses travaux en matière de modernisation des programmes et d'intégration, notamment en matière d'éducation aux médias ? Quels sont les ouvrages respectivement les programmes prévus dans ce contexte ?

3) Le Gouvernement partage-t-il toujours l'avis que l'éducation aux médias ne doit pas se limiter aux seuls milieux scolaire et parascolaire ? Si oui, y a-t-il des mesures qui ont déjà été entreprises dans ce sens permettant ainsi de viser une approche multipartite qui permet de rassembler organismes publics, médias, éducateurs, société civile, particuliers, fournisseurs de services internet, et cetera ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée demande des informations au sujet du cadre de référence pour l'éducation aux médias à l'enseignement fondamental et secondaire.

ad 1) Depuis plusieurs années, d'intenses réflexions au sujet de la promotion de l'éducation aux médias ont été menées au Luxembourg. Un premier cadre de référence a été publié en mars 2010 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). L'objectif était d'élaborer un modèle devant permettre une éducation et une formation aux médias complète et systématique dans les écoles luxembourgeoises. Compte tenu de la dynamique des changements techniques et sociaux, ce cadre de référence ne constituait qu'une première étape dans un processus à plus long terme nécessitant une réflexion et une évolution constantes.

Le Plan d'études pour l'enseignement fondamental (version 2011) a défini l'éducation aux médias comme compétence transversale. Dans ce cadre, les cinq domaines de compétences suivants ont été fixés :

- sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias ;
- concevoir et diffuser ses propres médias ;
- comprendre et évaluer les conceptions des médias ;
- reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias ;
- détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias.

Dans le cadre du Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS), tous les établissements scolaires exposent l'état actuel de leur offre pédagogique, entre autres aussi au sujet de l'intégration des technologies de l'information et de la communication.

Outre les initiatives personnelles de certains enseignants qui décident d'intégrer dans leur cours des éléments d'éducation aux médias, il existe une multitude de projets officiels qui mettent clairement l'accent sur le domaine « éducation aux médias et technologies ».

Le cadre de référence pour l'éducation aux médias, au sujet duquel l'honorable Députée demande des précisions, a été élaboré au cours des deux dernières années par un groupe de travail du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et sera présenté en novembre 2019. Ce guide des médias se base sur une adaptation du cadre de référence européen DigComp 2.1 aux spécificités du système éducatif luxembourgeois. Le processus de recherche et de consultation a été conduit en deux phases : dans un premier temps, durant l'année scolaire 2017-2018, des réunions préparatoires se sont tenues avec des représentants des ministères de l'Éducation de la France, de la Belgique et de l'Allemagne ; dans un second temps, la première ébauche du guide des médias national a été examinée et débattue avec les directions et le personnel enseignant de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi que des représentants institutionnels (année scolaire 2018-2019). Les conclusions de cette vaste concertation ont été intégrées dans le guide des médias qui vise à promouvoir les compétences du 21e siècle dans le domaine des médias, et ce dans cinq domaines qui regroupent 16 compétences majeures, repris dans le tableau ci-après :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne la mise en œuvre du guide des médias, il importe de souligner qu'il n'est pas prévu de créer une branche spécifique à cet effet, puisqu'il s'agit clairement de favoriser une approche transversale qui concerne toutes les disciplines et situations d'apprentissage. Tous les enseignants sont donc sollicités pour inclure l'éducation aux médias dans leurs cours, indépendamment de la discipline qu'ils enseignent ou de la classe concernée.

Dans la pratique, le guide des médias prévoit plusieurs approches possibles - par la compétence, le thème, le médium, la classe ou la matière - et fournit aux enseignants des informations et aides supplémentaires.

L'implémentation du guide des médias sera accompagnée par un large dispositif qui comprendra entre autres un site Internet avec des guides et des « lesson plans », un passeport médiatique (Medienpass) qui consigne les compétences médiatiques atteintes par les élèves de l'enseignement fondamental, des affiches, des lettres d'information pour les parents ainsi qu'une large offre de formations pour les enseignants. Ultérieurement, des instituteurs spécialisés en compétences numériques seront à la disposition des écoles fondamentales pour accompagner les enseignants dans la mise en œuvre de l'éducation aux médias.

ad 2) En collaboration avec les commissions nationales des programmes de l'enseignement fondamental, le SCRIPT travaillera en 2019-2020 à l'intégration du nouveau cadre dans le plan d'études de l'enseignement fondamental. Parallèlement seront menés les travaux pour la mise en pratique du cadre à l'enseignement secondaire.

ad 3) Le Gouvernement soutient une large approche dans l'éducation aux médias au-delà des seuls milieux scolaire et périscolaire et qui s'adresse tant aux jeunes qu'aux adultes. Dans ce cadre, de nombreuses initiatives peuvent être citées :

- BEE SECURE
- CodeKlass
- Digital Inclusion ASBL

Le Gouvernement vise en outre à ce que chaque citoyen soit inclus dans notre société de plus en plus numérisée afin de contrecarrer le clivage numérique divisant la société. Ainsi, sous l'impulsion de l'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel), de nombreux partenaires dont l'Agence nationale pour l'information des jeunes, le Service national de la jeunesse, le Luxembourg City Film Festival, le « Zentrum fir politesch Bildung », le Conseil de presse, le Service de la formation des adultes et l'initiative gouvernementale « Digital Luxembourg », ont participé dans une approche multipartite à la première semaine européenne de l'éducation aux médias, qui se déroulait du 18 au 22 mars 2019 et qui s'adressait au grand public. Plusieurs projets ont spécialement été créés pour la semaine de l'éducation aux médias, alors que d'autres font partie de l'offre habituelle des prestataires. Les préparatifs pour la deuxième semaine européenne de l'éducation aux médias sont en cours.

Question 1217 (19.09.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **bureau de poste dans le quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville :**

Le groupe POST a annoncé le 12 septembre dernier par voie de presse la fermeture du bureau de poste du quartier de Bonnevoie à Luxembourg-ville à partir du 30 septembre prochain.

Le plus grand quartier de la ville de Luxembourg, comptant plus de 18.000 habitants, c'est-à-dire plus que la commune de Sanem, perd ainsi son seul bureau de poste et les usagers sont conviés à se rendre au « Point Post » du supermarché Cactus pour régler leurs affaires postales courantes. Pour les opérations financières, ils devront se déplacer au siège du quartier de la gare.

Si cette mesure est pénible pour l'ensemble de la population, elle l'est particulièrement pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.

Ce sont particulièrement les personnes âgées non familiarisées avec les automates de retrait d'argent et avec les services par voie électronique qui seront touchées négativement par cette fermeture.

Vous n'êtes pas sans savoir que cette fermeture d'un service public délocalisé vers une entreprise privée a été accueillie avec un certain émoi de la part de la population locale.

Partant, je voudrais vous poser les questions suivantes :

1) Comment se fait-il que les habitants de Bonnevoie n'aient été informés qu'un peu plus de deux semaines avant la fermeture du bureau de poste?

2) Quelles réflexions ont amené la direction du groupe POST à fermer un bureau de poste dans un quartier aussi densément peuplé?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette mesure pénalise particulièrement les personnes âgées ainsi que les personnes à mobilité réduite qui devront se rendre dans un autre quartier afin de procéder à certaines opérations?

4) Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir auprès du groupe POST afin qu'il revienne sur sa décision de fermer le bureau à Bonnevoie avant le 30 septembre ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Les clients de POST à Bonnevoie ont été informés dès la mi-août moyennant un avis affiché de façon très visible à leur bureau de poste de la fermeture de ce bureau à partir du 1er octobre 2019. En plus, pour informer tous les résidents de Bonnevoie qui ne se sont pas encore rendus au bureau de poste depuis un mois, un avis a été envoyé à la mi-septembre à tous les habitants du quartier pour leur indiquer la fermeture dudit bureau, ainsi que les alternatives mises en place par POST Luxembourg.

Un des objectifs principaux de la stratégie du réseau de vente de POST est d'améliorer le service au client, en lui offrant ses services là où il est présent et aux heures qui lui conviennent. Ainsi POST Luxembourg a renforcé son offre dans le quartier de Bonnevoie en mettant en place un nouveau « Point Post » aux heures d'ouverture étendues et ce au cœur du quartier de Bonnevoie à un endroit très fréquenté.

Le bureau de postes de Bonnevoie se trouve à 500 mètres du Centre postal Gare et à 200 mètres du nouveau « Point Post » au centre commercial Cactus.

Dans un souci d'améliorer l'expérience client, POST vise non seulement à rapprocher ses points de vente du client mais aussi à adapter les heures d'ouverture aux habitudes des derniers.

Ainsi le nouveau « Point Post » offre aux clients une plage d'ouverture du lundi au vendredi de 07.30 à 20.00 heures, le samedi de 07.30 à 19.30 heures et le dimanche de 08.00 à 13.00 heures. Ceci est bien plus étendu que pour le bureau de poste, qui était seulement ouvert du lundi au vendredi de 08.00 à 12.00 heures et de 13.30 à 17.00 heures.

En plus POST offre ses services à domicile. Cette offre vise surtout les personnes vulnérables qui ont ainsi la possibilité de recourir à leur facteur de quartier pour les services postaux et financiers usuels. Il leur est donc possible d'une façon simple et transparente d'effectuer des retraits ou des versements, voire d'envoyer leurs lettres ou recommandés sans se déplacer à un « Point Post » et ce sans supplément de prix.

POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration qui approuve la stratégie du réseau de vente de POST et contrôle son implémentation.

Question 1218 (19.09.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **grève pour le climat :**

Ce vendredi, 20 septembre 2019, la grande grève pour le climat s'annonce et le ministère a communiqué que les absences des élèves sont à considérer comme absences non excusées.

Il me revient en outre qu'il serait question d'acte de « désobéissance civile » en rapport avec la participation des élèves au mouvement de grève contre le réchauffement climatique.

Le 4 octobre 2019, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier prendra la succession en tant que chef scout. Dans ce cadre, une cérémonie officielle, à laquelle tous les guides et scouts du Luxembourg sont invités à participer, est prévue l'après-midi du 4 octobre 2019. Afin de soutenir la participation des jeunes guides et scouts fréquentant l'école fondamentale luxembourgeoise Monsieur le Ministre a accordé une dispense des cours le 4 octobre 2019 à partir de 14.00 heures aux élèves dont les parents feront la demande. Le ministère a même fourni un formulaire afin de simplifier cette demande parentale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est d'avis qu'il faut artificiellement rendre la participation des élèves à une grève pour le climat plus difficile en les sanctionnant avec une absence non excusée ?

- Le Ministre de l'Éducation est-il d'avis qu'il est opportun de sanctionner les élèves qui participent à une grève contre le changement climatique et au contraire d'excuser l'absence d'élèves à l'assermentation d'un nouveau chef scout ?

- Sur base de quel critère a-t-il pris ses décisions ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens tout d'abord à signaler que le Gouvernement apprécie à sa juste valeur l'engagement de nos jeunes contre le changement climatique.

En amont de la grève pour le climat du 20 septembre 2019, les organisateurs de celle-ci n'ont à aucun moment cherché à établir un contact ou à envisager une collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en vue d'une dispense des cours pour les élèves désirant participer à ladite manifestation. C'est pourquoi, dans un premier temps, il a été décidé de considérer les absences des élèves comme non excusées, ceci conformément à l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 concernant les règles de conduite dans les lycées disposant qu'un congé exceptionnel ne peut être accordé que « sur demande écrite ».

Lors d'un échange qui a finalement eu lieu la veille de la grève, les organisateurs ont affirmé ne pas considérer les manifestations des 20 et 27 septembre comme actes de désobéissance civile, contrairement à la position qu'avaient adoptée les organisateurs de la manifestation du 24 mai dernier.

À aucun moment il n'a donc été question « de rendre la participation des élèves à une grève pour le climat plus difficile », mais bien d'imposer le respect des dispositions légales en la matière. En effet, la seule possibilité légale de déroger à l'obligation d'assister aux cours est celle d'une demande de dispense motivée présentée par les parents en tant que détenteurs de l'autorité parentale ou par l'élève majeur. Dans ce cas, la responsabilité des parents ou de l'élève majeur se trouve engagée. À défaut d'une demande, et sauf les cas de présentation d'un certificat médical, toute absence d'un élève est à considérer comme non excusée.

Il s'agit en l'espèce d'une règle générale qui s'applique à tout événement et toute manifestation, sans distinction quant à leur nature. La même procédure est suivie à l'occasion de l'assermentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier en tant que chef scout.

Question 1219 (19.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **autorisations requises dans une zone verte :**

D'Wichtegkeet vum Ëmweltschutz ass een Deel vum Konsens, deen all d'politesch Parteien zu Lëtzebuerg matdroen. Ëmsou méi evident ass et, datt muss drop Verlooss sinn, datt existéierend Reglementatiounen net nëmmen agehalen, mee och gerecht an onparteilech applizéiert ginn.

Dëst gëllt och fir Agréffer an d'Natur, respektiv fir Autorisatioune fir Renovatiounsaarbechten u bestoende Konstruktiounen an enger „zone verte". No dem Artikel 7 (2) vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 brauch et jo dofir eng Autorisatioun vum zoustännege Minister.

Besonnesch wichteg sinn och déi legal Dispositiounen, déi de Bestand vun Hecken a Beem an Naturschutzzone solle garantéieren an onerlaabten Äerdaarbechten oder Ofholze solle verhënneren.

Besonnesch an der Gemeng Déifferdeng sinn dozou eng Rei vu Froen an der Aktualitéit opgetaucht.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltminister confirméieren, datt an der Gemeng Déifferdeng am Joer 2019 Aarbechten an der „zone verte", respektiv an der „réserve naturelle Prënzebierg" gemaach goufen, ouni datt eng Autorisatioun am Viraus agereecht an accordéiert gouf? Wa jo, wou waren déi Aarbechte genee?

2. Wéi reagéiert den Ëmweltministère op eng Situatioun, an där net erlaabten Aarbechten an engem Ëmweltschutzgesetz gemaach ginn?

a. Préift den Ëmweltministère konform zum Punkt 5 aus dem Artikel 7 vum uewe genannten Naturschutzgesetz, ob déi betraffe Konstruktioun legal mat de jeeweilegen Autorisatiounen erbaut gouf? Wann net, wéi reagéiert d'Madamm Minister dorop?

b. Kann d'Madamm Ëmweltminister Aussoen aus der Press confirméieren, datt bei Baustoppen duerch feelend Geneemegungen dacks bannent engem Dag nodréiglech Autorisatiounen erstallt ginn, obwuel jo gewosst ass, datt bei esou Autorisatiounen den Dossier misst pour information un déi betraffe Gemeng geschéckt ginn? Gëtt en Avis vun der Gemeng ofgewaart?

c. Ginn esou Demandes pour avis bei d'Naturverwaltung, fir datt si, an och zum Beispill de lokale Fierschter, kënnen am Viraus en Avis schreiwen, ier et zu enger eventueller Erlaabnes kënnt?

d. Wéi eng vun dësen oder nach anere Prozedure goufen am Joer 2019 zu Déifferdeng bei net am Viraus autoriséierten Aarbechten applizéiert? Mat wéi enge Resultater?

3. An den Naturschutzgebidder sti Restriktiounen an Interdictiounen an deene jeeweilege Veruerdnungen, déi weeder derogeabel nach autorisabel sinn. Dëst ass zum Beispill och de Fall am Naturschutzgebitt „Giele Botter", wou am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 20. November 1991 drasteet, datt Terrassementer verbuede sinn (changement d'affectation des sols, toute construction incorporée au sol ou non...). Ass der Madamm Minister e Verstouss géint dee Verbuet bekannt? Wa jo, wann d'Madamm Minister esou e Verstouss oder Verstéiss kennt, huet si dëst an alle Fäll un de Parquet viruginn? Wann net, firwat net?

4. Nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz däerfen Hecken a verschiddenen Zone just vun Ufank November bis Enn Februar ewechgemaach ginn. Wat ass deemno de Suivi vun esou enger Infraktioun, also wann Hecke baussent där Period ewechgemaach ginn, wa si dem Ëmweltministère bekannt gëtt? Ass esou eng Infraktioun am Joer 2019 zu Déifferdeng festgestallt ginn a wéi huet d'Madamm Minister reagéiert?

5. Wéi eng Prozedure sinn ze respektéieren, wann an engem Naturschutzgebitt Beem ewechgemaach ginn, vun deenen ugeholl oder behaapt gëtt, datt si krank wieren? Muss do am Viraus en Avis vum Fierschter virleien? Muss gepréift ginn, ob déi Beem net eventuell en Habitat fir aner protegéiert Planzen oder Déiere sinn?

6. Goufen am Beräich vun den Naturschutzgebidder zu Déifferdeng am Joer 2019 Beem ewechgemaach a gouf et dofir eng Erlaabnes am Viraus? Wann et keng Erlaabnes gouf, wéi eng Moossnamen huet d'Madamm Ëmweltminister geholl?

Réponse (23.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, esou Aarbechte sinn den 8. Juli 2019 op der Parzell N° 1872/7534 vum Revéierfierschter vun Déifferdeng festgestallt ginn.

ad 2. Bei onerlaabten Aarbechten an der Gréngzon ass et normalerweis de Revéierfierschter, deen als Éischten intervenéiert an den Auteur vun den Aarbechten drop hiweist, datt en an der Illegalitéit ass an direkt muss ophale mat schaffen. Duerno gëtt den Auteur vun den Aarbechten opgefuerdert, d'Aarbechten ze regulariséieren, souwäit déi autorisabel sinn. Den Auteur muss dofir eng Demande d'autorisation ex-post beim Ministère areechen.

Falls et eng akut Gefor fir d'Ëmwelt gëtt oder den Auteur vun den Aarbechten net gewëllt ass, d'Aarbechten ze stoppen, ordonéiert de Minister eng „fermeture de chantier", déi ëffentlech ausgehaange gëtt.

All Demande d'autorisation, ob - gesetzeskonform - virun den Aarbechten oder als ex-post, gëtt entspriechend de Kritären aus dem Naturschutzgesetz, notamment dem Artikel 62, analyséiert an iwwerpréift.

D'Instruktioun vun den Dossiers d'autorisation gëtt deelweis an der Natur- a Bëschverwaltung (ANF), deelweis am Ëmweltministère gemaach, jee no Typ vu Projet oder Komplexitéit vum Dossier. D'Gemenge ginn iwwert d'Introduktioun vun enger Demande an iwwert d'Decisioun informéiert. Den honorabelen Deputéierten iert sech a senger Fro, wann en nom Avis vun der Gemeng freet. D'Gesetz gesäit keen esou en Avis vir.

Fir déi gestoppten Aarbechten zu Déifferdeng op der Parzell 1872/7534 ass déi nämlecht Prozedur agehale gi wéi fir all aner Demande d'autorisation am Kader vum Naturschutzgesetz.

No Receptioun vun der Demande an Iwwerpréiwung, ob se komplett ass, gëtt se an engem informatesche System encodéiert an un den territorial zoustännegen Arrondissement verschéckt. Den Arrondissement schéckt se virun un den zoustännege Revéierfierschter. De Revéierfierschter analyséiert d'Demande, falls noutwendeg och um Terrain, a formuléiert, gegeebenefalls an Ofsprooch mam Chef d'arrondissement, seng Konklusiounen. De Chef d'arrondissement kann zousätzlech Iwwerleeunge formuléieren, wann hien et fir noutwendeg befënnt. Am konkreete Fall hu sech de Revéierfierschter an de Chef d'arrondissement am Virfeld concertéiert. Op Basis vun de Konklusioune gëtt duerno am Ministère d'Decisioun fir an d'Ënnerschrëft preparéiert. Den Traitement vun der Demande huet gedauert vum 18. Juli bis zum 12. August a gehéiert domadder zu den 29 % Demanden, déi am Summer innerhalb vun engem Mount traitéiert gi sinn.

Am konkreete Fall goufen eng Holzverschalung vun der Fassad, een neien Daach an dräi nei Fënsteren autoriséiert. Den Abau vun enger neier véierter Fënster gouf net erlaabt an déi scho realiséiert Ouverture an der Fassad muss erëm zougemaach ginn.

ad 3. Esou ee Verstouss ass vum Revéierfierschter rapportéiert ginn. Mengen Informatiounen no leeft eng „enquête judiciaire" vum Parquet.

ad 4. Dem Naturschutzgesetz no ass all Zerstéierung oder Degradatioun vun Hecke verbueden, net nëmmen an den Naturschutzgebidder. Mengen Informatiounen no ass an der Gemeng Déifferdeng 2019 keng esou eng Infraktioun festgestallt ginn.

ad 5. An alle Bëscher am Land, mat Ausnam vun den „réserves forestières intégrales", ass eng nohalteg Bëschbewirtschaftung ouni speziell Prozeduren an Autorisatiounen ëmmer erlaabt.

D'Naturschutzgesetz definéiert Reegelen a Verbueter, déi och fir d'Bëschbesëtzer gëllen. Dës betreffe souwuel de Biotopeschutz wéi och den Aarteschutz.

Wann e Bëschbesëtzer onsécher ass, wat geschützte Planzen oder Déieren ugeet, kann dëse Proprietär entweeder en onofhängegen Expert ëm Rot froen oder hie wennt sech un d'Natur- a Bëschverwaltung, fir weidergehollef ze kréien.

Et gëtt keng „obligation d'avis", fir säi Bësch däerfen ze bewirtschaften.

ad 6. Fir d'Ëmhae vu Bëschbeem ass prinzipiell keng Autorisatioun noutwendeg, wann d'Aktioun am Kader vun enger nohalteger Bewirtschaftung stattfënnt. D'Fläch, op där d'Beem ëmgehae ginn, bleift weider Bëschfläch. E Changement vun der Affektatioun ass duerch d'Gesetz verbueden a ka just an Ausnamefäll autoriséiert ginn. Dës sinn am Artikel 13 vum Naturschutzgesetz gereegelt.

An dem Naturschutzgebitt zu Déifferdeng ass d'Sylvikultur, genau wéi d'Agrikultur, erlaabt an et gi säit dem Bestoe vum Naturschutzgebitt am Joer 1991 Beem an de Bëscher gehaen.

Op der Parzell 1872/17534 si mengen Informatiounen no am Joer 2018 Beem gehae ginn, mee net am Joer 2019.

Question 1220 (19.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conflits d'intérêts lors des délibérations au niveau communal :**

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 verbitt et a sengem Artikel 20 engem Buergermeeschter oder Schäffen, un Deliberatiounen deelzehuelen, wou et ëm Dossiere geet, an deenen déi Persoun e perséinlechen Interessi hätt.

An der Press goufen a leschter Zäit Artikele publizéiert, déi, sollten se korrekt sinn, drop hindeiten, datt an enger Südgemeng e Buergermeeschter eventuell kéint an enger Situatioun vun esou engem Interessekonflikt sinn.

Doweinst wollt ech d'Madame Banneminister froen:

1. Ass der Madame Minister e rezente Fait bekannt, an deem e Buergermeeschter u Reuniounen oder Decisioune matgewierkt hätt, an deenen hien e perséinlechen Interessi hätt? Wa jo, a wéi enger Gemeng? Wéi eng Decisioune wäre betraff?

2. Sollt dat de Fall sinn, wéi reagéiert d'Madame Banneminister op déi Situatioun, ënner anerem och am Hibléck op den Artikel 21 vum Gemengegesetz?

3. Gëtt et Jurisprudenzen an deem Beräich? Wa jo, kann d'Madame Minister der Chamber déi relevant Konklusioune matdeelen?

4. Konnt d'Madame Minister Irregularitéiten oder Illegalitéiten am Fonctionnement vun engem Schäfferot feststellen an, wa jo, huet si iergendwellech Faiten un de Parquet viruginn?

Réponse (24.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwer méiglech Interessekonflikter vu Gemengeconseilleren.

Den Artikel 20 vum Gemengegesetz verbitt, ënner anerem, de Membere vum Gemengerot un Deliberatiounen deelzehuelen, un deene si een direkte materiellen Intérêt hunn. Sou een Intérêt besteet, wann e Member vum Gemengerot Propriétaire vun engem Terrain ass, deen duerch en neit Klassement an eng bestëmmten Zon vum Generelle Bebauungsplang „Plan d'aménagement general" (PAG) u Wäert gewënnt. An deem Fall däerf dëse Member weeder un der Diskussioun nach um Vott deelhuelen, a muss am Sall beim Public Plaz huelen, kann awer natierlech och de Sall verloossen.

Wa sech net un déi Reegel gehale gëtt, kann dat als Konsequenz hunn, dass d'Deliberatioun vum Gemengerot net vum Innenminister approuvéiert gëtt an dass eng Geldstrof an/oder eng Prisongsstrof wéinst Prise illégale d'intérêts op Basis vum Artikel 245 vum Code pénal vum Geriicht verhaange gëtt. Laut dem Artikel 23 vum Code de procédure pénale huet e Minister d'Obligatioun, fir dem Parquet sou Faiten ze denoncéieren wann e Kenntnis dovunner huet.

Well den Deputéierte sech op rezent Artikelen an der Press bezitt, muss een dovun ausgoen, dass déi sougenannten Affär „Gaardenhaischen" an der Gemeng Déifferdeng viséiert ass.

Hei geet ëm de Vott vum Gemengerot vum 19. Juni 2019, dee geholl ginn ass, fir d'Prozedur vun der Refonte vum PAG ze lancéieren (Artikel 10 vum geännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 betreffend den Aménagement communal an den Développement urbain). Dat ass net de finale Vott vum PAG an hei sinn d'Membere vum Gemengerot net dru gehënnert, fir deelzehuelen. Esou eng Deliberatioun féiert net zu enger administrativer Decisioun, mee ass net méi wéi een Akt, duerch deen de Gemengerot de Schäfferot verflicht, fir déi gesetzlech Prozedur fir d'Refonte vum PAG weiderzeféieren. Vu dass déi Decisioun kee rechtlechen Effet huet, kann et och doduerch net zu enger Wäertsteigerung vun engem Immobilienobjet kommen. Dat heescht, dass, juristesch gesinn, an dësem Stadium vun der Prozedur, nach keen eegene materiellen Interêt bei de Membere vum Gemengerot als Proprietaire besteet.

Et gëtt Jurisprudenz vum Verwaltungsgeriicht déi sech schonn iwwert d'Qualification juridique vun esou enger Deliberatioun prononcéiert huet : « Le vote positif auquel le conseil communal procède en vertu de l'article 10, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 2004 ne constitue qu'une mise sur orbite du projet, respectivement un feu vert que le conseil communal donne au collège échevinal pour continuer la procédure et pour procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi du 19 juillet 2004, après avoir constaté que le projet est suffisamment élaboré à cette fin.

Une telle mise sur orbite, respectivement un tel feu vert, qui n'emporte aucune adoption ou approbation du projet d'aménagement général mais qui traduit le seul constat du conseil communal que le projet est suffisamment élaboré pour que le collège échevinal puisse continuer la procédure, ne fait que préparer l'adoption ultérieure dudit projet d'aménagement général, sans être susceptible de produire par elle-même, respectivement par lui-même des effets juridiques sur la situation personnelle ou patrimoniale des administrés, de sorte à constituer, non pas un acte administratif de nature à faire grief, mais un simple acte préparatoire ne pouvant, en tant que tel, faire l'objet d'un recours contentieux. » (TA 25- 9-17 (37637); TA 25-9-17 (37638); TA 9-10-17(37695).

D'Konklusioun ass, dass den Artikel 20 vum geännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 beim Vott op Basis vum virdrun zitéierten Artikel 10 net applikabel ass an d'Membere vum Gemengerot alleguer kënnen un der Deliberatioun deelhuelen, well et keen Interessekonflikt gëtt.

Deen uewe genannten Artikel 245 vum Code pénal, deen d'Prise illégale d'intérêts ënner Strof stellt, mussen d'Membere vum Gemengerot awer permanent am A behalen, well Faiten, duerch déi Privatinteressen iwwer allgemeng Interesse gestallt ginn, mat enger Amende an/oder Prisong bestrooft kënne ginn.

Op Basis vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale hunn ech de 19. September 2019 déi Faiten un de Parquet denoncéiert vun deenen ech zu deem Zäitpunkt Kenntnis hat. Den 20. September 2019 huet de Parquet communiquéiert, dass eng Instruction judiciaire opgemaach ginn ass, notamment wéinst Prise illegale d'intérêts. D'Enquête judiciaire déi rausfanne soll, ob et Irregularitéiten oder Illegalitéite gi sinn, ass also lancéiert.

Question 1221 (20.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **manque de ressources humaines au niveau des prestataires paramédicaux :**

Et héiert een ëmmer nees, datt d'Personal vu verschiddenen Hëllefsdéngschter am paramedezinnesche Beräich ënner ganz staarkem Drock steet, besonnesch an zäitlecher Hisiicht. Dëst kann natierlech dozou féieren, datt d'Patienten net ëmmer optimal versuergt kënne ginn. Esou géif et Fäll, wou d'Leit an der Mëttesstonn nach de Pyjama unhunn an och Fäll, wou si hiert Mëttegiessen eréischt geint 14:00 Auer kréien.

Och héiert een, datt Membere vum Fleegepersonal ganz dacks mussen aus hire Roudeeg zréckgeruff ginn, dëst wéinst akutem Personalmanktem.

E besonnesch irritéierende Problem schéngt ze sinn, wann d'Personal eréischt méi spéit am Owend bei d'Clientë geet, fir hinnen hir Soinen a Medikamenter ze ginn, dacks nach no 10:00 Auer owes.

Well vill privat Hëllefsdéngschter vum Stat subventionéiert ginn, wéilt ech dem Här Gesondheetsminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et bei de privaten Hëllefsdéngschter, déi vum Stat finanziell subventionéiert ginn, e Personalschlëssel, wat d'Betreiung vun de Patienten ugeet?

2. Wéi eng Hëllefsdéngschter sinn do betraff?

3. Gëtt et Statistiken an Erkenntnesser iwwert den Absenteismus bei deenen Hëllefsdéngschter?

4. Gëtt et e „pool de remplacement" beim Personal, fir am Noutfall kënnen en temporäre Personalmangel opzefänken?

5. Gëtt et e staatlecht Kontrollorgan, wat dës Hëllefsdéngschter reegelméisseg iwwerpréift, besonnesch am Hibléck op d'Qualitéit vun de Servicer?

Réponse commune (21.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Normen iwwert d'Dotatiounen an d'Qualifikatioun vum Personal, wat autoriséiert ass, d'Prestatiounen auszeféieren, si festgeluecht am „Règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant : 1° les normes concernant la dotation et la qualification du personnel ; 2° les coefficients d'encadrement du groupe".

D'Norme goufe festgeluecht pro Typ vu Prestatioun a pro Kategorie vu Prestataire am Hëllefsdéngscht. Et gi véier Kategorië vu Prestatairen, an zwar d'Fleegedéngschter, déi bei d'Leit heem fueren, d'hallef stationär Fleegeariichtungen, d'Ariichtunge fir e stännegen Openthalt an d'Ariichtunge fir e kuerzen Openthalt.

Bei de Fleegedéngschter sinn d'Mataarbechter folgendermoossen zesummegesat:

- 40 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun enger Aide socio-familiale hunn;
- 40 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun engem Aide-soignant hunn;
- 20 % vum Personal mussen d'Qualifikatioun vun engem Infirmier hunn.

ad 2. Et handelt sech ëm all d'Prestatairen, déi an den Artikelen 389 bis 391 am Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn an déi e Kontrakt mat der Gesondheetskeess ënnerschriwwen hunn. D'Prestatairen, déi e Kontrakt mat der Gesondheetskeess ënnerschriwwen hunn, falen automatesch ënnert d'Dispositioune vun der „convention-cadre du 15 décembre 2017 signée entre la Caisse nationale de santé et la Fédération COPAS ASBL".

Fir kënnen eng Aktivitéit am Beräich vun der Aide an de Soins à domicile auszeüben, muss de Prestataire en Agrement hunn, dee vum Familljeministère ausgestallt gëtt. Zurzäit hunn 13 Prestatairen en Agrement vum Familljeministère.

ad 3. Et leie keng Statistike vir iwwert den Absenteismus bei den Hëllefsdéngschter.

ad 4. Dëst hänkt vun deenen eenzelne Prestataire of an d'Regierung huet keng Informatiounen dozou. Dat modifizéiert Reglement vum 8. Dezember 1999 iwwert den Agrement fir d'Gestionnairë vu Servicer am Beräich vum drëtten Alter gesäit keng spezifesch Mesuren ewéi e Pool de remplacement vir.

ad 5. Laut dem Artikel 384bis vum Code vun der sozialer Sécherheet huet d'Administratioun vun der Evaluatioun an der Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) all zwee Joer folgend Missiounen:

« - contrôler et mesurer l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les prestations requises arrêtées dans la synthèse de prise en charge au moyen de la documentation de la prise en charge fournie par les prestataires d'aides et de soins et, le cas échéant, d'une visite auprès de la personne dépendante ;

- contrôler la qualité des prestations fournies à la personne dépendante compte tenu des indicateurs décrits dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 déterminant le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge ».

D'AEC erstellt all zwee Joer e Rapport iwwert d'Kontrollen, déi gemaach goufen, a schéckt dësen un de Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess an un de Minister fir sozial Sécherheet, de Gesondheetsminister an un déi kompetent Ministeren, déi d'Legislatioun iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an den Organismussen aus dem sozialen, Familljen- an therapeuteschen Domän an hiren Attributiounen hunn.

Dëse Rapport enthält och d'Resultater iwwert d'Kontrollen, déi duerchgefouert ginn am Kader vun der Bereetstellung vun den Hëllefstechniken. Et ass esou, datt d'AEC d'Engagementer, déi vun de Fournisseure gemaach ginn, nokucke muss am Kader vun de Kontrakten, déi déi hu mat der Gesondheetskeess (d'Gesondheetskeess ass de Gestiounsorganismus vun der Fleegeversécherung).

D'AEC deelt der Gesondheetskeess all Ofwäichung mat, déi se feststellt tëschent den Engagementer, déi gemaach goufe vun de Fournisseuren, an den Hellëfstechniken, déi d'Leit kréien. Am Kader vun den Adaptatioune vum Haus kontrolléiert d'AEC, ob déi, esou wéi et am Cahier des charges festgehale gouf, och ëmgesat ginn. Ausserdeem kontrolléiere se d'Qualitéit vum Material an de Prestatiounen, déi drunhänken.

Nieft der Kontroll, ob d'Prestatiounen, déi an der „synthèse de prise en charge", déi vum Prestataire geleescht ginn, adequat sinn, huet d'AEC als Missioun, reegelméisseg nozekucken, ob d'Prestatiounen, déi an der „synthèse de prise en charge" drastinn, och adequat sinn zu de Bedierfnisser vun der fleegebedierfteger Persoun. Dëst geschitt duerch Reevaluatiounen, déi zu verschiddenen Zäite festgesat ginn (Artikel 366 Code vun der sozialer Sécherheet).

Schlussendlech, wat den Encadrement vun der fleegebedierfteger Persoun ugeet, ginn et Normen iwwert d'Qualifikatioun an d'Dotatioun vum Personal, déi no Qualifikatiounskoeffiziente vum Personal a Koeffizienten iwwert de Gruppenencadrement iwwer e groussherzoglecht Reglement[14] festgehale ginn a vun der Gesondheetskeess kontrolléiert ginn.

Question 1223 (20.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **don du sang :**

Le don du sang incarne une aide médicale vitale pour sauver, guérir et traiter des patients. D'autant plus, le don du sang symbolise un acte humanitaire efficace à pouvoir être complété par la majorité des citoyens.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer l'approche adoptée en tant que campagne de sensibilisation pour nos citoyens ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie développée pour encourager la jeunesse de notre pays à faire des dons de sang ?

Réponse (17.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les campagnes de sensibilisation au don du sang intègrent en effet le plus systématiquement possible une dimension de fidélisation des donneurs. Une fois connus, les donneurs sont ainsi régulièrement relancés pour renouveler leur geste par courrier électronique.

D'autres opérations peuvent également être mentionnées :

- Les donneurs réguliers se voient remettre une médaille (20, 40 et 80 dons) lors d'une cérémonie organisée en leur honneur. Des associations de donneurs servent de relais sur le terrain, dans différentes manifestations, pour relayer les informations relatives au sang, à ses usages et au don.

- Des échanges réguliers ont eu lieu avec les associations (comme le « Plooschter Projet » et l'association « Don de moelle »), dans le but d'une collaboration sincère pour promouvoir le don du sang, le don d'organes et le don de cellules souches hématopoïétiques.

Le Centre de transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge luxembourgeoise a également fait évoluer ses pratiques pour s'adapter à l'évolution de la société et des disponibilités des donneurs. Ainsi, les collectes de sang ont lieu tous les jours ouvrables au Centre de transfusion, avec des horaires étendus pendant deux jours par semaine jusqu'à 18.00 heures. Il existe également des collectes externes, dans des lieux mis à disposition par des communes ou des associations (avec l'aide des associations de donneurs de sang). Des séances de sensibilisation sont enfin également organisées dans les entreprises souhaitant promouvoir le don de sang.

Des campagnes sur les médias sociaux de la Croix-Rouge luxembourgeoise sont également régulièrement organisées. À titre d'exemple, en décembre 2018, 26 posts Facebook ont été vus par plus de 76.000 personnes, avec le soutien de plus de 3.100 internautes qui ont relayé les messages.

ad 2) Un accent tout particulier est mis sur la sensibilisation de la jeunesse à la transfusion et à la nécessité du don du sang dans notre société :

- Le CTS participe depuis de nombreuses années à la foire des étudiants en y tenant un stand.

- Depuis plusieurs années, des enseignants engagés visitent, avec leurs classes, le CTS, et en font un sujet d'étude dans le cadre de leur enseignement.

Question 1224 (20.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**utilisation par les CFL des pesticides à base de glyphosate :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1058 vum honorabelen Deputéierte Marco Schank informéiert den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten, datt d'CFL de Produit „Roundup Ultra" duerch de Produit „Zapper" ersat hunn, eng Mesure, déi kaum novollzéibar ass, well och den „Zapper" den ëmstriddene Wierkstoff Glyphosat enthält.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir ëffentlech Aarbechten, der Madamm Ëmweltminister an dem Här Landwirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Aus wéi enger Motivatioun eraus gouf bei den CFL e glyphosathaltege Produit duerch en anere glyphosathaltege Produit ersat?

2. Wéi eng glyphosathalteg Produite sinn aktuell nach bei den Akteure vum Stat an/oder Parastat zougelooss?

3. Kann den Här Minister eng Oplëschtung maachen, wat fir Akteure beim Stat- an/oder Parastat alles glyphosathalteg Produiten notzen?

Réponse commune (23.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'CFL hunn de Produit „Roundup Ultra" net duerch de Produit „Zapper" ersat. Déi béid Produiten, déi de Wierkstoff Glyphosat enthalen, gi bei den CFL komplementar zoueneen agesat. An enger éischter Campagne vum Sprëtzzuch am Fréijoer kënnt de Produit „Zapper" zum Asaz. An enger zweeter Campagne am Hierscht gëtt de Produit „Roundup Ultra" a Verbindung mam Produit „Genoxone" gesprëtzt. Béid Campagnen hunn zum Zweck, fir d'Onkraut, wat am Gleiskierper wiisst, esou effektiv wéi néideg, awer och esou spuersam wéi méiglech am Emgang mat dëse Produiten, ze bekämpfen.

D'CFL verfollege momentan d'Fortschrëtter, déi am Kader vu Pilotprojete mat Alternativen zum Sprëtzzuch op den Nopeschreseauen erreecht ginn.

ad 2. Nëmmen déi vum Landwirtschaftsminister zougelooss Planzeschutzmëttelen dierfen zu Lëtzebuerg verkaaft a benotzt ginn. D'Zouloossunge gëllen allgemeng, also fir all potenzielle Verkeefer a Benotzer. Sonner Zouloossunge fir (para-) staatlech Instanze si vum legale Kader net virgesinn. Et ass méiglech, datt eng (para-) staatlech Instanz intern entscheet, op gewësse Planzeschutzmëttelen trotz allgemenger Zouloossung ze verzichten.

ad 3. Zu Versuchszwecker gëtt vun der ASTA och Glyphosat op eenzelne Versuchsfelder agesat. De Wäibauinstitut benotzt kee Glyphosat.

De Fonds Kirchberg mécht kee Gebrauch vu Produiten, déi de Wierkstoff Glyphosat enthalen, op den Terrainen, déi hien ënnerhält.

D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung verzichte schonn zënter e puer Joer op den Asaz vu Pflanzeschutzmëttele respektiv vu glyphosathaltege Produkter. Den Asaz vun esou Produkter géif net bei d'Bestriewunge vun der Stroossebauverwaltung, fir d'Natur laanscht d'Stroossen ze schützen, passen a géif och géint d'Prinzipie vum „Fauchage tardif" goen.

Zum Asaz vu Glyphosat duerch aner Akteure leie keng Informatioune vir.

Question 1225 (20.09.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**impact climatique des stations d'épuration :**

D'après la littérature scientifique, les stations d'épuration traitant les eaux usées constituent une source non négligeable de gaz à effet de serre. Tandis que les émissions en dioxyde de carbone sont mineures, des quantités importantes de méthane et de protoxyde d'azote sont émises, des gaz qui sont 25 respectivement 300 fois plus nuisibles au climat que le CO_2.

À noter qu'il existe des méthodes pour produire de l'électricité tant du méthane que du protoxyde d'azote. À ce titre l'accord de coalition stipule que « les stations d'épuration et les stations de potabilisation de l'eau [...] produiront de l'énergie renouvelable [...] ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur le bilan climatique des stations d'épuration au Luxembourg ? Combien de gaz à effet de serre y est produit par an ?

2) Combien de stations d'épuration disposent d'installations de réception pour les différents gaz à effet de serre émis ?

3) Le cas échéant, combien de stations utilisent le gaz récupéré pour la production d'énergie ?

4) Est-il prévu d'équiper toutes les stations d'épuration d'installations de réception ?

5) Est-il prévu d'encourager la production d'énergie sur base des gaz récupérés pour atteindre l'objectif soulevé dans l'accord de coalition ?

Réponse (17.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) En 2017, les émissions de gaz à effet de serre provenant de la gestion des eaux usées s'élevaient à 114 tonnes de méthane (0,48 % des émissions nationales de méthane) et 14 tonnes de protoxyde d'azote (1,3 % des émissions nationales de protoxyde d'azote). En termes de CO_2 équivalents, la somme des émissions de méthane et de protoxyde d'azote correspond à un total de 7.129 tonnes, soit 0,07 % des émissions nationales anthropogènes de gaz à effet de serre.[15] Les émissions de gaz à effet de serre provenant de la gestion des eaux usées sont donc négligeables par rapport aux autres sources d'émissions au Luxembourg comme par exemple le secteur du transport routier, ou encore l'agriculture.

La principale raison pour ces faibles émissions est que le traitement des eaux usées urbaines au Luxembourg utilise principalement des procédés aérobies comme les boues activées ou la biofiltration. Par conséquent, il n'y a pas ou peu d'émissions de méthane, puisque ces émissions ne se produisent que dans des conditions anaérobies. Dans ces installations, la stabilisation des boues est réalisée afin d'éviter une putréfaction incontrôlée. Dans les installations d'une capacité de traitement inférieure à 30.000 équivalents-habitants (EH), la stabilisation s'effectue généralement par voie aérobie, avec consommation d'oxygène et d'énergie, tandis que pour les installations équipées d'un système de traitement supérieur à 30.000 EH, la stabilisation s'effectue normalement en anaérobiose avec production de méthane. Le gaz produit est habituellement utilisé pour la récupération d'énergie dans les systèmes de production combinée de chaleur et d'électricité ou peut être brûlé à la torche.

En 2017, 97 % de la charge totale (990.600 EH) traitée par les stations d'épuration était basée sur des procédés aérobies.

En ce qui concerne les émissions de protoxyde d'azote (N_2O), celles-ci sont principalement dues au contenu en azote des eaux usées, et donc en relation directe avec l'apport moyen en azote par habitant. Les émissions de N_2O provenant du traitement des eaux urbaines résiduaires sont calculées en distinguant les eaux usées provenant des populations :

a) non raccordées à une station d'épuration des eaux usées,

b) connectées à une station d'épuration sans dénitrification,

c) connectées à une station d'épuration avec dénitrification.

En 2017, les émissions de N_2O étaient en baisse de 24,5 % par rapport à 1990 dus aux efforts de réduction du nombre de ménages avec une fosse septique et à l'augmentation du nombre de ménages raccordés à une station d'épuration avec dénitrification, dont le taux de réduction d'azote doit atteindre un minimum de 75 %.[16]

ad 2) Vu les chiffres énumérés sous point 1 aucune station d'épuration ne collecte directement les gaz à effet de serre émis par les bassins du traitement des eaux usées. Par contre certaines stations d'épuration disposent d'installations pour capturer les gaz en provenance de la digestion/stabilisation de boues d'épuration avant leur transport dans les filières appropriées. Il s'agit actuellement de neuf stations, trois nouvelles stations en construction disposeront des mêmes installations.

Ainsi, en 2017, 75,1 TJ de gaz en provenance du traitement des boues de stations d'épuration ont été capturés et utilisés pour produire de l'électricité et de la chaleur injectée dans le réseau public respectivement utilisée directement dans le processus de traitement des eaux usées.

ad 3) Les douze stations mentionnées sous point 2 produisent de l'énergie en utilisant les gaz des installations de traitement de boues.

ad 4) Seulement les plus grandes stations d'épuration disposent d'une installation de traitement pour les boues d'épuration de façon centralisée et récupèrent les boues des stations d'épuration où la quantité produite ne justifie pas un traitement décentralisé. Par conséquent il n'est ni prévu ni nécessaire d'équiper toutes les stations par ces installations.

ad 5) L'efficience énergétique des stations d'épuration est depuis longtemps un but important lors de leur construction en tenant compte des récupérations de gaz, chaleur et énergie ainsi que d'éviter un gaspillage d'énergie en faisant recours à des pompes, compresseurs et diffuseurs efficients. Il faut reconnaître que même avec ces efforts, l'épuration des eaux est et reste un processus énergivore. Avec l'introduction d'une quatrième étape de traitement visant à réduire les émissions des micropolluants, la consommation énergétique pour le traitement des eaux usées croîtra davantage et les efforts d'augmenter l'efficience énergétique de tous les procédés resteront une priorité. Comme indiqué auparavant, les nouvelles et grandes stations d'épuration sont, respectivement vont être, équipées d'installations de traitement de boues avec récupération de gaz.

Question 1226 (20.09.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**émissions de méthane provenant des décharges pour déchets ménagers :**

Le méthane est un gaz à effet de serre, dont l'impact sur le climat est environ 25 fois plus important que celui du dioxyde de carbone. Selon la « Environmental Protection Agency » (EPA) le méthane échappant de décharges

[14] Règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant : 1° les normes concernant la dotation et la qualification du personnel : 2° les coefficients d'encadrement du groupe.

[15] Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, https://unfccc.int/documents/194915

[16] Règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires transposant la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires

pour déchets ménagers dans l'atmosphère constituait 14,1 % des émissions anthropogènes de méthane aux États-Unis en 2017. Cependant, le méthane produit par les décharges peut être utilisé pour la production d'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de décharges pour déchets ménagers (actives et non actives) existent au Luxembourg produisant des quantités non négligeables de méthane ?

2) Combien de ces décharges sont équipées d'installations pour récupérer le méthane et produire de l'électricité ?

3) Le cas échéant, est-il prévu de doter les décharges concernées d'installations de réception et de production d'électricité ?

4) Combien d'électricité est produite annuellement par les installations existantes ?

5) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur la quantité de méthane échappant dans l'atmosphère par an provenant de décharges pour déchets ménagers ?

Réponse (17.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Une décharge pour déchets ménagers active (SIGRE/Muertendall) et deux décharges inactives (SIDA/Wiltz - active jusqu'en 1993, et SIDEC/Fridhaff - active jusqu'en 2014) existent au Luxembourg. Les émissions de méthane provenant de ces trois décharges sont prises en compte dans l'inventaire national des émissions de gaz à effet de serre.

ad 2) Les décharges SIDEC/Fridhaff et SIGRE/Muertendall sont équipées d'un système de captage de méthane. Une installation (SIGRE/Muertendall) produit de l'électricité et de la chaleur à partir du gaz de décharge méthane récupéré. Les gaz récupérés à la décharge SIDEC/Fridhaff sont brulés au moyen d'une torche.

En ce qui concerne la décharge SIDA/Wiltz, fermée depuis 1993, une analyse des émissions de méthane, entreprise lors de l'établissement du concept d'assainissement, a indiqué que le corps de la décharge est inactif et que le processus de décomposition anaérobie est arrivé à sa fin. Ainsi, l'installation d'un système de dégazage actif est considérée comme inutile.

ad 3) La production d'énergie à partir des gaz récupérés à la décharge SIDEC/Fridhaff n'est pas viable étant donné que le flux et la concentration en méthane des gaz récupérés sont trop faibles.

ad 4) L'installation de cogénération de la décharge SIGRE/Muertendall a été mise en place en 2009 et a produit en 2018 78,45 MWh d'électricité qui a été injecté dans le réseau public. En ce qui concerne la chaleur produite celle-ci est valorisée directement sur place pour chauffer les immeubles. Depuis fin septembre 2016, l'installation de cogénération est exploitée de manière discontinue, la concentration en méthane du gaz de décharge ayant chuté vers une concentration critique de 53 % en volume CH_4. Les causes possibles pourraient être la sécheresse, la dégradation progressive de la matière organique dans la décharge et la livraison de déchets prétraités (de la zone SIDEC) avec faible potentiel de production de méthane.

ad 5) En 2017, les émissions dans l'atmosphère provenant des décharges pour déchets ménagers s'élevaient à 2.042 tonnes de méthane, soit 8,6 % des émissions nationales anthropogènes de ce gaz. Ceci correspond à 51.040 tonnes en CO_2 équivalents et représente 0,52 % des émissions nationales anthropogènes de gaz à effet de serre. Ces émissions diffuses, ne pouvant pas être récupérées par le système de captage des gaz de décharge, sont estimées selon les méthodes de calcul du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et se basent sur les quantités et la composition de déchets ménagers annuellement mis en décharge. Ces émissions n'incluent pas les 255 tonnes de méthane captées aux décharges SIDEC/Fridhaff et SIGRE/Muertendall en 2017.[17]

[17] Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, https://unfccc.int/documents/194915

Q106

Question 1227 (20.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **gestion des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck :**

Selon mes informations, à la fin de l'année scolaire 2018-2019, le 15 juillet 2019, les deux chargés de direction des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck ont quitté leur fonction, respectivement n'ont pas postulé pour un deuxième mandat.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Qui est actuellement en charge de la gestion des deux CNFPC tant au niveau de la responsabilité journalière qu'au niveau de la responsabilité politique ?

2) Est-ce que les appels à candidature pour les postes vacants de chargé de direction ont abouti à un résultat ?

3) Sachant que les CNFPC ont dans leur compétence l'organisation de classes d'apprentissage, quelles classes/formations seront offertes dès cette rentrée ?

4) En ce qui concerne le CNFPC d'Esch-sur-Alzette, est-ce que vous pouvez me renseigner sur les premiers résultats du projet FSE « Sprong an d'Léier » ?

5) Depuis plusieurs années, les CNFPC assument le rôle d'employeur-formateur au niveau CCP au vu du manque de postes d'apprentissage. Pour quel(le)s métiers/professions sera-ce le cas pour l'année scolaire 2019-2020 ? Quels sont les résultats des années précédentes ?

Réponse (22.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Les deux chargés de direction ont quitté leurs postes avec effet au 15 juillet 2019. La gestion quotidienne est depuis assurée conjointement par des personnes expérimentées travaillant dans les CNFPC et par deux directeurs adjoints à la formation professionnelle qui dédient une partie de leur temps de travail au soutien et à la coordination des travaux de ces équipes. L'article 53 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule : « La direction du Service et du Centre national de la formation professionnelle continue est assurée par le directeur à la formation professionnelle. Le directeur à la formation professionnelle est chargé du bon fonctionnement des administrations et services dont il a la responsabilité. »

ad 2) Les appels à candidatures publiés plus tôt cette année n'ont malheureusement pas permis de trouver de candidats correspondant au profil recherché par la direction du Service de la formation professionnelle. Un appel à candidatures supplémentaire pour le CNFPC Ettelbruck a été publié récemment. Ce dernier a permis de trouver un nouveau chargé de direction qui prendra ses fonctions à partir du 1er novembre 2019.

ad 3) Les classes d'apprentissage suivantes sont a priori offertes cette année dans les CNFPC :

- DAP conseiller en vente ;
- DAP agent administratif et commercial ;
- DAP cuisinier ;
- DAP installateur chauffage-sanitaire ;
- CCP cuisinier.

En fonction de la demande, l'une ou l'autre classe pourrait encore s'ajouter, voire ne pas être organisée. Le tableau complet ne pourra pas être dressé avant le 1er novembre, date butoir pour la signature des contrats d'apprentissage.

ad 4) Le projet « Sprong an d'Léier » est un projet soutenu par le FSE et vise à motiver des jeunes décrocheurs à participer à des cours d'orientation et de mise à niveau afin de les rendre aptes à s'inscrire à un apprentissage. Au cours de l'année scolaire 2018-2019, 90 jeunes ont intégré le projet. 39 candidats ont arrêté la formation avant sa fin officielle : une dizaine parce qu'ils avaient trouvé du travail ou un poste d'apprentissage, le reste pour d'autres raisons. Afin de remédier à ces abandons précoces, l'équipe socio-éducative a réorganisé l'accompagnement en début de formation permettant de détecter et d'aider plus rapidement ces jeunes en difficultés et de leur proposer des solutions adaptées. Sur les 51 candidats ayant terminé leur parcours, 46 ont trouvé un poste d'apprentissage ou de travail, voire ont décidé de poursuivre d'autres projets. Pour les cinq candidats restant inscrits au CNFPC, l'équipe socio-éducative a mis en place un accompagnement personnalisé.

ad 5) Il est prévu d'organiser dans les CNFPC, en cas de besoin, la formation patronale pour des classes CCP pour les métiers et professions suivants :

- cuisinier, serveur, débosseleur de véhicules automoteurs, peintre-décorateur, aide-ménagère et installateur chauffage-sanitaire au CNFPC à Ettelbruck ;

- électricien, peintre-décorateur et assistant en mécanique automobile au CNFPC à Esch-sur-Alzette.

Le taux de réussite des modules patronaux au sein des deux CNFPC est de 82 %, toutes formations confondues.

Question 1228 (20.09.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **activités spatiales promues par le Gouvernement :**

Il ressort d'un article paru dans « Luxembourg Times » que « Brazilian defense company Shield Defesa has pre-ordered more than 300.000 Euros worth in satellite capacity from Kleos Space, the first export order for the Luxembourg space start-up. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les relations entre le Gouvernement luxembourgeois et Kleos Space ? Ces relations ont-elles été formalisées dans un Memorandum of Understanding ?

- Le Gouvernement a-t-il mis des fonds publics à disposition de Kleos Space ? Dans l'affirmative, quand, combien et sous quelle forme ?

- Un avis de la Cour des comptes avait mis en exergue que « contrairement à l'exposé des motifs du projet de loi 7093 spécifiant que le Luxembourg souhaite promouvoir les nouvelles activités de l'espace afin de contribuer à l'exploration pacifique de l'espace pour le bien de l'humanité, l'accord de coalition 2018-2023 prend également en compte les activités spatiales économiques au niveau de la défense ». Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette décision de Kleos Space est en ligne avec le nouveau cadre politique de l'actuel Gouvernement ?

Réponse (25.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

La société Kleos Space est établie au Luxembourg depuis juin 2017 et occupe aujourd'hui une quinzaine de collaborateurs. Elle offre des services commerciaux, notamment dans le domaine de la surveillance maritime.

Le Gouvernement a signé un Memorandum of Understanding avec cette société à l'occasion d'une conférence de presse en juillet 2017. L'objectif vise à développer les activités de la société en question de façon durable au Luxembourg. À noter également que le Gouvernement a conclu un contrat de concession avec la société en mai 2019 pour l'utilisation de fréquences dans le cadre de la Kleos Scouting Mission.

Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas mis de fonds publics à disposition de Kleos Space de manière directe. L'Agence spatiale européenne (ESA) a de son côté attribué un contrat d'aide à la recherche et au développement à Kleos Space en novembre 2017 dans le cadre du programme national luxembourgeois LuxIMPULSE mis en œuvre par l'ESA. L'objectif de ce projet de recherche est de développer les capacités technologiques de la société en matière de géolocalisation spatiale et de réaliser un premier démonstrateur au sol.

Le contrat que mentionne l'honorable Député dans sa question parlementaire a été attribué à Kleos Space par une entreprise privée et est donc de nature commerciale. Ni le Ministère de l'Économie, ni la Luxembourg Space Agency (LSA) n'ont été impliqués dans la négociation ou la conclusion de ce contrat, qui reflète cependant la capacité en matière d'activités spatiales développée au Luxembourg, ainsi que la compétitivité au niveau international et son potentiel de créer une nouvelle valeur économique pour le pays.

Les entreprises du secteur spatial qui s'implantent au Luxembourg peuvent exercer leurs activités dans toute la diversité de ce secteur, que ce soit dans le domaine de l'économie de données, de l'observation terrestre, de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales, de la défense ou autres. Le Gouvernement souhaite résolument positionner le Luxembourg sur le créneau de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales et des activités relevant du « NewSpace ».

Question 1229 (20.09.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire :**

Au Luxembourg les examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire ont toujours lieu après le 15 septembre. Les lycéens devant se soumettre à un examen d'ajournement en septembre ne se trouvent pas pénalisés en matière d'accès aux études à l'Université du Luxembourg en raison de la date de ces examens de rattrapage.

La situation s'avère pourtant différente pour les universités à l'étranger, étant donné que les délais d'inscription définitive se terminent, pour une grande partie des universités, la première semaine du mois de septembre. Les élèves de première avec un examen de rattrapage se voient donc obligés de suspendre ou d'abandonner leurs études universitaires à l'étranger.

Dans un souci de mieux coordonner les délais des examens de rattrapage avec les délais d'inscription dans les universités pour l'année scolaire 2020-2021, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- De quelle manière le ministre veut-il remédier à cette problématique entre la date des examens de rattrapage et les délais d'inscription dans les universités étrangères ?

Réponse (22.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Je tiens à souligner que de nombreux allégements sont actuellement prévus au niveau des modalités d'examen. Ainsi, le nombre d'épreuves à l'examen est limité à six disciplines sur les dix ou onze disciplines de l'année, ce qui favorise une préparation optimale. En outre, un système de compensation permet aux candidats qui ont montré de légères défaillances à l'examen d'obtenir leur diplôme au mois de juillet par le biais d'épreuves complémentaires et d'ajournements facultatifs. Finalement, les candidats qui n'ont pas atteint la moyenne requise pour compenser des notes sont autorisés, sous certaines conditions, à présenter des épreuves complémentaires obligatoires dans les disciplines concernées, de sorte que, en cas de réussite, ils obtiennent néanmoins leur diplôme à l'issue de la session d'été. Ces mesures permettent d'éviter de nombreuses situations d'ajournement.

L'honorable Député regrette que la session d'automne commence seulement le 15 septembre alors que la période des inscriptions est close dans de nombreuses universités à la mi-juillet. Je tiens à préciser que les épreuves d'ajournement obligatoire ont lieu au mois de septembre parce que les candidats concernés doivent disposer du temps nécessaire pour préparer la matière. Mes services délivrent à tout candidat ajourné une attestation d'ajournement qui indique les disciplines dans lesquelles le candidat est ajourné et la date approximative à laquelle le résultat définitif sera disponible. Sur présentation de ce document, de nombreuses institutions tiennent en attente les dossiers concernés et admettent les candidats après réussite des épreuves d'ajournement.

Par ailleurs, mes collaborateurs s'efforcent de coordonner au mieux les opérations d'examen de la session d'automne. Ainsi, le service en charge des examens de fin d'études secondaires a fixé des délais de correction très stricts. Comme les élèves sont ajournés dans une à trois disciplines parmi les disciplines de leur section, la période d'examen s'étend sur six journées. Les copies des candidats sont mises en circulation dès le lendemain de l'épreuve et corrigées dans les meilleurs délais par trois membres de commissions d'examen différentes. Tous les candidats concernés pouvaient disposer de leur diplôme dès le vendredi 27 septembre.

Question 1230 (23.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chauffage au mazout :**

Zu Lëtzebuerg gëtt aktuell a villen Haiser nach mat Masutt gehëtzt. Virun allem am Norde vum Land ass dëst de Fall, well a wäiten Deeler vun der Regioun keng Gasleitunge verluecht sinn. Et ass evident, dass de Masutt keng nohalteg Energieressource duerstellt. Den CO_2-Ausstouss vun enger Masuttsheizung ass souguer méi héich wéi d'Hëtze mat Gas an doriwwer eraus mat méi héijen a volatille Käschte verbonnen.

D'Regierung promouvéiert aktuell awer alternativ an erneierbar Heizformen, wéi zum Beispill Pelletsheizungen oder Geothermie. Persounen, déi sech dës Investitiounen allerdéngs net leeschte kënnen, bleiwe schlussendlech awer op hirer Masuttsheizung sëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Landesplanung an Energie an dem Här Wunnengsbauminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Haushalter hëtzen hei zu Lëtzebuerg aktuell mat Masutt? Wéi vill vun dësen Haushalter entfalen op den Norde vum Land?

2. Wéi vill Liter Masutt si säit 2012 fir Masuttsheizunge verbrannt ginn?

3. Wéi héich beleeft sech de jäerlechen CO_2-Ausstouss vu Masuttsheizungen zu Lëtzebuerg?

4. Wäert d'Regierung bis 2023 d'Unzuel u Masuttsheizungen hei am Land reduzéieren?

- Falls jo, wéi vill Masuttsheizunge solle bis dohinner ersat ginn a wéi?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. An der Heizungsdatebank vun der Ëmweltverwaltung sinn am Moment 97.266 Installatiounen, déi Masutt verfeieren, enregistréiert. Allerdéngs enthält dës Zuel och eng gewëssen Unzuel vun alen Installatiounen, déi mëttlerweil vu Gas-/Biomassheizungen oder Wärmepompelen ersat goufen a wou d'Ëmweltverwaltung net iwwert de Changement informéiert gouf.

An der Regioun Norde sinn 28.755 Masuttsheizungen enregistréiert.

Doduerch, datt déi uewe genannten Zuelen net ganz aktuell sinn, schafft d'Ëmweltverwaltung op engem Projet, fir d'Revisiouns- an d'Receptiounsrapporten op direktem Wee kënnen an d'Datebank opzehuelen, an um Berengege vun der Datebank iwwer en Ofglach mat der Gasheizungsdatebank vum Energieministère.

ad 2. Laut dem nationalen Emissiounsinventaire goufen 2017 ongeféier 198 Millioune Liter Masutt an Haushaltsheizunge verbrannt (Graphique 1).[18] Am Verglach zu 2012 kann ee Réckgang vum Verbrauch vun 12 % festgestallt ginn. Vun 2012 bis 2017 sinn am Ganzen 1,2 Milliarde Liter Masutt an Haushaltsheizunge verbrannt ginn. De vergläichsweis déiwe Verbrauch vun 2014 gëtt domat erkläert, datt dat Joer e relativ waarmt Joer war mat manner Heizdeeg.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Fir d'Joer 2017 beleeft sech den Zäregasausstouss vu Masuttsheizungen an den Haushalter op 529.625 Tonnen CO_2, 70 Tonnen CH_4 (Methan), a 4 Tonnen N_2O (Laachgas). Dës Emissiounen entspriechen engem Total vun 532.687 Tonnen CO_2-Equivalenten a representéiere 5,2 % vun den nationalen Zäregasemissioune vum Joer 2017.

Fir mat Äerdgas déiselwecht Hëtzt (7140 TJ) hierzestellen, missten 405.071 Tonnen CO_2-Equivalenten ausgestouss ginn, also 127.615 Tonnen CO_2-Equivalente manner.

Fir eis Klimaziler ze erreechen, wier et besser an néideg, Masuttsheizungen direkt duerch méi Energieeffizienz (Isolatioun) an erneierbar Energien ze ersetzen ewéi Wärmepompelen, den Uschloss un ee Wärmenetz oder duerch Holzpellets.

All déi Alternative ginn duerch d'Regierung finanziell ënnerstëtzt. Et ass ervirzehiewen, datt et haut schonns een zousätzleche Bonus vun 30 % op der aktueller Subventioun ënnert der „Prime House" gëtt, wann een eng fossil Heizung duerch eng erneierbar Heizung (Holzpellets) ersetzt.

ad 4. De Projet vum neien Energie- a Klimaplang, deen d'Regierung am Ufank vun dësem Joer virgestallt huet, gesäit vir, datt d'Energieeffizienz éischt Prioritéit genéisst an d'Produktioun vun erneierbaren Energien am Stroum-, Hëtzt- a Keeltberäich bis 2030 weider konsequent an ambitiéis wuesse soll. An dësem Kader sollen och méi prezis Mesuren am Beräich vun der Notzung vu Masuttsheizungen zu Lëtzebuerg geholl ginn. Bis 2050 wëllt Lëtzebuerg CO_2-neutral ginn.

[18] Source : inventaire national des émissions de gaz à effet de serre soumis à la CCNUCC en avril 2019, https://unfccc.int/documents/194915

Question 1232 (23.09.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **nouvelle version de l'application « mobilitéit.lu » :**

La bonne gestion des retards respectivement des annulations des différents transports publics constitue un élément clé pour garantir leur attractivité et la satisfaction des voyageurs. À ce titre, la nouvelle version de l'application « mobilitéit.lu » promet des renseignements en temps réel du trafic routier ainsi que des alertes quant aux retards et annulations de bus et de trains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que tous les bus (RGTR, TICE, VDL) et trains sont équipés, à l'heure actuelle, de systèmes informatiques pour communiquer en temps réel avec la nouvelle application ? Dans la négative, quand l'intégralité des bus et trains pourra-t-elle être équipée avec un tel système ?

2) De quelle manière la communication de délais sera-t-elle améliorée pour les personnes ne disposant pas de smartphone ? Est-il prévu d'installer davantage de tableaux d'affichage à des endroits sélectionnés ?

3) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour garantir, en cas d'annulation d'un bus en zone rurale, un remplacement approprié de ce bus afin que les passagers puissent arriver dans les meilleurs délais à leur destination ?

Réponse (23.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Pour ce qui est du réseau bus (RGTR, TICE, VDL), 98 % du parc des bus de ligne en service régulier sont équipés des dispositifs nécessaires. En effet certains bus de réserve ne sont pas équipés à ce jour, cependant l'intégralité du parc sera équipée à l'issue de la nouvelle soumission RGTR c'est-à-dire au plus tard au 1er janvier 2022. Pour ce qui est du réseau des CFL, à ce jour, tous les trains sont déjà renseignés en temps réel.

ad 2) La mise en place de technologies de pointe et le traitement centralisé des informations récoltées offrent aux clients des transports publics toutes les informations générales et les détails essentiels à la bonne planification de chaînes de mobilité individuelle. Dans le contexte de son projet « mLive », le « Verkéiersverbond » a mis en place un système d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs (SAEIV) englobant 1.600 bus (RGTR, TICE, CFL Bus). En outre, l'infrastructure technologique centrale interconnectant les systèmes des opérateurs des transports publics (CFL, AVL, LuxTram) a été mise en place afin de renseigner à tout moment et en temps réel les informations actuelles par rapport à des retards éventuels et/ou des perturbations des réseaux. Les données en temps réel des trains sont déterminées par le système de suivi des trains en temps réel ARAMIS (« Advanced Rail Automation Management and Information System ») au moyen des différents points de mesure installés sur le réseau ferré luxembourgeois.

La communication des informations en temps réel (dont les délais font partie) se fait par le biais des médias tels que les écrans embarqués dans les bus de ligne ou les trains, les applications mobiles (« mobiliteit.lu », CFL, Ville de Luxembourg et autres communes), les sites Internet (« mobiliteit.lu », CFL, Ville de Luxembourg), ainsi que par le biais d'afficheurs dynamiques (« mLive », CFL, Ville de Luxembourg). Les afficheurs dynamiques « mLive » sont installés à des endroits stratégiques définis par un groupe de travail d'acteurs étatiques. Les sites/arrêts sont désignés en appliquant des critères spécifiques, à savoir la fréquentation (basée sur l'évaluation des comptages de montées et descentes de voyageurs) ainsi que le rôle dans les réseaux. Il est prévu d'installer davantage d'afficheurs au courant des prochaines années. Concernant les afficheurs sur le réseau des CFL, au courant de l'année 2020, l'ensemble des gares et haltes CFL disposera de nouveaux panneaux d'affichage. Par ailleurs, le centre d'appel de la « Mobilitéitszentral » peut être consulté pour toute information traitant des transports publics, ou encore les voyageurs peuvent s'adresser aux centres d'appel et au personnel des opérateurs respectifs.

ad 3) En cas d'annulation d'une course RGTR, le poste de commandes du « Verkéiersverbond » intervient afin d'informer les clients par le biais des médias précédemment cités et organise dans la mesure du possible un bus de substitution. Les agents du poste de commandes peuvent aussi informer les voyageurs dans les bus (pour leurs correspondances ou lors d'incidents) soit en faisant une annonce sonore, soit en faisant afficher un message contextuel sur les afficheurs embarqués.

Question 1233 (23.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion de l'eau minérale locale :**

Mir befannen eis de Moment an enger Zäit, an där et gëllt, méi op eis Natur an op eise Klima opzepassen.

E grousse Problem stellen do grouss Konzerner duer, déi bei der Hierstellung a Vermaartung vun hire Produite wéineg Wäert op Klimaschutz leeën, dëst gëllt virun allem fir de weltgréisste Liewensmëttelkonzern, mat Sëtz an der Schwäiz.

Dëse Konzern pompelt virun allem a Südafrika op eelef Standuerter Waasser of, obwuel zanter dem 1. Februar 2019 d'Leit just nach solle 50 Liter Waasser pro Dag verbrauchen, well d'Land de Moment an enger Waasserkris ass. Genau dëst Waasser gëtt do awer en masse ofgepompelt an, wéineg ëmweltfrëndlech, iwwert den hallwe Globus transportéiert.

Och d'Regioun ronderëm Vittel leit ënnert dem Ofpompele vun dësem Konzern a muss Waasser vun Nopeschregioune kréien, well dat eegent Waasser systematesch ofgepompelt gëtt, fir dono erëm iwwert den hallwe Globus gefouert ze ginn.

Lokal hu mir zwou Gesellschaften, déi Lëtzebuerger Waasser vermaarten, eemol zu Rouspert an eng zu Biekerech.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an un d'Ministesch fir Konsumenteschutz stellen:

1. Gedenkt d'Regierung net, dës lokal Gesellschaften ze ënnerstëtzen an a sämtleche vum Stat finanzéierte Kantinnen dëst Waasser ze verkafen?

2. Gedenkt d'Regierung, och eis Flüchtlingsstrukture mat eisem lokale Waasser ze beliwweren?

3. Wier et net sënnvoll fir eis Ëmwelt, dass de Stat eventuell sämtlech Produite vun dësem Weltkonzern aus ëffentleche Kantinne géif eraushuelen an duerch lokal a regional Produiten ersetzen?

Réponse commune (25.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Am Kader vun der Aktioun „Rethink your drink" huet Restopolis hir Clienten op d'Consommatioun vu manner zockerhaltegem Gedrénks opmierksam gemaach. Dozou ass ze soen, dass Cruchë mat Waasser fir d'Notzer vu Restopolis op den Dëscher stinn. Dobäi gëtt och mat Aktioune vun de Lëtzebuerger Fournisseure vun Drénkwaasser geschafft. Weiderhi ginn och beim ofgefëllte Waasser a Fläschen d'Lëtzebuerger Marken an de Vierdergrond gestallt. An dësem Kontext verweise mer op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3459 vum 24. November 2017.

Erënnere mer och drun, dass d'Kompetenzen am Drénkwaasserberäich bis zum Krunn kloer opgedeelt sinn. D'Beliwwerung vun der Populatioun mat Drénkwaasser ass Gemengekompetenz an d'Qualitéit dovunner gëtt vum Stat kontrolléiert.

An de Flüchtlingsstrukturen hunn d'Bewunner zu all Moment Zougang zu Krunnewaasser an et gëtt de Leit erkläert, dass d'Krunnewaasser och Drénkwaasser ass. An deene Foyeren, wou Waasser a Fläschen zur Verfügung gestallt gëtt, wäerte Beméiunge gemaach ginn, fir lokaalt Waasser a gliesene Fläschen ze huelen.

Question 1234 (23.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO) :**

Les gouvernements du Benelux viennent de demander à la Commission européenne de vérifier l'efficacité de la législation sur les « restrictions territoriales de l'offre » (RTO) qui permettent à des fournisseurs de vendre certains produits plus chers d'un côté ou de l'autre des frontières.

Ceci entraîne des désavantages sensibles et pour le consommateur et pour le commerçant.

- Tout en saluant cette initiative, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre de quelle manière le Luxembourg est concerné par ces pratiques et, le cas échéant, quels secteurs et quels produits en sont principalement touchés.

Réponse commune (18.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

De nombreuses entreprises luxembourgeoises indiquent faire face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE. Elles sont confrontées à des restrictions territoriales de l'offre (RTO). Maints producteurs et grossistes les obligent en effet à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées, et le libre accès au fournisseur de leur choix leur est souvent refusé. Ceci entraîne souvent une triple pénalisation : en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix), d'offre (gamme limitée de produits et services) et d'adéquation de services annexes (formation des employés dans une langue non adaptée, etc.).

Le Gouvernement a entrepris au fil des années de multiples démarches au niveau européen pour résoudre les problèmes liés aux RTO auxquelles nos entreprises sont confrontées. À côté de ces efforts au niveau européen, le Ministère de l'Économie a également lancé en 2015 une initiative au Benelux[19]. Les trois pays ont signé fin 2015, en marge de la présidence luxembourgeoise du Conseil compétitivité au niveau de l'UE, une recommandation politique du Comité des ministres du Benelux sur les RTO pour réaliser une analyse claire de la chaîne d'approvisionnement des marchés Benelux. En effet, l'analyse des RTO s'avère particulièrement difficile. Il n'existe pratiquement ni données, ni informations publiques sur des cas concrets. Cela s'explique probablement par le fait que ce sujet est abordé avec prudence par les détaillants concernés, peut-être même avec une certaine crainte. Une enquête qualitative permettant de recenser le ressenti des entrepreneurs belges, néerlandais et luxembourgeois sur la nature et l'ampleur des RTO a donc été lancée au Benelux, 68 entreprises luxembourgeoises y ont participé. Le secrétariat général Benelux[20] a publié son rapport en mai 2018. Au Luxembourg, un rapport national a ensuite été publié en juin 2018 par l'Observatoire de la formation des prix (OFP) du Ministère de l'Économie[21], basé sur les informations provenant de l'enquête du Benelux. Ce rapport de l'OFP s'est focalisé davantage sur les informations récoltées au niveau national. Il en ressort qu'au Luxembourg les RTO concernent les entreprises de toutes tailles, dans le commerce de détail tout comme hors de ce secteur, par exemple dans l'artisanat. Les conséquences négatives se remarquent notamment au niveau des prix (selon 87 % des entreprises interrogées au Luxembourg), des marges des entreprises (82 %) et de la gamme de produits et de services proposés (65%), mais aussi sur les délais de livraison (54 %), les caractéristiques (53 %) et la qualité (50 %) des produits. Les entreprises déclarent aussi qu'en moyenne 39 % de leurs fournisseurs pratiquent des RTO. Cette enquête réalisée dans le Benelux est une étude unique en la matière et, en ce sens, une primeur au niveau de l'UE.

Ces enquêtes et analyses au niveau du Benelux viennent soutenir les démarches entreprises au niveau européen. Elles ont réussi à donner des impulsions importantes et à créer une discussion plus large au niveau européen de sorte que la Commission européenne cite ce sujet explicitement dans ses documents de travail. Par exemple, dans une communication sur le commerce de détail du 21e siècle (2018), la Commission européenne a fait un appel public à éviter les RTO dans la mesure où ces pratiques limitent la concurrence dans le marché intérieur au détriment des consommateurs[22].

[19] Au Luxembourg, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la Confédération luxembourgeoise du commerce et la Fédération des artisans ont été impliquées dans ces travaux.

[20] http://www.benelux.int/fr/rto

[21] https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rt-ofp-009.html

[22] COM (2018) 219 « Territorial supply constraints drive market segmentation, limiting competition and resulting in likely significant discrepancies between wholesale and consumer prices or the choice of products offered to consumers across the EU. Such behaviour should be prevented, so that parallel imports by retailers become possible for all products allowing them to bring the Single Market even closer to European consumers. The Commission will undertake further fact-finding on the effects of such practices on the Single Market. Further action may be needed, if the situation does not evolve as a result of suppliers' voluntary change in approach. »

Lors d'une conférence de haut niveau au sujet des défis pour le commerce de détail qui a eu lieu à Bruxelles en juin 2018, la commissaire Bienkowska en charge du marché intérieur a annoncé soutenir pleinement les travaux du Benelux. Le Vice-Président de la Commission européenne Katainen a même déclaré que ce phénomène des RTO serait inadmissible au sein d'un véritable marché intérieur. Suite à cette conférence, le Ministre de l'Économie a envoyé en juillet 2018 une lettre à la commissaire en charge du marché intérieur, en réitérant l'importance de ce dossier pour le Luxembourg et en invitant la Commission européenne à prendre rapidement des mesures concrètes.

En 2019, la Commission européenne a lancé une étude économique afin d'identifier l'étendue géographique du problème et les produits, respectivement les secteurs, concernés[23]. En fonction des résultats, les solutions possibles aux RTO pourraient se situer dans différents domaines comme par exemple dans le droit de la concurrence, mais pourraient aussi être liées à d'autres questions relatives au marché intérieur, comme par exemple le principe d'absence de discriminations à l'encontre des destinataires de services.

En 2019, dans le contexte de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (dit « VBER ») en matière de droit de la concurrence[24], le Benelux a aussi fait part à la Commission européenne des points de vue communs des trois pays[25]. Selon le Benelux, l'examen de ce règlement permet aussi de se pencher sur les RTO. Dans ce contexte, le Conseil de la concurrence a publié en janvier 2019 les résultats de son enquête sur le secteur de la grande distribution au Grand-duché de Luxembourg[26], dans laquelle il a constaté et analysé les préoccupations du commerce luxembourgeois, tout en concluant qu'au regard des données fournies par les distributeurs, il n'était pas en mesure de constater l'existence de restrictions verticales condamnables sous l'angle du droit de la concurrence. Le Conseil de la concurrence a par ailleurs lancé un appel aux entreprises luxembourgeoises souhaitant lui fournir des informations pertinentes concernant les RTO et a invité, par différents canaux de communication, ces entreprises à répondre à la consultation publique de la Commission européenne dans le contexte de la révision du VBER précitée[27]. Le Benelux a donc constaté que le droit de la concurrence actuel, y compris ce règlement d'exemption, n'est pas efficace contre les RTO, dans certaines circonstances spécifiques. Le Benelux a ainsi demandé à la Commission européenne de prendre les RTO en compte et d'examiner spécifiquement l'efficacité du cadre juridique existant pour prévenir la discrimination fondée sur la nationalité ou le lieu de résidence. Les trois pays ont demandé de se pencher en particulier sur l'efficacité du cadre légal existant pour prévenir toute discrimination fondée sur la nationalité ou sur le lieu de résidence.

Le nouveau Collège des commissaires, qui devrait entrer en fonction d'ici peu, devra décider de la suite à donner au dossier des RTO. Et ce notamment sur base des résultats de l'étude économique mentionnée ci-dessus et de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux.

Pour conclure, dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à s'employer en faveur d'une levée des difficultés liées aux RTO[28]. Le Gouvernement continuera donc de suivre de près l'évolution de ce dossier, à la fois au niveau européen et du Benelux, en étroite collaboration avec les organisations professionnelles concernées.

[23] https://ec.europa.eu/growth/content/study-territorial-supply-constraints-eu-retail-sector_en

[24] https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2018-5068981/public-consultation_fr

[25] http://www.benelux.int/fr/nouvelles/le-benelux-demande-lue-de-se-pencher-sur-les-restrictions-territoriales-de-loffre-lors-de-levaluation-dun-reglement-ue

[26] https://concurrence.public.lu/dam-assets/fr/avis-enquetes/enquetes/2019/Rapport-enquete-2019-1-18.pdf

[27] Voir notamment la conclusion du rapport d'enquête précité (p. 42) et https://concurrence.public.lu/fr/actualites/2019/consultation-publique-reglement-exemption-accords-verticaux.html.
Malheureusement, le Conseil de la concurrence a constaté une faible participation des entreprises et associations professionnelles luxembourgeoises à cette consultation.

[28] « Au niveau communautaire, le Luxembourg continuera à s'engager en faveur d'une levée des difficultés d'approvisionnement que rencontre le commerce de détail national. »
https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2018/12-decembre/Accord-de-coalition-2018-2023.pdf

Q108

Question 1235 (23.09.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA) » :**

En mars 2019, l'Institut de formation de l'éducation nationale a organisé une formation dite « Analyse du comportement appliquée (ABA, en anglais : Applied Behavior Analysis) et Verbal Behavior (VB) : code B2-d-83) ». Ces méthodes d'analyse sont reconnues mondialement et ont montré leur efficacité dans de nombreux domaines, notamment dans l'éducation des enfants atteints de troubles envahissants du développement et particulièrement l'autisme.

La majorité des personnes inscrites à cette formation à l'IFEN travaillent auprès du CTSA (Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme), opérationnel depuis le 15 septembre 2018.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre, est-ce que cette méthode d'analyse sera aussi reconnue au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quand ?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas reconnaître cette méthode d'analyse ?

- Est-ce que le CTSA adoptera la méthode ? Si non, quelles en sont les raisons ?

- Sachant qu'une prise en charge ABA doit toujours être supervisée par un/une spécialiste ABA, est-ce qu'il est prévu qu'un/une spécialiste soit engagé(e) auprès du CTSA ou est-il prévu de faire appel à un/une spécialiste externe ?

- Les interventions ABA et les formations offertes seront-elles prises en charge par la Caisse nationale de santé, voire par l'Assurance dépendance ?

Réponse commune (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La méthode ABA (Applied Behavior Analysis) est une méthode comportementale appliquée entre autres dans l'éducation des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme. ABA vise à augmenter les comportements jugés socialement acceptables en les renforçant positivement, et à éliminer les comportements jugés inadéquats. Cette méthode requiert que les membres de la famille et les enseignants collaborent intensément et qu'ils soient spécialement formés.

La méthode ABA est surtout reconnue pour les résultats en termes de modification des comportements indésirables. En fonction des besoins spécifiques d'un enfant, la méthode peut certainement être recommandée. Cependant, il n'existe a pas de consensus au sein de la communauté scientifique, surtout en sciences de l'éducation, sur l'efficacité généralisée de la méthode ABA, en particulier en dehors du contexte d'apprentissage et à long terme. Il s'ensuit qu'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité ne peut être envisagée à ce stade. En effet, d'après les dispositions de l'article 23 du Code de la sécurité sociale, la prise en charge d'une prestation par l'assurance maladie-maternité doit être faite dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conforme aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

D'autres méthodes, davantage humanistes, partent des intérêts, même restreints, des mouvements et du langage stéréotypés de l'enfant pour entrer en relation avec lui et établir un échange affectif qui restera central au développement graduel de sa communication et d'une pensée de plus en plus abstraite (p. ex. Hanen - More Than words, DIR - Floortime, SCERTS, Son-Rise, Intensive Interaction). TEACCH et PECS sont des méthodes développementales-comportementalistes où l'enfant suit des étapes ou micro-étapes du développement typique et est encouragé à être un acteur central de ses apprentissages et à établir des relations et échanges affectifs avec son entourage social.

Si certaines des méthodes évoquées rendent nécessaires des interventions individuelles régulières et fréquentes, d'autres, telles que TEACCH (Treatment and Education of Autistic and related Communication handicapped CHildren) et PECS (Picture Exchange Communication System) sont plus facilement applicables dans les contextes d'éducation formelle et non formelle et se rapprochent davantage de l'approche de scolarisation inclusive promue activement par le Gouvernement.

Au vu de ce qui précède, il ne s'avère pas opportun de se fixer sur une seule méthode d'accompagnement et de scolarisation des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme. Il est préférable que les services spécialisés en la matière évaluent en détail et dans une vision holistique quels sont les besoins spécifiques d'un enfant pour déterminer par la suite, et en interaction avec les parents, la ou les méthodes à mettre en œuvre en vue d'un bénéfice majeur à offrir à l'enfant.

Question 1236 (23.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **jumelage entre deux villes :**

Le jumelage entre deux villes permet de créer un lien efficace pour pouvoir entretenir une relation régulière entre les communautés des villes concernées. Ce partenariat peut se concrétiser par des échanges économiques, culturels et linguistiques dans des domaines variés. Le jumelage s'est développé à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale et avait pour objectif initialement de pacifier les relations entre les pays et leurs peuples.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien de communes ont la possibilité d'être jumelées, et avec combien de communes étrangères de combien de pays ?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si actuellement de nouvelles initiatives de jumelage pour nos communes sont en voie d'être enclenchées ?

Réponse (25.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant le jumelage entre deux villes.

Le jumelage établit une relation d'amitié durable entre deux ou plusieurs communes, scellée entre les citoyennes et citoyens en collaboration avec leurs autorités et les associations locales et donne lieu à des échanges socio-culturels, artistiques, sportifs ou autres.

Par ailleurs, un jumelage peut être un outil intéressant d'échange et de coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, afin de mieux faire face à des défis similaires ou de réaliser des projets communs.

Toutes les 102 communes du Luxembourg peuvent prendre des initiatives pour s'engager dans un ou plusieurs jumelages. En principe, les communes peuvent établir des jumelages avec tous les pays.

Vu que les communes ne sont pas obligées de communiquer un jumelage au Ministère de l'Intérieur, j'invite le Député à consulter le site Internet du Syvicol (www.syvicol.lu) sous la rubrique activités internationales.

Selon les informations du Syvicol, on compte, à ce jour, 43 communes qui ont établi des jumelages avec des communes étrangères et il existe 129 jumelages avec des communes de 35 États différents, dont une grande majorité des communes ont établi des jumelages avec d'autres pays de l'Union européenne.

Afin d'encourager les jumelages entre organisations communales de pays différents, des subventions, par le biais de l'article budgétaire « Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays », doté de 50.000 euros, seront distribuées à partir de l'exercice budgétaire 2019.

Cette subvention remplacera celle que le Syvicol distribuait dans le passé dans le cadre de sa mission statutaire de « promouvoir la coopération transfrontalière et interterritoriale des communes luxembourgeoises à travers des jumelages ou autres partenariats avec des collectivités locales étrangères » et qui était limitée à 2.479 euros par exercice budgétaire.

Toutefois, afin de permettre au Syvicol de remplir sa mission statutaire, il a été associé à un groupe de travail du Ministère de l'Intérieur, qui a défini en amont les critères objectifs et transparents pour l'obtention d'un subside et mis en place une grille d'évaluation de projet.

Question 1237 (23.09.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **cessation des activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du LNS :**

Les activités du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique au sein du Laboratoire national de santé (LNS) sont orientées sur la détection d'éléments et de substances chimiques dans l'environnement domestique ou professionnel permettant ainsi l'évaluation de leur impact sur la santé de la population. Selon mes informations, ce service du LNS cessera ses activités prochainement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de ce service ?

- Qui assurera ces activités importantes dorénavant au Luxembourg ?

Réponse (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Après vérification auprès du Laboratoire national de santé (LNS), le Gouvernement doit démentir les informations avancées par l'honorable Député.

Bien au contraire, la détection d'éléments et de substances chimiques dans l'environnement domestique et professionnel reste une partie centrale de l'activité du Service d'hygiène du milieu et de surveillance biologique (SUBI). En fait, le plan stratégique du SUBI prévoit trois priorités à implémenter d'ici au plus tard 2022, à savoir :

1. Offrir un service complet dans le domaine de la pollution domestique (indoor pollution), y inclus la prise d'échantillons au domicile ou au lieu de travail, l'analyse chimique à la recherche de polluants et la recherche de moisissures.

2. Développer un centre d'excellence en monitoring biologique humain, en renforçant ces activités de monitoring dans le contexte du lieu de travail et au domicile.

3. Développer la toxicologie et l'épidémiologie environnementales comme valeur ajoutée aux activités purement d'analyses de laboratoire. Ces deux activités formeront la base scientifique pour apprécier et évaluer l'impact de l'exposition à des substances environnementales ou occupationnelles sur la santé de la population ou celle de patients individuels.

Le Département de la protection de la santé, auquel appartient le SUBI, est en voie de modernisation profonde depuis une année. Cette réorganisation implique une recentralisation sur certaines activités-clés, comme celles qui intéressent l'honorable Député et qui ont été mentionnées ci-dessus (points 1 à 3). Dans l'intérêt de la réorganisation, le LNS a engagé un nouveau collaborateur pour prendre la direction du SUBI à partir du 1er août 2019. Ce nouveau directeur a une expérience étendue dans le domaine des analyses des polluants de l'air et dans le monitoring biologique humain et occupait, avant de rejoindre le LNS, une fonction dirigeante dans un laboratoire similaire d'un hôpital universitaire en Belgique. Durant la réorganisation, le technicien de laboratoire principalement en charge des analyses en question a décidé de quitter le service en juillet 2019. Ce départ a engendré une réduction transitoire du volume d'analyses traitées par le service avec normalisation à partir du mois d'octobre.

Question 1238 (23.09.2019) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **durabilité environnementale du système de santé :**

En 2017, à Ostrava, les ministères de la Santé et de l'Environnement de l'Union européenne ont signé une déclaration visant à renforcer la durabilité environnementale et à réduire les impacts environnementaux des systèmes de santé.

Une étude réalisée par l'ONG Health Care Without Harm portant sur l'empreinte environnementale de 43 pays montre que le secteur de la santé est énergivore et contribue largement à la crise climatique.

L'ambition est de trouver une transition vers les énergies propres et renouvelables et de réduire l'empreinte carbone au sein des établissements hospitaliers au niveau de l'approvisionnement

des soins de santé par la production et le transport, les produits pharmaceutiques, les appareils médicaux, les équipements hospitaliers, l'utilisation de l'énergie pour les bâtiments (électricité, gaz, climatisation, chauffage).

Dès lors, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes :

- Dans le contexte de la durabilité environnementale du système de santé, quelles sont les priorités identifiées pour le Luxembourg ?

- Quelles sont les stratégies mises en place dans le secteur des soins de santé au Luxembourg pour réduire l'empreinte carbone ?

- Dans ce contexte, existe-t-il à l'heure actuelle au sein des établissements hospitaliers des projets pilotes et des initiatives ? Dans l'affirmative, lesquels ? Qu'en est-il d'une participation luxembourgeoise aux programmes de Health Care Without Harm ?

- Dans quelle mesure les conclusions de l'étude sont-elles intégrées dans la construction de futurs établissements de soins de santé ?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Selon l'étude de Health Care Without Harm à laquelle les honorables Députés font référence, 4,4 % des émissions carbones globales proviendraient du secteur de la santé. Ces émissions seraient notamment dues à la consommation de consommables et matériel médical, avec 17 % émanant directement des hôpitaux (énergie, transports et déchets).

Le Ministère de la Santé préconise la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations visant la réduction des émissions carbones dans les nouvelles constructions hospitalières notamment par :

- la mise en place de concepts techniques en matière d'optimisation de consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre (récupération d'énergie par des systèmes hautement efficients, valorisation des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique) ;

- la mise en place d'installations techniques innovantes pour la climatisation des immeubles (p. ex. éléments de construction thermoactifs, plafonds rafraichissants, refroidissement adiabatique, protection solaire des bâtiments, performances thermiques de l'enveloppe des bâtiments, calorifugeage renforcé des conduites) ;

- la fourniture d'énergie par le biais de réseaux urbains de chaleur et de froid basés sur des énergies renouvelables ;

- le choix de solutions d'économie en eau ;

- une démarche de certification de nouvelles constructions par exemple une certification DGNB (Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen), spécifiquement centrée sur les objectifs d'économies énergétiques en milieu hospitalier ;

- la mise en place de traitements des effluents pour éliminer les composés pharmaceutiques à la source (en particulier des antibiotiques qui provoquent la sélection de germes résistant dans l'environnement).

Le Plan national antibiotique envisage des mesures globales qui concernent tant la consommation raisonnée qu'une réflexion sur la contamination environnementale).

Ainsi, à titre d'exemples de la mise en œuvre de telles recommandations en milieu hospitalier, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) applique une politique d'achat d'électricité cent pour cent verte (53,6 % énergie hydroélectrique, 46,4 % énergie éolienne) et une production d'énergie électrique à partir d'installation photovoltaïque (80.000 kWh). Le CHEM participe également à un projet pilote e-car-sharing qui a pour but de promouvoir l'utilisation des véhicules électriques et de familiariser le grand public avec le principe e-car-sharing sur base d'une convention entre la Ville d'Esch-sur-Alzette, Sudstroum et le CHEM.

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) quant à lui s'approvisionne depuis 2012 entièrement en énergie renouvelable. Il a installé depuis décembre 2004 des panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment « Annexe 1 » de même que depuis 2015 un équipement solaire thermique (thermische Solaranlage) sur le toit de la nouvelle Maternité.

En 2012, le CHL a également commandité au bureau Drees et Sommer une étude en matière d'optimisation des consommations énergétiques. Un plan d'action en a découlé et les mesures y préconisées ont été mises en place.

La nouvelle Maternité du CHL est un bâtiment de classe énergétique B-C et le nouveau bâtiment centre du CHL actuellement en cours de planification vise une classification énergétique B-C ainsi qu'une certification selon le DGNB.

Le renouvellement des infrastructures, des installations techniques et du parc des équipements médicotechniques du CHL, mais aussi du CHEM, permettront également de tenir compte des approches les plus récentes en matière d'efficience énergétique.

Les établissements hospitaliers mettent également en œuvre un certain nombre de mesures afin de limiter la pollution de l'eau et des sols en réduisant les rejets ainsi que les résidus pharmaceutiques dans les eaux usées. En effet, les établissements de soins sont considérés comme des hot spots par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) qui a déjà coopéré avec le Luxembourg Institute of Science and Technologies (LIST) et le CHEM dans le cadre des projets européens Interreg Pills et NoPills, qui ont notamment examiné le traitement séparé des eaux usées chargées de résidus pharmaceutiques des cliniques sur le site du CHEM à Esch-sur-Alzette.

Il est encore à noter que le projet de construction du Südspidol a également fait l'objet d'une étude de faisabilité relative au traitement des eaux usées.

À l'heure actuelle, tous les nouveaux hôpitaux susceptibles de générer des eaux avec des concentrations plus élevées de résidus pharmaceutiques sont construits avec un double réseau d'eaux usées. Ceci permettra dans un temps futur d'acheminer séparément ces eaux usées très chargées vers un traitement ciblé des résidus pharmaceutiques. Étant donné que ces projets sont encore relativement récents et que les techniques pouvant être appliquées sont encore à la phase pilote, il n'existe actuellement aucune installation de ce type en service au Luxembourg. Cependant, les considérations relatives aux premiers projets pilotes sont en cours.

Question 1239 (23.09.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**étude « Being Black in the EU » :**

Dans sa récente publication de 2018 intitulée « Being Black in the EU », l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a mené une étude parmi douze États membres dont le Luxembourg. Les résultats pour le Luxembourg sont des plus alarmants en matière de harcèlement et de violence racistes à l'égard des résidents d'origine africaine.

Cette discrimination est, en outre, particulièrement présente et ressentie lors de la recherche d'un emploi et d'un logement. L'étude montre aussi que parmi les victimes de tels comportements discriminatoires, peu osent déposer une plainte auprès des autorités policières.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre a-t-elle pu prendre connaissance de cette étude ?

- Quelles conclusions Madame la Ministre en tire-t-elle ?

- Quels dispositifs et plans d'action Madame la Ministre entend-elle mettre en place pour contrecarrer ces discriminations ?

Réponse (22.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

La récente publication « Being Black in the EU », réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (ADF), porte sur les sentiments de discriminations et des attitudes racistes déclarés par les immigrés et les descendants d'immigrés originaires d'Afrique subsaharienne dans douze États membres, dont le Luxembourg. L'analyse s'appuie sur une comparaison par sondage réalisée auprès de 5.803 personnes au total, dont 402 (312 immigrés et 90 descendants d'immigrés) de plus de 16 ans ayant vécu au Luxembourg pendant au moins douze mois. La perception autodéclarée d'une discrimination à caractère raciste est notamment recueillie dans quatre domaines : recherche d'un emploi, travail, éducation et logement.

La comparaison internationale réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne relève un certain nombre de défis, plus particulièrement pour le Luxembourg, et ceci pour les quatre domaines sous revue. Les résultats de l'étude doivent être pris très au sérieux, même s'ils doivent être interprétés avec beaucoup de prudence, comme le signalent les auteurs eux-mêmes (note 10, page 8 du rapport). Il est en effet regrettable que les analyses statistiques pour le Luxembourg n'aient pas pu se baser sur la même méthodologie que pour les autres pays, faute de disposer des données de référence requises. Ceci rend ainsi difficile toute comparaison internationale.

Il importe également de mettre les résultats dans un contexte plus global en les comparant à d'autres sources de données concernant cette thématique. Ainsi, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été saisi de 40 cas classés dans la rubrique « race », ce qui correspond donc à une vingtaine de dossiers par année en moyenne et constitue ainsi un taux de déclaration largement inférieur à celui de l'enquête ADF. Dans ce contexte, il est également intéressant de noter que le CET remarque que le mot « harcèlement » ou « discrimination » est parfois utilisé de manière erronée par les requérants, car, après analyse des dossiers, il est constaté que leur définition ne coïncide pas avec les faits rapportés. Au vu de cette expérience, une analyse plus approfondie devrait être menée afin de savoir si ceci s'applique également, du moins en certains cas, pour les répondants de l'enquête de l'ADF. Par ailleurs, un sondage de 2015 réalisé par l'Observatoire des discriminations auprès d'un échantillon national représentatif de 1.020 personnes identifie également un taux de déclaration de discrimination plus faible que celui de l'enquête ADF, avec 37 des 1.020 personnes ayant déclaré avoir été victimes d'une discrimination au motif de la « race » au cours des années 2012 à 2014.

Les trois sources de données donnant des aperçus différents de la question, il semble essentiel d'analyser et de mieux comprendre les raisons de ces divergences, ceci afin de renforcer et de mieux cibler les efforts de l'État en matière de lutte contre les discriminations. L'État veille à ce que l'égalité des chances soit respectée dans tous les domaines qui sont de sa compétence. Dans ce contexte a été créé le Centre pour l'égalité de traitement (CET) qui permet à tout citoyen de signaler des comportements discriminatoires et qui rapporte ses constatations au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Le Gouvernement a mis en place un outil spécifique pour contrecarrer toutes les formes de discriminations, et donc aussi la discrimination pour des raisons de race ; la « Charte de la Diversité Lëtzebuerg » promeut la diversité et sensibilise ainsi aux risques de discrimination. Enfin, dans le contexte de sa politique en matière d'intégration, le Gouvernement réalise des projets afin de favoriser le « vivre ensemble » de tous les résidents. Le Plan d'action national d'intégration (PAN) est l'outil par excellence de mise en œuvre de cette politique ; dans le cadre du PAN, des actions spécifiques peuvent être mises en place pour lutter contre d'éventuelles discriminations raciales.

Question 1240 (24.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement :**

Am Deontologiekodex vun der Regierung steet ënner anerem dës Dispositioun:

« Les membres du Gouvernement doivent veiller à ce qu'aucun conflit d'intérêt susceptible de porter atteinte à leur indépendance ne survienne entre leurs fonctions publiques et leurs intérêts privés, financiers ou autres. »

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Statsminister de Fait, datt Fotoen optauchen, op deene verschidde Ministere schénge Reklamm fir e bestëmmtent Geschäft, rezent e Schonggeschäft, ze maachen? Op enger vun deene Fotoen ass eng Ministesch ze gesinn, déi enk Bezéiungen zu dem Schonggeschäft huet. Gesäit den Här Statsminister do en deontologesche Problem a kann hie seng Positioun erklären?

2. Verschidde Ministere sinn zoustänneg, fir Autorisatiounen auszestellen, zum Beispill och fir Bauaarbechten am Ëmweltschutz, fir Waffeschäiner an esou virun. Wéi sinn d'Reegelen, wann e Minister selwer esou eng Autorisatioun fir sech, e Member vun der Famill, e Liewenspartner oder eng aner Persoun, déi him besonnesch nosteet, brauch oder freet? Wéi eng Ministeren hunn zënter 2014 eng Autorisatioun ausgestallt, vun där si selwer direkt oder indirekt betraff waren, zum Beispill bei Bauprojeten, Bauaarbechten un hirem Haus oder Infrastrukturen, un deene si direkt oder indirekt bedeelegt sinn, oder am Ëmweltschutz? Kann den Här Statsminister der Chamber d'Opzielung vun deenen Autorisatiounen zoukomme loossen?

Réponse (23.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Dee vum honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel staamt aus dem „Code de déontologie pour les membres du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg", dee schonn zënter November 2014 net méi a Kraaft ass an duerch den „Arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la Fonction" ersat ginn ass.

Den aktuellen Artikel 7 aus dem Code de déontologie reegelt déi potenziell Interessekonflikter vun de Regierungsmemberen folgendermoossen:

« Un conflit d'intérêts au sens du présent arrêté grand-ducal existe lorsqu'un membre du Gouvernement a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que membre du Gouvernement. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le membre du Gouvernement tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.

Tout membre du Gouvernement qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier.

En cas d'ambiguïté, le membre du Gouvernement peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité d'éthique. »

ad 1. Bei där vum honorabelen Deputéierten ugeschwater Foto, huet et sech ëm eng humorvoll Reaktioun op eng Aktioun vun der gréisster Oppositiounspartei gehandelt, déi och als solch soll bewäert ginn. An deem Sënn läit hei keen Interessekonflikt vir, deen de Respekt vun de Reegele vum Code de déontologie kéint a Fro stellen.

ad 2. Laut dem Code de déontologie ass en Interessekonflikt ginn, wann e Regierungsmember perséinlech Interessen huet, déi hie reell oder potenziell am Ausübe vu senge Funktioune kéinte beaflossen. Dëst ass awer net de Fall, wann e Regierungsmember en Avantage kritt, deen him a senger Qualitéit als „normale" Bierger zousteet.

D'Regierungsmemberen, genau wéi hir Familljen, Liewenspartner an aner Persounen, déi hinnen nostinn, ginn an deem Sënn als „normal" Bierger consideréiert a si gläich virum Gesetz. Am Fall vum Ausstelle vun enger Autorisatiouun, ënnerleie si de Prozeduren a Konditiounen, déi vum Gesetz virgesi sinn an déi sech bei all Bierger applizéieren. Vu dass hir Dossieren esou traitéiert gi wéi all aneren Dossier, gëtt et och keng spezifesch Oplëschtung vun Autorisatiounen, déi mir hei kéinte liwweren.

Question 1241 (24.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**acquisition de terrains et parcelles forestières par l'État :**

De Lëtzebuerger Stat keeft zanter Jore verschiddentlech eenzel Land- oder Bëschparzellen op, net nëmme fir den Neibau vu Stroossen oder ëffentleche Gebaier, mee och fir ze kompenséieren an esou weider. Laut dem neien Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 hunn de Stat, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater ee Virkafsrecht op Terrainen, déi an nationalen Naturschutzgebidder leien.

An deem Kontext géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar huet de Lëtzebuerger Stat an de leschten zéng Joer selwer kaaft, ausgeholl déi Parzellen, déi fir een Neibau vu Stroossen oder ëffentlech Gebaier gebraucht ginn? Wéi deelt dat sech op déi eenzel Regiounen op?

2. Wéi vill Hektar goufe vun dëse Parzelle kompenséiert a wéi gesinn dës Kompensatiounsmesurë konkret aus?

3. De Lëtzebuerger Stat bedeelegt sech och finanziell beim Kaf vu Land oder Bëscher bei der natur&ëmwelt-Fondatioun Hëllef fir d'Natur. Wéi vill Hektar goufen hei finanziell ënnerstëtzt?

4. Zanter dem Akraafttriede vum Naturschutzgesetz am Joer 2018: Wéi vill Hektar goufe fir dësen Zweck bis elo kaaft a wéi deelt dëst sech no Regiounen op?

5. Wéi huet sech den Hektarpräis vum Land a vum Bësch an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

Réponse commune (24.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Lëtzebuerger Stat huet iwwert déi uewe genannte Period insgesamt 1.193,26 Hektar Land kaaft, wouvun 874,29 Hektar Bësch an 318,98 Hektar sougenannten Oppelandfläche waren. Opgeschlësselt op déi bestoend Delimitatioune vun de Wahlbezierker leien insgesamt 75 % vun dëse Flächen am Bezierk Norden, 12 % am Osten, 8 % am Westen a 5 % am Süden.

Nieft de konkrete Besoinen un Terrain fir spezifesch ëffentlech Infrastrukturprojeten, keeft de Stat Lännereien op Basis vu folgende Kritären:

Anzuchsgebitt vum Stauséi op der Uewersauer: De Stat ass zënter Jorzéngten engagéiert, fir majoritär Proprietär vu gréisstendeels Bëschfläche ronderëm de Stauséi ze ginn, wëssend, datt méi wéi 70 % vum Lëtzebuerger Drénkwaasser aus dësem Reservoir gewonne gëtt. Eng naturno an op Buedemschutz a Reduktioun vu geféierleche Substanzen am Waasser ausgeriicht Bëschgestioun vun der Natur- a Bëschverwaltung soll et erlaben, d'Drénkwaasser vum Stauséi och an Zukunft dauerhaft an nohalteg ze notzen.

Arrondissement vu bestoende Statsbëscher: De Stat ass am Moment Proprietär vu ronn 12.000 Hektar Bësch, deen zu engem groussen Deel morceléiert ass an innerhalb vu privaten a kommunale Proprietéite läit. Do, wou et sech ubitt, dës Flächen ze arrondéieren oder duerch zousätzlech, forstwirtschaftlech oder naturschutzfachlech interessant, Terrainen ze erweideren, keeft de Stat zousätzlech Bëschflächen.

Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang: Den nationalen Naturschutzplang (plan national concernant la protection de la nature) ass e strategescht Dokument, dat, fir successiv Periode vu fënnef Joer, déi wichtegst Ziler a Mesuren am Beräich vum Naturschutz iwwer eng Regierungserklärung festleet.

D'Mesure 9 vum Plang vun 2017 seet, datt de Stat souwéi d'Gemengen a Fondatioune vun ëffentlechem Interessi prioritär Fläche solle kafen, déi:

- an Naturschutzgebidder leien,
- geschützt Biotopen opweisen,
- de Liewensraum vu geschützten Aarte sinn, oder
- allgemeng wichteg sinn, fir den Ziler vum PNPN gerecht ze ginn.

Ee vun den Ziler, déi sech hei gesat gi sinn, ass et, fir insgesamt 50 % vun der Surface vun allen Naturschutzgebidder ze kafen a souguer 100 % vu der Surface vun de Kärgebidder vun dësen Zonen.

Kompensatioun:

No der Publikatioun vum Naturschutzgesetz vun 2018 ass d'Natur- a Bëschverwaltung (ANF) de Gestionnaire vun dem sougenannte Kompensatiounsflächepool. D'ANF ass also zukünfteg responsabel fir d'Ëmsetze vun engem groussen Deel vun de Kompensatiounsmesuren hei am Land. Fir dës Mesurë kënnen ëmzesetzen, muss de Stat Terraine kafen an dat verdeelt iwwert de Gesamtterritoire vum Land. Am PNPN steet, datt d'ANF dofir déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kritt. D'Terrainen, déi an dësem Kader kaaft ginn, kënnen an dräi grouss Kategorien agedeelt ginn:

- Terrainen, déi als Réserve foncière solle gëllen, fir am Kader vum Opbau vu konkrete Kompensatiounsprojete kënne getosch ze ginn,
- gréisser zesummenhänkend Terrainen, déi per se fir kohärent Kompensatiounsprojete kënne mobiliséiert ginn,
- eenzel Parzellen, déi u bestoend Projeten ugrenzen an doduerch kënnen erweideren oder arrondéieren.

Ier d'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 a Kraaft getrueden ass, si fir Kompensatiounszwecker 364,20 Hektar vum Stat kaaft ginn, fir sech op de System virzebereeden, esou wéi dat vun der Regierung decidéiert gouf. Zanterhier sinn nach 80,92 Hektar derbäikomm. Am Ganze sinn deemno am Moment 445,12 Hektar kaaft gi fir den nationale Flächepool vun der Kompensatioun.

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vum nationale Flächepool huet d'ANF bis dato op 115,68 Hektar konkret Moossname vun ekologescher Opwäertung a Restauréierung ëmgesat. Dës Mesurë verdeele sech op insgesamt siwe Projeten. De Rescht vun dësen Terraine gëtt iwwert déi kommend Jore konsequent mat an de Flächepool iwwerholl, respektiv getosch, fir un aner interessant Fläche fir d'Kompensatioun ze kommen. Och ass virgesinn, fir an eenzelne Fäll Statsfläche mat an e Remembrement ze ginn, fir gréisser Kompensatiounsflächen zesummenzekréien.

Konkret ginn an esou Kompensatiounsprojete folgend Typpe vu Moossnamen ëmgesat:

- Restauratioun an ekologesch Opwäertung vu Grénglan: Hei ginn aartenaarm Fettwisen iwwer verschidden Agréffer (Mahdgutübertragung oder Ausbrénge vu Sommëschungen) erëm mat typesche Wisenaarten ugeräichert. Hei gi verschidde geschützte Wisentyppe restauréiert wéi zum Beispill Dréchewisen, Sandmagerrasen oder blummeräich Méiwisen.

- Ëmwandele vun Aker an extensiv Wisen a Weeden.

- Strukturéierungen an Uleeë vu Mikrohabitater: Heirënner versteet een allgemeng d'Planze vun Hecken, Beem, Bamreien, Feldgehölzer, Agroforstprojeten, Bongerten oder Alleeë souwéi d'Installéiere vu Steng- an Holzkéip als Habitater fir spezialiséiert Déierenaarten.

- Renaturéiere vu Baachen: Duerch d'Hiewe vum Baachbett an der Remeandréierung vun déif geluechten a riicht gezunnene Baache kann den ekologesche Wäert an d'Strukturvillfalt vu Baache konsequent verbessert ginn, dëst am Aklang mat den Ziler vum Waassergesetz an der Waasserdirektiv.

- Extensivéierung vun Akerfläche fir den Erhalt vun typesche Planzen am Aker oder d'Schafe vu Blühsträifen, fir natierlech Bestäuber, wéi Wëllbeien, ze fuerderen.

- Uleeë vu sougenannte Lerchenfenster fir den Erhalt vu Feldléiercher.

- Restauréierungen an Neesopbau vun Dréchemaueren.

- Uleeë vun Dëmpelen a Weieren.

- Reforestatioun, also d'Uplanze vun neie Bëscher.

ad 3. Vun 2010 bis 2019 gouf de Kaf vu 502,0926 Hektar ënnerstëtzt op Basis vun enger Konventioun tëscht der Stëftung an dem Ëmweltministère.

ad 4. D'Naturschutzgesetz vun 2018 gesäit am Artikel 49 vir, datt de Stat, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater e Virkafsrecht op Terrainen hunn, déi an ausgewisenen Naturschutzgebidder leien. Bis dato huet de Stat dräimol vun dësem Recht Gebrauch gemaach an huet esou 1,66 Hektar an Naturschutzgebidder an de Gemenge Bettenduerf, Déifferdeng a Gréiwemaacher kënne kafen.

ad 5. 2010 huet de Stat fir Landflächen tëschent 15.000.-/ha bis maximal 20.000.-/ha bezuelt. Am Laf vun de Joren huet de Stat säi Präis awer missen upassen op 25.000.-/ha an op 35000.-/ha. Fir Terrainen, déi de Stat haut fir Kompensatiounsmesurë wëllt kafen, offréiert hien e Präis bis maximal 50.000.-/ha.

Wat d'Präisser vun de Bëschparzellen ugeet, muss een notéieren, datt déi sech, engersäits, aus dem Terrain an, anerersäits, aus deem, wat dropsteet, zesummesetzen. Wann de Stat 2010 fir den Terrain nach 2.500.-/ha bezuelt huet, leie seng Offeren haut bei 6.000.-/ha.. Fir d'Holz, wat um Terrain steet, bezilt de Stat haut an der Moyenne tëscht 22.000.-/ha an 23.000.-/ha, wat plus/minus 50 % méi héich ass wéi nach 2010.

Question 1243 (25.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur :**

Selon les dernières statistiques publiées par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), le nombre de demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur a augmenté de l'ordre de 14,7 % endéans un an pour atteindre le chiffre de 3.427 personnes.

Cette augmentation atteint même 18,1 % pour les demandeurs d'emploi féminins.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire quelles sont les qualifications exactes des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur et quelle est la durée de leur inscription.

- Quelles sont, le cas échéant, les raisons de cette augmentation substantielle ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Qualifications et durée d'inscription

Au 31 août 2019, l'ADEM a recensé 3.427 demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Cela correspond à 22 % de tous les demandeurs d'emploi résidents disponibles.

Le tableau ci-dessous renseigne le plus haut niveau d'études atteint par les demandeurs d'emploi résidents disponibles issus de l'enseignement supérieur. Une majorité d'entre eux, 54 %, a atteint un niveau de master, voire plus. Ensuite, 31 % ont atteint un niveau de bachelor et 15 % sont issus de l'enseignement supérieur de cycle court (p. ex. brevet de technicien supérieur (BTS)).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau suivant propose une ventilation par domaine d'études. Une personne sur trois dispose d'une formation dans le domaine des sciences économiques (économie, gestion, finance, etc.), 13 % en sciences sociales et éducatives et 12 % en sciences appliquées (informatique, ingéniorat, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Parmi les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation supérieur, 29 % sont inscrits à l'ADEM depuis plus d'un an. Cette part est plus élevée chez les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation plus faible, à savoir 37 % chez les diplômés de l'enseignement secondaire supérieur et 55 % parmi ceux qui ne sont pas allés au-delà de l'enseignement secondaire inférieur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les demandeurs d'emploi qui détiennent un diplôme de master ont une durée d'inscription plus faible (26 % sont inscrits depuis douze mois et plus) que les diplômés des autres niveaux du supérieur (entre 30 % et 36 % sont inscrits depuis douze mois et plus).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La durée d'inscription varie également selon l'orientation des études. En effet, dans le domaine de l'architecture, 19 % sont des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de douze mois, tandis que cette proportion s'élève à 36 % dans les sciences pures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Explications potentielles de l'augmentation

Les raisons pour cette hausse sont difficiles à établir. Le marché du travail luxembourgeois affiche toujours des taux de croissance fort élevés. Selon le Statec, l'emploi salarié a progressé de 3.8 % au 2e trimestre 2019 par rapport au 2e trimestre 2018 (voir https://gd.lu/98Sl1G).

À côté de la croissance de l'emploi, les données sur les recrutements et les fins de contrat publiées par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) font état d'un roulement accru sur le marché du travail (voir https://gd.lu/bx5LzN). En 2018, les recrutements ont progressé de 8,8 % et les fins de contrat de 10,0 % par rapport à 2017. En même temps, le nombre de créations nettes d'emplois, c'est-à-dire la différence entre les recrutements et les fins de contrat a légèrement reculé (- 0,1 %). En d'autres termes, pour créer le même nombre d'emplois en 2018 qu'en 2017, il aura fallu embaucher et licencier davantage de travailleurs en 2018 qu'en 2017.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'image devient plus nette en épinglant deux secteurs spécifiques : l'information et la communication et celui des activités spécialisées, scientifiques et techniques. Ces deux secteurs ont une main-d'œuvre hautement qualifiée. Dans le premier, 63,5 % des salariés sont diplômés de l'enseignement supérieur et dans le deuxième 78,3 % (source : Statec, https://gd.lu/dP3d3). L'emploi dans ces deux secteurs s'élève à 60.630 personnes en mars 2019 (source : IGSS, https://gd.lu/7vDH1Q).

Dans ces deux secteurs, les recrutements en 2018 ont progressé de 7,0 %, les fins de contrat de 13,2 %. Le nombre de créations a baissé de 21,9 % par rapport à 2017. Il est important de rappeler que l'emploi total n'a pas chuté entre 2017 et 2018. Il y a toujours eu beaucoup plus de recrutements que de fins de contrat. Une telle évolution peut induire une hausse du chômage, et dans ce cas précis une hausse du chômage des travailleurs hautement diplômés. En effet, pas tous les travailleurs en fin de contrat (licenciement ou fin de CDD) retrouvent un nouvel emploi immédiatement après. Comme il y a encore un nombre important de créations d'emploi, ces personnes retrouvent assez vite un emploi, ce qui se traduit par des durées d'inscription plus courtes (cf. ci-dessus).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Hormis cela, il y a aussi un effet de volume à l'œuvre. La seule vue sur le nombre des demandeurs d'emploi hautement qualifiés et sa hausse n'est que partielle. En effet, la hausse des demandeurs d'emploi diplômés du supérieur est une conséquence de la croissance démographique au Luxembourg. D'un côté, l'économie luxembourgeoise attire des travailleurs hautement qualifiés. D'un autre côté, de plus en plus de jeunes font des études supérieures. Afin d'éliminer cet effet de volume, il convient d'analyser le taux de chômage plutôt que le nombre absolu de chômeurs ou de demandeurs d'emploi. Selon Eurostat, le taux de chômage des personnes diplômées de l'enseignement supérieur est resté fort stable ces dernières années. Il est passé de 4,0 % en 2016 à 3,9 % en 2017 et 4,3 % en 2018. Dans les deux premiers trimestres de l'année 2019 il s'établit à 3,4 %.

Question urgente 1658 (06.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **incendies en Australie :**

Ëmweltkatastrophe ginn ëmmer méi heefeg an hir Auswierkungen ëmmer méi tragesch.

An dësem Moment sinn et d'Bëschbränn an Australien, déi d'Welt an Otem halen. D'Australier kënnen aktuell all Hëllef aus dem Ausland gutt gebrauchen. Och de Grand-Duché kéint hei Verantwortung iwwerhuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Aussen- an Europaminister an der Ministesch fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Här Minister, plangt d'Regierung, Australien Hëllef unzebidden? Wa jo, ënner wéi enger Form?

2. Wier et an den Ae vum Minister opportun, Australien iwwer de Wee vun emergency.lu Hëllef unzebidden?

Réponse commune (08.01.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Wärend enger komplexer Katastroph wéi de Bëschbränn an Australien ass et wichteg, datt d'Hëllef op eng koordinéiert Manéier agesat gëtt. Och Lëtzebuerg dréit iwwer seng Grenzen eraus säin Deel zum europäesche Katastropheschutz bäi.

Den „Emergency Response Coordination Center" (ERCC) vun der EU-Kommissioun zu Bréissel koordinéiert europäesch an international Ufroe fir Katastrophenhëllef a proposéiert iwwer d'Aktivatioun vum Europäesche Katastropheschutzmechanismus eng adequat Hëllef, baséiert op de Ressourcen, déi vum betraffene Land ugefrot ginn.

Australien huet bis ewell keng Ufro fir Moduler gestallt, déi Lëtzebuerg am Kader vum EU-Mechanismus zur Verfügung stellt.

Nieft der Kommunikatiounsplattform fir Urgencen emergency.lu huet Lëtzebuerg folgend Moduler bei der EU enregistréiert: Medevac (Medezinesch Evakuatioun vu Katastrophenopfer), TAST (Technesch Assistenz a Support Team) an e Flood-Rescue-Using-Boats-Modul.

Déi zoustänneg Servicer zu Lëtzebuerg, d'Direktioun vun der ziviller Sécherheet am Inneministère an de CGDIS, suivéieren och weiderhin d'Evolutioun vun der Situatioun vun de Bëschbränn an Australien.

N°05
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 5 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Interdiction portant sur la vente de fourrures p. 108
Agriculture et défis dus au changement climatique p. 112
Sommaire de la séance publique nº 8 p. 122
Sommaire des questions parlementaires p. Q111
8e séance Mardi 19 novembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

La Chambre des Députés est en deuil



„Mam Eugène Berger verléiert d'Chamber e kompetenten, fläissigen an engagéierte Member, virun allem awer e léiwe Mënsch a gudde Kolleeg. Den Eugène Berger huet näischt gescheit: keng Aarbiicht, keng nei Defien, keng schwierig Dossieren. A wat e gemeet huet, war perfekt. Eidelt Geschwätz huet nit zu sengem Repertoire gehéiert. Hie war Perfektionist.

Den Eugène Berger feelt der Chamber. Mir hätten en nach gebraucht. Säin Doud trëfft äis béis, frontal. Eis Gedanke si bei all de Léiwe ronderëm hien."

Ce sont les mots de condoléances du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, suite à l'annonce de la mort du député et Président du groupe politique DP, M. Eugène Berger.

M. Berger, qui s'est éteint à l'âge de 59 ans, a siégé pour la première fois à la Chambre des Députés en 1994. Non élu lors des élections législatives de 2004, il est revenu à la Chambre en décembre 2007 en remplacement de M. Henri Grethen. Depuis 2007, il y a siégé sans interruption et a pris la tête du groupe politique DP à l'issue des élections législatives de 2013.

Pendant sa carrière politique, M. Eugène Berger a également été Secrétaire d'État à l'Environnement au sein du Gouvernement Juncker-Polfer (1999-2004). Outre son engagement au niveau national, il était actif en tant que conseiller communal de Roeser depuis 2011.

Passionné d'alpinisme, il est le seul Luxembourgeois à avoir réussi l'ascension du mont Everest.

Après l'annonce du décès de M. Eugène Berger au cours de la séance publique du 21 janvier 2020, celle-ci fut suspendue. Le Président de la Chambre des Députés et les présidents des groupes politiques, très affectés par le décès de M. Berger, ont pris la décision, d'un commun accord, d'annuler les séances publiques des 22 et 23 janvier et d'organiser une séance de commémoration pour le défunt.

COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL
Suffrage universel au Luxembourg et en Europe

Les jeudi 27 et vendredi 28 février 2020
à la salle des séances plénières de la Chambre des Députés

Comment s'est développée la revendication du suffrage universel en Europe ? Quel rôle a joué le suffrage des femmes ? Et quelles formes la démocratie parlementaire a-t-elle prises après la Première Guerre mondiale ? Ces questions seront traitées lors d'un colloque organisé par la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art, qui aura lieu dans le cadre de l'exposition #wielewatmirsinn sur 100 ans de suffrage universel au Luxembourg. *(Lire le détail du programme page 2.)*



CONFÉRENCE D'OUVERTURE

le jeudi 27 février à 18h30

Un homme, une voix ?
Les universalités du suffrage

Conférence donnée par l'historien Michel Offerlé, professeur à l'École normale supérieure de Paris, auteur de « Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel ».



Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

PROGRAMME

Jeudi 27 février 2020 Conférence publique

18h30 **Michel Offerlé** (Paris):
Un homme, une voix? Les universalités du suffrage.

Vendredi 28 février 2020
8h30 Accueil et enregistrement/Ankunft und Registrierung/Arrival and registration

9h00 Mots de bienvenue/Begrüßung/Welcoming address

9h15 Keynote

Kerstin Wolff (Kassel):
„Ohne Frauen ist das allgemeine Wahlrecht nichts als eine Redensart" – Argumentative Verschränkungen im Kampf um das Frauen- und das allgemeine Wahlrecht in Deutschland.

10h00 **Pause-café/Kaffeepause/Coffee break**

10h15 **Panel 1**
Droit de vote censitaire et démocratie
Zensuswahlrecht und Demokratie
Census suffrage and democracy

Éloïse Adde (Luxembourg): Élire le roi. Une fausse généalogie de l'élection contre la succession héréditaire en Bohême au 14e siècle.
Andreas Biefang (Berlin): Die Einführung des allgemeinen, gleichen, direkten und geheimen Wahlrechts für Männer im Norddeutschen Bund 1867.
Max Schmitz (Luxemburg): Vox populi, vox Rindvieh? Stimmen aus der luxemburgischen Bevölkerung zum allgemeinen Wahlrecht (1848-1919).
Viktoriya Sukovata (Kharkiv): Women's Education and Right to Vote in the Russian Empire and in the Soviet Kharkiv.

Discussion/Diskussion

12h30 **Pause-midi/Mittagspause/Lunch break**

13h30 **Panel 2**
L'introduction du suffrage universel
Die Einführung des allgemeinen Wahlrechts
The adoption of universal suffrage

Jacques Maas (Luxembourg): La question du suffrage universel à l'époque du Bloc des gauches (1905-1916).
Ibolya Murber (Budapest): Der Erste Weltkrieg und beschleunigte Demokratisierung. Wahlrecht und Wahlen in den Verliererstaaten Österreich und Ungarn.
Renée Wagener (Luxemburg): Haben die Frauen die Luxemburger Monarchie gerettet?

Discussion/Diskussion

15h15 **Pause-café/Kaffeepause/Coffee break**

15h30 **Panel 3**
Participation et représentation après 1919
Partizipation und Repräsentation nach 1919
Participation and representation after 1919

Ben Fayot (Luxembourg): Les partis dans la démocratie luxembourgeoise.
Thierry Grosbois (Luxembourg): La Chambre des Députés du Luxembourg face au communisme et à la montée de la guerre froide.
Philippe Poirier (Luxembourg): Le système des partis luxembourgeois et les valeurs à l'aune de la théorie des clivages de Stein Rokkan et de Ronald Inglehart 1945-2018.
Christine Mayr (Luxemburg): „Bleift um Krautmaart!" – Die Debatten um den gescheiterten Neubau der Chambre des Députés (1978-1980): Zur symbolischen Funktion des Parlamentsgebäudes in Luxemburg.
Régis Moes (Luxembourg): La législation électorale luxembourgeoise à l'aune de l'étranger. Points de comparaison et influences internationales (1919-2019).

Discussion/Diskussion

18h30 **Fin/Ende/End**

Colloque international
Internationale Tagung
International conference
27/28.2.2020 Chambre des Députés

100 JOER
WIELE WAT MIR SINN
ALLGEMENGT WAHLRECHT

Suffrage universel au Luxembourg et en Europe
Allgemeines Wahlrecht in Luxemburg und in Europa
Universal Suffrage in Luxembourg and in Europe

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
Marché-aux-Poissons L-2345 Luxembourg www.mnha.lu
mardi - dimanche 10 h -18 h jeudi 10 h -20 h lundi fermé

27.9.2019 - 6.9.2020
MNHA EXPOSITION

Internationale wissenschaftliche Tagung
Allgemeines Wahlrecht in Luxemburg und in Europa
Am Donnerstag, 27. und Freitag, 28. Februar 2020
im Sitzungssaal der Abgeordnetenkammer

Wie entwickelte sich die Forderung nach dem allgemeinen Wahlrecht in Europa? Welche Rolle spielte dabei das Frauenwahlrecht? Und welche Formen nahm die parlamentarische Demokratie nach dem Ersten Weltkrieg an? Diese Fragen werden bei der Tagung angesprochen, die die Abgeordnetenkammer und das Nationalmuseum für Geschichte und Kunst organisieren. Die Tagung findet im Rahmen der Ausstellung #wielewatmirsinn über 100 Jahre Einführung des allgemeinen Wahlrechts in Luxemburg statt.

Die Beiträge werden auf den Einsatz für politische Rechte in verschiedenen Ländern Europas, darunter auch Luxemburg, eingehen sowie auf ihre Umsetzung und ihre Auswirkungen in den folgenden Jahrzehnten. Sie decken ein breites Spektrum an Themen ab: Geschichte, Politik- und Sozialwissenschaften, Gender Studies, Architektur etc.

Konferenzsprachen sind Französisch, Deutsch und Englisch.

Anmeldung erfordert (nur für den 28.2.):
info@wielewatmirsinn.lu
Anmeldungsfrist: 25.2.

Öffentlicher Eröffnungsvortrag
Michel Offerlé
Un homme, une voix? Les universalités du suffrage.
Donnerstag, 27. Februar um 18h30

Vortrag von Michel Offerlé, Professor an der École normale supérieure de Paris, Autor von „Un homme, une voix? Histoire du suffrage universel".

In Betrachtung der Formel „Ein Mann, eine Stimme?" wird Michel Offerlé in einer komparativen Herangehensweise die wirtschaftlichen, sozialen und politischen Bedingungen der Universalisierungen des Wahlrechts vom 19. bis zum 21. Jahrhundert untersuchen.

Mehr Infos unter www.wielewatmirsinn.lu

International Scientific Conference
Universal Suffrage in Luxembourg and in Europe
Thursday 27th and Friday 28th February 2020
at the Plenary Hall of the Chamber of Deputies

How did the claim for universal suffrage develop in Europe? Which role did women's suffrage play in this context? And which forms did parliamentary democracy take after the First World War? These questions will be approached during the conference organised by the Chamber of Deputies and the National Museum of History and Art. The conference takes place in the context of the exhibition #wielewatmirsinn on 100 years of universal suffrage in Luxembourg.

The contributions will treat the struggle for political rights in different European countries, among them the Grand Duchy, as well as their establishment and effects in the following decades. They will cover a large spectrum of aspects: history, political and social sciences, gender studies, architecture, etc.

The conference languages are French, German and English.

Registration required (only for 28.2.):
info@wielewatmirsinn.lu
Registration deadline: 25.2.

Public Opening Lecture
Michel Offerlé
Un homme, une voix? Les universalités du suffrage.
Thursday, 27th February at 6.30 p.m.

Lecture by Michel Offerlé, professor at the École normale supérieure de Paris, author of "Un homme, une voix? Histoire du suffrage universel".

Reflecting on the formula "One man, one vote?", Michel Offerlé will interrogate, in a comparative way, the economic, social and political conditions of the universalisations of suffrage from the 19th to the 21st century.

More information at www.wielewatmirsinn.lu

Colloque scientifique international
Suffrage universel au Luxembourg et en Europe
Les jeudi 27 et vendredi 28 février 2020
à la salle des séances plénières de la Chambre des Députés

Comment s'est développée la revendication du suffrage universel en Europe? Quel rôle a joué le suffrage des femmes? Et quelles formes la démocratie parlementaire a-t-elle prises après la Première Guerre mondiale? Ces questions seront traitées lors du colloque organisé par la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art. Le colloque a lieu dans le cadre de l'exposition #wielewatmirsinn sur 100 ans de suffrage universel au Luxembourg.

Les contributions porteront sur la lutte pour les droits politiques dans différents pays d'Europe, notamment au Grand-Duché, ainsi que sur leur introduction et leurs effets dans les décennies suivantes. Elles couvriront un large spectre d'aspects: histoire, sciences politiques et sociales, études de genre, architecture, etc.

Les langues seront le français, l'allemand et l'anglais.

Inscription requise (uniquement pour le 28.2.):
info@wielewatmirsinn.lu
Délai d'inscription: 25.2.

Conférence publique d'ouverture
Michel Offerlé
Un homme, une voix? Les universalités du suffrage.
Jeudi 27 février à 18h30

Conférence donnée par l'historien Michel Offerlé, professeur à l'École normale supérieure de Paris, auteur de «Un homme, une voix? Histoire du suffrage universel».

En réfléchissant sur la formule «Un homme, une voix?», Michel Offerlé interrogera, de manière comparative, les conditions économiques, sociales et politiques des universalisations des suffrages du XIXe au XXIe siècle.

Plus d'infos sous www.wielewatmirsinn.lu

« L'importance d'un Parlement fort »

Lors de la réception de Nouvel An de la Chambre des Députés, son Président, M. Fernand Etgen, s'est penché sur les priorités 2020 et a dressé un bilan de l'année passée.

Le message clé de son allocution portait sur « l'importance d'un Parlement fort au sein des différentes structures du pays ». Face aux membres de la presse et de l'administration parlementaire, M. Etgen a relevé sa volonté de renforcer le rôle ainsi que la structure du Parlement. Étant donné que le travail législatif devient de plus en plus technique et complexe, que ce soit au niveau national ou européen, les groupes et sensibilités politiques bénéficient - depuis le 1er janvier 2020 - de plus de moyens financiers pour engager des experts qui les soutiendront dans leur travail parlementaire.

Une évaluation des politiques publiques

La mise en place d'une « expertise neutre » au sein de l'administration parlementaire est également en train d'être étudiée au niveau des organes décisionnels de la Chambre, a précisé M. Fernand Etgen.

Afin de renforcer la Chambre en tant qu'organe de contrôle du Gouvernement, le Président du Parlement a souligné la volonté des 60 députés de vérifier l'impact des réformes législatives et de mener régulièrement une évaluation des politiques publiques.

Une résolution allant dans ce sens avait été adoptée unanimement lors des séances publiques avant Noël. Il s'agit d'un dossier très important, mais également complexe, selon M. Fernand Etgen.

Ce sujet sera approfondi par la Chaire de recherche en études parlementaires et une conférence thématique avec des experts internationaux sera organisée au cours de l'année 2020.

Les défis pour l'année 2020 : réforme fiscale et environnement

Une refonte du règlement interne de la Chambre est également prévue pour l'année 2020. « Il s'agit d'adapter les textes afin d'éviter toute divergence d'interprétation », a fait remarquer M. Fernand Etgen. Au niveau législatif, M. Etgen a constaté que « l'année 2020 sera une année intéressante marquée par la future réforme fiscale ». Selon lui, le Parlement devra être impliqué le plus tôt possible. Ceci vaudrait également pour la mise en place des mesures décidées lors de la COP25 et qui devraient avoir un impact important sur les finances publiques. « D'Natur erhalen ass deier, mee d'Natur net erhalen ass onbezuelbar », a-t-il déclaré.

Il reviendrait à la Chambre des Députés de définir les grandes orientations des futurs défis complexes. « Mir sinn de kommende Generatioune fir béid Erausfuerderunge courageiert, éierlech a sozial gerecht Äntwerte schëlleg », a ajouté le Président de la Chambre.

Un retour sur les grands événements de l'année 2019

La séance solennelle de commémoration en l'honneur du Grand-Duc Jean et la visite de la Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, Mme Nancy Pelosi, à l'occasion des commémorations autour du 75e anniversaire du début de la bataille des Ardennes étaient deux événements qui avaient marqué l'activité du Parlement en 2019 et que le Président de la Chambre des Députés a tenu à rappeler.

Pour conclure, M. Fernand Etgen s'est réjoui du terrain d'entente trouvé entre les quatre grands partis politiques représentés à la Chambre en ce qui concerne les travaux pour moderniser la Constitution luxembourgeoise.

Un nouveau chef pour l'administration parlementaire

2020 sera notamment l'année où l'administration parlementaire aura un nouveau Secrétaire général.

Après 17 ans à la tête de l'administration, M. Claude Frieseisen prendra sa retraite. La Chambre nommera un successeur dans les prochaines semaines.

Dans son discours, le Secrétaire général est revenu sur les différents projets réalisés au cours des dernières années.

Parmi ceux-ci figuraient le partenariat scientifique entre la Chambre des Députés et la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, le partenariat avec le « Zentrum fir politesch Bildung » dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, la digitalisation des archives et des comptes rendus de la Chambre et l'exposition sur le 100e anniversaire du suffrage universel en collaboration avec le Musée national d'histoire et d'art (MNHA).

L'organisation des grands rendez-vous internationaux au niveau parlementaire tels que la 28e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ou encore la présidence bisannuelle du Parlement Benelux étaient d'autres exemples mentionnés par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen.



Réception de Nouvel An 2020 à la Chambre des Députés

63. Bitburger Gespräche am 9. und 10. Januar 2020 in Mainz

Rechtliche Herausforderungen künstlicher Intelligenz

Da die Abgeordnetenkammer sich im Allgemeinen als Ziel gesetzt hat, den technischen Umbruch und die damit verbundenen Rechtsfragen eng zu verfolgen, haben der Präsident der Abgeordnetenkammer Fernand Etgen und der Generalsekretär des Parlamentes Claude Frieseisen am 9. und 10. Januar 2020 in Mainz an einer Tagung über die rechtlichen Herausforderungen künstlicher Intelligenz teilgenommen.

Man geht davon aus, dass künstliche Intelligenz die Welt in Zukunft noch grundlegender verändern wird als das Internet. Künstliche Intelligenz wird autonomes Fahren erlauben, wird in der Medizin zur Diagnose von Krankheiten eingesetzt werden, wird dazu gebraucht werden, Verbrechensneigungen zu prognostizieren, oder Musik und Bilder erschaffen.

Die Rechtsordnung muss einen geeigneten Rahmen für diese Innovationen bereitstellen und problematische Entwicklungen aufspüren und einengen.

Die Konferenz, die von der deutschen Gesellschaft für Rechtspolitik unter dem Begriff « Bitburger Gespräche » organisiert wurde und die hauptsächlich den Dialog mit Persönlichkeiten aus Justiz und Verwaltung, aus Politik, Wirtschaft, Gewerkschaften und Medien sucht, hat das Thema der künstlichen Intelligenz unter den Gesichtspunkten der staatlichen Verantwortung für künstliche Intelligenz (Infrastruktur und Datensicherheit), der staatlichen und privaten Algorithmenregulierung, der Haftung für künstliche Intelligenz und der ethischen Vorausgaben beleuchtet.

Es ging darum zu analysieren, inwieweit das bestehende Recht diese Entwicklungen jetzt schon sinnvoll begleitet oder ob eine Anpassung der Rechtssysteme angebracht wäre.



Fernand Etgen, Präsident der Abgeordnetenkammer (links), und Claude Frieseisen, Generalsekretär (rechts), nahmen an den Bitburger Gesprächen teil, die von Prof. Dr. Christian Winterhoff (Mitte) geleitet wurden.

Visite du groupe d'amitié de la Douma

Les membres d'un nouveau groupe d'amitié parlementaire Russie-Luxembourg de la Douma ont été reçus pour une visite le 13 janvier 2020 à la Chambre des Députés. Ce groupe d'amitié se voue exclusivement aux relations russo-luxembourgeoises alors qu'auparavant un autre groupe se dédiait à l'ensemble des pays du Benelux. « Il s'agit d'un signe fort qui témoigne de la volonté russe de renforcer les relations entre les parlementaires des deux pays », a expliqué M. Umakhan Umakhanov, Président du groupe d'amitié, au cours d'une entrevue avec des députés luxembourgeois, membres du Bureau respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

« Nous sommes des partenaires de choix et notre excellente entente n'est aucunement le fruit du hasard », a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, qui a également constaté que la « relation historiquement solide » entre les deux pays pouvait « aisément résister aux aléas du quotidien ». Il a insisté sur « l'importance d'un dialogue continu » tout en réaffirmant le soutien luxembourgeois pour l'embargo que l'Union européenne a imposé à l'égard de la Russie suite aux évènements en Ukraine.

Les discussions entre les députés luxembourgeois et les membres du groupe d'amitié russe ont porté sur les relations bilatérales dans les domaines de la culture et de l'éducation, mais également sur l'éventuel établissement d'une liaison aérienne directe entre les deux pays. Des sujets d'actualité comme le respect des accords de Minsk concernant la crise en Ukraine ainsi que les dernières évolutions au Moyen-Orient ont également été discutés au cours de l'échange de vues.

Face à leurs homologues russes, les députés ont souligné « l'importance d'un dialogue continu ». La Chambre des Députés entretient des relations régulières avec la Russie. En mars 2019, le Premier Ministre russe, M. Dmitri Medvedev, avait été reçu à la Chambre pour un échange de vues avec les députés.



Rencontre de parlementaires russes et luxembourgeois

62e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires à Helsinki

Une présidence sous le signe du développement durable



Mme Viviane Reding et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre à Helsinki.

La 62e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a eu lieu du 1er au 3 décembre 2019 à Helsinki. C'était l'occasion, notamment, de présenter les résultats de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2019.

La présidence finlandaise s'est déroulée surtout sous le signe de la durabilité. Le « new green deal européen » proposé par la Commission Von der Leyen devrait permettre à l'Union européenne d'avancer vers un avenir plus durable, avec comme but la neutralité climatique d'ici 2050, selon le Premier Ministre de Finlande, M. Antti Rinne.

Le respect des valeurs communes était un autre sujet central tout au long de cette présidence. « Quant à l'économie, il faudra que le marché unique devienne plus efficace si l'Europe veut avancer dans certains domaines pour y devenir un "leader" », a souligné le Premier Ministre finlandais. Un des aspects clés serait le socle des droits sociaux. La sécurité dans la vie quotidienne des citoyens était un autre sujet auquel la présidence finlandaise a accordé une attention particulière.

Le rôle des parlements nationaux

Il ressort du 32e rapport semestriel de la COSAC que la procédure d'analyse de la législation européenne dans le cadre du contrôle de la subsidiarité retenu dans le protocole annexé au traité de Lisbonne diffère d'un parlement à l'autre. Les opinions sur l'efficacité de cet instrument sont divergentes, la majorité des parlements souhaitant reformer la procédure pour améliorer le cadre actuel de la coopération parlementaire.

Par ailleurs, les parlements nationaux désirent être impliqués dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe proposée par la Commission européenne. Un amendement allant dans ce sens initié par le Bundestag allemand et l'Assemblée nationale française - et cosigné par onze autres chambres - a été adopté. L'amendement revendique notamment que les parlements nationaux doivent être pleinement associés à la Conférence.

L'État de droit et la Charte des droits fondamentaux

Une session de la COSAC était consacrée à l'État de droit et la Charte des droits fondamentaux. La Ministre finlandaise des Affaires européennes, Mme Tytti Tuppurainen, a constaté que la transparence et l'accès à l'information sont primordiaux. Par ailleurs, il faudrait s'opposer à la désinformation.

Le directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, M. Michael O'Flaherty, a déploré la montée du racisme et du discours de la haine. Par ailleurs, il a proposé que les parlements nationaux adoptent un système d'application de la Charte des droits fondamentaux en leur sein, forment les membres et fonctionnaires pour améliorer la connaissance du contenu de la Charte et veillent à la conformité de la législation avec la Charte. Concrètement, l'orateur a suggéré d'élaborer des plans d'action pour l'utilisation de la Charte.

Les objectifs de la Commission Von der Leyen

Le Vice-Président de la Commission européenne, M. Maroš Šefčovič, a énuméré les objectifs de la Commission européenne sous la présidence de Mme Von der Leyen. Le « new green deal » sera une nouvelle stratégie de croissance économique, permettant à la fois de réussir la transformation économique dans le respect des droits sociaux et de baisser considérablement les émissions en CO_2. Le pilier social sera renforcé, notamment en proposant un salaire minimum européen. Réussir la digitalisation pour que l'Union européenne puisse se placer en tête de liste au niveau mondial, renforcer le partenariat avec les pays africains et rendre l'Europe plus démocratique sont d'autres objectifs que la Commission européenne s'est fixés. Le programme de travail de la Commission européenne sera par ailleurs présenté en janvier 2020 et, en février 2020, le nouveau cadre financier pluriannuel 2021-2027 suivra.

La stratégie climatique

Selon la directrice du département Économie circulaire neutre en carbone du Fonds monétaire d'innovation finlandais Sitra, Mme Mari Pantsar, les objectifs de l'Union européenne fixés actuellement ne suffisent pas pour aligner l'UE avec les objectifs fixés à Paris. Selon les conclusions de ce « think tank », l'UE devrait renforcer le commerce des certificats ETS et surtout saisir le potentiel de l'économie circulaire. Le changement climatique serait le plus grand défi auquel le monde est confronté.

Quelques outils pour réduire les émissions CO_2 ont été évoqués par le Président du Comité finlandais sur le changement climatique, le Professeur Markku Ollikainen. Selon lui, l'Union européenne doit réduire l'écart des certificats ETS notamment en ce qui concerne le charbon ; une réduction de 2,5 % par an serait nécessaire pour ne plus brûler du charbon en 2030. La politique d'innovation de l'UE devra viser à transformer les émissions pour réduire le carbone. Par ailleurs, une taxe carbone sur les transports ou encore le plastique serait envisageable. Pour réduire la consommation primaire du pétrole, l'hydrogène pourrait devenir une partie intégrante de notre avenir.

La transformation d'une ville vers la neutralité en carbone a été illustrée par le maire de Lahti, M. Pekka Timonen. Lahti, ville située à quelque 100 kilomètres de Helsinki, sera par ailleurs la « Capitale verte européenne » en 2021.

Le Brexit et les relations futures avec le Royaume-Uni

La dernière session de la COSAC portait sur le Brexit et les relations futures avec le Royaume-Uni. Rappelant les principes des négociations, à savoir la priorité accordée aux droits des citoyens, la protection de l'intégralité du marché unique européen et l'impossibilité d'établir une frontière « dure » entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, le chef de la task force pour les relations avec le Royaume-Uni, M. Michel Barnier, a fait savoir que, contrairement aux négociations d'autres accords de libre-échange, les négociations sur les relations futures avec le Royaume-Uni ne portent pas sur la convergence de règles et de standards, mais, au contraire, sur la perspective de divergence partant d'un acquis commun. Selon M. Barnier, il s'agira de négocier un accord « free and fair », évitant des tarifs, quotas et surtout le « dumping ». Le Royaume-Uni sera à l'avenir le principal partenaire stratégique pour l'Union européenne. Par ailleurs, il faudrait continuer à cultiver l'unité des 27 autres États membres en misant sur la transparence et le dialogue.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 5** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Crédits immobiliers résidentiels

7218 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels

Le présent projet de loi a pour objet d'habiliter la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) à prendre des mesures macroprudentielles au regard de développements dans le secteur immobilier résidentiel au Luxembourg qui seraient susceptibles de présenter un risque pour la stabilité financière du système financier national.

Ainsi, le nouvel article 59-14bis de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (LSF) investit la CSSF de pouvoirs qui lui permettent de fixer des conditions pour l'octroi de crédits relatifs à des biens immobiliers à usage résidentiel situés sur le territoire du Luxembourg par les établissements de crédits, les entreprises d'assurances et les professionnels effectuant des opérations de prêts.

Dans le cadre de ses missions, la CSSF peut notamment :

a) définir une limite maximale pour le rapport entre la somme de tous les prêts ou tranches de prêts garantis par l'emprunteur concernant un bien immobilier au moment du montage du prêt et la valeur du bien à ce même moment. Lorsque la CSSF définit une limite maximale pour le rapport susvisé, cette limite se situe entre 75 % et 100 % ;

b) définir une limite maximale pour le rapport entre la somme de tous les prêts ou tranches de prêts garantis par l'emprunteur concernant le bien immobilier au moment du montage du prêt et le revenu annuel total disponible de l'emprunteur à ce même moment. Lorsque la CSSF définit une limite maximale pour le rapport susvisé, cette limite se situe entre 400 % et 1200 % ;

c) définir une limite maximale pour le rapport entre l'endettement total de l'emprunteur au moment du montage du prêt et le revenu annuel total disponible de l'emprunteur à ce même moment. Lorsque la CSSF définit une limite maximale pour le rapport susvisé, cette limite se situe entre 400 % et 1200 % ;

d) définir une limite maximale pour le rapport entre les charges d'emprunt annuelles totales et le revenu annuel total disponible de l'emprunteur au moment du montage du prêt. Lorsque la CSSF définit une limite maximale pour le rapport susvisé, cette limite se situe entre 35 % et 75 % ;

e) définir une limite maximale pour l'échéance initiale d'emprunt. Lorsque la CSSF définit une limite maximale pour l'échéance initiale d'emprunt, cette limite se situe entre 20 ans et 35 ans.

Ces mesures peuvent être appliquées seules ou en combinaison et peuvent viser l'ensemble ou une partie du montant de nouveaux crédits. Elles ne peuvent cependant pas s'appliquer aux contrats de crédit en cours.

Au vu de l'impact potentiellement important sur le plan économique et social national des mesures précitées, le projet de loi sous rubrique encadre les pouvoirs accordés à la CSSF dans un cadre normatif strict et rigoureux.

D'une part, la CSSF ne peut prendre les mesures énoncées ci-avant que si aucune des autres mesures pouvant être prises en vertu de la LSF, du règlement (UE) n°575/2013, prises isolément ou combinées, ne permettrait de prendre en compte de manière adéquate les risques pour la stabilité financière nationale. D'autre part, la CSSF ne pourra agir qu'en vertu d'une recommandation adoptée par le comité du risque systémique quant à la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des mesures prévues. Si tel est le cas, la CSSF décide de l'application des mesures après concertation avec la BCL. Elle est également appelée à se concerter avec le Commissariat aux assurances si le secteur des assurances est concerné.

Le dispositif macroprudentiel est en outre complété par un nouvel article 59-14ter qui prévoit explicitement la possibilité pour la CSSF de demander aux autorités nationales dans d'autres États membres de reconnaître d'éventuelles conditions fixées pour l'octroi de crédits relatifs à des biens immobiliers situés au Luxembourg.

Afin de mieux détecter les risques systémiques sectoriels ou agrégés, le présent projet de loi accorde à la BCL un droit d'accès à des informations agrégées disponibles auprès d'administrations étatiques, d'établissements publics autres que ceux placés sous la surveillance des communes et d'autres autorités étatiques compétentes pour autant que ces informations soient nécessaires à ses activités de recherche et d'analyse en relation avec la mission du comité du risque systémique.

Ainsi le projet de loi agit dans une perspective de défendre la sécurité publique et de prévenir le risque d'incendie, en rendant obligatoire l'installation de détecteurs dotés d'un marquage CE, assurant l'adhésion aux normes européennes et nationales.

L'entrée en vigueur de la future loi aura lieu au 1er janvier 2020. Pour les immeubles dont l'autorisation de construire a été délivrée avant cette date et pour les immeubles existants, une période de transition de trois ans est prévue. Les détecteurs qui sont d'ores et déjà installés seront considérés comme conformes à la loi.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.12.2017
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

23.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.11.2019
Loi du 4 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 811, page 1

Installation obligatoire de détecteurs de fumée

7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi vise à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les immeubles comprenant au moins un logement.

Chaque année, les incendies qui se déclenchent dans les logements ont causé, en moyenne, le décès de deux personnes entre 1998 et 2015 selon la Direction de la Santé du Ministère de la Santé. Du fait que la détection précoce de toute fumée joue un rôle primordial dans la lutte contre les conséquences d'un feu, il est estimé que la simple présence d'un détecteur de fumée permettrait de sauver des vies. En effet, les statistiques de certains pays qui ont rendu la présence de détecteurs obligatoires ont constaté une baisse des décès dans les incendies d'habitation et du nombre d'incendies nécessitant l'intervention des pompiers.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.06.2018
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

07.02.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.03.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation de propositions d'amendements
27.06.2019	Continuation des travaux
07.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.11.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.11.2019
Loi du 6 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 833, page 1

Institutions de retraite professionnelle

7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance

L'objet du présent projet de loi consiste en la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (ci-après « directive (UE) 2016/2341 »), qui représente une refonte de la directive 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 juin 2003.

La directive (UE) 2016/2341 propose plusieurs mesures afin d'approfondir le marché intérieur des régimes de retraite professionnelle en instaurant notamment un meilleur encadrement pour les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP). Au Luxembourg, sont concernés les fonds de pension qui gèrent des régimes complémentaires de pension de nature collective qu'un employeur met en place pour ses salariés (deuxième pilier de la prévoyance-vieillesse).

La directive (UE) 2016/2341 vise à favoriser les activités transfrontalières des IRP et à faciliter le transfert transfrontalier des régimes de retraite professionnelle.

Par ailleurs, les IRP seront soumises à un système de gouvernance moderne et renforcé, qui les oblige à procéder à une évaluation interne des risques, c.-à-d. à identifier les risques à court et à long terme auxquels elles pourraient être exposées, ainsi que d'autres risques qui pourraient potentiellement les empêcher à honorer leurs obligations professionnelles.

Dans le but de renforcer la transparence, la directive (UE) 2016/2341 prévoit également que les IRP communiquent une série d'informations claires et utiles aux affiliés et bénéficiaires des régimes de pension moyennant un relevé des droits à retraite.

Finalement, la présente loi en projet dote les autorités de surveillance, à savoir la Commission de surveillance du secteur financier, le Commissariat aux assurances ainsi que l'Inspection générale de la sécurité sociale des pouvoirs et instruments nécessaires afin qu'ils puissent effectuer leur tâche de surveillance et de contrôle des IRP de manière encore plus efficace et coordonnée.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2018
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

08.01.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
07.10.2019	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
25.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03.12.2019
Loi du 15 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 859, page 1

Office du Ducroire Luxembourg

7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet, d'une part, d'élargir le mandat l'Office du Ducroire Luxembourg (ci-après dénommé « ODL ») et, d'autre part, de le moderniser dans sa structure et dans son fonctionnement afin de lui permettre de fonctionner avec une plus grande efficacité, d'accroître sa réactivité dans le traitement des dossiers et d'adapter ses services aux nouveaux besoins et attentes des entreprises luxembourgeoises.

Créé en 1961, l'ODL est un établissement public jouissant de la personnalité juridique et ayant pour objet de favoriser les relations économiques et financières internationales dans l'intérêt du Luxembourg, principalement par la couverture de risques dans le domaine de l'exportation, de l'importation et des investissements à l'étranger.

Depuis la convention de coopération entre l'ODL et l'État de 2002 portant création du Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises (COPEL), l'ODL assume également le soutien des exportations luxembourgeoises par l'intermédiaire d'une participation partielle aux frais de promotion, d'exposition et de formation à l'exportation.

L'ODL a très peu évolué depuis sa création. En effet, l'objet et la structure de l'ODL sont toujours les mêmes alors que la globalisation du commerce international a eu des impacts importants sur les besoins des entreprises luxembourgeoises.

En ce qui concerne son fonctionnement, il est évoqué que le secrétariat de l'ODL, bien qu'il détienne pleinement l'expertise et le savoir-faire pour recevoir et traiter les demandes de couvertures des entreprises luxembourgeoises, ne dispose actuellement d'aucun pouvoir de représentation, de décision ou de signature, ni d'aucune responsabilité.

De plus, une grande partie du travail dudit secrétariat a été sous-traitée à Credendo Group en Belgique, qui a résilié fin 2017 toutes les conventions de collaboration avec l'ODL.

Ainsi, l'idée est principalement d'élargir le mandat de l'ODL et de modifier sa structure, afin de le moderniser et de le doter d'un fonctionnement plus structuré et cohérent, avec un personnel propre et une direction chargée de la gestion journalière.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.02.2019
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

24.05.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.07.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.11.2019
Loi du 4 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 839, page 1

Membres suppléants de la Cour constitutionnelle

7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

La proposition de révision sous rubrique a pour objet de réviser l'article 95ter de la Constitution afin de prévoir, en premier lieu, la possibilité de recourir à des suppléants lorsque la Cour constitutionnelle rencontre des difficultés pour se composer utilement.

En effet, suite à un renvoi d'une question préjudicielle émanant de la Cour de cassation, la Cour constitutionnelle se trouve actuellement dans l'impossibilité de siéger dans une affaire dans une composition à cinq membres.

La proposition de révision porte le nombre de suppléants à sept membres désignés suivant la même procédure que les membres effectifs, i. e. par le Chef de l'État sur l'avis conjoint de la Cour supérieure de justice et de la Cour administrative. Ainsi la modification envisagée devrait permettre de sortir de cette impasse procédurale.

Il va de soi que les membres suppléants disposent des mêmes garanties d'indépendance dans l'exercice de leur fonction juridictionnelle que les membres effectifs.

En deuxième lieu, il est proposé d'inscrire dans le texte constitutionnel le principe selon lequel la Cour constitutionnelle siège en chambre de cinq membres avec la faculté de siéger en formation plénière de neuf magistrats lorsqu'elle est saisie d'une affaire d'une « importance particulière ».

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 05.07.2019
Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Alex Bodry) :

30.04.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de révision et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2019	Examen des propositions d'amendements
23.05.2019	Échange de vues avec les chefs de corps de la magistrature assise et du parquet
04.06.2019	Examen et adoption d'une série d'amendements
03.07.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 10.07.2019
Second vote constitutionnel : 10.10.2019
Loi du 6 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 831, page 1

Abolition de la règle dite « 80-80-90 »

7418 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi a pour objectif de transposer plusieurs mesures de l'avenant du 15 juin 2018 à l'accord du 5 décembre 2016 conclu entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique, notamment la réduction du stage de trois à deux ans.

Concrètement, il s'agit des mesures suivantes :

- la fixation de la durée du stage à deux années, avec maintien de la possibilité d'une réduction de stage d'une année au maximum ;

- la suppression des indemnités de stage réduites par les réformes dans la fonction publique de 2015, avec un retour au système applicable avant celles-ci ;

- la mise en place du principe que la nomination est considérée comme étant intervenue un an plus tôt pour les agents qui, à partir du 1er octobre 2015, ont été admis au stage d'une durée de trois ans (ou de quatre ans, en cas de service à temps partiel), d'une durée inférieure en raison d'une réduction de stage ou d'une durée supérieure en raison d'une prolongation de stage ;

- le calcul des parts patronale et salariale des cotisations pour pension pour la période précédant le 1er janvier 2019 comme si les mesures prévues aux points précédents avaient déjà existé et la prise en charge par l'État de la différence entre ces cotisations et celles qui ont effectivement été payées.

De plus, le projet de loi règle, par des dispositions transitoires, la situation des agents actuellement en période de stage.

Finalement, le présent projet de loi modifie également des dispositions légales applicables aux agents de l'État pour y adapter certaines terminologies, pour les rendre plus cohérentes et pour apporter certaines adaptations nécessaires.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 04.03.2019
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :

18.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État ainsi que de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
19.09.2019	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État ainsi que de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
13.11.2019	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.11.2019
Loi du 15 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 899, page 1

Réseaux et services de communications électroniques

7443 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Suite à l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement européen[1], le projet de loi sous rubrique prévoit une modification de l'article 83 de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques afin d'adapter le cadre légal national pour donner au régulateur national, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), le pouvoir d'infliger des sanctions tel que prévu à l'article 50, paragraphe 5, du règlement ORECE dans le cas de violations de l'article 5bis du règlement (UE) 2015/2120.

Le règlement ORECE modifie le règlement 2015/2120 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 établissant des mesures relatives à l'accès à un internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques et le règlement (UE) n° 531/2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union en y introduisant, entre autres, d'une part, un article 5bis, et, d'autre part, un nouvel alinéa à l'article 6.

Le nouvel article 5bis du règlement (UE) 2015/2120 fixe un plafond à compter du 15 mai 2019, pour les prix de détail (hors TVA) facturés aux consommateurs pour les communications à l'intérieur de l'Union européenne qui est de

- 0,19 euro par minute pour les appels

et

- 0,06 euro par SMS.

En vertu du principe de la légalité des incriminations et des peines, l'article 5bis précité est spécifié à l'article 83 de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques dans la liste des dispositions dont la violation peut entraîner une sanction par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

L'adaptation à laquelle il est procédé doit permettre à l'ILR de sanctionner, le cas échéant, le non-respect de cette obligation par les opérateurs (non-respect du plafond imposé). À cette fin, il est nécessaire d'ajouter la référence à cet article 5bis du règlement (UE) 2015/2120 à l'article 83 de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques.

[1] Il s'agit du règlement (UE) 2018/1971 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant
- l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE)
et
- l'Agence de soutien à l'ORECE (Office de l'ORECE),
modifiant le règlement (UE) 2015/2120 et abrogeant le règlement (CE) n° 1211/2009 (ci-après : « le règlement ORECE »).

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 23.05.2019
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
15.10.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
05.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.11.2019
Loi du 12 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 853, page 1

Organisation de la Cour constitutionnelle

7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Depuis sa consécration par une révision constitutionnelle du 12 juillet 1996, la Cour constitutionnelle est devenue une institution clé de l'État de droit de notre pays.

Si l'introduction du contrôle de la constitutionnalité des lois a soulevé certaines réserves, l'existence de la Cour constitutionnelle n'est de nos jours plus remise en cause. Son travail est généralement apprécié.

Encore faut-il veiller à ce que toutes les conditions organisationnelles soient remplies pour que la Cour puisse exercer pleinement ses attributions dans le respect des règles d'impartialité. Il faut notamment assurer que la Cour constitutionnelle puisse en toutes circonstances être composée utilement pour siéger dans une affaire lui soumise.

Pour permettre à la Cour constitutionnelle de sortir d'une impasse procédurale et afin d'éviter que des problèmes de composition puissent se présenter à l'avenir, la Chambre des Députés a voté une proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution.

Le texte a été adopté en second vote constitutionnel en date du 10 octobre 2019, le premier vote ayant eu lieu le 10 juillet 2019.

La proposition de révision adoptée par la Chambre des Députés poursuit un double objectif :

1. permettre de recourir à des magistrats suppléants en cas de difficultés de composition, et,

2. introduire la faculté de siéger en formation plénière de neuf magistrats dans une affaire d'une importance particulière.

Il importe de transposer la révision constitutionnelle précitée au niveau de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle.

L'article 95ter (4) actuel ainsi que le futur article 95ter (5) disposent, en effet, que « l'organisation de la Cour constitutionnelle et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi ».

Le projet de loi sous avis reprend pour l'essentiel les nouvelles dispositions constitutionnelles en les intégrant dans la loi organique de la Cour constitutionnelle.

Il apporte encore quelques précisions sur la façon de mettre en pratique les innovations introduites dans le nouvel article 95ter de la Constitution.

Cette initiative législative correspond à l'esprit de la Constitution.

Elle reflète les orientations dégagées lors des débats ayant porté sur l'opportunité et le contenu de la révision de l'article 95ter.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.08.2019
Rapporteur : M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
09.10.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
23.10.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.11.2019
Loi du 6 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 832, page 1

Modification de la loi TVA

7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres

Le projet de loi sous rubrique a pour but de transposer en droit national la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres (ci-après « la directive (UE) 2018/1910 »).

La directive (UE) 2018/1910 s'inscrit dans le contexte des efforts entrepris au niveau européen afin d'approfondir le système commun en matière de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Lors de son adoption en 1967, l'objectif final du système commun était de créer un régime de TVA qui fonctionnerait au sein de l'Union européenne de la même façon qu'à l'intérieur d'un seul pays. Cependant, au moment de l'abolition des frontières fiscales en 1992, un régime transitoire a été introduit, vu que les conditions politiques n'étaient pas encore données pour un tel système.

Un système définitif a été prévu par la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (directive TVA). En 2016, la Commission européenne a présenté un plan d'action, comprenant entre autres un système de TVA définitif pour les échanges interentreprises transfrontalières entre les États membres, qui reposerait sur le principe de la taxation des livraisons transfrontières de biens dans l'État membre de destination. Comme il est fort probable que la mise en œuvre de ce nouveau système prendra plusieurs années, la directive (UE) 2018/1910 (appelée « quick fixes ») propose en attendant déjà plusieurs améliorations des règles concernant la TVA pour faciliter les échanges transfrontaliers entre les États membres.

Ainsi la directive (UE) 2018/1910 opère des modifications au niveau du régime des stocks sous contrat de dépôt, au niveau du régime des opérations en chaîne concernant les livraisons successives de biens faisant l'objet d'un transport intracommunautaire unique ainsi qu'au niveau des règles d'exonération de la TVA à la livraison d'un bien à destination d'un autre État membre en exigeant que désormais le destinataire soit identifié à la TVA, qu'il ait communiqué son numéro d'identification au fournisseur et que le fournisseur ait déposé un « état récapitulatif » correct.

Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique présente également l'opportunité de réagir aux cas de fraude carrousel concernant la TVA découverts récemment dans de nombreux États membres de l'Union européenne. Ainsi il est prévu d'étendre le mécanisme d'autoliquidation aux acquéreurs de certificats de gaz et d'électricité, comme c'est déjà le cas à l'heure actuelle pour les acquéreurs de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Finalement, le projet de loi opère encore certaines corrections techniques de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. En particulier, certains articles de la loi TVA sont adaptés pour tenir compte de plusieurs jugements de la Cour de justice de l'Union européenne en la matière.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.06.2019
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
30.09.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11.11.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.11.2019
Loi du 4 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 817, page 1

Acquisition d'un immeuble de la Cité policière

7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir, pour un montant de 108 millions d'euros, l'immeuble dénommé « Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck (complexe B) » sis à Sandweiler, rue de Trèves, L-2632 Findel.

L'État a eu l'occasion de louer, par un contrat de bail conclu le 12 octobre 2018, les surfaces de bureau additionnelles du complexe B, tout en bénéficiant d'une option d'achat. Le présent projet de loi tend à permettre à l'État de lever cette option d'achat.

Le complexe B est adjacent au complexe A et dispose d'une surface de bureaux de 14.564,30 m², d'une surface d'archives et d'annexes de 4.360,91 m², de 392 emplacements de parking intérieur et de 75 emplacements de parking extérieur.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
04.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.11.2019
Loi du 4 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 810, page 1

Le saviez-vous ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

SÉANCE 8

MARDI
19 NOVEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Marcel Mart, ancien ministre

- *M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président - M. Fernand Kartheiser*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 70 du 19 novembre 2019 de M. Marco Schank relative à la consultation publique sur la prolongation de l'exploitation des réacteurs de 900 MWe du parc nucléaire français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- *M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 71 du 18 novembre 2019 de M. Gilles Baum relative à la situation professionnelle des candidats-professeurs sursitaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Gilles Baum - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 72 du 19 novembre 2019 de M. Sven Clement relative à la discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

- *M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation*

Question n° 73 du 19 novembre 2019 de M. Marc Angel relative aux procédures et formalités prévues par les statuts de la CNS en cas de changement de sexe, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Marc Angel - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 74 du 19 novembre 2019 de M. Léon Gloden relative au projet pilote « Skills bridge », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *M. Léon Gloden - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n° 75 du 19 novembre 2019 de M. Charles Margue relative aux révélations de l'étude « Being Black in the EU », adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Charles Margue - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n° 76 du 19 novembre 2019 de M. Gilles Roth relative à la conservation et l'entretien des édifices religieux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

- *M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*

Question n° 77 du 19 novembre 2019 de M. André Bauler relative à l'avancement du projet « Wunne mat der Wooltz » et ses répercussions sur les infrastructures de la ville de Wiltz, adressée à M. le Ministre du Logement

- *M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement*

Question n° 78 du 19 novembre 2019 de M. Félix Eischen relative au financement de la composante aérienne du SAMU assurée actuellement par l'ASBL Luxembourg Air Rescue, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

- *M. Félix Eischen - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*

6. Heure d'actualité du groupe technique au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrures au Luxembourg

Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrure issue d'élevages pendant cette législation

- *Exposé (heure d'actualité) : M. Marc Goergen*
- *Débat : Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Gusty Graas (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Alex Bodry) - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Roy Reding - M. David Wagner*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes*
- *Motion de M. Goergen : M. Marc Goergen*
- *Vote sur la motion (rejetée)*
- *Motion 1 : M. Gusty Graas - M. Marc Goergen - M. David Wagner - Mme Chantal Gary - M. le Ministre Romain Schneider - M. le Ministre Lex Delles*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique

- *Exposé : Mme Martine Hansen (intervention de Mme Josée Lorsché) (dépôt des motions 1 à 3)*
- *Débat : M. Gusty Graas - Mme Tess Burton - M. François Benoy (intervention de M. Félix Eischen) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Motions : Mme Martine Hansen - M. Alex Bodry*
- *Votes sur les motions 1 à 3 (adoptées)*

8. 7443 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

- *Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Max Hahn (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. François Benoy - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7418 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique (interventions de Mme Diane Adehm et M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Hommage à la mémoire de M. Marcel Mart, ancien ministre

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Regierungsmember, dem Marcel Mart, matzedeelen. Hien ass de Freideg am Alter vun 92 Joer gestuerwen. Déi meescht heibannen hunn de Marcel Mart kannt, a wann et nëmme vum Numm hier ass. Hie war eng vun de brillantste Perséinlechkeete vun der Lëtzebuerger Politik an de 60er a 70er Joren.

A jonke Joren hat de Marcel Mart sech séier a verschiddene beruffleche Positiounen eng zolidd national an international Erfarung ugëeegent. An de 60er Joren huet de spéideren ideologesche Kapp vun der DP sech an der Politik engagéiert.

1969 ass hie Minister an der Werner/Schaus-Regierung ginn, zoustänneg fir Ekonomie, Mëttelstand, Tourismus an Energie. D'Regierung hat deemools nëmme siwe Ministeren an nieft deenen erfuerene Pierre Werner an Eugène Schaus waren de Gaston Thorn an de Marcel Mart jonk Ministere mat modernen Iddien. Si hunn et färdegbruecht, op eng effikass Aart a Weis ze schaffen. De Slogan „Put Luxembourg on the map" ass deemools gebuer ginn. Lëtzebuerg ass zu där Zäit och a gesellschaftspolitescher Hisiicht ee méi mënschlechen a moderne Staat ginn. Dat aktiivt Walalter ass 1972 op 18 Joer erofgesat ginn. D'Frae krute méi Rechter.

Säin zweet Ministermandat ab 1974 an der Regierung Thorn/Vouel/Berg ass duerch déi schwéier Zäite vun der Stolkris geprägt. De Marcel Mart ass ee vun de Pappe vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung an der Tripartite. Hien huet zesumme mam Gaston Thorn wéi och de Gewerkschaften an dem Patronat et färdegbruecht, d'Konsequenze vun der Kris ofzefiederen an eis Ekonomie op eng zolidd Grondlag ze stellen.

Eist Land ass an där Zäit och gesellschaftlech erneiert a moderniséiert ginn, ass weltwäit bekannt an zu engem vertrauenswierdegen internationale Geschäftspartner ginn. De Marcel Mart huet bannent kuerzer Zäit vill bekannt international Entreprisen op Lëtzebuerg bruecht. Als Energieminister huet de Marcel Mart och de Projet vun enger Atomzentral zu Rëmerschen ënnerstëtzt.

1977 huet de Marcel Mart sech aus der Politik zréckgezunn an ass deen éischte Lëtzebuerger Member am nei geschafenen Europäesche Rechnungshaff ginn, wou hien och fënnef Joer President war. De Marcel Mart war och Maréchal de la Cour ënnert dem Grand-Duc Jean, President vum Verwaltungsrot vun der BGL a President vun der Foire internationale.

Vill Leit hu sech gewënscht, datt de Marcel Mart méi laang an der Politik bliwwe wier. Wann ee säi beruffleche Parcours kuckt, huet hie siwen, aacht verschidden Aktivitéiten ausgeüübt. Hien huet eng Kéier selwer zu mir gesot, datt et him ëmmer wichteg war, datt hie selwer entscheede konnt, eppes Neies unzefänken.

De Marcel Mart war e Mënsch mat ville Qualitéiten, e Mann, dee seng Akzenter op Kooperatioun a Konsens geluecht huet, e Politiker, dee ganz pragmatesch virgaangen ass, deen eng Linn hat an déi och duerchgezunn huet, trei zu sengen Iwwerzeegungen, ee villsäiteg begaabte Mënsch, deen ëmmer zougänglech bliwwen ass.

Hie konnt begeeschteren. Jo, ech muss soen, datt hie sécherlech derzou bäigedroen huet, datt vill Jugendlecher, sou wéi ech, sech vun der Politik ugezu gefillt hunn. Hie war eng grouss Perséinlechkeet, déi d'Land geprägt

huet. A wa mir eppes hei am Haus kënne bedaueren, dann ass et, datt de Marcel Mart ni Member vun der Chamber war.

Der Famill vum Marcel Mart gëllt eist opriichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, datt mir de Verstuerwenen a beschter Erënnerung wäerte behalen.

Ech froen de Premierminister, ob hien och wëllt d'Wuert ergräifen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. Jo, Dir hutt et virdru gesot, den Här Mart wor iwwer aacht Joer Member vun enger groussherzoglecher Regierung. Wa mer iwwert den Här Marcel Mart nodenken: en Engagement vun engem Mënsch, dee Jurist war, deen Affekot war, deen awer och Journalist war, deen am Fong sech fir déi aner wollt engagéieren. Et wor an enger Zäit, wou d'Tripartite eppes Neies ginn ass, den Dialogue social ënner Leit wéi dem Marcel Mart och eng Realitéit zu Lëtzebuerg ginn ass, fir déi mir och nach haut weider kämpfen, fir zesumme mateneen ze diskutéieren.

De Marcel Mart wor eng Persoun - Här President, erlaabt mer, et ze soen -, déi sech net gebretzt huet, diskret war, gescheit war, gären hir Meenung gedeelt, awer ni imposéiert huet an déi en oppent Ouer hat. An nach net esou laang hier haten eng Rëtsch vu Leit d'Chance, mam Marcel nach en Echange ze hunn, well en eng Meenung zu ganz ville Sujeten och hat.

Et wor, Här President, och en iwwerzeegten Europäer. Ier en an d'Regierung komm ass, huet e fir d'CECA geschafft. Nodeems en aus der Regierung ausgetratt ass, huet e fir d'Cour des comptes geschafft, wou e wierklech déi héchst Fonctioun och uvertraut kritt huet vu senge Kolleegen als President.

Dofir erlaabt mer, wierklech haut dem Liette, dem Daniel, dem Caroline, dem Georges, dem Anouk, ouni d'Margret wëllen ze vergiessen, eist déifst Matgefill als Regierung zum Ausdrock ze brëngen! Well d'DP verléiert vläicht en treie Member, d'Lëtzebuerger Politik verléiert „un grand homme" an eist Land verléiert e Mënsch, deen d'Geschicht matgeschriwwen huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister. Ech bieden Iech opzestoen, fir dem Marcel Mart eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 novembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7492** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et le Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2019

***7493** - Projet de loi relatif à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.10.2019

***7494** - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification - du Livre I^er^, Titre II du Code civil intitulé « Des actes de l'état civil » et - de l'Arrêté royal du 8 juin 1823 contenant des dispositions ultérieures à l'égard des officiers et des registres de l'état civil*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 06.11.2019

***7495** - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06.11.2019

***7496** - Projet de loi relatif à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la culture 2022 à Belval*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12.11.2019

***7497** - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2018*

Dépôt : Commission des Comptes, le 12.11.2019

***7498** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, le 14.11.2019

3) Les demandes de pétition publique et les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1424** - Demande de pétition publique : Pétition pour une infrastructure cyclable sûre à Luxembourg-ville*

Dépôt : Nina Sivec Koren, le 22.10.2019

***1425** - Demande de pétition publique : Verbindlech Gemengen- an Nationalreferenden / Référendums communaux et nationaux contraignants / Verbindliche kommunale und nationale Referenden*

Dépôt : Thierry Palgen, le 22.10.2019

***1426** - Demande de pétition publique : Agressions et vols : Plus de mesures de sécurité pour tous les citoyens contre les agressions et les vols*

Dépôt : Laura Pinto Da Silva, le 25.10.2019

***1427** - Demande de pétition publique : Jour férié*

Dépôt : Rui Jorge Fernandes Azevedo, le 29.10.2019

***1428** - Demande de pétition publique : Pfand op Béchsen, Plastik- a Glasfläschen*

Dépôt : Sandy Eydt, le 03.11.2019

***1429** - Demande de pétition ordinaire : Solutions embouteillages*

Dépôt : Mandy Schiavi, le 12.11.2019

***1430** - Demande de pétition publique : Gratuité du livre « Code de la route populaire »*

Dépôt : Mathieu Andrien, le 13.11.2019

***1431** - Demande de pétition publique : Promouvoir au maximum, voire rendre obligatoire l'utilisation quasi exclusive (dans la mesure du possible) de l'eau de pluie pour un usage sanitaire (toilettes) dans tous les bâtiments publics ou privés*

Dépôt : Annette Kindler, le 13.11.2019

***1432** - Demande de pétition ordinaire : Suppression des contrôles de vitesse automatisés - Einstellung der stationären Geschwindigkeitskontrollen*

Dépôt : Yves Tychon, le 13.11.2019

***1433** - Demande de pétition publique : Autorisation d'utiliser les dashcams sur le territoire luxembourgeois*

Dépôt : Álvaro Alexandre Da Costa Sabido, le 13.11.2019

***1434** - Demande de pétition publique : Accorder les allocations familiales aux étudiants au-delà de la majorité*

Dépôt : Susana Pelicano, le 14.11.2019

***1435** - Demande de pétition publique : Revalorisation du taux horaire en poste d'après-midi*

Dépôt : Mathieu Giorgini, le 17.11.2019

***1436** - Demande de pétition publique : Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux*

Dépôt : Antonio Distefano, le 17.11.2019

***1437** - Demande de pétition publique : Interdire la 5G au nom de la santé humaine*

Dépôt : Carmen Da Cruz Martins, le 18.11.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Et ass ugefrot ginn, fir d'Designatioun vum Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot, dee muer als leschte Punkt um Ordre du jour virgesinn ass, als éischte Punkt vum Ordre du jour virzegesinn.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un ...

Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zum Ordre du jour ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gelift?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zum Ordre du jour.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do ware mer schonn sougutt wéi fäerdeg.

(Hilarité)

Une voix.- Et war séier gaangen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Mir si selbstverständlech mam Ordre du jour, esou wéi et grad decidéiert ginn ass, och averstanen. Mir hu just gesinn, datt eeben elo déi Froestonn och un d'Regierung um Ordre du jour steet. An do ass och eng Fro, déi d'Candidats-professeurs sursitaires betrëfft, eng mëndlech Fro, virgesinn. An ech wollt dozou just eng Fro stellen, well dat mech awer inspiréiert, fir eng Kéier kuerz iwwert de politesche Stil am Haus nozedenken.

Et ass esou, datt hei eng Motioun op Initiativ vun der CSV, mengen ech, kuerz virun der Vakanz presentéiert ginn ass. Déi ass och bal eestëmmeg hei am Haus ugeholl ginn. An do wor virgesinn, datt do Propositioune sollte fir d'Rentrée scolaire, elo 2019/2020, virgesi gi fir déi betraffe Leit. Do ass awer an der Tëschenzäit net vill geschitt gewiescht. Ech hat dofir zweemol eng Mail un déi zwee betraffe Kommissiounspresidente geschéckt - d'Éducation nationale an d'Fonction publique -, hunn awer nach keng Äntwert dorobber kritt. Doropshin hunn ech eng schréftlech Question parlementaire gestallt an därselwechter Fro, hunn nach keng Äntwert kritt.

An elo stellen ech fest, datt ee vun deene Kommissiounspresidenten haut eng mëndlech Fro zu deemselwechte Sujet stellt. Ech mengen, och wann dat am Reglement net verbueden ass, stellt sech awer hei d'Fro vun der Deontologie och an der Chronologie vun de Froen.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Gelift, Gast?

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

An ech wär frou, wann och de betraffene Kommissiounspresident, dat ass an dësem Fall den Här Baum (veuillez lire : den Här Gilles Baum), eng Kéier kéint doriwwer nodenken.

Dat gesot, wollt ech natierlech eisen Accord ginn zu deem Ordre du jour, wéi e virgesinn ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

5. Heure de questions au Gouvernement

Da géife mer bei den éischte Punkt vum Ordre du jour kommen, d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 70 vum Här Marco Schank un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Verlängerung vun der Exploitatioun vun den Nuklearreakteren.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 70 du 19 novembre 2019 de M. Marco Schank relative à la consultation publique sur la prolongation de l'exploitation des réacteurs de 900 MWe du parc nucléaire français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Moment leeft a Frankräich eng Consultation publique am Kontext vun engem Dokument vun der franséischer Atomagence, der ASN, wat déi zweet Etapp vun enger eventueller Lafzäitverlängerung vun den Atomreaktere vum Typ 1.300 MW duerstellt. An zu deem Typ gehéieren och d'Reakteren zu Cattenom.

Den Nationalen Aktiounscomité géint Atomkraaft huet op dëst éischt Dokument eng fondéiert Reaktioun verfaasst, mam Datum ..., ech mengen, de Sonndeg war den Delai.

Meng éischt Fro: Huet d'Regierung am Kader vun dëser Consultatioun och eng Reaktioun hannerluecht respektiv ass d'Regierung op soss eng Manéier an dësem Kontext aktiv ginn oder gëtt se et nach?

Meng zweet Fro dréit ëm de Fait, datt sech d'Politik an Däitschland am Moment Gedanke mécht iwwert deen eventuellen Ausbau vu Cattenom, an zwar duerch de Fait, datt de Bedreiwer vu Cattenom, Électricité de France, ronderëm de Site zousätzlech Terraine kaaft huet, dëst deelweis scho virun engem Joer. E Spriecher vun der EDF huet am Mäerz dëst Joer erkläert, esou d'„Saarbrécker Zeitung" de leschte Freideg op hirer Websäit, iwwert d'Notzung vun dëse Fläche wier nach net decidéiert.

Meng Fro deemno: Huet d'Regierung Kenntnis respektiv zousätzlech Informatiounen an deem Kontext? Respektiv, huet se och an deem heite Fall op iergendeng Manéier reagéiert?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Schank. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet d'Wuert. Madamm Dieschbourg, wannechgelift!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools Merci, Här President. Och Merci dem honorabelen Deputéierte Marco Schank fir déi wichteg Fro, a fir den Asaz jidderengem Merci, deen am Anti-Atom-Comité u sech ass.

Jo, déi éischt Fro wëll ech ganz kloer mat „Jo" beäntwerten. Et ass esou, dass d'Regierung, a Form vum Energieminister a mir selwer, e Bréif un den Direkter vun der ASN gemaach huet, wou mer eis am Kader vun där Consultation du public, déi bis de 17. November elo gelaf ass, kloer ausdrécken, wou mer op där enger Säit nach eng Kéier ganz kloer soen, dass d'Fro vum Offall nach ëmmer net gekläert ass, dass et och net kloer ass, ob d'EDF déi finanziell Moyenen huet, fir déi technesch Verbesserung ze maachen. Well wa mer iwwert d'Lafzäitverlängerung schwätzen, da musse mer op där enger Säit soen: Mir si ganz kloer dergéint.

An et ass och ganz kloer, dass Lëtzebuerg - an dat ass e véierte Punkt am Bréif - bei allem vun Ufank u matagebonne wëllt ginn, well et geet hei ëm eis Sécherheet an awer och ëm eis Ëmwelt. Dofir ass e weidere Punkt, deen an deem Bréif opgeworf gëtt, nach eng Kéier dee vun de Rejeten an d'Musel, an dat betrëfft eis direkt.

Dat sinn also déi véier Punkten, déi mer an deem Kader vun där Consultation du public opgeworf hunn, wou et ganz kloer ass, dass d'Regierung an enger kohärenter Positioun, souwuel wann et ëm de Finanzement geet vun Atomenergie an Europa, wéi awer och op all aneren Niveauen, ëmmer erëm do de Fanger dropleet, nofreet a wäert agebonne wëlle sinn.

Zweet Fro: Jo, mir hunn och héiere vum Terrainsopkaf. Eisen Informatiounen no ass awer zu dësem Zäitpunkt net virgesinn, dass do weider Reaktere kommen. Zumindest gouf dëst de Membere vun der Commission locale d'information matgedeelt. Mee mir wäerten awer, an dat versécheren ech, och do um Ball bleiwen an nofroen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. Mir kommen dann direkt zur Fro Nummer 71 vum Här Gilles Baum un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert déi professionell Situatioun vun de sursitairë Professeschkandidaten.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 71 du 18 novembre 2019 de M. Gilles Baum relative à la situation professionnelle des candidats-professeurs sursitaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Et geet effektiv ëm d'Candidats-professeurs sursitaires hei. An de Begréff „sursitaire" fannen ech perséinlech e bësse komesch, well et géif ee bal mengen, et wären Enseignanten, déi sech géifen hannendru verstoppen, déi an engem Sursis wären. Dat ass et awer net. Duerfir erklären ech Iech kuerz, ëm wat et bei de Candidats-professeurs sursitaires geet.

Hire Parcours war eigentlech bis zu engem gewëssenen Zäitpunkt genau deeselwechte wéi dee vun engem Professer. Fir deemools kënnen no der Vereedegung endgülteg Professer genannt ze ginn, hunn déi virum 1. September 2016 agestallte Fonctionnairen de sougenannten Travail de candidature missen ausschaffen. Dat ass de sougenannten „TC", fir dee si och eng Decharge kritt hu wärend annerhallwem Joer, an zwar am Ganzen iwwer genau 270 Schoulstonnen.

Déi Beamten, déi den TC net innerhalb vun deenen 18 Méint ofgeschloss hunn, sinn eebe

sougenannt „candidats-professeurs sursitaires" a bleiwen dat esou laang, bis se dee fäerdegen TC presentéiert hunn. Dat bréngt natierlech verschidden Nodeeler mat sech géigeniwwer de Professeren, besonnesch wat d'Echelonen ugeet an natierlech wat d'Pai ugeet.

Elo ass et esou, dass déi nom 1. September 2016 agestallten Enseignanten dës Aarbecht net méi musse maachen, fir Professer ze ginn. Den TC ass also ofgeschaaft ginn, an zudeem koum et jo och an der leschter Zäit zu weideren Adaptatioune vum Stage, déi d'Candidats-professeurs sursitaires benodeelegen.

Well d'Gewerkschafte virum Summer an iwwert de Summer den Tour vun de Fraktioune gemaach hunn a well et och eng Motioun gëtt, déi hei an der Chamber hannerluecht ginn ass, wollt ech den Här Minister froen: Wéi ginn d'Verhandlunge mat de Gewerkschafte virun? Oder gëtt et schonn zu dësem Zäitpunkt Proposen, op déi ee sech konnt eenegen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. D'Wuert geet un den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dir Dammen an Dir Häre, Här President, effektiv, de Gilles Baum huet et gesot, et gëtt 561 där Candidat-sursitairen, déi iwwert de Rekrutement fir an d'Proffecarrière erakomm sinn, déi deelweis zanter ganz laange Joren och scho Schoul halen, déi, well se hiren Travail de candidature awer nach net ofgeschloss hunn, net agereecht hunn, momentan an enger Situatioun sinn, wou hir Carrière net richteg ugelaf ass, wou se 30 Punkte manner verdénge souwisou d'office emol a wou se och net vun de Koeffiziente kënne profitéiere wéi déi aner Professeren, déi hiren TC ofginn hunn.

Si hunn och, fir déi Aarbecht ze maachen, an dat war en Element vun der Komplexitéit vun dësem Dossier, 270 Leçonen dechargéiert kritt, wat awer engem Volume vu 540 Aarbechtsstonnen entsprécht, a wou mer natierlech soen: Entweeder hätte mer gären d'Aarbecht fir déi Zäit oder mir hätten och gären déi Zäit erëm. An dat war eigentlech souwuel dat, wat mer vun Ufank un ëmmer an den Diskussioune mat de Gewerkschafte gesot hunn, wéi awer och dat, wat d'Chamber hei virum Summer an enger Motioun eis mat op de Wee ginn huet, wou ech ganz dankbar derfir sinn.

Mir hunn eis an de leschte Wochen dräimol separat mat deenen dräi verschiddene Gewerkschafte gesinn, fir an de Fong do ze goen. A mir sinn eis, denken ech, an deene meeschte Punkten och ganz no komm, soudatt mer festgehalen hunn, fir deene Candidat-sursitairen, déi nach keen TC gemaach hunn, dräi Optiounen ze loossen. Bis elo hate se just eng, nämlech hiren Travail de candidature ze maachen. D'Gesetz huet och virgesinn, datt se bis den 1. Abrëll 2027 déi Méiglechkeet haten. Déi bleift natierlech, well et gëtt och Kandidaten, déi si schonn un hirer Aarbecht amgaangen, déi hu vläicht 80 % ofgeschloss a fir déi wär et schued, wann déi Méiglechkeet elo net méi géif bestoen, fir einfach déi Aarbecht dann ofzeschléissen. Dat ass also eng Méiglechkeet.

Eng aner ass, datt een eng Aarbecht vun engem anere Genre mécht, wat keng wëssenschaftlech Aarbecht ass, wat awer eng Aarbecht au profit vun der Éducation nationale ass. Mir denken do virun allem un d'Erstellung vu Léiermaterialien am Kontext vun der Digitaliséierung vun eise Coursen, eng Aarbecht, déi da fir de SCRIPT, beim SCRIPT géif gemaach ginn a vum SCRIPT och géif encadréiert ginn, déi awer en änleche Stonnevolume hätt wéi dat, wat sief et iwwert den TC kéint gemaach ginn, wéi awer och dat, wat déi Kandidate schonn un Decharge kritt hätten.

Dann eng drëtt Méiglechkeet, an déi ass eigentlech eréischt opgaangen, zanterdeem mer den Zäitspuerkont an der Fonction publique, also och an der Educatioun, hunn, wou mer gesot hunn: Mir hunn 270 Stonnen dechargéiert, Aarbechtsstonnen, also Leçonen dechargéiert, an déi hätte mer dann eigentlech och gären op d'mannst zréck, fir déi Situatioun do ze regulariséieren, a wou een da seet, datt, wann een 270 Iwwerstonnen op sengem CET, sengem Compte épargne-temps huet, datt een dann dat erëm eng Kéier kann ausgläichen an dat equivalent ass zu deem Travail de candidature. Dat wär dann déi drëtt Méiglechkeet.

Fir dat awer och kënnen ze maachen, well virun allem d'Kandidate momentan net vu Koeffiziente kënne profitéieren, souwäit se Kandidat sinn, hu mer gesot, rechne mer hinnen awer déi Stonnen, déi se méi musse prestéieren, well se keng Koeffizienten hu wéi hir Kolleegen, déi Fonctionnaire schonn definitiv sinn, rechne mer hinnen déi zegutt a setzen déi och op de CET, soudatt se an iwwerschaubarer Zäit iwwert deen dote Wee och kënnen Iwwerstonnen accumuléieren. A wann et der dann 270 sinn, dann ass dat equivalent zu engem Travail de candidature.

Mir hunn awer och do zesumme gekuckt, datt een eng Léisung fënnt fir déi oder en Entgéintkomme fënnt fir déi, déi ganz besonnesch scho laang an där doter Situatioun sinn. Elo kënne mer op där enger Säit soen: „Ba, si hunn et eigentlech selwer verschëlt. Si haten et selwer an der Hand, fir do erauszekommen, andeems se hiren TC gemaach hätten." Op där anerer Säit ass den Ënnerscheed tëschent deenen zwou Carrièren awer bedeitend gewiescht an och bei den Aarbechtskonditioune war e groussen Ënnerscheed. Soudatt mer do soen, datt, wann ee scho méi laang dra war, datt mer deementspriechend bei deenen 270 Iwwerstonnen, déi ee muss leeschten, e Stéck wäit géifen erofgoen, fir dat awer och unzëerkennen, datt se eigentlech ënner anere Konditiounen hu misse schaffen a manner duerfir bezuelt kritt hunn.

Wichteg ass och nach ze soen, datt, well déi Situatioun jo hei 2015 entstanen ass duerch déi nei Rekrutementsprozeduren an déi nei Méiglechkeeten, an d'Enseignantscarrière eranzekommen, wou keen TC méi méiglech war, datt mer elo, wann een iwwer ee vun deene Weeër hei elo säin TC mécht, oder déi aner equivalent Méiglechkeeten, déi mer wëlle schafen, datt een da säin Début de carrière zréckgerechent kritt op 2015. Eigentlech hätte mer et missen dee Moment och maachen. An dann awer och, fir déi elo net ze benodeelegen, déi entretemps, tëschent 2015 an haut, hiren TC gemaach hunn, datt mer och do den Début de carrière zrécksetzen op 2015, wat heescht, datt den Ënnerscheed eigentlech e Stéckche méi kleng gëtt wéi dat, wat se selwer vläicht geduecht hunn.

Ech denken, datt dat heiten eng gutt Solutioun ass, souwuel am Respekt vun den Interessie vun de Kandidate wéi och am Respekt vun all deene Professeren, déi hiren TC an de leschte Jore geleescht hunn.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 72 vum Här Sven Clement un de Minister fir Digitaliséierung iwwer Diskriminatiounen duerch Decisiounen, déi vun Algorithme geholl gi sinn.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 72 du 19 novembre 2019 de M. Sven Clement relative à la discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Algorithmen definéieren haut schonns, wat fir Websäiten a Biller mir ugewise kréien, wa mer eng Internetrecherche maachen. Algorithme kënne mat Hëllef vun Donnéeën, wéi zum Beispill Alter oder Geschlecht, bestëmmen, datt eng Fra éischter eng Pub fir Brautréng a Bëbeesgezei um Internet ugewise kritt, wärend d'Männer dem Stereotyp entspriechend éischter Autosreklammen an Jobofferen an dem Finanzsecteur offréiert kréien.

Datt Algorithmen an der Publicitéit also erhieflech zu enger Diskriminéierung opgrond vu beispillsweis dem Geschlecht, der eethnescher Hierkonft oder der Relioun bäidroe kënnen, ass e grousse Problem. Mee dëse Risk vun enger Diskriminéierung existéiert leider net nëmmen, wann et ëm Reklamme geet. Algorithme kënnen zum Beispill och vu Banken agesat ginn, fir d'Risikoevaluatioun ze maachen, wa Clienten e Kredit ufroen, vun Aarbechtsämter benotzt ginn, fir Persounen, déi eng Aarbecht sichen, ze klasséieren an ze vermëttelen. Si komme bei der Gesiichtserkennung zum Asaz a kënne beim Analyséiere vu Policedate benotzt ginn.

Net seele ginn dobäi bestëmmt eethnesch Gruppen oder e spezifescht Geschlecht benodeelegt, entweeder well d'Datebasis net komplett ass oder well d'Entwéckler bewosst oder onbewosst eng Diskriminéierung oder, op Englesch ausgedréckt, e „bias" abauen.

Dat däitscht Institut fir Technologie, Follgenofschätzung a Systemanalysen huet zesumme mam KIT, dem Karlsruher Institut für Technologie, rezent eng Etüd publizéiert, déi d'Diskriminéierungsrisiken duerch d'Verwendung vun Algorithmen ënnersicht huet. Si hu festgestallt, datt et international ënner anerem och Beispiller fir Diskriminéierung duerch Algorithmen um Immobiliemarché, am Commerce, an der Medezinn, am Verkéier, am Bildungswiesen, jee, an enge jett Domäne gëtt.

An dësem Zesummenhang wëll ech den Här Minister fir Digitaliséierung froen, ob, a falls jo, wéi hie plangt, an noer Zukunft ze legiferéieren, fir d'Verwendung vun diskriminéierenden Algorithmen am Privé, mee och duerch staatlech Institutiounen ze verhënneren.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. De Minister fir Digitaliséierung, de Premierminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre de la Digitalisation.*- Här President, ech wëll dem Här Clement Merci soe fir dës Fro. D'Essenz vum ganze Sujet ass déi, déi mer och schonn op eiser Pressekonferenz presentéiert hunn: dass de Mënsch muss am Mëttelpunkt sinn.

D'strateegesch AI-Visioun, déi mer an der éischter Halschent vun dësem Joer dem grousse Public presentéiert hunn, ass de Wëllen, dass d'Intelligence humaine ëmmer d'Kontroll huet iwwert d'Intelligence artificielle, an et ass och ee vun deenen Titele vun där Visioun.

Mir wäerten och an deenen nächste Wochen eng Consultation publique lancéieren iwwert d'AI-Visioun an iwwert d'Roll vun der AI an onser Gesellschaft vu muer.

Doriwwer eraus wëllt d'Regierung sech en Organ ginn, an deem déi nei Intelligence-artificielles-Solutiounen, déi de Staat och wëllt implementéieren op de Sujet vun der algorithmescher Gerechtegkeet, esou wéi Der et gesot hutt, och ënnersicht ginn. Et gëtt en Eethikscomité vun externen Experten zesummegestallt. Et fënnt een och deen am Kapitel 3 vun der AI-Visioun.

De leschte 14. Oktober, de leschte Mount, hat ech och eng grouss interministeriell Reunioun aberuff, fir zesumme mat deene verschiddene Ministèren iwwert de Sujet vun der Intelligence artificielle beim Staat ze schwätzen. Do hunn ech och dee Message duerchginn, dass bei eis nëmmen dat kann automatiséiert ginn, wat mir och all verstinn, a wou mer och wëssen, wéi et geet, well mir mussen all Entscheedung och als Staat novollzéie kënnen, an „transparency by design" ass selbstverständlech essenziell.

Beim Kontakt mam Staat muss all Mënsch gläich sinn, egal ob et en Onlinekontakt ass oder och e physesche Kontakt. Et kann net d'Zoufallsprozedur sinn, déi dann decidéiert, wéi eng Äntwert vun der Regierung soll sinn.

Esou wéi och déi prezis Fro vun deenen Decisiounen, deenen automatiséierten Decisiounen: Déi sinn haut duerch dat generellt Dateschutzreglement vun der EU, duerch den Artikel 22 reglementéiert. Well et ass näämlech vill um internationalen Niveau, wou doriwwer diskutéiert gëtt, vill um europäeschen Niveau, och vill um Niveau vum Conseil de l'Europe oder um Niveau vun der OECD. A mir schaffen als Land och aktiv do mat, fir dass justement, wann et eng Kéier zu deenen Algorithme weidergeet, och do eng Gerechtegkeet garantéiert bleift.

Mir wëssen, wéi schnell mer eisem iPhone gleewen oder Ärem GPS gleewen, wann deen Iech seet, Dir sollt no riets oder no lénks fueren oder déi nächst Afaart huelen. Mir kënnen, wann et ëm Mënsche geet, net kucken, wou lénks a wou riets ass! De Mënsch muss nach ëmmer eng Decisioun kréien, déi eng Basis huet, eng Justifikatioun huet an net dem Zoufallsprocedé kann entspriechen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister. Mir kéimen dann zur Fro Nummer 73 vum Här Marc Angel un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Prozedure bei der CNS am Fall vun enger Geschlechtsëmwandlung.

Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 73 du 19 novembre 2019 de M. Marc Angel relative aux procédures et formalités prévues par les statuts de la CNS en cas de changement de sexe, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit dem Summer 2018 hu mer hei zu Lëtzebuerg e ganz fortschrëttlecht Gesetz, dat et transidenten an oder Intersex-Mënschen erlaabt, am Persouneregëster hiert Geschlecht an hiren Numm ze änneren, an dat ouni en Attest vum Dokter oder Psychiater. Dëst Gesetz berout um Prinzip vun der Selbstbestëmmung. Et gesteet de Mënschen d'Capacitéit zou, ze wëssen, wat fir si gutt a wat fir si richteg ass, an eege Responsabilitéit dofir ze iwwerhuelen.

Fir awer effektiv och d'Geschlecht kierperlech unzegläichen, sprécht eng Hormonbehandlung ze kréien oder sech operéieren ze loossen, ass dat an der Praxis dacks méi schwéier. Obschonn d'Weltgesondheetsorganisatioun 2018 d'Transsexualitéit vun der Lëscht vun de psychesche Krankheete gestrach huet, gesinn d'Statute vun der CNS weider vir, dass ee fir Hormontraitementer oder eng OP muss eng Autorisation préalable stellen an e psychiatresche Suivi virweisen. Och da kënnt et nach dacks vir, dass d'Prise en charge refuséiert gëtt.

Dës Virgeeënsweis riskéiert dozou bäizedroen, fir déi betraffe Persoune weider ze stigmatiséieren a se weiderhin als psychesch krank ofzestempelen.

Här President, erlaabt mer ze froen, ob den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mat mir averstanen ass, dass dës Bestëmmungen net kohärent si mam Gesetz, dat mer 2018 gestëmmt hunn an dat jo, wéi ech virdru gesot hunn, op dem Prinzip vun der Autodeterminatioun baséiert.

Zweetens: Ass den Här Minister der Meenung, dass d'CNS hir Statuten iwwerschaffe misst, fir d'Situatioun vun transidenten an Intersex-Mënschen ze verbesseren, dat heescht, fir d'Käschte fir d'Behandlung an d'Operatioun ouni kompliziéiert Formalitéiten ze iwwerhuelen a sech konform ze setze mat där neier Klassifikatioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun?

An zulescht wollt ech de Minister froen, wéi en denkt en Ustouss ze ginn, fir dass d'CNS hir Statuten an deem Sënn ännert.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Angel. De Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci virun allem och un den Här Angel, datt en dëse Sujet hei evoquéiert, well en nach ëmmer an eiser Gesellschaft awer e gewëssent Tabutheema ass.

Aktuell, mengen ech, gesinn d'Statute vun der Gesondheetskeess effektiv Konditioune vir, fir d'Prise en charge vun de Leeschtungen ze iwwerhuele vun der Dysphorie de genre iwwert d'Krankeversécherung, also iwwert d'CNS, an dat virun allem, fir d'Käschten ze iwwerhuelen an dräi Domänen:

Dir hutt deen éischten zitéiert, dee vun dem psychiatreschen Accompagnement, als zweeten hu mer dee vun de Medikamenter am Kader vun der Hormonsubstitutioun, an deen drëtten ass d'Chirurgie fir eng Réassignation sexuelle. Déi dräi sinn de Moment Prise-en-chargen, déi säitens vun der CNS iwwerholl ginn. Reng ästheetesch Interventioune ginn de Moment net vun der Krankeversécherung iwwerholl.

D'Prozedur gesäit och vir, datt effektiv de Contrôle médical consultéiert muss ginn. Dee Kontrolldokter baséiert sech op där enger Säit mat Sécherheet och op d'Avise vu Spezialisten an der Matière. Doriwwer eraus gesäit de Kontrolldokter och all eenzel Persoun. An ech mengen, et ass och ganz kloer: Do, wou een e gesäit, gëtt net iwwert de Fong debattéiert an diskutéiert, mee dat ass virun allem eng Decisioun, déi bleift bei der Persoun. Dat ass näischt, wou de Kontrolldokter och en Afloss huet.

Fir vläicht e puer Zuelen ze nennen: 2018 huet de Kontrolldokter néng Persoune gesinn. 2019 waren et der fënnef an et stinn nach dräi Rendez-vousen op. Dir gesitt also, déi Zuel, déi pendelt sech plus ou moins op déi doten Zuel, ongeféier ëm déi zéng Persoune pro Joer, an.

Bis elo ass och eréischt een Dossier dovunner en suspens gesat ginn, dat well verschidden Delaien an de Statuten net agehale goufen. Lëtzebuerg huet leider nach kee pluridisziplinäre spezialiséierten Zenter an dësem Beräich an eebe grad dofir muss hei dee ganzen Avis, déi ganz Consultatioun iwwert de Contrôle médical lafen. An ech mengen, och dat wier eng Pist, déi een an deenen nächste Jore mat Sécherheet ka viruverfollegen, fir virun allem op eng Rei vu Suggestioune vun Ärer Säit kënnen ze reagéieren.

Bon, d'Prozedure fir d'Statute goufen effektiv 2013 agefouert, fir engersäits d'Persounen ze schützen an hinnen ze hëllefen, an net fir effektiv Schikanen anzebauen. Déi Diskussiounen hat ech och, wéi ech selwer d'Leit gesinn hat vun der Associatioun, fir mat hinnen iwwert d'Problemer an der Praxis ze schwätzen. An ech mengen, dat, wat Der ugeschwat hutt, wa mer wëllen Ännerunge maachen, wa mer wëllen d'Statuten ännere vun der CNS, dat obläit nun eemol dem Conseil d'administration vun der CNS.

Ech fir mäin Deel - an dat war Är lescht Fro - wäert d'CNS opfuerderen, dës Texter nach eng Kéier ze iwwerpréiwen, gegeebenefalls unzepassen, fir datt effektiv de Prinzip vun der Autodeterminatioun voll a ganz an nächster Zukunft kann ëmgesat ginn.

Merci bien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Fro Nummer 74 vum Här Léon Gloden un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert de Pilotprojet Skills Bridge.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 74 du 19 novembre 2019 de M. Léon Gloden relative au projet pilote « Skills bridge », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. De Pilotprojet Skills Bridge ass am Mee 2018 op Initiativ vum deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit zesumme mat der ADEM lancéiert ginn. D'Zil war et, duerch e sougenannten „plan de développement des compétences" ze kucken, wéi d'Mataarbechter vun Entreprisë kënne weiderformëiert ginn, fir den Ufuerderunge vun der Digitalisatioun gerecht ze ginn.

Déi digital Transformatioun an de Betriber soll also beschtméiglech begleet ginn, fir dass et net zu Entloossunge soll kommen. Am Virfeld war eng Etüd vu PWC gemaach ginn an zwielef Millioune goufen iwwert de Fonds pour l'emploi an de Projet investéiert. 20 Entreprisen hate sech gemellt, dovunner sinn der 16 no mengen Informatiounen zréckbehale ginn. Dës Entreprisë kruten de Lounausfall, deen entstanen ass, well hir Mataarbechter an de Formatioune waren, rembourséiert.

Mengen Informatiounen no war de Projet e grousse Succès souwuel fir d'Entreprisë wéi fir déi Leit, déi matgemaach hunn. Duerch de Projet an d'Formatioun hin zur Digitalisatioun konnt bal all Employé an de Betriber gehale ginn. E puer Employéë goufen iwwert d'ADEM an aner Entreprisen transferéiert an et koum net zu Entloossungen.

D'Iddi vum Skills Bridge war et, dëse Projet ze institutionaliséieren, fir dës Initiativ weiderzedreiwen. Ëmsou méi schued ass et, dass ech elo héieren hunn, dass dëse Pilotprojet net géif virugefouert ginn, zemools och, well anscheinend souguer aus dem Ausland ganz interesséiert hei op Lëtzebuerg betreffend dëse Projet gekuckt ginn ass.

Aus dësem Grond wéilt ech da follgend Froen un den Aarbechtsminister stellen: Deelt de Minister net d'Meenung, dass dëst e ganz sënnvollt Instrument fir d'Transformatioun hin zur Digitalisatioun an d'Formatioun vu Mataarbechter an de Betriber wier? Gëtt et en Ofschlossrapport iwwert de Projet? Aus wat fir enge Grënn wëllt de Minister de Projet Skills Bridge net weiderféieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft, den Här Dan Kersch, huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Gloden fir déi interessant Fro. Effektiv ass et esou, dass mer mat dem Digital-Skills-Projet e ganz interessanten an ech géif och soe wegweisende Pilotprojet op de Wee bruecht hunn.

Dir hutt d'Zuelen zum Deel scho genannt. Si variéieren e bësse vis-à-vis vu mengen. Mee ech mengen, et kann een elo scho soen, dass déi Grondiddi, déi hannert dem Projet stoung, eng ganz nëtzlech Iddi war, näämlech ze probéieren, preventiv de Chômage ze bekämpfen an net ze waarden, bis d'Leit scho praktesch am Chômage sinn, éier mer mat hinnen ufänke Formatiounsprogrammen ze maachen.

Am Moment ass et leider e bëssen ze fréi, fir op all déi Froen ze äntweren, déi den Här Gloden gestallt huet. Ech hat och schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot, dass mer amgaange sinn, eng Gesamtauswäertung vum Projet ze maachen, an dass, le moment venu, ech selbstverständlech géif an d'Kommissioun kommen, fir ze kucken, wéi eng konkreet Konklusioune mer aus dem Pilotprojet kéinten zéien.

Vläicht méi konkreet: Déi éischt Etapp vun der Analys ass finaliséiert, näämlech d'Aschätzung, déi d'Betriber vum Projet gemaach hunn. Et feelt awer, an dat soen ech hei ganz bestëmmt, och nach eng finanziell Analys, e konkreete Monitoring, eng Käschten-Notzen-Rechnung u sech vun deem ganze Projet. An et feelt och nach eng Aschätzung vun de betraffene Leit, déi um Projet deelgeholl hunn. Zwee Aspekter, déi a menger endgülteger Konklusioun awer e wichtege Rôle wäerte spillen.

Wéi gesot, et ass e Pilotprojet mat enger ganz sympathescher Grondiddi hannendrun. Mee per Definitioun gëtt e Pilotprojet net gemaach, fir en herno eent zu eent ze iwwerhuelen, mee e Pilotprojet gëtt gemaach, fir eng Aschätzung ze maachen an déi positiv Aspekter ze iwwerhuelen a manner positiv Aspekter unzepassen oder ganz ewechzehuelen.

Ech wollt just soen, dass ech mengen, dass mer och déi ganz Diskussioun musse kucken am Developpement vun den Diskussiounen, déi mer wäerte féiere ronderëm d'Plans de maintien dans l'emploi, ronderëm d'Plan-sociallen, déi awer eventuell kéinten nokommen, a wéi gesot probéieren, eng seriö Analys vum Projet ze maachen, dat Gutt ze iwwerhuelen, dat manner Gutt ewechzeloossen an dat ganz Schlecht guer net méi ze berücksichtegen.

Vläicht, well dat awer zu dësem Zäitpunkt scho virläit, e puer Indikatiounen, wéi d'Betriber et gesinn hunn. Allgemeng gëtt de Projet vun de Betriber, déi matgemaach hunn - zum Schluss waren et der ronn zéng, déi matgemaach hunn, mat 300 Leit, déi am Programm dra waren -, allgemeng gëtt de Projet also positiv bewäert.

Et gëtt awer och kritesch vun de Betriber ugemierkt, dass se net vun Ufank u woussten, wou dee ganze Prozess sollt hiféieren. Et war hinnen och net kloer, wéi eng Käschte fir d'Betriber nach mam Projet verbonne wären, genausou wéineg wéi kloer war, wivill Ressource-humainë si selwer missten dran investéieren, fir dass de Projet kéint realiséiert ginn.

Dann ass och monéiert ginn, dass d'Delaien, fir sech kënnen anzeschreiwen, fir beim Projet kënne matzemaachen, ze kuerz waren. Mee en ass allgemeng u sech, wéi gesot, positiv bewäert ginn, wat och eng gutt Saach ass.

Ech hunn och zu kengem Moment gesot, dass de Projet net géif weidergefouert ginn. Wéi gesot, ech stinn hannert där positiver Grondiddi. Mee wann een d'Chiffere gesäit, dann ass dat, mengen ech, en Aspekt, deen een awer net dierf vergiessen. Ech hu mer et elo nach eng Kéier genau erausschreiwe gelooss: Stand Mee waren et, wéi gesot, zéng Betriber mat 300 Leit, déi matgemaach hunn. An de Projet huet eis awer insgesamt 6,77 Millioune kascht. Ech mengen, eleng dat ass en Aspekt, deen ënnersträicht, dass et net nëmmen duergeet, déi positiv Aspekter ze kucken. Et muss een déi Käschten-Notzen-Rechnung maachen. A wann déi gemaach ass, da sinn ech selbstverständlech bereet, Konklusiounen ze zéien an déi dann och mat der zoustänneger Chamberskommissioun ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Fro Nummer 75 vum Här Charles Margue un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Etüd „Being Black in the EU".

Ech wëll hei bemierken, datt et do och schonn eng Question écrite virauser ginn ass vum Här Dan Biancalana an datt och eng Demande hei virläit vum Här Marc Spautz am Numm vun der CSV-Fraktioun, fir dat doten Theema an der Kommissioun ze thematiséieren.

Här Margue, Dir hutt elo d'Wuert.

- Question n° 75 du 19 novembre 2019 de M. Charles Margue relative aux révélations de l'étude « Being Black in the EU », adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, et ass mer wuelbewosst, dass déi Fro schonn eng Kéier vum Dan Biancalana gestallt ginn ass a vun der Ministesch als Question parlementaire och scho beäntwert gouf.

Déi lescht Woch war d'Konferenz, wou dee Rapport nach eng Kéier virgestallt ginn ass. An zousätzlech ass och en anere Rapport vun der Madamm Fonseca virgestallt ginn: iwwert d'Liewen hei an der Lëtzebuerger Gesellschaft, wann een net esou wäiss ass, wéi mir alleguerten heibannen dat sinn.

Déi Resultater sinn asoufern alarmant an déi Etüd, déi vun der Madamm Fonseca zousätzlech zu „Being Black in Luxembourg" virgestallt ginn ass, ass duerch Temoignagë confirméiert ginn.

Et ass e Problem, deen nei ugeschwat gouf: d'Schwieregkeeten, déi déi Lëtzebuerger hei am Land hunn, déi, déi hei gebuer sinn, déi awer wéinst hirer donkeler Hautfaarf reegelméisseg ugeschwat ginn, wéi wa se keng Lëtzebuerger wären, inklusiv op Lëtzebuerger Verwaltungen, wéi eis dat - wéi soll ech soen? -„exemplaresch" gesot ginn ass.

Ech weess, et ass eng schwiereg Fro, well … Mee wat mir Suerg mécht, a well ech et virdrun dobausse mat Iech ugeschwat hunn: dass d'Erliefnes vun esou Begéignungen dozou féiert, dass eng Partie Leit, an dat sinn der vill hei zu Lëtzebuerg, wéinst hirer Hautfaarf d'Perceptioun hunn, déi se domadder kréien, si géifen net derzougehéieren - an dat war d'Konklusioun vun där Etüd.

Wéi ass et domadder? An d'Fro un d'Ministesch ass: Wéi kënne mer an Zukunft besser domadder ëmgoen, dat Bewosstsäin an eiser Gesellschaft ze schäerfen, dass een net nëmmen derzougehéiert hei, wann een eng wäiss Hautfaarf huet?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Deputéierte fir d'Fro. Dir hutt et richteg gesot, et gouf schonn eng schréftlech Question parlementaire, näämlech 1239 vum honorabelen Deputéierten Dan Biancalana gestallt, an och schréftlech natierlech drop geäntwert. Mee ech sinn awer frou, dass mer d'Theema hei nach eng Kéier uschwätzen an dann och nach eng Kéier an der Kommissioun.

D'Erausfuerderunge sinn natierlech grouss hei am Land. Zesummewuesse musse mer natierlech alleguerten an et ass, mengen ech, awer och essentiel, dass mer ons op Fakte kënne baséieren an dass dofir och Etüden a Statistike gemaach ginn, dass Leit interviewt ginn, dass emol gefrot gëtt, wéi d'Perceptioun dann ass vun all eenzelne Matbierger hei am Land, wéi hie sech hei integréiert fillt oder net integréiert. A wa mer vun Integratioun schwätzen: Een, deen hei gebuer ass a Lëtzebuerger ass, dee brauch sech jo warscheinlech hei net méi ze integréieren, op d'mannst emol ass dat dat, wat mer viraussetzen.

Do hu mer awer natierlech d'lescht Woch op där Konferenz och e puer aner Saachen héieren, an dat war relativ erschreckend. Dofir musse mer och zesumme kucken, dass mer dorunner schaffen, fir déi Virurteeler och par rapport zu verschiddene Mënschen aus dem Wee ze raumen.

De Familljeministère an d'Regierung gi sech natierlech d'Moyenen am Beräich vun der Integratioun, fir dass mer nach méi Aktioune kënne maachen, fir d'Leit och kënnen ze stäerken. Mir wëllen d'Integratiounspolitik natierlech mat all den Akteuren ëmsetzen, um nationale Plang, um regionale Plang, natierlech och um lokalen Niveau. D'Gemengen, d'Associatiounen an de Staat hunn alleguer e ganz, ganz essentielle Rôle ze spillen. Mee och all eenzelne Bierger muss dozou bäidroen, dass jiddereen, deen hei zu Lëtzebuerg lieft, sech wuelfillt an dass jiddereen, deen hei zu Lëtzebuerg lieft, sech och als Deel vun dëser Gesellschaft ka consideréieren ouni Barrièren.

An ech wëll dann awer hei soen: Dat gëllt och fir d'Frontalieren, déi all Dag heihinner schaffe kommen. Och si hunn e Recht, sech hei bei ons wuelzespieren, an och si sinn e wichteg Element vun onser Gesellschaft. Jiddereen huet e Recht drop, hei zu Lëtzebuerg säi Wee kënnen ze maachen, ouni dass en d'Gefill huet, e géif iergendwéi net derzougehéieren oder e wär net erwënscht.

Wéi gesot, d'Regierung kämpft géint all Form vun Diskriminatioun, an de Gesetzer, an den Institutiounen an awer och am Alldag zwëschen de Bierger mat verschiddenen Hannergrënn. All Form vun Diskriminatioun ass fir eis inakzeptabel!

Am Beräich vun der Integratioun ass de Plan d'action national fir d'Integratioun eent vun eisen Haaptinstrumenter. Dee Plang gëtt vun engem interministerielle Comité ausgeschafft, zesumme mat den Akteure vum Terrain. Doduerch, dass déi verschidde Ministèren eebe mat am Boot sinn, erreeche mer eeben all d'Aspekter vum Alldag, dass déi kënnen ofgedeckt ginn. Well och do hu mer héieren, et betrëfft all Aspekter vum Alldag, ob dat an der Schoul ass, ob dat op der Aarbechtssich ass, ob dat an den Hobbyen ass. An ech mengen, dofir ass et och ganz wichteg, dass jiddereen do mat um Dësch sëtzt, fir dass mer dat ëmmer nees materanhuelen, wa mer vun Antidiskriminatioun schwätzen.

Am Kader vum nationalen Aktiounsplang gëtt och all Joer en Appel à projets gemaach, wou Projete kënnen eragereecht ginn iwwert déi verschidden Aspekter vun der Integratioun. 2019 war deen éischten Appell, uganks des Mounts ass en neien Appell erausgaange fir Projeten, déi kënne vun Abrëll bis Dezember 2020 realiséiert ginn. Dës Projete musse bis de 6. Januar 2020 eragereecht ginn. An dëse Projete kënnen natierlech och Aspekter vu verschiddene Forme vun Diskriminatioun behandelt ginn - well eng gutt Integratioun ass net méiglech, wann Diskriminatioune bestinn.

Ech géif awer och gären eng Kéier kuerz op d'Charte de la diversité agoen, wou mer iwwer eng positiv Aart a Weis mat de Betriber, mat den Organisatiounen, mat den Associatiounen zesumme wëllen d'Betriber, d'Organisatiounen, d'Associatioune méi staark maachen, andeems se hir Diversitéit och liewen. A mir wëssen, dass eng Entreprise, déi d'Diversitéit bewosst lieft an hirem Betrib, och ekonomesch méi erfollegräich ass wéi eng Entreprise, déi dat net mécht.

Diskriminatioun ass en horizontaalt Theema, hunn ech gesot. Et geet ëm Nationalitéit, et geet ëm Hautfaarf, mee et kann een et net nëmmen dorobber reduzéieren. Och am Beräich vum Handicap, vun de sexuellen Orientatiounen, de reliéise Preferenzen, ënner anerem, kënne ganz séier verschidde Forme vun Diskriminatioun eeben opkommen. An all dëse Beräicher ass d'Regierung drëms beméit, eng Chancëgläichheet ze schafen, a wäert och an Zukunft alles maachen, fir dass keng Persoun sech hei zu Lëtzebuerg diskriminéiert fillt!

Erlaabt mer, Här President, ganz zum Schluss vläicht ze soen, dass all Persoun, all eenzel Persoun, déi sech diskriminéiert fillt hei am Land, eng Persoun ze vill ass. A mir mussen dat seriö huelen a mir musse weider zesummewuessen hei am Land. An ech mengen, wann ech hei an de Sall erakucken, dann ass et och esou, wisou et haut ëm Leit geet mat méi däischterer Hautfaarf. Och hei ass kee vun hinne vertrueden, weeder am Parlament nach an der Regierung; am Europaparlament hu mer elo eng Vertriederin. An ech mengen, dass mer alleguerte vläicht e bësselche méi oppen do musse ginn an eisem Verhalen. Mir schwätzen ëmmer vu Fraen a Männer, mee et geet ëm vill méi.

Mir sinn eng multikulturell Gesellschaft. Lëtzebuerg ass dofir eeben e ganz flott Land an dat solle mer och - och an der Politik - esou liewen!

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. Mir kommen elo zur Fro Nummer 76 vum Här Gilles Roth un d'Inneministesch iwwert d'Erhalen an den Ënnerhalt vu reliéise Gebaier.

Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 76 du 19 novembre 2019 de M. Gilles Roth relative à la conservation et l'entretien des édifices religieux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Wanter, dee steet virun der Dier an et ass fiicht a kal dobaussen an et ass och fiicht a kal …

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Kleesche kënnt geschwënn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … an eise Kierchen, net well déi néideg Séil net do wier, mee well se keng Suen hunn, fir d'Hëtzes ze bezuelen.

Plusieurs voix.- O!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, de Kierchefong, deen ass aarm wéi eng Kierchemaus! An do stelle sech awer …

(Brouhaha et hilarité)

Jo, meng Zäit, déi leeft!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

An do stelle sech awer eng ganz Rei vu Problemer, déi vu seriöer Natur sinn, näämlech gëtt et an eise Kierchen - an dat ass gutt esou, dat gehéiert zu dem Patrimoine culturel - wäertvoll Uergelen.

Bei den Uergelen ass et esou, dass mer Päifen hunn, …

(Hilarité)

… déi aus Metall sinn. An et ginn och hëlzen Elementer, wou Filz derbäi ass.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Kommt eng Kéier op Diddeleng! Ech weisen Iech eng schéin Uergel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert fir e seriöt Theema, an hien huet eleng d'Wuert de Moment.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir hutt Recht, Här President, …

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- A well dat de Fall ass a wann d'Kierchen net richteg gehëtzt ginn, da sinn déi Päife mat Filz an aus Holz besonnesch ufälleg, well da quëllen déi an da gi se no enger Zäitchen net méi.

Et ass esou, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- … leschte Lach!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass esou, dass déi Uergelen oft zu héije Fraisen amenagéiert goufen an dass déi nun eeben emol d'Proprietéit si vun deenen, deenen d'Kierche gehéieren, an dem Reegelfall de Gemengen.

Elo ass et esou, dass mer e Gesetz gestëmmt hunn, an zu deem steet d'CSV och, an dat léisst eigentlech zwou Liesaarten zou. Den Artikel 14 vum Gesetz iwwert d'Édifices religieux, dee gesäit vir, dass de Fong, also de Kierchefong « assume les frais de fonctionnement et d'entretien ». An den Artikel 15, dat ass deen, deen hannendrukënnt, dee seet: « La conservation, l'entretien constructif et la remise en état tant des édifices religieux qui servent à l'exercice du culte [...] sont assurés par leur propriétaire ».

D'Fro ass also déi, well eng Uergel bei enger normaler Temperatur ze halen, dat kascht eppes, mee et ass weesentlech méi bëlleg, wéi wann een d'Uergel all Joers muss nei stëmme loossen a virun allem wéi se ze reparéieren. Nun ass et awer esou, wéi ech virdrun ugedeit hunn, dass déi Kierchenuergelen am Sënn vun dem Zivillgesetzbuch, dem Artikel 525, dat sinn, wat een nennt en „immeuble par attache à perpétuelle demeure". Firwat? Mee well se fest an der Konstruktioun vun der Kierch mat dra sinn.

Duerfir ass meng Fro un d'Inneministesch, ob si déi Liesaart kann deelen, dass, well et en Immeubel ass, eng Uergel eng Partie vun dem Immeubel ass, dass ee kann op den Artikel 15 vum Gesetz zréckgräifen, näämlech, dass et eng Conservatioun vun dem Immeubel ass, dass een also enger Gemeng géif zougestoen, fir eng Minimaltemperatur an där Kierch ze assuréieren, quitte dass se bei Office-religieuxen oder bei anere Manifestatiounen zulaaschte vun deem Kierchefong ka méi héich gefuer ginn. A wann d'Inneministesch déi Liesaart net sollt deelen, da géife mer gär wëssen, op wat fir eng gesetzlech Bestëmmung si sech baséiert.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci. Ech muss soen, ech krut schonn eng Rëtsch Froen zum Ënnerhalt vun de Kierche gestallt, déi do awer vun den Uergelen nach net. Si ass awer net oninteressant, well dat eng Kéier erlaabt, allgemeng d'Reegelen ze kucken, wéi et dann eebe gehandhaabt gëtt a puncto Besëtzverhältnisser a wie fir wat da ganz genau opkënnt.

Et ass esou, an dat hutt Dir jo och scho richteg gesot, wann eeben d'Gemeng Proprietär vun der Kierch, vum Gebai ass, ass si responsabel souwuel fir den Entretien constructif, fir d'Remise en état an och fir d'Conservatioun. Wann d'Kierch awer elo vum Fong iwwer eng Konventioun zur Verfügung gestallt gëtt vun der Gemeng, wa se eeben déi Konventioun do maachen, dann ass et esou, dass de Fong responsabel ass fir deen Entretien courant. An Dir hutt jo och do schonn den Artikel 14 richteg zitéiert vum Gesetz. An zu deene Frais de fonctionnement an Entretien courant gehéiert och d'Hëtze vun dem Gebai.

Wat awer elo d'Mise à disposition betrëfft - vun enger Kierch, wéi gesot -, ass et jo esou, dass d'Gemeng mam Fong muss déi Konventioun ënnerschreiwen. Do ginn et jo Konditiounen, minimal mussen et jo fënnef Joer si bis maximal op déi néng Joer, dat ass jo och da mat enger Indemnitéit, déi d'Joer ausbezuelt gëtt, ganz genau gereegelt. An hei ass et esou, dass d'Kierch wärend där ganzer Durée vun där Mise à disposition eeben dem Fong zur Verfügung gestallt gëtt an dass eeben do de Fong muss derfir opkommen.

Dat ass awer ganz kloer gereegelt. Dat ass och nach eng Kéier an där Convention type, déi jo den Interieur erausginn huet fir d'Gemengen. Dat war och eng Demande vun de Gemengen, fir ze kucken, wéi se déi Konventioun solle reegelen. An do ass nach eng Kéier ganz kloer definéiert, dass et eeben zulaaschte vum Fong geet, dass si eeben dofir zoustänneg sinn, fir ze hëtzen. An d'Hëtzen - ech verstinn d'Besuergnes, dass dat wichteg ass och fir d'Uergel, dass do kee Schued dru kënnt -, mee insgesamt ass d'Hëtze jo och wichteg an de Gebaier. An, wéi gesot, an der Konventioun ass et esou gereegelt, dass dee Moment eeben de Fong zoustänneg ass.

Wann awer elo, an dat gesäit jo och d'Gesetz vir, eng Kierch eeben dem Fong zur Verfügung steet an d'Gemeng awer wéilt fir iergendeng Okkasioun, fir en Event d'Kierch erëm fir dee bestëmmten Datum hunn, ass et esou, dass awer déi Rechnung dann der Gemeng ausgestallt gëtt. Dat heescht, wa se se selwer notzt, dee Moment muss dann d'Gemeng derfir opkommen. Fir déi Zäit, wou eng Konventioun besteet, déi bezitt sech op déi ganz Durée, ass dee Moment de Fong zoustänneg, fir déi Fraisen eeben ze iwwerhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bofferding. Mir kommen dann un d'Fro Nummer 77 vum Här André Bauler un de Wunnengsbauminister iwwert de Projet „Wunne mat der Wooltz" a säin Impakt op d'Infrastrukture vun der Stad Wolz.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 77 du 19 novembre 2019 de M. André Bauler relative à l'avancement du projet « Wunne mat der Wooltz » et ses répercussions sur les infrastructures de la ville de Wiltz, adressée à M. le Ministre du Logement

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. De Projet „Wunne mat der Wooltz" ass ee vun deene groussen urbanistesche Projeten zu Lëtzebuerg. Op 25 Hektar ginn am Häerz vu Wolz ongeféier 780 Wunnunitéite fir ronn 1.800 Awunner geschaaft. An Zesummenaarbecht mam Fonds du logement entsteet op deenen alen Industrieterrainen, déi déi Weeltzer ganz gutt kennen, e ganz neie Quartier mat enger Maison relais, enger Musekksschoul, engem pedagogesche Musée an enger Ubannung un d'Gare.

An dësem Kontext géif ech dem Här Logementsminister gären e puer Froe stellen: 1) Wou ass dëse Projet de Moment drun?

2) Wéi gesinn d'Aarbechte vum Projet elo Etapp fir Etapp aus?

3) Wéini rechent Dir, dass een an déi éischt Wunnengen, déi do solle realiséiert ginn, kann eraplënneren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. De Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt soen ech Merci fir déi Fro. Effektiv erlaabt et dann, e bësse méi ausféierlech iwwert de Wolzer Projet ze schwätzen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass „Weeltzer".

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Weeltzer Projet, pardon!

Effektiv ass et e grousse Projet, deen och a Richtung vun där neier Wunnengsbaupolitik soll goen, déi mer jo alleguerten hei ënnerstëtzen, näämlech abordabele Wunnraum ze schafen. A firwat soen ech dat? Well et an der ëffentlecher Hand hei läit. An et ass jo ee vun de gréissere Projeten, déi nach ënnerwee sinn - ech denken hei un de Projet NeiSchmelz zu Diddeleng, dee jo och e bëssen an déi Richtung wäert goen.

Ech hat d'Chance, am Summer och de Projet selwer kucken ze goen - do war ech nach net en charge vun dëser Funktioun als Minister - an ech konnt mer och deemools schonn e ganz gutt Bild maachen, zesumme mam Buergermeeschter. An och haut de Moie konnte mer kuerz eng Kéier Récksprooch halen. A sech ginn et siwe PAPen, déi do mussen ëmgesat ginn. Dräi sinn der gestëmmt, dat sinn „Geetz", „Public" an „Nordhang". Dat sinn déi dräi, déi scho gestëmmt gi sinn an et kommen der nach véier no. Déi kommen, all si se am Phasage. Dir kënnt Iech jo virstellen, well zum Schluss schwätze mer jo awer vun 800 Wunnengen, 800 Wunnenge mol 2,3 ongeféier, da wësst Der ongeféier, wivill Leit op Wolz do schlussendlech nach derbäikommen.

Déi Projete gi gutt weider. De Moment ginn d'Bauhäre bestëmmt, näämlech fir éischtens den Assainissement. Dir hutt virdru geschwat, et ass jo eng Friche, do muss alles an d'Rei gesat ginn, well et jo e Wunnquartier gëtt op enger aler Industriebrooch. Do musse mer virsiichteg virgoen. Et kënnt eng Renaturatioun dohinner, wat och ganz wichteg ass, well mir wëlle jo och Wunnqualitéit erakréien. Dat ass och e ganz wichtegt Element, wat an deem Projet do an de Vierdergrond gestallt gëtt.

Wéi ass et mat den Infrastrukturen? Et sinn der eng Rei; d'Ponts et chaussées si ganz wäit fortgeschratt, wat d'Planung ubelaangt. Well de Quartier „Public", deen an der Mëtt wäert entstoen, do kënnt jo eng Schoul hi fir ongeféier 320 Kanner. Et soll eng Maison relais kommen, och fir 320 Kanner. Et kënnt eng Sportsinfrastruktur dohin, eng Musekksschoul an och nach e Kannermusée. Dat heescht, vun deenen Infrastrukture sinn der eng Rei schonn, wéi d'Schoul, amgaange gebaut ze ginn. Déi Stéchstrooss engersäits, déi duerch de Projet respektiv d'Peripherie wäert goen, do sinn elo e bësse Gespréicher mam Bauteminister, fir ze kucken, dass do och acceleréiert gëtt, dass dat parallell ka vir sech goen. Dat ass emol d'Accessibilitéit iwwert d'Stroossen.

Dat Zweet sinn natierlech d'Infrastrukturen, dat sinn d'Ofwaasser an d'Waasser. D'Ofwaasser, et muss ee soen: D'Kläranlag gesäit 17.000 Einwohnergleichwerte vir, hunn ech mer soe gelooss. Wann déi 1.000 Leit zousätzlech derbäikommen, da wäert Wolz ëm déi Gréisstenuerdnung vun 10.000 bis 11.000 Awunner hunn. Dat heescht, d'Infrastrukturen, déi haut schonn do sinn, souwuel d'Kläranlagen, d'Kläranlag sécher an d'Waasser och, hir Waasserbehälter, souwäit ech informéiert sinn, sinn och entspriechend ugeschloss, fir dee Projet ze packen a senger ganzer Envergure.

Wichteg ass och, hei nach eng Kéier ze soen, dass dee Projet, dee mer jo och hei an der Chamber an der Logementskommissioun schonn een-, zweemol virgestallt kruten, en harmonescht Aschaffe vu Grëngs an e flotten Environnement ass. Et ass och, wou mer iwwert d'Dichtegkeet vun neie Projete sollen diskutéieren: Ma wa mer méi dicht bauen, da muss den Environnement och entspriechend eng Wunnqualitéit mat sech brëngen. An dëse Projet ass wierklech e Paradebeispill dofir, dass mer déi Richtung och wëllen ausbauen. Dofir ass et och ganz wichteg, dass e relativ séier weidergeet.

Wat elo d'Datumer ugeet, do muss ech leider enttäuschen. Ech kann do näischt virausgesinn. Dir wësst, dass dat jo e gréissere Projet ass, wat jo och finanziell Enverguren huet. Do wäert ech sécherlech mussen hei an d'Chamber zréckkommen, oder an d'Chamberskommissioun vläicht, fir e Projet, e Gesetzesprojet, e Projet d'investition. Et muss jo e Finanzéierungsgesetz fir dee Projet och ginn. An dee Moment wäerte mer ganz genau da kënne soen, wéini dann dee Projet un d'Enn kënnt.

Fir mech ass et awer esou, wat d'Philosophie vum neie Pacte Logement ubelaangt, näämlech abordabele Wunnraum schafen an och Liewensqualitéit erabréngen, Proximitéit férderen, vill Environnement schafen, dass dat an déi richteg Richtung geet an dofir ass dee Projet ënnerstëtzenswäert.

A Merci fir d'Iwwerzéie vun enger Minutt. Entschëllegt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen zur Fro Nummer 78 vum Här Félix Eischen un d'Inneministesch iwwert d'Finanzéiere vun der Fluchkomponent beim SAMU.

Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 78 du 19 novembre 2019 de M. Félix Eischen relative au financement de la composante aérienne du SAMU assurée actuellement par l'ASBL Luxembourg Air Rescue, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Zanter elo bal 30 Joer ass d'LAR, d'Luxembourg Air Rescue, am Lëtzebuerger Rettungswiesen net méi ewechzedenken; souwuel am SAMU-Beräich wéi och am Rapatriement huet d'Air Rescue en exzellente Ruff dobaussen.

Eng éischt Konventioun mam Interieur datéiert aus dem Joer 1991, eng zweet mat der CNS aus dem Dezember 1993. Haut freet d'Air Rescue, de Volet opérationnel a financier an der Konventioun, déi d'Relatioun tëscht der ASBL an dem Staat reegelt, reviséiert ze kréien. D'Negociatioune wieren en cours, heescht et vun der Air Rescue. Dëst confirméiert och den éischte Conseiller de Gouvernement aus dem Interieur. A jiddweree seet sech och optimistesch, dass dës Gespréicher a Verhandlungen dann och wäerte gutt ausgoen. Zueleméisseg sief gesot, dass d'lescht Joer vum Interieur e Subsid vu 735.000 Euro ausgeschott ginn ass, an 2017 waren et 665.000 Euro.

Am Pluriannuel steet, oder do gesäit de Staatsbudget elo de Subsid vun 2018 bis 2023 onverännert vir. Esou kann een dat emol hei verstoen. An d'Luxembourg Air Rescue freet awer eng Erhéijung. D'Kerosins- an d'Personalkäschte ginn an d'Luucht an dofir huet d'Air Rescue d'Konventioun denoncéiert. Obschonn d'ASBL momentan, wéi et schéngt, op finanziell zolitte Féiss steet, schéngt awer eng Revisioun onëmgänglech. Dofir meng Fro un d'Madamm Minister:

An der Hoffnung, dass de Staat weider un der Zesummenaarbecht mat der LAR interesséiert ass - esou wéi och schonn am Summer an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Kolleeg Marc Spautz gesot gouf -, wéilt een awer wëssen, wou d'Verhandlungen dru sinn, wéi d'Evolutioun och ausgesäit. Bleift et bei deemselwechte Subsid wéi am Pluriannuel virgesinn? Oder gëtt et reegelméisseg eng Adaptatioun unhand vun de reale Käschten?

Am Viraus Merci fir Är Äntwert.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eischen. D'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding, huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Eischen, Dir hutt dat elo ganz richteg gesot, dass d'Air Rescue net méi ewechzedenken ass, dass se jorzéngtelaang eng gutt Aarbecht am Rettungswiese mécht an dass et wichteg ass, si och weiderhin als Partner ze behalen.

Dir hutt elo esou vill Detailer opgezielt, dass ech net méi brauch drop anzegoen. En huet souguer schonn de Montant vum Subsid nogekuckt. Op alle Fall kann ech awer ergänzen a confirméieren och domadder, dass mer zurzäit an de Verhandlungen eebe mat hinne sinn, dass déi ganz intensiv sinn, soudass ech awer och ganz optimistesch sinn, dass mer elo do virukommen.

Detailer kann ech Iech an deem Sënn elo net verroden, well eeben nach weider verhandelt gëtt. Sécherlech wäert et awer esou sinn, dass d'Montante wäerte klammen, well ëmmerhi gëtt jo och dowéinst verhandelt.

Dir hutt elo vun der Konventioun aus den 90er Jore geschwat. Ben, et muss ee soen, dass déi Konventioun reegelméisseg denoncéiert ginn ass, well eeben nei Käschten op si duerkomm sinn, sief dat eeben elo de Kerosin (veuillez lire : de Präis vum Kerosin), deen eropgaangen ass, awer och d'Personalkäschten. An dat war och, mengen ech, elo de Grond, firwat se nach eng Kéier vun hirer Säit denoncéiert ginn ass, fir eeben déi Montanten, déi an der Konventioun festgeschriwwe sinn, nach eng Kéier nei kënnen ze verhandelen.

Wichteg ass, dass mer d'Air Rescue weider hunn, wat eeben d'Rettungswiese betrëfft. Si waren ëmmer e wichtege Partner a bleiwen a sollen an Zukunft e wichtege Partner sinn. An et ass eis jo och als Staat dru geleeën, si an där ganzer Ketten do als e wichtegt Element ze hunn. A wéi gesot sinn ech och ganz zouversiichtlech, dass mer eis hei wäerten eens ginn an dass si och weiderhi kënnen hir Verantwortung do iwwerhuelen.

Esoubal mer derduerch sinn, wäert dat souwisou schonn dobaussen diskutéiert ginn. Mee ech mengen, et däerf een net méi allze laang waarden, well jo d'Konventioun op den 1. Januar denoncéiert ginn ass. Mee wéi gesot, déi Aarbechte lafen. A wichteg ass fir eis virun allem, dass si weiderhin en zouverlässege Partner bleiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bofferding.

6. Heure d'actualité du groupe technique au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrures au Luxembourg

Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrure issue d'élevages pendant cette législation

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Aktualitéitsstonn iwwert de Verbuet vum Verkaf vu Pelz, déi de Groupe technique ugefrot huet. Duerno hu mer och nach eng Motioun iwwert dëse Sujet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, den Här Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Chantal Gary, den Här Roy Reding an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Goergen als Vertrieder vum Groupe technique.

Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Déiereschützer, fir d'éischt emol wollt ech Iech alleguerte Merci soen, dass mir haut d'Diskussioun ronderëm e Pelzverkafsverbuet kënne féieren.

Zënter ech 16 Joer al war, sinn ech am Déiereschutz aktiv. Haut ka Lëtzebuerg e grousst Zeeche fir den Déiereschutz setzen. Dat freet mech an dat ass mer eng Häerzensugeleeënheet.

Et gëtt haut iwwer e Lach an och e Feeler an eisem Déiereschutzgesetz geschwat, wat mir haut fëlle kënnen. Kommt, mir kucken eng Kéier op d'Pelzindustrie! Kommt, mir kucken eis un, a wat fir miserabele Konditioune Sue mam Leed vum Déier gemaach ginn! Ech weess net, wie vun Iech scho Biller aus dem Internet iwwert d'Pelzproduktioun gesinn huet. Mee wien et nach net gemaach huet, sollt sech déi Zäit huelen an déi grujeleg Biller ukucken.

Une voix.- Degueulasse!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dir sot et richteg, et ass degueulasse.

La même voix.- Jo.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wär d'Chamber méi digital, hätt ech e Projekter an e Screen, géif ech Iech d'Videoe weisen, déi d'Leed kloer beleeën. Well an dësem Fall soe Biller méi wéi Wierder.

Ech gesi virun allem eppes, an zwar vill Leed fir d'Déieren, well et si si, déi ënner grausame Konditiounen an enke Käfeger zesummegequëtscht ginn, mat engem eenzegen Zil, hinnen d'Haut vun de Schanken erofzerappen.

Wou eist Déiereschutzgesetz et verbitt, en Déier ouni Betäubung ze schluechten, ginn d'Déieren an anere Länner, dorënner zum Beispill China, brutaalst electrocutéiert, vergaast, erschloen oder souguer lieweg gehäut. Dat kléngt net nëmme bestialesch, et ass et och!

Los Angeles a ganz Kalifornie si mam gudde Beispill virgaangen an hunn e Pelzverkafsverbuet agefouert. Mee viru Kalifornie war d'Theema och hei zu Lëtzebuerg schonn diskutéiert ginn, leider ouni Erfolleg.

Als Beispill am Joer 2016, wéi e motivéierte Bierger eng Petitioun agereecht hat, déi et bis an d'Chamber gepackt huet. Nodeems den ëffentlechen Debat stattfonnt hat, gouf d'Theema an déi verschidde Kommissioune verwisen. Deemools war d'Argument: „Mir mussen et europäesch maachen." Haut, dräi Joer duerno, ass nach näischt geschitt.

Am neien Déiereschutzgesetz gouf mat opgeholl, dass d'Zuucht vun den Déiere fir den Erhalt vun hirer Haut verbueden ass zu Lëtzebuerg, dat heescht, Pelzfarmen dierfen zu Lëtzebuerg net stattfannen. Dat heescht, dass haut d'Pelzproduktioun zu Lëtzebuerg verbueden ass, wärend et weiderhin erlaabt bleift, Pelzer aus dem Ausland hei ze verkafen. Erkennt Dir do de Feeler am Gesetz? Erkennt Dir, wéi pervers dat eigentlech ass? Der Iddi, de Pelzverkaf ze verbidden, gouf nach net Rechnung gedroen.

Ech bieden Iech, hinzekucken, Dir Dammen an Dir Hären, dass eist Déiereschutzgesetz duerch de Verkaf vu Pelzer ëmgaange gëtt. Well et hëlleft näischt, wa mir hei zu Lëtzebuerg d'Produktioun verbidden an trotzdeem de Verkaf erlaben. Dat Eenzegt, wat mir mat eisem Gesetz an deem Aspekt erreecht hunn, ass, d'Pelzproduktioun auszelageren.

De Landwirtschaftsminister berifft sech oft op eist gutt Déiereschutzgesetz. Mee ech widderspriechen och an deem heite Fall gären, well et ass ganz kloer, dass eist Déiereschutzgesetz an deem Aspekt aktuell net wäit genuch geet. De Verkaf vu Pelz dierf net weiderhi gestatt sinn.

Lëtzebuerg ka keng Kontrollen an de Produktiounen an anere Länner ausféieren. An dofir kënne mir d'Produktioun an anere Länner mat eise Standarden net iwwerpréiwen. An iwwerhaapt wären d'Standarden och net ze vergläichen, well d'Produktioun zu Lëtzebuerg jo verbueden ass.

A wësst Der, wat dat Schlëmmst ass? Dass de Client oft emol net weess, dass e Pelz keeft, sief dat als Col oder als Bommel un enger Mutz.

Wa mir eise Standard am Déiereschutz wëllen héich usetzen, da gëtt et fir eis Piraten nëmmen eng logesch Konsequenz: D'Déiereschutzgesetz muss ausgebaut ginn an de Verbuet vum Verkaf vun Zuchtpelzer muss kommen.

Bei esou engem Verbuet stellt sech och eng weider Fro, déi och virun dräi Joer opkomm ass, nämlech d'Fro, ob dat legal méiglech ass. Eent vun den Haaptargumenter géint de Pelzverkafsverbuet ass de fräie Marché vun der Europäescher Unioun. Liibhaber vu Pelzmäntel hu gesot, dass dat géint d'Prinzippie vun enger fräier europäescher Maartwirtschaft ass.

Dat ass einfach e falscht Argument. Ech hu mech do perséinlech bei engem Jurist schlaugemaach a krut och e ganz interessanten Avis zougeschéckt. Et ass nämlech esou, den Artikel 36 vum Gesetz iwwert d'Fonctiounsweis vun der Europäescher Unioun beseet, dass een am Bannemarché Restriktioune kann huelen, falls et en trëftege Grond gëtt. Als trëftege Grond gëllt zum Beispill den Ordre public, de Schutz vun der Gesondheet an och de Schutz vu Persounen an Déieren. Op Basis vun deem Artikel ass et wuel méiglech, dass Lëtzebuerg e Pelzverkafsverbuet op sengem Territorium ausschwätze kann, well mir kënnen nämlech argumentéieren, dass e Verbuet d'Gesondheet an d'Liewe vun den Déiere verbessert.

Ech géif och wierklech gären als Europäer dat gesinn, wann no Lëtzebuerg och déi ganz EU op de Wee vun engem Pelzverbuet géif goen! Mir kënnen haut hei zu Lëtzebuerg de Wee fräimaachen, fir dass d'EU kann nozéien, a mam gudde Beispill virgoen, mee op kee Fall als bëlleg Excuse just waarden, bis d'EU eppes mécht. Jiddweree weess, dat wär just eng Excuse.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, schwätzt mir haut wannechgelift och net vun den EU-Gesetzer! Schwätzt mir net dovunner, mir sollen op déi aner waarden! Schwätzt mir wannechgelift och net iwwer Liederprodukter oder doriwwer, dass een de Pelz iwwert d'Grenz nach ëmmer kafe ka goen! Dat wären alles nëmmen Ausrieden, fir sech hanner enger falscher Argumentatioun ze verstoppen an net fir den Déiereschutz anzestoen.

Haut soll jiddwereen op säi Gewësse lauschteren, net op e Fraktiounszwang. Pelzverkafsverbuet ass eng eethesch a moralesch Fro fir eis Gesellschaft. Loosst Lëtzebuerg haut am gudde Bild dostoen, national wéi international! Wannechgelift, kommt a maacht eppes Konkretes fir den Déiereschutz! Drot dës Motioun wannechgelift mat a loosst eis zesummen dru schaffen, d'Würd vum Déier net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer Welt ze verbesseren! Loosst eis haut en Zeeche setzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Françoise Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech woen ze behaapten, dass jiddweree vun eis heibannen eppes unhuet, wou zum Deel e Stéck vun engem Déier drun ass: Schong, Rimm, e Col vun engem Mantel, mat Daune gefëllte Mäntel oder eng Mutz aus Woll.

Eis Notzdéiere wéi Kéi, Schof, Kanéngercher a Gänse ginn net exklusiv fir d'Moud geziicht, mee si liwweren eebe ganz einfach zousätzlech zum Fleesch och Lieder, Woll, Pelz a Plommen. Pelz kann awer och anerwäerts hierkomme wéi just vun Notzdéieren. An der Schwäiz zum Beispill ginn d'Fiiss, déi souwisou am Kader vun der Bestandsreguléierung ofgeschoss ginn, mëttlerweil net einfach entsuergt a verbrannt, mee hire Pelz gëtt fir Kleeder genotzt. E Genre Wäertschätzung vun engem souwisou doudegen Déier.

Et muss een also déi ganz Diskussioun relativéieren an net de Pelz a senger Totalitéit verdäiwelen an och net verbidden.

Mir sollen eis vill éischter fokusséieren, esou wéi den Här Goergen dat och richteg gesot huet, op Déieren, déi exklusiv fir Pelzkleedung geziicht ginn, extreem schlecht gehale ginn, vun aartgerecht net ze schwätzen, an ënner onméigleche Konditioune geplëmmt an och ofgezu ginn. Jo, lieweg ofgezu ginn! An dat kënne mer net toleréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit droen am Wanter Kleeder mat engem Pelzbesatz. An ech froe mech wierklech, ob se sech ëmmer all bewosst sinn, dass dat keng Imitatioun ass, mee vun Déiere staamt, déi duerfir qualvoll gelidden hunn. Genee do musse mer usetzen an ech wäert och elo gläich dorobber ze schwätze kommen.

2016 hate mer hei an der Chamber en Debat iwwert de Pelzverkafsverbuet. D'Konklusiounen deemools waren, dass den deemolege Chamberspresident sollt e Bréif un de President vun der Commission des Affaires étrangères schécken, fir eng Entrevue mat den Europaparlamentarier ze féieren. Ech weess net, ob déi Entrevue jeemools stattfonnt huet. Mee gutt wier se allemol gewiescht oder wier se, well dat Ganzt am allerbeschten op europäeschem Niveau ze léisen ass.

Deemools war awer och vum Landwirtschaftsministère eng grouss Campagne de sensibilisation ugekënnegt ginn, wann dann d'Gesetz vum Déiereschutz bis a Kraaft wier. Dat ass a Kraaft zanter dem leschte Joer, mee ech ka mech selwer elo net drun erënneren, ob mer dann elo eng grouss Sensibilisatiounscampagne solle gehat hunn.

Gutt ass awer, dass ënner anerem duerch d'Déiereschutzgesetz, wat mir hei zu Lëtzebuerg hunn, et verbueden ass bei eis, Déieren exklusiv fir Pelz- oder Plommegewënn ze ziichten.

Wou si mer iwwerhaapt op europäeschem Niveau drun? Bon, do gëtt et natierlech d'Aarteschutzofkommes vu Washington, dat jo weltwäit den Handel mat geschützten Déieren a Planze kontrolléiert. Da gëtt et eng europäesch Reegelung vun 2011 iwwert den Etiquetage, wouduerch eng Obligatioun besteet unzeginn, ob richtege Pelz an engem Artikel dran ass oder net, soudass de Konsument dann en connaissance de cause keeft, wann en dann déi butzeg Etikett liest. An da gëtt et d'Reglement 1523/2007, dat zanter 2008 de Verkaf vun Honds- a Kazepelzer an der EU verbitt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fuerderen als CSV eis Regierung op:

fir op europäeschem Niveau aktiv ze ginn, fir europawäit de Verkaf vu Pelzer vun Déieren, déi exklusiv fir hir Pelzer ënner grujelege Konditioune geziicht ginn, ze verbidden. An en attendant, dass dëst op Direktivniveau gereegelt ass, musse mir verlaangen, dass de Fournisseur dem Commerçant bescheinegt, mat wéi enge Farmen aus wéi enge Länner hien zesummeschafft, fir op déi Aart a Weis deen onkontrolléierten Handel ze bekämpfen,

zweetens awer och, dass an de Butteker, an de betreffende Rayonen d'Artikele mat Pelz aus Pelzfarme kloer an däitlech ausgeschëldert sinn,

drëttens, dass eis Police an eis Douane awer och déi Moyene kréien, déi se brauchen, fir hir Kontrolle kënnen ze maachen,

a véiertens, dass de grand Public informéiert gëtt iwwert déi ganz Pelzindustrie, fir dass jiddweree sech entscheede kann, ob e richtege Pelz wëllt kafen oder net.

An deem Sënn hu mir och eng Motioun vun der Majoritéit mat ënnerstëtzt an op eis eege verzicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddweree muss an d'Lag versat ginn, en connaissance de cause ze decidéieren, ob et mat sengem eegene Gewëssen ze vereinbaren ass, echte Pelz ze droen oder net. Vläicht hëlleft et jo, wann ee weess, dass fir e Pelzmantel ongeféier 100 Kanéngercher oder och 150 Chinchillae gebraucht ginn. Mee doriwwer eraus brauche mir eng gesellschaftlech Ausenanersetzung mat de Suitte vun eisem Konsumverhalen. Wie Pelz keeft, bewosst keeft, ouni ze kucken, wou en hierkënnt, deen dréit mat derzou bäi, dass weiderhin Déieren an onméigleche Konditioune gehalen, ofgezunn an dout gemaach ginn, op déi bëllegst Aart a Weis.

Och wann et hei ëm Lëtzebuerg geet, sollt een awer en Ënnerscheed maachen tëschent Besoin a bewosstem Choix. Et gëtt nun emol Plazen op der Welt, wou d'Leit musse Pelz undoen, well se soss keng Alternativen hunn. Mir hunn hei Alternativen zu richtegem Pelz!

A Stéchwuert - an domadder kommen ech zum Schluss - „bewosst akafen": Dat Ganzt gëllt och fir bëllegt Fleesch, dat ee bewosst akeeft.

Une voix.- Très bien !

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wësst Dir alleguer, dass een zum Beispill hei zu Lëtzebuerg fir e liewegt Källefche grad emol 50 Euro bezilt? Wou bleift do de Respekt fir dem Bauer seng Aarbecht? A wou bleift do d'Wäertschätzung vum Déier? A leschten Enns och de Respekt virun eis selwer?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech keen neit Theema, wat mer hei diskutéieren. Ech wëll drun erënneren, datt mer effektiv den 20. Juni 2016 schonn en Hearing hei an der Chamber haten iwwert déi Petitioun: „Stop de Verkaf vu Pelz". Dat war d'Petitioun Nummer 605. Doropshin huet och de 24. November 2016 eng Jointe stattfonnt zwëschent der Petitiounskommissioun, der Ekonomieskommissioun an der Agrarkommissioun, wou sech och ganz intensiv mat där Problematik befaasst ginn ass. Dat wëllt selbstverständlech elo net heeschen, datt dee Sujet net nach wie vor ganz aktuell ass an datt dee Sujet och wichteg ass, fir hei diskutéiert ze ginn. Ech soen och de Piraten Merci fir déi Initiativ.

Ech wëll och drop hiweisen, datt meng Partei u sech eleng schonn als Initiator vun deem neien Déiereschutzgesetz, wat jo op de 27. Juni 2018 datéiert, gewisen huet, wéi eescht d'DP den Déiereschutz hélt. Ech mengen, mir hunn derfir gesuergt, datt den Term „Dignitéit vum Déier" an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass. Mir hunn och derfir gesuergt, datt d'Déier haut als e Liewewiesen ugesi gëtt, wat och Gefiller huet.

Lëtzebuerg war iwwregens eent vun deenen éischte Länner, wat sech och ganz kloer dergéint (veuillez lire : derfir) ausgeschwat huet, datt et hei an dësem Land net méi soll erlaabt ginn, datt Déiere solle gehale ginn, fir Pelz ze produzéieren. Entre-temps sinn et 14 Länner um Niveau vun der Europäescher Unioun, déi dee Wee och gaange sinn. Wat och gutt ass! E lescht gutt Beispill ass d'Slowakei.

Och de Conseil de l'Europe huet an all deene Joren eng wichteg Roll gespillt. En huet eng Rei Recommandatioune geholl, fir eeben e Maximum vu Krittären ze setzen, wéi dann Déiere solle gehale ginn, wa se exklusiv solle geziicht ginn, fir herno Pelz ze produzéieren.

D'Kolleege vun der Piratepartei froen haut an enger Motioun, datt e Verbuet vun Zuchtpelzer soll um Niveau vu Lëtzebuerg an dëser Legislaturperiod nach gesprach ginn. Dat ass schonn eng luewenswäert Initiativ, mee ech mengen, et muss een och sachlech un déi Problematik hei erugoen. Ech ka mech do net ganz dem Här Goergen uschléissen.

Effektiv, wann een d'Legislatioun um europäeschen Niveau analyséiert, dann dierft dat de Moment awer ganz, ganz schwéier si fir e Land wéi Lëtzebuerg, fir esou e Verbuet auszeschwätzen. Et däerf een net vergiessen, datt et an der Europäescher Unioun eng Rei Länner gëtt, déi staark Lobbyiste si vun deem Industriezweig, kann ee bal soen. Ech wëll Frankräich zitéieren. Ech wëll Finnland zitéieren. Ech wëll Polen zitéieren.

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Et ass eethesch net méi vertrietbar, datt mer haut an enger opgeschlossener, moderner Gesellschaft liewen, wou dann nach u sech Déiere just geziicht ginn, ënner munchmol ganz grausame Konditiounen, fir e Produkt hierzestellen, wat u sech e Luxusartikel ass a wat nëmme vun enger Minoritéit vu Leit herno gebraucht gëtt. Et däerf een och net vergiessen, datt zwee Drëttel vun deene Pelzer, déi produzéiert ginn, aus deene Farmen hierkommen. An et gëtt och leider genuch Biller - et ass schonn hei gesot ginn -, déi duerch d'Press zirkuléieren, déi een u sech mussen derzou animéieren, fir sech ganz kloer fir esou Moossnamen auszeschwätzen.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill 2017 - an ech beruffe mech hei op Aussoe vu Fur Europe - 63,1 Milliounen Näerzen, 12,7 Millioune Fiiss an 167.000 Marderen dout gemaach goufen, just, wéi gesot, fir eebe Pelz hierzestellen. Ech mengen, dat si Praktiken, déi ënner kengen Ëmstänn akzeptéiert sinn.

Et muss een awer och drop hiweisen, datt eng Rei bekannt Kleedermarke sech och entretemps derzou decidéiert hunn, fir u sech an hire Regaler net méi Pelzer unzebidden.

Allerdéngs, wa mer vu Pelz schwätzen, da musse mer och eng sachlech Approche huelen. Ech mengen, d'Madamm Hetto huet dat och schonn hei kuerz duerchblécke gelooss: Pelz ass net gläich Pelz. Wa mer Déieren hunn, déi aus alimentäre Grënn geziicht ginn, déi hunn natierlech dann e sougenannt „Offallprodukt", dat ass de Pelz. Ech denken hei an éischter Linn u Schof. Dann ass et evident, datt et awer och an Zukunft muss méiglech sinn, aus deem „Offallprodukt" eeben och kënne Pelzer hierzestellen.

Dat selwecht gëllt fir Déieren, déi offiziell däerfe gejot ginn. Och do soll een also, wéi gesot, déi Saach awer trotzdeem e bësse relativéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP ass der Meenung, datt ee soll méi wäit goe wéi déi Motioun, déi hei vun de Kolleege vun de Piraten virgeluecht gouf. Mir sinn nämlech der Meenung, datt ee soll um europäesche Plang versichen, en allgemengt Verbuet vun esou Farmen ze erreechen, an an enger zweeter Phas souguer soll souwäit goen, fir och den Import an déi Europäesch Unioun vu Pelzer, déi op Basis vun esou Produktiounsmethoden hiergestallt ginn, ze verbidden.

An ech sinn och frou, eng Motioun am Numm vu menger Partei hei kënne virzeleeën, a besonnesch frou awer och, datt se vun de Kolleege vun der CSV a vun de Kolleege vun der ADR ... Si steet nach ëmmer zur Ënnerschréft op fir d'Kolleege vun deene Lénken an och vun Iech, Här Goergen, vun de Piraten, well si geet méi wäit wéi Är. Also hätt Der all Interêt, fir déi hei mat ze ënnerschreiwen. Wéi gesot, et ass nach ëmmer Zäit.

An Här President, ech géif Iech déi dann hei iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- soulignant que le Luxembourg est un précurseur dans le domaine du bien-être animal ;

- considérant que la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux qui interdit sous peine de sanctions « d'élever pour abattre un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine » ;

- rappelant les initiatives sur le plan européen, à savoir la directive 98/58 du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 14 avril 2000, ainsi que le règlement (CE) 1099/2009 du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment

de leur mise à mort, transposé en droit national par le règlement grand-ducal du 12 avril 2013 règlementant les conditions de mise à mort d'animaux ;

- soulevant que le règlement (CE) 1523/2007 du 11 décembre 2007 interdisant la mise sur le marché, l'importation dans la Communauté et l'exportation depuis cette dernière de fourrure de chat et de chien est également applicable au Luxembourg ;

- soulevant que le règlement (UE) 1007/2011 du 27 septembre 2011 relatif aux dénominations des fibres textiles et à l'étiquetage prévoit, pour la présence de parties non textiles d'origine animale dans un produit textile, la mention « contient des parties non textiles d'origine animale » ;

- précisant que des contrôles de conformité aux normes d'étiquetage européennes sont effectués par l'ILNAS, chargé de la surveillance du marché ;

- notant que les règles du libre marché intérieur prévues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne nous imposent des limites concernant des interdictions ou restrictions nationales d'importation, d'exportation ou de transit ;

- rappelant le débat public du 20 juin 2016 relatif à la pétition 605 - « Stop de Verkaf vu Pelz zu Lëtzebuerg » ;

- rappelant les conclusions du 24 novembre 2016 au sujet de la pétition 605 - « Stop de Verkaf vu Pelz zu Lëtzebuerg » suite à l'échange de vues entre les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, de la Commission de l'Économie et de la Commission des Pétitions ;

invite le Gouvernement

- à poursuivre son engagement pour une protection des animaux exemplaire et à rester précurseur dans le domaine du bien-être animal ;

- à sensibiliser le consommateur pour mettre définitivement fin à la souffrance des animaux abattus pour leur fourrure ;

- à mener dans ce contexte une initiative européenne en faveur d'une politique d'étiquetage plus ambitieuse et compréhensible pour le consommateur en ce qui concerne la présence de parties non textiles d'origine animale dans des produits textiles ;

- à œuvrer au niveau européen :

• dans une première phase, afin que l'élevage d'animaux à la seule fin de l'utilisation de leur peau, de leur fourrure, de leurs plumes ou de leur laine soit interdite dans tous les pays de l'Union européenne, et

• dans une deuxième phase, afin que l'importation et la vente de fourrure en provenance de fermes d'élevage servant exclusivement à l'industrie de la fourrure soient interdites dans les pays de l'Union européenne.

(s.) Gusty Graas, Tess Burton, Chantal Gary, Françoise Hetto-Gaasch, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Gusty Graas *(DP).*- An der Hoffnung, wéi gesot, datt mer déi vläicht kënnen eestëmmeg hei stëmmen. An da géife mer et ...

Une voix.- Nach déi gréng an d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'LSAP dréit se och mat.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An déi gréng.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wësst Der, et huet een de Reflex, wann een hei schwätzt, dass een automatesch ëmmer am Numm vun der Majoritéit schwätzt.

Plusieurs voix.- O!

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wëll awer selbstverständlech hei ënnersträichen, datt awer och eis Partner, eis héichgeuecht Partner aus der Koalitioun, d'Kolleege vun der LSAP an d'Kolleeginnen - muss ee soen - an d'Kolleege vun deene Gréngen, déi hei Motioun mat ënnerschriwwen hunn.

Wéi gesot, an deem Sënn, mengen ech, wier et gutt, wa mer dee Schrëtt géife maachen, datt mer d'Regierung géifen opfuerderen, um europäeschen Niveau ze intervenéieren. Da géife mer mat Sécherheet vill méi erreechen, wéi wa mer dat elo géife reng op den nationalen Niveau limitéieren. A virun allem awer soll een och eng geziilt Ëffentlechkeetsaarbecht maachen an deem Sënn, datt mer och de Konsument géifen derzou animéieren, manner Pelzer ze gebrauchen, a virun allem awer och d'Traçabilitéit hei nach eng Kéier ervirsträichen, well dat ass ganz weesentlech.

An an deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton ageschriwwen. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei an der Chamber hu mer, mengen ech, e breede Konsens, dass den Déiereschutz wichteg ass. An deem Sënn hu mer d'lescht Joer en neit Déiereschutzgesetz gestëmmt, wat am internationale Verglach sécher als fortschrëttlech ka bezeechent ginn. Ausdrécklech hu mer doranner verbueden, dass Déiere just fir hire Pelz geziicht an dout gemaach kënne ginn.

Dass mer mat dëser Politik de Support aus der Bevëlkerung hunn, huet d'Petitioun ënner dem Titel „Stop de Verkaf vu Pelz zu Lëtzebuerg" gewisen, déi innerhalb vu sechs Wochen iwwer 5.000 Ënnerschrëfte gesammelt hat a wou mer en ëffentlechen Debat gefouert hunn.

Wat nach op deen éischten theoreetesche Bléck ganz richteg an och einfach ëmsetzbar schéngt, ass an der Praxis awer net esou evident. Lëtzebuerg ass Deel vum europäesche Bannemaart, wou een net esou einfach emol e Produit als Land verbidden, geschweige dann d'Grenze fir e Produit zoumaache kann. Aus deem Grond kënne mer d'Motioun vun de Piraten och net ënnerstëtzen.

Här President, mir sinn awer der Meenung, dass op europäeschem Niveau hei eppes soll geschéien. Zesumme mat deene Länner, déi an eng änlech Richtung wëlle goen, musse mer eis asetzen, fir dass an der ganzer EU d'Pelzfarmen an den Import vun Zuuchtpelzer verbuede ginn. Mir fuerderen eis Regierung dofir op, sech fir e Verbuet vun de sougenannte „Pelzfarmen" staarkzemaachen.

Dat heescht, et solle keng Déiere méi an Europa ginn, deenen hir eenzeg Liewensbestëmmung et ass, duerno als Pelz op engem Mantel oder soss engem Kleedungsstéck ze landen. Eng Rei Länner, dorënner eeben och Lëtzebuerg, hu schonn esou e Verbuet. Eng Partie aner Länner, wéi zum Beispill eis Noperen Däitschland a Frankräich, hunn esou Restriktioune bezéiungsweis Verbueter awer nach net. Dat soll sech esou séier wéi méiglech op EU-Niveau änneren.

Här President, wann ech vun der Aart a Weis schwätzen, wéi déi Déiere liewen, trauen ech mech kaum, vun engem „Liewen" ze schwätzen, zemools wann ee sech d'Konditiounen ukuckt, an deenen dës Liewewiesen u sech just drop waarden, op qualvoll Manéier ze stierwen. Wéi dës Déiere behandelt ginn, huet näischt mat engem Déiererecht ze dinn.

An et ass och net nozevollzéien, dass mir der Landwirtschaft ëmmer méi Oplage maache fir méi Déierewuel, wat ganz richteg ass, an dann awer d'Aen zoumaachen, wann et ëm d'Zuucht vu Pelzdéiere geet. Duerch en europawäite Verbuet kéint dësen Zoustänn en Enn bereet ginn.

Här President, dat bedeit awer nach net, dass mir national guer näischt kënnen oder solle maachen. Au contraire: Duerch eng breet Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne kéinten d'Leit dobaussen opgeklärt ginn, wéi hire Pelzmantel tatsächlech hiergestallt gëtt a wéi déi Déieren, déi heifir genotzt ginn, liewen. Duerch esou eng Campagne kéint d'Demande fir Pelzproduiten erofgoen, wat och eng natierlech Baisse vun der Offer, also der Produktioun géif mat sech bréngen.

De Konsumenteschutz besteet awer, wéi esou oft, net nëmmen aus Informatioun, wou een zum Beispill an enger éischter Phas den Etiquetage nach kéint verbesseren, mee de Konsumenteschutz besteet och aus Kontroll. An do weist sech nach méi kloer, dass dëse Sujet um europäeschen Niveau muss traitéiert ginn. Nëmmen d'EU kann e prezisen an däitlechen Etiquetage zur Reegel maachen. Kontrollen, wéi eng Produite wierklech an d'Land kommen, kënne mir zwar och hei maachen, allerdéngs sinn déi nëmmen effikass, wann et um ganze Bannemaart heifir kloer Reegele gëtt.

Mir wëllen, dass déi Déierequälerei ophält an d'EU och keng Zuuchtpelzer méi importéiert. Mir wëllen och a ganz Europa keng Pelzfarme méi. A bis et esouwäit ass, wëlle mer d'Leit hei zu Lëtzebuerg sensibiliséieren, fir dëst Geschäft net ze ënnerstëtzen. Mir fuerderen d'Regierung dofir iwwer eng Motioun, déi den Här Graas elo grad presentéiert huet, op, sech fir dës Ziler um EU-Niveau staarkzemaachen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. Da wier et elo un der honorabeler Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, Merci scho fir déi vill an ausféierlech Explikatiounen zu deem wichtege Sujet. Ech wéilt dann och gäre kuerz déi gréng Usiichten zu dësem Theema äusseren. An an deem Kontext däerf och d'Textilindustrie am Allgemengen net vergiess ginn.

Mënscheleed wéi och Déiereleed si leider ëmmer nach Alldag an eiser haiteger Textilbranche, besonnesch an der Fast-Fashion-Industry. Wann ech vu Mënscheleed schwätzen, denken ech un déi Dausenden an Dausende vun Aarbechter an Aarbechterinnen, déi a Fabricken an Indien, am Bangladesch, a China Stonnen a Stonne schaffen an awer kee Frang iwwreg hunn, fir sech oder hir Familljen ze ernären oder ze ënnerhalen. Mee net just d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter an de Fabricken, och d'Produzentinnen an d'Produzenten op de Felder si gréisstendeels fuerchtbare gesondheetleche Risiken ausgesat a schaffen ouni e Minimum u sozialer Ofsécherung.

Da schwätzen ech vun Déiereleed an der Textilindustrie. Hei ginn ech elo haaptsächlech op d'Leed vun den Déieren an, déi aus der Zuuchtpelzindustrie kommen, engem grausamen a relativ onkontrolléierte Geschäft. Fiiss, Marderen, Wäschbieren, déi op enkstem Raum erugeziicht ginn, fir dann op eng onvirstellbar Aart a Weis dout gemaach ze ginn, wa se net souguer bei liewegem Leif de Pelz ofgezu kréien, just fir e Luxus ze garantéieren. Ech schwätzen hei ganz bewosst vun engem Luxus, well esou kal ass et an eise Géigenden net, datt mer op e Fuussepelz ronderëm eisen Hals ugewise sinn.

(Interruption par M. Roy Reding et brouhaha)

Fair Moud, nohalteg Moud, Slow Fashion: alles Termen, déi mëttlerweil ominpresent an eiser Gesellschaft misste sinn a wou d'Pelzindustrie keng Plaz huet. Slow Fashion steet an der Textilbranche fir e Bewosstsinnswiessel an der Moud a virun allem am Respekt an a Responsabilitéit dem Mënsch, dem Déier an der Emwelt géintiwwer. Eis Textilbranche soll op sozialen, ekologeschen, eethneschen an natierlech och op ekonomesche Krittären opgebaut sinn, an dat iwwert déi ganz Produktiounsketten.

Den internationalen Handel mat Textilien a Bekleedung ass à la base fir ganz vill Länner aus dem globale Süden eng grouss Akommesquell, déi vill Aarbechtsplaze schaaft an och den Entwécklungsprozess vum Land fërdert.

Allerdéngs gëtt déi konventionell Hierstellung vun Textilien a leschter Zäit ëmmer méi wéinst Emweltbelaaschtungen an ze niddrege Sozialstandarde kritiséiert. An esou ass et leider nach ëfters de Fall, datt onwierdeg Aarbechtskonditiounen a souguer Kanneraarbecht trauregerweis ëmmer nach Alldag sinn. Et seet ee jo ëmmer esou schéi „Kleeder maache Mënschen", mee och Mënsche maache Kleeder. An dat däerf net vergiess ginn!

Duerfir ass dat hei och e Sujet, wou d'Consommatioun vum Eenzelnen onbedéngt thematiséiert muss ginn. Et muss e Bewosstsinn geschaaft gi fir d'Produktioun an den Opwand, deen hanner engem Kleedungsstéck stécht. Esou muss och eng Sensibiliséierung fir d'Produktioun vun engem Pelzmantel, vun enger Mutz mat enger Pelzbommel als Deko a vun enger Pelzdekoratioun entstoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis all eens: De Kolleeg Goergen huet Recht! Mir all hu schockéierend Biller gesinn a Berichter gelies iwwer Déieren, déi nëmme fir hire Pelz gehale ginn. D'Zoustänn op sougenannte „Pelzfarme" sinn onmënschlech an inakzeptabel. An ech denken, mir sinn heibannen unanime, fir ze soen, datt dat net méi soll stattfannen.

Dem Kolleeg Gusty Graas wollt ech dozou, wéi e gemengt huet, dës Regierung hätt d'Dignitéit vum Déier endlech an d'Legislatur erabruecht, mat de Schwäizer soen: „Ricola"! D'ADR war déi Partei, déi hei zwee Joer virdrun zwee Texter deposéiert huet, souwuel fir eng Verfassungsreform, wou d'Dignitéit vum Déier unerkannt gëtt, wéi och fir eng Ännerung vum Code civil, datt mer Déieren endlech net méi sollen als Saach behandelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Roy Reding *(ADR).*- Mir soen als ADR awer och ganz kloer Jo zur Verwendung vu Pelzer als Nieweprodukt, an net - Här Graas, bei allem Respekt - als Offallprodukt. Et ass keen Offall. Et ass en Nieweprodukt aus Juegd a Landwirtschaft. An dat soll och an Zukunft selbstverständlech erlaabt bleiwen.

Ech wollt och kloerstellen, datt mer mussen oppassen op Okkasiounspelzer. Leit, déi fréier Pelzer kaaft hunn oder och elo grad geierft hunn a Successiounen, däerfen där Valeur jo net beraubt ginn. Och do musse mer ganz klipp a kloer soe bei egal wat mer an Zukunft maachen, datt mer nëmme vun neie Pelzer schwätzen.

Schliisslech si mer eis, mengen ech, och bal all heibanne bewosst, datt eng national Solutioun keng ass. 80 % vun den Texter, déi mer heibanne stëmmen oder ganz oft stëmme mussen, kommen aus der EU. A wann et ee Beispill gëtt, wou nëmmen eng europäesch Léisung eppes bréngt, dann ass et dat heiten. Eng national Reegelung bréngt keng Léisung.

Duerfir hate mir als ADR och eng Motioun virbereet, déi genau dat dote gesot huet an d'Regierung opgeruff huet, op europäeschem Niveau aktiv ze ginn, fir e Verbuet vun Zuuchtpelzer ze bewierken. Mir ginn déi net of, well mer entre-temps d'Motioun vun der Majoritéit, déi identesch ass, ënnerschriwwen hunn an och mat Freed ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zu Lëtzebuerg ass d'Pelzproduktioun natierlech verbueden, a glécklecherweis. An eisem Nopeschland Frankräich ass dat zum Beispill awer net de Fall. An hei staamt e Pelz gréisstendeels aus Ziichtereien, a Frankräich, wou enger Enquête vun der Organisatioun PETA no och d'Zoustänn lamentabel sinn.

Mee dee Pelz aus Frankräich mécht just e ganz klengen Deel aus vun deene Pelzartikelen, déi bei eis am Land verkaaft ginn. Well och wa viru Joren nordeuropäesch Länner Spëtzereider waren an der Pelzfabrikatioun, ass elo China den Haaptpelzfabrikant op der Welt. Mee ob a China, an Europa oder an den USA: De Pelz, dee weltwäit hiergestallt gëtt, kënnt zu 85 % aus Ziichtereien.

Här President, klasseschcrweis symboliséiert Pelz, an eise Latitüden op jidde Fall, eng Aart Luxus. Et ass awer elo och esou, datt Pelz ëmmer méi bëlleg produzéiert gëtt. Déi grouss Luxusmarken an hir Geschäfter, déi sech och hei am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg ugesidelt hunn duerch eng jorzéngtelaang Politique du laissez-faire, schaffe mat därselwechter Matière première wéi déi chineesesch Importbutteker, ausser datt ee bei deenen engen de Prestige vun der Mark dobäibezilt, wat de soziale Status nach e bësse méi stäerkt.

D'Kulisse vun der Luxusindustrie si guer net glamouréis. A wann d'Leit géife wëssen, wat fir konzentrationär Bedingungen an de Pelzfarmen herrschen, Bedingungen, ënnert deenen och d'Mënschen, déi do schaffen, zugronn ginn, géife se sech et vläicht zweemol iwwerleeën, éier se de Portmonni opmaachen.

Här President, et ass awer eeben esou, datt déi international Handelsrelatiounen an de globaliséierten Outsourcing vun der Produktioun eng Kontroll iwwert d'europäesch Grenzen ewech schwéier erméiglechen. Dofir gëtt et kee politesche Wëllen an och keng gesetzlech Kaderen. An dat kann ee sech och duerch de Kapp goe loossen, wann deemnächst am Dezember oder am Januar vläicht vill Deputéierter hei an dëser Chamber d'CETA-Ofkommes mat Kanada wäerte matstëmmen, well dat wäert och an dëser Saach d'Saach net méi einfach maachen, am Géigendeel.

Déi wirtschaftsliberal Globaliséierung mécht Pelz zu engem Bëllegprodukt. Et ginn ëmmer méi vun dësen Higher-Standard-Produiten hiergestallt zu ëmmer manner Käschten, fir datt se ëmmer méi Leit finanziell accessibel kënne gemaach ginn a gläichzäiteg immens rentabel ginn.

D'Luxusindustrie mécht enorm Profitter, obwuel ëmmer manner Leit am Floribus liewen. Am Kapitalismus gëtt alles zur Wuer gemaach, dat ass jo längstens gewosst: d'Ressourcen, d'Waasser, de Mënsch an natierlech och d'Déieren. D'Leit hu vläicht och nach ëmmer dat Bild vun enger artisanaler a qualitéitsbewosster Luxusfabrikatioun am Kapp, flichtbewosst dirigéiert vun e puer guttbiergerlechen italieneschen a franséische Famillje mat Sëtz zu Milano oder zu Paräis. Just ass et esou, datt déi Famillje mëttlerweil zu risegen internationale Konglomerater gewuess sinn an hire Business méi mat Finanzoptiméierung wéi mat Hierstellung vu Moud ze dinn huet.

Et kéint een och vläicht am Kontext vu gewësse Produiten a Fongen hei zu Lëtzebuerg doriwwer diskutéieren. Vläicht fënnt een och nach hei eppes.

Wann een d'Buch liest vum italienesche Journalist Roberto Saviano, deen dat Buch „Gomorrha" iwwert d'Camorra geschriwwen huet, da gesäit een och, datt grouss Luxusfabricken hir Kleeder fabrizéiere loossen a Kellere vu meeschtens Mënschen aus China, déi wéi Sklave gehale ginn. Dofir etabléiert hien och e Lien tëschent Wirtschaftsliberalismus a Mafia.

Här President, wien haut bei Gucci, Prada, Louis Vuitton an esou weider Pelzproduite keeft, huet keng Garantie derfir, datt de Pelz aus Europa kënnt an, och wann et op der Etikett steet, och keng Anung iwwert d'Aart a Weis, wéi de Pelz hiergestallt ginn ass. Dat heescht, et mécht d'Saach wierklech net méi einfach, fir dat alles ze kontrolléieren.

Dofir si mir awer och der Meenung als Lénk, datt een déi Motioun, déi d'Piraten presentéiert hunn, soll ënnerstëtzen. Mir wäerte se matstëmmen, well mer net der Meenung sinn, datt ee sech hanner europäeschen Traitéë soll verstoppen, d'autant plus datt et - ech hunn dat elo grad gekuckt - awer eng vast Jurisprudenz gëtt iwwert d'Restriktioune vun der libre Circulation vu Wueren. Déi ass net absolutt am EU-Recht. An da kéint ee jo versichen, et duerchzezéien. An da kéint ee jo kucken, virun engem EU-Geriichtshaff géif dat plädéiert ginn. Entweeder et verléiert een oder et gewënnt een. Op jidde Fall huet een näischt ze verléieren, fir et emol ze versichen!

Ech mengen, datt dat Sech-Verstoppen hannert den europäeschen Traitéen eng Absence de courage ass vun dëser Majoritéit a Wierklechkeet.

Gläichzäiteg kann een awer och d'Motioun vun der Majoritéit, vun der CSV a vun der ADR mat ënnerstëtzen an - pourquoi pas? - och nach um europäeschen Niveau agéieren. Dat kann ee ganz wuel maachen. Ech gesinn do guer keng Kontradiktioun. Mee op jidde Fall kann ee sech net derhannert verstoppen, fir ze soen: „Mir gi méi wäit. Well mer hei näischt maachen, da gi mer op en aneren Niveau." Et ass e bëssen esou, wéi wa se gesot hätten: „Mir wäerten elo net an d'Fligerei investéieren. Mir wäerten do net recherchéieren, well mer direkt op de Mars wëlle fléien. Da kënne mer och dorobber verzichten." Ech mengen, logesch geet dat net op.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt de Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider.

Prises de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, mir géifen als Regierung zu zwee Ministeren drop äntwerten, virun allem och, fir nach eng Kéier d'Wichtegkeet vum Theema ze betounen, en Theema virun allem fir mech och als Landwirtschaftsminister, wat den Déiereschutz betrëfft. An ech kann dat, wat d'Madamm Hetto gesot huet, ganz gutt deelen: De Respekt och virun dem Déier, virun allem och virun dem Notzdéier ass grouss. A mir musse kucken, datt mer déi Wäertschätzung emol einfach erëm erëmkréien an eiser Gesellschaft. Dat ass fir mech emol e wichtege Punkt, wann ech als Landwirtschaftsminister schwätzen, fir den Déiereschutz effektiv och hei ze promouvéieren.

Ech mengen, et muss een awer och eng Kéier hei feststellen, obwuel mer ganz séier do eriwwergaange sinn, wat eigentlech och duerch Petitioune ka geschéien a wat och d'Suitten dovunner kënne sinn. Mir haten effektiv 2016 eng flott Petitioun, déi och ganz erfollegräich duerno an der Kommissioun, an enger Commission jointe diskutéiert gouf, wou kloer Pisten opgezeechent goufen: déi eng, mengen ech, déi ganz kloer drop higewisen huet, fir ze kucken, eist aktuellt Déiereschutzgesetz - deemools - ze verbesseren, grad an deem dote Beräich.

An ech mengen, wat 2018 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, dat ass eent vun deene beschten Déiereschutzgesetzer, déi mer hunn an Europa. An ech kréien dat och all Kéiers gesot, wann ech Entrevuen hunn, entweeder mat europäesche Ministere respektiv souguer mat Déiereschutzorganisatiounen aus Europa, déi d'Gesetz analyséiert hunn. Dofir, mengen ech, kënne mer emol e Punkt maachen a stolz op dat Déiereschutzgesetz sinn, dat jo och dann eeben am Artikel 12 ënner: « Il est interdit : » ganz einfach am Punkt 12 seet: « d'élever un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine ».

Dëst ass e kloert Gesetz hei zu Lëtzebuerg an dat hu mer emol festgesat. An ech mengen, et ass och wichteg, datt dat deemools vum Parlament esou ofgestëmmt gouf.

Doriwwer eraus ass et mir och wichteg a flott ze héieren, datt den Déiereschutz hei grad am Parlament héichgehale gëtt. Ech hu keng Fraktioun héieren, déi net gesot hätt, datt et wichteg ass, datt mer eis an Zukunft och fir Déiereschutz asetzen. An ech muss soen, datt mir an deene leschte Wochen zum Beispill eng Rei vun Organisatiounen a Manifestatioune gemaach hunn, zum Beispill e Symposium gemaach hunn, fir nei Methode vun der Recherche ze fannen, wou mer keng Déiere méi brauchen - op jidde Fall net ënnert där Form, déi de Moment utiliséiert gëtt hei zu Lëtzebuerg. Iwwerdeem sinn dat ausser Mais an ausser Fësch och keng aner Déieren. Mir mussen och kucken, do virunzekommen, fir nei Methode grad ze fannen an och hei dat op e strikte Minimum ze reduzéieren.

Op där anerer Säit, mengen ech, grad och d'Aktioun iwwert d'Antibiotiquen, den Asaz dovunner, dat hu mer matgemaach, fir grad och do drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, datt een och bei den Déiere virun allem esou vill méi méiglech op Antibiotiquë verzicht.

Hei gouf ugeschwat: Wéi kënne mer fir dat Ganzt nach méi sensibiliséieren? Ech mengen, Dir wësst, datt mer virgesinn hunn am neie Regierungsplang, en Déiereschutzbeoptraagten anzestellen. Dee wäert an deenen nächste Méint och effektiv kommen. An ech mengen, grad do ass et eng Geleeënheet, fir engersäits selwer deem seng Aufgaben nei ze zeechnen, op där anerer Säit awer ze kucken, eist Déiereschutzgesetz nach eng Kéier méi no baussen ze presentéieren, d'Leit ze sensibiliséieren drop, an da kann een deen dote Volet an engems matmaachen.

Ech huelen och entgéint, datt mer eis grad wat d'Ziichte vu Pelzdéieren, vun Déiere mat Pelz betrëfft, och an Europa derfir asetzen, datt mer generell e Verbuet op europäeschem Niveau kréien. Ech mengen, dat ass eng Debatt, déi mer am Conseil kënne féieren. Dat ass eng Debatt, déi virun allem och eis Europaparlamentarier kënnen ufféieren. Ech mengen, op dee Wee kënne mer supplementar zu deem, wat mer hei zu Lëtzebuerg nach kënne maachen, goen.

An deem Sënn sinn, mengen ech, éischt Schrëtt gemaach, zweet Schrëtt kënne mer nomaachen. An ech géif an deem Sënn dem Mëttelstandsminister, dem Lex Delles d'Wuert ginn, fir och dee ganze Beräich vum Handel mat ofzedecken.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Minister, den Här Kartheiser huet nach eng Fro fir Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här Minister. Ech mengen, dat ass ganz schéin. Et gëtt jo och hei vun all Mënsch matgedroen, datt Der Iech um europäesche Plang wëllt derfir asetzen. Et ass just eng Fro vun der Prozedur:

Ech mengen, mir hunn dat Instrument um europäesche Plang vun der Coopération renforcée. A bei deem heiten, vu datt et e Problem gëtt mat e puer Memberstaaten, déi do vläicht eng aner Positioun hu wéi déi, déi mir hei vertrieden, wiert Dir hei och bereet, um europäesche Plang dat Instrument vun der Coopération renforcée an dësem Domän ze proposéieren, fir datt mer do kënnen e Progrès hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Bon, ech mengen, mat Sécherheet, wann een um europäeschen Niveau eppes wëllt ëmsetzen, da brauch ee Partner, da brauch ee Länner, déi dat dote mat ënnerstëtzen. Ech mengen, déi muss ee fir d'éischt emol eng Kéier cibléieren. Déi, déi sech och bereet erklären, an där ganzer Palett matzegoen, déi hu sech nach net bis elo esou identifizéiert. Dat ass ënnerschiddlech an Europa. Mee selbstverständlech kann een eng Kéier dee Fokus maachen an et kann een eng Kéier déi Analys maachen, fir dann ze kucken: Wéi fanne mer eng Kooperatioun mat anere Länner, fir dat doten ëmzesetzen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. An de Mëttelstandsminister, den Här Lex Delles, steet scho prett, fir de Relais ze iwwerhuelen.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, loosst mech fir unzefänken de Piraten villmools Merci soe fir dës Heure d'actualité, well et ass, wéi een och de Mëtteg gesinn huet, tëschent deene verschiddene Fraktiounen a Sensibilitéiten eng Unanimitéit, Unanimitéit, dass d'Wuel vum Déier am Vierdergrond steet. An dat huet een och haut de Mëtteg gesi bei all eenzel Interventioun, wou gesot ginn ass, dass et en Uleies ass vu jiddwerengem heibannen, an och begréisst ginn ass, dass mer d'Déiereschutzgesetz hunn, wat ënnert der viregter Regierung gestëmmt ginn ass.

Wou ech dem Här Goergen net Recht ginn, dat ass, wou e gesot huet, dass par rapport zu der Petitioun, déi 2016 déi néideg Ënnerschréfte fonnt huet a souguer nach doriwwer eraus Ënnerschréfte fonnt huet, näischt gemaach gi wier. Ma neen, eeben d'Déiereschutzgesetz zum Beispill ass gestëmmt ginn. An nach aner Initiativen, déi och am Regierungsprogramm stinn, zum Beispill e Beoptraagte fir den Déiereschutz, sinn awer Saachen, déi sollen ëmgesat ginn.

Dir hutt am Ufank vun Ärer Interventioun gesot, dass Der e Film géift hei an der Chamber weisen, wann d'Chamber méi modern wier. An ech mengen, e ganz gutt Beispill fir d'Sensibiliséierung, déi scho ganz vill Leit heibannen hunn, ass, dass keen e Film gebraucht huet, fir sech et virzestellen, well jiddwereen et schonn heibanne gesinn huet oder ganz vill et scho gesinn hunn, dass et och a Froe vum Zuuchtpelz ganz schwaarz Schof ginn, wou sech net u verschidde Saache gehale gëtt, besonnesch eeben am Kader vum Déiereschutz.

Wann een awer gesäit, wéi de Kader gesat ass, gesäit een, dass beim Statec ..., wann een d'Zuele vum Statec kuckt, pardon, gesäit een, dass déi lescht Joren, no engem Joer 2015, de Verkaf vu Pelz, den Import vu Pelz erofgaangen ass, dunn eng Kéier kuerz eropgaangen ass an awer elo erëm um Falen ass. Dat ass och vläicht dowéinst, well eeben eng Sensibiliséierung gemaach ginn ass a well d'Leit och vläicht genau wëssen, wou et hierkomm ass.

D'Madamm Gary huet an hirer Interventioun gesot, et soll een e Bewosstsinn fir d'Consommatioun schafen. A genau dat doten ass e Sujet, wou ee muss bewosst kënne kafen, wou ee muss kënne wëssen, wat ee wierklech och do viru sech huet. Dofir ass den Etiquetage ee Volet, deen natierlech hei prioritär ass.

Et ass awer och en encouragéierend Zeeche vum Marché, wann ee gesäit, wéi den Här Graas a senger Interventioun gesot huet, dass et och scho Marke gëtt, déi bei de Big-Playeren an der Moud sinn, déi sech engagéieren, guer kee Pelz méi an hire Kollektiounen ze hunn. Do gesäit ee jo och, dass do e gewëssenen Trend ass. An op där anerer Säit gesäit een awer och, dass eeben d'Zuelen, wéi ech virdru gesot hunn, réckleefeg sinn.

D'Déiereschutzgesetz ass virdru vum Minister Schneider erkläert ginn: dass am Artikel 12 eebe grad de Verbuet vun der Déierenhaltung fir d'Pelzzuucht zu Lëtzebuerg ass. An do ass et eeben déi Nuance: Och wa mir hei zu Lëtzebuerg de Verbuet hunn, fir Zuuchtpelzer kënnen ze elevéieren, gi se trotzdeem nach déi Säit de Grenze vu Lëtzebuerg produzéiert. Duerfir ass och déi Iwwerleeung, fir eng europäesch Solutioun ze fannen, eng Solutioun, wou ee ka soen: Majo, e ganzt Europa setzt sech derfir an, souwuel fir e Verbuet - wéi et och an der Motioun steet, déi ech d'ailleurs begréissen -, fir ze encouragéieren eeben, souwuel d'Zuucht wéi awer och de Verkaf op engem europäeschen Niveau kënnen ze reegelen.

„Op kee Fall", huet den Här Goergen gesot, „soll ee waarden, bis d'EU eppes mécht", mee mir sollen eppes maachen. Majo, mir si mat Member vun der EU an et gëllt eebe grad do, wéi elo grad scho gesot ginn ass, sech Alliéierter ze sichen, fir zesummen op de Wee kënnen ze goen, dat doten an der ganzer EU kënnen ze verbidden.

An ech hu virdru gemierkt, wéi ech d'Diskussiounen héieren hunn, dass jiddweree vum Artikel 14 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun a vum Bannemarché geschwat huet, wou et eebe grad dorëm geet, dass all legal produzéiert a kommerzialiséiert Produiten aus engem EU-Memberstaat och mussen an engem aneren EU-Memberstaat kënnen ugebuede ginn. Jo, et gëtt och den Artikel 36, deen ënner zwee Cas-de-figuren, dat ass d'„moralité publique" oder d'„raison impérieuse d'intérêt général", ka falen. An ech mengen, do ass de Mëtteg schonn op e puer Plazen driwwer geschwat ginn.

Et muss ee soen, dass egal wéi, eng Léisung fir Lëtzebuerg eleng ... An ech hunn et um Beispill vun der Zuucht erkläert. Do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer dat vill méi grouss opmaachen. An ech ginn awer do dem honorabelen Deputéierte Graas Recht, wou e gesot huet, mir missten et méi grouss upaken. Mir mussen et an der ganzer EU upaken, fir do e reellt Verbuet kënnen hinzekréien. An d'Regierung wäert sech och dofir staarkmaachen an d'Regierung wäert eeben op déi europäesch Léisung och wëllen drécken.

Dofir, Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles.

Mir kéimen dann zu deene Motiounen, fir d'éischt d'Motioun vum Här Marc Goergen iwwert de Verbuet vum Verkaf vun Zuuchtpelzer. Den Här Goergen als Auteur vun der Motioun wëllt nach eppes derzou soen.

(Motion déposée en séance publique n°7 du 24 octobre 2019 - à consulter au compte rendu n°4/2019-2020 en page 102)

M. Marc Goergen *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Also, et freet eis natierlech, dass mer alleguerte fir den Déiereschutz astinn. Et huet ee vläicht eng aner Opfaassung, wéi den Déiereschutz ka fonctionéieren.

Et ass jo awer nun emol gewosst, wa mer als Lëtzebuerg géifen haut soen: „Mir maachen dat!", da kann dat zimmlech schnell ëmgesat ginn a mir kënnen zumindest deene Pelzer, déi hei verkaaft ginn, dat Leed schonn emol erspueren. Dat elo op eng méi laang Bänk ze drécken, ass net déi sënnvollst Léisung.

An ech wëll awer och nach eng Kéier erwänen, dass eis Motioun déi aner net verhënnert. Dat heescht, Lëtzebuerg kann als Beispill virgoen an der Europäescher Unioun a kloer weisen, wat esou e Verbuet ass. Well eppes huet den Här Graas richteg gesot: Et gi vill Länner, déi si Lobbyisten an déi wäerten dee Pelz do net verbidden. Ech mengen, mir mussen eis do elo keng Illusioune maachen, dass mer elo iergendwéi de Pelz an der EU esou schnell wäerte verbuede kréien.

Bis dohinner wäerten déi Déieren awer nach weiderhi leiden. Dofir bleiwe mir och bei eiser Motioun, dass Lëtzebuerg soll higoen, eng Virbildroll unhuelen an hautzudaags direkt soen: „Mir verkafe kee Pelz méi, bei eis ass et verbueden."

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Den Här Graas? Neen, dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun kommen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a bei 24 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien deposéiert gouf. Den Här Graas als Auteur vun dëser Motioun huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen. Vläicht awer nach eng Remark zu der Propositioun, déi den Här Wagner, mengen ech, gemaach huet, fir datt mir als Lëtzebuerg awer sollten de Moment e Verbuet

aféieren, och bei der Gefor, datt dann eng Klo géint Lëtzebuerg géif ausgesprach ginn:

Mir sinn awer an enger Gemeinschaft. An dee ganze legislativen Arsenal, deen um europäesche Plang an all deene Jore geschafe ginn ass, ass awer ëmmer mat Ënnerstëtzung och vu Lëtzebuerg geschitt. Dann, mengen ech, wier et also awer net onbedéngt sënnvoll, wann een elo géint eppes klot, wat ee selwer an all deene Jore mat ënnerstëtzt huet. Ëmsou méi, wou ech fäerten, datt bis mer e Jugement op deem Niveau hunn, vill méi laang Zäit vergeet, wéi wa mer elo vläicht dës Motioun géifen zréckbehalen, wou mer awer direkt kéinten aktiv ginn.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, wat dës Motioun u sech dann inhaltlech zréckbehält: fir d'éischt, wéi gesot, datt mer nach eng Kéier eisen Engagement fir e sënnvollen Déiereschutz ënnersträichen, dann natierlech och de Konsument nach eng Kéier sensibiliséieren - dat ass virdru schonn e puermol hei ënnerstrach ginn - an, wéi gesot, datt och um europäeschen Niveau eng Politik vum Etiquetage géif gemaach ginn. Well et ass och wichteg, datt de Konsument, wann e Pelz keeft, genee d'Sourcen erkennt a weess, wou a virun allem ënner wat fir Konditiounen datt dee Pelz hiergestallt ginn ass.

Et sinn also zwee Haaptpunkten, déi mer dann zréckbehalen: an enger éischter Phas, datt d'Utilisatioun ... A mir limitéieren eis hei net nëmmen op de Pelz, mir deenen dat esouguer nach aus. Mir schwätzen also hei vun der Haut, mir schwätze vun de Plommen a mir schwätzen och vun der Woll, soudatt dat soll op deem Niveau verbuede ginn, wann et, wéi gesot, sech ëm Elevage vun Déieren handelt, déi mat deem exklusive But geziicht ginn.

An dann, wéi gesot, an enger zweeter Phas soll dann awer och versicht ginn, datt den Import an d'Europäesch Unioun vun esou Pelzer, déi ënnert deene Konditiounen hiergestallt goufen, géif verbuede ginn. Well soss hätte mer nëmmen hallef geschafft.

Also, dowéinst si mer och der Meenung, datt dat soll op deem Niveau esou erreecht ginn. An dat ass dowéinst, wou mer d'Regierung opfuerderen. Duerfir nach eng Kéier vläicht e leschten Appell un eis Kolleege vun de Piraten an och vun deene Lénken: Dir gesitt jo awer, déi Argumenter hei sinn awer esou wichteg an awer och esou akzeptabel, datt dës Motioun méi wäit geet wéi déi, déi vun de Kolleege vun de Piraten virgeluecht ginn ass. An deem Sënn géif ech Iech biede vläicht, et ass nach ëmmer Zäit, fir den Appui ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här Graas, fir d'Erklärung. Ech hu mer d'Motioun nach eng Kéier duerchgelies. Also, si geet vläicht méi wäit, mee si ass onrealistesch, ganz éierlech gesot.

Mir schwätzen hei vun enger Etikett, déi op iergendee Produit soll kommen. Also Dir wäert mer jo elo net verzielen, dass déi Pelzmäntel, déi duerch d'Groussgaass lafen an do verkaaft gi sinn, dass do net ee weess, wat do hannendrugestach huet!

Mir hu virdru gesot kritt vum Här Minister, dass heibanne jiddweree Bescheed weess, wat d'Leed ass. Ech weess elo net, also déi Alibifonctioun do, fir en Etiquetage ze maachen, ob dat elo wierklech eppes géif dorunner änneren. D'Leit wëssen, wat d'Leed ass. Déi huelen et och einfach a Kaf!

Mir hu beim Cannabis ..., beim gratis ëffentlechen Transport huet Lëtzebuerg d'Decisioun geholl, fir eegestännegt Virbild ze sinn, fir eegestänneg eppes ze entscheeden. Dat heescht, an dës Richtung wär et och hei gaangen.

(Interruptions)

Dann: Bei Ärer Motioun feelt déi ganz Zäitfënster. Wéini soll dat geschéien? Iergendeng Kéier '20, '30, '50? 2100? Wéini soll dat geschéien a wat sinn dann déi eenzel Schrëtt?

Och do ass d'Fro un den Här Minister: 2016 war hei an der Petitioun gesot ginn, dass Lëtzebuerg géif europäesch intervenéieren. Wat waren dann do d'Schrëtt? A wéi engem Conseil? Dir musst mer vläicht net haut äntweren, Dir kënnt eis awer gär eng Lëscht eraginn, wéini e Lëtzebuerger Minister an de Conseilen tëscht 2016 an 2019 dat Theema ugepaakt huet, fir et europäesch ze léisen.

Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, well mer net dervun ausginn, dass einfach eng Etikett eppes wäert änneren, ob een e Pelz keeft oder net. Dovun ofgesinn, dass d'Leed vun den Déieren nach ëmmer dat selwecht bleift, ob Dir eng Etikett dropmaacht oder net! An déi europäesch Léisung ass fir eis einfach eng Illusioun op 20, 30, 50, 100 Joer.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Als nächste Riedner hat den Här David Wagner sech ageschriwwen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, ganz kuerz: Mir hunn elo grad d'Motioun vun de Piraten natierlech matgestëmmt, well mir mengen, datt een dee Wee misst goen. Mir wäerten och Är Motioun mat ënnerstëtzen, well mer justement mengen, datt dat eent dat anert jo net ausschléisst. An étant donné, datt déi eng jo net ugeholl ginn ass, da kann ee jo dat anert maachen.

Wat interessant wier, dat wier awer an der nächster Landwirtschaftskommissioun, oder an enger vun deenen nächsten, datt den Här Agrarminister kéint laanschtkommen an och detailléiert géif erklären, wat e wëlles hätt op EU-Niveau, mat Dokumenter an esou weider.

An zweetens, wat d'Rechtméissegkeet betrëfft an de Bezuch vu Lëtzebuerg zur europäescher Rechtméissegkeet, do kéint een awer villes derzou soen. Do kéint ee mir zum Beispill erklären, wann e multinationale Konzern dem Lëtzebuerger Staat muss Honnerte vu Milliounen Euro zréckbezuelen a mir refuséieren déi aus ganz komeschen Ursaachen, wou mir op eemol eng ganz, ganz, ganz speziell Interpretatioun hu vum europäesche Recht, do muss ee mir erklären, firwat mer op eemol esou sinn!

Et gi vläicht aner Ursaachen dofir. Mee ech mengen heiansdo, d'europäescht Recht gëtt - jee! - en fonction de certains intérêts gekuckt. Dofir sinn ech awer nach ëmmer der Meenung, datt een hätt kënnen dee Schrëtt do maachen. Op deem Punkt hätt een et jo kënnen esou maache wéi mat Finanzinteresse vu Multien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An da wier et un der honorabeler Madamm Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci. Ech wollt nach eng Kéier kuerz agoen op d'Géigemotioun, déi eeben elo gestallt ginn ass. Mir Gréng ënnerstëtzen op jidde Fall d'Iddi vum Verbuet vum Verkaf vun Zuuchtpelz. Well ech wéisst net, mat wéi engen Argumenter een esou eng Dekadenz a Perversitéit vun Déierequälerei rechtfertegen oder ënnerstëtze kéint. Duerfir brauche mer eng wierksam an eng méiglechst breet Approche zu deem Theema. Esou politesch sympathesch wéi d'Fuerderung eeben och ass fir en nationale Verbuet, ass se juristesch leider net ganz méiglech a si wär op dësem Terrain och relativ oneffektiv.

Lëtzebuerg ass dat zweetklengst Land an der EU an et ass e Kazesprong, fir vun hei an eis Nopeschlänner ze fueren. En nationaalt Verkafsverbuet fir Zuuchtpelz géif duerfir haaptsächlech just fir déi Leit funktionéieren, déi wierklech bewosst keen Echtpelz kafen. A fir all déi Leit, déi gäre Pelz kafen, déi et brauche fir hiren Ego oder fir wat och ëmmer, déi hu kee Problem dermat, fir zéng Minutte méi laang ze fueren an an eis Nopeschlänner eeben dann akafen ze goen.

Duerfir wëlle mir, dass dës Drénglechkeet sech net op den nationalen Niveau beschränkt, mee dass dës Mesure och zu Tréier, zu Arel, zu Metz a vun Amsterdam bis op Roum a vu Barcelona bis op Lissabon gräife soll. An hei si mir perséinlech och ganz frou, en Tilly Metz, eng grouss Déiereschützerin, am EU-Parlament sëtzen ze hunn, dat sech och do engagéiere wäert.

An och an dësem Kontext, wéi och virdru scho gesot ginn ass, ass et wichteg, dass d'Entscheedung vum Konsument matspillt, dat heescht, dass deen och oppasst an hannerfreet, wéi eng Kleedung e sech keeft a wéi eng Kleedung e senge Kanner keeft. A fir dat och ze erméiglechen, ass et eebe wichteg, dass e richtegen Etiquetage do ass, dass en eeben déi Trace noverfollge kann an op ee Bléck gesäit: Wat ass dann d'Produktinformatioun vu mengem Gezei?

Duerfir eeben d'Fuerderung, fir eng Allianz mat eise Memberstaaten anzegoen, fir do zesummen d'Pelzziichtereien an deene jeeweilege Länner ze verbidden, an eebe mam But, fir eng Initiativ ze lancéieren, dass wierklech effektiv op europäeschem Niveau de Verbuet vum Pelzverkaf soll entstoen.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. Wëllt d'Regierung d'Wuert ergräifen, den Här Schneider oder den Här Delles?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Bon, well ech selwer ugeschwat gi si vum Här Goergen, fir eng Presenz ze weisen an der Chamberskommissioun: Ech mengen, den Här Goergen weess, datt ech ëmmer an déi zoustänneg ...

(Interruption)

Nee, nee, nee! Et war den Här Goergen, dee gesot huet, ech sollt eng Kéier an d'Chamberskommissioun kommen, fir ze soen, wéi meng Positioun um europäeschen Niveau wär a wat d'Akzenter wären.

Ech mengen, dat maachen ech selbstverständlech, well ech generell ëmmer an d'Chamberskommissioun vun der Agrarkommissioun kommen, fir ze soen, wat am Conseil gelaf ass a wat och an Zukunft aussteet. Dat wäert ech mat Sécherheet maachen.

Ech muss och soen, datt deemools, wann ee kuckt, déi Commission-jointen, déi zesumme waren, och net de Minister invitéiert hunn, mee déi hunn einfach gesot, et sollt en Echange gi mat den Europaparlamentarier. An ech mengen, dat kann ee vläicht nach eng Kéier opgräifen, fir och dann déi Initiativ vläicht nach eng Kéier ze relancéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Landwirtschaftsminister. An da wier et nach eng Kéier um Mëttelstandsminister.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Jo, well den Här Goergen mech direkt ugeschwat huet, wollt ech just soen, dass, esou wéi de Minister Schneider elo grad gesot huet, deemools an där Commission jointe net decidéiert ginn ass, dass d'Regierung opgefuerdert géif ginn, fir eppes ze maachen - net wéi elo an dëser Motioun, déi elo zum Vott wäert stoen -, mee esou wéi den Här Schneider scho gesot huet, dass ënnert de Parlamentarier geschwat sollt ginn. Dat als meng Äntwert direkt dorop.

An da wëll ech awer och nach soen, wann Der en Avis juridique gefrot hutt par rapport zum Artikel 36, deen eeben déi Ausnamereegele fir den Artikel 34 ka virgesinn: Do schwätze mer vum Marché unique, dat heescht vu Produiten, déi an engem Land fabrizéiert ginn a kommerzialiséiert kënne ginn, fir se och an aneren EU-Memberstaate kënnen do ze verkafen. An d'Mobilitéit, déi Dir als Beispill genannt hutt, ass definitiv do net dovu betraff. Dat ass eng ganz aner Saach. Mir schwätzen hei vu Produiten, déi gemaach ginn a kommerzialiséiert ginn. An dofir ass et beim Artikel 34 do anescht.

(Interruption par M. Sven Clement)

Gelift? Ech hu vun der Mobilitéit geschwat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles.

(Interruption)

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun 1 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng zweet Aktualitéitsstonn iwwert d'Landwirtschaft an d'Erausfuerderungen duerch de Klimawandel, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Martine Hansen als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Déi lescht Woch hunn déi verschidde Bauerenorganisatiounen - d'Bauerenzentral, d'Bauerenallianz, de Fräie Lëtzebuerger Bauereverband, d'Landjugend an d'Jongbaueren an d'Lëtzebuerger Bauerejugend - zesummen hir Positioun zum Klimaschutz an der Landwirtschaft duergeluecht. A si wollten dës Positioun u sech och eisem Premier iwwerreechen. Dee wollt awer net, wat extreem schued ass a wat och wäit blécke léisst.

Gëschter war dann och Conseil vun de Ministeren iwwert dëse Sujet. De Sujet ass also héichaktuell. An duerfir hätt ech och gäre meng Interpellatioun, déi ech den 3. Juli gefrot hunn, haut gehat, well mer dann am Detail hätte kënnen diskutéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Jo, ech war Ufank Oktober averstanen, fir se no hannen ze verréckelen, well ech geduecht hunn, d'Regierung géif nach iergendeppes liwweren. Mee d'Regierung huet guer näischt geliwwert!

An dat, wat am Moment am Klima- an Energieplang drasteet iwwert d'Landwirtschaft, ass, ech liesen Iech et vir: „Die Ausführungen zu den künftigen Strategien und Maßnahmen im Bereich der Landwirtschaft müssen nachgereicht werden, nachdem die Entscheidungen über deren konkrete Ausgestaltung, welche zusammen mit dem Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung ausgearbeitet werden, vorliegen. Die Landwirtschaft muss ihren Beitrag zur Erfüllung der Vorgaben liefern."

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, ech kommen aus der Schoul. A wann ech dat do liesen, da géif ech soen: D'Form ass an der Rei, d'Kommaen an d'Punkte sti richteg, mee den Inhalt ass null!

(Hilarité et interruption)

Also erëm eng Kéier en eidele Liwwerwon vun der Regierung. An datt se net esou séier géife liwweren, ass mer kloer ginn, wéi ech um „100,7" am „Riicht eraus" war, u sech mam Claude Turmes och iwwert dëse Sujet.

An duerfir hunn ech virun zwou Wochen an der Chamber nogefrot, fir meng Interpellatioun op den Ordre du jour vun dëser Woch ze kréien. D'lescht Woch war dunn d'Conférence des Présidents. Ech hunn do gesinn, et war net vill um Programm. Dat mierkt Der jo och, mir hunn e ganzen Dag fale gelooss. Ech hunn och gesinn, de Minister wär do. Dat gesi mer och, e sëtzt hei. Du war fir mech relativ kloer, et géif keng Ursaach ginn, fir meng Demande ze refuséieren. Mee genausou kloer war et leider fir d'Regierung, datt se géif refuséiert ginn. Et wëllt ee keng dräimol ufänken, fir iwwert de Klima ze schwätzen, war ënner anerem eng Erklärung.

An da muss ech soen, dat ass schonn extreem komesch ...

Une voix.- O!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... fir eng Regierung, déi seet, d'Klima wär hir Prioritéit.

Et wëllt een alles op engem Dag maachen, dann, wann eeben de Klima- an Energieplang géif diskutéiert ginn, iergendwann eng Kéier, wann d'Regierung sech dann eens ass, wat se wëllt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Kommt zum Inhalt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, ... Ma, Madamm Lorsché, ech wäert schonn nach mat Inhalter kommen. Dir braucht Iech keng Suergen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei Bettel 2 huet d'Oppositioun tatsächlech Rechter. Si däerf nämlech d'Regierung froen, fir se ze interpelléieren. Mee d'Regierung selwer kann awer da gradesou séier decidéieren, datt se dee Moment net wëllt interpelléiert ginn, wann et hir net an de Krom passt. A wann d'Oppositioun dann nach eemol nohaakt, well

se fënnt, dat wär hiert gutt Recht, da kritt se vum Regierungsvertrieder gesot, dat wär „Getingels".

Une voix.- Ou!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Esou eng Haltung, kann ech just soen, mécht mech am richtege Liewen, awer och an der Chamber richteg rosen.

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An ech akzeptéieren dat net an ech wäert mech och all Kéiers wieren. Ech weess, datt et hei an der Chamber definitiv kee Wäert huet, mee ech hunn eng relativ gutt Ausdauer an ech fueren domadder weider.

Well ech dunn d'Interpellatioun net kritt hunn, hunn ech eeben eng Heure d'actualité gefrot an no enger kuerzer Sëtzungsënnerbriechung an e bëssen Hin an Hier hu mer déi dann och kritt. Ech sinn dann eebe frou, well léiwer e Spatz an der Hand wéi eng Dauf um Daach. Mee ech huelen d'Dauf dann awer nach no.

(Interruption)

Ech kommen zum Sujet Landwirtschaft a Klimaschutz. A fir et vun Ufank un ze soen: D'Landwirtschaft ass een Deel vun der Léisung an net nëmmen een Deel vum Problem.

Virun e puer Woche ware mer zu Potsdam um Klimainstitut. An de Professer Rockström huet de Problem u sech ganz gutt beschriwwen. Hien huet gesot: „Mir mussen op där enger Säit d'Zäregasemissioune reduzéieren. Mee dat geet am Moment schonn net méi duer. Mir mussen op där anerer Säit och den CO_2-Kuelestoff fixéieren."

An Dir Dammen an Dir Hären, do gëtt et eng Gläichung. Ech mengen, déi kennt Der nach alleguer: $6CO_2 + 6H_2O$ gëtt $C_6H_{12}O_6 + 6O_2$.

(Interruptions)

Aus Kuelendioxid a Waasser gëtt …

Ech weess déi auswenneg, well an der Schoul bei eis ass dat iergendee ganz normalen natierleche Prozess, deen do ofleeft. Dat heescht, aus Waasser a Kuelendioxid entsteet Sauerstoff an Drauwenzocker. Dat ass d'Fotosynthees. An dat ass ee wonnerbaren ...

(Hilarité)

... biocheemesche Prozess, dee bei de Planzen ofleeft.

An iwwregens gëtt am Moment och schonns vun enger kënschtlecher Fotosynthees geschwat, fir eebe méi CO_2 ze bannen. Hei ginn ech awer elo net drop an.

Duerch d'Fotosynthees gëtt also Sauerstoff produzéiert an CO_2 gebonnen. De Sauerstoff, dee brauche mer, fir ze liewen, fir d'Ootmung. An an der Ootmung produzéiere mer jo erëm eng Kéier CO_2. Dat heescht, d'Fotosynthees an d'Ootmung, déi sinn am Prinzip am Equiliber am Kreeslaf.

An de Kreeslaf ass awer net méi am Equiliber! An dat ass, wann de Kuelestoff aus dem Pëtrol, dee viru Millioune vu Joren entstanen ass duerch d'Fotosynthees an Oflagerung, wann deen u sech einfach an e puer Jorhonnerte verbraucht gëtt. An do läit de Problem. Also geet et genau dorëm, fir de Kuelestoff erëm zréck an de Buedem ze bréngen, ze bannen.

A mir kënne mat guddem Gewësse soen: Dat mécht u sech d'Landwirtschaft an dat mécht d'Forstwirtschaft! Duerfir sinn d'Landwirtschaft an d'Forstwirtschaft u sech ee richtege Big Player am Klimaschutz. An duerfir ass et och extreem wichteg, datt mer d'Landwirtschaft erhalen, datt mer d'landwirtschaftlech Fläche produktiv an effizient notzen an datt mer och d'Ramebedéngunge schafen, fir datt dat weiderhin och méiglech ass. An alt erëm ass et och wichteg, datt mer eis d'Fro stelle vun eisem Wuesstum, an dat op nationalem Niveau - an hei hoffen ech nu wierklech nach eng Kéier, datt d'Regierung iergendwann eng Kéier bereet ass, déi Diskussioun ze féieren -, awer och op betriiblechem Niveau.

An hei muss d'Politik derfir suergen, datt d'Betriber net gezwonge ginn, dauernd méi grouss ze ginn. Genau dat gesäit awer eisen aktuelle Bäihëllefesystem zum Deel am Moment vir. Wann ee Betrib zum Beispill säi Stall wëllt renovéieren, da kritt en nëmmen eng Bäihëllef, wann en zum Beispill méi Kéi sträicht oder méi Stallplaze baut.

Dat ass jo awer definitiv absolutt kontraproduktiv fir de Klima, well méi Béischten heescht méi Methan, heescht méi Zäregaser. Dat ass u sech eng schizophreen Politik, op jidde Fall alles aneres wéi kohärent.

An an deem Sënn fuerdere mer d'Regierung an enger Motioun op, dat entspriechend Bäihëllefereglement, sou wäit dat méiglech ass, unzepassen, fir datt och aner Krittäre wéi d'Viabilitéit vum Betrib, d'Déierewuel an den Emwelt- a Klimaschutz am Sënn vun der Nohaltegkeet mat a Betruecht kënne geholl ginn an net eebe virun allem de Wuesstum vun der Produktioun.

Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- prenant acte que le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) prévoit une aide à l'investissement dans les exploitations agricoles pour les investissements matériels et/ou immatériels qui améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole ;

- prenant acte qu'au niveau national l'alinéa 2 de l'article 12 du règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 portant exécution des titres I et II de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides à l'investissement pour des travaux de remplacement et de rénovation s'ils impliquent un agrandissement d'au moins 25 pour cent du volume ou des capacités du bien remplacé ou rénové ;

- constatant que les conditions d'éligibilité pour l'aide à l'investissement susmentionnée est liée à la croissance de la production et non à la durabilité ;

- estimant que cette approche d'attribution des aides liées à la croissance est contreproductive d'un point de vue de la lutte contre le changement climatique,

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité d'ajouter au critère d'éligibilité relatif à l'agrandissement des critères liés à l'amélioration de la viabilité de l'exploitation, à l'environnement et au climat respectivement au bien-être animal qui peuvent légalement valoir pour l'attribution des aides en question et le cas échéant à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- De Wuesstum vun der Weltbevëlkerung ass en anert Stéchwuert. D'Landwirtschaft muss fir dës wuessend Weltbevëlkerung méi Liewensmëttel hierstellen, well ech mengen, den Honger wëllt keen heibannen akzeptéieren. Also musse mer alles géint den Honger maachen.

„Méi mat manner", seet d'FAO, Food and Agriculture Organisation, an dat am Sënn vum Klimaschutz a Ressourcëschutz, an dat ass net evident. „Méi mat manner", dat ass also déi grouss Erausfuerderung, an dat heescht méi Effizienz a manner Zäregaser.

6 % bis 7 % vun den Zäregaser vun den Emissioune kommen aus der Landwirtschaft. Dat ass net vill am Verglach zu den anere Secteuren. An een Deel dovunner ass op natierlech Prozesser zréckzeféieren, déi mer net komplett kënne verhënneren.

Een aneren Deel ass awer ze verhënneren, an dorunner muss definitiv geschafft ginn. D'Zäregaser, déi an der Landwirtschaft entstinn, dat ass de Laachgas, dat ass de Methan an et ass de Kuelendioxid. Beim Laachgas, d'Formel ass N_2O, do ass jo Stéckstoff dran, do muss een also kucken, fir e manner héije Stéckstoffiwwerschoss an de Betriber, dat heescht eng optiméiert Stéckstoffdüngung a Fidderung, hinzekréien, Fidderung virun allem Eewäissfidderung, well am Eewäiss ass och erëm Stéckstoff, extensiv Bewirtschaftungsweisen ënnerstëtzen an och d'Biolandwirtschaft ënnerstëtzen. Hei hate mer néng konkreet Mesurë scho virgestallt.

De Methan - CH_4 -, deen entsteet bei der Verdauung vun de Widderkäuer. Widderkäuer, dat sinn d'Kéi, dat sinn d'Ranner, dat sinn d'Schof. A fir et nach eemol kloer ze soen, als Léisung soen: „Mir wëlle keng Widderkäuer méi halen", well dat wier jo elo relativ einfach, „dann hu mer keen CH_4 méi", dann ass dat awer keng Léisung, well eis landwirtschaftlech Fläch besteet zu 50 % aus Gréngland. A Gréngland kënne mir selwer net notzen, Gréngland musse mer iwwert d'Widderkäuer notzen. Dat ass also keng Léisung. Da gëtt och heiansdo gesot: „Ma da maacht eng Grénglandëmwandlung an Akerland! Baut do Geméis un!", an da muss ech soen, Gott sei Dank, …

Ech soe just dem Här President: Ech schwätze fir meng Motiounen direkt mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Awer am Prinzip, laut Reglement kënnt Der dat net maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A! Ech hat deen anere President gefrot, dunn huet deen zu mir gesot, dat géif goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, mee da muss ech soen, et ass net un de Presidenten, wou et hänkt, mee um Reglement.

(Hilarité générale)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat fannen ech elo speziell. Mee mäi Gott, da maachen ech eng Ofkierzung, an ech hunn nach zwou Motiounen.

Also, Methan kënne mer net komplett verhënneren, well mer eis Béischte brauchen, well mer méi wéi 50 % Gréngland hunn. CO_2-Emissioune kënne mer verhënneren, andeems datt mer kee Gréngland ëmbriechen. Dat ass jo verbueden. Mir mussen Humusofbau verhënneren a Monokulture verhënneren.

Dann hunn ech awer nach eng Motioun, well dat do, gesitt Der, ass zimmlech komplex, wou mer d'Landwirtschaft mussen ënnerstëtzen an der Berodung an am Monitoring vun de Betriber, datt se richteg Zuele kréien an datt se un deenen Zuelen u sech berode ginn, fir méi effizient kënnen ze schaffen.

Wannechgelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- estimant que la lutte contre le changement climatique représente une opportunité pour le secteur agricole ;

- considérant que cette lutte nécessite un accompagnement scientifique permanent,

invite le Gouvernement

- à offrir à toute exploitation agricole un monitoring gratuit du cycle du carbone et de l'azote et de la performance climatique (« Klimacheck »,« Nachhaltigkeitscheck »). Ce monitoring devra être complété par des indicateurs de durabilité globale de l'exploitation ;

- à conseiller les agriculteurs sur toutes les questions liées à l'amélioration de l'efficience du processus de production et de l'utilisation des ressources afin d'obtenir des réductions au niveau des gaz à effet de serre issus de la production agricole.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Octavie Modert.

Da musse mer bei der Landwirtschaft d'Zäregase reduzéieren an CO_2 fixéieren duerch d'Fotosynthees, dat hu mer gesot. Awer d'Landwirtschaft mécht nach vill méi. Si produzéiert Rohstoffer, déi am Prinzip aner Rohstoffer kënnen ersetzen, déi eeben op fossiller Basis hiergestallt ginn, a si produzéiert virun allem Biogas. Biogas ersetzt aner fossill Energien. Dat ass also immens wichteg. Mir brauchen een Energiemix. A laut CONVIS ass et am Prinzip méiglech, déi Biogasproduktioun hei zu Lëtzebuerg ze verduebelen. An hei brauche mer eng ganz geziilt Ënnerstëtzung.

An ech weess net genau, wat d'Regierung wëlles huet. 2017 hat d'Madamm Dieschbourg scho gesot, et géif eng Concertatioun lafe fir eng laangfristeg Visioun. Den Här Turmes sot elo déi lescht Woch, iergendwann eng Kéier am Abrëll kéim eppes. Ech weess awer net genau wat. Mir mussen also hei konkreet de Biogas ënnerstëtzen, well leider Gottes ass keng eenzeg Anlag méi bäikomm. Et hunn der souguer dräi opgehalen.

Fir am Sënn vum Klimaschutz d'Landwirtschaft ze pushen, datt se net nëmmen Zäregaser reduzéiert, mee datt se op där anerer Säit och Zäregaser bënnt an och nach méi Energie produzéiert, hunn ech nach eng drëtt Motioun, wou mer u sech d'Regierung opfuerderen, fir an der Klimabilanzéierung vum Secteur Landwirtschaft beim Klimaschutzgesetz ze kucken, datt u sech d'Aspuerungen a Form vun CO_2-Kreditter och kënnen der Landwirtschaft zougerechent ginn.

Wannechgelift, Här President!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- déplorant que les inventaires des gaz à effet de serre ne reflètent pas les contributions positives de l'agriculture et de la sylviculture au niveau de la stratégie de lutte contre le changement climatique ;

- constatant que l'agriculture et la sylviculture, à la différence des autres secteurs économiques, ont la capacité de fixer le carbone atmosphérique par la photosynthèse et de le stocker au niveau du sol et de la biomasse ;

- déplorant que les effets de substitution des usages de la biomasse agricole et sylvicole aux énergies fossiles qui contribuent à la réduction des émissions dans d'autres secteurs économiques ne sont pas mis au crédit de l'agriculture,

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité de comptabilisation au niveau national des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles ainsi que le stockage de carbone dans les sols et dans la biomasse au secteur agricole et le cas échéant d'intégrer ce principe dans la nouvelle loi relative au climat.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Octavie Modert.

An da kommen ech zum Schluss, well ech hu jo nach eng Kéier eng Interpellatioun, wou ech dann nach eng Kéier „meng Dauf" kann huelen. D'Landwirtschaft ass definitiv een Deel vun der Léisung a mer mussen d'Landwirtschaft ënnerstëtzen, well hiren Emweltschutz ass definitiv dat gréngt Feld an net dee gréngen Dësch.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Hansen. Ech mierken, Dir hat eng Strategie, fir aus der Heure d'actualité eng Interpellatioun ze maachen. Mee Dir hutt jo nach ëmmer eng …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Déi hunn ech nach zegutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Mee Dir hutt jo nach ëmmer eng Interpellatioun zegutt. Merci gesot. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

Débat

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e rezente Sondage hei zu Lëtzebuerg seet, datt ronn 57 % vun de Leit sech Suergen iwwert de Klimawandel maachen. Dat kléngt op déi éischt Manéier vläicht net no engem héije Prozentsaz, mee et däerf eis awer trotzdeem net dovun ofhalen, Moossnamen ze huelen. Et kann een, mengen ech, ouni Iwwerdreiwung behaapten, datt de Klimawandel eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun der Mënschheet am Moment ouni Zweifel ass.

Et gëtt eng Rei vun Organisatioune wéi „Fridays for Future", wéi „Extinction Rebellion", wou jo virun allem och Jonker engagéiert sinn, wat jo och ganz positiv ass, déi awer drop hiweisen an déi och weisen, wéi sensibel se fir déi ganz Problematik sinn. An dat kann d'Politik jo net ignoréieren.

Haut schwätze mer méi spezifesch iwwert d'Landwirtschaft. D'Landwirtschaft huet ouni Zweifel eng ganz grouss Mutatioun an deene leschte Jorzéngte matgemaach. Et kann een déi Landwirtschaft aus de 50er a 60er Joren net méi mat där vun haut vergläichen. Si steet ënner engem ganz héije Produktiounsdrock. Dat bréngt natierlech eng Rei vu Problemer mat sech, besonnesch um Niveau vun der Emwelt. A munchmol geréit jo virun allem och déi traditionell Landwirtschaft an d'Kritik. Dat kann een allerdéngs net esou akzeptéieren, well eppes ass ganz kloer: Pauschal ze behaapten, d'Landwirtschaft géif géint d'Natur schaffen, ass eppes, wat mir als Demokratesch Partei esou net wëlle mat ënnerstëtzen.

D'Landwirtschaft ass ouni Zweifel awer och e wichtegen Akteur am Kampf géint de Klimawiessel. An ech muss hei direkt ënnersträichen, datt ech et ganz positiv fannen, wéi d'Landwirtschaft u sech och reagéiert huet, besonnesch d'lescht Woch, wou sech do eng Rei Organisatiounen zesummegedoen hunn. Si sinn an d'Effentlechkeet gaangen, si hunn eng Rei Iddie proposéiert a sech och selwer an d'Flicht geholl. An och dat beweist jo awer, datt d'Landwirtschaft op ass, datt se wëllt hei déi Lutte géint de Klimawiessel mat ënnerstëtzen.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt plus ou moins 10 % vun den Dreifhausgasen hei zu Lëtzebuerg aus der Landwirtschaft kommen. Dat waren 2017 eng ronn 691.000 Tonnen. D'Zuelen, déi hunn ech vum Climate Innovation Lab.

Et ass natierlech elo schwéier, hei a fënnef Minutten e Konzept ze ënnerbreeden, wéi u sech solle Pisten ausgesinn, wéi d'Landwirtschaft sech kann abréngen, fir géint de Klimawiessel virzegoen. Ech well dat am Numm vu menger Partei duerfir éischter mat e puer Stéchwierder maachen.

An éischter Linn si mer natierlech fir en effiziente Stéckstoffmanagement. Da muss awer och manner Ammoniak an d'Atmosphär kommen. Ech mengen, mir wëssen, datt dat besser fir d'Klima ass.

Mee natierlech si mer da ganz séier bei der Déierenhaltung. An do schléissen ech mech awer menger Virriednerin un: Och mir sinn der Meenung, datt et net d'Léisung soll sinn, manner Déieren hei zu Lëtzebuerg ze halen. Mir wësse ganz gutt, datt d'Rannerzuucht jo ee

wichtege Pilier vun der Landwirtschaft insgesamt ass.

Dann ass een natierlech och ganz séier bei der Produktioun vun der Gülle, a virun allem beim Ausbrénge vun der Gülle kënne jo modern Techniken derzou bäidroen, fir dat nach vill méi effizient ze maachen. Allerdéngs muss dat awer och deementspriechend mat ënnerstëtzt ginn.

Biogasanlagen, dat ass e ganz wichtegt Element. An och do si mir als Demokratesch Partei der Meenung, datt hei zousätzlech Efforte musse gemaach ginn. Et mussen och zousätzlech Ennerstëtzunge gewäert ginn. Och d'Fro ka gestallt ginn, ob net esouguer op eenzelne gréisseren Häff individuell Biogasanlage kënnen amenagéiert ginn.

Dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt d'Bewirtschaftung vu Biedem ganz wichteg ass. Si kënnen, wéi gesot, zum Senke vum CO_2 bäidroen an och den Humus ka Kuelestoff klimaneutral bannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee weesentlecht Element vun dësem Zäitalter ass natierlech d'Digitaliséierung. Déi däerf och net haltmaache virun der Landwirtschaft. Hei bidde sech och ganz nei Pisten un. Déi kënnen am Fong geholl och zur Reduktioun vu cheemeschen Düngemëttel féieren. Se kënnen och dozou féieren, datt manner phytopharmazeutesch Produkter agesat ginn. De moderne Bauer vun haut, de Bauer vu muer, kann een och soen, dee wäert natierlech an Zukunft sech och méi mat der Digitaliséierung auserneesetzen, dee wäert och méi Recours zum Beispill op Satellittebiller huelen, wäert sech och zum Beispill méi un de Wiederstatiounen orientéieren.

Fir eis ass et och wichteg, datt d'Recherche an Zukunft nach méi ënnerstëtzt gëtt. An ech wëll hei op e positiivt Beispill och hiweisen, den IBLA, den Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur, déi haten elo kierzlech en interessante Workshop iwwer Populatiounszorten organiséiert, wat och eng Strategie géint de Klimawandel duerstellt. Wisen a Weede kënnen an deem Konzept natierlech och eng ganz grouss Roll spillen, well se zu enger Späicherung vum CO_2 bäidroen.

Solaranlagen, iwwert déi mer ganz vill ëmmer diskutéieren, mengen ech, missten och nach verstäerkt kënnen op Ställ installéiert ginn, awer och do natierlech ëmmer mat där néideger Ënnerstëtzung vun dem Stat.

Vläicht e leschte Punkt, deen awer an där ganzer Diskussioun och eng weesentlech Roll spillt, dat ass de Gaspillage alimentaire. Mir hunn hei schonn e puermol iwwert dee Problem diskutéiert, en hausgemaachte Problem, mee och dee spillt eng wichteg Roll an der Landwirtschaft an deem Sënn, datt e kann zu enger Reduktioun vun Dreifhausgase bäidroen. Ech wëll drun erënneren, datt an der Europäescher Unioun laut Schätzungen 88 Milliounen Tonnen, 88 Milliounen Tonnen d'Joer u Liewensmëttel einfach esou ewechgehäit ginn. Wann ee sech virstellt, wann nëmmen iwwert d'Halschent net géif produzéiert ginn, wat een do schonn een Aspuernis hätt vun Dreifhausgasen, dann ass et derwäert, datt ee sech och duerfir asetzt.

Jiddefalls, mir sinn der Meenung, datt d'Landwirtschaft vill méi mat abezu muss ginn, wann et heescht, sech géint de Klimawandel ze engagéieren. Mir mengen och, wann deen nationale Klimaplang ausgeschafft gëtt, dee jo amgaangen ass, och finaliséiert ze ginn, datt och do d'Landwirtschaft eng wichteg Roll muss spillen, datt si och als vollen Akteur unerkannt musse ginn an datt se och an Zukunft, wéi gesot, zu Rot gezu musse ginn, well si sinn awer déi, déi eis och eng Rei vu wichtege Piste kënnen opzeechnen, wéi mer dee grousse Fleau, déi grouss Erausfuerderung vun der Gesellschaft kënnen ugoen, fir eeben de Klimawandel ze stoppen.

An deem Sënn, wéi gesot, soen ech och ganz éierlech: Wann déi Interpellatioun sollt kommen, géif ech déi perséinlech an och am Numm vu menger Partei begréissen. Da kann een dat Theema nach méi verdéiwen.

An deem Sënn soen ech Iech fir de Moment emol Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Sou, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung ass amgaangen e Klimaplang auszeschaffen, aus deem ervirgoe wäert, wéi eng Mesuren an deenen nächste Jore getraff musse ginn, fir dass mer eis Reduktiounsziler fir d'Zäregase bis 2030 erreeche kënnen.

Och wa mer dee Plang nach net virleien hunn, ass et kloer, dass d'Landwirtschaft eng Roll beim Klimaschutz wäert spillen. D'Landwirtschaft ass net de gréissten Emissär vun Zäregasen, mee et ass wichteg, datt och dee Secteur, op deem säi Konto ongeféier 8,4 % vun den Emissioune ginn, säi Bäitrag leescht, fir dass mer eisem Zil méi no kommen.

D'Baueren hunn e groussen Interêt dorun, dass de Klimawandel gebremst gëtt. Si sinn déi Éischt, déi ënner Klimaveränneruge leiden. Nieft deem Schued, deen extreem Wiederevenementer uriichten, riskéieren d'Baueren och bei relativ klenge Veränneruge schonn Abousse bei der Recolte.

E ganz positive Message am Sënn vum Klimaschutz ass viru Kuerzem och vun de Bauere selwer ausgaangen. Fënnef grouss Vertriedunge vu Baueren hu sech zesummegedoen a selwer Propose gemaach - wat jo och schonn ugeschwat ginn ass -, wéi se méi klimafrëndlech kéinte schaffen. Dat ass eng ganz gutt Initiativ. An ech denken, dass do eng ganz Rei vun deenen Iddie mat an de Klimaplang wäerten afléissen.

Richtegerweis hunn d'Baueren och fir méi eng substanziell Ënnerstëtzung fir d'Ëmsetzung vun deene Mesurë gefrot. Do kann de Landwirtschaftsminister eis sécher méi Detailer ginn, wéi wäit senger Meenung no déi zukünfteg PAC eng zousätzlech Förderung vu klimafrëndleche Mesurë wäert erméiglechen.

Mee d'Ënnerstëtzung däerf sech net nëmmen op den Transfert vu Sue beschränken. De Stat muss hei méi wéi jee investéieren an d'Recherche an an d'Formatioun, fir dass eng kohärent Berodung gemaach ka ginn, déi de leschte Stand vun der Fuerschung berücksichtegt.

Den Erhalt vu Grénglan ass sécher Deel vun esou enger Strategie, mee eng extensiv Véihaltung kann och e Bäitrag leeschten, an eng Reduktioun vun der Stickstoffdüngung. Allerdéngs muss de Bauer och an engem veränderte Wirtschaftsmodell kënnen iwwerliewen.

Dat ass net nëmmen eng Fro vu Subsiden, mee och eng Fro vun der Wäertschätzung vu Liewensmëttelen an eiser Gesellschaft an dem Präis, deen d'Konsumente bereet sinn, dofir ze bezuelen. Eng Valoriséierung vun dësen Efforte léisst sech ënner anerem iwwert den Ausbau vun der Biolandwirtschaft erreechen, déi méi héich Präisser ka froen.

Här President, wa mer vun der Véihaltung schwätzen, ass de Piff, deen d'Baueren ze vill hunn, an déi Aart a Weis, wéi en als Dünger agesat gëtt, natierlech en Theema. Hei ginn et positiv Beispiller, wéi de Piff ausbruecht oder gelagert ka ginn, fir d'Ammoniakemissioune méiglechst niddreg ze halen. D'Bauere maache jo elo schonn Efforten, fir de Piff schnell a mat méiglechst wéineg Loftkontakt an de Buedem anzeschaffen, wat net nëmmen dem Klimaschutz notzt, mee och de gesondheetsschiedleche Feinstaub reduzéiert.

Piff, Mëscht an aner organesch Offäll sollten an Zukunft och primär an de Biogasanlage verschafft ginn. D'Bedreiwer beschwéiere sech jo, dass d'Biogasanlagen net genuch gefërdert géifen. Dee Subventiounsmodell muss iwwerduecht ginn. D'Konditioun ass awer och, dass d'Biogasanlagen net zum gréissten Deel Mais verschaffen, well dann ass d'Energie- an d'Ëmweltbilanz ënnert dem Stréch ze schlecht, fir dass esou eng Subventionéierung Sënn mécht.

Nieft dem Grénglan stellen d'Bëscher eng wichteg CO_2-Senke duer. Eng Partie Bauere sinn och an der Forstwirtschaft aktiv, soudass si duebel betraff si vum Theema Klimaschutz. Engersäits hu mer dëse Summer e Virgeschmaach kritt, wat laang Dréchenten am Summer fir Konsequenze fir eis Bëscher hunn, anerersäits kann eng nohalteg Forstwirtschaft e weesentleche Bäitrag zur Reduktioun vun CO_2-Emissioune bäidroen.

Hei gëllen änlech Iwwerleeunge wéi an der Landwirtschaft. Positiv Beispiller sollten zur Reegel ginn. Eng gutt Berodung an Ënnerstëtzung vun de Bëschbesëtzer ass noutwendeg a schliisslech brauch een och fir d'Holz Clienten, déi net onbedéngt a China liewen. D'Notzung vun Holz fir Miwwelen an als Baumaterial muss also gefërdert ginn, fir dass den CO_2 méiglechst laang gespäichert bleift an net erëm bei der Verbrennung an d'Atmosphär zréckgeet.

A schliisslech ass d'Vermeidung vu Bëschbränn en Theema, wat spéitstens zanter dem leschte Summer och zu Lëtzebuerg ganz eescht geholl muss ginn.

Domat sinn ech schonn um Enn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächste Riedner ass de François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, de Klimawandel huet esou vill Impakt op d'Landwirtschaft wéi kaum op eng aner mënschlech Aktivitéit. An d'Landwirtschaft ass awer och, weltwäit gesinn, eng vun den Haaptursaache vum Klimawandel, weltwäit näämlech mat engem Véierel vun dem Zäregas. An zu Lëtzebuerg mécht se 8 % aus, an dat ass an de leschte Joren trotzdeem liicht an d'Luucht gaangen.

D'Landwirtschaft ass also gläichzäiteg Affer, Matursaach an awer och Léisung vun dem Problem vum Klimawandel. An hei brauche mer an onsen Aen net just Upassunge vum System, mee mir brauchen e Paradigmewiessel. An d'Politik ass hei gefuerdert, fir eeben de Secteur an dës Richtung ze ënnerstëtzen.

D'Effekter vum Klimawandel sinn net just zu Lëtzebuerg, awer och hei spierbar. D'Temperature ginn an der Moyenne an d'Luucht. Mir hu méi Hëtztwellen a méi Dréchenten. De Staarkreen hëlt zou. Mir hunn Iwwerschwemmungen, déi méi dacks kommen an och ëmmer méi staark sinn. An d'Bléi fänkt méi fréi un.

A grad d'Landwirtschaft spiert also dëse Klimawandel hautno. D'Landwirtschaft ass, wéi ech elo gesot hunn, och selwer Deel vun dësem Problem duerch den Ausstouss vu Laachgas, deen aus der Düngung kënnt, an dem Methan, deen duerch d'Véi kënnt. An dat ass awer eng Konsequenz vun der Intensivéierung vun der Landwirtschaft, sou wéi se an de leschte Jorzéngte vun der Politik gesteiert ginn ass zu Lëtzebuerg mat der Spezialiséierung op d'Fleeschan op d'Mëllechproduktioun.

An effektiv, et ass och dat, wouriwwer mer eigentlech musse schwätzen: doriwwer wivill Véi mer hei hunn a wéi d'Leeschtung par rapport zu onser Fläch ass. Ech wëll just preziséieren, dass an de leschte Joren zum Beispill, fir ee Beispill ze nennen, de Fuddermëttelzoukaf vun de Betriber ëm en Drëttel geklommen ass an dass dat Ganzt dann eeben och zu deene Problemer féiert, déi mer kennen, näämlech dass mer ze vill Gülle hunn, wat och e Problem ass fir ons Biedem an onst Waasser.

An en éischten Usaz, deen ech hei kuerz wëll uräissen, ass eebe grad eng buedemgebonne Landwirtschaft, déi mer an onsen Ae musse weiderféieren an den nächste Joren a verstäerken, also eng Landwirtschaft, déi mat der Fläch, déi mer zur Verfügung hunn, schafft, manner intensiv ass, mat manner Flächeverbrauch, an doduerjer kënnt een och net laanscht eng Diskussioun vun dem Véibestand an enger méi grousser Fuddermëttelautarkie.

An awer si mer eigentlech gutt opgestallt dofir, well Lëtzebuerg eebe grad e Grénglandstanduert ass, wou de Widderkäuer effektiv ugepasst ass op dëse Standuert, wann een awer dovun ausgeet, dass mer nëmmen esou vill Véi hunn, wéi ons Fläch och effektiv zur Verfügung stellt. Wann een dat och nach kombinéiert domadder, dass mer kucken, dass mer op den Akerflächen och méi Plaz hu fir Kärefeldfudder, Leguminosen, fir eeben déi Fuddermëttelautarkie weiderzedreiwen an och méi Fudder, och méi Iesse fir d'Mënschen ze produzéieren, plus eng besser Fruchtfolleg, da maache mer och eppes fir d'Qualitéit vum Buedem, also eppes, wou mer kënnen CO_2 am Buedem späicheren.

Wa mer dann och driwwer schwätzen, dass mer dat Ganzt méi lokal maachen a méi a Richtung Kreeslafwirtschaft ginn, da soe mer, dass mer méi rational mat onsem Buedem eeben ëmginn.

En zweeten Usazpunkt ass d'biologesch Landwirtschaft. Eng Rei Etüden, notamment fir Lëtzebuerg, awer och Laangzäitstudie soen, dass d'biologesch Landwirtschaft eebe pro Fläch, awer och pro Ertrag manner Zäregasen ausstéisst. An domadder huet se eng besser Klimabilanz a schützt de Buedem och besser, nieft eeben och deenen anere Virdeeler, déi se huet. An doduerjer kann een och soen, dass d'Strategie vun der Regierung, fir 20 % Bio bis 2025 respektiv 100 % Bio bis 2050 ze hunn, eeben och eng Klimaschutzmesure ass.

Une voix.- Très bien !

M. François Benoy *(déi gréng).*- A méi eng buedemgebonnen an och méi biologesch Landwirtschaft ass eeben och grad déi Strategie, déi mer brauchen, fir eng Upassung un de Klimawandel ze hunn, Stéchwuert Resilienz, well méi CO_2 a Stickstoff doduerjer am Buedem bleiwen an och de Planzewuesstum doduerjer verbessert gëtt, manner Verdichtung, manner Erosioun, méi Méiglechkeeten, fir d'Waasser ze späicheren, wat wichteg ass grad bei Dréchenten a bei extreemem Reen.

Gläichzäiteg musse mer awer och iwwert d'Konsumverhale vun de Leit, Stéchwuert Liewensmëttelverschwendung, schwätzen. Mir musse kucken, manner Liewensmëttel ze verschwenden, well ganz vill Fläch, déi mer hunn, gëtt eebe grad benotzt, fir Liewensmëttel ze maachen, déi eigentlech an der Poubelle landen. An och iwwert de Fleeschkonsum.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Politik ass hei an der Verantwortung, fir de Secteur doran ze ënnerstëtzen, fir méi klimafrëndlech ze sinn. De Koalitiounsaccord gëtt do eng ganz Rei Piste fir eng méi intelligent, resilient, diversifizéiert a buedemgebonne Landwirtschaft. A mir musse kucken, d'Landwirtschaft bei där Transitioun ze begleede mat wierklech klimafrëndleche Mesuren. Zum Beispill kënne mer dat maache mat Tools, wa mir eng Kéier kucken: Wéi sinn d'Stäerkten an d'Schwächte vun eiser aktueller Landwirtschaftspolitik? A wéi wëlle mer déi an Zukunft verbesseren?

D'Landwirtschaft, wéi gesot, spiert, an ech kommen zum Schluss, de Klimawandel a si huet en enormen Drock op de Secteur doduerjer. Si huet eng Verantwortung, mee si ass och Deel vun der Léisung, andeems mer méi buedemgebonnen a méi biologesch schaffen an d'Politik se dra begleet, fir d'Verantwortung an déi Richtung ze huelen an d'Weiche richteg ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien !

M. Félix Eischen *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Dierf ech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Mir?

(Hilarité)

Selbstverständlech, wann den Här Benoy domat d'accord ass.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här Eischen?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Majo, Här Benoy, Dir hutt virdru gesot: „Manner Flächeverbrauch an der Landwirtschaft, mat manner Fläche sollt d'Landwirtschaft auskommen."

Do wär ech net onfrou, wann Der eis dat awer kéint erklären. Wëllt Der domadder soen, dass d'Landwirtschaft effektiv op manner Fläche sollt schaffen? Dir hutt och gesot, d'Flächen oder en Deel vun de Fläche géife genotzt, fir Liewensmëttel ze produzéiere fir an d'Poubelle.

Dat ass schonn eng relativ gewoten Ausso. Ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, dass mer net frou sinn, dass esou vill Liewensmëttel ewechgehäit ginn. Mee ech wär awer net onfrou, wann Der eis vläicht kéint e puer Prezisioune ginn, wéi Der dat gemengt hutt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Benoy!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Da soen ech dem Här Eischen Merci fir d'Fro. Ech wëll näämlech op kee Fall hei falsch verstane ginn. Natierlech brauch d'Landwirtschaft déi Fläch, déi se zur Verfügung huet. Ech mengen, dat ass eng absolutt Evidenz. An et geet hei och net drëm, fir d'landwirtschaftlech Fläch hei iergendwéi ze reduzéieren. Et geet einfach drëm, fir se, mengen ech, nach besser ze notzen, dass mer eeben, wéi gesot méi buedemgebonne kënne schaffen.

An et ass awer nun emol e Fait, ech konnt dat Theema leider net ganz ausbauen, well meng Riedezäit e bëssen un d'Enn komm ass, dass mer mussen iwwert d'Liewensmëttelverschwendung schwätzen. A mir wëssen zum Beispill, ee Chiffer kann ech Iech do nennen, dass zwee Drëttel vun Europa, wann een d'Fläch kuckt, also zwee Drëttel vun der Fläch vun Europa weltwäit an d'Poubelle gehäit ginn. All déi landwirtschaftlech Fläch, déi zwee Drëttel vun Europa hätten, gëtt an d'Poubelle gehäit, well et eebe Liewensmëttel sinn, déi verschwent ginn. Dat heescht, mir menge schonn, dass et immens wichteg ass, grad well mer wëssen, dass vill Drock op der landwirtschaftlecher Fläch ass, dass mer kucken, d'Liewensmëttelverschwendung ze reduzéieren, fir dass mer eeben déi Produkter, déi an der Landwirtschaft produzéiert ginn, nach besser kënnen notzen. Dat hunn ech domat gemengt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. An dann huet d'Wuert den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Hären, ech hu leider nëmmen dräi Minutten, soudatt ech mech muss aschränken. Et wier ganz vill nach zu deem Theema ze soen.

Och mengem Kolleeg, mengem Virriedner wëll ech awer emol soen, e soll och emol nokucken,

wou de Methanol hierkënnt; e soll och emol nokucken, wa mer méi Biolandwirtschaft wëllen hunn, da brauche mer méi Fläch a mir maachen der all Dag manner. Och dorunner sidd Dir schold. Ech wollt Iech dat elo emol mat op de Wee ginn, well och dat muss ee wëssen.

(Interruption)

An da muss een och wëssen, datt dat alles säi Präis huet. Ech wëll soen, mir hu ronn 6,5 % vun allen Emissiounen, déi hei am Land ausgeschott ginn, also Schadstoffer, déi ginn der Landwirtschaft zougeschriwwen. D'Landwirtschaft ass sech hirer wichteger Roll bewosst a fuerdert och eng objektiv Diskussioun, awer et gëtt dauernd op dee Beruffsstand geklappt a grad mengt een, se wier un allem schold. Et si 6 % bis 8 %, jee nodeem wéi eng Statistiken ee liest. An awer gëtt et esou duergestallt, wéi wann d'Baueren u villem schold wieren an nach méi. An ech mengen, dat ass net grad esou! Et muss ee wëssen, d'Landwirtschaft brëngt ganz vill Leeschtungen a Villfalt mat an déi ganz Diskussioun eran.

Awer d'Landwirtschaft kann nëmmen deen Deel, däers muss ee sech bewosst sinn, korrigéieren, dee se och verursaacht. Et si jo nëmmen déi 6 % oder 8 %, déi si ka korrigéieren.

Ech war leschte Sonndeg op enger Tagung an do gouf da gesot, vun deene 6 %, déi d'Landwirtschaft verursaacht, wär et méiglech, 42 % anzeschränken. Awer dat bedeit, datt eng ganz Partie Ställ ëmgebaut musse ginn. A wann ech soen, Ställ ëmbauen, dann ass dat mat engem héijen Invest verbonnen an engem Zyklus vu ronn 30 Joer. Dat ass net grad, wéi wann een um hënneschten Eck en neie Vëlo keeft. Dat geet net gradesou séier. An ech mengen, do muss een deem Beruffsstand entgéintkommen.

De Bauerestand lieft haut schonn um ënneschten Existenzminimum. An dee grousse Kapitalopwand, dee en huet, ass mat engem ganz klenge Rendement verbonnen, an ech mengen, dat kann net sinn. Do musse mer deem Beruffsstand hëllefen, well et ass eng ganz komplex Saach, dat geet vu Maschinnen iwwer Landschaft, iwwer Véihaltung. Dat huet ganz vill Voleten. An da muss en nach herno selwer Patron sinn, e managt säi ganze Betrib an e kritt dauernd nëmme gesot, wat verbueden ass, an e misst emol eng Kéier gesot kréien, wat erlaabt ass!

Bon, meng Zäit ass ofgelaf, Här President.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

(Interruptions)

Ech muss mech dann … Meng Riedezäit ass ofgelaf. Ech muss mech dann elo ewechmaachen.

(Hilarité)

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech ginn lech nach e bëssen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zu Lëtzebuerg, an Europa, mee virun allem am Globale Süden ass d'Agrikultur ëmmer méi mat Ëmweltproblemer konfrontéiert. Weltwäit dréit d'Agrikultur an hirer kapitalistescher an doséinst ëmmer méi intensiver Form, wéi se op ville Plaze praktizéiert gëtt, zolidd zu dësen Ëmweltproblemer bäi, an dat besonnesch an de räiche Länner am Norden.

Wa mir hei iwwer Defie fir d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg duerch d'Äerderwiermung schwätzen, solle mir ëmmer am Hannerkapp behalen, dass et op ville Plaze scho keng esou Defie méi gëtt, well d'Landwirtschaft guer net méi méiglech ass wéinst Ëmweltschied, wéinst der Klimaverännerung a well d'Leit vum Land an d'Stied ginn, fir ze iwwerliewen.

An d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ass Deel vun deem System. D'Baueren net selwer, dorëms geet et net, mee dee System, dee produzéiert eebe Katastrophen iwwerall am Globale Süden an och lues a lues hei am Norden. Ëmweltschied, an dorëm geet et jo an dëser Debatt, an do virop d'Klimaverännerung, kenne keng Grenzen a betreffen och ëmmer méi d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg. Dréchenten, Verbrennungen duerch staark Sonnestralungen, Iwwerschwemmungen, Stierm oder ongewéinlech staark Néierschléi mat Knëppelsteng ginn och zu Lëtzebuerg méi heefeg. Dobäi kommen aner Ëmweltproblemer, déi deelweis och direkt mat der Klimaverännerung ze dinn hunn, mee awer och mat vun der intensiver Landwirtschaft verursaacht ginn: Verloscht vun der Aartevillfalt, Verschmotzung vum Waasser, Verschlechterung vun der Späicherkapazitéit vun de Biedem, Buedemerosioun an esou virun.

Här President, well all déi Ëmwelt- a Klimaphenomeener matenee verbonne sinn a sech géigesäiteg verstäerken, mécht et op Dauer och wéineg Sënn, fir ze pléischtere mat ëffentlechen Hëllefe fir Betriber, wann et zum Beispill Ausfäll bei der Recolte ginn. A bestëmmte Fäll ass dat sécherlech hëllefräich an déi eenzeg Léisung. Mee an eisen Aen ass den Defi, deen d'Landwirtschaft haut concernéiert, vill méi e strukturellen. Dofir muss ee vill méi déif usetzen, an net nëmme beim Enn, bei den ekonomesche Bedéngunge vun der Produktioun an der Subventiounspolitik, fir esou de Schutz vum Klima an d'Adaptatioun un d'Veränneru vum Klima Hand an Hand a wierksam unzegoen.

Ech gi ganz kuerz e puer Beispiller dozou. Betriber spezialiséiere sech. Den Drock zur Spezialiséierung ass op d'Subventiounspolitik zréckzeféieren, déi am Kontext vun internationaler Konkurrenz, Präisdrock an Exportorientéierung gemaach gëtt. E Betrib, dee just eppes mécht, ass awer ufälleg am Fall, wou et zu engem klimabedéngte Schock kënnt oder engem ekonomesche Schock kënnt. Dat ass fir all eenzelne Betrib wouer, mee och fir eng héich spezialiséiert Landwirtschaft allgemeng.

Doséinst muss een d'Diversitéit an der Produktioun stäerken. Méi Standbee si bekanntlech méi robust wéi just een. Eng direkt Konsequenz vun dësem Phenomeen ass och den Ubau vu Monokulturen an allgemeng d'Vereenheetlechung vun der ruraler Landschaft mam Verschwanne vu klenge Biotope wéi Heckelandschaften, Solitärbeem, fiichten Ecken, Gehëlzer an esou weider, déi alleguer wichteg Funktiounen erfëllen. Doduerch ginn ëmmer méi Aarte verluer, Planze mat Bléien, Pollinisateuren an esou weider, déi hir Réckzuchsgebidder verléieren. Mee d'Landschaft gëtt och ëmmer méi homogeen a verléiert Widderstandsfäegkeet an och natierlech Zäregassenken, déi och der Landwirtschaft kéinten zeguttkommen.

Monokulturen a Flächen, déi oft broochleie gelooss ginn, férderen d'Buedemerosioun a verhënneren, dass d'Biedem Späichercapacitéit fir Waasser an Närstoffer opbaue respektiv Zäregase bannen a späicheren.

An Dréchephase kënnt et esou éischter zu Waassermangel a bei vill Néierschlag gëtt d'Ofsickere vum Reewaasser verhënnert, wouduerch d'Iwwerschwemmunge méi schlëmm ginn.

E weidert Beispill ass den Asaz vu Pestiziden, déi och hiren Deel zum Verloscht vun der Aartevillfalt an der Belaaschtung vum Waasser bäidroen. Hiren Asaz ass net nëmme klimaschiedlech, mee schaaft donieft eng ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft par rapport zu e puer grousse Pharmamultinationallen a stellt de Beruff vum Bauer mam Wëssen an der Erfarung, déi mat dësem Beruff zesummenhänken, a Fro. Och dës Entwécklung hëlleft der Resilienz vun der Landwirtschaft net weider.

Här President, déi puer Beispiller verdäitlechen, dass Ausléiser an Auswierkunge vun der Klimaverännerung no beienee leien. Vill landwirtschaftlech Betriber sinn haut vun deenen Auswierkunge betraff. Mee vill vun hinne bedreiwe Produktiounen, déi och zu Klima- an aneren Ëmweltschied bäidroen.

Mir mengen, dass een déi Entwécklung nëmme stoppe kann, net andeems ee mam Fanger op se weist, mee wann d'wirtschaftlech Grondlage vun der Landwirtschaft verännert ginn, ugefaange justement bei der Subventiounspolitik. An do huet d'Regierung och e grousse Gestaltungsspillraum a si misst dee just notzen, well dat steet jo och esou am Koalitiounsaccord.

Et ass schued, datt et schonn eriwwer ass, et hätt ee wierklech kënnen eng Interpellatioun zu deem Sujet hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dee beschte Klimaschutz ass, lokal, regional Wueren akafen. Produkter, déi aus der ganzer Welt kommen, sinn eigentlech e Klimakiller. An domat erschwéiere si och nach eng Kéier zousätzlech d'Liewe vun eise Baueren hei am Land. Well eis Bauere maachen e gudden Job. Mir musse se ënnerstëtzen. D'Landwirtschaft schafft näämlech fir d'Natur.

D'Fro ass: Wat maache mer eng Kéier bei engem Eng-Millioun-Awunner-Staat? A wéi eng Richtung soll dann eis Agrikultur goen? Wéi wäert se ausgesinn? Do kéinte mer elo nach iwwer eng Stonn driwwer diskutéieren a mir géifen et als Piraten och eng Kéier begréissen, dass mer eng Kéier hei diskutéieren, wéi de Wee herno soll sinn, wa mer iwwert déi eng Millioun Awunner schwätzen an iwwer eis Liewensmëttel.

Bio ass d'Léisung, fir dass manner intensiv Landwirtschaft bedriwwe gëtt a soumat och d'CO_2-Bilanz verbessert wäert ginn. Et däerf een awer och net vergiessen, dass d'Verpackungen e groussen Nodeel hunn, deementspriechend och iwwert d'Verpackungen an den Offall an der Landwirtschaft eng Kéier geschwat muss ginn.

D'Bauere brauche Planungssécherheet a si brauche virun allem finanziell Ënnerstëtzung vum Staat, fir déi Transitioun mat de richtege Subventiounen ze ënnerstëtzen.

Fir d'Verbraucher op de Bio virzebereeden, fuerdere mir Piraten, dass den TVA-Saz op Bio op null erofgesat gëtt, fir esou jidderengem et ze erméiglechen, Bioprodukter ze kafen, déi herno zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn.

Zousätzlech wëlle mer, dass géint d'Verschwendung vun de Liewensmëttel an de Supermarchéen eng Steier agefouert soll ginn, dass alles, wat ewechgeheit gëtt, besteiert gëtt. Wann een et awer spent fir Leit, déi net d'Mëttelen hunn, fir sech eppes ze kafen, ass et steierfräi.

Dat heescht, déi ganz Klimabilanz vun der Agrarwirtschaft geet wäit iwwert déi eenzel Wisen eraus. An dofir fuerdere mir Piraten, dass een eng Kéier déi Diskussioun soll féieren, wéi Lëtzebuerg mat engem Eng-Millioun-Awunner-Staat d'Agrarwirtschaft wëllt organiséieren.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Landwirtschaftsminister Romain Schneider, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President, fir d'Wuert, a virun allem och Merci fir dës Heure d'actualité. Obwuel, an ech mengen, d'Madamm Hansen weess, datt ech dat eigentlech jo och ganz gär gesinn hätt, datt mer déi Diskussioun hätte kënnen zesumme féieren. Mir maachen dat jo dann nach eng Kéier hannendrun. An ech mengen, da kënne mer méi ausféierlech op déi eenzel Theemen och agoen, well ech effektiv fannen, datt, wa mer iwwert de Changement climatique op där enger Säit schwätzen, op där anerer Säit virun allem och eng Consultatioun säitens vun de Ministere gemaach gëtt am Beräich Energie/Ëmwelt, d'Landwirtschaft selbstverständlech dozougehéiert. An ech soen herno och nach eng Kéier, firwat.

Ech wollt och eng Kéier kuerz vläicht agoen op Är Bemierkungen am Ufank iwwert d'Positioun vun der Regierung par rapport zur Chamber. Ech mengen, et ass esou, ech hat op jidde Fall en Austausch. Ech war zwar net dobäi an der Presidentekonferenz, krut awer gesot, datt se dem zoustännege Vertrieder vun der Regierung proposéiert huet, datt déi Interpellatioun den 28. November géif decidéiert ginn an der Presidentekonferenz. Se huet also net refuséiert, datt se gemaach gëtt, …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

… mee datt d'Decisioun reportéiert géif ginn.

Ech selwer, mengen ech, gouf duerno consultéiert an hunn och gesot, datt ech awer selbstverständlech hei sinn an datt ech och bereet sinn, fir iwwert d'Auswierkunge respektiv och d'Chancë virun allem - et geet jo dorëm - vun der Landwirtschaft par rapport zum Changement climatique respektiv engersäits op d'Klimagesetz an op där anerer Säit och op de Klimaplang virun allem anzegoen.

Ech mengen, déi Remark och: Ech begréissen eigentlech och, datt déi eenzel Organisatioune sech zesummegedoen hunn, fir eis e flotte Pabeier ze presentéieren, dee se mer selwer iwwerreecht hunn, wou ech och de Premier, mengen ech, informéiert hunn, datt déi Associatiounen zesummekomm sinn, an dunn och am Regierungsrot gesot hunn, datt ech de Pabeier géif viruginn. Ech mengen, si sinn eigentlech direkt, wéi dat eigentlech och üüblech ass, un den zoustännege Minister gaangen, fir dat ze erklären an an deem Moment och virunzeginn.

Ech muss och soen, datt dat grad am Afléisse vum neie Klimaplang wierklech gekuckt gëtt an datt mer probéieren, esou vill wéi méiglech vun dëse flotte Proposen och eriwwerzehuelen.

Well eppes ass kloer: D'Landwirtschaft ass déi, déi am meeschte vum Klimawandel betraff ass. Si huet e Problem, wann et ze waarm ass, si huet e Problem, wann et 40 Grad dobausse sinn. Dat hu mer dëst Joer an de Secteure gesinn. Si huet e Problem, wann et ze kal ass. Si huet e Problem, wann et ze naass ass. Si huet e Problem, wann et ze dréchen ass.

An dat alles hänkt eventuell zesumme mat engem Klimawandel, dee mer ëmmer méi och hei zu Lëtzebuerg erëmfannen. Dofir ass et ëmsou méi positiv, datt effektiv déi eenzel Akteuren … Da muss ech och soen, datt ënnert deenen, déi ënnerschriwwen hunn, och d'Biolandwirtschaft dobäi war, fir dëse Pabeier auszestellen. Dat fannen ech eng ganz gutt, positiv Reaktioun, datt an der Tëschenzäit all d'Akteuren an der Landwirtschaft, ronderëm d'Landwirtschaft - well mir schwätze vun enger Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg - et fäerdegbruecht hunn, zesummen och mat Forschungsinstituter, zesummen och mat der Akerbauschoul, fir sech op ee Pabeier ze eenegen, wou eng ganz Rei vu flotte Pisten eriwwerkoumen.

Gewosst, datt selbstverständlech de Beräich vun der Landwirtschaft par rapport zu deenen eenzelne Reduktiounen am Beräich vun den CO_2-Emissioune respektiv am ganze Beräich vum Klimaplang nëmmen en Deel dovunner ass. Dir hutt hei gesot 7 %. Et ass tëschent 7 % an 8 %, mengen ech, wou d'Landwirtschaft effektiv och direkt ka responsabel gemaach ginn an och eeben dann an enger Rei vu Punkte probéiert soll ginn, ze reagéieren.

An ech mengen, grad war ech och um Jongbauerendag, de Sonndeg, dee genau dat doten och erëm eng Kéier als Theema hat a wou eigentlech och positiv Piste gewise goufen, wéi een dat an Zukunft kann ugoen, fir effektiv och hei engersäits emol ze notzen, datt mir hei zu Lëtzebuerg e Grénglan sinn. Mir sinn e Grénglan. An der Tëschenzäit sinn 51 % vun eisen Agrarfläche Grénglan, dat ass also eng Risechance, fir effektiv och hei positiv Mesuren, Aktiounen ze maachen, op där enger Säit, an op där anerer Säit virun allem an deenen anere Beräicher - an ech ginn herno kuerz op déi eenzel Beräicher an - och kënnen ze reduzéieren.

An ech mengen, dat sinn och genau déi Gedanken, déi sech de Moment gemaach gi säitens vun der Regierung, fir niewent engem Klimagesetz, wat jo de Kader setzt, och e Klimaplang ze maachen, deen an der Praxis ëmsetzt, wat soll gemaach ginn. An ech mengen, dat ass ee ganze Prozess, deen de Moment leeft an, ech mengen, deen eis och de Kader gëtt, fir grad dann, wa mer e Klimagesetz doleien hunn, ze kucken: Wat ass dann hannendru, virun allem och am Klimaplang, wat mer an der Praxis musse mat konkreeten Aktiounen ëmsetzen?

Do ass een Deel, ee klengen Deel sécher, deen och d'Landwirtschaft muss dozou bäidroen. An ech mengen, wann een d'Pabeieren duerchliest a virun allem awer och alles dat kuckt, wat de Moment och säitens vun eisem Ministère schonn amgaangen ass, an d'Weeër geleet ze ginn, zum Beispill am Beräich vun der Reduzéierung vun der Stickstoffdüngung an deem enge Beräich, a virun allem am Beräich vun der Ausbréngung vun der Gülle. Alles dat sinn Aktiounen, déi mer elo scho gemaach hunn a wou mer eigentlech kucken, do déi beschte Method ze fannen, fir effektiv d'Ammoniakemissiounen ze reduzéieren, well mer mussen dréngend handelen an deem dote Beräich, wou jo zum Beispill d'Zil ass minus 22 bis 2030. An do hu mer jo ewell éischt Mesurë presentéiert, wou an der Tëschenzäit 320 Betriber matmaachen. Mir gesinn also, d'Landwirtschaft wëllt proaktiv un déi Saach erugoen, fir effektiv och hei hiren Deel mat ze begläichen.

Dir hutt zu Recht dee ganze Volet vun de Biogasanlagen ugeschwat, wou ech ganz kloer der Meenung sinn, datt mer effektiv do musse förderen, datt mer an de Biogasanlage Gülle a Mëscht verschaffen, an datt mer effektiv mussen ophalen, aner Saachen, wéi zum Beispill Mais oder Raps, mat eranzebréngen. Dat muss ee vun de Messagë sinn. Dat war och dee Message, deen ech op ville Plazen héieren hunn.

D'Biolandwirtschaft ass mat Sécherheet och e wichtege Facteur dobäi. Mir sinn amgaangen, de Bioaktiounsplang fäerdegzestellen, deen och scho bal parallell ka mat dem Klimaplang erauskommen an deen een Deel vun deem ganze Klimaplang ass, well en effektiv eng immens Chance bitt, fir hei virun allem bei der Bewirtschaftung vun de Biedem kënnen eng Hand mat unzepaken. An do hu mer eis jo am Budget, wéi ech an der Chamberskommissioun erkläert hunn, déi néideg Moyene ginn, fir dat geziilt an aktiv unzepaken. An et gouf och ganz kloer bis op de Prozentsaz, dee mer eis do gesat hunn - 20 % méi Surface agricole, wat d'Biolandwirtschaft betrëfft bis 2025 -, ee klore

Message, deen och eriwwerkomm ass an dee mer an deem ganz ambitiéise Biolandwirtschaftsprogramm wäerten a wëllen ëmsetzen.

Dann de Beräich, deen Der zu Recht ugeschwat hutt, an och an där Motioun fannen ech dat erëm, vun der Berodung. D'Berodung ass natierlech ganz wichteg a virun allem an deem heite Beräich ass dat den A an O, d'Berodung am direkte Sënn an d'Berodung och an der Virphas, do wou mer iwwert d'Ausbildung schwätzen. An do, wou mer iwwert d'Formation continue schwätzen, brauche mer och de Beräich vun der Berodung a selbstverständlech de Beräich vun engem gudde Monitoring, deen och spillt.

Mir brauchen déi richteg Zuelen, fir effektiv déi richteg Mesuren derniewent ze stellen. Alles dat si Saachen, déi de Moment jo gekuckt ginn, grad d'Mesuren, déi mer kucken an der Swot-Analys, déi mer de Moment maachen, bezunn op déi nei Agrarpolitik, déi de Moment zu Bréissel respektiv tëschent deenen eenzelne Gremien diskutéiert gëtt an déi als ee vun de Schwéierpunkten eeben d'Afléisse vun der europäescher Agrarpolitik huet, wat de Beräich vum Klimaschutz betrëfft. Ech mengen, hei ass et kloer, datt mer eis deen dote Moyen musse ginn, fir kënne virunzekommen.

Mir hunn awer niewent der Berodung an niewent der Recherche virun allem d'Technologien. Nei Technologië wäerten dozou féieren, datt mer och hei kënnen eng Rei vu flotten Toole bewirtschaften, do wou mer et effektiv fäerdegbréngen, datt dann an Zukunft dee Prozentsaz grad an der Landwirtschaft geziilt wäert zréckgoen, soudatt ech mengen, datt mer eis hei um nationalen Niveau beweegen: Wéi loosse mer d'Landwirtschaft mat afléissen an en ambitiéise Klimaplang? Sécher geet et, a mir gesinn et jo un deene Proposen, déi mer vun deenen eenzelnen Associatiounen erëmfannen, an deenen ech mech och gréisstendeels kann erëmfannen. Ech mengen, déi kënne mer mat Sécherheet an dëse Klimaplang mat abauen, geneesou gutt wéi Är Motiounen, Motiounen, déi ech elo gelies hunn an déi eigentlech dat erëmginn, wat de Moment eis Swot-Analysen erginn. Och den Austausch, dee mer um Terrain hunn, fir ze kucken, wéi mer eisen nationale Strategieplang maachen.

Dann nach zu de Motiounen, wou ech soen, datt ech déi Motiounen all ganz sympathesch a ganz gutt fannen an datt ech vläicht géif proposéieren, datt mer déi dote Motioune géifen an eng Commission jointe viruginn, wou mer dat da kënnen an de legislative Prozess, dee jo mam Klimagesetz respektiv mat dem Klimaplang verbonnen ass, mat afléisse loossen, fir datt dann dat dote kann textuell erëmfonnt ginn an deenen zwee Dokumenter, déi jo mat der Chamber nach wäerten diskutéiert ginn an deenen nächste Wochen.

D'PAC no 2020 ass ugeschwat ginn. Jo, d'PAC no 2020 ass effektiv och d'Häerzstéck vun der Landwirtschaftspolitik am Beräich vum Changement climatique, wat déi nächst Jore betrëfft. Dir hutt Recht, mir ware gëschter zu Bréissel am Agrarconseil, wou mer grad dee Volet vun den „eco skills" gekuckt hunn, wou mer gekuckt hunn, wat dann déi eenzel Indicateure sinn, fir elo eebe mat eranzebréngen an dee ganze Beräich vun der europäescher Agrarpolitik. Et wäert e wichtege Facteur sinn, deen an där nächster Agrarpolitik ass, a selbstverständlech och verbonne mat engem Budget, deen à la hauteur ass. Ech mengen, hei um nationalen Niveau hu mer eis, fir all déi Moyenen ëmzesetzen, deen néidege Kader, budgetäre Kader, ginn. Dee brauche mer och op europäeschem Niveau. An et ass grad dat, wat an dësem pluriannuelle Budgetsplang muss erauskommen op europäeschem Niveau, datt d'Landwirtschaft virun e grousse Part vun deem Kuch behält, wat déi europäesch Gelder betrëfft.

An deem Sënn war och d'Lëtzebuerger Positioun relativ kloer, datt mir virun allem musse virun drop opbauen, datt mer Flexibilitéit behalen tëschent deenen zwee Pilieren, an datt mer virun allem kucken, niewent europäesche Gelder och national Gelder kënnen afléissen ze loossen, well mir hei zu Lëtzebuerg a ville Beräicher d'Erfarung gemaach hunn, datt do, wou mer effektiv Mesuren offréiert hunn, se och genotzt gi vun der Landwirtschaft. Si mussen nach e bësse méi cibléiert genotzt ginn, fir eebe grad deene Beräicher vum Naturschutz, vum Waasserschutz, vum Klimaschutz nach méi Rechnung ze droen.

An wa mer dat fäerdegbréngen, da wäerte mer et och fäerdegbréngen, datt d'Landwirtschaft an dësem groussen, groussen Defi, dee se huet, dat net als Contrainte gesäit, mee als eng grouss Chance, sech nei ze positionéieren dobaussen. An ech mengen, wa mer dat fäerdegbréngen, hu mer effektiv eppes Konkreetes fir eis selwer, mee virun allem och fir d'Landwirtschaft geleescht.

An ech war op dem Jongbauerendag e Sonndeg, wou eisen neie Kardinol seng Ried ugefaangen huet mat engem Saz, deen ech ganz positiv fonnt hunn, a mir hunn dee Saz och ganz positiv opgeholl, wou e gesot huet: „Mir hu just ee Planéit!" An effektiv, dee Planéit hu mer an dee musse mer kucken, alleguerten zesumme mat gemeinsamen Aktiounen effektiv ze stäipen, fir dat do Zil ze erreechen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. Ass d'Chamber d'accord, esou wéi de Minister et proposéiert huet, déi verschidde Motiounen an eng Commission jointe ze verweisen, vu datt hien eng ganz grouss Consensualitéit ausgedréckt huet, datt en e Préjugé favorable fir d'Doleancen huet?

D'Madamm Hansen.

Motions

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also ech mengen, datt dës Motioune kéinten hei ofgestëmmt ginn an dofir och sollten ofgestëmmt ginn. Déi éischt ass, just ze analyséieren, ob et méiglech ass, am Moment steet an dem Bäihëllefegesetz, wann een zum Beispill e Stall renovéiert, da musse 25 % vum Volume derbäikommen, datt een dat soll erashuelen an aner Krittären abauen. Ech mengen, wa mer mat deem Prinzip hei averstane sinn, da kann déi Motioun do ofgestëmmt ginn.

Déi zweet Motioun, wou mer u sech de Klimacheck, den Nohaltegkeetscheck an e Monitoring froe fir d'Bauerebetriber eeben am Sënn vun enger besserer Klimabilanz, och do gesinn ech net an, firwat mer dat sollen an enger Kommissioun diskutéieren. Och dat hätt ech u sech gären hei ofgestëmmt, genausou wéi déi drëtt, wou ech da froen, datt net nëmmen d'Emissiounen dem Secteur Landwirtschaft zougerechent ginn, mee eeben och d'CO_2-Kreditter. Also ech hätt gären, datt d'Motioune géifen hei ofgestëmmt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Si weider Wuertmeldungen dozou do? Den Här Bodry, wannechgelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bon, eiser Meenung no hätt et Sënn gemaach, dat doten an d'Kommissioun ze verweisen. Mee wéi och schonn de Minister duerchblécke gelooss huet: Inhaltlech si mer eigentlech hei op därselwechter Linn. Duerfir gesinn ech eigentlech kee Problem, wa mer deene Saachen hei kéinten haut zoustëmmen an der Sëtzung.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Ech mengen, da kënne mer iwwert déi Motiounen ofstëmmen. Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wien ass d'accord mat där Restriktioun, déi d'Madamm Hansen gemaach hat? Wien ass dergéint?

Dann ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

(Hilarité et interruptions)

Wien enthält sech?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Die Macht der Gewohnheit!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 2

Dann d'Motioun Nummer 2. Wien ass derfir, deen hieft d'Hand an d'Luucht? Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Dergéint? Neen.

Dann ass och déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 3

D'Motioun Nummer 3. Wien ass domadder d'accord, deen hieft d'Hand an d'Luucht? Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Dann ass och déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

8. 7443 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7443, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Reseauen an déi elektronesch Kommunikatiounsservicer.

Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7443 handelt et sech ëm e relativ klenge Projet, deen den nationale rechtleche Kader nëmme punktuell upasst. Adaptéiert gëtt bei dësem Projet dat modifizéiert Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert déi elektronesch Kommunikatiounsreseauen an -servicer, an dat op der Basis vun engem europäesche Reglement vum 11. Dezember 2018, wat de sougenannten „Organe des régulateurs européens des communications électroniques" an den Office vun dësem Organ, déi et béid och virdru scho gouf, reforméiert.

Dëst europäescht Reglement ass een Deel vun enger ganzer Rei Mesuren, déi alleguer dorop ausgeriicht sinn, en europäesche Bannemaart vun der Telekommunikatioun ze schafen, deen innovativ a konkurrenzfäeg ass, wärend gläichzäiteg de Konsumenteschutz weider gestäerkt soll ginn. An deem Kader gëtt zum Beispill och d'Reglement iwwert d'Mesurë fir e fräien Internet vun 2015 amendéiert.

Wéi bei alle Reglementer, déi um Niveau vun der EU geholl ginn, sinn d'Mesuren, déi dëst Reglement virgesäit, fir eis an och fir all déi aner Memberstaate keng Optioun, mee mussen am nationale Kader respektéiert ginn.

Ëm wat geet et elo genee bei der haiteger Upassung vun eiser nationaler Gesetzgebung? Am viséierte Reglement sinn zwou nei Dispositiounen derbäikomm, déi mir mat dem Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, an eise gesetzleche Kader ophuelen. Zum engen ass dat den Artikel 5bis vum Reglement. Dëse leet d'Maximalpräisser fest, déi fir klassesch Telekommunikatiounsmoyenen, dat heescht Uriff an SMSen, bannent der EU gefrot dierfe ginn.

D'Reglement beschränkt sech dobäi op dës zwou Kategorien, de Präis fir de mobillen Internet ass hei also net viséiert. Esou dierfen an Zukunft d'Uriff net méi wéi 19 Cent d'Minutt ouni TVA kaschten, fir d'SMSe läit d'Limitt bei sechs Cent. Dës Limitatioune si festgehale ginn, well festgestallt gouf, datt et zum Deel nach grouss Differenzen tëschent Uriff an SMSen innerhalb vun engem Land an Uriff an SMSen iwwer eng Grenz ewech an en anere Memberstaat vun der EU gëtt.

Laut enger Etüd vun der Europäescher Kommissioun vun 2017 an 2018 wier en Uruff an en anert Land vun der EU am Duerchschnëtt dräimol esou deier wéi en Uruff innerhalb vun engem Land. SMSe wieren duerchschnëttlech duebel esou deier. Dat ass natierlech net konsumentefrëndlech an deem soll, wéi gesot, mat dëser Modifikatioun entgéintgewierkt ginn.

Niewent dem Artikel 5bis geet et hei zum aneren ëm en neien Alinea aus dem Artikel 6 vum concernéierte Reglement. Dësen huet d'Memberstaaten obligéiert, e Regimm vu Sanktiounen anzeféiere fir de Fall, wou en Operateur sech net un d'Obligatioune vum Artikel 5bis, also un déi Maximalpräisser, hält.

Eist modifizéiert Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert déi elektronesch Kommunikatiounsreseauen an -servicer gesäit haut scho Sanktioune vir, déi am Fall vun enger Violatioun vun diversen nationalen an europäesche Reegele vum ILR, also vum Institut luxembourgeois de régulation, gesprach kënne ginn. Et geet doweinst duer, am Artikel 63 (1) vun dësem Gesetz de Verweis op den Artikel 5bis vum Reglement ze maachen, fir datt d'Netanhale vun de festgeluechte Limitten, esou wéi vum Reglement gefrot, och ka vum ILR bestrooft ginn.

Här President, an den Avisen, déi zu dësem Gesetzesprojet geholl gi sinn, ënner anerem dee vum Staatsrot vum 24. September 2019, si keng weider Observatioune formuléiert ginn, soudatt et vun där Säit gréng Luucht fir dëse Projet gouf.

Dëst gesot, bleift mir Merci ze soe fir d'Nolauschteren an ech géif heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt der Madamm Hartmann Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat war tipptopp fir eis. Mir stëmmen dat Gesetz selbstverständlech mat. Mee ech wéilt nach eng Kéier drop hiweisen, dass et jo schliisslech d'Madamm Reding war an hirer Zäit als Vizepresidentin vun der Europäescher Kommissioun, …

Plusieurs voix.- A!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- … déi sech wierklech fir d'Ofschafe vum Roaming agesat huet. Voilà!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch agedroen. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Rapportrice fir hire ganz kloren an ausféierleche Rapport. Wéi si richteg gesot huet, et ass e klengt Gesetz, awer e ganz wichtegt Gesetz, well et eng Ergänzung ass zu där Politik, déi mir hei am Land bedreiwen, fir de Konsument maximal ze protegéieren a fir virun allem de Kontrollinstanzen et ze erlaben, hir Aarbecht uerdentlech ze maachen.

An an deem Geescht wëll ech och den Accord vun eiser Fraktioun mat op de Wee ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dann och der Madamm Carole Hartmann Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport.

Och fir eis ass et wichteg, dass de Konsument geschützt gëtt. An ech mengen, fir de Rescht ass alles gesot an ech géif domadder den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och mir soen der Kolleegin Hartmann Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se hei geleescht huet. A mir als ADR stëmmen dësen Text mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et als leschten agedroene Riedner um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir dëse Rapport, deen exzellent war. Mir hu virdrun driwwer geschwat, fir e Projet national ze maachen, fir dann an Europa vläicht méi wäit ze goen. Hei ass et genau ëmgedréit. Hei war Europa emol erëm eng Kéier méi wäit a méi séier, wéi Lëtzebuerg et a sech gemaach huet. Deementspriechend ass et wichteg, dëse Projet ze stëmmen. An domadder markéieren ech och eisen Accord, fir d'nationaalt Gesetz un d'europäescht Gesetz unzepassen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wëll awer och der Madamm Hartmann direkt Merci soe fir dëse Projet, och wann en net laang ass. De Roaming ass vun enger Europäescher Kommissioun, ënnert dem Impuls vun enger Kommissärin, déi eis net friem ass, och gepusht ginn. An ech wëll just drun erënneren, dass am Fong duerch deen heiten Text elo e Maximum vum Tariff wäert kommen. Mee deen heiten Text - dat kléngt elo vläicht ganz komesch, wat ech soen - soll awer ëmmer drun erënneren, well ganz vill Leit kennen elo de Roaming net méi. An déi nächst Generatioun wäert de Roaming net kennen.

An ech kann Iech just soen: Ouni Europa wier et net zu enger Abolitioun vum Roaming komm. An deemools hate mir Telefonsrechnungen, déi heiansdo méi deier ware wéi eis ganz Rees. Haut duerch Europa hu mer et fäerdegbruecht, dass eeben och d'Kommunikatiounen an deem Tariff keng Limitten a keng Barrièrë méi kennen. Dat soll een och eng Kéier soen, dass Europa eis dat heite bruecht huet a soss keen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Premierminister Xavier Bettel.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7443. Den Text steet am Document parlementaire 7443[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7443 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss. An dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt, dem Projet de loi 7326 iwwert d'Dampmelder. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet also de Mëtten drëm, d'Feier ze läschen. De Projet de loi, iwwert dee mer haut befannen, gesäit vir, dass d'Installatioun vun Dampmelder an alle Gebaier mat mindestens engem Logement obligatoresch gëtt. Och wann dat sech éischter no enger klenger Mesure unhéiert, ka se an der Praxis grouss a wichteg Auswierkungen hunn.

Den Dampmelder ass am Fong geholl dat klengste Gerät, dat engem säi Liewe rette kann. Laut dem Gesondheetsministère sinn tëscht 1998 an 2015 zu Lëtzebuerg an der Moyenne zwee Leit un de Follge vu Feier an enger Wunneng gestuerwen. Den 1. Juli 2018 bis den 1. Juli 2019 ass de CGDIS 1.995-mol wéinst Feier intervenéiert. Fir d'Schied an d'Konsequenze vun engem Brand a Grenzen ze halen, heescht d'Stéchwuert Preventioun. Et ass wichteg, esou schnell wéi méiglech ze handelen, fir déi schlëmmste Schied ze verhënneren. En Dampmelder kann also an deem Kontext en Instrument sinn, dat d'Leit an enger Wunneng fréizäiteg warnt an hinnen d'Chance gëtt, d'Ausbreede vum Feier ze verhënneren, Rettungsservicer ze ruffen a sech selwer a Sécherheet ze bréngen. Dat gëtt engem esou den néidege Virsprong. Den Dampmelder ass am Fong e Fréiwarnsystem.

A verschiddene Länner gëtt et schonns Gesetzer, dass d'Installatioun vun Dampmelder obligatoresch ass, esou zum Beispill a Frankräich, an der Belsch an och a ville Bundesländer.

Dir wësst et, den Damp enthält Kuelemonoxid a gëtt oft ze spéit wouergeholl, virun allem nuets, wou een am Schlof dovu kann iwwerrascht ginn. Et ass also net doduerch, dass een erwächt, duerch den Damp, au contraire. Statistiken hunn also gewisen, dass Dampmelder effektiv Wierkung weisen. A Frankräich ass Statistiken no d'Unzuel vun Doudesfäll wéinst Feier a Wunnengen ëm 25 % erofgaangen, dat zwee Joer nodeems eng gesetzlech Obligatioun vum Ubrénge vun Dampmelder agefouert gouf. E relativ einfache Gest, d'Installatioun vun engem Dampmelder, kann also effektiv e groussen Ënnerscheed maachen.

Loosst mech vläicht kuerz op d'Haaptpunkte vum Gesetz agoen. D'Gesetz bezitt sech, wéi gesot, op all Gebai mat mindestens enger Wunneng. Den Artikel 5 gesäit vir, dass all Schlofkummer souwéi all Fluchtwee mat engem oder méi Dampmelder ausgestatt muss ginn. D'Artikelen 3 a 4 bezéie sech op d'Modalitéite vum Dampmelder. Den Dampmelder muss konform zu der harmoniséierter Norm zertifizéiert sinn, esou wéi se am Artikel 2 definéiert ass, an e Règlement grand-ducal wäert d'technesch Charakteristike vum Dampmelder definéieren.

Den Artikel 4 gesäit vir, dass d'Dampmelder mam Marquage CE, also Conformité européenne, dotéiert musse sinn. D'Gesetz wäert den 1. Januar 2020 a Kraaft trieden. Am urspréngleche Text, deen am Juli 2018 deposéiert gouf, war nach, an et war vläicht e bëssen optimistesch, virgesinn, dass et sollt den 1. Januar 2019 sinn. Vu datt de Staatsrot säin Avis eréischt ufanks 2019 ginn huet, huet en dann och eng Opposition formelle wéinst Retroaktivitéit ausgeschwat. Mam Amendement vun der Kommissioun hu mer mam Verréckele vum Datum dëse Problem also ganz schnell geléist.

An all Gebai, dat nom 1. Januar 2020 autoriséiert gëtt, muss sech deemno un d'Dispositioune vum Gesetz halen. A fir besteeënd Wunnengen, souwuel fir Gebaier wéi och déi Bauautorisatiounen, déi virum 1. Januar 2020 ausgestallt goufen, gëllt eng Iwwergangszäit vun dräi Joer, fir konform ze sinn zum Gesetz. Dësen Delai war urspréngleche jo op fënnef Joer ugesat, mee mir waren eis awer an der Kommissioun eens, dass mer en op dräi Joer deementspriechend erofsetzen.

Den Artikel 2, dee preziséiert natierlech eng Rei Definitiounen. An hei huet de Staatsrot am Kontext vum Artikel 3, dee bestëmmt, wien engersäits fir d'Installatioun an anerersäits fir den Entretien vun den Dampmelder responsabel ass, eng Opposition formelle gemaach, well d'Definitioune vum „occupant" an d'Feele vun Definitioune vun „parties communes" an „copropriétaire" zu enger ganzer Rei juristeschen Onkloerheeten an Onsécherheete gefouert hunn. A per Amendement huet d'Kommissioun natierlech och dësen Observatioune Rechnung gedroen.

D'Definitioun vum „copropriétaire", esou wéi se sech also op den Artikel 6 bezitt, war allerdéngs fir de Staatsrot och net zefriddestellend, dee seng Opposition formelle a sengem Avis complémentaire bäibehalen huet. Et goung dorëms, bei der Verdeelung vun de Responsabilitéiten a Saachen Installatioun an Entretien vun Dampmelder tëschent Wunngebaier, déi dem Statut vun der Copropriétéit vun dem Wunnengsgebai ënnerleien, an deenen, déi dëse Statut net hunn, ze ënnerscheeden.

D'Responsabilitéit ass also wéi follgt kloer opgedeelt. De Proprietär ass responsabel fir d'Installatioun vun den Dampmelder. An den „parties communes" vun de Gebaier, déi dem Statut vun der Copropriétéit ënnerleien, ass de Syndicat des copropriétés responsabel.

Fir den Entretien ass den Occupant vun der Wunneng responsabel. An den „parties communes" vun de Gebaier ënnert dem Statut vun der Copropriétéit ass de Syndicat des copropriétaires responsabel. An den „parties communes" vun de Gebaier, déi deem Statut net ënnerleien, ass et de Proprietär. Also mengen ech, hei ass et kloer deementspriechend definéiert.

D'Gesetz huet och, wéi de Staatsrot an och d'Chambre des Salariés et an hirem Avis opgeworf hunn, Auswierkungen op d'Assurancen, a méi spezifesch op d'Responsabilitéit am Fall vun engem Brand. Nodeems och an den Diskussiounen an der Kommissioun eng Rëtsch Froen zu deem dote Volet gestallt goufen, huet d'Ministesch per Bréif bei der ACA intervenéiert, fir eng Rei Prezisiounen ze froen, an déi hu mer deementspriechend kritt an déi hu mer jo och an der Kommissioun beschwat.

Op Basis och vun den Äntwerte vun der ACA huet d'Kommissioun e weideren Amendement eraginn, deen elo als Artikel 7 vum Gesetz figuréiert an deen den Artikel 18 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert de Contrat d'assurance komplettéiert. Et handelt sech ëm eng Dispositioun, déi d'Exoneratioun vum Assureur am Fall vun enger Netkonformitéit mam Gesetzestext verhënnere soll. An d'ACA huet och hiren Accord zu dësen Dispositioune ginn.

A sengem Avis complémentaire bemierkt de Staatsrot allerdéngs, dass dësen neien Artikel net verhënnere géif, dass d'Assurancen d'Obligatioune vum Gesetzesprojet kontraktualiséiere kéinten, woubäi d'Assuréé mat enger Decheance kéinte konfrontéiert ginn, well se dann hiren Obligatiounen am Kontrakt vun den Assurancen net nokomm wieren.

D'ACA huet och bemierkt, dass d'Assurancen an Zukunft an deem Punkt eng aner Approche kéinten huelen oder méi restriktiv Konditiounen opsetze kéinten. Dëst wier also e Wee fir d'Assurancen, d'Gesetz, a méi spezifesch den Artikel 7, ze ëmgoen, andeems se iwwert deen dote Wee d'Obligatioune vum Gesetz an hirem Kontrakt festhale kéinten.

D'Kommissioun huet dës Interpretatioun vum Staatsrot awer net suivéiert an dat och am Rapport vermierkt. Am Commentaire vum Amendement vum Artikel 7 geet kloer ervir, dass dës Dispositiounen eebe just géint esou Clauses contractuelles schütze sollen. An eisen Ae gëtt et also keng Méiglechkeet, d'Obligatioune vun dësem Projet de loi ze kontraktualiséieren.

Voilà! Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Rapport, deen Der virleien hutt, gouf de leschten Donneschden an der Kommissioun ugeholl. Et koumen, wéi gesot, Avisen era vun der Chambre des Métiers, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés a vum Syvicol. Et ass also e Projet de loi, dee mat vergläichsweis wéinege Mëttelen e groussen Impakt huet. D'Erfarunge vun anere Länner sinn duerchaus positiv.

An am Sënn vun der Sécherheet an der Preventioun spillt dëse Projet de loi also eng wichteg Roll. An heimat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Felicitatioun dem Här Biancalana fir dee succincten, mee ganz gudde Rapport. D'CSV steet selbstverständlech zu dësem Gesetzesprojet, well et eng wichteg Moossnam ass fir d'Sécherheet vun de Leit, an dat besonnesch am Kontext vun deenen neie Bauweisen. Et gëtt haut vill méi dicht bebaut an dat concernéiert also net nëmme Leit, déi an engem Eefamilljenhaus wunnen, mee virun allem Leit, déi a Residenzen a virun allem a méigeschëssege Gebaier wunnen.

Mir fannen och richteg, dass an dem Gesetz iwwert d'Assurancen als Verflichtung fir eng Compagnie d'assurance zielt, dass se sech net hirer Verflichtung kann exoneréieren am Kontext vun enger Feierversécherung, andeems Rauchmelder net ubruecht wieren. Dat spillt virun allem fir déi Leit, déi elo dräi Joer Zäit hunn, wa se eng besteeënd Wunneng hunn, fir déi mat Rauchmelder nozerëschten.

Déi Fro, déi sech stellt, dat ass, ob fir alleguerten déi Baugeneemegungen, déi elo no dem 1. Januar 2020 ausgestallt ginn, dat ass eigentlech meng Fro un d'Ministesch, wéi si dozou steet, ob d'Buergermeeschteren déi dote gesetzlech Verflichtung sollten an der Baugeneemegung mentionéieren oder net. Well wa se näämlech an der Baugeneemegung als Konditioun drasteet, dann ass d'Baugeneemegung jo och konditionéiert domadder. An duerfir wollte mer eng Äntwert vun der Ministesch op deem dote Punkt hunn.

Fir alles aneschters, mengen ech, dass ee vun der Gemeng aus net kann de Kontroll maache sur place, ob nogerëscht gouf oder net, well eigentlech de Buergermeeschter a virun allem de Service technique keen Accès huet zu de Wunnengen, dat bedéngt duerch de Schutz vun dem Domicile privé, soudass dat zwar elo am Gesetz als Verflichtung drasteet, dass jiddweree misst säin Haus norëschten, mee eng effikass Kontroll, déi schéngt mer weeder rechtlech nach faktesch méiglech ze sinn.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Zu Lëtzebuerg ginn et duerchschnëttlech zwee Branddoudeger d'Joer. Dat sinn der definitiv zwee ze vill. Dat gesinn net nëmmen ech esou, dat huet och d'Regierung esou gesinn. An dofir hat d'Regierung sech virgeholl, an all Stot e Pompjee un de Plaffong ze hänken.

(Hilarité)

Jo, si hate souguer schonn eng Werbecampagne an deem Kader lancéiert. An der Tëschenzäit huet d'Technik et awer fäerdegbruecht, e ganz sonnerbaart Gerät op de Marché ze bréngen, an zwar dat hei - gutt verpaakt -, …

(Interruption)

… e sougenannten Dampmelder.

(M. Max Hahn montre un détecteur autonome de fumée.)

(Interruptions)

Spaass beiséit, et freet mech, dass d'Campagne esou e grousse Succès hat. De Ministère huet d'lescht Joer ëm 150.000 dëser Dampmelder verdeelt. Et gëtt also bei kengem méi eng Excuse, fir keen Dampmelder ze hunn.

Här President, en Dampmelder kascht ganz wéineg, mee e ka ganz vill bewierken: E ka Liewe retten. Wichteg ass ze betounen, dass een en dofir awer aus där Këscht hei muss eraushuelen, d'Batterie muss drasetzen an um Plaffong muss fixéieren. Just esou kann dëst Gerät mellen, wann et zu engem Brand kënnt, an esou Liewe retten.

Firwat mer dat brauchen? Ma de Mënsch kann dräi Wochen ouni ze iessen auskommen, dräi Deeg ouni ze drénken auskommen an dräi Minutten ouni Sauerstoff. Wann et brennt, gerode gëfteg Gaser an eis Otemloft, ënner anerem de Kuelemonoxid. A vun dësem gëftege Gas ginn dräi Otemzich duer, fir dass mer ëm d'Liewe kommen.

De Gros vun de Branddoudegen, näämlech 90 %, stierwen näämlech net duerch d'Feier selwer, mee duerch d'Brandgasen, an dëst geschitt meeschtens iwwer Nuecht. Et kann een dofir net dacks genuch betounen, dass, wa mir schlofen, och eise Gerochsënn inaktiv ass. Dofir brauch keen dovun auszegoen, dass mer déi gëfteg Gasen oder den Damp géife richen an dovu géife waakreg ginn. Den Dampmelder hëlleft eis also iwwer eise Gehéiersënn, iwwer en akustescht Signal, wat e lassléisst, fir eis fréizäiteg op de Brand opmierksam ze maachen.

Här President, endlech gëtt den Dampmelder obligatoresch hei zu Lëtzebuerg. Firwat soen ech „endlech"? Ma, d'Zuele schwätze fir sech: An eisen Nopeschlänner, déi déi Dampmelderflicht scho méi laang hunn, ass d'Zuel vun den Doudesaffer duerch e Brand staark erofgaangen.

Här President, och wann déi ursprénglech Installatiounsflicht fir Albaute vu fënnef op dräi Joer erofgaangen ass, sou ass dat nach ëmmer enorm laang. An dofir kann ech nëmme jidderengem roden, net bis 2023 mat der Installatioun vun dësen Dampmelder ze waarden.

Wann Der net eens gitt bei dem Montage, sot mer Bescheed, ech hëllefen Iech ganz gären do derbäi, léif Kolleegen!

Plusieurs voix.- A!

M. Max Hahn *(DP).*- Är Sécherheet ass mer dat wäert!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei, awer net ier ech dem Rapporteur, dem Dan Biancalana, Merci géif soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen.

An ech géif Iech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gitt nach séier Är Telefonsnummer duerch!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här François Benoy ageschriwwen. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, dat heiten ass en immens wichtegt Gesetz, fir dat Kostbaarst, wat mer hunn, ze schützen, näämlech onst Liewen, gläichzäiteg dozou och, dass mer manner Accidenter hunn, manner Materialschied an och manner Risk fir ons Pompjeeën.

Den Dampmelder, dee warnt d'Leit eebe beim Feier respektiv wann da geféierlechen Damp sech an der Wunneng bilt, fir dass d'Leit da matzäiten d'Wunneng kënne verloossen an Hëllef ruffen, wat grad wichteg ass an der Nuecht, wann d'Leit schlofen an net onbedéngt waakreg gi vum Damp. An et gouf scho gesot: Mir hunn an de leschte Joren an der Moyenne zwee Leit pro Joer, déi gestuerwe si wéinst Bränn a Wunnengen. Dat sinn der zwee ze vill a mir musse kucken an alles drusetzen, fir dee Chiffer erofzesetzen.

Ech mengen, ech brauch net méi weider d'Gesetz ze presentéieren, well de Rapporteur huet dat ganz gutt gemaach an ech soen him dofir Merci fir säi Rapport.

Ech wollt awer nach e puer Wuert verléieren iwwert d'Sensibilisatioun vum grand Public an och doriwwer eraus. Well ech mengen, dat ass eppes, wat mer och an Zukunft musse weider maachen, engersäits natierlech déi Fro vun der Obligatioun elo vum Dampmelder, déi besteet, anerersäits och: Wéi benotzen ech e souwuel am Alldag wéi och bei der Installatioun? Do muss een natierlech de grand Public sensibiliséieren.

Et ass och wichteg, dass een d'Handwierk, déi och, mengen ech, e kruziale Rôle hunn, wat d'Berodung hei ugeet (veuillez lire: wat d'Berodung ugeet, hei beréit), wéi se se ophänken an esou weider, oder wéi d'Leit se selwer kënnen ophänken, an anerersäits och natierlech d'Gemengen, déi en Uspriechpartner si fir vill Leit. An natierlech och déi Fro, dat war eng Fro, déi ech der Ministesch wëll stellen, wéi si dat gesäit, an de Gilles Roth huet se och schonn opgeworf: Awéifern recommandéiert Dir, dass dat an de Bautereglementer vun de Gemengen ugepasst gëtt?

Den Inneministère huet schonn eng grouss Sensibilisatioun gemaach, eebe grad, wou 150.000 Dampmelder gratis zur Verfügung gestallt ginn. An ech wollt froen: Awéifern hänken déi 150.000 Dampmelder elo? Sinn der vläicht souguer nach disponibel fir Leit, déi elo géife soen: „Hei, ech hätt nach gären een!"?

Da gouf och kierzlech e Brandschutzpreventiounsdag organiséiert. An ech mengen, dat ass eppes ganz Wichteges, fir iwwerhaapt emol d'Leit ze sensibiliséieren derfir, dass iwwerhaapt keng Bränn entstinn a wéi een och da richteg reagéiert.

Dat solle mer weider maachen, och zum Deel nach méi cibléiert. Elo hu mer e Gesetz hei, wat a Kraaft trëtt, mee d'Gefor vu Bränn, déi kënnen entstoen, ass nach wie vor do. Ech mengen och, dass een do en Accent muss dorop leeën, wéi een do genau cibléiere soll, well mir hunn natierlech verschidde Populatiounen, déi hei nach méi vulnerabel sinn: eeler Leit, Kanner. Mir hunn zu Lëtzebuerg vill Leit, déi verschiddene Sproochen ugehéieren. Do muss ee vläicht mat Biller schaffen. Et muss ee wierklech kucken, wéi mer et hikréien, dass mer déi verschidde Populatiounen hei beschtméiglech informéieren, dat, wéi gesot, engersäits bei der Fro zum Dampmelder, anerersäits awer och der Preventioun.

Wou leien iwwerhaapt bei ons doheem alleguerten déi gréisste Geforen? Wou kann e Feier séier ausbriechen? Wéi ass dat mat Multiprisen? Den elektroneschen Apparater? Dem Handy, deen um Canapé oder am Bett läit, an esou weider? An der Kichen d'Frittefett, d'Zigaretten, den Uewen? Ëmmer méi Leit hunn en Uewen doheem. Jee, dat sinn alles Froen, déi een, mengen ech, dobaussen de Leit richteg muss vermëttelen. Well ech muss Iech soen, ech weess net, wéi et Iech all geet: Ech hu keng Äntwert op alleguerten déi Froen! An dofir ass et wichteg, mengen ech, dass mer dat a Sensibiliséierungscampagnë maachen.

An domadder wollt ech Iech soen, dass ech dat wierklech e wichtegt Gesetz hei fannen, dat mer haut wäerte stëmmen. An ech ginn dofir och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An dann ass den Tour um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- A!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, dat meescht ass gesot. Ech wëll dem Här Dan Biancalana Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Ech mengen, et ass net vill ze soen. Et ass mer elo grad bäigefall, ech hu scho viru siwen, aacht Joer Campagnë gesinn, oder mat Biller duergestallt, fir Dampmelder opzehänken an Haiser. Haut, e puer Joer méi spéit, si mer elo do ukomm. Ech mengen, et ass eng gutt Saach. Et soll een dat och motivéieren dobaussen.

Et ass schued, datt mer keng Kontrollméiglechkeet hunn, well et jo an de private Beräich erageet. Mee trotzdeem, mengen ech, kann et Liewe retten. An an deem Sënn do géif ech dann eis Zoustëmmung brëngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass e ganz wichtegt Gesetz, well et ëm d'Sécherheet geet doheem. Et ass alles dozou esou wäit richteg erkläert ginn. Mir als Piraten géife just nach eng Kéier umierken, dass et hautzudaags och nach e bësse méi modern Léisunge gëtt, déi digital a vernetzt sinn. Well, wéi richteg erkläert ass, kann et an der Kichen eng Kéier brennen, an et läit een awer an der Schlofkummer. An deementspriechend ass et dann net gesot, dass een dee Feiermelder héiert, mee hautzudaags kann een d'Feiermelder och alleguerten eng Kéier matenee verbannen, soudass deementspriechend dann all Feiermelder am Haus Alarm schléit an een do entspriechend och sécher ass, dass ee waakreg gëtt.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mat den Assurancen deele mer d'Analys vum Rapporteur vum Gesetz. A mir froen awer och d'Politik, dass se eng Kéier en A déi nächst een, zwee, dräi Joer drophält, ob d'Assurancen déi Analys och esou deelen an et net do zu anere Fäll iergendeng Kéier sollt kommen. A wann et eng Kéier sollt esou kommen, ass et un eis als Politik, fir d'Leit dovir ze schützen. Mir Piraten wäerten eis Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt! Fir d'éischt emol alle Riedner e grousse Merci, virun allem och dem Rapporteur. An dann nach eng Kéier Merci fir déi ganz gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer an der zoustänneger Interieurskommissioun haten. Mir hate jo nach e puer Ronne gedréit, fir dann och elo nach eng Kéier d'Gesetz op deenen engen oder anere Punkte kënnen nozebesseren.

Mam Stëmme vun dësem Gesetz gëtt eng laangjäreg Fuerderung vum Terrain émgesat. Notamment hunn ëmmer d'Pompjeesfederatioun an och de Service prévention vum CGDIS dëst gefuerdert. An dofir begréissen ech och, dass mer hei an der Chamber eeben eng Eestëmmegkeet bei dësem Gesetz hunn.

Groussbränn, an dat ass virdru scho gesot ginn, kënne ganz dramatesch Follgen hunn. Och wann ee selwer emol oppasst an zum Beispill d'Käerz net eleng brenne léisst, sou sinn et awer ganz oft déi elektronesch Defekter oder carrement ee Brand am Nopeschhaus, och dat ass virdru gesot ginn, wat natierlech dann zu schlëmme Follge kënnt.

Fatal ass d'Entstoe vum Damp, well d'Branddoudeger, dat sinn am Endeffekt Dampdoudeger. An dofir ass eebe grad deen Dampmelder, eeben deen Alarm, deen do zum Entstoe kënnt, esou wichteg, fir d'Leit dee Moment opmierksam ze maachen an eeben och esou hiert Liewe kënnen ze retten. Dampmelder sinn also eng ganz wichteg Investitioun an d'Sécherheet.

Wat d'Fro betrëfft, wéi een et soll elo mat de Bautereglementer maachen, notamment wann de Buergermeeschter, d'Buergermeeschtesch eeben eng Geneemegung erausgëtt, do ass et esou, dass et elo kee Must ass, en Hiweis ze maachen. Ech géif awer emol direkt recommandéieren, et ze maachen. Et ass esou, dass d'Gesetz natierlech iwwert dem Bautereglement steet, mee et si jo eng Rëtsch Gemengen, notamment och déi heibanne vertruede sinn, déi déi Referenz schonn an hirem Bautereglement hunn. An ech géif deenen anere recommandéieren, dat och esou ze maachen, fir eeben do schonn déi Referenz an hirem Reglement festzeschreiwen. A wann engem dat net kloer sollt sinn: Och hei huet den Interieur esou e Modèle type erausginn, un deem ee sech gäre kann inspiréieren, fir dat dann och juristesch esou kënnen ofzesécheren.

Wat d'Verdeelung vun den Dampmelder betrëfft, do gouf et, ech mengen, et waren eng 150 Stéck, déi deemools den Interieur bestallt hat, fir eeben un alleguerten d'Haushalter ze verdeelen.

(Interruption)

Pardon?

Plusieurs voix.- 150.000 Stéck.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat war, fir dass Der sollt nolauschteren. Tipptopp! Voilà!

Déi sinn zesummen och mat de Gemenge verdeelt ginn. Ech weess elo net, ob déi eng oder aner Gemeng nach Dampmelder iwwreg huet. Op alle Fall, déi lescht, déi elo de CGDIS nach iwwreg hat, gi bei all Geleeënheet eebe verdeelt. An do ass jo och virdru scho vum nationale Brandschutzdag geschwat ginn, well et jo och ganz wichteg ass, dass mer eeben d'Leit sensibiliséieren.

An domadder sinn ech jo och bei deem groussen, wichtege Punkt, dass mer eeben d'Bevëlkerung doriwwer informéieren, se eebe sensibiliséieren an dorop opmierksam maachen, wéi wichteg et ass, engersäits den Dampmelder eeben ze installéieren, elo net just, well mer dat Gesetz elo wäerten hunn, dass et eng Obligatioun ass, mee op där anerer Säit se eeben och dorobber opmierksam kënnen ze maachen, fir wann et dann eeben eng Kéier zu engem Brand soll kommen, dass se wëssen, wéi se sech solle verhalen, dass se vläicht schonn eng éischt Hëllef kéinte leeschten, dass se schonn déi richteg Mesurë kënnen huelen, bis eeben dee Moment de CGDIS antrëfft.

Et geet eeben hei ëm d'Fäegkeet, sech selwer ze hëllefen. Mir brauche resilient Biergerinnen a Bierger, resilient Betriber, resilient Gemengen, also eng resilient Gesellschaft.

Natierlech soll dat och nohalteg wierken. An dofir ass et wichteg - d'Gesetz, wéi gesot, ass dat eent, mee ee Gesetz eleng geet net duer -, mir mussen och d'Bevëlkerung sensibiliséieren. An dofir hu mer niewent dem Gesetz eeben och den nationale Brandschutzdag. Dat ass deen Dag, dee mer elo dëst Joer déi éischte Kéier lancéiert hunn. Dat wäert elo ëmmer den 10.10. sinn, ëmmer an enger anerer Gemeng. Dat heescht, och deen Datum kënnt Der Iech schonn notéieren.

An niewent deenen zwee Aspekter gëtt et dann nach en neit Element, wat mer elo gäre wëllen aféieren, dat ass den neie Preventiounscours. Deen ass esou änlech wéi den Éischt-Hëllef-Cours, dee vum CGDIS jo schonn offréiert gëtt. Och dat hei soll dann eng zousätzlech Offer ginn. Déi soll ab dem nächste Joer am Fréijoer ulafen, wou dann d'Leit och gratis un deem Cours kënnen deelhuelen, wou se dann eeben och iwwert d'Geforen informéiert ginn, déi sech am Haushalt kënne stellen, do si mer jo och scho virdrunner opgekläert ginn, dass och emol esou eng Kichen deen een oder anere Risiko kann duerstellen. Et ass eebe wichteg, de Leit bäizebréngen, wéi se sech an esou enger Situatioun solle verhalen, fir eeben deen een oder anere Risiko oder Accident esou kënnen ze evitéieren, a virun allem fir sech selwer ze schützen an och ze kucken, dass et net zu gréisseren Accidenter am Haushalt kënnt.

Voilà! Dëst just nach als Zousazinfo. Wéi gesot, et ass e klengt Gesetz. Et ass awer e klengt Gesetz, wat eng ganz, ganz grouss Wierkung huet, a virun allem ass et e Gesetz, an ech mengen, dat streit keen of, wat Mënscheliewe wäert retten. An dofir, wéi gesot, ass et gutt, dass mer eis hei alleguerten eens sinn, dat Gesetz elo ze stëmmen, soudass et da schlussendlech den 1. Januar a Kraaft kann trieden, an dass mer, wéi gesot, niewent dem Gesetz och d'Leit dobausse sensibiliséieren, wéi wichteg et ass, eeben opmierksam ze sinn, an hinnen och dann déi Praktike kënne bäibréngen, wéi se sech ze verhalen hunn, wann et dann zu engem Accident kënnt.

Op alle Fall, Iech alleguerten e grousse Merci fir hei d'Zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7326. Den Text steet am Document parlementaire 7326[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7326 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7326 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7418 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7418, eng Rei Ofännerunge vum Beamtestatut, a méi besonnesch wat d'Reduzéiere vun der Stagezäit vun dräi op zwee Joer ugeet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Op dëser Plaz hate mer jo de 24. Mäerz 2015 eng Rei Gesetzer an der Fonction publique gestëmmt, ënner anerem och d'Erhéijung vun der Stagezäit vun zwee op dräi Joer mat gläichzäiteger Gehaltskierzung. De 5. Dezember 2016 ass den Accord salarial tëschent der CGFP an der Regierung ënnerschriwwe ginn. Deen ass bis Enn 2020 verlängert ginn. An de 15. Juni 2018 koum et dunn zu engem Avenant zu dësem Accord salarial. An an deem sinn eng Rei Mesurë virgesinn, ënner anerem fir d'Iessenszoulag ze erhéijen. Dat hu mer och hei scho gestëmmt, an zwar de 5. Mäerz 2019. An duerfir ass d'Iessenszoulag den 1. Januar 2019 ëm 60 Euro an d'Luucht gaangen.

E weidere Punkt, an ëm dee geet et dann haut prinzipiell - ënner anerem -, war an deem Avenant natierlech awer och d'Reduktioun vun der Stagezäit vun dräi op zwee Joer an d'Upassung vun de Stageindemnitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, gouf de 4. Mäerz dëst Joer vum Minister Marc Hansen deposéiert. De 4. Abrëll krute mer en éischten Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, deen u sech d'Neierungen och begréisst huet. En huet och virgeschloen, datt d'Stonnenzuel vun der obligatorescher Formatioun erhéicht soll ginn an déi duerch en Examen am Tronc commun och soll ofgeschloss ginn.

Den 13. Juni dëst Joer huet dunn d'Regierung sechs Amendementer erabruecht. Den 2. Juli koum dunn den éischten Avis vum Conseil d'État mat dräi Oppositions formelles. En huet och ënner anerem den Intitulé vum Gesetz geännert an d'Kommissioun huet dunn op Basis vun dësem éischten Avis aacht Amendementer gemaach, woumat och dunn déi dräi Oppositions formelles opgehuewe konnte ginn.

Den 18. September vun dësem Joer ass de President vun der Kommissioun zum Rapporteur genannt ginn. An an därselwechter Reunioun waren, wéi gesot, och déi Amendementer ugeholl ginn.

Mir kruten dunn de 14. Oktober en zweeten Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. An en Avis complémentaire vum Staatsrot gouf eis den 22. Oktober virgeluecht, soudatt mer den 13. November dunn deene Propositioune vum Staatsrot och Rechnung konnten droen, a gläichzäiteg gouf och e Rapport presentéiert, deen och eestëmmeg dee Moment ugeholl gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ännere jo haut duerch dëst Gesetz sechs besteeënd Gesetzer, an zwar de Staatsbeamtestatut vun 1979, d'Organisatioun vum INAP vun 1999, d'Gehältergesetz vun de Fonctionnairë vun 2015, dat iwwert d'Employéë beim Staat och vun 2015, d'Schafe vum Institut de formation de l'éducation nationale vun 2015 an och d'Policegesetz vun 2018.

Ëm wat geet et elo an dësem Gesetz? Ech wëll versichen, dat da relativ kuerz och elo hei ze erklären. Ech wëll och drop opmierksam maachen, datt deen een oder anere Punkt net esou einfach wäert ze erkläre sinn. Ech versichen awer, do mäi Bescht ze maachen.

An natierlech geet et an éischter Linn emol ëm d'Suppressioun vun där ominéiser, berüümter 80-80-90-Reegelung. An zwar sollen d'Beamten dann elo erëm vum éischten Dag un, wou se an de Stage kommen, hiert vollt Gehalt kréien. Dat bréngt natierlech mat sech, datt d'Nominatioun vun deene Beamten, déi ab dem 1. Oktober 2015 fir dräi Joer an de Stage opgeholl goufen a virum Akraafttriede vun dësem Gesetz nominéiert gi waren, esou ugesi gëtt, wéi wa se ee Joer éischter gewiescht wier. Dat huet natierlech eng Inzidenz och op d'Applikatioun vun Avancementer an den Echelonen an de Graden.

Dat gëllt selbstverständlech och fir déi Beamten, déi à temps partiel schaffen. Do war jo d'Stagezäit véier Joer. An da gi selbstverständlech och fir déi Beamten, déi eng Reduktioun vum Stage kruten oder eng Prolongatioun kruten, déiselwecht Krittären ugewannt.

D'Indemnitéiten, an dat ass jo natierlech och net onweesentlech fir d'Stagiairen, gi réckwierkend op Effet vum 1. Januar 2019 nei verrechent. De Stage kann och a speziellen a begrënnte Fäll bis e maximalen Delai vun zwielef Méint suspendéiert ginn, zum Beispill, wann e Stagiaire doheem bei sengem schwéier kranke Partner bleift.

Wann d'Bewäertungsgespréich, wat jo natierlech och gefouert muss gi mam Stagiaire, net an deenen dräi Méint vun der Referenzperiod ka gemaach ginn, da gëtt déi Period gegeebenefalls an och de Stage verlängert, bis dat Gespréich ka sinn. Dat Gespréich muss dann allerdéngs spéitstens zwee Méint nom Retour vum Stagiaire stattfannen.

Da sinn natierlech an dësem Gesetz och nach eng Rei aner Ännerunge virgesinn. Fir d'éischt natierlech, wat de Congé parental ubelaangt. Do kënnen och elo déi Fonctionnairen an Employéen am Stage vum fraktionéierte Congé parental a vum Temps partiel profitéieren. Allerdéngs muss hir Formatioun dann awer virum Oflaf vun der Stageperiod ofgeschloss ginn.

Da ginn och déi Fäll opgelëscht, wou d'Fonctionnairen, also wou déi betraffe Beamten, fir emol esou de Sammelbegréff ze gebrauchen, keng zweet Chance kënne kréien, fir definitiv an de Staatsdéngscht opgeholl ze ginn - do gi mer allerdéngs e bësse méi restriktiv -, also wou de Stage wéinst enger motivéierter Entscheedung oder wéinst graven Ursaachen och opgekënnegt ka ginn. Och déi Kandidaten, déi fir d'zweete Kéier nëmmen den Niveau de performance 1 erreechen, déi hate Pech an déi ginn natierlech dann awer automatesch ecartéiert.

E weidere wichtege Punkt, dat ass d'Bonifikatioun vun där ganzer Zäit, déi am Privatsecteur verbruecht ginn ass. Ech wëll do vläicht nach eng Kéier kuerz zréckkucken. Viru Jore war et esou am Staatsdéngscht: Wann ee vum Privatsecteur an den ëffentlechen Déngscht gewiesselt huet, dann ass déi Zäit, déi en nach am Privatsecteur verbruecht huet, bei der Berechnung vun der Carrière beim Staat op Basis, wéi gesot, vum Âge fictif nëmmen hallef ugerechent ginn. Dat hu mer geännert mam Gesetz vun 2015, wou mer prinzipiell d'Decisioun geholl haten, datt och déi Zäit, déi een am Privatsecteur verbruecht huet, gegeebenefalls ganz ugerechent ka ginn, wann een, wéi gesot, den Transfert an de Secteur public mécht.

Allerdéngs war dat dann oft ofhängeg vun enger Decisioun vum Virgesetzten, sief dat aus dem Departement, dem Ministère oder der Verwaltung, an et huet missen eng Relatioun bestoen tëschent der Aarbecht, déi een am Privatsecteur gemaach huet, an där neier Aarbecht, déi een an dem ëffentlechen Déngscht dann dee Moment ugetrueden huet. Dat huet natierlech zu enger Rei vun Interpretatioune gefouert, déi eng Kéier esou ausgefall sinn an eng Kéier esou ausgefall sinn.

Dowéinst hu mer geduecht, datt et gutt ass, kommt, mir schafen dat doten of, soudatt vun elo un, wann d'Gesetz dann a Kraaft ass, déi Zäit, déi een am Secteur privé verbruecht huet, wann een den Transfert an de Secteur public mécht, ganz ugerechent gëtt, onofhängeg dovun, wat een, wéi gesot, am Privatsecteur geschafft huet. Ech mengen, dat ass e ganz weesentlecht Element. Et erlaabt natierlech och, den Transfert vum Privé an de Public besser ze maachen.

Dann ass natierlech ee wichtegt Element och an dësem Gesetz d'Formatioun. An zwar gëtt déi am Kapitel 2 Artikel 4 méi spezifesch dann och elo hei definéiert. Ech gi ganz gären zou, datt dat e Punkt ass, deen e bësselche méi zu Diskussioune gefouert huet. Mir hunn och do als Kommissioun reagéiert.

Mir hunn och deementspriechend en Amendement erabruecht. Doduerch, datt déi allgemeng Formatioun, wéi se urspréinglech am Text virgesi war, vu 60 op 90 Stonnen eropgesat gëtt - mindestens 90 Stonnen, wëll ech hei ënnersträichen -, hu mer awer, mengen ech, deene Kriticken zu engem gudden Deel Rechnung gedroen.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt dat eng Mindestzuel ass an datt déi kann duerch e Règlement grand-ducal also nach no uewen adaptéiert ginn, allerdéngs natierlech net no ënnen.

Dat bréngt awer och mat sech, datt d'Kontroll vun de Kenntnisser wéi och de Rapport iwwert déi professionell Capacitéite bei den Employéen elo suppriméiert gëtt. Domadder ass u sech eng Decisioun geholl ginn, déi esou argumentéiert gëtt, well et u sech och keen Effet hat, ob een elo géif deen Test bestoen oder net. Awer als Géigeleeschtung ass dann och gesot ginn a versprach ginn, datt an Zukunft bei der Formatioun d'Qualitéit méi am Vierdergrond géif stoen. Ech wëll och hei ënnersträichen: Bei den Employéë schwätzt een elo net méi vun enger „période de stage", mee vun „période d'initiation".

Schlussendlech gëtt da mat dësem Gesetz awer och nach d'Policegesetz vum 18. Juli 2018 an deem Sënn ëmgeännert, datt de Stage vum Polizeikader och zwee Joer ass, an déi praktesch Phas vun engem Joer an den operationellen Unitéiten, déi entfält dann.

Da gi mer elo eriwwer bei d'Dispositions transitoires. Do gëtt et elo e bësselche méi kompliziéiert. Dat huet och seng Ursaach. Ech mengen, wann een esou e Gesetz stëmmt mat enger Réckwierkung op den 1. Januar vun dësem Joer, da bréngt dat natierlech eng Rei vu problematesche Berechnunge mat sech fir déi Leit, déi schonn am Stage ware respektiv de Stage eréischt ugefaangen hunn. Ech wëll do net ze vill an den Detail goen.

Wat allerdéngs och wichteg ass, dat ass, datt e Recalcul kënnt vun de Patronats- a Salariatsparte fir d'Pensiounen, an zwar an deem Sënn iwwerhëlt de Staat elo fir déi Period vum 1. Oktober 2015 bis den 1. Januar 2019 fir d'Fonctionnairen an d'Employéen, déi virum 1. Januar 2019 am Stage waren, déi Differenz vun deenen effektiv bezuelte Cotisatiounen an deene Cotisatiounen, déi nom Akraafttriede vum Gesetz theoreetesch also hätte misse bezuelt ginn.

Wat aner Dispositions transitoires ubelaangt, wéi gesot, ginn ech net ze vill an den Detail, wéilt awer vläicht unhand vun zwee Beispiller drop hiweisen, wéi komplex déi ganz Matière hei ass. Zum Beispill kritt e Beamten, deen nom Akraafttriede vun dësem Gesetz säin Examen de stage scho gepackt huet, mee deem säi Stage awer nach manner wéi e Joer leeft, dann eng Nominatioun, nodeems datt dëst Gesetz a Kraaft trëtt.

Oder en anert Beispill, wou de Beamten den Examen net gepackt huet beim Akraafttriede vum Gesetz, mee duerch d'Gesetz awer net méi am Stage wier, dee kritt eng Nominatioun den éischten Dag nom Mount, no deem Mount, wou d'Gesetz a Kraaft getrueden ass (veuillez lire: dee kritt eng Nominatioun den éischten Dag vum Mount, nodeem hien all d'Konditioune fir d'Nominatioun erfëllt huet). Dat kléngt elo alles e bësselche komplizéiert, mee ech wëll Iech domadder illustréieren, datt mir et eis heimadder guer net einfach maachen. Ech hunn awer vollt Vertrauen an d'Spezialisten, datt déi herno, wann et ëm d'Berechnung geet an och ëm déi Fäll do, dat ganz genee ausrechnen, wéi dann déi Stagezäit herno muss festgehale ginn, an datt dat schonn esou wäert klappen. Mee dat ass nun eeben awer an dësem Gesetz net aneschters ze maachen.

Jiddefalls, de Legislateur huet et sech hei net einfach gemaach. Et ass eng komplizéiert Matière.

Natierlech huet déi ganz Gesetzgebung hei och e weesentlechen Impakt op de Budget fir dat lafend Joer, fir dee lafenden Exercice. Also 2019 mécht dat fir d'Suppressioun vun der 80-80-90-Reegelung 29,9 Milliounen aus, fir d'Reduktioun vum Stage vun dräi op zwee Joer 8,7 Milliounen a fir déi Differenz, déi de Staat iwwerhëlt bei der Cotisatioun fir d'Pensiounen tëschent der Period vum 1. Januar 2015 an dem 31. Dezember 2018, mécht dat 5,7 Milliounen aus. Wa mer dat alles zesummerechnen, da komme mer op 44,3 Milliounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e wichtegt Gesetz. Dat erkläert och, firwat mer an deene leschte Woche ganz schnell, ganz intensiv dru geschafft hunn. A firwat? Ma well och hei ronn 1.300 Beamte betraff sinn. An et muss een och sech an d'Haut vun deene Leit versetzen, déi eeben, wéi gesot, elo zum Deel an enger Iwwergangsphas sinn, an enger Phase d'attente sinn. Déi wëllen natierlech och gär wëssen: Wéi entwéckelt sech elo meng Carrière? Bon, haut kréie se dann elo jiddefalls Kloertext matgedeelt.

Dowéinst géif ech Iech och da bieden, dësem wichtege Gesetz awer zouzestëmmen, a bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV, déi steet hannert dem Avenant vum Accord salarial vum 5. Dezember 2016, an den Avenant, wuelverstanen, ass de 15. Juni 2018 ënnerschriwwe ginn tëschent der Regierung an der Confédération générale de la fonction publique.

Et stinn eng ganz Rëtsch Saachen an dësem Gesetzesprojet dran. Ech wäert net op se alleguerten agoen, well de Gusty Graas en exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach huet, an et ass, wéi en e puermol gesot huet, en immens technesche Rapport an ech wëll elo wierklech net e Rapport bis hei maachen. Mee ech wéilt awer e puer Saachen trotzdeem ervirhiewen.

Wéi gesot, mir schafen déi 80-80-90-Reegelung of bei dem Bezuele vun de Leit, déi hire Stage an der Fonction publique maachen. Mir stinn hei derzou, well an eisen Aen hunn d'Staatsfinanze sech weesentlech verbessert iwwert déi lescht Joren, an dat dank engem staarke Wuesstum hei zu Lëtzebuerg. An duerfir sollen an eisen Aen d'Staatsbeamten, déi jo och e weesentlechen Deel zu dësem Wuesstum bäidroen, kënne vun de gesonde Staatsfinanze profitéieren.

Ech wéilt awer trotzdeem heizou, zu deem Ofschafe vun där 80-80-90-Reegelung dem Minister eng Fro stellen, an zwar: Kënne mir sécher sinn, dass mat dësem Gesetzesprojet sämtlech Stagiairen ofgedeckt sinn an dass et keng Härtefäll an Zukunft wäert ginn?

An ech wéilt awer och vum Minister wëssen, wéi et ass mat den Eisebunner a mat de Gemengebeamten, wou mer mat deenen dru sinn. Well normalerweis, wann esou Saachen an der Fonction publique kommen, gëtt dat jo och bei den Eisebunner a bei de Gemengebeamte gekuckt.

Ech wéilt awer och nach op en anere Punkt agoen, dee fir d'CSV extreem wichteg ass. Et geet näämlech ëm d'Reform vum Stage an der Fonction publique. D'Gesetz vun 1999 respektiv de Règlement grand-ducal vum 31. Oktober 2018 reegelen d'Formatioun, déi d'Stagiairen an der Fonction publique maache mussen. Hei gëtt och d'Zuel vun de Stonne festgeluecht.

Souwuel de Staatsrot wéi d'Chambre des Fonctionnaires bedaueren, dass dës Unzuel vu Stonnen erofgesat ginn ass op 60 Stonnen.

D'Regierung argumentéiert, dass d'Stagezäit zréckgeet an dowéinst wier et an hiren Aen och logesch, fir d'Unzuel u Stonne vu Formatioun um INAP zréckzesetzen.

Mee virun der Reform vum Staatsbeamtestatut vun 2015 war de Stage an der Fonction publique och zwee Joer, mat enger méiglecher Reduktioun op ee Joer. Deemools ass d'Stagezäit vun zwee respektiv engem Joer op dräi respektiv zwee Joer eropgesat ginn, mee d'Formatioun ass net no uewen ugepasst ginn. An elo soe mer, mir setzen d'Stagezäit erëm zréck a mir setzen d'Formatioun gläichzäiteg erof.

A souwuel d'Chambre des Fonctionnaires wéi de Staatsrot bemängelen dëse Punkt an de Staatsrot weist och des Weideren drop hin, dass déi aktuell Formatioun an der Stagezäit eigentlech ni global evaluéiert ginn ass. Et hätt een näämlech kënnen, laut dem Staatsrot, d'Unzuel u Stonnen iwwerkucken, d'Programmer iwwerkucken, d'Methoden, fir ze enseignéieren, an och d'Formatioun iwwert d'ganz Carrière.

Selbstverständlech wësse mir och als CSV, dass an Zwëschenzäit eng Reform vum INAP gemaach ginn ass an dass do verschidden Upassunge gemaach gi sinn. Mee trotzdeem soll ee sech där Saach net verschléissen an eng Kéier eng global Evaluatioun vun där ganzer Saach maachen.

D'Formation générale, déi gëtt dann elo op 90 Stonnen definitiv festgesat, nodeems dat souwuel vum Staatsrot wéi vun der Chambre des Fonctionnaires monéiert ginn ass. An d'Formation spéciale, déi soll an den eenzelne Verwaltunge gekuckt ginn.

De Staatsrot ass mat dëser Léisung averstanen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet allerdéngs nach ëmmer e Problem domadder. Well si fannen, dass eng Formation générale vun 90 Stonnen net onbedéngt duergeet an dass solle weiderhin Exame gemaach gi fir den Tronc commun. A si hätten och gären, dass genee definéiert gëtt, wéi eng Carrière wivill Stonne Formatioun mécht an dass d'Formation spéciale weiderhi soll esou bleiwen, wéi se aktuell ass.

Mir bedaueren, dass an dësem Gesetzesprojet d'Formatioun, esou wéi se elo virgesinn ass, no ënnen ugepasst ginn ass, amplaz dass mat de concernéierte Leit gekuckt ginn ass.

E gutt ausgebilte Beamte leescht eng gutt Aarbecht. An dofir ass d'Formatioun fir eis e wichtege Punkt.

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet awer mat, well mir d'accord si mam Accord salarial.

Mir wëllen awer och nach weiderhi vum Minister wëssen, wéi et ass mat de Verhandlunge mat de sektorielle CGFP-Fachverbänn, wou soll iwwer hir respektiv Problemer geschwat ginn. Dës si jo och e weesentleche Bestanddeel vum Accord salarial vun 2016.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'LSAP ass eng modern a gutt organiséiert Fonction publique wichteg. Eng Fonction publique, déi de Bierger eng ganz Rei Déngschtleeschtungen op héijem Niveau offréiere kann. Dat an engem Kontext, wou d'Land sech demografesch souwéi och an anere Beräicher konstant weiderentwéckelt. Dofir brauche mer Beamten a Fonctionnairen, déi ganz kloer dëser wichteger Aufgab kënne gerecht ginn an och kënnen nogoen.

Haut diskutéiere mer virun allem iwwer e Gesetz, dat de Stagiairen zegutt kënnt. An et ass effektiv wichteg, dass d'Stagezäit attraktiv gestalt ka ginn, fir jonk a kompetent Leit an der Fonction publique kënnen ze rekrutéieren an hinnen duerch eng héichwäerteg Formatioun dat néidegt Wëssen, awer och déi néideg Kompetenze kënne mat op de Wee ze ginn.

De Gesetzestext gesäit vir, verschidden Dispositiounen, déi de 15. Juni 2018 am Kader vun der Modifikatioun vum Accord salarial vun 2016 tëschent der Regierung an der CGFP ausgehandelt goufen, ëmzesetzen. Meng Virriedner sinn effektiv op dës Ännerunge schonn agaangen. Mee am Kär steet virun allem dran, d'Stagezäit vun dräi op zwee Joer erofzesetzen an d'80-80-90-Reegel ofzeschafen. A wat d'Indemnitéiten ugeet, geet een also op de System vu virun der Reform zréck.

D'LSAP begréisst d'Ëmsetzung vun dësem Accord a spezifesch déi zwee Punkten, esou wéi mir et och an eisem Walprogramm stoen haten. Dës Entscheedung kënnt am Endeffekt virun allem de Jonken zegutt.

Den deemolege Fonction-publiques-Minister Dan Kersch hat bei der Adoptioun vun der Reform vun der Fonction publique 2015 hei op der Tribün gesot, hei an der Chamber, dass ee bereet misst sinn, iwwert déi Ännerungen, déi am Kader vun enger Reform duerchgesat gi sinn, an Zukunft ze diskutéieren a se a Fro ze stellen. Dat maache mer haut de Mëtten hei an der Chamber.

D'Reform vun 2015 war e Package vun enger ganzer Rei Ännerungen an och e Kompromëss, wat zu deem Zäitpunkt politesch a finanziell méiglech war.

Et däerf een och net vergiessen, dass de finanzielle Kontext deemools en anere war wéi haut. Well d'Schafe vun neie Carrièrë respektiv d'Ëmklassëierung vu verschiddene Kategorië vu Beamte méi Ausgabe mat sech bruecht huet, ass bei anere Plazen no ënnen ajustéiert ginn. Dat waren d'Indemnitéiten, dat war bei de Stagiairë mat der Aféierung vun der 80-80-90-Reegel de Fall. Dat hu mer an deem spezifesche Kontext an engem Gesamtkompromëss gesinn an och akzeptéiert. Mee et muss een och unerkennen, dass d'Stagiairen, och wann hinnen d'Erfarung nach feelt, oder feele sollt, eng Vollzäitaarbecht maachen an donieft och hir Formatioun brauchen.

D'LSAP ass der Meenung, dass een hinnen och eng vollstänneg Pai bezuele soll, virun allem well am Moment de finanzielle Spillraum do ass an esou d'Fonction publique méi attraktiv ka gestalt ginn.

Deen aneren Haaptpunkt, wéi gesot, ass jo d'Stagezäit, déi op zwee Joer erofgesat gëtt. An 2015 war de Stage jo fir all Carrièren harmoniséiert ginn, wat eiser Usiicht no méi Gerechtegkeet geschaf huet. D'Formatioun ass dobäi an de Mëttelpunkt gestallt gi mam Zil, d'Leit besser op hir Examen an awer och op d'Realitéit vum Beruff virzebereeden.

De Fait, dass elo de Stage gekierzt gëtt, ass net onbedéngt problematesch. Et ass net d'Dauer vun der Stagezäit, déi den Erfolleg bréngt, mee virun allem dat, wat wärend där Zäit vermëttelt gëtt. Et muss séchergestallt ginn, dass de Stage valoriséiert gëtt an de Contenu sënnvoll ass. Et ass am Interêt vum Stagiaire, vu sengem Service a vun der Fonction publique au sens large.

Fir nach kuerz bei der Formatioun ze bleiwen: Am Kader vun der Reduktioun vun der Stagezäit ass jo och, an der Formation générale, d'Formatioun vu 60 op 90 Stonnen, wéi gesot, eropgesat ginn, no den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, an och no den Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Emplyés publics respektiv och vum Staatsrot.

Beim Gesetz, wat mer awer och de Mëtte virleien hunn, ass virgesinn, dass de Stage an der Policeschoul vun dräi op zwee Joer verkierzt gëtt, soudass de prakteschen Deel, dee vun der Formatioun wärend dem drëtte Joer an enger Policeunitéit stattfonnt huet, ewechfält. Dëse Volet soll an Zukunft wärend dem zweete Joer ofgehale ginn. Wichteg ass, dass fir déi zukünfteg ugeeënd Polizisten dëst sech op alle Fall net au détriment vun der Qualitéit vum Rescht vun hirer Ausbildung mécht.

E leschte Punkt, deen an eisen Aen och nach wichteg ass, ass d'Ofännerung vum System vun de Leit, déi aus dem Privatsecteur kommen, déi eent zu eent effektiv eriwwergeholl ginn (veuillez lire: deenen hir Beruffserfarung eent zu eent effektiv ugerechent gëtt). Do waren am viregte Gesetz eng Rei Inkohärenze respektiv Ongläichheeten. Dat fousst elo e bësse méi op enger uniformer an integraler Approche.

An, ech mengen, wat och wichteg ass fir d'Stagiairen - fir ofzeschléissen -, dass se just de Congé parental bei Vollzäit konnten ufroen. Elo gëtt effektiv an der Stagezäit dëse Congé parental, an och fraktionell, méi flexibel gehandhabt. An och dat ass am positive Sënn vun der Vereenbarkeet vu Beruff a Famill, fir dat effektiv ganz kloer ze förderen.

D'LSAP steet also hannert den Ännerunge vun dësem Gesetzestext, steet deem positiv géintiwwer. Ech ginn dofir den Accord hei vun der LSAP. A Merci och dem Rapporteur, dem Gusty Graas, fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech soen lech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e grousse Merci un de Rapporteur fir dësen dach relativ technesche Rapport, wou mer och gesinn hunn, dass bei der Iwwerleeung zu dësem Gesetzesprojet immens vill Cas de figures hu missen duerchgespillt ginn, fir eebe sécherzestellen, dass alleguerten d'Fäll ofgedeckt kënne sinn.

Dëse Projet de loi ass e wichtege Projet, well mer jo iergendwou och mussen unerkennen, dass de Staat e ganz groussen Employeur ass an domadder och fir vill Mënschen an dësem Land responsabel ass a fir hir Zefriddenheet op der Aarbecht.

D'Leit, déi beim Staat schaffen, schaffen am Déngscht vun de Bierger an am Déngscht och vum Standuert Lëtzebuerg. Si sinn déi, déi all Dag och derfir suergen, dass de Buttek leeft. A mir brauchen dofir kompetent Administratioune mat motivéierten a gutt ausgebilte Mataarbechter.

Dofir ass et wichteg, dass beim Staat jidderee gläich behandelt gëtt an d'Aarbecht och d'selwecht valoriséiert gëtt. Och soll de Staat mam gudde Beispill virgoen, wann et drëm geet, e familljefrëndleche Kader ze schafen a fir eng besser „work-life-balance" ze suergen.

Dofir ass et fir mech och wichteg, dass mer dëse Gesetzesprojet net just op de finanzielle Volet reduzéieren, also d'Reduktioun vun der 80-80-90-Reegel, mee dofir - meng Virriedner hunn et scho gemaach - loosst mech just och e puer vun deene Punkten, déi eis wichteg erschéngen, ervirhiewen.

Et ass eng Kéier déi Saach vum Wiessel vum Privatsecteur an den ëffentleche Secteur. Hei gëtt et jo d'Dispositioun, datt eng Persoun, déi am Privatsecteur geschafft huet an an d'Fonction publique wëllt eriwwerwiesselen, hir aktiv Joren elo d'office ugerechent kritt. Dës Ännerung ass an eisen Aen absolutt ze begréissen, well se bedeit, dass dëse Projet de loi elo méi Flexibilitéit zouséchert an deem Sënn, dass déi betraffe Persounen näischt verléieren, wa se eeben aus dem Privatsecteur eriwwerwiesselen.

Well et ass jo och bekannt: An den Administratioune gëtt oft no qualifizéiertem Personal gesicht. Et gi bestëmmte Kompetenze gebraucht, mee se ginn oft net fonnt, well d'Tatsaach, dass ee seng Aarbechtsjoren aus dem Privaten net ëmmer ganz ugerechent krut, awer eng Hürd war. Se bedeit op där anerer Säit awer och aus der Siicht vum Fonctionnaire oder vum Employeur, dass si fir hir Aarbecht, déi se leeschten an der Fonction publique, déiselwecht Unerkennung kréien an domat eeben och eng Ongerechtegkeet konnt aus de Féiss geschafe ginn.

Eng aner Saach ass natierlech och d'Familljefrëndlechkeet an d'Virbildfunktioun, déi mir als Staat och als Employeur hunn. An d'Tatsaach, datt vun elo un am Stage och déi flexibel Formulle fir de Congé parental kënnen zielen, ënner verschiddene Konditiounen, wuelverstanen, geet och an dës Richtung.

Bis elo konnt een, wéi gesot, am Stage just de Congé parental à plein temps huelen. Mir hunn do eng Flexibiliséierung am Privaten. An dës Upassung ass eeben och wichteg, fir mat engem gewëssene Virbild virzegoen an datt dann och eventuell de Privatsecteur eeben nozitt.

Da kommen ech natierlech och zur Ofschafung vun der 80-80-90-Reegel, wat oft als reng Spuermesure eebe gesi ginn ass. Et ass effektiv eng Mesure, déi net wierklech justifizéiert war, ausser eeben aus enger ekonomescher Perspektiv eraus.

Et muss een awer eeben och de Bléck drop behalen, dass déi Stagiairen am Alldag, en gros, déiselwecht Aarbecht maache wéi hir Aarbechtskolleegen och an et deementspriechend och net gerecht ass, si dann deementspriechend manner ze remuneréieren.

An da sinn ech bei der Reduktioun vun der Stagezäit vun dräi op zwee Joer. Dat begréisse mir natierlech och, well domadder d'Attraktivitéit vum ëffentleche Secteur erhéicht gëtt. Iwwer Iwwergangsmesurë gëtt jo dann och d'Situatioun vun deene Mataarbechter gereegelt, déi aktuell am Stage sinn.

Ech géif dann trotzdeem och gären op d'Formatioun an den INAP agoen, quitte dass dat elo net onbedéngt Objet vun dësem Projet de loi ass. Ech wéilt awer och umierken, dass d'Regierung an der Logik vun dëser Reform och un enger qualitativer Verbesserung vum Stage schafft. Mir kruten dat jo och an der Kommissioun presentéiert. A wann de Stage elo vun dräi op zwee Joer erofgeschrauft gëtt, stellt sech natierlech an engems eeben och d'Fro vun der Ausriichtung vun dësem Stage. D'Zil ass et jo net, de Stage duerch eng Reduktioun vun de Stonnen ze devaloriséieren, mee och eng Verbesserung an eng Adaptatioun vum pedagogesche Konzept ze erreechen.

Mir sinn eis, mengen ech, alleguerten eens, dass et beim Stage muss ëm Inhalter an ëm d'Qualitéit goen. A virun allem, dass de Stage der Realitéit an de Besoine vun haut ugepasst ass. Et dierf an Zukunft net méi sinn, dass vill vun de Stagiairen d'Gefill hunn, dee Stage wier fir si net sënnvoll gewiescht, oder net sënnvoll, falls se nach dra sinn, well dat, wat se do léieren, net onbedéngt a Relatioun ass mat deem, wat se op hirer Aarbecht maachen. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Besoinen an de verschiddene Ministèren och respektéiert ginn an de Stage an d'Formatioun op déi Realitéit muss ugepasst ginn.

Fir dann awer nach eng Kéier drop zréckzekommen: Genau doméinst ass et eebe wichteg, dass mer d'Diskussioun net just op d'Dauer vum Stage limitéieren, mee eeben och iwwert d'Qualitéit vun der Ausbildung schwätzen an iwwert d'Unerkennung vun der geleeschter Aarbecht. An dëst gesot, begréisse mir Gréng dës Mesuren an ech ginn domadder dann och den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Graas, deen eis hei eng komplizéiert Matière, wéi een et bei him gewinnt ass, op eng ganz einfach a kloer Manéier presentéiert huet.

Et ass e Gesetz, wat mer elo hei als ADR och wäerte matstëmmen, net mat Begeeschterung, mee mir haten eis och engagéiert, fir deen Accord salarial ze respektéieren. Mee ech wéilt awer e puer Observatiounen dozou formuléieren.

Et fält jo schonn op, datt mer 2015 hei eng 80-80-90-Reegel aféieren, ënner Gambia 1, a se e puer Joer drop, ënner Gambia 2, nees ofschafen. Et kann een doriwwer laang diskutéieren. Mee ech mengen, et ass sécher net e Beispill vun enger iwwerzeegender Gradlinegkeet iwwert d'Joren an der Politik.

Ech wéilt och soen, d'Ursaach, firwat déi 80-80-90-Reegel agefouert gouf, wor déi - fir och dee Problem unzeschwätzen, datt eng Rei qualifizéiert Leit aus dem private Secteur eriwwerkommen an den ëffentleche Secteur -, datt de private Secteur relativ vill investéiert, fir Leit auszebilden, déi awer dann, fir eng besser Plaz, relativ séier an den ëffentleche Secteur eriwwerginn.

Dee Problem ass net examinéiert ginn. Wat huet déi 80-80-90-Reegel an där doter Hisiicht wierklech bruecht? Gëtt et dee Problem nach? Wéi wëlle mer dee Problem dann upaken? Well et ass jo am Interessi vun eiser ganzer Gesellschaft - net nëmme vun der Fonction publique, mee vun der ganzer Gesellschaft -, datt mer och am private Secteur qualifizéiert Leit hunn, déi op d'Käschte vun de Betriber ausgebilt ginn an déi mer och do musse kënnen halen.

Dee Problem muss weider diskutéiert ginn. An et ass eeben elo esou, datt dëst Gesetz souguer den Iwwergang vum privaten an den ëffentleche Secteur nach favoriséiert. Dat heescht, déi Logik oder déi Argumentatioun, déi deemools ugefouert ginn ass, schéngt elo haut keng Roll méi ze spillen.

Eng zweet Observatioun, déi ech wéilt maachen, dat ass, datt de Staat wiisst, de Staatsapparat, a warscheinlech ze séier wiisst. Dat huet eng Ursaach am Wuesstum vum Land allgemeng. Dat huet awer och eng Ursaach doranner, datt eng ganz Rei Administratiounen an deene leschte Jore geschaaft oder ausgebaut goufen an datt een, mengen ech, kéint zu Recht argumentéieren, datt op verschiddene Plaze sech an der Tëschenzäit eng ze vill grouss Administratioun opgebaut huet. Wat jo och a verschiddene Beräicher oppe kritiséiert gëtt, wéi zum Beispill an der Educatioun.

Et ass awer esou, well de Staat esou séier wiisst, ass den Niveau erofgesat ginn. An dat ass schlecht, net nëmme fir d'Fonction publique, mee och fir d'Zukunft vun eisem Land allgemeng. Wann ee wierklech seet, mir brauchen eng Fonction publique mat engem héijen Niveau - a mir brauchen eng -, da kënne mer dee Wee, deen dës Regierung 1 an 2 ageschloen huet, net virugoen. De Staatsexamen ass ausgehielegt ginn. Elo gesi mer, datt hei eng Rei Dispositiounen erëm sinn, déi als Endresultat eng Verréngerung vum Niveau vun deene Leit hunn, déi awer sollen hëllefen, eist Land ze geréieren.

An dat … Ech weess, datt d'Regierung dat elo wëllt anescht presentéieren, mee ech géif awer mengen, datt ganz vill Leit mat deem doten Examen, mat där doter Analys d'accord sinn. A mir hunn och virdrun héieren, eenzel Virriedner hu se genannt, datt och d'Chambre des Fonctionnaires an anerer Bedenken an déi do Richtung hunn. Op deem Wee kënne mer net weidergoen. Mir brauchen einfach e Revirement an der Qualitéit an de Schoulen, am Staatsexamen, am Stage, op villen anere Plazen, wa mer eisem Land och do wëllen eng Zukunft ginn.

Ech wëll ofschléisse vläicht mat enger drëtter Observatioun. Déi 80-80-90-Reegel, ech hat an Erënnerung geruff, firwat se eigentlech gemaach gouf. Mee et gëtt eng aner Dispositioun, déi och virun e puer Joer geholl ginn ass, dat ass de Bewäertungssystem an der Fonction publique. An do hu mir als ADR och eng konsequent Linn. Mir soen, datt dee Bewäertungssystem an der Fonction publique, esou wéi en elo ass, kontraproduktiv ass, datt en net gutt fonctionéiert.

An dat ass eng Fuerderung, déi ech och hei nach eng Kéier wéilt widderhuelen am Numm vun der ADR, datt mer dee Bewäertungssystem, wéi en am Abléck an der Fonction publique existéiert, mussen ännere voire ofschafen. An ech wollt d'Regierung froen, ob se an déi Richtung och géif matgoen.

Ech soen lech Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci villmools, Här President. Jo, natierlech begréisse mir och elo déi Ëmsetzung vum Avenant vum Accord salarial. Eng Reform vun der Reform u sech. Well virdrun huet de Kolleeg Kartheiser vu Gambia 1 geschwat. Ech ka mech erënneren, datt et Kersch 1 war, deen 2014 eng Reform gemaach huet, e puer Joer drop Kersch 2 komm ass a seng eege Reform erëm réckgängeg gemaach huet, opportunement kuerz viru Walen. Mee ëmmerhin, et geet jo hei ëm den Inhalt. An ech mengen, mir sinn amgaangen, elo gutt Saachen ëmzesetzen.

Mir sinn awer der Meenung, an dat muss ee soen, well mir hunn awer kee Verständnis, an et kann een och net dohinnergoen, well mir haten och deemools dergéint gestëmmt, 2014, 40 Amendementer erabruecht - mäi Virgänger, de Justin Turpel, hat se do abruecht; se sinn da selbstverständlech net ugeholl ginn -, well och deemools war de Kontext net aneschters, et kann een net dohinnergoen a soen, deemools huet ee missen oppassen op d'Depensen.

Mir brauchen e staarke Service public hei zu Lëtzebuerg. Net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. An e staarke Service public, dee kënnt der Bevëlkerung zegutt. Dat doten ass net nëmmen erëm eppes, wat mer maache fir d'Beamten. Well och wann ee justement liest, wat d'CGFP schreift oder souguer de Landesverband, deen zwar domadder elo direkt näischt ze dinn huet, mee dat si jo awer och Beamten, si schwätzen och vu Service public.

An dat ass immens wichteg, grad an enger Zäit, wou grouss Konzerner zum Beispill eendeiteg méi ze soen hunn oder méi Mëttelen hu wéi e Staat selwer. Da muss de Staat fir seng Bierger jo justement eraklammen, wann een dat wëllt finanzéieren, natierlech geet et net mat manner Besteierung vu Betriber a grousse Betriber. Dann huet een natierlech e Finanzéierungsproblem. Dat kann et jo awer net sinn, datt een duerch manner Besteierung vu Betriber a grousse Betriber duerno muss an de Service-publicke kierze goen.

Dofir ëmsou méi: Wann d'Situatioune schwiereg sinn, da brauch een e staarke Service public. Well e méi klenge Service public oder méi e schlanke Service public, wéi d'ADR sech dat erwënscht, mee dat ass e Service public fir déi besser Leit! Mee normal schaffend Leit brauche vill Crèchen, brauche vill Schoulmeeschteren, Proffen, brauche vill ganz verschidde Servicer an der Gesondheet, an der Administratioun, ëmsou méi well mer jo méi wuessen.

E richtege Service public, dat ass eng Post, déi funktionéiert. Dat ass ganz wichteg. Dat ass keng Post, déi an ee Supermarché migréiert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Wann een dat mécht, dann huet een net verstanen, wat e Service public ass! Mee leider ass dat jo och hei geschitt. An domadder hutt Dir, Här Hansen, näischt ze dinn. Dat ass ...

(Hilarité)

Une voix.- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... e sozialistesche Ministerkolleeg, deen op déi fantastesch Iddi komm ass. Soit!

Ëmmerhin, mir wäerten dat elo matstëmmen. Mir bedaueren awer, datt d'Regierung sech e bësse geziert huet an där ganzer Geschicht. Et si jo awer vill Amendementer komm vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Et sinn nach e puer Saachen, déi opstinn.

(Interruption)

Beim Brevet de maîtrise zum Beispill, wou ee sech awer och kéint iwwerleeën, ob een dat wierklech muss an der Kategorie D1 beloossen an net eropgradéieren op B1 zum Beispill.

A bei der Période de travail avant nomination, datt de Leit aus dem Privaten, déi duerno an d'Fonction publique eriwwerkommen, hir Aarbechtszäit bäigerechent gëtt, ass eng gutt Saach. An et geet an déi richteg Richtung. Et stellt sech d'Fro, inwiefern et retroaktiv ass par rapport zu aneren. Well soss besteet jo de Risiko, datt mer zwou Kategorië vu Leit hunn.

Et gëtt nach aner Saachen, op déi ee kéint agoen: d'Police, justement och de Stage. Do gouf gesot, datt dat an engem anere Gesetz kënnt. Da wäerte mer dat jo och gesinn. Jee, also et ass schonn an déi richteg Richtung gaangen; e bësse mat Krämpes. Ech mengen, et ass och tatsächlech eng komplizéiert Matière. An den Här Graas huet dat wierklech ganz gutt gemaach. A mir wäerten op déi weider Verbesserunge gespaant waarden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säin exzellente Rapport. D'Piraten si frou, dass d'Verhandlungen tëschent der Gewerkschaft an der Regierung hir Friichte gedro hunn a gi soumat och den Accord zu dësem Gesetzestext.

(Éternuement et hilarité)

Une voix.- Gott seen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. De Fonction-publiques-Minister Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, léif Membere vun der Chamber, ech si frou, schonn am Virfeld ze héieren an ze spieren, dass dat heiten e ganz grousse Support gëtt. Ech géif awer dem Rapporteur Gusty Graas e ganz décke Merci soen, deen an déi Technicitéit agaangen ass, dee mir et natierlech da méi einfach mécht. An amplaz nach eng Kéier déi verschidde Punkte vum Gesetz duerchzegoen, kënne mer eis op säi Rapport verloossen, souwuel dee schréftleche wéi awer och dee mëndlechen, dee mer de Mëtteg elo an der Chamber héieren hunn.

Ech mengen, wat mer hei maachen, nieft alle politeschen Diskussiounen, dat ass, dass mer haaptsächlech och deene Jonken, déi ufänke mat schaffen, déi also matzen dran - an ech zitéiere se nach eng Kéier - an där Rush Hour vum Liewe stinn, dass mer deenen nach eng Kéier entgéintkommen, fir hinnen ze hëllefen a fir am Ufank och hir Aarbecht richteg wäertzeschätzen, wa se bei den Employeur Staat kommen. Ech mengen, dat ass immens wichteg, dass mer deenen déiselwecht Konditioune gi wéi de Kolleegen, déi dat viru Jore gemaach hunn an déi och à la rigueur bei hinnen an de Servicer schaffen.

Den Employeur Staat huet eng ganz grouss Responsabilitéit hei am Land. Et ass wichteg, dass mer de Secteur public ganz staark hei zu Lëtzebuerg gestalten an dat och déi ganzen Zäit qualitativ héichwäerteg halen.

Den Employeur Staat rekrutéiert enorm, well et och ganz vill nei Missioune gouf hei an dësem Land an och op europäeschem Niveau, fir d'Reglementatiounen ze suivéieren a fir eist Land och do gutt ze positionéieren. An den Employeur Staat, dee muss natierlech och gutt Leit kënnen dobausse rekrutéieren. An dat gëtt ëmmer méi komplizéiert. An do musse mer eis natierlech och opstellen. An ee vun deene Punkten, fir och Leit kënnen unzezéien, ass dat, wat mer haut maachen, näämlech 80-80-90 ofzeschafe respektiv fir de Stage e bësse méi kuerz ze maachen.

E puer Punkten, déi och am Koalitiounsaccord stinn, ginn direkt heimadder dann och ofgeschafft. Do steet, dass mer sollen de Passage privé-public erliichteren an dat examinéieren - dat maache mer och schonn direkt mat enger konkreeter Mesure - an dass mer eeben och deen 80-80-90 ofschafen an de Stage deementspriechend reduzéieren.

Ech wëll op dëser Plaz awer och, well en och eng Kéier ernimmt ginn ass an dat och sech einfach gehéiert ... Déi Accorden hei goufen ausgehandelt op eng ganz gutt Aart a Weis vu mengem Virgänger, dem Dan Kersch. An et ass eeben, well dat och an dem Koalitiounsaccord steet, meng Aufgab, fir dat dann och ëmzesetzen a mat Liewen ze fëllen.

Ee Wuert awer och eng Kéier iwwert dee Passage vun dem Privé op de Public, well dat vläicht eng Kéier oder dacks falsch verstane gëtt. Et geet drëm, dass een déi Experienz, déi een aus dem Privatsecteur huet, automatesch ganz ugerechent kritt. A fir do kee Mëssverständnis ze kréien: Et geet ëm den Echelon, deen een am Ufanksgrad ka kréien. Et geet also net drëm, fir eng ganz Carrière unzëerkennen.

Mat zéng Joer Experienz, déi hallef ugerechent gëtt, kritt en Agent de sechsten Echelon. Mat zéng Joer Experienz, déi ganz ugerechent gëtt, kritt en den aachten Echelon. Den Ënnerscheed an der Pai zwëschen deenen Echelonen hänkt natierlech vum Niveau vun der Carrière of. An et geet vun 8 Points indiciaires am D3 bis 30 Points indiciaires am A1. Fir och eng Kéier e bëssen hei ze erklären, vu wat mer do schwätzen.

Mir hunn elo nach e puer Froen opstoen, vläicht, déi vun deene verschiddenen Deputéierten hei gestallt goufen. Ech géif eng Kéier kuerz dorobber agoen.

Éischtens geet et ëm déi sougenannten „Härtefäll". Do ass d'Fro gestallt ginn, ob et där gëtt. Mir hu probéiert, dass et keng soll ginn, mat deene komplizéierten Texter. Ech géif awer op een Artikel souwisou hiweisen, dee ganz an dem Text och ze fannen ass.

Fir dass eeben duerch dat neit Gesetz kee manner Pai kritt, ass eng Iwwergangsbestëmmung dran. Déi seet Follgendes: « Au cas où un agent visé par le présent article toucherait, par l'effet de la présente loi, une indemnité inférieure à celle touchée auparavant, il bénéficie d'un supplément personnel d'indemnité pensionnable correspondant à la différence entre les deux. »

Dat heescht, dat ass jo am Fong dann deen Textpassage, fir dat ze evitéieren. Mee et muss een awer soen: Dat gëtt natierlech elo komplex an deenen nächste Wochen, fir dat heiten ëmzesetzen, well do si ganz kniwweleg Fäll dran. Ech ginn awer dervun aus, well mer och do gutt qualitativ héichwäerteg ausgebilte Beamte bei eis am Ministère schaffen hunn, dass déi dat esou maachen, wéi dat sech gehéiert.

Ee Wuert awer och nach zu der Fro, wat déi Formatioun ugeet, well ech hu jo och e bëssen an den Diskussioune gespuert, souwuel déi, déi dobausse gefouert gouf, wéi déi, déi awer och an der Kommissioun gefouert gouf, dass dat en Theema war.

Et ass elo hei esou, dass et an enger éischter Phas sollt op 60 erofgoen. Du si mer op 90 Stonnen obligatoresch gefall. Dat ka mat Règlement grand-ducal natierlech nach ëmmer driwwergesat ginn. Dir krut vun dem INAP ganz genee presentéiert, dass et en neit Konzept gëtt. Mir sinn do och net méi an dem Frontalunterrecht. Mir schwätze mat erwuessene Leit. Do brauch een nei Konzepter.

Dat ass e ganz, ganz neie Modell, fir dat ze maachen, soudass mer am Moment net iwwer Quantitéit nëmme solle schwätzen, mee iwwert déi Qualitéit, déi awer do gemaach ginn ass. Dat ass och wëssenschaftlech begleet ginn, fir dat ze maachen, mat Spezialisten aus dem Beräich.

Ech wéilt awer eppes soen, Madamm Adehm, well Dir gesot hutt, Dir bedauert, dass dat e Volet vum Gesetz ass. Mat all Respekt, deen ech fir Iech hunn: Dat war en Amendement parlementaire, dass et souguer vu 60 op 90 géif eropgoen. An Dir hutt deem zougestëmmt. Et ass jo elo net, dass et nëmme mäi Wonsch war fir déi 60, mee duerno waren et Amendements parlementaires. Do hutt Dir Iech net enthalen. Dat heescht, wann Der awer elo bedauert, dass Der mat deenen 90 Stonnen net d'accord kënnt sinn ... Dir hutt déi selwer natierlech an der Chamberssitzung gestëmmt.

Ech wëll nach ee Wuert awer och soen, wat de Monitoring ugeet.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Adehm Iech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Kee Problem. Dofir sinn ech jo hei.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Neen, also, mir hunn effektiv do déi 90 Stonne matgedroen. Mee mir hunn awer och ...

Plusieurs voix.- A!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo! Mee ech hu jo ni gesot, dass mir net mat deenen 90 Stonnen d'accord sinn. Da musst Der och vläicht nolauschteren, wat een um Mikro seet.

Plusieurs voix.- O!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech hu gesot, dass mir mat deenen 90 Stonnen d'accord sinn, mee dass d'CGFP oder d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sech vläicht aner Saache gewënscht hätt, dass de Staatsrot sech och gewënscht hätt, dass eng Evaluatioun vun där ganzer Formatioun gemaach gi wier, wéi se bis elo ass. Mir hunn och alleguerten e Bréif kritt vun der Association générale des cadres au sein de la Fonction publique, an deem och si verschidde Saache bemängelen.

An ech hunn ni bedauert, dass dat op 90 Stonnen eropgesat ginn ass. Dat wollt ech just eng Kéier kloerstellen. Mir hunn dat matgestëmmt.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Wat hutt Der da bedauert?

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mee dass ni eng Evaluatioun vun där ganzer Formatioun gemaach ginn ass!

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- A! Gutt!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Et geet ...

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Mee ech mengen ...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- ... net ëm d'Quantitéit, mee ëm d'Qualitéit. Well e gutt ausgebiltene Beamte kann och eng gutt Aarbecht maachen, Här Minister.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Genee. Ech si frou, dass Der dat Leitmotiv mat iwwerhuelt.

(Brouhaha)

Ech si frou, dass Der dat och esou matdrot, mat der Qualitéit. An ech wëll Iech dozou soen: Deen éischte Monitoring, dee gouf et schonn, an zwar vun engem ganz wichtegen Akteur. Näämlech déi éischt si jo natierlech schonn duerchgaangen. An ech mengen, dat sinn iwwer 600, 700 Leit, also Staatsbeamten, déi och duerchgaange sinn.

An déi ginn alleguerten duerno ofgefrot, wat se da vun där doter Formatioun halen an ob se eppes dovunner mat ewechdroen, wat se och an hirem Service kënnen applizéieren. An dat ass e ganz positive Monitoring, deen do geschitt. Dat ass jo emol schonn en éischten, deen net onwichteg ass.

An ech si mat Iech d'accord, dass mer dat natierlech ëmmer solle weider iwwerwaachen. A mer waren eis jo och, mengen ech, an där doter Chamberssitzung (veuillez lire: Kommissiounssitzung), oder an deenen zwou, déi mer haten, wou mer den INAP presentéiert hunn, iwwert dee Punkt eens.

Ee Punkt nach, well déi Fro gestallt ginn ass, wat d'Gemengebeamten ugeet. Souwäit ech weess, zéien déi jo ëmmer no. Dee Projet de loi ass, mengen ech, deposéiert bei Iech an der Chamber. An de Reglement, well et do iwwert d'Gehälter geet, deen ass och an der Prozedur.

Des voix.- En ass an der Interieurskommissioun.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- An der Interieurskommissioun. Jo, jo. Also, an deem Secteur, do gëtt et e Reglement, wat d'Gehälter ugeet. Dat ass och an der Prozedur, fir dat ze adoptéieren. Déi zéie jo normalerweis och an deem dote Kontext no.

Dann hutt Der d'Fro natierlech gestallt, well dat Iech och interesséiert huet: Wéi ass et dann elo mat dem Avenant vun dem Accord? Wat hutt Der dann do ëmgesat oder net? An haaptsächlech: Wéi lafen déi Verhandlungen an dem sektorielle Beräich?

Wat den Avenant ugeet, mengen ech, an dat huet de Rapporteur éinescht gesot: D'Allocation de repas hu mer Ufank vum Joer hei an der Chamber gestëmmt. Heimadder setze mer am Fong deen éischte Punkt aus dem Avenant ëm.

An da steet natierlech zu Recht och dran - an dat ass dee leschte Punkt -, dass vu Januar 2019 aus un deen neie Fonction-publiques-Minister sech géif engagéieren, fir mat deenen Associatiounen ze negociéieren iwwert d'Points litigieux, wat d'Reform vun 2015 ugeet. An ech soe just dee Saz, well dat awer net onwichteg ass: « Ces négociations n'engagent aucunement le Gouvernement quant à leur résultat et seront menées à issue ouverte. »

Ech kann Iech soen, dass ech mat deenen Diskussiounen amgaange sinn. Déi lafen an engem ganz konstruktive Geescht. Et gëtt ronn 63 där Ennerorganisatioune vun der CGFP. Ech hunn der bis elo scho bannent deenen éischten 11 Méint, wou ech an deem Haus sinn, 48 gesinn. 8 där Reunioune sinn nach confirméiert bis Enn vum Joer, soudass ech awer praktesch bal an engem Joer emol déi Diskussiounen hunn. An déi lafen. An engem ganz konstruktive Geescht ginn déi iwwert d'Bün, wéi mer déi Diskussioune féieren.

Natierlech sinn déi Leit, wa se bis bei mir an der Entrevue sëtzen, inspiréiert, fir iwwert dat ewech mat mir ze diskutéieren, wat am Fong am Accord mat ofgemaach ginn ass. Dat heescht, et geet net nëmmen iwwer Punkten, déi si an der Reform vun 2015 beschäftegen, mee da schwätze mer e bëssen iwwer alles. An do kënnt Der Iech natierlech virstellen, dass ech dat awer dann heiansdo e bësse muss agrenzen, dass mer awer och nach eng Kéier op dee Punkt insistéieren, dass et am Fong iwwert d'Reform vun 2015 geet.

Ech hunn do ganz, ganz interessant Gespréicher. Meeschtens si se konstruktiv. An ech wäert déi och nach weiderféieren an deenen nächste Wochen. Mee, Dir mierkt, mat 48, déi scho passéiert sinn, halen ech mech awer och drun, fir dat esou séier wéi méiglech emol, op d'mannst an engem éischten Tour, eeben duerchzekréien.

Donieft gëtt et Aarbechtsgruppe bei der CGFP, fir och iwwert déi ënnescht Carrièren zum Beispill ze diskutéieren. Déi hu sech besonnesch zesummegedoen, well et och do eng Etüd gouf, déi ech Iech virgestallt hunn an der Chamberskomissioun, iwwert déi Harmonisatioun vun deene verschiddene Carrièren. Dat ass net esou evident. Dofir hu si sech och do e bësse regruppéiert, soudass déi Diskussiounen do natierlech nach eng Zäitche wäerten undaueren.

Ech mengen, domadder hunn ech e bëssen den Tour gemaach vun allem, wat och nach als Froen de Mëtteg opgeworf ginn ass. Hei maache mer alleguerten haut de Mëtteg eppes fir eng gutt Fonction publique, fir déi ze stäerken, an haaptsächlech deene Jonken, mee net nëmmen deene Jonken, mee och deenen Neien am Staatsdéngscht gutt Perspektiven ze ginn, dass

se kënnen am Staat gutt schaffen am Déngscht vum Land, am Déngscht vun de Bierger. An dofir freeën ech mech.

An ech soen lech elo scho Merci, wa mer dat hei mat enger grousser Majoritéit, voire Unanimitéit unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Adehm huet nach eng Fro.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Just nach d'Eisebunner, wou déi dru sinn.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Jo, d'CFL. Do kann ech lech elo net déi leschten Informatioune ginn. Normalerweis zéien déi no, mee do sinn ech awer elo net implizéiert an déi Diskussiounen. Dat ass wéi d'Gemengebeamten, dass déi separat och ëmmer nokommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann nach eng Kéier den Här Fernand Kartheiser.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Kee Problem.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech hat den Här Minister gefrot, ob en eis eppes kéint soen, ob d'Regierung wéilt un deem Bewäertungssystem festhalen, esou wéi en am Ableck existéiert. Do wär ech frou, wann den Här Minister och kéint op déi Fro äntweren.

Merci.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Dee Bewäertungssystem, wéi en am Moment applizéiert gëtt ... Dat doten ass jo ee vun deene Sujeten, dat ass och ëmmer eng Fuerderung vun der CGFP, déi jo ganz sécher wäerten en vue vun engem nächsten Accord salarial mat mir och doriwwer schwätzen. Wann dat dann de Fall ass, wäert ech kucken, wéi déi Diskussioune lafen.

A bis dohinner wäert ech elo net haut soen, wéi ech dat schonn dacks gefrot gi sinn an nach ni am Fong eng richteg Antwert dorobber ginn hunn, ob deen ofzeschafen ass oder net. Esou wäit si mer net. Dat sinn Diskussiounen, déi an deenen nächste Wochen a Méint wäerten op mech duerkommen, fir dat och mat de Sozialpartner ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7418. Den Text steet am Document parlementaire 7418[1].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7418 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M.David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.57 heures)

Sommaire de la séance publique n° 8

Ouverture de la séance publique p. 104

Hommage à la mémoire de M. Marcel Mart, ancien ministre p. 104-105

Communications p. 105

Ordre du jour p. 105

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 70 du 19 novembre 2019 de M. Marco Schank relative à la consultation publique sur la prolongation de l'exploitation des réacteurs de 900 MWe du parc nucléaire français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 105
- Question n° 71 du 18 novembre 2019 de M. Gilles Baum relative à la situation professionnelle des candidats-professeurs sursitaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 105-106
- Question n° 72 du 19 novembre 2019 de M. Sven Clement relative à la discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation p. 106
- Question n° 73 du 19 novembre 2019 de M. Marc Angel relative aux procédures et formalités prévues par les statuts de la CNS en cas de changement de sexe, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 106
- Question n° 74 du 19 novembre 2019 de M. Léon Gloden relative au projet pilote « Skills bridge », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 107
- Question n° 75 du 19 novembre 2019 de M. Charles Margue relative aux révélations de l'étude « Being Black in the EU », adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 107
- Question n° 76 du 19 novembre 2019 de M. Gilles Roth relative à la conservation et l'entretien des édifices religieux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 107-108
- Question n° 77 du 19 novembre 2019 de M. André Bauler relative à l'avancement du projet « Wunne mat der Wooltz » et ses répercussions sur les infrastructures de la ville de Wiltz, adressée à M. le Ministre du Logement p. 108
- Question n° 78 du 19 novembre 2019 de M. Félix Eischen relative au financement de la composante aérienne du SAMU assurée actuellement par l'ASBL Luxembourg Air Rescue, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 108

Heure d'actualité du groupe technique au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrures au Luxembourg
et
Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrure issue d'élevages pendant cette législation p. 108-112

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique p. 112-116

7443 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques p. 116-117

7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 117-118

7418 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;
6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale p. 118-122

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 5** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0986	Marc Goergen	Earth Overshoot Day
1142	Alex Bodry	Affectation des plus-values budgétaires
1222	Jeff Engelen	Protection des données dans le cadre des prestations de services d'aide et de soins par des organismes privés
1242	Max Hahn	Reboisement des forêts
1244	Mars Di Bartolomeo	Dépenses en matière de recherche et développement
1245	Marc Hansen	Hantavirose
1246	Marc Spautz	Abus de l'usage de médicaments
1247	Fernand Kartheiser	Conflits d'intérêts au niveau du Collège des bourgmestre et échevins
1248	Marc Goergen	Délai de livraison pour voitures électriques
1249	Martine Hansen	Élargissement de la B7
1250	Laurent Mosar, Gilles Roth	Piratage de dossiers médicaux
1251	Marc Goergen	Vidéosurveillance des CFL
1252	Max Hahn	Reconduction primes panneaux photovoltaïques
1253	Fernand Kartheiser	Documentation pour le cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg »
1254	Sven Clement	Sécurité du passeport biométrique
1255	Marc Goergen	Activité de « grands voyants »
1256	Fernand Kartheiser	Devoir de réserve et secret professionnel dans la fonction publique
1257	David Wagner	Frais des photocopies dans l'enseignement secondaire
1258	Max Hahn	Promotion des énergies renouvelables
1259	Marc Goergen	Sécurité à Esch-sur-Alzette
1260	Sven Clement	Registre spécial pour les jeunes
1261	Laurent Mosar, Gilles Roth	Faille de sécurité des passeports électroniques
1262	Jeff Engelen	Loque américaine des abeilles
1263	Gilles Roth, Martine Hansen	Dénonciations récemment faites au parquet
1264	Gilles Roth, Martine Hansen	CIGL Differdange
1265	Marc Spautz	Croissance de la population au Luxembourg
1266	Marc Goergen	Avertissements taxés
1267	Sven Clement	Machines à café dans la fonction publique
1268	Fernand Kartheiser	Langues administratives dans la fonction publique
1269	Yves Cruchten	Contrôle des fiches d'impôt
1270	Marc Goergen	Église catholique et égalité entre hommes et femmes
1271	Gilles Baum	Vignes en friche
1272	Sven Clement	Chemins forestiers réalisés par l'Office national du remembrement
1273	Mars Di Bartolomeo	Piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg
1274	Mars Di Bartolomeo	Contrôle systématique de poids lourds
1275	Sven Clement	Patrimoine forestier au Luxembourg
1276	Marc Goergen	Gadgets en plastique
1277	Fernand Kartheiser	Site « Schëttermarjal »
1278	Françoise Hetto-Gaasch	Parc de logements sociaux du Fonds du logement
1279	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Lies	Extension du périmètre et création de logements abordables
1280	Fernand Kartheiser	Livres scolaires
1281	Sven Clement	Délais de remboursement des caisses de maladie
1282	Laurent Mosar, Gilles Roth	Affaire « CumEx/CumCum »
1283	Gusty Graas, Carole Hartmann	Pollution de la Sûre suite à l'incendie dans la zone industrielle d'Echternach
1284	Martine Hansen	Arrêt de la Cour administrative concernant certaines adaptations effectuées à la tâche des professeurs en 2015-2016
1285	Dan Biancalana, Yves Cruchten	Police ferroviaire
1286	Marc Goergen	Formation pour élus communaux
1287	Jean-Marie Halsdorf	Contrôle de la Caisse nationale de santé
1288	André Bauler	Dépôt national pour les collections publiques
1289	Léon Gloden, Marc Spautz	Jugement de la Cour administrative relatif à la promotion de policiers hors cadre
1290	Marc Goergen	Fonctionnaires dans les conseils d'administration
1291	Sven Clement	Validation des acquis
1292	Gusty Graas	Violences obstétricales et gynécologiques
1293	Laurent Mosar	Énergie hydrogène pour les véhicules
1294	Léon Gloden	Remboursement frais d'ambulance
1295	Marc Goergen	Qualité des eaux de la Moselle
1296	Octavie Modert	Quais d'accostage à Remich
1297	Sven Clement	Apprentissage dans la fonction publique
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2019-2020		
1298	Nancy Arendt épouse Kemp, Paul Galles	Incident lors d'un match de football de la Ligue Europa au stade Josy Barthel
1299	Marc Goergen	Travaux d'impression de l'État
1300	Mars Di Bartolomeo, Marc Angel	Vente d'armes
1301	Max Hahn	Annonces immobilières
1303	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Nouvelle station-service sur l'A4
1304	David Wagner	Reconnaissance du métier de photographe
1305	Tess Burton	Pratiques trompeuses sur l'origine locale d'aliments
1306	Mars Di Bartolomeo	Loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient
1307	Carole Hartmann, Max Hahn	Écoresponsabilité dans le sport
1308	Max Hahn	Réglementation trottinettes électriques
1309	André Bauler	Projet « Een oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gäertner »
1310	Marc Goergen	Retour des médicaments périmés ou inutilisés
1312	Sven Clement	Restructuration de RTL Group
1313	Gilles Baum	Réorganisation du réseau RGTR
1314	Mars Di Bartolomeo	Protection européenne des lanceurs d'alertes
1315	Martine Hansen	Table-ronde sur l'eau
1316	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Fonds spécial d'investissement pour le logement
1317	Sven Clement	Émetteurs de radiodiffusion
1318	Martine Hansen	Convocation des commissions d'examens
1319	Djuna Bernard	Formations sous forme de « blended learning »
1320	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Cadre légal relatif aux trottinettes électriques
1321	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Déploiement des trottinettes électriques
1322	Franz Fayot	Urbanisme du quartier Kirchberg
1323	Michel Wolter	Registre des bénéficiaires effectifs
1324	Michel Wolter	Autorisations pour abri pour bétail
1325	Sven Clement	Radar sur la N11
1326	Martine Hansen	Veaux décédés suite à des morsures
1327	Stéphanie Empain, Carlo Back	Projet d'extension d'une partie de la route B7
1328	Laurent Mosar	Présence de Google au Luxembourg
1329	Laurent Mosar, Gilles Roth	Banques de données historiques du Service de renseignement de l'État
1331	Marc Lies	Projet de contournement d'Hesperange
1332	Claude Haagen	Entretien des ponts, barrages et écluses
1333	François Benoy	Détournements de fonds au sein de l'administration communale de Hesperange
1334	Alex Bodry	Bracelets électroniques en cas de violence conjugale
1336	Marc Lies	Pacte Logement
1338	Sven Clement	Ambassades
1339	Mars Di Bartolomeo	Études en médecine à l'Université du Luxembourg
1340	Jeff Engelen	État des lieux d'un immeuble dans le cadre de la loi du 22 octobre 2008 dite « Pacte Logement »
1341	Nancy Arendt épouse Kemp	Plan d'action national « Prostitution »
1342	Sven Clement	Centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire
1343	Mars Di Bartolomeo	Logements insalubres
1345	Jeff Engelen	Couveuses pour bébés prématurés
1346	Jeff Engelen	Frais d'anesthésie
1350	Jeff Engelen	Réglementation et les normes des ambulances et de leur équipement
1351	Marc Goergen	Utilisation des tablettes en classe
1352	Fernand Kartheiser	Critiques du tribunal administratif à l'égard du Ministre de l'Immigration et de l'Asile
1353 cf. 1376	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Reconnaissance de la profession d'ostéopathe
1354	Jeff Engelen	Constructions en zone verte
1355	Sven Clement	Label « sans OMG »
1358	Sven Clement	Consommation d'électricité
1360	Marc Goergen	Utilisation des gyrophares bleus lors d'un convoi de police officiel
1361	Gilles Roth, Martine Hansen	Travaux illégaux dans une forêt entre Tétange et Rumelange
1362	Jeff Engelen	Arbres le long des routes
1363	Marc Goergen	Application mobile de la centrale de la mobilité
1364	Octavie Modert	Logements sociaux
1365	Sven Clement	Gestion par objectifs
1366	Martine Hansen, Diane Adehm	Siège d'institutions européennes

1367	Nancy Arendt épouse Kemp	Résidus de drogue dans les eaux usées
1368	André Bauler	Finances communales
1369	Max Hahn	« Loop belt » dans l'avion
1370	Max Hahn	Renaturation de cours d'eaux dans des champs
1371	Carole Hartmann	Conseil arbitral de la sécurité sociale
1372	Dan Biancalana	Unité médico-légale de documentation des violences
1373	Eugène Berger	Incompatibilités avec le mandat de membre du conseil communal
1374	Roy Reding	Délais dans le cadre des démarches administratives - cadastre vertical
1375	Gilles Roth, Laurent Mosar	Fichier central de la police
1376 cf.1353	Françoise Hetto-Gaasch, Nancy Arendt épouse Kemp	Profession d'ostéopathe
1377	Stéphanie Empain	Opération militaire unilatérale de la Turquie au nord de la Syrie
1378	Jeff Engelen	Installations de biométhanisation
1661 urgente	Gilles Roth	Augmentation du prix des carburants
1674 urgente	Marc Goergen	Interdiction de survol de l'Irak, de l'Iran et du Golfe pour les avions enregistrés au Luxembourg
1751 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Épidémie de coronavirus en Chine

Question 0986 (29.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **« Earth Overshoot Day » :**

D'NGO Global Footprint Network huet dëst Joer den 29. Juli als Äerdiwwerlaaschtungsdag (Earth Overshoot Day) confirméiert. Dat ass den Dag, un deem d'Mënschheet all Ressourcen op der Äerd verbraucht huet, déi normalerweis fir ee Joer missten duergoen. Ab dësem Dag gëtt consideréiert, dass d'Mënschheet hir Ressourcen op Kreditt bezitt, dëst op d'Käschte vun eiser Natur an eise Kanner a Kandskanner. No den Donnéeë vun der Website overshootday.org huet Lëtzebuerg schonn de 16. Februar seng Ressourcë verbraucht, wat fënnef Deeg no Katar ass an ee Mount virun den USA. Dëst heescht, dass, wa jiddereen op der Äerd esou géif liewe wéi Lëtzebuerg, d'Ressourcë schonn de 16. Februar opgebraucht wären.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Minsiter fir Energie an dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de gesamten CO_2-Ausstouss vu Lëtzebuerg vun 2014 bis 2019 entwéckelt?

2. Wou steet Lëtzebuerg haut am Verglach mat sengen Nopeschlänner an de Länner vum G7, wann een den CO_2-Ausstouss pro Kapp vergläicht?

3. Wéi huet sech de gesamte Waasserverbrauch vu Lëtzebuerg vun 2014 bis 2019 entwéckelt? An der gläicher Period, wéi huet sech de Grondwaasserspigel am Land am Duerchschnëtt verännert?

4. Wéi huet sech de gesamte Stroumverbrauch vu Lëtzebuerg vun 2014 bis 2019 entwéckelt?

5. Vun 2014 bis 2019,
- wéi huet sech den Undeel un erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg entwéckelt?
- wéi vill Prozent vum importéierte Stroum staamt net aus erneierbaren Energiequellen?

6. Wéi vill Neiween goufe pro Joer vun 2014 bis 2019 zu Lëtzebuerg ugemellt? Opgelëscht pro Joer, wéi héich ass de gesamten CO_2-Ausstouss vun all Fuerpark un Neiween? Wou steet Lëtzebuerg hei am Verglach mat sengen Nopeschlänner?

7. Deene meeschte Prognosen no wäert déi lëtzebuergesch Wirtschaft an de follgende Jore weider wuessen. Dëst bedeit méi Aarbechtsplazen an awer och, dass ëmmer méi Mënschen op Lëtzebuerg wäerte wunne kommen. Mat Bezuch op all déi vireg gefrote Wäerter, mat wéi enger Entwécklung rechent d'Regierung fir déi nächst Joren?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Am Zesummenhang mat dëser parlamentarescher Fro verweise mer och op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 1117 vum 26. August 2019 vum honorabelen Deputéierten Här Paul Galles.

ad 1. D'Zäregasemissiounen (Milliounen Tonnen CO_2-Equivalent) zu Lëtzebuerg hunn tëschent 2014 an 2017 follgendermoossen evoluéiert. Dat rezentst Joer, fir dat verifizéiert Emissiounswäerter virleien, ass d'Joer 2017.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Pro-Kapp Emissiounen un CO_2 zu Lëtzebuerg louchen 2017 bei 16,3 Tonnen, wat engem Réckgang vun 38 % zanter 2005 entsprécht. Eis Nopeschlänner respektiv d'Länner aus dem G7 hate follgend Pro-Kapp-Emissiounen am Joer 2017:

Däitschland: 9,7 Tonnen
Belsch: 9,1 Tonnen
Frankräich: 5,2 Tonnen
Italien: 6,1 Tonnen
Japan: 10,4 Tonnen
Kanada: 16,8 Tonnen
Vereenegt Kinnekräich: 5,7 Tonnen
Vereenegt Staate vun Amerika: 15,7 Tonnen

ad 3. De Waasserverbrauch duerch déi ëffentlech Drénkwaasserverdeelung ass vun 2014 bis 2018 ëm ronn 10 % vun 40.791.491 op 45.194.177 Kubikmeter pro Joer an d'Luucht gaangen (Zuelen: Taxes de prélèvement).

Dës Hausse ass ongeféier parallell zum demografesche Wuesstem. De Joresverbrauch bleift konstant bei ronn 200 Liter pro Awunner pro Kapp (tous secteurs confondus). Schwankunge pro Joer sinn an Onofhängegkeet vun den atmosphäreschen Temperature méiglech.

50 % vun dem Drénkwaasser kënnt aus dem Grondwaasser. D'Offlëss vu representative Quellen am Grondwaasserleeder vum Lëtzebuerger Sandsteen, dee ronn 75 % vun de Grondwaassereserven enthält, sinn zwëschen 2014 an 2018 ëm ongeféier 10 % erofgaangen. No engem Déifpunkt 2017 sinn d'Offlëss 2018 erëm an d'Luucht gaangen a léien elo ronn 10 % ënner der 20-järeger Moyenne.

Grondwaasserneibildung a Quellenofflëss si virun allem ofhängeg vun den Nidderschléi wärend de Wanterméint.

ad 4. De gesamte Stroumverbrauch ass iwwer déi lescht Jore liicht eropgaangen, gedriwwen duerch den Zouwuess vun der Populatioun an der ekonomescher Entwécklung vum Land. Fir d'Joer 2019 leien nach keng Donnéeë vir.

Stroumverbrauch 2014-2018 (Source: Institut luxembourgeois de régulatioun (ILR)):

2014: 6.326 GWh
2015: 6.371 GWh
2016: 6.522 GWh
2017: 6.546 GWh
2018: 6.611 GWh

ad 5. D'Zuele fir den Undeel erneierbar Energien, déi vun Eurostat validéiert ginn, sinn déi lescht Jore kontinuéierlech an deels däitlech eropgaangen, souwuel insgesamt wéi och am Beräich vum Stroum.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Laut de rezentsten inoffiziellen Zuelen ass 2018 den Undeel vum national produzéierte Stroum aus erneierbaren Energiequellen déi éischte Kéier iwwer 10 % vun der Stroumconsommatioun geklomm. Dës Prozentsätz si relevant fir d'Erreeche vun den europäeschen Ziler.

D'Reglementéierung iwwer d'Stroumkennzeechnung gëtt jidder Stroumclient Auskonft iwwer den Ursprong vum Stroum, deen hie verbraucht, de Stroummix vu sengem Fournisseur an de Stroummix vun eisem Land. Si kuckt net, ob et national produzéierte Stroum ass oder ob et sech ëm importéierte Stroum handelt.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Haushalter zu 100 % mat erneierbarem Stroum versuergt. Den Undeel vun net erneierbarem Stroum erkläert sech haaptsächlech duerch d'Industrieclienten. Dës kënnen hire Stroum um europäesche Stroummarché akafen an d'Regierung kann hinnen net virschreiwen, mat wéi engem Stroum se sech versuergen.

Den Undeel vum Stroum, deen aus erneierbaren Energië staamt, läit laut Stroumkennzeechnung fir 2018 bei ronn 56 %, deen aus net erneierbaren Energiequelle bei 44 %, sou wéi et aus dem sougenannten nationale Mix ervirgeet. Dës Zuel, déi fir all Joer vum ILR no de Reegele vum virzitéierte Règlement grandducal verëffentlecht gëtt, dréit net dem Produktiounsland Rechnung. Well awer den national produzéierte Stroum op Basis vun net erneierbaren Energie bei ënner 4 % vum Gesamtstroumverbrauch läit, kann ee ganz graff soen, dass ronn 40 % vum importéierte Stroum aus net erneierbare Sourcen ass.

ad 6. An de Joren 2014 bis 2018 goufen insgesamt 252.413 Neiween (Kategorie M1) zu Lëtzebuerg ugemellt. Iwwer d'Jore verdeelt ergëtt sech deemno follgend Opdeelung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Schnëtt hunn dës Ween en Ausstouss vun 129,68 g CO_2/km gehat (baséierend op den NEDC Homologatiouns-Testzyklus). Domadder louch de Wäert liicht ënner dem Flottegrenzwäert vun 130 g CO_2/km, dee bis Enn vum Joer 2019 fir d'Konstrukteuren applikabel ass. Op déi eenzel Jore bezu sinn et follgend Wäerter:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den déifste Wäert gouf et 2016 mat 127,64 g CO_2/km. Ab 2016 ass allerdéngs eng Augmentatioun vun den CO_2-Emissiounen ze verzeechen. Dës Augmentatioun schéngt ënner anerem domadder verbonnen, datt en Trend a ganz Europa ze erkennen ass, dass ëmmer méi sougenannten SUVen ugemellt ginn, déi zum Deel méi héich Emissiounen hunn.

Am Verglach zu eisen Nopeschlänner ass Lëtzebuerg um selwechten Niveau situéiert wéi Däitschland.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. Et ass effektiv domadder ze rechnen, dass d'Lëtzebuerger Wirtschaft an den nächste Jore wäert wuessen. Dëst beleeë jo och déi rezent Zuele vum Statec. Dozou gesellt sech och warscheinlech en demografesche Wuesstum, sief et opgrond vun engem Taux vu Gebuerten, deen iwwer deem vun de Stierffäll wäert leien, oder opgrond vu steigenden Immigratiounen.

Wat d'Prognosen zu der Entwécklung vun de vireg gefrote Wäerter ugeet, sou kann an deem Kontext keng realistesch wëssenschaftlech Estimatioun gemaach ginn, well dës Zuele vun enger gudder Partie Faktoren ofhängeg sinn, déi schwéier virauszesoe sinn. Et ass awer ervirzehiewen, dass d'CO_2-Emissiounen net automatesch paralell zum Wuesstum verlafen.

Am Kontext vum Réckgang vun den CO_2-Emissioune sief bemierkt, dass d'Regierung am Februar, entspriechend dem EU-Reglement 2018/1999 zur Gouvernance vun der Energieunioun an der Klimaaktioun, de Projet zum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang ugeholl huet. An dësem verbindleche Plang ass festgehalen, dass d'CO_2-Emissioune bis 2030 tëschent 50 a 55 % zréckginn am Verglach zu den Emissioune vum Joer 2005.

Question 1142 (30.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**affectation des plus-values budgétaires :**

Le compte général de l'exercice 2018 reflète un quasi-équilibre hors opérations exceptionnelles (excédent de dépenses de 25,1 millions d'euros) en ce qui concerne l'État central. Il s'agit du meilleur résultat enregistré depuis 2008, c'est-à-dire depuis la crise bancaire et financière mondiale.

Les chiffres budgétaires publiés relatifs au 1er trimestre 2019 font apparaître un excédent de recettes de l'ordre de 400 millions d'euros, une situation nettement plus favorable que celle attendue pour l'année en cours.

Même s'il est trop tôt pour prévoir l'évolution de l'exécution du budget sur l'ensemble de l'année, il n'est pas complètement exclu que la question de l'affectation de plus-values budgétaires se pose de nouveau, et ceci pour la première fois depuis 2007.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle serait la procédure budgétaire à suivre dans une telle hypothèse ?

- De quelle façon le Parlement serait-il impliqué dans la décision sur une éventuelle affectation de plus-values budgétaires au niveau de l'État central ?

Réponse (04.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Comme l'indique l'honorable Député dans sa question, le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018 présente une situation favorable des finances publiques.

En effet, d'après les chiffres établis suivant les normes européennes du SEC 2010, l'administration centrale a enregistré un excédent de recettes. Ceci est le fruit des efforts considérables entrepris au cours de la législature précédente, de sorte que la situation financière de l'État a pu être durablement redressée.

Pour autant, d'après les chiffres élaborés suivant les règles de la loi sur la comptabilité de l'État de 1999, hors opérations exceptionnelles, les comptes du budget de l'État restent légèrement déficitaires, avec un solde de -25,1 millions d'euros.

Partant, il n'existe, pour l'exercice 2018, aucune plus-value budgétaire à affecter.

Quant à l'exécution budgétaire en 2019, même s'il apparaît de plus en plus que le déficit prévu au budget pourra être sensiblement réduit, il serait prématuré de partir du principe que les plus-values budgétaires vont se réaliser en 2019.

Question 1222 (20.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **protection des données dans le cadre des prestations de services d'aide et de soins par des organismes privés :**

Déi Persounen, déi vun engem vun de privaten Hëllefsdéngschter am Land betreit ginn, hunn e Patientendossier. An deem Zesummenhang stelle sech eng Rei Froen, besonnesch wat den Dateschutz ugeet. Et muss ee bedenken, datt medezinnesch Informatiounen en héich sensibele Charakter hunn.

Dowéinst wollt ech dem Här Gesondheetsminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Dateschutzminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Dispositiounen applizéiere sech am Beräich vum Dateschutz op déi privat Hëllefsdéngschter? Wéi gëtt gereegelt, wéi e Mataarbechter kann op wéi eng Informatiounen Zougréff hunn? Ass den Accès zäitméisseg oder „ratione materiae" limitéiert? Gëtt et e System mat Passwierder, déi geännert ginn, soudatt fréier Mataarbechter vun den Hëllefsdéngschter keen Zougréff méi op medezinnesch Donnéeën hunn?

2. Wéi eng Informatioune ginn aus dem Gesondheetssecteur un d'Hëllefsdéngschter? Wéi eng Informatiounen an no wéi enge Modalitéiten? Ass de Patient doriwwer informéiert a muss hie säin Accord ginn?

3. Wat geschitt mat engem Patientendossier, wann déi betraffe Persoun keng Hëllef méi brauch oder stierft?

Réponse commune (22.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Regierung huet keng Informatiounen dozou, wéi dat bei den eenzelne private Prestatairë gehandhaabt gëtt.

All verantwortlech Entitéiten, esou wéi d'Hëllefsdéngschter, déi perséinlech Donnéeë sammelen an/oder veraarbechten, musse sécherstellen, datt si mat der europäescher a lëtzebuergescher Gesetzgeebung iwwer Dateschutz

am Aklang sinn. An éischter Linn gëllen d'Dispositioune vum europäeschen Dateschutzreglement (RGPD), wat de 25. Mee 2018 a Kraaft getrueden ass a wat säitdeem direkt an all EU-Land, dorënner Lëtzebuerg, applikabel ass. Et ass net un de Ministèren, mee un der Opsiichtsautoritéit, der onofhängeger nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD), ze jugéieren, ob dës Veraarbechtung vu persounebezunnen Donnéeë mat der Gesetzgeebung am Aklang ass.

ad 2. All Demande fir eng Prestatioun am Kader vun der Fleegeversécherung, déi bei der Gesondheetskeess erakënnt, gëtt un d'Administratioun vun der Evaluatioun a vum Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) weidergeschéckt. D'AEC evaluéiert dann den Demandeur. Op Basis vun dëser Evaluatioun kritt déi jeeweileg Persoun dann entweeder Prestatiounen am Beräich vun der Fleegeversécherung accordéiert oder refuséiert. Am Kader vun engem Accord erstellt d'AEC eng „synthèse de prise en charge", wou déi jeeweileg Prestatiounen, déi d'Persoun zegutt huet, dra stinn. An der Hypothees, wou déi fleegebedierfteg Persoun bei engem Prestataire deklaréiert gëtt, kritt dësen eng elektronesch Versioun vun dëser Synthees geschéckt. De Formulaire, deen den Demandeur muss ausfëllen, renseignéiert dësen doriwwer, u wien déi Donnéeën eventuell weidergeschéckt ginn am Kader vum Traitement vum Dossier, an zwar un d'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet an un d'Ministèren an déi concernéiert Administratiounen am Beräich vun der sozialer Sécherheet, vun der Gesondheet a vun der Famill. Et steet och op dem Formulaire, datt d'Donnéeë kënnen un de Prestataire geschéckt ginn, deen déi Fleegeservicer wäert leeschten.

Den Artikel 15 vun der „convention-cadre du 15 décembre 2017 signée entre la Caisse nationale de santé et la Fédération COPAS ASBL" gesäit vir:

« Le contrat de prise en charge est signé entre le prestataire et la personne dépendante.

La synthèse de prise en charge établie par l'AEC, et le cas échéant la répartition de l'exécution des prestations, de même que toutes leurs modifications ultérieures, font partie intégrante du contrat de prise en charge. Le contrat est établi en double exemplaire. »

Eng Persoun, déi Stierfhëllef kritt, brauch keng Demande ze maachen, fir Prestatioune vun der Fleegeversécherung ze kréien. Am Fall, wou e Prestataire ernimmt gëtt an der Deklaratioun, fir Stierfhëllef ze kréien, schéckt de Service „autorisation et liquidation" vun der Gesondheetskeess eng Kopie un de Prestataire. Den Département vun der Fleegeversécherung informéiert de Prestataire, deen duerch e Kontrakt mat der Persoun liéiert ass, iwwer déi Prestatiounen, wou dësen dierf facturéieren.

ad 3. D'Recht op d'Prestatioune vun der Fleegeversécherung gëtt den Dag, nodeems déi fleegebedierfteg Persoun gestuerwen ass, zougemaach. Wann eng Persoun e Recht hat op Stierfhëllef, gëtt de Carnet de soins un d'Direktioun vun der Santé, déi zum Gesondheetsministère gehéiert, geschéckt.

Wann eng fleegebedierfteg Persoun reevaluéiert gëtt an d'AEC feststellt, datt se d'Konditiounen net méi erfëllt, fir Prestatioune vun der Fleegeversécherung ze kréien, ginn déi betraffe Persoun an de Prestataire doriwwer informéiert.

Wat mam Patientendossier bei dem jeeweilege Prestataire geschitt, doriwwer huet d'Regierung keng Informatioun.

Question 1242 (25.09.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **reboisement des forêts :**

Au vu de sa fonction de puits de carbone, l'écosystème forestier sert de tampon important dans le cadre du changement climatique. Ainsi, le Gouvernement fédéral allemand a annoncé vouloir planter plusieurs millions de nouveaux arbres dans les années à venir.

Au Luxembourg, le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 a instauré un nouveau régime d'aides pour soutenir la restauration des forêts par reboisement. Comme les peuplements feuillus ont une valeur écologique supérieure aux peuplements résineux, il a également été décidé de supprimer les aides pour la restauration des forêts résineuses.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de demandes pour une aide de restauration de l'écosystème forestier par le reboisement ont été introduites jusqu'à présent ? Combien de demandes ont été accordées ? Combien d'ares ont été reboisés jusqu'à présent ?

2) Madame la Ministre entend-elle initier des projets de boisement proactifs, à l'instar de l'initiative allemande, afin de lutter contre le changement climatique ?

3) Dans l'affirmative, quels endroits seraient les plus aptes pour un boisement systématique et à grande échelle ?

4) Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

5) Existe-t-il des projets de transformation active et ciblée de peuplements résineux en peuplements feuillus afin d'adapter les forêts luxembourgeoises au changement climatique ? Dans la négative, Madame la Ministre prévoit-elle d'en lancer ?

Réponse commune (19.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) 90 demandes ont été introduites sur base du règlement grand-ducal du 12 mai 2017, article 6.

72 demandes ont été accordées, pour une surface de 234,27 ha, dont 208,68 ha pour un reboisement avec des essences feuillues et 25,59 ha avec des essences résineuses. 18 demandes ont été refusées, étant donné que les conditions du règlement grand-ducal en question n'étaient pas remplies.

ad 2) Il est prévu de promouvoir le boisement à neuf en accordant une aide financière de l'État dans le cadre d'une révision approfondie du règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers. Cette initiative ne vise cependant pas des boisements systématiques à grande échelle, mais des boisements ciblés compatibles avec les stratégies environnementales et agricoles.

De plus, les projets d'agroforesterie lancés par l'ANF participent à l'effort de plantation d'arbres sur les terres agricoles.

ad 3) + 4) Le Luxembourg ne dispose pas de terres pour des boisements systématiques à grande échelle.

Les endroits visés par la modification du RGD du 12 mai 2017 pour des boisements à petite échelle sont des terres agricoles marginales et des zones nécessitant la restauration de biotopes et d'éléments de structure du paysage, tels que des forêts alluviales et des bosquets servant d'écosystèmes de liaison aux espèces naturelles de notre flore et de notre faune.

ad 5) La transformation progressive des peuplements résineux non adaptés à la station en peuplements feuillus fait partie des objectifs du Programme forestier national et du Programme national de protection de la nature. Afin d'éviter un impact écologique négatif immédiat et une perte de revenu par des coupes rases, il est prévu d'opérer ces conversions progressivement par des éclaircies fortes et des enrichissements sous abris par plantation de feuillus avant la coupe définitive des résineux. De plus, un mélange d'espèces feuillues et résineuses est préconisé avec des accents divers en fonction des stations et des statuts de protection.

Dans les forêts publiques, ces conversions sont mises en œuvre systématiquement par l'ANF depuis 1999, année de publication de la circulaire concernant la mise en œuvre d'une sylviculture proche de la nature. Elles sont inscrites aux plans d'aménagement décennaux et aux plans de gestion annuels. En outre, des conversions plus ciblées et plus catégoriques ont été opérées le long des cours d'eau et dans les plaines alluviales à raison de 92 ha en 20 ans (voir question parlementaire n° 1072).

En forêt privée, on constate une augmentation des aides pour la plantation d'essences feuillues. Cependant, il n'existe pas de statistiques concernant les conversions.

Dans l'intérêt de la biodiversité et du renforcement de la résilience des forêts face au changement climatique, le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 encourage financièrement la plantation de mélanges d'essences et plus particulièrement d'essences feuillues en comparaison des essences résineuses. Ainsi, l'aide pour un reboisement à base d'essences principalement :

- feuillues avec maximum 10 % de résineux est de 50 euros/are.

- résineuses avec minimum 30 % de feuillus est de 30 euros/are.

Ces aides sont doublées en cas de reboisement d'une coupe d'urgence suite à une calamité (bostryche ou chablis).

Le Gouvernement prévoit en outre de mettre en œuvre en 2020 une majoration des aides pour d'autres travaux intervenant dans la restauration des écosystèmes forestiers endommagés par le changement climatique (protection gibier, regarnissage, soin jeune peuplement, régénération naturelle), ainsi que d'attribuer une indemnité de perte de revenu et des aides pour la fourniture de services écosystémiques.

Question 1244 (25.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **dépenses en matière de recherche et développement :**

Selon une publication récente d'Eurostat les dépenses de notre pays en matière de recherche et développement (R&D) se situeraient avec 1,26 % du PIB en 2017 largement en dessous de la moyenne européenne qui se situe à 2,06 %.

Selon cette publication l'évolution des dépenses au Luxembourg va à contresens de l'évolution dans la plupart des membres de l'Union européenne alors que notre pays investissait 1,69 % du PIB dans la recherche en 2009.

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche peut-il confirmer ces chiffres et expliquer le cas échéant les écarts en la matière entre le Luxembourg et les « champions » en matière de R&D en Europe ?

Réponse (23.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque introductive, il convient de préciser que, selon les données du Statec, l'évolution des dépenses en matière de recherche et de développement (R&D) n'a cessé de croître en passant de 364,5 millions d'euros en 2000 (1,58 % du PIB) à 620,3 millions d'euros en 2009 (1,67 % du PIB) et à 690,4 millions d'euros en 2019 (1,30 % du PIB). Les valeurs relatives à l'année 2017 telles qu'évoquées par l'honorable Député sont des données préliminaires.

La crise financière dans la dernière décennie a eu un impact négatif important sur les dépenses de la R&D privée au Luxembourg. Ainsi, les dépenses R&D du secteur privé au Luxembourg ont diminué au cours de cette période, tandis que les dépenses R&D du secteur public ont continuellement augmenté pendant la même période. Les dépenses R&D du secteur public sont passées de 27,5 millions d'euros en 2000 (0,12 % du PIB) à 136,8 millions d'euros en 2008 (0,36 % du PIB) et à 319,9 millions d'euros en 2016 (0,60 % du PIB).

La structure de l'économie luxembourgeoise explique en partie l'intensité relativement faible de R&D dans les entreprises. Les secteurs qui représentent l'essentiel de l'économie luxembourgeoise, à savoir les services et en particulier le secteur financier, investissent traditionnellement moins dans la R&D. Dans ce cadre, il ne faut pas perdre de vue que la R&D ne constitue qu'un indicateur d'input et qu'un indicateur tout aussi important est l'output (p. ex. innovation, commercialisation de nouveaux produits, mise en œuvre de nouveaux procédés, etc.). Le Luxembourg performe mieux dans cette rubrique et se trouve à la cinquième place du classement 2019 du « European Innovation Scoreboard ». Dans ce contexte, la Commission européenne souligne tout particulièrement l'attractivité du système de recherche luxembourgeois, en le qualifiant de leader européen. Les trois indicateurs de la rubrique « attractivité du système de recherche » sont les copublications scientifiques internationales, les citations des publications scientifiques et la part des doctorants étrangers.

Question 1245 (25.09.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**hantavirose :**

Le Robert-Koch-Institut vient de publier dans son bulletin épidémiologique 25/2019 des données montrant une hausse significative des cas d'hantavirose, une fièvre hémorragique virale transmise principalement par le campagnol roussâtre, au cours de 2019. Les cas recensés pendant les premiers neuf mois de l'année indiquent effectivement une multiplication par dix par rapport à l'année précédente. (235 cas en 2018, 1.184 cas en 2019).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Santé :

1) L'hantavirose étant soumise à une obligation de déclaration au Luxembourg, combien de cas ont été recensés au cours des dix dernières années ?

2) Existe-t-il des différences régionales dans la répartition des cas d'infection à hantavirus au Luxembourg ?

3) Les données permettent-elles de conclure à une augmentation des cas pour l'année en cours, telle que constatée en Allemagne ?

4) Dans l'affirmative, est-ce que des échantillons sont ou seront prélevés sur la faune sauvage afin de déterminer un taux d'infection des animaux vecteurs ? Quelles mesures sont préconisées afin d'endiguer la propagation du virus ?

Réponse (16.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

- Le virus hanta est un virus transmis par des petits rongeurs (comme le campagnol roussâtre et les souris) et est excrété dans les fèces et les urines de ces animaux. L'être humain peut attraper ce virus en inhalant des particules de poussière contenant le virus en provenance d'excréments séchés de ces animaux ou bien par contact avec des urines contaminées. La répartition du virus a donc un certain parallélisme avec la distribution de son hôte normal, les petits rongeurs. Il existe plus de 20 variantes différentes de ce virus qui se répartit sur le globe entier.

Au Luxembourg, cette maladie est à déclaration obligatoire selon la loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.

Le nombre de cas de maladie due au hantavirus déclarés officiellement au cours des dernières dix années au Luxembourg se répartit comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Les cas contractés au Luxembourg semblent se répartir avec une prépondérance pour certaines régions. Ainsi, en 2005 il y avait un nombre de cas accru dans les communes situées dans la région du Müllertal.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Il y a des fluctuations du nombre de cas d'année en année. Toutefois une nette augmentation n'est pas identifiable au Luxembourg. Cela dépend surtout du vecteur principal du virus, à savoir le campagnol roussâtre, un rongeur vivant dans les forêts. Diverses conditions réunies comme un nombre accru de vecteurs et des périodes de sèches avec du vent répartissant les excréments secs de ces vecteurs, font accroître le nombre de cas humains infectés par le virus.

- Dans la mesure où le renard est le prédateur principal du campagnol roussâtre, la présence du renard contribue à limiter la multiplication excessive de ce rongeur et permet donc de limiter la distribution du virus. Les mesures préconisées pour limiter la propagation du virus consistent en des mesures d'hygiène comme le lavage des mains après une visite forestière, éviter d'inhaler des poussières contenant des excréments séchés de rongeurs lors du nettoyage de combles et de granges par exemple.

Question 1246 (25.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**abus de l'usage de médicaments :**

L'abus des médicaments sur ordonnance peut être plus dangereux que l'abus des drogues illicites, affirment les experts de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), un organisme qui relève des Nations Unies. Plusieurs médicaments ont des effets analogues aux drogues vendues sur le marché noir. Certains présentent même des risques de surdose. Selon l'OICS certains types de médicaments, si utilisés abusivement, peuvent créer une réelle dépendance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quels sont les dix médicaments les plus prescrits au Luxembourg ?

2) Quels sont les dix médicaments à l'effet calmant les plus prescrits au Luxembourg ?

Réponse (24.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'ordonnances médicales, par principe actif de médicament, sur base desquelles l'assurance maladie-maternité a pris en charge les médicaments y relatifs délivrés en officines ouvertes au public pendant l'année 2018.

Le pourcentage représente la part des ordonnances établies pour un médicament à base du principe actif indiqué par rapport à l'ensemble des ordonnances médicales pour médicaments, sur base desquelles l'assurance maladie-maternité a pris en charge des médicaments en 2018.

La classification utilisée se base sur la classification anatomique, thérapeutique et chimique, développée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'ordonnances médicales, par principe actif de médicament, sur base desquelles l'assurance maladie-maternité a pris en charge les médicaments y relatifs en se limitant aux groupes de médicaments anxiolytiques, hypnotiques et sédatifs à potentiel addictif et délivrés en officines ouvertes au public pendant l'année 2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La Caisse nationale de santé (CNS) peut seulement donner des indications sur les médicaments pris en charge. Le nombre de médicaments prescrits peut varier du nombre de médicaments pris en charge.

Question 1247 (25.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conflits d'intérêts au niveau du Collège des bourgmestre et échevins :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1220 ass d'Madamm Banneminister op verschidde juristesch Considératiounen agaangen, déi e Member vum Gemengerot betreffen. Den Artikel 20 vum Gemengegesetz bezitt sech awer och op de Buergermeeschter an op d'Membere vum Schäfferot.

« Art. 20. Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur : 1° d'être présent aux délibérations du conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote ; 2° d'intervenir comme avocat, avoué ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, servir la commune, si ce n'est gratuitement ; 3° de prendre part, directement ou par personne interposée, à aucun marché de travaux, de fourniture ou de services pour la commune. Cette interdiction s'applique également aux sociétés civiles, en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée dans lesquelles le membre du corps communal, le secrétaire ou le receveur est associé, gérant ou mandataire salarié ainsi qu'aux sociétés par actions ou coopératives dans lesquelles il est administrateur chargé de la gestion courante ou employé dirigeant. Cette interdiction s'applique encore aux sociétés par actions et sociétés coopératives dans lesquelles un membre du Collège des bourgmestre et échevins appartient au conseil d'administration. L'interdiction visée aux alinéas qui précédent sub 3° ne s'applique pas aux fournitures et prestations urgentes de faible envergure faites par un commerçant ou artisan, lorsqu'aucune autre entreprise de la même branche n'existe dans la commune ou dans le voisinage. »

Dowéinst wollt ech meng Froen nach eemol widderhuelen a besonnesch op de Buergermeeschter an op de Schäfferot ausriichten:

1. Ass der Madamm Minister e rezente Fall bekannt, an deem e Buergermeeschter oder e Member vum Schäfferot u Reuniounen, Deliberatiounen oder Decisioune vum Buergermeeschter- a Schäfferot matgewierkt hätt, an deenen hien oder si e perséinlechen Interessi hätt? Wa jo, a wéi enger Gemeng? Wéi eng Deliberatiounen oder Decisioune wäre betraff?

2. Sollt dat de Fall sinn, wéi reagéiert d'Madamm Banneminister op déi Situatioun, ënner anerem och am Hibléck op den Artikel 20 vum Gemengegesetz?

3. Gëtt et Jurisprudenzen an deem Beräich? Wa jo, kann d'Madamm Minister der Chamber déi relevant Konklusioune matdeelen?

4. Konnt d'Madamm Minister Irregularitéiten oder Illegalitéiten am Fonctionnement vun engem Buergermeeschter- a Schäfferot, och zum Beispill am Hibléck op den Artikel 245 vum Strofgesetzbuch, feststellen an, wa jo, huet si iergendwellech Faiten un de Parquet viruginn?

5. Huet d'Madamm Minister, zum Beispill opgrond vum Artikel 23 vum Gesetz iwwer d'Strofprozedur, dem Parquet Faiten denoncéiert, déi Deliberatiounen oder/an Decisioune vun engem Buergermeeschter- a Schäfferot concernéieren?

6. Wann d'Madamm Minister esou Faite sollt gewuer gi sinn, awer déi net dem Parquet matgedeelt hätt, firwat huet d'Madamm Banneminister dat dann net gemaach?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech nach eng Kéier iwwer méiglech Interessekonflikter am Bezuch zu de politeschen Organer vun de Gemengen.

Et sief fir d'éischt drun erënnert, dass de Buergermeeschter an d'Schäffen och d'Qualitéit als Conseilleren hunn. Aus deem Grond widderhuelen ech net nach eng Kéier d'Äntwerten op d'Froen 1-3, déi schonn am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 1220 beäntwert gi sinn. Déiselwecht Prinzipie gëlle fir Deliberatioune vum Schäfferot.

An der sougenannter Affär „Gaardenhaischen" ass mir bis elo keng Deliberatioun vum Schäfferot bekannt, wou den Artikel 20 net respektéiert gi wär, ech hunn awer Kenntnis vu Faite kritt, déi ënner den Artikel 245 vum Code pénal kënne falen, an hunn de Parquet de 19. September 2019 doriwwer informéiert, well ech duerch den Artikel 23 vum Code de procédure pénale dozou obligéiert sinn. Ob eng Persoun als Conseiller, Schäffen oder Buergermeeschter viséiert ass, wäert sech am Laf vun der Enquête weisen.

Question 1248 (25.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **délai de livraison pour voitures électriques :**

Den deemolegen an aktuelle Mobilitéitsminister hat an engem Interview vum 16. September 2017 am „Tageblatt" ugekënnegt, dass bis d'Joer 2020 insgesamt 40.000 Elektroautoen op eise Stroosse rulle sollen.

Wéi a verschiddenen Autosrevuen ze liesen ass, bedroen d'Liwwerzäite fir Elektroautoen tëschent dräi an zwielef Méint. Falls d'Demande vun den Elektroautoen am globale Kontext weider sollt steigen a gläichzäiteg d'Autoshiersteller net mat hirer Produktioun nokommen, kéinten dës Delaie sech an Zukunft nach weider verlängeren. Des Weidere steigt d'Demande no Elektroautoen net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee op der ganzer Welt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass genuch Elektroautoe fir de lëtzebuergeschen Autosmarché disponibel wäerte sinn, fir dass déi vum Minister deklaréiert Zuel vu 40.000 Elektroautoe fir d'Joer 2020 ze erreechen ass?

2. Bleift de Minister bei senger Ausso, dass 2020 mindestens 40.000 Elektroautoe sollen zu Lëtzebuerg ugemellt sinn?

Réponse (17.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi an de rezente parlamentaresche Froen N° 0770 an N° 0804 erkläert, sinn d'Zuele vun den nei immatrikuléierten elektreschen Autoen amgaange mat klammen. Dës Evolutioun kann op déi 2019 agefouert méi direkt an héich Primmen zréckgefouert ginn, op den Ausbau vun den „Chargy"-Luedstatiounen an awer och op eng méi grouss Auswiel vu vollelektreschen a Plug-in Hybrid-Modeller. Et kann een awer haut dervun ausgoen, datt bis Enn 2020 nach keng 40.000 Elektroautoen zu Lëtzebuerg wäerten ugemellt sinn.

D'Zil vu 40.000 Elektroautoen, wat ongefeier 10 % vum Lëtzebuerger Fuerpark géif entsprechen, gouf 2011 vun der deemoleger Regierung ausginn. Parallel gouf an Däitschland d'Zil vun enger Millioun Elektroautoe bis 2020 annoncéiert. Deemools goung een dervun aus, datt vill fir de Client interessant Elektroautoe géifen op de Maart kommen. Leider huet dës Entwécklung méi laang gedauert an, wéi uewen erklärt, ass dëst ereischt säit Kuerzem de Fall. D'Autoshiersteller sinn awer verflicht, fir ëmmer méi spuersam an ëmweltfrëndlech Modeller op de Maart ze brengen. Esou dierf d'Moyenne vum Flotteverbrauch pro Hiersteller 2020 nëmmen nach 95 g CO_2/km entspriechen, an dëse Wäert geet dono weider erof. Dës Virgabe brénge mat sech, datt och ëmmer méi interessant Elektroautoe fir de Client op de Maart wäerte kommen.

Am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang ass d'Regierung amgaangen, nei Ziler a Mesurë fir d'Elektromobilitéit auszeschaffen. Esou solle bis d'Joer 2030 ongefeier d'Halschent vum Lëtzebuerger Fuerpark Elektroautoe sinn.

Question 1249 (25.09.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**élargissement de la B7 :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3930 vum 13. Juli 2018 iwwer Lärmschutzmoossnamen am Kader vum Ausbau vun der B7 op der Héicht vu Schieren huet d'Regierung informéiert, dass als Lärmschutzmoossname Schallschutzwänn solle gebaut ginn, op enger Gesamtlängt vun 2.788 Meter béidsäiteg vun der Strooss. Dës Moossname sollen am Kader vun der Verbreederung vun der B7 realiséiert ginn. An där selwechter Äntwert ass och präziséiert ginn, dass mat den Aarbechte vun der Verbreederung, an domat vum Lärmschutz Enn 2019, Ufank 2020 ugefaange soll ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kënnen, wéi geplangt, d'Aarbechte vun der Verbreederung vun der B7 an domat vum Lärmschutz op der Héicht vu Schieren Enn 2019, Ufank 2020 ufänken?

2. Wei eng Inzidenzen hunn déi aktuell Ausgruewungen um Site vun der Réimervilla zu Schieren op dëse Planning?

Réponse (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Beim Ausschaffe vum Avant-projet détaillé (APD) zum Projet mam Titel „Mise à 2 x 2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et d'Ettelbruck" huet sech erginn, datt de Seuil vu 40 Milliounen Euro ab deem e Finanzéierungsgesetz néideg ass, géif iwwerschratt ginn. De Projet erfuerdert also elo d'Ausschaffe vun engem Finanzéierungsgesetz, wat wäert kënnen Ufank 2020 presentéiert ginn, soudatt d'Aarbechten zu deem Zäitpunkt also nach net kënnen ufänken.

ad 2. Déi aktuell Ausgruewungen um Site vun der Réimervilla zu Schieren hu keng Inzidenze méi op de Planning, well de Projet konnt esou adaptéiert ginn, datt de Site kann integral erhale ginn.

Question 1250 (25.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **piratage de dossiers médicaux :**

In einem Beitrag des Bayerischen Rundfunks wurde kürzlich über hochsensible medizinische Daten von mehreren Millionen Patienten berichtet, die auf ungesicherten Servern gelandet sind und auf die demnach jeder zugreifen könne. Rund 50 Länder seien davon betroffen.

Der Experte für Informationssicherheit Dirk Schrader sprach in diesem Zusammenhang von einem „near realtime-access", das heißt ein Zugriff auf die Daten beinahe in Echtzeit. Der Professor für IT-Sicherheit an der Fachhochschule Münster nennt es einen handfesten Skandal.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Gesundheit, den Herrn Minister für Medien und Kommunikation und den Herrn Minister für Digitalisierung stellen:

- Können die Minister ausschließen, dass luxemburgische Patientenakten betroffen sind von diesem Datenleck?

- Haben die Minister Informationen über in Luxemburg ansässige Patienten, deren medizinische Daten ungesichert waren/sind?

- Wurde die nationale Datenschutzkommission beauftragt hierzu Recherchen in die Wege zu leiten? Welche Erkenntnisse ergaben sich aus diesen Recherchen?

- Können die Minister kurz erläutern, wo die medizinischen Daten aus dem luxemburgischen Gesundheitssektor gespeichert werden? Wie werden die Ärzte oder Ähnliche in diesem Bereich unterstützt?

Réponse commune (29.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Uns sind die Nachrichtenartikel, nach denen Röntgenbilder von Patienten aus Deutschland und den USA teilweise im Netz zugänglich gewesen seien, bekannt. Neben den USA wären in Deutschland besonders Patienten aus dem Raum Nordrhein-Westfalen betroffen gewesen und das Leck wäre durch ungesicherte Server, die für die Bildarchivierung verwendet wurden, die sogenannten „picture archiving and communication system" (PACS), entstanden.

Ereignisse wie diese heben erneut hervor, wie wichtig die Sicherheit bei personenbezogenen Daten im Allgemeinen und ganz besonders bei sensiblen Daten wie medizinischen Daten ist. Diesbezüglich erinnern wir an die Bestimmungen der europäischen Datenschutz-Grundverordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016, nach denen personenbezogene Daten so verarbeitet werden müssen, dass ihre Sicherheit und Vertraulichkeit hinreichend gewährleistet ist, wozu insbesondere gehört, dass Unbefugte keinen Zugang zu den Daten haben und weder die Daten noch die Geräte, mit denen diese verarbeitet werden, benutzen können.

Es ist die Verantwortung des jeweiligen für die Verarbeitung Verantwortlichen dafür zu sorgen, Sicherheitstechnologien, Dienste und Maßnahmen einzusetzen, die es ermöglichen mit dem vorgegebenen Grad der Zuverlässigkeit Störungen oder widerrechtliche Eingriffe abzuwehren und die Verfügbarkeit, Authentizität, Vollständigkeit und Vertraulichkeit von gespeicherten oder übermittelten Daten sowie die Sicherheit der damit zusammenhängender Dienste, die über diese Netze oder Informationssysteme angeboten werden, zu garantieren. Die Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der Sicherheit und zur Eindämmung der Risiken sollen unter Berücksichtigung des Stands der Technik und der Implementierungskosten ein Schutzniveau gewährleisten, das den von der Verarbeitung ausgehenden Risiken und der Art der zu schützenden personenbezogenen Daten angemessen ist.

Bisher liegen uns keine Informationen vor, dass medizinische Daten von in Luxemburg ansässigen Patienten ungesichert waren oder sind.

Um die luxemburgischen Gesundheitsdienstleister im Bereich der Informationssicherheit zu unterstützen, fördert die Agence eSanté unter anderem die Interoperabilität und Sicherheit bei der Entwicklung von Gesundheitsinformationssystemen durch die Erstellung und Förderung von Standards, die zur Interoperabilität und Sicherheit von Gesundheitsinformationssystemen beitragen.

Im Rahmen der über die nationale elektronische Plattform angebotenen Dienste hat sie ebenfalls Sicherheitsrichtlinien und eine für alle Gesundheitsdienstleister zugängliche Politik der Informationssicherheitspolitik eingeführt.

Angesichts der Vielfalt der Gesundheitsdienstleister, die in Luxemburg medizinische Daten im Bereich der Gesundheit verarbeiten und die überwiegend private Akteure sind, und unter Hinweis auf die Bestimmungen über den freien Dienstleistungsverkehr, ist uns allerdings nicht bekannt, wo sämtliche medizinischen Daten aus dem luxemburgischen Gesundheitssektor gespeichert werden. Mit Betracht unter anderem auf die in Luxemburg vorhandenen zertifizierten Rechenzentren, können wir davon ausgehen, dass die meisten in Luxemburg gespeichert werden, wenn auch sicherlich nicht alle. Des Weiteren sind die Daten der luxemburgischen Patienten, die im Ausland behandelt oder weiterbehandelt werden, auch bei den dort jeweiligen Gesundheitsdienstleistern vorhanden. Insgesamt kann demnach nicht ausgeschlossen werden, dass auch Daten von in Luxemburg ansässigen Patienten in diesem Zusammenhang ungesichert waren.

Question 1251 (25.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vidéosurveillance des CFL :**

An den Zich, de Garë souwéi an de Busser vun de CFL ginn d'Reesender vun Iwwerwaachungskameraen opgeholl. Mam Akraafttriede vum GDPR am Mee 2018 huet sech d'Legislatioun ronderëm den Asaz a Gebrauch vu Kameraen allerdéngs verschäerft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wien ass de Responsabele fir den Traitement vun de Videoopnamen, déi an de Waggonen, op de Garë souwéi an de Busser vun de CFL opgeholl ginn?

2. Wéi eng Persounen hunn Accès op dës Biller a wéi ass den Accès protegéiert? Huet d'Personal vun de CFL een Accès op d'Opnamen? Falls jo, si si hisiichtlech dem GDPR forméiert?

3. Wou ginn d'Videoopnamen an den Zich, Garen a Busser gespäichert a wéi laang?

4. Wéivillmol ass d'Videomaterial säit dem Akraafttriede vum GDPR visualiséiert a consultéiert ginn? Wat waren d'Motiver vun de verschiddene Consultatiounen a wéi eng Persoune kruten op dës Donnéeën een Zougréff?

Réponse commune (07.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat der parlamentarescher Fro N° 1251 vum 25. September 2019 wollt den honorabelen Deputéierte Marc Goergen sech iwwer d'Videoiwwerwaachung bei de CFL informéieren.

ad 1. Den „responsable du traitement" vun der Videoiwwerwaachung an Zich, Garen a Bussen ass d'Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL).

ad 2. Et gi méi Videoiwwerwaachungssystemer bei de CFL, déi op verschidde Manéiere funktionéieren.

a) d'Videoiwwerwaachung an den Zich

D'Videoiwwerwaachung an den Zich funktionéiert mat engem verschlësselte Kassettesystem. Dës Kassette bleiwen an den Zich op enger bestëmmter Plaz, déi zougespaart ass, an d'Biller ginn iwwerschriwwen ab dem Moment, wou déi maximal Stonnenzuel vun der Kassett erreecht ass. Eenzeg déi dozou befuugte Persoune bei de CFL, déi a Fro kommen, fir am Kontext vun der Videoiwwerwaachung ze intervenéieren, kënnen Zougang zu de Biller kréien.

Et handelt sech dobäi ëm:

- Techniker, déi spezialiséiert sinn, fir all technesch Problemer vun der Videoiwwerwaachung an den Zich ze kontrolléieren an ze reegelen,

- Persounen, déi befuugt sinn, d'Biller ze konsultéieren,

- Persounen, déi befuugt sinn, ze iwwerwaachen, datt dës Konsultatioun vun de Biller konform mat de gesetzleche Virschréften ausgefouert gëtt,

- den „délégué à la protection des données" (DPO),

- d'Personalvertrieder, wann een Agent vun de CFL betraff ass.

D'Kassetten, déi Biller enthalen an déi vun de befuugte Persounen aus den Zich geholl ginn, ginn entweeder an engem Safe vun engem speziell fir hir Visualisatioun geduechte Sall zwëschegelagert, oder an engem Schaf am Büro vun engem spezialiséierten Techniker agespaart am Kader vun enger technescher Interventioun un der Kassett.

Dës Kassette kënnen nëmme mat engem spezifesche Programm ausgelies ginn.

Eng Kopie vun de betraffene Sequenze kann der Persoun ausgehändegt ginn, déi zur Visualisatioun befuugt ass.

b) D'Videoiwwerwaachung an de Bussen

D'Busse verfügen iwwer een Enregistreur mat Harddisk, deen zougespaart ass. Dëse befënnt sech sengersäits an engem Boîtier am Bus, deen och zougespaart ass. D'Biller si verschlësselt.

D'Harddiske ginn net aus den Enregistreuren erausgeholl. Fir un d'Biller ze kommen, schléissen d'CFL sech direkt un den Harddisk un an kënnen d'Biller direkt op CD-ROM oder op USB-Stick späicheren.

D'Biller gi konservéiert bis un d'Grenz vun der Späicherkapazitéit vum Harddisk. Beim Erreeche vun der Späicherkapazitéit ginn d'Biller automatesch duerch déi nei Biller iwwerschriwwen.

Eenzeg déi dozou befuugte Persoune bei de CFL, déi a Fro kommen, fir am Kontext vun der Videoiwwerwaachung ze intervenéieren, kënnen Zougang zu de Biller kréien.

Et handelt sech dobäi ëm:

- Techniker, déi spezialiséiert sinn, fir all technesch Problemer vun der Videoiwwerwaachung an de Bussen ze kontrolléieren an ze reegelen,

- déi Responsabel vum „Service Bus" vun de CFL,

- Persounen, déi befuugt sinn, ze iwwerwaachen, datt dës Konsultatioun vun de Biller konform mat de gesetzleche Virschréften ausgefouert gëtt,

- den „délégué à la protection des données" (DPO),

- d'Personalvertrieder, wann een Agent vun de CFL betraff ass,

- d'Membere vun der Direktioun vun de CFL.

Eng Kopie vun de betraffene Sequenze kann der Persoun ausgehändegt ginn, déi zur Visualiséierung befuugt ass.

c) D'Videoiwwerwaachung an de Garen

D'„Centrale de télésurveillance" vun de CFL geréiert d'Videoiwwerwaachung an de Garen, de Park & Riden, de Quaien, de Lifter, dem Funiculaire a bei den Noutruffbornen. D'Operateure vun dëser Zentral visualiséieren an Echtzäit d'Biller vun den Iwwerwaachungskameraen, mee si kënne keng enregistréiert Biller visualiséieren.

Nieft dësen Operateure kënnen de Chef vum „Service exploitation et infrastructure" (EI), säin Adjoint, de Bereetschaftsdéngscht vum selwechte Service (EI), d'"Division juridique et assurances" (JA), den „Service sécurité, sûreté et environnement" (S&E), den „délégué à la protection des données" (DPO) an d'Membere vun der Direktioun vun de CFL och déi Biller an Echtzäit gesinn, am Fall, wou déi Genannte sech selwer an d'Zentral deplacéieren.

D'Zentral ass speziell fir d'Visualisatioun vun de Biller ausgeluecht an d'physesch Zougäng zur Zentral gi per Badge geschützt. Iwwer d'Visiteure gëtt mat enger Regëster Buch gefouert. De Videoiwwerwaachungssystem gëtt mat geschützte Serveuren a verschlësseltem Datentransfert geschützt.

D'Biller ginn op CFL-Serveure gespäichert a kënnen op Ufro visualiséiert ginn, wann dës Ufro vun enger Persoun validéiert gëtt, déi befuugt ass, d'Biller ze visualiséieren.

Nëmmen déi befuugte Persounen kënnen Zougréff zu den Opnamen hunn. Dëst sinn de Chef vum „Service exploitation et infrastructure" (EI), säin Adjoint, de Bereetschaftsdéngscht vum selwechte Service (EI), déi verantwortlech Persoun vun der Zentral, d'„Division juridique et assurances" (JA), den „Service sécurité, sûreté et environnement" (S&E), den „délégué à la protection des données" (DPO) an d'Membere vun der Direktioun vun de CFL.

Déi geriichtlech Autoritéite souwéi d'Police grand-ducale hunn ebenfalls op Ufro Zougang zu de Biller vun der Videoiwwerwaachung aus de Garen, den Zich an de Bussen.

Déi an der Videoiwwerwaachung implizéiert Persoune sinn 2018 am Kader vum GDPR bei enger spezieller Sessioun zu den Theme Videoiwwerwaachung an Dateschutz forméiert ginn. Nei Sessioune fir dës Formatioun si fir 2020 virgesinn. Et handelt sech fir d'CFL hei ëm ee fortwährende Formatiounsprozess.

ad 3.

a) D'Videoiwwerwaachung an den Zich

D'Kassetten enregistréiere wärend 72 Stonnen an den Alstom- a Stadler-Automotricen a wärend zéng Deeg an de Bombardier-Voituren.

b) D'Videoiwwerwaachung an de Bussen

D'Biller aus de Busse ginn zwësche 15 Deeg a maximal engem Mount konservéiert, ofhängeg vun der Generatioun vum System.

c) D'Videoiwwerwaachung an de Garen

D'Opzeechununge sinn zougänglech an der „Centrale de télésurveillance" a gi wärend maximal 20 Deeg konservéiert.

ad 4.

a) D'Videoiwwerwaachung an den Zich

Säit dem 25 Mee 2018 sinn 114 Ufroe gestallt ginn, fir Opname vun der Videoiwwerwaachung an den Zich ze visualiséieren oder ze konsultéieren.

D'Motiver vun deenen 114 Ufroe si follgendermoossen opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Biller si visualiséiert gi vun:

- Persounen, déi dozou befuugt waren,

- Persounen, déi befuugt waren, ze iwwerwaachen, datt dës Konsultatioun vun de Biller konform mat de gesetzleche Virschréften ausgefouert gëtt,

- Personalvertrieder, wann ee CFL-Agent betraff war,

- der Police grand-ducale.

b) D'Videoiwwerwaachung an de Bussen

Zënter Mee 2018 sinn d'Kamerabiller 22-mol visualiséiert ginn.

Dëst gouf gemaach am Fall, wou ee CFL-Agent aggresséiert gouf, oder op Ufro vun der Police grand-ducale (Vol, Vandalismus, Aggressioun an esou weider).

D'Biller si visualiséiert gi vun:

- Responsabele vum „Service Bus" (BU) vun den CFL,

- Persounen, déi befuugt waren, ze iwwerwaachen, datt dës Konsultatioun vun de Biller konform mat de gesetzleche Virschréften ausgefouert gëtt,

- Personalvertrieder, wann ee CFL-Agent betraff war,

- der Police grand-ducale.

c) D'Videoiwwerwaachung an de Garen

Vum 28. Mee 2018 bis 30. September 2019 inclus sinn 246-mol Videoopzeechungen aus de Garë visualiséiert a consultéiert ginn.

D'Motiver vun deenen 246 Ufroe si follgendermoossen opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Biller goufe konsultéiert, jee no Fall, vum Adjoint vum Chef vum „Service exploitation et infrastructure" (EI), dem Bereetschaftsdénscht vum selwechte Service (EI), dem „délégué à la protection des données" (DPO), engem Member vun der Direktioun vun de CFL an der Police grand-ducale.

Question 1252 (26.09.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **reconduction primes panneaux photovoltaïques :**

Les premières subventions pour la production d'électricité à partir de l'énergie solaire au Luxembourg remontent à il y a une vingtaine d'années, de façon à ce que bon nombre de ces contrats sont venus à terme récemment respectivement viendront à terme prochainement.

Par conséquent, les ménages concernés ne pourront plus profiter des tarifs de rachat avantageux comme jusqu'à présent, mais ils devront soit vendre l'électricité au prix du marché, qui est considérablement moins attractif, soit, après adoption du projet de loi respectif, ils pourront consommer eux-mêmes l'énergie produite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la situation susmentionnée pourrait mener certains propriétaires à désinstaller leurs panneaux solaires ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire des nouvelles mesures afin que les personnes concernées pourraient continuer à bénéficier d'un tarif de rachat plus avantageux ?

Réponse (14.11.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn, il importe d'abord de rappeler la raison d'être des tarifs d'injection pour les centrales de production basées sur des sources d'énergie renouvelable. Les tarifs réglementés sont élaborés de telle façon que les producteurs peuvent attendre un bénéfice raisonnable après 15 ans (en conformité aux règles européennes concernant les aides d'État). Dès lors, l'investissement dans les panneaux solaires a été amorti et seuls les frais d'entretien et de maintenance restent à couvrir.

Il faut également rappeler que pour les centrales sortant actuellement des tarifs d'injection et auxquelles l'honorable Député se réfère, il y en a beaucoup qui ont été installées entre 2001 et 2004, et de ce fait profitent de la « prime d'encouragement écologique » du Ministère de l'Environnement qui est garantie pendant 20 ans, donc cinq ans de plus que les tarifs d'injection.

À l'échéance de cette durée, l'exploitant doit décider s'il veut continuer de produire de l'électricité et le cas échéant comment il le fera. Il a plusieurs options :

- pour faciliter une utilisation des centrales jusqu'à leur fin de vie, il existe la solution réglementaire minimale qui consiste à demander au gestionnaire de réseau d'être rémunéré au prix du marché de gros ;

- en complément, l'exploitant a la possibilité d'autoconsommer son énergie produite sur le même site. Il essaiera alors de substituer une partie de l'électricité qu'il achète auprès d'un fournisseur et qu'il prélève du réseau par sa propre production d'électricité. À l'avenir, cette voie constituera probablement le moyen le plus intéressant d'utiliser l'énergie photovoltaïque des installations qui sortent du tarif d'injection réglementaire. Cette solution créera de nouvelles opportunités pour les exploitants.

L'autoconsommation, qui est déjà possible en vertu de la législation actuelle, sera détaillée et promue davantage par le projet de loi n° 7266 mentionné par l'honorable Député. Le projet de loi vise à clarifier les nouveaux concepts tels que l'autoconsommation individuelle, l'autoconsommation collective ou encore l'autoconsommation au sein d'une communauté énergétique. Ces nouveaux concepts visent à refléter que le rôle du simple consommateur d'électricité est en pleine mutation vers un rôle plus actif, celui du « prosommateur ».

Le projet de loi prévoit que l'énergie électrique autoconsommée basée sur les sources d'énergie renouvelable sera exemptée de la taxe électricité et en partie des frais de réseau. Un autoconsommateur, qui est capable de gérer sa consommation d'électricité (par exemple par le moyen d'une batterie ou en adaptant sa consommation à sa production) de manière à réduire davantage le volume d'énergie électrique à prélever du réseau, pourra pareillement encore optimiser ses économies. Il convient de mentionner que la contribution relative au mécanisme de compensation n'est déjà plus due.

À cet égard il est renvoyé au récent rapport d'activité 2018 de l'Institut luxembourgeois de régulation (https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-696.pdf) qui donne sur ses pages 36 à 38 un aperçu succinct sur la situation actuelle concernant l'autoproduction. Ainsi, un ménage autoproducteur économise aujourd'hui déjà le coût de l'énergie électrique (5,48 ct/kWh en 2018) achetée auprès de son fournisseur et la contribution envers le mécanisme de compensation (2,54 ct/kWh en 2018), soit au total quelque 8 ct/kWh. Suivant les chiffres-clés de l'ILR, 51 centrales fonctionnent en mode « autoproduction », dont 41 centrales photovoltaïques.

Question 1253 (26.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **documentation pour le cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » :**

D'Gesetz vum 8. Mäerz 2017 gesäit vir, datt ee muss e Cours mat Numm „Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg" besichen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze kréien. Fir d'Kandidate gëtt et och eng Lëscht vu Referenze vu verschiddene Spaweckssäiten, op deenen een Informatiounen zu deene verschiddene Matièrë ka fannen, déi an deem Cours mussen traitéiert ginn.

Et ass also hei am Land all Kéiers de Kandidaten iwwerlooss, fir sech hir Dokumentatioun selwer zesummenzesichen, wat net fir jiddwereen en einfachen Exercice ass. Och gëtt et vläicht Onsécherheeten, ob déi sëlleche referenzéiert Säiten ëmmer op dem leschte Stand vun den Entwécklunge sinn. An anere Länner, wéi zum Beispill Däitschland, gëtt et Bicher, déi Froen an Äntwerte fir den Nationalitéitstest zesummefaassen, wat fir Kloerheet an Zouverlässegkeet suergt. Natierlech kéint eng Privatinitiativ zu Lëtzebuerg och esou e Referenzbuch proposéieren. Et kéint een awer mat Recht argumentéieren, datt dëst eigentlech an der Zoustännegkeet vum Stat léich, dee jo dee Cours virschreift.

Et géif der Qualitéit vun de Coursen iwwer d'Zesummeliewen hei am Land sécher och net schueden, wann e standardiséiert Referenzwierk géif zur Verfügung stoen.

Dowéinst wollt ech der Madamm Justizminister dës Fro stellen:

- Wëllt d'Regierung e Buch oder eng Textsammlung schreiwen oder opstelle loossen, déi den Enseignanten a Kandidaten am Cours „Vivre ensemble" kéint als Referenzwierk déngen?

Réponse commune (28.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir de Certificat „Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg" ze kréien, deen ee

brauch, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, huet een d'Méiglechkeet, déi entspriechend Coursen ze besichen oder sech engem Examen zum Theema ze stellen.

Op déi Iwwerpréifung vun de Kenntnesser muss ee sech autonom virbereeden. Dofir gëtt et Dokumentatiounspropositiounen, déi zu engem Deel aus dem Buch vum Instruction-civique-Cours aus dem Enseignement secondaire „Instruction civique, Classe de II^e, MENFP, ISBN: 9782879950143" an zum aneren Deel aus Säite vum „Portail officiel du Grand-Duché de Luxembourg" bestinn.

Vun deene Leit, déi um Examen deelhuele wëllen, gëtt eng gewësse Selbststännegkeet doranner verlaangt, sech d'Matière ze beschafen a se ze studéieren, woubäi déi Leit, déi sech domadder schwéierdinn, sech ouni Problem fir e Cours umelle kënnen, an deem si sech d'Dokumenter net selwer beschafe mussen, mee alles, wat néideg ass, vun de Formateure vermëttelt kréien.

D'Formateure beruffe sech ënner anerem op d'Dokumentatiounspropositiounen, hir berufflech Erfahrung an hir Formatioun. Si deelen do och Material aus, dat si fir ubruecht halen, respektiv gi si de Leit op Nofro hi weider Quellen un.

De Cours soll méiglechst interaktiv sinn an op d'Bedürfnisser vun alle Kandidaten agoen, déi mat ganz ënnerschiddleche Bildungshannergrënn vertruede sinn. An deem Sënn ass et net ubruecht, mat de Leit einfach e Buch duerchzehuelen. Et ass schwiereg, e Buch fir e ganz heterogeene Public ze realiséieren, e Buch, dat fir deen een usprochsvoll genuch muss sinn a fir deen aneren net ze schwiereg dierf sinn.

D'Matière soll sech, fir d'Coursë lieweg an interessant ze gestalten, och ëmmer op d'Aktualitéit bezéien. Deen Aktualitéitsbezuch wier mat engem Buch schwéier ofzedecken.

Et muss een och ënnersträichen, dass d'Dokumentatiounspropositiounen am Internet méi liicht ze aktualiséiere si wéi e Buch.

Zousätzlech géif e Buch fir d'Leit aus de Coursë vum „Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg", déi, genau wéi d'Examen, bis elo nach gratis sinn, och nach méi Onkäschte bedeiten. Zudeem misst dat Buch, genau wéi d'Coursen an d'Examen, dann och dräisproocheg erauskommen an och an deenen dräi Sprooche vun Zäit zu Zäit aktualiséiert ginn, wat nees vill Käschte verursaache géif.

Aus deene Grënn huet de Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse net geplangt, e Buch speziell fir d'Coursë vum „Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg" erauszebréngen.

Question 1254 (26.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **sécurité du passeport biométrique :**

Op der ESORICS 2019-Konferenz hunn dräi Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg eng Method virgestallt, wéi biomeetresch Päss, déi op dem ICAO-9303-Standard baséieren, kënne benotzt ginn, fir Beweegungsprofiller vun hire Besëtzer ze erstellen an dëst iwwer Distanze vu Meter amplaz e puer Zentimeter.

De genannte Standard war urspréinglech entworf ginn, fir d'Privatsphär vu Passbesëtzer beschtméiglech ze schützen a Beweegungsprofiller onméiglech ze maachen.

D'Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg, méi prezis dem „Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT)" hunn elo awer eng Method fonnt, wéi een e Pass op e puer Meter Distanz erkennen a suivéiere kann, och wa se d'Date vum Pass selwer net liese konnten. Trotzdeem entsteet domadder d'Méiglechkeet, datt e Pass op gréisser Distanz benotzt ka ginn, fir Beweegungsprofiller ze erstellen, respektiv dës kënne mat aneren Donnéeën ze verknäppen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister an der Madamm Innenministesch dës Froe stellen:

1. Ass den Ausseministère a Kenntnis vun dësem Fuerschungsergebnis?

- Wa jo, zanter wéini an duerch wien?

2. D'Fuerscher soen an der Pressematdeelung:

„The team of researchers shared their test results with ICAO in June 2019. They also outlined several approaches for restoring privacy protection, based on the assumption that the manufacturers of e-passport readers must take responsibility for ensuring privacy protection of passport holders."

Wéi eng Konsequenzen huet d'ICAO zanter dem Juni aus dëse Resultater gezunn?

3. D'Identitéitskaarten zu Lëtzebuerg si jo och biomeetresch a beinhalten deelweis RFID-Chippen. Kann d'Madamm Innenministesch ausschléissen, datt déiselwecht Vulnerabilitéit och bei dëse besteet?

- Falls neen, wéi eng Pläng huet de Ministère, fir dëse Problem ze behiewen?

4. Wéi eng Pläng huet den Ausseministère, fir dëse Risiko fir Reesender mat lëtzebuergesche Päss ze limitéieren a kuerzfristeg ze eliminéieren?

5. Wéi positionéiert sech d'Regierung zur Ausso vun de Fuerscher an der Pressematdeelung, wou si soen:

„In Europe, such a security breach likely violates requirements from the EU data protection framework. Governments have the responsibility to protect individual privacy and to ensure that official documents are bulletproof against such attacks."

Réponse commune (18.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Uni Lëtzebuerg huet den Ausseministère virun der Publikatioun vun hirer Etüd net informéiert, soudass de Ministère eréischt no der Konferenz informéiert ginn ass.

ad 2. Den Ausseministère huet Kenntnis dovun, dass d'Resultater vum Fuerschungsergebnis mat der ICAO gedeelt gi sinn. D'ICAO ass awer eng onofhängeg Organisatioun an d'Fro zu eventuelle Konsequenzen, déi d'Organisatioun doraus gezunn huet, kann deemno net vum Ausseministère beäntwert ginn.

ad 3. D'Identitéitskaarten zu Lëtzebuerg respektéieren déiselwecht technesch Norme vun der OACI wéi de biomeetresche Pass.

ad 4. Et ass wichteg, e puer Verdäitlechungen zu der sougenannter Vulnerabilitéit vun de Päss ze maachen:

En eventuelle Mëssbrauch vun der sougenannter Vulnerabilitéit erlaabt op kee Fall, déi perséinlech biomeetresch Donnéeën aus de Päss auszeliesen. Sollt probéiert ginn, duerch eng Attack déi sougenannte Vulnerabilitéit auszenotzen, kéint just festgestallt ginn, dass e Pass e Kontrollpunkt passéiert huet, ouni awer kënnen ze identifizéieren, wien den Titulaire vun deem Pass ass. De Mëssbrauch vun der Vulnerabilitéit setzt viraus, dass eng Rei vun techneschen an operationelle Viraussetzunge geschaaft sinn. Esou misst zum Beispill d'Kommunikatioun tëscht dem Pass an dem Inspektiounssystem kompromettéiert kënne ginn. All dës Viraussetzunge kënnen an engem Laboratoire weesentlech méi einfach realiséiert gi wéi an der Realitéit um Terrain, wou ënner anerem an de Sécherheetszone misst agedronge ginn. Gläichzäiteg missten héich technesch Equipementer an direkter Proximitéit zu legalen Inspektiounssystemer installéiert ginn, fir dann ze versichen, d'Kommunikatiounen ofzefänken, déi op ganz kuerzer Distanz a vu ganz kuerzer Dauer gemaach ginn.

Den Ausseministère ass duerfir der Meenung, dass hei kee reelle Risiko fir Reesender besteet.

ad 5. Den aktuelle Lëtzebuerger Pass, deen zënter 2015 am Ëmlaf ass, entsprécht all den aktuelle Sécherheetsstandarden a garantéiert d'Sécherheet vun de perséinlechen Donnéeën, déi doranner gespäichert sinn.

Question 1255 (25.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**activité de « grands voyants » :**

A menger Fro N° 1003 hat ech d'Regierung iwwer d'Praxis vun de sougenannten „grands voyants" befrot. An hirer gemeinsamer Äntwert schreiwen d'Ministeren, dass d'Aktivitéit vun den „grands voyants" net d'office als illegal ka betruecht ginn. De Code pénal schreift dozou allerdéngs:

« Article 563.

Seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros :

1° Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes. Seront saisis et confisqués les instruments, ustensiles et costumes servant et destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète des songes ; [...] »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Waren d'Ministere bei der Redaktioun vun hirer Äntwert a Kenntnis vum Artikel 563 vum Code pénal?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass d'Police méi Aktioune misst duerchféieren, fir d'Wahrsagerei ze ënnerbannen?

3. Wéi vill Infraktioune vum Artikel 563 Paragraf 1 goufen et zënter 2009?

Réponse commune (05.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Lex Delles,** *Minstre des Classes moyennes :*

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng legal Definitioun vun der Aktivitéit respektiv vum Titel vum „grand voyant". Dofir ass och net vu virera gewosst, wéi eng Akte konkret ausgeféiert ginn, wann eng Persoun sech „grand voyant" nennt. D'Aktivitéit vun engem „grand voyant" kann deemno net d'office als illegal betruecht ginn.

Den Artikel 563, op deen den honorabelen Deputéierte Goergen sech bezitt, féiert spezifesch Akten op, déi laut Code pénal verbuede sinn: « [...] Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes. [...] ». All Persoun, déi dës spezifesch Akten ausféiert, mécht sech laut Artikel 563 strofbar. Et läit awer beim Pouvoir judiciaire, fir dës materiell Elementer nozeweisen an ze appreciéieren.

D'Police mécht hiert Beschtméiglecht, fir d'Scharlatanerei ze ënnerbannen. An de Statistike vun der Police gëtt den Artikel 563 net eenzel gefouert, mee just an der globaler Analys matgezielt, wann dann e Procès-verbal zu der Infraktioun geschriwwe gëtt. Et ass dofir net méiglech, déi gefroten Zuelen zur Verfügung ze stelle respektiv ze soen, ob iwwerhaapt ee Procès-verbal am Kader vun dësem Artikel geschriwwe ginn ass.

Et ass och esou, dass de Fait quasi ëmmer och aner judiciaire Qualifikatiounen zouléisst, déi méi héich Strofe virgesi wéi eng einfach Contraventioun, notamment wéi an der parlamentarescher Ufro N° 1003 erwäänt d'"escroquerie" oder den "abus de faiblesse". Et ass der Police net méiglech, prezis Zuelen erauszefannen, wéivill vun deenen Infraktiounen op „grands voyants" zréckzeféiere sinn.

Question 1256 (26.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **devoir de réserve et secret professionnel dans la fonction publique :**

An engem Zeitungsartikel am „Quotidien" mam Titel „Caroline Dieschbourg secouée, mais sereine" vum 26. September 2019 steet dëse Saz:

« Puis il y a les travaux de déblaiement qui ont été entrepris sans autorisation, pour lesquels l'ANF est saisie d'une enquête, avant même que l'affaire n'apparaisse dans les médias, selon Djuna Bernard, coprésidente du parti déi gréng. »

Et si jo awer all Administratioun an all Beamten un eng Diskretiounsflicht gebonnen, respektiv un en „devoir de réserve". D'Fro stellt sech also, wéi Informatiounen iwwer eng Enquête kënnen un d'Ëffentlechkeet, respektiv u Membere vun „déi gréng", geroden.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Minister, ee vun hire Beamten oder eng vun hire Verwaltungen, speziell d'ANF, zu iergendengem Zäitpunkt ëffentlech bekannt gemaach, datt si eng Enquête zu deem Theemekrees mécht an zu wéi engem Zäitpunkt dëst gemaach gouf („avant même que l'affaire n'apparaisse dans les médias")? Wa jo, a wéi engem Kontext an op wéi enger rechtlecher Basis?

2. Wann net, huet d'Madamm Minister zu iergendengem Zäitpunkt Informatiounen iwwer esou eng intern Enquête u Membere vun der Partei „déi gréng" viruginn? Wa jo, opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis?

3. Wann net, huet d'Madamm Minister eng Denonciatioun beim Parquet gemaach respektiv Disziplinarverfahren ageleet wéinst Verletzung vum Déngschtgeheimnis?

Réponse (29.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Den honorabelen Deputéierten zitéiert als Kontext vu senge Froen eng Journalistin, déi hirersäits eng Deputéiert zitéiert. Souwäit sech d'Froe vum honorabelen Deputéierten op den Hannergrond oder d'Bedeitung vun dësen Zitater bezéien, wier et ubruecht, d'Froen direkt un déi betraffe Persounen ze riichten.

ad 1. Am Zesummenhang mat dem Zeitungsartikel, deen den Här Deputéierten zitéiert huet, ass ze soen, datt d'Entité mobile vun der Natur- a Bëschverwaltung, déi am Beräich vun den Enquêten direkt dem Parquet ënnersteet, sech selwer mat deem Dossier befaasst huet.

Iwwer den Inhalt oder de Fortschrëtt vun enger Enquête, déi ënner d'Kompetenz vum Parquet fält, ass et eleng um Parquet, ze decidéieren, wéini a wéi kommunizéiert gëtt.

Ech erënneren hei un de Communiqué vum Parquet vum 18. September 2019, un de Communiqué vum Parquet vum 2. Oktober 2019 souwéi u meng Pressekonferenz vum 30. September 2019.

ad 2. Neen.

ad 3. Et gëtt keen Ulass fir een Disziplinarverfahre wéinst Verletzung vum Déngschtgeheimnis. Dem Här Deputéierte seng Spekulatioune sinn onbegrënnt.

Question 1257 (26.09.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **frais des photocopies dans l'enseignement secondaire :**

Il m'est parvenu que les directions de certains établissements de l'enseignement secondaire auraient pour pratique d'enjoindre aux membres du corps enseignant de faire payer, en espèces, à leurs élèves les feuilles polycopiées qui leur sont distribuées à des fins scolaires. Étant donné que ces feuilles ont été photocopiées par la machine de l'établissement, les enseignants doivent par la suite, depuis leur compte en banque personnel, virer l'argent récolté auprès des élèves vers le compte de l'établissement scolaire.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette pratique ?

2) Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la liste des établissements scolaires s'adonnant à cette pratique ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il soit normal qu'un enseignant demande à ses élèves, et a fortiori à leurs parents, d'engager des frais pour ce qui est à considérer comme du matériel scolaire et de surcroît par une méthode aussi informelle et peu professionnelle ?

4) D'après mes informations, la tâche de centraliser l'argent récolté par les enseignants reviendrait finalement au régent de la classe, qui doit ainsi s'exécuter de cette tâche comptable. Une telle tâche fait-elle partie de ses attributions ?

5) Monsieur le Ministre comprend-il la gêne occasionnée par cette situation aussi bien auprès de l'enseignant qu'auprès des élèves ?

6) Se pose également la question de la base légale de cette pratique. À ma connaissance, la seule base légale à laquelle se réfère le ou les établissement(s) en question serait un « règlement ministériel du 13 juillet 2007 portant fixation des conditions et modalités de perception de recettes par les services de l'État à gestion séparée dépendant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ». Or, à ma connaissance et à ce jour, ce règlement ministériel semble ne pas avoir été publié. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si ce règlement ministériel a effectivement été publié et, le cas échéant, peut-il m'indiquer la date de publication dudit règlement ?

7) Cette pratique pourrait-elle se baser sur la loi du 8 juin 1999, notamment son article 74, qui prévoit toutefois la publication d'un règlement grand-ducal sur avis du Conseil d'État permettant de déroger à l'universalité des règles de comptabilité, dont je n'ai pour ma part toutefois pas connaissance ? Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer si un tel règlement grand-ducal aurait été adopté et publié ?

8) À l'occasion d'une conférence de presse, Monsieur le Ministre déclara, à juste titre, que l'introduction de la gratuité des manuels scolaires mettrait enfin le Luxembourg en conformité avec l'article 23 de la Constitution consacrant la gratuité de l'enseignement. D'une manière générale, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette pratique soit conforme au principe de l'article 23 de la Constitution consacrant la gratuité de l'enseignement ?

9) Dans l'hypothèse d'une régularité tant légale que constitutionnelle de cette pratique, Monsieur le Ministre estime-t-il néanmoins qu'il serait approprié de mettre un terme à cette pratique et d'assurer que les feuilles photocopiées destinées aux cours soient distribuées gratuitement aux élèves ?

Il m'est également parvenu que certains enseignants refuseraient, pour des raisons déontologiques, de récolter de l'argent auprès des

élèves et prendraient ainsi personnellement en charge les feuilles photocopiées. Par conséquent, ces enseignants ne se voient pas dans l'obligation de virer à l'établissement des sommes qu'ils n'ont jamais récoltées, ce qui aurait pour conséquence qu'ils sont suspectés par la direction, d'une part de garder l'argent récolté et d'autre part de contrevenir à l'obligation légale d'un fonctionnaire de se « conformer [...] aux ordres de service de ses supérieurs » (article 9 du chapitre 5 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État). Or, cette disposition est susceptible d'être contredite par le point 4 de l'article 9 relatif aux devoirs des fonctionnaires de la loi idoine, stipulant que le fonctionnaire peut se soustraire à un ordre s'il estime que « [...] l'ordre reçu est entaché d'irrégularité, ou que son exécution peut entraîner des inconvénients graves [...] ». Il en résulte une situation kafkaïenne où un enseignant distribuant sur ses fonds propres du matériel scolaire afin de préserver des élèves et leurs familles de débourser de l'argent pour assurer leur droit à l'éducation, se voit réprimandé par sa direction.

Ma question est la suivante :

10) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'enseignant refusant de collecter cet argent auprès des élèves pour des raisons plus que compréhensibles peut être mis en demeure par sa direction ?

11) Finalement, dans l'hypothèse où cette pratique est entachée d'irrégularité, enjoindrez-vous aux établissements de rembourser l'intégralité des élèves qui auront été ponctionnés pécuniairement de manière injustifiée ?

Réponse (25.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 6), 7) + 3) En application des dispositions de l'article 74 (1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, les lycées publics sont constitués en services de l'État à gestion séparée.

Les opérations financières effectuées par les services en question reposent sur le règlement grand-ducal du 3 février 2006 fixant les règles de la gestion financière et comptable applicables aux services de l'État à gestion séparée ainsi que les modalités du contrôle de cette gestion.

Quant au règlement ministériel du 13 juillet 2007 auquel l'honorable Député fait référence, il est à considérer comme instruction de service et n'a jamais été publié pour la simple raison qu'il ne s'applique pas au-delà des services de l'éducation nationale.

Un certain nombre d'activités des lycées peuvent en effet être organisées suivant les modalités décrites par l'honorable Député, à savoir que les participations aux frais perçues de la part des parents d'élèves sont récoltées respectivement par un enseignant ou par le régent et versées ensuite sur le compte du lycée par ce dernier. Il va sans dire que de telles opérations sont documentées par un décompte comportant toutes les pièces comptables requises.

J'attire en outre l'attention de l'honorable Député sur les articles 9 et 10 du règlement grand-ducal précité qui fixent les modalités du contrôle de gestion auquel sont soumis les services de l'État à gestion séparée : au contrôle interne effectué par les agents mandatés par le ministre ayant le service dans ses attributions s'ajoute un contrôle externe par la direction du contrôle financier.

Comme les bases légale et réglementaire sont bien données et que les services sont soumis aux contrôles décrits ci-dessus, je ne peux considérer que le fait de faire récolter de l'argent par un enseignant constitue une pratique « informelle » et « peu professionnelle ».

ad 1) + 2) En complément aux manuels scolaires figurant au programme d'études et couverts par la gratuité, des feuilles polycopiées peuvent être distribuées aux élèves (exercices supplémentaires, corrigés de devoirs, etc.) à l'initiative des enseignants. Il est d'usage que les parents d'élèves versent à l'école une participation aux frais occasionnés par les photocopies.

La façon dont cette participation aux frais est perçue peut varier d'un établissement à l'autre et même d'une classe à l'autre, de sorte qu'il ne m'est pas possible de fournir de plus amples renseignements à ce sujet.

ad 4), 5) + 10) La tâche de collecter de l'argent ne fait certes pas partie des attributions d'un régent de classe telles qu'elles sont définies à l'article 3 du règlement grand-ducal du 1er juin 1994 fixant la tâche et les attributions des régents de classe […] ; toutefois, d'une manière générale et afin d'assurer le fonctionnement du service, le directeur du lycée, en tant que supérieur hiérarchique, est en droit d'émettre un ordre de service à l'adresse des membres du personnel enseignant.

Il appartient au directeur de donner les suites qu'il jugera utiles et proportionnées au refus émanant d'un membre du personnel de se conformer à un ordre de service.

ad 8), 9) + 11) La gratuité des photocopies telle qu'elle semble être réclamée par l'honorable Député ne se dégage pas de manière nécessaire de l'article 23 actuel de la Constitution. Partant, la pratique critiquée par l'honorable Député n'est pas entachée d'irrégularité.

Je précise encore qu'outre les manuels scolaires, les supports de cours photocopiés validés par les commissions nationales de l'enseignement secondaire ainsi que par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) sont couverts par la gratuité.

Question 1258 (26.09.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **promotion des énergies renouvelables :**

La promotion des énergies renouvelables en général ainsi que de l'électromobilité en particulier constitue un des axes d'action principaux du Gouvernement afin d'atteindre ses objectifs climatiques. À noter qu'un nouveau projet de loi concernant l'autoconsommation de l'énergie renouvelable produite à domicile a été déposé et se trouve actuellement en phase de discussion à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de promouvoir davantage l'électromobilité en subventionnant notamment l'achat d'une borne de recharge à domicile ?

2) Après l'adoption du projet de loi susmentionné, Monsieur le Ministre entend-il introduire des subventions pour des dispositifs de stockage d'électricité à domicile afin d'encourager davantage l'installation de panneaux photovoltaïques ?

Réponse (12.11.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Avant de définir des mesures concrètes de soutien pour la promotion de l'installation de bornes de charge à domicile et au travail, les ministères ayant l'énergie et le transport dans leurs attributions avaient analysé en 2017 les options pour la mise en place de systèmes de charge non accessibles au public sur le territoire du Luxembourg.

Un groupe de travail avait ensuite été formé ensemble avec myenergy, la structure nationale pour la promotion d'une transition énergétique durable, les gestionnaires de réseau de distribution (GRD), l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et un bureau d'ingénieur pour définir les besoins techniques et organisationnels de tels points de charge. Suivant les conclusions de ce groupe de travail, les GRD ont adapté les conditions techniques de raccordement pour les installations qui sont raccordées au réseau à basse tension (BT). Un chapitre a notamment été ajouté concernant l'installation d'appareils électriques prélevant régulièrement une puissance permanente supérieure ou égale à 7 kW et dont la consommation peut être décalée dans le temps. Cette exigence s'adresse surtout aux points de charge pour véhicules électriques d'une puissance supérieure ou égale à 7 kW/400 VAC. Afin d'éviter un renforcement prématuré du raccordement au réseau public BT, il est ainsi recommandé d'utiliser dans les immeubles résidentiels à plusieurs habitations un système de gestion de charge intelligent capable de gérer la charge des véhicules raccordés.

Une autre conclusion du groupe de travail prémentionné est de prévoir des exigences réglementaires minimales dans le contexte de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et des bâtiments fonctionnels. À cette fin, le règlement grand-ducal du 7 mars 2019, qui transpose partiellement des directives européennes, modifie la réglementation concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et celle des bâtiments fonctionnels dans le sens qu'un certain nombre d'emplacements de stationnement doivent être conçus et équipés de manière à pouvoir accueillir ultérieurement un dispositif de charge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables. Ces emplacements doivent disposer d'un précâblage approprié ou de deux conduits selon le concept de câblage prévu. Un de ces conduits devra pouvoir accueillir ultérieurement un câble électrique menant au tableau de distribution principal et l'autre conduit devra pouvoir accueillir un câble pour la transmission de données menant vers l'armoire de comptage ou vers l'emplacement du système de gestion de la puissance de charge.

Entre-temps, myenergy a élaboré une brochure comportant un aperçu des différentes possibilités de charge à domicile ou au lieu de travail ainsi que des démarches pour l'installation d'une borne de charge murale. Cette brochure peut être téléchargée sous le lien suivant :

https://www.myenergy.lu/fr/particuliers/mobilite/charger-votre-voiture-electrique

Finalement, un programme d'aides pour l'installation de bornes de charges privées (« wallbox ») est en train d'être élaboré.

ad 2) La promotion de dispositifs de stockage d'électricité est encore à l'étude en ce moment. Le projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit qu'un utilisateur du réseau est autorisé à exploiter un stockage d'électricité dans les limites de puissance et de capacité, et selon les conditions d'exploitation qui seront à arrêter par le régulateur après une procédure de consultation. Dès que ces conditions d'exploitation auront été publiées, un programme de soutien de tels systèmes de stockage sera évalué plus en détail.

Question 1259 (27.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **sécurité à Esch-sur-Alzette :**

Esch/Uelzecht ass awunnerméisseg déi zweetgréisste Stad an eisem Land. D'Minettmetropol ass eng Stad mat vill Geschicht a Kultur a gläichzäiteg eng Stad op der Sich no enger neier Identitéit. An der Transitiounsphas nom Réckzuch vun der Stolindustrie versicht d'Stad, sech selwer eng nei Identitéit ze ginn. An dësem Kader spillt natierlech Esch 2022 eng wichteg Roll, well mam Projet vun der europäescher Kulturhaaptstad Esch seng Identitéit als hip, modern a kosmopolitesch Stad weiderentwéckele soll.

Allerdéngs ass Esch aktuell net fir seng Kënschtler- a Kulturzeen bekannt, mee virun allem fir d'Onsécherheet an d'Kriminalitéit. Et brauch ee keng zwou Persounen an der Stad ze froen, fir festzestellen, dass d'Perceptioun vun der Sécherheet zu Esch miserabel ass. Ob Drogenhandel, Gewalt am Alldag oder Déifstall, d'Escher Police leeft der héijer Unzuel vun Infraktioune säit Joren hannendrun. Et ass virun allem fir d'Awunner a fir d'Geschäftsleit ermiddend, ee Stroftäter den Dag no senger Infraktioun erëm op en Neits bei enger neier Strofdot ze erwëschen. Als Folg hu vill Mënschen zu Esch d'Vertrauen an d'Justiz ganz verluer a ruffen aus dësem Grond d'Police net méi. D'Stroftäter selwer schéngen de Respekt virun der Justiz och komplett verluer ze hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Justiz a Kultur, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi vill Infraktioune sinn tëscht 2013 an 2019 an der Gemeng Esch-Uelzecht constatéiert ginn?

- Wéi vill Infraktioune betreffen Déifstall?
- Wéi vill Infraktioune betreffe Gewalt?
- Wéi vill Infraktioune betreffen Drogenhandel?

2. Als Vergläich: Opgelëscht pro Joer, wéi vill Infraktioune sinn tëscht 2013 an 2019

- op der Stater Gare,
- zu Déifferdeng,
- zu Péiteng, zu Dikrech,
- zu Ettelbréck
- an zu Wolz

constatéiert ginn?

- Wéi vill Infraktioune betreffen Déifstall?
- Wéi vill Infraktioune betreffe Gewalt?
- Wéi vill Infraktioune betreffen Drogenhandel?

3. « J'ai dû passer au moins un millier d'appels aux autorités. Depuis un an et demi, c'est de pire en pire. Les dealers s'installent, je les mets dehors, puis ils reviennent en me riant au nez. » (Auszuch aus engem Artikel aus dem „L'essentiel", 18. Oktober 2018)

Kann d'Regierung den Onmut an d'Frustratioun vun den Awunner a Geschäftsleit zu Esch novollzéien?

4. Consideréiert d'Regierung, dass d'Kriminalitéit zu Esch ausser Kontroll geroden ass?

5. Wat fir eng Mesurë wäert d'Regierung ënnerhuelen, fir d'Sécherheet zu Esch an noer Zukunft ze erhéijen?

6. D'Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz haten de leschte Mëttwoch un enger Versammlung am Quartier Stater Gare deelgeholl, fir mat den Awunner iwwer d'Kriminalitéit an der Rue de Strasbourg ze diskutéieren. Envisagéiert d'Regierung eng änlech Versammlung fir Esch? Falls jo, wéini?

Réponse commune (28.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

De follgenden Tableau liwwert d'Äntwerten zu de Froen, déi an dësen zwee Punkte gestallt goufen.

Allerdéngs muss een drop opmierksam maachen, dass:

- Déi Zuelen aus der offizieller Kriminalitéitsstatistik deene Limitten ënnerleien, wéi se an der alljärlecher offizieller Presentatioun vun de Statistiken erkläert ginn;

- Et net konstruktiv ass, wann net esouguer geféierlech, fir déi offiziell Statistiken ze diskutéieren an ze vergläichen, ouni Explikatioune vun den Experten dozou ze kréien;

- D'Nomenklatur an d'Zuele vun den eenzelnen Infraktiounen aus den offizielle Kriminalitéitsstatistike vun der Police iwwerholl sinn;

- Fir Zuelen ze liwweren, déi matenee vergläichbar sinn, d'Joer 2019 net berücksichtegt ginn ass, well do nach keng Zuele virleien;

- Mat „affaires drogues" den Total aus dem Drogenhandel, -konsum a -besëtz zesummegefaasst ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Police huet a sengen offizielle Kriminalitéitsstatistiken nëmmen Zuele bis op de Gemengenniveau a keng Opschlësselung no Quartieren oder Lokalitéiten. Fir kënnen op d'Question parlementaire ze äntwerten, huet d'Police fir de Garer Quartier eng opwendeg Recherche gemaach, wou d'Resultater am follgenden Tableau integréiert gi sinn. Allerdéngs dierfen déi Resultater nëmmen als Indikatioun geholl ginn an op kee Fall als offiziell Resultater gewäert ginn. Falls dat sollt erfuedert sinn, kann d'Police leider keng Zuele liwweren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et muss een déi Zuelen aus de virleienden Tableauen an de richtege Kontext setzen, et kann een net einfach déi eenzel Gemengen oder Quartiere matenee vergläichen. Hei spillen eng grouss Zuel u Fakteuren, wéi zum Beispill d'Bevëlkerungsdicht an -zesummesetzung, déi geografesch Lag oder dat subjektiivt Onsécherheetsgefill bei der Bevëlkerung eng entscheedend Roll an erlaben et dowéinst net, déi eenzel Zuelen ouni weider Analys direkt mateneen ze vergläichen. Aus deem Grond ginn et momentan dann och keng objektiv Indicateuren, déi géifen drop hiweisen, dass zu Esch d'Kriminalitéit ausser Kontroll gerode wier, d'autant plus wou d'Tendenz bei den Zuelen, déi gefrot goufen, och éischter stabel ass an d'Kriminalitéit an deene Beräicher deemno net ausser Kontroll ass.

D'Police suivéiert déi objektif Kriminalitéitsindicateuren en permanence a steet an enkem Kontakt mat de lokalen Autoritéiten, fir och de Sentiment subjectif d'insécurité mat ze erfaassen. Doraus ergi sech fir d'Police d'Prioritéiten, an deene si muss schaffen, fir déi beschtméiglech Sécherheet fir de Bierger ze garantéieren.

Fir an Zukunft nach besser de Besoine vun de Bierger Rechnung ze droen, huet d'Regierung eng massiv Verstärkung vun dem Personal vun der Police an d'Weeër geleet. Och d'Stad Esch gehéiert zu deene Gemengen, wou d'Kommissariater an Zukunft konsequent verstäerkt wäerte ginn.

D'Versammlung am Stater Quartier Gare war eng Initiativ vun der Stater Gemeng. Bis elo ass keng esou eng Ufro vun der Escher Gemeng un eis geriicht ginn.

Question 1260 (27.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **registre spécial pour les jeunes :**

D'Gesetz vum 10. August 1992 zum Jugendschutz huet am Artikel 15 e Registre spécial geschaaft, dee vum Preposé vum Casier ze féieren ass. An dësem Register fanne sech all d'Decisioune vum Jugendriichter a vum Jugendtribu-

nal, mee och all Condamnatioune vun engem Mineur.

Am Artikel 15 heescht et weider:

« Ces décisions et condamnations peuvent être portées à la connaissance des autorités judiciaires. Elles peuvent également être portées à la connaissance des autorités administratives dans les cas où ces renseignements sont indispensables pour l'application d'une disposition légale ou réglementaire, ainsi que des tiers lésés, s'ils le demandent. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Justizministesch dës Froe stellen:

1. Ginn nach weider Informatiounen, wéi déi am Exposé genannten Decisiounen a Condamnatiounen, an dësem Registre spécial gespäichert?

- Wa jo, wéi eng?

2. Wéi laang ginn d'Daten an dësem Register gespäichert?

3. Wéi vill Leit hunn Accès zu dësen Informatiounen? Wat sinn d'Zougangsviraussetzungen?

4. A wéi ville Fäll, opgeschlësselt no Joer an Destinataire, koum et an deene leschten zéng Joer zur Kommunikatioun vun dësen Daten nom Artikel 15 un:

- Justizautoritéiten?
- Verwaltungsautoritéiten?
- Drëtter?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt d'Dispositioun, fir Daten aus dësem Casier vu Mineuren un „tiers lésés" ze kommunizéieren en vue vun der Evolutioun vum legislative Kader a vun der Dateschutzpraxis nach zäitgemëiss ass?

6. Wéi vill Datesätz ëmfaasst dëse Register?

7. Opgeschlësselt no Joer an Typ vu Consultatioun fir déi lescht zéng Joer, wéi vill Ecrituren (Ajouten a Modifikatiounen) a wéi vill Lecturë goufen op dësem Register duerchgefouert?

8. Gëtt et eng Journalisatioun vun den Accèsen an de Modifikatioune fir dëse Register?

9. Wéi eng Méiglechkeeten hu Persounen, fir ze wëssen, ob an dësem Register eppes iwwer si gespäichert ass a wien dës Date consultéiert huet?

Réponse (19.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Registre spécial, deen am Artikel 15 vum Gesetz vum 10. August 1992 zum Jugendschutz virgesinn ass, gi keng weider Informatioune wéi déi, déi am Artikel 15 dra stinn, gespäichert.

De Registre spécial huet als eenzeg Base légale den Artikel 15 vum Gesetz vum 10. August 1992. Keen anere juristeschen Text gesäit vir, dass ee soss nach Informatiounen an deem Register kann ofspäicheren.

An dee Register kommen also nëmmen Decisioune vum Jugendgeriicht, Decisioune vum Jugendriichter an d'Verurteelungen, déi vum Strofgeriicht géint de Mannerjärege gesprach ginn.

ad 2. D'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz en matière pénale gesäit vir, datt de Responsable de traitement kann d'Durée de conservation no Finalitéit a no Proportionalitéit festleeën. Et ass decidéiert ginn, datt d'Donnéeën aus dem Registre spécial de la jeunesse vum Parquet fënnef Joer laang gehale ginn, dëst ab hirer Majoritéit oder fënnef Joer no der leschter Mesure, déi vun den Autoritéite geholl gouf.

Nach virun der Reform vum Projet iwwer de Jugendschutz gëtt eng Ännerung um Artikel 15 vum Gesetz vum 10. August 1992 virgeholl, fir den Ëmgang mat dëse sensibelen Date besser gesetzlech ze encadréieren.

ad 3. Aktuell hu 476 Leit aus der Geriichtsverwaltung Accès op d'Informatiounen, déi am Registre spécial dra stinn an déi net archivéiert sinn. Zu deene Leit, déi Accès hunn, gehéieren d'Magistraten, d'Fonctionnairen, d'Agente vum SCAS, déi am Kader vum Jugendschutz a Strofrecht täteg sinn an d'Fonctionnairen, déi derfir zoustänneg sinn, fir d'Androe vun de Justizkäschten.

Et sinn d'Fonctionnairen, déi am Service casier schaffen, déi sech ëm d'Androe vun de pertinenten Decisiounen am Registre spécial jeunesse këmmeren. Momentan si siwe Fonctionnairë fir déi Fonctioun täteg a si sinn déi Eenzeg, déi d'Recht hunn, Informatiounen, déi an deem Register dra stinn, ze modifizéieren oder ze läschen.

ad 4. D'Justizautoritéiten hunn en direkten Accès op dee Registre spécial.

Wat Verwaltungsautoritéiten an Drëtter ugeet, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass een d'Informatiounen, déi am Registre spécial dra stinn, nëmme ka kréien, wann een eng motivéiert Demande erareecht. Den Artikel 15 vum Jugendschutzgesäit effektiv vir, dass déi Informatiounen noutwendeg musse sinn, fir d'Applikatioun vun enger legaler oder reglementairer Dispositioun respektiv et muss sech ëm en Drëtten handelen. Leider ass et net méiglech d'Zuelen, fir déi lescht zéng Joer erauszeginn, well et ginn eréischt säit 2017 Statistike gefouert.

Et kann een awer soen, dass esou Demandë vun Drëtten a vun de Verwaltungsautoritéiten extreem rar sinn. Säit 2017 koum keng Demande vun Drëtten. Am Joer 2017 koum och keng Demande vun de Verwaltungsautoritéiten. Am Joer 2018 gouf et dräimol eng Demande vu Verwaltungsautoritéiten, fir en Extrait vum Registre spécial ze kréien. Am Joer 2019 gouf et eng Demande vu Verwaltungsautoritéiten.

ad 5. Beim sougenannten „tiers lésé" handelt et sech ëm d'Victime vun enger Strofdot, déi vun engem Mineur verursaacht gouf. D'Victime ka sech net als Partie civile constituéieren a gëtt dofir och net geruff. Si ka just beim Täter direkt en Dedommagement ufroen oder si muss iwwer d'Procédure civile sech als „tiers lésé" constituéieren an dofir kritt d'Victime Accès op de Registre spécial, mee nëmme souwäit, wéi et dem Mannerjäregen net schuet, d'Prozedur net perturbéiert gëtt, an d'Dateschutzreegelen dëst och zouloossen.

D'Opportunitéit vun der Kommunikatioun vun den Date vu Mannerjärege gëtt nach virun der Iwwerschaffung vum Gesetz iwwer de Jugendschutz iwwerpréift a méi staark encadréiert.

ad 6. De Register ëmfaasst 12.915 Datesätz. 6.524 Leit si vun deenen Datesätz concernéiert.

ad 7. Dës Fro gëtt schonn deelweis an der véierter Fro beäntwert. Leider goufe keng Statistike fir déi lescht zéng Joer gefouert.

ad 8. Et gëtt e Log-Files-System, wat den Accès op dee Registre spécial concernéiert. Dës Log Files ginn awer net d'Informatioun hier, ob eng Persoun Accès hat, fir de Register ze consultéieren, fir nei Daten anzeschreiwen oder, fir existent Daten ze modifizéieren. Aus deem Grond ass et net méiglech, fir eng exakt Äntwert op d'Froe 4 a 7 ze ginn.

Wat d'Magistraten ugeet, déi en Accès op de Registre spécial hunn, ass et awer méiglech nozekucken, ob en Accès do war an ob de Register consultéiert gouf oder ob Daten ageschriwwen oder modifizéiert goufen. Et ass och méiglech nozeweisen, wéini deen Accès stattfonnt huet.

ad 9. Déi concernéiert Persounen hunn d'Méiglechkeet, e Mail un den Délégué à la protection des données de la justice u follgend Mailadress ze schreiwen: dpo@justice.etat.lu, déi een op dem Internetsite vun der Justiz erëmfënnt (www.justice.public.lu), fir nozefroen, ob an deem Register eppes iwwer si gespäichert ass an a wat fir engem Kontext déi Date benotzt goufen.

Question 1261 (27.09.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **faille de sécurité des passeports électroniques :**

D'après un article paru sur paperjam.lu, « une équipe de chercheurs de l'Université du Luxembourg aurait découvert une faille de sécurité dans les passeports électroniques ».

Ainsi, « un appareil non autorisé qui scanne un passeport dans un rayon de plusieurs mètres permet d'identifier et de conserver la trace de ce passeport, bien qu'il ne puisse pas lire le passeport ». Une personne pourra de cette façon géolocaliser sa cible en permanence.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Depuis quand le Gouvernement est-il au courant de cette faille ?

- Quelles sont les propositions présentées par l'Université du Luxembourg au Gouvernement pour rétablir la protection de la vie privée des détenteurs de ces passeports ? Quelle a été la suite réservée à ces propositions ?

- Une mise à jour des normes de sécurité de ces passeports à distance est-elle possible ? À défaut, le Gouvernement entend-il inviter les détenteurs de passeports d'échanger leurs passeports contre des passeports mis à jour et sans frais ? Toujours à défaut, comment le Gouvernement entend-il faire en sorte que ces échanges de passeports se fassent sans déplacement ?

Réponse commune (15.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

- L'Université du Luxembourg n'ayant pas informé le Gouvernement de ses recherches ou du résultat de celles-ci, le Gouvernement n'a été informé que suite à la présentation publique des résultats.

- L'Université n'a pas fait de proposition concrète au Gouvernement de manière qu'aucune suite ne peut y être réservée.

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a été informée de l'étude scientifique de l'Université du Luxembourg et a procédé à l'évaluation technique de ce document sans conclure qu'il s'agissait d'un élément modifiant l'évaluation globale du risque.

- Il importe d'apporter quelques clarifications concernant (i) l'impact que cette vulnérabilité aurait eu égard la protection des données personnelles, et (ii) les conditions d'exploitation de cette vulnérabilité :

Il est indispensable de préciser que l'éventuelle exploitation par un attaquant de la vulnérabilité décrite ne permet en aucun cas le vol de données personnelles contenues dans la puce d'un passeport électronique. L'impact serait limité à pouvoir identifier le passage d'un passeport électronique à un point de contrôle spécifique, sans pour autant être en mesure d'identifier le porteur de celui-ci.

L'exploitation de la vulnérabilité décrite dans l'étude scientifique présuppose ainsi de réunir plusieurs conditions techniques et opérationnelles au préalable pour représenter un risque concret. Elle requiert de pouvoir être en mesure de compromettre les communications entre un passeport électronique et un système d'inspection dûment autorisé.

Dans des conditions de laboratoires de recherche, ces conditions peuvent bien évidemment être réunies. Dans un environnement réel, il convient de considérer que cela nécessiterait (i) de s'introduire dans des zones sécurisées avec une capacité technique de compromission de communications, (ii) de se positionner à proximité d'officiers de sécurité utilisant un système d'inspection dûment autorisé afin de tenter de capter des communications s'effectuant sur une très courte distance et dans un laps de temps très court. Les puces contenues dans les passeports luxembourgeois sont du type qui ne permettent aucune modification du contenu, une fois le passeport personnalisé. Il n'est donc pas possible de modifier un passeport après sa personnalisation.

Un remplacement des passeports n'est pas envisageable puisque cela reviendrait à remplacer un passeport répondant à toutes les normes de sécurité par le même document ayant les mêmes caractéristiques techniques. Par ailleurs, un nouveau passeport ne saurait être introduit qu'au bout d'une procédure de marché public européen portant tant sur les documents que sur les systèmes et équipements nécessaires à leur personnalisation. Les données biométriques des demandeurs de passeport étant automatiquement effacées des systèmes de personnalisation deux mois après la personnalisation des passeports, il n'est pas possible d'émettre un nouveau passeport biométrique sans une nouvelle prise de photo et d'empreintes digitales.

Question 1262 (30.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **loque américaine des abeilles :**

Laut mengen Informatiounen ass bei de Beien am Fréijoer op verschiddene Plazen am Land déi sougenannte Faulbrut festgestallt ginn. Déi betraffe Beiebevëlkerunge sinn doropshin ofgeschwiefelt ginn a mat de Beiekëschte bei der SIDOR verbrannt ginn, och vill Beiekëschten aus Plastik, dëst, well et eng extreem schlëmm Beiekrankheet ass, déi och immens ustiechend ass.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung gär dës Froe stellen:

1. A wat fir enger Regioun vum Land gouf dës Krankheet als Éischt festgestallt? Wéini an a wat fir enger Regioun goufen déi éischt Prouwe geholl?

2. Well dës Krankheet jo ustiechend ass, wat fir eng Mesurë goufe geholl, fir dës Krankheet anzedämmen oder ze verhënneren? Gouf bis elo schonn Ursaachefuerschung ënnerholl an, wa jo, wat ass dobäi erauskomm?

3. No deene leschten Informatiounen ass am August elo och am Süden, zu Leideleng, e Stand betraff. Wéi huet sech d'Krankheet bis elo am ganze Land ausgebreet?

4. No mengen Informatiounen ass bei dëser Ofschwiefelung am Fréijoer ee Beiestand am Bësch a Presenz vun de Pompjeeë verbrannt ginn. Ass dat korrekt?

5. Besteet am Fall, wou eng Beiebevëlkerung vun der Faulbrut befall ass, nach d'Méiglechkeet, dës Beievëlker ze verkafen?

6. Vill Imker kruten d'Neiegkeeten iwwer d'Faulbrut eréischt duerch Artikelen aus der Press. Firwat goufen déi eenzel Imker an der Noperschaft vu befalene Beiestänn net informéiert?

7. Laut Arrêté ministériel vum 16. August 2016 ass speziell fir d'Bekämpfung vu Beiekrankheeten eng Seuchekommissioun ernannt ginn, déi aus sechs Leit besteet. Wat fir eng Missioun(en) erfëllt dës Seuchekommissioun konkret? A wéi enge Fäll gëtt d'Seuchekommissioun geruff a wat sinn déi genee Pouvoire vun dëser Seuchekommissioun?

8. Mir ass zougedroe ginn, datt just een Deel vun de Seuchewarten Informatiounen iwwer d'Situatioun bei der Faulbrut krut.

Ee Seuchewart soll demissionéiert hu mat der Begrënnung, d'ASV géif eng Selektioun ënner de Seuchewarte maachen, mat deenen een zesummeschaffe wéilt. Ass dat richteg?

Réponse (17.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Éischt Fäll vu Faulbrut goufen duerch eng Routinekontroll am Éislek detektéiert, an ee weidere Fall gouf op engem Beiestand no bei der Stad (Leideleng) festgestallt. Déi éischt Demande d'analyse, déi positiv detektéiert gouf, koum den 2. Mee 2019 an de staatleche Veterinärslaboratoire (LMVE).

ad 2. Vu dass et sech ëm eng ustiechend Krankheet vun de Beien handelt, ginn an enger éischter Phas déi positiv Vëlker eliminéiert, fir ze verhënneren, dass d'Krankheet sech op aner Vëlker ausbreet. Falls dëst awer geschitt ass, gëtt decidéiert, all d'Vëlker vun engem Beiestand ze eliminéieren, fir eng Ausbreedung op Nopeschbeiestänn ze verhënneren. Als warscheinlechst Ursaach kënnt en eelere Beiestand am Norde vum Land a Fro.

ad 3. Effektiv ass am Spéitsummer de Fall zu Leideleng am Labo detektéiert ginn, an déi positiv Vëlker op dësem Stand sinn eliminéiert ginn. Dëst war no zwee Fäll am Éislek den drëtten Ausbroch vun der Krankheet. Een Imker huet Vëlker an de Raum Leideleng verkaaft. Dëst awer schonn, ier den éischte Fall positiv opgefall ass, an deemno och nach keng speziell Mesurë beim Verkeefer a Kraaft waren. En Zesummenhang tëscht deem Verkaf an dem Fall zu Leideleng konnt net nogewise ginn.

ad 4. Nodeems op engem Beiestand eng Partie Vëlker positiv getest goufen, ass decidéiert ginn, de ganze Stand ze eliminéieren. Well et sech als schwiereg erausgestallt huet, fir all dat Material an d'Verbrennungsanlag SIDOR ze transportéieren, gouf decidéiert, eng kontrolléiert Verbrennung op der Platz duerchzeféieren.

ad 5. Soubal e Faulbrut-Fall op engem Beiestand detektéiert gëtt, gëtt eng sougenannte Schutzzon ronderëm de Bestand definéiert, an aus där ganzer Zon däerfe weder lieweg Beien nach Beieprodukter erausbruecht ginn.

ad 6. Vu dass all Imker d'Verflichtung huet, seng Beievëlker bei der Veterinärsinspektioun unzemellen, gëtt op der Verwaltung eng Datebank vun den Imker an de Beiestänn gefouert, déi erlaabt huet, déi Imker, déi an enger Schutzzon oder Iwwerwaachungszon leien, e Courrier ze schécken, fir si iwwer déi néideg Moossnamen ze informéieren.

Um Portail vum Landwirtschaftsministère ginn déi aktuell Informatiounen och publizéiert, an an der „Lëtzebuerger Beien-Zeitung", déi vum Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzuucht (FUAL) periodesch erauskënnt, gouf de Sujet vun der Faulbrut och thematiséiert.

ad 7. Déi sougenannten „experts apicoles" ënnerstëtzen d'Veterinärsverwaltung bei hiren Aufgabe vun der Seuchebekämpfung ënner der Opsiicht vum Veterinärsinspekter. Si maachen Inspektiounen op de Beiestänn, déi verdächteg si fir eng Krankheet oder an enger Schutzzon leien, an huelen och déi néideg Prouwen, fir am Laboratoire Analyse maachen ze kënnen. Bei der Ausübung vun hiren Aufgabe si si un d'Confidentialitéit gebonnen.

ad 8. FUAL huet virun e puer Joer e Beieberoder fulltime engagéiert. Eng Aufgab vum Expert apicole am Fall vu Seuchebekämpfung ass, als Uspriechpartner fir d'ASV ze schaffen. Donieft organiséiert hien och Formatioun a For-

mation continue fir d'Imker. D'Verwaltung hëlt un éischter Plaz Kontakt mat dësem Beieberoder, deen dann eventuell een Appell un déi aner Experts apicoles mécht, fir hie bei senger Aarbecht ze ënnerstëtzen. Et stëmmt, dass een onzefriddenen Expert apicole sech un d'Veterinärsverwaltung mat sengen Doleancen adresséiert huet, awer ouni offiziell seng Demissioun un de Minister ze riichten.

Question 1263 (30.09.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **dénonciations récemment faites au parquet :**

En réponse à la question parlementaire n° 1220, Madame le Ministre indiquait le 24 septembre 2019 que :

« Op Basis vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale hunn ech de 19. September 2019 déi Faiten un de Parquet denoncéiert, vun deenen ech zu deem Zäitpunkt Kenntnis hat. Den 20. September 2019 huet de Parquet communiquéiert, dass eng Instruction judiciaire opgemaach ginn ass, notamment wéinst "prise illégale d'intérêts". D'Enquête judiciaire, déi rausfanne soll, ob et Irregularitéiten oder Illegalitéite gi sinn, ass also lancéiert. »

Sur le site de la radio 100,7 on pouvait lire à cet égard que :

« Engersäits geet een am Innenministère dovun aus, datt den demissionäre Buergermeeschter Roberto Traversini keng Baugeneemegung vun der Gemeng gehat hätt fir d'Aarbechten u sengem Bungalow a Gaardenhaischen. Esou eng Erlaabnis géif, den Erkenntnisser vum Innenministère no, net virleien, wier awer nieft där vun der Ëmweltverwaltung néideg gewiescht.

Anerersäits geet et ëm d'Opmoossaarbechte vum Haus, déi de Buergermeeschter jo bei sengen eegenen Zerwisser soll an Optrag ginn hunn. Och dee Fait gouf also un de Parquet weidergereecht. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Depuis quand Madame le Ministre avait-elle connaissance de ces faits ?

- Madame le Ministre peut-elle nous libeller les faits qu'elle a dénoncés au parquet ?

Réponse (02.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les honorables Députés se renseignent sur la dénonciation de faits susceptibles de heurter la loi pénale que j'ai transmise au parquet dans l'affaire nommée « Gaardenhaischen ».

Ce sont d'abord des articles et reportages de la presse qui ont attiré l'attention du Ministère de l'Intérieur sur l'affaire prédite. À la demande de mes services en date du 18 septembre 2019, j'ai pu prendre connaissance de certains faits que j'ai dénoncés au parquet par courrier du 19 septembre 2019, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale. Il s'agit concrètement des faits suivants :

- exécution de travaux de construction, de terrassement et de rénovation à défaut de permis de construire délivré par le bourgmestre ;

- recours du bourgmestre à l'administration communale pour faire dresser la levée d'un immeuble dont il est lui-même propriétaire.

Avant cette dénonciation, la presse évoquait un certain nombre d'autres infractions qui faisaient déjà l'objet d'une enquête. En date du 20 septembre 2019, le parquet, par la voie d'un communiqué de presse, a informé qu'une « instruction judiciaire à charge et à décharge » a été ouverte à l'encontre du bourgmestre de la Ville de Differdange.

Question 1264 (30.09.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **CIGL Differdange :**

Dans un communiqué de presse daté du 18 septembre 2019, le conseil d'administration du CIGL Differdange a réagi aux spéculations ayant trait à des travaux effectués au courant de l'année 2019 par le CIGL pour le compte du bourgmestre démissionnaire de Differdange en précisant que :

- Le 14 janvier 2019 le Service Okkasiounsbuttik a réalisé la récupération de 14 meubles. Le service collecte gratuitement des dons de meubles auprès des donateurs dans le sud du Luxembourg.

- Le coordinateur technique et le président affirment devant le conseil d'administration que du 19 au 28 juin 2019, une équipe du Service Environnement du CIGL a effectué une formation interne « Façade en bois ». Il est important de souligner que la formation n'a pas fait l'objet d'une commande, mais a été exécutée sur demande du responsable technique du CIGL pour pouvoir organiser une formation interne en matière de bardage du 19 juin 2019 au 28 juin 2019. Le matériel utilisé a été récupéré de chantiers antérieurs et sera enlevé dès que les circonstances le permettent.

- Les travaux menés au titre des points 1 et 2 s'inscrivent dans le cadre des objectifs du CIGL Differdange et de la convention avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. L'objectif est la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, d'une part par la formation sociale et professionnelle et, d'autre part, par des activités liées à l'emploi.

- Monsieur Traversini informe le conseil d'administration sur une irrégularité de sa part et au sujet de laquelle il exprime son regret au sein du conseil. En effet, le 19 juillet 2019 une équipe de trois personnes du Service Mines a effectué des travaux de quatre heures au garde-corps de la maison susmentionnée. Ces travaux ont été commandés par Monsieur Roberto Traversini à l'insu des autres membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est conscient que cette démarche ne correspond pas à l'objet social du CIGL Differdange et ces travaux devront être facturés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Depuis quand Monsieur le Ministre avait-il connaissance de ces faits ?

- Monsieur le Ministre a-t-il dénoncé des faits au parquet ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Monsieur le Ministre entend-il faire réaliser un audit externe concernant le fonctionnement du CIGL Differdange ?

Réponse (11.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

J'ai entendu une première fois des allégations formulées à l'encontre de Monsieur Roberto Traversini à travers la conférence de presse tenue par plusieurs conseillers communaux de la ville de Differdange en date du 11 septembre 2019.

En date du 18 septembre 2019, suite à la diffusion par le conseil d'administration du CIGL Differdange du communiqué de presse auquel se réfèrent également les honorables Députés dans leur question, les allégations concernant les travaux effectués par le CIGL se sont concrétisées.

Le même jour, le Parquet de Luxembourg a requis l'ouverture d'une instruction judiciaire. Les faits énoncés dans le communiqué de presse du CIGL Differdange du 18 septembre 2019 n'ont donc pas fait l'objet d'une plainte de la part de mon ministère, alors qu'il y a eu autosaisine du parquet.

Dans l'intérêt du respect du principe de la séparation des pouvoirs j'estime, certainement à l'instar des honorables Députés, qu'il convient de laisser le soin aux instances judiciaires de terminer leur enquête et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

En ce qui concerne l'opportunité de faire réaliser un audit, j'aimerais attirer l'attention des auteurs de la question parlementaire sur le fait qu'en date du mardi 14 mai 2019, à l'occasion de la conférence de presse concernant le bilan de l'ADEM pour l'année 2018, j'ai annoncé publiquement la nécessité d'un audit sur l'utilisation de l'ensemble des deniers publics du Fonds pour l'emploi (donc y compris les initiatives sociales). En effet, il s'agit de réaliser un monitoring de toutes les initiatives et mesures financées ou cofinancées par le fonds, que ce soit directement ou à travers l'intermédiaire de l'ADEM et de créer toute la transparence qui s'impose. Actuellement le Ministère est sur le point de réorienter son organigramme et de recruter deux économistes pour se mettre en mesure de réaliser un meilleur accompagnement des initiatives et une analyse détaillée des objectifs à atteindre. Vu le nombre élevé des initiatives et mesures à évaluer, les services ministériels devront se faire assister dans leur tâche par l'expertise et des ressources extérieures.

En ce qui concerne la situation du CIGL Differdange, je partage l'avis des honorables Députés qu'il y a lieu de faire réaliser un audit externe, et ceci dans les meilleurs délais. J'ai d'ailleurs chargé mes services de procéder ainsi.

Question 1265 (30.09.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **croissance de la population au Luxembourg :**

Laut einer rezenten Studie der Stiftung Idea ist die Bevölkerung des Großherzogtums seit Anfang der 1980er Jahre von rund 365.000 Einwohnern auf mehr als 613.000 gewachsen. Im Fall eines unverändert anhaltenden Wachstums und weiterhin günstigen Wirtschaftsbedingungen könnte die symbolhafte Grenze von einer Million Einwohnern bis 2060 erreicht werden. Auch wenn die zukünftige Entwicklung Luxemburgs noch nicht klar auszumachen sei, ist Familienministerin Corinne Cahen laut Aussage im „Luxemburger Wort" optimistisch, was die Entwicklung angeht: „Wir sind weit von einem Katastrophenszenario entfernt. Eine Million Einwohner wären kein Verhängnis."

Aufgrund von diesen Informationen sowie der Aussage der Familienministerin möchte ich folgende Frage an den Herrn Wohnungsminister und den Herrn Infrastrukturminister stellen:

- Welche konkreten Maßnahmen werden ergriffen, um sowohl den angemessenen Wohnraum als auch die entsprechend benötigten Infrastrukturen zu schaffen, um dieser künftigen Bevölkerungsentwicklung proaktiv entgegenzukommen?

Réponse commune (06.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Um den Herausforderungen der jetzigen und zukünftigen Bevölkerungsentwicklung im Großherzogtum zu begegnen, werden die zahlreichen Maßnahmen, die im Regierungsabkommen 2018/2023 - unter anderem für die Bereiche Wohnungsbau, Transport und Infrastruktur - vorgesehen sind, zügig umgesetzt.

Die Umsetzung der dort erwähnten ehrgeizigen Wohnungsbau- und Infrastrukturprogramme ist eine Antwort der Regierung auf die aktuelle und zukünftige Bevölkerungsentwicklung in Luxemburg.

Der Wohnungsbau ist ganz klar eine der Prioritäten der Regierung: der Anteil an bezahlbaren Wohnungen wird in den nächsten Jahren substanziell erhöht werden, um den Menschen Perspektiven in Luxemburg bieten zu können. Die Umsetzung des „Plan sectoriel ‚Logement'", die Ausarbeitung eines neuen Wohnungspaktes 2.0 mit den Gemeinden sowie eine Reform der Gesetzgebungen im Wohnungsbereich gehören ebenfalls zu den wichtigen Projekten in diesem Zusammenhang.

Question 1266 (30.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0614 hat ech mech iwwer d'Avertissements taxés (AT) ëmfrot. An hirer gemeinsamer Äntwert schreiwen d'Ministeren:

„A Saache Parkinfraktiounen ass et schwéier, Autoen, déi am Ausland ugemellt sinn, ze identifizéieren. Aktuell gëtt et keng legal Basis, déi et géif erméiglechen, dës Informatioune bei auslänneschen Autoritéiten unzefroen."

An der Oplëschtung an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro stellt sech eraus, dass iwwer 20 Milliounen Euro net direkt konnten agedriwwe ginn, bis de Parquet saiséiert ginn ass. Eis ass des Weidere vu verschiddene Säiten zougedroe ginn, dass Netresidenten effektiv schwéier zur Keess ze biede sinn.

D'Ministere schwätzen an hirer Äntwert vum Gesetzesprojet 7126 als méiglech Léisung. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Oktober 2018 verschidde formell Oppositiounen ausgedréckt an de Projet läit säitdeem op Äis.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Justizministesch, der Madamm Innenministesch, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Vun 2013 bis 2019 si 696.195 ATen net bezuelt ginn, éier de Parquet saiséiert ginn ass. Wéi vill Prozent vun dësen ATe sinn op Netresidenten zréckzeféieren?

2. Kéint d'Regierung d'Oplëschtung aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0614 ergänzen an uginn, wéi vill ATe vun 2013 bis 2019 beim Parquet agereecht an agedriwwe gi sinn (Unzuel a Montanten)? Wéi vill ATe sinn no der Saisie vum Parquet onbezuelt bliwwen?

3. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass d'ëffentlech Instanzen aktuell machtlos sinn, wat d'Andreiwe vun ATen a Saache Parkinfraktiounen ugeet? Falls neen, wéi erkläert d'Regierung sech, dass bannent sechs Joer iwwer 20 Milliounen Euro un ATen iwwer de Parquet hu missen agedriwwe ginn?

Réponse commune (13.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Vun de 696.195 Avertissements taxés, déi vun 2013 bis 2019 net bezuelt gi sinn, sinn der 41 % op Netresidenten zréckzeféieren.

ad 2. Et ass net méiglech, fir déi genau Zuel festzestelle vun den Avertissements taxés, déi net bezuelt goufen a mat deenen d'Justizautoritéite saiséiert goufen, well d'Justizautoritéiten net déi onbezuelten Avertissements taxés, mee d'Protokollen zougeschéckt kréien, déi d'Police geméiss dem Artikel 15, Alinea 4 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwer d'Reglementatioun vun dem Verkéier op allen ëffentleche Weeër opstellt, wa si konstatéiert, dass den Avertissement taxé net bezuelt gouf oder dass de Betreffenden d'Bezuele vum Avertissement taxé refuséiert.

Dobäi ass et oft esou, dass an de Protokollen e puer Infraktioune betraff sinn, fir déi eng Ordonnance pénale gesprach gëtt, déi, genau wéi fir d'Protokollen, méi ewéi eng Infraktioun ka viséieren. Dofir ass et net méiglech, op Basis vun de Statistike vun der Justiz d'genau Unzuel vun onbezuelten Avertissements taxés erauszefannen, fir déi eng Strofprozedur ageleet gouf, well déi Statistiken nëmmen d'Gesamtzuel vun den Ordonnances pénales opféieren an net vun den Avertissements taxés, déi betraff sinn.

Et ass awer méiglech, e Verglach ze maache mat der Zuel vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn, well an der ganz grousser Majoritéit dës Ordonnances pénales hir Originn an engem onbezuelten Avertissement taxé hunn. De Montant vun dësen Ordonnances pénales ass awer systematesch méi héich, wéi de Betrag vum Avertissement taxé war, well och d'Justizkäschte mat agerechent sinn.

Fir déi betraffe Period sinn d'Zuele vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter alleng an der Matière vum Stroosseverkéier (d'Parken abegraff) gesprach hunn, déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et gëllt ze bemierken, dass fir 2017 an 2018 d'Zuele méi grouss goufe wéinst der Aféierung vum automatiséierte Kontroll- a Strofsystem CSA (Vitess-Radaren). Déi méi geréng Zuele fir 2018 hänken dogéint mat der Aféierung vun der Amende forfaitaire zesummen.

Ordonnances pénales goufen an der betraffener Period fir déi follgend Beträg gesprach:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass fir d'Justiz net méiglech, erauszefannen, wat den totale Betrag ass, deen agezu konnt ginn, vu dass d'Andreiwungsprozedur vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA gemaach gëtt a sech iwwer eng länger Period kann erstrecken, woubäi d'Justiz eréischt, wann d'Prozedur ofgeschloss ass, informéiert gëtt.

D'Zuel vun urteelskräftegen Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn, an déi dem Service d'exécution des peines beim Parquet général zur Exekutioun zougeschéckt goufen, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir eng bestëmmten Unzuel vun dësen Ordonnances pénales konnt d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA näischt andreiwen an déi betreffend Dossiere sinn dem Parquet général erëm zréckgeschéckt ginn als „net exekutéiert".

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi aner Ordonnances pénales goufen entweder gereegelt oder se sinn nach an der Andreiwungsprozedur bei der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

Et ass ze bemierken, dass zënter dem Gesetz vum 10. Abrëll 2018[1], wat d'Avertissements taxés betrëfft, déi fir Vitessinfraktiounen, déi duerch den automatiséierte System CSA konstatéiert goufen a fir déi e Betrag vun 49 Euro geschëlt ass, kee Protokoll méi opgestallt gëtt, wann den Avertissement taxé net bezuelt gëtt. An deem Fall gëtt den Detenteur vum Gefier duerch eng schrëftlech Decisioun vum Procureur d'État fir eng forfaitaire Geldstrof schëlleg gesprach, déi entweeder dem einfache Betrag (transitoresch Dispositioun) oder dem duebele Betrag (aktuell Dispositioun) vum Avertissement taxé entsprécht. Dës Avertissements taxés fanne sech dofir net an der Zuel vun den Ordonnances pénales erëm.

ad. 3 D'Handhab vun den ëffentlechen Instanze betreffend d'Parkinfraktiounen, wou den Auto am Ausland ugemellt ass, an déi associéiert Problemer, goufe schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0614 vum 8. Abrëll 2019 erkläert an et gëtt op déi Äntwert verwisen.

Am Fall, wou am Domän vum Stationnement/Arrêt/Parcage aanescht wéi bis elo sollt virgaange ginn, misst d'„Directive (UE) 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière" op deene Punkten ugepasst ginn, wat den Echange vun Donnéeë vun Detenteurë vun auslännesche Gefierer bei esou Infraktiounen ubelaangt.

Question 1267 (30.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **machines à café dans la fonction publique :**

Am Kader vun Nohaltegkeet an Ëmweltschutz gëtt ganz heefeg de Konsum vu virverpaakte Produiten an Einwegverpackungen diskutéiert. Dëst Theema ass grad bei Kaffismaschinnen, déi mat Kapselen oder anere Systemer vun Eenzelpackunge fonctionéieren, e recurrent Theema.

A ville Verwaltungen a Ministèrë ginn et Kaffismaschinnen, entweder fir Visiteuren ze zerwéieren oder awer och fir dem Personal d'Méiglechkeet ze ginn, Kaffi ze konsuméieren. Dës Maschinne ginn zum Deel iwwer de Budget vun de jeeweilege Verwaltungen a Ministèrë finanzéiert an och bedriwwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Opgeschlësselt no Ministère, wéi vill Kaffismaschinne sinn am Asaz? Wéi vill dovunner sinn traditionell Kaffismaschinnen? Wéi vill dovunner si Vollautomaten? Wéi vill dovunner baséieren op engem Kapselsystem oder aneren Einwegverpackungen?

2. Opgeschlësselt no Ministère, wéi vill Prozent vun de Kapselen oder Einwegverpackunge vun dëse Kaffismaschinne gi recycléiert?

3. Gëtt et e Plang vun der Regierung, fir Kapselsystemer progressiv duerch aner Léisungen, déi méi ëmweltfrëndlech sinn, ofzeléisen? Wa jo, wéi gesäit dëse Plang aus a bis wéini ass mat sengem Ofschloss ze rechnen?

4. Wéi vill Kaffismaschinne sinn an deene leschte fënnef Joer vun deene verschiddenen Typpen ugeschaaft ginn?

5. Wéi deelt sech den Akaf (a Gewiicht a finanziell) vun den eenzele Ministèren op déi verschidde Kaffisproduiten op? Kaffisbounen? Kaffispolver? Einwegverpackungen? Fäerdegkaffi?

Réponse (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung ass beméit, an de Verwaltungen, Servicer a Ministèren eng Approche vun der Nohaltegkeet ze promouvéieren. Dat gëllt och fir d'Gebaier, an deenen déi verschidden Entitéiten ënnerbruecht sinn, an et gëllt fir Büromaterial an aner Produiten, déi zum Fonctionnement gehéieren, ewéi notamment Botzmaterial an och dee vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Kaffi.

An de Ministèrë gëtt dobäi generell op Kapselsystemer verzicht. Et gëtt grondsätzlech zwee Systemer, déi am meeschte verbreet sinn: de klassesche Filterkaffi an och Kaffisautomaten. De Kaffi ass an der Reegel aus fairem Handel.

Et kann net mat 100-prozenteger Sécherheet ausgeschloss ginn, dass vereenzelt och Beamten an hiren eegene Büroe Maschinnen hunn, déi eng aner Funktiounsweis hunn.

De Staat huet bis elo drop verzicht, en exhaustiven Inventaire ze maache vun all de Kaffismaschinnen, déi an enger Administratioun, engem Service oder engem Ministère stinn. Et existéiert och keen Inventaire vun de Kaffismaschinnen, déi d'Leit vun doheem mat an hire Büro bruecht hunn. Et existéieren och keng Kritäre respektiv eng schwaarz Lëscht vun esou Maschinnen an d'Regierung huet och net wëlles, un där Praxis eppes ze änneren.

Question 1268 (30.09.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **langues administratives dans la fonction publique :**

Zënter e puer Joer gëtt net méi verlaangt, datt am ëffentlechen Déngscht jiddereen déi dräi administrativ Sprooche vum Land schwätzt. An enger ganzer Rei vu Gesetzer sinn Dispositioune geholl ginn, déi et erlaben, mat Kenntnesser an nëmmen enger oder zwou vun deenen dräi Sprooche beim Staat ze schaffen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister der Chamber eng aktualiséiert Lëscht vun alle Funktiounen am ëffentlechen Déngscht schécken, fir déi net méi verlaangt gëtt, déi dräi administrativ Sprooche vum Land ze schwätzen? Kënnen op där Lëscht och d'Carrièren an d'Verwaltunge preziséiert ginn, fir déi dës Sproochereegelunge gëllen?

2. Wéi vill Leit sinn op déi Plaze komm a wéi eng Nationalitéit hu si? Wéi eng vun deenen dräi Sprooche schwätze si an op wéi engem Niveau?

3. Ginn déi Leit, déi kee Franséisch, Däitsch oder Lëtzebuergesch kënnen, ugehalen oder motivéiert, fir déi Sprooch(en) ze léieren, déi si nach net kënnen?

4. Wann net, wëllt d'Regierung esou e Motivatiounsmechanismus aféieren?

5. Ass d'Regierung grondsätzlech der Meenung, datt den ëffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg an éischter Linn lëtzebuergeschsproocheg soll sinn?

Réponse (08.11.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Déi dräi administrativ Sproochen an der Fonction publique ginn evaluéiert op Basis vum europäesche Kader vun de Sproochen (CECRL). Souwuel déi mëndlech Kompetenze wéi d'Verstoe vun de Sprooche ginn an dësem Beräich getest.

Hei ass d'Oplëschtung vun de Sproochenniveauen, déi pro Niveau vum Diplom gefrot ginn:

- Catégorie de traitement/catégorie d'indemnité A: Niveau C1 fir déi éischt Sprooch, Niveau B2 fir déi zweet Sprooch, Niveau B1 fir déi drëtt Sprooch.

- Catégorie de traitement/catégorie d'indemnité B: Niveau B2 fir déi éischt Sprooch, Niveau B1 fir déi zweet Sprooch, Niveau A2 fir déi drëtt Sprooch.

- Catégorie de traitement/catégorie d'indemnité C et D: Niveau B1 fir déi éischt Sprooch, Niveau A2 fir déi zweet Sprooch, Niveau A1 fir déi drëtt Sprooch.

De Statut gesäit am Artikel 2 vir, datt verschidde Posten eng Sproochendispens kënne kréien.

Ënner dës Sproochendispens falen engersäits d'Posten am Enseignement, déi per groussherzoglecht Reglement festgeluecht musse ginn, an anerersäits déi Posten, déi vum Regierungsrot dispenséiert ginn, well déi Profiller vun de Funktioune ganz schwéier um Aarbechtsmarché ze fanne sinn.

Fir den Enseignement huet de Ministère vun der Fonction publique keng spezifesch Statistiken. Fir déi aner Rubrike sinn 2018 a bis zum 30. September 2019 eng 205 Sproochendispensen no Avis beim Ministère vun der Fonction publique an dem Accord vum Regierungsrot autoriséiert ginn.

Hei handelt et sech zu 68 % ëm A1 Posten, déi mat enger signifikativer Beruffserfahrung (15 Joer am Duerchschnëtt) rekrutéiert gi sinn.

Den nationalen Institut fir déi ëffentlech Verwaltung (INAP) organiséiert dësbezüüglech Sproochecoursen am Lëtzebuergeschen, fir d'Regierungspolitik vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ze förderen. Hei sief gesot, datt zanter 2018 bis zum 30. September 2019 eng 194 Participatioune gezielt gi sinn, a fir den Niveau A1 an A2 vum europäesche Kader fir d'Sproochekritären eng Attestatioun de réussite kritt hunn.

Question 1269 (01.10.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **contrôle des fiches d'impôt :**

L'abolition en 2013 du recensement fiscal a certainement eu des effets positifs pour les contribuables, non seulement en termes de simplification administrative, mais également au niveau de la protection des données.

Néanmoins, le recensement fiscal était à l'époque un outil, certes détourné, pour le personnel communal qui y puisait les données relatives à la propriété, aux immeubles mis en location, aux maisons inhabitées et au recensement de la population en général.

Se pose donc la question dans quelle mesure l'Administration des contributions directes peut vérifier la composition des ménages pour l'établissement des fiches d'impôts. En outre, le contrôle des particuliers et sociétés en ce qui concerne le revenu de la location d'immeubles, susceptibles de figurer sur la déclaration annuelle sur le revenu, risque de lui échapper.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- De quels moyens l'Administration des contributions dispose-t-elle pour contrôler l'exactitude des données transmises par les contribuables ?

- Les sanctions prévues par la loi au cas où un contribuable transmet des données inexactes sont-elles assez dissuasives aux yeux de Monsieur le Ministre afin de préserver l'égalité des citoyens devant l'impôt ?

- De quels moyens les administrations communales et étatiques disposent-elles pour dresser les relevés de logements inoccupés ?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

En vertu de l'article 4 de la loi du 21 décembre 2012 portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ; de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi ; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet ; de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement ; de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, les paragraphes 165, 165a et 165b de la loi générale des impôts (AO) prévoyant le recensement fiscal ont été abrogés avec effet au 1er janvier 2013.

L'Administration des contributions directes est ainsi seule compétente pour l'émission des fiches de retenue d'impôt de l'intégralité des contribuables.

Par l'article 11, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises, a été instauré, entre autres, un échange de données entre le Centre commun de la sécurité sociale et l'Administration des contributions directes afin de permettre à cette dernière l'établissement des fiches de retenue d'impôt. Seules les données utiles pour l'établissement de ces fiches sont transmises.

En principe, les fiches de retenue d'impôt sont émises ou mises à jour, sans que les contribuables n'aient besoin d'intervenir. Dans quelques cas rares une intervention du contribuable est encore nécessaire.

L'Administration des contributions directes dispose en plus d'un accès permettant de consulter les données telles qu'elles figurent au Répertoire national des personnes physiques (RNPP).

Les fiches de retenue d'impôt sont émises pour l'intégralité du ménage dès qu'il y a une imposition collective à deux.

En raison de ce qui précède, les risques qu'un contribuable se procure un avantage fiscal en transmettant de fausses données concernant sa fiche de retenue d'impôt sont extrêmement limités.

Il convient également de relever que la retenue opérée au courant de l'année est provisoire et qu'une régularisation peut avoir lieu après écoulement de l'année fiscale. La révision comptable opérée en vertu du règlement grand-ducal modifié du 27 décembre 1974, portant exécution de l'article 136 L.I.R. est en fin de compte un outil supplémentaire afin de contrôler la retenue opérée sur base des fiches de retenue d'impôt.

Quant aux revenus de la location de biens que les particuliers, respectivement les sociétés, déclarent, l'Administration des contributions directes a plusieurs moyens de contrôle. Elle peut à tout moment saisir soit le contribuable (§ 166 AO), soit le débiteur des revenus (§ 175 AO) afin d'obtenir tous les informations, pièces et documents qu'elle juge utile afin de vérifier les données transmises par le contribuable.

En ce qui concerne d'éventuelles sanctions, l'Administration des contributions directes a la possibilité, en fonction de la gravité des faits, soit de fixer des amendes en vertu des paragraphes 166(3), 396(1) et 402(1) AO, soit de faire une dénonciation au procureur d'État.

Question 1270 (01.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**église catholique et** l'**égalité entre hommes et femmes :**

Den 30. September 2019 huet de lëtzebuergesche Weihbëschof an engem RTL-Interview ausgeschloss, dass Fraen an der kathoulescher Kierch kéinte Paschtouer ginn. Hien argumentéiert, dass esou ee Wiessel an der Kierch misst op theologescher Basis a net virum Hannergrond vun der Gläichberechtegung stattfannen.

Esou ëffentlech Aussoe si besuergneserreegend, well hei ee fundamentale Prinzip vun eiser Verfassung, nämlech d'Gläichberechtegung tëscht de Geschlechter, dem Kiercheglaawen ënnergeuerdent gëtt.

Esou Aussoe vu groussen Institutiounen, egal ob se an engem reliéisen oder a soss engem Kontext gemaach ginn, förderen net de politesche Wëlle vun der Regierung, fir d'Roll vun der Fra an eiser Gesellschaft ze stäerken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer an dem Minister fir d'Cultes dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Madamm Ministesch zu den Aussoen, déi de Weihbëschof am RTL-Interview zu de Frae gemaacht huet?

2. Consideréiert d'Madamm Ministesch, dass d'Kierch mat dëser Ausso den Artikel 11 vun eiser Verfassung respektéiert?

- Falls jo, a wéi engem Sënn?

- Falls neen, wäert d'Ministesch d'Gespréich mat de Kierchevertrieder sichen?

3. Consideréiert d'Madamm Ministesch, dass d'kathoulesch Kierch d'Fräiheeten an eiser Verfassung misst respektéieren an applizéieren?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass all Geschlecht soll kënnen de Paschtouerberuff ausféieren?

Réponse commune (05.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Den Artikel 11 Paragraf 2 vun onser Verfassung gesäit vir: « Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes. »

Dësen Artikel gesäit vir, datt de Staat, an der Ëmsetzung vun der Gläichheet tëschent Fra a Mann proaktiv Mesuren soll huelen, fir all Behënnerungen ze eliminéieren, déi d'Gläichheet tëschent Fra a Mann beeinträchtegen. Et handelt sech also ëm eng Obligation de moyens, déi dem Staat opläit.

Den Artikel 19 vun onser Verfaassung gesäit vir: « La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. »

1 Loi du 10 avril 2018 modifiant
1) la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés
2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
3) la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises
4) la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
5) la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Dëst ass och e Grondrecht, dat an onser Verfassung verankert ass, an encadréiert dem Staat seng Interventiounsmarge an de Reliounsfroen. Dës Interventiounsmarge ass ganz restriktiv.

Des Weidere gëtt d'Grondrecht op Reliounsfräiheet och vum Artikel 9 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun geschützt an encadréiert.

Et befënnt ee sech also an engem Konflikt tëschent zwee Grondrechter, déi de Staat muss conciliéieren, fir zu engem räsonabelen Equiliber ze kommen.

Den Zölibat vun de Paschtéier, souwuel wéi de Verbuet, datt Frae kënne Paschtouer ginn, sinn eng traditionell an historesch Realitéit, déi een an der kathoulescher Kierch erëmfënnt. Et handelt sech ëm eng Konviktioun, déi fir all Ausseschenden als e Mierkmol vum Glawenskonstrukt vun der kathoulescher Relioun, also als reliéis Konviktioun, allgemeng wouergeholl gëtt.

An deem Sënn géif eng Interventioun vum Staat an dëser spezifescher Fro enger Interventioun vum Staat an der Substanz selwer vun dëser Relioun gläichkommen.

Dat géif en Aschnëtt an d'Reliounsfräitheet bedéiten, déi net mat den Dispositiounen zur Reliounsfräiheet an onser Verfassung respektiv an der Europäescher Mënscherechtskonventioun kompatibel sinn, well se domat un de Kär selwer vun dësem Grondrecht géife goen.

Eng Gläichheet vu Fra a Mann am reliéise Glaawenskonstrukt wëllen ze imposéieren, géif also d'Grondrecht op Reliounsfräiheet aushillegen.

Esou eng Interventioun wier also net proportional fir en Equiliber tëschent de Grondrechter ze fannen.

Des Weidere bedeit d'Reliounsfräiheet, esou wéi se an der Verfassung an och an der Europäescher Konventioun ze verstoen ass, datt een d'Fräiheet huet, eng Relioun auszeüben, oder och net. De Staat protegéiert also net dës reliéis Konviktioun als solch, mee d'Recht vun de Bierger, un esou eng reliéis Konviktioun ze gleewen oder eeben net.

Doduerch ass d'Grondrecht am Artikel 11 fir déi Bierger, déi net un dës reliéis Konviktioun gleewen, och net beeinträchtegt.

Question 1271 (01.10.2019) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **vignes en friche :**

Suite à une question parlementaire du Député allemand Arnold Schmitt, le Ministère de l'Économie, du Transport, de l'Agriculture et de la Viticulture du land de Rhénanie-Palatinat fait savoir qu'il existe dans ce land 48 hectares de vignes en terrasses qui sont laissés à l'abandon, dont 45 dans la région de la Moselle.

Les vignes en friche attirent des parasites, sources de maladies, qui risquent de se propager sur les vignes cultivées avoisinantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien d'hectares de vignes sont laissés à l'abandon au Luxembourg ? À quels endroits se trouvent-elles et depuis combien de temps ne sont-elles plus cultivées ? Combien de vignes en friche avoisinent des terres cultivées ?

2) Quels parasites peuvent se propager dans des vignes en friches ? Quelles maladies risquent-ils de transmettre aux vignes cultivées ? Monsieur le Ministre est-il au courant de vignobles qui ont été touchés par des maladies suite à un vignoble avoisinant laissé à l'abandon ?

3) Quelles mesures le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural entreprend-il pour éviter que des vignes soient laissées à l'abandon ? Quel rôle joue le remembrement dans ce contexte ?

Réponse (11.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les vignes qui ont été laissées à l'abandon depuis deux ans sont considérées comme étant en friche. Selon les données les plus récentes, 57 parcelles viticoles correspondant à une superficie totale de 7,20 hectares sont en friche, dont 39 parcelles représentant 3,70 hectares sont adjacentes à une parcelle viticole cultivée. Il s'agit essentiellement de parcelles qui ne sont pas accessibles aux tracteurs viticoles et qui, de ce fait, demandent beaucoup de travail à la main.

ad 2) Les vignes en friche sont la source de nombreuses maladies comme le mildiou de la vigne (Plasmopara viticola), l'oïdium de la vigne (Erysiphe necator), le black rot (Guignardia bidwellii), le ver de la grappe (Eupoecilia ambiguella) et le phylloxéra (Daktulosphaira vitifoliae). De l'avis des scientifiques le phylloxéra présente le plus grand danger, car il peut effectuer, dans les vignobles en friche, sa reproduction sexuée et peut ainsi s'adapter génétiquement et devenir de plus en plus virulent. Il est un fait que les vignobles adjacents à des parcelles à l'abandon sont exposés à un risque accru.

ad 3) Les montants alloués aux exploitants de vignobles dans le cadre de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et de l'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles varient en fonction de la topographie.

La reconstitution des murailles en pierre sèche entreprise par le Gouvernement vise à pérenniser l'exploitation des parcelles en terrasse.

Enfin, les travaux exécutés à l'occasion d'un remembrement ont pour effet de rendre maintes parcelles accessibles aux tracteurs viticoles.

Question 1272 (01.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **chemins forestiers réalisés par l'Office national du remembrement :**

An der Kräizerbuch goufen 2018 iwwer 32 Kilometer nei Bëschweeër duerch den Office national du remembrement ugeluecht mam Zil, fir de Bësch weider ekonomesch ze erschléissen. Dëst Joer schéngt dëse Projet nach weidergedriwwen ze ginn a weider Aarbechten u befestegte Bëschweeër duerchgefouert ze ginn. Huesepied gi bei dësem Projet duerch fënnef bis sechs Meter breet Schneise mat befestegte Weeër ausgebaut, respektiv nei Schneise geschloen, fir d'Weeër ze erméiglechen.

An der Studie „Evaluierung der ökologischen, ökonomischen und sozialen Effekte der Waldflurneuordnung in Luxemburg" vun 2017 um Beispill vun Ischpelt hunn d'Auteure souwuel d'Akzeptanz vun der aktueller Remembrementsprozedur op Basis vum Gesetz vun 1964 a Fro gestallt, wéi och den Impakt op den Naturschutz vum Weebau, deen enger Optimallinn nogaangen ass amplaz ekonomesch Erschléissungsziler ze suivéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Tourismus dës Froe stellen:

1. Wéi vill Projete vum ONR sinn aktuell a Planung respektiv an Duerchféierung?

2. Wou befanne sech déi Projeten, wéi vill Surface betreffe se, wéi vill Besëtzer si jeeweils betraff a wéi vill Kilometer nei Weeër si pro Projet virgesinn?

3. Fir all Projet vum ONR, wéi eng gesetzlech Method gëtt fir de Remembrement genotzt?

4. Wéi héich sinn d'Käschte (pro Joer) fir déi lescht fënnef Joer fir de Remembrement an d'Baue vu Weeër gewiescht?

5. Ginn d'Surfacen, déi duerch nei Bëschweeër dem Bësch verluer ginn, kompenséiert?

- Wa jo, wéi vill Surfacë goufe pro Joer a Projet fir déi lescht fënnef Joer kompenséiert?

- Falls neen, ass d'Ministesch der Meenung, datt dës Surfacen en vue vun der Klimakris missten a sollte kompenséiert ginn?

6. Schätzt d'Ministesch, datt de Bau vun neie Bëschweeër ee wirtschaftlechen Ureiz duerstellt, fir de Bësch weider op d'Käschte vun ekologeschen Aspekter ze exploitéieren?

7. En vue vun der Promotioun vun alternativen „Rücketechniken", wéi zum Beispill Päerd reiden oder d'Seelbunn, ass d'Ministesch der Meenung, datt befestegt Weeër am Bësch zäitgeméiss a kohärent sinn?

8. Plangt den ONR nei Bëschweeër zesumme mat de jeeweilegen ORTen, fir esou zumindest och eng kohärent Erschléissung, fir den Tourismus „doheem" ze erméiglechen?

9. Wéi plangt d'Regierung, d'Haftungsrisiken, déi an der Studie „Evaluierung der ökologischen, ökonomischen und sozialen Effekte der Waldflurneuordnung in Luxemburg" genannt sinn, fir Privatbesëtzer duerch nei Weeër ze kompenséieren oder ze minimiséieren?

Réponse commune (11.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Fënnef Projeten.

ad 2.

Projet	Surface	Besëtzer	Bëschweeër	
			bestoend	nei
Tarchamps	753 ha	237	21,2 km	18,6 km
Säll	809 ha	250	33,3 km	4,4 km
Biekerech	1.111 ha	346	22,1 km	17,4 km
Eschweiler (Wiltz)	2.152 ha	798	82,9 km	17,8 km
Wanseler	1.218 ha	406	19 km	25,4 km

ad 3. Dat ass verschidden, et ginn zwou gesetzlech Methode fir de Remembrement genotzt: Déi normal Prozedur, wou d'Proprietären d'Méiglechkeet hunn, bei verschiddenen Enquêtë Reklamatiounen, zum Beispill géint Neiandeelung oder Buedemschätzung, ze formuléieren.

Doniewent gëtt et eng acceleréiert Prozedur, wou verschidden Enquêtë kënnen zesummegeluecht ginn, fir dass de Remembrement méi séier kann ofgeweckelt ginn.

ad 4.

Joer	Käschte fir Weebau
2014	691.737,74 €
2015	1.739.625,47 €
2016	1.908.334,56 €
2017	1.647.469,44 €
2018	1.893.136,84 €

Laut Gesetz ginn 10 % vun de Käschte vun de Proprietären iwwerholl an 90 % vum Staat.

ad 5. D'Fläche fir déi nei Bëschweeër ginn net kompenséiert. An enker Zesummenaarbecht mat der ANF plangt den ONR d'Weenetz, dat da vun engem onofhängege Büro unhand vun enger Impaktstudie evaluéiert gëtt. Heiduerch gëtt garantéiert, dass den Impakt op d'Emwelt op ee Minimum reduzéiert gëtt.

Well de Bëschwee integrale Bestanddeel vum Bësch ass, gëtt och keng Surface kompenséiert. De Krouneraum kann och weiderhi vun de Beem genotzt ginn. Och gëtt de Bëschwee net versigelt, soudass de Waasserhaushalt vum Bëschbuedem minimal beanträchtegt gëtt an och vun de Bamwuerzele genotzt ka ginn. Déi zwee Randberäicher vun engem Bëschwee sinn och nei kleng Trittsteinbiotoper fir spezifisch Planzen an Insekten.

ad 6. De Bau vu Bëschweeër stellt e wirtschaftlechen Ureiz duer, fir ekologesch Aspekter nach weider an d'Bëschbewirtschaftung ze integréieren. Et geet ëm eng lokal an nohalteg Notzung vun eise Bëscher, soudass mer den Import vu Bau- a Brennholz a virun allem deen domat verbonnenen transportbedéngte Klimaimpakt reduzéieren. Och stellt de Rohstoff Holz eng CO_2-neutral Alternativ zu anere Stoffer, wéi Bëton, Stol oder Plastik duer, soudass eng wirtschaftlech Notzung vun eise Bëscher duerchaus ekologesch Aspekter ofdeckt.

Och ass et d'Zil vum Weebau am Bësch, dat flächendeckend Befuere vum Bëschbuedem ze ënnerbannen. Effektiv gëtt de Loftaustausch a Waasserhaushalt laangfristeg duerch d'Befuere mat Maschinne gestéiert. Duerch d'Bëschweeër ginn d'Transportweeër méi kuerz an d'Fueren op dës Weeër kanaliséiert, soudass dat kilometerwäit Schleefe vun Holz mat Trakteren an de Bëschparzellen net méi néideg ass. Och geet d'Bëschbewirtschaftung ëmmer méi an d'Richtung vun Dauerwälder, also d'Vermeide vu Kalschlél, wou da méi reegelméisseg méi kleng Agrëffer an de Bëscher stattfannen. Dobäi falen dann och jeeweils méi kleng Quantitéiten un Holz un, déi ouni intakt Weenetz am Bësch schwéier bis guer net ze verkafe sinn.

ad 7. Récketechniken, wéi mam Päerd schleefen oder mam Seelkran schaffen, kënnen eng Alternativ zum klassesche Brénge vum Holz aus dem Bësch op de Wee sinn. An der Reegel gëtt dat mat engem Trakter oder spezieller Bëschmaschinn gemaach. Allerdéngs ersetzen dës Methoden net den Oftransport vum Holz, wat nach ëmmer en „camionable Bëschwee" viraussetzt.

ad 8. Déi geplangte Bëschweeër vum ONR ginn net mat de jeeweilegen ORTen ausgeschafft. Se leie gréisstendeels ausserhalb vun den Zonen, wou haut scho Wanderweeër existéieren a stellen deemno net onbedéngt eng supplementär Offer zu dem bestoende Wanderreseau duer.

D'Topografie vun deene Weeër, déi vum ONR gebaut ginn, fir Holz aus dem Bësch ze schleefen, respektiv mat Camionen erauszeféieren, entsprécht och net deene Kritären, déi mir eise Wanderweeër wëlle ginn: Mir siche vill méi kleng „Huesepied" amplaz vu breede Weeër. Zudeem vermeide mir heiduerch, dass d'Wanderer an een Trafic mat grousse Baumaschinnen a Camione kommen, wou hir Presenz gefëierlech wär, respektiv wou mer reegelméisseg Sperrunge wéinst Bëschaarbechten op deenen Tronçonen hätten.

Am Kader vun der Impaktstudie gi bei de Weebauprojeten awer och déi sozial Aspekter iwwerpréift, dorënner dann och den Impakt op den Tourismus. Ee flott Beispill fir konkreet Mesurë sinn d'Rettungspunkten, déi am Projet Tarchamps installéiert goufen, fir niewent de Bëschaarbechter och den Touristen am Noutfall méi séier hëllefen ze kënnen.

ad 9. Am Kader vun engem Remembrement ginn d'Bëschweeër mam Ofschloss vum Projet an ëffentleche Besëtz iwwer, soudass den Haftungsrisiko um Wee dann net méi beim Privatbesëtzer läit, mee bei de Gemengen. Den Haftungsrisiko, dee vum Bësch ausgeet, wat de Schuedensersatz am Fall vun engem geschiedegte Spadséiergänger ubelaangt, ass zudeem vum Staat iwwer eng Assurance op nationalem Niveau ofgedeckt. Och proposéiert den neie Bësch-Gesetzesprojet PL 7255 eng besser Ofsécherung vum Haftungsrisiko fir de Bëschproprietär.

Question 1273 (02.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0515 du 15 mars 2019 concernant la rénovation de la piste d'atterrissage de notre aéroport national, Monsieur le Ministre avait annoncé que des études approfondies dans le cadre de la finalisation du cahier des charges de l'appel d'offres y relatif par la société lux-Airport étaient en cours et ceci en vue de pouvoir choisir les options optimales dans l'intérêt de tous les intervenants.

Monsieur le Ministre avait conclu que « par conséquent il y a lieu d'attendre les résultats desdites vérifications qui seront finalisées avant l'automne 2019 avant de pouvoir y répondre de manière définitive ».

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Dans quels délais les travaux dont le début a été retardé plusieurs fois, pourront-ils commencer et quelle en sera la durée prévisible ?

- Quel sera l'impact sur l'activité quotidienne de l'aéroport national ?

- Quels arrangements ont d'ores et déjà été trouvés avec les aéroports de la Grande Région ?

- Quel est le coût total estimé du projet et quelle en sera la part de l'État luxembourgeois ?

- De quelle manière cet engagement financier sera-t-il comptabilisé pour la détermination de l'effort en matière de défense du Luxembourg dans le cadre de l'OTAN ?

Réponse (13.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le lancement des travaux principaux de réhabilitation de la piste d'atterrissage à l'Aéroport de Luxembourg est prévu pour printemps 2021. Les travaux vont durer à peu près deux ans et seront effectués la nuit et uniquement pendant le printemps, l'été et l'automne pour des raisons météorologiques.

L'impact des travaux se traduira par la fermeture stricte de la piste d'atterrissage entre 23.00 et 06.00 heures. Des exceptions pour les vols retardés ne seront pas possibles pendant les travaux. Les vols concernés seront alors déroutés sur des aéroports alternatifs.

Les compagnies aériennes présentes à l'Aéroport de Luxembourg ont d'ores et déjà recours à des aéroports alternatifs dans le cadre de

leurs opérations standards, y compris dans la Grande Région. L'impact résiduel du projet pourra être adapté par les compagnies aériennes au moyen de ces aéroports alternatifs, sans que lux-Airport n'ait besoin d'une organisation structurelle complémentaire.

Les estimations actuelles du coût total du projet, y compris l'ajustement des taxiways, s'élèvent à environ 270 millions d'euros, dont 150 millions liés aux travaux de réhabilitation de la piste d'atterrissage.

Le projet sera entièrement financé par la société de l'Aéroport de Luxembourg lux-Airport SA en application conforme des réglementations européennes. Une contribution à l'investissement à charge de la défense ou de l'OTAN n'est pas envisagée à ce stade.

Question 1274 (02.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **contrôle systématique de poids lourds :**

Les 3 et 4 septembre 2019, les services de douane de huit pays européens, dont le Luxembourg, ont procédé à un contrôle systématique de poids lourds à la frontière franco-luxembourgeoise. Cette action a été chaperonnée par « Euro Contrôle Route » et avait comme but de contrôler la conformité des camions transportant des marchandises dangereuses.

Parmi les 59 poids-lourds contrôlés, 32, donc plus de la moitié, n'étaient pas conformes. Neuf véhicules présentaient des déficiences graves et ont dû être immobilisés.

- Devant ce diagnostic préoccupant, Monsieur le Ministre des Finances n'estime-t-il pas qu'il faudrait systématiser ces contrôles ?

- Est-ce que des contrôles comparables sont organisés dans d'autres pays ?

- Quels sont, le cas échéant, les résultats des contrôles auxquels procède notre Administration des douanes dans leur quotidien ?

Réponse commune (08.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans ce contexte, il y a lieu de soulever que les contrôles effectués les 3 et 4 septembre 2019 auxquels se réfère l'honorable Député dans sa question, ont été organisés par le Luxembourg dans le cadre du programme « ADR Crossborder Enforcement (ACE) » d'Euro Contrôle Route (ECR). Les contrôles ACE, qui regroupent les inspecteurs experts de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), sont organisés deux fois par an à tour de rôle par un des États membres d'ECR. Après les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne, le Luxembourg était à l'honneur d'organiser ce contrôle routier.

Les contrôles ACE ont comme but premier l'échange de connaissances entre les inspecteurs experts et l'harmonisation des contrôles au sein de l'Union européenne dans le cadre de la directive 95/50/CE concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route.

Les contrôles effectués les 3 et 4 septembre 2019 se sont déroulés simultanément sur trois sites et ont regroupé quelque 45 fonctionnaires, agents et inspecteurs, dont 25 inspecteurs experts ADR du Luxembourg, de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Pologne, de l'Espagne, de la Croatie et de la Roumanie.

Si les contrôles des 3 et 4 septembre 2019 avaient une envergure exceptionnelle vu leurs objectifs énoncés ci-avant, il y a lieu de préciser que des contrôles de véhicules transportant des marchandises dangereuses sont effectués dans le cadre de la directive 95/50/CE quasi de manière hebdomadaire sur toutes nos routes par l'Administration des douanes et accises (ADA) et la Police grand-ducale et ce durant toute l'année.

Pour illustrer les contrôles auxquels l'ADA procède au quotidien, les opérations effectuées par la brigade Transport de l'ADA aboutissent à la suivante statistique établie pour la période du 1er janvier 2016 jusqu'à aujourd'hui. Les infractions constatées en matière :

De l'arrimage des charges et des surcharges (> 10 %) :

- 3.652 avertissements taxés (397.029 euros)
- 38 procès-verbaux transmis au procureur d'État

De transport par route de marchandises dangereuses :

- 133 avertissements taxés (18.646 euros)
- 1 procès-verbal transmis au procureur d'État

De respect du temps de conduite et de repos :

- 1.911 avertissements taxés (340.725 euros)
- 11 procès-verbaux transmis au procureur d'État

De l'immatriculation des véhicules routiers (poids lourds) :

- 49 avertissements taxés (2.801 euros)

Question 1275 (02.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **patrimoine forestier au Luxembourg :**

Laut de leschten Donnéeën, déi vum Statec fir Bëscher disponibel sinn, hat Lëtzebuerg 2010 e Bëschbestand vu ronn 86.150 Hektar oder 33,30 % vun der Gesamtfläch vum Land. Gläichzäiteg constatéiert de Statec fir d'Joer 2018 en Zoustand vum Bësch, wou 31,4 % vun de Beem staark an 36,8 % vun de Beem liicht beschiedegt sinn.

Erëm fir 2010 huet de Statec uginn, datt bal en Drëttel vun alle Bëscher aus Nolenholz bestinn.

Rezent gouf am däitsche Magasinn „Der Spiegel" e gréissere Reportage iwwer den Zoustand an den Impakt vu Bëscher virun allem am Kontext vum Klimawandel publizéiert. Dësen huet d'Studie vum Crowther-Lab zitéiert an e Fierschter aus dem Saarland zu Wuert komme gelooss, deen op d'Nodeeler vun ze vill Monokulturen am Bësch verwisen huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Bëschbestand zanter 2010 zu Lëtzebuerg entwéckelt? (Opgeschlësselt no Privat- a Staatsbësch)

2. Wéi vill Hektar Bëscher zu Lëtzebuerg sinn als Monokulturen ze klasséieren? Wéi vill als e gemëschte Bësch?

3. Wéi gesäit déiselwecht Opdeelung just bei de staatleche Bëscher aus?

4. Wéi verdeelt sech statistesch (ausgedréckt an Deziler) de Besëtz vu Privatbëscher op Eenzelpersounen?

5. Wéi vill Prozent vum Bësch, opgedeelt no Privatbësch a staatlechem Bësch, séi och no Kanton, si vum Borkenkäfer befall?

6. Fir wéi vill Hektar Bësch goufen Ausnamegeneemegungen ugefrot wéinst Borkenkäferbefall:

- ënner den Dispositioune vum Artikel 13 vum Gesetz vum 18. Juli 2018?

- ënner dem Gesetz vum 30. Januar 1951 (Artikelen 2 an 3)?

7. Fir wéi vill Volume Holz gouf ënner Applikatioun vum Gesetz vum 4. Dezember 1967 e reduzéierte Steiersaz op Benefisser aus dem Holzverkaf ugefrot:

- wéinst Borkenkäferbefall?
- aus anere Grënn?

8. A wéi vill Fäll, opgeschlësselt no Kanton, gouf eng Ausnam fir d'Verbrenne vu Krounematerial, op Basis vum Gesetz vum 21. Mäerz 2012 an der Note de service vum 31. Oktober 2017, ausgestallt?

Réponse (19.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Dozou gëtt et nach keng Donnéeën. De leschten „Inventaire forestier national" (IFL2) ass 2010 gemaach ginn, an den nächsten nationalen Inventaire (IFL3) ass fir 2025 geplangt (voir question parlementaire n° 1183).

ad 2. Déi rezenst Donnéeë sinn aus dem IFL2 an dësem Tableau resuméiert (« La forêt luxembourgeoise en chiffres, 2014 »). Als Monokulture sinn ze consideréiere virun allem d'Fiichtebestänn (pessières) an Douglasiëbestänn (douglasières), also insgesamt 18.850 Hektar. All aner Bëscher sinn zum gréissten Deel gemëschte Bëscher.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Déi staatlech Bëscher sinn entstanen aus dem Opkaf vu private Bëscher. Laut Donnéeë vum IFL2 sinn 1.900 Hektar staatlech Bëscher Fiichten- an Douglas-Monokulturen. De Rescht, eng ronn 10.000 Hektar, si gemëschte Bëscher.

ad 4. Dozou gëtt et keng Donnéeën.

ad 5. Dozou gëtt et keng prezis Donnéeën. Enger visueller Aschätzung no si méi wéi 50 % vun allen Fiichtebestänn vum Borkenkäfer befall, mat ganz ënnerschiddlecher Intensitéit (meeschtens e puer Beem, oft Zone vu 5 bis 30 Ar, an exzeptionell de ganze Bestand), jee no Héicht, Buedem, topografesch Lag, Expositioun an natierlecher Waasserdisponibilitéit.

ad 6. Gesetz 2018: 262,74 Hektar zwësche Januar 2018 an Oktober 2019.

Gesetz 1951: 27,09 Hektar zwësche Januar 2018 an Oktober 2019.

ad 7. D'Donnéeë konnten net ermëttelt ginn.

ad 8. Arrondissement C-EST: 8

Arrondissement C-OUEST: 0

Arrondissement EST: 7

Arrondissement NORD: 9

Arrondissement SUD: 1

Question 1276 (02.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **gadgets en plastique :**

Op Eventer oder Fester si Gadgeten ee gutt Mëttel, fir mat de Participanten an d'Gespréich ze kommen a fir beim Géigeniwwer an Erënnerung ze bleiwen. Och beim Staat gräife verschidde Ministèren op Gadgeten zréck, déi dann op Eventer verdeelt ginn. Esou sinn op verschiddenen Eventer, un deenen Administratiounen deelhuelen, heiansdo Loftballone mat der Opschréft „Let's make it happen" ze gesinn, déi dekorativ opgehaangen oder verdeelt ginn.

A Kreesser vun Ëmweltschützer gi virun allem d'Loftballone schaarf kritiséiert, well et sech ëm Plastik handelt, deen no enger eemoleger Notzung bal ëmmer an der Dreckskëscht oder, nach schlëmmer, an der Natur lant, wou Déieren drun erstécke kënnen.

Am Kader vun der neier EU-Richtlinn iwwer de Verbuet vun Eeweeplastik gi Loftballonen net verbueden, mee ënnerstinn enger Kennzeecheflicht. Trotzdeem bleift d'Fro, ob Ballonen am Kader vun Eventer wierklech néideg sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sue si vun 2013 bis 2019 fir Loftballonen ausgi ginn? Wéi vill Stocken u Loftballonen existéieren aktuell nach bei de Ministèren?

2. Wäert d'Regierung an allen ëffentlechen Institutiounen an noer Zukunft op de Gebrauch vu Loftballone souwéi anere Gadgeten aus Plastik verzichten?

3. Deelt d'Madamm Ministesch d'Bedenken, dass Loftballonen eng Ressourcëverschwendung an ee Risiko fir d'Ëmwelt duerstellen?

Réponse (11.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement :*

Den éischten Deel vun dëser Fro kann net beäntwert ginn, well den informatesche System et net erlaabt, esou prezis Donnéeën erauszefilteren. Manuell géif dës Recherche vill Ressourcen an Usproch huelen.

D'Ministère féiere keen exhaustiven Inventaire iwwer Loftballonen oder Gadgeten am Allgemengen. Een eventuelle Stock, deen op de Ministère lagert, sollt awer benotzt an net einfach eliminéiert ginn, dëst och am Sënn vum sënnvollen Notze vun ëffentleche Gelder.

Zu de Loftballonen vun „Let's make it happen" ass ze soen, datt dës aus engem biologesch ofbaubare Fabrikat sinn.

D'Regierung ass beméit an de Verwaltungen, Servicer a Ministèren eng Approche vun der Nohaltegkeet ze promovéieren. Dat gëllt och fir d'Gebaier, an deenen déi verschidden Entitéiten ënnerbruecht sinn an et gëllt fir Bürosmaterial an aner Produiten, déi zum Fonctionnement gehéieren. Dozou gehéiert och de Verzicht op Gadgeten aus Eeweeplastik, souwäit dat méiglech ass.

Question 1277 (02.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **site « Schëttermarjal » :**

Am Dossier Schëttermarjal, um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, gëtt et ëmmer nach grouss Onkloerheeten an et sti weiderhin eng ganz Partie, bis ewell, onbeäntwert Froen op.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Ëmweltminister dës Froe stellen:

1. Wéi geet et weider, wann d'Schlingnatter ëmgesidelt ass, mussen da reegelméisseg Monitoringe gemaach ginn, a wa jo, wéi laang? Gesäit do d'europäesch Direktiv eppes vir? Muss net nogewise ginn, datt d'Schlingnatter hiren neie Liewensraum ugeholl a sech do och reproduzéiert huet, ier hiren ugestaamten Habitat däerf zerstéiert ginn?

2. Firwat gëtt sech just op d'Schlingnatter fokusséiert an net och op déi weider aner national an EU-wäit geschützten Aarten, déi um Site liewen?

3. Si weider Autorisatiounen en cours, fir zum Beispill deen Deel, dee soll bebaut ginn, ze zerstéieren?

4. Wat passéiert mat deem Deel, dee momentan net bebaut gëtt a wou d'Schlingnatter fir den Ament ënner anerem och lieft (respektiv op dee se ëmgesidelt soll ginn)? Gëtt deen Deel ëmklasséiert an eng „zone protégée" oder bleift en eng „zone d'aménagement différée" (ZAD), fir spéider bebaut ze ginn, a wat geschitt da mat der Schlingnatter an all deenen anere geschützten Aarten?

5. Prinzipiell bleift awer och nach déi fundamental Fro, wéi esou eng Ëmsiidlung iwwerhaapt gemaach soll ginn an iwwer wéi een Zäitraum? Et gëtt, mengen Informatiounen no, dozou nämlech a ganz Europa keng Referenzetüden an unerkannten auslännesch Fachleit stinn esou enger Delokalisatioun iwwerdeems méi wéi kritesch géintiwwer. Wat gesäit hei d'Direktiv vir a gëtt et hei am Land en Expert, dee mat der Ëmsiidlung vun der Schlingnatter eng konkreet Erfarung huet? Kennt d'Madamm Minister Referenzetüden iwwer esou eng Ëmsiidlung, déi si der Chamber kann iwwermëttelen?

6. Gëtt mat der Regierungspolitik am Dossier Schëttermarjal net de facto an de jure d'FFH-Richtlinn iwwergaangen, géint nationaalt an EU-Recht, a géint si grad wéi géint d'Konventioun vun Aarhus verstouss? Oder kann d'Madamm Minister erklären, awéiwäit hir Politik dee legale Kader respektéiert?

Réponse (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Autorisatioun vum 23. August 2019 iwwer déi virgezunne Preventiounsmoossnamen enthält als Konditioun, datt de Bauhär muss iwwer 25 Joer e Monitoring duerch en Expert duerchféieren. Déi éischt fënnef Joer muss all Joer e Rapport virgeluecht ginn, dono all fënnef Joer.

D'Virgab aus der europäescher Legislatioun fuerdert, datt d'Moossnamen ökologesch wierksam sinn, ier en Agréff an de geschützte Liewensraum stattfënnt. Dofir och d'Bezeechnung vun CEF-Moossnamen, wat bedeit „continuous ecological functionality". D'Schlingnatter muss den nei amenagéierte Liewensraum ugeholl hunn, dat heescht, si muss do present sinn an et muss séchergestallt sinn, datt d'Exemplare vun der Baufläch op den neien Terrain ëmgesidelt sinn. De Beweis muss vun engem Expert agréé erbruecht ginn.

ad 2. D'Schlingnatter gëllt als sougenannten „Zeigerart", déi ganz spezifesch Liewenskonditioune brauch. Wann dës Konditiounen erfëllt sinn, ass de Liewensraum och fir vill aner geschützten Déierenaarten adaptéiert.

ad 3. De Ministère ass befaasst mat enger Ufro, fir de Bauterrain ze preparéieren, dat heescht, fir geschützte Biotopen an Habitater ze zerstéieren an ze kompenséieren. Ier eng Autorisatioun kann erdeelt ginn, muss den Erfolleg vun de Moossname sub 1) nogewise sinn.

ad 4. De Liewensraum vun der Schlingnatter fält ënner de Schutz vum Naturschutzgesetz, an zwar onofhängeg dovun, wéi den Terrain am Bebauungsplang klasséiert ass. Den nationalen Naturschutzplang gesäit kee Klassement vun dësem Site als Naturschutzgebitt vir. Et wier ze begréissen, wann déi politesch Autoritéite vun der Stad Lëtzebuerg a puncto Klassement vun den Terraine fir kloer Verhältnisser suerge géifen.

ad 5. Wann deem esou ass, datt et a ganz Europa keng Referenzetüd sollt ginn, musse mer hei zu Lëtzebuerg Neiland betrieden. De Bauhär muss derfir suergen, datt déi néideg Experten am Domän vun de Reptilien an den anere betraffene geschützten Aarten op der Plaz d'Aarbechte begleeden, dokumentéieren a fir d'Ausféierung riichtstinn. D'Konzept fir den Ëmgang mat der Schlingnatter, dat elo virläit, gouf vun engem agreéierte Planungsbüro mat engem Expert fir Reptilien ausgeschafft. An deem Dossier ginn et vill Referenzen op wëssenschaftlech Literatur zu der Schlingnatter.

ad 6. Den Dossier Schëttermarjal ass kee Regierungsdossier. D'Schëttermarjal ass e private Wunnengsbauprojet, dee vun der Stad Lëtzebuerg gewollt ass - dofir ass den Terrain am Bebauungsplang - an deen déi national gesetz-

lech Bestëmmungen anhale muss, dorënner déi aus dem Naturschutzgesetz. De legale Kader ass d'Fundament vun der Emweltpolitik wéi vun der Regierungspolitik generell. De Bauprojet genéisst kee Sonderstatus géigeniwwer allen aneren Urbaniséierungsprojeten am Land, déi och en Impakt op de Biotop-, Habitat- oder Aarteschutz hunn.

Question 1278 (02.10.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parc de logements sociaux du Fonds du logement :**

Aus der Äntwert op Fro N° 0898 vum 15. Juli 2019 iwwer de Mangel u soziale Locatiounswunnenge fir grouss Familllje geet ervir, dass et am Parc vum Fonds du logement nëmmen 80 Wunnenge mat méi wéi véier Schlofkummere gëtt.

426 Stéit stinn op der Waardelëscht, fir eng Wunneng mat véier oder méi Schlofzëmmer ze kréien.

Des Weidere geet aus de Äntwert ervir, dass am Moment 33 Wunnenge mat véier oder méi Schlofzëmmeren am Bau wieren.

Am dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen dem Här Logementsminister stellen:

- Firwat ginn opgrond vun der grousser Nofro no grousse Wunnenge mat véier oder méi Schlofzëmmeren net méi där Wunnenge gebaut?

- Wat ass déi minimal Gréisst fir ee Schlofzëmmer fir ee Kand, egal wei al et ass?

- Kann d'Bauweis vun de Wunnengen net an deem Sënn ugepasst ginn, zum Beispill no der Modellbauweis, fir dass d'Wunneng respektiv d'Schlofzëmmerunzuel vun der Wunneng zu jidder Moment kann adaptéiert ginn, zum Beispill, wann e Jugendlechen ab zwielef Joer Recht kritt op eng eege Kummer?

Réponse (04.11.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

De Fonds du logement dréit der grousser Ufro vu Wunnenge mat véier oder méi Schlofzëmmeren am Kader vu sengen aktuellen an zukünftege Bauprojete Rechnung. Et sinn aktuell ongeféier 97 Wunnenge mat mindestens véier Schlofzëmmeren a Planung respektiv an der Realisatioun.

Ech wëll déi éierewäert Deputéiert informéieren, dass de Fonds du logement aktuell ronn 2.000 Wunnenge verwalt, dovunner eng 80 an der Gréisstenuerdnung mat mindestens véier Schlofzëmmeren.

Bei de Wunnengen, déi de Fonds du logement verkeeft oder verlount, ass d'Mindestfläch vun engem Schlofzëmmer fir ee Kand zéng Meterkaree, egal wéi al d'Kand ass. D'Schlofzëmmer fir zwee Kanner, déi manner ewéi zwielef Joer al sinn, musse mindestens 15 Meterkaree Fläch hunn.

De Fonds du logement applizéiert bei verschiddene Bauprojeten och eng modulär Bauweis, déi et erméiglecht, mat der Zuel vu Schlofzëmmeren am Laf vun der Zäit de Besoine vun de jeeweilege Famillje Rechnung ze droen. Sou goufe sechs Wunnhaiser um Sennengerbierg gebaut, déi esou geplangt sinn, dass et technesch relativ einfach ass, aus véier Schlofzëmmeren der fënnef ze maachen. Dës modulär Bauweis soll och bei zukünftege Projete vum Fonds du logement sou wäit wei méiglech applizéiert ginn.

Question 1279 (02.10.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**extension du périmètre et création de logements abordables :**

Gëschter war an der Gemeng Hesper eng Presentatioun fir de Verkaf vun 21 Appartementer a 14 Haiser an der Rothweit zu Alzeng, déi vun der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) solle gebaut ginn.

No dëser Reunioun, wou Honnerte Leit präsent waren, hunn eng sëllech Persoune virun der Dier vum Gebai vun der SNHBM hir Nuecht verbruecht, fir als Éischten hiren Dossier ze hannerleeën, an der Hoffnung, eng abordabel Wunneng kënnen ze kréien.

Dës Reaktioun vun de Leit ass sécherlech en Zeeche vu Verzweiwlung a verdäitlecht déi aktuell dramatesch Situatioun um Lëtzebuerger Wunnengsmaart.

Eng Léisung, fir méi abordabele Wunnengsraum ze schaffen an d'Situatioun ze entschäerfen, wier, do, wou et Sënn mécht, de Bauperimeter an de Gemengen ze erweideren. Vill Gemenge sinn am Kader vun der Refonte vun hire PAGen och bereet, mat op dëse Wee ze goen.

Leider kréie si déi Perimetererweiderunge kategoresch refuséiert. Emmer erëm gëtt sech an dësem Kontext op d'Naturschutzgesetz beruff.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Logementsminister, un d'Madamm Emweltminister an un d'Madamm Inneminister riichten.

- Wéi vill Hektar u potenziellem Bauland kruten d'Gemengen am Kader vun der Upassung vun hiren allgemenge Bebauungspläng bis haut net geneemegt?

- Op wéi eng Artikelen am Naturschutzgesetz berifft sech d'Regierung, fir Bauperimetererweiderunge systematesch ofzeleenen?

- Wéi eng aner Grënn ginn et nach, fir dës Refusen ze beleeën?

- Ass d'Regierung net der Meenung, dass et eng Urgence um Wunnengsmaart gëtt?

- Wéi gedenkt d'Regierung, kuerzfristeg dësem Emstand entgéintzewierken?

Réponse commune (03.12.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Mir wëllen déi honorabel Deputéiert informéieren, dass d'Emweltministesch an d'Inneministesch, um Stand vum 15. November 2019, eng Refonte vum PAG refuséiert an 41 PAGe vun der neier Generatioun approuvéiert hunn. Sechs weider Refontë si fir d'Approbatioun un d'Inneministesch geschéckt ginn. Dës Dossiere gi momentan nach vun de Servicer op d'Konformitéit gepréift oder befanne sech nach an der Phas, wou d'Biergerinne bei der Inneministesch hir Observatiounen nach kënnen eraginn.

D'Fro, wéi vill Hektar potenziellt Bauland net geneemegt goufen, ass pauschal net ze beäntwerten. Souwuel den Inneminister wéi och den Emweltminister kann e PAG just approuvéieren oder refuséieren, wéi e vum Gemengerot votéiert gouf.

D'Emweltministesch leent net systematesch Bauperimetererweiderungen of. D'Approbatioun vu Bauperimetererweiderunge gi begrënnt opgrond vun den Zilsetzungen aus dem Artikel 1 vum Naturschutzgesetz, dat säit 1982.

Nieft dem Naturschutzgesetz begrënnt sech d'Approbatioun vun engem PAG op d'Zilsetzungen aus dem Artikel 2 vum Gesetz iwwer d'Kommunalplanung.

D'Regierung ass sech bewosst, dass et eng „Urgence" um Wunnengsmaart gëtt. Dofir wëllt d'Regierung d'Offer vun ëffentlech abordabele Wunnengen - speziell vu Mietwunnengen - an den nächste Jore substanziell erhéijen, fir der Nofro besser gerecht ze ginn.

Duerch d'Realisatioun vun e puer grousse Bauprojeten (Projets d'envergure), déi och am zukünftege Plan sectoriel „Logement" (PSL) opgelëscht sinn, wäert vill Wunnraum op de Maart kommen. Den ofgeännerten Artikel 29 vum Gesetz vun 2004 iwwer d'kommunal Bauplanung gesäit vir, dass fir all Bebauungsplang, dee méi wéi 25 Wunnenge virgesäit, op d'mannst 10 % vun de gebaute Wunnenge fir Leit musse reservéiert ginn, déi Bauprimmenempfänger sinn (also eng Wunneng à coût modéré). Dëse Prozentsaz fir moderat deier Wunnenge soll fir déi grouss Bauprojeten am PSL souguer bis op 30 % erhéicht kënne ginn.

Weider wichteg Moossname sinn am Regierungsprogramm 2018/2023 virgesinn, zum Beispill d'Reform vum Gesetz vun 1979 iwwer d'Wunnengsbäihëllefen oder d'logistesch a finanziell Ennerstëtzung vu kommunalen a private Promoteuren, déi an abordabele Wunnraum wëllen investéieren.

Question 1280 (02.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **livres scolaires :**

De System vun de sougenannten „gratis" Schoulbicher, deen den MEN agefouert huet, verleeft net ouni Schwieregkeeten. De System schéngt an der Praxis relativ komplizéiert a mat vill Opwand verbonnen ze sinn. An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi e Bilan zitt den Unterrechtsministère aus den Erfahrunge mat dem neie System vun de Schoulbicher? Wou gesäit de Ministère eventuell Problemer?

2. Gëtt et just d'Méiglechkeet, déi Bicher iwwer Internet unzefroen, oder kréien d'Elteren an d'Schüler (eventuell op Ufro) och en Dokument op Pabeier?

3. Den definitive Programm fir d'Librairië kënnt, no der Meenung vu Villen, vill ze spéit eraus (dëst Joer war dat den 19. Juli 2019). Da gëtt et nach eng Rei vu Kontrollen an administrative Schrëtt an eréischt dono kënne Bestellunge vun de Librairë gemaach ginn. Fir verschidde Bicher (z. B. fir d'Fach Englesch) ass dat ze spéit, well hei d'Liwwerfrist besonnesch laang ass. Gesäit den Här Minister hei d'Méiglechkeet fir Verbesserungen?

4. Och verschidden Eltere beschwéiere sech iwwer ze vill kuerz Delaien, besonnesch wa si digital net esou fit sinn. Ass den Här Minister der Meenung, datt et sënnvoll wär, och am Interessi vun den Elteren a vun de Schüler, d'Delaien ze verlängeren?

5. Wat geschitt, wa Professere Bicher vun der Lëscht schlussendlech awer net benotze wëllen an de Schüler dat am September matdeelen? Menges Wëssens huelen d'Librairien déi Bicher net erëm. Kéinten déi, am Fall wou d'Leit se net fir een eventuelle perséinleche Gebrauch hale wëllen, gesammelt ginn, zum Beispill fir an eng ëffentlech Bibliothéik, eng Schoulbibliothéik oder fir d'Besoinen am nächste Schouljoer stockéiert ginn?

6. Am Fall, wou Professeren nach aner Bicher, wéi déi, déi op der Lëscht virgesi sinn, benotze wëllen, oder an der Mëtt vum Joer e weidert Buch benotze wëllen, ginn déi Bicher dann och rembourséiert ? Wa jo, no wéi enge Modalitéiten?

7. Wéi eng Autonomie hunn d'Lycéeën an déi eenzel Professere fir de Choix vun de Bicher, déi kënne rembourséiert ginn?

8. Kéint de Ministère sech virstellen, de System esou ze flexibiliséieren, datt Professeren, déi dat wëllen, selwer déi Bicher, déi si benotze wëllen, kollektiv an de Librairië bestelle kënnen an d'Bicher fir hir Klassen dann an d'Lycéeë liwwere loossen?

9. Wann d'Librairen oder d'Schüler op den Helpdesk uruffen, gëtt den Uruff dacks net

entgéintgeholl oder si hänke ganz laang an enger Schleef, ouni datt eppes geschitt. Och wann den Uruff beäntwert gëtt, gëtt de Leit dacks just geroden, eng E-Mail ze schreiwen, wourop een dann en „accusé de réception" kritt an dann eréischt no véier bis fënnef Deeg eng richteg Äntwert. Besonnesch fir Librairen ass dat e ganz schwieregen Emstand. Gesäit den Här Minister eng Méiglechkeet, fir de Service vum Helpdesk ze verbesseren?

10. Wär et méiglech, datt eng besser Koordinatioun tëschent deenen zoustännegen Instanzen an deem Sënn virgesi gëtt, fir datt déi gefrote Bicher och effektiv zum gewënschten Zäitpunkt disponibel sinn?

Dacks schéngt et leider esou ze sinn, datt sech weeder de Ministère nach d'Programmkommissiounen am Viraus intensiv genuch doriwwer informéieren, ob déi

Bicher, déi si op de Programm setzen, och disponibel sinn. Dëst bréngt mat sech, datt dacks Bicher um Programm stinn, déi vergraff sinn oder nei gedréckt (réimpression) ginn. An esou Fäll kënnt et vir, datt esou Bicher eréischt vun Enn September oder esouguer Enn Oktober un disponibel sinn.

E puer Beispiller vun dësem Joer: Leporello (vum Ministère erausginn) - parution octobre; Histoire - Lumière et Révolution édition spéciale pour le Luxembourg (Nathan) - parution octobre; Français littérature, anthologie chronologique (Nathan) - parution octobre.

11. Bei eenzelnen Titele kënnt et vir, datt de Ministère ouni Virwarnung Bicher vum Programm hëlt oder duerch eng aner Editioun oder en anert Buch ersetzt. Zu deem Zäitpunkt hunn d'Librairen oder d'Schüler awer dacks schonn déi Bicher bestallt, déi um Ufank virgesi waren. Wann d'Schüler dann an de Bicherbuttek kommen, fir hir Bicher matzehuelen, sti si net méi op hirer Lëscht, wat mat sech bréngt, datt d'Librairen hinnen se net kënne matginn. Déi urspréinglech bestallte Bicher kréien d'Librairen dann net méi verkaaft a maachen dorop eng Perte. Wat kann den Här Minister maachen, fir de System méi zouverlässeg ze maachen?

12. D'Schüler schéngen dacks net richteg doriwwer informéiert ze sinn, datt si fir verschidde Fächer (zum Beispill an der Mathematik) mussen d'Sprooch (Franséisch oder Däitsch) an/oder den Niveau („base" oder „avancé") op hirer „MyBooks App" erauswielen. Wa si dat awer net maachen, komme keng Bicher op hir Lëscht stoen. Wat kann de Ministère maachen, fir d'Schüler am Viraus besser doriwwer ze informéieren?

13. Bei den Dekonten, déi de Ministère all Dag erausschéckt, fir d'Librairen ze rembourséieren, kënnt et menges Wëssens zu Onkloerheeten. Verschidden Titele gi mat null Euro verrechent, obwuel d'Librairë jo déi Bicher hire Fournisseure musse bezuelen. Ass den Här Minister bereet, fir de Fonctionnement vun den Dekonten am Dialog mat de Librairen ze iwwerpréiwen an, wann néideg, ze verbesseren?

Réponse (15.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Feedback vun den Elteren a vun de Libraires-partenaires fält insgesamt positiv aus.

Fir d'Librairen entsteet méi eng grouss Planungssécherheet, dat esouwuel wat d'Unzuel wéi och, wat d'Titele vun de Bicher, déi bestallt ginn, ubelaangt. Et konnt festgestallt ginn, datt vill manner Bicher net ofgeholl oder falsch bestallt goufen. Dorauser ergëtt sech en ekonomesche Gewënn an eng reell Plus-value fir de Lëtzebuerger Bicherhandel.

D'Eltere beschreiwen hirersäits de Programm respektiv d'Applikatioun www.mybooks.lu als fiabel an „userfriendly".

Et bestinn awer weiderhin nach Erausfuerderungen, dat notamment, wat d'Livraisoun vu Bicher ubelaangt. Et ass nach emmer e Problem gewiescht, datt verschidde Bicher net direkt bei der Rentrée disponibel waren. Iwwer den aktuellen zentraliséierte System kréie mir awer e besseren Abléck an d'Méiglechkeet, fir anzewierken. Dëst bréngt och eng Verbesserung par rapport zu der Situatioun vu virun der Aféierung vun der Gratuitéit mat sech.

Eng Verbesserung kann deemno um Niveau vun der finanzieller Entlaaschtung vun den Elteren, der Planungssécherheet fir Librairen a vun der Organisatioun vun der Rentrée scolaire festgestallt ginn.

ad 2. Iwwer d'App www.mybooks.lu hunn d'Elteren de Choix, ob si hir Bicherlëscht op enger Tablett oder engem Smartphone wëllen uweise loossen oder op Pabeier erausdrécken. An de Schoule sollen d'Schüler selbstverständlech gehollef kréien, wa si Problemer mat engem Computer hunn oder keen Accès hunn.

ad 3. De Ministère schafft an enker Koordinatioun mat de Librairen, den Editeuren, den nationale Kommissiounen an de Schoulen. Dobäi verfollegt de Ministère och d'Zil, den Delai fir d'Publikatioun vum Buchverzeechnes esou fréi wéi méiglech am Kalennerjoer ze placéieren. Allerdéngs ass dofir eng zäitopwendeg Preparatioun op allen Niveauen a mat alle Partner noutwendeg. Nëmmen esou kënnen all d'Akteuren am Kader vum Gratuitéitsprogramm voll vu qualitativ heichwäertege Metadonnéeën (z. B. ISBN, Titel, Editioun, Präis) an der Bicherlëscht profitéieren.

Als zousätzlech Erklärung läit den Echeancier vum ganze Prozess bäi.

ad 4. D'Applikatioun www.mybooks.lu ass zënter dem 25. Juli online accessibel. D'Ouverture vun der App ass mat Beduecht gewielt, soudatt d'Schüler an d'Eltere bis zur Rentrée 2019 genuch Zäit hunn, déi obligatoresch Buchtitele bei hire Libraire sichen ze goen. Doriwwer eraus gouf de Programm bis zum 30. Juni 2020 verlängert an dat just, fir de Schüler an den Eltere méiglechst laang Zäit ze ginn, vun der Gratuitéit kënnen ze profitéieren.

ad 5. Déi entspriechend Schoulbuchtitele si fir den Enseignement secondaire obligatoresch. Dës Schoulbuchtitele si vun den nationale Kommissioune virgesinn a gi vun Enseignanten ausgewielt. Fir dem Gaspillage entgéintzewierken, ginn am Kader vum Gratis-Schoulbuchprogramm all déi Bicher, déi net benotzt ginn, haut schonn zentral an de Schoule gesammelt a fir d'Besoinen am nächste Schouljoer stockéiert.

ad 6. Bicher, déi net um Programm vun den obligatoresche Schoulbicher ze fanne sinn, kann de Schüler iwwer d'Chèques-livres beim Libraire kréien. Dat ass awer just méiglech, wann de Schüler en Deel vu sengen obligatoresche Bicher ecartéiert huet an den entspriechende Wäert vu 50 % pro Buchtitel op senge Chèques-livres guttgeschriwwe gouf. Ass dat net de Fall, muss de Schüler déi zousätzlech Bicher selwer finanzéieren.

ad 7. Am Kader vun der Preparatioun vum Programm Gratuité des manuels scolaires hunn d'Lycéeën, am Sënn vun der Autonomie, d'Méiglechkeet, en eegene Choix vu Schoulbicher ze treffen. Dës Titele ginn och iwwer d'App www.mybooks.lu rembourséiert.

ad 8. De Choix vun den obligatoresche Bicher ass iwwer d'national Kommissiounen an iwwer d'Schoule gereegelt. All d'Enseignantë sinn an dëse Gremie vertrueden oder representéiert. Op enger Rei vu Klassen, wou den Enseignant muss ganz differenzéiert schaffen (z. B. Accueil, CLIJA,

VP), huet hien d'Méiglechkeet, Bicher ze wielen an iwwer d'Schoul ze bestellen, déi de Besoine vun de Schüler entspriechen.

ad 9. Wa Froen zum Oflaf vum Gratis-Schoulbuchprogramm optauchen, kënnen d'Schüler, d'Elteren an d'Enseignantë sech un den Helpdesk wenden (helpdesk@cgie.lu, Tel.: 247-85999). D'Personal vum Helpdesk versicht, op all individuell Demande esou séier a vollstänneg wéi méiglech ze äntwerten. Dëse Prozess kann am Eenzelfall iwwer een Dag erausgoen.

D'Kontakter mat de Librairë sinn alldeeglech.

ad 10. De Ministère ass zanter dem Ufank vum Gratis-Schoulbuchprogramm bestrieft, all d'Schoulbicher bei der Ouverture vun der App www.mybooks.lu disponibel ze maachen. De Ministère huet d'Verlagshaiser dacks iwwer d'Ännerungen an d'Ufuerderunge vum Gratis-Schoulbuchprogramm informéiert. Intern Planungen an externe Verlagshaiser kann de Ministère net beaflossen.

ad 11. De Minstère ass bestrieft ze garantéieren, datt all Schüler säi Buch kritt. Wann e Buch vergraff ass oder eng nei Editioun eng al ersetzt, da gëtt d'Base de données deementspriechend adaptéiert. Falls de Schüler an der Librairie e Buch krut, dat net virgesinn ass, dann huet hien en Urecht op dat Neit.

ad 12. De Schüler muss am Kader vun engem Choix de disciplines an der App all déi Buchtitelen auswielen, déi dem Programm vu senger Klass a sengem Niveau entspriechen. Fir d'Méiglechkeete vun dëser Auswiel méi transparent ze maachen, huet de Ministère d'App visuell ugepasst. Esou gesäit de Schüler och déi Titelen, déi net ausgewielt goufen.

ad 13. De Ministère generéiert all Dag d'Dekonten, déi duerno un d'Libairien iwwermëttelt ginn. Wat de finanztechneschen Oflaf vum Gratuitéitsprogramm betrëfft, steet de Ministère an enkem a reegelméissegem Kontakt mat de Librairen. Eventuell Problemer oder Onkloerheete kënnen esou ouni Zäitverloscht an effikass geléist ginn. An der Reegel vergi vum Verkaf bis zum Iwwerweise vun de Suen un d'Librairen zéng Deeg. Hei weist de Ministère eng grouss Reaktivitéit.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1281 (03.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **délais de remboursement des caisses de maladie :**

Eisen Informatiounen no kënnt et aktuell bei der Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics zu längeren Delaie vun de Remboursementer (bis zu zwee Méint). Bei den iwwrege Krankekeesen ass dëse Pheenomen leider och recurrent. Et handelt sech heibäi ëm Dossieren, déi komplett sinn, an net ëm Fäll, wou den Dossier net en bonne et due forme bei der jeeweileger Krankekeess agereecht gi wier. Déi besoten Delaie vun de Remboursementer brëngen déi betraffe Leit ënner Ëmstänn finanziell an d'Labrënten. An der Logik vun enger Simplification administrative kéint eng „Gestion par objectifs" dësem onglécklechen Zoustand positiv entgéintwierken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi verdeele sech d'Delaie fir d'Remboursementer bei den eenzelne Krankekeesen a gëtt et eng statistesch Erhiewung, wéi dës Äntwertzäite sech an de leschte Joren entwéckelt hunn?

2. Kéint Dir statistesch Donnéeë virweisen, déi duerleeën, wéi d'Delai-moyene sech iwwer déi lescht Méint bei de verschiddene Krankekeesen entwéckelt hunn?

3. Wat ass an Zukunft, an den Ae vum Minister, e räsonabelen Delai fir e Remboursement duerch eng Krankekeess?

4. En vue vun enger Simplification administrative a virum Hannergrond vun enger „gestion par objectifs", kéint den Här Minister eng konkret Zilvirgab nennen, déi de Ministère sech fir d'Remboursementer duerch déi eenzel Krankekeese gesat huet?

Réponse (31.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Bei der Gesondheetskeess (CNS) hänkt den Delai oft dovun of, a wéi engem Land d'Prestatiounen ausgefouert goufen. Et muss een ënnerscheeden tëschent den nationale Remboursementer, dat heescht deene Prestatiounen, déi zu Lëtzebuerg ausgefouert ginn, an den internationale Remboursementer, dat heescht deene Prestatioune, déi an engem anere Land ausgefouert ginn.

D'Dauer vum Traitement gëtt gekuckt vun dem Moment un, wou de kompetente Service op der CNS d'Demande vum Remboursement erakritt, bis d'Prise en charge ofgeschloss ass. Hei gëtt also net d'Zäit matgerechent, déi et dauert, bis d'Demande interne an der CNS am richtege Service ukënnt, dat hëlt awer maximal fënnef Deeg an Usproch. Den Delai, wou et dauert, bis d'Suen um Konto si vum Beneficiaire ab dem Moment, wou CNS d'Liquidatioun ofgeschloss huet, ass och net mat agerechent, dësen hëlt awer och maximal fënnef Deeg an Usproch.

Wat déi national Remboursementer ubelaangt, ass den normalen Delai am Moment bei engem Dag. Dësen Delai ka sech e bësse verlängeren, wann den Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet muss gefrot ginn.

Wat déi international Remboursementer ubelaangt, läit den normalen Delai am Moment tëschent zwielef an 13 Deeg. Dësen Delai gëllt awer nëmme fir déi Demanden, déi net fir d'Tarifikatioun un eng auslännesch Keess geschéckt musse ginn.

Bei deenen Dossieren, déi fir d'Tarifikatioun un auslännesch Keese geschéckt musse ginn, hänkt den Delai vun der Komplexitéit vum Dossier of an dovunner, ewéi séier déi auslännesch Keess äntwert. D'CNS huet keng Handhabung drop, ewéi séier eng auslännesch Keess äntwert, an dëst variéiert och vu Land zu Land. Bei verschiddenen Exceptioune ka sech dat och laang zéien, bis d'CNS do eng Äntwert huet.

Zënter 2018 ginn d'Donnéeë statistesch festgehalen. Den Tableau retracéiert an Deeg déi moyenne Evolutioun vun den Delaie vun den nationalen an internationale Remboursementer.

Zënter September 2018 kann d'CNS den Delai vun den nationale Remboursementer op engem Dag halen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Délai de traitement moyen en jours pour les remboursements nationaux, par semaine :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Délai de traitement moyen en jours pour les remboursements internationaux, par semaine :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der Krankekeess vun de Gemengebeamte kënnt et aktuell zu kengem gréissere Retard. Fir déi national Remboursementer dauert et zwou Wochen, bis d'Leit remboursëiert ginn. Déi international Remboursementer daueren tëschent zwou Wochen an dräi Méint, an dat just am Fall, wou en Tariff muss ugefrot gi bei enger auslännescher Krankekeess. Well et bei der Krankekeess vun de Gemengebeamten nëmme ganz seelen zu engem Retard kënnt, gëtt et hei keng Statistiken.

Bei der Krankekeess vun de Staatsbeamten an Employéen ass fir déi national Remboursementer am Moment e Retard vu véier Wochen a fir déi international e Retard vu 7 Wochen. D'Grënn fir dëse Retard sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0825 erkläert ginn. Hei ass elo nach eng Statistik iwwer d'Retarde vun de Remboursementer bei der Krankekeess vun de Staatsbeamten, déi och d'Unzuel vun de Versécherte weist an ëm wéi vill den Aarbechtsvolumen an d'Luucht gaangen ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der Krankekeess vun der CFL kënnt et zënter 2018 och net méi zu Retarde bei de Remboursementer. Hei ass eng Statistik vun de Joren 2017, 2018 an 2019:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Delaie vun den nationale Remboursementer bei de Krankekeese goufen déi lescht Jore schonn immens reduzéiert. Bei der Krankekeess vun de Staatsbeamten an Employéë goufen d'Grënn fir d'Retarde jo schonn an der parlamentarescher Äntwert op d'Fro N° 0825 erkläert. Do gëtt duerch eng Erhéijung vum Personal dogéintgesteiert. Wou déi meescht Retarden optauchen ass wann eng auslännesch Keess am Spill ass an dorop hunn déi national Krankekeese keen Afloss.

Question 1282 (03.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**affaire « CumEx/CumCum » :**

Durch die sogenannten Cum-Ex- und Cum-Cum-Geschäfte mit Steuern sind dem Staat in den vergangenen Jahren enorme Summen an Steuergeldern entgangen. Diese Sachlage haben wir bereits in zwei parlamentarischen Anfragen thematisiert ohne jedoch zufriedenstellende Antworten zu bekommen.

Das Onlinenachrichtenportal reporter.lu hat kürzlich über einen neuen Steuerbetrugsfall berichtet, wo ein britischer Staatsbürger über eine luxemburgische Gesellschaft mit Sitz in Strassen den belgischen, dänischen und schwedischen Staat um Millionen Euros an Steuergeldern betrogen haben soll. In Dänemark soll der Schaden bei umgerechnet 30 Millionen Euro, in Schweden bei sechs Millionen Euro und in Belgien bei insgesamt 208 Millionen Euro liegen.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den zuständigen Minister stellen:

1. Kann der Herr Minister uns diesen Fall bestätigen?

2. Kann der Herr Minister ausschließen, dass in diesem Fall dem luxemburgischen Fiskus Steuergelder verloren gingen?

3. Wird die Steuerverwaltung dementsprechende Untersuchungen unternehmen und gegebenenfalls Schritte einleiten, um eventuell verlorene Steuergelder zurückzuholen?

4. Wenn nicht, aus welchen Gründen verzichtet die Steuerverwaltung auf einen solchen Schritt?

Réponse (23.10.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 0247 vom 22. Januar 2019 dargelegt, muss in Bezug auf die Anfrage der ehrenwehrten Abgeordneten zunächst darauf hingewiesen werden, dass das Steuer- beziehungsweise das Untersuchungsgeheimnis es nicht erlauben, zu etwaigen Steuerbetrugsfällen oder laufenden Untersuchungen öffentlich Auskunft zu geben.

In Bezug auf die dritte und vierte Frage, und unabhängig von dem in der parlamentarischen Anfrage erwähnten etwaigen Steuerbetrugsfall, wird auf die Sitzung des Finanz- und Haushaltsausschusses vom 27. September 2019 verwiesen. In dieser wurde unter anderem dargelegt, dass die Steuerverwaltung im Kontext der sogenannten Cum-Ex- und Cum-Cum-Geschäfte über die letzten Monate verschiedene Verdachtsfälle auf Steuerbetrug den Strafverfolgungsbehörden übermittelt hat. Es obliegt jedoch den Strafverfolgungsbehörden, den konkreten Sachverhalt dieser Fälle zu ermitteln und gegebenenfalls festzustellen, ob der Straftatbestand des Steuerbetruges erfüllt ist.

Question 1283 (03.10.2019) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **pollution de la Sûre suite à l'incendie dans la zone industrielle d'Echternach :**

Suite à l'intervention des sapeurs-pompiers lors de l'incendie récent sur le terrain de la société Euro-Composites dans la zone industrielle d'Echternach, la Sûre adjacente a été polluée par de l'eau d'extinction, comme le confirme le Gouvernement dans un communiqué.

Dans ce contexte, il nous est également revenu qu'il n'existe pas de bassin de rétention dans la zone industrielle qui aurait pu empêcher l'eau d'extinction de se dégorger dans la Sûre.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Dans quelle mesure la faune et la flore de la Sûre ont été endommagées par cet incident ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'absence d'un bassin de rétention dans la zone industrielle en question ?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

4) Pour quand un bassin de rétention pourrait-il y être construit ?

5) Est-ce qu'il n'y a pas lieu d'analyser si des bassins de rétention existent dans toutes les zones industrielles du pays ? En cas d'absence de ces infrastructures indispensables, est-ce qu'il ne faut pas procéder dans les meilleurs délais à la construction de tels bassins afin de mieux protéger l'environnement ?

6) Quelle est la composition du groupe de travail de l'Administration de la gestion de l'eau et du CGDIS ayant comme mission de mieux gérer les eaux d'extinction lors d'incendies de grande envergure dans les zones d'activité ?

Réponse commune (19.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Des conclusions concrètes quant à l'impact de l'incident sur la faune et la flore ne peuvent pour le moment pas encore être dressées. Un grand nombre d'analyses sur des échantillons pris par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) dans le bassin de rétention de la zone, ainsi que dans le cours d'eau de la Sûre sont encore en évaluation. Une partie de ces échantillons ont été transmis à un laboratoire étranger, dans la mesure où le laboratoire interne de l'AGE n'a pas pu assurer ces analyses dans le cadre de son accréditation.

Notons qu'il appartient également à la société Euro-Composites de procéder à une analyse de la situation et d'établir un rapport circonstancié sur l'incident, les mesures d'urgence entreprises ainsi que sur l'impact environnemental (tel que demandé dans l'arrêté conjoint de l'AGE et de l'Administration de l'environnement (AEV)).

ad 2) À l'heure de l'incident, le bassin de rétention pour eaux pluviales (qui peut aussi retenir les eaux d'extinction en provenance des canalisations pour eaux pluviales à l'aide d'une vanne) était en phase de construction, mais non encore achevé et en service « régulier ». Des mesures d'urgence ont permis d'utiliser le volume déjà disponible pour retenir les eaux d'extinction s'écoulant vers la Sûre. Comme les canalisations à eaux pluviales n'étaient pas encore raccordées au bassin de rétention, les eaux d'extinction ont dû être pompées de la canalisation pour eaux pluviales vers le bassin de rétention.

ad 3) La raison de cette absence réside dans le fait que les travaux de planification (début 2015) et d'exécution ont pris plus de temps qu'initialement prévu. L'adjudication publique des travaux d'infrastructure date du 5 février 2018.

ad 4) La mise en service du bassin de rétention était prévue pour le mois de décembre 2019. Or, suite à l'incident survenu en date du 1er octobre 2019 et étant donné les travaux de pompage à effectuer pour évacuer et assainir les eaux d'extinction dudit bassin, sa mise en service a été reportée et aura lieu dans les meilleurs délais.

ad 5) Notons d'abord que depuis des années toute nouvelle zone industrielle doit être pourvue d'un bassin de rétention pour eaux pluviales (qui doit être conçu de façon à pouvoir retenir des eaux d'extinction s'écoulant à travers les canalisations pour eaux pluviales). Une analyse de la situation générale des différentes zones d'activités et industrielles existantes est en cours. Cette évaluation devra se faire pour les zones nationales, communales/intercommunales et autres et nécessitera également une analyse approfondie des réseaux en place qui ont subi en partie des modifications au courant de leurs évolutions.

Il est certes vrai que l'installation de ces bassins de rétention dans ces zones présente un atout pour la protection de l'environnement, toutefois faut-il considérer que la réalisation de ces ouvrages et infrastructures dans des zones existantes n'est pas toujours faisable, que ce soit pour des facteurs de surfaces disponibles ou d'autres réalités sur le terrain. Des solutions sont à élaborer au cas par cas.

Notons également qu'un bassin de rétention pour eaux pluviales qui peut aussi retenir des eaux polluées (que ce soit des eaux d'extinction ou autres) n'est que le dernier outil de défense contre une pollution du cours d'eau et ceci dans une chaine de mesures et précautions qui sont à prendre sur les sites individuels contre les pollutions. Ces bassins ne peuvent et ne doivent jamais être la seule défense contre des pollutions. En outre, il est important de signaler que l'eau retenue en cas d'incident implique aussi qu'il faudra des analyses détaillées pour savoir que faire de cette eau contaminée afin de trouver une solution adaptée pour l'élimination adéquate.

Le Ministre de l'Économie peut confirmer que sur les 15 zones d'activités économiques nationales, seules 5 ne disposent pas encore de bassins de rétention.

ad 6) L'AGE est chargée de la création du groupe de travail précité qui se composera de représentants de l'AGE, du CGDIS ainsi que du Ministère de l'Économie.

Question 1284 (03.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour administrative concernant certaines adaptations effectuées à la tâche des professeurs en 2015-2016 :**

En 2015-2016, le ministre a pris plusieurs règlements grand-ducaux qui portent atteinte à la situation des professeurs.

Le règlement grand-ducal du 25 août 2015 introduisant un coefficient correcteur pour le calcul de la tâche des enseignants des classes terminales de l'enseignement secondaire et du régime professionnel, et le règlement grand-ducal du 18 octobre 2015 introduisant le doublement du volume d'heures de la formation continue obligatoire des enseignants. Les deux règlements grand-ducaux ont été annulés par la suite par le tribunal administratif. En date du 12 février 2019, la Cour administrative vient également d'annuler des dispositions du règlement grand-ducal du 6 septembre 2016 concernant la tâche et la rémunération des enseignants de l'enseignement secondaire. Tous ces recours ont été et sont toujours coordonnés par la DNE (Délégation nationale des enseignants).

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre, selon nos informations, votre Ministère refuse le dialogue demandé officiellement par les responsables de la DNE, représentant pas moins de 970 professeurs, pour discuter de la problématique.

Le ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Est-il prévu d'entamer le dialogue avec les concernés ? Dans l'affirmative, quand ?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder au règlement du recalcul des déclarations des examens de fin d'études que tous les professeurs sont en droit de recevoir vu que les différents jugements confirment que la situation réglementaire qui s'applique aujourd'hui est celle d'avant le 25 août 2015 ?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à souligner que je m'inscris en effet dans la tradition d'un dialogue social structuré avec les syndicats représentatifs avec lesquels pas moins de douze réunions ont eu lieu au cours des six derniers mois. La DNE est, quant à elle, plutôt une initiative lancée ad hoc autour d'un sujet donné. Je reste néanmoins ouvert à tout échange constructif avec quiconque agissant dans l'intérêt d'une éducation de qualité élevée.

Quant aux dispositions annulées par l'arrêt de la Cour administrative daté du 12 février 2019, elles ont trait à la formation continue des enseignants ainsi qu'au coefficient dit « correcteur ». Dans ce contexte, je tiens à porter à la connaissance de l'honorable Députée les informations suivantes qui résultent d'une procédure de médiation avec tous les syndicats de l'enseignement secondaire :

- devant l'importance que revêt la formation continue dans une société en constante mutation, le législateur a inscrit dans la loi le principe d'une obligation de 48 heures de formation continue par période de trois ans ;

- à partir de l'année scolaire 2018-2019, les tâches des enseignants sont recalculées sans l'application du coefficient correcteur.

Question 1285 (03.10.2019) de **MM. Dan Biancalana** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **police ferroviaire :**

Le 28 mars 2019, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a déclaré en commission parlementaire vouloir instaurer, d'ici la fin de cette année, une unité de police dans les transports publics. Aussi Monsieur le Ministre a annoncé vouloir mettre en place un groupe de travail en matière de sécurité dans les transports publics entre le Ministère de la Mobilité et celui de la sécurité intérieure. Finalement Monsieur le Ministre a expliqué vouloir équiper toutes les gares du pays avec des caméras de télésurveillance.

Dès lors, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

- Quel est l'état d'avancement de l'élaboration d'un concept pour l'instauration d'une police ferroviaire ? Est-ce que cette unité sera opérationnelle d'ici la fin de cette année ?

- Le groupe de travail « sécurité dans les transports publics » entre le Ministère de la Mobilité et celui de la sécurité intérieure a-t-il été mis en place ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant aux travaux réalisés ?

- Combien de gares sont déjà équipées de caméras de télésurveillance ? Quand est-ce que les 100 % seront atteints ?

- Quelle est l'évolution des incidents (agressions verbales ou physiques, vandalisme, ...) au cours des cinq dernières années ?

Réponse (15.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tout d'abord, il est prévu d'augmenter les unités existantes de la police, des agents de la douane et du personnel des services de sécurité extérieurs, autant dans les gares que dans les trains, et ceci surtout lors de courses à plus haut risque (pendant la nuit par exemple) afin de mener au même résultat qu'une unité de police ferroviaire.

En effet, la police a mis en place le 1er octobre 2019 différentes mesures pour améliorer la sécurité dans les transports publics, à savoir :

1) une surveillance préventive quasi quotidienne au niveau des services des transports publics → postes statiques et patrouilles,

2) des contrôles d'envergure mensuels avec l'Administration des douanes et accises et des contrôles transfrontaliers,

3) des patrouilles mensuelles communes avec les CFL,

4) une présence visible du groupe canin de la police,

D'autres mesures non négligeables qui se rajoutent au renforcement des unités existantes sont : l'expansion de la surveillance par vidéo dans les gares et aux arrêts, la présence de 35 bornes SOS, l'équipement du matériel roulant par caméras, la formation des agents CFL en gestion des conflits, ainsi que l'étalonnage national et international concernant les mesures préventives dans les transports publics.

Le groupe de travail « sécurité dans les transports publics » entre le Département de la mobilité et le Ministère de la Sécurité intérieure a été créé au printemps 2019. Il inclut également des agents CFL, AVL, TICE, de LuxTram et de la douane. Ils ont pour mission d'élaborer une législation plus adaptée, permettant de garantir un sentiment de sécurité pour tous les utilisateurs des transports publics ainsi que le personnel des transports publics. Lors des deux premières réunions l'ensemble des doléances, souhaits et requêtes exprimés par les acteurs concernés ont été entendus. Un avant-projet de règlement grand-ducal a été rédigé pendant l'été et est en phase de finalisation.

Au 1er octobre 2019, on compte 568 caméras dans les gares et arrêts, ce qui signifie que 80 % des voyageurs passent par des arrêts ou gares sous vidéosurveillance. Sur le réseau, 23 gares sont aujourd'hui équipées. De manière générale, les caméras sont placées dans les endroits les plus fréquentés, notamment par les jeunes, ainsi que systématiquement à proximité des ascenseurs et des parkings. Les nouveaux arrêts et gares sont équipés d'office de caméras et un plan de déploiement des caméras dans les arrêts ou gares est en cours d'établissement. À terme, toutes les gares et tous les arrêts seront pourvus des caméras.

En outre, tout le matériel roulant, à l'exception de la série 2000 prochainement retirée de la circulation suite à la nouvelle commande passée en novembre 2018, dispose de caméras de surveillance.

L'évolution des incidents (agressions verbales ou physiques, vandalisme, ...) au cours des cinq dernières années était comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne les appels à la police ou les interventions de cette dernière, pour les infractions commises à l'égard des agents CFL (personnel d'accompagnement des trains, chefs de surveillance, agents au guichet, ...) on compte 110 en 2017, 111 en 2018 et 24 au cours du premier trimestre 2019. La raison d'appel ou de l'intervention est une agression sur des agents pour 68 cas en 2017, 66 en 2018 et 15 depuis le début de cette année.

La police a été appelée ou est intervenue, à la demande des CFL, pour 22 agressions en 2017 contre des tierces personnes (comme par exemple les voyageurs), 12 en 2018 et trois au premier trimestre 2019.

Au cours de l'année 2018, les agents de sécurité d'une entreprise privée engagée par les CFL ont enregistré 1.732 incidents dans les trains pour diverses raisons et pour lesquels l'intervention de la police a été nécessaire dans des cas limités. Les situations les plus graves sont des agressions physiques (au nombre de neuf, soit 0,52 %), des agressions verbales (au nombre de 25, soit 1,44 %), des traversées illicites des voies (au nombre de 16, soit 0,92 %) et des actes de vandalisme (au nombre de neuf, soit 1,85 %). La majorité des interventions concernent des incivilités telles que pieds sur les sièges (au nombre de 898, soit 51,85 %) ou de clients trop bruyants (au nombre de 323, soit 18,65 %). En gares, ces agents de sécurité ont enregistré 17.533 incidents en 2018 dont des agressions physiques (au nombre de 452, soit 2,58 %), des agressions verbales (au nombre de 887, soit 5,05 %).

Question 1286 (03.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **formation pour élus communaux :**

Am Grand-Duché goufen an de leschte Gemengewahle 600 Gemengeconseillere gewielt, déi an den 102 Gemengen uechtert d'Land d'Geschécker an der Lokalpolitik leeden. Dës Gemengeconseillere kommen aus ganz verschiddene soziale Milieuen, woubäi déi eng méi an déi aner manner Kenntnesser a Politik a Recht besëtzen.

Et ass evident, dass ee Gemengeconseiller, dee berufflech an engem juristesche Kontext schafft, et vill méi einfach huet, fir sech an d'lokalpolitesch Dossieren eranzeschaffen, wéi een, deen als Ugestallten an engem net liéierten Domän schafft.

Ee Mandat an engem Gemengerot oder och an e puer Schäfferéit ass net ëmmer eng Vollzäit-Tâche an erfuerdert vu ville Mandatsdréier, dass si sech nieft hirem Beruff a verschidden Dossieren eraschaffen. Dës Aufgab ass net ëmmer einfach, well et sech heiansdo ëm héich technesch Dossieren handelt, an deenen et dorëm geet, Decisiounen ze huelen, déi dem Wuel vun den Awunner vun de jeeweilege Gemengen déngen.

A villen Dossieren, wéi zum Beispill dem Stroossebau, der kommunaler Steierpolitik oder der Energieversuergung, kënne juristesch Technizismen optauchen. Et ass net dovun auszegoen, dass all Gemengeconseiller an esou Dossieren ëmmer déi néideg Virkenntnesser besëtzt. Dorënner kéint d'Qualitéit vun der politescher Aarbecht um Gemengenniveau leiden. Dat selwecht kéint och fir Schäfferéit a Buergermeeschteren de Fall sinn.

Et wär an dem Kontext wichteg, dass déi Verantwortlech aus der Gemengepolitik dat néidegt Wëssen an déi néideg Instrumenter géife mat op de Wee kréien, fir korrekt politesch Entscheedunge kënnen ze fällen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi eng Formatiounen ginn aktuell fir Gemengeconseilleren ugebueden? Wat ass den Ëmfang vun de jeeweilege Formatiounen?

2. Wéi eng Formatioune ginn aktuell fir Schäffen a Buergermeeschteren ugebueden? Wat ass den Ëmfang vun de jeeweilege Formatiounen?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Offer u Formatioune fir Gemengeconseilleren a Schäfferéit aktuell ausräichend ass?

4. Ass d'Madamm Innenministesch der Meenung, dass den Inneministère oder de Syvicol méi Formatioun fir Gemengeconseillere a Schäfferéit misst ubidden?

Réponse (11.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dës Formatioun ass iwwregens zougängeg fir all d'Membere vum Schäffen- a Gemengerot, an dat sinn der am ganzen 1.125, also bal duebel sou vill wéi déi 600, vun deenen an der parlamentarescher Fro rieds ass.

Am Moment gëtt en „Cycle de formation pour élus locaux" ugebueden, wou d'Memberen aus dem Gemengerot d'Grondlage vun der Lokalpolitik virgestallt kréien. Dës Formatioun ass a verschidde Modullen ënnerdeelt:

- Législation communale,
- Personnel, protection des données et défense des intérêts communaux,
- Finances communales,
- Aménagement et logement 1,
- Aménagement et logement 2,
- Aspects sociaux et médiateur,
- Éducation formelle et non formelle, sécurité dans la fonction publique,
- Eau et environnement.

All eenzel Module huet eng Dauer vun 3,5 Stonnen an ass flexibel strukturéiert, esou dass et den interesséierte Leit erméiglecht, ouni vill Ëmstänn un der Formatioun deelzehuelen.

Dem Rapport vum INAP no hu wärend der Sessioun 2017/2018 2.077 Leit un der Formatioun deelgeholl, dorënner 691 Fraen a Männer Gemengeréit, 167 Schäffen an 52 Buergermeeschter.

87 % vun de Leit waren der Meenung, dass si duerch dës Formatioun déi noutwendeg Kenntnisser konnte kréien, déi fir den Exercice vun hirem Mandat wichteg sinn.

Niewent der Formatioun ginn och punktuell verschidden thematesch Konferenzen ugebueden, déi sech un d'Lokalpolitiker(innen) adresséieren.

Schlussendlech dierf och net vergiess ginn, dass d'Leit sech och zu all Moment un d'Servicer vum Inneministère kënne wenden, wa si spezifesch Froen hunn (z. B. zum Gemengegesetz).

Question 1287 (04.10.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **contrôle de la Caisse nationale de santé :**

Mengen Informatiounen no gi Patienten, déi bei de Kontrolldokter vun der Caisse nationale de santé (CNS) geruff ginn, net systematesch bei dee Spezialist geschéckt, deen hirer Pathologie entsprécht. Esou kann et zum Beispill virkommen, datt e Patient, deen en urologeschen Agréff hat, vun engem Neurolog kontrolléiert gëtt.

Des Weidere soll et virkomm sinn, datt Patienten, déi, mam Accord préalable vun der CNS, am Ausland behandelt ginn, mussen zréck op Lëtzebuerg bei de Kontrolldokter kommen.

Opgrond vun dësen Informatioune wollt ech follgend Froen un den Här Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung déi uewen opgezielten Informatioune bestätegen?

- Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et ubruecht wier, datt d'Patiente vu Spezialisten aus de jeeweilege Fachgebidder kontrolléiert ginn?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt et ubruecht ass, datt Patienten, déi am Ausland behandelt ginn, mat Accord préalable vun der CNS, mussen op Lëtzebuerg bei de Kontrolldokter bestallt ginn?

Réponse (17.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir d'éischt ass festzestellen, dass net d'Gesondheetskeess déi verséchert Persounen, déi sech am Krankeschäi befannen, bei de medezinnesche Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (hei CMSS) rifft, mee dass dës Persounen automatesch an der fënnefter Woch vun hirem Krankeschäin abestallt ginn.

Och wann den CMSS mëttlerweil eng ganz Rei medezinnesch Spezialitéiten opweise kann (dëst sinn zurzäit: médecine générale, médecine interne, cardiologie, néphrologie, neurologie, médecine de réhabilitation, médecine du travail, chirurgie générale, chirurgie traumatologique, chirurgie vasculaire, chirurgie orthopédique, urologie, anesthésie et réanimation), esou wäert et net méiglech sinn, dass all d'Spezialitéiten an d'Subspezialitéiten am CMSS present kënne sinn. Bekannte Grënn heifir sinn op där enger Säit de Mangel am Dokteschberuff an op där anerer Säit déi net attraktiv Verdéngschtméiglechkeete beim Staat fir spezialiséiert Beruffer.

Onofhängeg dovunner, dass och ee Kontrolldokter vun enger anerer Spezialitéit duerchaus d'Berechtegung vun engem Krankeschäi korrekt beurteele kann, ass et och oft esou, dass de Krankeschäin, deen am Ufank vun engem Spezialist ausgestallt ginn ass, duerno vun engem Generalist, deen oft, mee nach laang net ëmmer, den Hausdokter ass, weidergefouert gëtt. Dozou kënnt, dass och déi medezinnesch Expertisen, déi vun de Geriichter ordonéiert ginn, eebenfalls oft net vun engem Medezinner vun därselwechter Fachdisziplinn gemaach gi wéi deen, deen de Krankeschäin ausgestallt huet.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Wat d'Fro vum honorabelen Deputéierten, déi d'Auslandsiwwerweisungen ugeet, déi d'Kontroll vum Krankeschäi vun de Persoune betrëfft, déi mat enger Autorisatioun vun der Krankeversécherung am Ausland behandelt ginn, esou hänkt et dovunner of, bei wéi vill Krankeschäindeeg dës Persoune sech befannen. Et ass d'Ausnam, dass eng Persoun, déi mat engem éischte Krankeschäin an d'Ausland geet, wärend hirem Auslandsopenthalt an den CMSS geruff gëtt. Ausname kënnen hei d'psychosomatesch Kuere sinn, wann dës Kueren iwwer Méint ginn.

Question 1288 (04.10.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **dépôt national pour les collections publiques :**

Le Plan de développement culturel prévoit la construction d'un dépôt national pour les collections publiques. Un tel dépôt pourrait donc héberger en toute sécurité les objets d'art les plus divers de nos musées et d'autres institutions culturelles.

- Madame la Ministre de la Culture peut-elle préciser quelles sont les collections visées ?

- Un inventaire des besoins et nécessités en matière de stockage a-t-il déjà été dressé ?

- Quand est-ce que l'étude de faisabilité pour la construction d'un dépôt national sera-t-elle entamée ?

- Quels pourraient être des sites potentiels pour la construction d'un tel dépôt ?

Réponse (28.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'honorable Député me saisit d'une série de questions relatives à la construction d'un dépôt national pour les collections publiques, tel que proposé par la recommandation 33 du Plan de développement culturel 2018-2028.

Si la notion de « collection publique » n'est actuellement pas définie par le droit luxembourgeois, le projet de loi relatif au patrimoine culturel (document parlementaire n° 7473) retient en son article 2 qu'il s'agit des « biens culturels appartenant à l'État, aux instituts culturels de l'État tels que définis par la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, aux établissements publics de droit luxembourgeois à vocation culturelle, ainsi qu'à la Fondation Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean ».

La nécessité d'un tel dépôt est incontestable, les instituts culturels soulignant régulièrement le manque d'espaces de stockage pour les œuvres d'art dont ils assument la garde. En effet, une partie seulement des objets appartenant aux collections publiques sont stockés dans les locaux des instituts, tandis que l'autre partie se trouve dans des dépôts.

Ainsi, le MNHA dispose de locaux propres, mais par ailleurs de deux dépôts ; le MNHN dispose d'un dépôt à Kehlen pour compléter ses locaux du Grund ; le CNRA a certes investi des locaux à Bertrange, mais dispose par ailleurs de dix dépôts, dont trois provisoires, tandis que le Mudam dispose de deux dépôts supplémentaires. Cette dispersion des dépôts sur le territoire du Grand-Duché ne saurait être dans l'intérêt d'une bonne conservation, restauration ou circulation des œuvres concernées.

Afin de remédier à cette situation, mes services ont engagé une concertation avec l'Administration des bâtiments publics, laquelle a, en juillet 2018, établi un premier inventaire permettant d'estimer les volumes nécessaires pour les instituts gérant d'importantes collections publiques, à savoir le MNHA, le MNHN, le CNA, le CNRA et le Mudam. Suivant cette étude, les espaces de stockage actuellement occupés sont de 18.538 mètres carrés, alors que les besoins futurs se situent autour des 13.500 mètres carrés, résultant en un total d'environ 30.500 mètres carrés.

Des concertations sont en cours afin de déterminer un terrain/bâtiment correspondant aux dimensions exigées.

Question 1289 (04.10.2019) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **jugement de la Cour administrative relatif à la promotion de policiers hors cadre :**

Dans le contexte de notre question parlementaire n° 0706 du 16 mai 2019 concernant le refus du Ministre en matière de promotion d'un policier hors cadre, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait demandé un délai supplémentaire jusqu'à la fin du mois de septembre parce que « des recherches plus approfondies s'avèrent nécessaires ».

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 0801 du 18 juin 2019 toujours sur le même sujet, Monsieur le Ministre a rappelé ce qu'il avait déjà formulé dans sa réponse à notre question n° 0706, à savoir que ses services analysent la situation des policiers concernés et qu'il sera en mesure de nous fournir des données chiffrées lorsque cette analyse sera terminée.

Le délai supplémentaire demandé par Monsieur le Ministre étant écoulé, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer les résultats de l'analyse de la situation des policiers qui étaient placés hors cadre au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer le nombre exact de personnes concernées par la situation en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer la solution qu'il envisage pour les agents concernés ?

Réponse (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'après la police, une centaine de policiers seraient concernés.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec la Direction générale de la police et le mandataire des six policiers qui avaient introduit un recours en justice.

Une solution est recherchée en concertation avec le Ministère de la Fonction publique pour toutes les personnes concernées.

Question 1290 (04.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **fonctionnaires dans les conseils d'administration :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0613 hat ech déi zoustänneg Ministeren ëm Informatioune gebieden, déi d'Emolumenter betreffen, déi Fonctionnairen am Kader vun enger Nominatioun an ee Verwaltungsrot erhalen op Basis vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 1990.

Wéi de Premierminister richteg umierkt, goufen an der Vergaangenheet nach weider parlamentaresch Froe vu verschiddenen Deputéierten zu dësem Theema gestallt, woubäi déi rezentsten d'Fro N° 0274 vum 14. Mee 2014 ass. A senger Äntwert op déi Fro erkläert den Här Premierminister, dass d'Transparenz an dësem Dossier komplett duerch d'Publikatioun am Mémorial C (= Registre de commerce et des sociétés) garantéiert ass. Den Här Premierminister huet an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro och nach op de Regëster vun der Tresorerie souwéi den Annuaire vum Finanzministère vun 2017 verwisen.

Wann een eng Recherche, esou wéi de Premierminister dat erkläert huet, duerchféiert, da fënnt een um RBS effektiv d'Gesamtmontanten, déi d'Verwaltungsréit an den eenzele Firme mat staatlecher Bedeelegung ausbezuelt kréien. Och d'Nimm vun den nominéierten Administrateure kann een unhand vum 2017 zesummegestallten Annuaire (zum Deel) erëmfannen. Allerdéngs ass et och mat dësen Donnéeën net méiglech erauszefannen, wéi eng Remuneratioun déi eenzel Fonctionnairë vum Verwaltungsrot fir hir Servicer iwwerwise kréie respektiv de Staat iwwerwise kritt. D'modifizéiert Gesetz vun 1990 stipuléiert nämlech, dass d'Remuneratioune vun de Fonctionnairen dem Staat zoustinn an de Regierungsrot d'Indemnitéite vun de Fonctionnairë festleet:

« Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner ; il appartient au Gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission. »

Dat bedeit, dass d'Remuneratiounen, déi d'Verwaltungsréit un de Staat ausbezuelen, och eng Recette fir de Staat duerstellen, wärend d'Indemnitéite fir d'Fonctionnairen, kloer ofgegrenzt vun de Remuneratiounen, eng Depense fir de Staat duerstellen. Aus dësem Grond wär et novollzéibar, wann d'Recetten an d'Depensen an zwee getrennte Poste vum Budget erëmzefanne wären, fir esou transparent kënnen nozevollzéien, wéi héich d'Indemnitéite sinn, déi d'Regierung den héije Fonctionnairen accordéiert. Dat ass awer net de Fall.

Zudeem huet de Minister mir net op den drëtte Punkt vu menger vireger Fro geäntwert an dofir wëll ech dës Fro hei nach eemol stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ënner wéi engem Posten am Budget sinn d'Remuneratiounen, déi d'Verwaltungsréit an d'Staatskeess iwwerweisen, erëmzefannen?

- Falls d'Remuneratiounen néierens als Recette am Budget opgefaasst sinn, firwat net?

2. Wéi héich war, opgelëscht pro Joer säit 2015, de Gesamtmontant u Remuneratiounen, déi vun alle Verwaltungsréit, an deenen de Staat deelhëlt, an d'Staatskeess iwwerwise goufen?

3. Ënner wéi engem Posten am Budget sinn d'Indemnitéiten, déi de Regierungsrot de Fonctionnairen accordéiert, erëmzefannen?

- Falls d'Indemnitéiten néierens als Depense am Budget opgefaasst sinn, firwat net?

4. Wéi héich waren, opgelëscht pro Joer säit 2015, d'Gesamtmontanten un Indemnitéiten, déi de Regierungsrot de Fonctionnairen an de Verwaltungsréit accordéiert huet?

5. Falls de Premierminister keng vu menge virege Froe mat konkreeten Zuele beäntwerte kann, wäert d'Regierung d'Prozedur vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 1990 méi transparent gestalten?

Réponse (31.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung verweist op hir Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0613, zu där si par rapport zu de Froen, déi an der parlamentarescher Fro N° 1290 gestallt ginn, näischt bäizefügen huet.

Question 1291 (07.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **validation des acquis :**

Vill Patronen aus dem Handwierk kënnen ausgeschriwwen Aarbechtsplazen aktuell net eleng mat Kandidate vum lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart besetzen, well et e Manque u qualifizéiertem Fachpersonal gëtt. Leider kënne si oft och net op Kandidaten aus dem Ausland zréckgräifen, well vill auslännesch Aarbechter iwwer Ausbildungen an Diplomer verfügen, déi zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn, soudass dës Persoune fir d'éischt eng Validation des aquis ufroe mussen, éier si hei am Land schaffe kënnen. Fir kleng Entreprisë kann et allerdéngs séier zu enger substanzieller Belaaschtung ginn, wann een Aarbechtsposte länger Zäit net besat ka ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung, Aarbecht a Witschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ufroe fir eng Validation des aquis goufen am Joer 2018 a wéi vill bis elo am Joer 2019 gemaach?

Wéi vill dovu vu Persounen aus dem EU-Ausland a wéi vill vu Persounen aus anere Länner?

2. Wéi vill vun dësen Demandë goufe mat der Ausstellung vun enger Validation totale, wéi vill mat der Ausstellung vun enger Validation partielle a wéi vill mat engem Refus ofgeschloss?

3. Wéi vill Zäit vergeet an der Moyenne tëscht der Ouverture vun engem Dossier fir eng Validation des aquis an dem Ofschloss vun dësem Dossier?

4. Ass de Bildungsminister der Meenung, dass d'Ausstellung vun enger Validation des aquis kéint méi séier erfollegen duerch eng Upassung vun den entspriechende Prozeduren?

Envisagéiert de Minister an dësem Kontext eng Reform, fir eng Beschleunegung vum Traitement vun den Dossieren ze garantéieren?

5. Plangen den Aarbechtsministère an de Wirtschaftsministère mat konkreete Mesuren, Patronen ze ënnerstëtzen, déi ausgeschriwwen Aarbechtsplazen opgrond vun engem Mangel u qualifizéierte Kandidaten net besetze kënnen?

Falls jo: Ëm wéi eng Mesuren handelt et sech heibäi?

Falls nee: Wäert d'Regierung sech dem Problem op eng aner Manéier unhuelen?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'VAE-Prozedur ëmfaasst zwou Etappen:

Etapp 1: D'Demande, fir Bildungsleeschtungen unerkannt ze kréien, muss fir d'éischt als zoulässeg unerkannt ginn (demande de recevabilité). Fir datt eng Demande als zoulässeg unerkannt ka ginn, muss nogewise ginn, datt een eng Ausbildung - formal, net formal oder informell - gemaach huet, déi:

- op d'mannst dräi Joer gedauert huet (mat 5.000 Stonnen), kontinuéierlech oder net kontinuéierlech;
- e Lien mat der gewënschter Qualifizéierung huet.

Unzuel vun den Demanden (Total):

2018	422
2019	275 (Zuel datéiert op den 1. September 2019)

Etapp 2: Wann d'Demande als zoulässeg unerkannt gouf, muss de Kandidat eng zweet, detailléiert Demande fir d'Unerkennung areechen (demande de validation sur le fond). D'Demande op Unerkennung gëtt vun enger Commission de validation analyséiert, déi dann och eng Decisioun hëlt.

Hierkonft (Statistike vun 2010 bis 2019*):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

* Statistike vun 2010-2019 → Ausgangspunkt: Lieu de résidence vun de Kandidaten

ad 2. Demanden, déi mat enger Ausstellung vun enger Validation totale, enger Validation partielle oder engem Refus ofgeschloss goufen:

A. Statistike fir 2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question);

B. Statistike fir 2019 (op den 29.10.2019):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Fir unzefänken, muss de Kandidat den éischten Deel vun der Demande fir d'Unerkennung ausfëllen (demande de recevabilité), fir gewuer ze ginn, ob seng Demande zoulässeg ass. An dëser Demande gëtt de Kandidat un, fir wéi ee Meeschterbréif/Brevet, Diplom oder Certificat hie seng Bildungsleeschtunge wëllt unerkannt kréien. De Ministère huet 30 Deeg, fir op dës Ufro ze äntweren. Wann de Kandidat all seng Dokumenter direkt erageschéckt huet, ka seng Ufro also bannent engem Mount recevabel deklaréiert ginn.

Nodeems de Kandidat recevabel deklaréiert gouf, bitt de Ministère eng Hëllefstellung a Form vun engem Accompagnement un. D'Ënnerstëtzung ass fakultativ a gëtt op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch ugebueden. De Beroder ass e Mataarbechter vum Staat oder vun enger vun de Beruffskummeren, a seng Aarbecht besteet doran, de Kandidat ze renseignéieren, ze informéieren an hie bei der Zesummestellung vu sengem Dossier ze ënnerstëtzen an ze beroden.

Soubal deen éischten Deel vun der Demande op Unerkennung vun de Bildungsleeschtunge fir zoulässeg erkläert gouf, muss de Kandidat déi detailléiert Demande fir d'Unerkennung ausfëllen. De Kandidat kritt zwee Datume proposéiert, wou hie säin Dossier kann erareechen. Am Ganzen huet hien ongefëier ee Joer Zäit, fir seng Demande um Ministère ofzeginn.

D'Delaie vun de Sessiounen, fir eng detailléiert Demande fir d'Unerkennung anzereechen, sinn:

- den 28./29. Februar fir d'Sessioun Mee-Juni;
- den 31. Juli fir d'Sessioun Oktober-November.

D'Demande fir d'Unerkennung vun de Bildungsleeschtunge gëtt de Membere vun der Commission de validation ënnerbreet, déi d'Demande analyséieren an eng Decisioun huelen. Dës Decisioun geet eraus fir:

- d'Sessioun Mee-Juni: am Juli;
- d'Sessioun Oktober-November: am Dezember.

De Kandidat ka selwer entscheeden, wéini hie säin Dossier ofgëtt; ob hie sech fir déi éischt oder zweet Sessioun entscheet.

Konkret Beispill:

De Kandidat reecht seng Demande op Zoulässegkeet am August 2019 an. Am Fall vun enger positiver Äntwert kann hie seng detailléiert Demande dann areechen:

- fir den 28. Februar 2020 (Sessioun Mee-Juni 2020)
- oder den 31. Juli 2020 (Sessioun Oktober-November 2020).

Dës Datume mussen agehale ginn; de Poststempel gëllt.

Wann déi detailléiert Demande bannent de genannten Delaien agereecht gouf, gëtt de Ministère d'Demande un déi entspriechend Commission de validation weider. Den zoustännege Service deelt dem Kandidat d'Decisioun spéitstens ee Mount, nodeems d'Commission de validation statuéiert huet, mat.

Wéi laang esou eng Prozedur an der Moyenne dauert, kann net festgehale ginn. Et hänkt dovunner of, wéi séier de Kandidat fir déi éischt Demande all seng Dokumenter eragereecht huet, vu wéini un e ka recevabel deklaréiert ginn, an duerno wéini e seng zweet Demande beim Ministère erareecht. Dëst ass ganz individuell an ass vu Kandidat zu Kandidat verschidden.

ad 4. D'Demande op Zoulässegkeet kann de Kandidat zu all Moment areechen. Wann an der éischter Etapp vun der Demande op Unerkennung vu Bildungsleeschtunge keng Dokumenter feelen, kann d'Demande als zoulässeg erkläert ginn. Duerno muss de Kandidat zur zweeter Etapp iwwergoen an eng detailléiert Demande fir d'Unerkennung areechen. D'Decisioun, datt seng Demande zoulässeg ass, ass gülteg fir déi zwou nächst Validéierungssessiounen. D'Commissions de validation kommen zweemol d'Joer zesummen.

D'Validation des acquis ass eng individuell Demarche an et läit um Kandidat ze decidéieren, wéi séier hie seng Demande wëllt erareechen a wéi intensiv hien dorunner schaffe wëllt. Fir d'Qualitéit vun der Evaluatioun ze garantéieren, muss de Kommissiounen Zäit fir d'Evaluatioun gelooss ginn a si kënnen och do net ausserhalb vun de Sessiounen tagen.

D'Prozedur erlaabt et awer dem Kandidat, säin Dossier virun de proposéierten Datumen ofzeginn, soulaang hie sech un d'Delaie vun de Sessiounen hält. D'Prozedur erméiglecht et also, den Dossier méi séier ofzeginn, a passt sech esou dem Kandidat un.

Konkret Beispill:

De Kandidat reecht seng Demande op Zoulässegkeet am Oktober 2019 an. Am Fall vun enger positiver Äntwert kann hie seng detailléiert Demande dann areechen:

- fir den 31. Juli 2020 (Sessioun Oktober-November 2020)
- oder fir den 28. Februar 2021 (Sessioun Mee-Juni 2021) (lescht Méiglechkeet).

Dat sinn déi zwee offiziell kommunizéiert Datumen, déi dem Kandidat e Maximum un Zäit loossen, fir u sengem Dossier ze schaffen. Wann de Kandidat sech awer dozou entscheet, säin Dossier éischter ofzeginn, kann hien dat och den 29. Februar 2020 maachen.

ad 5. No Konzertatioun mam Wirtschaftministère a mam Aarbechtsministère kann ech zu deem Punkt Follgendes soen:

Opgrond vun enger grousser Nofro vun de Betriber a vun de verschiddene Federatiounen a Beruffskummeren, zum Beispill am Kader vum „Trade and Investment Board", huet de Wirtschaftsministère de Regierungsrot de 4. Mäerz 2019 saiséiert, fir den Accord ze kréien, fir eng national Strategie zum Theema „Talenter" auszeschaffen, an huet och gréng Luucht dofir kritt.

Zanter Mäerz 2019 trëfft sech reegelméisseg en Aarbechtsgrupp, koordinéiert vum Wirtschaftsministère, deen aus Vertrieder vu follgende Ministèren, Verwaltungen an Institutioune besteet: Wirtschaftsministère, Finanzministère, Educatiounsministère, Aarbechtsministère, Digitalisatiounsministère, SMC, Ausseministère, Gesondheetsministère, ADEM, Luxembourg for Finance, Luxinnovation.

Fir eng komplett Iwwersiicht vun der Problematik ze kréien, hat den Aarbechtsgrupp och Reunioune mat de Beruffskummeren a mat der Salariatskummer. D'Ambitioun vum Aarbechtsgrupp ass, fir 2020 eng national secteuriwwergräifend Strategie ze presentéieren, déi Léisungsusätz fir d'kuerz, d'mëttel an d'laang Siicht géint de Manktem u Fachpersonal wäert duerleeën.

Doriwwer eraus ass de Mangel u qualifizéiertem Personal ee vun de Sujeten, déi am 5. Plan d'action en faveur des PME, dee vum Minister fir Mëttelstand ugekënnegt ginn ass, theematiséiert ginn. Beim Ausschaffe vun dësem Plang ass en Aarbechtsgrupp virgesinn, dee sech speziell mam Mangel u qualifizéiertem Personal bei de klengen a mëttlere Betriber auserneesetzt. Déi aacht Aarbechtsgruppen, déi d'Kärtheeme vum 5. Plan d'action en faveur des PME wäerten opschaffen, fänken aktuell hir Aarbechten un an hunn den Optrag, sech mat Problematiken, déi déi kleng a mëttel Betriber betreffen, auserneenzesetzen a Léisungsusätz auszeschaffen.

Question 1292 (07.10.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **violences obstétricales et gynécologiques :**

Les violences obstétricales et gynécologiques sont une forme de violence encore largement tabouisées. De plus en plus de femmes dénoncent cependant des actes sexistes et des violences subis pendant des consultations gynécologiques. En date du 3 octobre dernier l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté un rapport concernant ces violences. Plusieurs appels sont adressés aux États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Est-ce que des cas de violences obstétricales et gynécologiques sont connus au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que des données plus concrètes existent ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre juge nécessaire d'élaborer, le cas échéant, des recommandations ?

4) Est-ce qu'il y a lieu de mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur la prévention et la lutte contre cette forme de violence envers les femmes ?

5) Est-ce qu'il est opportun de diffuser les bonnes pratiques promues par l'OMS ?

Réponse (08.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Il n'y a pas d'enregistrement spécifique des violences en tant que telles ni d'enquête réalisée auprès des femmes. Aucun pays n'échappe à cette problématique même si les femmes ne réalisent pas toujours que ce qu'elles subissent constitue une violence obstétricale (pratiques lors de l'accouchement comme l'épisiotomie, la douleur non prise en charge, la compression abdominale, touchers vaginaux excessifs ou lors d'anesthésie, manque d'informations données aux femmes…).

Néanmoins, le registre périnatal recense les taux d'accouchement avec épisiotomie, cause importante de violence obstétricale.

Au Luxembourg on recense 26 % d'épisiotomie lors de l'accouchement en 2014 et 22,5 % en 2016 (hors déchirures, rapport triennal PERINAT 2014-2016). Pour comparaison, en France, le taux d'épisiotomie a diminué de 27 % en 2010 à 20 % en 2016 (toutes femmes, première grossesse et/ou suivantes) avec des disparités importantes selon les maternités et par exemple un taux de 1 % à Besançon, maternité déclarée zéro épisiotomie (Enquête nationale périnatale Rapport 2016, INSERM, France[2]).

Concernant l'information des professionnels, cette année, lors de la formation annuelle de la Clinique Bohler, à laquelle tous les gynécologues et sages-femmes du pays ont été invités, le thème était la bientraitance lors des soins avec par exemple un exposé sur « La Bientraitance au quotidien - lorsque prendre soin ne se confond pas avec faire des soins - Une vigilance éthique [3]». Cela illustre sans doute une préoccupation plus grande des professionnels de la santé par rapport à la place centrale du patient et un abord plus éthique mettant le patient au centre des préoccupations.

ad 3) Le Ministère de la Santé, suivi en cela par la Direction de la santé, est convaincu de la nécessité de sensibiliser plus largement l'ensemble des professionnels et la population à cette problématique. Le Ministère de la Santé vient d'ailleurs de solliciter un avis en ce sens auprès du Conseil scientifique dans le domaine de la santé.

ad 4) Les services du Ministère de la Santé sont en train d'évaluer l'opportunité d'intégrer les pratiques gynécologiques et obstétricales, mais également le genre et les interventions des nouveau-nés pour ambiguïtés sexuelles (cinq enfants avec un genre « indéterminé » sont nés au Luxembourg entre 2009 et 2017 ; données registre Diane) dans le cadre de la formation continue pour les professionnels de santé directement concernés.

ad 5) Les bonnes pratiques, promues par l'OMS sont établies suivant des consensus d'experts, et sont tout à fait pertinentes. Le Ministère de la Santé estime qu'il convient néanmoins d'adapter les recommandations au contexte spécifique du Luxembourg ; ceci à l'appui du Conseil scientifique dans le domaine de la santé.

Question 1293 (07.10.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**énergie hydrogène pour les véhicules :**

In Zukunft wird sich der Energiemix im Mobilitätssektor wesentlich ändern. Elektrische Antriebe werden an Bedeutung gewinnen. Es gibt aber auch eine elektrische Alternative, Wasserstofffahrzeuge mit Brennstoffzelle. Damit eine Markteinführung von Wasserstofffahrzeugen gelingen kann, bedarf es, ähnlich der Elektromobilität, einer guten Basisinfrastruktur sprich Wasserstofftankstellen. In Deutschland will die Bundesregierung ein Netz von bis zu 400 Wasserstofftankstellen errichten lassen. Laut meinem Wissensstand ist in Luxemburg weder eine Wasserstofftankstelle vorhanden noch eine in Planung.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Energieminister stellen:

- Wie steht der Herr Minister der Wasserstofftechnologie gegenüber?

- Warum gibt es in Luxemburg bis dato keine einzige Wasserstofftankstelle?

- Wissend, dass im Ausland schon sehr viele sogenannte „Multienergie"-Tankstellen in Betrieb sind, kann sich der Herr Minister den Bau solch einer „Multienergie"- Tankstelle in Luxemburg vorstellen und würde er solch ein Projekt positiv begleiten?

- Wann könnte man mit einer ersten Wasserstofftankstelle in Luxemburg rechnen?

- Gibt es Bestrebungen seitens der Regierung, ein Netz an öffentlichen Wasserstoffstationen zu installieren, ähnlich der öffentlichen Chargy-Ladestationen für den Ausbau der Elektromobilität?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Die wichtigsten Elemente der Wasserstoffthematik wurden bereits in der Antwort zur parlamentarischen Frage N° 0733 vom 24. Mai 2019 erläutert, wobei die Thematik vor allem aus einer regionalen (BENELUX und Pentalaterales Energieforum) und europäischen Perspektive betrachtet wurde.

In diesem Zusammenhang wurde auch der Entwurf des Klima- und Energieplans erwähnt, der für das Jahr 2030 einen Anteil von 23 % bis 25 % an erneuerbaren Energien im nationalen Energieverbrauch vorsieht. So wird Luxemburg sich auf den verschiedenen regionalen und europäischen Ebenen dafür einsetzen, dass nur sogenannter grüner Wasserstoff, also Wasserstoff, der auf Basis von erneuerbaren Energiequellen hergestellt wird, gefördert wird. Die aktuelle Tendenz geht dahin, dass dieser vor allem in der Industrie genutzt werden soll (in Raffinerien, Stahlwerken und zur Düngemittelherstellung).

Im Transportbereich wird Wasserstoff aufgrund seiner Ineffizienzen, der großen logistischen Herausforderung (hoher Druck, tiefe Temperaturen) sowie der sehr geringen Anzahl an verfügbaren Modellen in den nächsten Jahren eher eine geringe Rolle spielen. Es bleibt abzuwarten, ob langfristig mit Wasserstoff betriebene Fahrzeuge eine komplementäre Rolle zur Elektromobilität spielen können.

Wie bereits in den Antworten zu den parlamentarischen Fragen N° 0340 vom 11. Februar 2019 und N° 0733 vom 24. Mai 2019 erläutert, wurde im Regierungsprogramm festgehalten, dafür zu sorgen, dass innerhalb der Legislaturperiode eine Wasserstofftankstelle auf einer Autobahnraststätte errichtet wird, um hiermit einen Beitrag zu einem europäisch zusammenhängenden Netz von Infrastrukturen für alternative Kraftstoffe zu leisten. In diesem Sinne laufen zurzeit Gespräche mit einem Konzessionsinhaber zur Errichtung einer Wasserstofftankstelle im Rahmen des Projektes „H_2Benelux", welches insgesamt vier dieser Anlagen in den Niederlanden, drei in Belgien und eine in Luxemburg vorsieht.

Da bereits jetzt schon Fahrzeuge mit unterschiedlichen Energieträgern im Fuhrpark anzutreffen sind und mit Wasserstoff ein zusätzlicher Energieträger hinzukommt, wird das klassische Tankstellenbild sich in der Zukunft verändern. Das Konzept der Multienergietankstelle geht in die Richtung, dieser Nachfrage Folge zu leisten, wo neben üblichen Tanksäulen auch andere alternative Kraftstoffe (z. B. Schnelllader für Elektroautos oder Wasserstoffsäulen für Brennstoffzellenfahrzeuge) vorhanden sind. Einige Tankstellenbetreiber haben diese neuen Aufgaben und Herausforderungen erkannt und befinden sich im Austausch mit den Ministerien, um gemeinsam Zukunftslösungen zu identifizieren.

Wie bereits in den Antworten zu den parlamentarischen Fragen N° 0243 vom 22. Januar 2019 und N° 0340 vom 11. Februar 2019 erläutert, ist die Strategie der Regierung zum Erreichen der Klimaziele und einer besseren Luftqualität grundsätzlich technologieneutral. Aus diesem Grund ist eine erste öffentlich zugängliche Wasserstofftankstelle in Luxemburg geplant und der Kauf von Brennstoffzellenfahrzeugen wird heute bereits finanziell gefördert. Im Gegensatz zur Elektromobilität ist jedoch zurzeit nicht absehbar, welche Rolle wasserstoffbetriebene Fahrzeuge in Zukunft spielen werden, sodass ein flächendeckender Ausbau an öffentlichen Wasserstofftankstellen zurzeit nicht geplant ist.

Question 1294 (07.10.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **remboursement frais d'ambulance :**

Il me revient que les factures émises par le CGDIS (Corps grand-ducal d'incendie et de secours) dans le cadre des transports par une ambulance supportées par les patients ne sont toujours pas remboursées par la CNS (Caisse nationale de santé), au motif que la convention entre le CGDIS et la CNS ne serait toujours pas signée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres peuvent confirmer cette situation ?

- Dans l'affirmative, quel est le nombre des patients qui attendent le remboursement de leurs frais d'ambulance ?

- Endéans quel délai est-ce que Madame et Messieurs les Ministres entendent remédier à cette situation ?

Réponse commune (08.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, qui a créé le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), les dispositions jusque-là applicables en matière de prise en charge des transports de malades, par le moyen d'ambulances médicalisées ou non médicalisées, vers les services d'urgence de garde assurés par les centres hospitaliers, ont été impactées par l'abrogation des anciennes dispositions légales qui étaient en partie la source des règles déterminant le financement respectivement le remboursement des factures, par les organismes de sécurité sociale compétents.

L'impact des nouvelles dispositions, en lien avec celles relatives à l'organisation des services de garde des centres hospitaliers prévues dans la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, ne s'est matérialisé que lors de l'adapta-

[2] http://www.xn--epop-inserm-ebb.fr/wp-content/uploads/2017/10/ENP2016_rapport_complet.pdf

[3] https://www.cbk.lu/images/cbk/pdf/evt/2019/14eme_Journee_dEtude_pole_FME_Bientraitance_11_oct_2019.pdf

tion des procédures statutaires de l'organisme gestionnaire de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise, en l'occurrence la Caisse nationale de santé (CNS).

En conséquence, il n'a pas encore été possible de rembourser les factures émises par le CGDIS pour les prestations visées (transport en ambulance). À ce jour, 555 factures auprès de la CNS, 19 factures auprès de l'Entraide médicale des CFL, 13 factures auprès de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux ainsi que 70 factures auprès de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics sont en attente de remboursement.

Afin d'apporter les précisions légales nécessaires pour éviter toute insécurité juridique au niveau de la mise en application des dispositions prémentionnées, y compris au niveau du financement, respectivement du remboursement des frais, par l'organisme d'assurance maladie compétent suivant l'affiliation de la personne ayant recours aux services visés, il est proposé d'apporter deux ajouts dans la loi organique du CGDIS. Ces propositions législatives font partie du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 (projet n° 7500).

Il est par ailleurs proposé d'aligner la prise d'effet des dispositions figurant au projet n° 7500 avec celle des articles de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, en l'occurrence le 1er juillet 2018, pour assurer une continuité au niveau du financement de ces services respectivement de la prise en charge par l'assurance maladie.

Les modifications législatives sont prévues d'entrer en vigueur pour le 1er janvier 2020.

Question 1295 (07.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **qualité des eaux de la Moselle :**

Wéi d'„Tageblatt" den 1. Oktober 2019 gemellt huet, gouf et op der franséischer Säit vun der Musel en Incident beim Atomkraaftwierk zu Cattenom. Et ass net déi éischte Kéier, dass et am bal 40 Joer ale Kraaftwierk zu irreguläre Virfäll kënnt.

Dës Virfäll bleiwen ni ouni Konsequenze fir Lëtzebuerg, well d'Musel aus der Lorraine bei eis iwwer d'Grenz erafléisst a soumadder d'Waasserqualitéit an och d'Ëmwelt op eiser Säit direkt vun esou Incidentë betraff sinn. An deem Kontext stelle sech och Froen zu der genereller Waasserqualitéit vun der Musel.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Madamm Inneministesch dës Froe stellen:

1. Wéi hu sech d'Maximalwäerter u Radioaktivitéit an deene leschten zéng Joer an der Musel entwéckelt? Kann d'Ministesch Erklärungen zu de Wäerter ginn?

2. Wéi hu sech d'Waasserwäerter generell an de leschte fënnef Joer op der Musel entwéckelt, betreffend:

- d'Waassertemperatur,
- de Sauerstoffgehalt,
- de PH-Wäert,
- d'Pestizideréckstänn,
- d'Herbizideréckstänn,
- d'Medikamenteréckstänn,
- aner Verschmotzungswäerter?

3. Wat sinn an éischter Linn déi gréisste Verschmotzungsursaache vun der Musel?

4. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung säit 2013 ënnerholl, fir d'Waasserqualitéit vun der Musel ze verbesseren?

Réponse commune (03.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Direktioun vun der Santé ass zoustänneg, fir d'Radioaktivitéit an der Ëmwelt ze iwerwaachen. Hir Miessstatioun zu Schengen iwwerwaacht d'Radioaktivitéit an der Musel. Hei gi kontinuéierlech Waasserprouwe geholl an am Labo vun der Divisioun vun der Radioprotektioun analyséiert. D'Resultater vun dësen an anere Miessunge ginn um Site vun der Santé publizéiert (http://sante.public.lu/fr/prevention/radioactivite/surveillance-environnement-alimentation/service-analyses-radiologiques/index.html).

Generell kann ee soen, datt d'Radioaktivitéitskonzentratioun an der Musel iwwer déi lescht zéng Joer méi oder manner gläichbliwwen ass. Vun deene Radionucliden, déi Cattenom an d'Musel rejetéiert, ka virun allem den Tritium nogewise ginn. Typescherweis leien d'Resultater fir den Tritium tëscht 30 a 50 Becquerel pro Liter. Dëse Wäert kann een anuerdnen, wann ee weess, datt d'Limitt fir d'Drénkwaasser op 100 Becquerel pro Liter festgeluecht ass.

ad 2. Vill nei Parameter ginn eréischt zënter 2017 an der Musel an engem Dräijoresrhythmus gemooss, deemno kann nach keng Tendenz ermëttelt ginn. Dozou kënnt, datt, nodeems d'Musel aus Frankräich tëschent Däitschland a Lëtzebuerg leeft, souwuel vun däitscher wéi Lëtzebuerger Säit souwuel Aleedunge vun Ofwaasser wéi och kleng Niewebaachen an d'Musel lafen. E gudden Iwwerbléck iwwer d'Qualitéit vun der Musel am Allgemenge fënnt een am Wasserbeschaffenheitsbericht vun den internationale Kommissioune fir de Schutz vun der Musel an der Saar (IKSMS): http://www.iksms-cipms.org/servlet/is/20086/Wasserbeschaffenheit.pdf?command=downloadContent&filename=Wasserbeschaffenheit.pdf

ad 3. De gréissten Impakt op d'Musel kënnt souwuel vum Siidlungsdrock (Ofwaasser a Reewaasser vun den Uertschaften), der Landwirtschaft (gréisstendeels Wéngerten), der Schëfffaart a verschiddenen industriellen Aleeder aus den dräi betraffene Länner.

ad 4. Vu dass d'Musel 97 % vum Lëtzebuerger Uewerflächewaasser kritt, droen all d'Mesuren um Lëtzebuerger Territoire zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vun der Musel bäi. Am Beräich vun direkten Aleeder aus Lëtzebuerg ass de Bau vun zwou Muselkläranlagen, Gréiwemaacher a Perl/Besch, ervirzehiewen.

Question 1296 (08.10.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **quais d'accostage à Remich :**

Les travaux de rénovation et de construction des quais d'accostage à Remich ne commenceront pas en 2019, suivant les informations de Monsieur le Ministre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Considérant qu'environ une cinquantaine de bateaux de passagers par an accostent actuellement à Remich, pourquoi Monsieur le Ministre estime-t-il que la réalisation des quais ne revête pas un caractère d'urgence ?

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux concernant les quais d'accostage n'ont pas été entamés jusqu'à présent - d'autant plus qu'une ligne de crédit a été inscrite au budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 ?

3) Quel est désormais le nouvel échéancier prévu pour la réalisation des travaux en question ? Combien de temps ces travaux prendront-ils ?

4) Quel est le sort réservé par le Gouvernement à la rénovation de l'esplanade à Remich, qui appartient au Domaine de l'État, et pour laquelle un projet de mise en valeur est déjà élaboré ?

Réponse (18.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) La nécessité de créer des bonnes conditions d'accostage sur la Moselle bénéficie de toute mon attention aussi bien dans l'objectif de garantir des conditions d'exploitation optimales pour les bateaux que pour stimuler le potentiel touristique de la Moselle.

Vu la fréquentation élevée du quai de Remich aussi bien pour les bateaux de plaisance que pour les bateaux à passagers (journaliers et de cabine), le réaménagement de ce site est prioritaire.

ad 2) Le projet du réaménagement des quais d'accostage de Remich était initialement couplé au projet de la rénovation de l'esplanade de Remich et ainsi l'évolution de ce dernier a été identique à celui de l'esplanade. En 2018 et suite aux évolutions concernant le projet de l'esplanade, il a été décidé de séparer les deux projets. Dès lors, l'avant-projet sommaire (APS) pour le réaménagement des quais d'accostage de Remich a été finalisé la même année et présenté au début de l'année 2019. L'approbation ministérielle de l'APS est datée au 27 février 2019. L'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD) est actuellement en cours.

ad 3) L'APD sera vraisemblablement achevé au courant de l'année 2020, ce qui implique que le dossier de soumission respectivement la mise en adjudication ne puisse se faire qu'au plus tôt dans la deuxième moitié de l'année 2021, sous réserve de l'octroi des différentes autorisations nécessaires pour le projet en question, qui seront émises par les autorités luxembourgeoises et, le cas échéant, allemandes. Vu l'état d'avancement des études, il est difficile d'estimer la durée des travaux pour le réaménagement des quais à Remich à l'heure actuelle.

ad 4) Le projet du réaménagement de l'esplanade de Remich a été divisé en deux parties.

Le tronçon 1 s'étend du « Wueswee » aux « Caves St. Martin » et comprend le réaménagement de la route nationale N10, l'aménagement des parkings et des bandes de stationnement, la construction de la piste cyclable PC3 ainsi que l'aménagement des espaces verts. Ce tronçon peut être réalisé indépendamment du tronçon 2.

Le tronçon 2 débute au pont frontalier pour rejoindre le « Wueswee » et comprend les mesures anticrues, l'aménagement des alentours des quais, le réaménagement de la N10, l'aménagement des parkings et des bandes de stationnement, la construction de la PC3 ainsi que l'aménagement des espaces verts.

L'APD du génie civil du tronçon 1 a été approuvé en date du 13 septembre 2019. Le volet architectural de l'esplanade de Remich est en cours d'élaboration par un architecte paysagiste.

L'APD complet (volet architectural et génie civil) devra être soumis à l'approbation ministérielle en vue de l'élaboration définitive du projet.

Actuellement, la soumission pour le tronçon 1 de l'esplanade de Remich est prévue pour la fin de l'année 2020 / le début de l'année 2021.

Question 1297 (08.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**apprentissage dans la fonction publique :**

Nieft den akademeschen Aus- a Fortbildunge sinn och déi praktesch Ausbildungen am Handwierk e wichtege Pilier vun eisem Ausbildungswiesen. Duerch eng gutt Formatioun kréie jonk Mënschen d'Méiglechkeet, hir Fäegkeeten ze entfalen, a ginn op d'Aarbechtswelt preparéiert. Fir Betriber, déi sech fir d'Ausbildung vu Jonken engagéieren, ze kennzeechnen, huet d'Chambre des Métiers de Label „Entreprise Formatrice" an d'Liewe geruff. Dës Entreprisen an eng der Demande entspriechend Unzuel un Ausbildungsplaze si fir d'Handwierksausbildung onëmgänglech, well en Handwierk traditionell duerch eng praktesch Ausbildung erléiert muss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ausbildungsplazen (opgeschlësselt no Aart an Titel vum Diplom) hu staatlech Verwaltungen tëscht 2009 an 2019 pro Joer offréiert?

Wéi vill dovunner konnte besat ginn?

Bei wéi enge Beruffer koum et zu Situatiounen, an deene méi Kandidate wéi Plazen disponibel waren (opgeschlësselt no Joer an der Aart an dem Titel vum Diplom)?

Wéi vill Handwierker huet de Staat an der selwechter Period (2009-2019) pro Joer agestallt (onofhängeg vun hirer Carrière an der Aart vu Kontrakt)?

2. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi hir Ausbildung beim Staat ofgeschloss hunn, goufen duerno och beim Staat agestallt?

Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi eng Ausbildung absolvéiert hunn a beim Staat tëscht 2009 an 2019 agestallt goufen, goufe vu private Patronen ausgebilt (onofhängeg vun der Carrière an der Aart vum Kontrakt)?

3. Plangt d'Regierung an Zukunft Ausbildungsbetriber ze entschiedegen, wann e Salarié vun engem ëffentlechen Employeur an den éischte fënnef Joer no der Ausbildung debauchéiert gëtt?

Falls jo: Bis wéini an ënner wéi enger Form ass mat Kompensatiounsmesuren ze rechnen?

4. Huet d'Regierung vir, eng staatlech Carrière um CCP-Niveau anzeféieren, fir Persoune mat entspriechenden Ausbildunge konkret Astellungsméiglechkeeten ze offréieren?

Réponse (11.11.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Den Employeur Staat huet keng spezifesch Statistiken iwwer d'Ausbildung bei de Verwaltungen.

De Ministère vun der Fonction publique schéckt d'nächst Joer Agenten an déi obligatoresch Formatioun iwwer den „tuteur d'apprentissage", fir en „droit de former" ze kréien. Et soll och analyséiert ginn, op wéi eng Aart a Weis dëst nach méi intensiv an der Fonction publique kéint implementéiert ginn.

Am „groupe de traitement D1 - sous-groupe à attributions particulières -" an der Funktioun vum Artisan zielt d'Fonction publique 2019 eng 369 Agenten, 2009 waren et der nach 463. Vun deenen 369 Agenten hunn der 349 en DAP.

Des Weideren sinn ënner dem Statut vum Salarié am Joer 2019 eng 273 Agenten am Groupe de salaire E gezielt ginn, 2009 waren dat der 139.

Question 1298 (08.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**incident lors d'un match de football de la Ligue Europa au stade Josy Barthel :**

Im Stade Josy Barthel in der Stadt Luxemburg wurde am 3. Oktober 2019 das Europa-League-Spiel zwischen den Fußballmannschaften F91 Düdelingen und Qarabag Agdam aus Aserbaidschan wegen des Überfluges einer Drohne unterbrochen. Dieses Vorkommnis steht im Zusammenhang mit unserem Heimatschutz und den Maßnahmen der Polizei.

Dieses Ereignis erläutert anhand der Drohne, die mit einer armenischen Separatistenflagge über das Feld flog, den geopolitischen Konflikt, genauer gesagt den Bergkarabachkonflikt zwischen Aserbaidschan und Armenien.

Seit 1993 kann Qarabag infolge des Bergkarabachkonflikts nicht mehr in seiner Heimatstadt spielen. Der Qarabag Fußballklub zog daraufhin nach Baku, wo es auch seine Heimspiele bestreitet. Die Beziehungen zwischen beiden Ländern bleiben unverändert angespannt und von Feindseligkeiten geprägt.

In dieser Hinsicht möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für innere Sicherheit stellen:

1. Sind dem Minister die Sicherheitsmaßnahmen, die in diesem politisch heiklen Fall eingesetzt wurden, bekannt? Waren erhöhte Maßnahmen präventiv entsprechend umgesetzt worden?

2. Wenn ja, wie viele Polizisten waren zum Einsatz bereit am Abend des Europa-League-Spieles?

3. Hat die Polizei im Vorfeld des Fußballspieles aufgrund nationaler Sicherheit den Risikofaktor richtig analysiert und eingeschätzt?

4. Fand eine Kameraüberwachung im Fußballstadion statt? Sind dem Minister Überprüfungen per Kamerainspektion bekannt? Wenn ja, welche Folgen bedingen die Kontrollen in diesem Fall?

5. Welche Konsequenzen zieht der Minister aus diesem Vorfall?

Réponse commune (12.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1., 2. + 3. Die luxemburgische Polizei führt vor jedem internationalen Fußballspiel eine Untersuchung der Gefährdungslage durch. Hierbei werden sowohl nationale Stellen (FLF) wie auch internationale Stellen (UEFA/NFIP) zu der Risikoeinstufung des bevorstehenden Spieles befragt. Beim NFIP handelt es sich um eine durch EU-Direktive definierte Organisation, welche in jedem Mitgliedsstaat eine nationale Fußballinformationsstelle bei den dortigen Sicherheitsbehörden vorsieht und bei welchen Informationen unter anderem zur Risikoeinschätzung bevorstehender Spiele eingeholt werden können. Hierzu sei jedoch erwähnt, dass Aserbaidschan nicht Mitglied im NFIP ist, was demzufolge einen zuverlässigen Informationsaustausch in Sachen Risikoeinstufung von internationalen Fußballspielen mit diesem Land erschwert.

Bei der Konferenz der „UEFA Stadium and Security Conference", welche vom 11. bis zum 13. September 2019 in Athen stattfand, hat der luxemburgische Polizei NFIP-Vertreter seitens verantwortlichen Fußballvertretern aus Baku versichert bekommen, dass das Fußballspiel vom 3. Oktober 2019 in Luxemburg keine besondere Aufmerksamkeit in punkto Sicherheitsmaßnahmen erfordern würde, da nur eine geringe Delegation von friedlichen Supportern mitreisen würde. Zu keinem Zeitpunkt wurde jedoch erwähnt, dass es in der Vergangenheit bereits zu ähnlichen Zwischenfällen bei Spielen des FC Qarabag gekommen wäre.

Des Weiteren hat bei der Auswertung der Risikoeinschätzung nichts darauf hingewiesen,

dass die politische Lage im Aserbaidschan auf internationale Spiele im Ausland Auswirkungen haben könnte.

Aus diesem Grunde wurden die Sicherheitsmaßnahmen der Polizei (Sicherheitsdurchsuchung des Stadiums/Sicherung des äußeren Perimeters des Stadiums) mit einer für diesen Typ von Spielen üblichen und ausreichenden Personalstärke ausgeführt. Für die Zugangskontrolle sowie die Sicherheit im Innern des Stadiums war wie immer eine, vom Organisator beauftragte, private Firma zuständig.

Als die Lage durch das Erscheinen der beflaggten Drohne zu eskalieren drohte, wurden binnen kürzester Zeit zusätzliche 28 Polizisten an Ort und Stelle beordert, um mögliche weitere Ausschreitungen zu verhindern.

Die Polizei versuchte, die Unruhestifter zu lokalisieren. Hierzu sei jedoch erwähnt, dass die Drohne in einem Bereich gestartet worden war, der sich außerhalb des polizeilichen Zugriffsbereiches befand, sodass auch eine von Anfang an gezielt darauf ausgerichtete präventive Polizeiaktion diesen Vorfall nicht hätte verhindern können.

ad 4. Eine Kameraüberwachung fand statt. Eine Auswertung dieses Bildmaterials erwies sich wegen der schlechten Bildqualität als unmöglich. Eine sofort eingeleitete Fahndung nach den Unruhestiftern verlief erfolglos. Eine polizeiliche Untersuchung ist jedoch zurzeit noch im Gange und die Justizbehörden werden in Kürze von den Ermittlungsergebnissen in Kenntnis gesetzt werden.

ad 5. Die Polizei hat eine internationale Anfrage bei allen NFIP-Partnern eingereicht, um in Erfahrung zu bringen, ob ähnlich gelagerte Vorfälle hier bekannt sind und welche Maßnahmen unternommen wurden, um dem entgegenzuwirken. Die Auswertung dieser Anfrage ist noch nicht abgeschlossen und kann bei Bedarf nachgereicht werden.

Question 1299 (08.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **travaux d'impression de l'État :**

An der parlamentarescher Fro N° 1163 vum 6. September 2019 hat ech d'Regierung ëm Informatioune betreffend d'Drockopträg beim Staat gebueden. De Minister fir den ëffentlechen Déngscht schreift a senger Äntwert, dass d'Opträg op ronn 60 verschidden Dréckereie verdeelt goufen. Des Weidere schreift de Minister, dass d'Opträg aus Qualitéitsgrënn gréisstendeels op Uelegbasis gedréckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Op Basis vun der Tabell aus der leschter Äntwert, wie waren an deene Joren déi fënnef gréissten Optragsnehmer?

Wéi vill Opträg si jeeweils un all eenzel Firma gaangen a wéi vill Euro sinn un all eenzel Firma ausbezuelt ginn?

2. Gëtt bei den Drockopträg generell Wäert dorobber geluecht, dass planzlech Faarfstoffer genotzt ginn? Wéi vill Drockopträg goufe säit 2013 insgesamt mat planzleche Faarfstoffer gedréckt?

Réponse (07.11.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Tëschent 2013 an 2019 deelen néng grouss Dréckereie sech déi éischt fënnef Positiounen. Unhand vun dëser Tabell gesäit een déi finanziell Opdeelung an och d'Unzuel vun Opträg (Bons de commande), déi déi eenzel Dréckereie vun den diverse Ministèren, Administratiounen a Servicer vum Lëtzebuerger Staat kritt hunn. Heibäi handelt et sech ëm déi Opträg, fir déi den CTIE d'Ausschreiwung gemaach huet. Op engem Bon de commande kënne vill Positioune stoen, soudass d'Unzuel vun de Bons de commande net onbedéngt ausschlaggebend ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ginn aktuell just e puer Dréckereien, déi op groussem Format drécken an traditionell planzlech Faarwe benotzen. Fir deenen Dréckereie keen Avantage concurrentiel ze ginn, freet de CTIE net reegelméisseg a sengen Ausschreiwungen no planzleche Faarwe. Deemno ginn et keng verbindlech Informatiounen zu der Quantitéit vu Commanden, déi effektiv mat planzleche Faarwe gedréckt gi sinn.

Question 1300 (08.10.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **vente d'armes :**

Certains pays membres de l'Union européenne continuent à vendre des armes à des pays engagés dans des conflits sanglants touchant des civils innocents. Ceci est le cas pour le Yémen et d'autres pays du Moyen-Orient.

Dans ce contexte, le groupe d'experts internationaux et régionaux sur le Yémen, créé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, a rendu public le 3 septembre 2019 un nouveau rapport accablant. Ce dernier fait état « d'une multitude de crimes de guerre » qui auraient été commis par la coalition menée par l'Arabie saoudite et les forces qui se sont alliées à elles, les Houthis et les forces fidèles au Gouvernement yéménite, au cours des cinq dernières années. Le rapport conclut que les parties au conflit sont directement responsables de la situation humanitaire au Yémen.

Les experts onusiens mettent en cause directement les fournisseurs d'armes à la coalition en demandant instamment à ces derniers de s'abstenir de fournir des armes susceptibles d'être utilisées dans le conflit. Ils ont d'ailleurs rappelé que les États fournisseurs peuvent être tenus responsables, de l'aide ou de l'assistance qu'ils fournissent en matière de transferts d'armes, pour la commission de violations du droit international « si les conditions de complicité sont remplies ».

1) Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de la Défense si les livraisons d'armes par des membres de l'UE à des pays engagés dans des conflits armés, notamment au Moyen-Orient, représentent un sujet traité par les Conseils des ministres UE concernés.

2) Quelle est la position et de la Commission européenne et des conseils en la matière ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette pratique, contribuant à commettre des atrocités violant les engagements internationaux de la part des membres de l'UE ?

Réponse commune (07.11.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) Le sujet des livraisons d'armes vers des pays engagés dans des conflits armés revient périodiquement à l'agenda du Conseil des Ministres de l'Union européenne. L'exemple le plus récent est la discussion tenue au Conseil des Affaires étrangères le 14 octobre 2019 au sujet de l'intervention turque dans le nord-est de la Syrie. Dans leurs conclusions, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont condamné l'action militaire unilatérale de la Turquie et se sont engagés en faveur de positions nationales fortes en ce qui concerne leur politique d'exportation d'armements vers la Turquie.

Le Conseil des Affaires générales du 16 septembre 2019 a adopté une décision modifiant la position commune du Conseil du 8 décembre 2008 relative au contrôle des exportations d'armes. Ce document contient un nombre de critères qui sont à prendre en considération lors du transfert de matériel lié à la défense vers des pays tiers. Les critères comprennent, entre autres, le respect des droits humains, la situation interne du pays de destination et la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale.

ad 2) Les États membres de l'UE se réunissent mensuellement au sein du groupe de travail compétent du Conseil de l'Union européenne, le groupe COARM pour s'échanger sur les politiques nationales des exportations d'armes conventionnelles, ainsi que sur la bonne mise en œuvre de la position commune UE 944/2008 modifiée par décision précitée du 16 septembre 2019.

De son côté, la Commission européenne soutient ces efforts et met en œuvre des programmes de sensibilisation de pays tiers. Dans le cadre du programme intitulé « EU P2P Export Control Programme », la Commission européenne assiste des États tout autour du globe à mettre en place un système robuste de contrôle des exportations, non seulement d'armes conventionnelles, mais aussi de biens à double usage qui peuvent avoir une finalité militaire.

ad 3) Le Luxembourg s'engage à ce que les huit critères de la décision modifiant la position commune du Conseil du 8 décembre 2008 relative au contrôle des exportations d'armes soient pleinement pris en compte. Le Luxembourg est allé plus loin en incorporant ces critères dans sa nouvelle législation nationale dans le domaine du contrôle des exportations des produits liés à la défense (loi du 27 juin 2018).

Le Luxembourg a aussi signé et ratifié le Traité sur le commerce des armes (TCA) et soutient ainsi l'objectif d'instituer les normes communes les plus strictes possibles au niveau international. Le TCA stipule que chaque État doit refuser une exportation de matériel militaire s'il existe un risque prépondérant que ce matériel ne porte atteinte à la paix et la sécurité ou puisse servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire.

Question 1301 (08.10.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **annonces immobilières :**

Den Ament gëtt et keng eenheetlech Form, fir eng Immobilienannonce zu Lëtzebuerg opzesetzen. Déi kommerziell Annoncë fir de Kaf/Verkaf oder fir d'Locatioun vun enger Wunneng oder vun engem Haus si ganz verschidden an hunn zum Deel onvollstänneg oder esouguer falsch Informatiounen.

Esou feelt bei Annoncë fir aktuell Wunnengen dacks déi genee Informatioun, wéi vill Meterkaree d'Wunneng huet. Bei neie Konstruktiounen annoncéieren d'Agencen oder d'Promoteuren dacks déi reduzéiert TVA vun 3 %, obwuel deen Taux dacks net der Realitéit entsprécht.

D'Indikatioun vum Präis op de Meterkaree mam normalen Taux vu 17 % géif dem Konsument d'Méiglechkeet ginn, fir déi eenzel Objeten objektiv mateneen ze vergläichen. Wéinst der feelender Kohärenz vun den Annoncen ass dee Verglach den Ament awer immens schwiereg.

An dësem Kader géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir de Wunnengsbau an un d'Madamm Minister vum Konsumenteschutz stellen:

- Sinn d'Ministesche sech den uewe genannte Problemer bewosst?

- Sinn d'Ministeschen der Meenung, dass eng gewësse Reegelung, wéi eng Immobilienannonce muss opgebaut sinn, kéint zu enger besserer Transparenz um Immobiliemarché bäidroen? Wann net, wat sinn d'Grënn dofir?

- Wa jo, ass virgesinn, fir e Gesetz an d'Weeër ze leeden, dat an déi Richtung geet? Wéini kéint ee mat esou engem Gesetzprojet an der Chamber rechnen?

Réponse commune (05.11.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

De Konsumenteschutzministère an den Wunnengsbauministère si sech bewosst, datt de Kaf vun enger Wunneng oder engem Haus oft de gréissten Investissement am Liewe vun engem Bierger ass. Dofir mécht de Konsumenteschutzministère an deem Kader zënter 2018 verstäerkt Kontrollen am Beräich vun der Präisindikatioun bei den Immobilienannoncen.

Mir wëllen den éierewäerten Deputéierten informéieren, dass den aktuelle gesetzleche Kader, dee sech op Immobilienannoncen applizéiert, ënner anerem de Volet iwwer deloyal kommerziell Praktiken aus dem Code de la consommation ass.

Dëse gesäit fir, datt de Fait, falsch oder onkomplett Informatiounen an enger kommerzieller Kommunikatioun unzeginn eng deloyal kommerziell Praktik duerstellt.

Nëmme wann de Konsument déi fir hien néideg Informatioune presentéiert kritt, kann hien och dee richtege Choix treffen an op eng Annonce reagéieren. Dozou gehéiere souwuel de Präis an d'Surface, mee och nach aner Kritäre wéi d'Lokalisatioun, d'Baujoer, d'Unzuel vun den Zëmmeren etc.

Sou muss kloer ugi sinn, wéi eng TVA fir de Präis bei Neibaute gebraucht ginn ass.

An deem Kader kuckt de Konsumenteschutzministère an enker Zesummenaarbecht mam Wunnengsbauministère, fir d'Informatioune fir de Konsument an Zukunft nach ze verbesseren. Dobäi géif dann och gekuckt ginn, a wéi wäit eng gewësse Standardiséierung bei den Annonce sënnvoll a machbar ass.

Question 1303 (09.10.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **nouvelle station-service sur l'A4 :**

La station-service située sur l'A4 en direction d'Esch-sur-Alzette vient de fermer en début de la semaine passée pour être démantelée et faire place à une nouvelle bretelle d'autoroute.

En attendant la réalisation de la nouvelle station-service à hauteur de Pontpierre au plus tôt au printemps 2021, il n'y aura plus de station en direction de Luxembourg vers Esch-sur-Alzette.

Les travaux préparatoires à charge de l'État ont été achevés en septembre 2017 et début 2019 un concessionnaire a été choisi.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si le déroulement de ces projets peut être qualifié de normal.

- Les différentes planifications n'auraient-elles pas pu être mieux coordonnées pour permettre une transition sans délais excessifs et éviter un transfert du trafic vers des stations-service situées en agglomération ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter que les automobilistes et camionneurs ne sortent de l'autoroute pour s'approvisionner à la station essence qui se trouve de l'autre côté de l'autoroute en direction de Luxembourg-ville ?

- Est-ce que la nouvelle station sera aménagée de façon à pouvoir accueillir un nombre suffisant de camions et ainsi éviter des files sur la bande de stationnement et la sortie de l'autoroute ?

Réponse commune (15.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Le réaménagement de l´échangeur Pontpierre sur l'A4 est un projet d'envergure. La première phase du projet, la construction de deux nouveaux ouvrages et l'élargissement de l'ouvrage existant est sur le point d'être achevée. La deuxième phase, en l'occurrence l'adaptation des bretelles d'accès et de sortie d'autoroute et la construction du rond-point ovale sur la route nationale N13, dont le dossier de soumission est sur le point d'être finalisé, nécessite la démolition de la station Shell.

La construction et l'exploitation de la nouvelle station-service à Pontpierre a été mise en concurrence au niveau européen suivant les règles de la loi du 3 juillet 2018 sur l'attribution de contrats de concession. Cette mise en concurrence fut lancée en août 2018, dès que la nouvelle législation était entrée en vigueur. Ceci a permis d'organiser la procédure de mise en concurrence dans un cadre juridique clair et précis. Il est à préciser que c'est la première fois que la construction et l'exploitation d'une nouvelle station-service autoroutière au Grand-Duché de Luxembourg a été mise en concurrence au niveau européen, les mises en concurrence antérieures au niveau européen n'ayant concerné que l'exploitation de stations de service autoroutières existantes.

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

La concession a finalement été attribuée en date du 1er février 2019 à la société anonyme Total Luxembourg SA. Le concessionnaire a entre-temps introduit les diverses demandes d'autorisation auprès des administrations concernées de sorte que la nouvelle station-service devrait pouvoir ouvrir dans les meilleurs délais.

Si l'objectif initial était effectivement d'ouvrir la nouvelle station Total de pair avec la fermeture de l'ancienne station Shell, il s'est avéré, au vu de la complexité du dossier, que ceci était irréaliste. Dès lors, il y aura effectivement une période de vacance de quelques mois pendant laquelle il n'y aura pas de station-service ouverte aux usagers sur l'autoroute A4, direction Esch-sur-Alzette.

En ce qui concerne les risques de transfert du trafic vers les agglomérations limitrophes il y a lieu de constater en premier lieu qu'en termes de volume de carburant, les stations-service situées sur l'A4 sont relativement modestes. En effet, les volumes débités se comparent davantage à de grandes stations en dehors du réseau autoroutier qu'aux autres stations autoroutières luxembourgeoises. Ceci s'explique notamment par le fait que les grandes stations autoroutières (Berchem, Capellen, Wasserbillig) sont situées sur les autoroutes A1, A3 et A6, qui font partie du réseau TEN-T (Trans-European Network Transport) et attirent une importante clientèle en transit international.

Par ailleurs, les usagers qui ne sont pas en transit international, c'est-à-dire essentiellement les clients nationaux, respectivement des clients frontaliers, ont l'occasion de faire le plein dans toutes les stations situées sur leur trajet. Il est dès lors peu probable qu'ils quittent l'autoroute rien que pour faire le plein dans une station de la région de Pontpierre.

Au vu de ce qui précède, il semble que le risque de transfert massif du trafic vers les agglomérations limitrophes de Pontpierre soit relativement limité. Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que des mesures constructives pour empêcher un éventuel transfert de trafic ne sont pas envisageables, étant donné que les conducteurs doivent rester libres dans le choix de leur station d'essence.

En ce qui concerne d'éventuelles files de camion sur l'autoroute, il y a lieu de souligner que les plans de la nouvelle station prévoient quatre distributeurs doubles et deux distributeurs simples pour le diesel, soit dix pompes à carburant pour camions et 16 emplacements de parking pour camions sur l'aire de service. Si l'objectif du Gouvernement n'est pas d'augmenter le nombre de camions fréquentant l'aire de service, les capacités d'accueil seront supérieures à celle de l'ancienne aire et devraient être suffisantes pour éviter d'éventuelles files de camion sur l'autoroute.

Question 1304 (09.10.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **reconnaissance du métier de photographe :**

L'article 12 (2) et (3) de la loi modifiée du 2 septembre 2011 ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 1er décembre 2011 ainsi que les conditions de la loi du 28 octobre 2016 transposant la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 déterminent les conditions requises afin d'obtenir un droit d'établissement pour certaines activités artisanales dans le régime d'indépendant.

Celles-ci concernent notamment la profession de photographe. Ainsi, afin de pouvoir bénéficier du droit d'établissement comme photographe, le requérant doit ou bien prouver qu'il est détenteur d'un DAP, ou bien détenir un certificat d'une autorité administrative attestant l'accomplissement d'une expérience professionnelle de trois années dans cette activité. Par pratique professionnelle, il faut entendre une occupation régulière à plein temps auprès d'une entreprise exerçant légalement l'activité.

Toutefois, un grand nombre de photographes professionnels, dont la maîtrise est reconnue, ne disposent pas d'un tel DAP. D'autre part, s'ils exercent cette profession au profit d'entreprises ou de sociétés, la pratique consiste à établir des contrats de louage à court terme uniquement délimités dans le cadre précis de la mission. Dans ce contexte, l'accumulation des heures prestées afin d'atteindre les trois années de pratique professionnelle à plein temps peut se révéler ardue et dépassant largement les trois années de pratique.

Cette condition appliquée au métier de photographe est d'autant plus problématique qu'elle ne semble, d'après mes informations, pas être requise dans d'autres pays, le Luxembourg faisant probablement exception.

De plus, il ne serait pas possible, pour cette profession précisément, de se soumettre à un examen sanctionnant la validation des acquis professionnels.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1) Monsieur le Ministre entend-il modifier la législation en la matière afin de faciliter le droit d'établissement de la profession de photographe ?

Subséquemment, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle :

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille prévoir un système de validation des acquis professionnels à la profession de photographe ?

Réponse commune (12.11.2019) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La législation actuellement en vigueur requiert la possession d'un diplôme d'aptitude professionnelle pour l'exercice de l'activité de photographe. Cependant, les photographes aguerris qui ne sont pas titulaires d'un diplôme d'aptitude professionnelle ont la possibilité d'obtenir une autorisation d'établissement grâce à l'article 12 (3) de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (loi sur le droit d'établissement). Cet article permet la reconnaissance d'une qualification professionnelle suffisante sur base de pièces justificatives reconnues comme équivalentes. Ainsi, tout diplôme relevant du secteur artistique et toute formation en matière de photographie sont reconnus comme équivalents.

Cependant, conscient qu'il y a lieu d'apporter une réponse durable à la situation évoquée dans la question de l'honorable Député Wagner, je peux d'ores et déjà affirmer qu'une réforme du droit d'établissement est prévue, avec notamment un allègement, voire une suppression des conditions de qualifications particulières pour certains métiers. L'accès à la profession de maints métiers, dont celui de photographe, se verra donc fortement facilité.

En effet, bon nombre de métiers ont connu une évolution technologique telle que l'exigence de conditions de qualifications particulières pour accéder à leur exercice, anciennement légitimées par le motif de prévention d'éventuels risques pour le consommateur final, ne saurait plus se justifier.

Finalement, je tiens à préciser que l'identification des métiers pouvant profiter d'un allègement des conditions de qualifications particulières sera revue en étroite concertation avec les acteurs des secteurs concernés.

ad 2) La validation des acquis de l'expérience (VAE) permet de faire reconnaître les compétences acquises tout au long de la vie par les certificats, diplômes ou brevets correspondants. Elle peut donner accès aux certificats et diplômes de l'enseignement secondaire général ou au brevet de maîtrise de l'artisanat.

Concernant les CCP, DAP et DT, et pour savoir si les expériences acquises au cours de l'activité professionnelle sont susceptibles d'être reconnues dans le cadre de la VAE, il faudra consulter l'annexe A du règlement grand-ducal du 22 août 2019. Pour les professions et métiers énumérés avec diplôme/certificat CCP, DAP et DT (hors TRF-transfrontalier) de cette liste, une demande de validation peut être déclarée recevable.

Le métier de photographe ne figure plus dans le journal officiel de la formation professionnelle datant du 22 août 2019, et ne peut donc par conséquent plus être proposé par la voie de la VAE pour le diplôme d'aptitude professionnelle (DAP). Or, il fait toujours partie de la liste des brevets de maîtrise proposés par la Chambre des métiers. Comme toute personne peut engager une procédure de VAE si elle peut attester avoir acquis 5.000 heures (sur au moins trois ans) d'expérience professionnelle dans le domaine en rapport avec la qualification visée, il est possible de faire la demande de validation des expériences pour le brevet de maîtrise du photographe, sous réserve de remplir les conditions et exigences liées à ce brevet. Le photographe intéressé pourra se renseigner auprès de la cellule de la VAE pour tout renseignement complémentaire concernant cette démarche.

Q130

Question 1305 (09.10.2019) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **pratiques trompeuses sur l'origine locale d'aliments :**

La promotion de l'agriculture locale et la sensibilisation de la population aux produits saisonniers et régionaux font partie des objectifs du Ministère de l'Agriculture. Les marchés hebdomadaires où les producteurs locaux vendent leurs produits et entrent directement en contact avec leurs clients contribuent à cette sensibilisation. Pour les consommateurs, il est essentiel qu'ils puissent aisément identifier l'origine de ces produits. Puisqu'en général il ne s'agit pas de produits préemballés et étiquetés, il existe un certain risque que les clients soient trompés sur l'origine des produits en question.

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de contrôles incluant celui de l'indication correcte de l'origine ont été effectués par ses services sur les marchés au cours des trois années passées ?

2) Est-ce que des pratiques trompeuses sur l'origine ont été constatées ? Dans l'affirmative, dans combien de cas ?

3) Quelles sont les conséquences pour un professionnel qui ne respecte pas la réglementation sur l'indication de l'origine ?

4) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre estiment-ils que les contrôles effectués sur les marchés sont suffisants pour garantir aux consommateurs que les produits qui ne sont pas issus de la production locale ne soient pas mélangés aux produits locaux et faussement vendus comme tels ?

Réponse commune (14.11.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) L'étiquetage de l'origine de produits agricoles est visé par plusieurs réglementations européennes. Celles-ci peuvent être spécifiques à certains produits comme le règlement (CE) 1760/2000 pour la viande bovine, le règlement (UE) 1337/2013 pour les viandes porcines, ovines, caprines et de volailles, le règlement (UE) 1379/2013 pour les produits de la pêche et de l'aquaculture ou les règlements (UE) 1308/2013 et 543/2011 pour les fruits et légumes frais.

De plus le règlement européen (UE) 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires donne un cadre plus général, applicable aussi à d'autres aliments. En général toutes ces règlementations sont aussi applicables au niveau des foires ou marchés.

Au cours des trois dernières années 26 contrôles ont été effectués sur les marchés par l'Administration des services vétérinaires (9 stands en 2019, 11 stands en 2018 et 6 stands en 2017). Lors d'un contrôle des marchés, l'ASV fait un contrôle de la totalité des stands concernés présents. Les stands vendant des produits d'origine animale (viandes fraîches, viandes hachées, préparations de viandes, produits à base de viande, produits laitiers, poissons, produits transformés de la pêche, crustacés, mollusques, œufs, miel) sont contrôlés au niveau de l'hygiène, de l'étiquetage et de l'origine (traçabilité) des denrées alimentaires vendues. Un contrôle des locaux de stockage des opérateurs est également effectué afin de contrôler l'hygiène des locaux ainsi que l'origine des produits.

En ce qui concerne l'origine et la traçabilité, les produits d'origine animale mis en vente ou les matières premières les composant, en cas de fabrication « maison », doivent provenir d'une boucherie enregistrée ou d'un établissement agréé.

La date de fabrication et la date limite de consommation des produits doivent être connues et enregistrées. Les étiquettes des produits déconditionnés et mis en vente sont à conserver au moins 15 jours après la commercialisation totale des produits. L'origine des matières premières composant les produits fabriqués doit être connue, les factures ou bons de livraison faisant foi.

Les fruits et légumes frais sont fréquemment vendus en vrac sur les marchés. Les normes de commercialisation spécifiques à ces produits exigent un étiquetage de l'origine. Le service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture qui est chargé de contrôler ces normes, a procédé à neuf contrôles sur les marchés au cours des trois dernières années lors desquels une trentaine de stands de vente ont été contrôlés.

Au niveau de la division de la sécurité alimentaire, des contrôles spécifiques sur les marchés locaux uniquement dédiés à l'étiquetage d'origine ne sont pas effectués. Ces aspects sont couverts dans le cadre des contrôles en matière d'étiquetage de base et dans le cadre de réclamations déposées par des consommateurs.

ad 2) Lors des contrôles effectués par l'Administration des services vétérinaires sur les produits d'origine animale, des non-conformités concernant des pratiques frauduleuses sur l'origine des produits d'origine animale mis en vente sur les marchés n'ont pas été mises en évidence.

Il faut remarquer que la plupart des produits contrôlés par l'ASV sont vendus en vrac et que les informations sur l'origine ne sont délivrées au consommateur qu'à sa demande, ce qui implique que des fraudes soient difficilement détectables.

Cependant, parfois des non-conformités au niveau de l'étiquetage des produits ont été constatées. Il a alors été demandé aux opérateurs de mettre les étiquetages en conformité dans les plus brefs délais.

Des manquements aux obligations de l'étiquetage, notamment ceux liés à l'origine des fruits et légumes, constituent les non-conformités qui sont le plus fréquemment observés lors des contrôles sur les marchés. Des cas de pratiques frauduleuses n'ont cependant pas pu être mis en évidence lors de contrôles.

ad 3) Certains des règlements cités ci-dessus prévoient que la mise en vente des produits dont l'étiquetage de l'origine est non conforme peut être interdite.

Il est à noter que la loi du 28 juillet 2018 introduit des sanctions pénales en cas de non-respect de certains règlements européens dont le règlement UE n° 1169/2011.

Les infractions aux normes de commercialisation des fruits et légumes sont punies d´un emprisonnement de huit jours à six mois et d´une amende de 63 à 5.000 euros. Il y a lieu de noter que la procédure pour imposer ces sanctions est lourde et souvent peu pratique pour répondre aux non-conformités observées. Un projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles visant à simplifier ces procédures en introduisant notamment un système d'avertissements taxés avait été déposé à la Chambre des Députés en 2018. Suite aux critiques soulevées par le Conseil d'État, ce projet devra néanmoins être revu en profondeur avant de pouvoir être adopté.

Finalement l'article 498 du Code pénal prévoit des peines d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 10.000 euros pour les cas où l'acheteur d'un produit est trompé sur la nature ou l'origine du bien vendu.

ad 4) Pour le contrôle des normes de commercialisation des produits agricoles, il y a lieu d'améliorer le cadre légal. Ce travail a été entamé par le dépôt du projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles cité ci-avant.

Les systèmes de contrôle en place devront être renforcés et élargis pour couvrir tous les aspects qui touchent aux intérêts du consommateur comme ils se concentrent actuellement notamment sur la détection d'infractions qui constituent un danger pour la santé.

En effet, la Ministre de la Protection des consommateurs est en train d'élaborer une loi pour la création d'une administration chargée du contrôle des denrées alimentaires qui sera aussi en charge de la lutte contre la fraude.

Question 1306 (09.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient :**

Par la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé a été créé.

Le but principal de cette loi consiste à rééquilibrer les relations entre le patient et le prestataire de soins en mettant en place une approche fondée sur le partenariat basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties.

Lors des débats sur le projet de loi, il avait été convenu que le Gouvernement dresserait une évaluation approfondie du fonctionnement et des activités de ce nouveau service.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il dispose entre-temps de ce bilan et endéans quels délais il entend le présenter à la Chambre des Députés.

Réponse (12.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Le Service national d'information et de médiation est sur le point de finaliser un bilan intermédiaire concernant l'activité du service depuis son fonctionnement au 1er mai 2015. Ce rapport pourra dès lors faire l'objet d'une présentation à la Chambre des Députés en début d'année 2020.

Question 1307 (09.10.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**écoresponsabilité dans le sport :**

À l'heure actuelle, 10.000 bouteilles en plastique sont jetées par la Fédération luxembourgeoise de Handball au cours d'une seule saison. Afin de réduire son empreinte écologique, la FLH a instruit ses clubs affiliés de ne plus utiliser des bouteilles en plastique à usage unique lors des entraînements et matchs. Dans ce contexte, certaines communes ont entre-temps installé des fontaines à eau dans leurs salles sportives pour les joueurs.

Notons encore que peu après la décision de la FLH, la Fédération luxembourgeoise de Football et la Fédération luxembourgeoise de Basketball ont exprimé la même volonté écoresponsable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant de ces initiatives ?

- Monsieur le Ministre entend-il promouvoir cette pratique également au sein des autres fédérations sportives au Luxembourg ?

- Monsieur le Ministre juge-t-il utile d'installer des fontaines à eau dans les centres sportifs nationaux, tels que le l'INS et la Coque ?

- Quelles autres mesures Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils prendre afin d'encourager l'écoresponsabilité dans le sport en général et dans les centres sportifs nationaux en particulier ?

- Au niveau national, de quelle façon Monsieur le Ministre entend-il soutenir les fédérations sportives afin de réduire l'impact écologique des événements sportifs ?

- Le projet Green Events du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable offre des informations et recommandations écologiques aux organisateurs d'événements. Est-ce que ce projet vise également les clubs sportifs ? Dans l'affirmative, combien de clubs sportifs ont profité de ce service ?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

En réponse à la question sur l'écoresponsabilité dans le sport, nous pouvons rassurer les honorables Députés que les initiatives écoresponsables de certaines fédérations sportives trouvent le plein soutien du Gouvernement. Il échet cependant de coordonner les efforts afférents, notamment dans le sport, avec le COSL, l'organe faîtier du mouvement sportif et ce en fonction des spécificités des différentes disciplines sportives et en y associant en outre le Syvicol, sachant que les communes, voire syndicats de communes sont généralement propriétaires des installations sportives locales, voire des centres sportifs nationaux.

Pour ce qui est de l'INS, deux fontaines à eau sont d'ores et déjà installées dans le bâtiment central, les halls sportifs devant être équipés sous peu. L'installation de fontaines à eau à la Coque est en cours de planification.

Le projet Green Events quant à lui, présenté lors d'une conférence de presse en date du 18 septembre 2019, est une initiative du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en étroite collaboration avec l'Oekozenter Pafendall ASBL et la SuperDrecksKëscht. Ce projet s'adresse principalement au secteur non commercial, c'est-à-dire aux communes, syndicats de communes, associations, ententes, offices régionaux de tourisme, parcs naturels, fédérations et clubs, dont notamment les clubs sportifs.

Il y a lieu de préciser que le concept Green Events a trois piliers fondamentaux :

- consultations individuelles avec les organisateurs intéressés en vue d'obtention du logo Green Events pour un événement précis ;

- proposition d'ateliers collaboratifs, qui débuteront fin d'année ;

- la mise à disponibilité d'une plateforme virtuelle www.greenevents.lu regroupant une multitude de conseils et d'informations en matière d'organisation d'un événement de façon durable et écoresponsable au Luxembourg.

Quant aux consultations individuelles en vue d'obtenir le logo Green Events, il est indispensable que l'organisateur contacte soit l'Oekozenter Pafendall, soit la SuperDrecksKëscht au moins trois mois avant la date de l'événement, ceci afin de garantir une consultation individuelle adaptée aux besoins spécifiques de l'événement en question. À ce stade, un club sportif a introduit une demande de participation au projet Green Events. À cette demande s'ajoute une consultation de l'équipe d'organisation d'une course populaire en octobre 2019.

À noter qu'une missive sensibilisant les entités communales au projet Green Events a été envoyée par voie de circulaire ministérielle en date du 21 octobre 2019 alors qu'une information similaire a été adressée par les soins du Ministère des Sports aux fédérations sportives agréées en date du 30 octobre 2019, les invitant, notamment, de bien vouloir transférer le courrier précité à leurs clubs affiliés.

Question 1308 (10.10.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réglementation trottinettes électriques :**

Récemment une entreprise a distribué des trottinettes électriques à Luxembourg-ville. Étant donné que celles-ci, de même que d'autres nouveaux moyens de transports à propulsion électrique, comme par exemple les monocycles, ne sont à l'heure actuelle pas réglementées par le Code de la route, Monsieur le Ministre avait annoncé dans sa réponse à la question parlementaire n° 0300 du 1er février 2019 la mise en place d'un groupe de travail afin de créer un cadre légal.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à une réglementation des moyens de locomotion alternatifs, comme les trottinettes électriques ?

- Pour quand la nouvelle réglementation pourra-t-elle être présentée au public ?

Réponse (14.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En vertu de l'article 2, point 2.15 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, plus communément connu sous la dénomination de Code de la route, les trottinettes électriques sont à considérer comme des cycles électriques ce qui veut dire, entre autres, que les trottinettes sont autorisées sur la chaussée et interdites sur les trottoirs. Tous les engins électriques qui ne sont pas conformes au Code de la route (p. ex. les véhicules à moins de deux roues) ne sont autorisés ni sur la chaussée, ni sur le trottoir.

Dans ce contexte et comme indiqué dans ma réponse à la question parlementaire n° 0300 du 1er février 2019, un groupe de travail a été composé au sein de la Commission de circulation de l'État pour vérifier la situation actuelle relative aux petits véhicules et engins de locomotion alternatifs afin de proposer, le cas échéant, un cadre légal plus précis qui règle la circulation de ces véhicules et engins sur la voie publique.

Ce groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 11 mars 2019 où il s'est fixé comme objectif de proposer un cadre légal qui couvre tous les véhicules à gabarit réduit, électriques et non électriques, destinés au transport de personnes et de ne pas se limiter exclusivement à la trottinette électrique. Le groupe de travail a étudié les réglementations actuelles et futures des pays limitrophes et a considéré les résultats d'études en la matière pour proposer des modifications du Code de la route selon les besoins constatés.

La finalisation de l'avis du groupe de travail est prévue pour la fin de l'année en cours.

Les dispositions finalement retenues sur base de l'avis du groupe de travail seront intégrées dans une des prochaines modifications du Code de la route.

Enfin, le but est toujours d'assurer la sécurité routière de tous les usagers de la route dans ce contexte.

Question 1309 (10.10.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **projet « Een oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gäertner » :**

Le 13 juin 2015, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, ensemble avec le MBR Lëtzebuerg et la Chambre d'Agriculture, a mis en place un projet intitulé « Een oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gäertner ». Cette ligne téléphonique est destinée aux personnes du secteur agricole et viticole afin qu'elles puissent partager leurs soucis liés à leur métier avec une personne de confiance et cela tout en conservant l'anonymat. Le 26 mai 2016, le ministère a communiqué un premier bilan en annonçant que 22 personnes avaient bénéficié de ce service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien de personnes ont bénéficié de ce service depuis sa création ?

2) Quel est le rapport femmes - hommes en ce domaine ?

3) Quels sont les problèmes soulevés par les personnes concernées ?

4) Quelles conclusions peut-on tirer des échanges avec les utilisateurs de ce service ?

Réponse (21.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Depuis la création du service il y a eu 56 contacts.

ad 2) Le rapport femmes - hommes est deux tiers - un tiers.

ad 3) Ce sont principalement des conflits familiaux (problèmes de génération, problèmes conjugaux) et des problèmes psychosociaux liés aux contraintes du métier (conditions de travail, complexité) et à une pression liée à un certain sentiment d'abandon vis-à-vis de la société (manque d'estime et de compréhension du métier).

ad 4) Les échanges avec les utilisateurs sont anonymes et confidentiels. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural dispose uniquement de statistiques agrégées qui ne permettent pas de tirer des conclusions, si ce n'est qu'un tel service s'avère utile.

Question 1310 (10.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **retour des médicaments périmés ou inutilisés :**

Aktuell kann een zu Lëtzebuerg ofgelafe Medikamenter an de Recyclingszentere souwéi op d'Sammelstelle vun der SuperDrecksKëscht ofginn. Och a verschiddenen Apdikte besteet d'Méiglechkeet, dass d'Clienten hir Medikamenter zréckdroe kënnen. Allerdéngs ass dat net an allen Apdikten de Fall.

D'EU-Kommissioun huet an engem Communiqué un d'EU-Parlament an un den EU-Rot vum 11. Mäerz 2019 d'Reduktioun vu Medikamentenoffäll als eng Prioritéit consideréiert. Notamment sollen déi besteeënd Sammelstrukturen analyséiert a verbessert ginn an och d'Effentlechkeet besser doriwwer informéiert ginn, wéi a wou si Medikamenter konform entsuerge kann. D'Regierung huet an de leschte Joren eng Rei Sensibiliséierungscampagnen zu dësem Theema lancéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, fir dass all d'Apdikten hei am Land derzou verflicht ginn, Medikamenter ze sammelen, fir esou eng propper Entsuergung ze erméiglechen?

- Falls jo, wéi eng Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir d'Apdikten heibäi ze ënnerstëtzen?

- Falls neen, firwat gesäit d'Regierung dat als net néideg un?

Réponse commune (15.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Zu Lëtzebuerg ginn al Medikamenter zanter 1985 am Kader vun der SuperDrecksKëscht agesammelt, sief et iwwer déi mobill Sammlungen, déi reegelméisseg an den Uertschafte gemaach ginn, sief et iwwer déi stationär Sammlungen an de Recyclingzenteren.

Donieft besteet zanter Mee 2000, also zanter bal 20 Joer, eng Kooperatioun mat den Apdikten, fir och do al Medikamenter anzesammelen. D'Apdikte ginn d'Medikamenter iwwer d'Grousshändler un d'SuperDrecksKëscht. Well d'Grousshändler d'Apdikte beliwweren an doduerch e puermol den Dag laanschtkommen, ginn d'Apdikter hinnen déi periméiert an triéiert Medikamenter mat, an d'Grousshändler droe se dann an d'SuperDrecksKëscht. Vu 97 Apdikte maachen der momentan 94 an där Kooperatioun mat.

Am Joer 1993 sinn insgesamt 17,57 Tonnen al Medikamenter duerch d'SuperDrecksKëscht agesammelt ginn. 2018 waren et der 172,94 Tonnen. An dëse Quantitéite sinn och net gebrauchte Kosmetikartikele mat dran. Vu Januar bis September 2019 goufe schonns 148,6 Tonnen agesammelt. Dat sinn 10,6 % méi ewéi am selwechten Zäitraum 2018.

Mat de bestoende Sammlunge vun der SuperDrecksKëscht an dem Fait, datt praktesch all Apdikt och al Medikamenter unhëlt, huet Lëtzebuerg e flächendeckenden an effikasse System, fir al Medikamenter separat anzesammelen, dee sech am europäesche Verglach op enger Spëtzeplaz behaapte kann.

Dës Prozedur berout bis elo um gudde Wëlle vun de verschiddenen Akteuren. Am Kader vum zukënftege Gesetz iwwer de Fonctionnement vun den Apdikten (Apotheken-Betriebsordnung), deen am Koalitiounsaccord 2018-2023 virgesinn ass, gëtt dëse Punkt awer och definitiv gereegelt.

Question 1312 (10.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **restructuration de RTL Group :**

Den 8. Oktober huet RTL Group an engem Communiqué geschriwwen, datt vun am Ganzen 198 Persounen, déi aktuell am „RTL Group Corporate Centre" zu Lëtzebuerg schaffen, der 94 solle gekënnegt kréien oder delokaliséiert ginn. Méi konkret solle 50 Plazen ersatzlos gestrach ginn a 44 Persoune solle laut dësem Dokument op Köln delokaliséiert ginn. An dësem Communiqué schwätzt RTL Group jeeweils nëmme vum Total vun de Persounen am „Corporate Center", ouni dës op déi eenzel rechtlech Entitéiten opzedeelen.

D'Diskussiounen tëscht RTL Group an de Gewerkschafte sollen de 14. Oktober 2019 ufänken an zäitno ofgeschloss ginn.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1181 huet de Premier ënner anerem geäntwert:

„De Minister huet keng Indikatiounen, déi géife weisen, dass den Attachement vum RTL Group mat Lëtzebuerg kuerz- a mëttelfristeg a Gefor wier."

A weider schreift de Minister:

„Et ginn och keng Indikatiounen dofir, dass weider Aktivitéite vun der CLT-UFA SA oder déi Lëtzebuerger Programmaktivitéite vun enger Restrukturatioun betraff wieren."

De Minister huet an därselwechter Äntwert och nieft der Konventioun op e Kontrakt verwisen, deen den Ancrage vun der RTL Group zu Lëtzebuerg bis 2030 reegelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Ass an deem genannte Vertrag gereegelt, wat ënner dem Ancrage vun der RTL Group zu Lëtzebuerg genee ze verstoen ass?

2. Stëmmt et, datt, wat den Ancrage ugeet, an deem Kontrakt en Ënnerscheed tëscht der CLT-UFA SA an der RTL Group gemaach gëtt?

3. Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, wéi vill Persounen (opgedeelt no juristeschen Entitéiten), am Corporate Center vum RTL Group schaffen?

4. Wéi vill Leit sollen nom aktuelle Stand pro juristesch Entitéit delokaliséiert gi bezéiungsweis, wéi vill Plaze sollen ofgebaut ginn?

5. Stëmmt et, datt an deem genannte Vertrag gereegelt ass, wéi eng Aktivitéite bis 2030 mussen zu Lëtzebuerg stattfannen? Wa jo, wéi eng sinn dat?

Réponse (15.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. An deem vum honorabelen Deputéierten ugeschwatene Vertrag handelt et sech ëm eng

Annex vum Protocole d'accord iwwer Konzessiounen a Lizenze betreffend d'Notze vu Frequenzen am audiovisuelle Beräich.

An engem Kapitel geet et ëm den Ancrage vun de Sociétéiten RTL Group an CLT-UFA zu Lëtzebuerg. Et ass festgehalen, dass iwwer d'Dauer vun der Gültegkeet vum Accord de Siège social vun deenen zwou Sociétéite muss zu Lëtzebuerg sinn.

D'Decisioune mussen zu Lëtzebuerg geholl ginn an d'Majoritéit vum Personal vun deenen zwou Sociétéite muss och zu Lëtzebuerg sinn.

ad 2. De Protocole d'accord betrëfft déi zwou Sociétéiten.

ad 3. Den Informatiounen no, wéi se vun RTL Group presentéiert goufen, handelt et sech ëm en Effektiv vun 192 Leit insgesamt. Dësen Informatiounen no ass d'Aktivitéit opgedeelt an 80 Leit, déi ënner engem CLT-UFA-Kontrakt stinn, an 112 Leit ënner Kontrakt vum RTL Group.

ad 4. D'Regierung huet keng Informatiounen iwwer déi genee Pläng vun der Restrukturatiouun, déi aktuell Géigestand ass vu Verhandlungen tëscht Gewerkschaften an der Direktioun vun RTL Group.

ad 5. Et handelt sech ëm Aktivitéiten, wéi se an der Reegel zu engem administrativen Headquarter gehéieren.

D'Haaptuleies ass, dass RTL sech um Mediestanduert Lëtzebuerg weiderentwéckelt. An deem Sënn huet d'Regierung och eng Zouso vun de Responsabele vun RTL Group an der Mammegesellschaft Bertelsmann, fir an den nächste Méint a Joren nei Aktivitéiten um Site zu Lëtzebuerg ze developpéieren. Dozou gehéiert notamment d'Firma Majorel, déi hire Sëtz rezent op Lëtzebuerg transferéiert huet an amgaangen ass, d'Zuel vun de Beschäftegen an d'Luucht ze setzen.

Doriwwer ass eng nei „centrale d'achat" geplangt fir Programmrechter vun RTL Group, déi zu Lëtzebuerg soll entstoen. Et besteet och d'Intentioun, fir Aktivitéiten am Beräich vun de Paiementer an am Marketing zu Lëtzebuerg weiderzëentwéckelen.

Dat féiert mëttelfristeg derzou, d'Zuel vu Mataarbechter um Site um Kierchbierg an d'Luucht ze setzen.

Dernieft ass der Regierung och verséchert ginn, dass an de nächste Joren iwwer d'Dauer vun der Gültegkeet vum Konzessiounsvertrag keng weider Restrukturatioun geplangt ass an déi Lëtzebuerger Programmaktivitéiten, esou wéi d'CLT-UFA elo net an och weiderhin net vun engem Plazenofbau oder vun Delokaliséierung betraff wäert sinn.

Question 1313 (10.10.2019) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Monsieur le Ministre vient de présenter la réorganisation du réseau RGTR, les communes concernées étant appelées à présenter leurs réflexions pour le 1er novembre 2019.

Force est de constater que la ligne 100 reliant Diekirch à Luxembourg serait supprimée, ce qui affecterait de façon négative des villages de la commune de Junglinster, le temps du trajet se multipliant par trois, au risque que les habitants renoncent aux transports en commun au profit de leur voiture.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Vu l'introduction prévue de la ligne 233 reliant Mersch à Junglinster, quelles ont été les réflexions d'instaurer une deuxième ligne de Mersch vers Junglinster (234) en passant par la vallée de l'Alzette ?

- Quelles sont les réflexions ayant abouti à la suppression de la ligne 100 ?

- Des comptages ayant appuyé cette décision ont-ils été effectués ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

- Étant donné que pour les villages de la commune de Junglinster le temps du trajet va tripler, Monsieur le Ministre compte-t-il revoir sa décision ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'élèves rejoignant la capitale et habitant à Bourglinster, Altlinster, Godbrange, Imbringen et Eisenborn ?

- Un service de rechange plus rapide pour les élèves est-il prévu ?

- Quelle est la relation entre la suppression de la ligne 100 et la fermeture prévue du CR119 ?

Réponse (04.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Après avoir entendu l'opinion de la population dans neuf réunions publiques en 2016-2017 et neuf workshops publics dans le pays entier fin 2017 et début 2018, une des caractéristiques les plus demandées d'un nouveau réseau était la flexibilité des destinations possibles, aussi à côté de l'agglomération de Luxembourg.

Comme la densité de la population dans la région entre Junglinster et Lorentzweiler ne justifie pas une desserte par deux lignes d'autobus, le premier choix fut celui de favoriser la liaison Junglinster–Mersch. Celle-ci offre cette flexibilité aux habitants de la commune de changer non seulement vers le train et vers les bus express en direction de Luxembourg, mais aussi vers Mersch, Ettelbruck et Echternach.

Les comptages effectués sur le réseau entier en 2016 ont montré que la ligne 100 était surtout utilisée par les élèves pour se rendre aux lycées à Luxembourg. Au cours d'une journée entière la ligne avait une charge moyenne de 9 personnes par course. Pour comparaison les lignes 107 (Beaufort–Kirchberg) et 120 (Junglinster–Luxembourg-gare) avaient une charge moyenne de 18 personnes par course.

Le temps de trajet jusqu'au centre-ville va se prolonger d'environ 20 minutes, les connexions vers d'autres destinations par contre vont s'améliorer, ainsi le temps de parcours vers le Kirchberg va se raccourcir de 10 minutes et la connexion vers Luxembourg-gare par Lorentzweiler sera beaucoup plus fiable. Ceci sans considérer les améliorations en direction de Mersch, qui permettent d'ailleurs d'atteindre d'autres destinations avec un moyen de transport rapide. Or, comme les communes connaissent au mieux leurs citoyens et les destinations pertinentes, leur avis a été demandé, pour justement identifier de tels points dans le réseau et de les redresser si cela s'avère justifié et nécessaire. Aucune décision n'a été encore prise et les avis des communes n'ont pas encore été évalués.

Comme expliqué dans le document envoyé aux communes et dans la présentation du nouveau réseau, les lignes scolaires ne sont pas encore incluses dans ce réseau. Elles seront ajoutées quand le réseau de base sera consolidé, donc après l'analyse des avis des communes.

La réorganisation n'a pas pris en compte des fermetures éventuelles ou futures d'infrastructures routières. Concernant la ligne 100, celle-ci pourrait sans problèmes passer par le Waldhof.

Question 1314 (10.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **protection européenne des lanceurs d'alertes :**

Les États membres de l'Union européenne viennent de valider l'accord intervenu en début d'année avec le Parlement européen pour une protection européenne des lanceurs d'alertes.

Ceux-ci devront toutefois privilégier les révélations en interne à l'entreprise et la divulgation publique, comme par exemple dans l'affaire « LuxLeaks », ne sera possible que dans des « cas exceptionnels et en cas de périls imminents ou de dysfonctionnement manifeste du canal interne ».

- Madame la Ministre de la Justice peut-elle préciser la portée et le champ d'application des nouvelles règles ?

- Endéans quels délais le Gouvernement entend-il transposer le texte et envisage-t-il, le cas échéant, de compléter l'accord ?

Réponse (08.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La directive à laquelle l'honorable Député Mars di Bartolomeo se réfère met en place un régime de protection des lanceurs d'alerte contre toutes formes de représailles éventuelles de la part de leur employeur. Sont couverts par cette protection les personnes ayant le statut de travailleur, les travailleurs indépendants, les actionnaires et les administrateurs, les fournisseurs, les bénévoles et les stagiaires, mais également les auteurs de signalement d'informations obtenues dans le cadre d'une relation de travail ayant pris fin, les auteurs de signalement dont la relation de travail n'a pas encore commencé et les personnes aidant un auteur de signalement.

Parmi les garanties minimales communes à introduire par les États membres se trouve l'obligation de veiller à ce que les entités juridiques publiques et privées établissent des canaux et des procédures de signalement interne. Cette obligation vaut pour les entreprises de plus de 50 employés et les villes d'au moins 10.000 habitants. Les États doivent ériger en parallèle des canaux de signalement externe « indépendants et autonomes ».

Afin de pouvoir bénéficier de la protection prévue par la directive, les lanceurs d'alerte doivent signaler les informations obtenues dans un contexte professionnel au choix à l'un de ces canaux. S'il est vrai, comme l'indique l'honorable Député, que les lanceurs d'alerte sont encouragés, pour des raisons d'efficacité, à utiliser en premier lieu les canaux internes à leur organisation, ils ne perdent cependant pas le bénéfice de cette protection, s'ils décident de recourir directement à un canal externe.

Au cas où les canaux de signalement s'avéraient défaillants, le lanceur d'alerte pourra procéder par divulgation publique. Cette restriction est commandée par la nécessité de protéger les organisations concernées de signalements malveillants. La divulgation publique est encore directement ouverte au lanceur d'alerte qui a des « motifs raisonnables » de penser que la violation présente un « danger imminent ou manifeste pour l'intérêt public ».

La directive précise que les conditions régissant le recours à la divulgation publique ne s'appliquent pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions nationales spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information. Le droit des journalistes à protéger leurs sources est donc clairement consacré.

Je tiens à souligner que lors des négociations portant sur le texte de la directive, le Luxembourg a plaidé en faveur d'un système ouvert, laissant entièrement le choix au lanceur d'alerte de recourir à la méthode de signalement qui lui semble la plus appropriée. Cette position n'a pas été suivie par une majorité d'États membres suffisante au sein du Conseil.

Il convient de remarquer que la directive met en œuvre les recommandations du Conseil de l'Europe et traduit dans un cadre législatif les critères définis par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Le programme gouvernemental prévoit dans ce contexte que : « La législation nationale couvrira le champ d'application défini par la jurisprudence nationale en la matière ainsi que par celle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ».

Alors que la directive définit les secteurs spécifiques pour lesquelles elle s'applique, notamment les marchés publics, les services financiers, le blanchiment de capitaux, la sécurité des produits et des transports, la sûreté nucléaire, la santé publique, la protection des consommateurs et la protection des données, le Gouvernement luxembourgeois compte étendre le champ d'application matériel de la directive à l'ensemble du droit national.

La directive prévoit son entrée en vigueur 20 jours après sa publication au Journal officiel de l'Union européenne, en l'occurrence le 15 novembre prochain. À partir de cette date, les États membres auront deux ans pour la transposition des dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires.

Question 1315 (10.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **table-ronde sur l'eau :**

Laut Koalitionsvertrag 2018-2023 soll unter anderem die Diversifizierung der Landwirtschaft in den Bereichen des Obst- und Gemüseanbaus unterstützt werden. Die Rahmenbedingungen sollen für diese Produktionen verbessert werden damit der Lebensmittelbedarf in Luxemburg in Zukunft besser durch die inländische Produktion gedeckt werden kann.

Zu diesen Rahmenbedingungen gehört auch der gesicherte Zugang zu Wasser welches in einer qualitativ hochwertigen Gemüseproduktion zwingend benötigt wird.

Am 27. April 2018 fand ein „Wassertisch" statt, an dem der Landwirtschaftsminister, die Ministerin für Umwelt, Vertreter des Syvicol sowie Vertreter der staatlichen Verwaltungen teilnahmen. Es wurde unter anderem festgehalten, dass die Administration de la gestion de l'eau eine „Wasserkarte" erstellen soll, die für den Gartenbau geeignete und verfügbare Wasserreservoire aufzeigt. Zudem sollte ein Schreiben zum Thema Wasserpreis von der Administration de la gestion de l'eau aus den Gemeinden zugestellt werden, indem darauf hingewiesen wird, dass der Wasserpreis nach Sektor gestaltet werden soll.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung und an die Frau Umweltministerin stellen:

1. Welche Ergebnisse des „Wassertisches" wurden bereits umgesetzt?

2. Wurde eine Wasserkarte für den Obst- und Gemüseanbau erstellt und veröffentlicht und wo kann diese Karte eingesehen werden?

3. Können Obst- und Gemüsebauern auf Trinkwasserquellen zurückgreifen, welche durch zu hohe Nitrat- oder Pflanzenschutzmittelrückstände nicht mehr für die Trinkwasserversorgung genutzt werden können? Ist in diesem Fall eine Genehmigung erforderlich?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Der Wassertisch war ein sehr nützlicher Ansatz, der es den Gemüsegärtnern, Obstbauern und Landwirten erlaubte, ihre Anliegen bezüglich Zugangs und Preis von Wasser bei allen betroffenen öffentlichen Institutionen vorzutragen. Umgekehrt konnten auch die Vertreter der Ministerien, Verwaltungen und Gemeinden ihre Sicht der Dinge mit Hintergrundinformationen darstellen. Ein Ergebnis des Wassertisches war also sicherlich ein besseres Verständnis der Probleme und Beweggründe auf beiden Seiten.

Eine Hauptschlussfolgerung aus den Diskussionen war, dass es keine allgemeingültige Lösung gibt, sondern dass von Fall zu Fall einzelbetriebliche Lösungsansätze auszuarbeiten sind. Die zuständigen Verwaltungen arbeiten derzeit mit verschiedenen Betrieben an Lösungen. So konnten zum Beispiel seither für 18 Projekte im Bereich der Wassernutzung eine Bezuschussung über das Agrargesetz angefragt werden und mit einem positiven Resultat von der ASTA bearbeitet werden. Die Projekte betreffen Brunnenbohrungen, Wasseraufbereitung, Wasserlagerung oder Bewässerungsanlagen.

Die Problematik des Zugangs zum Wasser für die Bewässerung von Obst und Gemüse ist eines der Kernthemen, die in einer informellen Arbeitsgruppe des Ministeriums für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung über den Gartenbau regelmäßig thematisiert wird. Diese Arbeitsgruppe soll kurzfristig mit Vertretern des Wasserwirtschaftsamts und der Naturverwaltung erweitert werden, um so in Zukunft in diesem Themenbereich besser voran zu kommen.

ad 2. Eine Wasserkarte im Sinne einer prinzipiellen allgemeinen Genehmigung wurde nicht erstellt. Für jede Wasserentnahme muss separat eine Genehmigung gemäß Wassergesetz angefragt werden. Die Anfragen werden dann hinsichtlich einer potentiellen Verschlechterung des ökologischen Zustandes des Oberflächenwasserkörpers untersucht. Auch darf durch eine Entnahme das Erreichen des guten ökologischen Zustandes laut den Vorgaben der Wasserrahmenrichtlinie und des Wassergesetzes nicht gefährdet werden. Wird die Genehmigung erteilt, kann die erlaubte Wasserentnahme trotzdem in Trocken- bzw. Niedrigwasserperioden untersagt werden um einen minimalen ökologischen Fluss im Wasserlauf zu gewährleisten. Dies ist in den Auflagen der Genehmigung aufgeführt. Ein solches Verbot war dann auch während der sehr heißen und trockenen Sommer der vergangenen Jahre in Kraft.

In Bezug auf Grundwasserentnahmen sind Brunnenbohrungen weder in Trinkwasserschutzzonen, noch in tiefen Grundwasserleitern erlaubt. Diese letzten Grundwasserleiter sind wichtige Reserven zur Sicherung der Trinkwasserversorgung bei Knappheit bzw. in Notsituationen. In allen anderen Regionen sind Bohrungen genehmigungspflichtig um den Einfluss auf Grundwasserreserven und grundwasserabhängige Ökosysteme so gering wie möglich zu halten.

ad 3. Aktuell sind aufgrund schlechter Trinkwasserqualität (Nitrat und Rückstände von Pflanzenschutzmitteln) Fassungen deren Gesamtschüttung einem Einwohnergleichwert von 75.000 Bürgern entspricht, außer Betrieb. Diese Situation wirkt sich jetzt schon auf die Sicherheit der Trinkwasserversorgung auf nationaler Ebene aus. Aus diesem Grund ist es das Ziel der Regierung, diese Fassungen möglichst bald wieder in Betrieb zu nehmen. Dies geschieht durch die Ausweisung von Trinkwasserschutzzonen und durch die Umsetzung von Maßnahmen im Trinkwasserschutz, wie zum Beispiel das Verbot und die Beschränkung der Verwendung von Stickstoffdüngern und Pflanzenschutzmitteln. Aufgrund der langen Ver-

weilzeiten des Wassers im Untergrund sind die Auswirkungen dieser Maßnahmen, das heißt eine Verbesserung der Wasserqualität, erst nach mehreren Jahren sichtbar.

Die Nutzung von kontaminierten Trinkwasserfassungen zum Zweck des Obst- und Gemüseanbaus ist nicht angemessen, da die öffentliche Trinkwasserverteilung absolute Priorität genießt. Die Wiederinfiltration von kontaminiertem Wasser in Trinkwasserschutzzonen birgt das Risiko einer Verschlechterung der bestehenden Situation und würde somit die Bemühungen aller Akteure beeinträchtigen.

Ungeachtet der Trinkwasserqualität müssen Trinkwasserversorger, welche Eigentümer von Trinkwasserentnahmepunkten sind, in Besitz einer Genehmigung gemäß Wassergesetz (Artikel 23) sein. In dieser Genehmigung werden die möglichen Grundwasserentnahmemengen festgelegt und so die möglichen Auswirkungen auf einen Vorfluter (Bach, Fluss) berücksichtigt. Daher sind Genehmigungen für alle Entnahmen nötig.

Question 1316 (11.10.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **Fonds spécial d'investissement pour le logement :**

Dans le cadre du débat de consultation sur la problématique du logement en mars 2018, la Chambre des Députés avait insisté, entre autres, sur la maîtrise du foncier.

Dans ce contexte, la Chambre avait demandé au Gouvernement d'étudier la possibilité de créer un fonds spécial d'investissement pour le logement, permettant aux autorités publiques d'acquérir les terrains nécessaires pour de futures constructions. Cette idée a d'ailleurs été reprise par le programme de l'actuel Gouvernement.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement et de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement a déjà procédé à l'examen de cette proposition et quelles sont, le cas échéant, ses conclusions.

- Quel est l'effort budgétaire que le Gouvernement entend faire d'ici la fin de la législature pour s'assurer les terrains nécessaires à une offensive dans le domaine du logement ?

Réponse commune (17.10.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Je peux informer les honorables Députés que le projet de loi instituant un fonds spécial permettant aux autorités publiques d'acquérir les terrains nécessaires pour la construction de logements va entamer la procédure législative sous peu, ensemble avec le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020.

En effet, le Conseil de Gouvernement du 11 octobre vient d'adopter le projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement. Ce fonds spécial permettra d'un côté de mieux concilier les contraintes techniques dans la réalisation des grands projets de construction de logements avec l'annualité du budget de l'État. De l'autre côté, ce fonds pourra intervenir également lors de l'acquisition par l'État de foncier destiné au logement.

Par la remise annuelle d'un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, le Ministre du Logement assurera en outre une plus grande transparence vis-à-vis de la Chambre des Députés à l'égard des différents projets de construction de logements pour lesquels l'État a pris des engagements financiers. Ainsi, la présentation de ce rapport fournira l'occasion d'un rendez-vous annuel consacré aux défis du logement.

Au projet de budget pour 2020, une ligne budgétaire de trois millions d'euros (article non limitatif) est prévue. L'acquisition des terrains nécessaires pour la construction de logements en main publique suivra la stratégie foncière que le Ministère du Logement est en train de développer en concertation avec les deux grands promoteurs publics et le Comité d'acquisition du Ministère des Finances.

Question 1317 (11.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **émetteurs de radiodiffusion :**

Am Joer 1931 gouf zu Jonglënster de Grondstee geluecht fir dräi Radiosendemaste vun RTL Radio. Nieft dësem historesche Site vu Jonglënster goufen, vun de fofzeger Joren un, nach eng Rei aner Sitten uechtert d'Land a Betrib. Dëst zu Diddeleng, zu Beidler, Maarnech an Housen. D'Gestioun vun den Diffusiounssitte gëtt vun der CLT-UFA garantéiert. De Sendemast an der Gemeng Parc Housen, deen an de Siwwenzegerjoren opgeriicht gouf, ass mat sengen 300 Meter Héicht bis haut dat héchst Bauwierk zu Lëtzebuerg.

D'Sendemaste vu Maarnech goufen am Joer 2016 ofgebaut. Sou ass am „Tageblatt" vum Februar 2016 ze liesen:

„Die Mittelwelle, welche bis zuletzt vom ‚Schwaarzenhiwwel' (Marnach) aus sendete, verlor an Bedeutung. So wurde beschlossen, den Sender aufzugeben und am 31. Dezember 2015 wurde das letzte Signal von Marnach aus gesendet".

D'Deeg vun der Mëttelwell, déi Radio Télévision Luxembourg (RTL) et erméiglecht huet eng weltwäit Renommée opzebauen, schénge gezielt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Kultur an Tourismus dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi schätzt Dir déi aktuell Situatioun a Saache Mëttelwellen an? Gëtt dës Technologie, an den Aen vum Här Minister, an Zukunft nach gebraucht? Wa jo, ginn d'Sitte vun RTL weider ausgebaut? Oder, wann net, ginn dës Sitten an noer Zukunft méiglecherweis desaffektéiert?

2. Den „Houser Sender", mat sengen 300 Meter Héicht, gehéiert zweifellos zum Patrimoine industriel vum Grand-Duché. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt dëse Site mëttelfristeg en Valeur ze setzen an och am Fall vun enger Desaffektatioun ze konservéieren? Ginn et Bestriewunge säitens dem Kulturministère, fir dëse Patrimoine industriel an Zukunft op den Inventaire vun de schützenswäerte Sitten opzehuelen? Falls neen, firwat net?

3. Här Tourismusminister, ass geplangt dat touristescht Potential, wat vun dëse Masten ausgeet an Zukunft ze notzen an zu enger Attraktiouun ze maachen, wëssend datt d'Radiodiffusioun e weesentleche Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Industriegeschicht ass, deen ee kéint un déi kommend Generatiounen an Touriste weidervermëttelen?

Réponse commune (12.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Deen eenzege Site, deen zu Lëtzebuerg Mëttelwellen (MW) gesent huet, ass dee vu Maarnech. De Betrib vun dësem Sender gouf Enn 2015 agestallt. De Site vu Maarnech gëtt aktuell nach benotzt fir d'Diffusioun vun der Frequenz 105.0 MHz vun engem nationale Sender-Reseau („radio à réseau d'émission").

A Westeuropa spillt MW keng grouss Roll méi an der Radiodiffusioun ausser am Vereenegte Kinnekräich an a verschiddene südleche Länner. Och an dëse Länner ass d'MW-Technologie een Auslafmodell.

ad 2. Net nëmmen ass den „Houser Sender", e wichtegen Zeie vun der Geschicht vum Lëtzebuerger Rundfunk, den Tuerm ass, mat senger Héicht vun 300 Meter och dat gréisste Bauwierk zu Lëtzebuerg. E befënnt sech nach a sengem Originalzoustand an erfëllt d'Kritäre vun der Authentizitéit, dem Seelenheetswäert, der Gattung an der Technikgeschicht. Et ass also e Bauwierk dat aus historeschen, industriellen an architektonesche Grënn als schützenswäert ugesi ka ginn. Dofir wäert d'Kulturministesch deemnächst d'Commission des sites et monuments nationaux fir hiren Avis saiséieren.

ad 3. De Minister fir Tourismus ass nach mat kengem touristesche Projet betreffend déi eenzel Sendemaste befaasst ginn. Wann ee Porteur de projet - sief dat eng Gemeng, eng ASBL oder ee privaten Investor - een touristesche Projet ronderëm dës Maste wëllt realiséieren, wäert dësen natierlech analyséiert ginn an ënner Ëmstänn bei senger Ëmsetzung finanziell ënnerstëtzt ginn.

Question 1318 (11.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **convocation des commissions d'examens :**

Selon nos informations, les commissions d'examens n'ont pas été convoquées à la suite de l'organisation de la deuxième session des examens de fin d'études secondaires.

Or, selon l'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques « les épreuves écrites, orales et pratiques terminées, chaque commission se réunit pour décider quels candidats sont admis, refusés ou doivent passer des épreuves complémentaires ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (30.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

C'est par un courrier qui m'a été adressé de la part d'un lycée que j'ai été rendu attentif au fait que les commissions d'examen visées par la question de l'honorable Députée n'avaient en effet pas encore été réunies pour procéder formellement aux prises de décisions relatives aux épreuves d'ajournement de l'examen de fin d'études.

Sur mon instruction, et en application des dispositions des règlements grand-ducaux modifiés du 31 juillet 2006 portant organisation respectivement de l'examen de fin d'études secondaires générales et de l'examen de fin d'études secondaires classiques, les commissions se sont réunies dans la période du 23 au 25 octobre 2019 pour prendre les décisions d'admission ou de refus à l'égard des candidats concernés.

Ces délibérations n'ont par ailleurs pas donné lieu à des modifications des résultats communiqués aux candidats après correction par trois correcteurs des épreuves d'ajournement.

J'ai chargé mes services de mettre à l'étude une simplification du processus de prise de décision, notamment par l'utilisation des nouveaux moyens de communication.

Question 1319 (11.10.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **formations sous forme de « blended learning » :**

En 2006, le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a lancé la première formation sous forme de « blended learning », le eBac. Il s'agit d'une formation où une partie des cours sont dispensés en régime présentiel et une autre partie à distance, en eLearning. L'offre de cours proposée sous cette forme a été élargie depuis lors. Les formations sous forme de « blended learning » s'adressent surtout aux adultes qui ont arrêté leurs études avant d'être diplômés et qui désirent les reprendre. La formule du « blended learning » permet ainsi d'offrir à ces adultes l'opportunité de concilier emploi, vie de famille et études.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quels sont les parcours offerts sous forme de « blended learning » et quels sont les lieux d'apprentissage respectifs ?

2) Quelle est l'évolution du nombre d'inscrits et du taux de réussite des parcours offerts sous forme de « blended learning » depuis 2006 ?

3) À l'instar des réformes récentes au niveau de l'offre scolaire au Luxembourg, est-il envisagé d'élargir respectivement de diversifier l'offre des cours dispensés sous forme de « blended learning » ?

4) Quels supports matériels sont nécessaires pour participer aux cours dispensés sous forme de « blended learning » ? Dans ce contexte, la mesure des manuels scolaires gratuits s'applique-t-elle aussi à ce type d'élèves ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Le dispositif « blended learning » est-il régulièrement adapté pour rester en phase avec le développement de la technologie numérique dans le domaine du eLearning ?

6) Existe-t-il des échanges entre les responsables du « blended learning » et les initiatives numériques au niveau du système scolaire régulier ? Dans l'affirmative, lesquels ?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le format pédagogique « blended learning » constitue des formations en alternance où une partie des cours sont dispensés en régime présentiel et une autre partie via des outils informatiques. Force est de constater que les premiers cours se font généralement en régime présentiel, essentiellement pour initier les apprenants à l'eLearning et à l'apprentissage en autonomie.

De plus, les apprenants ont toujours la possibilité de recourir au soutien offert par leurs enseignants-tuteurs. À ce stade, pour la plupart des offres, les épreuves respectives se font en régime présentiel.

ad 1) Plusieurs parcours sont actuellement proposés en « blended learning » lesquels se distinguent au niveau de l'offre, mais aussi de l'organisation :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

eBac/eCampus

Depuis 2006, la plateforme eBac propose le parcours de 3e, 2e et 1re moderne G de l'enseignement secondaire classique (ESC). Les candidats n'ayant pas le niveau requis peuvent s'inscrire dans des modules de remise à niveau avant d'entamer les modules de 3e.

Le parcours est divisé en modules d'une durée de huit semaines. Chaque module est clôturé par une évaluation et chaque module réussi reste acquis. L'inscription aux modules est possible six fois par année et chaque module est en principe offert deux fois par année.

75 % de l'enseignement se fait à distance via une plateforme électronique qui préconise un échange entre l'apprenant et son enseignant. Depuis septembre 2018, la plateforme, appelée dorénavant eCampus, propose également les modules préparatoires de la formation professionnelle qui permettent l'accès à des études supérieures aux détenteurs du diplôme de technicien. Les parcours eCampus sont ouverts à tout adulte qui peut faire preuve du niveau d'entrée respectif requis.

DAES

L'ENAD offre le parcours du Diplôme d'accès aux études supérieures (DAES) depuis 2018 également en format « blended learning ».

Le DAES permet à des adultes d'obtenir un accès généralisé aux études supérieures/universitaires. La voie de formation prévoit une année préparatoire et une classe de terminale d'une durée de deux semestres avec un examen final. La formation DAES en alternance s'adresse aux personnes ayant un contrat de travail ou exerçant une activité professionnelle.

Dans le mode de formation « blended learning », la partie hebdomadaire en présentiel est réduite au volume strictement nécessaire, à savoir trois soirées par semaine, de sorte à ne pas empêcher une activité professionnelle des apprenants. Le concept pédagogique du DAES en alternance s'appuie sur le concept de « classe inversée » ou « flipped classroom ».

Après le cours en présentiel, l'enseignant organise des activités de révision de contenu et de préparation à l'épreuve d'examen. Ces activités peuvent prendre différentes formes : exercices autocorrectifs à réalisations plus complexes avec corrigé modèle, voire des exercices à corriger en ligne/en différé par l'enseignant.

Formation du technicien administratif et commercial

Pour cette formation, certains cours du soir sont offerts par le LTC sous forme de « blended learning », à savoir :

- 4TPCM(F)-S depuis la rentrée 2018-2019 ;

- 3TPCM(F)-S depuis la rentrée 2019-2020.

Ceci permet, comme pour le DAES en alternance, de réduire considérablement le nombre de leçons requis en présentiel. La demande correspond à celle décrite pour le DAES.

Certains cours d'allemand, anglais et français

Depuis la rentrée 2019-2020, un projet pilote « blended learning » a été mis en place à l'INL pour certains cours d'allemand, anglais et français. Les enseignants concernés utilisent, en parallèle, des formes d'enseignement traditionnelles en présentiel et une plateforme eLearning, conçue en collaboration avec un des leaders européens de cours et d'épreuves de langue en ligne.

ad 2) eBac/eCampus

L'évolution du nombre d'inscrits à eBac/eCampus se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

N. B. : chaque module peut être organisé plusieurs fois au courant de l'année et chaque eLearner peut s'inscrire parallèlement à plusieurs modules.

Les eLearners participent aux mêmes examens de la section ESC moderne G que les élèves de l'enseignement traditionnel à l'Athénée de Luxembourg, sanctionnés, en cas de réussite,

par le même diplôme de fin d'études secondaires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour l'année 2018-2019, 2.020 inscriptions ont été enregistrées, dont 1.112 dans les modules de l'eBac, 210 dans les modules préparatoires et 698 en tant qu'élève libre ou en tutorat. La formation a connu 692 réussites et 420 échecs, donc un taux de réussite de 62,23 %.

DAES

Depuis la rentrée 2018-2019, le DAES en alternance est proposé pour la classe terminale. Des 12 candidats inscrits en début d'année, 2 ont abandonné en cours de route et 10 se sont présentés à l'examen.

Sur ces 10 personnes, 6 ont obtenu le diplôme d'accès aux études supérieures (DAES), 2 ont obtenu une réussite partielle (la spécificité du DAES est qu'un module de formation réussi est valable pendant l'année scolaire suivante, donc les apprenants en réussite partielle ne suivent, l'année d'après, que les modules non réussis) alors que 2 apprenants n'ont pas terminé l'examen final.

Pour l'année scolaire 2019-2020, on compte 13 inscriptions.

Formation du technicien administratif et commercial

Pour l'année scolaire 2018-2019, 25 apprenants étaient inscrits en 4TPCM(F)-S au 15 octobre 2018. Parmi eux, 14 étaient encore inscrits au 15 juillet 2019 et ont progressé en 3TPCM(F)-S.

ad 3) Dans le cadre de la stratégie de digitalisation du Gouvernement, l'offre des formations sous forme de « blended learning » sera étendue aux niveaux des contenus, des certificats brigués et des publics cibles. Cet élargissement se justifie par le succès des offres déjà mises en place ainsi que par la demande des apprenants potentiels.

L'élaboration de nouveaux outils engendra des actions de promotion et de sensibilisation en faveur de cette façon d'apprendre. Actuellement, l'apprentissage en autonomie est certainement encore peu connu.

À titre d'exemple, on peut évoquer les projets de l'INL qui est en train d'élaborer une plateforme d'apprentissage en ligne de la langue luxembourgeoise qui devrait être opérationnelle à partir de la rentrée 2020-2021. Pour cette même rentrée, l'INL envisage d'élargir son offre de « blended learning » et d'adapter ses cours en proposant des formules hybrides, associant l'enseignement en classe à l'apprentissage en ligne, et ce pour tous types de cours dans toutes les langues enseignées à l'INL.

ad 4) La gratuité des manuels est liée à l'obligation scolaire, voire à la formation initiale. Comme les offres en « blended learning » s'adressent à ce stade à des adultes, les apprenants ne bénéficient pas de la gratuité des manuels. Les quelques rares élèves bénéficiant d'un enseignement partiel ou intégral à distance par le biais de l'eBac alors qu'ils sont encore soumis à l'obligation scolaire (notamment des élèves hospitalisés ou poursuivant en parallèle une carrière musicale ou sportive) restent inscrits dans un lycée et bénéficient donc de la gratuité des manuels.

Les eLearners ont besoin, soit d'une tablette, soit d'un ordinateur relié à une imprimante et d'un dispositif permettant de scanner/photographier des pages imprimés.

L'eCampus respecte les programmes officiels tels que définis par les commissions nationales des programmes. Il en résulte que les eLearners doivent utiliser les manuels y afférents. Ils disposent également de documentations supplémentaires, mises en ligne par leurs eTeachers.

Pour la formation du DAES, l'enseignant prend appui sur des documents élaborés et adaptés par ses soins aux finalités de la formation, qui sont mis gratuitement à disposition des apprenants, soit sous forme de photocopies, soit sous forme de documentation électronique.

L'utilisation du logiciel Office365 permet la mise en place d'un outil de travail technologique adapté à une formation en alternance de type « flipped classroom ».

ad 5) À part l'eBac, les autres offres sont relativement récentes et il n'y a pas encore eu d'adaptations. Au fil des années l'eBac, respectivement l'eCampus ont su s'adapter à l'évolution de l'eLearning. Entre-temps, un nouvel environnement d'apprentissage a été créé pour l'eBac qui dispose depuis 2017 d'une plateforme moderne et adaptée aux besoins des apprenants.

À l'instar de l'eBac, toutes les offres d'apprentissage sous forme de « blended learning » connaîtront certainement, et de façon continue, des modifications et adaptations pour rester en phase avec l'évolution perpétuelle de la digitalisation.

Le défi consiste dans une utilisation optimale de tout nouvel outil dans le respect des principes pédagogiques et didactiques de base, des spécificités liées aux différentes branches et des besoins et intérêts des apprenants.

ad 6) Les formations dispensées sous forme de « blended learning », telles qu'énumérées au tableau sub 1), existent le plus souvent déjà dans le cadre de la formation initiale. Par conséquent, il existe pour toutes ces offres un lien entre les responsables du « blended learning » et les Commissions nationales des programmes.

Il est toutefois vrai qu'une collaboration intense avec les enseignants impliqués dans les maintes initiatives numériques mises en place dans les lycées est à institutionnaliser. Ceci vaut aussi bien pour les adaptations didactiques (p. ex. choix des contenus) que pour l'utilisation des outils informatiques.

Dans ce contexte, le Service de la coordination et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) devront participer activement aux échanges, dont le système scolaire régulier saura également tirer profit.

Q134

Question 1320 (14.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **cadre légal relatif aux trottinettes électriques :**

Depuis ce mardi, des e-trottinettes envahissent les rues de la ville de Luxembourg, alors même qu'il n'existe aucun cadre légal qui réglemente ce moyen de locomotion alternatif. Au-delà du fait que les autorités communales n'ont nullement été informées au préalable par le fournisseur des trottinettes en question, à savoir la société américaine Bird, l'inexistence d'un cadre légal ne fait que conforter les inquiétudes des habitants de la ville.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0300 de notre honorable confrère, Monsieur Max Hahn, Monsieur le Ministre avait répondu en date du 7 mars 2019 que lors de la table ronde « Sécurité routière » qui s'était tenue au mois de février 2019, la mise en place « d'un cadre légal cohérent permettant une utilisation en toute sécurité de ces engins sur la voie publique » avait été discutée et proposée comme mesure pouvant protéger les usagers de ces moyens de locomotion.

Un groupe de travail devait, le cas échéant, être mis en place et plancher sur la mise en œuvre concrète d'une telle proposition - si elle devait être retenue.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre entend-il toujours légiférer en la matière en prévoyant un cadre légal adapté aux e-trottinettes et à leur utilisation sur les voies publiques, comme c'est le cas pour les vélos électriques ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le groupe de travail susmentionné a déjà siégé et s'il est déjà parvenu à des propositions concrètes ?

• Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions auxquelles ce groupe de travail est parvenu ?

• Toujours dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il reprendre lesdites conclusions et les mettre en œuvre par le biais d'une loi ? Toujours dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il plus exactement et comment ces mesures seront-elles mises en œuvre ?

• Dans la négative et en tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre d'urgence afin de tenir compte du déploiement de nombreuses trottinettes électriques ?

Réponse (14.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En vertu de l'article 2, point 2.15 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, plus communément connu sous la dénomination de Code de la route, les trottinettes électriques sont à considérer comme des cycles électriques ce qui veut dire, entre autres, que les trottinettes sont autorisées sur la chaussée et interdites sur les trottoirs. Tous les engins électriques qui ne sont pas conformes au Code de la route (p. ex. les véhicules à moins de deux roues), ne sont autorisés ni sur la chaussée, ni sur le trottoir.

Dans ce contexte et comme indiqué dans ma réponse à la question parlementaire n° 0300 du 1er février 2019, un groupe de travail a été composé au sein de la Commission de circulation de l'État pour vérifier la situation actuelle relative aux petits véhicules et engins de locomotion alternatifs afin de proposer, le cas échéant, un cadre légal plus précis qui règle la circulation de ces véhicules et engins sur la voie publique.

Ce groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 11 mars 2019 où il s'est fixé comme objectif de proposer un cadre légal qui couvre tous les véhicules à gabarit réduit, électriques et non électriques, destinés au transport de personnes et de ne pas se limiter exclusivement à la trottinette électrique. Le groupe de travail a étudié les réglementations actuelles et futures des pays limitrophes et a considéré les résultats d'études en la matière pour proposer des modifications du Code de la route selon les besoins constatés.

La finalisation de l'avis du groupe de travail est prévue pour la fin de l'année en cours.

Les dispositions finalement retenues sur base de l'avis du groupe de travail seront intégrées dans une des prochaines modifications du Code de route.

Enfin, le but est toujours d'assurer la sécurité routière de tous les usagers de la route dans ce contexte.

Question 1321 (14.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **déploiement des trottinettes électriques :**

La société américaine Bird a déployé des e-trottinettes dans certains quartiers de la ville de Luxembourg. Ce faisant, ladite société agit en violation flagrante d'un certain nombre de (i) dispositions pénales contenues dans le Code pénal et de (ii) dispositions du règlement général de police de la Ville de Luxembourg, toutes passibles d'une peine de police.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de Madame la Ministre de la Justice :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si la Police grand-ducale sera amenée à agir dans cette affaire et saisir lesdites trottinettes ?

- Madame la Ministre entend-elle dénoncer ces faits au procureur général d'État conformément à l'article 19 du Code de procédure pénale aux fins de poursuites ?

Réponse commune (15.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Concernant la question des honorables Députés, Laurent Mosar et Serge Wilmes, le Gouvernement tient à souligner que Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg a amplement communiqué sur les suites à donner au déploiement des e-trottinettes dont question. La bourgmestre a notamment précisé à plusieurs médias luxembourgeois que si les trottinettes constituaient un danger, elle pourrait en ordonner la saisie, assurant par ailleurs qu'elle n'hésiterait pas si nécessaire. Suite aux protestations de Madame la Bourgmestre, les trottinettes ont été enlevées par la société qui en est propriétaire.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement ne conçoit pas l'opportunité d'intervenir dans cette affaire. Qui plus est, en ce qui concerne l'application de l'article 19 du Code de procédure pénale, dont font état les honorables Députés, je tiens à préciser que dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle Constitution et du projet de loi portant organisation du Conseil suprême de la justice, il est prévu d'abroger purement et simplement cet article. Ces dispositions dans leur ensemble ne sont en effet plus conformes aux principes actuels de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice. En France, ces mêmes dispositions ont d'ailleurs été abrogées en 2013.

Question 1322 (14.10.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**urbanisme du quartier Kirchberg :**

On peut lire dans l'édition du « Wort » du 11 octobre 2019 (« Weniger Langeweile, mehr Leben », D. Lecorsais, p. 23) que le bureau d'architecture et d'urbanisme Gehl de Copenhague vient de présenter un projet commandité par le Fonds de Kirchberg pour revisiter l'urbanisme jugé défaillant du quartier Kirchberg à Luxembourg-ville.

Conformément au credo du bureau Gehl de mettre l'humain au centre de la planification urbaine, il serait notamment recommandé de prévoir des commerces aux rez-de-chaussée des immeubles du Kirchberg, de planifier des lieux de prélassement, d'optimiser les places publiques, de rendre plus attractives les pistes cyclables et les voies pour piétons, de valoriser le parc de la Coque. D'après les déclarations de Monsieur le Ministre, les propositions du bureau Gehl seraient à comprendre comme une sorte de cadre, que le Fonds de Kirchberg, ensemble avec des bureaux locaux, devrait maintenant mettre en musique - à court, moyen et long terme, selon les projets.

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer avec plus de détails quelles parties du projet Gehl pour le quartier Kirchberg seront concrètement transposées, et dans quels délais ?

- Est-ce qu'il existe un calendrier pour l'implémentation du plan Gehl dans le quartier Kirchberg ?

- Est-ce que l'implémentation de ces propositions est concertée avec les autorités de la Ville de Luxembourg ?

- Est-ce que des initiatives semblables sont en planification au sein de la Ville de Luxembourg ou en discussion avec le Ministère des Travaux publics ?

Réponse (07.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Il est à souligner que l'étude Gehl, qui a été présentée au public le 10 octobre 2019, représente une nouvelle stratégie globale d'urbanisation (« Leitfaden ») pour le Kirchberg. Il ne s'agit pas encore d'un projet concret qui pourrait être immédiatement mis en œuvre sur l'intégralité du Plateau de Kirchberg. Le document contient une stratégie qui influencera et orientera la totalité des projets existants et futurs du Fonds de Kirchberg (projets urbanistiques, routiers, paysagers et architecturaux). Les grands développements urbains futurs pourront entièrement bénéficier de la philosophie Gehl. Pour les quartiers existants, dès qu'il y aura des changements dans le tissu urbain, la nouvelle stratégie sera appliquée. Par conséquent, la nouvelle stratégie va se manifester au fur et à mesure et en fonction du calendrier individuel de chaque projet.

Ainsi, la mise en œuvre de la stratégie sur le Plateau de Kirchberg est à considérer comme un projet à moyen et à long terme. Ceci correspond à la réalité du développement urbain d'un quartier qui est partiellement existant et en partie à urbaniser. Néanmoins, une grande dynamique du développement économique du

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

Luxembourg pourrait aider à accélérer ce processus de transformation du Plateau de Kirchberg. Dans ce sens, un horizon de 25 à 30 ans semble ambitieux mais envisageable.

Pour pouvoir démontrer le grand potentiel de la nouvelle stratégie il a été décidé de travailler en priorité sur deux projets pilotes de transformation de l'espace public dans un contexte existant : la transformation de la rue Erasme et le réaménagement du côté Sud de l'avenue John F. Kennedy. Les deux projets ont été présentés lors de la conférence de presse. Les études détaillées nécessaires vont démarrer à court terme. Sous réserve de l'obtention des autorisations des différentes administrations publiques, la mise en œuvre est envisagée à moyen terme, certainement en plusieurs phases selon faisabilité et en fonction des contraintes spécifiques des projets adjacents.

L'étude Gehl avait été élaborée avec la participation des différents services de la Ville de Luxembourg, d'autres acteurs publics, des associations et des représentants d'habitants du Plateau de Kirchberg. L'objectif était d'atteindre un résultat qui refléterait au mieux les différents points de vue et les contraintes des différents acteurs.

Dans le futur, le fonds va continuer de coopérer avec les différents acteurs afin d'obtenir le meilleur résultat possible.

Question 1323 (14.10.2019) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

La loi du 13 janvier 2019 (la « Loi de 2019 ») a institué au Luxembourg le Registre des bénéficiaires effectifs (RBE). D'après cette loi, un certain nombre d'informations sur les bénéficiaires effectifs des entités immatriculées devront être inscrites et conservées dans ce registre. Parmi ces entités immatriculées obligées de procéder aux déclarations prévues par la loi précitée, on retrouve entre autres les associations sans but lucratif (ASBL).

Selon le guide explicatif publié par le gestionnaire du RBE le 7 août 2019 (version 3), la détermination du bénéficiaire effectif d'une ASBL - il s'agit de la première fois que ces dernières seraient visées par la législation antiblanchiment - se ferait par analogie aux sociétés. Il s'agirait donc généralement de la personne physique qui occupe la position de dirigeant principal.

Pourtant, la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, telle que modifiée (la « Loi de 2004 ») à laquelle renvoie la Loi de 2019 pour la détermination des bénéficiaires effectifs ne vise pas de manière expresse les ASBL. Il faudrait, à notre sens, un double raisonnement par analogie pour aboutir à la conclusion que le bénéficiaire effectif d'une ASBL soit le dirigeant principal. Qui plus est, il s'agit en l'espèce d'une nouvelle notion dans l'univers des ASBL, étant donné que loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif ne vise à côté des membres des ASBL que les administrateurs de celles-ci.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Les ministres partagent-ils l'interprétation de la loi faite par le gestionnaire du RBE selon laquelle le bénéficiaire effectif d'une ASBL serait son principal dirigeant ? Les ministres peuvent-ils me détailler le raisonnement à la base des conclusions du RBE dans ce contexte ? Les ministres ne sont-ils pas d'avis que la loi n'est pas claire sur ce point et qu'il faille ou bien sortir les ASBL du giron de la législation du 13 janvier 2019 ou, à défaut, procéder aux adaptations qui s'imposent ?

- Les ministres peuvent-ils m'informer sur les conséquences attachées à la désignation du dirigeant principal d'une ASBL sur la personne en question ?

- Cette personne pourra-t-elle être tenue solidairement responsable d'éventuelles dettes fiscales (impôts directs et indirects) à charge de l'ASBL ?

- Quelles sont les conséquences d'une telle désignation sur le régime de responsabilité au sein et vis-à-vis de l'ASBL ?

- Les ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille sensibiliser lesdites personnes quant aux risques qu'ils courent en la matière ? Le Gouvernement serait-il prêt à publier un vademecum y relatif à brève échéance ?

Réponse (18.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Suivant la directive 2015/849 telle que modifiée relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (article 30, paragraphes 1 et 3), toutes les sociétés et autres entités juridiques constituées sur le territoire des États membres doivent figurer dans un registre central reprenant les informations sur les bénéficiaires effectifs.

Le Luxembourg devait donc également viser les ASBL dans sa législation sur le registre mis en place, comme ceci a été rappelé et discuté à la Chambre aussi bien au sein de la Commission de la Justice que lors des débats et du vote à la Chambre du projet de loi 7217 devenu ensuite la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (ci-après la « Loi sur le RBE »).

La Loi sur le RBE ne fixe pas elle-même la méthode de détermination du ou des bénéficiaires effectifs mais renvoie à la définition figurant à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme (ci-après la « Loi de 2004 »), tout en précisant que c'est aux entités visées par la Loi sur le RBE qu'incombe la responsabilité de déterminer qui est ou qui sont - in concreto - leurs bénéficiaires effectifs.

Pour ce qui est de la situation en général des ASBL, il est exact que la Loi de 2004 ne fait pas référence aux ASBL dans le cadre de la définition du bénéficiaire effectif, mais la Loi sur le RBE renvoie précisément à la définition figurant à l'article 1, paragraphe 7, de la Loi de 2004.

Dans le cas des ASBL, il appartient de se référer par analogie à la définition figurant sous le paragraphe 7 a) (qui d'ailleurs renvoie ensuite au concept d'entité juridique dans son sous-paragraphe i)) alors que les définitions figurant sous les paragraphes 7 b) (fiducies et trusts) et 7 c) (fondations et constructions juridiques similaires à des fiducies et des trusts) ne sont pas pertinentes, même par analogie, pour les ASBL.

La définition au paragraphe 7 a) vise dans un premier temps :

« toute personne physique qui, en dernier ressort, possède ou contrôle une entité juridique, du fait qu'elle possède directement ou indirectement un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote ou d'une participation au capital dans cette entité, y compris par le biais d'actions au porteur ou d'un contrôle par d'autres moyens, […] ».

Il est clair que les membres d'ASBL ne disposent pas d'actions, l'ASBL n'étant pas une société de capital. Par contre les membres disposent d'une voix à l'assemblée générale qui est l'organe qui nomme les administrateurs, approuve les comptes annuels et arrête le budget de l'association. À ce titre, ils peuvent avoir - en principe - un contrôle, mais, comme ceci est d'ailleurs illustré dans la documentation du LBR, dans la pratique ce contrôle est dans la très grande majorité trop dilué au niveau de chaque membre pris individuellement pour pouvoir qualifier les membres de bénéficiaires effectifs.

Comme dans la plupart des cas, une ASBL ne se trouvera pas dans la situation décrite au paragraphe (7) a) i), il convient de se rabattre sur la solution applicable par défaut du paragraphe (7) a) ii)[4], à savoir la personne du ou des dirigeants principaux, pour déterminer le bénéficiaire effectif.

Il est à noter qu'en procédant par voie de renvoi à la définition figurant dans la Loi de 2004, la Loi sur le RBE a exactement reproduit la démarche donnée dans la directive modifiée 2015/849, l'article 30 de celle-ci (qui prévoit la création d'un Registre des bénéficiaires effectifs) renvoyant à l'article 3, paragraphe 6, de la même directive donnant une définition en tout point identique à celle de la Loi de 2004.

Dans ces conditions une modification législative de la Loi de 2004 n'était pas requise dans le cadre du projet de loi 7217 ayant abouti à la Loi sur le RBE.

Toutefois il est compréhensible, que pour des entités qui n'étaient pas habituées à la démarche consistant à déterminer le ou les bénéficiaires effectifs jusqu'ici, une information plus poussée était requise.

Et c'est précisément ce qui a été fait par le Luxembourg Business Registers (LBR), en charge de la gestion du Registre des bénéficiaires effectifs (RBE), par la diffusion d'une documentation spécialement destinée aux ASBL, documentation qui comprend, outre la circulaire LBR 19/02, le document intitulé « Foire aux questions ASBL et fondations », le document intitulé « Déclaration des bénéficiaires effectifs au RBE - Guide explicatif » (avec en particulier les pages 23 et 24) et le tutoriel vidéo « Comment inscrire vos données au RBE », qui adressent en grande partie les questions soulevées.

Quant à la responsabilité des bénéficiaires effectifs, la Loi sur le RBE ne fait qu'instaurer un régime de transparence par rapport à une information qui était d'ailleurs déjà collectée de longue date par les professionnels en matière de lutte contre le blanchiment (banques, assurances) dans le cadre de leur relation avec leur clientèle, sans instaurer un régime de responsabilité quelconque lié à cet état de fait.

On peut rappeler ici que c'est la directive 2015/849 (dite 4e directive AMLD) qui a posé l'obligation de créer un registre central regroupant les informations sur les bénéficiaires effectifs, registre devant être accessible au moins aux autorités compétentes en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, aux professionnels soumis à des obligations de vigilance à l'égard de leur clientèle et aux personnes et organisation capable de démontrer un intérêt légitime.

La directive 2018/843 du 30 mai 2018 (dite 5e directive AMLD) a imposé ensuite que le registre en question soit accessible à tout membre du grand public.

Selon le considérant (30) de cette directive cette ouverture se justifie comme suit :

« L'accès du public aux informations sur les bénéficiaires effectifs permet un contrôle accru des informations par la société civile, notamment la presse ou les organisations de la société civile, et contribue à préserver la confiance dans l'intégrité des transactions commerciales et du système financier. Il peut contribuer à lutter contre le recours abusif à des sociétés et autres entités juridiques et constructions juridiques aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, à la fois en facilitant les enquêtes et par le biais de considérations de réputation, dans la mesure où quiconque susceptible de conclure des transactions connaît l'identité des bénéficiaires effectifs. Il facilite également la mise à disposition efficace et en temps utile d'informations pour les institutions financières et les autorités, notamment les autorités des pays tiers, impliquées dans la lutte contre ces infractions. L'accès à ces informations serait également utile aux enquêtes sur le blanchiment de capitaux, sur les infractions sous-jacentes associées et sur le financement du terrorisme. »

Quant à la dernière question de la sensibilisation des ASBL, je peux vous informer que mes services sont actuellement en train de préparer une brochure qui aura pour objet d'informer les dirigeants d'ASBL sur les enjeux de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme et sur les démarches à effectuer en cas de constat d'opérations suspectes. Cette brochure viendra utilement se placer à côté de la documentation déjà diffusée par le LBR qui n'avait, elle, que pour vocation d'informer sur le processus de détermination du ou des bénéficiaires effectifs et des modalités pratiques pour leur inscription au LBR.

Question 1324 (14.10.2019) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **autorisations pour abri pour bétail :**

L'article 6, paragraphe 1er, point 6 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature pose le cadre des constructions qui sont conformes à l'affectation de la zone verte sous le rapport d'un lien certain et durable avec les activités d'exploitation qui comportent la gestion des surfaces proches de leur état naturel, i. e. la détention en plein air d'animaux de pâturage.

Notons dans ce contexte que, d'après le texte de loi, seules sont autorisées de petites constructions pour abriter ces animaux.

Notons également que le règlement grand-ducal auquel renvoie la loi pour préciser la surface maximale de ces abris en fonction de la surface de la prairie et du nombre des animaux fait, à notre connaissance, toujours défaut.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que le règlement grand-ducal susmentionné n'a toujours pas été publié ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Suivant quels paramètres Madame la Ministre détermine-t-elle la surface maximale de tels abris, en l'absence du règlement grand-ducal précité ? Madame la Ministre est-elle d'avis que cette manière d'agir est compatible avec les concepts de transparence et de compréhensibilité prônés tous azimuts par le Gouvernement ?

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien d'autorisations pour la construction d'un abri pour bétail ont été accordées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 ?

• Combien de constructions de ce type ont été autorisées avec une référence expresse du type « la construction sera placée sur sol nu ; sur une surface consolidée et perméable à l'eau » ?

• Combien ont été autorisées avec une dalle en béton ?

• Combien ont été autorisées sans référence à l'emplacement au sol ?

Réponse (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Il est exact que le règlement grand-ducal prévu par l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 fait encore défaut. Je compte saisir le Gouvernement en conseil à ce sujet à brève échéance.

Nonobstant ce fait, la règle générale énoncée au paragraphe (1), deuxième alinéa, qui dit « Seules sont autorisables les constructions indispensables à ces activités d'exploitation. Il appartient au requérant d'une autorisation de démontrer le besoin réel de la nouvelle construction en zone verte » est appliquée à l'instruction des demandes introduites avant la publication dudit règlement grand-ducal. La surface maximale accordée pour un abri de protection s'élève à 30 mètres carrés, ce qui est comparable aux standards appliqués aux abris pérennes non agricoles dans nos pays voisins.

Il m'échappe en quoi cette application directe de la loi, dans l'attente de la publication du règlement grand-ducal, serait moins transparente ou plus incompréhensible que la pratique exercée par les ministres en charge de l'environnement avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018.

Jusqu'en date du 15 novembre 2019, 34 abris pour animaux ont été autorisés sur base de la loi du 18 juillet 2018. 26 autorisations comportent la condition que la construction sera ou bien placée sur le sol nu, sans socle en béton ni maçonnerie, ou bien sur une base perméable à l'eau. 8 abris ont été autorisés sur une dalle en béton.

Question 1325 (14.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **radar sur la N11 :**

Den Här Minister huet an den Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 0131 vum honorabelen Deputéierte Goergen an op d'Fro N° 0732 vun den honorabelen Deputéierte Gloden an Halsdorf Detailer iwwer de Fonctionnement vum Streckeradar vun der N11 ginn, deen nom Congé collectif opgeriicht an nach dëst Joer a Betrib geholl soll ginn. Pro Richtung sollen dräi Maschinnen opgebaut ginn: eng, déi d'Vitesse vun all Gefier um Ufank vun der Streck moosst, eng, déi d'Vitesse zum Schluss moosst, an eng, déi am Fall vun engem Depassement vum Tempolimitt blëtzt. Fir dass e Chauffer geblëtzt ka ginn, mussen déi dräi Maschinnen also perfekt zesummespillen a funktionéieren. Wann nëmmen eng Maschinn e Kennzeechen net erfaasst kritt, kann trotz enger ze héijer Vitesse net geblëtzt ginn.

Toll Collect, déi am Kader vun der Kontroll vum Peage fir Camionen an Däitschland Kennzeechen am grousse Stil erfaassen a vergläichen, hu viru Kuerzem op Ufro vum däitschen IFG missen zouginn, datt hir Apparater eng Feelerquot vu 4 % bis 7 % hätten. Wann een dës Informatioun bezüglech der Feelerquot bei der Kennzeechenerfaassung elo mam Fall vun der N11 a Verbindung setzt - wou dräi Maschinne mat Kennzeechenerkennung zesummeschaffe mussen -, ergëtt sech eng potenziell Feelerquot tëscht 11,52 % (bei 4 % Feeler pro Maschinn) an 19,56 % (bei 7 % Feeler pro Maschinn).

Dës potenziell héich Feelerquot erschwéiert, zesumme mam Fait, datt bei de Radare keng „Rohmessdaten" gespäichert ginn (wéi de Minister an der Äntwert op d'Fro N° 0798 vum honorabelen Deputéierte Goergen geschriwwen huet), natierlech d'Novollzéibarkeet vun de Resultater vun de Maschinnen erhieflech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

[4] « i) si, après avoir épuisé tous les moyens possibles et pour autant qu'il n'y ait pas de motif de suspicion, aucune des personnes visées au point i) n'est identifiée, ou s'il n'est pas certain que la ou les personnes identifies soient les bénéficiaires effectifs, toute personne physique qui occupe la position de dirigeant principal ; »

1. Wéi héich gëtt den Hiersteller d'Feelerquot bei der Kennzeechenerkennung vun de Radaren, déi zu Lëtzebuerg agesat ginn, un?

2. Ginn et empiresch Studien oder Erfarungswäerter vun anere Benotzer, déi mat Maschinne mat där selwechter Hardware geschafft hunn, iwwer d'Feelerquot vun der Kennzeechenerkennung?

3. Wéi gi Fäll, an deenen d'Placke vun engem Auto net zu 100 % erkannt kënne ginn, vun der Software (déi jo aktuell nach amgaangen ass, geschriwwen ze ginn, wéi aus der Äntwert op d'Fro N° 0732 ervirgeet) behandelt?

4. Ass et méiglech nodréiglech nozevollzéien, op Basis vu wéi engen Donnéeën (oder feelenden Donnéeën) d'Maschinn decidéiert huet, ze blëtzen (oder eeben och net ze blëtzen)? Falls jo: Wéi genee muss virgaange ginn, fir den Entscheedungswee nozevollzéien?

5. Wien ass den Zouliwwerer vun de Komponente vum Streckeradar vun der N11?

Réponse (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Hiersteller vun de Radaren, déi zu Lëtzebuerg am Asaz sinn, gëtt eng Feelerquot bei der Kennzeechenerkennung vun < 3 % un.

ad 2. D'Erfarungswäerter iwwer d'Feelerquot vun der Kennzeechenerkennung vun anere Benotzer oder eng Studie doriwwer sinn dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten net bekannt.

ad 3. De Streckeradar hëlt eng Foto vum Auto am Agang an am Ausgang vum ze moossende Streckenofschnëtt. Am Fall, wou e Problem bei der Erkennung vun den Nummereschëlder optrëtt, ass folgend Demarche virgesinn: Falls d'Software op der Foto vum Agang een anert Nummereschëld erkennt wéi am Ausgang, duerch zum Beispill eng Verschmotzung op der Kamera, ka keng Zouuerdnung vun deenen zwou Fotoe gemaach ginn an deemno gëtt kee Fall erstallt. Béid Fotoe ginn dann automatesch geläscht a ginn net an de Centre national de traitement geschéckt. Am Fall, wou op der Foto am Agang an am Ausgang jeeweils dee selwechte Feeler bei der Erkennung vum Nummereschëld géif virkommen, gëtt e Fall erstallt an un de Centre national de traitement verschéckt. Do gëtt da fir all eenzelne Fall kontrolléiert, ob dat erkanntent Nummereschëld och mat deem Nummereschëld op de Fotoen iwwereneestëmmt an ob de Fall auswäertbar ass. Am Fall, wou d'Nummereschëld zweemol d'selwecht falsch erkannt gi wär, kann de Beamten d'Nummereschëld verbessere fir d'Auswäertung vum Fall. Sollt am Agang en aneren Auto op der Foto gewiescht si wéi am Ausgang, kann de Beamten de Fall och verwerfen. Et gëtt fir all eenzelne Fall ëmmer eng Kontroll vun all de Fotoen an Daten duerch e Beamte gemaach, éier den Avertissement taxé oder den Avis de procès-verbal erausgeschéckt gëtt.

ad 4. D'Maschinn erstellt just e Fall, wa si op enger Foto am Ausgang vum Streckenofschnëtt dat selwecht Nummereschëld erkannt huet wéi op enger Foto am Agang an d'Zäitdifferenz tëschent dem Ausgang an dem Agang méi kleng ass wéi déi minimal Zäit, déi gebraucht gëtt, fir déi Streck tëscht dem Waldhaff a Gonnereng mat 90 Stonnekilometer (oder 75 Stonnekilometer fir Camionen/Busser) zréckzeleeën, woubäi nach 3 Stonnekilometer Toleranz agerechent sinn.

ad 5. Den Zouliwwerer ass och gläichzäiteg den Hiersteller an et handelt sech hei ëm d'Firma Vitronic.

Question 1326 (14.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **veaux décédés suite à des morsures :**

Die Problematik von frischgeborenen Kälbern, welche vermutlich durch Fuchsattacken angefressen wurden und infolge dessen verstorben sind, ist nicht neu und wurde schon in mehreren parlamentarischen Anfragen (N° 2463 und N° 4084) aufgegriffen. Laut den Antwortschreiben wurden im Jahr 2016 30 Vorfälle bei der Veterinärverwaltung gemeldet und registriert. Bei der Natur- und Forstverwaltung (ANF) sind 2017 und 2018 insgesamt zehn Meldungen von Angriffen auf Kälber telefonisch oder über E-Mail eingegangen. Die eigens zur Überwachung eingerichtete Taskforce (bestehend aus Vertretern des Landwirtschaftsministeriums, des Gesundheitsministeriums und des Umweltministeriums) hatte im Jahr 2018 keine Hinweise auf einen Anstieg zu vermelden.

Laut einem kürzlich erschienenen Artikel aus der luxemburgischen Landwirtschaftspresse, gibt es jedoch neue Fälle von Angriffen auf Kälber zu vermelden. Innerhalb von drei Wochen wurden auf der gleichen Weide insgesamt vier Kälber wohl durch einen Fuchs gerissen. Auch andere Betriebe seien betroffen.

Um die Risiken und Gefahren für die Kälber zu verringern wurde meinen Informationen nach den betroffenen Landwirten seitens der Veterinärverwaltung geraten die Tiere von der Weide zu nehmen und in einen Stall unterzubringen. Da zu einer artgerechten Mutterkuhhaltung auch eine Weidetierhaltung gehört, kann die von der Veterinärverwaltung vorgeschlagene Lösung keine ernstzunehmende Alternative sein.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

1. Kann der Herr Minister diese Informationen bestätigen?

2. Sieht der Herr Minister die Weidetierhaltung noch immer als die bevorzugte Haltung der Tiere oder wird in der Mutterkuhhaltung die Stallhaltung bevorzugt?

3. Welche Maßnahmen werden unternommen um die Risiken und Gefahren für Kälber aber auch für Schafe durch Fuchsattacken zu mindern?

4. Wie viele durch eine Fuchsattacke verendete Kälber gibt es 2019 zu beklagen?

5. Werden bei allen schwer verwundeten Kälbern und Kadavern DNA-Proben entnommen?

6. Sind die Landwirte darüber informiert, dass DNA-Proben entnommen und untersucht werden können?

7. Wie viele Proben wurden 2019 entnommen?

8. Im Falle einer vermeintlichen Fuchsattacke, wer ist der Ansprechpartner der Landwirte seitens der staatlichen Verwaltungen?

Réponse (15.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Es steht außer Zweifel, dass die Weidehaltung die bevorzugte Form der Mutterkuhhaltung ist. Aber Geburt und erste Lebenstage des neu geborenen Kalbes sind einigen Gefahren ausgesetzt und sollten deshalb genauer überwacht werden. Deshalb ist es in manchen Fällen sinnvoll Kühe vor der Kalbung einzustallen. Sobald sichergestellt ist, dass das Kalb stark genug ist um auf der Weide zurecht zu kommen können Kuh und Kalb wieder auf die Weide. Genau das war die Aussage der Veterinärverwaltung gegenüber der Frage der betroffenen Landwirte.

ad 3. Fuchsattacken werden in der Regel nur auf neugeborene und/oder lebensschwache Tiere verübt; deshalb ist es sinnvoll genau diese Tiere zu beschützen.

ad 4. Außer diesem besagten Fall wurden noch drei weitere Fälle bei der Veterinärverwaltung gemeldet, wobei in den meisten Fällen nicht eindeutig festgestellt werden konnte ob das Tier lebend oder tot angefressen wurde.

ad 5., 6. + 7. Die Aussage der DNA-Probe kann nicht zur Vermeidung von Übergriffen durch den Fuchs beitragen. Daher werden seit Anfang 2019 keine DNA-Proben mehr entnommen, wenn nicht ersichtlich ist ob das Kalb lebend oder tot war als es angefressen wurde.

ad 8. Fuchsattacken können weiterhin bei der Natur- und Forstverwaltung sowie bei der Veterinärverwaltung gemeldet werden.

Question 1327 (14.10.2019) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant le **projet d'extension d'une partie de la route B7 :**

En 2016, Monsieur le Ministre avait annoncé des travaux sur un projet d'extension à 2x2 voies d'une partie de la route B7. Il s'agit du tronçon de la B7 qui prolonge le tracé de l'autoroute A7 de Colmar-Berg vers Ettelbruck. Il figure par ailleurs au Plan directeur sectoriel « Transports » sous le numéro 4.7 : « Sécurisation de la B7 entre l'échangeur Colmar-Berg et l'échangeur Ettelbruck - Élimination des goulots d'étranglement ».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement actuel du projet d'extension de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck ? Quand est-ce que l'avant-projet détaillé sera finalisé ?

2) Est-ce qu'une loi spécifique sera nécessaire ? Dans l'affirmative, quand est-ce qu'elle sera déposée à la Chambre des Députés ?

Réponse (05.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'avant-projet détaillé (APD) du projet d'extension de la B7 entre Colmar-Berg est finalisé et actuellement en cours de vérification et de validation par les services concernés du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Dès l'approbation de l'APD par mes soins, le dossier de soumission pourra être élaboré.

ad 2) Au cours de l'élaboration de l'APD, il s'est avéré que le seuil à partir duquel une loi de financement est nécessaire sera dépassé, de sorte qu'une loi spécifique sera en effet nécessaire pour le projet en question. Ce projet de loi pourra être déposé au début de l'année 2020.

Question 1328 (14.10.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **présence de Google au Luxembourg :**

Le projet Google à Bissen a de nouveau défrayé la chronique au cours de ces derniers jours.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Le Gouvernement a-t-il conclu un Memorandum of Understanding (MoU) avec l'entreprise Google ?

- Dans l'affirmative, quels en sont les points saillants ?

Réponse commune (12.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

La question relative à l'existence d'un accord entre l'État et Google n'est pas nouvelle et le Gouvernement a précisé au cours de la réunion du 7 mars 2019 de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, qu'il entend utiliser la surface du site « Busbierg » à Bissen comme zone d'activité économique en cas d'échec du projet d'un Datacenter.

Dans sa réponse à la question parlementaire 0688 du 13 mai 2019, le Gouvernement a par ailleurs souligné l'intérêt de l'État par rapport à la mise en valeur du site qui au vu de sa situation et sa proximité par rapport aux lignes de haute tension électriques présentes s'apprête au développement d'activités économiques.

Pour pouvoir garantir la mise en valeur du site par le développement d'une zone d'activité économique dans l'hypothèse éventuelle de la non-réalisation d'un Datacenter, le Gouvernement s'est donné les moyens nécessaires pour être en mesure de pouvoir s'approprier, en vue de les réunir en une seule main, les terrains acquis à Bissen par Google.

Un Memorandum of Understanding (MoU) signé entre le Gouvernement, la commune de Bissen et ladite société a justement pour finalité essentielle de régler le sort des terrains acquis ou restant à acquérir pour développer le site.

Question 1329 (14.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **banques de données historiques du Service de renseignement de l'État :**

La loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État règle en son article 5 l'accès des particuliers à ces banques de données.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Combien de personnes ont fait une demande d'accès à ces banques de données depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée ?

2) Combien de demandes d'accès ont à ce jour été traitées ? Combien de demandes ont été refusées et pour quels motifs ?

3) Endéans quel délai ces demandes sont-elles traitées en moyenne ?

4) Au-delà de la loi du 23 juillet 2016, combien de personnes ont soumis une demande d'accès aux données les concernant et traitées par le Service de renseignement conformément aux articles 13 à 16 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ?

a) Combien de demandes d'accès ont à ce jour été traitées ?

b) Combien de demandes ont été refusées et pour quels motifs ?

c) Endéans quel délai ces demandes sont-elles traitées en moyenne ?

Réponse (14.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 23 juillet 2016 et conformément à son article 5 (1), neuf personnes ont soumis une demande d'accès à ladite banque de données historique visée à l'article 2 de la loi précitée du 23 juillet 2016.

ad 2) Toutes les demandes d'accès ont été traitées à ce jour. Aucune demande n'a été refusée.

ad 3) En moyenne, les demandes ont été traitées endéans un à deux mois.

ad 4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 1er août 2018, 64 personnes ont soumis une demande d'accès aux données traitées par le SRE conformément à l'article 13 de la loi précitée du 1er août 2018. Cependant 14 demandes n'ont pas pu être traitées à ce jour en l'absence de certitude quant à l'identité des demandeurs en question.

Le SRE a traité toutes les demandes en consultant :

- les fichiers de l'Autorité nationale de sécurité dont elle assume les missions ;

- les archives historiques visée par la loi du 23 juillet 2016 ;

- les fichiers de données opérés par le SRE dans le cadre de ses missions visées à l'article 3 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE.

a) Toutes les demandes complètes reçues à ce jour, c'est-à-dire 50 demandes, ont été traitées.

b) Concernant le volet des fichiers de données gérés par l'Autorité nationale de Sécurité, aucune demande n'a été refusée.

Concernant les archives dites historiques du SRE visées par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État, aucune demande n'a été refusée.

Concernant les fichiers de données opérationnelles du SRE dans le cadre de ses missions actuelles au sens de l'article 3 de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE, les demandes traitées ont fait l'objet d'un refus partiel du droit d'accès conformément à l'article 14 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

Ce refus du droit d'accès sur les fichiers de données opérationnelles du SRE dans le cadre de ses missions actuelles est fondé sur la sensibilité des informations qui y sont traitées dans le cadre de la protection de la sécurité nationale.

c) Les demandes sont traitées en moyenne endéans un délai de trois mois.

Question 1331 (14.10.2019) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **projet de contournement d'Hesperange :**

Am Kader vum Contournement Alzeng/Hesper gëtt eng nei Variant analyséiert. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1075 vum 19. August 2019 preziséiert den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten, datt no villen Etüden iwwer déi lescht Joren a Bezuch op de „Contournement Hesperange/Alzingen" nach eng zousätzlech Etüd iwwer d'Faisabilitéit vun engem Tunnel géif gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute riichten:

1. Soll dës Etüd just iwwer d'Längt vum Natura 2000-Gebitt gemaach ginn oder soll op der ganzer Längt aus dem Fuertwee/Réiserbann bis op den Houwald an d'ZAC analyséiert ginn, fir dësen Tunnel ze bauen?

2. Wat wier den approximative Käschtenënnerscheed tëscht engem Tunnel an enger iwwerierdescher Variant?

3. Wéi vill Zäit huelen dës Etüden an Usproch?

4. Wéini kéint een definitive Projet an der Chamber deposéiert ginn?

5. Ab wann kéint dës Variant mam Tunnel gebaut ginn a wéi laang géif de Bau daueren?

De Käerjenger Contournement féiert och duerch een Natura 2000-Gebitt.

6. Wat ass den Ënnerscheed tëscht dem Natura 2000-Gebitt zu Käerjeng an deem zu Hesper?

Virun der Summervakanz huet de Minister kommunizéiert, datt e Passage fir Foussgänger längs vum CR231 (Cactus Houwald - Auchan/Ban de Gasperich) bis Enn vum Joer ëmgesat wier. Et ass eng extreem geféierlech Situatioun fir de Foussgänger. Elo an den däischtere Méint vum Joer gëtt dës Situatioun nach méi geféierlech.

7. Kann den Här Minister matdeelen, bis wéini datt dës(e) Passage/Passerelle fir d'Foussgänger a Vëlosfuerer fäerdeggestallt ass?

Réponse commune (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Iddi vun engem Tunnel war entstanen, fir den Impakt op d'Natura 2000-Gebitt ze minimiséieren oder esouguer ganz ze verhënneren. Well dësen Tunnel als traditionnelle biergmänneschen Tunnel konzipéiert gëtt, ass den Tracé dovun net méi un déi bis elo studéiert Variant gebonnen, esouwuel am Situatiounsplang ewéi och am Längsprofil. Ausserhalb vun der Natura 2000-Zon ass et an dësem Sënn net zwéngend noutwenneg, an engem Tunnel weiderzefueren. D'Dispositiounen an deene Beräicher wäerten aus den Etüden ënner Berücksichtegung vun eventuelle Biotopen op der Plaz hiergeleet ginn, wouropshin dann eng optional Léisung kann definéiert ginn.

ad 2. Aktuell ass et net méiglech, d'Käschte vun den eenzelne Varianten ze vergläichen. Natierlech gëtt eng Tunnelvariant etleches méi deier ewéi eng iwwerierdesch Léisung, mee de Verglach kann evidenterweis eréischt gemaach ginn, wann d'Varianten op engem vergläichbaren Niveau studéiert sinn.

ad 3. D'Etüde fir eng Tunnelvariant kéinten am Hierscht 2020 op dem gefuerderten Niveau sinn, virausgesat, datt näischt dertëschent kënnt.

ad 4. Den definitive Projet kann an der Chamber deposéiert ginn, wann d'Etüden op den Niveau vum Avant-projet détaillé ausgeschafft sinn. Et hänkt an dësem Fall vun den Ëmweltprozeduren of, an zwar follgendermoossen:

D'Consultatioun vum Public am Kader vun der EIE-Prozedur geschitt op Basis vu verschiddene Varianten am Detailgrad vun engem Avant-projet sommaire. Duerno hält de Regierungsrot eng Variant fest, déi dann als Avant-projet détaillé weider studéiert gëtt, wourop dann och den Devis baséiert. Op Basis vun deem Devis gëtt d'Finanzéierungsgesetz fir d'Chamber ausgeschafft.

Opgrond vum aktuelle Stand vun den Etüde vun all de Variante ka mat deem Gesetzesprojet net virun Enn 2020 gerechent ginn.

ad 5. Momentan ass just ze soen, datt all Variant eréischt da gebaut ka ginn, wann d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt ass an déi noutwendeg Autorisatioune virleien. Ausserdeem mussen och d'Emprisë kaf si respektiv entspriechend Accorde mat de Proprietäre fonnt sinn. Eréischt da kann de Projet realiséiert ginn. Wat d'Bauzäit vun der Tunnelvariant ubelaangt, kënne momentan keng Aussoe gemaach ginn, esoulaang ewéi d'Etüden dëse Volet net ëmfaassen.

ad 6. Den Ënnerscheed zwëschent de Projete Contournement Käerjeng a Contournement Alzeng respektiv de jeeweilegen Natura 2000-Zone besteet an der geografescher Situatioun vun de Stroosseprojete par rapport zu de Schutzgebidder, an och an den Ufuerderungen aus den direkt ugrenzenden Zonen.

D'Natura 2000-Gebitt zu Käerjeng „Sanem-Groussebesch / Schouweiler-Bitchenheck" ass een Element vun der Transpositioun vun der europäescher Direktiv „Habitats" 92/43/CEE.

D'Natura 2000-Gebitt zu Hesper gehéiert zum europäesche Vulleschutzgebitt „Vallée supérieure de l'Alzette", wat een Element vun der Transpositioun vun der europäescher Direktiv „Oiseaux" 79/409/CEE (kodifiéiert duerch 2009/149/CE) ass.

D'Gebidder ënnerscheede sech um Niveau vun de Schutzziler. Dës sinn an de respektive groussherzogleche Reglementer definéiert:

- Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation - A220, du 17 novembre 2009

http://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-memorial-2009-220-fr-pdf.pdf

- Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale - A258, du 30 novembre 2012

http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2012/11/30/n10/jo

Weider Charakteristike stinn an de respektive Standard-Informatiounsblieder:

- Sanem-Groussebesch / Schouweiler-Bitchenheck:

https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/natura2000/Site_LU0001027.pdf

- Vallée supérieure de l'Alzette:

https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/natura2000/Site_LU0002007.pdf

ad 7. De Chantier fir d'Piste mixte fir Foussgänger a Vëlosfuerer, fir dee 60 Schaffdeeg ugesat sinn, kann direkt ugefaange ginn, esoubal ewéi déi néideg Approbatiounen an Autorisatioune virleien. Déi néideg Elementer vun der provisorescher Bréck ginn dëser Deeg geliwwert.

Question 1332 (14.10.2019) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**entretien des ponts, barrages et écluses :**

Dans les années 90, la Ville de Diekirch en collaboration avec le Ministère des Sports, le Ministère de l'Aménagement du territoire, Division des pont et chaussées, et le Ministère de l'Environnement ont initié et préfinancé la reconstruction du Pont Hëlzebréck sur le site « Al Schwemm » et ceci dans le cadre des mesures anticrues sur le territoire de la commune. Les infrastructures réalisées, notamment la reconstruction d'un pont pour piétons et cyclistes, la construction d'un barrage automatique susceptible d'être levé et abaissé pour cours d'eau, l'aménagement d'une piste canoë-kayak et l'installation d'une passe à poissons, ont été finalisées en septembre 2017.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable de même qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Existe-t-il un relevé des barrages ou écluses se trouvant sur les flux d'eau nationaux ? Si oui, qui sont les différents propriétaires ?

2) Qui est le propriétaire des infrastructures mentionnées à Diekirch dans le lit de la Sûre ?

3) Qui est responsable de la gestion des différentes installations préfinancées par la Ville de Diekirch et subventionnées par l'État ?

4) Qui est responsable des différents contrats d'entretien des installations techniques ?

Réponse commune (19.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Un tel relevé a été élaboré par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) lors de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE). Il fait partie intégrante du plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (partie luxembourgeoise), ainsi que du programme de mesures. Ce relevé peut être consulté sur le site geoportail.lu. En ce qui concerne la question des propriétaires de ces barrages, il faut mentionner que celle-ci n'est souvent pas clairement tranchée. À cause de cette incertitude, l'information relative au propriétaire d'un ouvrage donné n'a pas été incluse dans le relevé en question.

Or, le relevé des barrages et écluses qui sont de la compétence de l'Administration des ponts et chaussées en ce qui concerne l'entretien et la maintenance est repris ci-après :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le propriétaire des barrages énumérés ci-dessus est l'État luxembourgeois, à l'exception des barrage-écluses sur la Moselle. Ainsi, les barrage-écluses de Stadtbredimus et de Grevenmacher appartiennent, à parts égales, au Grand-Duché de Luxembourg et à la République fédérale d'Allemagne et sont exploités par le Service de la navigation ensemble avec les homologues allemands. La gestion est définie par l'accord conclu entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur l'entretien, le renouvellement et l'exploitation de la partie de la Moselle commune aux deux États, en exécution de l'article 56 de la Convention au sujet de la canalisation de la Moselle, du 27 octobre 1956, et de l'article 27 du Traité de limites entre le roi de Prusse et le roi des Pays-Bas, du 26 juin 1816. Le barrage-écluse de Apach-Schengen situé au tripoint Luxembourg-France-Allemagne appartient principalement au Luxembourg et à la France. L'entretien et l'exploitation sont assurés par la République française.

ad 2) La Sûre inférieure entre l'embouchure avec l'Alzette à Ettelbruck jusqu'à la confluence avec la Moselle à Wasserbillig fait partie des domaines de l'État. Par conséquent, l'État est également propriétaire de la majorité des ouvrages sur les cours d'eau étatiques dont le barrage de Diekirch prémentionné.

Or, le réaménagement du secteur « Al Schwemm » à Diekirch comprend notamment, outre la reconstruction d'une passerelle pour piétons et cyclistes, l'aménagement d'un barrage gonflable, d'une piste canoë-kayak et d'une passe à poissons.

Le projet en question a fait l'objet d'une demande de prise en charge de la Ville de Diekirch en tant que maître d'ouvrage auprès de l'ancien Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région concernant l'obtention d'une aide basée sur la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ainsi qu'auprès du Département ministériel des Sports en ce qui concerne en particulier l'aménagement de la piste canoë-kayak.

Le projet de la reconstruction de la passerelle fut établi et suivi par l'Administration des ponts et chaussées. À part la participation financière accordée à la Ville de Diekirch par le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, les frais de construction y relatifs n'ont pas fait l'objet d'un préfinancement par la Ville de Diekirch, mais étaient directement à charge du Fonds des routes.

Avec la reconstruction de la passerelle pour piétons et cyclistes, il était devenu possible de prévoir en temps utile le tracé ultérieur définitif de la piste cyclable PC16 du réseau national sur cet ouvrage. Les travaux de construction du pont ont eu lieu du 27 juin 2013 au 30 mai 2015. La déviation de la piste cyclable peut ainsi être mise en place dans le cadre de la réalisation actuelle du couloir multimodal entre Ettelbruck et Diekirch et du projet d'un nouvel axe pour les transports publics, qui traverserait la Sûre et relierait également le campus scolaire près de Gilsdorf moyennant un nouvel ouvrage qui remplacerait l'actuel ouvrage « Ficellsbréck », sous compétence communale.

ad 3) Le responsable de la gestion du site « Al Schwemm » à Diekirch est la Ville de Diekirch, conformément à l'autorisation EAU/AUT/19/0202 « Renouvellement de l'autorisation EAU/AUT/15/0014 concernant l'exploitation du barrage au site "Al Schwemm" en zone à risque d'inondation du cours d'eau "Sûre" à Diekirch », émise par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 18 juin 2019. Il y a lieu de noter que cette autorisation d'exploitation se réfère à l'intégralité des installations du site « Al Schwemm » à Diekirch, tout en excluant la passerelle elle-même.

De façon générale, la répartition des compétences entre l'État et les communes concernant l'entretien du réseau cyclable national est régie par les dispositions de la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux. Ces dispositions s'appliqueraient également à la passerelle en question de façon définitive dès que la PC16 aura été déviée. Il peut être ajouté que ces dispositions prévoient que l'entretien courant du réseau national incombe aux communes. L'aménagement et l'entretien constructif des infrastructures routières formant le réseau cyclable national sont à charge de l'État, à l'exception des tronçons empruntant la voirie communale à l'intérieur d'une agglomération. D'ici là, les interventions nécessaires seront à coordonner entre les services de l'Administration des ponts et chaussées et de la Ville de Diekirch.

ad 4) En référence à ce qui précède, il est évident que le gestionnaire du barrage et de la mesure anticrue y afférente a non seulement le droit d'exploitation, mais également le devoir d'entretien de la mesure tout en pouvant bénéficier d'aides étatiques de la part du Fonds pour la gestion de l'eau.

Question 1333 (22.10.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **détournements de fonds au sein de l'administration communale de Hesperange :**

Comme cela a été reporte dans la presse, les deux fonctionnaires de l'administration communale de Hesperange qui avaient détourné des fonds considérables se trouvent désormais en détention préventive. Les deux fonctionnaires auraient détourné au cours d'une période d'environ 20 ans des fonds communaux à hauteur de plusieurs millions d'euros sur des comptes appartenant à des entreprises factices et ceci malgré les contrôles réguliers et périodiques effectués par la commune ainsi que par le Ministère de l'Intérieur.

Plusieurs articles dans la presse avaient indiqué qu'après le dévoilement de l'affaire en juin 2019, les deux fonctionnaires en question n'ont été suspendus de leurs fonctions qu'après quelques semaines et qu'ils se trouvaient initialement en congé de maladie.

La suspension fait partie des sanctions prévues par la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Ainsi, selon l'article 68 de cette loi, après sa saisine par le collège échevinal, le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire peut, dans le cas où la faute commise par le fonctionnaire communal est « susceptible d'entraîner une sanction disciplinaire grave », suspendre le fonctionnaire en question. Cette suspension perd sa validité si elle n'est pas confirmée par le collège échevinal dans les huit jours.

Le 18 octobre 2019, le collège échevinal de la commune de Hesperange a émis un communiqué de presse précisant plusieurs détails sur l'historique de l'affaire. Il ressort de ce communiqué que le collège échevinal a été informé des irrégularités en date du 12 juin 2019 et qu'il a saisi le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire le 22 juillet 2019. Ce dernier a décidé de suspendre les fonctionnaires concernés une semaine plus tard, à savoir le 29 juillet, une décision qui a été confirmée par le collège échevinal le 5 août 2019.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Le Ministère de l'Intérieur a-t-il entre-temps identifié la raison pour laquelle lesdites escroqueries n'ont pas été remarquées lors de ses contrôles des finances communales ?

2) Quelles sont les conséquences qui sont tirées de cette affaire pour le contrôle des finances communales ?

3) Après la découverte d'irrégularités comparables à celles ayant mené à cette affaire, à partir de quel moment le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire peut-il être saisi par le collège échevinal ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député s'enquiert sur des irrégularités survenues au sein de l'administration communale de Hesperange.

En ce qui concerne la non-détection de ces irrégularités ainsi que les conséquences de cette affaire sur le contrôle des finances communales, il est renvoyé à ma réponse à la question parlementaire n° 0916 du 18 juillet 2019.

Concernant la saisine du commissaire du Gouvernement à l'instruction disciplinaire, je tiens à rappeler l'article 68, paragraphe 2, de la loi modifiée du 24 décembre 1984 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, qui détermine que le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le commissaire du Gouvernement dès que des faits faisant présumer que le fonctionnaire a manqué à ses devoirs, sont portés à sa connaissance.

Question 1334 (15.10.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **bracelets électroniques en cas de violence conjugale :**

En France, les députés de l'Assemblée nationale viennent d'adopter en première lecture une proposition de loi qui prévoit une série de mesures pour lutter contre les violences conjugales, dont notamment la mise en place du « bracelet électronique antirapprochement ».

Ainsi, le bracelet électronique permettra de signaler à distance que l'auteur de violences conjugales se trouve à proximité de la victime à qui a été attribué un dispositif de téléprotection, qui permet également de déterminer sa localisation. Les modifications au code de procédure pénale prévoient le port du bracelet électronique notamment dans les cas de mise en examen pour violences conjugales, dans les cas de comparution par procès-verbal ou de comparution immédiate pour violences conjugales ou dans le contexte d'un aménagement de peine dans les cas de la libération conditionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre estime-t-elle qu'une telle mesure puisse également être introduite par une loi au Luxembourg ?

2) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à l'utilisation du bracelet électronique comme moyen visant à assurer le respect d'une interdiction de rapprochement d'un auteur de violences face à sa victime ?

3) Une telle mesure devrait-elle être liée à un régime d'accompagnement psychosocial de l'auteur pour éviter la récidive ?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1) Le Gouvernement a mis en place un groupe de travail interministériel qui vise à améliorer le dispositif de protection en matière de violence domestique. Parmi les questions à traiter figurent notamment une évaluation générale de la loi modifiée du 8 septembre 2003, les recommandations formulées dans les rapports annuels du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence et l'applicabilité au Luxembourg des mesures actuellement préconisées et discutées à l'étranger pour lutter contre les violences conjugales, tels que l'introduction du bracelet électronique.

L'introduction du « bracelet électronique anti-rapprochement » constituerait un moyen de contrôle additionnel par rapport aux mesures déjà en place depuis la loi du 30 juillet 2013 modifiant la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique.

En effet, depuis la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, le Luxembourg dispose d'un arsenal diversifié et efficace en matière de violence domestique au cœur duquel se trouve le mécanisme de l'expulsion, sur ordre du procureur d'État, de la personne contre laquelle il existe des indices qu'elle se prépare à commettre, contre une personne avec laquelle elle cohabite, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique. L'expulsion emporte interdiction pour la personne expulsée d'entrer au domicile et à ses dépendances, de prendre contact avec la personne protégée et de s'en approcher. Il appartient à la Police grand-ducale de vérifier le respect de ces interdictions.

Ainsi, au Luxembourg en cas de violence domestique une interdiction de s'approcher peut résulter i) d'une mesure d'expulsion ordonnée par le substitut du Parquet en application de l'article 1er de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, ii) d'une ordonnance du juge aux affaires familiales prise en application de l'article 1071-8 du Code d'instruction criminelle, iii) d'une condamnation pour violence domestique accompagnée d'une mesure d'interdiction prononcée par le tribunal en application de l'article 409 in fine ainsi que iv) d'une mesure de contrôle judiciaire imposée par le juge d'instruction ou la chambre du conseil.

La violation d'une interdiction de s'approcher indiquée sous les points i) à iii) est punissable d'une peine d'emprisonnement de 15 jours à deux ans ainsi que d'une amende en application de l'article 439, alinéas 4 et 5, du Code pénal. Une violation d'une mesure du contrôle judiciaire peut entraîner sa révocation et un placement en détention préventive.

ad 2) La procédure actuellement en place fonctionne déjà très bien, puisque dès qu'une personne viole une interdiction de s'approcher et que la victime ou son entourage en informent la police, le substitut de service est immédiatement informé de ce fait et peut demander l'ouverture d'une instruction judiciaire avec mandat de dépôt en cas de besoin.

Cependant l'introduction du bracelet électronique dans le cas de violence domestique pourrait améliorer le système déjà en place, ceci notamment dans le cas de « réconciliation » entre auteur et victime pendant la période de protection où la victime n'appelle pas la police mais accepte un contact ou un retour au domicile de l'auteur. Le bracelet électronique permettrait une information instantanée des policiers et magistrats en charge du dossier de chacune de ces « réconciliations », ces derniers devraient alors se pencher sur les motifs et le caractère volontaire ou involontaire de ces « réconciliations » avant de décider sur les mesures à prendre - simple éloignement du contrevenant de la personne protégée, citation à l'audience, ouverture d'instruction de demande de mandat de dépôt. Il n'existe pas de statistique fiable sur le nombre de ces « réconciliations » forcées où une intervention des autorités serait utile dans un souci de protection des victimes. Il y a eu en 2018, sur 231 expulsions ordonnées, seulement 70 demandes de prolongation, la victime demandant que la période d'expulsion de 14 jours soit prolongée à trois mois et il y a eu 34 cas de récidive (l'auteur avait déjà fait l'objet d'une précédente expulsion depuis 2013).

Toutefois, afin de garantir l'efficacité du dispositif, il faudrait veiller à ne pas en généraliser l'utilisation, mais le réserver aux cas graves, dans lesquels il existe des indices permettant de conclure que l'auteur pour lequel il est mis en place est réellement dangereux. Il ne faut pas perdre de vue que pour la victime, le dispositif antirapprochement pourrait aussi avoir un effet anxiogène, en ce qu'il lui rappelle en permanence la présence hypothétique de l'auteur et permet ainsi de perpétuer l'emprise de ce dernier sur la victime. S'il ne faut donc pas méprendre le bracelet électronique antirapprochement pour un remède à tous les dangers, dès lors que son efficacité dépend aussi de la rapidité de réaction des forces de l'ordre, il pourrait compléter utilement l'éventail des mesures d'ores et déjà à disposition des autorités compétentes afin de combattre le fléau des violences domestiques.

ad 3) La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit la prise en charge psychologique proactive de l'auteur de violence domestique par un service agréé, en pratique cette prise en charge est assurée par le service « Riicht Eraus » de la Croix-Rouge. Pareillement des mesures de prise en charge psychologique sont régulièrement ordonnées par les juridictions de fond. De plus, en cas de sursis probatoire, les agents du Service central d'assistance sociale - service de probation accompagnement, surveillent et guident les auteurs condamnés pour violences intrafamiliales.

Question 1336 (15.10.2019) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Pacte Logement :**

Duerch d'Gesetz iwwer de Pacte Logement aus dem Joer 2008 huet de Staat iwwer de Wee vu finanzielle Bäihëllefen d'Entwécklung vun de Gemengen ënnerstëtzt. De Gros vun de Sue sinn an de Bau a Renovatioun vu Schoulen, Maison-relaisen oder Crèchë gefloss. Laut dem drëtte Monitoring vum Pacte Logement aus dem Joer 2018 sinn nëmmen e klengen Deel vun de Sue fir de Bau vu Wunnenge genotzt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Wat ass de Gesamtbetrag, deen déi lescht zéng Joer, zanter dem Bestoe vum Pacte Logement fir d'Entwécklung vun de Gemengen ausbezuelt ginn ass?

- Wei ee Betrag gouf pro Gemeng via de Pacte Logement an dëser Period ausbezuelt?

- Wat ass de Wuesstem vun der Populatioun pro Gemeng wärend dëser Zäit?

- Wei eng Gemeng huet wärend dëser Zäit wat fir e Betrag spezifesch an de Wunnengsbau investéiert?

Réponse (15.11.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Ech wëll den éierewäerten Deputéierten informéieren, dass tëschent der Period 2008-2019 - opgeronnt - zirka 392 Milliounen Euro un d'Gemengen ausbezuelt gi sinn.

De Betrag pro Gemeng, dee via de Pacte Logement an dëser Period ausbezuelt gouf, kann een op den „fiches spécifiques reprenant les données essentielles par communes" erausliesen. Déi Fichë stinn um Internetsite www.pacte-logement.lu (ënner der Rubrik „Infos pratiques - Monitoring Pacte Logement"). Hei ass de Link op d'Fichen: http://observatoire.liser.lu/basedeprix_carte.cfm?pageKw=pactlogement.

En Tableau vum Budget iwwer d'Referenzperiod 2007-2016, déi zéng Joer, wou den Objektiv vu 15 % Wuesstem gemooss ginn ass - dat heescht also d'Budgetsperiod 2008-2017 -, opgedeelt no Kategorie „Pacte Logement" vun de Gemengen, hunn ech u meng Äntwert annexéiert. Verschidde Gemengen hu méi spéit ugefaangen - dat heescht d'Budgetsperiod ab 2009 oder 2010 - a verschidde Gemengen hu jo och fusionéiert an der Referenzperiod.

D'Informatiounen iwwer de Wuesstem vun der Populatioun pro Gemeng wärend dëser Zäit fënnt een och op den „fiches spécifiques reprenant les données essentielles par communes". D'Tabell mat dem Wuesstem vun der Populatioun pro Gemeng - nom Statec - hunn ech hei mat annexéiert, zur Informatioun. Et fënnt ee se och op follgender Internetsäit: https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=12861&sCS_ChosenLang=fr.

Op den „fiches spécifiques reprenant les données essentielles par communes" gesäit ee wéi vill Sue vum Pacte Logement déi jeeweileg Gemeng ausginn huet an a wéi eng Projeten d'Sue gefloss sinn. Et léisst sech awer aus dëse Fichen net erausliesen, wéi vill Euro d'Gemeng spezifesch an de Wunnengsbau investéiert huet.

Hei eng Oplëschtung pro Gemengentyp:

Tëschent 2008 an 2017 si follgend Beträg an de Wunnengsbau gefloss:

- CDA-Gemengen: 8.808.788 Euro (6,25 %)
- IVL-Gemengen: 897.899 Euro (1,70 %)
- Standard-Gemengen: 0 Euro (0,00 %)
- Gemenge mat der Optioun „rétroactivité": 234.100 Euro (1,55 %)

Follgend Gemengen hunn an Immobilieprojeten investéiert (an Euro):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1338 (16.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **ambassades :**

Ambassaden erlaben et engem Land seng eege Strategie an och seng eege Positioun an engem anere Land ze vertrieden. Gläichzäiteg kënnen duerch si international Relatiounen opgebaut an d'Interesse vum Land a vu senge Biergerinnen a Bierger besser vertruede ginn.

Ambassaden erlaben et lëtzebuergesche Firmen doriwwer eraus, duerch hiert qualifizéiert Personal, méi einfach Zougang zu frieme Mäert ze kréien, an hëllefe Firmen aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze lackelen. Esou spillen Ambassaden nieft dem reng diplomatesche Volet och eng ekonomesch Roll an erméiglechen et esou, eis Ekonomie ze diversifizéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ambassadë vun EU-Partner (EU27) si pro Land, an deem Lëtzebuerg keng Ambassade huet, vertrueden?

2. Opgeschlësselt no Ambassade, a wéi ville Länner ass déi jeeweileg lëtzebuergesch Ambassadrice, bezéiungsweis dee jeeweilegen Ambassadeur, als „non-résident" akkreditéiert?

3. A wéi enge Länner gesäit de Minister eng Prioritéit, fir eng lëtzebuergesch diplomatesch Missioun opzemaachen?

Réponse (31.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Erlaabt mer hei op de follgenden EU-Site ze verweisen:

https://ec.europa.eu/consularprotection/content/find-embassy-consulate_en.

ad 2. All Joer presentéiert den Ausseministère d'Akkreditatioune vum Lëtzebuerger diplomatesche Reseau a sengem „rapport annuel", deen op Internet ze fannen ass: https://maee.gouvernement.lu/fr/le-ministere/rapports-annuels.html.

Aktuell presentéiert sech de Reseau vu bilateralen Ambassaden an d'Coakkreditatioune follgendermoossen:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dobäi kommen dann natierlech och nach eis stänneg Vertriedunge bei den internationalen a regionalen Organisatiounen.

ad 3. Et gëtt no den Interêten a Besoine vum Land gekuckt, wann d'Prioritéite festgehale ginn, fir den diplomatesche Reseau ze redefinéieren, sou wéi dat och am Koalitiounsaccord vun 2018 festgehale gouf.

De Regierungsrot huet de 4. Oktober 2019 decidéiert, dass ons Ambassade zu Brasilia am Chili soll coakkreditéiert ginn an ons Ambassade zu New Delhi, am Bangladesh an am Sri Lanka, wéi och dass ab dem Summer 2020 Chargés d'affaires am Mali an am Niger genannt ginn.

Question 1339 (16.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **études en médecine à l'Université du Luxembourg :**

À partir de la rentrée universitaire 2020, l'Université du Luxembourg développera ses études en médecine par le lancement d'un diplôme de bachelor, ce diplôme donnant accès après trois ans d'études au master en médecine aux universités partenaires.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche quelles sont ces universités partenaires.

- Est-ce que les 25 étudiants en médecine prévus à partir de 2020 seront assurés de leur acceptation à ces universités ?

- Endéans quels délais le Gouvernement envisage-t-il l'extension de la formation au Luxembourg au master ?

- Combien de candidats ont suivi, depuis sa création, avec succès la formation spécifique en médecine générale et combien de généralistes ayant suivi cette formation se sont établis au Luxembourg ?

- Est-ce que cette formation fait entre-temps partie à part entière de l'offre et de l'organisation de l'Université du Luxembourg ?

- L'extension de la formation en cancérologie et en neurologie étant prévue dans un proche avenir, j'aimerais savoir quels sont les partenaires nationaux et internationaux de ces nouvelles formations ?

Réponse (13.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque introductive, il convient de préciser que, lors de sa séance du 22 mars 2017, le Conseil de Gouvernement a pris des décisions concernant l'extension des études universitaires en médecine au Luxembourg. Il a retenu que l'Université du Luxembourg développera un premier cycle complet d'études médicales menant au grade de bachelor et tablant sur des concepts d'enseignement moderne ainsi que sur l'établissement de partenariats avec des universités à l'étranger afin d'assurer l'accès, pour les diplômés concernés, au deuxième cycle d'études médicales menant au grade de master. Une fois que le premier cycle d'études médicales menant au grade de bachelor sera bien établi à l'Université du Luxembourg, l'opportunité de la mise en place d'un deuxième cycle d'études médicales menant au grade de master sera étudiée et fera l'objet d'une décision ultérieure.

En date du 20 mars 2018, le Ministre délégué luxembourgeois à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et le Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française ont signé un nouveau protocole relatif à la coopération scientifique et universitaire entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française. Le nouveau protocole prévoit, en plus des dispositions du protocole additionnel signé en 2010, que chaque année à partir de 2022, un maximum de 25 autres étudiants de l'Université du Luxembourg, peuvent, après avoir réussi la troisième année en médecine à l'Université du Luxembourg, être admis à s'inscrire en quatrième année d'études en vue de l'obtention du diplôme sanctionnant la formation médicale de base auprès d'une des universités de Lorraine, Strasbourg, Paris V et Paris VI.

Le 22 mars 2017, le Gouvernement en conseil a retenu en outre de développer des études spécialisées en médecine générale, en neurologie et en oncologie à l'Université du Luxembourg. Le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont en train de finaliser un avant-projet de loi portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg, ce qui permettra d'intégrer définitivement et complètement la formation spécifique en médecine générale à l'Université du Luxembourg. Depuis 2007, 115 médecins généralistes ont obtenu leur diplôme dont 104 exercent au Luxembourg.

Les partenaires nationaux pour l'extension des études spécialisées en neurologie et en oncologie à l'Université du Luxembourg sont les Sociétés luxembourgeoises de neurologie et d'oncologie, le Luxembourg Institute of Health, l'Institut national du cancer et les quatre hôpitaux au Luxembourg. Les partenaires internationaux sont les sociétés et universités partenaires des trois pays limitrophes, auxquelles s'ajouteront d'éventuels partenaires à l'étran-

ger qui seront choisis en fonction du domaine spécifique suivi par le médecin en voie de spécialisation.

Question 1340 (16.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**état des lieux d'un immeuble dans le cadre de la loi du 22 octobre 2008 dite « Pacte Logement » :**

Am Logementsgesetz vum 22. Oktober 2008 ass am Artikel 13-4. Iwwer d'Emphyteose follgend Dispositioun festgehalen:

« Tout titre constitutif doit, sous peine de nullité, comprendre un état des lieux de l'immeuble. »

An dësem Kontext géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Dokumentéiere vum État des lieux genee definéiert?

2. Wéi eng Viraussetzunge mussen erfëllt sinn, fir datt d'Dokumentéiere vum État des lieux als gülteg kann ugesi ginn?

3. Geet et fir d'Dokumentéiere vum État des lieux duer, Fotoe vum Immeuble ze maachen?

Réponse (12.11.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Mir wëllen den éierewäerten Deputéierten informéieren, dass d'Gesetz vum Pacte Logement vun 2008 keng Definitioun vum État des lieux virgesäit.

D'Gesetz gesäit nëmme vir, dass en État des lieux muss erstallt sinn, ouni weider Konditiounen ze verlaangen. Et läit un de Parteien, festzeleeën, wéi si hiren État des lieux opstellen, fir dass en hinnen déi néideg rechtlech Sécherheet gëtt.

Fir d'Dokumentéiere vum État des lieux kéinten d'Parteien also decidéieren, och just Fotoe vum Immeuble ze maachen.

Question 1341 (17.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **Plan d'action national « Prostitution » :**

Le Gouvernement luxembourgeois a développé une stratégie en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg, qui se décline en plusieurs axes prioritaires compilés dans un Plan d'action national (PAN) « Prostitution », et mise en vigueur par la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant : 1) le Code de procédure pénale 2) le Code pénal.

Dans la mesure où des riverains du quartier de la gare manifestent depuis un certain temps pour bannir le trafic de drogue et la prostitution de leur quartier, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances :

- Madame la Ministre peut-elle déjà nous fournir un premier bilan de la stratégie dite « Exit » du PAN « Prostitution » ?

- La ministre dispose-t-elle de chiffres de prostituées ayant réussi à quitter le milieu de la prostitution ?

- Dans l'affirmative, peut-on déjà constater une augmentation du nombre d'abandons par rapport aux années précédentes ?

- Face à l'inquiétude des riverains du quartier de la gare, le Ministère envisage-t-il d'augmenter et de renforcer ces efforts et moyens mis en œuvre pour réduire la prostitution au Luxembourg ?

Réponse (12.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Le Plan d'action national « Prostitution » (dans la suite « PAN Prostitution ») a été présenté par le Gouvernement en juin 2016 et s'est décliné en plusieurs axes prioritaires, à savoir :

- le renforcement du cadre législatif de la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles, mis en œuvre par la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant 1) le Code de procédure pénale 2) le Code pénal ;

- le renforcement de l'encadrement social, psychosocial et médical à travers une intensification du « Streetwork » et l'augmentation des ressources humaines auprès du service dropIn de la Croix-Rouge luxembourgeoise ;

- l'intensification des actions de prévention, d'information et de sensibilisation dans le cadre du proxénétisme et de la traite des êtres humains, à travers des campagnes de sensibilisation (p. ex. stoptraite.lu) et des formations pour les professionnels dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, notamment pour les volets de la détection et de l'identification des victimes ;

- l'amélioration de l'éducation sexuelle et affective dans le cadre du « Programme national - Promotion de la santé affective et sexuelle » au Grand-Duché de Luxembourg et le plan d'action national pluriannuel (PAN - SAS) ;

- la mise sur pied d'une stratégie dite « Exit »[5] pour les prostitué(e)s souhaitant quitter le milieu de la prostitution.

Concernant la stratégie d'Exit, il faut d'abord préciser que la décision de quitter le milieu de la prostitution n'est pas facile en raison de la nécessité d'une remise en question personnelle et fondamentale des prostitué(e)s qui souhaitent donner à leur vie une nouvelle direction. Ainsi, le travail avec les concerné(e)s est de longue haleine durant les deux années du programme tant du côté des prostitué(e)s que du côté des travailleurs sociaux. De plus, l'Exit connaît des limites de réussite liées aux difficultés de réintégrer les candidat(e)s sur le premier marché du travail. Les lacunes linguistiques, les différences culturelles, les déficiences au niveau des formations allant de l'analphabétisme jusqu'aux difficultés de reconnaissance des diplômes ne sont que quelques éléments compromettant souvent les réussites individuelles. D'autres problèmes rencontrés en cours de route sont liés à la situation aigüe du logement et à la lenteur de certaines démarches administratives (telles que p. ex. la demande d'obtention du REVIS). Voilà pourquoi il est essentiel que les responsables du programme sondent de manière détaillée à l'avance avec les candidat(e)s potentiel(le)s les opportunités et les chances d'une réorientation professionnelle.

Depuis la mise sur pied du programme en octobre 2015, 15 personnes se sont présentées auprès des responsables du dropIn pour entamer les démarches nécessaires pour quitter le milieu de la prostitution. 3 candidat(e)s n'ont pas rempli les conditions préalables pour commencer le programme. 5 prostitué(e)s ont réussi à quitter durablement le milieu de la prostitution. Actuellement, 2 prostitué(e)s suivent le programme « Exit » et sont sur le point de réussir de réintégrer le premier marché du travail. 5 candidat(e)s ont abandonné le programme en cours de route et sont retourné(e)s dans la prostitution. Au-delà du programme « Exit », certaines prostitué(e)s réussissent à quitter le milieu par leurs propres efforts où grâce à l'aide d'anciens clients, dont les histoires de réussite sont rapportées aux responsables du dropIn. Par rapport à la situation à l'étranger, il est à constater que des projets existant p. ex. en France sont confrontés à des difficultés similaires et connaissent les mêmes taux de réussite.

Quant à la situation actuelle au quartier de Luxembourg-gare, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes rend attentif au fait que les problèmes récemment médiatisés et thématisés par les résidents du quartier ne sont pas exclusivement dus à la présence de la prostitution. Les problèmes y rencontrés sont multifactoriels et exigent une coopération concertée entre les autorités communales de la Ville de Luxembourg, les autorités policières et judiciaires et leurs ministères de tutelle respectifs, les services sociaux et - pour le volet de l'encadrement psychosocial de la prostitution à Luxembourg - le dropIn en concertation avec son ministère de tutelle de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Durant les dernières années, les mesures mises en œuvre dans le cadre du PAN Prostitution ont contribué à réduire la prostitution de rue dans le quartier, notamment grâce à l'intensification du Streetwork « Indoor » et « Outdoor ». Dans ce contexte, les travailleurs sociaux du dropIn expliquent aux prostitué(e)s les risques liés à l'exposition à la rue et informent sur le dropIn et les différents services prestés dans ses locaux. Pour le futur, le service entend restructurer le programme du « Streetwork » en créant un site Internet et en lançant une offensive sur les réseaux sociaux pour encore mieux informer sur les services du dropIn.

Il reste finalement à préciser que je suis régulièrement à l'écoute du dropIn, ceci dans le cadre de plateformes de concertation régulièrement organisées et de visites sur place, dont une est planifiée fin novembre 2019 en présence de représentant(e)s du dropIn et de la Police grand-ducale pour m'informer sur les récents développements du milieu de la prostitution.

[5] Le programme « Exit » se différencie entre l'Exit 1 avec possibilité de pouvoir disposer d'un logement, et l'Exit 2 pour les candidat(e)s qui ont leur propre logement.

Question 1342 (17.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire :**

Mam Gesetz vum 20. Juli 2018 « portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire » goufen d'Missioune vun aacht Centres de compétences festgeluecht. Nodeems dës Zentren elo wärend engem éischte Schouljoer Kanner en charge geholl hunn, wier et gutt, mat Hëllef vun enger Rei Zuelen, en éischte Bilan ze zéien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. a) Wéi vill Kanner hu wärend dem Schouljoer 2018/2019 vun de Centres de compétences profitéiert (opgeschlësselt no Zentrum)?

b) Wéi vill vun dëse Kanner sinn iwwer den CDSE aus der regulärer Schoul erausgeholl ginn?

c) Wéi vill Kanner hunn hir Rentrée 2019 an engem Centre de compétences gemaach (opgeschlësselt no Zentrum)?

2. a) Wéi vill Personal gouf am Laf vum Schouljoer 2018/2019 fir d'Centres de compétences rekrutéiert?

b) Wéi vill Persoune goufe fir d'Rentrée 2019 rekrutéiert?

3. Wéi eng Diplomer a Qualifikatioune si gesicht ginn (opgeschlësselt no Unzuel vun de Posten an Zentren)?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. a) D'Opschlësselung vun de Kanner no Zentre gesäit follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Mam Gesetz vun de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, sinn dräi nei Kompetenzzentre geschafe ginn: den Zenter fir déi sozio-emotional Entwécklung (CDSE), den Zenter fir Léierschwieregkeeten (CDA) an den Zenter fir héichbegaabte Schüler (CEJHP). Dës dräi Zentren hu sech am Laf vum Schouljoer 2018/2019 ugefaangen ze etabléieren, soudass dës Zentren hei nach net am Detail mat afléissen.

Wichteg ass hei nach ze soen, dass nach weider 3.450 Schüler vum Cycle 1 an der Reegelschoul vum Centre de logopédie suivéiert gi sinn.

ad 1. b) Am Schouljoer 2018/2019 sinn am Ganze 35 Kanner am Kompetenzzenter CDSE temporär beschoult ginn. Dat opgrond vun de Besoine vum Schüler a fir kënnen e méi intensive Suivi um sozio-emotionalen Niveau ze garantéieren.

ad 1. c) Bei der Rentrée 2019 sinn 806 Schüler an enger Klass vun engem Kompetenzzenter beschoult ginn a 503 goufen ambulant an der Reegelschoul vum Zenter encadréiert.

Am Detail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Och 2019 gi ronn 3.000 Schüler am Kader vum Cycle 1 reegelméisseg vum Centre de logopédie suivéiert.

ad 2. a) Am Kalennerjoer 2018 sinn am Ganzen 127,5 Posten équivalent temps plein (ETP) rekrutéiert ginn.

ad 2. b) 2019 waren et am Ganzen 113,5 Posten équivalent temps plein (ETP).

ad 3. Am Laf vun 2019 goufen 41,5 Posten équivalent temps plein (ETP) um Niveau vum Master (pédagogues, psychologues, professeurs ...), 70 Posten équivalent temps plein (ETP) um Niveau vum Bachelor (instituteurs, éducateurs gradués, orthophonistes, ergothérapeutes, psycho-rééducateurs, infirmiers ...) an 2 Posten équivalent temps plein (ETP) um Niveau Fin d'études secondaires (éducateurs ...) agestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Question 1343 (17.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **logements insalubres :**

Suite au drame à Marseille, en novembre 2018, lors duquel l'effondrement de deux immeubles insalubres avait causé la mort de huit personnes, le Gouvernement français a fait de la lutte contre l'habitat indigne, indécent ou insalubre une priorité.

Toutes proportions gardées, le problème des logements insalubres respectivement le phénomène des marchands de sommeil n'épargne pas le Luxembourg. La lutte contre ce fléau concerne différentes institutions et différents services et varie selon les communes.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement quelle est la démarche du Gouvernement à l'encontre de ce problème.

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données sur l'étendue du phénomène ?

- Existe-t-il une démarche commune englobant toutes les autorités concernées et concernant l'assainissement, le relogement, la création de structures alternatives ?

- Ne serait-il pas opportun de charger l'Observatoire du logement d'une étude en la matière ?

Réponse (05.11.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur l'étendue du « phénomène des marchands de sommeil » au niveau communal au Grand-Duché.

Concernant l'insalubrité de logements, il convient d'informer l'honorable Député sur l'existence d'un rapport « Analyse du mal-logement et de l'exclusion liée au logement » rédigé en 2015-2016 par le LISER pour le compte du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et qui concluait à ce sujet que : « le nombre de ménages souffrant de problèmes d'insalubrité ou de vétusté prononcée s'est réduit au Grand-Duché de Luxembourg depuis 2003. En 2013, 89,9 % des ménages ne souffrent ainsi d'aucun de ces deux problèmes (contre 85,5 % en 2003). Seuls 5,0 % des ménages souffrent d'un problème d'insalubrité, alors que 5,1 % déclarent un problème de vétusté prononcée sans toutefois avoir un problème d'insalubrité. »

Pour réagir au « phénomène des marchands de sommeil » et au problème de l'insalubrité de logements, il convient de rappeler qu'un projet de loi (doc. parl. n° 7258) avait été déposé à la Chambre des Députés le 7 mars 2018 par l'ancien Gouvernement, prévoyant notamment une refonte globale des dispositions légales relatives aux critères de salubrité, de location, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements et chambres destinés à la location ou mis à disposition à des fins d'habitation, actuellement prévues par les articles 32 à 36 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

En même temps, le règlement d'exécution y afférent - datant de 1979 - a été totalement revu et adapté aux exigences actuelles, au vu des expériences que les communes ont pu faire lors du contrôle de logements et chambres loués ou mis à disposition à des fins d'habitation.

Ces textes avaient été élaborés sur base des propositions d'un groupe de travail interministériel composé de représentants du Syvicol, de la Ville de Luxembourg, de la Ville d'Esch-sur-Alzette, du Ministère du Logement, du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Santé au cours de nombreuses réunions qui se sont tenues au sein de mon ministère.

Suite à l'avis du Conseil d'État du 9 octobre 2018, ledit projet de loi a été scindé en deux

parties, de sorte que les dispositions sur les critères de salubrité seront bientôt prévues dans une législation - et réglementation - à part.

Les amendements gouvernementaux concernant le projet de règlement d'exécution viennent d'être approuvés par le Conseil de Gouvernement en date du 11 octobre 2019, et ont été transmis au Conseil d'État pour avis.

Lesdits textes poursuivent le même objectif que le texte actuel de 1979, tel que modifié en 1993 : résorber le logement insalubre et indigne et empêcher les pratiques douteuses de certaines personnes peu scrupuleuses essayant de réaliser des bénéfices importants dans la mesure où elles louent à des prix exagérés des locaux d'habitation qui ne sont pas dignes de ce nom.

La Commission du Logement de la Chambre des Députés a discuté sur la problématique des chambres de café respectivement sur les projets de texte modifiant les dispositions sur les critères de salubrité lors de ses réunions du 2 mars 2010, du 23 février 2018, du 21 mars 2019 et du 4 avril 2019.

Après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en la matière, d'autres démarches communes pourraient bien évidemment être prises, le cas échéant, si opportunes et nécessaires.

Question 1345 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **couveuses pour bébés prématurés :**

Mir ass zougedroe ginn, datt et zu Lëtzebuerg ze wéineg Couveusë soll ginn, fir déi ze fréi gebuere Puppelcher kënne medezinesch ze betreien.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister deen uewe genannte Fait confirméieren?

2. Ass et scho virkomm, datt Fraen hu missen an d'Ausland transferéiert ginn, fir ze accouchéieren? Wa jo, wéi vill Fraen hunn an de leschte fënnef Joer missen an d'Ausland transferéiert ginn?

3. Wa jo, wien iwwerhëlt d'Käschte fir den Transfert an den Accouchement a wie këmmert sech ëm den administrativen Opwand?

Réponse (21.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

D'Bettenunzuel vum nationale Service vun der Intensiv-Neonatologie ass am Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 festgeluecht: Et gesäit e Minimum vu 14 Better an e Maximum vu 25 Better vir. Den nationale Service vun der Intensiv-Neonatologie an der Kannerklinik zielt am Moment 14 Better vun 22 erlaabte Better. Vu datt den Occupatiounstaux iwwer 100 % an de Joren 2016 an 2017 war, huet d'Direktioun vum Centre hospitalier de Luxembourg decidéiert, zwee zousätzlech Better derbäi ze setzen, dat heescht 16 am Verglach zu 14 urspréinglech virgesinn, soudatt do permanent tëschent 16 an 18 bis 19 Bëbeeë sinn an engem Service, deen am Fong geplangt war, fir 14 Bëbeeën (7 Zweebettzëmmer/Inkubator) an der Intensivfleeg opzehuelen. 2018 war den Occupationstaux an der Moyenne 97 %, mat 47 % vun den Deeg, wou d'Unzuel vun de Patienten iwwer 14 war. D'Aktivitéit vum Service vun der Intensiv-Neonatologie an der Kannerklinik berechtegt d'Erhéijung vu 6 zousätzleche Better, esou wéi et am Rapport vun 2017 vum Conseil scientifique vum nationale Service vun der Neonatologie steet.

Am Fall, wou eng Fréigebuert oder eng Risikogebuert bevirsteet, gëtt d'Mamm transferéiert, fir datt d'Gebuert an de beschte Konditiounen a Strukturen, déi eng Intensiv-Neonatologie ka bidden, stattfanne kann. Vu datt d'Better vun enger Intensiv-Neonatologie bal d'Hallschent vun der Zäit besat sinn, kann ee sech virstellen, datt eng gewëssen Unzuel vun Transferten an d'Ausland gemaach ginn, fir d'Sécherheet vum Neigebuerenen ze garantéieren.

Am Joer 2018 huet de Centre hospitalier de Luxembourg 35 esou Transferten an d'Ausland oder, manner oft, an d'Klinik Bohler (déi 7 Better an der net intensiver Neonatologie huet) gemaach, déi gläich Unzuel wäert warscheinlech fir 2019 sinn (32 bis den 12. November 2019).

Et ass méiglech, datt aner Transferten organiséiert goufe vun anere Klinicken oder Fraendokteren an eventuell och, well net genuch Plaz an der Intensiv-Neonatologie war, mee dës Donnéeë ginn net systematesch opgeholl.

Et muss een och erwänen, datt d'Unzuel vun Accouchementer vu 5.260 am Joer 2003 op 7.718 am Joer 2019 geschätzt gëtt, mat enger Unzuel vun Admissiounen an der Neonatologie vu 444 Neigebuerenen am Joer 2010 a geschätzte 512 am Joer 2019.

Prinzipiell gëtt d'Ufroe vum Transfert bei der Krankekeess agereecht, déi dann d'Käschten iwwerhëlt.

Question 1346 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **frais d'anesthésie :**

Mir ass zougedroe ginn, datt, wa bei enger Operatioun d'Frais d'anesthésie ënner 600 Euro leien, de Patient dës Sue muss virstrecken. Et ass evident, datt dës Zomm fir vill Leit eng finanziell Belaaschtung duerstellt, grad dann, wann een och nach mat gesondheetleche Problemer konfrontéiert ass.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister deen uewe genannte Fait confirméieren?

2. Wa jo, wat ass de Grond, firwat dës Käschten net direkt vun der CNS iwwerholl ginn, a gedenkt den Här Minister, fir dëse Mëssstand ze behiewen?

Réponse (12.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Dëse Fait ass net ze confirméieren. Esou eng Reegel gëtt et net. D'Gesondheetskeess iwwerhëlt nämlech direkt d'Käschten am Spidol, déi iwwer 100 Euro pro Dokter ginn.

D'Konventioun tëschent der Gesondheetskeess an den Doktere gesäit an hiren Artikelen 59 a 60 vir:

Artikel 59, 1. Alinea: « En principe il appartient à la personne protégée de régler les honoraires du médecin. Le médecin délivre quittance pour le montant reçu sur les formulaires définis par la présente convention et d'après les modalités y prévues. »

Artikel 60: « Par dérogation à l'article précédent une procédure de paiement direct par l'assurance maladie, dite procédure du tiers payant, est instituée dans les cas limitativement énumérés ci-après : […]

2) La même procédure peut être appliquée pour les actes médicaux délivrés dans le cadre de la compétence de l'assurance maladie :

a) Pour les traitements stationnaires ou les traitements pour patients admis en place de surveillance pour patients ambulatoires en milieu hospitalier, si la durée du traitement dépasse trois jours ou si le montant par médecin dépasse cent euros (100 €). […] »

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt also direkt d'Rechnung am Spidol, déi iwwer 100 Euro ass pro Dokter a Patient. Wann den Dokter awer sengem Patient déi ganz Rechnung facturéiert, dorop huet d'Gesondheetskeess keen Afloss.

Question 1350 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réglementation et les normes des ambulances et de leur équipement :**

Et ass wichteg, datt e kranke Mënsch, dee mat enger Ambulanz gefuer gëtt, wärend der Faart medezinesch beschtméiglech versuergt ka ginn. Leider feelen zu Lëtzebuerg kloer Normen a Reegelen, wéi ee Gefier muss ausgestatt sinn, fir datt een et als Ambulanz deklaréiere kann.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

- Wou ass d'Prozedur drun, fir e klore rechtleche Kader ze fannen, wéi eng Normen a Virgaben e Gefier erfëlle muss, fir kënnen offiziell als Ambulanz ugemellt ze ginn? Fir wéini ka mat der Ëmsetzung vun dëser Prozedur gerechent ginn?

Réponse (22.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt e gesetzleche Kader geschafen, fir d'Prise en charge an den Transport vu Kranken oder Blesséierten an optimale Konditiounen ze garantéieren; dëst wat esouwuel de Confort, d'Sécherheet an d'Hygiène ubelaangt.

Et ass virgesinn, de Regierungsrot am Ufank vum nächste Joer mat dësem Avant-projet de loi ze befaassen.

Question 1351 (17.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des tablettes en classe :**

An der parlamentarescher Fro N° 0617 hate mir den Educatiounsminister iwwer den Asaz vun Tabletten an de Schoule befrot. Hei krute mir exhaustiv erkläert, firwat d'Regierung op d'iPade vun der Mark Apple setzt a wéi den Educatiounsminister gedenkt, d'Formatioun mat dësen Tabletten ze gestalten.

A senger Äntwert schreift den Educatiounsminister:

„Kritescht Denken an e responsabelen Ëmgang mat Technologië sinn net un e spezifescht Gerät oder eng Software gebonnen. Dëst ass villméi en educative Prozess, deen all Dag an deene Klasse stattfënnt, wou esou Technologien agesat ginn."

Eis ass vu verschiddene Schüler a Proffen zougedroe ginn, dass aktuell verschidde Klassen d'iPade guer net fir hiren Unterrecht benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung am Kader vum Unterrecht mat Tabletten dem Léierpersonal Formatioune fir d'Gestalte vum Unterrecht ugebueden? Falls jo, wéi en Ëmfang haten dës Formatiounen a wéi eng Kompetenze krut d'Léierpersonal vermëttelt?

2. Gëtt e Suivi vun der Benotzung vun den Tabletten am Unterrecht gemaach? Falls jo, wéi eng Problemer sinn am Ëmgang mat den Tabletten identifizéiert ginn a wat sinn d'Léisungsvirschléi?

3. Fir wéi e Präis bezéien d'Schoulen d'Tabletten? Ginn dës zentral iwwer de Ministère kaaft oder mécht all Schoul seng eege Bestellungen? Wéi vill Sue goufen insgesamt 2018 an 2019 fir Tabletten ausginn?

4. An den Äntwerten op eis Froen Nrn. 0928 an 0965 iwwer d'Ofhéierfunktioune vu Sproochassistenten (wéi Siri) huet d'Regierung eis informéiert, dass d'Justiz Accès op Sproochassistenten huele kann, dëst awer bis ewell net gemaach huet an d'Fäll strikt iwwer d'Gesetz gereegelt sinn. An der Fro N° 0299 hunn ech allerdéngs och op d'Zero-Day-Schwaachstellen opmierksam gemaach, déi potenziellen Hacker d'Dier fir d'Oflauschteren opmaachen. Considerëierend, dass d'iPaden u Mineure verdeelt ginn, wéi eng zousätzlech Mesurë gi vum Educatiounsministère ënnerholl, fir den Dateschutz vu meeschtens mannerjärege Schüler ze garantéieren?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Hei en Iwwerbléck iwwer d'Offer an d'Aschreiwunge vu Formatiounen iwwer den Unterrecht mat Tabletten, déi an de leschte Jore vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) organiséiert goufen:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Allgemeng kënnen d'Enseignantë Formatioune vu verschiddene Formater auswielen: Sequenziell Seminairen, Hospitatiounen, Begleedung a Coaching ginn ugebueden. D'Offer u Formatiounen ass de spezifesche Froen a Situatioune vun den Enseignanten ugepasst:

- a fachspezifesche Formatioune gëtt opgeschafft, wéi dësen neien Tool konkreet am jeeweilege Fach kann agesat ginn;

- spezifesch Methoden, wéi Flipped Classroom an Augmented Reality gi behandelt;

- Theeme wéi zum Beispill d'Inklusioun oder den Asaz vun Tablette fir Kanner mat diverse Léierschwieregkeeten (Dys) gi behandelt;

- eng Rei MOOCen (Massive Open Online Courses) an E-Learning-Méiglechkeete sinn um Site vum IFEN verlinkt;

- eenzel Formatioune sinn als „blended learning" organiséiert, wou en Deel vun der Formatioun sech um Site vum IFEN ofspillt an en aneren Deel online ofgehale gëtt.

D'Formatioune baséieren um Prinzip vun der Begleedung a vum „peer-to-peer learning". En nohaltegen Effekt soll erreecht ginn, andeems d'Enseignanten d'Méiglechkeet kréien, déi behandelt Inhalter an hirer Praxis ëmzesetzen a gemeinsam am Grupp ze reflektéieren.

D'Formatiounen iwwer nei Medien am Allgemenge viséieren d'Kompetenze vun den Enseignanten an dräi Beräicher (Herzig & Grafe, 2007 „Digitale Medien in der Schule"):

- technologesch Kompetenzen;
- pedagogesch Kompetenzen;
- didaktesch Kompetenzen.

D'Enseignantë kënnen an de Formatiounen den néidegen technologeschen Know-how kréien, fir Tabletten am Unterrecht anzesetzen an op Problemsituatioune reagéieren ze kënnen. Weiderhin zilen d'Formatiounen drop, fir Methoden a Praktike fir den Asaz vun Tabletten unzebidden, an dass d'Enseignantë sech de pedagogeschen an didaktesche Virdeeler vun den neie Medien a vun den Tabletten am Unterrecht bewosst sinn.

D'Approche vun de Formatiounen iwwer nei Medie baséiert um „SAMR-Modell" vum Ruben R. Puentedura (2006). (Quell: http://homepages.uni-paderborn.de/wilke/blog/2016/01/06/SAMR-Puentedura-deutsch/)

D'Formateure kennen dëse Modell an applizéieren en an hire Formatiounen. Weiderhi soll dëse Modell och vun den Enseignanten an hirer eegener Praxis agesat ginn.

De Modell beschreift a begleet den Asaz vun der Technologie an der pedagogescher Praxis, dëst a véier konkreeten Etappen:

- Substitution: Dës Etapp besteet aus dem einfachen Ersetze vun analoge Prozesser, ouni funktionell Ännerungen. Dëst si fir vill Enseignanten éischt Erfarunge mat der neier Technologie: Textprogrammer ersetzen hei zum Beispill dat klassescht Heft, Aarbechtsblieder ginn de Schüler als digital Versioun zu Verfügung gestallt.

- Augmentation: Bei dëser Etapp ginn et déi éischt funktionell Ännerungen, déi ouni Technologie net ëmsetzbar wieren. Mat Hëllef vun digitale Medie kënnen d'Schüler zum Beispill an engem Textprogramm en Text editéieren a ganz einfach iwwerschaffen, oder mat QR-Code kann den Enseignant de Schüler zousätzlech Informatiounen (Text, Video…) op den Aarbechtsmaterialien ubidden.

- Modification: Vun dëser Etapp u kann d'Technologie derzou bäidroen, d'Struktur vum Unterrecht staark ze veränneren. Den Asaz vu Léiervideoen am Cours, wou all Schüler seng eegen Tablett zur Verfügung huet, a sengem Rhythmus schaffen an Aufgaben individuell beaarbechte kann, wier hei e Beispill.

- Redéfinition: Déi véiert a lescht Etapp vum „SAMR-Modell" ass gläichzäiteg och déi schwieregst. Hei erméiglecht d'Technologie e komplett Ëmdenken an eng Neigestaltung vun der pedagogescher Praxis. D'Method vum Flipped Classroom kann hei e Beispill sinn.

Wichteg ass och nach ervirzehiewen, dass déi zwou éischt Etappen eng Erweiderung vum Unterrecht uviséieren, wärend d'Etappen dräi a véier eng komplett Ëmgestaltung erméiglechen.

ad 2. Jo, et gëtt e Suivi vum Gebrauch vun den Tabletten an der Schoul gemaach. Dëst op lokalem Plang, wou d'Schoulen an de Fachkonferenze sech iwwer hir Erfarungen austauschen an no Léisunge fir hir didaktesch Froe sichen. De SCRIPT organiséiert reegelméisseg Netzwierktreffen, wou d'Schoulen d´Méiglechkeet kréien, hir Doleancë virzebréngen; donieft gëtt et e grousst järlecht Austauschtreffe fir Schoulen, den Teach@Meet, wou d'Schoulen och d'Geleeënheet kréien, vuneneen ze léieren. Den éischten Teach@Meet war den 8. Mäerz am Lënster Lycée.

Fir eng Schoul, déi sech op de Wee mécht, fir Tablett-Klassen opzebauen, stelle sech am Ufank vill Froen an et gi munch Erausfuerderungen, zum Beispill, wéi vill Accès d'Schoul de Schülerinnen a Schüler soll ginn, fir ze evitéieren, datt se sech am Netz verléieren. Den Austausch mat anere Schoulen ass do de beschte Wee, fir de Schoulen ze weisen, wéi se sech sollen uleeën. Am Ufank gouf et och vill Demanden no didaktesche Materialien, déi op den Tablette lafen, mëttlerweil ass d'Offer do ganz breet, ënner anerem kréien d'Schülerinnen an d'Schüler am Kontext vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher am Secondaire, wéi och d'Enseignanten, Accès op all digital Versioune vun de Schoulbicher, do, wou et der gëtt, an um Multi-script.lu fannen d'Enseignantë villfälteg Materialien, fir en zäitgeméissen Unterrecht ze garantéieren.

ad 3. D'Tablette ginn zentral vum Centre de gestion informatique de l'éducation akaaft iwwer eng europäesch Ausschreiwung. D'Schoule kafen offiziell keng Tabletten iwwer hire schoulinterne Budget. (http://www.one2one.lu)

Zu engem „Tablet-Kit" gehéieren en iPad (32 Gb, Wi-Fi), en Apple Pencil an eng Housse mat Clavier. D'Präisser variéiere vu Joer zu Joer a Funktioun vun der Ausschreiwung.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De Budget fir iPaden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Op all Tablett, déi ausgeliwwert gëtt, ass ausnamslos de Mobile Device Management Jamf School (https://www.jamfschool.com/de/home-de/) installéiert. Dës Software erlaabt de Schoulen, fir geziilt Uwendunge respektiv Funktionalitéite vun der Tablett zäitweileg oder permanent un- an auszeschalten am Interêt vum Unterrecht an net zulescht aus Dateschutzgrënn.

Question 1352 (17.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **critiques du tribunal administratif à l'égard du Ministre de l'Immigration et de l'Asile :**

An engem Artikel vum 16. Oktober 2019, deen op der Spaweckssäit vum Radio 100,7 publizéiert gouf, geet rieds iwwer Kriticke vum Verwaltungsgeriicht um Här Minister fir Immigratioun an Asyl Jean Asselborn.

Den Här President vum Verwaltungsgeriicht schwätzt vun „engem Malaise um Verwaltungsgeriicht" a warnt viru weidere Verschlechterungen. An néng Joer wiere siwe Riichter fräiwëlleg gaangen. Dëse Malaise géif duerch d'Behuele vu verschiddene Membere vun der Regierung verschlëmmert ginn, esou de President a sengem leschte Rapport d'activité. Hien ernimmt explizitt den Här Immigrationsminister Jean Asselborn, dee sech dacks mat der Souveränitéitsklausel iwwer d'Urteeler vun de Riichter an iwwer d'Decisioune vu senger eegener Verwaltung géif ewechsetzen. An dat op Basis vun der Interventioun vun enger Associatioun, déi sech fir Flüchtlingen asetzt.

« Ainsi, il est arrivé à plusieurs reprises que le Ministre de l'Immigration et de l'Asile revienne après le prononcé par le tribunal administratif d'une ordonnance ou d'un jugement avalisant la décision prise par ses services sur cette même décision, et ce apparemment suite à l'intervention d'une association, association qui ne se prive pas d'affirmer publiquement qu'il serait de son devoir d'empêcher l'exécution des décisions de justice afin de sauver la vie des personnes concernées. Une telle façon de procéder témoigne d'un déni des principes essentiels de l'État de droit, tandis que le soutien avéré du ministre à cette association n'est pas sans susciter auprès des magistrats concernés des interrogations quant à la valeur et l'utilité de leur travail. »

Déi sougenannte „Souveränitéitsklausel" wär dëst Joer schonn 90-mol genotzt ginn. D'Dublin-Reglement gesäit vir, datt e Land, Fall fir Fall, kann eng Souveränitéitsklausel uwenden. Dat heescht, datt den zoustännege Minister kann decidéieren, ob e Flüchtling am „Dublin"-Regimm Asyl kritt oder net. De System gesäit am Normalfall vir, datt dat Land responsabel ass, an deem de Flüchtling seng éischt Demande gemaach huet. Kloer Krittäre, wéini eng Persoun en humanitäre Fall ass, géifen et hei am Land allerdéngs keng ginn.

Opgrond vun dësem Artikel wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill mol huet den Här Minister sech zënter 2013 a pro Joer an Immigratiouns- an Asylfroe schonn iwwer Decisioune vu senger eegener Verwaltung respektiv vum Verwaltungsgeriicht ewechgesat an an eegener Appreciatioun eng aner Decisioun geholl? Wéi vill Persoune ware vun deenen Decisioune concernéiert? Wéi eng rechtlech Basis huet den Här Minister fir dës Decisioune gewielt?

2. Wéi vill Persounen, déi vun esou Decisioune profitéiert hunn, sinn haut nach hei am Land? Aus wéi engen Ursaachen huet den Här Minister esou Decisioune geholl a fir wéi eng Zäitdauer?

3. Gesäit den Här Minister a sengem Verhalen, dat vum President vum Verwaltungsgeriicht kritiséiert gëtt, eng Mëssuechtung vum Rechtsstaat?

4. Wéi beurteelt den Här Minister de Fakt, datt säi Verhale schéngt zu enger Demotivatioun vun deene betraffene Riichter ze féieren?

5. Wéi beurteelt den Här Minister déi Ausso, datt eng ONG, déi sech derfir asetzt, datt Geriichtsurteeler net exekutéiert ginn, op seng Decisioune groussen Afloss hätt?

Réponse (06.11.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Am Viraus sief ugemierkt, dass laut der sougenannter „Souveränitéitsklausel", dem Artikel 17 vum Dublin-III-Reglement vum 26. Juni 2013, e Memberstaat entscheede kann, eng Ufro op internationale Schutz ze préiwen, wann dëst nach net vun engem anere Memberstaat gemaach gouf, och wann dës Iwwerpréiwung, laut de Krittäre vum Reglement, net senger Verantwortung ënnerläit. D'Uwennung vum Artikel 17 kann zu all Moment erfollegen.

Wann e Memberstaat op den Artikel 17 zréckgräift, bedeit dëst net, dass déi betraffe Persoun automatesch e Recht op internationale Schutz huet.

ad 1. + 2. Et sief ugemierkt, dass d'Direction de l'immigration, déi fir Decisiounen am Beräich vun der Immigratioun an dem Asyl zoustänneg ass, dem Ausseminister, Minister fir Immigratioun an Asyl ënnerstallt ass, an doduerch all Decisioun am Numm vum Minister geholl gëtt.

Vu datt esou all Decisioune vum Minister geholl ginn, ass et statistesch net ze erfaassen, awéiwäit de Minister perséinlech an engem Dossier implizéiert war.

Als Basis fir déi ugedeiten Decisioune gëtt allgemeng op den Artikel 17 vum Dublin-lll-Reglement zréckgegraff. Bei deene wéinegen Decisioune stounge virun allem humanitär, wéi zum Beispill héich vulnerabel Persounen, a familiär Grënn am Vierdergrond.

ad 3. Neen.

ad 4. De Minister fir Immigratioun an Asyl ka sech net iwwer eng Korrelatioun tëschent enger eventueller Demotivatioun vu Riichter an Decisioune vum Minister an enger staark limitéierter Unzuel un Dossieren ausdrécken.

ad 5. De Minister fir Immigratioun an Asyl probéiert ëmmer, en oppent Ouer an dat néidegt Versteesdemech fir all d'Akteuren um Terrain ze hunn. Allerdéngs bedeit dëst net, dass de Minister Aussoen, wéi déi, dass Geriichtsurteeler net exekutéiert solle ginn oder dass den Dublin-System misst ofgeschaaft ginn, ënnerstëtzt.

Question 1353 (17.10.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance de la profession d'ostéopathe :**

Par la loi du 21 août 2018, la profession d'ostéopathe a été ajoutée à la liste des professions de santé, établie par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, alors que les modalités d'accès à la profession et de reconnaissance ont été fixées par le règlement grand-ducal du 23 septembre 2018.

Selon le règlement grand-ducal précité, « ne peuvent exercer la profession d'ostéopathe que les personnes disposant d'un diplôme de master dans le domaine de l'ostéopathie ou d'un titre d'enseignement supérieur de niveau équivalent au grade de master dans le domaine de l'ostéopathie ».

Le même règlement grand-ducal prévoit par ailleurs une voie de reconnaissance transitoire pour les personnes autorisées, au moment de l'entrée en vigueur du règlement, à exercer la médecine, la profession de santé de masseur-kinésithérapeute, de sage-femme ou d'infirmier, justifiant d'une pratique d'ostéopathie d'au moins huit années au cours de la période allant du 1er octobre 2008 au 1er octobre 2018, reconnue par le Conseil supérieur de certaines professions de santé, et présentant un titre de formation spécifique en ostéopathie d'au moins 2.000 heures respectivement 800 heures pour les médecins. Pour pouvoir profiter de cette voie de reconnaissance transitoire, les personnes concernées étaient tenues d'introduire leur demande dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du règlement.

Selon nos informations, quelque 200 personnes ont reçu une décision d'accréditation et sont donc officiellement autorisées à exercer la profession d'ostéopathe au Luxembourg.

Nous aimerions dès lors poser à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche les questions suivantes :

- Quelle est la composition de la commission chargée de l'analyse des dossiers dans le cadre de la procédure de reconnaissance transitoire ?

- Combien des 200 ostéopathes nouvellement accrédités ont pu faire valoir une formation d'ostéopathe d'au moins 2.000 heures et d'une pratique d'ostéopathe de huit ans entre 2008 et 2018 ?

- Combien des 200 ostéopathes nouvellement accrédités sont installés et pratiquent effectivement au Luxembourg ?

- La liste des ostéopathes accrédités est-elle publique ? Au cas contraire, comment les patients peuvent-ils s'assurer que l'ostéopathe qu'ils consultent est bien accrédité et dispose des qualifications requises ?

Question 1376 (22.10.2019) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **profession d'ostéopathe :**

En août 2018, la profession d'ostéopathe a été inscrite sur la liste des professions de santé réglementées. La date de clôture de la période transitoire avait été fixée au 31 mars 2019. Des autorisations d'exercice peuvent être délivrées depuis lors si les demandeurs sont soit en possession d'un diplôme « Master » ou équivalent, soit font la preuve qu'ils ont pratiqué l'ostéopathie pendant au moins huit ans pendant la période entre octobre 2008 et octobre 2018 et sont en possession d'un titre de formation en ostéopathie d'au moins 2.000 heures de cursus.

Selon nos informations, 189 demandes ont été introduites, dont 140 auraient été accréditées endéans deux semaines par un jury composé par des représentants du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que du Conseil supérieur de certaines professions de santé. À noter qu'au Danemark, qui connaît une situation similaire, 50 ostéopathes ont été accrédités pendant le même lapse de temps.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ce nombre d'autorisations et expliquer dans ce contexte la différence interpellante avec le nombre d'accréditations au Danemark ?

- Selon quels critères le jury a-t-il été composé ? Le Gouvernement peut-il confirmer qu'aucun ostéopathe n'ait été membre du jury ?

- Selon quels critères les demandes ont-elles été soit autorisées, soit refusées ? Quelles ont été les raisons des refus ?

- La liste des ostéopathes ayant reçu leur accréditation sera-t-elle publiée afin que les patients puissent choisir en connaissance de cause ?

Réponse commune (15.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Au 1er novembre 2019, le Ministère de la Santé a délivré 151 autorisations d'exercer la profession d'ostéopathe.

L'autorisation d'exercer la profession d'ostéopathe présuppose au préalable une décision de reconnaissance des qualifications professionnelles. Pour les détails de cette procédure, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1071 de l'honorable Députée Josée Lorsché.

Dans le cadre de cette procédure de reconnaissance, une commission ad hoc prévue à l'article 50 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles intervient en vue d'aviser le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse par rapport à sa décision de reconnaissance.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que dans le domaine de reconnaissance des qualifications professionnelles pour les professions visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, quatre commissions ad hoc sont actuellement en place.

Ces commissions couvrent plusieurs professions de santé pouvant être regroupées en raison d'une certaine proximité. Ainsi, une commission couvre les professions des soins infirmiers, alors que celle des ostéopathes couvre les professions liées à l'appareil locomoteur, incluant dès lors les ostéopathes, les masseurs-kinésithérapeutes, les masseurs, les podologues, les ergothérapeutes et les rééducateurs en psychomotricité.

Ces commissions se composent de représentants des ministères impliqués en la matière, c'est-à-dire du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de la Santé, ainsi que du Conseil supérieur de certaines professions de santé.

Vu que ces commissions couvrent plusieurs professions, inévitablement elles ne comprennent pas des membres exerçant chacune des professions visées.

Néanmoins, moyennant la participation d'un membre représentant le Conseil supérieur de certaines professions de santé, qui est l'organe représentant l'ensemble des professionnels de santé et chargé d'aviser le Gouvernement sur les questions intéressant l'exercice, la formation et la réglementation des professions de santé, il peut être garanti que le secteur des professionnels soit adéquatement impliqué dans la procédure de reconnaissance.

Plus particulièrement, si des questions spécifiques de nature technique concernant une profession donnée apparaissent, le membre représentant le Conseil supérieur de certaines professions de santé peut demander une prise de position à son Conseil et aux experts y siégeant.

Concernant les motifs sous-tendant les décisions de reconnaissance, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1071 précitée.

À noter que dans l'hypothèse où la reconnaissance des qualifications professionnelles est soumise à l'accomplissement de mesures compensatoires, un jury d'examen spécifique à chaque profession est mis en place afin d'évaluer l'épreuve d'aptitude à accomplir par le candidat.

Le jury mis en place pour la profession d'ostéopathe se compose, outre de représentants ministériels, de trois ostéopathes, ceci afin de garantir que des professionnels puissent évaluer si le candidat dispose des qualifications requises pour exercer la profession.

Pour le surplus, les ministres renvoient, outre à leur réponse à la question parlementaire précitée, à leur réponse à la question parlementaire n° 0425 des honorables Députées Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch.

Question 1354 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **constructions en zone verte :**

Am Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 steet follgende Passus ënner Artikel 7 Ofsaz 6: « Les constructions en zone verte qui ont été démolies ou démontées ne peuvent être reconstruites qu'en vertu des dispositions de la présente loi. »

An dësem Kontext géif ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung gär dës Fro stellen:

- Am Fall vun engem Brand, Stuerm - wéi elo rezent am Süde vum Land -, Schued duerch Waasser oder änlech Naturkatastrophen, wou de Besëtzer net derfir kann, wéi gëtt dëse Passus applizéiert op den Erëmopbau?

Réponse (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Den zitéierte Passus aus dem Naturschutzgesetz ass allgemenggülteg ze liesen an ze applizéieren. Weeder d'Naturschutzgesetz selwer, nach soss e Gesetz, gesäit am Fall vun Naturevenementer eng Ausnam zum zitéierten Artikel 7 Ofsaz 6 vir. Opportunitéitsgrënn, och wa se legitimm sinn, kënnen net iwwer dem Gesetz stoen.

Et lafen aktuell Iwwerleeungen, fir eng speziell Dispositioun zur Reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre an d'Naturschutzgesetz anzebauen.

Question 1355 (17.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **label « sans OMG » :**

Bei ville Fleeschproduiten, déi net explizitt e Biolabel droen, ass et de Consommateuren net méiglech, nozevollzéien, wéi d'Déiere gehalen a gefiddert gi sinn. Esou kommen ëmmer nach vill Produiten op de Marché, déi vun Déiere kommen, déi Antibiotikatraitementer, engem Fudder mat héijem Pestizidgehalt an/oder enger Fidderung mat OGM-Produiten ausgesat waren, ouni dass dëst de Consommateuren däitlech vermëttelt gëtt. Och a grad virum Hannergrond vun der Méiglechkeet vun neie Fräihandelsaccorden entscheede sech ëmmer méi Länner zu der Aféierung vun neie Labelen. A Frankräich, Däitschland, Éisträich, Südtiroul, Ungarn a Bosnien-Herzegowina ginn et esou bspw. scho Reglementatiounen, déi eng spezifesch Kennzeechnung vun Déierefudder ouni Komponenten aus OGMen a Liewensmëttel, déi vun Déiere kommen, déi ouni OGMe gefiddert goufen, erméiglechen. Änlech sinn eenzel Label fir eng antibiotikafräi Opzuucht an eng

Fidderung ouni Pestizidbelaaschtung denkbar. Zu Lëtzebuerg ginn et aktuell awer nach keng esou Kennzeechnungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wäert sech d'Regierung, virum Hannergrond, dass sech am Fleesch vun Déieren, déi mat schuedstoffbelaaschte Fuddermëttel ernäert goufen, Réckstänn vu Gëfter fanne loossen, an Zukunft fir en offiziellt Label asetzen, fir Produiten ouni Pestizidbelaaschtung kloer ze kennzeechnen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass et wichteg wär, och zu Lëtzebuerg ee Label fir Produite vun Déieren, déi ouni OGM-Fuddermëttel ernäert goufen, anzeféieren?

3. Gedenkt d'Regierung, wëssend, dass d'Consommatioun vu Fleesch, dat vun Déiere kënnt, déi Antibiotikatraitementer ausgesat waren, mat zu der Bildung vun Antibiotikaresistenze bäidréit, an Zukunft Fleesch aus antibiotikafräien Opzuuchte mat engem offizielle Label ze kennzeechnen?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Fleesch a Fleeschprodukter, déi an den Handel kommen, si generell net mat Réckstänn belaascht. Dozou gëtt et een EU-Fuddermëttelhygienegesetz an eng europäesch Reglementatioun betreffend d'Réckstänn vu verschiddene Substanzen an de Liewensmëttel, déi am Kader vun den offizielle Liewensmëttelkontrolle strengstens vun eise staatlechen Instanzen iwwerwaacht ginn. Souwuel am Handel wéi och um Niveau vun de landwirtschaftleche Betriber gi reegelméisseg offiziell Kontrollen duerchgefouert. Erweise sech am Handel unhand vu Laboratoiresanalyse Réckstänn vun onerwënschte Substanzen am Fleesch, da ginn dës Produkter vum Marché geholl. Wann eng Gefor fir d'Gesondheet besteet, da ginn d'Produiten och ëffentlech zréckgeruff um Portail vun der Liewensmëttelsécherheet. Iwwer den europäesche „Rapid Alert System" gëtt eng Alerte lancéiert, sollten Deeler vun dem betraffene Produktiounslous an d'Ausland verkaaft gi sinn, fir esou d'Autoritéiten aus deem Land ze informéieren an déi néideg Mesuren an d'Weeër ze leeden.

Ginn onerwënschte Substanzen am Fleesch festgestallt, gëtt iwwer déi ganz Produktiounschaîne gekuckt, wou den Ursprong vun dem Eintrag ass. Dat Ganzt gëtt bis op déi landwirtschaftlech Betriber an all aner Intervenante vun der betraffener Liewensmëttelchaîne zréckverfollegt. Déi staatlech Kontrollinstanze schaffen an dësem Beräich enk zesummen. Sollt sech erausstellen, dass Fuddermëttel belaascht ass, gëtt och dat aus dem Verkéier gezunn, an och hei géif den europäesche „Rapid Alert System" erëm an d'Spill kommen, wann et sech erweist, dass Deeler vun dësem Produktiounslous an d'Ausland gaange si respektiv do hir Originn hëlt. D'Fleesch am Handel kann also mat rouegem Gewësse consomméiert ginn. Eis Servicer kënnen natierlech keng flächendeckend Kontrolle sécherstellen, mee nom Prinzip vun der Risikoanalys ginn am Kader vun den nationale Kontrollpläng Prouwe geholl, fir de Risiko ze miniméieren an Non-Konformitéiten opzedecken. An dësem Sënn wär een Zousaz-Label fir esou eng Kennzeechnung net sënnvoll, well esou ee Label keng weider Plus-value fir de Konsument duerstellt, an am Géigendeel de Konsument dobausse verwiert, wat net am Aklang mat dem EU-Recht wier.

ad 2. Ee Label fir Produkter vun Déieren, déi ouni OGM-Fuddermëttel gefiddert gi sinn, existéiert schonns. Et handelt sech dobäi ëm déi däitsch Initiativ „Ohne Geentechnik", wou verschidde Lëtzebuerger Produzente sech zënter Längerem ugeschloss hunn an an dësem Kontext och vun enger onofhängeger Kontrollstell kontrolléiert ginn. D'Ausweise vun dëse Produkter (haaptsächlech Eeër a Mëllech) geschitt iwwer ee Logo mat dem Schréftzuch „Ouni Geentechnik gefiddert / Nourri sans OGM". Sollt eng europäesch eenheetlech Demarche an d'Liewe geruff gi fir eng Kennzeechnung op Basis vun enger OGM-fräier Fidderung, verschléisst sech eise Ministère net, fir esou Initiativen ze ënnerstëtzen. Vu dass een Deel vun eise Wueren an d'Ausland ofgesat ginn, si mir momentan gutt domadder bedéngt, eise Produzenten ze recommandéieren, sech der däitscher Initiativ unzeschléissen - och wéinst dem Problem vun der Gläichstellung vun OGM-fräien Initiativen um europäesche Marché. Des Weideren huet de Landwirtschaftsministère a senger geplangter Agrementsdemarche vun de Lëtzebuerger Labelen och de Volet „OGM-fräi Produktioun" virgesinn. Domadder setze mir och een Zeechen, dass eng OGM-fräi Produktioun e wichtege Bestanddeel vun engem Cahier de charge vun déieresche Produkter soll sinn. Dëse Projet de loi iwwer den Agrement vun de Labelen ass zurzäit um Instanzewee.

ad 3. Och hei verweise mir op d'Agrementsdemarche, wou ee vun de Krittäre sech op de Verzicht vun Antibiotika baséiert. Et sief awer och preziséiert, dass de prophylakteschen Asaz vun Antibiotika an der Déierefidderung generell verbueden ass, an Antibiotika just op Prescriptioun vum Veterinär bei kranke Béischten agesat ka ginn. Des Weidere ginn hei am Fleesch, mee och an deenen aneren Déiereprodukter (Eeër, Hunneg, Mëllech) Analysen op Antibiotikaréckstänn duerchgefouert, an dat no engem „plan d'échantillonnage", dee vun der europäescher Legislatioun virgeschriwwen ass. Zousätzlech, falls e Verdacht besteet z. B. bei der Inspektioun vun de Carcassen am Schluechthaus, ginn och hei Analysen op Antibiotikaréckstänn gemaach, an am Fall vun engem positive Resultat ginn déi concernéiert Carcassen zerstéiert.

Da kann een och nach op den nationalen Antibiotikaplang 2018-2022 hiweisen, dee vum Agrarministère an dem Santésministère erstallt gouf, an deen déi verschidde medezinnesch Beruffer (Dokteren a Veterinären), d'Fleegepersonal, d'Déierenhalter an de grand Public dozou opfuerdert, souwuel qualitativ wéi och quantitativ nëmmen Antibiotika anzesetzen oder zou sech ze huelen, wann et wierklech néideg ass, fir iwwer dee Wee d'Problematik vun der Antibiotikaresistenz ze reduzéieren.

Question 1358 (18.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **consommation d'électricité :**

Wéi aus dem Etiquetage vun Enovos vun 2018 ervirgeet, huet den nationale Stroummix 2018 zu 10,4 % aus Atomstroum an zu 34,0 % aus fossiller Energie bestanen. D'Enovos selwer bitt hiren eegenen Zuelen no all hire Clienten e Stroummix un, deen zu 35,2 % aus Fossillenergien an zu 9,4 % aus Atomstroum besteet.

National sollen 2018 duerch d'Notzung vu fossillen Energien esou ronn 215 g CO_2 pro Kilowattstonn produzéiert gi sinn.

Wann een dës Zuele mat deem Elektroauto, deen dëst Joer zu Lëtzebuerg am meeschten ugemellt gouf (dem Tesla Modell 3), a Verbindung setzt, ergi sech fir deen Auto, dee ronn 21 kWh/100 km brauch, CO_2-Emissioune vu 45 g pro Kilometer, falls seng Batterie mat Stroum aus dem nationale Stroummix geluede ginn ass.

De Staat kontrolléiert d'Encevo SA direkt an indirekt zu 58,9 %, an d'Regierung verfollegt, wéi aus dem Regierungsaccord ervirgeet, d'Zil, bis 2030 den Undeel vun Elektroautoen op 50 % ze erhéijen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Minister fir Energie an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung fir 2019 d'Zuele vum nationale Stroummix ewell veröffentlechen? Wéi hu sech d'Wäerter am Verglach zu 2018 verännert?

2. Wéi vill kWh Stroum goufen an de leschten zéng Joer (opgeschlësselt no Joer) zu Lëtzebuerg consomméiert?

Wéi vill kWh Stroum dovu ginn op d'Consommatioun vun Elektroautoen zréck?

3. Wéi héich gëtt den zousätzleche Stroumverbrauch geschätzt, deen duerch d'Zil vu 50 % Elektroautoe bis 2030 ze erwaarden ass?

4. Virum Hannergrond vum Zil, fir an Zukunft keen Atomstroum méi ze benotzen a fossill Energien ze reduzéieren, an deem gläichzäiteg wuessende Stroumverbrauch duerch Elektroautoen:

Wéi wëllt d'Regierung dës Ziler erreechen a gläichzäiteg d'Versuergungssécherheet vun den Awunner garantéieren?

Wéi vill nei Capacitéite fir erneierbar Energië missten zu Lëtzebuerg gebaut ginn, fir den Energiebesoin vum Land ouni Atomkraaft a fossill Energien ofzedecken?

5. Huet d'Regierung respektiv hir Vertrieder bei Encevo respektiv den Duechtergesellschaften gefrot, fir den Undeel un Atomstroum, respektiv Stroum aus fossillen Energieträger ze reduzéieren?

6. Wéi vill kWh-Peak un neien Anlage fir regenerativ Energië sinn aktuell zu Lëtzebuerg geneemegt, mee nach net gebaut?

7. Wéi vill kWh-Peak u regenerativen Energië kënnen haut schonns zu Lëtzebuerg erzeugt ginn?

8. Aus wéi enge Länner gouf de feelende Stroum, dee Lëtzebuerg net selwer hierstelle konnt (opgeschlësselt pro Joer a Land), an deene leschten zéng Joer importéiert?

Réponse commune (20.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den Etiquetage vum Stroum, deen iwwer de Règlement grand-ducal vum 21. Juni 2010 relatif au système d'étiquetage reglementéiert ass a vum ILR iwwerpréift a validéiert gëtt, gëtt esou festgeluecht, dass gekuckt gëtt, wéi ee Stroum all eenzelne Fournisseur, dee Clienten zu Lëtzebuerg beliwwert, selwer akaaft huet. Dobäi gëtt gekuckt, wéi dëse Stroum hiergestallt gouf.

Wichteg ass ze bemierken, dass d'Originn vum Stroum nëmmen da sécher festgestallt ka ginn, wann de Stroum zum Beispill direkt bei engem Stroumproduzent akaaft gëtt oder wann de Stroum mat Zertifikater versinn ass, déi genau festleeën, aus wéi enger Anlag dëse Stroum kënnt. Dës Zertifikater ginn och nach „garantie d'origine" (GO) genannt. Fir all de Stroum, deen e Fournisseur op enger Stroumbourse akeeft an deen net kloer engem Produzent zouzeschreiwen ass, ka keng eendeiteg Originn festgeluecht ginn. Fir dëse Reschtstroum wennt den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) e Mix un, dee „mix résiduel" genannt gëtt.

Esou wéi am ILR sengem Reglement ILR/E19/23 portant fixation du mix résiduel de l'année 2018 beschriwwen, gëtt dëse Mix all Joer opgrond vun detailléierte Produktiounsdonnéeën a ganz Kontinentaleuropa bestëmmt. Déi erneierbar Energië si bei dësem „mix résiduel" gläich null, well déi erneierbar Energien ëmmer iwwer GO kloer identifizéiert musse kënne ginn, well si soss net kéinten als grénge Stroum unerkannt ginn.

Ouni dass e Fournisseur also spezifesch Atomstroum oder Stroum aus fossillen Energien akeeft, kritt hien automatesch fir den net identifizéierte Stroum dëse „mix résiduel" a sengem Stroummix agerechent. De Stroumfournisseur kann awer, wann hien dat wëllt, fir dës Quantitéiten och Zertifikater (GO) nokafen, fir och dësem Stroum eng Hierkonft zouzedeelen.

Esou erkläert sech dann och, dass den nationale Stroummix 2018 och zu 10,4 % aus Atomstroum an zu 34,0 % aus fossiller Energie bestanen huet, och wann dës Zuelen net onbedéngt komplett d'Realitéit ofbilden.

ad 1. D'Zuelen iwwer den nationale Stroummix fir 2019 leien nach net vir: De Mix gëtt all Joer vum ILR ermëttelt. Fir dëse Mix auszerechnen, brauch den ILR vun all Fournisseur detailléiert Informatiounen zu de Quantitéiten an der Stroumzesummesetzung vun all de Produiten, déi hien u Clienten zu Lëtzebuerg liwwert. Dës Informatioune musse bis zum 15. Mee vum Folgejoer geliwwert ginn. Den ILR huet dann Zäit bis zum 15. Juli, fir den nationale Stroummix vum Joer virdrun auszerechnen. Deemno kann de Stroummix vun 2019 och fréistens eréischt am Summer vun 2020 publizéiert ginn.

ad 2. De Stroumverbrauch vun deene leschten zéng Joer, esou wéi en am ILR senge Statistiken ze fannen ass, kann an der follgender Tabell ofgelies ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Genau kann een net soen, wéi vill Stroum vun den Elektroautoe verbraucht gëtt, well vill Leit hiren Auto doheem oplueden an dëse Stroum iwwer dee selwechte Compteur gemooss gëtt wéi de gesamte Verbrauch vum Haushalt. Allerdéngs kënnen d'Stroumnetzbedreiwer feststellen, wéi vill Stroum iwwer déi ëffentlech Luedinfrastruktur (Chargy- a Chargy-OK-Bornen) an de leschte Jore verbraucht ginn ass. Fir dat ganzt Joer 2018 waren dat 313 MWh a bis Oktober 2019 waren et 567 MWh. Dat sinn 0,0085 Prozent vun der aktueller nationaler Consommatioun.

ad 3. + 4. Fir d'Joer 2030 geet d'Regierung dervun aus, dass ongeféier d'Hallschent vun den ugemellte Gefierer elektresch ugedriwwe sinn. Do derbäi kommen nach déi elektresch ugedriwwen auslännesch Autoen, déi op der Duerchrees sinn oder op Lëtzebuerg schaffe kommen an déi zu Lëtzebuerg hiren Auto oplueden.

Wann een dervun ausgeet, dass 2030 zirka 240.000 elektresch ugedriwwen Autoen zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, déi alleguer am Schnëtt 12.000 km am Joer fueren (woubäi voll elektresch Autoe méi a Plug-In-Hybrid-Autoe manner Kilometer am voll elektresche Modus fueren), mat engem Duerchschnëttsverbrauch vun 20 kWh/100 km, dann entsprécht dat engem gesamte Stroumverbrauch vun ongeféier 520 GWh pro Joer. Wann een den Duerchgangsverkéier mat berücksichtegt, kann een dervun ausgoen, dass nach emol 300 bis 400 GWh Stroumverbrauch pro Joer derbäikommen. Dat si maximal 10 bis 15 Prozent vun der aktueller nationaler Stroumconsommatioun. Wichteg ass an deem Kontext och ze bemierken, dass net eleng de Verbrauch e wichtege Facteur ass, mee dass och d'Stroumspëtzten am Dag musse berücksichtegt ginn. Dofir leet d'Regierung och vun Ufank un e grousse Wäert drop, dass d'Opluedstatiounen, souwuel déi ëffentlech wéi och déi privat doheem, fir déi Leit, déi dat wëllen, kënne steierbar sinn, fir ze verhënneren, dass d'Leit alleguer mateneen hiren Auto wëllen oplueden.

Et sief bemierkt, dass d'Stroumliwwerung un déi ëffentlech Opluedinfrastruktur fir Elektroautoen (Chargy) ëffentlech ausgeschriwwe ginn ass. Eng Haaptkonditioun am Cahier des charges vun dëser Ausschreiwung war eng Liwwerung mat 100 % gréngem Stroum.

Den Artikel 11 (4) vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwer d'Organisatioun vum Stroummaart gesäit vir, dass d'Stroumnetzbedreiwer een Zéngjoresplang, deen all zwee Joer muss der neier Situatioun ugepasst ginn, mussen ufäerdegen, deen op der Basis vun Estimatiounen iwwer d'Evolutioun vun der elektrescher Belaaschtung a vun de Strouminjektiounen Auskonft gëtt, iwwer déi virgesinn a geplangten Investitioune fir den Erhalt, d'Erneierung, d'Verstäerkung an d'Extensioun vum Stroumreseau. Esou sinn d'Stroumnetzbedreiwer haut och schonn amgaangen, hir Netzer esou ze plangen an auszeleeën, dass si där méi grousser Nofro am Stroumverbrauch (souwuel am Transport wéi och beim Hëtzen) an Zukunft gerecht ginn. Parallel ginn och d'Ustrengunge beim Energiespuere renforcéiert.

Och an Zukunft wäert Lëtzebuerg op Stroumimporter aus den Nopeschlänner ugewise sinn. Zil ass awer, fir den Undeel un erneierbaren Energien, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, bis 2030 an doriwwer eraus däitlech eropzeschrauwen. Esou huet d'Regierung sech zum Zil gesat, fir den Undeel vun erneierbaren Energië par rapport zum gesamte Bruttoenergieverbrauch vun 11 % am Joer 2020 op en Niveau vun 23 % bis 25 % bis zum Joer 2030 unzehiewen.

Dat alles wäert derzou féieren, dass eis Stroumversuergung geséchert ass an den Haaptakzent op erneierbaren Energië wäert leien. D'Versuergungssécherheet ass duerch den Ausbau vun der Elektromobilitéit deemno net impaktéiert.

ad 5. Déi successiv europäesch Direktiven am Stroumberäich, déi och hei zu Lëtzebuerg an déi national Legislatioun transposéiert goufen, hunn zanter 1996 zum Zil, den europäesche Stroummarché ze liberaliséieren. An deem liberaliséierte Marché sinn d'Clientë fräi, bei deem Fournisseur an dee Produit ze kafen, déi si sech eraussichen. D'Stroumfournisseure musse sech dofir op d'Wënsch vun de Clienten astellen an déi entspriechend Produkter ubidden, fir konkurrenzfäeg ze sinn. Op Nofro bei Enovos Luxembourg SA (Enovos), eng Duechterfirma vun Encevo, déi Stroumfournisseur zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun ass, kënnen all d'Clienten an all Kategorie vu Clientë Stroum geliwwert kréien, deen op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert ginn ass. Haushaltsclienten an och déi kleng a mëttelstänneg Betriber ginn esouguer exklusiv mat gréngem Stroum beliwwert. D'Enovos huet och matgedeelt, dass si keen Atomstroum spezifesch akeeft, mee dass den Undeel Atomstroum an der Enovos hirem Lieferantemix ausschliisslech aus dem „mix résiduel", dee fir de Stroum ugewannt gëtt, fir deen et keng kloer Hierkonft gëtt, staamt.

De „mix résiduel", wéi weider uewe beschriwwen, gëtt och fir de Stroum, deen e Fournisseur u Clienten am Ausland liwwert, applizéiert an entspriechend gëtt dëse Volumen am Fournisseur sengem Lieferantemix zréckbehal. Am Fall vun Enovos hunn déi Quantitéiten, déi u Clienten an anere Länner geliwwert goufen, am Joer 2018 ronn 20 % vun all de Liwwerungen un Endclienten ausgemaach.

Enovos deelt och mat, dass si éischt Erfarunge gemaach hu fir d'Beliwwerung vu groussen industrielle Clienten op Basis vu grénge PPAen (Renewables Power Purchase Agreement), also Stroumliwwerverträg iwwer den Akaf vun erneierbarem Stroum direkt beim Stroumproduzent, an dass si dës Manéier, fir de Stroum anzekafen, och weiderhi wëlle verfollegen.

ad 6. + 7. Enn 2018 louch, laut Statistik, déi den ILR féiert, d'Leeschtung vun all den Anlagen, déi erneierbare Stroum zu Lëtzebuerg

produzéieren, bei ronn 315.000 kW. Et leie keng Informatioune vir, déi et géingen erlaben, eng pauschal a komplett Äntwert op d'Fro ze ginn, wéi vill Anlagen nach an der Geneemegungsphas sinn, mee et ass dovunner auszegoen, dass d'Leeschtung duerch Zoubau vun neien Anlage weider däitlech eropgeet.

ad 8. D'Stroumimporter vun deene leschten zéng Joer pro Land kënnen, opgrond vun der Statistik, déi den ILR mécht, an der follgender Tabell ofgelies ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dobäi ass just ze bemierken, dass d'Importer aus Frankräich exklusiv an den industrielle Reseau vun der Sotel agespeist gi sinn an dass d'Importer aus der Belsch bis inklusiv 2017 och exklusiv an den industrielle Reseau vun der Sotel agespeist gi sinn. De Stroum fir dat ëffentlecht Netz ass exklusiv iwwer Däitschland importéiert ginn. Zanter Oktober 2018 gëtt et och eng zousätzlech Ubannung vum ëffentlechen Héichspannungsnetz un dat belscht Netz, iwwer déi zënterhier och scho Stroum an d'Netz vun der Creos importéiert ginn ass. Dës Ubannung vum ëffentlechen Héichspannungsnetz un de Reseau vun der Belsch ass een zousätzlecht Element vun der Ofsécherung vun der Versuergungssécherheet fir d'Land.

Question 1360 (17.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des gyrophares bleus lors d'un convoi de police officiel :**

D'Artikelen 39 a 44 vum Code de la route lëschten d'Kategorië vun Autoen op, déi mat spezielle sonoren Anlagen a bloe Luuchten däerfen equipéiert ginn. An dës Kategorië falen och d'Autoe vum Service de protection du Gouvernement souwéi déi vum groussherzoglechen Haff.

Et ass selbstverständlech, dass d'Membere vun der Exekutiv an d'groussherzoglech Famill viru potenzielle Gefore musse geschützt sinn an dofir am Noutfall vun A op B musse kommen. Allerdéngs ass d'Heefegkeet vun de Fäll, wou ee vun deene besoten Autoen opgrond vun enger reeller Gefor misst op Bloliicht zréckgräifen, hei am awer zimlech séchere Lëtzebuerg dach relativ limitéiert.

Iwwerdeems ginn zu Lëtzebuerg fir offiziell Uläss oft eng Rei vu Stroosse fir de regulären Trafic gespaart, fir dass sech Membere vun der Exekutiv iwwer d'Stroosse beweege kënnen. A letztlech ginn d'Regierungsvertrieder an Extreemfäll och nach duerch Leibwächteren a Polizisten iwwerwaacht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Autoe vun der Exekutiv an engem Police-Convoi et och ouni Bloliicht duerch den Trafic vun A op B packen, wa si mat Zäite fortfueren?

2. Fënnt d'Regierung, dass d'Sécherheetssituatioun an de Risiko vun engem Attentat op d'Regierung an op de Groussherzog aktuell zu Lëtzebuerg esou reell ass, dass d'Autoe mat Bloliicht musse fueren?

3. Ass d'Regierung des Weideren der Meenung, dass Autoe vun der Exekutiv, déi mat Bloliicht fueren a keng Rettungsdéngschter sinn, sech zu Lëtzebuerg, wéi all aneren Auto och, un d'Geschwindegkeetsbegrenzunge vum Code de la route hale sollen?

Réponse (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass richteg, datt d'Artikelen 39 a 44 vum modifizéierten Arrêté grand-ducal vum 23. November 1955 iwwer de Verkéier op der ëffentlecher Strooss (Code de la route) déi Gefierer opzielen, déi mat bloe Luuchten equipéiert kënne ginn.

Wéini, an ënner wat fir Bedingungen dës Luuchten awer elo agesat kënne ginn, ass kloer am Code de la route beschriwwen, an zwar an den Artikelen 2 an 139.

Esou beseet d'Definitioun vum Service urgent (Art. 2, Punkt 5.10 vum Code de la route), wéini d'blo Luuchten däerfen agesat ginn.

Fiert e Police-Convoi, dee per se eng geschlossen Unitéit forméiert, iwwer eng Kräizung, wou en entweeder keng Virfaart huet oder den Trafic mat roude Luuchte gereegelt gëtt, kann et gutt sinn, datt de Convoi opgespléckt kéint ginn. Duerfir fueren d'Police-Convoie prinzipiell mat de bloe Luuchten, wat näischt mat der Zäit ze dinn huet, mee et ass e Sécherheetsfaktor fir de Convoi.

Bei auslännesche Visitten definéiert eng am Virfeld ausgefouert Risikoanalys, ob aus Sécherheetsgrënn de Convoi am Service urgent ausgefouert muss ginn oder net.

Bei de Gefierer vun der Regierung läit dës Decisioun beim Chauffer (deen och Polizist ass), bei enger Eskort vum groussherzoglechen Haff bei der Police-Unitéit, déi dës ausféiert.

Am Endeffekt ass et ëmmer en Ofweie vun Informatiounen, opgrond vun deenen esou eng Decisioun geholl gëtt, respektiv ass et en fonctioun vun der individueller oder genereller Sécherheetslag vun der eskortéierter Persoun (d'Längt vum Convoi par rapport zu der Verkéierssituatioun oder Visites à risque, asw.).

D'Reegelen, a wéi enge Konditioune sech e Gefier mat bloe Luuchten iwwer Vitesslimitatioune kann ewechsetzen, sinn am Artikel 139 (Punkt 5 a) vum Code de la route festgehalen.

Generell gëllen also fir d'Gefierer vun der Regierung déi normal Reegele vum Code de la route. Speziell Situatioune kënnen et awer erfuerderen, datt dës Gefierer musse kënnen esou séier wéi méiglech vun A no B kommen. Dat geschitt dann no Reegelen, déi am Code de la route festgeluecht sinn.

Question 1361 (18.10.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **travaux illégaux dans une forêt entre Tétange et Rumelange :**

De Radio 100,7 huet an engem längere Reportage op méiglecherweis illegal Aarbechten an engem Bësch (zum Deel Natura 2000-Zon an ugrenzend un en Naturreservat) tëschent Rëmeleng an Téiteng higewisen. Opgrond vun dësem Reportage wier och eng intern Enquête bei der Natur- a Bëschverwaltung an d'Weeër geleet ginn.

Mir erlaben eis duerfir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ze stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch d'Informatiounen aus dem Bäitrag vum Radio 100,7 confirméieren?

2. Wéini sinn déi politesch Responsabel fir d'éischt op d'Mëssstänn opmierksam gemaach ginn?

3. Wéi ass et méiglech, dass elo eréischt eng intern Enquête opgemaach gëtt?

4. Huet d'Madamm Ministesch Kenntnis iwwer änlech Verstéiss op anere Plazen am Land?

5. Kann d'Madamm Ministesch eis kuerz erklären, wéi déi intern Kommunikatioun am Fall vu Verstéiss géint d'Naturschutzgesetz ofleeft? A wéi enge Fäll gëtt de Ministère informéiert?

Réponse (19.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Direktioun vun der Natur- a Bëschverwaltung (ANF) huet all Aussoen aus dem Bäitrag vum 16. Oktober um 100,7 hannerfrot an analyséiert. Gespréicher si gefouert gi mat den zwee Baueren, déi am Reportage ausgesot hunn, gradsou wéi mat den zwee Beamten, déi ernimmt ginn. Wat den Inhalt vum Reportage ugeet, muss kloer ënnerscheet ginn tëscht deem, wat iwwer de Bëschwee gesot ginn ass, an den Aussoe vun den zwee Baueren iwwer ee presuméiert ongerecht Behandele vun hinnen duerch ëffentlech Verwaltungen.

Wat de Bëschwee ugeet, wäerte kuerzfristeg Prouwen um Tracé ausgebaggert ginn, fir sech e Bild iwwer d'Material kënnen ze maachen, wat hei verschafft ginn ass. Zu den eenzelne Reprochen, déi d'Baueren un d'Verwaltunge maachen, an d'Affären, an déi si verwéckelt sinn, sinn intern Recherchë gemaach ginn a Piècen analyséiert ginn. Bis dato si bei dësen Analyse keng Verstéiss vu Säite vu Beamte vun der ANF opgefall.

ad 2. De Bëschwee gouf am Joer 2012 amenagéiert a wor am Gestiounsplang, deen 2010 vum Minister approuvéiert gouf, virgesinn.

2014 gouf de Wee vu staatleche Geologen ënner d'Lupp geholl. Dobäi gouf festgestallt, dass de Wee Deformatiounen opweist, déi duerch verschidde Phenomeener ze erklären sinn an notamment dem Kompaktéiere vum Buedem bei der Benotzung. De Risk vun engem reegelrechten Äerdrutsch vum ganzen Hang konnt ausgeschloss ginn.

Duerch eng Interventioun vu besote Bauere gouf den Ëmweltministère mam Dossier befaasst an den deemolege Staatssekretär huet déi respektiv Verwaltunge gefrot, de Virworf vun der illegaler Oflagerung vu Bauschutt ze ënnersichen.

Et gouf du vun Agente vun der Ëmweltverwaltung festgestallt, datt déi benotzte Materialie fir den Amenagement vum Wee net als Offall ze bezeechne sinn, virun allem dowéinst, well de Proprietär sech net wollt de Materialien entleedegen, mee se engem spezifeschen Zweck, nämlech dem Bau vum Wee, zougefouert huet.

An den interne Rapporte goufen deemno keng Mëssstänn constatéiert.

ad 3. Eng Enquête kann nëmmen opgemaach ginn, wann der Direktioun oder dem Ministère ee Verdacht op eng Infraktioun virläit.

Zur Zäit, wou de Wee gebaut ginn ass, wor d'Forstwirtschaft eng gedeelte Kompetenz vum Ëmwelt- an dem Landwirtschaftsminister. De Wee war vum Landwirtschaftsminister, am Kader vum järleche Gestiounsplang vum Staatsbësch, autoriséiert ginn, net awer am Kader vum Naturschutzgesetz.

ad 4. Fir de Moment si keng weider änlech Fäll vu Verstéiss bekannt.

ad 5. Et hänkt ëmmer dovun of, wien de Verstouss constatéiert an ëm wéi ee Verstouss et sech handelt. Sinn nach Aarbechten amgaangen an ass d'Informatioun beim zoustännege Fierschter, esou gëtt den Akteur informéiert, datt seng Aarbechten illegal sinn an direkt musse gestoppt ginn. Falls de Schued un der Ëmwelt grouss ass, zum Beispill duerch d'Destruktioun vun engem geschützte Biotop, oder den Akteur sech weigert, mat den Aarbechten opzehalen, da gëtt esou séier wéi méiglech e kuerze Rapport mat Fotoen un de Ministère geschéckt, meeschtens per Email. D'Entité mobile vun der ANF kritt eng Kopie a kann hirersäits de Virfall ënnersichen.

Doropshi gëtt dann eng Fermeture de chantier vum Minister ordonéiert, déi un de Proprietär vum Terrain respektiv den Auteur vum Verstouss geschéckt gëtt. Eng Kopie vun der Fermeture geet un de Parquet, dee fir eventuell strofrechtlech Poursuiten zoustänneg ass.

Fir déi Fäll, wou de Verstouss geschitt ass a keng Aktivitéit um Terrain méi ze constatéieren ass, kënnt d'Informatioun bei d'Entité mobile vun der ANF, déi d'Faiten ënnersicht an ee Rapport un de Parquet mécht.

Question 1362 (18.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **arbres le long des routes :**

Reegelméisseg gi laanscht ons Stroossen nei jonk Beem geplanzt. Wéinst der Dréchent, déi lescht zwee Joer iwwer, bleift et net aus, datt dës musse periodesch genetzt ginn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Wéi vill Beem goufen déi lescht fënnef Joer, pro Joer, laanscht ons Stroossen nei geplanzt?

2. Wéi vill vun dëse Beem hu missen erëm nei ugeplanzt ginn?

3. Wat waren d'Ursaachen, firwat dës Beem net konnte Fouss faassen - z. B. Dréchent, schlechte Standuert, Qualitéit asw.?

Réponse (19.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Fro vum Här Deputéierten handelt vun de Beem, déi vum Service élagage aus verschiddene Grënn ewechgeholl goufen an doropshin ersat gi sinn. D'Beem aus de Stroossebauprojete sinn an de follgenden Zuelen net mat berücksichtegt.

ad 1. Bei den Neiuplanzungen handelt et sech ëm Beem, déi op Basis vun Autorisatioune vum Ëmweltministère ewechgeholl goufen an doropshi kompenséiert gi sinn.

a. 2014/2015 si ronn 550 jonk Beem geplanzt ginn;
b. 2015/2016: ronn 500 Beem;
c. 2017/2018: ronn 890 Beem;
d. 2018/2019: ronn 480 Beem;
e. 2019 (bis elo): ronn 370 Beem.

ad 2. Fir de Moment ginn et keng konkret Statistiken iwwer déi erëm nei ugeplanzte Beem laanscht ons Stroossen. Ab dem Summer 2020 sollen déi nei Plantatioune vun eise Brigaden oder vum Service élagage kontrolléiert ginn, fir datt d'Gäertner kënnen driwwer informéiert ginn, wéi eng Beem wäerte mussen ersat ginn. Den Undeel vu Beem, déi hu missen nei ugeplanzt ginn, läit awer bei ongefeier 15 %.

ad 3. D'Qualitéit vun den neie Beem gëtt vun eis am Virfeld kontrolléiert an ass net d'Ursaach, firwat e Bam futtigeet. D'Haaptursaache sinn d'Dréchent an héich Temperature wärend enger längerer Period, an dat trotz engem konsequenten Entretien (Bewässerung).

Question 1363 (21.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**application mobile de la centrale de la mobilité :**

Viru Kuerzem huet de Minister fir Mobilitéit d'Aktualiséierunge vun der Mobilitéits-App virgestallt. Duerch technesch Neierunge kënnen d'Passagéier elo an Echtzäit gesinn, wann hire Bus ze spéit ass. Allerdéngs ass eis zougedroe ginn, dass d'Moderniséierung vun der Mobilitéits-App beim Schinnentransport Problemer huet. Op Nofro beim Verkéiersverbond gëtt een informéiert, dass d'Donnéeën zu den Zich, déi op der CFL-Websäit stinn, net an Echtzäit mat den Donnéeë vum Verkéiersverbond synchroniséiert ginn. Esou kann et sinn, dass een op der CFL-Websäit d'Horairë vun den Zich éischter ugewise kritt wéi beim Verkéiersverbond.

Souwuel de Verkéiersverbond wéi och d'CFL sinn Organisatiounen, an deenen de Mobilitéitsministère duerch säin Afloss an de Verwaltungsréit strateegesch Decisioune beaflosse kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnes vun dësem Problem? Falls jo, wéi ass et ze erklären, dass dëse Problem, Stand 2019, nach existéiert?

2. Bis wéini mengt de Minister, dass d'Donnéeë vun der CFL-Websäit zäitgläich an der App vum Verkéiersverbond ugewise kéinte ginn?

Réponse (13.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Mobilitéits-App vum Verkéiersverbond beinhalt d'Echtzäit vun de Bussen (RGTR, TICE, CFL-Bus) zanter 2016, d'Echtzäit vun den CFL-Zich zanter 2017, an d'Echtzäit vu LuxTram zanter där hirem Lancement, dat heescht Dezember 2017.

Et ass en Ënnerscheed ze maachen tëschent der Echtzäit vun dem Verkéier an den textlechen Informatiounen zu geplangte Perturbatiounen.

D'Echtzäit vun dem Verkéier gëtt vollautomatesch vun all de Systemer weidergeleet an traitéiert. Konkreet ass ënner Echtzäit eng eventuell Verspéidung vun de Faarten ze verstoen. Doriwwer eraus ginn awer och zousätzlech verkéierlech Informatiounen automatiséiert traitéiert: fir Bus an Zuch d'Annulatioun vun enger Faart oder zousätzlech Faarten, souwéi fir de Bus d'Deviatioune vu Faarten.

Textlech Informatiounen zu geplangte Perturbatioune vun alle Reseaue sinn haaptsächlech am Kontext vu Chantieren oder Manifestatiounen ze gesinn. Dëst si prezis Informatiounen iwwer Ofwäichunge vum Fuerplang, deplacéieren oder suppriméiere vun Arrêten, an awer och individuell Warnhiweiser. Dës Informatioune kritt d'Mobilitéitszentral vun de jeeweilegen Operateure vu Bus, Zuch an Tram per Avis zougeschéckt, a ginn da vun de Mataarbechter vun der Mobilitéitszentral analyséiert an an eng clientsfrëndlech Form bruecht. Dësen Exercice ass aus verständleche Grënn net automatiséiert virstellbar.

Question 1364 (21.10.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **logements sociaux :**

Den Här Wunnengsbauminister huet a sengen éischten Aussoen ënnerstrach, datt d'Gemengen ee wichtegen Akteur sinn, fir d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg ze léisen a vill vun hinne sinn och bereet, Verantwortung ze iwwerhuelen. Esou stelle si zum Beispill den ëffentleche Bauträger, wéi dem Fonds du logement oder der SNHBM, Terrainen zur Verfügung, fir sozialen an abordabele Wunnengsraum ze schafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister riichten:

- Wéi vill Terraine kruten déi ëffentlech Bauträger an de leschte fënnef Joer vun de Gemengen zur Verfügung gestallt?

- Wéi vill vun dësen Terraine sinn an der Tëschenzäit viabiliséiert ginn?

- Wéi vill Wunnenge sinn op dësen Terrainen an de leschte fënnef Joer entstanen?

- Wéi laang dauert et an der Reegel nom Unhuele vun engem PAP, bis d'Bauaarbechte

konkret op dësen Terrainen ufänken? Wéi huet dës Zäitspan an de leschte fënnef Joer evoluéiert?

Réponse (21.11.2019) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

An de leschte fënnef Joer huet de Fonds du logement ongeféier eng honnert Parzelle vun de Gemenge kaaft respektiv zur Verfügung gestallt kritt, an zwar vu follgende Gemengen: Nidderkäerjeng, Déifferdeng, Iechternach, Esch-Uelzecht, Munneref, Noumer, Lëtzebuerg, Steesel, Wolz a Wanseler. Dës Parzellen hunn eng Superficie vun zirka 10 Hektar.

D'SNHBM huet an deem Zäitraum Terraine kaaft oder vu Gemengen en Erbpachtrecht (Emphytéose) op Terraine kritt, op deenen ongeféier 834 Wunnenge gebaut solle ginn, an zwar a follgend Gemengen: Alzeng, Bieles, Bettenduerf, Contern, Déifferdeng, Groussbus, Hueschtert, Jonglënster, Käerjeng, Rolleng, Lëtzebuerg, Miersch, Monnerech, Sandweiler, Schëtter a Walfer.

Ech wëll déi éierewäert Deputéiert informéieren, dass 89 vun den uewe genannte Parzelle vum Fonds du logement an der Tëschenzäit viabiliséiert gi sinn. Bei der SNHBM si vun de betraffenen Terrainen an der Tëschenzäit scho gutt 73 Prozent viabiliséiert ginn.

Op deene genannten 10 Hektar, déi de Fonds du logement an de leschte fënnef Joer kaaft huet, sinn 166 Wunnenge fäerdeggestallt ginn, eng ronn 30 sinn der am Bau a mëttel- bis laangfristeg sinn iwwer 600 Wunnunitéiten op de gefroten Terrainen an der Planung. Op den uewe genannten Terrainen huet d'SNHBM 148 Wunnenge gebaut, 363 sinn der momentan am Bau an 323 si mëttelfristeg an der Planung.

D'ëffentlech Bauträger brauchen am Duerchschnëtt 1,5 bis 4 Joer, bis d'Bauaarbechte konkreet kënnen ufänken nom Unhuele vum PAP, well jo vill Faktoren hei spille kënnen - jee nodeem ob et sech ëm e klenge PAP (Projet de petite/moyenne taille) oder ëm e grousse PAP (Projet de grande envergure) handelt - a bis all Autorisatiounen do sinn. Dës Zäitspan huet sech en gros net geännert.

Question 1365 (21.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **gestion par objectifs :**

Déi sougenannte „gestion par objectifs" soll et Verwaltungen a Servicer vum Staat erlaben, hir Aarbecht méi effikass a strukturéiert ze gestalten, an den Agenten e Kader setzen, an deem si hir eege Progressioun kënne moossen.

Dës Initiativ setzt ënner anerem d'Ausschaffe vun Aarbechtsprogrammer viraus, déi vun all Service, Verwaltung a Ministèren opgestallt an uschléissend vun de jeeweilege Ressortministere validéiert solle ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir d'Verwaltungsreform an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Servicer a Verwaltungen hu well esou een Aarbechtsprogramm ausgeschafft (opgeschlësselt no Ministèren an ausgedréckt a relativen an absolutten Zuelen)?

2. Wéi vill vun dëse Programmer goufe vun de jeeweilege Ministeren (opgeschlësselt no Ministère) well validéiert?

3. Wéi vill Aarbechtsprogrammer goufen, opgeschlësselt no Ministère, refuséiert?

4. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir hir Ambitioun vun enger Gestion par objectifs an alle Servicer a Verwaltunge vum Staat - an domat och op deene Plazen, wou et bis elo nach net geschitt ass - ëmzesetzen?

5. Wéi eng Delaie gëllen an deene jeeweilege Ministèren, fir d'Gestioun duerch Objektiver ëmzesetzen?

Réponse commune (21.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Réforme administrative,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

D'Gestion par objectifs, déi den 1. Oktober 2015 a Kraaft getrueden ass, déngt als Instrument, fir souwuel d'Leeschtung vun den Entitéiten wéi och déi vun den Agenten, déi beim Staat schaffen, ze verbesseren. Et geet also drëm, d'Aktivitéite vun den Entitéite besser ze plangen, ze suivéieren an duerno och ze evaluéieren, alles am Sënn, fir d'Qualitéit vun de Servicer fir de Bierger ze garantéieren.

Q144

D'Gestion par objectifs besteet aus e puer Elementer (Programme de travail, Organigramme, Description de fonction, Plan de travail individuel, Entretien individuel, Entretien d'appréciation), déi d'Ministèren a Verwaltunge säit Oktober 2015 ëmsetze mussen. Wat d'Delaie vun der Ëmsetzung betrëfft, do ass ze soen, dass d'Gestion par objectifs an Zykle vun dräi Joer ëmgesat gëtt, déi sech Périodes de référence nennen.

Déi éischt Période de référence war vun Oktober 2015 bis Dezember 2018.

Déi zweet Période de référence ass elo amgaangen (01.01.2019-31.12.2021) an de Ministère fir d'Fonction publique a seng Entitéite bidden eng Rei Formatiounen a Servicer un, fir d'Verwaltungen ze ënnerstëtzen an ze begleeden:

- Formatioun „Introduction à la gestion par objectifs"

- Formatioun fir den „Entretien individuel"

- Formatioun zum „Kompetenzmodell 5 + 1"

Dës Formatioune si souwuel am Katalog vum INAP ze fannen, mee kënnen och op Mooss an de Verwaltungen ugebuede ginn.

Et gëtt zum Beispill eng Begleedung ugebuede beim Opstelle vun den Descriptions de fonction an de Kompetenzprofiller souwéi bei der strateegescher Planifikatioun, fir e Programme de travail opzestellen.

Esou wéi de Regierungsaccord et virgesäit, sinn dës Servicer ronderëm d'Gestion par objectifs vum Ministère fir d'Fonction publique a sengen Entitéiten amgaangen, ausgebaut ze ginn.

Am Laf vun 2020 wäert d'Regierung iwwer méi Informatioune verfügen, dëst am Kontext vun engem neie Projet an der Gestion prévisonnelle des effectifs. Fir déi organisationell Maturitéit vun de Verwaltunge kënne besser ze analyséieren, wäerten d'Verwaltungen e Questionnaire ausfëlle mussen am Kader vun hirer pluriannueller Planifikatioun vun de Rekrutementer, wou ënner anerem Froen iwwer d'Strategie, d'intern Gestioun an d'Digitalisatioun musse beäntwert ginn.

De Ministère fir d'Fonction publique setzt dës Gestion par objectifs also an enger Demarche ëm, wou vill Wäert dorop geluecht gëtt, éischtens d'Entitéiten ze sensibiliséieren an ze formëieren, a se zweetens duerno ze begleede bei der Ëmsetzung vun deene verschiddenen Elementer vun der Gestion par objectifs.

Question 1366 (21.10.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **siège d'institutions européennes :**

En effet, le Luxembourg est, avec Bruxelles, Strasbourg et Francfort-sur-le-Main, un siège reconnu des institutions de l'Union européenne. Plus de 12.000 fonctionnaires européens travaillent actuellement au Luxembourg. Pourtant, selon la presse nationale, ces fonctionnaires semblent avoir « le blues ». Selon l'Union syndicale Luxembourg, « le coût de vie au Grand-Duché pèse sur le panier des fonctionnaires européens et menace la pérennité des institutions installées dans le pays » (paperjam.lu, 8.10.2019), le grand problème étant la perte de pouvoir d'achat et donc d'attractivité - en termes de quantité mais aussi en termes de qualité des fonctionnaires - par rapport à Bruxelles. Les fonctionnaires européens réclament par conséquent leur droit d'un pouvoir d'achat équivalent. Ce qui est, de toute évidence, impossible avec la même rémunération à Luxembourg qu'à Bruxelles où le coût de la vie est sensiblement moins élevé, notamment en ce qui concerne le logement. C'est la raison pour laquelle le syndicat propose l'introduction d'un « coefficient correcteur » pour le site de Luxembourg.

S'y ajoute encore le problème politique et éthique de la rémunération de certains « agents contractuels » en dessous du salaire social minimum luxembourgeois. Pour l'Union syndicale, il s'agit ici de « dumping social ». Les deux problèmes ne sont pas nouveaux mais le problème s'aggrave d'année en année avec aujourd'hui le « double du taux de vacance de Bruxelles ».

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire si le Gouvernement est conscient du problème stratégique de l'attractivité du Luxembourg en tant que siège d'institutions européennes en général et comme lieu de travail et de vie pour la fonction publique européenne en termes de quantité et en termes de qualité en particulier ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur les mesures concrètes que le Gouvernement a prises et veut prendre pour remédier aux précités problèmes ?

3) Dans l'affirmative encore, Messieurs les Ministres sont-ils favorables à l'introduction d'un « coefficient correcteur » afin d'augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires européens au Luxembourg ? Quelles sont les actions et initiatives politiques que le Gouvernement veut mener concrètement dans ce contexte ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire, enfin, comment ils entendent remédier politiquement au problème susmentionné de la rémunération de certains agents contractuels européens en dessous du salaire social minimum luxembourgeois ?

Réponse (21.11.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement attache une grande importance à la présence des institutions et agences européennes à Luxembourg et œuvre en vue de garantir les meilleures conditions d'accueil, d'hébergement et de travail à ces dernières et d'assurer, de manière générale, l'attractivité continue du site de Luxembourg. Une étroite concertation et coopération avec les institutions et agences européennes est en place, notamment pour la réalisation des projets immobiliers.

Le Gouvernement est conscient des défis qui se posent aux institutions et agences européennes en termes de recrutement et de vacance de postes, dus également aux différences en termes de coût de la vie.

ad 2) Des aides, subventions et autres bénéfices tels que le système des chèques-services accueil ou des aides individuelles au logement desquelles les fonctionnaires et les autres agents de l'Union européenne peuvent bénéficier du moment qu'ils répondent aux critères respectifs, ont, entre autres, été mis en place.

ad 3) Pour ce qui est de la problématique du coût de la vie, une étude comparative de la Commission européenne, publiée fin octobre, constate une différence du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles, ce qui justifie, du point de vue du Gouvernement, la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées pour compenser cette différence du coût de la vie.

Il y a lieu de noter que certaines des options, dont celle de l'introduction d'un coefficient correcteur, nécessiteraient une modification du cadre juridique applicable, à savoir, le Statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne [règlement n° 31 (C.E.E.) 11 (C.E.E.A.)], à agréer au niveau de l'Union européenne.

ad 4) La rémunération des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne est régie par ce même statut qui les soustrait à l'application du droit de travail de l'État membre sur le territoire duquel ils exercent leurs fonctions. La réglementation européenne en vigueur ne prévoit pas d'application d'un salaire social minimum national aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne.

Le Gouvernement continuera, pour sa part, de s'engager activement en faveur d'une fonction publique européenne attractive, y compris dans le contexte des négociations sur le nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027).

Question 1367 (21.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **résidus de drogue dans les eaux usées :**

Das nationale Gesundheitslaboratorium LNS und das Luxembourg Institute of Science and Technology LIST haben im Rahmen eines Pilotprojektes Abwasserproben aus dem Einlauf der Kläranlage in Petingen gezogen. Dabei wurde unter anderem die Anwesenheit von Crystal Meth festgestellt und andererseits eine hohe Konzentration von Kokain nachgewiesen, welche deutlich über dem europäischen Medianwert liegt.

Aufgrund dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

1. Wie hoch ist der Anteil von Drogensubstanzen, welche aus dem Abwasser herausgefiltert werden können?

2. Wie hoch ist der verbleibende Anteil von Drogenrückständen im Trinkwasser?

3. Gibt es in Luxemburg einen Anstieg des Drogenkonsums?

4. Wenn ja, kann der Minister uns Vergleichszahlen geben?

5. Gedenkt der Minister, weitere Maßnahmen im Kampf gegen den Drogenkonsum zu ergreifen?

6. Wenn ja, welche?

Réponse commune (15.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Gemäß den Angaben des Laboratoire national de santé (LNS) lag die Konzentration von Kokain im Mittel bei 96 ng/L im Zulauf der Kläranlage Petingen. Über fünf Tage wurden etwa 6,7 g Kokain in 75.000 m^3 Wasser nachgewiesen. Nur das nicht verwertbare Kokainabbauprodukt Benzoylecgonin war höher konzentriert. Für die anderen Substanzen ergaben sich durchschnittlich folgende Konzentrationen: Amphetamin (Speed) 15 ng/L, MDMA (Ecstasy) 18 ng/L und Methamphetamin 1 ng/L.

Im Rahmen der vorgelegten Studie wurden auch punktuell Stichproben von anderen Kläranlagen jeweils im Zu- und im Ablauf genommen. Diese Voruntersuchungen ermöglichen aber keine verlässlichen Aussagen über Massebilanzen. Sie lassen jedoch einen generellen Abbau der meisten Substanzen von rund 90 % innerhalb der biologischen Abwasserreinigung vermuten. Da größere Kläranlagen in Luxemburg in naher Zukunft ebenfalls mit einer vierten Reinigungsstufe ausgestattet werden, wird der Anteil der Elimination weiter erhöht.

ad 2. Diese Analyse wurde in dem Projekt des LNS und des Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) nicht durchgeführt. Kokainspuren im Trinkwasser wurden beispielsweise in London schon einmal nachgewiesen, allerdings in Konzentrationen, welche für die Gesundheit der Konsumenten unbedenklich waren.

Setzt man nun eine Eliminationsquote von 90 % während der Abwasserreinigung an, dann ergäbe dies etwa 80-90 ng/L Benzoylecgonin, das durchschnittlich die Kläranlage Petingen verlässt. Die Fachliteratur zeigt, dass bei der Trinkwasseraufbereitung mittels Aktivkohlefiltration ca. 70 % von Benzoylecgonin zurückgehalten werden und mittels Chlorung nochmals 80 % abgebaut werden. Es ist somit zu erwarten, dass Rückstände von Benzoylecgonin, wenn überhaupt, nahe der analytischen Nachweisgrenze (< 1 ng/L) liegen und somit gesundheitliche Bedenken mit dem jetzigen Kenntnisstand ausgeschlossen werden können. Zusätzlich gilt zu beachten, dass die Wasserversorgung Luxemburgs aktuell auf zwei Ressourcen beruht. Grundwasser, welches als Trinkwasser genutzt wird, ist nicht durch diese Belastungsquelle betroffen. Der Abwasseranteil im Stausee ist aktuell sehr gering und wird, auch durch die Maßnahmen im Rahmen der Ausweisung der Schutzzonen, noch weiter zurückgehen.

Trinkwasser wird in Luxemburg zu 50 % aus Grundwasser gewonnen, welches bereits einen natürlichen Reinigungsprozess durchlaufen hat. Die verbleibenden 50 % werden aus dem Obersauererstausee gewonnen und von der SEBES aufbereitet (unter anderem mit oxidativen und adsorptiven Verfahren). Im Stausee wurden verschiedene, in großen Mengen eingesetzte Medikamente wie z. B. Carbamazepin und Diclofenac gemessen, aber selbst diese sind in nur in sehr geringen Konzentrationen nachzuweisen. In Analogie dazu ist selbst ein Nachweis von verbotenen und in verhältnismäßig infimen Mengen konsumierten Substanzen selbst im Stauseewasser sehr unwahrscheinlich.

ad 3. + 4. Das Ausmaß des Drogenkonsums in der Gesamtbevölkerung ist schwer einzuschätzen und bisherige Ergebnisse sind wenig aussagekräftig, da sie von zahlreichen Einflussfaktoren abhängen, wie die Art der konsumierten Droge (legale, illegale Substanzen, Alkohol, Heroin, Cannabis etc.), der verschiedenen Bevölkerungsgruppen (e. g. Alter) und die Art des Konsums (e. g. Probierer, Gelegenheitskonsumenten oder Konsumenten mit rezentem, regelmäßigen, risikohohen oder problematischen Konsum). Dies vorausgeschickt, erlauben es die zurzeit vorliegenden nationalen Vergleichsdaten nicht, auf einen generellen Anstieg des Drogenkonsums in der Gesamtbevölkerung zu schließen.

Wenn man sich den Konsum Jugendlicher im Alter zwischen 13 und 18 Jahren anschaut, kann man festhalten, dass zwischen 2006 und 2014 in erster Linie ein Anstieg des rezenten Cannabiskonsums (während der letzten 30 Tage) zu verzeichnen ist. Differenzierend muss

man hinzufügen, dass anhand der vorliegenden Datenlage, der Anteil der nationalen Bevölkerung mit einem problematischen (risikohohen) Konsum von illegalen Substanzen (vor allem Heroin und Kokain), langzeitlich betrachtet eine rückläufige Tendenz aufweist.

Die Ergebnisse weiterer repräsentativer Erhebungen und Studien zum Drogenkonsum in der Bevölkerung, die 2020 zur Verfügung stehen werden, werden eine erneute Bewertung der Situation ermöglichen.

Die ausführlichen Daten zu den verschiedenen Arten des Drogenkonsums in Luxemburg können im öffentlich zugänglichen nationalen Drogenbericht eingesehen werden.

ad 5. + 6. Der auslaufende nationale Drogen- und Suchtaktionsplan 2015-2019 wird zurzeit einer externen Evaluation unterzogen. Dessen Empfehlungen als auch eine Vielzahl von anderen Erkenntnissen und Expertenbeiträgen werden in die Arbeiten am neuen Aktionsplan 2020-2024 einfließen, um den sich ständig wandelnden Herausforderungen der Drogen- und Suchtproblematik bestmöglich zu begegnen. Die ausgearbeiteten Maßnahmen werden zusammen mit den Schlussfolgerungen der externen Evaluation zu gegebener Zeit veröffentlicht.

Question 1368 (21.10.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **finances communales :**

Dans un tract distribué récemment par certains élus communaux de la Ville d'Ettelbruck, il est préconisé que l'administration communale devrait se voir doter d'au moins neuf millions d'euros par année de plus de la part de l'État, vu sa position de centre de développement d'ordre moyen.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelle a été l'évolution de la dotation financière attribuée à la Ville d'Ettelbruck et aux autres communes de la « Nordstad » depuis l'an 2010 jusqu'à la mise en œuvre de la réforme des finances communales ?

2) Quelle a été cette évolution après l'application de cette réforme ?

3) Est-il vrai que la Ville d'Ettelbruck est discriminée par rapport à d'autres communes et/ou centres de développement comparables ?

4) Quelle serait la dotation étatique dont pourrait bénéficier la « Nordstad » en cas de fusion des cinq communes concernées, à savoir Bettendorf, Diekirch, Erpeldange/Sûre, Ettelbruck et Schieren ?

5) Quelle est la somme des dotations octroyées en 2019 à ces cinq communes ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert de l'évolution de la dotation financière de la Ville d'Ettelbruck et des autres communes de la « Nordstad » ainsi que de l'impact de la réforme des finances communales sur cette dotation.

Il est important de comprendre que la dotation financière consiste dans la liquidation annuelle du Fonds de dotation globale des communes uniquement, or, afin de pouvoir comparer les avoirs disponibles des communes, il y a lieu de tenir compte également de leurs participations au produit en impôt commercial communal et au Fonds pour l'emploi. La somme de ces trois éléments, nommée décompte annuel d'une commune, représente l'avoir disponible d'une commune. La notion de décompte annuel d'une commune a été introduite suite à la réforme des finances communales dans la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. En ce qui concerne le décompte annuel antérieur à la réforme des finances communales, la participation de la commune aux frais du personnel enseignant et du personnel socio-éducatif de l'enseignement fondamental constituait un quatrième élément. Cette dernière participation a été supprimée par la loi précitée du 14 décembre 2016.

Pour répondre aux deux premières questions, je prie le Député de bien vouloir se référer au tableau joint à l'annexe 1. Il en résulte que les décomptes annuels des cinq communes de la « Nordstad » ont progressé substantiellement suite à l'introduction de la réforme des finances communales avec l'exercice budgétaire 2017 et s'élève à 18 % en moyenne. Je tiens à rappeler que la progression du décompte annuel en moyenne nationale est inférieure à celle des communes de la « Nordstad » et s'élève à 12 % depuis la réforme précitée.

Avec une progression substantielle de 24 % suite à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 14 décembre 2016, la Ville d'Ettelbruck fait partie des principaux bénéficiaires de la réforme. Comme la Ville d'Ettelbruck n'est pas considérée comme centre de développement et d'attractivité selon la classification du programme directeur de l'aménagement du territoire, on ne peut pas affirmer que la Ville d'Ettelbruck soit traitée de manière défavorable par rapport aux centres de développement et d'attraction.

Enfin, pour répondre aux deux dernières questions, je prie le Député de bien vouloir se référer à l'annexe 2, qui reprend le décompte annuel des cinq communes de la « Nordstad ». En effet, il faut considérer celui-ci plutôt que la dotation étatique. Étant donné que pour 2019 les décomptes n'ont pas encore été établis, la présente réponse repose sur les données de l'exercice 2018. En 2018, la somme des décomptes des cinq communes en question s'évaluait à 68 millions d'euros. En cas de fusion des cinq communes avec effet au 1er janvier 2018, le décompte se serait élevé à 79,6 millions d'euros, soit une augmentation de 11,6 millions (plus 17 %).

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1369 (21.10.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **« loop belt » dans l'avion :**

Den „loop belt" ass e Gurt, fir Puppelcher am Fliger um Schouss vun hiren Elteren unzestrécken. Quitte dass dëse Gurt op ville Plazen an der Welt verbueden ass - an och hei an Europa laang Zäit verbuede war - huet déi europäesch Agence fir d'Fluchsécherheet EASA den „loop belt" 2008 an der EU awer nees zougelooss.

Dëse Schrëtt war sengerzäit vu villen Akteuren aus dem Secteur, wéi zum Beispill dem TÜV Rheinland, staark kritiséiert ginn. Sou gouf besonnesch op déi héich Verletzungsgefor fir d'Puppelcher bei engem brüske Manöver vum Fliger higewisen, wat och konnt an empireschen Tester nogewise ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister sech dëser Problematik bewosst?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass dëse Gurt eng Gefor fir d'Sécherheet vun de Puppelcher ass?

- Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen?

- Plangt den Här Minister, fir Alternativen zum „loop belt" ze promouvéieren?"

Réponse (28.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat senger parlamentarescher Ufro freet den éierbaren Deputéierten Informatiounen iwwer d'Sécherheet vum „supplementary loop belt", dem Sécherheetsgurt, deen an de Fligeren zum Schutz vun de Kanner vun null bis zwee Joer benotzt gëtt.

Leider gëtt et keng harmoniséiert Approche op internationalem Niveau, wat d'Zouloossung, d'Acceptabilitéit an d'Benotze vun den „Child Restraint Devices" (CRD) ugeet.

D'Benotze vun deem „zousätzleche Sécherheetsgurt" ass ausdrécklech erlaabt duerch d'Reglement (EU) N° 965/2012 vun der Europäescher Kommissioun vum 5. Oktober 2012 „déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes conformément au règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil".

Der Reglementatioun vun der „European Aviation Safety Agency" (EASA) no mussen all d'Passagéier mat engem Sécherheetsgurt ugestréckt sinn. D'Kabinnepersonal ass verflicht, dës Sécherheetsmoossnam ze imposéieren. Fir d'Kanner tëscht null an zwee Joer gesäit d'Reglement EASA zwou verschidde Méiglechkeete vir:

- D'Kand reest um Schouss vun engem Erwuessenen, mat engem „loop belt" gesécher.

- D'Kand reest an engem erlaabten a certifiéierte Kannersëtz.

Verschidden Etüde kommen zum Schluss, datt de Schutzniveau vun engem zousätzleche Sécherheetsgurt net héich genuch wier, fir all Situatioune vun engem turbulente Fluch opzegräifen (ënner anerem TÜV Rheinland, 2008). Verschidde Staaten (z. B. USA a Kanada) hunn entscheet, den Elteren ze erlaben, mam Kand um Schouss ze reesen, ouni et mat engem „loop belt" ze schützen

Déi historesch Donnéeë vun der OACI („Organisation de l'aviation civile internationale") enthalen awer net vill Fäll vu gemellte schlëmmen Accidenter, déi op d'Benotze vun deem zousätzleche Sécherheetsgurt zréckginn.

D'EASA an d'IATA („International Air Transport Association") recommandéieren dann och, en erlaabten a certifiéierte Kannersëtz ze benotzen. Dës Léisung bréngt awer den Nodeel fir de Passagéier mat sech, datt eng Plaz fir d'Kand muss reservéiert a bezuelt ginn.

D'Fro iwwer d'Ersetze vum „loop belt" duerch eng méi sécher Alternativ gëtt am Moment bei der EASA diskutéiert. Lëtzebuerg, sou wéi all déi aner Memberstaate vun der Europäescher Unioun, hält sech un dës Analyse vun der zoustänneger europäescher Agence fir Fluchsécherheet a wäert hir Recommandatiounen an dësem Beräich applizéieren.

Question 1370 (21.10.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **renaturation de cours d'eaux dans des champs :**

Et ass mir zu Ouere komm, dass et virun enger Rei Joren op verschiddene Plazen am Land Usus war, dass Bauere mat enger Baach duerch hiert Stéck, d'Baach kanaliséiert a Buedem driwwer geschott hunn, fir esou méi eng grouss bewirtschaftbar Fläch ze kréien.

Fir d'Gesondheet vun eise Waasserleef ze färderen, si mat der Adaptatioun vun 2017 vum ofgeännerte Waassergesetz vun 2008 finanziell Hëllefe fir d'Renaturéierung vu Waasserleef agefouert ginn. Et gëtt allerdéngs menges Wëssens keng staatlech Hëllef, fir de Verloscht vun der Agrarfläch an dem uewe genannte Fall ze kompenséieren an doduerch déi betraffe Baueren ze encouragéieren, déi betraffe Baachen erëm fräizeleeën.

Dowéinst wollt ech der Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch sou Fäll bekannt?

2. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et sënnvoll wier, déi betraffe Baachen erëm fräizeleeën?

3. Wa jo, ass virgesinn, zousätzlech finanziell Ureizer ze schafen, fir déi wirtschaftlech Perte vun de Baueren am Fall vun enger Renaturéierung a vu Landverloscht, deen doraus resultéiert, ze kompenséieren?

4. Wann net, wat sinn d'Grënn fir der Madamm Ministesch hir Decisioun?

Réponse commune (02.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Der Waasserverwaltung (AGE) an der Akerbauverwaltung (ASTA) si keng Fäll bekannt, wou e Bauer ugefrot hätt, fir déi wirtschaftlech Perte am Fall vun enger Oppeleeung a vu Landverloscht, deen doraus resultéiert, kënnen ze kompenséieren. Den Artikel 65 (j) aus dem ofgeännerte Waassergesetz vun 2008 gesäit vir, datt Keef vun Terrainen, déi fir Renaturatioune genotzt ginn, zu 100 % subsidiabel iwwer de Waasserfong sinn.

ad 2. E Fräileeë vun enger Baach ass ëmmer eng sënnvoll Mesure, an dëst aus verschiddene Grënn. D'Verrouerung huet souwuel en ökologesche wéi och en hydrauleschen Impakt op d'Gewässer. Duerch d'Verrouerung vun enger Baach ass en natierleche Liewensraum fir Planzen- an Déierenaarten zerstéiert ginn. Ganz oft ginn duerch dës Mesuren déi biologesch Duerchgängegkeet an den natierleche Geschiebetransport ënnerbrach. D'Verrouerung beaflosst awer och d'Héichwaassersituatioun: duerch eng Verrouerung gëtt de Gewässerlaf verkierzt an d'Fléissgeschwindegkeet hëlt zou. D'Waasser kann och manner an der Fläch zréckgehale ginn.

Laut der „Wasserrahmenrichtlinie" muss de gudden ökologeschen Zoustand vun de Gewässer bis spéitstens 2027 erreecht ginn. Fir dëst Zil ze erreechen, gouf ënner anerem e Moossnameprogramm opgestallt, wou d'Moossnam „Öffenlegung eines Gewässers" opgelëscht ass. D'Verrouerung vun enger Baach huet virun allem en negativen Impakt op d'Hydromorphologie, eng vun den dräi Qualitéitskomponenten, déi den ökologeschen Zoustand bewäerten. Et ass also wichteg, déi kanaliséiert Baachen erëm oppenzeleeën, fir d'Gewässer an den naturnoen Zoustand zréckzeféieren an eng intakt, variabel Gewässerstruktur ze erreechen. Dëst ass eng Grondviraussetzung, fir de gudden ökologeschen Zoustand ze erreechen. Duerch d'Oppeleeung vun enger Baach verbessert sech d'Gewässerstruktur, den natierleche Geschiebetransport gëtt erëm hiergestallt an eng morphologesch Villfalt gëtt gefuerdert. Ee strukturräiche Liewensraum gëtt erëm zougänglech gemaacht an eng Vernetzung an alle Richtunge gëtt geschafen.

ad 3. + 4. Am Moment ass net virgesinn, fir zousätzlech finanziell Ureizer ze schafen, fir déi wirtschaftlech Perte vun de Baueren am Fall vun enger Oppeleeung vun enger Baach an dem Landverloscht, deen doraus resultéiert, ze kompenséieren.

Wéi scho bei der éischter Fro gesot, ass et laut dem Artikel 65 (j) vum ofgeännerte Waassergesetz vun 2008 awer méiglech, fir de Kaf vun Terrainen, déi fir Renaturatioune genotzt ginn, zu 100 % iwwer de Waasserfong ze subsidéieren.

Fir een Deel vun der wirtschaftlecher Perte vun de Baueren ze kompenséieren, proposéiere mir och, op eng Agrarëmwelt- oder eng Biodiversitéitsmoossnam zréckzegräifen an e Gewässerrandsträife laanscht d'Baach unzeleeën. De Bauer muss sech u verschidde Konditiounen halen a kritt eng finanziell Hëllef, well en zum Gewässerschutz bäidréit.

Question 1371 (21.10.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Conseil arbitral de la sécurité sociale :**

Le Conseil arbitral de la sécurité sociale est compétent pour juger en première instance des décisions prises par les organismes de la sécurité sociale, à savoir les contestations concernant l'affiliation, l'assujettissement, les cotisations, les amendes d'ordre et les prestations.

Or il s'avère que les traitements des dossiers souffrent de longs délais, avec de graves conséquences pour les demandeurs de prestations sociales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation mentionnée ci-dessus ?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'affaires traitées par le Conseil arbitral de la sécurité sociale ?

- Monsieur le Ministre juge-t-il utile d'augmenter le nombre de délégués du Conseil arbitral de la sécurité sociale ?

Réponse (02.12.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) est la juridiction de première instance compétente pour les recours en matière de sécurité sociale, de travail et de prestations familiales. Dès lors, le CASS est saisi d'un nombre important d'affaires variées qui en outre sont de plus en plus complexes, ce qui en soit requière déjà un temps de traitement des dossiers qui ne cesse d'augmenter, notamment lorsque des expertises médicales, respectivement des contre-expertises, doivent être réalisées.

En outre, la croissance continue du nombre de personnes affiliées aux différents régimes de sécurité sociale - l'assurance maladie-maternité et dépendance compte environ 880.000 personnes protégées (assurés et coassurés), l'assurance-accident environ 450.000 personnes protégées, l'assurance pension vieillesse et invalidité environ 420.000 personnes protégées, mais aussi les bénéficiaires des indemnités de chômage et des prestations familiales - fait que le nombre absolu de recours devant les juridictions de la sécurité sociale, notamment de première instance, augmente automatiquement.

En effet, l'augmentation du nombre de personnes protégées était de l'ordre de 2,5 % par an sur les cinq dernières années, et suivant les dernières estimations elle devrait poursuivre ce rythme au cours des prochaines années à venir.

Le tableau ci-après reprend le nombre de recours introduits devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale par branche depuis 2013.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Alors que le pic - à ce jour - avait été atteint en 2016 avec 2.383 recours, une croissance au fil

du temps est indéniable, notamment par une augmentation du nombre de personnes protégées et donc aussi du nombre de recours, même si le taux de recours est, lui, stable.

Afin de réduire considérablement les délais, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que pour « […] revenir […] à des délais acceptables pour le prononcé des jugements, il sera procédé à la mise à disposition de moyens supplémentaires. En outre, il sera procédé à une analyse des procédures visant l'optimisation et la digitalisation de celles-ci. »

Ainsi, le CASS a obtenu divers postes supplémentaires pour pouvoir recruter des juges, des greffiers et du personnel administratif tout comme des médecins supplémentaires pour les expertises médicales pouvant être réalisées en interne. Des postes supplémentaires seront accordés dans les années à venir pour augmenter les capacités de traitement des dossiers relevant de cette juridiction. Ainsi, le projet de budget des recettes et dépenses pour l'année 2020 prévoit trois postes supplémentaires (respectivement un juge, un greffier et un agent administratif) qui viendront s'ajouter aux juges et greffiers déjà recrutés.

Il faut néanmoins souligner que le nombre de recrutements pouvant être effectués dans un temps donné est limité par les capacités du CASS à intégrer le personnel supplémentaire qui requière par exemple une formation spécifique en fonction des missions et tâches à accomplir.

Outre l'augmentation du nombre du personnel du CASS, il est également nécessaire d'accroître les surfaces dont dispose cette juridiction, tant au niveau de la surface de travail pour le personnel, y compris les salles d'audience, que de la surface d'accueil (amélioration de l'accueil des personnes affiliées). En effet, les locaux actuels ne sont plus adaptés aux besoins du CASS. Pour y remédier, le CASS prendra possession courant de l'année 2020 de nouveaux locaux qui répondront non seulement aux besoins actuels, mais également aux besoins futurs.

Outre le renforcement au niveau du personnel et aussi l'attribution de nouveaux locaux, il est prévu d'analyser les procédures actuelles pour les simplifier autant que possible et faciliter ainsi le travail administratif et réduire les délais de traitement.

Ainsi, les mesures entreprises par le Ministère de la Sécurité sociale et les autres services concernés en étroite collaboration avec le CASS visent non seulement à répondre à la situation actuelle, mais également à offrir suffisamment de moyens pour que les délais de traitement, et donc d'attente pour les personnes affiliées, puissent être considérablement réduits à courte et moyenne échéance.

Question 1372 (21.10.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**Unité médico-légale de documentation des violences :**

En juillet 2018, le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ont mis en place l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO). Dans certains cas, des victimes adultes de violences corporelles et/ou sexuelles, pour des raisons diverses, ne désirent pas porter plainte dans un premier temps. L'UMEDO, intégrée au Laboratoire national de santé, permet à ces victimes d'établir un constat médical des blessures visibles qui pourra servir de preuve, si elles décident d'agir en justice à un stade ultérieur.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de personnes ont fait usage du service depuis son établissement ?

- Combien de constats médicaux ont été établis ?

- Quelle est la répartition selon le type de violence subie ?

- Combien de victimes ont par la suite porté plainte ultérieurement ?

- Comment les ministres évaluent-ils ces résultats par rapport aux attentes initiales ?

- Le cas échéant, entendent-ils prendre des mesures supplémentaires pour promouvoir l'usage du service ?

Q146

Réponse commune (15.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Depuis la mise en place du service en juillet 2018, l'équipe de l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) a assuré 27 examens médico-légaux avec documentation de blessures et/ou sauvegarde de preuves biologiques. Le nombre de sollicitations téléphoniques pour des renseignements est deux à trois fois supérieur au nombre d'examens effectués.

Des constats médicaux sous forme de documentation écrite et photographique ont été établis dans ces 27 cas. Des personnes qui ne présentent pas de traces visibles (blessures) ni potentiellement de traces biologiques suite à une agression ne sont pas examinées par le médecin légiste car l'objectif d'un tel examen, à savoir la sauvegarde de preuves, ne peut pas être réalisée.

Sur les 27 examens quatre cas étaient liés à des violences sexuelles. Pour les autres cas il s'agissait de violences corporelles (p. ex. des coups, de la strangulation, etc. …).

D'éventuelles démarches juridiques entamées par la victime suite à sa présentation au service UMEDO ne sont pas nécessairement portées à la connaissance de l'UMEDO. Une seule personne a demandé jusqu'à présent à ce que sa documentation photographique soit transmise aux enquêteurs.

L'information qu'une personne, avant de porter plainte, soit passée tout d'abord auprès de l'UMEDO n'est pas reprise dans le fichier de gestion des affaires JUCHA, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une information utile pour le suivi administratif d'un dossier répressif. Une telle information, si elle existe, figure uniquement dans les dossiers individuels respectifs et n'est pas récupérable à des fins statistiques.

Le but de l'UMEDO consiste justement à laisser le choix à la victime de porter plainte à un moment ultérieur ou non. Et cela en dehors de toute pression, que ce soit de la part de la police ou des autorités judiciaires. La victime doit rester totalement autonome et libre de prendre sa décision. Pour cette raison, la consultation auprès de l'UMEDO est faite de manière anonyme et le fait qu'une consultation ait eu lieu n'est pas automatiquement communiqué aux autorités judiciaires.

Quant aux attentes initiales du Gouvernement, il est rappelé que l'instauration d'un tel service a figuré au programme gouvernemental 2013-2018 et parmi les recommandations de l'étude scientifique « Les causes de la violence domestique au Luxembourg » réalisée par le Luxembourg Institute of Health et présentée en mars 2015. Le Gouvernement estime que la mise sur pied du service UMEDO a permis de renforcer le dispositif de prévention et de protection contre la violence domestique.

Le Gouvernement a décidé de mettre en place un groupe de travail interministériel pour améliorer le dispositif de protection en matière de violence domestique. Parmi les questions à traiter figurent entre autres une évaluation générale de la loi modifiée du 8 septembre 2003, dont la dernière refonte fondamentale date de juillet 2013, les recommandations formulées dans les rapports annuels du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence et l'applicabilité au Luxembourg des mesures actuellement préconisées et discutées à l'étranger pour lutter contre les violences conjugales. Ce groupe de travail interministériel pourrait également être chargé d'élaborer un premier bilan du travail de l'UMEDO et de mettre sur pied avec les responsables du service un concept pour encore mieux informer sur le service et l'intégrer davantage dans le dispositif de protection entre les différents acteurs impliqués dans la lutte contre la violence.

Question 1373 (21.10.2019) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **incompatibilités avec le mandat de membre du conseil communal :**

La loi communale prévoit une série d'incompatibilités avec le mandat de conseiller communal. Ne peut par exemple faire partie d'un conseil communal d'une commune déterminée toute personne intervenant dans l'enseignement et l'encadrement des élèves de la commune.

L'article 9 de la loi communale dispose que « […] la personne élue est considérée comme se désistant de son mandat si, dans les trente jours à dater de son élection, elle n'a pas mis fin à la situation incompatible avec le mandat de conseiller communal. En cas de désistement implicite, conformément à l'alinéa qui précède, le bourgmestre en exercice de fonctions en informe immédiatement par écrit le Ministre de l'Intérieur qui fera appel au suivant conformément aux dispositions des articles 222 et 259 de la loi électorale. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Une personne élue qui a désisté de son mandat en raison d'une incompatibilité de fonction reste-t-elle en rang utile pour remplacer un conseiller communal démissionnaire ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la base légale justifiant la position du Ministère de l'Intérieur ?

3) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait préciser la législation en vigueur afin d'éviter des éventuelles insécurités juridiques quant à la composition légitime d'un conseil communal ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député entend se renseigner sur les conséquences d'un désistement du mandat de membre du conseil communal pour des raisons d'incompatibilité.

L'incompatibilité se définit comme l'impossibilité légale empêchant un(e) candidat(e) élu(e) aux élections communales d'accéder au mandat de membre du conseil communal d'une part en raison de liens familiaux qu'il entretient avec un(e) autre candidat(e) élu(e) et d'autre part en raison de la situation professionnelle dans laquelle il ou elle se trouve.

Les incompatibilités constituent une exception au principe qui veut que toute personne qui remplit les conditions d'éligibilité ait le droit d'exercer les fonctions inhérentes au mandat auquel elle est élue. Elles sont dès lors d'interprétation stricte.

Les incompatibilités ont des finalités bien précises et tendent à protéger tant les assemblées locales des personnes intéressées que les élu(e)s, qui doivent pouvoir exercer leur mandat dans des conditions d'impartialité, permettant sans entraves la mise en œuvre de l'intérêt public communal.

On distingue traditionnellement les incompatibilités fonctionnelles et les incompatibilités familiales.

Les premières et en même temps les plus fréquentes, sont celles où la situation professionnelle du/de la candidat(e) élu(e) l'empêche de devenir membre effectif du conseil communal. Il/elle est dès lors amené(e) à effectuer un choix entre sa profession et le mandat électoral recherché. Ces incompatibilités avec la fonction de membre du conseil communal sont énoncées à l'article 11ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à l'article 11quater de la même loi en ce qui concerne plus précisément les incompatibilités pour les fonctions d'échevin(e) ou de bourgmestre.

Les incompatibilités familiales ont comme but d'empêcher l'emprise des membres d'une famille sur le conseil communal, qui pourraient être tentés de substituer leurs intérêts personnels et ceux de leur famille aux intérêts de la commune et de ses habitants. Ces incompatibilités ne sont pas des situations individuelles, mais se réalisent par les relations de parenté ou d'alliance de certain(e)s candidat(e)s élu(e)s au sein d'un même organe collégial. Elles sont énoncées à l'article 196 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Toutefois, les incompatibilités sont limitées dans le temps. L'article 9 de la loi communale susmentionnée dispose que la personne élue au conseil communal, frappée d'incompatibilité, ne peut être admise à prêter serment aussi longtemps que l'incompatibilité subsiste. Le dénouement d'une situation d'incompatibilité n'est cependant pas abandonné à la seule appréciation du candidat élu. Si celui-ci ne met pas fin à sa situation incompatible avec le mandat de membre du conseil communal dans le délai de trente jours de son élection, il est considéré comme se désistant de son mandat. Ainsi le législateur a prévu une présomption de renonciation tacite.

Les renonciations expresses et tacites soulèvent souvent la question de leurs effets dans le temps et notamment si elles évincent définitivement les candidat(e)s du mandat auquel ils/elles ont été démocratiquement élu(e)s.

C'est le cas chaque fois qu'il s'agit de pourvoir à une place devenue vacante au conseil communal par appel au suivant de la liste suite au désistement d'un(e) candidat(e) élu(e) avant l'installation du conseil communal ou en cas d'appel au suivant de la liste en cours de mandat et en cas d'éviction d'un(e) candidat(e) élu(e) pour cause d'incompatibilité familiale.

Le Conseil d'État français a jugé que les incompatibilités sont limitées dans le temps, qu'elles ne vicient pas l'élection, mais rendent impossible l'occupation des fonctions seulement aussi longtemps que l'incompatibilité subsiste[6]. Par ailleurs, la finalité de la présomption de renonciation tacite n'est pas d'évincer définitivement le/la candidat(e) élu(e), mais d'empêcher que l'élu(e) se trouvant dans un cas d'incompatibilité, puisse, en s'abstenant de prendre position ou en ne prenant pas clairement position, faire obstacle à la constitution régulière du conseil communal[7].

Dès lors le/la candidat(e) élu(e), qui n'a pas pu accéder au conseil communal en raison d'une incompatibilité de fonction, et même en cas d'une renonciation tacite, reste admissible à la fonction de membre du conseil communal en cas de vacance de poste à laquelle il y a lieu de pourvoir.

Cette solution vaut à plus forte raison pour les incompatibilités familiales de l'article 196 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 alors que le/la candidat(e) élu(e) perd le droit à l'accession à la fonction élective malgré lui/elle et par l'effet de la loi sans que l'on se trouve en présence d'une renonciation ni expresse ni tacite.

Par ailleurs cette approche est respectueuse du droit international. L'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, ratifié par la loi du 3 juin 1983, dispose que : « tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables :

- de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ;

- de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ;

- d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays ».

Les effets qu'un désistement du mandat de conseiller communal peut engendrer seront analysés dans le cadre de la refonte de la loi communale.

Question 1374 (21.10.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **délais dans le cadre des démarches administratives - cadastre vertical :**

Ee vun de Facteure vun der Präisdeierecht am Logement hei am Land sinn déi grouss Delaie bei administrativen Demarchen. Mengen Informatiounen no huet d'Administration du cadastre enorm Retarden. Dat, fir de sougenannte „cadastre vertical" bei Residenzen ze autoriséieren. Doduerjer ginn et Honnerte Wunnengen, wou den notariellen Akt net ka gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech follgend Froen un den Här Finanzminister an un den Här Logementsminister stellen:

1. Si sech déi zoustänneg Ministeren där Situatioun bewosst?

2. Wéi ass den aktuellen Delai tëschent deem Moment, wou eng Demande fir e „cadastre vertical" erakënnt, bis dohinner, wou den autoriséierte „cadastre vertical" erausgeet?

3. Stëmmt et, datt oft zousätzlech Delaien entsti wéinst Ännerungen, déi dem normale Bierger zimmlech „bürokratesch" schéngen, wéi zum Beispill, datt e Lous „verdure" muss als „haie" ëmklasséiert ginn, wat da sechs Méint Retard mat sech brëngt?

4. Stëmmt et, datt neierdéngs vum Kadaster verbuede gëtt, datt sougenannten „actes de base" kënne gemaach ginn, esoulaang d'Konditiounen net erfëllt sinn, eréi zum Beispill eng „servitude conventionnelle"; wou awer e Jurist wéisst, datt souwisou eng „servitude légale/servitude de passage pour terrains enclavés" besteet?

5. Wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir dës Delaien ze verkierzen?

Réponse (25.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den Delai vun der Demande bis zur Validatioun vun der respektiver Andeelung läit aktuell tëscht dräi a véier Méint. De follgenden Tableau weist d'duerchschnëttlech Delaie vun den Neiandeelunge fir d'Joren 2015 bis 2019 un.

[6] CE 21 oct. 1992, Couveinhes, req. N° 125211.

[7] CE belge Vandepitte, n° 20.996, du 3 mars 1981, CE belge Valeriola, n° 23.521 du 5 octobre 1983. V. Marc Verdussen précité p.157.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ginn Dossieren, bei deene Retarden entstinn, well grouss Ännerungen um Projet gemaach ginn (z. B. eng nei Vermiessung, well den Terrain vun der Residence verklengert gëtt, eng nei Baugeneemegung, well d'Unzuel oder d'Notzung vun den Unitéiten ännert), déi dann nei Demarchen erfuerderen. Dës Dossiere sinn net an dës Moyennen agefloss.

Den Delai fir d'Ofschléisse vun den Dossieren hänkt och vill vun der Qualitéit vun deene selwechten of, déi d'Verwaltung eragereecht kritt an déi an der Praxis mol besser, mol manner gutt ficeléiert kënne sinn. D'Verwaltung probéiert, all Andeelung op e gewëssene Qualitéitsniveau ze bréngen, soudass de Keefer, fir dee jo eigentlech de „cadastre vertical" geduecht ass, maximal geschützt gëtt.

Den Artikel 3 vum Reglement vum 22. Juni 1988 iwwer de „cadastre vertical" gesäit vir, dass fir all privaten Deel eng Notzung an den „tableau descriptif" ageschriwwe gëtt. D'Verwaltung huet duerfir eng Lëscht vun Notzungen opgestallt, déi säit Februar 2015 och op hirem Internetsite veröffentlecht ass. Dës Lëscht weist, anescht wéi dem Deputéierte seng Fro dat suggeréiert, keng Notzung als „haie" un.

Duerch dës Lëscht sinn d'Bezeechnunge vun den Notzungen uniformiséiert ginn an hir Unzuel iwwersiichtlech bliwwen. Fir Deeler, op deene Plantatioune stinn, gëtt en Ënnerscheed gemaach tëschent engem richtege Gaart (Notzung jardin, mat natierlechem Buedem drënner) an enger Begréngung (Notzung verdure), déi op engem Stéck vum Gebai (z. B. der Dall) opläit. Dësen Ënnerscheed, deen och a verschiddene Bautereglementer gemaach gëtt, hänkt mat der ageschränkter Notzung vun enger Gréngànlag zesummen, déi op déi Manéier genau delimitéiert ka ginn. D'Reglement vun der Residence kann dann zum Beispill soen, dass an enger Gréngànlag keng héich Beem geplanzt dierfe ginn, fir d'Isolatiounen ze schützen.

Déi Agenten, déi d'Dossiere validéieren, kucken och, ob et an der Residence privat Deeler ginn, déi nëmmen duerch de Passage iwwer en Nopeschterrain accessibel sinn. Et geet do meeschtens ëm Parkplazen (am Gebai oder dobaussen), déi de Koproprietär mat sengem Auto nëmmen dann erreeche kann, wann hien iwwer e Wee, iwwer eng Ramp oder duerch e Passage fiert, déi net oder net ganz um Terrain vun der Residence leien, ouni dass duerfir den Terrain agegrenzt muss sinn. Wann esou eng Situatioun virläit, gëtt an deem Sënn eng Remark op d'Deckblat vum „tableau descriptif" geschriwwen.

All déi Remarke si wichteg Informatioune fir de Keefer. D'Verwaltung huet net d'Autoritéit, fir Akten ze verbidden, déi net an hirem Zoustännegkeetsberäich leien.

Iwwer déi lescht Joren hunn esouwuel d'Zuel, de Volume an d'Komplexitéit vun den Dossieren zougeholl. D'Verwaltung probéiert op zwee Weeër, dëser Entwécklung Rechnung ze droen:

- eng Kéier kuerzfristeg, doduerch dass intern zousätzlech Agente rekrutéiert ginn,

- an eng Kéier mëttelfristeg, doduerch dass verschidde Prozeduren ugepasst a vereinfacht ginn, dass d'Verwaltung hir Direktive preziséiert an dass verschidde Virschrëften aus dem Reglement iwwer de „cadastre vertical" iwwerschafft ginn.

Question 1375 (22.10.2019) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **fichier central de la police :**

In einem Beitrag von letztem Samstag erläutert das „Tageblatt" Rückmeldung von Personen, die einen Einblick in das „Fichier central" erfragt haben. Dabei berichtet der Chaos Computer Club von erstaunlichen Vorgängen.

Eine Person wurde über einen Eintrag informiert, welcher sich auf einen Vorfall in der Zukunft bezieht.

Eine weitere Person wird als Beschuldigte geführt, obwohl sie nur Zeugin eines Unfalles war.

Personen berichten, wegen einer Demo vor der amerikanischen Botschaft polizeilich erfasst worden zu sein. Nichts aber befindet sich hierzu in deren Akten.

Kleinere Verkehrsdelikte werden erfasst, andere nicht.

Der Chaos Computer Club stellt in diesem Zusammenhang Vermutungen auf. Entweder wird den Personen nur ein Teil der Akten zur Verfügung gestellt, also quasi „manuell" ausgewählt, oder nur eine Art Zusammenfassung. Es könnte auch sein, dass die Polizei auf unterschiedliche Datenbanken zurückgreift, die auf unterschiedlichen Trägern gespeichert sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für innere Sicherheit stellen:

1. Kann der Minister die oben genannten Fälle bestätigen?

2. Kann der Minister erläutern, wie die Anfragen der Personen behandelt werden, auf welche Datenbanken zurückgegriffen wird?

3. Kann der Minister ausschließen, dass es eine unterschiedliche Behandlung von Vorfällen innerhalb der Polizei gibt, i. e. dass Polizeibeamte Vorfälle unterschiedlich bewerten und eintragen?

4. Nach welchen Kriterien werden Informationen in den Polizeidatenbanken abgespeichert?

Réponse (22.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Ohne weiteren Angaben bin ich nicht in der Lage, die Fälle konkret zu bestätigen oder zu widerlegen.

In einem Fall kam es ganz offensichtlich zu einem Irrtum bei der Angabe eines Datums, da dieses in der Zukunft lag. Obwohl das nicht vorkommen sollte, hätte der betroffene Bürger sich an die Polizei wenden können, um das korrekte Datum in Erfahrung zu bringen.

Beim Fall betreffend die Demonstration vor einer Botschaft scheint keine Straftat begangen worden zu sein, weshalb es auch nicht zu einem Eintrag in das Zentralregister kam. Sollte es zu einer Identitätsüberprüfung nach Artikel 45 der Kriminalprozessordnung gekommen sein, was ebenfalls eine Möglichkeit wäre, so dürfen diese Informationen nicht in einer Datenbank gespeichert werden und das Protokoll selbst muss nach sechs Monaten zerstört werden, außer es kann ein Bezug zu einer Straftat getätigt werden.

ad 2. Die Polizei beantwortet die Fragen zum Auskunftsrecht so, wie sie von den Betroffenen formuliert wurden.

Einige Betroffene fragen sämtliche persönlichen Daten ab, die die Polizei verarbeitet hat, andere beschränken sich nur auf das Zentralregister oder fragen gezielt nach verschiedenen Datenbanken.

Man muss bedenken, dass auch das Abfragen der Datenbanken im Sinne des Auskunftsrechts ein Vorgang ist, der den Datenschutzregeln unterliegt und begründet sein muss. Die Begründung liegt in der Anfrage des Betroffenen, der sein Auskunftsrecht geltend macht, und gilt für die Datenbanken, die der Antragsteller in seinem Antrag formuliert.

Die Polizei hat die Anfragen jedoch weit möglichst ausgelegt, um sich nicht der Kritik auszusetzen, nur widerwillig Auskunft zu erteilen. Deshalb sind Anfragen zum „geheimen Casier" oder „Casier bis" von der Polizei als Anfragen in Bezug zum Zentralregister gewertet worden. Eine rechtlich korrekte Antwort hätte lauten müssen, dass die Polizei keinen „geheimen Casier" oder „Casier bis" unterhält.

ad 3. Nein, eine unterschiedliche Behandlung von Vorfällen ist durchaus möglich.

Es ist in diesem Zusammenhang nützlich, eine Erklärung abzugeben.

Die Kriminalprozessordnung unterscheidet zwischen Personen, die im Verdacht stehen, an einer Straftat beteiligt gewesen zu sein, und Personen, die Zeugen oder Opfer einer Straftat waren.

Insbesondere bei Straftaten, an denen mehrere Personen beteiligt waren, ist es zu Beginn nicht immer ersichtlich, wer nun Täter und wer nur Zeuge ist. Auch ein Opfer kann Täter gewesen sein, zum Beispiel bei einer Schlägerei.

Die Kriminalprozessordnung räumt dem Täter jedoch einige Rechte ein, wie zum Beispiel, sich nicht selbst belasten zu müssen, während der Zeuge die Wahrheit (später sogar unter Eid) sagen muss.

In der Zeugenvernehmung ist der Polizeibeamte verpflichtet, dem Zeugen mitzuteilen, wenn er dabei ist, sich selbst zu belasten. Der Beamte muss ihn darauf aufmerksam machen und ihm angeben, ab wann er nicht mehr als Zeuge, sondern als Beschuldigter behandelt werden muss, mit allen ihm zur Verfügung stehenden Rechten.

Nun ist diese Grenze aber eben nicht scharf und der Beamte verfügt notgedrungen über einen gewissen Spielraum. Wenn der Beamte den Zeugen im Zweifel relativ früh als möglichen Tatverdächtigen behandelt, und ihm dies mitteilt, dann verfügt dieser über eine Reihe von Rechten die zu seinem Vorteil sind, es führt aber dazu, dass er in dem Fall einen Eintrag im Zentralregister erhält.

Es kann vorkommen, dass Personen darauf beharren, Zeugen zu sein, obwohl sie es nicht sind, oder aber nicht verstehen, dass der Beamte sie als Tatverdächtigen behandeln muss. Dies ist zum Beispiel der Fall bei einer Schlägerei, wo beide Parteien behaupten, die jeweils andere Partei hätte angefangen und sie hätten sich nur verteidigt. Der Beamte kann und darf nicht in die Rolle des Richters fallen und muss gleichzeitig jedem der Kontrahenten einen fairen Prozess ermöglichen, was notgedrungen dazu führen kann, dass er beide als Tatverdächtige behandeln muss.

In Straßenverkehrsvorfällen verstehen Opfer auch nicht immer, dass sie selbst eine Mitschuld am Unfall haben, auch wenn sie ihn nicht direkt verursacht haben, oder es fällt dem Polizeibeamten eine Straftat auf, die zwar nicht im direkten Zusammenhang mit dem Unfall stand, die er aber ahnden muss.

Dies wären mögliche Erklärungen für den Fall der Person, die behauptet, nur Zeuge gewesen zu sein.

ad 4. Die Polizei speichert die Daten in Datenbanken ab, die sie aufgrund ihrer durch das Gesetz bestimmten Aufgaben erheben muss.

Question 1377 (22.10.2019) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**opération militaire unilatérale de la Turquie au nord de la Syrie :**

Il y a un peu plus d'une semaine, la Turquie, pays membre de l'OTAN, a lancé une offensive militaire unilatérale contre les forces kurdes occupant le nord de la Syrie, le but étant, selon les autorités turques, de créer une « zone de sécurité » d'environ 32 km le long de la frontière turco-syrienne afin de relocaliser une grande partie des réfugiés syriens qui se trouvent actuellement en Turquie. Selon les reports dans la presse internationale, l'offensive avait été approuvée auparavant par le Gouvernement américain, bien que cela ait été nié par après par le Président des États-Unis lui-même. Le Gouvernement luxembourgeois, comme d'autres gouvernements européens, a condamné l'opération militaire unilatérale de la Turquie dans un communiqué du 11 octobre 2019, soulignant les conséquences néfastes pour la stabilité de la région, les souffrances civiles et les déplacements provoqués ainsi que le risque d'une résurgence de Daech.

En date du 17 octobre, les États-Unis et la Turquie sont parvenus à un accord qui prévoit le retrait des forces kurdes, l'instauration de la « zone de sécurité » désirée par la Turquie ainsi qu'un cessez-le-feu permanent.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Les 24 et 25 octobre 2019 se tiendra une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN. Où en sont les discussions au sein de l'OTAN concernant ce conflit ?

2) Quelle est la position de l'OTAN envers un pays membre qui unilatéralement agresse un autre pays ? Quelle est la position luxembourgeoise ?

3) Est-ce que l'OTAN s'implique dans la résolution de ce conflit ? Si oui, comment ?

4) Existe-t-il des discussions au sein de l'Union européenne sur la possibilité d'intervenir par une mission de maintien voire de rétablissement de la paix ?

Réponse commune (21.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La réunion des ministres de la Défense de l'OTAN qui s'est tenue les 24 et 25 octobre 2019 à Bruxelles a été dominée par la discussion sur la situation dans le nord-est de la Syrie suite à l'opération « Source de paix » des forces armées turques. Dès le lancement de l'offensive, la plupart des alliés avaient fait état de leur préoccupation. Les divergences de vue au sein des alliés sont manifestes, mais à l'issue des discussions, ces derniers sont convenus de la nécessité d'une solution politique au conflit en Syrie et de l'importance de préserver les progrès réalisés dans la lutte contre Daech.

ad 2) De nombreux alliés ont émis des critiques par rapport à l'opération militaire turque, mais il n'y a pas eu de condamnation officielle de l'opération par l'alliance. À l'issue de la réunion le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a déclaré que les opinions divergeaient parmi les alliés, mais qu'il y avait eu une discussion franche et ouverte et que l'OTAN était concentrée sur la voie à suivre. Il a souligné l'importance que toutes les parties au conflit agissent avec retenue, en accord avec le droit international humanitaire.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, et le Ministre de la Défense, François Bausch, se sont exprimés au niveau de l'Union européenne et de l'OTAN. Leurs prises de position peuvent être résumées comme suit :

L'opération « Source de paix » suscite de nombreuses préoccupations, notamment concernant son impact sur la population civile, l'accès humanitaire, le respect du droit international et la lutte contre Daech. Le Luxembourg a soutenu la condamnation de l'intervention militaire turque par l'Union européenne, notamment parce qu'elle met en danger la sécurité régionale, internationale et européenne. Le Luxembourg est préoccupé par rapport à la situation humanitaire sur le terrain et insiste sur le respect par toutes les parties au conflit du droit international humanitaire et la nécessité de veiller à la protection effective des civils. Le Luxembourg est également préoccupé par une éventuelle résurgence de Daech, qui demeure une menace sérieuse. Il est impératif que les combattants terroristes soient détenus dans des lieux sécurisés afin de les empêcher de rejoindre les rangs de groupes terroristes. Enfin, il ne peut pas y avoir de solution durable au conflit syrien, ni à la question kurde, par des moyens militaires. Le Luxembourg demeure attaché à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'État syrien, ainsi qu'au processus de Genève mené sous l'égide des Nations Unies.

ad 3) L'OTAN n'est pas impliquée dans la résolution du conflit mais appuie les efforts déployés sous l'égide de l'ONU pour parvenir à une solution politique au conflit en Syrie. Les alliés sont en contact étroit concernant la situation dans le nord de la Syrie et l'OTAN sert de plateforme de discussion.

ad 4) Il n'y pas de discussions au sein de l'Union européenne sur la mise en place d'une mission de maintien ou de rétablissement de la paix.

Question 1378 (22.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **installations de biométhanisation :**

De Biogas ass laut mengen Informatiounen zu Lëtzebuerg réckleefeg. Zousätzlech dozou sinn déi bestoend Anlagen op hirem Maximum ukomm. De Biogas kéint awer beim Ausbau vun der erneierbarer Energie a beim Klimabilan eng wichteg Roll spillen, wann dëse géif gefërdert ginn. Am Regierungsprogramm ass heizou näischt matgedeelt ginn. Speziell duerch d'Abrénge vun der Gülle kéint och zugläich de Klimabilan verbessert ginn. Niewent der Sonnen- a Wandenergie si Biogasanlage méi zouverlässeg.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi ass d'Astellung vun der Regierung am Hibléck op d'Zukunft vum Biogas?

2. Si Fërderungen hei virgesinn an, wa jo, wéi gesinn déi aus?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen erlaben ech mer fir d'éischt, zwou Plazen aus dem Koalitiounsaccord ze zitéieren: « La géothermie, la biomasse durable et le biogaz seront aussi développés. […] Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, visant notamment une réorganisation des subventions pour valoriser les atouts non énergétiques de ce secteur. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire. », heescht et am Kapitel Energie, an am Kapitel zur Landwirtschaft ass Follgendes nozeliesen: « La biométhanisation est non seulement un procédé qui s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire permettant de produire de l'énergie (électricité, chaleur et gaz), mais elle contribue aussi et surtout à améliorer le bilan écologique de l'agriculture de manière générale (recyclage d'éléments fertilisants, bilan énergétique positif, réduction des émissions de méthane et d'ammoniac). Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en ma-

tière d'énergie renouvelable et de biodiversité. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire par rapport aux cultures énergétiques. »

De Biogas ass fir dës Regierung wichteg a wäert och an Zukunft säi Rôle spillen. Vun der Energiesäit gëtt et haut zwou Förderungen: Et gëtt e Regimm, wann ee Biogas an d'Gasnetz aspeist, an et gëtt Tariffer fir Stroumaspeisung (souwéi d'Notze vu Wäermt).

Fir an der Zukunft déi net energeetesch Virdeeler vum Biogas besser ze valoriséieren, gëtt eeben déi ernimmten Etüd gemaach, fir ze kucken, ob een net och um Niveau vun der Förderung Upassunge virhuele soll. Ze ernimmen ass zum Beispill, datt d'Notzung vu Biogas ënner ëmweltschützereschen Aspekter och Deel vun der nationaler Strategie fir d'Reduzéierung vum Methan ass.

Esou wéi uewen am Regierungsprogramm zitéiert, wäerten och am nationalen Energie- a Klimaplang verschidde prioritär Pisten drastoen. D'Notze vu Gülle (Piff a Mëscht) souwéi Biooffäll an anere Reschtstoffer gëtt ganz kloer priorisséiert a logescherweis gëtt d'Notze vun Energiepflanzen op där anerer Säit dann ageschränkt.

Question urgente 1661 (07.01.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**augmentation du prix des carburants :**

RTL huet gëschter Owend gemellt, dass den Diesel ëm Hallefnuecht ëm plus 6,8 Cent de Liter an de Bensinn ëm plus 5,3 Cent de Liter an d'Luucht ginn. Donieft geet och de Brennes ëm 1,2 Cent an d'Luucht.

Dobäi haten d'Ministere Gramegna, Turmes a Kersch nach am Dezember 2019 op eng Hausse vun den Accisë vu bis zu 5 Cent um Liter Diesel a vu bis zu 3 Cent um Bensinn pro Liter tëscht Februar an Abrëll 2020 verwisen.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie an un den Här Finanzminister stellen:

- Wéi schlësselt sech dës Hausse genee op (Produktiouns-, Transport-, Verkafskäschten etc.)?

- Gedenkt d'Regierung, trotz dëser substanzieller Hausse vun de Pëtrolspräisser ëm Hallefnuecht a méigleche weideren Haussen am Zesummenhang mat der Iran-USA-Kris, un der annoncéierter Hausse vun den Accisë vun 3 bis 5 Cent de Liter tëscht Februar an Abrëll 2020 festzehalen?

- Ass d'Regierung net villméi der Meenung, e Moratoire betreffend d'Accisenhausse vu Februar-Abrëll 2020 ze beschléissen?

- Wann net, missten hei net direkt sozial Ausgläichsmoossname getraff ginn? Wa jo, wéi sollten dës Moossnamen ausgesinn?

- Wëllt d'Regierung des Weideren, wéi an eiser Motioun vun Dezember gefuerdert, d'Deierungszoulag no uewen upassen?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Prinzipiell ass et esou, dass d'Evolutioun vun de Präisser vun de Pëtrolsproduiten op der Pompel duerch d'Evolutioun vun de Käschte vun de Pëtrolieren op där enger Säit, an duerch d'Evolutioun vun den Accisen op där anerer Säit, bestëmmt gëtt.

Well sech am Januar 2020 näischt un der Besteierung vun de Pëtrolsproduite geännert huet, erkläert sech d'Hausse, op déi den Deputéierte Referenz mécht, eleng duerch déi méi héich Käschte vun de Pëtrolieren.

Déi wichtegst Facteuren, déi an dësem Zesummenhang gespillt hunn, sinn:

- d'Evolutioun vum Pëtrolspräis op den internationale Mäert an de Wiesselcours vum Dollar an dem Euro;

- d'Käschte vun de Pëtrolieren;

- d'Quantitéit an de Präis vun de Biocarburanten, déi dem Bensinn respektiv dem Diesel laut den europäeschen Direktive musse bäigemëscht ginn.

Duerch déi rezent Evenementer op den internationale Mäert an d'Onsécherheet, déi se mat sech bréngen, sinn d'Mäert ënner Drock, an dat huet en direkten Afloss op de Pëtrolspräis, dee sech dann och op der Pompel erëmspigelt.

Um Niveau vun de Biocarburanten ass et esou, dass am Joer 2020 den europäesche Kader eng Rei Obligatioune fir de Pëtrolssecteur mat sech bréngt, an dass dat en Impakt op d'Pëtrolspräisser iwwerall an Europa wäert hunn. Op där enger Säit handelt et sech dobäi ëm d'Direktiv iwwer d'erneierbar Energien, déi fir 2020 een Undeel vun op d'mannst 10 % erneierbar Energien am Transportsecteur virgesäit, an op där anerer Säit handelt et sech ëm d'Direktiv iwwer d'Qualitéit vum Carburant déi, fir 2020 (1. Januar-31. Dezember), eng Reduktioun vu 6 % vun den Treibhausgasen iwwer de Liewenszyklus vum Carburant virgesäit. Duerch d'Emsetzung geet den CO_2-Undeel um Carburant erof, an domadder gëtt an eisem wichtegste klimarelevante Secteur, der Mobilitéit, e konkrete Bäitrag zum Klimaschutz an zur Erfëllung vun eise Klimaziler geleescht.

Fir déi Ziler fir 2020 ze erreechen, muss de Pëtrolssecteur op Joresbasis e méi groussen Undeel vu Biocarburant bäimëschen. Well de Präis vun de Biocarburante méi héich ass wéi de Präis vun de fossille Carburanten, repercutéiert sech dëse méi héije Präis op de Carburant.

Anescht wéi vum Deputéierten a senger Fro indiquéiert, ass de Bensinn net ëm 5,3 Cent, mee ëm 3,3 Cent de Liter méi deier ginn. Ronn d'Hallschent dovunner ass op déi uewe beschriwwe Changementer bei de Biocarburanten zréckzeféieren. Beim Diesel maache se ronn dräi Véirel vun der Hausse aus. De Brennes ass vun dësen neie Reegelen allerdéngs net betraff.

Et ass ze notéieren, dass déi aner EU-Memberstaaten déi selwecht Obligatiounen hunn, an et dowéinst och an den anere Memberstaaten zu Haussë komme wäert. Den Differenziell tëscht de Carburantspräisser zu Lëtzebuerg an deenen an den Nopeschlänner dierft also viraussiichtlech net weesentlech beaflosst ginn, an d'Präisser op der Pompel zu Lëtzebuerg wäerten am EU-Verglach nach ëmmer niddereg sinn.

D'Regierung hëlt de Klimaschutz eescht a stellt sech hei hirer Verantwortung. Fir d'Klimaziler vun 2020 an 2030 ze erreechen, muss dëse Präisënnerscheed mat den Nopeschlänner awer erofgesat ginn, an d'Vente vu Carburanten un Autoen a Camionen am Transit zréckgefuer ginn. Domadder gëtt iwwregens och de Camionstransitverkéier, deen nieft ëmweltpolitesche och verkéierspolitesch Problemer verursaacht, reduzéiert.

Wat de geneeë Moment an de Montant vun der Accisenerhéijung ugeet, déi d'Regierung am Dezember 2019 ugekënnegt huet, esou wäert d'Regierung d'Entwécklung op den internationale Marchéen an d'Präisser op der Pompel an eisen Nopeschlänner a Consideratioun huelen.

D'Regierung huet elo schonn eng Rei Mesurë geholl, fir d'Haussen am Beräich vun de fossillen Energië sozial ofzefiederen. Esou gouf decidéiert, d'Pendlerpauschal („frais de déplacement"), anescht wéi am Regierungsprogramm virgesinn, um aktuellen Niveau ze beloossen. Donieft gëtt d'CO_2-fräi Mobilitéit (Soft Mobilitéit, Elektro, Waasserstoff …) weider gefërdert an d'Offer am Beräich vum ëffentlechen Transport weider ausgebaut. Et sief och drun erënnert, dass d'Pëtrolspräisser mat an de Wuerekuerf vum Index erafléissen, woubäi déi lescht Tranche op dësen 1. Januar entfall ass.

Question urgente 1674 (08.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction de survol de l'Irak, de l'Iran et du Golfe pour les avions enregistrés au Luxembourg :**

Nodeems an de leschten Deeg Rakéite vum iraneschen Territorium aus fortgeschoss goufen, huet d'US Federal Aviation Administration ugekënnegt, dass bis op Weideres keng amerikanesch Cargofligere méi dierfen iwwer den iraneschen an irakesche Loftraum fléien.

Och d'Cargolux ass geschäftsméisseg am iraneschen an irakesche Loftraum ënnerwee.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wäert de Minister, änlech wéi d'USA, bis op Weideres en Iwwerfluchverbuet fir zu Lëtzebuerg registréiert Cargofligeren am Iran an am Irak ausspriechen?

2. Wéi begrënnt de Minister seng Entscheedung?

Réponse (15.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense :*

Esou wéi an der uwennbarer Legislatioun virgesinn, huet all Lëtzebuerger Operateur d'Obligatioun, souwuel aus Siicht vun der Sécurité wéi vun der Sûreté aérienne, kontinuéierlech Risikoanalysen duerchzeféieren, fir d'Iwwerfléie vu Konfliktzonen ze geréieren.

Dofir hunn déi Lëtzebuerger Operateuren, no den Evenementer, déi am Mëttleren Osten am Januar 2020 geschitt sinn, vum 7. Januar u preventiv Moossname geholl, fir d'iranesch an irakesch Loftraim ze evitéieren oder d'Operatiounen an deene Loftraim ze ënnerbriechen an hunn dëst och der Direction de l'aviation civile (DAC) matgedeelt.

D'Entscheedungen iwwer en eventuellt Fluchverbuet iwwer dem Irak an dem Iran ginn net national vun engem Minister geholl, mee um Niveau vun der Europäescher Unioun mat der Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA) koordinéiert a suivéiert.

D'DAC huet dowéinst de leschte Freideg, 10. Januar, zu Bréissel un enger ausseruerdentlecher Sëtzung vun der Europäescher Kommissioun an der AESA iwwer d'Risikoanalys a Bezuch op d'Sécherheet an der ziviller Aviatioun deelgeholl. D'Memberstaate ginn aktuell iwwer déi zréckbehale Moossname consultéiert.

An deem Sënn huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) den 13. Januar op Basis vun enger Recommandatioun e Courrier iwwer d'Situatioun am Mëttleren Osten (Iran an Irak) an d'Entwécklung vun de leschten Deeg un déi lëtzebuergesch Fluchgesellschafte geschéckt.

Et gëtt deemno recommandéiert, als Virsiichtsmoossnam, d'Iwwerfléie vum irakesche wéi dem iranesche Loftraum bis op Weideres ze evitéieren.

D'Situatioun an der Regioun gëllt als onstabill, an d'Lag soll och weiderhin iwwerwaacht ginn, fir kënnen ze beurteelen, ob de Risiko fir EU-Operateuren erop- oder erofgeet als Suite vun der Entwécklung vun der Menace.

Question urgente 1751 (21.01.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**épidémie de coronavirus en Chine :**

Eine neue Form von Lungenkrankheit beunruhigt aktuell die Behörden in China. Über 200 Patienten werden aktuell in der Volksrepublik behandelt, die Mehrzahl davon erkrankte in Wuhan, der Hauptstadt der zentralchinesischen Provinz Hubei. Verantwortlich für den Krankheitsausbruch ist ein Typus von Coronavirus, das sich Forschern zufolge extrem schnell ausbreiten kann. Die Folgen sind drastisch: Es kam bereits zu Todesfällen und der Zustand einiger Patienten ist laut chinesischen Gesundheitsbehörden kritisch.

Auch in anderen Ländern wurden bereits Fälle gemeldet wie etwa in Thailand und Südkorea. Ihren Anfang nahm die mysteriöse Lungenkrankheit wohl auf einem Fischmarkt in der 19-Millionen-Metropole Wuhan. Jedoch hatten einige Infizierte den Markt nicht besucht, weshalb das Imperial College London davor warnt, das Virus als nicht übertragbar anzusehen.

Momentan gibt es noch keine Reisewarnung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) für Wuhan, dennoch rät die Gesundheitsbehörde davor, Tiermärkte und den Kontakt zu Tieren in dieser Region zu meiden. Nachdem bestätigt wurde, dass der Erreger tierischer Herkunft ist, die Lungenkrankheit jedoch bei engem Kontakt auch von Mensch zu Mensch übertragen werden kann, hat die WHO eine Krisensitzung einberufen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Wie schätzt die Regierung die Lage ein?

2. Wissend, dass es kurzfristig zu einer Verschlimmerung der Lage kommen könnte, hat die Regierung einen Notfallplan?

3. Wenn ja, wie sieht dieser aus?

4. Wie will die Regierung verhindern, dass chinesische Touristen das Coronavirus nach Luxemburg einschleppen?

Réponse (23.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am 31.12.2019 wurde die WHO über eine Häufung von Lungenentzündungen mit unklarer Ursache in Wuhan informiert. Erkrankungen durch Coronaviren sind weltweit sehr häufig und führen beim Menschen meist zu leichten Atemwegsentzündungen. Hervorgerufen werden diese Erkrankungen durch ein neuartiges Coronavirus, genannt 2019-nCoV. Das Virus wird wahrscheinlich von Tieren übertragen, jedoch gilt eine gelegentliche Mensch-zu-Mensch-Übertragung als wahrscheinlich. Für eine fortgesetzte Mensch-zu-Mensch-Übertragung gibt es zurzeit keine Hinweise. Eine rasche Verbreitung durch Sekundärfälle gilt daher als eher unwahrscheinlich.

Seit dem 31. Dezember 2019 bis zum 22. Januar 2020 sind 603 nachgewiesene Fälle in China zu verzeichnen, davon bisher 17 Todesfälle. Von den 603 nachgewiesenen Fällen, handelt es sich bei 15 Fällen um medizinisches Personal. Außerhalb von China wurden 4 Fälle in Thailand, 2 Fälle in Macau, 1 Fall in Japan, 1 Fall in Hong Kong, 1 in den USA und 1 weiterer in Südkorea gemeldet. Bis zum 23. Januar 2020 waren alle Fälle, die außerhalb Chinas gemeldet wurden, kürzlich nach Wuhan gereist.

Die Wahrscheinlichkeit reiseassoziierter Fälle in Luxemburg wird als sehr gering eingeschätzt.

Die Lage wird ständig durch die Weltgesundheitsorganisation (WHO) und das europäische Zentrum für die Prävention und die Kontrolle von Krankheiten (ECDC - European Center for Disease Prevention and Control) überwacht. Eventuelle Maßnahmen bei einer Verschlimmerung der Lage werden auf europäischer Ebene zwischen den Ländern durch den Ausschuss für Gesundheitssicherheit (HSC - Health Security Committee), welcher in Luxemburg angesiedelt ist, koordiniert.

ad 2. Auf nationaler Ebene besteht seit 2006 ein Krisenplan, der im Falle einer gefährlichen Pandemie zum Tragen kommt.

ad 3. Der nationale Pandemieplan regelt die Zusammenarbeit der einzelnen Behörden und Organisationen in einem solchen Fall und enthält die nötigen Maßnahmen, die zu treffen sind. Dieses Rahmendokument sieht die verschiedenen Vorbereitungs- und Durchführungsmaßnahmen zur Bekämpfung einer etwaigen Grippepandemie im Detail vor.

Der Plan umfasst einen Katalog mit 187 Maßnahmen, die vor, während und nach einer Pandemie zur Anwendung kommen.

Gemäß den sechs von der WHO für Grippepandemien festgelegten Phasen beziehen sich die zurückbehaltenen Maßnahmen auf die Gesamtheit der Organisation und des Funktionierens der Gesellschaft auf hygienischer, sozialer und sozioökonomischer Ebene sowie in den Bereichen Verkehr, innere Sicherheit, internationale Beziehungen und offizielle Kommunikation.

Die Gesundheitsdirektion informiert Ärzte und Gesundheitseinrichtungen über Maßnahmen bei Verdachtsfällen. Das Nationale Gesundheitslaboratorium (Laboratoire national de santé - LNS) setzt die nötigen technischen Mittel in Gang um eine Diagnose bei Verdachtsfällen stellen zu können. Es hat eine Vereinbarung mit der Universitätsklinik Charité in Berlin, die es erlaubt, dass die Charité Proben des 2019-nCoV für das LNS untersuchen kann, solange das LNS diese Tests noch nicht selbst bearbeiten kann.

ad 4. Es gibt keine direkten Verbindungen zwischen Luxemburg und der chinesischen Provinz Wuhan. Ein Import einzelner Fälle kann jedoch nie ausgeschlossen werden.

Die Gesundheitsdirektion empfiehlt bei Patienten mit entsprechender Symptomatik eine Reiseanamnese durchzuführen. Jeder Verdachtsfall muss unverzüglich bei der Gesundheitsdirektion gemeldet werden. Einreisende aus betroffenen Gebieten welche akut erkranken, sind in einem geeigneten Krankenhaus zu isolieren solange bis eine Coronavirus-Infektion ausgeschlossen werden kann. Die eigens im „Service national des maladies infectieuses" des CHL eingerichteten Isolierungszimmer erlauben eine fachgerechte Isolierung.

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

N°06
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 6 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Crédits immobiliers résidentiels p. 125
Institutions de retraite professionnelle p. 143
Sommaire des séances publiques nos 9 et 10 p. 146
Sommaire des questions parlementaires p. Q149
9e séance Mercredi 20 novembre 2019
10e séance Mardi 3 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

L'Administration parlementaire a un nouveau chef



M. Laurent Scheeck est le nouveau Secrétaire général de la Chambre.

Au cours de la séance publique du 4 février 2020, les députés ont nommé M. Laurent Scheeck en tant que nouveau chef de l'Administration parlementaire. M. Scheeck travaille depuis neuf ans au sein du Service des relations internationales de la Chambre.

Le Secrétaire général est élu pour la durée d'une législature, sa nomination étant renouvelable.

Il veille au bon fonctionnement et à l'organisation des travaux du Parlement et de son administration.

Il participe ainsi aux réunions de la Conférence des Présidents (qui propose par exemple les ordres du jour des séances publiques) et du Bureau (qui gère les affaires internes de la Chambre et représente le Parlement au niveau national et international) sans toutefois prendre part aux votes.

Une des missions principales du Secrétaire général est d'assister le Président de la Chambre dans ses fonctions. Dans la classe des carrières de la fonction publique, la position de Secrétaire général de la Chambre des Députés (carrière S1) est l'une des plus importantes.

Une période transitoire avant le départ à la retraite de M. Claude Frieseisen

Après 17 ans à la tête de l'Administration parlementaire, M. Claude Frieseisen est en train de préparer la passation des pouvoirs et prendra sa retraite au cours de l'année 2020.

Le règlement de la Chambre prévoit que, pendant une période transitoire allant jusqu'au 29 février 2020 sur décision du Bureau, la Chambre a deux Secrétaires généraux en titre, la fonction étant exercée par le Secrétaire général sortant.



M. Claude Frieseisen, Secrétaire général sortant

Hommage ému à la mémoire de M. Eugène Berger

Lors d'une séance publique le vendredi, 31 janvier 2020, les députés et les membres du Gouvernement ont honoré la mémoire de M. le Député Eugène Berger décédé le 21 janvier 2020.

Dans son discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a déclaré : „Mir vermëssen ee Kolleeg, ee Sportler, ee Politiker, dee fir muncher och e Léiermeeschter war, a wäerten hien a gudder Erënnerung behalen. An an där Erënnerung lieft hie weider, am Réiserbann, an der Sportswelt, an der Chamber, an der Demokratescher Partei an a villen Häerzer."

La parole était ensuite au nouveau Président du groupe parlementaire DP, M. Gilles Baum, qui a souligné : „Mir konnten eis ëmmer op den Eugène verloossen.

Hien hat zu all Moment en oppent Ouer fir seng Fraktiounskolleegen, awer och ganz besonnesch fir déi Leit, mat deenen hien am Alldag geschafft huet."

L'allocution de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, dont voici un extrait, a clôturé la séance de commémoration : „Mir hunn en engagéierten Deputéierten, e fréiere Regierungsmember, e feste Bestanddeel vun der liberaler politescher Famill, e Gemengepolitiker verluer.

Hie wäert eis feelen, mat sengen Iwwerzeegungen, mat senger Determinatioun, fir dat Richtegt ze kämpfen, a mat senger Bereetschaft, och Kompromësser ze sichen."



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, a honoré la mémoire du défunt.

Le cortège de la Saint-Valentin passe à la Chambre



À quelques jours de la Saint-Valentin, le traditionnel cortège de la Fédération horticole luxembourgeoise (FHL) est passé par la Chambre des Députés. Les jardiniers et fleuristes ont été reçus par M. le Président Fernand Etgen et des membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.

Les études sur le Luxembourg à l'honneur

Les recherches électorales au Luxembourg fêtent leurs 20 ans - l'occasion pour une dizaine de chercheurs en sciences sociales d'aborder les transformations démographiques, économiques, linguistiques et politiques du Grand-Duché lors d'une conférence interdisciplinaire le 28 janvier 2020 à la Chambre des Députés.

Soutien actif de la recherche en études parlementaires

La conférence était organisée par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg. La Chaire est financée par la Chambre des Députés qui soutient activement la recherche en études parlementaires par le biais de ce partenariat, en place depuis 2011. La troisième convention de collaboration scientifique, signée en juillet 2018, permet aux travaux de la Chaire de se poursuivre jusqu'en 2022. Dernière nouveauté, le lancement d'un master en études parlementaires à l'uni.lu à la rentrée 2020.

La Chaire poursuit la recherche publique, initiée au Luxembourg en 1999 par une équipe autour de M. Fernand Fehlen, alors enseignant-chercheur au Centre de recherche public Gabriel Lippmann.

Les équipes de la Chaire de recherche en études parlementaires ont produit un grand nombre de données scientifiques afin d'éclairer sur la situation du parlementarisme au Luxembourg et au-delà.

Les prochaines publications présentées provisoirement au mois de janvier concernent l'analyse des élections législatives 2018 et européennes 2019 ainsi que la cohésion de la société, l'emploi des langues et l'identité.

« Les Luxembourgeois sont des électeurs stratèges »

Trois études récentes de la Chaire de recherche en études parlementaires renseignent sur le comportement des Luxembourgeois lors des dernières élections. Quel est le comportement des citoyens aux urnes ? Votent-ils pour des personnes ou pour des partis ? Quels sont les thèmes qui les préoccupent ?

Trois études récentes de la Chaire de recherche en études parlementaires livrent les réponses à ces questions et à bien d'autres concernant l'analyse des élections législatives de 2018 et européennes de 2019 ainsi que la cohésion de la société, l'emploi des langues et la perception de l'identité.



Une dizaine de chercheurs ont discuté lors d'une conférence des transformations de la société luxembourgeoise.

« Les Luxembourgeois sont des électeurs stratèges », a expliqué le professeur Philippe Poirier, titulaire de la Chaire parlementaire. Ils ont fait preuve d'un « panachage très réfléchi » lors des dernières élections pour la Chambre en 2018. Le résultat : « un vote de légitimité pour le gouvernement sortant», composé de trois partis (DP, LSAP, déi gréng). Concernant les élections européennes, les études montrent que l'homme politique Charles Goerens était le personnage dominant qui a « incarné le scrutin européen en touchant des électorats très différents ». Les thèmes ayant le plus occupé les électeurs permettent de distinguer deux sphères d'opinion présentes au Luxembourg : à la question de savoir quels sont les problèmes importants auxquels le pays doit faire face, la majorité des personnes cite le logement. Si on veut par contre savoir quels sont les problèmes que l'Union européenne doit affronter, l'immigration arrive en tête de classement. L'étude consacrée à la société luxembourgeoise relève notamment une grande différence entre les jeunes et les plus âgés concernant la cohésion sociale. Alors que les personnes âgées consacrent une plus grande importance à la solidarité et à la cohésion sociale, les actifs et les jeunes se caractérisent de plus en plus par un retrait dans la vie privée, un « phénomène d'individuation », selon M. Philippe Poirier. Autre point marquant : l'attachement à la langue luxembourgeoise que manifestent particulièrement les jeunes.

Première partie de la session ordinaire de 2020 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg

M. Gusty Graas élu Vice-Président de l'APCE

A l'ouverture de la session plénière d'hiver qui a eu lieu du 27 au 31 janvier 2020 à Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a élu ses 20 Vice-Présidentes et Vice-Présidents.

M. Gusty Graas a été élu pour le Luxembourg et demeurera en fonction pendant un an. Pour garantir une répartition équitable des vice-présidences entre les délégations nationales de taille variable, les États membres sont répartis en quatre groupes. Le Luxembourg fait partie du groupe des États qui ont droit à une Vice-Présidence tous les quatre ans.

L'Assemblée parlementaire a également élu un nouveau Président, le sénateur belge M. Rik Daems du groupe ADLE (Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe). Succédant à Mme Liliane Maury Pasquier (Suisse, Groupe des Socialistes, Démocrates et Verts), il devient le 33e Président de l'APCE et le troisième représentant belge depuis 1949 à briguer ce poste. Les débats de l'Assemblée ont porté sur une procédure complémentaire conjointe entre le Comité des Ministres et l'Assemblée en cas de violation grave par un État membre de ses obligations statutaires, sur le rapatriement des enfants des zones de guerre et de conflits, sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Pologne et sur des cas signalés de prisonniers politiques en Azerbaïdjan.

Pour ce qui est de la Pologne, les députés ont décidé d'ouvrir une procédure de suivi à son encontre estimant que les récentes réformes « portaient gravement atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et à la prééminence du droit ». Un autre point fort de la session d'hiver concernait le débat sur la traite des êtres humains et les disparitions d'enfants réfugiés.

Les membres de l'Assemblée parlementaire ont exprimé leur vive préoccupation face au nombre élevé de victimes de la traite des êtres humains en Europe et ont rappelé que les États membres devaient faire davantage pour combattre la traite des êtres humains et faire en sorte que les normes juridiques du Conseil de l'Europe soient adéquates et mises en œuvre par tous les États membres.

M. Gusty Graas a pris la parole au cours du débat pour souligner que l'évolution des nouvelles technologies offrait de nouvelles possibilités d'activités aux réseaux criminels. Le monde virtuel permettrait aux trafiquants de recruter leurs victimes plus facilement par exemple.

« Pour lutter contre le trafic des êtres humains dans le monde virtuel, il y a lieu de renforcer la coopération internationale et transfrontalière », a-t-il souligné. M. Graas a évoqué la coopération Benelux dans ce contexte comme exemple à suivre.

En effet, le Parlement Benelux avait adopté récemment une série de recommandations dans ce domaine. M. Graas a insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre juridique permettant aux autorités d'enquête de collaborer au-delà des frontières.

La Présidente de la Géorgie, Mme Salome Zourabichvili, le Président de la République de Moldova, M. Igor Dodon, le Ministre géorgien des Affaires étrangères et Président du Comité des Ministres, M. David Zalkaliani, ainsi que la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe nouvellement élue, Mme Marija Pejčinović-Burić, se sont exprimés devant l'APCE et ont répondu aux questions des parlementaires.

Ceux-ci ont en outre discuté des menaces sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes, d'un rapport sur « La démocratie piratée ? Comment réagir ? » et de la protection de la liberté de religion sur le lieu de travail.

L'Assemblée a également tenu un débat conjoint sur le tourisme pour la transplantation d'organes et le trafic de tissus et cellules d'origine humaine et a adopté un rapport sur les normes minimales pour les systèmes électoraux et un autre sur l'observation des élections au Bélarus.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Claude Wiseler, Vice-Président, de même que Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen et Mme Françoise Hetto-Gaasch, membres.



(de gauche à droite) M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



… S. E. Mme Melitta Schubert, Ambassadrice d'Autriche



… S. E. Mme Esther Rabasa Grau, Ambassadrice de la Principauté d'Andorre, en présence de M. Yves Cruchten



… S. E. M. Mohammed Ameur, Ambassadeur du Royaume du Maroc

Deux nouveaux députés à la Chambre



Deux nouveaux députés ont été assermentés au cours de la séance publique du 4 février 2020.

M. Pim Knaff (DP), échevin de la commune d'Esch-sur-Alzette, remplace M. Eugène Berger, qui s'est éteint à l'âge de 59 ans. L'avocat Pim Knaff siège pour la première fois au Parlement.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) prend la place de M. Franz Fayot qui a rejoint les rangs du Gouvernement en tant que Ministre de l'Économie et Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. Mme Hemmen, qui est également conseillère communale à Weiler-la-Tour, avait déjà siégé à la Chambre des Députés au cours de la dernière législature (2013-2018). Elle a notamment présidé la Commission de la Santé. Son assermentation porte le nombre des élues féminines à 19 sur 60.



Une visite à la Fondation Kräizbierg à Dudelange

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rencontré des travailleurs handicapés et leur personnel encadrant lors d'une visite le 3 février 2020 dans les différents ateliers de la Fondation Kräizbierg à Dudelange.

Impressionné par les différents départements et le travail qui y est effectué, M. Etgen a loué l'engagement tant des membres du conseil d'administration et de la direction que du personnel encadrant qui agit avec beaucoup de doigté et de savoir-faire.

114 travailleurs handicapés occupent actuellement un poste rémunéré dans un des quatre départements dédiés par exemple à la sérigraphie, la broderie, l'imprimerie, la poterie ou le jardinage. Créée en 1977, la Ligue pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux (IMC) devint la « Fondation Kräizbierg » en 1994.

Tout au long des années, elle a constamment développé ses structures afin de répondre au mieux aux différents besoins des personnes atteintes d'un handicap.

Un des objectifs des Ateliers Kräizbierg est de promouvoir et de renforcer l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap qui, en raison de leurs compétences et de leurs besoins, ne peuvent pas exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail.



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen (3e de droite), entouré par le directeur des ateliers Kräizbierg, M. Tom Wagner, la chargée de direction, Mme Stéphanie Monteiro, l'administrateur délégué, M. Jeannot Berg, le Président du conseil d'administration, M. Henri Grethen, et le Président, M. Aloyse Paulus (de gauche à droite).

L'innovation pédagogique au cœur d'une visite



Les députés se sont informés sur les activités du SCRIPT qui élabore l'« école de demain ».

Améliorer la qualité de l'enseignement, c'est l'objectif des 130 collaborateurs du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) dont les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la Chambre ont rencontré quelques-uns le 29 janvier 2020 dans les locaux du campus eduPôle à Walferdange.

Trois ans après le vote d'une réforme (loi de 2017) de ce service qui est responsable de l'innovation pédagogique, les députés se sont renseignés sur place sur l'impact de la réforme et les différentes activités du SCRIPT.

Comment développe-t-on un nouveau manuel pour l'apprentissage du français ? Comment les élèves peuvent-ils s'initier au codage dès l'école fondamentale ? Quelle est l'histoire derrière l'environnement d'apprentissage personnalisé des mathématiques « mathemaTIC » ou de la plateforme d'enseignement musical mimamu.lu ? Le développement des outils modernes d'apprentissage était au cœur des interrogations des députés. Ceux-ci se sont également renseignés sur les activités multiples et les partenariats des six divisions du SCRIPT qui vont de l'édition de manuels scolaires à la coordination de projets internationaux (telle l'étude PISA) en passant par l'accompagnement de projets innovateurs et l'élaboration de statistiques.

Les questions discutées entre les responsables du SCRIPT et les députés concernaient la difficulté d'implémenter l'innovation dans le quotidien des écoles ainsi que l'équilibre à trouver entre l'enseignement digital et la découverte du monde réel.

Au service des 12.500 enseignants du pays

Le SCRIPT https://www.script.lu/fr/script/a-propos est au service des 12.500 enseignants des 239 écoles publiques du pays avec leurs quelque 105.000 élèves. En 2020, le SCRIPT dispose d'un budget de 28 millions d'euros dont la moitié est consacrée à la diffusion gratuite des manuels scolaires (mybooks.lu).

Visite au nouveau foyer de nuit de l'Action hiver

Depuis le début de l'hiver, les personnes sans-abri sont accueillies dans les nouveaux locaux du foyer de nuit de l'Action hiver près du Findel. Le 20 janvier 2020, les députés membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration se sont rendus sur place pour se renseigner sur le fonctionnement de l'action humanitaire auprès de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen, et des gérants des lieux.

La « Wanteraktioun » propose gratuitement un lit, un repas du soir, des douches et un petit-déjeuner aux personnes sans-abri pendant la période hivernale entre décembre et fin mars. Situé jusqu'à récemment dans une structure provisoire, le foyer de nuit dispose désormais de douze dortoirs et de 250 lits ainsi que d'un grand réfectoire. Le foyer de nuit est ouvert de 19.00 à 8.45 heures ; une navette est proposée aux personnes sans-abri depuis le centre-ville et la gare. Si l'alcool est strictement interdit à l'intérieur de la structure, les personnes sans-abri ont pour la première fois la possibilité de se loger avec leur chien.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration organise l'Action hiver en partenariat avec les organismes Inter-Actions, Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas.



Les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration se sont renseignés sur place sur l'action humanitaire destinée aux personnes sans-abri.

Réunion des Présidents de délégation de la COSAC à Zagreb

Les priorités de la présidence croate du Conseil de l'UE



M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise

Les priorités de la présidence croate du Conseil de l'Union européenne et le rôle des parlements nationaux dans le nouveau cycle institutionnel figuraient à l'ordre du jour de la réunion des Présidents de délégation de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) les 19 et 20 janvier 2020 à Zagreb.

Une croissance durable et inclusive, supposant l'approfondissement du marché unique, le développement de la numérisation des entreprises et les investissements dans l'innovation et la recherche, est une des quatre priorités présentées par le Premier Ministre croate, M. Andrej Plenković.

Croissance durable et inclusive au sein de l'Union européenne

Sous les mots d'ordre « Une Europe qui connecte », « Une Europe qui protège » et « Une Europe influente » s'y ajoutent des objectifs tels que le développement des infrastructures et des interconnexions dans l'Union européenne, la mise en place d'un marché intégré de l'énergie, le renforcement de la sécurité intérieure ou encore le développement du rôle d'acteur mondial de l'Union européenne.

Au cours du débat, M. Yves Cruchten, député luxembourgeois, a interpellé le Premier Ministre croate sur les violences constatées envers les migrants aux frontières croates.

Violences envers migrants aux frontières croates

Au fait, de graves accusations ont été exprimées envers les autorités croates pour violence contre des migrants essayant d'entrer sur le territoire croate. Insistant sur la volonté de gérer seul la protection des frontières extérieures contre l'immigration illégale, le Premier Ministre a répondu qu'une instruction est en cours contre la Police croate et que des sanctions sont prévues dans ces cas.

305.000 agents de police seraient déployés le long de la frontière extérieure croate.

Notamment la frontière nord-ouest figurerait parmi les routes choisies par les trafiquants des êtres humains.

Selon le Premier Ministre, la Croatie n'accepte pas la création de « hotspots » informels sur son territoire.

Rôle des parlements nationaux dans le cycle institutionnel

Quant au rôle des parlements nationaux dans le nouveau cycle institutionnel, les discussions se sont focalisées sur le projet d'instaurer une conférence sur le futur de l'Europe. La Commission européenne entend lancer un vaste dialogue de citoyens dans les 27 États membres, tandis que les parlements nationaux insistent pour se voir attribuer une place dans le cadre institutionnel de la Conférence. En tant que Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, M. Yves Cruchten a cosigné une lettre adressée à la Commission européenne, au Parlement européen ainsi qu'au Président du Conseil affaires générales réclamant une plus importante implication des parlements nationaux dans le processus de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. D'autres sujets d'actualité auxquels la présidence croate sera confrontée sont le Brexit et les futures relations avec la Grande-Bretagne, le cadre financier pluriannuel et la politique d'élargissement de l'Union européenne.

Logement locatif : dispositions légales

7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation

Sur avis du Conseil d'État, le projet de loi 7258 initial a été scindé en deux.

Le projet de loi n° 7258A a pour objet la modification des dispositions sur l'aide au financement d'une garantie locative, telles que fixées dans la loi modifiée du 25 février 1979.

Le projet de loi n° 7258B porte sur la refonte des dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité, telles que prévues dans la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

1) Modification des dispositions sur l'aide au financement d'une garantie locative

Le Gouvernement propose actuellement deux aides au logement inscrites dans la loi modifiée du 25 février 1979 :

- la subvention de loyer destinée à aider les ménages aux revenus les plus modestes à accéder en location à un logement décent ;

- la garantie locative ; les personnes qui désirent louer un logement, mais qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer une garantie locative (garantie de solvabilité ou caution) exigée par le bailleur peuvent demander l'aide au financement de cette garantie.

Les modifications suivantes sont proposées :

- le demandeur devra uniquement faire preuve d'un revenu régulier de trois mois au lieu de six mois actuellement ;

- le taux d'effort consacré au paiement du loyer - sans les charges locatives - doit être inférieur à 40 % du revenu du ménage (au lieu d'un tiers à l'heure actuelle) ;

- la composition du ménage est dorénavant prise en considération pour déterminer la limite de revenu.

Il reste à noter que la refonte des dispositions relatives au financement d'une garantie locative n'est qu'une étape intermédiaire dans le cadre d'une refonte globale prochaine de la loi de 1979 et de ses règlements d'exécution.

2) Refonte des dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité

Au Luxembourg, les logements et chambres - meublées ou non meublées - donnés en location ou mis à disposition aux fins d'habitation doivent répondre à des critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité. Les dispositions sur ces critères figureront désormais dans une loi à part.

Le texte définit avec plus de précision les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité.

Il prévoit dorénavant également la définition d'un logement, d'une chambre, de la surface applicable, d'un occupant, d'un exploitant ainsi que d'un propriétaire.

La décision de fermer un logement ou une chambre ne répondant pas aux critères fixés par la loi appartiendra toujours au bourgmestre.

En cas de décision de fermeture, l'exploitant ou le propriétaire doit reloger les locataires. À défaut, la commune pourra procéder au relogement des locataires. Dans ce cas, les frais de ce relogement seront, pendant une durée maximale de trois mois, à charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les nouvelles dispositions prévoient une phase de transition de deux ans qui devrait permettre à tout propriétaire de se mettre en conformité avec les nouvelles exigences.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.04.2019

Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

21.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen des avis des chambres professionnelles et de la Commission nationale pour la protection des données
04.04.2019	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
	Scission du projet de loi
16.09.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Continuation des travaux
07.11.2019	Désignation d'un nouveau rapporteur
05.12.2019	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique du projet de loi 7258A : 10.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 880, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 7258B : 10.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 882, page 1

SÉANCE 9

MERCREDI
20 NOVEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement
- *M. Sven Clement*

3. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Vote secret sur les deux candidatures*

4. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. 7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Bodry*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7218 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Mars Di Bartolomeo, M. Charles Margue et M. André Bauler) (dépôt de la motion 1) - M. Franz Fayot - M. François Benoy - M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Ministre Pierre Gramegna) - M. David Wagner (dépôt de la motion 2) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Roy Reding)*
- *M. Gast Gibéryen et M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Alex Bodry - M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Gast Gibéryen - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (intervention de M. Alex Bodry) - renvoi de la motion 2 à la Commission du Logement et à la Commission des Finances et du Budget - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum*

7. 7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Guy Arendt et M. Claude Haagen) - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement

Den honorabelen Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot gehat, fir eng Proposition de règlement ze deposéieren. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Regierungsaccord gesäit vir, datt d'Regierung am Beräich Transparenz méi Transparenz wéilt maachen. Ech hunn du geduecht, datt dëst héicht Haus och e klenge Schotz méi Transparenz kéint verdroen, nämlech am Beräich vun eisen Entrevuen an eiser Kommissiounsaarbecht mat externen Interessevertrieder. Dofir deposéieren ech haut eng Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés, fir e Lobbyregëster am Kader vun der Kommissiounsaarbecht anzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

7499 *- Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés un registre des lobbies*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

(M. le Président donne acte du dépôt de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés qui sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

3. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Staatsrot an d'Artikelen 119 bis 130 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir e Poste vu Conseiller beim Staatsrot.

No den Dispositioune vun den Artikelen 122 an 123 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 14. November eng Kandidatelëscht mat zwou Persounen arrêtéiert. Dat sinn, an alphabetescher Reiefolleg, den Här Jean-Marc Cloos, Dokter, an d'Madamm Deidre Du Bois, Affekot.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel. D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net betruecht ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage kënnt et zu engem Spezialtour. Wann dann nach ëmmer Stëmmegläichheet ass, entscheet d'Lous.

Vote secret sur les deux candidatures

Mir fänke mam Walgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg. Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen. Adehm Diane, Ahmedova Semiray, …

(Brouhaha)

A, okay, fir se anzesammelen. Ech war esou schnell.

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Sou, elo kann ech den Appel nominal maachen, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass dann ee Moment ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.10 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.16 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 55, blank Stëmmziedelen: 1, gülteg Stëmmziedelen: 54. D'absolutt Majoritéit ass 28.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: Den Här Jean-Marc Cloos huet 5 Stëmme kritt an d'Madamm Deidre Du Bois 49 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit decidéiert, datt d'Madamm Deidre Du Bois als Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot designéiert ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir wënschen der Madamm Deidre Du Bois vill Satisfaktioun an hirer neier Funktioun.

4. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, gëtt proposéiert, datt den Här Laurent Mosar, als Member vum Bureau, an d'Délégation auprès de l'Union interparlementaire, d'UIP, genannt gëtt.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 7471, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madamm Beissel, den Här Margue, den Här Reding an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, zënter dem Joer 1997, also zënter méi wéi 20 Joer, huet eist Verfassungsgeriicht a ronn 150 Urteeler zur Stäerkung vum Rechtsstaat an zum Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Bierger e wichtege Bäitrag geleescht.

D'Aféierung vun enger Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer iwwert de Wee vun enger Question préjudicielle an dat Ganzt virun enger spezieller Geriichtsinstanz war net oncontestéiert. Et sinn deemools Stëmme ginn, déi gewarnt hu virun engem Gouvernement des juges an Änlechem. Déi Leit hunn net Recht behalen. Et muss ee soen, dass eist Verfassungsgeriicht sech affirméiert huet an deene méi wéi zwee Joerzéngte vu sengem Bestoen. An de Lëtzebuerger System vun der Verfassungskontroll huet sécherlech seng Feierprouf bestanen.

D'Optioun, déi mer geholl hunn, fir eist Verfassungsgeriicht net - wéi déi meescht Verfassungsgeriichter am Ausland - politesch ze besetzen an och keng politesch Nominatiounsprozedur anzeféieren, mee dass een op besteeënd professionell Riichter, héich Riichter zréckgräift, huet sech als appropriéiert gewisen. Dat erspuert eis dee ganz schwieregen a penibele Wee heiansdo vun de politeschen Nominatioune fir en iewescht Geriicht.

Dëse Réckgréff op Riichter, professionell Riichter, déi déi doten Tâche niewent hiren aneren Tâchë maachen, besonnesch also och op Riichter aus dem Kassatiounshaff, kann awer och zu organisationelle Problemer féieren. Aus Respekt virum Prinzip vun der Impartialitéit kënnen nämlech an eisem Verfassungsgeriicht keng

Riichter sëtzen, déi virdrun an iergendenger Form an der Geriichtsprozedur mat implizéiert waren. Dat seet d'Gesetz, mee dat seet och den Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter. Et ass en allgemenge Prinzip vun de Geriichtsprozeduren. Dobäi kënnt, dass och nach aner Ursaache kënne bestoen, firwat e Riichter an enger preziser Affär net däerf sëtzen. Dat kann theoreetesch - a mir hunn dat och elo virun e puer Méint gesinn: och praktesch - dozou féieren, dass et zu engem Blocage vum Fonctionnement vum Verfassungsgeriicht kënnt, zemools wann et de Kassatiounshaff selwer war, deen dat Verfassungsgeriicht mat enger Fro beoptraagt huet.

Aus dësem Grond hu mer viru Kuerzem, et war den 10. Oktober, an engem zweete Vott den Artikel 95ter vun eiser Verfassung ëmgeännert. Nieft den néng effektive Membere begräift eis Cour constitutionnelle an Zukunft och siwe Conseillers suppléants, also Ersatzriichter.

De Gesetzesprojet reegelt eng Rei vun Detailfroen. D'Conseillers suppléants, déi gi genau no där selwechter Prozedur genannt wéi och déi effektiv Membere vun der Cour constitutionnelle. Dat heescht, si gi genannt vum Grand-Duc op gemeinsamen Avis vun der Cour supérieure de justice a vun der Cour administrative. D'Gesetz preziséiert och, dass déi zwee Conseillere vun der Cour de cassation, déi nieft dem President d'office Membere vum Verfassungsgeriicht sinn, déi zwee Conseillere mat deem eelste Rang sinn. D'Conseillers suppléants kënnen och als Conseillers-rapporteurs bestëmmt ginn.

Membere vum Parquet kënnen net Membere vum Verfassungsgeriicht sinn. De Ministère public ass awer bei Verhandlungen dobäi, an deenen en och schonn an dem Prozess virdrun als Partei implizéiert war. E kann also och intervenéieren an deem Fall, wann d'Affär virun der Cour constitutionnelle zur Verhandlung kënnt.

Fir d'Schafe vun engem eegestännege Parquet bei der Cour constitutionnelle, wéi d'Regierung dat proposéiert hat, huet sech bei eis an der Kommissioun keng Majoritéit fonnt, scho wéi mer iwwert d'Reform vum Artikel 95ter vun der Verfassung diskutéiert hunn. Mir waren der Meenung, dass ënner anerem den aktuelle legale Statut vum Parquet, wou de Procureur général an engem Subordinatiounsverhältnis zum Justizminister steet - an der Theorie; mir wëssen, dass et an der Praxis e bëssen anescht ass -, dass dat fir de Moment esou eng Kreatioun vun engem Parquet, engem stännege Parquet bei der Cour constitutionnelle ganz schwiereg mécht.

Nieft der Aféierung vun de Conseillers suppléants ass awer och d'Méiglechkeet geschafe ginn, dass eist Verfassungsgeriicht an Zukunft a voller Formatioun, dat heescht mat néng Memberen, taagt, an dat ass immens wichteg par rapport och zu der éischter Ännerung, déi mer gemaach hunn.

Et huet sech nämlech erausgestallt, dass et ka virkommen, dass jee nodeem, wéi d'Formatioune sinn, a wann et net zu eestëmmege Beschlëss an der Cour constitutionnelle kënnt, sech zu eenzelne Froe verschidde Jurisprudenze kéinten entwéckelen. Aus dësem Grond ass och vun der Cour constitutionnelle selwer proposéiert ginn, fir déi Méiglechkeet anzeféieren, dass d'Cour net an der normaler Kompositioun vu fënnef Memberen, mee dass d'Cour constitutionnelle an enger Formatioun vun néng Memberen zesummekënnt, wou et selbstverständlech och ka virkommen, dass do och Membres suppléants an där Formatioun mat sëtzen.

Et bleift een Detail ze klären, dat hu mer net am Gesetz gemaach: Et wär net schlecht, wann am Règlement d'ordre intérieur, dee jo den Artikel 28 vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle ausdrécklech virgesäit, géif preziséiert ginn, wéi et zu där Decisioun ka kommen, dass eigentlech déi Plénière vun néng Riichter an enger Affär vu besonnescher Wichtegkeet sëtzt. Dat ass d'Konditioun, déi och d'Verfassung seet: Et muss eng „importance particulière" virleien, fir dass déi dote speziell Formatioun dann zesummekënnt.

Mir sinn der Meenung, dass d'Initiativ ka komme sécherlech vum President vun der Cour constitutionnelle, ka komme vun där Chamber, déi saiséiert ass, et kann à la rigueur och de Conseiller-rapporteur sinn, deen déi dote Fro opwërft. Mee mir deelen do d'Aschätzung vum Conseil d'État, dass et awer déi Formation plénière selwer muss sinn, déi decidéiert, dass se an enger Affär och a voller Kompositioun zesummekënnt. Dat kann net eng Persoun sinn, déi dat eleng géif decidéieren.

Dat si Froen, wéi gesot, wou den Text elo eng gewësse Flexibilitéit léisst - dat ass vläicht och gutt, well et eng Neierung ass -, mee wou et net vu Muttwëll wär, wann de Règlement d'ordre intérieur, dee bis elo nach ni ofgeännert ginn ass an deene méi wéi 20 Joer, wou e geholl ginn ass, déi dote Prezisioune géif virgesinn.

Déi weider Ännerunge vum Gesetz vum 27. Juli 1997, déi betreffen éischter Detailfroen. Et geet ëm déi indirekt Kloerstellung, dass d'Sozialgeriichter selbstverständlech och d'Cour constitutionnelle mat enger Fro kënne befaassen an engem konkrete Prozess. Doniewent ass et och esou, dass elo kloergestallt gëtt, dass e Riichter net bei enger Affär an der Cour constitutionnelle ka sëtzen, wann och säi Conjoint oder säi Partner en direkten Interêt an där Affär huet.

A schliisslech ginn och d'Froe vun der Remuneratioun vun de Conseillere gereegelt. Wärend déi effektiv Membere bis elo eng monatlech Indemnitéit kréie vu 40 Punkten, ass et esou, dass d'Conseillers suppléants eng Indemnité de vacation kréie pro Affär vun 20 Punkten. Bei der Zesummesetzung vun der Cour constitutionnelle gëtt vum President opgepasst, dass dem Rang Rechnung gedroe gëtt vun den eenzelne Conseilleren, awer och de Rotatiounsprinzip zur Geltung kënnt.

Bei eisen Aarbechte konnte mer selbstverständlech zréckgräifen op de fouilléierten Avis vum Staatsrot, deen eis och geleet huet an eisen Aarbechten, déi och zu enger Rei vun Amendemente gefouert hunn, déi mer par rapport zum Regierungsprojet agereecht hunn. Mir hunn, méi spéit allerdéngs, nodeems mer de Rapport ugeholl haten an eiser Sitzung, och offiziell d'Avise vun de Justizautoritéiten zougestallt kritt, wou och besonnesch den Avis vum Parquet général ganz fouilléiert war an och bei der Virbereedung hei vun eiser Debatt sécherlech vun Notze war.

Mir sinn der Meenung, dass mer hei eng wichteg Reform leeschten, wou mer elo duerch dat Gesetz déi néideg Ausféierungsbestëmmungen hei festleeën, wat d'Ofännerung vum Artikel 95ter vun eiser Verfassung ugeet.

Ech war frou, och kënne festzestellen, dass mer eng Eestëmmegkeet bei eis an der Kommissioun haten, wat d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ugeet. An ech géif dann och hei wënschen, dass mer déi Eestëmmegkeet an eisen Debatten hei kënnen oprechterhalen, an ech brénge gläichzäiteg och den Accord vu menger Fraktioun eran.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. E moderne Rechtsstaat brauch e Verfassungsgeriicht, e Verfassungsgeriicht als iewescht Organ, fir d'Rechtsstaatlechkeet ze garantéieren.

Ech soen dem Kolleeg Alex Bodry Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. E konnt sech op d'Viraarbecht vum Corapporter vun deem Deel iwwert d'Verfassung bezéien. Et ass schued, an dat ass net dem Rapporter seng Schold, datt déi Rapporten, déi Avisen, déi mer vum Parquet a vum Tribunal kruten, net méi do mentionéiert konnte ginn.

Ech weess net, wourun et läit, Madamm Minister, mee déi eng Rapporte waren awer scho vum 10. Oktober datéiert, ob se esou spéit bei Iech erakomm sinn oder ob se net fréi genuch aus Ärem Ministère hei an d'Chamber komm sinn. Et ass schued bei esou engem wichtegen Organ, datt jo awer och wichteg Avise vun de Justizorganer net am Rapport final vum Rapporter ernimmt kënne ginn.

Dëst Gesetz huet misse kommen, well eng Verfassungsännerung virausgaangen ass. De Rapporter huet et gesot. Den éischte Vott war den 10. Juli dëst Joer an den zweete Vott den 10. Oktober. An dat waren zwee Punkten: eebe fir d'Suppleantë virzegesinn, an och fir d'Méiglechkeet virzegesinn, datt eist Verfassungsgeriicht an enger Chambre plénière ka sëtze fir déi ganz wichteg Affären.

Jo, e Verfassungsgeriicht ass e Guide, kann och Créateur de droit sinn, well et eeben d'Kompetenz huet, par rapport zu der Verfassung ze decidéieren, ob e Gesetz legal ass oder net.

Ech ginn elo net op all déi Detailer hei an, déi de Rapporter gutt hei virgedroen huet. Ech wëll op ee Punkt nach agoen, dat ass déi Fro: Firwat kee Parquet bei der Cour constitutionnelle?

Och dat war e gréissere Sujet, och op dee Punkt ass de Parquet agaangen a sengem Avis. D'Volontéit war aus dem Milieu judiciaire, fir e Parquet do ze kreéieren. Mir an der Kommissioun sinn der Meenung, datt ee kee Parquet bei der Cour constitutionnelle soll asetzen. Et gi sécherlech eng Rei Argumenter derfir, déi kënnt Der och am Avis vum Parquet noliesen.

Mir waren der Meenung, datt een hei kee soll instituéiere bei der Cour constitutionnelle. Oft gëtt de Verglach gemaach mam Avocat général bei der Cour de justice, souzesoen den „Amicus curiae", wéi dat op Neilëtzebuergesch heescht. Mee hei hu mer de Parquet op där enger Säit schonn zum Deel a Penalaffären.

An dat Argument, datt de Parquet, wann e géif bei enger Cour constitutionnelle sëtzen, net ënnert der Autoritéit vum Ministère de la Justice wier, do wëlle mer och net …, dat Argument heesche mir net gutt. Ech mengen, et ass net gutt an engem Land wéi Lëtzebuerg, wa mer Beruffsstänn oder Institutiounen oder Organer splitten, well op där enger Säit se dann eng Fonctioun als stoend Riichter géifen erfëllen, an dann op där anerer Säit, wa se bei der Cour constitutionnelle géife siegéieren, da géife se komplett aus deem Kokon vun der Organisation judiciaire erausfalen.

Mir als CSV mengen, an ech mengen, dat war och d'Meenung vun de Kolleeginnen a Kolleegen an der Chamberskommissioun, d'Unicitéit soll bäibehale ginn. Schlussendlech war och de Staatsrot der Meenung, datt een dat net soll maachen. Et kann ee vill an der Doktrinn iwwert deen interessante Sujet noliesen. An et war och elo nach kierzlech e ganz interessanten Artikel vum Professer Heuschling iwwert d'Cour constitutionnelle an hir Méiglechkeet, Recht ze kreéieren oder net.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop och vu mir en häerzleche Merci un de Rapporter Alex Bodry fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi mer 1996 e Verfassungsgeriicht hei zu Lëtzebuerg kritt hunn duerch d'Verfassungsrevisioun vum 3. Juli 1996 an duerno 1997 d'Organisatiounsgesetz, fir dass et konnt fonctionéieren, hate mer e grousse Schrëtt gemaach um Wee, fir de Rechtsstaat hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Mir hunn elo am Juli dëst Joer, den 10. Juli 2019, erëm eng Verfassungsrevisioun gemaach, well eebe bewise war, dass an de leschte Méint e Knackpunkt war, well mer nëmme professionell Magistraten an deem Verfassungsgeriicht hunn. An do war e personelle Problem an dofir hu mer elo déi siwe Suppleanten niewent deenen néng Magistraten agesat, fir dass eis Cour erëm ka beschtméiglech fonctionéieren.

Elo geet et drëm, dës Verfassungsrevisioun vum Juli, wou den zweete Vott och den 10. Oktober war - dat heescht, do ass d'Prozedur perfekt -, fir do den Transfert ze maachen an d'Organisatiounsgesetz vun 1997 fir d'Regularisatioun, wéi gesot, vun den Organisatiounsproblematiken.

Ech ginn net méi op d'Detailer an. Ech hunn lech gesot: siwe Suppleanten. Wat och ganz wichteg ass, dat ass, wann d'Cour et decidéiert an et sinn extreem wichteg Affären, da kann d'Cour decidéieren, fir als Plenière ze sëtzen, dat heescht als néng professionell Magistraten zesummen an net zwou Chambere mat fënnef, wou jo ëmmer de fënneften de Libero spillt, hin an hier.

Här President, firwat ass et esou wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg e performant, gutt organiséiert Verfassungsgeriicht hunn?

Et ass scho vill rieds gaange virdru vu menge Virriedner vum Rechtsstaat. Mir wëssen, dass de Rechtsstaat verlaangt, dass all d'Pouvoiren, d'Legislativ vir an duerno d'Exekutiv an de Judiciaire, dem Gesetz ënnerworf sinn. Mee niewent dem Rechtsstaat ass och d'Rechtssécherheet, d'Sécurité juridique, a wann déi soll fonctionéieren, da muss et och eng Kontrollméiglechkeet ginn, an net nëmme vis-à-vis vun der Exekutiv, wat scho säit dem 19. Joerhonnert besteet, wou all normal Geriichter an administrativ Geriichter d'ganz Matière réglementaire konnte kontrolléieren, mee och vun der Legislativ. Dat heescht, eis Chambersaarbecht muss och kënne kontrolléiert ginn.

De Rapporter Alex Bodry huet et scho gesot: Am Ufank ware grouss Diskussiounen hei, am Ufank vun den 90er Joren, well déi deemoleg Legislativ, an haaptsächlech d'Chamber, extreem skeptesch war an eigentlech gesot huet, wann ech elo e bëssen d'Volleksmondsprooch huelen: „Uns kann keiner". Mir verdroen et net als éischte Pouvoir, dee voll Fräiheet muss hunn, dass do iergendeng Instanz kënnt, egal wéi se placéiert ass, an eis ka kontrolléieren.

An dunn ass et hin- an hiergaangen an do waren en plus fënnef Schnitzer an der Prozedur geschitt, wou fënnefmol d'Constitutioun massiv violéiert ginn ass hei an der Chamber. An op eemol hate mer esou eng schlecht Reputatioun dobaussen, dunn ass gesot ginn: „Elo gëtt et awer héich Zäit!" An du koume glécklecherweis 1996 déi Verfassungsrevisioun an 1997 dat Gesetz.

Well Dir musst wëssen, dass mir a Westeuropa eent vun deenen allerleschte Länner waren, déi e Verfassungsgeriicht kritt hunn. Dir gesitt oft d'Bundesverfassungsgeriicht, well déi jo oft op der Televisioun sinn, vu Karlsruhe. Dir hutt d'Cour constitutionnelle vu Roum, de Conseil constitutionnel vu Paräis. Dir hutt d'Cour d'arbitrage, déi elo Cour constitutionnelle ginn ass, vun der Belsch. Just mir hunn - hinke, hinke - hannendrugehaangen. A wann een elo och am Moment déi ganz Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle kuckt, déi wierklech opgeraumt huet a ganz vill Saachen erëm riichtgebéit huet, dann ass et héich Zäit ginn, dass dee Moment e Kontrollorgan komm ass, dat wierklech gekuckt huet, dass eis Gesetzer nach méi soignéiert gi sinn an dass d'Leit am Kader vun enger Affär duerch d'Question préjudicielle wierklech d'Netkonformitéit mat der Verfassung konnten uprangeren, fir eeben d'Rechtssécherheet ze augmentéieren.

Dofir sinn ech ganz frou, dass mer haut dat Gesetz hei huelen. Elo ass d'Organisatioun vun dem Verfassungsgeriicht erëm optimal garantéiert. An ech mengen, och mir als DP-Fraktioun freeën eis do drop. An dofir ginn ech natierlech mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Ma ech wollt emol fir d'éischt als President vun der Justizkommissioun dem Rapporter Merci soen, dass en déi Charge iwwerholl huet. Ech mengen, en huet dat gutt an och gär gemaach.

Ech ginn och fir déi gréng Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz, mat deem mer elo endlech aus der leideger Situatioun erauskomm sinn, dass d'Verfassungsgeriicht blockéiert war a sengem Fonctionnement. An et gouf héich Zäit, dass dat esou geschitt ass.

Ech ginn domadder den Accord an ech soen nach eng Kéier dem Här Bodry Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Déi Reform vun 1996 war eng vun deene wichtegste vun deene leschte Joerzéngten. Et war e Bausteen, dee wierklech gefeelt huet an eiser Rechtsuerdnung.

Ech hat deemools d'Freed, an engem Aarbechtsgrupp matzeschaffen, deen d'Detailer dovunner ausgeschafft huet. An ee vun de Punkte war d'Veröffentlechung vun den Arrête vun där Cour constitutionnelle. A wann een haut muss eppes bedaueren, dann ass et, datt trotz där Veröffentlechung vun deenen Arrêten am Memorial de Gesetzgeeber net séier genuch reagéiert a verfassungsfeindlech Gesetzer, Gesetzer, déi géint d'Verfassung verstoussen, net méi zäitno zréckgezu ginn oder geännert ginn, fir se verfassungskonform ze maachen.

Eppes huet d'Cour constitutionnelle gewisen, an dat ass, wat hir Praxis beweist an hir Jurisprudenz beweist: datt mer leider Gottes eng Heedewull Gesetzer hunn, déi d'Verfassung violéieren.

Wat mer elo nach froen - deemools gouf gesot: „Mir wëlle kee Contrôle a priori, mir wëlle just ee Contrôle ex post an nëmmen op Demande vun de Juridictiounen." An et goufe Leit, déi gesot hunn: „Ma nee, kommt, mir féieren och e Contrôle a priori an!", dat heescht, datt eng Zuel vun Deputéierten oder eventuell souguer Bierger, bannnent enger gewëssener Hürd vu Seriositéit vun hirem Recours, kënnen dat Verfassungsgeriicht befaassen, éier et zu engem konkreete Fall gëtt.

Haut kann nëmmen e Geriicht, an nëmmen an engem konkreete Fall, d'Verfassungsgeriicht befaassen. Vu datt mer gesinn hunn, wéi vill Gesetzer als net verfassungskonform genannt goufen trotz der Kontroll duerch de Staatsrot an trotz der Kontroll, déi mir maachen an de Kommissiounen, denke mir als ADR, datt dat deen nächste Schrëtt wier, dee wichteg wier: d'Méiglechkeet vun der Saisine vun där Cour constitutionnelle ze héijen.

Wat déi technesch Detailer vun dësem Text ugeet, si mer selbstverständlech mat vollem Häerz d'accord. Ech mengen, hei geet et ëm Moyenen, déi en place gesat ginn. Déi Cour constitutionnelle ass extreem wichteg a muss eis erhale bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol Merci dem Alex Bodry fir säin exzellente Rapport. Haut stëmme mer iwwer e méi moderne Rechtsstaat of an deementspriechend wäerten d'Piraten och do hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, Merci, Här President. Fir d'éischt emol e ganz grousse Merci un d'Kommissioun, dass Der hei esou séier an effikass matgehollef hutt, fir dass fir d'éischt emol d'Constitutioun konnt geännert ginn an elo den Text vum Gesetz ka geännert ginn, fir dass d'Cour constitutionnelle an alle Konditiounen erëm ka gutt schaffen an och de Prinzip generell sech e bëssen nei Moyene ginn huet, wat ech nëmme ka begréissen. E spezielle Merci un den Alex Bodry, deen a senger gewinnter Fachkenntnis hei de Projet duergeluecht huet.

Just nach eng Prezisioun, well elo monéiert ginn ass, d'Avise wieren ze spéit ukomm, wat ech natierlech och bedaueren. Ech hunn dat awer elo nach nogefrot. An de Stempel vun der Entrée an der Justice ass vum 4. November a mir hu se de 7. weiderginn. A si sinn dann duerno de 14. weidergaangen un d'Kommissioun. Voilà! Dat heescht, ech mengen, mir kéinten eis eng Kéier Gedanke maachen doriwwer, wéi laang déi Weeër insgesamt dauere fir déi Avisen an eisem digitalen Zäitalter.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7471. Den Text steet am Document parlementaire 7471[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7471 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet gouf mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7218 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7218 iwwert d'Habilitatioun vun der Commission de surveillance du secteur financier. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, den Här François Benoy, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wee zum éischten Eegenheem ass laang a verleeft och net ëmmer ouni Schwieregkeeten. Dacks wann ee bis mengt, et hätt een dat richtegt fonnt - wuel gemierkt, ech schwätze vum Eegenheem -, zum Beispill en Haus oder en Appartement, dat engem gefält, well et gutt läit a virun allem sech präislech och nach a sengem Budget beweegt, da muss ee sech fir d'éischt emol e Rendez-vous op der Bank huelen, fir ze froen, ob d'Finanzleit dat och esou gesinn.

Well jo, eng Immobilie kafen, dat kascht net nëmme vill Nerven a Gedold, mee eeben och vill Suen. An zu Lëtzebuerg nach méi wéi an anere Länner oder Regiounen.

Ech maache mer hei d'Pult e bësse méi héich.

(Exclamations)

Sou, ech hunn de Knäppche fonnt, pardon!

D'Präisser klammen heiheem rasant. An engem Zenario vun zolitte Präissteigerunge klëmmt an der Reegel och d'Verschëldung vun de Stéit zesumme mam Risiko, datt et zu enger Immobilieblos kéint kommen, wann d'Banken ze liichtfankeg Kreditter géife verginn. Deem soll mat dësem Gesetzesprojet entgéintgewierkt ginn.

Dat geschitt, andeems mir d'Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur, also d'CSSF, ermächtegen, fir sougenannt „macroprudentiel" Moossnamen ze huelen am Fall vun Entwécklungen op eisem Wunnengsmaart, déi e Risiko fir d'Stabilitéit vun eisem nationale Finanzsystem duerstelle kéinten. D'Erfarungen, déi viru gutt zéng Joer no der amerikanescher Subprime-Kris gemaach goufen, hunn d'Finanzwelt jo opgefuerdert, méi virsiichteg ze sinn, wa Kreditter vergi ginn.

De Gesetzesprojet gesäit zudeem en Zougangsrecht fir d'Zentralbank zu gruppéierten Informatioune vir, déi bei de staatleche Verwaltungen, den Établissements publics, déi net ënnert d'Iwwerwaachung vun de Gemenge falen, oder anere staatleche kompetenten Autoritéite gesammelt kënne ginn, virausgesat, datt dës Informatioune fir Fuerschungs- an Analysaktivitéiten noutwendeg sinn, dat a Verbindung mat der Aarbecht vum Kommitee vum systeemesche Risiko.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eent sief vu virera kloergestallt: Dëse Gesetzesprojet gesäit Moossname vir, déi nëmmen dann agesat kënne ginn, wann et zu enger Gefor fir d'Stabilitéit vum Lëtzebuerger Finanzsystem kéim, dat well, fir et riicht eraus ze soen, d'Präisentwécklung um nationalen Immobiliemaart bedenklech Ausmoosse kréich an d'Stéit bezéiungsweis d'Privatpersoune géife riskéieren, d'Schold, déi se sech opgelueden hunn, net méi zréckbezuelen ze kënnen. Et kann een a priori ni d'Entwécklung vun enger Immobilieblos ausschléissen an et geet hei drëm, dësen Zenario ze anticipéieren oder, anescht gesot, dësem preventiv ze begéinen.

Den neien Artikel 59-14bis vum modifizéierte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur, also dem LSF-Gesetz, gëtt der CSSF d'Pouvoiren, fir Konditioune festzesetzen, no deenen d'Bankhaiser Kreditter fir Immobilie verginn, déi fir residentiel Zwecker genotzt ginn an déi um Lëtzebuerger Territorium installéiert sinn.

Nieft de Finanzinstituter falen och d'Assurancëgesellschaften an all déi Professionell, déi Prête verginn, drënner.

Am Kader vun hire Missioune kann d'CSSF verschidden Exigenze formuléieren. Ech ziele se kuerz op:

1. Si kann eng maximal Grenz fixéiere fir de Rapport tëschent engersäits der Zomm vun alle Prêten oder Tranchë vu Prêten, déi ee bestëmmte Bien immobilier de Moment vum Montage vun engem Prêt betreffen, an anerersäits dem Wäert vun dësem Bien zu deem selwechte Moment. Wann d'CSSF eng maximal Grenz fir dëse Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 75 % an 100 % läit.

2. D'CSSF kann eng maximal Grenz definéiere fir de Rapport tëschent der Zomm vun alle Prêten oder Tranchë vu Prêten, déi ee bestëmmte Bien immobilier de Moment vum Montage vun engem Prêt betreffen, an anerersäits dem järleche Gesamtrevenu, deen deem, dee Sue léine wëllt, zu deem Moment zur Verfügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Limitt fir dëse Rapport, dëse Ratio definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 400 % an 1.200 % läit.

3. D'Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur kann och eng maximal Grenz definéiere fir de Rapport tëschent der Gesamtverschëldung vun deem, dee Sue geléint kritt, um Moment vum Montage vum Prêt, an deem sengem gesamte Joresrevenu, deen him zur Verfügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Limitt fir dëse Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 400 % an 1.200 % läit.

4. D'CSSF definéiert eng maximal Limitt fir de Rapport tëschent de järleche Gesamtchargen, déi mam Emprunt zesummenhänken, an dem gesamte Joresrevenu, deen deem, dee Sue geléint kritt, zur Verfügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Limitt fir dëse Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 35 % a 75 % läit.

5. A leschtens, e fënneft Instrument vun der CSSF betrëfft déi maximal Limitt fir d'Dauer vum Emprunt. Hei hält d'Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur en Intervall fest, deen tëschent 20 a 35 Joer fixéiert ass.

Et sief drun erënnert, datt all dës Moossnamen entweeder eleng oder zu puer mateneen applizéiert kënne ginn. Si kënnen entweeder all d'Kreditter oder nëmmen en Deel vum Montant vun den neie Kreditter viséieren.

Wichteg ass ze soen, datt dës Mesurë sech awer net op besteeënd Kredittverträg applizéiere kënnen. Vu datt den Impakt vun dëse Moossnamen net ze ënnerschätzen ass, souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozialen nationale Plang, gesäit dëse Projet vir, datt d'Pouvoiren, déi der CSSF accordéiert ginn, an engem strengen Entscheedungskader geholl ginn.

Engersäits kann d'CSSF dës Moossnamen nëmmen huelen, wa keng aner Mesure op Base vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur a vum Reglement 575/2013 vun der Europäescher Unioun kapabel wier, fir d'Risike fir eisen nationale Finanzsystem ofzeschätzen.

Anerersäits kann d'CSSF nëmmen dann agéieren, wa si sech op eng Recommandatioun baséiere kann, déi de Kommitee vum Risque systémique ugeholl huet. Wann deem esou ass, dann entscheet d'CSSF iwwert d'Ëmsetzung vun dëse Moossnamen, nodeems si sech mat der Zentralbank konzertéiert, also ofgeschwat huet. Doriwwer eraus muss d'CSSF och mam Kommissariat vun den Assurancë geschwat hunn, wann de Versécherungssecteur sollt betraff sinn.

De macroprudentiellen Dispositif gëtt doriwwer eraus duerch den neien Artikel 59-14ter ergänzt, deen explizitt d'Méiglechkeet fir d'CSSF virgesäit, fir déi national Autoritéiten an anere Memberstaaten ze froen, eventuell Bedingungen unzëerkennen, déi fixéiert ginn am Kader vum Octroi vu Kreditter, déi mat Immobilien ze dinn hunn, déi hei zu Lëtzebuerg situéiert sinn. Dat gëllt natierlech och ëmgedréit.

Des Weidere kritt d'Zentralbank en Zougangsrecht op wichteg Informatiounen, déi gebündelt sinn an déi et erlaben, fir Risiken, déi am Finanzsecteur optauche kënnen, esou séier wéi méiglech ze identifizéieren. Dat kënne souwuel sektoriell wéi och méi breet gestreete Risike sinn.

Här President, ech kommen zu den Avisen. Fir d'éischt wëll ech den Avis vum Staatsrot erausgräifen. Déi héich Kierperschaft hat verlaangt, datt d'Interventioun vun der CSSF duerch Gesetz soll encadréiert, ëmrummt ginn. Si huet och gefrot, datt d'Auteure vum Gesetzesprojet mat Prezisioun den normative Kader, an deem d'CSSF agéiere kann, beschreiwe sollten, fir esou den Handlungsspillraum vun der Iwwerwaachungsinstitutioun vum Finanzsecteur ze definéieren. A sengem zousätzlechen Avis vum 8. Oktober 2019 war de Staatsrot mam Regierungsamendement averstanen, soudatt déi formell Oppositioun konnt opgehuewe ginn.

Wärend d'Salariatskummer dem Projet éischter favorabel gesënnt ass, huet d'Handelskummer dogéint gemengt, et sollt een d'Risiken net iwwerdreiwen an all Iwwerreglementéierung versichen ze vermeiden. D'Handelskummer ass dann och der Meenung, et sollt ee sech prioritär mat de strukturelle Problemer um Wunnengsmaart beschäftegen, déi jo zum Ongläichgewiicht tëschent Offer an Nofro gefouert hätten.

D'Zentralbank begréisst hirersäits de Projet, zemools well dësen et erlaabt, mat der néideger Flexibilitéit a Gewiichtung op d'Risiken, déi de Finanzsecteur am spezielle betreffen, ze reagéieren.

D'Handwierkerkummer approuvéiert de Projet och, ass awer der Meenung, datt eng méi restriktiv Approche bei der Verdeelung vu Kreditter d'Haushalter direkt bestrooft an hir Demande zréckstutzt, wat sech natierlech negativ op de Bankesecteur auswierke kéint. Grad wéi d'Handelskummer ass och si der Iwwerzeegung, datt een de Problem nëmmen iwwer eng méi staark Offer vu Logementer léise kann, also net nëmme mat sougenannte macroprudentielle Moossnamen.

Une voix.- Très bien !

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Ech wëll dann och zum Schluss net verheemlechen, datt mir als Finanzkommissioun de Ministère gebieden haten, eis e puer Fallbeispiller ze ënnerbreeden, fir eis ze verdäitlechen, wat fir Montanten ënner bestëmmten Hypotheese kënne geléint ginn. Dat ass och geschitt. Mir hunn awer festgestallt, datt d'Revenuen, déi an der Simulatioun als Referenz geholl goufen, duerchschnëttlech Joresrevenue sinn, sougenannt „revenus annuels moyens". Eenzel Memberen hunn dat als net realistesch agestuuft a gemengt, déi Revenue wieren ze héich. Anerer hu sech gefrot, wat eigentlech genee ënnert dëser Notioun ze verstoen ass.

Ech denken, datt den Här Finanzminister eis herno erkläre wäert, firwat de Ministère vu sougenannten duerchschnëttleche Joresgehälter an de Simulatiounen ausgaangen ass.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schréftleche Bericht. Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech häerzlech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem honorabelen André Bauler Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Hien huet dat och an deem Toun virgedroen, wéi wann et sech hei éischter géif ëm en harmlose Projet handelen. Mee wann een den Detail awer kuckt, mengen ech, dann huet dee Projet et trotzdeem a sech.

Sënn an Zweck vun dësem Gesetzesprojet ass et eigentlech, der Bankenopsiicht, der CSSF, Pouvoiren ze ginn, also Befugnisser, fir dass si kann d'Konditioune festleeën, wéi an Zukunft d'Privatleit nach kënnen Immobiliekreditter bei Banke kréien. An dëst soll am Sënn vun enger verbesserter Stabilitéit vun dem Lëtzebuerger Finanz- a Bankesystem geschéien, fir déi längerfristeg ze garantéieren.

Den zweete Punkt vun dësem Gesetzesprojet, dat ass deen, fir eiser Zentralbank Zougang ze ginn ënner anonymiséierter oder pseudonymiséierter Form zu Daten, déi entweeder de Staat, Verwaltungen, Servicer oder souguer Gemengen hunn, fir hirer Analysen- a Recherchenaufgab, déi d'Zentralbank gesetzlech huet als onofhängeg Institutioun, kënnen nozegoen.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Wann een dem Rapporter nolauschtert, da wier dee Projet hei eng gutt Saach. Eng gutt Saach ass sécher, Dir Dammen an Dir Hären, dass een der Zentralbank erweidert Pouvoire gëtt. D'Zentralbank huet eng enorm Kompetenz am Land. An ech mengen, mir wiere gutt beroden, dass een ëmmer hire Statut als onofhängeg Institutioun géif respektéieren, mee dass mer, souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber, se verdéift géifen zu Rot zéien, fir d'Evolutioun an och d'Appreciatioun vu Finanz- a Budgets- respektiv Wirtschaftspolitik kënne besser anzeschätzen.

Woumat mer als CSV also kee Problem hunn, dat ass, der Zentralbank erweidert Pouvoiren ze ginn. Mee wou mer awer méi eng nuancéiert Positioun hunn als CSV, an ech wëll dat och kloer an däitlech soen, dat ass, fir der CSSF, der Bankenopsiicht, erweidert Befugnisser ze ginn, déi dora bestoe sollen, fir Krittäre kënne festzeleeën, wéi an ënner wat fir enger Form an Zukunft Privatstéit nach kënnen Immobiliekreditter bei Banke kréien.

Firwat? Wann een den Detail vun dem Gesetzesprojet kuckt, da gesäit een, dass deen et a sech huet, an zweetens, wann ee virun allem déi Informatioune respektiv déi Explikatiounen oder Netexplikatioune matkritt, déi an der Finanzkommissioun geliwwert goufen.

Wéi dréckt sech de Pouvoir vun der CSSF aus? Ma den André Bauler huet et gesot, effektiv ka si e Verhältnis festleeën tëschent dem Montant vun engem Prêt, deen e Privatstot nach ka kréien, an dem Wäert vun der Immobilie. An dee soll tëschent 75 % an 100 % leien.

En zweete Krittär ass deen: d'Verhältnis tëschent dem Revenu disponible - ech kommen do nach drop zréck - vun engem Stot oder enger Privatpersoun par rapport zum Montant vun dem Prêt. Revenu disponible, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass net de Bruttoloun, dat ass net …

Une voix.- An och net den Nettoloun.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An et ass och net den Nettoloun. Well de Revenu disponible, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass de Bruttoloun, wou een ofzitt d'Cotisations sociales, wou een ofzitt d'Charges sociales, dat heescht d'Steieren an all aner Taxen a rekurrent Ausgaben, déi een als Stot oder Privatpersoun huet. Ech zielen emol eng op: zum Beispill d'Alimentepensioun. A wann zwee vun dräi Mariagen an d'Bréch ginn, jo, déi Alimentepensioun muss bezuelt ginn, déi gëtt och nach vun dem Revenu ofgezunn, bis dass een op de Revenu disponible kënnt, well et jo eng rekurrent a gesetzlech respektiv geriichtlech festgeluecht Charge ass.

Huele mer dann zum Beispill e Stot mat 50.000 Euro - 50.000 Euro! - Revenu disponible pro Joer. Mee dee léint nach hei tëschent 4- an 12-mol déi 50.000 Euro, dat heescht, dee kritt nach e Kreditt op 20 oder 30 Joer vu genau 200.000 Euro bis maximal 600.000 Euro, mat engem Revenu disponible - disponible! - vu 50.000 Euro pro Joer.

Dann ass e weidere Krittär d'Verhältnis tëschent deem Deel, deen een als Mensualitéit, dat heescht als Remboursementszëns plus -kapital, muss de Mount bezuelen op seng Schold, par rapport zu dem Revenu disponible. Da kënnt Der Iech et ausrechnen, mee ech kommen herno nach dorobber.

An en drëtte Krittär ass dee vun der Dauer vun dem Prêt, déi d'CSSF ka festleeën tëschent 20 a 35 Joer.

Dir Dammen an Dir Hären, wat dat konkreet heescht - ech hat elo en Usaz -, dat krute mer an der Finanzkommissioun op Nofro erkläert. A mir kruten och Informatiounsmaterial, woufir ech dem President ausdrécklech Merci soen.

Mee wéi mer dat Informatiounsmaterial e Freideg virun aacht Deeg kruten a mir dat de leschte Méindeg virun aacht Deeg an der Finanzkommissioun gekuckt hunn, do muss ech soen, du sinn eis awer d'Aen opgaange wéi Gënzescheeken, an net nëmmen eis vun der CSV, mee ech mengen och enger ganzer Rëtsch aneren Deputéierte vun anere Fraktiounen.

An dat, wat fir eis e bëssen och symptomatesch war, dat ass Follgendes: Wéi de Gesetzesprojet plus d'Amendementer presentéiert goufen, du war d'Regierung mat dem Minister - deem mer ausdrécklech Merci soen - a mat net manner - nun haalt Iech gutt un! - wéi eelef Beamten an der Finanzkommissioun opgetrueden. Mir haten an deene gréissere Säll bal keng Plaz méi als Deputéiert. Abee, wéi den André Bauler eis dat Zuelematerial hei dann ausgehändegt huett, du war an der Finanzkommissioun kee Beamte méi, kee Beamte méi! A mir hätte jo awer eng sëlleche Froe gehat. Ma da musse mer se eeben haut stellen. An ech mengen, d'Éierlechkeet vum André Bauler hat eigentlech och säi Schlag, nämlech wat huet e gesot: „Jo, ech hat gefrot, et sollt ee kommen, mee et ass haut keen do."

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an da kucke mer emol, wat alles do ausgedeelt gouf, an déi Hypotheesen, wou de Ministère, wou déi zoustänneg Instanzen dann hir Berechnunge maachen. Kuckt emol e Prêt, 30 Joer, 10 % Eegebedeelegung a maximal Charge de remboursement de Mount vu 40 %. Ech nennen Iech elo emol d'Zuelen, da kënnen d'Leit dobaussen, déi dat hei kucken, an den Altersheimer an doriwwer eraus, sech emol e Bild maachen, wat dat konkreet heescht.

(Interruption)

Jo, jo. Eng Persoun eleng, schaffend an der Administration publique oder an dem Enseignement, do geet een aus - nun haalt Iech gutt un! - vun engem Loun, netto Revenu disponible - also wat nach manner ass wéi den Nettoloun - bei enger Persoun vu 4.693 Euro de Mount. Déi Persoun, déi ka maximal bezuelen 1.877 Euro Mensualitéit. Si kritt geléint: 507.000 Euro, virausgesat dass se, wa se de Prêt mécht, nach 50.000 Euro schonns direkt - also zwou Milliounen där aler Lëtzebuerger Frang - als Fonds propres huet.

M. Guy Arendt *(DP).*- Deelt et aus!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat war eng Persoun. Elo komme mer emol bei de Stot. Do ass eis och gesot ginn, awer fälschlecherweis, jo, do wiere jo dann zwee Revenuen. Nee, an dem Tablo do steet, dat wier « simulation de crédit pour un couple imposé collectivement, sans enfants ». « Imposé collectivement, sans enfants », Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht net, dass zwee Léin do sinn, mee dat heescht dem Artikel 3 iwwert d'Steieren no, dass ee steierlech zesumme veranlaagt gëtt, dat heescht, dat ass, wann ee bestuet ass oder wann ee gepacst ass, ob dat een oder zwee Léin sinn.

An da kucke mer d'Situatioun emol do, déi, wéi gesot, hei op offiziellem Pabeier schwaarz op wäiss zur Veranschaulechung virgeluecht gouf, zu wat dass hei d'Chamber opgeruff ass, hir Zoustëmmung ze ginn. Simulatioun: Enseignement, 9.543 Euro netto Revenu disponible de Mount. Mensualité maximal d'emprunt: 3.817 Euro. Maximalen Emprunt, deen Der kënnt huelen: 1.032.000 Euro, virausgesat, Dir hutt dës Kéier als Stot, bestuet oder gepacst, 103.000 Euro Fonds propres, wann Der de Prêt maacht. Well et ass nämlech dat, wat d'Bank kuckt. Ech mengen, déi meescht heibannen hunn eng Kéier en Immobiliekreditt gemaach, an da wësse se, dass d'Bank net kuckt, wat Der iergendwann eng Kéier an enger Karriär verdéngt, mee dass se kuckt, wat Der dee Moment hutt, wou Dir Äre Prêt maacht.

Dir Dammen an Dir Hären, fir Iech d'Situatioun vun enger gepacster Koppel mat 9.543 Euro netto … Et sinn net zwee Enseignanten, wa se de Prêt maachen, déi deen dote Montant netto hunn, well deem zweete säi Bruttorevenu, mat Sécurité sociale a Charges fiscales, kënnt Der fir netto zur Hallschent huelen.

Mee fir Iech emol eng Kéier ze soen, vu wat fir enge Posten dass een hei ausgeet: 9.543 Euro netto. Fir alleguerten déi, déi esou e groussen Usproch hunn, eng Kéier Staatssekretär ze ginn: E Staatssekretär an der Steierklass 2, dee kënnt ouni Representatiounsindemnitéit net op de Montant vun 9.543 Euro netto. Dat kënnt Der Iech alleguerten norechnen. Dat heescht, an et ass jo do, wou d'Kromm an der Heck bei dësem Gesetzesprojet läit, hei sinn déi Krittären, déi virlouchen, wéi dëse Gesetzesprojet ausgeschafft ginn ass.

Elo wëll ech Iech dann emol soen, par rapport zu wat dass een dat jo da muss a Verglach setzen, nämlech der Uschafung vun enger Immobilie. An ech hu mech dann ameséiert oder mer erlaabt, fir op engem grousse Site vun Immobilienannoncen - ech nennen da keen Numm heivunner, mee dee fannt Der, et ass, wéi wann Der „doheem" op Englesch schreift, an da setzt Der nach „.lu" hannendrun -, …

(Hilarité)

Jo, do hunn ech dann emol gekuckt …

(Interruption)

Jo, do hunn ech dann emol gekuckt, wat an enger Gemeng, déi ech awer mengen, e bësse gutt ze kennen, well ech d'Chance hunn, do Buergermeeschter ze sinn, wat dann do esou en Appartement kascht. An et gi Plazen am Land, wou et méi bëlleg ass, mee et ginn awer och nach vill Plazen am Land, wou et méi deier ass. Abee, en Appartement, Dir Dammen an Dir Hären, vu 66 Meterkaree an där Gemeng, dat steet op dem Site - Dir kënnt dat nokucken - veruschlaagt mat 642.000 Euro!

Plusieurs voix.- O!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass awer en deiert Appartement! Da misst Der awer vill …

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo. En Appartement vu 95 Meterkaree, dat ass keng Gewan, veruschlaagt mat 830.000 Euro. Jo, jo! An da steet … Dir kënnt dat elo an d'Lächerlecht zéien …

(Interruptions)

Mee da lauschtert emol no! Dat ass de Präis, deen an der Immobilienannonce steet, well do steet net dran … Do steet dran, dass et mat 3 % TVA veruschlaagt ass, wat eigentlech falsch ass a wou misst vun der Regierung legiferéiert ginn, dass esou Annoncen net däerften op e Site kommen, well nämlech déi 3 % TVA, déi spille bis zu engem Bau vun 357.000 Euro, an doriwwer eraus bezuelt Der net 3 % TVA, mee Dir bezuelt 17 % TVA!

Une voix.- Firwat eigentlech?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, 17 % TVA!

An Dir wësst alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären heibannen: Fir 357.000 Euro Bau kritt Der net ganz vill, an dat vun der Wemperhaart iwwert d'Stad bis donidden op Mondorf!

Well bei déi Chifferen, déi ech Iech elo hei genannt hunn a wéi se an den Annoncë stinn, do musst Der nach derbäizielen, éischtens emol de Präis vun enger Kichen, déi ass nämlech an deene meeschte Fäll net dran, de Präis vun dem Akt, d'Fraise vum Notter plus d'Enregistrementskäschten. Dir musst derbäizielen d'TVA op deem Ganzen, an da komme locker bei déi 830.000 Euro, déi ech Iech gesot hunn, schonn eleng 50.000 Euro TVA dobäi, wann net méi, plus sämtlech Supplementen.

An Dir musst jo awer net mengen, wann Der en Appartement kaaft, dass Der net nach iergendwou emol eng Steckdous geschweig Geliits musst derbäimaachen, niewent allen anere Supplementen, fir dass Der … Dir kënnt jo net op dem Buedem schlofen, also derniewent musst Der dat Appartement och nach emol ariichten, alles mat 17 % TVA!

Wann een déi zwou Saache beieneeleet, jo, zu wat komme mer dann zum Schluss? Ech hunn Iech virdru gesot: Eng Persoun, déi kritt mat engem Nettoloun vu 4.693 Euro - Nettoloun! -, pourvu dass se nach 50.000 Euro derbäi huet als Fonds propres, kaum fir en Appartement vu 66 Meterkaree geléint. An eng Koppel respektiv de Staatssekretär - an de Rapporter war jo Staatssekretär -, dee ka sech mat deenen heite Krittären nach knapps en Appartement vu 95 Meterkaree leeschten!

Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen dat do alles an d'Lächerlecht zéien. Mee wa mer och nach zwee Enseignanten huelen, déi herno och nach vläicht Kanner kréien, da sëtzen déi an engem Appartement vu 95 Meterkaree, wat se kënne beléinen. Do sinn zwee Zëmmeren dran. Abee, wann d'Kanner d'Hausaufgabe maachen, da maache se déi zu zwee an hirem Zëmmer, an déi zwee Enseignanten, déi verbesseren d'Prüfungen an der Kichen oder op dem Livingsdësch!

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, wann een dat esou widdereneesetzt, dann ass dat eng Failliteerklärung vun der Lëtzebuerger Logementspolitik. An dat droe mir als CSV sécherlech net mat!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et kann ee bei all Gesetz Virsiicht walte loossen. Et kann ee säi Gewëssen an och vläicht anere Leit hiert Gewëssen administrativ berouegen. Mee et muss een awer och der Realitéit vun dem Terrain Rechnung droen! Mir maachen net Gesetzer fir Finanzsystemer, mir maache Gesetzer fir d'Leit.

Une voix.-Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- An et kann net sinn, dass herno d'Leit dobaussen déi Leidtragend sinn! Et ass dach awer e bësse kokass, dass virun de Walen fraktiounsiwwergräifend jiddweree seet: „Mir mussen de Mëttelstandsbockel offlaachen", wat d'Leit och ëmmer drënner verstinn.

Et ass richteg, dass fir de Mëttelstand d'Steiere sollen erofgoen, mee grad an der Logementspolitik, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer awer net de Mëttelstand, d'Mëttelschicht vun de Leit derzou forcéieren, dass se virun de Banken de Bockel musse maachen, Bücklinge maachen, fir dass se iwwerhaapt e Kreditt kënnen opgeholl kréien!

A mir wëllen als CSV, dass och d'Mëttelschicht, Dir Dammen an Dir Hären, grad beim Wunnengsbau net am Ree stoe gelooss gëtt!

Mir hätte gären duerfir keng Alibigarantië vum Staat, mee mir hätte gären Alldagsgarantië fir d'Leit. Well wa mer dat net maachen, da riskéiere mer zu Lëtzebuerg, wou mer de Moment eng Cohésion sociale hunn, dass déi Mëttelschicht sech op eemol eng Kéier verbreedert an esou staark verbreedert, dass déi och eng Kéier wéi op anere Plazen op d'Strooss geet, an dann hu mer eppes, wat jiddwereen heibannen an enger Staatsverantwortung sech sécherlech net wënscht!

Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis als CSV duerfir total onverständlech, dass dee Gesetzesprojet hei reegelrecht iwwert de Knéi gebrach ginn ass. No deenen Diskussiounen, déi mer Enn September an der Finanzkommissioun haten, a vu dass kee Besoin urgent do ass, hätte mir eis gewënscht, an dat war och d'Fuerderung vun deenen eenzelne Fraktiounen, dass een dee Projet hei mat all senge Konsequenzen am Detail analyséiert hätt an der zoustänneger Kommissioun. An et hätt ee virun allem analyséiert dat, wat d'Handelskummer, also d'Chambre de Commerce, dat, wat d'Handwierkskummer, also d'Chambre des Métiers, déi awer Weesentleches dobausse representéieren, wat déi an hiren Avise stoen haten!

A wat hate se do stoen? Här Gramegna, Dir hutt elo dee Pech, mee Dir waart grad fréier den Direkter vun der Chambre de Commerce.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat ass kee Pech!

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Chambre de Commerce, also Äre fréiere Patron, wat huet déi gesot? Ma déi huet gesot: „Et muss een d'Verhältnismëissegkeet vun deene Moossnamen iwwerpréiwen." D'Chambre de Commerce grad ewéi d'Chambre des Métiers hu gesot: „Et däerf een d'Risiken net iwwerdreiwen. An et muss een d'Realitéit", an dat ass dat, wat wichteg ass, „et muss een d'Realitéit vun dem Lëtzebuerger Immobiliemarché am Sënn vun de Bierger", fir déi mer gewielt sinn a fir deenen hir Interesse mer hei sollten astoen, „kucken!"

A wat ass d'Realitéit? Mee d'Realitéit, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass déi, dass zu Lëtzebuerg - a Gott sei Dank! - eis Bankewelt a virun allem déi systeemesch Lëtzebuerger Banken, fir se dann emol eng Kéier op der Chamberstribün ze nennen: d'Spuerkees, d'Banque Générale, d'Dexia, also déi jëtzeg BIL, d'Raiffeisenbank, dass déi e ganz héijen Undeel, Gott sei Dank, vun Eegekapital hunn.

Déi gesamt Lëtzebuerger Banken, déi hunn e Ratio „Tier 1". Fir dat vereinfacht duerzestellen: Dat ass d'Verhältnis tëschent den Eegemëttele vun enger Bank an de Risiken, dat heescht den Expositiounen, déi se huet. Dat läit zu Lëtzebuerg bei 25 %, an der Europäescher Unioun bei 16 %.

Dann ass et souguer den FMI, dee jo oft beméit gëtt, deen a sengen Avise mat Recht seet: Mir hunn héich Immobiliepräisser, mee déi Lëtzebuerger Bankewelt, déi ass esou opgestallt, dass och souguer bei engem Choc immobilier an engem Credit Default, dat heescht, wann d'Leit net méi hir Prêten, Immobilieprête kéinten zréckbezuelen, respektiv wann eng Chute, dat heescht, wann e Fall vun den Immobiliepräisser géif kommen an doduerch vläicht d'Garantien oder d'Hypothéiken net méi géife goen, dass dann déi Banken esou engem Immobilieschock ouni Problem kënne widderstoen.

Zweetens, zënter 2000 bis 2017 ass et richteg, dass sech d'Verschëldung vun de Stéit ëm 3,8-mol an d'Luucht geschrauft huet. Mee an der Géigepartie hunn och d'Aktiva, dat heescht déi finanziell Mëttele vun de Stéit, sech ëm 3,6-mol vergréissert. Firwat? Dat sinn d'Lounentwécklungen, dat sinn d'Indextranchen, dat sinn all aner Ressourcen, déi déi nämmlecht Stéit hunn.

An eng drëtt Realitéit an deem Kontext ass déi: Contrairement zum Ufank vun den 2000er Joren, wou d'Zënse bei 4 %-5 % louchen - fir deemools war dat nach relativ gemäässegt -, sinn d'Zënsen haut vill méi niddreg. An deemools gouf et Taux-variabelen. Déi mannste Leit hu sengerzäit - wéi an Däitschland - Tauxfixë gemaach, mee déi hunn en Taux variable geholl. An hautdesdaags ginn déi Leit, déi zënter deene leschte véier, fënnef Joer Prêten ofschléissen, méirendeels op den Taux fixe. An deen Taux, deen ass oft ënner 2 %, dat heescht, dee läit wäit ënnert deenen Tauxe vun Immobiliekreditter, wéi se waren an de Joren 2000 bis 2010. Dat heescht, de Risiko fir déi eenzel Persoun, deen ass och an deem Sënn vermindert, well e genau weess, dass e wärend zéng, fofzéng Joer a vläicht heiansdo souguer weider, weess, dass seng Mensualitéit, déi en de Mount zréckzebezuelen huet, net an d'Luucht geet. An e ka sech awer erwaarden, dass bei gläichbleiwender Aarbechtssituatioun säi Loun dach an d'Luucht geet.

An da gëtt oft dat Wuert geholl vun der sougenannter „bulle immobilière", also der Immobi-

lieblos. Mee och do gëtt et eng Äntwert. An d'Chambre de Commerce mentionéiert dat! D'Chambre de Commerce seet zu Recht: „Mir hunn héich Immobiliepräisser, mee net bedéngt duerch eng Immobilieblos, mee virun allem duerch e strukturelle Problem."

An dee strukturelle Problem, ob mer dee wëllen oder net, heiansdo wëlle mer och, dass mer en hunn, well soss kéint eis Wirtschaft - an de Finanzminister néckt - a géif eis Wirtschaft iwwerhaapt net op deem Niveau dréien an et géifen och net déi Steierrecetten an aner Recettë generéiert ginn! Mir hunn all Joers tëschent 12.000, 13.000, alt 14.000 nei Leit, déi op Lëtzebuerg wunne kommen. Mee et ass jo kloer: Wa mir 14.000 Leit hunn, déi op Lëtzebuerg wunne kommen, a mir hunn net eng Offer vu Logementer, déi deem ugepasst ass, jo, dann ass et ganz kloer, dass nom Gesetz vun Angebot und Nachfrage d'Präisser an d'Luucht ginn. Dat heescht, déi héich Immobiliepräisser sinn zu engem groussen Deel doduerch bedéngt, dass et e strukturelle Problem gëtt, nämlech, dass d'Offer u Logementer net der Nofro no Logementer nokënnt.

Véierte Punkt: Ech hu gesot, et ass keng Urgence, fir onbedéngt ze handelen. Et ass net eng europäesch Direktiv, déi mir hei ëmsetzen. Nee, et si Krittären, déi et de Moment an 10 vun 28 europäesche Länner gëtt, ënnert där enger oder anerer Form, a virun allem an nordesche Länner, nordesche skandinavesche Länner. Et gëtt keng europäesch Verflichtung, fir dat hei zu dësem Moment ze maachen.

A fënneftens, wat ëfters vergiess gëtt: Et gi besteeënd Instrumenter. An ech mengen, dass déi scho ganz richteg hei Risiken um Immobiliemarché respektiv bei de Prête vun de Privatstéit andämmen. Mir hunn hei als Chamber den 23. Juli 2015 e Gesetz gestëmmt, wat d'CSSF derzou opfuerdert, fir bei de Banken ze kontrolléieren, dass se genuch Coussin hunn, dat heescht, genuch Loft hunn, fir mat eegene Mëttele kënne Risiken ofzedecken. Mir hunn 2016 eng Direktiv ëmgesat, zwar mat Verspéidung, mee si ass ëmgesat. Dat ass d'besteeënd Gesetz, nämlech, dass d'Banke verflicht sinn, ier se Immobiliekreditter ginn, d'Solvabilitéit, also d'Kredittwierdegkeet vun hire Clienten ze iwwerpréiwen.

An dat, wat mer am meeschte vermëssen, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV, dat ass, dass hei iwwert de Knéi gebrach, am Hauruckverfaren e Gesetz soll zur Ofstëmmung kommen, ouni dass eng Impaktetüd gemaach gouf, wat dat do fir d'Bankewelt, fir den Immobiliemarché, fir d'Leit a virun allem och fir Handel an Handwierk bedeit.

An an deem Sënn erlaben ech mer, Här President, fir Iech eng Motioun ze iwwerreechen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi n° 7218 vise à compléter les outils à disposition des autorités luxembourgeoises en cas de menace pour la stabilité financière du système financier national émanant d'évolutions dans le secteur immobilier luxembourgeois,

- constatant que le marché immobilier luxembourgeois souffre avant tout de problèmes structurels, i. e. d'une pénurie de logements face à une demande devenant continuellement plus pressante,

- constatant que le projet de loi risque d'aller au-delà de l'objectif affiché et pèche d'un défaut d'évaluation des mesures pouvant être décrétées,

- notant qu'il existe à l'heure actuelle déjà divers instruments de régulation macroprudentielle, dont notamment :

** le pouvoir accordé à la CSSF via la loi du 23 juillet 2015 transposant la directive CRD IV d'imposer à l'ensemble des banques, ou à une partie d'entre elles, des coussins de fonds propres contracycliques et des coussins de sécurité pour le risque systémique,*

** des mesures nationales spécifiques au secteur immobilier, telles que la définition d'un taux de pondération plancher ou d'un taux de pondération augmenté à 75 % lorsque le ratio « loan to value » excède 80 % en fonction des méthodes appliquées par les banques en question ;*

- déplorant que le champ d'application du projet de loi est circonscrit aux particuliers et aux promoteurs à titre privé,

- déplorant qu'il s'ensuit que les promoteurs professionnels risquent de passer à travers les mailles de la réglementation,

- considérant que les mesures pouvant être décrétées en application du projet de loi risquent de durcir les conditions d'accès au financement des particuliers,

- considérant que les mesures en question risquent encore d'accentuer l'effet d'éviction du marché immobilier luxembourgeois,

- considérant que les décisions que la CSSF sera amenée à adopter s'imposent uniquement à des instituts financiers luxembourgeois, à l'exclusion des établissements financiers établis au-delà de nos frontières,

- considérant que pourtant les établissements de crédit luxembourgeois comptent parmi les mieux capitalisés en Europe,

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation de l'impact des corridors de financement actuellement déjà appliqués par les établissements financiers luxembourgeois en matière de crédits immobiliers résidentiels,

- à évaluer l'impact du nouveau dispositif sur les conditions d'accès au financement pour les particuliers, en y incluant le fait que les promoteurs professionnels en sont exclus,

- à intégrer dans cette évaluation l'effet d'éviction des particuliers du marché immobilier autochtone et à proposer des mesures pouvant atténuer ces effets non désirés,

- à évaluer l'impact du nouveau dispositif luxembourgeois sur les établissements financiers luxembourgeois.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis onverständlech, dass et parallell zu dësem Gesetzesprojet keng parallell Moossname gouf vu staatlecher Säit, zum Beispill fir d'Garantie-bançairen, déi de Staat mat ofgëtt, d'Garanties d'État och deementspriechend unzepassen. Wa mir bei engem Staatssekretär 100.000 Euro Eegemëttele verlaangen, wa mer bei engem Jonggesell iwwer 60.000 Euro Eegemëttele verlaangen, fir dass en iwwerhaapt emol kann e Kreditt maachen - well dee mécht dee jo fir iwwer 30 Joer net eréischt mat 40, 45 Joer, mee dee kuckt, sech mat 30, 35 Joer eng eegen Immobilie unzeschafen -, jo, da musse mer och déi staatlech Garantien an d'Luucht setzen. An net méi spéit wéi de leschte Freideg huet d'Madamm Hansen, eis Fraktiounspresidentin, zesumme mat dem Här Lies dat och als CSV-Fuerderung kloer an däitlech de Leit gesot.

Zweetens: Dat sinn d'Steierkreditter op der TVA. Ech hunn dat virdru gesot, et gëtt ëmmer dobausse fälschlech duergestallt, wéi wann den Immobilientaux 3 % wier bei enger Eegewunneng. Dat ass net richteg! Den Immobilientaux fir 3 %, dee spillt bei engem Bau bis zu 357.000 Euro. Doriwwer bezuelt Der alleguerten, alleguerten, ob dat d'Kichen ass, ob Der eng Zierleescht maacht oder Parquet leet, dat kascht Iech 17 % TVA. Jiddwereen, dee gebaut huet oder amgaangen ass ze bauen, dee kann dat novollzéien.

Fir eis als CSV ass et duerfir net normal, dass de Steierkreditt nach ëmmer bei 50.000 Euro fir d'TVA belooss gëtt an dass een deen net, wéi och vun eisem logementspolitesche Spriecher, dem Här Lies, des Éftere gefuerdert - wou mer souguer eng Proposition de loi eragereecht haten -, an d'Luucht setzt, zum Beispill op 100.000 Euro. Well, Dir Dammen an Dir Hären, et kann dach net sinn, dass mer engersäits kucken, elo de Kreditt fir d'Leit anzedämmen, an dass zousätzlech de Staat bei héijen Immobiliepräisser nach matverdéngt, andeem en TVA dropsetzt, andeem en de Leit Enregistrementskäschten opbrummt, well de bëllegen Akt mat 20.000 Euro, deen ass séier erschëpft. An duerfir hu mer och als CSV gefuerdert, an ech soen dat nach eng Kéier hei op der Chamberstribün, dass den Immobiliekreditt beim bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro soll an d'Luucht goen.

Et kann net sinn, dass bei souwisou schonn deieren Immobiliepräisser de Staat domadder nach kräfteg matverdéngt. Dat fanne mir alles onsozial! An déi Leidtragend, dat sinn d'schaffend Leit dobaussen.

(Interruption)

A virun allem ass dat déi berüümt Mëttelschicht, déi dann all fënnef Joer eng Kéier virun de Wale chatouilléiert gëtt, an duerno gëtt op Käschte vun der Mëttelschicht Politik gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat hei erauskënnt, dat ass u sech eng Failliteerklärung vun der rout-blo-grénger Logementspolitik.

Une voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well wat bleift de gudde Leit dobaussen nach iwwreg? Déi hu mat deem hei nach genau e Choix, jo, e Choix! Mir si „fir de Choix", jo!

De Premier hat a senger Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun ee Saz iwwreg fir de Logementsproblem. Hien huet en net zur Chefsaach gemaach, dat huet en aneren iwwerlooss, e wäert wuel wësse firwat. Mee de Premier hat eppes gesot, wéi en ugetrueden ass, am Numm vun dëser ganzer Regierung: „Mir wëllen d'Präisspiral um Immobiliemarché briechen."

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konsequenz: 11,4 % pro Joer ginn d'Immobiliepräisser an d'Luucht! A wat bleift de Leit iwwreg? Si hunn den éischte Choix: Si kafen näischt méi, mee se gi lounen. A wa se loune ginn, da fale se oft rücksichtslosen Immobiliespekulanten an d'Hänn, an d'Gebrauchsanweisung dovunner, déi war an engem gudde Reportage am „Tageblatt" virun zwee Deeg, nämlech de leschte Méindeg, nozeliesen.

Well wat ass et? Et si ganz Immobiliefongen, oft net emol Lëtzebuerger, mee auslännescher, 1.500 sinn et der am Ganzen un der Zuel. A wat net gutt ass, also wat net geet, dat ass, dass auslännesch Immobiliefongen op Lëtzebuerg kommen an dass déi an der Stad an an de peripheere Gemenge ronderëm net nëmme Residenzen opkafen, mee dass déi ganz Stroossen a souguer ganz Lotissementer opkafen!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt oft gesot: „Mir maachen Anticumul, well d'Leit hu keng Zäit méi fir an der Stad ... Mee als Buergermeeschter hutt Der trotzdeem den Avantage, dass Der emol heiansdo wësst, wat op dem Terrain lass ass. Ech kann Iech soen, an enger Gemeng, wou ech d'Chance hunn, Buergermeeschter ze sinn, do ass bei deene mannste Lotissementer - an dat geet net! -, bei deene mannste Lotissementer deejéinegen, deen d'Baugeneemegung ufreet, och deen, deen herno déi eenzel Wunnenge verkeeft. Véier-, fënnefmol gëtt de selwechte Projet als ganze Projet verkaaft. Firwat? Majo, bei steigenden Immobiliepräisser, do braucht Der näischt méi ze schaffen! Dir haalt en e Joer an da kuckt Der, dass Der de Buttek verkaaft. A wann Der en an engem Fonds d'investissement spécialisé hutt, da bezuelt Der och nach keng Steieren drop.

Dat heescht, d'Mëttelschicht, déi schaffend Leit, déi gi schaffen, fir deier Loyeren ze bezuelen, an déi aner Leit, déi kasséieren déi Suen an a si bezuelen dem Staat kee Su Steieren. An och wann dee Gesetzesprojet 2006 ënner enger schwaarz-rouder Regierung ofdeposéiert gouf, ech mengen, et si gewëssen Derivë geschitt a mir géifen eis eigentlech erwaarden, dass och ënner enger LSAP esou e Gesetzesprojet, fir esou Abusen ze verhënneren, géif ofgeännert ginn.

Zweet Optioun, déi d'Leit hunn: Wat ass déi zweet Optioun?

(Interruption)

Jo?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Margue Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Hie kann eng Fro stellen, mee wann ech fäerdeg sinn.

Déi zweet Optioun, déi d'Leit hunn, dat ass déi, wat der scho vill maachen: Si ginn an d'Ausland wunnen, mat alle Risiken, déi dat bedeit. D'Leit kafe vläicht do méi bëlleg eng Wunneng. Mee sot Iech, dass, wann en Häerzinfarkt ass - ech hoffen, dass keen dat kritt -, mee wann een do dout ëmfält an d'Successioun ass net gereegelt, da sinn d'Leit herno oft derzou verflicht a mussen, well se net nokomme mat Ierfschaftssteieren ze bezuelen, déi am Ausland och an direkter Linn weesentlech méi héich si wéi zu Lëtzebuerg, hir Immobilie verkafen, fir kënnen déi Scholden ze decken. Do spillt nämlech net déi Lëtzebuerger Ierfschaftssteier, mee do spillt eng auslännesch Ierfschaftssteier.

An déi drëtt Saach, Dir Dammen an Dir Hären, jo, wat bleift dann nach iwwreg? Wa mer zu Lëtzebuerg keen Zougang méi zum Immobiliekreditt ginn, jo, da gi mer an d'Ausland. An do huet den Här Bauler dat elo richteg erklärt: D'CSSF, déi ka Recommandatioune maachen, fir dass och am Ausland d'Banke sech un déi Krittären halen. An Éieren dat, wat Der gesot hutt, Här Bauler, et steet effektiv an dem Text.

Une voix.- Déi falen ëm!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee d'Realitéit um Terrain ass awer eng aner. D'Lëtzebuerger Gesetzer, déi mir an eiser Chamber maachen, vun deene mir mengen, si wieren esou richteg gutt, déi halen zu Stengefort op! Zu Sterpenich ass d'Grenz an zu Arel spille se net méi. Awer rücksichtslos Kreditthändler zu Arel oder iergendwou anescht an der Belsch, an Däitschland, a Frankräich oder ech weess net Gott wou, ...

(Interruption)

... wann déi dat maachen, mee deenen ...

(Interruption)

Déi kennen déi heite Recommandatioun emol net. Da kënnen déi soen: „Ma d'Lëtzebuerger hunn déi Recommandatioun gemaach, mee bei eis an der Belsch", a Frankräich, an Däitschland, „spillen eis Gesetzer, a mir halen eis un déi."

Zum Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären: Hei ass kräfteg iwwert d'Zil erausgeschoss ginn. Ech mengen, et war ee sech net bewosst, wat dat hei fir déi eenzel Bierger dobaussen an der Praxis heescht. Ech mengen, dass hei d'Regierung mat dësem Gesetzesprojet net nëmmen d'Mëttelschicht, mee virun allem d'Mëtt verpasst huet. Mir hätte gären, dass och d'Mëttelschicht hei zu Lëtzebuerg sech kann erëm Haiser a Wunnenge leeschten an dass d'Gesellschaft net auserneebrécht. Dat hei ass u sech eng staatlech zertifizéiert - ënner anerem mat deenen heiten Dokumenter - Faillite vun dëser Logementspolitik. An esou eppes, Dir Dammen an Dir Hären, dréit d'CSV net mat!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

An elo kënnt Der eng Fro stellen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Margue wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Ech wollt Iech eng Fro stellen: ob Dir Informatiounen hutt, wivill spekulativ hei zu Lëtzebuerg investéiert gëtt an de Wunnengsmaart. Ech gräifen zréck op de „Background" vum leschte Samschdeg, wou gesot ginn ass, dass dat oft - an och vun deenen dräi Parteien, déi do waren, gedeelt ginn ass -, dass dat ëmmer erëm gesot gëtt, dass mer awer ganz wéineg konkreet - wann iwwerhaapt - Unhaltspunkten hunn, wat dat da mëttlerweil ausmécht.

Ech hunn och ëmmer geduecht, dat wär e grousse Phenomeen, tendenziell eng Gefor fir Lëtzebuerg. Mee wësst Dir méi, wou mer fir de Moment do dru sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech mengen, dat ass eng Fro, déi sech éischter vläicht un d'Verwaltung oder de Minister riicht. Mee ech versichen, Iech eng Äntwert ze ginn. Ech soen Iech riichteraus a mengem Numm, an ech mengen, och am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass ee verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz vun 2002, vum 30. Juli 2002, „mesures fiscales visant à encourager le marché immobilier" oder „l'accession au logement", muss iwwerkucken.

Ech weess net, ob et onbedéngt glécklech ass, dass een de Marché locatif ze vill ënnerstëtzt. Well Dir hutt haut, wann Der eng ekonomesch Rechnung maacht, heiansdo besser, Dir kuckt, dass Der Iech eppes uschaaft, wat Der verlount, an Dir gitt bei en anere lounen. Well déi Tauxen, dass ee fënnef oder méi Prozent Rendement op sengem Immeuble huet, dat ass laang erlaanscht. Déi leie bei 3 %, och heiansdo ënner 3 %.

Do, wou een e Geschäft mécht, wann ee sech eppes uschaaft, fir et ze verlounen, dat ass op dem Amortissement. 6 %, dat ass enorm, an Dir setzt Är gesamt Scholdzënsen of. Par contre deen, dee sech en Eegenheem wëllt uschafen, dee ka weeder Amortissement ofsetzen nach kann e seng integral Scholdelaascht ofsetzen, well déi plafonéiert ass, quitte dass d'Regierung an der leschter Steierreform dee Plaffong an d'Luucht gesat huet.

Ech ginn Iech Recht, dass ee muss der Spekulatioun virgräifen. Ech mengen och, dass een dat Gesetz iwwert d'FISen, dat heescht d'Fonds d'investissement spécialisés - wou ech nach eng Kéier soen, dass dat ënner engem CSV-geféierte Finanzministère agefouert ginn ass, mee deemools ënner anere Realitéiten - muss iwwerdenken, och am Hibléck op d'Spekulatioun.

An da mengen ech, Här Margue, mat allem Respekt fir Natur, Protektioun vun dem Patrimoine culturel, wuel wëssend, dass een déi Krittären do muss respektéieren, mee et kënnt een net derlaanscht, fir d'Perimeteren ze erweideren, fir méi Bauland ze erschléissen an och virun allem an d'Héicht ze bauen. Well wann ee mengt, dass alles dat, wat an de Perimeteren als Bauland ass, nach fräi bleift, ass dat eng Mär. Well et ass net jiddwereen, dee Bauland an engem Perimeter huet, wat erschloss ass, deen dat och wëllt verkafen. An dat kënnt Der dee Moment net als fräi Flächen ugesinn.

Ech soen Iech Merci an ech si gespaant op d'Diskussioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Bauler huet d'Wuert gefrot gehat.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt just soen, den Här Roth hat déi Remark gemaach, dass ech an der Kommissioun gesot hunn, ech hätt nogefrot am Finanzministère, ob e Beamte kéim. An ech wollt just soen, dass ech geäntwert kritt hunn. Mir hunn all d'Donnéeën ënnerbreet kritt, déi sinn och genee am Pabeier erkläert ginn, a mir ass gesot ginn, mir sollte selwer jugéieren unhand vun deene Fallbeispiller, wéi mer dat appreciéieren.

Wuelgemierkt hu mer eng Diskussioun geféiert iwwert déi Revenus moyens annuels. An do sinn d'Meenungen auserneegaangen. Ech wëll Iech just soen: Duerfir si mer jo haut hei am Plenum, fir dat ze diskutéieren.

Dat war just en Ajout, deen ech wollt maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Kloerstellung. An da géif ech d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Franz Fayot, ginn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz gi mer der CSSF als zoustänneger Autoritéit d'Recht, d'Méiglechkeet, verschidde Reegele festzeleeën, wann déi national finanziell Stabilitéit bedrot ass a Relatioun mat eisem Immobiliemaart.

De Rapporter André Bauler huet dat gutt erkläert. Hien huet déi technesch Mesuren an dësem Gesetz erkläert an ech soen him Merci fir säi Rapport. Dat erméiglecht et mir, mech just op e puer Punkten an dëser Diskussioun ze konzentréieren.

Eng Angscht, déi ëmgeet an déi elo just en zentrale Punkt war vun der Interventioun vum CSV-Riedner Gilles Roth, ass, dass hei Leit, Normal- bis Mëttelverdénger, „Mëttelschichten", wéi hien dat genannt huet, duerch dëst Gesetz net méi géifen u genuch Kreditt kommen, fir sech eng korrekt Wunneng ze leeschten um Lëtzebuerger Immobiliemaart.

Mir haten dës Diskussioun an der Finanzkommissioun. A wéi gesot, d'Ried vu mengem Virriedner geet genee an déi Richtung. D'Argument ass: Scho mat enger gudder Pai kann ee sech um normale Wunnengsmaart bal näischt méi leeschten. An et gëtt sech hei beruff op déi Nott vum Finanzministère, déi mer jo kruten a wou de Gilles Roth extensiv Gebrauch dovunner gemaach huet a senge Rechebeispiller hei an der Chamber.

Et kann een awer hei esou vill Rechnunge maachen, wéi ee wëllt. Dëse Phenomeen ass a Realitéit e Symptom, mee et ass keen Ausléiser, an dass den Accès à la propriété fir déi meescht Mënschen an eisem Land ëmmer méi schwéier gëtt, huet näischt mat Kredittvergab ze dinn, mee eenzeg an eleng mat engem iwwerhëtzten Immobiliemaart.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mir wäerten de Logementsproblem net léisen, andeem mer d'Konditioune vun der Kredittvergab, wat d'Akommes vun de Leit, wat d'Gesamtverschëldung, wat de Rapport tëscht dem Wäert vun der Immobilie an dem Prêt ugeet, wat all déi Saachen ugeet, därmoosse lackeren, dass jiddwereen un e Prêt kënnt.

Wéi dat ausgeet, dat konnt ee virun zéng Joer observéieren. Den Ausléiser vun der globaler Finanz- a Wirtschaftskris war eng extreem Opweechung vun de Krittäre fir d'Kredittvergab, och oft souguer u Leit, déi komplett ouni Revenu waren. Wéi dunn d'Präisser vun den Haiser agebrach sinn an de Ratio „loan to value" net méi agehale gouf, sinn all déi Prête fälleg ginn an de ganze Marché ass zesummegebrach. A just géint esou Phenomeener soll dëst Gesetz eis schützen.

Wann ee weess, dass den europäesche Comité du risque systémique a senger Alerte vum November 2016 justement op de Risiko vun Iwwerverschëldung vun de Stéit als eng Komponent vum Risiko fir d'Stabilitéit vun eisem Finanzsystem hiweist, dann ass et, Här Roth, dach awer e bëssen onverantwortlech, heimat op eng zimmlech populistesch Aart a Weis Oppositiounspolitik ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An et ass ëmsou méi néideg, esou en Dispositif anzeféieren, an dat ëmsou méi, wann ee weess, dass den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ganz enk mat den Ausgabe fir e Prêt, och fir e Loyer fir d'Wunnen, zesummenhänkt. Dat soen eis a reegelméissegen Ofstänn de Statec, d'Chambre des Salariés, d'Caritas an nach anerer. An da kann ee soen: „Jo, kommt, mir maachen d'Kredittvalve op, kommt, mir maachen d'Kredittmaachen op, esou wäit et geet! Kommt, mir gi jiddwerengem e Kreditt, onlimitéiert, fir dass e sech ka seng 150 Meterkaree zu Mamer kafe mat engem Revenu vu cumuléiert 100.000 Euro d'Joer!" Dat kann ee soen, mee dat ass an eisen Ae komplett onverantwortlech.

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, et ass net esou, an dat ass mäin zweete Punkt, wéi wa mer mat dësem Gesetz automatesch eng Verschäerfung vun de Konditioune fir d'Kredittvergab géifen hei kréien, contrairement zu deem, wat hei vun der Oppositioun, vun der grousser Oppositiounspartei, gleewe gedoe gëtt. Villméi sinn dës u verschidde streng Bedéngunge gekoppelt an dëst insbesonnesch no den Adaptatiounen, déi zum Gesetz gemaach goufen nom Avis vum Staatsrot, dee jo en ze vill laxe Cadrage normatif hei monéiert hat bei dësem Projet de loi.

Éischtens muss eng Recommandatioun vum Comité de risque systémique virleien, wou d'Zentralbank, an déi d'CSV jo esou e grousst Vertrauen huet, eng féierend Roll spillt, fir dass d'CSSF een oder méi vun deene Ratioen hei ka fixéieren. Dëst ass en zimmlech restriktiven Dispositif, à tel point, dass déi Europäesch Zentralbank an hirem zweeten Avis vum September 2019 dëse Mécanisme d'activation par ordre de priorité als e méigleche Facteur d'inefficacité ugesäit. Si soen, dat wier e Facteur d'inertie, duerch deen dëst Gesetz méiglecherweis net komplett zum Spille kënnt.

Et ass also net esou, wéi wann dëst Gesetz hei eng ganz liicht Méiglechkeet fir d'CSSF géif schafen, fir zousätzlech Mesuren ze fixéieren, déi et de Leit méi schwéier maachen, u Kreditter ze kommen. Et muss och eng Ofsproch virleie mat der Zentralbank a gegeebenefalls mam Commissariat aux assurances, wann d'Mesure sech op den Assurancësecteur bezitt.

Et muss drëttens eng Mesure en dernier recours sinn, dat heescht, nëmmen, wa keng aner Mesure prudentielle am Kader vum Gesetz vun 1993 iwwert de Bankesecteur hei de selwechten Zweck géif erfëllen.

Et ass also hei beileiwen net, wéi wann d'CSSF kéint op Gutdünken zousätzlech Ratioen innerhalb vun deene Korridore festsetzen, déi an dësem Gesetz hei festgeluecht ginn, an dass domat den Accès zum Kreditt quasi onméiglech géif gemaach ginn.

Här President, et ass ni komplett den Objet vun esou engem Gesetz, mee natierlech huet esou e Gesetz och ëmmer mat eisem Immobiliemarché ze dinn. Dat gëtt an der Debatt hei haut de Mëtteg ganz kloer. Ech hat d'Okkasioun, dat schonn ze soen am Kader vun engem anere Gesetz, wat mer am Dezember 2016 hei adoptéiert hunn. Dat war de Projet de loi 7025, mat deem mer eng europäesch Direktiv ëmgesat hunn, och am Beräich vum Schutz vun de Consommateuren am Fall vu Kreditter fir Immobiliebienen, wou mer e bësse méi Transparenz agefouert hunn, wou mer och e Schutz agefouert hunn am Fall vu Résiliation anticipée vu Kreditter.

Ech hat deemools gesot am Kader vun deem Gesetz - et soll ee sech jo ni selwer zitéieren, mee dat maachen ech awer elo trotzdeem -, dass et haut schonn esou ass, an dorun ännert dëst Gesetz näischt, dass e Prêt hei zu Lëtzebuerg elo scho bal e Luxusgutt ass.

Mir schwätzen haut emol net vun deene Leit, déi CDDen hunn, déi a prekäre Situatioune sinn, fir déi en Accès au crédit, en Accès à la propriété komplett exclu ass. Mir schwätzen hei vun enger ganz limitéierter Bevëlkerung, déi iwwerhaapt nach Accès huet zu engem Crédit bancaire.

An ech mengen, wa mer wierklech wëllen eppes maachen, fir dass d'Leit hei am Land erëm kënne Proprietär ginn, musse mer ganz enzwousch anescht usetze wéi bei der Kredittvergab. Mir mussen usetze bei eisem Logementsmarché.

Fir eis ass et kloer, dass d'Wunnengskris net ausgeléist gouf an och net weidergedriwwe gëtt duerch de Refus vun de Banken, fir weider Kreditter ze verginn. Neen, d'Wunnengskris gëtt duerch d'Spekulatioun mat dem Bauland an dem Wunnraum ausgeléist, déi et primär ze bekämpfe gëllt, fir erëm Wunnraum ze schafen, bei deem mir eis net 30 bis 40 Joer iwwerverschëlde mussen.

Mir mussen och eppes fir d'Demande maachen, mee fir déi reell Demande, net déi spekulativ Demande. Déi reell Demande vu Mënschen, déi eng éischt Wunneng hei zu Lëtzebuerg sichen, deene musse mer zu enger Wunneng verhëllefen. Déi artificiel Demande, vun där Dir och geschwat hutt, an domat mengen ech déi spekulativ Demande, musse mer au contraire bremsen an net weider ukuerbelen. An déi selwecht Richtung huet den Direkter vun der SNHBM sech ufangs des Mounts an engem RTL-Interview geäussert, wou hien och sot, dass mir eppes géint déi artificiel finanziell Demande musse maachen.

A wa mer effektiv en Taux de croissance vun 11 % hunn iwwert déi lescht zwee Joer op eisem Immobiliemarché, wann ee mat de Chercheuren zum Beispill vum LISER schwätzt, dann huet dat och eppes mat deene finanziellen Investissementer an eisem Wunnengsmaart ze dinn. Dann huet dat domat ze dinn, dass mer e Steiersystem hunn - an Dir hutt e beschriwwen, den Amortissement accéléré, d'Ofsetze vun den Zënsen -, e Steiersystem, dee justement déi finanziell Investissementer an eisem Wunnengsmaart nach verschäerft an deen esou d'Präisser ukuerbelt a se zu deenen Niveaue bréngt, op deene se elo sinn.

Mir kënnen net op där enger Säit verlaangen, dass mer den Accès à la propriété, dass mer den Accès au logement wëlle weiderbréngen, an dann op där anerer Säit e Steiersystem hunn, dee genee de Contraire mécht an deen au contraire den Investissement, de spekulativen Investissement an eise Wunnraum ukuerbelt.

Dat ass eng Fro vun der Kohärenz vun eise Politicken. Mir kënnen net all Dag priedegen, mir wéilten, wéi gesot, de Leit erschwéngleche Wunnraum schafen, an dann e Steiersystem hunn, dee genee de Contraire mécht.

Här President, d'LSAP begréisst dëse Projet de loi, well en eise Finanzsystem protegéiert géint Iwwerverschëldung vun de Stéit. An dofir wäerte mir dëse Projet och hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Logementspräisser klammen an domadder och d'Verschëldung vun de Privathaushalter. Déi Entwécklung kënne mir natierlech net gutt fannen, mee et ass eng Realitéit, op déi mer reagéiere mussen.

Op där enger Säit féiert d'Verschëldung vun de Privathaushalter natierlech derzou, dass d'finanziell Ofhängegkeet vun de Stéit zouhëlt. Virun allem fir d'Famillje sinn déi ëmmer méi héich Scholden, fir sech eng Wunneng oder en Haus ze kafen, eng grouss Belaaschtung. An op där anerer Säit warnen eis international Institutiounen, d'OCDE an de Comité européen du risque systémique, dass d'Verschëldung vun de Privathaushalter och eng Gefor ass fir d'Stabilitéit vun de Banken an also dem Finanzsystem, zum Beispill am Fall vun enger Immobilieblos.

Et ass domat och e Risk fir d'Stabilitéit vun onser Ekonomie, wouvu mir natierlech alleguerte betraff wären, virun allem awer déi, déi staark verschëlt sinn an um ënneschten Enn vun der Lounskala stinn, well si méi staark vun enger Kris betraff wären.

Et ass d'Responsabilitéit vun der Politik, dës Warnungen net ze ignoréieren. Au contraire, mir mussen eng responsabel a realitéitsno Äntwert op dëse Problem ginn, déi d'Mënschen hei am Land virun dësem Risk schützt. An dëse Projet, deen de Rapporter André Bauler gutt explizéiert huet, an ech wëll him dofir Merci soen, schaaft eeben e Mechanismus, deen de Risiko fir d'Stabilitéit vum Finanzsecteur reduzéiert mat kloer definéierte Moossnamen. En ass preventiv, well mer eis elo d'Moyene ginn, fir dass déi néideg Mesuren, wa se dann néideg sollte sinn, kënne geholl ginn. E suergt och derfir, dass d'Verschëldung vun de Privathaushalter net an d'Onendlecht weidergeet. Duerch eng ëmmer méi héich Verschëldung sinn d'Menagë grousse finanzielle Risken ausgesat.

Wéi gesot, dëse Mechanismus soll nëmmen am Eeschtfall, zum Beispill am Fall, wou d'Immobiliepräisser vun haut op muer staark géife falen, ugewannt ginn. A fir dass et ni dozou kënnt, ass et fir ons eng absolutt Prioritéit, massiv abordabele Wunnraum an ëffentlecher Hand ze schafen a gläichzäiteg och de Privatmarché ze mobiliséieren, well nëmmen duerch méi Offer kënnen d'Präisser sech och normaliséieren an d'Scholde vun de Stéit net weider klammen.

Wéi mir alleguerte matkruten, huet de Logementsminister dofir e Paradigmewiessel an der Logementspolitik ugekënnegt, hin zu enger Politik vun der Offer, bei där et drëms geet, d'Offer un abordabelem Wunnraum an ëffentlecher Hand massiv ze erhéijen.

Den neie Pacte Logement 2.0 wäert vill Wierkung weisen, well en d'Gemenge geziilt finanziell ënnerstëtzt, wa se och wierklech bezuelbare Wunnraum schafen. Beim ale Pacte Logement war dat nämlech net genuch de Fall.

An da gëtt jo och d'Grondsteier reforméiert, ënner anerem mam Zil, fir bebaubar Terrainen ze mobiliséieren an domat d'Offer ze erhéijen. Mir sinn iwwerzeegt, dass dës Politik vun der Offer de richtege Wee ass, fir d'Präisser nees an de Grëff ze kréien. Domadder ginn och d'Risken erof, déi den Immobiliemarché aktuell fir eise Finanzsecteur a fir ons Ekonomie duerstellt.

Mat dëser Logementspolitik a mat preventive Mesurë wéi dem Gesetz, wat mir grad diskutéieren, kënne mir eis Ekonomie an domat ons all viru Riske schützen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir säi Rapport, wat sécherlech net en einfache Rapport war. Mee hien huet dat ganz sachlech eriwwerbruecht.

Dëse Projet de loi ass am Fong kee grousst Gesetz, wat den Text ubelaangt. E geet op eng Säit. Mee et ass awer en Text, dee grouss Konsequenze fir d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg wäert mat sech bréngen.

Dëst Gesetz, dat d'Regierung hei deponéiert huet, geet am Fong op e Bréif zréck, dee mer vun der Europäescher Zentralbank, dat heescht, deen d'Regierung vun der Europäescher Zentralbank kritt huet - dat ass am Fong nach net hei gesot ginn -, déi der Lëtzebuerger Regierung gesot huet, datt de Risiko géif bestoen, datt fir Lëtzebuerg respektiv d'Finanzplaz mëttelfristeg kéint eng Immobilieblos entstoen. Mëttelfristeg, dorënner gëtt verstanen tëschent dräi a fënnef Joer. Mee de Risiko, dee mer hei hunn, datt d'Immobiliepräisser (veuillez lire : d'Emprunten) esou an d'Luucht gaange sinn, dat ass duerch dat staarkt Wuesse vun den Immobiliepräisser, an doduerch, konsequenterweis, wann d'Präisser an d'Luucht ginn, ginn och d'Emprunten an d'Luucht, fir eeben déi Immobilien ze bezuelen.

Wat dee Bréif ubelaangt vun der Europäescher Zentralbank, dee mir jo net gesinn hunn, mee iwwert deen de Finanzminister eis awer virun engem gudde Joer an der Finanzkommissioun informéiert huet, wësse mir net, wat d'Regierung dorobber geäntwert huet!

Wat huet se geäntwert, wéi d'Zentralbank gesot huet, Lëtzebuerg hätt de Risiko, fir mëttelfristeg an eng Immobilieblos ze falen? Deelt d'Regierung déi Analys, déi se kritt huet?

Mir wësse jo net, wat se geäntwert huet! Mir wëssen elo just, datt e Projet de loi hei deponéiert gëtt, deen haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt, an dorauser kéint een dann d'Konsequenz zéien, datt d'Regierung déi Suergen, datt esou eng Immobilieblos kéint mëttelfristeg entstoen, deelt, well soss hätt se jo net esou e Projet de loi opgrond vun deem Bréif gemaach.

An der Finanzkommissioun ass eis awer och gesot ginn, an ech mengen, et war vun der CSSF, datt am Fong de Finanzsecteur keng Problemer hätt, wat de Remboursement vun de Prêten, den Immobilieprête géif ubelaangen, an datt dat am Fong ënner 1 % géif leien, wat am Fong e ganz minimalen Taux ass, an am Fong kee Problem besteet, wat d'Remboursementer vun den Immobilieprêten ugeet.

Dëst Gesetz ass awer och eng Konsequenz vun der Logementspolitik vun dëser Regierung. An et ass awer och esou: D'Logementspolitik ass eng Konsequenz vun der Wuesstumspolitik.

Dee stramme Wuesstum, dee mer hunn, dee gëtt hei net diskutéiert. Et ass net d'Spekulatioun, wéi den Här Fayot elo gesot huet, déi déi Präisser a priori esou an d'Luucht drängt, mee et ass un éischter Stell dee Rekordwuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg maachen, deen eeben deen Drock op den Immobiliemaart mécht. Well wa mer 13.000, 14.000 Leit d'Joer hei am Land bäikréien, da bedeit dat, datt mer musse 6.000, 7000 Wunnenge fir déi schafen an datt dann d'Offer an d'Demande eeben zur Konsequenz hunn, datt d'Präisser esou klammen. A soulaang wéi mir de Problem vun där Rekordwuesstumspolitik, déi dës Regierung jo mordicus verdeedegt, … Ech wëll drun erënneren, datt den Här Finanzminister, wéi e säi Budget virun engem Mount oder zwee Méint hei an der Chamber op dëser Plaz virgestallt huet, gesot huet: „An d'nächst Joer schafe mer erëm 15.000 zousätzlech Aarbechtsplazen."

Une voix.- Richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Richteg! Dat heescht also, d'Regierung setzt richteg weider

op stramme Wuesstum an d'Konsequenze dovu sinn, datt den Drock op de Logement nach méi grouss an deenen nächste Jore wäert ginn an datt all déi aner Problemer, wéi d'Mobilitéit, an deenen nächste Joren nach méi grouss wäerte ginn. Also ass net deen éischte Problem d'Spekulatioun, mee deen éischte Problem, dee mer hu vun dëser Politik, dat ass de Wuesstum. An ech si frou, datt den Här Finanzminister dat elo nach eng Kéier hei konnt ënnersträichen.

D'Konsequenzen, wéi gesot, vun den Immobiliepräisser, dat sinn déi Rekordhaussen, déi mer eeben hei am Land hunn. Dat bedeit, datt vill Leit sech elo schonn net méi hei am Land eng Wunneng kënne leeschten, wat virun 30, 40 Joer eng Normalitéit hei am Land war. Viru 40 Joer konnt nach all Aarbechter sech en Haus baue mat Grénge ronderëm. Haut kréien zwee Universitairë nach vläicht eng Bauplaz mat dräi Ar an da musse se sech op 30 Joer zu zwee hiert Liewe laang verschëlden, fir iwwerhaapt eng Wunneng ze kréien.

Mir sinn also net méi räich ginn, mee mir si méi aarm ginn hei am Land. A wou ass d'Liewensqualitéit higaangen? An trotzdeem setzt dës Regierung weiderhin op e Rekordwuesstum an haut mussen ëmmer méi Leit an d'Grenzregioun goen, fir iwwerhaapt nach eng Wunneng ze kréien.

Dëse Projet ass de Beweis, jo, eng Failliteerklärung vun der Rekordwuesstumspolitik vun dëser Regierung.

Dëst Gesetz setzt de Banken e Kader, Konditiounen, ënnert deene se nach Immobilienemprunten dierfen accordéieren. Et gëtt zwou wichteg Bestëmmungen. Si sinn elo schonn e puermol genannt ginn. Ech soe se nach eng Kéier kuerz resuméiert: d'Eegebedeelegung, dat heescht, am Gesetz steet, d'Banken däerfen nëmmen tëscht 75 % an 100 % (veuillez lire : nëmme bis 75 %) léinen. Oder ëmgedréint: Et mussen tëschent 0 % a 25 % (veuillez lire : Et musse mindestens 25 %) Eegebedeelegung do derbäi sinn. Dat Zweet ass, datt d'Prêten nëmmen däerfen tëschent 400 % an 1.200 % sou héich sinn, wéi de Revenu disponible am Joer ass.

Wat de Revenu disponible ass, huet de Kolleeg Gilles Roth jo och hei diskutéiert an erklärt. De Kolleeg Gilles Roth huet eng Rei vu Beispiller ginn, opgrond vun deem Tablo, dee mer vum Finanzminister ausgestallt kritt hunn, déi do alleguer drastinn. Hien huet der geholl vun der Fonction publique, vum Enseignement.

Ech wëll dann och nach ee méi Klengen huelen, zum Beispill eng Persoun, déi e Revenu disponible vun 2.000 Euro huet. Dat ass fir vill Leit scho vill. Well dat si Leit, déi musse schonn 3.000, 3.500 Euro de Mount netto verdéngen, wann nach alles ofgeet, fir nach 2.000 Euro Revenu disponible Rescht ze behalen.

Also mat där Berechnung 400 % an 1.200 % komme se dann op: 24.000 Euro d'Joer, 12 mol 2 si 24.000 Euro d'Joer - mol 12 Méint -, dat si 24.000 Euro d'Joer, mol 400 %, dat si 96.000 Euro. Oder si kënnen dat mol 12 bei 120 % (veuillez lire : mol 12 bei 1.200 %) maachen. Da sinn dat 288.000 Euro. Also eng Persoun, déi 3.000 Euro netto verdéngt an nach 2.000 Euro disponibel huet, déi kritt nach e Prêt tëschent 96.000 an 288.000 Euro.

Une voix.- Dont acte.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da muss se nach eng Participatioun selwer brénge vun ongeféier 10 %. Dat wieren dann nach eng Kéier 28.000 Euro.

Dir Dammen, Dir Häre, eng Eegebedeelegung, dat muss ee sech och emol eng Kéier iwwerleeën: Wéi kréien d'Leit eng Eegebedeelegung zustanen? Wa mer eng Hausse hu vun 10 % d'Joer an et géif ee sech, wéi an dësem Fall, och nach gäre fir 288.000, oder soe mer fir 300.000 Euro en Appartement kafen, wann een iwwerhaapt nach eent kritt hei am Land, an et misst een eng Eegebedeelegung vun 10 % maachen: Dat sinn 30.000 Euro! Mee d'Wunnengspräisser ginn 10 % d'Joer méi deier! Dat heescht, dat, wat e muss als Eegebedeelegung maachen, dat ass an engem Joer scho méi deier. A bis en déi zesummenhuet, déi 30.000 Euro, mat engem Revenu vun 2.000 Euro, ass dat schonn x-mol méi deier gi wéi dat, wat en iwwerhaapt ka jeemools als Eegebedeelegung zesummekréien, fir d'Konditiounen ze erfëllen, fir iwwerhaapt kënnen e Prêt ze kréien.

An duerfir muss een dat wëssen. An och eng Persoun, wéi se hei genannt ginn ass, oder eng Koppel vun der Administration publique, déi e Revenu netto huet, disponibel, vun 8.673 Euro, déi ka bis 938.000 Euro geléint kréien. Mee elo schwätze mer awer vum Revenu disponible. Hei ass den Nettoloun, hei ass den Nettoloun, net de Revenu disponible. Déi kann dann eeben 938.000 Euro geléint kréien, wa se 10 % huet. Da muss déi Persoun 93.000 Euro Eegebedeelegung bréngen!

An dat Appartement oder dat Haus, dat ass an engem Joer schonn erëm 10 % méi deier ginn. Dat heescht, dat, wat se als Eegebedeelegung huet, bréngt et emol net fäerdeg, fir d'Hausse opzefänken, déi vu Joer zu Joer do ass, wat se hei am Fong misst als Eegebedeelegung erabréngen.

Wat ass de Revenu disponible? Wéi gëtt deen iwwerhaapt gekläert? Ma bei engem Staatsbeamten oder engem, deen op enger Bank schafft oder engem …, kann een dat kucken, mee mir hunn och Fräiberuffler, wou Schwankungen an de Léin sinn. Mir hunn och Baueren, wou Schwankungen an de Léin sinn. Wou ass do de Revenu disponible, wa mer dee rechnen? Dat heescht, hei ass eppes, wat an der Praxis net dierft fonctionéieren.

A wéini trëtt dat Gesetz a Kraaft? Mir stëmmen am Fong dat Gesetz …, mat Ausnam vun deene Bestëmmungen, déi fir d'Banque centrale sinn, déi a Kraaft kënnen trieden, mee déi Applikatiounen hei, wat déi Kaderen ubelaangt fir d'Banken, do gëtt gesot: „Ma dat trëtt am Fong eréischt a Kraaft, wann eeben d'CSSF higeet a si huet den Avis vum Comité du risque systémique kritt an dee leet dat fest, dann trëtt dat a Kraaft." Esoulaang wéi d'CSSF also net agéiert, trieden déi Bestëmmunge vun dësem Gesetz net - theoreetesch - a Kraaft.

Den Här Finanzminister huet eis awer gesot an der Finanzkommissioun, datt hien dovun ausgeet, datt d'Banke gutt berode wieren an och warscheinlech, ouni datt d'CSSF eng Decisioun hélt, sech schonn un d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz wäerten halen.

An, Här President, ech kann Iech soen - de Kolleeg Roth huet virdrun déi véier grouss Lëtzebuerger Banken, déi haaptsächlech am Immobiliesecteur aktiv sinn, genannt -, eng vun deene Banken applizéiert dat elo schonn, d'Gesetz ass emol nach net gestëmmt!

Et sinn elo scho Refusen op Emprunten ausgeschwat ginn, zumindest bei enger grousser Lëtzebuerger Bank, déi seet: „Opgrond vun deem neie Gesetz, wat elo kënnt, kënne mir Iech kee Prêt méi ginn." Dat ass elo schonn eng Realitéit, d'Gesetz ass emol nach net gestëmmt.

Dat hei wäert zur Konsequenz hunn, datt ganz vill Leit keng Prête méi hei am Land kréien. A wat ass d'Konsequenz?

Den Här Fayot huet virdru gesot, datt et schonn e Luxus wier, fir hei zu Lëtzebuerg e Prêt ze kréien. Dat aus dem Mond vun engem Sozialist ze héieren, aus enger Partei, déi elo bal Joerzéngte jo bal ëmmer als zweet Partei an der Regierung ass, an hien ass och nach President vun där Partei, datt dee seet: „Et ass e Luxus, fir zu Lëtzebuerg iwwerhaapt nach e Prêt ze kréien." Dat heescht, fir en Normalstierflechen, fir de Lëtzebuerger Aarbechter ass vun der Lëtzebuerger Aarbechterpartei net méi drun ze denken, datt do iwwerhaapt nach een e Prêt kritt. An hie verdeedegt dann dat heite Gesetz hei mordicus a seet: „Dat schützt d'Leit, datt se net Prête kréien, déi se herno net méi kënne rembourséieren."

Dat heescht, hei si virun allem déi kleng Leit, déi hei am Land keng Prête méi wäerte kréien. D'Mëttelschicht wäert sech keng méi leeschten. Et ass wierklech herno nach e Luxus, deen nach just déi Räich hei aus dem Land sech kënne leeschten, respektiv Räicher, déi hei op Lëtzebuerg wëllen investéiere kommen.

Wat huet dat zur Konsequenz? Ma et ginn nach méi Leit an d'Grenzregioun wunnen! An et wäert och zur Konsequenz hunn, datt d'Leit elo net nëmme méi an d'Grenzregioun wunne ginn, mee wa se hei zu Lëtzebuerg bei de Banke keng Prête méi kréien, ma da gi se an d'Ausland fir d'Prêten!

An an der Belsch gëtt et, keng iergendwéi vag, mee seriö Banken, déi elo scho Campagnë maachen an Offerte maache fir Immobilien hei zu Lëtzebuerg, mat bessere Konditiounen nach, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg vun de Banke kréien, déi dann eeben d'Prêten u Lëtzebuerger maachen, fir kënnen … Warscheinlech dann net méi hei a Lëtzebuerg, well déi gi jo schonn an d'Ausland wunnen, da maache se och nach d'Prêten am Ausland. Dat ass eng vun deenen …

An da schreiwe mir am Gesetz, datt d'« CSSF peut demander », un auslännesch Banken, datt si sech och un d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung sollen halen. Ech war iwwerhaapt verwonnert, datt mer esou eppes an e Gesetz schreiwen, datt mer soen: „Hei, mir kënnen déi auslännesch Banke froen, si kéinte sech awer och, wannechgelift, un d'Lëtzebuerger Gesetzer halen."

Also da kann een och - mir sinn net méi wäit vun Niklosdag ewech - erëm un de Kleesche gleewen, wann ee mengt, eng belsch, eng däitsch, eng franséisch Bank géif soen: „A jo, wann d'Lëtzebuerger CSSF seet, mir sollen eis un hir Gesetzer halen, da maache mir dat. Mir si jo fei Leit." Also ech mengen, dat läit net an den Intentioune vun deenen. Dat ass e Saz, ech hätt en net an e Gesetz geschriwwen, well e kléngt méi lächerlech wéi seriö.

Mir wäerten also mat dësem Gesetz nach d'Leit zousätzlech forcéieren, an d'Grenzregioune wunnen ze goen a warscheinlech dann och an Zukunft am Ausland Prêten ophuelen ze goen.

Et ass, wéi gesot, e Gesetz, wat virun allem deene Klengen an der Mëttelschicht méi Schwieregkeete bréngt. Nach just finanziell staark Leit, wéi gesot, kënne sech dat heite leeschten. A wann d'Leit sech hei am Land keng eege Wunneng méi kënne leeschten - den Här Fayot ass elo net méi heibannen -, wat maachen d'Leit dann? Da gi se entweeder an d'Ausland wunnen oder si ginn hei am Land lounen. A wat maache se dann? Si bezuele Loyer, a si bezuelen deiere Loyer!

A wat gëtt mat deene Loyere gemaach? Ech wollt dem Här Fayot dat soen. Si bezuelen déi dann deene räiche Leit, déi Appartementer an Haiser kënne bauen a vun der Famill an de Generatiounen hunn. Si bezuelen am Fong dann deene Räichen hei am Land hir Immobilien. A si selwer kréie keng Immobilien a si hunn näischt fir herno hire Kanner ze verierwen, mee et sinn nach just déi gutt Betuuchten hei am Land, déi sech eng Immobilie kënne leeschten. An esou, wa se eng an déi aner, an der zwou an dräi a fënnef an zéng hunn, hu se och kee Problem, fir Emprunten ze kréien, fir sech nach eng eeleft derbäizekafen. An da kréie se mat deene Loyere vun deene klenge Leit a vun den Aarbechter hir zwieleft an dräizéngt Immobilie bezuelt.

Une voix.- Genau!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass also e Gesetz, wat radikal deem entgéintsteet, wat een als Staat misst maachen. An eng éischt Aufgab vun engem Land, engem Staat misst sinn, datt e géif kucken, datt erëm all Mënsch hei am Land eng Wunneng kritt, an zwar zu akzeptabele Präisser. An dës Regierung kënnt net derlaanscht, datt se sech eng Kéier mat der Wuesstumsdebatt ausernanersetzt, well ëmmer méi Leit am Land kommen an der Zwëschenzäit zu där Konklusioun. A soulaang wéi Der net de Courage hutt, fir un déi Problematik erunzegoen, wäert Der déi aner Problemer net léisen.

An alles dat, wat hei gezielt gëtt vu Grondsteier, déi muss gehéicht ginn, vun dem Pacte Logement 2, dat kënnt Der lech alles un den Hutt spéngelen! Dat léist de Problem net. An och d'Grondsteier, éischtens ass et emol erëm eng Steiererhéijung. A wann d'Wunnpräisser 100.000 Euro den Ar haut kaschten, an d'Leit bezuelen 20, 30 Euro Grondsteier fir den Ar an der Gemeng, an Dir gitt och nach hin, Dir verdeiert déi op 1.000 Euro, wat eng enorm Steigerung ass, da mécht dat deene Leit nach guer näischt aus, well de Präis, dee geet vun engem Joer vun 100.000 op 110.000 an d'Luucht, dann hunn déi och nach kee Problem, fir 1.000 Euro weider ze bezuelen, well se nach ëmmer eng grouss Plus-value gemaach hunn.

Also mat all deene Rezepter wäert Der vläicht méi Suen an d'Keese kréien, awer de Problem wäert Der net léisen! De Problem gëtt nëmme geléist, wa mer eis mat der Wuesstumsproblematik auserneesetzen. An dës Regierung refuséiert dat a setzt weider op stramme Wuesstum. A mir deet et nëmme leed, datt Parteie wéi d'Sozialisten an déi gréng dat matmaachen. Datt eng DP dat mécht, verstinn ech, well déi huet eng aner Kategorie vu Leit zefriddenzestellen. Dat sinn eeben déi, déi d'Geschäfter domadder maachen. An datt awer déi aner heihinnerkommen an dat och nach ënnerstëtzen, dat geet net méi a mäi Versteesdemech eran.

Här President, IDEA, dat ass eng Stëftung vun der Chambre de Commerce. Den Här Gramegna war jo Direkter oder President …

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Direkter!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- … Direkter dovunner. An et ass also eng Stëftung vun där Federatioun, der Chambre de Commerce, wou den Här Gramegna Direkter war, déi huet elo en neit Dokument erausginn an den Titel heescht: „Luxemburg verjagt seine eigenen Einwohner jetzt ganz offiziell". „Ärmere sollen ins Ausland wohnen gehen", steet hei. Si schwätzen do vun „atypischen Grenzgängern". Et ass atypesch, well et sinn am Fong Leit, déi hei wunnen, déi an d'Ausland musse wunne goen, an da musse se erëm heihinner schaffe kommen. A si kommen zur Konklusioun zum Schluss: „Das ist ein Hohn und die Bankrotterklärung der Luxemburger Wohnungsbaupolitik." IDEA, Stëftung vun der Chambre de Commerce! Den Här Gramegna war, wéi en dat selwer hei ënnerstrach huet, gären Direkter do.

Här President, deen heiten Text vun der IDEA ass geschriwwe ginn, du war dat heite Gesetz nach net an der Diskussioun! Dat war nach virun dësem Gesetz, wat elo komm ass!

Ech si gespaant, wat se elo schreiwen, wa se och nach dat heite Gesetz liesen, …

(Hilarité)

… zu wat se dann nach als Konklusioune kommen, well si hunn dat heite schonn als Konklusioun gezunn, ier dat heite Gesetz komm ass!

An duerfir, Här President, bei allem gudde Wëllen, mee dat heite Gesetz, dat kann een net matstëmmen. An ech froe mech, wéi et méiglech ass, datt d'Regierung op deen dote Wee geet, fir domadder de wierkleche Spekulanten d'Diere grouss opzemaachen an der Mass vun de Leit, de klenge Leit, der Mëttelschicht et quasi onméiglech ze maachen - et ass elo scho ganz schwéier, mee an Zukunft onméiglech -, fir datt déi nach Geld geléint kréien a fir datt déi nach jeemools sollen zu engem Eegenheem kommen.

Et ass wierklech eng Failliteerklärung vun der Politik vun dëser Regierung.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den nächste Riedner ass schonn ënnerwee. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, mir sinn hei mat engem Projet de loi befaasst, deen u sech eng Seltenheet duerstellt, well d'Seltenheet besteet doranner, datt de Staat Mëttele kritt, fir an de Maart anzegräifen, a souguer Zwangsmoossnamen ergräife kann. Et ass jo u sech eng Oplag vun der Europäescher Zentralbank, dat ass schonn oft gesot ginn, déi versicht, d'Léieren ze zéien aus der Subprime-Kris an den USA, déi duerno, virun elo iwwer zéng Joer, eng weltwäit Finanzkris provozéiert huet.

Allerdéngs, mir wësse jo all, wéi déi Subprime-Kris lassgetrëppelt gouf. Den Ursprong ass awer och deen, datt een an den USA, wat jo sozialpolitesch e Faillittestaat ass, do jee no Zuelen 80 Millioune bis 100 Milliounen Aarmer huet - esou gutt fonctionéiert dat Land! - an datt u sech den Ursprong ass, datt d'Leit sech och nach verschëlden an datt aner Instituter vun hinne wëlle profitéieren. An en plus ass bei hinnen dee Secteur jo eendeiteg méi deregluléiert wéi bei eis elo.

Et geet also drëms, en Dispositif anzesetzen, falls déi Immobiliebulle zu Lëtzebuerg droe géif ze platzen. An am Kloertext heescht dat, datt d'Kreditter eeben u méi streng Konditioune gebonne ginn, fir ze verhënneren, datt d'Menagen hir Schold net méi un d'Bank kéinten zréckbezuelen. Um Pabeier liest sech dat jo ganz gutt. Et muss ee sech allerdéngs eng Partie Froe stellen, an déi goufen och schonn hei gestallt.

Éischt Fro: Wäert deen Dispositif iwwerhaapt gräifen? An ass en a Wierklechkeet net en Alibidispositif, fir der EZB e Pleséier ze maachen?

Zweet Fro: Trëfft et iwwerhaapt déi richteg Leit? Gëtt do net de Bock zum Gäertner gemaach, andeems een de Menagen u sech d'Schold gëtt um Platze vun enger Immobilieblos, datt een hinnen u sech d'Responsabilitéit zouschoustert?

Zur éischter Fro. Bon, de Comité systémique, et si jo véier Institutiounen, déi matspille wäerten: de Finanzministère, d'CSSF, d'Zentralbank an de Commissariat aux assurances. An esouwäit ech elo awer och verstanen hunn - et ass net ëmmer esou evident, mee esouwäit mer verstanen hunn -, ginn déi verschidden Institutiounen u sech éischter net dovunner aus, datt eng Immobiliekris kéint do sinn. A si hu vläicht souguer Recht, ech weess et net. Well d'Situatioun zu Lëtzebuerg spezifesch ass - op eng ganz ongesond Aart a Weis, mee si ass spezifesch. Ech géif awer och net meng Hand dofir an d'Feier leeën, ech kann dat net richteg agesinn.

Mee ganz dovunner ofgesinn, wéi déi verschidden Institutiounen dee Risiko aschätzen, huet dee Projet de loi zwar dee Meritt, richteg Froen opzewerfen, allerdéngs gëtt en an eisen Aen net déi richteg Äntwerten.

Wéi eng Risike ginn iwwerhaapt vum iwwerhëtzten Immobiliemarché aus a wat geschitt dann, wann et wierklech eng Kéier rabbelt? An dat kéint awer eng Kéier de Fall sinn. An dat ass onofhängeg vu Lëtzebuerg. An ass et dann net souwisou ze spéit, wann deen Dispositif dann tatsächlech géif ëmgesat ginn?

Zur zweeter Fro, ob et déi richteg trëfft. Dee Projet de loi behandelt u sech nëmmen ee vun

de Risike vum Immobiliemarché: de Risiko, dee fir d'Banke vun den normale Menagen ausgoe géif. An et muss een et ganz kloer soen: Déi normal Menagë sinn net schold drun, datt den Immobiliemarché total aus de Fuge geroden ass, verréckt spillt an iwwerhëtzt ass.

Schold dru sinn déi total irresponsabel Regierungen, déi nogekuckt hunn an - an et muss een et och kloer soen! - hire Copainen aus der Immobiliebranche net wollten ze no trieden. A bis elo hunn ech net den Androck, datt sech mat dëser Regierung eppes géif änneren.

Här President, firwat mussen d'Leit sech iwwerhaapt iwwerschëlden, fir an de Genoss ze komme vun engem elementare Recht wéi der Wunneng? Dat räicht Lëtzebuerg, dat Triple-A-Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, datt d'Leit, d'normal Leit, d'normal schaffend Leit sech hei net méi eng Wunneng kënne leeschten. Dat hu mer hei fäerdegbruecht! An dat seet villes aus iwwert d'Kompetenze vun eise politeschen an ekonomeschen Elitten hei am Land.

D'Leit musse sech iwwerschëlden. Firwat? Ma éischtens, well keen Instrument do ass, fir den Immobiliemarché ze reguléieren. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung.

Zweetens, et gëtt keen Instrument, fir d'Spekulatioun anzegrenzen an ze bekämpfen. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung!

An drëttens, et gëtt keen Instrument, fir d'Promoteuren ze disziplinéieren. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung! Ech mengen, déi aktuell Regierung ass an deem Fall eng gescheitert Regierung.

Här President, wéi entsteet dann iwwerhaapt eng Immobilieblos? Ma duerch d'Spekulatioun! Sinn et d'Stéit, déi spekuléieren? Neen. Et sinn déi Räich, d'Promoteuren, d'Societéiten an d'Immobiliefongen. Alles, wat zu Lëtzebuerg esou helleg gehale gëtt, dréit d'Schold u sech un deem ganze Wunnengsmisär, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Wunnengsmisär vun Zéngdausende vu Leit. Dee Marché, dee klëmmt jo, dat ass scho gesot ginn, ëm 11 % d'Joer.

Interesséiert sech d'Regierung dofir? Dat ass jo net normal! Op jidde Fall hat ech net den Androck, datt dat de Premierminister a senger historesch eideler Ried iwwerhaapt géif bekëmmeren. En huet sech jo nëmmen ëm onwichteg Saache bekëmmert. Sou léisst sech vill méi einfach regéieren!

A mat deenen astronomeschen 11 %, déi an d'Luucht klammen, ma do komme se natierlech aus der ganzer Welt, fir e Stéck vum Kuch ze kréien. A wa kee Kuch méi do ass, da gi se erëm. A wat geschitt dann, wann op eemol d'Renditten net méi interessant sinn? Dann zitt d'Kapital sech massiv zréck an da platzt d'Blos an déi kleng Leit, déi hänken.

An da solle grad déi domadder bestrooft ginn, datt se kee Kreditt méi kréien. A wat bleift deene Leit nach als Géigevaleur iwwerhaapt duerno? Ma guer näischt méi!

Här President, déi zweet Oplag vun dëser Regierung ass schonn zwee Joer am Amt, am ganze siwe Joer, a vum Finanzministère, deen Hiewelen huet, fir géint d'Wunnengskris ze agéieren, ass guer näischt komm, oder bal näischt!

An de Problem ass, siwe Joer, dat ass vill, an dat Eenzegt, wat elo kënnt, ass u sech eng Mesure, déi derfir wäert suergen, datt grad déi, déi net fir d'Wunnengsnout responsabel sinn, u sech d'Schold dovunner wäerte kréien.

Dofir menge mir, Här President, datt et un der Zäit ass, seriö ze handelen a wierklech eppes ze maache géint eng méiglech Immobilieblos.

Här President, den Här Charles Margue huet virdrun eng exzellent Interventioun gemaach, well mir hunn an eiser Fraktioun, an eiser Sensibilitéit haut de Moien eis awer och déi selwecht Froe gestallt. O, scho méi oft! Ech mengen, vill Leit stelle sech déi Froen an den Här Fayot huet sech déi Fro och gestallt, fir iwwerhaapt ze wëssen: Mee wat ass de Rôle - fir dat ze chiffréieren -, wat ass de Rôle vun den Investmentfongen hei zu Lëtzebuerg, déi och zu där Blos an zu där Iwwerhëtzung bäidroen?

Et ass wierklech schwéier erauszefannen. Am Prinzip misst eng Regierung sech domadder beschäftegen. An dofir duechte mer och, datt mer an deem Fall ..., well mir hunn eis d'Fro gestallt, an dunn hu mer geduecht: „Okay, ma da schreiwe mer eng Motioun, ...

Wannechgelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... déi d'Regierung oprifft eeben, fir an déi Richtung ze goen, fir justement de Rôle vun den Investmentfongen ze analyséieren, e Rapport ze maachen, an datt mer eng Kéier richteg driwwer diskutéieren."

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses de prix de l'immobilier très inquiétantes ;

- considérant les conséquences particulièrement graves auxquelles serait confronté le pays suite à l'éclatement d'une bulle immobilière ;

- considérant que des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales ou internationales, interviennent de manière importante sur le marché immobilier national et que ces activités sont susceptibles d'avoir un impact considérable sur la formation des prix immobiliers et potentiellement sur la formation d'une bulle immobilière ;

- considérant que peu d'informations ou d'analyses sont actuellement disponibles sur les caractéristiques et l'ampleur des activités des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales ou internationales, en relation avec le marché immobilier national,

invite le Gouvernement

à produire dans les six mois à venir un rapport détaillé sur les activités des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales et internationales, en relation avec le marché immobilier national, qui analyse notamment a) l'ensemble de leurs activités en relation avec le marché immobilier national de manière qualitative et quantitative, ainsi que b) l'impact de ces activités sur le marché immobilier national et notamment sur la formation des prix immobiliers et c) les risques potentiels qui émanent desdites activités quant à la formation d'une bulle immobilière au Luxembourg.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Ech mengen, et ass e Service, also mir maachen lech e Pleséier domadder, an ech gi jo dovunner aus, datt Der déi Motioun ënnerstëtzt, vu datt mer an déi selwecht Richtung jo zéien an datt mer duerno vläicht och e bësse méi Kloerheet wäerte kréien an där ganzer Saach an och wäerte wëssen, wie wierklech d'Schold dréit hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer an déi Richtung ginn, Här President, dann hu mer och e bëssen eppes geschafft. Et geet awer natierlech nach ëmmer net duer.

Et ginn nach aner Méiglechkeeten, Här President, déi reell derfir kéinte suergen, datt mer keng Immobilieblos zu Lëtzebuerg kréien an datt mer en normale Logementsmaart endlech kréien. An dat ass och keng Hexerei! Et ass keng Hexerei: Massive staatleche Wunnengsbau fir d'Locatioun, well dat ass eng Alternativ zur massiver Verschëldung an et gëtt de Leit eng Sécherheet am Fall vun enger Kris an et hëlt den Drock aus der Präisevolutioun eraus - dat wär schonn emol en éischte Schrëtt.

An et muss een derfir suergen iwwerhaapt, datt d'Leit, déi schaffen, net an d'Aarmut verfalen. Dofir misst een och nach iwwert de Mindestloun schwätzen, eng richteg Erhéijung, net eng falsch, wéi se bis elo gemaach ginn ass.

Well, zur Erënnerung, wéi ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn, d'Subprime-Kris an den USA huet domadder ze dinn, datt e groussen Deel vun der Bevëlkerung, ee Véierel, wann net méi, vun der US-amerikanescher Bevëlkerung an totaler Aarmut lieft. An dat Wuert „working poor", wat mir hei oft benotzen, staamt jo och net fir näischt aus den USA.

De Problem ass, datt zurzäit awer de Staat massiv privat Hauskreditter an iwwerdeiert Loyere subventionéiert. Dat war jo eng vun de Mesuren, déi mer an der leschter Legislaturperiod geholl hunn, mat der Subvention loyer, wou mir eis enthalen hunn, an du gouf och nach gesot: „O, wéi kënnen déi Lénk sech nëmmen do enthalen?!"

Mee ganz einfach, well mir gesot hunn: „De Problem ass deen, d'Regierung mécht strictement näischt - strictement näischt! -, fir iwwerhaapt eppes géint d'Präisinflatioun um Wunnengsmarché ze ënnerhuelen." Do ass e Laisser-faire, de Fanger gëtt an de Mond gestach. An dofir kann duerno de Steierzueler kommen - also mir all -, dee sech selwer hëlleft duerch eng Subvention loyer a Wierklechkeet, fir datt weiderhin d'Promoteuren an déi, déi dovunner profitéieren um Wunnengsmarché, sech kënne beräicheren, ouni wierklech richteg ze schaffen. Dat däerf een och net vergiessen ze soen.

Dofir, Här President, jiddwereen ass géint eng Immobilieblos, mee et muss een déi richteg Causen analyséieren an et muss een och déi richteg Léisungen an déi richteg Schëlleg fannen. Ech kann lech soen, d'Situatioun elo, well dat, wat een héiert, déi Diskussioun ... Mir féiere jo vill Diskussiounen iwwert de Logementsproblem elo a leschter Zäit zu Lëtzebuerg. A mir wëssen, wéi dramatesch d'Situatioun elo ginn ass, wéi dramatesch se evoluéiert huet an deene leschte Joren.

Mir haten nach als Stater Sektioun vun déi Lénk virun zwou Wochen eng mini Aktioun gemaach bei der Ouvertür vun der Fnac beim Royal-Hamilius, moies um hallwer néng. Mir hu selwer net richteg ... Mir hunn e bëssen dru gezweiwelt: Solle mer et maachen? Solle mer et net maachen? Kommen iwwerhaapt Leit? An esou weider. Et ass e bësse komesch. Mir hunn et trotzdeem gemaach.

Dir kënnt lech net virstellen, wivill Leit awer eis felicitéiert hunn oder wivill Leit sech opreegen. Well en plus, dee Royal-Hamilius, dat ass jo esou - wéi soll ech soen? - d'Symbolpolitik, d'Symbolpolitik vun enger total gescheiterter Wunnengspolitik: datt esou e Riseprojet gemaach gëtt nëmme fir déi Superräich, obwuel mer wierklech Schwieregkeeten hunn hei am Land, fir iwwerhaapt den normale Mënschen eng Wunneng ze ginn.

D'Leit gi rosen, reellement rosen! D'Logementspolitik mécht d'Leit reellement rosen. A wann eng Immobilieblos explodéiert, da wéilt ech net gären an der Haut vun deene sinn, déi bis an deene leschte Joren d'Land regéiert hunn, well da ginn d'Leit wierklech rosen.

Dofir, et ass nach net ze spéit, fir ze handelen. Mir kënne Saache maachen an net ufänken ze schwadronéieren: Jo, hei an do e klenge Projet mat de Gemengen, wa se wëllen, an de Staat soll net ze vill bauen, an ech si Kommunist an esou weider. Hei nee, wierklech elo handelen amplaz ronderëm de Bräi ze schwätzen! Ech mengen, dat géif eis wierklech all zesumme weiderbréngen.

An aus all deenen Ursaachen och wäerte mir dëse Projet de loi net kënne matstëmmen. Ech mengen, Dir hutt et schonn a mengen Ausféierunge verstanen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis ass alleguerte bewosst, datt d'Präisser um Wunnengsmaart säit Jore just klammen a klammen, ouni datt d'Politik deem bis elo wierklech eppes entgéintzesetzen hat.

De Constat, dee mer elo héieren hunn, war relativ unanime. E war souguer esou wäit gaange bei Verschiddenen, fir a Fro ze stellen, wéi héich d'Mënscherecht Wunnen nach unzegesinn ass.

Ma mir Piraten mengen, datt et e Mënscherecht ass, en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, e Mënscherecht ass, sech kënnen en Daach iwwert dem Kapp ze leeschten. Ech mengen, duerfir sollte mer eis och bei dësem Projet ganz gutt ukucken, wat déi potenziell Konsequenze sinn.

Datt d'Demande d'Offer bei Wäitem depasséiert um Wunnengsmaart, dee Fakt wäert warscheinlech heibanne kee contestéieren. Well net genuch gemaach ginn ass, fir d'éffentlech Offer u bezuelbarem Wunnraum ze erhéijen, ass de lëtzebuergeschen Immobiliemarché e Seege fir grouss Promoteuren a Spekulanten. De Kolleeg Wagner huet et gesot: Mir hunn déi international an national Immobiliefongen, wou een, wann een 125.000 Euro op der Säit huet a sech als „averti" deklaréiert, däerf matspillen.

Ech mengen, d'„Tageblatt" hat do an deene leschten Deeg e ganz ausféierleche Reportage gemaach, wou drastoung, wéi dës Fonge fonctionéieren. Gläichzäiteg awer, wärend dës Fonge Renditte maachen, déi bis zum zweestellege Prozentberäich pro Joer kënne goen, ginn eis Spuerbicher nach null Komma iergendeppes un Zënsen. D'Zënsen op de Spuerbicher sinn also esou gutt wéi inexistent an d'Loyere sinn esou héich, datt déi meescht souwisou näischt méi gespuert kréien. An esou kann een dann och keen Eegekapital méi matbréngen, wann ee sech dann awer nach e Prêt leeschte kéint.

Déi eng kucken um Spuerbuch de Suen no, wa se dann e puer Suen op d'Spuerbuch kënne setzen, wéi se minimal wuessen, méi lues wéi d'Inflatioun. An déi aner um Immobiliemarché kucken net nëmmen de Maueren no beim Wuessen, mee si kucken hirem Räichtum no, wéi e wiisst, wiisst a weider wiisst. Riets a lénks spréissen nei Bauprojeten aus dem Buedem, an dat leider net nëmme vun ëffentlecher Hand, mee meeschtens säitens vun deene grousse Promoteuren, déi am grousse Stil bauen a verkafen.

Wien et sech leeschte kann, profitéiert vum Marché. Wien d'Suen net huet, dee bleift zréck. An amplaz datt dës Regierung, déi jo ëmmer dovunner schwätzt, datt et - ech zitéieren - „de Leit soll gutt goen, wann et dem Land gutt geet", un dësem Zoustand eppes géif änneren, setzt se eis e Gesetzesprojet hei virun d'Nues, deen déi aktuell Ongläichheete just nach verschäerfen, jo, et kéint ee bal soen, fir am Kontext ze bleiwen, zementéiere wäert.

Heiansdo hunn ech d'Gefill, datt an eisem Land eigentlech Politik gemaach gëtt nom Motto: „Wann et dem Land gutt geet, soll et e puer Auserwielten och gutt goen." Wat mat all deenen aneren ass, dat interesséiert wéineg. Kuckt ee sech dëse Projet nämlech eemol méi genee un, gëtt séier kloer, wien zum Schluss d'Konsequenze vun der jorelaanger Feelpolitik am Beräich vum Logement ze spiere kréie soll: Net d'Promoteuren, net d'Spekulanten, net d'FIS-Investisseuren an och net d'Politiker, déi et jorelaang verschlof hunn, aktiv ze ginn, nee, ganz am Contraire, fir de System ze retten, sollen d'Menagen, d'Privatleit, d'Familljen, d'Koppelen an d'Elengsteeënd mat oder ouni Kanner an hire Méiglechkeeten, en Haus oder en Appartement ze kafen, beschnidde ginn.

All déi Leit, déi haart fir hir Sue schaffe mussen an awer um Enn vum Mount net genuch kënnen op d'Säit leeën, fir sech ouni e Prêt vun der Bank eppes leeschten ze kënnen - an dat sinn déi meescht, well déi héich Loyeren et hinnen einfach onméiglech maachen -, sinn déi, déi vun de Mesuren aus dësem Projet getraff wäerte ginn.

Et stëmmt, wa just nach déi Räich sech Haiser kafe kënnen, ginn d'Demande um Marché a logescherweis och d'Präisser erof. „Zil erreecht", kéint ee sech also soen: Et kafe manner Leit Haiser, d'Demande geet zréck, also Problem geléist. Wat awer mat all deene Leit geschitt, déi sech näischt leeschte kënnen, déi also hannen eroffalen, doriwwer schwätze mer net. Jo, Zelter wären eng Méiglechkeet, fir op de Camping wunnen ze goen.

Mir hu beim État de la nation schonn dovunner geschwat, datt et Leit ginn, och am räiche Lëtzebuerg, déi sech net emol méi e Loyer leeschte kënnen. Ma wéi sollen déi Leit dann nach iergendwann eng Kéier d'Chance hunn, och nëmmen zu engem klengen Deel vun Eegentum ze kommen?

Eng Propos, déi ech hätt, wär, si géife sech alleguerten zesummendoen, déi net genuch hunn, an e FIS grënnen an domadder dann an de Logement investéieren. Domadder géife se dann awer zu de Gewënner zielen. An dat ass hypokritesch, fir iwwerhaapt och nëmmen esou mussen ze denken.

Dëse Projet presentéiert déi onmënschlechst Säite vun eisem aktuelle Wirtschaftssystem, andeems en déi, déi de Problem verursaachen, verschount an d'Laascht op déi Schwächst verdeele wëllt. Dat Absurdst dobäi ass awer, datt ee sech doriwwer nëmmen a Moosse Suerge maache muss, well et wuel ni esou wäit komme wäert. Et schéngt nämlech, wéi wa beim Schreiwe vun dësem Text vergiess gi wär, datt Lëtzebuerg net eleng op der Welt ass.

Lëtzebuerg ass keng Insel. Och wann d'CSSF, eis Finanzsecteursopsiichtskommissioun, lëtzebuergesche Banke bestëmmte Konditioune fir d'Ausstelle vu Kreditter virschreiwe wëllt a kann, bedeit dat net, datt auslännesch Banken, an dat ass haut och schonn ugeschwat ginn, sech dorunner hale géifen. Lëtzebuerg kann zwar, esou wéi et jo och am Gesetzesentworf steet, frëndlech froen, datt déi auslännesch Banke just op där anerer Säit vun der Grenz sech dach wannechgelift ganz léif sollten eventuell, wann et hinnen duerno wier, un d'Konditioune vun de Lëtzebuerger Banken halen, mee absolutt näischt garantéiert, datt iergendeen där Demande och nokënnt am Ausland.

Wa Lëtzebuerg sech an enger wirtschaftlech onstabiller Situatioun erëmfënnt an d'CSSF déi makroprudenziell Mesuren ergräife muss, ass et sécherlech alles anescht wéi wënschenswäert, datt sämtlech Clienten op eemol och nach de Sprong iwwert d'Grenz maachen an domadder d'Banken nach schwächen. Well eng vun deene wéinegen Einnamequellen, déi d'Banken am Moment nach hunn, ass, Prêten ze verginn. Wann also op eemol an enger schlechter wirtschaftlecher Situatioun lëtzebuergesch Clienten, fir Terrainen an Immobilien zu Lëtzebuerg ze kafen, hir Prêten net méi kënnen zu Lëtzebuerg maache wéinst makroprudenzielle Reegelen a se déi dann awer zu Arel, zu Lonkech oder zu Tréier maachen, da schwäche mer domadder och nach d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

Wann de Plang vun der Regierung also opgeet, mussen déi Leit mat de mannste Sue fir d'Fee-

ler vun deene mam meeschte Geld duerhalen. A wann et schifgeet, gëtt de souwisou scho wackelege System just nach weider geschwächt.

Esou engem Projet kann een onméiglech zoustëmmen. Dat gesot, wëll ech ganz zum Schluss nach séier umierken, datt bis elo och ëmmer nach net feststeet, ob d'Zentralbank fir d'Evaluatioun vum Risque systémique soll Zougréff op anonymiséiert oder pseudonymiséiert Date kréien, obwuel d'national Dateschutzkommissioun drëm gebieden hat, datt dëst am Projet sollt preziséiert ginn.

Et gouf näischt dorunner gemaach. Dat heescht, mir stëmmen haut e Gesetz, dat och eis CNPD kritesch op engem bestëmmte Punkt gesäit. Am Kader vun all deenen Debatten ëm den Dateschutz an ëm d'Héichhale vum Dateschutz an an där Casiersdebatt, déi mer haten, mat deenen 62 Fichieren, déi eleng bei der Police ënnerwee sinn, sollte mer eis vläicht d'Fro stellen, ob een hei net hätt sollen, misse virsuergen. Et geet hei ëm Risikovermeidung. Ma beim Dateschutz geet et och ëm Risikovermeidung an hei hu mer dann erëm geschlof!

Deementspriechend wäerten d'Piraten dëse Projet net matstëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Mir sinn domat um Schluss vun der allgemenger Debatt ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär ufänken an dem André Bauler Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. A fir d'éischt setzen ech hei an de Kontext, wat den Objet vun dësem Gesetz ass: Den Objet vun dësem Gesetz ass net, de Problem vum Logement ze léisen. Dat ass net den Objet vun dësem Gesetz. Den Objet vun dësem Gesetz ass d'Stabilité financière vun eisem Land an d'Stabilité financière vun eise Banken, an ech géif soen, d'Stabilité financière vun de Menagen.

An den Deputéierte François Fayot huet dat gutt erkläert. Wou ass en, de Franz? En ass elo net do. En huet dat ganz gutt erkläert. Vu wou ass d'Kris vun 2008 hierkomm? Dass Prêt-immobiliere verpaakt gi sinn a finanzielle Produiten, déi een net méi gutt verstanen huet, wou een de Risk net méi gutt gesinn huet, an een dat de Leit vermëttelt huet. A wéi een du gemierkt huet, dass d'Valeur vun den Immobilien, déi doranner soi-disant verpaakt waren, erofgaangen ass, hate mer eng Weltfinanzkris.

Ech ka mech nach gutt erënneren, dass den Här Juncker op dëser Tribün 2008 gesot huet: „Et ass alles d'Schold vun Amerika. Mir hu mat där ganzer Saach näischt ze dinn." An en hat Recht! En hat Recht, mir hate guer näischt domat ze dinn. Mee et hat awer Repercussiounen op der ganzer Welt.

Une voix.- Richteg!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dofir, de Sujet haut ass, virsiichteg ze sinn a virzebeugen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et geet also drëm ze evitéieren, dass eise finanzielle System iwwerbelaascht gëtt mat Risiken am Immobiliesecteur. Et geet drëm, dass mer de Surendettement vun de Menagë verhënneren. An et geet leschten Enns - well wéi sollt et anescht sinn, wann eis Banken engem immense Risiko exposéiert wären an dee géif sech materialiséieren? - ëm eist Land an et geet ëm eisen Triple-A. Dorëms geet et!

Ech hunn awer wéineg doriwwer héieren, well, loosse mer soen, am Rapport vum Här Bauler dat ganz sachlech presentéiert ginn ass, mee an de Kriticken, déi komm sinn, mer komplett entschweift sinn. Fir nach op de Rapport vum Här Bauler ze kommen, deen exzellent war: En huet ganz richtegerweis ënnerstrach, dass mer jo net leegnen an och all Dag gesinn, dass et schwéier ass, den Accès un d'Proprietéit haut zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat wësse mer alleguerten an dat verneint jo och keen. An dass do musse Mesurë geholl ginn, an do wäert ech nach drop zréckkommen, ass evident.

En huet richtegerweis ënnerstrach, den Deputéierte Bauler, dass de Conseil d'État eng Rëtsch Kriticke gemaach huet, deene mer Rechnung gedroen hunn. De Conseil d'État huet méi Transparenz gefrot a mir hunn déi geliwwert, andeem mer déi Korridoren, op déi ech och nach ze schwätze wäert kommen, kloer an den Text geschriwwen hunn.

D'Chambre de Commerce ass oft zitéiert ginn. Si huet awer ënner anerem eppes ganz Richtiges gesot: Eise gréisste Problem am Logement ass deen, dass mer eng Diskrepanz hunn zwëschent der Offer an der Demande. An dat ass net hei de Sujet.

An dann, leschtens, wéilt ech ganz kloer soen, dass d'Formulatioun, déi den Deputéierte Franz Fayot gewielt huet, déi ganz richteg ass: Mir sinn hei konfrontéiert mat engem Symptom a mat den Ausléiser. An et ass esou, wéi een d'Situatioun muss analyséieren.

An ech deelen och d'Analys vum Deputéierte Benoy iwwert d'Wichtegkeet, sech op d'Offer ze konzentréieren an do Léisungen ze fannen. An dorobber schaffe mer als Regierung an ech wäert elo net ervirhiewen, wat mer scho gemaach hunn. Mir hunn e Fonds spécial gemaach a mir wäerten och an der Steierreform e groussen Accent op déi ganz Problematik setzen.

(Interruptions)

Nun déi, déi alleguerten hei wëllen dergéint stëmmen, an dat ass natierlech hiert gutt Recht: Dir stitt natierlech par rapport zur internationaler Welt a par rapport zu de Recommandatiounen, déi mer vun der Europäescher Zentralbank kruten iwwert den European Systemic Risk Board, den ESRB, a Kontradiktioun, Dir sidd a Kontradiktioun mam FMI, Dir sidd a Kontradiktioun mat der OCDE, ...

M. Roy Reding *(ADR).*- ... fir d'éischt mat eise Bierger.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, jo! ... mee déi eis jo drop opmierksam maachen, dass mer hei e Risk hunn. An et ass e Risque à moyen terme. Dat soe se jo alleguerten. Et ass e Risque à moyen terme.

Wann ech da gefrot ginn: Hu mir zu Lëtzebuerg haut eng Bulle? Et ass warscheinlech wouer ze soen, dass mer à court terme keng hunn. A mat deem heite Gesetz wäerte mer sécherstellen, dass et och esou bleift! An ech mengen, dat ass déi bescht Noriicht fir eis Bierger, dass mer alles maachen, fir dass mer keng Bulle kréien. A genau dofir maache mer dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien !

Une voix.- A wou ginn d'Leit da wunnen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Här Wagner ...

Une autre voix.- Ma an hir Bulle!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Här Wagner an e puer anerer …

(Brouhaha)

… hu kritiséiert, dass mer zu Lëtzebuerg eng Mesure hu wéi déi Fonds d'investissement spécialisés. Ech kann Iech soen, dass mer dat wäerten an der Steierreform änneren. Dat steet och am Koalitiounsvertrag. Ech hunn dat net erfonnt. Dës Regierung huet dat net erfonnt. Do sinn elo Abusen amgaang an dat wäert geännert ginn. Dat ass eng richteg Kritik, mee déi huet näischt mat dësem Gesetzestext ze dinn.

Ech wëll just dem Här Wagner soen, dass ech dat ganz sympathesch fonnt hunn, dass e gesot huet, dass dës Regierung scho siwe Joer am Amt ass. Et sinn der nëmme sechs. An et ass scho wichteg, dass ee richteg zielt.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Gefillte siwe Joer!

Une autre voix.- Et ass scho vill ze laang.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sidd net esou ongedëlleg!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dëst gesot, wéi gesot, mir reagéieren hei op eng Demande vun internationalen Organisatiounen, déi dofir zoustänneg sinn. A mir hunn zwee Bréiwer vum ESRB kritt oder vun der Europäescher Zentralbank, zwee Stéck. A mir hunn zweemol drop geäntwert an déi Reponse ass och public. Si ass guer net geheim. Mir hunn och do ënnerstrach, dass mer e gewëssent Verständnis hu fir d'Analys vun der Zentralbank, ënner anerem dass à moyen terme e Risk besteet, ënner anerem well do ënnerstrach gëtt, dass mer zu Lëtzebuerg e Verschëldungsgrad hunn, dee mat deen héchsten a ganz Europa ass. Dat muss een awer zur Kenntnis huelen an dat kann een net verleegnen.

Mir hunn natierlech och ënnerstrach, dass mer ee vun den Taux de défaillance hunn, deen dee klengsten ass an Europa. Dat hu mer och ënnerstrach. Dat kënnt Der alles an eiser Äntwert noliesen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Erlaabt Der, Här Finanzminister, dass den Här Gibéryen Iech eng Fro stellt?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Zum Schluss vläicht, dann hu mer eng kohärent Diskussioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gutt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wat hu mer dann elo, an ech insistéieren do drop, wat mer hei maachen: U sech gi mir eis hei Instrumenter. Mir ginn eis hei Instrumenter. Dat hei ass eng transparent Politik, déi mer maachen, andeem mer déi verschidden Instrumenter opzielen an och déi Korridoren, op déi ech elo nach gläich ze schwätze kommen, dass mer eis déi ginn. Déi meescht Länner hunn dat schonn alleguerten. Wa mir eis déi Instrumenter ginn, dann heescht dat jo net, dass se haut oder muer onbedéngt aktivéiert musse ginn. Punkt Nummer 1.

Punkt Nummer 2: All déi Instrumenter, déi opgezielt ginn, déi mussen net all kumulativ applizéiert ginn. Déi Instrumenter, déi applizéiert ginn, déi kann ee moduléieren. Bei engem Krittär kann ee soen: „Dat do gëllt nëmme fir d'zweet Haus", oder et kann ee soen: „Et applizéiert sech nëmmen op d'Hallschent vun de Kreditter." Bref, hei ass nëmmen eng Këscht mat Instrumenter, mat Geschier, wéi een dat kann e bësse lenken. A fir dann hei d'Impressioun ze ginn, dass doduerch (veuillez lire : dass dat schlecht wier), dass mer hei, éischtens, op international Hiweiser vu respektabelen a ganz wichtegen internationalen Organisatiounen hin eis just d'Instrumenter ginn, wat déi eis och empfuel hunn, ass jo net ganz iwwerzeegend.

Wat sinn dann elo déi Ratioen? Ech bleiwen elo bei deem éischte stoen: de Ratio tëschent dem Prêt, deen ee mécht, a wivill ee selwer muss bréngen, de Ratio „prêt-valeur", op Englesch „loan to value". Ech ginn dovunner aus, dass déi meescht Deputéiert, déi hei am Sall sinn, selwer jo am Liewen emol geléint hunn.

Wat ass dat Éischt, wat de Banquier Iech seet, wann Der op d'Bank gitt? Ma e seet Iech: A wivill bréngt Der da selwer? Dat ass haut an dat ass säit Joerzéngten de Fall. A wivill freet de Banquier? Normalerweis ee Véierel, een Drëttel. Dat ass dat Normaalst, dat ass nach ëmmer esou gewiescht! A wat schreiwe mer hei? Dass dat am Korridor zwëschent 75 % an 100 % soll sinn. Wat heescht dat, wann et 100 % wier?

(Interruption)

An haut hu mer nach iwwerhaapt keng Limitt. Bei 100 %, wat jo nach am Korridor dran ass, heescht dat, wann Der bei de Banquier gitt an Dir léint gär Suen, fir en Immobilier ze kafen, fir eng Wunneng ze kafen, dass de Banquier géif soen: „Dir braucht guer näischt opzebréngen. Mir léinen Iech 100 %." Huet schonn ee vun Iech dat erlieft?

Une voix.- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo? Tant mieux, tant mieux ! Mee ech mengen, de gesonde Mënscheverstand seet engem, dass een ëmmer selwer eppes muss opbréngen. An dat ass elo nëmmen ee vun de Krittären, deen ech hei wëll illustréieren. Dee Krittär vu Prêt par rapport zu deem, wat ee selwer muss opbréngen, ass eppes, wat mer säit Joerzéngten, jo, an ech wëll soen, wann net Joerhonnerten hunn. An dat gëtt dann hei kloer geschriwwen, dass dat e Korridor ass, wou ee sech kéint virstellen, dass d'Banke sech drun halen.

Ech ginn elo net op déi aner Krittären an. Ech wëll just derbäisoen, dass virun deem, dass mer déi Korridore festgesat hunn, mer en Entretien mat alle wichtegen Akteure vun der Plaz, mat alle Banke vun der Plaz gefouert hunn, fir ze wëssen, wéi hir Politik ass a wéi se sech situéiere par rapport zu deene Korridoren. Eh bien, ech kann Iech soen, all d'Banke sinn domat à l'aise, well si befanne sech genau an deene Korridoren. Ze maachen, wéi wann déi Korridoren immens streng wären an automatesch heesche géifen, dass d'Banken dann domadder Problemer hätten, ass net richteg.

(Interruptions)

Zum Ofschloss wéilt ech soen, dass mer heimadder en fait eist Land virbereeden, eist Land och en fait à égalité setze mat ville vun eisen Nopeschlänner a vun anere Länner an Europa, déi esou Instrumenter scho laang hunn. Mir hätten och kënnen de Kapp an de Sand stiechen an éischtens emol deene Recommandatiounen, well mir kruten déi Recommandatioune jo aus der Europäescher Zentralbank, einfach net nolauschteren, de Kapp an de Sand stiechen.

An deen Dag, wou eng Kris wär, dat wär e battere Reveil gewiescht! Well dann hätte mer gesot: „Kënne mer déi Instrumenter uwennen oder net? Wat fir eng Instrumenter wenne mer un oder net?" An dann hätte mer e richtege Schock gehat an amplaz preparéiert ze sinn, hätte mer en fait missen zouginn, dass mer net virgesuergt hunn, dass mer net virsiichteg waren. Hei ass eng Saach vun der Prudence. Ech kann Iech soen, mir wäerten - an ech wäert domat ofschléissen - am Comité du risque systémique derfir suergen, dass dat heiten op déi seriööst Aart a Weis wäert iwwert déi nächst Jore gekuckt ginn.

Mir sinn eis eens ginn am Comité du risque systémique, wou vertruede sinn: d'Lëtzebuerger Zentralbank, d'CSSF, de Commissariat aux assurances an de Ministère des Finances, mir sinn eis eens ginn, dass et am Interêt vum Land wär, eis déi Instrumenter ze ginn.

Fir déi Instrumenter ze tätegen, a wéi gesot, déi kënnen eenzel getätegt ginn, déi kënne partiell getätegt ginn, muss een dat am Comité du risque systémique presentéieren a verteidegen. An dann eréischt kann een op deen nächste Schrëtt eriwwergoen. Ech mengen, dass dat heiten eng räsonabel a virsiichteg Politik ass, déi mer hei en place setzen, wou all d'Akteure ronderëm den Dësch sëtzen a wou mer en fait eppes Guddes fir d'Finanzstabilitéit vun eisem Land, vun eise Menagen a vun eise Banke maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Finanzminister. Wéi ofgemaach hu mer zwou Demandë fir Preziséiounen oder Froen: den Här Gibéryen an dann den Här Roth.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Finanzminister huet eis gesot, wat déi zwee Bréiwer ubelaangt vun der Zentralbank a wat d'Äntwerten ubelaangt, déi wiere public. Ech muss Iech éierlech soen, ech hunn elo net gewosst, wou déi solle public sinn. Ech mengen, mir hu se och net als Finanzkommissioun zougestallt kritt.

Ech wollt duerfir froen, ob de Minister bereet wier, der Chamber souwuel déi zwee Bréiwer vun der Zentralbank wéi d'Äntwerte vun der Regierung un d'Zentralbank op déi Bréiwer zouzestellen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, op jidde Fall.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Kloer Fro, kloer Äntwert. Den Här Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech soen dem Finanzminister Merci fir seng Explikatiounen. Ech hu just eng Fro. En huet virdru gesot, zum groussen Erstaunen awer, mengen ech, vun net wéinegen Deputéierten heibannen, dass elo schonns d'Leit missten en Deel Eegekapital matbrénge fir Prêten. An en huet do e Chiffer genannt vu bis zu engem Drëttel.

Da géif ech hien also froen, wann een esou rechent: En duerchschnëttleche Prêt, vläicht 600.000 Euro, dat geet duer, fir eng Immobilie vu 500.000 Euro ze kafen, well do, wéi gesot, nach d'TVA derbäikënnt, et kommen nach Aktkäschten, et gëtt nach Supplementen. Da géif dat jo bedeiten, een, dee 600.000 Euro léine geet, dass dee misst der Bank, wann e léine geet, wann e säi Prêt ufreet, 200.000 Euro Fonds propres bréngen?

Dir wësst, dass mer viru Joren e Gesetz gestëmmt hunn, dass all Depot, deen ee bei enger Bank huet, bis zu 100.000 Euro garantéiert ass, driwwer net méi. Da stellen ech Iech d'Fro, wivill Menagen oder Privatpersounen hei am Land dann Depoten hu vun iwwer 200.000 Euro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech maachen hei keng Rechebeispiller mat Iech.

(Brouhaha)

Ech maache keng Rechebeispiller, well et ass nämlech net de Sujet. Ech ginn net op déi Saachen an, well et ass net de Sujet. Ech soen Iech just, wat ech a mengem Liewen an de leschte 35 Joer erlieft hunn. Wann ech op eng Bank gaange sinn an ech hu gefrot, fir Sue geléint ze kréien, hunn ech dat dote systematesch geäntwert kritt. A wann ech a mengem Frëndeskrees ronderëm schwätzen, kréien ech ëmmer gesot, dass d'Banken ee Véierel als Eegekapital verlaangen. Dat ass d'Realitéit vun haut.

A wann ech Iech da soen, dass de Korridor erlaabt, dass ee kann tëschent 0 % a 25 % froen, da gesäit ee jo, wivill Flexibilitéit doranner ass. Dat heite Gesetz wëllen duerzestellen, wéi wann dat géif de Kreditt zu Lëtzebuerg vun haut op muer méi schwéier maachen, ass einfach net kredibel.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

Une voix.- Dat ass net iwwerzeegend.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7218 iwwergoen.

D'Ofstëmmung ...

(Brouhaha)

Une voix.- Et sinn nach Motiounen do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, déi kommen duerno, wéi ëmmer.

(Brouhaha)

Merci.

Also, mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Gesetz of an, esou wéi mer et ëmmer gemaach hunn, dann iwwert d'Motiounen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7218 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. De Vott ass elo ofgeschloss.

31-mol Jo, 21 Abstentiounen, 8-mol Nee. Domat ass de Projet de loi 7218 ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

Plusieurs voix.- Neen!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà ! Ech hunn hei e klore Jo no engem ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Staarken Nee!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... no engem staarken Nee. Also ech ginn dovun aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott freet.

(Assentiment)

An da géife mer zu de Motiounen iwwergoen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... enthält sech herno.

(Hilarité et interruption)

Une voix.- Dat ass d'Grousskapital, wat ...

Une autre voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, ech sëtzen heiuewen, ech däerf kee Kommentar maachen.

(Hilarité)

Motion 1

A mir géifen zu de Motiounen iwwergoen. Fir d'éischt déi éischt Motioun, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass. Ass vun der CSV dat kloer erkläert? Wie wëllt d'Wuert dozou ergräifen?

(Interruptions)

Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn eis déi Motioun ugekuckt. Ech wéilt awer fir d'éischt eppes doriwwer soen, dass ee vun de Riedner, déi douewe stoungen, de Rapport vun IDEA zitéiert huet. En huet dat net zitéiert, wat am Rapport IDEA steet. En huet zitéiert aus engem Artikel vun enger Boulevardszeitung, déi freides erauskënnt, an en huet net wuertgetrei dat zitéiert, ...

(Interruption)

O dach! O dach!

An ech géif mer wënschen, wa mer douewen zitéieren, da solle mer, wannechgelift, och de richtege Wuertlaut zitéieren. Soss leet mer deen déi nächste Kéier, wannechgelift, dohinner!

(Interruption)

Mat dësem Projet de loi gi mer eis en Instrument, Instrumenter, déi net mussen direkt applizéiert ginn, awer Instrumenter, déi eng Stabilitéit, eng finanziell Stabilitéit garantéiere fir d'Land, fir d'Banken, fir d'Menagen, e virsiichtegt Instrument, wat mer kënnen asetzen, wat aner Länner schonn hunn a wat de Surendettement bei eis am Land wäert limitéieren.

An dofir géif ech Iech proposéieren, ... Bei där heiter Motioun proposéieren ech menger Fraktioun, se net ze stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Keng weider Wuertmeldungen?

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech kann net fir d'Sozialiste schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Da géif ech zur Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

An d'Resultat ass: 31-mol Nee an 29-mol Jo. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

A mir géifen zur zweeter Motioun iwwergoen, abruecht vun de Kolleege vun déi Lénk an, mengen ech, och explizéiert.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou?

Den Här Baum nach eng Kéier.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Also den Här Baum vun der Majoritéitssäit.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, jo! ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Du kanns mer jo elo äntweren.

(Hilarité)

Bon, Här President, mir hunn eis och déi ugekuckt. Mir hunn hei eng ganz Rei Froen, déi vum Marché immobilier handelen, wat am Fong net wierklech d'Theema vun deem Projet de loi ass. An Dir wësst, dass mer amgaange sinn, eng Réforme fiscale ze maachen. A grad de Logement wäert an der Steierreform e ganz groussen Impakt hunn. An dofir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Keng weider Wuertmeldungen? Dach, den Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn elo d'Argumentatioun vum honorabelen Här Baum - Gilles Baum - net onbedéngt verstanen. Parce que l'un n'empêche pas l'autre!

Dat heiten, wann ech richteg verstanen hunn, déi Motioun, déi mir deposéiert hunn, déi entsprécht jo och enger Fuerderung vun zwee Drëttel vun der Regierungskoalitioun. Also déi gréng hunn dat gefrot an d'LSAP huet och gesot, dat misst ee maachen.

Mir deposéieren d'Motioun dozou. Ech fannen et och e bësse befriemend, datt weeder déi gréng nach d'LSAP Stellung dozou huelen, wa se dergéint stëmmen. Wann ech dat richteg verstanen hunn. Mee si maachen, wat se wëllen. Si musse jo net Stellung huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ma vläicht, fir an der logescher Suite ze bleiwen, kënnt eng Äntwert dozou? Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech menge schonn, dass mer et hei mat engem Phenomeen ze dinn hunn, dee mer méi mussen analyséieren, wou ee vill Rumeuren héiert, wou ech mer selwer, muss ech Iech soen, kee kloert Bild ka maachen, inwiefern am ganze Land notamment déi international Investitiounsfongen am Immobilieberäich spillen, wéi wäit se wierklech de Marché beaflossen. Duerfir si mir schonn der Meenung, dass dat doten eng Fro ass, déi ee muss kucken, ob dat méi e marginale Phenomeen ass, ob dat tatsächlech e Phenomeen ass, dee ganz staark awierkt. Ech mengen, kee vun eis kann dat dote richteg gesinn.

Duerfir wär d'Propos, déi ech géif maachen, dass mer déi heite Motioun vläicht an d'Logementskommissioun géife verweisen, dat gehéiert jo e bëssen zu deem ganze Beräich, an dass mer déi dote Motioun géifen an der Logementskommissioun kucken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Éischtens hunn ech, genausou wéi den Här Wagner, Problemer domat, dem Här Baum seng Analys heivunner ze verstoen, well wou ginn d'Leit am meeschte Prête maachen? Dat ass nun emol am Logement. Nom Logement kënnt meeschtens nach den Auto. An da komme schonn d'Crédits à la consommation.

Dat heescht, wa mer iwwer makroprudenziell Reegele schwätzen, wou et ëm Prête geet, dat geet et direkt emol ëm de Logement. Deementspriechend denken ech, datt déi Motioun hei schonn zum Theema schwätzt.

Dat Zweet, wat ee muss soen dozou, ass, datt bei där Motioun hei méi Transparenz an engem dach relativ opaquë Feld gefuerdert gëtt. Et gëtt gefuerdert, d'Donnéeën ze sammelen, d'Donnéeën oppenzeleeën, fir datt mer net nëmmen heibannen, mee op der Place publique kënnen e richtegen Discours, eng richteg Debatt hunn iwwert den Impakt vun dëse steieroptiméierende Strukturen, déi déi Fonds immobiliers spécialisés sinn.

An deementspriechend denken ech, datt een deem heite kann zoustëmmen. Et gëtt net opgefuerdert, datt d'Regierung se ofschaaft. Et gëtt net opgefuerdert, datt se geännert ginn. Et gëtt just opgefuerdert, datt mer Transparenz schafen, soudatt d'Biergerinnen an d'Bierger zesumme mat eis heibannen iwwert den Impakt vun dëse Strukture kënnen diskutéieren.

An deementspriechend, mengen ech, sollt een dat och net an enger Kommissioun maachen, wou d'Biergerinnen an d'Bierger eréischt herno aus dem PV gewuer ginn, wéi diskutéiert gouf, mee dat sollt een dann och ëffentlech maachen. An dat gehéiert zu engem groussen Debat derbäi.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo. Dann huet den Här Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och Merci der Fraktioun vun déi Lénk, déi dat hei schréftlech abréngen.

Et ass effektiv e Problem, dass besonnesch déi Fonds d'investissement spécialisés, eng Struktur, déi zu bestëmmten Zwecker sengerzäit agefouert gouf, dass déi awer denaturéiert gëtt an dass se mëssbraucht gëtt, fir rücksichtslos Spekulatiounen zouzeloossen.

Wa mer iwwert d'Motioun wäerten ofstëmmen, da wäert d'CSV-Fraktioun sech enthalen, well mir mat eppes net d'accord sinn, dat ass, dass dosteet: „ainsi que des sociétés privées nationales et internationales". Och eng einfach Sàrl oder eng SCI, dat heescht eng Société civile immobilière, wou oft Privatleit déi hunn, fir hire Patrimoine familial ze strécken, ech mengen net, dass dat d'Chamber a priori eppes géif ugoen. D'autant plus, wou déi Gesellschaften alleguerte fiscalement transparent sinn.

Nichtsdestotrotz kënne mir awer och liewe mat deem Virschlag, deen den Alex Bodry gemaach huet, well et e seriöe Problem ass. An et soll een en net doutschweigen. Ech mengen, dat soll ee soen. Mir hunn haut vill reng iwwert de Mechanismus vun dësem Gesetzesprojet geschwat an dass et och drëms geet, fir de gesamten Immobilieproblem an onsem Land, de Logementsproblem an onsem Land ze erfaassen.

Duerfir hätte mer eigentlech déi gréisste Sympathie un enger éischter Stell, fir d'Motioun an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze verweisen, mee dass een awer och eng Kéier déi finanziell Implikatioune mat der CSSF zesummen an der Finanzkommissioun kuckt.

A wa sollt drop gehale ginn, fir ofzestëmmen, wäert d'CSV sech enthalen aus deene Grënn, déi ech Iech elo gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Den Här Gibéryen an dann d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt et ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Gibéryen an „dann" d'Madamm Lorsché.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, Här President, datt et eng wichteg Motioun ass, déi d'Kolleege vun deene Lénken agereecht hunn. Dat beweist d'Diskussioun, déi mer elo grad hei gefouert hunn.

Ech mengen, den Här Baum huet gesot, mir wieren en vue vun enger grousser Steierreform, an ech géif grad mengen, datt en vue vun enger grousser Steierreform esou e Rapport, detailléierte Rapport iwwert deen heite Problem eng Viraussetzung ass, fir datt een iwwerhaapt kann eng grouss Steierreform maachen!

Also, et ass keen Argument, fir en net ze maachen. Mee et ass grad een Argument, fir esou e Rapport ze maachen, fir datt ee weess, wann eng Steierreform ass, wat effektiv d'Realitéit ass a wat een dorunner muss kënnen ofänneren. Duerfir, mengen ech, ass dat Argument net gutt.

Den Här Bodry huet proposéiert, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Bon, ech mengen, et sinn d'Kolleege vun deene Lénken, déi mussen decidéieren, ob se se zur Ofstëmmung bréngen oder an d'Kommissioun iwwerweisen. Mir hunn als ADR déi selwecht Problematik, déi den Här Roth hei ugeschnidden huet, och diskutéiert, wat déi „sociétés privées nationales et internationales" ubelaangt, well dat éischtens eng Onmass ass, déi och net onbedéngt bekannt sinn. A wéi wier et iwwerhaapt méiglech, fir alles, wat do dran ass, an deene Societéiten, fir dat och kënnen nozevollzéien, ze definéieren, wéi d'SCIen, wéi vill Leit se hunn, déi, wéi de Kolleeg Gilles Roth et och gesot huet, hei am Land an am Ausland SCIe maachen, fir hir eegen Immobilien als Famill ze geréieren? Dat ass schonn eng Komplexitéit, a virun allem do menge mir, datt ee misst vläicht eng méi kloer Formulatioun kréien, fir genau ze wëssen, wat een do wëllt kucken.

Mir sinn net dergéint! Ech wëll dat kloerstellen. Awer et ass just, fir d'Definitioun ze kréien, wat ee genau do an dee Rapport wëllt erakréien.

Duerfir géife mir et och begréissen, wann et an d'Kommissioun kéint goen. Net, datt déi Motioun begruewe soll ginn, mee datt déi Motioun kéint - am Dezember hu mer dräi Sitzungen - erëm hei an d'Chamber kommen, wou d'Kommissioun vum Logement dann eng Kéier driwwer géif befannen an dann eventuell géif versichen, eng Kloerheet ze bréngen, déi „sociétés privées nationales et internationales", datt een dat géif méi kloer ëmräissen an der Motioun. Mir wieren och duerfir frou, wa se an d'Kommissioun géif goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Also, mir hunn ugefaange mat engem Projet de loi, deen ënnert der Verantwortung vum Här Gramegna steet. Ech muss awer feststellen: De Logementsminister ass guer net hei. An dofir begréisse mir och d'Iddi, an d'Logementskommissioun ze goen, wou a senger Presenz driwwer diskutéiert ka ginn, well awer och e Logementsminister matdiskutéiere muss kënnen, wann et ëm déi Problematik geet. An dat hei ass e wichtege Sujet, deen eis alleguer betrëfft.

Dofir ënnerstëtze mer d'Iddi eeben, an der Logementskommissioun oder eeben an enger

Commission jointe doriwwer ze diskutéieren an elo net hei ouni d'Presenz vum Logementsminister ...

(Brouhaha)

... schonn iwwert den Text ze debattéieren.

An dofir Merci fir d'Ënnerstëtzung, fir an d'Logementskommissioun domat ze goen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wéilt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, den Här Gibéryen huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Bodry hat d'Logementskommissioun proposéiert. Mir hunn dat och ënnerstëtzt. Mee wa mer zwar richteg kucken, ass et eng steierpolitesch Saach, soudatt ech géif proposéieren, datt mer eng Jointe sollte maachen, d'Logementskommissioun mat der Finanzkommissioun. Well ech mengen, datt hei awer och d'Experte vun der Steierverwaltung oder vum Finanzministère missten derbäi sinn, fir déi Fro do ze klären.

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Mir hunn also hei eng konkret Propos. Also mir hunn eng Motioun hei leien, wou am Ufank drop gehale ginn ass, fir driwwer ofzestëmmen. Ech géif awer d'Auteure froen, ob si mat där Proposition de compromis d'accord sinn, fir se an déi zwou Kommissiounen eranzeginn.

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Här President. Jo, absolutt. Ech mengen, et ass eng ganz gutt Propositioun, well mir spiere jo och, datt den Interesse grouss ass, vu ville Säiten, hei innerhalb vun der Chamber, bausse vun der Chamber och, fir eng Kéier do Kloerheet ze schafen, well et gëtt ëmmer driwwer geschwat, mee et ass ni richteg ze gräifen.

Datt mer och an der Motioun vläicht gewësse Saachen e bësse flou definéiert hunn, dorunner soll et jo net scheiteren. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, datt mer doriwwer diskutéieren, esou schnell wéi méiglech awer, fir datt et net an de Vergiess geréit, an datt mer vläicht och eng Jointe maache mat der Finanzkommissioun, d'autant plus, datt et en amont vun der Steierreform jo interessant wär ze kucken, wéi den État des choses op deem Niveau ass.

Dat heescht, mir begréissen dat, datt et an d'Kommissioun Logement oder an eng Commission jointe - à voir - verwise gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ass eng Jointe méiglech?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wa mer Datume fannen, matzäit, jo.

Une voix.- Wou ass dann do de Problem?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gutt, da wär dat esou decidéiert. Mir brauchen dann net iwwert d'Motioun ofstëmmen ze loossen an d'Chamber ass unanime der Meenung, dass mer se an d'Kommissioune sollen iwwerweisen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee net aux calendes grecques!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Net aux calendes grecques.

A wann ech mer däerf erlaben, e klenge Pefferkär bäizefügen, géif dat och eng Geleeënheet ginn, fir eis ze informéieren, wéi dann elo a Wierklechkeet d'Critères d'attribution vun de Prête sinn am Moment bei de Banken, an och sécherzestellen, dass net „in vorauseilendem Gehorsam" deen heiten Text géif applizéiert ginn am Secteur.

Merci gesot.

A, den Här Baum freet nach d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Nach e Wuert, pardon! Et ass vum Kolleeg Wagner gesot ginn, dass mer averstane wären, fir dat doten an d'Kommissiounen ze huelen „esou séier wéi et geet".

Ech liesen awer elo an der Motioun « à produire dans les six mois à venir ». An ech mengen, wa mer deen dote Rapport wëllen opstellen, mat deene Problemer, déi opgewise gi si vum Här Roth a vum Här Gibéryen, och besonnesch wat d'Sociétés privées nationales ugeet, mengen ech, sollte mer awer wierklech eis dann och déi Zäit gi vun deene sechs Méint, fir dat heiten hei ze produzéieren.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- D'Kommissioun befaasst sech mam Sujet, net mam Wuertlaut vun der Motioun. Dofir mengen ech, ...

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... wär déi Suerg berücksichtegt. Merci gesot! Domat wäre mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert dëse Projet.

7. 7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg

Mir kéinten zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7408, wou et ëm den Office du Ducroire geet. An ech gesinn, dass de Rapporter, den Här Guy Arendt, scho prett ass. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7408, deen eis elo befaasst, geet et ëm den Office du Ducroire hei vu Lëtzebuerg.

D'Zil vum Gesetzestext ass et engersäits, fir d'Mandat vum Office du Ducroire ze erweideren, an anerersäits, fir seng Struktur a säin internt Funktionement ze moderniséieren. Dës Ofännerunge sollen ënnert dem Strëch dozou bäidroen, datt d'Aarbechte vum Office an Zukunft nach méi effikass ginn an d'Servicer doduerch besser op déi eenzel Besoine vun den Entreprisë kënnen agoen.

Éier ech méi op den Detail vum Projet de loi aginn, erlaabt mer, e puer Wuert iwwert den Office du Ducroire selwer ze soen.

Den Office du Ducroire, oder kuerz „ODL", ass 1961 als Établissement public an d'Liewe geruff ginn. Zënterhier ass seng Missioun, fir déi ekonomesch a finanziell Relatiounen an engem internationale Kontext ze förderen, haaptsächlech duerch d'Couverture vu Risiken am Beräich vun den Exportatiounen an den Importatioune souwéi den Investissementer.

Duerch eng Konventioun tëschent dem ODL an dem Staat, déi dee sougenannte „Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises", kuerz COPE, gegrënnt huet, ënnerstëtzt den ODL zënter 2002 och zousätzlech lëtzebuergesch Exporter iwwert de Wee vun enger Participatioun un de Promotiounsfraisen, den Exportfraisen oder der Formatioun. Den ODL hëlleft de Betriber also, sech iwwert d'Grenzen eraus ze entwéckelen, Handelspartner ze fannen an esou am Ausland Fouss ze faassen. An anere Wierder: Hien dréit zu der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzebuerger Entreprisë bäi.

Wat d'Envergure vun deem Ganzen ugeet, esou ass eis an der Kommissioun preziséiert ginn, datt den ODL op den 31. Dezember 2018 mëttel- a laangfristeg Engagementer vu ronn 600 Milliounen hat. Dat ass jo schonn eng beachtlech Zomm.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann den Office du Ducroire ville Leit vläicht onbekannt ass, esou erfëllt hien dach eng ganz wichteg Missioun fir de Lëtzebuerger Handel, dat besonnesch am Kontext vun der Globalisatioun, där hiren Impakt op d'Entreprisen an de leschten zwee Jorzéngten an d'Luucht gaangen ass.

Den ODL, par contre, huet sech iwwert d'Zäit kaum verännert. Seng Struktur a säin internt Funktionement sinn nach ëmmer bal déi nämmlecht, wéi se am Grënnungsjoer woren. Dat ass scho bal 60 Joer hier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genau aus dësem Grond gëtt d'Gesetz iwwert den ODL mat dësem Projet de loi iwwerschafft. D'Zil ass et, mat dësem Projet de loi déi bescht Viraussetzungen ze schafen, fir datt den ODL den Entreprisen déi bescht Expertise, Berodung an Ënnerstëtzung mat op de Wee ka ginn. Dat betrëfft, wéi gesot, besonnesch zwee Punkten: Engersäits gëtt d'Mandat vum ODL erweidert an anerersäits gëtt u senger Struktur gefréckelt.

Fänke mer mat der Erweiderung vum Mandat un: Den Auteure vum Gesetz no géif dës Erweiderung dem ODL an Zukunft besser erméiglechen, op déi ënnerschiddlech Demandë vun de Lëtzebuerger Entreprisen anzegoen. Effektiv hunn d'Erwaardunge vun de Betriber an der leschter Zäit net nëmmen zougeholl, mee sech och verännert. Et misst ee sech dem internationale Kader upassen, fir ze verhënneren, datt et zu engem Nodeel vun de Lëtzebuerger Betriber kënnt.

Dat trëfft besonnesch op alles zou, wat mat der Ënnerstëtzung duerch d'ëffentlech Hand ze dinn huet. Beispillsweis kënnt dofir d'Aktivitéit vum sougenannte „soutien public", dee jo zënter 2002 iwwer eng Konventioun mam Staat gereegelt ass, mat dësem Gesetz als „mission à part" an d'Gesetz stoen. Dës finanziell Hëllefe kënnen a Form vu Remboursementer oder a Form vun Avancen un d'Entreprisë fléissen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum zweete Volet vun dësem Projet de loi. Dee betrëfft d'Struktur, d'Organisatioun an dat internt Funktionement vum ODL. Am Moment ass et nach esou, datt d'Sekretariat weeder den ODL ka representéieren nach eng Ënnerschrëft huet. D'Sekretariat ass a sengem Wierken deemno relativ ageschränkt. Seng Mataarbechter kënnen net eegestänneg Entscheedungen huelen, obwuel si iwwert déi lescht Joren ouni Zweiwel deen néidege Savoir-faire dofir opgebaut hunn.

Mat dësem Projet de loi gëtt den organisatoresche Kader vum Office du Ducroire deenen aneren ëffentlechen Etablissementer ugepasst. Den ODL kritt ënner anerem e Conseil d'administration, deen aus mindestens aacht Membere besteet, an och eng Direktioun, déi sech aus engem Direkter a sengem Adjoint zesummesetzt. D'Direktioun këmmert sech an Zukunft ëm d'Dagesgeschäft vum ODL.

De Projet de loi bitt zudeem d'Méiglechkeet, fir sougenannt Comité-techniquen an d'Liewen ze ruffen. Dës Kommitteeë kënnen op Decisioun vum Conseil d'administration hin dem ODL a bestëmmten, méi technesch ugehauchten Dossieren oder Thematiken zur Säit stoen an hie beroden. Dat wäert och zu der Qualitéit vu sengen Aktivitéite bäidroen.

Här President, fir de Rescht Eenzelheeten an Detailer géif ech gären op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Zum Schluss nach e puer Wuert zu den Avisen. Nieft den zwee Avise vum Staatsrot krute mir och en Avis vun der Handelskummer, der Kummer vun de Staatsbeamten an Employéen an der Chambre des Métiers.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Déi dräi Kummere ware bis op e puer kleng Nuancen averstane mat dem Objet vum Projet de loi.

Ech wëll awer nach ervirsträichen, datt d'Cofibu den 19. November e Bréif un de Conseil d'État geschriwwen huet, well am Eifer des Gefechts sech eng Erreur matérielle bei der Numerotatioun vun den Artikelen ageschlach hat. Mir haten en Artikel 1 an en Artikel 1A an de President huet un de Conseil d'État geschriwwen, fir eeben déi Erreur matérielle evirzehiewen an ze soen, den Text géif awer an enger normaler Numerotatioun lech hei presentéiert ginn.

Dës gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Mir hu virdru vill iwwer Immobilieriske geschwat. Déi Kéier geet et hei iwwer eng aner Zort vu Risken, déi vum Import an Export, déi ganz wichteg si fir déi lëtzebuergesch Entreprisen. Den Här Rapporter Guy Arendt, deem ech Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, huet dat op eng roueg, detailléiert a kloer Aart a Weis duergelu-echt, soudatt mir soss näischt aneres nach bleift, wéi den Accord ze ginn an nach eng Kéier dem Här Arendt Merci ze soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, no deenen e bësse méi heftegen Diskussiounen, déi mer um viregte Punkt haten, fanne mer erëm bei deem techneschen Dossier hei, denken ech, Unanimitéit hei an der Chamber. Ech géif och an eisem Numm dem Rapporter Merci soe fir seng ausféierlech Duerstellungen an och den Accord da vun der LSAP-Fraktioun abréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. An da wier et un der honorabeler Madamm Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt mech dann och uschléissen an dem Här Guy Arendt Merci soe fir de Rapport an och d'Zoustëmmung gi vun der grénger Fraktioun, mat just nach enger klenger Remark.

Den ODL kritt jo hei net nëmme just en neit Mandat, mee och en neie Fonctionnement respektiv eng nei Struktur, déi moderniséiert gëtt a konform gëtt zu allen aneren Établissements publics. An deem Kontext wéilt ech dem Här Gramegna e klenge Message mat op de Wee ginn.

D'Regierung huet sech schonn 2018 derzou verflicht, wa Memberen an e Conseil d'administration genannt ginn, dat ass jo hei all dräi Joer de Fall, dass da 40 % Frae sollen do vertruede sinn. Mir hu festgestallt, dass déi Vertrieder vum Staat Häre sinn. Ech stellen domat hir Kompetenz net a Fro, mee ech mengen, wa mer eis engagéieren, eis Conseil-d'administrationen e bësse méi divers opzestellen, da wär et vläicht an nächster Zäit och emol souwäit, dass dann eng Fra d'Chance hätt, do matzeschaffen, am Sënn vun der Diversitéit a vum gudde Fonctionnement an eiser Gesellschaft, awer och als Zeechen, dass mer méi villfälteg an déi Richtung wäerte schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech wollt dem Kolleeg Guy Arendt häerzlech Merci soe fir säi ganz exzellente Rapport an d'Zoustëmmung vun der ADR bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech muss lech awer enttäuschen: Et wäerte wéinstens zwee Deputéierter net derfir stëmmen.

Plusieurs voix.- O!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et wier vill ze vill einfach soss. Ech ginn awer dovun aus, datt et trotzdeem duerchkënnt. Mir hunn e klenge Problem, éischtens schonn emol, wat de Statut privé ugeet vun deene Leit, déi dora schaffen. Mir sinn der Meenung, datt et Fonctionnairë misste sinn. An ech muss lech scho bal aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires kuerz zitéieren, well besser hätt ech et net gesot. An ech mengen net, datt mir Memberen do hunn. Ech mengen net.

Also: « Le monde politique se laisse trop facilement séduire par des lobbyistes qui réussissent à acclimater les engouements anglo-saxons et les modes ultralibérales pour gérer les administrations publiques dans un esprit de rentabilité capitaliste et pour privatiser les services publics de plus en plus nombreux, et cela en dépit des résultats désastreux de cette politique qui est pratiquée partout en Europe. » Besser kéint ech et wierklech net soen.

Et gëtt awer nach aner Ursaachen. Et muss ee sech prinzipiell Froe stellen, inwiefern d'Kollektivitéit awer och d'Risike vun der Industrie systematesch esou muss iwwerhuelen. D'Société civile, ONGen hu sech awer och oft mam Office du Ducroire auserneegesat, well do Krittären, wat d'Mënscherechter ugeet an esou weider, net ëmmer respektéiert ginn an dem Soutien vun den Aktivitéite vun eisen Entreprisen dobaussen. Bon!

An och de Conseil d'administration, datt de Ministère direkt explicitement seet, datt en dräi Leit aus dem Privatsecteur do nomméiert; et wier méi einfach ze soen: „Hei d'Chamberen nomméieren deen direkt an d'UEL och." Da sinn déi och beschäftegt. Da géif dat méi einfach goen.

Aus deenen Ursaache wäerte mer net derfir stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit der Kreatioun vum Office du Ducroire am Joer 1961 huet sech an der wirtschaftlecher Landschaft zu Lëtzebuerg, mee och international vill verännert. An et ass wichteg, dass ee sech un dës Changementer upasst, fir den Entreprisë weiderhin eng qualitativ héichwäerteg Ënnerstëtzung bidden ze kënnen.

Dat gesot, ass et, mengen ech, och wichteg, datt mer eis Établissement-publicke generell reegelméisseg op de Leescht huelen, se evaluéieren a falls néideg moderniséieren. Dat ass och de Grond, firwat d'Piraten, trotz e bësse Bauchwéi, dëse Projet wäerte matdroen.

Loosst mech awer kuerz eise Bauchwéi erklären!

Une voix.- Et gëtt Medikamenter dogéint.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Medikamenter dogéint, jo, d'Regierung hat et an der Hand, fir d'Medikamenter dogéint quasi an den Text ze géissen. Ech erspueren lech och elo nach eng Kéier en Zitat aus dem Avis ...

(Interruption)

... vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, den David Wagner huet dee scho wuertgetrei hei zitéiert.

Och wann et sech bei der Restrukturatioun vum Office net wierklech ëm eng Schafung vun engem neien Établissement public handelt, gëtt awer d'sämtlecht Personal mat neie Kontrakter agestallt. Ech mengen, dee Punkt ass definitiv kritiséierbar, well d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist an hirem Avis drop hin, mat Verweis op den Accord salarial, datt dëst Personal fonctionnariséiert misst ginn. An dat ass an eisen Aen novollzéibar.

Et gëtt net kloer duergeluecht, firwat d'Personal vum Office du Ducroire ënnert dem Statut vum Privatrecht bleiwe soll. An esou gouf och net op d'Bedenke vun der Chambre des Fonctionnaires agaangen. Dat widdersprécht eise Vuen, eiser Virstellung vun engem Staat, deen op d'Avise vu senge Chambre-professionnellen ageet.

Nichtsdestotrotz, wéi ech et gesot hunn, ass et wichteg, d'Établissements publics reegelméisseg ze evaluéieren an à jour ze setzen, do, wou et néideg ass. Hei war et néideg. An dofir droe mer, trotz deem liichte Bauchwéi, dëse Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech fänken un, andeem ech dem Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen och ganz prezis war an en fait d'Modernisatioun vum Ducroire gutt erkläert huet, mat den neie Strukturen, déi enger moderner Gouvernance entspriechen. D'Mandat gëtt och e bësse méi breet gemaach.

Ech muss och soen, dass den Office du Ducroire eng super Aarbecht iwwer Joerzéngte geleescht huet a weider leescht an e wichtegt Instrument ass, fir d'Exportpolitik vun eisen Entreprisen ze sécheren. Et gëtt änlech Institutiounen am Ausland. Et ass gutt fir Lëtzebuerg, dass mer hei elo dem Ducroire eng nei Gesetzesbasis ginn, déi méi modern ass an déi da wäert hëllefen, dass mer eis weider am Ausland méi breetmaachen an dass mer eis Ekonomie weider diversifizéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7408. Wéi de Rapporter schonns drop opmierksam gemaach huet, ass d'Numerotatioun vun den Artikelen am Rapport vun der Kommissioun verrutscht. Déi Erreur matérielle ass dem Staatsrot matgedeelt ginn a mir stëmmen iwwert déi nei Versioun vum Text of, déi am Document parlementaire 7408[10] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7408 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen an 0 Abstentiounen approuvéiert.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7408 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7446, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7446 setze mer eng weider europäesch Direktiv am Beräich vun der indirekter Besteierung an nationaalt Recht ëm. Konkreet handelt et sech heibäi ëm Mesuren, fir den TVA-System op grenziwwerschreidenden Echangen innerhalb vun der EU ze harmoniséieren an ze vereinfachen.

Vun Ufank un, wéi de Système commun vun der TVA 1967 op europäeschem Niveau agefouert gouf, war d'Zil, fir enges Daags en eenheetlechen TVA-System ze hunn, deen um Niveau vun der EU d'selwecht géif funktionéiere wéi an engem eenzelne Land. An anere Wierder war schonn deemools de Gedanken, fir iergendwann net nëmmen déi physesch Grenzen ofzeschafen, mee och déi steierlech Grenzen, an dësem Fall besonnesch am Bezuch op d'TVA.

Vu dass 1992 weeder déi politesch nach déi technesch Ëmstänn gi waren, fir schonn en definitive System ze schafen, ass dunn e provisoresche System agefouert ginn. 2006 ass d'TVA-Direktiv gestëmmt ginn, déi virgesäit, dëse provisoresche System duerch en endgültegen ze ersetzen.

Et huet allerdéngs duerno nach zéng Joer gedauert, bis dass d'Kommissioun en Aktiounsplang virgeluecht huet mat Proposen, fir esou en definitive System am Beräich vun de grenziwwerschreidenden Echangen innerhalb vun enger Firma ze etabléieren. Eleng dat weist, dass d'Schafe vun engem eenzegen europawäiten TVA-System méi wéi komplex ass an deemno net vun haut op muer geschéie kann. Well och an der noer Zukunft net mat engem definitive System ze rechnen ass an déi komplett Ëmsetzung nach eng weider Rei Jore brauche wäert, huet den Europäesche Rot 2016 d'Kommissioun opgefuerdert, a verschiddene Beräicher kuerzfristeg Léisungen ze proposéieren, déi déi aktuell Situatioun séier verbessere sollen.

Dorëms geet et bei dëser Direktiv a vun do kënnt och den Numm „quick fixes", dat heescht „séier Léisungen". Konkreet sinn Adaptatiounen an dräi spezifesche Situatioune virgesinn, fir den aktuelle System méi einfach ze maachen. Et sinn an deem Sënn effektiv Mesuren zur Simplification administrative, eppes wat Lëtzebuerg natierlech och nëmme begréisse kann.

Konkreet handelt et sech bei deenen dräi viséierte Situatiounen éischtens ëm de „régime des stocks sous contrat de dépôt", zweetens d'„opérations en chaîne" an drëttens ëm méi kloer Reegelen, fir dass intracommunautaire Liwwerungen tëschent Entreprisë vun der TVA exoneréiert kënne ginn.

Vu dass dëst eng ganz technesch Matière ass, wéilt ech Iech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Detail verschounen a géif mer erlaben, op mäi schréftleche Rapport an do besonnesch op de Commentaire des articles ze verweisen.

Nieft der Transpositioun vun der genannter Direktiv gëtt mat dësem Gesetzesprojet awer och nach eng weider Upassung am Beräich vun der TVA virgeholl. An der Lescht ass an eisen Nopeschlänner - a warscheinlech an deenen, déi ëmmer mam Fanger op eis weisen - des Éftere versicht ginn, iwwer eng Fraude „carrousel" u Steiergelder ze kommen. Doweinst profitéiert Lëtzebuerg vun dëser Geleeënheet, fir dorobber ze reagéieren an de Mechanismus vun der Autoliquidatioun, wéi en aktuell schonn am Beräich vun den CO_2-Zertifikater am Emissiounshandel applizéiert gëtt, op de Kaf vu Gas- an Elektreschzertifikater auszedeenen. Dat bedeit, dass de Keefer vun dësen Zertifikater, déi d'Originn vum Stroum oder vum Gas uginn, dem Staat d'TVA muss iwwerweisen, an net de Verkeefer.

Schliisslech ginn nach eenzel Artikele vum TVA-Gesetz punktuell ugepasst. Dat virun allem, fir verschiddenen Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung ze droen. Et handelt sech heibäi virun allem ëm Upassungen, déi méi technescher Natur sinn.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 22. Oktober keng weider Remarke formuléiert. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren an den Accord vun der DP-Fraktioun fir de Projet ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci och hei nach eng Kéier dem Här Rapporter Arendt, deen dat och op eng ganz detailléiert Manéier gemaach huet, soudatt ech och net vill bäizefügen hunn, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Ech géif awer wëlle vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, well et hei jo och e bëssen drëm geet, fir déi TVA-Karussells-Infraktiounen ze bekämpfen, fir nach eng Kéier en Appell un den Här Finanzminister ze maachen, wat déi Cum-Ex-Affär ubelaangt, wou am Moment an Däitschland e Prozess leeft, dee fir vill Welle suergt a wou och ëmmer erëm Lëtzebuerg zitéiert gëtt, well och do lëtzebuergesch Gesellschafte mat dran implizéiert sinn.

A mir hate virun enger Rei vu Woche jo och eng Kéier iwwert dee Sujet an der Finanzkommissioun geschwat. Mir waren awer do net ganz zefridden, Här Finanzminister, well mer der Meenung sinn, datt souwuel de Finanzministère wéi awer och d'Steierverwaltung hei net op eng méi effizient Manéier (veuillez lire : hei net op eng effizient genuch Manéier) versichen, géint déi Infraktioun och hei zu Lëtzebuerg virzegoen.

Et ass eis gesot ginn, datt do eng eelef Milliounen Euro och hei der lëtzebuergescher Steierverwaltung verluer gaange wieren. A mir sinn der Meenung, do misst wierklech alles versicht ginn, Här Finanzminister, och vun eiser Steierverwaltung, fir déi eelef Milliounen do ze recuperéieren. Duerfir nach eng Kéier hei vun dëser Plaz aus den Appell, fir op e bësse méi eng effizient an engagéiert Manéier géint déi dote Geschichten och bei eis am Land virzegoen!

Ech soen Iech am Viraus Merci, Här Finanzminister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo. Ech wollt just Merci soe fir dee gudde Rapport an den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit Felicitatiounen un de Kolleeg Guy Arendt fir dee ganz komplette Rapport. Ech mengen, jiddwereen huet dat dote verstanen, och een, deen net all Dag mat TVA ze dinn huet.

Erliichterung vu grenziwwerschreidendem Handel ass ëmmer eng gutt Saach. An dofir fënnt och dësen Text d'Zoustëmmung vun der ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Transpositioun vun dëser europäescher Direktiv soll, an esou gouf et och am exzellente Rapport duergeluecht, dozou bäidroen, déi international Reegelen am System vun der TVA ze harmoniséieren an och ze vereinfachen. En attendant, datt en definitive gemeinsamen europäesche System ausgeschafft gëtt, ginn esou schonn eng Rei Problemer am Viraus behandelt duerch Dispositiounen, déi een och - erlaabt mer kuerz, zwee englesch Wierder ze benotzen - als „quick fixes" kéint bezeechnen.

Dat ass eng Approche, vun där mir Piraten denken, datt se och an der nationaler Politik méi heefeg kéint zum Asaz kommen. Amplaz punktuell Verännerungen auszebremse mat der Excuse, datt un engem grousse Projet geschafft gëtt, sollt een a groussen Dossieren och kuerzfristeg a léisungsorientéiert Veränneruge viséieren.

Ech denken do zum Beispill un déi ongerecht Besteierung vun den Elengerzéienden a Wittleit, un där sech säit Joren a Joren näischt ännert mam Argument: „Mir schaffen un enger grousser Steierreform." Ma bref, hei gëtt och nach ëmmer weider un enger grousser TVA-Reform geschafft, dat ännert awer näischt drun, datt hei punktuell Ännerunge gemaach ginn.

Jo, grouss Reforme kënne vill veränneren, mee kleng Upassungen och Grousses beweegen. D'Piraten ënnerstëtzen duerfir dës spezifesch Dispositiounen, fir d'Reegele vun der TVA op internationalem Niveau tëschenzäitlech punktuell ze harmoniséieren an domadder och bei deene Karusseller a Cum-Ex-, Cum-Cum-Prozeduren - a wéi se all heeschen - weider no vir ze kommen an déi an Zukunft progressiv ze verhënneren.

Ech denken, dat ass déi richteg Pist, dat sollte mer maachen, an duerfir ënnerstëtze mir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech,

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Règlement de la Chambre des Députés est adopté par celle-ci et publié au Journal officiel. Il détermine l'organisation de la Chambre et son fonctionnement et en définit les procédures.

dass mer hei Unanimitéit hunn. Merci fir d'éischt un de Guy Arendt fir de schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech ginn elo net op déi technesch Detailer an, mee ech mengen, de Point commun vun de verschiddene Mesuren, déi hei geholl ginn, ass follgenden: Et ass deen, bei komplizéierten Operatiounen, déi triangulaire sinn, déi iwwer méi Länner ginn, dass do méi Clartéit geschaaft gëtt an dofir och geséchert gëtt, dass d'TVA bezuelt gëtt. An doriwwer kënne mer eis nëmme freeën.

Wat elo d'Zertifikater vum Gas a vum Elektreschen ubelaangt, do geet et drëms, en fait Frauden ze verhënneren. An dat geschitt heimadder, dass een eng Autoliquidatioun virgesäit, wat eng Exceptioun ass.

Erlaabt mer da vläicht, just e Wuert ze soen effektiv, dass dat heiten eng punktuell Revisioun vun den TVA-Bestëmmungen ass. D'TVA ass jo par essence eng europäesch indirekt Besteierung, wou d'Reegelen alleguerten déi selwecht an alle Länner sinn. An et gëtt de Moment vun der Kommissioun un enger gréisserer Reform geschafft. An an där sinn eng Rëtsch wichteg Elementer, déi an d'Diskussioun komme wäerten, déi natierlech vill méi grouss Changementer mat sech brénge wéi déi heite punktuell Reform.

Ech freeë mech awer, dass mer dat heite konnten elo relativ séier ëmsetzen an doduerch natierlech méi TVA erakréien an d'Frauden domadder reduzéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7446. Den Text steet am Document parlementaire 7446[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7446 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck

Eise leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7463 iwwert de Kaf vum Gebai Cité policière Grand-Duc Henri, Kalchesbréck, Komplex B. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den ëffentlechen Déngscht wiisst. Am Staatsbudget fir d'Joer 2020 sinn net manner wéi 1.830 nei Posten an der Fonction publique virgesinn, ouni déi ze vergiessen, déi net besat konnte ginn. Dat ass schonn impressionnant.

E groussen Deel vun deene Poste komme prioritär am Enseignement, an de Centres pénitentiaires a bei der Police bäi. Mir wëssen, wann de Staat säin Effectif an d'Luucht schrauft, da wiisst och gläichzäiteg d'Bedürfnis u Gebaier a Bürosflächen. A genau ëm déi Bürosfläche geet et bei dësem Gesetzesprojet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7463 ass net dee gréisste Projet a verlaangt sécherlech net deen detailléiertste mëndleche Rapport, mee fir eis Police ass dëse Projet alles, mee sécherlech net grad deen onwichtegsten. Nodeems de Staat schonn 2015 de Komplex A vun der Cité policière Grand-Duc Henri op der Kalchesbréck kaaft huet, soll d'Regierung nämlech mat dësem Text d'Erlabnis kréien, fir elo och kënnen d'Gebai niewendrun, also de Komplex B, ze kafen, an dat zum Präis vun 108 Milliounen Euro.

Erlaabt mer e puer Wuert zu där Acquisitioun. De Staat huet schonn d'lescht Joer, fir genee ze sinn den 12. Oktober 2018, e Contrat de bail ofgeschloss, fir de Komplex B ab Enn dëses Joers ze lounen. An deem nämmlechte Kontrakt huet de Staat dann och eng Kafoptioun ausgehandelt. Eng Kafoptioun, déi d'Regierung mat dësem Projet de loi wëllt zéien.

De Komplex B ass e Gebai mat enger Bürosfläch vun e bësse méi wéi 1.400 Meterkaree. Derbäi kommen dann nach Archiven an Annexe vu ronn 4.000 Meterkaree. D'Gebai huet 467 Parkplazen, dovunner ronn 400 am Gebai selwer an de Rescht baussent dem sougenannte Komplex B.

Här President, an der Kommissioun krute mer vun de Vertrieder vum Finanzministère gesot, dass et ëmmer manner evident géif ginn, an der Stad a ronderëm d'Stad nach Bürosfläche fir d'ëffentlech Hand oder aner administrativ Servicer ze fannen, scho guer net zu engem räsonabele Präis. D'Grënn sinn déi nämmlecht wéi déi, déi mer d'éinescht beschwat hunn, also wéi um Wunnengsmaart. Et géif ee sech duerfir iwwerleeën, fir an Zukunft, wa méiglech, méi ze dezentraliséieren, sief dat a Richtung Süden, also Richtung Esch zum Beispill, oder eeben an den Norden, haaptsächlech an d'Nordstad.

Déi Iddi, erlaabt mer dat ze soen, ass mir natierlech als Deputéierten aus dem Bezierk Norde besonnesch sympathesch. Och an der Finanz- a Budgetskommissioun hu meng Kolleeginnen a Kolleegen, ob Majoritéit oder Oppositioun, ausser ech géif mech elo fundamental ieren, positiv dorobber gelaut.

Dëst gesot, verweisen ech fir d'Detailer zu dësem Projet de loi gären op mäi schréftleche Rapport a ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir d'Nolauschteren a wënschen der Police elo scho vill Spaass beim Plënneren.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet matstëmmen, well et eng Symbios ass zwëschent engem besteeënde Gebai, dat d'Police schonn occupéiert a wou se dat hei eigentlech als complementaire kann ugesinn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass mer hei iwwer 108 Milliounen Euro ofstëmmen. Also 108 Milliounen Euro - mir hunn de Mëtten iwwer Immobilie geschwat -, dat entsprécht dem Géigewäert vun iwwer 100 Eefamilljenhaiser. Iwwer 100 Eefamilljenhaiser!

M. Guy Arendt *(DP).*- Zu Mamer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Net zu Mamer. Och op anere Plaze vun dem Land, wann Der de Gesamtpräis mataberechent, Här Arendt. Ech mengen, och bei Iech an der Gemeng.

Mir sinn awer fundamental ...

M. Guy Arendt *(DP).*- Et muss ee jo awer nach e bësse Spaass verdroen, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir si fundamental ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Awer net, wa Mamer am Spill ass.

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir sinn awer fundamental der Meenung, Här President, dass een onofhängeg vun deem Kaf hei muss en Inventaire emol eng Kéier maachen, vläicht och zesumme mat der Finanzkommissioun vun dem Parlament, iwwert dee gesamten Immobiliepark, deen de Staat an aner Établissements publiques vum Staat an hirem Besëtz hunn.

An doriwwer eraus si mir och der Meenung, dass de Staat sollt eigentlech fir d'Zukunft op Plazen dezentral am Land, awer och an der Peripherie vun der Stad nei Bürosgebaier opriichten. Et huet emol eng Kéier e Mann, deen haut leider verstuerwen ass, deem ech awer vill politesch ze verdanken hunn, gesot: „Als Gemeng baus de ni ze kleng." An dat, wat fir d'Gemeng stëmmt, mengen ech, stëmmt och fir de Staat. Wa mer e Staat sinn, wou all Joers 12.000 bis 13.000 nei Leit an d'Land wunne kommen, jo, da brauchen och d'Verwaltunge méi Effectiffer - wa mer se da fannen. A virun allem brauchen déi Effectiffer och appropriéiert Raimlechkeeten.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech soen dem Rapporter, dem Här Bauler, villmools Merci an ech ginn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir ginn natierlech dem Här Gilles Roth Recht, wann e seet, 108 Millioune wären e stolze Präis. Dat ass et effektiv. Et ass en deiere Präis, dee mer bezuelen. Mee mir si ganz kloer der Meenung, datt dat do eng ganz gutt Investitioun ass. A mir sinn och prinzipiell iwwerhaapt iwwerzeegt dovun, datt grouss ëffentlech Gebaier an d'ëffentlech Hand solle geroden, wann et méiglech ass. Ëmsou méi wa se sënnvoll genotzt kënne ginn, wéi an dësem Fall, a wa se awer och da virun der Spekulatioun kënne geschützt ginn, doduerch datt de Staat Proprietär dovu bleift.

An dësem Fall ass dat eng sënnvoll Notzung. Mir wëssen, datt de Policecorps wäert wuessen. Dat ass jo och de Wëlle vun der Regierung, fir méi Sécherheet am Land ze garantéieren a méi Police um Terrain ze hunn.

Mir mengen awer och, wann de Staat Proprietär vun dësem Gebai ass, datt dann d'Planungssécherheet fir déi zukünfteg Notzung wäert garantéiert ginn an datt et awer och méiglech wäert ginn, dat Gebai energeetesch ze sanéieren, ze renovéieren, esou wéi d'Krittäre vun haut et verlaangen.

An deem Sënn ënnerstëtze mer dës Decisioun voll a ganz. An ech wéilt dann awer och nach dem Här Bauler Merci soe fir säi gudden, explizitte Rapport, deen en eis haut nach eng Kéier geliwwert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, wann een de Komplex A hëlt, muss een och de Komplex B kafen. Dat läit iergendwéi op der Hand, trotz deenen 108 Milliounen, déi engem wéidinn, an trotz deem, datt erëm alles zentraliséiert gëtt. Wann Der an den Norde komm wiert, ech mengen, de Claude Haagen gëtt mer Recht, do wier et weesentlech méi bëlleg ginn an et wier och manner Mobilitéit an der Stad ginn.

Sou, mee domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen ...

(Exclamations)

Gutt. Elo ass jiddwereen nach eng Kéier waakreg ginn zu fortgeschrattener Stonn. Wien A seet, muss och B soen. Deementspriechend ass dat heiten d'logesch Konsequenz vun der Acquisitioun vum Komplex A deemools.

Mir begréissen et, datt d'Police duerch dës Acquisitioun déi néideg Raim kritt, fir hire Besoine gerecht ze ginn, fir hir Missioun kënnen ze exekutéieren. An deementspriechend gi mir och eisen Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech soen dem honorabelen Deputéierten André Bauler Merci fir de Rapport. An ech freeë mech, dass mer hei Unanimitéit kënnen hu fir de Kaf vun dësem Gebai, deen der Police zeguttkënnt.

Ech kann Iech och soen, et ass e qualitativ héichwäertegt Gebai. Et ass och e Gebai, wat de Besoine vun der Police entsprécht. A mir wëssen, wéi wäertvoll eis Police eis ass. A mir wëssen och, dass mer d'Police wëllen an deenen nächste Jore verstäerken, souwuel an der Zuel vu Leit, mee och an der Qualitéit vun de Prestatiounen, déi se kënne bidden. An dat wäerte mer mat dësem Gebai kënne maachen.

Effektiv ass déi Ziffer eng héich. Mee dat heiten ass en Investissement, dat hei si keng Depensen a lafend Käschten. An doduerch, dass mer et kafen, an ech mengen, als Finanzminister ass et mäi Rôle, fir dat ze ënnerstäichen, gëtt dat eis méi bëlleg, wéi wa mer et géife lounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7463. Den Text steet am Document parlementaire 7463[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7463 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7463 ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7463 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marco Schank), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 3., 4. a 5. Dezember virgesinn. D'Sitzung vun haut ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.40 heures.)

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

SÉANCE 10

MARDI
3 DECEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président*

4. Hommage à M. Marc Angels
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Francine Closener*

6. Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président*

7. Changements de composition de commissions parlementairess
- *M. Fernand Etgen, Président*

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales
- *M. Fernand Etgen, Président*

9. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. André Bauler - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé*

Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur
- *M. Sven Clement (interventions de M. Eugène Berger et M. Fernand Kartheiser) - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*

Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. Dan Biancalana - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé*

Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. David Wagner - M. Georges Mischo - Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. le Ministre Étienne Schneider)*

Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

et

Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense
- *Mme Stéphanie Empain - M. Gilles Roth - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de M. Gilles Roth)*

Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. Laurent Mosar - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé (intervention de M. Laurent Mosar)*

Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Mars Di Bartolomeo - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Charles Margue - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

10. Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen
- *Mme Martine Hansen - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - Mme Martine Hansen - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. François Benoy - Mme Martine Hansen*

11. 7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. André Bauler*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Vote*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1438** - Demande de pétition publique : No der Arméi bei d'Police!*

Dépôt : Tamara Gorges, le 19.11.2019

***1439** - Demande de pétition publique : Venir en aide à l'Église pour la catéchèse, rémunération des catéchètes, donner le choix aux enfants dans les écoles de suivre un cours de religion*

Dépôt : Anna Lolaico, le 20.11.2019

***1440** - Demande de pétition publique : Pour une baisse de prix de l'immobilier au Luxembourg*

Dépôt : Liam Ferreira Da Silva, le 21.11.2019

***1441** - Demande de pétition publique : Repousser de 60 à 70 ans l'examen médical obligatoire pour obtenir la prolongation de son permis de conduire*

Dépôt : Patrice Pellet, le 24.11.2019

***1442** - Demande de pétition publique : Pour que les transports en commun (Bus, Tram) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations*

Dépôt : Benjamin Wozniak, le 26.11.2019

***1443** - Demande de pétition publique : Privilégier l'insertion des jeunes résidents dans le monde du travail par rapport aux reconversions professionnelles et aux frontaliers*

Dépôt : Robert Contignon, le 28.11.2019

***1444** - Demande de pétition publique : Invendus !*

Dépôt : David Da Costa, le 28.11.2019

***1445** - Demande de pétition publique : Bluttspenden och fir LGBT (Lesben, Gays, Bisexuell an Transgender)*

Dépôt : Liridon Haxha, le 28.11.2019

***1446** - Demande de pétition publique : Pétition pour un soutien financier immédiat des commerces de proximité et des indépendants du quartier Gare de la Ville de Luxembourg*

Dépôt : Maddalena Oliva, le 29.11.2019

***1447** - Demande de pétition publique : Instauration d'un péage urbain*

Dépôt : Alexandre Krawczykowski, le 01.12.2019

***1448** - Demande de pétition publique : Grundsätzliche Kostenübernahme einer Vollnarkose für umfangreiche Zahnbehandlungen bei unkooperativen Kindern unter acht Jahren durch die CNS/Prise en charge de base des coûts d'une anesthésie générale pour soins dentaires étendus chez des enfants non coopératifs en dessous de huit ans par la CNS*

Dépôt : Tanja Stielke, le 01.12.2019

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll lech hei just nach eng Kéier eis Onzefriddenheet matdeelen, wéi den Ordre du jour festgehale gëtt. Dës Woch hu mer just een Dag. Mir hätten also gutt Zäit! An dofir kënne mer net verstoen, datt déi ganz Klimadiskussioun iwwert de Klima- an Energieplang an eis Interpellatioun alles an déi lescht Woch vum Budget gedrätscht gëtt. D'Klima ass e wichtege Punkt, an do sollte mer eis Zäit huelen.

A virun allem huet mech awer u sech Är Äntwert, Här President, rose gemaach, wéi ech d'Interpellatioun gefrot hunn. An ech hu mer dat och opgeschriwwen, wat Der gesot hutt. Dir hutt gesot: „Dir frot d'Interpellatioun elo. D'Regierung wëllt net, datt mer d'Interpellatioun festhalen, dat heescht, si fënnt wärend de Budgetsdebatte statt."

Här President, ech hunn ëmmer gemengt, d'Chamber wär d'Haus vun der Demokratie an d'Haus vun de Gewielten an net d'Haus vun der Regierung. An ech erwaarde mer definitiv, datt mer an Zukunft en aneren Ëmgang mat den Deputéierten an deem Sënn hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll kloer a prezis soen, datt d'Presidentekonferenz den Ordre du jour festgehal huet an eeben och den Ordre du jour, esou wéi en elo der Chamber virgeluecht ginn ass, decidéiert huet.

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Ech wëll just nach eng Kéier soen, datt Dir dat doten an der Presidentekonferenz gesot hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech huelen Akt vun Ärer Deklaratioun.

4. Hommage à M. Marc Angel

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, elo gläich gëtt eng nei Deputéiert vereedegt, well virdrun een Deputéierten dëst Haus fräiwëlleg verlooss huet, fir aner Erausfuerderungen unzehuelen. Wéi Dir wësst, gëtt de Marc Angel Europadeputéierten. Als iwwerzeegten Europäer passt d'Europaparlament ganz gutt bei hien.

De Marc Angel mécht scho laang Politik. Hien ass zanter 1984 Member vun der LSAP, zanter 1994 Member am Stater Gemengerot an zanter 2004 Deputéierten an der Chamber. Hien ass, wéi hie selwer mol gesot huet, souzesoen an d'Politik eragebuer ginn. Säi Papp, den Dokter Robert Angel, war zéng Joer laang Deputéierten an iwwer 20 Joer Member am Stater Gemengerot.

D'Decisioun, fir an d'Politik ze goen, huet de geléierten Diplomiwwersetzer no senge Studien zu Wien geholl. De Marc Angel huet an der Gemengepolitik ugefaang, déi him nach ëmmer um Häerz louch, an ass dunn 2004 Member vun der Chamber ginn.

An deene leschte 15 Joer huet de Marc Angel eng exzellent Aarbecht an der Chamber geleescht. D'Aussen- an d'Europapolitik zitt sech wéi e roude Fuedem duerch seng Karriär am Parlament. Esou war hie vun Ufank u Member vun der aussepolitescher Kommissioun an zënter 2013 President vun dëser. An all där Zäit huet hie sech virun allem fir europäesch Dossiere staark gemaach an et kann een hien ouni Zweifel als Expert op dësem Gebitt bezeechnen.

Dernieft war hien an dëser Legislatur a villen internationale Gremien aktiv an zum Beispill och President vun der Lëtzebuerger Delegatioun an och Tresorier bei der parlamentarescher Assemblée vun der NATO, President vun der Lëtzebuerger Delegatioun bei der interparlamentarescher Assemblée vum Benelux a President vun der Delegatioun bei der COSAC. An dësen internationalen Assembléeën huet hie sech iwwert d'Joren en Numm gemaach. Hie war bekannt a beléift bei deenen aneren Delegatiounen.

De Marc Angel war op alle Gebidder, déi eis Strategie vun den dräi D - Diplomatie, Developpement, Defense - an der Aussepolitik ausmaachen, immens aktiv.

Hei am Haus war de Marc Angel awer och nach Member an de parlamentaresche Kommissioune vun der Famill, Affaires intérieures a Chancëgläichheet, Mëttelstand an Tourismus, Ekonomie, Institutiounen, Gesondheet a Sport, bannenzeg Sécherheet an Defense. Et ass eng laang Lëscht vu Kommissiounen, an deenen hien an all deene Jore matgeschafft huet.

De Marc Angel schreift Kompromëss mat engem grousse K an d'Häerz ass op der richteger Plaz.

Marc, däi Wëssen an der Aussen- an Europapolitik, däin Engagement an däi Fläiss, deng Disponibilitéit, awer och däin angeneemt, jo, souguer häerzlecht Wiese wäerten eis feelen. Mee mir si sécher, datt déi elo op enger anerer wichteger Plaz an den Asaz kommen. Mir wënschen Dir vun hei aus ganz vill Satisfaktioun an Erfolleg bei denger neier Tâche als Europadeputéierten.

Merci Marc.

(Applaudissements)

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

A sengem Bréif vum 28. November 2019 huet den Här Marc Angel matgedeelt, datt hie vum 2. Dezember dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Walbezierk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir dat Mandat, dat fräi gouf, weiderzefëieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Francine Closener.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnes ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Francine Closener virum 29. November 2019 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet;

- e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnes bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnes mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Francine Closener huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Francine Closener hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op de gesamte Piècen, datt:

a) d'Madamm Francine Closener d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn;

b) d'Madamm Francine Closener vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnes betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Francine Closener sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ech géif Iech bieden, d'Madamm Closener eranzeruffen.

Madamm Closener, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir : « Je le jure. »

Mme Francine Closener *(LSAP).-* Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Francine Closener.

Madamm Closener, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Hilarité)

An ech ginn Iech direkt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun net grad 25 Joer souz ech eng éischte Kéier do uewen op der Tribün als frësch gebake Journalistin an hu mer gesot: Hei gëtt also Politik gemaach. Hei ginn déi grouss an déi manner grouss Decisioune fir eist Land geholl. Hei ginn d'Gesetzer diskutéiert a gestëmmt. Zanterhier huet d'Politik mech net méi lassgelooss.

Ech hu se observéiert a kommentéiert. Viru sechs Joer hunn ech du selwer de Schrëtt an d'Politik gewot, dee mech an d'Regierung gefouert huet. An haut sinn ech frou an houfreg, fir Member vum Parlament ze ginn, d'Successioun vum Marc Angel ze iwwerhuelen, deen de Garant ass vun enger kompetenter a sozialer Politik am Europaparlament. Marc, ech weess, datt ëmmer op dech Verlooss ass.

Ech hu mer dee Schratt, fir dëst Mandat unzehuelen, ganz gutt iwwerluecht. Déi Aarbecht, déi ech an de leschte Méint nämlech gemaach hunn, läit mer staark um Häerz, fir Lëtzebuerg an der Welt besser a richteg duerzestellen. Wa mer eis nämlech net selwer ëm eisen eegenen Image, ëm eis eege Reputatioun no bausse këmmeren, da maachen anerer dat fir eis, an déi hu bestëmmt net ëmmer d'Interessie vun de Leit vu Lëtzebuerg am Sënn.

Déi Aarbecht fir eng koordinéiert a glafwierdeg Promotioun vu Lëtzebuerg a sengem Image de marque muss weidergoen. Mee ech sinn nu mol e politesche Mënsch. A wéi de Willy Brandt et richteg sot: „Dee beschte Wee, fir d'Zukunft virauszesoen, ass deen, déi Zukunft selwer ze gestalten." Ech kréien elo hei d'Geleeënheet, fir matzegestalten, an dat virun allem a Beräicher, déi mir perséinlech ganz wichteg sinn.

Éischtens an der Educatioun. Wat kann et méi Wichteges ginn? D'Investitiounen an d'Bildung vun eise Kanner sinn Investitiounen an eis a virun allem an hir Zukunft. Sécher, et si vill gutt Reformen an de leschte Joren an der Schoul gemaach ginn, mee als Mamm vun zwee Kanner weess ech och, datt um Terrain nach net ëmmer alles ganz optimal leeft. An och déi nei mëttelméisseg PISA-Resultater kënnen eis net kalloossen.

Et ass d'Aufgab vun der Politik, derfir ze suergen, datt d'Léierpersonal déi Moyene kritt, déi néideg sinn, fir gär an domadder och gutt Schoul ze halen. An ech schwätzen do vun essenzielle Kaderbedéngungen, net vu Privileegien.

Meng zweet Prioritéit ass d'Wirtschaft, ee vun den dräi Piliere vun enger nohalteger Entwécklung. Wéi erhale mer eise Wuelstand a ginn an engems anescht, besser mat eise Ressourcen ëm, mat eiser Ëmwelt? Wéi begleede mer d'Digitaliséierung mat hirem enormen Impakt op d'Beruffswelt, op d'Gesellschaft? A wéi erhale mer eise soziale Fridden? Schwiereg Froen, op déi et keng einfach Äntwerte gëtt.

Drëtt Theema: d'Gläichstellung vu Fraen a Männer. Nee, se ass net erreecht. Jo, de gliesene Plaffong, dee gëtt et nach. An d'Gewalt doheem, déi zu iwwer 90 % Fraen trëfft, dat ass keng Privatsaach an dat dierf net mat Fatalismus higeholl ginn. De Kampf dergéint muss a mengen Aen eng Prioritéit sinn, och fir dëst Haus.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen a schwieregen Zäiten. Déi grouss Katastrophen aus dem 20. Joerhonnert an hir Ursaache schénge vergiess. Op ville Plazen an der Welt an och hei am Land gëtt nees dat haart gesot, wat 75 Joer laang tabu war. Nei Feindbiller ginn erugezillt, einfach Léisungen op schwiereg Problemer versprach. Dat ass ee ganz gefëierlecht Spill, op dat mer eis net dierfen aloossen.

Une voix.- Très bien !

Mme Francine Closener *(LSAP).-* Här President, mir liewen an enger räicher Gesellschaft, an dach feelt et villen un deem Allernéidegsten. Mënschewierdegt Wunnen a Liewen, soziale Fridden, Bildung, eng gesond Ëmwelt a villes méi si keng Privileegie vun Eenzelnen, mee mussen en Acquis si fir jiddwereen.

Dat ass de roude Fuedem, dee sech duerch meng politesch Aarbecht hei am Haus wäert zéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Closener.

6. Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, andeems den Här Marc Angel demissionéiert huet, ass e Posten als Member vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt, éischtens, den Här Georges Engel Member vum Bureau soll ginn, an zweetens, datt d'Madamm Lydia Mutsch Membre suppléant gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Member vum Bureau an dee vum Membre suppléant vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Fir de Poste vum Member vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Georges Engel ass domat zum Member vum Bureau proklaméiert. Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Fir de Poste vum Suppleant vum Bureau gëtt et also och esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno och hei net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Madamm Lydia Mutsch ass domat zum Suppleant vum Bureau proklaméiert.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Yves Cruchten den Här Marc Angel an d'Madamm Lydia Mutsch ersetzt d'Madamm Tess Burton fir de Volet „Coopération".

An der Commission de Vérification des pouvoirs ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel fir de Volet „Égalité entre les femmes et les hommes".

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel fir de Volet „Protection des consommateurs".

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Francine Closener d'Madamm Tess Burton.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel fir de Volet „Defense".

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

A schliisslech an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales

D'LSAP-Fraktioun proposéiert follgend Ännerungen, wat d'Zesummesetzung vun den Delegatiounen ugeet:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt den Här Claude Haagen d'Madamm Lydia Mutsch.

An der Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Yves Cruchten den Här Marc Angel.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel.

A schliisslech gëtt proposéiert, datt den Här Georges Engel als neie Member vum Bureau an

d'Délégation auprès de l'Union interparlementaire, der UIP, genannt gëtt.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Plusieurs voix.- Très bien !

9. Heure de questions au Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Président.*- Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 79 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'PISA-Etüd. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. D'PISA-Etüd ass de Moie virgestallt ginn. An der Pressekonferenz stounge virun allem am Mëttelpunkt erëm eng Kéier d'Rechtfertegungen u sech, firwat datt mer esou schlecht sinn.

Et ass kloer, datt mer, éischtens, net direkt vergläichbar si mat deene meeschte Länner, eebe well vill Kanner mat Migratiounshannergrond hei zu Lëtzebuerg an de Schoule sinn, wéinst eisem Multilinguisme an awer och well d'Tester net an eiser Mammesprooch gemaach ginn. Eis Resultater sinn also ënnert dem Duerchschnëtt vun der OECD. Mir wäerten et och schwéier kréien, un d'Spëtzeresultater hei erunzekommen.

Wat awer och kloer ass: Mir kënnen eis Resultater awer vergläiche mat eis selwer. Mee hei huet Lëtzebuerg ganz schlecht ofgeschnidden an deenen dräi Kompetenzen, déi gepréift gi sinn. Am Lieseverständnis hu mer eelef Punkte verluer. D'Lieseverständnis ass wichteg, well een och am digitalen Zäitalter zumindest nach dat muss verstoen, wat ee liest. Mathé: minus zwee Punkten. Science: minus sechs Punkten. Mir sinn iwwerall also méi schlecht gi wéi bei de leschten Tester.

De Minister huet annoncéiert, hie wéilt elo nëmmen nach all zweete Kéier beim Test matmaachen. Dat ass u sech e bëssen e Fortlafe virun enger Epreuve, virun allem, wann et net duerch eppes aneres ersat gëtt.

Meng éischt Fro also: Wéi soll an Zukunft eise Schoulsystem evaluéiert ginn am internationale Verglach? De Minister hat d'lescht Joer annoncéiert, mat anere vergläichbare Länner oder Stied zesummenzeschaffen. Ass hei schonns eng Kollaboratioun um Lafen? Ginn hei och Vergläichstester gemaach?

Am Mëttelpunkt vun den Diskussioune misst awer stoen: Wéi kréie mer eise Schoulsystem verbessert?

Wat ënnerhëlt de Minister, fir datt d'Kompetenze vun de Schüler sech net weider verschlechteren? Ginn d'Resultater am Detail analyséiert? Gëtt en Aktiounsplang mat Mesurë festgehalen, fir eeben d'Resultater ze verbesseren? An anere Länner gëtt dat gemaach. Hei zu Lëtzebuerg ass dat u sech esou nach ni gemaach ginn. Fir eis wär et eebe wichteg, den Challenge unzegoen an net de Kapp an de Sand ze stiechen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och der Madamm Hansen, datt se mer d'Geleeënheet gëtt, hei kuerz iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd kënnen ze schwätzen. Mir hunn och gefrot, fir an der nächster Woch mat der Chamberskommissioun eng Kéier do an den Detail kënnen ze goen.

Effektiv, fir direkt op déi Froen ze äntweren, déi ech do eraushéieren hunn: Mir sinn der Meenung, datt den internationale Verglach um PISA-Niveau all zweete Kéier duergeet, well och dës Kéier erëm bei PISA 2018 sech dat confirméiert huet, wat bei allen Etüden am dräijärege Rhythmus virdrun erauskomm ass: datt mer knapp ënnert der OCDE-Moyenne leien, datt mer eng grouss sozial Ongerechtegkeet hunn. Dat heescht, datt de sozialen Hannergrond, de sozioekonomeschen Hannergrond vun de Familllen dach ganz staark duerchschléit op d'schoulesch Resultater an datt mer, wat d'Migratioun ubelaangt, dee selwechte Phenomeen do feststellen.

Duerfir si mer der Meenung, datt een net all dräi Joer dat selwecht muss préiwen, mee datt mer méi an de Fong musse goen. An duerfir hu mer eis jo Strukture ginn, wéi de LUCET zum Beispill, wéi den Observatoire de la qualité scolaire, déi mer chargéiert hunn, fir eeben d'Ursaachen dovunner erauszefannen. An ech kann lech soen, datt mer den Observatoire och chargéiert hunn, fir bei Phenomeener, déi à la base och vun deene schlechte Resultater do sinn, wéi zum Beispill den heefege Redoublement, wéi awer och déi Schéier, déi scho ganz fréi an der Schoulcarrière vun de Schüler opgeet, wat mer opgrond vun den Analyse vum LUCET wëssen, nämlech schonn am Cycle 2 vun der Grondschoul, erauszefannen, op wat dat baséiert, an dann och deementspriechend Mesuren do kënnen an Zukunft ze huelen.

Ech wëll vläicht och nach soen, datt mer, wat déi regional Vergläicher ubelaangt, effektiv an Diskussioune si mat eenzelne Regiounen, déi comparabel si mat eis, dat heescht, déi och eng grouss Unzéiungskraaft hunn op Kanner, déi mat anere Sproochen an d'Schoule kommen, an och e Ballungszenter duerstellen an och vum Multilinguissem geprägt sinn. Do si mer awer nach net ganz zum Ofschloss komm, fir eis do kënne wierklech systematesch ze vergläichen.

Vläicht kuerz zu de Resultater allgemeng: Et ass jo esou, datt mer, wa mer e bëssen an den Detail ginn, feststellen, datt mer wuel an der Moyenne ënnert der OCDE-Moyenne leien, mee datt mer awer bei deenen 10 % beschte Schüler besser si wéi déi 10 % bescht an der OCDE. Dat heescht: Déi Schüler, déi gutt sinn, déi performéieren absolutt gutt. Mee do, wou mer e grousse Problem hunn, dat ass bei deenen 20 % schlechtsten, soudatt mer eis dann och ganz besonnesch deene mussen unhuelen an analyséieren, wéi dat méiglech ass a wat mer do kënne maachen.

Duerfir wäerte mer och nach eng Kéier kucken, wéi mer besser mat de Primo-arrivantë kënnen ëmgoen, wéi mer se besser orientéiert kréien, awer och nach eng Kéier d'Analys maache vun der Voie préparatoire, wéi déi sech muss änneren, fir de Schüler wierklech nach méi staark, wéi dat haut de Fall ass, d'Méiglechkeet ze ginn, an den Enseignement secondaire général kënnen nach eropzekommen an eng aner Karriär kënnen ze maachen.

Dir kennt eis Äntwerten och, déi mer op déi viregt PISA-Etüde ginn hunn, wou mer derfir plädéieren, fir déi Politik weiderzefëieren, nämlech fir de sozialen Ongläichheeten do entgéintzewierken, d'Kanner méi fréi ze förderen, se ganz geziilt och an der Kommunikatioun ze förderen, sproochlech ze förderen, méisproocheg ze förderen.

Dir wësst och, datt mer der Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun méi entgéintkomme wëllen duerch eng Diversifizéierung vun eiser schoulescher Offer. An do kann ee sécherlech d'Resultater vun der PISA-Etüd 2018 net huelen, fir déi dote Politik ze moossen, déi an deene leschte fënnef Joer ëmgesat ginn ass. Ech wëll just drun erënneren: 2018 si Schüler getest ginn, déi 15 Joer haten. Déi sinn 2006 an eise Schoulsystem komm, waren 2006 fir d'éischte Kéier also am Precoce. An duerfir, fir déi heite Politik vun haut kënnen ze moossen, wäerte mer warscheinlech op d'PISA-Resultater 2030 musse waarden.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 80 vum Här André Bauler un de Gesondheetsminister iwwert d'Maîtres de stage an der zukünfteger Formatioun fir Medezinner. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Virausgeschéckt wollt ech soen, dass mer viru Kuerzem gewuer gi sinn, dass mer an zéng Joer wierklech Enkpäss wäerte kréien, wat d'Zuel vun de Medezinner hei am Land ugeet. An deem Kontext wollt ech eng Fro stellen iwwert d'Ausbildung, d'Formatioun vun de Maîtres de stage, déi an der Medezinnerausbildung intervenéieren, iwwert d'Entwécklung vun hirer Zuel, hire Rekrutement, hir Ausbildung a Weiderbildung an iwwer hir Bezuelung.

Et ass mer nämlech zu Ouere komm, datt et net genuch där Maîtres de stage gëtt an datt doweinst eng Rei Medezinnstudenten an der sougenannter Warteschleife musse bleiwen. Et wieren och nëmme knapps 20 vu 70 Kandidaten am Kader vun engem Examen-concours fir de Stage ...

(Interruption)

... zougelooss ginn.

Dofir meng Froen: Kann den Här Minister mer Detailer iwwert dës Maîtres de stage ginn? Stëmmt et, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, där Maîtres de stage ze fannen? A wéi kann een hir Aarbechts- a Bezuelbedéngunge méi interessant gestalten?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. De Gesondheetsminister, den Här Étienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Här Bauler wëll ech lech fir d'éischt matdeelen, dass d'Maître-de-stagë gereegelt sinn iwwer e Règlement grand-ducal, deen zréckgeet op de 26. Mee 2004. An deem Règlement grand-ducal stinn eng Rei Konditiounen dran, wéi een zu engem Maître de stage ka ginn. Ënner anerem natierlech muss een emol fir d'alleréischt autoriséiert sinn, fir iwwerhaapt Medezinner zu Lëtzebuerg dierfen ze sinn.

Et muss een och eng Preuve virleeën, dass ee reegelméisseg Formations continues mécht, well wann ee Maître de stage soll sinn, da muss een och wëssen, wat de leschte Stand vun der Medezinn ass.

Et muss ee reegelméisseg och Consultatiounen, Visite-médicalle maachen, fir dass de Stagiaire och eppes dovunner huet, vum Maître de stage. An natierlech dierf een och keng Sanktioun gehat hu vum Collège médical. Dat emol ganz graff, fir ze soen, wat fir Prekonditioune stinn, fir Maître de stage kënnen ze ginn.

Et ass esou, dass aktuell 107 Dokteren eng Autorisatioun hunn, fir Maître de stage ze sinn. Wéi d'Evolutioun vun deem Chiffer ass, kann ech lech, leider, net soen, vu dass ech elo keng Zäit hat, dat nozekucken, well déi Chiffere si bei der Uni Lëtzebuerg. Mee dat kënne mer eng Kéier noreechen.

Et ass esou, dass et awer och nach zousätzlech 31 Doktere gëtt, déi als Médecin de stage optriede fir Spezialisatiounen am Spidol, also bei Stagiairen, déi am Spidol hire Maître de stage brauchen, fir do Spezialist ze ginn.

Et ass och esou, dass de Moment et net schrecklech attraktiv ass fir en Dokter, fir e Maître de stage ze ginn. Den Dokter kritt laut der aktueller Reglementatioun ronn 200 Euro de Mount pro Stagiaire, deen en huet, wat, mengen ech, net wierklech en Incentive ass, fir déi schwéier Aarbecht awer do ze maachen a virun allem déi wichteg Aarbecht do ze maachen. Dat erkläert warscheinlech och, firwat mer net därmoosse vill där Maître-de-stagen hunn, déi dat fräiwëlleg maachen.

Et ass awer esou, dass ech zesumme mat mengem Kolleeg Claude Meisch deemnächst wäert en Avant-projet de loi iwwert d'Spezialisatioun vun der Medezinn presentéieren. Do gi jo zu Lëtzebuerg elo dräi Spezialisatioune komplett ugebueden hei op der Uni. Dat ass d'Médecine générale, d'Onkologie an d'Neurologie. An an dem Kontext vun deem Gesetz wäerte mer och de ganze System vum Maître de stage reforméieren.

Mir wäerten dann och derfir suergen, dass d'Indemnitéite fir d'Maître-de-stagen adaptéiert ginn, mee och d'Indemnitéite fir d'Stagiairë selwer, also fir d'Dokteren, déi jo awer an engem gewëssene Sënn scho schaffen. An och wäerte mer do an deem Kontext schwätzen iwwert d'Indemnitéite fir d'Spideeler, an deenen esou jonk Dokteren hir Ausbildung da wäerte maachen.

Dat heescht als Äntwert op Är Fro: Mir wëssen, dass et de Moment net ideal ass, mee de Claude Meisch an ech schaffen un engem Projet, deen deemnächst presentéiert wäert ginn, wou mer och deen dote Problem wäerten ugoen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider. An den Här Sven Clement steet scho prett fir d'Fro Nummer 81 un d'Inneministesch iwwert den Onlinereider vun de Gemengen. Här Clement, Dir hutt direkt d'Wuert.

- Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Merci, Här President. Ech schwätzen dann och iwwer eppes, wat net mat Proklaméieren, mee mat Programméieren ze dinn huet. Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, wann eng Biergerin oder e Bierger sech iwwert d'Aarbecht a senger Gemeng informéiere wëllt, da benotzt en dofir an der Reegel de Reider. De Reider ass net, wéi ee menge kéint, ee Mann oder eng Fra op engem Päerd, deen duerch eis Uertschafte reit, fir d'Leit iwwert d'Geschéien an hirer Gemeng ze informéieren. Nee, d'Wuert Reider, domat ass u sech de Grillage virun enger Tafel gemengt, dee fréier verhënnert huet, datt d'Leit d'Blieder, déi am Reider houngen, bekrozelt oder zerrappt hunn.

Haut seet een u sech: „Ech ginn an de Reider kucken", dat heescht: „Ech kucken duerch dee Grillage op meng Paperassen."

Une voix.- Très bien !

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wat dann do publizéiert ass, dat kenne mer heibannen alles. Dat sinn d'Mariagen, d'Convocatioune fir de Gemengerot oder e Gemengesyndikat an aner Detailer, déi fir de Bierger oder d'Biergerin interessant kéinte sinn.

Elo kéint ee jo soen, domat wier et gedoen. D'Gemeng huet fir Transparenz gesuergt an ass hirer Aufgab, d'Biergerinnen an d'Bierger adequat ze informéieren, gerecht ginn. Ma ech mengen, mir sinn de Biergerinnen a Bierger haut e bësse méi schëlleg. D'Gemengegesetz ass aus dem Joer 1988 an zënterdeem huet sech an der Welt vun der Digitaliséierung dach e bëssen eppes gemaach.

D'Biergerinnen an d'Bierger schaffen haut an der Moyenne hir 40 Stonnen d'Woch, verbréngen nach e puer Stonne pro Dag am Auto oder am Bus am Stau oder mat aneren Transportméiglechkeeten, fir hin- an hierzefueren. Dofir gëtt de Reider oft seele consultéiert.

Dofir wëll ech d'Madamm Ministesch froen, ob am neie Gemengegesetz eng Obligatioun fir d'Gemenge virgesinn ass, fir de Contenu vum Reider och „mussen" an net nëmme „sollen" op dem Internetsite vun der jeeweileger Gemeng ze veröffentlechen, soudatt d'Zäite vu Grillagen, Reideren a Päerd definitiv eriwwer sinn.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding, huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, just wann Der erlaabt: Ass dat do net eng Fro zu engem Projet de loi, deen en cours ass an dee mer an der Kommissioun an Diskussioun hunn?

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, nach net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu geduecht, an dëser Prozedur vun de Questions au Gouvernement wär et just d'Regierung, déi d'Wuert hätt an net …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech begréissen, dass den Deputéierte Clement erëm eng Kéier d'Gemengegesetz zitéiert an dorobber hiweist, dass et ganz wichteg ass, dass mer eeben déi Refonte vum Gemengegesetz maachen. Dir hutt och schonn eent vun den Ziler genannt, eeben d'Moderniséieren an och d'Digitaliséierung.

Déi Diskussiounen, déi féiere mer. Dir hutt richteg drop higewisen, dass et verschidde Modeller ginn, wéi eeben elo publizéiert gëtt. U sech hu mer jo dräi Mechanismen. Dat Eent ass eeben déi traditionell, wéi Der sot, mam Erausprinten an Ophänken. Dat Zweet ass déi elektronesch Versioun. An da gëtt et natierlech och nach eng Rëtsch Gemengen, déi online iwwer hir Internetsäite publizéieren.

Am Ament ass et esou, dass mer u sech keng eenheetlech Reegelung hei hunn, wat déi Publikatioune betrëfft. Am Gemengegesetz geet bei verschiddene Prozeduren also nach ganz kloer ervir, dass se mussen affichéiert sinn, anerer, wéi zum Beispill den Depot vum PAG, déi kënne souwuel online wéi eeben och am Reider ausgehaange ginn.

An ech mengen, wichteg ass, wa mer elo eeben déi Refonte vum Gemengegesetz maachen, dass mer eis och deen dote Punkt ganz genau ukucken eebe fir d'Gemengen. Ech mengen, do si jo eng Rëtsch Buergermeeschteren heibannen, déi dat sécherlech wäert freeën, wa mer probéieren, eng eenheetlech Reegelung do ze kréien an et méi einfach ze maachen, well dat hu mer och gemierkt eebe bei deenen Atelieren, déi mer haten elo fir d'Gemengegesetz, dass mer do och vum Gemengepersonal a vun de Gemengenautoritéi-

ten ëmmer erëm d'Fro gestallt kritt hunn, firwat eeben nach déi Prozeduren esou am Gesetz virgesi sinn, an dass et hinnen och an deem Sënn d'Aarbecht erschwéiert, dass mer sollen do probéieren, eeben eng Moderniséierung, méi en einfache Prozess eranzekréien.

An deem Kontext erlaabt mer, wannechgelift, Här President, ech hu jo nach eng hallef Minutt, mengen ech, hei iwwreg, well eeben elo schonn erëm eng Kéier vum Gemengegesetz geschwat ginn ass, an och dat passt hei eran: Mir sinn am Moment amgaange vum Ministère déi grouss Onlineconsultatioun ze maachen, wou mer eeben och d'Biergerinnen an d'Bierger zu Wuert komme loossen. An ënner anerem froe mer se eeben och, wéi si an Zukunft iwwert d'Publikatiounen an d'Informatioune vun de Gemengen informéiert wëlle ginn.

Ënner anerem ass och do nach de Reider virgesinn. An ech mengen, och dat ass interessant, fir ze héieren, wat d'Leit dann dobaussen erwaarden, wéi d'Gemenge sech sollten do opstellen.

An ech si sécher, Här Clement, dass mer eis do wäerte bei deem Punkt fannen. An, wéi gesot, d'Prozedur, d'Consultatioun leeft. An ech invitéieren dann och jiddereen a jiddereent heibanne matzemaachen, fir dass mer dann, zesumme mat de Gemengen, herno eng Reform kréien, déi hire Besoinen eebe Rechnung dréit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bofferding. Mir kommen elo zur Fro Nummer 82 vum Här Dan Biancalana un de Gesondheetsminister iwwert de Rapport vum Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. D'lescht Woch huet den Observatoire européen des drogues et des toxicomanies mat Sëtz zu Lissabon säin alljärleche Rapport erausbruecht, deen d'Tendenzen an d'Evolutioun vum Drogekonsum an Europa analyséiert.

An dësem Rapport kann een erausliesen, dass d'Bandbreet vum Drogekonsum an Europa sech ëmmer méi diversifizéiert, d'Polyconsommatioun mécht sech ëmmer méi breet an den individuelle Konsum variéiert am Fong vun der einfacher Experimentatioun bis zur staarker Ofhängegkeet.

An dësem Rapport kann een awer och erausliesen, wéi d'Prevalenz an d'Inzidenz am Konsum an de verschiddenen europäesche Länner ageschat gëtt. Lëtzebuerg läit do generell ënnert der europäescher Moyenne, wat positiv ass, spillt also éischter an deem Sënn eng méi kleng Roll.

D'Situatioun an deenen aneren zwee Benelux-Länner, der Belsch an Holland, ass do anescht. An awer gëtt dëse Rapport Opschloss iwwert d'Konsumverhalen zu Lëtzebuerg am Beräich vu Cannabis, Kokain, Ecstasy an Amphetaminnen, fir se net ze nennen.

De Rapport sträicht awer och eraus, dass bei de Jonken de Risiko am Fong am gréissten ass, dass si eng Population cible sinn, wou et gëllt, staatlech Dispositiffen ze entwéckelen, notamment um Niveau vun der Preventioun, sief et um Niveau vun der Prévention primaire, secondaire an tertiaire. Et bleift also nawell en Enjeu an eng Erausfuerderung um Niveau vun der Santé publique. An et ass jo och esou, dass eemol am Joer de Gesondheetsministère den nationalen Drogerapport, de RELIS-Rapport, publizéiert, dee méi spezifesch op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ageet an och erausträicht, wéi eng Strategien a Mesuren noutwendeg sinn.

An deem Sënn wéilt ech dem Gesondheetsminister follgend dräi Froe stellen. Déi éischt: Wéi eng Conclusiounen zitt Der aus dësem europäesche Bericht? Eng zweet Fro: A wéi enger Mesure fléissen dës Analysen an den nationale Rapport eran? An eng drëtt: A wéi engem Beräich gesitt Der Handlungsbedarf?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. De Gesondheetsminister, den Här Étienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Op dem honorabelen Här Biancalana seng Fro géif ech fir d'éischt wëllen äntweren, dass mer eppes feststellen an deem Rapport - net nëmmen an deem Rapport, mee och op Basis vun de Saisien, déi mir oder déi d'Police zu Lëtzebuerg mécht -, dat ass, dass Kokain ëmmer méi present um Lëtzebuerger Marché gëtt. E gëtt allerdéngs och méi propper.

Vläicht huet den Ëmstand, dass de Kokain méi propper gëtt an dass en och par ailleurs méi bëlleg gëtt, och domat ze dinn, dass en ëmmer méi present um Lëtzebuerger Marché ass. Wann ech d'Saisië kucken, déi gemaach gi sinn 2018 par rapport zu 2017, dann ass d'Quantitéit vu Kokain, déi saiséiert ginn ass, zéngmol méi héich wéi dat Joer virdrun.

D'lescht Joer hu mer 33 Kilo Kokain saiséiert an dëst Joer waren et 347 Kilo Kokain, déi saiséiert gi sinn. Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass ech als fréiere Minister, dee fir d'Police zoustänneg war, do ordonéiert hunn, dass méi Saisië sollte gemaach ginn. Mee generell mierkt een awer, dass d'Consommatioun vu Kokain, mee och d'Consommatioun vun Ecstasy hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, dass mer fir déi zwou Drogen, Ecstasy a Kokain, iwwert dem europäesche Medianwäert leien.

Fir aner syntheetesch Drogen ass et éischter net esou. Dat heescht, do hu mer keng gréisser Evolutiounen. Dat huet net de grousse Succès, wann ech dat esou dierf nennen, hei zu Lëtzebuerg.

Et ass awer esou, dass déi Conclusiounen, fir op Ar Fro ze äntweren, natierlech am nationalen Drogerapport wäerten hire Réckschlag fannen an natierlech och an der Drogestrategie respektiv am Drogenaktiounsplang, dee mer 2020 wäerte presentéiere fir dann déi nächst véier Joer.

Ech wëll hei awer och drop opmierksam maachen, dass mer jo och amgaange sinn, un enger Ännerung vun eiser Approche vis-à-vis vun den Drogen ze schaffen, an dat elo emol maache wäerten, esou wéi et am Regierungsaccord steet par rapport zum Cannabis. Mir hunn de Moment, an dat geet och aus deem Rapport ervir, eng Situatioun, wou de Cannabis en ëmmer méi héijen THC-Gehalt virweist. Mir hunn haut Prouwen, déi saiséiert ginn, déi bis zu 70 % THC beinhalten, wat natierlech fatal Konsequenzen op d'Gesondheet huet, speziell op d'Gesondheet vu jonke Leit, déi de Cannabis consomméieren.

En plus wësse mer, dass déi meescht jonk Leit, wa se mat Drogen ufänken, meeschtens mat Cannabis ufänken. An natierlech den Ëmstand, dass se deen da permanent um Schwaarzmaart musse kafe goen, well se e jo soss de Moment net anescht kréien, féiert dozou, dass se ganz oft iwwert de Cannabis un aner Drogen erukommen, well natierlech den Drogendealer vill méi Interêt huet, engem Kokain ze verkafen oder Amphetaminnen ze verkafen, wou d'Margë vill méi héich sinn, wéi elo just den einfache Cannabis.

Dofir si mer jo amgaang, als Regierung un enger Strategie ze schaffen, fir de Cannabis kontrolléiert kënnen ofzeginn, fir dass Leit den Accès dozou kréien, mee dass mer awer de Contrôle iwwert d'Produktioun hunn, dass mer och de Contrôle hunn iwwert d'Qualitéit vun deem Cannabis. Ech mengen, dat ass eng nei Approche, déi mer wëlle wielen, nodeem mer elo awer gemierkt hunn, dass déi lescht 40, 50 Joer eis Drogepolitik eigentlech kee Succès war, well mir hunn net manner Drogenofhängeger, et ass éischter de Contraire, mat där Politik, déi mer déi lescht Joerzéngte gemaach hunn.

Natierlech, an dat verschweigen ech hei och net, ass dat doten, also déi Reglementatioun, déi mer wëlle maachen, wat de Cannabis ugeet, keen einfachen Dossier, well en immens vill Implikatiounen huet op ganz vill Sujeten. En huet och Implikatiounen op d'Relatioune mat eisen Nopeschlänner. Och dorobber musse mer oppassen. An en huet natierlech Implikatiounen op d'internationaalt Recht, mat deem mer net onbedéngt am Aklang sinn, wa mer op dee Wee wëlle goen, dee mer eis virgeholl hunn. Dofir, et ass e ganz sensibelen Dossier, iwwert dee mer nach wäerte vill Diskussioune féieren.

Et ass virgesinn, dass d'Madamm Justizministesch an ech selwer an nächster Zäit eng Kéier mat engem Konzept an de Regierungsrot ginn, dass mer deen do diskutéieren an dass mer en dann natierlech och ganz gären hei am Parlament diskutéieren. An da musse mer kucken, wéi wäit mer kommen a wat mer da finalement dovunner ëmgesat kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gesondheetsminister.

Mir kéimen dann zur Fro Nummer 83 vum Här David Wagner, zur Fro Nummer 84 vum Här Georges Mischo souwéi zur schréftlecher Fro Nummer 1558 vun der Madamm Djuna Bernard an der Madamm Josée Lorsché un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Organisatioun vun engem Concours fir Schüler am Kader vun der Weltausstellung 2020. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, wéi viru Kuerzem bekannt ginn ass, organiséiert de Bildungsministère e Konschtconcours mat Schüler vun den Troisièmen. Déi honnert bescht sollen dann eng Rees gewannen, eng Rees, déi dozou bäidroe soll, hir Weltoffenheet ze förderen. A wou soll déi Rees hiféieren? Ma déi soll an d'Vereenegt Arabesch Emirater féieren, an d'Haaptstad Dubai, do wou Lëtzebuerg och mat engem Pavillon un der Weltausstellung deelhuele soll.

D'Emirater si Meeschter an aggressive „public relations". Si verstinn et ganz gutt, hir eklatant Verstéiss géint d'Mënscherechter ze vertuschen. Mee dat klappt besonnesch gutt, well dat de Länner, déi mat de Vereenegten Arabeschen Emirater Business maachen, souwisou Wurscht ass.

An enger Zäit, wou Jonker uechter d'Welt, och hei zu Lëtzebuerg, op d'Strooss ginn, fir sech géint de Klimawandel ze engagéieren, fält eisem Bildungsministère näischt Besseres an, wéi honnert Schüler an e Land ze schécken, wat an allen Hisiichten, ënner anerem an der Emweltfro, katastrophal handelt, e Land, wou et keng Meenungsfräiheet gëtt, e Land, wou ausländnesch Aarbechter keng Rechter hunn a souguer torturéiert kënne ginn, dat am Pëtrol an am Räichtum schwëmmt an deem säin ekologesche Foussofdrock enorm ass, net ze vergiessen e Land, wat un dem bluddege Feldzuch am Jemen deelhëlt, wou Zéngdausenden Zivilisten, Fraen a Kanner massakréiert ginn.

Dofir ass et och kee Wonner, datt Enseignanten an esou weider sech doriwwer schockéiert weise wéi och de Mouvement écologique. D'„woxx" huet och doriwwer bericht.

Dofir wollt ech e puer Froe stellen, Här President.

Éischtens: Ass den Här Minister wierklech der Meenung, datt et Sënn mécht, Schüler an e Land reesen ze loossen, wat esou katastrophal handelt?

Zweetens: Wéi ass dee Projet iwwerhaapt zustane komm?

Drëttens: Ass et mam Klimaplang vun der Regierung kompatibel, honnert Schüler mam Fliger op Dubai ze fléien?

A véiertens: Wier et net méi sënnvoll, esou e Concours aneschters ze belounen, zum Beispill mat honnert Interrail-Billjeeë gekoppelt mat engem Kulturprogramm op verschidde Plazen an Europa oder vläicht souguer doriwwer eraus?

An ech freeë mech och, datt nach aner Deputéierter sech déi Froe gestallt hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Voilà. Merci, Här President. An deem selwechte Kontext, ech kommen elo net nach eng Kéier op d'Detailer zréck, och Froen dann eebe vun der CSV-Fraktioun. Ëm wat geet et iwwerhaapt an dësem Concours? Wat sinn d'Fraise vun dëser Rees? Wien iwwerhëlt d'Fraisen?

An dann natierlech och fir d'Excursioun selwer: Wéi laang dauert déi Rees an Excursioun? Wéi vill Enseignantë ginn iwwerhaapt mat? A wat fir eng Enseignantë gi mat, wann ee weess, datt honnert Schüler aus dem ganze Land mat un där Rees do deelhuelen? Déi musse jo uerdentlech encadréiert sinn. Et wäert jo wuel kaum fir all eenzelne Student och en Enseignant matgoen.

An dann op der Plaz selwer: Wéi gesäit de Programm op der Plaz aus? An nieft dem kulturellen Deel, ass et och virgesinn, de Schüler iergendwéi de gesellschaftlechen oder politesche System vun Dubai ze erklären?

An dann déi lescht Fro: Ginn och esou Concoursen eventuell op nationalem Niveau virgesinn, zum Beispill am Kader vun Esch 2022?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. An dann iwwerhëlt d'Madamm Djuna Bernard de Relais.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, meng Virriedner si jo schonn am Detail op d'Froestellung agaangen. Loosst mech vläicht virewech soen, dass mer en Ureiz an eng Belounung fir e kreatiivt Engagement u sech begréissen. Allerdéngs e Laangstreckevol an Zäite vu Klimakris an Dausende Schüler op de Stroossen, ob dat de richtegen Incentive ass, ass awer eng Fro, déi ee sech an dësen Zäite ka stellen.

D'EU-Kommissioun huet jo scho ganz flott Alternative wéi den Interrail duerch d'EU proposéiert. An esou Präisser sinn e reelle Gewënn an der kultureller Bildung vun engem Jonken.

Et ass eis awer och bewosst, dass am Koalitiounsaccord vu Studéierenden op der Weltexpo rieds ass. Allerdéngs wier do d'Fro un den Här Minister, ob dat fir hien dann och elo bezüglech vun deenen Troisièmesschüler, wat awer 16-, 17-Järeger sinn, géif gëllen. An dann an deem Kontext, ob Dubai an d'politesch, mënscherechtlech a fraerechtlech Konditiounen da bei deene Jonken an natierlech besonnesch bei deene Gewënner ugeschwat, thematiséiert an och pedagogesch opgeschafft géife ginn.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend huet d'Wuert, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre. A Merci fir déi Fro, da kann ech och hei preziséieren: D'Regierung ënnerstëtzt effektiv d'Weltausstellung zu Dubai. Dat ass net nei. Dat heescht, en Deel vun deene Froe kéint ee sécherlech och an deem Kontext diskutéieren. D'Regierung huet och an hirem Programm vun 2018, an d'Madamm Bernard ass schonn drop agaangen, festgehalen: « Des étudiants luxembourgeois auront la possibilité de visiter l'exposition universelle.»

Visitéieren op der Plaz heescht, et soll een da schonn och dohinnerkommen, well mer wëssen, datt eng Weltausstellung, jo, geschaaft ginn ass viru laange Joren, net nëmmen elo fir Dubai, mee all déi aner virdrun, am Sënn vun der Vëlkerverstännegung, fir en Echange ze maachen, fir d'Welt no vir ze bréngen, fir ze weisen, wien, wat fir e Land wéi eng Léisunge fir déi grouss Mënschheetserausfuerderungen huet. An ech denken, datt et net falsch ass, esou wéi de Regierungsprogramm et virgesäit, do déi jonk Leit ze associéieren.

Duerfir huet mäi Kolleeg, den Étienne Schneider, mech och gebieden, à plusieurs reprises d'ailleurs, ze kucken, datt mer méiglechst vill Jonker och kéinte mobiliséieren. A mir hunn eis, zesumme mat de Lycéesdirektiounen, ...

(Exclamations)

... eebe genau deen doten …

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Also ech si scho vun der Chamber gefrot ginn, ob d'Deputéiert och invitéiert sinn. Vläicht wëlle se jo net. Da kënne mer méi Jonker mathuelen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- A mir hu gekuckt, wéi mer dann eng Selektioun kéinte maache vun deene Schülerinnen a Schüler, déi kéinte matgoen. A mir hunn eeben dann e kënschtleresche Concours konzipéiert, fir herno eng ronn honnert Schülerinnen a Schüler ze selektionéieren.

An deem Concours soll iwwer ënnerschiddlech Sujete geschwat ginn, virun allem déi Sujeten, déi och am Lëtzebuerger Pavillon traitéiert ginn, nämlech ënner anerem eng nohalteg Notzung vu Ressourcen an nei Ressourcë kënnen ze notzen. An natierlech wëlle mer och do d'Mënscherechtssituatioun thematiséieren. Dat heescht, all Schüler, deen do matmécht, dee kann déi dote Sujeten a wäert déi dote Sujeten thematiséieren, wäert doriwwer reflektéieren a wäert eng Aarbecht och ofliwweren. An déi honnert, déi dann herno d'Chance hunn, ze gewannen, kënnen, wa se da wëllen, och op d'Weltausstellung op Dubai goen.

Mir ënnerstëtzen also och heimat eng kritesch Ausenanersetzung mat där Weltausstellung. An

ech denken, datt mer eis op d'mannst dann an deem dote Punkt eens sinn. Vëlkerverstännegung geet eeben nëmmen och, wann ee bei aner Leit geet a wann ee mat deenen en Austausch huet, sech kritesch mat hinnen ausenanersetzt, awer och akzeptéiert, datt déi aner sech kritesch mat engem selwer ausenanersetzen. An dat geet net zu Fouss, dat geet net mam Schlauchboot. Da musse mer och heiansdo kënnen de Fliger huelen, sou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 85 vun der Madamm Stéphanie Empain an zur Fro Nummer 86 vum Här Gilles Roth un den delegéierte Minister fir Verdeedegung iwwert d'OIT-Konventioun. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

- Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hunn am Kader vun engem gemeinsame Point presse d'CGFP an de Syndicat professionnel de la force publique sech nach emol zu supposéierte Verletzunge vun der Gewerkschaftsfräiheet geäussert. An et geet jo hei ëm e konkreete Fall vun enger Versetzung, déi laut dëser Analys just doweinst stattfonnt hätt, fir en onbequeeme Gewerkschaftspresident ze schwächen. Domadder steet eng grav Uschëllegung am Raum, nämlech dass gewerkschaftlech Fräiheeten an der Arméi net géife respektéiert ginn.

Dofir wollt ech follgend Froen un d'Regierung stellen: Stëmmen dës Uschëllegungen? A wéi steet d'Regierung allgemeng zu de gewerkschaftleche Fräiheeten an der Arméi? Wat ass genau zënter dem Summer am Zesummenhang mat der ugekënnegter Versetzung vum besote Gewerkschaftspresident geschitt? An zulescht och wollt ech froen, ob d'Aussoe stëmmen, déi am besote gemeinsame Communiqué ze liese sinn.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An elo huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv schreift d'CGFP als representativ Gewerkschaft vun der Fonction publique gëschter an engem Communiqué: „Finger weg von der Gewerkschaftsfreiheit!" A si berifft sech dorobber, dass a Betruecht géif gezu ginn, fir de President vun der Arméisgewerkschaft, den Här Christian Schleck, mat fadenscheinegen Argumenter berufflech ze versetzen. An da kënnt se zum Schluss an hirem Communiqué, wa keen Alenke vun der Politik an där Causa Schleck géif kommen, da géif d'CGFP bis nächste Méindeg net virdrun zréckschrecken, fir gewerkschaftlech Moossnamen ze ergräifen. An niewendru géif se och nach an Erwägung zéien, fir eng Klo bei dem Internationalen Aarbechtsamt IAA zu Genf ze maachen.

Et ass effektiv esou, dat ass vläicht manner bekannt, dass et eng Konventioun aus dem Joer 1978 gëtt iwwert d'Relations du travail an der Fonction publique. An déi Konventioun, déi mir 2001 ratifizéiert hunn, déi gesäit effektiv kloer vir, dass et net geet, dass en Agent public, also e Staatsbeamten, kéint Nodeeler dovunner hunn, wann e sech gewerkschaftlech géif engagéieren.

Aus deem Grond wollt ech follgend Froen un den delegéierten Arméiminister stellen: Kann den Här Minister d'Accusatioune vun der Gewerkschaft, déi hei virbruecht goufen, formell confirméieren oder dementéieren? Wat fir eng Konsequenzen zitt den Här Minister doraus? Kann de President vun der Arméisgewerkschaft op sengem aktuelle Poste bleiwen? Mir hätte gären do e klore Jo oder e kloren Nee.

Wéi hält d'Regierung et grondsätzlech mat de gewerkschaftleche Fräiheeten? Gëtt hei tatsächlech probéiert, iwwert d'Hannerdier vun der Geheimhaltung déi gewerkschaftlech Fräiheeten ze ëmgoen? A misst d'Regierung sech net vill méi hannert d'Gewerkschaftler stellen, amplaz ze versichen, onbequeem Leit syndikalistesch oder politesch kalzestellen?

Wéi ass et hei mat den oppene Fënsteren, Här Bodry? Oder zielen déi net fir d'Gewerkschaftler aus der Arméi? A sechstens: Wéi wëllt de Minister erëm d'Vertrauen an och d'Moral an der Trupp héichhale bei dësen ëffentlechen Accusatiounen?

An ech soen Iech Merci a freeë mech op d'Äntwert vum Här delegéierten Arméiminister.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här delegéierte Minister fir d'Verdeedegung, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Hären, Merci fir déi pertinent Froen, déi ech elo gestallt krut. Éischtens wëll ech ganz kloer am Numm vun der Regierung hei kunddoen, dass all gewerkschaftlech Fräiheet an och déi Konventiounen, déi virdru genannt gi sinn, natierlech agehale ginn. An et géif mer am Dram net afalen, dat a Fro ze stellen. Esou wäit zu där Konventioun.

Zweetens, erlaabt mer, méi speziell dann op de Fait vu gëschter anzegoen. An ech hunn och hei e Bréif vum Colonel vun der Arméi, deen ech dann och hei wéilt deposéieren, fir dass ganz transparent do gespillt gëtt, fir genau op de Fait dann anzegoen. Ech iwwerreechen Iech deen. Da kënnt Der deen och liesen.

(M. le Ministre Henri Kox dépose une documentation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- An ech ginn awer dann op déi eenzel Faite vläicht an, fir dat och direkt kloerzestellen.

De Prinzip, dass an der Arméi eng Rotatioun besteet ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass et duerch e Colonel ...?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Pardon! De Generol! De Generol! Pardon! Entschëllegt! Entschëllegt!

(Interruptions)

Une autre voix.- Elo ass dee schonn degradéiert!

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Nee, nee, esou séier géif ech mer dat net erlaben. Selbstverständlech, den Här Generol huet eis dat zur Verfügung gestallt, fir ganz kloer ze sinn: Et muss ee ganz prezis si bei de Genereel, well mer awer och e ganz gutt Verhältnis hunn an och d'Funktionement innerhalb vun der Arméi (veuillez lire: fleegen).

Ech kommen awer elo op déi Faiten zréck. Also, wéi gesot, innerhalb vun der Arméi gëtt et e Prinzip vun der Rotatioun. An deen ass och elo esou festgehalen. Déi éischt Kontakter mat dem Här Schleck waren am Mee, wou och gekuckt ginn ass, fir dann e Gespréich mam Chef hiérarchique virzehuelen, fir eeben iwwert dee Prinzip dann nozedenken. Dat ass natierlech och an der Reform vun der Fonction publique festgehalen, dass dat op e „cadre de gestion par objectif" geet, dat heescht, wéi eng Objektive gi verfollegt vun deem. Den Inhalt vun där Evaluatioun ass: Wou wëllt Der higoen?, d'Descriptioun vun den Tâchen an esou weider. Do gëtt et e preformuléierte Formulaire, dee vun der Fonction publique zur Verfügung gestallt gëtt. An dat gëtt duerchgezunn.

Um Datum vum 15. Mee gouf et en éischt Treffe mat dem Här Schleck, deen de Bureau d'information vun der Arméi féiert, iwwert deen e Chef ass, wou en éischt Gespréich gefouert ginn ass. Dat Gespréich war ganz konstruktiv. An no deem Gespréich - dat, wéi gesot, steet alles am Bréif vum Här Generol - gouf et e Pabeier, dee ganz kloer festhält, dass en eventuellt Changement vu senger Tâche virgesinn ass.

Doropshin ass déi Diskussioun och weidergefouert ginn. An den 3. Juni 2019 gouf dee Formulaire, nodeems en dann ausdiskutéiert gouf duerch déi ënnerschiddlech Parteien, och signéiert an e gouf och vum Virgesetzte vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen, just vum Minister nach net validéiert, well an all deene Prozedure muss dat am ganzen Organigramm vun der Arméi da virgesi ginn.

De Posten, deen en awer fir d'éischt ugebuede krut, war deen, fir op Dikrech versat ze ginn. Awer aus ënnerschiddleche Grënn wollt en dat net unhuelen, nämlech och aus gewerkschaftleche Grënn hätt en do missen esou vill Deeg Congé huelen an hätt seng Fonctioun souwuel vläicht am État-major, vläicht souguer och an dem syndikalisteschen Engagement net genau kënne vollzéien.

Dofir ass no enger Alternativ gesicht ginn. A se hunn och eng Alternativ fonnt fir den Här Schleck. An dat ass déi: Am État-major sollt en hei an der Stad rekrutéiert ginn, fir kënnen dann déi Tâche auszeüben. Dat ass och alles esou geschitt. Et ass och alles richteg. Et ass och alles souwäit prett. Dofir, mir wäerte gewerkschaftlech Engagementer net a Fro stellen, mee d'Richtegkeet vun Aussoen dierf awer interpretéiert ginn.

An dofir ass dee Bréif hei méi wéi wichteg. Well de Virgesetzten, wou en elo hikënnt, oder deen neie Posten, deen den Här Schleck kéint iwwerhuelen, dat ass de Büro vun der Arméi hei an der Stad, an dat erlaabt nämlech, an der Gewerkschaft aktiv ze bleiwen. An de Virgänger war nämlech selwer aktiv an der Gewerkschaft. Dofir stellt sech déi Fro absolutt net hei an dësem Fall. An Dir kritt jo elo d'Äntwert vum Generol, da kënnt Der Iech selwer e Bild doriwwer maachen.

Mir wäerte selbstverständlech Kontakt vum Ministère mat deene jeeweilege Parteien ophuelen a gegeebenefalls, an natierlech op eng Nofro vun Iech, vläicht an eng Kommissioun kommen, fir dat nach eng Kéier méi am Detail ze klären.

Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Gouf en da lo versat oder net?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- En ass jo d'accord. Dat ass e géigesäitegen Accord. Dat ass keng Versetzung. Ech mengen net, dass et eng Versetzung ass. Wann et zesummen ënnerschriwwe gëtt op engem Pabeier, dann ass et keng Versetzung.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sidd Dir dann der Meenung, dass déi gréisste Gewerkschaft aus dem ëffentlechen Déngscht ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... eng Versetzung kritiséiert, obschonn de Mann d'accord wier? Dont acte!

(Interruption par M. Claude Haagen et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 87 vum Här Laurent Mosar nach eng Kéier un de Gesondheetsminister iwwert d'Integratioun vum Digitalen am Beräich vun der Gesondheet a vun de Patientendonnéeën. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech sinn emol fir d'alleréischt frou, de Gesondheetsminister hei ze begréissen, deen trotz senge villen Auslandsdeplacementer emol erëm eng Kéier de Wee bei eis an d'Chamber fonnt huet.

Plusieurs voix.- A!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An de leschten Deeg a Wochen ass de Sujet Dateschutz bei der Justiz a bei der Police vu grousser Aktualitéit gewiescht. An dat Theema Dateschutz ass och extrêmement wichteg am Domän vun der Santé. An net méi spéit wéi de 26. Juli vun dësem Joer sinn eng Rei Amendementer erakomm vun der Regierung, déi de Règlement grand-ducal solle preziséieren iwwert den Dossier vun de sougenannte Soins-partagéen, wou et awer och, an ech mengen, dat ass e ganz weesentleche Punkt, ëm déi sougenannte „plateforme électronique" do geet.

Dozou ass en Avis gemaach gi vun der CNPD, dee méi wéi kritesch ass an deen eng ganz Rei Froe stellt iwwert den Accès, iwwert d'Durée de conservation vun deenen Daten an deen iwwerhaapt d'Fro opwërft, ob déi Plateforme électronique do konform wier mam Dateschutzgesetz vun 2018.

Dorauser ergi sech follgend Froen, déi ech un de Santésminister wollt stellen: Éischtens, ass de Minister hei net der Meenung, datt misst, sou wéi dat och an der Justiz an an der Police de Fall ass, e Spezialgesetz kommen, wat déi dote Punkten all reegelt? Zweetens, wéi ass et mat deem Règlement grand-ducal, ass deen entre-temps geholl ginn? Wann nee, wat sinn d'Ursaachen, firwat datt dat net de Fall ass? Wann e geholl ginn ass, ass do alleguerten deene Reserve vun der CNPD Rechnung gedroe ginn? Fënneftens, wéi ass et effektiv mat där Plateforme électronique, entsprécht déi elo all deene Konditiounen, sou wéi se virgeluecht gi sinn?

A lescht Fro, envisagéiert net de Santésminister sou wéi seng Kolleege vun der Justiz a wéi och vun der Police, fir dee selwechten Exercice ze maachen, deen eigentlech ganz gutt fonctionéiert, nämlech déi ganz Thematik do an d'Chamber eranzehuelen an an enger Commission jointe eventuell och ze kucken, wat fir eng konkreet Schrëtt een do sollt huelen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An dann huet nach eng Kéier den Här Gesondheetsminister Étienne Schneider d'Wuert.

M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech dem Här Mosar repetéieren, wat ech him op Basis vu sengem Interview gesot hunn, wou en u sech reklaméiert, dass ech net genuch hei wär, dass ech fir den Här Mosar och samschdes a sonndes disponibel sinn.

(Exclamations)

Ech sinn awer net opgefuerdert gi vum Här Mosar, fir hie samschdes oder sonndes dann ze beglécke mat menger Presenz.

(Exclamations)

Also huelen ech dann un, dass et awer net esou wichteg war.

Une voix.- Mir wëlle keng Detailer hei.

M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé.*- Op alle Fall, fir op d'Fro ze äntwere vum honorabelen Deputéierten: Et ass esou, dass ech am September dëst Joer nach an de „Congo" gaange sinn, ...

(Interruption)

... also an de Conseil de Gouvernement, pardon, gaange sinn, fir méi Moyenen ze kréie fir d'Agence eSanté, fir virun allem emol méi schnell virunzekommen an enger Rei Dossieren, ënner anerem deem vun der Generalisatioun vum DSP, vum Dossier de soins partagé, fir dass mer deen innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer dann och komplett implementéiert kréien, awer och fir den Dossier ePrescriptioun an eFacturatioun, dat heescht, dass een an Zukunft net méi e schréftlecht Rezept kritt, wann ee bei den Dokter geet, fir dann domadder an d'Apdikt ze goen, mee dass dat alles elektronesch geet an, andeem ee sech an der Apdikt ausweist, den Apdikter direkt d'Ordonnance gesäit um Schierm.

An dee System, dee wäert eng ganz Rei Avantagen hunn. Ofgesinn dovun, dass mer Pabeier spueren an Opwand spueren, ass et awer och esou, dass den Apdikter op Basis vun där ePrescriptioun gesäit, wat dee Patient eventuell soss nach vu Medikamenter schonn anhëlt, déi sech vläicht net verdroe mat deene Medikamenter, déi e grad verschriwwe krut.

Ganz oft vergiessen d'Leit den Dokteren ze soen, wat se schonn alles esou huelen. A ganz oft ginn et Reaktiounen, wann een dat eent Medikament mat deem aneren hëlt. An der Apdikt gesäit den Apdikter dat an Zukunft a kann dann och de Patient doriwwer opklären. Och dat, mengen ech, ass wichteg.

D'eFacturatioun ass e wichtege Sujet. An dann natierlech och den Deploiement vum Service vun der Pseudonymisatioun vun den Dossieren.

Dir hutt ganz Recht, wann Der sot, dass d'Sécherheet vun den Donnéeën a speziell eeben och vun de medezinneschen Dossieren eng ganz wichteg Viraussetzung ass, fir dass d'Patienten och Confiance hunn an deen dote System. Dat, wat mer maachen, muss also ganz kloer konform sinn zum GDPR. Et muss eng ganz staark Authentifikatioun virgesi sinn. Et muss e ganz limitéierten Accès ginn zu deene verschiddene medezinneschen Dossieren. An natierlech soll de Service de pseudonymisation mat Hëllef vun der Agence eSanté oder eeben engem nationale System dann och ausgeschafft ginn.

Ech wëll Iech och soen, dass ech am September mat de Spideeler geschwat hunn, well ech der Meenung war, dass d'Spideeler sech selwer, déi jo och ganz vill medezinnesch Donnéeën hunn iwwer hir Patienten, vill méi staark opstelle mussen, och wat de Beräich Cybersecuritéit ugeet. A mir hunn am Kader vum INCERT eng Plattform Cybersecuritéit bei de Klinicken agesat, fir eeben ze kucken: Wéi kréie mer all déi Donnéeën nach besser protegéiert, fir dass net ee vu baussen un Donnéeë kënnt, déi en näischt uginn?

Dir hutt op de Rapport vun der CNPD verwisen, dee kritesch ass. Mir wäerten natierlech deene Kriticke Rechnung droen. An ech sinn natierlech och gär bereet, zu all Zäit - samschdes an och sonndes - bei Iech an d'Kommissioun ze kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här Minister. Dir hutt mer zwar net op all Froe geän-

twert. Ech hätt och léiwer gehat, Dir hätt mech mat Äntwerte begléckt, wéi datt Der mech de Weekend wéilt beglécken. Mee dat kënne mer jo dann déi nächste Kéier maachen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen dann zur Fro Nummer 88 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Wirtschaftsminister iwwert d'Rifkin-Strategie. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem Ekonomiesminister versécheren, dass ech och zu senger Verfügung stinn, fir him samschdes a sonndes ...

(Hilarité et exclamations)

... Froen ze stellen.

(Hilarité)

Viru bal genee zwee Joer hu mer hei am Haus e breeden Debat iwwert déi sougenannt Rifkin-Strategie, déi drëtt industriell Revolutioun, gefouert, nodeems intensiv mat de Forces vives an enger Rei vun Aarbechtsgruppen an thematesche Plattforme geschafft gi war.

Aus dëser Diskussioun eraus koumen eng Panoplie vu Moossnamen, Empfeelungen a Projete fir eng méi nohalteg sozioekonomesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg. Well de Suivi vun deenen Aarbechten enorm wichteg ass, gouf e Comité de suivi agesat.

An dofir wollt ech vum Minister wëssen, wéi dee Prozess sech säit eisem Debat weiderentwéckelt huet, wéi e gesteiert gëtt an ob et an der Tëschenzäit en detailléierte Bilan gëtt.

Ech mengen, ech si gutt an der Zäit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An nom Här Gesondheetsminister huet elo den Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider d'Wuert.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Voilà, Här President, dann nach eng Kéier villmools Merci och dem honorabelen Deputéierten Di Bartolomeo. Wéi richteg gesot ginn ass, hu mer 2015 d'Rifkin-Etüd annoncéiert, lancéiert, wann ech esou dierf soen. Mir hunn am November 2016 méi wéi 300 Leit aus alle Secteure vum ëffentleche Liewe motivéiert gehat, fir an deene verschiddene Beräicher vun der Rifkin-Etüd matzeschaffen.

Mir hunn dat gemaach an néng thematesche Aarbechtsgruppen, déi sech opgedeelt hunn an Energie, Mobilitéit, Konstruktioun, Alimentatioun, Industrie a Finanzen an nach eng Rei transversal Achsen, déi mer diskutéiert hunn, nämlech Smart Economy, Circular Economy, Prosumer a Sozialmodell. Alles dat, well mer gesinn, dass d'Digitaliséierung, d'Robotiséierung, d'kënschtlech Intelligenz eist Liewen an deenen nächste Joren, Joerzéngte fundamental wäerten änneren, mee well mer awer och gesinn hunn, dass déi digital Welt, déi op eis duerkënnt, eis hëllefe kann, vill vun eise Problemer ze léisen, déi mer haut ganz vill diskutéieren. Wann ech iwwer Klimaproblemer schwätzen, wann ech iwwer Ressourcëproblemer schwätzen, wann ech iwwer Émweltproblemer schwätzen, da läit bei villem vun deem, wat do ugepaakt muss ginn, d'Léisung am digitale Beräich.

An eis Iddi, eis Basisiddi vun deem ganze Rifkin-Prozess war eeben déi, déi nei Technologien derfir ze notzen, fir eis Ekonomie, fir eist Liewe komplett nohalteg kënnen ëmzebauen an opzebauen. An dat hu mer festgehalen, déi Strategie, an engem Dokument vu 475 Säiten, dat ënner tirlux.lu erofzelueden ass. Allerdéngs och als Resumé fir déi, déi samschdes a sonndes keng Zäit hunn, fir ze liesen.

Mee d'Iddi ass wierklech, fir do eng national ... Also d'Iddi, dat ass eng national Strategie, déi mer zesummen opgebaut hunn a wou et elo allerdéngs esou ass, dass no där éischter Phas, wou mer dat doten alles opgestallt hunn, de Wirtschaftsminister de Lead hat. Mee elo ass et natierlech esou, dass all Ressortminister fir seng Kapitelen zoustänneg ass.

Et ass esou, dass mer awer eng ganz Rei konkreet Projeten och entre-temps ugaange sinn. Ech mengen, et ass ëmmer eng Saach, ze soen: Wat ass eis Strategie? Mee op där anerer Säit, an dofir ass dem Här Di Bartolomeo seng Fro och wichteg, muss ee jo och weisen: Mee wat geschitt da konkreet?

An ech wëll Iech hei just e puer Beispiller ginn, well ech jo net allze vill Zäit hunn. Mee deen High Performance Computing, fir dee mer eis zu Bréissel agesat hunn, fir dee Supercomputer op Lëtzebuerg ze kréien, deen ass eng vun de Maassgaben, fir herno an der digitaler Welt kënne Bestand ze hunn, fir kënnen iwwert dee Supercomputer, dee mer de Betriber an de Fuerschungsinstituter zur Verfügung stellen, fir deenen ze hëllefen, an déi digital Welt eranzekommen.

Mir hunn et och fäerdegbruecht vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun, fir den europäesche Siège vun deem High Performance Computing System op Lëtzebuerg ze kréien, well de Kommissär Oettinger, deen déizäit zoustänneg war, gesinn huet, dass Lëtzebuerg awer dat Land war, wat an deem Beräich am meeschte Gas ginn huet, fir virunzekommen. Mir hunn also d'Vertraue vun Europa, fir dat doten ze maachen.

En anere Sujet ass d'Elektromobilitéit. Mir hunn ënner anerem decidéiert, dass mer 800 Bornen iwwert d'ganzt Land géifen opriichten, fir d'Autoe mat Stroum kënnen ze betanken. Mee mir hunn awer och virun net allze Laangem op Propositioun vum Logementsministère eng Mesure ëmgesat, déi heescht, dass an all neiem Wunngebai 25 % vun de Parkplaze musse preekipéiert sinn, fir herno eng Elektroluedestatioun do kënnen opzehänken. Well, wa mer gär hätten, dass d'Leit op Elektroautoen ëmklammen, da musse se och iergendwou deen Auto kënne lueden, an net vläicht just op der Aarbecht, well dat net fir jidderee méiglech ass. Dat hu mer also virgesinn. Dat ass zënter e puer Méint esou, dass all Gebai, wat gebaut gëtt, dat Preekipement muss hunn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Autoconsommatioun vu grénger Energie hu mer ëmgesat. Dat heescht, dass d'Leit hire Stroum, dee se um Daach produzéieren, net an d'Netz mussen aspeisen, mee dass se e selwer kënne benotzen.

Den Automotive Campus, dee mer zu Biisse bauen, deen hu mer komplett no de Prinzipie vun der Circular Economy gebaut. Dat heescht, do ginn net méi ronderëm all Entreprise Hektare makadammiséiert fir Parkplaze fir hir Mataarbechter, mee mir bauen op esou vill Etagen ee Parkhaus. Mir mussen also net méi alles zoubetonéieren. Déi Parkhaiser an all d'Gebaier gesi vir, dass d'Elektrescht iwwer Fotovoltaikanlage produzéiert gëtt. Et wäert autonom elektresch Busser ginn, déi d'Leit vum Parkhaus an hir Betriber féieren. Dat Gebai selwer, d'Parkhaus, kann een zréckbauen, opbauen oder ëmbaue fir eng aner Destinatioun. Alles dat an nach vill aner Iddien am Kader vun der Économie circulaire.

De Finanzminister, dee jo och haut hei ass, ass ee vun deenen Éischten, déi et fäerdegbruecht hunn, Green Bonds net nëmmen anzeféieren, mee och derfir ze suergen, dass d'Lëtzebuerger Bourse entre-temps Virreider, weltwäit, ass an dem Beräich vun de Green Bonds.

Fir d'Mobilitéit hu mer als Éischt mat Däitschland a mat Frankräich zesummen en Transfrontalierprojet iwwer Driverless Driving kombinéiert mat Elektromobilitéit agefouert. E Projet, deen déi Problemer soll léisen, déi et de Moment nach gëtt, mam Driverless Driving, well déi Autoe jo all konnektéiert musse sinn. A mir wëssen alleguerte vun eisem Smartphone, wa mer iwwert d'Grenz fueren, ass eis Konnektivitéit eng Zäitche fort. Wann Der dat mat Ärem Auto maacht an dee weess net méi wouhin, well keen him et méi seet, dann hu mer e gréissere Problem. Also mussen déi Problemer geléist ginn.

Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland sinn déi Éischt an Europa, déi en transfrontaliere Fuerschungsprojet lancéiert hunn, fir deen dote Problem an de Grëff ze kréien.

Haut de Mëtteg, nee, haut de Moien hat ech eng Pressekonferenz zum Theema Circularity Dataset Initiative. Dat seet Iech net ganz vill. Wann Der et vläicht dann am Detail e bësse liest, fannt Der méi eraus. Mee do geet et drëm, dass mer eis net méi just limitéieren op de Recyclage an dass muer de Recyclage sech fir d'Leit net méi just dorobber limitéiert, dass se hiert Glas sammelen an hire Plastik sammelen an nach hire Gréngschnëtt an de Pabeier sammelen, mee dass ...

(Interruption par la présidence)

... an Zukunft bei all Projet, all Produit, dee produzéiert gëtt, komplett nozevollzéien ass, aus wat e besteet, wéi en erëm ka reutiliséiert ginn.

Wann Der eng stole Putter an engem Gebai verbaut hutt an Dir rappt dat Gebai of, da gëtt se haut erëm ageschmolt. Dann ass se recycléiert. Et kascht Energie, fir aus där stole Putter erëm eng nei stole Putter ze maachen. An Zukunft wëlle mer se einfach esou, wéi se ass, erëm kënne reutiliséieren. Dat ass ee ganze System, dee mer opgebaut hunn, wou Lëtzebuerg elo un der Wéi steet vun engem neien internationale Standard, dee mer entwéckelt hunn an dee mer elo och europa- an och weltwäit wëlle bekannt maachen.

Dann d'Data-Driven Innovation Strategy, wou mer probéieren eeben, d'Digitaliséierung an eis Firmen eranzekréien. Wann ech Iech soen, e Betrib wéi Goodyear, deen elo an der Zon Beetebuerg/Diddeleng eng nei Pneuefabrik baut, ...

(Interruption par la présidence)

... déi mat engem Véierel, engem Fënneftel vun de Leit auskënnt, well d'ganz Aarbechten, alles digitaliséiert ass. Alles dat si Strategien, déi mer zu Lëtzebuerg schonn ëmgesat hunn am Kader vu Rifkin.

An da vläicht, last but not least, fir all déi, déi awer och um europäesche Plang ënnerwee sinn, ech mengen, wa mer vu Klima schwätzen, wa mer vun Émweltschutz schwätzen, da musse mer och um europäeschen Niveau déi onsäglech Praktike vun der Obsolescence programmée andämmen. Et kann net sinn, dass mer iwwer Klima schwätzen, dass mer iwwer Ressourcëschoune schwätzen an akzeptéieren, dass Firmen eis ...

(Interruption par la présidence)

... Haushaltsgeräter, eis Tëleeën ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Schneider, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech kommen direkt zum Schluss. Ech maachen dee Saz fäerdeg, dann halen ech op.

Mee et kann dach net sinn, dass mer als Europäesch Unioun dat weider akzeptéieren, weider akzeptéieren, dass esou Produiten net méi kënne gefléckt ginn, mee einfach nëmmen ewechgehäit ginn. Do musse mer dergéint virgoen. Do musse mer eeben och um europäeschen Niveau eppes maachen, an dat am Interêt vu Rifkin, am Interêt vum Klimaschutz an am Interêt vum Émweltschutz. An ech kéint Iech elo nach gäre vill Saachen zielen, mee ech hu schonn e bëssen iwwerzunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider. Mir kommen dann zur Fro Nummer 89 vum Här Charles Margue un de Finanzminister iwwert d'Principles for Responsible Banking vun der UNEP Finance Initiative. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, Här Minister, de leschten Donneschdeg, Freideg wor zu Lëtzebuerg eng regional Konferenz vun der UNEP Finance Initiative zum Theema Responsible Banking, an dat zesumme mat Luxembourg for Finance.

Dir, Här Minister, hutt selwer do geschwat an och eis Émweltministesch, d'Carole Dieschbourg. Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Direktioun vun der ABBL a vun der Spuerkeess och d'Wuert do ergraff hunn.

Den Nicolas Mackel, den Direkter vun LFF, Luxembourg for Finance, huet ënnerstrach, dass d'Finanzindustrie eng wichteg, fir net ze soen eng weesentlech Roll spillt an der Transitioun a Richtung vun enger nohalteger Wirtschaft, also net der Finanzindustrie, mee der normaler Realwirtschaft. Nieft dëse Lëtzebuerger Vertrieder waren och d'EU-Kommissioun, d'Europäesch Bankenautoritéit an d'Europäesch Federatioun vun de Banken do. Dat heescht, d'Stakeholder aus alle Richtunge waren do, déi betraff sinn, net een, deen deem aneren eppes ze soen huet. De President vun der Europäescher Investitiounsbank huet och eng bemierkenswäert Interventioun gemaach.

Esou wéi ech et héieren hunn, gouf et tëschent all deenen Akteuren en zimmlech grousse Konsens. Wouranner läit, kuerz resüméiert, dee Konsens, deen ech absolutt begréissen? D'Banken hunn eng direkt Verantwortung, fir hir Clientèle, notamment d'Betriber, ze begleeden, dass déi Betriber d'Transitioun zu engem méi ëmwelt-, klimafrëndlechen a sozial gerechte Geschäftsmodell esou schnell a gutt wéi nëmme méiglech packen.

Zimmlech eestëmmeg war och ze héieren, dass een, fir ze handelen, net soll drop waarden, bis déi Taxonomie komplett ausgeschafft ass, well dat nach zwee, dräi Joer dauere kann, also ze laang ass, bis een ufänkt ze handelen.

Dass dat esou däitlech als Eegeverantwortung vun de Vertrieder vun de Banke selwer gesot gëtt, huet mech, wéi gesot, positiv iwwerrascht. Et ass kloer och eng Top-down-Approche am Sënn vun den Nohaltegkeetsziler nom Motto: „Wa mir Banker eis Responsabilitéit net huelen, da geet et schif aus fir eis all."

Meng Fro un Iech, Här Minister: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Banken zu Lëtzebuerg am Allgemengen a besonnesch déi, wou de Staat Aktionär ass, ze ënnerstëtzen, ze motivéieren, fir dass si hir Clientèle vu Betriber begleeden an der Transitioun zu méi ëmwelt-, klimafrëndlechen a sozial gerechte Geschäftsmodeller?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An dann huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, Merci, Här Margue, honorabelen Deputéierten, fir dës Fro.

Dir hutt, richtegerweis, ënnerstrach, dass mer déi regional Konferenz vun der UNEP FI, dat heescht „Plan national des Nations Unies" fir d'Finanzen, hei zu Lëtzebuerg haten, an dat war e grousse Succès. Dir hutt och vill Prominenter ënnerstrach, déi do waren, ob dat elo de Chef vun der BEI ass, den Här Hoyer, ob dat de Vizepresident vun der Kommissioun, den Här Dombrovskis ass a vill anerer.

Ech muss Iech soen, mir kennen d'UNEP FI gutt, well mer mat der UNEP FI d'Initiativ fir eng soutenabel Finanz zu Lëtzebuerg zesummen ausgeschafft hunn. A mer wäerten eis och grad elo mat der UNEP FI organiséieren, fir eis an Zukunft nach méi strateegesch a méi konkreet an deem Domän ze beschäftegen.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg an deem Domän scho laang ganz aktiv ass. An ech muss soen, ech ka mech nëmme freeën iwwert déi Kooperatioun, déi ech do mat der Madamm Minister Carole Dieschbourg hunn, well mir schaffen am Domän vun der Finance soutenable elo säit sechs Joer zesummen.

Mir hate virun enger zwou Wochen e Seminar mat der BEI iwwer „blended finance", an do hunn ech mam Carole Dieschbourg ënner anerem d'Plattform fir de Klimachangement erneiert. Et ass eng Initiativ, déi unique ass, wou Lëtzebuerg mat der BEI iwwer eng Period vun dräi Joer Honnerte Milliounen investéiert an Drëttlänner, fir klimafrëndlech Finanzementer ze tätegen, déi ouni dës Zesummenaarbecht mat der BEI iwwerhaapt net machbar wär. Dat ass, wéi gesot, unique op der Welt. A mat där Ënnerschrëft hu mer och d'Initiativ opgemaach, fir dass aner Länner dat kënne matmaachen.

Dat zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, dass mir zu Lëtzebuerg haut scho bal een Drëttel vun alleguerten de Fongen hunn, Investissementsfongen, déi de Krittäre vun Environnement, Sozialem a Gouvernance gerecht ginn. Dat heescht, mir sinn do scho Leader an Europa.

En drëtte Punkt, an de Vizepremierminister, den Étienne Schneider, huet eng Allusioun dorop gemaach: Mir hunn zu Lëtzebuerg de Luxembourg Green Exchange, dat ass also eng Institutioun, déi vun der Lëtzebuerger Bourse geschafe ginn ass, fir exklusiv soutenabel Obligatiounen ze cotéieren. Bref, mir sinn zu Lëtzebuerg scho gutt opgestallt, souwuel wat d'Initiative vum Public ubelaangt wéi och d'Initiative vun den Entreprisen.

Nun ass och bei der Geleeënheet vun dëser Konferenz zum Virschäi komm, dass et eng Initiativ vun der UNO gëtt fir soutenabel Finanzen a Saache Banken. Dat ass am September lassgaangen a mir hunn déi gutt Noriicht, dass mer en fait zu Lëtzebuerg zwou Banken hunn, déi déi elo souscrivéiert hunn. Zum éischten d'Spuerkeess, do war et, tëschent Guillemeten, vläicht am Einfachsten, well do ass de Staat Aktionär. An déi hu sech do voll drageknéit. Elo virun e puer Deeg huet d'Raiffeisen-Bank annoncéiert, dass si sech och deene Prinzipien do verschreiwen. An ech géif gären der Association des banques et banquiers zu Lëtzebuerg, d'ABBL, felicitéieren, déi dat och am Laf vun dësem Joer annoncéiert hunn a sech deem verschreiwen.

Dat bréngt mech dann op Europa ze schwätzen. Europa ass amgaang ze definéieren: Wat ass Finance soutenable? Wat ass „sustainable finance" a Saachen, wéi een d'Kommunikatioun driwwer mécht, op Englesch de „reporting"? Wat sinn d'Standarden, déi ee muss anhalen? An haaptsächlech: Wat ass d'Taxonomie? An anere Wierder: Wat ass wierklech soutenabel a wat ass et net? Dëse leschte Punkt ass amgaang, verhandelt ze ginn, och mam Europaparlament, an et wäert hoffentlech an deenen nächste Wochen a Méint zu enger definitiver Definitioun an Entscheedung kommen.

Ech kann Iech soen, dass dës Regierung allen Akteuren hei zu Lëtzebuerg permanent seet, si

solle sech do schlau maachen an anticipéieren. Esou wéi mer 1985 déi Éischt waren, déi gréng, deemools net gréng Fongen, mee deemools nei Fonds communs de placement gegrënnt hunn, ier d'Direktiv iwwerhaapt en vigueur komm ass. Op déi selwecht Aart a Weis encouragéieren ech d'Akteuren, dat muer, an den nächste Wochen oder Méint, ëmzesetzen, soubal déi Taxonomie fäerdeg ass an akzeptéiert ass um Niveau vun den europäeschen Institutiounen.

D'Roll vum Staat ass natierlech net, selwer an der Privatindustrie täteg ze ginn. Eise Rôle ass et, de Kader ze schafen. A wann ech mer dat Bild kann erlaben: Mir mussen den Aquarium schafen, fir dass dann alleguerten d'Akteure wéi e Fësch am Waasser sinn.

Ech soen Iech Merci.

10. Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister. Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 20 vun der Madamm Martine Hansen iwwert den Datacenter vu Google zu Biissen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zu Google kommen, wëll ech soen, datt ech frou sinn, datt direkt zwee Ministeren hei sinn, fir op d'Froen ze äntweren. Dat hat vun Ufank un net grad esou ausgesinn, well u sech hate mer d'Fro un d'Madamm Dieschbourg adresséiert, an dunn hat ech an der Conférence des Présidents gesot kritt, déi gréng kéinten oder wéilten net äntwere wéinst der Kommodosprozedur. An dat kann u sech net sinn, well Google huet et fäerdegbruecht, an engem Owend an der Biergerversammlung méi Informatiounen ze liwwere wéi d'Regierung an deene leschte Joren. An dobäi kann ee soen, datt Google och nach relativ vag war.

Ech kommen dann zu menge Froen. Éischtens: Wat steet genau am Accord dran, deen d'Regierung mat Google ënnerschriwwen huet? Zu wéi engem Präis kann d'Regierung d'Flächen zréckkafen, wann de Projet Google näischt géif ginn?

Dann den Energieverbrauch. Den Här Turmes hat eis am État de la nation e bëssen iwwert d'Killung vun de Schampesfläschen erzielt. Dat war relativ ënnerhalend, mee et war net ganz informativ. Hien huet och nach gesot, wa Google kéim, da bräichte mer eeben e bësse méi Erneierbarer. Mee dat si fir eis zimmlech Wischiwaschi-Äntwerten.

An duerfir nach eng Kéier: Wat heescht dat, e bësse méi Erneierbarer? Google huet an hirer Informatiounsversammlung gesot, datt si an enger éischter Phas géife 7 % vum gesamte Stroumverbrauch brauchen an an enger zweeter Phas 12 %. Wa mer dat géifen zum Beispill mat Wandkraaft hierstellen, da bräichte mer zirka 2,5- respektiv an enger zweeter Phas 4-mol méi Wandmille wéi elo. Also déi drëtt Fro: Stëmmen dës Zuele vum Energieverbrauch?

Véiertens: Kënne mer mat deem Wuesstum, dee mer hunn, mat deem zousätzleche Verbrauch nach eis am Energieeffizienzplang gesaten Ziler erreechen?

Fënneftens: Mussen, wa Google kënnt, zousätzlech Infrastrukture fir d'Stroumzouliwerung gebaut ginn?

Da kommen ech bei de Ressourcëverbrauch, de Waasserverbrauch. Och heizou hu mer schonn eng Partie Froe gestallt - déi ganz Oppositioun, mir net nëmmen eleng -, natierlech och erëm eng Kéier ouni Äntwerten ze kréien. No der Biergerversammlung zu Biisse wësse mer awer, datt d'Regierung, datt d'Émweltministesch dës Zuele schonns méi laang huet, an dëst am Géigesaz zu deem, wat si am Prinzip ëmmer hei an der Chamber gesot huet. Dat ass definitiv richteg de Geck mat eis gemaach. Dat ass Ontransparenz héich honnert. Dat ass net ze akzeptéieren.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well Google huet der Waasserverwaltung verschidden Etüde ginn an d'Waasserverwaltung ass zur Conclusioun komm, datt et machbar wier, d'Waasser ënner anerem aus der Uelzecht ze huelen, well vun do soll d'Killwaasser kommen. A wann am Summer net genuch Waasser do wier, da kéint et vun der SEBES geholl ginn.

Google sot, de Verbrauch wär nëmme „quelques décilitres d'eau". Den Impakt op den Debit vun der Uelzecht wär manner wéi 1 %. Ma dunn hu mer gerechent. Do ginn et nämlech Zuelen, déi ee fënnt. A mir hu mat engem Debit net vun 1 % gerechent, mee mat 0,7 %. Dann hätte mer e Verbrauch pro Sekonn vun 63 Liter. Do kann ee vläicht nach vu „quelques décilitres" schwätzen. Wann een dat awer op den Dag héichrechent, da mécht dat 5.443 m³, 5,4 Millioune Liter Waasser pro Dag, fir ze killen. 5,4 Millioune Liter Waasser! Stellt lech emol vir, Dir misst dat drénken.

Sechstens: Kann de Minister dësen héije Waasserverbrauch bestätegen?

Siwentens: Gëtt am Summer, wann d'Uelzecht net genuch Waasser huet, awer gutt Drénkwaasser vun der SEBES geholl?

Aachtens: Laut der Madamm Dieschbourg wäerten trotz Ausbau vun der SEBES eis Drénkwaassercapacitéite mat eisem Wuesstum, dee mer hunn, Mëtt den 2030er Joren un hir Limitte kommen. Ass et an den Ae vun der Regierung ënner esou Ëmstänn tragbar, engem Betrib Drénkwaasser fir d'Killung zouzegestoen?

D'Gläichbehandlung vun de Betriber, en anert Stéchwuert a meng néngt Fro: Firwat gëtt fir déi puer Geméis- an Uebstbetriber net genausou séier eng pragmatesch Léisung fonnt? Hire Bedarf ass vill méi kleng.

Dann zum Bedarf vun Aarbechtskräften: Laut Google wäerten an enger éischter Phas 100 bis 150 Plazen, an enger zweeter Phas 300 bis 350 Plaze geschaaft ginn. Dat solle virun allem Leit si fir d'Maintenance a fir de Gardiennage. Meng zéngt Fro also: Sinn dës Leit bei eis um Aarbechtsmarché ze fannen?

Eng eeleft Fro: Ass virgesinn, eng spezialiséiert Ausbildung an engem vun eise Lycéeën, wat d'Maintenance ugeet, opzebauen?

D'Notze vun der Ofwäermt: Mir haten d'Propos gemaach, fir mat Betriber zesummenzeschaffen zum Beispill am Geméisbau. Dat hat den Här Schneider dunn an der Aktualitéitsstonn e bëssen an d'Lächerlecht gezunn. Den Här Turmes huet awer gesot, Dir géift kucken, wat ee mat der Ofwäermt kéint maachen. Mee ech mengen, elo hat Der relativ laang Zäit, fir ze kucken. Duerfir meng zwieleft Fro: Wat hutt Der gekuckt a wat ass bei Ärem Kucken a puncto Ofwäermt erauskomm?

Här President, keen huet eppes géint Google, well mir googlen am Prinzip alleguer all Dag. Mir wënschen eis vun dëser Regierung am Prinzip just dat, wat mer eis och alleguer vu Google erwaarden, nämlech Transparenz an Informatiounen, op déi ee sech verloosse kann. An dat ass zu gudder Lescht eeben och eng Fro vu Vertrauen. An och dat sot de Google-Matbegrënner Larry Page eemol: „Wa keen eis vertraut, hu mer kee Business!" An dat zielt och fir d'Politik. An ech géif mengen, nach méi fir d'Politik.

Ech si gespaant op d'Äntwerten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt den Här Wirtschaftsminister, den Här Étienne Schneider.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech soen Iech Merci.

„An de 70er an den 80er Jore vum leschte Joerhonnert, wéi mer eis zu Lëtzebuerg mat der Stolkris erëmgeklappt hunn a wéi mer iwwerzeegt waren, [...] Lëtzebuerg hätt seng beschten Zäiten hannert sech, do hu jonk Leit ouni Suen, mee mat Iddien, an de Kelleren an an de Garagë vun den amerikanesche Virstied d'Informatiounsrevolutioun agelaut. Microsoft, [...] AOL, eBay an anerer sinn entstanen.

Déi waren iwwerhaapt net fir eis geduecht. Mee si sinn elo hei. Well mir si se siche gaangen, wéi si sech no enger Ankerplaz an Europa ëmgekuckt hunn. An et war net einfach, [...] fir se ze kréien. Et kascht grouss Efforten, fir datt mer der nach méi heihinnerkréien. Mee déi, déi mer kënne kréien, déi sinn ënnerwee.

Vu datt mer kënnen, wa mer wëllen, kënne mer se och kréien. Mir wëllen an der Technoparad an der éischter Rei matdanzen."

Ech hunn dat ofgelies, well et net vu mir staamt. Mee et staamt aus dem État de la nation vun 2006 vum Jean-Claude Juncker.

Une voix.- A!

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An ech wëll dat just hei zitéieren, well et weist, dass et ëmmer erëm Pionéier brauch an der Politik, déi nei Saache siche ginn, déi sech trauen, nei Saachen ze maachen. Ech hätt och hei kéinten d'SES mam Här Pierre Werner zitéieren, deen och hei am Haus deemools vill kritiséiert ginn ass, well keen agesinn huet, firwat dass mer dat bräichten a firwat dass mer Satellitte bräichten, fir d'Télee ze iwwerdroen.

Ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet sech an déi heite Regierung huet sech eng Strategie ginn, eng Stratégie digitale fir Lëtzebuerg. „Digital Lëtzebuerg" misst entre-temps jiddwerengem e Begréff sinn. An do an deem Kader ass et natierlech och fir eis wichteg, dass mer déi néideg Datenzentren hunn, fir déi digital Strategie kënnen ëmzesetzen. D'Datenzentren, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Lagerhale vun der Internetekonomie, an déi wëlle mer och op Lëtzebuerg.

Dir wësst, dass mer schonn eng ganz Rëtsch där Datenzentren hei zu Lëtzebuerg hunn, natierlech keen esou grouss wéi Google. Mee mir sinn europawäit a weltwäit bekannt dofir. Mir hunn eng ganz Rei ekonomesch Aktivitéite just doduerch heihi kritt - ënner anerem och am Finanzberäich -, dass mer Tier-4, also héchstméiglech securiséiert Datenzentren op Lëtzebuerg kritt hunn. Dofir si mir als Regierung och iwwerzeegt dervun, dass e Projet wéi Google eiser Strategie, eiser digitaler Strategie, gutt-deet an dass e wichteg ass.

An ech hu viru Kuerzem hei am Kader vun der Rifkin-Etüd erkläert, firwat a wéi déi digital Ekonomie eis kann hëllefen, eis Ekonomie vill méi nohalteg opzebauen. D'Digitalisatioun, d'Robotiséierung an d'kënschtlech Intelligenz, fir alles dat hinzekréien, Dir Dammen an Dir Hären, brauch een Datenzentren.

Elo kënnt Der natierlech net zefridde sinn, well dat heiten esou e grousse Projet ass. Ech soen lech, et ass awer och e Projet phare, fir Lëtzebuerg am Ausland ze verkafen als e fortschrëttlecht Land, dat an der digitaler Ekonomie Virreider ass.

Natierlech ginn et eng ganz Rei Froen, an d'Madamm Hansen huet der eng ganz Rei elo hei de Mëtten opgeworf. Firwat Lëtzebuerg? Firwat ass Lëtzebuerg interessant fir Google? Ech mengen, et brauch een net laang sichen ze goen. Op där enger Säit natierlech wéinst der Diversifizéierung vun hire Standuerter. Si probéieren, a verschiddene Länner esou Datenzentren ze hunn. Mee awer och well zu Lëtzebuerg d'Datenzentren traitéiert ginn an der Energiepräisgeebung wéi d'Schwéierindustrie an domadder den Energietariff zu Lëtzebuerg natierlech interessant fir Google ass. Doraus brauch ee keen Heel ze maachen, dat hunn ech och ëmmer gesot.

Et ass awer net esou, dass mir hinnen hu misse finanziell Hëllefen oder steierlech Avantagen zougestoen, déi anescht wäre wéi déi fir all anere Betrib hei zu Lëtzebuerg. Et kënnt derbäi, dass, wa mer vu Biisse schwätzen, do eeben d'Héichspannungscapacitéiten do sinn, d'Killwaasser och do ass. Mee ech mengen, den Här Turmes geet op déi dote Froen nach weider an.

Et ass och esou, Madamm Hansen, dass et effektiv d'Méiglechkeet gëtt fir de Staat, fir den Terrain ofzekafe vu Google, wann de Projet näischt géif ginn. Allerdéngs ass et awer och esou festgehalen, dass de Präis muss dee sinn, dee si och bezuelt hunn an net dorop nach dierf Spekulatioun gemaach ginn.

Mir sinn eis och eens an der Regierung, falls dat doten net de Fall wier a mer deen Terrain missten zréckkafen, da géif deen Terrain natierlech kënne benotzt ginn fir eng Aktivitéitszon, wéi mer der elo am Plan sectoriel eng ganz Rei virgesinn hunn. Dat heescht, den Terrain zu deem Präis, wou mer e kafen, dat ass haut och plus ou moins de Präis, dee mer bezuelen, wa mir Zone-d'activités-Terrainen opkafen. Dat wär also fir de Staat elo keng Katastroph, also zumindest emol vum Finanzielle keng Katastroph, wa mer déi Terrainen da missten zréckkafen, woubäi ech awer ganz kloer soen, dass ech absolutt fir dee Projet Google sinn an och hoffen, dass dee sech wäert hei realiséieren.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, hutt Der gesot, ech mengen, 100, 150 Leit an enger éischter Phas, 300 bis 350 an enger zweeter Phas. An natierlech si mir beméit wéi bei all Betrib, deen op Lëtzebuerg kënnt, fir derfir ze suergen an der Ufanksphas, wou de Betrib gebaut gëtt, déi Entreprisen a Kontakt ze brénge mat der ADEM, fir ze kucken, wéi eng Leit aus der ADEM da géifen op déi doten Jobbe passen, oder fir zumindest Formatioune wärend där Zäit vum Bau ze organiséieren, fir dass déi Leit, déi kéinten drop passen, déi néideg Formatioun kréien, fir dass natierlech den Emploi zu Lëtzebuerg bleift an net muss assuréiert ginn, oder esou mann ewéi méiglech muss assuréiert ginn iwwer Frontalieren. Woubäi mer jo näischt géint Frontalieren hunn, mee de Problem vun der Mobilitéit net wëllen zousätzlech verschäerfen. Also, soubal de Projet leeft, gëtt dat do mat Sécherheet wéi bei all anerer Implantatioun gemaach, dass déi Kooperatioun mat der ADEM besteet.

Ech géif och hei wëlle soen, dass den definitive Projet - ech mengen, Dir hutt eng Rei Froe gestallt, déi sech méi elo un den Här Turmes wenden - eréischt wäert a senger Endphas oder a senger definitiver Phas bekannt sinn, wann den Dossier deposéiert ass fir d'EIE a fir de Kommodo, wann dee virläit. Well an deem heite Beräich, wat en héich sensibelen, technologesch sensibele Beräich ass, ännert natierlech d'Technologie relativ schnell, an zemol, wann een esou laang brauch, wéi mir an deem heiten Dossier brauchen, fir e virunzebréngen. Voilà! Dat gesot, géif ech d'Wuert zréck ginn un de President.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert weider un den Energieminister, den Här Claude Turmes.

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här President, léif Deputéiert, ...

(Interruptions)

... et gëtt keng Digitalekonomie ouni Datenzentren. An d'Digitalekonomie ass eng Realitéit an der Wirtschaft an et ass och eng Realitéit am Alldag. A wann ech d'Statistike richteg gelies hunn, gëtt et kee Land, wou et esou vill Handye pro Awunner gëtt, esou vill iPaden an och esou vill Kontrakter mat Netflix. Dat heescht, mir sinn e Land, wou mer net nëmme wirtschaftlech, mee, ech denken, och de Gros vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, mëttlerweil an der Digitalekonomie ukomm sinn. An all Digitalekonomie huet natierlech och en Émweltafloss.

Et gëtt eng rezent Etüd vum Fraunhofer Institut, wat en däitsche bekannten Institut ass, déi hunn emol gerechent fir Europa, wat den Impakt vun der Digitalekonomie op d'Klimaemissioune vun Europa ass. A si sinn zu engem Schluss komm, dee seet: Deemno wéi d'Datenzentre gebaut ginn, wann et schlecht Datenzentre sinn, da kann dat de Klimaeffekt oder d'Klimabilanz vun Europa ëm 8 % bis 10 % verschlechteren. Wann d'Datenzentren awer an Zukunft oder ab sofort energieeffizient gebaut ginn, da kann d'Digitalekonomie, doduerch datt se ... An ech mengen, dat mécht Goodyear elo hei am Land. Wann s du Industrie 4.0 hues mat engem Industrieprozess, dee bis an d'Lescht mat Sensoren an esou weider gesteiert ass, da brauchs de vill manner Ressourcen an du brauchs och vill manner Energie.

Mir hunn och eng Strategie, fir an alle grousse Gebaier hei zu Lëtzebuerg elo vill méi och op Automatiséierung ze setzen, fir eeben déi ganz Stroumconsommatioun ze optiméieren. Alles dat bréngt d'Digitalekonomie fäerdeg an ass dann e positive Bäitrag. Dat heescht, d'Krux vun deem Ganze läit do: Wéi gëtt deen Datenzenter herno an der Realitéit gebaut?

Vläicht éier ech dozou kommen, zum Flächeverbrauch: Fir 35 Hektar, déi Google kaaft huet zu Biissen, si parallell dozou aus dem Plan sectoriel « Zones d'activités économiques » och 35 Hektar erausgeholl ginn, fir dass mer dat géifen equilibréieren, a si mussen och kompenséieren.

D'Versuergungssécherheet. De fréieren Energieminister huet scho richteg gesot: Um Rouscht ass déi beschte Plaz, well mer do vun den Transformateuren an och vun de Leitungen hier beschtens opgestallt sinn. A mir packen dat. Bei den erneierbaren Energien ass et esou, dass Google weltwäit eng Politik huet, fir 100 % erneierbar Energië bei alle Projeten ze maachen. A si sinn och bereet, hei zu Lëtzebuerg um Site selwer Fotovoltaik ze maachen.

Si sinn och bereet, wa mer gutt Sitte fannen, eng Rei Wandmillen ze maachen. Mee et muss ee sech och der Gréisstenuerdnung bewosst sinn, wa mer dat maachen. Kommt, mir soen, mir kéinten zu Biisse 5 Megawatt Solar maachen an och nach fënnef, sechs Wandmille mat 25 Megawatt! Mee et ass awer 100 Megawatt Uschlossleeschtung, wann een Datenzenter gebaut gëtt, an 200 Megawatt, wann der zwee gebaut ginn. Dat heescht, Google wäert, esou wéi haut schonn, warscheinlech erneierbar Energien, Wandenergie aus der Nordsee iwwer Kontrakter kafen, an da kënnt quasi iwwert d'Stroumnetz den Elektron op Lëtzebuerg, a si hunn e kommerzielle Kontrakt mat erneierbaren Energien.

Also an deem Beräich leeft dat. A mir mussen natierlech dann och nach kucken, an eiser na-

tionaler Bilanz musse mer natierlech och do nach dann e bëssen zoukafen, fir dat méiglech ze maachen och an eiser Bilanz.

Zum Waasserverbrauch. De Waasserverbrauch ass jo net fir d'Leit, déi um Site sinn, an - wat weess ech? - de Sanitär dovunner. De Waasserverbrauch, deen am Raum steet, hänkt domadder zesummen, wéi effizient deen Datenzenter gebaut gëtt.

An Dir wërft eis ëmmer vir, mir wieren intransparent. De Moment vun der Transparenz, dee kënnt elo eréischt, an dee kënnt an der Ëmweltimpaktetüd. Bis dohinner huet Google héchstens e puer Hypotheese getest, wou se soen: Wann en esou an esou ass, géif et dann zu Lëtzebuerg op där Plaz Waasser ginn, wat eis dann déi doten Aart a Weis vun der Killung géif erlaben?

Mee bis haut wësse mir dat net als Regierung, an dat ass och normal, well een dat net weess bei all Projet, bis d'Ëmweltimpaktetüd gemaach ass! Bei der Ëmweltimpaktetüd, dat ass deen éischte Moment, wou ee Betrib muss am Detail weisen, wat en dann elo plangt.

A bei den Datenzentren, do gëtt et da Kärfroen ze beäntweren. Déi éischt ass: Mat wéi enger Temperatur gëtt den Datenzentrum bedriwwen? Mir hunn an deenen éischten Datenzentren, déi mir hei zu Lëtzebuerg gebaut hunn, 20 Grad.

Wat heescht dat? Majo, dat heescht, da muss ech ganz oft killen, well et jo och hei zu Lëtzebuerg oft iwwer 20 Grad ass. Mee du kanns awer haut och Datenzentre schonn operéiere mat 30 bis 35 Grad. Wann dat de Fall ass, da brauchs de nach just e puer Deeg am Joer ze killen.

An dann do hannendrun ... Dat heescht, dat ass déi éischt Decisioun, an déi ass menges Wëssens an eises Wëssens net gefall. Google huet eis op alle Fall nach net gesot, mat wéi enger Temperatur deen Datenzentrum bedriwwe gëtt. An en fonction dovunner: Mat wéi enger Technik kann ech dann herno ëmgoen?

A fir mech dann haut nach eng Kéier virzebereeden, hunn ech dann och nach eng Kéier „gegoogelt".

(Hilarité)

Et ass an de leschten Deeg zu Helsinki ee vun den neisten Datenzentren an Europa opgaangen, 24 Megawatt, also ee Véierel vun 100. Deen Datenzenter hëtzt 20.000 Haiser zu Helsinki!

Dat heescht, déi Technik, dat ass elo ee vun de leschten Datenzentren, déi gebaut gi sinn. Virun zwee, dräi Joer war déi Technik nach net do. An déi Fro, déi mir och an den nächste Méint elo mussen eebe kucke mat Google, ass: Wat genee hu si geplangt fir den Datenzenter? An da komme mer gären och nach eng Kéier erëm heihinner zréck, fir Iech nach méi prezis Äntwerten ze ginn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. D'Madamm Hansen huet d'Wuert, fir eng Zousazfro ze stellen.

Ech wëll dem Här Kartheiser soen, datt mer hei net an enger Prozedur vun enger Diskussioun dra sinn. Fir d'éischt, fir d'Zousazfro, d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll u sech e puer déi selwecht Froe stellen, well ech déi meescht Froen net beäntwert kritt hunn. Ech wëll awer och hei soen, wat den Här vu Google zu Biisse gesot huet: « On a surtout travaillé avec la Gestion de l'eau sur cette étude. On a également fourni l'ensemble des données. » Un d'Waasserwirtschaftsamt. Also huet d'Waasserwirtschaftsamt Zuele vum Waasserverbrauch an d'Waasserwirtschaftsamt huet opgrond vun deenen Zuele gekuckt, datt et géif iwwert d'Uelzecht méiglech sinn an datt een och misst am Summer dann am Noutfall op d'SEBES zréckgräifen.

An op all déi Froen, déi ech hei konkreet gestallt hunn, hunn ech leider keng Äntwerte kritt. Dat heescht: Wivill Waasser gëtt gebraucht? Muss am Summer Drénkwaasser geholl ginn? Ass dat ze akzeptéieren?

Ech weess och, datt iergendwéi eng Tëscheléisung soll ugeschwat ginn iwwert d'SIDERO-Kläranlag. Mee d'SIDERO-Kläranlag, dat ass am Prinzip indirekt d'Uelzecht. Well wann et vun der SIDERO-Kläranlag direkt geholl gëtt, da leeft et eeben net méi an d'Uelzecht. Dat heescht, och dat huet een Afloss op den Debit. Dat heescht, ech hunn do keng vu menge Froe beäntwert kritt.

Zousätzlech Infrastrukturen, den Här Turmes sot: „Mir packen dat!" Stroum? Da weess ech nach net, wat dat ass: „Mir packen dat." E bësse méi Erneierbarer, och dat krut ech net beäntwert. Energieeffizienzplang, kënne mer dat erreechen? Och dat krut ech net beäntwert. Also, ech fannen et definitiv schued. Souguer bei der Ofwäermt, wou Der gesot hutt, Dir géift kucken, hutt Der mer elo gesot: „Zu Helsinki maache se dat doten."

Dir hutt awer schonn Daten. Deen dote Projet soll geschwë kommen. Dann hoffen ech jo awer wierklech, datt d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dorop reagéieren? Den Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Nach eng Kéier, Madamm Hansen - ech mengen, Dir misst et jo eigentlech och selwer wëssen -: De Moment de vérité kënnt bei der Ëmweltimpaktetüd. Dann eréischt wësse mer genee: Mat wéi enger Temperatur soll deen Datenzentrum bedriwwe ginn? Wéi eng Technik gëtt do agesat? An da gëtt et méi kloer, ob a wéi vill Waasser do gebraucht gëtt. An da gëtt och eréischt kloer, ob ee kann Ofwäermt do notzen oder net.

An ech denken, iergendwann d'nächst Joer wäert déi Etüd op den Dësch kommen. An da gi mer alleguerte méi schlau.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Energieminister. Ech wéilt dann nach dem Här François Benoy d'Wuert gi fir eng Richtegstellung zu engem Commentaire vun der Madamm Hansen.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, ech wollt just awer kuerz eppes dozou soen, well d'Madamm Hansen mech als Vertrieder vun der grénger Fraktioun an der Conférence des Présidents an d'Spill bruecht huet.

(Interruption)

Jo, ech war awer de Vertrieder vun der gréngер Fraktioun. Da sinn ech domadder gemengt.

Also mir verwieren eis natierlech kenger Debatt, an dat huet, mengen ech, och elo grad d'Saach gewisen. Et ass just, dass do, wou mer elo dru sinn, nämlech engersäits bei de Modifikatioune vum PAG an anerersäits dem PAP, deen dann elo kënnt, mir eeben net an der Kompetenz vun der Ëmweltministesch sinn an dass si doduerjer och net déi richteg Persoun hei wär. An dat ass dat, wat ech eeben hei gesot hunn. Dat kënnt eréischt an deene Phase vun den Autorisatioune respektiv dem Dossier vun der Ëmweltimpaktstudie, wéi et jo elo nach eng Kéier confirméiert ginn ass.

Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wollt just nach eng Kéier soen, datt d'Madamm Ëmweltministesch Daten huet an datt Google dat zu Biissen och esou gesot huet. A wann d'Madamm Ëmweltministesch Daten huet, da fannen ech, misste mir als Chamber dat och gewuer ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy, fir dës Kloerstellung. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

11. 7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7372, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Institutions de retraite professionnelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet setze mer eng weider Direktiv am Beräich vun der Finanzwirtschaft an nationaalt Recht ëm. Konkreet befaasst sech d'Direktiv 2016/2341 mat den Institutions de retraite professionnelle, kuerz IRP. Op Däitsch géife mer soen: „Institutionen der betrieblichen Altersvorsorge". Dat legaalt Fundament, also den éischten Text, mat deem op europäeschem Niveau Reegelen agefouert gi sinn, fir d'Aktivitéite vun dësen Institutiounen ze encadréieren an ze iwwerwaachen, geet op d'Joer 2003 zréck.

Un dëser Direktiv gouf am Laf vun de Joren allerdéngs lénks a riets ëmmer nees gepléischtert, soudatt den Text vun 2016 déi ursprénglech Direktiv elo komplett ersetzt. D'Reegelwierk, sou wéi et iwwerschafft an iwwerholl ginn ass, huet verschidden Ziler. Zum enge geet et drëms, den europäesche Bannemaart mat Bezuch op dës Servicer ze verdéiwen. Dofir ginn d'Dispositioune par rapport zu de grenziwwerschreidenden Aktivitéite preziséiert a vereinfacht.

Et gëtt och eng nei Prozedur agefouert, wann d'Portefeuillen an en anert Land transferéiert ginn, bei där déi spezifesch Roll vun den zoustännegen Iwwerwaachungsautoritéiten an den zwee betraffene Länner preziséiert gëtt.

Doriwwer eraus gëtt d'Protektioun vun de Clienten, d'Protection des consommateurs, haaptsächlech op zwou Manéiere gestäerkt. Éischtens mussen d'IRPen an Zukunft hire potenzielle Clienten en Dokument zur Verfügung stelle mat all de relevanten Informatiounen iwwer hir Produiten, iwwert déi eventuell Risiken, déi domadder verbonne sinn, iwwert d'Performance vum Produit an der Vergaangenheet an esou weider an esou fort.

Op dës Manéier sollen d'Clienten d'Chance kréien, fir kënnen eng kloer Entscheedung en âme et conscience, wéi een esou schéi seet, ze huelen. Dëst Dokument gläicht deemno dem KID, Dir erënnert Iech, dem Key Information Document am Kader vun den Investmentfongen. Doriwwer eraus kréien d'Clientë reegelméisseg e Relevé vun den IRPen, an deem ënner anerem déi accumuléiert Pensiounsrechter stinn.

Zweetens gëtt d'Gouvernance vun den IRPen ugepasst, fir eng besser Gestioun vun de Risiken ze garantéieren. Méi genee bedeit dat, datt d'IRPe reegelméisseg op hire Risiko iwwerpréift ginn. Weider soll kontrolléiert ginn, a wat fir engem Mooss si hire Verflichtunge vis-à-vis vun hire Clientë kënnen nokommen.

Hei zu Lëtzebuerg ginn haaptsächlech d'Pensiounsfonge vum zweete Pilier vun der Altersvirsuerg vun dësen neien Dispositioune betraff, also déi Fongen, déi complementaire Pensiounsregimmer verwalten, déi e Patron fir seng Salariéen en place setzt.

Zum Schluss sief nach bemierkt, datt de Gesetzesprojet d'Iwwerwaachungsautoritéiten - d'CSSF, de Kommissariat vun den Assurancen an d'IGSS also - mat den néidege Pouvoiren an Instrumenter dotéiert, fir datt si hir Iwwerwaachungs- a Kontrollaarbecht méi effikass a besser koordinéiert bewältege kënnen.

Wat d'Avisen ugeet, verweisen ech bei dësem dach séier techneschen an och voluminéise Projet op mäi schréftleche Rapport. Ech wëll just den Avis vun der Chambre de Commerce erausgräife plus dee vun der Salariatskummer an dee vum Staatsrot, an deem zwou Opposition-formellë stoungen.

Op där enger Säit war de Staatsrot, also déi héich Kierperschaft, der Meenung, datt beim Artikel 256-69 de Renvoi op d'Formel „Lois, règlements et dispositions administratives luxembourgeoises" ze vag an onprezis wier, wat zu enger juristescher Onsécherheet oder Onkloerheet féiere kéint. Do huet also missen nogebessert ginn.

Um Niveau vum Artikel 92 huet de Staatsrot notéiert, datt de Renvoi op den Intitulé vun engem Acte, deen op engem méi niddregen Niveau an der Hierarchie vun den Norme situéiert ass, de Prinzip vun eeben dëser Hierarchie net respektéiert. De Staatsrot hat dofir gefrot, datt de Passage onbedéngt nei formuléiert misst ginn.

A sengem Avis complémentaire vum 12. November dëses Joers huet de Staatsrot säin Accord zu den Amendementer ginn, déi d'Finanzan d'Budgetskommissioun virdrun adoptéiert hat, an huet déi formell Oppositiounen opgehuewen.

Dann e puer Wuert zum Avis vun der Handelskummer vum 11. Mäerz dëses Joers, déi et derwäert sinn ze ernimmen, well den Avis eng Ureegung fir déi weider Diversifizéierung vun eiser Finanzplaz ass. D'Handelskummer bemierkt sou zum Beispill, ech zitéieren: « Au Grand-Duché, les actifs sous gestion de plans privés de pension des deuxième pilier », dat sinn d'Régimes complémentaires an der Entreprise, « et troisième pilier », dat sinn d'Régimes personnels de pension, « sont en effet très nettement en retrait de la situation observée dans la quasi-totalité des autres économies développées […] »

Effektiv, wann een déi sougenannten Actifs sous gestion de plans de pension privés am Joer 2016 a Prozent vum PIB kuckt, da stellt ee fest, datt Lëtzebuerg an der OECD-Zon um Wupp rangéiert - fir dat op gutt Lëtzebuergesch ze soen - viru Griicheland an hanner Ungarn an der Tierkei. Am Peloton rangéieren Dänemark, Niederlande oder Holland, wéi mir Lëtzebuerger soen, Kanada, Island oder d'Schwäiz. „Esou eng Situatioun interpelléiert eis", schreift d'Handelskummer, „zemol wann een d'Lëtzebuerger Finanzplaz kuckt." Irland, e staarke Konkurrent vun eiser Plaz an deem Beräich, virun allem an den Investmentfongen, wier do vill méi aktiv wéi Lëtzebuerg.

An d'Chambre de Commerce bemierkt weider, ech zitéieren: « La position peu reluisante du Luxembourg s'explique en partie par l'effet d'éviction exercé par le premier pilier (pensions versées par les administrations publiques) qui se caractérise par des pensions (maximales) élevées en comparaison internationale et des taux de remplacement particulièrement généreux. » Esou eng staark Focalisatioun op den éischte Pilier wier net ouni Risike fir de Liewensstandard vun de kommende Pensionnairen, also der haiteger Jugend.

Dës Focalisatioun géif virun allem d'Entwécklung vu Finanzaktivitéite mat Zukunftspotenzial an deem Beräich vermeiden, sou nach d'Chambre de Commerce. Dofir ënnersträicht si och, wéi wichteg eng flexibel a proportionéiert Applikatioun vun den Dispositioune vun dësem Projet ass.

D'Salariatschamber huet hiren Avis den 10. Dezember 2018 eraginn. D'Chambre des Salariés huet d'Efforte begréisst, fir de reglementairë Kader op dësem Gebitt ze verstäerken, fir datt d'Verspriechen a puncto Zousazpensioune vis-à-vis vun de Clientë garantéiert bleiwen.

D'Chambre des Salariés verweist op den éischte Pilier, also den allgemenge Pensiounsregimm, deen de Pensionnairen en dezente Liewensniveau an eng ekonomesch Onofhängegkeet géif garantéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensioune sinn a bleiwen hei zu Lëtzebuerg e Sujet, deen eis och vläicht grad an Zukunft weider wäert beschäftegen, ob Jonk oder Al. Mat dësem Projet soll besonnesch och den zweete Pilier entwéckelt ginn a virun allem d'Clienten, besonnesch d'Salariéen, geschützt ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem André Bauler fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporter huet richteg ënnerstrach: Dat hei ass en net onweesentleche Gesetzesprojet. Et sinn zwar nëmme fënnef Minutte Riedezäit, mee dee ganze Secteur gëtt nei organiséiert, wat déi Tätegkeet, awer och d'Surveillance vun de Pensiounsfongen ass.

A fir de Verglach e bëssen ze maachen: Mir hunn an Europa an deem Secteur hei also betriblech Zousazrente leie vun 2.500 Milliarden Euro - 2.500 Milliarden Euro - an et profitéiere ronn 75 Millioune Leit, dat heescht Beneficiairen, dovunner. Setze mer dat awer entgéint zu deem, wat mer an eisen normale Fongen zu Lëtzebuerg leien hunn, dann ass dat u sech just d'Hallschent. Well do si leschten Informatiounen no 4.500 Milliarden eleng an den Investmentfongen zu Lëtzebuerg, déi geréiert ginn.

An deem Kontext, Här Minister, hätt ech eigentlech dräi Froen. De Rapporter huet mat Recht gesot, dass e bësse bedauert gëtt, dass Lëtzebuerg mat Ungarn eigentlech zum Schlussliicht vun de Pensiounsfongen, zweete Pilier, also deene betribleche Pensiounsfongen, geheiert, well e Manktum un Attraktivitéit an deem Secteur zu Lëtzebuerg ass.

Duerfir wollte mer eigentlech de Minister froen: Wat fir eng Moossname gedenkt en ze huelen, fir dass dee Secteur do dach e bësse méi Opwand ka kréien?

An déi konkreet Fro ass déi: Gedenkt de Minister, deene Pensiounsfongen, zweete Pilier, et ze erlaben, fir individuell Zousazversécherunge fir d'Leit kënnen ze garantéieren?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir mengt, well deen éischte Pilier esou gutt ass.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eng zweet Fro, och eng konkreet - Här Di Bartolomeo, Dir kënnt dem Minister da vläicht hëllefen -, dat ass déi: Mir hunn eng Konventioun, en Duebelbesteierungsofkommes mat Frankräich. An et ass virgesinn, dat gëtt et schonns zënter bal 20 Joer - jo, 1998 -, dass bei Beträg, déi abezuelt gi vum Patron fir déi Zousazpensiounen, zweete Pilier, en Impôt forfaitaire vun 20 % zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt.

Et ass awer esou, dass dat Duebelbesteierungsofkommes mat Frankräich e sougenannte „système d'imputation" virgesäit. Dat heescht, dass dat, wat zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt, ugerechent gëtt a Frankräich vu Steieren an dass dat da vun där Steierlaascht, déi a Frankräich ufält, ofgezu gëtt. An déi Fro ass déi, ob et séchergestallt ass, dass et hei bei deem Impôt forfaitaire libératoire zu Lëtzebuerg bleift, well dat interesséiert besonnesch d'franséisch Frontalieren.

An déi drëtt a lescht Fro ass déi, ob de Minister respektiv d'Lëtzebuerger Regierung virgesäit, opgrond och vun deenen Ëmännerungen, déi gemaach goufe fir déi Staatsbeamten a Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht, déi no 1999 agestallt goufen, wou also net méi dee sougenannten „ale Pensiounsregimm" zielt, wou eigentlech dat lescht Gehalt gerechent gëtt, fir d'Pensioun ze berechnen, abee, gesäit d'Regierung vir, fir um Niveau vun de Pensiounen am ëffentleche Secteur och betriblech Zousazpensioune virzegesinn?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Och Merci dem Rapporter André Bauler fir säi gudden a komplette Rapport.

Bon, et gëtt an dësem Projet de loi jo u sech zwee Voleten an zwee Aspekter. Deen een Aspekt ass den Aspekt, géif ech soen, „Produit vun der Finanzplaz". Et ass gewosst, dass déi Sepcaven, déi mer virun enger Partie Joren agefouert hunn, ech mengen, 2005 war et, am Fong ni e ganz grousse Succès waren à l'international. Dat war eng Zort neie Fong, dee mer wollte maachen, a wou mer geduecht hunn, dass dat eng interessant Nisch ka si fir d'Finanzplaz, fir och där Pensiounsfongen, deuxième pilier, à l'international ze maachen.

Dat huet awer net fonctionéiert, eebe wéinst där Differenz tëschent de Reegelen an den États membres de destination, wou et eeben extra Reegele gi sinn iwwert d'Sozialsystemer, iwwert d'Pensiounen. An doduerch huet dat net geklappt. Elo kënnt déi Direktiv, déi dat jo u sech harmoniséiert a wou, mengen ech, awer och eebe justement eppes iwwert déi Activité transfrontalière drasteet, soudass ee kann hoffen, dass dat dann dës Kéier effektiv besser fonctionéiert ënnert deem Point de vue.

Deen zweete Volet vun dësem Projet ass dee vun dem zweete Pilier an eisem Pensiounswiesen. Ech géif do gär soen, dass mer, éischtens, begréissen, dass mer elo en neien Dispositif hunn, dee méi komplett ass, deen eng besser Gouvernance virgesäit, deen och eng besser Reglementéierung virgesäit an e bessere Schutz och fir d'Konsumenten, dat heescht fir déi Leit, déi affiliéiert sinn ënner engem zweete Pilier.

Ech géif awer och gär soen - an ech sëtze jo säit haut nieft dem fréiere Minister an dem Beräich vun de Pensiounen, deen och eng Reform gemaach huet 2012, déi ganz wichteg ass -, dass mir als LSAP natierlech haaptsächlech attachéiert sinn un den éischte Pilier an dass de beschte Garant fir Salariéen, fir schaffend Leit ëmmer nach e ganz staarken éischte Pilier ass an dass mer natierlech näischt géint deen zweete Pilier hunn, mee dass eis, wéi gesot, haaptsächlech dru geleeën ass, dass mer deen éischte Pilier renforcéieren an durabel gestalten.

Dat gesot, géif ech gären den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir als Gréng begréissen natierlech dës Direktiv respektiv de Projet de loi, deen doraus entsteet. En huet jo net just als Zil, datt eis Zousazpensiounen esou investéiert ginn, datt de Marché reglementéiert a konsequent och genotzt gëtt, datt d'Investitiounen diversifizéiert ginn an datt déi grenziwwerschreidend Aktivitéiten eebe kloer vereinfacht a preziséiert ginn - wat eis besonnesch gefält, ass d'Evaluatioun.

Dat ass dee Beräich, deen eis wierklech um Häerz läit, d'Evaluatioun vun den interne Risiken a virun allem d'Evaluatioun vun de Risiken, déi duerch de Klimawandel entstinn. Och dat ass e Volet, dee muss ervirgestrach ginn. Dorun hänkt jo och d'Deklaratioun, déi alle sozialen an ëmweltpoliteschen Aspekter soll Rechnung droen, woumat och gemengt ass, datt heiduerch eng kloer Protektioun vum Konsument wäert am Vierdergrond stoen.

Ech wéilt mech awer och dem Franz Fayot uschléissen, deen op den éischte Pilier agaangen ass, an do e Clin d'œil op de Regierungsaccord maachen, wou mer eis dozou engagéiert hunn, datt de staatleche Pensiounsfong méi nohalteg ausgeriicht wäert ginn. Dat ass eng laangjäreg Fuerderung, net nëmme vun deene Gréngen, mee ech mengen nach vun anere politesche Parteien heibannen. De Regierungsaccord gesäit vir, datt dee ganze Pensiounsfong op de Leescht geholl wäert ginn an datt en eeben a Richtung gréng Finanzen an nohalteg Investissementer wäert ausgeriicht ginn.

An deem Sënn wënsche mer eis, datt dee Prozess elo méi séier vustattegeet wéi an der Vergaangenheet an datt mer dohikommen, wuer mer scho laang wëlle kommen, fir eeben ze verhënneren, datt déi fossill Energien nach ëmmer am Vierdergrond stinn, dann awer nach ganz aner Geschäfter domat verbonne ginn, déi mer an der Zäit ëmmer kritiséiert hunn.

Dat gesot, wéilt ech dem Änder Bauler nach eng Kéier Merci soe fir säi ganz pädagogesch opgestallte Rapport - wéi ëmmer - an dann och den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, wien dem André Bauler säi Rapport héieren huet, souguer wann e virdrun näischt iwwert dëst Gesetz gelies huet, weess elo, wourëm et geet. An ech mengen, wat fir méi ee schéint Kompliment kann een engem Rapporter maachen?

Hei ass en Text, dee fir eis Investmentfongeplaz wichteg ass, deen awer och fir eis Rente wichteg ass, fir d'Ofsécherung vun deene Leit, déi do abezuelen. An duerfir fënnt e selbstverständlech wéi all Text, dee gutt ass fir d'Bankeplaz respektiv fir d'Renten, den Accord vun der ADR.

An ech soen dem Franz Fayot Merci. En huet do wierklech e ganz gudde Punkt gemaach, wann en den éischte Pilier ervirsträicht, net onbedéngt, wéi déi Suen investéiert ginn, mee virun allem, datt den éischte Pilier awer nach ëmmer deen ass, op deem eise Rentesystem berout. An Dir wësst, wat fir eng Bedeitung meng Partei deem Pilier zoumoosst.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi jëtzeg oder déi viregt?

M. Roy Reding *(ADR).*- Regierung?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, Partei.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech loossen nach de Vizepresident ausschwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hunn d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, loosst Iech net stéieren!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci! Merci, Här President. Mir wäerten eis enthalen an ech wollt dat awer och nach kuerz begrënnen.

Quitte datt eng Partie Verbesserungen an deem Projet de loi, an där Emsetzung souwisou indeniablement an theoreetesch och dra sinn, quitte datt awer och e puer Saache vereinfacht ginn, fir datt d'Fongen och international kënnen aktiv ginn, mat Garde-fouen, déi mer awer global als Verbesserungen ugesinn, hu mir trotzdeem prinzipiell e Problem mam Prinzip iwwerhaapt, an dat ass och schonn hei ugeklongen, vum zweete Pilier. An an deem Sënn si mer och an där selwechter Logik wéi eis Vertrieder vun der lénker Fraktioun am Europaparlament, déi déi Direktiv och net matgedroen hunn.

Et freet mech, also et war schonn … Et konnt een dovunner ausgoen, datt déi Diskussioun, vu datt et e Modèle de base ass, e bësse schnell iwwert d'Bün geet. Do muss ech awer och soen, datt dem Här Bauler säi Bericht ganz interessant war. Ech gehéieren net zu deenen, déi et systematesch all Kéiers soen. Dat heescht, wann ech et soen, da mengen ech et wierklech och. Dem Här Bauler säi Bericht war wierklech och interessant. En huet jo och aus de Chamberen zitéiert. Mir kënnen eis natierlech deem ralliéieren, wat d'Chambre des Salariés gesot huet an deem Sënn, wann et e Pilier gëtt, deen ee muss ënnerstëtzen, dann ass et den éischte Pilier.

Et kann een natierlech och liesen, wat d'Chambre de Commerce seet. Dat ass hire Business natierlech. Si bedaueren natierlech, datt mer vläicht hannendra sinn, wat den zweete Pilier ugeet, dat heescht, déi Zousazpensioun an den Entreprisen, an deen drëtten, dee fir Privatpersounen.

Mir sinn net esou traureg, datt mer vläicht hannendra sinn. A mir mengen och net, datt déi Länner, déi zitéiert goufe virdrun, déi esou ganz wäit doranner sinn, Island, Holland an esou weider, datt dat Beispiller sinn d'ailleurs. A mir sinn och der Meenung, datt mer weiderhin op den éischte Pilier musse setzen.

Mir freeën eis awer och, datt wéinstens zwee Koalitiounspartner vun dëser Regierung sech ganz kloer zum éischte Pilier bekannt hunn. Ech hat awer e puer Schwieregkeeten, erauszehéieren, wat den drëtte Koalitiounspartner, deen och de Rapportekrittär hat, wierklech och, a wat fir eng Richtung …, ob en dat Bedauere vun der Handelskummer gedeelt huet oder net. A wann ech vläicht och der CSV, dem Riedner vun der CSV nolauschteren, da sinn ech och net méi schlau dorauser ginn, a wat fir eng Richtung mer hei sollte goen.

Ech mengen, mir sinn eis awer zu villen hei an dëser Chamber eens, datt deen eenzege Pilier den éischte Pilier, also deen ëffentleche Pilier ass, deen ee muss ënnerstëtzen an ausbauen, well en ass ausbaufäeg, souwisou. En ass souwisou gesond, e funktionéiert gutt, en ass ausbaufäeg, datt mer nëmmen op dee setze mussen an datt mer, entgéint deem, wat d'Chambre de Commerce seet, déi aner Pilieren awer mussen zréckstutzen! Well mir si grad der Meenung, wann een den zweeten oder den drëtte Pilier ausbaut, da geet dat op Laaschte vum éischte Pilier!

A wann d'Chambre de Commerce seet, eis sozial Systemer géife permanent ënner Drock stoen: Jo, ënner wat fir engem Drock sti se? Si stinn ënner deem Drock, dee Fongen ausüben oder deen Assurancëgesellschaften ausüben, justement fir deen éischte Pilier lues a lues ofzebauen - dorobber muss ee ganz gutt oppassen -, fir duerno deen zweeten auszebauen an deen drëtten auszebauen a fir domadder Casino ze spillen. Well mir wësse jo aus der Erfarung vun alle Länner, datt déi aner Pilieren u sech de Leit näischt wäerte bréngen a mat ville Risike verbonne sinn. Och - och! - wa mer Direktiven a Gesetzgeebungen ausschaffen, déi Garde-fouen implizéieren, sinn déi Risiken net einfach esou aus dem Wee geraumt.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, datt mer mam Prinzip souwisou net kënnen averstane sinn. Dofir wäerte mer eis och bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Tipptopp!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Et gouf scho vill zu deem Text gesot. Ech mengen, den honorabelen Här André Bauler huet jo och scho relativ exhaustiv erkläert, ëm wat et geet. Fir eis Piraten ass et ganz wichteg, datt mer hei an engem Land, wat vun enger oppener Ekonomie lieft, och et den IRPe méiglech maachen, an där oppener Ekonomie ze fonctionéieren, dat heescht, déi Transferts transfrontaliers, déi heimadder nei gereegelt ginn, sinn, mengen ech, eent vun deene wichtegsten Elementer.

Wann een och en zweete Pilier heiansdo ka kritiséieren, esou ass et indeniablement hautdesdaags ee vun de Pilieren awer vun eisem soziale Sécherheetsnetz ginn. Et erlaabt Patronen, fir eppes méi fir hir Employéen an eng Pensioun anzebezuelen. Et erlaabt also dem Patron, och nach eng Kéier eng zousätzlech sozial Responsabilitéit vis-à-vis vu sengen Employéen ze huelen.

A wann d'Regierung esou gäre seet: „Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit gutt goen", esou, mengen ech, denken eng ganz Rëtsch Patronen och: „Wann et der Entreprise gutt geet, soll et och den Employéë gutt goen." An dat hei ass esou en Outil, deen hinnen erlaabt, dat ëmzesetzen. Dofir begréisse mer absolutt, datt dat esou kënnt.

Dann deen zweete Volet, deen eis ëmmer wichteg ass, ass d'Transparenz. Ech mengen, datt et ganz gutt ass, datt mer hei de Beneficiairë vun deenen Zousazpensiounen en neien Outil ginn, fir méi transparent a besser ze gesinn, wat se un Droiten hunn a wéi et mat där Progressioun och ka weidergoen. Ech mengen, dat war eppes, wat an der Lescht heefeg vu Konsumenteschutzorganisatioune kritiséiert gouf, datt am zweete Pilier heiansdo et e bësse flou ginn ass. An dat gëtt heimadder hoffentlech besser.

Deementspriechend wäerte mir dëse Projet matdroen, mat deem enge Bemoll natierlech, datt mir och léiwer den éischte Pilier stäerke wéi den zweeten. Netdestotrotz ass den zweete Pilier net onwichteg.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, ech wollt nach eppes soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bauler wollt nach eppes soen.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo, wann Der erlaabt, Här President. Merci. Ech wollt awer ganz kuerz zwou Saache preziséieren.

Als Member vun dëser Fraktioun vun der Demokratescher Partei an als Member vun der Cofibu wollt ech just soen, dass mir eis natierlech ganz kloer zum éischte Pilier bekennen, dat ganz onmëssverständlech gesot.

Zweetens wëll ech awer och preziséieren, dass ech a menger Roll als Rapporter natierlech muss kucken, op gutt Lëtzebuergesch gesot, méi Klacke lauden ze loossen. An dofir hunn ech deen ee Standpunkt an deen anere Standpunkt erausgeschielt. Dat war meng Missioun als Rapporter, dat an enger gewëssener Neutralitéit ze maachen, esou wéi dat vu mir an där Roll verlaangt gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. An elo ass et awer um Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech freeë mech iwwert dee kuerzen Debat, dee mer hei hunn iwwer e Sujet, deen u sech e ganz wichtegen ass, an zwar dee vun de Pensiounen a vun den Zousazpensiounen, déi den Objet hei sinn, well mer et hei mat enger Direktiv ze dinn hunn, fir déi am zweete Pilier, also d'Zousazpensiounen, déi de Patron sengen Employéë kann ubidden, méi - tëschent Guillemeten - „interessant" ze maachen.

Ech géif gären dem honorabelen Här André Bauler Merci soe fir säi Rapport, deen effektiv ganz equilibréiert war a vill Saachen an de Vierdergrond gestallt huet. Ech freeë mech och, dass mer konnten déi Remarken an Opposition-formellë vum Conseil d'État behiewen, aus Grënn, déi novollzéibar sinn. Dat ass mäin éischte Punkt.

Den zweeten ass, fir ze soen, dass den honorabelen Deputéierte Fayot ganz Recht huet, wann en ënnersträicht, dass mer heimat dem Aspect transfrontalier vun de Pension-complémentairë vum zweete Pilier méi Sécherheet ginn. Dat ass jo fir Lëtzebuerg fundamental! 200.000 Frontalieren! Eis ass et am allerwichtegste vläicht a ganz Europa, dass dat richteg gereegelt gëtt a besser gereegelt gëtt, wéi et de Fall war.

Drëtte Punkt: D'honorabel Deputéiert Lorsché huet och Recht ze ënnersträichen, dass soll der-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

fir gesuergt ginn, an dat ass hei de Fall, dass d'Risiken, déi an deene Produite sinn, esou minimal solle si wéi méiglech.

Da kommen ech zu der Thematik vun der Wichtegkeet vun de verschiddene Pilieren, déi hei accessoirement an d'Diskussioun erabruecht ginn ass, net nëmme vun der Chambre de Commerce an hirem Avis, mee och vun aneren. Den „effet d'éviction", huet d'Chambre de Commerce dat genannt.

Dat mag sinn, dass doduerch, dass mer e ganz gudden éischte Pilier hunn, dat heescht, dass déi normal Pensiounen, déi vun eiser Gesetzgeebung garantéiert sinn, esou gutt sinn, an dat bezweifelt keen, do si mer am internationale Vergläich bal onschlagbar, natierlech den Drock op den Employeur, fir eppes derbäizesetzen oder dropzesetzen, vill méi kleng ass wéi a Länner, wou d'Pensioune méi schwaach sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- A wou d'Employeuren net cotiséieren am éischte Pilier! Bei eis cotiséiere se jo zu engem Drëttel.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A wou dann de Staat selwer och nach am éischte Pilier cotiséiert!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo: en Drëttel. En Drëttel.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dofir hu mir en éischte Pilier, dee ganz generéis ass.

Ech wéilt awer gären, dass mer eis e puer Gedanken doriwwer maachen. Mir sinn do dann op där Lëscht vun der OCDE relativ ënnen, well dat hei zu Lëtzebuerg ganz wéineg ugebuede gëtt vun den Entreprisen. Déi éischt Erklärung ass also déi, dass déi gesetzlech garantéiert Pensioune ganz héich sinn.

Et gëtt awer en zweete Grond. Dat ass, dass esou Systemer normalerweis a plutôt grousse Gesellschaften ugebuede ginn. Firwat? Fir esou eppes en place ze setzen, muss ee schonn eng gewëssen Zuel vun Employéen hunn, eng gewëssen Infrastruktur. An där Firmen hu mir zu Lëtzebuerg nun awer och net esou vill. Dofir, ech mengen, dat ass eng zweet Erklärung, firwat mer an dësem zweete Pilier net esou vill Akteuren hu wéi an anere Länner.

Solle mer dat da wierklech regrettéieren? Ech mengen, op Basis vun der Diskussioun, déi mer hei haten, net onbedéngt. Mee ech mengen, et ass fundamental, dass ee weess, dass et déi Méiglechkeet gëtt, dass dat elo international transportabel ass. An ech mengen, dat ass dat Allerwichtegst.

Ech wëll awer och dann e Wuert iwwert den drëtte Pilier soen, iwwert deen, mengen ech, elo nach net vill geschwat ginn ass, well do och eppes an der Maach ass, an zwar an de leschte Wochen a Méint um europäeschen Niveau de „produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle", op Englesch PEPP genannt, mat zwee p, adoptéiert ginn ass. An ech mengen, do hu mer och fir Lëtzebuerg méi Méiglechkeeten, well dat ass deen, wou den Employé selwer sech kann eng Retraite opbauen a wou och hei den „aspect transfrontalier" nei gereegelt gëtt. Do hu mer zwee Joer, fir dat ëmzesetzen.

An doduerch gesäit een, dass mer dann zu Lëtzebuerg mat deem Gesetz, wat wäert komme fir déi Emsetzung vun där Direktiv, déi elo haut hei nach net zur Debatt steet, a mat där, déi mer haut hei ëmsetzen an der Chamber, eng ganz Panoplie kréien, wou mer eis Retraitë kënnen nei oder méi effikass gestalten.

E leschte Punkt och op d'Fro vum Här Roth hin. Et ass esou, dass d'Emsetzung hei just e Kader schaaft an alles dat, wat all Land eenzel huet, total fräi bleift. Ech mengen, dat heiten huet keen Impakt op egal wat fir ee Regimm, deen zu Lëtzebuerg existéiert, ob dat elo Fonctionnairë sinn oder anerer, Employé-privéen. An dofir, ech mengen, et soll een d'Portée elo awer och net iwwerdreiwen. Mir sinn hei amgaang, eppes ëmzesetzen, wat eis haaptsächlech am Contexte transfrontalier wäert hëllefen.

Ech soen all deene Merci, déi dann och dës Emsetzung vun där Direktiv ënnerstëtzen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7372. Den Text steet am Document parlementaire 7372[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7372 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7372 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques

Mir decidéieren haut de Mëtten ee Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 160 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert d'Madamm Simone Delcourt als Kandidat. Well mer ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif d'Kandidatin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Vote

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Madamm Delcourt ass domat eestëmmeg zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 10., 11. an 12. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.56 heures.)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire des séances publiques nos 9 et 10

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 123

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement p. 123

Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État p. 123

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 123

7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle p. 123-125

7218 - Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
2° la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;
en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels p. 125-133

7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg p. 133-134

7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres p. 134-135

7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck p. 135

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 136

Communications p. 136

Ordre du jour p. 136-137

Hommage à M. Marc Angel p. 137

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 137

Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés p. 137

Changements de composition de commissions parlementaires p. 137

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales p. 137-138

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 138

- Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 138

- Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 138-139

- Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 139

- Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

- Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 139-140

- Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

et

- Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense p. 140

- Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 140-141

- Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 141

- Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances p. 141-142

- Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen p.142-143

7372 - Projet de loi portant modification :
1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de
a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;
b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;
c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance p. 143-144

Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques p. 144

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 6** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1286	Marc Goergen	Formation pour élus communaux
1318	Martine Hansen	Convocation des commissions d'examens
1330	Martine Hansen	Nomination des stagiaires-professeurs
1335	Fernand Kartheiser	Site archéologique « Tëtelbierg »
1337	David Wagner, Marc Baum	Visite d'État du roi et de la reine des Belges au Luxembourg
1344	Jeff Engelen	Factures CGDIS
1347 cf. 1348, 1349	Jeff Engelen	Frais de transport en ambulance
1348 cf. 1347, 1349	Jeff Engelen	Planification des itinéraires dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger
1349 cf. 1347, 1348	Jeff Engelen	Autorisation préalable dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger en cas d'urgence
1357	Martine Hansen	Prise en charge des frais de taxi pour le transport au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation
1378	Jeff Engelen	Installations de biométhanisation
1379	Martine Hansen	Classes iPad
1381	André Bauler, Gusty Graas	Système de compensation dans le cadre de la protection de la nature
1382	Marc Angel	Langage neutre au niveau du genre
1383	Sven Clement	Efficacité énergétique des bâtiments publics
1384	Marc Goergen	Demandes d'accès au fichier central de la police
1385	Josée Lorsché, Marc Hansen	Cytomégalovirus
1386	Josée Lorsché, Marc Hansen	Dépistage néonatal
1387	Nancy Arendt épouse Kemp	Dépressions
1389	Mars Di Bartolomeo	Financement en matière de politique migratoire
1391	Sven Clement	Dossier de soins partagé
1393	Marc Spautz	CIPA Rumelange
1395	Laurent Mosar	Secteur des équipementiers automobiles
1396	Diane Adehm	Avertissements taxés des agents municipaux
1397	Jeff Engelen	Élimination des déchets
1398	Fernand Kartheiser	Inondation dans un dépôt des archives nationales
1399	Marc Goergen	Santé sexuelle de l'homme
1400	Marc Hansen	Résidus pharmaceutiques dans les cours d'eau
1401	Marc Goergen	Réparations de produits
1402	Marc Goergen	Colonies de mouflons
1403	Marc Goergen	Viande de gibier
1404	Mars Di Bartolomeo	Chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique
1405	Nancy Arendt épouse Kemp	Médicaments antidouleur
1406	Fernand Kartheiser	Aide au développement au Burkina Faso
1407	Laurent Mosar, Gilles Roth	Avocats inscrits au Barreau de Luxembourg
1409	André Bauler	Excès de vitesse sur la route nationale entre Fouhren et Bettel
1410	Jeff Engelen	Fourniture d'énergie électrique
1412	Nancy Arendt épouse Kemp	Harcèlement sexuel au travail
1413	François Benoy	Liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg
1415	Eugène Berger	Système d'alerte « Silver Alert »
1416	Fernand Kartheiser	Information des propriétaires concernés dans le cadre d'une modification du Plan d'aménagement général
1417	Fernand Kartheiser	Transport scolaire
1418	Fernand Kartheiser	Criminalité liée à la drogue
1420	Fernand Kartheiser	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1421	Marc Goergen	Dispersion des cendres funéraires
1422	Djuna Bernard	Flexibilité des contrats d'accueil des services d'éducation et d'accueil
1423	Marc Spautz	Contrats de location entre l'État et les communes
1424	Diane Adehm	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1425	Martine Hansen	Construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture
1426	Sven Clement	Protection des données dans le cadre de la mise à disposition de la plateforme Office365
1428	Martine Hansen	Validation des acquis de l'expérience (VAE)
1429	Sven Clement	Livres scolaires
1430	David Wagner	Fermeture du foyer Ediff à Mondercange
1432	David Wagner, Marc Baum	Situation des bénéficiaires de protection internationale en quête d'un logement au Luxembourg
1433	Laurent Mosar, Gilles Roth	Peines incompressibles
1434	Fernand Kartheiser	Candidats sursitaires dans la carrière de professeur
1435	Fernand Kartheiser	Organisation UNAIDS
1436	Fernand Kartheiser	Recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
1437	Dan Biancalana	Carrières dans la fonction publique
1438	Roy Reding	Aménagement d'un dépôt par la société LuxTram SA
1439	Dan Biancalana	Étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg
1440	Diane Adehm	Plateforme de covoiturage « CoPilote »
1441	Fernand Kartheiser	Suppression d'emplois chez une entreprise spécialisée dans le domaine de l'équipement automobile
1443	Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden	Vol de voitures au Luxembourg
1444	Stéphanie Empain, Charles Margue	Traite des êtres humains dans le monde du travail
1445	Fernand Kartheiser	Annulation d'une table-ronde au Musée national de la résistance à Esch-sur-Alzette
1446	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Ancien Centre de logopédie à Strassen
1447	Martine Hansen	Publication des règlements grand-ducaux
1448	Paul Galles	Réduction du délai de traitement des demandes en matière d'immigration
1449	Diane Adehm	Plateforme communautaire « Airbnb »
1450	Fernand Kartheiser	Activités commerciales des membres du Gouvernement
1451	André Bauler	Développement de la Nordstad
1452	François Benoy	Location de presbytères
1453	Max Hahn	Système d'alerte « chaleur » dans les voitures
1454	Françoise Hetto-Gaasch	Journée internationale de solidarité intersexe
1455	Françoise Hetto-Gaasch	Rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains
1456	Jeff Engelen	Résidence des élus communaux
1457	Stéphanie Empain, Charles Margue	Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales
1458	Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar	Déclarations du Président de la République française relatives à l'OTAN
1459	Martine Hansen	Subsides en faveur des communes pour la réalisation des infrastructures scolaires
1460	Sven Clement	Intervention de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration auprès de l'UCVL et LuxTram SA
1462	Marc Spautz	Conventions culturelles avec les communes
1464	Sven Clement	Airbnb
1465	Max Hahn	Ligne de bus 215
1466	Marc Baum	Dispositif concernant la lutte contre le chômage de longue durée introduit en 2017
1467	Fernand Kartheiser	Profil « Facebook » de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration
1468	Yves Cruchten	Nuit du droit
1469	Jeff Engelen	Exportation de viande de porc
1470	Fernand Kartheiser	Votes du Luxembourg auprès des organisations internationales
1471	Marc Goergen	Situation de la communauté LGBTIQ en Turquie
1472	Carole Hartmann	Prescription d'applications de santé mobiles et remboursement par la caisse de maladie
1473	Chantal Gary	Candidature de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco
1474	Carole Hartmann	Réorganisation du réseau RGTR
1475	Martine Hansen, Gilles Roth	Suspension de publication du Livre des impôts luxembourgeois
1476	Laurent Mosar	Rapatriement forcé de djihadistes de l'EI
1477	Gusty Graas, Gilles Baum	Lutte contre le diabète
1478	André Bauler	Ancienne maison de retraite de Vianden
1483	Laurent Mosar	Visite du Premier Ministre de la République tchèque
1484	Marc Goergen	Avertissements taxés
1485	David Wagner	Autorisations de séjour pour investisseurs et placement de personnes au Centre de rétention
1486	Mars Di Bartolomeo	Régression de la téléphonie fixe
1488	Mars Di Bartolomeo	Vols de voitures
1490	André Bauler	Nouvelles stations de contrôle technique de la SNCT
1493	Carlo Back	Prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français
1494	Laurent Mosar, Léon Gloden, Serge Wilmes	Mesures effectives pour lutter contre les infractions à l'ordre public
1495	André Bauler	Service hivernal au nord du pays
1496	Marc Goergen	Wanteraktioun
1497	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Marco Schank	Contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen

1500	Laurent Mosar, Gilles Roth	Système de comptage en matière de gaz et d'électricité
1503	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Émeutes en Iran
1507	Guy Arendt, Gusty Graas	Réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse
1510	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	Lits en néonatologie
1522	Martine Hansen, Emile Eicher	Réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse
1523	Jeff Engelen	Boues d'épuration
1524	Mars Di Bartolomeo	Évolution en matière de maladies professionnelles
1529	Josée Lorsché	Registre national du cancer
1545	Jeff Engelen	Terrains constructibles
1547	Charles Margue	Instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes
1548	Gusty Graas	Plan cancer
1779 urgente	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Propagation du coronavirus en relation avec les liaisons de fret aérien Luxembourg–Zhengzhou
1807 urgente	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Claude Haagen	Mesures contre le coronavirus
1817 urgente	Paul Galles	Implication du Taïwan dans la lutte internationale contre le coronavirus

Question 1286 (03.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **formation pour élus communaux :**

Am Grand-Duché goufen an de leschte Gemengewahle 600 Gemengeconseillere gewielt, déi an den 102 Gemengen uechtert d'Land d'Geschécker an der Lokalpolitik leeden. Dës Gemengeconseillere kommen aus ganz verschiddene soziale Milieuen, woubäi déi eng méi an déi aner manner Kenntnisser a Politik a Recht besëtzen.

Et ass evident, dass ee Gemengeconseiller, dee berufflech an engem juristesche Kontext schafft, et vill méi einfach huet, fir sech an d'lokalpolitesch Dossieren eranzeschaffen, wéi een, deen als Ugestallten an engem net liéierten Domän schafft.

Ee Mandat an engem Gemengerot oder och an e puer Schäfferéit ass net ëmmer eng Vollzäittâche an erfuerdert vu ville Mandatsdréier, dass si sech nieft hirem Beruff a verschidden Dossieren eraschaffen. Dës Aufgab ass net ëmmer einfach, well et sech heiansdo ëm héich technesch Dossieren handelt, an deenen et dorëm geet, Decisiounen ze huelen, déi dem Wuel vun den Awunner vun de jeeweilege Gemengen déngen.

A villen Dossieren, wéi zum Beispill dem Stroossebau, der kommunaler Steierpolitik oder der Energieversuergung, kënne juristesch Technizismen optauchen. Et ass net dovun auszegoen, dass all Gemengeconseiller an esou Dossieren ëmmer déi néideg Virkenntnesser besëtzt. Dorënner kéint d'Qualitéit vun der politescher Aarbecht um Gemengenniveau leiden. Dat selwecht kéint och fir Schäfferéit a Buergermeeschteren de Fall sinn.

Et wär an deem Kontext wichteg, dass déi Verantwortlech aus der Gemengepolitik dat néidegt Wëssen an déi néideg Instrumenter géife mat op de Wee kréien, fir korrekt politesch Entscheedunge kënnen ze fällen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Formatioune ginn aktuell fir Gemengeconseilleren ugebueden? Wat ass den Ëmfang vun de jeeweilege Formatiounen?

2. Wéi eng Formatioune ginn aktuell fir Schäffen a Buergermeeschteren ugebueden? Wat ass den Ëmfang vun de jeeweilege Formatiounen?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Offer u Formatioune fir Gemengeconseilleren a Schäfferéit aktuell ausräichend ass?

4. Ass d'Madamm Inneministesch der Meenung, dass den Inneministère oder de Syvicol méi Formatioun fir Gemengeconseillere a Schäfferéit misst ubidden?

Réponse (11.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Deputéierte stellt eng Rei Froe betreffend d'Formatioun fir d'LokalpolitikerInnen.

Dës Formatioun ass iwwregens zougängeg fir all d'Membere vum Schäffen- a Gemengerot, an dat sinn der am ganzen 1.125, also bal duebel esou vill wéi déi 600, vun deenen an der parlamentarescher Fro rieds ass.

Am Moment gëtt e „Cycle de formation pour élus locaux" ugebueden, wou d'Memberen aus dem Gemengerot d'Grondlage vun der Lokalpolitik virgestallt kréien. Dës Formatioun ass a verschidde Modullen ënnerdeelt:

- Législation communale,
- Personnel, protection des données et défense des intérêts communaux,
- Finances communales,
- Aménagement et logement 1,
- Aménagement et logement 2,
- Aspects sociaux et médiateur,
- Éducation formelle et non formelle, sécurité dans la fonction publique,
- Eau et environnement.

All eenzele Module huet eng Dauer vun 3,5 Stonnen an ass flexibel strukturéiert, esou dass et den interesséierte Leit erméiglecht, ouni vill Ëmstänn un der Formatioun deelzehuelen.

Dem Rapport vum INAP no hu wärend der Sessioun 2017/2018 2.077 Leit un der Formatioun deelgeholl, dorënner 691 Fraen a Männer Gemengeréit, 167 Schäffen an 52 Buergermeeschter.

87 % vun de Leit waren der Meenung, dass si duerch dës Formatioun déi noutwendeg Kenntnisser konnte kréien, déi fir den Exercice vun hirem Mandat wichteg sinn.

Niewent der Formatioun ginn och punktuell verschidden thematesch Konferenzen ugebueden, déi sech un d'LokalpolitikerInnen adresséieren.

Schlussendlech dierf och net vergiess ginn, dass d'Leit sech och zu all Moment un d'Servicer vum Inneministère kënne wenden, wa si spezifesch Froen hunn (z. B. zum Gemengegesetz).

Question 1318 (11.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **convocation des commissions d'examens :**

Selon nos informations, les commissions d'examens n'ont pas été convoquées à la suite de l'organisation de la deuxième session des examens de fin d'études secondaires.

Or, selon l'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques « les épreuves écrites, orales et pratiques terminées, chaque commission se réunit pour décider quels candidats sont admis, refusés ou doivent passer des épreuves complémentaires ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (30.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

C'est par un courrier qui m'a été adressé de la part d'un lycée que j'ai été rendu attentif au fait que les commissions d'examens visées par la question de l'honorable Députée n'avaient en effet pas encore été réunies pour procéder formellement aux prises de décisions relatives aux épreuves d'ajournement de l'examen de fin d'études.

Sur mon instruction, et en application des dispositions des règlements grand-ducaux modifiés du 31 juillet 2006 portant organisation respectivement de l'examen de fin d'études secondaires générales et de l'examen de fin d'études secondaires classiques, les commissions se sont réunies dans la période du 23 au 25 octobre 2019 pour prendre les décisions d'admission ou de refus à l'égard des candidats concernés.

Ces délibérations n'ont par ailleurs pas donné lieu à des modifications des résultats communiqués aux candidats après correction par trois correcteurs des épreuves d'ajournement.

J'ai chargé mes services de mettre à l'étude une simplification du processus de prise de décision, notamment par l'utilisation des nouveaux moyens de communication.

Question 1330 (14.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **nomination des stagiaires-professeurs :**

Selon nos informations, les stagiaires-professeurs ont été nommés à la fonction de professeur tout en restant affectés au même établissement d'enseignement public. Ainsi il s'avère que l'ancienneté n'a pas été respectée lors de la nomination des stagiaires-professeurs.

Or selon l'article 33 du règlement grand-ducal du 23 avril 1981 concernant la formation scientifique et pédagogique et les conditions de nomination des professeurs de l'enseignement secondaire « Les stagiaires reçus à l'examen pratique peuvent être nommés aux fonctions de professeur, selon les besoins du service et dans l'ordre de leur ancienneté de service respective, à compter de la session où ils ont été reçus à l'examen pratique. En cas d'ancienneté égale et pour autant que de besoin, les stagiaires d'une même spécialité sont classés par le Ministre de l'Éducation nationale conformément aux dispositions qui suivent. Ils sont nommés dans l'ordre de ce classement. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du non-respect du règlement grand-ducal ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse (15.11.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le stage des enseignants visés par la question de l'honorable Députée a été réduit de trois à deux ans par la loi du 1er août 2019 portant modification 1° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire ; 3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 4° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ; 5° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Or, ce n'est qu'à l'entrée en vigueur de cette loi au 20 août 2019 (Mém. A. - 563) que la réduction de stage est devenue effective pour les enseignants stagiaires qui avaient préalablement réussi, selon les critères alors en vigueur, aux épreuves de la deuxième année de stage.

Il va sans dire qu'à ce moment, alors que les opérations relatives aux mutations et aux affectations des enseignants de l'enseignement secondaire se trouvaient clôturées et l'organisation scolaire des lycées achevée, le lancement d'une nouvelle procédure d'affectation s'avérait impossible. Voilà pourquoi les professeurs nouvellement nommés en application des dispositions de la loi du 1er août 2019 sont restés affectés à leurs établissements respectifs. Leur nouvelle affectation interviendra à l'occasion de la procédure de mutation et d'affectation de l'année 2020.

Il découle de ce qui précède que la procédure d'affectation visée a bien été menée dans le respect du règlement grand-ducal mentionné par l'honorable Députée.

Question 1335 (15.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **site archéologique « Tëtelbierg » :**

An deene leschte Jore sinn ëmmer nees interessant archeologesch Entdeckungen hei am Land gemaach ginn. Verschiddener dovun hunn eng Bedeitung, déi wäit iwwer eis aktuell Grenzen erausgeet. Leider huet een heiansdo den Androck, et wär um Niveau vun der Regierung net ëmmer ganz einfach, fir déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren, fir esou nei Entdeckunge séier ofzesécheren.

Besonnesch och den archeologesche Site vum Tëtelbierg ass ee vun de wichtegsten a gréissten, déi am mëtteleuropäesche Raum aus der Keltenzäit erhale sinn. Leider ass en awer touristesch kaum valoriséiert an och wëssenschaftlech schéngt seng Erfuerschung keng grouss Prioritéit ze hunn.

Dowéinst wollt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Minister fir Tourismus gär folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung e Konzept a Form vun engem konkreete Plang fir d'Ofsécherung, d'Erfuerschung an d'Valoriséierung vun engem nei entdeckten archeologesche Site? Wa jo, wéi gesäit deen aus? Wéi eng personell, rechtlech, materiell a finanziell Méiglechkeete bestinn oder kënne kuerzfristeg mobiliséiert ginn, fir op eng séier an effikass Manéier ze intervenéieren, fir en nei entdeckten archeologesche Site ze schützen an ze erschléissen?

2. Am Ausland gesäit een dacks, datt op interessanten archeologesche Sitten eng adequat Infrastruktur opgeriicht gouf, fir datt interesséiert Visiteuren, an och méi grouss Touristegruppen, op eng bequeem an instruktiv Manéier de Site kënne besichen. Esou Infrastrukturen hunn dacks eng kleng Restauratioun an och e Geschäft mat pertinenter Dokumentatioun a Souveniren. Zu Lëtzebuerg ass esou eng Infrastruktur éischter seelen. Gëtt et e Konzept vun der Regierung, fir archeologesch Sitten interesséierte Leit besser ze erschléissen? Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept aus?

3. Wéi ass d'Situatioun speziell um Tëtelbierg? Kann do e Besuchszentrum ageriicht ginn? Ass dru geduecht, Schëlter an e puer Sproochen opzestellen an och eng méisproocheg Dokumentatioun op der Plaz zur Verfügung ze stellen? Kann e Circuit iwwert den Areal mat méisproochegen Erklärungen opgeriicht ginn? Kéint een och eventuell e klengt Geschäft ariichten, wou ee kéint Publikatiounen iwwert den Tëtelbierg oder Souvenire mat Bezuch op d'Keltenzäit kafen?

4. Op verschiddenen archeologesche Sitten am Ausland gëtt mat Hëllef vu partielle Rekonstruktiounen dem Visiteur gewisen, wéi et fréier do (warscheinlech) ausgesinn huet. Dëst natierlech nëmmen op Plazen, wou genuch fundéiert wëssenschaftlecht Wësse virläit. Ass un esou Initiativen och zu Lëtzebuerg geduecht? Do wou et probéiert gouf, wéi zum Beispill bei der Réimervilla um lechternacher Séi, stellt sech d'Fro, wéi den Ënnerhalt vun esou Sitten ausgesäit, fir datt si fir d'Visiteuren attraktiv, interessant, propper an zougänglech bleiwen? Wat ass speziell fir d'Réimervilla zu lechternach geplangt?

5. Wéi vill budgetär Mëttele sti pro Joer fir archeologesch Ausgruewungen zur Verfügung? Wéi vill Mëttele gi pro Joer an den archeologesch besonnesch wichtege Site vum Tëtelbierg investéiert? Ass dru geduecht, d'Ausgruewungen op dem Site ze intensivéieren?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Wat d'Ofsécherung vun nei entdeckten archeologesche Sitten ugeet, esou gesäit d'Denkmalschutzgesetz vun 1983 vir, datt de Kulturminister iwwer all archeologesch Decouverte informéiert gëtt, fir der Regierung et ze erlaben, déi néideg Schutzmesuren ze ergräifen. De Centre national de recherche archéologique (CNRA) huet d'Missioun an och d'Méiglechkeet, fir séier an en urgence kënnen ze reagéieren an d'Decouverten ze securiséieren. Fir dës Fäll steet dem CNRA am Staatsbudget 2019 e „crédit non limitatif et sans distinction d'exercice" vu 600.000 EUR zur Verfügung. Dernieft sief nach ze vermierken, datt de Budgetsposte vum CNRA fir archeologesch Recherchen an Aarbechten (y compris d'Mise en valeur vun archeologesche Sitten) am Budget 2019 op 2.480.000 EUR erhéicht ginn ass, par rapport zu 1.500.000 EUR am Joer virdrun.

Mam Gesetzesprojet iwwert de kulturelle Patrimoine (parlamentarescht Dokument Nr. 7473) proposéiert d'Regierung, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze moderniséieren. Parallel dozou soll mat Mesurë wéi enger „zone d'observation

archéologique“ an der Aféierung vum Prinzip vun der preventiver Archeologie fir méi Rechtssécherheet a Previsibilitéit gesuergt ginn.

Dernieft sinn d'Servicer vum Kulturministère amgaang, an Zesummenaarbecht mat dem CNRA an dem Service des sites et monuments naionaux, un engem Konzept fir eng national Valorisatioun vun historesche Sitten (dorënner och den Tëtelbierg) ze schaffen, dëst souwuel um Niveau vun der Recherche wéi och um Niveau vun der kultureller an touristescher Erschléissung.

Iwwert den touristesche Fënnefjoresplang kann de Ministère de l'Économie Subventiounen accordéiere fir den touristesche Volet vu Projeten, déi d'„mise en valeur touristique du patrimoine culturel, naturel et historique“ virgesinn.

Aktuell si schonns verschidden touristesch Infrastrukturen um Tëtelbierg, dorënner e Circuit autopédestre, e Sentier national de randonnée an touristesch Informatiounstafelen. Den CNRA huet en Depliant an eng Broschür editéiert, déi de Site an déi archeologesch Decouverte presentéieren.

Et ginn och Guidagë vun der Associatioun „Fond-de-Gras, parc industriel et ferroviaire“ a vum Office régional du tourisme du Sud um Tëtelbierg offréiert, fir dës sensibel Zon, déi als „Natura 2000“ an och als eng „zone à risque d'éboulement minier“ klasséiert ass, touristesch erliefbar ze maachen. Deemno gëtt den Tëtelbierg elo schonn als touristesch Offer genotzt a vermaart.

De Site vun der Réimervilla zu Iechternach ënnersteet dem Musée national d'histoire et d'art a gëtt mat Visitten an Ateliere fir Erwuessener a Schoulklasse valoriséiert. 2018 goufen et 23 Visites guidées, 42 Visitten an Ateliere fir Schoulklassen an eng Journée découverte. Esou konnten 11.236 Visiteure gezielt ginn.

An de leschten zéng Joer goufen tëschent 70.000 EUR an 110.000 EUR pro Joer an d'Ausgruewungen a Recherchen um Tëtelbierg investéiert. Am Sënn vun der Konservatioun vun den archeologesche Reserve fir zukünfteg Chercheuren, ass net dru geduecht, d'Ausgruewungen op dem Site ze verschäerfen, mee villméi op eng qualitativ héichwäerteg an nohalteg Recherche ze setzen.

Question 1337 (15.10.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **visite d'État du roi et de la reine des Belges au Luxembourg :**

En date du 15 octobre 2019, la visite d'État du roi et de la reine des Belges a causé certaines perturbations en gare de Luxembourg et semble-t-il divers retards et incidents sur le réseau ferroviaire luxembourgeois. En effet, le couple royal s'est déplacé au Luxembourg en train.

Selon divers témoignages d'usagers quotidiens des transports en commun, différentes voies de circulation des voyageurs étaient bloquées par des barrières en gare centrale de Luxembourg.

Les voyageurs ont été dirigés en groupe par des officiers de police et des agents de sécurité d'une société privée vers la voie de sortie se situant au niveau de la passerelle de Bonnevoie. Le parvis de la gare, qui en est l'entrée principale, était également encerclé de barrières, créant un couloir de libre passage pour le couple royal et sa suite. Afin de gérer le flux de circulation des taxis et autobus, les agents de police, de sécurité ainsi que de la Ville de Luxembourg étaient présents en grand nombre sur le parvis de la gare. Les bus circulant vers le centre-ville, normalement stationnés sur les quais en face de la gare, étaient décalés vers le quai numéro un, quai désormais abandonné pour cause de travaux en chantier. Selon des témoignages directs, un attroupement très dense de voyageurs s'est créé sur ce quai qui accueille à lui seul toutes les lignes allant vers le centre et l'aéroport. Ce quai, qui est lui-même en chantier, ne dispose plus d'abri contre la pluie, ni d'un trottoir suffisamment large pour accueillir une telle quantité de personnes. De plus, la fermeture du hall de passage couvert et des voies d'accès à l'extérieur depuis la gare routière vers l'entrée principale de la gare, obligeait les voyageurs de marcher sur la route pour accéder au quai numéro un. Concernant les retards et incidents sur certaines lignes de train dont nous avons été informés, surtout les trains en provenance de Belgique ont fait l'objet de retards majeurs. S'il peut s'agir là d'une simple coïncidence, les retards et incidents étant fréquents sur l'ensemble du réseau ferroviaire luxembourgeois et transfrontalier, néanmoins l'absence d'informations pertinentes quant à ces retards imposant de longs arrêts en pleine voie ou à quai, soulève toutefois certaines interrogations.

Pour cette raison et par rapport aux mesures de sécurité prises en faveur du roi et de la reine de Belgique, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'État et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les mesures de sécurité prises en faveur du couple royal ont en retour impliqué des mesures d'insécurité à l'encontre des usagers des transports en commun et des voyageurs en gare, pour les raisons de limitation des voies d'accès et de sorties à la gare de Luxembourg susmentionnées, ainsi qu'en ce qui concerne les attroupements sur un espace restreint pour l'attente des bus du centre-ville ?

2) Étant donné que la préparation d'une visite d'État se déroule sur une période plus ou moins longue, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que la mobilité et le droit à la libre circulation des citoyen(ne)s devraient être pris en considération en amont des préparatifs d'une telle visite ?

3) Messieurs les Ministres pensent-ils que de telles mesures limitant l'accès et la libre circulation des usagers à la gare et au parvis de la gare ainsi que les inconvénients infligés aux usagers des transports publics sont favorables à une augmentation de l'attractivité des moyens de transports publics, elle-même indispensable pour le passage souhaité du transport motorisé individuel vers le transport collectif ?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le périmètre de sécurité pour la visite officielle de LL. MM. le roi et la reine des Belges a été défini de commun accord avec les autorités officielles suite à multiples échanges, tout en tenant compte du maintien maximum de la sécurité ainsi que de la qualité de service pour les clients des CFL.

À cette fin, plusieurs démarches ont été entreprises afin de minimiser les limitations aux accès et sorties et de réduire au strict minimum la durée de ces restrictions.

Ainsi, ont été provisoirement indisponibles la voie 3 AB et la verrière de la gare de Luxembourg ainsi que les quais de la gare routière 9, 12, 23 et 24.

Enfin, en ce qui concerne la période de temps au cours de laquelle l'accès a été partiellement limité, les autorités officielles et les CFL ont fait leur mieux afin de réduire celle-ci entre 10.30 et 11.40 heures afin de minimiser ainsi les désagréments causés. Cette période se situe par ailleurs hors des heures de pointe.

Nous rappelons, en outre, que des informations préalables avaient été communiquées aux clients à partir du 11 octobre 2019 suivant des plans d'accès et que les CFL avaient augmenté considérablement le nombre des agents CFL et des agents de sécurité d'une entreprise privée sur le terrain afin de guider les clients et d'assurer leur sécurité.

Toutes les mesures prises ont été définies de commun accord avec les autorités officielles impliquées dans l'organisation des visites officielles.

Lors des préparatifs d'une visite d'État, qui se déroulent effectivement sur plusieurs mois, tous les acteurs impliqués dans l'organisation s'efforcent en permanence et de concert de prendre à cœur les considérations sécuritaires et logistiques tant pour les hôtes de marque que pour le grand public, pour que la visite soit un succès pour tout le monde et sans créer trop d'inconvénients pour le public.

La mobilité et le droit à la libre circulation des citoyens ont été pris en considération en amont des préparatifs puisque la gare ferroviaire et routière de Luxembourg est restée en service et que la circulation des trains et des bus a été maintenue. Les mesures décrites ci-dessus démontrent que la mobilité et la circulation ont été considérées.

Question 1344 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **factures CGDIS :**

Mir ass zougedroe ginn, datt zanter der Reform vum Rettungsdéngscht am Joer 2018 nach keng eenzeg Rechnung vum CGDIS un d'Patiente weidergeleet gouf - aus deem Grond, well de CGDIS bis dato nach net weess, wéi een Undeel d'Krankekeess vum Gesamtmontant vun der jeeweileger Rechnung remboursëiert. D'Patienten, déi eng Leeschtung vum CGDIS an Usproch geholl hunn, wëssen deemno nach ëmmer net, wat finanziell op si duerkënnt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Gesondheetsminister an un d'Madamm Inneminister:

1. Kënnen den Här an d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn, firwat nach ëmmer keng Rechnunge vum CGDIS un d'Patiente weidergeleet goufen a wéi gedenken d'Ministeren op dës Méssstänn ze reagéieren? A wéi engem zäitleche Kader ka mat enger Léisung vum uewe genannte Problem gerechent ginn?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte goufe schonn an der parlamentarescher Fro N° 1294 beäntwert.

Question 1347 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **frais de transport en ambulance :**

Et ginn zu Lëtzebuerg eng sëllechen Ambulanzendéngschter, déi Patienten - wann dat néideg ass - och an d'Ausland féieren. Als Patient kritt ee 70 % vun deenen 1,25 Euro remboursëiert, déi d'CNS pro Kilometer rechent. An der Realitéit ass et awer esou, datt d'Ambulanzendéngschter substanziell méi ewéi just 1,25 Euro berechne mussen, esou datt de Patient ëmmer op engem Deel vun de Käschte sëtze bleift. Dëst ass ëmsou méi bedenklech, well dacks grad déi eeler an/oder schwaach Leit an eiser Gesellschaft proportional méi dacks op dësen Déngscht ugewise sinn.

Et ginn deemno besonnesch vill Fäll, wou eeler Leit, wou d'Pensioun net emol duergeet, fir d'Käschte vum Altersheem ze decken an déi op all Su uecht gi mussen, an existenziell schwiereg Situatioune geroden an Hëllef siche bei sozialen Opfangstrukturen, ewéi zum Beispill dem Office social. Als Gesellschaft ass et eis Flicht, grad deene méi schwaache Leit géintiwwer eng besonnesch Verantwortung ze weisen.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

- Gedenkt den Här Minister, déi finanziell Dispositioune beim Krankentransport duerch eng Ambulanz ze iwwerdenken, esou datt grad déi méi schwaach Matbierger net méi Gefor lafen, an eng finanziell prekär Situatioun ze falen?

Question 1348 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **planification des itinéraires dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger :**

Wa Patiente mat enger Ambulanz an d'Ausland gefuer musse ginn, rechent d'CNS 1,25 Euro pro Kilometer, déi de Patient zu 70 % remboursëiert kritt. Et ass allerdéngs esou, datt, falls um Wee och e Peage ufält, d'Krankekeess dësen net iwwerhëlt. Wuel wëssend, datt den ëffentlechen Transport an och elo den Adapto fir de Benotzer gratis gëtt, wär et sécherlech derwäert, ze iwwerleeën, ob een net och deene Kranken, déi op den Ambulanzendéngscht ugewise sinn, entgéintkomme soll.

An de Statute vun der CNS ass ausserdeem nozeliesen, datt et verflichtend virgeschriwwen ass, datt een de kierzeste Wee huele muss, fir an déi jeeweileg Klinik ze kommen. Dëst ass sécherlech net ëmmer sënnvoll, well all privaten Autofuerer, wann e vun A op B komme wëllt an dofir en Navigatiounssystem notzt, meeschtens de schnellste Wee aschléit, deen dacks net de kierzeste Wee ass. Et muss een och bedenken, datt de kierzeste Wee dacks iwwer méi ländlechen Terrain féiert, mat méi Kéieren a méi engem raue Buedembelag, wat fir de kranke Mënsch eng méi grouss Belaaschtung - och wat d'Dauer vum Transport ugeet - duerstellt.

Et ass an deem Kontext och inakzeptabel, datt d'CNS nach mat Kadasterkaarten operéiert, déi aus dem Joer 1969 (!) stamen.

De Präis vun 1,25 Euro pro Kilometer ass och net indexgebonnen an net realistesch, wann ee bedenkt, datt en normalen Taxi well méi oder manner 1,50 Euro op de Kilometer kascht an dëst mat nëmmen engem Chauffer. Eng Ambulanz - mat zwee Ambulancieren - soll awer nëmmen 1,25 Euro pro Kilometer froen; net ze vergiessen, datt d'Uschafe vun enger Ambulanz ronn duebel esou deier ass ewéi en Taxi.

An de Statute vun der CNS steet och, datt eng Ambulanz mat zwee Ambulanciere just däerf 30 Cent pro Minutt Attente verrechnen (dëst entsprécht 18 Euro pro Stonn fir zwee Ambulancieren, dat heescht 9 Euro pro Stonn pro Persoun, wat mol net dem Bruttomindestloun entsprécht).

D'Tariffer vun der CNS gesinn och net vir, datt d'Ambulanz- an Taxidéngschter zousätzlech remuneréiert ginn, wa si sonndes oder op engem Feierdag fir d'Patienten am Asaz sinn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Gedenkt den Här Minister, déi finanziell Dispositioune vum Krankentransport an déi Richtung ze iwwerdenken, datt an Zukunft d'CNS och de Peage iwwerhëlt? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kann ee mat enger Ännerung vun där Dispositioun rechnen?

2. Gedenkt den Här Minister, d'Routeplanung vum Krankentransport an déi Richtung ze iwwerdenken, datt d'Ambulanz net méi verflicht ass, de kierzeste Wee anzeschloen a soumat dem Patient zousätzlech Belaaschtungen erspuert? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kann ee mat enger Ännerung vun Ärer Dispositioun rechnen?

3. Wéini gedenkt den Här Minister, d'Kadasterkaarten, mat deenen d'CNS bis dato operéiert, endlech ze aktualiséieren?

4. Wann ee bedenkt, wat fir eng wichteg an noutwenneg Aarbecht d'Personal bei den Ambulanz- an Taxidéngschter fir déi betraffe Patiente leescht, wär et dann an den Ae vum Här Minister net sënnvoll, dëse Servicer eng zousätzlech Remuneratioun auszebezuelen, am Fall wou si sonndes oder op engem Feierdag schaffen?

Question 1349 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**autorisation préalable dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger en cas d'urgence :**

Mir ass zougedroe ginn, datt, wann e Patient onerwaart a plëtzlech op en Ambulanzentransfert an d'Ausland ugewisen ass, den zoustännegen Dokter nach den Dag selwer eng sougenannten Demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger ufroe muss. Ass dat net de Fall, bleift de Patient integral op de Käschte vum Transfert sëtzen. Hei kënnen och emol séier dräistelleg Zommen ufalen, jee nodeem, a wéi eng auslännesch Klinik de Patient muss transferéiert ginn. Dëst ass a mengen Aen eng ongerecht an absurd Virgab, well et jo duerchaus virkomme kann, datt den zoustännegen Dokter selwer eng Urgence huet a schwéier (bis hin zu onméiglech) Zäit fanne kann, sech den Dag selwer nach ëm déi administrativ Dispositiounen ze këmmeren.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, déi uewe genannten onsënneg zäitlech Dispositioun ze iwwerdenken? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Emännerung vun dëser Dispositioun gerechent ginn? Wann nee, wat sinn d'Grënn firwat de Minister weiderhin un dëser Dispositioun festhält?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Statute vun der CNS net emol allgemeng missten op de Leescht geholl ginn?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

D'Ambulanzendéngschter wou keng Urgence ass gi vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert.

Betreffend d'statutaresch Dispositioune vun der Gesondheetskeess ass et esou, datt déi sech nëmmen op besteeënd Gesetzer a Reglementer kënne baséieren. D'Qualitéitsnorme fir d'Transporter sinn awer nach net gesetzlech verankert. Allerdéngs ass de Gesondheetsministère amgaang, an Zesummenaarbecht mam Inneministère, e Gesetz iwwert d'Norme vun den Ambulanzen auszeschaffen.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesinn aktuell vir, datt de Patient 70 % erëmkritt vum Betrag, dee fir den Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3 vun de Statute gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que

la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

Den aktuelle Betrag ass applicabel zënter dem 1. Januar 2017. Do virdrun huet d'Krankeversécherung e minimale Forfait vu 34 Euro bezuelt, respektiv 1,12 Euro pro Kilometer.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet.

Wat de Krankentransport mat enger Ambulanz an d'Ausland ugeet, ass et esou, datt den Artikel 136, 3. Paragraf, 6. Alinea vun de Statute vun der Gesondheetskeess virgesäit, datt d'Krankeversécherung just kann de kierzste Wee iwwerhuelen.

Dësen Artikel gesäit vir:

« Pour le calcul du trajet il est pris en compte la distance la plus courte résultant du parcours entre le lieu de stationnement normal de l'ambulance, le lieu d'embarquement de la personne protégée, le lieu où elle obtient les soins, le lieu où retourne la personne protégée le cas échéant après l'obtention des soins et le lieu de stationnement normal de l'ambulance. »

Wat d'Kadasterkaarten ubelaangt, schafft d'Gesondheetskeess mat deenen Donnéeën, déi se vun der Verwaltung vum Kadaster an der Topografie zur Verfügung gestallt kritt. D'Gesondheetskeess ass do awer amgaang, hir informatesch Applikatiounen ze iwwerschaffen.

D'Distanze gi gerechent a Funktioun vun der Basis vun den topographeschen Donnéeë vum ganze Lëtzebuerger Territoire (BD-L-TC 2013) a vun der Lëscht vun de Lokalitéiten, déi um Site data.public.lu publizéiert ass. Déi Versioun vum Lëtzebuerger Stroossennetz, déi an d'Applikatioune vun der Gesondheetskeess integréiert ass, gëtt reegelméisseg ugepasst.

Fir den Ambulanzentransport an d'Ausland, esou wéi fir de stationären Traitement am Ausland, muss eng Autorisatioun vum behandelnden Dokter bei der Gesondheetskeess ugefrot ginn. D'Gesondheetskeess hëlt hir Decisioun op Basis vun engem motivéierten Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet.

Wann awer eng Urgence virläit fir den Transport an d'Ausland, muss, am Géigendeel zu deem wat den honorabelen Deputéierten a senger Fro behaapt, keng Autorisatioun am Virfeld ugefrot ginn. D'Käschte ginn also bei engem Noutfall vun der Gesondheetskeess iwwerholl.

D'Gesondheetskeess ass awer amgaang, déi ganz Dispositiounen iwwert de Krankentransport ze analyséieren. Déi ginn och ugepasst, esoubal den normative Kader ugepasst gouf.

Question 1357 (18.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais de taxi pour le transport au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation :**

Mengen Informatiounen no gëtt den Transport mam Taxi an de Rehazenter oder eng Rehastatioun fir Geriatrie oder Kardiologie vun engem Spidol héchstens fir 20 Behandlungsdeeg vun der Gesondheetskeess (CNS) iwwerholl.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann de Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Limitatioun?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, den Transport esoulaang ze iwwerhuelen, wéi et medezinnesch noutwendeg ass?

Réponse (18.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et ass effektiv esou, datt den Transport mam Taxi an de Rehazenter fir 20 Behandlungsdeeg iwwerholl gëtt vun der Gesondheetskeess.

Den Artikel 133, Punkt 5, leschten Alinea vun de Statute vun der Gesondheetskeess gesäit vir:

« Les transports en série en ambulance ou en taxi prévus à l'article 132, paragraphe 6, point b) sous 1° ne sont pris en charge que pour un maximum de vingt (20) journées de traitement par cas de pathologie traitée. »

D'Käschte fir den Transport mam Taxi ginn iwwerholl esoulaang eng Persoun keen ëffentlechen Transport kann huelen. Fir déi ambulatoire Traitementer am Rehazenter oder an enger Rehastatioun fir Geriatrie misst no deenen éischten 20 Behandlungsdeeg den Zoustand vum Patient sech esou wäit verbessert hunn, datt dëst nees éischter méiglech wär oder de Patient bei e Kiné ka goen.

Den Artikel 132, Punkt 5, 1. Alinea gesäit vir:

« 5. Les transports en série en ambulance ou en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin en charge du traitement sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le Contrôle médical de la sécurité sociale, spécifie séparément pour l'aller et pour le retour les raisons médicales pour lesquelles :

a) en cas de transport en ambulance, une position allongée ou immobilisée est indispensable ;

b) en cas de transport en taxi, le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. »

D'Statute gi vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess etabléiert a kënnen zu all Moment adaptéiert ginn. Am Verwaltungsrot sëtzen och Vertrieder vum Salariat, vum Patronat a vun de Fräiberuffler.

Question 1378 (22.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **installations de biométhanisation :**

De Biogas ass laut mengen Informatiounen zu Lëtzebuerg réckleefeg. Zousätzlech dozou sinn déi bestoend Anlagen op hirem Maximum ukomm. De Biogas kéint awer beim Ausbau vun der erneierbarer Energie a beim Klimabilan eng wichteg Roll spillen, wann dëse géif gefërdert ginn. Am Regierungsprogramm ass heizou näischt matgedeelt ginn. Speziell duerch d'Abrénge vun der Gülle kéint och zugläich de Klimabilan verbessert ginn. Niewent der Sonnen- a Wandenergie si Biogasanlage méi zouverlässeg.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi ass d'Astellung vun der Regierung am Hibléck op d'Zukunft vum Biogas?

2. Si Förderungen hei virgesinn an, wa jo, wéi gesinn déi aus?

Réponse (19.11.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen erlaben ech mer fir d'éischt, zwou Plazen aus dem Koalitiounsaccord ze zitéieren: « La géothermie, la biomasse durable et le biogaz seront aussi développés. […] Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, visant notamment une réorganisation des subventions pour valoriser les atouts non énergétiques de ce secteur. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire. », heescht et am Kapitel Energie, an am Kapitel zur Landwirtschaft ass Follgendes nozeliesen: « La biométhanisation est non seulement un procédé qui s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire permettant de produire de l'énergie (électricité, chaleur et gaz), mais elle contribue aussi et surtout à améliorer le bilan écologique de l'agriculture de manière générale (recyclage d'éléments fertilisants, bilan énergétique positif, réduction des émissions de méthane et d'ammoniac). Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en matière d'énergie renouvelable et de biodiversité. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire par rapport aux cultures énergétiques. »

De Biogas ass fir dës Regierung wichteg a wäert och an Zukunft säi Rôle spillen. Vun der Energiesäit gëtt et haut zwou Förderungen: Et gëtt e Regimm, wann ee Biogas an d'Gasnetz aspeist, an et gëtt Tariffer fir Stroumaspeisung (souwéi d'Notze vu Wäermt).

Fir an der Zukunft déi net energeetesch Virdeeler vum Biogas besser ze valoriséieren, gëtt eeben déi ernimmten Etüd gemaach, fir ze kucken, ob een net och um Niveau vun der Förderung Upassunge virhuele soll. Ze ernimmen ass zum Beispill, datt d'Notzung vu Biogas ënner ëmweltschützereschen Aspekter och Deel vun der nationaler Strategie fir d'Reduzéierung vum Methan ass.

Esou wéi uewen am Regierungsprogramm zitéiert, wäerten och am nationalen Energie- a Klimaplang verschidde prioritär Pisten drastoen. D'Notze vu Gülle (Piff a Mëscht) souwéi Biooffäll an anere Reschtstoffer gëtt ganz kloer priorisiéiert a logescherweis gëtt d'Notze vun Energieplanzen op där anerer Säit dann ageschränkt.

Question 1379 (21.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **classes iPad :**

L'ère digitale est en plein essor. Il est de la volonté politique de généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type iPad dans les établissements secondaires et d'en faire un outil de production et d'apprentissage au service de la pédagogie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- À la rentrée 2015-2016 sept lycées ont décidé de créer des classes iPad et participent ainsi au projet Digital Classroom Lëtzebuerg (DCL). Monsieur le Ministre, combien de classes iPad existe-t-il à l'heure actuelle ?

- Est-ce que d'autres lycées ont montré leur volonté de participer au programme DCL ?

- Une analyse et évaluation détaillées ont-elles été faites ?

- Quels en sont les résultats ?

- Selon nos informations, les élèves qui changent d'établissement scolaire doivent rendre l'iPad et n'ont plus accès à leur dossier scolaire enregistré sur leur iPad, même pas via leur code IAM. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, le ministre n'estime-t-il pas que l'élève a droit à ses dossiers scolaires ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il d'y remédier ?

Réponse (03.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

À l'heure actuelle, 649 classes travaillent avec des iPads mis à leur disposition par le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) de mon ministère dans le cadre du projet « one2one ». Ce nombre est en continuelle augmentation.

Le projet « Digital Classroom Luxembourg » a été lancé dans sept lycées en 2015-16, alors qu'aujourd'hui, l'ensemble des lycées publics offrent des classes iPad.

Toute nouvelle demande de dispositifs mobiles exprimée par une école doit être accompagnée d'un dossier pédagogique avec entre autres une description détaillée du projet pédagogique qui devra être soutenu par une équipe motivée d'enseignants. Initialement, les dossiers pédagogiques des premiers établissements participant au projet prévoyaient un état des lieux et une nouvelle mise en perspective en demandant les ajustements nécessaires concernant les objectifs et la mise en œuvre quant à la continuation du projet propre à l'établissement. Actuellement, ces dossiers ne sont plus de rigueur et sont remplacés par des échanges réguliers entre établissements et avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Une analyse et une évaluation détaillées au sens strict du terme ne sont pas d'actualité. Certains établissements ont cependant lancé des sondages en leur sein afin d'améliorer le fonctionnement du projet iPad.

En ce qui concerne les élèves qui quittent une classe iPad ou qui changent d'établissement scolaire, il y a lieu de préciser que dans ce cas particulier, le contrat « one2one » prend fin et l'élève doit en principe remettre son appareil à la fin de l'année scolaire. Pourtant, il lui est loisible de garder son iPad en optant pour son rachat au prix de la valeur résiduelle. Si l'élève poursuit ses études dans une classe iPad dans un autre lycée, un nouveau contrat « one2one » est établi et l'élève recevra un nouvel iPad. Sur les iPads, il n'existe pas de dossier scolaire proprement dit. En règle générale, les documents sont stockés dans le cloud Office 365, gratuitement mis à disposition de tous les acteurs de l'éducation nationale, auquel l'élève peut accéder avec son identifiant IAM à partir de n'importe quel appareil.

Pourtant, la situation est différente pour certaines applications installées localement sur la tablette. En effet, l'exploitation des iPads dépend fortement du projet pédagogique du lycée, l'utilisation des tablettes pouvant varier d'un lycée à l'autre. Ainsi par exemple, il peut arriver qu'un lycée mette à disposition des élèves des applications spécifiques, ou utilise un environnement spécifique comme par exemple iTunes U pour une année scolaire précise. Si l'élève change d'année d'études, il se peut que l'accès à ces applications ne soit plus donné pour des raisons évidentes de souscription de licences logicielles. Mes services sont en train d'élaborer un concept d'exploitation de contenus numériques qui remédie à cette problématique d'accès.

Question 1381 (23.10.2019) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **système de compensation dans le cadre de la protection de la nature :**

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature a, entre autres, introduit un nouveau système de compensation. Dans ce contexte, le législateur a équipé plusieurs pouvoirs (l'État, les communes et les syndicats de communes) d'un droit de préemption dans le but d'acquérir des terrains situés dans des « zones protégées d'intérêt national ».

Les compensations se font désormais par l'intermédiaire de pools compensatoires. La loi distingue entre le pool compensatoire national et des pools compensatoires régionaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de terrains ont été acquis par l'État en utilisant le droit de préemption prévu par la nouvelle loi ? Combien d'hectares représentent ces terrains ?

2) Combien de terrains ont été acquis par les communes ou les syndicats de communes en utilisant le droit de préemption prévu par la nouvelle loi ? Combien d'hectares représentent ces terrains ?

3) Comment sont repartis ces terrains sur les cinq zones de compensation écologiques ?

4) Quel est le prix moyen que l'État a payé pour acquérir des terrains agricoles ou sylvicoles afin d'alimenter le pool de compensation national ?

5) Combien de mesures compensatoires exprimées en éco-points ont été enregistrées dans le registre des mesures compensatoires depuis la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la protection de la nature ? Comment ces mesures sont-elles reparties sur les cinq zones de compensation écologiques ?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) L'article 49 de la loi du 18 juillet 2018 prévoit que l'État, les communes et les syndicats de communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national en vue d'assurer la sauvegarde des habitats et espèces ainsi que du paysage et de la connectivité écologique. À ce stade, l'État a fait valoir ce droit de préemption trois fois et a su acquérir ainsi 1,66 hectares de terrains dans les communes de Bettendorf, Grevenmacher et Differdange.

ad 2) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ne dispose pas de ces informations.

ad 3) Les acquisitions de l'État s'appuyant sur le droit de préemption en vertu de la loi du 18 juillet 2018 sont réparties sur trois secteurs écologiques à savoir, la Vallée de la Moselle et le Gutland oriental (9,96 ares), le Gutland septentrional (45,4 ares) le Gutland méridional et la Minette (110,7 ares).

ad 4) L'État a acquis au total 445,12 hectares en vue de la constitution du pool compensatoire national. Le prix moyen par are de ces acquisitions s'élève à 288 €.

ad 5) L'Administration de la nature et des forêts et son service des compensations ont entamé la mise en œuvre de neuf projets d'envergure destinés à intégrer le pool compensatoire national. Ces projets sont à des stades différents de leur réalisation. Des mesures concrètes de restauration écologique destinées à être enregistrées au registre des mesures compensatoires ont été réalisées dans le cadre de six projets ; les projets restants étant à un stade de planification avancé ou en attente des autorisations nécessaires à leur mise en œuvre. Pour l'instant aucune des mesures réalisées n'a été enregistrée au registre, sachant que, dans le respect du principe de précaution et sur base d'une certaine rigueur scientifique, il s'impose de garantir la viabilité à long terme des me-

sures avant enregistrement. L'enregistrement des premières mesures est envisagé pour le premier semestre 2020. Nonobstant ce constat, les bilans écologiques des neufs projets prémentionnés, réalisés sur base du barème des éco-points tel que déterminé par le règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation écologique, permettent de donner un ordre de grandeur de l'envergure en éco-points des mesures en cours de réalisation. Ainsi, il est estimé que ces projets permettront de générer un total d'environ 30 millions d'éco-points répartis de manière suivante sur les cinq secteurs écologiques, repris à l'annexe 6 de la loi du 18 juillet 2018 :

Secteur écologique	Gain en éco-points
Grès du Gutland	3.218.000
Gutland méridional et la Minette	4.250.000
Gutland septentrional	5.300.000
Oesling	6.140.000
Vallée de la Moselle et Gutland oriental	11.020.000
Total	29.928.000

Question 1382 (23.10.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **langage neutre au niveau du genre :**

En date du 9 mars 2012, le Conseil de Gouvernement avait annoncé sa décision de supprimer toute référence au terme « mademoiselle » dans les formulaires et documents officiels, à l'instar de la France. Par ailleurs, Madame la Ministre de l'Égalité des chances et Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative avaient affirmé dans leur réponse à la question parlementaire n° 1735 du 26 janvier 2016 que l'utilisation des expressions « nom marital » ou « nom de jeune fille » n'est pas prévue par les textes législatifs ou réglementaires.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit la généralisation de l'usage du nom des femmes tel qu'il est inscrit au registre civil et l'abolition de la notion de jeune fille. Il vise également la suppression du titre de « mademoiselle » dans les documents officiels :

- Quel est l'état des travaux concernant ce dossier ?

Dans le même ordre d'idées, l'usage d'un langage neutre du point de vue du genre fut l'objet de discussions dans plusieurs États membres de l'Union européenne. Certaines organisations internationales et européennes, y compris les Nations Unies, l'Organisation mondiale du travail ou le Parlement européen, ont développé des lignes directrices en la matière dans le but d'éviter toute discrimination liée au genre et d'éradiquer les préjugés de genre :

- Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes envisage-t-elle la possibilité de promouvoir l'usage d'un langage neutre du point de vue du genre au Luxembourg ?

- Quelles seraient les étapes d'une telle démarche ?

- Existe-t-il des bonnes pratiques à cet effet ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

L'une des priorités politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est la lutte contre les stéréotypes de genre qui sont l'un des principaux obstacles à une société moderne où femmes et hommes, égaux en devoirs et droits devant la loi, se retrouvent sur un pied d'égalité réelle dans la vie quotidienne.

Beaucoup d'acteurs, dont ONU-Femmes, reconnaissent l'importance du langage dans la lutte contre les stéréotypes et favorisent l'utilisation d'un langage neutre dans tous les contextes. La rédaction inclusive fait référence à un langage qui donne la même visibilité aux femmes et aux hommes sans véhiculer de stéréotypes sexistes ni discrimination indirecte.

Au Luxembourg, le programme gouvernemental de 2018 prévoit que :

« L'usage du nom des femmes, tel qu'il est inscrit au registre civil sera généralisé en abolissant la notion de nom de jeune fille. La mention du nom de l'épouse ou de l'époux ne figurera que sur demande expresse sur les documents officiels.

Ainsi, le titre de "mademoiselle" ne figurera plus sur les documents officiels. »

1) L'abolition des termes de « mademoiselle » et « nom de jeune fille »

Par l'utilisation des deux termes en question, les institutions publiques opèrent une discrimination indirecte à l'égard des femmes en faisant une distinction en fonction du statut matrimonial des femmes, distinction qui n'est pas d'usage pour les hommes.

Le recours aux termes de « épouse de », quant à lui, risque de suggérer une infériorité des femmes par rapport aux hommes si la même donnée n'est pas indiquée pour les hommes.

En tant que ministre du ressort, il m'importe de pousser l'évolution des mentalités vers une société dans laquelle tous les gens peuvent se rencontrer au niveau, indépendamment de leur sexe.

C'est pourquoi mes services ont commencé en avril 2019 à dresser un état des lieux des procédures et pratiques en place.

Dans l'attente des conclusions définitives, je peux d'ores et déjà confirmer que le terme de « mademoiselle » n'est en principe plus utilisé dans la communication publique.

En ce qui concerne les termes de « nom de jeune fille », la tendance générale constatée va dans le sens du remplacement de cette notion par celle de « nom de naissance », ceci dans la logique que les citoyennes et citoyens luxembourgeois ne sont pas en droit de changer leur nom patronymique, sauf autorisation expresse par le/la ministre ayant la Justice dans ses compétences.

Étant donné que la situation se pose différemment pour les résidentes et résidents non luxembourgeois et les travailleuses et travailleurs frontaliers, la recherche d'une pratique uniforme s'avère autrement plus compliquée.

Consciente aussi bien de la sensibilité que de la complexité du dossier, il m'importe cependant de faire tout mon possible pour mettre sur un pied d'égalité les hommes et les femmes vivant et/ou travaillant au Luxembourg en ce qui concerne le traitement de leurs données officielles et/ou administratives.

2) La promotion de l'usage d'un langage neutre en termes de genre

La langue est le miroir de notre société : le vocabulaire et les formes utilisées évoluent avec le temps et reflètent nos valeurs et nos mœurs.

De nos jours, la langue française applique encore la règle que le masculin englobe le féminin et que les accords soient toujours faits avec le masculin. Il s'ensuit que les femmes, formant la majorité de la population et égales en droits et devoirs aux hommes, restent écartées et invisibles pour des raisons provenant du 17e siècle.

En effet, la règle « le masculin l'emporte sur le féminin » a été mise au point pour des raisons qui ne doivent pas grand-chose à la linguistique : à cette époque, la supériorité masculine allait tout simplement de soi. « Lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte », affirme Bouhours en 1675. « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle », complète élégamment, en 1767, le grammairien Nicolas Beauzée.

Cependant, cette règle peine à s'imposer en pratique. Ce n'est qu'à la fin du 19e siècle, avec la généralisation de l'école primaire obligatoire en France, qu'elle est d'application générale.

De nos jours, des initiatives tendant à féminiser ou plutôt à démasculiniser la langue française se manifestent dans bon nombre de pays francophones. C'est dans ce sens que je vais saisir prochainement le Conseil de Gouvernement d'une note traçant plusieurs pistes pour rééquilibrer le poids des deux genres dans l'usage des langues.

Ces propositions seront à la fois pragmatiques et pratiques et éviteront de devoir changer les règles de grammaire, de rendre les textes illisibles et de ridiculiser le débat.

Elles concerneront notamment les volets suivants :

1) favoriser l'utilisation de termes génériques/unisexes et de singuliers collectifs (comme par exemple les êtres humains, les bénéficiaires, les membres, le corps enseignant, la direction, le personnel, …) ;

2) promouvoir la féminisation des noms de métiers, professions, titres et fonctions (comme par exemple la maçonne, la juge, la directrice, la conseillère, …) ;

3) adopter l'ordre de présentation féminin puis masculin en cas de double désignation : le féminin est cité en premier lieu mais l'accord reste au masculin (dire « deux femmes et un homme ont été décorés » au lieu de « un homme et deux femmes ont été décorés ») ;

4) utiliser le trait d'union pour le cas où les points 1 à 3 ne donnent pas satisfaction tout en veillant à l'objectif de maintenir les textes clairs et lisibles (comme par exemple les commerçant-e-s au lieu de les commerçants et commerçantes).

Les pistes de réflexion se basent sur une analyse combinée de bonnes pratiques élaborées et mises en œuvre au Canada, en Belgique et en Suisse.

Question 1383 (23.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**efficacité énergétique des bâtiments publics :**

Am Kader vum Kampf géint de Klimawandel an och en vue vun engem generelle Spuere vu Stroum a Ressourcë gi Privatleit ugehalen, fir ëmmer méi ekologesch ze bauen, an dofir ginn de Leit och eng ganz Rei Servicer offréiert.

De Staat selwer ass awer och Locataire a Proprietär vu ville Gebaier an Infrastrukturen a muss sech esou och selwer d'Fro stellen, wat fir Mesuren an den eegene Büroen dem Klima an der Ressourcëschounung zeguttkomme kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Opgeschlësselt no Energie- a Wärmeeffizienzklass vun hirem Energiepass, wéi vill Gebaier besëtzen de Staat, seng Verwaltungen an d'Établissements publics an absolutten Termen an a Quadratmeter ausgedréckt?

2. Wéi vill Prozent vun de Gebaier, déi de Staat besëtzt, hu solarthermesch Installatiounen?

3. Wéi vill Prozent vun de Gebaier, déi de Staat besëtzt, hunn eng Fotovoltaikanlag um Daach?

4. Op wei vill Quadratmeter Surface kënnt Fotovoltaik op staatleche Gebaier zum Asaz a wéi vill Energie (a kWh) gouf esou pro Joer säit 2009 generéiert?

5. Wéi vill Potenzial besteet nach, fir Fotovoltaikanlagen op staatleche Gebaier ze installéieren? Wei vill Quadratmeter Surface kommen a Fro a wéi vill Energie kéint zousätzlech produzéiert ginn?

6. Wéi vill Energie (a kWh) verbrauchen d'Gebaier, déi am Besëtz vum Staat sinn, pro Joer?

Réponse commune (26.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den honorabelen Deputéierte Sven Clement wëllt gären a senger parlamentarescher Ufro, ënner anerem, wëssen, wat de Staat konkreet bei de staatleche Gebaier ënnerhëlt, fir Stroum ze spueren.

Aleedend ass ze ënnersträichen, datt de Staat seng Stroumproduktioun duerch Fotovoltaikanlagen zënter 2013 bis haut quasi verdräifacht huet a bis d'Joer 2022 zirka zwielefmol méi Stroum wäert produzéiere wéi nach 2013. An anere Wierder wäert de Staat 2022 pro Joer esou vill Energie produzéieren, wéi 3.300 Haushälter pro Joer zu Lëtzebuerg verbrauchen, wat der Gréisst vun enger Gemeng wéi Sandweiler entsprécht.

ad 1. De Bestand an de Besëtz vum Staat, déi ënnert der Gestioun vun der Administration des bâtiments publics an dem Fonds Belval stinn, belafe sech op 1.581 Gebaier, mat enger Surface brute vun insgesamt ongefeier 3.900.000 Meterkaree.

Energiepäss fir funktionell Gebaier, wou d'Energie- an d'Wärmeeffizienzklass ugi sinn, existéieren am Prinzip just fir nei Gebaier, wou d'Baugeneemegung nom Januar 2011 erstallt ginn ass, oder fir Gebaier, déi verlount ginn. Eng Opschlësselung no Energie- a Wärmeeffizienzklass ass also bei ville Gebaier net méiglech.

Fir Wunngebaier existéiert den Energiepass zënter 2007; hei huet de Staat fir d'Majoritéit vun de Wunnengen e Pass.

Bei follgenden 312 Gebaier ass d'Energie- a Wärmeeffizienzklass bekannt:

- Energieklass A: 20 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 237.895 m²
- Energieklass B: 9 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 76.384 m²
- Energieklass C: 6 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.426 m²
- Energieklass D: 1 Gebai mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 476 m²
- Energieklass E: 4 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 6.733 m²
- Energieklass F: 21 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 10.216 m²
- Energieklass G: 50 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 8.313 m²
- Energieklass H: 97 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 17.038 m²
- Energieklass I: 104 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.457 m²

Wann dës Gebaier net no der Energieklass, mee no Wärmeeffizienzklass sortéiert ginn, da gesäit d'Opschlësselung esou aus:

- Wärmeeffizienzklass A: 1 Gebai mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 29.197 m²
- Wärmeeffizienzklass B: 4 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.412 m²
- Wärmeeffizienzklass C: 19 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 142.807 m²
- Wärmeeffizienzklass D: 11 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 141.778 m²
- Wärmeeffizienzklass E: 5 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 7.078 m²
- Wärmeeffizienzklass F: 19 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 8.989 m²
- Wärmeeffizienzklass G: 33 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 7.427 m²
- Wärmeeffizienzklass H: 46 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 6.887 m²
- Wärmeeffizienzklass I: 174 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 29.364 m²

Niewent de gerechenten Energiepäss besëtzt de Staat awer och nach eng Rei Gebaier mat engem Verbrauchspass. Um Verbrauchspass sinn awer keng Klassen uginn, mee nëmmen e Verglach mat engem Referenzgebai. Dës Gebaier kënnen zum Beispill nom Verbrauchsindex vun der Wäermt opschlësselt ginn:

- Verbrauchsindex Wäermt ënner 70 %:
75 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 385.204 m²
- Verbrauchsindex Wäermt tëschent 70 % an 100 %:
101 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 394.927 m²
- Verbrauchsindex Wäermt tëschent 100 % an 140 %:
107 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 369.115 m²
- Verbrauchsindex Wäermt iwwer 140 %:
54 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 215.292 m²

Wann net de Wärmebedarf, mee no Stroumverbrauch sortéiert gëtt, da gesäit d'Opschlësselung esou aus:

- Verbrauchsindex Stroum ënner 70 %:
65 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 220.615 m²
- Verbrauchsindex Stroum tëschent 70 % an 100 %:
107 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 436.303 m²
- Verbrauchsindex Stroum tëschent 100 % an 140 %:
100 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 404.332 m²
- Verbrauchsindex Stroum iwwer 140 %:
66 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 303.512 m²

Aus dësen Zuele kënnen awer nëmme bedéngt Schlussfollgerunge gezu ginn, well d'Potenzial vun de Gebaier ganz verschidden ass, an all Gebai muss analyséiert ginn. Vill Gebaier am Bestand sinn zum Beispill denkmalgeschützt, oder se hunn eng historesch Architektur, déi net all Moossnamen zouloossen, fir Energie ze spueren.

Bei engem Staatsgebai gëtt opgepasst, datt dëst Gebai esou mann wéi méiglech Energie verbraucht, ouni dobäi Technik anzesetzen, déi ze komplex a wartungsintensiv ass. Zudeem gëtt bei all Neibau d'Méiglechkeet vun enger Fotovoltaikanlag oder anerer erneierbarer Energie analyséiert. An de leschte Jore sinn zum Beispill dräi Plus-Energie-Gebaier (dovunner eent am Bestand) realiséiert ginn, déi iwwert d'Joer gesi méi Energie produzéieren, wéi se verbrauchen (souguer wann d'Groenergie vum Gebai mat aberechent gëtt).

Zousätzlech bleift ze erwänen, datt an de leschte fënnef Joer jeeweils en moyenne 8,6 Millionen Euro an energetesch Sanéierungen investéiert ginn ass, wouduerch ronn 900 t CO_2/Joer konnten agespuert ginn. Esou gëtt bei Sanéierunge vu Gebaier grousse Wäert op Energieeffizienz geluecht, och wann et hei méi komplizéiert ass, fir den Energieverbrauch staark ze reduzéieren. Dowéinst gëtt och an Zukunft dëse Programm weider suivéiert an am Fall vun Transformatiounsaarbechten, déi vun den Utilisateuren ugefrot ginn, gläichzäiteg Analyse fir energetesch Verbesserunge gemäss der „Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État" lancéiert.

ad 2. Eng solarthermesch Installatioun ass op zwielef Staatsgebaier installéiert. Well den Ertragsprofill vu Solarthermie meeschtens

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

schlecht mam Notzungsprofill iwwereneestëmmt (am Summer bréngt d'Solarthermie de meeschten Ertrag, d'Lycéeë sinn dann awer zou an d'Piscinnen oft fir Wartungsaarbechten eidel), setzt de Staat prioritär op Fotovoltaik an aner erneierbar Energien.

ad 3. Aktuell sinn 28 Fotovoltaikanlagen a Betrib, mat enger Gesamtspëtzeleeschtung vu 4.368 kW_p an engem Joresertrag vun zirka 3,9 GWh.

38 weider Anlage mat enger Gesamtleeschtung vun zirka 13.000 kW_p sinn am Bau respektiv a Planung.

Mir bestelle lafend weider Etüden, fir gëeegent Diecher ze bestëmmen a mat Fotovoltaikanlagen ze equipéieren.

ad 4. Déi gefroten Donnéeë sinn net all bekannt a kënnen doséinst deelweis nëmmen ofgeschat ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi viraussiichtlech Produktioun vun 13,2 GWh am Joer 2022 géif dem Verbrauch vun ongeféier 3.300 Stéit entspriechen.

ad 5. Op dës Fro ass et net méiglech, pauschal ze äntwerten, ouni eng detailléiert Analys vun all Gebai ze maachen. Follgend Punkte musse bei all Gebai analyséiert ginn, fir eng Äntwert op d'Fro kënnen ze ginn:

- Erlaabt d'Statik vum Gebai en zousätzlecht Gewiicht vun enger Fotovoltaikanlag?
- Ass d'Etanchéitéit vum Daach an engem gudden Zoustand?
- Ass d'Isolatioun vum Daach gutt, oder soll se an engem éischte Schrëtt erneiert ginn?
- Ass d'Gebai denkmalgeschützt?
- Wéi ass et mat der Verschattung um Daach?
- Wéi ass den Daach orientéiert?
- Ass nach genuch Plaz um Daach, oder ass déi ganz Plaz scho besat vun Technikequipementer a vun den Daachfënsteren?
- Wéi kënnt ee mat de Kabele bis zum Haaptstroumzähler?
- Verdréit dat elektrescht Netz déi zousätzlech Leeschtung?
- Kënnen Noperen oder Fligere vun de Panneaue geblent ginn?

No an no ginn Etüde gemaach, fir dës Punkten ze klären (vgl. Fro 3). Ouni dës Etüden ass et net méiglech, de reelle Potenzial ze chiffréieren.

Bei allen neie Projeten huet d'Planungsequipe d'Obligatioun, Konzepter op Basis vun erneierbaren Energien auszeschaffen; dës limitéiere sech awer net eleng op Fotovoltaikanlagen.

ad 6. De genauen Energieverbrauch vun alle Staatsgebaier ass net bekannt, well déi meescht Staatsservicer hir Energiekäschte selwer droen an et deemno keng zentral Statistik gëtt.

Unhand vun den Energiepäss vu Staatsgebaier, wou de gemoossene Verbrauch agedroe gëtt, kann een awer eng Héichrechnung op d'Gesamtheet vun de Gebaier am Staatsbesëtz maachen.

Esou kënnt een op en Endenergieverbrauch vun insgesamt zirka 493 GWh pro Joer fir d'Hëtzen, an zirka 240 GWh pro Joer fir de Stroum.

De Staat probéiert, dësen Energieverbrauch esou vill wéi méiglech mat erneierbaren Energien ze decken. Niewent de solarthermeschen a Fotovoltaikanlagen, déi an de Froen 2 bis 4 beschriwwe sinn, sinn nach weider Projeten ëmgesat ginn:

- 12 Anlagen, wou mat Holz gehëtzt gëtt.
- Bei 6 Projete si Gebaier u Fernwärmenetzer ugeschloss, déi mat erneierbaren Energië bedriwwe ginn.
- Bei 26 Projete gëtt fräi Energie aus der Ëmwelt benotzt (Loft, Waasser, Buedem).
- Fir den Akaf vum Stroum ginn Ausschreiwunge gemaach, wou grénge Stroum gefuerdert gëtt.
- Ofschléissend bleift ze betounen, datt de Staat och weiderhi keng Moyene wäert scheien, fir an effizient erneierbar Energieanlagen ze investéieren, fir weiderhi proaktiv géint de Klimawandel unzegoen.

Q154

Question 1384 (23.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **demandes d'accès au fichier central de la police :**

Säit e puer Méint froe Bierger hei am Land no den Donnéeën, déi d'Police grand-ducale am Police-Fichier iwwer si gespäichert huet. Wéi eis zougedroe gouf,, dauert et aktuell laang, bis d'Bierger eng Äntwert op hiert Schreiwes kréien. Esou krute verschidde Leit am Accusé de réception vun der Police geschriwwen, dass hir Donnéeën hinne bannent sechs Méint zougestallt wäerte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn dëst Joer en Extrait aus dem Police-Fichier ugefrot?

2. Wéi vill Persoune kruten hiren Extrait aus hirem Police-Fichier schonn zougestallt? Wéi vill Leit mussen nach waarden?

3. Bei wéi villen Demanden huet den Traitement méi wéi ee Mount gedauert?

Réponse (05.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Virun der Debatt ëm de Fichier central hat dëst Joer eng Persoun eng Demande d'accès bei der Police gestallt. Dës Persoun krut innerhalb vun engem Mount hir Äntwert. Dës Persoun hat ee konkreete Verdacht, dee sech allerdéngs net als richteg erwisen huet.

Eng Äntwert op ee konkreete Verdacht respektiv eng Äntwert, déi just de Fichier central betrëfft, hélt natierlech manner Zäit an Usproch, wéi wa generell Accès op sämtlech Datebanke gefrot gëtt.

Ab der Debatt ëm de Fichier central hu bis elo ronn 400 Leit den Accès gefrot.

Vun deene ronn 400 Demandë sinn der awer ronn 50 net komplett. Dat heescht, dass d'Leit der Opfuerderung vun der Police net nokomm sinn, eng Copie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass bei hir Demande derbäizeleeën.

Onkomplett Demandë kënnen aus Dateschutzgrënn natierlech net traitéiert ginn, wann d'Persoun, déi d'Ufro mécht, net zweifelsfräi identifizéiert ka ginn.

Bis elo krute ronn 80 Leit hir Äntwert zougestallt, soudass ronn 270 Leit nach keng Äntwert kruten.

ad 3. Den Traitement huet nëmme bei enger Minoritéit vun Demandë manner wéi ee Mount gedauert. Dëst war bei de ronn zéng éischten Demanden, déi am Juni erakoumen, de Fall.

Am Ufank huet d'Police een Délai de réponse vun zwee Méint uginn, deen awer relativ séier op dräi Méint eropgesat gouf.

Schlussendlech gouf den Delai op sechs Méint erhéicht, well déi méi kuerz Delaie gréisstendeels net konnte respektéiert ginn.

Question 1385 (23.10.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **cytomégalovirus :**

Le cytomégalovirus (CMV) est un virus responsable d'infections passant le plus souvent inaperçues. Son caractère pathogène survient surtout chez des patients dont les défenses immunitaires ont été affaiblies. Une infection à cytomégalovirus chez la femme enceinte peut provoquer des lésions sévères chez le fœtus. Il s'agit de l'infection fœtale congénitale la plus fréquente dans les pays industrialisés.

En l'absence d'un vaccin, le consensus scientifique actuel sur la question de l'opportunité d'un dépistage systématique du CMV lors de la grossesse est que les tests sont peu fiables et que les preuves de l'innocuité des thérapies prénatales sont insuffisantes. En revanche, plusieurs études ont montré l'effet positif de l'information et la sensibilisation des parents au risque d'une infection par le CMV.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Le Ministère de la Santé dispose-t-il d'une stratégie nationale d'information et de sensibilisation par rapport au CMV ?

2) Dans l'affirmative, quels sont les professionnels de la santé et les autres intervenants autour de la grossesse qui sont ciblés par la stratégie ? À quels moments de la grossesse est-elle prévue ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre prévoit-il l'élaboration et l'implémentation d'une vaste stratégie d'information s'adressant tant aux futurs parents qu'aux professionnels du domaine concerné ?

Réponse (08.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Il n'existe pas de stratégie nationale organisée par le Ministère de la Santé ni de recommandation spécifique du Conseil scientifique dans le domaine de la santé concernant le cytomégalovirus (CMV), en particulier chez la femme enceinte. Les gynécologues et sages-femmes informent en principe les futurs parents lors du suivi de la grossesse. Les soignants qui suivent les futurs parents avant et pendant la grossesse sont formés à cette problématique, de même que les pédiatres qui suivent les nouveau-nés et surveillent leur développement. Le dépistage universel de la surdité chez les nouveau-nés permet de détecter précocement des troubles auditifs dont l'infection congénitale à CMV est une des causes fréquentes et un parcours harmonisé de prise en charge après dépistage est en cours d'élaboration dans le cadre du plan national maladies rares.

Néanmoins, pour les femmes exposées au travail comme par exemple les éducatrices en crèche, la législation luxembourgeoise prévoit une possibilité d'écartement du poste de travail dès le début de la grossesse si le poste de travail ne peut être adapté par suppression des contacts avec les enfants ou par mutation à l'encadrement de jeunes enfants. Dans ces cas, c'est la médecine du travail qui intervient[1].

En effet, le Code du travail prévoit que toutes les salariées enceintes doivent passer une visite chez le médecin du travail, afin que celui-ci s'exprime si le poste de travail est compatible avec l'état de grossesse. En cas d'expositions au CMV, le médecin du travail prévoit soit une adaptation du poste de travail, soit un autre poste de travail, voire une dispense de travail. Afin d'harmoniser l'approche de la médecine du travail dans le secteur des crèches, le Service de santé au travail multisectoriel (STM) a développé une brochure spécifique[2].

ad 3) Il n'y a pas de vaste campagne d'information prévue.

Le dépistage de l'infection à CMV pendant la grossesse est un sujet controversé dans la mesure où l'infection de la mère est difficile à détecter, elle n'est pas nécessairement transmise au fœtus et pas toujours facile à mettre en évidence chez celui-ci avec des séquelles qui sont parfois difficiles à évaluer et d'expression tardive après la naissance (surdité, retard psychomoteur). En outre, il n'existe pas de traitement efficace et recommandé à ce jour ni pendant la grossesse pour limiter la transmission au fœtus ni après la naissance. En cas d'infection sévère du fœtus avec des répercussions multi organiques probables, l'interruption médicale de grossesse peut être proposée. Des études ont évalué l'utilisation d'anticorps spécifiques contre le CMV administrés pendant la grossesse, cela pourrait aider à réduire le taux de transmission dans certaines situations bien que les résultats des études ne soient pas unanimement favorables.

De simples mesures de prévention de l'infection durant la grossesse sont par contre efficaces pour réduire les risques. Le CMV se transmet de manière importante par contact avec les sécrétions des jeunes enfants infectés. Le lavage des mains est donc une mesure de prévention fondamentale et efficace. Cette mesure d'hygiène est régulièrement rappelée dans le cadre des campagnes du Ministère de la Santé, encore actuellement dans le cadre de la prévention de la transmission du virus de la grippe.

Dans les cas où les contacts sont très intenses comme dans les crèches, l'éloignement de la personne des jeunes enfants est une mesure efficace.

[1] https://www.stm.lu/wp-content/files/brochure_complete_creche_FR_02-2015.pdf

[2] https://www.stm.lu/wp-content/files/brochure_complete_creche_FR_02-2015.pdf

Question 1386 (23.10.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dépistage néonatal :**

Au Luxembourg, le programme de dépistage néonatal cible actuellement cinq maladies rares : la phénylcétonurie (1/13.500 nouveaunés), l'hypothyroïdie congénitale (1/3.500), l'hyperplasie congénitale des surrénales (1/14.000), la déficience en MCAD (1/10.000) et la mucoviscidose (1/3.500).

La brochure d'information du Ministère de la Santé relative au programme de dépistage néonatal informe en l'occurrence qu'il est important que ces maladies soient prises en charge rapidement puisqu'elles peuvent avoir des conséquences sérieuses et retarder le développement physique et psychique de l'enfant.

Dans cette optique, la Wallonie a récemment complété le screening néonatal par le dépistage de l'amyotrophie spinale, une maladie dégénérative sévère qui survient lors d'une naissance sur 6.000 à 10.000. Généralement, les bébés atteints décèdent avant l'âge de deux ans faute de traitement disponible.

Depuis 2017, un médicament orphelin (Spinraza®) permettant de traiter les patients atteints d'amyotrophie spinale est enregistré auprès de l'Agence européenne des médicaments. En 2018 la Belgique et les Pays-Bas ont conclu, via l'initiative BeneluxA, une coalition qui a pour objectif de rendre accessible aux patients des pays participants l'innovation pharmaceutique d'une façon durable et à un coût abordable. Une convention avec le producteur prévoit un remboursement intégral temporaire du Spinraza® jusqu'à la fin décembre 2020.

Pendant la durée de ce remboursement accordé aux patients, la firme collectera des données sur l'innocuité, l'efficacité et l'utilisation du médicament dans la pratique clinique et mènera également des recherches supplémentaires sur les différences d'effets dans les quatre sous-types de la maladie.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Combien de cas d'amyotrophie spinale et combien de décès y liés sont connus pour le Luxembourg au cours des dernières dix années ?

2) Le Luxembourg profite-t-il des avantages de la convention négociée par la Belgique et les Pays-Bas avec le producteur du Spinraza® ? Combien de personnes sont actuellement traitées le cas échéant ? Dans la négative, quelles sont les raisons de la non-participation du Luxembourg à cette convention ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'élargir le programme de dépistage néonatal à l'amyotrophie spinale ?

Réponse (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Il n'y a pas de registre des patients atteints d'amyotrophie spinale, cependant, à partir des études en Europe, on sait que cette maladie touche en moyenne 1 pour 6.000 à 10.000 nouveau-nés. Cela correspond à environ un nouveau-né par an à Luxembourg. Il y a plus ou moins 80 % de formes sévères qui sans traitement sont mortelles le plus souvent avant l'âge de deux ans.

ad 2) Chez les patients atteints d'une amyotrophie spinale proximale infantile sévère, c'est-à-dire se manifestant cliniquement avant l'âge de six mois, l'administration de nusinersen (Spinraza®) semble réduire la mortalité à court terme, sans effet important sur le handicap. On ne sait pas ce qu'il en est à plus long terme et les inconnues concernant les effets indésirables sont encore nombreuses.

Néanmoins, la Belgique et les Pays-Bas ont décidé de prendre en charge ce traitement dans le cadre de l'association BeneluxA et plus particulièrement par la conclusion d'un contrat avec le producteur pour assurer la surveillance des effets à plus long terme.

Depuis le 1er septembre 2018, les patients belges atteints d'amyotrophie spinale (5q-SMA), une maladie rare, peuvent se faire rembourser le nusinersen (Spinraza®), un médicament orphelin utilisé dans le traitement de cette affection, sur décision de la Ministre fédérale belge des affaires sociales et de la santé publique. Ce remboursement est le résultat d'une négociation commune menée avec les Pays-Bas dans le cadre de l'initiative BeneluxA.

Le Luxembourg en tant que pays signataire de la convention BeneluxA mais aussi dans le cadre de sa collaboration avec la Belgique peut ainsi en principe profiter des tarifs négociés pour ce médicament.

Ce médicament n'est pas encore répertorié sur la liste positive des médicaments de la CNS, et aucune demande de prise en charge n'a été adressée à ce jour aux autorités sanitaires.

En conclusion, et en raison de l'incidence estimée très faible au Luxembourg (un cas par an) et de l'absence de demande de prise en charge, on peut raisonnablement en conclure qu'à ce jour il n'y a pas de patients traités par ce médicament au Luxembourg.

ad 3) Dans le cadre du Plan national maladies rares, un groupe de travail composé des acteurs dans le domaine (pédiatres, gynécologues, généticiens, biologistes, santé publique, patients, sages-femmes, etc.) évalue l'opportunité d'augmenter le nombre de dépistages néonataux réalisés au Luxembourg. Le groupe analyse ce qui est possible, ce qui est réalisé à l'étranger et la pertinence pour le Luxembourg. Il s'assure que le dépistage pourra être réalisé dans l'intérêt de l'enfant et de sa famille, en garantissant le respect de la vie privée, et qu'un suivi diagnostique et thérapeutique bien défini et de qualité pour les nouveau-nés qui sont identifiés par un dépistage existe ou peut être rapidement mis en place.

Question 1387 (24.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **dépressions :**

Depressioune gehéieren zu deenen am heefegsten ënnerschaten Erkrankungen an eiser Gesellschaft.

An Däitschland sinn 11,3 % vun de Fraen a 5,1 % vun de Männer vun Depressioune betraff. Sou leide Fraen duebel esou oft un Depressioune wéi Männer. Vill leiden hiert Liewe laang dorunner, am schlëmmste Fall féiert d'Krankheet och an de Suicide.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un den Här Gesondheetsminister stellen:

1. Gëtt et an dësem Kontext och Statistike fir Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Fraen a Männer leiden hei zu Lëtzebuerg un Depressiounen?

3. Wéi vill vun hinne sinn a Behandlung?

4. Wéi vill Leit huele sech d'Liewen opgrond vun Depressiounen?

5. Hu mir genuch Personal, wat op d'Behandlung vu Leit mat Depressioune spezialiséiert ass?

6. Wéi laang sinn d'Waardezäiten an der Moyenne, fir eng Therapieplaz ze kréien?

Réponse (26.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt et verschidden Enquêten, déi autodeklarativ Donnéeën zu dësem Sujet erhiewen.

De Gesondheetsministère huet 2014 mat der Enquête „European Health Interview Survey" (EHIS)[3] verschidden Informatiounen zum Theema Depressioun erhuewen.

ad 2. Laut EHIS haten zum Zäitpunkt vun der Enquête 8,3 % vun de befrote Persoune eegenen Aussoen no depressiv Symptomer. Männer (7,5 %) ginn un, manner depressiv Symptomer ze hu wéi Fraen (9,1 %).

Op e méi laangen Zäitraum gekuckt (12 Méint) hunn 9,5 % vun de befrote Leit uginn, chronesch depressiv (mindestens wärend sechs Méint) ze sinn. Méi Fraen (10,7 %) wéi Männer (8,2 %) ginn un, chronesch depressiv ze sinn.

ad 3. D'Statistiken iwwert d'Unzuel vu Mënschen, déi an ambulanter Behandlung si fir eng Depressioun, ginn net systematesch erhuewen.

D'Donnéeë vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) weisen eis d'Unzuel vun de stationäre Behandlungen, déi an den dräi Akutspideeler recenséiert ginn am Kader vun der Carte sanitaire[4].

Sou wësse mir, datt 2017 insgesamt ëm 1.000 stationär Behandlunge gezielt gi si fir en „épisode depressif" (F32 vum ICD-10) an ëm 250 stationär Behandlunge fir en „trouble dépressif récurrent" (F33 vum ICD-10) stattfonnt hunn.

2015 koum et an der Rehaklinik vum CHNP zu 76 stationäre Behandlunge fir en „épisode depressif" an 20 Hospitalisatioune fir en „trouble dépressif récurrent", mat insgesamt 4.731 Hospitalisatiounsdeeg. Ëmgerechent handelt et sech heibäi ëm 13 Better, déi an der Moyenne iwwert d'ganzt Joer opgrond vun enger Depressioun beluecht woren.

ad 4. D'Statistiken iwwert d'Suicidë souwéi onbestëmmt Verletzunge ginn no Method, no Altersgrupp a Geschlecht erhuewen, mee net no psycheschen Ursaachen.[5]

ad 5. Déi dräi gängegst Behandlungsusätz vun enger Depressioun sinn: d'medezinnesch Behandlung mat Medikatioun, d'psychologesch oder psychotherapeutesch Behandlung an d'sozial Interventioun.

Am Allgemenge gëtt eng Depressioun mat Medikamenter wéi Antidepressiva a Psychotherapie behandelt. Dobäi sinn d'Antidepressiva oft de Grondstee vun der Behandlung opgrond vun hirer Effikassitéit, de Käschten an der Disponibilitéit.

D'medezinnesch Behandlung ëmfaasst niewent der Verschreiwung vu Medikamenter och eng Rei vu weidere Behandlungsméiglechkeeten, déi an de meeschte Fäll awer nëmmen an de Spideeler ugewannt ginn. Bei liichte Forme vun enger Depressioun kann eng Psychotherapie alleng indizéiert sinn. Eng Kombinatioun vu Psychotherapie a Medikamenter ass éischter fir mëttelgradeg a schwéier Depressiounen ze recommandéieren. Dobäi sinn d'Interventiounsméiglechkeeten op sozialem Niveau immens wichteg.

Niewent de Psychiateren ass net gewosst, wéivill weider Medezinner sech an der Behandlung vun der Depressioun spezialiséiert hunn.

ad 6. D'Waardezäit fir e Rendez-vous bei engem Psychiater ass an der Moyenne zwee bis véier Méint, saisonal a regional ofhängeg. Well net gewosst ass, wéivill weider Medezinner spezialiséiert sinn, ass et schwiereg, genau d'Moyenne ze chiffréieren.

Question 1389 (24.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **financement en matière de politique migratoire :**

Le budget de l'Union européenne prévoit des crédits substantiels pour soutenir les États membres dans leurs efforts en matière de politique migratoire, notamment pour la période de 2014 à 2020.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances, si le Grand-Duché de Luxembourg a pu bénéficier de ce soutien communautaire, dans quelle mesure et le cas échéant de quelle façon le financement européen a été utilisé.

Réponse (18.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Fonds « asile, migration et intégration » (AMIF) (établi par le Règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds « asile, migration et intégration », modifiant la décision 2008/381/CE du Conseil et abrogeant les décisions n° 573/2007/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2007/435/CE du Conseil) a été créé pour la période 2014-2020, pour un montant total de 3,137 milliards d'euros sur sept ans.

Le fonds a pour objectif général de contribuer à la gestion efficace des flux migratoires ainsi qu'à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire et de la politique commune en matière d'immigration, dans le plein respect des droits et principes consacrés dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le fonds contribue à la réalisation des objectifs spécifiques communs suivants :

- asile : renforcer et développer tous les aspects du régime d'asile commun, y compris sa dimension extérieure ;

- intégration/migration : soutenir la migration légale vers les États membres en fonction de leurs besoins économiques et sociaux, comme les besoins du marché du travail, tout en préservant l'intégrité des régimes d'immigration des États membres, et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers ;

- retour : promouvoir dans les États membres des stratégies de retour équitables et efficaces, qui contribuent à lutter contre l'immigration clandestine, en accordant une attention particulière à la pérennité du retour et à la réadmission effective dans les pays d'origine et de transit ;

- solidarité : accroître la solidarité et le partage des responsabilités entre les États membres, en particulier à l'égard des États les plus touchés par les flux de migrants et de demandeurs d'asile, y compris une coopération pratique.

Au Luxembourg, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration est l'autorité responsable de la mise en œuvre de l'AMIF et est chargé des actions ayant trait à l'accueil et à l'encadrement des demandeurs et des bénéficiaires de protection internationale, ainsi qu'à l'intégration des ressortissants des pays tiers.

La Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes est l'autorité déléguée et met en œuvre les actions ayant trait au volet procédural des demandes de protection internationale, à la migration légale et au retour.

La dotation européenne pour le Luxembourg pour la période 2014-2020 s'élève à 15.765.578 euros répartis en différentes catégories (cf. tableau en annexe). Le cofinancement européen est d'un maximum de 75 % du coût total d'un projet.

Le détail du programme opérationnel de l'AMIF peut être téléchargé sur le site de l'OLAI : http://www.olai.public.lu/en/actualites/2015/04/publication-du-programme-national-du-Luxembourg/index.html

Les autorités de l'AMIF procèdent régulièrement à des appels à projets, mais ils se réservent la possibilité de procéder en mode exécutoire ou à une attribution directe d'un projet.

La liste avec les différents projets cofinancés dans le cadre de l'AMIF peut être consultée sur le site internet suivant : http://www.olai.public.lu/fr/fonds-programmes/amif/projets-cofinances/index.html

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1391 (24.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **dossier de soins partagé :**

No enger Testphas vu véier Joer wäert Enn 2019 den Dossier de soins partagé (DSP) duerch d'Agence eSanté generaliséiert ginn.

D'Ëmstellung vum Dossier geschitt iwwert de sougenannten Opt-in. Dat heescht, dass an enger éischter Phas automatesch all déi Personen, déi bei der CNS verséchert sinn, an den neie System agegliddert ginn. Déi Leit, déi keen DSP wëllen, musse selwer d'Demarchen ënnerhuelen, fir dësen zouzemaachen.

Fir de Patienten de Choix ze loossen, ob fir si en DSP sollt ugeluecht ginn oder net, revendiquéiere verschidden Organisatiounen aktuell, dass eng Opt-out-Prozedur virzezéie wier. Da géifen nämlech just déi Persounen en DSP kréien, déi explizitt een ufroen, wärend sech fir all déi aner Léit näischt ännere géif.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung en ageschriwwene Bréif un all d'Patienten erauszeschécken, fir hinnen d'Prozedur vum Opt-in ze erklären?

Falls net: Wéi wäerten d'Ministere sécherstellen, dass déi Concernéiert iwwert d'Erstellung vun hirem DSP Bescheed wëssen?

2. Wäerten déi zoustänneg Ministère mat der Aféierung vum generaliséierten DSP waarden, bis all déi Concernéiert d'Informatioun, dass hiren DSP erstallt gouf, kritt hunn?

3. Wéi wäert d'Procédure de recours ausgesinn, fir d'Persounen, déi hiren DSP zoumaache wëllen?

Réponse commune (22.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Am Géigendeel zu deem, wat den honorabelen Deputéierten a senger Fro behaapt, mussen d'Leit beim Opt-in hiren Accord ginn, fir den Dossier de soins partagé (DSP) ze aktivéieren, a beim Opt-in gëtt den DSP bei jidderengem automatesch aktivéiert.

D'Reglement iwwert den DSP befënnt sech am Moment nach an der Prozedur. Et misst awer nach kënne virun Enn vun dësem Joer publizéiert ginn.

De Choix vum Opt-out gouf geholl, well den DSP en Hëllefsmëttel ass dat et erméiglecht, d'Qualitéit, d'Securitéit, den Austausch vun Informatiounen an d'Koordinatioun vun der Fleeg ze verbesseren. De Staatsrot an d'Dateschutzkommissioun hunn dëse Choix an hire jeeweilegen Avisen och guttgeheescht.

Am Reglement ass virgesinn, datt en DSP automatesch kreéiert gëtt fir all Assuré, deen an der Krankeversécherung affiliéiert ass. Esoubal en DSP kreéiert gëtt, kritt den Assuré e Bréif geschéckt vun der Agence eSanté. An dem Bréif steet alles dran, wat den Assuré wësse muss zu sengem DSP. An dësem Bréif kritt den Assuré och matgedeelt, datt e sech kann opposéieren zu der Aktivatioun vu sengem Dossier. An deem Fall gëtt dem Assuré säin DSP guer net aktivéiert a suppriméiert. Den Assuré huet 30 Deeg, fir seng Oppositioun zu der Aktivéierung vum DSP der Agence eSanté matzedeelen. Duerno gëtt den DSP automatesch aktivéiert.

Mee och am Fall, wou den Assuré säi Konto aktivéiert hätt, kéint hien dësen nach ëmmer erëm zoumaachen. Dëst kann hien entweeder iwwer säi Konto maachen oder e schreift e Bréif un d'Agence eSanté, an deem e freet, fir säin Dossier zouzemaachen.

Question 1393 (25.10.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CIPA Rumelange :**

De CIPA zu Rëmeleng entsprécht net méi den haitege Besoinen. Dofir huet de Gestionnaire Servior virun enger Rei Joren e Projet presentéiert, fir d'Gebailechkeeten ëmzebauen.

Aktuell läit de Projet awer nach ëmmer op Äis.

An der Aktualitéitsstonn vum 23. Oktober, déi d'CSV zum drëtten Alter ugefrot hat, sot d'Madamm Ministesch, datt Servior vum Ministère den offiziellen Optrag kritt huet, dësen Dossier ze kucken, fir dass dësen elo definitiv „desengorgéiert" gëtt, fir datt Rëmeleng endlech ka gebaut ginn.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an un den Här Minister fir ëffentlech Bauten stellen:

1. Wat fir eng Zäitschinn ass virgesinn, fir déi „Baublockad" ze léisen?

2. Wat ass de Käschtepunkt, fir aus dem Litige mat dem Architektebüro erauszekommen? Wien dréit dës Käschten?

3. Besteet schonns en APS vum fréieren ugeduechte Projet an kann dësen APS eent zu eent iwwerholl ginn, fir den neie Projet ze realiséieren?

4. Wann neen, wéi vill Méikäschte wäerten entstoen?

5. Wéi eng Zäitschinn ass virgesi fir d'Opstelle vum APS, APD, Kommodo an d'Ofstëmme vum Gesetz an der Chamber?

6. Wéini soll den neie Projet de politesche Responsabelen an de Leit vu Rëmeleng presentéiert ginn?

Réponse commune (27.11.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 3618 vum 9. Februar 2018 vun den Hären Deputéierte Laurent Mosar a Gilles Roth hate mir informéiert, datt et am Dossier vun engem Neibau vum Rëmelenger CIPA zu engem Litige mam Architekt komm ass, deen 2003 mam Projet chargéiert gouf. Dee Litige ass och haut nach net gekläert, an dat trotz den Interventioune vun de verschiddene concernéierte Servicer.

Als Ministesch fir Famill an Integratioun hunn ech effektiv Servior den Optrag ginn, déi néideg Demarchen ze ënnerhuelen, fir eng méiglechst séier Léisung fir de CIPA Rëmeleng a seng Bewunner ze fannen. Meng Servicer bleiwen am enke Kontakt mat Servior.

Doriwwer eraus sief preziséiert, datt d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten net méi responsabel ass fir de Projet vum CIPA zu Rëmeleng. Am Januar 2006 huet déi deemoleg Regierung decidéiert, de Finanzement vum Projet vum CIPA Rëmeleng vum „Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux" un de „Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamilliales" ze transferéieren. Doduerch ass den Dossier vum CIPA zu Rëmeleng och vu Servior als Bauhär iwwerholl ginn.

Question 1395 (25.10.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **secteur des équipementiers automobiles :**

L'équipementier automobile allemand Mahle-Behr vient d'annoncer la fermeture de son usine à Foetz, spécialisée dans la recherche et le développement. 80 salariés seraient concernés.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

[3] http://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bien-etre/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bien-etre-fr.pdf
https://ec.europa.eu/eurostat/web/health/data/database

[4] http://sante.public.lu/fr/publications/c/carte-sanitaire-2017-fascicule2/index.html

[5] http://sante.public.lu/fr/publications/s/statistiques-causes-deces-2016/statistiques-des-causes-de-deces-2016.pdf

- Monsieur le Ministre ne déplore-t-il pas que la fermeture d'entreprise concerne des activités à haute valeur ajoutée, i. e. des activités de recherche et de développement ?

- Comment s'est développé le secteur des équipementiers automobiles ces dernières années ? De nouvelles entreprises se sont-elles implantées au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que, vu la pression qui pèse actuellement sur l'industrie automobile, le secteur des équipementiers automobiles luxembourgeois en soit épargné ? Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations au sujet de l'arrêt d'activités d'autres entreprises du secteur ?

- Quel est l'impact de l'annonce de fermeture susmentionnée sur le développement du Luxembourg Automotive Campus à Bissen ? À part les acteurs « classiques », i. e. Goodyear et IEE, d'autres entreprises se sont-elles entre-temps installées sur ledit site ?

Réponse (14.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Il est à déplorer que l'intégration des activités de Mahle Luxembourg dans une division plus large basée à Stuttgart entraîne la fermeture de l'entité luxembourgeoise de Mahle. Le secteur des équipementiers automobiles a connu des développements et changements multiples ces dernières années, que ce soit au Luxembourg ou bien au niveau mondial.

Concernant les changements dans le secteur des équipementiers automobiles au Luxembourg, il est utile de mentionner la reprise par Carlex, un groupe d'origine japonaise, des activités de Guardian Automotive à Grevenmacher en 2014. Des investissements significatifs ont résulté de ce changement d'actionnariat, notamment en faveur d'un processus de production d'une efficience énergétique bien meilleure grâce à une nouvelle ligne de production consommant 27 % d'énergie en moins. L'extension de l'usine de Grevenmacher qui représente un investissement à hauteur de 25 millions de la part de l'entreprise a été inaugurée en avril 2018.

Je souhaite également mettre en avant l'implantation par Goodyear à Dudelange d'une usine de pneus automatisée fonctionnant selon les principes de l'industrie 4.0 et qui aura un débit annuel de 600.000 pneus à haute valeur ajoutée. La construction du hall industriel est achevée et Goodyear est actuellement en train d'y installer la ligne de production complètement automatisée.

En outre, le projet de campus automobile « Automobility Campus » à Bissen s'est concrétisé puisqu'IEE y a d'ores et déjà implanté son centre de recherche. L'Automobility Campus verra également la création d'une unité d'innovation par Goodyear dans le domaine du pneu intelligent avec création de services pour une clientèle gestionnaire de flottes automobiles. Ainsi, la fermeture de Mahle n'a aucun impact sur le développement du campus automobile puisque les investissements de IEE et Goodyear sont confirmés, voire finalisés. Le Ministère de l'Économie complètera les infrastructures du campus avec un parking central et un incubateur pour start-up proposant des halls d'assemblage et des salles de réunion, tout comme une cantine et d'autres infrastructures mutualisées. L'Université du Luxembourg, par l'intermédiaire du centre interdisciplinaire SnT, a également démarré les premiers tests de conduite autonome sur le site du campus et les discussions avec de nouveaux investisseurs potentiels continuent à un rythme soutenu.

Outre le développement des acteurs existants, le secteur automobile au Luxembourg a également pu attirer de nouvelles sociétés, notamment Ujet qui conçoit et assemble depuis 2016 des scooters électriques haut de gamme à Foetz. Le groupe sino-coréen Estra, issu de la fusion entre SDAAC et ERAE Automotive en 2017 et anciennement implanté au Luxembourg sous le nom SDAAC, poursuit son développement à Bascharage en tant que centre technologique spécialisé dans le domaine de la thermie des véhicules, c'est-à-dire dans les solutions de chauffage, de refroidissement et de climatisation.

Les incertitudes et pressions sur le marché automobile poussent certainement les équipementiers installés au Luxembourg à se restructurer, à s'adapter et à se réinventer. Le départ des activités Mahle est une restructuration qui s'est faite en défaveur du site luxembourgeois.

Le groupe Delphi a également fait le choix de restructurer son activité sur le site de Bascharage. Le Ministère de l'Économie mène depuis plusieurs mois avec la direction du groupe Delphi des discussions relatives à l'avenir du site de Bascharage et au positionnement de celui-ci au sein du groupe Delphi. Il est à déplorer que la volonté de Delphi de réorganiser le groupe en vue d'une spécialisation plus poussée des différents sites et de donner ainsi une nouvelle orientation à ses activités ait des répercussions négatives sur l'implantation du groupe au Luxembourg et impacte l'emploi sur le site de Bascharage.

La restructuration des activités de Delphi et Mahle au Luxembourg est à considérer dans le contexte plus large d'un marché de l'automobile incertain, notamment en raison des interrogations relatives aux modes de propulsion et aux technologies à privilégier à l'avenir. Dans ce contexte, le Ministère de l'Économie continue à adopter une politique industrielle résolument orientée vers l'avenir et misant sur des technologies durables et innovantes.

Le projet de l'Automobility Campus à Bissen et les efforts menés pour mettre en place le site expérimental transfrontalier pour la conduite autonome et connectée vont en ce sens et permettent au Luxembourg de rester en phase avec le développement d'un nouveau type d'industrie automobile, misant sur la digitalisation, la recherche ainsi que sur la mobilité électrique, connectée et intelligente.

Question 1396 (25.10.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **avertissements taxés des agents municipaux :**

Les communes peuvent recourir depuis de nombreuses années au support de la police pour les avertissements taxés établis par les agents municipaux via l'application « Politess » de la société Schweers. Or, il se trouve qu'une circulaire du SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) informe les collèges des bourgmestres et échevins que la Police grand-ducale décline désormais les demandes de communes pour un nouveau déploiement de ce système. D'après la même circulaire, le SIGI pourrait élaborer une solution nationale et, en attendant, il suggère aux autorités communales de retarder leur décision sur un engagement contractuel éventuel pour une solution commerciale proposée sur le marché.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de cette décision prise par la Police grand-ducale ?

2) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que toutes les communes devraient pouvoir profiter de ce service, en attendant qu'une solution nationale soit trouvée ?

3) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le refus de déploiement de cette solution engendre une surcharge de travail supplémentaire et pour les agents municipaux et pour les agents de la Police grand-ducale ?

Réponse commune (28.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La décision à laquelle se réfère Madame la Députée dans sa question parlementaire a été prise dans le contexte des discussions entre la Police grand-ducale et le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) sur l'opportunité de la mise à disposition aux agents municipaux d'une application d'enregistrement des avertissements taxés.

Le nombre de communes ayant recours à des agents municipaux pour donner des avertissements taxés est en croissance rapide. Vu cette dynamique et la grande variété de systèmes déjà en place, le SIGI a exprimé lors d'une première réunion le 20 mai 2019 son intention de développer un système uniforme et unifié d'enregistrement des avertissements taxés, adapté aux besoins des communes et des administrations étatiques impliquées dans leur établissement et l'encaissement. La Police grand-ducale se félicite de l'initiative du SIGI et exprime son soutien à ces développements.

L'interconnexion de tout nouveau système d'enregistrement requiert un effort d'envergure pour les services informatiques de la Police grand-ducale. En effet, pour toute nouvelle interconnexion les services de la Police grand-ducale consacrent plusieurs jours auprès de chaque administration communale afin de mettre en place les interfaces de transmission des données avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) et de configurer tous les appareils utilisés par les agents municipaux. À cela s'ajoutent de nombreuses heures de maintenance et d'assistance des communes pour que les systèmes restent synchrones et fonctionnent de façon irréprochable.

À l'issue d'une deuxième réunion en début d'octobre 2019 qui visait à discuter de l'avancement du projet, la circulaire du 22 octobre 2019 a été émise et la décision de décliner toute nouvelle demande de déploiement d'un système d'enregistrement d'avertissements taxés a été prise.

Comme plusieurs communes ont été tenues en suspens, en attendant le sort de la réunion d'octobre, la Police grand-ducale a néanmoins décidé d'incorporer toutes les demandes d'interconnexion pendantes et entrées jusqu'à cette date.

ad 2) Au vu des explications ci-dessus et en considérant que les services informatiques de la Police grand-ducale doivent gérer et maintenir les systèmes informatiques nationaux et internationaux hautement critiques de la Police grand-ducale, il devient apparent que la Police grand-ducale n'est pas en mesure de gérer ce service pour toutes les communes qui désirent avoir recours à un système automatisé d'enregistrement des avertissements taxés. C'est la raison principale pour laquelle le SIGI a proposé de développer un système uniforme.

ad 3) C'est précisément dans le but d'éviter une surcharge de travail supplémentaire au sein des services informatiques de la Police grand-ducale et de répondre néanmoins aux besoins des agents municipaux qu'il a été décidé d'aborder ce sujet avec le SIGI.

Question 1397 (25.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**élimination des déchets :**

No engem rezente Groussbrand vun enger Mülldeponie a Polen huet sech erausgestallt, datt e Groussdeel vun deem Müll illegal aus Däitschland a Polen exportéiert gouf - e Fait, deen och medial an Däitschland fir vill Gespréichsstoff gesuergt huet. Och zu Lëtzebuerg gëtt e groussen Deel vun eisem Müll - och nodeems dësen ewell getrennt gouf - an d'Ausland exportéiert. D'Fro no enger transparenter Offallentsuergung stellt sech also och zu Lëtzebuerg.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. A wéi eng Länner exportéiert Lëtzebuerg säi Müll? Kann d'Madamm Minister eng Opschlësselung ginn, wéi eng Zort Müll a wéi eng Länner exportéiert gëtt?

2. Wéi ka séchergestallt ginn, datt deen an déi jeeweileg Länner exportéierte Müll op der Plaz och fachgerecht recycléiert gëtt, soudatt keng Schied fir d'Emwelt entstinn?

3. Gëtt et en Normen- an/oder Reegelkatalog, dee virschreift, wéi déi verschidden Zorten Offall ze recycléiere sinn?

4. Wa jo, wéi gëtt kontrolléiert, datt dës Normen an/oder Reegelen och agehale ginn - souwuel am Ausland wéi och hei am Land?

5. Ass zu all Moment séchergestallt, datt den Export vun eisem Müll vun der Poubelle bis zu der Endentsuergung op eng transparent an novollzéibar Aart a Weis ofleeft?

6. Wéi eng Kontrollmechanisme gëtt et, fir déi uewe genannten Transparenz an Novollzéibarkeet sécherzestellen?

Réponse (28.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Bauschutt representéiert déi gréisst Fraktioun vun onsem exportéierten Offall. Dësen Offall gëtt ausschliisslech an ons Nopeschlänner exportéiert.

2017 goufe follgend Quantitéite vu Bauschutt exportéiert:

- 779.000 t a Frankräich,
- 320.000 t an Däitschland,
- 13.000 t an d'Belsch,
- 3.000 t an Holland.

Vun de reschtlechen exportéierten Offallfraktioune goufen 2017 an Däitschland (422.000 t), Frankräich (321.000 t), Belsch (123.000 t), Holland (23.000 t), Italien (2.000 t), Schwäiz (500 t), Éisträich (200 t), England (62 t) a Spuenien (15 t) exportéiert.

Heibäi handelt et sech, zu 92 %, ëm follgend Offallfraktiounen:

- Metall (203.000 t),
- Schlaken a Verbrennungsoffäll (184.000 t),
- Glas (111.000 t),
- Pabeier a Kartong (87.000 t),
- Sortéierreschter (74.000 t),
- Holzoffäll (48.000 t),
- cheemesch Offäll (32.000 t),
- Plastiksoffäll (25.000 t),
- Bestanddeeler aus gebrauchten Apparater (18.000 t),
- Industriell Schlämm (19.000 t),
- Textilien (19.000 t).

Hei gëllt et awer ervirzehiewen, dass et sech zu engem groussen Deel ëm industriell Offäll handelt.

Déi signifikant Zuele fënnt een och am Joresrapport vun der Ëmweltverwaltung.

Verschidde méi kleng Quantitéite vun Textil- a Plastiksoffall sinn och emol bis an osteuropäesch Länner (Polen, Litauen, Tschechien, Estland), oder esouguer ausserhalb vun Europa (nëmmen Textilien) exportéiert ginn.

Verpakungsoffäll, déi bei de Bierger separat agesammelt ginn, ginn och haaptsächlech a verschiddenen EU-Länner entsuergt (hei fir 2017):

- Metall: Belsch, Frankräich,
- Glas: Frankräich,
- Plastik: Däitschland, Frankräich,
- Gedrénkskartongen: Däitschland.

Den Elektroschrott geet fir eng Verwäertung an d'Belsch, Däitschland, Éisträich, Frankräich, Holland an d'Tschechesch Republik. D'Batterië ginn an Däitschland an a Frankräich. Al-Autoe ginn an Däitschland an an der Belsch entsuergt.

ad 2. Fir déi Offäll, déi ënnert d'Produzentenverantwortung falen an duerch en Organisme agréé gehandhaabt ginn, muss all Prestataire vun deem Organisme am Viraus a sengem Agreementsdossier ernimmt gi laut Punkt 4) vum Artikel 19 vum Offallgesetz. Wann den Organisme agréé nach aner Prestatairë wëllt benotzen nodeems e säin Agrement kritt huet, muss e fir d'éischt der Ëmweltverwaltung hiren Avis froen.

Fir sécher an dauerhaft Filierë fir Offäll ze garantéieren, muss fir d'éischt eng Sammlung gemaach ginn, déi d'Offäll no hirer Qualitéit trennt. Duerch d'separat Asammele respektiv den Tri (Trennung) vun héichwäertege Materialie kënnen dës bei Recyclingsbetriber am noen Ausland gefouert ginn, déi déi getrennte Materialien dann nees verwäerten.

Fir eng héichwäerteg Trennung vun den Offäll aus Elektrogeräter an elektroneschen Apparater gëtt hei zu Lëtzebuerg een eenzegaartege Prozess duerchgefouert: déi Apparater gi manuell auserneegeholl, fir dass déi eenzel Fraktiounen, déi dorauser entstinn, fachgerecht verwäert oder entsuergt kënne ginn. Duerch dës Praxis ginn eventuell Problemer mat de Batterië vermeit, an déi verschidde separat Komponente gewannen doduerch u Wäert.

Fir déi Offäll, déi vun der SuperDrecksKëscht (SDK) agesammelt an entsuergt ginn, ginn déi Responsabel vun der SDK selwer eng Visitt vun den auslänneschen Anlage maachen, fir sécherzestellen, dass déi Anlagen d'Krittäre fir eng fachgerecht Verwäertung oder Entsuergung erfëllen.

Donieft gesäit de Règlement (CE) No 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets eng Notifikatiounsprozedur vir fir eng ganz Rei vun Offäll, dorënner all déi gefeierlech Offäll, déi an, innerhalb vun, an aus der Europäescher Unioun eraus transportéiert ginn. Am Kader vun där Notifikatiounsprozedur muss den Offallproduzent respektiv den Notifiant e kompletten Dossier zesummestelle mat ënner anerem Informatioune betreffend den Offall, den Itineraire vum Produzent bis an d'Verwäertungsanlag, d'Anlag, de Prozess, d'Unzuel vun den Trajeten, den Transporteur, awer och enger Kopie vum Kontrakt, eng Sécherheetsleeschtung etc.

Den Transporteur muss a Besëtz vun enger Sammel- an Transportgeneemegung sinn, fir Offäll zu Lëtzebuerg anzesammelen an ze transportéieren.

Wann den Notifiant net den initialen Offallproduzent ass, muss deen a Besëtz vun enger Handelsgeneemegung sinn, fir déi Notifikatioun iwwerhaapt kënnen unzefroen.

Ausserdeem kréien déi zoustänneg auslännesch Autoritéiten (Transit an Import) och een Dossier. Déi Notifikatioune mussen am Virfeld vun alle betraffenen Autoritéite geneemegt ginn an all Transport muss och dräi Schaffdeeg virum geplangten Datum ugemellt ginn. Op déi Manéier léisst sech deen exportéierten Offall ganz gutt bis zu senger Verwäertung oder Entsuergung verfollegen.

Zousätzlech muss all Offallbehandlungsanlag an all Offallsammel- oder -handelsbetrib fir den

31. März vun all Joer ee Joresbericht vu senger Offallgestioun vum vergaangene Joer bei der Émweltverwaltung areechen. Dëse Joresbericht erlaabt e Suivi vun den Offäll.

ad 3. En Normen- oder Reegelkatalog fir déi verschidden Offäll gëtt et net, mee all Offallbehandlungsbetrib kritt individuell Oplagen a senger Kommodo- an/oder Offallgeneemegung, opgrond vu senger Aktivitéit an den Offalltyppen, déi e behandelt.

D'Offallbetriber am Ausland hunn änlech Oplagen a gi vun där jeeweileg zoustänneger Verwaltung iwwerwaacht.

Déi modifizéiert Direktive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives hält an hirem Artikel 11 Punkt 1), zweete Paragraf, fest: « Les États membres prennent des mesures pour promouvoir un recyclage de qualité élevée et, à cet effet, sous réserve de l'article 10, paragraphes 2 et 3, mettent en place une collecte séparée des déchets. » An den Artikel 10 Paragraf 2) preziséiert: « Lorsque cela est nécessaire au respect du paragraphe 1 et pour faciliter ou améliorer la préparation en vue du réemploi, recyclage et d'autres opérations de valorisation, les déchets font l'objet d'une collecte séparée et ne sont pas mélangés à d'autres déchets ou matériaux aux propriétés différentes. », wärend de Paragraf 3) bestëmmten Derogatioune virgesäit.

Am Gesetz iwwert d'Batterien (loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et accumulateurs) bestëmmen den Artikel 10 an d'Annex III (Détail des obligations de traitement et de recyclage), ënner wéi enge Konditiounen d'Batterië mussen entsuergt ginn. Am Reglement vum 30. Juli 2013 iwwert den Offall aus elektreschen an elektronesche Geräter bestëmmt den Artikel 7, mat den Annex VII (traitement sélectif des matériaux et composants des DEEE visé à l'article 7, paragraphe (2)) an VIII (exigences techniques visées à l'article 7, paragraphe (3)), ënner wéi enge Konditiounen déi Offäll mussen entsuergt ginn.

Fir den Offall aus elektreschen an elektronesche Geräter, deen iwwert den Organisme agréé Ecotrel entsuergt gëtt, mussen d'Betriber zousätzlech konform sinn entweeder zu de Standarden, déi vum Cenelec (European Committee for Electrotechnical Standardization) ausgeschafft ginn, oder zu de Weeelabex-Standarde respektiv zu dem däitschen RAL GZ 728-Standard fir Killgeräter. Dës Filière ass an där Hisiicht zimmlech virbildlech, well um europäeschen Niveau aktiv geschafft ginn ass, fir gemeinsam Standarde fir d'Entsuergung ze definéieren.

ad 4. Wéi schonn ernimmt, mussen déi betraffe Betriber järlech Rapporten erareechen, Regëster féieren a bestëmmt Prozedure respektéieren, wann et ëm Offalltransferten a -behandlunge geet.

Hei kënnt dann och nees d'Notifikatiounsprozedur an d'Spill déi zu engem groussen Deel op enger gudder Zesummenaarbecht tëscht deene verschiddene Memberstaate baséiert. Sou kontrolléiert an iwwerwaacht déi zoustänneg Verwaltung am Destinatiounsland vum Offall d'Offallbehandlungsanlagen an informéiert souwuel den Offallproduzent/Notifiant wéi och déi aner kompetent Verwaltungen, wann et Problemer mat enger Anlag gëtt.

Am järleche Rapport vun all Hiersteller vun engem Produkt, dat ënnert en REP-System (Responsabilité Élargie du Producteur) fält, muss fir all Entsuergungsfilière den effektive Recyclingstaux ugi ginn.

ad 5. Laut Artikel 16.1) a) vum Offallgesetz däerfen déi gemëschte Siidlungsoffäll net exportéiert ginn, mee mussen zu Lëtzebuerg selwer valoriséiert oder entsuergt ginn, ausser et besteet en Noutfall. Hei ass d'Transparenz also ganz einfach garantéiert.

Den Artikel 34 vum Offallgesetz schreift, wéi schonn ënnert dem zweete Punkt ernimmt, en Offallregëster vir fir déi Betriber, déi Offall asammelen an transportéieren, mat Offäll handelen, Offall behandelen, an och fir d'Offallproduzenten. An deem Regëster mussen all relevant Informatioune betreffend d'Offäll agedroe ginn (Quantitéiten, Typ vun Offall, wou se hierkommen, wou se higinn, wéi se behandelt ginn etc).

Déi selwecht Betriber hunn och nach d'Obligatioun, fir all Joer e Rapport annuel vum viregte Joer eranzeginn, deen d'Haaptinformatiounen aus dem Regëster iwwerhëlt. Op dësem Wee kann den Offall vum Produzent bis bei den Endentsuerger verfollegt ginn.

De grenziwwerschreidenden an deels och den nationalen Offalltransport ënnerleien zousätzlech der europäescher Legislatioun, déi eng Notifikatiounsprozedur virgesäit. Am Kader vun der Prozedur muss d'Behandlungs-/Verwäertungsanlag d'Receptioun vum Offall um Transportdokument bescheinegen, vun deem och déi zoustänneg bedeelegt Autoritéiten eng Kopie kréien.

ad 6. Ausser deenen uewe genannten éischter méi administrative Prozedure gesäit d'europäescht Reglement (1013/2006) och vir, dass reegelméisseg Kontrollen an de Betriber an op der Strooss duerchgefouert ginn (Artikel 50 Paragraf 2) op Basis vum engem Inspektiounsplang, dee vum Artikel 50 Paragraf 2bis) fir all d'Memberstaate virgeschriwwe gëtt.

Donieft schaffen d'Autoritéiten aus deene verschiddene Memberstaaten zesummen an organiséieren och gemeinsam Stroossekontrollen.

Am Betrib selwer muss de Regëster mat allen Informatioune betreffend de behandelten oder transportéierten Offall virleien an am Fall vun enger Kontroll den zoustännege Verwaltungen zur Verfügung gestallt ginn.

Op dem 14. Treffe vun de Parteien, dat am Kader vun der Baseler Konventioun iwwert d'Kontroll vu grenziwwerschreidenden Offalltransferte stattfënnt, hunn déi deelhuelend Parteien am Mee 2019 mat der Decisioun BC-14/12 Modifikatioune vu verschiddenen Annexe vun där Konventioun adoptéiert. Déi Modifikatioune betreffen ausschliisslech Plastik an Offäll, déi Plastik enthalen, a solle bewierken, dass den Export vu Plastik besser kontrolléiert gëtt an dass weltwäit ëmweltfrëndleche Recyclage vu Plastik ka stattfannen, ouni d'Émwelt ze belaaschten. Sou falen dann och elo verschidden Typpe vu Plastik ab Januar 2021 ënnert d'Notifikatiounsflicht, wat eng besser Iwwerwaachung vun deenen Offallstréim wäert erméiglechen.

Question 1398 (28.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**inondation dans un dépôt des archives nationales :**

Enn Juli 2019 ass et zu enger Iwwerschwemmung an engem vun den Depote vum Nationalarchiv komm. Elo, e puer Méint méi spéit, kann ee sécher scho méi iwwert de Schued, deen dobäi entstanen ass, gewuer ginn.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat woren d'Ursaachen, déi zu dësem Tëschefall gefouert hunn? Ass d'Responsabilitéit hei gekläert?

2. Wéi séier ass de Schued bemierkt ginn a wéi séier konnt agegraff ginn? Wat gouf ënnerholl, fir d'Dokumenter a Sécherheet ze bréngen?

3. Wéi eng Reparaturmoossname goufe geholl, a gëtt dee betraffenen Depot weider vun den Archive benotzt?

4. Wéi vill Schued huet dës Iwwerschwemmung un de Bestänn vum Nationalarchiv verursaacht?

5. Kënnen eventuell betraffen Dokumenter nach restauréiert ginn?

6. Hunn Dokumenter missen ewechgehäit ginn? Wa jo, wéi vill a wéi eng?

7. Wéi eng Léier zitt d'Regierung aus dësem Tëschefall, besonnesch wat d'Sécherheet vun den Archiven ugeet?

8. Wéini kritt d'Chamber e Gesetzesprojet iwwert de Bau vun engem neie Gebai fir den Nationalarchiv virgeluecht?

Réponse (28.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Ursaach vun der Iwwerschwemmung am Depot Saint Esprit vun den Nationalarchive vum 25. Juli 2019 ass op eng technesch Pann zréckzeféieren. D'Cogenerationszentral vun der Cité judiciaire gëtt vun engem Sous-traitant vun der Stad Lëtzebuerg, déi Locataire ass, exploitéiert. Wärend der Hëtztperiod, de 25. Juli 2019, huet den Exploitant vun dëser Cogenerationszentral Spëtzte gefuer, fir zousätzlech Energie ze produzéieren. D'Killwaasser, dat hei fir gebraucht gouf, ronn 80 m^3, gouf ofgelooss. Duerch en Defekt vum Ventil vum Ölabscheider konnt et net, wéi virgesinn, evakuéiert ginn. Well den Depot vum Nationalarchiv just provisoresch am Parkhaus ass, sinn och d'Kanalleitunge matenee verbonnen, soudatt d'Killwaasser iwwert dëse Wee an den Depot vum Nationalarchiv eropgedréckt huet.

De Magasinier vum Nationalarchiv huet de Schued um 12.10 Auer bemierkt an direkt sengem Responsabelen ugeruff, deen um 12.15 Auer op der Plaz war. Dee Moment sinn déi éischt Mesurë lancéiert ginn, déi et schlussendlech och erlaabt hunn, de Schued ze limitéieren.

Opgrond vun dësem Tëschefall goufen all d'Leitunge kontrolléiert a fräigemaach. Och den defekte Flotteur vum Ventil fir op den Ölabscheider gouf reparéiert. Am Depot Saint Esprit si ronn zéng lafend Kilometer Dokumenter stockéiert, déi net kënne kuerzfristeg ëmgelagert ginn. En attendant sinn déi néideg Mesurë geholl ginn, fir esou Tëschefäll an Zukunft ze evitéieren. Dës Weidere sinn déi Responsabel vum Nationalarchiv amgaang, den Depot ëmzeorganiséieren, soudatt déi ënnescht Tablette méi héich iwwert dem Bueden installéiert ginn.

Insgesamt si ronn 750 lafend Meter vun dësem Incident betraff, woubäi ënnerstrach gi muss, datt net all d'Dokumenter d'nämmlecht betraff waren. Déi séier an organiséiert Interventioun vun de Mataarbechter aus dem Nationalarchiv, ënnerstëtzt duerch de CGDIS an d'Equipp vum MNHA, huet dozou bäigedroen, datt de Schued net méi héich ausgefall ass.

Déi betraffen Dokumenter goufen, wéi et am Fall vun esou enger Noutsituatioun virgesinn ass, bei minus -23 °C déifgefruer. Dës Mesure ass erfuerderlech, fir eng Schimmelbildung ze evitéieren. Déi déifgefrueren Dokumenter kënne gefriergetrocknet (lyophilisation) ginn, duerno mussen déi betraffen Dokumenter, ofhängeg vum Grad vun der Verschmotzung, gebotzt an nei agepaakt ginn. Nom Ofschloss vun dësen zäit- a käschtenintensiven Aarbechte kënnen d'Dokumenter erëm ganz normal an d'Consultatioun goen. Aktuell sinn d'Mataarbechter vum Nationalarchiv amgaang, déi Restauréierungsaarbechten ze plangen, an hunn och scho Kontakt mat spezialiséierte Firmen aus dem Ausland opgeholl.

Trotz dësen Efforten hunn 140 ml Zeitungen, an 190 ml aus den Archive vun der Police grand-ducale mussen zerstéiert ginn. Bei den zerstéierten Zeitungen huet et sech ëm Exemplairë gehandelt, déi och nach an der BNL konservéiert ginn, respektiv mëttlerweil am Kader vum Projet eluxemburgensia numeriséiert goufen. Duerch dës Mesure konnt och evitéiert ginn, dass et zu enger Kontaminatioun vum ganzen Depot komm ass. Bei den Dokumenter vun der Police huet et sech ëm eng net accessibel Backup-Kopie gehandelt. Aus dësem Grond, a well de finanziellen Opwand, fir dës Liassen ze restauréieren, onverhältnesméisseg gewiescht wier, gouf zesumme mat de Responsabelen d'Decisioun geholl, dës Liassen ze schredderen.

Dësen Tëschefall verdäitlecht d'Noutwendegkeet vun engem neie Gebai fir d'Nationalarchiven, wat den haitegen Normen a Besoinen entsprécht. En deementspriechende Gesetzesprojet ass amgaang, finaliséiert ze ginn.

Question 1399 (28.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **santé sexuelle de l'homme :**

Op der Internetsäit vun der Weltgesondheetsorganisatioun (OMS) gëtt déi sexuell Gesondheet wéi follgt definéiert:

« La santé sexuelle fait partie intégrante de la santé, du bien-être et de la qualité de vie dans leur ensemble. C'est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en relation avec la sexualité, et non pas simplement l'absence de maladies, de dysfonctionnements ou d'infirmités. La santé sexuelle requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sûres, sans contrainte, discrimination et violence. Pour atteindre et maintenir un bon état de santé sexuelle, les droits sexuels de tous les individus doivent être respectés et protégés. »

International unerkannte Studien no ass all zweete Mann am Laf vu sengem Liewen eng Kéier vun Erektiounsstéierunge betraff. De Pourcentage u Männer, déi reegelméisseg vum Problem concernéiert sinn, läit - ënner anerem ofhängeg vum Alter - tëscht 5 a 15 %. D'Grënn fir dës erektill Stéierunge sinn diverser Natur. Handfest Erkrankungen, wéi zum Beispill kardiovaskulär Problemer, Diabetes oder Depressioune kënnen zu der genannter Pathologie féieren. Och Patienten, déi staark Medikamenter anhuelen, oder Mënschen, déi ënner Stress leiden oder staarke psychesche Belaaschtungen ausgesat sinn, kënne vun Erektiounsstéierunge betraff sinn.

D'„erektill Dysfunktioun" ass en Tabutheema. Leider bréngt se eng ganz Partie Leit an eng schwéier Situatioun. Fir vill Mënschen, déi gesondheetlech Problemer hunn, ass eng Erektiounsstéierung net nëmmen e weidert Symptom, et ass villméi een Accelerateur, deen déi bestoend Problemer nach zousätzlech verstäerkt. Oft fille sech déi Betraffe mat hirem Problem elenggelooss a se schumme sech driwwer ze schwätzen, sief et mat hirem Liewenspartner oder mat engem Dokter.

Aktuell gi Medikamenter zur Behandlung vun enger erektiller Dysfunktioun vun der Krankekeess net rembourséiert. En Titre de prise en charge ass eenzeg iwwer eng motivéiert Ordonnance vum Dokter an engem uschléissende Contrôle médical duerch en Dokter vun der Krankekeess méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Schneider virgesinn, Patienten a Patientinne mat de genannte Problemer verstäerkt ze ënnerstëtzen an d'Theema Erektiounsstéierunge méi ze thematiséieren, voire ze enttabuiséieren?

2. Firwat, Här Minister, ginn aktuell d'Medikamenter zur Behandlung vun enger erektiller Dysfunktioun net vun de Krankekeese rembourséiert? Ass virgesinn, d'Liste positive des médicaments unzepassen? Wann neen, firwat net? Wa jo, wéi en Taux de remboursement ass do virgesinn?

3. Ginn et Donnéeë säitens dem Ministère, déi konkreet Zuele liwwere kéinten, wéi vill Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg vum Problem betraff sinn?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. De Gesondheetsministère huet am Moment kee Programm, dee sech speziell un d'Patiente mat enger Erektiounsstéierung riicht.

Allerdéngs existéiert en nationalen Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der affektiver a sexueller Gesondheet (Plan d'action national « Promotion de la santé affective et sexuelle »), deen d'Definitioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun iwwerhëlt an d'Sexualitéit als en elementare Bestanddeel vun der Gesondheet an dem allgemenge Wuelbefanne gesäit.

Dësen Aktiounsplang gesäit vir, dass all Deeler vun der Bevëlkerung Accès kréien op eng Informatioun, Sensibilisatioun an Educatioun iwwer all Beräicher vun der mënschlecher Sexualitéit. Op dës Manéier ginn also déi verschidden Aspekter vun der Sexualitéit thematiséiert an enttabuiséiert.

Ausserdeem kann all Patient mat enger Erektiounsstéierung eng individuell Berodung an Hëllef bei sengem Dokter ufroen.

ad 2. Den Artikel 22 Paragraf 1 Alinea 4 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gesäit vir, datt déi Medikamenter, déi vun der Krankeversécherung rembourséiert ginn, op eng positiv Lëscht vun de Medikamenter gesat ginn. Fir iwwerhaapt op dës Lëscht ze kommen, musse se eng „autorisation de mise sur le marché" vum Gesondheetsministère hunn. Dës Lëscht gëtt och am Journal officiel vum Grand-Duché publizéiert.

D'Lëscht vun de Medikamenter gëtt duerch d'Statute vun der Gesondheetskeess erstallt, d'Direktioun vun der Santé, d'Divisioun vun den Apdikten a Medikamenter an de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet ëm hiren Avis gefrot. Déi final Decisioun, ob e Medikament op déi positiv Lëscht vun de Medikamenter gesat gëtt, gëtt vum President vun der Gesondheetskeess geholl op Basis vun engem Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet, dee sech him imposéiert. Dës Decisioun gëtt ëmmer geholl am Kader vun de Krittäre vun den Artikele 17 an 23[6] vum CSS.

Den Artikel 98 vun de Statute vun der Gesondheetskeess definéiert déi Kategorië vu Medikamenter, déi net rembourséiert gi vun der Krankeversécherung, also net op déi positiv Lëscht vun de Medikamenter geschriwwe ginn. Dës Medikamenter sinn opgelëscht an der Annex D, Lëscht 1 vun de Statute vun der Gesondheetskeess.

D'Medikamenter zu der Behandlung vun enger Erektiounsstéierung stinn op dëser Lëscht ënner dem Punkt G.02.01. Dëse Punkt gesäit vir, datt dës Medikamenter net rembourséiert ginn, well de Risiko ze héich ass, datt et immens vill Prescriptiounen herno ginn, déi net an den therapeuteschen Notze vun der „autorisatioun de mise sur le marché" falen. D'Käschte vun der

[6] Art. 23, 1 alinéa CSS : Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

Kontroll vun den Instanzen zu der Konformitéit zu de Prescriptioune wären immens héich.

ad 3. Dem Gesondheetsministère leie keng konkreet national Zuelen iwwer Prevalenz vun Erektiounsstéierunge vir.

An der Nomenclature vun den Doktere ginn et zwee Akten, déi kéinte mat enger Erektiounsstéierung a Verbindung bruecht ginn. Dat wär den Akt 5A68 „chirurgie de l'impuissance sexuelle avec ou sans prothèse - APCM" an eng Kéier den Akt 5A69 „plastie unilatérale pour stérilité sur l'épididyme et/ou le déférent - APCM".

Fir d'Joer 2017 gouf keng Demande bei der Gesondheetskeess eragereecht, fir d'Käschte fir ee vun deenen zwee Akten ze iwwerhuelen.

Question 1400 (28.10.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **résidus pharmaceutiques dans les cours d'eau :**

Aujourd'hui, plus de 3.000 substances pharmaceutiques sont autorisées en Union européenne. Bon nombre de ces substances ne se décomposent pas entièrement dans le corps et peuvent être introduites dans les sources d'eau par les eaux usées contenant les excréments de personnes les ayant absorbées, par l'élimination sauvage de produits pharmaceutiques (par exemple médicaments jetés dans les toilettes) et par les eaux de ruissellement d'origine agricole contenant des déjections animales. Ces produits constituent une préoccupation pour la santé publique car ils peuvent se retrouver dans l'eau potable.

Les stations d'épuration les plus performantes ne sont actuellement pas capables d'éliminer efficacement ces résidus. Au Luxembourg, la Sûre et l'Alzette seraient fortement contaminées, en particulier par les principes actifs comme le diclofénac (anti-inflammatoire), l'estrone (hormone) et plusieurs antibiotiques.

On ignore encore comment ces produits chimiques affectent l'écosystème en détail, mais il semblerait qu'ils ont une influence sur l'augmentation des taux de mortalité, le déclin des espèces, l'altération de l'ADN, le déséquilibre hormonal chez certains organismes, voire même la féminisation des organismes mâles.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) L'apport en résidus pharmaceutiques dans nos cours d'eau peut-il être quantifié quant à son origine ? Quelle est dès lors la proportion de résidus en provenance des hôpitaux et maisons de soins/CIPA, des élevages animaliers, des ménages privés et d'autres sources ? Quels sont les produits pharmaceutiques respectivement les métabolites les plus répandus dans les eaux luxembourgeoises ?

2) Quelles mesures mises en œuvre ou planifiées au cours des 20 dernières années avaient pour objectif la réduction de l'apport en résidus pharmaceutiques à la source respectivement le traitement local des eaux usées (milieu hospitalier, agricole, etc.) ? Quels sont les procédés qui ont été ou qui sont étudiés en la matière ? Est-il possible de présenter d'ores et déjà des conclusions et des résultats intermédiaires des différents projets ?

3) Existe-t-il une réglementation pour la construction de nouveaux hôpitaux, maisons de soins/CIPA en ce qui concerne la réduction de l'apport en médicaments ou autres micropolluants à la source respectivement le traitement local des eaux usées ? Qu'en est-il des eaux usées respectivement des eaux de ruissèlement des exploitations agricoles ?

4) Ces mesures sont-elles prévues pour les projets en construction ou en cours de planification? De quels projets s'agit-il ? Quelles sont les mesures prévues ?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il faut relativiser le constat d'une forte contamination de la Sûre et de l'Alzette, en particulier par les principes actifs comme le diclofénac (anti-inflammatoire), l'estrone (hormone) et plusieurs antibiotiques. Pour les substances mentionnées il n'existe à ce stade pas de normes de qualité environnementales réglementées. Les résultats du monitoring de la liste de vigilance soumise à surveillance à l'échelle de l'Union européenne dans le domaine de la politique de l'eau, conformément à la décision de la Commission européenne (décisions 2015/495 et 2018/840), montrent la présence de certaines de ces substances dans les cours d'eau mentionnés ci-dessus. Pourtant, une évaluation des concentrations ainsi qu'une quantification quant aux différentes origines des résidus pharmaceutiques n'est pas possible à ce stade vu les données restreintes disponibles. Par contre, on peut détecter un impact plus important sur l'Alzette que sur la Sûre, vu l'urbanisation plus importante dans le bassin versant de l'Alzette. Notons que les eaux usées issues des stations d'épuration sont la source principale pour l'émission des résidus pharmaceutiques utilisés dans la médecine humaine. Bien que les établissements de santé tels que les hôpitaux, maisons de soins et centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) peuvent être caractérisés comme des « points chauds » pour l'apport de résidus pharmaceutiques dans les eaux usées, l'impact des ménages reste primordial. Les ménages contribuent d'une part à cette charge par l'utilisation et l'excrétion des substances et d'autre part par une élimination non conforme des surplus via éviers et toilettes.

ad 2) Le Plan national antibiotiques (PNA) 2018-2022, élaboré conjointement par les Ministères de l'Agriculture et de la Santé, définit les mesures en vue d'une utilisation raisonnée des antibiotiques d'un point de vue qualitatif et quantitatif et ceci au niveau des soins prodigués en médecine humaine et en médecine vétérinaire suivant le principe « One Health ».

Même si le but principal de ces mesures poursuit une réduction des antibiorésistances pour l'homme et l'animal, elles entraînent également une réduction des résidus d'antibiotiques à éliminer.

Le Luxembourg a déjà coopéré avec le Luxembourg Institute of Science and Technologies (LIST) dans le cadre des projets européens Interreg Pills et NoPills, qui ont notamment examiné le traitement séparé des eaux usées chargées de résidus pharmaceutiques des établissements de santé et de soins sur le site du CHEM à Esch-sur-Alzette. Les rapports des deux projets sont consultables en ligne :

http://www.pills-project.eu/PILLS_summary_english.pdf

http://www.nopills.eu/conference/BS_NoPills_Final%20Report_long_EN.pdf

ad 3) Il n'existe pas de réglementation pour la construction des établissements de santé ni pour les exploitations agricoles concernant la réduction de l'apport de médicaments à la source. Dans le cadre du traitement des demandes d'autorisation selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les modalités sont fixées de façon à garantir une protection de l'eau. Ceci poursuit notamment le but d'éviter le lessivage des déjections animales vers les eaux de surface pour les constructions d'exploitations agricoles et pour garantir un futur traitement des eaux usées originaires des établissements de santé et de soins.

ad 4) Sur l'initiative du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en 2016, des réflexions communes avec le Ministère de la Santé ont été menées sur la problématique liée au rejet d'effluents hospitaliers contenant des résidus pharmaceutiques et sur les approches techniques envisageables pour limiter leurs apports dans le cycle urbain d'eau.

Compte tenu des enjeux à la fois environnementaux, sanitaires et économiques et dans l'ambition affichée des deux ministères de réduire l'empreinte écologique des hôpitaux, les nouvelles constructions hospitalières seront équipées avec un double réseau d'eaux usées. Ceci permettra dans un temps futur d'acheminer séparément ces eaux usées très chargées vers un traitement ciblé des résidus pharmaceutiques. Dans le futur, des technologies spécifiques visant à traiter et à gérer les rejets médicamenteux dans les effluents hospitaliers directement à la sortie des établissements pourraient être implémentées.

En prévision d'un système spécifique avancé de dépollution des eaux usées in situ, chaque projet de nouvelle construction hospitalière réservera une surface adéquate sur le terrain à bâtir permettant de raccorder et de traiter les eaux collectées en amont.

Question 1401 (28.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réparations de produits :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0411 vum 25. Februar 2019 wollt ech vun den Dammen an Häre Minister wëssen, wat hir Aschätzung betreffend Reparature vu Produiten ass. Ech hunn ënner anerem drop higewisen, datt am noen Ausland (Bulgarien, Schweeden, etc.) konkreet Mesuren ergraff goufen, déi d'Repréieren aktiv promouvéieren. Sief dëst duerch eng Baisse vun der TVA op den Aarbechten, duerch eng Verlängerung vun de legale Garantië beim Kaf vun engem Objet oder duerch d'Legiferéiere géint d'geplangten Obsoleszenz.

Als Äntwert op meng Fro vum 22. Mäerz 2019, zitéiert de Finanzminister Pierre Gramegna ee Paragraf aus dem Koalitiounsaccord, ouni weider Explikatiounen ze ginn.

Effektiv gesäit de Koalitiounsaccord eng ganz Rei Mesuren en faveur vun enger Reparatiounskultur an der Économie circulaire vir. Meng Fro vum 25. Februar sollt awer méi wäit gräifen, an ech wollt konkreet vun der Regierung wëssen, wéini déi entspriechend Mesurë genee ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Konsumenteschutz an Energie dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Minister, wéini ginn déi Mesuren, déi Dir am Koalitiounsaccord ugekënnegt hutt, ëmgesat?

2. Wéi stinn déi Dammen an Häre Minister zu follgende Mesuren:

- legiferéiere géint d'geplangten Obsoleszenz,
- Verlängerung vun der legaler Garantie op Produiten,
- enger Baisse vun der TVA op Reparatiounen,
- d'Promouvéiere vu Reparatiounen duerch steierlech Erliichterungen?

3. Ass d'Regierung sech der „First-Mover-Positioun" vun aneren europäesche Länner op dësem Gebitt bewosst? Wa jo, firwat leeft Lëtzebuerg an dëser Fro dem noen Ausland weiderhin hannendrun, wëssend, datt mir um Gebitt vun der Nohaltegkeet séier mussen agéieren?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Den honorabelen Deputéierte berifft sech op de Koalitiounsaccord, an deem d'Regierung sech d'Missioun gëtt, e superreduzéierten TVA-Taux vun 3 % op Reparaturaarbechten anzeféieren. Am Regierungsprogramm gëtt och de Stellewäert, deen der Économie circulaire bäigemooss gëtt, ënnerstrach.

Deen ugeschwate Steiersaz ass en Deel vun enger méi allgemenger Approche, genausou wéi de Prinzip vum „Prosumer", wou de Konsument gläichzäiteg och Produzent ass. D'Économie circulaire ass also e multidisziplinären Exercice, dee ministèreiwwergräifend ass an des Weideren en Effort vu jidderengem, also der gesamter Gesellschaft erfuerdert.

D'geplangte Steierreform wäert d'Geleeënheet bidden, fir déi steierlech Aspekter dovunner ze beliichten. An engem anere Kader wäerten déi aner vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Froen diskutéiert ginn. Dat Ganzt muss een als e kontinuéierleche Prozess gesinn, wou sech een Element zu deem anere bäifüügt. D'Directive (UE) 2019/771 du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens gesäit vir, datt d'Dauer vun der Konformitéitsgarantie weider zwee Joer bedréit. Des Weideren trëtt d'Beweislaascht vum Konsument net méi no sechs Méint an, mee réischt no engem Joer. Dëst bedeit, dat de Konsument am Laf vum éischte Joer net muss noweisen, datt de Konformitéitsfeeler scho beim Kaf bestanen huet an also net vun him verursaacht ginn ass. Dës Direktiv muss bis den 1. Juli 2021 ëmgesat ginn an trëtt den 1. Januar 2022 a Kraaft.

ad 2) Fir d'Reparatioun dauerhaft ze förderen, kënnen theoreetesch verschidde Mesuren ergraff ginn. Eng Benelux-Studie vu Juni 2018, un där den Ëmweltministère sech och bedeelegt huet, ënnersicht déi Krittären, déi wichteg sinn, fir datt Géigestänn a Geräter méi reparatiounsfäeg solle sinn an och tatsächlech kënne gefléckt ginn. Si kuckt d'Avantagen, mee och d'Nodeeler vun deene Krittären. Op dës Punkte muss opgepasst ginn, ier national Mesurë getraff ginn. Zum Beispill weist déi Studie drop hin, datt d'Verlängerung vun enger legaler Garantie en Afloss kann hunn op de Präis vum Géigestand. Déi geplangten Obsoleszenz ass wëssenschaftlech nach net genuch dokumentéiert; d'Europäesch Kommissioun huet e Projet am Kader vun Horizon 2020 iwwert dat Theema gestart: „PRemature Obsolescence Multi-Stakeholder Product Testing Program". Dëse Projet huet am Mee 2019 ugefaangen a leeft bis Enn Abrëll 2023. Am Kader vun der Ausschaffung vu Promotiounsmesurë fir d'Reparatioun, wäert de Ministère d'Resultater vun deenen Aarbechte verfollegen.

Et soll och ernimmt ginn, datt haut schonn am Règlement grand-ducal iwwert den Elektroschrott vum 30. Juli 2013 eng Informatiounsverflichtung fir d'Hiersteller drasteet. Si mussen technesch Informatioune fir d'Reparatioun an d'Weiderbenotzung vun hirem Apparat uginn an zur Verfügung stellen.

ad 3) Mir sinn eis bewosst, datt Frankräich eng spezifesch Legislatioun iwwer geplangten Obsoleszenz huet. Och aner Länner ginn op Basis vun der Legislatioun iwwer onlauter Geschäftspraktike géint déi Praktike vir. Et muss ee sech trotzdeem och bewosst sinn, datt déi quasi Totalitéit vun de Produiten, déi zu Lëtzebuerg verkaf ginn - an dat gëllt ganz besonnesch fir déi elektresch Apparater -, importéiert gëtt. Dofir mécht et Sënn, datt, wat d'Legiferéieren am Kontext vun der geplangter Obsoleszenz ugeet, dëst an engem europäesche Kontext geschitt.

Onofhängeg dovu lafen zu Lëtzebuerg um prakteschen Niveau am Moment schonn eng ganz Rei vun interessante Projeten, déi zur Promotioun vun der Reparatioun a vun der Liewensverlängerung vu Géigestänn bäidroen. Dës Projeten interesséieren och aner europäesch Länner, well et dat net ëmmer esou bei hinne gëtt:

- D'Service-Centeren, déi aktuell vun der Ecotrel an dräi Recyclingsparke getest ginn. Zil vun dëse Service-Centeren ass et, datt d'Leit elektresch Apparater zeréckbrénge kënnen, déi eventuell nach kënne benotzt ginn. Si ginn op enger bestëmmter Plaz ugeholl, ginn dann do ënnersicht, fir erauszefannen, ob se erëm kënne benotzt ginn an ob se eventuell musse virdrun nach gefléckt oder gebotzt ginn. Wa se nees gebrauchsfäeg sinn, gi se iwwer sozial Gesellschaften nees verkaf. No éischten Erfarunge stellt sech eraus, datt ronn 70 % vun den Apparater, déi esou ofgi ginn, nees kënne weider benotzt ginn.

- De nationalen Internetsite www.flecken-aleinen.lu ass eng Plattform, wou Betriber ugewise ginn, déi entweeder Saache flécken oder se ausléinen. Aktuell sinn eng knapp 100 Betriber iwwert d'Land verdeelt op dësem Site present.

- D'Aktioun Clever akafe vun der SuperDrecksKëscht, déi mat Kategorië wéi „opluedbar Batterien an Accessoiren" a „laanglieweg an energiespuerend Beliichtung" d'Leit an hirem Alldag dozou motivéiert, méi nohalteg an dauerhaft Géigestänn ze kafen.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Donieft sief och dorop higewisen, datt vill lëtzebuergesch Gemenge reegelméisseg Repair-Caféë fir hir Awunner organiséieren.

Question 1402 (29.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **colonies de mouflons :**

An engem Artikel vum „Luxemburger Wort" vum 5. Oktober 2019 geet rieds iwwer eng Muffelkolonie, déi sech an der Géigend vun Iechternach ophält. Dës Déiere goufen an de 70er Joren ausgesat an hunn et fäerdegbruecht bis haut ze iwwerliewen. Och an der Gemeng Parc Housen, am Norde vum Land, ginn et Muffelen, déi héchstwarscheinlech nach aus dem alen „Wëldpark" vun House kommen, dee seng Diere säit laanger Zäit zougemaach huet. Muffele sinn ongeféierlech a stelle keng Gefor fir de Mënsch duer.

Dem Artikel aus dem „Luxemburger Wort" ass ze enthuelen, datt d'Muffelen allerdéngs fir een net onweesentleche Wëldschued an de Bëscher ronderëm Iechternach solle responsabel gemaach ginn. D'Muffele sollen erschoss ginn, an dat méiglechst séier. De Buergermeeschter vun Iechternach schätzt de Schued, deen duerch d'Muffelen entsteet, op ronn 100.000 Euro. Hie gesäit se als „invasiv Aart", déi - Zitat - „fort muss". D'Diskussioun ass mëttlerweil esou wäit opgehëtzt, datt d'Gemeng eng - Zitat - „systematische behördliche Jagd" ugefrot huet. Wann et no der Gemeng Iechternach geet, sollen d'Arméi an d'Police duerch d'Gebitt vun de Muffelen zéien a se all doutmaachen. Bis ewell feelt dofir awer eng Ënnerschrëft vun der Ëmweltministesch.

Een Artikel aus dem „Trierischer Volksfreund" vum 24. Oktober beschreift d'Situatioun eng Grëtz méi differenzéiert. Am Artikel kënnt den Eifeler Kreisjagdmeister zu Wuert. Hie gesäit d'Situatioun anescht. Him ass net bekannt, datt Muffele géifen esou ee grousse Schued uriichten an hie kritiséiert an deem Kontext d'Fuerderung no engem systemateschen Ofschoss. Laut dem Kreisjagdmeister géif eng Ofschossaktioun „de Steierzueler Dausende vun Euro kaschten an héchstwarscheinlech keen Effet hunn".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi vill Gebidder ginn et aktuell zu Lëtzebuerg, wou Muffele liewen, an wéi gedenkt Dir, dës Déieren an Zukunft virum Ausrotten ze beschützen?

2. Falls Dir effektiv géift wëlle géint dës Muffelkolonië virgoen, sinn dann och aner Kolonien, wéi zum Beispill déi am Parc Housen, betraff?

3. Madamm Ministesch, wäert Dir d'Muffelen aus der Iechternacher Géigend fir den Ofschoss fräiginn? Wa jo, kënnt Dir lech sécher sinn, datt d'Argumenter dofir fondéiert sinn?

4. Madamm Ministesch, sinn déi vum Iechternacher Buergermeeschter genannte Chifferen (100.000 Euro Schued) exakt? Wéi kommen d'Gemengevertrieder, Ärer Meenung no, op dës Zuelen? Rechtfertegen dës Zuelen een Ausrotte vun enger Aart, déi keng Gefor fir de Mënsch duerstellt?

5. Kënnt Dir, Madamm Ministesch, confirméieren, wat den Här Kreisjagdmeister aus der Eifel seet? Wat géif eng systematesch Juegd op d'Muffelen duerch d'Police an d'Arméi de Steierzueler kaschten?

6. Madamm Ministesch, fannt Dir eng Aktioun vun der Police an der Arméi an deem Kontext net e wéineg demesuréiert? Steet d'Madamm Ministesch der Iddi vun enger „chasse administrative" favorabel géigeniwwer?

Réponse (16.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Aktuell ginn et zu Lëtzebuerg dräi Verbreedungsgebidder vum Muffel: am Ourdall, am nërdlechen Uewersauergebitt an an der Géigend vun Iechternach. Ech verweisen an deem Kontext op de Bulletin technique vun der Naturverwaltung (ANF) a Saache Wëlldéieremanagement a Juegd, deen um Site www.emwelt.lu ze fannen ass a wou een déi geografesch Verbreedung vum Ofschoss an domadder och vun de Bestänn ka gesinn.

Beim Muffel handelt et sech ëm eng net eenheemesch Aart, déi europawäit zu den 100 schlëmmsten invasiven Aarte gezielt gëtt, wat den negativen ökologeschen a sozioökonomeschen Afloss betrëfft (Wolfgang Nentwig, Sven Bacher, Sabrina Kumschick, Petr Pyšek, Montserrat Vilà (2018) More than „100 worst" alien species in Europe. Biological Invasions 20: 1611). Dofir besteet keng Grondlag, dës Aart hei zu Lëtzebuerg laangfristeg ze erhale respektiv ze schützen.

ad 2) Aktuell sinn op deenen anere Plazen am Land keng esou grouss Schied duerch de Muffel ze verzeechne wéi zu Iechternach, soudatt den Ablack hei keng aner Mesurë geplangt sinn.

ad 3) Den Ofschoss vum Muffel ass am Kader vun der Juegd quasi dat ganzt Joer iwwer erlaabt, mat Ausnam vun der genereller Bëschrou am Fréijoer.

ad 4) D'ANF huet an engem Rapport vu Januar 2018 festgestallt, dass de Schiel- a Verbëssschued am Gemengebësch vun Iechternach sech op 31.814,77 Euro beleeft. Well net an d'Populatioun vun de Muffelen agegraff gouf, huet de Schued um Bësch weider zougeholl. Bis an den Hierscht 2019 ass kontinuéierlech neie Schued festgestallt ginn, deen awer net chiffréiert gouf.

Duerch déi massiv Schiel- a virun allem de Verbëssschied gëtt d'Verjüngung vum Bësch, vun deem och d'Allgemengheet profitéiert, ënnerbrach. Zousätzlech kënnen déi natierlech Bamaarte sech net méi installéieren. Dëst huet virun allem ökologesch Impakter op déi ganz Bëschbiodiversitéit. Ze rappeléieren ass, dass d'Bëscher ëm Iechternach zur Natura 2000-Zon „Herborn - Bois de Herborn / Echternach - Haard" (LU0001016) gehéieren. D'Ziler vum Gestiounsplang vun der Zon sinn ënner anerem d'Erhale vum Dauerwald an d'Regeneratioun vun den Eechebëscher. D'Mesure 96 vum Gestiounsplang gesäit vir: „Élaboration d'une solution administrative pour l'élimination définitive des mouflons (Mompach, Haardt, Hierberbësch)".

ad 5) Nee, ech kann d'Aussoe vum Här Kreisjagdmeister net confirméieren. Och ass et net virgesinn, d'Police oder d'Arméi ze implizéieren, mee exklusiv d'ANF. Heifir falen och keng Käschte fir de Steierzueler un, mee ginn, esou wéi d'Juegdgesetz et an dësem Fall virgesäit, vum Juegdpiechter iwwerholl (Art. 57 vum Juegdgesetz: « […] Les frais occasionnés par les chasses administratives sont à charge : du locataire de la chasse lorsqu'il s'agit de fonds chassables loués […]). »

ad 6) Vu datt de Schued duerch dës lokal Muffelpopulatioun immens héich ass an d'ökologesch Impakter och op Dauer net ze vertriede sinn, ass d'Organisatioun vun enger administrativer Juegd laut Juegdgesetz ubruecht. Dës ass am Artikel 55 vum Juegdgesetz virgesinn: « Le ministre peut ordonner l'organisation de chasses administratives dans un intérêt général, soit à la demande écrite et motivée de tout intéressé, soit de sa propre initiative, sur tous les fonds, même sur ceux où l'exercice du droit de chasse est interdit, suspendu ou limité et ce dans les conditions suivantes : en cas de trop forte concentration de gibier causant ou risquant de causer des dommages excessifs ; […]. »

An dësem Fall kënnt d'Demande scho säit Joren op, ënner anerem vun der Gemeng. Leider ass awer alles, wat, och op Drock vun den Autoritéiten, vun de Jeeër selwer ënnerholl ginn ass, net duergaangen, fir d'Muffelpopulatioun ze reduzéieren. Déi héich Konzentratioun u Muffelen an de Schued, dee se an dësem Gebitt un de Bëscher uriichten, berechtegen d'Organisatioun vun enger administrativer Juegd.

D'Police oder d'Arméi sinn, wéi gesot, net implizéiert.

Question 1403 (29.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **viande de gibier :**

An der Hierschtsaison bidde vill gastronomesch Betriber Wëldfleesch un, wat zu Lëtzebuerg geschoss a verschafft gouf. Dëst Fleesch däerf fir de Commerce a fir d'Produktioun vun Iesswuere benotzt ginn.

D'Juegdgesetz reegelt an dem Kontext den Ëmgang mat Déieren, déi geschoss goufen. Dat geschossent Déier muss virum Ofliwweren an d'Schluechthaus ausgeholl a markéiert ginn. D'Kontroll vum Fleesch gëtt am Schluechthaus duerchgefouert. Wat d'Killketten an d'Hygiènesmesurë betrëfft, do bleift d'Gesetz flou.

An eisen Nopeschlänner bemängelen Déiereschutzorganisatiounen dofir d'Consommatioun vun dësem Fleesch. De Konsum wär bedenklech wéinst mangelhafter Hygiène, Kontrollen an deelweis Belaaschtung duerch Toxinnen, resistente Keimen a Schwéiermetaller.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, der Madamm Minister fir Konsumenteschutz an dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zäit däerf tëscht dem Ofschoss vum Déier an deem am Gesetz virgesinne Schluechte vergoen? Anescht gefrot, wéi laang däerf en Déier nom Ofschoss ongekillt leie bleiwen? Kann de Landwirtschaftsminister versécheren, dass dës Delaien ëmmer agehale ginn?

2. Wéi eng staatlech onofhängeg Instanze kontrolléieren de Commerce vum Wëldfleesch? Wie kontrolléiert d'Anhale vun der Killketten? Wéi oft sinn dës Instanze bei de Juegten an de Schluechthaiser present, fir d'hygienesch Kontrolle vum Wëld duerchzeféieren?

3. Ass de Landwirtschaftsminister der Meenung, dass de Konsum vu Wëldfleesch onbedenklech ass? Kann de Minister an deem Zesummenhang eng Belaaschtung vum Fleesch duerch Bläi, Dioxinnen, resistent Bakterien a Cäsium ausschléissen?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) D'Hygiènekonditiounen, déi sech op d'Wëldfleesch bezéien, sinn an der europäescher Liewensmëttellegislatioun festgehalen.

Dës Legislatioun definéiert de Jeeër als en Operateur vun de Liewensmëttelketten, an hien huet als solchen d'Responsabilitéit, d'Konditioune vun der Liewensmëttelsécherheet fir d'Wëldfleesch, wat an den Handel geet respektiv op der Juegd verdeelt gëtt, ze respektéieren.

De Jeeër muss och dofir eng speziell Formatioun maachen, déi an der Legislatioun virgesinn ass. Dës Legislatioun gesäit awer keng fix Delaie vir, wéini dass dat geschossent Wëld muss gekillt ginn.

Dëst hänkt vun enger Rei vu Facteuren of, mee de Jeeër huet am Sënn vun der Liewensmëttelsécherheet all Interêt, d'Wëld, nodeems et opgebrach gouf, esou séier wéi méiglech ze killen; duerfir stinn op enger Partie Juegte Killcamione respektiv Unhänger prett, fir d'Carcasse vum Wëld ze killen.

ad 2) All d'Carcassen, déi an déi sougenannten „ateliers de traitement de gibier" vun de Jeeër geliwwert ginn, gi vun den Inspektere vun der Veterinärsinspektioun kontrolléiert, ier se als genusstauglich gestempelt ginn an dann an de Commerce kommen. Bei de Wëllschwäi ginn och nach Prouwe geholl, fir d'Analysen op Trichinen ze maachen.

ad 3) Wat d'Réckstänn vu cheemesche Substanze betrëfft, ginn all Joer eng Rei vun Analysen am Kader vun engem Kontrollplang, dee vun enger europäescher Direktiv virgeschriwwen ass, gemaach. D'Zuel vun den Analysen an d'Substanzen, déi ënnersicht ginn, kann een am Rapport annuell vun der Veterinärsinspektioun noliesen.

An den Analyse vun de leschte Jore gouf keng signifikativ Konzentratioun vu Réckstänn am Wëldfleesch detektéiert.

Dëse selwechte Constat betrëfft d'Analysen op Cäsium, déi vun der Radioprotektioun duerchgefouert ginn. Deemno kann ee festhalen, an dëst och nach op Basis vun anere Krittären, dass d'Wëldfleesch en natierlecht a gesond Liewensmëttel duerstellt.

An deem Zesummenhang kann een och nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Afrikanesch Schwéngspescht kee Risiko fir d'ëffentlech Gesondheet, souguer wat de Konsum vun eventuell kontaminéiertem Wëldschwéngefleesch betrëfft, duerstellt.

Och sief nach eemol drun erënnert, dass Lëtzebuerg nach ëmmer fräi ass vun der Afrikanescher Schwéngspescht.

Question 1404 (29.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique :**

Monsieur le Ministre de la Fonction publique vient de présenter les chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique de l'État pour les années 2016 à 2018.

De ces chiffres, il ressort que le nombre des employés augmente nettement plus rapidement que celui des fonctionnaires. Alors que le nombre des fonctionnaires connaît une croissance de 17.018 à 17.675 agents (plus 3,86 %), celui des employés augmente de 6.654 à 7.643 (plus 14,86 %).

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelle en est la raison et quels sont les secteurs qui recourent le plus au statut de l'employé.

Réponse (02.12.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

L'effectif des employés s'est effectivement développé plus rapidement que celui des fonctionnaires entre 2016 et 2018.

Avant la réforme de l'examen-concours en 2018, des difficultés existaient à plusieurs niveaux afin de pouvoir recruter des fonctionnaires, dont la lourdeur et la durée de la procédure de recrutement pouvaient s'étaler sur six mois. Les épreuves générales des examens connaissaient par ailleurs un taux d'échec très élevé. En plus, les critères de sélection pour les métiers fortement recherchés et en pénurie, c'est-à-dire des métiers dans des domaines tels que des technologies de l'information, de l'ingénierie ou de la santé ne ciblaient pas assez spécifiquement les compétences pour les métiers recherchés.

Partant, afin d'éviter ces contraintes, les administrations ont souvent été amenées à recourir au recrutement d'employés ce qui a conduit entre autres à cette augmentation plus rapide que pour les fonctionnaires.

Suite à la réforme précitée, l'épreuve générale a été entièrement revue et se base maintenant sur des tests de compétences comportementales clé permettant un traitement équitable de tous les métiers. Par ailleurs, la durée de la procédure de recrutement elle-même a pu être réduite de manière conséquente à moins de six semaines.

Il y a lieu de noter que depuis la mise en œuvre de la réforme, une progression à nouveau plus rapide des fonctionnaires par rapport aux employés a pu être constatée.

Question 1405 (29.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **médicaments antidouleur :**

Weltwäit huet d'Consommatioun vu Medikamenter géint d'Péng/Schmerzmëttel (Opioid-Analgetika) an de leschten 20 Joer drastesch zougeholl, an eng ëmmer méi grouss Unzuel vu Leit geroden an d'Ofhängegkeet vun dëse Medikamenter. Opioid-Analgetika gehéieren zu deen am heefegst verkaafte Medikamenter, wouvunner ganz vill ouni Ordonnance an den Apdikte verkaaft ginn.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un den Här Gesondheetsminister stellen:

- Ginn et an dësem Kontext Statistiken fir Lëtzebuerg?

- Wei vill Fraen a Männer kréien hei zu Lëtzebuerg opioidhalteg Schmerzmëttel verschriwwen?

- Gëtt et och hei zu Lëtzebuerg eng steigend Tendenz u Consommatioun respektiv Verschreiwung vu Schmerzmëttel?

- Wei vill Leit geroden an eng Ofhängegkeet? Sinn dovunner och scho Kanner a Jugendlecher betraff?

- Ginn et Statistiken, wat d'Unzuel vun de Stierffäll duerch dës Medikamenter ubelaangt?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Ministere verweisen op hir ausféierlech Äntwert op d'Fro N° 0996 vum honorabelen Deputéierte Marc Hansen.

Question 1406 (29.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**aide au développement au Burkina Faso :**

Zënter 20 Joer huet Lëtzebuerg elo eng institutionaliséiert Entwécklungszesummenaarbecht mam Burkina Faso.

Leider ass et esou, datt a leschter Zäit verstäerkt Chrëschten Zilscheif vun terroristeschen Attacke besonnesch am Norde vum Burkina Faso ginn. Chrëschte gi geziilt ëmbruecht, dorënner och e Paschtouer, dee grad dobäi war, eng Mass ze halen, anerer gi verdriwwen. Glafwierdeg Quelle schwätze vun aktuell bis zu 135.000 verdriwwene Chrëschten an enger laanger Serie vun Attentater géint lokal Membere vum Klerus. D'Autoritéite vum Staat schéngen un deenen Tëschefäll awer net besonnesch interesséiert ze sinn oder net capabel ze sinn, sech der islamescher Gewalt ze widdersetzen.

Hannert deene Gewaltaktiounen, déi dacks vu Membere vu lokale muslimesche Populatioune gemaach ginn, schéngen awer international aktiv islamistesch Terrororganisatiounen ze stiechen.

An deem Kontext wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Situatioun vun de Chrëschten am Burkina Faso, besonnesch am Norde vun dem Land?

2. Gesäit d'Regierung e méiglechen Afloss vun islamisteschen, terroristesche Gruppéierungen an där Regioun? Wa jo, wéi hu sech esou Organisatiounen a Westafrika an deene leschte Joren entwéckelt?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Verhale vun der Regierung vum Burkina Faso an dëser Problematik, besonnesch am Hibléck op de Schutz vun de Chrëschten?

4. Wat mécht déi lëtzebuergesch Regierung spezifesch fir de Schutz vun de Chrëschten am Burkina Faso?

5. Wéi eng lëtzebuergesch Organisatiounen (och Netregierungsorganisatiounen, NRO) sinn am Norde vum Burkina Faso present a wéi beurteelt d'Regierung hir Sécherheetssituatioun? Wat mécht déi Lëtzebuerger Regierung fir de Schutz vun de Mataarbechter vu Lëtzebuerger NROen am Burkina Faso?

6. Wéi eng Inzidenzen huet déi Gewalt géint Chrëschten am Burkina Faso op d'Entwécklungszesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an dem Burkina Faso?

Réponse commune (27.11.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Déi Lëtzebuerger Regierung betruecht d'Situatioun vun der gesamter Zivillbevëlkerung am Burkina Faso mat Onrou an dozou gehéiert selbstverständlech och déi chrëschtlech Bevëlkerung. D'Zuel vun den intern Deplacéierten, vun deenen et der offiziell op d'mannst 486.000 gëtt, a vun den Doudesaffer vun alle Konfessiounen hélt zou.

ad 2. D'Aktivitéite vu bewaffneten terroristesche Gruppéierungen hunn um ganzen Territoire am Burkina Faso zougeholl. Den Närbuedem dofir sinn d'Aarmut, d'Schwaachstelle vun der Gouvernance, d'Impunitéit, déi verschidden Traficken (Drogen- a Waffenhandel, Mënschenhandel) an d'Konsequenze vum Klimawandel op den Zougang zu Ressourcen.

ad 3. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Regierung vum Burkina Faso, engem Partnerland vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht, am Kampf géint den Extremismus, den Terrorismus an den Haass, genee wei an der Verdeedegung vun eise gemeinsame Wäerter vu Fridden a Gerechtegkeet.

ad 4. Lëtzebuerg ënnerstëtzt déi gesamt Bevëlkerung am Burkina Faso an domat och d'Chrëschten, déi do liewen. Eng Äntwert op esou ee komplexe Problem wéi den Terrorismus ka just global a ganzheetlech sinn a mir applizéieren do eis bewäert Approche vun den „3D", wou d'Mëttel vun der Diplomatie, vum Developpement a vun der Defense komplementar agesat ginn.

ad 5. Lëtzebuerg hélt d'Sécherheetssituatioun vun allen ONGen um ganzen Territoire vum Burkina Faso eescht. Lëtzebuerg huet an dem Sënn den Austausch mat den ONGen iwwert d'Sécherheetslag intensivéiert an hinnen och Sensibilisatiounen iwwert dat humanitäert Vëlkerrecht offréiert. 16 ONGe sinn den Ament op der Plaz aktiv:

- Action Solidarité Tiers Monde
- Association pour la promotion des Îles de Paix
- Croix-Rouge luxembourgeoise
- ECPAT Luxembourg
- Fondation Chrétiens pour le Sahel
- Fondation Dr. Elvire Engel
- Fondation Follereau Luxembourg
- Frères des Hommes
- Hand an Hand - Kanner, Elteren, Drëtt Welt
- Handicap International Luxembourg
- Le Soleil dans la main
- Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren
- Pharmaciens sans Frontières
- Solidaresch Aktioun Echternach
- SOS Faim
- SOS Sahel

ad 6. Lëtzebuerg wäert weiderhin eng global an inklusiv Entwécklungszesummenaarbecht am Burkina Faso féieren, fir zur Stabiliséierung vum Land bäizedroen. Eise laangjäregen Engagement am Burkina Faso weist, dass Lëtzebuerg e Partner ass, op dee Verlooss ass, och wann d'Sécherheetslag den Asaz méi schwéier mécht.

Question 1407 (29.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **avocats inscrits au Barreau de Luxembourg :**

Le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg a récemment précisé dans une interview sur les ondes de RTL Radio qu'environ 3.000 avocats sont actuellement inscrits au Barreau de Luxembourg et que le nombre augmente chaque année de 300 avocats. Parmi ces nouveaux avocats la majorité est de nationalité étrangère sans une bonne connaissance de la langue luxembourgeoise voire sans aucune connaissance.

La connaissance et la maîtrise de la langue luxembourgeoise est cependant essentielle notamment en matière pénale où l'avocat doit impérativement comprendre le luxembourgeois si un témoin s'exprime dans cette langue à l'audience. Idem pour des affaires civiles compliquées où il faut un dialogue approfondi avec le client pour préparer le dossier respectivement pour toutes autres affaires qui nécessitent des procédures orales. Or, un avocat qui ne maîtrise pas la langue luxembourgeoise peut accepter un dossier même si le mandant ne sait s'exprimer clairement dans une autre langue qui est la sienne. Le client a cependant le droit de s'exprimer dans une langue qu'il comprend et qu'il maîtrise au lieu de s'exprimer mal dans une langue qui n'est pas la sienne. La question qui se pose est celle de savoir si les avocats qui plaident dans des affaires pénales et civiles ne devraient pas disposer d'une connaissance de la langue luxembourgeoise.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à la problématique susmentionnée ?

- Madame la Ministre partage-t-elle la position qu'un avocat qui plaide en matière pénale et civile devrait impérativement disposer d'une connaissance de la langue luxembourgeoise ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de revoir les critères linguistiques pour les avocats traitant des dossiers en matière de droit pénal et civil ?

- Quelles sont les mesures législatives et autres que Madame la Ministre envisage de prendre pour réagir par rapport à la problématique en question ?

Réponse (20.11.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

À titre liminaire, il y a lieu de rappeler le contenu des textes légaux en ce qui concerne les conditions de maîtrise des langues pour la profession d'avocat.

- L'article 6 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat prévoit ce qui suit :

« (1) Pour être inscrit au tableau comme avocat exerçant à titre individuel, il faut :

[…]

d) (L. 13 juin 2013) maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues sans préjudice de l'article 31-1. Le niveau de compétences à atteindre pour les langues luxembourgeoise et allemande est celui du niveau B2 du cadre européen commun de référence pour la compréhension orale et du niveau B1 pour l'expression orale et pour la langue allemande le niveau B2 pour la compréhension écrite. Pour la langue française le niveau B2 du même cadre est exigé tant pour la compréhension que pour l'expression écrite et orale.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les avocats européens visés à l'article 10 de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise ainsi que les avocats visés par la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013, au moment de leur admission à la liste I du tableau d'un Ordre des avocats doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la mesure où ils limitent leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des autres langues au sens de la loi du 24 février 1984. Le niveau de connaissances des langues exigé est celui indiqué à l'alinéa qui précède. »

- L'article 31-1 de cette même loi prévoit que « Les avocats inscrits à titre individuel doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que toute autre langue nécessaire à l'exercice de leurs activités professionnelles, sans préjudice de l'article 6. (1) d).

Les avocats inscrits à la liste II doivent en outre maîtriser les langues administratives et judiciaires du Grand-Duché de Luxembourg nécessaires pour l'accomplissement de leurs obligations résultant du stage judiciaire. »

- Le règlement intérieur de l'Ordre des avocats prévoit en plus à l'article 2.4.4.1. que : « L'avocat ne doit pas se charger d'une affaire s'il sait ou devrait savoir qu'il n'a pas les compétences, y compris les connaissances linguistiques, nécessaires pour la traiter, à moins de coopérer avec un avocat ayant ces compétences. »

Les avocats inscrits à un des barreaux au Luxembourg qui ont suivi la formation professionnelle initiale au Luxembourg, ne sont admis à la liste 2 seulement après avoir produit des certificats prouvant le niveau de langues exigés par l'article 6 cité ci-dessus, y compris celui sur la maîtrise de la langue luxembourgeoise.

Les avocats inscrits à la liste 4 en vertu de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise doivent maîtriser la langue de la législation lors de leur passage à la liste 1, de même que les avocats ayant reçu une reconnaissance de leurs qualifications professionnelles en vertu de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013. En contrepartie, ces avocats doivent limiter leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des autres langues (article 6, paragraphe 1er, point d), dernier alinéa).

L'article 31-1 de la loi sur la profession d'avocat élargit la limitation des activités professionnelles à la maîtrise des langues nécessaires pour le traitement adéquat du dossier à tous les avocats inscrits à un des barreaux au Luxembourg.

Le règlement intérieur de l'Ordre des avocats (article 2.4.4.1) réitère cette limitation et il en résulte que l'avocat, qui ne la respecte pas et accepte un dossier pour lequel il ne dispose pas des compétences linguistiques appropriées, se soumet à des poursuites disciplinaires à prononcer par le Conseil de l'Ordre.

Le cadre légal est donc clair et sans équivoque, aucun avocat n'est autorisé à accepter un dossier pour lequel il ne dispose pas des compétences linguistiques nécessaires et adéquates.

Question 1409 (30.10.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**excès de vitesse sur la route nationale entre Fouhren et Bettel :**

Des citoyens avertis ont rendu mon attention sur des excès de vitesse qu'ils constatent souvent sur la route nationale entre Fouhren et Bettel (N17B) dans le canton de Vianden. En effet, certains automobilistes et motards s'y adonnent à des manœuvres très dangereuses, surtout dans les virages et les tronçons droits à l'entrée des villages concernés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'accidents qui ont eu lieu sur ce tronçon de route depuis l'an 2014 ?

2) Est-ce que la Police grand-ducale y effectue des contrôles dans des intervalles réguliers afin d'inciter les fous du volant à respecter les vitesses prescrites ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la Police grand-ducale y a déjà installé un radar mobile ? Dans l'affirmative, combien de contraventions ont été constatées durant la ou les périodes de contrôle ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Le tableau suivant reprend tous les accidents survenus sur la route nationale N17B entre Fouhren et Bettel entre le 1er janvier 2014 et le 31 octobre 2019 où la Police grand-ducale a dressé procès-verbal.

Durant cette période, uniquement deux accidents impliquant des motocyclistes se sont produits.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Des contrôles de circulation sporadiques sont effectués sur la N17B à l'instar des tronçons de routes similaires. Depuis le 1er janvier 2019, une dizaine de contrôles ont été effectués sur la N17B.

ad 3) 82 avertissements taxés en relation avec des excès de vitesse ont été émis entre le 1er janvier 2014 et le 31 octobre 2019 sur la N17B. 26 de ces contraventions ont été constatées à l'aide d'un radar mobile.

Question 1410 (30.10.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fourniture d'énergie électrique :**

Zu Lëtzebuerg ginn et verschidden Ubidder vu Stroum. Laut mengen Informatiounen däerfe Verschiddener vun deenen Ubidder kee Stroum zu Lëtzebuerg akafen, hei gesäit et esou aus, ewéi wann d'Enovos deen Eenzegen ass, deen dat däerf. Wat de Reseau vun der Stroumverdeelung ugeet, do huet jo am Prinzip d'Creos de Monopol, wat jo, am Fall, wou déi genannten Informatioune stëmmen, géint de System vum fräie Maart ass.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Sinn déi uewe genannten Informatioune korrekt?

2. Wa jo, firwat däerfe verschidde Stroumubidder zu Lëtzebuerg kee Stroum hei am Land akafen? Op wéi eng gesetzlech Dispositioune berifft sech dës Reegelung?

3. Duerch wéi eng gesetzlech Dispositiounen ass et ze rechtfäerdegen, datt d'Creos de Monopol um Reseau vun der Stroumverdeelung huet?

Réponse (03.12.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Lëtzebuerg huet keen eegene Stroummarché, mee ass als Deel vun der däitscher Marchészon domat och an den europäesche Stroummarché integréiert. Jiddweree vun deenen am Moment 22 zu Lëtzebuerg zougeloossenen Ubidder („fournisseur") däerf säi Stroum bei engem virgelagerten Ubidder („fournisseur de gros") oder iwwer en direkte Stroumliwwervertrag mat engem (Lëtzebuerger oder auslänneschen) Stroumproduzent oder awer op enger Stroumbourse am Ausland akafen.

ad 2. + 3. Zu Lëtzebuerg gëtt et am Ganze fënnef Stroumnetzbedreiwer um Verdeelerniveau. Dat sinn nieft der Creos och nach Ville de Diekirch, Electris par Hoffmann Frères SARL et Cie SECS, Ville d'Ettelbruck a Sudstroum SARL & Co SECS. Dës sougenannte Gestionnaires de réseau de distribution hunn alleguer e fest zougedeeltent Gebidd, dat iwwer eng staatlech Konzessioun definéiert ass an op deem si de Monopol, wat d'Bedreiwe vum Stroumnetz ugeet, hunn. Dës natierlech Monopoler si streng am Stroumgesetz vum 1. August 2007 gereegelt a gi vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) iwwerwaacht. Hei schwätzt ee vun engem reguléierte Marché. D'Aktivitéite vun den Netzbedreiwer si kloer ze trenne vun den Aktivitéiten um fräie Marché, wou d'Ubidder (Fournisseuren) de Stroum akafen an erëm un hir Clientë weiderverkafen. All Client ka sech och säin Ubidder fräi eraussichen. D'Netzer mussen och all den Ubidder zur Verfügung stoen an op där anerer Säit däerfen d'Netzbedreiwer keng Aktivitéiten, déi mat dem Handele vun Energie (um fräie Marché) ze dinn hunn, bedreiwen. Op der Internetsäit vum Regulateur ILR (https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Acteurs/Le-marche-et-les-acteurs/Acteurs/Pages/default.aspx) sinn all dës Informatioune gebündelt ze fannen.

De gréissten Undeel vum Stroum, deen zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, ass op erneierbarer Basis hiergestallt a gëtt iwwert den nationale Mécanisme de compensation laut Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2010 remuneréiert zu engem garantéierten Aspeistariff, deen iwwert de Règlement grand-ducal vum 1. August 2014 festgeluecht ass. Déi zoustänneg Netzbedreiwer („gestionnaires de réseau de distribution") si gehalen, de Produzenten, déi an hiert Netz aspeisen, dës Vergütung auszebezuelen. Well d'Netzbedreiwer awer net mat Stroum handelen däerfen, musse si engem

Fournisseur dëse Stroum iwwerschreiwen, deen dofir ee vum ILR festgeluechte Prix de marché de gros an de Mécanisme de compensation muss abezuelen. Fréier hunn d'Netzbedreiwer am Prinzip just engem Fournisseur de Stroum iwwerschriwwen. Mëttlerweil, fir Anlagen iwwer 70 kW Uschlossleeschtung, loossen dës Dräier-Kontrakter tëschent dem Produzent, dem Netzbedreiwer an engem Ubidder de Produzenten awer de Choix, wéi engem Ubidder dëse Stroum soll iwwerschriwwe ginn. Et sief heibäi awer bemierkt, dass de Stroum, deen de Fournisseur op dës Manéier vun engem Netzbedreiwer iwwerschriwwe kritt, als „groe" Stroum ugesi gëtt. Déi sougenannt gréng Zertifikater „Garantie d'origine" (GO), déi aus dëse Produktioune stamen, kritt den ILR zur Verfügung gestallt, deen déi dann en bloc all Joer un dee Fournisseur versteet, deen am meeschten dofir bitt. Hei kann och all zougeloossenen Ubidder un dëser Stee deelhuelen. De Revenu aus dëser Stee fléisst erëm an de Mécanisme de compensation eran.

Question 1412 (30.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **harcèlement sexuel au travail :**

Sexuelle Belästigung, ob verbal oder physisch, ist leider ein verbreitetes Phänomen in unserer Gesellschaft. In Luxemburg gibt es zum Theema sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz keine detaillierte Studie oder umfassenden Statistiken.

Laut Strafgesetzbuch ist der Arbeitgeber verpflichtet, alle notwendigen vorbeugenden Maßnahmen zu treffen, um den Schutz der Würde jeder Person während des Arbeitsverhältnisses zu gewährleisten.

Aufgrund dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für die Gleichstellung von Frauen und Männern stellen:

1. Gedenkt das Ministerium, solche Studien und Statistiken in Auftrag zu geben, um konkretes Zahlenmaterial zu bekommen?

2. Sieht die Regierung die Notwendigkeit vor, eine Informations- und Sensibilisierungskampagne für Arbeitgeber und Arbeitnehmer durchzuführen, um ein Arbeitsklima zu schaffen und zu unterhalten, das frei von jeglicher sexuellen Belästigung ist?

- Wenn ja, wann soll diese Kampagne gestartet werden? Welche konkreten Maßnahmen sind vorgesehen?

- Wenn nein, warum?

3. Gedenkt die Regierung, eine Helpline einzurichten, welche als erste Anlaufstelle für Opfer von sexueller Belästigung zur Verfügung stehen soll?

Réponse (02.12.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Bei der Gewerbeaufsicht ITM wurden im Jahr 2018 17 Fälle von sexueller Belästigung gemeldet.

ad 2. Das Ministerium für Gleichstellung zwischen Frauen und Männern hat im September eine zweite jährliche Sensibilisierungskampagne gestartet, welche bis zum Ende der diesjährigen Orange Week dauern wird. Die Kampagne „La violence fait mal, défends-toi, il y a de l'aide." im Rahmen der Umsetzung der Istanbuler Konvention setzt auf Sensibilisierung, Vorbeugung und Bekämpfung jeglicher Gewalt aufgrund des Geschlechts. Hierzu zählen auch die sexuelle Belästigung, sexuelle Gewalt und Vergewaltigungen. In diesem Zusammenhang wurden Flyer in luxemburgischer und französischer Sprache erstellt und Plakate an verschiedene Partner verteilt. Außerdem wurde die Internetseite www.violence.lu überarbeitet und eine entsprechende Kampagne in den Medien und den sozialen Netzwerken gestartet.

Die Plakat- und Flyerkampagne stellt mithilfe verschiedener Piktogramme von Frauen, Männern und Kindern alle auf dem Geschlecht beruhenden Formen von Gewalt dar, darunter sexuelle Gewalt, Vergewaltigungen und sexuelle Belästigung.

Auf der Internetseite der ITM finden Betroffene außerdem eine Vielzahl an Informationen zum Theema. Dies betrifft zum Beispiel die Pflichten der Arbeitgeber, Arbeitnehmer vor sexueller Belästigung zu schützen. Opfer sexuellen Missbrauchs am Arbeitsplatz werden darüber hinaus ausführlich über ihre Rechte, welche das Arbeitsgesetzbuch vorsieht, informiert.

ad 3. Das Einrichten einer Hotline ist nicht geplant.

Question 1413 (30.10.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg :**

La Centrale ornithologique de l'ASBL natur&ëmwelt vient de publier une mise à jour de la liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg. Selon les chiffres les plus récents de l'avifaune luxembourgeoise, 13 espèces sont considérées comme éteintes régionalement et sept espèces comme fortement menacées. 24 espèces se trouvent par ailleurs sur la liste d'alerte, parmi lesquelles le moineau domestique, une espèce qui était jadis largement répandue.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelles mesures ont été prises les cinq dernières années pour remédier à la dégradation de l'avifaune, et plus particulièrement pour protéger les espèces les plus menacées ?

2) Madame la Ministre pourrait-elle élaborer quelles sont les priorités et les mesures prévues pour améliorer la protection des oiseaux menacés et pour prévenir que d'autres espèces ne deviennent des espèces menacées voire éteintes à l'avenir ? Existe-t-il des mesures spécifiques ciblant le domaine de la construction ou de l'agriculture à cet égard ?

Réponse (14.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conscient de la situation catastrophique de l'état de la biodiversité, le Conseil de Gouvernement a approuvé le 13 janvier 2017 le Plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et sa stratégie nationale « Biodiversité ». Cet instrument stratégique détermine les objectifs et les priorités de l'implémentation de la politique de la protection de la nature ainsi que les moyens financiers y relatifs. Les mesures prioritaires visent notamment la mise en œuvre des plans d'action espèces et habitats, dont neuf espèces d'oiseaux menacées, le rétablissement des habitats et écosystèmes les plus dégradés, l'amélioration du suivi de l'état de conservation des espèces en vue de mieux adapter la gestion des espaces naturels à leurs besoins, une accélération de la désignation des zones de protection et de la mise en place de leur gestion, la protection par l'achat d'espaces naturels protégés à haute valeur écologique, ainsi que l'amélioration de l'information et de la communication sur les aspects « protection de la nature » envers tous les acteurs concernés.

La refonte de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, datée au 18 juillet 2018 et publiée au Journal officiel, précise différents volets importants pour la protection des espèces menacées et de leurs habitats. La protection stricte des espèces d'oiseaux, ainsi que de leurs sites de reproduction et aires de repos est rendue plus visible et explicite. Ladite loi dispose également de la protection de l'habitat des espèces ayant un état de conservation non favorable et, ensemble avec le règlement grand-ducal y relatif, définit les mesures à considérer comme une réduction, dégradation ou destruction des habitats à protéger. Dans les cas exceptionnels de dérogations attribuées envers la protection des espèces ou de leurs habitats, un nouveau système de mesures d'atténuation et de compensation est institué par la nouvelle loi afin de ne pas aggraver davantage l'état de conservation des espèces menacées.

La déclaration des zones protégées d'intérêt national est reconnue en tant que mesure hautement prioritaire de l'éventail de mesures à disposition pour le maintien et la conservation des zones noyau pour la protection des espèces et de leurs habitats sensibles. Depuis 2014, une accélération des efforts investis dans la déclaration de zones protégées d'intérêt national a été assurée afin de débloquer d'un côté les dossiers de classement stagnant dans la procédure de désignation, et de l'autre côté de lancer l'élaboration de nouveaux dossiers de classement et le lancement consécutif de la procédure réglementaire. Ainsi, les dernières cinq années, la surface des zones protégées d'intérêt national déclarées a pu dépasser celle des zones protégées déclarées les 27 années précédentes. Depuis 2014, 22 nouvelles zones protégées totalisant près de 5.000 ha ont été désignées par voie de règlement grand-ducal.

Le réseau Natura 2000 joue un rôle clé dans la stratégie de conservation et de restauration de la biodiversité de manière générale. Depuis 2014, la phase d'identification des zones prioritaires pour la conservation des oiseaux a été finalisée qui totalisent dorénavant 18 sites faisant partie du réseau Natura 2000. Les plans de gestion relatifs à ces zones ont été finalisés pour la majorité des cas, hormis pour un site dont le plan de gestion est au stade de finalisation. Évidemment, la finalisation de ces plans de gestion Natura 2000 n'est qu'une étape intermédiaire pour atteindre le rétablissement de l'état de conservation favorable des espèces d'oiseaux menacées, qui devra être suivie de leur implémentation conséquente. À cet effet, les échanges entre acteurs sont organisés au sein de comités de pilotage instaurés par regroupement de plans de gestion, afin de promouvoir les bonnes pratiques et d'accélérer la réalisation des mesures de conservation.

Il y a consentement dans la communauté scientifique qu'outre la destruction progressive et continue des habitats, le déclin des espèces, dont notamment des insectes, trouve son origine également dans l'emploi excessif de pesticides et d'autres substances chimiques. Comme annoncé dans l'Accord gouvernemental 2018-2023, les pouvoirs publics devront assurer le rôle de précurseur dans le domaine de la réduction de l'utilisation des pesticides qui est indispensable pour la conservation de la biodiversité, à côté de la préservation de la santé humaine et de la protection des eaux. Dans le même esprit des initiatives des communes, la procédure de l'interdiction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques a été entamée à travers des dispositions précises dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l'État est propriétaire. Notons que la majorité des espèces d'oiseaux sont insectivores et, par ce, devront profiter de cette mesure importante.

Les moyens financiers et humains attribués à la conservation de la nature, à l'instar de la fiche financière du Plan national concernant la protection de la nature, ont été augmentés continuellement. Ainsi, le budget annuel alloué aux divers projets de conservation et de restauration de la nature a été quadruplé depuis 2014. Les différents acteurs œuvrant dans le domaine de la protection de la nature, notamment les administrations de la nature et des forêts et de la gestion de l'eau, ainsi que les parcs naturels, stations biologiques et organisations non gouvernementales étaient tous à l'appel en exécutant les mesures prévues par la stratégie nationale « Biodiversité » dans le cadre de projets ambitieux et de grande envergure et qui devront porter leurs fruits dans les années à venir.

ad 2) Tel qu'indiqué dans la réponse à la première question, les mesures prioritaires à mettre en œuvre figurent dans le Plan national concernant la protection de la nature. L'ensemble des mesures y identifiées ciblent le rétablissement, voire l'amélioration de l'état de conservation des espèces et habitats qui a été évalué non favorable. Nombreux sont les mesures de conservation de la nature prises les dernières années qui devront contribuer dans les années à venir à une amélioration de situation des espèces d'oiseaux. Les efforts y afférents devront être non seulement poursuivis, mais développés de manière substantielle.

D'ores et déjà, des progressions de quelques espèces rares et emblématiques sont notables, surtout dues à des mesures ciblées. Cependant, le constat qui se dégage des inventaires réalisés : un large déclin des espèces inféodées aux milieux ouverts, notamment des bocages et des herbages maigres, ainsi que des zones humides. L'évolution des effectifs de ces espèces reflète la dégradation de leurs habitats de prédilection. Les mesures de conservation souvent trop isolées et restreintes ne suffisent pas à contrer cette évolution. Des changements systémiques dans plusieurs secteurs clé sont nécessaires.

Le secteur agricole, gestionnaire de la moitié du territoire national, détient le plus haut potentiel en matière de conservation et de restauration de la nature. Il s'agit donc d'intégrer les principes de la conservation de la nature dans les programmes de financement et de développement rural, ainsi que dans les pratiques agricoles tout en assurant la viabilité économique du secteur et des milieux ruraux.

Le déclin dramatique des insectes, qui sont à la base de la chaîne alimentaire et assurent des services écosystémiques cruciaux, est une des problématiques à adresser prioritairement pour réussir le rétablissement de la biodiversité. Pour compléter les actions définies par le Plan national concernant la protection de la nature, l'Accord gouvernemental 2018-2023 prévoit l'élaboration d'un plan d'action spécifique pour lutter contre la disparition massive des insectes. Les acteurs des différents secteurs devront unir leurs forces pour y parvenir, et en particulier par rapport au contexte présent :

- encourager et soutenir la recherche scientifique sur l'impact du déclin des insectes sur les populations animales insectivores ;

- éviter les effets néfastes de l'utilisation de pesticides sur les insectes en tant que ressource alimentaire des insectivores ;

- promouvoir des programmes d'action pour la conservation des insectes et la restauration de leurs habitats compte tenu de leur vulnérabilité, visant les principales causes connues du déclin des insectes ;

- en général, adopter une approche de précaution en ce qui concerne l'utilisation des pesticides, notamment en intensifiant les efforts pour promouvoir des pratiques agricoles biologiques.

Les actions ainsi identifiées et exécutées devront être reflétées au niveau du Plan d'action national pour réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, notamment par l'interdiction des substances nocives (dont les néonicotinoïdes) pour les pollinisateurs.

En ce qui concerne l'urbanisme, le transport et l'aménagement du territoire : le développement économique et démographique, ainsi que la consommation foncière accrue et la fragmentation des paysages ont causé d'énormes pressions sur les écosystèmes. La superficie des zones bâties s'étant pratiquement doublée en 50 ans, l'expansion des zones urbanisées et les nouvelles infrastructures de transport se font principalement au détriment des zones agricoles, et de manière subséquente des habitats des espèces inféodées aux milieux ouverts. L'intégration des principes des infrastructures vertes dans l'aménagement des espaces urbains et des infrastructures de transport contribuerait à la qualité de vie des citoyens tout en contribuant de manière substantielle à la conservation de la biodiversité. Dans ce sens, tel qu'annoncé dans l'Accord gouvernemental 2018-2023, la mise en place d'un nouvel instrument dénommé « Naturpakt », à l'instar du Pacte Climat, est en élaboration afin d'encourager les initiatives communales ayant pour objectif de rétablir la biodiversité. Les communes seront soutenues financièrement selon leur contribution à la réalisation des objectifs du Plan national concernant la protection de la nature.

Finalement, le Luxembourg devra se décider quel futur modèle économique adopter, sachant que ce choix décidera de manière égale de notre qualité de vie et de l'état de la biodiversité.

Question 1415 (31.10.2019) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **système d'alerte « Silver Alert » :**

L'année dernière, une cinquantaine de disparitions de personnes âgées ont été signalées à la police. Quelques personnes sont exposées à un risque élevé, surtout celles atteintes de démence ou nécessitant des médicaments vitaux.

Afin d'accélérer la recherche des disparus, quelques pays, dont les États-Unis, ont introduit « Silver Alert ». Cette alerte informe la population d'une disparition, semblable à « Amber Alert » qui est utilisé pour des disparitions de mineurs en danger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

- Est-ce qu'une analyse détaillée de ce système d'alerte a été faite par vos services et, le cas échéant, quelles sont les raisons pour ne pas introduire « Silver Alert » au Luxembourg ?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Chaque année des personnes âgées disparaissent sans laisser de nouvelles.

Certaines catégories de personnes âgées sont exposées à un risque élevé de décès respectivement d'atteinte à leur vie intégrité physique, comme par exemple celles atteintes de démence ou nécessitant des médicaments vitaux.

Le système d'alerte « Silver Alert » vise à faciliter les recherches en cas de disparition des personnes âgées.

Une analyse détaillée du dispositif « Silver Alert » sera réalisée par les services étatiques compétents.

Question 1416 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**information des propriétaires concernés dans le cadre d'une modification du Plan d'aménagement général :**

Dei aktuell gesetzlech Bestëmmunge schéngen net méi virzeginn, datt Proprietären, dei vun enger Ännerung vun engem PAG betraff sinn, doriwwer am Viraus schréftlech vun hirer Gemeng mussen informéiert ginn. Dëst huet zur Konsequenz, datt eng Rei vu Proprietären, aus deene verschiddenste Grënn, net iwwer esou Intentiounen informeiert sinn an dowéinst och net an de virgeschriwwenen Delaie reklaméieren. Besonnesch eeler Leit oder Persounen, déi am Ausland wunnen, kënnen dovu betraff sinn.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Firwat gouf déi Reegelung ofgeschaaft, déi eng a-priori-Informatioun vu betraffene Proprietairë bei der Ännerung vun engem PAG duerch en ageschriwwene Bréif virgesinn huet?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi aktuell legal Dispositiounen nees sollten esou ëmgeännert ginn, datt all Proprietär iwwert d'Akten, déi hie concernéieren, beschtméiglech informéiert ass?

Réponse (29.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte freet sech engersäits, firwat déi Reegelung ofgeschaaft gouf, déi eng a-priori-Informatioun vu betraffene Proprietairë bei der Ännerung vun engem PAG duerch en ageschriwwene Bréif virgesinn huet (1), an anerersäits, ob d'Regierung der Meenung ass, datt déi aktuell legal Dispositiounen nees sollte sou ëmgeännert ginn, dass all Proprietär iwwert d'Akten, déi hie concernéieren, beschtméiglech informéiert ass (2).

ad 1. Wat deen éischte Punkt ubelaangt, wëll ech den Deputéierten informéieren, dass keng kommunal Gesetzgeebung zum Amenagement, dat heescht weeder d'Gesetz vum 12. Juni 1937 nach d'Gesetz vum Juli 2004, sou eng a-priori-Informatioun virgesäit.

ad 2. Wat den zweete Punkt betrëfft, wëll ech dem Deputéierte matdeelen, dass d'Regierung déi Suerg deelt, dass d'Leit, déi vun enger PAG-Ëmännerung betraff sinn, och esou fréi wéi méiglech informéiert ginn, fir hir eventuell Awänn bei der Gemeng respektiv bei mir selwer areechen ze kënnen.

An deem Kontext lafen ewell Beméiungen, fir ze kucken, wéi een d'Enquête publique méi effizient ka gestalten, zum Beispill andeems een och an dësem Beräich eng Digitaliséierung aféiert.

D'Digitaliséierung vun der Enquête publique ass sécher eng noutwendeg Saach, mee si muss och mam entspriechende legale Kader equipéiert sinn, fir ze verhënneren, dass d'PAG- oder och d'PAP-Prozeduren onnéideg an d'Längt gezu ginn, well e Proprietär zum Beispill net lokaliséiert ka ginn.

Géif een alleguer d'Bierger/innen am Kader vu gréissere Projeten, wéi zum Beispill enger globaler Revisioun vun engem PAG oder PAP „Quartier existent", eenzel informéieren, géif dat en héijen administrativen Opwand mat sech bréngen a géif riskéieren, eng reegelméisseg Moderniséierung vun de Baureegelen an de Gemengen ze verhënneren.

Question 1417 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **transport scolaire :**

Op eenzelne Plazen am Land, virun allem a méi klengen Dierfer, ass et heiansdo extreem schwiereg, de Schoultransport a bestëmmte Gebaier ze organiséieren. Et ass awer unzehuelen, datt d'Regierung weeder wëllt déi Leit benodeelegen, déi am ländleche Raum wunnen, nach de Kanner a Jonken an deene Gebidder et schwéier oder esouguer onméiglech maachen, fir déi Schoul ze besichen, déi hirem schoulesche Parcours am beschten entsprécht an déi hir gewielte Formatioun och ubitt.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi dacks gëtt d'Regierung mat Ufroe konfrontéiert, déi Problemer mam Schoultransport uginn, besonnesch aus dem ländleche Raum?

2. Gëtt et am Schoul- oder am Transportministère e Koordinatiounsservice fir d'Organisatioun vum Schoultransport, un dee betraffe Leit sech kënnen adresséieren?

3. Huet d'Regierung Méiglechkeeten an de Wëllen, fir punktuell Problemsituatiounen op eng flexibel Manéier unzegoen?

Réponse commune (28.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wärend dem ganze Joer ass souwuel den Transportdepartement vum Mobilitéitsministère wéi och den zoustännege Service vum Schoulministère mat Problemer am ëffentlechen Transport souwéi am Schoultransport konfrontéiert. Besonnesch zur Schoulrentrée am September huele fir de Schoultransport d'Demanden zou. Dat betrëfft de ländleche Raum, awer och de städteschen. All Problemer ginn d'selwecht behandelt.

ad 2. Am Transportdepartement ginn all d'Demandë vun der Direktioun ëffentlechen Transport beaarbecht. Et besti reegelméisseg Kontakter zu de jeeweilege Schouldirektiounen an zu der Kontaktpersoun am Schoulministère. Nieft de reegelméissege Reunioune ginn och kuerzfristeg Terminer ausgemaach, fir akut Problemer schnell a flexibel ze léisen. Un dëse Reuniounen huelen des Éfteren och Lycéesdirekteren deel. Souwuel de Schoulministère wéi och d'Lycéeë ginn deelweis direkt vu Privatpersoune kontaktéiert. All Meldung bei enger Schouldirektioun gëtt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet, meeschtens iwwert d'Kontaktpersoun am Schoulministère. All telefonesch oder elektronesch Reklamatioun am Schoulministère selwer gëtt selbstverständlech och direkt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet.

ad 3. An de leschte Joren, am Moment an och an Zukunft gëtt am Schoultransport gekuckt, fir esou séier ewéi méiglech ze reagéieren, dofir gëtt de Schoultransport och an Zukunft als eegene Busreseau behandelt. Trotzdeem ass net all Demande ze realiséieren. De Schoultransport ass en Deel vun der Offer am ëffentlechen Transport, déi op eng spezial Demande ausgeriicht ass, mee et ass kee „service individuel".

Question 1418 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **criminalité liée à la drogue :**

Vill Leit beschwéiere sech iwwert d'Zoustänn op verschiddene Plazen am Land, op deene sech d'Kriminalitéit besonnesch staark entwéckelt huet. Dozou gehéieren zum Beispill de Quartier vun der Gare an der Stad an Deeler vun Esch-Uelzecht. Besonnesch, mee net nëmmen, am Beräich vun der Drogekriminalitéit an deenen Delikter, déi domat zesummenhänken, schéngen déi aktuell Entwécklungen de Leit ganz vill Suergen ze maachen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, der Madamm Justizministesch an dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Drogekriminalitéit am Land an deene leschten zéng Joer entwéckelt? Op wéi enge Plazen ass den Handel mat Droge besonnesch staark?

2. Wéi ass den Täterprofil vun den Dealer a vun deenen Organisatiounen, déi eventuell hannert hinne stinn? Gëtt et mafiéis Strukturen an deem Beräich, zum Beispill a leschter Zäit, wéi dacks gesot gëtt, besonnesch aus Nigeria?

3. Wéi e legale Statut hunn déi auslännesch Dealer? Ass et richteg, datt bei hinne Leit ouni Pabeiere sinn, respektiv mat italieneeschen oder spuenesche Pabeieren? Sinn ënnert den Dealer Leit, déi als „demandeur de protection internationale" (DPI) an d'Europäesch Unioun koumen? Sinn ënner hinne Leit, déi an engem EU-Staat, inklusiv Lëtzebuerg, de Statut als „bénéficiaire de protection internationale" (BPI) kritt hunn?

4. Wat ënnerhëlt d'Regierung an engem Fall, wou en auslänneschen Dealer festgeholl gëtt, deen als DPI, als BPI oder an engem Duldungsstatut an der EU ass? Gëtt dat Land informéiert, dat där betreffender Persoun dee Statut ginn huet? Wat geschitt, wann déi betreffend Persoun esou e Statut zu Lëtzebuerg kritt huet?

5. Ass et richteg, datt och am Centre de rétention Problemer mat Droge bestinn? Ginn Drogekontrolle bei deene Leit gemaach, déi an de Centre de rétention agewise ginn, respektiv och beim Personal a bei anere Leit, déi do eraginn?

6. Wéi vill Leit sinn an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg wéinst Drogendelikter festgeholl ginn? Wéi vill vun deene Persoune kruten e Prozess gemaach? Wéi vill vun deenen, déi e Prozess gemaach kruten, goufen och verurteelt? Wéi héich waren d'Strofen? Wéi vill vun deene Leit sinn haut nach am Prisong? Wéi vill Leit, déi zu Lëtzebuerg schonn emol als Drogendealer interpelléiert oder verurteelt goufen, sinn duerno nees an Dealeraktivitéiten opfälleg ginn?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. De follgenden Tableau setzt sech zesummen aus Faiten am Kontext mat der Drogekriminalitéit, opgedeelt an dräi Kategorien: Besëtz, Handel a Konsum.

Dobäi muss een awer beuechten, dass déi Zuele ganz staark ofhängeg si vun der Envergure vun den eenzelne Policeaktiounen am Kader vun der Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit.

Des Weidere gëllt fir dësen Tableau, wéi och fir deen aneren Tableau hei drënner, dass déi Zuelen net onbedéngt déi reell Drogeproblematik an hirer ganzer Komplexitéit reflektéieren.

Evolution de la criminalité en matière de stupéfiants 2009-2018

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Fir op d'Fro ze äntwerten, op wéi enge Plazen den Handel mat Droge besonnesch staark ass, huet d'Police aus hire järleche Statistiken all Kéiers déi dräi Gemengen ervirgehuewen, déi an deenen dräi Kategorië Besëtz, Handel a Konsum am Kontext vun der Drogekriminalitéit ervirstiechen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Et handelt sech der Police no gréisstendeels ëm jonk Männer, originaire aus Nord-a Westafrika, déi virun allem mat Kokain handelen a kee feste Wunnsëtz zu Lëtzebuerg kënne virweisen.

Opgrond vun objektiven Indikatiounen, déi der Police och vun eisen Nopeschlänner confirméiert goufen, kann ee bei der Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg net pauschal behaapten, dass si op mafiéise Strukturen opgebaut wier, och wann et sech heibäi meeschtens ëm organiséiert Kriminalitéit handelt, déi hir Muechtstrukturen am Ausland etabléiert huet.

ad 3. Aktuell stellt d'Police fest, dass e groussen Deel vun den Drogendealer, déi zu Lëtzebuerg op frëscher Dot verhaft ginn, entweeder „demandeurs d'asile" a Frankräich sinn, oder awer iwwer eng Openthaltsgeneemegung, ausgestallt zum Deel vun de spuenesche wéi och vun den italieeneschen Autoritéiten, verfügen. Dëst erlaabt hinnen dann, sech fräi an der Europäescher Unioun ze beweegen am Kader vu Reegele vum Schenge-Code, dat heescht, wärend dräi Méint an och ënnert der Bedingung, dass se genuch legal finanziell Mëttelen opweise kënnen.

Falls d'Police eng Persoun verhaft, déi a Frankräich eng „demande d'asile" gestallt huet, mellt si dat systematesch de franséischen Autoritéiten. Dës Persounen hate bis elo net de Statut als BPI, mee haten awer heiansdo esou eng Demande gestallt. Bis elo ass der Police nach kee Fall bekannt, wou esou eng Persoun an enger Asylprozedur zu Lëtzebuerg war.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro 3 schonns ugedeit, informéiert d'Police déi franséisch Autoritéiten, wa si eng Persoun verhaft, déi a Frankräich als Demandeur d'asile enregistréiert ass. Am Fall, wou eng Persoun e gültegt Openthaltsdokument aus engem aneren EU-Land virweise kann oder internationale Schutz an engem aneren EU-Land huet, mee awer d'Konditioune vum Schenge-Code net erfëllt, da gëtt d'Persoun aus dem Land verwisen an d'Lëtzebuerger Autoritéite froe bei deem EU-Land d'Readmissioun un, fir datt déi Persoun zréck an dat Land bruecht ka ginn. Zousätzlech kann eng Areesspär fir Lëtzebuerg verhaange ginn.

ad 5. De Centre de rétention ass, wéi all aner geschlossen Anstalt, mat der Drogeproblematik konfrontéiert, dëst ëmsou méi d'Zuel vun den Drogenofhängegen an der Retentioun zouhëlt.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt de Prinzip vun der Tolérance zéro mat der gréisster Rigueur applizéiert, souwuel wat d'Consommatioun wéi och den Apport vu Substances illicites betrëfft. An deem Sënn si verschidde Mesuren en place, wéi eng Fouille approfondie vun all Retenu bei senger Arrivée, e systematesche Contrôle d'accès fir all Visiteur, eng Kontroll vun de Päck, déi deposéiert ginn, reegelméisseg Kontrolle vun de Kummere vun de Retenuen a vun de Gemeinschaftsraim an och concertéiert punktuell Aktiounen, a Kooperatioun mat der Police an/oder der Douane, bei deenen all Retenu, Visiteur an Autre occupant des lieux enger Kontroll ënnerzu gëtt. Souwuel d'Bewunner vum Centre de rétention wéi och d'Personal kënnen am Zweiwelsfall engem Drogentest ënnerzu ginn. Ausserdeem gesäit d'Gesetz vum Centre de rétention och verschidde Sanktioune vir, souwuel fir Visiteure wéi och fir d'Bewunner vum Centre am Fall vu Verstéiss géint d'Reegelen.

ad 6. D'Zuele vun de Leit, déi an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg wéinst Drogendelikter festgeholl goufen, si follgend:

2014: 188 Festnamen
2015: 217 Festnamen
2016: 234 Festnamen
2017: 183 Festnamen
2018: 237 Festnamen

D'Zuele vun de Condamnéierte si follgend:

2014: 408 Condamnéierter
2015: 391 Condamnéierter
2016: 428 Condamnéierter
2017: 329 Condamnéierter
2018: 261 Condamnéierter

D'Strofen (souwuel Prisong wéi och Geldstrofen) si follgendermoossen ausgefall:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aktuell befanne sech 87 Condamnéierter am Centre pénitentiaire, dovun 69 Persounen am CPL (Centre pénitentiaire de Luxembourg) an 18 Persounen am CPG (Centre pénitentiaire de Givenich).

D'Zuele vun de Recidiviste si follgend:

1 Persoun mat 10 Affären.
1 Persoun mat 9 Affären.
1 Persoun mat 6 Affären.
3 Persounen mat 5 Affären.
22 Persounen mat 4 Affären.
66 Persounen mat 3 Affären.
251 Persounen mat 2 Affären.
1.731 Persounen mat 1 Affär.

Question 1420 (04.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0756 vum 5. Juni 2019 huet d'Regierung zouginn, datt d'Madamm Minister Cahen sech an d'Éffentlechkeetsaarbecht vun der Police agemëscht huet: „An engem Gespréich tëschent der Madamm Minister an engem Beamte vum Pressedéngscht vun der Police ass dëst confirméiert ginn."

A menger parlamentarescher Fro N° 1240 vum 24. September 2019 goung et ëm publicitaire Aktivitéite vun der Madamm Minister Cahen fir e Schongbuttek, mat deem si privat enk Verbindungen huet. An hirer Äntwert huet d'Regierung vun enger „humorvoll(er) Reaktioun" geschwat an dowéinst géif keen Interessekonflikt virleien.

Duerch e Communiqué vun der CSJ an diverse Presseartikelen („Wort", RTL, guykaiser.lu) haut um 4. November 2019 ass erauskomm, datt d'Madamm Minister Cahen sech mat hirem Titel als Ministesch un de Geschäftsverband an u LuxTram adresséiert huet, dëst iwwer eng E-Mail-Adress vun der Regierung, an datt si an deem Schreiwes och nees kommerziell Interesse vun deem Schongbuttek vertrueden huet. Och ass bekannt ginn, datt d'Madamm Cahen op Facebook weiderhi kommerziell Aktivitéite fir dee Schongbuttek bedreift.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister, den Häre Vize-Premierministeren an der Madamm Familljeminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi examinéiert a qualifizéiert d'Regierung dës rezent an nei Faiten am Hibléck op den Deontologieskodex vun der Regierung?

2. Handelt et sech hei ëm en Interessekonflikt vun der Madamm Familljeminister? Handelt et sech ëm en Amtsmëssbrauch vun enger Ministesch respektiv souguer ëm e Muechtmëssbrauch?

3. Wéi qualifizéiert d'Regierung déi Tatsaach, datt d'Madamm Minister weider ëffentlech Reklamm fir de Schongbuttek mécht?

4. Wéi gesäit d'Regierung d'Auswierkungen an dëser Affär, besonnesch no engem Fall vu pre-

suméiertem Amtsmëssbrauch an enger grousser Südgemeng, op d'Kredibilitéit vun der Politik hei am Land?

5. Misst d'Madamm Familljeminister net d'Konsequenzen zéien a vun hirer Funktioun als Minister demissionéieren?

Réponse commune (05.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre,* de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Madamm Minister huet sech an engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband adresséiert, fir op eng aktuell schwiereg Situatioun opmierksam ze maachen a konkreet Léisungsusätz ze proposéieren.

D'Madamm Minister huet sech virun hirem Mandat an der Regierung fir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce engagéiert an hei en Appell un déi Responsabel gerücht, deen net a Konflikt steet mam Code de déontologie fir Regierungsmemberen.

ad 2. Et gëtt keng Indikatioun, dass de Message, deen d'Madamm Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband gemaach huet, a Konflikt wier mam Deontologiekodex fir Regierungsmemberen.

ad 3. De Message, deen d'Madamm Minister un de Stater Geschäftsverband adresséiert huet, kann net als „Reklamm" qualifizéiert ginn.

ad 4. D'Regierung gesäit kee Lien tëscht enger vum honorabelen Deputéierten zitéierter Affär vu presuméiertem Amtsmëssbrauch an engem Message vun der Madamm Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband.

ad 5. Et gëtt keng Elementer, déi dat géife rechtfertegen.

Question 1421 (04.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **dispersion des cendres funéraires :**

D'Gesetz vum 1. August 1972 a säin zougehéieregt Reglement reegelen d'Anäscherung vu Verstuerwenen. Esou kënnen d'Äschen op Wonsch vu Familljememberen och op anere Plaze wéi zum Beispill op engem Kierfecht verstreet ginn. Déi englesch an déi US-amerikanesch Legislatioun ginn hei allerdéngs méi wäit: Do ass et erlaabt, d'Äsche vum Verstuerwenen an enger Urn doheem ze halen, falls dat dem Wonsch vum Verstuerwenen an de Familljememberen entsprécht.

Déi lëtzebuergesch Legislatioun limitéiert sech aktuell nëmmen op d'Verstreeë vun de mënschlechen Iwwerreschter. Dëst ass engersäits novollzéibar, well et kengem soll erlaabt sinn, een anere Mënsch ze besëtzen an dës Reegel och nom Doud gëllt. Anerersäits besteet fir d'Familljemembere vu Verstuerwenen esou awer eebe keng Méiglechkeet, d'Äsche vun hire verstuerwene Matmënschen an enger Urn bei sech doheem ze halen.

Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung eng Revisioun vun de Bestattungsprozeduren ugekënnegt.

An deem Zesummenhang wëll ech der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Gesetz vun 1972 nach zäitgeméiss ass?

2. Wäert d'Regierung d'Dispositiounen treffen, déi et erlabe kéinten, d'Äsche vu verstuerwene Matmënschen doheem ze halen, wann dëst dem klore Wonsch vum Verstuerwenen an de Familljememberen entsprécht? Falls nee, firwat net?

3. Bis wéini mengt d'Madamm Ministesch, déi nei Dispositiounen iwwert d'Anäscherung presentéieren ze kënnen?

Réponse commune (04.12.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Méiglechkeeten, déi et ginn, fir eng Urn mat de mënschlechen Iwwerreschter vum Verstuerwenen ze versuergen.

D'Ministere verweisen dofir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3609 vum 7. Februar 2018, an där déi deemoleg Regierung op déi Froe geäntwert hat.

Question 1422 (04.11.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **flexibilité des contrats d'accueil des services d'éducation et d'accueil :**

La conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle présente un grand défi pour les parents. Le Gouvernement les soutient de différentes manières.

D'une part, il a mis en place un dispositif de services d'éducation et d'accueil (SEA) de qualité ainsi qu'une participation financière à travers le système des chèques- services et la gratuité partielle de l'accueil pour les enfants de un à quatre ans. Il est en plus prévu d'appliquer cette gratuité à l'accueil des élèves du fondamental dans les SEA pendant les semaines scolaires.

D'autre part, il soutient les parents qui désirent réduire leur temps de travail pour se consacrer davantage à l'éducation de leurs enfants à travers des mesures comme l'introduction d'un congé parental flexible ou d'un droit au temps partiel pour raisons familiales, mesure annoncée dans le programme de coalition de 2018.

Or, il se trouve que les SEA ne répondent pas toujours au besoin de flexibilité des parents et proposent parfois des contrats d'accueil très rigides.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Les structures d'accueil et d'éducation agréées, respectivement subventionnées par l'État peuvent-elles disposer librement de leur offre en termes d'heures minimales prestées par enfant ? Dans la négative, quelles contraintes existent ? Dans l'affirmative, est-il légitime qu'une structure d'accueil et d'éducation n'offre que des accueils à plein temps ?

2) Dans le cas d'une offre très rigide qui ne répond pas au besoin de flexibilité de certains parents, le risque n'est-il pas grand qu'il y ait une différence sensible entre les heures présentielles de l'enfant et les heures facturées auxquelles l'État contribue financièrement ?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Étant donné que les services d'éducation et d'accueil (SEA) ne sont pas gérés par l'État, mais par des gestionnaires externes (commerciaux ou conventionnés), ils peuvent disposer librement de leur offre en termes d'heures minimales prestées par enfant. La législation actuellement en vigueur ne prévoit pas de contraintes à ce niveau. Ainsi, différents modes de facturation peuvent être observés à travers le secteur.

Contrairement aux mini-crèches et assistants parentaux, les SEA ne sont pas limités par rapport au nombre de contrats d'éducation et d'accueil. Le contrat d'éducation et d'accueil constitue une relation contractuelle entre le gestionnaire et les parents, qui indique, entre autres, les heures d'encadrement demandées.

Bien que la pratique de n'offrir que des accueils à temps plein ne soit pas souhaitable, les parents ont la liberté de négocier les clauses du contrat avec la structure en question en fonction de leurs besoins.

ad 2) Le risque qu'il y ait une différence entre les heures présentielles de l'enfant et les heures facturées auxquelles l'État contribue financièrement ne peut dès lors pas être exclu.

Comme prévu par le programme gouvernemental, la révision du dispositif du chèque-service accueil permettra d'analyser la situation actuelle et de mettre en place, le cas échéant, les modifications nécessaires.

Question 1423 (04.11.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **contrats de location entre l'État et les communes :**

Vill staatlech Gebailechkeete ginn u Gemenge verlount respektiv Gemenge baue fir de Staat a loosse sech dann iwwer laangfristeg Loyerskontrakter remboursëieren.

An dësem Kontext wollt ech un den Här Finanzminister an un d'Madamm Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Proprietéiten am Besëtz vum Staat sinn am Moment u Gemenge verlount? Kann d'Regierung eng Lëscht vun dëse Proprietéite pro Gemeng opstellen?

2. Op wéi vill Plazen hu Gemenge Suen investéiert, andeem se fir de Staat Gebailechkeete gebaut respektiv renovéiert hunn, Suen, déi iwwer laangfristeg Loyerskontrakter remboursëiert ginn?

3. Kann d'Regierung mir d'Lafdauer an d'Unzuel vu Loyerskontrakter tëschent dem Staat an de Gemenge matdeelen?

4. Wéi héich ass déi budgetär Belaaschtung vun dëse Kontrakter?

5. Wéi héich wier den Investment vum Staat gewiescht, wann de Staat Projeten, déi vun de Gemenge realiséiert gi sinn, selwer hätt misse finanzéieren?

Réponse commune (17.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. De Staat huet 13 Terrainen iwwert de Wee vun enger Emphyteose (49-99 Joer) u Gemenge verlount, souwéi 69 Terrainen an Immobilien iwwer Contrat de bail (1-9 Joer, oder op onbestëmmten Zäit).

ad 2. De Staat huet mat dräi Gemenge laangfristeg Bailen ënnerschriwwen, am Kader vu Schoulinfrastrukture fir d'Centres pour le développement intellectuel (CDI, fréier Centres d'éducation différenciée (EDIFF)). Déi Strukture sinn um Campus vun der kommunaler Grondschoul zu Roodt/Syre, Esch/Uelzecht-Suessem a Réiser.

ad 3. Nieft dëse laangfristege Kontrakter huet de Staat ongefeier 100 Adresse bei verschiddene Gemenge gelount (normal Locatiounskontrakter mat enger Lafzäit vun 1-9 Joer mat automatescher Verlängerung). Dëst sinn haaptsächlech Adresse fir d'Triages forestiers vun der Naturverwaltung, d'Police-Kommissariater an de Regiondirektiounen an aner Servicer vum Unterrechtsministère.

ad 4. De Loyer vun dësen 100 Kontrakte beleeft sech op ongefeier 3,6 Milliounen Euro pro Joer a gëtt iwwert de Budget vun deene jeeweilege staatlechen Departementer bezuelt.

ad 5. Haut kann een den Investissement, deen, an der Zäit fir déi Projeten, déi ënnert dem Punkt 2 opgezielt ginn, huet misse gemaach ginn, nëmme schwéier norechnen. Et kann een awer soen, datt all Projet, deen eng Gemeng oder de Staat mécht, ongefeier dat selwecht kascht, well béid ëffentlech Akteure sinn a sech un déi selwecht Oplage fir Ausschreiwungen hale mussen. Et sief preziséiert, datt d'Verwaltung vun den ëffentleche Bauten all Projet analyséiert an ofgeseent hat, ier e Kontrakt ënnerschriwwe gouf. D'Fro, ob de Staat selwer baut oder lount, huet sech an dëse prezise Fäll net gestallt, well de Staat éischtens keng Terrainen an deene Gemengen hat an zweetens e Konzept vun Inklusioun tëschent de Gemengen an dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung bestanen huet.

Déi Objeten, déi ënnert dem Punkt 3 opgefouert sinn, si punktuell fir ee prezise Besoin an am Prinzip op eng limitéiert Zäit vum Staat gelount ginn. Dëst sinn, mat e puer Ausnamen, méi kleng Strukture vun der Gréisst vun engem bis e puer Dose Büroen oder anere Raim. Dës Objete waren net Géigestand vun Iwwerleeungen, ob de Staat selwer géif bauen oder net, well d'Ufroen dréngend an den Ëmfang kleng war.

Question 1424 (04.11.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement :**

An engem Bréif un de Stater Geschäftsverband beschwéiert sech d'Madamm Familljeminister an hirer Funktioun als Ministesch iwwert d'Auswierkunge vum Tramschantier op hiren eegene Familljebetrib a werft der Union commerciale Inaktivitéit vir. Et géif keng positiv Kommunikatioun gi fir Geschäfter, déi vum Tramschantier betraff wieren. Si kéint dem Geschäftsverband awer hëllefen, wann dat da gewënscht wier.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen:

1. Ass d'Verhale vun der Madamm Minister konform zum Deontologiekodex fir Regierungsmemberen?

2. Wa jo, ass den Här Staatsminister net der Meenung, dass de Code de déontologie misst op verschiddene Punkte verschäerft a méi kloer ginn?

3. Wann neen, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dësen net akzeptabele Virgäng?

4. Ass den Här Staatsminister gewëllt, de Comité d'éthique, esou wéi en am Deontologiekodex virgesinn ass, mat dëser Affär ze befaassen? Wann neen, firwat net?

5. Wéi gesäit den Här Staatsminister grondsätzlech d'Antriede vu Regierungsmembere fir Privatzwecker mat engem But de lucre? Wat si seng politesch Iwwerleeungen, fir esou Situatiounen an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (05.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Madamm Familljeminister huet e Message geschriwwe mat engem Appell a Proposen, wat d'Promotioun vun der Stad Lëtzebuerg an hirem lokale Commerce betrëfft. Et gëtt keng Indikatioun, dass d'Madamm Minister domat géint de Code de déontologie fir Regierungsmembere verstouss hätt.

ad 2. De Code de déontologie ass explizitt, wat déi verschidde Froe betrëfft, déi vun der honorabeler Deputéiert ugeschwat ginn.

ad 3. D'Madamm Minister huet sech virun hirem Engagement an der Politik fir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce agesat a mat engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband hir Onzefriddenheet zum Ausdrock bruecht, wat aktuell Efforte betrëfft. Deen Engagement kann net als inakzeptabel bewäert ginn.

ad 4. Et gëtt keng Ursaach, fir de Comité d'éthique ze saiséieren, vu dass et keng Ambiguitéit gëtt, wéi se am Artikel 7 vum Deontologiekodex beschriwwen ass.

ad 5. Den Artikel 9 vum Code de déontologie fir Regierungsmembere reegelt dës Fro explizitt.

Question 1425 (04.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture :**

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que le projet de construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) sera réalisé dans les meilleurs délais.

Selon le bilan financier des grands projets d'infrastructure dépassant dix millions d'euros d'octobre 2019, l'APS (avant-projet sommaire) serait actuellement en suspens, l'acquisition des terrains poserait des difficultés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Quelles démarches ont été entamées afin de pouvoir acquérir les terrains pour l'implantation du nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture ?

- Quand Monsieur le Ministre estime-t-il acquérir les terrains visés ?

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

- Quel est le calendrier prévu pour ladite construction ?

- Un site alternatif pourrait-il être envisagé ?

Réponse (22.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En effet, l'accord de coalition prévoit la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et un site d'implantation adjacent au ZANO sur le territoire de la commune d'Erpeldange a pu être localisé pour les constructions de l'ASTA, ainsi que des ateliers pour l'Administration des ponts et chaussées et l'Administration de la gestion de l'eau ; terrains dont l'État n'est pas propriétaire.

À l'heure actuelle les différentes études relatives aux possibilités d'adduction d'eau potable et d'évacuation des eaux pluviales et usées sont sur le point d'être finalisées et par la suite le comité d'acquisition entamera une nouvelle démarche en vue de l'acquisition des terrains en question. Pour l'instant le Ministère des Finances n'a pas encore pu trouver un accord avec les propriétaires.

En cas d'un accord rapide avec les propriétaires, il faudra prévoir au moins une période d'environ deux ans pour la planification et les autorisations et de trois ans pour le chantier proprement dit.

Un site alternatif doit être envisagé si les circonstances et les contraintes liées au site actuel s'avèrent trop fastidieuses, mais pour l'instant aucun site alternatif n'est étudié. Nonobstant, le Gouvernement reste attaché à son programme gouvernemental et souhaite procéder dans les meilleurs délais à une construction d'un nouveau laboratoire pour les besoins de l'ASTA.

Question 1426 (04.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre de la mise à disposition de la plateforme Office365 :**

Den Educatiounsministère setzt d'Plattform Office365 (kuerz O365) vu Microsoft fir ronn 116.000 Persounen an (Stand 1. August 2019). Ënnert d'Benotzer fale souwuel Schülerinnen a Schüler ewéi och Enseignanten an aner Persounen, déi a Schoule schaffen.

No eisen Informatiounen huet O365 en Annuaire, deen och genee dës Funktionalitéit zur Verfügung stellt - nämlech déi vun engem virtuellen Telefonsbuch fir all Notzer vun O365. An dësem Annuaire stinn allen Notzer follgend Informatiounen zur Verfügung:

Vu Privatpersounen:

- Numm
- Virnumm
- Etablissement (Gemeng a Gebai am Fondamental)
- E-Mail-Adress
- Posten (Teacher, Pupil, Other)
- Eventuell eng Foto

Vu Gruppen:

- Numm
- Memberen

Bei Gruppen ass unzemierken, datt dëst och gëllt fir Gruppen, déi vum Benotzer als „groupe privé" markéiert goufen. Esou sinn eisen Informatiounen no am Annuaire och Gruppe mat Nimm wéi „@Raoul's Birthday" oder och „SF Drogenkultur" mat enger Lëscht vun hire Memberen ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wien huet alles Zougréff op d'Funktioun vun dësem Annuaire?

2. Hunn déi Betraffen hiren informéierten Accord ginn, fir an dësem Annuaire opgefouert ze ginn? Wa jo, ënner wéi enger Form? Wann nee, firwat net a wat ass d'legal Basis, op déi d'Regierung sech stäipt, fir hei keen Accord ze froen?

3. Ginn an dësem Annuaire d'Date vu Mannerjäregen ugewisen?

4. Wat ass d'legal Basis vun dësem Späicheren, Traitéieren a Publizéiere vu privaten Donnéeën?

5. Ass de Minister der Meenung, datt d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 (Loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves) dës Datebank mat Recherche-Funktioun ofdeckt?

6. Goufen d'Benotzer doriwwer informéiert, datt aner Benotzer och d'Membere vun engem „groupe privé" kënne consultéieren?

7. Ass de Minister der Meenung, datt et am Annuaire änlech Restriktioune misst ginn wéi am Fichier élève? Also eng Recherche-Funktioun, déi sech limitéiert op déi Persounen, mat deenen een direkt ze dinn huet?

8. Gouf d'CNPD gefrot, fir en Avis iwwert d'Funktionalitéit vum Annuaire ofzeginn? Falls jo, wat ass hir Konklusioun?

9. Kënnen eenzel Notzer en „opt-out" aus dem Annuaire maachen? Falls nee, wéi ass dat kompatibel mam Dateschutzgesetz?

10. Kann d'Funktionalitéit vum Annuaire vum O365 desaktivéiert ginn, falls se inkompatibel mam Dateschutzgesetz sollt sinn?

11. Fënnt de Minister, dass den Notzen, dee vum Annuaire ausgeet, et rechtfäerdegt, de Benotzer en Accès op eng komplett Lëscht vun iwwer 116.000 Persounen ze erméiglechen? Kann de Minister erklären, wouran den Notze vun dësem breeden Annuaire besteet?

12. Wéi vill Persounen hunn am Annuaire eng Foto hannerluecht? Hu si dës Foto selwer eropgelueden oder ginn och Fotoen aus anere Systemer automatesch importéiert? Goufen d'Persoune beim Upload vun hirer Foto doriwwer informéiert, wien dës Foto alles wäert kënne gesinn, zu welchem Zweck d'Foto genotzt wäert ginn a wéi dës Daten allgemeng wäerten traitéiert ginn? Wa jo, wéi?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Lëtzebuerger Educatiounsministère huet iwwert den CGIE, an op Demande vun den Enseignanten, eng digital an zäitgeméiss Kollaboratiouns- a Léierplattform an der Form vun der Plattform Office365 agefouert mam Zil, e modernen a securiséierten Austausch vun educationnellen a pedagogeschen Informatiounen an Dokumenter vun Enseignanten a Schüler ze erméiglechen. Lëtzebuerg huet sech hei un enger Rei aneren europäesche Länner inspiréiert, déi dëst Instrument hire Schüler an Enseignanten och zur Verfügung stellen.

Office365 ass deemno en Instrument fir eng digital Zesummenaarbecht a Kommunikatioun vun Enseignanten a Schüler, déi et erméiglecht, de Bildungs- an Erzéiungsoptrag vun der Schoul digital ëmzesetzen, ënner anerem um Niveau vun de Léierprozesser, vun der Verdeelung an de Verbesserunge vun den Hausaufgaben, vun der Kompetenzorientéierung, souwéi vun der Ënnerstëtzung vu Schüler duerch méi kleng individualiséiert Léiergruppen.

All Benotzer vun der Plattform kritt e Benotzernumm a Passwuert zur Verfügung gestallt mat enger Informatioun iwwert de Fonctionnement vun der Plattform (http://365.education.lu/). D'Zougréffsrechter fir déi eenzel Benotzer ginn entweeder vun de Benotzer selwer oder vum Besëtzer vun engem „Team" gesat, an zwar esou, datt en Austausch vun Dokumenter oder awer eng Zesummenaarbecht bannent engem Grupp, zum Beispill enger Klass oder enger spezifescher Aarbechtsgrupp, méiglech sinn. An deem Kader ginn déi néideg minimal Daten (ë. a. Numm, Virnumm, Schoul, E-Mail, Enseignant/Schüler) vum Benotzer an engem Annuaire op der Plattform gespäichert. Dësen Annuaire ass en noutwendegen techneschen Deel vun der Plattform an erméiglecht et der Schoul an den Enseignanten, déi néideg Gruppen opzestellen, fir hir educationnell a pedagogesch Missioune kënnen ze erfëllen.

Weider Detailer zu de Froe si follgend:

ad 1. All Benotzer vun der Plattform huet Zougréff op den Annuaire. Wichteg ze bemierken ass, datt ëffentlech Sichmaschinnen (Google, Bing, asw.) keen Zougréff hunn.

ad 2., 3., 4. + 5. betreffend d'legal Basis vun dem Traitement vun Daten:

Laut Artikel 6 (1) (e) vum europäeschen Dateschutzreglement (Règlement général sur la protection des données oder RGDP) ass den Traitement vu perséinlechen Date „licite" (legal), wann den Traitement noutwendeg ass fir d'Ausféierung vun enger Missioun am ëffentlechen Interessi (mission d'intérêt public). De CGIE stellt d'Office365-Kollaboratiouns- a Léierplattform der Schoulcommunautéit als digitaalt a geséchert Aarbechtsinstrument am Kader vu senger legaler Missioun am ëffentlechen Interêt vun dem Enseignement zur Verfügung. Den Annuaire vun Office365 ass Deel vum technesche Fonctionnement vun der Plattform. Deemno ass déi legal Basis am Artikel 6 (1) (e) vum RGPD ginn. D'Gesetz iwwert d'Schülerdatebank vum 18. Mäerz 2013 ass virun dem Aféiere vun der Plattform a virun der neier Reegelung vum RGPD ugeholl ginn.

ad 6. Dem Benotzer gëtt e Benotzernumm a Passwuert zur Verfügung gestallt mat enger Informatioun iwwert de Fonctionnement vun der Plattform als Kollaboratiouns- a Léierplattform (http://365.education.lu/). D'Plattform ass, wéi all anert Aarbechtsinstrument, net fir de private Gebrauch en place gesat ginn. De richtege Gebrauch vu Gruppe läit an der Responsabilitéit vun de Benotzer am professionelle Kader, an deem d'Plattform ze gebrauchen ass.

ad 7. Den Annuaire erméiglecht et, déi néideg Gruppen am Kader vun der Kollaboratiouns- a Léierplattform opzestellen. Den CGIE wäert dëse Punkt awer nach eng Kéier am Kontext vun der Datenimpaktanalys am Kader vum RGPD analyséieren.

ad 8. D'Plattform Office365 gouf agefouert am Joer 2016, als Remplacement vun der Plattform „mySchool!", déi zënter 2001 online war an e Virreider vun der Digitalisatioun vum Enseignement zu Lëtzebuerg war. D'CNPD ass iwwert d'Aféierung vun der Office365-Plattform informéiert ginn a si gëtt och nach eng Kéier am Kader vun der Dateschutzimpaktanalys laut Artikel 28 vum RGPD consultéiert. Dës Dateschutzimpaktanalys wäert sech un der Analys, déi scho vum hollännesche Gouvernement duerchgefouert gouf, orientéieren.

ad 9. Am Kader vun der Risikoanalys ginn d'Méiglechkeet an d'Konsequenze vun engem „opt-out" analyséiert.

ad 10. + 11. Den Annuaire ass en techneschen Deel vum Fonctionnement vun der Office365-Kollaboratiouns- a Léierplattform am Beräich vum Enseignement.

ad 12. Den CGIE hannerleet keng Fotoen am Annuaire, weeder automatiséiert nach manuell. Falls e Benotzer eng Foto sollt eroplueden, esou ass hien dofir responsabel, déi applikabel Gesetzer ze respektéieren.

Question 1428 (04.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **validation des acquis de l'expérience (VAE) :**

Am Juni gouf eng weider Reform vun der Beruffsausbildung gestëmmt. Mat dësem Gesetz huet d'Validation des acquis de l'expérience (VAE) keng gesetzlech Basis méi an der Beruffsausbildung. An dëst opgrond vu Feeler am Gesetz.

D'CSV hat en Amendement deposéiert, fir dëse Feeler ze korrigéieren. En Amendement, dee vun der Majoritéit net ugeholl ginn ass.

Obwuel den Här Minister dëse Feeler och agesinn hat an ënnerstrach hat, esou schnell wéi méiglech eng Gesetzespropositioun auszeschaffen, fir dëse Feeler réckgängeg ze maachen, ass dëst, eisen Informatiounen no, nach net geschitt.

Opgrond vun dësen Informatioune wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Sinn aktuell Kandidaten derbäi, hir VAE fir d'Beruffsausbildung ze maachen?

2. Wa jo, op wéi enger gesetzlecher Basis ginn dës Dossieren traitéiert?

3. Wéini gedenkt de Minister, der Validation des acquis de l'expérience an der Beruffsausbildung eng gesetzlech Basis ze ginn, respektiv de Feeler am Gesetz zur Beruffsausbildung ze redresséieren?

4. Sinn all d'groussherzoglech Reglementer, déi am Gesetz virgesi waren, ausgeschafft a publizéiert?

5. Wann nee, wéi eng Reglementer feelen nach a wéini ginn dës publizéiert?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et sinn aktuell Kandidaten, déi hir VAE fir d'Beruffsausbildung maachen. D'Dossiere gi weiderhin traitéiert an d'Persoune ginn an hiren Demarchë begleet. D'Avisen zu der VAE gi geschriwwen an d'Dossiere gi virbereet fir d'Sëtzunge vun der Autorité nationale. Dëse Prozess dauert an der Reegel zwielef Méint. An deene kommende Méint soll dann d'gesetzlech Basis geschafe ginn, fir d'Certificatioun duerch d'Autorité nationale um Enn vun dësem Prozess kënne virzehuelen.

ad 2. + 3. De Service de la formation professionnelle ass amgaang, déi gesetzlech Basis ze iwwerschaffen a verschidden Elementer ze redresséieren, respektiv ze preziséieren. Den entspriechenden Avant-projet de loi wäert Enn Januar op den Instanzewee geschéckt ginn.

ad 4. + 5. Déi Reglementer, déi fir de gereegelten Oflaf vum Schouljoer wichteg sinn, sinn ausgeschafft a publizéiert ginn. Dozou gehéieren zum Beispill:

- Règlement grand-ducal du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle;

- Règlement grand-ducal du 26 octobre 2019 fixant les référentiels d'évaluation dans le cadre de la formation professionnelle;

- Règlement grand-ducal du 1er août 2019 1. fixant les modalités pour accorder et retirer le droit de former un apprenti et 2. relatif à la prorogation et à la résiliation du contrat d'apprentissage, [...].

Zu de Reglementer, déi aktuell nach ausgeschafft ginn, gehéieren:

- dat iwwert de Conseil de classe an de Contenu vum Bulletin;
- dat iwwert d'Formation en cours d'emploi;
- dat iwwert de Groupe de pilotage;
- dat iwwert den Apprentissage transfrontalier.

Dës Reglementer sinn an der Ausaarbechtung a wäerten och an deene kommende Méint op den Instanzewee geschéckt ginn.

Question 1429 (05.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **livres scolaires :**

Wärend den zwou leschte Schoulrentréeë waren d'Schoulbicher fir d'Schüler gratis. All Buch, dat obligatoresch um Programm steet, war käschtefräi a just déi Bicher, déi op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoungen oder guer net offiziell virgesi sinn, hu misse bezuelt ginn. Des Weidere kruten d'Schüler fir all Buch, dat si gebraucht kaaft hunn, e Bong am Wäert vu 50 % vum gespuerte Buchpräis.

Anscheinend gouf et bei der leschter Rentrée awer e Problem mat engem Buch, dat vu villen Engleschproffen als Grondlag genotzt gëtt an trotzdeem just op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoung.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass den „Headway Advanced", e Buch fir den Engleschcours, dëst Joer iertemlecherweis op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoung, esou dass d'Schüler bzw. hir Eltere fir dëst Buch hu misse bezuelen, obwuel et eigentlech zu den obligatoresche Bicher hätt misse gehéieren?

Falls jo: Envisagéiert de Ministère, de Betraffenen d'Käschten am Nachhinein ze rembourséieren?

2. Gëtt no all Rentrée eng Evaluatioun vun de verkaafte Bicher gemaach? Ginn d'Lëschte vun de käschtefräie Bicher ugepasst, falls e fakultatiivt Buch e puer Joer noeneen héich Verkafszuelen opweist?

3. Gëtt et well en éischte Bilan doriwwer, wéi vill Persoune bis elo vun der Offer u Secondhandbicher Gebrauch gemaach hunn an dofir en Akafsbong kruten?

4. Ass de Minister der Meenung, dass d'Schoulen, virum Hannergrond vun enger intensivéierter Ressourcëschounung, selwer e Stock u Schoulbicher kéinten hunn, déi se de Schüler wärend dem Schouljoer gratis zur Verfügung géife stellen an déi nom Ofschloss vun enger Klass dann un déi nächst kéinte weidergereecht ginn?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den „Headway Advanced" ass net op der Lëscht vun de fakultative Bicher, mee vun den obligatoresche Bicher, déi awer vun der Schoul mussen ausgewielt ginn. D'Schoulen hunn hei missen e Choix tëscht verschiddene Bicher maachen. Wann dëst Buch net zu den obligatoresche Bicher gehéiert huet, da well déi betreffend Schoul dat esou entscheet huet.

ad 2. D'Entwécklung vum Gratisschoulbuchprogramm gëtt am Laf vun der Rentrée an doriwwer eraus evaluéiert a statistesch analyséiert. Op Basis vun den Erkenntnesser ginn d'App an de Contenu am Laf vum Schouljoer successiv un d'Bedierfnesser vun de Schüler ugepasst, fir d'Offer vun den obligatoresche Schoulbicher méiglechst optimal kënnen ze gestalten. D'Programmkommissiounen am Enseignement secondaire hunn d'Missioun, de Choix vun den obligatoresche Schoulbicher all Schouljoer nei ze definéieren.

ad 3. Um Stéchdatum vum 7. November 2019 sinn am Kader vum Gratisschoulbuchprogramm insgesamt 14.190 Akafsbonge mat engem Wäert vu 616.786,72 Euro erstallt ginn. Dovu goufe 6.189 Bongen an engem Gesamtwäert vun 134.995,54 Euro bei de Librairespartenaires ageléist.

ad 4. Virum Aféiere vun der Gratuitéit gouf zesumme mam Collège des directeurs dëse Mo-

dell analyséiert, gouf awer net zréckbehalen, dat wéinst dem administrativen Opwand a well net assuréiert konnt ginn, datt d'Bicher méi effizient genotzt kéinte ginn.

Question 1430 (06.11.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **fermeture du foyer Ediff à Mondercange :**

J'ai été mis au courant de la fermeture du foyer Ediff, sis à 153, rue d'Esch à Mondercange. Comme Madame et Monsieur les Ministres doivent sans doute le savoir, il s'agit d'une structure d'accueil et d'hébergement de demandeurs de protection internationale (DPI), gérée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). En septembre 2019, une lettre adressée par le directeur de l'OLAI à l'attention des résident(e)s bénéficiaires de la protection internationale avait pour objet une mise en demeure de quitter leur logement avant le 15 décembre 2019 sous peine d'une procédure judiciaire entamée à leur encontre.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes, respectivement à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, en fonction de leurs compétences respectives :

1) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile sont-ils au courant de la fermeture du foyer Ediff à Mondercange et ont-ils eu un échange avec le directeur de l'OLAI sur la mise en demeure de quitter les lieux des résident(e)s BPI de ce foyer ?

2) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile approuvent-ils cette mise en demeure ? Dans l'affirmative, quels sont vos arguments respectifs ?

3) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile peuvent-ils nous éclairer sur les raisons de la fermeture du foyer en question, ainsi que sur les précautions prises pour reloger les habitant(e)s demandeurs de protection internationale (DPI) et BPI, incité(e)s à quitter les lieux avant le 15 décembre 2019, en saison hivernale ?

4) Qu'adviendra-t-il du foyer Ediff de Mondercange après sa fermeture ?

En date du 16 octobre 2019, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 7403 portant sur la création de l'Office national de l'accueil (ONA). Ce projet de loi a pour motif principal de répartir les missions d'accueil et d'intégration dont l'OLAI avait la charge, entre les ministères respectivement de l'Asile et de l'Intégration. Ainsi, les missions relatives à l'intégration des DPI et BPI sont désormais exercées par le Ministère de l'Intégration de la Famille.

Partant je voudrais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

5) La mise en demeure de quitter les lieux des résident(e)s BPI du foyer Ediff signée par le directeur de l'OLAI est-elle liée, même indirectement, à cette nouvelle répartition des compétences d'accueil et d'intégration initialement réunies dans le chef de l'OLAI ?

Réponse commune (04.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Toute convention de mise à disposition et de fermeture de bâtiments au profit de l'OLAI est une décision prise d'un commun accord entre les ministères concernés, l'Administration des bâtiments publics et l'OLAI.

ad 2) Les résidents doivent quitter les lieux à cause d'un projet prévu de longue date, détaillé sous la réponse à la question numéro 4.

ad 3) Les raisons de fermeture sont détaillées sous la réponse à la question numéro 4.

Dans la mesure du possible, le relogement des personnes habitant le foyer Ediff est assuré par l'OLAI, en étroite collaboration avec son partenaire gestionnaire Caritas et l'office social communal.

Les résidents ont été informés en temps utile et des précautions ont été prises, dans la mesure des responsabilités et des compétences de chaque entité concernée.

ad 4) Il est prévu de transformer et de rénover l'ancien Centre d'éducation différenciée de Mondercange afin d'y implanter l'École fondamentale internationale pour les besoins de l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette (EIDE). Le programme actuel prévoit l'aménagement de douze salles de classe (pour environ 280 élèves) ainsi que des locaux pour le personnel enseignant. La mise en service est prévue pour septembre 2023.

ad 5) Non, il n'y a pas de lien avec la répartition des compétences d'accueil et d'intégration initialement réunies dans le chef de l'OLAI.

Question 1432 (06.11.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **situation des bénéficiaires de protection internationale en quête d'un logement au Luxembourg :**

En septembre 2019, une lettre adressée par le directeur de l'OLAI à l'attention des résident(e)s bénéficiaires de la protection internationale du foyer Ediff à Mondercange avait pour objet une mise en demeure de quitter leur logement avant le 15 décembre 2019 sous peine d'une procédure judiciaire entamée à leur encontre. L'expéditeur de la lettre rappelle notamment que le statut de BPI ne donne plus droit aux aides matérielles d'accueil, comprenant l'hébergement, de l'OLAI en faveur des DPI. Les destinataires de la mise en demeure sont ainsi invités à « trouver un logement sur le marché privé qui est adapté à [leurs] besoins personnels ».

Or, Madame et Monsieur les Ministres ne sont pas sans savoir que les conditions d'accès à un logement au Luxembourg ne sont actuellement faciles pour personne, encore moins pour les ménages à bas salaires et/ou vivant en dessous du seuil de pauvreté. Pour rappel, le taux de travailleurs pauvres s'élève actuellement à 13 %, le taux de pauvreté est de 18,3 % et le salaire minimum tout comme le REVIS n'atteignent pas le budget de référence récemment mis à jour par le Statec pour mener une vie décente au Luxembourg. Considérant ces problèmes d'envergure auxquels est confronté la population résidente, la situation des réfugié(e)s bénéficiaires de la protection Internationale, primo-arrivants marqués par une vulnérabilité sociale, économique et psychologique parfois extrême, ne peut guère être plus avantageuse. D'ailleurs, différentes organisations telles que le Flüchtlingsrot et la Commission consultative des droits de l'homme, mais aussi tous les interlocuteurs de la société civile œuvrant sur le terrain à l'intégration des BPI, soulignent la forte dépendance de ces derniers aux aides dispensées par les offices sociaux. De fait, la crise du logement qui touche des pans toujours plus larges de la population par la poussée exponentielle des prix des loyers sur le marché privé de l'immobilier, renvoie à la responsabilité des communes et de l'État quant à la construction et la réhabilitation de logements publics et sociaux qui font actuellement défaut. Il s'avère que les communes ont l'autorité de fixer une surface minimale pour les logements construits sur leur territoire qui peut être prescrite dans le cadre du plan d'aménagement général de la commune. Sur le marché de l'immobilier public, mais encore davantage sur le marché privé, le prix du loyer augmente avec la taille de la surface du logement. De même, la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit une surface minimum de 12 m^2 pour la première personne et 9 m^2 pour toute personne complémentaire, sachant que pour les logements subventionnés, les enfants de douze ans au moins doivent obligatoirement disposer d'une chambre à part. Compte tenu de ces critères, les possibilités d'accès à un logement correspondant aux besoins des personnes BPI en accord avec leurs revenus disponibles, semblent déjà considérablement limitées.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Vu les critères quant à la surface minimale autorisée d'un logement locatif sur le marché public et la pénurie générale de logements publics, sociaux et à coûts modérés, Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que les BPI et les populations vulnérables en général courent davantage le risque d'être mal logés, c'est-à-dire dans des conditions insalubres et dans la promiscuité, en étant obligés de recourir aux offres de logements sur le marché privé ?

2) Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que cela constitue un obstacle à l'intégration et la cohésion sociale, selon la définition[7] donnée par l'article 2 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ?

Selon cette définition de l'intégration susmentionnée, « l'intégration est une tâche que l'État, les communes et la société civile accomplissent en commun ». L'une des cinq priorités du Plan d'action national d'intégration consiste en la « mise en place d'un suivi et d'évaluation de la politique d'intégration à long terme » et de se donner les moyens nécessaires pour suivre les objectifs et mesures d'intégration fixés par le plan d'action susmentionné, notamment en ce qui concerne ici la recherche « des solutions aux défis de logement des BPI avec les autorités locales et autres en la matière ».

Partant, nous voudrions poser la question suivante à Mesdames les Ministres de l'Intégration et de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement :

3) Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous faire part des démarches concrètes en cours au sein de leur ministère respectif ou dans la collaboration des ministères concernés pour trouver les solutions aux défis de logement des BPI ?

Enfin, dans son dernier rapport sur les conditions d'accueil des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'homme soumet des recommandations quant au logement des BPI et propose notamment de faire « un recensement des logements étatiques et paraétatiques non occupés et d'engager des travaux de rénovation nécessaires pour agrandir le parc des logements sociaux et y réserver des places pour les BPI ».

4) Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de l'Intérieur sont-ils prêts à suivre les recommandations de la CCDH, respectivement existe-t-il déjà des projets qui répondent à ces recommandations ?

La CCDH soulève également une problématique liée à des dispositifs de logement chez l'habitant et/ou en colocation, mis en place par des organisations de la société civile. En effet, les habitant(e)s des colocations sont considéré(e)s comme une communauté domestique, ce qui empêche des personnes individuelles d'avoir accès à certaines aides sociales, comme le REVIS par exemple ou encore la subvention loyer. Compte tenu de la situation particulière des BPI, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale a été modifiée de manière à ce qu'une personne majeure, hébergée à titre gratuit dans une communauté domestique où le REVIS n'est pas dû et pour laquelle la personne crée des charges pour la communauté, peut être considérée comme personne seule pour une durée maximale de douze mois et ne perd donc pas son droit au REVIS.

5) Monsieur le Ministre du Logement peut-il nous informer si une réglementation des colocations tenant compte de la problématique susmentionnée est en cours de route ?

6) Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration peut-elle nous dire si une modification ponctuelle de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale qui tienne compte de la problématique générale d'accès au logement et à l'autonomie financière pour les BPI tout comme pour les personnes exposées au risque de pauvreté et à l'exclusion sociale est prévue ?

Réponse commune (10.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'aide sociale au Luxembourg est un droit qui « assure aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière, afin de les aider à acquérir ou à préserver leur autonomie » (loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, article 2). Cette aide sociale s'adresse donc à toutes les personnes dans le besoin qui résident sur le territoire du Luxembourg conformément à la législation en vigueur. Les personnes qui bénéficient du statut de réfugié au Luxembourg remplissent toutes les conditions légales pour avoir accès à l'aide sociale. Elles sont résidentes à part entière et, en conséquence, bénéficient des mêmes droits en matière sociale que les autres résidents.

À ce titre, les personnes qui sont bénéficiaires d'une protection internationale ainsi que les membres de leur famille ont un droit au revenu d'inclusion sociale (REVIS), qui leur confère des moyens d'existence de base, à noter que ces personnes ne sont pas visées par une condition de résidence de cinq ans préalable à leur demande de REVIS. Concernant l'accès au REVIS des personnes qui vivent en colocation, il y a lieu de préciser que ces personnes ont accès individuellement à la prestation, à condition que le colocataire, demandeur de la prestation, soit en possession d'un contrat de bail à son nom. Plus encore, Messieurs les Députés font référence, à juste titre, à l'article 4, paragraphe 3, de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, qui dispose que les personnes qui sont hébergées à titre gratuit dans une famille à leur sortie d'un foyer de réfugiés géré par l'OLAI ou ses partenaires, peuvent bénéficier du REVIS en tant que communauté domestique à part, sans prise en compte des revenus du ménage qui les héberge. Cette mesure, limitée à douze mois et qui s'adresse également à d'autres catégories de personnes énumérées dans ledit paragraphe, a été prise afin de permettre aux personnes bénéficiant du statut de réfugié, d'être hébergées temporairement dans une famille, sans pour autant perdre leurs droits à la prestation.

Au vu de la portée générale de la loi modifiée du 28 juillet 2018 précitée et des dispositifs spécifiques qui s'adressent aux personnes bénéficiaires du statut de réfugié, il n'y a, pour l'instant, pas lieu d'apporter de modification ponctuelle à la loi. Conformément à la motion adoptée lors du vote de la loi, une évaluation du dispositif REVIS sera effectuée après une période de trois années et, le cas échéant, des adaptations seront proposées.

La politique en matière sociale est donc inclusive et elle ne dépend pas du statut d'une personne, mais de son degré de vulnérabilité. Nous partageons l'avis de Messieurs les Députés que les personnes qui bénéficient du statut de réfugié ont un risque accru de faire partie des populations vulnérables qui sont davantage exposées aux difficultés de trouver un logement et au mal-logement. Or, l'intégration dans la société luxembourgeoise est plus aisée lorsque la personne vit dans un logement digne et abordable.

Ainsi, lors de l'implantation dans une commune d'un foyer pour réfugiés, la question du logement et de l'intégration des personnes hébergées temporairement dans le foyer est toujours abordée et discutée avec les responsables communaux.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a conventionné et/ou soutient financièrement un certain nombre d'initiatives qui œuvrent en faveur de l'accès au logement des personnes démunies, telles l'Agence immobilière sociale (AIS), la « Wunnengshëllef », le projet LogIS de la Fondation Caritas ou certains services d'aide au logement locaux et régionaux. Parallèlement à ces mesures, les personnes qui bénéficient du statut de réfugié, sont, entre autres, accompagnées lors de leur recherche d'un logement afin de pallier la barrière des langues et d'expliquer les procédures en matière de bail à loyer. Dans le cadre du Parcours d'intégration accompagné (PIA), qui s'adresse aux personnes dès le moment où elles ont déposé une demande de protection internationale, un module a trait à la thématique du logement au Luxembourg.

Dans leur question parlementaire, Messieurs les Députés renvoient à la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Il convient de noter qu'à l'heure actuelle, la surface minimum au sol d'un logement mis à la disposition aux fins d'habitation ne peut pas être inférieure à 9 m² pour le premier occupant, à 18 m² en cas d'occupation par deux personnes, à 24 m² en cas d'occupation par trois personnes, et à 30 m² en cas d'occupation de quatre personnes, conformément à l'article 32 de ladite loi. Pour ce qui est des 12 m^2 mentionnés par Messieurs les Députés et qui renvoient à la disposition de l'article 5 du règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, il y a lieu de noter que cette disposition n'est pas d'application au vu du texte légal.

La loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation actuellement en projet (document parlementaire n° 7258) prévoit en outre une refonte des dispositions en matière des critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation, et notamment que la surface d'une chambre ne pourra « être inférieure à 9 m² par occupant ». De plus, dorénavant, aucune chambre à coucher d'un logement respectivement aucune chambre ne pourra être occupée par plus de deux personnes majeures.

Concernant les réponses à donner aux défis du logement des BPI, il convient d'informer Mes-

[7] « Le terme intégration désigne un processus à double sens par lequel un étranger manifeste sa volonté de participer de manière durable à la vie de la société d'accueil qui, sur le plan social, économique, politique et culturel, prend à son égard toutes les dispositions afin d'encourager et de faciliter cette démarche, [...] ».

sieurs les Députés qu'à part les récents efforts réalisés par les différents promoteurs publics pour créer davantage de logements locatifs abordables au Luxembourg, dont peuvent évidemment également bénéficier les personnes qui ont le statut de réfugié, l'État accorde des participations financières substantielles aux communes qui construisent non seulement des logements pour demandeurs d'asile, mais également des logements sociaux destinés aux ménages avec faible revenu, dont des BPI.

En effet, le Gouvernement luxembourgeois a élaboré en 2015 un paquet de mesures contenant entre autres des aides financières et administratives afin de faciliter, d'une part, l'accueil et l'intégration des BPI et, d'autre part, l'accès au logement de personnes éligibles à des aides au logement locatif.

Le prédit paquet de mesures est transposé moyennant une convention à signer entre les administrations communales et l'État luxembourgeois, représenté par le Ministre de l'Intérieur.

En contrepartie des aides financières et administratives accordées par l'État, les communes mettent à disposition des personnes précitées des logements dont elles sont soit propriétaire, soit locataire auprès de propriétaires-bailleurs privés. À noter que les communes signent avec les propriétaires un contrat de bail sur base de la loi modifiée du 21 septembre 2006, tandis que « la location » ou « la sous-location » de l'immeuble se fait moyennant un contrat de mise à disposition au profit du bénéficiaire qui ne tombe pas sous le champ d'application de la loi du 21 septembre 2006 précitée.

Les logements sont mis à disposition paritairement aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes éligibles à des aides au logement.

Pour les logements loués par les communes auprès de propriétaires-bailleurs privés, l'État prend en charge la différence entre le montant du loyer négocié dans le contrat de bail avec le propriétaire-bailleur privé, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé, et le prix de la mise à disposition fixé suivant un barème défini dans une convention-type.

Le plafond du montant du loyer, subventionné par l'État, est déterminé sur base de la moyenne des loyers payés sur le territoire de la commune pour un type de logement déterminé, en principe suivant l'indicateur des prix annoncés par l'Observatoire de l'habitat. Le montant pris en compte pour le calcul de la part subventionnée par l'État est de 100 % des prix annoncés moyens à la location en distinguant par les communes sur le territoire desquels sont situés les objets.

Le paquet de mesures prévoit encore que l'État participe à la prise en charge des frais de gestion des logements loués auprès de propriétaires-bailleurs privés à concurrence d'un forfait de 1.200 euros par an et par logement géré.

De plus, l'État supporte les communes dans les domaines scolaire et parascolaire, des cours pour adultes et de l'aide sociale pour faciliter l'accueil et l'intégration des bénéficiaires de protection internationale.

Ainsi le contingent de leçons est augmenté de deux leçons hebdomadaires par enfant de BPI qui, suite à la scolarisation dans une classe spécialisée de l'État, intègre une classe régulière de l'enseignement fondamental.

Le gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil bénéficie d'une contribution de l'État à concurrence de 100 euros par mois et par enfant de bénéficiaire(s) de protection internationale pris en charge.

La durée des conventions signées entre l'État luxembourgeois et les communes est fixée à trois ans, sans tacite reconduction. Il en est de même en ce qui concerne les contrats de mise à disposition conclus entre les communes et les bénéficiaires de protection internationale.

Quant aux logements étatiques non occupés, nous voudrions renvoyer Messieurs les Députés à la réponse à la question parlementaire n° 0867 du 5 juillet 2019 concernant les logements de fonction, qui informe notamment que les logements de service affectés à la Police grand-ducale et à l'Administration des douanes et accises et non occupés par ceux-ci, sont dans la plupart des cas réaffectés à l'Agence immobilière sociale (AIS).

Q166

Question 1433 (06.11.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **peines incompressibles :**

En Belgique, l'ex-femme de l'homme qu'on appelait le « monstre de Charleroi », condamnée en 2004 à 30 ans de prison, s'est vu accorder la liberté conditionnelle en 2012. Cette décision avait fait couler beaucoup d'encre et relancé le débat autour des peines incompressibles. La demande de libération « anticipée » de son ex-mari Marc Dutroux fait aujourd'hui la une des chroniques. Ces discussions ne se limitent toutefois pas à la Belgique. Le Luxembourg a connu au moins une affaire similaire.

Il se trouve toutefois qu'en Belgique, le législateur a pris les devants. Par une loi du 21 décembre 2017, il a consacré pour des faits particulièrement odieux une période de sûreté durant laquelle aucun aménagement de la peine n'est possible. Il existe également en France des dispositions analogues.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faille suivre les exemples belge voire français ?
• Dans l'affirmative, pour quels faits de telles périodes de sûreté pourraient être envisagées ?
• Dans la négative, pour quelles raisons s'oppose-t-elle à l'introduction de périodes de sûreté en droit luxembourgeois ?

Réponse (09.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les honorables Députés profitent du dépôt, en Belgique, d'une demande de réexamen psychiatrique en vue d'une éventuelle libération conditionnelle par le criminel Marc Dutroux, pour m'interroger quant à mon intention d'introduire au Grand-Duché des peines incompressibles ou périodes de sûreté.

Le droit pénal ne s'applique pas à des « monstres » mais à des personnes dont la prévalence en matière de pédophilie est malheureusement fréquente et les comportements variés.

Le fléau de la traite de mineurs, l'ampleur prise par l'industrie pédopornographique, les statistiques confirmées tout comme les chiffres noirs craints relatifs aux abus sexuels infligés aux mineurs témoignent de l'importance de mesures à caractère tant thérapeutique que répressif, l'objectif cardinal étant la protection de la victime.

En ce qui concerne l'introduction de peines incompressibles, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme exclut les peines à perpétuité, et exige corrélativement que les peines dites « incompressibles » soient mises en place de manière à permettre au détenu de prévoir la possibilité d'une libération conditionnelle ainsi que d'en connaître les modalités précises. En matière de crimes à caractère pédophile, ces exigences se présentent de manière identique. Il n'existe à l'heure actuelle aucun indice justifiant le renforcement des mesures pénales en la matière.

En ce qui concerne l'introduction d'un dispositif de rétention de sûreté tel qu'il existe entre autres en France, Belgique et Allemagne, j'attire l'attention des honorables Députés sur le fait que la rétention de sûreté a fait l'objet de nombreuses critiques du fait qu'il s'agit, en définitive, d'instaurer une peine après la peine qui ne permettrait pas davantage au détenu de se réhabiliter, ni de connaître les conditions d'une éventuelle libération. Il n'existe pas davantage d'indice justifiant le recours à un dispositif aussi lourdement critiqué du point de vue de la protection des droits fondamentaux.

Question 1434 (06.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **candidats sursitaires dans la carrière de professeur :**

Am Enseignement sinn aktuell (Stand September 2019) an der Proffekarriär (A1) 603 Candidats sursitaires beschäftegt, also Proffen, déi no den deemolege Bestëmmungen - déi ënner anerem e verflichtenden Travail de candidature virgeschriwwen hunn - hire Stage nach net ofgeschloss hunn. Vu datt aktuell souwuel den Travail de candidature ewechfält, wéi och d'Stagezäit verkierzt gouf, sinn d'Candidats sursitaires mat enger ganzer Rei un Ongerechtegkeete konfrontéiert, déi virun allem finanzieller Natur sinn, awer och am Beräich vun den Altersdechargen. D'FEDUSE huet an deem Kontext en Dokument veröffentlecht mat enger ganzer Rei u Léisungsvirschléi.

D'Chamber hat den 11. Juli 2019 eng Motioun ugeholl, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, datt fir d'Rentrée 2019/2020 sollte Moossname proposéiert ginn, fir der Diskriminatioun vun de Professeurs sursitaires en Enn ze setzen.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Här Minister vum ëffentlechen Déngscht gär dës Froe stellen:

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt am Hibléck op déi nei Stagekonditioune vun de Proffen och d'Candidats sursitaires musse fair behandelt ginn?

2. A wéi engem zäitleche Kader ka mat enger Verhandlungsléisung gerechent ginn? Gëllt dës da réckwierkend op d'Rentrée 2019?

Réponse commune (11.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Den Educatiounsministère huet an e puer Verhandlungsronne mat de Gewerkschafte vun den Enseignanten eng Propositioun ausgeschafft, déi de Candidats sursitaires nei Méiglechkeete fir den Zougang zum Statut vum Professer gëtt, an esou der Motioun Rechnung dréit, déi d'Chamber den 11. Juli 2019 adoptéiert huet. Dës Propositioun ass hei ugehaangen.

Ech wäert an den nächsten Deeg déi concernéiert Kandidate perséinlech uschreiwen, fir si iwwert d'Moossnamen ze informéieren, déi an hirem Interessi zréckbehale goufen.

Version du 19 novembre 2019

L'accès des candidats sursitaires à la fonction de professeur[8]

Par une motion adoptée le 11 juillet 2019, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à présenter à la rentrée scolaire 2019-2020 des mesures destinées à permettre aux professeurs-candidats sursitaires l'accès à la fonction de professeur « en prenant en compte les décharges dont ils ont bénéficié pour élaborer le TC sans que celui-ci ait été terminé ».

À la date du 14 octobre 2019, 561 personnes sont recensées sous les statuts du « professeur-candidat » et du « professeur-candidat sursitaire » ; le tableau ci-dessous renseigne leur ancienneté dans la fonction de candidat.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La situation des professeurs-candidats sursitaires

Après avoir passé avec succès l'examen de fin de stage, les professeurs-stagiaires ont accédé au statut de « candidat » ; à ce titre, ils ont bénéficié pendant 18 mois d'une décharge de 5 leçons de leur tâche d'enseignement pour la rédaction du travail de candidature (TC). À l'issue de cette période, en cas de non-remise ou de refus dudit travail, leur tâche régulière en tant que professeurs-candidats « sursitaires » a été portée à 22 leçons.

Outre les désavantages liés à leur traitement, les professeurs-candidats sursitaires ne bénéficient ni des coefficients d'allègement horaire ni des décharges pour ancienneté.

Trois voies pour accéder à la carrière de professeur

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse propose trois possibilités pour l'accès à la fonction de professeur.

Ces propositions s'adressent aux seuls professeurs-candidats sursitaires à l'exclusion de toutes les autres catégories de personnel enseignant du secondaire.

La remise du travail de candidature

La voie régulière de l'accès à la fonction de professeur par la remise d'un travail de candidature reste ouverte.

Aux termes de l'article 115 de loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale (« Les dispositions de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire restent en vigueur pour une période de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour les (...) candidats de l'enseignement postprimaire qui ont (...) réussi leur stage pédagogique avant le 1er octobre 2015. »), les professeurs-candidats sursitaires disposent jusqu'au 1er avril 2027 pour remettre leur travail de candidature.

La remise d'un travail dans l'intérêt de l'éducation nationale

Le Ministère de l'Éducation nationale investit de plus en plus de ressources dans l'élaboration de matériels didactiques spécifiquement adaptés au contexte scolaire luxembourgeois. Dans ce cadre, les professeurs-candidats auront la possibilité de collaborer au développement de matériels didactiques, de préférence des matériels numériques, et qui seront mis à disposition des acteurs de l'éducation nationale sous forme d'une licence « creative commons ». Puisqu'au sein du MENJE, le SCRIPT est responsable du développement des matériels, les personnes qui optent pour cette voie se concerteront avec les membres de la division du développement de matériels didactiques du SCRIPT en ce qui concerne le cahier des charges à respecter.

Ce processus comporte trois phases : Dans une première phase, les candidats suivront une formation de base au sujet des droits d'auteur et de l'élaboration de matériels didactiques (huit à dix heures au total) et ils définissent, ensemble avec le SCRIPT, les détails du cahier des charges (contenus du matériel, rapport avec les programmes et curricula, besoins en ressources, etc.). Dans un deuxième temps, les candidats élaborent les matériels didactiques selon le cahier des charges, en respectant les droits d'auteur, et prévoient, si possible, des mises à l'essai dans des classes. Finalement, un avis sur le matériel élaboré sera formulé par la commission des programmes concernée, les matériels seront finalisés et mis en page. La publication peut se faire dans des manuels et matériels édités par le SCRIPT et/ou sur des plateformes d'échange entre enseignants.

La prestation de leçons supplémentaires

Pendant leur période de candidature, les professeurs-candidats ont bénéficié d'un total de 270 leçons de décharge de leur tâche d'enseignement (54 semaines x 5 leçons). Par conséquent, la prestation de 270 leçons supplémentaires donnera accès à la fonction de professeur. Une modulation de ce volume est prévue en fonction de l'ancienneté des agents dans le statut de candidat :

a. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2013 et 2019 : 270 leçons ;

b. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2007 et 2012 : 230 leçons ;

c. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2001 et 2006 : 190 leçons.

Toutefois, comme les candidats ne bénéficient pas des coefficients d'allègement horaire, la prestation de leçons supplémentaires s'avère difficile. Or, l'application d'un coefficient moyen de 1,15 à la tâche d'un candidat conduirait à la prestation d'environ 120 leçons supplémentaires par an.

C'est pourquoi le mécanisme suivant est proposé :

- un volume de 120 leçons supplémentaires est imputé au compte épargne-temps (CET) du candidat prestant une tâche complète ;

- les leçons supplémentaires en question ne peuvent pas être rémunérées ;

- le total des leçons pouvant être affectées au CET ne peut dépasser le maximum annuel prévu par la loi sur le compte épargne-temps ;

- la nomination à la fonction de professeur intervient lorsque le CET atteint l'un des seuils fixés ci-dessus ; le solde du CET est alors diminué d'autant de leçons.

Alors que le solde de son compte épargne-temps est inférieur à 270 leçons ou à l'un des autres seuils fixés ci-dessus, le candidat sursitaire peut à tout moment remettre le travail dans l'intérêt de l'éducation nationale tel qu'il est décrit ci-dessus. C'est alors qu'intervient la nomination à la fonction de professeur ; les candidats optant pour cette possibilité gardent le bénéfice des leçons imputées au CET. Le même principe s'applique aux candidats sursitaires qui remettent leur TC avant d'avoir presté 270 leçons supplémentaires.

Pour les services à temps partiel, le volume de leçons affectées au CET est calculé proportionnellement à 120 leçons.

La comptabilisation des leçons supplémentaires se fera par le biais de l'outil informatique mis en place pour la gestion du compte épargne-temps des enseignants du secondaire.

Le classement des candidats admis à la fonction de professeur

Le classement des candidats-professeurs sursitaires qui accéderont à la fonction de professeur par l'une des voies décrites plus haut se fera suivant les modalités définies à l'article 19 de la loi modifiée du 22 juin 1963 : « Au terme

[8] Pour une meilleure lisibilité du présent document, le terme de « professeur » désigne dans la suite toutes les fonctions représentées dans l'enseignement secondaire (maître de cours spéciaux, maître d'enseignement technique, formateur d'adultes, professeur).

de la période de candidature, le candidat qui a présenté avec succès son travail de candidature est nommé à la fonction et au grade pour lesquels il a accompli avec succès le stage pédagogique et la réduction (...) est supprimée. » Il s'agit de la réduction de 30 points indiciaires appliquée au traitement des candidats sursitaires par rapport au traitement des professeurs.[9]

Il convient ensuite de distinguer plusieurs cas :

a. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu à partir du 1er octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date de nomination en tant que candidat-professeur est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

b. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu à partir du 1er octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date de nomination en tant que candidat-professeur est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

c. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu avant le 1er octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date du 1er octobre est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

d. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu avant le 1er octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date du 1er octobre est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

N. B. 1 : Le 1er octobre 2015 est la date de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives au stage (suppression du travail de candidature).

N. B. 2 : Aucun candidat ne peut obtenir de nomination en tant que professeur avant l'expiration de la période de candidature de 18 mois.

À partir de leur admission à la fonction, les professeurs nouvellement nommés bénéficieront des coefficients d'allègement horaire et des décharges pour ancienneté.

L'ancienneté dans la fonction, prise en compte pour déterminer le rang des postulants à l'occasion d'une demande de mutation court à partir de la nomination en tant que professeur.

La fin du statut du candidat

Les candidats sursitaires qui, à la date du 1er avril 2027, n'auront pas obtenu de nomination par l'une des voies esquissées ci-dessus, accéderont à la fonction de professeur sans autre contrepartie. Ils gardent le bénéfice des leçons imputées au CET.

Question 1435 (11.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**organisation UNAIDS :**

Bei der UNO-Ënnerorganisatioun fir de Kampf géint den Aids (UNAIDS/ONUSIDA) gouf et eng Rei vun Affären an Accusatiounen (sexuell Belästegung, Nepotismus a Clientèlismus, Mëssmanagement an esou weider ...), déi zanter e puer Joer d'Aarbecht vun där Organisatioun belaaschten. Am Zenter vun där Kontrovers war och e fréieren Direkter vun der ONUSIDA, deen haut Minister am Mali ass.

An deem Zesummenhang wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an UNAIDS? Wéi vill Sue gëtt Lëtzebuerg un déi Organisatioun? Wéi ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Aarbecht vun UNAIDS?

2. Huet Lëtzebuerg zu iergendengem Ableck an déi Diskussioune ronderëm de schlechte Management bei UNAIDS agegraff an, wa jo, wéini an a wéi enger Form? Wann nee, firwat net?

3. Huet Lëtzebuerg een oder méi „good will Ambassador(s)" oder en „Ambassadeur spécial" vun der UNAIDS an, wa jo, wie sinn déi Perséinlechkeeten, déi sech hei am Land an doriwwer eraus besonnesch fir UNAIDS asetze sollen?

4. Hunn déi Perséinlechkeeten zu iergendengem Ableck Stellung zu de Problemer bei UNAIDS geholl?

5. De Mali ass en Zilland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Wéi vill Suen investéiert Lëtzebuerg am Mali an de Gesondheetssecteur an an déi sozial Sécherheet? Wéi kontrolléiert Lëtzebuerg, datt déi Sue korrekt ausgi ginn?

Réponse commune (03.12.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Schafung vum gemeinsamen Aidsprogramm ass 1994 vun de Memberstaate vun der UNO gestëmmt ginn, mam Zil, fir den Asaz géint den HIV-Virus an d'Aidsepidemie ze verstäerken. Lëtzebuerg huet dofir UNAIDS zënter senger Grënnung finanziell a politesch ënnerstëtzt. Am Joer 2018 huet Lëtzebuerg eng Kontributioun vun 2,45 Milliounen Euro un UNAIDS gemaach an ënnerstëtzt niewendrun och zwee spezifesch Programmer. Deen éischten - am Wäert vun enger Millioun Euro - bezitt sech op d'Thematik vum Genre, an deen zweeten - och am Wäert vun enger Millioun Euro - ënnerstëtzt en Entwécklungsplang an der Prioritéitsregioun vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, nämlech West- an Zentralafrika. Am Joer 2019 waren d'Montante bal déi selwecht, mat enger Kontributioun vun 2,5 Milliounen Euro. Déi zwee aner Projete sinn och esou weidergefouert gi mat all Kéiers enger Millioun Euro.

Wärend d'Epidemie an den héichentwéckelte Länner konnt gebremst ginn, liewe weiderhi geschate 40 Millioune Leit weltwäit mam Virus. Déi am mannsten entwéckelt afrikanesch Länner sinn an éischter Linn vun der Epidemie betraff, dorënner och déi fënnef Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, also de Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger a Senegal. De Plan de rattrapage, dee mer via UNAIDS ënnerstëtzen, fërdert deemno de Kampf géint HIV-Aids virun allem an Afrika.

ad 2. En externe Rapport huet 2018 effektiv schlechte Management an der Direktioun vum Sekretariat vu UNAIDS festgestallt, deen näischt mat der finanzieller Gestioun ze dinn hat, wouropshin den deemolegen Directeur exécutif, de Michel Sidibé, am Juni vun dësem Joer zréckgetrueden ass.

Nodeems d'Autoritéite vun de Problemer bei UNAIDS informéiert goufen, huet Lëtzebuerg op verschidde Skandaler am Zesummenhang mat der schlechter Personalgestioun reagéiert, besonnesch a Fäll vu sexueller Belästegung, déi verschidde Beamte vun der Organisatioun UNAIDS virgeworf kruten. Lëtzebuerg huet via de Conseil de coordination vum Programm, an deem eist Land vertrueden ass, verschidde Moossnamen ënnerstëtzt, nodeems d'Inspektiounsunitéit vun der UNO mat der Opklärung vun de Mëssstänn mandatéiert gouf.

Lëtzebuerg engagéiert sech besonnesch fir d'Fraerechter an d'Gläichheet vun de Geschlechter a vertrëtt dobäi déi selwecht Linn wéi zum Beispill Holland, Schweden an d'Belsch. Mir hunn ee vun Australien initiéierte Bréif un de Generalsekretär vun de Vereenten Natiounen zu New York mat ënnerschriwwen, an deem d'Konsequenze fir de schlechte Management gefuerdert goufen. En externen, onofhängege Comité gouf deemools och beoptraagt, en neie Kandidat fir de Poste vum Directeur exécutif ze fannen.

All dës Prozesser sinn antëscht ofgeschloss: De Rapport vun der Inspektiounsunitéit vun der UNO gëtt an der nächster Sessioun vum Conseil de coordination presentéiert, aus deem sech den Aktiounsplang ergëtt. Dee gesäit vir, dass UNAIDS sech zu adequatem Management verflichte muss. Zenter dem 1. November 2019 huet UNAIDS och eng nei Direktesch an der Persoun vun der Madamm Winnie Byanyima aus dem Uganda.

ad 3. Enn 2014 ass den Här Marc Angel vum fréiere Minister vun der Kooperatioun an der humanitärer Aktioun, dem Här Romain Schneider, a vun der UNAIDS, zum „UNAIDS Champion" fir d'Initiativ 90-90-90 ernannt ginn. Vun do un huet den Här Angel sech aktiv géint déi weider Ausbreedung vum HIV-Aids op internationalem Niveau engagéiert. Déi enk Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an UNAIDS gouf wärend dem Koordinatiounsrot vun UNAIDS am Dezember 2014 confirméiert.

De Marc Angel setzt sech zënter den 80er Jore géint den Aids an an huet vill Erfarung an dësem Beräich gesammelt. Hie war donieft President vun der ONG „Stop Aids Now" an ass nach ëmmer aktiv an der Aidsberodung. Hien ass haut souwuel am Asaz um Sëtz zu Genf wéi och an de Partnerlänner vun der Kooperatioun fir UNAIDS-Feldmissiounen ënnerwee.

ad 4. D'Problemer, ëm déi et hei geet, bezéie sech op déi intern Situatioun vun der Ekipp, déi schlecht geréiert gouf. Wärend där Kris war den Här Angel a reegelméissegem Kontakt mat der Lëtzebuerger Kooperatioun an der permanenter Representatioun zu Genf zu dësem Theema.

A Koordinatioun mat der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun huet den Här Angel d'Entwécklung vun dësem Dossier also intensiv matverfollegt. Dozou bleift och ze soen, dass d'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun an den Här Angel kee Kontakt mat de concernéierte beschëllegte Fonctionnairë vun UNAIDS haten. Den Här Angel huet sech als Champion fir d'90-90-90-Ziler vun UNAIDS fir maximal Transparenz a Verantwortlechkeet am Ëmgang mam schlechte Management am Sekretariat agesat an huet dofir och d'Fuerderunge vun deem australesche Bréif mat ënnerstëtzt. Déi nei Direktesch, d'Madamm Winnie Byanyima, huet sech hirersäits derzou engagéiert, déi intern Problemer ze reegelen, fir dass se an Zukunft net méi opkommen.

ad 5. De Mali ass zënter méi wéi 20 Joer e Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Lëtzebuerg huet sech an deene Jore virun allem an de Secteure vum Waasser an dem Assainissement, der Landwirtschaft, der alimentärer Sécherheet an der Beruffsausbildung engagéiert. Tëschent 2008 an 2014 huet Lëtzebuerg 8,5 Milliounen Euro an ee bilaterale Projet investéiert, dee sech, am Süde vum Land (Regioune vu Ségou a Sikasso), primär un de Gesondheetssecteur adresséiert huet.

Wéinst de schwierege Liewensbedingungen am Norde vum Mali (Kidal), wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun zënter 1999 ee vun de ganz raren Entwécklungsakteuren ass, war de Secteur vun der Gesondheet ëmmer en Deel vun enger méi integréierter, multisektorieller Approche. An deem Sënn huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun bis haut 4,1 Milliounen Euro an der Regioun vu Kidal an d'Verstäerkung vun de lokale Gesondheetsstrukturen a Servicer investéiert.

Am Mali assuréieren ausschliisslech d'Entwécklungsagencen d'Programmatioun, d'Budgetisatioun, wéi och d'Ëmsetzung vun de bilaterale Lëtzebuerger Projeten, soudass den Ausseministère zu all Ament kann de Suivi vun de Lëtzebuerger Investissementer maachen. Déi Projete sinn annuellen, respektiv bi-annuellen, finanziellen Auditen ënnerluecht. De Suivi an de Monitoring vun den eenzele Projete gi vun Evaluatiounsexperten analyséiert, déi de Fortschrëtt vun de Projete moossen. Dëst maache si unhand vu Resultater an Indicateuren, déi zum gréissten Deel vun nationale Politicken an internationale Standarden ofgeleet goufen.

Souwuel Entwécklungs- wéi och humanitär ONGe sinn am Mali aktiv. Den Ausseministère huet an deem Kontext, tëschent 2007 an 2018, mat Kontributiounen an der Héicht vu 16,5 Milliounen Euro d'Initiative vu Lëtzebuerger ONGen am Beräich vun der Gesondheet an der sozialer Sécherheet ënnerstëtzt. Iwwert dee selwechten Zäitraum huet Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mat de spezialiséierten UNOs-Agencen 3,3 Milliounen Euro an de Gesondheetssecteur am Mali investéiert.

Donieft ënnerstëtzt Lëtzebuerg zënter 2013 mat der EU e grousse Programm vun der Weltgesondheetsorganisatioun OMS am Domän vun der Couverture sanitaire universelle. Bis haut huet d'Kooperatioun iwwer 14 Milliounen an dee regionale Programm investéiert.

Question 1436 (06.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) :**

Wéi bei all Verwaltung kënnt et vir, datt d'ADEM och fir sech selwer wëllt nei Mataarbechter rekrutéieren, esou rezent nach Ufank August, wou si eng Dose Plazen ausgeschriwwen hat. Besonnesch bei der ADEM wär et awer interessant, fir ze wëssen, ob si prioritär probéiert, an hiren eegene Fichiere Leit ze fannen, déi deene Profiller entspriechen, déi si sicht, an domat och Virbild fir aner Employeure si kéint. Besonnesch och Leit iwwer 50 Joer, déi um Aarbechtsmaart schwéier ze vermëttele sinn, obschonns si vill Erfarung a verschiddene Secteuren hunn, kéinte jo bei der ADEM eng wäertvoll Aarbecht leeschten.

Dowéinst wollt ech den Här Aarbechtsminister froen:

1 Wéi vill Leit huet d'ADEM an deene leschten dräi Joer rekrutéiert?

2. Wéi vill Leit vun deene Persounen, déi d'ADEM fir hir eege Besoinen engagéiert huet, waren als „demandeurs d'emploi" bei hir ageschriwwen a fir wéi laang?

3. Wéi vill Leit, déi méi schwéier ze vermëttele sinn, wéi zum Beispill Leit mat enger Behënnerung oder Leit iwwer 50 Joer, huet d'ADEM fir sech selwer engagéiert?

Réponse (09.12.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'ADEM huet vun 2017 bis 2019 am Ganzen 237 Persoune rekrutéiert. 77 Persoune waren et am Joer 2017, 76 Persounen am Joer 2018 a 84 Persounen am Joer 2019.

ad 2. 55 % vun deene Persounen, déi d'ADEM fir hir eege Besoinen agestallt huet, waren och bei hir als „demandeurs d'emploi" ageschriwwen, dat heescht 130 vun 237 Persounen, déi insgesamt vun 2017 bis 2019 rekrutéiert goufen.

48 % ware vun 0 bis 11 Méint bei der ADEM ageschriwwen, 20 % vun 12 bis 23 Méint an 32 % ware méi ewéi 24 Méint bei der ADEM ageschriwwen.

ad 3. 51 % vun deenen engagéierte Leit ware Persounen, déi méi schwéier ze vermëttele sinn, dat heescht 121 Persoune ware méi al ewéi 50 Joer an/oder ware Persoune mat enger Behënnerung oder am Reklassement.

Question 1437 (06.11.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **carrières dans la fonction publique :**

Monsieur le Ministre a présenté les chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État pour les trois dernières années (2016, 2017 et 2018).

Il ressort de ces chiffres qu'au niveau des différentes carrières le nombre de fonctionnaires employés dans le groupe de traitement A2 (5.913) devance celui de A1 (5.190).

- Dès lors j'aimerais savoir, de manière plus détaillée, de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelles sont au niveau de ces deux groupes de traitement les formations les plus représentées.

- Monsieur le Ministre peut-il également fournir un relevé précisant les différents ministères et administrations dans lesquels ces deux groupes de traitement sont engagés ?

Réponse (26.11.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Les statistiques du Ministère de la Fonction publique ne reprennent pas les formations demandées par groupe de traitement.

Ainsi, l'effectif total du groupe de traitement A1 est réparti de la manière suivante :

- 61,2 % dans la rubrique de l'éducation
- 21,9 % dans la rubrique de l'administration générale
- 6 % au niveau de la rubrique de la justice
- 3,7 % au niveau de la rubrique de la force publique

L'enseignement secondaire ; avec entre autres les fonctions de professeur et d'instituteur spécialisé ; constitue dès lors avec 56,18 % le premier employeur du groupe de traitement A1. L'administration judiciaire détient encore 5,23 % et le corps diplomatique 2,18 % de l'effectif total de fonctionnaires du groupe de traitement A1. Les autres entités se répartissent sur les 35 % restants de l'effectif du groupe de traitement A1.

Le groupe de traitement A2 est nettement plus orienté vers le secteur de l'éducation que le groupe de traitement A1, vu que 89,7 % de l'effectif total de celui-ci se répartit sur l'enseignement fondamental et secondaire. Ce sont donc essentiellement des fonctions d'instituteur et de professeur d'enseignement technique. Les fonctions liées à l'administration générale font encore 8,3 % de l'effectif total et les fonctions liées à la force publique 1,6 % de l'effectif total du groupe de traitement A2.

Les plus grands employeurs outre les entités de l'enseignement fondamental et secondaire se répartissent sur les entités de l'administration judiciaire avec 1,34 % et les directions de région de l'enseignement fondamental avec 1,26 % de l'effectif total du groupe de traitement A2.

[9] Il s'agit d'une réduction se situant - selon les fonctions visées - entre 18 et 30 points indiciaires.

Question 1438 (06.11.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**aménagement d'un dépôt par la société LuxTram SA :**

LuxTram, eng privat Entreprise, ass amgaang, fir vis-à-vis vun der Kierch zu Hollerech e groussen Depot ze amenagéieren, dat fir de Schantje vum Tram. Am Kader vun dëse wichtegen Aarbechte wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Huet d'Firma LuxTram eng Autorisatioun vum Proprietär vum Terrain, op deem den Depot steet, wëssend, datt dat an dësem Fall de Staat ass, representéiert vum Här Finanzminister?

2. Huet LuxTram eng sougenannt Permission de voirie vum zoustännege Ministère?

3. Huet LuxTram eng Autorisatioun vum Ëmweltministère, fir Akerland op enger Fläch vun iwwer zéng Ar oder engem Volume vu 50 Quadratmeter ewechzehuelen, laut Ëmweltschutzgesetz vum 18. Juli 2018?

4. Huet LuxTram déi deementspriechend Erlabnes vum Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, dat am Kader vum Artikel 32 iwwert d'Reglement vun de Gebaier?

Réponse (10.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'éischt ass ze soen, datt net de Staat, mee d'Stad Lëtzebuerg de Proprietär vum betraffenen Terrain ass (78/7135 HoA). Fir de Bau vum LuxTram-Depot op dësem Terrain gouf dofir eng Convention d'occupation mat der Stad Lëtzebuerg ofgeschloss. Et handelt sech heibäi ëm eng zäitlech begrenzt Notzung, an den Terrain wäert dono a säin urspréngleche Zoustand zréckversat ginn. Den Artikel 32 vum Bautereglement, ënnert dem Titel IV „La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions" applizéiert sech also net op eng zäitlech begrenzt Notzung vum betraffenen Terrain.

LuxTram huet eng Permission de voirie vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte kritt. Dës dréit d'Nummer 4642-18-08.

Betreffend d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert de Schutz vun der Natur an den natierleche Ressourcen ass festzestellen, datt den Terrain sech an enger „zone mixte urbaine" befënnt an net an enger „zone verte" (cf. PAG vun der Stad Lëtzebuerg). Den Artikel 9 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 applizéiert sech also net. Aus dësem Grond gouf och keng Autorisatioun beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ugefrot.

Question 1439 (06.11.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg :**

Le Fonds national de la recherche (FNR) vient de publier une étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg.

Un échantillon de 600 personnes a été constitué et interrogé. Il en ressort que, malgré le grand intérêt porté à la science et à la recherche, très peu de personnes (67 %) se sentent bien informées.

Depuis 2011, ce pourcentage n'a guère changé. Par contre, 70 % de l'échantillon dit vouloir être mieux informé.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quels stratégies et moyens seront mis en œuvre pour contribuer à une meilleure publicité et dissémination des travaux scientifiques et de recherche effectués au Luxembourg.

Réponse (12.12.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Le Fonds national de la recherche (FNR) est l'acteur principal pour la promotion des activités scientifiques et de recherche effectuées au Luxembourg. La loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public lui confère explicitement la mission de « promouvoir la culture scientifique et la recherche aux niveaux national et international ».

Conformément à sa mission, le FNR est très actif tant dans la promotion de la culture scientifique que dans la diffusion d'informations relatives à la recherche et aux sciences. Le FNR a une unité au sein de sa structure spécialement chargée de promouvoir et de faciliter l'échange entre les scientifiques et la société, dans le but d'ancrer les sciences dans la société luxembourgeoise.

Le FNR essaie de stimuler et de promouvoir cet échange :

- en organisant des événements grand public ;
- en communiquant via différents médias ;
- en offrant des formations aux chercheurs, et
- en finançant des projets de promotion des sciences.

Le succès des grandes manifestations telles que le Science Festival (en collaboration avec le MNHN, 12.000 visiteurs en quatre jours pour l'édition 2019) et les Researchers' Days (6.500 visiteurs en deux jours pour l'édition 2018) ou encore Chercheurs à l'école (101 chercheurs dans 75 classes dans 30 lycées en 2019) sont autant de preuves que les offres présentées par le FNR satisfont une demande croissante. Ces événements permettent aux chercheurs d'entrer dans un échange direct avec la société. Pour étendre les publics cibles et renforcer les liens entre les mondes de la recherche et de la politique, le FNR a en plus développé son événement Pairing Scheme, qui permet aux chercheurs et aux parlementaires du Luxembourg de s'échanger.

Pour atteindre encore davantage de personnes, le FNR engage également d'importants efforts via l'émission « Mr Science » sur RTL Télévision, RTL Radio et Eldoradio ainsi que via son site fnr.lu, mais aussi via le site d'information www.science.lu. Le succès de ce site grand public (plus de 23.500 fans sur facebook, nombre croissant de visiteurs avec plus de 2,4 millions de « clics » depuis le lancement) témoigne de nouveau de l'intérêt que porte le public aux sujets de la science au Luxembourg. En plus, le FNR s'engage dans des collaborations avec les médias traditionnels (« Mr Science » sur RTL Télévision, RTL Radio, Eldoradio, collaboration science.lu avec le « Journal », rtl.lu, eldoradio.lu, RTL Today, etc.). Au cours des dernières années, tant le FNR que les autres institutions de la recherche publique ont multiplié les initiatives allant dans ce sens. Toutefois, afin d'atteindre un public plus large encore, le secteur de la recherche a également besoin d'une visibilité plus importante dans les médias traditionnels.

Pour assurer une communication de haute qualité et adaptée au grand public, le FNR offre une panoplie de formations aux chercheurs (How to present your research in an article, in a video, in a hands-on workshop; How to cooperate with media …) qui affichent toujours très vite complet, preuve que la motivation parmi les chercheurs de communiquer envers le grand public est de plus en plus grande.

Et finalement, le FNR soutient aussi beaucoup d'acteurs (des individuels, des enseignants et éducateurs, des associations ou institutions) à faire eux-mêmes des projets de promotion des sciences via son programme de financement PSP Classic et PSP Flagship. Ici les liens avec l'enseignement sont forts. Et ceci constitue aussi une piste importante pour le futur, à savoir valoriser l'enseignement des sciences dans notre système d'éducation. De nombreuses initiatives ont été lancées durant les dernières années. Entre autres le SciTeach Center - un centre de ressources et de formation dans le domaine de l'éveil aux sciences pour les enseignants du fondamental - ainsi que la collaboration de science.lu avec le SCRIPT et l'IFEN, afin de promouvoir un enseignement basé sur des expériences dans les cours de l'éveil aux sciences ou encore la création du Luxembourg Science Center à Differdange, qui crée des liens forts avec l'enseignement et l'industrie au Luxembourg.

Il est en fait primordial de susciter l'intérêt des plus jeunes pour les sciences. Cette responsabilité ne peut toutefois être portée par les seuls acteurs de la recherche, mais demande une implication plus étendue d'autres acteurs de la société.

Question 1440 (06.11.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **plateforme de covoiturage « CoPilote » :**

En mai 2018, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé l'application « CoPilote » en vue de faciliter et de coordonner le covoiturage des résidents et frontaliers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur :
• le nombre total de téléchargements de l'application ;
• le nombre de membres sur la plateforme ;
• le nombre d'utilisateurs actifs et réguliers (différenciation entre utilisateurs résidents et frontaliers) ;
• le nombre de trajets qui sont proposés chaque jour sur cette plateforme ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs de l'application « CoPilote » ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Depuis janvier 2019 l'application « CoPilote » vient d'être téléchargée 682 fois dans le PlayStore d'Android et 266 fois dans iTunes pour iOS. Cependant, il est important de remarquer que toutes les fonctionnalités du portail de covoiturage sont aussi disponibles par le site web responsive www.copilote.lu. Ainsi il n'est pas nécessaire de télécharger l'application.

Le portail de covoiturage « CoPilote » compte à ce jour environ 5.405 utilisateurs inscrits. Par contre, dans les statistiques du portail une différenciation entre utilisateurs résidents et frontaliers n'est pas faite. 69 entreprises ou autres associations ont créé une communauté de covoiturage sur le portail de covoiturage « CoPilote ». En novembre 2019 en moyenne environ 1.675 trajets par semaine sont proposés par les utilisateurs inscrits.

Une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs du portail de covoiturage n'est pour l'instant pas prévue. Comme le prestataire de service du portail de covoiturage « CoPilote » vient récemment d'être racheté par un autre prestataire d'applications de covoiturage, les utilisateurs de « CoPilote » seront prochainement contactés, afin de leur expliquer les modifications et les nouvelles fonctionnalités que cela entraîne.

Question 1441 (08.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **suppression d'emplois chez une entreprise spécialisée dans le domaine de l'équipement automobile :**

En Autozouliwwererbetrib zu Käerjeng annoncéiert, Aarbechtsplazen ofzebauen. Dee fréiere Baumaschinnenhiersteller huet sech am Laf vu senger bal 50-järeger Geschicht méi wéi eng Kéier nei erfonnt. Datt elo bal d'Hallschent vun den Aarbechtsplazen ofgebaut soll ginn, ass en haarde Schlag fir d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft vu Lëtzebuerg, déi jo och grouss Stécker op d'Autoszouliwwerer gesat huet. Dës Annonce kënnt eng Woch, nodeems och en aneren (däitschen) Zouliwwerer annoncéiert hat, seng Fuerschungsaktivitéiten zu Lëtzebuerg anzestellen.

A Suerg ëm d'Lëtzebuerger Wirtschaft an de wichtege Secteur vun der Autosindustrie, mee och ëm d'Fuerschung hei am Land, wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Annonce vun Autozouliwwerer am Liicht vun hirer wirtschaftlecher Diversifikatiounsstrategie?

2. Ass de Choix vum franséische Blois fir déi Zerwisser, déi vu Käerjeng fortginn, en Zeeche vu mangelnder Kompetitivitéit vum Lëtzebuerger Standuert?

3. Wat war d'Plaz vun de concernéierte Betriber an der ugewannter Fuerschung zu Lëtzebuerg? Wéi war d'Zesummenaarbecht mat anere Lëtzebuerger privaten an ëffentleche Fuerschungszentren?

4. Wann déi Roll minim sollt gewiescht sinn, muss d'Regierung sech net de Virworf gefale loossen, datt si wichteg Akteuren net genuch ënnerstëtzt hunn?

5. Wat sinn an de leschte sechs Joer d'Regierungsmoossname gewiescht, fir privat Fuerschung vun Entreprisen am Kader vu wirtschaftlechen Aktivitéiten ze förderen? Hu si Zougang zu de Fuerschungsprogrammer, déi vu Lëtzebuerg finanzéiert ginn?

6. Wat ass gewosst iwwert d'Zesummesetzung vun deene Leit, déi elo riskéieren, hir Plaz ze verléieren? Wéi al sinn déi Leit? Wat sinn hir Qualifikatiounen? Wéi vill vun hinne wunnen hei am Land?

7. Ass ze fäerten, datt aner Lëtzebuerger Betriber aus deem Secteur, déi vläicht mat de concernéierte Betriber zesummegeschafft hunn, ënnert dëser neier Situatioun ze leide kréien?

8. Sinn d'Schwieregkeeten am Kader vun der Restrukturéierung vun der Autosindustrie op Elektromobilitéit ze gesinn? Sollt dat de Fall sinn, wéi gesäit d'Regierung de Paradox, datt si massiv déi kontrovers E-Mobilitéit finanzéiert an datt duerch dës Entwécklung Lëtzebuerger Betriber a Schwieregkeete kommen?

9. Mat wat fir finanzielle Konsequenzen ass duerch d'Delokaliséierung, déi Käerjeng trëfft, ze rechnen?

10. Wat sinn d'Implikatioune fir de Standuert Käerjeng? Huet d'Regierung schonn Intressenten, déi do nei Aarbechtsplaze kéinte schafen, a sicht si aktiv duerno?

11. Ass d'Regierung bereet, fir, ier en neie Betrib sech eventuell wëllt do néierloossen, en Audit vun där Entreprise am Hibléck op e qualitativen an nohaltege Wuesstem ze maachen?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

De Secteur vun der Automobillzouliwwerindustrie huet iwwert déi lescht Jore vill Ännerungen an Entwécklunge wouergeholl, sief dat zu Lëtzebuerg oder international. D'Onsécherheet an den Drock um Automobillmarché féiere sécherlech derzou, dass och d'Autoszouliwwerer, déi sech zu Lëtzebuerg befannen, sech restrukturéieren, sech upassen a sech nei erfannen. Et ass ze bedaueren, dass d'Restrukturéierung vun den zwee genannte Betriber aus dem Automobillsecteur, Delphi a Mahle, sech en défaveur vum Standuert Lëtzebuerg gemaach huet an als Konsequenz huet, dass dës Betriber hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg zréckschrauwen.

Den Autoszouliwwerer Delphi vu Käerjeng konzentréiert sech zu Lëtzebuerg an Zukunft op Aktivitéiten an Zesummenhang mat der Elektrifikatioun vum Automobill a konzentréiert anerersäits déi traditionell Verbrennungsmotor-Aktivitéiten zu Blois. De Choix, fir zu Lëtzebuerg op déi zukunftsbestëmmend Entwécklung um Niveau vum Elektromotor an der Elektronik ze setzen, ass e Bekenntnis zum Standuert an eng Unerkennung vu senger Kompetitivitéit.

Iwwert d'Zesummesetzung vun de Leit, déi am Kontext vun de Restrukturatioune betraff sinn, sinn de Moment nach keng Detailer gewosst, d'Verhandlunge vun de Sozialpartner mussen ofgewaart ginn. Och eventuell finanziell Konsequenze vun der Restrukturéierung vun Delphi kënnen eréischt bewäert ginn, wann d'Sozialpartner en Accord fonnt hunn.

Fir Entreprisen, déi mat Mahle oder Delphi zu Lëtzebuerg zesummegeschafft hunn, sinn de Moment keng Konsequenze bekannt an ze erwaarden. D'Implikatiounen op de Standuert Käerjeng kéinten zum Beispill sinn, dass de Grupp Delphi manner Fläche brauch. Delphi ass Besëtzer vun den Terrainen, op deenen de Betrib aktuell aktiv ass an hëlt d'Decisiounen zu deem, wat mat senge Gebaier an Infrastrukture geschitt. De Wirtschaftsministère steet an enkem Kontakt mat der Direktioun vun Delphi, fir méiglech Pisten auszeschaffen.

Delphi kritt reegelméisseg Ënnerstëtzung vun der Regierung, fir seng Fuerschungs- an Entwécklungsprojete weiderzedreiwen, an huet an deem Kontext scho mat Lëtzebuerger Fuerschungszenteren zesummegeschafft. Mahle huet, zanter dass se sech zu Lëtzebuerg ugesidelt hunn, och Ënnerstëtzung fir seng Fuerschungs- an Entwécklungsprojete kritt. Bei engem vun dëse Projeten ass et och eng Kollaboratioun mat der Uni.lu ginn. Dës Ënnerstëtzung huet op Basis vun der Bäihëllefegesetzgeebung fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun stattfonnt, dat et erméiglecht, ënner anerem Fuerschungs- an Entwécklungsprojete vu Betriber mat Bäihëllefen ze ënnerstëtzen.

Déi weltwäit Entwécklung an der Elektromobilitéit ass net opzehalen. Duerch hir Entwécklung wäerten nei Opportunitéiten entstoen an de Standuert Lëtzebuerg huet sech mat Zäite richteg opgestallt, fir vun dëser Entwécklung kënnen ze profitéieren, sief et duerch d'Initiativ, den Automobility Campus zu Biissen ze grënnen, oder duerch d'Participatioun am grenziwwerschreidenden Testfeld fir connectéiert an autonoomt Fueren. Déi dynamesch Entwécklung vun der Automobillzouliwwerindustrie zu Lëtzebuerg a vum Automobility Campus gouf schonn am November an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1395 vum honorabelen Deputéierte Laurent Mosar zum Secteur vun der Automobillzouliwwerindustrie duergeluecht. Dës Projete wäerten de Standuert Lëtzebuerg op a leien op enger Linn mat der Entwécklung vun enger neier, méi innovativer Automobillzouliwwerindustrie, déi op Fuerschung an Digitalisatioun setzt a sech Richtung elektresch, connectéiert an intelligent Mobilitéit entwéckelt.

Question 1443 (06.11.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **vol de voitures au Luxembourg :**

D'après les statistiques publiées le 4 novembre 2019 par Eurostat, le Grand-Duché figure largement en première position dans le classement relatif au vol de véhicules motorisés, soit 327 voitures sur 100.000 habitants entre 2015 et 2017.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Selon Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons qui expliquent la position du Luxembourg dans le classement submentionné ?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de voitures parmi celles volées au cours de la période mentionnée étaient immatriculées au Grand-Duché ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le taux d'élucidation de ce type d'infraction ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la réforme de la police, entrée en vigueur l'an passé, aura un impact positif concernant ce type d'infraction ?

- Monsieur le Ministre peut-il encore me dire quels moyens pourraient être déployés afin de diminuer de manière significative le nombre de vols de voitures au Luxembourg ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Les statistiques telles que publiées par Eurostat relatives au nombre de véhicules volés dans les États membres de l'Union européenne et plus particulièrement au Luxembourg diffèrent des statistiques de la Police grand-ducale.

Après vérification et sur base des statistiques publiées annuellement par la police, le nombre de vols de véhicules (y compris les tentatives) calculé sur 100.000 habitants au Grand-Duché est de 64 pour 2015, 50 pour 2016, 55 pour 2017 et 50 pour 2018.

Sur cette base, le Luxembourg se classerait dans les statistiques d'Eurostat sur la période 2015-2017 avec une moyenne de 54,83 véhicules volés sur 100.000 habitants en 20e position et non pas en 1re position.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre total de véhicules volés au Grand-Duché des années 2015 à 2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le taux d'élucidation pour 2018 fut de 21,5 %.

Question 1444 (06.11.2019) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **traite des êtres humains dans le monde du travail :**

Dans son rapport récent sur la traite des êtres humains au Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) conclut que dans le monde du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) ne possède pas les compétences nécessaires pour faire face au problème de la traite des êtres humains de manière efficace. Dans ce contexte, la CCDH souligne l'importance de contrôles joints avec plusieurs acteurs, dont l'ITM et la Police grand-ducale.

Le Luxembourg fait partie des pays qui ont ratifié la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé. Cependant, le Luxembourg n'a pas ratifié le Protocole additionnel de 2014 qui prévoit la mise en place de plusieurs mesures telles que par exemple « la protection des personnes, en particulier des travailleurs migrants, contre d'éventuelles pratiques abusives ou frauduleuses au cours du processus de recrutement et de placement » (article 2 du Protocole).

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants :

1) Quelles sont les mesures actuellement en place pour combattre la traite des êtres humains dans le monde du travail ?

2) Le Gouvernement entend-il élargir les compétences de l'ITM à la constatation des infractions de traite des êtres humains dans le monde du travail ?

3) Est-ce que le Gouvernement renforcera les contrôles joints susmentionnés, comme proposé par la CCDH ?

4) Endéans quel délai le Gouvernement entend-il ratifier le Protocole additionnel n° 29 susmentionné ? Par la suite, comment est-ce qu'il prévoit mettre en place les mesures prévues par le Protocole ?

Réponse (12.12.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Au niveau national, le Gouvernement a multiplié au cours des dernières années les interventions législatives afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux, adoptés en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, les règlements grand-ducaux du 10 mars 2014 respectivement du 11 septembre 2014 concernant l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains ainsi que la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles constituent les dernières initiatives en la matière.

La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a notamment modifié le Code pénal en prévoyant que toute personne qui obtient, procure, détruit, dissimule, fait disparaître, confisque, retient, modifie, reproduit ou détient un document de voyage ou d'identité d'une autre personne ou en facilite l'usage frauduleux, avec l'intention de commettre une infraction en matière d'exploitation de la prostitution et du proxénétisme, de la traite des êtres humains et en matière du trafic illicite des migrants est punie d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

Par ailleurs, une incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en ses articles 382-1 et suivants, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et par la loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains.

Ainsi, le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine est sanctionné en tant que traite des êtres humains (article 382-1, paragraphe 1, point 2 du Code pénal).

Selon l'article 382-1, paragraphes 2 et 3, l'infraction de traite est punie d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros alors que la tentative est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

La loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains définit l'assistance aux victimes de la traite et les services d'assistance aux victimes de la traite et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations de ces services ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration règlemente pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

Pour ce qui est de l'identification d'une victime de la traite des êtres humains, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que l'identification formelle d'une victime doit et peut seulement être effectuée par la Police grand-ducale, plus précisément par le service de police judiciaire - section criminalité organisée ou cellule de protection des victimes qui est responsable de l'identification. Toute victime potentielle doit ainsi être orientée vers le service de police judiciaire. Dans ce cas, le Parquet général est également informé du dossier.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L.572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du Procureur d'État.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

ad 2) Le Gouvernement considère que la formation des inspecteurs du travail en matière de traite des êtres humains ainsi que le développement d'une meilleure coopération entre l'ITM et la Police grand-ducale sont essentiels afin de lutter efficacement contre les infractions de la traite des êtres humains dans le monde du travail.

Néanmoins, un élargissement des compétences de l'ITM en matière de constatation des infractions de traite risquerait d'empiéter sur les compétences de la Police grand-ducale qui dispose des moyens nécessaires afin de mener des enquêtes efficaces.

Dans un souci de ne pas empiéter sur les compétences de la Police grand-ducale, il a été retenu lors d'une réunion entre la Ministre de la Justice Sam Tanson, le Ministre du Travail Dan Kersch, les représentants du Parquet général, de la Police grand-ducale et de l'ITM qu'un groupe de travail sera constitué dans les meilleurs délais qui aura pour mission d'étudier et de proposer des modifications législatives en vue de faciliter la dénonciation des infractions de traite des êtres humains dans le monde du travail.

ad 3) Lorsque les membres de l'inspectorat du travail rencontrent des difficultés dans l'exercice de leurs pouvoirs de contrôle généraux, ces derniers peuvent requérir le concours de la Police grand-ducale, qui leur prêtera main-forte ou assistance technique.

Actuellement, l'ITM effectue des contrôles conjoints avec la Police grand-ducale principalement en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Ces contrôles sont soit organisés par la Police grand-ducale soit par l'ITM.

ad 4) Le projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du Travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2019 et sera soumis à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

Question 1445 (07.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**annulation d'une table-ronde au Musée national de la résistance à Esch-sur-Alzette :**

Fir de 14. November 2019 war am Escher Resistenzmusée eng Table-ronde mam Titel „Critique d'Israël : antisémitisme ?" ugekënnegt. De 5. November 2019 gouf du bekannt, datt den Här Direkter vum Musée dat Ronndëschgespréich ofgesot huet. Um Radio huet hien dozou gemengt, hien hätt „déi Problematik ënnerschätzt".

Aus verschiddene Quellen heescht et, de „Comité pour une paix juste au Moyen-Orient" (CPJPO) hätt dem Organisateur am Virfeld vun der Diskussioun Parteilechkeet virgeworf an och „rose Bréiwer" u verschidden Adressate geschéckt. Ënnert deem Drock wär d'Diskussioun dann ofgesot ginn.

D'Ofsoe vun esou enger Diskussioun kann d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg a Fro stellen. Och wann d'Thematik deem engen oder aneren net gefält, ass et awer méi wéi verwonnerlech, datt eng Diskussiounsronn, déi scho fest geplangt war, duerch den Drock vun enger Säit ofgesot gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Staatsminister an der Madamm Kulturminister dës Froe stellen:

1. Ass iergendee Member vun der Regierung oder en héije Fonctionnaire intervenéiert, besonnesch beim Direkter vum Resistenzmusée, fir datt dëst Ronndëschgespréich entweeder net oder an enger anerer Form soll stattfannen? Wa jo, wien a firwat?

2. Kann d'Regierung der Chamber matdeelen, wien als Riedner op dëst Ronndëschgespréich invitéiert war a wien, respektiv wéi eng Organisatioun, géint dëst Ronndëschgespréich agitéiert huet, soudatt et schlussendlech ofgesot gouf?

3. Gesäit d'Regierung hei e Verstouss géint d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg? Ass et an den Ae vun der Regierung akzeptabel, datt esou eng Diskussioun wéinst dem Drock vun Eenzelnen ofgesot gëtt?

4. Denkt d'Regierung, am Interessi vun der Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg, datt dëst Ronndëschgespréich trotzdeem sollt ewéi geplangt stattfannen, wann et muss sinn och ouni d'Participatioun vun deenen, déi offensichtlech géint eng ëffentlech a kontrovers Diskussioun vun der Thematik sinn?

D'Chamber huet den 10. Juli 2019 eng Motioun mam Titel „Faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA et à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence" gestëmmt. An där Motioun gëtt d'Regierung invitéiert:

„- à faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA ;

- à renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ;

- à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence."

5. Wéini wëllt d'Regierung d'Definitioun vun der IHRA formell unhuelen?

6. Denkt d'Regierung, datt esou e Ronndëschgespréich wéi dat, wat elo zu Esch ofgesot gouf, hätt kënnen derzou bäidroen, d'Intoleranz an d'Diskriminatioun, besonnesch géintiwwer Judden, ofzebauen?

7. Denkt d'Regierung, datt esou e Ronndëschgespréich wéi dat, wat elo zu Esch ofgesot gouf, zur Sensibiliséierung géint den Antisemitismus hätt kënne bäidroen?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Als Äntwert op d'Froen 1 bis 4 verweist d'Regierung op d'Prise de position vum Resistenzmusée vum 11. November 2019. An dëser Prise de position detailléiere souwuel de President vum Verwaltungsrot wéi den Direkter vum Musée d'Evenementer, déi zu der Ofso vun dësem Ronndëschgespréich gefouert hunn. Dës Prise de position weist ënner anerem drop hin, datt weeder Drock vu baussen nach vu bannen ausgeüübt ginn ass, fir d'Gespréichsronn ze annuléieren.

Weiderhi verweist d'Regierung op d'Invitatioun vum Ronndëschgespréich, déi déi verschidden Invitéé vun dëser Table-ronde opzielt.

D'Decisioun, fir e Ronndëschgespréich ze organiséieren oder ofzesoen, läit eleng bei der Direktioun vum Musée.

Wat déi Fro 5 ubelaangt, esou referéiert sech d'Regierung op d'Deklaratioun vum Conseil vum Europäesche Rot vum 6. Dezember 2018. Dës Deklaratioun rifft d'Memberstaaten, déi bis elo déi Definitioun vun der IHRA net ugeholl hunn, op, fir se ze adoptéieren. Dës Deklaratioun ass vun der Regierung ënnerstëtzt ginn a si ënnersträicht gläichzäiteg, dass dëst eng reng Aarbechtsdefinitioun ass. D'Lëtzebuerger Regierung ass deementspriechend am Moment an de Viraarbechte vun der Adoptioun vun dëser Definitioun.

Bei den zwou leschte Froen ass d'Regierung generell der Meenung, dass Ronndëschgespréicher, déi an engem Geescht vun Dialog, Toleranz, Respekt an an der Linn vun der Meenungsfräiheet sinn, den Débat public weiderbréngen.

Question 1446 (07.11.2019) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**ancien Centre de logopédie à Strassen :**

An der Géigend vum ëmgebaute Logopediezentrum zu Stroossen, wou haut männlech Migranten opgeholl ginn, si vill Leit opgereegt a besuergt.

Ënnert deene Saachen, déi eis matgedeelt goufen, wëlle mir déi follgend zitéieren:

- et ginn heefeg Asätz vun der Police an deem Zentrum;
- vill Fraen an der Ëmgéigend vum Zentrum traue sech net méi virun d'Dier;

- et besti schlecht hygienesch Zoustänn ronderëm den Zentrum;
- verschidde Migrante komme moies heemlech an d'Struktur zréck, fir dann ze maachen, wéi wa si iwwert d'Nuecht do gewiescht wieren;
- d'Gäertner schneiden d'Heck net méi, well Sprëtzen an den Hecke leien;
- reegelméisseg muss d'Police do och no Droge sichen, dëst och mat Hëllef vun Hënn.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Sécherheetssituatioun am a ronderëm de Centre de logopédie zu Stroossen? Wéi vill Asätz hat d'Police vun 2017 bis 2019 op där Plaz? Wat waren d'Grënn fir dës Asätz?

2. Hunn Awunner aus där Ëmgéigend oder Leit, déi sech aus verschiddene Grënn do ophale kënnen, schonn emol d'Police kontaktéiert, fir op Mëssstänn oder Problemer am oder ronderëm de Logopediezentrum hinzeweisen?

3. Wéi dacks gouf an deene leschte Joren op där Plaz no Droge gesicht a mat wéi engem Resultat? Sinn am oder ronderëm den Zentrum Drogen an/oder Sprëtze fonnt ginn?

4. Wéi ass den hygieneschen Zoustand am a ronderëm de Logopediezentrum?

5. Wéi sinn d'Virschréften, wat d'Presenz vun de Migranten an deem Zentrum ugeet a wéi ginn déi kontrolléiert?

Réponse commune (04.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Sécherheet vun de Residenten am a ronderëm de Centre de logopédie gëtt vun enger Sécherheetsfirma séchergestallt, déi vum OLAI finanzéiert gëtt. Et ass 24 Stonnen op 24 sozioeducatiivt Personal um Site, dat d'Leit encadréiert. Bei Tëschefäll gëtt d'Police alarméiert, esou wéi et iwwerall de Fall ass. Noutruffnummere sinn affichéiert.

D'Police huet am a ronderëm de Centre de logopédie zu Stroossen an de Joren 2017 bis Oktober 2019 insgesamt 115 Interventioune gehat, wou e Protokoll erstallt ginn ass. 2017 waren et 57 Interventiounen, 2018 waren et der 35 a bis Oktober 2019 waren et der 23.

D'Grënn fir d'Asätz si ganz ënnerschiddlech a just „à titre indicatif" am Fichier „Informations policières" festgehalen, well d'Autorités judiciaires in fine decidéieren, als wat e Fait qualifizéiert gëtt.

ad 2. Den Einsatzleitsystem (ELS) vun der Police ass den 11. Februar 2019 online gaangen. Fir Faiten, déi virun dësem Datum leien, ass et der Police net méiglech, eng informatesch Recherche ze maachen zu deene gefrote Punkten.

Am Zäitraum vum 11. Februar 2019 bis den 12. November 2019 ass d'Police insgesamt 31-mol kontaktéiert ginn, fir op Mëssstänn oder Problemer am oder ronderëm de Centre de logopédie hinzeweisen.

ad 3. D'Police ass och scho wéinst Drogendelikter am Centre de logopédie intervenéiert. Hir ass net bekannt, dass am oder ronderëm den Zentrum Sprëtze solle fonnt gi sinn.

ad 4. Um Site si souwuel d'Awunner selwer souwéi och eng Botzfirma, déi vum OLAI finanzéiert gëtt, zoustänneg fir d'Propretéit an d'Hygiène. Den OLAI tauscht sech reegelméisseg mat der Direktioun vum Centre de logopédie aus souwéi och mat der Croix-Rouge, déi de Site geréiert, an organiséiert, wann néideg, Botzaktiounen zesumme mat enger professioneller Firma.

ad 5. D'Croix-Rouge applizéiert de Règlement d'ordre intérieur, deen den OLAI fir all Strukturen opgestallt huet. All DPI engagéiert sech, dës Reegelen ze respektéieren.

Question 1447 (07.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **publication des règlements grand-ducaux :**

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit un grand nombre de règlements grand-ducaux. Selon mes informations, certains de ces règlements grand-ducaux n'ont, plus d'une année après la mise en œuvre de la loi, toujours pas été publiés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable *:*

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, de quels règlements grand-ducaux s'agit-il ?

- Toujours dans l'affirmative, pourquoi ces règlements grand-ducaux n'ont pas encore été publiés ? Endéans quel délai lesdits règlements seront-ils publiés ?

- En tout état de cause, sur quelle base le ministère prend-il ses décisions alors que les règlements d'exécution de la loi de 2018 précitée n'ont toujours pas été pris ?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

En réponse à la question de l'honorable Députée je me permets de fournir la liste des règlements grand-ducaux déjà publiés et des règlements grand-ducaux prévus par la loi, qui se trouvent encore au stade d'un avant-projet. Ces avant-projets de règlements grand-ducaux seront soumis au Gouvernement en conseil dans le courant des premiers mois de l'année 2020.

En cas d'absence d'un règlement d'exécution, il y a lieu de vérifier si l'application directe de la loi est possible.

Dans l'affirmative, chaque dossier est analysé au cas par cas selon les principes et critères définis par la loi. Ceci est notamment le cas pour les demandes d'autorisation de construire en zone verte pour lesquelles la loi définit un cadre permettant de faire la distinction entre les types de constructions autorisables et les types de constructions non autorisables.

En ce qui concerne les avertissements taxés, le fait que le règlement grand-ducal prévu par l'article 76 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'est pas encore pris a comme seule conséquence que les fonctionnaires y visés n'ont pas encore le pouvoir de décerner des avertissements taxés. Les infractions prévues par l'article 75, paragraphe 2 pouvant faire l'objet de tels avertissements taxés sont néanmoins punissables, les sanctions pénales devant être prononcées par les juridictions pénales.

Liste des règlements grand-ducaux déjà publiés :

- règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire ;

- règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives ;

- règlement grand-ducal du 1er août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points ;

- règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points ;

- règlement grand-ducal du 1er mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- règlement grand-ducal du 22 juillet 2019 précisant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel.

Liste des règlements grand-ducaux se trouvant encore au stade d'avant-projet :

- avant-projet de règlement grand-ducal concernant les nouvelles constructions en zone verte (prévu par l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (LPN)) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal précisant les espèces non indigènes pour lesquelles la capture ou l'enlèvement de leur station et la destruction d'espèces non indigènes dans le but de réduire leur impact sur les habitats naturels, les espèces sauvages indigènes ou la santé humaine sont autorisés (prévu par l'article 25, paragraphe 3 LPN) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'indemnisation de certains dégâts matériels commis par des espèces animales protégées (prévu par l'article 26 LPN) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés (prévu par l'article 76 LPN).

Question 1448 (07.11.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **réduction du délai de traitement des demandes en matière d'immigration :**

Dans le chapitre portant sur l'immigration, l'accord de coalition prévoit que « les efforts pour réduire le délai de traitement des demandes en matière d'immigration seront poursuivis, à travers des mesures de simplification administrative et de digitalisation des procédures ». En même temps, une « codification de la législation » sera envisagée.

Selon le rapport annuel de 2018 du Ministère des Affaires étrangères et européennes, plus de 17.000 attestations d'enregistrement de citoyens de l'Union européenne ont été traitées, y inclus les ressortissants de pays assimilés, délivrées par les administrations communales. En outre, la Direction de l'immigration a délivré 1.586 premières cartes de séjour à des ressortissants de pays tiers, membres de famille de citoyens de l'Union, de ressortissants de pays assimilés ou de citoyens luxembourgeois. S'y ajoutent les nombreux renouvellements de cartes de séjour, les cartes permanentes et les attestations permanentes pour les citoyens de l'UE et les ressortissants de pays tiers. Un nombre si élevé de demandes présuppose un accès aux informations correctes de la population concernée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement des travaux au niveau de la réduction des délais et de la digitalisation en ce qui concerne le traitement des demandes de séjour ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de codifier la législation sur l'immigration et dans l'affirmative dans quel laps de temps ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels sont les instances et services existants en matière d'information sur les démarches concernant l'immigration ?

4) Considérant le nombre croissant de nouveaux arrivants et tenant compte des renouvellements réguliers des personnes présentes, Monsieur le Ministre peut-il me dire si des mesures spécifiques sont prévues afin de garantir un accès personnalisé aux informations et une bonne application de la loi sur l'immigration ?

5) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que des organismes ou des associations sont subventionnés ou conventionnés pour ce genre de service et si oui, lesquels et à quelle hauteur ?

6) Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de demandes se font via des services spécialisés telles les firmes spécialisées d'installation ?

7) Monsieur le Ministre peut-il m'identifier les problèmes majeurs rencontrés par le service de la Direction de l'immigration dans le traitement des demandes en matière d'immigration ?

Réponse (28.11.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Les efforts en matière de réduction des délais se font de manière continue et comportent tant des mesures au niveau de l'organisation interne et des ressources humaines que des mesures visant à alléger les procédures. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a réduit le nombre et revu le format des pièces à l'appui à fournir par un demandeur d'une autorisation de séjour temporaire ou d'un titre de séjour, en renonçant par exemple à demander de manière systématique des copies certifiées conformes pour des documents où une copie simple s'avère suffisante.

En matière de digitalisation, la Direction de l'immigration a lancé un projet ensemble avec le Centre des technologies de l'information de l'État afin de rendre accessibles certaines démarches en matière de libre circulation des personnes et de l'immigration via les sites Internet www.guichet.lu et www.myguichet.lu. L'objectif est de permettre aux administrés d'introduire certains types de demandes par voie électronique via les sites précités, ceci en complément à l'introduction par voie postale. La mise en place du projet est prévue au cours de l'année 2020.

ad 2) Les travaux de codification de la législation en matière d'immigration sont en cours. Au vu de la complexité de ces travaux, il n'est pas encore possible à ce stade d'avancer une date précise pour leur clôture.

ad 3) La Direction de l'immigration propose aux administrés des services d'information (guichet physique, accueil téléphonique, adresse courriel dédiée) où les personnes intéressées peuvent adresser des questions d'ordre général ou individuel sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et l'immigration. De même, la Direction de l'immigration collabore étroitement avec le service étatique www.guichet.lu pour assurer la publication sur Internet d'informations générales sur les démarches dans le domaine de l'immigration.

Au-delà des services proposés par la Direction de l'immigration, il existe d'autres acteurs comme des bureaux d'avocats, des sociétés de réinstallation, des services sociaux ou des associations actives dans le domaine de l'immigration qui offrent du conseil sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et d'immigration à leurs clients. Dans ces cas, le conseil sur les procédures d'immigration est souvent offert ensemble avec d'autres services spécialisés relevant du champ d'action respectif de l'acteur.

ad 4) Dans le cadre de sa mission de service au public, la Direction de l'immigration assure la mise à disposition d'informations générales et individuelles par différents moyens (voir réponse à la question précédente). Les réflexions sont en cours pour étoffer cette offre à moyen terme par un recours plus poussé aux outils informatiques, en proposant par exemple aux administrés une aide en ligne leur permettant de mieux s'orienter par rapport aux procédures en place et d'identifier la procédure applicable à leur situation.

Par ailleurs, afin d'assurer un relais des informations sur les procédures par d'autres acteurs et une bonne application de la loi sur l'immigration, la Direction de l'immigration offre des formations à l'adresse d'autres entités en contact direct avec les administrés concernés comme par exemple les acteurs du secteur social ou les agents des administrations communales.

ad 5) Tel qu'indiqué dans la réponse à la question 3, certaines associations, tout comme d'autres acteurs, offrent des services d'information et de conseil sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et l'immigration. Ces services sont notamment proposés par des associations actives dans le domaine de la migration et se veulent souvent complémentaires aux services proposés par la Direction de l'immigration, en offrant un conseil sur un grand éventail de démarches administratives, allant au-delà des procédures en matière d'immigration ou bien en proposant un conseil plus individualisé. Consciente de la valeur ajoutée que cette offre complémentaire peut avoir, la Direction de l'immigration soutient ces associations par différents moyens comme par exemple des formations et des échanges réguliers, mais également via des subsides pour des projets spécifiques portant sur des activités d'information. Ainsi, la Direction de l'immigration a soutenu notamment le projet « guichet info-migrants » de l'association ASTI (avec au total 158.500 euros entre 2010 et 2018) et le projet « Pink Paper » de l'association Passerell pour son projet « Pink Paper » s'adressant aux demandeurs de protection internationale (avec 3.750 euros en 2018). À noter que le subside accordé au projet « guichet info-migrants » de l'ASTI est complémentaire au soutien financier accordé pour d'autres volets du même projet dans le contexte de la convention de l'ASTI avec l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration.

ad 6) Il n'est pas possible de chiffrer le nombre de demandes qui se font par l'intermédiaire de services spécialisés.

ad 7) Au niveau de la Direction de l'immigration, les problèmes majeurs rencontrés lors du traitement des demandes en matière d'immigration résultent de demandes non fondées mais également de demandes imprécises ou incomplètes. S'y ajoutent des demandes complexes où une enquête administrative plus poussée s'avère nécessaire en amont d'une prise de décision.

Question 1449 (07.11.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **plateforme communautaire « Airbnb » :**

Les locations temporaires de logements à travers des plateformes comme « Airbnb » sont en plein essor et représentent une alternative aux hébergements traditionnels comme les hôtels.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que les revenus provenant de la location « Airbnb » sont à considérer comme revenu de location au sens de l'article 98 L.I.R. ou s'agit-il d'un bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R. ?

2) Est-ce qu'en général l'activité « Airbnb » est à considérer comme activité commerciale au sens de l'article 2 du Code de commerce ?

Réponse (22.11.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les sujets soulevés par l'honorable Députée ont déjà été traités dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0625 du 10 avril 2019.

ad 1) L'article 14, numéro 1er L.I.R. se lit ainsi :

« Sont considérés comme bénéfice commercial :

1. le revenu net provenant d'une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale. Est réputée entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, toute activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale, lorsque ladite activité ne forme ni une exploitation agricole ou forestière ni l'exercice d'une profession libérale. […] ; »

L'article 98, alinéa 1er L.I.R. se lit comme suit :

« Est considéré comme revenu provenant de la location de biens le revenu provenant :

1. de la location et de l'affermage de biens meubles ou immeubles, pour autant que ce revenu n'est pas à classer aux numéros 2 et 3 ci-après ;

2. de la concession du droit d'exploitation ou d'extraction de substances minérales ou fossiles renfermées au sein de la terre ou existant à sa surface. […] ;

3. de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage, d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou d'un autre droit analogue, […] ;

4. le produit provenant de la cession de créances concernant la location ou l'affermage, même si la créance se rapportant à un laps de temps antérieur à la cession d'un immeuble forme un tout avec le prix de cession ;

5. la valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire, y compris celle des dépendances. »

L'article 98, alinéa 5 L.I.R., dispose encore que : « Lorsqu'un revenu prévu au présent article relève d'une des catégories de revenus visée à l'article 10, numéros 1 à 3, il est imposable dans la catégorie afférente de revenus. ». L'article 10, numéros 1 à 3 L.I.R. a trait aux trois catégories de revenus nets que la loi fiscale qualifie comme « bénéfices », dont notamment la catégorie du « bénéfice commercial ».

Partant, au regard de la loi fiscale, et de manière générale, afin de déterminer si un revenu net en provenance de la location de biens est imposable comme revenu net provenant de la location de biens au sens de l'article 98 L.I.R. ou comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., il est nécessaire d'apprécier, à la lumière de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce et des critères de l'article 14, numéro 1er L.I.R. (cités ci-dessus), si la location en question relève de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable, auquel cas le revenu est à imposer comme revenu net en provenance de la location de biens, ou si elle relève d'une activité commerciale du contribuable, auquel cas il y a imposition comme bénéfice commercial.

En tout état de cause, la qualification d'un revenu comme bénéfice commercial ou comme provenant de la location de biens définit seulement la manière dont ce revenu est imposé. En vertu du principe de l'autonomie du droit fiscal, elle n'indique pas pour autant si l'activité en question relève ou non de l'article 2 du Code de commerce.

Le Ministère des Finances suit de près les développements technologiques touchant les activités économiques, notamment celles de l'économie dite de partage, ainsi que leurs implications fiscales éventuelles. Pour ce qui concerne le bail à loyer spécifiquement, des réflexions sont menées sur comment adapter le système fiscal actuel afin de garantir une situation équitable pour toute activité de location, qu'elle soit effectuée par intermédiaire d'une plateforme comme « Airbnb », ou par contrat de bail classique.

D'une manière générale, le Ministère des Finances analyse, dans le cadre des préparations de la prochaine réforme fiscale, la possibilité de moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes.

ad 2) La location d'immeubles, qu'elle se fonde sur un contrat de bail classique ou se fasse au travers d'une plateforme électronique, n'est pas, en soi, une activité commerciale relevant de l'article 2 du Code de commerce. D'ailleurs, les activités de type « Airbnb » ne sont pas formellement spécifiées dans le droit d'établissement.

Question 1450 (07.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités commerciales des membres du Gouvernement :**

Bei dëser parlamentarescher Fro geet et ëm kommerziell Aktivitéite vun der Madamm Minister Cahen. Duerch en Artikel op „rtl 5 minutes" vum 15.01.19 gëtt ee gewuer, datt d'Madamm Minister Cahen en Appartement op der Plattform Airbnb ugebueden huet. An hirer Interessenerklärung op der Spaweckssäit vun der Regierung ass dës kommerziell Aktivitéit vun der Madamm Minister Cahen net renseignéiert.

An deem Kontext wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu kommerziellen Aktivitéite vun hire Memberen? Ass eng Aktivitéit op Airbnb kompatibel speziell mat dem Artikel 4 vum Deontologieskodex vun der Regierung, deen iwwer „conflits d'intérêt potentiels" geet?

2. Wéi steet d'Regierung derzou, datt d'Madamm Minister Cahen déi kommerziell Aktivitéit net op hirer Interessenerklärung publizéiert huet?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre,* de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Sujet vun der Fro vum honorabelen Deputéierten iwwert d'Verlounen iwwer Airbnb ass scho Géigestand gewiescht vun de Froen N° 0625 vum 10. Abrëll 2019 a gouf spezifesch behandelt vum Finanzminister a senger Äntwert op d'Fro N° 1449 vum 7. November 2019.

Question 1451 (08.11.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **développement de la Nordstad :**

Le programme gouvernemental pour la législature actuelle souligne que « les efforts de décentralisation seront poursuivis par le biais du soutien au développement de la Nordstad par des investissements publics, la mise en œuvre de zones prioritaires d'habitation du plan directeur sectoriel "logement", la mise à disposition de ressources humaines et l'implantation de services et administrations publics ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- Dans cette perspective de décentralisation, quelle stratégie précise le Gouvernement a-t-il retenu pour renforcer la Nordstad dans son rôle de troisième pôle de développement du pays ?

- Quels sont les projets du Gouvernement destinés à concrétiser cette stratégie, notamment sur le plan de la décentralisation administrative ?

- Le cas échéant, quelles sont les initiatives que Monsieur le Ministre a entamé de concert avec les ministères qui se proposent de délocaliser des services administratifs de la capitale vers la Nordstad ?

- Quelles seraient les éventuelles conclusions en la matière ?

Réponse (11.12.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Les réflexions concernant la promotion et le renforcement socio-économique de la Nordstad en tant que pôle de développement du pays, au même titre des deux autres pôles du sud et du centre du pays, sont en cours sous la direction du Département de l'aménagement du territoire. Dans le cadre des travaux de recensement des besoins en bureaux au niveau de l'État, la Nordstad et son territoire sont, à côté de l'aire fonctionnelle d'Esch-sur-Alzette, considérés comme les deux pôles à prioriser en tant que lieux d'implantation de services étatiques (soit par la création, soit par le redéploiement de services publics).

Dans le contexte de valorisation de la Nordstad, l'État a créé le 28 mai 2019 une société de développement (Entwécklungsgesellschaft Nordstad SARL) ayant pour objet de favoriser le développement urbain de la Nordstad par la viabilisation, l'acquisition, la vente, la location ou tous autres moyens, de terrains situés sur le territoire des communes composant la Nordstad ainsi que d'effectuer toutes études et activités préparatoires à cette valorisation, dans un sens favorable à l'intérêt général en respectant les principes du développement durable et plus précisément les prémisses de l'aménagement du territoire. D'une durée limitée de 20 ans et susceptible de prorogation, la société est dotée d'un capital social fixé à 2.000.000 € et débutera ses travaux début 2020 après la clôture de la procédure de recrutement pour le poste de directeur général. La société créée s'occupera prioritairement du développement urbanistique de l'axe central Ettelbruck-Diekirch dans le cadre de remembrements urbains.

En outre, afin de renforcer la Nordstad dans son rôle de troisième pôle de développement du pays, les grands projets suivants sont actuellement en cours d'exécution :

- le couloir multimodal entre Ettelbruck et Diekirch (phases 1-2), qui permet d'accorder la priorité à la ligne de bus entre Ettelbruck et Diekirch et à la mobilité douce (voie commune pour piétons et cyclistes) ;

- le pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck incluant le nouveau pont Patton (accordant également la priorité aux bus et à la mobilité douce) et comprenant les phases suivantes :

1) la réorganisation du réseau routier à Ettelbruck ;
2) la nouvelle gare routière, et
3) la mise en souterrain de la route nationale N7 à la hauteur de la gare pour améliorer le trafic entre Diekirch, Warken et Schieren ;

- la direction de l'Administration de la nature et des forêts qui a déménagé depuis 2015 du centre à Diekirch ;

- dans le cadre du projet de la « Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch - réaménagement et extension », il est planifié qu'une partie du Service de l'État-Major déménagera du centre vers le Herrenberg ;

- dans le projet Ettelbruck-gare, des bureaux sont prévus pour l'Inspectorat du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que pour la Police grand-ducale.

Question 1452 (08.11.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **location de presbytères :**

Le Ministère de l'Intérieur a récemment été saisi pour avis au sujet de la décision du conseil communal d'Ettelbruck d'approuver un contrat de bail relatif à la location du presbytère au curé de la paroisse d'Ettelbruck. En effet, le conseil communal avait fixé un loyer nettement moins élevé pour le presbytère donné en location au curé (400 € pour une maison d'approximativement 250 m², donc 1,6 €/m²) que pour un autre logement, dont le contrat de bail avait été approuvé durant la même séance (1.200 € pour un appartement de 100 m², donc 12 €/m²). Selon le Collège de bourgmestre et échevins, le loyer du presbytère avait été fixé en analogie aux loyers applicables pour les maisons de service de la commune.

Dans son analyse de la conformité de cette décision aux dispositions légales, le Ministère de l'Intérieur constate « qu'il n'existe pas de relation de travail contractuelle entre le curé et la Ville d'Ettelbruck qui justifierait le paiement d'un loyer pour une maison de service ». Par ailleurs, concernant la conformité de la décision à l'article 10bis, paragraphe 1 de la Constitution (« Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi »), le Ministère de l'Intérieur note qu'« en l'espèce les conditions pour une différence de traitement ne sont pas remplies, vu qu'il n'existe pas de disparités objectives » [entre les locataires].

En guise de conclusion, le ministère recommande aux « responsables communaux de fixer à l'avenir des critères objectifs pour la location de logements appartenant à la Ville d'Ettelbruck ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Intérieur:

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de données concernant le montant de loyers fixés pour la location de presbytères ou d'autres logements donnés en location à des curés ? Dans l'affirmative, serait-elle en mesure de nous fournir une liste des prix du mètre carré pour la location de ces logements dans les différentes communes au Luxembourg ?

2) Madame la Ministre ne jugerait-elle pas opportun de transmettre ses conclusions concernant la nécessité de fixer des critères objectifs pour la location de logements à toutes les communes au Luxembourg, afin d'éviter des inégalités de traitement similaires au cas précité ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Mon Ministère ne dispose pas de données précises sur le montant des loyers que stipulent les contrats de bail conclus entre les administrations communales et les curés. En effet en vertu de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 seuls les baux immobiliers dépassant la durée de trois ans et dont le loyer annuel dépasse la somme de 10.000 euros sont soumis à mon approbation. À défaut d'une vue d'ensemble, je ne saurai pas fournir de liste avec les prix au mètre carré pour des locations pareilles.

À l'exception du cas cité par le député, je n'ai pas connaissance de situations où, dans ce domaine, le principe d'égalité devant le service public communal n'aurait pas été respecté, de sorte qu'à l'heure actuelle il ne me paraît pas nécessaire de transmettre une circulaire aux communes.

Par la circulaire n° 3357 du 21 mars 2016, ayant eu pour objet la loi du 17 mars 2016 modifiant le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, entre-temps abrogée par la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes, mon prédécesseur avait déjà informé les communes qu'elles étaient libérées de l'obligation de fournir gratuitement au curé un logement, mais qu'elles pouvaient lui mettre à disposition un logement sur base d'un contrat de bail. Il est sous-entendu que cette mise à disposition ne peut avoir lieu à des conditions plus avantageuses par rapport à celles appliquées aux autres locataires de la commune.

Question 1453 (08.11.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **système d'alerte « chaleur » dans les voitures :**

An Italien ass viru Kuerzem e System agefouert ginn, dee Leit mat klenge Kanner oder Puppelcher am Auto derzou verflicht, e Warnsystem un de Kannersëtz ze installéieren, fir de Fall, dass d'Kanner am Auto vergiess ginn. Effektiv sinn an Italie scho Kanner gestuerwen, déi bei grousser Hëtzt am Auto vergiess gi sinn. Den neie System soll dat an Zukunft verhënneren, well an esou enger Situatioun e Warnsignal ausgeléist gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

- Kennt den Här Minister dëse System?

- Fënnt den Här Minister et sënnvoll, fir dëse System och zu Lëtzebuerg obligatoresch ze maachen?

- Sinn der Regierung Fäll bekannt, an deene Kanner gestuerwen oder schwéier blesséiert gi sinn, well se bei héijen Temperaturen am Auto bliwwe sinn?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Den honorabelen Deputéierte Max Hahn freet a senger parlamentarescher Fro ob et envisagéiert ass, och zu Lëtzebuerg, wéi an Italien, ee System obligatoresch anzeféieren, mat deenen d'Leit mat klenge Kanner oder Puppelcher sollen informéiert ginn, wa se d'Kand oder de Puppelchen am Auto vergiess hunn, fir bei waarmen Deeg ze vermeiden, dass Kanner oder Puppelcher kéinten ee Schued erleiden.

Béid Ministeren hu Kenntnis vum italienesche Gesetz, op dat den honorabelen Deputéierten hiweist, woubäi et am Moment net envisagéiert ass, zu Lëtzebuerg esou Systemer obligatoresch anzeféieren.

An dësem Zesummenhang ass dorop ze verweisen, dass déi Obligatioun an Italie just fir Autoe gëllt, déi tatsächlech an Italien ugemellt

sinn, a fir Chaufferen, déi ee Wunnsëtz an Italien hunn an een Auto benotzen, deen net an Italien ugemellt ass. Wann een dëst allerdéngs op Lëtzebuerg projezéiert, géif dat fir ee groussen Deel vun den Autoen a Chauffere bedeiten, dass keng Flicht géif bestoen, fir esou Systemer ze benotzen.

Fir eng eenheetlech Approche kéinten ze garantéieren, wier et denkbar, dass esou Systemer obligatoresch kéinte ginn, wann dës iwwert déi europäesch an international Homologationsbestëmmungen agefouert géife ginn.

Question 1454 (08.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **Journée internationale de solidarité intersexe :**

Le 8 novembre est la Journée internationale de solidarité intersexe (personnes ayant des atypiques du développement sexué). Malgré les efforts déployés ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire tant au niveau politique que sociétal.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que : « Les interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé seront interdites par la loi, sauf les cas de nécessité vitale. »

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle nous faire un état des lieux concernant l'élaboration de la loi susmentionnée ?

2) Le ministre peut-il nous fournir des données ventilées sur le nombre d'enfants intersexes ayant subi des opérations chirurgicales médicalement irréversibles ?

3) Quelles mesures ont été mises en place ou seront mises en place pour fournir des conseils et une aide appropriée aux familles d'enfants intersexes ?

4) Quels moyens de réadaptation et de réparation sont prévus pour les enfants intersexes ayant subi un traitement médical ou chirurgical inutile et irréversible ?

5) Les pédiatres, les médecins et chirurgiens, les éducateurs et enseignants, sont-ils assez informés et sensibilisés autour de la thématique intersexe pour pouvoir fournir des informations et le soutien approprié aux enfants et familles concernés ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Sensible aux problèmes que rencontrent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, le Gouvernement a articulé sa volonté de vouloir répondre aux besoins des personnes LGBTI dans l'accord gouvernemental 2018-2023. L'accent est mis sur le domaine de la justice (point 6, page 23 de l'accord), le domaine de la famille et du social (point 11, page 51), le domaine de la santé (point 13, page 95), le domaine de la sécurité sociale (point 19, page 111), ainsi que dans le domaine de la politique internationale et transfrontalière (point 33, page 211).

ad 1) Les questions en relation avec une interdiction des interventions chirurgicales ou médicales effectuées chez des mineurs intersexuels relèvent tant des compétences du Ministère de la Justice que du Ministère de la Santé. Les concertations interministérielles en la matière sont en en cours.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres concernant le nombre d'enfants intersexes ayant subi des opérations chirurgicales médicalement irréversibles, car il n'y a aucune obligation légale d'enregistrement de ces cas.

Avec l'introduction de la documentation hospitalière sur base de l'article 38 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tout hôpital procède à l'analyse quantitative et qualitative de son activité, dont notamment les interventions, les examens médicaux et les prestations des professionnels de santé impliqués dans la prise en charge. Cette disposition légale permet au Ministère de la Santé de recueillir des informations plus précises sur le devenir des enfants intersexes dans les années à venir.

ad 3) En octobre 2018, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a lancé une campagne de sensibilisation sur le sujet de l'intersexuation. Cette campagne comprend un site Internet (www.intersex.lu www.intersexe.lu), une affiche et un dépliant à l'attention des parents d'un enfant intersexe. Les supports sont disponibles en allemand et en français. Dans ce même contexte, le service de consultation Familljen-Center a été mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région de se spécialiser dans l'accueil et l'accompagnement des personnes intersexes et des familles d'enfants intersexes.

Le plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) prévoit l'élaboration d'un protocole pour annoncer l'intersexuation et d'un protocole d'information en amont de tout traitement médical demandé, tous les deux fondés sur les droits fondamentaux des enfants/personnes intersexes, ainsi que la mise en œuvre par une équipe multidisciplinaire.

ad 4) Puisque les situations médicales divergent fortement d'un individu à l'autre, d'éventuels cas concernés devraient être traités individuellement en ce qui concerne la réadaptation.

ad 5) Grâce à un partenariat entre plusieurs ministères, la campagne de sensibilisation du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a été diffusée fin 2018 auprès de plus de 2.000 destinataires, dont notamment les médecins généralistes, médecins du travail, gynécologues, pédiatres, sages-femmes, cliniques, maternités, les acteurs de l'enseignement formel, non formel et de l'aide à l'enfance ainsi que les administrations et associations conventionnées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Du côté des formations, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région va organiser en collaboration avec le Familljen-Center début 2020 une journée de formation sur le thème de l'intersexuation à l'attention des professionnels amenés à accompagner des personnes intersexes ou les familles d'enfants intersexes.

Le plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) prévoit aussi des formations pour les professionnels de la santé, incluant les professions médicales et les professions de santé réglementées, sur les variations des caractéristiques sexuées et sur les droits et les besoins de santé des personnes intersexes.

Ces formations n'ont toutefois pas encore été mises en place.

Question 1455 (08.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains :**

Je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire concernant le dernier rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains.

À cet égard, je me permets de citer ci-après quelques extraits du rapport susmentionné :

« Ce qui nous aura surpris est le nombre croissant de victimes dans le monde du travail. Et en parallèle le fait que les constats que nous faisions en 2017 sur les dispositifs disponibles pour mieux combattre ce phénomène, comme par exemple l'Inspection du travail et des mines (ITM), n'ont guère évolué. Pour écrire le fond de ma pensée, nous aurions pu faire un copier-coller de ce que nous écrivions dans notre rapport 2017 pour l'intégrer dans celui de 2019. Comme vous le lirez, l'ITM ne se sent pas concernée par ce sujet de la traite et ne s'en cache pas de le dire ouvertement. La direction estime qu'avant toute évolution la législation doit être changée pour donner à l'administration les instruments juridiques nécessaires à l'accomplissement de cette mission, faute de quoi aucun progrès n'est à prévoir. C'est là une attitude pour le moins surprenante que je ne partage pas car elle fait le lit de l'indifférence et de la banalisation. La CCDH ne voit pas les choses de cette façon. Nous rappelons que la loi oblige tout fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, d'en informer sans délai le procureur d'État.

Le terme de traite des êtres humains ne figure pas une seule fois dans le rapport 2018 de l'ITM. Alors même que l'ITM a procédé à plus de 3.500 contrôles sur le terrain dont 51 concernaient le travail clandestin, aucune victime de traite n'a été détectée. Nous savons aussi que des victimes de la traite se sont adressées au guichet de l'ITM sans recevoir aucune aide et ils ne sont repris dans aucune statistique. Au niveau des autorités politiques qui ont en charge la politique du travail nous n'avons pas perçu cette réactivité qui nous amènerait à penser qu'il y a une volonté d'engager un combat plus efficace et conséquent contre la traite. Un protocole relatif à la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé et qui date de 2014 n'a toujours pas été ratifié par notre Parlement : la CCDH ainsi que de nombreuses ONG ont attiré l'attention des autorités pour engager la procédure en la matière et nous ne comprenons pas pourquoi les choses traînent de cette façon. [...] »

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les dispositions applicables à l'Inspection du travail et des mines (ITM) et l'article 23 (2) du Code de procédure pénale s'excluent réciproquement, en ce sens que les agents de l'ITM ne seraient pas soumis à l'obligation de dénonciation prévue au Code de procédure pénale ?

- À considérer que les dispositions susmentionnées ne s'excluraient pas réciproquement, les agents de l'ITM qui ne dénonceraient pas les faits pénaux à leur connaissance en vertu de l'article 23 (2) du Code de procédure pénale ne s'exposent-ils pas à des poursuites pénales au titre des articles 140 et 141 du Code pénal ?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il proposer des adaptations législatives ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement envisage de soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi portant approbation du protocole relatif à la convention OIT sur le travail forcé datant de 2014 et suivant quel échéancier ? Dans la négative, quelles sont les raisons amenant le Gouvernement à ne pas y procéder ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'autres mesures législatives pour mieux endiguer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Quelles sont les autres actions programmées par le Gouvernement pour agir contre ces agissements odieux ?

Réponse commune (09.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) L'article 23 (2) du Code de la procédure pénale dispose que : « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Les dispositions applicables à l'ITM et l'article 23 (2) précité du Code de procédure pénale ne s'excluent pas réciproquement.

Toutefois, il y a lieu de noter en premier lieu que l'ITM est de par sa loi cadre compétente en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Par ailleurs, des lois spéciales confèrent des compétences de contrôle à l'ITM en matière d'établissements classés, de maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (établissements Seveso), de sécurité des tunnels et des mines.

En ce qui concerne la traite des êtres humains, le Gouvernement a multiplié au cours des dernières années les interventions législatives afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux, adoptés en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, les règlements grand-ducaux du 10 mars 2014 respectivement du 11 septembre 2014 concernant l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains ainsi que la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles constituent les dernières initiatives en la matière.

La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a notamment modifié le Code pénal en prévoyant que toute personne qui obtient, procure, détruit, dissimule, fait disparaître, confisque, retient, modifie, reproduit ou détient un document de voyage ou d'identité d'une autre personne ou en facilite l'usage frauduleux, avec l'intention de commettre une infraction en matière d'exploitation de la prostitution et du proxénétisme, de la traite des êtres humains et en matière du trafic illicite des migrants est punie d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

À noter également que l'incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en ses articles 382-1 et suivants, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et par la loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains.

Ainsi, le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine est sanctionné en tant que traite des êtres humains (article 382-1, paragraphe 1, point 2 du Code pénal).

Selon l'article 382-1, paragraphes 2 et 3, l'infraction de traite est punie d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros alors que la tentative est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

La loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains définit l'assistance aux victimes de la traite et les services d'assistance aux victimes de la traite et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations de ces services ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration règlemente pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

Pour ce qui est de l'identification d'une victime de la traite des êtres humains, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que l'identification formelle d'une victime doit et peut seulement être effectuée par la Police grand-ducale, plus précisément par le service de police judiciaire - section criminalité organisée ou cellule de protection des victimes - qui est responsable de l'identification. Toute victime potentielle doit ainsi être orientée vers le service de police judiciaire. Dans ce cas, le Parquet général est également informé du dossier.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L.572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du procureur d'État.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

Partant, il ne saurait pouvoir être affirmé que l'ITM est inactive en matière de traite des êtres humains.

En ce qui concerne les remarques suivantes : « Nous savons aussi que des victimes de la traite se sont adressées au guichet de l'ITM sans recevoir aucune aide et ils ne sont repris dans aucune statistique. » Nous prenons note de l'absence de statistiques sur la thématique

dans le rapport annuel de l'ITM mais nous réfutons le fait que des victimes de la traite n'aient pas été prises en charge par l'ITM.

Aussi, en aucun cas, nous ne pouvons valider l'allégation que « l'ITM ne se sent pas concernée par ce sujet et ne s'en cache pas ».

ad 2) Le projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2019 et sera soumis à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

ad 3) Un sous-groupe « Législation » a été constitué au sein du Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains qui a pour mission d'analyser si des mesures législatives doivent être prises ou non. Pour effectuer ce travail, le groupe se base notamment sur les résultats des différentes évaluations (GRETA, TIP Report, Rapport CCDH, Commission européenne), mais également sur les expériences des praticiens et experts du terrain.

Les conclusions du prédit sous-groupe vont en outre faire partie du nouveau plan d'action en matière de lutte contre la traite des êtres humains, actuellement en cours d'élaboration.

Pour des problématiques nécessitant le cas échéant une réponse légale plus immédiate, le sous-groupe envisage de soumettre des recommandations au Gouvernement.

ad 4) Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le « Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains », présidé par le Ministère de la Justice, s'engage contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau.

Quant aux mesures prises au niveau du prédit comité, on peut citer les mesures de sensibilisation et d'information suivantes :

a) Campagne EUCPN

Ensemble avec 23 autres pays européens, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles. À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil, etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

La campagne de prévention, financée par le Fonds de sécurité intérieure de l'Union européenne, a été lancée le 17 octobre 2019, afin d'informer les victimes qu'elles possèdent des droits qu'elles peuvent réclamer dans tous les pays membres de l'Union européenne : assistance et protection, droits de l'homme, droits du travail, droit de se voir accorder un délai de réflexion et un titre de séjour.

À toutes fins utiles il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les sites Facebook et Web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

b) Brochure

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisée. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais, etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

c) Coffret pédagogique

En collaboration avec Caritas, un coffret pédagogique sur le travail décent, à destination des lycéens, est en voie d'élaboration et sera mis à disposition au courant de 2020.

c) Formations

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout agent de l'État et agent communal. La formation s'adresse à tout agent intéressé et concerné par la matière ainsi qu'aux acteurs sociaux des ONG. L'objectif principal de ladite formation de base consiste à informer et sensibiliser le public cible quant au phénomène de la traite et la possibilité de détecter des victimes de la traite. Les cours sont dispensés par un représentant du Ministère de la Justice, un représentant du Ministère de l'Égalités des chances, un représentant de la police judiciaire et des représentants des deux services d'assistance aux victimes.

Des formations continuent à être tenues régulièrement à l'INAP en 2018 (2) et 2019 (2) et des formations « sur mesure » sont également proposées.

À titre d'exemple, en 2019, une formation a eu lieu à destination des médecins-légistes travaillant entre autres à l'Unité médico-légale de documentation des violences alors qu'ils peuvent également être confrontés à des victimes de la traite.

Les participants à la formation de base dispensée à l'INAP viennent des services d'administration divers, des ONG du secteur conventionné, des communes, des ministères et du secteur de la santé. Les services d'administration représentés comprenaient la Direction de l'immigration, le Centre de rétention, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), les douanes, l'Inspection du travail et des mines, la police et autres services.

Par ailleurs les associations ayant signé un accord de collaboration avec l'OLAI, notamment la Croix-Rouge et Caritas, ont l'obligation de former leurs équipes chargées de l'encadrement et du suivi socio-éducatif des demandeurs de protection internationale (DPI) en matière de traite.

Des formations de base ont été tenues au mois de novembre 2019 et sont prévues pour janvier 2020, dans le cadre desquelles environ 80 personnes recevront les outils nécessaires à la détection des victimes potentielles.

Depuis 2017, deux à trois formations approfondies « Approche et accompagnement des victimes de traite, posture du travailleur et compréhension du phénomène » sont organisées et financées annuellement par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Les participants à ces formations représentaient les ONG du secteur conventionné, des ministères, la Direction de l'immigration et la police.

L'INAP a intégré ces formations depuis 2018 dans le cadre de son programme de formation pour les agents de l'État et les agents communaux.

En outre, plusieurs formations en matière de traite pour les officiers de police judiciaire ont été organisées.

Le Luxembourg n'ayant pas d'institut de formation judiciaire des magistrats, des conventions ont été signées par le Ministère de la Justice avec l'École nationale de la magistrature française (ENM) et l'Institut de formation judiciaire belge. Pratiquement tous les magistrats spécialisés concernés, y compris ceux du siège, ont suivi une formation spécifique à l'ENM à Paris depuis 2014.

Les travailleurs des ONG conventionnées avec le Ministère de l'Égalité des chances suivent des formations régulières à l'étranger.

d) Travaux au niveau du Benelux

La thématique de « lutte contre l'exploitation des enfants » a été approfondie en 2017 avec notamment l'organisation d'un séminaire sur ce sujet le 17 novembre 2017 au niveau Benelux, et ceci dans le cadre de la semaine de la sécurité. Ce séminaire s'inscrivait parfaitement dans les activités menées en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

En 2018, sous présidence belge du Comité des Ministres Benelux, une attention particulière a été accordée aux implications du secteur médical. En effet, il peut arriver que des professionnels du secteur médical soient confrontés à des situations liées à la traite des êtres humains.

Dans ce cadre, une journée d'information et d'échange a été organisée au Secrétariat général, le 29 novembre 2018, avec le soutien de la présidence belge du Benelux. L'objectif de cette manifestation était donc avant tout d'informer et de sensibiliser les acteurs du secteur médical, qui ne sont pas des experts en la matière, à la thématique de la traite des êtres humains.

Pour 2019, le Parlement Benelux a aussi retenu le thème de la traite des êtres humains comme une priorité de son programme de travail annuel. De ce fait, un débat thématique portant sur « La traite des êtres humains et les technologies innovantes pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains », a été organisé lors de la séance plénière du 14 juin 2019. Il est vrai que d'importants progrès peuvent encore être réalisés par le recours à la technologie pour rechercher les cas de traite d'êtres humains et y mettre un terme. Hormis l'utilité d'un débat politique et l'échange d'expériences pratiques au niveau d'instances de recherche recourant à des technologies nouvelles et à l'échange de données, l'objectif du Parlement est d'adresser des recommandations au Comité de Ministres Benelux en vue du renforcement de la lutte transfrontalière contre la traite des êtres humains.

Concernant les activités en 2019 du Comité des Ministres Benelux, il ressort des priorités de la présidence luxembourgeoise qu'« un objectif […] sera poursuivi à travers la mise en œuvre de la déclaration d'intention contenant des actions et mesures envisagées en vue de renforcer la coopération en matière de traite des êtres humains qui fût signée le 2 décembre 2016 ».

En vue de la réalisation des priorités de la présidence luxembourgeoise en 2019, deux manifestations sont à l'ordre du jour.

Une journée d'échange entre experts de la traite et de l'immigration s'est tenue à Bruxelles le 1er octobre 2019, mettant l'accent sur la détection, l'identification et la prise en charge des victimes de la traite parmi les DPI. Le but de cette journée était d'avoir un échange entre professionnels du domaine de la traite et du domaine de l'immigration et de recueillir leurs témoignages qui devraient permettre d'aboutir à des conclusions concrètes pouvant servir de base pour les discussions lors d'une conférence qui se tiendra le 10 décembre et dans le cadre de laquelle les ministres de la Justice des trois pays signeront une déclaration politique.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 1456 (08.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **résidence des élus communaux :**

Am Gemengegesetz steet follgende Passus: „avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire". Dat bréngt mat sech, wann een d'Konditioune vun der Wielbarkeet net méi erfëllt, datt et dann och automatesch zu enger Demissioun am Gemengerot komme misst. A leschter Zäit gëtt et uechtert d'Land ënnerschiddlech Interpretatiounen zum Passus 193bis.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Inneminister:

1. Wéi ass de Passus „y habiter d'ordinaire" genee auszeleeën?

2. Wéi gëtt dëse Passus an der Praxis kontrolléiert an u wiem ass et, fir deen ze iwwerpréiwen?

Réponse (29.11.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Interpretatioun vun den Artikelen 10, 192 an 193bis vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003.

Laut den Artikelen 10 an 192 ass eng Persoun fir de Gemengerot eligibel, déi hir „résidence habituelle" um Territoire vun der Gemeng huet. Domat mengt de Gesetzgeeber déi Plaz, op där eng Persoun ordinär wunnt. Méi prezis sinn déi Notiounen net definéiert an ënnerleien der Appreciatioun vun der Inneministesch an de Gemengenautoritéiten, jee nodeem, wie Kenntnis vun der Situatioun huet.

Dat ofgeännert Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persoune ka bei der Interpretatioun hëllefen, well d'Notioun vun der „résidence habituelle" do wuel net identesch, awer ganz änlech definéiert ass an am Artikel 22 eng Indikatioun gëtt vun Elementer, déi zréckbehale kënne ginn, fir de Beweis ze bréngen, wou eng Persoun sech ophält. Dat sinn d'Plazen, wou een no der Aarbecht higeet, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, wou Énergie a Waasser verbraucht ginn a wou een Telefonsgespréicher vum Festnetz féiert. Ausserdeem kann ee Contrat de bail zu deem Zweck déngen.

E Gemengerotsmember, deen d'Konditioune vun der Residenz um Territoire vun der Gemeng net méi erfëllt, verléiert automatesch säi Mandat.

Wann de Schäfferot oder d'Inneministesch Kenntnis vun esou enger Situatioun hunn, informéiere si de Gemengerot an déi concernéiert Persoun. De Verfall vum Mandat gëtt bis spéitstens 30 Deeg nom Erhale vun der Informatioun vum Gemengerot constatéiert. D'Decisioun deelt de Schäfferot oder d'Inneministesch der concernéierter Persoun mat. Vun deem Moment un huet si en Delai vun aacht Deeg, fir géint d'Decisioun e Recours virum Verwaltungsgeriicht ze maachen. Dat nämmlecht Recht (Recours) hunn och de Schäfferot an d'Inneministesch.

Question 1457 (08.11.2019) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales :**

Dans le cadre de la « Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales », les États adhérents de l'OCDE ont défini les « principes directeurs pour les entreprises multinationales ». Il s'agit de recommandations axées sur une conduite raisonnable des entreprises dans des domaines comme les relations professionnelles, les droits de l'homme, l'environnement, la fiscalité, la transparence et la lutte contre la corruption.

Dans le cadre de ces principes directeurs ont été créés des points de contact nationaux (PCN) dans chaque État adhérent chargés de promouvoir les principes directeurs, de les diffuser et de répondre aux saisines pour non-respect de ces principes. Le PCN luxembourgeois est coordonné par le secrétariat du Comité de conjoncture sous la tutelle du Ministère de l'Économie.

Toute personne, organisation non gouvernementale ou entreprise peut saisir le PCN. Si la demande est jugée recevable, le PCN organise entre les parties impliquées un règlement consensuel dans l'affaire en question. Dans le cas où cette procédure mène à un accord entre les deux parties, le PCN s'exprimera à nouveau après douze mois afin d'évaluer si l'accord trouvé entre les deux parties a effectivement été respecté. Si les parties ne parviennent pas à trouver un accord, le PCN émet un communiqué avec des recommandations pour l'entreprise et donne son avis sur le respect des principes directeurs par l'entreprise en question.

Notons par ailleurs qu'avec son accord de coalition, le Gouvernement actuel prévoit d'étudier la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg afin de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de la chaîne de valeur.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Depuis sa création, quel est le nombre de demandes reçues par le PCN luxembourgeois ? Combien de ces demandes ont été jugées recevables et combien ne l'ont pas été ?

2) Parmi les demandes jugées recevables, combien ont mené à un accord entre les deux parties et combien n'ont pas mené à un accord ?

3) Dans combien de cas est-ce que le PCN s'est exprimé à nouveau après douze mois afin d'évaluer si l'accord trouvé entre les deux parties a effectivement été respecté ? Quel est, le cas échéant, le bilan de ces évaluations quant au respect des accords par les entreprises en question ?

4) Sachant qu'actuellement ce dispositif est peu connu du grand public, comment le Ministère de l'Économie et le PCN luxembourgeois font-ils en sorte que le PCN soit visible auprès du grand public ?

5) Le PCN est susceptible d'être sollicité surtout par des organisations non gouvernementales et des personnes privées qui veulent attirer l'attention sur un éventuel non-respect des Principes directeurs de l'OCDE par une entreprise. Par quels efforts la visibilité du PCN sera-t-elle augmentée précisément auprès de ces acteurs ?

6) Sachant que les principes directeurs de l'OCDE ne sont pas contraignants pour les entreprises, quels sont les moyens que le PCN luxembourgeois a à sa disposition afin de faire en sorte que ses recommandations soient respectées par l'entreprise en question au-delà des douze mois ?

Réponse (14.11.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Les questions des honorables Députés visent les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, et le Point de contact national (PCN) luxembourgeois, chargé de leur mise en œuvre.

ad 1) Depuis sa création, le PCN luxembourgeois a reçu six plaintes, dont deux sont encore en cours de traitement. L'accroissement récent du nombre des plaintes s'explique sans doute par l'extension du champ d'activité des principes directeurs en 2011 aux droits de l'homme ainsi que par une plus grande visibilité de cet instrument. Deux plaintes ont à ce jour été rejetées.

ad 2) Parmi ces plaintes, une a été rejetée pour reposer sur des faits allégués très anciens et éteints, sans que les bons offices du PCN n'aient d'ailleurs même été sollicités ; une autre plainte vient d'être rejetée pour ne pas concerner une société multinationale active au Luxembourg ou opérant à partir du Luxembourg.

Une plainte a été suspendue à la demande des plaignants alors que l'intervention du PCN avait rapidement permis de lancer des négociations entre parties ; une autre plainte avait été immédiatement transférée, à sa demande, au PCN britannique.

Les deux autres plaintes ont été acceptées et ont donné lieu aux bons offices du PCN, qui, dans un cas, ont abouti à un accord et des mesures concrètes, et dans l'autre, n'ont pas abouti, ce qui a par la suite entraîné une médiatisation de l'affaire à l'initiative des plaignants insatisfaits, ainsi qu'une plainte en justice en France.

ad 3) Dans deux cas il a été procédé à un suivi concernant l'accord qui avait été trouvé, respectivement aux recommandations effectuées. Le PCN ne peut que constater l'état de la situation ex post, et le cas échéant diffuser un communiqué subséquent. Les plaignants communiquent en général au sujet de la plainte lorsque celle-ci n'a pas abouti, à l'instar de la plainte assez médiatisée dans le secteur de l'huile de palme au Cameroun traitée par la France (la direction stratégique étant celle d'un groupe français) et à laquelle étaient associés la Belgique et le Luxembourg.

ad 4) Le Ministère de l'Économie s'emploie à faire connaître les principes directeurs et son PCN auprès du secteur de tutelle, mais aussi auprès de toutes les parties prenantes, en participant à tous les évènements en rapport avec la conduite responsable des entreprises, et en organisant lui-même des manifestations.

Ainsi, le point de contact luxembourgeois a été actif ces dernières années, il a développé son site Internet ainsi qu'un logo, mis en place des règles de procédures pour le traitement des plaintes, traité de manière efficace plusieurs instances spécifiques seul ou en coordination avec d'autres PCN, participé activement à l'élaboration du plan d'action national du Luxembourg, adopté fin 2018 par le Gouvernement, et entrepris des initiatives de promotion, dont la plus récente s'est déroulée à la Chambre de Commerce de Luxembourg le 22 octobre dernier.

Cette conférence intitulée « Entreprises et droits de l'homme » et annoncée par voie de communiqué de presse comportait notamment une table ronde réunissant entre autres les responsables de plusieurs multinationales luxembourgeoises, l'Ambassadeur luxembourgeois itinérant pour les droits de l'homme, le responsable de la Division responsabilité d'entreprise et société civile de la Banque européenne d'investissement, ainsi que les responsables du PCN luxembourgeois et du Ministère de l'Économie.

Enfin, le PCN luxembourgeois s'est engagé à se soumettre à une revue par les pairs en 2022 au plus tard. Les revues par les pairs des PCN impliquent tous les services gouvernementaux liés à la promotion de la conduite responsable des entreprises, ainsi que les entreprises, les syndicats et la société civile. Elles permettent donc d'augmenter la stature et la visibilité du PCN au sein du Gouvernement, et de le faire mieux connaître par les parties prenantes.

ad 5) Les ONG connaissent pour la plupart, semble-t-il, les principes directeurs et le PCN. Quant aux ONG luxembourgeoises, plus particulièrement, elles ont participé activement à l'élaboration du plan d'action national en ce qu'elles étaient présentes, comme le PCN, au sein du groupe de travail mis en place dans ce contexte ainsi que pour son suivi et sa mise à jour, et que les rencontres sont fréquentes à l'occasion des débats, de conférences et de colloques dédiés à la question de la conduite responsable des entreprises.

S'agissant des particuliers, ils devraient en principe trouver facilement le site Internet du PCN (www.ncp-lux.lu) et les principes directeurs en utilisant ou en associant les mots clefs en rapport avec les droits de l'homme, la conduite responsable des entreprises, la responsabilité sociale des entreprises, la gouvernance responsable, l'OCDE, les Nations Unies, etc. ou en contactant l'ILO, l'OCDE, l'UE ou l'ONU, les ministères de tutelle ainsi que les organisations patronales ou syndicales.

ad 6) Les principes directeurs de l'OCDE ne sont effectivement pas contraignants pour les entreprises, ce que reflète l'instrument chargé de les mettre en œuvre, les PCN, dont la nature est extrajudiciaire et dont la mission consiste à rechercher à concilier les parties. Toutefois, l'expérience tend à montrer que le dommage potentiel à l'image et à la réputation des entreprises multinationales concernées exerce un effet de levier réel lorsque les PCN s'emparent de la plainte et incitent l'entreprise à dialoguer en vue à parvenir à un accord.

Dans cette perspective, les PCN préservent la confidentialité des discussions et d'une partie de leur action - ce qui ne favorise donc pas leur visibilité - précisément afin d'inciter les entreprises concernées à rechercher une solution négociée. Et a fortiori, pour cette raison, les PCN n'émettent des recommandations que lorsque ce processus n'a pas donné satisfaction ou que les entreprises n'ont pas fait preuve de bonne volonté, puisque ces recommandations auront valeur de critiques et seront ensuite largement relayées par les ONG ainsi que les médias.

Dans le cas du PCN luxembourgeois, comme il est rattaché au Ministère de l'Économie qui est l'autorité publique de tutelle du secteur, le PCN ne saurait apparaître comme naturellement et a priori hostile aux entreprises. Dans ces conditions, sa démarche auprès des entreprises concernées par une plainte a tendance à être d'emblée perçue comme neutre et impartiale, ce qui favorise non seulement la confiance nécessaire à l'établissement de bons offices, mais lui procure le poids nécessaire pour inciter celles-ci à améliorer leurs pratiques si cela s'avère nécessaire. La démarche non contraignante du PCN peut donc réellement aboutir assez rapidement à des mesures concrètes que même une procédure judiciaire, où la partie accusée se retranche en position défensive, ne saurait bien souvent apporter.

Enfin, si les standards de conduite responsable des entreprises défendus par les PCN ainsi que leur intervention s'adressent d'abord aux entreprises multinationales, ces dernières sont amenées à les répercuter tout au long de la chaîne de valeur et auprès de leurs partenaires et sous-traitants, souvent des PME, voire des microentreprises locales, sans que cet effet bien réel soit perçu comme tel et mis à l'actif du PCN qui en a été sinon à l'origine, du moins y a contribué ou l'a favorisé.

Question 1458 (08.11.2019) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **déclarations du Président de la République française relatives à l'OTAN :**

En effet, le Président de la République française Emmanuel Macron juge l'OTAN en état de « mort cérébrale » : « Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN », a déclaré le Président de la République dans une interview à l'hebdomadaire « The Economist » de ce vendredi. Et d'ajouter à un mois du sommet de Londres pour les 70 ans de l'Alliance : « Vous n'avez aucune coordination de la décision stratégique des États-Unis avec les partenaires de l'OTAN et nous assistons à une agression menée par un autre partenaire de l'OTAN, la Turquie, dans une zone où nos intérêts sont en jeu, sans coordination. [...] Ce qui s'est passé est un énorme problème pour l'OTAN. Il faut clarifier maintenant quelles sont les finalités stratégiques de l'OTAN [et...] muscler l'Europe de la défense. »

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire s'ils pensent également que l'OTAN se trouve actuellement dans un état de « mort cérébrale » ? Partagent-ils l'analyse du Président français qu'il n'y a « aucune coordination de la décision stratégique des États-Unis avec les partenaires de l'OTAN » ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer comment ils entendent réagir au niveau de l'OTAN en général et lors du prochain sommet de Londres en particulier ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner de surcroît sur la stratégie du Luxembourg et, le cas échéant, de l'UE pour améliorer la coordination avec nos alliés américain et turc ?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) L'OTAN reste indispensable pour assurer notre sécurité collective. Toutefois, les événements récents au nord-est de la Syrie ont montré qu'il y a lieu de s'interroger sur le manque de coordination au sein de l'Alliance atlantique. Il est notamment impératif de se coordonner si un Allié prend la décision d'intervenir militairement dans un autre pays. Nous nous devons la plus grande franchise lorsque nous examinons les conséquences de l'action ou de l'inaction d'un Allié qui touchent directement aux valeurs, aux principes et aux intérêts de sécurité de notre Alliance. La critique est donc justifiée quand l'OTAN ne fonctionne pas comme elle le devrait, notamment en tant qu'Alliance politique. Enfin, n'oublions pas que les différences entre Alliés sont aussi vieilles que l'Alliance elle-même, mais qu'une de ses forces a toujours été sa capacité de réaction et d'adaptation.

ad 2) La question de l'avenir de l'Alliance a été discutée lors de la dernière réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le 20 novembre 2019, à Bruxelles. D'une façon générale, la proposition de l'Allemagne de réunir un groupe de réflexion, appelé à procéder à une revue stratégique de l'Alliance et à présenter des recommandations, a reçu un soutien général. La France a présenté une idée similaire, visant à mener une réflexion sous la conduite d'un groupe restreint de personnalités éminentes. Le Luxembourg a soutenu l'esprit de ces deux initiatives. Le Luxembourg est en faveur d'une réflexion sur les questions-clés de notre temps, avec pour objectif de renforcer la coordination politique de l'Alliance. Il est prévu que la réunion des dirigeants de l'OTAN, qui se tient à Londres les 3 et 4 décembre 2019, donne une orientation en ce sens.

ad 3) L'Union européenne a réagi, à plusieurs niveaux, aux événements au nord-est de la Syrie. Le Luxembourg soutient une coopération plus approfondie entre l'UE et l'OTAN. À court terme, le Luxembourg suivra de près la concrétisation des propositions faites par l'Allemagne et par la France, telles que décrites dans la réponse à la question n° 2. Enfin, il faut rappeler que l'Ambassadrice de la Turquie au Luxembourg a été conviée au Ministère des Affaires étrangères et européennes, le 11 octobre 2019, pour un entretien au cours duquel l'opposition du Luxembourg à l'action militaire unilatérale de la Turquie dans le nord-est de la Syrie a été rappelée. Dans ce cadre, il a été également souligné que le Luxembourg attache une grande importance aux efforts de coordination entre Alliés.

Question 1459 (08.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **subsides en faveur des communes pour la réalisation des infrastructures scolaires :**

Selon la loi modifiée du 6 février de 2009 portant sur l'organisation de l'enseignement fondamental, les frais de construction et d'équipement des infrastructures communales et régionales sont à charge des communes, alors que l'État y contribue dans une mesure qui est définie annuellement par la loi du budget. En plus, un règlement grand-ducal devrait, selon la loi modifiée, déterminer les bases de répartition entre les communes des subsides. Selon mes informations, un tel règlement grand-ducal n'est jamais entré en vigueur. En ce qui concerne les maisons relais, les subsides pour le premier équipement n'auraient, toujours selon mes informations, jamais été adaptés. Dans le même temps, les prix du marché ont connu de larges croissances.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer mes informations ?

- Dans l'affirmative, quand a eu lieu la dernière adaptation des taux des différentes aides ?

- Un règlement déterminant les bases de répartition entre les communes des subsides en faveur de l'enseignement est-il en guise de préparation ?

- Depuis la dernière adaptation, comment les prix sur le marché de la construction et de l'équipement ont-ils évolué ? Pourquoi les aides n'ont jamais été adaptées par rapport à ces évolutions ?

- Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils, à moyen terme, de prendre des mesures pour réagir à ces augmentations de prix et afin de mieux soutenir les communes ?

Réponse commune (20.12.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Par sa question, l'honorable Députée demande des renseignements concernant la participation de l'État aux frais de construction et d'équipement des infrastructures scolaires communales et régionales de l'enseignement fondamental, prévue à l'article 75 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La prédite loi modifiée prévoit également à son article 58 qu'un règlement grand-ducal détermine les normes en matière de constructions scolaires.

En effet, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Fonction publique et du Ministère des Sports, sont en train d'élaborer un projet de règlement grand-ducal en matière d'infrastructures scolaires et d'infrastructures à utilisation commune par les services d'éducation et d'accueil pour enfants et par l'enseignement fondamental, ceci en concertation avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises.

La contribution de l'État aux frais de construction des infrastructures de l'enseignement fondamental relève de la compétence du Ministère de l'Intérieur. L'adaptation des taux des différentes aides est effectuée annuellement en fonction de la situation financière des communes.

En ce qui concerne les maisons relais, le MENJE prend en charge le financement des nouvelles constructions, ainsi que du premier équipement par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales (dépendant du MENJE) créé en vertu de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014. Subordonné au respect des conditions spécifiées par les dispositions légales applicables, dont la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ce soutien financier peut prendre la forme d'un subside ou d'une participation financière, et ce pour différents cas de figure.

Notamment, dans le cadre des aides financières de l'État, une aide d'un montant maximal de 10.000 € toutes taxes comprises (TTC) par place d'encadrement peut être accordée en cas d'une nouvelle construction, rénovation ou aménagement, premier équipement compris.

Depuis début 2018, le MENJE accorde des subsides complémentaires d'un montant de 2.500 € TTC par place d'encadrement, mais uniquement en faveur de nouvelles constructions à utilisation commune (projets intégrés) dans le cadre de concepts pédagogiques et socio-éducatifs. Ce type de subside ne peut être sollicité que pour le premier équipement spécifique, à savoir l'aménagement de salles d'activités ou de salles de séjour.

Concernant les infrastructures existantes, les gestionnaires peuvent par ailleurs faire une demande en vue de l'obtention de subsides pour tout le volet premier équipement abîmé ou complémentaire (matériel informatique, machines à laver, mobilier, etc.). Le montant desdits subsides est plafonné, le dernier ajustement de la liste des prix (participation montant maximum) pour le remplacement du premier équipement a été opéré il y a deux ans.

Depuis la dernière adaptation des taux des différentes aides relevant du Ministère de l'Intérieur, l'indice des prix à la construction a évolué de 786,23 points en avril 2018 à 811,88 points en avril 2019, selon les indications du Statec, à savoir de 3,2 %.

Dans le cadre de l'élaboration du prédit projet de règlement grand-ducal, des mesures pour réagir aux augmentations des coûts de construction afin de mieux soutenir les communes dans leurs efforts sont également discutées.

Question 1460 (08.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**intervention de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration auprès de l'UCVL et LuxTram SA :**

An der E-Mail, déi d'Madamm Ministesch Cahen op hirer offizieller Facebook-Page publizéiert huet, schreift si un d'UCVL, datt si de selwechte Mail a Kopie un den Direkter vu LuxTram geschéckt huet an och mat dësem telefonéiert hätt, fir hir Bedenken a Suergen auszedrécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. A wéi enger Funktioun huet d'Madamm Ministesch den Direkter vu LuxTram ugeruff? Gouf dësen Uruff mat engem Telefon duerchgefouert, deen der Madamm Ministesch opgrond vun hirem Posten zur Verfügung steet?

2. D'Madamm Ministesch huet an hirem Mail uginn, LuxTram a Kopie gesat ze hunn. Kann de Minister confirméieren, datt den Direkter vu LuxTram dëse Mail krut?

3. Wéi eng Konsequenzen hat den Uruff an/oder d'E-Mail vun der Madamm Ministesch? Am Besonnesche wéisst ech gären, ob LuxTram:

- Kontakt mat der UCVL wéinst der ugeschwater Konventioun opgeholl huet?

- Chantiersvisitten offréiert, esou wéi d'Madamm Cahen dëst proposéiert huet?

4. Wéini gouf déi vun der Ministesch ugeschwate Konventioun ënnerschriwwen?

5. Op wéi e Montant beleeft sech d'Konventioun tëscht LuxTram an der UCVL? Wéi eng Aktioune sinn eligibel, fir am Kader vun der Konventioun kënne couvréiert ze ginn?

6. Goufen tëschenzäitlech déi Aktivitéiten, déi d'Madamm Cahen an hirem Mail ugeschwat huet, vu LuxTram oder vun der UCVL duerchgefouert? Goufen dës Aktivitéiten innerhalb oder ausserhalb vum Kader vun der Konventioun vu LuxTram mat der UCVL duerchgefouert? Wéi vill vun der Budgetsenveloppe gouf dofir agesat?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi eischt Fro musst Dir un d'Madamm Cahen riichten.

D'Madamm Ministesch huet den 11. Abrëll 2019 e Mail un d'UCVL geschéckt, mat Kopie un den Direkter vu LuxTram.

Fir de Bau vun der neier Tramslinn zu Lëtzebuerg huet LuxTram, säit 2015, eng spezifesch Kommunikatioun, fir d'Aarbechten ze begleeden, opgebaut, déi och de Volet vun der Kommunikatioun mat de Geschäftsleit integréiert.

De 25. November 2015, am Virfeld vun den Aarbechten um Kierchbierg, huet LuxTram eng „convention de coopération" zesumme mat der UCVL (Union des commerçants de la Ville de Luxembourg) an der clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) ënnerschriwwen. Zil ass, en optimale Verlaf vun den Aarbechten ze garantéiere fir all d'Akteure ronderëm de Chantier. Duerch dës Konventioun ass LuxTram säit November 2015 a wärend dem ganze Verlaf vun den Aarbechten um Kierchbierg, Lampertsbierg, Stadzentrum a Gare am direkte Kontakt mat der UCVL fir e reegelméissegen Echange vun Informatioune betreffend d'Aarbechten.

An dësem Kader ginn och reegelméisseg Informatiounsversammlunge fir d'Awunner an d'Geschäftsleit zesumme mat der UCVL an dem Ministère vun der Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg organiséiert, wou de genauen Oflaf vun deene verschiddenen Etappe presentéiert gëtt.

Et ass och zum Beispill am Kader vun dëser Konventioun, wou de 25. November 2015 eng Konferenz fir déi Lëtzebuerger Geschäftsleit organiséiert ginn ass, op där d'Geschäftsunioun vu Saragosse, déi 2011 eng nei Tramslinn a Betrib geholl huet, hir Experienz an Organisatioun hei zu Lëtzebuerg presentéiert huet.

Fir d'Organisatioun vun den Aarbechte vum Tronçon B - tëschent der Stäreplaz an der Gare - huet LuxTram seng Kommunikatioun renforcéiert an zwee „médiateurs de chantier" am Juli 2018 agestallt, déi am alldeegleche Kontakt mat den Awunner an de Geschäftsleit stinn. LuxTram huet och eng „Infobox" op dem Boulevard Roosevelt installéiert, wou d'Mediateure Permanencen ofhalen.

Den Uruff an de Mail vun der Madamm Ministesch hu keng spezifesch Aktioune vusäite LuxTram mat sech bruecht. Et si keng Visitte vum Chantier organiséiert ginn an och keng vun deenen aneren Aktivitéiten, déi an dësem Mail ugeschwat ginn.

De 25. November 2015 huet LuxTram, zesumme mat der UCVL an der clc, eng „convention de coopération" ënnerschriwwen.

Dës Konventioun gesäit kee Montant vir.

Deen Deel vun der Avenue de la Liberté, wou déi meeschte Geschäfter sinn, ass tëschent der Place de Paris an der Gare centrale. Hei hunn d'Aarbechten, fir déi ënnerierdesch Leitungen ze ersetzen, Mëtt Mee 2019 ugefaangen.

Fir dës komplex Phas ze begleeden, sinn 2019 zousätzlech finanziell Mëttele fir d'Kommunikatioun virgesinn. D'UCVL huet heizou, am Kader vun der „convention de coopération" UCVL-clc-LuxTram, e Programm proposéiert, deen an engem gemeinsamen Dokument vu LuxTram an der UCVL festgehale gouf. Mat deene verschiddenen Aktioune fir de Quartier Gare, an hirer Ëmsetzung, ass eng finanziell Enveloppe vun 128.700 Euro HTVA an deem Zäitplang virgesinn.

Déi Aktivitéiten, déi am Kader vum Chantier ëmgesat ginn, bezéie sech op d'Konventioun mat der UCVL an der clc. Zum Beispill fir de Stroossemaart, d'Summersolden, de Molconcours „Dessine le tram dans le quartier Gare", …

Fir d'Braderie 2019 sinn d'Aarbechte vum Tram fir een Dag op der Gare gestoppt ginn. Hei huet LuxTram mat den Ekippen um Chantier fir déi beschten Accessibilitéit gesuergt a parallel och d'UCVL an der Kommunikatioun ënnerstëtzt. Op der Gare huet d'UCVL, mam Averständnis vun der Stad Lëtzebuerg, och en Espace zur Verfügung fir d'Kommunikatioun vun de spezifeschen Aktiounen. Dës Aktivitéiten hu kee Lien mat den Aktivitéiten, déi d'Madamm Cahen an hirem Mail ugeschwat huet.

Question 1462 (11.11.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **conventions culturelles avec les communes :**

Selon nos informations, un certain nombre de communes attendent depuis un bon moment voire certaines années l'attribution définitive de leur convention avec le Ministère de la Culture. Les communes sont actuellement sur le point d'établir leur budget communal de 2020, mais faute de convention elles ne peuvent pas inclure la convention dans leurs comptes.

Les communes concernées risquent de manquer du financement nécessaire pour la mise en exécution de leur projet culturel.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

- Combien de communes sont concernées ?

- De quelle manière la ministre veut-elle remédier à cet état de fait afin d'éviter le risque d'une impasse financière des communes dans la mise en œuvre de leur projet culturel ?

Réponse (10.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

En ce qui concerne la planification budgétaire des communes, il y a lieu d'attirer l'attention de l'honorable Député sur l'absence d'une base légale ou règlementaire qui mettrait le Ministère de la Culture dans une obligation quelconque de financer des activités culturelles organisées par les communes, voire de conclure des conventions avec des communes ou des services communaux en ce sens.

Nonobstant, afin de favoriser le développement culturel en région, le Ministère de la Culture entretient actuellement des conventions de subvention avec neuf centres culturels régionaux, dont huit associations sans but lucratif et un service communal. En 2019, deux communes supplémentaires ont sollicité une convention avec le Ministère de la Culture pour les activités de leurs centres culturels respectifs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coalition et du plan de développement culturel, le Ministère de la Culture est en train d'effectuer une série d'études sectorielles, dont une évaluation des centres culturels qui a pour objectif d'établir un état des lieux précis devant permettre de prendre, en toute objectivité, les mesures nécessaires pour l'amélioration du soutien étatique des acteurs communaux. Parallèlement, et conformément aux réponses ministérielles aux deux demandes susmentionnées, ces dernières seront prises en compte par les services du ministère dans le cadre des réflexions au sujet des conventions entre le Ministère de la Culture et les acteurs culturels.

En dernier lieu, il y a lieu de remarquer que dans son projet de budget pour l'exercice 2020, le Ministère de la Culture propose une augmentation substantielle de l'article budgétaire 43.000 (43.22) 08.20 Participation de l'État aux frais de fonctionnement des infrastructures régionales gérées par des communes (Crédit sans distinction d'exercice), en le faisant passer de 319.500 euros en 2019 à 496.450 euros en 2020.

Question 1464 (11.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant **Airbnb :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 0625, déi ech am Abrëll 2019 gestallt hat, hunn d'Ministere Follgendes geschriwwen:

„D'Notze vu Plattforme wéi Airbnb ass een Trend, dee sech kontinuéierlech entwéckelt. Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Krittären, un deene ka festgehale ginn, ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net. De Minister fir Mëttelstand wäert an den nächste Méint analyséieren, ob Handlungsbedarf um legislative Plang besteet.

Betreffend d'Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, esou sinn dës Aarbechten an der leschter Phas kuerz virum Ofschloss. Den Energieminister an de Wirtschaftsminister wäerten an den nächste Méint déi betraffen Akteuren op e breeden Austausch-Workshop alueden, fir d'Konklusioune virzestellen an och ze diskutéieren."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Energie, dem Här Minister fir Mëttelstand an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister fir Mëttelstand virum Hannergrond vun den aktuellen Diskussiounen iwwert der Madamm Ministesch Cahen hir Annonce op Airbnb der Meenung, dass et elo „Handlungsbedarf um legislative Plang" gëtt?

Falls jo: Wéi eng Mesurë sinn ze erwaarden?

Falls neen: wisou net?

2. Wie waren déi „betraffen Akteuren" a wéi eng Konklusiounen hu si aus dem „breeden Austausch-Workshop" gezunn?

Réponse commune (10.12.2019) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Mir erlaben eis, den honorabelen Deputéierten Här Clement nach emol op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0625 vum 10. Abrëll 2019 hinzeweisen, déi hie jo selwer och a senger Fro zitéiert huet, an där Follgendes drasteet: „Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Krittären, un deene ka festgehale ginn, ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net."

An deem Kontext ass de Wirtschaftsministère onofhängeg vun engem Eenzelfall den Ament amgaangen, méi spezifesch am Beräich vum Airbnb, kloer Krittären ze definéieren. Soubal dës Viraarbechten ofgeschloss sinn, wäert de Ministère d'Resultater heivunner virstellen.

ad 2. Vu dass sech erausgestallt huet, dass am Kontext vun der „économie du partage" virun allem Plattformen, déi de Secteur Horeca betreffen, e juristische Kader brauchen, wäert deen Aspekt prioritär behandelt ginn.

Doriwwer eraus ass en neit EU-Reglement ugeholl ginn iwwert déi numeeresch Plattformen. Et ass dëst d'Reglement „Règlement (UE) 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne", wat vum Conseil an dem Parlament ugeholl ginn ass an ab dem 12. Juli 2019 applikabel ass. D'Regierung wäert Ufank 2020 e Projet de loi unhuelen, fir verschidden Elementer ëmzesetzen, déi an der nationaler Gesetzgebung mussen ugepasst ginn. Dëst EU-Reglement abordéiert um europäesche Plang eng Rei Problemer, déi och an der Etüd iwwert d'„économie du partage" genannt sinn.

Well sech elo prioritär op déi benannten Theemefelder konzentréiert ginn ass, si keng weider Initiative geholl ginn am Kader vun der „économie du partage".

Question 1465 (11.11.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus 215 :**

Wéinst der ablécklech schwiereger Verkéierssituatioun an de Spëtzestonnen op der N5 - zemol zu Käerjeng an zu Dippech - steet och d'Buslinn 215 dacks am Stau, wouduerch déi Linn natierlech manner interessant fir d'Leit gëtt. An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

- Huet den Här Minister Statistiken iwwert d'Retarde vun dëser Buslinn, besonnesch moies an owes an de Stousszäiten?

- Wéi vill Busser vun der Linn 215 falen am Duerchschnëtt d'Woch aus?

- Wéi vill sougenannte Verstäerkerfaarten (Zousazbusser) mussen dowéinst agesat ginn?

- Wat wëllt den Här Minister ënnerhuelen, fir de Bus méi interessant ze maachen, bis d'Ëmgéiungsstroosse vu Käerjeng a vun Dippech fäerdeg sinn?

- Sinn zousätzlech Busspueren op der N5 vu Käerjeng bis an d'Stad méiglech?

- Wier et denkbar, fir an de Spëtzestonne Busser anzesetzen, déi direkt géife vun Dippech erfort an d'Stad fueren? Wa jo, vu wéini u wier dat méiglech?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun dem Telematikprojet hu mir eng live Iwwersiicht iwwert d'Horairë vun den RGTR-Bussen. Op der Linn 215 Käerjeng–Lëtzebuerg gouf den Horaire an der Spëtzestonn och schonn e puermol ugepasst. Mäi Service kann iwwer Retarden och Statistiken erhiewen. Am Mount Oktober 2019 hat d'Linn 215 Käerjeng–Lëtzebuerg an der Moyenne e Retard vu 16'21'' an Direktioun Stäreplaz an 12'06'' an Direktioun Käerjeng. Elo, wou de Chantier zu Lénger eriwwer ass, huet sech d'Situatioun liicht verbessert.

Am Oktober 2019 sinn an der Moyenne 2,85 Faarte (vun 132) pro Dag ausgefall. Et ass allerdéngs meeschtens esou, datt si am Stau net duerchkommen, soudatt et zu enger Pulkbildung kënnt a se deementspriechend am Cortège am Stau stinn. Duerch dee Phenomeen kënnt et dann op der Linn nieft der Verspéidung och zu iwwerfëllte Busser.

Esou mécht et kee Sënn, fir weider Busser op d'Linn ze schécken, wa se duerch de Stau ausfalen.

Fir dëser Situatioun entgéintzewierken an d'Linn 215 erëm méi interessant ze maachen, gouf decidéiert, fir zousätzlech Bussen ab dem Arrêt „Schuller, Kastill" fueren ze loossen. Doduerch kann een den Takt an d'Capacitéit vun do aus verbesseren an an engems komplett Ausfäll verhënneren. Déi Moossnam gëtt an der Spëtzestonn agefouert a wäert de 25. November 2019 ulafen. Dëst beäntwert an engems och de leschte Punkt vun der parlamentarescher Fro.

Am Moment gëtt am Kader vun der Reorganisatioun RGTR fir Käerjeng no Alternative gekuckt. Do misst eventuell dann dat momentaant Angebot staark verännert ginn. Doriwwer eraus gëtt allgemeng um ganze Reseau gekuckt, wou weider Infrastrukture respektiv Prioriséierunge musse realiséiert ginn.

Question 1466 (11.11.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **dispositif concernant la lutte contre le chômage de longue durée introduit en 2017 :**

En date du 1er août 2017 est entré en vigueur un nouveau dispositif législatif visant à lutter contre le chômage de longue durée. En effet, selon les chiffres les plus récents disponibles[10] 6.695 des 14.692 personnes au chômage (46 %) en septembre 2019 seraient inscrites à l'ADEM depuis plus de 12 mois.

Le dispositif introduit en 2017 visait à faire baisser ce nombre et d'offrir aux demandeurs d'emploi des emplois stables dans les secteurs public, parapublic et social au lieu de leur proposer des activités rémunérées temporaires n'offrant souvent pas de réelles perspectives de carrière professionnelle aux personnes concernées.

Le financement de ces nouveaux emplois prévu par le dispositif en question est en large partie assumé - au moins dans un premier temps - par le Fonds pour l'emploi. En effet l'employeur qui crée un tel emploi bénéficie d'une aide de la part du Fonds pour l'emploi à concurrence de 100 % des frais salariaux, plafonnée à 150 % du SSM pour la première année, de

[10] https://adem.public.lu/fr/publications/adem/2019/Chiffres-cles-2019-09html

80 % pour la deuxième année et de 60 % pour la troisième année.

Pour la première année, suite à l'entrée en vigueur du nouveau dispositif le nombre de contrats à durée indéterminée pour lesquels cette nouvelle aide pouvait être accordée était limité à 150 afin d'assurer une bonne prise en charge du dispositif et une évaluation de la nouvelle mission pour le Fonds pour l'emploi. Pour les années budgétaires 2018 et 2019, ce nombre est passé à 400 nouveaux contrats et le projet de budget pour 2020 prévoit une reconduction du dispositif pour 400 nouveaux contrats supplémentaires.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Combien d'emplois à durée indéterminée bénéficiant de l'aide prévue par la loi du 20 juillet 2017 ont été créés pendant les années 2017, 2018 et 2019 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir pour ces deux années une répartition des emplois créés selon les différents secteurs (État, communes ou syndicats communaux, SIS, ASBL, fondations) pouvant bénéficier de l'aide susmentionnée ?

3) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir une liste des communes et des syndicats communaux ayant créé de tels emplois en indiquant pour chaque commune et syndicat communal le nombre d'emplois créés en 2017, en 2018 respectivement en 2019 ?

Dans l'exposé des motifs de la loi du 20 juillet 2017, votre prédécesseur a expliqué qu'il s'agirait de transformer des mesures temporaires telles que les occupations temporaires indemnisées en vrais emplois.

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir le nombre d'OTI auprès de l'État et des communes transformées en emplois à contrats à durée indéterminée suite à l'introduction du nouveau dispositif ? Depuis, le nombre d'OTI dont bénéficient l'État et les communes a-t-il baissé ?

5) De nouvelles OTI à contrat déterminée ont-elles été créées ? Si oui, quel en est le nombre exact ?

6) Le nouveau dispositif a-t-il fait l'objet d'une évaluation depuis son introduction, respectivement les personnes ayant bénéficié du dispositif dès l'année de son introduction sont-ils toujours en emploi stable ?

7) Quel a été l'impact de ce dispositif sur l'évolution du chômage de longue durée ? A-t-il pu réduire l'extension des années sans emploi ? Monsieur le Ministre peut-il me faire part d'une analyse chiffrée de cet impact ?

Réponse (26.11.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Au 15 novembre 2019, l'introduction du dispositif de lutte contre le chômage de longue durée a permis l'embauche de 69 demandeurs d'emploi en 2017, 223 en 2018 et 177 en 2019, ce qui fait un total de 469 emplois créés.

Il reste à noter que pour l'année 2019, 87 dossiers sont actuellement en cours d'instruction et que le recrutement est en cours.

ad 2) Ci-dessous le tableau reprenant la répartition des emplois d'insertion créés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le nombre des emplois à durée indéterminée créés, ce sont les associations sans but lucratif qui ont le plus souvent eu recours à cette aide, suivies par les communes et les syndicats communaux. En ce qui concerne les administrations publiques, il s'est avéré que le statut du fonctionnaire et la procédure de recrutement spécifique de la fonction publique (commission d'économies et de rationalisation) ont mis un frein à l'utilisation de ce moyen de recrutement par les administrations étatiques. Les chiffres figurant dans la rubrique « État » se rapportent essentiellement à des employeurs ayant le statut d'établissement public.

ad 3) Ci-dessous le listing des communes ayant créé des emplois d'insertion :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ci-dessous le listing des syndicats communaux ayant créé des emplois d'insertion :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Depuis l'introduction du dispositif, 68 demandeurs d'emploi ont pu bénéficier d'un emploi d'insertion à l'issue d'une occupation temporaire indemnisée (OTI). Parmi eux, 36 ont été embauchés auprès d'une commune, 18 auprès d'une ASBL, 6 auprès d'un syndicat de commune, 3 auprès d'une administration publique, 3 auprès d'un établissement public et 2 auprès d'une société d'impact sociétal (SIS).

Au 31 juillet 2017, juste avant l'entrée en vigueur de la législation sur l'occupation temporaire indemnisée (OTI) et les emplois d'insertion pour chômeur de longue durée (EMI), 143 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une OTI auprès de l'État et 105 auprès d'une commune. Depuis lors, ces chiffres n'ont fait que baisser. Au 31 octobre 2019, l'ADEM recense 49 bénéficiaires d'une OTI auprès de l'État et 39 auprès d'une commune.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Entre le 1er août 2017 et le 31 octobre 2019, 131 demandeurs d'emploi ont commencé une OTI auprès de l'État, 184 auprès d'une commune et 164 auprès d'une autre structure. Cela donne des moyennes de 4,9 OTI par mois auprès de l'État, 6,8 auprès des communes et 6,1 auprès des autres structures. Pour la période du 1er janvier 2016 au 31 juillet 2017, ces moyennes étaient de 10,6 (État), 19,1 (communes) et 17,1 (autres).

ad 6) Les embauches dans le cadre des emplois d'insertion se font obligatoirement sous forme de contrat à durée indéterminée (article L.541-5 du Code du travail). Par ailleurs, sur les 469 personnes ainsi embauchées, 445 sont encore en poste en date d'aujourd'hui. Sur les 24 personnes qui ont arrêté l'emploi d'insertion, 12 sont actuellement inscrites à l'ADEM.

Finalement, il convient de signaler que le dispositif fait l'objet d'un monitoring permanent de la part de l'ADEM.

ad 7) L'impact du dispositif est difficile à quantifier, comme il est impossible de savoir ce que seraient devenus les bénéficiaires des emplois d'insertion en l'absence du dispositif et à législation inchangée. Néanmoins, le chômage de longue durée a diminué fortement depuis l'entrée en vigueur du dispositif. S'il est difficile d'imputer la baisse du chômage de longue durée à ce dispositif, il y a sans doute contribué.

Le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles avec une durée d'inactivité supérieure à 12 mois a diminué de 776 personnes, soit 13,8 % entre juillet 2017 et juillet 2019. À titre de comparaison, sur cette même période, le nombre total de demandeurs n'a diminué que de 3,3 %. La proportion des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de 12 mois est ainsi passée de 35 % en juillet 2017 à 31 % en juillet 2019.

La durée d'inactivité est la durée pendant laquelle un demandeur d'emploi n'était ni en emploi ni affecté à une mesure pour l'emploi et ni en congé de maladie ou de maternité.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Un autre objectif du dispositif était de mettre fin au risque de précarité induit par l'OTI (voir exposé des motifs de la loi du 20 juillet 2017). Les chiffres présentés ci-dessus, en réponse aux questions 4) et 5), montrent très bien que le recours aux OTI a fortement baissé depuis l'introduction du dispositif, sans pour autant laisser les demandeurs d'emploi concernés sur le carreau, en introduisant les emplois d'insertion pour les chômeurs de longue durée. En même temps, le dispositif des emplois d'insertion propose une solution aux institutions qui jusqu'ici ont employé des demandeurs d'emploi sous le statut d'une OTI.

Question 1467 (11.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **profil « Facebook » de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :**

D'Madamm Minister Cahen huet e Facebook-Profill, an deem ënner hirem Numm „Gouvernement du Luxembourg" steet. Et däerf een also wuel unhuelen, datt et sech ëm eng Säit mat offiziellem Charakter handelt. Op der Titelsäit steet d'Madamm Minister bei enger Éieregard vun der Arméi. Doniewent huet si och nach e private Profill.

Wann een dësen offizielle Profill besicht, fënnt een als referenzéiert Spaweckssäiten zwou Adresse vun engem Schonggeschäft. Am „Journal" vun dem Profill fanne sech eng Rei weider Hiweiser op dat selwecht Schonggeschäft, zum Beispill op Bäiträg mat Datum vum 3. Mäerz an 31. August. De Bäitrag vum 31. August bezitt sech op d'Braderie an der Stad an huet en evident kommerzielle Charakter.

Dowéinst wollt ech dem Här Premier- a Staatsminister, den Häre Vize-Premierministeren an der Madamm Familljen- an Integratiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi stellt sech d'Regierung zu dem Facebook-Optrëtt „Gouvernement du Luxembourg" vun der Madamm Minister Cahen, besonnesch am Hibléck op d'Referenzen op e bestëmmtent Schonggeschäft?

2. Ass dëst, an den Ae vun der Regierung, mam Deontologiekodex vun der Regierung kompatibel?

Réponse commune (22.11.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Madamm Minister huet zanter 2007 eng privat Facebook-Säit, déi si och privat benotzt an op där déi meescht Bäiträg nëmme fir hir Facebook-Frënn accessibel sinn.

Et ass op Facebook virgesinn an üblech, dass ee seng aktuell an och seng fréier Beschäftegung respektiv Aarbechtsplaz kann aginn.

Do dernieft huet d'Madamm Minister eng offiziell Säit (Page) op Facebook, déi si kreéiert huet, wéi si politesch aktiv gouf an e Mandat ugeholl huet. Dës Säit ass ëffentlech.

Esouwuel déi privat Säit wéi och déi ëffentlech an allgemeng zougänglech Säit ginn integral vun der Madamm Minister selwer geréiert.

ad 2. Et gëtt keng Inkompatibilitéit mam Deontologiekodex vun der Regierung festzestellen.

Question 1468 (12.11.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **« nuit du droit » :**

En 2017, Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français, a lancé la « nuit du droit » qui se déroule chaque année le 4 octobre en France. Cette initiative a pour objet de familiariser les citoyens avec les méandres de la justice, suite à l'ouverture des tribunaux en ce jour déterminé.

Les colloques, conférences pédagogiques permettent au public de s'informer sur les compétences complexes des institutions judiciaires, ce qui n'est pas une affaire de pacotille, loin s'en faut ! Cette initiative donne également, à tout un chacun, la possibilité de s'enquérir des procédures parfois longues, du rôle du procureur et des autres métiers de la justice.

Je pense que la législation luxembourgeoise en matière judiciaire, étant calquée bien souvent sur celle de la France, présente la même opacité pour le grand public.

S'agissant de notre pays, le sondage Eurobaromètre (2016) a révélé que les citoyens ont de manière générale confiance dans la justice (61 %), or la récente controverse entre le parlement et la justice sur la séparation des pouvoirs, ou encore l'omineux procès du « Bommeleeër », laissent trop souvent le citoyen complètement désemparé et perplexe et démontrent la nécessité de bien expliquer au grand public le fonctionnement de notre justice et de de ses institutions.

Je suis conscient du fait que la Journée portes ouvertes des institutions offre la possibilité aux citoyens de visiter les tribunaux. Je donne cependant à considérer que cette approche me semble trop sommaire et qu'il échet de pousser plus loin le souci d'un rapprochement des habitants avec les instances judiciaires.

Ceci m'amène à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Est-ce que vous voyez l'utilité d'organiser, à l'adresse du grand public, une journée annuelle, spécifiquement affectée à l'ouverture des tribunaux au grand public ?

- Le Ministère de la Justice et le Parquet seraient-ils enclins à dresser à cet effet un programme, sinon pédagogique, du moins d'intelligence conceptuelle, pour répondre aux questions des habitants ?

- Si la mise en œuvre d'un tel programme n'est pas projetée, quelles autres mesures le Ministère de la Justice pourrait-il envisager pour vulgariser les fonctions de nos tribunaux et pour les rendre plus accessibles aux citoyens ?

Réponse (09.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'idée lancée en France par le Conseil constitutionnel de la « nuit du droit » semble une initiative intéressante surtout pour un grand pays dans lequel la distance avec le justiciable n'est pas la même que dans notre pays.

Au Luxembourg, les citoyens peuvent se familiariser avec les instances et procédures judiciaires ainsi que les métiers du droit lors de diverses manifestations ayant lieu régulièrement.

Il en est ainsi lors de la « Journée de la porte ouverte des institutions » donc également des juridictions nationales et surtout de la Cité judiciaire à Luxembourg, qui connait chaque année un grand succès auprès du public.

Afin d'accroitre l'information et les connaissances de notre système judiciaire auprès des citoyens, les autorités judiciaires ont signé un contrat de collaboration avec le « Zenter fir politesch Bildung », pour améliorer la visibilité du fonctionnement de la justice et pour créer avec le centre des supports de vulgarisation destinés au grand public.

À côté de cette collaboration avec le « Zenter fir politesch Bildung », le Service presse de la justice accueille à la Cité judiciaire chaque année en moyenne 45 à 50 classes d'élèves lors de visites instructives et informatives, où de multiples explications sur le système et les procédures judiciaires leur sont offertes par les spécialistes ; les étudiants ont également la possibilité de participer à une audience pénale avec à la fin un debriefing explicatif. Ce type de visite dure entre deux et trois heures d'intenses informations et participations. De cette façon à peu près un millier d'étudiants par année obtiennent un aperçu constructif du fonctionnement de la justice. En complément, il est encore envisagé de créer, ensemble avec le « Zenter fir politesch Bildung », du matériel didactique d'intelligence conceptuelle.

Par ailleurs le Service presse de la justice, par ces nombreuses communications et communiqués explicatifs participe dans une large mesure à une meilleure information voire même prise de conscience du public face aux procès et procédures judiciaires importantes.

La « Foire de l'étudiant » est à son tour un évènement annuel où le Ministère de la Justice ensemble avec des représentants des autorités judiciaires, des barreaux, des notaires et huissiers de justice font connaître les métiers du droit aux jeunes citoyens. Des brochures et du matériel informatif leur sont distribués et des professionnels des métiers du droit sont disponibles pour répondre aux nombreuses questions des jeunes et de leurs parents.

Au vu de tous ces évènements informatifs et du matériel explicatif fourni d'ores et déjà aux citoyens dans notre pays, une « nuit du droit » sur le modèle français ou une journée spécifiquement consacrée à l'ouverture des tribunaux au grand public n'est pour l'heure pas prévue, mais rien n'empêche une réflexion future à ce sujet.

Question 1469 (12.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**exportation de viande de porc :**

Beim Export vu Schwéngefleesch an Drëttlänner ewéi zum Beispill a Korea, China, Hong-Kong, Südafrika an esou weider gëtt et Schwieregkeeten, well Lëtzebuerg mat dëse Länner keen internationaalt Ofkommes huet a puncto „Certificat vétérinaire". Dëst bréngt mat sech, datt Schluechthaiser am direkten Ausland ewéi der Belsch oder Däitschland kee Schwéngefleesch méi vu Lëtzebuerg unhuelen oder de Präis gëtt reduzéiert, well si an dës sougenannt Drëttlänner keng Produkter däerfe liwwere vu Lëtzebuerger Schwäin. Dëst bréngt ee finanzielle Verloscht mat sech fir eis Baueren, deenen hiert Akommes staark no ënne weist. Eis direkt Nopeschlänner hunn esou een Ofkommes mat deene sougenannten Drëttlänner.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aussen- an Europaminister an den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung:

1. Firwat huet Lëtzebuerg nach keen esou en Ofkommes mat deene sougenannten Drëttlänner?

2. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg esou en Ofkommes?

3. Ass eis Regierung bereet, esou en Ofkommes mat de sougenannten Drëttlänner auszehandelen? Wa jo, a wéi engem Zäitraum ka mat der Émsetzung vun deem Ofkommes gerechent ginn?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt muss ee bemierken, dass am Kontext vun der Handelspolitik Lëtzebuerg an engem europäesche Kader evoluéiert. Dofir muss een ënnerscheeden tëschent Drëttlänner, wou d'EU schonn en Handelsofkommes huet, an deenen, wou dat nach net de Fall ass.

Wann d'EU en Handelsofkommes mat engem Drëttland ofgeschloss huet, brauch Lëtzebuerg keen zousätzlecht Veterinär- a Phytosanitärofkommes, mee kann normalerweis exportéieren op Basis vun engem bilateral verhandelten Zertifikat. Dat ass de Fall fir Drëttlänner wei Südkorea, Japan oder Kanada. Säit 2017 ass zum Beispill op déi Weis den Export vu Mëllechprodukter no Japan autoriséiert.

Am Fall, wou et keen EU-Handelsofkommes gëtt, sinn d'Ufuerderunge vun den Drëttlänner variabel, verschiddener froen effektiv e bilateraalt Veterinärofkommes, anerer froe just e Sanitärzertifikat. Esou kënnen zum Beispill d'Lëtzebuerger Produzente Mëllechprodukter no China exportéieren, ouni dass e formellt Ofkommes tëschent deenen zwee Länner besteet.

Bis elo huet Lëtzebuerg nach keen esou en Ofkommes mat engem vun deenen opgezielten Drëttlänner an och mat soss kengem aneren Drëttland, well keng Demande dofir do war. D'Lëtzebuerger Produzenten haten effektiv keng Problemer, eist Schwéngefleesch national oder am noen Ausland ze vermaarten. Dobäi muss een och nach berücksichtegen, dass d'Verhandlung an d'Emsetzung vu Veterinär- a Phytosanitärofkommesse mat Drëttlänner e groussen administrativen Opwand duerstellen, fir d'Betriber wéi och fir d'Verwaltungen, a mir normalerweis net grouss genuch Quantitéiten hei zu Lëtzebuerg produzéieren, déi esou en Opwand géife rechtfertegen.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung ass bereet, esou Verträg ofzeschléissen. Et muss een awer dorop hiweisen, dass mat der Presenz vun der afrikanescher Schwéngspescht am belsche Grenzgebitt elo net de gënschtegsten Ament ass, fir mat Drëttlänner iwwert den Export vu Schwéngefleesch ze verhandelen. Wat den Delai fir esou en Ofkommes ubelaangt, ass et schwéier, eng Zäit ze soen, mee et sinn dëst oft schwéierfälleg Prozeduren, déi eng gewëssen Zäit an Usproch huelen.

Question 1470 (14.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **votes du Luxembourg auprès des organisations internationales :**

Mir gëtt och vu Leit aus der jiddescher Communautéit zougedroen, datt Lëtzebuerg soll zu deene westleche Länner gehéieren, déi besonnesch och am Kader vun der UNO ganz betount israelkritesch optrieden. Am Kader vun der Generalversammlung, mee och am ECOSOC an an aneren UNO-Ënnerorganisatiounen oder -Gremien soll Lëtzebuerg ëmmer nees oppen israelkritesch oder esouguer antiisraeelesch Resolutiounen ënnerstëtzen.

D'UNO féiert Statistiken iwwert d'Stëmmverhale vun de Staaten, déi de staatleche Vertrieder zougänglech sinn. An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi dacks huet Lëtzebuerg am Kader vun der UNO (am wäite Sënn) an de Joren 2013 bis haut bei Resolutiounen, déi besonnesch Israel betraff hunn, mat Israel gestëmmt a wéi dacks géint Israel?

2. Wéi dacks huet sech Lëtzebuerg bei Resolutiounen, déi besonnesch de Staat Israel betraff hunn, enthalen?

3. Awéiwäit stëmmt Lëtzebuerg a Froen, déi Israel betreffen, mat eisem wichtegsten Alliéierten, den USA?

4. Wéi eng Initiativen huet Lëtzebuerg a senger Zäit am UNO-Sécherheetsrot geholl oder ënnerstëtzt, déi besonnesch Israel betraff hunn?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt de Staat Israel am Kader vun der UNO fair behandelt gëtt? Fënnt d'Regierung déi Zuel vu Resolutiounen a politeschen Aktivitéiten, déi sech spezifesch mat dem israeelesch-palästinensesche Konflikt befaassen, der reeller Wichtegkeet vun dem Konflikt am Noen a Mëttleren Osten ugepasst?

6. Gëtt et eng prealabel Ofstëmmung am Regierungsrot iwwert d'Stëmmverhale vu Lëtzebuerg an den UNO-Gremien, besonnesch, wat de Staat Israel ugeet, oder läit d'Verantwortung heifir eleng beim Ausseminister?

Réponse commune (16.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. - 3. D'Lëtzebuerger Aussepolitik artikuléiert sech net fir oder géint eenzel Staaten. Wat besonnesch Israel ubelaangt, huet Lëtzebuerg ëmmer d'Existenzrecht an d'Souveränitéit vun dësem Staat bannent sengen international unerkannte Grenzen ënnerstëtzt. Lëtzebuerg setzt sech a fir d'Zweestaateléisung fir den israeelesch-palästinensesche Konflikt, well et och déi eenzeg Léisung ass, déi en dauerhafte Fridden a Sécherheet fir béid Säite ka bréngen. Op dëser Basis koordinéiert Lëtzebuerg säi Stëmmverhalen an der UNO mat den aneren EU-Memberstaaten, am Kader vun der gemeinsamer EU-Aussen- a Sécherheetspolitik. Allerdéngs ass Lëtzebuerg net an all den UNO-Gremie permanent vertrueden a kann doweinst och net un all den Ofstëmmungen deelhuelen.

ad 4. Den 30. Dezember 2014 huet Lëtzebuerg am UNO-Sécherheetsrot e Resolutiounsprojet ënnerstëtzt, deen e Kalenner an d'Parametere fixéiert hätt, fir eng Léisung vum israeelesch-palästinensesche Konflikt op der Basis vun der Zweestaateléisung erbäizefëieren. Dee Resolutiounsprojet (UNO-Dokument S/2014/916) krut awer nëmmen aacht positiv Stëmmen, also net genuch, fir ugeholl ze ginn.

ad 5. Am Kontext vun der UNO beschäftegen d'Länner sech ënner anerem mam Anhale vum internationale Recht. Heibäi geet et net drëm, ob eenzel Länner sech fair behandelt fillen, mee ob se dat internationaalt Recht respektéieren. De Friddensprozess am Noen Osten ass effektiv zanter méi wéi 70 Joer eng vun den zentrale Froen an dësem Beräich.

ad 6. D'Verantwortung fir d'Stëmmverhalen an den UNO-Gremie läit beim Ausseminister, deen d'Positioun vun der Regierung am Aklang mam Koalitiounsaccord an där vum Regierungsrot festgeluechter aussepolitescher Linn no bausse vertrëtt.

Question 1471 (12.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation de la communauté LGBTIQ en Turquie :**

Den 9. November 2019 huet d'ASBL Rosa Lëtzebuerg ee Bréif un den Ausseministère adresséiert, an deem si op d'Ënnerdréckung vun der LGTBIQ+-Communautéit an der Tierkei opmierksam maachen. An dësem Bréif mécht d'ASBL drop opmierksam, dass d'tierkesch Force publique den 10. Mee 2019 gewaltsam géint d'Organisateuren an d'Participante vun engem LGTBIQ+-Pride-Event virgaange sinn. Studenten an en Akademiker goufe strofrechtlech verfollegt an zum Deel festgeholl. Eng Geriichtsverhandlung ass fir haut virgesinn.

Säit dem Ausruff vum Ausnamezoustand an der Tierkei si Manifestatioune vun der LGTBIQ+-Zeen am Viséier vun der Regierung zu Ankara. International Mënscherechtsorganisatiounen hunn dësen Tëschefall an déi systematesch Ënnerdréckung vun der LGTBIQ+-Zeen verurteelt.

Lëtzebuerg huet international eng Virbildfunktioun an der Verdeedegung vun de Rechter vun der LGTBIQ+-Communautéit ageholl, dëst ënner anerem duerch dem Premierminister seng faméis Ried am Februar 2019 virun der Arabescher Liga, wou hie sech fir d'Rechter vun LGTBIQ+-Rechter staarkgemaach huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Aussen- an Europaminister dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt den Ausseminister déi aktuell Lag vun der LGTBIQ+-Communautéit an der Tierkei an?

2. Ass de Minister der Meenung, dass d'Versammlungsrecht vun der LGTBIQ+-Communautéit nach respektéiert gëtt?

3. Wäert d'Regierung sech bei der tierkescher Ambassade fir d'LGTBIQ+-Communautéit an der Tierkei staarkmaachen? Falls jo, wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung?

4. Wéi eng Efforte wäert Lëtzebuerg ënnerhuelen, fir d'Rechter vun der LGTBIQ+-Communitéit an der Tierkei, mee awer och am Rescht vun der Welt, ze stäerken?

Réponse (06.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg deelt déi eescht Suergen, déi d'Europäesch Kommissioun an hirem Länner-rapport 2019 iwwert d'Tierkei zum Ausdrock bruecht huet, wat d'Protektioun vun de Grondrechter vun der LGBTIQA+-Communautéit ugeet. Et gëtt eng ganz Rei vu Violatioune vun de Rechter vun deene Persounen, esou wéi eng sëlleche spezifesch Diskriminéierungen, wéi zum Beispill och déi genannten Ënnerdréckung vun der LGBTIQA+-Pride op der Middle East Technical University zu Ankara den 10. Mee dëst Joer.

ad 2. Den Ament kann d'LGBTIQA+-Communautéit hiert Versammlungsrecht net onageschränkt an der Tierkei ausüben, an dat obschonn e Geriicht zu Ankara schonns am Februar 2019 decidéiert hat, datt de Verbuet vun LGBTIQA+-Evenementer an der Haaptstad net rechtméisseg wär an dofir misst opgehuewe ginn an datt d'Autoritéiten d'Flicht hunn, fir friddlech Versammlungen ze schützen.

ad 3. Déi Lëtzebuerger Diplomatie erënnert reegelméisseg hir tierkesch Contrepartien un d'Wichtegkeet vum Respekt vun de Mënscherechter, virun allem och vun deene Rechter, déi an dem Internationalen Ofkommes iwwer zivill a politesch Rechter festgehale ginn. D'Tierkei huet dëst Ofkommes 2003 ratifizéiert. Mir wäerten dës Positioun bei deenen nächste Geleeënheeten nees confirméieren a speziell op d'Situatioun vu vulnerabele Gruppen a Persounen - dorënner och d'LGBTIQA+-Communautéit - verweisen.

ad 4. Lëtzebuerg wäert beim nächste Periodeschen Universalen Exame vun der Tierkei virum Mënscherechtsrot vun der UNO intervenéieren, an och do d'Rechter vun der LGBTIQA+-Communautéit ervirsträichen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Mandat vum onofhängegen Expert vum Mënscherechtsrot vun der UNO iwwert de Schutz géint d'Gewalt an d'Diskriminatioun, déi op sexueller Orientéierung oder Gender-Identitéit berouen (SOGI), dem Victor Madrigal-Borloz.

Eis Diplomate setze sech och am UNO-Mënscherechtsrot, an der Drëtter Kommissioun vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen, an och an enger Rei vun anere multilaterale Gremien, souwéi beim Europarot zu Stroossburg fir d'Rechter vun alle Mënschen, déi eng net heteronormativ sexuell Orientéierung, Gender-Identitéit an Expressioun hunn.

Question 1472 (12.11.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **prescription d'applications de santé mobiles et** le **remboursement par la caisse de maladie :**

En date du 7 novembre 2019, le Parlement fédéral en Allemagne a approuvé une nouvelle loi permettant la prescription d'applications de santé mobiles et leur remboursement par les caisses de maladies.

Ces applications peuvent aider les patients à prendre leurs médicaments régulièrement ou à noter leurs valeurs glycémiques. En outre, des études internationales ont prouvé que la prescription d'une telle application peut être un moyen efficace dans le traitement d'une dépression.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette nouvelle loi allemande ?

- Messieurs les Ministres jugent-ils utile d'introduire une loi semblable afin de promouvoir la digitalisation et d'agir contre la surcharge du système de santé ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La loi allemande « Digitale-Versorgung-Gesetz (DVG, 19/13438) » prévoit comme mentionné par l'honorable Députée la prescription d'applications de santé mobiles et leur remboursement.

En effet, la loi allemande permet de tenir compte des nouveaux défis, besoins et développements dans le domaine de la santé digitale. En outre, la loi prévoit que des patients puissent maintenant utiliser des applications de santé sur prescription médicale, ou puissent se connecter par appel vidéo en ligne facilement à leur médecin.

Il est un fait que de nombreux patients utilisent déjà aujourd'hui des applications pour gérer leur santé et leurs maladies surtout chroniques. Dans ce contexte, il est cependant essentiel de mettre en œuvre une évaluation objective de la performance des applications afin de proposer aux patients des applications fiables et conformes à une médecine basée sur l'évidence et qui ne risquent donc pas de nuire à la santé du patient.

À cet égard, deux types d'applications sont à distinguer. D'abord, les applications certifiées « dispositif médical » (en anglais : medical device) qui, similaires à d'autres équipements médicaux, ont passé des évaluations extensives conforme à la réglementation européenne. Ces applications ont donc prouvé dans des études bien conduites, leur exactitude, reproductibilité et valeur ajoutée.

Le deuxième type d'applications sont les applications de « bien-être », avec un champ d'application très large et peu contrôlées. Souvent sans bases scientifiques solides, il existe peu de garanties que ces applications apportent une réelle valeur ajoutée.

La loi allemande précitée prévoit entre autres l'accès à un dossier électronique des patients et des prestataires de soins, avec entrée en vigueur à partir de 2021. Au Grand-Duché de Luxembourg cet accès sera mis en œuvre par le biais du règlement grand-ducal précisant les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé, qui est prévu d'entrer en vigueur au 1er janvier 2020.

En outre, la digitalisation (dématérialisation des documents, simplification des démarches administratives et amélioration aux services des institutions de sécurité sociale) constitue une priorité pour la sécurité sociale. Un projet phare constitue la mise en œuvre du tiers payant nouvelle génération. Le processus de digitalisation sera mis en œuvre en impliquant toutes les parties prenantes, notamment les partenaires sociaux et les prestataires de soins.

Question 1473 (12.11.2019) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant la **candidature de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco :**

Le 25 octobre, plusieurs acteurs des régions LEADER de la vallée de la Moselle ont assisté à une réunion transfrontalière à Grevenmacher. À l'issue de cette rencontre, une déclaration d'intention a été signée visant à intensifier la coopération interrégionale.

Un volet de cette coopération est l'intention d'inscrire les 544 km de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco. Lancée une première fois en 2014 par l'association allemande « Weltkulturerbe Moseltal », l'initiative est ainsi désormais aussi portée par des représentants français et luxembourgeois. Selon les responsables, il s'agit maintenant d'étudier la faisabilité du projet et d'élaborer le cas échéant un dossier de candidature.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Culture :

1) Madame la Ministre serait-elle en mesure de nous fournir plus d'informations quant aux objectifs et aux procédures de ce projet transfrontalier d'une candidature de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco ?

2) Quels sont les atouts particuliers que la région de la vallée de la Moselle possède pour être éligible pour une classification aussi prestigieuse ?

3) Quelles sont les opportunités qu'une telle reconnaissance pourrait offrir à la région de la Moselle, tant au niveau national qu'au niveau transfrontalier ? Pourrait-on éventuellement envisager des contraintes liées à une telle classification ? Existe-t-il des programmes comparables à celui susmentionné et de quels programmes s'agit-il ?

Réponse (10.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le 25 octobre 2019, les représentants de six groupes d'action locale (GAL) du programme LEADER (GAL Miselerland, GAL Terres de Lorraine, GAL Pays d'Épinal, GAL Mosel, GAL Moselfranken, GAL Land zum Leben Merzig-Wadern e. V.) ainsi que de la « Regionalinitiative Mosel » et du « Weltkulturerbe Moseltal e. V. » ont signé une déclaration d'intention dans le but de renforcer leur coopération dans de nombreux domaines.

Conscientes de la valeur et du potentiel de la vallée de la Moselle, les organisations signataires entendent créer ou renforcer les réseaux transfrontaliers afin de développer le tourisme vert, la préservation de la biodiversité, les échanges sociaux ou encore les produits régionaux.

Dans une étape ultérieure, les signataires envisagent une candidature à un des programmes Unesco qui conviendra le mieux à leurs aspirations. Le choix de ce programme est crucial pour les orientations futures de la région. Il existe en effet une grande différence entre les

programmes du patrimoine mondial (culturel, naturel ou mixte) et le programme « L'homme et la biosphère », pour lequel onze communes du Syndicat intercommunal PRO-SUD viennent de déposer une candidature.

Afin de préparer de façon efficace leur collaboration ultérieure et de pouvoir faire le choix judicieux du programme Unesco approprié, les organisations signataires des trois pays concernés initieront une étude de faisabilité ad hoc. Étant donné que le programme cible n'a pas encore été défini, il est à ce stade prématuré de se prononcer sur les opportunités ou les éventuelles contraintes d'une reconnaissance de la vallée de la Moselle des trois pays par l'Unesco.

Question 1474 (13.11.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Comme il a été relayé récemment dans un article de presse, selon la nouvelle organisation du réseau RGTR plusieurs villages dans la commune de Biwer ne seraient plus desservis par des lignes de bus. À noter que certaines lignes continueraient de passer par un des villages concernés, sans toutefois s'y arrêter.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour isoler un village complètement d'une connexion régulière des transports publics ?

- Combien de personnes prennent en moyenne les lignes de bus en question dans les villages concernés ?

- Selon le nouveau plan du réseau RGTR, combien de villages dans le pays entier ne seraient plus desservis par une ligne de bus ?

- Est-il prévu de compenser la suppression de la desserte par des lignes de bus régulières par un service sur demande dans les villages concernés ? Dans l'affirmative, quelles seraient les modalités d'utilisation de ces services ?

- Dans la négative, serait-il envisageable de réduire les fréquences des dessertes pour les lignes de bus moins fréquentées afin de permettre une connexion minimale des villages concernés au transport public ?

- Est-ce que l'utilisation d'autobus plus petits pour les lignes moins fréquentées pourrait justifier le maintien d'une connexion régulière de petits villages au transport public ?

Réponse (18.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant de répondre à vos questions, permettez-moi de vous expliquer à quelle étape mon département se trouve actuellement en ce qui concerne la réorganisation du réseau RGTR. Actuellement mes services analysent le retour des communes au sujet du réseau de base tel qu'il a été proposé. Plus de 500 commentaires ont été recensés et les plus pertinents ont déjà été intégrés. Je précise aussi que les décisions finales n'ont pas encore été prises, l'avis des communes ayant justement été demandé dans le but d'élaborer un réseau cohérent et mon département travaille toujours intensément sur le nouveau réseau. Je suis persuadé que le nouveau réseau RGTR, qui sera finalement présenté début 2020, répondra aux besoins de tous les usagers et toutes les communes.

À l'état actuel le nombre de localités qui ne sont pas desservies n'est que minimal. Il faut relever que certaines localités ont une population très réduite ; il se peut aussi que l'infrastructure routière ne permet pas de passage par un autobus. Sur certaines lignes, la desserte supplémentaire d'une petite localité ferait prolonger le trajet de plusieurs minutes, forçant les autres passagers de faire des détours parfois incompréhensibles, surtout si la desserte exige une boucle et personne n'y monte ou ne descend.

Dans le comptage intégral du réseau effectué fin 2016, il y avait en tout neuf montées et quatre descentes par jour sur les trois arrêts concernés de la commune de Biwer. On peut estimer qu'au moins la moitié de ces montées relèvent du transport scolaire qui, de toute façon, n'est pas encore intégré dans ce projet de réorganisation.

Il n'y a que 15 localités [visant 322 habitants (recensement national de 2011)] qui ne sont pas desservies par le réseau régulier du RGTR [représentant 0,06 % de la population totale (recensement 2011)]. À l'état actuel il n'y a qu'une seule localité de neuf habitants (recensement 2011) qui perdra sa connexion au réseau régulier du RGTR, sachant qu'il y aura une desserte scolaire si nécessaire, ainsi qu'un transport à la demande.

Les modalités du transport à la demande sont encore en élaboration et seront présentées dans les meilleurs délais. Concernant la taille des véhicules, il est prévu de revoir le gabarit du matériel roulant assurant le transport public dans les petits villages à faible demande.

Question 1475 (13.11.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **suspension de publication du Livre des impôts luxembourgeois :**

Laut eisen Informatioune soll d'Editioun vum sougenannte „Code fiscal", eng Zesummestellung vu Gesetzer betreffend d'Steierlandschaft, inklusiv Foussnotten, Circulairë vum Direkter, Déngschtnotten a Jurisprudenzen an esou weider agestallt ginn.

Et ass dëst e wichtegen Outil fir d'Steierverwaltung a seng Beamten, awer och fir de Steierzueler selwer.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Budget- a Finanzminister stellen:

- Kënnen d'Ministeren dës Informatioun bestätegen?

- Wéi ee Budget war fir d'Editioun vum „Code fiscal" am Joer 2019 virgesinn a kann, laut eisen Informatiounen, fir 2020 an doriwwer eraus vu staatlecher Säit net méi opbruecht ginn?

- Huet d'Regierung wëlles, der Steierverwaltung an de Steierzueler en änlechen Outil zur Verfügung ze stellen?

• Wa jo, ënner wéi enger Form?

• Wann neen, deelt d'Regierung d'Aschätzung, dass domadden e wichtegen Outil fir d'Steierverwaltung respektiv de Steierzueler verluer geet?

Réponse (13.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De „Code fiscal", op deen déi honorabel Deputéiert Referenz maachen, gëtt net vum Staat, mee vun enger privater Firma erausginn.

De Staat huet deemno effektiv kee Budget fir d'Editioun vum „Code fiscal" virgesinn an de Ministère huet och keng Informatiounen iwwer eventuell Pläng vum Editeur.

D'Editioun 2019 ass iwwregens aktuell am Handel disponibel.

Nieft dem „Code fiscal" an dem „Petit Code fiscal", vum selwechten Editeur, ginn et vergläichbar Publikatiounen, déi vun anere privaten Akteure publizéiert ginn, esou zum Beispill de „Livre des impôts luxembourgeois" (10e édition, 2019) oder de „Code - Droit fiscal 2019" (1re édition, 2019).

D'Steierzueler fannen um Internetsite vun der Steierverwaltung ausserdeem gratis een aktuellen „texte coordonné" vum Akommenssteiergesetz.

Question 1476 (13.11.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **rapatriement forcé de djihadistes de l'EI :**

Die Türkei hat kürzlich beschlossen, ehemalige IS-Kämpfer abschieben zu wollen. Erste Rückführungen seien bereits am Laufen. Diese einseitige Entscheidung wirft einige Fragen auf:

1. Was bedeutet diese Entscheidung für Luxemburg?

2. Ist der aus Luxemburg stammende IS-Kämpfer hiervon betroffen?

3. Ist die Regierung nicht der Meinung, dass es einer europäischen Lösung in diesem Zusammenhang benötigt? Welche Anstrengungen hat Luxemburg diesbezüglich unternommen?

Réponse commune (11.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. + 2. Da es sich bei dem vom ehrenwerten Abgeordneten genannten IS-Kämpfer nicht um einen luxemburgischen Staatsbürger handelt, welcher sich des Weiteren auch nicht in der Türkei befindet, gibt es keinen Kontakt zwischen den türkischen und luxemburgischen Behörden bezüglich dieser Person.

Die bisherigen Abschiebungen ehemaliger IS-Kämpfer aus der Türkei haben in dem Sinne keinen direkten Impakt auf Luxemburg.

ad 3. Der Europäische Auswärtige Dienst (EAD) hat den Mitgliedstaaten Unterstützung in der Koordinierung ihrer Politik und ihrer Aktionen angeboten, auch wenn die Rückführung ehemaliger IS-Kämpfer unter die Verantwortung und die Kompetenz der Mitgliedstaaten fällt. Luxemburg begrüßt diese Absicht des EAD.

Question 1477 (13.11.2019) de **MM. Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant la **lutte contre le diabète :**

Au Luxembourg, plus de 25.000 personnes sont atteintes de diabète. Il s'agit d'une hausse considérable depuis 1980, expliquée en partie par l'augmentation du nombre de personnes en surpoids.

Cependant, 5 à 10 % des diabètes souffrent du diabète de type 1. Il s'agit d'une maladie auto-immune qui se manifeste le plus souvent chez les enfants et les adolescents. Il est probablement causé par une prédisposition génétique. Dans quelques Länder en Allemagne, il est possible d'évaluer le risque de développer un diabète de type 1 chez les enfants âgés de 0 à 4 mois, de 2 à 5 ans et de 9 à 10 ans, à l'aide d'une simple goutte de sang.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces tests introduits en Allemagne ?

2) Existe-t-il un test semblable pour le diabète de type 1 chez les enfants au Luxembourg ?

3) Quelles mesures ont été prises pour sensibiliser davantage les parents et les pédiatres sur le diabète de type 1 ?

Afin d'évaluer le risque de diabète de type 2, le Ministère de la Santé a mis en ligne un questionnaire, dénommé FINDRISK (Finnish Diabetes Risk Score).

4) Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre de personnes ayant rempli ce questionnaire depuis 2015 ?

Réponse (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1), 2) + 3) L'évaluation du risque de développer un diabète de type 1 chez les enfants est un sujet très débattu parmi les experts. Même si certains pays ou communautés proposent ce genre d'évaluations à large échelle, force est de constater qu'il n'existe pas de test simple et surtout fiable en la matière. La raison principale en est que l'étiologie du diabète de type 1 est fort complexe et multifactorielle, associant une prédisposition génétique (profil HLA) et l'émergence possible d'auto-anticorps à une modulation par des causes externes comme le microbiome et autres facteurs environnementaux interagissant avec le système immunitaire, et que l'évolution de certains stades précoces vers une maladie déclarée est fort variable d'un individu à l'autre.

Au lieu de proposer des solutions simples, mais peu fiables, le service national de pédiatrie de la Kannerklinik qui s'occupe du problème du diabète 1 chez l'enfant a pris l'option de participer à l'étude européenne INNODIA dans le cadre du programme européen « Innovative Medicines Initiative (IMI2) ». Ainsi, toute personne à risque augmenté sur base de l'histoire familiale (soit un parent de premier degré d'une personne souffrant de diabète de type 1) est invitée à participer à cette étude qui vise à trouver des biomarqueurs plus robustes pour le risque d'évolution vers la maladie.

Il est aussi important de faire remarquer qu'en l'absence de moyen d'intervention efficace permettant un arrêt de l'évolution vers le diabète à l'heure actuelle, la détermination d'un risque en soi est peu utile, car elle crée évidemment de l'anxiété auprès des parents pour une maladie qui peut-être ne se déclarera jamais chez leur enfant.

Les pédiatres connaissent de toute évidence cette maladie dans notre pays, où la majorité des petits enfants sont en effet régulièrement suivi par un pédiatre (examens réguliers, vaccinations). Les conditions pour une détection en temps utile de cette maladie sont donc bien remplies.

ad 4) Il n'est techniquement pas possible de vérifier combien de personnes ont effectivement rempli le questionnaire en ligne dénommé FINDRISK. Par contre, l'outil statistique (Adobe Analytics) permet de retracer le nombre de consultations du questionnaire. Ainsi, il apparaît que 15 personnes ont consulté 47 fois le questionnaire en ligne sur la période allant d'octobre à décembre 2019.

Question 1478 (13.11.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ancienne maison de retraite de Vianden :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3635 du 19 février 2018, Monsieur le Ministre a indiqué que les travaux concernant l'aménagement d'une nouvelle auberge de jeunesse dans les locaux historiques de l'ancienne maison de retraite de Vianden (ancien couvent de l'ordre des Trinitaires) pourraient débuter vers la mi-2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du projet en question ? Où en est la planification de l'avant-projet détaillé ?

- Les travaux d'exécution ont-ils pu être lancés à l'échéance annoncée ? Quelle sera leur durée probable ?

- Quelle sera la capacité d'hébergement finale de la nouvelle auberge de jeunesse ?

Réponse (22.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'avant-projet détaillé du projet en question est achevé et les études d'exécution sont en cours. L'ouverture de la soumission des travaux de gros œuvre est prévue pour fin novembre 2019. Ainsi, les travaux sur site pourront commencer au début de l'année 2020.

Le délai global du chantier est estimé à trois ans de sorte que l'achèvement du projet se situe prévisionnellement en début 2023.

Comme prévu dans le programme de construction, la future auberge de jeunesse disposera d'une capacité de 100 lits avec une cuisine professionnelle, ainsi qu'une cafétéria et des salles de réunion.

Question 1483 (15.11.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **visite du Premier Ministre de la République tchèque :**

En effet, sur invitation du Premier Ministre, Ministre d'État, Xavier Bettel, le Premier Ministre de la République tchèque, Andrej Babiš, vient d'effectuer une visite officielle à Luxembourg les 7 et 8 novembre 2019. Selon la presse nationale, la date de cette visite ne serait pas un pur hasard : « Tschechische Journalisten sind allerdings überzeugt, dass das Timing kein Zufall ist - und es bei dem Besuch vor allem darum ging, die Interessen des tschechischen Staates in einem laufenden Gerichtsverfahren zu verteidigen. » (reporter.lu, 12.11.2019) Il s'agirait en l'occurrence d'une affaire en cours opposant la République tchèque à la société biomédicale « Diag Human ». Pour « Radio Prague International », il s'agit ici du « plus grand contentieux international dans l'histoire de la République tchèque ». (28.07.2014)

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il affirmer que la visite du Premier Ministre Andrej Babiš n'a eu aucun lien avec l'affaire en cours relative à « Diag Human » ? Quelles étaient les raisons pour organiser la visite précisément les 7 et 8 novembre 2019 ?

2) Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il également confirmer que la précitée affaire ne faisait pas partie - et cela à tous les niveaux d'échange politico-diplomatiques - des sujets de discussion avant et lors de la visite officielle ?

3) Dans la négative, comment Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État s'explique-t-il les affirmations contraires dans la presse nationale ?

Réponse (16.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Le principe d'une visite à Luxembourg du Premier Ministre Babiš avait été retenu lors de la visite du Premier Ministre Bettel à Prague pour le 100e anniversaire de la création de l'État tchécoslovaque indépendant en 2018.

En effet, cette visite n'a pas eu lieu en rapport avec l'affaire citée.

ad 2) L'affaire citée n'a pas été ni à l'ordre du jour, ni a-t-elle été abordée lors des discussions et entretiens avec le Premier Ministre Andrej Babiš et sa délégation.

ad 3) Le Premier Ministre ne s'exprime pas sur des affirmations ou suppositions faites dans la presse nationale.

Question 1484 (15.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0614 an 1266 hat ech déi zoustänneg Ministeren iwwert d'Andreiwe vun den Avertissements taxés (AT) befrot. An hiren Äntwerten hunn d'Regierungsvertrieder mir eng Rei Zuele vun der Police a vum Parquet zoukomme gelooss, woubäi festzestellen ass, dass am Zäitraum vun 2013 bis 2019 ronn 20 Milliounen Euro un ATen net bezuelt gi sinn, éier de Parquet saiséiert ginn ass.

Wann een d'Zuel vun den onbezuelten ATen, éier de Parquet saiséiert gouf, mat den Zuelen, déi duerch d'Aschalte vum Parquet an d'Staatskeess iwwerwise goufen, vergläicht, da bleiwen um Enn vun der Rechnung ëmmer nach ronn 13 Milliounen Euro fir d'Period 2013 bis 2018 opstoen (woubäi dës Zuel warscheinlech méi héich läit, well, wéi d'Ministeren ugedeit hunn, d'Montante vun den Ordonnances pénales duerch déi mat abegraffe Justizkäschte méi héich sinn ewéi den urspréngleche Betrag vun den ATen).

D'Zuelen aus der zweeter Äntwert ginn deemno keen Opschloss doriwwer, wéi vill Suen de Staatskeesen entgaange sinn, well ATen net bezuelt goufen an Ordonnances pénales net vum Parquet agedriwwe goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Justizministesch an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Mech bezéiend op den Tableau aus der Äntwert op d'Fro N° 0614 vun 2013 bis 2019: Wéi vill ATe goufe fräiwëlleg vun den Automobiliste bezuelt, nodeems de Parquet saiséiert ginn ass?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 1266 steet d'Unzuel vun den Ordonnances pénales, déi net vum Parquet konnten exekutéiert ginn. Mech bezéiend op de selwechten Tableau:

- Wat waren déi jeeweileg Montanten, déi net hu konnten agedriwwe ginn (vun 2013 bis 2019)?

- Firwat konnt de Parquet dës Montanten net andreiwen?

- Wéi vill Prozent vun den net agedriwwenen Ordonnances pénales betreffe Residenten?

Réponse commune (13.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De follgenden Tableau enthält alleguer déi Avertissements taxés, déi bezuelt gi sinn, nodeems de Parquet saiséiert ginn ass (bis zum 31. August 2019).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Doropshin huet den zoustännege Parquet e Bericht geschéckt kritt, wou dat matgedeelt ginn ass. Déi Zommen, déi hei am Tableau stinn, sinn een Deel vun deenen Zommen, déi am Tableau aus der Äntwert op d'Fro N° 0614 ënner „Recettë" stinn.

ad 2. Den Tableau aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1266, op deen den honorabelen Deputéierte Marc Goergen sech a senger zweeter Fro bezitt, ass, bedéngt duerch en Iertum, net komplett, well en nämlech net all d'Ordonnances pénales betrëfft, déi de Service vum Parquet général, dee sech mat dem Andreiwe vu Geldstrofe befaasst, net exekutéiere konnt, mee dësen Tableau betrëfft nëmmen déi Zuel vun Ordonnances pénales, déi d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA dem Parquet général zréckgeschéckt huet als „net exekutéiert", an deenen aktuell nach Recouvrementer am virgenannte Service vum Parquet général nogaange gëtt.

Et sief dobäi preziséiert, dass dëse Service vum Parquet général d'Dossieren, déi d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TV als „net exekutéiert" un de Parquet général zréckschéckt, iwwerhëlt. Dee Service huet dann nach follgend Mëttelen, fir d'Geldstrof anzedreiwen, déi een nom aneren agesat ginn: fir d'éischt geet e leschten Avis un de Verurteelten (Prozedur vum Artikel 691 vum Code de procédure pénale), et kënne Modalitéite mam Verurteelten ausgemaach ginn, fir dass en op Rate ka bezuelen. Wann dës Mëttelen net gräifen, gëtt e Signalement zwecks Festnam vun der betraffener Persoun gemaach, fir kënnen eng „contrainte par corps" duerchzeféieren.

Bei enger „contrainte par corps" gëtt kee Geld an d'Staatskeess bezuelt. Des Weidere kënnen aner Ëmstänn verhënneren, dass eng Geldstrof vum Parquet général agedriwwe gëtt, zum Beispill wa se géint eng Persoun verhaange gouf, déi net fonnt ka ginn (keng Adress bekannt, keng Bréifboîte op hiren Numm, ...), oder déi gestuerwen ass, oder wann d'Strof verjäert ass.

De follgenden Tableau informéiert, wéi vill Ordonnances pénales effektiv net bezuelt bliwwe sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De follgenden Tableau informéiert, wéi eng Montante vum Parquet général net konnten agedriwwe ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Mat de follgende Prozentsätz vu Residenten/Netresidenten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 1485 (15.11.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **autorisations de séjour pour investisseurs et** le **placement de personnes au Centre de rétention :**

La loi du 8 mars 2017 portant modification de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration a introduit une autorisation de séjour pour « investisseur ».

Elle peut être délivrée par Monsieur le Ministre à une personne :

- qui investit au moins 500.000 euros dans une entreprise existante ou à créer au Luxembourg, ou ;

- qui investit au moins 3.000.000 euros dans une structure d'investissement et de gestion existante ou à créer au Luxembourg, ou ;

- qui investit au moins 20.000.000 euros sous forme d'un dépôt auprès d'un institut financier établi au Luxembourg.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes ont fait une demande pour une autorisation de séjour pour « investisseur » entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 et combien de personnes se sont vues accorder une autorisation de séjour pour « investisseur » entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par mois et indiquer, pour chaque mois, la nationalité des personnes concernées ?

Cette même loi a augmenté la durée maximale de placement de personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge au Centre de rétention de 72 heures à 7 jours.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

2) Combien de mineurs d'âge ont connu un séjour supérieur à 72 heures au Centre de rétention entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par mois et indiquer, pour chaque mois, la nationalité des personnes concernées ?

Réponse (11.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Pendant la période du 8 mars 2017 au 31 octobre 2019, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a enregistré 7 demandes d'autorisation de séjour pour « investisseur ». 6 demandes ont été accordées et 1 a été en cours de traitement à la fin de la période de référence visée. En 2018, 5 autorisations ont été établies à des ressortissants chinois (août 2018) et 1 autorisation à un ressortissant australien (septembre 2018). Ces autorisations ont été matérialisées par la délivrance de titres de séjour en 2018 (4) et en 2019 (2).

ad 2) Pendant la période du 8 mars 2017 au 31 octobre 2019, 9 familles avec 19 enfants mineurs d'âge ont connu un séjour supérieur à 72 heures au Centre de rétention. Ces séjours ont eu lieu entre avril et septembre 2017, depuis lors aucun mineur d'âge n'a séjourné au Centre de rétention plus de 72 heures.

Le chiffre se compose comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À noter que dans le cas de 13 mineurs (6 familles), la durée de rétention a été de 4 jours. Dans le cas de 4 mineurs (2 familles), la durée de rétention a été de 6 jours, et dans le cas de 2 mineurs (1 famille), la durée de rétention a été de 7 jours.

Question 1486 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **régression de la téléphonie fixe :**

Nos pays voisins enregistrent une régression considérable de la téléphonie fixe alors que la communication mobile ainsi que d'autres applications telles que WhatsApp et Messenger connaissent des progressions plus ou moins spectaculaires.

D'autre part l'utilisation de la télévision par Internet a plus que doublée en même temps.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias quelle a été l'évolution en la matière au cours des cinq dernières années au Luxembourg. Est-ce qu'il existe des données chiffrées sur les changements qui s'opèrent au niveau de la communication et des médias ?

Réponse (30.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) publie régulièrement des statistiques sur l'évolution du marché des télécommunications au Luxembourg.

Le rapport statistique annuel fournit notamment des données sur le volume des communications fixes et mobiles et sur le nombre d'abonnés au service téléphonique et à la télévision.

Il résulte de ces statistiques que le volume des communications de téléphonie fixe a effectivement baissé de 854 à 541 millions de minutes entre 2013 et 2018. Pendant la même période, le volume des communications téléphoniques mobiles a augmenté de 1.032 à 1.299 millions de minutes.

Le nombre de raccordements fixes est en revanche resté relativement stable, passant de 267.400 en 2013 à 273.300 en 2018. Ces raccordements sont évidemment utilisés à la fois pour la téléphonie et pour l'accès à Internet, voire pour la télévision.

Les statistiques ne couvrent pas encore les nouveaux services dits OTT (Over The Top) ou « Cloud » comme Skype ou WhatsApp pour la téléphonie ou la messagerie.

Quant à la télévision, les statistiques de l'ILR montrent une progression régulière des raccordements IPTV, qui passent de 40.600 en 2013 à 66.500 en 2018.

L'ILR ne dispose en revanche pas de statistiques concernant le streaming de programmes de télévision sur Internet au Luxembourg. On peut néanmoins se faire une idée en recourant aux résultats des enquêtes réalisées dans le cadre de l'enquête TNS ILReS Plurimédia. Cette étude fournit une indication de l'audience de RTL Télé Lëtzebuerg sur Internet. Selon cette enquête, l'audience de RTL Télé Lëtzebuerg sur Internet est passée de 11.800 personnes (2,5 % de la population) en 2013-14 à 29.400 (5,6 % de la population) au premier trimestre 2019.

On peut donc constater que les tendances de nos pays voisins se manifestent également au Luxembourg.

Question 1488 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **vols de voitures :**

Selon une étude récente de l'Office des statistiques de l'Union européenne, le Grand-Duché de Luxembourg serait le pays de la communauté confronté au taux de vols de voitures le plus élevé. D'après ces statistiques plus de 300 voitures par 100.000 habitants seraient volées par an au Luxembourg alors que ce chiffre se situerait à 70 en Allemagne et seulement 4 au Danemark.

Entre-temps ces chiffes ont été réfutés par la direction de la police luxembourgeoise qui ne fait état que de 55 voitures pour 100.000 habitants en moyenne ce qui reléguerait notre pays à la 20e position au lieu de la première place.

Eurostat explique cette différence énorme par la prise en compte des vols de tous les véhicules motorisés tels voitures, autobus, tracteurs et camions dans leurs statistiques.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les sources d'Eurostat et quelle en est la crédibilité.

Réponse (12.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

La Police grand-ducale ne connaît pas les sources d'Eurostat.

Dans les statistiques de la Police grand-ducale sont également prises en compte sous la notion de « vols de véhicules » les vols de tous les véhicules automoteurs routiers donc y compris les tracteurs, bus, camionnettes.

Question 1490 (18.11.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **nouvelles stations de contrôle technique de la SNCT :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4023 du 27 août 2018, Monsieur le Ministre a indiqué que la Société nationale de contrôle technique (SNCT) ouvrira une nouvelle station de contrôle technique à Marnach fin 2019. Outre ceci, il serait également prévu que la SNCT s'installe à Junglinster et au Fridhaff près de Diekirch.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement des trois projets précités ? Quand les stations de contrôle technique à Junglinster et au Fridhaff pourront-elles ouvrir leurs portes ?

- Monsieur le Ministre a-t-il reçu une demande en vue d'une autorisation d'établissement pour une station de contrôle technique dans le canton de Redange ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant à ce projet éventuel ?

Réponse (18.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans la continuité de ma réponse à la question parlementaire n° 4023 du 27 août 2018, la Société nationale de contrôle technique (SNCT) m'a fait parvenir un état d'avancement actualisé de ses différents projets dont il était question précédemment.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Marnach, la Société nationale de contrôle technique (SNCT) estime pouvoir en assurer l'ouverture durant le premier semestre 2020. Il est à noter que cette ouverture coïncidera avec la fermeture progressive du site de Wilwerwiltz afin d'assurer une transition sur une période de trois mois.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Junglinster, ce projet devrait pouvoir se concrétiser à l'horizon 2021.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Fridhaff près de Diekirch, ce projet n'a pas été retenu par la SNCT.

Finalement, il est à relever qu'à ce stade aucune demande en vue de l'obtention d'un agrément en tant qu'organisme de contrôle technique ne m'a été adressée, ni aucune demande en vue de l'ouverture d'une nouvelle station de contrôle technique par un des acteurs disposant d'un agrément en tant qu'organisme de contrôle technique au Luxembourg n'a été introduite dans le canton de Redange.

Question 1493 (19.11.2019) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français :**

Il y a plusieurs années, la société EDF, exploitant du parc nucléaire français, avait annoncé vouloir prolonger un maximum de ses vieux réacteurs au-delà des 40 ans initialement prévus. Tandis que la procédure visant la catégorie des réacteurs de 900 mégawatts (MW) - les plus anciens - est toujours en cours, la procédure de prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans pour les réacteurs de 1.300 MW, qui concernera aussi la centrale nucléaire de

Cattenom, vient de commencer. Jusqu'au 17 novembre 2019, l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) avait soumis à consultation publique sur son site Internet un « projet de position sur les orientations de la phase générique des quatrièmes réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF ». Il s'agit d'une première étape en vue d'une prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français d'une puissance nominale de 1.300 MW au-delà de 40 ans.

La consultation publique portait sur la réponse de l'ASN au dossier d'orientation du quatrième réexamen périodique qu'EDF lui avait transmis. Dans son projet de position, l'ASN a identifié, entre autres, plusieurs insuffisances et demande à EDF de modifier ou d'ajouter plusieurs objectifs généraux pour ce réexamen, de considérer certains référentiels pour réévaluer la sûreté de ses installations et d'ajouter des thèmes d'études à son programme de réexamen. Toute personne morale ou physique pouvait commenter jusqu'au 17 novembre la réponse de l'ASN (cf. Lien 1).

Dans ce contexte, on peut féliciter particulièrement les quelques acteurs luxembourgeois - notamment le Comité national d'action contre le nucléaire qui réunit toutes les associations, syndicats et partis politiques œuvrant pour la sortie du nucléaire et la fermeture de la centrale de Cattenom - qui ont profité de l'occasion pour introduire un avis critique. Ils ont notamment rappelé à l'ASN que le choix énergétique français implique obligatoirement un risque d'accident nucléaire aux conséquences désastreuses et mêmes existentielles pour un État de petite taille tel que le Luxembourg. Ils demandent par ailleurs de considérer outre des critères techniques de sûreté techniques également des critères tel que la proximité de frontières qui compliquent la gestion des accidents et la densité de la population vivant autour des centrales où Cattenom fait partie du TOP 3 français.

Le réexamen des installations en vue de la prolongation au-delà des 40 ans, souhaité par EDF, est une procédure très technique et à très longue durée. Elle se fera en deux temps : d'abord une phase « générique » qui vient de commencer et qui porte sur les sujets communs à l'ensemble des réacteurs de 1.300 MW, puis une phase « spécifique », qui porte sur chaque réacteur individuellement, mais qui ne devrait pas débuter avant 2026.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que vous êtes au courant du lancement du processus de prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MW ?

2) Comment est-ce que le Gouvernement suit cette procédure particulièrement importante pour le Luxembourg vu qu'elle concerne également l'avenir des quatre réacteurs de Cattenom ?

3) Est-ce que vous comptez intervenir auprès des autorités françaises afin de rappeler la position luxembourgeoise, de plaider contre la prolongation de la durée de vie des réacteurs et pour la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Des consultations régulières entre les autorités compétentes françaises et luxembourgeoises ont lieu dans le cadre de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, dont la dernière réunion a eu lieu à Luxembourg le 4 avril 2019. Lors de cette réunion, la question de la durée de vie de certaines catégories de réacteurs français a été abordée.

De ces discussions, et d'informations publiées par les parties prenantes françaises, il ressort que le processus du quatrième réexamen périodique des réacteurs nucléaires français de 1300 MWe visant une opération de ces réacteurs au-delà des 40 ans consiste en une phase « générique » et une phase « spécifique ». La phase générique a commencé en juillet 2017 avec l'introduction par EDF d'un dossier d'orientation du réexamen périodique auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN), qui à son tour a établi un projet de prise de position et soumis les différents documents du dossier à une consultation du public par Internet du 17 octobre 2019 au 17 novembre 2019.

Ce processus, la « phase générique », est prévu pour durer jusqu'en 2026. Pendant cette période, des études et analyses seront menées dans un premier temps par EDF, puis vérifiées par les autorités. À la fin de ce processus, l'ASN définira ses prescriptions génériques qui seront de nouveau soumises à une consultation du public. Ces prescriptions détermineront les mesures concrètes à mettre en place concernant la sûreté des réacteurs. Puis, lors de la « phase spécifique », la situation de chaque réacteur est analysée de façon individuelle ce qui permet d'intégrer les caractéristiques particulières de l'installation et de son environnement.

La prolongation de vie des réacteurs nucléaires est une question d'actualité qui se pose à travers l'Europe et au-delà, car une grande partie du parc nucléaire européen arrive au terme de la durée initialement prévue pour son exploitation. Le sujet fait également l'objet de vives discussions dans le cadre de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo). Le Gouvernement plaide, ensemble avec d'autres États membres, pour l'application de la Convention d'Espoo lors de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires. Même si le système français ne définit pas la durée de fonctionnement d'un réacteur nucléaire et par conséquent ne fait pas référence à une « prolongation de la durée de vie » des réacteurs, le Luxembourg, ensemble avec d'autres pays parties à la Convention d'Espoo, s'engage pour que ces prolongations soient soumises aux obligations de cette Convention.

ad 2) + 3) Le Gouvernement rappelle régulièrement les inquiétudes luxembourgeoises relatives à la prolongation de l'exploitation des centrales, ainsi que la position générale visant la fermeture de la centrale de Cattenom.

En complément à ces messages, le Gouvernement encourage les autorités françaises à prendre une position ambitieuse en ce qui concerne les améliorations à apporter à la sûreté des réacteurs. C'est dans cet objectif que la délégation luxembourgeoise insiste lors de toutes les réunions de la Commission mixte sur l'importance d'une mise en œuvre ambitieuse des objectifs de sûreté de la directive 2009/71/Euratom modifiée établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires. Cette directive impose concrètement aux États d'améliorer la sûreté lors des réexamens périodiques pour rapprocher le dimensionnement le plus possible de l'état actuel de la science et de la technologie.

En ce qui concerne le processus de prolongation de la centrale de Cattenom, l'ASN a soumis, du 17 octobre au 17 novembre 2019 à la consultation du public, son projet de position sur les orientations de la phase générique des quatrièmes réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF. En complément à cette consultation, une réunion d'échange sur les grands objectifs à atteindre pour encadrer le quatrième réexamen périodique des réacteurs a été organisée au siège de l'ASN, avec participation luxembourgeoise.

Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de ce dossier. Le 15 novembre 2019, la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg et le Ministre de l'Énergie Claude Turmes ont envoyé leur avis critique sur la position de l'ASN sur les orientations de la phase générique des quatrièmes réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe au Directeur de l'ASN.

Q180

Question 1494 (19.11.2019) de **MM. Laurent Mosar, Léon Gloden** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **mesures effectives pour lutter contre les infractions à l'ordre public :**

Le décret du 14 décembre 1789 confère aux municipalités entre autres le pouvoir de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics. Ainsi, l'article 52 du règlement général de police du 26 mars 2001 tel que modifié le 23 novembre 2015 de la Ville de Luxembourg détermine que « il est interdit d'importuner ou d'harceler les passants, automobilistes ou autres conducteurs, de sonner aux portes pour importuner les habitants et d'entraver les entrées d'immeubles et d'édifices publics ou privés, les entrées de commerces et les passages ». Des peines de police en cas d'infractions aux dispositions dudit règlement y sont également prévues.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, la police peut, suivant l'article 14, « procéder à la mise en détention administrative d'une personne majeure qui compromet l'ordre public ou qui constitue un danger pour elle-même ou pour autrui [...] ».

Il est malheureusement devenu un fait réel et récurrent en particulier dans les centres-villes que des personnes bloquent des entrées de commerces, d'immeubles, de bureaux et de passages, voire importunent ou harcèlent les passants qui veulent y accéder.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si, dans les cas précisément évoqués ci-dessus, l'article 14 de la loi sur la Police grand-ducale (détention administrative) est applicable ? Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il nous en expliquer les raisons et nous dire quels sont les moyens à disposition des agents de police pour intervenir dans les cas susmentionnés ?

2) Si l'article invoqué est effectivement applicable dans les cas en question, Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les agents de police disposent d'une note de service sur la bonne application de l'article concernant la détention administrative et nous indiquer le contenu ? Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que cette note de service permet une interprétation claire et uniforme de l'article 14 concernant la détention administrative ?

3) Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire qu'une telle note de service soit établie pour que les agents de police puissent l'appliquer de manière claire et correcte ?

Réponse (17.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) L'article 14 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale traite de la « détention administrative » qui permet aux agents et officiers de police de procéder, sous certaines conditions, à la mise en détention administrative d'une personne majeure.

Cette nouvelle mesure de police administrative peut uniquement être appliquée lorsque l'ordre public est compromis. Cette mesure doit être proportionnelle et adaptée à la situation, et a comme finalité de se saisir des personnes qui compromettent l'ordre public ou son rétablissement ou qui constituent un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. Il doit donc clairement ressortir de la situation que la mesure est destinée au seul but de maintenir la tranquillité, la salubrité et la sécurité publiques.

Afin de savoir si les conditions de l'article 14 de la loi du 18 juillet 2018 sont remplies lorsque des personnes bloquent les entrées de commerces, d'immeubles, de bureaux et de passages, une analyse et une évaluation sur place par l'officier de police administrative des circonstances de fait qui accompagnent l'acte sont indispensables.

ad 2) + 3) Les mesures de police administrative sont expliquées dans les prescriptions de service internes de la Police grand-ducale. Ces prescriptions reprennent la base légale et l'application de la détention administrative et la procédure à suivre en l'illustrant avec différents exemples pratiques.

Tous les membres de la Police grand-ducale ont accès à ces notes et peuvent les consulter personnellement et prendre connaissance de leurs contenus.

La Police grand-ducale a également organisé diverses formations et séances d'information concernant ces nouvelles mesures lors de leur introduction.

Question 1495 (19.11.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **service hivernal au nord du pays :**

Il me revient qu'en raison d'un manque de personnel et de matériel assez prononcé à l'heure actuelle, l'Administration des ponts et chaussées ne se verrait pas en mesure de garantir dans de bonnes conditions le service hivernal dans le canton de Clervaux pour la saison 2019-2020.

Face à ce déficit de personnel, les chauffeurs actifs ne seraient plus en mesure de respecter leur temps de repos obligatoire. Qui pis est, sur certains trajets le service hivernal ne pourrait pas être assuré du tout.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre dans les meilleurs délais afin de remédier aux problèmes décrits ci-dessus ?

- Le service hivernal peut-il être garanti par l'Administration des ponts et chaussées dans le reste des cantons du Nord, en particulier sur les routes principales ?

Réponse (03.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Durant la saison hivernale, l'organisation et la gestion des effectifs ainsi que des équipements du service hivernal se superpose à celle des autres activités de l'Administration des ponts et chaussées et devient ainsi le facteur déterminant pour la gestion des effectifs, des horaires de travail et des équipements. Les disponibilités d'intervention pour l'entretien hivernal normal (élagage, nettoyage, élimination de nids de poule, etc.) et d'urgence (dégagement de la voirie en cas de force majeure (glissements, inondations, etc.) sont, de ce fait, réduites à un strict minimum. Des goulots en matière d'heures supplémentaires du personnel et de disponibilité de matériel technique, tels que des camions, des pelles, etc. sont alors à l'ordre du jour. Pour remédier à cette problématique et afin de pouvoir effectuer en bonne et due forme l'entretien hivernal normal, l'Administration a recours à des entreprises privées, notamment pour renforcer la disponibilité de camions et de chauffeurs.

Une réorganisation temporaire au niveau de l'affectation du personnel dans les différentes brigades ainsi qu'une réadaptation des astreintes à domicile des agents impliqués ont permis de pouvoir continuer à garantir le service hivernal dans tout le canton de Clervaux.

Il va de soi que l'Administration des ponts et chaussées veille toujours à ce que ses chauffeurs respectent leur temps de repos obligatoire et ne dépassent pas les temps de conduite maximum autorisés.

De façon générale, le problème principal constitue le nombre insuffisant de salariés-chauffeurs disposant du permis de conduire pour poids lourds. Dès lors, afin de remédier à long terme à la pénurie de chauffeurs, l'Administration des ponts et chaussées favorise l'engagement de salariés qui sont autorisés à conduire des poids lourds.

Question 1496 (19.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **« Wanteraktioun » :**

Mam Anzuch vum Wanter maachen déi kal Temperaturen de Mënschen an der Obdachlosegkeet alt nees schwéier ze schafen. Dofir wäert, ënner anerem, dëst Joer erëm d'Wanteraktioun organiséiert ginn, fir de Persoune wärend de kalen Nuechten ee waarmen Ënnerdaach ze bidden. D'Diere vun der Wanteraktioun maachen allerdéngs eréischt den 1. Dezember op. D'Temperaturen ënnerschreiden awer oft scho virdrun de Gefréierpunkt - esou wéi et zum Beispill och an dësem November schonn de Fall war.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ugesiichts den aktuellen Temperaturen, wäert d'Wanteraktioun 2019/2020 méi fréi hir Dieren opmaachen?

2. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass d'Wanteraktioun d'nächst Joer méi fréi wäert ufänken a méi laang wäert opbleiwen? Falls nee, firwat net?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Wanteraktioun och iwwert de Wanter eraus opbleiwe soll?

Réponse (17.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Wanteraktioun 2019/2020 huet sonndes, den 1. Dezember 2019, hir Dieren opgemaach.

ad 2. D'Wanteraktioun 2020/2021 fänkt am Prinzip den 1. Dezember 2020 un an hält den 31. Mäerz 2021 op. Ob d'Wanteraktioun éischter opmécht an/oder méi laang opbleift, hänkt vun de Wiederkonditiounen an deem Moment of.

ad 3. D'Wanteraktioun ass eng punktuell Aktioun, déi dofir geduecht ass, de Mënschen, déi op der Strooss liewen, an de keelste Méint vum Joer e waarmen Ënnerdaach ze bidden, fir datt keen dobaussen erfréiert. Et ginn dat ganzt Joer iwwer aner Méiglechkeeten, net op der Strooss mussen ze schlofen, wéi zum Beispill d'Haltes de nuit. Donieft këmmere sech

Servicer wéi de Streetwork, de Para-Chute an de Premier Appel ëm déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, a probéieren zesumme mat hinnen, mat den Offices sociaux an all de Partner, eng durabel Léisung ze fannen, fir nees e Liewensprojet kënnen ze entwéckelen.

Question 1497 (20.11.2019) de **Mme Martine Hansen, MM. Emile Eicher, Aly Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen :**

La situation du trafic à Ettelbruck devient de plus en plus catastrophique. En effet, environ 13.000 voitures venant de la région de Bastogne et de Wiltz respectivement de la B7 empruntent en moyenne chaque jour la N15 traversant la localité avec une tendance croissante. Embouteillages et encombrements de la circulation sont régulièrement à l'ordre du jour notamment au niveau du point névralgique giratoire « Deich » et au niveau de l'échangeur d'Ettelbruck sur la route B7.

La réalisation rapide du contournement sud-ouest de la ville d'Ettelbruck et du contournement de Niederfeulen pourrait résoudre cette situation.

Il existe dans ce contexte une volonté politique pour réaliser les contournements en question, étant donné que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « Les projets de contournement liés seront rapidement réalisés, comme par exemple Bascharage et Dippach, Ettelbruck et Feulen, Hosingen et Heinerscheid afin de garantir que la réduction du trafic dans une localité ne se fasse pas aux dépens des citoyens d'une autre localité. »

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est le stade actuel du projet de construction relatif aux contournements d'Ettelbruck et de Niederfeulen ?

- Un tracé définitif a-t-il été fixé ?

- L'État est-il déjà propriétaire de tous les terrains nécessaires à la réalisation des contournements susmentionnés ?

- Quand est-ce que les travaux de réalisation des contournements des localités concernées pourront être entamés ?

- Quel est le calendrier prévu pour la construction de ces contournements ?

Réponse (17.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le dossier de l'avant-projet sommaire (APS) des contournements d'Ettelbruck et de Niederfeulen est actuellement en cours d'élaboration.

Vu l'état d'avancement des études, un tracé définitif n'a pas encore été fixé. Or, en raison du terrain dénivelé entre Ettelbruck et Niederfeulen, la réalisation de plusieurs ouvrages d'art sera inévitable. Dès lors, il est nécessaire d'analyser au préalable les avantages et les désavantages des différentes possibilités de variantes. Après cette analyse, la variante la plus avantageuse pour chacun des deux contournements sera approuvée par mes soins, permettant par la suite l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD). Parallèlement à l'élaboration de l'APD, les dossiers des emprises seront finalisés et transmis au Comité d'acquisition qui sera chargé de l'acquisition des parcelles nécessitées.

Avant la finalisation de l'APD, il n'est guère possible d'établir un timing précis.

Question 1500 (20.11.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **système de comptage en matière de gaz et d'électricité :**

Les lois du 1er août 2007, telles que modifiées, ont arrêté le principe du comptage

(i) par le gestionnaire du réseau, de tout gaz naturel acheminé via son réseau,

(ii) par le producteur même, du biogaz, du gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz, basés sur des sources d'énergie renouvelables, injecté dans le réseau,

(iii) par le gestionnaire du réseau, de toute énergie électrique transportée ou distribuée à travers son réseau, et

(iv) par l'autoproducteur, de toute énergie électrique produite en autoproduction.

Les modalités de comptage, y compris les modalités et échéances ou cadences de lecture des compteurs, l'utilisation et la communication des données de comptage, le droit d'accès à celles-ci et leur durée de conservation seraient à préciser par règlement grand-ducal. Il en serait de même des caractéristiques techniques minimales des installations de comptage en fonction de leur utilisation, de leur puissance et/ou tension et des modalités, méthodes et intervalles d'étalonnage.

La loi règle enfin le droit d'accès des gestionnaires de réseaux aux points de comptage, de connexion et aux installations de raccordement des producteurs et consommateurs connectés aux réseaux aux fins de procéder à la relève des compteurs et d'effectuer tous travaux, interventions et contrôles aux raccordements et compteurs.

Via un règlement grand-ducal du 27 août 2014 (RGD), le Gouvernement a précisé les dispositions contenues dans les lois susmentionnées.

Dans son avis du 13 décembre 2013, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a émis un certain nombre d'observations par rapport au projet de règlement. Elle expose entre autres que « les compteurs intelligents indiquent la consommation d'énergie totale ainsi que l'historique des consommations dans le temps » et qu'à travers ces informations, « il est possible d'établir les profils de charge d'un ménage ».

Ensemble avec le Conseil d'État, la CNPD estime que le règlement est insuffisant en omettant de définir les gestionnaires de réseaux comme responsables de l'activité de déploiement des modalités de comptage et du traitement de données à caractère personnel.

La CNPD déplore ensuite l'absence de définition des finalités des traitements de données effectués par les gestionnaires de réseaux (à la différence des fournisseurs d'électricité dont les finalités sont limitativement énumérées au règlement grand-ducal précité). La CNPD note en outre qu'il résulte des informations à sa disposition que les acteurs de marché semblent utiliser ces informations en dehors des finalités limitativement énumérées.

Il ressort du RGD que les données de comptage enregistrées par les gestionnaires de réseaux et par les fournisseurs d'électricité ou de gaz naturel puissent être conservées pour une durée maximale de 15 ans. À ce sujet, la CNPD estime qu'« une conservation des données au "quart-horaire" pour l'électricité et "horaire" pour le gaz naturel pour une durée de 15 ans permet d'obtenir un profilage extrêmement détaillé des habitudes des individus, de sorte que les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée prévalent sur les intérêts des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs ». Qui plus est, « les risques de dérives liés à l'utilisation des données ainsi collectées sont attentatoires à la vie privée des individus, de sorte qu'il y a lieu de réduire le plus possible la durée de conservation des données ».

La CNPD en conclut qu'il serait indiqué de s'inspirer de la loi relative au marché des télécommunications, de sorte que :

- les données « quart-horaire » pour l'électricité et « horaire » pour le gaz naturel sont conservées pendant une période de six mois, lorsque la facture a été payée et n'a pas fait l'objet de litige ou de contestation,

- les données de comptage seraient ensuite à agréger afin de conserver une donnée unique de comptage par mois et ce pendant une période de cinq ans (prescription quinquennale résultant de l'article 2277 du Code civil).

Notons enfin que le Conseil d'État a également partagé sur ce dernier point l'avis de la CNPD.

Même à considérer que le cadre légal a évolué depuis le paquet européen « protection des données », les principes généraux applicables en matière de protection des données n'ont pas été remis en cause.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer les raisons pour lesquelles ils n'ont pas suivi les avis susmentionnés, alors que les acteurs en question ont expressément dénoncé des risques de dérives et d'attentats à la vie privée des individus ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur les durées de conservation des données de comptage « quart-horaire » et « horaire » par les gestionnaires de réseaux ?

3) Les durées de conservation ainsi appliquées tiennent-elles compte de l'avis du Conseil d'État et des recommandations de la CNPD ?

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure ?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille adapter le cadre réglementaire en la matière ?

4) Qu'en est-il des finalités de traitement des données ? Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le cadre légal actuel est suffisant pour permettre les traitements de données actuellement effectués par les gestionnaires de réseaux et fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ?

5) Messieurs les Ministres entendent-ils charger la CNPD d'une enquête relative aux traitements de données de comptage effectués par les gestionnaires des réseaux et les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ?

Réponse commune (30.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) L'élaboration du règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel en question avait été effectuée en toute transparence et en concertation avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ainsi qu'avec les autres parties prenantes concernées. Des réunions de travail étaient organisées au préalable avec la CNPD ensemble avec tous les gestionnaires de réseaux de distribution électriques et gaziers, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et les responsables de Luxmetering, un groupement d'intérêt économique qui a été créé en 2012 par les cinq gestionnaires de réseaux électriques et les trois gestionnaires de réseaux gaziers en vue du déploiement généralisé du comptage intelligent au Luxembourg, afin d'améliorer la compréhension mutuelle de part et d'autre aussi bien sur le plan organisationnel et fonctionnel du comptage de l'énergie comme dans le contexte de la protection des données personnelles.

Les préoccupations exprimées par la CNPD, notamment dans son avis et en partie reprises dans l'avis émis par le Conseil d'État, relatives à la conservation des données au « quart-horaire » pour l'électricité et « horaire » pour le gaz naturel - permettant selon eux d'obtenir un profilage détaillé des habitudes des individus et comportant des risques que ces données ainsi collectées soient attentatoires à la vie privée des individus - ont pu être écartées en grande partie. Il convient dans ce contexte de préciser que les données quart-horaires en électricité, récoltées et envoyées le lendemain aux gestionnaires de réseau, ne contiennent pas de lien avec le nom du consommateur, mais seulement le numéro du point de fourniture et ne permettent en aucun cas d'identifier des installations électriques d'un ménage qui sont à la source de la consommation globale pendant un quart d'heure. Afin de pouvoir effectivement identifier des appareils électriques, il faudrait être en possession d'un profil d'une granularité beaucoup plus précise (plusieurs données par seconde). Il faudrait en plus connaître les caractéristiques exactes de consommation des appareils connectés, comme par exemple la puissance de l'appareil ou le temps (en général quelques millisecondes) nécessaire pour augmenter ou diminuer la puissance nominale des appareils connectés. Toutes ces informations ne sont néanmoins à la disposition ni des gestionnaires de réseau ni des fournisseurs des clients. Ceci vaut évidemment aussi pour le profil horaire de la consommation du gaz naturel qui ne permet pas non plus de déterminer l'origine de la consommation (production d'eau chaude et/ou chauffage, cuisine, etc.).

ad 2) + 3) Les données de comptage quart-horaires (électricité) respectivement horaires (gaz naturel) sont conservées par les gestionnaires de réseaux et par les fournisseurs (pour leurs clients) pendant une durée maximale de quinze ans afin d'assurer que chacun des acteurs concernés (consommateurs, fournisseurs et gestionnaires de réseaux) puissent se défendre à tout moment contre toute revendication soulevée ultérieurement. La durée de conservation des données est un élément déterminant dans le calcul d'un redressement de facture erronée résultant d'une erreur de facturation ou d'une manipulation frauduleuse de l'installation électrique.

Ainsi, il peut arriver que des dérivations de comptage de l'énergie avant compteur soient détectées seulement après des années de survenance. De nombreux cas de ce genre relèvent d'affaires en justice donnant lieu à des jurisprudences traitant de cas de dérivations avant compteur et de redressements de facturation subséquents. Dans ces cas, les fournisseurs et gestionnaires de réseaux concernés doivent être en mesure d'établir un redressement de facturation correct, et le consommateur doit pouvoir disposer sans restriction de toutes ses données de consommation pour se défendre le cas échéant.

En effet, la jurisprudence reconnaît de façon constante aux gestionnaires de réseau, aux fournisseurs et aux consommateurs un droit à redressement d'erreur de facturation. Tant la jurisprudence luxembourgeoise que la jurisprudence belge rejettent les prescriptions annales et quinquennales pour le redressement des factures d'énergie et reconnaissent des périodes de prescription de dix ans voire de trente ans. Puisque des redressements portant sur de longues périodes se présentent régulièrement et ne constituent pas des cas hypothétiques, la durée maximale de conservation des données de consommation au comptage de l'énergie avait été fixée à quinze ans. Cette durée de conservation des données tient compte d'une durée de prescription de dix ans, augmentée d'un délai supplémentaire de cinq ans. Ce délai supplémentaire de cinq ans est nécessaire afin de pouvoir comparer la période de sur- ou de sous-facturation (sur une période allant jusqu'à dix ans) à une période de référence qui doit être suffisamment longue (portant sur au moins quatre saisons) pour être représentative. Partant la prescription semestrielle ou au mieux quinquennale telle que mise en avant par la CNPD ne pouvait pas être appliquée aux créances d'énergie.

Réduire la durée de conservation des données de consommation au comptage de l'énergie à un délai inférieur à quinze ans constituerait une source de préjudice soit pour le gestionnaire de réseau ou le fournisseur, soit pour le consommateur.

ad 4) La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (« Loi électricité ») ainsi que la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel (« Loi gaz ») disposent toutes les deux dans l'article 29.7. (Loi électricité) respectivement l'article 35.7. (Loi gaz) que les gestionnaires de réseaux « effectuent un enregistrement et traitement des données de comptage à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires, tout en garantissant la protection de la vie privée des clients finals conformément à la législation en matière de protection des données et de la vie privée ».

Ainsi, les cadences de lecture des installations de comptage intelligent, quart-horaire pour l'électricité et horaire pour le gaz naturel, sont avant tout fondées sur les pratiques commerciales au niveau européen entre les gestionnaires de réseaux, les producteurs et les acteurs de marché. Ces cadences sont surtout indispensables pour les gestionnaires de réseaux pour leur permettre de :

- prester les services d'ajustement respectivement d'équilibrage et les services auxiliaires ;

- piloter efficacement leur réseau ;

- pouvoir établir de futurs tarifs d'utilisation du réseau multi-horaires (tarifs différenciés en fonction des moments de la journée).

Les finalités pour lesquelles les gestionnaires de réseaux peuvent traiter les données de consommation, sont définies de manière exhaustive dans la Loi électricité et la Loi gaz et ont été énoncées en détail dans les commentaires des articles du projet de règlement grand-ducal susmentionné. Il s'agit notamment des articles 27 et 29 de la Loi électricité et des articles 33 et 35 de la Loi gaz. Ces deux lois octroient la responsabilité de comptage précisément aux gestionnaires de réseaux pour toute l'énergie électrique ou pour tout le gaz naturel acheminés à travers leur réseau et ceci au moins à chaque point où cette énergie est injectée ou prélevée du réseau.

Pour ce qui concerne les finalités d'utilisation des données pour les fournisseurs d'énergie, celles-ci sont énumérées en détail dans le règlement grand-ducal du 27 août 2014 dans son article 2, paragraphe 3. Ainsi, les fournisseurs peuvent utiliser les valeurs de consommation uniquement pour :

« a) établir des prévisions de consommation de l'énergie électrique et du gaz naturel ;

b) établir la facturation pour les clients finals concernant notamment leur consommation d'énergie électrique et du gaz naturel ;

c) établir des modèles de tarification aux clients finals ;

d) mettre à disposition de leurs clients finals des données de consommation d'énergie électrique et du gaz naturel ».

ad 5) Sur base du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données - RGPD) et de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données, la CNPD est une autorité de contrôle indépendante : à ce titre, c'est à la CNPD qu'il appartient de décider de l'opportunité des enquêtes.

Question 1503 (21.11.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **émeutes en Iran :**

En effet, depuis le 15 novembre, après l'annonce d'une réforme du mode de subvention de l'essence, l'Iran connaît des manifestations violentes contre la hausse du prix de l'essence qui ont rapidement dégénéré dans plus de 40 villes iraniennes, dont Téhéran, Machhad et Ispahan. Selon l'ONU et Amnesty International, des dizaines de personnes pourraient avoir été tuées. Plus de « 1.000 contestataires » pourraient avoir été « arrêtés ». Le « guide suprême », l'ayatollah Ali Khamenei, a exprimé son soutien à l'augmentation des prix de l'essence. Téhéran crie victoire contre un « complot ennemi ». Paris regrette « la mort de plusieurs manifestants ». Berlin appelle « Téhéran à respecter la liberté de réunion et d'expression ». Washington apporte son soutien aux manifestants.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'analyse politico-diplomatique du Gouvernement relative à la situation actuelle en Iran ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment le Gouvernement entend réagir face à la dynamique dramatique et meurtrière et pour la population iranienne et pour la stabilité dans la région du Moyen-Orient ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous dire, enfin, s'il entend thématiser la question de l'Iran aux niveaux de l'Union européenne et de l'ONU afin d'arriver à une réponse commune de l'Europe et de la communauté internationale ?

Réponse (17.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Luxembourg suit de près la situation actuelle en Iran, où les manifestants exercent leur droit fondamental au rassemblement et à l'expression de leurs doléances dans un contexte de crise économique marqué par une forte hausse des prix. Selon les informations recueillies par les Nations Unies et Amnesty International, depuis le 15 novembre dernier la répression de ces manifestations aurait coûté la vie à plus de 200 personnes, dont des femmes et des enfants.

ad 2) + 3) Dans sa déclaration du 8 décembre 2019, le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell a souligné au nom de l'Union européenne que l'usage généralisé et disproportionné de la force contre les manifestants non violents est inacceptable. Il a exhorté les autorités iraniennes à garantir des enquêtes transparentes et crédibles afin de clarifier le nombre des victimes et des arrestations et à garantir une procédure régulière à tous les détenus. Enfin, il a souligné que les droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion doivent toujours être respectés. Le Luxembourg souscrit pleinement à cette déclaration et continuera également d'évoquer l'importance du respect des droits de l'homme dans tous ses échanges bilatéraux avec l'Iran.

Au niveau des Nations Unies, le Luxembourg se porte co-auteur des résolutions annuelles sur la situation des droits de l'homme en Iran, notamment au Conseil des droits de l'homme et à la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le 14 novembre 2019, sous Présidence luxembourgeoise, cette commission a adopté une résolution qui engage en particulier l'Iran à remettre en liberté les personnes détenues pour avoir exercé leurs libertés et droits fondamentaux, notamment celles qui ont été arrêtées au seul motif qu'elles avaient participé à des manifestations pacifiques ; à mettre fin au harcèlement, à l'intimidation et à la persécution des membres de l'opposition politique, des femmes et hommes qui défendent les droits de la personne ; à prendre des mesures pour déterminer les responsabilités dans toutes les violations graves des droits de l'homme, y compris en cas d'allégations faisant état d'un usage excessif de la force contre des personnes manifestant pacifiquement ou de morts suspectes en garde à vue, et à mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violations. Cette résolution doit être adoptée en séance plénière par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre prochain.

Question 1507 (22.11.2019) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse :**

L'Administration de la nature et des forêts a communiqué récemment dans la presse les dates et horaires des réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse. Or, force est de constater que les horaires proposés risquent d'empêcher les personnes travaillant pendant des créneaux horaires réguliers d'y participer.

Ainsi, les réunions dans le Nord du pays auront lieu soit le dimanche soir (Ettelbruck, Clervaux), soit le lundi après-midi (Platen). La réunion à Remich est prévue pour lundi matin, tandis que seulement la réunion à Sanem est fixée à une date et un horaire pour lesquels on peut estimer qu'ils conviennent à une majorité des personnes concernées.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Les horaires susmentionnés ont-ils été choisis de façon à respecter le plus les disponibilités probables de la majorité des personnes concernées ?

- Madame la Ministre entend-elle proposer des nouvelles dates et horaires au cas où un nombre suffisant de personnes manifestaient leur indisponibilité pour les dates prévues ?

- Est-il prévu d'organiser les assemblées générales des nouveaux lots de chasse à des dates et horaires plus opportuns pour les personnes concernées ?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les horaires des cinq séances d'information ont été définis après concertation avec la Fédération luxembourgeoise des syndicats de chasse (FSCL), dont les membres sont les personnes les plus susceptibles de faire partie des syndicats de chasse futurs, étant donné qu'ils constituent les syndicats de chasse actuels, à savoir des agriculteurs et propriétaires forestiers privé. La FSCL a clairement revendiqué d'avoir des séances d'information les plus hétérogènes possibles et d'en inclure qui se tiennent le week-end, en semaine, le matin, l'après-midi et le soir.

Environ 1.000 intéressés ont participé aux cinq séances d'information qui ont eu lieu comme prévu.

En application de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse et des règlements y relatifs, l'Administration de la nature et des forêts est obligée d'organiser les 621 assemblées générales des nouveaux syndicats de chasse entre le 1er janvier et le 31 mars 2020. Après concertation et en accord avec la FSCL susmentionnée, ces réunions se tiendront en semaine entre 8.00 et 18.00 heures, à raison de 8 à 12 assemblées par jour.

Question 1510 (22.11.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **lits en néonatologie :**

Selon les informations de la presse écrite, il existe au Grand-Duché un manque de lits en néonatologie. Ainsi 35 mères auraient dû être transférées à l'étranger en 2018 pour accoucher et jusqu'à présent 32 en 2019.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, les ministres partagent-ils l'avis que l'on devrait prévoir des lits supplémentaires en néonatologie afin que les femmes et nouveau-nés concernés puissent rester au Luxembourg ?

3) Les ministres sont-ils prêts à légiférer à modifier le Plan hospitalier dans ce sens ?

4) Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les chiffres évoqués correspondent aux transferts effectués depuis le CHL pour les années en question.

ad 2) Les raisons des transferts ne sont pas connues par le Ministère de la Santé. Dans certains cas, il s'agit de prises en charge médicalement indispensables à l'étranger, notamment dans les cas où une chirurgie complexe est prévue dès la naissance chez le nouveau-né.

On peut partir du principe que le nombre de lits en néonatologie intensive est insuffisant étant donné le taux d'occupation constamment proche des 100 %. L'utilisation du nombre de lits maximum autorisés par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, qui est de 25, devrait permettre de répondre largement aux besoins actuels. Cependant, le nombre de lits réellement disponibles (personnel compris) est aujourd'hui de 16. Il est prévu de porter ce nombre à 22. Une demande y relative sera soumise sous peu au ministre.

Il conviendrait d'analyser plus avant avec la CNS les justifications médicales des transferts et d'étudier les possibilités d'augmenter le cas échéant le nombre de lits de néonatologie intensive ainsi que la dotation en personnel soignant pour prendre en charge les nouveaunés qui requièrent des soins intensifs au Luxembourg.

ad 3) Une telle modification de la loi précitée serait à envisager tant pour répondre aux besoins de la population croissante que pour améliorer l'attractivité médicale, surtout en néonatologie, du pays. La « Kannerklinik » devrait pouvoir disposer d'un service de néonatologie intensive séparé de l'unité de soins intensifs pédiatriques et bien sûr d'un nombre suffisant de pédiatres néonatologues et intensivistes pour assurer la permanence de ces services. Cela demanderait également de mener une réflexion plus large avec les pédiatres.

Question 1522 (25.11.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant les **réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse :**

Am Kader vu der Neiopdeelung vun de Juegdlousen zu Lëtzebuerg organiséiert d'Natur- a Bëschverwaltung fënnef Informatiounsversammlungen uechtert d'Land. Et ass begréissenswäert, datt dës Informatiounsversammlungen organiséiert ginn, fir den interesséierte Leit déi néideg Informatiounen zoukommen ze loossen. Net ze verstoen ass awer de Fait, dass fir d'Regioune „Centre-Ouest" an „Est" dës Informatiounsversammlungen op méindes mëttes 15.00 Auer respektiv méindes moies 10.50 Auer fixéiert gi sinn. Dës sinn definitiv Zäiten, wou vill interesséiert Leit aarbechtsbedéngt net kënnen deelhuele respektiv sech extra misse Congé huelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Emweltminister stellen:

- Firwat sinn an de Regioune „Centre-Ouest" an „Est" d'Informatiounsversammlungen an d'Schaffzäite vun de Bierger geluecht ginn?

- Ass d'Regierung net der Meenung, datt eng Verwaltung am Fall vun der Organisatioun vun enger Informatiounsversammlung sech misst no de Schaffzäite vun de Leit riichten?

- Gedenkt d'Regierung, kuerzfristeg d'Ufankszäite fir d'Informatiounsversammlung an de Regioune „Centre-Ouest" an „Est" nei ze fixéieren an och deementspriechend iwwert de Wee vun Annoncen an de grousse Lëtzebuerger Dageszeitungen dem Public matzedeelen?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Ech referéiere mech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1507 vum 21. November 2019 vun den honorabelen Deputéierten Här Guy Arendt an Här Gusty Graas.

Question 1523 (25.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **boues d'épuration :**

Bei de Kläranlage gëtt d'Ofwaasser a méi Etappe gefiltert, zum Schluss bleift de sougenannte Klärschlamm iwwreg, deen entweeder landwirtschaftlech oder energeetesch genotzt gëtt oder, wann dëse staark kontaminéiert ass, speziell entsuergt muss ginn. An deem Zesummenhang stelle sech eng ganz Rei u Froen, virun allem wat d'Analys vu schiedleche Réckstänn am Klärschlamm ugeet. Mir ass zudeem zougedroe ginn, datt Lëtzebuerg opgrond vu moderne Moosstechniken engersäits, an anerersäits duerch de staarke Bevëlkerungswuesstem, mat enger ëmmer méi grousser Mass u schiedlech kontaminéiertem Klärschlamm konfrontéiert ass, dee speziell entsuergt muss ginn. Bis elo gëtt e Groussdeel vum kontaminéierte Klärschlamm un d'Ausland iwwerginn, wou dësen dann entsuergt ka ginn. Et stelle sech awer seriö Problemer, wéi mir duerch de staarke Wuesstum déi ëmmer méi grouss Mass u kontaminéiertem Klärschlamm an Zukunft entsuerge sollen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Ass beim Klärschlamm, dee landwirtschaftlech entsuergt gëtt, zu all Moment séchergestallt, datt dëse keng schiedlech Réckstänn (dozou gehéieren och Medikamenteréckstänn) enthält, déi fir Mënsch oder Déier kéinte schiedlech sinn?

2. Gëtt de Klärschlamm och spezifesch op Medikamenteréckstänn ënnersicht?

3. Wa jo, wat fir Konklusiounen an/oder Konsequenzen zéien déi betraffen Akteuren aus dësen Analysen?

4. Wéi gestalte sech haut d'Prozeduren, wat mam kontaminéierte Klärschlamm passéiert, deen net méi landwirtschaftlech genotzt ka ginn?

5. Wéi vill Prozent vum kontaminéierte Klärschlamm muss haut schonn an d'Ausland geféiert ginn, fir do kënnen entsuergt ze ginn?

6. Gëtt et fir d'Entsuergung vum Klärschlamm en Ofkommes mam Ausland? Awéiwäit ass d'Opnam vum Lëtzebuerger Klärschlamm am Ausland geséchert?

7. Huet d'Regierung - am Dialog mat de Vertrieder vun den ënnerschiddleche Klärstrukturen hei am Land - eng Gesamtstrategie respektiv e Gesamtplang entwéckelt, wéi mir an Zukunft déi ëmmer méi grouss Mass u kontaminéiertem Klärschlamm entsuerge sollen?

8. Wa jo, wéi gesäit dëse Gesamtplang aus a wat fir konkreet Léisungen huet d'Regierung an deem Kontext preparéiert?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement :*

ad 1. Am groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2014 iwwert de Klärschlamm ass virgeschriwwen, wéi d'Gestioun vum Klärschlamm an och de landwirtschaftleche Gebrauch solle stattfannen. An dësem Reglement ass festgehalen, datt de Klärschlamm nëmmen ënner gewësse Bedéngungen dierf an der Landwirtschaft ausbruecht ginn. Esou dierfen, ënner anerem, d'Konzentratiounen u Schwéier-

Le saviez-vous ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les Députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

metaller oder organesche Schuedstoffer am Klärschlamm bestëmmt Grenzwäerter net iwerschreiden an och de Buedem muss verschidde Konditiounen erfëllen, fir datt do Klärschlamm dierf ausbruecht ginn. Des Weideren dierf d'Quantitéit u Klärschlamm net méi ewéi dräi Tonnen (Dréchemass) pro Joer a pro Hektar gedüngter Uewerfläch iwwerschreiden. D'Kläranlagebedreiwer mussen ee Regëster halen an all Joer ee Rapport ofginn, wou ënner anerem d'Quantitéit vu Klärschlamm opgelëscht ass, dee landwirtschaftlech entsuergt gouf.

ad 2. De Klärschlamm gëtt reegelméisseg op eng Rei Parameter ënnersicht, dat si pH, Stéckstoff, Phosphor, Schwéiermetaller (Kadmium, Koffer, Néckel, Bläi, Zénk, Quecksëlwer, Chrom) an organesch Schuedstoffer ewéi PAK (polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer), PCB (polychlorierte Biphenyle) an Dioxinen/Furanen. Aktuell gëtt de Klärschlamm net op Medikamenteréckstänn ënnersicht.

ad 3. An deene meeschte Fäll ginn déi néideg Grenzwäerter u Schwéiermetaller an organesche Schuedstoffer agehalen, soudatt eng landwirtschaftlech Verwäertung vun dësem Klärschlamm ka gemaach ginn. An deenen anere seelene Fäll gëtt de Klärschlamm anerwäerteg verwäert, zum Beispill verbrannt.

ad 4. Klärschlamm, deen net an der Landwirtschaft genotzt ka ginn, muss anerwäerteg verwäert oder eliminéiert ginn.

ad 5. Am Joer 2017 sinn 19 % vum Klärschlamm an d'Landwirtschaft gaangen, 24 % si verbrannt ginn a 57 % si kompostéiert ginn. D'Tendenz vun deem, wat an d'Landwirtschaft geet, ass réckleefeg, well d'Flächen, wou Klärschlamm duerf ausbruecht ginn, ëmmer méi rar ginn. Insgesamt si 75 % vum Klärschlamm zu Lëtzebuerg verwäert ginn.

ad 6. D'Produzente vu Klärschlamm, dat heescht déi kommunal Kläranlagebedreiwer, hunn d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Klärschlamm. En Ofkommes mam Ausland gëtt et menges Wëssens net. Fir an Zukunft eng national Léisung, fir d'Verwäertung vum Klärschlamm ze hunn, huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung rezent eng Klärschlammstudie beoptraagt. Fir dës Studie ze begleeden, ass en Aarbechtsgrupp geschafe gi mat Vertrieder vun de kommunale Kläranlagebedreiwer, der Waasserverwaltung, der Ëmweltverwaltung, dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung.

ad 7. An dësem Kader gouf eng national Klärschlammetüd vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, a Kollaboratioun mat der Ëmweltverwaltung, der Waasserverwaltung, der ALUSEAU an der ASTA, an Optrag ginn.

An dëser Etüd wäert ënner anerem analyséiert ginn, wéi sech zukënfteg Quantitéiten a Qualitéite vum Klärschlamm entwéckelen a wat fir Méiglechkeete sech bidden, fir de Klärschlamm nohalteg ze verwäerten.

ad 8. Unhand vun de Resultater, déi sech aus dëser Studie erginn, wäerte konkreet Mesurë geholl ginn. Den Ofschloss vun der Etüd ass fir Enn 2020 virgesinn.

Question 1524 (25.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**évolution en matière de maladies professionnelles :**

Dans son rapport annuel, l'Association d'assurance accident se montre assez discrète sur les statistiques des maladies professionnelles déclarées et reconnues.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelle a été l'évolution en matière de maladies professionnelles, tout en ce qui concerne les cas déclarés que les cas reconnus depuis 2011.

2) Quelles sont les maladies et quelles sont les branches professionnelles les plus concernées ?

3) L'Association d'assurance accident est-elle confrontée à des demandes en vue de la reconnaissance de nouvelles maladies professionnelles et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (27.12.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le tableau ci-joint reprend le nombre de maladies professionnelles déclarées ainsi que le nombre de maladies professionnelles reconnues depuis 2011.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les deux tableaux qui suivent retracent les maladies professionnelles ainsi que les branches professionnelles les plus concernées.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Suivant l'article 94, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, « peut être reconnue comme maladie professionnelle une maladie non désignée dans le tableau, si l'assuré rapporte la preuve de son origine professionnelle ». Dans le cadre de cet article, l'Association d'assurance accident a reconnu, depuis 2011, 68 cas de pathologies du dos (problèmes avec la colonne vertébrale) qui ne se trouvent pas sur le tableau et pour lesquelles l'assuré a rapporté la preuve de l'origine professionnelle. Par ailleurs, d'après l'article 95, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, « ne peuvent être inscrites au tableau des maladies professionnelles (sur proposition d'une Commission supérieure des maladies professionnelles) que des maladies qui, d'après les connaissances médicales, sont causées par des influences spécifiques appelées risques et auxquelles certains groupes de personnes sont particulièrement exposées par rapport à la population générale du fait de leur travail assuré ». Tel n'a pas été le cas depuis 2016, année de la dernière actualisation du tableau des maladies professionnelles.

Question 1529 (25.11.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Registre national du cancer :**

Le Registre national du cancer (RNC) est un recueil de données sur tous les nouveaux cas de cancers et leur suivi, qu'ils soient diagnostiqués ou traités au Luxembourg. Il a été lancé en date du 15 mai 2013. Les modalités de son fonctionnement sont consignées par le règlement grand-ducal du 18 avril 2013.

Parmi les données enregistrées au RNC, les professions, les conditions de travail et les expositions professionnelles à des agents cancérigènes ou probablement cancérigènes ne sont pas citées dans le règlement grand-ducal en question. Or, ces données sont d'une grande utilité aux chercheurs, comme le montrent par exemple l'étude NOCCA (Nordic Occupational Cancer Study) qui a analysé des données relatives aux cancers et leur relation avec la profession des 15 millions de patients sur plus de 40 ans, une récente étude danoise de 2018 reliant des données de registre avec l'activité professionnelle des parents ou encore le système de surveillance italien OCCAM (Occupational Cancer Monitoring) qui étudie les risques du cancer en milieu professionnel.

La collecte systématique de ces données serait donc dans l'intérêt d'au moins deux des objectifs du RNC définis dans le règlement grand-ducal du 18 avril 2013, à savoir la meilleure compréhension et la surveillance de l'évolution des cancers et un soutien à la recherche épidémiologique et clinique. À l'image des exemples cités ci-dessus, ces données pourraient donc servir à renforcer les activités de recherche dans le domaine de la santé et approfondir la collaboration entre les différents acteurs de recherche luxembourgeois.

Le résultat des analyses de ces données nationales serait très utile pour renforcer les politiques de prévention dans les secteurs de l'économie connaissant une évolution de cas de cancers supérieure à la moyenne, voire pour les patients atteints d'un cancer pour faire reconnaître leur maladie comme maladie professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Est-ce que le Registre national du cancer (RNC) collecte actuellement les données relatives aux activités et expositions professionnelles des patients atteints d'un cancer ?

2) Dans l'affirmative, ces données sont-elles d'ores et déjà utilisées à une des fins exposées ci-dessus ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'inclure ces données au RNC ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les données collectées par le Registre national du cancer (RNC) sont issues du parcours de soins des patients atteints de cancer (dépistage, diagnostic, traitement initial et certaines données relatives au suivi du patient).

Les données relatives aux activités et expositions professionnelles ne sont pas incluses dans le cadre réglementaire de la collecte de données du RNC (règlement grand-ducal du 18 avril 2013 déterminant les modalités et conditions de fonctionnement du registre national du cancer et modifiant le règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès).

ad 3) Il n'est actuellement pas prévu d'inclure les données en question au RNC, alors qu'elles ne sont pas disponibles en quantité suffisante pour pouvoir en tirer les conséquences nécessaires.

Par contre, une démarche épidémiologique utilisant une interconnexion de bases de données entre le RNC d'une part et des bases de données permettant de retracer le parcours professionnel des personnes d'autre part pourrait être intéressante au niveau du Luxembourg. Néanmoins, une étude pilote serait nécessaire avant d'envisager ce type de travail du fait des petits effectifs de notre population et des biais qu'ils constituent.

Question 1545 (28.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **terrains constructibles :**

Eenzel Gemengen, ewéi och de Staat, si Besëtzer vu Bauland.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Hektar Bauland besëtzt de Staat, wat am jeeweilege Perimeter vun den eenzele Gemenge läit?

2. Wéi vill Hektar Bauland besëtzen d'Gemengen an hire jeeweilege Perimeteren, opgeschlësselt no den eenzele Gemengen?

3. Wéi vill Prozent vum national verfügbare Bauland sinn an der Hand vum Staat?

4. Wéi vill Prozent vum national verfügbare Bauland sinn an der Hand vun de Gemengen?

Réponse commune (30.12.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwer Besëtz vu Bauland.

Zurzäit gëtt et nach keng fiabel Statistik iwwert déi als Bauland klasséiert Flächen, déi am Besëtz vum Staat oder de Gemenge sinn. Dëst huet an éischter Linn domat ze dinn, dass d'Majoritéit vun de Gemengen hir Refonte vum PAG nach net ofgeschloss huet an de Staat doduerch nach net iwwert déi noutwenneg digital Donnéeë verfüügt, fir eng automatiséiert an och prezis Analys vun der Situatioun kënnen ze maachen.

An Tëschenzäit gouf en Aarbechtsgrupp dermat chargéiert, eng Method ze entwéckelen, fir d'Donnéeë vum numeeresche Kadaster (plan cadastral numérisé) mat deene vun de PAGe vun der neier Generatioun op eng effizient Aart a Weis ze fusionéieren. Dëst soll erlaben, nom Ofschloss vun den Adoptiounsprozedure vun de PAGen, fir all déi Terrainen, déi der ëffentlecher Hand gehéieren an innerhalb vum Bauperimeter leien, net nëmmen d'Fläch, mee och dat aktuellt Baupotenzial ze ermëttelen.

Question 1547 (28.11.2019) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant les **instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes :**

La conférence « Being Black » qui a eu lieu le 13 novembre dernier a ranimé le débat autour des phénomènes racistes et xénophobes au Luxembourg. Les organisations civiles engagées dans la cause ont souligné dans ce contexte que le Luxembourg ne dispose pas des instruments nécessaires pour lutter de manière efficace contre ces phénomènes qui deviennent pourtant de plus en plus récurrents. Pour cela, elles se réfèrent notamment au rapport publié en février 2017 par European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) et reviennent à deux recommandations en particulier.

Ainsi l'ECRI a recommandé au Gouvernement de mettre en place un système d'enregistrement et de suivi des incidents racistes afin de pouvoir recueillir de manière systématique des statistiques sur les phénomènes xénophobes.

Dans une autre recommandation, l'ECRI prône de renforcer le Centre pour l'égalité du traitement (CET) dans la mesure où il faudrait élargir ses compétences. Le CET devrait être habilité à recevoir des plaintes et à agir en justice pour faire valoir les droits des victimes de discrimination. L'actuel président de l'ECRI, Jean-Paul Lehners, présent à la conférence mentionnée ci-dessus, a soulevé dans ce contexte que le CET manque de moyens financiers et de personnel pour assurer sa mission.

Sachant que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les compétences en matière d'antidiscrimination des différents acteurs seront revues », je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'attitude critique des organisations civiles à l'égard des instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qu'elle envisage de suivre pour améliorer la situation ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que les recommandations de l'ECRI mentionnées ci-dessus restent pertinentes ? Dans l'affirmative, de quelle manière envisage-t-elle de suivre ces recommandations ?

3) Faute d'un organe compétent de recueillir des données sur les phénomènes xénophobes, ne serait-il pas judicieux de mettre en place un observatoire des phénomènes racistes et xénophobes tel qu'il existe déjà en France depuis 2003 ?

Réponse (31.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dans ma réponse à la question parlementaire n° 1239 de Monsieur le Député Dan Biancalana, j'avais indiqué que l'État veillait à ce que l'égalité des chances soit respectée dans tous les domaines et que, dans ce contexte, il avait mis en place le Centre pour l'égalité de traitement (CET).

La loi modifiée du 28 novembre 2006 définit le cadre relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et elle porte également création du Centre pour l'égalité de traitement (CET).

La loi du 7 novembre 2017 modifie la loi du 28 novembre 2006 dans le sens où elle rattache le CET à la Chambre des Députés, qui en élabore le budget des recettes et des dépenses et qui en contrôle annuellement les comptes.

Le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge. Le CET joue donc le rôle d'observatoire en matière d'égalité de traitement. Le CET peut publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations. Le CET a également pour mission de produire et de fournir toute information et toute documentation utiles dans le cadre de sa mission. Il a donc un rôle de sensibilisation et de point de contact pour toutes les questions en lien avec toute forme d'inégalité de traitement. Enfin, le CET doit apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits. Les rapports d'activité annuels du CET témoignent du recours à cet organe et de la réalisation de ces missions légales.

Question 1548 (29.11.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **Plan cancer :**

Le Plan cancer 2014-2018 est arrivé à échéance il y a près d'un an.

Un projet de Plan cancer 2019-2023 a été élaboré et finalisé, au cours de multiples réunions et sous l'égide du Ministère de la Santé, par un comité de pilotage composé d'experts des diverses disciplines concernées.

Or, à ce jour, l'approbation définitive du Plan cancer 2019-2023, pour lequel un crédit est prévu dans le budget pour l'exercice 2020, par le Gouvernement fait défaut.

J'aimerais dès lors poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications sur le fait que ce plan 2019-2023 ne soit pas encore entré dans sa phase de mise en œuvre ?

Réponse (04.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Après une phase de concertation avec les parties prenantes, le projet du Plan national cancer 2019-2023 sera soumis au Conseil de Gouver-

nement pour approbation courant décembre 2019.

Question urgente 1779 (27.01.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **propagation du coronavirus en relation avec les liaisons de fret aérien Luxembourg–Zhengzhou :**

La mystérieuse pneumonie appelée, « 2019-nCov », nouveau coronavirus, qui a d'abord frappé la ville chinoise de Wuhan, se propage, faisant une cinquantaine de morts selon le dernier bilan, et touchant près de 2.000 personnes. Trois cas ont récemment été détectés en France.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1751, Monsieur le Ministre de la Santé a indiqué que :

« Bis zum 23. Januar 2020 waren alle Fälle, die außerhalb Chinas gemeldet wurden, kürzlich nach Wuhan gereist. Die Wahrscheinlichkeit reiseassoziierter Fälle in Luxemburg wird als sehr gering eingeschätzt. »

Il se trouve toutefois que Cargolux Airlines assure des vols réguliers (23 par semaine) vers la province Hénan et plus particulièrement le Zhengzhou Xinzheng International Airport.

Sur le site cargolux.com, on peut lire que cet aéroport « is part of China's national development plan for its central region Henan, the most populous province in China, with over 100 million residents. It is ideally located in central China with daily road feeder services to coastal cities such as Beijing and Shanghai and reaches far inland providing faster and more economical services to inland cities such as Xi'an, Wuhan, Chengdu and Chongqing. »

À noter que :

- le Ministère italien de la Santé a prévu la mise en place d'un « canal sanitaire avec contrôle de la température via un scanner » à l'aéroport de Fiumicino (Rome), relié à la ville de Wuhan par trois vols directs hebdomadaires ;

- d'autres pays ont mis en place des contrôles systématiques de la température des voyageurs en provenance de Chine, notamment la Russie (via des caméras thermiques dans les avions) et la Thaïlande.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir leur évaluation de la probabilité d'une importation du virus via des liaisons aériennes dans la région ?

- Quelles sont les mesures de précaution adoptées par Cargolux Airlines pour prévenir une contagion de l'équipage de bord voire d'autres personnes à bord ? Lesdites personnes ont-elles dû suivre une formation spécifique à ce sujet ?

- Est-il prévu de mettre en place des contrôles de la température des personnes prenant part aux vols Luxembourg–Zhengzhou ?

- D'autres mesures sont-elles prévues ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse commune (31.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

La probabilité d'une importation du 2019-nCoV en Europe est, sur base des informations actuellement disponibles et publiées ce 26 janvier 2020 par le « European Centre for Disease Control and Prevention » (ECDC), estimée comme étant modérée. Au Luxembourg, en l'absence de flux de passagers importants en provenance des régions touchées et de liaison aérienne directe avec le foyer de l'infection, cette probabilité peut être considérée comme faible à modérée. Toutefois, il n'est pas à exclure que des passagers provenant de Chine ne transitent par d'autres hubs aéroportuaires avant d'arriver à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Luxembourg dispose cependant d'une liaison aérienne de transport de fret avec Zhengzhou (distance Wuhan–Zhengzhou : quelque 500 km), qui est opérée par la compagnie aérienne Cargolux. Vu que ce transporteur de fret n'utilise qu'un personnel de bord limité, les risques de transmission potentielle sont réduits.

Néanmoins, Cargolux a mis en place un certain nombre de précautions visant à protéger les équipages et le personnel navigant, notamment par des procédures sanitaires et des mesures de sécurité mises en place depuis la semaine dernière, comme la mise à disposition d'équipements de protection personnels, par exemple des masques de haute qualité et des linges désinfectants.

Un code de bonnes pratiques a été établi, énumérant les mesures de protection. Les consignes portent sur les endroits à éviter et le comportement adapté à cette situation en général. Le code contient aussi une description des symptômes ainsi que la procédure à suivre en cas de doute.

Cargolux met à disposition de ses pilotes un numéro d'urgence médicale, joignable jour et nuit.

La compagnie demande à ses employés d'éviter les voyages d'affaires en Chine si possible, les vols à fins privées sur les avions Cargolux ne sont plus autorisés et l'utilisation de vols passagers pour les mises en place de pilotes est aussi réduite au minimum.

Un embargo sur le transport d'animaux ou de viande en provenance de la Chine a également été mis en place.

Le dépistage par contrôle de la température à l'arrivée n'est pas considéré par l'ECDC comme une mesure efficiente pour détecter les voyageurs infectés par le 2019-nCoV, en particulier parce que les symptômes de cette infection sont très banals et coïncident avec ceux de la grippe saisonnière qui est actuellement active en Europe et en Chine[11]. Selon l'ECDC, une approche ciblée sur des passagers arrivant par vols directs depuis des zones touchées pourrait être considérée afin de faciliter l'identification précoce de cas d'infection importée.

La mise en place d'un contrôle systématique de la température du personnel d'équipage sur les vols de Cargolux en provenance de Zhengzhou ne semble donc, à l'heure actuelle, pas opportune. Les responsables de Cargolux sont cependant en contact permanent avec la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé et suivent les recommandations de l'ECDC et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En outre, le Gouvernement a mis en place un mécanisme d'échange systématique d'informations avec les différents acteurs nationaux, notamment la société de l'aéroport lux-Airport SA, afin de permettre une concertation efficace des actions nationales en fonction de l'évolution de la situation et afin de garantir une implémentation rapide de mesures supplémentaires en cas de besoin.

En cas d'arrivée au Luxembourg d'une personne par voie aérienne avec suspicion de maladie infectieuse, des procédures de mise en sécurité nationales sont immédiatement mises en œuvre. En effet, en présence de patients présentant des symptômes suspects d'infection au coronavirus, la Direction de la santé recommande de retracer l'historique de voyage dans la région concernée au cours des deux dernières semaines. Tout cas suspect doit être signalé immédiatement à la Direction de la santé par le médecin traitant sur base de la loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies.

Les personnes provenant de régions touchées qui présentent des symptômes d'infection de coronavirus (fièvre, toux) doivent être isolées dans un hôpital approprié jusqu'à ce que l'infection puisse être exclue. Au Luxembourg, des chambres spécialement aménagées au Service national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg sont disponibles pour permettre un isolement adéquat des patients.

Question urgente 1807 (31.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo, Mme Francine Closener** et **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **mesures contre le coronavirus :**

Devant la flambée du nouveau coronavirus provoquant des maladies respiratoires graves, surtout en Chine, sur proposition du Comité d'urgence du règlement sanitaire international, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de déclarer hier soir « l'urgence de santé publique de portée internationale ».

Cette décision intervient alors que la Chine compte quelque 9.700 cas avérés et 213 décès dus à ce virus qui se transmet d'homme à homme, le nombre de cas évoluant de manière préoccupante. L'OMS dénote d'autre part 82 cas dans 18 pays différents.

L'OMS a associé à cette déclaration d'urgence un certain nombre de conseils à la communauté internationale tout en insistant sur la proportionnalité des réactions à cette nouvelle crise sanitaire internationale.

- Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement quelles sont les mesures concrètes qui seront décidées et engagées au Luxembourg suite à cette déclaration d'urgence.

- Est-ce que les pays de l'UE entendent mettre en route une démarche commune et, le cas échéant, selon quel agenda ?

- Quels sont les conseils à l'adresse de la population suite à la déclaration de l'OMS ?

Réponse commune (05.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

En date du 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décidé, en tenant compte des derniers développements observés au niveau de l'évolution du coronavirus 2019, de déclarer une situation d'urgence de santé publique de portée internationale.

Dans ce contexte, l'Organisation mondiale de la santé a adressé des conseils à l'attention des pays autres que la République populaire de Chine. Elle a demandé aux États de prendre des « mesures pour endiguer l'épidémie, notamment par une surveillance active, un dépistage précoce, l'isolement et la prise en charge des cas, la recherche des contacts et la prévention de la poursuite de la propagation de l'infection par le 2019-nCoV ». En plus, elle a suggéré de « prêter une attention particulière à la réduction de l'infection chez l'homme, à la prévention de la transmission secondaire et de la propagation internationale ».

Il y a lieu de noter que la Direction de la santé est en contact constant avec l'Organisation mondiale de la santé. La Direction de la santé a suivi de près l'évolution de la situation depuis début janvier et a entrepris de planifier la réponse nationale dès le moment où une transmission interhumaine de ce nouveau virus a été suspectée. Les mesures qui ont été prises dans ce contexte au Luxembourg au cours des dernières semaines sont en ligne avec les recommandations émises par l'Organisation mondiale de la santé et le European Center for Disease Prevention and Control (ECDC). La stratégie poursuivie par la Direction de la santé se concentre sur l'identification précoce d'un possible cas d'infection. En cas de détection d'un cas positif, un traçage des personnes ayant eu un contact avec ce cas et une surveillance ciblée de ces contacts sont d'ores et déjà prévus selon une procédure dont les principes sont publiés sur le portail santé http://sante.public.lu/fr/prevention/coronavirus-00/index.html. Toute personne soupçonnée d'être porteur du virus est isolée de manière stricte.

Afin d'assurer une surveillance active et en vue d'une détection précoce d'un cas positif, la Division de l'inspection sanitaire a en outre eu des échanges avec la société lux-Airport SA et d'autres acteurs présents à l'aéroport afin d'examiner les mesures à prendre en cas de propagation du virus. La société lux-Airport SA a mis en place des mesures de sensibilisation et de précaution pour le personnel. Pour ce qui est plus concrètement des mesures prises par la compagnie aérienne Cargolux, il est renvoyé à la réponse que Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de la Santé ont donnée à la question parlementaire n° 1779.

Des modalités ont été définies pour les patients suspects qui seront orientés par la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé et, le cas échéant, hospitalisés dans le Service national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Dans la même optique, une fiche-conseil à l'attention des professionnels de santé a été élaborée au sujet de la prise en charge de patients infectés.

Par ailleurs, un mécanisme d'échange régulier a été mis en place entre les entités étatiques pour assurer le suivi de la situation et pour définir les mesures à planifier dans une optique de prévention et d'anticipation. Ces entités ont par ailleurs été chargées de planifier les mesures à mettre en place en cas de propagation du virus.

En ce qui concerne les échanges au niveau européen, le Luxembourg participe activement aux réunions du Health Security Committee (HSC) organisées par la DG santé. Actuellement, et en fonction de l'évolution de l'épidémie le HSC échange hebdomadairement sur la situation par vidéo ou audioconférences. La DG santé a établi ainsi un relevé des capacités de contre-mesures dans les différents pays européens (stock d'équipement de protection personnelle, lits d'hospitalisation, moyens de quarantaine, etc.). Le Luxembourg reçoit également des mises à jour épidémiologiques journalièrement de la part de l'European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) à Stockholm.

Outre les circulaires adressées au corps médical depuis le 23 janvier 2020, la Direction de la santé a élaboré et diffusé divers documents de guidance pour le public et les professionnels de santé. L'ensemble de ces documents est accessible sur le portail santé : http://sante.public.lu/fr/prevention/coronavirus-00/index.html, qui fait l'objet d'une mise à jour constante. Sur cette page figurent, entre autres, des questions et réponses à propos du nouveau coronavirus 2019-nCoV, des recommandations à l'attention des voyageurs, des professionnels de santé et du grand public ainsi que les derniers communiqués de presse publiés en la matière.

Question urgente 1817 (03.02.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**implication du Taïwan dans la lutte internationale contre le coronavirus :**

En effet, Taïwan a enregistré mardi 21 janvier son premier cas d'infection au coronavirus. Pourtant, Taipei n'a pas été invitée au sommet de crise organisé dans la suite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Taïwan a demandé par conséquent un statut d'observateur à l'OMS. L'OMS a d'ailleurs décrété jeudi 30 janvier que l'épidémie du coronavirus constitue « une urgence de santé publique de portée internationale ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position luxembourgeoise relative à un statut d'observateur pour Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner de surcroît sur d'éventuelles initiatives du Gouvernement aux niveaux européen et international pour impliquer Taïwan davantage dans la lutte contre le coronavirus ?

Réponse (06.02.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les enjeux et les défis de santé publique ont une portée mondiale et par conséquent, les discussions au sein de l'OMS peuvent grandement bénéficier de la participation, de l'échange d'informations et de l'expertise du plus grand nombre. Le Luxembourg n'est cependant pas membre du Conseil exécutif de l'OMS, organe décisionnel en matière d'octroi du statut d'observateur, et ne participe dès lors pas aux délibérations qui ont lieu dans ce contexte.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois estime que la coopération au niveau global est d'une importance majeure. Il faut impérativement renforcer les efforts de communication dans la lutte contre le coronavirus. Aucune région, institution ou communauté ne devrait être exclue de ce processus. Il est essentiel de veiller à ce que les communautés soient engagées, bien informées et qu'elles fassent confiance à la réponse apportée par les autorités publiques pour combattre le coronavirus et maîtriser au mieux sa propagation.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, une agence de l'Union européenne, échange et communique régulièrement avec tous les centres d'experts du monde en ce qui concerne le contrôle des épidémies, y inclus le Centre de contrôle des maladies de Taipei.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

[11] https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/risk-assessment-outbreak-acute-respiratory-syndrome-associated-novel-0

N°07
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 7 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 p. 152
Réseau cyclable national p. 181
Sommaire des séances publiques nos 11 et 12 p. 187
Sommaire des questions parlementaires p. Q185
11e séance Mardi 10 décembre 2019
12e séance Mercredi 11 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Présentation du rapport 2018 de l'Ombudsman



Mme Claudia Monti a présenté le rapport d'activité pour l'année 2018 aux députés.

La majorité des réclamations introduites en 2018 étaient liées à la sécurité sociale, au reclassement, à la prise en charge de frais médicaux, la fiscalité, l'enseignement supérieur (les bourses d'études), au logement et à l'immigration (le regroupement familial). Le Médiateur, Mme Claudia Monti, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2018 à l'ensemble des députés le 26 février 2020. Le rapport relate les réclamations formulées par les citoyens relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics relevant de l'État et des communes.

En 2018, sur 857 réclamations clôturées, 595 ont été considérées recevables par le Médiateur, soit près de 70 %. Les services de Mme Claudia Monti sont intervenus auprès des administrations pour 331 d'entre elles, soit dans 55 % des cas. Pareilles interventions ont permis 246 corrections totales ou partielles, soit un taux de correction global de 74,3 %. Mme Monti a tenu à souligner que les réclamations introduites auprès de ses services étaient traitées selon les principes de l'indépendance, de la neutralité et de l'impartialité.

Relations problématiques avec certaines communes

Mme le Médiateur a constaté que les relations entre les administrations communales et les services de l'Ombudsman ne sont pas toujours au beau fixe. Dans son rapport, elle constate avec regret que certaines administrations communales ne réagissent pas aux demandes des services du Médiateur et que, dans certains cas, leur attitude peut être qualifiée de très défensive et peu collaborative. Bien que le rapport ne cite pas les noms des communes concernées, Mme Claudia Monti a fait part de son intention de vouloir probablement le faire lors du prochain rapport, étant donné qu'il s'agit toujours des mêmes communes.

Les députés ont voulu savoir si la loi adoptée en 2018 relative à une administration transparente et ouverte n'a pas eu d'impact positif sur les relations entre les citoyens et les administrations communales. D'après Mme Claudia Monti, les administrations communales ne sont pas encore tout à fait conscientes de l'existence de cette loi. Les députés ont suggéré de mener une campagne de sensibilisation à ce sujet en collaboration avec le syndicat des villes et des communes (Syvicol). Un député a demandé si les problèmes rencontrés au niveau des administrations communales concernaient majoritairement des petites communes avec un nombre de personnel plus restreint.

Mme le Médiateur a expliqué que tel n'était pas le cas et qu'à son avis il s'agissait surtout d'un problème de communication interne ou encore d'un manque de connaissance des champs de compétence de l'institution de l'Ombudsman.

En ce qui concerne les dossiers dont elle a été saisie, la plus grande partie des cas sont liés à l'inscription au registre communal.

Élargir les champs de compétence de l'Ombudsman

L'Ombudsman ne peut pas intervenir dans le cadre de réclamations portant sur le fonctionnement d'établissements privés, chargés d'une mission de service public et financés en partie par l'argent public. Il s'agit notamment de maisons de retraite, d'ateliers protégés ou encore de foyers. Mme Claudia Monti a informé qu'elle reçoit régulièrement des appels de détresse concernant des personnes vivant dans de telles institutions et qui se retrouvent dans une situation de précarité.

Selon Mme Monti, la possibilité de recourir aux services du Médiateur devrait être garantie à ces personnes. Elle a également fait valoir que les médiateurs belges et français disposent de cette compétence.

Mme Claudia Monti a indiqué par la suite aux députés que certaines administrations ne mentionnent pas dans leurs décisions de refus la possibilité du citoyen d'introduire un recours contre cette décision via l'Ombudsman. Certains députés se sont exprimés en faveur de l'introduction de cette forme de recours en tant que disposition générale. Dans ce même contexte, plusieurs parlementaires ont évoqué la nécessité de réformer la loi instituant l'Ombudsman, qui est un organe rattaché à la Chambre des Députés.

Examen du rapport par différentes commissions parlementaires

Les doléances évoquées dans le rapport seront traitées par les commissions parlementaires compétentes, qui sur la base des résultats de leur examen élaboreront une prise de position. Un débat d'orientation en séance publique concernant le rapport d'activité 2018 de l'Ombudsman aura lieu au cours de l'année 2020.

Au début de l'échange de vues, Mme Claudia Monti a précisé que le rapport pour l'année 2018 a été publié en retard à cause d'une réorganisation interne de ses services. Le rapport d'activité 2019 serait présenté aux députés avant la trêve estivale, a-t-elle encore ajouté.

Colloque sur l'histoire du suffrage universel

Comment s'est développée la revendication du suffrage universel en Europe ? Quel rôle a joué le suffrage des femmes ? Et quelles formes la démocratie parlementaire a-t-elle prises après la Première Guerre mondiale ? Ces questions ont été traitées dans le cadre d'un colloque scientifique international organisé à la Chambre des Députés les 27 et 28 février 2020.

La manifestation a eu lieu dans le cadre de l'exposition #wielewatmirsinn sur 100 ans de suffrage universel au Luxembourg, organisée conjointement par le Musée national d'histoire et d'art et la Chambre des Députés.

Le colloque a porté sur la lutte pour l'introduction du suffrage universel en Europe et au Grand-Duché ainsi que sur sa mise en place et ses effets dans les décennies consécutives. Les contributions au colloque ont suivi une approche comparative et interdisciplinaire (historiographie, sciences politiques, sciences sociales, études de genre, architecture…).

Un homme, une voix ? Les universalités du suffrage

L'historien Michel Offerlé, professeur à l'École normale supérieure de Paris, est spécialiste de l'histoire du suffrage universel et auteur du livre « Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel ». Lors de son intervention, M. Offerlé a analysé de manière comparative les conditions économiques, sociales et politiques de l'universalisation du suffrage du XIXe au XXIe siècle.



Le Président de la Chambre a souhaité la bienvenue aux participants du colloque, dont le professeur Michel Offerlé (1er de droite).

☛ Nouveau plan de la salle des séances plénières à la dernière page de ce numéro

Futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE

Dix jours après la sortie définitive du Royaume-Uni de l'Union européenne, les députés ont eu un échange de vues avec M. Michel Barnier, négociateur en chef pour les futures relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Quel type d'accord et quel rôle pour les parlements nationaux ?

Au centre des discussions : la nature de la future relation entre les 27 États membres de l'UE et le Royaume-Uni. Les députés luxembourgeois ont voulu savoir si l'accord règlementant les futures relations avec le Royaume-Uni devrait être approuvé par les parlements nationaux. M. Michel Barnier a précisé que l'accord post-Brexit doit être mis en place d'ici la fin 2020. « Ainsi, les deux parties n'auront que onze mois pour définir la base de leurs futures relations », a-t-il encore expliqué aux députés. À cause de ce timing serré, « seulement un simple accord commercial » pourra être conclu dans les domaines relevant des « compétences exclusives de l'Union européenne » (par exemple le commerce, les marchandises, la pêche). « D'autres accords définissant les règles de jeu pour tous les autres domaines seront forcément conclus dans les prochaines années et seront probablement soumis à l'approbation des parlements nationaux », a répondu M. Michel Barnier aux questions des députés. M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen a souligné qu'il est important que les parlements nationaux puissent suivre de près le processus des négociations.

Michel Barnier : « Il faut tout reconstruire »

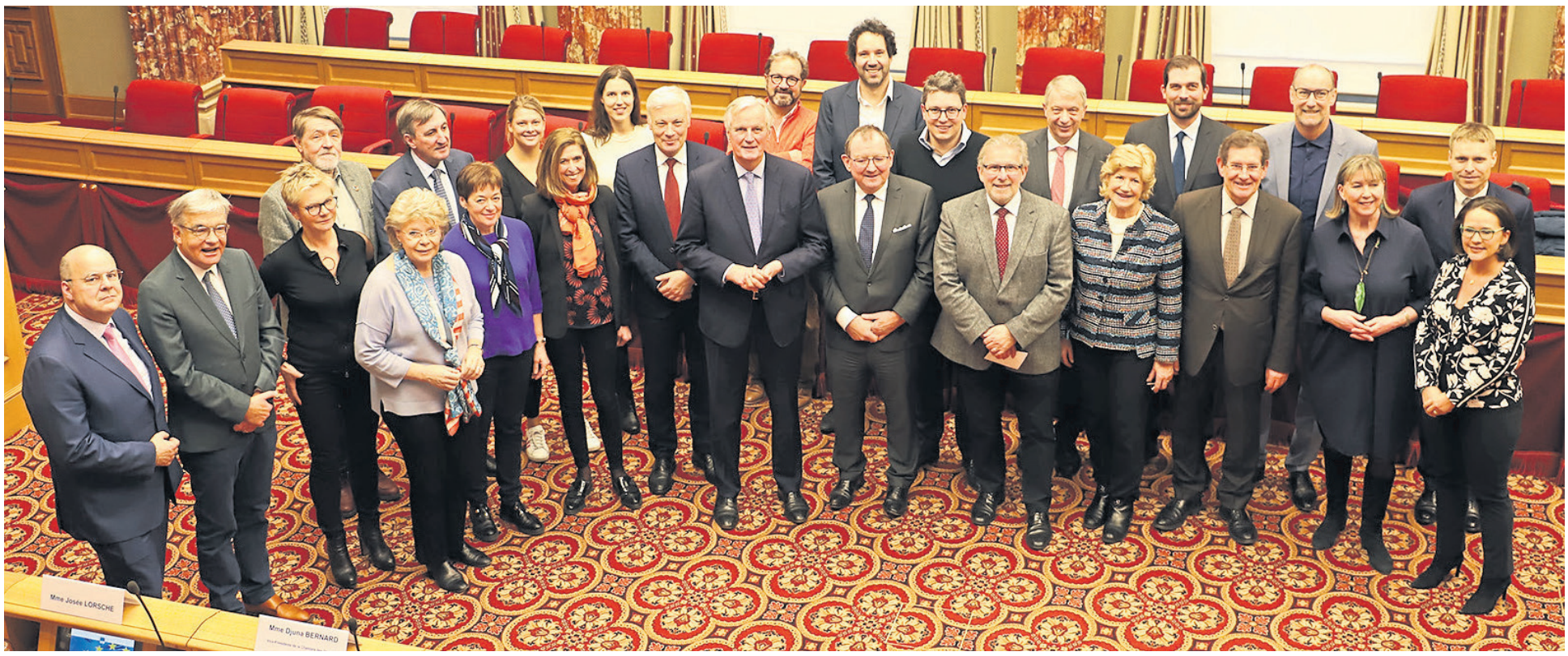
Le négociateur en chef a affirmé aux députés que « les relations entre les deux parties ne pourront plus être identiques et qu'il faudra tout reconstruire ». Il a expliqué que l'UE est prête à proposer un accord commercial « très ambitieux » comme pilier central du partenariat, mais que cet accord devra se faire dans un contexte de divergence réglementaire. Le négociateur pour la Commission européenne a tenu à mettre en évidence qu'il ne tolérerait pas de voir émerger une économie dérégulée à sa porte qui profiterait « d'avantages concurrentiels déloyaux ».

Plusieurs députés se sont montrés inquiets au sujet des services financiers et de l'éventuel risque de perte de compétitivité des places financières européennes face à la City de Londres. M. Michel Barnier a précisé que le cadre de travail en ce qui concerne les questions liées aux services financiers sera le principe d'équivalence, une de ses priorités en tant que négociateur étant de « protéger la stabilité financière de l'Union et de la zone euro ». Il a encore ajouté que le niveau d'accès des Britanniques aux marchés européens sera proportionnel à leur engagement à respecter un certain nombre de règles et que « les Européens ne sont pas naïfs ».

Mettre en œuvre l'accord de retrait

Au cours de son échange de vues avec les députés, M. Michel Barnier a également indiqué qu'un des grands défis des prochains mois sera de mettre en œuvre l'accord de 600 pages règlementant le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Selon lui, si l'accord est mis en œuvre de manière correcte, « il s'agit d'un bon gage de confiance pour la future relation entre les deux parties ». La période transitoire pendant laquelle les Britanniques continueront à appliquer les règles européennes court jusqu'au 31 décembre 2020. Après cette date, la nouvelle architecture des relations entre l'UE et le Royaume-Uni doit être établie.

Finalement, M. le Président de la Chambre des Députés a félicité M. Michel Barnier d'avoir maintenu l'unité des 27 États membres lors des négociations sur le retrait britannique de l'Union européenne et d'avoir effectué cette visite de travail dans un « moment charnière » des relations entre les deux parties. Dans la perspective de synthétiser les souhaits des 27 États membres restants, M. Barnier visite les différentes capitales européennes pour y rencontrer les décideurs politiques, ce qui représente pour lui un « travail d'écoute et de dialogue pour éviter toutes surprises ». Les députés avaient déjà rencontré à plusieurs reprises M. Michel Barnier dans sa fonction de négociateur en chef de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.



Échange de vues de parlementaires luxembourgeois avec M. Michel Barnier, négociateur en chef pour les futures relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

« Une grande confusion et une mission complexe »

Pendant deux ans, les chercheurs Nadine Geisler et Jean Reitz ont recensé et exploité les banques de données historiques du SREL (1960-2001) sur base d'une loi du 23 juillet 2016 (document parlementaire 6850) autorisant l'ouverture de ces banques de données à des chercheurs historiens.

« Une grande confusion et une mission complexe », voici le constat des deux chercheurs lors de la présentation du rapport final, le 6 février 2020, concernant leur mission de recherche et d'exploitation des banques de données historiques du Service de renseignement de l'État couvrant les années 1960 à 2001.

Les chercheurs ont souligné qu'ils n'ont pas exploité les archives du SREL, mais ses banques de données historiques (fichier SREL et le fichier Autorité nationale de sécurité) ainsi que les archives « back-up » du Château de Senningen.

Dans le cadre de leur mission, ils étaient confrontés à un « puzzle de 800.000 pièces » issues des banques de données historiques du SREL. Face à ce nombre trop élevé, les deux chercheurs ont fait le choix d'analyser uniquement 6.438 fiches cartons et microfiches relatives aux ressortissants luxembourgeois (4.168 personnes physiques et 2.270 personnes morales). En outre, ils ont également analysé 2.300 fiches du type « 00EL-COM » mises en place pour observer les membres du Parti communiste luxembourgeois et ses sympathisants.

Les deux chercheurs ont encore examiné d'autres dossiers en relation avec les activités du SREL comme le courrier entrant et sortant, les opérations, l'implication du SREL au niveau européen et international. De manière générale, ils ont pu confirmer « qu'à part les mouvements à tendance communiste, il n'y a pas eu d'espionnage politique massif au cours de ces années au Luxembourg ». Les personnes physiques et morales luxembourgeoises doivent leur présence dans le fichier historique du SREL à une « raison anodine » telle que des déplacements vers l'Est ou encore un contact avec des personnes originaires de l'Est, des demandes de visa, des courriers officiels entre ambassades, etc. Les dossiers de ces personnes sont peu volumineux avec environ onze pages ; seulement une personne a un dossier de 1.026 pages.



Les chercheurs Nadine Geisler et Jean Reitz (1re et 2e de droite) ont présenté leurs résultats lors d'une conférence de presse à la Chambre des Députés en présence des députés membres de la Commission de contrôle parlementaire du SRE présidée par Mme Martine Hansen (1re de gauche) et du Premier Ministre Xavier Bettel (2e de gauche).

Les recommandations des chercheurs : « ne rien détruire »

De manière générale, les deux chercheurs ont qualifié leur travail de « très complexe » étant donné la structure et la complexité des banques de données historiques du SREL. D'après Mme Nadine Geisler et M. Jean Reitz, il faudrait continuer à analyser la panoplie des documents trouvés tout en respectant la vie privée des gens. Dans leurs recommandations, ils soulignent qu'il faudrait tenir compte des archives du SREL, mettre de l'ordre avant de lancer une autre équipe d'historiens et engager un archiviste expérimenté qui puisse défricher cet amalgame de documents et dresser un inventaire en bonne et due forme.

Finalement, les chercheurs ont affirmé que les documents de ces banques de données historiques sont une source valable permettant de donner une autre vue sur les événements du siècle dernier. Dans ce sens, ils ont fait appel « à ne rien détruire » étant donné qu'ils n'ont pas eu le temps d'examiner toutes les 116.438 banques de données et qu'il s'agit de documents indispensables à la bonne compréhension de la guerre froide.

Les travaux en commissions parlementaires

La Présidente de la Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, Mme Martine Hansen, a fait savoir que le suivi de ce rapport et des recommandations y proposées sera fait dans les deux commissions parlementaires concernées (Commission de contrôle parlementaire du SRE et Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle).

Vereedegung vum neie Generalsekretär a vun zwee Beamten



Nodeems den Här Laurent Scheeck (Mëtt) vun den Deputéierten als neie Chef vun der Parlamentsverwaltung nominéiert gi war, ass hien den 28. Februar 2020 vum Chamberspresident, dem Här Fernand Etgen (lénks), assermentéiert ginn.

De 44-Järegen huet d'Funktioun vum Generalsekretär den 1. Mäerz vum Här Claude Frieseisen (riets) iwwerholl, deen no 17 Joer un der Spëtzt vun der Chambersverwaltung an d'Pensioun geet. Den Här Scheeck ass keen Onbekannten an der Chamber: Hien huet wärend néng Joer am Service des Relations internationales geschafft.



De 27. Februar hat den Här Claude Frieseisen zwee nei Beamten an der Karriär B1 vereedegt: den Här Hélder Ferreira an den Här Yann Gerges (4. bzw. 2. vu lénks) aus dem Service Gestion des Connaissances respektiv dem Service des Relations internationales.

Hir Chef-de-servicë Carlo Linden (2. vu riets) respektiv Tania Tennina (3. vu riets) souwéi den neie Generalsekretär Laurent Scheeck, de bäigeuerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (4. vu riets), déi bäigeuerdnet Generalsekretärin Isabelle Barra (1. vu lénks) an d'Responsabel vum Personalservice Manon Hoffmann (1. vu riets) ware bei der Zeremonie derbäi.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (18 et 19 février 2020)

Avenir de la gouvernance économique de l'UE

Les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont rencontrés à Bruxelles pour discuter de l'élargissement et de l'approfondissement de la gouvernance de l'Union économique et monétaire (UEM) en présence de M. Mário Centeno, Président de l'Eurogroupe, M. Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne, et M. Paolo Gentiloni, Commissaire européen en charge de l'économie.

Les députés se sont intéressés de près à l'avenir de la gouvernance économique de l'UE suite à la présentation du projet de réexamen de l'efficacité du cadre de surveillance économique et le lancement d'une large consultation publique par la Commission européenne. De nombreux intervenants ont soutenu que le cadre actuel était trop compliqué et qu'il fallait le simplifier tout en gardant sa flexibilité.

La Présidente de la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Mme Irene Tinagli, a souligné quelles étaient les priorités du Parlement européen : l'achèvement de l'union bancaire et de l'union des marchés de capitaux, la réforme de l'architecture de la gouvernance économique et, plus particulièrement, l'amélioration de la responsabilité démocratique de la gouvernance économique.

Le Vice-Président exécutif de la Commission européenne, M. Valdis Dombrovskis, et M. le Commissaire Paolo Gentiloni se sont focalisés sur la révision de l'architecture de la gouvernance économique, tandis que le Président de l'Eurogroupe, M. Mário Centeno, a présenté les priorités des ministres de l'économie dans les mois à venir.

M. Fabio Panetta, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a de son côté présenté les perspectives monétaires de la zone euro et décrit les actions que la BCE juge encore nécessaires pour achever l'Union économique et monétaire. M. Panetta a ajouté que si la zone euro devait s'élargir, l'architecture de l'UEM devait être adaptée et qu'il était nécessaire de préparer au mieux chaque nouvelle adhésion. Le deuxième jour de la conférence, les discussions portaient sur le « green deal », la lutte contre le changement climatique et le rôle des politiques économiques, budgétaires et sociales. M. Mark Carney, envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et son financement, M. Guy Ryder, Directeur général du Bureau international du travail, et Mme Emma Navarro, Vice-Présidente de la Banque européenne d'investissement, ont exposé leur point de vue en la matière.

M. le Député Charles Margue est intervenu sur ce point et a fait remarquer que les analyses des organisations internationales n'étaient pas partagées par l'ensemble des administrations nationales et qu'à ce niveau les politiques climatiques rencontraient des résistances. M. Margue a déclaré qu'il avait notamment l'impression que l'ensemble des acteurs du système financier n'avaient pas encore mesuré l'urgence pour agir contre le changement climatique ni réalisé que les vraies réformes tardaient à être mises en place. M. Carney a indiqué que les banques centrales partageaient les analyses des Nations Unies et il a signalé que plus de 50 banques centrales et organes de surveillance financière des pays responsables de deux tiers des émissions s'étaient regroupés dans le NGFS (« Network for greening the financial system ») afin de renforcer la réponse mondiale nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.



La Chambre des Députés était représentée par M. Charles Margue.

Session d'hiver de l'APOSCE à Vienne (20 et 21 février 2020)

Débat spécial sur l'antisémitisme en Europe



(de gauche à droite) M. Emile Eicher, M. Fernand Kartheiser, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Dan Biancalana

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) s'est tenue les 20 et 21 février 2020 à Vienne.

D'une part, cette rencontre annuelle est l'occasion, pour les parlementaires, d'avoir un échange avec leurs exécutifs représentés à Vienne, siège de l'OSCE. D'autre part, la session d'hiver a servi à préparer la session annuelle qui aura lieu du 3 au 7 juillet 2020 à Vancouver. Les rapporteurs des trois commissions ont présenté les premières esquisses de leurs rapports qui seront élaborés pour la session annuelle.

L'antisémitisme était le sujet du débat spécial à Vienne, 75 ans après la libération du camp de concentration d'Auschwitz. « Sans aucun doute, l'antisémitisme reprend de l'ampleur dans le monde », a constaté le Président du Conseil national autrichien, M. Wolfgang Sobotka. Les attentats contre des synagogues et autres installations juives, dont des écoles, augmentent.

En Autriche, pays portant historiquement une responsabilité particulière, 30 % de la population seraient porteurs d'un antisémitisme latent, et 10 % d'un antisémitisme manifeste. L'internet joue souvent un rôle de multiplicateur de la haine. L'importance de l'éducation pour contribuer à la sensibilisation et l'information sur l'holocauste fut soulignée par M. le Rabbin Andrew Baker, Représentant de l'OSCE pour la lutte contre l'antisémitisme. Or, il ne faudrait pas seulement couvrir les douze ans du nazisme entre 1933 et 1945, mais élaborer un programme pour dresser un tableau plus complet de l'identité juive.

À côté des données sur l'antisémitisme, il faudrait aussi prendre en compte d'autres mouvements et crimes haineux. Le représentant de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour l'antisémitisme, le racisme et l'intolérance, M. Benjamin Cardin, s'est adressé via une vidéoconférence aux délégués. Dans son discours, il a mis l'accent sur la poursuite pénale des crimes de la haine et a fait appel de créer des alliances entre tous les groupes de la population pour ne pas laisser place à des sentiments haineux.

La Chambre des Députés était représentée par M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président de la délégation, M. Dan Biancalana, Mme Josée Lorsché, M. Emile Eicher et M. Fernand Kartheiser.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 7** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Réglementation de la navigation aérienne I

7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le présent projet de loi a comme objet l'adaptation de la législation en matière d'exploitation ou d'opération d'un aérodrome, d'une hélistation ou d'un terrain de vol.

La nécessité des adaptations prévues par le présent projet de loi émane de l'avis n° 51.983 du Conseil d'État sur un projet de règlement grand-ducal relatif à l'exploitation et la supervision continue des hélistations.

Dans cet avis, le Conseil d'État constate que l'exploitation ou l'opération des aérodromes ou terrains de vol pourrait également être exercée en tant qu'activité commerciale. La liberté de commerce et de l'industrie étant protégée par l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution, il s'avère nécessaire d'introduire un article dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne, afin de donner une base légale formelle au projet de règlement grand-ducal relatif à l'exploitation et la supervision continue des hélistations. Le présent projet de loi inclut également l'exploitation des aérodromes et des terrains de vol qui pourrait aussi être exercée en tant qu'activité commerciale. Notons par ailleurs que ne sont concernés par le présent projet de loi que les aérodromes, hélistations et terrains de vols non actuellement couverts par le droit de l'Union européenne, dont l'Aéroport de Luxembourg ne fait pas partie. Le projet de loi prévoit également, à l'article 2, l'introduction de sanctions pénales spécifiques relatives à l'activité d'exploitation ou d'opération des aérodromes, hélistations ou terrains de vol couverte par le droit national, contre une personne exploitant ou opérant un aérodrome, une hélistation ou un terrain de vol, si les limitations prononcées à leur encontre par le directeur de l'aviation civile ne sont pas respectées ou si la personne ne dispose pas d'autorisation d'exploitation.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

24.10.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 874, page 1

Réglementation de la navigation aérienne II

7365 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile

Le présent projet de loi a comme objet de mettre à jour la législation nationale sur les redevances en matière de transport aérien.

D'un côté, il s'agit de mettre à jour la formulation actuelle de l'article 7 (2) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne. En effet, la formulation actuelle date de 2009 et depuis lors il y a eu une évolution importante au niveau de la réglementation européenne en la matière. Ainsi, on peut désormais distinguer deux catégories de redevances : les redevances de services de la navigation aérienne et les redevances aéroportuaires. Concernant les redevances aéroportuaires, celles-ci sont définies dans la directive 2009/12/CE susmentionnée. Selon la loi susmentionnée du 31 janvier 1948, ces redevances peuvent être perçues par la société lux-Airport.

Quant aux redevances de navigation aérienne, l'Administration de la navigation aérienne (ANA), chargée principalement de l'aiguillage des aéronefs dans un espace aérien déterminé, a été autorisée à percevoir directement ces redevances, qui auparavant étaient appelées « redevances d'atterrissage ». Les redevances de navigation aérienne sont désormais composées des « Terminal Navigation Charges - TNC » et des « En Route Charges - ERC ». Pourtant, la législation actuelle fait référence à des « redevances d'atterrissage » ainsi que des « redevances de vol de nuit » qui, elles, n'existent plus sous cette forme puisqu'elles font partie des redevances TNC. Par conséquent, face à ces changements au niveau de la terminologie, le projet de loi entend adapter la terminologie des redevances relatives aux services de la navigation aérienne dans la législation nationale, notamment en supprimant la notion de « redevances d'atterrissage ».

De l'autre côté, le projet de loi entend aussi adapter la législation nationale sur la perception des redevances en matière de transport aérien. Plus précisément, il s'agit d'adapter l'article 2 de la loi susmentionnée du 23 mai 2012 qui fixe les principes applicables à la perception de ces redevances.

La société lux-Airport ainsi que l'ANA perçoivent leurs redevances respectives dans leur fonction d'entité gestionnaire de l'aéroport. Or, la loi de 2012 ne s'appliquant pas aux redevances de navigation aérienne perçues par l'ANA, celle-ci ne devrait plus figurer à l'article 2, point 1) de ladite loi. C'est pourquoi le projet de loi prévoit la suppression de la référence en question.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

24.10.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 875, page 1

Réseau cyclable national

7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie

La première loi dédiée aux pistes cyclables était la loi du 6 juillet 1999 portant sur la création d'un réseau national de pistes cyclables. Elle avait pour objectif de créer une base légale pour l'aménagement d'un réseau national et ciblait encore essentiellement un usage du vélo à des fins sportives et touristiques. Sur les 950 kilomètres prévus en 1999 - dont 280 existaient déjà à l'époque - 320 km supplémentaires furent construits jusqu'en 2015.

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, actuellement en vigueur, a opéré un changement de paradigme très important.

Elle s'inscrivait dans une stratégie d'augmentation continuelle de la part de la mobilité active dans les trajets quotidiens, dans une approche de complémentarité avec les transports en commun et ciblait donc un usage prioritairement utilitaire du vélo, c'est-à-dire en tant que moyen de transport disposant de multiples atouts : non polluant et silencieux, flexible, souvent plus rapide que la voiture pour les courts trajets en milieu urbain et ayant des effets bénéfiques pour la santé.

La loi de 2015 a introduit un certain nombre d'itinéraires ayant vocation à accueillir des déplacements quotidiens, mais la stratégie Modu 2.0 de 2018 a renforcé ultérieurement l'importance de promouvoir ce type de déplacements cyclables. En conséquence, d'autres besoins d'itinéraires cyclables ont été identifiés qui correspondent soit à des liaisons importantes pour les déplacements pendulaires non prévus initialement, soit à des projets routiers étatiques d'envergure où l'intégration de liaisons cyclables est pertinente dans l'optique de promouvoir les déplacements quotidiens ou pour remplacer certains tronçons du réseau actuel ne répondant pas aux critères de qualité visés pour le réseau national (sécurité, confort, trajet direct).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

02.05.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

17.05.2019 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

11.07.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements

17.10.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 873, page 1

Convention fiscale avec l'Argentine

7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver la Convention fiscale avec la République Argentine.

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands efforts afin de moderniser, d'améliorer et de compléter son réseau de conventions fiscales, notamment avec les pays de l'Amérique latine. De ces pays, l'Argentine constitue la troisième puissance économique.

Les modèles de convention du Luxembourg et de l'Argentine ont servi de base pour les négociations. Le texte final constitue un compromis composé des différentes demandes formulées par le Luxembourg et l'Argentine, tenant compte ainsi des intérêts nationaux des deux États contractants. Il s'ensuit que chacun des États a dû renoncer à certaines de ses revendications initiales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2019

Rapportrice : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

03.12.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

06.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 871, page 1

SÉANCE 11

MARDI
10 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Goergen*

4. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth
- *M. Gilles Roth*

5. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen
- *M. Fernand Etgen, Président*

6. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Fernand Etgen, Président*

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018
- *Exposé : M. Félix Eischen*
- *Débat : M. Eugène Berger (interruption par M. Gilles Roth) - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Parole après ministre : M. Félix Eischen - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*

9. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0
- *Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Débat : M. Marc Lies (dépôt des motions 1 à 7) - M. Max Hahn (interruption par M. André Bauler) - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 8) - M. Roy Reding - M. David Wagner (dépôt des motions 9 à 13) - M. Marc Goergen*

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen
- *M. Marc Goergen*

11. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 (suite)
- *Débat (suite) : M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Motion 1 : Mme Josée Lorsché - M. Eugène Berger*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : M. Georges Engel - M. Marc Lies*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3 : M. Georges Engel - M. Marc Lies (intervention de M. Georges Engel)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 : Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
- *Motion 5 : M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
- *Motion 6 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Henri Kox, Ministre du Logement (interruption par M. Marc Lies)*
- *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
- *Motion 7 : M. Eugène Berger - M. Marc Lies*
- *Vote sur la motion 7 (rejetée)*
- *Motion 8 : M. Marc Lies - M. David Wagner (interruption par M. Marc Baum) - M. Roy Reding*
- *Vote sur la motion 8 (adoptée)*
- *Motion 9 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. Roy Reding - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 9 (rejetée)*
- *Motion 10 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. David Wagner - M. Roy Reding - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur la motion 10 (rejetée)*
- *Motion 11 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies*
- *Vote sur le renvoi de la motion 11 à la Commission du Logement (adopté)*
- *Motion 12 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. David Wagner*
- *Vote sur le renvoi de la motion 12 à la Commission du Logement (adopté)*
- *Motion 13 : M. Eugène Berger - M. Marc Lies - M. Roy Reding*
- *Vote sur la motion 13 (rejetée)*

12. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois
- *M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement*

13. 7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation
- *Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova*
- *Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Franz Fayot - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

14. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)
- *M. Fernand Etgen, Président*

15. Ordre du jour (suite)
- *M. Fernand Etgen, Président*

16. Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019
- *M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense*
- *Parole après ministre : M. Marc Goergen - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense - M. Marc Goergen - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de Mme Martine Hansen et M. Léon Gloden) - M. Gilles Roth (intervention de M. le Ministre Henri Kox) - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de M. Gilles Roth, Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar et M. Claude Haagen) - M. Gilles Roth (interventions de Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar) - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense - M. Fernand Kartheiser*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 10 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7502** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.12.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1449** - Demande de pétition publique : Pour une nouvelle réglementation de la garantie locative, des frais d'agence et du respect des données personnelles en cas de location d'un bien*

Dépôt : Joni De Moura, le 04.12.2019

***1450** - Demande de pétition publique : Mise en place d'une amende pour les mégots de cigarettes jetés sur la voie publique*

Dépôt : Sandra Zappa, le 04.12.2019

***1451** - Demande de pétition publique : Pour que les personnes qui élèvent leur(s) enfant(s) seules bénéficient de plus de jours « enfant malade » couverts par la CNS*

Dépôt : Nassima Ouzren, le 04.12.2019

***1452** - Demande de pétition publique : Nouvelle Constitution : pour le maintien du référendum précédé d'une large campagne d'information et de consultation des citoyens*

Dépôt : Edgar Kneip, le 05.12.2019

***1453** - Demande de pétition publique : Pour que les transports en commun (bus, tram) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations*

Dépôt : Pierre Dubuisson, le 06.12.2019

***1454** - Demande de pétition publique : Installer des radars fixes dans les petits villages luxembourgeois où de longues lignes droites incitent les conducteurs à ne pas respecter la limitation de 50 km/h*

Dépôt : Pierre Dubuisson, le 06.12.2019

***1455** - Demande de pétition publique : Séances de coaching sportif remboursées par la Caisse nationale de santé*

Dépôt : Thierry Giacometti, le 06.12.2019

***1456** - Demande de pétition publique : Les samedis payés à 50 % supplément*

Dépôt : Stéphanie Scombussolo, le 08.12.2019

***1457** - Demande de pétition publique : Déi journalistesch, finanziell a strukturell Onofhängegkeet vum Radio 100,7 garantéieren! / Garantir l'indépendance journalistique, financière et structurelle de la Radio 100,7 !*

Dépôt : Inga Ausekle, le 09.12.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir hätten nach gären en zousätzleche Punkt um Ordre du jour, an zwar géife mer gären den Här Minister Kox an d'Chamber ruffen, fir kloerzestellen, ob en eis d'lescht Woch ugeflunkert huet oder net. Mir konnten alleguerten de Moie liesen, wat d'Arméigewerkschaft fir eng Positioun anhëlt. An et ass hei op der Tribün gesot ginn. Deementspriechend hätte mer och gären, dass den Här Kox, en ass jo de Mëtte souwisou hei fir de Logement, eng Stellungnam géif ofginn, ob en eis ugeflunkert huet oder net.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Merci, Här Goergen. Mir wäerten als Chamber kucken, ob den Här Kox disponibel ass, fir dat dann eventuell ze arrangéieren.

Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

4. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt nach eng Motioun deposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. Dat kënnt Der dann am Fong direkt maachen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da maachen ech dat direkt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Dann hu mer dat hannerun eis.

(Hilarité générale)

Här Roth, Dir hutt d'Wuert. An Dir eleng hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hoffen, dass d'Iessen Iech gutt geschmaacht huet.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen d'nächst Woch iwwert de Budget of. An effektiv, dat ass net esou dobaussen duerchgeklongen, gesäit den Artikel 6 vun dem Gesetz iwwert d'Loi budgétaire nämlech vir, dass den Accisentaux, d'Maximaen dovunner, dass déi géifen ab dem 1. Januar, wann de Budget géif gestëmmt ginn, massiv an d'Luucht goen. Dat zielt souwuel fir de sougenannten Droit d'accise autonome; dee geet vun 100 op 130 Euro pro dausend Liter an d'Luucht. Dat zielt awer och fir déi sougenannt Contribution climatique, dat heescht dat, wat vun dem Spritt an de Klimafong fléisst. An dat zielt och fir déi sougenannt Contribution sociale, dat heescht dat, wat vum Spritt an de Beschäftegungsfong fléisst.

Wann de Budget also gestëmmt gëtt, da gi mer der Regierung, oder déi Leit, déi de Budget stëmmen, implizitt d'Autorisatioun iwwert de sougenannte Règlement grand-ducal d'urgence, dat heescht, wou de Staatsrot emol net muss gefrot ginn, fir d'Accisen um Spritt an d'Luucht ze setzen an domat de Bensinn an den Diesel ab dem nächste Joer kënne méi deier ze maachen.

Den Energieminister, den Här Claude Turmes, op engem vill gelauschterte „Background"-Interview de leschte Samschdeg um RTL, huet dat och ganz kloer confirméiert, wou e gesot huet, dass ee sech géif am Januar zesummesetzen, fir dann ze decidéieren, wivill de Spritt géif an d'Luucht goen. An ech si frou, dass eise Staatsminister, de Premier, hei ass, deen den 10. Dezember 2013 bei der éischter Regierungserklärung vu Gambia 1 gesot huet: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen."

Abee, mir huelen de Staatsminister beim Wuert a mir kafe keng Kaz am Sak. An ech ginn dervun aus, dass déi 31 Majoritéitsdeputéieren dat selwecht maachen als responsabel Volleksvertrieder.

Här Staatsminister, mir hätte gären, dass virun der Adoptioun vun dem Rapport vun dem Budget, dat ass net méi spéit wéi den nächste Freideg, d'Chamber an domat och d'Leit dobausse gesot kréien, ëm wivill d'Regierung plangt, de Spritt vum nächste Joer un an d'Luucht ze setzen. An, Här President, ech erlabe mer, Iech dann och an deem Sënn eng Motioun vun der CSV-Fraktioun ze iwwerreechen, wat ech heimadder gemaach hunn. An domadder ass déi Saach, wéi Dir gesot hutt, och gedoen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 6 du projet de loi n° 7500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 (« projet de budget 2020 ») prévoit une augmentation sensible des limites maximales du droit d'accise autonome sur les carburants, de la contribution sociale ainsi que de la contribution changement climatique dans la loi du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques, telle que modifiée ;

- considérant qu'une hausse des droits d'accise pourra ainsi être introduite ultérieurement par voie de règlement grand-ducal, le cas échéant, même par la voie d'urgence ;

- considérant que le projet de budget 2020 prévoit une hausse des recettes au titre de la « part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise » de l'ordre de 44 millions d'euros ;

- considérant les déclarations du Premier Ministre, Ministre d'État lors de la déclaration gouvernementale du 10 décembre 2013 que : « Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen » ;

- entendu les déclarations du Ministre de l'Énergie Claude Turmes sur les ondes de RTL dans l'émission « Background » du 6 décembre 2019 n'excluant pas une hausse des droits d'accise en janvier 2020 ;

- considérant que le rapporteur du projet de budget 2020 avait déjà déclaré le 26 novembre 2019 sur les ondes de RTL que : « Mir mussen och kucken, datt mer déi sozial Ausgläichsmoossname schafen, zemools fir déi Leit, deenen et hei zu Lëtzebuerg net esou gutt geet an déi vläicht méi Krämpes hunn, fir déi zwee Enner beieneen ze kréien » ;

invite le Gouvernement

- à renseigner la Chambre des Députés avant l'adoption du rapport sur le projet de budget 2020 sur l'envergure de la hausse projetée du droit d'accise autonome sur le gasoil, de la contribution sociale ainsi que de la contribution changement climatique,

- à faire en sorte que concomitamment à une hausse des droits d'accises sur les carburants, y compris les contributions sociale et climatique, des mesures soient adoptées pour compenser la charge supplémentaire en résultant, notamment pour les personnes dans le besoin.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da kënne mer zum Ordre du jour vun haut kommen.

5. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

Säit dem 1. Dezember 2019 ass den Här Nicolas Schmit europäesche Kommissär.

Laut Artikel 7 Paragraf 1 vum Akt vum 20. September 1976 ass dës Fonctioun mat där vum Europadeputéierten inkompatibel. Deemno ass dem Här Nicolas Schmit säi Mandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 201 vum Chambersreglement et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der LSAP dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzefëieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 20. Juli 2019 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Marc Angel.

Esou wéi den Artikel 201 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den Artikel 201 preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikelen 201 (2) an 198 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Marc Angel virum 6. Dezember um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piècen ofginn huet: eng Kopie vu senger Carte d'identité; ee Certificat de résidence; eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn; ee Formulaire, mat deem hie sech engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen; souwéi eng Attestatioun, datt hien net och simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet.

Mat der Awëllegung vum Här Marc Angel huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Marc Angel: seng zivill a politesch Rechter besëtzt; zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf; net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet; net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet; an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt den Här Marc Angel:

1. d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am 1. Paragraf vum Artikel 285 an am 1. Alinea vum Artikel 286 vum Walgesetz virgesi sinn;

2. vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 288 vum Walgesetz steet;

3. net simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet, konform zum Verbuet, deen am 12. Alinea vum Artikel 291 vum Walgesetz steet, a

4. datt hie sech iwwregens och derzou verflicht huet, nodeems seng Pouvoire vun der Chamber validéiert gi sinn, d'Demarchen ze ënnerhuelen, fir datt keng Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, méi bestinn, esou wéi dat am Artikel 287 vum Walgesetz an am Artikel 7 Paragraf 1 an 2 vum europäeschen Akt vun 1976 steet.

D'Pouvoire vum Här Marc Angel sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dës Konklusioun gëtt dem President vum Europaparlament nach haut matgedeelt.

6. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge vun der DP-Fraktioun matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt den Här Guy Arendt d'Madamm Joëlle Elvinger. D'Madamm Simone Beissel iwwerhëlt de Volet Tourisme vum Här André Bauler. An d'Madamm Carole Hartmann iwwerhëlt de Volet Tourisme vum Här Max Hahn.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire iwwerhëlt den Här Eugène Berger de Volet Energie an Aménagement du territoire vun der Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Eugène Berger d'Madamm Joëlle Evlinger.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

D'DP-Fraktioun proposéiert follgend Ännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ugeet:

Den Här André Bauler ersetzt d'Madamm Joëlle Elvinger als Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert den Audit iwwert de Filmfong, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Eugène Berger, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Félix Eischen als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Medieminister, Merci, dass mer haut kënnen an dëser Stonn iwwert déi Lëtzebuerger Filmbranche schwätzen.

Zanter elo bal 30 Joer gëtt de Filmsecteur zu Lëtzebuerg mat ëffentleche Suen ënnerstëtzt. Bis haut ass dat bal iwwer eng hallef Milliard Euro, dëst zanter dem Akraafttriede vum éischte Gesetz am Joer 1990.

Dëst ass och am Laf vun enge sëlleche Legislaturen ni weider a Fro gestallt ginn. An déi finanziell Hëllefe goungen och stänneg an d'Luucht a leien dëst Joer bei 37 Milliounen Euro. Suen, déi net un ëffentlech, staatlech oder kommunal Institutioune ginn, mee, wéi gesot, u Projete vu private Produktiounsfirmaen.

Tatsaach ass, am Laf vun de Jore goufen eng Onmass vu Filmer mat der Hëllef vun ëffentleche Gelder gedréit, dovunner haten der eng Partie Succès, emol méi, emol manner, och Filmer a Lëtzebuerger Sprooch. Esou wäit an esou gutt also.

Am Laf vun de Jorzéngte schéngt et awer elo esou ze sinn, dass de Filmfong sech zu enger Aart Staat am Staat entwéckelt huet, no bausse straalt an och heiansdo blénkt, mee keen, inklusiv mir als Kontrollorgan vun der Regierung, gesäit awer ëmmer an dës Welt an och hannert dës Kulissen. Wuel gouf a gëtt véiermol am Joer eng vum Filmfong publizéiert Lëscht publizéiert, op där da steet, wat fir eng Firma fir wat fir e Film wéi vill Sue kritt huet respektiv kritt. Ob dann awer déi produzéiert Filmer en Erfolleg hunn oder einfach vun der Bildfläch oder souguer am Tirang verschwannen, doriwwer gëtt et ganz rar e Feedback.

Esou och, an apaart fir déi sougenannt Koproduktiounen, bei deene Lëtzebuerg eng sekundär, dacks och eng tertiär Roll spillt. Esou bréngen déi auslännesch Firmen och ganz dacks hiren eegene Staff mat, fir no kuerzem Openthalt d'Land erëm ze verloossen. A wann déi Filmer dann am Ausland ulafen, gëtt een och wéineg gewuer, wéi se da lafen.

Eleng d'Diskussioun, Stéchwuert „retombée économique", gëtt dann dacks vun eisem Premier an de Mond geholl. A multiplë Question-parlementairen seet en, déi Sue fir d'Filmindustrie hätten eng net negligeabel sougenannt „retombée économique", also géifen eisem Standuert eppes bréngen a Saachen Aarbechtsplazen, Steieren, Iwwernuechtungen, nieft dem Imagegewënn fir Lëtzebuerg. Alles schéin a gutt, nëmmen dass bis dato keen oder relativ wéineg Néierschlag dovunner ze erkennen ass an och kee Feedback ze kréien ass.

Esou kann och net bewise ginn, wéi vill Leit am Secteur schaffen, wéi vill dass der ugemellt sinn, ausser dass doriwwer alt déi bossegst Fantasiezuelen zirkuléieren. Do gëtt alt gesot, et wäre bis zu 1.200 Leit. Mee et muss ee sech d'Fro stellen: Jo, wou si se dann?

Och de soziale Volet an där Branche schéngt méi wéi prekär ze sinn. Do ginn op engem Film eng sëlleche Leit, déi sougenannt „intermittents du spectacle", miserabel bezuelt oder mussen onbezuelt Iwwerstonne leeschten, soudass verschidde Mataarbechter wéi Statiste wäit ënnert dem Mindestloun leien. Dat hunn ech net erfonnt, och dëst gouf méi wéi eng Kéier an der Press ervirgehuewen.

Stéchwuert „Retour vun de geléinte Suen" dann, esou wéi am Gesetz virgesinn. Kuckt ee sech déi Tabelle genee un, da fält op, dass verschidde privat Firmen, déi vum Filmfong Sue kruten, Gewënner maache respektiv Dividenden ausschëdden an trotzdeem näischt oder ganz wéineg vun dëse Suen zréckbezuelen, obschonn dat am Gesetz kloer virgeschriwwen ass.

Beispiller: An de Joren 2014 bis 2016 sinn iwwer 106 Milliounen Euro via Filmfong u privat Firme verdeelt ginn, zréck koumen 9.150 Euro, dat sinn 0,008 %, also esou gutt wéi näischt.

Op d'mannst befriemend ass och d'Tatsaach, dass no zéng Joer de Filmfong selwer higeet an en Deel vun de Suen, déi hien de Produzente gëtt oder léint, wann een esou wëllt, als „irrécupérables" klasséiert, also ofschreift. Esou ass an der rezenter Zäitfënster vun 2014 bis 2018 d'Zomm vun 19 Milliounen zesummekomm. Dës Sue goufen ofgeschriwwen, eleng dëst Joer 5,5 Milliounen Euro.

Méi wéi kritikabel ass och d'Tatsaach, dass de Filmfong selwer de Wirtschaftspréiwer virschléit, deen da vun der Regierung ernannt gëtt.

An da si mer bei dem sougenannte „comité de sélection", deen zanter dem neie Gesetz vun 2014 nach just aus fënnef Leit besteet, wou virdru bis zu aacht Memberen drasouzen. Hei sëtzen elo en Direkter a seng riets Hand, d'Sousdirektesch mat dran an hunn domadder bal onbegrenzte Pouvoir.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung definéiert d'Ënnerstëtzungspolitik vum Filmsecteur esou am Koalitiounsaccord op der Säit 10. De Verwaltungsrot drënner soll et ëmsetzen a Propositioune maachen. Den Artikel 3 vum Gesetz vun 2014 seet: « Il veille à la mise en œuvre. » Elo stellt sech d'Fro: Huet d'Regierung hei de Kader gesat, fir dass de Verwaltungsrot déi Aarbecht och ka maachen? A mécht en dës Aarbecht dann och wannechgelift esou, dass de Comité de sélection ënnendrënner net ka maachen, wat e wëllt an engem quasi lofteidele Raum an do all Fräiheet huet?

Well, et gi jo elo eng Rëtsch Leit aus dem Secteur, déi hu sech an de leschte Wochen an Deeg manifestéiert. Déi soen, et ass eng reng Willkür, och wann de Projet gutt ass, mee wann et dem Direkter net gefält, da gëtt et näischt.

Eleng dës Diskussiounen, déi net nei sinn, hu warscheinlech - an net nëmmen dës Diskussiounen - zu engem Audit gefouert. An dat ass dann och sécherlech ze begréissen. Mee, wat den Audit iwwert de Filmfong betrëfft, deen ass elo zanter genee engem Joer fäerdeg, an zwar zanter dem 10. Dezember 2018. Du koum en an d'Chamber. Mee eréischt bis elo virun e puer Wochen ass en hei dann an de Chamberskommissioune behandelt ginn an diskutéiert ginn.

An dësen Audit gesäit sech selwer, an dat ass speziell, net als absolutt Referenz fir esou Exercicen. Zitat aus dem Audit: « Nos procédures et analyses ne comprennent aucun travail de vérification, et ne constituent sous aucune forme un audit conformément aux normes internationales de vérification ou de révision. » Et steet esou am Dokument vum 20.11.2018.

Mir ginn also 37 Milliounen aus fir de Filmfong a mir hu keng Suen, fir en uerdentlechen Audit ze bezuelen!

Esou war zum Beispill dem Audit och net opgefall, dass eng Firma fir 2014 an 2015 keng Bilanze virgeluecht huet an domadder kloer géint d'Gesetz verstouss hat. An trotzdeem kruten dës Leit tëschent 2014 an 2016 7 Milliounen Euro vum Filmfong ausbezuelt, wat beweist, dass keng seriö Kontroll gemaach gi wier, weeder vum Reviseur nach vum Fong selwer.

Dogéint hat den Audit a sengem Rapport op der Säit 33 geschriwwen, dass Interessenskonflikter kéinte bestoen an de Risk vun der Fraude bannent dem Fong gi wär. Dobäi geet et ëm e Produzent, deen zwou Firmaen huet, eng Pai vum Fong vu 70.000 Euro krut an zäitgläich tëschent 2014 an 2016 als Produzent 11 Milliounen Euro vum Fong krut fir seng Filmproduktiounen. Esou wäit also zum méiglechen Interessenskonflikt, deen, wéi gesot, och am Audit op der Säit 33 beschriwwe gëtt.

Dëst Joer am Summer hat ech dunn dem zoustännege Minister net manner wéi zwielef Froen zu dësem Sujet gestallt, mee déi Äntwerten, déi do koumen, waren esou wéi den Audit ... zimmlech soft. D'Press huet dëst opgegraff. Awer schonn am Abrëll dëst Joer hat den Onlinesite reporter.lu op Ongereimtheeten an Irregularitéiten a Saache Filmfong higewisen a konkreet Beispiller an Zuele genannt. RTL Televisioun koum dunn Enn November mat engem Dossier mat Zeienaussoen och op gelunge Fonctionnementer, Irregularitéiten an de Verdacht op „prise illégale d'influence" ze schwätzen. Firwat?

Kuckt ee sech déi offiziell Rapporte vum Filmfong am Detail un, an dat ass elo keng Geheimnistuerei, da fält op, dass verschidde Prozeduren, oder verschidde Produzente villméi, en série quasi illimitéiert ëmmer an ëmmer erëm fir eng sëlleche Filmer pro Joer zeg Millioune kritt hunn. Esou krut zum Beispill 2016 eng Firma d'Rekordzomm vun 9,3 Milliounen, eng aner krut der 8. An da ginn et Produzenten, déi zwou Firmaen hunn, déi och zäitgläich parallell Subsiden a Milliounenhéicht vum Fong accordéiert kréien.

De genannten RTL-Reportage, Dir Dammen an Dir Hären, war eng éischte Kéier no hanne geréckelt ginn. An der geschriwwener Press steet do geschriwwen, dass opgrond vun enger Interventioun vum Filmfong d'Diffusioun no hanne geréckelt gi wär. Wien huet dann do intervenéiert? A firwat?

Erstaunlech an interessant war allerdéngs, dass e puer Deeg virun der Diffusioun vum RTL-Reportage op eemol Beweegung an den Dossier koum, andeems den zoustännege Minister eng Pressekonferenz mat dem Auditeur gemaach huet. An der Budgetskontrollkommissioun du gouf sech unanime eens gemaach, dass een d'Cour des comptes soll mam Filmfong befaassen a geneesou soll auditéieren, wéi dat och bei deenen aneren Établissements publics gemaach gëtt, esou och nach eng Kéier an enger weiderer Sëtzung gëschter, wou preziséiert gouf, dass d'Cour des comptes sech bis ewell eemol domat befaasst huet. An dat war am Joer 2003, also viru 16 Joer.

An dann op eemol koum dunn och Liewen an d'Digitalisatiounskommissioun. A wann dobaussen, Dir Dammen an Dir Hären, vun „Omertà" am Filmfong geschwat gëtt, esou dierf dat net op d'liicht Schëller geholl ginn! Dat ass e Skandal an de Spaass ass elo eriwwer! Bedenklech an extreem alarmant ass nämlech de Fait, dass d'Journalistin vun RTL, d'Annick Goerens, kuerz no der Diffusioun vun hirem Dossier iwwert de Filmfong an hirer Bréifboîte doheem eng Warnung mat der Opschrëft „Mir wëssen, wou s du wunns, Madamm G." fonnt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass a kengem sengem Interêt - a kengem sengem! -, der Filmindustrie, wann ee se esou wëllt bezeechnen, de Krunn zouzedréien. Guer net! Et soll een houfreg kënnen op e gudde Filmsecteur sinn. Mee et muss an dësem Secteur drëngend auditéiert ginn, an zwar richteg, fir all déi néideg Konsequenzen draus ze zéien, spréch: Hei stelle sech nämlech d'Froe vun der Gouvernance vum Fong an och d'Responsabilitéit vun der Politik.

Hei huet d'Regierung eng Responsabilitéit. Wann d'Regierung déi net iwwerhëlt, da kann et sinn, dass de ganze Secteur entgleist. An dat schéngt jo awer de Moment e bëssen esou ze sinn. A wann dann d'Politik en Audit mécht, da wannechgelift maacht keen Alibi-Audit méi! An dann, ier d'Konklusioune gezu gi sinn, dass dann de Premier higeet an dem Fong schonn am Mäerz dëst Joer, éier also iwwerhaapt driwwer geschwat gëtt, éier iwwerhaapt hei an der Chamber an enger Kommissioun driwwer geschwat gëtt, éier iwwerhaapt Konklusioune gezu ginn, d'Zouwendungen ëm 4 Milliounen an d'Luucht setzt!

Dofir bleift d'CSV mat Nodrock der Meenung, dass hei net ouni Weideres eng Budgetserweiderung ka guttgeheescht ginn, bis hei d'Froe gekläert an déi néideg Konklusiounen a Korrekturmesuren en place gesat goufen.

Jo, mir solle weidermaachen, eise Secteur ze ënnerstëtzen, mee net esou weidermaache wéi bis elo, wéi wann näischt geschitt wär. D'Politik vun der Regierung fir de Filmsecteur ka sech net eleng doriwwer definéieren oder limitéieren opgrond vun enger Dotation budgétaire.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eischen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. De 16. Juli 2014 war et, ech hunn nogekuckt, dunn hu mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwert de Filmfong ugepasst, mat enger grousser Majoritéit deemools vu 57 Stëmmen. Dorënner waren och d'Stëmme vun der CSV, wéi Der Iech denke kënnt.

An am Debat iwwert déi Upassung - déi Upassung, déi iwwregens zum groussen Deel op eng Viraarbecht vum deemolege Minister François Biltgen baséiert huet - ass festgehale ginn, ech zitéieren: „Den audiovisuelle Secteur huet an de leschte Joren ëmmer méi Succès kritt an ass och méi bedeitend fir eis Wirtschaft. E schaaft net nëmme kulturellen a soziale Räichtum, mee och munch Aarbechtsplaz." Esou huet deemools d'Deputéiert Diane Adehm, viru fënnef Joer, hei op der Plaz gesot. A weider am Kontext mat Präisser u Lëtzebuerger Filmer: „Dës Auszeechnungen ënnersträichen d'Qualitéit vu Lëtzebuerger Produktiounen oder Koproduktiounen. Et gi kulturell héichwäerteg Filmer produzéiert."

Soll dat elo op eemol anescht sinn? Dat géif mech wonneren!

Effektiv ass et net vill aneschters gi wéi déi Jore virdrun oder déi Jorzéngte virdrun. Op alle Fall sinn och nach zanter 2014 eng Rei Succèsen ze verzeechnen. Ech mengen, et ass schonn awer remarkabel, wann ee gesäit, wat do Positives awer och fir den Image vun eisem Land dann ënnert dem Stréch derbäi erauskënnt. Ech mengen, mir haten an de leschte Jore 6 Nominatiounen an 2 Präisser um Festival vu Cannes, 4 Nominatiounen an 1 Präis zu Venedeg, 8 Selektiounen op der Berlinale, 11 Selektiounen a 6 Präisser um Festival vun Annecy, 2 bei de Golden Globes, 5 Nominatioune bei de Césaren, 4 Nominatioune bei den Oscaren, mat 1 Oscar 2014 fir „Mr Hublot". An esou virun an esou fort.

Och nach, fir ze soen, datt eng ganz Rei populär Filmer mat Hëllef vum Filmfong produzéiert ginn, déi soss iwwerhaapt net géife kënnen erauskommen. Ech nennen do just stellvertriedend de rezente „Superjhemp", „Rusty Boys", den Inspekter „Capitani", net ze vergiessen och d'Ënnerstëtzung vun der Serie „routwäissgro" op RTL. Nëmme fir ze soen, datt och 2014 op alle Fall keng Kriticke komm sinn, wéi mer d'Gesetz modifizéiert a verbessert hunn, an datt eigentlech do fir jiddwereen d'Welt an der Rei war. An duerfir verwonnert et awer trotzdeem schonn, datt op eemol elo déi lescht Wochen ...

(Interruption)

... vu verschiddene Säiten, a méi speziell eeben och vum Deputéierte Félix Eischen, dee jo elo och hei déi Heure d'actualité ugefrot huet ...

Iwwregens Heure d'actualité: Mir haten och schonn ... En hat schonn eng ganz Rei Question-parlementairen dozou gestallt, déi en da beäntwert krut. Mir hunn an der Kommissioun laang iwwert dee ganzen Dossier diskutéiert, wou och immens vill Äntwerte komm sinn, Erklärunge komm sinn zu Froen, déi en awer elo hei virdrun erëm opgeworf huet, oder Undeitungen esou an de Raum geworf huet, wou en awer scho muss soen, datt eigentlech do, an dat kann een dann och eng Kéier am Rapport vun där Kommissioun noliesen, schonn Äntwerte gi gi sinn. Duerfir, fannen ech, ass dat awer e bëssen hei Ueleg op e Feier, wat eigentlech och kee Feier ass, dropschëdden.

Op alle Fall, ech mengen, d'Regierung war ëmmer besuergt an huet och ëmmer gekuckt, fir datt, ech soen emol, alles dat, wéi de Filmfong schafft a wéi och do mat de Staatsgelder ëmgaange gëtt, wierklech och esou gemaach gëtt, wéi et virgesinn ass. An de Premier hat duerfir och, dat ass jo och de Ressortminister, en Audit iwwert de Filmfong an Optrag ginn, dee mam Constat „globalement positif" ofschléisst an e puer Recommandatioune gëtt, wéi de Fong nach besser kéint fonctionéieren. Dat ass en normale Virgang. An do ass och guer näischt dran ze verstoppe gewiescht!

Am Audit si verschidde Recommandatiounen, ënner anerem, fir sech méi op d'Distributioun ze fokusséieren. Déi sinn amgaangen, ëmgesat ze ginn. Den Audit schléit an Zukunft méi Transparenz, besonnesch bei de Refusen, vir a méi eng kloer Zilsetzung, wou de Fong hiwëllt. Ech mengen, dat si Punkten, un deene gëtt geschafft.

Schliisslech, mengen ech, sinn dat och Aarbechtsvirgäng, déi een ëmmer erëm soll kucken a wou een ëmmer erëm soll kucken, ob se kënne verbessert ginn. Dat ass also e permanenten Exercice. Et ass also och, wat ech domadder wëll soen, eng permanent Suerg vum Filmfong, fir ze kucken, datt déi Suen, déi se hu respektiv déi se dann och un d'Filmindustrie weiderginn, richteg an optimal agesat ginn.

Et muss een och preziséieren, datt de Filmfong déi agereechte Projeten zanter 2014 nach méi am Fong, och a puncto Qualitéit, kontrolléiert. Méi Analys, méi Kontroll, méi Selektivitéit an doduerjer besser Resultater. Ech mengen, hei gëtt permanent a gewëssenhaft gekuckt, fir déi bereetgestallte Budgete richteg anzesetzen, an och de Budget gëtt all Joer vun engem externe Reviseur ënnert d'Lupp geholl a gëtt der Regierung dann och virgeluecht. Einfach nëmmen, fir ze soen: Hei gëtt näischt verstoppt!

Mir hunn och keng Problemer, fir hei eppes ze verstoppen, respektiv d'Regierung. Mee, ech mengen, all déi Saachen, déi geholl ginn, all déi Auditen, déi gemaach ginn, all déi Virschlési, déi geholl ginn, fir ze kucken nach ze verbesseren, dat schéngt d'CSV net zefriddenzestellen. Si bleift bei Doutten. Si stellt Saachen an de Raum. An ech mengen, et gëtt een einfach do d'Gefill net lass, datt een awer do onbedéngt versicht, de Filmfong an e schlecht Liicht ze réckelen, ouni awer kloer da Ross a Reiter ze nennen.

Ech mengen, och wat verschidde Reprochen op der Televisioun ugeet: Do war jo e Reportage, wou anscheinend Illegalitéite geschitt sinn - iwwregens sinn dat der, déi zréckginn a Joren, wou d'CSV d'Responsabilitéit fir de Filmfong hat, Klammer zou -, ...

(Brouhaha)

... wann do esou Elementer sinn, da soll een déi un de Parquet weiderginn. Et ass jo och esou, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Déi si verjäert.

M. Eugène Berger *(DP).*- ... datt den Här Eischen den Audit jo och un de Parquet weiderginn huet.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Da soll de Parquet seng Aarbecht maachen.

Einfach nëmmen, fir ze soen, datt mir hei kee Problem hunn, datt mer hei wierklech op Transparenz setzen, fir dann och - well dat ass jo och dat, wat d'CSV gefrot huet, wou mer absolutt kee Problem hunn - nach eng Kéier zousätzlech e Rapport vun der Cour des comptes ze maachen. Och do kee Problem, fir dat ze maachen.

Mir hu gefrot, dat hu mer gëschter an der Kommissioun dann och esou festgehalen, datt een awer soll zéng Joer kucken, fir eventuell dann och kënne mat deem neie Gesetz vun 2014 ze vergläichen: Ass do elo op eemol dann anscheinend alles aneschters? Sinn do Saachen, déi net géife klappe par rapport zu deem, wat virdru war? Ech mengen: Kommt, mir waarden einfach dann dee Rapport vun der Cour des comptes of, fir eis Konklusiounen dann ze zéien!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Vläicht nach e Wuert um Enn, Här President, wann Der erlaabt, iwwert de Moratoire, deen d'CSV wëllt fir d'Erhéijung vum Budget vum Filmfong fir 2020. Ech mengen, et muss een éischtens wëssen, datt de Fong zanter dësem Joer seng Paie selwer bezilt a vum nächste Joer un och seng Loyeren. Dat heescht, do kommen da schonn eng ganz Rei Käschten op de Filmfong zou, déi eigentlech och do vum Budget schonn da verbraucht ginn. Dat heescht, ënnert dem Stréch bleiwe vun deenen 41 Milliounen, déi elo am Projet de budget stinn, nach 31 Millioune fir d'Aide à la production iwwreg.

Wann een do elo wëllt kierzen, ech mengen, da muss ee sech awer am Endeffekt froen, wiem een domadder schuet, well dat heescht ënnert dem Stréch, datt dem ganze Filmsecteur manner Suen zeguttkommen. Dat heescht, datt also eventuell ka manner produzéiert ginn. Dat heescht, datt am Endeffekt och manner Leit kënnen am Filmsecteur ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Berger, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Voilà!

(Protestations)

Einfach, Här President, fir als Konklusioun ze soen, datt mir ...

(Protestations et brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, den Här Berger huet d'Wuert nach fir e puer Sekonnen!

(Brouhaha général)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, einfach fir ze soen, datt mer op alle Fall kee Problem hu mat der Transparenz, datt Audite gemaach gi sinn, datt mer déi gekuckt hunn. Datt mer och kee Problem hunn, datt och nach zousätzlech d'Cour des comptes kuckt. Da kommt, mir waarden d'Konklusiounen dovunner of! Wat elo néideg ass, dat ass, datt awer nees Rou an dee Secteur kënnt, datt och do nees ka besonne geschafft ginn an datt mer kucken, datt do weiderhi flott Produktioune geschéien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Berger. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch agedroen. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Richteg bewosst, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Bedeitung vum Filmfong sinn ech mir am Fong bei zwou Geleeënheete ginn. Déi éischt war 2014, wou ech, wéi ganz vill Leit hei am Land, ganz vill patriotesch Gefiller hat, wéi eng Lëtzebuerger Koproduktioun, de „Mr Hublot", en Oscar kritt huet. An déi zweete Kéier war beim Filmpräis 2018 (veuillez lire : 2014), wou mat enger Vehemenz, wéi een et bei esou feierleche Geleeënheeten eigentlech net gewinnt ass, gefuerdert ginn ass, dass dee Secteur méi ëffentlech Gelder sollt kréien.

Fakt ass deen, dass eigentlech déi zwee Evenementer Ausléiser derfir waren, fir 2014 e Reformprozess ze entaméieren. Mir hu jo och deemools e Gesetz gestëmmt, haaptsächlech am Zesummenhang, wat de Regimm vun den Aiden an och déi decisionell Strukturen ugeet. An 2018 ass am November en Audit fäerdeggestallt ginn, wou et haaptsächlech drëm geet, fir de Fonctionnement ënnert d'Lupp ze huelen an och déi intern Prozeduren am Detail ze kucken.

Ech wëll direkt agangs soen, dass et fir eis als LSAP selbstverständlech eng Evidenz ass, dass et iwwerall do, wou ëffentlech Gelder attribuéiert ginn, fest Reegele muss ginn, seriö geschafft muss ginn an uerdentlech muss kontrolléiert ginn.

A wann ee weess, dass am Filmfong vun 1999 un iwwer 400 Milliounen u Gelder, un ëffentleche Gelder, Steiergelder attribuéiert gi sinn, dann ass et fir eis natierlech evident, dass dee Secteur do derzougehéiert. 2003 war dee

leschte Spezialrapport vun der Cour des comptes, an dofir begréisse mir et an hunn eis och dofir mat staarkgemaach an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dass elo en neie Spezialrapport vun der Cour des comptes kënnt an dass deen iwwert déi lescht zéng Joer och nach eng Kéier a Saache Finanzen alles kontrolléiert.

Stéchwuert: Finanzen. Dat kléngt e bëssen esou, wann ee verschiddene Leit nolauschtert, wéi wann ee sech do an enger Grauzone géif beweegen. Trotzdeem muss een awer soen, dass et am Gesetz virgesinn ass, dass all Joer iwwer e Réviseur d'entreprises, deen iwwregens all fënnef Joer changéiert, e Rapport financier gemaach gëtt. Dee geet dann un de Verwaltungsrot an e muss do guttgeheescht ginn. E brauch eng Decharge am Regierungsrot. An dat Ganzt ass wierklech eng Obligation légale, an d'Konte si public. Dofir, fir do ze soen, mir géifen eis an enger Grauzone beweegen, dat, mengen ech, ass net esou ganz richteg.

An da steet och am Raum zënter Wochen, zënter Méint esou eppes, wat awer ganz no kléngt no Dysfonctionnementer. Och heizou wëlle mir betounen, dass, wann een en Audit an Optrag gëtt an deen Audit seriö hëlt, dat heescht, fënnt, dass dat en Audit ass, dee « selon les règles de l'art » ausgeschafft ginn ass - an ech hu keen héieren, deen dat bei dësem net fënnt -, wann dee feststellt, dass hei keng grav Manquementer, keng Abuse geschitt sinn an dass de reglementaresche Kader an d'Prozeduren, wéi ee seet, « solides et bien conçus » sinn, da muss een awer mat deenen Ënnerstellungen ophalen! Da geet et net drëm, dass een déi Behaaptunge vun Dysfonctionnementer a vun Abusen einfach am Raum stoe léisst. Dat fanne mir net gutt.

Wat mer awer gutt a wichteg fannen, dat ass, dass een déi Verbesserungsvirschléi, déi an deem Audit sinn, konkreet opgräift. Ech wëll se elo net alleguer hei nennen. Se hunn alleguer ze di mat Transparenz, mat de Selektiounsmechanismen, mat der Vereinfachung vu Prozeduren - dat ass fir eis ganz wichteg -, „one-to-one"-Approche, wou och gekuckt gëtt, wivill Gelder am Land investéiert ginn, Reserv uleeën, fir dass een net en cours de route op eemol keng Sue méi huet, wann nach gutt Projete kommen, d'Qualitéit akloen, Exzellenz ustriewen an och de kommerzielle Volet verstäerkt berücksichtegen inklusiv déi Fro vun de Remboursementer.

Vläicht hei awer trotzdeem och eng Nuance bei deene Remboursementer. Et ass schonn hei ugeklongen, de „Superjhemp", dat war ee vun eise gréisste Succèsen. En hat 60.000 Entréeën an de Kinoen. En huet vill Suen eragespillt. En huet 3,6 Millioune kascht, dovunner huet de Filmfong der 2,7 bezuelt. An do sinn effektiv Recettë komm; vu Gewënner kann een net schwätzen. An do wäerte Remboursementer un de Filmfong geschéien. Ëm déi 30.000 ginn do estiméiert fir d'nächst Joer. Just fir Iech ze soen: Mir sinn awer hei an engem Zeenario wéi vill aner europäesch Länner och, dass dat wierklech e Secteur ass, deen net kann ouni staatlech Hëllefe fonctionéieren an dass mer dofir och musse kréien, och wann ee wëllt kleng Produktiounen ënnerstëtzen, zum Beispill wou eise Patrimoine culturel en valeur gesat gëtt, domadder weidermaachen.

Ech wëll ofschléissend betounen, Här President, dass mir dozou stinn, dass mir der Meenung sinn, dass dee Reformprozess muss weidergoen. Mir wäerten deen aktiv als Fraktioun, als Partei mat begleeden. A mir sinn awer och der Meenung, dass et hei net nëmmen drëm geet, fir nach en Oscar unzestriewen, wat positiv wier, mee dass et virun allem drëm geet, fir eis kulturell Villfalt, déi mir hei am Land hunn, wou dat heiten e wichtegt Stéck dovunner ass, fir déi ze garantéieren an oprechtzeerhalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här Chamberspresident. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, virewech e puer faktuell Informatiounen ze soen.

Am Mee 2018 huet de Medieminister en Audit an Optrag ginn, deen de Filmfong an d'Filmbranche sollt préiwen a Prozesser a Mechanisme sollt ënnert d'Lupp huelen, dëst éier hien d'Decisioun wéilt huelen, ob, wéini a wéi vill d'Filmbranche un zousätzleche Gelder sollt kréien.

D'Resultat vun dësem Audit, etabléiert vun der Firma Value Associates, koum am November 2018 un d'Regierung an och un d'Chamber, woubäi dës zu deem Moment jo aus bekannte Grënn nach e bësse manner aktiv war. An de folgende Méint huet de Medieminister den Optrag un déi selwecht Firma Value Associates ginn, fir véier Atelieren ze organiséieren an e sëllechen Interviewe mat Vertrieder vum Secteur ze féieren.

Dës Consultatioun mat de Vertrieder vum Secteur, vu Schauspiller iwwer Produzenten zu Vertrieder vum Filmfong, hätt de But, dem originalen Audit eng Suite ze ginn, fir d'Prozesser a fir all Bedeelegt ze verbesseren.

D'Resultater vun dësem Prozess goufen am November dëses Joers presentéiert.

Fir de finanzielle Kontrollmechanismus vun den ëffentleche Gelder vum Filmfong un déi eenzel Projeten zousätzlech ze kontrolléieren, huet d'Budgetskontrollkommissioun an deene leschte Wochen entscheet, e Rapport spécial zum Filmfong bei der Cour des comptes an Optrag ze ginn. Dernieft sollt op dëser Plaz gesot sinn, dass déi eenzel Produktiounen, déi finanziell Ënnerstëtzunge vum Fong kréien, obligéiert sinn, e järleche Finanzaudit ze maachen.

D'Demarchë vum Medieministère bezüglech dem Auditéieren a senge Suitten erschénge mer net nëmme logesch, mee och zilorientéiert. Beim Filmfong géllt et, dem Secteur ënnert d'Äerm ze gräifen, dat finanzieller Natur als Core Business, mee och hannendrun d'Qualitéit an d'Transparenz als Kärverdeelungsmechanismus héichzehalen.

Zum Audit vum November 2018.

De Montant vu 34 Milliounen Euro geet dem wuessende Secteur net duer. 2018 waren d'Mëttele vun deem Joer schonn an der Hallschent opgebraucht. A schonn ëfters ass och an der Vergaangenheet vun engem Kuch rieds gaangen, deem seng Stécker ëmmer méi kleng géife ginn.

Eng Reserv vun 59 Milliounen Euro steet bis elo onugepaakt op der Säit. Den Auditeur stellt d'Fro, ob een dës net notze kéint. „De wirtschaftlechen Impakt vum Filmsecteur wär schwéier ze moossen", esou seet den Auditeur a berifft sech bei dësem Punkt op déi niddreg Spectateurszuelen. Ausserdeem verweist den Auditeur drop, dass weeder ekonomesch nach kulturell Ziler un d'Vergab vun de finanziellen Hëllefe gekoppelt sinn an domat de Risiko erhéicht wär, dass d'Produzenten hir Gelder onofhängeg vum Resultat vum Film kasséieren.

Dëse Punkt ass vläicht aus ekonomescher Siicht net ganz falsch, woubäi den Auditeur heibäi ganz kloer de kulturelle wéi gesellschaftlechen Aspect vum Film a senger Plus-value an der nationaler wéi internationaler Kulturzeen ausklamert.

Eng weider Reflexioun ass, fir de Comité de sélection, deen aktuell aus fënnef Leit, notamment dem Direkter vum Filmfong, besteet, op siwe Leit eropzehiewen, fir esou eng méi equilibréiert Entscheedungsfannung ze garantéieren.

De potenzielle Risiko vum Interessenskonflikt tëscht Mataarbechter vum Filmfong, déi gläichzäiteg Beneficiaire sinn, weist den Audit ausserdeem op. De Follow-up-Rapport mat den ausgeschaffte Recommandatioune weist op verschidde Besoinen hin, déi dem Fonctionnement vum Fong an der Verdeelung vun de Gelder hëllefe sollen. Zum enge gëtt e klore Besoin ausgedréckt, dass et méi Statistiken iwwert de Filmsecteur misst ginn. „You cannot manage what you cannot measure", esou titelt den Auditeur en, eiser Meenung no, och ganz zu Recht.

D'Transparenz an d'Krittären, no wéi engen Aspecten a Schwéierpunkten e Film soll gefërdert ginn, sollen och méi kloer opgeschlësselt ginn. Hei weist de Fong sech oppe vis-à-vis vun der Iddi, dem Comité de sélection eng Grille d'évaluation ze ginn, déi op Basis vu verschiddene Krittären opgebaut ass.

D'Politik dierf der Kultur keng inhaltlech Virgabe maachen, wéi se hir Konscht ze gestalten huet, esou huet d'Politik sech och net an d'Krittäre vun der Produktioun anzemëschen. Dofir gëtt et de Comité de sélection, fir dës ze etabléieren an d'Krittären transparent ze kommunizéieren an och uschléissend de Produzenten deen néidege Feedback ze ginn.

Här Chamberspresident, de Filmsecteur zu Lëtzebuerg, genau wéi deen an Europa an an der ganzer Welt, ass finanziell ofhängeg vu Staaten, Regiounen a Stied; vun der ëffentlecher Hand also. Dass de Secteur soll effizient, transparent a qualitativ héichwäerteg fonctionéieren a sech déi néideg Qualitéitsoutilen inklusiv Kontrollmechanisme ginn, erschéngt mer evident.

Dofir begréisse mir als gréng Fraktioun d'Demarchë vum Audit a vun den uschléissende Recommandatiounen a fannen, dass dësen onofhängege Bléck vu baussen eng Plus-value fir den interne Fonctionnement ass. De Secteur huet sech ausserdeem eng gemeinsam Visioun an e Selbstverständnis ginn.

D'Resultat vun dësem politesch dach liicht iwwerstrapazéierten Audit - wou et jo schonn domadder ugaange war, dass d'Oppositiounsdeputéiert méintelaang vum Minister eng Kopie vum Audit gefuerdert hunn, obwuel si se scho bal e Joer laang an der Chamber an hirem Courrier leien haten -, dëst Resultat dierf elo kengesfalls dat sinn, dass e ganze Secteur diskreditéiert gëtt an och finanziell soll drënner leiden, wéi vun der gréisster Oppositiounspartei gefuerdert.

De Lëtzebuerger Filmstanduert kascht e stolze Präis, mee e Präis, dee mer gäre solle bezuelen, well et en Investissement an d'Kultur ass, eise Patrimoine, zeg Honnerten Aarbechtsplazen an eng Kreativindustrie an och e klore Bäitrag zum sougenannten Nationbranding.

De Filmstanduert suergt derfir, dass Lëtzebuerg an der Welt nach mat aneren Theemen a Verbindung bruecht gëtt wéi just der Finanzplaz.

Dëse Secteur brëngt Mënschen zesummen, federéiert a verschafft eis Geschicht, eis Gesellschaft, eis Kultur. De Filmsecteur ass enorm gewuess an d'Zuel vun de Produktiounen a Koproduktiounen, déi national an international Succès hunn, wiisst ganz däitlech. Ech wëll elo net hei nach weider op déi verschidde Präisser agoen, se goufe vu menge Virriedner scho vill ernimmt, mee mir waren alleguerten 2014 stolz wéi Oscar, wéi mer den Oscar gewonnen hu mam „Mr Hublot".

De Secteur ass innovativ an erfënnt ëmmer erëm nei Formater wéi „routwäissgro" vun RTL mam Filmfong oder der Ënnerstëtzung vun ëmmer méi Virtual-Reality-Formater.

Ma „poznennö!" - fir mam Superjhemp senge Wierder hei ze schléissen -, loosst eis de Filmsecteur qualitativ a quantitativ ënnerstëtzen, begleeden a verbesseren, mee op kee Fall a Fro stellen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Eugène Berger Merci soen, datt en hei drop higewisen huet, datt 2014 dräi waker Deputéiert géint déi dote Geschicht gestëmmt hunn. Dat waren déi vun der ADR!

Mir haten deemools zwee Haaptkritikpunkten, an déi erweise sech haut am Nachhinein als absolutt gerechtfertegt.

Dat Éischt war d'Héicht vun de Moyenen, déi hei zur Verfügung gestallt ginn, par rapport zu deene gerénge Moyenen, déi aner Kulturschaffend, an hei an éischter Linn d'Theateren, hei am Land hunn.

Dat Zweet ass de Fait, datt d'Filmer fir den Tirang produzéiert ginn, well d'Produzente méi Sue verdéngen, och an hir eegen Täsch, wa se en neie Projet uginn, amplaz d'Commercialisatioun vun hirem fäerdege Film ze bedreiwen. Dat géif ech nennen: « C'est faire de l'art pour l'art. »

Och deemools hu mer hei scho gefuerdert, e qualitativen Audit ze hunn. Et geet net ëm méssbräichlech Verwendung vu Gelder, et geet drëm: Wéi ginn déi Filmer gewisen a wat brëngen déi Filmer tatsächlech?

A mir hunn deemools gefuerdert ..., an ech hunn an der Kommissioun och nëmmen hallef am Geck gesot: Fir dem Steierzueler Merci ze soen, datt e 40 Milliounen d'Joer ausgëtt fir dee Gimmick do, da kommt, mir schécken em wéinstens eng DVD heem vun deene Filmer, déi e bezuelt huet!

Rezent sot eise Premier- a Medieminister: « J'ai le portefeuille à droite et le cœur à gauche. » Dat mam « cœur à gauche » kann ech net beurteelen, mee dat mam « porte-monnaie à droite », dat stëmmt garantéiert net! Well « droite » ze sinn, konservativ ze sinn, heescht, méiglechst wéineg Staatsdepensen ze hunn an de Steierbierger hir Suen ze loossen an net 40, 50 oder méi Milliounen d'Joer auszeginn, just fir sech zu Cannes um rouden Teppech kënnen ze pavanéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Diskussioun ronderëm de Filmfong an d'Lëtzebuerger Filmindustrie ass leider zënter e puer Méint vergëft. Se ass vergëft doduerjer oder déi Vergëftung huet hiren Héichpunkt fonnt, andeem eng Journalistin effektiv Drounge kritt huet. Eppes, wat, mengen ech, intolerabel ass an enger Demokratie, a wou mir eis och alleguerte sollte kloer dergéint ausschwätzen.

D'Diskussioun ass awer op där anerer Säit och vergëft, well eigentlech versicht gëtt vu verschiddene Leit, e ganze Secteur a Verruff geroden ze loosse wéinst Manquementer - eventuelle Manquementer - vun Eenzelnen. An de Problem dobäi ass, datt mer et hei mat engem Secteur ze dinn hunn, deen zwar wéi e Marché funktionéiert an no de Reegele vun engem Marché, dat heescht och profittorientéiert funktionéiert a Profitter och ausschëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit ass et e Marché, deen zu 85 % staatlech subventionéiert ass.

An et ass scho richteg, wann d'Representantë vun de Leit - d'Deputéiert -, Froe stellen an a Fro stellen, wéi d'Gerance vun deene Suen, vun deene 85 %, gemaach gëtt. An dat ass d'Spannungsfeld, an deem déi Debatt hei stattfënnt: op där enger Säit eng marchésorientéiert Profittlogik, an op där anerer Säit eppes, wat zu 85 % staatlech finanzéiert ass.

An ee Stein des Anstoßes, op deen den Här Eischen jo och higewisen huet, war oder ass d'Fro vum Zréckbezuele vun eventuell erwirtschafte Benefisser. An ech wëll drun erënneren, den Här Berger huet elo duergestallt, wéi wa mer 2014 zu 57 alleguer dee Projet ganz gutt fonnt hätten. Ech wëll awer drun erënneren, datt schonn 2014 déi Froen, mat deene mer et haut ze dinn hunn, opgeworf goufen. Et war 2014 de Justin Turpel, deen d'Fro gestallt huet: „Jo, mee wéi gesäit dat dann aus an Zukunft, wéi dat Zréckbezuele soll sinn?"

Am Gesetz steet, datt et d'Méiglechkeet gëtt vum Filmfong, eng Derogatioun auszeschwätzen, datt net muss zréckbezuelt ginn. An d'Ausféierungsbestëmmunge sollen an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn, also wat d'Krittäre sinn, fir net zréckzebezuelen. Ech hunn op jidde Fall bei Legilux bis elo nach keen esou ee Règlement grand-ducal fonnt!

(Interruption)

Dat ass e strukturelle Problem. An doduerch hu sech Usagen agefouert, wéi Amortissementer an der Vergaagenheet gemaach gi sinn, wat akzeptéiert ginn ass vum Filmfong zesumme mat der Filmindustrie. An dat ass e strukturelle Problem, dee mer hunn an deen zu där Vergëftung bäidréit. An ech mengen, datt et d'Aufgab vun der Regierung respektiv vun der Chamber ass, fir do méi kloer Reegele festzeleeën, déi Reegelen, déi, mengen ech, jiddwerengem hëllefen, sech ze orientéieren a méi eng Transparenz dranzebréngen.

Dann ass ëmmer erëm d'Fro opgeworf gi vun de Retombée-économiquen. Dat ass eng ganz geféierlech Diskussioun, wann ee bestëmmt Secteuren un hire Retombée-économiquë wëllt moossen, well da misst ee jo och soen: Wat sinn d'Retombée-économiquë vun eise Sportsinvestitiounen, déi mer maachen, a Sportsinfrastrukturen?

Et misst ee souguer kënne soen, bei all Grondschoul, déi ee baut: Wat sinn dovunner d'Retombée-économiquen? Ech mengen, datt et verschidde Saache sinn, wou ee sécherlech soll Efforte maachen, fir Saachen ze moossen, mee wou een awer och e ganz kloert Bekenntnis muss maachen: Mir wëllen dat, well dat e Wäert u sech ass, well d'Grondschoul an d'Educatioun e Wäert u sech sinn, well Sport e Wäert u sech ass a well Kultur an och well vill e Wäert u sech ass.

Deen Audit, dee gemaach ginn ass, huet éischter op punktuell Problemer higewisen, huet verschidde Recommandatiounen ausgeschwat: Recommandatiounen, déi deelweis a mengen Aen och ganz nozevollzéie sinn, aner Recommandatiounen, wou ech fäerten, datt et riskéiert, eventuell an eng falsch Richtung ze goen, well wann een op de Wee wëllt goen, fir d'Förderungsméiglechkeet vun engem Projet dorunner ze moossen, wat säi Potenzial um Box Office ass, a wann dat méi staark soll ponderéiert gi wéi an der Vergaangenheet, da riskéiere mer, datt wierklech just nach déi ganz grouss Boîtte mat deene ganz grousse kommerzielle Filmer subventionéiert ginn. Ech mengen, datt dat e geféierleche Wee ass, wou mer eigentlech de Contraire vun deem erreechen, wat mer missten erreechen.

Et ass virdrun e puermol gesot ginn, datt de Filmsecteur an deene leschten 30 Joer eng enorm Entwécklung duerchgemaach huet. Ech mengen, datt déi Diskussioun ... Wa mer eppes Positives sollen dorauser huelen, aus där kuerzer Debatt, déi mer hei hunn, da soll et dat

sinn, datt verstäerkt soll, vläicht net op de Box Office gekuckt ginn, mee verstäerkt soll gekuckt ginn, datt Filmer „made in Luxembourg" e Qualitéitslabel gëtt, e Qualitéitslabel, op dee mer alleguer kënnen houfreg sinn, an datt déi qualitativ Krittären an Zukunft nach méi staark sollte berücksichtegt ginn an all deene verschiddenen Domänen, an all deene verschiddene Sparten, wou produzéiert gëtt.

Zur Propositioun, an domat halen ech op, vum Moratoire vun der CSV hu mir eis och scho geäussert. Mir fannen dat keng gutt Iddi, well domadder indirekt e ganze Secteur a Sippenhaft geholl gëtt fir dat, wat Eenzelner eventuell, an de Parquet ass jo amgaang ze enquêteieren, u Versäumnisser geleescht hunn. Ech mengen, dat ass net dee richtege Wee. Wa mer esou géife fueren, da misste mer Moratoiren op ganz vill Saachen ausschwätzen. Ech mengen, kommt, mir kucken no vir! Kommt, mir kucken, datt mer dee Qualitéitslabel an déi qualitativ héichwäerteg Produktioun hei zu Lëtzebuerg hikréien!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Piraten sti ganz kloer fir eng staark Filmzeen an och fir eng Kultur. A mir wëllen drop opmierksam maachen: Et geet net drëm, eng ganz Zeen ënner Generalverdacht ze stellen, et geet awer drëm, fir déi Problemer, déi offensichtlech sinn, unzepaken a Léisungen ze sichen.

Déi Problemer beim Filmfong sinn erëm typesch Lëtzebuerger Modell: ee ganz no um Premier senger Partei stoenden Direkter, dee quasi als Eenzelpersoun iwwert de Fong herrscht an ze vill selwer entscheede kann.

Mir schwätzen hei net vun e puer Euro, mee vu Milliounen, iwwert d'Jore gerechent vun horrenden Zommen. Dofir fuerdere mir Piraten och e kloren an déiwen Audit, an zwar och een, deen d'Facturë vun de Produktiounsfirmae kuckt: Wat hunn déi wierklech den eenzelne Leit bezuelt a wat gouf un de Filmfong verrechent?

Lauschtert een de Majoritéitsparteien no, dierfen do am Audit keng Feeler méi erauskommen. Dann hoffe mer och, dass dat esou wäert sinn.

Dann: Wat ass mat allem, wat kaaft ginn ass a wat de Filmfong bezuelt huet, geschitt? Wou ass dat Material hikomm? Gouf et benotzt? Den Här Berger huet gesot: „Do ginn et extern Préifer. Jo, e Réviseur d'entreprises, deen de Filmfong selwer bestëmmt huet. "

Mir roden och der Regierung, fir juristesch Moossnamen ze préiwen, fir déi Bedrounge vun de Leit aus der Zeen, déi ënner Drock gesat gi sinn, fir de Mond ze halen. Et kann och net sinn, dass hei am Land Journalisten, déi esou Fäll opdecken, doheem bedrot ginn.

Mir fuerderen eng kloer Reaktioun vun der Regierung, egal wéi no den Direkter vum Filmfong hir steet. Hei muss d'Regierung hir Responsabilitéit huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staats- a Medieminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virop der CSV-Fraktioun Merci soen, dass si dës Aktualitéitsstonn och gefrot huet. Et gëtt eis nämlech d'Geleeënheet, iwwer e Secteur ze schwätzen, dee wichteg ass fir onst Land an zanter sengen éischte Schrëtt a senger Kreatioun och e grousse Succès fir onst Land bruecht huet. Den Erfolleg ass allgemeng unerkannt an e gëtt och politesch net a Fro gestallt.

An erlaabt mer och, der CSV hire leschte Walprogramm ze zitéieren, dass de Filmsecteur sech zu engem reelle Wirtschaftssecteur entwéckelt huet an dem Land a Saachen Image gehollef huet, wou och de Filmfong eng zentral Roll spillt. An ech zitéieren d'CSV och op der Säit 58 vun hirem Walprogramm, wann ech soen, de Filmfong ass e wichtegt Instrument, wou een d'Gesetz an d'Organisatioun no 30 Joer Existenz misst analyséieren, bewäerten an entspriechend upassen. Mir wëllen d'Entwécklung an deem Secteur weider begleeden.

Ech ginn, Här President, der gréisster Oppositiounspartei hei an dësem Parlament vollkomme Recht. Se huet just verpasst, dass d'Regierung dat och gemaach huet, wat hei gefuerdert gëtt. An zwar huet d'Regierung virun deene leschte Walen domadder ugefaangen. D'Gesetz ass 2014 ugepasst ginn an de Fonctionnement ass virun de Walen ënnert d'Lupp geholl ginn an déi Upassungen iwwert de legale Kader eraus sinn och amgaang ëmgesat ze ginn.

Do wiere mer da bei engem zentrale Punkt: dem Audit, iwwert dee jo esou vill geschwat gëtt déi lescht Zäit, mee och vill Falsches gesot ginn ass. Dat muss een och soen.

Ech wéilt domat ufänken, ze ënnersträichen, firwat den Audit iwwerhaapt komm ass. Den Audit war net vun enger Budgetskontrollkommissioun komm, war net vun enger Oppositiounspartei komm, war net vun enger Cour des comptes komm. Et war keen aneren, deen et gemaach huet, wéi d'Regierung an deen zoustännege Minister, deen haut virun Iech steet.

Et gouf 2017 nämlech och schonn Diskussiounen iwwert de Budget. A fir mech war et wichteg, dass een duerfir och, éier ech eng Erhéijung géif envisagéieren, soll fir d'éischt eng Kéier am Fong analyséieren, wat de Secteur wierklech ass, wéi en opgestallt ass a wéi och de Filmfong als Vecteur vun der staatlecher Ënnerstëtzung fonctionéiert. Dat ass den Ursprong am Fong vun där Analys an et war ganz eleng meng Decisioun, dat ze maachen. An ech stinn och dozou.

An ech si frou, dass mer dat gemaach hunn, well et huet eis gewisen, dass en effet de Secteur eng grouss Valeur fir onst Land huet, mee awer och dass et eng direkt an eng indirekt wirtschaftlech Retombée huet.

Den Audit huet och als Resultat, dass d'Organisatioun vum Filmfong professionell a gutt ass. Den Audit schwätzt vun engem « bon fonctionnement général » vum Filmfong, dee seng Missioun korrekt ausféiert, Säit 80. Et gëtt ausdrécklech drop higewise Säit 28, dass de Conseil d'administration eng wichteg Roll spillt a Presenz vun dräi Ministèren - Kultur, Finanzen a Medien - a gëtt zentral och ervirgehuewen.

Et ass de Conseil d'administration, deen de Budget opstellt, wou Personalfroen, Kontrakter an intern Reglementer och gekläert ginn.

Den Audit huet ënner anerem och festgestallt, dass et e « cadre de gouvernance solide » gëtt, Säit 15, dass déi gesetzlech Grondlag also den Ufuerderunge gerecht gëtt.

Den Audit huet och festgehalen, Här President, dass de Prozess vun Hëllefe fir d'Projete professionell ofleeft, dass d'Membere vum Comité de sélection gutt virbereet sinn an d'Projete gutt kennen an dass de Prozess gutt dokumentéiert ass. Fir déi, déi et sichen: Säit 48.

Den Audit stellt och mat Zefriddenheet fest, dass déi Projeten, déi vum Filmfong eng Hëllef accordéiert kréien, weider begleet a kontrolléiert ginn. Fir déi, déi et sichen: Säit 50.

Et gëtt also net op ee Coup eng Hëllef iwwerwisen an dann net méi gekuckt, bis de Film am Kino leeft. De Contraire ass de Fall. De Prozess leeft an Tranchen an et gëtt permanent iwwerwaacht, wou d'Realisatioun och drun ass. An den Audit stellt iwwregens dann och fest, dass et effektiv en Invest a keng Depense ass, wann de Filmfong, also de Staat, e Secteur ënnerstëtzt.

Ronn en Drëttel vun de Sue fléissen direkt via Steieren an TVA zréck un de Staat. Mee och déi aner dräi Véierel si Suen, déi zum gréissten Deel hei an der Ekonomie bleiwen, vu dass de Filmfong och nëmmen en Deel vum Budget ausmécht, deen de Projet effektiv och kascht. Et soll kee soen, dass hei nëmmen 100 % ëffentlech Gelder sinn. Ech mengen, den Här Baum huet jo och gesot: „De groussen Deel."

Mee et ass och nach en aneren Deel, deen heihinner kënnt, fir iwwerhaapt kënne Produktioune méiglech ze maachen. Natierlech kënnt och d'Presenz vun deem Secteur ... Beruffer, déi entstinn an der Kreativwirtschaft, esou wéi et och gesot ginn ass, Talenter, déi sech hei etabléieren, an e Vivier entsteet, deen och eng Bedeitung huet fir aner Secteuren. Fir déi, déi et sichen, ass dat Säit 77.

Dat ass fir mech net dat Wichtegst, Här President, et ass awer och wichteg. De Filmsecteur huet tatsächlech och eng Bedeitung fir de Wirtschaftsstanduert, mee net eleng. An ech mengen, hei ass och gesot ginn, dass et en Deel vu Kultur, en Deel vun deem Spigel ass, dee mer heiansdo brauchen, virun allem an onsen Zäiten heiansdo virun d'Nues gehale musse kréien, fir och heiansdo mat de Realitéite konfrontéiert ze ginn an eeben och deenen, déi de Film maachen, déi Méiglechkeet kënnen ze ginn, eis dee virun d'Nues ze halen.

Une voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Den Audit huet awer och, Här President, an et ass net iwwerraschend, e puer Schwaachstelle festgestallt. Dat gëllt notamment fir d'Transparenz. Et ass méiglech, méi Transparenz eranzebréngen, besonnesch wat negativ Decisiounen och vum Comité betrëfft. Et muss vereinfacht ginn an et brauch ee méi Daten an Informatiounen. Fir déi, déi et sichen: Säit 80.

De Suivi kéint nach verbessert ginn. Mir mussen och nach eng méi kloer Zilsetzung hu vun deem, wat mer als Land wëllen a wou den Haaptakzent och soll geluecht ginn. Här President: Säit 83.

Ech sinn d'accord mat deene Kriticken. A mir sollen och déi Schwaachstelle verbesseren. Ech wier da beim Prozess, deen och hei thematiséiert ginn ass. Den Audit nämlech - an et ass och gesot ginn - ass am November d'lescht Joer fäerdeg ginn. D'Resultater vum Audit hunn ech och am November zejoert dem deemolege Chamberspresident Gast Gibéryen geschéckt. A gläichzäiteg hu mer och dunn un de Recommandatioune geschafft. Méi genee och, fir erauszefannen, wéi een dat am beschte mécht, ass eng weider konkreet Analys vun deenen och virgeschloene Virschléi gemaach ginn. Et goufe Workshoppe mam Secteur organiséiert, mat deene betraffene Leit, a mir hunn och diskutéiert a Proposen ausgeschafft.

Am Summer gouf et e Rapport, deen ech och am Hierscht dëst Joer un d'Chamber geschéckt hunn. An tatsächlech hunn ech am November dëst Joer en Deel vun deenen Upassungen am Kader vun enger Pressekonferenz presentéiert, ma déi laang virdru scho fixéiert war, mee wou mer wollten zesumme mat deene verschiddenen Akteuren en Datum fixéieren. An et gëtt kee Corollaire iergendwéi, dass do wéinst engem Reportage op eng Kéier eng Pressekonferenz gemaach gi wier.

Et kann een op jidde Fall net soen, Här President, et wier eppes am Tirang verschwonnen. Dat ass ganz einfach falsch. Mir hunn e ganzt Joer laang mat deem Basisdokument geschafft an net am Schaf, net am Tirang, mee an Aarbechtsgruppe mat de concernéierte Leit.

Da wëll ech och nach e puer Wuert soen, Här President, iwwert déi Virwërf, déi ee vu politescher Säit gemaach kritt huet an och an der Press gelies huet. Et ass notamment widderholl ginn, et géife Mëssstänn ginn. Den Audit schwätzt op kenger Plaz vu Mëssstänn. Op kenger Plaz!

De Fall, deen ëmmer nees zitéiert gouf, ass dee vun engem externe Consultant, dee fir de Filmfong eng Aufgab an der Promotioun erfëllt huet, awer selwer Producteur ass. Jo, dat ass en Ofkommes, dat ënnert dem CSV-Minister François Biltgen accordéiert ginn ass. Et war awer schonn nees ofgeschloss, wéi den Audit gemaach ginn ass.

A virun allem geet rieds vun engem potenzielle Risk an net vun engem tatsächleche Problem, wëll ech och hei ervirsträichen. « Ces observations ne sont pas choquantes », heescht et am Dokument op der Säit 33. Et gëtt sech hei iwwregens referéiert op ee Réviseur externe, deen dat an engem Rapport soulevéiert huet, well de Volet vun der Kontroll ass en Element, dat och ëmmer nees zur Sprooch kënnt.

Ech hunn iwwerhaapt näischt dergéint, Här President, dass nach méi soll kontrolléiert ginn. D'Cour des comptes soll dat och roueg maachen. Et gëtt dobäi vergiess, dass déi Cour des comptes et scho gemaach huet, a si kritt och all Joer e Bilan vum Filmfong geschéckt. Et ass net, wéi wann do iergendeppes ze verstoppe wier, an et goufe bis elo nach ni Problemer soulevéiert.

Et ass an de vergaangene Wochen ëmmer nees thematiséiert ginn, dass an der Geschicht vum Filmfong solle Fraudë gewiescht sinn, soll Gefuddels gewiescht sinn. All déi Episoden, déi do thematiséiert goufen, ginn zréck op eng Zäit, wou d'Ministere Biltgen, Schiltz oder an der Kultur Modert oder Schoepges geheescht hunn. Ech hu keng Elementer, Här President - keng Elementer! -, déi géife weisen, dass et op Säite vum Filmfong oder vun der Regierung deemools Verfeelunge gouf.

Ech wëll dat soen! Déi véier Leit kënne sech hei net verteidegen. Ech wëll dat soen! Ech hu keng Elementer, déi géife soen, dass dat, wat deemools gesot ginn ass, richteg wier. Déi Reprochen, déi awer ëffentlech gemaach gi sinn, esou wéi all d'Tëleespectateuren doheem och gesinn hunn, hunn ech dem Parquet weiderginn. Ech hunn dem Parquet gesot: „Hei ass dee Reportage vun RTL. Hei ass de Link. Kuckt Iech et un! Wann eppes dozou ass, da sot et!"

Mee de Filmfong, kann ech Iech soen, huet weeder Wäin nach Miwwelen nach Autoen direkt bezuelt. De Filmfong bezilt Hëllefe fir Filmprojeten. Dat ass ni e ganze Budget, mee en Deel dovunner. An do gëtt och net exceptionell, mee do gëtt systematesch och eng Kontroll agefouert. Wann do sollt, wéi behaapt an der Vergaangenheet, mat falsche Rechnungen oder mat Bilanen hantéiert gi sinn, da wier de Filmfong mat Affer vu professionellem Bedruch. Ech wëll dat hei och soen.

Ech ginn net dervun aus, dass dat richteg ass. Mee déi Leit, déi dat behaapten, mussen dann och Faarf bekennen a mat deenen Informatioune bei d'Justiz goen.

Et sinn de Mëtteg Froen thematiséiert ginn iwwert d'Kontroll vun der Produktioun. Ech ka just soen, dass déi Kontrollen nach weesentlech verstäerkt goufen an de leschte Joren. Zënter dass d'Zertifikater fir d'Produzenten ofgeschaaft gi sinn, gi bei deenen eenzelne Projeten, déi och ënnerstëtzt ginn, all Etappen eenzel iwwerwaacht a kontrolléiert an et gëtt net just a priori a beim Ofschloss kontrolléiert. Et gëtt hei mat externe Reviseure geschafft, wéi et an all anerem Secteur och üblech ass. Dat ass e Volet, dee bis elo och net unerkannt ginn ass.

Weider gouf och ëmmer nees widderholl, dass et net kéint sinn, dass keng Suen zréckbezuelt géife ginn. Mir kéinte warscheinlech de ganzen Nomëtteg iwwer Krittäre schwätzen, wat e Succès ass, wat e Box Office ass, mee gleeft mer et, Här President: Souguer e Film, deen hei zu Lëtzebuerg wochelaang, e Lëtzebuerger Film, deen an engem Box Office ass, kënnt nach ëmmer net mat engem décke Boni eraus!

(Interruption)

Mir hu keng amerikanesch Superproduktioune mat Millioune Leit, déi dee Film kucke ginn! An dowéinster, an et ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och virun allem zu Lëtzebuerg, wa mer och wëlle Filmer kënne produzéieren iwwer eis Geschicht, iwwer eis Sprooch oder iwwerhaapt och fir eis Kultur, wou ee muss mengen, dass do e But de lucre hannendru ka sinn. An dat ass net nëmmen hei! Dat ass a ganz Europa, Här President, de Fall, dass et iwwerhaapt keng Industrie cinématographique géif ginn, wann ee just géif kucken, dass Sue géifen erakommen an dass et eng Maschinn wier, fir iwwerhaapt Milliounen a Milliounen duerch e Film an duerch e Box Office eranzekréien.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech muss lech soen, dass ech awer mat verschiddene Saache Problemer hunn. Hei ginn arbiträr Reprochë gemaach géint e Beamten, e vereedegte Beamten. Dee vereedegte Beamten, deen ënnert dem Här Santer agestallt ginn ass, kritt Reprochë gemaach: „Limitt! O, ze vill Pouvoir! Net korrekt!" Vis-à-vis vun engem vereedegte Beamten! Dat ass nei, dass mer vis-à-vis vun engem vereedegte Beamten hei Reprochë maachen. Ee Réviseur d'entreprises, deen all Joers de Filmfong kuckt, kritt jo ze verstoen, dass e keng Aarbecht mécht, dass en näischt géif anstänneg maachen! E géif jo net kucken, ob déi Aarbecht an déi Suen, déi de Filmfong kritt, och richteg benotzt ginn!

Et gëtt hei gesot, d'Press hätt gesot, de Filmfong hätt intervenéiert bei RTL, fir dee Film, fir déi Reportage méi spéit ze bréngen. Selbstverständlech, wéi ech dat gelies hunn, hunn ech och nogefrot, Här President. Weeder den Direkter vum Filmfong nach RTL confirméieren dat! Si hu mir wuertwiertlech gesot, dass se dat dementéieren! Dat heescht, et ass falsch, wat do gesot ginn ass! Et ass falsch!

(Interruption)

An ech mengen, dat an engem Secteur, wou mer am Moment bal ee Generalverdacht hunn! Dat, wat der Madamm Goerens geschitt ass, ass net akzeptabel. Mee dass hei dräi Leit soen, dass et dann am Fong bal jo aus dem Filmsecteur misst kommen! De Parquet mécht eng Aarbecht, d'Police mécht eng Aarbecht. Mee kommt, mir halen op, direkt ze soen, et misst jo dann aus dem Filmsecteur kommen, well d'Madamm Goerens e Reportage gemaach huet! Ech weess et net! Ech weess et net! Mee kommt, mir loossen awer d'Justiz an d'Autoritéiten och hir Aarbecht maachen!

Ech wëll Iech just soen, dass ech als Responsabele vun deem Secteur e positiivt Bild hu vun deene Leit, déi all Dag schaffen, déi all Dag fir onst Land am Filmberäich schaffen an och den Image vun onsem Land dobaussen duerch Produktiounen och promouvéieren. Et ass eng Success Story hei am Land vun engem Secteur, deen net direkt e Succès war, dee sech lues a lues opgebaut huet an deen, wa mer weiderfueren a probéieren, duerch de Generalverdacht alles futtizemaachen, nees bei null kann ufänken.

Ech sinn der Meenung, dass selbstverständlech Transparenz wichteg ass. Ech sinn der Meenung,

dass deen Audit gutt war, well en dem Secteur hëlleft. Et war net en Audit, deen do war, fir dem Secteur ze schueden, et war en Audit, fir et mam Secteur zesumme besser ze maachen.

An ech kann Iech just soen, dass ech och deene Beamten an deene Leit aus dem Filmsecteur soen, dass se meng vollsten Ënnerstëtzung hunn. Well dat, wat se déi lescht Wochen an déi lescht Méint erlieft hunn, wënschen ech kengem.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premier- a Medieminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

(Interruption par M. Félix Eischen)

Neen, den Här Eischen freet nach d'Wuert.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, ech wollt am Fong nach op e puer Saachen zréckkommen. Ech fannen, dass mer an där ganzer Diskussioun e bëssen Äppel mat Biere vergläichen.

(Exclamations)

Une voix.- Jo, richteg!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Hei geet et net drëm, fir d'Kultur an d'Pan ze klaken. Guer net! Et geet och net drëm, fir de Filmsecteur an d'Pan ze klaken. En ass 1990 an d'Liewe geruff ginn ënner enger CSV-Regierung. Dee gréissten Hoff, dee gemaach ginn ass, war vun 2012 op 2013. Dir wësst, wien deemools an der Regierung war. Dorëms geet et guer net!

Mee wa Saachen am Raum stinn a Reportagë gemaach ginn, souwuel an der geschriwwener wéi an der gewisener Press, däerf een - pardon, Här Staatsminister! - hei net méi doriwwer schwätzen? Däerf een dat hei net an d'Ronn geheien, amplaz dass engem dat ënnerstallt gëtt, et géif een eppes hei behaapten? Ma, et ass eis Roll, doriwwer ze schwätzen! An dat hu mer probéiert, an aller Objektivitéit ze maachen! Mee dat, wat hei op d'Tapéit komm ass, douewen, dat si Saachen, déi gi jo un een erugedroen! Ech erfannen dat jo net! An ech mengen och net, dass e Journalist dat erfënnt!

A wéi déif dass de Mëssel an déi Onzefriddenheet a vläicht awer de Stachel sëtzt bei munchen, dat ass jo awer d'Tatsaach, dass dee Journalist menacéiert gëtt! Ma gëtt eis dat dach awer net e bëssen ze denken?

(Interruption)

Gëtt eis dat net ze denken?

Ech menge just, dass an deem Ganze méi dran ass, ...

(Interruption)

... wéi mer hei wëlle soen.

An dann nach eng Saach, Dir hutt iwwert d'Gouvernance geschwat. Dir hutt, Här Staatsminister, an Ärer Koalitiounserklärung gesot ... De Secteur de production audiovisuelle, do schreift Der: « Le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise sera consolidé et soutenu pour répondre au mieux aux nouveaux défis, dont par exemple l'émergence, dans le sillage de la numérisation, de nouveaux formats, comme l'„augmented reality ...“ » an esou weider. Do steet net ganz vill dran. Et steet nach dat dra vun Diddeleng. Bon, dat ass jo eraus. Mee soss steet hei näischt dran, Här Staatsminister! Soss steet hei näischt dran!

Elo froen ech Iech: Wou ass d'Politik vun der Regierung, fir de Filmsecteur kloer ze geréieren, fir ze gouvernéieren?

Hei geet et och ëm eng Gouvernance, déi de Verwaltungsrot huet, fir vläicht déi Saachen aus de Féiss ze schafen, fir dass mer e besseren Image an deem ganze Secteur hunn. Et ass kengem, och net eis, och net eis als Oppositioun, dru geleeën, fir dee Secteur do kapottzemaachen. Mir si gradesou frou wéi Dir a wéi jiddwereen heibannen, wann et dem Secteur gutt geet a wann en eng aner Image de marque huet, wéi dat de Moment de Fall ass. Ech mengen, do si mer eis och eens.

Mee, wannechgelift, huelt déi politesch Responsabilitéit, Här Staatsminister! Liwwert!

An ech fannen et och net richteg - dat hutt Der eng Kéier gesot -, et wier eng Hexejuegd, déi de Moment amgaangen ass. Et ass keng Hexejuegd, Här Minister! Et ass keng Hexejuegd. Et ass souguer eng Ënnerstellung, wann dobaussen op der Place publique respektiv heibannen iwwer Saache geschwat gëtt, déi dobaussen an der Diskussioun sinn. Do kann een net engem Deputéierten ënnerstellen, e géif hei eng Hexejuegd maachen! Dat wëll ech wierklech formell vu mer weisen!

A fir nach eng Kéier op den Här Berger zréckzekommen: Ech sinn och frou, dass mer en Oscar kruten. Ech wëll Iech just soen, de „Mr Hublot“ krut 111.000 Euro. Dat Joer si 34 Milliounen ausbezuelt ginn. Dat selwecht Joer! Vun all deenen anere Produktiounen huet een net vill héieren an net vill gesinn.

D'Fro ass awer erlaabt: Pardon, kann een dat vläicht gewuer ginn? Kéinte mer do net eng Transparenz dra bréngen, fir ze soen: Majo, wat ass da mat deenen anere Millioune geschitt? Wat ass de Feedback dovunner?

Pardon, ech insistéieren drop, dat muss erlaabt sinn, hei an dësem Haus kënnen ze froen, och wann de Minister an anerer sech doriwwer echaufféieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Eischen. Den Här Staats- a Medieminister wëllt dorobber reagéieren.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, den Här Eischen huet jo am Fong selwer gesot, dass den Oscar net deier kascht huet. Ech wëll kee Lien tëschent Präis an Unerkennungen. Wann et an der Kultur just ëm Succèse geet a wivill Entréeën oder wivill Unerkennung mer hätten, da wiere mer ganz limitéiert.

(Brouhaha et interruption par M. Félix Eischen)

Hei ass vum Här Eischen virdru gesot ginn: „Mat engem Film ... Wat ass mat deenen anere Milliounen geschitt?“

Wann en de Rapport annuel vum Filmfong gelies hätt, da weisst en, wou déi Sue verdeelt gi sinn, wéi ee Projet wéi eng Sue kritt huet, wat mat deene Sue geschitt ass.

A vis-à-vis vun engem Auditeur, deen all Joers seng Aarbecht mécht, hei d'Gefill ze ginn, dass nach ëmmer - nach ëmmer! - Saachen net an der Rei wieren, ass (veuillez lire : ass allerhand), nach eng Kéier, vis-à-vis vun engem Conseil d'administration, vis-à-vis vun engem Comité de sélection, vis-à-vis vun engem Auditeur, vis-à-vis vun engem zweeten Auditeur ... Well hei ass jo vun deem SOFT geschwat ginn; en huet eis dat jo ganz genau erkläert op der Pressekonferenz, déi den Här Eischen doudsécher suivéiert huet, Här President, dass SOFT den Term ass, fir ze soen, et ass jo e finanziellen Audit separat gemaach ginn a well deen exclu ginn ass.

Dowéinst, kommt, mir bleiwe bei der Wourecht! Ech stinn hannert deem Filmfong. Wa mer méi Transparenz wëllen, da sinn ech deen Éischten, dee seet: Jo, wéi eng?

A wat mer mam Filmfong wëlle maachen, steet ganz genau och an deem Audit. Ech hätt keen Audit bestallt, wann de Filmfong mer egal wier. An ech mengen, déi Recommandatioune sinn am Interêt vum Filmfong. An et ass och dat, wat mer wëlle mam Filmfong fir déi nächst Jore maachen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister. Dëse Punkt ass dann domadder ofgeschloss.

9. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultatiounsdebatt iwwert de Pacte Logement 2.0. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. De Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

Här Kox, wannechgelift!

Exposé

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Ech huelen e Patt Waasser fir unzefänken.

(Interruption)

Et ass kee Miseler Wäin.

E schéine gudde Mëtteg! Här President, Dir Dammen an Hären, erlaabt mer, am Numm vun der Inneministesch an och vu mir selwer d'Ausriichtung vum neie Pacte Logement hei ze presentéieren. Virun e puer Woche konnte mer de Projet schonn eng Kéier an der Chamberskommissioun diskutéieren an och d'Piste vun der Reform opweisen. Éier ech awer op déi eenzel Punkte wëll agoen, vläicht e puer méi grondsätzlech Iwwerleeunge vun der Wunnengspolitik virausgeschéckt.

D'Wunnengspolitik ass heiheem eng ganz grouss Erausfuerderung, eng grouss Erausfuerderung virun allem an der sozialer Fro. D'Situatioun um Wunnengsmarché ass alles aneschters wéi schéinzerieden. D'Logementspräisser, do soen ech Iech näischt Neits, sinn an de leschte Jore massiv geklommen. Fir net ze soen, dat lescht Joer och nach eng Kéier!

Virun allem sinn et awer déi akommesschwaach Leit, déi dorënner leiden. An et sinn déi, déi no beim Aarmutsrisiko liewen. Wa Leit haut 30 %, 40 % oder bal d'Hallschent vun hirem Akommes fir de Loyer mussen ..., e ...

(Interruption)

... opbréngen - pardon, Merci! -, dann hu mer effektiv e Problem hei am Land.

U sech misste mer esou wäit kommen, dass zesumme maximal 20 % vun deem Akommes fir Wunnengsbau (veuillez lire : fir d'Wunne) missten ausgi ginn, zumindest bei deenen, déi de Mindestloun hunn.

Ech maachen eng ganz kleng Rechnung: Wann een nämlech déi Käschten eraushëlt, nämlech haut sinn et 42 %, déi an der Moyenne vun deene mussen opbruecht ginn, da bleiwen deenen nach den Dag 40 Euro iwwreg. 40 Euro fir z'iessen, fir sech anzekleeden, fir sech weiderzebilden, fir vläicht - virdrun hu mer iwwert d'Kultur geschwat - an de Kino ze goen oder fir och emol heiansdo en Ausfluch ze maachen.

Well d'Wunnengspräisser déi lescht Joren esou an d'Luucht gaange sinn a well och de Loun net deene Präisser ka standhalen, geet et deene Leit ëmmer méi schlecht. Nozeliesen, leider, an engem „Regard“, der Nummer 18, vum Statec dëse Summer.

Fir dëse Leit wierklech kënnen entgéintzekommen, brauche mer effektiv méi Wunnengen. Mir brauchen awer méi Wunnengen an der Abordabilitéit, dat heescht, fir dass mindestens déi, déi et brauchen, och zu engem dezenten Daach iwwert dem Kapp kommen. Dat soll eist Zil haut an dëser Debatt sinn.

Vläicht e klengt Zuelebeispill: Haut hu mer ongeféier 4.000 Wunnengen, déi an der Locatioun ugebuede ginn, sief et vum Fonds du logement, der SNHBM oder de Gemengen, fir eeben deenen entgéintzekommen. Wa mer eis gutt ustrengen, da kënne mer pro Joer ëm déi 5.000 Wunnenge bauen. Wa mer higinn, mir kréiche vun deene 5.000, déi mer all Joers bauen, 10 % fir an den abordabele Wunnengsraum, da kréiche mer iwwer 15 Joer nach eng Kéier 7.500 Wunnengen derbäi. Zesumme mat deene 4.000, déi mer haut schonn hunn, wäre mer bei 11.000, 11.500 oder och nach 12.000 Wunnengen. Wann een dann awer d'Evolutioun vum Stack vun de Wunnenge kuckt, déi mer dann hunn hei zu Lëtzebuerg, komme mer leider awer nëmmen op 3,5 % abordabele Wunnengsraum a 15 Joer.

Haut ass et awer och schonn esou, dass déi 10 %, déi mer haut missten all Joers bauen, awer net esou gebaut ginn! Well d'ëffentlech Bauträger et net fäerdegbréngen, dat de Moment ëmzesetzen, well d'Planungscapacitéit nach net esou wäit ass respektiv se net sécher sinn, ob se op déi Terraine kënne bauen, déi se zur Verfügung kréien, fir eeben déi locativ Wunnengen ze bauen.

Dofir, de Pacte Logement, aus eiser Vue, misst eis haut d'Geleeënheet ginn, fir méi ambitiéis ze ginn. Iwwert de Pacte Logement 2.0 kënne mer dem Staat an de Gemengen alles vu Geschier zur Verfügung stellen an och déi néideg Reglementer, fir abordabele Wunnengsraum kënnen ze schafen. D'Fro, déi sech stellt, ass eeben: Wéi vill Prozent un abordabelem Wunnengsraum wëlle mer an 12, wëlle mer a 15 Joer hunn? Sinn et déi 3,5 %? Sinn et der 5? Oder sinn et der souguer 10?

Wat de Prozentsaz natierlech méi héich ass, wat besser. An dofir musse mer natierlech haut schonn d'Weiche stellen, well de Prozess vum Bauen effektiv ganz laang dauert.

Mir mussen dann natierlech massiv an déi Wunnengspolitik investéieren, well soss kréie mer déi abordabel Präisser net zustanen, insbesondere an der Locatioun, awer och an der Vente, an der Emphyteos. An zwar musse mer esou bauen, dass se eis net erëm verluer ginn, dass se net no 10, dass se net no 20 Joer um Marché oder vum Marché opgesuckelt ginn. Dofir brauche mer natierlech och e gewëssene politesche Courage, fir dat och kënnen ëmzesetzen.

Mir musse mat de wunnengsbaupolitesche Moossname vun de leschte Jorzéngte briechen. Déi viregt Regierung huet jo och scho munches op de Wee ginn. Si huet nämlech gesot, dass d'Promoteur-publicke 70 % an der Locatioun sollte maachen. Wat se och haut maachen. An, wat ganz wichteg ass, dass am Virfeld, wann eng Wunneng an der Emphyteos verkaaft gëtt, e Rachat vun den ëffentleche Promoteure geschitt. An dat ass ageleet gi vum viregte Wunnengsbauminister, wat ech nëmmen, oder wat mir och nëmme kënnen ënnersträichen.

Dat heescht, och dës Regierung wëllt weidergoen an nach eng Schëpp dorobber dropleeën.

Well, wat hu mer gemierkt? Déi finanziell Hëllefstellungen, déi mer an deene leschte Jorzéngten ausgedeelt hunn, déi op eng Demandespolitik ausgewise waren, si leider ze oft an d'Präissteigerung agefloss. Si hu sech wéi den Zocker am Kaffi opgeléist. Dofir musse mer, mengen ech, ewech vun där Demandespolitik an eebe méi an d'Offer goen.

Dofir musse mer awer de Kader ganz kloer a kohärent setzen. D'Prioritéitesetzung ass fir mech, fir eis, fir d'Regierung: bezuelbare Wunnraum an der ëffentlecher Hand. Ëffentlech Locatiounswunnengen an der ëffentlecher Hand, mat längerfristegem Bestand, dass se och an der ëffentlecher Hand bleiwen.

Dëst ass och fir mech, fir eis d'Fundament vun der Wunnengsbaupolitik. Dir wësst alleguerten, wann Der Haiser wëllt bauen, fänkt Der un, d'Fundament propper a richteg ze maachen. Wann Der d'Fundament nämlech net richteg maacht, kritt Der Rëss an d'Haus. An dat selwecht gëllt och fir den ëffentleche bezuelbare Wunnraum: Dat ass och d'Fundament vun enger Wunnengsbaupolitik. Wa mer nämlech do fuddelen, da kréie mer keng Rëss an der Mauer, da kréie mer Rëss an eis Gesellschaft! An déi Rëss kréie mer nëmme schwéier gefléckt!

Une voix.- Très bien !

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Dofir nach eng Kéier: Mir mussen op ëffentleche Wunnraum zréckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Pacte Logement steet fir d'Zesummenaarbecht tëschent Regierung a Gemengen. D'Regierung gesäit dofir d'Gemengen als privilegiéiert Partner och un. Eng Partnerschaft, déi op enger Responsabilité partagée an der Wunnengsbaupolitik fousst.

Ouni d'Gemengen entsti keng Wunnengen! Et sinn d'Gemengen, déi dat néidegt Bauland fräiginn! Et sinn och si, déi d'PAPe lancéieren. Et sinn och si, déi d'Reglementer ëmsetzen, fir aner Wunnformen am Bestand kënnen ze erlaben. Et ass eng Partnerschaft mat Flichten an awer och Rechter fir deen een, de Staat, an deen aneren, d'Gemengen.

Eng Responsabilité partagée, sou wéi den Objektiv et och an der neier Verfassung vläicht nidderschreift, wa se dann hoffentlech och gestëmmt gëtt. An do steet soss näischt aneres ewéi: « L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié. » Dat soll eist Zil sinn.

D'Reform vum Pacte Logement 1.0 liwwert fir eis déi Äntwerten, déi mer fir déi grouss Erausfuerderunge brauchen: d'Handreechung an d'Hëllefstellung a ville Beräicher op staatlecher Säit a kloer Objektiver a Reegelen op der kommunaler Säit.

Et ass och keng Reform, déi am stillen Kämmerlein gedoktert gouf, mee eng Reform, déi an enger partnerschaftlecher a konstruktiver Zesummenaarbecht mat de Gemengen iwwert déi lescht Joren entstanen ass. D'Struktur an d'Ausriichtung vum Pacte Logement 2.0, wéi en dann elo genannt gëtt, ass souwäit ausgeschafft, fir dass mer de legislative Prozess am Fréijoer kënnen ufänken. Well Dir wësst alleguerten, dass de Pacte Logement 1.0 d'nächst Joer ausleeft, nämlech den 31. Dezember 2020, an dass fir den 1. Januar 2021 natierlech d'Gemengen all frou sinn, wa mer en neie Pacte Logement hunn, well en och mat Sue verbonnen ass.

D'Consultatiounsdebatt vun haut erméiglecht Iech dann ze kritiséieren, ze proposéieren, guttzeheeschen, ze ënnerstëtzen, awer och op deene richtege Punkten an deene richtege Froen och eng Äntwert ze liwweren.

Vläicht e Bilan nach kuerz zum 1.0, firwat mer iwwerhaapt net einfach weiderfueren an dofir awer eng méi déif gräifend Refonte musse maache vun deem, wat dosteet. De Pacte Logement 1.0 huet sécherlech de Gemengen de Logement méi no bruecht an en huet et fäerdegbruecht, dass d'Gemenge sech awer mam Logement ausenanergesat hunn. Et war awer éischter eng quantitativ Ausriichtung a keng qualitativ Ausriichtung. Quantitativ, well et Sue gi si fir d'Gemengen: 400 Milliounen, déi natierlech och gebraucht goufe vun de Gemengen. An et ass och kee Virworf un d'Gemengen, well d'Gesetz war deemools esou geschriwwen. Si hu se gebraucht, fir den Awunner entgéintzekomme mat deenen néidegen Infrastrukturen, wéi Kläranlagen, Maisonrelaisen, Schoulen a wat alles derzougehéiert.

Eppes huet en awer verpasst, ze maachen: abordabele Wunnraum wärend där Phas och kënnen ze bauen, well och eng Rei reglementaresch Instrumenter, déi gläichzäiteg mat op de Wee bruecht gi sinn, net richteg gegraff hunn.

Ech wëll der just zwee eraushuelen. Dat éischt ass dat, wat mer schonn oft hei diskutéiert hunn. Et ass dat vun deenen Taxes, wéi dat richteg heescht: „taxe annuelle spécifique sur certains immeubles". De Leerstand zum Beispill. Dat ass nëmme vu siwe Gemengen agefouert ginn. An och bei deene siwe gräift et net richteg. Dat heescht, mir hu mat deem Reglement e Problem.

Dat zweet, dat awer, mengen ech, identifizéiert ass, dat ass déi Zéng-Prozent-Reegel: d'Zéng-Prozent-Reegel, fir dass bei PAPen, also Projets d'aménagement particuliers, vun iwwer 25 Unitéiten 10 % sollten abordabel gebaut ginn. Et si wuel an der Period - an ech hunn nogekuckt - zwëschen 2008 an 2017 830 abordabel Wunnenge gebaut ginn iwwer Promoteurs privés. Leider si mer awer net sécher ..., a mir si scho bal iwwerzeegt dervun, well dat do och all Dag an der Zeitung ze liesen ass: Ganz vill vun deene Wunnenge sinn haut scho vum private Marché, leider, opgesuckelt ginn a si sinn net méi an der ëffentlecher Hand, fir eeben erschwéngleche Wunnraum zur Verfügung ze stellen.

Eleng aus deem Grond musse mer an der Konklusioun soen, dass mer e méi kloren an e kohärente Kader wëllen hunn.

Déi 10 % wären ideal, wa se an d'ëffentlech Hand kéinte goen oder vun engem ëffentleche Promoteur kéinten ëmgesat ginn, well éischtens si si de Garant derfir, wa se et richteg maachen, dass se abordabel kënnen ugebuede ginn an, zweetens, awer abordabel bleiwen. An dat, mengen ech, muss eis ze denke ginn.

An ech konnt an deene leschte véier Wochen ..., well ech war véier ënnerschiddlech Gemenge besichen, mat ënnerschiddleche Faarwen, eng Kéier mat engem CSV-Buergermeeschter, eng Kéier mat engem DP-Buergermeeschter, eng Kéier mat engem sozialistesche Buergermeeschter an eng Kéier mat enger gréinger Buergermeeschtesch, fir eebe Wunnengsprojeten anzeweien oder Spuetestéch ze maachen. An alleguerte vun deene véier Gemenge sinn higaangen an hu sech déi 10 % vun de Promoteuren ofkaf, fir eeben de Garant ze sinn, fir kënnen abordabele Wunnengsraum ze schafen. Ech kann déi véier Gemengen och nennen. Ech ziele se einfach op, ouni Bewäertung: Hesper, Briddel, Stroossen an Déifferdeng. Dat sinn déi véier Gemengen, déi ech an deene leschter véier Woche besicht hunn.

An dofir, mengen ech, geet dat an déi richteg Richtung. Dat ass eng Richtung, déi mir wëllen ënnerstëtzen, well se no der richteger Reegel geet, eng Approche, déi och längerfristeg ka Bestand hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll dann op d'Schwéierpunkte vum Pacte Logement 2.0 agoen, Schwéierpunkten, déi de Gemengen dräi Zilsetzunge ginn. Déi dräi Zilsetzunge sinn: éischtens, bezuelbare Wunnraum schafen - an net verkafen -, zweetens, d'Mobilisatioun vun dem Potentiel foncier, an drëttens, d'Wunnqualitéit an de Quartieren an d'Luucht setzen.

Dofir maachen d'Gemengen eng Konventioun. Déi Konventioun soll hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass de Staat hinnen dann awer och déi logistesch, awer och déi finanziell Géigeleeschtung ubitt. Dofir mécht d'Gemeng eng kohärent Wunnengsbaupolitik. Si mécht en Aktiounsplang. D'Iddi ass jo entstanen aus dem Pacte Climat. Dofir hu mer déi Instrumenter geholl, fir se och an de Pacte Logement materanzehuelen. Dohier kënnt och d'Iddi vun engem Conseiller, deen am Logement ënnerwee ass, fir de Gemengen, insbesondere deene klengen, éischter entgéintzekommen, fir hinnen eebe bei den Demarchen ze hëllefen, fir dass dat weidergeet. An natierlech, ganz wichteg: déi Hëllefstellung um Finanziellen. Dofir sollen d'Subventiounen, d'Bausubventioun och kënne weidergoen.

Zu den eenzele Schwéierpunkte vläicht nach eng Kéier - bezuelbare Wunnraum schafen: Et ass eng qualitativ Approche, déi gewielt ginn ass. Mir hätte jo gär abordabele Wunnraum, da sollen déi Suen, déi iwwert de Pacte Logement 1.0 virdru gefloss sinn, och erëm beim Pacte Logement 2.0 fléissen, awer bezunn op déi Unzuel vun abordabelem Wunnraum, deen an där Gemeng gebaut gëtt.

Dee brauch net vun der Gemeng gebaut ze ginn, dee kann och vun engem Private gebaut ginn. Dee kann awer och vun engem ëffentlechen Träger gebaut ginn. Awer et ass kloer: Mir brauchen dat zilorientéiert, eng Obligation de résultat, géif ech gäre soen, fir déi qualitativ Approche ze kréien.

Da kréie se natierlech d'Suen, déi se och virdru kritt hunn. An déi Sue sollen dann och fir d'Infrastrukture kënne gebraucht ginn. Awer ee Punkt: Ënnert deenen dräi Infrastrukturen, an déi nach ka weider investéiert ginn - Schoulen an esou weider - ass de Vivre ensemble. Mir wëssen, dass mer den ëffentleche Raum och erëm méi attraktiv musse gestalten. An dofir sollen déi Suen och an den ëffentleche Raum investéiert ginn.

Mee et sinn net nëmmen déi Suen aus dem Pacte Logement 2.0, déi zur Verfügung gestallt ginn! Dat gëtt oft vergiess! D'79er Gesetz gëtt haut schonn deels 75 % fir de Bau vun Haiser, déi vun der Gemeng gebaut ginn, oder am Flüchtlingsberäich bis 100 %, a fir d'Studente bis 100 %. Eis schwieft et vir, déi Subventioune méi ze vereenheetlechen, dass et méi einfach gëtt, mee dass de Gemengen déi Suen awer weiderhin zur Verfügung gestallt ginn. An et ass dat de Géigepart och nach eng Kéier zu deene Suen, déi se kréie schonn iwwert de Pacte Logement 2.0.

Dofir maache mir och Hausaufgaben! De Logementsministère ass amgaang, Hausaufgaben ze maachen - déi Froen, déi scho gestallt gi sinn: Wat ass abordabel? Wéi definéiere mer Abordabilitéit? -, a mir sinn intensiv amgaang, dorun ze schaffen, fir lech an der Kommissioun fréizäiteg am nächste Joer dat och ze presentéieren.

Et geet och net duer, wa mer abordabele Wunnengsraum schafen, déi mussen och suivéiert ginn, déi Leit, déi an esou Wunnenge wunnen. Dofir gëtt e „bailleur social" an d'Liewe geruff. Mir haten Diskussiounen op der Semaine du logement, wou mer iwwert de Bailleur social geschwat hunn, fir grad deene klenge Gemengen entgéintzekommen, fir deenen ze hëllefen, de Suivi social oder en anere Suivi nach ze maache vun deene Leit, déi an enger sozialer Wunneng, an enger Locatiounswunneng sinn.

Dat sinn déi Hausaufgaben, déi mir lech natierlech musse presentéieren, wéi virdru gesot, och d'Harmoniséierung vun de Subventiounen, déi ganz wichteg ass.

En zweete Punkt natierlech, deen zur Diskussioun steet, dat ass ganz kloer déi Reegelung vun deenen 10 %. Et gi Pisten, déi, mengen ech, muss een eraushuelen. An ech mengen, wann et an d'ëffentlech Hand geet zu engem korrekte Präis, misst et och kënne funktionéieren, well mir hate Gespréicher dës Woch nach oder d'lescht Woch mat der Chambre des Métiers an der Chambre des Artisans. Och de private Secteur, mengen ech, ass op der Säit, fir dass mer do eng korrekt, eng propper Léisung fannen, fir dat unzewennen.

D'Inneministesch ass och amgaang, nach hir Hausaufgaben ze maachen. Dir wësst, dass mam Remembrement ministériel e ganz wichtegt Reglement muss kommen, fir dat ëmzesetzen, respektiv Baulandvertrag, wat natierlech och nach amendéiert gëtt. An dofir mécht jiddweree seng Hausaufgaben esou, dass mer kënnen de Gemengen déi Instrumenter zur Verfügung stellen, fir dass et och funktionéiert. An dofir ass et un lech awer och, déi richteg Äntwerten hei ze ginn.

En drëtte Schwéierpunkt wëll ech awer och nach erwänen, well en awer wichteg ass, well mer iwwert d'Densitéit an de Quartiere schwätzen. Wa mer iwwert d'Densitéit schwätzen, wa mer iwwer Colocatioun schwätzen, wa mer driwwer schwätzen, méi Leit erëm an d'Wunnengen eranzehuelen, da muss d'Quartiersliewen nei gestalt ginn. Den Environnement musse mer och kucken. An dofir ass et wichteg, dass mer déi Wunnformen zesumme mat engem ëffentleche Raum diskutéieren, deen erëm zréck muss kommen an d'Hand vun de Leit an net nëmmen op den Auto orientéiert ass. Dat sinn Diskussiounen, déi mussen nach gefouert ginn - dat heescht, dat ass de Parkraummanagement, dat ass e Mobilitéitskonzept -, fir dass den ëffentleche Raum erëm zesumme ka mat de Leit diskutéiert ginn.

Ech kommen dann zum Schluss vun deene grousse Punkten, déi virdru vu mir opgewise goufen, déi am Pacte Logement 2.0 zréckzefanne sinn, net ouni awer nach eng Kéier vun deem Fundament ze schwätzen, dat fir mech, fir eis awer ganz wichteg ass, well wa mer dat Fundament net richteg maachen, da kréie mer Rëss an d'Maueren. A Rëss an der Gesellschaft ass net gesond. An dofir solle mer kucken, en ëffentleche Wunnraum - wéi et en a villen europäesche Stied, wéi et en an engem Land wéi Holland, wat e liberaalt Land ass, gëtt, wat aner Länner schonn op de Wee ginn hunn -, e gewëssene Stack un abordabelem Wunnraum an der ëffentlecher Hand ze maachen.

Dat ass d'Fundament, mengen ech, vun enger Cohésion sociale an et ass och e Fundament vun engem sozialen Ausgläich. Et ass elo natierlech u jiddwerenger Partei, ze definéieren: Wéi wäit kënne mer an deem Beräich goen? Wéi wäit huele mer dat op, fir kënnen - gemeinsam, mengen ech - am Januar, Februar och eng Léisung ze fannen, fir dass mer de Pacte Logement op den Instanzewee kënne ginn?

Mir zwee si prett. Mir sinn am meeschte gefuerdert. Mee net nëmme mir zwee aus der Regierung, alleguerten d'Memberen aus der Regierung si gefuerdert, och de Finanzminister, dee jo déi néideg Suen zur Verfügung stellt, fir och déi néideg Terraine kënnen ze kafen. Och am Steierdossier wäerte mer sécherlech déi eng oder déi aner Korrekture musse maachen, fir ewech vun der Demande-, hin zu der Offerpolitik ze kommen.

An natierlech, d'Gemenge brauche mer! A mir wäerten de Pilgerstab huelen, fir bei d'Gemengen ze goen an d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen. Well d'Fro stellt sech, an dat ass déi, déi am Raum steet: Sinn et 3,5 %, sinn et 5 % oder sinn et 10 % vun abordabelem Wunnraum, dee mer an den nächste 5, 10 oder 15 Joer wëlle maachen? Dir hutt dann d'Wuert, fir eis d'Zoustëmmung ze ginn, ze kritiséieren oder konstruktiv Verbesserungsvirschléi ze maachen, fir kënnen an deem Sënn weiderzegoen. Zesummen, mengen ech, kéinte mer et packen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert. Mir diskutéieren haut op en Neits iwwert d'Suergekand Nummer 1 an eisem Land, de Wunnengsbau.

Virun eelef Joer huet déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung sech schonn eng sëlleche Gedanken iwwert de Wunnengsbau hei am Land gemaach. Mat dem Pacte Logement 1.0 goufen am Joer 2008 eng sëlleche Pisten opgezeechent, fir dësem Ëmstand an der Problematik um Wunnengsmaart Rechnung ze droen. Just war d'Situatioun deemools bäi Wäitem nach net esou dramatesch wéi haut.

Den Ënnerscheed vun deemools op haut: Deemools ass probéiert ginn, ze agéieren, an et gouf probéiert, un der Situatioun eppes ze änneren. Iwwert déi lescht sechs Joer si keng nei Akzenter am Beräich vum Wunnengsbau gesat ginn, ausser awer enge sëllechen handwierkleche Feeler.

Et ass net gradesou wéi de Minister virdru gesot huet, datt d'Virkafsrecht oder de Bail emphytéotique iwwer 99 Joer iwwert déi lescht Joren net schonn ugepasst gi wären, dat heescht, wéi dat an der Zäit war, datt no 10 oder no 15 Joer eng Wunneng um fräie Maart konnt verkaaft ginn. Et si Promoteurs publics, entre autres och d'SNHBM, déi dat scho méi laang praktizéieren, datt d'Wunnengen dann awer sollen op 99 Joer iwwer Bail emphytéotique geholl ginn an datt och iwwer 99 Joer d'Virkafsrecht gezu gëtt.

Scho virun eelef Joer, fir zréckzekommen op de Pacte Logement 1.0, war deemools dem jonken Deputéierte Xavier Bettel de Wunnengsbau net besonnesch wichteg. Bis haut huet sech un dëser Tatsaach leider net vill geännert, wat mer am leschten État de la nation dann och gesinn hunn. Den Här Bettel war deemools vun zwielef méigleche Kommissiounssëtzunge just fënnefmol present. Dat nennt ee sech wierklech un engem Sujet inspiréieren an interesséieren!

Plusieurs voix.- O!

(Brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV)*.- Bei der Debatt iwwert de Pacte Logement ass den Här Bettel dem CSV-Spriecher 17-mol an d'Wuert gefall, ouni sech awer konstruktiv un der Diskussioun wëllen ze bedeelegen, …

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

… ausser dësen Aussoen: „Wann et keng Penurie am Logement géif ginn, da missten d'Leit net op ee Logement wéi op waarm Bréidercher waarden. An et ass net mat deem Päckelche Logement, deen Dir elo hei maacht, wou dat sech wäert änneren. Ee Jonken haut geet iwwert d'Grenz wunnen, dee geet op Thionville, dee geet op Tréier oder an d'Belsch wunnen."

O wéi wouer, Här Bettel, wann een d'Situatioun vun haut kuckt!

D'Situatioun haut: Sechs Joer Regierung ënner Féierung vum Xavier Bettel, wärend sechs Joer ass legislativ net ganz vill geschitt, ausser deene Propositions oder Projets de loi, déi nach am Tirang vun de Virgängerregierunge louchen.

Ech huelen hei d'Subvention loyer, ech huelen awer och déi berüümt-berüchtegt Klimabank. Dat war den „habitat durable", deen de Marco Schank nach preparéiert huet. Alles Propositiounen, déi an deem Tirang, dee jo anscheinend eidel war, louchen!

Déi lescht sechs Joer ass de Prix moyen bei den Appartementer am Bestand vu 4.323 Euro de Meterkaree op 5.627 Euro de Meterkaree, also ëm 30 % an d'Luucht gaangen. D'Loyere sinn iwwert déi lescht Joren dramatesch an d'Luucht gaangen. Am Joer 2017 louch de Loyer annoncé pro Meterkaree an der Moyenne nach bei 19,91 Euro. Haut läit en, zwee Joer duerno, bei 26 Euro an der Moyenne. Dat sinn iwwer 30 % innerhalb vun zwee Joer!

D'Salairë si bäi Wäitem awer net am selwechte Mooss an d'Luucht gaangen. Iwwer zéng Joer gesinn, sinn dat vläicht 10 % an der Moyenne. Well et hautzudaags ëmmer méi schwéier gëtt, opgrond vun neie Reglementatiounen a Gesetzgeebungen, fir en Immobiliekreditt ze kréien, wéilt ech gär folgend Motioun erareechen, an där mir d'Regierung opfuerderen, d'Garantie de l'État vun aktuell 148.691 Euro an deenen nächste Joren drastesch an d'Luucht ze setzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant l'augmentation constante des prix des logements ;

- constatant que l'accès à la propriété des ménages à revenus modestes tels les jeunes devient de plus en plus difficile et que le principal obstacle à l'accession à la propriété réside dans l'impossibilité de constituer un apport personnel suffisant ;

- constatant que de plus en plus de jeunes se voient refuser des crédits auprès des établissements bancaires ;

- prenant acte des exigences grandissantes des banques en termes de garanties ;

- rappelant que l'État peut aider à garantir un prêt hypothécaire, si un ménage n'a pas assez de garanties propres pour obtenir auprès d'un établissement financier le crédit nécessaire pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un logement ;

- estimant que ce dispositif facilite l'accession à la première propriété des jeunes ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement sur le marché privé ;

- prenant acte que le montant maximal de la garantie de l'État ne peut dépasser la somme de 148.691,76 € (correspondant en 2018 à l'indice moyen annuel de 793,02 de l'indice des prix de la construction) ;

- estimant que ce seuil maximal s'avère insuffisant afin de permettre aux ménages défavorisés ou à revenus modestes d'accéder à un logement décent,

invite le Gouvernement

- à revoir les conditions de l'octroi de la garantie de l'État pour l'acquisition d'un logement destiné aux particuliers et à augmenter considérablement le montant maximal pour l'achat d'un premier logement.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, deemools virun eelef Joer hunn d'Leit op eng Wunneng wéi op waarm Bréidercher gewaart. Jo, haut sti se souguer awer nuets schonn op a stelle sech an d'Rei, fir iwwerhaapt eng abordabel Wunneng ze kréien! Ech mengen net, datt nuets schonn eng Persoun opsteet, fir sech e waarmt Bréidchen ze kafen, ausser dem Bäcker, deen et muss baken. Dat nennt ee sechs Joer verfeelte Logementspolitik!

Den haitege Logementsminister Henri Kox stoung 2008 och hei op der Tribün um Riednerpult. Hien huet sech deemools awer anescht wéi eise Premier vun haut mat der Thematik ronderëm de Wunnengsbau beschäftegt. Hei e puer Aussoe vum Henri Kox vu virun eelef Joer: „Besonnesch den éischten Deel vun dësem Gesetz läit eis schwéier um Mo. Mir gesinn am Pacte mat de Gemengen net d'Léisung, mee éischter en zousätzleche Problem. Dir dréckt och nach déi ganz Responsabilitéit vun der Wunnengsbauproblematik op d'Gemengen."

Dat sinn dach awer interessant Aussoen!

„Dëst Gesetz kann och fir déi gréng e gutt Gesetz ginn, wa mer de Pacte mat de Gemenge ganz ewechloossen an eis op déi weesentlech Instrumenter vun der Wunnengsbauoffensiv konzentréieren. Mat dem Pacte Logement versicht de Staat, de Gemengen déi gesamt Responsabilitéit vum Wunnengsbau zouzeschousteren." Zitatende vum Henri Kox!

Lauschtert een d'Aussoe vun der Regierungspartei vun haut, wann et dann drëm geet, wat d'Responsabilitéit vun de Gemenge soll sinn, ech mengen, dann ass d'Appreciatioun sécherlech eng ganz aner, wéi dat nach virun eelef Joer de Fall war.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pacte Logement vun 2008 ass eigentlech a sechs verschidde Kapitelen ze deelen. De Pacte Logement gouf am Joer 2008 ëmgesat, fir eng Rëtsch Äntwerten op déi problematesch Situatioun um Wunnengsmaart ze ginn. Et goufe verschidden Elementer ëmgesat, déi haut nach hir Wichtegkeet hunn a parteiiwwergräifend och net a Fro gestallt sinn. Ech wéilt déi wichtegst Punkten eng Kéier kuerz ervirhiewen:

Éischtens, d'Ënnerstëtzung vun de Gemengen, déi finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien, wann déi jeeweileg Gemeng ëm 1 % am Joer wiisst.

Zweetens, mam Virkafsrecht fir Staat a Gemenge gouf eng Komponent agefouert, déi derfir Suerg sollt droen, datt d'ëffentlech Hand verstäerkt a méi schnell un Terraine sollt kommen, fir an Zukunft abordabele Wunnraum kënnen ze schafen. Mam Omnibusgesetz gouf dës Komponent vum Virkafsrecht och op Terrainen innerhalb vum Perimeter ausgeweit.

Drëttens, 10 % vun der Fläch sollte si fir Logement à coût modéré.

Véiertens, de Bail emphytéotique an den Droit de superficie goufen ugepasst.

Fënneftens, d'Aféiere vu spezifeschen Taxen, déi vun de Gemengen erhuewe kënne ginn.

Sechstens, Steierexemptioune beim Verkaf vun Terrainen un d'ëffentlech Hand.

De Wëlle war och deemools do, fir der sozialer Mixitéit flächendeckend méi Gewiicht ze ginn.

Bei der éischter Moossnam geet et ëm d'Fixatioun vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat un d'Gemengen. Hei goufe spezifesch Konditioune mat engem Wuesstum vun op d'mannst 1 % pro Joer gesat.

Bei der zweeter Moossnam vun deemools ass et ëm d'Virkafsrecht gaangen, wien e Virkafsrecht op wellechen Terraine sollt kréien. D'Responsabilitéit vum Nottär gouf ënner anerem och bestëmmt. Eng Rëtsch vu Komponente goufen agefouert, ënner wat fir enge Konditiounen dëst Virkafsrecht sollt spillen.

Schonn deemools huet d'Logementskommissioun sech Gedanken iwwert d'Notze vun Terrainen, déi adjacent zum Perimeter leien, gemaach. Déi Terrainen, déi un den aktuelle Perimeter ugrenzen, wiere vu grousser Wichtegkeet fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisen Uertschaften, fir déi de Staat, d'Gemengen an d'Promoteurs publics eng grouss Responsabilitéit droen.

„D'Kommissioun mengt, datt et onverantwortlech géintiwwer den zukünftege Generatioune wier, d'Urbaniséierung an den Developpement vun eise Gemengen exklusiv de private Promoteuren ze iwwerloossen." Zitat: Norbert Haupert. Duerfir d'Wichtegkeet, e Virkafsrecht op dësen Terrainen ze assuréieren.

D'Virkafsrecht muss haut awer nees eng Kéier ugepasst ginn, well et stellt ee fest, datt probéiert gëtt, d'Gesetzgeebung ze ëmgoen. Et ass festzestellen, datt oft am Viraus en Akkont gefrot gëtt, ier datt duerno definitiv aktéiert gëtt.

Et sinn awer och aner Beispiller, wou sech dann de Promoteur eenegt mat dem Vendeur vum Terrain, fir eventuell herno iwwer eng Wunneng, déi dësen dann zur Dispositioun gestallt kritt, dat Ganzt och ze ëmgoen. Duerfir ass et wichteg, datt dës Gesetzgeebung an deenen nächste Méint ugepasst gëtt, well hei verléiert d'Gemeng ee wichtege Virdeel, fir kënnen un Terrainen ze kommen.

Déi viregt Logementsministesch, d'Madamm Tanson, hat viru Méint och schonn annoncéiert, eppes wëllen un dësem Ëmstand ze maachen. An ech wéilt och hei den zoustännege Minister Kox froen, ob dëst nach ëmmer esou ass, fir onbedéngt hei am Beräich vum Virkafsrecht ze legiferéieren.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Lies *(CSV).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV ass haut méi wéi iwwerzeegt dovun, datt Terrainen, déi ausserhalb vum Perimeter leien an direkt un dëse grenzen a potenziell Entwécklungsfläche fir d'Zukunft wieren, onbedéngt reglementéiert musse ginn, ier eng Upassung vum PAG gemaach gëtt. De Staat, d'Gemengen an d'Promoteurs publics mussen zu engem gudden Deel an de Genoss vun dëse Fläche kommen, fir an Zukunft abordabele Wunnraum kënnen ze schafen.

Aus dësem Grond wéilt ech eng zweet Motioun erareechen, wou bei all Ëmklasséierung vun Terrainen ab 50 Ar, déi ausserhalb vum Perimeter leien an direkt un de Perimeter grenzen, also direkt kéinte bebaut ginn, awer och stättebaulech vun Notze wären a souwuel iwwer eng „modification ponctuelle" vum PAG wéi iwwert de Plan sectoriel « Logement » wéi iwwer POS zu Bauland ginn, musse minimal 30 % fir den abordabele Wunnengsbau reservéiert ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que le Luxembourg doit faire face à une croissance démographique exceptionnelle, alors que l'augmentation de l'offre de logements reste très modérée ;

- estimant que la pénurie de logements abordables et de logements locatifs sociaux représente un des principaux défis auxquels le Luxembourg est confronté et touche de plus en plus de ménages ;

- constatant, en effet, d'une part, que le nombre de logements pour les ménages à revenu modeste n'a pas augmenté de manière satisfaisante et que, d'autre part, même les ménages de la classe moyenne éprouvent de plus en plus de difficultés à se loger à des prix raisonnables ;

- estimant que la politique doit assumer sa responsabilité et prendre des mesures supplémentaires pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables ;

- estimant que des quotes-parts de logements à coût modéré respectivement de logements locatifs à construire devraient être fixées au niveau des plans d'aménagement particuliers « nouveau quartier » suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement ;

- estimant que ces quotes-parts devraient être fixées au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

- précisant que les terrains auxquels les quotes-parts devraient s'appliquer sont les terrains qui présentent des facilités d'aménagement plus larges par rapport à des terrains bâtis, situés dans les zones de développement, les zones à restructurer, les zones de réserves foncières et des terrains bordant le périmètre extérieur des agglomérations et reclassés suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général ;

- estimant que les terrains qui seraient réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat devraient être cédés soit à l'État, soit aux communes ou à des promoteurs publics ;

- estimant que les nouvelles dispositions sont censées accroître sensiblement l'offre en logements abordables,

invite le Gouvernement

- à intégrer au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain une nouvelle disposition qui prévoit que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement :

** 70% de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements qui peuvent être réalisés par des promoteurs privés et peuvent être librement vendus sur le marché privé ;*

** 30% de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat qui peuvent être réalisés par les communes et/ou les promoteurs publics ;*

- à préciser que les terrains qui sont réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat doivent être cédés soit à l'État, aux communes ou aux promoteurs publics, et ce à un prix juste et équitable qui est à fixer dans une convention à conclure entre le cédant et le cessionnaire ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

(Brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech huelen och hei d'Beispill vu menger Gemeng, wou mir wollten 1,8 Hektar elo am Kader vun der Refonte ëmklasséieren, fir genau do och abordabele Wunnraum ze schafen. Leider krute mer vusäite vum Ëmweltministère e Refus, fir dës Terrainen ëmzeklasséieren. Hei ass d'Gemeng awer haut schonn zu 76 % Proprietär gewiescht an et wier einfach gewiescht, op dëse Parzellen an deenen nächste Joren zu dräi Véierels abordabele Wunnraum ze schafen. Duerfir ass et wichteg, datt an Zukunft och d'Méiglechkeet besteet, datt eeben direkt adjacent zum Perimeter och do ëmklasséiert ka ginn, fir dësem Notze vun abordabelem Wunnraum Rechnung kënnen ze droen.

Am Punkt 3 vum Pacte Logement huet de Gesetzgeeber deemools drop insistéiert, datt déi 10 % Logement à coût modéré géint d'Oppositioun vum Staatsrot sollten an d'Gesetz geschriwwe ginn. Deemools sollten dat 10 % iwwer eng Bruttofläch vun engem Hektar Bauland sinn. D'Omnibusgesetz huet dëst ugepasst op d'Lotissementer, wou 25 Wunnengen ëmgesat ginn, datt dann 10 % vun der Surface constructible brute musse fir abordabele Wunnraum genotzt ginn. Hei stellt sech d'Fro, ob dësen Taux vu 25 Wunnengen net och no ënne kéint oder misst ugepasst ginn.

Innerhalb vum Bauperimeter muss dës sozial Mixitéit onbedéngt applizéiert ginn. De Logement à coût modéré muss haut a muer och als abordabele Wunnraum ugebuede ginn. Aus dësem Grond wéilt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng drëtt Motioun erareechen, wou et dann ëm dës 10 % innerhalb vum Bauperimeter geet.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » a modifié l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 en arrêtant une quote-part de logements à coût modéré destinés au logement social et qui doivent être construits dans les lotissements couverts par un PAP « nouveau quartier » ;

- constatant que l'article en question prévoit que si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier » est supérieur à 25 unités, au moins 10 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements à coût modéré ;

- estimant que ce taux s'avère non adapté pour parvenir à une réelle augmentation de l'offre de logements abordables,

invite le Gouvernement

- à revoir l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain en augmentant la quote-part des logements qui doivent être réservés à la réalisation de logements à coût modéré à au moins 20 % afin de réserver dans un PAP « nouveau quartier » une plus grande surface au logement social ;

- à diminuer le seuil du nombre d'unités de logement minimal à partir duquel au moins 20 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement devraient être réservés à la réalisation de logements à coût modéré à 15 unités ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements à coût modéré et le prix de vente respectivement de location de ces logements ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier le texte en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Bei all PAP « nouveau quartier » mussen ab engem Bau vu 15 Wunnengen 20 % vun de Wunnengen ënner abordabele Konditiounen ëmgesat ginn, andeems am Viraus iwwer eng Konventioun definéiert gëtt, zu wat fir engem Präis datt dës Wunnenge musse verkaaft oder verlount ginn. D'Gemenge sollten hei eng Convention type vusäite vum Inneministère zur Verfügung gestallt kréien, wou d'Konditioune landeswäit sollen definéiert sinn.

Beim véierte Volet, der Emphyteose an dem Droit de superficie, goufen déi jeeweileg Rechter a Flichte festgeluecht. Et gëtt och festgehalen, wat um Enn vun der Emphyteose respektiv dem Droit de superficie mat deene Konstruktioune geschitt, déi den Emphytéote respektiv de Superficiaire op deem gelounten Terrain opgeriicht huet. De Pacte Logement gesäit och e Virkafsrecht fir béid vir, am Fall wou den Terrain virum Enn vum Kontrakt verkaaft gëtt.

Ënnert dem Punkt 5 kënnen d'Gemenge spezifesch Taxen aféieren, beispillsweis iwwert de Leerstand vu Wunnengen an op Terrainen, déi net bebaut sinn. Datt dëst net esou evident ass, beweist déi aktuell Applikatioun. D'CSV-Fraktioun ass aus dësem Grond der Meenung, datt eng national Spekulatiounssteier op onbebauten Terrainen iwwert de Staat muss agefouert ginn.

Erausgehale gi mussen hei natierlech d'Terrainen, déi fir d'Kanner reservéiert si respektiv fir gewerblech Aktivitéiten, an awer och d'Landwirtschaft soll aus dëser Spekulatiounssteier erausgehale ginn.

Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Motioun, déi d'CSV am Kader vun der Debatt iwwert den État de la nation deposéiert huet, déi leider awer vun der Majoritéit ofgeleent ginn ass.

Verwonnerlech war et dunn, datt e puer Woche méi spéit den LSAP-Spriecher iwwert de Wunnengsbau, den Yves Cruchten, d'Spekulatiounssteier nees eng Kéier an d'Gespréich bruecht huet. De Premier Bettel an engem Interview virun e puer Deeg am „Lëtzebuerger Land" huet sech awer nach eng Kéier ganz kloer dergéint ausgeschwat, datt also dann dee Moment keng Spekulatiounssteier soll kommen op Bauland.

Hei stellt sech wierklech d'Fro: Wat wëllt dës Koalitioun an dësem Beräich maachen? A wat fir eng Richtung wëll se goen?

(Interruption par M. Franz Fayot)

Här Fayot, ech menge schonn.

(Interruptions)

Am leschten a sechste Punkt gëtt de Volet vum verbëllegte Wunnraum behandelt, well et eis wichteg ass, datt de privaten Investisseur/Promoteur och d'Méiglechkeet soll kréien, beim abordabele Wunnengsbau matzewierken, notamment beim Bau vu Mietwunnengen. A well och méi Entreprisen doriwwer nodenken, fir hire Salariéen an Zukunft eng Mietwunneng à disposition ze stellen, wéilte mir gär follgend véiert Motioun erareechen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des subventionnements étatiques pouvant atteindre jusqu'à soixante-quinze pour cent du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location qui sont créés par des promoteurs publics ;

- constatant que les promoteurs privés ne peuvent pas profiter de ces aides ;

- constatant que le besoin actuel en logements locatifs à bas loyer ne cesse de croître ;

- estimant que les retards accumulés dans ce domaine ne peuvent être rattrapés sans une collaboration renforcée avec le secteur privé ;

- estimant qu'il est dès lors primordial que les investisseurs/promoteurs privés qui font réaliser des projets subventionnés puissent également bénéficier des aides étatiques ;

- estimant cependant que l'octroi et l'importance des aides de l'État devraient être assortis d'une série de conditions et d'obligations qui reposent sur une convention à conclure avec le ministre ayant le logement dans ses attributions ;

- précisant que le montant maximal de l'aide étatique pour la construction de logements à coût modéré destinés à la location est plafonné à 15 % du prix de construction ou d'acquisition et ne pourra dépasser 100.000 euros par logement ;

- précisant que le bénéficiaire de l'aide étatique doit s'engager à appliquer aux logements locatifs créés le régime de la gestion locative sociale (loyer maximal de 10 €/m²) pendant au moins 25 ans,

invite le Gouvernement

- à étendre le bénéfice des aides étatiques aux promoteurs privés qui investissent dans le logement locatif subventionné ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- De privaten Investisseur/Promoteur soll och op Hëllefe vum Staat kënnen zréckgräifen, wann hien dës Wunnenge wärend op d'mannst 25 Joer net verkafen deet an e maximale Loyer vun 10 Euro op de Meterkaree froe géif.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Pacte Logement vun 2008 huet ënner anerem och festgehalen, datt, wann d'Bauflicht net agehale gëtt, eng spezifesch Tax kéint agefouert ginn. D'Baulandverträg, déi nach an der Prozedur sinn, dierften och hei net all d'Äntwerten op dës Froe ginn.

Mat der Upassung vun der Grondsteier gouf d'Basis geluecht, fir onbebaut Terraine méi héich ze besteieren. D'Kategorië B1 bis B6 hunn de Gemengen zanterhier d'Méiglechkeet ginn, bebaut an onbebaut Terrainen anescht ze berechnen. Am Kader vun der leschter Debatt iwwert de Wunnengsbau am Mäerz 2018 huet d'CSV eng Motioun vun de Majoritéitsparteie matgedroen, an där d'Regierung opgefuerdert ginn ass, eng Rëtsch vu Punkte schnellstméig-

lech ëmzesetzen. 22 Méint no dëser Debatt muss ee feststellen, datt, wéi ëmmer an deene leschte Joren, wann et ëm de Wunnengsbau gaangen ass, et gréisstendeels bei enger Absichtserklärung bliwwen ass.

Duerfir fuerdere mir d'Regierung nach eng Kéier op, schnellstméiglech ze legiferéieren an deene jeeweilegen Dispositioune Rechnung ze droen, déi och deemools an där Motioun scho gefrot gi sinn.

Nodeems d'CSV-Fraktioun am Débat sur l'état de la nation an och elo just schonn eng sëlleche Propositioune gemaach huet, déi dem abordabele Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg kéinten zeguttkommen an och an d'Gesetz vum Pacte Logement 2.0 géife passen, wéilt ech gär zousätzlech Iddie vusäite vun der CSV developpéieren.

D'CSV-Fraktioun huet schonn 2015 derfir plädéiert, fir de privaten Entreprener beim Bau vun abordabele Wunnengen, zesumme mat de Gemengen, verstäerkt mat an d'Boot ze huelen. Den Terrain bleift virun am Besëtz vun de Gemengen, de Verkaf fënnt zu deene selwechte Konditiounen, iwwer Erbpachtvertrag a Virkafsrecht, wéi bei de Promoteurs publics statt. D'Locatioun vun dëse Wunnenge kéint iwwer eng nei sozial Wunnfërdergesellschaft, beispillsweis mat dem Numm „myLogement" ëmgesat ginn. Dës Agence ass da responsabel fir de komplette Suivi, an dëst an enker Zesummenaarbecht mat der jeeweileger Gemeng, dem Office social aus där jeeweileger Gemeng. Dëst kann natierlech och iwwer Syndikater vu Gemengen an Offices sociaux lafen.

Dës Wunnfërdergesellschaft kéint d'Basis vu staatlecher, kommunaler a privater Kollaboratioun ginn, esou wéi et och am Pacte Logement 2.0 ugeduecht ass. Dës Form vun Zesummenaarbecht wier eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen. Éischtens kéint d'Offer u Wunnengen ënnert dëser Form vun Zesummenaarbecht méi schnell an d'Luucht gedriwwe ginn. Zweetens wier assuréiert, datt de private Constructeur iwwert déi nächst Jore mat Aarbecht versuergt wier.

Mir stellen zurzäit awer leider fest, datt Leit am Handwierk feelen an datt et leider net genuch Léierplazen hei am Land gëtt, fir d'Handwierk ze förderen.

Aus dësem Grond deposéieren ech eng nächst, fënneft Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, eng méi grouss schoulesch Offer an dësem Beräich uechtert d'ganzt Land unzebidden.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant une pénurie en main-d'œuvre au Luxembourg ;

- rappelant une étude récente de la Chambre des Métiers qui a estimé le besoin total en main-d'œuvre de l'artisanat pour les douze mois prochains à 9.400 salariés ;

- constatant que le secteur de la construction à lui seul a besoin de plus de 5.000 salariés ;

- constatant que seul le Lycée Josy Barthel Mamer offre des formations professionnelles dans les métiers du bâtiment tels maçon, carreleur, plafonneur-façadier ;

- déplorant que l'offre de la formation professionnelle de base - maçon au Lycée Edward Steichen Clervaux ne soit prévue que pour l'année scolaire 2023-2024 faute d'ateliers adéquats sur le site scolaire,

invite le Gouvernement

- à définir en concertation avec les milieux professionnels une stratégie ayant pour but de combler à court et à moyen terme la pénurie en main-d'œuvre au Luxembourg ;

- à augmenter voire développer l'offre scolaire dans les métiers du bâtiment dans les quatre régions du pays ;

- à promouvoir l'image de l'artisanat auprès des jeunes ;

- à sensibiliser les jeunes pour les métiers artisanaux et ce dès le plus jeune âge.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

Plusieurs voix.- Très bien !

Une voix.- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Marc Lies *(CSV)*.- En aneren Usaz ass dee vun engem Masterplang fir d'Gemengen, deen d'CSV-Fraktioun 2018 an der Debatt och hei gefuerdert huet mat follgenden dräi Schwéierpunkten: Opkaf vun Terrainen, Planifikatioun a Viabilisatioun vun dësen Terrainen, Exploitatioun a Gestioun vun de Wunnengen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dësen Exercice nach méi kloer ëmräissen a pragmatesch Pisten opzeechnen, wéi dëse soi-disant Masterplang mat de Gemengen zesummen ëmgesat kéint ginn. Et gëtt vusäite vum Logementsministère, souwuel vun dësem Logementsminister wéi och vun de viregte Logementsministeren, ëmmer nees drop verwisen, datt bei de Gemengen dat gréisst Potenzial läit, fir den aktiven ëffentleche Wunnengsbau ze bedreiwen. De Staat legiferéiert an an de Gemenge spillt d'Musek, esou kéint een den Istzoustand duerstellen.

Eis Gemengen hunn eng grouss Autonomie, wat d'Entwécklung vun hirer Gemeng ugeet. Dëst ass och gutt esou a mécht d'Gemengen nieft dem Staat zu enger wichteger Instanz an eisem Land. Elo ass et awer leider esou, datt opgrond vun der Gemengelandschaft an der Gréisst vun deene jeeweilege Gemengen net all Gemeng déi selwecht Méiglechkeet huet, wat beispillsweis d'Finanzkraaft oder awer och d'Personalkraaft ugeet.

Aus dësem Grond ass et wichteg, datt sech d'Gemengen zesummendinn, fir eeben dës Masse critique ze schafen, wou si d'Méiglechkeete kréien, deem dach groussen Aufgabeberäich, deen u si gestallt gëtt, nozekommen. D'Territorialreform oder d'Landesplanung spillen heibäi eng wichteg Roll, wéi mir eis weiderentwéckele wëllen oder sollen. Datt d'Emsetzung heivun net esou einfach ass, dierft eis och alleguerte bekannt sinn.

Ech wéilt zréck op de Wunnengsbauprogramm an de Gemenge kommen, wou et drëm geet, „step by step" déi jeeweileg Moossnamen ze ergräifen, fir an Zukunft méi Offer an all Beräich vum Wunnengsmaart ze schafen. Datt sech dëst net mat engem eenzegen Handschlag realiséiere léisst, dierft och kloer sinn. Et geet awer elo drëm, fir alleguer déi rechtlech a gesetzlech Dispositiounen, déi et gëtt, ze bündelen an an eng uniform a kohärent Struktur ze géissen, fir den Challenge Wunnengsbau a Wunnengsmaart unzegoen.

Mat dem éischte Step, dem Opkaf vun Terrainen, geet et natierlech bei all Projet un. De Staat oder d'Gemengen hunn net genuch Baulandreserven, dat ass deen éischte Constat, deen ze maachen ass. Datt an de kommende Joren, Jorzéngte verschidden Industriebroochen, déi zwëschenzäitlech am Besëtz vun dem Staat, de Gemengen oder verschiddene Promoteurs publics sinn, valoriséiert a bebaut ginn, ass natierlech ze begréissen.

Oppasse muss ee bei dëse Projeten awer, datt déi sozial Mixitéit net verluer geet. E gesonde Mix tëschent Commerce, ëffentlechen Ariichtungen, Grëngflächen, subventionéiertem Wunnengsbau, sozialem Mietwunnengsbau a private Wunnenge wier dréngend rotsam, soudatt keng Gettoiséierung ka stattfannen.

An der Reegel sollt an eise Gemengen eng kohärent a konsequent Duerchmëschung vun alle Bevëlkerungsschichten ugestrieft ginn. Dat suergt fir eng sozial Kohäsioun an och fir déi néideg Integratioun. Beim Erstelle vun neie PAPe sollt déi ëffentlech Hand konsequent derfir suergen, datt dësem soziale Mix Rechnung gedroe gëtt.

Wéi déi 10 % Bruttogeschossfläch fir Logement à coût modéré ze realiséiere si respektiv erweidert kënne ginn, hunn ech virdru schonn an eiser drëtter Motioun verdäitlecht.

Här Minister, virun e puer Woche waart Dir op enger Feier bezüglech vun Infrastrukturaarbechten, déi fäerdeggestallt gi sinn, wou genau dëse soziale Mix, wéi Der et och virdru gesot hutt, ëmgesat konnt ginn. Mat 40 verschiddene Proprietäre gouf op enger Fläch vu ronn eelef Hektar en neit Lotissement developpéiert, wou 10 % vun all Proprietär un d'Gemeng verkaaft gi sinn. Vu 400 Wunnengen, déi haut an dësem Lotissement gebaut ginn, ginn 100 Wunnengen ënner abordabele Konditiounen, ob dat fir d'Vente ass, ob dat fir d'Locatioun ass, ob dat fir intergenerationelle Wunnengsbau de Fall ass, ëmgesat. An ech mengen, dat si genau déi Beispiller, wéi et an Zukunft soll gemaach ginn, datt wierklech an all Gemeng, wann iergendwellech nei PAPen en place gesat ginn, dës 10 % sollen derfir genotzt ginn, fir genau dësen abordabele Wunnengsraum ze schafen, an awer och, fir déi sozial Mixitéit ze assuréieren.

Fir bis dohin ze kommen, huet awer eng Konventioun, oder eng „convention de remembrement" mat all Proprietär missen ënnerschriwwe ginn. Datt dëst net ëmmer esou einfach ass, dat wësse mer alleguerten. Ben, um Instanzewee ass jo och de „remembrement ministériel", wat sécherlech ze begréissen ass.

Wann d'Gemeng awer de Lead beim Ausschaffe vun engem PAP hëlt, dann huet dat och e ganz positiven Effekt, vu datt déi privat Proprietäre sécherlech méi Vertrauen an d'ëffentlech Hand respektiv an d'Gemeng hu wéi an e private Promoteur. An duerfir ass et wichteg, fir eeben deem Rechnung ze droen, datt dës Struktur, wéi ech virdru schonn ugedeit hunn, eng sozial Wunnfërdergesellschaft mat der Denominatioun zum Beispill „myLogement", dann déi Funktioune vun Opkaf vun den Terrainen, Viabilisatioun vun dësen Terrainen, vun dem Bau an der Gestioun vun de Wunnenge kéint assuréieren.

Am Kader vun dëser Viabilisatioun an dem Erstelle vun engem PAP muss am Viraus eng Konventioun tëscht dem Proprietär an der Gemeng gemaach ginn, fir dem soziale Mix, wéi virdru scho gesot, Rechnung kënnen ze droen. Wënschenswäert wier, wéi och scho virdrun ugekënnegt, wann hei eng Convention type un d'Gemenge verschéckt géif ginn, wéi dëst kéint applizéiert ginn, awer och mat engem Schlëssel vun deem, wéi déi Präisser, souwuel fir d'Vente wéi och fir d'Locatioun, missten definéiert ginn.

Fir dem Bierger eng Plattform ze ginn, wou hie sech iwwert d'Offer un abordabelem Wunnraum a senger Gemeng oder Regioun kann informéieren, sollt e lokalen oder regionale Büro, de „myLogement Infodesk", ënnert der Struktur vun där neier Wunnfërdergesellschaft „myLogement" geschaaft ginn. Mat enger Websäit mylogement.lu an enger Hotline ënnert deem selwechten Numm kéint och de Bierger sech all Informatiounen iwwert den abordabele Wunnraum siche goen. De Pacte Logement 2.0 wier déi richteg Plattform, fir dëser Iddi Rechnung ze droen.

Wann ech virdru vun uniformen a kohärente Strukture geschwat hunn, da wéilt ech heimat am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Propos maachen, wéi esou eng Struktur kéint ausgesinn. Dës Struktur kéint een an dräi verschidde Cellullen ënnerglidderen, déi entweeder iwwert de Staat, also iwwert de Ministère du Logement, en place gesat kéinte ginn, oder awer iwwer eng Gesellschaft „de droit privé", wou de Staat an aner ëffentlech Instanzen, wéi beispillsweis och de Pensiounsfong, Aktionär kéinte ginn.

Déi zweet Approche wier sécherlech hei déi méi sënnvoll an effikass, fir mam Tempo um Immobiliemaart kënne Schrëtt ze halen. Mat enger „myLogement"-Full-Option-Struktur, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, Syndikater an Offices sociaux, vum Opkaf iwwert d'Viabilisatioun, de Bau vu subventionéierten a soziale Wunnengen, d'Gestioun vun de soziale Mietwunnengen an d'Consultance - also de Bierger um Terrain beroden an informéieren -, wiere mir am Beräich vum abordabele Wunnengsmaart e gutt Stéck weider.

Aus dësem Grond reechen ech eng sechst Motioun eran, fir d'Regierung opzefuerderen, e Masterplang fir d'Gemenge mat der Schafung vun enger neier sozialer Wunnfërdergesellschaft „myLogement" ze schafen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que les communes jouent un rôle important dans la création de logements abordables ;

- constatant que les communes sont dépourvues de personnel spécialisé pour devenir actives dans le domaine du logement ;

- constatant que les communes ne disposent très souvent pas des moyens nécessaires pour concrétiser des projets de logements abordables ;

- constatant que la création de logements entraîne une charge administrative importante ;

- estimant que les communes ont besoin d'une structure de conseil, de soutien et d'assistance dans la promotion immobilière sociale qui a les ressources humaines nécessaires pour les encadrer dans les différentes démarches et procédures ;

- estimant que cette structure devrait réunir au profit des communes :

• une cellule d'acquisition de foncier,

• une cellule d'urbanisation et de réalisation de projets immobiliers,

• une cellule administrative et de gestion des biens immobiliers,

invite le Gouvernement

- à renforcer le conseil et le soutien des communes par le biais d'une nouvelle structure à créer, dont le but est de soutenir les communes dans leur politique immobilière sur un plan technique, administratif et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach e puer Wuert iwwert den Engagement vum Staat géintiwwer vun de Gemenge verléieren.

De Pacte Logement 2.0 muss och nei an zousätzlech Ureizer schafen, fir de Gemenge bei hiren Efforten ënnert d'Äerm ze gräifen. Wa mir vun Opkafen, Viabilisatioun a Gestioun schwätzen, dann huet dëst natierlech och säi Käschtepunkt. Fir datt dëst kohärent a pragmatesch iwwert d'Bün geet, wier et vu Virdeel, wann de Plan de construction d'ensembles oder den neie Wunnengsbaufong vum Logementsministère an d'Reform vum Pacte Logement 2.0 mat integréiert géife ginn. Déi Hëllefen, déi haut iwwert dëse Programm ausbezuelt ginn, fannen en direkten Nidderschlag op d'Aarbecht um Terrain.

D'Gemenge mussen awer zousätzlech indemniséiert gi fir all Effort, dee mat der Schafung vu Wunnraum ze dinn huet. Weist eng Gemeng Projeten aus, wou de soziale Mix besonnesch ausgeprägt ass, da sollt dëst och iwwer e Bewäertungssystem mat engem Ratio x vun erschwénglechem Wunnraum an engem Ratio y mat der Schafung vu Wunnraum iwwert de Privatmaart bewäert ginn. Heibäi misst den erschwéngleche Wunnraum natierlech eng weesentlech méi héich Bewäertung erlaange wéi d'Schafung vu Wunnraum iwwert de Privatmaart.

Déi gréisst Hürd fir d'Gemenge bei der Realisatioun vu sozialem Wunnraum, also dem Bau an der Gestioun vu soziale Mietwunnengen, besteet doran, dës Wunnengen ze geréieren an en adequate Suivi mat de Leit um Terrain ze maachen.

Aus dësem Grond géif ech eng siwent Motioun erareechen, an där mir d'Regierung opfuerderen, d'Gesetz iwwert d'Offices sociaux ze iwwerschaffen an derfir ze suergen, datt d'Offices sociaux an deene Gemengen, déi en adequate Suivi social a financier mat de Locatairë vu soziale Mietwunnenge maachen, méi Moyenen, ergo méi Personal zur Verfügung gestallt kréien.

Une voix.- Très bien !

Motion 7

La Chambre des Députés,

- constatant que les offices sociaux ont des charges bien précises dans le domaine social, dont l'aide à la recherche de logements abordables respectivement la mise à disposition de logements sociaux ;

- estimant qu'une partie des personnes qui occupent des logements sociaux sont des personnes fragiles devant faire face à une multitude de problèmes, de sorte qu'en plus d'un toit sur la tête, elles ont besoin d'un accompagnement et d'un suivi social et financier personnalisés tant que leur situation personnelle n'est pas stabilisée ;

- constatant qu'un tel accompagnement implique un fort besoin en personnel qualifié ;

- constatant que l'accompagnement social et financier des personnes qui habitent des logements sociaux n'est pas défini dans la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale comme tâche du personnel des offices sociaux,

invite le Gouvernement

- à réformer la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale en y intégrant l'accompagnement social et financier des personnes bénéficiaires d'un logement social parmi les missions des offices sociaux ;

- à augmenter considérablement la participation étatique aux frais résultant de l'engagement de personnel supplémentaire pour l'accompagnement social et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Dëst ass am Gesetz zurzäit net esou virgesinn a sollt onbedéngt ugepasst ginn, well dat éischt Suergekand an den Offices sociaux ass notamment och d'Wunnengssich.

Fir e weideren Ureiz bei de Gemengen ze schafen, wat de Bau vu soziale Mietwunnengen ugeet, wier et begréissenswäert, wann d'Regierung d'Proposition de loi vun der CSV géif guttheeschen, fir den Taux de subside vu 75 % op 90 % an d'Luucht ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, d'CSV-Fraktioun geet konstruktiv un den Challenge Wunnengsbau erun, huet eng sëlleche Proposen, Motiounen an deene leschten Deeg, souwuel haut an och virun e puer Wochen, erageréecht. Et wier ze hoffen, datt d'Regierung och emol eng Kéier eng Motioun vun der Oppositioun géif unhuele respektiv datt duerno gekuckt gëtt, datt déi sëlleche Proposition-de-loien och virugedriwwe ginn.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Lies *(CSV).*- An dësem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwert de Logement. „Alt erëm", kéint ee bal soen. Jo, de Logement ass eng vun deene gréissten Erausfuerderungen hei am Land. An dofir begleet eis dëst Theema och ëmmer erëm an eisen Debatten hei an der Chamber.

Den allgemenge Constat ass ëmmer deen nämmlechten: D'Präisser vum Immobiliemarché gi wéinst enger ëmmer méi grousser Demande an ze wéineg Offer zanter Jorzéngten an d'Luucht. Et ass also wichteg, de Problem bei senger Wuerzel ze paken an do ze agéieren, wou nach Potenzial ass, fir d'Offer u bezuelbarem Wunnraum an d'Luucht ze setzen.

Ech hunn et schonn an der leschter Debatt gesot: D'Logementsproblematik ass just mat ganz villen ënnerschiddleche Puzzlestécker ze léisen, well et gëtt keen Allheelmëttel, mat deem mir vun haut op muer all eis Problemer an dësem Beräich aus der Welt schafe kéinten, och wann deen een oder deen aneren awer probéiert, eis dat heiansdo gleewen ze doen.

Mir hunn an der leschter Legislaturperiod scho ganz vill Puzzlestécker agesat. Ee groussen Erfolleg ass zum Beispill, dass de Staat ronn 60 Hektar fréier Industriefrichen iwwerhuele konnt, wou zu Diddeleng, Wolz, Péiteng a Bieles 1.500 Wunnunitéite fir ronn 3.500 Awunner entstoe wäerten.

Och bei den zwee ëffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du logement, huet sech eppes gedoen, ugefaange bei der SNHBM. D'SNHBM huet hir Produktivitéit u Logementer pro Joer verdräifacht. Och beim Fonds du logement hunn d'Ustrengungen aus de vergaangene Jore sech gelount. D'Reform dréit hir Friichten, de Fong wäert seng Produktivitéit verdräifache kënnen a wäert ab dem Joer 2020 och bei ronn 300 Wunnenge pro Joer leien.

Ech kéint nach eng ganz Rei Mesuren opzielen aus deene leschte fënnef Joer, wéi d'Incentiven an der Steierreform, fir dass nach méi Leit sech e Kaf vun engem Eegenheem leeschte kënnen, d'Erhéijung, d'Aféierung vum Wunngeld an esou weider.

De Logement ass e Sujet, deen eis alleguerten eppes ugeet: déi wunnengsichend Leit, de Locataire, de Proprietär, de Promoteur, den Entreprener an zu gudder Lescht de Staat souwéi d'Gemengen. Besonnesch dee leschten Akteur ass bis elo awer oft vergiess gi respektiv net ideal matagebonne ginn. D'Gemenge sollten eigentlech nieft dem Staat an den ëffentleche Bauträger den drëtte grousse Pilier vun der staatlecher Logementspolitik sinn. Ma vill Gemenge wëllen oder kënnen där Ufuerderung de Moment net gerecht ginn.

Domat komme mer zum eigentleche Sujet vun haut, dem Pacte Logement 2.0. De Wunnengsbau gehéiert net zu den obligatoreschen Aufgabe vun enger Gemeng. Dat ass sécherlech ee Grond, firwat vill Gemengen de Moment de Bau vun eegene Wunnengen net als eng vun hire Prioritéiten ugesinn. Vill kleng a mëttelgrouss Gemenge sinn nämlech frou, wa si iwwerhaapt hire gesetzlechen Obligatiounen nokommen, dem Bau vu Schoulen a Maisonrelaisen, der Waasser- an der Ofwaasserversuergung, dem Ënnerhale vun hirem Stroossennetz an esou weider.

Fir vill Gemenge spillt och de finanzielle Spillraum eng Roll. Et ass bei Wäitem net all Gemeng, déi sech et leeschte kann, massiv an de Wunnengsbau ze investéieren. Heiansdo si si och einfach iwwerfuerdert a loossen da léiwer d'Fangeren dervun, amplaz sech eventuell d'Fangeren ze verbrennen.

Souguer déi 75 % vum Invest, déi d'Gemenge remboursëiert kënne kréien, ginn net duer. Déi meescht Gemenge konnten effektiv net méi wéi 50 % remboursëiert kréien, dëst, well d'Deckelung einfach ze niddreg ass an net den aktuelle Präisser um Marché entsprécht. D'Virfinanzéierung wier sécher eng Mesure, déi d'Gemenge géife begréissen.

Mir sinn eis heibanne jo all eens, dass d'Gemengen déi néideg finanziell Ënnerstëtzung an d'Bedeelegung vun Experte brauchen, fir hirer Roll als Akteur an der Logementspolitik gerecht kënnen ze ginn. De Pacte Logement 1.0 aus dem Joer 2008 war en éischte Versuch, esou eng offiziell Kollaboratioun tëscht dem Staat an de Gemengen op d'Been ze stellen. Bis op e puer Ausnamen hu sech am Laf vun de Jore bal all d'Gemengen dem Pakt ugeschloss a sech esou verflicht ze wuessen.

Jo, de wichtegste Krittär vum Pacte Logement 1.0 war an ass et, dass d'Gemenge sech derzou verflichten, all Joer ëm e gewëssene Prozentsaz an hirer Populatioun ze wuessen. Wa si dëse Krittär erfëllen, kréie si vum Staat Suen, déi si an de Logement, awer net nëmmen an de Logement investéiere kënnen. Ech kommen herno nach eng Kéier heirop zréck.

De Pacte Logement ass awer net nëmmen e Belounungssystem fir d'Gemengen, mee huet och eng ganz Rei Instrumenter geschaaft, déi et de Gemengen erlaben, méi bezuelbare Wunnraum ze schafe respektiv iwwerhaapt emol un Terrainen ze kommen, fir dës dann ze bebauen.

Här President, ech géif gären op dräi grouss Punkten agoen, déi eiser Meenung no elementar sinn, fir d'Gemengen als drëtte Pilier an eiser Logementspolitik ze etabléieren.

Éischtens: Wéi kommen d'Gemengen un Terrainen, fir Wunnprojeten drop ze realiséieren? Zweetens: Wéi finanzéieren d'Gemengen de Kaf vun Terrainen, de Bau vu Wunnengen an d'Gestioun vun dëse Wunnengen? An drëttens: Wou huelen d'Gemengen d'Expertis an den Knowhow hier, fir dës Projeten ze realiséieren?

Ugefaange mat den Terrainen: Wann ee Wunnraum wëllt schafen, brauch een Terrainen, fir drop ze bauen. Bauland ass zu Lëtzebuerg allerdéngs e raart Gutt an en deiert nach derbäi. Vereenzelt verkafen a versteeë Gemenge souguer hir eege Bauterrainen um private Marché.

Mat esou Methoden, léif Kolleegen, suerge si awer net mat derfir, dass d'Präisser um Wunnengsmaart erofginn, éischter de Contraire! Déi Methode mussen dofir dréngend ënnerbonne ginn. Genee de Géigendeel wëlle mir jo erreechen.

D'Gemenge solle selwer baue respektiv baue loossen an zu engem bezuelbare Präis Logement verlounen oder verkafen. Et gehéiert net zu den Aufgabe vun enger Gemeng, Renditten um Verkaf vun Terrainen oder Logementer ze maachen.

Ma wéi kommen d'Gemengen elo un déi Terrainen? Een Instrument, dat mam Pacte Logement 1.0 geschaaft ginn ass a mëttlerweil souguer ausgebaut ginn ass, ass den Droit de préemption, also d'Virkafsrecht. De Prinzip ass einfach: Soubal en Terrain verkaf soll ginn, gëtt d'Gemeng vum Nottär gefrot, ob si deen net selwer wëllt kafen, fir selwer bezuelbare Wunnraum ze schafen oder aner urbanistesch Ziler ze erfëllen.

Leider gëtt dëst Instrument vun de Gemengen de Moment net allze oft genotzt, am Géigesaz zum Fonds du logement, vläicht well d'Gemengen de finanziellen an techneschen Hürden net gewuess sinn. De viregte Logementsminister, de Marc Hansen, huet iwwregens beim Fonds du logement an dësem Theema fir e Mentalitéitswiessel gesuergt, wat mer begréissen.

Den Droit de préemption soll eiser Meenung no am Pacte Logement 2.0 bäibehale ginn. Ech kommen duerno beim Finanzement nach eng Kéier drop ze schwätzen.

En anert Instrument ass d'Befreiung vun der Akommessteier op der Plus-value, wann een als Privatpersoun un de Staat oder eng Gemeng verkeeft. Och dës ganz positiv Mesure soll weiderlafen a mathëllefen, dass d'Gemenge méi séier u Bauterraine kommen.

Här President, ech zielen Iech näischt Neies, wann ech soen, dass d'DP net frou mat Enteegnunge vu Bauterrainen ass. Mir wieren eis dogéint, dass Famillje Bauland ewechgeholl kréien, dat se fir hir Kanner an Enkelkanner halen. Ech kann Iech awer versécheren, dass eis Spekulatioun mat Bauland genausou en Dar am A ass wéi Investoren, déi aus renge Gewënnzwecker Terrainen a Wunnengen opkafen, fir se da broochleien ze loossen a weider drop ze spekuléieren.

Mir als DP wëllen, dass esou eng Spekulatioun mat nei geschafenem Bauland net méi méiglech ass. A mir hu schonn dat richtegt Instrument entwéckelt, fir dëst ze erreechen: de Baulandvertrag, wou mir nach ganz ongedëlleg op den Avis vum Staatsrot waarden. Mee soubal mir de legislative Prozess endlech kënnen ofschléissen, wäert de Baulandvertrag derfir suergen, dass d'Spekulatioun mat neie Bauterrainen net méi attraktiv ass. Doduerjer wäerte méi Terrainen entweeder privat bebaut ginn oder u staatlech Akteure respektiv d'Gemenge verkaf ginn.

Nach e Wuert zur Spekulatiounstax. Mir mierken, dass déi kommunal Taxen net wierken an an deene Gemengen, wou se existéieren, och net wierklech applizéiert ginn. D'DP steet zu hirem Engagement, d'Grondsteier esou ze reforméieren, dass eidel stoend Wunnengen an net bebauten Terrainen an Zukunft méi staark belaascht ginn an dofir d'Leit, déi an hirem eegenen Haus oder hirer eegener Wunneng wunnen, net vun dëser Reform betraff wäerte sinn.

D'Reform vun der Grondsteier mécht eng zousätzlech Spekulatiounstax deemno iwwerflëssig, ëmsou méi, well mam Baulandvertrag an Zukunft keng Spekulatiounsterrainen zousätzlech an de Bauperimeter wäerte kommen.

Do dernieft warne mir awer och do virdrun, den ëffentleche Wunnengsbau als Allheelmëttel ze verkafen. Jo, mir brauche méi bezuelbar a subventionéiert Wunnprojeten, besonnesch am Locatif. Mee mir däerfen elo net de Feeler maachen, de private Marché komplett aus den Aen ze verléieren. Loosst eis net déi vill Leit vergiessen, deenen hire Revenu esou just duergeet, fir sech eppes um normale Marché ze leeschten, déi awer schonn ze vill verdéngen, fir ënnert d'Krittäre vum subventionéierte Wunnengsbau ze falen!

Wann d'Politik elo decidéiert, d'office 30 % vum zukünftege Bauland an d'Hand vun ëffentleche Bauträger an de Gemengen ze ginn, da schränke mir d'Offer um Privatmarché zousätzlech an, soudass hei d'Präisser nach méi an d'Luucht wäerte goen. Souguer, wa mir d'Krittäre beim subventionéierte Logement labberen, esou dass och Leit mat e bësse méi héije Salairë vu Subventioune kéinte profitéieren, ginn dofir nach ëmmer net méi Wunnenge gebaut.

Da wier zäitno eventuell genuch abordabele Wunnraum do, mee et géif awer ëmmer méi Leit ginn, déi weeder vun de Subventioune kéinte profitéieren nach eng Chance op e Logement um normale Marché hunn. Ech wëll betounen, dass mir dat net zouloossen dierfen an e Mëttelwee musse fannen.

Mir sinn eis awer, wéi gesot, eens, dass d'Gemenge genuch Terrainen zur Verfügung mussen hunn, fir hirer ugeduechter Roll am Wunnengsbau gerecht kënnen ze ginn.

Nieft de Bauterrainen, déi iwwerhaapt disponibel sinn, spillt och ganz sécher d'Finanzéierung eng ganz wichteg Roll. Nëmme knapp iwwert d'Hallschent vun de Gemengen am Land hu subventionéiert Bauprojeten um Lafen, obwuel si bis zu 75 % vum Gesamtinvest vum Staat remboursëiert kréien.

Mir als DP hu gefuerdert, fir déi staatlech Subventiounen op bis zu 100 % eropzesetzen, an zwar fir Gemengen, déi Minimum dräi Joer hannereneen en ëffentleche Bauprojet realiséieren. Mir si frou, dass dës Fuerderung och esou am Koalitiounsaccord steet. Well fir d'DP ass eent kloer: D'Gemenge mussen déi néideg finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir selwer op hiren Terraine kënnen ze bauen a fir esou wichtege Wunnraum ze schafen.

De Pacte Logement 2.0 soll hei natierlech e wichtegt, fir net ze soen, dat wichtegst Instrument sinn, fir dëst Zil ze erreechen. Bis elo ass et, wéi gesot, esou, dass d'Gemenge just hu misse wuessen, fir vum Pacte Logement profitéieren ze kënnen. Si musse bis elo och net onbedéngt mat de Suen aus dem Dëppe Wunnenge bauen, mee kënnen domat och aner Infrastrukture finanzéieren, déi a Relatioun mat hirem Wuesstum stinn. Do falen zum Beispill Schoulen oder Kannerbetreiungsstrukturen am Allgemengen drënner.

Dat huet och eng gewësse Logik. Wann ech mech als Gemeng verflichten ze wuessen, da bréngt dat nei Käschte mat sech. Zousätzlech Awunner brauchen zousätzlech Infrastrukturen, an déi zousätzlech Infrastrukture kaschten natierlech Suen. Dëse System bréngt awer och mat sech, dass een als Gemeng wéineg bis guer keen Ureiz huet, fir mat deene Suen aus dem Pacte Logement zousätzlech Wunnengen ze bauen, well quasi all Gemeng och ouni eege Wunnenge séier genuch gewuess ass, fir hir järlech Ziler, déi deemools gesat goufen, ze erfëllen.

Mir mussen eis also d'Fro stellen, ob mer de Belounungssystem aus dem Pacte Logement 2.0 aneschters opstellen, och an dem Kontext vun der Landesplanung a besonnesch de Plansectoriellen, déi jo ganz kloer virschreiwen, wat fir eng Gemeng séier wuesse soll a wat fir eng Gemeng éischter op d'Wuesstumsbrems drécke muss.

Soll de Pacte Logement 2.0 reng Wunnprojete subventionéieren oder weiderhin d'Infrastrukturen, déi mam Wuesstum zesummenhänken? Dat ass eng vun de kruziale Froen, déi mir haut beäntwerte mussen.

Mir als DP plädéiere ganz kloer fir eng Mëschung aus deenen zwee. Mir fuerdere méi staark Incentive fir Wunnprojeten a gläichzäiteg finanziell Kompensatioune fir Gemengen, déi staark wuessen an dofir nei Infrastrukture baue mussen. Et ass kengem gehollef, wann an Zukunft d'Gemenge vill méi an de Logement investéieren an dofir wichteg Infrastrukturprojete vernoléissegen. D'Liewensqualitéit vun de Bierger muss och an Zukunft am Mëttelpunkt vun eiser Politik stoen.

Domat kommen ech bei den drëtte grousse Punkt, deen ech wëll uschwätzen. D'Gemenge brauchen den néidegen Knowhow an d'Expertis, fir hirer Roll am Wunnengsbau gerecht ze ginn. Besonnesch déi kleng a mëttelgrouss Gemengen hunn haut scho just genuch Personal, fir hiren alldeeglechen Obligatioune kënnen nozekommen. Si kënne sech et net leeschten, zousätzlech Urbanisten, Architekten an Immobilienexperten anzestellen. Dofir sinn ech immens frou, dass d'Regierung wëlles huet, d'Iddi vum Logementsberoder ze realiséieren. Wat beim Klimapakt nämlech ganz gutt fonctionéiert, wäert eiser Meenung no och beim Pacte Logement gutt fonctionéieren.

De Logementsberoder soll zesumme mat enger oder méi Gemenge konkreet Mesuren an engem Plang ausschaffen, wéi een am beschten déi gesaten Ziler erreeche kann. Dat fänkt u bei der Planung vun engem Projet, iwwert d'Realisatioun bis hin zur Gestioun vun engem fäerdege Wunnkomplex. D'Gemenge sollen och op d'Expertis aus de concernéierte Ministèren zréckgräife kënnen.

Mir haten als DP och emol virgeschloen, dass e Katalog vu Best Practices erstallt gëtt mat flotte Mesuren, déi an anere Gemenge schonn erfollegräich ëmgesat goufen. Esou kéint eng Gemeng vun där anerer léieren.

D'Regierung kann also voll a ganz op eis Ënnerstëtzung zielen, wat d'Schafe vum Logementsberoder a vu lokalen Aktiounspläng ubelaangt.

Wéi beim Klimapakt solle sech och hei d'Gemenge matenee vergläiche kënnen. Et misst e Katalog ausgeschafft gi mat verschiddene Mesuren, déi een da kann ëmsetzen a fir déi een dann och eventuell Punkte soll kréien.

Här President, léif Kolleegen, d'Chamber gëtt am Kader vun dëser Consultatiounsdebatt och ëm hir Meenung gefrot zu enger Partie Mesuren, déi et elo scho gëtt. Op zwou vun deene Mesurë sinn ech jo schonn agaangen, den Droit de préemption, dee mir wëlle bäibehalen, an déi kommunal Spekulatiounstax, déi jo mat der Reform vun der Grondsteier iwwerflëssig gëtt.

Eng Mesure, mat där mir absolutt iwwerhaapt kee Problem hunn, mee déi mir souguer nach vill méi fërdere wëllen, ass d'Promotioun vun neie Wunnforme wéi dem intergenerationelle Wunnen an der Colocatioun. Ech widderhuelen, wat ech schonn am leschten Debat iwwert de Logement gesot hunn: Mir wënschen eis, dass déi aktuell Reglementatiounen, déi esou Wunnformen de Moment blockéieren, iwwerschafft ginn. Dat gëllt virun allem fir d'Colocatioun, wou nach vill praktesch Schwieregkeeten an de Gemenge rapportéiert ginn.

Wou et méi komplizéiert gëtt, ass bei der Obligatioun bei PAPe vu méi wéi 25 Unitéiten, fir 10 % abordabele Wunnraum ze schafen. Mir stinn nach ëmmer hannert der Iddi vun dëser Mesure, mee mir musse feststellen, dass se an der Praxis net fonctionéiert. D'Wunnengen, déi ënnert dës 10 % falen, sinn oft ze grouss, ze deier oder einfach ze onattraktiv, fir dass se um Marché vum abordabele Wunnraum verkaaft kënne ginn. Jo, et ass souguer oft esou, dass et onméiglech ass, dës Wunnenge konform zu de Krittäre vu staatlech subventionéiertem Logement ze verkafen. Hei brauche mer also dréngend Nobesserungen.

Mir als DP kënnen eis virstellen, dass dës 10 % vun de Wunnengen nach ëmmer vum Promoteur gebaut ginn an awer duerno obligatoresch un d'Gemengen oder u staatlech Bauträger mussen ofgetruede ginn. Dat wier eng nei Méiglechkeet, fir de staatleche Parc immobilier ze vergréisseren. Iwwert de Präis, deen de Staat oder d'Gemeng bezuele soll, muss natierlech diskutéiert ginn. Et ka jo net sinn, dass dës Wunnenge gratis ofgetruede musse ginn, well dat just dozou géif féieren, dass dann déi aner 90 % vun de Wunnengen nach méi deier géife ginn.

Här President, erlaabt mer nach e puer méi allgemeng Remarken, déi eis als DP an der Logementspolitik an an der Landesplanung wichteg sinn. Mir sinn eis heibannen eens, dass d'Gemengen e wichtegen Akteur am Wunnengsbau musse ginn. Mir sinn eis och eens, dass virun allem de Locatif verstäerkt um Marché ugebuede soll ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass genausou wéi bei den ëffentleche Bauträger och d'Gemenge bei hire Projete fir eng gewësse Mixitéit solle suergen. Ech si mer sécher, dass ganz vill Gemengemandataren heibanne mer Recht wäerte ginn, wann ech soen, dass Quartieren, déi just aus subventionéierte Logementer a Locatif bestinn, net

erstriewenswäert sinn. Hei ass de Bail emphytéotique eng ganz gutt Léisung, déi och an der Praxis gutt ze fonctionéiere schéngt.

E leschte Punkt betrëfft dann éischter d'Landesplanung, déi trotzdeem fir eis Debatt vun haut wichteg ass. Mir mussen endlech méi Courage bei der Dezentraliséierung woen. Wa mir iwwert d'Hausse vun de Logementspräisser schwätzen, ass et jo net esou, dass d'Präisser am ganze Land d'nämmlecht séier an d'Luucht ginn. Et ass virun allem an der Stad an de Gemenge ronderëm, wou d'Präisser reegelrecht explodéieren. A mir sinn hei erëm am Spill vun der Offer an der Demande.

Firwat wëllt jiddereen esou no wéi méiglech bei d'Stad wunne kommen? Ma well bal jiddereen do schafft! Mir kéinten e groussen Deel vun eisem Problem entschäerfen, wa mir et fäerdegbréngen, d'Aarbecht erëm méi no bei d'Wunnplaz vun de Leit ze bréngen.

M. André Bauler *(DP).*-Très bien !

M. Max Hahn *(DP).*- Esch/Belval, d'Nordstad an aner regional Entwécklungspole musse massiv opgewäert ginn. Dozou gehéieren d'Industriezonen, awer och Verwaltungen, déi och emol ausserhalb vun der Stad kënnen ugesidelt ginn.

M. André Bauler *(DP).*- Exzellent! Exzellent Iddi!

M. Max Hahn *(DP).*- Mir mussen och iwwert den Teletravail a Coworking Places schwätzen. Ech si frou, dass de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, e Pilotprojet gestart huet, dass méi Fonctionnairë vun doheem aus schaffe kënnen. Ech hu mer och soe gelooss, dass verschidde Verwaltungen amgaange sinn, Bürosgebaier ausserhalb vun der Stad unzesidelen, fir dass net jiddereе vun hire Beamten all Dag x Kilometer am Stau muss verbréngen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien !

M. Max Hahn *(DP).*- Dat sinn alles Schrëtt an déi richteg Richtung. An do musse mir och an Zukunft usetzen, fir d'Erausfuerderungen ze léisen, déi an de Beräicher Logement a Mobilitéit nach op eis duerkommen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien !

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, fir op de Pacte Logement zréckzekommen: D'DP begréisst d'Schafe vun engem Pacte Logement 2.0 ausdrécklech! Éischtens, well et keng Alternativ ass, de Pacte Logement einfach esou auslafen ze loossen, wa mir gären hätten, dass d'Gemengen e wichtegen Akteur am Wunnengsbau ginn, an zweetens, well mir eis bewosst sinn, dass de Pacte Logement de Moment sécher net perfekt ass a genuch Verbesserungspotenzial do ass.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass mir alles mussen derfir maachen, dass zu Lëtzebuerg jiddereen en Daach iwwert dem Kapp huet. Fir dat ze erreechen, gëtt et, wéi gesot, net eng Method. Mir musse verschidde Mesuren huelen an och richteg ëmsetzen. De Pacte Logement 2.0 ass just ee vu ville Bausteng. Mir wëssen all, dass d'Logementsproblematik e ganz komplexe Puzzle ass. Dofir sinn d'Erwaardungen un dësen zweete Pacte Logement och esou grouss. Ma och eise verbesserte Pakt wäert nëmmen e puer vereenzelt Stécker vun deem Puzzle kënne matenee verbannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif der Regierung op dësem Wee nach eng Kéier felicitéiere fir hir Approche, wéi se déi heiten Debatt ugaangen ass. Schonn 2015 ass et lassgaange mat de Workshoppe mat de Gemengeresponsabelen. Haut ass et dann un der Chamber, fir sech zu deem Theema hei ze äusseren. E ganz flotte Prozess! Dofir Iech e ganz grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech schléisse mech dann deem un, wat de Max Hahn elo zum Schluss gesot huet. An als Partei begréisse mir selbstverständlech och, dass all déi betraffen Akteuren all zesummen am Kader vu Workshoppen e Bilan gezunn hunn iwwert deen éischte Pacte Logement. Op Basis dovun hu si da gemeinsam Iddie fir en neie Pakt ausgeschafft.

Mir sinn och frou, dass mir dësen Débat de consultation haut kënne féieren, zu engem Zäitpunkt also, wou mer d'Resultat vun de Consultatiounen aus de Gemenge virleien hunn, mee wou awer deen neie Pacte Logement nach net a Stee gemeesselt ass a mir haut nach als Partei kënnen eis Vuen an eis Iddien erabréngen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Als Éischt wéilt ech och duerfir e puer Wuert zu deem éischte Pacte Logement soen. Emol virausgeschéckt: Um éischte Pacte Logement war iwwerhaapt net alles schlecht. Et héiert een heiansdo de Virworf, dass d'Gemenge mat deene Suen nëmmen Infrastrukturen a kee Logement gebaut hätten. Dat berout awer op engem falsche Versteesdemech vun deem éischte Pacte Logement. Et war grad den Zweck vun deene Konventiounen, fir de Gemengen en Ureiz ze ginn, fir an hire PAGen d'Baue vun zousätzleche Wunnengen ze erméiglechen.

Wann eng Gemeng nëmmen nom Confort an no de Wënsch vun hirer Populatioun kuckt, dann huet si wéineg Interessi dorunner, fir iwwerhaapt ze wuessen. Wann an enger Gemeng gebaut gëtt, sinn d'Awunner dacks, loosse mer emol soen, skeptesch, well se domadder rechnen, dass d'Gréngfläche verschwannen, den Trafic oder de Kaméidi zouhuelen an esou weider.

Méi Wunnenge bedeit fir d'Gemeng méi Awunner, déi Déngschter brauchen, an, last but not least, bedeit et eng Upassung vun allen Infrastrukturen un de Bevëlkerungswuesstum: Dat geet vum Kanal an de Kläranlage bis hin zu de Maison-relaisen, de Schoulen oder der Sport- a Kulturoffer.

Dacks probéieren d'Gemengen, dee Wuesstum ze steieren an ze bremsen, well se soss net nokomme mat den Infrastrukturaarbechten. Mee et ass natierlech och eng Fro vu Budget. An et war d'Zil vum éischte Pacte Logement, fir wéinstens op dësem Punkt de Gemengen eng Hëllef ze ginn.

(Interruption)

Aus der Siicht vun der Regierung war et 2008 d'Iddi, dass alles an allem méi eng grouss Offer vu Wunnengen d'Präisdeierecht um Wunnengsmaart kéint bremsen. Duerfir war et och net d'Iddi, dass d'Gemenge just Logement baue sollten, mee virun allem d'Iddi, dass d'Gemengen d'Konditioune sollte schafen, déi et Private sollten erméiglechen, séier eng grouss Zuel vu Wunnengen op de Marché ze bréngen an esou eventuell en Afloss op d'Präisser ze huelen.

Réckbléckend muss ee feststellen, dass dat och gelongen ass. Et gouf an deene leschten zéng Joer vill gebaut an et si vill nei Wunnengen op de Marché komm, wann och nach net genuch. Dat eigentlecht Zil vun der Regierung, fir déi iwwerdriwwe Präissteigerung ze limitéieren an de Logement erëm fir méi Leit accessibel ze maachen, ass awer leider emol net am Usaz erreecht ginn.

D'Demande ass einfach ze grouss an et gëtt genuch Leit, déi och op dësem enorm iwwerhëtzte Marché nach ëmmer mathale kënnen. Net jiddereen, deen haut eppes keeft, ass duerfir awer räich. Vill Leit, besonnesch Jonker, musse sech héich verschëlden, dacks iwwer 30 Joer, fir kënne Proprietär ze ginn.

Wien eng Kéier an der glécklecher Situatioun ass an eppes kaaft huet, dee profitéiert vun all Wäertsteigerung mat a kann esou genuch Garantië fir e weidere Prêt opbréngen. Am Resultat gëtt doduerch de Gruef tëscht deenen, déi iergendwann eng Wunneng kaaft hunn, an deenen, déi sech eng Wunneng net leeschte kënnen a loune goe mussen, ëmmer méi grouss.

Fréier konnt e Jonke bei den Eltere wunnen oder e klenge Quartier lounen an dann e puer Joer spueren. Dann hat en dacks genuch Suen, fir e Prêt kënnen opzehuelen a sech eng eege Wunneng ze kafen. Haut ass dat net méi méiglech, well d'Präissteigerung am Normalfall méi héich ass wéi dat, wat e Jonken haut ka spueren.

Et wäert deemno ëmmer méi Leit ginn, déi beim beschte Wëllen zu Lëtzebuerg net kënne Proprietär ginn. Wann een dann och nach d'Loyerspräisser kuckt, da versteet een, dass deen een oder deen anere sech op där anerer Säit vun eiser Grenz muss no enger Wunneng ëmkucken.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass, wéi deen zukünftege Pacte Logement kann dozou bäidroen, dee Problem ze léisen. An den Ae vun der LSAP kann dat just dorobber erausgoen, dass d'ëffentlech Hand Suen an de Grapp hëlt, fir selwer méi Wunnengen ze bauen, déi herno, wéi de Minister et och gesot huet, an der ëffentlecher Hand bleiwen an de Leit fir en abordabele Präis zur Verfügung gestallt ginn.

D'LSAP ass deemno ganz averstane mam Zil vum Pacte Logement 2.0, fir d'Offer un abordabele Wunnengen ze vergréisseren.

E wichtege Punkt ass awer d'Definitioun vum „abordabele" Wunnraum. Wat heescht dat genee? Mir hunn haut scho Problemer, fir ze verstoen, wat domat gemengt ass, wa mer ofwiesslend vu Logement social, Logement à coût modéré oder Logement abordable schwäzen. Wat fir eng Persoun, déi 6.000 Euro netto de Mount verdéngt, abordabel ass, ass dat net onbedéngt fir eng Persoun, déi just 3.000 Euro netto de Mount huet, a scho guer net fir eng, déi nach manner huet.

Wa mer vu Loyer schwätzen, mécht et also Sënn, fir deen un d'Akommes vun de Beneficiairen ze koppelen. Well haut net nëmmen déi Äermst Problemer hunn, fir um Wunnengsmaart Fouss ze faassen, ass et och richteg, fir den Accès zu ëffentleche Wunnenge fir méi Leit accessibel ze maache wéi bis elo.

(Interruption)

Dës Iddi ass ganz richteg. Leider ass et awer esou, dass mer am Ablack emol net fir déi Äermst genuch ëffentlech Wunnengen hunn. Aus dësem Grond muss derfir gesuergt ginn, dass fir déi ganz verschidde Besoinen eng Offer um Marché geschaaft gëtt.

D'LSAP ass an där Logik och der Meenung, dass virun allem investéiert soll ginn an de Locatif a manner a Wunnengen, déi mat engem Bail emphytéotique verkaaft ginn. Eng Ausnam kann a soll gemaach gi bei grousse Projeten, wou vill ëffentlech Wunnenge beienee gebaut ginn a wou eng gewësse sozial Mixitéit muss garantéiert bleiwen.

An deem Kontext wéilt ech e private Wunnengsbauprojet ernimmen, deen ënnert d'Reegel fält vun deenen ominéisen 10 % Wunnengen, déi fir de Logement à coût modéré musse verkaaft ginn. Abee, dee Projet huet anscheinend zwou Entréesdieren, eng fir déi Räich an eng fir déi - wéi solle mer soen? -, déi sozial méi schwaach dru sinn. Et schéngt wierklech, dass probéiert gouf, fir dass déi eenzel Leit sech nëmmen net an hirer Coproprietéit iwwert de Wee lafen! Esou Saache mussen an Zukunft verhënnert ginn!

Wat sinn elo d'Schwieregkeete fir d'Gemengen, fir selwer aktiv ze ginn a soziale Wunnraum ze schafen? Dat wieren dann och déi Aspekter, wou de Pacte Logement misst hëllefen, d'Problemer ze léisen.

Als Éischt emol brauch eng Gemeng e passenden Terrain, wa se wëllt bauen. D'Mobilisatioun vun Terrainen ass deemno zu Recht e Sujet, deen am Rapport vum Pacte Logement ugeschwat gëtt. Mee et brauch zum Deel och nieft dem Pacte Logement Initiativen, fir et fir d'ëffentlech Hand méi einfach ze maachen, fir u Bauterrainen ze kommen.

Op alle Fall ass et derwäert, fir ze klären, firwat d'Gemengen esou wéineg Gebrauch gemaach hu vun hirem Virkafsrecht. An déi entspriechend Bestëmmunge mussen eiser Meenung no iwwerschafft ginn.

Méi heefeg wäert awer weiderhin d'Situatioun sinn, wou e Promoteur en neie Lotissement baut mat iwwer 25 Wunnengen an dovun 10 % fir de Logement à coût modéré muss reservéieren. Aus dem Bilan vum Ministère geet ervir, dass dat dacks net gutt geklappt huet, an dat ass och wuel d'Erfarung, déi eng Partie Deputéiert, zemools déi, déi hei e Gemengemandat hunn, an hire Gemenge gemaach hunn.

Firwat funktionéiert et net? Ganz einfach, well déi Leit, déi d'Krittären erfëllen, fir esou eng Wunneng ze kréien, sech och eng Wunneng net kënne leeschten, wann zum Beispill géif ofgemaach ginn, dass déi 30 % ënnert dem Marchéspräis géif verkaaft ginn.

Just fir e Beispill ze ginn: An engem neie Gebai hei am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg läit de Meterkareespräis ongeféier bei 13.000 Euro. Ech ginn och zou, et handelt sech hei ëm e Prestigeobjet, net iergendeppes. Mee wann hei déi Reegel vun 10 % Logement à coût modéré applizéiert gëtt, a soe mer emol, et wär ofgemaach ginn, dass dës Wunnengen 30 % méi bëlleg misste verkaaft ginn, da wieren dat nach ëmmer 9.000 Euro de Meterkaree. Bei engem Quartier vu 66 Meterkaree wären dat 600.000 Euro! A wie ka sech dat leeschten? Wuel kaum déi Leit, déi vun enger staatlecher Prime de construction profitéieren.

D'Léisung muss duerfir sinn, dass dës Wunnengen an d'ëffentlech Hand kommen. Dobäi mussen d'Modalitéiten, ënner wat fir enger Form a virun allem zu wat fir engem Präis de Promoteur dës Wunnengen un d'Gemeng oder un den ëffentleche Bauträger ofgëtt, ganz genee gekuckt ginn, fir dass mer e System kréien, deen herno och wierklech funktionéiert. Dat selwecht gëllt fir d'Projets d'envergure, wou 30 % vun deene Wunnenge Logements abordables solle sinn.

Wichteg ass, dass d'Gemeng ka matbestëmmen, wat fir en Typ vu Wunnenge gebaut gëtt, fir dass den ënnerschiddleche Bedierfnesser vu sozial schwaache Leit, déi eng Wunneng sichen, ka Rechnung gedroe ginn. Et gi jo souwuel kleng Studioe fir Eenzelpersoune wéi och Wunnenge fir Elengerzéier mat Kanner wéi awer och méi grouss Famillje gebraucht. Do sollt ee vläicht kucken, wéi eenzel Gemengen, déi schonn an der Vergaangenheet selwer Wunnengen à coût modéré kaaft hunn, dat gereegelt hunn an ob et do vläicht Modeller gëtt, déi ee kéint verallgemengeren.

Wat déi Steier op broochleiendem Terrain oder eidele Wunnengen ugeet, déi mam éischte Pacte Logement op Gemengenniveau erofgedréckt gouf, do musse mer haut feststellen, dass déi net gegraff huet. Et ass virdru scho gesot ginn: Nëmme 7 vun den 102 Gemengen hunn esou eng, kommt, mir nenne se alt emol „Antispekulatiounssteier" agefouert.

Den Ablack gëtt jo un enger gréisserer Reform vum Impôt foncier geschafft. Dat kéint eis vläicht e Stéck weiderbréngen. Vläicht kéint een awer entre-temps, bis déi Reform fäerdeg ass, schonn un den Tauxe vum Impôt foncier B6 schaffen, deen haut schonn eng differenzéiert Besteierung fir eidel Terraine mécht. Nieft nach onbebauten Terrainen am Bauperimeter wier et interessant, d'Situatioun vun den eidele Wunnenge besser kënnen anzeschätzen.

Et ass deemno positiv, dass am Kader vum Pacte Logement 2.0 all Gemeng, déi eng Konventioun ënnerschreift, eng Analys muss maache vun den eidele Wunnengen an en entspriechende Kadaster endlech opgestallt gëtt. An der Praxis wäert dat vläicht net ganz einfach ginn, mee um nationale Plang wier dat e wäertvollt Instrument, fir sech als Éischt emol e Bild ze maachen iwwert d'Zuel vun den eidel stoende Wunnengen an iwwert d'Ursaachen, firwat se iwwerhaapt eidel stinn.

Opgrond vun de Resultater vun esou enger Analys gëtt et dann och méi einfach, Moossnamen auszeschaffen, fir dee Leerstand ze bekämpfen. An dat ass och meng Äntwert un den Här Lies vu virdrun, dass mer ... Mir sinn eis jo eens, dass mer eis et an där Situatioun, wou mer haut sinn, net kënne leeschten, eidel Wunnengen eidel stoen ze loossen an dass mer sollen dergéint virgoen. Mee et ass evident, dass, ier mer ufänken, eng Besteierung ze maachen, mer fir d'éischt emol d'Analys konkret musse maachen: Wivill Wunnenge sinn dat? Wou si se? A virun allem: Gëtt et net vläicht och gutt Ursaachen, firwat déi eng oder aner Wunneng eidel steet?

Déi Aarbecht ass eng Viraarbecht, déi muss geleescht ginn. An ech mengen, duerno mussen dann awer déi néideg Moossname geholl ginn, fir dass mer zu deem Resultat kommen, wou ech mengen, Här Lies, mir zwee eis eens sinn, dass mer esou vill wéi méiglech Leit dozou kréien, fir déi Wunnengen, déi se eidel stoen hunn, op de Marché ze bréngen an där enger oder anerer Famill ze verlounen.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- D'Gemenge sollten dann och verstäerkt vun der Méiglechkeet Gebrauch maachen, fir géint Proprietäre virzegoen, déi hir Wunneng zum Beispill a Bürosraim ëmwandelen op Plazen, wou dat eigentlech net virgesinn ass.

E weidert Hindernis nieft der Disponibilitéit vum Terrain oder vu fräie Wunnengen ass fir d'Gemengen d'Capacitéit, fir selwer Bauprojeten ze geréieren. Besonnesch kleng Gemenge riskéiert ee mat esou enger Aufgab ze iwwerfuerderen. Duerfir soll d'Zesummenaarbecht vu klenge Gemengen am Beräich vum Logement ënnerstëtzt ginn.

Ech erënneren drun, dass an der Vergaangenheet all Kéiers, wann d'Gemengen, well se net grouss genuch waren, also net genuch Personal haten oder net genuch Moyenen haten, dann hu se sech zesummegedoen, fir hir Aufgaben ze léisen. Ob dat an der Waasserversuergung oder am Offallberäich war oder nach a sëllechen aneren Domänen, esou hunn d'Gemengen déi Erausfuerderungen alleguerten zesumme gemeeschtert. Firwat sollt dat net och am Logement goen?

Generell muss de Staat awer Beroder bereetstellen, wou d'Gemengen Hëllef kënne kréien, fir hir Projeten ëmzesetzen. De Pacte Logement 2.0, wéi mir en an der Kommissioun virgestallt kruten, gesäit jo e „conseiller logement" vir. Allerdéngs ass nach net ganz kloer, wat deem seng Aufgaben oder seng Qualifikatioune solle sinn.

An eisen Aen ass et eng gutt Saach, wann esou e Conseiller an der Ufangsphas mat derbäi ass, fir dass d'Gemengen all dat selwecht Versteesdemech dovun hunn, wéi dee Plan d'action local pour le logement soll opgestallt ginn a fir wat fir eng Mesuren ee wat fir eng Hëllefe ka kréien. Doriwwer eraus sollte berodend Servicer vum Staat awer net eng nei Form vun Tutelle iwwert d'Entwécklung vun de Gemenge ginn. Et sollt wierklech eng Hëllefstellung ginn

an net en neie Carcan vu Virschréften, Prozeduren a Sanktiounen.

Eng weider Schwieregkeet fir d'Realisatioun vu Sozialwunnengen ass déi, dass se net nëmme gebaut, mee herno och geréiert musse ginn. Dat ass eng Aufgab, op déi vill Gemenge léiwer verzichten. A wa mer éierlech sinn, wësse mer och, dass Gemengeresponsabel, déi hir Verantwortung wouerhuelen a Sozialwunnenge bauen, duerfir bei hire Wieler net onbedéngt just Applaus kréien. Leider ass dacks de Contraire de Fall. Et muss deemno fir d'Gemengen ënnerschiddlech Optioune ginn, wéi a vu wiem d'Sozialwunnengen herno geréiert ginn.

En éischte Schratt gouf jo am Kader vun der Reform vum Gemengefinanzéierungsgesetz gemaach. Mee et muss een doriwwer eraus kucken, wéi d'Gemenge respektiv d'Offices sociaux opgestallt sinn, fir méi engem grousse Volume u Sozialwunnenge kënne Rechnung ze droen. Déi sozial Begleedung vu Leit, déi a prekäre Situatioune sinn, mee och generell d'Mediatioun tëschent den Awunner vu Quartieren, déi méi dicht bebaut sinn, ass e wichtegt Element, fir d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren.

D'Qualitéit vum Urbanismus spillt hei och eng grouss Roll. An duerfir ënnerstëtze mir als LSAP och dat drëtt Zil vum Pacte Logement 2.0, fir de Gemenge beim Plangen ze hëllefen, fir dass och a méi dicht bebaute Quartieren eng héich Liewensqualitéit ka bestoen. Nëmme wann dat geléngt, wäert d'Akzeptanz vun de Leit, déi haut schonn do wunnen, erreecht ginn. An dat ass mëttelfristeg entscheedend, ob de Pacte Logement 2.0 en Erfolleg gëtt oder net.

Zesummefaassend kann een also soen, dass d'LSAP mat den Ziler vum Pacte Logement 2.0 d'accord ass. Et sollt een nawell aus deem éischte Pacte Logement d'Erkenntnis zréckbehalen, dass all Wuesstum, och wann et ëm d'Zuel vun de Sozialwunnenge geet, zousätzlech Infrastrukturaarbechte mat sech bréngt.

Et muss och am zweete Pacte Logement weiderhi méiglech sinn, en Deel vun de Sue fir ëffentlech Infrastrukturen ze notzen, déi mat dem Wuesstum och zesummenhänken. Et ass richteg, dat net méi eleng un d'Zuel vun den Awunner ze bannen, déi klëmmt, mee et sollt am Plan d'action local pour le logement eng gewësse Proportioun agehale ginn, soudass d'Gemengen net mat de Follgekäschten elenggelooss ginn.

Mir hunn an eisem Land keng gläichméisseg Verdeelung vum soziale Wunnraum. Et gëtt Gemengen, déi maache vill. Et gëtt Gemengen, déi maache manner. An et gëtt Gemengen, déi maache bal a guer näischt. Do vermësst een dach heiansdo eng gewësse Solidaritéit tëscht de Gemengen. A wa mer heimat zwar keng Quoten iwwert d'Land zéien, sou misst de Pacte Logement 2.0 awer e verflichtend Instrument ginn, op d'mannst dann emol bei all deene Gemengen, déi matmaachen. Beim éischte Wunnengspakt waren dat se bal all a mir wënschen eis, dass dat och bei deem zweete Pacte Logement de Fall wäert sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problemer vum Wunnengsmaart sinn net nei. An ech hunn awer d'Gefill, datt déi Situatioun sech ëmmer méi zouspëtzt. Mir schwätze mëttlerweil net nëmme vu Leit, déi sech mat engem niddregen Akommes näischt kënne leeschten, sief et fir ze lounen oder fir ze kafen, mee de Problem ass mëttlerweil an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ukomm. Och d'Mëttelschicht empfënnt d'Käschte fir e Logement ëmmer méi grouss an als ëmmer méi eng grouss Laascht. Eppes ass sécher: D'Leit dobaussen hu wierklech eng héich Erwaardung un eis Politiker, wat dëse Sujet ugeet. A mir mussen hei liwweren an am Fong déi néideg Changementer matabréngen.

De Pacte Logement 2.0 kéint, nee, misst am Fong en ambitiéise Projet ginn, fir déi néideg Changementer kënnen ze brengen. Mir mussen dësen Outil gutt duerchdenken an dofir sinn ech frou, datt de Ministère eis Deputéiert haut invitéiert huet, fir eis Meenung dozou auszedrécken.

2008 gouf mam Pacte Logement 1.0 eng Konventioun zwëschent Gemengen a Staat ënnerschriwwe mam Haaptzil, de Wunnengsbau ze dynamiséieren. Dëse Pakt leeft d'nächst Joer, also 2020, aus. Et ass elo un der Zäit, en neie Gesetzestext auszeschaffen, fir de Pacte Logement 2.0 ze lancéieren. De Pacte Logement 2.0 soll en Neiufank sinn. A wann een nei wëllt ufänken, da muss ee fir d'éischt eng kritesch Ausenanersetzung maache mat deem, wat virdru war, fir dat Neit besser kënnen ze maachen.

Am Pacte Logement 1.0 war virgesinn, dat Ganzt reegelméisseg engem Monitoring ze ënnerzéien. Sou leien eis dräi Evaluatioune vir, an déi lescht vun 2018. Wat ass dobäi erauskomm?

De Staat huet d'Entwécklung vun deene Gemenge mat 379 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Leider sinn dovunner just ronn 3 % an de Wunnengsbau agefloss. De Rescht ass benotzt ginn, fir déi gesamt Infrastruktur vun de Gemengen ze stäerken.

D'Konklusioun, déi ee muss zéien, ass déi, datt vill méi Suen an d'kollektiv Infrastrukture gefloss si wéi an de Logement. Dës Tendenz léisst sech domadder erklären, datt beim Pacte Logement 1.0 d'Suen net direkt un de Bau vu Logement gekoppelt waren, mee un den demografesche Wuesstum vun der Gemeng. Dat war deemno eng reng quantitativ Approche.

Wann eng Gemeng gewuess ass, krut se Suen. D'Subventiounen hunn net missen onbedéngt an de Wunnengsbau fléissen. Déi meescht Gemengen hunn eeben op dës Manéier profitéiert, fir hir Schoulen, Maison-relaisen, Kläranlagen ze verbesseren, wat och net falsch war. Mee leider ass de Wunnengsbau a virun allem den abordabele Wunnengsraum op der Streck bliwwen.

Et däerf een awer och net vergiessen, datt de Pacte Logement 1.0 véier nei Outilen agefouert huet, déi de Wunnengsbau ënnerstëtzen. An do schwätzen ech vum Droit de préemption - deem sougenannte Virkafsrecht -, der Taxe communale op eidel stoend Wunnengen, déi ënnert d'Autonomie communale gefall ass, vun deenen 10 % vun engem PAP, déi am Fong Logement subventionné solle ginn. An de leschte Punkt war, datt een, wann ee säi Bien un d'ëffentlech Hand verkaf huet, dann op der Plus-value net besteiert ginn ass. Dat sinn d'Grondsteng fir eng weider Aarbecht an deem Beräich.

D'Monitoringen hu gewisen, datt dës Outilen och hir Schwaachpunkten haten. Dofir geet et haut an dëser Debatt och drëms ze kucken, wéi dës Outile verbessert kënne ginn.

Wat waren déi éischt Demarchen am Kader vun der Refonte Pacte Logement 1.0? Fir de Bilan vum Pacte Logement 1.0 nach méi ze verdéiwen a Verbesserungsvirschléi kënnen erauszezéien, huet de Logementsministère zesumme mam Interieursministère de Kontakt mat deene gesicht, déi um Terrain dovu betraff sinn. Et gouf e Groupe de travail interministériel opgeruff a parallell 2016 eng Journée des communes organiséiert. D'Zil war ze kucken, wou d'Gemengen eng Hëllefstellung brauchen, an iwwerhaapt, wéi si mam Pacte Logement eens ginn.

2019 huet de Logementsministère, erëm an Zesummenaarbecht mam Interieursministère, sechs Atelieren organiséiert. Dës Biergerbedeelegung huet et erlaabt, sämtlech Akteure wéi d'Gemengen, Techniker, Politiker, Planer an awer och d'Matbierger ze consultéieren, wéi si de Pacte Logement géifen ugoen. De Bilan vun den Ateliere war kloer. Déi Haaptiddien, déi fir de Pacte Logement 2.0 proposéiert ginn, si follgend:

- méi abordabele Wunnraum muss geschafe ginn,

- Mobilisatioun vun de Bauterrainen,

- et däerf een d'Qualitéit vun de Wunnengen, mee awer och déi vum Wunnraum net vergiessen,

- datt ee sech um Pacte Climat kéint orientéieren an do e Moossnamekatalog opbereet. De Katalog géif och erlaben, Elementer matanzebréngen, déi déi lokal Spezifissitéit vun enger Gemeng géifen definéieren.

An zu gudder Lescht géif dat Ganzt der Gemeng erlaben, sech e lokalen Aktiounsplang ze ginn, wat d'Wunnengspolitik ugeet.

Déi dräi Haaptziler, déi vum Groupe de travail interministériel ervirgehuewe goufen, sinn déi follgend:

1) méi nohalteg an abordabel Wunnenge bauen um Gemengenniveau,

2) d'Mobilisatioun vu Bauterrainen, an do schwätzen ech vun deenen Terrainen, déi am Fong am Bauperimeter sinn, déi awer zënter Joren eidel stinn, oder och nach vun deenen Terrainen, déi guer net viabiliséiert sinn,

3) Verbesserung vun der Liewensqualitéit an de Quartieren duerch eng besser Planung an urbanistesch Konzeptioun.

Mat dësem Konzept géife mir de Pacte Logement definitiv nei orientéieren. An do léisst sech eng gréng Ënnerschrëft erkennen: Jo, mir hunn en demografesche Wuesstum, deen duerch eis Ekonomie an duerch déi grouss Attraktivitéit vun eisem Land zustane kënnt. Mee heimadder probéiere mer, dëst verantwortungsvoll ze begleeden, dat heescht, nohalteg ze plangen a kohärent ze si mat den Ziler vun der Landesplanung, vum Natur- an Emweltschutz a vun der Mobilitéit. Ech gi spéider nach eng Kéier a menger Ried op déi eenzel Detailer an.

Wéi soll dat Ganzt awer konkreet ëmgesat ginn? Déi Fro, déi ee sech stellt, ass déi: Wéi eng Hëllefstellung brauchen d'Gemengen, fir op Basis vun deenen dräi Haaptpiliere konkreet Projete kënnen ëmzesetzen? Wat fonctionéiert gutt bei de Gemengen? Wat dreift d'Gemenge gutt virun?

D'Gemenge selwer hu vum Modell Klimapakt geschwat. Firwat de Klimapakt? Mir schwätzen dach hei vun enger Logementspolitik um Gemengenniveau. Mee ech mengen, ganz einfach: De Klimapakt huet eng grouss Akzeptanz a bis elo e grousse Succès bei de Gemengen. Mee net nëmmen. D'Mataarbechter kennen de Pacte Climat och schonn an d'Matbierger si meeschtens ganz houfreg, fir kënnen ze soen, datt hir Gemeng dat ganz gutt mécht. An, ganz wichteg: D'Gemenge selwer entwéckelen oft eng Dynamik an zéie meeschtens d'Nopeschgemenge mat.

De Pacte Logement baséiert säi Konzept op e Moossnamekatalog mat konkreeten Objektiver a passende Mesuren, déi u finanziell Subventioune gekoppelt sinn. Sämtlech Mesuren hunn eng Ponderatioun an erlaben et, déi regional Charakteristik vun enger Gemeng ze definéieren.

De Logementsberoder ass eng professionell Begleedung fir d'Gemenge beim Ausschaffen a bei der Emsetzung vun hirem lokalen Aktiounsplang. Déi Demarche ass wichteg, zemools fir déi Gemengen, déi méi kleng sinn an net déi néideg Ressourcen an Expertisen zur Verfügung hunn. Op deem Wee kann all Gemeng mat der Hëllef vum Logementsberoder hir eege lokal Strategie entwéckelen, fir eng ambitiéis an engagéiert Logementspolitik kënnen ëmzesetzen, déi op hire Profill passt.

Et kann ee sech zu dësem Moment d'Fro stellen, firwat hei just vu Gemenge geschwat gëtt, déi eppes solle maachen. Ech géif behaapten, datt mir eis heibannen all eens sinn, datt déi ëffentlech Hand méi aktiv muss ginn, fir d'Wunnengsnout an de Grëff ze kréien. De Wunnengsbau ass eng gemeinsam Verantwortung vum Staat a vun de Gemengen. D'Gemenge sinn hei en onverzichtbare Partner fir de Staat. D'Gemenge sinn do, fir am Intérêt général ze schaffen. Mee de Wunnengsbau ass fir d'Gemenge bis dato keng obligatoresch Aufgab gewiescht. D'Fro ass, ob een dat awer net am Kader vun der ustoender Reform vum Gemengegesetz kéint änneren.

De Wunnengsbau ass eng gedeelt Responsabilitéit tëschent dem Staat an de Gemengen. Mee net nëmmen. Et ass en Zesummespill mat den Akteuren, also wéi den ëffentleche Promoteuren an de private Promoteuren. Et geet nëmmen Hand an Hand, wou mer all zesumme kënnen eppes fir d'Gesellschaft maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo op déi eenzel Punkten agoen.

1) D'Offer un erschwénglechem Wunnraum nohalteg erhéijen. Eng vun deene gréisste Prioritéiten hei ass, d'Offer vum abordabele Wunnraum mat Schwéierpunkt Locatioun eropzesetzen. Hei géifen déi Leit a Fro kommen, déi et ganz schwéier hunn, um fräie Marché eppes ze fannen. Mee mëttlerweil sinn déi Leit mat engem mëttleren Akommes och vun der Situatioun betraff. Et ass ugeduecht, datt méi Leit Accès op den abordabele Wunnraum solle kréien. Natierlech missten awer déi Leit, déi an enger prekärer a fragiller Situatioun sinn, Prioritéit hunn. Mee Leit mat mëttlerem Akommes kéinten esou och eligibel ginn.

Déi 10 %-Reegel, déi den abordabele Wunnraum definéiert an déi am Aménagement-communals-Gesetz definéiert ass, misst iwwerschafft ginn. Déi Reegel ass momentan net ganz kloer applizéierbar a vu Gemeng zu Gemeng gëtt den Artikel 29 ënnerschiddlech ausgefouert. De Problem ass, datt déi Wunnengen, déi à coût modéré verkaf gi sinn, no e puer Joer op dem normale Marché zu Marchéspräisser erëm kënne weiderverkaf ginn. D'Konsequenz ass, datt déi Wunnengen dem abordabele Logementsmarché verluer ginn. An dat muss sech an Zukunft änneren.

A mir musse vläicht och en anere Wee aschloen: Solle mir hei déi Reegel net komplett iwwerschaffen a bei der Erstellung vun engem neie PAP direkt déi 10 % fir déi ëffentlech Hand reservéieren? Vläicht ginn och 10 % guer net duer. Mat deem Prozentsaz si mer trotzdeem nach ëmmer wäit ewech vun anere soziale Modeller an anere Länner.

Et muss een och derfir suergen, datt dës Wunnengen da just nach iwwer Emphyteose oder mat engem Droit de préemption verkaf ginn, sou wéi eigentlech déi ëffentlech Promoteure wéi de Fonds du logement an der SNHBM dat zënter der leschter Legislaturperiod maachen. Op dës Manéier géife mer derfir suergen, datt dës Wunnengen dem abordabele Logementsmarché net méi verluer ginn.

Verschidde Gemenge sinn ofgeschreckt, fir erschwéngleche locative Wunnraum ze schafen, well dat e soziale Suivi mat sech bréngt an déi Wunnengen och musse geréiert ginn. Hei wär et wichteg, datt d'Gemenge mat engem neien Akteur, nämlech engem Bailleur social, kënne schaffen. Mir schwätzen hei vun enger neier Struktur, déi den Intermediaire tëschent de Gemengen an dem Locataire wier. Si géif déi Aufgab vum Encadrement vum Locataire iwwerhuelen, an eng aner Aufgab wier, eng gesond sozial Mixitéit an eng inklusiv Approche an de Quartieren ze kréien.

D'Gemenge ware bis elo retizent, fir selwer Promoteur public ze sinn. Mat der Ënnerstëtzung vum Pacte Logement 2.0 a mat Hëllef vun den ëffentleche Wunnengsbaugesellschafte wäerten d'Gemengen déi néideg Outilen an Hëllefstellungen hunn, fir déi Initiativ ze ergräifen. Et däerf een och net vergiessen, datt d'Gemengen duerch dat 79er Gesetz och eng gutt finanziell Ënnerstëtzung kréien.

2) De Punkt 2: d'Mobilisatioun vum Bauland wéi och vu bestoende Konstruktiounen. Fir d'éischt schwätzen ech vun den Terrainen. D'Etüde soen, datt 95 % vun de Baulücken a privater Hand sinn. Dat ass Fakt. Dat heescht, déi ëffentlech Hand besëtzt nëmme 5 % vun deenen 941 Hektar. D'Konklusioun vun dësen Zuelen ass, datt mer ganz wéineg Terrainen zu Lëtzebuerg hunn, déi an der ëffentlecher Hand sinn. Do muss Bestand opgebaut ginn.

Mir Gréng sinn derfir, datt mer prioritär sou gutt wéi et nëmme geet ressourcëschounend mam Buedem ëmginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Bauland, wat am Bauperimeter läit, muss prioritär mobiliséiert ginn. 2.846 Hektar sinn disponibel. Do kéinte 50.000 bis 80.000 nei Logementer entstoen, an dovunner ass een Drëttel souguer direkt bebaubar. Ech schwätzen da vun deene Baulücken: do bauen, wou Infrastrukture sinn, wou een un den ëffentlechen Transport ugebonnen ass a wou mer just eng Baugeneemegung brauchen. Voilà eng Mesure, mat där mer à court terme eppes kënnen ëmsetzen!

D'Banneverdichtung, d'Densitéit mécht oft Angscht, d'Bild vu risege Residenzen, keng Loft fir ze ootmen, HLMen, Banlieuen, Gettovisiounen, déi am Fong eng Segregatioun duerstellen, sinn oft dat, wat d'Leit ënner Verdichtung verstinn. Ech iwwerdreiwen natierlech elo mat deene Beispiller, mee ech verstinn, datt d'Leit dat Ganzt esou kënne gesinn, well mer bis elo de Fokus net esou vill op d'Qualitéit gesat hunn.

Den ëffentleche Raum fir d'Leit gouf e bësse vernoléissegt an deem Sënn. Dofir, wéi ech scho virdrun erklärt hunn, ass et wichteg, nohalteg a qualitativ ze konzipéieren. De Schwéierpunkt muss op dem Mënsch leien a sengem Emfeld, an net méi op dem Auto. Et ass och nëmmen do, wou et Sënn mécht ze verdichten, wou een och misst verdichten. Dat wëll ech awer wierklech hei haaptsächlech soen.

Déi bestoend Konstruktiounen, also wa mer vu Bausubstanz schwätzen, do géif ech emol soen: Wéi wier et mat engem Changement d'affectation vun der Wunneng? Mir wëssen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Moyenne vun der Surface habitable vill méi héich ass wéi an den Nopeschlänner, zemools bei eelere Leit, déi eleng an engem Haus liewen. Fir eng Zuel ze nennen: Mir sinn an der Moyenne bei 166 Quadratmeter fir een oder respektiv fir zwee Leit. Aus engem Eefamilljenhaus kann e bifamilialt entstoen, oder et kéint ee vläicht Kummeren u Studente verlounen, vläicht awer och ganz einfach eng energeetesch Sanéierung ënnerhuelen. Dat gëtt enger Wunneng, mee och engem Quartier en neit Gesiicht an en neit Liewen.

Wat de Leerstand ugeet, schwätze mer am Fong hei e Punkt un, deen et erlabe kann, Logementer ze mobiliséieren, an dat à court terme. Et kann ee sech virstellen, op d'Gestion locative sociale zréckzegräifen, fir eng Sécherheet um Loyer ze hu plus eng Gestioun vum Bien. Et ass wichteg ze betounen, datt Wunnengen, déi eidel stinn, sech vill méi séier bauphysikalesch degradéieren.

De Modell vun der Gestion locative soll och weiderentwéckelt ginn. Dëst Instrument gëtt et

schonn zënter zéng Joer zu Lëtzebuerg. Mir hu 17 Akteuren, déi an deem Beräich aktiv sinn, a ronn 800 Wunnenge sinn iwwert dëse Wee mobiliséiert ginn. Et ass e soziale Modell, dee souwuel dem Proprietär entgéintkënnt wéi och dem Locataire. An an deem Sënn hëlleft en och, fir déi Leit sozial ze suivéieren.

Ech schwätzen och vun der Taxe communale, déi op eidel stoende Wunnengen am Fong am Pacte Logement 1.0 proposéiert gouf. Déi Mesure aus dem Pacte Logement 1.0 ass ganz schwiereg, fir an d'Praxis ëmgesat ze ginn. Wéi mer och virdru scho gesot hunn, sinn nëmme 7 Gemenge vun 102, déi dat um lokalen Niveau ugewannt hunn. Mee dat Ganzt huet net richteg gegraff. Vill Gemenge sinn u Problemer gescheitert, wéi zum Beispill dem Dateschutzproblem, oder haten iwwerhaapt Schwieregkeeten erauszefannen, wou eidel stoend Wunnenge sinn.

Et misst ee sech hei vläicht d'Fro stellen, ob een esou eng Taxe net vun nationaler Säit aus begleede misst, fir datt et och vläicht besser gräift. D'Fro ass och, ob mer déi Problematik net iwwert déi nei ustoend Reform vun der Grondsteier gereegelt kréien.

3) Den drëtte Punkt, dat ass d'Wunnengsqualitéit. D'Wunnengsqualitéit ass och e Punkt, dee mir perséinlech immens um Häerz läit. Ech hunn d'Gefill, ouni wëllen engem eppes ze reprochéieren, datt an deene leschte Joren éischter drop gekuckt ginn ass, méi Wunnengen ze bauen, wéi e kohärent urbaant Konzept ze entwéckelen, fir de Liewensraum an d'Liewensqualitéit besser ze gestalten.

Datt mir musse bauen, doriwwer gëtt et Konsens. Gläichzäiteg musse mir eis Gedanke maachen, wéi mer wëlle bauen a wéi mer wëlle wunnen. Wéi gesinn d'Stied an d'Dierfer vun der Zukunft aus? Vill Leit gesi mat vill Retizenz déi aktuell Tendenzen, wou Eefamilljenhaiser ofgerappt ginn an duerch Residenzen ersat ginn. Et ass och am Fong bedauerlech ze gesinn, datt verschidden Uertschaften am Daag zum Deel ausgestuerwe sinn. Dofir brauche mir eng besser urbanistesch Begleedung, fir och eng besser sozial Kohäsioun a Liewensqualitéit kënnen ze kréien.

Wat ass Liewensqualitéit? Do kann een natierlech immens vill Punkten opzielen. Ech probéieren, mech kuerzzefaassen: Mixitéit vun de Fonctioune wéi de Commerce à proximité, wéi eng Apdikt, wéi e Bäcker, dat alles bréngt Liewen an e Quartier. D'Mixitéit vun de Wunnformen erlaabt et, eng gesond sozial Mixitéit ze kréien. E gudden Accès op den ëffentlechen Transport, Vëlospisten an allgemeng d'Mobilité active - och bekannt ënner „Mobilité douce" - ze färderen, dréit an engems dozou bäi, d'Loftqualitéit ze verbesseren duerch CO_2-Reduktioun.

Den Amenagement vum ëffentleche Raum duerch ugepassten Urbanismus ass wichteg. An deem Kontext ass et och wichteg, den ëffentleche Raum esou ze schafen, datt e méiglechst barriärefräi wier. De Gréngraum, d'Spillplazen, d'Parken, Urban Farming, Urban Gardening, alles dat si Méiglechkeeten, wou d'Leit sech kënnen treffen, mee wou een och Biodiversitéit ka schafen, fir datt déi erëm zréck an d'Stied fënnt.

Et muss méi Wäert geluecht ginn op d'participativ Approche bei der Gestaltung an dem Ëmplange vun de Quartieren, sief et fir den ëffentleche Raum oder fir gréisser Bauprojeten. D'Leit, déi do wunnen, kennen d'Geschicht an d'Charakteristik vun engem Quartier. Domadder, wann d'Leit matschaffen, kritt dat Ganzt och natierlech eng besser Akzeptanz.

Ech géif natierlech elo stonnelaang nach iwwer Liewensqualitéit schwätzen, mee ech mengen, ech sinn haut net hei, fir nëmmen iwwert d'Liewensqualitéit ze schwätzen, et geet och ëm aner Punkten.

Domadder géif ech gären zu enger Motioun kommen. Här President, am Numm vun deenen dräi Fraktioune vun der Majoritéit, deene Gréngen, der DP an der LSAP, erlaben ech mer, ofschléissend eng Motioun ze deposéieren. Si enthält d'Haaptpunkte vu menger Interventioun a fuerdert d'Regierung op, sämtlech Moossnamen an d'Praxis ëmzesetzen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

eu égard à la situation actuelle et

- vu la motion votée lors du débat de consultation sur la problématique du logement du 1er mars 2018 ;

- saluant la tenue du débat de consultation du 10 décembre 2019 et l'approche participative que le Gouvernement a choisie notamment à l'égard des communes pour impliquer le plus grand nombre d'acteurs dans la conception du Pacte Logement 2.0 ;

- saluant la volonté d'une coopération renforcée entre l'État et les communes afin de dynamiser la création de logements en général et abordables en particulier ;

- considérant la situation tendue du marché de l'immobilier résidentiel, à savoir l'évolution des prix et la pénurie de logements à prix abordables et partant les difficultés croissantes pour un nombre important de personnes de se loger à des prix abordables ;

- vu la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande pour des logements à prix et à loyers abordables ;

- considérant la nature transversale de la problématique en matière du logement, dépassant largement les seules compétences du Ministère du Logement et englobant des éléments fiscaux et budgétaires, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, d'environnement ainsi que des aspects de politique familiale et sociale ;

- considérant que seule une collaboration de tous les acteurs du secteur public et privé et notamment de l'État et des communes pourra conduire à une action ciblée dans la politique du logement ;

- considérant que les acteurs de la construction touchent actuellement aux limites de leur capacité d'exécution ;

considérant les priorités politiques en matière de logement et

- convaincue qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

- considérant qu'il est nécessaire d'établir un état des lieux sur le parc locatif social actuel, sur l'offre ainsi que sur la demande en tenant compte de tous les acteurs du logement social ;

- considérant que des efforts supplémentaires doivent être faits pour que la rétention et la spéculation foncières soient contenues de façon à ne pas alimenter la hausse des prix et des loyers ;

- considérant la nécessité de mobiliser en priorité le potentiel foncier de 2.846 ha disponibles pour l'habitat à l'intérieur des zones d'habitation des PAG ;

- considérant que l'extension du périmètre constructible est envisageable si elle répond à une réelle nécessité ainsi qu'aux critères de l'aménagement du territoire, des lois portant sur la protection de l'environnement, de l'application du « Baulandvertrag » et du PDAT ;

- considérant également la nécessité de mieux identifier et quantifier les logements non occupés, mais également de les mobiliser pour les personnes à la recherche d'un logement, notamment à travers le développement de la gestion locative sociale ;

- considérant l'opportunité d'orienter la politique du logement suivant les critères de l'aménagement du territoire afin d'augmenter la mixité des fonctions logement - travail - loisirs et de réduire les coûts en infrastructures engendrés par un développement résidentiel tentaculaire ;

eu égard aux autres projets de réforme du Gouvernement et

- considérant les travaux menés par le Gouvernement pour réformer de façon plus générale les aides à la pierre, destinées prioritairement à la construction de logements locatifs par les promoteurs sociaux ;

- considérant que dans ce contexte, les critères d'éligibilité, d'attribution des logements à coût modéré ou abordables, qu'ils soient destinés à la vente ou à la location, seront déterminés avec précision ;

- considérant la nécessité d'harmoniser les taux et les conditions des subventions publiques à cet égard ;

- saluant l'intention du Gouvernement de créer une convention destinée au « bailleur social » en tant que gestionnaire des logements locatifs abordables et répondant ainsi aux besoins des communes de pouvoir se doter des moyens nécessaires pour assurer une bonne gestion des logements et un suivi adéquat des locataires ;

- considérant le besoin d'assurer un accompagnement social aux personnes locataires ;

- reconnaissant que par ce biais il sera possible d'assurer une plus grande mixité sociale indispensable notamment dans les grands projets d'envergure sans pour autant abandonner dans l'attribution des logements la priorisation en fonction des critères de nécessité socio-économique des bénéficiaires ;

- considérant qu'il est souhaitable de mettre en place une gestion centralisée des offres et demandes de logements subventionnés ;

tenant compte du Pacte Logement 1.0 et

- considérant le bilan mitigé du Pacte Logement 1.0 venant à échéance en ce qui concerne la création de logements à coût modéré destinés à la vente et de logements abordables destinés à la location ;

- reconnaissant la nécessité pour les communes de disposer des infrastructures publiques nécessaires pour accompagner la croissance de leur population, notamment en matières environnementale, éducative, sportive et d'accueil ;

- reconnaissant également la nécessité pour les communes de renforcer leur savoir-faire et leurs compétences techniques afin d'accompagner la mise en œuvre des plans d'aménagement particuliers (PAP) « nouveau quartier » en vue de la création de logements à coût modéré et abordables tout en assurant une haute qualité résidentielle ;

- considérant la nécessité d'assurer une application systématique et uniforme à travers tout le pays de la règle dite des 10 %, selon laquelle les PAP « nouveau quartier » dépassant 25 unités de logement doivent réserver au moins 10 % des surfaces destinées au logement à la création de logements à coût modéré et abordables ;

- reconnaissant la nécessité d'accroître le potentiel foncier des promoteurs publics d'assurer une bonne mixité sociale dans les nouveaux quartiers à développer à travers la réalisation systématique de logements à coût modéré et abordables sur les surfaces ainsi réservées au logement abordable ;

- saluant l'intention du Gouvernement de revoir le droit de préemption introduit par le Pacte Logement 1.0 en 2008 en vue de sa généralisation en parallèle à une application simplifiée et uniforme dans le chef des administrés,

invite le Gouvernement

- à finaliser l'élaboration du Pacte Logement 2.0 en poursuivant le triple objectif :

• d'une augmentation de l'offre de logements à coût modéré et abordables au niveau communal, en augmentant de façon prioritaire l'offre de logements sociaux locatifs,

• de la mobilisation du potentiel foncier et résidentiel existant au niveau communal, et

• de l'amélioration de la qualité de vie dans tous les quartiers par un urbanisme adapté ;

- à assurer un accompagnement adéquat pour les communes lors de la phase d'élaboration de leur stratégie communale pour le développement du logement appelée dans les documents préparatoires « Programme d'action local pour le logement » ;

- à assurer la mise en place d'un réseau « conseiller logement » pouvant accompagner, en étroite concertation avec les services des Ministères du Logement et de l'Intérieur, les communes dans leurs efforts de réaliser les objectifs du Pacte Logement 2.0 ;

- à promouvoir une analyse du potentiel de développement et une gestion active et stratégique du foncier communal suivant la méthodologie « Raum+ » en vue de l'élaboration du « Programme d'action local pour le logement » ;

- à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes mettant en œuvre une politique ambitieuse de création de ce type de logements ;

- à assortir les moyens budgétaires mis à disposition aux différentes communes de conditions relatives à l'envergure de la création de logements abordables sur leur territoires respectifs ;

- à considérer l'augmentation des coefficients d'utilisation maximale du sol, dans les quartiers où cela s'avère approprié, ce qui aura pour double avantage de réduire l'incidence des terrains à bâtir dans le coût du logement afin de freiner la hausse des prix immobiliers et de mieux tenir compte des impératifs du développement durable en réduisant la consommation de sols par logement, tout en respectant les principes de l'architecture et de l'urbanisme en milieu rural et de renforcer la qualité résidentielle par des mesures appropriées portant sur les espaces publics ;

- à développer dans le contexte du Pacte Logement 2.0 d'autres outils nécessaires à une politique de développement du logement abordable ;

- à clarifier les dispositions dans l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004, prévoyant que, pour les PAP « nouveau quartier » dépassant 25 unités au moins, 10 % de la surface brute à dédier au logement sont à réserver à la réalisation de logements à coût modéré ;

- à prévoir dans le programme d'actions subventionnables du pacte Logement 2.0 les actions utiles et nécessaires afin de promouvoir :

• la préservation architecturale des centres des villages par la rénovation ou le changement d'affectation en vue de la création de logements abordables,

• la création de logements innovateurs,

• le logement intergénérationnel et la colocation,

• la préservation et amélioration de la qualité résidentielle aux niveaux environnemental, social et infrastructurel dans les quartiers nouveaux et existants,

• la mise en œuvre systématique de logements à coût modéré et abordables en main publique dans les PAP prévoyant un nombre de logements supérieur à 25 unités,

• la mobilisation systématique des « Baulücken » ainsi que du potentiel foncier (QE et NQ) identifié à travers une politique active de la mobilisation du potentiel foncier (QE et NQ) ;

- à présenter annuellement un bilan détaillé de l'état d'avancement du Pacte Logement 2.0 à la Chambre des Députés.

(s.) Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Franz Fayot, Max Hahn, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Mir sinn nämlech iwwerzeegt, datt d'Regierung mat dëser Approche e Meilesteen an der Logementspolitik wäert setzen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt mir domadder endlech um richtege Wee sinn.

Mir fuerderen d'Regierung heimadder op, de Pacte Logement mat deene scho genannten Ziler fäerdegzestellen, dofir de Gemengen déi néideg Expertis bereetzestellen, hinnen déi néideg budgetär Moyenen ze ginn, dës budgetär Moyenen un d'Realisatioune vun abordabelem Wunnraum ze koppelen, den Dichtheetskoeffizient ze iwwerschaffe fir déi Quartieren, wou et och nëmme Sënn mécht, weider Outilen ze erstellen, déi et erlaben, am Kontext vum Pacte Logement abordabele Wunnraum ze schafen, den Artikel 29 vum Aménagement-communals-Gesetz méi kloer ze definéieren, am Programm vun deene subventionéierten Aktiounen Aktioune virzegesinn, déi ënner anerem innovativ Wunnforme schafen, d'Wunnengsqualitéit erhalen a verbesseren, de Potentiel foncier mobiliséieren. An zu gudder Lescht invitéiere mir d'Regierung, eis all Joer en Zwëschebilan vum Pacte Logement ze presentéieren.

Ech hoffen, Dir wäert déi Motioun matdroen, fir datt mer am Logement kënne weiderkommen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen. De Pacte Logement 2.0, sou wéi en eis elo vun der honorabeler Madamm Ahmedova virgestallt gouf an och wéi et aus der Motioun ervirgeet, fënnt der ADR hir integral Zoustëmmung.

Ech hunn dräi Remarken ze formuléieren, déi mer net onwichteg schéngen. Déi 10 %, déi ugesteiert gi fir erschwéngleche Wunnraum, sollten an eisen Aen, an dat hu mer hei schonn e puermol gesot, als Mietwunnechten zur Verfügung gestallt ginn an net als Verkafswunnechte mat Bail-emphytéotiquen, wat mer schonn ëmmer kritiséiert hunn, well dat de Leit net hëlleft - an ech wäert drop zréckkommen -, Verméigensbildung ze bedreiwen.

Dat Zweet ass, mir als ADR fannen, datt mer de Sproochgebrauch onbedéngt sollten änneren. An et ass scho bei anere Riedner ugeklongen: Et gouf ëmmer méi vun „erschwénglechem Wunnraum" geschwat. An dat schéngt mer och richteg, well eleng déi Benotzung vun deem Term „soziale Wunnraum" a mengen Aen, an eisen Aen, déi Leit ausgrenzt, déi hei viséiert sinn an déi erschwéngleche Wunnraum, besonnesch dann och Mietwunnraum, brauchen.

An dat Drëtt, wou mer ganz d'accord sinn, besonnesch och mat den Ausféierunge vun der CSV, ass, datt d'Privatpromoteuren, déi d'Krittären anhalen, dat heescht, déi d'Wunnechten, déi Mietwunnechten dann, soe mer emol, 25 Joer halen - dat kéinten der och 20 oder 30 sinn, dat ass eigentlech nëmmen en Detail - an zu engem erschwéngleche Loyer ubidden, dee kloer definéiert gëtt, datt déi op e Pied d'égalité musse gesat gi mat Staat, Gemengen oder ëffentleche Bauträger.

Bon, den Här Lies huet geschwat vun 10 Euro de Meterkaree. Dat ass, mengen ech, d'Opgräife vun der populistescher Piratefuerderung. Dat hänkt jo ëmmer nach dovun of, wou déi Wunnecht läit, wat den Terrain kascht. Et gi ganz bestëmmt Gemengen, do kann een et ënner 10 Euro maachen, an et gi bestëmmt Gemengen, wou et fir 10 Euro einfach net méiglech ass. Et soll ee sech do net formaliséieren. Mir wëssen, wat mer wëllen, dat ass er-

schwéngleche Mietwunnraum, datt deen erschaaft gëtt.

Also kloer Jo zum Schafe vun esou vill wéi nëmme méiglech Mietwunnechten zum erschwéngleche Präis, egal duerch wien, och duerch privat Promoteuren.

Dann hunn ech mer eng Notiz gemaach wärend dem Här Lies senger Ried. Ech muss him do an enger Saach widderspriechen, wat den Droit de préemption ugeet. Wann an engem Compromis tëschent zwou Parteien zum Beispill en Akkont negociéiert gëtt, oder en Echange mat enger Wunnecht oder mat Bauterrainen, déi ze schafe sinn, dann ass dat net d'office eng Astuce, fir en Droit de préemption ze ëmgoen! Et ass ganz einfach den Accord tëschent Parteien, an dat nenne mer an eisem Rechtsverständnis d'Liberté contractuelle. An et ass och richteg, datt de Pouvoir préemptant, wien och ëmmer dat ass, sech un d'Konditioune vum Kontrakt tëschent de Parteie muss halen.

Wann dat an eenzele Fäll net méiglech ass duerch d'Kontabilitéitsgesetzgeebunge bei Staat a Gemengen, fir Akkonte kënnen ze bezuelen oder esou Saachen, da musse mer legiferéieren, fir et méiglech ze maachen, datt de Pouvoir préemptant d'Konditioune kann anhalen, mee mir kënnen net de Leit hir vertraglech Fräiheet beschneiden.

Da wollt ech op dem Kolleeg Yves Cruchten seng Bemierkungen zréckkommen, déi ech ganz, ganz richteg fannen, zur Méiglechkeet zum Kaf vu Wunnechten. Ech hunn lech do 100 % Recht ginn. An Dir wësst, ech hunn dat schonn an anere Riede gesot: Een, deen a jonke Jore kafe kann oder kafe konnt, deen ass an engem positive Rad dran, dee profitéiert vu Wäertsteigerungen, dee kann, wa seng Famill méi grouss gëtt, de Studio verkafen an en Appartement kafen, deen ass op där sozialer Leeder drop, an dat sollte mer förderen! Dat sollte mer onbedéngt förderen! Dat kënnt och duerno Kanner an Enkelen zegutt.

A wou Der ganz Recht hutt, ass mat deem Uspuere vun deem, wat ee selwer muss hunn, fir e Kreditt ze kréien, datt een do stänneg der Präisentwécklung hannendruleeft. An ech mengen, de Kolleeg Gast Gibéryen huet dat andrócksvoll déi leschte Kéier hei an engem Calcul novollzunn, dat mat deem Joer, wou ech spueren: Dat Joer drop ass schonn d'Präissteigerung méi héich wéi dat, wat ech konnt mënscheméiglech uspueren!

A genau duerfir ware mer jo och a bleiwe mer och géint Aert onsäglecht CSSFs-Gesetz, well et genau de Contraire ass vun deem, wat mer brauchen!

Wat mir bräichten, wier, datt d'Leit kënnen zu 100 % vun hirem Kreditt profitéieren, an net zu 80 %, an 20 % mussen, oder 30 % mussen ..., mee datt se zu 100 % vun hirem Kreditt kéinte profitéieren. An dat wier méiglech, wa mer zum Beispill eng Staatsgarantie géife ginn. De Staat, dee léint jo haut Suen zu engem negativen Zënssaz. An anere Wierder, de Staat gëtt jo haut bezuelt vun de Leit, fir datt en hir Suen ewechhëlt! Ergo ass et jo net schwéier, fir grouss Finanzmëttel ze mobiliséieren an esou eng Staatsgarantie en place ze setzen, fir de Leit ze hëllefen, Wunnraum ze kafen.

Direktmesuren - an och doriwwer hate mer scho rieds, a quitte datt et elo net d'Theema zum Pacte Logement 2.0 ass, mee ech ka mer net verknäifen, dat ze soen -: Et gëtt Direktmesuren, fir d'Präisser haut direkt ze bremsen, wann net souguer ze reduzéieren.

Dat Éischt ass den Enregistrement. Firwat besteiert de Staat Leit, déi hir Wunnecht kafen? Si gi jo scho besteiert op hirem Akommes, dorobber datt se schaffe ginn, dorobber datt se Gewënner erzilen. Firwat gi se drop besteiert, well se kafen?

Wann den Här Cruchten dat eescht hélt - an ech ginn dovun aus, datt en et eescht hélt -, datt et richteg ass, déi Accession à la propriété vum Normalbierger ze förderen, ma da kommt, mir soen: Mir besteieren net méi, wann den Normalbierger eppes keeft! Null Enregistrement! Zumindest bis zu engem räsonabele Plaffong! Mir schwätze jo elo net vun deene Leit, déi Präisser bezuelen, vun deenen och hei rieds gaangen ass, vun 13.000 Euro de Meterkaree, mee déi normal Bierger, datt mer einfach do soen: null Enregistrement!

Dat Zweet, dat ass d'TVA. Et deet mer leed, wann ech d'TVA vun 3 % op 17 % eropsetzen op Mietwunnechten, da ginn d'Loyere 14 % erop. Dat ass esou sécher wéi den Amen nom Gebiet. Kommt, mir soen direkt an d'office: Op all Wunnechten, an egal ob se gebaut ginn oder renovéiert ginn, an egal ob se selwer occupéiert ginn oder ob se verlount ginn, ass d'TVA 3 %, an dat ouni Plaffong an dat ouni iergendwellech Prozeduren! Dat wier eng Simplification administrative an dat géif sofort d'Präisser erofsetzen.

Bon, dat Drëtt ass d'Staatsgarantie, déi misst iwwerholl ginn. Iwwert déi hat ech elo schonn e bësselchen éischter rieds, wéi ech eigentlech wëlles hat. Domadder géife mer dat Zil erreechen, d'Präisser erofzesetzen, a virun allem, wat mir an eiser Partei um Häerz läit, de Leit d'Méiglechkeet loossen, och Proprietär ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här President, Lëtzebuerg gëtt esou lues waakreg. Mir sinn elo mat de Konsequenze vun den Ursënne vum Lëtzebuerger Modell konfrontéiert. O, wat hu mir eis gebretzt, wéi dichteg mer wiere mat eiser louser Finanzpolitik an all déi aner Länner, eis Nopere virop, wieren esou jalous op eis Reussite!

Mee lues a lues huet d'Mär vum Wonnerland Lëtzebuerg ugefaange mat bréckelen. Problemer heefe sech un: De Chômage kënnt och zu Lëtzebuerg un, schonn eng gewëssen Zäit, d'Aarmut klëmmt, Jonker, déi ee Kuerzzäitkontrakt nom anere mussen unhuelen, den Transport, deen iwwerfuerdert ass, an natierlech d'Wunnengsnout.

Bei der Wunnengsnout ass laang net vill geschitt um politeschen Niveau, oder besser gesot, net onbedéngt dat Richtegt. Dat huet och eng Erklärung: Betraff ware virun allem laang Zäit bei de Locataire déi Aarbechter, déi am ärmste waren, a Leit, déi souwisou kee Walrecht haten. Derbäi koum, datt och ëmmer méi Leit ugefaangen hunn, iwwert d'Grenzen ze goen, déi dann net méi op dem lokale Wunnengsmarché ze fanne waren oder sinn.

De ganz schlecht reguléierte Maart a Kontrollinstanzen, déi net oder schlecht fonctionéieren, droe staark zum Wunnengsmisär bäi.

Ech ginn Iech e klengt Beispill: dat vun der Loyerskommissioun an der Stad, do, wou d'Präisser warscheinlech am héchste sinn. Wa se zum Beispill vun engem Locataire saiséiert gëtt, well deen zu Recht der Meenung ass, datt säi Loyer total iwwerdriwwen ass, well de Locataire nämlech d'Gesetzgeebung kennt a weess, datt et eng gesetzlech Limitt gëtt vu 5 % vum Capital investi, da gëtt en agelueden an e gëtt befrot. An da gëtt de Proprietär agelueden an dee gëtt da gefrot: „A wéi vill hutt Dir investéiert fir déi Wunneng?" „O", seet de Proprietär, „Pi mal Daumen esou vill." „An der Rei", kritt e gesot. Et gëtt net no Dokumenter gefrot, et gëtt net no engem Akt gefrot, „Pi mal Daumen", dat geet duer, ganz onbürokratesch. An als Kréinung gëtt de Locataire och nach zur Sau gemaach, datt en iwwerhaapt d'Kommissioun saiséiert huet.

Dat leeft hei esou. Mir wäerten och am Stater Gemengerot doriwwer diskutéieren. Dat ass ee Beispill ënner villen, leider. Warscheinlech ass dat keen Eenzelfall.

À propos ze héich Loyeren: Eng kleng Incise opgrond vun der Interventioun vum Här Hahn virdrun, wou en drop opmierksam gemaach huet, wann een déi eng oder déi aner Mesure misst huelen, datt dat duerno dat géif provozéieren, datt gewësse Loyere géifen an d'Héicht goen. Et kann een och Loyere bremsen! Mir hunn eng Proposition de loi dozou deposéiert an et gi warscheinlech, vläicht nach aner Modeller.

Firwat hu mer dann esou e Problem iwwerhaapt mam Logement? Do ginn et jo dräi Punkten, géif ech soen. Et goufen net an et ginn net genuch ëffentlech Wunnenge gebaut, déi abordabel sinn. Knapps 2 % sinn et zurzäit. Et gi wéineg Länner an Europa, wou et esou wéineg ass, weeder a Frankräich nach an Däitschland oder an der Belsch.

Zweetens, Locataire hu Rechter. Si sinn awer net effikass genuch a si si souwisou deenen allerwéinegste bekannt. A si gi souguer net respektéiert, wéi ech virdrun och nach gewisen hunn. Dobäi ass Lëtzebuerg jo Meeschter, wann et drëms geet, Public Relations ze maachen. Do kéint de Staat zum Beispill awer och eng kleng Campagne starten, fir Locataire iwwer hir Rechter opzeklären. Et géif och net esou vill kaschten, manner wéi den Nation Branding, an et géif méi bréngen.

Drëttens, mam Buedem a mat de Wunnenge gëtt am grousse Stil spekuléiert. Dat ass gewosst. Et ass souguer déi gréissten Ursaach vum Problem: d'Grousspekulatioun!

Bei deem Problem ass d'Regierung awer op béiden Ae blann. Fir Kloerheet ze schafen, hate mer eng Motioun deposéiert, fir e Bericht ze maachen iwwert den Afloss vun de Fongen a Gesellschaften op d'Präisspiral. A si ass mat Ach und Krach an d'Logementskommissioun, voire vläicht an d'Finanzkommissioun geschéckt ginn. D'DP war net derfir, well se warscheinlech net interesséiert ass, datt un d'Effentlechkeet kënnt, wie wierklech schold un dem Logementsmisär ass.

Déi dräi Punkte matenee kombinéiert hunn zur aktueller desolater Situatioun gefouert. Et ass net esou, wéi wann een näischt maache kéint! An et gouf jo och versicht! Virun eelef Joer koum deen éischte Pacte Logement op den Dësch. Ech ginn elo net am Detail dorobber an. Mir hu souwisou keng Zäit, emol net, fir op de Pacte Logement 2.0 anzegoen. Mee schonn deemools waren eng Partie Mesurë virgesinn. D'Gemenge kruten Hëllefe fir de Bau vu subventionéierte Wunnengen. Si kruten och Geld, wann d'Awunnerzuel geklommen ass, wat eng ze vill eesäiteg Mesure war, wéi mer all och hei averstane sinn, fir ze soen. Wat awer interessant war, ass och, datt d'Gemengen och eng Tax konnten ophiewen op eidel stoende Wunnengen.

Dat alles huet awer de Problem vun der Wunnengsnout net geléist. An eisen Aen huet dat och eng Ursaach, nämlech déi, datt déi Mesuren haaptsächlech op Volontariat baséiert hunn. Dat erkläert dann eeben och, datt zwar ganz vill Gemenge subventionéiert Wunnenge gebaut hunn, mee dat awer all Kéiers a ganz klengem Mooss.

An dat huet och Ursaachen: Engersäits hu gewësse Gemenge gezéckt, well se net iwwert déi Mëttele verfügen, fir de Bau an d'Gestioun vun deene Wunnengen an de Gréff ze kréien. Dat ass och en Argument, wat novollzéibar ass. Mee dann ass et wéi esou oft hei zu Lëtzebuerg: Et gëtt festgestallt, datt et net klappt, mee no Léisunge gëtt awer séier wéineg gesicht oder et gëtt erëm éiweg schleefe gelooss.

Net ze schwätze vun der Tax dann op eidel stoende Wunnengen. Ganz wéineg Gemengen hu se ugewannt. Do gouf natierlech argumentéiert, datt d'Gesetz net kloer genuch wier, fir et kënnen ze applizéieren. Dat ass deelweis richteg, awer och net ganz, well Ausféierungsméiglechkeete waren du scho virgesinn. A mir mengen, datt mat engem Minimum u Fantasie an haaptsächlech politeschem Wëllen een eppes hätt erreeche kënnen.

Här President, d'Gemenge kënne sech awer och net éiweg hannert der presuméierter Schwieregkeet verstoppen, et wär ganz schwéier oder souguer onméiglech ze wëssen, ob eng Wunneng bewunnt wär oder net. Et gi Gemengen, an dat gouf och scho gesot, déi hunn et wéinstens versicht, déi hunn et plus ou moins bien hikritt - also d'Gesetzgeebung war och net perfekt, dat wëll ech och net soen -: Esch, Biekerech, Dikrech, Esch-Sauer, Iechternach, Réiden op der Atert, Wanseler a Réiser. D'Stad Lëtzebuerg huet et net hikritt oder besser gesot, si huet et ganz schnell fale gelooss. Do war keen Interesse drun.

An et ginn elo Méiglechkeeten, fir dat ze maachen, an dat ass och am Gesetz vum aktuelle Pacte Logement virgesinn, an zwar am Artikel 16, dee seet, datt eng Gemeng d'Méiglechkeet huet festzestellen iwwert de Bevëlkerungsregëster, datt eng Wunneng iwwer 18 Méint laang eidel steet. Dat ass elo scho méiglech! An den Artikel 20 seet jo och, datt d'Buergermeeschter- a Schäfferéit de Gemengenagenten d'Méiglechkeet kënne ginn, fir e Constat ze erstellen, datt Wunnengen net bewunnt sinn.

Et ass also elo scho méiglech, wann d'Gemeng et wëllt a sech natierlech och déi entspriechend Mëttele gëtt. Dofir si mir och der Meenung, datt d'Gemengen duerch de Pacte Logement 2.0 obligéiert musse ginn, fir innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer e Regëster opzestelle vun de Wunnengen, déi eidel stinn. An da solle se bis spéitstens 2022 eng Gemengentax ophiewen a vun do aus all zwee Joer e Bericht erstellen. Dozou wëlle mer dann och eng entspriechend Motioun deposéieren.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- vu l'envolée des prix des loyers sur le marché privé de l'immobilier dont rend compte une étude d'octobre 2019 du LISER sur les prix de vente et loyers des logements au Grand-Duché de Luxembourg, commanditée par l'Observatoire de l'habitat ;

- vu l'écart important entre le nombre de logements mis sur le marché chaque année et les besoins annuels estimés en logements pour satisfaire la demande courante et à venir dont rend compte une étude de mai 2012 menée par le LISER à propos de la demande et des besoins en logements au Luxembourg ;

- considérant la volonté du Gouvernement d'agrandir l'offre de logements sur les marchés de l'immobilier privé et public ;

- considérant la nécessité de mobiliser le potentiel immobilier déjà existant à des fins d'habitation ;

- considérant les objectifs politiques de l'aménagement du territoire qui prévoient de privilégier à l'intérieur des structures urbaines et rurales la mobilisation des constructions existantes ;

- considérant l'intention récemment affichée du Premier Ministre de vouloir mettre en place une taxation sur les logements laissés vacants pour des raisons spéculatives ;

- vu l'autorisation des communes à établir et à percevoir à leur profit une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire, conformément à l'article 15 de la loi portant sur le Pacte Logement en vigueur ;

- vu les possibilités de vérification des communes de non-occupation de l'immeuble, par le fait qu'aucune personne n'est inscrite sur les registres de la population ou qu'aucune personne en qualité d'occupant d'une résidence secondaire n'est recensée sur une période de 18 mois consécutifs, conformément à l'article 16 point a) de la loi portant sur le Pacte Logement en vigueur ;

- vu l'article 20 de la loi sur le Pacte Logement en vigueur qui autorise le collège des bourgmestre et échevins d'habiliter les agents communaux de dresser le constat de l'état de non-occupation ou de non-affectation à la construction des immeubles sur le territoire communal ;

- vu l'établissement d'une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire par les mairies d'Esch-sur-Alzette, de Beckerich, de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Echternach, de Redange-sur-Attert, de Winseler et de Roeser ;

- considérant que seule une minorité des communes ayant établi la taxe spécifique précitée la perçoivent réellement ;

- vu l'absence d'un registre national recensant les logements vides ;

- vu le manque de données fiables à propos du nombre de logements vacants sur le territoire luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à obliger les communes à travers le Pacte Logement 2.0 d'établir dans les deux ans un registre des logements vacants sur leur territoire selon les dispositions prévues par la loi dite « Pacte Logement » ;

- à obliger les communes d'établir et de percevoir à leur profit une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire telle que prévue par la loi dite « Pacte Logement » à partir de l'année budgétaire 2022 au plus tard ;

- à produire tous les deux ans à partir de 2022 un rapport sur l'évolution du nombre de logements vides sur le territoire national et la mise en œuvre dans les communes de la taxe précitée afin de déterminer l'efficacité du dispositif et les mesures supplémentaires potentielles à mettre en place.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Zu de Mëttele wäerte mer och nach eng deposéieren. Mee soit, esou oder esou ass et net ze veränt-werten, datt dës Regierung u sech … Och wa vill Saachen am Pacte Logement 2.0, wéi e bis elo presentéiert gouf, an déi richteg Richtung ginn, mee den Haaptfeeler aus der Vergaangenheet war jo deen, datt net geléiert gouf, datt et net nëmmen op guddem Wëlle ka beroue vun all den Akteuren.

Här President, ech hat et schonn an enger anerer Ried gesot, nämlech datt dës Majoritéit u sech scho sechs Joer am Amt ass - an net siwen, wéi ech fälschlecherweis gemengt hat -, an et kann ee behaapten, datt dee Pacte Logement déi éischt gréisser Reform am Logementswiese vun dëser Regierung ass. Dat ass u sech net déck no sechs Joer, wann et eréischt dat ass!

De Problem vun dësem Pacte Logement sinn u sech net déi eenzel Mesuren, déi d'Gemengen ënnerhuele kéinten. De Problem ass grad deen, datt se „kënnen", wa se wëllen. A mir mussen och éierlech sinn a soen, wéi vill - net all - Gemengeféierungen ticken: „Ëm Gottes Wëlle keng Sozialwunnengen!" Dat ass eng Realitéit, eng politesch Realitéit. Mee mir menge schonn, Här President, datt de Bau vu Wunnengen, vu bezuelbarem Wunnraum net nëmme soll eng Kënne-Saach sinn, mee och eng Verflichtung vun de Gemengen an zu hirer Käraufgab gehéiere soll.

Dofir deposéiere mer hei och eng Motioun, fir datt d'Gemengegesetz deementspriechend geännert soll ginn, datt de Wunnengsbau och zu enger primärer Aufgab vun der Gemeng soll ginn. Wannechgelift!

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant le manque de logements publics sur l'ensemble du territoire national ;

- considérant que depuis la mise en vigueur du « Pacte Logement » ayant pour objectif de promouvoir la création de logements publics par les communes, seulement 423 unités de logements communaux ont été créées entre 2011 et 2016 ;

- vu l'objectif des communes visant à assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal, tels que prévus par la loi modifiée du 19 juillet 2004 portant sur l'aménagement communal et le développement urbain ;

- vu la participation de l'État jusqu'à concurrence de 75 % au prix de construction, d'acquisition, de rénovation, d'études et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes, prévue par la loi modifiée du 25 février 1979 en vigueur ;

- vu l'habilitation des communes à déclarer zone de réserves foncières un ensemble de terrains destinés à servir entre autres à la réalisation de logements, conformément à l'article 97 de la loi portant sur le « Pacte Logement » ;

- vu l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, stipulant la responsabilisation des communes en matière de mise en œuvre, de construction et de gestion de projets de construction de logements publics ;

- vu la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et instaurant la répartition des finances communales en reconnaissance de l'implication des communes dans leur rôle de promoteur public favorisant la création de logements sociaux et à prix abordables en régie propre et destinés en premier lieu à la location ;

- vu la mission incombant aux autorités communales d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune, telle qu'elle est définie par la loi en vigueur portant sur le bail à usage d'habitation ;

- vu l'objectif du « Pacte Logement » en vigueur de mettre à disposition des communes un ensemble de mesures pour promouvoir la création de logements sur leur territoire ;

- vu l'objectif central d'activer le rôle d'acteur central des communes dans la construction de logements et de guider le développement de manière ciblée, défini dans le rapport final visant la concrétisation des objectifs et du catalogue de mesures du « Pacte Logement 2.0 » ;

- considérant que l'engagement avec le Gouvernement de la convention « Pacte Logement » en vigueur est facultatif pour les communes ;

- considérant l'importante part de responsabilité des communes à l'égard de la création de logements abordables sur l'ensemble du territoire national,

invite le Gouvernement

- à inscrire la création de logements publics abordables comme mission primaire pour les communes dans le code communal ;

- à donner une base légale au rôle de promoteur immobilier public de la commune définissant ces missions ;

- à mettre à disposition des communes les moyens financiers, techniques et humains nécessaires pour remplir leur fonction de promoteur immobilier public ;

- à rendre obligatoire pour les communes l'engagement de la convention « Pacte Logement 2.0 » avec le Gouvernement.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat heescht natierlech och, datt een de Gemengen de Rôle vun engem ëffentleche Baupromoteur soll ginn an natierlech dat och gesetzlech soll festleeën. Wann een de Gemengen nei Verflichtunge gëtt, muss een hinnen awer och selbstverständlech déi néideg Mëttele ginn, fir déi Aufgab kënnen ze meeschteren, sief et human Mëttele wéi och finanziell an technesch Mëttelen.

Här President, den deemolege Premier Jean-Claude Juncker hat an enger bekannter Ried zur Lag vun der Natioun zouginn, datt hie sech net genuch fir de Logement engagéiert hätt an datt en dat géif bereien. Emmerhin huet en an enger Ried zur Lag vun der Natioun zum Logement geschwat. Dat ass anscheinend aus der Moud komm.

(Interruption)

Duerno ass leider séier wéineg geschitt. Vill Jore si vergaangen an de Problem ass gewuess wéi nach ni. A senger leschter Ried zur Lag vun der Natioun huet den aktuelle Premier et jo emol net fir néideg gehalen, dorop anzegoen, well de Logement wier esou wichteg, datt de Premier net dozou kéint schwätzen.

Mee wat nach méi krass ass, dat wor säin eepeschen Interview am „Lëtzebuerger Land", deen, et muss ee soen, am Schwadronéieren net méi ze toppe war! An de Journalist war ganz gutt. En huet awer evident Froe gestallt, et waren emol keng Faangfroen dobäi. Dovunner ofgesinn, datt de Premierminister vun engem „droit de réserve" (veuillez lire : „devoir de réserve") schwätzt, fir sech net missen zu all Sujet auszedrécken. Ech wousst net, datt de Regierungschef dee wier, deen en Droit de réserve (veuillez lire : Devoir de réserve) hätt. Ech duecht, dat géif sech op d'Beamten applizéieren. Et freet ee sech, wien iwwerhaapt hei nach eppes ka soen. De Grand-Duc vläicht, mee deen huet grad och nach een. Dat heescht, et muss een elo bei e Beamte goen.

(Interruption)

Et ass wierklech problematesch. Ech hat éischter den Androck, datt et en „Devoir de ne rien faire" war, zemools an der Logementspolitik. Well e seet: „Jo, okay, d'Taxéiere vun eidel stoende Wunnengen", dat misst ee maachen, „je veux bien", well et ass souwisou och nach an der Gesetzgeebung jo am Prinzip scho virgesinn. Jo, an dann awer eng Steier op Baulandspekulatioun, do soll näischt geschéien.

Grouss Promoteuren a Gesellschaften, déi mat Bauland spekuléieren an d'Präisser fierchterlech an d'Luucht dreiwen, déi solle laut Premier a Rou gelooss ginn. Ech mengen, dat war e Wuert, dat op ville Plaze gefall ass. An esou gouf e ganz kloert Signal a Richtung Spekulante gesent: „Maacht Iech keng Suergen, dës Regierung wäert Äre Business a Rou loossen!"

Natierlech kéint ee soen: „Mir kucken dat mat der Grondsteier." Bon, mir wësse jo nach net, wéi déi wäert ausgesinn. An déi muss een natierlech reformëieren. Mee mir mengen net, datt een d'Spekulatioun vum Bauland iwwert d'Grondsteier bekämpfe soll. Et ka vläicht dozou bäidroen, datt net egal wat gemaach gëtt, mee d'Grondsteier, d'Grondsteier ass eng normal Tax wéi eng aner!

Et kann een natierlech iwwert de B6 diskutéieren, wéi grouss deen ass, mee d'Grondsteier ass eng normal Tax wéi eng aner. A grad well mer d'Spekulante wëlle penaliséieren an net d'Proprietären, déi Bauland hunn an tatsächlech eppes domadder wëlle maachen an net spekuléieren, si mer der Meenung, datt een en anere Wee muss aschloen. An dofir si mer och der Meenung, datt een d'Spekulanten duerch eng spezial Steier muss penaliséieren.

Mee allgemeng hu mer den Androck, datt gewësse Kreesser hei zu Lëtzebuerg ganz gutt domadder liewe kënnen, datt Lëtzebuerg sech lues a lues zu engem Land verwandelt, wat nach just déi „besser Leit" sech leeschte kënnen. Géif ech och zu där Kategorie gehéiere vun de „ganz, ganz bessere Leit" oder géif ech fir si schaffen, géif ech mer soen: „Majo perfekt, engersäits bezuele mer e Mindestloun, dee wäit ënnert deem läit, wat ech wierklech bezuele misst, zweetens kënnen d'Aarbechter an déi, déi méi aarm sinn, sech d'Land net méi leeschten a musse fort."

Ech hat dat schonn hei eng Kéier gesot, mee ech si bei Wäitem net deen Eenzegen, deen dat denkt. Do géif ech och gären den Antoine Paccoud zitéiere vum Observatoire de l'habitat (veuillez lire : vum LISER) an deem exzellenten Interview, deen e ginn huet d'lescht Woch am „Lëtzebuerger Land". Do seet en: « Les propriétaires en profitent parce que les prix augmentent. L'État en profite parce qu'il dépense moins en aides aux personnes défavorisées et qu'il perçoit plus de recettes fiscales. Si on adopte un point de vue cynique, les décideurs politiques n'ont qu'à se réjouir de la gentrification. » Also datt ëmmer méi räich Leit sech heihinner installéiere kommen.

Här President, de Premier hat jo gemengt, datt ee jo vläicht net wéisst justement mat de Proprietären, déi iwwer vill Bauland verfügen, vläicht wéilte se jo eppes mam Terrain maachen. Jo, mir wëssen, si hu wëlles Saachen ze maachen: spekuléieren! A wann eppes geschitt, da wësse mer jo och wat, ech soen nëmmen: Ban de Gasperich iwwerdeiert Wunnengen, Royal Hamilius total delirant, an anscheinend och iwwerdeiert Wunnengen op der Stäreplaz. Do gëtt et anscheinend och e grujelege Projet, deen näischt brénge wäert.

Ech mengen, et geet elo duer mam Schwadronéieren. Här President, mir mussen Neel mat Käpp maachen. Mir musse ganz kloer soen: Wa mer de grousse Baulandspekulanten d'Handwierk net leeën, wa mer deenen net kloermaachen, datt et elo duergeet mam Profittmaachen um Bockel vun de Leit, da wäert d'Wunnengsnout vu Joer zu Joer ëmmer méi krass ginn an et wäert ëmmer méi haart ginn, eng dezent Wunneng ze fannen, ouni an d'Aarmut ze verfalen.

Mir mussen de Wunnengsnoutstand ausruffen, soss gëtt et ganz batter fir ganz vill Leit, nach méi batter, wéi et elo schonn ass. Als déi Lénk soe mer ëmmer, aneschters wéi de Regierungschef: „Jo, fir d'Éischt muss een d'Spekulante mat héije Steiere bestrofen", well et gëtt kee Recht, fir mat sengem Räichtum aner Mënschen an d'Aarmut zu dreiwen.

Här President, ech deposéiere fënnef Motiounen, ech hu jo dozou geschwat, dann huelen ech déi fënnef Minutten.

(Assentiment de la présidence)

Merci.

Gräift dat net, da solle mer konkreet ginn an den Artikel 16 vun der Verfassung applizéieren. Well d'Verfassung seet et ganz kloer: De Staat kann enteegnen am Kader vun der Utilité publique, géint eng gerecht Indemnitéit. An d'Gesetzer gesinn dat jo vir.

D'Gesetz vun 1979 - do war den Här Thorn Premierminister, en Demokrat, also net mir -, dat seet och, datt de Staat, d'Gemengen a souguer d'Établissement-publicke kënnen an deem Sënn enteegnen. An d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal gesäit dat och vir am Kader vun der Obligation de construire. Elo kann ee soen: „Déi Gesetzer gräifen net!". Mee wa se net gräifen, da solle se deementspriechend geännert ginn.

Dofir, Här President, deposéiere mir eng Motioun, déi d'Regierung oprifft, e Bericht ze verfaassen iwwert d'Applikatioun vum Gesetz vun 2004 an natierlech d'Prozedur fir d'Enteegnung vun de Spekulanten ze iwwerkucken an effikass ze gestalten.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant que les besoins en logements à prix abordables nécessitent la disponibilité à court terme d'importantes surfaces à bâtir ;

- considérant que selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat, 89,1 % des terrains à bâtir disponibles en 2016 étaient détenus par des personnes physiques et morales ;

- considérant que les promoteurs publics ne disposent pas des réserves foncières nécessaires et adaptées pour augmenter sensiblement la construction de logements publics ;

- considérant que de nombreux acteurs dans le domaine de la promotion du logement et des mandataires politiques se sont prononcés en faveur d'un débat sur l'outil de l'expropriation afin de mobiliser des terrains à bâtir ;

- considérant les prix extrêmement élevés du foncier destiné à l'habitat dont l'acquisition aux prix du marché représente un coût insupportable pour la majorité des communes ;

- considérant que le droit de préemption accordé aux promoteurs publics dans le cadre de l'acquisition de foncier ne s'accompagne pas de mesures politiques permettant l'acquisition de foncier destiné à l'habitat à des prix en dessous du prix du marché ;

- considérant la complexité et la lenteur des procédures d'expropriation ;

- vu les discussions menées pendant la phase d'élaboration de la loi dite « Pacte Logement » sur la nécessité d'éliminer les obstacles juridiques au mécanisme d'expropriation pour utilité publique afin de permettre aux pouvoirs publics de mener une politique active de maîtrise du foncier ;

- vu les systèmes de taxation introduits par le paquet de mesures dans le cadre de la loi dite « Pacte Logement » en attendant une révision de l'article 16 de la Constitution visant à faciliter l'application pratique de la procédure d'expropriation ;

- considérant que ces systèmes de taxation ne sont que très peu appliqués par les communes alors qu'ils participent à mobiliser les terrains à bâtir et les terrains destinés à l'habitat laissés en jachère pendant plus de dix ans ;

- vu les objectifs annoncés du « Pacte Logement 2.0 » qui envisage un rôle important pour les communes dans la mobilisation du potentiel foncier existant afin d'augmenter l'offre de logements abordables et durables ;

- vu l'article 16 de la Constitution qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique est légale moyennant juste indemnité ;

- vu la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique peut être poursuivie à la demande de l'État, des communes, d'établissements publics ou d'utilité publique et de particuliers ;

- vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui prévoit l'expropriation pour utilité publique à la demande des communes dans le cadre des sections sur les réserves foncières et sur l'obligation de construire dans les sections 1 et 2 de son chapitre 4,

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un rapport détaillé sur l'application des sections 1 et 2 du chapitre 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain depuis son entrée en vigueur ;

- à prendre les mesures nécessaires pour rendre plus efficace l'application de la procédure d'expropriation en vue de permettre aux communes de mener une politique active de mobilisation du potentiel foncier.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wann e Spekulant vun esou enger Mesure bis eng Kéier getraff gëtt, wann e versteet, datt de Staat et eescht mengt, datt et eriwwer ass mam spekulative Blödsinn, da wäerte sech déi aner och vläicht Gedanke maachen an da komme mer an eng ganz aner Dynamik. An da brauch ee vläicht emol guer net méi esou vill ze enteegnen.

Här President, et gouf hei schonn e puermol gesot, ee vun eisen Haaptproblemer ass deen, datt déi ëffentlech Hand, Staat oder Gemengen, net iwwer genügend Bauland verfüügt. Dat brauche mer awer massiv, wa mer Wunnengen oder och aner Infrastrukture baue wëllen. Et soll jo e speziellen ëffentleche Fong geschaaft ginn, deen et dem Staat soll erméiglechen, Bauland opzekafen. Dogéint ass am Prinzip näischt anzewenden a mir ënnerstëtzen dat och. Mee mir duechten eis, datt u sech deem Fong säin Notzen nach kéint ausgeweit ginn.

Mir haten hei virun e puer Méint, et ass net laang hier, eng kleng hëtzeg Diskussioun tëscht der CSV an der Inneministesch, well si matgedeelt huet, datt si kee Verkaf vu Gemengebuedem méi ënnerschreiwe géif, wat u sech an eisen Aen och eng positiv Saach ass. Du gouf e bësse gehuerelt, well dat wier e schlëmmen Agréff an d'Gemengenautonomie. Et mengt een heiansdo, mir wieren an der Schwäiz, Lëtzebuerg wier just esou en „Zesummeband" vu Kantonen. Doriwwer léisst sech streiden, well mer awer musse feststellen, datt d'Gemengenautonomie hir Grenze gewisen huet a puncto Wunnengsbau, fir et gelinde auszedrécken. De Problem ass jo deen, datt et net vun enger Inneministesch kann ofhänken, datt kee Gemengebauland méi verauslaagt gëtt.

D'Madamm Bofferding huet ugekënnegt, si géif dat net ënnerstëtzen. Dat ass richteg. Mee wie weess, wéi d'Nofollgerin oder den Nofollger handele géif. Mir mussen eng Reegel fannen, déi engersäits de Gemengen et net verbitt, fir Terrainen ze verkafen, an anerersäits derfir suergt, datt den Terrain net a privater Hand lant.

Dofir schloe mer an enger Motioun vir, datt, wann eng Gemeng Bauland verkafe wëllt, de spezielle Logementsfong et kéint opkafen. Ech mengen, domadder wier jiddwereen zefridden: D'Gemengen dierfe verkafen, d'Allgemengheet verléiert kee Bauland an d'Ministesch kritt manner Sträit mat de Gemengen.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant la pénurie de logements à coûts abordables en général et de logements locatifs à coûts abordables en particulier, sur le marché immobilier luxembourgeois ;

- considérant la part faible des terrains destinés à l'habitat détenue par les communes, l'État et les promoteurs publics ;

- vu la loi dite « Pacte Logement » entrée en vigueur en 2008 qui visait une politique active de maîtrise du foncier, afin de dégager rapidement de nouveaux terrains à bâtir, de réduire les prix du foncier et d'augmenter de manière substantielle l'offre de logements ;

- considérant le nombre insuffisant de logements publics construits par les communes depuis l'entrée en vigueur du Pacte Logement et subventionnés dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'aide au logement ;

- vu la loi modifiée du 25 février 1979 prévoyant un certain nombre de dispositifs d'aide au logement favorisant par des participations financières de l'État l'initiative de promoteurs publics, dont les communes, en vue notamment de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la

construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ;

- considérant les interventions critiques des Ministres de l'Intérieur et du Logement à l'égard de la vente de terrains à bâtir, pratiquée par un certain nombre de communes, lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés du 3 juillet 2019 ;

- vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain habilitant les communes à constituer des réserves foncières destinées entre autres à la réalisation de logements et à la mise en place de services complémentaires au logement et de constructions compatibles avec l'habitat ;

- considérant que les communes ont pour objectif d'œuvrer en faveur de l'intérêt général de la population sur leur territoire, comme le prévoit la loi concernant l'aménagement du territoire communal et le développement urbain en son article 2 ;

- considérant que la vente de terrains à bâtir par les communes ne contribue nullement à faire baisser les prix du foncier, ni à favoriser la réalisation de logements à coûts abordables, dérogeant ainsi à l'objectif d'œuvrer en faveur de l'intérêt général ;

- considérant la réponse de Madame la Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0939 du 22 juillet 2019 qui suggère que l'autorisation ou non de transactions immobilières par lesquelles un certain nombre de communes réalisent des bénéfices serait soumise à l'unique appréciation du Ministre de l'Intérieur ;

- vu la création prévue d'un Fonds spécial dont les missions envisagées seraient notamment la constitution par l'État d'une réserve foncière et l'aménagement de terrains à bâtir pour la création de nouveaux logements,

invite le Gouvernement

- à fournir un relevé de tous les terrains destinés à l'habitat vendus par les communes à des personnes physiques et morales depuis l'entrée en vigueur du Pacte Logement ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de garantir que tous les terrains destinés à l'habitat vendus par les communes restent en main publique et soient acquis par le nouveau Fonds spécial de soutien au développement du logement.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Zuallerlescht, Här President, an der viregter Legislaturperiod hate mer eng Motioun deposéiert, déi d'Regierung opgefuerdert huet, derfir ze suergen, bei all Associatioun oder ASBL, déi an der Schafung vu Sozialwunnengen aktiv ass, den TVA-Taux vun 3 % unzewenden amplaz dee vu 17 %, wéi dat elo de Fall ass. Si gouf net ofgewisen, mee weidergeleet un d'Finanzkommissioun. An obwuel eist Reglement virgesäit, datt no dräi Méint eng Motioun, déi weidergeet an eng Kommissioun, muss zréck heihinner an de Plenum kommen, ass do näischt geschitt.

Mir sinn awer weiderhin der Meenung - an ech ginn dovunner aus, datt mer net déi Eenzeg sinn, well dat war jo schonn d'leschte Kéier esou de Fall -, datt dëst eng gutt Mesure wier. Dofir wollte mer se op en Neits erëm eng Kéier hei deposéieren. Si ass liicht geännert ginn, well Saache geännert hunn an der Tëschenzäit. Mee dofir géife mer se nach eng Kéier hei deposéieren.

Motion 13

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il existe au Luxembourg un certain nombre d'acteurs (dont notamment des associations sans but lucratif ou des coopératives) qui construisent ou rénovent des logements en vue de les proposer en tant que logements sociaux et/ou à vocation non lucrative ;

- considérant que les acteurs susmentionnés sont considérés comme personnes morales de droit privé par la loi et que par conséquent ils sont contraints à payer un taux de TVA de 17 % sur les frais de construction au lieu du taux super-réduit de 3 % réservé aux particuliers ;

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui prévoit d'analyser la possibilité d'appliquer pour les immeubles de dix ans, au lieu de 20 ans aujourd'hui, le taux super-réduit de 3 % sur un montant plafonné des rénovations de logements et de bâtiments pour ainsi encourager davantage l'assainissement énergétique des anciens bâtiments ;

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui prévoit de promouvoir l'économie circulaire afin de contrecarrer la consommation excessive de ressources, et dont les terrains à bâtir font partie ;

- vu la volonté affichée dans le programme de coalition du Gouvernement de favoriser le lancement de projets d'habitation innovants, tels que les coopératives de logement,

invite le Gouvernement

- à modifier la loi réglant les impôts directs pour faire bénéficier toute société ou association active dans la création de logements sociaux, respectivement de logements à vocation non lucrative, du taux super-réduit de 3 % sur les frais de construction et/ou sur les frais de rénovations de logements et de bâtiments.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass natierlech eng Motioun, déi net an d'Logementskommissioun misst goen, mee an d'Finanzkommissioun, wa se erëm eng Kéier weidergeleet gëtt.

Här President, beim Logement, wéi a ganz ville Beräicher, gëtt et just eng Reegel: Um Schluss decidéiert deen, deen iwwert dat grousst Geld verfüügt, also déi reell Muecht. Do kann een esou vill soen a maachen, wéi ee wëllt, a mir däerfen nach déi eng oder déi aner kleng Mesure duerchdiskutéieren, bis et eis dronke gëtt, mee déi, déi dat grousst Geld hunn, déi sëtzen nun emol net hei. Déi brauchen dat emol net, hinne gehéiert d'Land jo souwisou schonn! Dofir si mer esou ageengt.

An ech mengen, dat ass dee Kampf, dee mer hei musse féieren: D'Land zréckeroberen, d'Land de Mënschen erëm zréckginn. An da kréie mer de Logementsproblem geléist, an da kréie mer warscheinlech och ganz vill aner Problemer geléist.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Theema Logement ass hei zu Lëtzebuerg fir keen eng Freed. A dach, fir d'Promoteuren an d'Immobilienhaien. Mee fir ganz normal schaffend Bierger ass de Logement hei am Land en Drama, dat no sechs Joer, wou dës Regierung am Amt ass, also kloer d'Verantwortung fir dës Situatioun dréit.

Och dëst Joer maachen d'Zuele kloer, wéi eng Datz dës Regierung an der Logementspolitik verdéngt huet. Statec a vill anerer maachen op déi steigend Wunnengspräisser an déi dovun ausgoend Problemer hei am Land opmierksam: eng Hausse vu bis zu 11,4 % an engem Joer op d'Präisser vum Logement, eng Erhéijung vu 6,6 % fir d'Locatioun vun Haiser. Dat ass u sech awer näischt Neies. An zéng Joer sinn d'Präisser hei am Land ëm 40 % an d'Luucht gaangen. Derbäi komme vill Leit, déi antëscht hu missen, jo, gezwonge gi sinn, an eis Nopeschlänner wunnen ze goen.

Ech muss och soen, dass ech an engem Joer an der Chamber, ausser engem Gesetzesprojet, dee mer herno wäerte stëmmen, selwer bis elo net vill Konkreetes an deem Beräich gesinn hunn.

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Well deem esou ass a mir Piraten konstruktiv matschaffen, deposéieren ech haut eise Gesetzesvirschlag iwwer eng Ännerung vun de Mietkontrakter. Et geet bei dësem Virschlag dorëm, den ekonomesch schwaache Mënschen, déi am meeschte vun der Ongerechtegkeet vum Wunnengsmaart betraff sinn, ze hëllefen, andeems Kontrakter à durée déterminée regulariséiert solle ginn. Dat ass aktuell net de Fall a fir vill Locataire en grousse Problem. Wéi gesot, fannt Dir méi Informatiounen heizou am Gesetzesvirschlag.

7503 *- Proposition de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, 2° du Code civil*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

(M. le Président donne acte du dépôt de la proposition de loi qui sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

11. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 (suite)

Débat (suite)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hoffe just, dass et dësem Gesetzesvirschlag net esou geet wéi deem vun déi Lénk, deen elo schonn zënter bal dräi Joer am Tirang läit a keen an der Chamber ze interesséiere schéngt.

An ech hoffen - jo, ech sinn esou naiv -, dass d'Regierungsparteien d'Suerge vun de Bierger eescht huelen an och konstruktiv Virschléi vun der Oppositioun unhuelen, wa si am Logement selwer schonn net vill Positives opweises hunn.

An der Essenz vum Pacte Logement 2.0 - d'Philosophie vum 1.0 op den 2.0 ännert net - bleift de Logement am Kompetenzberäich vu ville staatlechen Akteuren, ze villen, fir wierklech propper a schnell schaffen ze kënnen.

Den neie Pakt baséiert, wéi dee virdrun, um gudde Wëlle vun de Gemengeresponsabelen, fir Wunnengsbauprojeten unzegoen. Et bleift een also an der Logik vun der Gemengenautonomie, fir eis eng falsch Logik. Déi aktuell Komplexitéit vum Wunnengsmarché ass och deem geschëlt, dass et am Land keng kohärent Linn gëtt a keng Wunnengspolitik an de Grapp geholl gëtt. Géif de Staat endlech esou bauen, wéi mir Piraten dat virschloen, wären d'Präisser vun zéng Euro de Meterkaree realiséiert, an net Wunnenge baue fir d'Vente, mee se als Mietkaufwunnengen op de Marché bréngen.

Mir bezweifelen, dass mam Pakt 2.0 déi feelend Wunnenge schnell genuch wäerte gebaut ginn. Mir sinn averstanen, dass virun allem erschwénglech a sozial Wunnenge mam Pakt 2.0 gefërdert ginn, dass de Wunnraum an ëffentlecher Hand soll bleiwen, dass e mam Klimapakt gekoppelt ass, dass Baulücke sollen ausgenotzt ginn an dass Gemengesubventioune méi op de soziale Wunnengsbau ausgeriicht sinn.

Mir ginn awer ze bedenken, dass de Pakt 2.0 eleng d'Situatioun um Wunnengsmarché net verbessere wäert. Kuerzfristeg wäert sech fir d'Leit also emol iwwerhaapt näischt änneren, ech woen ze soen, bis an déi nächst dräi Joer eran net. Et muss een och éierlech si mat de Leit: Bezuelbare Wunnraum geet nëmmen iwwer Bauprojeten, déi an d'Héicht gebaut ginn. Dat ass nun emol esou, wann den Terrain begrenzt ass.

Wat ass mat all de Käschte fir déi Leit, déi eng Wunneng kafe wëllen? Péckt do d'Regierung näischt un? De Logement ass haut schonn déi deierst Ausgab vun de Leit. Ëmmer méi Haushalter fale grad duerch de Logement ënnert d'Aarmutsgrenz. Do hëllefen och keng 100 Euro méi am Mindestloun. Si mer dach éierlech: Mat engem Mindestloun kritt ee keng Méiglechkeeten, fir sech eng Wunneng ze kafen.

Wou si weider konkreet Mesuren, fir déi ekonomesch Schwaach ze entlaaschten? Wou sinn déi staatlech Garantië fir déi Leit, fir hinne konkreet ze hëllefen? Ëmmer nach muss ee beim Nottär en Heedegeld fir den Akt bezuelen. Wisou ginn et do keng staatlech Hëllefen, fir op null Euro erofzekommen?

Ëmmer nach verdéngen Immobilièren 3 % oder méi u Kommissioune beim Verkaf vu Wunnengen. En Heedegeld fléisst an déi Immo-Agencen. Déi verdénge mat all Präissteigerung um Marché. Ass dat net pervers? Wisou net e fixe Montant vun 1.000 bis 5.000 Euro fir all Vente a fäerdeg?

Eis weider Fuerderung: D'TVA muss komplett entfalen, wann ee fir säin eegene Gebrauch eng Wunneng keeft.

Ëmmer nach ass et de Locataire, dee fir d'Agencëkäschte bei engem Loyer muss opkommen, deen dann nach muss dräi bis sechs Méint als Garantie opbréngen. Mir fuerdere kloer staatlech Garantien, fir déi Leit an esou Fäll ze entlaaschten, dass déi sechs Méint Garantie fir de Locataire entfalen an de Staat déi iwwerhëlt.

Ëmmer nach gëtt net genuch gebaut, wärend all Joer eng Stad vun 20.000 Leit op Lëtzebuerg bäikënnt. Eidel stoend Wunnengen an och Terraine musse méi staark besteiert ginn, awer net mat eenzele Léisunge pro Gemeng, mee do muss eng national Léisung hier.

Et kann an deem Kontext net sinn, dass op där anerer Säit grouss Prestigebauprojeten einfach esou an d'Hänn vu groussen Immobilienhändler kommen. Dofir froe mir eng Begrenzung vun den Investitiounen aus dem Ausland, änlech no der Method Lex Koller.

Am schlëmmsten ass, dass de Staat an den Immobiliemarché finanziell gesi kloer d'Gewënner vun eiser Wunnengskris sinn. Mir Piraten sinn och kloer géint Enteegnungen.

Nach ëmmer ass de Wunnengsmarché fir déi Schwaach an eisem Land net gerecht. Si hu weider keng Chance op en eegene Wunnraum a mir Piraten bleiwe skeptesch, dass sech d'Situatioun fir déi Mënschen an noer Zukunft ännere wäert.

Dofir ass et héich Zäit, den Tempo unzeschalten an d'Bierger direkt bei den Acquisitioune vum Logement ze ënnerstëtzen, andeems fir déi Mënschen, déi wëlle kafen a keng Erspuernesser hunn, de Staat als Bierg matgeet, andeems den Accès op Kreditter fir Leit ouni Erspuernesser vereinfacht gëtt, andeems een um Marché géint Spekulatioune virgeet.

Mir Piraten bleiwe bei eiser Fuerderung, dass de Staat selwer massiv baue muss an dës Wunnenge fir zéng Euro de Meterkaree muss ubidden. D'Regierung muss endlech Tacheles schwätzen am Dossier Logement. De Pakt 2.0 bleift just e Kompromëss tëscht verschiddenen Akteuren am Bausecteur. Et ass en Instrument, dat versiche soll, déi divergent Interessen tëscht Gemengen an de verschiddene Ministèren op eng Schinn ze bréngen, allerdéngs ouni Gewärleeschtung.

Well et sech awer zumindest ëm eng minimal Verbesserung vum Pacte Logement handelt, wäerte mir der Regierung net am Wee stoen an eise konstruktiven Okay zu dësem Pakt ginn, an der Hoffnung, dass am nächste Joer weider konkreet Mesuren op den Dësch wäerte kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt d'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt. Als éischt emol e grousse Merci fir déi dach awer interessant an och konstruktiv Remarken, déi elo komm sinn. D'Fro, wéi mer an Zukunft hei am Land wëlle wunnen, liewen, schaffen, wuessen, dat ass eng Fro, mat där ech mech als Inneministesch praktesch all Dag beschäftegen. An natierlech elo mat der Refonte vun de PAGen nach e bësse méi.

D'Entwécklung vun de Gemengen, Dierfer, Stied, dat ass eng vun den Erausfuerderunge fir eis Gemengen, déi jo hei an éischter Linn concernéiert sinn. An eng vun den zentrale Froen, dat ass och nach eng Kéier de Mëtteg hei an dem Debat kloer ginn, ass d'Fro vun der Offer vu Wunnengen, awer net nëmmen d'Offer vu Wunnengen, mee virun allem vu bezuelbarem Wunnraum, déi mer nach musse massiv an d'Luucht schrauwen.

D'Gemengen hunn hei, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn, an der Logementspolitik eng ganz wichteg, eng aktiv Roll ze spillen. Ouni d'Matwierke vun de Gemenge kréie mer awer déi vill gutt Iddien, déi mer eis vläicht elo iwwerleeën, net duerchgesat, well am Endeffekt sinn et nach ëmmer d'Gemengen, déi decidéieren, ob elo gebaut gëtt oder gegeebenefalls net gebaut gëtt.

Et geet nëmmen zesummen, dat heescht, mat enger gudder Kollaboratioun, Zesummenaarbecht tëschent de concernéierte Ministèren, wat mir jo och hei probéieren am Debat nach eng Kéier ze weisen, an natierlech awer och de Staat mat de Gemengen zesummen, déi eeben hei musse ganz intensiv kënne schaffen.

Als Inneministesch ass et mer natierlech wichteg, dass d'Gemenge bei hirer Missioun net eleng gelooss ginn, dass se eeben op deene verschiddenen Niveauen ënnerstëtzt ginn an och adequat begleet ginn, fir hir Aufgabe wouerzehuelen.

Wa mer wëlle verhënneren, dass déi sozial Schéier hei zu Lëtzebuerg weider auserneegeet, komme mer net derlaanscht, an hei brauche mer och de politesche Courage, dass d'ëffentlech Hand eebe méi aktiv gëtt respektiv dass mer méi Terrainen an d'ëffentlech Hand erakréien, dass eeben d'Gemenge wéi och de Staat nach méi aktiv ginn als Proprietär vu Wunnengen a konsequent an de Marché kënnen agräifen, fir besonnesch deenen entgéintzekommen, déi sech schwéierdinn, déi wierklech Problemer hunn, iwwerhaapt emol eng abordabel Wunneng ze kréien.

Une voix.- Très bien !

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Et geet och net duer, an dat hunn ech och ganz gutt fonnt an deenen eenzelnen Interventiounen, wa mer dohinnerginn a mir subventionéieren. Och wa mer vill interessant Mesuren hei hunn, wäerten déi Logementer, déi mer elo grad domadder subventionéieren, herno awer erëm um fräie Marché ënnergoen.

Mir musse bei Wunnengen, déi als bezuelbar deklaréiert ginn, déi u Subsiden drunhänken, derfir suergen, dass se um Marché als bezuelbar Wunnenge bleiwen, dass net nëmmen deen éischte Proprietär dovunner ka profitéieren, mee eeben och nach déi Leit, déi duerno an déi Wunneng wëllen erakommen.

An duerfir muss ech ganz éierlech soen, begréissen ech et, dass praktesch hei awer iwwert d'Fraktiounen ewech de Konsens besteet, dass mer déi sougenannt „Zéng-Prozent-abordabele-Wunnengsraum-Formel" am Kader vum PAP sollen iwwerschaffen. Domadder garantéiere mer, dass beim Entstoe vun neie Quartieren en Deel vun de Wunnengen esou un déi

ëffentlech Hand geet, wat bedeit, dass eeben d'ëffentlech Hand op Dauer méi Wunnengen zur Verfügung huet, déi se ka geréieren, a ganz geziilt hei de Leit kann hëllefen. An dat ass jo deen Usproch, dee mer un eis selwer stellen, fir esou geziilt an de Marché kënnen anzegräifen.

Et sinn eng Rëtsch Iddien, Remarken an deem Kontext elo komm, deenen ech ganz gutt nogelauschtert hunn a wou mer och zesumme mam Logementsminister, wa mer elo déi Reform do wäerten ugoen, déi eng oder aner Pist wäerte matafléisse loosse kënnen, fir dass mer dat Zil, iwwert dat mer eis jo awer vum Prinzip hier haut eens gi sinn, kënnen esou ëmsetzen.

An deem Kontext solle mer och de Courage hunn, eis ze iwwerleeën, bei enger Perimetererweiderung de Prozentsaz hei eropzesetzen, esou wéi et jo och schonn a Motioune suggeréiert gëtt. Dobäi ass et awer wichteg, an déi Zäit solle mer eis awer huelen, de konkreeten Impakt vun dëser Mesure ze préiwen, besonnesch wat d'Effikassitéit an eeben och d'finanziell Moyenen, de finanzielle Volet betrëfft.

De Virdeel vun esou enger Mesure ass, dass et eng effizient Form vun der Meerwäertabgab kéint duerstellen, well mer eeben an deem Moment direkt eppes fir de Wunnengsbau kënne maachen.

En anere Punkt, deen elo nach net esou hei ugeschwat ginn ass, dee mer awer och an deem Kontext sollte kucken, ass eeben, wéi mer d'Wunnenge kënnen zu engem Entsteeungspräis kréien, notamment fir déi Gemengen, déi gäre wëllen herno nach selwer déi Logementer an hirer Hand behalen. Och hei, mengen ech, solle mer kucken, dass mer, wann ee sollt do Problemer gesinn, notamment mam Marché-publics-Gesetz, do kënnen nobessere goe respektiv déi Méiglechkeete ginn, dass d'Gemengen dann hei och d'Moyenen hunn.

Méi dicht a méi héich bauen ass e grousst Theema elo am Kader vun der Refonte vun de PAGen an de Gemengen a ganz wichteg. Ech mengen, mir sinn eis hei och eens, dass mer net derlaanschtkommen, an Zukunft méi an d'Héicht an och méi dicht kënnen ze bauen.

Gläichzäiteg musse mer awer och eng héich Liewensqualitéit garantéieren, dat heescht, Nohaltegkeet an de Quartieren hunn, eng sozial Mixitéit, och dat ass de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn. Ganz wichteg, och dat gehéiert derzou: attraktiv Stied an attraktiv Dierfer ze schafen.

E gudden ëffentleche Raum spillt hei eng zentral Roll, eebe fir Servicer ze offréieren, awer och, fir déi sozial Kohäsioun an eng gutt Noperschaft kënnen ze förderen. Wa mer an Zukunft wëlle méi héich bauen an och méi dicht bauen, da musse mer och derfir suergen - an dat ass virdru gesot ginn, wat mer ganz gutt gefall huet -, dass den ëffentleche Raum och weiderhi fir d'Mënsche soll konzipéiert ginn.

Duerfir halen ech och, an dat wëll ech nach eng Kéier kloer soen, eeben op déi Refonte vun de PAGen. Mam Delai si mer jo elo relativ gutt bäi. Vill Gemenge sinn do weiderkomm. An nach eng Kéier, ech mengen, och dat weist, wéi wichteg et ass, dass mer hei hannendrubleiwen an dass d'Gemengen hir nei PAGe kréien, dat als ganz zentraalt a wichtegt Planungsinstrument, dat d'Gemengen an hirem Prozess begleedt.

Niewent deene Moossnamen, déi elo am Pacte Logement wäerte kommen a wou mer elo scho ganz konstruktiv iwwert de bezuelbare Wunnraum diskutéiert hunn, eeben och mat der Qualitéit, déi och dozougehéiert, wëll ech nach kuerz op dräi Instrumenter agoen, wou ech ganz konkret als Inneministesch och mäi Bäitrag wëll leeschten, ganz besonnesch, fir Terrainen ze mobiliséieren.

Wat d'Prozedure betrëfft - an dat ass de Mëtteg manner an der Diskussioun erauskomm, mengen ech, wat awer och ëmmer wichteg ass, dass mer eis och eng Kéier iwwer Prozeduren ënnerhalen -, do kann ech zumindest fir mäin Haus soen, dass mer am Moment amgaange sinn, un enger Gesetzesännerung ze schreiwen, fir eng vereinfacht Prozedur ze kréien, wann et bei engem PAG sollt zu enger punktueller Modifikatioun kommen. Dat heescht, mir sinn amgaangen ze kucke bei klengen Ännerungen, bei klengen Dossieren, dass mer esou méi séier kënnen an der Prozedur weiderkommen. An ech mengen, dass mer och do de Gemenge ganz vill wäerten entgéintkommen, fir eeben och déi Simplificatioun hinzekréien.

Une voix.- Très bien !

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Mir inspiréieren eis doranner um Omnibusgesetz, wou dat jo och scho fir de PAP gemaach ginn ass. An déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, déi wëssen, dass dat e grousse Succès huet, och mat eiser Plattform, déi mer am Interieur hunn. A genau an esou eng Richtung wëlle mer och goen, fir hei ganz geziilt de Gemenge kënnen ze hëllefen, wann et eeben dann, wéi gesot, zu enger punktueller Modifikatioun am PAG sollt kommen.

En zweet Instrument ass de Baulandvertrag. Deen ass jo och haut schonn e puermol erwäänt ginn. Ben, do ass et esou, dass mer amgaange sinn, en nach eng Kéier juristesch ze iwwerschaffen. Mat den Amendementer wäerte mer elo gläich prett sinn, déi ech dann nach ka mat an de Regierungsrot huelen a wou ech dann och gäre bereet sinn, herno an d'Chamberskommissioun ze kommen, well ech mengen, de Projet en tant que tel ass nach ni presentéiert ginn. An och hei wär et wichteg, dass dee séier an d'Prozedur geet, well et ass en Instrument, wou mer virun allem eebe wäerten derfir suergen, dass och méi Terraine kënne mobiliséiert ginn. Respektiv, d'Zilsetzung ass jo hei, zu engem bestëmmten Delai Terraine kënnen ze viabiliséieren.

En drëtt Instrument nach, dat ech kuerz wëll uschwätzen, ass ënner „remembrement ministériel" vläicht e bësse méi technesch, awer ganz wichteg och fir d'Gemengen, déi och scho laang drop waarden. Duerfir ass et och wichteg, dass mer hei elo an der Prozedur virukommen, well mer eeben domadder bei deem Blocage, deen heiansdo an de Gemenge besteet, fir gréisser Projeten ze realiséieren, och ganz geziilt kënnen hëllefen, well mer de Gemengen en Instrument ginn, wou mer se ganz konkret ënnerstëtzen, dass herno eeben déi zukünfteg Planung vu Quartieren net méi um Widderstand vun eenzelne Proprietäre wäert scheiteren.

Dëst gesot, sinn dëst wichteg Instrumenter, mat deene mer kënnen derfir suergen, dass mer méi séier Terraine kënne mobiliséieren, dass mer kënnen effikass mobiliséieren a virun allem, dass mer Projete kënnen och an Zukunft deblockéieren. Dat ass nach ëmmer e grousse Problem an duerfir fannen ech et ëmsou besser, dass mer eis haut alleguerten eens ginn iwwert déi eenzel Pisten.

An da sinn ech och sécher, wa mer alleguerten zesummen un engem Strang zéien, d'Ministèren zesumme mat de Gemengen an och zesumme mat der Chamber, dass mer da kënnen déi Mesuren ëmsetzen. Mir musse just eeben dofir de politesche Courage hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Inneministesch, der Madamm Taina Bofferding. An ech ginn d'Wuert weider un de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier, fir d'Wuert kënnen ze huelen.

Ech wëll fir d'éischt alleguerten deene Merci soen, déi hei ganz konstruktiv, awer och ganz kritesch mam Bilan Pacte Logement 1.0 an d'Gebiet gaange sinn, awer och eng ganz Rei Pisten opgewisen hunn, fir de Logementsproblem vläicht e bëssen éischter an de Gréff ze kréien. Well dat muss een awer och ganz kloer soen: De Pacte Logement, dee viregte wéi och deen neien, léist déi Problemer um Terrain net alleguerten. Däers si mer eis bewosst, an dat hunn ech, mengen ech, oder dat hu mir souguer bei der Presentatioun an der Chamberskommissioun och däitlech gesot. Et ass een Element vun enger ganzer Rei vun Elementer, déi an der Diskussioun stinn an déi och wäerten ugepaakt ginn. An ech kommen op e puer eenzelner nach ze schwätzen.

Wichteg ass et awer fir mech, dass mer de Pacte Logement just an deene Formen och hei analyséieren an och deen neie Pacte Logement esou kucken, fir dass deen op den Instanzewee geschéckt gëtt. Et sinn eng sëlleche Motiounen elo deposéiert ginn, wou ech leider muss soen - ech mengen, dat ass un der Chamber selwer ze decidéieren -, dass déi awer accessoire dozou sinn, dass déi net de Pacte Logement direkt betreffen. Da kéinte mer all Debatt mat 27 Motioune begleeden! Mee dofir huelen ech nëmmen déi eraus, déi, mengen ech, och wichteg sinn, déi de Kader e bësse maachen.

Nach eng Kéier: De Pacte Logement war e wichtegt Instrument, dat hu mer och hei gesot. En huet d'Gemenge sensibiliséiert op de Logement. Mee en hat ee Problem natierlech, dat war, dass en déi Bindung (veuillez lire : déi Verbindlechkeet) net direkt hat, fir kënnen abordabele Wunnraum ze schafen. En huet wuel d'Instrumenter mat op de Wee ginn. Et sinn der eng Rei genannt ginn. Ech wëll dem Här Lies och dorobber äntwerten, wat d'Préemption ubelaangt. Mir hunn en Aarbechtsgrupp dodriwwer, deen dat analyséiert: Wéi kënne mer méi effikass mat deem Instrument ëmgoen, dass et och entspriechend wierkt? Dat si mer amgaangen ze maachen an dat kënnt och sécherlech zur Diskussioun an enger Chamberskommissioun am nächste Joer.

Ech hat och gesot, dass niewent dem Pacte Logement d'Hausaufgabe souwuel huet d'Taina Bofferding elo just gesot (veuillez lire : dass niewent dem Pacte Logement d'Hausaufgabe souwuel am Inneministère - dat huet d'Taina Bofferding elo just gesot -,) wéi och eng Rei Hausaufgaben an eisem Ministère, am Logementsministère, gemaach ginn. Ech wëll déi nach eng Kéier widderhuelen:

Éischtens, déi Subventioune ginn all op de Leescht geholl. An dat beäntwert schonn eng Motioun hei. All d'Subventioune gi gekuckt, mat wéi engem Brëll, a wéi engem Kader mer se kucken. Si se präisdreiwend? Hëllefe se deem Eenzelnen och, zu senger Wunneng ze kommen, oder hëllefe se éischter nach, wéi ech virdru gesot hunn a menger Debatt, ze verschwanne wéi den Zocker am Kaffi?

Dat heescht, mir mussen oppassen, an dofir gi sämtlech Subventiounen op de Leescht geholl, dat och am Kader - an dat ass och näischt Neits, dat ass och schonn emol gesot ginn - vun der Steierreform. An der Steierreform, an dat huet de Finanzminister jo och schonn ugekënnegt, gi sämtlech Elementer, déi de Logement betreffen, iwwerkuckt, ob se d'Offer oder d'Demande éischter förderen. An do wäerten och déi néideg Konklusioune gezu ginn. Dofir mengen ech, dass wann een eenzel Punkten eraushëlt, dass dat net zum richtegen, zilorientéierte Moment féiert.

Dann ass eppes gesot ginn zu de Subventioune vun deem engen oder aneren Intervenant hei. D'Subventiounen, déi mer de Gemengen zur Verfügung ginn, fir kënnen ze bauen, déi ginn iwwerschafft, déi ginn harmoniséiert. Wéi wäit mer se upassen, musse mer kucken. Dat ass jo och e Käschtepunkt, dat musse mer kucken am Zesummenhang mat deem Fonds spécial, dee mer jo schonn hunn. Dofir brauche mer net nach e sëllechen aner Fongen. Mir hu jo schonn e Regruppement gemaach vu sämtlechen Artikelen, déi de Logement betreffen.

Déi Subventioune ginn un d'Gemengen, dat hu mer an deem Fonds spécial Logement jo gemaach. Deen hu mer jo och presentéiert an der Chamber, an de Gesetzesprojet ass ënnerwee. Wann deen adaptéiert muss ginn, da solle mer dat dee Moment maachen! Mee dat ass ënnerwee, dat brauche mer elo net zousätzlech hei nach eng Kéier speziell ze ernimmen.

Da wollt ech op ee Punkt nach kommen: Jo, mir brauchen d'Privatwirtschaft derbäi! Dat ass schonn an der Kommissioun gesot gi vu menger Virgängerin. Mee déi Konditiounen, déi mer do ausschaffen, déi mussen awer fir jiddwereen d'selwecht sinn, sief et eng Associatioun, sief et SIS, sief et e Privaten, dee muss sech awer un déi selwecht Konditiounen halen. An Dir wësst, dass mer amgaange sinn, déi Konventioun auszeschaffen op 40 Joer. An do kann e Privaten duerchaus och sech bedeelegen! A mir brauche se alleguerten! Mir brauche se alleguerten, fir abordabele Wunnraum ze schafen, awer net mat Prinzippie vun: op 25 Joer; deen aneren: 10 Euro de Loyer, ...

Da muss ee sech awer och un dat Reglement vun '98 halen. An dat hu mer jo och gesot, dat Reglement vun '98 musse mer upassen. D'Eligibilitéit vum Beneficiaire ass net kloer definéiert. Dat huet och eppes domat ze dinn: Wat ass „sozial"? Wat ass „abordabel", „erschwénglech"? Dat hu mer an e sëlleche Kommissioune gesot. Mir sinn intensiv amgaangen, doriwwer ze diskutéieren: Wat ass „abordabel" fir deen een a wat ass „à coût modéré" fir deen aneren?

Ech mengen, déi grouss Projeten, déi ënnerwee sinn, Diddeleng, Wolz an nach anerer, Elmen, do brauche mer eng gewësse Mixitéit. Do musse mer awer zwëschent dem Loyer ..., do hu mer jo gesot - an déi viregt Regierung huet jo schonn do e ganz wichtegen Apport gemaach -, 70 % an der Locatioun an 30 % maache mer op deene grousse Projeten, ginn an d'Vente, awer mat der Konditioun, dass se erëm zréck kënne kaaft ginn! Dofir hu mer jo d'Emphyteose gemaach! Mir gesi jo: Net sämtlech Gebailechkeete ginn an d'Emphytheose. Awer mir musse fir déi grouss Projeten eng gesond Mixitéit hunn.

An dat ass jo och d'Demande, déi vun de Gemenge komm ass! Dat ass jo net vun uewen erof diktéiert ginn, dass mer dat hei wëllen esou an net anescht hunn. Dat ass eng gesond Mixitéit, déi mer maachen. An dat ass d'Hausaufgab, déi an eisem Ministère och entspriechend formuléiert gëtt, fir deem entgéintzekommen, fir de Gemengen dat Instrument ze ginn, fir kënnen dann dat an der Praxis ëmzesetzen.

Op e weidere Punkt wollt ech nach agoen, bon, „myLogement". Ech mengen, ech hat et selwer eng Kéier hei viru Jore mat an d'Waagschale bruecht. Majo, mam Fonds du logement hu mer schonn eng ganz wichteg Plattform. An ech mengen, mir ware jo als Kommissioun, wéi ech nach President vun der Kommissioun war, och de Fonds du logement kucken. Si hunn en neit Gesetz kritt. Si sinn nei strukturéiert. An ech hat d'Chance, de Méindeg selwer véier Stonne mat all de Mataarbechter vum Fonds du logement ze schwätzen. Et geet an déi richteg Richtung. Si si besser opgestallt. Si si méi schnell a méi effikass. An ech mengen, do hu mer jo schonn eng Plattform!

Da gëtt et d'SNHBM, och eng ganz gutt Plattform. Ganz vill Gemengen heibannen -oder Gemengerepresentanten, fir déi dann elo an de Mond ze huelen - schaffe ganz intensiv mat där SNHBM. Mir hu Promoteurs publics! Mir sollen eis net verzettelen an der Vielzahl vu weideren Elementer! Sécher, d'Gemenge sinn der 102 an 102 si scho Gesellschaften. Déi kënne vill maachen! Si baue jo och haut e Fussballsterrain. Si bauen e Centre culturel. Si bauen ech weess net wat alles ..., eng Kläranlag. Also, si kënnen och muer eng Wunneng bauen!

Dofir ass et en Ënnerscheed, e groussen Ënnerscheed, Här Lies, wann ech lech däerf do just uspriechen, well Der mech zitéiert hat mat menger Ried beim Pacte Logement 1.0. Jo, deemools war d'Responsabilitéit eesäiteg, an der „Einbahnstraße" op d'Gemenge gaangen. An ech hunn hei a menger Duerstellung virdru vu „responsabilité partagée" geschwat. Mir ginn d'Hand reechen, mir huelen d'Hand a mir soe jo: „Mir gi Suen zur Verfügung iwwert de Pacte Logement." Mir gi Suen zur Verfügung iwwert d'1979er Gesetz, wat mer upassen, jee nodeem méi harmoniséieren, méi einfach maachen. Mir hëllefe bei der Ëmsetzung dovun iwwert de Pacte-Logements-Beroder. Also, mir ginn hinnen d'Instrumenter, mir loosse se net eleng am Ree stoen!

A mir wäerte souguer - an dat ass d'nächst Joer - bei d'Gemengen zesummen och goe fir Best Practices! Et ginn där ganz vill dorëmmer, déi solle mer vervillfältegen. Mir sollten d'Angscht ewechhuelen. Wa mer de Leit oder de Gemengen Obligatioune ginn, mee da solle mer hinnen och propper Beispiller weisen, an et ginn der 101! Ech hunn esou vill gudder, positiver, a mir sollen déi huelen, déi bei de Gemenge presentéieren, an déi Instrumenter, déi mer amgaange sinn auszeschaffen. An dofir ass de Pacte Logement 2.0 do, fir déi Instrumenter zur Verfügung ze stellen.

Et ass e ganze Katalog. A sechs regionale Konferenzen hu mer mat de Gemengen um Terrain gekuckt, wéi mer dat austaréieren. Dofir brauche mer net nach zousätzlech nei Instrumenter ze maachen, nei Kommissiounen, nei Fongen. Mir hunn der! Mir hunn zwee ganz gudder, déi ënnerwee sinn. An d'Gemenge si ganz gutt opgestallt, fir et ze maachen. Déi kleng vläicht net esou, déi grouss kënnen et scho fäerdeg maachen, an de Staat gëtt d'Garantie, hinnen eeben ze hëllefen, fir dass mer dat och kënnen entspriechend ëmsetzen.

Nach eng Kéier: Alles, wat steierlech Moossname sinn, gëtt gekuckt. Am Steierdossier, do ass jo och vum Finanzminister schonn ugekënnegt ginn, dass och déi Elementer ënnersicht ginn. Alles, wat Pacte Logement ass, do solle mer am Pacte Logement sinn. A wann elo Motioune sollen an enger Kommissioun nach diskutéiert ginn, ech stinn zur Verfügung. D'Madamm Bofferding steet bestëmmt och zur Verfügung, wann Detailer sollen diskutéiert ginn, wa mer eis Zäit sollen huelen, fir verschidden Instrumenter auszetaréieren. Mir sti prett, also ech stinn och prett, fir an der Kommissioun mat jiddwerengem do ze diskutéieren, fir net hei eppes ofzewiergen, wat u sech eng gutt Iddi ass.

An all déi aner, mengen ech, wou mer amgaange sinn ze schaffen, kommt, mir loossen déi, a kommt, mir loossen och Motioune vläicht ewech, déi an aner Ressorte ginn, déi net hei present sinn! Ech fannen, et ass schwiereg ze diskutéieren iwwer Ministeren, oder iwwer Ressorten, déi net hei sinn. Ech si gär bereet, iwwer all déi Ressorten ze schwätzen, déi ech hei representéieren. Awer déi, déi iwwert de Pacte Logement erausginn, mengen ech, do verstitt Der, dass mer déi net kënnen esou unhuelen, well déi eis net direkt betreffen.

Merci awer fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi zu dëser Debatt deponéiert gi sinn. Da fuere mer schéin der Rei no.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass, d'Motioun Nummer 1. Ass een, deen eppes wëllt soen?

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den Här Berger wollt am Fong dozou schwätzen, ...

(Brouhaha)

... an elo huet e sech dann awer gemellt, da ginn ech him de Virtrëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da gi mer direkt d'Wuert weider un den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech hat och de Fanger ausgestreckt. Vläicht hat ech mäin Aarm net héich genuch ausgestreckt, duerfir hat Der et net gesinn.

Vläicht just zwee Wierder, firwat datt mer der Chamber recommandéieren, déi hei Motioun net ze stëmmen. Ech mengen, dat hei ass eng Mesure, déi an déi Richtung geet, datt d'Demande nach gestäerkt gëtt, amplaz datt een d'Offer soll stäerken. Ech mengen, hei ass schonn de Risiko hannendrun, datt herno och dat do deen Effekt da wäert hunn op d'Präisser.

Mee méi generell wollt ech hei dozou soen, datt mer och wäerten - dat hei ass elo eng isoléiert Propos - am Kader vun der Steierreform de Volet Logement méi genau analyséieren. An an deem Kader wäerte mer da kucken, wat fir eng verschidde Mesurë mer kënnen huelen am Kader vun dem Logement.

Voilà, wéi gesot, hei ass eng eenzel Mesure. Mir kucken dat éischter herno an engem méi grousse Kader, méi engem Gesamtkader. A wéi gesot ass awer och hei d'Gefor, datt just dann nach eng Kéier d'Demande, déi dann hei verbessert gëtt, och d'Präisser géif an d'Luucht dreiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 21 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

(Brouhaha)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2.

Neen, waart: 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen!

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Pardon!

(Brouhaha)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da kënne mer berouegt elo bei d'Motioun Nummer 2 kommen. Ass eng Wuertmeldung zur Motioun Nummer 2?

Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci. Merci och fir deen u sech flotten Debat, dee mer hei haten, wou mer eng ganz Rei vun Argumentatioune jo ausgetosch hunn, déi alleguer am Kader vun dësem Débat de consultation sinn. A mir sinn effektiv an enger Consultatiounsphas, wou et nach déi eng oder aner Saachen auszelote ginn, wat deen een oder anere wëllt a wat mer dann herno an dat Gesetz solle schreiwen.

Dofir géif ech och proposéieren, dass mer hei, wat dës Fuerderung oder dës Motioun ugeet, nach eng Kéier mat där an d'Kommissioun géife goen, fir an der Kommissioun nach eng Kéier d'Argumenter auszetauschen, fir ze kucken, wat deen ideale Prozentsaz wär, fir dat dann och do kënnen ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber domadder d'accord, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies wollt nach eppes soen.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech wollt just nach ee Wuert dozou soen. Ben, ech mengen, d'Inneministesch huet awer elo just virdru gesot gehat, datt et sécherlech eng Opportunitéit wär, fir de Perimeter och kënnen opzemaachen op Plazen, wou et landesplaneresch géif Sënn maachen.

Duerfir fannen ech dat elo e bësse remarkabel, datt jo genau dat heiten awer deem géif Rechnung droen an datt mer dat elo nach eng Kéier sollen an d'Kommissioun ginn! Ech mengen, mir sollen heiriwwer ofstëmmen. Merci.

Une voix.- Dann ass et „non".

Une autre voix.- Dann ass et „non"!

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel wëllt nach eppes soen. Neen? Da géife mer iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

An da kéime mer direkt zur Motioun Nummer 3.

Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, da maachen ech en zweete Versuch, fir hei nach eng Kéier déi drëtt Motioun, déi vun der CSV dann agereecht gouf, dann och an der Kommissioun nach eng Kéier ze diskutéieren. Wann d'CSV dat net wéilt, da géife mer se, d'Motioun, net unhuelen. Wann d'CSV awer do d'accord wär, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren, da géife mer se an d'Kommissioun verweisen.

(Interruption)

Maacht, wéi Der wëllt!

M. Marc Lies *(CSV).*- Au vote ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies huet d'Wuert gefrot gehat. Den Här Lies!

M. Marc Lies *(CSV).*- Au vote, wannechgelift! Mee, ben, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da stëmme mer iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

(Brouhaha)

Une voix.- Ma ee Moment, loosst e schwätzen!

M. Marc Lies *(CSV).*- ... netdestotrotz, mengen ech, sinn dat heiten awer trotzdeem Punkten, déi egal wéi am Debat sollten an Zukunft ...

(Brouhaha général)

Ech mengen, et si genuch Punkten, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Eis Demarche wär vill méi rësonabel gewiescht.

M. Marc Lies *(CSV).*- Et si genuch Punkten, déi effektiv hei clarifiéiert sinn an esou virun. Ech mengen, et ass och un der Regierung respektiv un de Majoritéitsparteien, fir effektiv Stellungnam ze huelen. Ech mengen, d'Motioun ass kloer, ganz kloer! An duerfir gehéiert se och au vote.

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Da géife mer iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen.

(Brouhaha)

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun 3 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4.

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, Här President. Do geet vun enger Lafdauer vu 25 Joer rieds. Den Här Minister Kox huet awer erkläert, dass mer elo scho bei de Konventiounen op 40 Joer sinn an dass d'Reglement vun 1998 och nach wäert ëmgeännert ginn, soudass déi hei am Fong net dat ausdréckt, wat d'Regierung och wëllt a wat mir wëllen op dëser Säit. Mir wëllen et op 40 Joer maachen, wat och méi sënnvoll ass fir den Intérêt public a fir de soziale Wunnengsbau. An duerfir proposéiere mir, mat Neen ze stëmmen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung do?

Vote sur la motion 4

Dat ass net de Fall, da kënne mer och iwwert déi Motioun ofstëmmen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 4 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Viviane Reding), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

Da kënne mer bei d'Motioun Nummer 5 kommen.

Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt eng grouss Suerg an och eng permanent Aufgab eeben déi vum Educatiounsminister ass, fir ze kucke mat de concernéierte Milieuen, fir all, ech soen alleguerten déi Beruffer, déi a Richtung Artisanat ginn, weider ze developpéieren. Ech zielen elo och net all déi Mesuren oder all déi Initiativen op, déi an de leschte Jore gemaach gi si respektiv déi och de Moment nach amgaange si gemaach ze ginn.

Wann ech hei gesinn « à promouvoir l'image de l'artisanat auprès des jeunes », dat ass amgaange gemaach ze ginn, « à définir en concertation avec les milieux professionnels une stratégie ayant pour but de combler » an esou weider, dat ass och amgaangen do gemaach ze ginn. Wéi gesot, dat ass e permanente Souci an och e permanent Beméie vum Minister, fir dat ze maachen. Fir einfach nëmmen ze soen, datt dat hei eppes ass, wat eigentlech superfetatoire ass, well dat hei souwisou nach op vill méi Plazen a mat vill méi Moyene gemaach gëtt, wéi dat hei gefrot gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Berger just soen, datt mer definitiv net averstane sinn, datt dat heite superfetatoire ass. Ënner anerem war am Clierfer Lycée d'Ausbildung virgesinn, fir am Beräich vum Bau eppes ze maachen. Do ass awer elo u sech virun allem emol och eng europäesch Ausbildung, mee déi vum Bau ass nach ëmmer net do. Mir hunn am Moment just zu Mamer déi Ausbildung. A mir fannen et absolutt dréngend, datt hei eppes muss geschéien.

Wa mer gären Handwierker hätten, da musse mer op d'mannst och emol eng Offer un Ausbildung offréieren, ausbauen. An duerfir wäerte mer un dëser Motioun hei festhalen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 5

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 6

Da kënne mer zur Motioun Nummer 6 kommen.

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den Här Minister huet virdrun erkläert, dass mer eis net solle verzettelen an der Kreatioun vun ëmmer neie Gremien. Mir hu schonn eng Rei Gremien, eng Plattform, déi déi Missiounen hei erfëllt. An an deem Sënn gesi mer hei net de Sënn a vun dëser Motioun, vu dass et déi Offer do scho gëtt. An duerfir stëmme mir mat Neen, zesummen hoffentlech mat all eise Kolleegen op der Majoritéitssäit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Den Här Lies huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, ech fannen et wierklech remarkabel! Et gëtt all Motioun ofgeschmettert. À la fin du compte ass d'Regierung hei net logesch. Op där enger Säit gëtt gesot, d'Gemenge sollen effektiv méi Efforte maachen. Si packen et awer net, well effektiv d'Strukturen net dofir do sinn. An op där anerer Säit, wann dann eppes kënnt, wat dohinnergeet a seet, do gëtt eng Struktur geschaaft, déi de Gemenge vu vir bis hannenhi soll weiderhëllefen, da gëtt dat ofgeschmettert.

Also ech mengen, do sinn d'Logik an d'Kohärenz an d'Konsequenz definitiv net méi ginn. Also, ech verstinn d'Welt net méi!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Minister wëllt eppes soen.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Erlaabt mer, Här President, just zwee Wuert dozou ze soen. De ganze Mëtten hate mer den Debat iwwert de Pacte Logement 2.0. Dat ass dat Instrument, wat mer amgaange sinn auszeschaffen!

(Brouhaha)

An dat ass dat, duerfir brauche mer net eng Motioun hei ze stëmmen.

(Exclamations et brouhaha)

Dat ass d'Gesetz, wat kënnt. Dat ass dat. Mir kënnen och all Gesetz …

M. Marc Lies *(CSV).*- Just well et vun der CSV ass, ass et näischt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- … als Motioun erabréngen. Ech mengen, dat ass superfetatoire. Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Et ass keng Wuertmeldung méi.

Vote sur la motion 6

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 6 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 6 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7.

Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. D'CSV freet hei, fir d'Gesetz vun 2009 ze reforméieren. Ben, mir sinn op alle Fall der Meenung, dat Gesetz - dat ass e Gesetz, dat deemools vun der CSV oder vun engem CSV-Minister geschriwwe gi war an och presentéiert ginn ass -, datt dat nach ëmmer e gutt Gesetz ass. Wat wëll ech domadder soen? Ma datt do an deem Gesetz eng Rei Missiounen dra sinn, déi och an deen dote Beräich ginn, fir eeben och de Leit ze hëllefen, déi méi schlecht dru si respektiv déi och zum Beispill eng - wéi soll ech soen? -, eng Wunneng oder dat och sichen.

Et ass och esou, dat ass vläicht net vu jiddwerengem gewosst, datt och de Fonds du logement - nieft also der Aktioun, déi iwwert d'Office-socialle geet - respektiv och d'Agence-immobilière-sociallen, do ginn et der jo eng Rei am Land, och d'Leit begleeden, déi no enger Wunneng siche respektiv déi Schwieregkeeten hunn, fir bezuelbare Wunnraum ze fannen. Dat ass also och schonn eppes, wou ganz vill Efforte gemaach ginn.

An och wat d'Personal ubelaangt, mengen ech, ass et esou, datt do souwuel am Fonds du logement wéi an den Agences immobilières sociales wéi awer och an den Office-sociallen eng ganz Rei Leit scho sinn, déi sech dorëms bekëmmeren, soudatt also och dës Motioun an eisen Aen net muss gestëmmt ginn, well, wéi gesot, um Terrain do ganz vill Aktioune lafen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. Dann huet den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert. Ben, ech soen dem Spriecher vun de Majoritéitsparteien op jidde Fall Merci, datt e gesot huet, datt dat Gesetz, dat nach ënner CSV-Regierung 2009 gemaach ginn ass, datt dat e gutt Gesetz war. Dat, mengen ech, ass emol ee Constat, dee positiv ass vun de Mëtten.

Ben, ech mengen, de Spriecher vun de Majoritéitsparteie gesäit awer wierklech net, wat um Terrain leeft respektiv wéi de Fonctionnement do ass. Gitt eng Kéier an d'Office-socialle froen! Da frot Der, wat effektiv hir Haaptaufgab an hir Haaptaarbecht ass! An da frot Der se och, ob se dann effektiv nach genuch Leit hunn, fir deem nozekommen! An ech kann Iech d'Äntwert ginn: Nee!

Voilà! An duerfir dës Motioun zur Ofstëmmung!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 7

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 7 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Une voix.- D'Majoritéit mécht hei eng richteg Revolutioun!

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 8

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 8.

(Interruption)

Den Här Lies, wannechgelift.

(Interruptions diverses)

Hei, den Här Lies huet d'Wuert!

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, ech gesinn, et wëllt keen zu dëser Motioun Stellung huelen. Ech wéilt dat dann awer am Numm vun der CSV-Fraktioun maachen, well ech mat Bedauere feststellen, nodeems de Mëtte siwe Motiounen agereecht gi sinn, wat de Wunnengsbau ugeet, datt virun enger Rei vu Wochen zwou Motiounen, véier Propositions de loi eragereecht gi sinn - dat sinn am Ganzen néng Motiounen a véier Propositions de loi! Virun 22 Méint, do hate mer hei den Debat iwwert de Wunnengsbau, wou mer zesumme mat de Majoritéitsparteien eng Motioun ënnerschriwwen haten, wou eng sëlleche vun dëse Punkten, déi effektiv mir elo als Proposition-deloien an als Motiounen eragereecht hunn, gefuerdert gi sinn, a si sinn net komm!

Elo 22 Méint duerno reeche mer dat eran a si ginn alleguerte verworf. A wann een da kuckt, wat d'Motioun vun der Regierung (veuillez lire : vun der Majoritéit) hei ugeet, wat do drasteet, ma do geet d'CSV vill méi wäit an enger ganzer Rei vu Propositiounen! Duerfir, huele mer zum Beispill déi eng Propositioun, datt iwwer dräi Ulafstelle muss gaange ginn, fir de Gemengen dann ze hëllefen: Mat eiser Propositioun vun enger Struktur, enger Wunnförderstruktur wéi myLogement beispillsweis, wär dat op enger Plaz konzentréiert, zentraliséiert - an net, dass an dräi verschiddene Ministèren hinan hiergefuchtelt misst ginn -; dat gouf refuséiert.

Eng aner Fro, déi ee sech wierklech stellt, zu « à assortir les moyens budgétaires mis à disposition aux différentes communes de conditions relatives à l'envergure de la création de logements abordables sur leur territoires respectifs », an ech hat virdrun dem Minister Kox d'Fro gestallt: ob d'Regierung dann am Kader vum Pacte Logement 2.0 just nach déi Gemenge wéilt ënnerstëtzen, wat de Pacte Logement ugeet, déi effektiv vum Aménagement du territoire hier Sënn maachen, dat heescht dann CDA- oder IVL-Gemengen, an alleguerten déi aner, déi géifen op d'Säit geréckelt ginn. Entsprécht dat deem, wat hei drasteet? Et ass relativ schwéier ze deiten. Duerfir mengen ech, déi Fro, déi wär pertinent ze stellen.

Eng aner Saach: « [...] vente ou [...] location, seront déterminés avec précision » - mir hunn dat virdrun och an enger Motioun eragereecht, wéi déi Konventioune kéinten opgestallt ginn. Och déi gouf refuséiert. Mee wat heescht dat: « déterminés avec précision »?

Duerfir, et sinn nach eng ganz Partie Saachen, déi ee wierklech muss hannerfroen. Déi eng Motioun, wou et dann och ëm dat innerhalb vum Perimeter gaangen ass, wou mir méi wäit gaange sinn, wou mer soen: „amplaz vun deene 25 Wunnenge 15 Wunnengen, mat 20 % Logement abordable, à coût modéré", do gi mer vill méi wäit.

A wat een anere Punkt ugeet, dee mat de Baulücken, wéi déi an Zukunft systematesch dann effektiv sollen developpéiert ginn: Wéi soll dat genau ëmgesat ginn? Et ass keng Äntwert do! A mir kënnen dovun ausgoen, datt och an deenen nächste Jore keng Äntwerte kommen. D'DP, déi steiert an déi eng Richtung, wat d'Spekulatiounstax ugeet - déi se sécherlech net wëllen - op Bauland. D'LSAP, déi ass awer ganz kloer enger anerer Meenung.

Duerfir also, dës Motioun, mengen ech ... D'Regierung hätt kënnen dohinnergoen, respektiv d'Majoritéitsparteien, an d'Richtung vun deene siwe Motiounen, déi an déi Richtunge gaange sinn, déi virun 22 Méint och hei ganz kloer festgehale gi sinn a wou d'Regierung invitéiert gi war, dat ëmzesetzen. Dat wor an deenen néng Motioune vun der CSV an och an deene véier Propositions de loi.

Duerfir, mir wäerten dës Motioun hei net matstëmmen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An dann huet d'Wuert gefrot den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, wat soen? Déi Motioun ass relativ laang, relativ komplett. Si entsprécht och u sech deem, wat d'Regierung wëlles huet am Kader vum Pacte Logement 2.0, wann ech richteg verstinn. Dat heescht, dat ass dat, wat soll geschéien, wat mer presentéiert kritt hunn a wat och soll ëmgesat ginn. Et kéint ee scho bal soen, si wier superfetatoire.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här Berger!

Une voix.- Très bien ! Très bien !

(Interruption et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee et steet net alles dran. Et ass och e bësse komplizéiert, fir alles bis an d'Lescht hei … Et sinn e puer Saachen, „*méthodologie « Raum+ »*", wie weess dat? Ausser der Madamm Ahmedova, déi weess et bestëmmt. Mee ech weess net, wat dat ass, éierlech gesot. Et ass heiansdo e bëssen de Problem an der Politik hautzudaags, datt een iwwer richteg politesch fundamental Prinzippie net méi ka schwätzen, mee ëmmer iwwer kleng Mesuren, kleng Projeten an esou weider. Et misst een all Kéiers Ingenieur sinn, deen aneren Dag Urbanist an deen aneren Dag Architekt.

(Interruption)

Jo, et muss liesen, et muss een alles liesen!

De Problem ass: Prinzipiell steet näischt dran, wat fundamental schlecht ass. Dat ass de Problem.

(Interruptions)

Nee, et sinn och Saachen, déi ee ka wierklech matdroen. Mir hunn eis Kritik jo par rapport zum Pacte Logement 2.0 gesot, och ënner anerem, datt et nëmmen op Volontariat besteet an esou weider. Mee doranner steet jo näischt, wat eppes prinzipiell Falsches ass. Dofir gesi mer keng Ursaach, fir et net unzehuelen. Ech géif souguer éischter soen: Mir kënnen et unhuelen, och wann et superfetatoire ass.

Et kann een natierlech soen: „Den Här Lies stellt Froen". Et sinn dat awer Detailfroen: Do an do gëtt net gereegelt. Mee éierlech gesot, an de Motiounen, do kann een dat meeschtens net reegelen. Et kann een et maachen, also Dir hutt och ganz gutt Motiounen deposéiert, déi mer och mat ënnerstëtzt hunn.

Ech mengen, et muss ee bei Motiounen, wann een averstanen ass, mat Jo stëmmen, a wann een net averstanen ass, mat Nee stëmmen. Dat mam Superfetatoire gëllt net! Ech fannen, dat ass einfach feig! Superfetatoire, am Stater Gemengerot maache se eis all Kéiers dee Coup: Si sinn averstanen, si sinn esou frou domadder, datt se et net ënnerstëtzen!

(Hilarité)

Och wann et superfetatoire ass, dann hues de et och nach um Pabeier wéinstens. A mir sinn d'Chamber!

Well de Problem ass jo och deen all Kéiers, datt heiansdo e bëssen de Reflex do ass, fir ze soen op de Bänke vun der Majoritéit heiansdo: „O, den Här Minister huet awer gesot!" Nee, nee, nee! Et ass d'Chamber, déi muss decidéieren, wat geschitt, an d'Chamber muss d'Regierung invitéieren.

Une voix.- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dofir gëtt et näischt Superfetatoires an dëser Chamber. An dofir, och wann een averstanen ass an och wann een et souwisou mécht, stëmmt een derfir. Mir wäerten dat dann eeben och matstëmmen a mir wäerten nach weiderhi kritiséieren an aner Saache virschloen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir wäert elo eppes héieren, wat Der rar vu mir héiert: Ech ginn dem Här Wagner Recht!

Une voix.- O!

Une autre voix.- Voilà!

M. Roy Reding *(ADR).*- En huet mat senge Bemierkungen absolutt Recht.

Ech mengen, mir probéieren als Oppositioun, ganz konstruktiv Propositiounen ze maachen, an da ginn déi ofgeschmettert. Dat ass ex-

treem, extreem frustrant. D'CSV-Motiounen hu verschidde Saache preziséiert, déi gutt waren. Déi hätt ee sollen och op där anerer Säit kënnen unhuelen.

Och eis geet Är Motioun net onbedéngt wäit genuch, a ville Punkten net wäit genuch. Si ass och e bësse vag a munche Punkten. Dat ass ganz richteg. Mee si ass akzeptabel! A wéi ech virdru gesot hunn, wäerte mir dës Motioun mat ënnerstëtzen, well se geet an déi richteg Richtung, wat awer net heescht, datt mer net kënne bedaueren, datt Der konstruktiv Propositioune vun der Oppositioun aus iergendwellechen ideologesche Grënn einfach ofschmettert, oder well Der Angscht hutt, den Här Minister wär soss net zefridde mat Iech.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 8

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 8 kommen.

(Brouhaha)

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass afgeschloss.

An dës Motioun 8 ass bei 39 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Viviane Reding), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 9

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9.

Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, dat ass d'Motioun vun deene Lénken, wou se d'Gemengenautonomie da wëllen aschränken a soen: „Dir musst beim Pacte Logement matmaachen an Dir musst och déi Taxe annuelle aféieren." Wann ech dat richteg verstanen hunn, hätte se dat gären an dëser Kommissioun (veuillez lire : Motioun).

Bon, mir sinn éischter der Meenung, dass mer d'Gemengenautonomie hei wëlle bäibehalen, d'autant plus wou mer wëssen: Och beim leschte Pacte Logement huet keng Gemeng et misse matmaachen a bal alleguerten d'Gemengen hunn awer beim Pacte Logement matgemaach.

Ech ginn Iech awer vläicht an där Iddi, déi Der wollt mat op den Dësch bréngen, Recht, dass nëmmen déi, déi och wierklech matmaache beim Pacte Logement, och kënne Suen doriwwer kréien. Dat schéngt jo evident ze sinn. Duerfir si mir éischter der Meenung, dass een déi heite soll ofleenen an der Autonomie vun de Gemengen d'Recht weider loossen (veuillez lire : ofleenen an de Gemengen hiert Recht op Autonomie weider loossen).

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies, wannechgelift.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech wéilt, Här President, do enchaînéieren och, wat den Här Engel gesot huet. Ben, ech mengen, zu den „à obliger", éischtens emol ass et extreem schwéier, fir ze definéieren oder fir genau de Constat kënnen ze maachen, wéi vill Wunnengen eidel stinn. Deen een Dag si se bewunnt an deen aneren Dag si se net bewunnt. An e puer Deeg drop, nodeems se vläicht net méi bewunnt woren, si se erëm eng Kéier nei bewunnt. Wou fänkt een un, wou hält een op? Ergo ass dat extreem schwéier, fir dat ze definéieren.

An och deen nächste Punkt: « à obliger les communes d'établir et de percevoir à leur profit une taxe annuelle », ech mengen, do hu mir déi national Spekulatiounstax, déi mer presentéiert haten. An duerfir géif d'CSV dës Motioun ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Reding, wannechgelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir leenen déi heite Motioun och of, an zwar, genau wéi den honorabelen Här Engel gesot huet, wéinst der Aschränkung vun der Gemengenautonomie. Dann och, well Wunnechten eidel stinn, wat och elo grad ganz richteg gesot ginn ass, well se zum Beispill renovéiert ginn. Haut si se eidel, mee muer si se bewunnt.

An dann eppes, wat ech schonn e puermol hei soulevéiert hunn: Et gëtt Wunnechten, déi aus engem Grond eidel stinn. An et gëtt ganz, ganz wéineg Wunnechten, déi ouni iergendee Grond eidel stinn. A ganz oft sinn et einfach Geneemegungen, déi net erbäikommen. Ganz oft ass et de Staatsapparat oder de Gemengenapparat, dee schold drun ass, datt Wunnechten eidel stinn. An duerfir wier dat doten eng ganz schlecht Mesure.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

(Interruption)

O, den Här Reding ..., den Här David Wagner, wannechgelift!

(Interruption et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat hunn ech net héieren.

(Hilarité)

Här President, dat doten, also Aschränkung vun der Gemengenautonomie ...! Mee am Pacte Logement, am éischte Pacte Logement vun 2008, deen huet jo grad dat agefouert, datt mer eng Tax op eidel stoend Wunnengen hunn, datt d'Gemengen eng sollen ophiewen, datt d'Gemengen och solle kucke goen, kënne kucke goen, fir dat ze maachen! Also dat huet d'CSV deemools agefouert.

Duerno, elo haut an an deene leschten Debatten, si mer permanent amgaangen ze lamentéieren, datt et net gegraff huet! An elo proposéiere mer duerch eng Motioun, datt reglementéiert gekuckt gëtt, datt och e Bericht gemaach gëtt iwwert d'Effikassitéit oder d'Ineffikassitéit vun dëse Mesuren, déi bis elo do waren, fir justement déi Mesure, déi schonn am Pacte Logement 1.0 war - a wou jiddereen der Meenung ass, et muss ee kënnen taxéieren - ze verbesseren. Dorëms geet et. Also do fannen ech dat e bësse lusch, datt jiddereen u sech derfir ass, jidderee seet: „Et huet net gegraff", a wa proposéiert gëtt, fir et ze verbesseren, dann ass et op eemol en Ugréff op d'Gemengenautonomie. Et ännert guer näischt un der Gemengenautonomie! Mee bon!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Vote sur la motion 9

An ech mengen, da kënne mer elo awer zum Vott kommen iwwert d'Motioun Nummer 9.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 9 ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 10

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10.

Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. D'Madamm Ministesch, d'Taina Bofferding, huet virdrun erklärt, datt se amgaangen ass, eng grouss Consultatioun ze maachen. An dat wësst Der alleguerten, d'Consultatioun geet iwwer en neit Gesetz, d'Gemengegesetz. Déi Consultatioun, déi ass iwwert d'Gemenge gelaf. Déi leeft awer elo och nach iwwert d'Bierger. Do kënnen d'Bierger sech matabréngen.

Et ass eng grouss Consultation publique, déi do amgaangen ass. A mir sinn der Meenung, dass mer déi Consultatioun do sollen ofwaarden, ier mer hei Texter stëmmen. D'autant plus, dass u sech dat, wat heidra gefrot gëtt, quasi an där heiter ganzer Consultatioun jo matleeft an dass d'Ministesch och schonn ugekënnegt huet, dass jo grad d'Gemengen och déi Mission primaire solle kréien, fir Logements publics abordables unzebidden an och Promoteur public kënnen ze spillen, soudass ech mengen, dass dat - jo, Dir hutt d'Wuert net gär, mee awer - superfetatoire ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, mir hu virdrun eng Motioun eragereecht, wou et ëm déi Struktur gaangen ass, ëm eng Wunnförderergesellschaft: myLogement. An dat geet genau an déi Richtung, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, wann et ëm den abordabele Wunnengsbau geet. An dofir géife mir och dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et freet mech ze héieren, datt se superfetatoire ass, déi Motioun. Dat heescht, Dir sidd am Prinzip domadder averstanen. Aus deem Grond wäert Der se net unhuelen, wann ech d'Logik elo verstinn.

Bon, jo, okay, et gëtt och eng Consultatioun mat de Bierger. Dat hei ass och eng Consultatiounsdebatt u sech, well Dir jo och e bësse wollt wëssen, wat mer mengen. A mir sollen ëmmer Saache proposéieren. A mir proposéiere Saachen, mat deenen Der averstane sidd. Dir wëllt et net unhuelen. Ech aktéieren dat.

Mee ech freeë mech, wann et awer trotzdeem duerno realiséiert gëtt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Reding an duerno un d'Madamm Ministesch.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz: Natierlech begréisse mer, an et soll och favoriséiert ginn, datt d'Gemengen an de Wunnengsbau investéieren. Et ass awer alt nees eng Kéier eng Fro och vu Gemengenautonomie, fir kënne mat hire Lännereien oder mat hire Besëtztemer ze maachen, wat se wëllen.

An et ass ganz bestëmmt falsch, prinzipiell enger Gemeng wëllen ze verbidden, Wunnraum oder Wunnterrainen ze verkafen un en anere wéi un de Fonds spécial de soutien. Et kann 100.000 gutt Ursaache ginn, firwat eng Gemeng an engem spezifesche Fall dat net wëllt maachen a firwat se soll u privat Leit, u Leit aus hirer Gemeng oder, firwat net, och un e Promoteur privé kënne verkafen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An dann huet d'Wuert d'Madamm Inneministesch.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech si frou, dass mer reegelméisseg hei e Verweis op d'Reform vum Gemengegesetz maachen. An effektiv, et ass jo scho richteg drop higewise ginn, dass mer elo déi grouss Consultatiounsdebatt maache mat de Biergerinnen an de Bierger, mat dem Gemengepersonal, mat de Gemengenautoritéiten. Natierlech ass och d'Chamber dovunner e privilegiéierte Partner, fir ze diskutéieren.

Ech wëll deem och guer net virgräifen, mee effektiv si mer elo an der éischter Phas, wou mer d'Iddie sammelen, an do kann ech Iech soen: De Logement ass een Theema dovunner. An an der zweeter Phas gi mer jo an déi Workshoppen eran, wou mer da méi spezifesch op d'Theemen aginn, wou mer och méi intensiv dann eis iwwert déi Punkte kënnen ënnerhalen. A fir deem awer net virzegräifen, mengen ech, wär et scho gutt, dass mer déi Diskussioun do zesumme féieren.

Ech wollt awer soen, dass Dir och, souwuel als Bierger wéi och als Gemengeconseiller, ganz gären un deene Workshoppe kënnt deelhuelen. A wann net, kann ech Iech och garantéieren, dass mer weider do iwwert de Logement wäerten diskutéieren. Mee wichteg ass: Grad wa mer iwwert d'Missioune vun de Gemenge schwätzen - wat eng Gemeng an Zukunft kann, wat se muss -, gehéiert definitiv och de Logement zu den Diskussiounspunkten derbäi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bofferding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 10

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 10 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 10 ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 11

Da kéime mer zur Motioun Nummer 11.

D'Wuert freet d'Madamm Lorsché.

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Nummer?

Une voix.- 11!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- 11, net 15.

Jo, also mir géife proposéieren, déi dote Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, fir iwwert déi Moossnamen ze schwätzen, déi hei drastinn. Do steet « les mesures nécessaires », et ass awer net definéiert, wéi eng Moossnamen dat solle sinn. D'Motioun ass eis ganz, ganz sympathesch. An dofir proposéiere mer, dass mer an der Kommissioun dat do verdéiwen, wann Der domat d'accord sidd.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner ass domadder d'accord.

Den Här Lies freet d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Bon, déi Propositioun, fir et an d'Kommissioun ze ginn, ech mengen, mir kënnen eis och deem ralliéieren a géifen dann effektiv och do, wéi d'Majoritéitsparteien, dat wëllen an d'Kommissioun verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 11 à la Commission du Logement

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer do à main levée driwwer ofstëmmen, datt mer déi Motioun an d'Kommissioun verweisen?

(Assentiment)

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Motioun 11 gëtt eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

Motion 12

Da komme mer zur Motioun Nummer 12.

Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, eng änlech Argumentatioun géif ech bei der Motioun 12 proposéiere wéi bei der Motioun 11. Et sinn eng Rei Punkten hei dran, och Consideranten oder Vuen, déi richteg an eis och sympathesch sinn. Iwwert d'Expropriatioun, mengen ech, sollt een an där ganzer Debatt schwätzen. Hei steet awer och: « à prendre les mesures nécessaires ». Wat sinn déi genau Mesuren, déi ee soll huelen? A wéi engem Fall ass d'Expropriatioun dee richtege Moyen? Ech mengen, dass een dat an der Kommissioun nach eng Kéier soll diskutéieren, wann et dann esou sollt sinn.

Ech ka mech och erënneren, datt an engem Débat télévisé den Här Wiseler och gesot huet, dass d'Expropriatioun e Moyen wär, deen een, wann näischt aneres méi géif gräifen, och kéint notzen. Dofir mengen ech, datt een dat awer misst klären, wat dann do virdru muss geschéien, ier déi Expropriatioun do géif lafen. D'„mesures nécessaires" misst een also hei ganz kloer nach eng Kéier definéieren. Dofir géif ech dat an d'Kommissioun verweisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Hei ass et esou, ben, ech mengen, do gëtt et Instrumenter derfir. Et gëtt de Remembrement urbain an och de Remembrement ministériel, deen um Instanzewee ass, wat sécherlech e ganz, ganz flotten Outil ass, fir effektiv d'Leit, déi net wëlle matmaachen an engem PAP, dann op de Bord vun dësem PAP kënnen ze verleeën. Duerfir, mengen ech, ginn effektiv déi Moyenen, déi een do huet, scho relativ wäit.

Mir hunn och proposéiert an enger Motioun, datt eebe Konventiounen tëschent Proprietären a Gemenge sollte gemaach ginn, ier dann dee PAP erstallt gëtt. A wann esou eng Konventioun bis feststeet an och definéiert, ënner wat fir enge Präisser, da mengen ech, entsprécht dat genau deem, wat ze maachen ass, fir datt wierklech och abordabele Wunnraum op de Marché kënnt.

An duerfir géif d'CSV dës Motioun hei net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci. Bon, jo, mir sinn och dann éischter der Meenung, datt se soll an der Kommissioun behandelt ginn. Ech mengen, dat ass natierlech eendeiteg besser, wéi wa se géif verworf ginn.

(Hilarité)

Mir hu jo dräi Méint Zäit, an da muss et jo erëm heihinnerkommen.

Une voix.- An d'Kommissioun!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo.

Vote sur le renvoi de la motion 12 à la Commission du Logement

Wien ass derfir, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Brouhaha)

Jo, wien ass dergéint?

Une voix.- Elo musst Der de Fanger hiewen!

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat schéngt mer kloer ze sinn, datt eng Majoritéit do ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Motion 13

Da komme mer un d'Motioun Nummer 13.

Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Hei ass och eng Propos, eng isoléiert Steiermesure respektiv eng Moossnam, déi d'Steiere betrëfft. Ech géif hei dat widderhuelen, wat ech virdru scho bei enger anerer Motioun gesot hunn, dat heescht, datt mer bei der Steierreform och dee Volet vum Logement wäerte méi genau analyséieren an datt mer do wäerte versichen, e ganze Package ze maache mat Mesuren, datt mer do dat wäerte proposéieren.

Duerfir proposéieren ech och hei der Chamber, fir dann elo déi isoléiert Mesure hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. An dann huet d'Wuert den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, dat hei ass eng Motioun, déi ass ganz interessant, déi déi Lénk eragereecht hunn. An ech mengen, d'CSV huet ëmmer gesot, datt d'Applikatioun vun der TVA Logement (veuillez lire : datt d'Erhéijung vun der TVA Logement) vun 3 % op 17 % definitiv keng gutt Iddi wor. Do gesäit een, wéi d'Logementspräisser, zemools am Locatif, iwwert déi lescht Méint a Joren an d'Luucht gaange sinn.

Am Kader vum État de la nation hate mir och proposéiert, fir de Fräibetrag bei der TVA vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen, en plus elo haut de Mëtten nach eng Kéier, datt och an Zukunft den Investisseur an de Promoteur privé sollte méi mat an d'Boot geholl ginn.

Duerfir géife mer dann och dës Motioun vun deene Lénken hei awer positiv bewäerten an déi och mat Okay stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass d'Wuert fir den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, dës Motioun geet eis als ADR bäi Wäitem net wäit genuch, well mir fuerderen, den 3 %-Saz op all Logement unzewenden. Mee et geet an déi Richtung, déi mir och preconiséieren, an duerfir stëmme mer dës Motioun mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 13

Da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

12. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 21 vum Här André Bauler iwwert d'Mataarbechterwunnengen. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här Presiden. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President vum Groupement vun de Bauentrepreneuren huet kierzlech nees d'Iddi vu Wunnenge fir Salariéë vun Entreprisen an d'Gespréich bruecht. Op Däitsch: déi sougenannt „Mitarbeiterwohnungen".

Dat Konzept ass effektiv net nei. Am Ausland zum Beispill stellt d'Automobillindustrie hire Mataarbechter Wunnengen an extra dofir reservéierte Siidlungen zur Verfügung. Hei zu Lëtzebuerg kenne mer de Prinzip aus de gudden Zäite vun der Stolindustrie. Am Ufank vum leschte Jorhonnert hunn d'Stolhären effektiv domadder ugefaangen, fir hiren Aarbechter esou Reienhaiser ze bauen.

(Brouhaha général)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber ass nach net eriwwer. Ech schwätzen!

Dat war eng sozial Moossnam, mat där d'Liewensbedéngunge vun de schaffende Leit sollte verbessert ginn.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech wëll net op déi aktuell Problematik vun de Cafészëmmeren agoen an och net op déi traureg Tatsaach, dass d'ITM, also d'Gewerbeinspektioun, bei Chantierskontrollen och Leit fënnt, déi a Baucontainer logéiert sinn. Och wann dat Ausnamen dierfte sinn.

Mir wëssen, dass mer zu Lëtzebuerg e risegen Drock am Bausecteur hunn an dass ëmmer méi op Aarbechtskräften aus dem Ausland muss zréckgegraff ginn. Zum engen, well ronn een Drëttel vun den Aarbechter aus dem Secteur déi nächst Joren an d'Pensioun geet, zum aneren, well eise Schoulsystem net genuch där Leit ausbilt. Esou de Verband vun den Entrepreneuren.

Déi sougenannt Travailleurs détachés hunn et net einfach, fir eng Wunneng zu engem akzeptabele Präis ze lounen. Et freet ee sech dacks, wou déi Leit iwwerhaapt ënnerdaach kommen, vu dass d'Logements- a Locatiounspräisser weider ferm an d'Luucht ginn.

An engem Interview huet de Vertrieder vun der Chambre des Métiers kierzlech ënnerstrach, dass déi Betriber, déi eng Wunneng kënnen ubidden, natierlech méi attraktiv fir e Salarié sinn.

An de leschte Méint war d'Theema Wierkswunnengen och en Objet vun den Diskussiounen tëscht dem Logementsministère an de Patronatsverbänn. D'Gespréicher kéimen awer nëmme lues weider, heescht et. Dat hätt och domat ze dinn, dass et zu engem personelle Wiessel am Ministère vum Logement komm wier.

De Vertrieder vun der Handwierkerfederatioun huet awer ënnerstrach, dass de Logementsminister un enger Zesummenaarbecht interesséiert wier. An noer Zukunft kéim et zu Gespréicher mam Henri Kox iwwert d'Kaderbedéngunge vun esou enger Zesummenaarbecht, wou och déi staatlech Subventiounen, d'Disponibilitéit vu Bauland an d'Dauer vu Loyere vun den Aarbechterwunnenge géifen diskutéiert ginn.

Dat ass elo en décke Mount hier. Mir ass dann och zu Ouere komm, dass mëttlerweil gutt Gespréicher tëscht dem Minister an dem interesséierte Patronat waren. Dofir wollt ech dem Här Minister follgend Froe stellen:

Kënnt Dir eis vläicht soen, wéi d'Gespréicher mam Patronat verlaf sinn?

Wéi gesäit dem Ministère seng Strategie op dësem Gebitt aus?

Gëtt d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Wunnengsbäihëllefen och an deem Sënn geännert?

Wéi vill Potenzial u Bauland gëtt et iwwerhaapt, fir esou Arbeitnehmerwohnungen, also Aarbechterwunnengen, ze schafen?

An zu gudder Lescht: Sinn esou Mataarbechterwunnengen och am Kader vun den Industriebrooche geplangt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, Merci dann och dem Här Bauler fir déi Fro. Mir haten de Mëtten d'Geleeënheet, deels schonn e bëssen doriwwer ze diskutéieren, wou ech och scho konnt d'Ouverture maachen, dass mer natierlech jiddwereen am Boot brauchen am Kader vun der Kreatioun vun abordabelem Wunnengsberäich.

Dir hutt den Handwierksberäich zitéiert. Jo, mir sinn do e bëssen Opfer vun eisem Wuesstumsmodell - dat muss ee schonn esou soen -, well de Marché ass e bëssen ausgesuckelt, an och an der Groussregioun. Insbesondere am Handwierksberäich si grouss Problemer. Éischtens, well Der dat och erwäänt hutt, de Pensiounsalter, well ganz vill Handwierker an de Pensiounsalter kommen a si eng Rechnung opgestallt hunn, déi et ganz schwiereg mécht, eeben déi ze ersetzen, voire hei an der noer Regioun och kënnen dann ze fannen.

Dofir, d'Iddi, fir Wunnengen ze kreéiere fir Aarbechter, wéi dat virun 100 Joer oder virun 150 Joer de Fall war, ass duerchaus sënnvoll. Awer, an dat war och an deene Gespréicher, mir hate ganz konstruktiv Gespréicher, an dat war net méi spéit wéi d'lescht Woch, wou mer mat der Chambre des Métiers an der Fédération des artisans zesummesouzen, wou ganz vill Patronen do mat um Dësch souzen, fir eebe grad doriwwer ze diskutéieren.

An, kloer, meng Angscht hunn ech och dee Moment ausgedréckt: Et ka jo net sinn, dass mer iergendeppes dohinner maachen, wou da leibeigen Aarbechter do wären, wou ech kéint driwwer jugéieren, wien dann do drakënnt oder net.

Also, mer sinn amgaang, de Kader unzepassen. Et muss een iwwregens soen, dass haut schonn am 79er Gesetz vill Méiglechkeeten do sinn, well d'Associatioune maachen dat jo och. Et ware jo och iwwert de Summer Diskussiounen iwwert déi Konventioun, déi mer amgaang sinn auszeschaffen - 20 Joer, 40 Joer. An eis schwieft et vir, ee Kader ze maachen, dee sämtlech Acteuren zefriddestellt. Et kann awer net sinn, dass do iwwerdriwwene Benefiss ka gemaach ginn.

Wann de Réseau social richteg ass - an dat kënne Stëftunge sinn, dat kann eng Société d'impact sociétal sinn, dat kann eng ASBL sinn -, wann de Kader stëmmt, an de Kader gëtt iwwerschafft ... Ech menge souguer, an der Budgetskontrollkommissioun gouf driwwer diskutéiert, dunn, wéi ech nach virun net allze laanger Zäit an der Chamber war. Ech weess elo net, wou déi Resolutioun drun ass. An do gouf och an där Budgetskontrollkommissioun vun engem Kader vu 40 Joer geschwat: eng Längt, déi mer sollten hunn, dass mer eeben net déi Wunnengen no 10 oder 20 Joer verléieren, mee eréischt no 40.

Also de Kader gëtt esou gesat, dass och de Bausecteur sech kéint do mat bedeelegen. Mir wäerten och eng Subventioun, déi 75 % op 40 Joer, mat aschaffen. Et brauch nach Diskussiounen: Wéi ass et bei enger Renovatioun? Wéi ass et bei engem virzäitegen Oftriede vun der Konventioun? Do sinn nach e puer Diskussiounselementer, déi nach oppe sinn. Awer mir hu ganz konstruktiv Diskussioune gehat, wéi mam Secteur. Ech muss awer och soen, dass mer souwuel, mat deenen aneren Associatioune ganz konstruktiv diskutéiert hunn, wéi och mat enger Caritas, enger Croix-Rouge, déi sech dann all an deem selwechte Kader wäerten zréckfannen.

Wichteg bleift mir hei, well et och an de Kader vum Pacte Logement geet: Mir brauche se alleguerten am Boot. Mir brauchen d'Gemengen, mir brauchen d'privat Acteuren, mir brauchen d'Associatiounen; d'Associatiounen, fir herno als Bailleur social vläicht de Gemengen entgéintzekommen, an d'Associatiounen oder privat Acteuren, fir dat ze bauen.

Wou dat entsteet, ech mengen, dat ass de Marché, deen dat fräigëtt. Ech mengen, wann et Méiglechkeete ginn an deene grousse Projet-d'enverguren, fir ze kucken, ob et do net sënnvoll ass, wann do Aarbechtsplaze ganz lokal kënnen entstoen, firwat soll do net eng Initiativ kommen am private Beräich, fir an deem Moment och do Wunnengen zur Verfügung ze stellen?

Mee wat wichteg ass: Si musse sech awer och un deem Reglement bedeelegen. Et kann net sinn, dass mer pro Associatioun ee Reglement maachen. Dat heescht, d'Abordabilitéit si mer jo amgaang ze definéieren. Déi gëtt eng Kéier definéiert. Déi muss, wann déi Subventioune fléissen, déi 75 %, dann awer och ugewannt ginn.

Ech mengen, an deem Secteur si jo och vill Aarbechter ënnerwee, déi sech vläicht awer an deem Secteur zréckfannen. Well déi géife jo op Lëtzebuerg kommen. Si kréie jo och deels méi en héije Loun wéi an der Groussregioun. Awer de Loyer entsprécht net hirer Erwaardung oder hirem Akommes. Dat heescht, déi Abordabilitéit, do kucke mer an deem Beräich, dass se richteg ugewannt gëtt. Awer si muss ugewannt ginn, net dass e Getto entsteet. Op där anerer Säit muss se awer breet opgestallt sinn, dass mer wierklech eng Mixitéit do erakréien.

Also de Kader gëtt esou gestalt, dass mer se all mat an d'Boot huelen. A mir si frou, wa mer se all kënne motivéieren, an dee Beräich matzegoen. Ech mengen, mir haten awer och schonn déi eng oder déi aner Diskussioun an der Chamberskommissioun, wou mer dat schonn erwäänt hunn. Dofir kann ech nëmmen nach eng Kéier bestätegen, dass mer gutt Gespréicher hunn, dass ënnert de Mataarbechter do nach weider diskutéiert gëtt an dass mer spéitstens am Fréijoer do e Kadergesetz oder neit Reglement stoen hunn, fir sämtlech Acteuren dobaussen och zefriddenzestellen.

Merci fir d'Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Wunnengsbauminister Henri Kox.

13. 7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7258A iwwert d'Wunnengsbäihëllefen an de Projet de loi 7258B iwwert d'Propretéit, d'Hygiène an d'Sécherheet vun de Wunnengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Lies, den Här Hahn, den Här Fayot, den Här Reding, den Här Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projeten, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen haut e mëndleche Rapport zu dem Gesetzestext 7258A an 7258B vir.

Ursprünglech gouf dës Gesetzesännerung Enn vun der leschter Legislaturperiod a Form vun engem eenzege Projet de loi deposéiert. Mee nom éischten Avis vum Staatsrot den 8. Oktober 2018 gouf decidéiert, dat Gesetz an zwee ze splécken. Ech komme spéider nach eng Kéier drop zréck firwat.

Ech fänken u mam Gesetzesprojet 7258A.

Ëm wat geet et do? Am Gesetzesprojet geet et ëm eng individuell Wunnengshëllef, an zwar déi vum Finanzement vun der Garantie locative. Si gouf 2002 agefouert an am 79er Wunnengsgesetz verankert. De Gesetzestext soll elo ugepasst ginn, fir ënner anerem der Präisentwécklung um Locatiounsmarché Rechnung ze droen.

Wat ass dat fir eng Hëllef u sech? Wann een eng Wunneng loune wëllt, da muss ee jo dem Bailleur oft e gewëssene Montant als Garantie virstrecken. Et ass awer esou, datt verschidde Stéit mat moderatem Akommes net déi néideg Fongen op der Säit hunn, fir dëse Montant kënnen ze bezuelen. An dësem Fall kënne si zënter 2002 eng Ufro maachen, fir eng Hëllef vum Staat ze kréien. Kritt dës Ufro eng favorabel Suite, esou stellt de Staat e Certificat aus, wou hie fir dës Zomm géintiwwer dem Bailleur haftet. Dës Hëllef ass awer net gratis. De Locataire engagéiert sech, innerhalb vu maximum dräi Joer dës Zomm selwer unzespueren.

Wat soll elo änneren? D'Konditiounen, fir Beneficiaire vun dëser Mesure ze ginn, sollen ugepasst ginn. De Wëllen ass do, änlech Krittären ze applizéiere wéi bei der Subvention loyer. Dës Subventioun ass déi zweetgréisst staatlech Wunnengshëllef am Locatiounsberäich. Hei iwwerhëlt de Staat en Deel vun deene Loyerskäschten, déi fir de Stot mat moderatem Akommes als Laascht gëllen; also als Laascht ze gesi sinn, souzesoen. Dës Hëllef gouf 2016 agefouert an 2018 schonns ugepasst, fir datt nach méi Leit kënnen dovunner profitéieren.

Wat soll konkreet ugepasst ginn? Bei enger Demande soll de Seuil vum Akommes an d'Eligibilitéit vum Stot op déi selwecht Manéier bei deenen zwou Hëllefen definéiert ginn. D'Zil ass hei, méi kohärent a méi eenheetlech ze sinn. An Zukunft muss ee just nach dräi Méint reegelméissegt Akommes bei der Demande virweisen, an net méi sechs, esou wéi et am Moment de Fall ass. De Loyer kéint bis zu 40 % vum Revenu net vum Stot ausmaachen, an net 33 %, esou wéi et de Moment de Fall ass. D'Zesummesetzung vum Stot gëtt dann erëm bei deenen zwou Hëllefe consideréiert, fir dann d'Limitt kënne festzeleeën. Fir nach weider Detailer verweisen ech hei einfach op de schréftleche Rapport.

Et sief nach bemierkt: Dës Upassung ass eng Etapp vun der geplangter Reform vum Wunnengsbaugesetz vun 1979. Et ass virgesinn, op déi selwecht Manéier och aner Hëllefen aus dem 79er Gesetz unzepassen.

Domadder kommen ech zum Gesetzesprojet 7258B.

Am Gesetzesprojet 7258B geet et ëm d'« critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité », also ëm déi Mindestufuerderungen, déi d'Wunnenge respektiv d'Kummeren, déi verlount oder zur Verfügung gestallt ginn, mussen erfëllen.

Si goufen eng éischte Kéier am Wunnengshëllefgesetz vun 1979 festgehalen, 1993 liicht ugepasst a sollen elo an engem eenzege Gesetz verankert ginn. D'Krittäre goufen der aktueller Situatioun ugepasst, andeems ee sech mat de rezenten Erfarungen aus de Gemenge bei Kontrolle vu Wunnengen a Kummeren auserneegesat huet.

Dëst ass eng immens wichteg Upassung. Mir hu schonn all vun deenen Abusen héieren, déi verschidde Proprietäre bedreiwen. Ech soe just d'Stéchwuert „Caféskummeren". Hei gëtt vun der Prekaritéit vu verschiddene Leit profitéiert an ondezent Kummeren oder Wunnenge ginn zu iwwerdriwwene Präisser verlount. Fir géint dës Abuse virzegoen, brauche mir en aktualiséierten Text, deen d'kommunal Autoritéit bei de Kontrolle stäerkt.

Wat gëtt elo genau am Text geännert? Den iwwerschaffte Gesetzestext ass vill méi prezis an ausféierlech wéi den aktuellen. Esou gëtt festgehalen, datt eng Kummer soll eng Mindestgréisst vun 9 Quadratmeter pro Bewunner hunn. Dat heescht, wann een d'Rechnung mécht fir véier Leit, brauche mer u sech Minimum 36 Quadratmeter. Dat Ganzt bréngt awer elo méi Kloerheet mat sech.

Den iwwerschafften Text hält weiderhin dru fest, datt de Buergermeeschter déi kompetent Autoritéit ass, fir am Fall vun engem Doute Kontrollen duerchzeféieren. Hie gëtt am neien Text a senger Aufgab gestäerkt. Esou kann ee sech zum Beispill bei Kontrolle begleede loossen, sief et vun engem Agent vun der Santé oder soss engem aneren Expert.

De Proprietär oder de Bedreiwer vun de Kummere respektiv Wunnenge gëtt am iwwerschafften Text nei responsabiliséiert. Esou ass et virgesinn, datt dës Persoun bei der Decisioun vun enger Fermeture vum Logement oder vun der Kummer derfir muss suergen, d'Occupanten erëm nei ze logéieren, an dat Ganzt fir eng Dauer vun dräi Méint.

D'Strofen, déi de Proprietär oder den Exploitant bei enger Infraktioun riskéiert, sinn am neie Gesetzestext natierlech och ugepasst ginn.

Et sief nach bemierkt, datt begleedend zum Gesetzestext och de Règlement grand-ducal vun 1979 ugepasst gouf. Do ginn d'Detailer gekläert.

Ech wëll elo nach kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun agoen. Jo, et ass spéit. De Gesetzesprojet gouf de 7. Mäerz 2018 nach ënnert dem Minister Hansen deposéiert. Am Mäerz 2019 gouf de Projet de loi eng éischte Kéier an der Logementskommissioun presentéiert. Den éischten Avis vum Staatsrot gouf an der Kommissiounssëtzung vum Abrëll 2019 analyséiert an et goufen entspriechend Amendementer ugeholl.

Et ass een an deem Kontext virun allem op d'Opposition formelle vum Staatsrot agaangen. De Staatsrot war net d'accord, fir d'Critères de salubrité, de sécurité et d'habitabilité vum Wunnengshëllefgesetz vun 1979 an d'Mietgesetz vun 2006 ze deplacéieren. Schliisslech gëllen d'Krittären och fir Wunnengen oder Kummeren, déi ouni Loyer zur Verfügung gestallt ginn. Op dës Kritik hin huet d'Kommissioun decidéiert, de Gesetzesprojet an zwee ze splécken an d'Salubritéitskrittären an ee ganz neie Gesetzesprojet ze integréieren.

An der Kommissiounssëtzung vum 16. September ass sech du mam zweeten Avis vum Staatsrot auserneegesat ginn. Et gouf ëmmer nach eng Opposition formelle. Esou huet de Staatsrot recommandéiert, datt den Tableau mat de Seuile vun de Revenue bei der Garantie-locative-Hëllef net nëmmen am Règlement grand-ducal ass, mee datt se och an engem Gesetzestext missten agefouert ginn. Schliisslech geet et hei op eng Manéier ëm eng Lutte, nämlech d'Lutte contre la pauvreté, déi der Verfassung no am Gesetz muss stoen.

D'Kommissioun huet mat engem Amendement op dës Oppositioun reagéiert an esou konnten am leschten Avis vum Staatsrot all d'Opposition-formellen opgehuewe ginn.

De 5. Dezember gouf de Rapport zu deenen zwee Gesetzesprojeten an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl.

Ech kommen elo zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport. Ech schwätzen hei vun zwee immens wichtege Gesetzesprojeten, déi dem Locataire zeguttkommen an en plus a sengem Interêt sinn. Mat der Reform vun der Garantie-locative-Hëllef geet et drëms, derfir ze suergen, hinnen den Accès op de private Locatiounsmarché ze erméiglechen. D'Reform vun de Mindestufuerderungen un d'Wunnengen an d'Kummere soll derfir suergen, datt d'Locatairë respektiv Bewunner a wierdege Verhältnisser kënne wunnen a kenge Gesondheetsrisiken ausgesat ginn.

Heimadder ginn ech dann den Accord zu deenen zwee Gesetzesprojete vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 7258 gesäit vir, fir d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement a verschiddene Beräicher ze reforméieren, wat am Allgemengen ze begréissen ass.

De Logementsminister huet annoncéiert, datt dëst Gesetz komplett iwwerschafft soll ginn. Fir awer pragmatesch un dee ganze Problem Wunnengsbau erunzegoen, wier et net vu Muttwëll, wéi och scho virdrun am Kader vum Pacte Logement gesot, datt d'Regierung punktuell Upassunge géif maachen, fir schnellstméiglech an dem Problemfall Logement kënne virunzekommen. D'CSV huet an dësem Sënn bei der Debatt iwwert de Pacte Logement 2.0 och eng sëlleche Motioune virdrun erageréecht, déi och kéinten am Kader vum 1979er Gesetz ëmgesat ginn.

Verschidde vun den Upassungen aus dësem Gesetz si bluttnoutwendeg a ginn och vun der CSV-Fraktioun gedeelt. Am Joer 2015 hat d'CSV schonn eng Proposition de loi erageréecht, déi notamment dem Volet vun der Securitéit, der Salubritéit an der Hygiène sollt Rechnung droen. Leider gouf dës Proposition de loi laang am Tirang leie gelooss an eréischt no zwee Joer vum Staatsrot aviséiert.

Verschidden Aspekter vun eiser deemoleger Propositioun fënnt een och an dësem Text zréck, wat mir natierlech begréissen. Punktuell hätt ee sécherlech nach méi wäit kënne goen.

Deen éischte Volet vun dësem Gesetz gesäit d'Upassung vun den individuellen Hëllefe bei der Garantie locative vir. Ech brauch kengem ze soen, datt dës Hëllefe fir verschidde Leit extreem wichteg sinn, wann ee feststellt, welch Hausse d'Loyeren an de leschte puer Joer gemaach hunn. Den Aarmutsrisiko geet stänneg an d'Luucht, wat op eng verfeelte Logementsa Steierpolitik aus deene leschte sechs Joer zréckzeféieren ass.

(Interruption)

Déi onmoosseg Hausse vun de Loyeren an deene leschten zwee Joer ass zu engem gudden Deel bedéngt duerch d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 %. An ech mengen, Här Fayot, dat niéiert heibannen och keen. De wirtschaftleche Facteur Wuesstum an d'Migratioun droen natierlech och e gudden Deel zu dëser Präisdeierecht bäi.

Elo awer zréck zum Gesetz: Mat dëser Upassung vum Gesetz sollt eng Harmoniséierung tëscht der Garantie locative an dem Mietzuschuss erbäigefouert ginn, fir déi jeeweileg Dispositiounen openeen ofzestëmmen. Datt d'Krittäre ronderëm d'Salubritéit, d'Hygiène an d'Securitéit an de Gebaier ugepasst gi sinn, ass méi wéi begréissenswäert.

Datt de Sujet ronderëm d'Garantie locative e leidegt Theema ass, datt vill Leit eng ganz Staang Geld mussen op den Dësch leeën, fir iwwerhaapt an de Genoss vun enger Wunneng ze kommen, ass dach awer dramatesch. Ee Loyer vun 1.500 bis 2.000 Euro ass haut d'Reegel. E Locataire muss an der Reegel also eng Garantie vun dräi Méint hannerleeën. Bei der Ënnerschréft vum Contrat de bail mussen also dräimol 2.000 Euro - wa mer dat Beispill huelen -, also 6.000 Euro, op den Dësch geluecht ginn, plus 2.000 Euro fir d'Frais d'agence an een éischte Loyer, deen och direkt muss bezuelt ginn. Dat mécht op ee Koup am Ganzen 10.000 Euro, déi de Locataire muss finanzéieren.

De Gesetzgeeber misst sech och Gedanken iwwert d'Bezuele vun de Frais d'agence maachen, ob dës net eventuell tëscht de Parteie kéinte gedeelt ginn.

Datt de Staat haut eng Verflichtung huet, fir souwuel bei der Garantie locative wéi och bei der Hëllef vum Bezuele vum Loyer eppes ze ënnerhuelen, verdäitlechen d'Zuelen iwwert den Aarmutsrisiko hei am Land. E Staat ass dozou verflicht, d'Offer u soziale Mietwunnenge substanziell an d'Luucht ze setzen an och de private Investisseur hei mat an d'Boot ze huelen, fir net eng komplett Schiflag um Immobiliemaart ze provozéieren.

De Staat muss och Ureizer schafen am Beräich vu klenge Wunnunitéiten, Zorte vun Apparthotel oder Boarding Houses, andeems dem kommunale Bautereglement Rechnung gedroe gëtt, wat d'minimal Gréisst vu Wunnengen ugeet, an awer, datt dës Wunnengen esou amenagéiert ginn, datt méi Awunner Plaz an esou Wunnenge fannen.

Dem Gesetz muss natierlech Rechnung gedroe ginn, wat d'Meterkareezuel pro Persoun ugeet an datt den Notzer eng Privatsphär huet an op en individuelle Confort kann zréckgräifen.

Et ass dofir besonnesch ze begréissen, datt de Gesetzgeeber nei Oplagen an dësem Sënn an d'Gesetz geschriwwen huet, fir dem Ëmstand vu Liewensqualitéit a liewen ënner mënschleche Konditioune Rechnung ze droen.

Mir kennen um Immobiliemaart zurzäit genuch Akteuren, deenen d'Wuelbefanne vun de Locatairë relativ egal ass. Haaptsaach, de Loyer stëmmt, ënner wat fir enge Konditiounen datt de Locataire och ëmmer hebergéiert ass! Dëst Gesetz suergt derfir, datt deem banditтenhaften Auslutsche vun deene vulnerabelste Leit en Dämpfer versat gëtt.

De Proprietär oder Gestionnaire vu verschiddenen dach zweifelhafte Wunnengen, wat d'Salubritéit, d'Hygiène an d'Sécherheet ugeet, huet et an Zukunft mat zousätzlechen Oplagen ze dinn, wat d'Konformitéit vun dëse Wunnengen ugeet.

An de Gemenge muss an Zukunft en appropriéierte Suivi vun eventuell zweifelhafte Wunnenge gemaach ginn, e Mëssstand beim Proprietär/Gestionnaire denoncéiert ginn. A sollt sech un der Situatioun näischt änneren, dann ass och an eng Fermeture iwwerzegoen.

An Zukunft ass an esou enger Situatioun net méi d'Gemeng zoustänneg fir de Relogement, mee de Vermieter. Dëst ass e groussen a wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Unzedenke bleift awer nach, ob de Staat bei enger Mise en conformité oder en sécurité net eng gewëssen Hëllef kéint bäisteieren.

Wéi ech virdru schonn ugemierkt hunn, sollt an Zukunft och eng Basis geluecht ginn, fir aner, nei Wunnformen ze förderen an heifir och Ureizer ze schafen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci. Här President, léif Kolleegen, d'Wunngeld, dat an der leschter Legislaturperiod agefouert ginn ass an och ënnert dem deemolege Logementsminister Marc Hansen souguer nach eng Kéier nogebessert gouf, ass just ee Bestanddeel vun enger neier Sozialpolitik vun dëser Regierung, déi op zweckgebonne Sachleeschtunge setzt. D'Wunngeld gräift geziilt deene Leit ënnert d'Äerm, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Dobäi gëtt d'Zesummesetzung vun enger Famill berücksichtegt. Eng Famill mat méi Kanner kritt deemno eng méi grouss Ënnerstëtzung, well si och op eng méi grouss Wunneng ugewisen ass.

D'Wunngeld ass dowéinst esou wichteg, well mer mat dëser Mesure virun allem deene Leit hëllefen, déi um normale Marché lounen, also net vun enger staatlech subventionéierter Wunneng profitéiere kënnen, där et jo leider net genuch gëtt - mir hunn de Mëtteg laang genuch doriwwer geschwat.

Haut stäipe mir deene Leit nach eng Kéier zousätzlech de Réck, andeems mer bei der Garantie locative nobesseren oder, besser gesot, d'Krittären, fir vun der Garantie locative ze profitéieren, un d'Wunngeld ugläichen. D'Definitioun an d'Rechnung vum Revenu, dee fir déi zwou Hëllefe gekuckt gëtt, sollen harmoniséiert ginn.

Ech begréissen et, dass d'Stéit an Zukunft net méi sechs Méint reguläre Revenu mussen noweisen, mee nëmmen nach dräi Méint, well grad am Ufank ass et jo am schwéiersten, fir iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen. An Zukunft dierfen d'Leit bis zu 40 % vun hirem Akommes fir de Loyer ausginn, an net just een Drëttel wéi bis elo. Dat ass eng Upassung un d'Realitéit, fir ze verhënneren, dass net ganz vill Leit d'office vun de Subventiounen ausgeschloss ginn.

Deen zweeten Deel vum Projet stellt eng weesentlech Verbesserung duer, wat d'Krittäre vun der Locatioun ubelaangt. D'Hygiène, d'Bewunnbarkeet, d'Gesondheet respektiv d'Propretéit an d'Sécherheet musse bei enger Locatioun garantéiert sinn, an der Theorie. An der Praxis gesäit dat awer leider ganz oft anescht aus. Ech si mer sécher, dass all d'Gemengepolitiker heibanne wëssen, vu wat ech schwätzen. Virun allem déi berüchtegt Cafészëmmeren, déi zu horrende Präisser verlount ginn a keen ee vun deene grad genannte Krittären erfëllen, dat ass e grousse Problem hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll eppes hei direkt kloerstellen: Et geet eis net drëms, fir dem duerchschnëttleche Proprietär mat onnéidege Reegelen op d'Féiss ze trëppelen. Mir sinn nämlech frou fir all Proprietär, dee seng Wunneng net eidel stoe léisst, mee se an d'Locatioun gëtt. Well besonnesch an der Locatioun feelt et jo massiv un Offer hei an eisem Land.

Mat dësem Projet geet et drëms, déi schwaarz Schof ënnert de Proprietären ze bestrofen, déi déi aktuell Logementsproblematik ausnotzen, fir Leit ënner mënschenonwierdegen Zoustänn auszenotzen. An et geet drëms, fir de Locataire ze schützen.

Mir sinn eis net ëmmer bewosst, wéi vill Leit hei am Land a mënschenonwierdege Konditioune wunne mussen, wann een iwwerhaapt ka vu „wunne" schwätzen. Déi sougenannt „Bistroszëmmere" sinn hei nëmmen ee Beispill. Dacks mussen d'Leit och zu dräi bis véier a fréieren Hotelszëmmeren hausen. Derbäi kënnt dann och nach, dass d'Loyere vun deenen dacks klengen Zëmmere vill ze héich sinn. Dëse Gesetzesprojet soll e Schlussstréch ënner genau dës Ausbeutung zéien.

Ech weess, dass esou Fäll net nëmmen an de Stied virkommen, mee antëscht och a ville méi klenge Gemengen. Dëst weisen d'Kontrollen, déi vun de Gemenge gemaach ginn.

Stellt Iech vir, Dir wunnt an engem Haus oder enger Residenz, déi dreet, an de Koup ze falen. Wann d'Gemeng d'Kontroll mécht an dobäi eng Gefor festgestallt gëtt, da gëtt d'Wunneng zougemaach. A wat geschitt dann? D'Bewunner mussen direkt oder esou séier wéi méiglech erausplënneren. A wuer gi si dann hin? A wien iwwerhëlt d'Käschten? Ma am neie Gesetz ass dat elo ganz kloer: Dofir ass de Proprietär zoustänneg. Dee muss duerno kucken an och derno kucken, dass säi Locataire en neien Daach iwwert dem Kapp fënnt. Wann net, da këmmert d'Gemeng sech drëm, mee d'Käschten, déi falen un de Besëtzer.

Mat dësem Gesetz ginn endlech kloer Definitioune geliwwert, wat fir eng Krittären d'Proprietären erfëlle mussen, fir eng Wunneng an d'Locatioun däerfen ze ginn. De Buergermeeschter kritt de Pouvoir, Wunnenge vum Marché ze huelen, an nei Strofe fir d'Proprietäre ginn agefouert.

Dat alles ass, wéi gesot, eng laang iwwerfälleg Mesure. D'DP begréisst also dës zwee Projeten, déi de viregte Logementsminister schonn 2017 deposéiert hat. Ech ginn dofir selbstverständlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, awer net ier ech der Rapportrice géif Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, haut de Mëtten ass fir déi x-te Kéier hei an der Chamber de Constat gemaach ginn, dass mer e komplett iwwerhëtzte Wunnengsmaart hunn, wou vill Leit keen Accès méi hunn zu abordabele Wunnengen.

Mir sinn eis, mengen ech, all eens, dass mer hei mussen eng Politik vun der Offer maachen. De Minister huet dat och schonn des Éftere gesot, säit en ugetratt ass. An dat ass jo och haut de Mëtten hei am Debat iwwert de Pacte Logement 2.0 ugeklongen, wou mer eis jo erhoffen, dass dat eent vun den Instrumenter ass, dat eis hei weiderhëlleft.

Et ass awer kloer, dass dës aktiv Bestriewunge vun der ëffentlecher Hand virun allem eng laangfristeg Strategie sinn. Et ass och schonn oft gesot ginn, dass mer net vun haut op muer oder à court terme massiv wäerte kënnen d'Offer an d'Luucht setzen, och un ëffentleche locative Wunnengen. D'Friichte vun dëser Politik wäerten eréischt no enger gewëssener Zäit recoltéiert kënne ginn.

Mee wärend där Zäit musse mer och politesch Mesuren huele géint déi akut Logementskris, déi mat der Präisdeierecht zesummenhänkt. An déi zwee Gesetzer, iwwert déi mer elo haut den Owend hei schwätzen, gehéieren zu där Kategorie vu Mesuren. An aus deem Grond begréisse mir se och als LSAP.

Huet eng Duerchschnëttsfamill ufangs den 2000er Joren nach ee Fënneftel vun hirem Akommes fir de Loyer ausginn, ass dësen Undeel an de leschte Joren op gutt een Drëttel vun hirem Akommes ugewuess. Am europäesche Verglach ass dëst en extreem héijen Undeel, deen nëmmen nach vu Finnland, Spuenien an Holland getoppt gëtt. Just do gëtt eng Duerchschnëttsfamill nach méi Suen aus fir de Loyer wéi zu Lëtzebuerg.

Heibäi schwätze mer awer just vum Loyer. Well wann een elo eng nei Wunneng loune wëllt, weess een, dass nach eng Kautioun derbäikënnt, déi an der Reegel dem Montant vun dräi Loyeren entsprécht. Den éischte Mount an enger neier Wunneng riskéiert also ganz schnell, d'Gesamtakommes vun enger Duerchschnëttsfamill komplett opzefriessen. Dofir ass d'Garantie locative e wichtegt Instrument, well de Staat hei als Bierg asprange kann, sollt de Locataire net amstand sinn, säi Loyer ze bezuelen.

Wéi d'Rapportrice Semiray Ahmedova an hirem ganz gudde Rapport, fir deen ech hir och gär géif hei Merci soen, ënnerstrach huet, ginn d'Krittären also hei elo un déi aktuell Gegeebenheete vum Marché ugepasst.

Fir d'Garantie locative kënnen unzefroen, muss een also net méi sechs Méint, wéi dat virdrun de Fall war, mee nëmmen nach dräi Méint reegelméissegt Akommes virweisen. Eng wichteg Upassung, well grad bei deene Jonke bis 24 Joer sinn 42 % vun de schaffende Leit ënner engem CDD beschäftegt, hunn onstabel a prekär Aarbechtsverhältnisser a kënnen d'Krittäre vun de sechs Méint nëmme ganz schwéier erfëllen.

D'LSAP deelt hei d'Meenung vun der Chambre des Salariés a wäert an Zukunft och genau kucken, ob dëse Krittär vun dräi Méint net trotzdeem nach ëmmer ze héich ugesat ass, fir d'Primo-Arrivanten um Marché vun der Locatioun genuch ze ënnerstëtzen.

Wéi virdru scho gesot, gëtt eng Duerchschnëttsfamill 30 % vun hirem Revenu fir d'Wunnen aus. Dat aalt Gesetz huet virgesinn, dass de Prozentsaz vum Revenu, deen ee fir d'Wunnen dierft ausginn, net méi wéi 33 % dierft bedroen, fir kënne vun der Garantie locative ze profitéieren. Dësen ale Prozentsaz louch also nëmmen 3 % iwwert dem aktuellen Duerchschnëtt a war der aktueller Situatioun also wierklech net méi ugepasst. Dofir gëtt dësen och verständlecherweis op 40 % ugehuewen.

E klenge Bemol heibäi ass, dass dëse Prozentsaz queesch duerch dat ganzt Land gëllt, d'Immobiliepräisser awer trotzdeem jee no Regioun relativ staark variéieren. Eng Famill, déi an der Stad lount, ass hei desavantagéiert par rapport zu enger, déi zum Beispill zu Clierf eppes lount. En Taux, deen een un déi geografesch Präisvariatioun ugepasst hätt, wéi dat bei eisen Nopeschlänner de Fall ass, wou verschidde Loyerszonen existéieren an och applizéiert ginn, hätt erlaabt, eng besser sozial Mixitéit hei aktiv ze förderen an och de lokale Gegeebenheete besser Rechnung ze droen.

Här President, am Projet de loi 7258B geet et dann ëm d'Mindestbestëmmungen, déi e Logement muss erfëllen, fir kënne verlount ze ginn. Dat geet vun der Gréisst vun de jeeweilegen Zëmmeren - esou muss eng Kummer zum Beispill mindestens 9 Meterkaree grouss sinn - bis hin zu der Quantitéit u Feierläscher a generell der Qualitéit vun deene Logementer, déi an esou engem Haus mussen ze fanne sinn.

Fir munch Mënschen ass deen eenzeg abordabele Wunnengsraum zurzäit leider déi ominéis Caféskummer. Fir aner Wunnenge komme munch Leit, déi eng prekär Aarbecht hunn a keng Moyenen hunn, fir déi üblech Garantien ze ginn, iwwerhaapt guer net méi a Fro.

Mat dësem Gesetz setze mer och e kloert Zeechen, dass och op eisem iwwerhëtzten Immobiliemarché an deene Cafészëmmeren net egal wat gemaach ka ginn an nach gewësse Minimalfuerderunge gëlle mussen. Och um Immobiliemarché ass de finanzielle Profitt net komplett vun der gesellschaftlecher Responsabilitéit, déi de Proprietär dréit, ze trennen a muss domat Hand an Hand goen.

Dofir gesäit dëst Gesetz och zum Beispill vir, dass, wann eng Wunneng zougemaach gëtt, well se den erfuerderte Mindeststandarden net méi entsprach huet, de Proprietär oder den Exploitant fir de Relogement vu senge Locatairen opkomme muss. Eng Dispositioun, déi d'LSAP expressement begréisst!

E weidere Punkt, dee fir eis wichteg ass, ass deen, dass déi fräiwëlleg Colocatioun net soll mat dësem Gesetz begrenzt oder verhënnert ginn, wat och net hei geschitt ass. An dat fanne mer och gutt.

Mir begréissen och de Fait, dass et sech hei bei der Reform vun der Garantie locative ëm eng familljefrëndlech Moossnam handelt. An där aler Bestëmmung ass d'Existenz vu Kanner am Stot guer net betruecht ginn. Elo gëtt se awer matgerechent. E Menage mat zwee Kanner, zum Beispill, ka mat dësen Ännerungen eng Garantie locative mat engem Maximum vu 7.308 Euro ufroen - bis elo louch de Maximum hei bei 4.452 (veuillez lire : 4.552) Euro -, wat och vläicht dozou bäidroe wäert, dass dës Garantie erëm méi an Usproch geholl gëtt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Zur Konklusioun géif ech gär soen, dass meng Fraktioun hofft, dass mer mat dëser Reform eppes maachen, fir munche Leit den Accès zu enger locativer Wunneng ze vereinfachen duerch de Réckgréff op déi reforméiert a verbessert Garantie locative.

Ech muss awer hei och eng gewësse Skepsis manifestéieren, déi ech och schonn an der Kommissioun geäussert hat, wéi mer hei iwwert dëst Gesetz geschwat hunn. Mir wëssen alleguer, dass scho säit Joren d'Situatioun op eisem Wunnengsmaart esou ass, dass, wann zéng potenziell Locatairen an der Rei stinn, fir eng Wunneng ze kréien, de Proprietär, ausser en huet en ausgeprägt soziaalt Gewëssen, an den allermeeschte Fäll dee Kafkräftegsten hélt. En hélt net deen, deen en CDD huet. En hélt net deen an engem prekären Aarbechtsverhältnis an en hélt och net deen, an deene meeschte Fäll, deen nach muss eng Garantie locative beim Staat ufroen. Dat ass d'Realitéit vun eisem Immobiliemarché. An dat ass an eisen Aen och e bëssen d'Limitatioun, d'Limitt vun engem Gesetz wéi deem heiten.

Voilà, dat ass eis Skepsis. Trotz all deem menge mer, dass dat heiten e Gesetz ass, wat an déi richteg Richtung geet a sengen zwee Voleten, souwuel um A wéi um B. An aus deem Grond wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen.

An dat gesot, géif ech Iech och gäre Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen, well ech mengen, mir sinn eestëmmeg heibannen, net nëmme fir der Rapportrice Merci ze soe fir dee ganz ausféierleche Rapport, mee och, datt mer et richteg fannen, datt och fir déi einfachst Logementer Mindestreegele musse gëllen an och déi verbessert Garantie locative.

Ech wollt awer profitéieren, well de Max Hahn speziell dann och d'Wunngeld ugeschwat huet an och de Fränz Fayot elo speziell geschwat huet vun dem familljefrëndlechen Aspekt vun där Garantie-locative-Geschicht.

Fir Iech en echt Beispill ze ginn: Eng Koppel, mat engem Kand, verdéngt jiddwereen 2.000 Euro, bréngt also 4.000 Euro mat heem an huet 1.500 Euro Loyer. Déi Koppel kënnt an de Genoss souwuel vu Wunngeld wéi vun der Garantie locative. Genau déi selwecht Koppel - an et ass elo keen erfonntent Beispill, et ass eppes, wat dës Woch erlieft ginn ass - fënnt een Immeubel, dee se ka kafen, dee se géif 1.200 Euro Remboursement kaschten. Dat heescht, si géif all Mount 300 Euro spueren. An déi Koppel kritt dee Prêt refuséiert, dank deenen neie Krittären, déi d'Banken uwenden.

An do muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass elo méi sozial? D'Garantie locative ze verbesseren, Wunngeld ze bezuelen, oder de Leit duerch konkreet Mesuren, iwwert déi mer och haut de Mëtteg jo schonn diskutéiert hunn, ze hëllefen, zu Eegentum ze kommen?

Mir stëmmen dëst Gesetz als ADR mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz och selbstverständlech matstëmmen, well et jo eng Rei Verbesserunge mat sech bréngt. Mee ech mengen, den Här Fayot huet dat virdru gesot an en hat vollkomme Recht: Leider ass d'Situatioun jo esou schlecht ginn um Wunnengsmarché, datt de Problem och emol net nëmme beim Loyer läit. Et muss een iwwerhaapt och emol schonn iwwer en Aarbechtsvertrag verfügen, wa méiglech à long terme, wat bei jonke Leit jo ëmmer méi zu enger Raritéit gëtt.

Also d'Proprietäre kënnen eng richteg Selektioun maachen. A wann een och nach en CDI (veuillez lire : CDD) huet oder iwwerhaapt am Interim ass, da gëtt et wierklech ganz problematesch. Ausser et hat ee Chance an et trëfft een e Proprietär, dee ganz human handelt. Wat et och gëtt! Ech war selwer an deem Fall, glécklecherweis, eng Zäit.

Dofir muss een awer och soen, d'Proprietären hunn et oft relativ gutt elo an der Tëschenzäit, an deem Sënn, datt si kënnen d'Krittäre festleeën. Anerersäits ass et awer och esou, datt d'Garantie bancaire ... Also mir ënnerstëtzen dat jo och, datt déi existéiert, datt de Staat kann agräifen, datt se adaptéiert gëtt, mee et stellt sech d'Fro iwwerhaapt vun der Garantie bancaire, iwwert déi jo awer och misst diskutéiert ginn. Et misst een awer och kënne soen an der aktueller Situatioun, datt ee se kéint plafonéieren. Dozou hate mer jo och viru véier Joer eng Proposition de loi deposéiert, wou ënner anerem drasteet, datt de Proprietär eng Garantie bancaire ka froen, déi sech limitéiert op den Equivalent vun engem Mount Loyer.

Well mir ginn ëmmer méi an déi Richtung, an et ass och e bëssen esou wéi bei der Aide au logement: Jo, selbstverständlech hëlleft dat de Leit, déi et wierklech brauchen, mee anerersäits hu mer nach ëmmer näischt un der phenomenaler Deierecht vun de Wunnenge gemaach. An et ass ëmmer, all Kéiers de Staat, also och de Steierzueler, dee muss asprangen. Dofir muss een och op anere Punkten handelen.

Mir sinn och weiderhin der Meenung - dat hate mer och d'leschte Kéier gesot, genausou wéi d'Chambre des Salariés dat och gesot huet -, datt et zwar gutt ass, datt u sech elo op dräi Méint erofgesat gëtt, also datt een e Contrat de travail vun nëmmen dräi Méint muss hunn amplaz vu sechs Méint virdrun. Dat ass e Fortschrëtt. Trotzdeem ass et nach ëmmer problematesch, well et si Leit justement, déi mat Ënnerbriechungen do kommen respektiv déi am Interim sinn. An dat si grad déi Leit, déi justement och am meeschten Hëllef brauchen um Wunnengsmarché.

Beim Taux d'effort, deen ass och verbessert ginn. Et wier natierlech och besser gewiescht - dat kann een och vläicht erëm eng Kéier nokucken -, datt een och d'Situation géographique eng Kéier gekuckt hätt, well dat hänkt jo och dervunner of, wou ee grad wunnt.

Dat gesot, wäerte mer trotzdeem deem heite Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e Gesetzesprojet, deen ee positiv, awer och negativ bewäerte kann.

Mir Piraten gesinn dëse Gesetzesprojet skeptesch, well hei wäerte virun allem Proprietären, déi Wunnenge verlounen, an enger éischter Linn vun den Hëllefe profitéieren. D'Aides au logement maachen u sech näischt anescht, wéi op engem deregulariséierte Marché d'Suen iwwert de Locataire an d'Täsche vun de Proprietäre weiderzeverdeelen. Zwar fléisst d'Geld un de Locataire, mee dee muss souwisou scho richteg vill Sue fir säi Loyer bezuelen. An d'Präisser wäerte steigen, well elo ass gewosst: Méi Leit kréien déi Hëllef, also kann ee méi héich Loyerspräisser froen.

Aktuell reegelt d'Gesetz d'Héicht vum järleche Loyer op 5 % vum Wäert vun engem Logement. D'Präisser ginn awer ëm 10 % all Joer erop. Dat heescht, wann eng verlounte Wunneng zum aktuelle Marchéspräis de Proprietär wiesselt, dass d'Präisser fir de Loyer deementspriechend an d'Luucht kënne goen. Dann hëlleft eng Subventioun vun e puer honnert Euro näischt. Domat bekämpft een nëmmen d'Symptomer vun engem elo schonns kranke System.

Fir dem Locataire ze hëllefen, brauche mir alternativ an aner Mesuren, wéi nëmme blannemännerches Sue weiderhin an en deregulariséierte Marché ze blosen. De Staat soll dat Geld a seng eege Wunnengsprojeten investéieren. De Problem muss de Staat strukturell ugoen. Mir Piraten bleiwe bei eiser Fuerderung: De Staat muss selwer massiv Wunnenge bauen a fir 10 Euro de Meterkaree ubidden! Dat wär eng sozial Logementspolitik, déi de Leit géif hëllefen.

Wunnen ass keng Wuer, op där spekuléiert däerf ginn. Wéi Waasser an lessen ass d'Wunnen eng physesch Viraussetzung fir all Mënsch, fir kënnen ze bestoen. Wann ee keen Daach iwwert dem Kapp huet, da kann een net un der Gesellschaft deelhuelen. D'Spekulatioun mam Liewensgutt Logement muss endlech ophalen!

Mir brauche virun allem och emol e verbindleche Mietpreisspiegel fir déi verschidde Regiounen hei am Land an dovun ausgoend eng richteg Präisbrems fir d'Loyeren, well nëmmen esou kënne mir de Grenze vum Kapitalismus an dem Profitt en Enn setzen (veuillez lire : nëmmen esou kënne mir dem Kapitalismus seng Grenzen opweisen an dem Profitt en Enn setzen).

Ech kommen dann nach kuerz zu der zweeter Partie vum Gesetz, wat d'Krittäre vun der Bewunnbarkeet verbessere soll.

Op dësem Punkt si mer eis, ech mengen, alleguerten eens, dass all Mënsch, deen eppes lount, sollt e Recht op eng vernünfteg ausgestatt Wunneng hunn. Et ass skandaléis, wann ee gesäit, a wat fir Konditioune verschidde Leit

heiansdo nach hei zu Lëtzebuerg wunne mussen. Mir deelen d'Iddi vun der Chambre des Salariés, dass an der Kontroll vun de Wunnkonditiounen och d'Héicht vun de Chargen enthale sollt sinn, fir esou ze verhënneren, dass d'Loyere kënschtlech duerch iwwerhéicht Chargen opgeblose ginn. De Rapport tëscht Leeschtung a Präis muss räsonabel bleiwen.

Ofschléissend bleift festzehalen, dass aktuell net genuch Wunnenge fir 10 Euro de Meterkaree existéieren an och kee Wëlle vun der Regierung do ass, fir den ausser Kontroll gerodene Wunnengsmarché ze regulariséieren.

Dëse Gesetzesvirschlag wäert op eng laang Vue also zu kenger Veränneruing vum Status quo bäidroen. Allerdéngs ass et nun emol esou, dass de Logement déi gréisst Ausgab vun de Mënschen hei am Land ass, a wann ausser dëser Mesure näischt anescht um Dësch läit, da musse mir déi batter Pëll eebe schlécken.

Trotz aller Kritik wäerte mir Piraten dofir dëse Gesetzesvirschlag matstëmmen. D'Sue ginn, wéi gesot, nëmmen indirekt un de Locataire, mee wann d'Regierung de Locatairen hei am Land keng aner Perspektive bidde kann, kënne mir se net och nach fir d'politesch Inaktivitéit vun de leschte sechs Joer bestrofen.

Ech widderhuelen awer, wat ech gesot hunn: Dat heiten ass näischt anescht wéi eng Drëps op de gliddege Steen um Wunnengsmarché, well d'Politik net gehandelt huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Logementsminister, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Fir d'éischt wëll ech all den Intervenanten hei Merci soen, well et ass jo awer eng ganz breet Zoustëmmung. Speziell wëll ech awer der Rapportrice, der Semiray Ahmedova, Merci soe fir den ausféierleche mëndleche Bericht, well praktesch och alles an deem Bericht scho gesot ginn ass. Mee et goufen awer eng Rei Remarken, déi ech awer gär kuerz wëll opgräifen.

Dat Éischt: Et ass kloer, dass mer eeben de Moment an där Situatioun sinn. Ech wëll se net nach eng Kéier beschreiwen, mir haten e ganze Mëtten Zäit, eis iwwert d'Offer ausenanerzesetzen. An déi Pisten, déi mer opgeworf hunn, dat ass eng Offerspolitik, nämlech alleguerten déi, déi kommunal ënnerwee sinn, awer och déi am Staat, do hu mer jo vu gedeelter Responsabilitéit geschwat, dass mer dat zesumme mussen upaken. Dat wësse mer.

A mir wëssen och - an dat huet de Franz Fayot hei gesot, an dofir huelen ech dee gär hei an de Mond, fir déi Kritik, dee Reproche -, dass et effektiv méi laang dauert. Ech hat lech haut de Mëtten d'Zuele genannt. Wa mer op e gewëssene Prozentsaz wëllen hikommen, dann dauert dat! Dat heescht, déi Offerspolitik hu mer net muer stoen. A mir brauche ganz grouss Efforte vun eis alleguerten heibannen, an net nëmme vun heibannen, mee och vun allen Akteuren. An dofir war déi Fro vu virdru vum Här Bauler gradesou wichteg, well mer d'Akteuren alleguerte brauchen. Dat heescht, mir brauche se alleguerten.

Parallell dozou komme mer natierlech net derlaanscht, eng Rei Demandespoliticke weiderhi lafen ze loossen - dat sinn déi Subventiounen, dat sinn déi Hëllefstellungen -, wëssend, dass d'Gefor vläicht ass, dass se sech, wéi virdru gesot, wéi den Zocker am Kaffi opléisen. Mee mir kënnen eis et net erlaben, déi Leit am Ree stoen ze loossen.

An dofir mengen ech, dass dat Gesetz, wat virum virviregte Minister deposéiert gouf, an déi richteg Richtung gaangen ass, fir awer trotzdeem eng ganz kloer Vereinfachung ze maachen. Wann ee kuckt, wat d'Garantie locative elo vereinfacht: dass éischtens d'Famillje méi einfach betruecht ginn, wat jo ganz wichteg ass, dass de Revenu anescht gekuckt gëtt. An der Kommissioun hate mer iwwert déi dräi Méint diskutéiert.

Ech mengen, et soll een am A behalen, dass mer dat duerchaus an engem Joer an enger Kommissioun nach eng Kéier kucken: Wou sti mer? Ass et ugeholl gi vun de Leit? Kënne mer do vläicht nobesseren? Well et ass och vum 1979er Gesetz geschwat ginn. Den Här Lies hat dat gesot. Jo, mir kucken all eenzele Punkt: Wa séier ka gehandelt ginn, gëtt och ugepasst. Awer déi grouss Reform kréie mer net an enger Kéier fäerdeg.

En anere Punkt ass de Loyer, deen och gëllt. Ech mengen, et ass och do méi eng Vereinfachung gemaach ginn, dass 40 % gekuckt ginn, bis wouhinner mer kënne goen, respektiv d'Garantië sinn och ugepasst. Dat heescht, et si ganz kloer Upassunge gemaach ginn, déi an déi richteg Richtung ginn, wëssend, dass et eng Demandespolitik nach weiderhin ass. An déi musse mer och weiderhi parallell lafe loossen, well et net opgeet.

Mir mussen awer och oppassen, an dat zum Här Reding ganz kuerz: Mir mussen eis Leit - an dofir ass et wichteg, dass mer an d'Offer ginn - net an d'Iwwerschëldung féieren. Mir hunn näischt geschafft, wa mer alles opmaachen an op där anerer Säit och nach Terraine vun der ëffentlecher Hand verkafen, dass déi sech dann och nach iwwerschëlden, fir déi ze kafen. Ech mengen, dat ass net déi Politik, déi mer sollte maachen. Mir sollten do effektiv richteg handelen an déi richteg Moossname maachen.

Souwäit zum éischte Gesetz, zum A.

An de B, wou et iwwert d'Salubritéit geet, do sinn ech ganz frou, well ech och an der Chamberskommissioun derbäi war, wéi mer awer ganz konstruktiv virgaange sinn, Oppositioun wéi Majoritéit, fir zesummen, éischtens, d'Gesetz ze definéieren an, zweetens, och déi Règlement-grand-ducallen. Ech mengen, déi hutt Der an der Chamberskommissioun presentéiert kritt - déi si jo och, mengen ech, weider gedeelt ginn -, iwwert d'genau d'Krittären, wivill der däerfen an enger Kummer schlofen. Ech mengen, mir sinn eis jo eens ginn, dass et net méi wéi eng Persoun bei néng Quadratmeter muss sinn an dass de Maximum zwou Persounen an enger Schlofkummer soll sinn. Ech mengen, dat war och op Reaktioun vun der Madamm Hetto an der Kommissioun diskutéiert ginn. An dat hu mer jo och opgegraff.

Ech stelle mer vir, dass mer weider esou Elementer méi an d'Déift och erkläre kommen an an d'Déift explizéieren, fir dass mer gemeinsam e Punkt fannen, fir dat ëmzesetzen.

Mat deem Salubritéitsgesetz hu mer, mengen ech, eppes Richteges op de Wee bruecht kritt. Dat kënnt jo och. Dat Salubritéitsgesetz ass jo och eng Äntwert op d'Demande vun de Gemengen. Ech mengen, et ass iwwer zwee, dräi Joer mat der Stad Lëtzebuerg, mat Esch, mat Déifferdeng, mam Ministère gekuckt ginn: Wéi ass déi bescht Handhabung, fir dass mer deene Cafészëmmeren do de Krunn zoudréien, dass dat net méi esou exzessiv gemaach gëtt?

Och si mer de Buergermeeschteren a Buergermeeschteschen entgéintkomm am Sënn vun: „Jo, wann ech muss zoumaachen, dann ass d'Gemeng direkt (veuillez lire : direkt responsabel) an d'Gemeng muss kucken, dass déi Locatairen ënnerkommen." An et ass hei awer esou: Zumindest emol dräi Méint ass et de Proprietär, deen an d'Verantwortung gezu gëtt. An ech mengen, dat si wichteg Instrumenter. Och d'Instrumenter fir d'Hëllefstellung.

Dofir hu mer jo gesot, an dat gëllt jo och fir de Pacte Logement: Et ass eng Responsabilité partagée. D'Gemengeleit kréien déi néideg staatlech Instanzen zur Verfügung gestallt, sief et d'Santé, sief et aner Leit, déi hëllefen, wann et esou wäit ass, och effektiv zouzemaachen.

Da wëll ech awer ee Punkt eraushuelen, well en och nach wichteg ass am Zesummenhang mat deem Gesetz hei. Mir schwätze vill iwwert d'Colocatiounen. Colocatioune si jo dat, wou ee mengt, dat kënnt jo oft hei och vir, dass Colocatiounen ënnerwee sinn, wou da Leit zesummegepercht ginn zu véier, zu fënnef, an ech weess net zu wivill Leit, an Zëmmeren.

Mee wa mer dee Kader richteg stoen hunn ... An dëst Gesetz, mengen ech, geet an déi richteg Richtung, fir dass mer d'Colocatioun och einfach kënnen erlaben. An ech weess, dass vill Gemengen dee Wonsch ausdrécken. Mir wëllen dat awer och upassen.

Dat heescht, dass mer d'Bail-à-loyers-Gesetz wëllen upassen, dass mer e Colocatiounsgesetz wëllen, wou mer genau kucke mussen, wéi mer et nach uginn, nämlech dass mer deem entgéintkommen, dass net nëmmen déi, déi zesumme wunnen, Rechter a Flichten hunn, mee dass déi, déi zesumme wunnen, vis-à-vis vum Proprietär och Rechter a Flichten hunn.

An do gëtt et, zum Beispill, d'Gesetz aus der Belsch - ganz interessant -, wou och déi Responsabilité partagée ënnert deenen alleguerte muss gëllen. An ech mengen, dat solle mer och séier maachen. Mir sinn och amgaang, dat ze diskutéieren an och auszeschaffen, fir dass mer dat och d'nächst Joer kënnen hei eng Kéier presentéieren an och an d'Chamberskommissioun domadder kommen.

Et ass awer och haut scho méiglech, an och an enger HAB-1. Ech weess, dass en Eefamilljenhaus vill Problemer schaaft, wann do Colocatairen zesumme wunnen. D'Jurisprudenze soen, dass et deemno wéi méiglech ass, awer et komme vill Refuse vun der Gemengesäit. Ech mengen, dat musse mer zesummen diskutéieren. Dat heescht och, iwwer eng Densitéit innerhalb vum Quartier dann ze diskutéieren. Dofir hate mer jo de Mëtten d'Méiglechkeet, iwwert den ëffentleche Raum ze schwätzen. Wann deen erëm accaparéiert gëtt oder méi vun de Leit, da musse mer iwwer Parkraummanagement schwätzen, da musse mer iwwer Mobilitéitskonzepter schwätzen.

Wann d'Colocatairë méi an engem Eefamilljenhaus wunnen, dann hu mer oft an de Gemenge Retizenze wéinst der Mobilitéit, wéinst den Autoen, déi da virun der Strooss oder direkt virum Haus parken.

Also, déi Diskussioun solle mer konstruktiv an enger Chamberskommissioun féieren, fir dass mer och do Léisunge fannen. Well et si vill Demanden do fir déi Colocatioun. A wa mer den Abus kënnen ënnerbannen duerch dat Salubritéitsgesetz, da si mer um richtege Wee, och d'Stadkären erëm e bësse méi lieweg ze maachen an den eidelstoenden Haiser och Méiglechkeeten ze ginn, dass et do erëm méi belieft gëtt an zu méi engem Zesummeliewen an der Uertschaft kënnt.

Gutt! Dat wollt ech zu deenen zwee Gesetzer hei nach soen. Ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung. An dann ass et un Iech.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7258A. Den Text steet am Document parlementaire 7258A[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7258A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Closener Francine, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7258B. Den Text steet am Document parlementaire 7258B[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7258B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Closener Francine, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Comptes ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der DP-Fraktioun matgedeelt kritt:

Den Här Gusty Graas - an net den Här André Bauler - ersetzt d'Madamm Joëlle Elvinger.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

15. Ordre du jour (suite)

Am Kader vum Ordre du jour ware mir mat enger Ufro vum Här Marc Goergen saiséiert, fir eng Kloerstellung vum delegéierte Minister fir Verdeedegung ze kréien, wat seng Äntwert op déi mëndlech Froen Nummer 85 a 86 iwwer supposéiert Verletzunge vun der Gewerkschaftsfräiheet ugeet, déi hien an der Froestonn un d'Regierung vun der leschter Woch ginn huet. Den delegéierte Minister ass bereet, an der Sëtzung vun haut dozou eng Deklaratioun ze maachen.

Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer eng Deklaratioun vum delegéierte Minister als leschte Punkt op den Ordre du jour huelen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

16. Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019

An da géif ech direkt dem delegéierte Minister d'Wuert ginn.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Bon, Merci, Här President. Jo, effektiv, wann ech schonn hei sinn an d'Chamber rifft, da sinn ech gär bereet, och direkt Stellung dozou ze huelen, well ech mengen, et ass wichteg, dat dann nach eng Kéier hei gesot ze hunn.

Ech war censéiert d'lescht Woch, hei op eng mëndlech Fro Äntwert ze ginn. An ech hat e Bréif vum Generol, vun eisem Chef d'état-major vun der Arméi, dee mir perséinlech e Bréif, oder e Bréif un de Minister geschéckt huet, fir deen hei kënnen ze deposéieren. An deen hunn ech och deposéiert. Ech mengen, deen ass am Courrier ronderëmgaang. An ech wollt näischt aneschters soen, wéi grad an deem Bréif steet. An ech wäert och hei nach eng Kéier dräi Sätz dorauser zitéieren. A méi wollt ech a sech och net soen.

Ech wollt awer virausschécken, an ech war nach net delegéierte Minister am Summer an ech war och deemools net an där Sëtzung derbäi, mee am Prinzip war am Juni eng Kommissiounssëtzung, wou souwuel den Här Bausch wéi och den Här Duschène, also de Generol Duschène, an enger Kommissioun derbäi waren, wou ausféierlech iwwert déi Affär hei geschwat gouf, wou et ëm d'Mutatioun vum Här Schleck gaangen ass a wou och ganz kloer vum Minister Bausch an där Sëtzung gesot gouf, an

dat hat ech jo och d'lescht Woch widderholl, dass d'Syndikatsrecht vun der Regierung selbstverständlech respektéiert gëtt. Selbstverständlech steet dat och als iewescht Gesetz. Ech gesinn dat ganz kloer an. Dat bedeit awer net, dass jiddweree sech seng Rechter selwer kann eraushuelen, esou wéi en et gär hätt.

An dofir hunn ech d'lescht Woch e puer Sätz op Lëtzebuergesch just zitéiert an ech hätt et vläicht einfach missen op Franséisch ofliesen, fir méi korrekt ze sinn. Ech hat virdrun ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Lëtzebuergesch ass korrekt, da bleiwen ech bei Lëtzebuergesch. Den Här Kartheiser sot, ech soll bei Lëtzebuergesch bleiwen. Ech bleiwen nach eng Kéier bei Lëtzebuergesch.

Ech hat vun engem Preformulaire geschwat a mengem Discours, wou sech souwisou an dem Kader vun der Fonction publique déi eenzel Leit gesi mat dem Virgesetzten, fir sech iwwer seng Mutatioun auszeschwätzen, fir ze kucken: Gi mer do eens? Wat ass däi Plang? An esou weider. An et ass och kloer, dass déi Prozedur agehale ginn ass an dass ech dann dee Moment och gesot hunn, dass do e géigesäitegen Accord war op deem Formulaire. Vläicht hat ech och deemools, an ech mengen, ech hat „Bréif" gesot, soudass fälschlecherweis elo gesot gëtt, et géif en zousätzleche Bréif bestoen. Nee, et ass dee Formulaire, dee selbstverständlech géigesäiteg signéiert gouf vun deenen zwou Parteien: vum Här Schleck, awer och vum Virgesetzten.

Dat heescht, dat ass emol de Fakt, deen an deem Bréif hei steet.

An deem Bréif steet awer och weider vum Generol Duschène, dass eng ganz konstruktiv Diskussioun tëschent dem Här Schleck an de Virgesetzten an der Arméi war an dass et eng üblech Prozedur ass vum Versetze vu verschiddene Beräicher an der Arméi, déi an der reegelméisseger Rotatioun sinn, fir och nei Leit erëm an déi Fonctioun eranzeweisen. An dofir ass dëst een üblechen Déngen.

Et dierf natierlech net zu enger Aschränkung komme vu senge gewerkschaftlechen Aktivitéiten. An en hat, an dat muss ech soen, schonn hei en Traitement favorable, well et war eppes ugebuede ginn, nämlech dass den Här Schleck um Härebierg soll eng Tâche iwwerhuelen, déi awer net kompatibel war mat den Aktivitéiten am Syndikat. An dofir ass d'Propos gemaach ginn, déi zum Schluss och ganz konstruktiv ënnert de Leit ausdiskutéiert ginn ass, och mam Här Schleck, fir an dem État-major hei an der Stad eng Tätegkeet unzehuelen, fir eebe grad kënnen dann déi Aktivitéiten am Syndikat weiderzefëieren.

An ech géif deen Abschnitt vum Generol dann awer liesen, well en dat zréckspigelt. An ech fannen et awer onglécklech, dass elo op der Place publique do eppes vun Onwourechte gesot gëtt. An ech mengen, dass de Generol do mäi Vertrauen huet - an ech zitéieren -: « En septembre 2019 et le 2 décembre 2019, le colonel Grisius, Chef d'état-major adjoint a assisté à plusieurs réunions de coordination avec l'adjudant-chef Schleck dans le cadre de ses futures fonctions en tant que chef du bureau d'ordre de l'Armée, point de contact pour le nouveau bâtiment et point de contact pour la sécurité dans la fonction publique. À aucun moment, l'adjudant-chef Schleck n'a laissé entendre que la fonction envisagée pour lui en tant que responsable du bureau d'ordre de l'Armée pourrait poser un quelconque problème en relation avec ses activités syndicales. »

Et ass näischt aneschters, wat ech Iech d'lescht Woch hei wollt eriwwerbrénge mat deem Bréif, deen ech och hei als Depot ginn hunn. Dofir, net méi zu der Deklaratioun.

An domadder soen ech awer fir dee laangen Dag Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Deklaratioun. Den Här Goergen freet nach d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här Kox, fir Är Disponibilitéit. Sécherlech war déi Kommissioun, ech war do och selwer derbäi. Et ass awer och do esou, dass ee muss éierlecherweis soen, dass dat eng Vue war. De Generol war do an de Minister. Déi hunn eis do erzielt, wat hir Vue ass. Dat heescht, mir konnte weeder als Deputéiert iwwerpréiwen, ob dat stëmmt, nach soss iergendeppes. Dat heescht, mir hunn einfach hir Vue gezielt kritt.

Dir hutt och elo hei erëm e bëssen eng aner Vue gezielt wéi déi, déi een eigentlech am Moment dobaussen héiert. Dir hutt eis elo nach ëmmer net gesot, ob op deem Formulaire, deen Der erwäänt hutt, drop stoung, dass den Här Schleck net d'accord war. War dat esou? Stoung do drop, dass den Här Schleck net d'accord war, fir versat ze ginn?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- A wéi enger Prozedur si mer? Well ech wollt just eng Deklaratioun ginn.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hu Parole après ministre.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Parole après ministre.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dir hutt eng Deklaratioun gemaach, ech hu Froen dozou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass Iech fräigestallt, Här Kox, ob Der nach dorobber wëllt reagéieren oder net.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech kann op alles äntwerten.

An et ass mer och selbstverständlech eng Éier, den Deputéierten all Ried an Äntwert ze stoen. Ech kann nëmmen dat zitéieren, wat mir an engem Bréif vum Generol zougedroe ginn ass. An dat hunn ech hei virgedroen. An ech hu vollst Vertrauen an de Chef d'état-major an dësem Punkt. An de Rescht soll d'Enquête da weisen, wann et sollt eng ginn, tëschent deem, wat d'Wourecht ass an net.

Ech kann dat net jugéieren. Ech hunn e Schreiwes, en offiziellt Schreiwes, dat ech hei deposéiert hunn un den éischte Pouvoir vum Land, vum État-major de l'armée, dee mir confirméiert an engem schréftleche Bréif, dass dat richteg ass. An doran hunn ech vollst Vertrauen. An dofir hunn ech déi Deklaratioun haut gemaach.

All de Rescht kann ech net kommentéieren, well ech dat net novollzéie kann an net genuch Dokumenter hunn, fir dat nozevollzéien.

Ech vertraue jiddefalls deem, wat an der Deklaratioun vun dem État-major hei steet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann huet och nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Däerf ech just nach drop reagéieren?

Dat heescht, do ass dann Ausso géint Ausso. Wäert Der da bereet, dass mer an engem Huis clos dee Bréif kéinte gesinn, ob déi Remark drop stoung oder net?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech hunn ...

(Brouhaha)

Also, wann ech mengem Minister Här Bausch och nach ... Den Här Bausch ass zu all Moment bereet, an eng Kommissioun ze kommen. An den Här Bausch huet scho Ried an Äntwert zu deem Dossier gestan.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mer hunn e geruff virun zwou, dräi Wochen.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- An ech hunn absolutt kee Problem ...

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här Kox, mer hunn e virun zwou, dräi Woche geruff. Bis elo hu mer emol nach keng Äntwert.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Dat kënnt alles matzäiten.

(Interruptions)

Dir wäert selbstverständlech déi Informatioun kréien.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mokuchsdag?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat virdrun dem Här Roth d'Wuert ginn als Parole après ministre. Här Roth, Dir hutt d'Wuert. A soss keen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, et geet eigentlech drëms, wat de Minister gesot huet an enger offizieller Froestonn hei am Parlament vun den Deputéierten. An do ass de Minister eigentlech censéiert, op déi Froen, déi gestallt ginn, eng voll empfänglech Realitéit vun den Tatsaachen erëmzeginn.

Här Minister, Dir hutt haut virun aacht Deeg, well du war déi Froestonn, op eng Fro vu mir a vun der Madamm Empain geäntwert - an ech zitéieren Iech Äre Saz -: „An den 3. Juni 2019 ass dee Formulaire, wann en dann ausdiskutéiert gouf, duerch déi ënnerschiddlech Parteien, gouf en och signéiert an e gouf och vum Virgesetzte vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen [...]." Dat hutt Dir hei gesot.

(Interruption)

Jo.

Et gëtt haut an der Press, mir haten de Moie Fraktioun, gesot vun dem Syndicat SPFP, an ech liesen dat op rtl.lu: „De Christian Schleck hätt wuel en Dokument ënnerschriwwen, an deem awer d'Mëssbëllegen, och schréftlech, festgehale gouf." An duerfir ass meng Fro: Wéi Dir op déi Question parlementaire mëndlech geäntwert hutt, waart Dir am Besëtz oder net vun deem Formulaire?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Dat hunn ech net gesot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee. Et ass net, wat Der gesot hutt. Et ass: Waart Der am Besëtz vun deem Formulaire, wou déi Restriktioun vun dem Här Schleck ugefouert gouf? Jo oder nee? Dat ass eigentlech déi Fro, déi ech Iech wëll stellen. An do ...

(Interruption)

Sot mir einfach: Waart Dir leschten Dënschdeg am Besëtz vum Formulaire? Jo oder nee?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech war leschten Dënschdeg just - si mer elo an enger Verhörstonn? -, mee ech war am Besëtz vun engem Bréif, deen ech hei virgelies hunn. Net méi an net manner hunn ech gesot.

(Brouhaha)

An esou hunn ech dat gesot. Ech hunn näischt aneschters formuléiert. Dat Eenzegt, wat ee mer kéint virwerfen, ass, dass ech ee Moment e Bréif zitéiert hunn, deen ech awer als Formulaire wëll hei nach eng Kéier gesot hunn (veuillez lire : deen ech awer als Formulaire hätt missen zitéieren; dat wëll ech hei nach eng Kéier gesot hunn). Ech hu soss näischt aneschters gemaach, wéi e Bréif vum Generol hei virgelies ze hunn. Méi hunn ech net gemaach.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bon. Also, Dir sidd ...

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Jo. Net e Bréif. Formulaire! Elo hunn ech mech nach eng Kéier geiert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir sidd also formell, Här Minister, dass Dir, wéi Dir mir geäntwert hutt, net am Besëtz vun deem Formulaire waart, wou den Här Schleck drop geschriwwen huet, dass e vu senger Versetzung net Demandeur gewiescht wier? Kënne mer dat esou aktéieren?

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Dat steet net zur Debatt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Nee.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech hunn ...

Plusieurs voix.- Jo, dach!

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech hu just dee Bréif hei ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ass dat net d'Äntwert?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Ech hat dee Bréif net.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, Här Roth, den Här Minister huet Iech op Är Fro geäntwert. Ech ginn nach just dem Här Kartheiser d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee wat ass da seng Äntwert? Ass dat jo oder ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo oder nee?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass dat jo oder nee?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- E soll eng Äntwert soen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass dat jo oder nee? Ech stellen dann d'Fro nach eng Kéier kloer an d'Leit kënnen dat jo matkréien: Waart Dir, wéi Dir den 3., oder wéi Dir ... Sorry. Sorry!

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wéi dann? Presidéiert den Här Haagen ewell?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Nee. An den Här Mosar och net.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sou! Nee, ech hunn eng ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee. Ech hunn nach eng Fro ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Kéinte mer och eng Äntwert kréien?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hunn eng Fro, wou ech gären eng Äntwert jo oder nee hätt. War den Här Minister, dee Moment, wou e mir an der Madamm Empain hei mëndlech virun enger Woch an der Froestonn vum Parlament geäntwert huet, am Besëtz vun deem Formulaire, jo oder nee?

(Interruptions)

Majo, wat ass da seng Äntwert?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da loosst de Minister äntweren, Här Berger!

(Brouhaha)

Une voix.- Jo oder nee?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth ...

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Här Mosar, presidéiert Dir elo? Pardon.

Selbstverständlech hunn ech just dëse Bréif. A wann domadder d'Fro beäntwert ass, dass ech deen aneren net hat, da soen ech dat och. Ech hat just dee Bréif hei. An ech hu fairerweis dee Bréif vum Generol hei virgeluecht. An ech hunn deen anere Bréif net an der Täsch. Dat ass kloer. Ech hat deen net! Ech hunn dat Schreiwes net!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass déi Fro beäntwert. An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sollten eis bewosst sinn an dëser Diskussioun, déi och an der Éffentlechkeet gefouert gëtt, wou eigentlech de Rôle vum Parlament an dëser Saach ass. An ech mengen, de Rôle vum Parlament ass, fir mat ze garantéieren, datt déi gewerkschaftlech Fräiheeten hei am Land respektéiert sinn. Dat ass eigentlech eise Rôle an dëser Saach. Et ass jo net um Parlament, fir sech an eng Gewerkschaftsdiskussioun tëschent der Regierung an de Gewerkschaften an deem Secteur anzemëschen oder en lieu et place vun der Regierung sech a Versetzungsdecisiounen anzemëschen.

Eise Rôle ass net op deem Niveau.

Allerdéngs géif ech mengen, datt den Enjeu esou grouss ass, datt mer sollten an enger Kommissioun à huis clos nach eng Kéier driwwer schwätzen. An ech wëll awer och soen, datt mer, wa mer d'Saach méi genee kucken, musse wëssen, datt déi Prozedur verschidden Etappen huet an datt et an deenen Etappen och Formulare gëtt, déi zur normaler Evaluatioun an zu deenen normale Gespréicher tëschent engem Member vun der Arméi a senge Virgesetzte féiert, esou wéi dat an anere Verwaltungen och de Fall ass. Och dat ass eng Saach, déi eis u sech net muss interesséieren.

Wat zielt, ass d'Resultat vun der Prozedur, wann déi Etappen ofgeschloss sinn, wéi eng Decisiounen deen Ablëck geholl ginn. Mäin Androck aus deenen Diskussiounen ass, datt zwar wuel Recommandatioune gemaach ginn, mee eng Versetzungsdecisioun, en tant que tel, emol nach net geholl ass. Dat schéngt mir den aktuelle Stand vum Dossier ze sinn.

Ech géif also wierklech appelléieren, déi Diskussioun hei roueg ze féieren an eis drop ze besënnen, datt mer zesumme mat der Regierung - an ech soen „zesumme mat der Regierung" - mussen Uecht ginn, datt déi Grondprinzipien, déi mer hei wëlle verdeedegen, nämlech d'Gewerkschaftsfräiheet an de gudde Fonctionnement vun der Arméi, dozou gehéiert och eng berouegend Wierkung op dee Sträit, dee leider am Ablëck do existéiert, datt dat eis gemeinsam Aufgab ass, déi mer och solle gemeinsam ugoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dat do war bal eppes wéi e Schlusswuert vun dëser Diskussioun. Ech mengen, déi Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.32 heures.)

SÉANCE 12

MERCREDI
11 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques
- *M. Georges Mischo*

3. Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo
- *M. Georges Mischo*

4. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite)
- *M. Dan Kersch, Ministre des Sports - M. Georges Mischo - M. Dan Kersch, Ministre des Sports*

5. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch*

6. Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch*

7. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite)
- *Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*

8. Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique
- *M. Dan Kersch, Ministre des Sports*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

9. Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels
- *Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (motion renvoyée en commission)*

10. Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs
- *M. Laurent Mosar - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar)*

11. 7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gilles Roth - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Ordre du jour
- *M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président - M. Eugène Berger - M. Gast Gibéryen - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Gilles Roth - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Gilles Roth*
- *Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour (rejetée)*

14. Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen
- *M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch)*

15. 7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes (interventions de M. le Ministre François Bausch) - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten (interruption par M. Gast Gibéryen) - Mme Chantal Gary (interruption par M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

16. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*

17. 7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

18. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite)
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

19. 7365 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

20. 7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques

Da komme mer elo zur erweiderter Fro Nummer 19 vum Här Georges Mischo iwwert d'Ënnerstëtzung vun de paralympeschen Athleeten. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll am Kader vu menger Question élargie eng Rei vu Froen un de Sportsminister stellen, wat d'Ënnerstëtzung vun eise paralympeschen Athleeten ugeet. Well och Athleete mat Handicap si fir eis fir d'éischt emol einfach nëmmen Athleeten. Den Handicap ass do zweetrangeg. Dofir verdéngen dës Athleeten déi selwecht Opmierksamkeet an déi selwecht Ënnerstëtzung wéi all déi aner Athleeten och.

De Luxembourg Paralympic Committee, kuerz LPC, encadréiert eng Rei Athleeten, déi e kierperlechen Handicap hunn. Ee vun deenen, ech mengen, Dir wësst all, vu wiem ech schwätzen, zielt zu der absolutter Weltspëtzt am Bommstoussen an huet virun engem Mount op der WM d'Sëlwermedail gewonnen.

Leider muss ee feststellen, datt de paralympesche Sport wuel leider net dee selwechte Stellewäert huet a genéisst, deen e verdéngt.

Fir eis als CSV ass et ganz wichteg, datt all d'Athleeten d'selwecht behandelt ginn. Doweinst hat meng Fraktiounskolleegin, d'Nancy Kemp-Arendt, an hirer Proposition de loi zu den Elittesportler am Joer 2016 och ausdrécklech festgehalen, datt all déi proposéiert Mesurë fir den Elittesportler och fir den olympeschen a paralympeschen Athleet sollte gëllen. Trotzdeem muss een nach ëmmer feststellen, datt d'Regierung an dësem Domän net vill ënnerholl huet, fir d'Ënnerstëtzung vun de paralympeschen Athleeten ze verstäerken.

Et ass zum Beispill a kengem legalen Text, deen de Sportsberäich ugeet, vum paralympesche Sport rieds. Just am Règlement grand-ducal vum Congé sportif fënnt een eng Referenz dozou. Deelt d'Regierung d'Iddi, datt de paralympesche Sport misst an eiser Legislatioun verankert ginn? A wa jo, gedenkt de Sportsminister dann hei, déi néideg Projets de loi ze deposéieren?

Wat dann déi finanziell Ënnerstëtzung ugeet, muss ee feststellen, datt déi paralympesch Athleeten net déi selwecht Ënnerstëtzung kréie wéi déi olympesch Athleeten. Firwat gëtt hei en Ënnerscheed gemaach? Ass d'Regierung net och der Meenung, dass dës Ënnerscheeder géint de Prinzip vun der Égalité de traitement ginn?

De Staat muss hei mam gudde Beispill virgoen, vläicht zéien dann och privat Sponsoren no. Mir géifen dat jiddefalls ganz gutt fannen.

En anere Volet ass d'Sectioun vun de Sports d'élite an der Arméi. Well een hei d'Grondausbildung vu véier Méint matmaachen a packe muss, ass d'Arméissectioun fir déi paralympesch Sportler an der Praxis net accessibel. An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, kënnen d'Paralympics an aneren Administratioune vum Staat ënnerkommen, fir vun änlechen Avantagen ze profitéiere wéi d'Sportszaldoten.

Wier et net sënnvoll, esou eng Moossnam och bei eis virzegesinn an domadder dauerhaft an nohalteg den Niveau vun de paralympeschen Athleeten ze verbesseren?

Da geet et dem LPC och net besser wéi all deenen anere Federatiounen an et kommen ëmmer méi Aufgaben op si zou, esou wat dat Administratiivt wéi och den Encadrement vun Athleeten ugeet, dat souwuel op nationalem wéi och internationalem Plang. Wéi gedenkt d'Regierung den LPC hei verstäerkt ze ënnerstëtzen, fir dass dësen all sengen Aufgaben am

Sënn vun de paralympeschen Athleete kann nokommen?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech de leschte Volet vu menger Fro, wou ech kuerz op d'Konventioun vun de Vereenten Natiounen zu de Rechter vu behënnerte Leit aginn. Den Artikel 31 vu besoter Konventioun gesäit vir, datt - ech zitéieren -: « Les États Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention. »

Hu mir esou Statistiken? A wa jo, wéi eng Konklusioune loosse sech dorauser zéien?

Här Minister, ech wier frou, wann Dir eng Rei vu positiven Äntwerten op dës Froen a Virschléi kéint ginn. Ech mengen, domat géife mer dem olympesche Sport an den Athleeten e grousse Schrëtt weiderhëllefen. Well wéi sot den däitsche Bommstousser Niko Kappel zu Rio op de Paralympics, deen e bësse méi kleng gewuess ass: „Déi aner", hien huet domat déi normal grouss Athleete gemengt, „si just e bësse manner behënnert wéi ech."

Fir eis sinn et all ganz Grousser. An esou mussen och si behandelt ginn. Fir all dës Fuerderungen ze ënnersträichen, deposéieren ech dann och eng Motioun an hoffen, dass se, am Sënn vum paralympesche Sport, och e positiven Echo kritt.

Ech soen Iech Merci.

3. Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le sport paralympique ne connaît pas l'ancrage dans la législation qu'il mérite ;

- estimant que les athlètes paralympiques doivent pouvoir profiter du même soutien financier que les athlètes olympiques ;

- constatant que la section de sports d'élite de l'armée n'est pas accessible aux athlètes paralympiques, comme il faut réussir l'instruction de base d'une durée de quatre mois ;

- constatant que dans d'autres pays européens les candidats paralympiques peuvent intégrer une administration de l'État afin de pouvoir profiter des mêmes avantages que les sportifs de la section de sports d'élite de l'Armée ;

- considérant que les missions administratives du « Luxembourg Paralympic Committee » (LPC) deviennent de plus en plus importantes ;

- considérant que la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées prévoit que les « États Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention »,

invite le Gouvernement

- à élaborer des textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique ;

- à veiller sur l'égalité de traitement de tous les athlètes ;

- à permettre aux athlètes paralympiques remplissant les critères nécessaires, soit l'accès à la section de sports d'élite de l'Armée, soit l'intégration dans une administration de l'État avec des avantages similaires ;

- à soutenir davantage le LPC afin que ce dernier puisse répondre aux exigences administratives aussi bien au niveau national qu'au niveau international ;

- à suivre les obligations de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne le recueil des données statistiques.

(s.) Georges Mischo, Marc Goergen, Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies, Martine Hansen.

4. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. D'Regierung huet d'Wuert: de Sportsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Fir d'éischt wollt ech mech entschëllegen, dass ech leider d'lescht Woch net op dës Question élargie konnt äntweren, well ech krankheetshalber verhënnert war. Duerfir huele mer dat dann haut no. A Merci och direkt dem Här Mischo, fir dass en iwwerhaapt dëse Sujet hei an der Chamber thematiséiert huet, well dee Sujet der ganzer Regierung, awer och mir perséinlech natierlech, um Häerz läit.

Ech wëll vläicht direkt soen, dass et falsch ass ze behaapten, dass géifen Ënnerscheeder tëschent handicapéierten an net handicapéierte Sportler gemaach ginn. Wat gemaach gëtt, dat ass en Ënnerscheed tëschent Sportler insgesamt an hirer Ënnerstëtzung, mee dat huet da mat Krittären ze dinn an net eppes mat dem Fakt, ob een handicapéiert oder net handicapéiert ass.

De Sportsministère ass ee vu villen Akteuren, wann et drëms geet, fir Mënsche mat Behënnerung an d'Gesellschaft ze integréieren. An et ass och richteg, dass de Sport eng privilegéiert Roll muss spillen, fir Mënschen zesummenzebréngen.

Dofir wonnert et mech och, dass den Här Mischo an d'CSV sech an hirer Question élargie hei exklusiv op de physeschen Handicap bezéien, spréch de paralympesche Sport, wou mer dach awer wëssen, dass och de mentalen Handicap ënnert dem remarkabele benevolen Engagement vun de Responsabele vun de Special Olympics Lëtzebuerg seng Wichtegkeet huet.

Ech wëll hei ganz kloer soen, dass mir als Regierung souwuel déi eng wéi och déi aner an hirer Wichtegkeet respektéieren an och keng Ënnerscheeder an eise Kontakter an an eiser Unerkennung maache vis-à-vis vum physesch Handicapéierten a mental Handicapéierten. An ech ginn dervun aus, dass d'CSV dat och esou gesäit, och wa se dat hei e bësse vergiess hat, an hirer Fro opzewerfen.

Domat leie mer och op enger Linn mat deem, wat de Comité olympique mécht. Well alle béid, Luxembourg Paralympic Committee, den LPC - vun deem den Här Mischo geschwat huet -, awer och d'Special Olympics Lëtzebuerg, si se och offiziell unerkannte Verbänn vum COSL a ginn deementspriechend och vum Sportsministère ënnerstëtzt.

Ech hat iwwregens déi grouss Freed, déi zwou Federatioune ganz am Ufank vu menger Amtszäit, den 30. Januar 2019 war dat, um INS ze empfänken a mech mat hinnen auszetauschen.

Wann elo effektiv eng Referenz zum paralympesche Sport am Reglement iwwert de Congé sportif dran ass - iwwregens ass dat e Reglement, wat mer wäerten iwwerschaffen, dat steet am Regierungsprogramm dran; an ech hu gesot, dass mer spéitstens am Joer 2020 domadder wäerte kommen -, esou kann ech versécheren, dass mer och schonn an der Vergaangenheet an der Praxis absolutt, wéi ech et virdru scho gesot hunn, keen Ënnerscheed gemaach hunn, souwuel wat déi physesch a geeschteg Behënnert ugeet wéi och wat déi Netbehënnert ugeet. Do ass also keen Ënnerscheed gemaach ginn.

Dëst ass natierlech souwuel am Beräich vum Congé sportif, vun deem mer geschwat hunn, de Fall, mee och am Beräich vun de Subsiden an och an anere Beräichsfelder, déi vum Sportsministère ofgedeckt ginn. Der Vollstännegkeet halber sinn d'Jeux paralympiques am Règlement grand-ducal vun 2011 awer expressement virgesinn.

Wéi vill aner Federatioune benefisséieren och den LPC an och d'Special Olympics vun engem spezifeschen nationalen Trainingszenter am Rehazenter. D'Utilisatioun dovunner, de Gymnase, d'Schwämm, d'Muskulatiounssäll an d'Reuniounssäll, ass iwwregens an enger Konventioun mam Sportsministère ofgedeckt a betrëfft niewent dem Handisport och Deeler vun deem sougenannte „Gesondheetssport".

An ech kann Iech soen: Wann Der eng Kéier an de Rehazenter gitt, da gesitt Der, dass dat och ganz monter vun den handicapéierte Sportler genotzt gëtt. An doriwwer si mer och ganz frou.

Da schwätzt Der iwwert d'finanziell Ënnerstëtzung vun de paralympeschen Athleeten. Wéi scho virdrun ugedeit, profitéiert den LPC wéi och déi aner vum COSL unerkannte Sportsfederatioune vun enger finanzieller Ënnerstëtzung fir de Fonctionnement - Frais de fonctionnement - a fir d'Käschten am administrative wéi och am Trainerberäich.

Donieft benefisséiere souwuel d'Trainere wéi och d'Sportler vum Congé sportif, fir esou kënnen un internationale Kompetitiounen deelzehuelen. Och kënnen déi descht Sportler vum LPC - d'Spëtzesportler - eng separat finanziell Ënnerstëtzung kréien. Dir hutt ee genannt. Et sinn der am Moment zwee, den Tom Habscheid an de Joe Kurt, fir se dann och mam Numm ze nennen, souwäit wéi dat och de Fall ass bei aneren net behënnerte Sportler. Do ass also keen Ënnerscheed virgesinn.

De Sportsministère gesäit och en extrae Budget, 25.000 Euro, fir d'Préparation paralympique fir d'Elittenathleete vum LPC vir. Donieft kritt den LPC, genau wéi vill aner Sportsfederatiounen, eng finanziell Ënnerstëtzung, wa se hir international Deplacementer op Kompetitioune maachen. Dat leeft dann iwwer Subside extraordinaire. Munchmol hëlleft de Ministère och bei der Uschafung vu spezifeschem Material vu paralympeschen Athleeten, sprëch Protheesen, déi zum Deel dann och vun eis matfinanzéiert ginn.

Déi descht Sportler vum LPC kënnen, genau wéi eis aner Elittesportler, och d'Strukture vum LIHPS an Usproch huelen, grad ewéi op déi vum High Performance Training & Recovery Center an der Coque zréckgräifen. An och dat soll hei ganz kloer gesot ginn. Do gëtt et also keng Ënnerscheeder, esou wéi dat hei ugedeit ginn ass.

Niewent dëser finanzieller Ënnerstëtzung wëll ech awer och op déi moralesch Ënnerstëtzung hiweisen. Souwuel bei de Weltspiller am Mäerz vun de Special Olympics, wou ech selwer d'Geleeënheet hat, derbäi ze sinn, wéi och beim Paralympic Day, den 28. September am Rehazenter, wou da Leit vum Ministère vertruede waren, genau wéi op der Weltmeeschterschaft vun de Para-Athleete vun der Liichtathletik war de Sportsministère vertrueden. An dat war e ganz bewosste Geste, fir ze weisen, dass mer deem déi nämmlecht Wichtegkeet zoumoosse wéi och aneren internationale Championater.

Zum sougenannten Netaccès vu paralympesche Sportler an d'Sportssectioun vun der Arméi.

Den Accès an d'Sportssectioun vun der Arméi ass zurzäit gereegelt duerch de Règlement grand-ducal vum 28. August 1997 op der Basis vum Sportsgesetz a vum Arméisgesetz. Doranner sinn eng Rei vu Krittäre virgesinn, déi net nëmme fir behënnert Sportler e Problem duerstellen, mee och fir verschidden aner Sportler, sief dat dann opgrond vun enger Behënnerung oder zum Beispill aus perséinleche Grënn, dass déi Leit einfach net wëllen an eng Arméi goen.

Dofir gesäit den aktuelle Regierungsplang jo och vir, dass d'Modalitéite bezüglech den Accès an d'Arméi fir Elittesportler sollen iwwerkuckt ginn, besonnesch och am Kontext vun den Universitéitsstudien. Donieft awer - an dat ass mir perséinlech ganz, ganz wichteg, an dëst wäerte mer och ufanks 2020 op den Instanzewee ginn - wëlle mer eng parallell Filière zur Arméi schafen, eng Zort Zivilldéngscht fir all unerkannten Elittesportler, deen da soll d'Méiglechkeet kréien, sech iwwert dee Wee och finanziell a sozial ofzesécheren.

Wat elo spezifesch de paralympeschen Elittesport ubelaangt, esou ginn och hei schonn aner Weeër gesicht. Esou profitéieren zum Beispill am Moment ee Spëtzesportler a säin Trainer - den Tom Habscheid, fir en ze nennen - vun enger berufflecher Fräistellung vu 50 %. An och fir säin Trainer si Léisunge gesicht a fonnt ginn.

Der hutt och déi grouss administrativ Tâche ugeschwat, där den LPC ënnerläit. Dat stëmmt, mee dat ass net aneschters wéi bei allen anere Sportsfederatiounen, wou déi administrativ Tâchen ëmmer méi grouss ginn. Dofir ass et och e Fait, dass d'Strukture vun de Verbänn musse gestäerkt ginn. An dat huet d'Regierung och erkannt, andeems se schonn am Regierungsprogramm ugekënnegt huet, dass genau dëst Stäerke vun den techneschen an administrative Strukturen eng Prioritéit wäert duerstellen. Dëst schléit sech nidder an engem Fënnefjoresplang, an deem pro Joer an der Moyenne zéng nei Poste fir d'Federatioune geschafe ginn, wouvunner och den LPC wäert profitéieren.

Esou wäert, wann d'Chamber, an dat kann ech jo nëmmen hoffen, vläicht mat der Ënnerstëtzung vun der CSV, dem Budget deemnächst wäert zoustëmmen, dëse Kreditt ëm sage un schreibe, Verglach 2018, 2023 ëm iwwer 106 % an d'Luucht goen, oder, an Zuelen ausgedréckt, vun 3,05 Milliounen op 6,3 Milliounen Euro. Dat ass also dee Budgetsposten, mat deem mer an Zukunft wëllen d'Verbänn/d'Federatiounen ënnerstëtzen, wa se Traineren oder administratiivt Personal astellen.

Wann een elo konkreet dann den LPC kuckt, wäert dës Augmentatioun vum Kreditt eis och erlaben, déi deementspriechend administrativ an och technesch Ënnerstëtzung unzepassen. Mir wäerten dëst dann och esou wéi mat deenen anere Verbänn am Sënn vun der Planungssécherheet kloer an enger Konventioun festleeën.

Et gëtt och geschwat iwwert d'Kooperatiounskontrakter tëschent den nationale paralympesche Comitéen an den nationalen olympesche Comitéen. Um internationale Plang ass de paralympesche Sport net dem IOC ugeschloss, mee enger amerikanescher privater Initiativ, an zwar dem International Paralympic Committee. An an deem Gremium gëtt et am Moment, esou wéi de President vum LPC sech kierzlech vis-à-vis vu menge Leit ausgedréckt huet, eng oppen Diskussioun genau doriwwer. Ee „Flou artistique" huet hien et genannt.

Ech halen et hei mat deem ieweschte Prinzip vum Lëtzebuerger Sport: De Staat mëscht sech net an dee privat organiséierte Sport an! Dat ass och net eisen Job. Mee trotzdeem sinn ech frou, dass zu Lëtzebuerg, au contraire zu e puer anere Länner, den LPC, eng unerkannte Federatioun, Member vum COSL ass. An duerfir ass och keng extra Konventioun néideg. Dat ass de Stand vun haut. Wann déi zwou Parteie jeemools eng Kéier géifen zu enger anerer Léisung kommen, da géife mer déi natierlech genausou respektéieren, wéi mer se och haut respektéieren.

Och den LPC selwer, an dat soll gesot sinn, ass der Meenung, dass d'Politik sech aus där Diskussioun hei sollt eraushalen. Dat ass jiddefalls mäin Informatiounsstand. An duerfir sinn ech och e bëssen iwwerrascht, dass déi Fro iwwerhaapt hei opgeworf ginn ass.

Bei der Conventioun vun den Natiouns Unies ass et och esou, dass mer ganz kloer gesot hunn, dass dat iwwert d'Gesetz vum 28.07.2011 bei eis gereegelt ass. D'Koordinatioun vun deem Ganze gëtt am Familljeministère gemaach.

Ech muss allerdéngs soen, an do kann ech d'Kritik zum Deel och novollzéien, dass et ee vun deene grousse Manktemen ass, dass mer keng kloer a verlässlech Statistiken an deem ganze Beräich vun Handicapéierten hunn. An dat huet eppes mat verschiddenen Definitiounen ze dinn, wou ee sech net ëmmer eens ass, wéi eng Krittären unzewenne sinn.

Allerdéngs, an dat ass och mäin Uleies, sinn ech der Meenung, dass mer ganz séier hei mussen nobesseren, well et effektiv extreem wichteg ass, dass een déi néideg Statistiken huet, well dat och d'Basis ass, fir kënne Verbesserungen ze maachen.

Ech wollt just nach vläicht awer soen, well dat mer ganz wichteg ass, Här President, wann Der erlaabt, dass ech der Meenung sinn, dass mer am LPC e gudde Partner hunn, och als Ministère, wa mer probéieren, konkreet Projeten am Interêt vum Handicap ëmzesetzen. Ech erënnere just un den „I'mPOSSIBLE"-Projet, wou Schoulkanner tëschent sechs an zwielef wierklech de paralympesche Sport méi no gewise kritt hunn, wat dat ass, wéi et fonctionéiert a wéi déi Leit probéieren, hire Sport ze maachen, a wéi se sech och erwaarden, dass se vun der normaler Sportswelt dann och ënnerstëtzt ginn.

Ech wëll och soen, an dat ass ganz wichteg, dass mer rezent, am Januar 2019, um ENEPS genau e Module ubidde fir Trainerausbildung, wou e Module dran ass mat „Sport et Handicap" an dass mer virun allem och an der Formation continue vun den Trainere spezifesch Formatiounen ubidden an Zesummenaarbecht mam LPC.

Dir gesitt also, mir sinn hei op engem gudde Wee. An ech hoffen, dass mer dee Wee an Zukunft kënnen och nach weider zesumme goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Sportsminister. Den Här Mischo freet nach d'Wuert fir eng Zousazfro.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Jo, déi kruzial Fro ass jo: Kritt e paralympeschen Athleet genau déi selwecht finanziell Ënnerstëtzung, also déi selwecht Zomm, wéi en olympesche Sportler?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Minister nach eng Kéier.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Ech mengen, ech kréien déi nämmlecht Fro nach eng Kéier gestallt. Ech hu virdru gesot, dass et evident ass, wa mer olympesch Athleeten hunn, dass déi opgrond vu Krittären, déi engersäits den COSL opstellt an anerersäits natierlech och de Ministère, dass déi olympesch Athleete finanziell Ënnerstëtzunge kréien. Déi si vun Athleet zu Athleet, vu Sportaart zu Sportaart verschidden. An déi paralympesch Athleete kënne vun deem nämmlechte Budget natierlech och ënnerstëtzt ginn am Rahme vun deene Krittären, déi se ze erfëllen hunn. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Ech hunn och nach drop higewisen, dass do konkreet vun engem Spëtzesportler am Paralympicsberäich jo hei konkreet och rieds gaangen ass. Deen huet och iwwert d'Sportsgesetz eng 50-prozenteg Fräistellung vu senger Aarbecht kritt, well deen eeben an der gléckle-

cher Situatioun ass, dass e beim Staat schafft. Do gesäit d'Sportsgesetz dat haut scho vir. An et ass d'Bestriewe vun der Regierung, dass an Zukunft och Leit, déi am Privatsecteur sinn, iwwert déi nämmlecht Mesure kënne vun esou enger Fräistellung profitéieren.

A wat den Trainer vun deem Athleet ugeet, vun deem mer elo hei alleguerte schwätzen, wat och e Beamte beim Staat ass, ass mat deem zoustännege Minister eng zefriddestellend Léisung fonnt ginn, dass deen och ka mat deem Athleet trainéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister.

5. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique

Fir datt mer genuch Zäit hunn, fir déi Motioun, déi deposéiert ginn ass, ze kucken, géife mer dann déi erweidert Fro Nummer 22 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'häuslech Gewalt virhuelen an duerno iwwert d'Motioun ofstëmmen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Gewalt am Stot, besonnesch géint Fraen, dat ass a 86 % vun de Fäll de Fall, awer och ganz dacks géint Kanner, ass leider nach ëmmer eng ganz batter Realitéit an eiser Gesellschaft. Ech kommen elo net op Statistiken oder Zuelen ze schwätzen, déi sinn eis all bekannt, a féieren am Fong geholl och just zur Haaptkonklusioun: Et musse méi Efforte gemaach ginn, fir den Affer ze hëllefen an d'Affer och ze encouragéieren, ëm Hëllef ze froen, wa se vu Gewalt betraff sinn.

Mir als CSV denken do u folgend ganz konkret Hëllefstellungen.

Éischtens, mir hunn d'Convention d'Istanbul ënnerschriwwen. An do steet kloer am Artikel 24 dran, dass eng Hotline muss geschafe ginn, déi 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 muss fonctionéieren.

Mir hu wuel eng Helpline, mee déi fonctionéiert just an der Woch zu Bürosstonnen an duerno gëtt een dann un d'Police weidergeleet. Et geet awer hei drëms, ronderëm d'Auer vu forméierte Leit beroden ze ginn an och gehollef ze kréien. An duerfir brauche mer eng richteg Hotline Violence, déi complementaire zu dësem Service och owes, nuets a besonnesch och de Weekend fonctionéiert, grad dann, wann déi meeschte Gewaltdote stattfannen.

Jo, dat kascht! An et kann och duerfir net sinn, dass den Egalitéitsministère dat eleng muss schëlleren. Och Justiz, Famill a Santé si concernéiert. Jo, déi ganz Regierung soll esou eng Hotline ënnerstëtzen, well Gewalt am Stot ass ganz einfach en No-Go. Spéitstens an zwee Joer steet de Contrôle vu GREVIO un an da kréie mer eng déck Rüg, wa bis dohinner näischt geännert ass.

Zweetens, praktesch wier och d'Schafe vun enger App mat de wichtegsten Telefonsnummeren drop, wou een an enger reeller Gewaltsituatioun kann drop drécken, fir dass entweeder Police, Frënn, Fraenhaiser oder aner Servicer direkt alertéiert ginn. D'Affer kann domadder geolokaliséiert ginn a ka ganz séier gehollef kréien, e bëssen esou wéi den Telealarm. A Frankräich gëtt et dës App, déi heescht App-Elles®, ass gratis a complementaire zu anere Services de secours.

Drëttens, de Besoin u Plazen an de Fraenhaiser ass enorm, besonnesch an enger Noutsituatioun no enger Wegweisung, awer och an der sougenannter „zweeter Phas". D'Capacitéite mussen hei dréngend opgestockt ginn. Mir brauche méi Plaze fir Fraen a Kanner an Nout, méi sekuriséiert Haiser, wou och nuets Personal present ass. An dat bedeit effektiv, de Personalschlëssel unzepassen. A mir brauchen och spezialiséiert Fraenhaiser fir Persounen ënner anerem mat psychesche Problemer oder Toxicomanen.

Véiertens, d'Aféierung vum Violentomètre wier eng weider nei Mesure, déi et hei zu Lëtzebuerg net gëtt, awer schonn an den Nopeschlänner. Mam Violentomètre ka jiddweree fir sech testen, ob seng Relatioun gesond ass oder net.

Ech ginn Iech e Beispill. Elo kann ee sech froen: Ginn ech, meng Kolleegen a meng Famill vu mengem Partner esou akzeptéiert, wéi dat soll sinn? Respektéiert e mech oder kontrolléiert e mech permanent a liest meng SMSen? Jee no den Äntwerten, déi een da gëtt, gesäit een op enger Skala, wou een a senger Bezéiung drun ass. Ganz besonnesch jonk Leit, déi doheem Gewalt erlieft hunn, si sech net ëmmer bewosst, wat an hirer eegener Relatioun akzeptabel ass a wat net. Dohier: e gutt Instrument fir emol an engem VieSo-Cours an der Schoul ze thematiséieren.

Fënneftens, d'Formatioun vu Police, Assistant-sociallen a Magistratur muss ëmmer erëm thematiséiert ginn. Als Beispill: Et gëtt nach ëmmer Mediatioun verschriwwen, obwuel laut Convention d'Istanbul d'Mediatioun dofir net virgesinn ass.

Ech hu mer soe gelooss, dass vill Fäll ad acta geluecht ginn oder dass et jorelaang dauert, ouni dass den Dossier Suitte kritt. Wisou ass dat esou? Verfüügt de Parquet net iwwert déi néideg Ressourcen? Oder sinn déi Leit vläicht net genuch sensibiliséiert, fir d'Dramatik vun de Gewaltsituatiounen am Stot eescht ze huelen?

Sechstens, am Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence sëtze Vertrieder vu Justiz a Police an och agreéierten Associatiounen. Firwat net an deem Gremium och e fréiert Affer als Member matabezéien an op seng traureg Erfarung beim Ausschaffe vu Mesuren zréckgräifen?

Siwentens, et steet fest, dass a 54 % vun de Fäll den Täter schonn eemol weggewise war respektiv der Police scho bekannt ass wéinst gewaltopfällegem Verhalen a sengem Stot. Do musse mer de Courage hunn, de Bracelet électronique fir den Täter am Sënn vum Schutz vun den Affer ze fuerderen. Dëse Bracelet géif dem Affer an der Police e Signal senden, wann den Täter, deen expulséiert ass, déi 100-Meter-Linn iwwerschreit.

Mir sinn iwwerzeegt, dass een domadder esou tragesch Virfäll, jo, e Mord, wéi mer en am August zu Esch haten, ka vermeiden. Et gëtt dëse Bracelet iwwregens schonn a Portugal an a Spuenien. An a Frankräich ass en ab Januar applikabel.

Aachtens, 38 % vun den expulséierten Täter presentéiere sech net beim Service „Riicht Eraus". Do fuerdere mer ganz kloer, dass d'Gesetz op deem Niveau nogebessert gëtt an déi Seancen obligatoresch ginn.

Néngtens, mir brauchen och nach méi Moyenen, méi Personal fir déi eenzel Servicer, déi um Terrain intervenéieren am Kader vun der Betreiung vun de Kanner. Jo, Kanner, mer kënne se net dacks genuch ernimmen. Si sinn net nëmme just Zeien, mee si sinn och ganz dacks leider Affer.

Zéngtens, mir brauchen Opferschutz. D'Affer muss informéiert ginn, wéini de gewalttätege Partner aus dem Prisong entlooss gëtt. Et kann net sinn, dass se selwer permanent mussen uruffen, fir dat gewuer ze ginn! Artikel 56 vun der Istanbul-Konventioun.

Eeleftens, a schlussendlech froe mer, dass mer méi staark an d'Preventioun investéieren. Ech erënneren un den Théâtre de prévention interactif, deen ech a menger deemoleger Fonctioun als Gläichstellungsministesch agefouert hat a wou mir wierklech e groussen Deel vun der lusophoner Populatioun erreecht hunn. Et wier wënschenswäert, dës Initiativ weiderzefëieren an och op aner Communautéiten auszedeenen, Communautéiten, déi eist Gesetz net kennen an och eis Sprooch net verstinn.

6. Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch

Ech iwwerreechen an deem Kontext elo hei och eng Motioun, wou all déi Saachen do eng Kéier opgelëscht sinn. Wannechgelift, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- sachant que le Luxembourg a approuvé via une loi du 20 juillet 2018 la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique de 2011 « Convention d'Istanbul » ;

- constatant qu'au cours de l'année 2018, la Police grand-ducale a procédé à 739 interventions (avec et sans expulsions), ce qui représente une augmentation de 3,36 % par rapport à l'année 2017 ;

- sachant également que la violence domestique se manifeste plus particulièrement le soir et la nuit, ainsi que le week-end ;

- notant que 54 % des auteurs sont des récidivistes ;

- constatant encore que les enfants vivant dans les ménages où la violence domestique est présente sont des victimes directes ou indirectes de celle-ci ;

- insistant sur le fait que la violence domestique est une problématique qui ne concerne pas uniquement le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mais qu'il s'agit d'une question devant être traitée et résolue de manière transversale impliquant plusieurs ressorts ministériels,

invite le Gouvernement

- à aborder le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels concernés afin de lutter de manière efficace contre la violence domestique et de prévenir celle-ci ;

- à instaurer plus concrètement un « vrai » numéro d'assistance téléphonique « Helpline », opérationnel 24 heures/24 heures et 7 jours/7 jours ;

- à instaurer, le plus rapidement possible, le bracelet électronique comme moyen de protection des victimes ;

- à augmenter le nombre de places en foyer ;

- à mettre en place le « violentomètre », un outil d'autoévaluation permettant d'évaluer la toxicité d'une relation et ainsi prévenir les violences domestiques ;

- à mettre au service des victimes une application (« app ») assortie d'un système de géolocalisation, pour permettre aux forces de l'ordre d'intervenir le cas échéant ;

- à approfondir le sujet de la violence domestique dans le cadre des formations continues de la police et de la magistrature ;

- à obliger les auteurs de violences domestiques à se rendre à des séances de consultation et d'aide qui sont proposées par certains services ;

- à prévoir une procédure d'information des victimes de violences domestiques en cas de libération de l'auteur des violences ;

- à accorder plus de moyens financiers et matériels aux services d'aide et d'assistance aux victimes de violences domestiques et plus particulièrement les services qui s'occupent également des enfants victimes de telles violences ;

- à intensifier de manière générale les actions de prévention, de sensibilisation et d'information au sujet de la violence domestique que ce soit auprès du grand public, afin d'accroître la prise de conscience des différentes formes de la violence domestique, qu'auprès des populations cibles en s'assurant que les actions atteignent notamment les personnes qui ne parlent et ne comprennent pas les langues administratives de notre pays.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden, Martine Hansen, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Tjo, Madamm Minister, ech hunn Iech héieren, op der Clairefontainesplaz eng ganz engagéiert Ried halen. Ech si wierklech gespaant, ob Der bereet sidd, Neel mat Käpp ze maachen an déi Proposen hei vun der CSV unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

7. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. D'Wuert huet d'Madamm Ministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.*- Här President, ech begréissen, dass mer niewent där Diskussioun, déi mer schonn an der Kommissioun haten, eeben och awer dat wichtegt Theema haut an der Plenière kënne kuerz undiskutéieren.

Gewalt duerch de Partner, d'Partnerin, iwwerhaapt duerch e Familljemember ass leider fir ganz vill Leit och hei am Land eng alldeeglech Realitéit. Andeems driwwer geschwat gëtt, wéi och haut de Mëtten, huele mer eeben deem Onsiichtbaren an och deem Onausgeschwatenen déi Alldeeglechkeet ewech.

A wa mer kucken, d'Debatt vu „#MeToo" huet jo grad gewisen, wéi wichteg et ass, Saachen an der Effentlechkeet unzediskutéieren, an dass am Endeffekt esou Saachen och d'ganz Gesellschaft eppes uginn. An ech erënneren och drun, dass d'Theema vun der häuslecher Gewalt säit der Grënnung vum MEGA …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Anscheinend schéngt d'Theema net fir jiddweree esou interessant ze sinn.

Une voix.- Et war wichteg.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.*- Dat hei ass och wichteg. Dat ass, mengen ech, och kee gutt Zeechen no baussen. Gutt!

Säit der Grënnung 1995 vum Ministère fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer ass et ee vun den Haaptpilieren. Ech mengen, dat wësst Dir selwer och nach. Deemools an Ärer Fonctioun, do ass jo och scho ganz villes eeben en place gesat ginn. An déi Efforte maache mer och weider.

Et muss ee soen, eis Legislatioun ass eng vun deene strengsten an Europa. An och vun eisen Institutiounen héiere mer awer ëmmer erëm, dass an deene meeschte Fäll och d'Gesetz gutt fonctionéiert. Virun allem geet et jo drëms, an enger Noutsituatioun direkt kënnen ze intervenéieren a virun allem, fir do eeben de Schutz vum Affer kënnen ze garantéieren an déi Situatioun eebe kënnen an deem Moment ze entschäerfen, dass net nach gréisser schlëmm Saache passéieren.

Trotzdeem, an dat hutt Der och scho virdrunner gesot, kommen awer nach ëmmer dramatesch Fäll op. An do ass eebe grad déi Fro, déi mer eis musse stellen: Wat kënne mer nach besser maachen? An déi Fro stelle mer eis och zesummen an der Regierung, wou mer amgaange sinn ze kucken: Wéi stellt sech d'Gesetz an der Praxis nach a wat si genau eeben nach Pisten, déi mer sollen undenken?

An dofir hu mer och elo bei der Rentrée esou een interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, wou mer eeben zesummesëtze mat der Justiz, dem MEGA eeben an och der Police an dem Parquet, fir eeben ze kucken: Wat sinn d'Problemer, déi sech dann nach konkreet um Terrain stellen?

A mir observéieren och déi Diskussiounen, déi elo a Frankräich sinn an an anere Länner, wou se aner Initiative geholl hunn, ganz besonnesch - voilà!, - fir d'Affer weider ze schützen, nach kënnen ze stäerken. Ben, genau déi Piste si mer amgaangen, an deem Grupp do elo duerchzekucken. An dee Grupp huet sech och - wéi soll ech soen? - e ganz éiergäizege Planning ginn, well dee kënnt am Moment wéinstens eemol de Mount zesummen, fir eeben all deenen dote Pisten nozegoen a fir ze kucken, ob mer herno vläicht missten d'Gesetz ëmännere goe respektiv kucken, wéi mer eeben nach kënnen aneschters an der Praxis reagéieren.

Dir hutt vun der Hotline geschwat. Jo, dat ass richteg, dat hu mer an der Istanbul-Konventioun stoen. Mir sinn am Moment amgaangen ze kucken, well et gëtt eng Hällewull vun Hotlinen, vun Nummeren, wou ee sech ka mellen, wat och gutt ass. Mir mierken awer ëmmer erëm, dass d'Leit grad an där Situatioun iwwerfuerdert sinn an net ëmmer genau wëssen, bei wéi engem Service si sech direkt solle mellen.

Bon, déi éischt Nummer, déi et nach ëmmer gëtt an esou enger Situatioun, wann et wierklech amgaangen ass, ganz dramatesch ze ginn, ass natierlech den 113, fir d'Police ze ruffen. Mee d'Iddi ass eeben, elo emol esou e Screening ze maachen an ze kucken, vläicht nach eng aner Nummer en place ze setzen, ouni awer elo mussen eng zousätzlech ze maachen, dat heescht vläicht ze kucken, dass mer do kënne Synergië bündelen. Dat nämmlecht zielt och fir den Internetsite. Mir hu jo elo dee vun der Violence, wou mer och alles zesummen hunn, fir eeben ze kucken, dass mer dat nach méi kënne strukturéieren. An ech mengen, och dat mat den Appe sinn interessant Pisten, déi een och ka kucken, dass een dat eeben da gebündelt kritt.

Mee wichteg ass, dass et transparent ass an dass et virun allem einfach ass, wann eng Persoun an enger geziilter Situatioun Hëllef brauch, dass se och direkt weess, wuer se sech ka wenden, also kann Hëllef siche goen.

Dir hutt geschwat vun deene Jonken. Ben jo, déi beschte Gewaltpreventioun ass u sech nach ëmmer d'Gläichstellung vun de Geschlechter. An do ass et wichteg, grad bei deene Jonken unzefänken, d'Sensibiliséierungsaarbecht. Do schaffe mir jo och am MEGA all Dag dru mat deene sëllechen Aktivitéiten, déi mer hunn. Och hei spillt natierlech nach d'Sexualeducatioun eng Roll dobäi, wou et jo och wichteg ass, fir d'Kanner ze stäerken an hirer Entwécklung. Och hei hu mer eng Rëtsch Projeten, déi mer och mat anere Ministèren eeben zesummen hunn, fir grad an der Educatioun unzesetzen.

Ech denken och nach un dee Fuerschungsprojet mat der Uni Lëtzebuerg zesummen, wou jo d'Analys vun de Stereotyppe bei deene Jonke gemaach gëtt. Och dat wäert eis herno hëllefen, fir eeben eis Hëllefsprogrammer esou kënnen opzesetzen an nach weider Efforten an der Preventioun kënnen ze maachen.

Wat d'Moyene betrëfft, do muss ee soen, wa mer elo déi finanziell kucken, dass de Budget, bei mir zumindest emol am Ministère, konstant an d'Luucht geet. Just fir d'Beispill ze ginn: 2013 ware mer bei 9,5 Milliounen, wat eeben an de konventionéierte Secteur gaangen ass, notamment fir de Volet vun der Gewalt, fir déi

ganz Aarbechten. Voilà, do waren et 2013 9,5 Milliounen, 2018 waren et 13,8 Milliounen. An elo fir de Budget 2020 si bal 17 Milliounen ugefrot.

Dat weist, dass dee Budget extreem amgaangen ass, an d'Luucht ze goen. An dat ass och gutt esou, well den Ausbau vun de Betreiungsstrukturen, vun de Servicer, vun der Consultatioun ass jo och fir eis an der ganzer Regierung e permanenten Usproch, fir dat eebe kënnen auszebauen.

An net méi spéit wéi de Méindeg hu mer nach zu Ettelbréck de Service „ALTERNATIVES" vu Pro Familia ageweit, wou et eebe grad drëms geet, Jonker ze encadréieren, déi Affer vu Gewalt gi si respektiv déi an hirem Stot Schlëmmes hu missen erliewen. An, ech mengen, och dat weist eeben, dass mer permanent beméit sinn, déi Efforten ze maachen.

Mir hunn, an dat wëll ech awer nach eng Kéier betounen, hei am Land e gutt opgestallte Reseau mat villen engagéierte Leit, zum Deel och Benevolat, déi sech do an an där Thematik engagéieren, wat net einfach ass, well et ass een awer mat engem Deel konfrontéiert, mat deem een am léifsten net konfrontréiert wär. Mee et ass awer eng Realitéit, déi mer hunn.

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, eng Kéier all deene Leit Merci ze soen, déi sech eeben an der Gewaltthematik engagéieren, déi do schaffen. Mir wëssen, dass dat keng einfach Aarbecht ass. An ech mengen, och wann de Stat senger gesellschaftspolitescher Missioun hei wëllt nokommen, brauch en eebe justement gutt organiséiert Strukturen, déi um Terrain déi Aarbecht maachen.

Dir hutt virdru geschwat vun Neel mat Käpp maachen. Dir gesitt, dass mer net locker loossen, au contraire, dass mer eis awer vill Hausaufgabe ginn hunn. An dat ass och wichteg, wa mer do wëlle virukommen. All Affer - ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - ass en Affer ze vill, och wa mer am Moment, wa mer nëmme reng d'Statistike kucken, op engem méi stabele Punkt ukomm sinn. Trotzdeem soll dat eis net dovunner ofhalen, weider Efforten ze maachen.

Et ass e gesellschaftspolitesche Problem an dofir ass et och wichteg, dass mer do als Gesellschaft zesummeschaffen, dass mer eng Éffentlechkeet hunn, déi net d'Aen zoumécht. An och mir alleguerten hunn eeben eng gewësse Responsabilitéit, dat eebe wouerzehuelen an, wa mer mierken, dass eng Persoun eeben an esou enger Situatioun ass, ze reagéieren. Ech mengen, domadder kënne mir alleguerten hëllefen. An et ass wichteg, dass mer eis deem och ëmmer bewosst sinn.

Wéi gesot, d'Politik ka villes maachen, mee och als Gesellschaft ass do e groussen Deel ze maachen.

A fir déi aner Punkten, pardon, ginn ech dann nach weider u meng Kolleegin, déi dann nach knapps zwou Minutten huet. Pardon!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bofferding. An dann iwwerhëlt d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson, de Relais.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, fir d'éischt emol Merci Madamm Hetto, dass Der dat heiten op den Ordre du jour gesat hutt. Ech fannen, d'Violences domestiques si mat déi feigste Violencen, déi ee ka begoen. Si fanne statt an engem sekuriséierte Kader, an engem Kader, wou ee sech eigentlech soll doheem fillen. An et ass een och engem extreeme gesellschaftlechen Drock ausgesat. Well et ass éischtens: Wat gëtt gesot, wann ech dat doten ëffentlech maachen? An dann och, dee materiellen Drock ass natierlech och net ze vergiessen: Wat geschitt, wa meng Famill auserneebrécht duerch esou Evenementer wéi déi doten?

Duerfir: Mir kënnen net genuch doriwwer schwätzen. Merci, dass dat heiten de Mëtten en Theema ass.

Ech kommen elo net op all dat zréck, wat d'Taina Bofferding scho gesot huet. Ech maachen de Point vläicht iwwer e puer Saachen, déi Der gesot hutt, iwwer mäi Beräich.

Fir d'éischt emol, dat wëll ech awer kloerstellen: Déi Leit, déi um Parquet op deem doten Dossier schaffen, déi sinn éischtens extreem engagéiert a se sinn och extreem sensibiliséiert. Mir haten eng ganz gutt Reunioun nach virun e puer Wochen, och mat der Inneministesch zesummen, wou een dat och ganz kloer gesinn huet.

Jo, et ass och eng Evolutioun an de Mentalitéiten. Et sinn och Saachen, wou ee sech vläicht virun 10, 15, 20 Joer nach net esou bewosst war, dass dat net geet, déi elo ëmmer méi conscient ginn, dass dat net geet. Och psychologesch Gewalt an och kleng Gewalttätegkeeten am Alldag, dat geet net! A mir sinn awer do wierklech op engem Wee, wou déi Prise de conscience do ass.

Nawell ass et ëmmer eng Gratwanderung. A mir haten nach déi lescht Woch an der Justizkommissioun eng Diskussioun doriwwer. Wéi geet een domadder ëm op Justizniveau? Wann ee poursuivéiert, direkt, fält d'Famill jo mat relativ grousser Sécherheet auserneen. Do muss een ëmmer ... Si maachen do eng Appreciatioun: Wéi evoluéiert d'Situatioun? Dofir ass jo och déi Begleedung esou wichteg, déi gemaach gëtt. Dofir ass et jo och wichteg, dass probéiert gëtt, eng Therapie ze maachen, dass probéiert gëtt, aus där Gewalt erauszekommen, dass d'Ausenanerfale vun der Famill eigentlech net direkt déi éischt Etapp sollt sinn, mee eréischt soll kommen zu engem Moment, wou ee gesäit, dass déi aner Solutiounen net wierken.

Zu der Informatioun vun den Affer, wann den Täter aus dem Prisong erauskënnt. Do gëtt et schonn eng Rëtsch Positioune Stand haut. Do gëtt et och schonn informell Informatiounen, déi lafen. Mee mir hunn och an där Reunioun, déi mer virun e puer Wochen haten, genau dat doten thematiséiert, fir dat nach ze renforcéieren, dass ee genau weess, vu wéini un een an där doter Situatioun ass. Et ass extreem wichteg, dass en Affer, dat duerch déi ganz Procédure judiciaire gaangen ass, wou ee condamnéiert gouf, an de Prisong koum, dass déi Persoun weess, wéini se enger potenzieller Gefor nees ausgesat ass.

An dann nach e leschte Volet zum Bracelet électronique. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass mer dee brauchen. Ech wëll awer dem Aarbechtsgrupp net virgräifen, dee sech mat där Fro auserneesetzt. Mee ech sinn der Meenung, dass dat e supplementäert Element ass, fir dat an deene wierklech extreeme Fäll anzesetzen.

Mir hu jo de Bracelet électronique schonn an anere Fäll. Dat heescht, mir missten d'Legislatioun och nach upasse fir deen heiten Domän, well dat awer relativ spezifesch ass, well dat och mat aneren technesche Moyene verbonne wär. Mee meng perséinlech Meenung ass déi, dass mer sollten dorop erauskommen. Mee, wéi gesot, den Aarbechtsgrupp schafft nach dorunner an ech sinn awer och éischter zouversiichtlech, dass si och wäerten op déi dote Konklusioun kommen.

Voilà! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci och der Madamm Justizministesch.

8. Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique

Da kéime mer elo zur Diskussioun vun der Motioun, fir dem paralympesche Mouvement déi néideg Sécurité juridique ze ginn. De Sportsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Ech hunn déi Motioun mat groussem Interêt gelies a muss feststellen, wann ech mech nëmmen op dat bezéien, wou d'Regierung elo invitéiert gëtt, nei Mesuren ze huelen, dass mer am Fong amgaange sinn, mat dëser Motioun hei oppen Dieren anzerennen.

Op där enger Säit schwätze mer vun enger « meilleure sécurité juridique ». Ech hat, mengen ech, virdrun a mengem Riedebeitrag ganz kloer gesot, dass d'Sécurité juridique hei garantéiert ass duerch den einfache Fait, dass déi zwou Federatiounen, déi am Handisport aktiv sinn, eeben duerch hir Memberschaft am COSL natierlech och juristesch ofgeséchert sinn.

Da gëtt gesot, mir sollen op d'Egalitéit vum Traitement vun allen Athleeten oppassen. Och dat hunn ech, mengen ech, virdru probéiert, ganz kloerzemaachen, dass et fir mech evident ass, dass keng Ënnerscheeder gemaach ginn tëschent Athleeten, déi handicapéiert si respektiv déi net handicapéiert sinn, mee, wann et Ënnerscheeder gëtt, dass dat opgrond vu klore Krittäre geschitt, déi zesumme mat dem privat organiséierte Sport, sprëch dem COSL, festgeluecht ginn.

Da gëtt gefrot, fir deenen Handicapéierten Zougang ze ginn an d'Arméi. Do wësse mer, dass dat aus verschiddenen a verständleche Grënn schwéier ze realiséiere wäert sinn an dass mer hinnen dofir sollten en Zougang ginn zum Lëtzebuerger Staat.

Ech wëll dozou nach eng Kéier soen, dass déi Fäll oder zumindest dee Fall, vun deem hei geschwat ginn ass, souwisou schonn eng Plaz beim Lëtzebuerger Staat huet an doduerjer natierlech och vun enger grousszügeger Fräistellung konnt profitéieren.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier widderhuelen, dass am Regierungsprogramm steet, dass mer eng Zivillstruktur fir Spëtzesportler wäerte kreéieren. An dat implizéiert natierlech och eng Struktur fir handicapéiert Sportler.

Dann dass mer den LPC sollte weider ënnerstëtzen. Ech hat virdrun erklärt, dass mer eng Verdueblung hu vun de Kreditter, fir d'Federatiounen insgesamt ze ënnerstëtzen, an dass dovunner selbstverständlech och den LPC kéint profitéieren. An ech hat menger Hoffnung Ausdrock ginn, dass och d'CSV zumindest deen dote Budgetsartikel da kéint matstëmmen.

An da si mer herno nach eng Kéier bei der Konventioun vun den Nations Unies. An och do hunn ech, mengen ech, erklärt, dass mer eis bewosst sinn, dass mer weider Statistike brauchen, dass mer och interministeriell amgaange sinn. Mir probéieren, déi Krittären och eenheetlech ze maachen, well et kee Sënn mécht, dass jiddwereen op senger Plaz Statistike mécht, ouni dass mer herno an alle Ministèren, an allen Administratiounen, an alle Gemenge mat deenen nämmlechte Krittäre schaffen.

Dorobber si mer amgaangen ze schaffen, soudass ech also mengen, dass déi Motioun hei zwar mat Sécherheet ganz gutt gemengt ass, mee dass se wéineg Sënn mécht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Sportsminister. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Wann net, da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. Si schéngen nach net alleguer fäerdeg ze sinn. Mee elo geet et awer duer. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 26 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

9. Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels

Kënne mer och elo direkt zur Motioun, déi vun der Madamm Hetto deposéiert ginn ass, kommen?

Madamm Ministesch Taina Bofferding, wannechgelift.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.*- Jo, op eng Partie Punkte si mir zwee jo elo schonn agaangen. Wat wichteg ass, dat ass, dass mer eeben deen Aarbechtsgrupp do hunn, wou eeben déi verschidden Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn, déi schaffen, zesummen diskutéieren ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

(Interruption)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.*- ... a kucken, wéi ee Verschiddenes nach kéint aneschters maache respektiv verbesseren. Dofir, wann Dir elo hei fuerdert, dass direkt muer sollt de Bracelet électronique agefouert ginn ... Wéi gesot, mir kucken, wat méiglech ass oder ob eng aner Alternativ méiglech ass.

Ech mengen, et soll een elo awer an deem Sënn d'Experten, déi um Terrain aktiv sinn, do emol diskutéiere loossen, fir ze kucken, wat si herno presentéieren, fir do geziilt vun Initiativen ze huelen.

Dat nämmlecht ass och mat deene Leit, haaptsächlech den Täter, déi elo net an déi Consultatioune ginn, wuer se sollte goen, respektiv mat de Widderhuelungstäter. Och dat ass en Theema, wat si do wäerten diskutéieren, fir ze kucken, wat eeben do kéint aneschters en place gesat gi respektiv wéi ee kéint kucken, fir dass déi dann eeben och déi Programmer kéinten aneschters unhuelen, wat mer eis do eebe fir dat, wat mer eigentlech wëllen als Zil do erreechen, nach vu Moyene ginn.

Dofir fannen ech et elo e bësse speziell, wann d'Chamber elo d'Motioun hei unhëlt. Wéi gesot, vun den Iddien hier rennt Der u sech oppen Dieren an. Dat si mer alles amgaangen ze kucken, mee ech fannen et just e bësse fréi, fir elo ze soen, muer géife mer elo déi dote Mesuren aféieren. Ech mengen, mir hunn, wéi gesot, de Grupp.

(Interruption)

Ben, et steet awer hei, dass Der gäre géift « instaurer ... » ...

(Interruptions)

Jo. Wéi gesot, ech mengen, mir hu gesot, dass déi Iddien interessant sinn, mee mir loosse se awer emol gär vun den Expertinnen an Experte préiwen an kucken dann, wat mer ëmsetzen. Wéi gesot, et ass awer e bëssen ze fréi, fir elo ze soen: „Déi doten an déi aner Pist." Vläicht komme jo nach aner Pisten derbäi. Mir wësse jo net genau, wat dee Grupp eis do wäert herno presentéieren. Ech mengen, do si jo am Ausland nach aner interessant Pisten. Ech mengen, deem soll ee sech och an deem Sënn net verschléissen.

A fir de Rescht vum Budget och. Wann hei steet: „D'Plazen an de Foyere sollen eropgoen", ben, och hei, wéi ech virdrunner gesot hunn, geet de Budget reegelméisseg an d'Luucht. Wann Demandë vun deene Gestionnairë kommen, eng ganz Partie dovunner ginn ugeholl. Do gëtt ëmmer erëm gekuckt, wéi een d'Plazen aneschters ka maachen.

An de Fraenhaiser ass éischter de Problem, dass déi Leit, déi an der éischter Phas also eigentlech prett wären, fir aus dem Foyer erauszekommen, dass déi, wéi ganz vill aner Leit och, Problemer hunn, iwwerhaapt nach e Logement ze fannen. Dofir si mer amgaangen ze kucke mat deenen Zwou-Phase-Wunnengen, fir dat en place ze setzen. An et ass do, wou mer eis Beméiunge wëlle maachen, fir eeben nach geziilt ze hëllefen.

Mee Urgencëbetter hu mer. An et ass och net, wann ee sech mellt an et ass wierklech eng Noutsituatioun, dass d'Leit am Ree stoe gelooss ginn. Au contraire, et gëtt ëmmer gekuckt, dass d'Leit an där Noutsituatioun en Daach iwwert dem Kapp, fir déi Nuecht zumindest, fannen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Madamm Hetto, wannechgelift.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), auteure.*- Jo, also ech muss soen, ech sinn e bëssen enttäuscht, wann Der sot, Dir géift fannen, mir géife se net brauchen. Dir sot: „Mir rennen heimadder oppen Dieren an." Dann, mengen ech, da schwätzt jo elo näischt dergéint, fir déi Motioun unzehuelen.

Et steet néierenswou dran, dass dat muss muer gemaach ginn. Wann Der déi Plazen eréischt kënnt opstocken an engem Joer, géif ech mech freeën driwwer, wa mer hei déi Motioun kéinte geschlossen droen. Well, ech mengen, dat ass awer e bëssen dat, wat all Partei och dobausse vertrëtt. An ech mengen net, dass mer hei iergendengem wéidoen domadder, wa mer déi Motioun unhuelen.

Ech géif mech wierklech driwwer freeën an, ech mengen, et wier e ganz staarkt Zeechen no baussen, wa mer dat géife maachen.

Merci.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech hunn eng Propos.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Justizministesch, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, mir sinn eis jo um Fong absolutt eens. Mee et ass eeben en Aarbechtsgrupp, deen amgaangen ass ze schaffen. An ech fannen et awer, wéi d'Madamm Bofferding et gesot huet, e bësse komesch, wa mir elo soen: „Dir maacht dat do", a parallell ass en Aarbechtsgrupp, dee leeft.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Maja, da waart! Éischtens, mir ginn dat hei weider un den Aarbechtsgrupp, dass si dat schaffen. A mir diskutéieren am Kader vun enger Jointe vun deenen zwou Kommissiounen dann, dass mer och parallell kucken: Wat ass um Niveau vum Aarbechtsgrupp, wat geschitt do?, an dann de Verglach maache mat Ärer Motioun. Well mir sinn eis absolutt eens, mee ech fannen et awer e bësse speziell, fir ze soen: „Dat do maache mer elo", an aner Leit schaffen nach um Dossier, fir ze kucken: „Wat maache mer?"

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Duerfir. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien ass d'accord, fir déi Motioun an eng Réunion jointe ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht?

(Brouhaha général)

Wien ass dergéint?

An domadder ass déi Motioun an eng Réunion jointe verwisen.

(La motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch est renvoyée à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à la Commission de la Justice.)

10. Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 23 vum Här Laurent Mosar iwwert de Registre des bénéficiaires effectifs. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizminister, den Zousazdelai, fir sech op deem neie Registre des bénéficiaires effectifs anzedroen, ass de leschten 30. November ausgelaf. An et muss ee feststellen, datt nach méi wéi 26 % vun allen Entitéite leider Gottes hire Flichten hei net nokomm sinn. An déi riskéieren dann och eng deelweis substanziell Sanktioun.

Ech hu mer e bësselchen den Detail vun deenen Zuelen ugekuckt. Ech wëll awer elo net drop agoen, well ech och d'Zäit net hunn. Mee et stellt een einfach fest, datt awer do eng Rei vu Societéiten dat net gemaach hunn. Ech mengen och, datt et hei en gros zwou Explikatioune ginn.

Déi éischt Explikatioun ass, datt dat Gesetz wierklech op ganz ville Punkten net terribel kloer ass.

An déi zweet Explikatioun ass, datt d'Gesetz och zum Deel dobausse schlecht erklärt ginn ass. An ech ka mech erënneren: Virun engem Joer stounge mer hei an do hat notamment och de President vun der zoustänneger Kommissioun, ech selwer och, drop higewisen, wéi wichteg datt et wier, fir Informatiounen un d'Leit virunzeginn.

An deemools ass eis versprach gi vun Ärem Virgänger, Madamm Justizministerin, et géif eng Broschür gemaach ginn. Ech hunn dat och nach eng Kéier an enger Äntwert op eng Question parlementaire confirméiert kritt. Ech stellen haut nach fest, datt mer op déi Broschür do waarden, wat dann och erklärt, Madamm Justizministerin, datt bei den ASBLe méi wéi d'Hallschent iwwerhaapt hir Deklaratioun net gemaach hunn. Dat heescht, no mengen Zuelen hunn eréischt 41 % vun den ASBLen hir Deklaratioun gemaach. Also méi wéi d'Hallschent hu se net gemaach. An ech kommen herno och a menge Froen op déi eenzel Punkten zréck.

Wat mech awer gradesou stéiert, Madamm Justizministerin, an dat ass awer vläicht dann e Reproche, deen een un d'gesamt Regierung ka stellen: Quasiment 25 % vun den Établissements publics - Dir selwer! - hunn déi Deklaratioun net gemaach! Dir selwer, de Staat, dee soll mam gudde Beispill virgoen, hutt déi Deklaratioun net gemaach.

Ech wëll awer direkt soen, Madamm Justizministerin, vu dass et eng ganz komplex Matière ass, datt ech warscheinlech och all Froen de Mëtten net ka stellen an Dir se vläicht och net alleguerte kënnt beäntweren, géif ech Är Offer unhuelen, datt mer eng Kéier am Detail an enger Commission de la Justice op all eenzelne Punkt aginn, well ech weess, datt dat de Mëtteg relativ schwéier ass. Duerfir wäert ech mech op eng Rei generell Froe limitéieren.

Déi éischt Fro, déi ech wollt stellen, natierlech: Wéi geet et mat deene 25 % vun Entitéite virun, déi bis elo den Depot net gemaach hunn? Dir hutt, mengen ech, am Beäntwere vun enger Question parlementaire un e Kolleeg, gesot, Dir géift déi alleguerten un de Parquet viruginn, wat och normal ass. Allerdéngs stellt sech d'Fro, an dat ass elo e bësselchen déi Fro, déi ech un Iech wollt stellen: Hei hu mer eng minimal Strof vun 1.250 Euro. 1.250 Euro si schrecklech vill Sue fir eng kleng ASBL. Ech géif elo gär nawell de Mëtteg vun Iech wëssen: Heescht dat, datt déi méi wéi 50 % ASBLen, déi sech wierklech Dag an Nuecht fir hir ASBL krepéieren, also elo an Zukunft mindestens eng Amende vun 1.250 Euro kréien?

Eng zweet ganz konkreet Fro ass déi vun de Coquille-viden. Ech weess, dat hutt Der och schonn ugeschwat, Madamm Minister. Ech géif gär wëssen: Wéi gi mer domadder virun?

Dann eng nächst Fro ass déi vun de sougenannten Demanden, déi wëllen invisibel bleiwen, dat heescht, déi net accessible au grand public sinn. Do ass meng Fro: Wéi hutt Der wëlles oder wéi huet de Regëster do wëlles, déi ze behandelen, wëssend, datt dat der natierlech ganz vill sinn, zum Deel mat anere Motivatiounen?

Ech hunn do just nach eng Kéier am Text gesinn, do ass am Prinzip e Recours gracieux virgesinn, deemno wat fir eng Decisioun datt do fält. Et ass awer net kloer: Gëtt dee Recours gracieux gemaach beim Regëster oder gëtt e gemaach bei Iech als Justizministerin? Wann deen ofgeleent gëtt, kënnt natierlech dann e Recours. Am Gesetz steet, datt dat e Recours wär beim President vum Tribunal de commerce. Och do wëll ech vun Iech wëssen, wéi dat genau virugeet.

Da stelle sech anscheinend eng ganz Rei vu Problemer, wat d'Identifikatioun vu Beneficiairen betrëfft, wou anscheinend och eng ganz Rei vu Societéiten an Entreprisë geschriwwen hunn, well se net richteg wëssen, wéi dat soll interpretéiert ginn. Do géif ech och wëlle vun Iech wëssen: Wéi wëllt Der do virugoen? Kréien déi Leit eng Äntwert? An ech huele jo och un, datt déi Äntwerten natierlech och e Recours kënne mat sech zéien. Ass do déi selwecht Juridictioun zoustänneg, nämlech déi Juridiction commerciale? Oder ass do eng aner Juridictioun zoustänneg?

An dann eng lescht Fro - ech hätt der nach ganz vill, mee ech kann déi net alleguerte stellen -, dat ass déi vun der Kontroll vun deenen Deklaratiounen, déi do gemaach gi sinn, respektiv vun de Mise-à-jouren. Wéi ginn déi an Zukunft och vun deene Responsabele vun deem Regëster kontrolléiert?

Wéi gesot, ganz, ganz vill Froe stinn do op. Wéi bei ganz ville Gesetzer wär et hei och gutt gewiescht, deemools hätt d'Regierung der Oppositioun e bësselche méi nogelauschtert.

Une voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dann hätte mer vläicht net all déi Problemer, déi mer haut hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert: d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt elo esou séier Är Froe gestallt, dass ech se warscheienlech net alleguerte matkritt hunn.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hat keng Zäit, Madamm Minister. Ech hu mech missen tommelen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Duerfir, ech si frou, dass Der scho prophylaktesch meng Offer ugeholl hutt, dat do nach eng Kéier a Rou och mat de Responsabele vum Regëster an der Kommissioun ze diskutéieren, falls ech elo eppes vergiessen.

Ech wollt awer nach eng Kéier drun erënneren: Firwat ass dat doten iwwerhaapt gemaach ginn? An ech hunn dat elo an all Question parlementaire eng Kéier erënnert, well ech et einfach wichteg fannen, et ze soen. Et geet ëm Transparenz an deem heiten Dossier an et geet drëm, dass Journalisten zum Beispill och kënne retracéieren, wou verschidde Kapitalinterête fléissen. Dat ass de Considerant 30 vun der Direktiv - ech verweise just drop, ech liesen Iech dat elo net nach eng Kéier vir -, deen dat ganz kloer determinéiert.

Et geet ëm Transparenz. An dat ass jo awer eppes, wat eis, mengen ech, alleguerten heibanne wichteg ass. An d'ASBLe sinn och net aus deem Text erauszedenken, well et ass vun « entités juridiques » rieds. Dat heescht, mir hu missen d'ASBLe mat eranhuelen.

Zu der Informatioun. Also, Dir hutt um Site vum LBR eng ganz Rëtsch Informatiounen. Dir hutt op där enger Säit dat hei: « Déclaration des bénéficiaires effectifs ».

(Mme Sam Tanson montre une documentation.)

Dat ass e Guide explicatif, wou notamment och zwou Säite reng iwwert d'ASBLe ginn; well dat Iech jo elo extra preoccupéiert huet. Dir hutt e ganze Film vu siwe Minutten, wou Der Schratt fir Schratt kënnt kucken, wéi de Formulaire muss ausgefëllt ginn.

An Dir hutt och en extraen Text ...

(Interruption)

Ech mengen, ech hunn d'Wuert.

Dir hutt en extraen Text, dee sech just op d'ASBLe bezitt, wou et och nach eng Kéier Erklärunge gëtt. Plus ass decidéiert gewiescht ginn, wou Enn August gesi ginn ass, dass nach relativ vill Dossieren en attente waren, dass de Guichet, wou ee sech da kann Informatiounen huelen, géif renforcéiert ginn, wou een also och do kann higoen, Hëllef kréien, fir dat Ganzt auszefëllen.

Stand 1. September waren et effektiv just 46 % vun den Entitéiten, déi hir Deklaratioun ausgefëllt haten. Stand gëschter ware mer op 75,76 %. Wann ee mat der Belsch vergläicht: Déi leien ënner 70 % nach Stand elo dëse Moment. Dat heescht, mir sinn eigentlech do an engem relativ normale Kader.

E groussen Deel vun deenen Deklaratiounen, déi net gemaach sinn, erkläre sech doduerch, dass mer eng ganz Rëtsch zemools ASBLen hunn, déi einfach net méi aktiv sinn. Ech mengen, jiddwereen heibanne kennt dat. Et gëtt ASBLen, déi ginn iergendwann eng Kéier gegrënnt. Da gëtt sech mat groussem Enthusiasmus do engagéiert. An dann op eemol verleeft dat am Sand an et ass och kee méi, dee sech responsabel fillt, fir d'ASBL dann duerno opzeléisen.

Dat ass ee vun de Punkten. Duerfir, et ass eng administrativ Prozedur virgesinn.

(Interruption)

Dir kënnt mer herno, wann den Här President Iech d'Wuert gëtt, all d'Froe stellen, déi Der wëllt. Ech wollt elo just hei fäerdeg schwätzen.

Dat heescht, mir hunn eng administrativ Prozedur virgesinn, déi erlaabt, eng Radiation administrative ze maache vun deenen Entitéiten, déi net méi aktiv sinn. Stand haut wären eng 18.000 Entitéiten dovunner concernéiert. Dat ass eng Prozedur, do gëtt natierlech d'PANC respektéiert, wou d'Leit nach eng Kéier informéiert ginn, wou se gesot kréien: „Voilà, wann Der nach wëllt aktiv sinn, da maacht wannechgelift dëst an dat. A wann net, da procedéiere mer op eng Radiation administrative."

Am Projet de loi iwwert d'Failliten ass och do eng besser Prozedur virgesinn. An idem: Bei dem neie Projet iwwert d'Associatioune wëlle mer dat och besser encadréieren, fir dass mer déi Prozedure kënne virgesinn, dass, wann definitiv eng Entitéit net méi aktiv ass, een déi da kann opléisen.

Gutt! Zu de Froen, déi Der mer gestallt hutt. Elo hunn ech se schonn erëm vergiess, gesitt Der. Dir wollt wëssen ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wéi geet et viru mat deenen ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- A jo! Voilà! Dat Éischt, jo. D'Opportunité des poursuites brauch ech Iech jo net ze erklären. Mir ginn dem Parquet déi ganz Lëscht weider, well et ass jo net un ons - also un ons, um LBR -, fir eng Selektioun ze maache vun deenen Dossieren, déi solle poursuivéiert ginn oder net.

D'Madamm Procureur général d'État hat jo och schonn diesbezüglech eng Deklaratioun d'lescht Kéier an der Kommissioun gemaach, wou se gesot huet, wéi eng Dossieren elo vläicht manner prioritär wieren an hiren Aen; spréch déi vun den ASBLen. Ob herno eng Strof geschwat gëtt oder net, dat läit net a mengen Hänn. Ech mengen, mir hate schonn oft hei iwwert d'Séparation des pouvoirs geschwat. Dat läit an den Hänn vun der Justiz.

Zu de Recoursen. Wann een net wëllt agedroe ginn, da muss een dat justifizéieren. Do sinn d'Konditiounen am Gesetz virgesinn. Och déi hu mer aus der Direktiv iwwerholl. An dann ass et den LBR, deen an enger éischter Instanz kuckt: „Okay, elo sinn déi Konditiounen erfëllt oder se sinn net erfëllt." A wa se soen: „Se sinn net erfëllt", dat heescht, Dir musst Iech awer androen, dann huet een e Recours fir d'éischt beim LBR. A wann een dann nach ëmmer net Recht kritt, muss ee bei d'Verwaltungsgeriicht goen, fir eeben do dat Ganzt ze contestéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Entschëllegt, et ass am ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wann ech dierf.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Natierlech!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Am Text ass eeben net kloer, et geet zwar rieds vun engem Recours, dee beim Président du tribunal siégeant en matière commerciale ... Et geet also net vun de Juridiction-administrativë rieds, Madamm Justizminister, quitte datt ech Iech awer verstinn, well ech d'selwecht eigentlech reagéiert hätt, fir ze soen, et wär éischter hei eigentlech e Recours gewiescht, deen hätt misse bei d'Juridiction administrative goen. Mee wann ech reng den Text kucken, an ech hunn en hei viru mer, geet rieds vum Président du tribunal, wéi gesot, d'arrondissement siégeant an matière commerciale.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, jo. Dir hutt Recht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An et schéngt mer och iwwert d'Prozedur vum Referé ze sinn, wou een hei misst goen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, jo, et ass e Referé. Pardon, et war elo e Lapsus mengersäits. Et ass e Referé, deen ass virgesi beim President vum Tribunal.

Voilà! Dat heescht, déi Prozedur ass am Text virgesinn. Déi kann all Mënsch, deen déi Prozedur ugefrot huet, froen. Voilà! Dat ass u sech de « fin mot de l'histoire ».

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Entschëllegt, ech wollt Iech froen, « gracieux » ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Deen ass beim LBR, net bei mir. Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Okay.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Voilà! Ech hunn elo eng Kéier en Iwwerschlag gemaach vun deem, wat Der elo gefrot hutt. Mee nach eng Kéier: Meng Offer steet, dass mer dat dote vläicht uganks d'nächst Joer an der Kommissioun ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hat eng Rei méi Froe gestallt.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- A sou! Wéi eng hat Der dann nach gestallt?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech ka se nach eng Kéier alleguerte widderhuelen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Et war mir ze séier gaangen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mee ech sinn awer mat Iech d'accord, mir kënnen dat doten awer ganz gär ...

Dann erlaabt mer vläicht just, well ech jo och souwisou nach Zäit hunn, déi eng oder déi aner Zousazfro, ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech hunn nach Zäit. Ech hunn nach Riedezäit.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... oder nach eng Kéier vläicht déi zwou wichtegst ze widderhuelen.

D'Fro ass jo ganz richteg. Dir hutt dat viruginn un de Parquet. Elo stellt sech awer nach ëmmer déi Fro, mir kënnen eis elo dréinen a kéieren, wéi mer wëllen, wat d'ASBLe betrëfft, sinn der méi wéi 50 %, déi dat nach ëmmer net gemaach hunn. Loosse mer déi elo einfach lafen? Soe mer: „Voilà, dat ass beim Parquet. Au Parquet de décider.", oder envisagéiert Dir net awer, vläicht nach eng Zousazinformatiounscampagne eng Kéier ze maachen? Dat war déi éischt wichteg Fro.

An dann déi zweet, déi ass extrêmement wichteg, well ganz vill Leit och dorobber waarden. Dat ass déi vun deenen 12.000 Demanden, fir eng Invisibilitéit ze kréien, wéi déi och ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Dat hunn ech Iech elo grad gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, nee. Jo, et gëtt jo zwee Punkten. Et gëtt dee vun der Demande invisible an et gëtt dee vun der Identification vun de Beneficiairen, wou et Entreprisen an Entitéite gëtt, déi net wëssen an net decidéiert sinn, wien eigentlech de Bénéficiaire

économique ass a wat fir een datt do muss agedroe ginn. Déi sinn och an den RBE adresséiert ginn, gradesou wéi déi 12.000 anerer. An do ass eeben nach eng Kéier meng Fro: Wéi schnell ginn déi am Prinzip elo instruéiert? A wéi geet et och domadder virun?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Also, zu där leschter Fro, do ass et esou: Déi Demandë kommen eran, den LBR traitéiert déi, also den RBE traitéiert déi eng no där anerer an da kuckt en, ob déi Krittären erfëllt si vum Gesetz oder net.

Dann hëlt e seng Dispositiounen an da kann all Eenzelnen e Recours géint déi Decisioun maachen oder net. Dat heescht, do kréie mer dann iergendwann eng Kéier eng Jurisprudenz, déi natierlech och de Responsabele wäert weiderhëllefen, fir ze kucken, wéi se mat där Situatioun an Zukunft wäerten ëmgoen.

An dann, wat d'ASBLen ubelaangt. Mir hunn eng komplett Lëscht weiderginn. Mir hunn awer och alleguerten déi ASBLen identifizéiert. Ech hunn Iech d'Zuel virdru genannt - duerfir, ech hat eigentlech gemengt, ech hätt Iech op d'Fro geäntwert -, déi net aktiv sinn. Déi kréien alleguerten e Bréif, wou se gesot kréien: „Mir hu festgestallt, Dir sidd net konform zu eiser Legislatioun. Dir hutt säit zéng Joer keng Aktivitéit. Wëllt Der nach existéiere bei eis oder net?" A wa mer keng Reaktioun kréien, da gëtt déi Radiation administrative virgeholl. Voilà! An ech mengen, dass dat dann …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An déi, déi aktiv sinn, déi sech net gemellt hunn?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ben, déi kréien déi selwecht … Déi kréien och nach eng Kéier … Jiddweree gëtt nach eng Kéier kontaktéiert. A jiddwereen, dee gewëllt ass, dee kritt och all déi néideg Hëllef. Also, ech mengen, hei ass … Wéi den Delai ofgelaf war, do ass jiddwereen nach eng Kéier ugeschriwwe ginn - jiddwereen! -, fir gesot ze kréien: „Dir musst lech elo konform setzen zu deem Text!"

Dat heescht, et sinn immens vill Moyenen hei a Kraaft gesat ginn. Si hu ganz, ganz, ganz vill geschafft, fir ze probéieren, de Leit esou vill wéi méiglech entgéintzekommen, fir d'Informatiounen ze ginn, fir hinnen ze soen, dass se net konform sinn, fir och all méiglech Disponibilitéiten ze weisen, fir een ze accompagnéiere beim Ausfëlle vun de Formulairen.

Et gëtt och um Site ganz vill Dokumentatioun, fir ze wëssen, wéi ee soll virgoen. Elo kritt jiddwereen nach eng Kéier gesot, wat ee muss maachen, wat de Risiko ass an esou weider an esou fort. An dann hoffe mer, dass mer op eng Zuel komme wéi bei Länner, déi vläicht scho méi laang amgaange sinn, déi ganz no bei 100 % läit. Mee et ass kloer, dass déi Entitéiten, déi keng Aktivitéit hunn, dass et bei deenen natierlech extreem schwéier ass. Well wa kee sech beruff fillt, fir dat ze maachen, da kréie mer och keng Deklaratiounen eran.

Hunn ech se elo alleguer beäntwert, Är Froen?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Detail kläre mer nach duerno.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Et ass gutt! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch.

11. 7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7431 iwwer ee Mechanismus, fir steierlech Differenzen ze reegelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7431 handelt et sech ëm eng weider europäesch Direktiv, déi an nationaalt Recht transposéiert gëtt. D'Direktiv féiert en neie Mechanismus an, fir Interpretatiounsdivergenzen am Kader vum Steierofkommes an der EU ze reegelen. Dat bedeit, dass konkreet Prozeduren a Reegele geschaaft ginn, fir de Fall, wou zwee Memberstaaten hir bilateral Konventioun zur Vermeidung vun der Duebelbesteierung ënnerschiddlech applizéieren an et esou zum Beispill zu Situatioune kënnt, wou Leit oder Gesellschaften awer duebel besteiert ginn.

Dës Steierkonventioune sinn, wéi mer wëssen, e wichtegt Instrument, fir déi wirtschaftlech Entwécklung vun de betraffene Länner duerch den Austausch vu Wueren, Déngschtleeschtungen, Kapital an Technologië virunzedreiwen an déi géigesäiteg Relatiounen ze verdéiwen.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt e weidere wichtege Schrëtt vu Lëtzebuerg gemaach, fir déi verschidde Mesuren, déi de BEPS-Aktiounsplang vun der OECD virgesäit, ëmzesetzen.

Mir haten op dëser Plaz jo ewell schonn eng ganz Rei Projeten, déi als Konsequenz vum Aktiounsplang iwwert d'Erosion de base an den Transfert vu Benefisser, de sougenannte BEPS, vun 2015 deposéiert gi sinn. Ech denken hei zum Beispill un déi multilateral Konventioun oder nach un d'ATA-Direktiven.

Dëse Projet, ëm deen et elo geet, befaasst sech mat de Recommandatioune vum Rapport zur Aktioun 14 vum BEPS. Dëse Rapport proposéiert verschidde Pisten, fir déi beschriwwen Divergenzen, déi optriede kënnen, virun allem esou séier an esou effikass et geet, ze klären. Effektiv ass et wichteg, esou Problemer séier aus der Welt ze schafen, fir de gudde Fonctionnement vum Marché unique ze garantéieren an Investissementer an der EU iwwert d'Grenze vun eenzelne Memberstaaten ewech ze erméiglechen.

Aus deem Grond ginn et och haut scho verschidden Instrumenter a Prozeduren op europäeschem Niveau, fir op eventuell Problemer ze reagéieren. Esou gëtt et zum Beispill d'Convention d'arbitrage vun der EU, déi de Mechanismus virgesäit, fir eeben esou Divergenzen ze schlichten.

Och a verschiddene bilateralen Accorde sinn esou Arbitrageklausele virgesinn. Mee alles an allem ass dat aktuellt Reegelwierk net effikass genuch. Wéinst de ville Lacunnen, déi festgestallt gi sinn, ass dowéinst decidéiert ginn, en neie Mechanismus ze schafen, deen zum engen europawäit applikabel ass an zum aneren och contraignant ass.

Mat dësem Gesetz gëtt dowéinst en harmoniséierten, flexibelen an transparente Kader an nationaalt Recht ëmgesat, mat deem eventuell Schwieregkeeten an der Applikatioun vu Steierkonventioune séier an ouni gréisser Schwieregkeete geléist kënne ginn. Esou ass zum Beispill virgesinn, dass all Steierzueler, deen an der Situatioun ass, ufroe kann, dass eng consultativ Kommissioun an d'Liewe geruff gëtt respektiv eng alternativ Kommissioun fir d'Resolutioun vun den Divergenzen.

Dës Kommissioune kontrolléieren, ob d'Demande admissibel ass an hunn och d'Kompetenz, eng bindend Decisioun ze huelen, wat d'Interpretatioun vum jeeweilege Steieraccord betrëfft. Dobäi kënnt nach, dass strikt Delaie fir déi eenzel prozedural Etappe virgesi sinn, fir op deem Wee eventuell Situatiounen, déi festgefuer sinn, ze deblockéieren.

Et si virun allem dës Delaien, déi net nëmmen eng wierklech Innovatioun duerstellen a wou d'Direktiv nei Weeër geet: Si sinn och essenziell, fir dass de Mechanismus gutt fonctionéiert an d'Prozedur virugeet.

Am Kader vun dësem neie Mechanismus ginn awer och gläichzäiteg duerch spezifesch Dispositiounen eng Rei administrativ Contraintë fir Privatleit a Kleng- a Mëttelbetriber vereinfacht.

Här President, wann Der erlaabt, wäert ech elo net méi an dee ganzen Detail vun dësem dach komplexen an technesche Projet de loi agoen an ech verweisen dowéinst fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport a besonnesch op de Commentaire des articles.

Zum Historique vum Gesetzesprojet bleift nach ze soen, dass de Projet den 11. Abrëll dëst Joer deposéiert ginn ass. Den 3. Juni huet d'Finanzkommissioun mech als Rapporter genannt. Den Avis vum Staatsrot ass den 12. Juli veröffentlecht ginn, an deem déi héich Kierperschaft och siwen Oppositions formelles formuléiert hat. Nodeems dësen duerch déi parlamentaresch Amendementer vum 30. September Rechnung gedroe ginn ass, konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles am Avis complémentaire vum 26. November ophiewen an huet gréng Luucht fir deen heite Gesetzestext ginn.

Ausser dem Staatsrot hunn och nach d'Handelskummer, d'Salariatskummer, d'Kummer vun de Fonctionnairen an den Employés publics, d'Cour supérieure de justice an d'Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg en Avis ofginn. Ech verweisen och hei fir den Detail op mäi schréftleche Rapport an op déi jeeweileg Avisen.

An der Reunioun vu Kleeserchersdag dëst Joer huet d'Finanzkommissioun du mäi schréftleche Rapport ugeholl.

Här President, dëst gesot, wëll ech, wéi gewinnt, Merci soe fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Elvinger. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. E ganz grousse Merci fir d'alleréischt natierlech un eis exzellent Rapportrice, déi dat, wéi mer dat vun hir gewinnt sinn, op eng kompetent, detailléiert a kloer Aart a Weis gemaach huet.

Erlaabt mer vläicht och, vun der Geleeënheet ze profitéieren, vu datt ech net weess, ob et hire leschte Rapport ass …

Une voix.- Et kënnt nach een.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et kënnt nach een. Mee dozou schwätzen ech net méi, soudatt ech mer dann awer wëll erlaben, der Madamm Elvinger e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir déi eigentlech exzellent Zesummenaarbecht, déi mer ëmmer an der Finanzkommissioun iwwert déi Projeten haten. Si huet dat, wéi gesot, ëmmer mat ganz vill Kompetenz gemaach. Mir wäerte si vermëssen. Ech wënschen hir op jidde Fall elo schonn och a mengem perséinlechen Numm bonne Chance an hiren neie wichtege Fonctiounen.

Dat gesot, wëll ech awer ganz kuerz vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, fir éischtens ze soen, datt mer natierlech dee Projet stëmmen, ech awer vun der Geleeënheet, och vun der Präsenz vum Finanzminister profitéieren, fir nach eng Kéier e bëssen op déi ganz Thematik BEPS anzegoen.

Wéi d'Madamm Rapportrice dat erkläert huet: Dëst Duebelbesteierungsofkommes huet jo och dee Volet BEPS an de Vierdergrond gesat. Et ass awer elo a ganz villen Artikelen ze liesen, datt eis amerikanesch Frënn amgaange sinn, um Niveau vun der OECD eigentlech alles ze blockéieren, wat mat BEPS a mat deene Mesuren ze dinn huet, an datt et och am Moment ganz schwéier wär, och fir d'Europäesch Unioun an aner Länner, fir eigentlech do virunzekommen.

An ech wollt eigentlech de Mëtten och elo e bësselche vum Finanzminister wëssen: Wéi geet dat virun? Well ech weess, datt him, wéi villen anere Kolleegen hei am Haus och, de „level playing field" extreem staark um Häerz läit. An ech froe mech, wéi awer dee „level playing field" an Zukunft respektéiert wäert ginn, wann een, vläicht deen allergréisste wirtschaftlechen Akteur op der Welt, nämlech d'Vereenegt Staaten, hei blockéieren op weesentleche Punkten, wëssend och, datt eigentlech d'Amerikaner à l'origine e bësse vun deene ganze BEPS-Mesurë waren. An ech mengen, dat ass eppes, dat muss engem Suerg maachen, fir d'alleréischt als Europäer, mee och als Lëtzebuerger. An do wollt ech einfach vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze héieren, wéi de Finanzminister d'Analys dovunner mécht.

Dat gesot, nach eng Kéier Merci a mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Et handelt sech jo bei dësem Gesetz en fait, wéi d'Rapportrice gesot huet, ëm d'Emsetzung vun der Aktioun 14 vum Paquet BEPS, wou et drëm geet, fir effektiv déi méiglech Interpretatiounsdivergenzen, déi kënnen entstoen an der Applikatioun vum Duebelbesteierungsofkommes, ze schlichten. An an deem Sënn begréisse mir dat hei natierlech. Et dréit derzou bäi, dass esou Situatioune kloer a schnell kënne gereegelt ginn.

Et bleift allerdéngs ofzewaarden, wéi effikass dëse Procedere ass a wéi oft en ugewannt gëtt. D'Chambre des Salariés huet hei drop higewisen, dass se fäert, dass den Accès zu dësem Règlement des différends e bësse schwéierfälleg ass a vläicht net oft genuch doduerch ugeruff gëtt. Dofir, mengen ech, bleift et ze gesinn, an et wär vläicht gutt, an zwee Joer e Bilan ze maachen, wéi effikass dës Prozedur effektiv ass an ob ee gegeebenefalls hei vläicht muss nobesseren.

Mee, wéi gesot, mir begréissen dëse Projet. Mir wäerten deen och matstëmmen. An ech profitéieren och hei vun der Geleeënheet, fir dem Joëlle Elvinger Merci ze soe fir säi gudde Rapport an och Merci fir d'Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir begréissen dëse Projet de loi, deen e weidere Beweis liwwert, datt Lëtzebuerg bereet ass a wëlleg ass, déi 15 zentral Moossname vum BEPS ëmzesetzen, net wéi et oft an der Press behaapt gëtt, datt mir do net Tempo maachen. Mir si gutt ënnerwee.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wéilt natierlech och der Madamm Elvinger Merci soe fir hiren zweetleschte gudde Rapport, dee se dann hei presentéiert huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Am Numm vun der ADR kann ech mech och menge Virriedner nëmmen uschléissen a Merci soen un d'Joëlle Elvinger, net nëmme fir dëse Rapport, mee fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an där ganzer Zäit an der Finanzkommissioun haten.

Wéi d'Wuert et bedeit, sinn d'Conventions contre la double imposition - an dat ass fir eis dee wichtegste Punkt an dësem Text - geduecht, fir Duebelbesteierungen ze vermeiden. Leider koum et an der Vergaangenheet just zum Contraire, nämlech zur duebeler Besteierung vun deene selwechten Zommen. An dat huet am Eenzelfall zu Besteierunge vun iwwer 100 % gefouert.

Duerfir fënnt dëse Projet wéi och deen iwwert de BEPS eis absolutt Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hunn zum zweete geschwat, net zum éischten. Dann huet de Laury mech duerjerneebruecht.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, de Problem an der EU ass net, datt d'Entreprisë respektiv déi ganz Räich ze vill Steiere bezuele géifen. De Problem ass éischter deen, datt se der net genuch bezuelen.

Mir mengen, genausou wéi och d'ailleurs d'lénks Fraktioun, d'GUE, am Europaparlament, wou d'Direktiv och zur Ofstëmmung koum, datt dëse Projet de loi, och wann en ënnert dem Deckmantel u sech vu BEPS leeft, riskéiert, d'Steierrecettë vun de Länner net ëm een Cent ze erhéijen, a warscheinlech - warscheinlech - och wäert d'Steierrecetten no ënnen dreiwen.

D'Steierbeamten an Europa, déi doe mer u sech leed. Si ginn all Dag konfrontéiert mat 27 verschiddene Steiersystemer, déi stänneg evoluéieren a wou stänneg nei Couchë vu Komplexitéit an Onsécherheet uewendrop gepaakt ginn. Si ginn all Dag konfrontéiert mat ëmmer méi sophistiquéierte Steiermodeller, déi vu ganzen Arméie vu private Steierberoder erfonnt ginn.

A ganz Europa sinn d'Steierverwaltungen no der Kris der Austeritéit zum Affer gefall mat massive Personalkierzungen, zwar net hei zu Lëtzebuerg - dat muss een awer ervirsträichen -, soudatt ëmmer méi Drock op ëmmer manner Mataarbechter läit, wärend mat deene Skandaler à la LuxLeaks mëttlerweil keng Steierverwaltung där anerer méi iwwert de Wee traue kann.

An elo gi se mat dëser Direktiv och nach mat engem Mechanismus konfrontéiert, deen et u sech warscheinlech de Big Four zum Beispill erlaabt, se iwwer Joren ze harceléieren, wa se net schnell genuch paréieren. An dofir wollt ech just hei op e Paragraf hiweisen, nämlech am Artikel 3. 9 do steet, datt d'Steierverwaltung ganz am Ufank vun der Prozedur kann - ech zitéieren - « décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir les autorités compétentes des autres États membres concernés », an datt domadder och déi ganz Prozedur gestoppt ass.

Dat heescht am Kloertext, datt, wann d'Steierverwaltung direkt op d'Demande vun der Multinationaller zum Beispill ageet, dann erspuert se sech déi ganz Prozedur mat enger Hällewull vun involvéierten Akteuren, Deadlinen a Recoursméiglechkeeten an esou weider. Et ass eng relativ hefteg Geschicht u sech, wa se net direkt op d'Demande ageet.

An da stellt sech dann d'Fro, wat an der Praxis duerno wäert do erauskommen. Mir mengen, datt do mat zimmlecher Sécherheet derbäi wäert erauskommen, datt d'Steierverwaltungen am vorauseilenden Gehorsam u sech alle Reklamatioune stattginn, soubal gréisser Boîtte wéi PwC oder EY - wat weess ech - mat dëser Prozedur dreet, well se warscheinlech net kënnen nokommen. Net datt se d'Kompetenzen

net hunn, mee mir wëssen, datt mer e Problem hunn, datt se warscheinlech net wäerten nokommen.

Vläicht kéint een, well ech gi jo dovunner aus, datt dee Projet de loi ugeholl gëtt, awer no engem Joer oder no zwee Joer e Bilan zéien, wéi dat an der Praxis gaangen ass, wat fir eng Demandë komm sinn, wat fir eng Prozeduren ageschalt gi sinn a wat duerno d'Resultat war. Ech hätt sollen eng Motioun dozou maachen, ech sinn net derzou komm. Mee et wier vläicht interessant, wa mer dat herno kucken.

Här President, amplaz de Problem dann un der Wuerzel ze paken an déi europäesch Betribsbesteierung ze harmoniséieren, ze vereinfachen a méi transparent ze maachen, ginn heimadder alt erëm warscheinlech just d'Symptomer behandelt, andeems weider komplex Prozeduren agefouert ginn, fir d'Steierverwaltungen ënner Drock ze setzen. Dat ass an eisen Aen eng Sakgaass, déi de Sozialstaat a ganz Europa zerstéiert, well d'Entreprisen an déi ganz grouss Multien ëmmer manner zu den ëffentleche Finanze bäidroen.

An dofir wäerte mer an deem Sënn genausou wéi eis Fraktioun am Europaparlament dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mam virleiende Gesetzesprojet soll eng europäesch Direktiv ëmgesat ginn, déi derfir suerge soll, dass Desaccorden, déi op Steierfroen an d'Evitéiere vun enger duebeler Besteierung zréckginn, verbindlech gekläert ginn.

Mir Piraten wäerten d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv haut matdroen, bedaueren awer, dass sech just op Problemer bei der Besteierung konzentréiert gëtt an net och op Accorden a Konventioune Bezuch geholl gouf. Mir hoffen, dass do nach entspriechend Projeten nokomme wäerten.

En aneren negative Punkt ass, dass mat dësem Projet op en Neits erëm gewise ginn ass, dass d'Regierung et mat dem Ausfëlle vun der Fiche financière net esou genau hëlt. Obwuel de Projet virgesäit, dass sech d'Partnerlänner d'Käschte vun der Schlichtung deele wäerten, heescht et am Gesetzesprojet, dass keng Käschten opkomme wäerten. Dat huet souwuel de Conseil d'État wéi och d'Chambre de Commerce verwonnert. An dat ass och aus der Siicht vun de Piraten net déi Aart vun der Transparenz, déi mir eis a Finanzfroe wënschen.

Well Noléissegkeete beim Ausfëlle vun der Finanzfiche awer keen Afloss op den Inhalt vun dem Gesetz hunn, ginn ech, wéi ugekënnegt, den Accord vun de Piraten fir de Projet, mat der Hoffnung, dass d'Regierung an Zukunft méi transparent mat de kommenden Ausgaben ëmgoe wäert.

A Merci dem Joëlle Elvinger fir seng exemplaresch Aarbecht a bonne Chance op der neier Plaz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ech mengen, dat heiten ass e Projet de loi, dee vill Zoustëmmung fënnt. Dat ass gutt esou. A fir d'éischt géif ech gären der Deputéierten, der honorabeler Joëlle Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Et ass derwäert, dass een e puer Minutten op d'Konsequenzen, déi positiv Elementer vun dësem Projet de loi ageet. Dat heiten ass jo eng Mise en œuvre vun enger Aktioun BEPS, d'Aktioun Nummer 14. A wa mer dat hei, wann Dir dat hei haut stëmmt, dann huet Lëtzebuerg 12 vun de 15 Aktioune vu BEPS ëmgesat.

Mir beweisen domat, zesumme mat Europa, well mir maachen dat alles jo zesummen an Europa mat eise Partner, dass Lëtzebuerg beméit ass, fir international richteg dozestoen an deen ambitiéise Programm, deen am BEPS virgesinn ass am Kader vun der OCDE, ëmzesetzen.

Et ass esou, dass dat, wat mer hei ëmsetzen, sech limitéiert op d'EU-Länner, eng Kooperatioun ënnert den EU-Länner mécht, fir eng Léisung ze fannen, wa konfliktuell Interpretatioune bestinn. An doduerch, dass mer dat da maachen, besteet méi Kloerheet, wéi een esou Problemer léist.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg, dat heescht dës Chamber, och de Multilateral Agreement ënnerschriwwen huet, den MLI, deen och e Mechanismus virgesäit, deen e bësse manner sophistiquéiert ass wéi deen heiten, soudass mer och mat Drëttlänner eng Mecanique hunn, wa Meenungsverschiddenheete bestinn tëschent zwou oder méi Steierverwaltungen.

Mir maachen also hei eppes, wat méi Kloerheet schaaft. A fir op déi Kriticken, déi gemaach gi sinn, ze äntweren: Ech mengen, e Land wéi Lëtzebuerg huet all Interêt, dass Kloerheet besteet, well en absence vun esou engem Mechanismus wéi deem heite si mir als klengt Land - dat si mer jo awer - engem gréissere Land ausgeliwwert!

An op wellecher Basis solle mer da mat anere Länner verhandelen, wien zoustänneg ass, wat d'Applikatioun vun de Gesetzer ass, wat d'Besteierungsbasis ass, wat Lëtzebuerg zoukënnt a wat Lëtzebuerg net zoukënnt? Da si mer dach an engem vill bessere Kader, wa mer eng Gesetzgebung hunn, déi dat reegelt, soudass ech géif pauschal soen, dass esou eng Konventioun engem Land wéi Lëtzebuerg praktesch méi brëngt wéi engem gréissere Land an dofir mer nach en additionelle Grond hunn, fir dat ze maachen. Mee mir maachen et net dowéinst, mir maachen et, well mer dru gleewen a well dat eng gutt Saach ass.

Et geet, wéi Verschiddener richteg ënnerstrach hunn, drëms, ze evitéieren, dass och Duebelbesteierunge geschéien. Mee et geet awer och drëms, ze evitéieren, dass an zwee Länner oder an dräi Länner néierens Steiere bezuelt ginn. Dofir ass esou e Projet wéi deen heiten och een, dee fir Gerechtegkeet suergt.

Ech si frou, dass deene siwen, wann ech mech elo net ieren, deene siwe Kriticke vum Conseil d'État Rechnung gedroe ginn ass. Déi waren, wann ech richteg verstanen hunn, ech hunn dat gekuckt, juristescher Natur, technesch-juristescher Natur. An ech si frou, dass dat konnt behuewe ginn.

Ech mengen, dass et och eng gutt Saach wär, wa mer géifen à terme e Réckbléck maachen, wéi esou eng Mesure zu Lëtzebuerg gegraff huet, ob dat gutt war oder net. Ech mengen, dat ass vu Verschiddener gefrot ginn. Ech géif awer oploossen, no wivill Joer, well ech weess net, wéi séier dass dat dote wierklech gräift. Am fréisten ass et esou, dass d'Joer 2018 dat éischt Joer ass, wou dat applikabel ass. Dat heescht, zwee Joer, wéi virgeschloe ginn ass, oder annerhalleft Joer ass immens kuerz a Steierdelaien.

Dofir, ech géif mech engagéieren, dass mer dat géifen eng Kéier maachen an dräi oder véier Joer, net well ech dat wëll vertagen, mee well an engem Joer, annerhalleft Joer mer iwwerhaapt net vill opweises hunn, well dat nach alles net gegraff huet. Mee d'Chamber huet scho Recht, dass mer dat solle kucken. An ech engagéiere mech och dozou, dass mer dat wäerte maachen, well dat och an eisem Interêt ass, ze kucken, wat dat mat sech brëngt.

Zum Schluss, Här President, géif ech gären op déi Fro vum Deputéierte Mosar kuerz agoen, dee mer d'Fro gestallt huet, wéi et sech dann huet mat der Attitüd vun Amerika a Saachen international Besteierung. Ech mengen, ech muss do ganz e bëssen aushuelen, andeem ech géif ënnersträichen, fir et ganz generell ze beschreiwen, dass et en fait an zwee Domänen haut op der Welt Progrèse gëtt, multilateral.

Dat eent ass am Beräich Klima. Ech komme just vun der Konferenz zu Madrid COP25 erëm, wou 15.020 Delegéierten zesumme sinn a wou ee spiert, wéi dat Theema international ëmmer méi wichteg gëtt, a wou Europa Gott sei Dank wierklech de Virreider ass a wou villes geschitt, wou dës Regierung och elo ambitiéis Ziler gesat huet, deene mer eis verschreiwen an déi mer wëllen anhalen, wat ganz vill Konsequenzen huet op ville Pläng.

Do fonctionéiert de Multilateralismus. Mir wëssen allerdéngs, dass e Land wéi Amerika sech do erausgerappt huet, mee neanmoins, wann een dat op der Planéitebene kuckt, ass et esou, dass do de Multilateralismus gutt fonctionéiert.

Deen zweeten Domän, wou de Multilateralismus gutt fonctionéiert huet an de leschte Joren, ass grad d'international Besteierung. A grad an deem Domän hunn ech och bis nach virun e puer Deeg selwer ëmmer gesot: Dat ass awer wéinstens een Domän, wou d'Amerikaner matmaachen! A kommt, mir loossen eis och elo net beiere vun deem vläicht, wat an de leschte 14 Deeg geschitt ass!

D'Amerikaner hunn dee ganze Mouvement vu BEPS OCDE voll ënnerstëtzt, an et muss een an d'A faassen, dass d'amerikanesch Regierung mat der Steierreform vun 2017 och BEPS ëmgesat huet, an zwar zegutt! An dofir, Punkt Nummer 1, d'Amerikaner sinn do mat um Drécker a sinn do multilateral ënnerwee.

An de leschten Deeg sinn e puer Evolutioune geschitt, déi haaptsächlech mat der digitaler Besteierung ze dinn hunn. Verschiddener an Europa hu gemengt oder woussten, dass d'Amerikaner déi ganz Initiativ, fir eng Digitalbesteierung ze maachen, déi d'ganz Welt géif ofdecken a déi gerecht wier an déi pauschal vläicht wier, géif ënnerstëtzen. Lescht Evolutioune schéngen awer ze weisen, dass do Doutten opkomm sinn. Ass dat elo e komplette Revirement? Dat kann ech Iech haut net soen.

Eng Decisioun, déi d'amerikanesch Regierung rezent geholl huet d'lescht Woch, schéngt ze weisen, dass se do vläicht de Kurs e bëssen änneren, an dat ass follgend, dass se jo Frankräich an Italien menacéiert hu mat Strofen, mat Tariffer, well déi Länner jo eng unilateral Digitalsteier wëllen afeieren.

Nun, wéi kann een déi Positioun an Aklang brénge mat der Attitüd vun Amerika bis virun e puer Deeg, dass déi digital Besteierung misst gemeinsam gemaach ginn? Éierlech gesot, wéi een dat op e gemeinsamen Nenner ka brëngen, kann ech Iech haut net soen.

Mee ech si beonrouegt iwwert dës Saach. An ech mengen, mir als Lëtzebuerg sollen eis asetzen, fir dass e „level playing field" soll geschéien. A mir haten déi Debatt och an Europa am Conseil ECOFIN nach virun engem Joer, wou Velleitéiten do ware vun der Kommissioun an anerer, dass mer sollen eng EU-Direktiv a Saachen Digital upeilen. Dat ass eis leider net gelongen, well eng Rëtsch Länner sech opposéiert hunn.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass Lëtzebuerg sech schlussendlech konnt mat där Saach befrënnen, well eng ganz Rëtsch Limitten dra waren, ënner anerem och eng Klausel, déi gesot hätt, dass déi europäesch Solutioun automatesch géif no enger gewëssener Zäit wéi eng Guillotine ophalen, well fir eis dat Allerwichtegst de „level playing field" ass.

Et mécht net vill Sënn, et ass souguer contreproductif fir Europa, wa mir eng Steier aféiere géifen op europäeschem Niveau an de Rescht vun der Welt keng. Domat maache mer eis net nëmmen net attraktiv, mee mir schrecke souguer Entreprisen of.

Dat heescht, ech si mer deem Problem ganz bewosst, Här Mosar, an ech mengen, dat interesséiert alleguerten d'Deputéierten hei am Sall. Dofir, mir suivéieren dat ganz no a wäerten eis weider derfir asetzen, fir dass mer sollen e „level playing field" hunn, awer eis och asetzen - dat ass mäi leschte Punkt -, fir dass Europa hei mat enger Stëmm schwätzt. Well déi Negociatiounen, déi de Moment stattfannen iwwert d'digital Besteierung, dat sinn Diskussiounen, déi am Kader si vum G7 a vum G20, wou mir jo net drasëtzen. An ech froe säit Méint am ECOFIN, dass eng europäesch Positioun soll elaboréiert ginn, fir dass mer kënne mat enger Stëmm schwätzen. Dat ass de Moment nach net de Fall. Mir sinn net eleng do, mir mussen déi aner och iwwerzeegen. Mee ech wäert mech weider derfir asetzen, dass Europa do soll mat enger Stëmm schwätzen. Dat kann nëmme geschéien, wa mer zesummen iwwert déi Problematik schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7431. Den Text steet am Document parlementaire 7431[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7431 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7492, eng Konventioun mat Argentinien am Beräich vun der Duebelbesteierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Yves Cruchten, den Här Roy Reding, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7492 gëtt e weidert Duebelbesteierungsofkommes ratifizéiert. Fir d'Entwécklung vun de wirtschaftleche Relatiounen tëschent zwee Länner, an dësem Fall sinn dat Lëtzebuerg an Argentinien, virunzebréngen, ass et fundamental, dass souwuel d'Leit wéi och d'Betriber net enger zousätzlecher Steierlaascht ausgesat ginn, wa se an deenen zwee Länner aktiv sinn.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wann den Handel mat Wueren an Déngschtleeschtunge soll floréieren, Investissementer solle fléissen an et zu engem Austausch vun Technologien an Know-how soll kommen, dann ass esou eng Konventioun effektiv grondleeënd. Dowéinst huet Lëtzebuerg och e grousse Reseau un Ofkommessen uechtert déi ganz Welt, deen och permanent ausgebaut a moderniséiert gëtt, och fir den neisten internationale Recommandatiounen a Saache Steierofkommes Rechnung ze droen.

Ech denken hei besonnesch un de BEPS-Aktiounsplang vun der OECD, iwwert dee mir op dëser Plaz scho méi dacks rieds haten, wéi elo nach virun zéng Minutten. Am Moment si mer effektiv bei engen 83 bilaterale Konventiounen an Accorden, déi schonn a Kraaft sinn. Eng weider 18 Stéck sinn aktuell an der Negociatiounsphas. Besonnesch par rapport zu de Länner aus Latäinamerika huet Lëtzebuerg an de leschte Jore vill Efforte gemaach, fir seng Relatioune weiderzeentwéckelen an ze verdéiwen.

Quitte dass Argentinien am Moment eng gréisser Wirtschaftskris erlieft, bleift et awer déi drëttgréissten Ekonomie a Südamerika. Deemno besteet grousst Potenzial, fir eis Relatiounen auszebauen. Bis elo gëtt et zousätzlech zu dëser nach eng aner Konventioun mat Argentinien aus dem Joer 2004, déi sech awer op de Secteur vum Fluchverkéier begrenzt huet. Déi nei Konventioun geet wäit doriwwer eraus an ëmfaasst alleguer déi wirtschaftlech Beräicher.

Wat d'Konventioun mat Argentinien selwer betrëfft, kann een nach drop hiweisen, dass dës Konventioun den 13. Abrëll dëst Joer zu Washington vum Finanzminister Pierre Gramegna ënnerschriwwe gouf. De Projet de loi 7492 ass den 23. Oktober an der Chamber deposéiert ginn. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 26. November keng weider Observatioune formuléiert an deemno gréng Luucht fir dëse Projet de loi ginn.

Ech selwer sinn den 3. Dezember zur Rapportrice genannt ginn, wourop mäi schréftleche Rapport dunn och de 6. Dezember fir Kleeschersdag an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass.

Här President, dëst gesot, bleift mer just nach lech alleguerte Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An heimadder ginn ech dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. A well dëst mäi leschte Rapport war, quitte dass ech d'nächst Woch zwar och nach hei sinn,

wollt ech awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach just e puer Mercie lasszeginn.

Une voix.- Aa!

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Un alleréischter Plaz dann, vu dass mer beim Finanzprojet sinn, un d'Membere vun der Finanzkommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht an deene leschte sechs Joer. Och un d'Caroline Guezennec, Secrétaire administrateur vun der Finanzkommissioun, fir seng extreem gutt Aarbecht an déi Koordinatioun vun där Kommissioun, un de Finanzminister Pierre Gramegna mat senge Beamten, a ganz speziell och aus dem Finanzministère dem Bob Kieffer, dem Carlo Fassbinder an dem Sandra Denis, an awer och nach der Madamm Goubin mat all deenen anere Beamten, déi eis ëmmer zur Verfügung stoungen, wa mer Froen haten a Finanzdossieren an a Steierdossieren, an awer och der Steierverwaltung an dem Enregistrement.

A well ech och Presidentin vun der Commission des Classes moyennes a vum Tourismus war, wëll ech awer och nach dovu profitéieren, fir dem Minister Lex Delles mat senge Beamte François Schlink a Gilles Scholtus an deenen anere Beamten aus deem Ministère Merci ze soen an och de Membere vun der Commission des Classes moyennes fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert dat lescht Joer, an och dem Timo Oesch als Secrétaire administrateur vun där Kommissioun.

An dann awer e ganz spezielle Merci un d'Mataarbechter aus der DP-Fraktioun, déi bescht Ekipp, eng super jonk Ekipp an eng gutt Ekipp, déi sech mat all deene komplizéierten a komplexe Steier- a Finanzdossieren a Budgeten auserneegesat huet an deenen, déi ni eng Méi gescheit hunn an ni owes op d'Auer gekuckt hunn, wann et drëms gaangen ass, e puer Rapporte gläichzäiteg mat Budgetsriede fäerdeg ze kréien.

An da last but not least e grouse Merci un Iech alleguerten, Dir 59 aner Deputéiert, fir déi ganz, ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren, zesummen och mat der Regierung, a virun allem awer och dem Chamberspersonal e ganz, ganz grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, de géigesäitege Respekt an de fairen Émgang hei am Haus, dee mer ëmmer immens wichteg war. Voilà !

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Elvinger. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen, den Här Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, den Här Roth, jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et wier e bësse vill.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Virdru war et ëmgedréit.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass näischt méi wéi et ëmmer war bei der CSV-Fraktioun.

(Exclamations)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà! D'Welt dréit, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, d'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet. An et ass mer d'Éier, fir der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hir vill Rapporten, déi se gemaach huet an der Chamber, net nëmmen dës Sessioun, mee och déi virdrun. A mir wënschen dem Joëlle Elvinger alles Guddes a senger zukünfteger Karriär.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Majo, Merci, Här President. Gradesou wéi mäi Virriedner wäert ech der Madamm Elvinger Merci soe fir hire gudde Rapport, zu deem absolutt näischt bäizeflécken ass. Selbstverständlech kritt dee Projet de loi d'Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun. An ech hänke mech dann un all déi gutt a léif Gléckwënsch, déi Der gemaach kritt fir Är zukünfteg Erausfuerderungen, gären drun. An ech wäert Iech soen, dass mer Iech bestëmmt hei wäerten am Haus vermëssen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ass natierlech der Meenung, dass d'Duebelbesteierungsofkommes net däerf zu der duebeler Netbesteierung féieren. An deem Sënn ënnerstëtze mer dëse Projet de loi, mee virun allem ënnerstëtze mer d'Madamm Elvinger op hirem neie Wee an eng nei Missioun a wënschen hir do vill Succès a vill Courage bei der neier Tâche.

Dat gesot, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an op déi nächst Zukunft fir dech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Eis Mercien un d'Joëlle Elvinger si mer scho lassgi bei deem leschte Projet.

Zu dësem Projet ass just ze soen, datt mer als ADR géint all exzessiv Besteierung sinn, also garantéiert géint all Duebelbesteierung an duerfir esou ee Projet wéi deen heiten nëmme kënne begréissen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech géif domadder ufänken, awer nach e puer Wierder iwwert de Projet de loi ze verléieren.

Ech mengen, dat ass och nach eng Aart Éier fir d'Madamm Elvinger, ...

(Interruptions)

... datt ech nach kuerz dozou eppes soen, ier ech zu deene seriöe Saachen eriwwerkommen.

Mir wollte just matdeelen, datt natierlech de Bericht vun der Madamm Elvinger exzellent war. Et muss een awer bedenken, datt mer Schwieregkeeten hu mat dëser Konventioun. Am Prinzip ënnerstëtze mer se net. An deem Fall wäerte mer se net ënnerstëtzen. Déi Konventioun ass en marge vun enger Sëtzung vum FMI zu Washington ugeholl ginn am Abrëll ënnert der Nach-ëmmer-Regierung vum Här Mauricio Macri an Argentinien, deen elo awer nach e puer Deeg, mengen ech, President ass. Den Här Macri huet sech doduerjer ausgezeechent, fir säi Land erëm eng Kéier ënnert d'Fuchtel vum FMI ze kréien, wat zwar esou eng Traditioun ass bei liberale Presidenten an Argentinien. An duerno mussen erëm lénks Peronisten d'Kar aus dem Dréck zéien, esou wéi dat erëm eng Kéier de Fall ass.

Souwäit ech weess, mengen ech, huet souguer d'Parlament vun der argentinescher Natioun déi Konventioun nach net ratifizéiert. Ech ka mech zwar ieren. D'Fro stellt sech iwwerhaapt, ob déi nei Majoritéit dat wäert maachen. Mee bon, dat geet eis elo u sech net direkt eppes un.

Mee mir hunn awer e klenge Problem domadder, well wann een elo esou kuckt, wéi et zurzäit ass: Wann e Land keng Konventioun huet mat Lëtzebuerg, wéi dat elo nach de Fall ass mat Argentinien, ass et jo esou, datt eng Quellesteier opgehuewe gëtt an datt 15 % op de Montant brut bezuelt gëtt.

Elo, mat dëser Konventioun - dat hänkt jo all Kéiers vun der Konventioun of - wäerte weiderhi 15 % op de Montant brut bezuelt ginn, awer nëmmen, wann déi Persoun, déi argentinesch Persoun, manner wéi 25 % vum Kapital huet. Wa se awer méi wéi 25 % vum Kapital huet, da wäerten nëmmen 10 % Quellesteier opgehuewe ginn. Dat heescht, u sech verléiere mer, et gi manner Steiere bezuelt. An dat ass jo awer prinzipiell de Problem ganz oft bei esou Konventiounen.

Dofir deet et mer awer e bësse leed, datt mer beim leschte Bericht vun der Madamm Elvinger dee Projet de loi net kënne mat ënnerstëtzen.

(Interruptions)

Dat huet awer näischt mat der Qualitéit vum Bericht ze dinn. Et ass eng politesch Aschätzung. An ech wënschen awer och der Madamm Elvinger, well nodeems mer awer e puer Joer hei d'Bänk gedréckt hunn an der Chamber, mir hunn och eng Zäit, mengen ech, op Cinquième d'Klassebänk zesumme gedréckt am Stater Jongelycée ...

(Exclamations)

Et ass e bësse méi laang hier.

(Interruptions)

Voilà, voilà! Neen, duerno net méi. An ech mengen, elo bei der Cour des comptes européenne wäerte mer dës Kéier leider net d'Bänk zesummen drécken.

(Exclamations)

Ech hunn esou eng kleng Intuitioun, déi mer dat seet. Mee ech wënschen awer der Madamm Elvinger vill Gléck a vill Courage och an hirer neier Funktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner, besonnesch fir déi wichteg Prezisiounen.

(Hilarité)

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Elvinger fir hire gudde Rapport. A mir Piraten wäerten och d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech kuerzfaassen. Ech freeë mech, dass hei e grousse Soutien fir dëse Projet ze gesinn ass. Dat heite gëtt dann, wann déi Zoustëmmung elo hei kënnt a wann d'argentinescht Parlament och zoustëmmt, déi 84. Konventioun, déi Lëtzebuerg huet. Dat ass fir eist Land ganz wichteg, dass mer esou Konventiounen hunn, well mer en internationaalt, oppent Land sinn a ganz vill Transaktiounen iwwer eist Land fueren, well mer och eng Rëtsch Firmaen hunn, déi international ënnerwee sinn. An déi wäerten dat alles begréissen.

Eng ganz gutt Noriicht ass an dëser Konventioun, dass och d'Fonds-d'investissemente couvréiert sinn, wat net an alle Konventiounen de Fall ass. Bref, ech mengen, dat hei ass gutt fir onst Land an et ass och BEPS-konform, dat heescht, et ass alles mat den internationale Konventioune kompatibel. An ech kéint och soen, dass, wa mer net BEPS-konform wären a wa mer net, wéi grad bei deem Projet virdrun, dee mer elo just haut haten, bei deene Länner sinn, déi dat seriö huelen, fir déi international Steierlandschaft ze changéieren, mer keng esou nei international Konventioune méi kéinten ofschléissen.

Dat gesot, géif ech gären och ënnerstëtzen - ënnerstëtzen ..., begréissen -, dass mer dat och esou séier konnte maachen. Ech kann Iech soen, mir ware mat Argentinien ganz laang ënnerwee. An deen Duerchbroch, dee mer elo relativ séier an de leschte Méint konnte kréien, ass schonn eng ganz wichteg Saach.

Zum Ofschloss géif ech gären der honorabeler Deputéiert Joëlle Elvinger Merci soe fir dëse Rapport a fir alleguerten déi viregt Rapporten. An en fait, ech fannen, dass seng Merci-Wierder musterhaft waren, well dat, wat d'Joëlle Elvinger gemaach huet mat senger kuerzer Ried, war Iech alleguerten an eis alleguerten als Land Merci ze soen, all de Kollaborateure vun der Chamber, vun de Fraktiounen, all deene Leit, mat deene si geschafft huet. Dat ass d'Stäerkt vu Lëtzebuerg! Mir schaffen all zesummen. A soulaang mir dat als Ekipp fäerdegbréngen, sinn ech ganz optimistesch fir eist Land. Dofir sinn ech och ganz optimistesch fir deng Zukunft, Joëlle. Ech wënschen dir op der Europäescher Cour des comptes alles Gutts an ech hoffen, dass mer eis all op Cocktailer erëmgesinn, inklusiv …

Plusieurs voix.- A!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- … inklusiv den Här Wagner! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Hilarité et brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7492. Den Text steet am Document parlementaire 7492[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7492 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7492 ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 ... - mäi Schierm ass fort -, bei 2 Abstentiounen, mengen ech, jo, …

Une voix.- Neen: 2 Neen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 2 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7492 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Här Gilles Roth freet d'Wuert. Waart, fir d'éischt nach: Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Well soss vergiesse mer dat. Entschëllegt, Här Roth, wann ech Iech ënnerbrach hunn.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. An elo ginn ech dem Här Gilles Roth d'Wuert.

13. Ordre du jour

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert zum Ordre du jour op Basis vun dem Artikel 31 (13) vun eisem Chambersreglement. A meng Interventioun ass appuyéiert vu mindestens fënnef Membere vun dësem Gremium.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass der Meenung, dass d'Land an d'Leit e Recht drop hunn, gewuer ze ginn, ëm wivill d'Accisen um Sprit vun dem 1. Januar un oder d'nächst Joer an d'Luucht ginn. Mir hunn och duerfir gëschter eng Motioun deposéiert an déi Motioun gesäit vir an hirem éischte Considerant zum Schluss, dass d'Chamber doriwwer sollt renseignéiert ginn, ier et zum Vott iwwert de Rapport vun dem Budgetsprojet vun 2020 kënnt. Dëse Vott, deen ass virgesinn de Freiden an der Finanzkommissioun.

Firwat dës Motioun? Mee ganz einfach, an dem Artikel 6 vun dem Projet de loi budgétaire ass virgesinn, dass d'Maximae vun den Accisen an d'Luucht solle goen, souwuel den Droit d'accise autonome vun 100 op 130 Euro op 1.000 Liter wéi och d'Kontributioun zu dem Beschäftegungsfong a wéi och d'Kontributioun zu dem Klimafong.

De Staatsminister Bettel huet beim Untrëtt vun der Regierung Bettel 1 gesot am Dezember 2013: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hiwëllen." Abee, mir huelen de Staatsminister, de Finanzminister an och den Infrastrukturminister a Vizepremier beim Wuert a mir hätte gären, dass iwwert déi Fro, déi an dëser Motioun drasteet, mir an d'Chamber domadder an d'Land virun allem an d'Bierger Opschloss kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Roth huet den Artikel 31 zitéiert, dee beseet, datt den Ordre des travaux ka modifiéiert ginn duerch ee Vott. Duerfir wéilt ech elo d'Chamber froen, ob se prett ass, fir haut iwwert déi Motioun ze befannen, besonnesch wann ee consideréiert, datt hei eng Abberzuel vun Informatiounen an där Motioun gefrot sinn.

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, wéi Der gesot hutt, sinn hei eng Rei Saache gefrot ginn. Mir hunn d'nächst Woch d'Budgetsdiskussioun, déi grouss Debatten. An ech sinn iwwerzeegt, datt do zu deem Moment dann och de Finanzminister zu deene Froen, déi hei opgeworf gi sinn, wäert kënne Stellung huelen.

Duerfir géif ech proposéieren, dat hei, ech soen elo net, datt et superfetatoire ass, mee datt mer zu dësem Zäitpunkt déi Motioun hei net sollen unhuelen, respektiv ass jo eigentlech éischter gefrot, fir den Ordre du jour ze änne-

ren, fir dann doriwwer ze diskutéieren. Mee dat heescht, datt mer eigentlech elo déi heite Motioun net haut sollen debattéieren, mee datt se am Kader vun de Budgetsdebatten d'nächst Woch, datt se do da soll thematiséiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, de Kolleeg Berger huet eppes hei net kloer gemierkt, wat am Fong an der Motioun vun der CSV steet, an zwar, datt mer sollten déi Informatioune kréien, ier d'Finanzkommissioun de Rapport ofstëmmt. An de Rapport, ech mengen, et ass awer wichteg, wann eng Finanzkommissioun e Rapport ofstëmmt, wou am Fong just de Prinzip festgehale gëtt an engem Artikel vum Budgetsgesetz, datt d'Regierung kann déi Modifikatiounen duerchhuelen, da schéngt et mer awer nëmmen dat Normaalst ze si vun der Welt, datt, wann een do soll driwwer ofstëmmen, datt een dann awer och weess, wat hannendru gemengt ass. An dorëms geet et am Fong hei.

A wann elo hei gesot gëtt, den Här Finanzminister géif d'nächst Woch soen, wat domadder gemengt ass, da froen ech mech: Huet d'Regierung nach net doriwwer diskutéiert? Ass se sech nach net eens ginn? Firwat musse mer elo nach eng Woch waarden, fir am Kader vum Budget gewuer ze ginn, wat da gemengt ass vun der Regierung, wat se wëllt änneren d'nächst Joer?

An duerfir schéngt et mer awer nëmmen eng normal Saach ze sinn, datt een haut vun der Regierung géif gewuer ginn, wat se wëlles hunn, wéi héich a wat fir eng Modalitéiten alles domadder kommen. Dat schéngt awer näischt Extraordinäres ze sinn, fir datt een haut als Parlament, oder och d'Allgemengheet, gewuer gëtt, wat d'Regierung wëllt änneren, a firwat datt se gären hätt, datt een iwwert d'Budgetsgesetz - wat net anormal ass, wat legal ass - déi Méiglechkeet kritt, fir dat ze kréien.

Mee et ass awer kloer, datt, wann eng Chamber soll iwwer e Budget ofstëmmen, se gären am Virfeld wéisst, wat gemengt ass, an datt eng Chamber dat och wëllt wëssen, ier se de Rapport zum Budget ofstëmmt, schéngt mer och nëmmen eng Normalitéit ze sinn. An duerfir ënnerstëtze mir, datt déi Motioun elo hei zum Vott kënnt.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Den Här Bodry huet d'Wuert gefrot an dann d'Madamm Lorsché.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech mengen, mir sinn an enger Budgetsprozedur. Déi Budgetsprozedur ass kloer definéiert. An der zoustänneger Kommissioun si mer sengerzäit am Detail duerch d'Budgetsgesetz gaangen. Sengerzäit huet och kee Vertrieder vun der Oppositioun an der Presenz vum Finanzminister Froen dozou gestallt. Dat do ass souwisou eng Dispositioun, déi mer och schonn an anere Budgetsgesetzer dran haten. Et ass net anormal, dass d'Chamber eng Dispositioun stëmmt, déi der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, fir eng Rei vun Erhéijungen am Beräich vun den Accisen ze maachen. Et ass also guer näischt Aussergewéinleches, wat hei passéiert.

An ech mengen, wat zielt, dat ass de Vott vum Budget. Mir hunn d'Budgetsdiskussioun déi nächst Woch. An ech gesinn net an, firwat mer sollen zwou Budgetsdiskussiounen hei féieren. Duerfir proposéieren ech, dass mer dat dote géifen ofleenen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bodry. Dann d'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, Här President, also mir hunn esou vill Vertrauen an eis Regierung, dass mer sécher sinn, …

(Brouhaha)

… dass mer sécher sinn, dass all Minister, dee vun deem Volet betraff ass, souwuel de Finanzminister Pierre Gramegna wéi och déi aner Ministeren an hire Ressorten, wäerte Stellung bezéien, dass se à même sinn ze rechnen, an dass mer elo net scho sollen ee Volet virzéien an eng Approche hei unhuelen, déi ni geholl ginn ass. Mer sollten alles zesummen diskutéieren d'nächst Woch, esou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An an deem Sënn si mir derfir, dass mer dës Motioun ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, et huet keen hei constestéiert, datt dat net normal wier oder net d'Reegel wier. Ech mengen, et kann een iwwert d'Budgetsgesetz enger Regierung déi Méiglechkeete ginn.

Den Här Bodry huet hei gesot, datt am Kader vun den Debatten an der Kommissioun keen dat gefrot huet. Dat stëmmt, zumindest, wat mech ubelaangt. Ech weess net, ob een aneren et gefrot huet, mee ech hunn et net gefrot.

Mee de Fall gesat, Här Bodry, et hätt dann een et an der Kommissioun gefrot, wat hätt Der dann do gesot? Hätt Der dann och gesot: „Mir äntwerten elo net"? Ech mengen, et ass also net d'Fro vum Äntwerten. Wéini datt d'Fro gestallt gëtt, schéngt mer net wichteg ze sinn. Hei schéngt et wichteg ze sinn, wat d'Regierung 2020 wëlles huet ze maachen.

An dem Text iwwert de Klimaaccord, do steet zwar schonn dran, fir 2022 an 2023 steet et do dran, a fir 2021 steet dran, wivill datt do sollen d'Accise gehéicht ginn. An hei stellt just d'Fro sech, wat ass … Dat steet hei: „20 Euro pro Tonne (veuillez lire: pro Tonne CO_2. Dies macht zum Beispiel für Diesel-Treibstoff pro Liter in etwa 5 Cent aus. Für die Jahre 2022 und 2023 ist jeweils eine Erhöhung von 5 Euro pro Tonne geplant. Dies entspricht ungefähr 1,5 Cent pro Liter Diesel-Treibstoff." Dat heescht, dat steet am Text mat dran. Hei stellt d'Fro sech: Wat ass 2020 virgesinn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Elo huet den Här Baum d'Wuert gefrot, duerno den Här Bausch an duerno den Här Roth.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Här Bodry huet ganz Recht, wann e seet, datt mer eng Budgetsprozedur hunn. Mee déi ass mat där Motioun hei och net a Fro gestallt. Hei ass d'Demande, fir eng bestëmmten Informatioun ze kréie virun der Adoptioun vum Rapport, dat heescht emol net onbedéngt haut ze kréien, mee eeben ier de Budgetsrapport soll ugeholl ginn. Ech mengen, dat ass awer eng ganz vernünfteg Demande, déi hei gestallt gëtt a wou ech mengen, datt ee sech där awer uschléisse kann.

Den Här Gramegna muss emol net haut dorobber äntweren, mee et muss eebe kloer sinn, datt, ier de Rapport ugeholl gëtt, déi Informatiounen do sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum, fir déi Prezisioun. Ech wëll och ënnersträichen, datt den Antrag vum Här Roth ass, fir den Ordre du jour vun haut ze änneren, an net, fir déi Motioun unzehuelen oder net. Dat ass dat Éischt, wou mer mussen driwwer befannen. Da kritt den Här Bausch d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech wollt just dem Här Gibéryen soen, datt bei deem, wat en do zitéiert, en do e puer Saachen duerjerneegeheit. Hei geet et precisement ëm d'Accisen, d'Erhéijung vun den Accisen. Par contre, wat am Klimarapport oder am Klimaplang steet, do geet et net ëm d'Accisen, do geet et ëm d'Aféierung vun enger neier Steier, nämlech enger CO_2-Steier. An déi betrëfft den Diesel, déi betrëfft de Bensinn, déi betrëfft de Gas an de Masutt. Do gëtt et keen direkten Zesummenhang mat deem, wat elo hei verlaangt gëtt. Dat Eenzegt, wat Der gesitt an deem Plang, do ass eng Berechnung gemaach ginn, fir datt d'Leit eng Virstellung kréien, well d'Regierung wollt transparent sinn, wat et fir deen Eenzelne ka bedeiten. Mee et huet awer näischt mat den Accisen ze dinn.

Doniewent gëtt et d'Fro vun den Accisen, wou mer e spezifesche Problem hunn zu Lëtzebuerg, dee jo awer, mengen ech, entre-temps largement bekannt genuch ass a wou vu Vertrieder vun alle Parteien, nee pardon, vum ADR net - entschëllegt, elo hat ech Iech bal Onrecht gedoen -, mee mindestens vun där gréisster Oppositiounspartei an alle Regierungsparteie reegelméisseg an der leschter Zäit grouss Tribünen an den Zeitunge stoungen, datt mer e Problem vum Tanktourismus hätten an datt een dee misst ugoen.

Dat ass e ganz anere Sujet an dat ass e spezifesche Sujet, deen och mat der Belsch ze dinn huet, mat de Camionneuren ze dinn huet. Duerfir géif ech dat scho wëlle propper trennen. An ech ginn dervun aus, datt de Finanzminister d'nächst Woch fir Transparenz wäert suergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet nach emol d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Uschléissend un dat, wat den Här Bausch gesot huet. Also, wann ee vun Transparenz schwätzt, wann een Transparenz priedegt, Här Bausch a léif Leit, da muss een och fir Transparenz suergen!

An déi Fro, déi mer gestallt hunn, mir wëllen, dass déi zur Ofstëmmung kënnt, déi Motioun, well et ass net esou, dass mer se elo eréischt virgestallt hunn. Mir hu se gëschter beim Ufank vum Ordre du jour schonns virgeluecht, an all d'Fraktiounspresidenten hunn déi zanter gëschter hallwer dräi zu hirer Dispositioun.

Et geet hei ëm méi. Et geet en plus, en plus zu der CO_2-Steier, well dat soll een emol soen, wat jo dann eng Erhéijung, wéi den Här Bausch dat preziséiert huet, vu 5 Cents, …

Plusieurs voix.- Jo, voilà!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … dat kënnt nach fir d'Leit derbäi, zousätzlech Accisen. Jo.

Une voix.- Voilà!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wa mer den Här Turmes e Sonndeg oder e Samschdeg an dem „Background" gelauschtert hunn, dann huet hie kloer gesot, Dir géift am Januar decidéieren, fir d'Accisen an d'Luucht ze setzen. A wann een den Här Turmes nach weider gelauschtert huet, do huet hie gesot, et misste 400 Millioune manner Spritt verfuer ginn. A wann een dat kuckt, wat an de Finanzkommissioune gesot ginn ass, dass 100 Millioune manner Spritt, dat heescht Diesel professionnel, eng Perte si vu 35 Milliounen Euro. Wann ech also dann …

(Interruption)

Jo, jo. Wann ech dann also déi 400 Milliounen huelen, dann ass dat eng Perte, eng Perte fir de Staatsbudget vun 140 Milliounen Euro. A wa mer Äre Staatsbudget huelen, da gesitt Dir op den Accisen e Plus vu 44 Milliounen Euro vir. Also, wéi Der dat wëllt hikréien, do mengen ech, dass d'Land an d'Leit a virun allem d'Leit, déi iwwert de Budget sollen d'nächst Woch ofstëmmen, dass déi d'Recht hunn, fir dat gewuer ze ginn, a virun dem Rapport, deen e Freideg an der Finanzkommissioun zur Ofstëmmung steet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, ech wëll Iech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer fir d'éischt emol driwwer mussen diskutéieren, ob mer de Punkt op dem Ordre du jour halen. Dir sidd elo scho matzen an der Diskussioun dran.

Ech géif nach eng Kéier dem Här Bausch d'Wuert ginn an da géife mer ee Vott huelen, ob mer de Punkt fir d'éischt emol op den Ordre du jour huelen, esou wéi Dir et am Fong geholl hei och presentéiert hutt.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, ech mengen net, datt d'Regierung sech där Diskussioun wëllt verweigeren. Dat wäert Der erliewen, éischtens.

Zweetens: Ech mengen awer, ech war laang genuch Deputéierten, datt ech d'Reglement eeben esou wäit kennen, datt dat drasteet. An dat ass och logesch. Ech wëll just drop hiweisen, datt an där Motioun och en anere Minister zitéiert gëtt, deen haut iwwerhaapt net hei ass, dee jo elo näischt dervu weess, datt Der hei den Ordre du jour ännere gitt. Ech mengen, fairnesshalber misst et awer méiglech sinn, datt och d'Regierungsmemberen dat da virdru matgedeelt kréien.

D'Regierung kënnt zu all Moment heihinner, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen a wäert sech och net scheien, doriwwer ze schwätzen, dat ass net de Problem. Mee wann d'Chamber den Ordre du jour elo de Mëtteg wëllt änneren, da versti mir natierlech dem Här Roth seng Intentioun, mee ech géif awer duerfir proposéieren, kommt, mir maachen dat korrekt, wéi dat sech gehéiert! D'nächst Woch am Kader vun de Budgetsdebatte soll d'Chamber dat maachen. Da sinn d'Ministere souwisou alleguerten hei, déi hei betraff sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, den Här Roth eng leschte Kéier.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also mir huelen dat zur Kenntnis. De Freideg ass jo Finanzkommissioun. A mir invitéieren dann de Finanzminister an den Här Turmes an all déi Ministeren, déi wëlle matkommen, dass se an d'Finanzkommissioun kommen, dass se dem Land an de Leit erklären, ëm wivill dass d'Accisen an d'Luucht gesat ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass domadder Ären Antrag hifälleg?

Une voix.- Neen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wann d'Regierung dat unhëlt, zéie mir eis Motioun zréck.

Une voix.- D'Regierung hëlt dat net un.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung hëlt dat net un. Da stëmme mer driwwer of, ob dat heiten op den Ordre du jour kënnt oder net.

Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour

De Vott fänkt un.

(Brouhaha)

Une voix.- Wat stëmme mer of?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng Modifikatioun vum Ordre du jour. Wie fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour ass, stëmmt mat oui, wie géint eng Modifikatioun vum Ordre du jour ass, stëmmt mat non. Dann de Vote par procuration.

D'Demande vun der CSV-Fraktioun, fir den Ordre du jour ze änneren, ass mat 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent ginn.

Une voix.- Et si warscheinlech 29 Jo-Stëmmen, well een Apparat ass net gaangen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An een Apparat ass net gaangen. Dat heescht, jo ...Okay!

Résultat définitif après redressement : la proposition de modification de l'ordre du jour est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

14. Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen

Da géif ech dem Här Goergen d'Wuert ginn, dee wëllt den Depot vun enger Pièce maachen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Am Kader vun den Diskussiounen tëscht der Arméi an hirer Gewerkschaft géif ech gären den Depot vun enger Pièce maachen, wou ech mer seriö Froe gestallt hunn, well wann een dat esou liest, dee Communiqué vun der SPFP, dann ass et esou, wéi wann d'Chamber ugelu gi wär. An et ass net, fir sech an d'Gewerkschaftsverhandlungen anzemëschen, mee et wär awer scho ganz dramatesch, wann e Minister, an dat wär de Minister Kox gewiescht, d'Chamber hei ugelunn hätt. Deementspriechend wëll ech déi Pièce deposéieren.

(M. Marc Goergen dépose un document.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Ech ginn Iech Akt vum Depot vun dëser Pièce.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- An zousätzlech deposéieren ech Iech nach e Bréif, fir de Minister an déi nächst Kommissioun vun der Defense ze ruffen an deementspriechend dofir d'Explikatiounen ze ginn.

(M. Marc Goergen dépose un deuxième document.)

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat geet och op méi engem einfache Wee, Här Goergen, wëll ech Iech just drun erënneren.

Une voix.- Eng Enveloppe!

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Kann den Här Goergen eis da just nach soen, wat déi Pièce ass? Dat géif mech nämlech interesséieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi Pièce wäerte mer dann elo verdeelen.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, okay. Well et ass och vläicht interessant, ob den Dateschutz respektéiert gëtt, deemno wat dran ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Neen, mir kënnen elo keng Diskussioun doriwwer ufänken. Déi Pièce huet den Här Goergen hei depo-

séiert, an déi gëtt dann domadder duerno verdeelt. Merci villmools.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, ech ka just d'Prezisioun ginn. Et ass e Pressecommuniqué vun der Gewerkschaft, also …

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- … op RTL, déi braucht Der net hei ze deposéieren.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mee Dir hutt e Bréif deposéiert. Dat do ass eng Pièce, déi widderleet, wat d'Regierung deposéiert huet. Et ass e Pressecommuniqué, also keng Suerg wéinst dem Dateschutz.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Ech géif Iech uroden, liest emol den Interview am „Luxemburger Wort".

15. 7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, mir kënnen elo zum nächste Punkt komme vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 7371 iwwert d'Vëlosweeër. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Rapporter huet d'Wuert, wannechgelift.

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- … Här Minister, mir ënneren de Mëtteg d'Gesetz of vum 28. Abrëll 2015 « relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux » an och d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 « relative au régime des permissions de voirie ».

Erlaabt mir, haut bei der Ofännerung vum Vëlospistegesetz mat engem klengen historesche Réckbléck respektiv enger Anekdot mäi mëndleche Rapport unzefänken!

Viru genee honnert Joer am Fréijoer 1919, emol kee Joer nom Schluss vum Éischte Weltkrich, gouf direkt nees eng grouss Etappevëloscourse organiséiert, an zwar de Circuit des champs de bataille. Wéi den Numm et scho seet, huet dës Course laanscht zerbommte Krichfelder a Schützegrief gefouert. Si goung iwwer 14 Deeg a bal 2.000 Kilometer vu Stroossbuerg erop an d'Belsch an nees iwwer Amiens op Paräis zréck an dann op Stroossbuerg. An déi éischt Etapp huet deemools hei op Lëtzebuerg gefouert, mat Arrivée net wäit ewech vun dëser Plaz hei. Dës Vëloscourse sollt natierlech stattfannen als Gedenken un de Krich, mee och als Zeeche vum Neiufank, als Signal un déi Jonk, de Kapp net hänken ze loossen, sech, wéi ee sou schéi seet ënner Cyclisten, um Guidon ze rappen an d'Liewen nees an zwou Hänn ze huelen.

Dës Course ass deemools iwwer futtis Stroossen a Weeër ouni vill Stroosseschëlder bei kalem an naassem Wieder a mat weesentlech méi schwéiere Vëloe gefuer gi wéi haut, an u speziell wand- a waasserdicht Kleeder oder en Handy mat GPS, nee, do war net drun ze denken.

Ënnerwee si se dacks vum Vëlo gefall, vun Hënn ëmgehäit ginn an esou weider. An trotzdeem hate sech mat vill Courage bal 140 Cyclisten, vill vun hinnen Ex-Zaldoten, an dorënner och dräi Lëtzebuerger, fir dës Course ugemellt. Ukomm sinn der, wéi Der Iech kënnt denken, allerdéngs vill manner. Aus all dëse Grënn huet dës Course och nach haut de Ruff, eng vun deene schwéierste Coursse vun allen Zäite gewiescht ze sinn.

Mee op wat wëll ech hei eraus? Wou ass den Zesummenhang mat dësem Projet de loi? Abee, ech wëll drop opmierksam maachen, datt de Vëlo zu där Zäit eng immens grouss Plaz an eiser Gesellschaft hat. Et war e gängegt Transportmëttel, genee wéi och en attraktiivt Fräizäit- a Sportmëttel. A genee dat ass de Vëlo jo och haut erëm am Joer 2019, respektiv, an do si mir da beim Gesetzesprojet vun haut, ass de Vëlo nees um gudde Wee, dat alles ze ginn.

Fir datt et klappt, ass et allerdéngs un der Politik, fir de Biergerinnen an de Bierger an och de Kanner an de Jugendlechen, méiglechst gutt a sécher Fuerkonditiounen ze bidden. A genee dorunner schaffe mir mat dësem Gesetzesprojet.

Mir hunn haut en Text virleien, mat deem mir dat neit Vëlosgesetz vun 2015 an e puer Punkte verbesseren. Mam Gesetz vun 2015 koum et zu enger fundamentaler Neiausriichtung vun der Vëlosstrategie a vum Lëtzebuerger Vëlosreseau. Nodeems de Fokus vum 1999er-Gesetz - dat éischt - nach um Fräizäitvëlo louch, gouf ab 2015 de Fokus op de Vëlo als vollwäertegt Transport- a Mobilitéitsmëttel geluecht.

Et geet haut also och am drëtte Projet de loi iwwer Vëlospisten. 1999 war deen éischte Projet, 2015 deen zweeten an elo deen drëtten, deen zweete Projet vun dëser Majoritéit, dat ass de Beweis, datt d'Politik sech dem Potenzial vum Vëlo fir eis Gesellschaft bewosst ass, datt de Vëlo e wichtege Bausteen ass, fir eis Mobilitéit lokal an national ze verbesseren.

Mat dësem Projet de loi soll de Vëlo nach méi en attraktiven a performante Bausteen an dem Puzzle vun der Mobilitéitsoffer ginn. Well d'Demande ass schonn do, a mat all gudder Infrastruktur, déi bäikënnt, geet d'Demande och weider erop. D'Zielunge vun der Zuel vu Vëlosbeweegungen, déi op deene verschiddene Vëlosweeër hei am Land gemaach ginn, beweisen dat och, a speziell an der Stad, wou jo ab 2006 den haaptstättesche Vëlospistereseau opgebaut gouf.

Den Interêt, fir sech mam Vëlo ze deplacéieren, betrëfft virun allem déi kuerz Distanzen, dat heescht vu manner wéi fënnef Kilometer, wou de klassesche Vëlo natierlech ganz performant ass. De Vëlo brauch och ganz wéineg Plaz, fir ze parken. An de Parkmanöver ass och ganz schnell gemaach.

Bei den Distanzen iwwer fënnef Kilometer eraus ass d'Potenzial duerch déi verstäerkt Benotzung vu Pedelecs rasant gewuess. Wann een de Vëlo reegelméisseg benotzt, fir sech ze deplacéieren, sief dat fir op d'Aarbecht, fir an d'Schoul oder fir eng Klengegkeet akafen ze goen, dréit dat och zu enger gudder Gesondheet bäi. Et ass an deem Sënn net just eng ëmweltfrëndlech oder duuss Mobilitéit, mee och nach eng gesond, well aktiv Mobilitéit.

D'Recommandatioune vun alle Gesondheetsinstitutiounen a Gesondheetsprogrammer insistéieren drop: Maacht all Dag genuch Beweegung, virun allem wann et drëm geet, dat Ängeneemt, dat heescht d'Aktivitéit, mat deem Nëtzlechen, dat heescht d'Mobilitéit, ze verbannen! Eng rezent Etüd huet nach eng Kéier bewisen, wéi wichteg et ass virun allem fir d'Preventioun vu kardiovaskuläre Problemer.

D'Mobilité douce respektiv aktiv mam Vëlo ass och zougänglech, finanziell gesinn, fir all sozial Schichten. De Kaf vun engem Vëlo fänkt zum Beispill bei enger gudder Occasioun scho bei ënner 300 Euro un. An ee gudden neie Vëlo kritt Der och schonns fir manner wéi 1.000 Euro a Pedelecs ab ronn 1.500 Euro. Dobäi gëtt den Neikaf vu Vëloen, Pedelec an E-Bike jo och nach vum Staat an och vu verschiddene Gemenge subventionéiert.

D'Zuel vun de Pedelecs, och nach Pedelec 25 genannt, well hei d'elektresch Assistenz beim Pedalléiere bis maximal 25 Kilometer an der Stonn fonctionéiert, geet rasant an d'Luucht. An och d'Zuel vun den E-Bikes oder och nach Pedelec 45 genannt, well hei d'Ënnerstëtzung bis 45 Kilometer an der Stonn geet, wiisst. Si erlaben och deene Leit, déi an enger manner gudder physescher Form sinn, de Vëlo fir hir Mobilitéit ze benotzen. Si erlaben et och, fir länger Strecke méi schnell a fir gréisser Steigungen ouni Schweesspärelen ze fueren.

D'Ëmweltfrëndlechkeet vun den Deplacementer mam Vëlo brauch net extra ervirgehuewen ze ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

De Vëlo kann awer zum Beispill och zu engem verbesserte Sozialliewe bäidroen. De soziale Kontakt ass méi spontan, esou wéi och wann een ze Fouss ënnerwee ass oder mam Transport public.

Bei de konkreten Ännerungen, déi dëse Projet beinhaltet, wëll ech op sechs Punkten agoen.

Deen éischte Punkt vum Projet de loi gesäit vir, datt de Réseau national an Zukunft aus 38 Itinéraires cyclables - ech wäert se hei aus Einfachheetsgrënn Vëlospisten nennen - an aus zwou Vëlosexpressverbindunge wäert bestoen. Den Total vun 38 ass dee selwechte wéi am 2015er Gesetz, mee eng ganz Rei Piste sinn elo iwwerschafft ginn an duerch nei Strecken an Interkonnexiounen ergänzt. Ronn 100 Kilometer vum ale Reseau ginn duerch ee méi sécheren Tracé ersat, soudatt op Basis vun dësem Gesetzesprojet ënnert dem Stréch nach eppes iwwer 600 Kilometer Vëlospisten ze baue sinn, fir deen nationale Reseau op seng komplett Längt vun 1.102 Kilometer auszebauen.

Vun dëse 600 Kilometer, déi ze baue bleiwen, gi 400 Kilometer op d'Gesetz vun 2015 zréck a ronn 200 Kilometer op de Gesetzesprojet, dee mir haut hei virleien hunn.

Wann Dir de Listing vun de Piste kuckt, da gesitt Dir, datt déi Pisten och ënner sech besser matenee verbonne sinn oder, méi einfach ausgedréckt, datt si sech kräizen, esou wéi dat och am Autosreseau de Fall ass. Bei all Pist steet dann och derbäi, wat fir Stied oder Dierfer vun deene jeeweilege Pisten zerwéiert solle ginn, wat dann och d'Ubannung u besteeënd Gemengereseauen erlaabt.

Zweetens wäert d'Gestioun vun den existente Pisten doduerch vereinfacht ginn, datt hiren Tracé elo op enger Kaart am Moossstab 1:20.000 dokumentéiert gëtt.

Drëttens gesäit de Projet, wéi schonn erwäänt, fir d'éischte Kéier och Expresspiste vir. Dëst si Vëlospisten, déi esou mann wéi méiglech besteeënd Stroosse kräize sollen an doduerch ee schnellt Virukomme garantéieren. Et geet hei ëm d'Expresspist vu Lëtzebuerg op Beetebuerg an ëm d'Expresspist vu Lëtzebuerg op Esch. Dës zweet Expresspist soll laanscht den Tracé vum schnellen Tram verlafen. Een Avantgoût, wat fir een Interêt esou eng Pist ka kréien, kënnt Dir op der Vëlospist laanscht den Tram um Kierchbierg gesinn.

Esou wéi den Titel vun dem Gesetz och seet, soll d'Vernetzung, am Titel steet „raccordements", vun den nationale Vëlospiste mat de lokalen, kommunale Vëlospiste weider ausgebaut a verbessert ginn. Ech kommen nach am nächste Punkt dorobber ze schwätzen.

Niewent der Vernetzung um nationalen a kommunalen Niveau geet et mat dësem Gesetz awer och speziell ëm eng besser Ubannung un d'Schoulen, u grouss Aktivitéitszonen an u Pôle-d'échangë vum ëffentlechen Transport. Ee gutt Beispill, wéi esou eng Vernetzung ausgesäit, ass de Pôle d'échange vun der Rouder Bréck an der Stad. Op dëser Plaz verleeft d'Vëlospist PC1, déi vun der Luxexpo aus iwwert de Kierchbierg duerch d'Stad geet. Beim Pôle d'échange Roud Bréck-Pafendall erlaabt dës Vernetzung dem Cyclist engersäits, op den Tram, op den Zuch oder op de Bus eriwwerzeklammen, anerersäits kann de Cyclist awer och op d'Vëlospist PC2 wiesselen an do weider Richtung Dummeldeng pedalléieren.

Dann zum fënnefte Punkt. Mir wëssen, datt och vill Gemengen zolidd Efforte gemaach hunn an nach weider maachen, fir hir Gemengereseauen auszebauen. Fir datt de Cyclist all Pist kann optimal notzen, dat heescht souwuel déi national wéi och déi kommunal, musse si gutt matenee vernetzt ginn, gutt beschëldert an och gutt ënnerhale ginn.

Dofir ass ee fënnefte wichtege Punkt, datt d'Opdeelung vun de Responsabilitéite vum Finanzement tëschent Staat a Gemeng nach eng Kéier kloergestallt gëtt. A groussen Zich gesäit dat follgendermoossen aus:

De Staat plangt a baut deen nationale Reseau a keeft och d'Emprisen, déi néideg si fir déi national Vëlosweeër. Déi eenzeg Ausnam sinn hei déi Pistenabschnëtter an enger Uertschaft, déi zur Gemengevoirie gehéieren. Hei sinn d'Emprisen an den Amenagement à charge vun der Gemeng. Doriwwer eraus realiséiert a finanzéiert de Staat och d'Infrastrukturen op de Staatsstroossen, och an enger Lokalitéit.

De Staat mécht bei nationale Pisten och den Entretien constructif, zum Beispill kleng Reparaturaarbechten, och hei mat der Ausnam vun Itinerairen, déi innerorts zur Gemengevoirie gehéieren. Am Ënnerscheed dozou läit d'Responsabilitéit fir den normalen Entretien courant, dat heescht d'Propperhalen, d'Heckeschneiden, ganz bei deene jeeweilege Gemenge fir déi Deeler, déi op hirem Territoire leien. Eenzeg Ausnam hei sinn déi nei Expresspisten, wou de Staat fir de lafenden Ënnerhalt zoustänneg ass.

D'Raccordementer vun engem kommunale Reseau oder vun Uertschaften un den nationale Reseau sinn à charge vun de betraffene Gemengen. De Mobilitéitsministère bitt hei awer e Subsid vu maximal 30 % vun den Ausgaben un. Eng Neierung ass, datt d'Subside vum Mobilitéitsministère mat anere staatleche Subsiden, wéi zum Beispill vun der ASTA a vum Tourismusministère, cumuléiert kënne ginn.

Sechstens, an da kommen ech zum leschte Punkt: Mat dësem Projet de loi ännere mir och d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert de Regimm vun de Permissions de voirie. D'Vëlospiste ginn an d'Lëscht vun den Definitioune bäigesat an déi eenzel Vëlositinerairen an eis national Voirie integréiert. An Zukunft ass dann och kloer, datt eng Permission de voirie muss ugefrot ginn, wann een Aarbechten un oder laanscht enger besteeënder Vëlospist wëllt maachen.

Dëse Projet de loi gouf viru 14 Méint, den 12. Oktober 2018, an der Chamber deposéiert. No zwou Amendementsnavetten tëschent Chamber a Staatsrot konnte mir all Opposition-formellen aus dem Wee raumen, an d'Kommissioun huet de virleiende Rapport an der Sëtzung vum 17. Oktober 2019 ugeholl.

Ofschléissend nach ee Merci un all d'Membere vun der Kommissioun fir hire positive Bäitrag zu den Diskussiounen. Dee selwechte Merci geet och un all déi betraffe Beamten aus dem Ministère vun der Mobilitéit an den Travaux publics, déi eebenfalls mam néidege Sachverstand an Enthusiasmus zu der Reussite vun dësem Projet de loi bäigedroen hunn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Merci, Här Rapporter. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Villmools Merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Ganz interessant war natierlech dee klengen Ausfluch an d'Geschicht, deen en hei geliwwert huet, e Kapitel doraus, dat mer och nach net kannt hunn. Dat heescht, et kann een ni déi ganz Geschicht kennen. Dofir, et war ganz flott, datt en dee Retour gemaach huet no hannen.

Natierlech wär et och gutt gewiescht, wann Der am Historique, deen Der gemaach hutt vun der Gesetzgebung, net vergiess hätt, datt net 2015 déi éischte Kéier de Paradigmewiessel komm ass mat dem Ausbau vun engem Reseau vu Vëlospisten, déi net méi solle just genotzt gi fir Tourismus, mee eeben och fir op d'Aarbecht, an d'Schoul ze fueren, mee schonn 2013, well do war en Avant-projet de loi schonn deposéiert gi vun dem deemolegen Transportminister, dem Claude Wiseler. An dann an der Suite war deposéiert ginn …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wou awer deen dote Volet, Här Wilmes, precisement net dra war!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dach, natierlech war dat dran!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Neen, de Staatsrot hat dat deemools och monéiert a sengem Avis.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Wësst Der, dat war ganz kloer dran, datt schonn e Paradigmewiessel komm ass! Ech hat et wierklech nach eng Kéier nogekuckt virdrun. An ech soen Iech och, firwat ech dat natierlech eng Kéier erwänen. Éischtens well et awer wichteg ass, et nach eng Kéier ze soen; „Ehre, wem Ehre natierlech gebührt", an zweetens och, well et an der Suite vum MoDu war. An de MoDu ass 2012 presentéiert gi vun der deemoleger Regierung an do ass eeben e Paradigmewiessel komm. Do steet ganz genau dran zum Beispill, datt et wichteg ass, fir d'Distanzen ënner véier, fënnef Kilometer kënne méi ze Fouss ze maachen oder mam Vëlo ze fueren.

An et ass kloer op där Suite dovunner, wou dunn och en éischte Projet de loi, also en Avant-projet de loi schonn ausgeschafft gi war. An dat ass, mengen ech, awer och ëmmer wichteg, datt een dat nach eng Kéier betount: Et ass net mat där heiter Regierung, wou dee Paradigmewiessel ugefaangen huet!

Mee et ass och nach am Endeffekt egal, well ech mengen, dat Wichtegst ass, datt mer do alleguerten un engem Strang zéien. Ech hunn et elo just betount, datt et wichteg gewiescht wär, dat am Historique eng Kéier och ze erwänen, well natierlech ënnerstëtze mer dat.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Mir hunn et jo och ënnerstëtzt gehat, wéi 2015 dat Gesetz fir d'éischte Kéier ugeholl ginn ass. Mir wäerten och dëse Projet de loi ënnerstëtzen.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Dat ass, mengen ech, elo dee wichtegste Message, deen ech och ka soen.

Wann d'Madamm Lorsché sech gäre wëllt aschreiwen, ka se dat jo gären nach maachen.

Op jidde Fall ënnerstëtze mer dat. A wann ee jo kuckt, et si jo scho ganz vill Kilometeren, déi existéiere vun nationale Vëlospisten. Hei kommen nach eng Kéier netto, par rapport zu 2015, 83 nei Kilometeren derbäi. Dat ass eng gutt Saach.

Wat och derbäikënnt, dat si jo déi Expressvëlospisten tëschent Beetebuerg an der Stad respektiv Esch an der Stad.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, Dir huelt awer 113 Kilometer ewech, déi Der nämlech wäert deklasséieren, esou steet et am Rapport.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat ass awer net ganz richteg.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ech hunn et gelies. Da steet et falsch am Rapport.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Do steet netto dran: 83 Kilometer.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ma natierlech, tant mieux, wann et der méi sinn! Ech mengen, mir streiden eis do net ëm déi Ziffere do, well dat ass wierklech net de Punkt. Wann et der méi sinn, tant mieux. Mee esou op jidde Fall steet et emol am Rapport.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen dat. Ech mengen, do brauche mer net nach laang driwwer ze diskutéieren, datt et wichteg ass, datt mer méi solle kucken, kënnen op de Vëlo ze klammen. Dofir brauche mer gutt Vëlospisten iwwer Land och, eeben och grad iwwer Land, net nëmmen an de Stied, fir och do kënnen de Leit et ze erméiglechen, méi séier entweeder an de Lycée ze kommen oder op eng Gare ze kommen, op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dofir brauch een natierlech awer, wéi gesot, gutt Infrastrukturen, déi och ofgeséchert sinn esou wäit wéi méiglech, datt een eebe sécher kann doriwwer fueren. Dat steet alles net zur Diskussioun.

En anere wichtege Punkt, deen heidra soll méi geklärt ginn, ass och sécher d'Relatioun tëschent dem Staat an de Gemengen. Den Här Back huet dat virdrun och nach ugeschwat. Do geet et dann haaptsächlech ëm d'Finanzéierung. Mee et ass awer net nëmmen deen Aspekt vun der Finanzéierung u sech, deen nach méi kloer muss gestallt ginn, mee et ass och den Aspekt, wéi dann déi eenzel Pläng, déi Gemengen hu respektiv de Staat huet, kënne openeen ofgestëmmt ginn.

Mäi Kolleeg, de Marc Lies, hat eng Kéier an der Kommissioun zum Beispill d'Fro opgehäit, wéi et da wier a senger Gemeng. Si hunn als Hesper d'Iddi, fir eeben och eng Vëlospist ze bauen, déi vum Houwald erofgeet an den Hesper Dall an dann erëm erop Richtung Izeg a Contern, fir d'Zone d'activités an d'Gare do unzeschléissen, wat ronn 7,5 Kilometer Vëlospist wären, déi awer elo net hei explizitt virgesi sinn an der Annex an an deem Plang vun deene Pisten, déi nach solle bäikommen.

An en hat do d'Fro gestallt: Wéi ass et dann eebe mat Initiative vu Gemengen, déi nach nei sollen derbäikommen, kënnen déi nach nodréiglech, wann dat heite Gesetz gestëmmt ass, iwwer Règlement grand-ducal och unerkannt ginn? An ass et méiglech, zum Beispill och eng Konventioun ze maachen tëschent de Gemengen an dem Staat, wou festgehale gëtt, datt zum Beispill eng Gemeng déi Pist selwer kéint bauen an et net musse Ponts et chaussées sinn, déi déi Pist bauen, wa mer all wëssen, datt Ponts et chaussées ganz vill aner Aarbechten hunn?

En anert Beispill ass dat, wat mer den Emile Eicher gesot huet, dee scho laang eeben och wëlles huet, an déi Pist ass jo och hei virgesinn, den Uschloss vu Clierf, Elwen erop op déi Vennbahn mat der belscher Grenz, datt déi kéint esou schnell wéi méiglech realiséiert ginn. Och déi soll da vu Ponts et chaussées realiséiert ginn. Mee och do koum awer schonn de Retour, datt déi esou vill ze dinn hunn, datt et schwéier gëtt, dat an enger Zäit ze realiséieren esou kuerz wéi méiglech.

An dowéinst wär d'Fro, ob et net gutt wär, sech nach eng Kéier duerno awer mat Gemenge kënnen zesummenzesetzen a Konventiounen ze maachen, datt, wa si et wëlle gäre realiséieren, si dat och kënne maachen, an natierlech och do nach eng Kéier d'Fro vun der Finanzéierung ze kucken, ob déi net kéinten dann déi Fraisen erëm eng Kéier och zréckbezuelt kréien. Well ech mengen, wann d'Gemenge schonn disposéiert sinn, dat ze iwwerhuelen, da soll ee se och doranner ënnerstëtzen.

An en anere wichtege Punkt ass natierlech och wierklech d'Integratioun vun deenen nationale Vëlospisten an déi kommunal Vëlospisten, well dat ass net ëmmer onbedéngt esou evident, fir dat ze realiséieren. Hei stinn eng ganz Partie där Vëlospisten dran, déi féieren zum Beispill och queesch duerch d'Stad. Dat ass vläicht op där enger Säit jo gutt, datt een déi Wonschlëscht sech do ka ginn, wou een do wéilt gär eng Ubannung maachen. Op där anerer Säit muss een och wierklech awer dann den Dialog an d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng a mat de Gemengen och sichen.

An datt dat net ëmmer de Fall ass, hat ech Iech och eng Kéier perséinlech gesot. Well et kann awer och net sinn, datt een u sech als Gemengeverantwortlechen aus der Zeitung muss liesen, datt e Raccordement geplangt ass tëschent zwou nationale Vëlospisten, déi iwwer engem säin Territoire ginn. An da freet een no: Hu mir dann domadder eppes ze di gehat? Si mir doriwwer informéiert ginn? Da kënnt einfach: Neen, dat ass net geschitt!

Ech mengen, dat ass keng optimal Situatioun!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wann ech elo wéisst, vu wat fir enger Pist Der schwätzt.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ech hat Iech eng Kéier gesot, et ass déi Verbindung tëschent Stroossen, Briddel respektiv erof iwwert d'Millebaacher Strooss bis d'Eecher Plaz un déi national Vëlospist, déi dann duerch de Lavalspark geet. Do hat ech eng Kéier zitéiert, als Beispill ginn, datt mer an der Zeitung gelies hunn, datt dat u sech geplangt wier, do géif schonn intensiv dru geschafft ginn. Wat jo alles schéin a gutt ass! Mee ech mengen, wa mer gäre wëllen déi Piste realiséieren, datt dat esou séier wéi méiglech soll geschéien, do ass jiddweree mat derbäi.

Mee et ass awer komesch, dat mussen als Gemengeverantwortlechen aus der Zeitung gewuer ze ginn. Well Dir kënnt Iech jo virstellen, Dir waart selwer eng Kéier Gemengeverantwortlechen, datt et net flott ass, Froe gestallt ze kréie vu sengen Awunner, déi herno op een duerkommen a soen: A, kënnt eng Vëlospist hei virun eiser Dier? Oder: Wéi ass déi da geplangt? Ass net nach eng Alternativ vläicht méiglech?, a mir wëssen et net!

Do ass awer Matière vu Verbesserung, wou ee ka méi zesummeschaffen, wou ee ka richteg sech als gläichwäerteg Partner begéinen. An dat soll net als eng stupid Kritik einfach ugesi ginn, mee et ass e konstruktiven Opruff, fir sech dann och mat de Gemengen zesummenzesetzen an ze kucken, wat hir Pläng, wat hir Virstellunge sinn, a sech dann do ofzestëmmen, datt mer einfach alleguerten um selwechte Wëssens- a Kenntnisstand sinn an datt mer dann och zesummen un engem Strang do kënnen zéien.

Dat däerfen awer net nëmme Lippebekenntnisser sinn, dat muss och wierklech an der Realitéit esou gehandhaabt ginn. Dat ass awer wierklech en dréngenden Appell, deen un Iech ze riichten ass. An ech weess awer, datt Der sensibel derfir sidd. An dofir ziele mer och op Iech, datt mer an Zukunft eeben och do déi Zesummenaarbecht nach kënne verbesseren.

En aneren a leschte Punkt ass, datt et net esou kloer hei erausgeet ëmmer, ob den Ëmweltministère an deene meeschte Projeten och mataagebonne gëtt. Well vill vun deene Piste wäerte jo awer och entweeder duerch Bëscher fueren oder iwwer Landweeër fueren, wou et wichteg ass, datt den Ëmwelt och muss seng Autorisatioune ginn. An natierlech ass dat e wichtege Partner, deen ee muss mat u Bord hunn, fir och déi Pisten dann esou séier wéi méiglech kënnen ze realiséieren.

Et stinn also nach eng Partie Froen op, déi een duerno nach eng Kéier muss klären. Mee ënnert dem Strëch, mir ënnerstëtzen dëst Gesetz a fannen, datt et wichteg ass, datt mer dat esou séier wéi méiglech dann och elo kënnen ëmsetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance.*- Den honorabelen Här Max Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Madamm Presidentin, eng vun de Sportaarten, fir déi Lëtzebuerg jo an der ganzer Welt bekannt ass a wou mer och sécher esou munches opzeweisen hunn, ass mat Sécherheet de Cyclissem. Mir hunn an der Vergaangenheet vill gutt Coureure gehat an haut och ganz vill talentéierten Nowuess. A vill Lëtzebuerger kucken och ganz gär déi sëllechen international Courssen. Ass Lëtzebuerg dofir e Vëlosland?

Wann een am Alldag esou kuckt, dann ass et, mengen ech, keng grouss Iwwerraschung, an dat mierkt een, dass mer relativ kloer virun allem en Autosland sinn. Ganz vill Deplacementer, virun allem och fir kuerz Weeër, ginn nämlech mam Auto gemaach.

Déi lescht Studie weisen eis, dass zwee Drëttel vun de Leit den Auto huele fir Distanzen tëschent engem a fënnef Kilometer. Gläichzäiteg maache virun allem déi kleng Trajete méi wéi een Drëttel vun eisen alldeeglechen Deplacementer aus. Do ass also nach ganz vill Potenzial, vu dass déi quasi all mam Vëlo oder ze Fouss kéinte gemaach ginn.

D'Virdeeler vu „méi Vëlo, manner Auto" leien op der Hand. Manner Auto op de Stroossen hätt eigentlech nëmme Virdeeler, manner Verkéier op de Stroossen an deemno och manner Stau. Et bedeit och manner Ofgasen, manner Kaméidi, jo, och manner CO_2 an doduerch och eng méi propper Loft.

A schlussendlech mécht de Cyclist och nach eppes fir seng Gesondheet an, jo, och fir säi Wuelbefannen.

Ma firwat ass d'Situatioun dann esou, wéi se de Moment ass?

Wa mer an d'Ausland kucken, do schéngt jo esou munches méiglech ze sinn. Firwat ass dat net bei eis de Fall? Mir kënnen dovunner ausgoen, dass et net un der Bereetschaft vun de Leit läit, op de Vëlo ze klammen. Ëmfroe soen eis nämlech, dass 80 % vun de Leit méi wéilte mam Vëlo fueren, wann dann d'Konditioune géife stëmmen.

An ech mengen, domat ass scho villes gesot. Mir brauchen also net méi laang ëm de Bräi ze rieden. Et ass nämlech do, wou d'Kromm an der Heck läit. D'Konditioune sinn am Moment einfach net immens.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ugefaange beim Reseau. Do sinn iwwerall Lächer dran. Mir hunn net genuch Kilometer Vëlospisten. Op ville Plazen am Land missten d'Leit iwwert d'Strooss fueren, wa se zum Beispill mam Vëlo op d'Schaff wéilte kommen. An Dir kënnt Iech jo denken, dass dat net nëmmen desagreabel ass, permanent iwwerholl ze ginn, mee och nach net ganz ongefäierlech.

Do derbäi kommen dann och nach déi sëlleche Chantieren uechtert d'Land. Déi si selbstverständlech onëmgänglech, besonnesch fir den ëffentlechen Transport ze verbesseren, mee si maachen et dem Vëlosfuerer am Moment natierlech net méi einfach.

Zweetens, déi Vëlosweeër, déi mir hunn, déi si leider dacks schlecht, fir net ze soe ganz schlecht beschëldert an och oft net gutt ugebonnen un aner Vëlospiste respektiv un den nationale Vëlospistereseau. Ech si jo alt emol selwer vun Zäit zu Zäit mam Vëlo am Land ënnerwee, mee ech kann Iech soen, Här President, do ginn et nach esou munch Plazen, virop am ländleche Raum, wou Der Iech iergendwann enzwousch erëmfannt an net méi wësst, wou Der dann hisollt. An ech mengen, mir geet et do net eleng esou, well et begéint een ëmmer erëm Leit op de Vëlospisten, déi een dann nom Wee froen.

Ech muss natierlech hei soen, dass déi nei Versioun vun der Mobilitéitsapp do eng ganz flott Hëllef ass. Déi weist engem direkt op enger Kaart, wou ee mam Vëlo ass a wéi ee Wee ee muss fueren, fir op seng Destinatioun ze kommen. Mee ech fäerten awer ganz, dass nach net genuch Leit au courant heivunner sinn, dass déi App dat alles kann. Do misst also menger Meenung no nach vill méi doriwwer informéiert ginn, och dass d'Touriste se vläicht och méi benotzen.

Wat mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, ass en enkmaschegt Netz vu Vëlosweeër, déi sécher sinn, déi no sinn an déi d'Leit dohinner bréngen, wou se himussen. Et ass an anere Wierder oder och einfach eng Saach, jo, vu Confort.

Do spillt natierlech als drëtte Punkt och den Ënnerhalt vun de Pisten eng Roll. Eng Vëlospist, déi futti ass, déi Rëss a Lächer huet, déi voller Bulli ass oder naass Blieder drop huet oder am Wanter glat ass, déi ass och net méi sécher. An et ass evident, dass d'Leit do net onbedéngt wëllen drop fueren.

Här President, 2015 hu mer e Gesetz gestëmmt, dat sollt e Paradigmewiessel aleeden an d'Mobilité douce vill méi staark an de Vierdergrond stellen. Och deemools gouf iwwert déi sëlleche Problemer wéi haut diskutéiert, grad wéi iwwert d'Léisungen. Dat wieren eeben, wéi gesot, de quantitativen an de qualitativen Ausbau vum Reseau, mee och d'Integratioun vum Vëlo an e gesamt Mobilitéitskonzept.

De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, entwéckelt also d'Gesetz vun deemools op verschiddene Punkte weider. En integréiert d'Erfarungen, déi entre-temps gemaach gi sinn, fir quasi e Feintuning vum alen Text ze maachen. De Rapporter ass schonn am Detail op déi eenzel Punkten agaangen an huet eis all déi wichtegst Zuele genannt. Ech wäert dat dowéinst net méi brauchen ze widderhuelen.

Ech wëll just soen: Déi grondsätzlech Iddien hu par rapport zu deemools net changéiert. Als DP fanne mir dofir d'Approche vum Gesetz prinzipiell och nach ëmmer déi richteg. Konkreet denken ech hei u verschidde Punkten, déi ech kuerz wëll erauspicken.

D'Ubanne vum Vëlo un aner Fortbeweegungsmëttelen, virun allem natierlech den Zuch, ass mat eent vun de wichtegsten Elementer. Well souguer wann een net onbedéngt mam Vëlo ganz op d'Aarbecht kann oder wëllt fueren, kann een esou séier bis bei déi nächst Garë kommen.

Op déi Manéier ginn och Parkplaze gespuert, wat jo och ëmmer méi zu engem Problem op de klenge Garen an der Peripherie hei am Land gëtt. De Moment muss een dann awer just kucken, dass genuch Plazen an der mBox sti respektiv dass genuch Waggone mat Plaz fir Vëloen agesat ginn.

D'Vëlosfrëndlechkeet vu Bus an Zuch ass en Theema fir sech. Mir sinn awer dovun iwwerzeegt, dass et essenziell ass, wa mer wierklech e Paradigmewiessel hei am Land wëllen hikréien an eng vill méi staark Véloskultur am Alldag wëllen erreechen. Dofir si mir och der Meenung, dass déi Vëlospisten, déi bei d'Garë féieren, prioritär gebaut solle ginn.

À propos Véloskultur: Mir begréissen natierlech och ausdrécklech, dass d'Primme fir en neie Vëlo ab nächstem Joer och fir Kannervëloe gëllen. Dat setzt och en däitlecht Zeechen, fir déi sportlech Aktivitéit an ëmweltfrëndlech Mobilitéit vu Klengem un am Alldag ze verankeren. D'Kanner fir de Vëlo ze begeeschteren, ass, mengen ech, ganz wichteg, fir dass se spéider éischter de Reflex hunn, mam Vëlo bei d'Kolleegen ze fueren, wéi ëmmer direkt dat mam Auto wëllen ze maachen.

D'Promotioun vum Vëlo bei deene Jonke kann oder soll och iwwer aner Projeten an Initiative gefërdert ginn. Et gëtt jo scho laang d'Coupe scolaire, mee, ech mengen, et ass derwäert, sech eng Kéier ze iwwerleeën, wéi een dat nach verstäerkt kéint maachen.

Ech hat och schonn a menger Ried vun 2015 drop higewisen, dass e gutt Zesummespill tëschent dem Staat an de Gemengen den A an O an dësem Dossier ass. Den Entretien ass eng Saach. Derbäi kënnt awer och den Ausbau vum kommunale Vëlospistennetz respektiv d'Ubannen un den nationale Reseau. Ech freeë mech, dass mat dësem Gesetzesprojet och op dëser Plaz nogebessert gëtt, andeems déi finanziell Ënnerstëtzung, déi eng Gemeng fir e Projet ka kréien, ugepasst gëtt. Sou kënne mam neie Gesetz all déi kommunal Projeten an de Genoss vun engem Subsid kommen, déi eng Ubannung un den nationalen oder souguer en internationale Vëlosreseau duerstellen.

Och ass et an Zukunft méiglech, verschidde staatlech Hëllefe fir Vëlospiste kënnen ze cumuléieren, ouni natierlech d'Gesamtkäschten ze iwwerschreiden.

Frou sinn ech dann awer och doriwwer, dass d'Zoustännegkeet vun de Gemengen an dem Staat, wat de Bau, den Entretien an d'Beschëlderung betrëfft, méi däitlech definéiert gëtt, wouduerch d'Zesummenaarbecht tëschent Staat a Gemengen och vereinfacht a méi effikass gëtt.

Ech wollt dann awer och nach ee Punkt uschwätzen, deen ech schonn an der Kommissiounssitzung proposéiert hat an deen, esou schéngt et mer, och wierklech hëllefe wäert, fir dass virun allem déi wichteg Projete méi séier kënne realiséiert ginn. Vu dass de Staat net déi Personalressourcen huet, fir all Projet gläichzäiteg ëmzesetzen, loosse verschidde Chantieren eebe laang op sech waarden, déi awer eventuell fir déi betraffe Gemeng ganz wichteg sinn.

Dofir sinn ech frou, dass de Minister an der Kommissioun zougesot huet, dass an Zukunft d'Gemengen de Projet am Numm vum Staat realiséiere kënnen. D'Gemenge géifen an dësem Fall de Projet no den allgemenge Reegelen ausschaffen an de Staat autoriséiert a bezilt dës Aarbechten.

Deemno wier d'Gemeng de Bauhär, wat de grousse Virdeel huet, dass méi séier gebaut ka ginn an domat besonnesch déi prioritär Vëlosprojeten um Gemengenniveau op déi Manéier méi séier virukommen.

Här President, et geet Iech vläicht och esou: Wann een alt emol an d'Ausland geet an et gesäit een, wéi gutt do d'Vëlospisten op verschiddene Plaze sinn a wéi gutt de Vëlosverkéier do och klappt a wéi flott d'Vëlospisten do sinn, da fannen ech dat ëmmer eng super Reklamm fir déi Stied respektiv fir déi Géigend.

An deem Sënn wier e flotte Vëlospistereseau zu Lëtzebuerg net just kamoud an effikass, fir eis Mobilitéit virunzebréngen, et wier gläichzäiteg och e risege Pluspunkt fir eisen Tourismus.

Als DP freeë mir eis dowéinst, zesumme mam Tourismusminister, iwwert déi geplangten

Uschlëss un international Vëlosweeër, wéi d'Vennbahn oder de Reseau RAVeL am Norden. Hei am Land selwer wäerte mat dësem Gesetz d'touristesch Hotspots wéi de Stauséi, den Naturpark Uewersauer an d'Musel méi accessibel mam Vëlo ginn. Dat ass e weidere wichtege Schrëtt, fir den Aktivtourismus hei am Land ze förderen a Lëtzebuerg an där Hisiicht méi attraktiv ze maachen.

Den zoustännege Minister Lex Delles huet jo erkläert, dass genee dat eng vu senge Prioritéiten an deenen nächste Jore wäert sinn.

Här President, zum Schluss wëll ech awer nach dat heite soen: Dat bescht Gesetz déngt näischt, wann et net ëmgesat gëtt! Mir hunn haut, souwäit ech mech net ieren, eng 630 Kilometer national Vëlospisten. Dofir hu mir ronn 20 Joer gebraucht. Schonn d'Gesetz vun 1999 huet der 900 virgesinn. Dat heescht, mir kéinten eigentlech scho vill méi wäit sinn. Et louch net um Gesetz.

Haut stëmme mer e Gesetz, dat der 1.102 erlaabt, also bal dat Duebelt vun deem, wat mer bis ewell hunn. Ech mengen, all Mënsch ass sech jo bewosst, dass et net an engem Joer méiglech ass, 500 Kilometer nei Weeër ze bauen. Mee et wier awer eiser Meenung no wierklech net ze vertrieden, wa mer nach eng Kéier 20 Joer heifir bräichten, fir déi reschtlech Kilometeren ze bauen. Well soss, dat schéngt mer evident, wäert Lëtzebuerg eeben ni dat Vëlosland ginn, wat mer wëlle sinn.

Dëst gesot, géif ech Iech den Accord ginn an ech géif ganz gären och dem Rapporter villmools Merci soen - och e begeeschterte Vëlosfuerer iwwregens, net nëmmen am schéine Wieder -, villmools Merci soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi och dee mëndlechen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten ageschriwwen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Villmools Merci, Här President. Villmools Merci och Här Back fir Äre gudde Rapport, fir deen ech Iech wéilt felicitéieren. Et huet ee risegen Avantage, wann een hei als Véierte ka schwätzen iwwer esou ee Projet, dann ass nämlech scho bal alles gesot. Ech hunn op jidde Fall meng Ried hei zu zwee Drëttel zesummegestrach. Ech hoffen, dass elo nach iergendwou e roude Fuedem ass, well ech probéieren, esou mann wéi méiglech ze widderhuele vun deem, wat souwuel den Här Wilmes, den Här Hahn an och den Här Back scho gesot hunn. Dofir verzeit mer, Kolleegen. Ech ...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir verzeien lech.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här Gibéryen. Dat ass léif.

Just awer fir ze soen, dass de Vëlo eeben e proppert Fortbeweegungsmëttel ass, dat zudeem kee Kaméidi mécht, flexibel ass an op de klengen Distanzen dacks méi séier ass wéi den Auto.

Mam Gesetz vun 2015 gouf den Ausbau an och d'Vernetzung vun alle Vëlosweeër zu engem nationale Reseau festgeluecht. Esou gouf déi infrastrukturell Basis geluecht, fir d'Leit dozou ze animéieren, virun allem bei kuerzen Distanze méi op de Vëlo zréckzegräifen. Besonnesch am Beräich vun de kuerzen Trajeten - déi faméis bis zu dräi Kilometer - besteet wierklech nach enormt Potenzial, fir d'Notzung vum Vëlo ze steigeren an domadder den Undeel vun der Mobilité douce un all eisen Deplacementer ze verbesseren.

Well méi wéi 40 % vun alle Weeër, déi mer haut mam Auto zréckleeën, hu manner ewéi déi ugeschwaten dräi Kilometer. Den Usaz vun 2015 gëtt mat deem Gesetzesprojet vun haut net nëmme weidergefouert, mee och nach verstäerkt. Deen neien Text ass eng direkt Konsequenz vun der Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, MoDu 2.0, déi 2018 vun der Regierung ugeholl gouf.

Ech wëll e puer Zeile just rappeléieren. De MoDu 2.0 gesäit vir, bis 2025 den Undeel vun den Trajete vun der Aarbecht op de Wunnuert oder vum Wunnuert op d'Aarbecht, déi manner wéi fënnef Kilometer ausmaachen a mam Vëlo zréckgeluecht ginn, vu 5 % am Joer 2017 op 10 % ze steigeren.

Ewéi de Roger Negri deemools beim Gesetz 2015 schonn ënnerstrach huet, ass d'Haaptkonditioun, déi et fir eis als LSAP ze erfëlle gëllt, d'Sécherheet vum Vëlosfuerer ze garantéieren. An dat geet eeben am beschten, wann een net oder esou mann wéi méiglech a Konflikt mam Autosverkéier kënnt, also wann de Vëlo en eegene Wee, oder anescht op Franséisch en site protégé, op getrennte Vëlospisten also fuere kann, dat souwuel iwwer Land wéi och an der Stad. Dat gëllt deemno fir eis nach ëmmer. A mat deem neie Gesetz gëtt d'Streckennetz fir den Drotiesel nieft dem Ausbau an der Verdichtung och nach weider securiséiert.

En exemplarescht Beispill vu séchere Vëlospisten ass natierlech Kopenhagen. Am Zentrum selwer vun der dänescher Haaptstad hu Vëloen hir eege Pist, déi mat enger Bordür vun der Strooss fir d'Autoe getrennt ass a wou duerch e puer Zentimeter Héichtenënnerscheed déi verschidde Beräicher vunenee getrennt ginn. Dës innovativ Infrastruktur dréit mëttlerweil um internationalen Niveau den Numm „Copenhagen lane".

Dass als Modell dacks Kopenhagen zitéiert gëtt, huet ganz vill mat der jorelaanger exemplarescher Planungsaarbecht vum Urbanist Jan Gehl ze dinn. De mëttlerweil 83-Järegen ass et, deen haaptsächlech dofir verantwortlech ass, dass Kopenhagen an net allze laanger Zäit zu deem ginn ass, wat et haut ass, nämlech eng vun deene liewenswäerteste Stied weltwäit. A verschiddenen internationale Klassementer vun de Wuelfillstied placéiert sech Kopenhagen ëmmer als Eischten.

Kopenhage war och ni wärend deenen Aarbechte paralyséiert, well den Embau permanent a konsequent war an d'Leit och den Notzen, de Méi u Liewensqualitéit ëmmer erëm konkreet virgefouert kruten. D'Beispill Kopenhage mat sengem Ëmland weist, dass et net nëmmen duergeet, vun de Leit ze verlaangen, einfach op de Vëlo ëmzeklammen, et muss ee fir d'éischt déi néideg Infrastrukturen dofir schafen. An et muss een d'Bierger vun der Saach, vun der Plus-value vun der Saach iwwerzeegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Saache Mobilité douce ass hei am Land virun allem an eiser Haaptstad an deene leschte Joren an där Hisiicht scho ganz vill geschitt, fir de Vëlo an de Foussgänger weider ze promouvéieren. Dat däerf ee roueg eng Kéier ënnersträichen. Ech mengen, de Vëlolocatiounssystem wier e Succès. A säit Kuerzem gëtt et deen och mat E-Biken.

De Beweis ass, dass d'Zuel vu Vëlosfuerer ëmmer méi zouhëlt. Den elektresch ënnerstëtzte Vëlo erméiglecht haut a muer och méi Leit ewéi soss, de Vëlo ze huelen. An och déi sëlleche Staue respektiv Chantieren hei am Land hu bestëmmt schonn deen een oder deen aneren doriwwer nodenke gelooss, den eegenen Auto méi dacks stoen ze loossen an op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen oder eeben, firwat net fir déi kuerz Strecken, op de Vëlo ëmzeklammen.

Positiv gesi mir als LSAP déi nei Strecken tëschent Esch an eiser Haaptstad oder tëschent Beetebuerg an eiser Haaptstad. An och, dass mat deem neie Gesetz zousätzlech 83 Kilometer nei Vëlosweeër geschaf ginn.

Wichteg ass och, dass mer d'Kompetenze respektiv d'Obligatiounen tëschent Staat a Gemengen, wat de Bau, den Ënnerhalt an d'Beschëlderung vum nationale Vëlosnetzreseau ugeet, kloer reegelen. Eenzege Bemoll bei deene ganze Projeten ass, wann een dat kann esou soen, dass déi praktesch Emsetzung awer hir Zäit, ganz dacks ganz laang Zäit brauch.

Et ass dofir immens wichteg, direkt vun Ufank un de Bierger Sënn an Zweck vun de verschiddenen Initiative beschtméiglech ze erklären. Vläicht kann de Minister eis hei nach e puer Zuelen nennen, wéi vill Kilometer Vëlosweeër op den Dag vun haut autoriséiert goufe respektiv wéi vill der nach an der Ëmsetzungsphas sinn.

Um Enn wéilt ech nach soen, dass vläicht, wann een dëse Projet virun 20, 25 Joer virgestallt hätt, deen een oder deen aneren hei am Land gelaacht hätt. Warscheinlech hätten déi allermannsten deemools dru gegleeft, dass de Vëlo e gläichberechtegt Verkéiersmëttel kéint ginn. Ech mengen awer, dass haut kaum nach ee laacht. Déi zum Deel katastrophal Situatioun op eise Stroossen, déi mer haut kennen, zwéngt eis dozou, Alternativen ze sichen zum Individualverkéier. Well och all déi Efforten, déi den Ament gemaach ginn am Stroossebau, wäerten eis net kuerzfristeg Entlaaschtung schafen. Dofir ënnerstëtzt d'LSAP all Mooss-namen, déi kënnen dozou bäidroen, eis Mobilitéit insgesamt ze verbesseren. An aus deem Grond kann ech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Vëloverkéierspolitik hat jorelaang nëmmen e minimale politeschen a praktesche Stellewäert. Laang huet d'Politik d'Pertinenz an d'Potenzial vum Vëlo net wierklech verstan. Wa Suen an Zäit iwwreg waren, da gouf och alt eppes fir de Vëlo gemaach. Esou oder esou änlech war et laang hei am Land. Dat huet sech awer glécklecherweis an de leschte Jore staark geännert. De Code de la route gouf ugepasst, d'Efforte fir d'Promotioun vum Vëlo als Transportmëttel awer och als Tourismus goufe verstäerkt, de Vëlo krut am Ministère en neie Stellewäert an eng eege Planungscellule, de Budget an dësem Beräich goung staark erop, d'gesetzlech Basis fir de Vëlospistereseau gouf grondsätzlech iwwerschafft, mBoxe fir séchert Vëlosparken op de Garë goufen agefouert a Subside fir de Kaf vu Vëloen a Pedelecs decidéiert, fir nëmmen e puer Aspekter ze nennen.

An haut de Mëtte si mer hei am Haus mat engem weidere wichtege Baustee vun der Vëloverkéierspolitik befaasst. Mat enger Upassung vum Vëlospistegesetz vun 2015 solle Staat a Gemengen um Terrain méi séier a méi effikass kënne mam Bau a mat der Vernetzung vun de staatlechen an de kommunale Vëlospiste virukommen.

Dës Regierung an och schonn déi lescht hu massiv an nei an dréngend noutwendeg Verkéiersinfrastrukturen investéiert. D'Zil vun dëse ville Projeten ass a war ëmmer dat nämmlecht: Si gi gebaut, fir datt an Zukunft méiglechst vill Leit de Choix hunn, den Auto doheem ze loossen. Et geet drëms, de jorelaange Réckstand opzehuelen an doriwwer eraus mat enger bequeemer a sécherer Infrastrukturoffer déi entspriechend Dynamik an Demande bei de Leit ze verstäerken. De Vëlo ass nämlech scho laang net méi just eng Fräizäitbeschäftegung.

All Etüde ronderëm de Vëlo, net just zu Lëtzebuerg, weisen, datt d'Mënsche virun allem da bereet sinn, op de Vëlo ëmzeklammen, wa se dësen Deplacement als sécher ugesinn. Wat bedeit, datt mer deemno méiglechst vill geséchert Vëlospiste brauchen.

Hei erlaben ech mer, eis aktuell Fraktiounspresidentin beim Debat de consultation fir d'Mobilitéit am Abrëll 2018 ze zitéieren. „Obscho mir praktesch déi autoräichst Natioun sinn, hu mir nach méi Vëloen am Land wéi Autoen. Just, se stinn am Keller. Dat ass de Problem. Et ass also wichteg a richteg, de securiséierte Vëlosreseau auszebauen an d'Gemengen duerch eng gutt Berodung mat an d'Boot ze huelen."

A genee dorëms geet et haut beim virleiende Gesetzesprojet. Un dëser Stell dann och e grousse Merci un de Rapporter fir seng spannend Presentatioun vum Projet de loi an déi spannend Anekdot iwwert de Circuit des ...

(Brouhaha)

... iwwert de Circuit des champs de bataille vun 1919.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Loosst lech net stéieren!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- De Vëlo selwer allerdéngs ass nach e Krack méi al. 202 Joer feiert en dëst Joer. A genau wéi all eis aner Verkéiersmëttelen och huet en eng enorm Entwécklung hannert sech, an dat net just vum Ausgesinn hier, mee och vum Stellewäert an eiser Gesellschaft. D'Gebuert vum Vëlo ass eng grouss Innovatioun, e Symbol vu Fortschrëtt an huet e Gefill vu Fräiheet a vu Flexibilitéit mat sech bruecht. Allerdéngs huet sech d'Verkéiersplanung iwwert déi lescht Joerzéngte vill ze laang just op den Auto als wichtegst Transportmëttel fokusséiert an all d'Amenagementer vum Mobilitéitsreseau waren deementspriechend och just op den Auto ausgeriicht.

Ech hunn elo grad schonn erwäänt, Lëtzebuerg ass Spëtzereider an der EU, wat d'Zuel vun de meeschten Autoe pro Kapp ugeet. Just hu mir iwwerhaapt keng Plaz an eisen Dierfer an an eise Stied, fir dës ëmmer weider wuessend Unzuel un Autoen iwwerhaapt fléissend am Stroosseverkéier ënnerzekréien. Oder, anescht ausgedréckt: Wa jiddweree mam Auto fiert, da fiert kee méi, well da sti mer just nach.

Duerfir ass et esou wichteg a spannend, déi Fräiheet a Flexibilitéit, déi de Vëlo eis scho virun 200 Joer garantéiert huet, nees kennenzeléieren an zréckzegewannen. An esou ass de Vëlo och nees amgaangen, ëmmer méi un Attraktivitéit ze gewannen.

Mee nieft dem Plazgewënn op de Stroossen an der Flexibilitéit bréngt de Vëlo nach vill méi mat sech. Am Verglach zum Auto ass de Vëlo en immens gënschtegt Transportmëttel an ass op kuerz Distanzen och oft dat méi séiert Transportmëttel. An am Géigesaz zum motoriséierte Verkéier ass d'Vëlofuere sougutt wéi CO_2-neutral, mécht kaum Kaméidi a provozéiert kee Stau.

An et muss een och net ëmmer deen neiste Vëlo kafen. Et huet een hautdesdaags och zu Lëtzebuerg ëmmer méi d'Méiglechkeet, op Second-hand-Vëloen zréckzegräifen. An an deem Kontext sinn och Initiative wéi d'Organisatioun vu lokale Second-hand-Vëlosmäert a virun allem vu Repair-Caféen immens luewenswäert an och förderenswäert.

Une voix.- Très bien !

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Duerch d'Amenagementer, déi an de leschte Joren ëmgesat goufen an och nach weider en vue sinn, grad op Basis vun deem haitege Gesetzesprojet, entsti ganz nei Méiglechkeete fir d'Leit, fir de Vëlo an hirem Alldag ze integréieren an als intermodaalt Transportmëttel wouerzehuelen. Et muss ee jo och net dee ganze Wee mam Vëlo fueren, mee et muss méiglech sinn, de Vëlo mat anere Verkéiersmëttelen ze kombinéieren, wéi zum Beispill mam Zuch. An do gëtt dru geschafft. Déi nei Zich vun den CFL hunn net just méi ee Vëloskompartiment, mee eng ganz Rëtsch dovunner.

A wéi de Rapporter elo just gesot huet: E groussen Novum ass ënner anerem d'Entwécklung vun den Expressvëlospisten. Nieft der Sécherheet ass deen zweete wichtegen Aspekt fir d'Attraktivitéit vum Vëlo nämlech d'Schnellegkeet vum Trajet. Do ass d'Aféiere vun Expressvëlospiste sécherlech e wichtege Bausteen.

A wéi schonn am MoDu 2.0 beschriwwen, ass nieft dem Staat, de Gemengen an dem Bierger och den Employeur e ganz wichtegen Acteur, dee seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen huet. Fir senge Mataarbechter also effektiv eng méi duuss respektiv eng aktiv Mobilitéit méi attraktiv ze maachen, sinn Duschen op der Aarbechtsplaz essenziell. Da misste geséchert Vëlosparkplazen zur Verfügung stoen oder och e Vëlofuerpark, wou Vëloen disponibel sinn, fir op seng Rendez-vousen ze fueren. A fir nach méi wäit ze goen, kéint den Employeur senge Mataarbechter och nach geziilt Ureizer ginn, wann ee mam Vëlo op d'Schaff kënnt.

An da wëll ech nach op e ganz aneren Aspekt vum Vëlofueren agoen. Vëlofuere mécht Freed! Dat gesäit een an all Kandsgesiicht, dat mam Vëlo doruechter fiert. Mee och eeler Leit oder och manner sportlech Leit hunn duerch nei Technologien hautdesdaags d'Méiglechkeet, sech mam Vëlo weiderzebeweegen. Duerch Pedelecs oder och déi méi schnell E-Bikes hu se d'Méiglechkeet, sech ouni ze grouss Ustrengung trotzdeem selwer ze beweegen an esou a Form ze bleiwen, sief et, fir bei sech am Duerf hir Kommissiounen ze maachen oder einfach en Tour duerch d'frësch Loft ze fueren. An och dat mécht ëmsou méi Freed, wann een op engem sécheren a bequeeme Wee fuere kann.

D'Vëlofuere bréngt och eng gewëssen Entschleunegung vun eisem dach heiansdo ze stressegen Alldag mat sech. Et hëlt ee seng Ëmwelt nees méi wouer, genéisst d'Landschaft, otemt frësch Loft an. A wann een et als sportlech Aktivitéit bedreift, da léiert een och sech selwer, seng eege Grenzen erëm ganz anescht kennen, wiisst iwwer sech eraus an erlieft e Fräiheetsgefill.

Nieft dem Vëlo als Transportmëttel oder als sportlech Aktivitéit dierf een awer och den touristesche Facteur net vergiessen, wou mir selwer natierlech och Tourist an eisem schéine Land kënne sinn. Eisen Osten ass beispillsweis fir Vëlosfuerer immens ofwiesslungsräich. Et kann ee kilometerwäit laanscht d'Musel oder d'Sauer flaach fueren an d'Landschaft genéissen. Et kann een awer och duerch déi gëi Wéngerte fueren an duerch léif kleng Dierfer hannert de Koppe vun der Musel an esou d'Regioun nees nei entdecken.

Vu datt de Vëlo nach oft just als e Fräizäitmëttel an net als vollwäertegt Transportmëttel ugesi gëtt, entsti leider nach oft Konflikter tëschent dem Vëlosfuerer an dem Automobilist. Eenzel Autofuerer si leider ëmmer nach der Meenung, datt de Vëlo näischt op der Strooss verluer hätt, an natierlech och ëmgedréit sinn d'Vëlosfuerer net alleguerten Engelen. Duerfir ass et immens wichteg, weider Sensibiliséierungscampagnen ze lancéieren, wou de Respekt tëschent dem Automobilist an dem Vëlosfuerer am Vierdergrond steet.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt. Och an de Schoulen, an de Grondschoulen, am Lycée an och an der Farschoul sollen eis Kanner a Jugendlecher iwwert d'Virdeeler an d'Méiglechkeete vum Vëlo opgeklärt ginn. Besonnesch d'Coupe scolaire fir d'Kanner aus dem Cycle 4 ass een Element, dat een net ënnerschätze sollt an dat u sech nach vill méi e grousse Stellewäert verdéngt hätt.

An dann nach e flott Beispill vun eisen holländnesche Kolleegen: Hei kritt een an der Farschoul den holländnesche Gréff geléiert. Dat heescht, datt een als Autofuerer, wann ee geparkt huet, seng Dier ëmmer mat der rietser an

net mat der lénker Hand opmécht, well een esou automatesch de Kapp dréit a gesäit, ob net grad e Vëlosfuerer um Laanschtfueren ass.

Mir brauchen e Mentalitéitswiessel an de Käpp an eng grondleeënd Verkéierswend um Terrain, net just aus Ëmwelt- a Klimaschutzgrënn, mee, wéi ech grad opgezielt hunn, och aus Gesondheetsgrënn, aus Mobilitéitsgrënn a generell aus Grënn vu Liewensqualitéit. An dëse Mentalitéitswiessel ass och glécklecherweis schonn amgaangen.

Mir Gréng, mir begréissen deemno dëse Projet de loi, well en eng wichteg qualitativ Nobesserung vum Gesetz vum Abrëll 2015 a puncto Verbesserung vun der Sécherheet, dem Confort an der Vernetzung vun de Vëlosinfrastrukture mat sech bréngt. Duerfir ginn ech och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, dat meescht ass schonns beliicht ginn. Ech wëll mech duerfir op e puer Punkte beschränken.

Ech wëll awer nach dem Rapporter, dem Här Carlo Back, en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. En huet en Ausbléck gemaach op d'Vëloe vun 1919, wivill datt der deemools do mam Vëlo gejauft sinn. Ech wëll em awer dobäi mat op de Wee ginn: Déizäit waren d'Autoen esou rar wéi d'wäiss Mais!

(Hilarité)

An doduerjer haten d'Leit, war dat eenzegt Fortbeweegungsmëttel nun eemol déi Zäit de Vëlo. An ech mengen, dat muss awer och an deem Kontext richtegerweis duergestallt ginn. Bon! Awer näischt fir ongutt!

Dat éischt Gesetz zum nationalen Netz vun de Vëlosweeër staamt aus dem Joer 1999. Den Objektiv deemools war nach haaptsächlech baséierend op dem Vëlossport an op dem touristesche Beräich. Et waren deemools ronn 950 Kilometer geplangt gewiescht. 250 dovunner waren ewell zu där Zäit do an 320 Kilometer goufen op Basis vun dësem Gesetz bis zum Joer 2015 gebaut oder realiséiert. Dat ass eng Saach a 15 Joer vun Ëmsetzung vu ronn 60 % vun dësem Gesetz, wann een déi 280 Kilometer, déi ewell gebaut waren, mat arechent. Soss wären et der nëmmen 30 %.

Dat zweet Gesetz zum nationalen Netz vun de Vëlosweeër staamt aus dem Joer 2015 an et gouf scho méi enk gestréckt mat der Zilsetzung, fir och déi kuerz Strecke mat eranzehuelen. Dat wëllt soen, fir eng Méiglechkeet ze maachen, fir et doran all Dag méi attraktiv ze maachen an ze benotzen.

Mat dësem Gesetz vun haut baue mer dëse Reseau am grousse Kader nach weider aus iwwert d'ganzt Land mat 38 grousse Basispisten. An et soll do derbäi och nach interessant bleiwe fir déi kuerz Strecke bis fënnef Kilometer. Mir bauen et elo aus op ronn 1.100 Kilometer, wou der elo ewell ronn 600 Kilometer an der Offert sinn. Mee et muss een awer och wëssen, datt dës grouss Pisten uechtert d'Land fir déi mannste Leit gëeegent si fir hire Wee op d'Aarbecht oder fir eenzel Besuergungen oder ronderëm an d'Schoul. Am stättesche Raum kann dat deels anescht sinn.

Och an den Ae vun der ADR soll de Vëlo weider gefërdert ginn. Wa schonn eng Vëlosinfrastruktur geschafe gëtt, dann awer richteg. Dat heescht, och op de Kräizunge muss deem Rechnung gedroe ginn, an d'Trottoiren an d'Vëloe sollen och getrennt ginn. Et bréngt näischt, wa Vëlosfuerer a Foussgänger sech op den Trottoire begéinen an hin- an hiersprangen.

Do derniewent wär et ze recommandéieren, fir ze iwwerpréiwen, datt déi geféierlech Saachen, déi fir d'Vëlosfuerer existéieren, wéi zum Beispill datt d'Vëloen däerfe géint d'Faartrichtung a Stroossen erafueren, onbedéngt mussen eliminéiert ginn. Et gëtt der hei riets a lénks, ech hunn der nach de Mëtteg eng gesinn, an ech mengen, och dat muss gemaach ginn, fir datt et méi sécher gëtt. Ech mengen, mir hu vill Schëlter doruechter stoen, a wann een op all Schëld muss oppassen, da vergëss ee séier dat eent oder dat anert.

Zum Gesetz aus dem Joer 2015 hat d'ADR gesot, datt et muss am Vëlosnetz ee Gesamtkonzept ginn. A mat dësem Gesetz vun haut gëtt deem elo weesentlech Rechnung gedroen. Zousätzlech sinn och mat deem Gesetz déi eenzel Kompetenzen tëschent Staat a Gemenge méi kloer definéiert, wat ze begréissen ass. An et gëtt ee Leitfaden, fir spéider mateneen ze schaffen.

Do derbäi si mer als ADR der Opfaassung, datt bei all neiem Projet oder gréisseren Erneierungen am Stroossebau eng Vëlospist oder -wee misst mat ageplangt ginn. Dëst erméiglecht, datt déi eenzel Emprisë kënnen direkt geholl ginn an dëst an engem Gesamtkontext vun der Stroossenerneierung, fir net nach musse spéider nei Piste bäizebauen. An et hätt och dee Virdeel vun der Verkéierssécherheet, datt op deene Stroossen, wou d'Vëlosfuerer sech begéine mat den Autoen, da schonn deem ewech wieren (veuillez lire : d'Verkéierssécherheet ewell direkt erhéicht gëtt).

An dann nach en Aspekt, deen den Ausbau vu Vëlospisten ënnermauert. Duerch dee stramme Wuesstum, dee mer déi lescht Joren hunn, kommen ëmmer méi Gefierer op eis Stroossen. A mat dëse Vëlosweeër erreeche mer och eng Erhéijung vun der Verkéierssécherheet doduerjer, datt mer versichen, méiglechst vill Vëloe vun den normale Stroossen erofzehuelen an op d'Vëlospisten ze guidéieren. Well, Autoen a Camionen an zugläich Vëloen op enger eenzeger Strooss, do ass d'Geforepotenzial héich, dat mer duerch esou Moossname kënnen awer entkräften.

Dëst bedéngt awer och, an dat soll een och roueg soen, datt do, wou Vëlosweeër sinn, dës och musse vun de Vëlosfuerer genotzt ginn, soss hu mer näischt geschafft.

Bei dësem Projet de loi kann een och net gesinn, an duerfir géif ech den Här Minister froen, ob och do e Gesamtkäschtepunkt emol hei kéint virgedroe ginn, op wivill dee sech beleeft.

Mir wären awer och nach frou, fir Erklärungen ze kréien, wat den Zäitrame betrëfft. Mir haten elo gesinn, mer hu bal 20 Joer gebraucht fir 600 Kilometer. Wa mer elo nach eng Kéier 20 Joer brauche fir déi aner, ech mengen, do wier et och interessant ze wëssen, wéi den Zäitrame vun dëser Geschicht wier.

Wéi gesot, dës Vëlosweeër am nationalen Netz hu vill Virdeeler. Se gi prioritär genotzt op kuerze Strecke fir op d'Aarbecht oder an d'Schoul. Awer, an dat soll een och net verkennen, och am Beräich vun der Fräizäit a vum Tourismus kommen dës Vëlosweeër zum Droen. Do schloe mer am Fong geholl zwou Mécke mat enger Klapp.

Och wat d'Fräizäitgestaltung ubelaangt, ass et eng gutt Offert, an och fir eis Touristen ass et eng Beräicherung fir eist Land. An duerfir brénge mer och d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der ADR.

Mee, loosst mer awer nach eng Schlussbemierkung zum Schluss! Dëst alles bedéngt awer och, datt all dës Wanderweeër (veuillez lire: Vëlosweeër) musse qualitativ an engem gudden Zoustand gehale ginn, soss huet dee ganzen Invest net ganz vill wäert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerz faassen.

Et ass scho villes gesot ginn a villes begréisst ginn zu dësem Projet de loi, dee mer och begréissen an dee mer natierlech och wäerte matstëmmen.

Ech wäert keen Historique vum Vëlo maachen, well dee krute mer schonn op eng ganz interessant Aart a Weis erzielt. An et ass awer och ëmmer interessant ze gesinn, datt oft d'Vëlofueren als eng Neierung heiansdo esou duergestallt gëtt, obwuel et virun emol kengen 100 Joer, viru 50 Joer eng Normalitéit war an den Auto keng Normalitéit war.

Genausou wéi och d'Fräiheet vum Foussgänger, op der Place publique ze trëppelen, sief et um Trottoir a souguer op der Strooss, datt déi geséchert war an datt hien eng Prioritéit hat virum Auto. An datt u sech de Foussgänger huet misse virum Auto wäichen, well ëmmer méi Zirkulatioun an ëmmer méi Autoe komm sinn. D'Foussgänger an d'Vëlosfuerer hu misse wäichen, well Accidenter geschitt sinn. An d'Accidenter, déi déidlech Accidenter si jo duerch d'Autoe geschitt an net duerch d'Foussgänger oder d'Vëlosfuerer.

An u sech hunn d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger vill Plaz verluer op der Place publique, a Wierklechkeet, historesch gesinn. Et ass schonn eng interessant Saach. Ech ginn dovunner aus, datt an der Zukunft déi Place publique erëm vun de Foussgänger an de Vëlosfuerer zréckerobert wäert ginn. Esou oder esou wäert et geschéien. Iergendwéi maache mer et fräiwëlleg oder mir ginn dozou gezwongen.

Mir begréissen dee Projet de loi natierlech, well en awer d'Kompetenzen tëschent Staat a Gemenge wierklech och klarifizéiert a verbessert. Mir wëssen, datt zu Lëtzebuerg déi Projeten, soubal et ëm d'Zirkulatioun geet, ëm Travaux publics geet, datt se ëmmer kënne ganz schwéierfälleg sinn a ganz laang, ganz laang daueren.

Et wäert och zu reelle Verbesserungen um Terrain kommen. Bon! Mir wëssen, datt mer awer nach weiderhi keen Echeancier hunn, zum Beispill och, wat d'Piste express fir bis op Esch ugeet, datt dat normalerweis fir 2035 geplangt ass. Et geet een dovunner aus, datt dann och d'Pist ...

(Interruption par M. le Ministre François Bausch)

Ech weess net, also vläicht gëtt et méi kuerz ...

(Interruption par M. le Ministre François Bausch)

Ech hoffen, jo. Ech ginn dovunner aus. Voilà!

Mee dat sinn u sech awer normalerweis ëmmer esou Zäitramen, déi ee bis elo ëmmer gewinnt ass hei zu Lëtzebuerg, datt ee wierklech immens laang Zäit brauch, fir eeben esou Aarbechten ze maachen a fir esou Pisten ze inauguréieren.

Duerno stellt sech allgemeng d'Fro, also et winnt ee sech jo ëmmer méi drun, datt ëmmer méi Leit mam Vëlo fueren, well et awer vill positiv Aspekter mat sech bréngt. Dat heescht jo och, datt d'Autofuerer lues a lues och nei Reflexer musse kréien an och kréien an ëmmer méi oppassen. Et funktionéiert awer bäi Wäitem net ëmmer esou richteg. Ech si jo och selwer Autofuerer an ech muss mech och, ech si kee Rowdy a Wierklechkeet, mee ech muss mech awer och heiansdo drun ...

(Interruption)

Dach, ech si kee Rowdy! Hie kuckt hei.

Et muss een heiansdo oppassen.

D'Fro, déi ee sech ëmmer stellt, och bei Vëlospisten, dat ass och d'Sécherheet. Well egal wéi, et kann een natierlech soen: D'Autofuerer solle sech och de Vëlosfuerer upassen a sollen hire Comportement änneren. Dat ass richteg. Mee et geet duer, datt et eng Kéier net duergeet an de Vëlosfuerer ass de Verléierer. Dat heescht, Sécherheeten, och esou - wéi seet een? -, esou kleng, elo hunn ech d'Wuert vergiess, esou kleng Mauere laanscht d'Pisten oder Ofgrenzunge misste sech vläicht warscheinlech och nach generaliséieren, quitte datt dat op gewëssene Plazen heiansdo och problematesch ka sinn. Voilà!

Mee ceci étant dit, wäerte mer natierlech dee Projet de loi matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, mat dësem Gesetzesvirschlag sollen d'Vëlospiste bei eis am Land op Vordermann bruecht ginn. Et wär jo unzehuelen, dass, wann eis Stroosse fir d'Vëloen an der Rei sinn, dann och méi Leit vun hirem Auto op de Vëlo ëmklammen.

Dat ass e Punkt, deen een awer eigentlech bezweifelen kann. Kuckt Iech emol de Chaos mat de Vëlospisten aktuell un! Wann een et bis an d'Haaptstad gepackt huet, jo, do setze sech dann d'Vëlosfuerer all Dag engem enorme Risiko op de Stroossen aus. Nom MoDu 2.0 fueren aktuell 55 % vun den Awunner mam Vëlo. No der Analys vum MoDu mécht et duerchaus Sënn, wann ee fir déi Leit d'Vëlosweeër esou ausbaut, dass si mam Vëlo op d'Aarbecht oder an d'Schoul kënne fueren. Et ass evident, dass doduerch och d'Klimabilanz vum Transportsecteur ëm villes verbessert gëtt, wat méi Leit mam Vëlo fueren.

D'Saach ass awer och déi, dass Lëtzebuerg déi héchsten Autoquot a ganz Europa huet. Den Auto huet einfach de Virdeel, dass ee bequeem op A eraklammen an op B erausklamme kann. Zwar muss ee moies an owes dofir am Stau stoen, mee vill Leit sinn trotzdeem all Dag bereet, dat op sech ze huelen, well am Auto gi si net naass an et gëtt hinnen och net kal.

D'Pirate sti fir eng nohalteg Ëmweltpolitik. Mir sinn och averstanen, dass dofir méi Leit op de Vëlo sollen ëmklammen. Mee mir erwaarden eis dann awer och, dass d'Leit, déi sech deen Effort dann undinn, belount solle ginn.

Hei stelle sech dann och verschidden technesch Froen: Wäerten d'Vëlosweeër am Wanter och moies fréi gestreet ginn, ier d'Leit erausfueren? Wäerten d'Vëlosweeër an Zukunft strukturell vun de Stroossen ofgetrennt ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren? Well eppes muss kloer sinn: Mir wäerten net méi Leit op de Vëlo kréien, wann de Risiko vun engem Accident um Vëlo héich bleift!

Amplaz d'Autofuerer ze bestrofen a si esou op en ëffentlechen Transport ze lenken, soll een d'Leit belounen, wa si mam Zuch fueren oder de Vëlo huelen. De gratis ëffentlechen Transport, dee mir säit eiser Grënnung fuerderen, gëtt elo endlech eng Realitéit an ass fir eis schonn emol den éischte Schrëtt an déi Richtung. Mee, dat Ganzt kéint, muss nach weidergoen!

Firwat gëtt et a villen ëffentlechen Ariichtungen oder an de Gemengen nach ëmmer keen Teletravail ee- bis zweemol d'Woch? Firwat geet d'Schoul ëmmer nach um Punkt aacht Auer un, amplaz versaten Horairen ze schafen? Firwat net d'Entreprisen emol belounen, wa se d'Aarbechtsbedéngunge schafen, dass hir Leit kënne mam Vëlo op d'Schaff kommen?

Dir gesitt, mir mussen nach vill Ureizer schafen. Wa mir bereet sinn, 252 Milliounen Euro fir eise Vëlosreseau an de Grapp ze huelen, da muss dëse Reseau en Argument sinn, fir vum waarmen Autossëtz op de Guidon ëmzeklammen.

Mam Bléck op d'Paräisser Klimaofkommes an d'Ëmweltziler vu Lëtzebuerg si mir Piraten awer méi wéi bereet, dëse Projet matzedroen an och de Vëlosfuerer hei am Land e méi agreabelen Trajet bereetzestellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. De Mobilitéits- an Infrastrukturminister François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och Merci allen Deputéierte fir hir Interventiounen. An ech muss soen, dat gefält mer ganz gutt, datt dat Gesetz hei 60 Stëmme kritt, esou wéi dat jo elo ugekënnegt ginn ass. An ech wëll derbäisoen: Dat war och historesch net ëmmer esou. An et ass nach net laang hier, wou ech Situatiounen erlieft hunn, wou, wann et ëm de Vëlo gaang ass, nawell zimmlech kontrovers diskutéiert ginn ass.

Ech erënnere mech drun, wéi ech nach als Schäffen an der Stad Lëtzebuerg 2005 ugefaangen hunn, wat ech do hu misse Schluechte schloen, also politesch Schluechte selbstverständlech, keng anerer, fir all Meter Vëlospist, dee mer wollte plangen a bauen. Well, wéi et scho vu verschiddenen, oder bal vun alle Riedner elo haut hei gesot ginn ass, wa mer Vëlosinfrastrukture bauen a plangen, da geet dat bei neien Infrastrukturen, déi mer bauen, an do ass dat kee Problem, do plange mer se direkt an der Strooss mat dran. Mee bei besteeënden Infrastrukture geet et ëmmer op d'Käschte vun iergendengem aneren, da geet et op d'Käschte vu Parkplazen, et geet op de Raum vum Auto oder wat och ëmmer. An duerfir war dat an der Zäit, an dat ass nach net esou laang hier, ëmmer ganz kontrovers diskutéiert. Ech sinn duerfir extreem frou, datt haut esou e grousse Konsens besteet, fir de Vëlo ze förderen an duerfir d'Gesetz och esou eng grouss Zoustëmmung kritt.

Et ass scho vu verschiddenen Deputéierte gefrot ginn: Wivill? Wou si mer haut drun? Wat geschitt an dëser Legislaturperiod? Ech kann Iech soen: Am Moment si 35 Kilometer am Chantier, et si 65 Kilometer an der Geneemegungsprozedur, also am Avant-projet, an et sinn 200 Kilometer an der Planung. Dat heescht, am Total sinn 300 Kilometer Vëlospist ënnerwee.

Elo ass et natierlech esou, ech wëll elo net hei euphoresch ginn, et wär jo schéin, wa mer dat géife packen, mee ech mengen net, datt mer et packen, an dëser Legislaturperiod déi 300 Kilometer ze bauen. Et ass awer esou, datt déi meescht, déi mer hei maachen, och net déi einfachst sinn, a virun allem sinn et awer ganz wichteger.

Ech wëll Iech der nëmmen e puer opzielen. Dat ass vun Esch op de Belval. Mir hunn elo d'lescht Woch déi nei Bréck virgestallt, déi mer wäerte bauen. Dat ass déi gréisste Vëlosbréck an Europa, déi mer do wäerte bauen. E ganz flotten, spektakuläre Projet, deen och, mengen ech, fir d'Regioun vill wäert bréngen, souguer touristesch. Da vun Ëlwen op Clierf, dat ass e Stéck vun der Vennbahn. Dat interesséiert natierlech den Emile Eicher ganz staark. Ech hoffen, datt mer do relativ séier weiderkommen op där Pist, well déi ass extreem wichteg, aus villfältegen Hisiichten, virun allem och touristeschen. Giewelsmille–Kautebaach am Éislek, och eng komplizéiert Streck, mee déi, mengen ech, fir de Vëlostourismus wichteg ass.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An dann natierlech de Vëlosexpresswee vun der Stad op Esch. Den Här Wagner huet vun 2035 geschwat, ech sinn do e bësse méi optimistesch. Ech wëll net behaapten, datt mer an deenen nächsten zwee, dräi Joer dat do wäerte bauen, mee ech ginn awer dervun aus, ech géif emol soen, mir hu jo virgesinn, datt den Tram op Féiz soll fuere bis 2027, 2028, loosse mer soen 2028, datt parallell dozou déi Vëlosstreck, den Expresswee bis 2026, 2027, 2028 bis op Esch awer da fäerdeg wär. Dat gëtt jo parallell gebaut zur Autobunn, déi jo ausgebaut gëtt op der Bande d'arrêt d'urgence fir de Covoiturage a fir de Bus, an do soll d'Vëlospist dann an engems matgeplangt ginn.

An da Contern–Sandweiler–Stad, och e komplizéierten Deel, dee wichteg ass. Bon, dat sinn elo nëmmen déi ganz wichteg, déi ech opgezielt hunn. Ech kënnt awer nach eng ganz Rei anerer derbäizielen. Also et ass vill um Lafen.

Mir hunn och déi Cellulë sougutt bei de Ponts et chaussées wéi am Ministère verstäerkt. An ech wëll drop hiweisen, 2013, wéi ech ugefaangen hunn, do ass et weeder an der Stroossebauverwaltung nach am Ministère iergendeng Persoun ginn, déi sech spezifesch ëm de Vëlo bekëmmert huet. Haut hu mer eng Cellule, eng Divisioun souguer, an der Stroossebauverwaltung, déi sech drëms këmmert. A mir hunn am Ministère wierklech ganz staark agestallt, fir dorunner ze schaffen, soudatt mer hoffen, datt dat relativ séier wäert weidergoen.

An ech wëll och dem Här Wilmes soen: Ech géif mech schwéier hidden, fir mengem Frënd Claude Wiseler seng Meritte vum MoDu net wëllen unzeerkennen. Mee ech wëll him awer soen, zum Historique, einfach der Vollständegkeet halber, datt dat Gesetz, wat de Claude Wiseler 2013 gemaach huet, wat e gutt Gesetz war, e gudden Usaz war, awer e Schwaachpunkt hat. An de Schwaachpunkt war, datt den urbane Raum, also de Vëlo am Alldag, deemools net genuch berücksichtegt war, an datt mer dat dunn nogebessert hunn.

Dat heescht, d'Gesetz, wat 2015 gestëmmt ginn ass, dat ass dunn ënnert där neier Regierung staark nogebessert ginn. An dat ass e Paradigmewiessel, deen awer komm ass, datt mer wierklech eriwwergeswitcht si vum Vëlo an deem Gesetz, an där Vëlosgesetzgebung, zum Vëlo als Alldagsfortbeweegungsmëttel. Also, wéi gesot, dat huet näischt dermat ze dinn, datt ech d'Meritte vu vergaangene Ministeren net wëll unerkennen, mee just awer vollständegkeetshalber. Mee ech ginn dem Här Wilmes awer Recht, dat ass Moutarde après dîner. Dat interesséiert haut kee méi. Ech mengen, mir sollen no vir kucken. An et geet drëms, datt mer kucken, esou séier wéi méiglech déi Projeten, déi mer wëlle maachen, zesumme gemaach ze kréien.

Ech wëll him och soen, am Kader vun der Zesummenaarbecht mat de Gemengen, datt d'Zesummenaarbecht awer gutt leeft. Mat verschiddene Gemenge besser wéi mat aneren, mee dat huet awer villfälteg Grënn. Dat ass net ëmmer de Gemengen an och net ëmmer dem Staat seng Schold. Do gëtt et heiansdo ganz ënnerschiddlech Ursaachen.

Wat mer awer elo wäerte maachen, dat ass virun allem, fir d'Situatioun ze vereinfachen, well wann ech zum Beispill d'Subsiden huelen, do gëtt et jo ënnerschiddlech Subsiden, déi ee ka kréien, wann ee Vëlospiste baut. Mir wëllen e Guichet unique schafen, wou dann de Mobilitéitsministère dran ass, den Tourismusministère vertrueden ass, d'ASTA an d'Ponts et chaussées, dat heescht, alleguerten d'Akteuren, déi och finanziell de Gemenge kënnen hëllefen, fir hir Vëlospisten an d'Rei, also dohinnerzekréien. Da gëtt et och méi einfach fir d'Gemengen, fir sech iwwert dee Guichet unique do un all déi néideg Instanzen zesummen ze wenden.

Da wëll ech him och soen, datt dat Beispill vum PC1, wat en do erwäänt huet - dat am Fong eng Vëlospist ass, déi et haut gëtt, duerfir heescht se jo och PC1 -, datt dat de Moment allerdéngs eng Bullisstreck duerch de Bambësch ass, an deelweis eng Pente vun 10 %, wou ee muss erofrennen iwwer Pawee. Also, et muss ee scho bal Tour-de-Flandres-Spezialist sinn, fir sech ze trauen, dat ze fueren. An am Endeffekt, dat, wat elo geschitt, ass näischt aneres, wéi datt déi Bullisstreck an eng Bëtonspist ëmgewandelt gëtt, e Rond-point securiséiert gëtt, an datt mer déi 10 % Pente evitéieren doduerjer, datt mer en anere Wee gesicht hunn, deen et awer och gëtt, eng Strooss, wou amplaz 10 % nëmme 6 % Pente do ass. Wann duerfir do elo net extra consultéiert ginn ass, dann ass dat, well awer näischt besonnesch fir d'Gemeng direkt ze decidéieren ass. Mee am Allgemenge soll natierlech mat de Gemenge geschwat ginn.

An ech kann Iech och versécheren, dat hunn ech och an der Kommissioun gesot: Ech si ganz, ganz flexibel, an dat hunn ech och menge Leit gesot. Mir wëlle jo d'Gemengen encouragéieren, datt se eppes maachen op hirem Territoire, sougutt d'Ubannung un d'PCe wéi awer och innerhalb vun de Gemengen. A wann et nëmme geet, si mer wierklech extreem flexibel, fir ze hëllefen, sougutt wat d'Subsiden ubelaangt, wéi och, wat logistesch oder aner Hëllefen, Consultatiounshëllefen, ubelaangt, fir datt eppes geschitt. Well mir hunn all en Interêt, datt net nëmmen déi national PCe séier weiderginn, mee och déi kommunal, well dat ass e wichtegt Bindeglied an deem ganze Konzept, soss funktionéiert et herno net.

Wat mer nach wäerte maachen, dat ass, datt mer kucke fir déi nächst fënnef Joer. Ech hu virdru gesot, wat elo an der Planung ass an am Chantier ass. Mee warscheinlech wäerte mer och nach elo eng Priorisiérung setzen, well mir hu jo en Netz, a wann Der d'Kaarte kuckt, déi Der gewise kritt hat - an Dir hutt, mengen ech, jo all eng PowerPoint kritt gehat an der Kommissioun, d'Entwécklung vun eisem Vëlosreseau bis haut -, da gesitt Der, datt mer eng grouss Schwächt hunn: Dat ass, datt et am ganze Land schonn iergendwou Piste gëtt, mee iwwerall gëtt et Stécker, déi feelen, soudatt mer prioritär eis konzentréieren op zwou Saachen déi nächst Joren. Dat eent sinn natierlech d'urban Zentren. An dat Zweet ass dann natierlech, am ländleche Raum ze kucken, wou Stécker feelen, fir déi also emol direkt zouzemaachen, déi Pisten, datt et continu Piste ginn, fir datt mer esou séier wéi méiglech vun Norden no Süden, vun Osten no Weste Verbindungen hunn, also Uschlëss hunn un déi grouss iwwergeuerdnet Reseauen, déi et awer gëtt.

Also, wéi gesot, dat ass d'Zilsetzung. Ech hoffen, datt mer et hikréien. Mir hunn natierlech och an deem heiten Dossier, wéi a villen aneren, Konfliktsituatiounen, zemools de Vëlo nach méi duerch schützenswäert Gebitter, Naturschutz an esou weider, fiert. Mir haten an der leschter Legislaturperiod en immens gudden Usaz ënner mengem leider verstuerwene Frënd Camille, deen en Aarbechtsgrupp zesummegesat hat, wou en alleguerten d'Akteuren zesummegeruff hat, wou mer och Reegelen ausgeschafft hunn, a wou et eigentlech Solutioune gëtt fir all Vëlospist. Duerfir dierft et am Fong keen Argument méi ginn, fir fir iergendee Belag ze soen: „Deen doten, dee wëlle mer net." Et gëtt am Fong fir all Situatioun e Belag. A mir wëllen dee Grupp elo erëm wierklech nei reanimëieren, fir datt d'Koordinatioun tëschent den eenzelne staatleche Verwaltungen an och deenen an de Gemengen erëm besser gëtt, fir datt mer esou Konflikter, déi mer de Moment hunn, ob et um nationalen Niveau ass oder vun de Kommunen, wéi dem Här Lies säi Beispill, wat en och an der Kommissioun ginn huet, wat ech absolutt verstinn, datt mer déi méi séier geléist kréien. Ech mengen, dat ass wichteg, fir datt mer weiderkommen, datt déi tëschestaatlech a staatlech-kommunal Zesummenaarbecht méiglechst gutt fonctionéiert.

Och dem Här Hahn wëll ech soen, datt déi Iddi vu Virfinanzement eng ass, déi mir eigentlech sympathesch ass. Mir musse just oppassen - wat awer wichteg ass -, datt d'Reegele respektéiert ginn. Datt, wann eng Gemeng baut, datt se natierlech awer esou baut, datt et de Standarden entsprécht, zemools, wann et eeben op enger Nationalstrooss ass, datt dat herno de Standarden entsprécht, déi op der Nationalstrooss do verlaangt si laut de Reegele vun de Ponts et chaussées. Duerfir, ech sinn, wéi gesot, net géint esou Léisungen, au contraire. Wann dat ka beschleunegen, soll een dee Wee goen. Mee da muss et awer ëmmer an enker Zesummenaarbecht geschéie mat der Stroossebauverwaltung, fir datt mer net Saache bauen, wou dann herno d'Stroossebauverwaltung seet: „Dat do entsprécht net de Sécherheetsstandarden, wéi et misst sinn op der staatlecher Strooss."

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Hären, e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Mobilitéits- an Infrastrukturminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7371

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7371. Den Text steet am Document parlementaire 7371[6]. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. Le compte est bon. De Projet de loi 7371 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Ahmedova Semiray, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

16. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7364, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fluchverkéier. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Mëtteg schwätze mer iwwert de Projet de loi 7364 an do geet et ëm d'Modification de la loi modifiée vum 31. Januar 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Ëm wat geet et hei genau, an deem Projet? Ma et geet drëm, eis Legislatiun unzepassen, wat d'Exploitatioun oder d'Bedreiwe vun engem Flughafen, Helikopterlandeplaz oder engem Terrain de vol betrëfft.

Ech wëll hei gläich betounen, dass de Findel, also eisen nationale Flughafen, net vun dësem Projet de loi betraff ass. Deen ass an dëser Matière duerch eng spezifesch Gesetzgeebung ofgedeckt.

Déi Adaptatiounen an deem erwäänte Gesetz vum 31. Januar 1948 berouen op engem Avis vum Conseil d'État Nummer 51.983 zu engem Projet vun engem Règlement grand-ducal betreffend d'Exploitatioun vun engem Helikopterlandeplaz. An deem Avis constatéiert de Staatsrot, dass dës och fir kommerziell Zwecker kéinte benotzt ginn. Vu dass esou kommerziell Aktivitéiten duerch d'Constitutioun protegéiert ginn, Artikel 11 Paragraf 6, muss de Gesetzgeeber een Artikel an déi betreffend Legislatioun aféieren, fir dëse Fall ofzedecken. Dëst gëtt dann déi néideg legal Basis zu deem betraffene Reglement iwwer Helikopterlandeplazen.

Dëse Gesetzesprojet affektéiert dann och all aner Landeplaze fir Fligeren, Aerodromen an Terrain-de-volen, deenen hir Exploitatioun och vun esou enger kommerzieller Exploitatioun betraff ass.

Dëse Projet de loi detailléiert dann och, dass esou Terrainen eng Autorisatioun mussen hunn, vum Direkter vun der Aviation civile, wou dann ënner anerem eeben och d'Konditioune vun dëser Autorisatioun detailléiert ginn.

De Projet de loi ass de 4. Oktober 2018 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2018 ofginn, mat enger Opposition formelle, déi legistescher Natur war. Technesch Exigenze kënnen an engem Reglement net fixéiert ginn, mee mussen do preziséiert ginn.

D'Kommissioun huet déi dann och akzeptéiert. An der Sëtzung vum ...

Une voix.- Et léiert een ëmmer bäi.

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- ... 14. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen hei virläit, ugeholl. An ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back.

17. 7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

A virdrun hat ech, am Eifer des Gefechts, vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

De Projet vun de Vëlosweeër. Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel bei deem Projet?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

18. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite)

An da komme mer zréck bei de Projet de loi 7364. An ech ginn dann d'Wuert un den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ma Merci villmools, Här President. Ech soe Merci dem Rapporter a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Ma ech géif mech de Wierder vum Kolleeg Serge Wilmes uschléissen an dem Rapporter Merci soe fir seng zwee Rapporten, an och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An dat selwecht vum Här Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Dem Här Back Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat selwecht op Eislekesch vum Här Jeff Engelen.

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo. Här President, ech soe Merci. Mir géifen dann och dem Här Carlo Back Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. A mir ginn d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. An duerno den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord. Mir wollte just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass allgemeng vläicht eng Informatiounscampagne eng Kéier ubruecht wär, wéi een hei am Land mat Dronen ëmgeet, wéi eng Autorisatiounen een dofir brauch a wéini dass een däerf domat fléien. Mee mir ginn awer den Accord zu deem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dee seet och en décke Merci fir déi 60 Stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7364 et dispense du second vote constitutionnel

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7364. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss an dëse Projet de loi 7364 ass och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

19. 7365 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile

Mir kommen elo zum Projet de loi 7365, enger weiderer Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fluchverkéier, a Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Projet de loi 7365 betrëfft och erëm eng Kéier dat Gesetz, wat ech scho virdru mentionéiert hunn, dat vum 31. Januar 1948, relative à la réglementation de la navigation aérienne, awer dëse Projet de loi betrëfft awer och d'Gesetz vum 23. Mee 2012, wou et ëm eng Emsetzung vun enger europäescher Direktiv goung.

Bei dësem Projet de loi geet et drëm, eis Legislatioun an domat eis Terminologie unzepassen un déi aktuell europäesch Legislatioun, wat Redevancen oder Taxe betrëfft am Fluchverkéier. An Zukunft musse mir tëschent zwou Kategorie vu Redevancen ënnerscheeden: d'Redevances, wat d'Servicer vun der Navigation aérienne betrëfft, an d'Redevances aéroportuaires. Mat dësem Text maache mir dann och kloer d'Separatioun an eisen zwee besteeënden Texter, déi an deem Sënn net méi aktuell waren.

D'Redevances aéroportuaires sinn definéiert an der Direktiv 2009/12/CE an am Gesetz vum 23. Mee 2012. Si gi vun der Firma lux-Airport kollektéiert a betreffen haaptsächlech d'Servicer, déi um Buedem ugebuede ginn.

Dann, d'Redevances de navigation aérienne betreffen d'Navigation aérienne an déi falen un, well Fligere jo begleet ginn um Himmel duerch eeben d'Fluglotsen, an déi Taxe ginn dann och, déi Redevancë ginn dann och vun der Administration de la navigation aérienne, der ANA, percevéiert.

En résumé: Well d'Terminologie um Niveau vun der europäescher Legislatioun geännert huet, passt dëse Projet de loi eis Gesetzgeebung, zwee Gesetzer, un déi nei Konditiounen un. Domat verschwënnt och d'Notioun vun de Redevances d'atterrissage, déi elo ënnert d'Kategorie vun de Redevances de navigation aérienne falen.

De Projet de loi ass de 4. Oktober 2018 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2018 ofginn ouni Opposition formelle. An der Sëtzung vum 14. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen Iech elo hei virläit, ugeholl.

Ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Dann ass et um honorabelen Här Max Hahn.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech géif dem Rapporter och Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Dem Rapporter soe mer Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir géifen dann dem Här Carlo Back Merci soe fir säi Rapport. An ech bréngen dann d'Zoustëmmung vun eisem Grupp. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci dem Här Back. A mir ginn och eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. An da wier et um Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- De Minister hat net geduecht, datt et esou séier géif goen. Hie seet och nach eng Kéier Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7365. Den Text steet am Document parlementaire 7365[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7365 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7365 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

20. 7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7415, eng Konventiouun iwwert den Offall, dee bei der Navigatioun entsteet. Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, am Projet de loi 7415 geet et ëm d'Approbatioun, ech liesen Iech et op Franséisch vir, dann ass et méi kloer: « ... des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996. »

Ëm wat geet et an deem heite Projet de loi, mat deem mir eng Ofännerung vun der grad erwäänter Konventiouun, déi 1996 zu Stroossbuerg ënnerzeechent gouf, solle guttheeschen?

Dës Konventiouun gouf virun 23 Joer vun Däitschland, Frankräich, Holland, der Schwäiz, der Belsch a Lëtzebuerg ënnerschriwwen, fir d'Asammelen an den Handling vun Offäll ze reegelen, déi an der Banneschëfffaart entstinn. D'Banneschëfffaart hei ass jo kloer Rhäin a Musel.

Wéi bei all Transportaktivitéit entstinn och beim Transport iwwert d'Waasserstrooss Offäll beim Persounen- a Gütertransport. Dës Offäll mussen entspriechend de gëltege Reegelen op de Schëffer zwëschegelagert ginn, da bei speziellen Opbereedungs- oder Entsuergungsplazen ofgi ginn.

Besonnesch wichteg sinn an deem Sënn natierlech fir d'éischt emol d'Offallvermeidung, dann eng lückenlos Organisatiouun vum Asammelen an dem Traitement vun den Offäll an natierlech och d'Klärung vun der Responsabilitéit a vun der Käschtefro vun der Offallsammlung, der Opbereedung an der Entsuergung.

Am Häerz vun Europa hu sech dofir schonn an den 90er Jore sechs Länner, déi vun dëse Froe besonnesch betraff waren, zesummegedoen an een internationaalt Ofkommes iwwert d'Sammlung, d'Ofliwwerung an d'Unhuele vun Offäll an de Rhäin- an aner Schëfffaartsstroossen ausgeschafft.

Dëst Ofkommes gouf schonn am September 1996 zu Stroossbuerg ënnerschriwwen, mee ass awer eréischt no der leschter Memberratifikatiouun am Joer 2009 a Kraaft getrueden.

De geografesche Geltungsberäich vun dëse Reegele beinhalt, wéi gesot, d'Belsch, Däitschland, Holland, Lëtzebuerg, d'Schwäiz, fir d'Schwäiz de Rhäin a fir Frankräich de Rhäin an d'Musel.

D'Ofkommes gesäit un éischter Stell emol e generellt Verbuet vun Offallentsuergung an d'Uewerflächegewässer vir. Doriwwer eraus beinhalt et, wéi scho gesot, prezis Reegele fir engersäits d'Vermeidung an anerersäits den Traitement vu Schëffoffäll an hir Kollekt.

Wichteg ass dobäi ze erwänen, datt dës Virschréften op déi spezifesch Situatioun vun de verschiddenen Offalltippen ugepasst ginn.

An da kommen ech bei den Amendement zur Konventiouun, dee mer jo haut zur Ratifikatioun hei virleien hunn. Dës Ofännerunge goufen den 22. Juni 2017 vun de Konventiounsparteien adoptéiert a reegelen een neien zousätzleche Beräich vun Offäll, vun Decheten. Et handelt sech hei ëm Dämp oder Vapeure respektiv ganz allgemeng gasfërmeg Offäll, déi beim Transport vu Flëssegkeeten ufalen oder iwwreg bleiwen. Dat einfachst Beispill, wat een do ka ginn, dat sinn d'Diesel- oder Bensinnsofgasen aus der Cale vum Transportschëff.

Et soll verhënnert ginn, datt dës schiedlech Gasen an d'Atmosphär ofgelooss ginn an zur Loftpollutioun bäidroen. Den techneschen Ausdrock ass hei dann och Degazage. Den Degazage muss a speziell virgesinnen Installatioune virgeholl ginn, déi derfir extra opgebaut ginn.

Dësen Text preziséiert dann och d'Obligatiounen an d'Responsabilitéite vun de Parties prenantes, d'Produiten, déi betraff sinn, an hiren Traitement. Wichteg ze erwänen ass heibäi nach, datt dësen Degazage vum Bedreiwer vum Schëff finanzéiert gëtt an deemno de Prinzip vum Pollueur-payeur applizéiert gëtt.

Etüden, déi an dësem Kontext gemaach goufen, hu gewisen, datt duerch dës Moossnamen ongefeier 95 % vun de Gase kéinte recuperéiert ginn. Dës Moossname bewierken domat eng wichteg Verbesserung vun der Loftqualitéit a sinn e klore Bäitrag fir den Ëmweltschutz. Si droen domat och zur Nohaltegkeet vun dësem Transportmodus bäi.

Déi nei Moossname gi progressiv ëmgesat, fir datt déi Infrastruktur, déi do gebraucht gëtt, kann no an no opgebaut ginn. Noutwendeg Detailer an technesch Moossname gi jeeweils iwwer extra Reglementer an Annexen zur Konventiouun definéiert.

De Projet de loi ass den 28. Februar 2019 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Mee 2019 ofginn. An der Sëtzung vum 28. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen Iech hei virläit, ugeholl.

Ech ginn och heimat da gläich den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An als éischte Rieder ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Den Här Back war als Rapporter extreem perfekt. An duerfir ginn ech just den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kaes. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech mengen, ech hätt et net vill besser kënnen ausdrécke wéi de Kolleeg Aly Kaes. Ech géif mech deene Wierder uschléissen, och dem Rapporter Merci soe fir seng zwee Rapporten an dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Hahn. An d'Wuert kritt den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech menge Virriedner un, soen dem Här Back Merci fir säi Rapport a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Dan Biancalana. An an där gewinnter Reiefolleg ass et elo um Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech wëll dann och dem Här Carlo Back Merci soe fir säi gudde Rapport an ech géif d'Zoustëmmung brénge vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci dem Här Back fir säi Rapport a mir ginn och eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An dann huet d'Regierung d'Wuert, de Mobilitéitsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Bei esou vill Harmonie ass näischt méi ze soen, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Méi schéi kann een et net ausdrécken.

Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7415 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7415[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7415 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

An och dëse Projet de loi 7415 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An och hei froen ech, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel freet?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 17., 18. an 19. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.41 heures.)

Sommaire des séances publique nos 11 et 12

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 147

Communications p. 147

Ordre du jour p. 147

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth p. 148

Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen p. 148

Changements de composition des commissions parlementaires p. 148

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 148

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018 p. 148-152

Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 p. 152-167

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen p. 162

Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois p. 167

7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

et

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation p. 168-170

Changements de composition des commissions parlementaires (suite) p. 170

Ordre du jour (suite) p. 170

Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019 p. 170-171

12e séance

Ouverture de la séance publique p. 172

Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques p. 172-173

Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo p. 173

Question élargie n°19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite) p. 173-174

Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique p. 174

Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch p. 174

Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite) p. 174-175

Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique p. 175

Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels p. 175-176

Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs p. 176-177

7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux p. 177-178

7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019 p. 178-179

Ordre du jour p. 179-180

Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen p. 180-181

7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie p. 181-185

7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne p. 185

7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite) p. 185

7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite) p. 185-186

7365 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, etc) d'instituer une Direction de l'aviation civile p. 186

7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996 p. 186-187

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 7** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1388	Marc Goergen	Trains de nuit
1411	Sven Clement	Enlèvement de cadavres d'animaux
1419	Max Hahn	Énergie grâce aux déjections animales
1427	François Benoy	Vente de carburants routiers
1431	Fernand Kartheiser	Réseau 5G au Luxembourg
1461	Marc Goergen	Vidéosurveillance des CFL
1463	Viviane Reding	Recrutement auprès du CGDIS
1479	Mars Di Bartolomeo	Euthanasie
1480	Marc Hansen	« Gesondheets-App » présentée par l'AMMD
1481	Mars Di Bartolomeo	Infractions de roulage impunies
1482	Françoise Hetto-Gaasch	Unité de sécurité pour mineurs délinquants à Dreiborn
1487	Mars Di Bartolomeo	Introduction du système Nutri-Score
1489	Mars Di Bartolomeo	Acquisition de nouveaux terrains dans les alentours de la centrale nucléaire de Cattenom par EDF
1492	Marc Spautz	Indemnisation des chômeurs en situation transfrontalière
1499	Marc Goergen	Cannabis médical
1501	Laurent Mosar	Traite des êtres humains
1502	François Benoy	Incitations fiscales en faveur de l'énergie solaire chez les particuliers
1504	François Benoy	Nomination d'un cardinal et d'un évêque auxiliaire du catholique sur les dépenses publiques
1505	Sven Clement	Condition physique des agents du CGDIS
1506	Léon Gloden	Télétravail pour les frontaliers belges
1508	Diane Adehm	Radio socioculturelle 100,7
1509	Yves Cruchten	Liaison ferroviaire entre Rumelange et Luxembourg-ville
1511	David Wagner	Émission anglophone à la radio 100,7
1515	Mars Di Bartolomeo	Libéralisation du marché de l'énergie
1516	Marc Hansen, Josée Lorsché	Implantation d'un service de médecine environnementale
1517	Fernand Kartheiser	Salage des cours d'école
1518	Gusty Graas	Traitement d'eau par rayonnement UV
1519	Max Hahn, Gusty Graas	Canalisation des eaux pluviales
1520	Laurent Mosar, Gilles Roth	Problèmes rencontrés en matière d'exécution des peines
1521	Françoise Hetto-Gaasch	Rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
1526	Mars Di Bartolomeo	Prise en charge des moyens de contraception
1527	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	Rapport de l'OMS sur l'activité physique
1528	Sven Clement	Droits du patient
1532	Josée Lorsché	Risques associés à la transfusion sanguine
1533	Fernand Kartheiser	Utilisation du néodyme dans des générateurs d'éoliennes
1534	Fernand Kartheiser	Commission nationale d'éthique
1536	Carole Hartmann, Gusty Graas	Test prénatal NIFTY
1540	Léon Gloden, Marc Spautz	Promotion de policiers hors cadre
1541	Léon Gloden	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
1543	Gusty Graas	Zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre
1544	Marc Goergen	Évaluation de l'utilisation des tablettes en classe
1549	Jeff Engelen	Prêts auprès d'instituts financiers à l'étranger
1551	Léon Gloden	Bulletin d'impôt foncier
1552	Marc Goergen	Nouvelle station-service à hauteur de Pontpierre sur l'autoroute A4
1554	Tess Burton	Syrdall Schlass
1559	Sven Clement	Agriculture biologique dans l'enseignement agricole
1916 urgente	Marc Spautz, Georges Mischo	Coronavirus
1924 urgente	Marc Baum	Liste des associations inscrites auprès du Département de l'intégration
1929 urgente	Claude Wiseler	Coronavirus
1951 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Coronavirus
1956 urgente	Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar	Prévention contre le coronavirus

Question 1388 (24.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **trains de nuit :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0900 iwwert d'Nuetszich hat de Minister geschriwwen, dass de leschten internationalen Nuetszuch de 26. Juni 2016 vu Lëtzebuerg aus fortgefuer ass. Des Weidere schreift de Minister, dass Lëtzebuerg als Arrêt fir international Nuetszich aus wirtschaftleche Grënn wéineg Potenzial besëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass et sënnvoll am Kontext vun enger nohalteger Klima- an Ëmweltpolitik, international Nuetszich fir Lëtzebuerg aus reng wirtschaftleche Grënn ze ecartéieren?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass bei feelender Wirtschaftlechkeet de Staat d'Nuetszich misst subventionéieren?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass Lëtzebuerg dës Legislaturperiod un de Reseau vun den internationalen Nuetszich wäert ugeschloss ginn?

4. Ab Januar plangt d'éisträichesch Bundesbahn (ÖBB) d'Aféiere vun enger Linn vu Wien op Bréissel. Gesäit d'Regierung dëst Geschäftsmodell als Chance, Lëtzebuerg an domadder d'CFL erëm un dat internationaalt Nuetszuchnetz unzeschléissen? Falls jo, wäert d'CFL d'Verhandlunge mat der ÖBB sichen?

Réponse (18.11.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Nightjet vun der ÖBB wäert, ab Januar 2020, zweemol d'Woch tëschent Wien a Bréissel an zréck zirkuléieren (sonndes a mëttwochs a Richtung Bréissel; méindes an donneschdes a Richtung Wien).

Et handelt sech heibäi ëm de bestoenden Zuch Wien–Düsseldorf, deen haut schonn deeglech zirkuléiert, an ab Januar 2020 dann zweemol d'Woch vu Köln aus via Oochen a Léck op Bréissel verlängert gëtt. Deemno ass eng Zirkulatioun vun dësem Zuch iwwer Lëtzebuerg net méiglech.

D'Reesender vu Lëtzebuerg kënnen dësen Zuch (zweemol d'Woch) zu Léck huelen (Konnexioun mam IC-Zuch vu Lëtzebuerg op Léck) oder awer, wéi och schonn haut, zu Koblenz (Konnexioun mam RE-Zuch vu Lëtzebuerg op Koblenz), wat méi sënnvoll ass.

Am Allgemengen, a fir wirtschaftlech liewensfäeg ze sinn, mussen d'Nuetszich grouss Stied mat héijem Potenzial verbannen, iwwer eng laang Distanz an ouni Konkurrenz vun Héichgeschwindegkeetszich. Nuetszich mat der Hierkonft oder respektiv Terminus zu Lëtzebuerg hunn deemno leider wéineg Potenzial.

Question 1411 (30.10.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enlèvement de cadavres d'animaux :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1099 hat ech den Här Landwirtschaftsminister iwwert d'Asammele vun Déierekadavere befrot. A senger Äntwert op de véierte Punkt gëtt de Minister mir d'Zuelen u verstuerwenen Déieren, déi eleng am Joer 2018 ofgeholl gi sinn. Heibäi ass unzemierken, dass, ënner anerem, an nëmmen engem Joer 12.437 Kaalwer ëm d'Liewe komm sinn. Dëst entsprécht 1.000 Kaalwer de Mount, wat ouni weider Erklärungen eng besuergniserreegend Zuel duerstellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Baséierend op den Zuelen aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1099, aus wéi enge Grënn stierwen all Joer iwwerproportional vill Kaalwer am Vergläich zu den aneren opgelëschten Déieren?

2. Wéi héich ass de Mortalitéitstaux vun deenen opgelëschten Déieren?

Réponse (15.11.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Betreffend d'Kaalwer muss ee festhalen, dass dës zimmlech empfindlech sinn op verschidde Krankheeten, zemools wat d'Zäit direkt no der Gebuert an déi éischt Woche betrëfft. Duerfir muss een déi absolutt Zuel vu Kaalwer, déi pro Joer net iwwerliewen, am Zesummenhang mat hirem Alter gesinn. Et sief och bemierkt, dass mir an der Statistik „Kaalwer" definéieren als Randbéischte vun der Gebuert bis zu engem Joer.

An deem Sënn ass hei eng Oplëschtung vun der Mortalitéit no Alterskategorien:

- bei der Gebuert oder kuerz virdrun: 42 %;
- wärend deenen éischten 30 Deeg: 36 %;
- tëschent dem 1. an dem 6. Mount: 17 %;
- tëschent dem 6. Mount an innerhalb vun 1 Joer: 5 %.

De Mortalitéitsindex fir d'Randbéischten innerhalb vum éischte Liewensjoer beleeft sech deemno op 15 %. Dëst läit iwwert deem, wat als „normal" ugesi gëtt, an dat sinn 10 %.

Als Doudesursaach bei de Kaalwer ginn et der eng ganz Rei. Et ka bedéngt sinn duerch Problemer bei der Gebuert, awer och Erkrankunge vum Ootmungsapparat respektiv vum Daarm sinn heefeg schold drun, dass d'Kaalwer net iwwerliewen.

De Mortalitéitstaux vun deenen aneren opgelëschten Déieren an eiser Äntwert op d'Fro N° 1099 ass schwéier ze ermëttelen, well mir net déi genee Zuel vun de Gebuerte kennen.

Question 1419 (31.10.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**énergie grâce aux déjections animales :**

A Finnland ass rezent en internationaalt Sprangturnéier mat Stroum versuergt ginn, deen aus den Exkrementer vun de Päerd hiergestallt ginn ass! Wärend véier Deeg sinn zu Helsinki ronn 100 Tonne Päerdsexkrementer gesammelt a verbrannt ginn, fir Stroum ze produzéieren. De Projet „Horse Power", deen et a Finnland schonn zanter fënnef Joer gëtt, huet wärend dem Turnéier 150 Megawatt Stroum produzéiert an dat huet de Stroumbedarf vum ganze Concours an der finnescher Haaptstad ofgedeckt.

D'Exkrementer vun zwee Päerd géife beispillsweis duergoen, fir en Eefamilljenhaus wärend engem ganze Joer ze hëtzen, esou d'Responsabel vum Projet.

An dësem Kader géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an

nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Energie a fir Raumentwécklung stellen:

- Hunn d'Ministere sech scho mat deem Theema befaasst a ginn et eventuell scho Machbarkeetsstudien, fir en änleche Projet zu Lëtzebuerg ze lancéieren?

- Wëssen d'Ministeren, ob et bei de Stroumproduzenten um Lëtzebuerger Marché Iwwerleeunge gëtt, an esou e Projet ze investéieren?

- Kënnen d'Ministere sech virstellen, en änleche Projet zu Lëtzebuerg an d'Liewen ze ruffe respektiv ze ënnerstëtzen?

Réponse commune (23.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Max Hahn ass fir d'éischt ze soen, datt vun der reglementarescher Säit et am Moment net virgesinn ass, datt Päerdsmëscht zu Lëtzebuerg a Verbrennungsanlagen, déi ausschliisslech der erneierbarer Stroumhierstellung déngen, ka verbrannt ginn an eng Remuneratioun kréien.

Päerdsmëscht an natierlech och aner Exkrementer falen ënnert d'Offallgesetzgebung, an Anlagen, déi Exkrementer verbrenne respektiv coverbrennen (oder och biomethaniséieren), sinn ënnert dëser Gesetzgeebung geneemegungsflichteg. An esou enger Geneemegung ginn alleguer d'Offäll opgezielt, déi eng Anlag däerf benotzen. Eng Anlag, déi Päerdsmëscht (co)verbrennt, gëtt et net zu Lëtzebuerg.

Wat d'Biomethaniséirung ugeet, esou gëtt natierlech Piff a Mëscht an de Lëtzebuerger Biogasanlage genotzt. Den Undeel vu Päerdsmëscht ass awer null an de Joren 2015 bis 2017, a quasi null am Joer 2018: Laut den Zuelen, déi dem Ministère virleien, goufe 15 Tonnen an enger vun insgesamt 26 Anlage genotzt, par rapport zu ronn 284.500 Tonne Piff a Mëscht am Ganzen. Dëst erkläert sech ënner anerem doduerch, datt Päerdsmëscht keen idealen Input-Stoff fir eng Vergärung ass (wéint dem Stréi- oder Holzundeel an der Stree vun de Päerd), an duerch dat klengt Potenzial zu Lëtzebuerg: 2017 goufen et ronn 300.000 Kéi a Schwäin zu Lëtzebuerg, awer manner wéi 5.000 Päerd.

Fir de ganzen Theemeblock Biogas souwéi d'Notze vu Piff a Mëscht léisst den Energieministère, wéi am Regierungsprogramm virgesinn, aktuell eng Étude technico-économique maachen (och nozeliesen an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1378); et muss een awer dozou soen, datt de renge Päerdsmëschtpotenzial héchstwarscheinlech ze kleng ass, fir do separat analyséiert ze ginn.

Selbstverständlech steet et awer alle Päerdsbesëtzer, Organisateure vu Reitsportturnéieren oder soss Akteuren aus der Wirtschaft fräi, d'Méiglechkeeten ze analyséieren an am Sënn vun enger méiglechst nohalteger Energiehierstellung no neie Weeër ze sichen. Géif esou e Projet un d'Ministèren erugedroe ginn, géifen déi selbstverständlech kucken, wou a wéi si hëllefe kéinten.

Question 1427 (04.11.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **vente de carburants routiers :**

Dans une note récente de l'Administration des douanes et accises (ADA) soumise à la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés le 16 octobre 2019, l'ADA constate que « le marché des produits énergétiques se caractérise pour le moment par une quasi-stagnation des ventes de gasoil carburant tandis que pour les ventes d'essence l'évolution positive se poursuit ». En effet, les prévisions budgétaires pour 2019 sont déjà dépassées à la fin du mois de septembre de 20 millions de litres d'essence (recette supplémentaire de 9 millions €) et de 40 millions de litres de gasoil (recette supplémentaire de 13 millions €).

Comparant les ventes de gasoil et d'essence des neuf premiers mois de 2019 avec celles des neuf premiers mois de 2018, force est de constater que la vente de gasoil a augmenté de 4,3 % et celle de l'essence de 11,1 %.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment la vente de carburants routiers a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années, incluant les neuf derniers mois de 2019 (ventilée par mois et type de carburant) ? Comment les recettes sur les carburants ont-elles évolué sur la même période (ventilées par mois et type de carburant) ?

2) Prenant en compte la vente de carburants des neuf premiers mois de 2019, où se situent les émissions de gaz à effet de serre effectives du Luxembourg par rapport à la trajectoire à respecter dans le cadre des objectifs Kyoto (établissant une réduction de 20 % en 2020 par rapport à 2005) ? Quel est l'impact des ventes en carburant en 2019 sur la capacité du Luxembourg d'atteindre ses objectifs pour 2020 ?

3) Afin de respecter les objectifs pour 2020-2030, quelles devraient être les quantités maximales de carburant vendues au Luxembourg ?

Réponse commune (27.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) L'intégralité des chiffres demandés par l'honorable Député a été présentée par les représentants de l'Administration des douanes et accises lors de la réunion de la COFIBU du 21 octobre 2019 dans le contexte de l'examen du projet de budget pour 2020. Les données en question sont annexées au procès-verbal de la réunion précitée et peuvent être consultées sur le site Internet relatif au dossier parlementaire n° 7500.

ad 2) La décision 406/2009/CE relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 détermine les budgets d'émission annuels à disposition du Luxembourg pendant la période 2013 à 2020. Entre 2013 à 2016, les émissions du Luxembourg se situaient sensiblement en dessous de la trajectoire fixée par la décision susmentionnée, de sorte que le Luxembourg a pu accumuler une réserve d'émissions de l'ordre de 1,6 millions de CO_2-équivalent.

Toutefois, la remontée des émissions en 2017 et 2018, principalement due à l'augmentation des ventes de carburants routiers, suivie probablement d'une nouvelle augmentation en 2019 en raison, à nouveau, de l'augmentation des ventes de carburants, fera en sorte que cette réserve aura été entièrement utilisée dès la fin 2019. En effet, sur les onze premiers mois de l'année en cours, les ventes d'essence et de diesel prises ensemble dépassent de 3 % les niveaux de vente de la même période de 2018.

Il en résulte qu'une réduction marquée des émissions entre 2019 et 2020, de l'ordre de 1 million de tonnes, sera requise pour assurer le respect des objectifs fixés par la décision communautaire susmentionnée. Les ventes de carburants routiers représentent à l'heure actuelle environ deux tiers des émissions attribuées au Luxembourg au titre de la décision 406/2009/CE.

ad 3) L'évolution actuelle des ventes des carburants met toujours en danger l'atteinte des objectifs du Luxembourg en matière de réduction de CO_2 et d'efficacité énergétique à l'horizon 2020. Certes, la hausse des accises opérée au 1er mai 2019 a permis d'arrêter la tendance à la hausse très prononcée, observée depuis 2017. En effet, sur les sept derniers mois (mai à novembre), les ventes ont légèrement reculé par rapport à la même période de 2018 (-1,1 % au total ; +5,3 % pour l'essence, -2,5 % pour le diesel).

Toutefois, cette adaptation n'a jusqu'à présent pas provoqué de baisse en termes absolus du niveau des ventes. Au regard des ventes élevées au cours des quatre premiers mois de l'année (+11,3 % par rapport aux quatre premiers mois de 2018), il est quasi certain que les ventes de l'année 2019 se situeront au niveau le plus élevé depuis 2012.

Un comité interministériel (Finances, Environnement, Énergie, Économie) suit et analyse l'évolution des ventes de carburant et l'impact des mesures prises par le Gouvernement. En vue de la réalisation des objectifs climatiques, le comité définit des mesures visant à réduire continuellement l'incidence des ventes de carburant sur le bilan CO_2 du Luxembourg, conformément à l'accord de coalition, et propose régulièrement des mesures d'adaptation au Gouvernement.

Face à l'évolution actuelle de la vente de carburants routiers, le comité a décidé que le Gouvernement procède à une hausse des accises sur le carburant routier, qui devrait être comprise entre 1 et 3 centimes pour l'essence, et entre 3 et 5 centimes pour le diesel. L'entrée en vigueur de cette hausse interviendra entre février et avril 2020.

Les rentrées budgétaires de cette hausse des accises seront affectées à des mesures de soutien de la transition énergétique et des mesures favorisant l'équité sociale.

Question 1431 (05.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **réseau 5G au Luxembourg :**

D'5G-Technologie beonrouegt weiderhi vill Leit aus deenen ënnerschiddlechste Grënn. Fir vill Leit sinn déi gesondheetlech Risiken net geklärt, anerer hunn éischter Bedenke vun ekonomescher Natur.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pilotprojete sinn am Beräich vun der Aféierung vun dëser Technologie virgesinn? Wéini soll mat deene Projeten ugefaange ginn?

2. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 0634 vum 15. Abrëll 2019 schreift d'Regierung: „An enger éischter Etapp ass et virgesinn, fir d'Approche vis-à-vis vun den neien Typpe vun Antennen, déi bei der 5G an den Asaz kommen, ze preziséieren." Gëtt et dozou schonn nei Informatiounen?

3. An hirer Äntwert op déi selwecht Fro schreift d'Regierung: „Am Kader vun de Pilotprojeten ass vun der Regierung geplangt, fir och zu Lëtzebuerg Miessunge maachen ze loossen, déi da wäerten zu weideren Erkenntnisser féieren." Wéi eng Miessunge sinn do geplangt an no wéi enge Krittäre sollen hir Resultater bewäert ginn?

4. Wéi ass d'Tendenz an den Zuele vun dem Volume vun den Datentransferten zu Lëtzebuerg? Op verschiddenen, héich entwéckelte Plazen op der Welt, schéngt sech eng mëttelfristeg Stabiliséierung an den Zuele vun den Datevolummen unzekënnegen. Eng Plafonéierung vun dem Datevolume bannent engem Jorzéngt schéngt méiglech. Besteet also nach eng objektiv Noutwendegkeet, fir en neie Reseau anzeriichte wat de Volume vun Daten ugeet, oder géif eng kontinuéierlech Adaptatioun vun der Capacitéit vum 4G-Reseau, kombinéiert mat WiFi, net och schonn duergoen?

5. Gëtt et eng objektiv Demande, fir déi aktuell Vitesse vun de Reseaue weider ze erhéijen? Wa jo, kann eng substanziell Augmentatioun vun der Vitesse och scho bei 700 MHz oder 3,6 GHz erreecht ginn oder misst dat net iwwer e vill méi héicht Frequenzband (vun z. B. 26 GHz) erreecht ginn, wat awer eréischt soll méi spéit ageféiert ginn?

6. Soll dat Héichfrequenzband vu 26 GHz prioritär an urbane Regiounen deployéiert ginn oder och flächendeckend? Wéi eng Demande fir wéi eng Applikatioune gëtt et speziell fir d'26-GHz-Frequenzband a ginn déi méiglech Applikatiounen duer, fir d'Investitiounen an en Héichfrequenzband ze justifiéieren? Brauch en Héichfrequenzband nach substanziell aner an zousätzlech Infrastrukturen ewéi d'700-MHz-an d'3,6-GHz-Banner?

7. Kënnen existéierend 4G-Installatiounen esou ageriicht ginn („upgrade"), datt si eventuell geplangte 5G-Funktioune kéinten zu engem spéideren Zäitpunkt iwwerhuelen?

8. Ginn d'4G-Reseauen an de WiFi nach weider ausgebaut a moderniséiert, och wann e 5G-Reseau ageriicht gëtt?

9. Ginn Infrastrukturen am Beräich 5G vun der ëffentlecher Hand zur Verfügung gestallt? Wa jo, wéini a wou ginn déi opgeriicht a wéi héich ass de Käschtepunkt? Si schonn esou Installatiounen opgeriicht ginn? Mussen déi spéider Operateure sech un de Käschte vun deenen Infrastrukture bedeelegen?

10. Wéi eng Funklächer gëtt et am Abléck nach am Reseau 4G? Wat ass virgesinn, fir déi Lächer zouzemaachen an a wéi engem Zäitkader? Ass eng zouverlässeg Couverture vum ganzen Territoire mat 4G, kombinéiert mat WiFi, net vu komparativ méi engem groussen ekonomeschen Notzen, ewéi d'Aféierung vu 5G wéinst enger geplangter méi héijer Vitesse vum Datentransfert?

11. Gëtt et schonn eng national Kaart, wou mussen Antenne fir de Reseau 5G opgeriicht ginn? Op wéi enge Plaze kënnen déi nei 5G-Antennen eventuell mat Antennen oder Maste kombinéiert ginn, déi am Abléck schonn existéieren? Wéi héich ginn déi Maste fir d'5G-Technologie maximal? Kënnen eventuell verschidden Operateure glaichzäiteg esou Infrastrukture fir ënnerschiddlech Déngschtleeschtunge benotzen?

12. Wéi ass d'Profitabilitéit vu 5G-Reseaue par rapport zu 4G-Reseauen? Wéi eng nei Servicer missten op 5G ugebuede ginn, fir Investissementer an déi Technologie laangfristeg rentabel ze maachen?

13. Telekomfirme sinn haut manner profitabel wéi nach virun e puer Joer, well se manner duerchschnëttleche Gewënn pro Client genereieren. D'Investitiounskäschten an deem Domän sinn nämlech ganz héich a gi mat 5G nach eemol an d'Luucht. Gëtt et genuch Interessi bei de private Gesellschaften um 5G als neier Technologie per se oder ass den Interessi un deem Reseau an deene Frequenze virun allem doduerch bedéngt, datt d'Operateuren en Ofwandere vun hirer Clientèle bei d'Konkurrenz fäerten?

14. D'ASBL Akut berifft sech op Etüden, déi solle Gesondheetsrisike vun der 5G-Technologie beweisen („L'essentiel", 22.10.19). Huet d'Regierung Kenntnis vun deenen Etüden a wat ass hir Positioun dozou?

15. Wéi stellt sech d'Regierung zu enger eventueller Bedeelegung vu chineeseschen Entreprisen um 5G-Reseau zu Lëtzebuerg? Gesäit d'Regierung de Risiko vun enger chineesescher Spionageaktivitéit zu Lëtzebuerg iwwert de Wee vun enger Bedeelegung un neien, technologesche Schlësselariichtungen? Gëtt de Sécherheetskrittär en Element bei de Konditiounen, fir Operateuren zouzeloossen, déi Frequenze steeë wëllen? Gëtt et eng Lëscht vun Drëttlänner (net-EU oder net-NATO), déi däerfen um Projet 5G bedeelegt gi respektiv, déi dat net däerfen?

16. De 5G-Reseau brauch vill kleng Installatiounen. Ginn déi all eenzel géint physesch Attacken ofgeséchert? Wa jo, op wiem seng Käschten?

17. Sicht d'Regierung e Gläichgewiicht tëschent engem eventuell substanziellen Akommes fir de Staat duerch eng Stee vun de 5G-Frequenzen engersäits, an enger Preservatioun vun den Investitiounscapacitéiten an der Rentabilitéit vun de privaten Operateuren, anerersäits? Wa jo, wéi soll dat gemaach ginn? Wéi eng Oplage solle potenziell Investisseure gemaach kréien, fir de privaten a kommerzielle Clienten déi beschtméiglech Déngschtleeschtung kënnen unzebidden?

18. Wéi bereet sech POST am Abléck op d'Aféierung vum 5G vir?

Réponse commune (17.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Auswäertung vun de Projeten, déi am Kader vum Appel à projets 5G eragereecht goufen, ass amgaangen. Wéi eng Projete genee zréckbehale ginn a wéini déi ufänke wäerten, kann dofir nach net kommunizéiert ginn.

Am Appel à projets ass explizitt och no dem sozioekonomeschen Impakt vum Projet, geneesou wéi no den ugeduechte Mesuren a puncto Gesondheet gefrot ginn. D'Äntwerten zu dësen zwee Punkte fléissen dofir mat an, an d'Bewäertung an an d'Auswiel vun de Pilotprojeten.

ad 2. Déi nei Generatioun vu 5G-Antennen, déi am Frequenzberäich vun 3,6 GHz an den Asaz kommen, schaffe mat der sougenannter Beamforming-Technologie. Dëst erlaabt et, fir geziilt Beräicher auszeblenden an zum Beispill mam „Beam" engem Benotzer (Persoun, Auto) am Raum nozegoen. Well also keng konstant Couverture méi virläit, ass et onëmgänglech, fir d'Miessungsmethod vun de Grenzwäerter unzepassen. Déi kompetent Verwaltungen hunn Enn 2019 Gespréicher mat den aktuellen Operateure geféiert. Zousätzlech hu si Kontakt opgeholl mat hiren Homologe respektiv Spezialisten aus dem Ausland.

ad 3. Déi genee Miessunge ginn den Ament nach ausgeschafft (Choix vun de Methoden a vun de relevante Partner) an eng Rei Reuniioune mat de betreffende Fachleit stinn nach aus, soudass dës Fro nach net beäntwert ka ginn.

ad 4. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) suivéiert och d'Evolutioun vum Datevolumen an der mobiller Kommunikatioun. Am Rapport statistique secteur télécommunication 2018[1] ass notéiert: « Le traffic Internet mobile continue sa croissance constante depuis 2013. » Eleng vun 2016 op 2018 ass den Datevolume vu bal 17.000 Terabyte op iwwer 25.000 Terabyte geklommen. Am Tableau de bord semestriel des communications électroniques 2019-S1[2] ass méi prezis de rengen Datentraffick aus dem „marché de détail" ervirgehuewen, an och do klëmmt de Volume vun

[1] https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU--1461723625-749

[2] https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-763

2017 op 2019 vu ronn 10.000 Terabyte op 15.000 Terabyte.

Dës Zuele weisen, dass den Datevolumen zu Lëtzebuerg éischter an d'Luucht geet. Wat d'Zukunft ugeet, sou ass et schwiereg virauszegesinn, wéi den Datevolumen evoluéiert, mee d'Operateure rechnen dermat, dass den Datevolume weider zouhëlt. D'Offer an d'Demande no mobillen digitalen Notzungsméiglechkeeten (IOT, connected car…) ass weider um klammen.

De Wiessel op d'5G-Technologie versprécht eng méi effizient Notzung vum verfügbare Frequenzspektrum. Besonnesch a Beräicher mat héijer Notzungsintensitéit (z. B. am urbane Beräich) kann eng 5G-Antenn méi Capacitéit iwwerdroen, verhënnert also och, dass et zu enger méi héijer Densitéit vu 4G-Antenne kënnt, soubal den aktuelle 4G-Reseau saturéiert ass. D'Aféierung vun der 5G-Technologie ass net eleng op e Bedarf no engem steigenden Datevolume limitéiert. Eng weider Verbesserung vun der 5G-Technologie ass zum Beispill eng méi niddreg Latenz, also d'Reaktiounszäit, mat där 5G-Apparater (Handyen, Gefierer, konnektéiert medezinnesch Apparater, ...) mat Informatioune beliwwert ginn. Dëst verbessert eng Rei aktuell mobill Uwendungen, mee et gi sech och nei nëtzlech Uwendungen erwaart.

ad 5. Wéi bei de jeeweilegen Aféirunge vun de viregte Generatioune vu mobiller Technologie, ass et eng Kombinatioun vun aktuelle Besoinen an zukënftegen (neien) Entwécklungen, déi derzou féiert, dass notamment d'Operateure gewëllt sinn, an déi jeeweileg nei Technologien ze investéieren.

Duerch déi technesch Spezifikatioune vun der 5G-Technologie féiert souwuel d'Aféierung vun de 700-MHz- an den 3,6-GHz-Antennen, wéi och déi ugekënnegt spéider Aféierung vun de 26-GHz-Antennen zu enger Erhéijung vun der Vitesse (maximal méiglech Download- an Uploadraten) am Verglach zu der aktueller 3G- a 4G-Technologie.

Besonnesch an héich frequentéierte Beräicher versprécht d'5G-Technologie, déi effizientst Léisung ze sinn, fir dem steigenden Datevolumen (wéi an der Äntwert op d'Fro 4 erkläert) gerecht ze ginn.

ad 6. Déi néideg Investissementer gi vun den Operateure getätegt, an eng Consultatioun iwwer hir Besoine respektiv hiren Interessi am Beräich vun dem 26-GHz-Frequenzband gëtt eréischt am Laf vum Joer 2020 lancéiert. Et ass awer, esou wéi an der Fro ugedeit, dermat ze rechnen, dass déi Frequenz primär an urbane Regiounen nëtzlech wäert sinn.

En Héichfrequenzband (hei 26 GHz) baséiert op enger spezifescher Antenn, déi d'Senden oder d'Empfänke vu Signaler op där Frequenz iwwerhaapt erméiglecht. Och sinn esou Antenne vun hirem Opbau hier op eng Rei Asazzeenarien optimiséiert.

Déi spezifesch technesch Eegeschaften, déi mat der 26 GHz-Frequenz verbonne sinn, maachen, dass sech déi Frequenz net fir eng flächendeckend Notzung eegent, mee éischter wäert agesat ginn, fir op lokale Punkten d'Couverture vun engem Reseau ze ergänzen, respektiv déi punktuell disponibel Datecapacitéit dem Bedarf unzepassen.

Eng Rei aner Infrastrukturen (z. B. am Kär vum Reseau fir den Opbau vun der Kommunikatioun oder och nach d'Facturatioun vun de Kommunikatiounen) sinn onofhängeg vun den Antennen a ginn am Prinzip gemeinsam genotzt.

ad 7. Ob 4G-Installatiounen och spéider kënne 5G-Servicer iwwerhuelen, hänkt vun der spezifescher Komponent of. Passiv Antennen, sou wéi se meeschtens bis elo am Asaz woren, si vun hirer Konzeptioun hier net gebaut, fir spéider kënne geupgrade ze ginn. Bei aktiven Antennen, déi elo schonns um Marché fir de 4G ugebuede ginn, kënnen Operateuren och schonns Antennen akafen, déi laut Hiersteller „kompatibel mat 5G" sinn.

Bei anere Komponente vum Reseau (Câblage, Core-Applikatiounen, ...) ass et ofhängeg vun de jeeweilege spezifeschen Detailer (och jee no Operateur). Eng pauschal Äntwert ass dofir hei net méiglech.

ad 8. Parallel zu de Preparative fir d'Aféierung vun der 5G-Technologie, hunn d'Lëtzebuerger Operateuren och 2019 an de 4G-Reseau investéiert. Iwwert déi nächst Joren ass effektiv mat enger Verlagerung vun den Investissementer an de 5G-Reseau ze rechnen.

Dëst ass virun allem doduerch bedéngt, dass iwwert déi kommend Joren d'Zuel vun de 4G-Abonnementer wäert erofgoen an d'Zuel vun de 5G-Abonnementer wäert eropgoen. Déi viraussiichtlech Entwécklung vun de 5G-Abonnementer ass an engem Experterapport als Complement zur 5G-Strategie am September 2018 veröffentlecht ginn. Deemno géif den Undeel vu 5G-Abonnementer insgesamt op en Niveau vu mindestens 39 % vum GSM-Marché am Joer 2025 klammen. Entspriechend geet de Prozentsaz bei der 4G a virun allem der 3G iwwert déi nächst Joren erof.

D'WiFi-Reseaue si vun hirem Opbau an hirem Bedreiwen net ëmmer a Konkurrenz vu 4G- oder spéidere 5G-Reseauen. Si kënnen, wéi bis elo och schonns, komplementar koexistéieren. De weideren Ausbau vun esou WiFi-Reseauen ass also dofir net onbedéngt un d'Aféierung vun der 5G-Technologie gekoppelt.

ad 9. D'Zur-Verfügung-Stelle vun ëffentlechen Infrastrukture kann op verschiddenen Niveaue geschéien. Déi national 5G-Strategie ernimmt zum Beispill:

- Den Accès op ëffentlech Gebaier oder op ëffentleche Mobilier (z. B. Stroosseluuchten). Hei steet den Operateur a Verhandlunge mat dem jeeweilege Proprietär (Staat/Gemeng) fir den Accès op e Site, falls eng Antenn op esou e Site installéiert soll ginn. Installatiounen (eventuell Masten, Kabelen an natierlech d'Antenne selwer) gi vum jeeweilegen Operateur finanzéiert.

- Den Accès op Gainen an Tracéën fir zum Beispill d'Verleeë vu Kabelen (Stroum, Glasfaser) fir d'Ubanne vun Antennen.

Dëst ass gereegelt iwwert d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseauen an d'elektronesch Kommunikatioun. D'Gesetz gesäit vir, dass den néidegen „droit de passage" per Konventioun festgehale gëtt, dass den ëffentlechen Träger keng Recetten (Indemnitéiten, Steieren, ...) fir esou en „droit de passage" kann erhiewe souwéi och, dass d'Operateuren fir d'Fraisë fir d'Verleeë vun esou Kabele selwer opkommen.

ad 10. Am Kader vun der parlamentarescher Fro Nr. 0238 vum honorablen Deputéierte Marc Spautz ass notéiert ginn, dass d'Couverture vum 4G-Reseau vun den aktuellen Operateuren haut bei bis zu 99 % vum Territoire läit.

Och wa weider an d'Netz investéiert gëtt, si lokal schlecht Ofdeckunge weiderhi méiglech. Dëst huet am Prinzip ee vun dëse Grënn:

- Et war net méiglech, all d'Geneemegunge fir e bestëmmte Standuert ze kréien. An deene meeschte Fäll feelt entweeder d'Baugeneemegung vum Buergermeeschter oder d'Geneemegung vum Ëmweltministère, fir ausserhalb vum Baugebitt ze bauen.

- Et ass ekonomesch net rentabel, fir e Standuert an der betreffender Géigend ze bauen, well déi néideg Investitioune bei wäitem d'Recetten iwwertreffen, déi de Standuert generéiere géif.

Speziell déi zweet Ursaach wier, och mat enger kombinéierter 4G-WiFi-Approche, net méi effikass ze léisen. Et kann awer och schonns virkommen, dass duerch d'Iwwersättegung vum 4G-Reseau keng Verbindung mam Reseau kann opgebaut ginn.

ad 11. D'Entscheedung iwwert déi ideal a final Sitte fir d'Installatioun vu 5G-Antenne läit bei den Operateuren. Eng national Kaart gëtt et dofir net. Am Kader vun der parlamentarescher Fro Nr. 0238 vum honorablen Deputéierte Marc Spautz hunn déi aktuell Operateuren ze verstoe ginn, dass si an enger éischter Phas op hir aktuell Mobilfunkstanduerter zréckgräifen.

Dobäi gëtt et aktuell keng Virgab vun enger maximaler Héicht. Et ass prinzipiell méiglech, dass sech Operateuren e Sendemast deelen. Dëst ass och zu Lëtzebuerg üblech. Wéi vill Antennen an och wéi eng Antenne vu wéi engen Operateuren zesummen op engem Mast hänke kënnen, hänkt of vun der spezifescher Statik vun dem betreffende Site, der jeeweileger Autorisatioun an och vun der Zesummenaarbecht tëscht den Operateuren, soudass hei keng allgemeng Ausso méiglech ass.

Déi aktuell Sitte vu GSM-Antenne sinn op dem Geoportal (www.geoportail.lu, „cadastre hertzien") publizéiert[3].

ad 12. Fir déi genee Profitabilitéit vun de 5G-Reseaue par rapport zu 4G-Reseauen, ginn et ënnerschiddlech Previsiounen. Op der rezenter 5G-Konferenz, déi am Dezember um Kierchbierg organiséiert gouf, huet e südkoreaneschen Expert aus dem Telekomsecteur vun engem méi héijen duerchschnëttlechen Ëmsaz pro Benotzer rapportéiert.

Déi nei 5G-Technologie ass ënner anerem mat der Méiglechkeet entwéckelt ginn, fir méi Apparater mam Internet ze verbannen, also de sougenannten „Internet of Things" (IoT) weider auszebauen. D'Operateure sinn den Ament nach amgaangen, verschidde Servicer ze entwéckelen an ze testen. Et ass och ze erwaarden, dass nach eng Rei nei Servicer derbäikomme wäerten, un déi haut nach net geduecht gouf. Dës Servicer wäerten awer och nei Formulle vun Abonnementer generéieren, soudass déi genee Revenuen den Ament nach net prezis ofgeschat kënne ginn.

D'Profitabilitéit vun engem Reseau hänkt of vun de Recetten a vun den Investissementer vun den eenzelen Operateuren. Den ILR erhieft a senger Missioun vun der Veille vum Marché just de Volet vun der statistesch relevanter Gréisst vun de Recetten. An dem rezente Rapport gesäit een, dass den duerchschnëttleche monatlechen Ëmsaz pro Benotzer liicht, mee konstant eropgeet. De Fachbegréff ass hei „ARPU", wat déi englesch Ofkierzung ass fir „Average Revenue Per User".

ad 13. D'Entwécklung vum duerchschnëttleche Gewënn pro Client hänkt vun enger Rei Facteuren of (Ëmsaz, operationell Käschten, Amortissementer, etc.). Am Rapport vum ILR fir d'Joer 2018 ass nozeliesen, dass sech de „revenu mensuel moyen par utilisateur" liicht no uewen entwéckelt huet, vun 25,0 Euro op 25,2 Euro. D'Informatiounen iwwert de Gewënn pro Client sinn do net publizéiert.

Wann de 5G-Reseau interessant Servicer erméiglecht, ass et duerchaus méiglech, dass d'Clienten (privat/institutionell), och gewëllt sinn, fir déi Servicer entspriechend ze bezuelen. Zu Lëtzebuerg schéngt effektiv, och am institutionelle Beräich, e groussen Interessi ze sinn un der 5G-Technologie. Dëst beweisen déi sëlleg Projeten, déi am Kader vum Appel à projets eragereecht goufen a bei deenen net just d'Operateuren ënnert den Demandeuren ze fanne sinn.

Et ass richteg, dass d'Profitabiliéit staark ofhänkt vun de Präisser fir d'Clienten, a wann d'Endclientspräisser vun engem Operateur staark gehéicht ginn, wäert deen Operateur wuel Cliente verléieren, well déi da bei aner Operateuren ofwanderen (op engem Marché, dee concurrentiel ass).

Den Interessi vun de private Gesellschaften un der 5G-Technologie huet sech 2019 kloer gewisen. Mat insgesamt 29 Projete goufen, fir d'Gréisst vum Land, eng héich Zuel vu Projeten am Kader vum Appel à projets eragereecht. Och hunn d'privat Entreprisen am Kader vun der 5G-Konferenz, déi am Dezember 2019 organiséiert gouf, sech aktiv bedeelegt, andeem se den aktuelle Stand vun hire Preparativen op engem Stand oder hir Iwwerleeunge fir d'Ëmsetze vun dem 5G an engem Workshop gewisen hunn. Et muss een an dësem Zesummenhang bedenken, dass an der Ëffentlechkeet sécher eng Rei Projeten nach net kommunizéiert ginn, fir d'Exklusivitéit vun den ugestriefte Produkter a Servicer an der Startphas vum 5G ze garantéieren.

ad 14. D'Regierung verfollegt weiderhin déi wëssenschaftlech Entwécklung am Beräich vun de potenzielle gesondheetlechen Effekter, déi duerch d'Expositioun vun elektromagnéitesche Strale kéinten ervirgeruff ginn. De Suivi vun der wëssenschaftlecher Entwécklung ass e wichtegt Element an der Applikatioun vum Principe de précaution an erméiglecht deemno ëmmer erëm eng nei Bewäertung vun de getraffene Moossnamen.

ad 15. D'Regierung rappeléiert an dësem Zesummenhang hir Positioun, déi si schonns op d'parlamentaresch Fro Nr. 0078 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement formuléiert huet. Am Moment plangt d'Regierung keng konkreet Schrëtt, fir den Asaz vun Technologien aus gewësse Länner am Kär vum Netzwierk ze verbidden. Sollte sech awer nei corroboréiert Fakte presentéieren, da gëtt eng Reevaluatioun virgeholl.

De Sécherheetskrittär muss am Prinzip net un d'Stee vun de Frequenze gekoppelt ginn. Den aktuelle legale Kader fir d'Bedreiwe vun elektronesche Kommunikatiounsnetzer an -déngschter gesäit schonns Mesurë vir, déi d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Netzer an Déngschter cadréieren. Dës Moossname musse vun all Bedreiwer garantéiert ginn, onofhängeg aus wéi engem Land d'Entreprisë kommen, mat deenen de jeeweilege Bedreiwer zesummeschafft, fir Kommunikatiounsnetzer an -déngschter unzebidden.

ad 16. Dës „vill kleng Installatiounen" betreffe virun allem d'Antennen, déi mat der 26 GHz installéiert kéinte ginn. Et ass och esou, dass esou Antennen (mat entspriechend niddreger elektromagnéitescher Stralung) no bei de Benotzer installéiert kënne ginn.

D'Ofséchere vun de 5G-Reseauen ass eng Verflichtung, déi beim Operateur vum Reseau läit. Dëst gëllt fir all d'Komponente vum Reseau, sief et Kabelen, Antennen oder soss Equipementer. Déi jeeweils adequat Ofsécherung an déi domadder verbonne Käschten, si vum Operateur ze droen. Déi genee Ofsécherung ass Deel vun der Risikoanalys vun all Operateur, sou wéi dat och schonns beim 2G-, 3G- a 4G-Reseau de Fall wor.

ad 17. Der Regierung ass et wichteg, dass et zu enger objektiver an transparenter Prozedur fir d'Vergab vun de 5G-Lizenze kënnt, an dass dobäi d'Integralitéit vum verfügbare Spektrum kann effikass genotzt ginn. Der Regierung ass et dobäi och geleeën, dass den Operateure kënnen zesummenhängend Bléck zougewise ginn, déi grouss genuch sinn, fir d'Potenzial vun der 5G-Technologie voll auszenotzen. Déi genee Modalitéite vun enger Stee, déi dës Objektiver erfëlle soll, sinn nach an der Ausaarbechtung.

ad 18. D'Aféiere vum 5G ass e wichtege Pilier vun der Strategie vu POST, a POST schafft schonn zanter 2018 um 5G. De besteeënde Reseau gouf erweidert, fir éischt 5G-Servicer kënnen 2019 anzeféieren. POST weist hire Clienten d'Entwécklungen am „5G Experience Center" an hirem Siège, dem Bâtiment Mercier zu Lëtzebuerg-Gare.

Fir en neie 5G-Reseau bauen ze kënnen, brauch POST zousätzlech Frequenzen, déi de lëtzebuergesche Staat dëst Joer vergi wëllt. POST ass amgaange sech heirop virzebereeden. Ausserdeem muss den aktuellen EMF „Cadre réglementaire" fir d'Autorisatioune vun den neie 5G-Antenne vun den zoustännege Verwaltungen erweidert ginn. An dësem Zesummenhang si POST an déi aner Operateuren an engem ganz enken Austausch mat de concernéierte Verwaltungen.

Zënter 2018 schafft POST doriwwer eraus am internationale 5GcroCo-Projet mat. Dëse „5G Lighthouse"-Projet, dee vun der Europäescher Kommissioun (initiative H2020-ICT-18-2018) finanzéiert gëtt, gesäit vir, datt 2020 am Dräilännereck Metz-Lëtzebuerg-Merzig verschidden Aspekter vum 5G-automatiséierte Fueren an engem „Crossborder a Cross-technology Environment" getest ginn. POST huet 2019 och beim „Call for Projects", deen de lëtzebuergesche Staat am Kontext vu senger „Luxembourg 5G Strategy" lancéiert hat, matgemaach. Déi entspriechend 5G-Pilotprojete sollen dann 2020/2021 ëmgesat ginn.

Question 1461 (11.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vidéosurveillance des CFL :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1251 wollt ech méi iwwert d'Iwwerwaachungsmesurë vun den CFL wëssen. D'Äntwert vum Minister liwwert Informatiounen iwwert déi jeeweileg Späicherfristen, d'Accèse souwéi d'Consultatioune vum Iwwerwaachungsmaterial.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. An der Äntwert schwätzt den Här Minister op verschiddene Plaze vu befuugte Persounen. Wie sinn dës befuugte Persounen a vu wiem kréie se hir Autorisatioun ausgestallt?

- Falen och d'Zuchbegleeder souwéi d'Lokomotivféierer ënnert dës befuugte Persounen?

• Falls jo, vu wiem erhale si d'Autorisatioun?

• Hunn dës Persoune speziell Schoulungen hisiichtlech den Dateschutzgesetzer absolveiert?

2. Wéi vill Strofdote konnten duerch Videoopname vun den CFL an de leschte Joren tatsächlech opgekläert ginn?

3. A wéi ville Fäll waren d'Opnamen, déi zur Opklärung vun der Strofdot hätte féiere kënnen, scho gelëscht, de Moment wou d'Police se ugefrot huet?

4. Bei wéi ville Plainten, déi d'Police am Beräich vum ëffentlechen Transport krut, huet d'Videomaterial een Opschloss iwwert de Virgank vun der Dot ginn? Bei wéi villen net?

5. Bei wéi ville Plainten, déi d'Police am Beräich vum ëffentlechen Transport krut, konnt d'Videomaterial net benotzt ginn?

Réponse (23.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

Wéi schonns a menger viregter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 1251 vum 25. September 2019 uginn, sinn déi autoriséiert Agenten, fir d'Biller vun der Videoiwwerwaachung an den Zich ze visualiséieren:

- spezialiséiert Techniker, déi all technesch Problemer vun der Installatioun vun der Videoiwwerwaachung kontrolléieren a regléieren;

- d'Persounen, déi habilitéiert sinn, fir ze kontrolléieren, datt d'Consultatioun vun de Biller

[3] http://map.geoportail.lu/theme/cadastre_hertzien?version=3&zoom=10&X=690924&Y=6409159&lang=fr&layers=802-811-801&opacities=1-1-1&bgLayer=basemap_2015_global

konform mat de gesetzleche Virschréften ausgeféiert gëtt, wéi d'CFL-Agenten vun der Divisioun „Juridique et Assurance" (JA) a vum Service „Sécurité, Sûreté et Environnement" (SE);

- den „Délégué à la protection des données" (DPO);

- d'Personalvertrieder, wann een CFL-Agent betraff ass;

- d'Persounen, déi habilitéiert sinn, d'Biller ze consultéieren.

Bei de „Persounen, déi habilitéiert sinn, d'Biller ze consultéieren" handelt et sech méi prezis ëm:

- de „Responsable Sûreté" vun der Divisioun vun der Zuchbegleedung, deen am Kader vun der Kontroll vun der Anhalung vun de Prozeduren d'Videoiwwerwaachung an den Zich visualiséiert,

- d'Kontrolleren an d'Inspekteren (déi d'Zuchbegleetpersonal kontrolléieren) aus der Divisioun „Zuchbegleedung", déi d'Biller recuperéieren an hir Visualisatioun organiséieren.

D'Zuchbegleetpersonal an d'Zuchfuerer hu keen Zougang zu de Biller. Sollten dës awer zousätzlech zu hirer Funktioun nach Personalvertrieder sinn, da kënne si am Kontext vun dëser Funktioun trotzdeem an d'Situatioun kommen, fir d'Biller ze gesinn.

D'Gestioun vun den Zougréffer op d'Biller gëtt duerch intern Prozeduren organiséiert an eenzeg déi Persounen, déi een Interesse am Kontext vun der Videoiwwerwaachung hunn, kënnen Zougréffsrecht op d'Biller hunn.

Ee Regëster erlaabt d'Identificatioun vun deene Persounen, déi d'Biller visualiséiert hunn.

Schlussendlech kréien dës Persounen eng Formatioun iwwert d'Anhalung vun de Prozeduren.

Des Weideren ass et aktuell net méiglech, fir déi detailléiert Statistiken, déi an de Froen ernimmt ginn, erauszefilteren.

Question 1463 (11.11.2019) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **recrutement auprès du CGDIS :**

Rezent war beim Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) e Poste fir e Médecin-anesthésiste-réanimateur beim Samu ausgeschriwwen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi sinn d'Ausschreiwungsprozedure bei esou Posten?

- Kréien déi Leit, déi hir Kandidatur ageschéckt hunn, en Accusé de réception? Gi si, wann hir Kandidatur net zréckbehale gëtt, kontaktéiert an informéiert?

- Wéi kann eng Persoun, där hir Kandidatur net zréckbehale ginn ass, e Recours géint d'Nominatioun vun enger anerer Persoun aleeden, wann dës Decisioun hir net matgedeelt ginn ass? Kann een hei vun engem effektive Recours schwätzen?

- Wéi ginn dës Nominatiounen an aneren ëffentlechen Ariichtunge behandelt? Wéi gesinn esou Prozeduren aus? Ginn et Differenzen? Wa jo, wéi eng?

- Ginn d'Nominatioune vun esou Poste veröffentlecht? Wa jo, wou? Wann neen, firwat net?

- Wär et fir d'Ministesch net, aus Grënn vun der Transparenz, noutwendeg, esou Nominatiounen ëffentlech zougänglech ze maachen?

- Wëllt d'Regierung an deem Kontext an Zukunft fir méi Transparenz suergen? Wa jo, wéi?

Réponse (16.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Déi fräi Posten, déi beim Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ënnert de „recrutement externe" falen, ginn um Internetsite www.govjobs.lu ausgeschriwwen.

De Service recrutement vum CGDIS mécht eng Virselektioun opgrond vun den agereechten Dossieren andeems d'Recevabilitéit vun de Kandidate kontrolléiert gëtt. Déi Persounen, déi zréckbehale ginn, gi fir e Gespréich agelueden. Ausserdeem gëtt mat dëse Kandidaten en Test psychométrique an, jee no Profill vum Posten, e Leadershiptest respektiv en administrativen oder techneschen Exercice duerchgefouert. Opgrond vum Entretien an den Tester gëtt eng Persoun fir de fräie Poste virgeschloen. Dëse Virschlag reecht de Generaldirekter un de Verwaltungsrot vum CGDIS weider, dee wärend enger nächster Sëtzung seng Decisioun hélt. Jidder net zréckbehale(ne) Kandidat(in) gëtt schréftlech informéiert.

Beim rezente Rekrutement vun engem Médecin-anesthésiste-réanimateur war et esou, dass de CGDIS no enger éischter Analys vun den Dossieren entscheet hat, d'Plaz vakant ze loossen. Nodeems de Profill an d'Missioune vum Posten nei iwwerschafft goufen, gëtt dësen elo zäitno op Basis vun der uewe beschriwwener Prozedur nei ausgeschriwwen.

Wat d'Recoursen ugeet, gëllen hei d'Reegele vun der Procédure administrative non contentieuse. Vu datt et sech hei net ëm en Examenconcours handelt, ass et och esou, datt et keen Droit à l'embauche gëtt, an datt den Employeur fräi ass, déi Kandidatur zréckzebehalen, déi en am gëeegentsten hält fir de Posten, respektiv d'Kandidatur net zréckzebehalen, wann en d'Persoun fir net gëeegent hält.

D'Nominatioune vum Personal beim CGDIS sinn eleng eng Decisioun vum Verwaltungsrot.

Question 1479 (14.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**euthanasie :**

Dans son Cinquième rapport à l'attention de la Chambre des Députés, couvrant les années 2017 et 2018, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide relève qu'au cours des deux années écoulées et, contrairement aux années précédentes, seules deux euthanasies sur 19 ont été pratiquées dans un hôpital.

Il convient par ailleurs de noter que, selon les statistiques, le nombre d'euthanasies et d'assistances au suicide pratiquées dans les maisons de soins ou centres intégrés est resté faible par rapport au nombre total d'euthanasies et d'assistances au suicide recensé.

En effet, sur les 19 décès suite à une euthanasie recensés en 2017 et 2018, 13 ont été pratiquées au domicile du patient.

Se pose la question si cette évolution émane d'un choix délibéré des patients ou s'il est dû à une réticence des établissements hospitaliers, des maisons de soins et centres intégrés à l'égard de l'euthanasie ou de l'assistance au suicide.

Or, la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit qu'un médecin peut refuser de pratiquer une euthanasie. Par contre, en tant qu'institutions et établissements financés par les deniers publics, les hôpitaux, maisons de soins et centres intégrés devraient assurer le respect de la loi et donc l'accès des patients à l'euthanasie si les conditions posées sont respectées et si cela correspond à la volonté du patient.

J'aimerais dès lors poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'établissements hospitaliers, de centres intégrés ou maisons de soins réticents à la pratique d'euthanasies ou d'assistances au suicide au sein de leur établissement et, le cas échéant, par quelles mesures le Ministère entend-il garantir le respect de la loi, et l'accès des patients à l'euthanasie peut-il être garanti ?

- Selon le Cinquième rapport à l'attention de la Chambre des Députés de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, l'état d'information de la population et des milieux professionnels sur la législation en matière d'euthanasie reste insuffisant. Par quels moyens le Ministère de la Santé entend-il garantir une information adéquate de la population et des milieux professionnels ?

Réponse commune (08.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dans son cinquième rapport, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de la loi du 16 mars 2019 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, ci-après « la Commission » a attiré l'attention sur le fait que, contrairement aux années précédentes, les euthanasies pratiquées en milieu hospitalier ont sensiblement diminué, que deux euthanasies sur 19 ayant été pratiquées dans un hôpital pendant la période de référence du rapport, contre 13 à domicile et 3 dans un centre intégré ou une maison de soins. S'il est vrai que plusieurs proches de patients en fin de vie se sont plaints à plusieurs reprises auprès du secrétariat de la Commission que la volonté du patient de pouvoir disposer d'une euthanasie n'avait pas été respectée, il n'est pourtant pas à exclure que l'augmentation du nombre des euthanasies pratiquées à domicile pourrait également refléter la préférence des patients de mourir dans un environnement familier.

En tout état de cause, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les structures hospitalières et de soins palliatifs devront respecter le choix d'euthanasie ou d'assistance au suicide d'un patient et l'aider à réaliser sa volonté. Le règlement d'ordre interne des différentes structures devra respecter ces dispositions. »

De même l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit « un service destiné à des patients souffrant d'une affection grave et incurable en phase avancée ou terminale et dispensant des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dans le respect de la personne soignée, visant à couvrir l'ensemble des besoins physiques, psychiques et spirituels de la personne soignée et de son entourage et comportant le traitement de la douleur et de la souffrance psychique. Le personnel médical et soignant du service atteste d'une formation spécifique en soins palliatifs et en accompagnement de patients en fin de vie, conformément aux dispositions prises sur base de l'article 1er, alinéa 4 de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie. Le service a recours aux soins de kinésithérapie, au soutien psychologique et à l'assistance sociale, et dispose de liens fonctionnels étroits avec des services médicaux et chirurgicaux hospitaliers, ainsi qu'avec les prestataires d'aide et de soins extrahospitaliers, qui précisent les critères et les modalités de transfert des patients. Le service garantit le respect de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, ainsi que de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient. »

L'ensemble des établissements hospitaliers, y compris les établissements d'accueil pour personnes en fin de vie, devraient ainsi prévoir la possibilité pour leurs patients de bénéficier d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide dans un environnement adéquat et digne.

Dans ce contexte, la recommandation de la Commission suivant laquelle la direction d'un établissement dans lequel se trouve le patient est obligée d'instaurer une procédure qui permet de pouvoir recourir à un médecin pour effectuer l'euthanasie ou l'assistance au suicide, constitue une piste à envisager.

Quant à l'état d'information de la population et des milieux professionnels, la Commission a fait procéder à une enquête TNS ILReS aux fins de dresser un bilan après dix ans d'existence de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide et d'en comparer les résultats avec l'enquête menée avant l'entrée en vigueur de la loi. Dès que les résultats de cette enquête auront été présentés par la Commission au début de l'année 2020, le Ministre de la Santé entend se prononcer par rapport aux moyens pour renforcer, le cas échéant, l'information du public et du secteur médical et de soins.

Question 1480 (14.11.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **« Gesondheets-App » présentée par l'AMMD :**

En date du 12 novembre 2019, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) a présenté sa société nouvellement créée « Digital Health Network SARL » (DHN) ainsi que son application « Gesondheets-App ».

Selon l'AMMD, « l'objet de cette société est de permettre à nos patients de se connecter aisément via une App parfaitement sécurisée aux prestataires de leur choix ou à tout autre acteur public ou privé du domaine de la santé. Cette application servira au patient d'unique porte d'entrée pour faire l'intégralité de son parcours de soins en respectant scrupuleusement son autonomie, en parfaite complémentarité du DSP (dossier de soins partagé), avec une touche de convivialité inédite. »

La « Gesondheets-App », dont le lancement serait prévu au cours du premier semestre 2020, permettrait donc au patient de partager ses données médicales avec les professionnels en matière de santé (médecins, hôpitaux, CNS, etc.). Des paiements pourraient être effectués et les justificatifs échangés de manière digitale.

La société commerciale du corps médical, DHN SARL, est enregistrée au Registre de commerce et des sociétés depuis le 16 juin 2019 et son conseil d'administration correspond au conseil d'administration de l'AMMD.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quels acteurs étaient associés à la mise en place de la société commerciale DHN SARL du corps médical, ainsi qu'au développement de la nouvelle application ? Est-ce que ce développement s'est fait en collaboration avec les autres acteurs-clés en matière de santé et notamment avec l'Agence eSanté ?

2) Quand est-ce que Messieurs les Ministres ont été informés par l'AMMD de la volonté de mettre en place la société Digital Health Network et de développer une application de santé ?

3) Est-ce que Messieurs les Ministres soutiennent ce projet ?

4) Messieurs les Ministres estiment-ils que des données aussi sensibles que les données médicales des citoyen(ne)s devraient être traitées et stockées par un opérateur de droit privé à but commercial ? Est-ce que la mise en place et la gestion d'un tel projet ne devraient pas être pilotées par un acteur ou une institution faisant partie du secteur public ?

5) Dans quelle mesure cette application est-elle compatible, voire incompatible avec les projets de digitalisation (DSP, ePrescription, etc.) et d'introduction du tiers payant sur lesquels travaille l'Agence eSanté et d'autres acteurs-clé du secteur ? N'existe-t-il pas un risque de concurrence pour des projets en cours de développement ?

Selon les premières informations, l'application de DHN viserait également à permettre un remboursement accéléré des factures avancées par les patients. Il ne s'agirait donc pas du système « pure » de tiers payant où le patient n'a pas besoin d'avancer les frais médicaux remboursables.

6) Est-ce que Messieurs les Ministres sont favorables à ce principe du remboursement accéléré ? Est-ce que les travaux en cours sur l'introduction du « tiers payant » prévoient également ce principe ou est-ce que le système envisagé est au contraire celui du paiement direct des factures médicales par le « tiers payant » ?

Réponse commune (16.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

L'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) avait demandé une première entrevue avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale par lettre du 11 février 2019 afin de présenter sa vision pour un concept de digitalisation, entre autres pour le remboursement des mémoires d'honoraires des médecins.

La réunion entre le Ministère de la Sécurité sociale et l'AMMD a eu lieu le 13 février 2019. Lors de cette réunion, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale présenta les priorités en matière d'assurance maladie-maternité, y compris en matière de digitalisation, et l'AMMD ses expectatives en la matière, sans toutefois rentrer dans les détails en ce qui concerne leur « solution digitale » proprement dite. Suivant les informations de l'AMMD elle-même, ce concept serait basé sur une solution digitale de la société Have-a-Portfolio Solutions GIE.

Par la suite, l'AMMD a fait plusieurs communications publiques (conférences de presse, publications sur le site Internet de l'AMMD, etc.) sur cette solution digitale.

Fin juillet 2019, l'AMMD a eu une entrevue avec le Ministère de la Santé pour présenter le concept d'une application mobile, sans toutefois apporter des détails sur le fonctionnement technique ou l'intégration avec les outils digitaux de l'Agence eSanté notamment.

Concernant la société commerciale Digital Health Network SARL (DHN), ni les ministères de la Sécurité sociale et de la Santé, ni les administrations et institutions sous leur tutelle, y compris l'Agence eSanté, n'y sont associés. Il en est de même pour le développement d'une solution digitale ou d'une application mobile de cette société dont référence est faite par l'honorable Député dans sa question parlementaire.

D'ailleurs, DHN étant une société de droit privé (société à responsabilité limitée), l'État ne pourrait pas en faire partie faute de cadre légal l'y autorisant.

En ce qui concerne l'utilisation d'une application mobile, celle-ci ne pourrait pas se substituer aux services publics qui doivent être prestés par les organismes publics, notamment la Caisse nationale de santé (CNS) ou l'Agence eSanté. Plus précisément pour l'Agence eSanté - il est par ailleurs à noter que l'AMMD fait partie du conseil de gérance de l'Agence eSanté -, elle est en charge du développement de solutions digitales en matière d'assurance maladie-maternité et aussi de santé, notamment en ce qui concerne les échanges entre acteurs (organismes publics, personnes affiliées et prestataires). Ses missions sont définies dans l'article

60ter du Code de la sécurité sociale et sont notamment : « […] la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale […] »

L'attribution de ces missions à un organisme public, qui a la forme d'un groupement d'intérêt économique pour fédérer toutes les parties prenantes avec un financement provenant à un tiers de l'État et à deux tiers de l'assurance maladie-maternité, vise notamment à assurer la mise en place d'un système digital qui est accessible à toute personne et prestataire visé et qui répond à tous les critères de sécurité informatique et de protection des données.

Pour accélérer l'élaboration et la mise en œuvre des projets de l'Agence eSanté, dont notamment le déploiement du dossier de soins partagé, l'ePrescription ou encore le HealthNet/NextGen, elle s'est vue attribuer plus de moyens par un amendement du contrat d'objectifs et de moyens 2019-2021 liant l'État, la CNS et l'Agence eSanté.

En ce qui concerne le recours à une application mobile, cette solution requiert impérativement l'utilisation d'un smartphone par la personne affiliée, ou le cas échéant sa personne de tutelle, pour avoir recours aux différents services.

Dans ce contexte il y a lieu de se référer à l'accord de coalition qui prévoit explicitement l'élaboration de pistes afin « […] d'inclure tout citoyen dans notre société de plus en plus numérisée et de contrecarrer le clivage numérique qui divise la société. »[4]

Dès lors, qu'en deviendra-t-il des personnes qui n'ont pas ce genre d'équipement électronique, en ce qui concerne l'accès à des prestations de santé ? Seraient-elles exclues d'une prise en charge par un remboursement accéléré ?

Qu'en sera-t-il des familles qui ont un faible revenu et qui doivent avancer, même pour un laps de temps réduit mais pas néant, les montants des mémoires d'honoraires des consultations médicales de leurs enfants au moment où elles n'ont pas suffisamment de moyens financiers, alors même que ces consultations sont prises en charge à 100 % par l'assurance maladie-maternité ?

Il s'agit de questions qui ne sont pas adressées par le recours à des moyens informatiques qui requièrent un dispositif digital spécifique ou un paiement de la part de la personne affiliée avant de pouvoir être remboursée, donc aussi en cas de remboursement accéléré.

Le principe du tiers payant, au contraire, garantit un accès équitable à toute personne affiliée, tant financièrement qu'administrativement, à des prestations de santé prises en charge par l'assurance maladie-maternité. De même, le tiers payant donne la garantie au prestataire qu'il recevra le montant déterminé pour les actes et prestations réalisés.

En d'autres termes, il s'agit, d'un côté, de faciliter le plus possible l'accès des assurés aux prestations prises en charge par l'assurance maladie-maternité et, de l'autre côté, d'offrir aux prestataires toutes les garanties de la prise en charge financière.

Ainsi, tant les familles que les personnes devant se rendre souvent chez le médecin ou médecin-dentiste, et notamment celles qui ont de faibles revenus, bénéficieront grandement du principe du tiers payant et n'auront plus besoin d'avancer des sommes qui peuvent dans certains cas s'accumuler jusqu'à atteindre des montants importants.

C'est ainsi que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a mis en place un groupe de travail dédié pour élaborer en détail un système de tiers payant dit « nouvelle génération ». Celui-ci doit pouvoir informer endéans quelques secondes le patient et le prestataire, essentiellement le médecin ou médecin-dentiste, sur les actes pris en charge et dans quelle proportion par l'assurance maladie-maternité. De même, le système doit pouvoir déclencher directement le paiement du montant dû.

En effet, le tiers payant nouvelle génération ne se base pas sur un système d'accélération de la procédure de remboursement, mais au contraire vise le paiement direct, c'est-à-dire que l'assuré ne doit plus faire l'avance de l'entièreté de la somme et ne doit payer, le cas échéant, que sa part personnelle.

Ainsi, dans le cas des actes qui sont pris en charge à 100 % comme les consultations médicales pour les enfants, les parents n'auront plus besoin d'avancer une quelconque somme.

Aussi, la solution informatique pour le tiers payant nouvelle génération est fiable et simple d'accès pour toute personne, indépendamment de la technologie informatique utilisée.

Dans ce contexte, les différentes procédures et règles sont à revoir pour les simplifier autant que possible. Ces travaux sont également coordonnés par le groupe de travail mis en place.

Le groupe de travail est composé de représentants des organismes publics directement impliqués, notamment la CNS, l'Agence eSanté, le Centre commun de la sécurité sociale pour le volet informatique, ou encore le Ministère de la Sécurité sociale. D'autres acteurs seront impliqués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, y compris l'AMMD qui demeure évidemment un partenaire central.

Le tiers payant nouvelle génération n'est pas en soi incompatible avec d'autres solutions digitales dès lors qu'elles sont du libre choix du prestataire et du patient. Dans tout état de cause, un organisme public ne saurait et pourrait faire sienne la solution développée par une société commerciale sans avoir recours à une procédure de passation de marchés publics telle que la législation en vigueur l'impose.

Au-delà du seul spectre du moyen de la prise en charge financière des prestations, les organismes publics visés, notamment l'Agence eSanté, prévoient la possibilité d'accès par des applications mobiles à certains services pour tous les acteurs qui développent ce genre d'outils digitaux, y compris DHN, dès lors que ces applications respectent tous les critères de sécurité informatique et de protection de données. L'application mobile sera alors du libre choix de son utilisateur. Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans les efforts de digitalisation du Gouvernement.

Question 1481 (14.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **infractions de roulage impunies :**

Le Parquet d'Arlon est actuellement confronté à bon nombre d'infractions de roulage impunies commises par des chauffeurs de véhicules immatriculés au Luxembourg.

Selon le Parquet belge, le tribunal poursuit bien les chauffards, mais il serait confronté à des entraves, surtout lorsqu'il s'agit de voitures de service de sociétés luxembourgeoises. En effet, toujours selon le Parquet belge, certaines sociétés sous le nom desquelles sont enregistrés les véhicules à plaques jaunes ne communiqueraient systématiquement pas le nom du chauffeur responsable de l'infraction.

Faute de connaître le nom du chauffeur, le tribunal a décidé de condamner les sociétés à des amendes substantielles.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics combien de voitures de service sont enregistrées au Luxembourg et quels sont les secteurs qui détiennent les flottes les plus importantes.

- Le Gouvernement est-il informé de la problématique dont fait état le Parquet belge ?

- Les tribunaux luxembourgeois sont-ils confrontés à des situations comparables et comment réagissent-ils le cas échéant ?

- Quelle est la situation légale en la matière ?

Réponse commune (18.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député s'enquiert sur les infractions de roulage impunies commises en Belgique par des chauffeurs de véhicules immatriculés au Luxembourg.

En date du 1er décembre 2019, 429.008 voitures particulières ont été immatriculées au Luxembourg, dont 90.952 au nom d'une personne morale (société). Le pourcentage de voitures particulières appartenant à des sociétés était en conséquence de 21,2 %.

Étant donné qu'une grande partie des voitures immatriculées au nom d'une personne morale sont des véhicules proposés en leasing ou en location à longue durée et que l'âge moyen de renouvellement de ces voitures est particulièrement bas par rapport à l'ensemble des voitures immatriculées, il y a lieu de préciser que ce pourcentage augmente à 38,8 % en considérant uniquement les voitures ayant moins de trois ans.

Cependant, il est impossible de déterminer quels secteurs possèdent les flottes les plus importantes, vu que les véhicules sont pour la plupart immatriculés au nom de la société qui propose le véhicule en leasing ou en location à longue durée. En outre, ces véhicules sont également accessibles à des personnes morales dans le cadre du leasing opérationnel (private leasing), ce qui engendre également une inexactitude des ratios indiqués.

La problématique des infractions commises au moyen de véhicules immatriculés au nom de personnes morales se pose surtout pour les infractions commises (a) en matière de stationnement et (b) en matière de dépassements de la vitesse maximale autorisée constatés par le système de contrôle et de sanction automatisés (ci-après le « CSA »), puisque pour ces deux cas de figure, faute d'interpellation du conducteur du véhicule au moment de la commission de l'infraction, son identité n'est pas déterminée sur place.

a) S'agissant des infractions en matière de stationnement :

- Si le véhicule est immatriculé au Luxembourg, en l'absence de paiement de l'avertissement taxé, c'est le représentant légal de la personne morale qui est poursuivi, sauf s'il fournit les renseignements sur l'auteur de l'infraction. L'identité du représentant légal de la personne morale, respectivement du conducteur responsable, est déterminée au cours de l'enquête par la police qui rédige le procès-verbal et le transmet au Procureur d'État.

L'article 14bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit que :

« Le conducteur d'un véhicule est responsable pénalement des infractions qu'il a commises en conduisant ce véhicule.

Si l'auteur d'une infraction à la réglementation sur l'arrêt, le stationnement et le parcage est resté inconnu, mais que le véhicule ayant servi à la commettre a été identifié, le propriétaire ou détenteur du véhicule est tenu au paiement de l'avertissement taxé ou de l'amende, à prononcer par la juridiction pénale, à moins qu'il n'établisse l'existence d'un cas de force majeure ou qu'il ne fournisse des renseignements permettant d'identifier l'auteur de l'infraction.

Si le véhicule, au moment de l'Infraction, était loué à un tiers, celui-ci est tenu de la même obligation. »

- Si le véhicule est immatriculé à l'étranger, il n'existe pas de possibilité d'obtenir les informations sur l'identité de la personne (physique ou morale) au nom de laquelle le véhicule est immatriculé, alors qu'aucune base légale ne permet de demander les renseignements à l'étranger. En effet, le système automatisé institué par la directive 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, transposée en droit interne par une loi du 19 décembre 2014[5] est limité à un certain nombre d'infractions, dont notamment les excès de vitesse, et ne s'applique pas pour les infractions commises en matière de stationnement.

b) Pour les dépassements de la vitesse constatés par le CSA, l'identité des détenteurs des véhicules immatriculés à l'étranger (personnes physiques ou morales) est déterminée par le biais du système automatisé institué par la directive 2015/413.

Une distinction est à faire entre les dépassements de vitesse qui donnent lieu à une réduction de points sur le permis de conduire ou pour lesquels un procès-verbal doit d'office être dressé, et ceux qui ne donnent pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et pour lesquels la procédure de l'amende forfaitaire est d'application.

- Si, à défaut de paiement de l'avertissement taxé, procès-verbal doit être dressé puisque l'infraction constatée donne lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et que la personne morale n'indique pas le conducteur responsable, la police locale est chargée, dans le cadre de l'enquête, de déterminer auprès de la personne morale, l'identité du conducteur responsable (qui, en tant que personne pénalement responsable, encourt également la perte de points sur le permis, respectivement une interdiction de conduire judiciaire), ainsi que, le cas échéant, l'identité du représentant légal de la personne morale qui est pécuniairement redevable du paiement de l'amende encourue (mais qui n'est pas pénalement responsable et n'encourt ni la perte de points sur le permis, ni une interdiction de conduire judiciaire).

La police procède de la même sorte si l'excès de vitesse dépasse les limites pour lesquelles la procédure de l'avertissement taxé s'applique et que procès-verbal doit d'office être dressé[6].

Si le véhicule est immatriculé à l'étranger et que la personne morale sise à l'étranger ne fournit pas les indications sur l'identité du conducteur, l'enquête ne peut, pour la plupart des cas, pas aboutir, s'il s'agit de personnes morales ayant leur siège dans des pays éloignés (p. ex. Pologne, Roumanie, Bulgarie). Si le véhicule est immatriculé dans un pays proche, souvent la police réussit à obtenir les informations sur le représentant légal qui est alors poursuivi comme personne pécuniairement responsable.

- Si l'avertissement taxé ne donne pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire (avertissements taxés de 49 euros), en cas de défaut de paiement, procès-verbal n'est pas dressé, mais la personne pécuniairement responsable encourt alors l'amende forfaitaire correspondant au double de l'avertissement taxé. Si la personne morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé n'indique pas l'identité du conducteur responsable, l'amende forfaitaire est établie au nom de la personne morale, qu'elle soit nationale ou étrangère.

- Voici quelques statistiques pour les excès de vitesse constatés par le CSA qui ont été fournies par la police :

Depuis la mise en œuvre du CSA, 34.134 véhicules immatriculés au nom d'une personne morale ont été flashés, dont 25.041 avaient un siège à l'étranger et 9.093 au Luxembourg. Dans 17.213 cas, la personne morale a indiqué un conducteur responsable.

Parmi ces 17.213 cas, dans 12.004 cas, la personne morale qui a fourni les indications sur le conducteur responsable avait son siège à l'étranger et dans 5.209 cas, elle avait son siège à Luxembourg.

Les dispositions légales en cause sont essentiellement les suivantes :

Article 4 de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés :

« (1) […] Lorsque la personne figurant, au moment de l'infraction, comme détenteur, ou à défaut comme propriétaire, sur le certificat d'immatriculation du véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est une personne morale, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au représentant légal de cette personne morale, sous les réserves prévues au paragraphe 2.

Lorsque le véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est loué à un tiers au moment de l'infraction, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au locataire, sous les réserves prévues au paragraphe 2. […] »

Art. 8bis : Obligation de désignation du conducteur par le représentant légal d'une personne morale

« Lorsqu'en application de l'article 4, paragraphe 1er, la responsabilité pécuniaire incombe au représentant légal d'une personne morale, ce dernier est tenu de fournir au Centre les renseignements permettant d'identifier le conducteur du véhicule au moment de l'infraction selon les modalités prévues à l'article 8, à moins qu'il n'établisse qu'au moment de l'infraction, le véhicule ne se trouvait pas sous sa garde par l'effet de la soustraction frauduleuse ou du détournement frauduleux ou d'un événement de force majeure. »

Question 1482 (15.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**Unité de sécurité pour mineurs délinquants à Dreiborn :**

Depuis novembre 2017, l'Unité de sécurité (UNISEC) pour mineurs délinquants à Dreiborn est opérationnelle. Dans sa mission de médiateur, l'Ombudsman vient de formuler dans un rapport une série de recommandations aux responsables politiques pour optimiser la structure ; il est conseillé de mettre en place un échange régulier entre le mineur délinquant et le juge de la jeunesse qui l'a placé pour discuter de sa situation. Un contact régulier avec des proches doit aussi être assuré. Un élément important qui reste défaillant à l'heure actuelle est le profil des mineurs à placer à l'UNISEC, qui doit impérativement être précisé. Le rapport fustige aussi le manque de solutions pour la période « post-UNISEC » à savoir l'accueil, l'encadrement et le suivi des jeunes après leur séjour à Dreiborn.

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Mi-

[4] Page 13 (Inclusion numérique) de l'accord de coalition 2018-2023

[5] Mémorial A n° 250 du 23 décembre 2014

[6] En application de l'article 15, alinéa 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la règlementation de la circulation sur toutes les voies publiques « L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal ordinaire : […] 5) en cas de constatation d'un dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 pour cent du maximum de la vitesse autorisée et d'au moins 20 km/heure par rapport à ce maximum. »

nistre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelles conclusions Madame et Monsieur les Ministres ont-ils tirées du rapport de la médiatrice ?

- Les ministres envisagent-ils de suivre les pistes de recommandations élaborées dans le rapport ?

- Dans l'affirmative lesquelles ?

Réponse commune (14.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Dans le rapport concernant la visite du 20 juillet au 1er août 2018 du contrôleur externe des lieux privatifs de liberté à l'Unité de sécurité (UNISEC) du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), l'Ombudsman formule des remarques concernant le projet de loi n° 7276, le fonctionnement de l'UNISEC et les échanges entre le personnel de l'UNISEC et les autorités judiciaires.

- Quant aux recommandations formulées dans le cadre du projet de loi n° 7276

Le rapport avisant le contrôle externe des lieux privatifs de liberté est plutôt favorable en ce qui concerne le projet de loi n° 7276 sur la protection de la jeunesse.

Il importe cependant de mentionner que ce projet sera retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés et qu'un nouveau projet, répondant aux lignes directrices de la Convention sur les droits de l'enfant, sera élaboré. À cet égard, il n'est pas garanti que toutes les dispositions se trouvant dans le projet de loi actuel seront reprises dans le nouveau projet.

Concernant l'analyse du cadre légal du projet de loi n° 7276, l'Ombudsman, dans son rapport, retient certains aspects positifs du nouveau projet, à savoir :

- le droit d'être entendu accordé au mineur à l'article 1er, paragraphe 5 du projet de loi (point (1) du rapport) ;

- les modalités instaurant une mesure de placement d'urgence, en remplacement de la mesure de garde provisoire (point (2) du rapport) ;

- le maintien de l'autorité parentale auprès des représentants légaux (point (4) du rapport) ;

- la limitation dans le temps des placements en dehors du milieu familial dont le régime est défini à l'article 13 du projet de loi (point (5) du rapport).

Sur d'autres points, l'Ombudsman formule des critiques par rapport à certaines dispositions et certains concepts du projet de loi n° 7276.

L'Ombudsman déplore, par exemple, l'absence de précisions concernant la durée des mesures de placement, ainsi que leur réexamen, respectivement leur prolongation. Les mesures du placement d'urgence, exposées au point (3) dudit rapport, sont définies aux articles 28 et 29 du projet de loi n° 7276. L'article 29 limite la durée du placement d'urgence à un mois à partir du jour de l'ordonnance prononcée par le juge de la jeunesse. Il est vrai que le champ d'application est moins précis pour les mesures « communes », prononcées sur base de l'article 1er du projet de loi. L'article 3 du projet de loi énonce seulement que la « durée des mesures ordonnées par le tribunal de la jeunesse est fonction de l'évolution de la situation du mineur ». À cet égard, il convient effectivement d'appliquer une durée minimale aux mesures de protection et de définir les conditions et la durée du renouvellement. La durée exacte sera analysée dans le cadre des travaux d'un nouveau projet de loi.

En outre, l'Ombudsman critique la possibilité de placement d'un mineur dans un centre pénitentiaire.[7] Le futur projet relatif à la justice juvénile en fera une interdiction absolue et opérera également une distinction claire et nette entre les mesures de protection et les mesures répressives.[8]

- Quant aux échanges réguliers entre le mineur placé à l'UNISEC et le juge de la jeunesse

L'Ombudsman affirme que certains mineurs ont indiqué ne pas avoir rencontré le juge de la jeunesse en charge de leur dossier, ni avoir communiqué avec lui depuis environ un an.[9]

[7] Point (6) du rapport

[8] Point (7) du rapport

[9] Point (40), page 20 du rapport

Après vérification des dossiers des mineurs en cause, nous sommes informés, qu'à l'exception d'un cas, tous les jeunes placés à l'UNISEC ont, non seulement vu le juge de la jeunesse à plusieurs reprises, soit lors d'audiences, soit dans le cadre d'entrevues plus informelles, mais ils ont également reçu des courriers de sa part. Un contact régulier et adéquat a donc bien eu lieu.

À cet égard, on peut indiquer qu'il a été convenu entre les juges de la jeunesse des deux arrondissements et la direction du CSEE que pour chaque mineur y placé, au moins deux entrevues ont systématiquement lieu avec le juge de la jeunesse en charge du mineur pendant la période de placement de trois mois à l'UNISEC, dont la première à la sixième ou à la septième semaine à partir du placement du mineur, et la deuxième à la onzième semaine à partir du placement.

Depuis l'ouverture de l'UNISEC en novembre 2017, nous avons connaissance d'un cas où un mineur, dont la situation juridique n'était pas claire eu égard à son statut, n'a effectivement pas pu prendre contact avec le juge de la jeunesse pendant son placement.

Tout mineur placé à l'UNISEC se voit attribuer d'office un avocat assurant la défense de ses intérêts. À tout moment, le mineur a le droit, avec ou sans avocat, de formuler une demande en mainlevée du placement provisoire à l'UNISEC, de sorte qu'une audience au tribunal de la jeunesse doit obligatoirement avoir lieu à bref délai.

Le contact régulier du jeune avec ses proches est considéré comme étant une priorité. Les contacts par voie téléphonique et par des visites sur place sont possibles et encouragés. Les plages prévues pour les appels téléphoniques vers l'extérieur ont été élargies suite au rapport du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL).

- Quant à l'absence de définition du profil des mineurs à placer à l'UNISEC

Les autorités judiciaires sont d'avis qu'une définition trop précise du profil des mineurs à placer à l'UNISEC[10], qui se traduirait, juridiquement, par l'institution de conditions plus ou moins contraignantes devant être remplies en vue d'un placement, risquerait de s'avérer contre-productive et d'exclure des cas dans lesquels un placement temporaire au sein d'une structure sécurisée et proposant un encadrement sociopédagogique intensif s'avère nécessaire.

Néanmoins, il est prévu que le nouveau projet de loi instituant un régime de justice juvénile définira, dans le respect de la sécurité juridique, des critères minima pour permettre le placement du mineur à l'UNISEC.

- Quant à l'encadrement et le suivi des jeunes après leur séjour à l'UNISEC

Le CSEE est en train de diversifier son offre pédagogique en vue d'une prise en charge plus individualisée et différenciée de chaque jeune. Trouver des solutions répondant aux besoins des jeunes ayant séjourné à l'UNISEC constitue une priorité dans le cadre de la conceptualisation des nouvelles offres.

[10] Point (11) du rapport

Question 1487 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**introduction du système Nutri-Score :**

Le Gouvernement luxembourgeois envisage l'introduction du système Nutri-Score (« Lebensmittelampel »), renseignant le consommateur sur les qualités nutritionnelles des aliments par une cotation sur les étiquettes.

Ce système, qui ne fait pas l'unanimité, est déjà opérationnel en France, en Belgique, au Portugal et en Espagne, alors que l'Allemagne est sur le point de l'introduire.

Le but principal en est une alimentation plus saine et plus équilibrée.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs quel est son échéancier pour l'introduction de ce système facultatif et de quelle manière elle entend encadrer cette nouvelle mesure.

2) Comment évoluent les perspectives pour l'introduction d'un système harmonisé en Europe et quelles sont les raisons qui vont à l'encontre d'une solution commune ?

Réponse (17.12.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois est en train d'analyser les avantages et désavantages de l'introduction du système Nutri-Score.

La législation européenne concernant l'étiquetage des denrées alimentaires (le règlement UE 1169/2011) prévoit, en complément des indications obligatoires, la possibilité d'apposer des formes d'expression et de présentation complémentaires des valeurs nutritionnelles sur les produits préemballés. Les États membres peuvent recommander l'utilisation facultative de tels systèmes de présentation complémentaires des valeurs nutritionnelles. Ainsi, la France recommande depuis 2017 le système Nutri-Score, la Belgique a suivi cet exemple l'année passée et l'Allemagne a annoncé s'y rallier en 2020. Tout récemment, les Pays-Bas ont fait part de leur décision de faire de même et d'opter pour une recommandation du système Nutri-Score.

Pour permettre au consommateur au Grand-Duché de Luxembourg de disposer d'informations transparentes, le Ministère de la Protection des consommateurs a entamé depuis octobre 2019 une démarche de consultation au niveau national des parties prenantes qui inclut les organisations représentant les entreprises, les consommateurs et les professionnels de la santé.

Dans l'intention de limiter la démultiplication de systèmes relatifs aux valeurs nutritionnelles sur le marché luxembourgeois qui risqueraient de désorienter le consommateur, le ministère a également initié des entrevues au niveau européen en vue d'une harmonisation d'un système d'étiquetage facultatif des valeurs nutritionnelles. Ces entrevues se sont matérialisées par une concertation avec la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne ainsi qu'un débat-échange entre experts des différents États membres, organisé en collaboration avec la représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles. Le ministère sera en mesure de prendre une décision au sujet d'une éventuelle recommandation aux entreprises en début d'année prochaine, dès que tous les avis seront recueillis et que les conclusions seront arrêtées.

ad 2) Comme évoqué, le ministère a initié des échanges au niveau européen concernant l'idée d'une harmonisation éventuelle d'un système d'indication facultative complémentaire des valeurs nutritionnelles. Ainsi, la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne a confirmé que conformément aux dispositions prévues dans le règlement UE 1169/2011, un rapport y relatif a été finalisé mais que la publication est en suspens en attendant la mise en place définitive de la nouvelle Commission européenne. D'autre part, elle a fait remarquer que suite à la lettre de mission de la Présidente de la Commission européenne, d'autres sujets allant en direction du Green Deal auront probablement priorité.

L'échange-débat entre experts organisé au sein de la Représentation permanente a également permis de mettre en exergue les approches dans les différents États membres. Bien que les grands pays d'Europe centrale semblent s'aligner sur une recommandation de Nutri-Score, l'Italie favorise un système sans code couleur tandis que les pays scandinaves disposent depuis presque vingt ans déjà d'un autre système bien établi auprès de leurs consommateurs, de façon à ce qu'il n'y a pas de nécessité de le changer. Il faut d'autre part relever que Nutri-Score, comme tout système de simplification de données complexes, présente certains défauts bien que sur base des études réalisées, il soit le système le mieux compris par le consommateur.

Une harmonisation relative au niveau européen sera donc encore à discuter.

Question 1489 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**acquisition de nouveaux terrains dans les alentours de la centrale nucléaire de Cattenom par EDF :**

L'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom vient d'acquérir de nouveaux terrains situés dans les alentours de la centrale.

Ceci a amené des représentants politiques de la Sarre, qui redoutent des projets de construction de nouvelles unités de production, à réclamer toute la transparence nécessaire sur les achats de terrains par l'EDF.

1) J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement s'il a connaissance de ces nouvelles acquisitions portant le total des terrains acquis de six hectares.

2) Quels sont les projets que poursuit l'EDF avec ces terrains et est-il notamment prévu de construire de nouvelles unités de production assurant la pérennité de la centrale ?

Réponse commune (23.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) La direction de la centrale nucléaire de Cattenom vient de confirmer aux services du Ministère de la Santé qu'EDF, l'opérateur de la centrale nucléaire de Cattenom, est en train de procéder à des acquisitions de terrains autour de son site. Selon EDF, il s'agirait de l'achat de six hectares sur un total d'un peu moins d'une vingtaine dont les procédures d'acquisition seraient engagées. La démarche constituerait une sorte de remembrement pour rationnaliser les zones de propriété. Toujours selon les informations d'EDF, la surface des terrains, objet des acquisitions, ne permettrait pas la construction d'un nouveau réacteur.

ad 2) Le Gouvernement français a précisé récemment que la décision de construire dew nouveaux réacteurs n'était pas prise et qu'elle ne le serait pas avant 2022-2023. Selon EDF, la question d'une implantation sur Cattenom ne serait pas vraiment d'actualité.

EDF affirme par ailleurs de rentrer dans les prochains temps dans une phase de veille plus active pour se porter acquéreur d'un nombre plus important de terrains. Ce serait une démarche d'anticipation d'un besoin foncier pour le moyen et le long terme qui serait un gage de la volonté d'EDF de s'ancrer durablement dans le tissu économique régional et local. Il s'agirait de préparer l'avenir, de faciliter des projets qui pourraient émerger demain sans qu'aucun schéma ne soit à ce jour défini. En matière d'énergie et d'énergies renouvelables, les possibilités seraient multiples. Les ambitions industrielles d'EDF s'inscriront dans le cadre législatif et réglementaire défini par l'État, notamment de la Programmation pluriannuelle de l'Énergie.

Question 1492 (19.11.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**indemnisation des chômeurs en situation transfrontalière** :

Depuis la publication d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil ayant pour objet de modifier les règles de coordination des systèmes de sécurité sociale en décembre 2016, le Luxembourg est en quelque sorte sous pression. D'après la proposition de règlement, il appartiendrait en effet au pays d'accueil (et non de résidence) de travailleurs frontaliers d'indemniser lesdites personnes pour le cas où ils perdraient leur emploi. Le pays d'accueil devrait en même temps prendre en charge ces personnes aux fins de leur trouver un nouvel emploi.

Cette proposition de règlement a, d'après nos informations, été discutée en dernier lieu au sein du Conseil en juillet 2018, une dernière orientation générale du Conseil (EPSCO) datant du 21 juin 2018. Il ressort de cette orientation générale et plus particulièrement d'un nouveau considérant (10bis) ce qui suit :

« Le marché du travail luxembourgeois présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques. Les travailleurs frontaliers représentent une proportion très importante de l'emploi total au Luxembourg, bien supérieure à la proportion de travailleurs frontaliers parmi la population active de tout autre État membre. L'introduction des nouvelles règles applicables aux travailleurs frontaliers et aux travailleurs en situation transfrontalière devrait dès lors entraîner une charge administrative très lourde pour l'autorité publique luxembourgeoise chargée de l'emploi, qui deviendrait l'institution compétente pour un nombre sensiblement plus élevé de travailleurs frontaliers. Il est par conséquent approprié d'accorder au Luxembourg une période transitoire supplémentaire au cours de laquelle les articles 65 et 86 du règlement (CE) n° 883/2004 et les articles 56 et 70 du règlement (CE) 987/2009 dans leur rédaction en vigueur avant [l'entrée en vigueur du règlement (UE) xxx/xxxx] continuent de s'appliquer afin de laisser à cet État membre le temps qu'il convient pour prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires à une transition en douceur du cadre réglementaire actuel aux nouvelles règles et pour adapter son système de sécurité sociale. »

Le report de l'application des dispositions dans le cas du Luxembourg serait de trois ans, délai qui pourrait être prorogé de deux ans en cas de nécessité.

Alors que le texte n'a pas encore abouti et que la nouvelle Commission européenne peine à se constituer utilement, il nous paraît probable que le nouveau cadre légal européen entre en

vigueur au plus tôt en 2020 et pour le Luxembourg en 2023.

Nous notons dans ce contexte que la loi de programmation financière pluriannuelle fait toutefois maintenant déjà état d'une flambée de dépenses du Fonds pour l'emploi au titre du chômage des frontaliers à partir de l'année 2021 (105 millions d'euros contre 45 millions d'euros en 2020).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples renseignements sur l'état des négociations du nouveau cadre légal ? Entend-il renégocier le dispositif en question ? Entend-il, le cas échéant, intervenir auprès de la Commission européenne pour qu'elle retire ladite proposition de règlement ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'en l'état actuel des négociations, une entrée en vigueur du nouveau règlement en 2019 paraît peu probable, sinon impossible ? Peut-il confirmer que pour le Luxembourg, le report minimum est toujours de trois ans, i. e. que le règlement ne soit pas applicable au Luxembourg avant 2023 ? Comment Monsieur le Ministre explique-t-il dès lors la hausse substantielle des dépenses du Fonds pour l'emploi à partir de 2021 ? Les dépenses à ce titre ne sont-elles pas largement surestimées ?

Réponse (13.01.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Jusqu'à ce stade aucun accord définitif portant sur la réforme du règlement 883/2004 n'a pu être trouvé entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'UE. En effet, les positions du Parlement européen et du Conseil de l'UE restent opposées en ce qui concerne entre autres le chapitre relatif aux indemnités de chômage.

La Finlande a tenté de clôturer ce dossier durant sa présidence du Conseil de l'UE. Or, le Parlement européen a décidé, en réunion des rapporteurs, de reporter la dernière réunion interinstitutionnelle (trilogue) sur le règlement relatif à la coordination des systèmes de sécurité sociale qui a été prévue pour le jeudi 12 décembre 2019.

Les parlementaires jugeaient que la Présidence finlandaise du Conseil de l'UE disposait de peu de flexibilité de la part des États membres pour pouvoir reprendre les négociations dans les conditions idoines afin de progresser. En effet, la présidence du Conseil de l'UE n'a pas obtenu de mandat renouvelé de la part des ambassadeurs et représentants auprès de l'UE mais seulement quelques marges de manœuvre durant les négociations.

Toutefois, il y a lieu de noter que même si aucun accord n'a pu être trouvé pour l'instant, il semble fort probable que la réforme aboutira à un moment ou à un autre étant donné que le Parlement européen, la Commission européenne ainsi qu'une grande majorité des États membres souhaitent clôturer ce dossier qui contient d'autres chapitres importants en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale. Par conséquent, une intervention auprès de la Commission européenne en vue de retirer ladite réforme semble inutile voire n'aura aucune chance d'aboutir.

ad 2) Si on part du postulat que l'entrée en vigueur du nouveau règlement sera en 2020 alors la date de l'application du nouveau règlement pour le Luxembourg sera en 2025 (période transitoire de deux ans prévue pour tous les États membres plus trois ans supplémentaires accordés au Luxembourg lors du Conseil EPSCO en date du 21 juin 2018), avec une option de demander un délai supplémentaire de deux ans ce qui aurait pour conséquence que les nouvelles dispositions du chapitre relatif aux indemnités de chômage ne s'appliqueront au Luxembourg qu'en 2027.

En ce qui concerne la hausse des dépenses du Fonds pour l'emploi à partir de 2021, il faut préciser qu'au moment où cette estimation a été faite, le sort des négociations portant sur la réforme du règlement 883/2004 était en majeure partie inconnu.

En effet, il n'était pas certain que le Parlement européen et le Conseil de l'UE arriveraient à trouver un accord final en 2019. Dans un souci de précaution, il a alors été décidé lors de l'estimation des dépenses pour le Fonds pour l'emploi de retenir provisoirement l'année 2019 comme année de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de sorte que l'année d'application de ce règlement serait l'année 2021. Il faut aussi noter que les estimations ne tenaient pas compte du délai de transition supplémentaire de trois ans, accordé au Luxembourg ultérieurement.

Par conséquent, une nouvelle estimation doit être effectuée au moment où le Parlement européen et le Conseil de l'UE trouvent un accord final.

Question 1499 (20.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **cannabis médical :**

Duerch d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert de Verkaf vu medikamentéise Substanzen ass den Asaz vum medezinnesche Cannabis no jorzéngtelaangen Diskussiounen endlech eng Realitéit ginn. Fir Mënsche mat chronescher Péng stellt d'Anhuele vu cannabishaltege Produkter eng räsonabel Alternativ zu anere Medikamenter duer. Nom Gesetz däerf de Cannabis nëmme vun Doktere verschriwwe ginn, déi eng Formatioun am Ëmgang mam Cannabis gemaach hunn, an de Krees vu méigleche Patienten ass bis elo op Persoune mat méi grave Krankheete limitéiert. De Koalitiounsaccord mentionéiert, dass zwee Joer no dem Aféiere vum medezinnesche Cannabis eng Evaluatioun soll realiséiert ginn, wat d'nächst Joer de Fall wär.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Bewäert de Gesondheetsministère d'Aféierung vum medezinnesche Cannabis am lëtzebuergesche Gesondheetssystem bis ewell als Erfolleg? Wéi eng positiv Léieren zitt de Gesondheetsministère aktuell aus der Legaliséierung vum medezinesche Cannabis?

2. Wäert d'Regierung de Krees vu Krankheeten, déi mat medezinneschem Cannabis kënnen traitéiert ginn, an den nächste Joren erweideren?

3. Ass de Gesondheetsministère der Meenung, dass d'Behandlung mat medezinneschem Cannabis ausgebaut an egalitär - bzw. prioritär - zu de klassesche Schmäerzmëttele soll agesat ginn?

4. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0447 schreift de Minister, dass dräi Produite vun enger kanadescher Societéit zu Lëtzebuerg erhältlech sinn. Wéi eng Firma ass dat an ëm wéi eng dräi Produiten handelt et sech? Wäerten an noer Zukunft méi Produkter zu Lëtzebuerg ugebuede ginn?

Réponse (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi éischt Verschreiwunge vu medezinneschem Cannabis sinn ab Februar 2019 erfollegt. En éischte Bilan soll ugangs 2021 gezu ginn.

En elektroneschen Enregistrement vun der Ausgab vum medezinesche Cannabis erlaabt et awer zurzäit, d'Rezepter ze kontrolléieren an ze verfollegen. Aktuell féieren 80 % vun de Patienten, déi d'Behandlung mat medezinneschem Cannabis ugefaangen hunn, se weider.

Zousätzlech schafft d'Divisioun vun der Pharmacie an de Medikamenter vun der Gesondheetsdirektioun enk mat Akteure vum Terrain zesummen, fir d'Patienteversuergung ze sécheren an ze optimiséieren.

ad 2. Eng Erweiderung vun den Indikatioune misst op Basis vu wëssenschaftlech erwisenen Argumenter geschéien. Leider ass fir vill méiglech Indikatiounen dës Basis nach net existent oder d'Informatioune sinn deelweis widderspréchlech. Et sinn international awer nach vill Studien amgaangen, soudass een domat rechne kann, dass do relativ schnell nei Erkenntnisser komme wäerten. An deem Fall géif d'gesetzlech Basis fir d'Indikatioune fir de medezinnesche Cannabis natierlech adaptéiert ginn.

ad 3. D'Behandlung mat medezinneschem Cannabis ergänzt, parallel oder nom Versoe vu „konventionellen" Therapien, aner Schmäerzmëttel an der Behandlung vu fortgeschrattenen oder terminale Krankheeten, déi chronesch Péng verursaachen. Et ass awer oft net méiglech, d'Reaktioune vu Patienten op d'Behandlung mat medezinneschem Cannabis virauszesoen, well d'Aktioun vum Cannabis patientenofhängeg a ganz variabel ass. Dofir muss all Patient individuell agestallt ginn op eng eventuell Cannabistherapie. Et ass awer kaum ze erwaarden, dass de Cannabis elo aner Medikamenter komplett ersetzt.

ad 4. D'Produkter komme vu Spectrum Pharmaceuticals, enger Divisioun fir medezinnesche Cannabis vun der kanadescher Firma Canopy Growth. Et handelt sech dobäi ëm gedréchent Cannabisbléie mat verschiddene Konzentratioune vun THC an CBD. Dës Firma gouf gewielt op Basis vu virgeschriwwene Krittären (pharmazeutesch Qualitéit, Präis, Liwwerungsfristen, Lagerungsquantitéit, Pharmacovigilance System etc.) via eng europäesch Ausschreiwung.

D'Méiglechkeet, aner Produkter wéi gedréchent Cannabisbléien zur Verfügung ze stellen, gëtt am Kader vun der Evaluatioun vum Gesetz weider gepréift. D'Decisioun, weider Produkter unzebidden, hänkt deelweis vun der Disponibilitéit vun de Produkter mat pharmazeutscher Qualitéit of an awer och vu reglementaresche Contrainten am Zesummenhang mam Medikament a vum narkotesche Status vun dëse Produkter.

Question 1501 (20.11.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **traite des êtres humains :**

Dans son deuxième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg (2017-2018), la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) note que toutes les formes de traite ne reçoivent pas la même attention. À cet égard, il renvoie à sa recommandation de 2017 « de lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendiants, par une augmentation des ressources des forces de l'ordre, une approche multidisciplinaire impliquant une collaboration entre les services en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et ceux luttant contre la criminalité organisée, ainsi qu'une coopération accrue avec les pays voisins ».

Il cite également le Plan d'action 2016 du Gouvernement : « Une vigilance particulière doit être apportée à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom qui seraient emmenées depuis les pays limitrophes vers le Luxembourg pendant la journée. »

La CCDH dit ne pas disposer d'informations qui permettraient de montrer que cette vigilance se serait traduite dans les faits.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les observations de la CCDH, telles que développées ci-dessus ?

- À quel niveau le Gouvernement a-t-il été actif pour lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendiants ?

- Comment s'est traduite dans les faits la vigilance particulière à apporter à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom emmenées au Luxembourg depuis les pays limitrophes ?

Réponse commune (23.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains, présidé par le Ministère de la Justice, s'engage dans la lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé, mendicité forcée...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau, tel que nous l'avions déjà invoqué dans notre réponse à la question parlementaire n° 1455 de l'honorable Députée Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Le comité de suivi est composé de représentants des ministères directement concernés par le phénomène, de représentants des autorités judiciaires, de la police et des services d'assistance aux victimes de la traite. Il a pour mission la mise en place du suivi et de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite. Le comité consacre en outre ses efforts à la sensibilisation du public sur ce phénomène souvent méconnu.

Une campagne d'information et de sensibilisation sur le phénomène de la traite des êtres humains a été lancée au mois de décembre 2016 qui se veut durable, avec un message universel dont l'objectif est double : il s'agit de sensibiliser le grand public et de l'informer sur les différentes formes que la traite des êtres humains peut revêtir (dont la mendicité forcée), afin de changer son regard et d'accroître la prise de conscience du phénomène de la traite dans la réalité quotidienne des citoyens.

En octobre 2019, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a cette fois-ci pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles, car très souvent les victimes de la traite ne sont pas conscientes qu'elles sont victimes d'une infraction et ne se manifestent pas. À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil, etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

Il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les sites Facebook et Web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisée. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais, etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

Tel que déjà invoqué, une approche proactive de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'identification des victimes de la traite doit être adoptée.

Cette approche se traduit notamment par la formation des personnes sur le terrain impliquées dans la détection et l'identification des victimes de la traite.

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout fonctionnaire et employé de l'État et une formation approfondie. Des formations « sur mesure » sont également proposées.

Les policiers, magistrats spécialisés concernés, y compris du siège, et les travailleurs des ONG suivent régulièrement des formations spéciales.

Les formations suivies par les policiers permettent une détection plus efficace de victimes potentielles.

Des contrôles d'endroits ou de personnes pouvant faire l'objet de traite des êtres humains sont effectués de manière régulière par la Police grand-ducale.

Il est cependant difficile d'apprécier objectivement l'effort de la police dans la lutte contre la traite des êtres humains en général et celle aux fins de mendicité forcée en particulier. D'une part, les statistiques des procès-verbaux de la police ne sont pas détaillées à tel point, et, d'autre part, la police ne peut travailler qu'avec les données qu'elle est autorisée à collecter.

Les catégories d'infraction susceptibles d'être en relation avec le sujet de la question parlementaire sous rubrique sont libellées en deux entités distinctes, à savoir celle de la mendicité punissable et celle du trafic d'êtres humains. Celles-ci renseignent pour les années de 2017 à 2019 (données saisies jusqu'au 1er décembre 2019), les chiffres suivants :

	2017	2018	2019	Total
Mendicité	7	21	8	36
Trafic d'êtres humains	1	3	3	7
Total	8	24	11	43

Toutefois, tout fait constaté et susceptible de constituer une violation des dispositions du code pénal en matière de traite des êtres humains donne lieu à une enquête judiciaire.

Question 1502 (20.11.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **incitations fiscales en faveur de l'énergie solaire chez les particuliers :**

Dans son accord de coalition, le Gouvernement exprime la volonté de « passer à une vitesse supérieure en matière de développement du photovoltaïque ». En effet, le Gouvernement promeut l'énergie solaire entre autres chez les particuliers, notamment par des tarifs d'injection avantageux pour les installations photovoltaïques de petite taille. Dans ce contexte, afin de pouvoir financer une telle installation sur la toiture de son logement principal, un particulier peut vouloir avoir recours au capital issu d'un contrat d'épargne-logement.

Comme il est précisé au point 3.1. de la circulaire L.I.R. n° 111/3 du 23 mai 2017, les cotisations ainsi que les intérêts débiteurs versés dans le cadre d'un tel contrat d'épargne-logement sont déductibles des impôts comme dépenses spéciales dans le cas où le capital issu du

contrat est utilisé pour financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un immeuble utilisé pour les besoins personnels d'habitation et en tant que résidence principale. Dans le cas où le capital issu du contrat d'épargne-logement n'est pas utilisé à une des finalités prévues par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, comme par exemple dans le cas de l'achat d'une voiture, l'Administration des contributions directes n'accepte plus, à partir de l'année d'imposition qui suit la réception du capital, la déduction pour dépenses spéciales des cotisations versées à une caisse d'épargne-logement. Par conséquent, la personne concernée ne peut plus jamais bénéficier de cet avantage fiscal.

Or, la loi et la circulaire susmentionnées ne précisent pas expressément si le financement d'une installation solaire (photovoltaïque ou thermique) par le capital provenant d'un contrat d'épargne-logement est conforme aux conditions posées par la loi et permet donc la déduction des impôts. Ainsi, selon mes informations, il revient à l'Administration des contributions directes d'interpréter les dispositions légales, ce qui aurait comme conséquence une inégalité de traitement des citoyens puisque cette question ne serait pas traitée de la même façon par tous les bureaux d'imposition. Les particuliers qui veulent utiliser leur contrat d'épargne-logement pour financer leur installation solaire sont donc traités de manière différente selon leur lieu de résidence principal et donc le bureau d'imposition auquel ils sont rattachés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Comment est-ce que les différents bureaux d'imposition traitent actuellement le cas de l'utilisation du capital issu d'un contrat d'épargne-logement pour une installation solaire privée sur la toiture de la résidence principale tel qu'exposé ci-dessus ?

2) Afin de promouvoir davantage l'énergie solaire chez les particuliers, Messieurs les Ministres feront-ils en sorte qu'un particulier qui souhaite utiliser le capital issu de son contrat d'épargne-logement pour une installation solaire (photovoltaïque ou thermique) sur la toiture de sa résidence principale puisse continuer à profiter de l'avantage fiscal relatif à l'épargne-logement ?

3) Dans l'affirmative, comment et endéans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils agir ?

Réponse commune (20.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) prévoit en son article 111 que les cotisations versées à une caisse d'épargne-logement agréée au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement souscrit en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation constituent, sous réserve du plafond visé au même article, des dépenses spéciales et diminuent ainsi le revenu imposable.

En vertu du paragraphe 50, alinéa 1er, phrase 2 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs, les biens qui sont à considérer comme installation d'exploitation ne sont pas à comprendre dans la fortune foncière. Or, une installation notamment photovoltaïque est en règle générale à considérer comme installation au sens de la loi d'évaluation (voir, par exemple, le point 3 de la circulaire L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003 du directeur des contributions) et ne peut donc, d'un point de vue fiscal, pas faire partie de l'appartement ou de la maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation. Il en suit que les bureaux d'imposition sont tenus, de par la loi et des instructions directoriales y relatives, de considérer que l'affectation de l'épargne issue du contrat d'épargne-logement au financement d'une installation solaire ne correspond pas à l'une des fins fiscalement favorisées par la loi.

À un moment où le Gouvernement s'est engagé en faveur de la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique, une telle disposition peut paraître désuète. C'est pour redresser ce type de situation que la future réforme fiscale inclura un volet spécifiquement dédié aux aspects environnementaux.

Dans ce contexte, il sera particulièrement veillé à la conformité de la loi fiscale par rapport aux objectifs en matière de développement durable et de transition climatique.

Partant, dans le cadre de la réforme fiscale, l'article 111 L.I.R. sera revu de manière à favoriser le recours à des installations photovoltaïques dans le chef des ménages.

Question 1504 (21.11.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **nomination d'un cardinal et d'un évêque auxiliaire du catholique sur les dépenses publiques :**

Le 24 juillet, le Pape François avait nommé Leo Wagener, jusqu'ici vicaire général, évêque auxiliaire pour l'archidiocèse de Luxembourg afin de soutenir l'Archevêque Jean-Claude Hollerich, lui-même nommé Cardinal en date du 5 octobre 2019. Le poste d'évêque auxiliaire n'existait pas encore au sein de l'archidiocèse luxembourgeoise et la nomination de Monsieur Wagener à ce poste impliquait aussi la nomination d'un nouveau vicaire général.

Ces importants changements de fonction à la tête de l'Église catholique luxembourgeoise se sont faits dans le contexte des nouvelles règles applicables en matière de séparation des Églises et de l'État.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Cultes :

1) Est-ce que tous les coûts liés aux nouvelles fonctions de Cardinal et d'Évêque auxiliaire - décisions du Saint-Siège à Rome - sont supportés par l'Église catholique ou est-ce que ces décisions ont entraîné, ou entraîneront, des dépenses pour l'État luxembourgeois ?

2) Est-ce que l'État luxembourgeois a été informé au préalable de ces nominations ecclésiastiques ? La nomination en tant que Cardinal tombe-t-elle sous le régime de l'approbation préalable par le Gouvernement, prévue pour les nominations des chefs de culte religieux ?

Réponse (27.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

ad 1) Tant le Cardinal-Archevêque de Luxembourg que l'Évêque auxiliaire continueront de toucher un traitement en vertu des dispositions transitoires de la loi du 23 juillet 2016 réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, etc., étant donné que ces personnes avaient été engagées comme ministres du culte sous l'ancien régime conventionnel (qui prévoyait qu'un traitement soit payé aux ministres des cultes par le Trésor public) et n'entraîneront donc aucun coût supplémentaire qui serait à supporter par l'État luxembourgeois.

ad 2) Monsieur le Premier Ministre a été informé par lettre du Nonce apostolique datée au 23 juillet 2019 que les dispositions pontificales relatives à la nomination de Monsieur Léon Wagener comme Évêque auxiliaire seraient rendues publiques le mercredi 24 juillet 2019 à 12.00 heures et publiées dans l'Osservatore Romano.

Concernant l'élévation de l'Archevêque de Luxembourg à la dignité cardinalice, le Ministre des Cultes n'a pas été informé au préalable par Sa Sainteté le Pape François.

Un échange de lettres entre Monsieur le Premier Ministre et Sa Sainteté le Pape François a eu lieu à la suite de cette nomination dans le cadre des relations diplomatiques entre le Luxembourg et le Saint-Siège.

Il n'y a par ailleurs plus d'obligation légale pour les cultes conventionnés d'informer le Gouvernement au préalable de la nomination de leur chef de culte. Il existe uniquement une obligation conventionnelle stipulant que les cultes informent le Ministre des Cultes des personnes désignées par les communautés religieuses comme chef de culte et celles qui représentent le culte dans ses rapports avec le Gouvernement.

Question 1505 (21.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **condition physique des agents du CGDIS** :

An engem Noutfall ass et wichteg, dass d'Membere vum Rettungsdéngscht a beschter gesondheetlecher Verfassung sinn. Fir sécherzestellen, dass d'Membere vum CGDIS sech wärend den Asätz net selwer a Gefor bréngen, musse si sech dofir gewësse medezinnesche Kontrollen ënnerzéien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Analyse gi beim CGDIS gemaach, fir de gesondheetlechen Zoustand vum Corps ze ermëttelen?

2. Wéi eng Wäerter muss eng Persoun bei dësen Analysen erreechen, fir als vollstänneg asazfäeg ze gëllen?

Wéi eng Wäerter kënnen zu engem Ecartement aus dem aktiven Déngscht féieren?

Huet sech mat der Grënnung vum CGDIS eppes un dëse Wäerter fir d'Fräiwëlleger geännert par rapport zu virdrun?

3. Ass et richteg, dass säit der Grënnung vum CGDIS méi Persounen der Kategorie vum „pompier de support" zougeuerdent ginn, well ëmmer méi Persounen an de medezinnesche Kontrollen Opfällegkeete weisen?

4. Persounen, déi de Contrôle medical beim CGDIS net bestinn, däerfen oft zum Beispill net méi op Ambulanze fueren oder un Asätz mat Otemschutzmasken deelhuelen. Ass et richteg, dass sech fir verschidden Zentren doduerch rezent Problemer erginn, well net méi genuch Leit vollstänneg asazfäeg sinn?

Falls jo: Wat huet d'Regierung dësem Problem entgéintzestellen?

5. Gëtt de BMI bei der medezinnescher Analys vum CGDIS consideréiert?

Ginn zousätzlech Indexen, wéi zum Beispill d'Waist-to-Height-Ratio oder de BSI (Body Shape Index) consideréiert?

Falls neen, wisou net?

Réponse (16.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) huet déi gesetzlech Verflichtung, sech ëm d'Gesondheet vun alle fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeën ze këmmeren. Déi medezinnesch Ënnersichung baséiert sech op de Règlement grand-ducal du 27 juin 2018 relatif au contrôle médical des pompiers. Déi kierperlech Ustrengung, schaffen ënner Stress souwéi staark Hëtzt, där d'Pompjeeën am Asaz ausgesat kënne sinn, si Konditiounen, déi spezifesch Ënnersichunge verlaangen. Am Service de santé au travail des pompiers vum CGDIS schaffen aktuell dräi Dokteren zesumme mat speziell forméiertem Personal, déi d'Ënnersichungen duerchféieren an duerno d'Aptitude vun de Pompjeeë festleeën.

Déi medezinnesch Ënnersichungen hunn eng Gültegkeet vun tëschent engem a fënnef Joer. Esou ass séchergestallt, dass all Pompjee e reegelméissege medezinnesche Suivi fir seng spezifesch Aktivitéit kritt.

D'Bewäertungskrittären, déi vum Dokter applizéiert ginn, souwéi verschidden Norme sinn am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal vum 27. Juni 2018 respektiv am Règlement intérieur vum CGDIS prezis opgelëscht.

Fir d'Asazfäegkeet vun engem Pompjee ze beurteelen, gëtt déi Aarbecht (Emploi) berücksichtegt, déi e leeschte muss (z. B. am Beräich vum Feierläschwiesen an der technescher Hëllef, dem Secours à personne („Ambulanz"), oder de Spezialgruppe wéi den Taucher an de Membere vum Groupe de support psychologique). D'Krittäre sinn op déi eenzel Funktiounen zougeschnidden, déi jeeweils vum Dokter individuell interpretéiert musse ginn. Chronesch Krankheeten, déi net stabel sinn oder e Risiko fir deen Eenzelnen duerstellen, kënnen dozou féieren, dass e Pompjee verschidde Funktiounen net méi kann ausüben.

Déi Krittären, déi aktuell applizéiert ginn, ënnerscheede sech weeder fundamental vun deenen, déi virun der Kreatioun vum CGDIS ugewannt goufen, nach vun deenen, déi an den Nopeschlänner ugewannt ginn.

Mat der Grënnung vum CGDIS goufen nei an zousätzlech Aptitudekategorien agefouert. Esou zum Beispill d'Kategorie „S", wou de fräiwëllege Pompjee eng manner kierperlech ustrengend operationell Tâche dierf unhuelen, wéi zum Beispill en Emploi am Groupe de support psychologique, am Groupe d'appui à la coordination opérationnelle oder als Pompier de support. Virum CGDIS hate Fraen a Männer Pompjeeë mat enger Inaptitude keng Méiglechkeet, fir weider am Déngscht vun de Bierger/innen ze stoen.

Déi nei Bestëmmunge vum Medico erlaben et haut vill besser, dass jidderee besser deene gesondheetlechen Ufuerderungen entsprécht, déi jee no Emploi bezéiungsweis Aktivitéit gefuerdert sinn.

Niewent dem Body Mass Index (BMI), deen ënner anerem als international Referenz gëllt, fir d'Gewiicht ze beurteelen, ginn och nach aner Wäerter ënnersicht. Leider ass Iwwergewiicht souwéi Persoune mat engem héije Risiko fir Häerzkreeslaferkrankungen oft eng Ursaach, déi zur Inaptitude féiere kann.

De CGDIS muss derfir suergen, dass déi Persounen, déi aneren an Nout hëllefen, dofir adequat virbereet sinn, an heizou ass niewent enger zolitter Ausbildung och eng optimal Gesondheet a Fitness e Garant.

Fir dem Taux vun Inaptitude bei den operationelle Pompjeeën entgéintzewierken, si vum CGDIS eng Rei Moossname kuerzfristeg ëmgesat ginn:

- Aféierung vun engem Sportstest fir Kandidat/innen, déi wëlle fräiwëllege Pompjee ginn;

- professionell Sportscoachen;

- Ausbildung vun engem Grupp vu fräiwëllegen an haaptamtleche Pompjeeën zur Sportsmonitrice oder zum Sportsmoniteur;

- Sportsaktivitéiten an den Zentren oder den Zonen;

- Méiglechkeet, eng Dieteticienne oder en Dieteticien ze konsultéieren.

Question 1506 (21.11.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **télétravail pour les frontaliers belges :**

En mai 2018, la Belgique et le Luxembourg se sont entendus sur un accord de principe en vue de soumettre la convention fiscale liant les deux pays à de futures négociations en matière de fiscalité des frontaliers et notamment sur la possibilité d'effectuer du télétravail durant 48 jours au lieu de 24 jusqu'à présent.

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, cet accord de principe avec la Belgique pour augmenter le nombre de jours autorisés de télétravail à 48 serait dans l'impasse. L'accord devra se concrétiser via un nouvel avenant à la convention fiscale belgo-luxembourgeoise. Or, aucun avenant à la convention fiscale qui lie le Luxembourg à la Belgique n'a été approuvé par la Chambre des Députés jusqu'à ce jour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons l'accord en question n'est-il pas encore en vigueur ?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir de quels problèmes il s'agit précisément ?

- Quand les discussions au sujet d'un avenant à la convention de non double imposition entre le Luxembourg et la Belgique pourront-elles être menées à terme ?

- Quand le ministre envisage-t-il le dépôt du projet de loi d'approbation de cette nouvelle convention ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député s'enquiert d'une éventuelle augmentation du seuil de tolérance de 24 jours qui est prévue dans la Convention fiscale entre la Belgique et le Luxembourg.

Il est à noter que cette disposition, quand elle était négociée, n'avait pas pour objet de couvrir le télétravail mais de manière générale toute activité salariée prestée dans un autre pays que le Luxembourg (en l'occurrence en Belgique ou dans un pays tiers) par un salarié du Luxembourg résident en Belgique.

Partant, il semble opportun d'envisager de définir plus clairement le concept de télétravail dans la convention et de l'assortir d'une période de référence plus longue que 24 jours. Dans ce contexte, les réflexions ne doivent toutefois pas s'arrêter au droit fiscal, mais également couvrir les aspects relatifs au droit du travail et au droit de la sécurité sociale notamment.

Si des discussions sont en cours, il n'existe à ce jour aucun accord en la matière, contrairement aux rumeurs qui font régulièrement surface dans la presse belge ou luxembourgeoise.

À ce stade, il est donc trop tôt pour se prononcer sur les modalités et le délai pour une finalisation d'un éventuel avenant à la Convention fiscale entre la Belgique et le Luxembourg, en raison notamment de la situation politique en Belgique et de la complexité technique du sujet à l'étude.

Question 1508 (22.11.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **radio socioculturelle 100,7 :**

La presse a annoncé en début de semaine la démission du président du conseil d'administration de la radio socioculturelle (100,7). Cette décision est pour le moins surprenante, alors que le mandat de présidence aurait dû prendre fin seulement en 2021.

Par ailleurs, selon un article paru aujourd'hui dans le journal en ligne reporter.lu, les liens entre la rédaction et la direction se seraient fortement détériorés depuis l'arrivée du nouveau directeur de la radio socioculturelle au mois de juillet de cette année.

Si la question de l'indépendance de la radio s'est posée au moment de la nomination de Monsieur Laurent Loschetter comme président du conseil d'administration, les discussions autour de celle-ci se sont amplifiées depuis l'arrivée du directeur, auquel il est reproché de trop s'immiscer dans le travail rédactionnel et de vouloir influencer celui-ci d'une manière jugée néfaste pour l'indépendance de la radio par la rédaction.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre est-il au courant des raisons qui ont amené Monsieur le Président du conseil d'administration à démissionner de manière assez soudaine de son poste ? Si oui, peut-il nous communiquer les raisons de cette démission ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure tout lien entre cette démission soudaine et le modus operandi du nouveau directeur ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette démission est à mettre en relation avec les résultats de l'audit d'avril 2018 de l'Union européenne de radio-télévision, audit qui avait souligné le risque de mise en péril de l'indépendance de la radio 100,7 ?

- Lors de sa démission, Monsieur le Président du conseil d'administration a estimé avoir rempli sa mission. Monsieur le Ministre peut-il préciser quelle a été la mission du président du conseil d'administration ? Monsieur le Ministre estime-t-il que Monsieur Loschetter a rempli cette mission ?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il nommer un nouveau président du conseil d'administration de la radio 100,7 ? Quels seront le profil ainsi que la mission du nouveau président du conseil d'administration ?

- Le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1992 fixant les modalités de structure et de fonctionnement de l'établissement public créé par l'article 14 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques prévoit en son article 5 (2) que « Dans le cadre des orientations générales retenues par le conseil d'administration, le directeur est responsable de la programmation et de la réalisation des programmes. » Monsieur le Ministre peut-il préciser quelles orientations générales ont été retenues par le conseil d'administration ?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'un mode opératoire trop dirigiste, comme celui reproché au directeur de la radio, pourrait constituer une réelle menace pour l'indépendance de la radio concernée ?

- Ne pense-t-il pas que le pays a besoin d'une radio publique indépendante et impartiale ? Dans l'affirmative, que compte-t-il faire à court et moyen terme pour garantir au plus vite cette indépendance et permettre ainsi à l'atmosphère crispée au sein de la radio de se détendre au plus vite ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

La démission de Monsieur Loschetter résulte de son choix personnel qu'il ne m'appartient pas de commenter.

Madame Véronique Faber a été nommée présidente du conseil d'administration par arrêté grand-ducal du 30 novembre 2019. Le règlement grand-ducal du 19 juin 2019 fixant les modalités de structure et de fonctionnement de l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle définit les missions du conseil d'administration et de ses membres.

Les objectifs au niveau de la programmation sont définis dans la convention pluriannuelle et dans le cahier de charges conclus entre le Gouvernement et le conseil d'administration.

L'indépendance éditoriale est une condition indispensable pour un média de service public, tout comme une ambiance de travail respectueuse et constructive est élémentaire dans chaque environnement de travail. Afin de remédier aux tensions actuelles, un processus de médiation a été lancé.

Le service public est un acteur essentiel dans une démocratie vu son rôle vital pour la cohésion sociale, la promotion des valeurs des sociétés démocratiques et des droits humains. Voilà pourquoi j'ai demandé un débat de consultation à la Chambre des Députés au sujet de la future gouvernance de l'établissement. Toutefois, la forme de gouvernance telle qu'elle est en place depuis les débuts de la radio n'a à aucun moment porté préjudice à son indépendance.

Question 1509 (22.11.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **liaison ferroviaire entre Rumelange et Luxembourg-ville :**

En décembre 2017, la liaison ferroviaire directe entre Rumelange et Luxembourg-ville a été supprimée. À partir de juin 2018, la situation des usagers s'est aggravée davantage. En effet, depuis cette date, les voyageurs de Rumelange en direction du nord du pays sont contraints pour de nombreux voyages de changer de bus/train à Esch-sur-Alzette, à Noertzange ou à Luxembourg-gare. Cette situation a engendré que depuis ces changements bon nombre d'usagers ont recours à leur voiture respectivement au bus.

Or, vu la circulation toujours plus dense, la ligne de bus 197 Ottange–Luxembourg ne représente pas vraiment une alternative. Aux heures de pointe cet itinéraire est toujours saturé et le bus toujours en retard.

Une problématique supplémentaire est la fréquence des liaisons existantes. Entre 06.00 et 08.00 heures le train entre Rumelange et Noertzange ne circule que quatre fois, idem entre 16.00 et 18.00 heures. Dû à cette offre plus que limitée et suite aux nombreux retards, bon nombre de voyageurs ratent leur correspondance et doivent par conséquent attendre 30 minutes pour une prochaine correspondance respectivement effectuer le trajet entre Noertzange et Rumelange à pied.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur le trafic routier entre Rumelange et Kayl–Tétange ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer respectivement comprendre les doléances des habitants du « Kayldall » concernant l'aggravation de la circulation routière ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne directe des CFL entre Rumelange et Luxembourg supprimée en décembre 2017 sera réintroduite à l'échéance des travaux ? Si oui, pour quand cette réintroduction est-elle prévue ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne en provenance de Rodange est régulièrement saturée aux heures de pointe et que les passagers du « Kayldall » n'ont que rarement une place assise à Noertzange ?

- Monsieur le Ministre compte-t-il augmenter l'offre sur le tracé entre Rumelange et Noertzange afin d'améliorer l'efficacité du transport public pour les passagers du « Kayldall » ?

- Des changements sont-ils prévus pour améliorer la connexion des passagers en provenance de Rumelange/Noertzange qui voyagent vers le nord du pays ?

- Il me revient que les passagers du dernier train de Rumelange arrivant à 08.01 heures à Noertzange sont contraints d'y descendre, alors que celui-ci continue son trajet à vide vers Luxembourg. Pouvez-vous confirmer cela ? Si oui, ne serait-il pas opportun de transporter les passagers du « Kayldall » directement jusqu'à Luxembourg sans changement de train ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la dégradation croissante de la ponctualité sur la ligne RGTR 197 ?

- Quel sera l'impact de la réorganisation du réseau RGTR sur la région du « Kayldall » ?

Réponse (18.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Suivant les derniers comptages du réseau intégral RGTR qui ont été effectués en 2016, la ligne RGTR 197 transportait environ 2.000 passagers par jour, chiffre qui devrait se situer actuellement à quelque 2.300 personnes par jour. S'y ajoutent encore les étudiants utilisant les lignes scolaires 199 et 201.

Concernant les doléances des usagers des autobus du « Kayldall », la capacité des autobus avait en effet été dépassée à certains jours, de manière que des clients avaient dû attendre le passage du prochain autobus. Les renforts de courses et l'acquisition d'un autobus à double étage a récemment allégé la situation.

Dans les études « long terme », la mise en circulation de trains directs au départ de Rumelange à destination de Luxembourg-ville n'a pas été considérée. Si toutefois cela s'avérait nécessaire, l'intégration de trains directs ne serait réalisable qu'à l'horizon 2028, après la fin des chantiers à la gare de Luxembourg, de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, ainsi que de la gare de Bettembourg. Cependant, vu la configuration en voie unique, seul un train, le dernier, pourrait être prolongé vers Luxembourg.

La composition des trains est basée sur les comptages que les CFL effectuent à des intervalles réguliers à bord des trains, afin de répondre à la demande des clients tout en tenant compte des restrictions infrastructurelles (longueur des quais), des roulements du matériel, des plans d'occupation des voies en gare de Luxembourg, ainsi que de la disponibilité du matériel.

Toutefois, les CFL ne peuvent malheureusement pas exclure le fait que sous certaines conditions (suppression du train précédent, perturbation sur le réseau générant des retards considérables, opération d'entretien et de maintenance sur le matériel roulant, etc.) une affluence exceptionnelle pourrait se créer à bord des trains.

En ce qui concerne les trains RB circulant au départ de Pétange à destination de Luxembourg et donnant correspondance à Noertzange aux trains en provenance de Rumelange, le taux d'occupation de ceux-ci s'élève en moyenne à 91,71 % (places assises). Parmi ces quatre trains, le train RB6832 (départ à Noertzange à 06.39 h) est effectivement très chargé avec une occupation actuelle de 132,37 % des places assises.

Par conséquent, la composition de ce train sera augmentée d'une automotrice supplémentaire à partir du changement horaire en date du 15 décembre 2019.

Afin de permettre à moyen terme d'offrir à leurs clients un confort accru et des capacités supplémentaires en places assises à bord des trains, une commande pour l'acquisition de 34 nouvelles automotrices a été effectuée par les CFL. Les nouvelles automotrices seront livrées et mises en service entre 2022 et fin 2024.

En juin 2018, les horaires des trains circulant entre Rumelange et Noertzange et vice versa ont été adaptés et un train supplémentaire a été rajouté, afin d'optimiser et d'étendre l'offre matinale proposée sur cette ligne. Cependant, en considérant la fréquentation actuelle des quatre trains matinaux circulant entre Rumelange et Noertzange qui, d'après les comptages les plus récents, s'élève en moyenne à onze clients par train, les CFL concluent qu'une augmentation de l'offre sur la ligne Rumelange–Noertzange n'est à l'heure actuelle pas nécessaire.

Les clients désirant se déplacer vers la ligne 10 auront, à partir du changement horaire au 15 décembre 2019, la possibilité d'emprunter à Noertzange les trains de la nouvelle liaison transversale 10/60 qui desservent tous les arrêts entre Pétange et Dommeldange et retour, sans changement de train en gare de Luxembourg. Pour les clients souhaitant voyager au-delà de la gare de Dommeldange, ils auront le choix parmi quatre trains par heure, qui circulent au départ de la gare de Luxembourg à destination de la ligne 10, dont deux ont leur terminus en gare de Diekirch et les deux autres en gare de Troisvierges.

Le train RB6226 arrivant à 08.01 heures à Noertzange donne correspondance à 08.10 heures au train RB6883 en provenance de Pétange à destination de Luxembourg. Pour des raisons d'exploitation, il n'est malheureusement pas possible de prolonger le train RB6226 vers la gare de Luxembourg.

En effet, compte tenu de la haute fréquence des trains (voyageurs et frets) sur les lignes 60 et 90 au départ et à destination de la gare de Luxembourg, aucun sillon n'est disponible pour l'intégration d'un tel train entre Noertzange et Luxembourg aux alentours de 08.00 heures. S'ajoute à cela qu'aucun train supplémentaire ne peut être réceptionné en gare de Luxembourg pendant ce créneau horaire, ceci en raison de la capacité de réception limitée de celle-ci.

Eu égard aux éléments précités, le rapatriement en haut-le-pied du matériel du train RB6226 de Noertzange au Dépôt de Luxembourg ne peut actuellement avoir lieu qu'à partir de 09.17 heures.

En ce qui concerne la ponctualité des bus, la ligne 197 connaît effectivement des problèmes, tout comme malheureusement la plupart des lignes d'autobus où des infrastructures priorisantes font encore défaut. À titre d'exemple, les courses du matin en direction de Luxembourg, entre 06.00 et 09.00 heures, affichent un retard moyen de 19'03'', tandis que celles du retour en soirée, entre 16.00 et 19.00 heures, ont un retard moyen de 18'40'', au cours du mois de novembre 2019.

Dans le cadre de la réorganisation du réseau RGTR, la ligne 197 aura le statut d'une ligne « express ». Elle circulera dorénavant via l'autoroute A4 au lieu de A3, afin de desservir dans la capitale également la Cloche d'Or et les Assurances sociales Hollerich. La réorganisation sera présentée au grand public dans le cadre d'une roadshow comprenant plusieurs réunions que j'entends organiser à travers le pays au cours des mois de février à mars 2020.

Question 1511 (22.11.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**émission anglophone à la radio 100,7 :**

Depuis le jeudi 21 novembre, le groupe de presse « Maison moderne », par le biais de son magazine anglophone « Delano », s'est vu attribué un « slot » hebdomadaire dédié à la diffusion de l'actualité luxembourgeoise en langue anglaise. Il est assez étonnant qu'un établissement de radiodiffusion financé exclusivement par de l'argent public afin d'assurer sa mission de service public en toute indépendance, ouvre ses ondes à un organe de presse privé à vocation commerciale. Ceci est d'autant plus étonnant que l'audit « peer-to-peer » rédigé par l'EBU (European Broadcasting Union) et publié au mois d'avril 2018, recommandait strictement d'exclure ce mélange public/privé.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été mis au courant de cette décision ? Dans l'affirmative, quelle a été sa recommandation ?

2) Un contrat a-t-il été conclu entre « Maison moderne » et la radio 100,7 ? Dans l'affirmative, les modalités de travail des journalistes de « Delano » y sont-elles réglées ?

3) Une rétribution de « Maison moderne » en faveur de la radio 100,7 est-elle prévue pour la publicité que cette émission procure à l'un de ses produits ou bien est-ce la radio 100,7 qui rémunère « Maison moderne » pour la production de cette émission ? Dans les deux cas, de quels montants s'agit-il ?

4) La volonté de produire en interne davantage d'émissions en langue étrangère est un souhait de longue date de la rédaction de 100,7. N'aurait-il pas mieux valu d'engager les fonds publics afin de permettre à la radio socioculturelle de produire elle-même une émission en langue anglaise ?

5) La rédaction de 100,7 aurait-elle un droit de contrôle sur le contenu diffusé par l'émission de « Delano » ?

6) Les journalistes de « Delano » sont-ils tenus de respecter certains critères de qualité ? Dans l'affirmative, lesquels ?

7) Finalement, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette décision contrevient à la recommandation de l'audit « peer-to-peer » de l'EBU qui stipule ce qui suit (page 23) : « ERSL needs to establish editorial control over all the programmes and content which it broadcasts on its platforms (radio as well as web and other online platforms). An internal producer should be responsible for the quality of each item of content (which includes: matching ERSL identity, meeting all ERSL content requirements as well as passing the quality test before broadcast or publication). It should not be possible to publish content without the green light from the producer in charge. » ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le ministre se réfère à l'article 4 (2) du cahier des charges concernant la permission pour programmes de radio sonore à émetteur de haute puissance accordée à l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle suivant lequel les émissions et programmes qui composent le service de radio sont élaborés en toute indépendance éditoriale. Partant, le ministre n'est pas au courant de détails concernant l'émission en question.

Aucune demande de fonds publics afin de permettre à la radio socioculturelle de produire elle-même une émission en langue anglaise n'est parvenue au ministre. Par ailleurs, la convention conclue entre l'État et l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle autorise ce dernier à bénéficier de moyens financiers supplémentaires en provenance d'autres sources de financement publiques ou privées.

Question 1515 (22.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **libéralisation du marché de l'énergie :**

Depuis la libéralisation du marché de l'énergie, les consommateurs peuvent changer de fournisseur et choisir l'offre la plus avantageuse.

Pour faciliter ce choix au consommateur, l'Institut luxembourgeois de régulation a mis en place un comparateur des prix qui permet la comparaison de l'ensemble des offres.

1) Dans quelle mesure le consommateur luxembourgeois profite-t-il de son droit du libre choix du fournisseur ?

2) Quelle est la part des consommateurs qui changent de fournisseur et quelle est la part qui ne changent jamais de fournisseur ?

3) Le comparateur de prix « calculix.lu » est-il utilisé systématiquement par les consommateurs ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que cet outil est assez connu par les consommateurs ?

Réponse (18.12.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) + 2) L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) publie tous les ans un rapport portant sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel. Dans ce rapport, l'ILR fait notamment une analyse plus profonde du marché de détail et constate quasiment tous les ans que les faibles taux de changement de fournisseur s'expliquent par le fait que « la part du budget énergie dans le budget total d'un résident luxembourgeois est la plus faible de toute l'Europe. Les différences de prix entre les fournisseurs, qui tournent autour de 100 € par an et par ménage, ne suffisent pas pour activer le consommateur et le rendre conscient de la possibilité de choisir son fournisseur d'énergie. » Ainsi, le taux de changement de fournisseur dans le secteur résidentiel tourne tous les ans entre 0,1 % et 0,3 %. Dans les secteurs professionnel et industriel, ce taux atteint des valeurs entre 0,5 % et 4 % en termes de nombre de clients ou en volume d'énergie, ce qui s'explique par les volumes consommés et donc des coûts énergétiques plus importants.

L'ILR constate également dans son rapport sur l'année 2018 que 1,2 % des clients résidentiels ont changé de contrat auprès d'un même fournisseur d'électricité (tous fournisseurs confondus), alors qu'en 2017, plus du double de clients avaient encore changé d'offre chez leur fournisseur.

Le rapport entier de l'ILR peut être téléchargé sous le lien suivant :

https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-696

ad 3) Au cours de l'année 2018, l'ILR a publié trois communiqués de presse dans le secteur de l'énergie pour rappeler le sujet et inciter les consommateurs à utiliser davantage le comparateur de prix Calculix.

Lors d'une conférence de presse récente en date du 14 octobre 2019, l'ILR a présenté son rapport sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel et a réitéré encore son appel aux consommateurs pour comparer les offres sur le marché, notamment à travers son comparateur en ligne www.calculix.lu qui compare les différentes offres de fourniture d'électricité et de gaz naturel disponibles pour les clients résidentiels au Luxembourg. Selon les chiffres actualisés mis à disposition par l'ILR, près de 7.000 visites sur le site de Calculix ont été enregistrées durant l'année 2019.

En sa qualité de guichet unique, l'ILR a en plus mis en place le portail www.STROUMaGAS.lu qui fournit aux consommateurs luxembourgeois des informations sur leurs droits et devoirs dans le contexte du marché libéralisé de l'énergie. Des fiches d'information disponibles sur ce site renseignent entre autres sur les acteurs des marchés de l'électricité et du gaz naturel, le libre choix du fournisseur et le changement de fournisseur, le comparateur de prix d'électricité (Calculix), l'étiquetage de l'électricité, la facture d'électricité, la médiation, le mix d'électricité et le raccordement au réseau.

ad 4) L'outil Calculix créé et mis à jour par l'ILR n'a certes pas encore atteint la notoriété qui serait souhaitable, mais l'ILR, dans son rôle de guichet unique, continuera inlassablement de promouvoir des marchés de l'énergie concurrentiels, une ouverture effective du marché pour l'ensemble des clients et fournisseurs, et met à cette fin à jour de manière continue son comparateur de prix Calculix qui offre aux clients résidentiels une information complète et transparente pour qu'ils puissent choisir le produit et le fournisseur en toute connaissance de cause.

Question 1516 (22.11.2019) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**implantation d'un service de médecine environnementale :**

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier ("clean rooms") ». Il s'agit, selon la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, d'un « service de diagnostic et de traitement prenant en charge des patients atteints de problèmes de santé liés à l'exposition à des facteurs environnementaux.

Il dispose de compétences médicales en médecine de l'environnement et en santé au travail et travaille en lien étroit avec les services de l'État et les établissements publics qui analysent l'exposition à des polluants, ainsi qu'avec les services de médecine du travail. Le médecin spécialiste expérimenté en médecine environnementale collabore à une prise en charge interdisciplinaire en fonction de la symptomatologie du patient et dans le respect des aspects somatiques, psychiques et sociaux du patient. Le service assure les soins ambulatoires et a accès à des lits d'hospitalisation dans un environnement répondant à des critères protecteurs stricts en matière de polluants. Il contribue à une documentation exhaustive des pathologies liées à l'environnement, des expositions à des facteurs environnementaux et des actions entreprises, dans un but de santé publique, de prévention et d'analyse de son activité en réseau avec d'autres services de médecine environnementale notamment universitaires, à l'étranger. »

Selon nos informations - qui ont été confirmées par Monsieur le Ministre dans une réunion de la Commission de la Santé et des Sports de la Chambre des Députés - deux projets ayant pour objet la mise en place d'un tel service national ont récemment été soumis à la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH). Or, du fait que la CPH ne s'est prononcée ni pour l'un ni pour l'autre projet, la décision de sélection du projet à réaliser incombait dès lors au seul Ministre de la Santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Quels étaient les deux établissements hospitaliers qui ont introduit un projet de médecine environnementale conformément aux dispositions faisant partie de l'accord de coalition, voire aux dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ? À quelles dates les projets ont-ils été introduits au ministère ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer des raisons pour lesquelles la CPH ne s'est prononcée pour aucun des projets qui lui ont été soumis ?

3) Endéans quels délais et suivant quelle procédure et quels critères les deux projets ont-ils été évalués par Monsieur le Ministre et quel est le projet qui a finalement été sélectionné par ses propres soins ?

4) Le projet sélectionné présente-t-il des avantages en matière de qualité par rapport au projet refusé ? En quoi consistent ces avantages le cas échéant et quelles étaient en l'occurrence les raisons du refus de l'autre projet ?

5) À quelle échéance et dans quel établissement hospitalier le Service national de médecine environnementale sera-t-il opérationnel et quelle sera sa capacité d'accueil ?

Réponse (23.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

D'après l'article 4, paragraphe 4 de la loi hospitalière du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, le Service de médecine environnemental est un service national, ce qui implique que son exploitation ne peut être autorisée par le ministre que dans un seul hôpital du pays.

Or, deux hôpitaux ont introduit quasiment simultanément une demande d'autorisation conformément à la loi, à savoir : le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) a introduit une demande le 6 février 2019 et les Hôpitaux Robert Schuman (HRS) ont introduit une demande d'autorisation le 13 février 2019.

La Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) a été saisie du dossier par le ministre en date du 21 mars 2019 et a donné un avis en application de l'article 9 de la loi du 8 mars 2018. En plus des documents soumis par les deux hôpitaux, les membres de la CPH ont eu la présentation orale des projets par les représentants des hôpitaux. Considérant que ce domaine de la médecine est actuellement peu développé au Luxembourg, les membres de la CPH ont en plus invité un expert externe pour un exposé général sur la médecine et la santé de l'environnement en date du 7 juin 2019.

Contrairement à d'autres demandes où plusieurs hôpitaux avaient postulé pour un service national unique et pour lesquelles on avait pu finalement trouver des accords de collaborations interhospitaliers, les deux demandeurs ont exprimé à la CPH leur refus strict de collaborer sur un projet unique.

En date du 10 septembre 2019, la CPH a émis à l'unanimité un avis favorable aux deux projets soumis constatant qu'ils remplissent tous les deux les critères exigés à l'annexe 2 (définition des services hospitaliers) de la loi du 8 mars 2018. Les deux directeurs généraux des hôpitaux demandeurs, qui sont également membres de la CPH, se sont évidemment abstenus au vote. La CPH n'a pas émis de préférence pour l'un ou l'autre projet, mais a tenu à rappeler que le projet de construction du CHEM/Südspidol, avisé favorablement par la CPH, autorisé par le Ministre de la Santé et doté d'une loi de financement par la Chambre des Députés (loi du 1er août 2018), prévoyait déjà des surfaces pour un service de médecine de l'environnement. D'un autre côté, le projet HRS nécessiterait la construction de localités adaptées supplémentaires.

La CPH a aussi recommandé que le projet autorisé devrait être développé dans une approche pluridisciplinaire pour la prise en charge optimale des malades et qu'il serait nécessaire d'acquérir des compétences externes supplémentaires, respectivement de conclure une collaboration avec un centre de référence établi à l'étranger.

Considérant que les deux projets sont équivalents car répondant tous les deux aux critères de la loi, et que des investissements ont déjà été approuvés par la Chambre des Députés pour la construction de locaux adaptés dans le cadre du projet CHEM/Südspidol, j'ai finalement autorisé - sur avis de la Direction de la santé - le projet du CHEM en date du 14 novembre, ayant eu également la confirmation qu'une solution intérimaire, en attendant la finalisation du projet Südspidol, pouvait être trouvée dans les locaux de l'hôpital de Niedercorn.

Conformément à la loi, l'autorisation concerne deux lits d'hospitalisation (nombre maximum autorisable) et des services ambulatoires, et impose l'élaboration d'un plan d'implémentation détaillé et la signature d'une convention de collaboration avec un service étranger reconnu pour sa compétence en la matière, tous les deux dans un délai maximum de 18 mois. Le CHEM prévoit d'ailleurs de commencer les activités cliniques en dedans une année.

Question 1517 (22.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **salage des cours d'école :**

Am Hierscht an am Wanter kommen d'Minusgraden dacks onerwaart. Domat verbonne si glat Stroossen an Trottoiren, mee natierlech och Äis an de Schoulhäff. D'Sécherheet vun de Kanner soll an deem Kontext besonnesch am A behale ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ass derfir gesuergt, datt an de Schoule genuch Streesalz zur Verfügung steet? Huet all Member vum Léierpersonal a vum technesche Personal Accès zu deem Salz?

2. Vill Schoulen assuréieren en Accueil fir d'Kanner vu moies hallwer aacht un. Ass derfir gesuergt, datt an de Schoulhäff schonn esou fréi moies Salz gestreet gëtt? Gëtt et e Reglement, dat virschreift, datt vun deem Zäitpunkt un, wou Kanner sech am Schoulhaff beweegen, gestreet ass?

3. Wien ass derfir zoustänneg, am Schoulhaff ze streeën?

4. Gëtt kontrolléiert, ob fréi an dacks genuch an de Schoulhäff gestreet gëtt? Wa jo, wien ass fir déi Kontroll zoustänneg? Handelt et sech ëm eng schoulintern Kontroll oder kënnen och aner Instanzen, wéi beispillsweis d'Gemeng, kontrolléieren?

5. Wien ass responsabel, wann an engem Schoulhaff en Ongléck passéiert, well net oder net genuch Salz gestreet gouf?

Réponse commune (10.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wat d'Problematik vum Streeën an de Schoulhäff betrëfft, esou gëllt et, tëschent dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire ze ënnerscheeden:

Fondamental

D'Gemenge si Proprietär vun de Schoulinfrastrukturen, déi si, opgrond vum Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, verflicht sinn, zur Verfügung ze stellen. Den Artikel 58 vun deem selwechte Gesetz gesäit ausdrécklech vir, dass et an der Responsabilitéit vun de Gemengenautoritéite läit, fir den Entretien vun den éffentleche Grondschoulgebaier ze assuréieren. Ënnert dës Obligatioun fält ënner anerem d'Streeë vun de Schoulhäff virun der Arrivée vun de Schüler.

Sollten d'Membere vun der Schoulcommunautéit der Meenung sinn, dass d'Gemeng nach zousätzlech Precautioune misst huelen, fir d'Sécherheet vun de Schüler am Schoulhaff ze assuréieren, da kënne si sech entweeder direkt un déi Gemengeresponsabel oder un de Schoulpresident wenden, deen d'Doleancen esou séier wéi méiglech u säin Uspriechpartner bei der Gemeng weidergëtt.

Secondaire

Opgrond vum Artikel 6 vun der Loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, a vum Artikel 4.5.03 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique, ass de Schouldirekter responsabel fir d'Ausféierung vun de preventive Moossnamen am Kader vu Schnéi oder Äis.

Dëst bedeit, dass den Haff an d'Accèsen zum Schoulgebai am Wanter vum Äis musse fräigemaach ginn, an zwar vun deem Moment un, wou déi éischt Schüler an d'Enceinte vum Schoulgebai kommen (ongeféier eng hallef Stonn virum Ufank vun de Coursen). Dat steet net an engem spezielle Reglement, mee geschitt am Kader vun der allgemenger Sécherheetsobligatioun, déi d'Schoulen hunn.

D'Schouldirektioune sinn derfir zoustänneg, genuch Streesalz ze kafen an ze lageren. En Accès zu deem Salz hunn an der Reegel d'Membere vum technesche Personal; et ass gewéinlech och dat technescht Personal, wat d'Aufgab huet, ënner Opsiicht vun der Direktioun, am Schoulhaff ze streeën.

Am Fall vun engem Ongléck kann d'Responsabilitéit vum Staat oder vun enger Gemeng engagéiert ginn; op Basis vun engem Dysfonctionnement vum Service (Artikel 1 vun der Loi modifiée relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques), oder op Basis vun den Artikelen 1382, 1383 an 1384 Alinea 1 vum Code civil (responsabilité de droit commun).

Question 1518 (22.11.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **traitement d'eau par rayonnement UV :**

D'après des articles de presse, le traitement par rayonnement ultraviolet tant de l'eau potable que des eaux usées dans les stations d'épuration constituerait une alternative avantageuse par rapport à l'utilisation de substances chimiques, tel que le chlore. À noter dans ce contexte par exemple le projet de recherche de l'UE « Light4CleanWater », ainsi que l'adoption de cette technologie dans différentes stations d'épuration et de traitement d'eau, notamment en Allemagne.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Des dispositifs à rayonnement UV sont-ils utilisés dans des stations d'épuration respectivement dans des installations de traitement d'eau potable au Luxembourg ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions à ce sujet ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis que le traitement d'eau par rayonnement UV présente un avantage par rapport à un traitement chimique ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

3) Dans l'affirmative, est-il prévu d'encourager l'installation de dispositifs à rayonnement UV dans les différentes stations d'épuration et de traitement d'eau potable ?

Réponse (09.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Installations de traitement d'eau potable

Au Luxembourg il existe environ 80 stations de traitement UV pour désinfecter l'eau potable. Elles sont localisées dans les réservoirs d'eau potable ou dans l'installation de captage.

Stations d'épuration

Actuellement aucune station d'épuration sur le territoire luxembourgeois n'utilise un traitement avec rayonnement UV pour la désinfection des eaux usées traitées avant le rejet dans un cours d'eau.

ad 2) Installations de traitement d'eau potable

Pour la désinfection de l'eau potable, le fournisseur d'eau potable a le choix entre différentes méthodes de traitement :

- traitement par rayonnement UV
- traitement chimique par oxydation (agent chloré)
- filtration membranaire (ultrafiltration)

Le choix se fait au cas par cas selon les conditions qui se présentent pour chaque ressource.

Le traitement par rayonnement UV inactive les microorganismes à l'endroit de la station de traitement et présente l'avantage qu'il ne modifie pas les propriétés chimiques de l'eau et ne forme pas de produits secondaires (si aucune chloration de l'eau n'intervient en amont). Il présente cependant quelques désavantages :

- Il n'y a pas d'effet rémanent et de protection du réseau de distribution en aval. Il permet uniquement d'inactiver une contamination potentielle en amont de la station.

- Lorsque la turbidité dépasse les 1 NTU, l'efficacité du rayonnement UV n'est plus garantie. Pour cette raison un traitement par UV n'est pas adapté à des ressources qui peuvent générer de la turbidité ou qui doivent être précédées d'une filtration et/ou d'une mesure en continu et en ligne de la turbidité.

Le traitement chimique par oxydation permet d'inactiver les microorganismes après un temps de contact suffisant (relation entre concentration et temps de contact en fonction des organismes visés). Au Luxembourg, les chlorations se font moyennant de l'hypochlorite de sodium, du dioxyde de chlore ou du chlore gazeux. En raison de l'effet rémanent du chlore, la chloration est le traitement de choix si le réseau de distribution en aval présente des risques. En cas de traitement par chloration, un contrôle régulier de son efficacité par des déterminations de chlore actif résiduel chez les consommateurs est d'une importance primordiale.

Le traitement par chloration présente le désavantage de la formation de produits de réaction du chlore avec de la matière organique comme les microorganismes, notamment les THM, les acides haloacétiques et les chlorates. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixe des valeurs limites à certaines de ces substances.

Le traitement par filtration membranaire est quant à lui utilisé pour traiter des ressources vulnérables. Lors de ce traitement l'eau est poussée moyennant de hautes pressions à travers des membranes ultrafines pour retenir la turbidité et les microorganismes. Les filtrations membranaires sont des procédés qui éliminent physiquement les microorganismes, mais sont des traitements qui requièrent beaucoup d'énergie et d'entretien.

Stations d'épuration

En ce qui concerne les stations d'épuration, le traitement par rayonnement UV est un des processus d'oxydation disponibles pour la désinfection des eaux avant le rejet dans le cours d'eau récepteur. La désinfection des eaux en sortie des stations d'épuration n'est par contre que nécessaire dans les zones de protection des eaux souterraines et prévu pour les stations d'épuration dans le bassin versant luxembourgeois du lac de la Haute-Sûre dans le projet de règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre.

Néanmoins, si le but du traitement consiste à éliminer des micropolluants organiques, tels que les résidus de produits pharmaceutiques et de produits chimiques, le traitement par rayonnement UV seul n'est point suffisant. L'ajout de promoteurs radicaux (p. ex. peroxyde d'hydrogène) initiant des réactions d'oxydation est nécessaire pour ces « advanced oxidation processes ». Il ne s'agit donc plus d'un traitement « non chimique » et la formation de produits secondaires doit être prise en compte.

Les rayons UV peuvent jouer un rôle dans le prétraitement oxydatif des eaux de certaines industries, tel que cela est envisagé dans le projet « Light4CleanWater ». Pour les eaux usées municipales, les « advanced oxidation processes », basés sur le rayonnement UV, constituent une possibilité pour l'élimination des micropolluants organiques. Cependant, pour les grandes stations d'épuration communales, les traitements oxydatifs par ozone et/ou par absorption avec du charbon actif sont actuellement considérés comme les meilleures techniques disponibles, sachant qu'une désinfection partielle est également atteinte par l'ozone.

ad 3) Installations de traitement d'eau potable

Si les conditions sont réunies à un traitement par rayonnement UV, il présente normalement le moyen de désinfection de choix.

Lors de la planification de la nouvelle station de traitement du SEBES, il a été décidé de procéder à une désinfection finale par rayonnement UV au lieu de la chloration permanente pour les raisons suivantes :

- La station de traitement en construction comporte des technologies très avancées et membranaires qui permettent une élimination très poussée de la matière organique. Il s'ensuit que le potentiel de reviviscence des microorganismes est extrêmement faible.

- Le réseau de distribution du SEBES est en bon état et présente un risque de contamination extrêmement faible.

Stations d'épuration

Le traitement UV peut être intéressant si le but principal recherché est la désinfection des eaux usées traitées en sortie des stations d'épuration. Par contre, si l'élimination des micropolluants est nécessaire, il convient d'être équipé d'un traitement UV en combinaison avec des promoteurs radicaux. Les études de faisabilité déterminent la meilleure technique à mettre en place dans les stations d'épuration respectives. Notons que l'inclusion du rayonnement UV dans un traitement pour l'élimination des micropolluants organiques fait l'objet d'un projet de recherche qui va débuter sur le site de la station d'épuration de Heiderscheidergrund.

Question 1519 (22.11.2019) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **canalisation des eaux pluviales :**

Déi aktuell Reglementatioun gesäit vir, dass bei neie PAPen d'Kanalisatioun, déi de Ree vun der Strooss evakuéiert, net un eng Kläranlag ugeschloss dierf sinn, mee direkt an d'Natur, zum Beispill an e Waasserlaf, goe muss.

Och wann et grondsätzlech verbueden ass, knaschtegt Waasser an déi ëffentlech Reewaasserkanalisatioun ze schëdden, kann net ausgeschloss ginn, dass ënner anerem Seefewaasser, fir den Auto ze wäschen, oder Faarfreschter op deem Wee an d'Ëmwelt kommen. Donieft stellen och nach d'Salz vum Streedéngscht am Wanter oder d'Ofnotzunge vun Autospneuen (Reifenabrieb) eng däitlech Verknaschtungsgefor duer, déi ongefiltert an d'Natur lafen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch d'Gefor, dass trotz dem uewe genannte Verbuet awer knaschtegt Waasser op dësem Wee an d'Ëmwelt kënnt?

2. Ginn et Kontrolle vun der Waasserqualitéit vun Uewerflächewaasser, wat iwwer eng Kanalisatioun oder direkt an d'Natur leeft? Wa jo, wéi dacks ginn déi am Duerchschnëtt duerchgefouert? Wéi gesäit déi duerchschnëttlech Waasserbelaaschtung aus? Wéi eng Mesurë gi geholl am Fall, wou d'Waasserbelaaschtung ze héich ass?

3. Wëssend, dass d'Ofnotzunge vun Autospneuen (Reifenabrieb) eng ganz grouss Quell vu Mikroplastik an der Natur ass, wéi eng Mesurë gedenkt d'Madamm Ministesch ze huelen, fir dëse Problem an Zukunft besser an de Griff ze kréien?

Réponse (13.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Fir d'Gefor vu enger Verschmotzung ze reduzéieren, ass et an éischter Linn wichteg d'Leit ze sensibiliséieren, fir op verschidde gefäierlech Substanzen ze verzichten. Am ernimmte Fall ass et ganz wichteg, dass d'Gemengen hir Awunner informéieren, wa si an engem Baugebitt wunnen, wou en Trennsystem besteet. Ouni dës Informatioun kënnen d'Bierger hir Gewunnechten der Situatioun net upassen, fir eeben déi Verschmotzungen ze vermeiden.

ad 2. Et gi keng reegelméisseg Kontrolle gemaach iwwert d'Qualitéit vun Uewerflächewaasser, wat iwwer eng Reewaasserkanalisatioun an d'Natur leeft. Kontrolle fanne statt, wa Pollutioune festgestallt oder gemellt goufen. Et wier dowéinst wëssenschaftlech net korrekt, aus dëse Fäll Duerchschnëttskonzentratioune fir den Normalfall ze berechnen. Etüden aus dem Ausland beweisen awer, dass Stroossenofwaasser net onbedenklech ka sinn an op verschidde Plaze Mesurë musse geholl ginn. Déi effektiivst Mesure ass natierlech d'Verhënnere vum Antrag vu Verschmotzungen an d'Waasser (Salz, Seef asw.). Eng weider effikass Moossnam ass d'Ofleede vum Reewaasser duerch bewuesse Grief an oppe Reewaasserretentiounsbecken (am beschte mat Dauerastau an Tauchwänn) oder iwwer Retentiounsfilterbecken. Duerch dës Mesurë gi Pneuenofriff, Bremsstëbs, Uelegspueren a sou weider zum groussen Deel zréckgehalen.

Dës Mesurë ginn deelweis an der Planung vu PAPen a Stroosseprojeten am Kader vun der waasserrechtlecher Autorisatioun gefuerdert. Et muss een awer bedenken, dass fir Pneuenofriff a sou weider de Geforepotenzial bei Autobunnen a Landstroosse méi héich ass wéi an engem Wunngebitt an dofir Mesuren och anescht ëmgesat ginn. An Zukunft mussen dës Mesuren och méi effektiv, zilfëierend a flächendeckend ëmgesat ginn. Ausser der Vermeidung oder Alternativen, kritt een d'Problematik vum Streesalz am Wanter duerch keng baulech Mesuren ënner Kontroll.

ad 3. Wéi uewendriwwer beschriwwen, sinn de Bau vu Retentiounsbecke mat Dauerastau, d'Ofleede vum Reewaasser iwwer bewuesse Grief oder Retentiounsfilterbecke Mesuren, déi bei all grousse Stroosseprojekter elo schonn ageplangt ginn. Duerch déi Buedemretentiounsfilter, an deene mikrobiologesch Prozesser stattfannen, gëtt schonns en Deel vun de Schuedstoffer ofgebaut an deen aneren Deel gëtt dann zréckgehalen an duerno mam Schlamm speziell entsuergt. Dës Mesurë kënne sech och positiv op Mikroplastik auswierken, och wa se net direkt dofir konzipéiert goufen.

Question 1520 (22.11.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **problèmes rencontrés en matière d'exécution des peines :**

Il n'est pas rare que le juge pénal condamne une personne à supprimer des travaux exécutés en violation de la réglementation sur les bâtisses. Or, à notre connaissance, le Service de l'exécution des peines rencontre des difficultés pour forcer la main aux personnes condamnées, faute de procédure détaillant les droits et obligations des autorités impliquées pour mener à bien l'exécution d'un rétablissement des lieux.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre est-elle au courant de cette problématique ?

2) Combien de jugements pénaux ordonnant un rétablissement total ou partiel des lieux ont à ce jour été exécutés (hormis les cas où les personnes condamnées ont « spontanément » procédé au rétablissement des lieux) ?

3) Comment Madame le Ministre entend-elle résoudre ces problèmes ? Entend-elle procéder à une révision de l'article 695 du Code de procédure pénale ?

4) Madame le Ministre peut-elle nous informer si le Service de l'exécution des peines rencontre des difficultés similaires dans d'autres matières ?

- Dans l'affirmative, quelles sont ces matières ?

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les solutions proposées par Madame le Ministre pour sortir de cette impasse ?

Réponse (20.12.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) + 3) Le « rétablissement des lieux » ordonné à travers différentes décisions judiciaires est une réalité courante depuis plusieurs années.

Dans ce contexte et par le fruit d'un travail ayant débuté en 2012, a été inséré l'article 695 du Code de procédure pénale en vertu de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'exécution des peines et modifiant le Code de procédure pénale, en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines.

C'est ainsi que l'article 695 du Code de procédure pénale a repris l'article 703 du projet de loi n° 6381 et détermine la compétence du procureur général d'État afin d'exécuter des décisions judiciaires ayant prononcé un rétablissement des lieux et/ou une fermeture d'établissement et lui confère le pouvoir de fixer une date à cette fin.

Actuellement, des discussions relatives à d'éventuelles modifications ponctuelles, de manière générale, à apporter à la loi du 20 juillet 2018 modifiant le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines, sont en cours.

C'est également dans ce contexte, que les différents acteurs du terrain discutent, de concert, quels articles ont besoin, le cas échéant, d'être complétés.

ad 2) Durant une période de référence des années 2012 à 2019, les Cour et Tribunaux luxembourgeois ont ordonné 99 rétablissements des lieux, dont 88 ont été intégralement exécutés.

En outre, il y a eu 26 rétablissements des lieux avant toute condamnation.

Sur les 99 rétablissements exécutés, il y a eu 6 rétablissements forcés.

Reste à préciser qu'à l'heure actuelle, 11 rétablissements sont en voie d'exécution, dont 9 sont exécutés volontairement, tandis que 2 sont en voie d'exécution forcée.

ad 4) Il y a lieu de relever que le Service de l'exécution des peines du Parquet général ne rencontre pas de difficultés notables pour mener à bien ses attributions dans les autres matières relevant de l'exécutions des peines.

Question 1521 (25.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand :**

L'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand vient de présenter son rapport 2019. Le rapport a fait le point sur les réserves émises par le Luxembourg par rapport à la Convention internationale des droits de l'enfant. En février prochain, le Gouvernement devra remettre au Comité des droits de l'enfant des Nations unies son rapport témoignant de son arsenal législatif qui répond aux exigences de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) que le Luxembourg a approuvée en 1993.

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement entend-il suivre les recommandations faites par l'ORK ? Lesquelles ?

2) L'ORK recommande au Gouvernement de charger le Service national pour la coordination et la concertation interministérielle des droits de l'enfant de veiller à ce que l'impact sur les droits de l'enfant fasse l'objet d'une analyse pour tous les projets de loi qui, de façon directe ou indirecte, concernent la vie des enfants. Les ministres envisagent-ils de suivre la recommandation en question ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

3) Est-il prévu de créer un statut juridique pour les mineurs non accompagnés qui font une demande de protection internationale, mais qui ne remplissent pas les conditions du demandeur d'asile et auxquels on oppose un refus, et tombant par la suite sous l'article 103 de la loi sur l'immigration ?

4) Est-il prévu d'appliquer le principe du « droit d'accès à ses origines » d'enfants nés d'une PMA ?

5) Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter le Code pénal et de mentionner les punitions corporelles à l'égard des enfants pouvant faire l'objet de sanctions pénales ?

Réponse commune (14.01.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Par la loi du 20 décembre 1993, le Luxembourg a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

En vertu de l'article 44 de la CIDE, le Luxembourg s'est engagé à soumettre au Comité des

droits de l'enfant, créé en vertu de l'article 43 de la CIDE, un rapport sur les mesures adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans ladite convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits.

ad 1) Dans son examen critique de l'exercice des droits accordés aux enfants dans le cadre de la CIDE, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand émet à l'adresse du Gouvernement un certain nombre de recommandations visant à améliorer la mise en œuvre de la CIDE au Luxembourg.

Ces recommandations concernent le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en charge de la coordination interministérielle des droits de l'enfant, mais également d'autres ministères et notamment le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de la Santé et le Ministère des Sports.

L'ORK formule, dans son rapport de 2019, certaines remarques concernant le projet de loi n° 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse, en critiquant les mesures de fond, d'une part, et la lisibilité du texte, d'autre part.

Il convient de préciser à cet égard que les travaux relatifs à ce projet de loi ne seront pas poursuivis, mais qu'un nouveau projet de loi sera élaboré qui tiendra non seulement compte de la lisibilité du texte, mais aussi, entre autres, des recommandations formulées par l'ONU.

Ce nouveau texte législatif prendra également en compte les principes fondamentaux comme la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit d'information ainsi que le droit de l'enfant d'être entendu.[11]

L'ORK salue le nouveau régime de l'autorité parentale, qui se prononce en faveur du maintien de l'autorité parentale auprès des parents ou autres représentants légaux.[12]

Le régime actuel, qui permet l'intervention de la Police grand-ducale aux fins de placement des mineurs, en civil ou en uniforme, sera revu dans le cadre de la refonte du système relatif à la justice juvénile.[13]

Quant au placement des mineurs dans les lieux privatifs de liberté[14], il peut d'ores et déjà être confirmé que le principe selon lequel aucun mineur ne pourra à l'avenir être incarcéré dans n'importe quel des trois centres pénitentiaires du Grand-Duché, sera ancré dans le nouveau corps de texte.

Les privations de liberté dans l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État sont limitées à trois mois, sous réserve de prolongation, conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

D'autres recommandations formulées par l'ORK concernent les enfants demandeurs de protection internationale et les mineurs non accompagnés (recommandations 42 à 51).

Contrairement aux affirmations exposées dans le rapport, l'article 103 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et, par conséquent, les mécanismes en place visant à garantir la prise en compte adéquate de l'intérêt supérieur des enfants qui en découlent, y inclus la nomination d'un administrateur ad hoc et la saisie de la commission en charge de l'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, ne s'appliquent pas uniquement aux mineurs non accompagnés dont une demande de protection internationale est refusée mais à tous les mineurs non accompagnés soumis à une décision de retour.

De même, la recommandation relative à l'application générale du principe de non refoulement pour tous les mineurs non accompagnés méconnait le fait qu'il peut être dans l'intérêt de l'enfant de retourner dans son pays d'origine. Cette évaluation est justement réalisée par la Commission consultative mise en place. Écarter d'office la possibilité d'un retour et sans examen individuel approfondi du dossier - un examen qui est actuellement réalisé - pourrait donc, en fin de compte, porter atteinte au principe fondamental de l'intérêt supérieur de l'enfant.

En ce qui concerne la recommandation d'améliorer l'accueil des mineurs non accompagnés, il convient de constater que ce besoin existe bel et bien et que le Gouvernement a reconnu dans le programme gouvernemental la nécessité d'agir dans ce sens. Par contre, il va de soi que si tout doit être mis en œuvre pour protéger au mieux les mineurs non accompagnés, il faudra essayer d'éviter des abus potentiels par des personnes majeures se déclarant mineurs. À cette fin, le recours à des tests de détermination d'âge demeure indispensable. La recommandation de l'ORK selon laquelle en cas de doute, un jeune doit être cru sur parole quant à son identité et son âge afin d'accéder aux mesures de protection spécifiques, voire à un statut juridique spécifique, peut être qualifiée de non réaliste - à défaut de proposition concrète de l'ORK visant à éviter d'éventuels abus.

Concernant la Commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, il n'est à ce stade pas prévu de donner suite aux recommandations de l'ORK. Il convient de noter que la commission n'est pas en charge de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale mais qu'elle a été instituée afin d'évaluer si une éventuelle décision de retour correspond ou non à l'intérêt supérieur de l'enfant alors que les agents du ministère ne sauront pas procéder à cette évaluation sans l'expertise des autres membres de la commission. En même temps, les agents du ministère agissent au nom du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions, qui est, de par la loi, le seul habilité à prendre des décisions de retour. On ne saura donc pas conférer un pouvoir décisionnel en cette matière à une autre instance que celle en charge de l'immigration. À noter également qu'en pratique, la Commission a jusqu'à présent recommandé au ministre un maintien du mineur sur le territoire dans la majorité des cas traités par ses soins, de sorte que les reproches quant à la neutralité et l'objectivité de la commission sont à réfuter.

ad 2) Concernant la recommandation de l'ORK de charger le Service des droits de l'enfant de l'examen systématique des projets de loi quant à l'évaluation de leur impact direct ou indirect sur la vie des enfants, le Gouvernement juge celle-ci pertinente et étudiera sa mise en œuvre. Ce service pourra également être chargé de développer, de concert avec les autres ministères et la société civile, un plan d'action national en faveur de la mise en œuvre concertée et cohérente de la CIDE.

ad 3) Dans son rapport, aux pages 30 et 135, l'ORK milite en faveur de l'introduction d'un statut particulier pour les mineurs non accompagnés. En l'occurrence, l'ORK fait abstraction du fait que l'article 103 de la loi modifiée sur l'immigration s'applique à tous les mineurs non accompagnés étrangers et pas uniquement aux mineurs qui sont demandeurs de protection internationale.

Par contre, l'idée de créer un statut juridique particulier pour les mineurs non accompagnés qui tombent sous l'article 103 et qui se voient opposés à une décision de retour alors qu'ils ont été déboutés de leur demande de protection internationale ou qu'ils se trouvent en séjour irrégulier, mérite un examen plus approfondi de la part de tous les acteurs concernés. Il convient de noter toutefois que les jeunes concernés, qui, après l'évaluation de leur situation, en application de l'article 103 ne se trouvent pas contraints de rentrer dans leur pays d'origine, se voient déjà maintenant octroyés un titre de séjour leur permettant de rester au Luxembourg.

Si la situation du mineur se trouve réglée en vue de son droit de séjour, il s'avère également opportun d'analyser sa situation sous le régime du droit des enfants. À cet effet, des concertations interministérielles ont lieu afin de discuter de l'opportunité d'un meilleur cadre légal au profit du mineur non accompagné.

ad 4) Conscient que la législation dans le domaine du droit de la filiation nécessite d'être modernisée, un projet de loi portant réforme du droit de la filiation fut déposé en 2013 et complété par amendements en 2017. Les amendements sont actuellement sous avis du Conseil d'État.

Un certain nombre des recommandations formulées par l'ORK y a déjà trouvé écho. Guidée par la Convention des droits de l'enfants et les principes de l'égalité entre hommes et femmes, y est notamment proposé :

- l'abandon de la terminologie révolue de « enfant naturel et enfant légitime » et le principe de l'égalité des filiations ;

- l'abandon du principe de l'accouchement anonyme, au profit d'une disposition spécifique permettant à la mère de garder le secret de son admission et de ses origines et d'une disposition renforçant les droits du père et de l'enfant né de cette situation ;

- l'introduction du principe de l'accès aux origines personnelles de l'enfant. Il est donc proposé d'introduire dans le Code civil un article 312bis au libellé « L'enfant a le droit d'avoir, dans la mesure du possible, accès à ses origines. Cet accès à ses origines est sans effet sur son état civil et sur sa filiation. » Ce principe s'applique aussi bien pour les enfants adoptés que pour les enfants issus d'une procréation médicalement assistée avec donneur de gamètes. Les modalités techniques seront précisées dans un projet de loi à part. Ce projet est en cours de préparation et devrait être déposé au cours de l'année 2020 ;

- la filiation bilinéaire de l'enfant né d'une relation incestueuse, c'est-à-dire de parents entre lesquels existe une prohibition absolue de mariage. L'établissement du double lien de filiation ne doit non seulement être dans l'intérêt de l'enfant incestueux, mais également faire l'objet d'une décision de justice ;

- l'abrogation de l'article 334-6 du Code civil portant sur la situation d'un enfant naturel vivant avec son père dans le ménage avec une autre épouse.

Aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement s'est engagé de poursuivre la modernisation du droit de la famille.

ad 5) Les châtiments corporels sont inscrits dans la législation nationale dans la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et, plus particulièrement, à l'article 401bis du Code pénal.

L'article 2, alinéa 3, de la loi modifiée du 16 décembre 2008 énonce un principe général selon lequel « au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés ». Cet alinéa énonce le principe sans infliger de sanction pénale, contrairement à l'article 401bis du Code pénal. Ce dernier expose, à l'alinéa 1, que « quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quatorze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé ou qui aura commis à son encontre toute autre violence ou voie de fait, à l'exclusion de violences légères, sera puni d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de 251 euros à 2.500 euros ».

En supplément des dispositions susmentionnées, le Code pénal incrimine, aux articles 398 et suivants, les actes constitutifs de « coups et blessures volontaires », avec la circonstance aggravante énoncée à l'article 401bis du Code pénal.

La pertinence de la reformulation de la notion de « violences légères » sera évaluée.

Outre le cadre légal plus général, l'ORK critique le cadre existant du droit de l'enfant d'être protégé contre toutes formes de violence, notamment en matière de violence domestique. À cet égard, l'ORK propose de renforcer la protection des enfants souffrant de traumatismes psychiques. Cette question sera traitée par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

Conclusion

Il peut d'ores et déjà être confirmé que les remarques formulées par l'ORK feront l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de la nouvelle législation sur les droits de l'enfant.

[11] Recommandations formulées à la page 18 du rapport ORK

[12] Recommandation n° 30, page 24 du rapport

[13] Recommandation n° 32, page 25 du rapport

[14] Rapport ORK, point 54, page 31

Q196

Question 1526 (25.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prise en charge des moyens de contraception :**

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale seront introduits sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence, à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

Cette généralisation de la prise en charge des mesures de contraception est la suite logique des mesures décidées il y a quelques années et tendant à introduire la quasi-gratuité jusqu'à l'âge de 25 ans.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale endéans quels délais la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception entrera en vigueur.

2) Quelles sont, le cas échéant, les modalités pratiques de cette prise en charge ?

Réponse commune (09.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le Ministère de la Santé et la Caisse nationale de santé ont élaboré ensemble un projet de texte visant à refléter le passage de l'accord de coalition 2018-2023 auquel l'honorable Député fait référence. Ce texte est censé remplacer la convention actuellement applicable portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme, tout comme ses avenants par lesquels ledit programme a été étendu progressivement au cours des dernières années.

Dès finalisation du projet de convention, celle-ci pourra être signée et publiée. Il échet de préciser que certaines dispositions, notamment celles ayant trait à des moyens de contraception nécessitant une intervention médicale, ne produiront leur effet qu'après qu'un tarif spécifique aura été arrêté par la Commission de nomenclature.

ad 2) Les modalités pratiques de la prise en charge seront déclinées dans la convention. Dès la publication de la convention, une communication grand public portera les détails du nouveau programme de contraception à l'attention de nos citoyennes et citoyens.

Question 1527 (25.11.2019) de **Mmes Nancy Arendt épouse Kemp** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **rapport de l'OMS sur l'activité physique** :

D'Weltgesondheetsorganisatioun WHO kënnt an engem rezente Rapport, an deem eng éischte Kéier de Beweegungsmangel vu Jonken analyséiert gouf, zur Konklusioun, datt veier vu fënnef Jugendleche sech hautdesdaags ze wéineg beweegen. 81 % vun de sondéierte Jonke kéimen deemno net op op d'mannst eng Stonn kierperlech Aktivitéit pro Dag, der recommandéierter Norm vun der WHO. Eng weider Erkenntnis ass, datt Meedercher manner sportlech aktiv si wéi Jongen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Gesondheetsminister an un den Här Sportsminister stellen:

1. Huet d'Regierung den detailléierte WHO-Bericht, ëm deen et hei geet?

2. Wéi steet Lëtzebuerg do am internationale Vergläich?

3. Hu mir eis par rapport zu WHO-Etüden aus der Vergaangenheet verbessert oder verschlechtert?

4. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir op de Beweegungsmangel bei de Jonken ze reagéieren?

5. Wéi kënne geziilt méi Meedercher fir de Sport begeeschtert ginn?

6. Missten net all déi bestoend Initiative wéi zum Beispill „Gesond iessen - méi beweegen" op hir Effikassitéit hin analyséiert an iwwerschafft ginn?

7. Misst net de Stellewäert vum Schoulsport iwwerduecht ginn?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De genannte WHO-Bericht, deen déi scolariséiert Jugendlech aus 146 Länner betrëfft, ass ëffentlech zougänglech an deemno och der Regierung bekannt. Doriwwer eraus ass de Bericht all Memberstaat vun der WHO zougestallt ginn.

ad 2. Laut dem Bericht hunn zu Lëtzebuerg am Joer 2016 79,2 % vun de Jugendleche sech, no de Krittäre vun der WHO, net genuch beweegt[15]. Am Joer 2001 waren et der 80,8 %. International gesinn (146 Länner) hu sech am Joer 2016 81 % vun de Jugendlechen net genuch beweegt. Lëtzebuerg läit also liicht ënnert der Moyenne.

ad 3. Par rapport zu 2001 huet Lëtzebuerg sech liicht verbessert. Bei de Meedercher konnt tëschent 2001 an 2016 keen Ënnerscheed vermierkt ginn. D'Jonge beweege sech am Joer 2016 (73,4 % sinn net physesch aktiv genuch) zu Lëtzebuerg an der Moyenne e bësse méi wéi nach am Joer 2001 (76,3 % waren net physesch aktiv genuch).

ad 4. De Kaderplang „Gesond iessen - méi beweegen" (GIMB) gouf am Joer 2018 erneiert. Dëse Plang gëtt gedroe vum Gesondheetsministère, dem Sportsministère, dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a vum Ministère fir Famill an Integratioun. D'Zil ass d'Promotioun vun enger gesonder an equilibréierter Ernärung an enger reegelméisseger Beweegung.

Déi Aktivitéiten, déi festgehale goufen, sinn op där enger Säit d'Sensibilisatioun an op där anerer Säit d'Schafe vun engem gesondheets-

[15] Minimum 1 Stonn Beweegung pro Dag

förderndеn Ëmfeld. Esou ginn, mat Hëllef vu verschiddene Medien, d'Virdeeler vun enger reegelméisseger Beweegung erkläert an attraktiv gemaach. Op där anerer Säit soll eist Ëmfeld esou gestalt ginn, dass et der Populatioun méi einfach fält, sech ze beweegen.

Den nationale GIMB-Dag, deen den 22. Oktober 2019 stattfonnt huet, hat eebe just als Theema déi gesond Ernärung an eng reegelméisseg an ugepasste physesch Aktivitéit fir déi Jugendlech. Am Kader vun dëser Journée hu Workshoppe stattfonnt mat allen implizéierte Partner zum Theema Ernärung, Beweegung a Wuelbefannen.

Op dëser Basis wäerten 2020 weider Aarbechtsgruppe stattfannen, fir konkreet Mesurë fir déi Jugendlech zu Lëtzebuerg auszeschaffen.

ad 5. Et gëllt, Sportsofferen ze förderen, déi de Motiver an dem Interessi vun de Meedercher entspriechen.

Hei ass niewent deene klassesche Sportaarte virun allem drun ze denken, breet gefächert Sportsméiglechkeeten ouni kompetitiven a restriktive Charakter unzebidden. Och soll Beweegung an engem informelle Kader verstäerkt erméiglecht ginn.

Sensibiliséierungscampagnen, déi déi klassesch Geschlechterroll an der Sportswelt iwwerdenken an esoumadder nei Identifikatiounsfigure fir jonk Meedercher a Frae schafen, wäerten ënnerstëtzt ginn.

ad 6. Am Joer 2016 gouf de Programm „Gesond iessen - méi beweegen" vun enger externer Firma evaluéiert. D'Resultater vun dëser Evaluatioun si mat an den neie Kaderplang vun 2018 eragefloss. De Kaderplang „Gesond iessen - méi beweegen" 2018-2025 beinhalt och e ganzt Kapitel zur Evaluatioun. All Joer gëtt eng intern Evaluatioun vun den Aktioune gemaach. Hei sinn d'Krittäre vun der Evaluatioun och festgehalen. An der Hallschent vum Plang (2022) an zum Schluss (2025) sinn extern Evaluatioune virgesinn.

ad 7. De Schoulsport ass och ee wichtegen Aspekt am Kader vun der Förderung vun der physescher Beweegung. An Zukunft gëtt awer och d'Zesummenaarbecht tëscht den eenzelnen Akteure verstäerkt gefërdert, déi am „Concept pour une éducation motrice, physique et sportive des enfants de 0 à 12 ans" vum Educatiounsministère an dem Sportsministère genannt ginn. Nieft der Schoul selwer spillen hei d'Elteren, d'Opfaangstrukture fir Kanner, d'Sportsveräiner, aner Prestatairë wéi d'LASEP a besonnesch d'Gemengen eng wichteg Roll. Alternativ a breet gefächert Organisatiounsforme vum Schoulsport souwéi Sportsprojeten an eenzelne Schoule wäerten identifizéiert a gefërdert ginn.

Des Weidere ginn aktuell schonn an de Grondschoulen an an de Maison-relaise Projete wéi zum Beispill „Clever Move" ëmgesat, wärend deenen d'Kanner am Kader vun den alldeeglechen Unterrechtsstonnen zu méi Beweegung animéiert ginn. Dank dëse Projeten hunn d'Kanner d'Méiglechkeet, sech reegelméisseg ausserhalb vum traditionelle Sportunterrecht am Klassesall ze beweegen, wat nieft der kierperlecher Fitness och d'Léierverhale vun de Schüler ënnerstëtzt.

Fir den Enseignanten an den Educateuren d'Méiglechkeet ze ginn, sech am Domän vum Schoulsport fortzebilden an déi eenzel Alternativen zum klassesche Schoulsport ze entdecken, gi vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), a Kooperatioun mat der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS), divers Formatiounen an deem Domän ugebueden.

Et ass de Moment net geplangt, d'Zuel vun de Stonnen ze erhéijen, déi am Kader vum normalen Horaire stattfannen.

Question 1528 (25.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **droits du patient :**

D'Gesetz vum 24. Juli 2014 reegelt souwuel d'Opklärung wéi och de Consentement vum Patient a schreift explizitt:

« Il incombe à chaque professionnel de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible, adapté aux facultés de compréhension de ce dernier. [....]

(4) Les soins de santé à un patient disposant de la capacité nécessaire ne peuvent être prestés que moyennant son consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d'une information adéquate. »

Dëst Zitat aus dem Gesetz weist kloer, datt en Dokter muss transparent a verständlech informéieren, éier e Patient oder eng Patientin enger Prozedur ënnerzu ginn. D'Klinicken hunn op d'Dispositiounen aus dësem Gesetz gréisstendeels mat Standardformulairë reagéiert, déi d'Patientinnen an d'Patienten heefeg just nach zur Ënnerschrëft virgeluecht kréien.

Ech gouf informéiert, datt dëst heefeg géif geschéien, ouni datt d'PatientInnen eng Kopie vun deem Dokument kréichen oder Zäit géife kréien, fir dat ganzt Dokument virun hirer Ënnerschrëft duerchzeliesen. Do dernieft solle bei esou Dokumenter a verschiddene Fäll och Alternativen zum virgeschloenen Traitement net opgelëscht, also um Formular vum Dokter net ausgefëllt ginn.

An deem Moment, wou eng Patientin oder e Patient e Consentement muss ginn, ass dës Persoun an enger immens vulnerabeler Positioun an dofir ass d'Kontroll vun den Dispositioune vum Gesetz vun 2014 besonnesch wichteg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Gesondheetsminister an dem Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi, vu wiem a wéi heefeg gëtt d'Anhale vun den Oplagen aus dem Gesetz vum 24. Juli 2014 kontrolléiert?

2. Wéi ginn d'Formatiounen an de Spideeler duerchgefouert a gemonitored, fir ze garantéieren, datt d'Mataarbechter d'Patienterechter kennen, respektéieren a souguer schützen?

3. Wéi gi PatientInnen iwwer hir Rechter, wat de Schutz vun hirer Privatsphär ugeet, informéiert a wéi ginn d'medezinnesch Daten am Klinikkontext geschützt?

4. Wéi schätzt de Minister de Respekt vum Dateschutz an och vum „secret médical" an a Situatiounen, an deenen e puer Persounen zesummen an engem Zëmmer ënnerbruecht ginn?

5. Wéi ass d'Bettenauslaaschtung vun de Spideeler zu Lëtzebuerg a wéi solle sech geplangte Projeten dorobber auswierken?

Réponse (08.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 stäerkt de Patient als gläichwäertegen Akteur a Partner vu senger Behandlung. Fir dass eng Decisioun kann am Dialog mam Patient geholl ginn, ass et wichteg, dass de Prestataire de Patient informéiert. Gläichzäiteg ass et och um Patient, sech zu Wuert ze mellen a seng eventuell oppe Froen ze stellen, fir dass dës adäquat ugeschwat ginn.

Den Artikel 8 (6) vum Gesetz vum 24. Juli 2014 preziséiert, dass d'Informatioun zäitlech am Virfeld vun der Zoustëmmung soll geschéien an dass all Prestataire sech vergewëssere soll, ier dass een Akt gemaach gëtt, dass dëst geschitt ass. Dëst Vergewësseren ass eng wichteg éischt Kontroll, dass de Patient informéiert ass a säin Accord ginn huet.

Esou wéi dëst vum Gesetz virgesinn ass, soll d'Informatioun vum Patient un éischter Stell mëndlech, am Viraus an an enger un de Patient adaptéierter Sprooch geschéien.

Déi Prestatairen, déi op Standardformulairen zréckgräifen, benotzen zum gréissten Deel Dokumenter („Aufklärungsbögen"), déi duerch spezialiséiert Editeure verkaf an un de Wëssensstand ugepasst ginn. Dës Standarddokumenter beinhalten an der Reegel déi vum Gesetz erfuerdert Informatiounen, also och Indikatiounen iwwer méiglech Alternativen a Risiken, wann d'Behandlung verweigert gëtt.

Eng schrëftlech Zoustëmmung ass vum Gesetz net virgeschriwwen. Et ass gläichzäiteg bei méi komplexen Decisioune sënnvoll, fir de mëndlechen Austausch mam Patient duerch Standardformulairen ze completéieren. Dëst erlaabt et dem Patient, d'Informatiounen nach eemol a Rou ze liesen. Et gëtt dem Dokter och déi néideg Rechtssécherheet, wat d'Opklärung ugeet.

D'Anhale vum Gesetz läit un éischter Stell an der Verantwortung vum Dokter a vum Patient. Déi gesetzlech Méiglechkeet, sech duerch eng Persoun begleeden ze loossen, kann dem Patient hëllefe beim Héieren a Verstoe vun der Informatioun.

Bei Sträitfäll oder soss Problemer bei der Behandlung kann op de Service vum Mediateur vun der Santé zréckgegraff ginn. Wann d'Oplage vum Gesetz net agehale goufen, ass dat e Feelverhalen, dat vum Collège médical a vun de Geriichter ka kontrolléiert ginn.

Et sief och nach bemierkt, dass am Spidolssecteur, esou wéi et am Artikel 40 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 virgesinn ass, all Spidol e Service oder eng Persoun ausgewisen huet, déi zoustänneg ass, fir d'Plainten an d'Doleancen ze beaarbechten, déi e Patient huet am Kader vun enger Prise en charge am Spidol.

ad 2. De Service vum Mediateur vun der Santé huet eng Weiderbildung vun engem hallwen Dag ausgeschafft, fir d'Prestatairen an hir Mataarbechter iwwert d'Froe vun de Patienterechter a -flichten ze informéieren a se ze sensibiliséieren. Dës kann ouni Käschte beim Service ugefrot ginn.

ad 3. De Service vum Mediateur vun der Santé steet alle Patienten a Prestatairen zur Verfügung, fir sech iwwer hir Rechter a Flichten ze informéieren. Informéiere kann ee sech mëndlech, schrëftlech oder einfach um Internetsite, deen op Däitsch a Franséisch disponibel ass (www.mediateursante.lu).

D'Spideeler hunn zu dësem Sujet och spezifesch Informatiounssäiten entwéckelt:

https://www.chl.lu/fr/droits-du-patient

https://www.chem.lu/patients-et-visiteurs/hospitalisation/vos-droits-et-devoirs

https://www.hopitauxschuman.lu/fr/je-suis-patient/mes-droits-et-mes-devoirs/

https://www.chdn.lu/fr/ihr-aufenthalt/ihre-rechte-und-pflichten.php

Déi eenzel Spideeler hunn en „Data Protection Officer" agestallt, deen ënner anerem zoustänneg ass, fir de Respekt vum Dateschutz ze garantéieren.

ad 4. Wann zwou Persounen am selwechte Raum hospitaliséiert sinn, ass et am Prinzip ëmmer méiglech, d'Konsultatiounen, wou vertraulech Informatiounen ausgetosch ginn, an engem aneren Zëmmer ze organiséieren (salle de consultation), dëst, fir de Respekt vum Dateschutz a vum „secret médical" ze garantéieren.

ad 5. D'Date vun der Carte sanitaire vun 2017 weise fir 2015 en duerchschnëttleche Bettbesetzungstaux vun 74,2 %, wat wäit ënnert der Duerchschnëttsquot vu 85 % läit, déi vun der OECD definéiert gouf (et handelt sech ëm den Taux, bis zu deem eng optimal Empfankscapacitéit an d'Sécherheet fir de Patient garantéiert gëtt). En Taux iwwer 85 % géif drop hiweisen, dass een d'Zuel vun den Akutbetter erhéije misst, wat am Moment net de Fall ass.

http://sante.public.lu/fr/publications/c/carte-sanitaire-2017-fascicule1/carte-sanitaire-2017-fascicule1.pdf

Question 1532 (26.11.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **risques associés à la transfusion sanguine :**

En 2018, le Luxembourg comptait 13.697 personnes qui étaient enregistrées comme donneurs de sang, de plasma ou de plaquettes. Au total, les équipes du Centre de transfusion sanguine de la Croix-Rouge ont collecté 22.486 poches au cours de l'année écoulée. Alors que ces dons sauvent incontestablement des vies, il existe des risques associés à la transfusion sanguine.

Les hépatites ou autres contaminations des dons du sang résultant de maladies non détectées ou inconnues en avance, sont parmi les complications les plus répandues, sans cependant constituer les seules sources de complication.

L'accord de coalition 2018-2023 « dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage résultant de soins de santé, en l'absence de faute médicale », prévoit la création d'un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique, fonds déjà préconisé par l'accord de coalition 2013-2018.

En attendant que ce fonds ne devienne opérationnel, il semblerait que les patients victimes de complications suite à une transfusion sanguine ne disposent selon mes informations que de la voie judiciaire afin de faire valoir leurs droits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Quel est le nombre de patients bénéficiant annuellement d'un don de sang ?

2) Les données relatives aux effets inattendus ou indésirables, voire les complications liées aux transfusions sanguines sont-elles compilées dans un registre central ?

3) Combien de cas de complications ont été relevés les dix dernières années ? Quelles sont les complications ou effets inattendus/indésirables recensés ?

4) Est-ce que les patients disposent actuellement d'autres moyens pour faire valoir leurs droits en cas de complication suite à une transfusion sanguine, hormis la voie judiciaire ? En quoi consistent ces moyens le cas échéant ?

5) Le Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique couvrira-t-il les complications suite à une transfusion sanguine ? Endéans quel délai ce fonds pourra-t-il prévisiblement être mis en place ?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En 2018, 4.610 patients ont reçu au moins une transfusion sanguine dans les hôpitaux du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Conformément à la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine et ses règlements d'exécution, le Centre de transfusion sanguine (CTS) est tenu de notifier les incidents indésirables graves liés à la collecte, au contrôle, à la transformation, au stockage, à la distribution et à la transfusion de sang au Ministre de la Santé.

De même les établissements hospitaliers dans lesquels les transfusions sont effectuées, sont tenus de notifier au CTS et au Ministre de la Santé toutes les réactions indésirables graves observées chez les receveurs durant ou après la transfusion.

Ces notifications sont répertoriées auprès du CTS et auprès de la Direction de la santé.

ad 3) L'annexe II du règlement ministériel du 14 février 2006, déterminant les exigences en matière de traçabilité et la notification des réactions et incidents indésirables graves, détermine le type de réactions indésirables graves à notifier :

- hémolyse immunologique due à une incompatibilité ABO,

- hémolyse immunologique due à un allo-anticorps,

- hémolyse non immunologique,

- infection bactérienne transmise par transfusion,

- anaphylaxie/hypersensibilité,

- syndrome de détresse respiratoire post-transfusionnelle (TRALI),

- infection virale transmise par transfusion (VHB),

- infection virale transmise par transfusion (VHC),

- infection virale transmise par transfusion (VIH-1/2),

- infection virale transmise par transfusion, autre (préciser),

- infection parasitaire transmise par transfusion (paludisme),

- infection parasitaire transmise par transfusion, autre (préciser),

- purpura post-transfusionnel (PTP),

- maladie du greffon contre l'hôte (GvHD),

- autre(s) réaction(s) grave(s) (préciser).

Le CTS publie dans son rapport annuel le nombre d'effets indésirables. Le tableau suivant reprend le nombre d'effets indésirables répertoriés durant les dix dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Avant le recours judiciaire, le recours à une médiation peut toujours être engagé entre le patient et le professionnel de santé concerné, via le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.

ad 5) La couverture d'éventuelles complications liées à une transfusion sanguine par un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique constitue une option parmi d'autres.

Le Ministère de la Santé n'a pas encore pris de décision quant à l'option à retenir.

Question 1533 (26.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation du néodyme dans des générateurs d'éoliennes** :

Bei der Produktioun vu Wandrieder an och bei der Elektromobilitéit gëtt zum Deel op dat Element Neodymium zréckgegraff, e seelene Buedem, dee bal exklusiv an der Volleksrepublik China ofgebaut gëtt. Den Ofbau vun deem Metall verursaacht enorm Ëmweltschied a belaascht d'Leit an d'Ëmwelt mat enger Rei vu Gëfter, anscheinend och mam radioaktive Metall Thorium.

Dëst ass an der Lescht och an enger Rei vu Medien zur Sprooch komm.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Ëmwelt dës Froe stellen:

1. A wéi vill Wandturbinnen zu Lëtzebuerg ass dat Element Neodymium mat verschafft ginn?

2. Wéi steet d'Regierung dozou, datt d'Produktioun vun deem Element mat enorme Gesondheets- an Ëmweltbelaaschtunge verbonnen ass?

3. Wéi steet d'Regierung dozou, datt de Réckgréff op Neodymium eis bei der Wandenergie wéi och bei der Elektromobilitéit an/oder bei hybride Motoren an eng Ofhängegkeet vun der Volleksrepublik China brénge kann?

4. Wëllt d'Regierung bei der Installatioun vun zukünftege Wandturbinnen zu Lëtzebuerg dorop Uecht ginn, datt bei de Generatore keen Neodymium mat verschafft gëtt?

Réponse commune (16.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Déi staatlech Autoritéiten hu keng detailléiert Informatiounen doriwwer, a wéi ville Wandrieder am Land Neodym verschafft ass. Bei der Äntwert op dës Fro erlabe mer eis, op d'Fro N° 1414, déi d'honorabel Deputéiert Nancy Arendt den 2. Mee 2011 gestallt hat, ze verweisen. Op Nofro beim gréissten nationalen Akteur, dee ronn 75 % vun der erneierbarer Energie aus Wandkraaft produzéiert, kënne mir awer matdeelen, datt all déi Anlage keen Neodym benotzen. Bal d'Integralitéit vun hiren Anlage sinn ouni Boîte, soudatt déi fir d'Stroumerzeugung noutwenneg magnéitesch Felder am Generator reng elektresch erzeugt ginn. Sougenannte Permanentmagnéiten, fir deenen hir Hierstellung zum Deel Neodym benotzt gëtt, kommen also bei deem Akteur net zum Asaz.

Zu dëse Permanentmagnéiter an dem Neodym kann een nach festhalen, datt dat europäescht REACH-Reglement (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) Neodym net als besuergniserreegende Stoff astuuft. Hisiichtlech der Gesondheet vu Mënsch an Ëmwelt ass dohier vun deem Material, an engem Wandrad agebaut, kee Risiko ze erwaarden. Bei der Exploitatioun vu Wandrieder ginn duerch den Asaz vun deem Stoff keng lokal Ëmweltimpakter generéiert, et fënnt och keng Fräisetzung vun deem Element statt.

ad 2. + 3. D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech um europäeschen Niveau an alle Beräicher an, fir d'Krittäre vun der Nohaltegkeet héichzehalen. Esou setzt sech zum Beispill Europa a bei der Definitioun vu méi strengen Oplage fir de Bau an de Recyclage vun de Batterien, wou och déi sougenannte „selten Erde" verbaut ginn, fir sécherzestellen, datt déi Entwécklung an déi richteg Richtung geet.

Parallell maachen och d'Hiersteller vu Wandanlagen a Batterië säit enger Rei Jore kontinuéierlech Efforten, fir den Undeel vun Neodym an anere „seltenen Erden" ze reduzéieren.

ad 4. Duerch den Asaz vu Permanentmagnéite beim Bau vu Wandrieder gëtt d'Produktioun vereinfacht. Dofir kéint sech dës Technik méiglecherweis ëmmer méi duerchsetzen. Den Neodym, dee bei der Hierstellung vun dëse Permanentmagnéiten agesat gëtt, ka grondsätzlech recycléiert ginn, wann eng Anlag ofgebaut gëtt.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1414 vum 2. Mee 2011 gesot, sinn et d'ekonomesch Akteuren an net d'Regierung, déi nei Wandriedertyppen oder -elementer entwéckelen. Vu dass a Lëtzebuerg am weltwäite Verglach gesinn nëmmen e ganz klengen Undeel vu Wandrieder bedriwwe gëtt, sinn der Regierung hir Méiglechkeeten, op déi Entwécklungen anzewierken, limitéiert, mee Lëtzebuerg engagéiert sech, wéi beschriwwen, um EU-Niveau fir méi nohalteg Léisungen.

Question 1534 (26.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Commission nationale d'éthique :**

Kierzlech ass d'Madamm Familljen- an Integratiounsministesch Corinne Cahen a Kritik geroden, well si sech iwwert d'E-Mail-Adress vun der Regierung mat hirem Titel als Familljeministesch un de Stater Geschäftsverband adresséiert huet. Den Eethikkommitee gouf vum Här Staatsminister domat beoptraagt ze jugéieren, ob dës Handlung vun der Madamm Minister eventuell en Interessekonflikt duerstellt.

Allerdéngs ass dat net den eenzege Kritikpunkt géintiwwer der Madamm Minister Cahen, deen ëffentlech ugeschwat gouf an elo am Raum steet. D'Madamm Minister huet déi besote Mail nämlech net just un de Stater Geschäftsverband geschéckt, mee nach zousätzlech u LuxTram. Ausserdeem si verschidden Aspekter vun hirem facebook-Optrëtt kritiséiert ginn. Net ze vergiessen ass och de Fait, datt d'Madamm Minister en Appartement op der Plattform „Airbnb" ugebueden huet. Och dës weider Aktivitéite kéinten an deontologescher Hisiicht problematesch sinn.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Staatsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat ass de konkreeten a prezisen Optrag, deen den Här Staatsminister un den Eethikkommitee geriicht huet? Iwwer wat genee soll den Eethikkommitee an dëser Affär eng Meenung formuléieren?

2. Gouf den Eethikkommitee och domat beoptraagt ze jugéieren, ob der Madamm Minister hiert Verhale géintiwwer LuxTram, de Lobbying fir e Schongbuttek op facebook an hir kommerziell Aktivitéit op „Airbnb" en Interessekonflikt duerstellen? Wann neen, firwat huet den Här Staatsminister dëst net och vum Eethikkommitee jugéiere gelooss, wou et dach ëffentlech diskutéiert gouf?

3. Kann den Eethikkommitee sech och op Eegeninitiativ mat deene Sujete befaassen, fir auszeschléissen, datt säi Mandat ze vill limitativ ass?

Réponse (19.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. + 2. Den Optrag un den Eethikkommitee ass säit dem 19. November 2019 ëffentlech zougänglech um Site vun der Regierung ënner follgendem Link:

https://gouvernement.lu/dam-assets/systeme-politique/gouvernement/rb-code-deontologie/Lettre-de-saisine-19112019.pdf

Den Avis vum Eethikkommitee vum 9. Dezember 2019 ass säit dem 10. Dezember ëffentlech zougänglech ënner follgendem Link:

https://gouvernement.lu/dam-assets/systeme-politique/gouvernement/rb-code-deontologie/Avis-du-comite-d-ethique-du-9-decembre-2019.pdf

ad 3. Dem Code de déontologie no ass d'Saisine vum Eethikkommitee eleng dem Premier Minister virbehalen (Artikel 6 Paragraf 3), ausser et handelt sech ëm eng Saisine vun engem Minister, deen e confidentiellen Avis freet wéinst enger Ambiguitéit am Zesummenhang mat engem Interessekonflikt (Artikel 7 Alinea 3).

Question 1536 (27.11.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **test prénatal NIFTY** :

Le 12 août 2016, les députés Alexander Krieps et Edy Mertens avaient posé une question parlementaire (n° 2313) sur le sujet d'un test prénatal non invasif, dénommé NIFTY. Ce test permet d'évaluer le risque des trisomies fœtales 13, 18 et 21 par analyse de l'ADN cellulaire dans le sang maternel, fiable jusqu'à 99 %.

Les députés voulaient notamment savoir si le remboursement de ce test par la sécurité sociale était envisagé dans le futur. Les ministres concernés s'exprimaient en faveur de la prise en charge du test NIFTY par la CNS. Cependant, ils étaient d'avis que le remboursement du test ne devrait être réservé qu'aux femmes dont la grossesse présente des risques.

À cette fin, un groupe de travail a été chargé d'élaborer des critères d'éligibilité pour les femmes enceintes susceptibles de bénéficier du test.

En Allemagne, la commission fédérale de la santé publique a récemment pris la décision de faire rembourser le test prénatal non invasif dans des cas particuliers, dont les grossesses à risques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer le nombre d'anomalies chromosomiques des trois dernières années dépistées chez les nouveau-nés ou pendant la grossesse ? Dans quelles tranches d'âge se situent les mères dans de tels cas ?

- Est-ce que le Gouvernement entend toujours limiter le remboursement du test NIFTY aux seules grossesses à risques ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement de l'élaboration des critères d'éligibilité mentionnée ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur des laboratoires au Luxembourg offrant cette méthode de dépistage non invasive aux patientes ? Dans l'affirmative, peuvent-ils chiffrer les recours à cette méthode ?

- Est-ce que le coût du test se situe toujours entre 350 et 900 euros, montant indiqué en 2016 ?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* :

Les tableaux ci-joint montrent les données détaillées pour les anomalies chromosomiques les plus fréquentes, trisomie 13, 18 et 21 retrouvées en anténatal et en postnatal à l'issue d'un prélèvement invasif (amniocentèse, villosités choriales, ou sang périphérique si nouveau-né) réalisé au Laboratoire national de santé (LNS).

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Depuis le 1er août 2019, le Centre national de génétique humaine du LNS réalise le test NIPT (encore appelé NIFTY), en application de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Sur les 1.700 tests réalisés à ce jour, le LNS a pu dépister 4 trisomies 21, 3 trisomies 18, 1 trisomie 13, 4 anomalies des chromosomes sexuels et 4 trisomies autres que les trisomies 13, 18 ou 21, soit en total 16 anomalies chromosomiques.

Les tests NIPT sont prises en charge par la CNS via le budget LNS. Une telle prise en charge n'est pas limitée aux grossesses à risques. Toute patiente assurée peut se soumettre à ce test de dépistage dès lors qu'elle dispose d'une prescription médicale et du formulaire spécifique dûment complété par le médecin prescripteur. Le formulaire peut être téléchargé sur le site Web du LNS[16]. Au besoin, le LNS assure aussi le conseil génétique nécessaire à l'interprétation des résultats des tests.

Il convient de préciser qu'au-delà de la simple prise en charge financière des tests se pose la question de l'indication médicale de ces tests de dépistage. En gros, deux options se présentent : un dépistage ciblé sur les grossesses à risque ou un dépistage généralisé de toutes les grossesses, en sachant que l'option retenue aura des implications financières et de santé publique (conséquences d'éventuels résultats faussement positifs ou négatifs, interruptions volontaires de grossesse, questions éthiques).

En 2016, un groupe de travail avait proposé un dépistage ciblé sur les grossesses à risque et avait proposé les critères d'éligibilité suivants :

- âge maternel > 35 ans ;
- antécédent de grossesse avec aneuploïdie chez la patiente ;
- dépistage par les marqueurs sériques > 1/1000 ;
- translocation robertsonienne équilibrée parentale impliquant un chromosome 13 ou 21.

Suite à la création du Centre national de génétique humaine et la réalisation du test NIPT par le LNS, un nouveau groupe de travail s'est constitué afin d'élaborer un document préparatoire sur les recommandations concernant la prescription et la bonne réalisation du test NIPT. Comme pour toutes les recommandations cliniques, ce document préparatoire sera par la suite soumis au Conseil scientifique du domaine de la santé qui se prononcera, sur base de données scientifiques, sur l'orientation définitive à prendre : dépistage général ou dépistage ciblé. À noter qu'à l'heure actuelle, la plupart des pays européens recommandent encore un dépistage ciblé, cependant certains pays commencent à élargir vers un dépistage généralisé.

Aujourd'hui, le Laboratoire national de santé (Centre national de génétique humaine) est le seul laboratoire réalisant cette analyse au Luxembourg conformément à la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Puisque le test n'y est offert par le LNS que depuis le 1er août 2019, il est à ce stade prématuré d'avoir des chiffres annuels fiables relatifs à son utilisation.

Le coût du test réalisé par le LNS est de 379 euros.

Question 1540 (28.11.2019) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion de policiers hors cadre :**

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 0801 du 18 juin 2019 concernant le refus du ministre en matière de promotion d'un policier hors cadre, Monsieur le Ministre avait demandé une prolongation du délai de réponse « étant donné que des recherches plus approfondies s'avèrent nécessaires ».

Bien que Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure ait précisé dans sa réponse à notre question parlementaire n° 1289 du 4 octobre 2019 au même sujet qu'« une solution est recherchée en concertation avec le Ministère de la Fonction publique pour toutes les personnes concernées [une centaine seraient concernées] », Monsieur le Ministre n'a toujours pas apporté de réponse à notre première question relative aux résultats de l'analyse de la situation des policiers qui étaient placés hors cadre au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

C'est ainsi que nous nous permettons de reposer la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer les résultats de l'analyse de la situation des policiers qui étaient placés hors cadre au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ?

Réponse (09.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Une première analyse de la police a permis de dégager qu'une centaine de personnes étaient concernées. La police est maintenant en train d'analyser en détail la situation personnelle de chacune de ces personnes depuis le 1er octobre 2015, date de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. J'ai donné instruction à la police de me faire part de ses conclusions dans les meilleurs délais.

Question 1541 (28.11.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0827 du 25 juin 2019 concernant le changement de carrière au sein de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a répondu par la négative à ma question si le policier qui choisit l'option d'accéder au groupe de traitement supérieur en se soumettant à l'examen-concours en question, n'était pas obligé de démissionner de son poste, entraînant ainsi un bon nombre d'inconvénients pour le candidat en question.

D'après mes informations, depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la police, il existe trois options pour les policiers classés dans le groupe de traitement C1 qui désirent accéder au groupe de traitement B1, à savoir a) par le biais de la « carrière ouverte » moyennant un contingent de 20 pour cent de l'effectif total du groupe de traitement en question, b) par « voie expresse » en remplissant les critères tels que l'ancienneté de service et être classés à une fonction relevant du niveau supérieur, ou c) en se soumettant à l'examen-concours du groupe de traitement directement supérieur au leur, impliquant de facto une démission de leur poste actuel.

Toujours selon nos informations, les fonctionnaires ayant été admis par le biais de la « carrière ouverte » et de la « voie expresse » sont pour la plupart entrés en service avant l'année 1998. Les fonctionnaires ayant opté pour la dernière option concernent principalement ceux ayant été recrutés après l'année 2013.

Il est vrai qu'il n'existe pas de cadre légal selon lequel le fonctionnaire du groupe de traitement C1 du cadre policier, détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires respectivement de fin d'études secondaires générales respectivement d'un diplôme équivalent, pourrait être intégré automatiquement dans le groupe de traitement B1 du cadre policier. Or, de nombreux policiers se trouveraient dans ce cas précis.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les options possibles pour les fonctionnaires policiers et détenteurs d'un diplôme susmentionné qui sont entrés en service entre 1998 et 2014 pour accéder au groupe de traitement B1 sans subir des inconvénients de nature financière ou au niveau de l'évolution de leur carrière ?

2) À défaut d'une réponse positive, Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer des mesures dans l'intérêt des policiers concernés ?

[16] https://lns.lu/departement/genetique/nipt

Réponse (19.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'après la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, les fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale et détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent peuvent, s'ils remplissent toutes les conditions requises par les dispositions légales respectives, accéder au groupe de traitement B1 soit par le biais de la carrière ouverte, soit par le biais du mécanisme de la voie expresse, soit encore par la réussite de l'examen-concours pour l'accès au groupe de traitement B1, tout en précisant que la détention d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent ne figure ni parmi les conditions d'accès à la voie expresse, ni parmi celles pour le mécanisme de la carrière ouverte.

S'agissant d'éventuels inconvénients de nature financière, notamment en ce qui concerne l'accès au groupe de traitement B1 par le biais de la réussite de l'examen-concours, il est renvoyé au paragraphe 2 de l'article 66 de la prédite loi qui dispose que : « Au cas où leur nouveau traitement serait inférieur à leur traitement de base, y compris les primes de régime militaire et d'astreinte, ils bénéficient d'un supplément personnel de traitement. Le supplément personnel diminue au fur et à mesure que le traitement augmente par l'accomplissement des conditions de stage, d'examen et d'années de service. »

Question 1543 (28.11.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre :**

Dans son avis sur le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre du 22 octobre 2019, la Chambre d'Agriculture remet en question la véracité des données utilisées pour élaborer le projet de règlement grand-ducal mentionné.

En effet, selon la Chambre, un certain nombre d'insuffisances et d'incohérences serait à constater au niveau des études citées, notamment en ce qui concerne les origines et les mécanismes de transport des pollutions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la réaction de Madame la Ministre face à ces remarques ?

2) Madame la Ministre entend-elle revoir la méthodologie utilisée pour élaborer le projet de règlement grand-ducal en question ?

3) Le cas échéant, Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter les dispositions du projet de règlement grand-ducal ?

Réponse (09.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi que l'Administration de la gestion de l'eau ont déjà été confrontés à plusieurs reprises à ces remarques et ont également pris position sur un certain nombre de ces critiques lors des réunions et des discussions avec les acteurs locaux, qui ont eu lieu au cours de la procédure de délimitation de la zone de protection autour du lac de la Haute-Sûre. Il a notamment été expliqué que le dossier de base pour le projet de règlement grand-ducal en question, élaboré par l'institut allemand IWW (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wasserforschung), a tenu compte d'une multitude d'études scientifiques et plus spécialement des études détaillées[17][18][19][20] établies dans le cadre de l'établissement d'un nouveau concept de protection des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre. Ces études détaillées prennent notamment en compte l'origine de polluants, les mécanismes de transport y relatifs, le contexte hydrologique/hydraulique et les vitesses de transfert, et se basent sur les données les plus pertinentes disponibles au moment de l'élaboration du dossier. Le dossier a été complété par un inventaire et une analyse des risques de pollution. L'expertise utilisée pour remettre en question les études citées part de son côté d'une base de données beaucoup moins dense et sur des hypothèses incomplètes.

ad 2) + 3) La méthodologie utilisée pour élaborer le projet de règlement grand-ducal en question est bien reconnue scientifiquement et est appliquée dans de nombreux pays. Il s'agit d'une démarche d'analyse et de maitrise des risques. L'expertise ne donne pas lieu à remettre en cause l'extension des zones de protection projetées.

Dans le but de garantir la meilleure protection des eaux du lac de la Haute-Sûre, il convient prioritairement de poursuivre la collaboration entre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, l'Administration de la gestion de l'eau, l'Administration des services techniques de l'agriculture, les exploitants agricoles régionaux représentés par la « Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer » (LAKU), le Parc naturel de la Haute-Sûre et le SEBES afin d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures de protection concrètes sur le terrain.

Question 1544 (28.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**évaluation de l'utilisation des tablettes en classe :**

A menge parlamentaresche Froen N° 0617 an N° 1351 hat ech dem Educatiounsminister Froen iwwert d'Aféierung vun Tabletten am Schoulunterrecht gestallt. Aus den Äntwerte geet ervir, dass d'Aféiere vun neien Technologien ee laangjärege Prozess ass, deen a villen Aspekter, wéi zum Beispill dem Dateschutz an de Formatioune vum Léierpersonal, gutt begleet muss ginn. Säit 2017 sinn d'Tabletten elo schonns am Asaz, mee et goufe bis ewell nach keng Impaktanalyse verëffentlecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Existéiere säitens dem Bildungsministère oder anere staatlechen Institutiounen Analysen/Etüden, déi den Impakt vun der Aféierung vun den Tabletten am Schoulunterrecht evaluéieren?

Falls jo, wat ass den Ëmfang vun dësen Etüden a wéi eng Aspekter ginn analyséiert?

2. Falls Analysen oder Etüden existéieren, amgaang oder geplangt sinn, wéi eng Donnéeë komme fir d'Datenerhiewung vun dësen Etüde jeeweils a Fro? Gi fir d'Etüden och Donnéeë vun den iPaden erhuewen an ausgewäert?

- Falls jo,

• sinn d'Schüler respektiv hir Elteren iwwert dës Datenerhiewung informéiert an hu se dëser zougestëmmt?

• wéi vill iPade ginn analyséiert?

• wéi eng Donnéeë vun den iPade si fir d'Etüd relevant?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et gëtt am Moment nach keng Impaktstudie zum Gebrauch vun den Tabletten a Laptoppen an der Schoul. Et ass awer geplangt, esou eng Studie am Schouljoer 2021/2022 duerchzeféieren, nodeems sech de Gebrauch an de Klasse gefestegt huet an extensiv Erfarunge mam Outil konnte gemaach ginn.

An deem Fall wäert et sech ëm eng quantitativ Ëmfro handelen, bei Schülerinnen, Schüler a beim Léierpersonal, kombinéiert mat qualitativen Interviewen. Mäi Ministère wäert dee Moment net op d'Apparater selwer zréckgräifen, fir ze kucken, wat den Usager domat alles gemaach huet. Dëst géif eisem Verständnis vum Schutz vun der Privatsphär widderspriechen.

Question 1549 (29.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **prêts auprès d'instituts financiers à l'étranger :**

Et ass gewosst, datt eng ganz Partie Lëtzebuerger an d'Ausland ginn, fir do e Prêt ze maachen. Grond dofir ass dacks, datt déi Leit hei am Land de gewënschte Prêt net accordéiert kréien. Besonnesch, wat d'Immobiliëprêten ugeet, kënnt de Lëtzebuerger Staat de Residentë finanziell mat enger ganzer Rei u Mesuren entgéint.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Ass de Lëtzebuerger Staat a Besëtz vun Informatiounen, wéi vill Lëtzebuerger am Ausland e Prêt ofgeschloss hunn?

2. Wa jo, wéi vill Lëtzebuerger hunn aktuell en Emprunt op engem auslännesche Kreditinstitut a wéi héich ass d'Gesamtzomm, déi Privatpersounen am Ausland geléint hunn?

3. Huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland en Immobiliëprêt mécht, déi selwecht Virdeeler - virun allem wat d'Garantie bancaire an d'Zënssubventiounen ugeet - ewéi eng Persoun, déi hei am Land en Immobiliëprêt ofschléisst?

4. Huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland e Prêt mécht - sief dat en Immobiliëprêt oder Prêt à la consommation - déi selwecht Rechter op Steiervergënschtegungen ewéi eng Persoun, déi hei am Land e Prêt ofschléisst?

Réponse (31.12.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dem Finanzministère leie keng Informatioune vir, wéi vill Lëtzebuerger e Prêt am Ausland ofgeschloss hunn.

Grondsätzlech huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland en Immobiliëprêt mécht, fir seng Wunneng zu Lëtzebuerg ze finanzéieren, d'Recht op déi selwecht Wunnengshëllefe wéi een, deen en Immobiliëprêt bei enger Bank hei am Land mécht, virausgesat, en erfëllt déi virgeschriwwe Konditiounen. Am selwechte Sënn huet hien och déi selwecht steierlech Rechter wéi eng Persoun, déi ee Prêt zu Lëtzebuerg ofschléisst. Déi bezuelten Zënsen op engem Immobiliëprêt oder engem Prêt à la consommation sinn deementspriechend bannent deene virgeschriwwene Limitte steierlech ofsetzbar.

Question 1551 (02.12.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bulletin d'impôt foncier :**

Il me revient que malgré la vente d'un immeuble d'un propriétaire à un tiers, le propriétaire vendeur reçoit, même plus de deux ans après la vente, toujours le bulletin d'impôt foncier de la commune dans laquelle l'immeuble est sis, alors qu'il n'est plus le propriétaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient de cette problématique ?

- Quelles en sont les causes ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il y remédier ?

Réponse (07.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le bulletin d'impôt foncier se fonde sur des bases imposables, qui doivent préalablement être établies distinctement pour chaque unité économique par l'Administration des contributions directes (ACD), qui est également en charge d'attribuer les unités assujetties à leur propriétaire juridique, ceci notamment à travers un bulletin de la valeur unitaire et de la base d'assiette de l'impôt foncier.

Généralement, c'est-à-dire suivant lecture combinée des §§ 22(2) BewG et 225a(1)2 AO, tout transfert de droits réels immobiliers qui a lieu pendant une année de calendrier donnée, est à transcrire au rôle de l'impôt foncier avec prise d'effet à la date-clé du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle respectivement la transaction a été authentifiée par acte notarié ou la succession s'est ouverte. Des changements de propriétaire actés sous clause suspensive sont seulement considérés à partir du début de l'année subséquente à celle au cours de laquelle la condition s'est réalisée (cf. § 4 BewG). Le délai de prescription endéans lequel il faut procéder aux fixations nouvelles de la valeur unitaire (notamment pour changement de propriétaire) est de cinq ans à partir du début de l'année qui suit celle au cours de laquelle se situe la naissance de la créance fiscale ; en d'autres termes une opération immobilière actée en 2014 déclenchera une fixation nouvelle des bases imposables à la date-clé du 1er janvier 2015, fixation qui sous peine de prescription libératoire devra être notifiée au contribuable concerné jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard.

Idéalement, les fixations nouvelles pour changement de propriétaire devraient être notifiées aux nouveaux propriétaires ainsi qu'aux autorités communales concernées au cours de l'année qui suit l'acquisition. Toutefois, ceci n'est pas toujours réalisable en pareil délai, notamment lorsqu'il faudra préalablement procéder à une nouvelle évaluation, ce qui s'avère indispensable par exemple dans tous les cas où une vente porte sur un immeuble encore en voie de construction ou encore, si une vente n'a trait qu'à une partie d'une unité économique préexistante. En considération de cet état de choses, déjà remarqué à l'époque, la circulaire émise le 20 septembre 1963 par le Ministre de l'Intérieur a prévu le mécanisme d'un rôle supplétif de l'impôt foncier à établir par l'administration communale. Ce rôle supplétif, dressé par les receveurs communaux sur base des bulletins de base d'assiette complémentairement fournis par l'administration fiscale, a vocation de rattraper toutes les fixations qui n'ont pas pu être effectuées en temps utile et qui n'ont partant été fournies que postérieurement à l'établissement du rôle principal.

En effet, les retards accusés par le Service des évaluations immobilières (« SEVI ») de l'ACD se sont progressivement creusés au cours de la dernière décennie. Ce phénomène est attribuable en partie au dynamisme de l'activité immobilière au Grand-Duché, mais aussi à une série de tâches additionnelles de grande envergure que le prédit service a été appelé à assumer en dehors de ses missions ordinaires.

Il convient ainsi de relever notamment que pas moins que dix fusions communales ont été transposées entre 2012 et 2018, avec comme conséquence la réunion et refixation au niveau des dix communes nouvellement constituées de toutes les unités économiques relevant de l'impôt foncier « A » qui avaient auparavant existées sur le territoire des 24 anciennes communes d'avant fusion.

Une autre tâche de taille a consisté depuis 2009 en la mise en œuvre et au maintien à jour du nouvel impôt foncier B6 (frappant les terrains à bâtir à des fins d'habitation) instauré par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. À relever que cette tâche inclut également une revue le cas échéant plus ou moins importante des relevés communaux reçus dans ce cadre, avant de pouvoir procéder à des fixations sur une base fiable.

Dans un passé plus récent, il convient encore de mentionner en particulier le travail qui a été effectué suite à l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 (portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes) afin de recenser, de regrouper par commune et de transcrire au nom du nouvel établissement public « Kierchefong », les nombreux biens-fonds jusque-là attribués aux fabriques d'église.

Par ailleurs, certaines administrations communales ne remettent pas leur relevé annuel des constructions nouvelles en temps utile à l'ACD, ce qui contribue également à des ralentissements au niveau de l'évaluation et de la classification des constructions nouvelles ainsi qu'au niveau de procédure d'imposition (p. ex. envoi de la déclaration, demande de plans, descente sur les lieux, etc.).

En résumé, les retards constatés s'expliquent essentiellement par l'accroissement considérable du nombre des transactions immobilières allant de pair avec une augmentation de leur complexité (p. ex. de plus en plus de bâtiments collectifs verticalement lotis (« Résidences ») ; des remembrements ruraux ; des successions litigieuses ou vacantes ; des indivisions postcommunautaires imprécises ; etc.), l'augmentation de la délivrance d'autorisations de bâtir et l'accroissement des activités de construction qui s'en suit, la progression de demandes de certificats de non-propriété par les allocataires d'aides au logement, cumulés avec les travaux supplémentaires et les problèmes accessoires ci-avant évoqués.

À donner un aperçu sommaire en chiffres, on peut constater qu'au 31 décembre 2010, le SEVI compta 283.906 dossiers, alors que jusqu'au 31 décembre 2018 ce nombre a atteint 320.806 unités. Alors qu'en l'année 2010, ledit service avait émis 27.376 fixations, il a procédé à 35.302 opérations pendant l'année 2018 et en est déjà à 34.980 cas traités (situation fin novembre) pour l'année 2019.

Des dispositions pour remédier au problème soulevé par l'honorable Député ont d'ores et déjà été prises. Le SEVI a été sérieusement renforcé en ressources humaines et d'autres renforts sont projetés pour l'année 2020. Ces mesures ne peuvent cependant pas agir instantanément, mais mettent un certain temps avant de porter leurs fruits. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme fiscale à venir, des pistes sont examinées pour simplifier les règles applicables et rendre le fonctionnement de l'administration encore plus efficace.

[17] Studie zur Massenvermehrung von Cyanobakterien im Stausee Obersauer - Untersuchung des Algenwachstums und der damit verbundenen Risiken in Verbindung mit den Phosphor- und Schwebstoffbilanzen der Vorsperren Misère und Bavigne (2017)

[18] Bilan nutritif - Frachtbilanzen für Nährstoffe und Pflanzenschutzmittel im Einzugsgebiet des Obersauerstausees in Luxemburg (2018)

[19] Hydrologische Modellierung der Teileinzugsgebiete der Obersauer Teil 1 und Teil 2 (2017)

[20] Ermittlung von hydraulischen Daten der Vorsperren und der Hauptsperre für den Stausee „Lac de la Haute-Sûre" (2016)

Question 1552 (02.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **nouvelle station-service à hauteur de Pontpierre sur l'autoroute A4 :**

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1303 schreiwen d'Ministeren, dass de Konzessionär vun der Tankstell op der A4 - beim Echangeur Steebrécken - gewiesselt huet. Wärend der Zäit vun den Aarbechten um Echangeur ass de Site vun der Tankstell gespaart. D'Ministere schreiwen, dass de Flux vu Clientë sech deementspriechend op aner Tankstellen op de lëtzebuergesche Grenze verréckelt huet. D'Bäibehale vun der Statioun um Echangeur Steebrécke gouf och am Regierungsaccord festgehalen.

An deem Kontext stellt sech d'Fro vun der Kohärenz an der Kredibilitéit vun der Ëmweltpolitik vun der Regierung. Wëssend, dass den Tanktourismus grondsätzlech ee groussen Impakt op den ekologesche Foussofdrock vum Grand-Duché huet, kënnt d'Verlängerung vun der Konzessioun enger Ënnerstëtzung vum Tanktourismus gläich. Am Kader vun der aktueller Klimapolitik an der domat agoender Dekarboniséierung vum Transportsecteur stellt sech d'Fro vun der Noutwendegkeet, den aktuellen Tankstellereseau bäizebehalen, voire auszebauen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Landesplanung a fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Aus wéi engem Grond gouf d'Statioun zu Steebrécken, nodeem d'Konzessioun vu Shell ofgelaf war, net zougemaach?

2. Ass et aus Siicht vun der Regierung ëmweltbewosst, d'Unzuel un Tankstellen am Land ze erhalen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Unzuel un Tankstellen zu Lëtzebuerg misst reduzéiert ginn?

- Falls jo, wéi vill Tankstelle solle bis 2023 verschwannen?

- Falls neen, wéi legitiméiert d'Regierung d'Kohärenz tëschent hirer Ëmweltpolitik, déi eng Dekarboniséierung zum Zil huet, mat enger Erhalung, voire Erweiderung vum Tankstellereseau, deem säi Geschäftsmodell op Pëtrol baséiert?

4. Am Koalitiounsaccord (Säit 161) schreift d'Regierung iwwer Schnellluedstatiounen op den Autobunnen. Soll d'Tankstell um Echangeur Steebrécken och mat esou Anlagen ekipéiert ginn an, falls jo, wéi vill Luedstatioune sollen do opgestallt ginn? Falls neen, firwat net?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Situatioun ass esou, dass den alen Emplacement vun der Autobunnstankstell am Kader vun den Aarbechten um Echangeur Steebrécken net konnt bäibehale ginn, weeder wärend den Aarbechten nach no den Aarbechten.

Wéi déi Aarbechte fir den Echangeur Steebrécken an der Planung waren, ass no engem Terrain gekuckt ginn, fir dass eng nei Tankstell kéint laanscht d'Autobunn opgeriicht ginn. Wann een d'Ausmoosse vun dem Emplacement gesäit, ass et kloer, dass ni ugeduecht war, eng Tankstell an der Gréisst wéi déi op den Transitautobunnen ze bauen, mee eng Tankstell, fir deene Leit, déi iwwert d'Collectrice du Sud weiderfuere respektiv d'Liaison Micheville huelen, et ze erlaben, séier opzetanken.

D'Tankstellennetz op den Autobunnen ass esou bliwwen, wéi et ëmmer war, an d'Versuergung op der Escher Autobunn bleift garantéiert.

Ausser d'Autobunnstankstellen, wou de Staat den Emplacement bestëmmt, well e Proprietär vum Terrain ass, huet d'Regierung keen direkten Afloss op d'Unzuel vun den Tankstellen am Land. Wann een eng Autorisatioun freet, fir eng Tankstell opzemaachen, an alleguer d'Oplagen erfëllt sinn, kann een eng Tankstell bedreiwen.

D'Etüden iwwert d'Schnellluedstatioune sinn nach um Lafen.

Q200

Question 1554 (02.12.2019) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **« Syrdall Schlass » :**

Récemment, la presse a rapporté qu'au « Syrdall Schlass » à Manternach, le seul centre de traitement pour personnes toxicodépendantes au Luxembourg, les « clients » potentiels devaient attendre jusqu'à six mois pour trouver une place de traitement appropriée.

Ce centre pour toxicomanes dépendants à des substances toxiques illégales a pour objectif d'aider les individus à mener une vie sans drogue et à réussir leur réinsertion sociale et professionnelle.

L'établissement du « Syrdall Schlass », une entité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), peut actuellement accueillir jusqu'à 25 personnes, dont le traitement dure habituellement entre six et quinze mois.

L'accord de coalition stipule que « (d)es mesures de sensibilisation, de prévention et de prise en charge des personnes dépendantes de médicaments ou d'autres matières toxiques seront prises en développant et en renforçant les services de traitement des addictions. Le mode de fonctionnement des services de prise en charge sera évalué et, le cas échéant, révisé. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement est-il conscient d'éventuels goulets d'étranglement et de temps d'attente pour être admis au « Syrdall Schlass » ?

2) La capacité maximale de 25 places thérapeutiques est-elle adaptée et suffisante ?

3) Certaines personnes éprouvent des difficultés, après une thérapie réussie, à reprendre immédiatement pied dans la vie quotidienne. D'où la possibilité de se réadapter à la vie extérieure dans des foyers d'encadrement, donc de postcure, situé à Rosport et dans les environs de Manternach. Monsieur le Ministre peut-il me dire si le nombre de places dans ces lieux de vie assistée est suffisant par rapport aux besoins de la population cible ?

4) Dans quelle mesure les plans du Gouvernement pour effectuer une évaluation des modes de fonctionnement des services de prise en charge sont-ils avancés ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Selon les informations fournies par les responsables du Centre thérapeutique de Manternach « Syrdall Schlass » (CTM) du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), le temps moyen qui sépare la première prise de contact et l'admission effective de patients demandeurs se situe autour de trois mois. Cette durée s'explique en grande partie par la nécessité de différentes démarches, notamment administratives, requises pour compléter le dossier de demande d'admission, la situation spécifique des demandeurs et, le cas échéant, la durée et l'évolution du traitement de désintoxication préalable à l'admission et, lorsqu'il s'agit de demandeurs incarcérés au moment de la formulation de la demande, de la fin effective de leur peine. Au cours de cette phase précédant l'admission au CTM, les demandeurs sont suivis, dans la mesure du possible, par un ou plusieurs services spécialisés aux fins de soutien et afin de préparer au mieux le séjour thérapeutique pour donner toutes les chances de réussite.

ad 2) Outre l'option de compléter une thérapie résidentielle au Grand-Duché de Luxembourg, plus d'une centaine de patients par année optent pour un traitement résidentiel spécialisé à l'étranger. Ces patients sont également encadrés pour la plupart par des services spécialisés nationaux d'une part pour assurer un suivi psycho-médico-social et de l'autre, afin de les accompagner dans les démarches afférentes. Cela étant dit et au vu de la demande croissante de ce type de traitement, la diversification de l'offre thérapeutique résidentielle pour personnes toxicodépendantes à l'échelle nationale est actuellement abordée dans le cadre du prochain Plan d'action national en matière de drogues d'acquisition illicite et des addictions associées 2020-2024.

ad 3) Au-delà de l'offre de logement encadré mentionné par l'honorable Députée, il existe d'autres offres « postcure » gérées par divers gestionnaires spécialisés à travers le pays. On compte actuellement un total de quelque 80 unités de logement encadré spécifiquement pour la population cible visée, logeant plus de 100 personnes. S'ajoutent à ces dernières, d'autres offres de logement dont bénéficient également des personnes dépendantes à besoins spécifiques (notamment personnes vivant avec le VIH/sida) et autres (p. ex. logement Housing First). Cette offre intégrale est développée progressivement et il a été retenu de la compléter par la création d'offres de logement bas-seuil, destinées à permettre un accès encore plus rapide et le moins contraignant possible aux demandeurs les plus démunis et souffrant notamment de maladies de la dépendance.

ad 4) Le Gouvernement œuvre en permanence à l'amélioration des offres spécialisées pour personnes souffrant de maladies de la dépendance. Dans ce contexte, une mission composée d'experts de l'European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) et de l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) a été invitée au Luxembourg. Par ailleurs, une évaluation externe du Plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de drogues d'acquisition illicite et des addictions associées est actuellement entreprise par le renommé institut Trimbos (NL). Ces expertises et évaluations seront considérées dans l'élaboration du prochain Plan d'action national en la matière afin de développer de nouvelles offres pertinentes en cas de besoin et, le cas échéant, d'optimiser le fonctionnement et l'accessibilité des offres existantes.

Question 1559 (03.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**agriculture biologique dans l'enseignement agricole :**

Educatioun ass ee vun de wichtegste Pilieren, wann et drëm geet, an Zukunft kënnen eng progressiv Agrarpolitik ze bedreiwen an déi kommend Generatioune mam néidege Wëssen ze dotéieren, fir d'ekologesch Transitioun am landwirtschaftleche Beräich kënnen ze realiséieren. De Lycée technique agricole (LTA) zu Ettelbréck ass aktuell den eenzege Lycée am Land, deen eng landwirtschaftlech Ausbildung op engem DAP- an engem DT-Niveau ubitt. Op den DT-Klasse ginn d'Biodiversitéit (3e), d'Kreeslafwirtschaft (2e) an d'Biolandwirtschaft (1re) ugeschnidden. An der DAP-Ausbildung stinn dës Elementer haaptsächlech op der Deuxième um Programm. Eenzel Elementer vun der Biolandwirtschaft a vun nohalteger Bewirtschaftung stinn iwwert de komplette Parcours, vereenzelt, um Programm.

De Geméisbau am LTA ass haut schonn integral op Bio ëmgestallt ginn. Haaptsächlech op den Ofschlossklasse gëtt d'Biolandwirtschaft respektiv d'nohalteg Bewirtschaftung ënnerriicht. De Wee a Richtung méi Biolandwirtschaft gëtt deemno elo scho punktuell gefërdert. Reng „Bioklassen" ginn et zu Lëtzebuerg awer aktuell nach keng. Virun allem am Beräich vun der Véizuucht ass de Legislateur nach retizent. Véizuucht ass a bleift weiderhin op de gréisstméiglechen Ertrag ausgeriicht, wat bedeit, datt och déi Jonk, déi haut an enger landwirtschaftlecher Ausbildung sinn, nach net déi néideg Basis vermëttelt kréien, fir sech kënnen op eng zukunftsgewant Véizuucht anzestellen.

D'Regierung huet sech als Zil gesat, bis 2050 op e Pourcentage vun 100 % Bio ze kommen. Et ass dervun auszegoen, datt eng mëttel- a laangfristeg Ëmstellung vun der konventioneller Landwirtschaft op Biolandwirtschaft an éischter Linn bei der Educatioun ufänkt. Wëssend, datt tëscht Bio- an Netbiobaueren - och an de Schoulen - gewëss Tensioune kënnen opkommen, muss de Virurteeler géigeniwwer der Biolandwirtschaft an Zukunft resolutt entgéintgewierkt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Här Minister, si fir d'Zukunft reng „Bioklassen" am LTA geplangt? Wa jo, wéini soll dëst Realitéit ginn? Wann net, firwat net? A falls dëst sollt un Tensiounen tëscht konventionellen a Biobauere leien, wéi gedenkt Dir, dësem Problem entgéintzewierken?

2. Här Minister, sidd Dir der Meenung, datt den aktuelle Léierprogramm am LTA de politeschen Zilsetzunge vun der Regierung a Saache Biolandwirtschaft gerecht gëtt? Ginn d'Schülerinnen a Schüler an Ären Ae gutt genuch op d'Erausfuerderungen, déi d'Reformen am Beräich vun der Landwirtschaft wäerte mat sech zéien, virbereet?

3. Gedenkt Dir an Zukunft verstäerkt Matièren, wéi Biolandwirtschaft, Kreeslafwirtschaft, Biodiversitéit an aner Matièren op de Programm vun den DT- an DAP-Formatiounen ze setzen?

4. Wat ass am Beräich Véizuucht a Mëllechproduktioun? Gedenkt de Minister déi Jonk an hirer Educatioun an Zukunft op eng méi ëmweltan déierefrëndlech Fleesch- a Mëllechproduktioun anzestellen?

5. Awéifern ginn d'Schülerinnen a Schüler iwwert déi politesch Instrumenter (aides, subventions, etc.) am Beräich Biolandwirtschaft, nohalteg Véizuucht a Mëllechproduktioun informéiert?

6. Ginn d'Schülerinnen a Schüler an Ären Ae genuch vun de séier changéierenden nationalen, europäeschen a weltwäite politesche Kontexter am Beräich Landwirtschaft an d'Bild gesat? Wat gëtt de Schülerinnen a Schüler ugesiichts vun enger Politique agricole commune (PAC) am Ëmschwong, dem Ofschléisse vu Fräihandelsofkommessen an enger nationaler Politik, déi bis 2050 100 % Biolandwirtschaft viséiert, vermëttelt?

7. Här Minister, wéi gedenkt Dir d'Tensiounen tëscht de verschiddene „Schoulen" (Bio- oder konventionell Landwirtschaft) an Zukunft ofzeschwächen?

8. All d'Schülerinnen a Schüler musse wärend hirer Ausbildung dräi Stage maachen. Wier et denkbar, hei eng Obligatioun virzegesinn, fir op d'mannst ee vun den dräi Stagen an engem Biobetrib ze maachen?

9. Här Minister, firwat ginn an de Schoulkantinnen net méi regional Bioprodukter ugebueden, wëssend, datt en Ëmdenken an der Schoul ufänke kéint?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Reng Bioklasse sinn am Lycée technique agricole (LTA) net geplangt. Am Kader vun der Reform vun der Beruffsausbildung goufen et Kontakter mat de Biobaueréveräiner an et ass een zesummen zur Konklusioun komm, datt et méi sënnvoll ass, eng allgemeng Ausbildung unzebidde fir all Jonker zu Lëtzebuerg, déi Bauer wëlle ginn, ewéi eng Schinn fir Biobaueren an eng fir integréiert konventionell Bauerebetriber.

Déi zukünfteg Bauere sollen alleguer an hirer Ausbildung léieren, wéi se hire Beruff richteg ausübe kënnen, onofhängeg dervun, ob se konventionell oder Biolandwirtschaft bedreiwe wëllen. An domadder hu si dann, wa se hire Betrib bis féieren, de Choix, a wéi eng Richtung si dëse Betrib entwéckele wëllen.

D'Geméisbauklassen am LTA sinn och keng reng Bioklassen, obschonn de Schoulbetrib am Geméisbau zanter enger Rei Jore ganz op Bio ëmgestallt gouf. Ausserdeem géif eiser Meenung no d'Schafe vu spezielle Bioklassen derzou féieren, datt de Gruef tëscht konventioneller Landwirtschaft a Biolandwirtschaft méi grouss géif ginn.

ad 2. Déi landwirtschaftlech Ausbildung ass eng Ausbildung mat héijen Ufuerderungen, och well d'Absolventen drop virbereet musse ginn, e Betrib ze leeden, an dat onofhängeg dovun, ob si en DT oder en DAP ustriewen. Bedéngt duerch dës Situatioun steet och Management beim DAP „Agriculture" um Programm.

Déi Jonk hunn och erkannt, datt d'Ufuerderungen am Beruff ganz grouss sinn, a wielen ëmmer méi dacks déi méi laang Ausbildung zum Technicien. Eng Rei vun hinne ginn duerno esouguer nach weider studéieren.

Wéi bei alle Beruffsausbildunge ginn d'Programmes cadres mat de Profils professionnels, de Profils de formation an dem Programme directeur vun enger Équipe curriculaire, an där nieft de Vertrieder aus der Schoul och d'Vertrieder vun der Chambre d'Agriculture a vun der Chambre des Salariés sinn, ausgeschafft. Dës Dokumenter sinn an de leschte Joren och reegelméisseg auditéiert an adaptéiert ginn.

Am Laf vun de leschte Jore sinn an deem Kader och aus den urspréngleche fakultative Moduller zur Biolandwirtschaft, obligatoresch Moduller an deem Beräich entstanen.

Zanter jeehier gëtt e grousse Wäert drop geluecht, d'Schüler am Kader vun hirer Ausbildung zum Bauer net nëmmen op déi fachlech Erausfuerderungen an Entwécklungen an hirem Beruff virzebereeden, mee och op déi politesch a gesellschaftlech Rahmenbedingungen an déi zukünfteg Entwécklungen an dëse Beräicher. Ëmmer méi gëtt dofir och Wäert drop geluecht, bei de Schüler en Esprit d'innovation ze fërderen.

Mat Hëllef vum landwirtschaftleche Schoulbetrib zu Bettenduerf an zesumme mat enger ganzer Rei konventionéierte Betriber, adaptéiert den LTA an deem Sënn ëmmer nees seng Produktiounstechniken. Esou sinn zanter 2013 de landwirtschaftleche Betrib vum LTA deels, an de Geméisbaubetrib vum LTA ganz op Bio ëmgestallt. D'Efforte vum LTA am Beräich Biolandwirtschaft goufen 2016 mam Lëtzebuerger Bio-Agrarpräis belount.

Den LTA schafft a verschiddene Projeten (ënner anerem de Sorteversich an der Biolandwirtschaft) ganz enk mam IBLA (Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg) zesummen an huet 2016 och eng Kon-

ventioun mam IBLA ënnerschriwwen, fir dës Zesummenaarbecht ze festegen a weider auszebauen.

Mee och am nach konventionell geféierten Deel vum Betrib hëlt d'Chimie eng ëmmer manner grouss Roll an. D'Agronomie mat hirem Knowhow steet ëmmer un éischter Stell. Nei agronomesch Methode ginn ausprobéiert an adaptéiert, wéi zum Beispill zanter 2019 och d'Kappen an d'Strigelen, dat dank dem Investissement an entspriechend Geräter. An Zukunft wëlle mir weider op dëse Wee goen a wäerten der Schoul déi néideg Ënnerstëtzung ginn a se mat den noutwendege Moyenen ekipéieren.

ad 3. Schonn haut sinn dës Theemen am Beräich vun der landwirtschaftlecher Ausbildung fest verankert.

Hei just e puer Beispiller vu Moduller, déi de Schüler esou Inhalter vermëttelen:

- BENAB (produire de façon durable) a BETNA (gérer une entreprise de façon durable), wou et drëms geet, de Betrib nohalteg ze bewirtschaften;

- POGES (respecter l'environnement politique et social d'une exploitation agricole) a BETBE (comprendre et tenir compte de l'environnement professionnel), wou et drëms geet, de Betrib a sengem politeschen a sozialen Ëmfeld ze gesinn;

- BIOLA (conversion en agriculture biologique) a BIOUM (transition vers une agriculture biologique), wou et drëms geet, de Betrib op Bio ëmzestellen;

- AKTAN (prendre les défis actuels), DIENA (offrir des services), ENTIN (gérer les investissements et planifier l'évolution de l'entreprise), BEZUL (orienter l'entreprise vers son futur), BELEI (gérer et développer l'exploitation), BETSI (analyser et évaluer une entreprise agricole) an INPLA (développer l'entreprise agricole et réaliser des investissements), wou et drëms geet, de Betrib op d'Zukunft virzebereeden;

- GRUOP (analyser et optimiser le système de la production fourragère) a BIODI-F (biodiversité), wou d'Biodiversitéit behandelt gëtt.

D'Zil besteet doranner, am LTA eng nohalteg landwirtschaftlech Ausbildung unzebidden. Dozou ziele Soziales, Ekologesches an awer och Wirtschaftleches.

Déi politesch Zilsetzung, déi Lëtzebuerger Landwirtschaft méi a Richtung Bio ze entwéckelen, gëtt am LTA ënnerstëtzt. Sou wéi déi lescht Jore schonn, wäerten d'Theeme Biolandwirtschaft, Kreeslafwirtschaft a Biodiversitéit weider ausgebaut ginn.

ad 4. Fir d'Véizuucht an d'Mëllechproduktioun zielt allgemeng dat selwecht wéi virdrun.

D'Lëtzebuerger Landwirtschaft ass staark op Véizuucht a Mëllechproduktioun ausgeluecht. Dëst ass notamment och doduerch bedéngt, datt Lëtzebuerg e Grénglandstanduert ass (d'Grénglandmécht méi wéi 50 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch zu Lëtzebuerg aus). D'OTE-Mëllechproduktioun (betribswirtschaftlech-technesch Orientéierung) ass och de Betribszweig deen, laut de Resultater, déi de Service d'économie rurale alljoers um Buchstellentag virstellt, reegelméisseg déi beschten ekonomesch Resultater bréngt.

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Den LTA ass (notamment duerch den LTA-Grénglandgrupp, deen et zanter 20 Joer gëtt) och staark an enger Rei (Fuerschungs-)Projeten an Aarbechtsgruppen implizéiert (an dat souwuel um nationale wéi och um internationale Plang), déi zum Zil hunn, fir mat Hëllef vun enger nohalteger Grénglandproduktioun d'Fidderung vun de Béischten op de Betriber sou autark wéi méiglech ze gestalten.

Dernieft ass d'Schoul zum Beispill a Projeten am Beräich vun der méi staarker Eewäissautarkie vun de Betriber engagéiert a schafft mat drun, d'Mëllechproduktioun méi resilient ze gestalten. D'Enseignanten, déi an dëse Projeten engagéiert sinn, huelen dann dat, wat do erschafft gëtt, och mat zréck an hir Coursen an an d'Équipe curriculaire.

Et muss een ervirhiewen, datt hei zu Lëtzebuerg an der Déiereproduktioun vill Ustrengunge gemaach ginn, wat d'Wuel vun den Déieren ugeet, an datt vill Kontrolle gemaach ginn. Der Schoul an de Bauere läit et drun, datt et de Béischte gutt geet an datt se gesond sinn, fir datt qualitativ héichwäerteg Produkter entstinn.

ad 5. Zu de Moduller BIOLA a BIOUM, wou et ëm d'Kenneléiere vun de spezifeschen Aspekter vun der Biolandwirtschaft an ëm d'Ëmstellung op Bio geet, gehéieren och all noutwendeg Berechnungen an domadder och déi entspriechend politesch Instrumenter.

Zousätzlech sinn an den Nohaltegkeetsmoduller déi Hëllefen, déi et bis elo am Kader vun den Agrar-, Ëmwelt- a Klimamoossname gëtt, Bestanddeel vum Cours. An den Déieremoduller stinn Nohaltegkeetsbewäertunge fir all Spezialiséierung systematesch um Programm. Och an de Moduller, wou et ëm déi zukünfteg Betribsféierung geet, spillt d'Agrarpolitik an hir Entwécklung eng weesentlech Roll.

ad 6. Wéi schonns ernimmt, gehéiert d'Agrarpolitik an hir Entwécklung zu de Programmer an der landwirtschaftlecher Ausbildung, notamment an de Moduller, wou et ëm Betribsféierung geet.

D'Personal vum LTA (Direktioun, Enseignanten, Service coordination recherche) hëlt aktiv un Diskussiounsronnen, Weiderbildungen, SWOT-Analys-Reunioune vum Landwirtschaftsministère, NEXUS-Future-Projete vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung asw. deel. Nieft dem „normale" Schoulhale participéieren déi betraffe Leit och un nationalen an internationale Rechercheprojeten (déi deelweis vum LTA matinitiéiert ginn), wou et drëms geet, d'Landwirtschaft un déi wiesselnd Rahmenbedingungen unzepassen.

Am Kader vun de reegelméissegen Adaptatioune vun de Léierprogrammer ginn déi noutwendeg Upassunge séier an déi gülteg Programmer ageschafft an an der Schoulpraxis ëmgesat.

E Problem besteet awer doranner, datt e Betrib am Kader vun enger Installatioun héich Investitiounen tätege muss, déi d'Richtung vum Betrib meeschtens op vill Jore festleeën. Dës laangfristeg Investitioune ginn am Kader vun de besteeënde Gesetzer ënnerholl a maachen et deenen, déi e Betrib leeden, dacks schwéier, hir Betriber séier u wiesselnd Rahmenbedingungen (GAP, Agrargesetz) unzepassen. Wichteg fir d'Nohaltegkeet vun der Landwirtschaft an hire Betriber ass dofir och eng Verlässlechkeet vun de politesche Rahmenbedingungen, déi de Betriber et erlaabt, sech laangfristeg an déi gewënschte Richtung ze entwéckelen.

ad 7. Fir de Gruef tëscht konventioneller a biologescher Landwirtschaft ze iwwerwannen, ass et wichteg, anzegesinn, datt et just eng Landwirtschaft gëtt: de konventionelle Bauer an de Biobauer schaffen no den nämmlechten agronomesche Prinzipien. Dofir ass et och wichteg, keng „Zwouklassegesellschaft" duerch getrennten Ausbildunge mat spezielle Bioklassen ze schafen.

Am Kader vun der Ausbildung sollen all zukünfteg Baueren déi noutwendeg agronomesch, ekologesch an ekonomesch Kompetenze mat op de Wee kréien, fir hir Betriber nohalteg, am Kader vun de politeschen an ekonomesche Rahmenbedingungen, ze bewirtschaften. An deem Sënn huet den LTA och zanter 2013 eng Deelëmstellung op Bio ënnerholl.

Wichteg ass et an deem Zesummenhang och, net deene konventionelle Bauere virzegeheien, se géife „schlecht" schaffen. Falls d'politesch Virgab, am Joer 2050 zu Lëtzebuerg 100 % Biolandwirtschaft ze hunn, ëmgesat soll ginn, da mussen d'Betriber op deem Wee déi noutwendeg Ënnerstetzung (Knowhow, Berodung, Finanzmëttel) kréien an et muss och deene Betriber, déi grad gréisser Investitioune gemaach hunn, Zäit gelooss ginn, ier se kënnen nei investéieren, déi fir eng Ëmstellung noutwendeg wier.

ad 8. Och wann d'Iddi vun engem obligatoresche Stage am Bioberäich gutt an net nei ass, muss een awer d'Praktikabilitéit dovunner mat a Betruecht zéien: Gëtt et genuch Biobetriber, déi zu de Stagezäite vun de Bauereklasse bereet sinn, e Stagiaire ze huelen? Ëmmerhi sinn am Ganzen eng 90 bis 100 Schüler an der Schoul, déi eng Bauerenausbildung maachen.

Besser schéngt et dofir an der aktueller Situatioun, de Schüler ze recommandéieren, op d'mannst ee Stage an engem Biobetrib ze maachen. Am Laf vun den nächste Joren - wann d'Zuel vu de Biobetriber méi grouss gëtt - wier et méiglech, a Richtung obligatoresch Stagen am Bioberäich ze goen.

ad 9. Restopolis ass de Service vum Educatiounsministère, deen d'Kantinnen an d'Cafeteriaen an nobäi all den ëffentleche Lycéeën, den ëffentlechen Écoles internationales an op der Universitéit Lëtzebuerg geréiert. 4 % vun de Produkter, déi Restopolis benotzt, si Bioprodukter. De Service vun der Schoul- an Unirestauratioun géif dee Prozentsaz gären, wa méiglech, op 5 % erophiewen. 32 % vun de Produkter, déi Restopolis verschafft a verkeeft, komme vu lokale Produzenten. Wat d'Bioprodukter betrëfft, géif Restopolis och am léifste Produkter vu lokale Produzente benotzen, fir net brauche Liewensmëttel wäit ze transportéieren.

An de Restaurante vu Restopolis ginn all Dag 15.200 Platen zerwéiert an an de Cafeteriaen 22.000 Produkter verkaf. Well momentan nach net genuch Quantitéite vu lokale Bioprodukter um Maart sinn, fir kënnen der Nofro vu Restopolis nozekommen, kann de Service haut keng 100 % Bioprodukter fir d'Schoulrestauratioun benotzen.

D'Bioprodukter, déi haut fir d'Schoulgastronomie an de grousse Quantitéite verfügbar sinn, erméiglechen allerdéngs nach keng grouss Variatioun an der Zesummesetzung vun de Menüen. Fir datt de Prozentsaz u Bioprodukter an der Schoulrestauratioun klamme kann, ass eng méi grouss Variatioun vu produzéierte Bioprodukter an Zukunft néideg, déi zu faire Präisser fir d'Schoulgastronomie zougänglech gemaach ginn. Restopolis wëllt déi lokal Produzente vu Bioprodukter encouragéieren, sech zesummenzedinn, fir de Service vun der Schoul- an Unirestauratioun ze beliwweren oder hir Liewensmëttel un e groussen Distributeur ze verkafen, deen d'Restauranten an d'Cafeteriae vu Restopolis beliwwert. Dat huet vill logistesch Virdeeler an erlaabt och, méi nohalteg ze handelen, well doduerch d'Unzuel vun de Liwwerunge ka beschränkt ginn. All d'Menüer, fir déi Restopolis haut Bioprodukter gebraucht, sinn am Restaurant an op der Internetsäit mat engem Piktogramm gezeechent.

Question urgente 1916 (24.02.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **coronavirus :**

In den letzten Tagen und Stunden hat das Coronavirus sich rasant verbreitet. Verschiedene touristische Regionen in Europa und Asien sind stark betroffen. Als Konsequenz wurden bereits verschiedene Gemeinden auf Geheiß der italienischen Regierung unter Quarantäne gestellt. Des Weiteren wurden Sportveranstaltungen sowie der Karneval in Venedig ausgesetzt. Aus Furcht vor Infektionen stellte Österreich am Sonntagabend den Zugverkehr mit Italien komplett ein.

Vor diesem Hintergrund und wissend, dass viele Einwohner Luxemburgs vergangene Woche in betroffenen Regionen ihren Urlaub verbracht haben oder ihre Familien besuchten, und auch unsere Nachbarländer betroffene Patienten haben, möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Welche Strategie hat das Gesundheitsministerium, wenn es bei Einwohnern, die sich in Italien aufgehalten haben, zu Erkrankungsanzeichen kommt?

- Sind Schulen, Gemeinden und Arbeitgeber informiert, wie sie sich verhalten sollen bei Verdachtsfällen?

- Sind kurzfristige Kontrollen bei Verdachtsfällen möglich? Ist Luxemburg gewappnet, wenn Infektionen auftreten und sich ausbreiten?

- Besteht ein permanenter Informationsaustausch mit den Gesundheitsbehörden der betroffenen Regionen beziehungsweise auf europäischer Ebene? Gibt es eine neue Position seitens der WHO?

- Wie genau ist das „Haut-Commissariat à la protection nationale" in die nationale Strategie eingebunden?

Réponse (25.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Gemäß europäischer Empfehlungen gelten folgende Anweisungen für Leute, die aus betroffenen Gebieten (sei es verschiedene asiatische Länder oder Norditalien) kommen, und die zudem Erkrankungsanzeichen (Fieber, Husten oder Atemnot) aufweisen:

1. Sich nicht zum Hausarzt oder in die Notfallaufnahme eines Krankenhauses begeben (Risiko vermeiden, andere Patienten eventuell anzustecken!).

2. Sofort die Gesundheitsinspektion (Inspection sanitaire, Abteilung der Direction de la santé) anrufen unter 247-85650 oder via Notruf 112 (24/24 Stunden). Die Gesundheitsinspektion wird dann genaue Anweisungen geben über die weiteren Schritte, die unternommen werden müssen.

Als Verdachtsfall gelten ausschließlich Personen, die auch Krankheitsanzeichen aufweisen (Fieber, Husten oder Atemnot).

Es ist wichtig zu wissen, dass Personen ohne Symptome nicht als Verdachtsfall gelten, sondern im allgemeinen als Kontaktpersonen mit geringem Risiko. Ihnen wird empfohlen, ihren normalen Aktivitäten nachzugehen, zweimal pro Tag Fieber zu messen während zwei Wochen und, falls Krankheitszeichen auftreten, sich sofort bei der Gesundheitsinspektion zu melden.

Im Gegensatz dazu sind Kontaktpersonen mit hohem Risiko Leute, welche nachweislich engen Kontakt mit einem bestätigten Erkrankten hatten. Sie werden von der Gesundheitsinspektion unter zweiwöchige Quarantäne gesetzt.

Kurzfristige Kontrollen bei Verdachtsfällen (d. h. Leuten mit Krankheitsanzeichen) sind jederzeit durch die Gesundheitsinspektion möglich (siehe oben). Es ist in diesem Zusammenhang wichtig darauf hinzuweisen, dass es keinen Sinn macht, Leute ohne Symptome zu testen. Ein negatives Testergebnis bei asymptomatischen Personen erlaubt es nicht, eine Infektion mit Sicherheit auszuschließen, und würde deshalb nur ein falsches Sicherheitsgefühl geben.

Wie bereits in den Antworten zu den parlamentarischen Fragen Nr. 1807 und Nr. 1849 beschrieben, ist Luxemburg gut auf eventuelle Infektionsfälle vorbereitet.

Luxemburg ist im regelmäßigen Kontakt mit den Gesundheitsbehörden der Nachbarländer, der Weltgesundheitsbehörde (WHO), des European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) und dem Health Security Committee (HSC) der Europäischen Kommission. Es gibt augenblicklich keine neue Position der WHO. Natürlich warnt die WHO vor der möglichen Gefahr einer Pandemie. Auch das HSC, welches am 24. Februar telefonisch tagte, hat keine neuen Beschlüsse gefasst. Das Scientific Advisory Forum des ECDC hat am 24. Februar nachmittags über die aktuelle Lage beraten.

Die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) steht in fast täglichem Kontakt mit dem Hochkommissariat für nationale Sicherheit, dies im Rahmen seiner im Gesetz vom 23. Juli 2016 verankerten Zuständigkeiten im Bereich der Krisenvorbeugung und der vorgesehenen Koordinierungsaufgaben im Regierungsplan zur Grippepandemie.

Question urgente 1924 (24.02.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **liste des associations inscrites auprès du Département de l'intégration :**

En effet, les représentants des associations électrices du CNE se sont vu adresser un courrier en date du 14 février 2020 les demandant de transmettre au ministère au plus tard pour le vendredi 28 février 2020 les documents suivants : la liste des administrateurs désignés en conformité avec les statuts pour l'exercice en cours, la liste actuelle des membres, ainsi que le plus récent rapport d'activité.

Le courrier en question informe « que les associations qui ne donnent pas suite à cette demande ou qui transmettent des dossiers incomplets seront rayées d'office du registre tenu auprès du Département de l'intégration ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration :

1) N'êtes-vous pas d'avis que le délai susmentionné de dix jours ouvrables ne soit trop restreint pour une telle demande adressée à des associations qui souvent fonctionnent sans personnel permanent et dont la non-exécution entraîne une sanction immédiate ?

2) Êtes-vous prête à rallonger le délai susmentionné de manière à donner un délai raisonnable à toutes les associations concernées ?

3) Pouvez-vous m'informer des objectifs et de la finalité de cette démarche ?

Réponse (25.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalité, dispose à son chapitre II que la liste des associations admises à exercer leur droit de vote pour désigner les membres du Conseil national pour étranger (CNE) est révisée annuellement.

Au vu de la nécessité de remplacer des membres démissionnaires et en raison de l'urgence invoquée par la présidence du Conseil national pour étrangers, un courrier a été adressé aux associations électrices afin de mettre à jour la liste des inscriptions et de permettre ainsi aux associations de participer aux élections.

Pour éviter que le délai ne soit trop restreint, un courrier sera envoyé aux associations pour prolonger de 15 jours ouvrables le délai de réponse initial.

Question urgente 1929 (24.02.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **coronavirus :**

L'École européenne et l'École internationale ont pris des mesures pour prévenir le risque de contamination au coronavirus.

Les écoles européennes du Kirchberg et de Bertrange ont officiellement demandé à leurs élèves et leur personnel de ne pas se présenter à l'établissement en cas de voyage dans un pays où le virus est répandu. La direction des écoles européennes, basée à Bruxelles, invite les élèves et le personnel revenant de ces régions à contacter les autorités luxembourgeoises et à ne revenir à l'école qu'après un délai de 14 jours, à condition qu'eux et leurs proches ne soient pas malades.

L'École internationale de Luxembourg a envoyé un message similaire aux parents d'élèves, demandant à être informée de tout voyage ou tout contact avec des personnes résidant dans les zones à risques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Quelle est la position du Ministère de l'Éducation nationale concernant la situation des élèves dans les écoles publiques et privées luxembourgeoises ?

- Le ministère envisage-t-il d'introduire, le cas échéant, des mesures similaires pour les écoles luxembourgeoises ?

- Y a-t-il des instructions précises qui ont été transmises au personnel des écoles pour leur permettre de réagir correctement en cas de risque de contamination ?

- Quelles sont les mesures prévues dans un tel cas ?

Réponse (26.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ligne avec les recommandations européennes actuellement applicables[21], parmi les personnes qui reviennent d'une région où le virus de l'infection COVID-19 circule (p. ex. Chine, certains autres pays d'Asie ou maintenant certaines régions de l'Italie du Nord) et qui ne présentent pas de symptômes de maladie, on distingue deux types de contacts, à savoir :

1) Les contacts proches ou étroits (exposition à haut risque), soit un contact étroit avec un cas probable ou confirmé d'infection COVID-19.

2) Les contacts occasionnels (exposition à faible risque) qui incluent notamment les personnes ayant séjourné dans une zone où la transmission du virus de l'infection COVID-19 est présumée continue au sein de la communauté.

[21] European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC). Public health management of persons having had contact with novel coronavirus cases in the European Union. Technical Report 30 January 2020. Accessible sous https://www.ecdc.eur/sites/default/files/documents/Public-health-management-contact-novel-coronavirus-cases-EU_0.pdf

Q202

Les enfants et adolescents qui reviennent d'une région où la transmission du virus est présumée continue, et qui étaient censés reprendre les cours après les congés de Carnaval, correspondent donc à la définition des contacts occasionnels (exposition à faible risque), car ils n'ont pas été en contact étroit documenté avec une personne infectée.

Pour ces cas d'exposition à faible risque, les recommandations européennes et nationales préconisent une simple autosurveillance des symptômes avec information immédiate de l'inspection sanitaire en cas d'apparition de symptômes. Ces recommandations ne prévoient pas de quarantaine ou d'éviction des activités scolaires ou professionnelles.

La décision de certaines écoles privées visant à ne pas accepter que ces enfants et adolescents fréquentent les cours pendant 14 jours est une décision prise de manière indépendante, sans concertation préalable avec les autorités publiques luxembourgeoises.

La Direction de la santé a émis une note d'information, reprenant ce qui précède, à l'intention des écoles en date du 24 février.

Les citoyens, y compris le personnel enseignant, sont encouragés à consulter régulièrement le site www.sante.lu où les recommandations nationales concernant la gestion des contacts ainsi que tous les autres documents utiles y publiés en rapport avec l'infection COVID-19 sont disponibles et régulièrement mis à jour.

Question urgente 1951 (28.02.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **coronavirus :**

Im Rahmen der aktuellen Verbreitung des Coronavirus sind im „Centre hospitalier de Luxembourg" (CHL) spezielle Isolierräume vorgesehen für Patienten, bei denen der Verdacht auf eine Infektion besteht. Das Gesundheitsministerium rät allen Patienten, die befürchten, betroffen zu sein, dringend davon ab zum Hausarzt zu gehen oder sich in eine Notaufnahme zu setzen, sondern sich telefonisch bei den Behörden zu melden.

Meinen Informationen zufolge, gab es aber kürzlich einen Fall, bei dem ein Patient nach einem Aufenthalt in Südkorea Symptome aufzeigte und sich ins CHL begab. Dort wurde der Patient jedoch abgewiesen, woraufhin er sich zu seinem Hausarzt begab. Erst in der Folge und nach etlichen Telefongesprächen zwischen Verantwortlichen des Gesundheitsministeriums und dem CHL sei es zu einer adäquaten Betreuung gekommen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Kann die Regierung meine Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wie ist dies zu erklären?

- Gibt es eine Kontrolle, wie und ob sämtliche Akteure im Gesundheitsbereich die Guideline des Gesundheitsministeriums befolgen?

- Wie will die Regierung garantieren, dass solche Zwischenfälle in Zukunft vermieden werden?

Réponse (02.03.2020) de **M. Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Der beschriebene Fall ist dem Gesundheitsministerium bestens bekannt.

Wie der ehrenwerte Abgeordnete richtig schreibt, rät die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) in Luxemburg seit Ausbruch der Epidemie Anfang des Jahres, dass eventuelle Verdachtsfälle von Coronavirus sich telefonisch an die Gesundheitsinspektion (Inspection sanitaire, Abteilung der Direction de la santé, Telefonnummer 478-85650 oder via 112) wenden und in keinem Falle direkt und selbstständig ein Krankenhaus oder eine Arztpraxis aufsuchen sollen. Das Ziel dieser Maßnahme besteht darin, jegliches Infektionsrisiko für Patienten im Krankenhaus oder in einer Praxis zu vermeiden.

Die betroffene Person hat sich jedoch nicht an diese Anordnung gehalten und hat sich auf direktem Wege ins CHL begeben. Ebenso wenig hat sie die Anzeigen im Bereich der Eingangshalle des CHL, welche die Empfehlungen der Gesundheitsbehörde nochmals anmahnen, berücksichtigt. Sie wurde demzufolge angemessenerweise vom Krankenhaus abgewiesen. Leider hat sich die betroffene Person danach immer noch nicht an die Gesundheitsinspektion gewendet, sondern telefonisch an eine Arztpraxis.

Die Arztpraxis, welche über die Anweisungen der Gesundheitsbehörde hätte informiert sein müssen (Rundschreiben an alle Ärzte vom 24. Januar 2020), hat wiederum versucht, das CHL telefonisch zu erreichen, bevor sie versucht hat, über die Notrufnummer 112 und danach auf direktem Weg, die Gesundheitsinspektion zu informieren. Der Anruf wurde schließlich, auf Anfrage der Praxis, an den Leiter der Gesundheitsbehörde weitergereicht, welcher sofort die betroffene Person an ihrem Arbeitsplatz angerufen hat und die Anweisung ins CHL angeordnet hat. Ein Coronavirustest wurde noch am selben Tag durchgeführt und erwies sich als negativ. Die betroffene Person konnte somit das Krankenhaus verlassen.

Dieser Fall zeigt, dass die Anweisungen der Gesundheitsbehörde hier nicht beachtet wurden. Um ähnliche Fälle in Zukunft zu vermeiden, hat das Gesundheitsministerium und die Gesundheitsbehörde entschieden, weitergehende Informationskampagnen zu starten, zum Beispiel über eine verbesserte Webseite und über soziale Medien. Ein weiteres Rundschreiben wurde zudem an alle Ärzte geschickt. Das Ministerium hat zusätzlich zwei Pressebriefings in der letzten Woche abgehalten.

Das Flowchart für Antworten bei coronavirusbedingten Anrufen beim Notruf 112 wurde ebenfalls überarbeitet.

Auch wenn dieser Einzelfall sicherlich bedauerlich ist, muss man darauf hinweisen, dass über die letzten Tage hunderte Anfragen über Coronavirus schnell, effizient und zielsicher, sowohl von der Notrufnummer 112 als auch von der Gesundheitsinspektion über die Nummer 2478-5650, abgewickelt wurden. Zusätzlich muss man hervorstreichen, dass das „Service national des maladies infectieuses" am CHL zusammen mit dem diagnostischen Labor vom „Laboratoire national de santé" hervorragende Arbeit leistet, um alle Verdachtsfälle schnellstmöglich abzuklären.

Question urgente 1956 (02.03.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **prévention contre le coronavirus :**

Force est de constater que les mesures de prévention annoncées par le Gouvernement ne correspondent pas aux mesures d'urgence proposées par exemple par le Gouvernement allemand. Selon la presse internationale (spiegel.de, 27.02.2020), les mesures suivantes seraient entre autres envisagées :

« Was plant die Bundesregierung konkret? Die Maßnahmen im Überblick: - Die Minister wollen die Bevölkerung aufklären. (…) Sie wollen sie mit Informationsmaterial versorgen und darüber aufklären, wie mit Verdachtsfällen umzugehen ist. - Der Krisenstab hat die Aufgabe, die Infektionsketten in Deutschland zu unterbinden und nach Deutschland zu unterbrechen. So müssen Flug- und Schiffsreisende künftig sogenannte Aussteigerkarten ausfüllen, sich so registrieren, wenn sie aus besonders betroffenen Gebieten einreisen. (…) - Der Pandemieplan, der eigentlich ein Influenza-Pandemieplan sei, werde nun aktualisiert und auf das Coronavirus angepasst. (…) Am Freitag will sich der Krisenstab unter anderem mit dem Umgang von Großveranstaltungen, etwa Konzerten, Sportereignissen oder Messen befassen. Zum Beispiel soll es eine Empfehlung geben, ob die Internationale Tourismusbörse ITB in Berlin abgesagt werden sollte. Auch der Güterverkehr soll noch einmal genauer betrachtet werden. »

Nous constatons en outre que le Luxembourg ne figure qu'en position 67/197 au ranking du « Global Health Security Index » de 2019 avec un score de seulement 43,8/100. Selon nos informations, il y aurait également une rupture de stock en ce qui concerne les masques de protection contre le coronavirus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle nous assurer que les mesures actuelles envisagées par le Gouvernement contre le coronavirus correspondent à la menace réelle ? Est-ce que le Gouvernement envisage en l'occurrence les mêmes mesures que le Gouvernement allemand ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous expliquer le ranking décevant du Luxembourg au « Global Health Security Index » de 2019 ? Quelles sont les pistes concrètes proposées par le Gouvernement pour améliorer notre score au GHSI ?

3) Madame la Ministre peut-elle enfin confirmer la précitée rupture de stock en ce qui concerne les masques de protection ? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il y remédier ?

Réponse (03.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Je ne partage pas l'appréciation des honorables Députés que les mesures annoncées par le Gouvernement ne correspondent pas aux mesures d'urgences proposées par d'autres gouvernements européens. Le Gouvernement a renforcé ces derniers jours ses actions d'informations du grand public (informations en cinq langues sur gouvernement.lu, mise en place d'une hotline destinée au grand public à partir du 2 mars, communications via les réseaux sociaux plus particulièrement sur les mesures d'hygiènes et de prévention…). Nous avons également rappelé les procédures en place en cas de suspicion d'une infection et les mesures de contrôle (isolement du cas malade, quarantaine de son entourage proche). La cellule de crise a été convoquée ce dimanche et a analysé des aspects particuliers de la protection des citoyens (écoles, entreprises, manifestations publiques, institutions de personnes fragiles, demandeurs de protection internationale, arrêts de travail en cas d'infection ou de quarantaine…) et a ainsi actualisé certains aspects pratiques du Plan pandémie en vigueur. Une partie de ces travaux sont toujours en cours et se poursuivront et s'intensifieront, en fonction de l'évolution de la situation, dans les jours à venir. Des mesures renforcées pour identifier d'éventuelles personnes infectées ont été prises en date du 1er mars, notamment pour les personnes hospitalisées souffrant de pneumonies infectieuses sans diagnostic étiologique précis.

Ces mesures sont très largement identiques aux mesures prises en Allemagne. Par contre, en ce qui concerne le contrôle des voyageurs, le Luxembourg suit les recommandations européennes et internationales (Organisation mondiale de la santé, OMS) qui ne préconisent pas d'instaurer des contrôles particuliers. À cet égard, je me permets de rappeler que l'Italie était le premier pays européen à instaurer des contrôles sanitaires aux frontières, très tôt dans l'épidémie COVID-19. L'évolution de la situation nous prouve que cette mesure n'a pas été efficace pour protéger le pays.

En ce qui concerne les manifestations avec de nombreux participants, le Luxembourg suit l'Allemagne où le « Robert Koch Institut » à Berlin a développé des « Allgemeine Prinzipien der Risikoeinschätzung und Handlungsempfehlungen für Grossveranstaltungen ». Le Luxembourg utilise maintenant ce guide pour proposer un questionnaire structuré aux organisateurs. Les réponses au questionnaire permettront aux autorités sanitaires de donner aux organisateurs une appréciation individuelle du risque pour chaque manifestation prévue.

Le Gouvernement est évidemment concerné par le score insuffisant du Luxembourg au « Global Health Security Index ». Améliorer ce score est cependant un projet à moyen terme. Il faut noter que certaines décisions gouvernementales prises ces dernières années sont en train d'améliorer la situation. Je tiens à rappeler à cet égard, comme exemples, la professionnalisation des services de secours avec la création du CGDIS ou la construction d'un laboratoire d'analyses de biosécurité niveau 3 au Laboratoire national de santé. La Direction de la santé m'a également fait part de sa volonté d'engager prochainement notre pays dans un exercice de « Joint Evaluation » de la part de l'OMS et des instances européennes, ceci dans une optique d'amélioration continue en ce qui concerne la « Preparedness » pour les épidémies.

Il n'existe actuellement pas de rupture de stock pour les masques de protection au Luxembourg, même si les masques ne sont plus disponibles en vente libre dans les officines de pharmacie. En effet, le Luxembourg dispose d'un stock national qui est réservé - comme le recommande l'OMS - aux professionnels de santé et aux personnes infectées ou suspectes d'infection. À cet égard, il convient de rappeler que le port préventif d'un masque par le grand public n'a jamais prouvé la moindre efficacité dans la prévention des infections respiratoires. Le masque doit être strictement réservé aux malades confirmés ou aux cas suspects, et il est d'ailleurs mis à disposition des concernés par l'Inspection sanitaire. En effet, le masque prévient dans cette situation la dispersion de gouttelettes infectieuses dans le milieu en cas d'éternuements ou de toux de la personne malade. Les ministères de la santé de nos pays voisins (notamment en France et en Allemagne), tout comme l'OMS et les autorités sanitaires américaines ont répété ces derniers jours les messages à leurs populations respectives de ne plus acquérir de masques, aussi dans un souci de préserver l'offre de masques disponible sur le marché pour les structures de soins.

Le ministère de la santé reste également concerné par un risque de manque de masques dans les structures de soins (hôpitaux, soins primaires…) au Luxembourg, si l'épidémie continue pendant plusieurs mois et envisage de fournir au besoin ces structures de soins à partir de son stock national. Afin de pouvoir assurer cette fourniture, le Luxembourg vient de participer à un effort de « Joint Procurement » qui constitue un mécanisme d'acquisition de matériel au niveau de la Commission européenne (DG Santé).

Composition de la Chambre des Députés au 05/03/2020

Pour plus de détails concernant les profils des députés veuillez consulter le site web : www.chd.lu

DP


Graas Gusty


Polfer Lydie


Knaff Pim


Hahn Max


Colabianchi Frank


Baum Gilles


Lamberty Claude


Beissel Simone


Hartmann Carole


Bauler André


Arendt Guy

LSAP


Hemmen Cécile


Asselborn-Bintz Simone


Closener Francine


Cruchten Yves


Biancalana Dan

déi gréng


Mutsch Lydia


Engel Georges


Haagen Claude


Di Bartolomeo Mars


Burton Tess

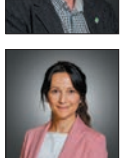

Back Carlo


Gary Chantal


Bernard Djuna

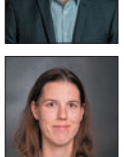

Margue Charles


Lorsché Josée


Ahmedova Semiray


Benoy François


Hansen Marc


Empain Stéphanie

adr

Back Carlo

Gary Chantal

Bernard Djuna

Margue Charles

Lorsché Josée

Ahmedova Semiray

Benoy François

Hansen Marc

Empain Stéphanie

déi Lénk

Back Carlo

Gary Chantal

Bernard Djuna

Margue Charles

Lorsché Josée

Ahmedova Semiray

Benoy François

Hansen Marc

Empain Stéphanie

PIRATEN

Back Carlo

Gary Chantal

Bernard Djuna

Margue Charles

Lorsché Josée

Ahmedova Semiray

Benoy François

Hansen Marc

Empain Stéphanie

Gouvernement

CSV

Wagner David

déi Lénk

Goergen Marc

PIRATEN

Baum Marc

déi Lénk

Clement Sven

PIRATEN

Mischo Georges

CSV

Spautz Marc

CSV

Wilmes Serge

CSV

Arendt Nancy, épouse Kemp

CSV

Lies Marc

CSV

Schank Marco

CSV

Eischen Félix

CSV

Halsdorf Jean-Marie

CSV

Kaes Aly

CSV

Gloden Léon

CSV

Modert Octavie

CSV

Hansen Martine

CSV

Hetto-Gaasch Françoise

CSV

Roth Gilles

CSV

Reding Viviane

CSV

Wolter Michel

CSV

Eicher Emile

CSV

Mosar Laurent

CSV

Adehm Diane

CSV

Wiseler Claude

CSV

Galles Paul

CSV

Orateur

adr

Gibéryen Gast

adr

Reding Roy

adr

Kartheiser Fernand

adr

Engelen Jeff

adr

Présidence

DEMOKRATESCH PARTEI

Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe

Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint

Etgen Fernand
Président

Scheeck Laurent
Secrétaire général

N°08
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 8 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Budget 2020 et programmation financière pluriannuelle
- Rapport p. 188
- Exposé du Ministre des Finances p. 193
- Débats p. 195

Sommaire des séances publiques nos 13 à 15 p. 229
Sommaire des questions parlementaires p. Q203

13e séance Mardi 17 décembre 2019
14e séance Mercredi 18 décembre 2019
15e séance Mercredi 18 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Séance publique dédiée à la crise du coronavirus



Les capacités de la salle plénière ayant été limitées à cause des distances de sécurité à respecter, quelques députés assistaient à la séance depuis une salle de commission.

Article 32 (4) de la Constitution :

« En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de dix jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois votées dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui en fixe la durée sans que la prorogation ne puisse dépasser une durée maximale de trois mois.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise. La Chambre des Députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise. »

« La Chambre des Députés reste opérationnelle, mais prend toutes les précautions pour pouvoir assurer son rôle de contrôle du Gouvernement ainsi que les fonctions législatives. »

C'était le message du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, au début de la séance publique du 17 mars 2020 dédiée à la crise du coronavirus.

Les députés étaient espacés en salle plénière de manière à pouvoir respecter les distances de sécurité préconisées par les experts. Les capacités de la salle plénière ayant été limitées, quelques députés assistaient à la séance depuis une salle de commission.

Au cœur de la séance publique, la déclaration du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, qui suite à son entrevue avec le chef d'État, S.A.R. le Grand-Duc, et après en avoir informé au préalable la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés, annonça que l'état de crise serait déclenché sous peu par voie de règlement.

Cette démarche aurait lieu sur base de l'article 32 (4) de la Constitution (voir encart).

Le Premier Ministre a expliqué que les nouvelles mesures devraient être approuvées par le Parlement afin de pouvoir être prolongées jusqu'à maximum trois mois. La Chambre des Députés pourrait à tout moment suspendre ou annuler l'état de crise.Le principal message du Premier Ministre : « Il faut limiter la propagation du virus et tout le monde doit prendre ses responsabilités ». Il a appelé à limiter les déplacements aux trajets professionnels, aux rendez-vous médicaux urgents, à l'approvisionnement en nourriture et aux rendez-vous essentiels.

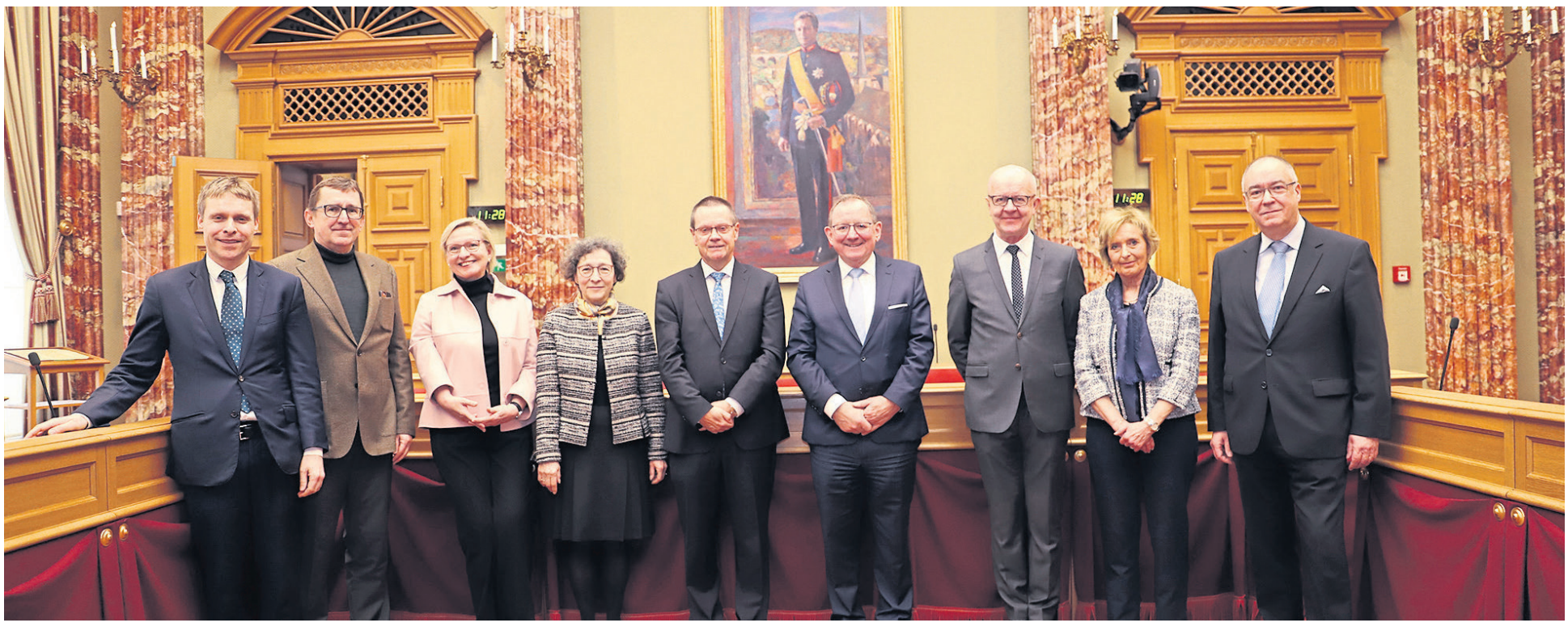
La Ministre de la Santé, Mme Paulette Lenert, a dressé le bilan actuel en date du 17 mars 2020 : 140 infections au coronavirus, six hospitalisations, une personne en soins intensifs et un décès. Elle a fait savoir que les travaux du Ministère de la Santé se limiteraient dorénavant à la gestion de la crise du Covid-19 avant de revenir sur les différentes mesures, actualisées en permanence sur www.sante.lu.

Les députés de tous bords ont tenu à adresser un grand merci à tous ceux qui travaillent en temps de crise et leur approbation était forte face à la démarche adoptée par le Gouvernement.

Quelques-uns ont formulé des réflexions sur les limites de la globalisation ou encore sur la nécessité de bien valoriser les professions de santé. D'autres ont souligné l'importance de la limitation dans le temps des mesures de crise et ont appelé à ne pas perdre de vue le principe de proportionnalité.

L'intégralité du débat peut être regardée sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu.

Austausch tëschent Institutiounen



D'Membere vun der Cour supérieure de justice hunn de 4. Mäerz 2020 d'Chamber besicht. D'Representantë vum Pouvoir judiciaire, ënnert der Leedung vum President vun der Cour, dem Här Jean-Claude Wiwinus (5. vu lénks), goufe vum Chamberspresident, dem Här Fernand Etgen (4. vu riets), vum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck (1. vu lénks), a vu sengem Virgänger, dem Här Claude Frieseisen (1. vu riets), fir en Austausch empfaangen.

Trouver une position commune après-Brexit



Échange de vues entre députés luxembourgeois et une délégation du Parlement régional du Land allemand de Hesse

L'importance de trouver une position commune des différentes places financières européennes pour l'après-Brexit était un des points abordés lors d'un échange de vues entre parlementaires luxembourgeois et allemands le 2 mars 2020 à la Chambre des Députés. Les députés luxembourgeois membres de la Commission des Finances et du Budget respectivement de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont reçu leurs homologues du « Haushaltsausschuss » du Parlement régional du Land allemand de Hesse.

Le centre financier allemand Francfort-sur-le-Main se situe en effet dans le Land de Hesse alors que sa capitale est la ville de Wiesbaden. D'autres sujets approfondis par les parlementaires étaient les différentes missions budgétaires du Parlement et le fonctionnement du contrôle de l'exécution budgétaire par les élus. Les députés luxembourgeois ont notamment explicité les prérogatives de la Chambre des Députés dans la procédure budgétaire ainsi que dans le contrôle de la gestion financière de l'État.

Les députés des deux pays ont également discuté des efforts entrepris par le Luxembourg en matière de transparence fiscale. De manière anecdotique ont également été évoqués les liens historiques du Luxembourg avec la Hesse qui tiennent à la dynastie des Nassau-Weilbourg de la famille grand-ducale, originaire de Hesse.

Le Parlement du Land siège en effet dans le château de Wiesbaden, qui avait appartenu à la fin du 19e siècle au premier Grand-Duc luxembourgeois Adolphe.

Nicolas Schmit expose le programme de la CE

« Réussir la transition écologique sans oublier la dimension sociale », voici le message clé du Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, lors de la présentation des grandes lignes du programme de travail de la Commission européenne à l'ensemble des députés réunis en salle plénière le 2 mars 2020.

Des investissements d'au moins 1.000 milliards d'euros

Une des priorités de la nouvelle Commission européenne est de financer les projets pour lutter contre le changement climatique et de soutenir la transition énergétique et écologique.

« L'objectif de l'Union européenne consiste à devenir d'ici 2050 le premier bloc régional climatiquement neutre. Pour réussir ce pari, des investissements massifs aussi bien de la part du secteur public que du secteur privé sont nécessaires », a constaté M. Nicolas Schmit face aux députés. Le « green deal » de la Commission européenne, c'est-à-dire son plan d'investissement pour une Europe durable, visait à mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements, a précisé le Commissaire européen. Les petites et moyennes entreprises en tant qu'épine dorsale de l'économie devraient être accompagnées et soutenues lors de la réalisation de la transition numérique et écologique, a-t-il encore souligné.

Les défis de la digitalisation : une course contre la montre

Un autre défi sur la liste des priorités de la Commission européenne est celui de la digitalisation.

Selon M. Nicolas Schmit, il s'agit notamment d'une course contre la montre. « L'Union européenne doit garantir à ses citoyens de pouvoir profiter du phénomène de la digitalisation. 90 % des postes d'emploi sont confrontés aux différents défis de la digitalisation. Par contre, 40 % des citoyens européens n'ont aucune connaissance digitale », a constaté M. Nicolas Schmit. À ce phénomène s'ajouterait le fait qu'environ un million de postes d'emploi sont vacants à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'Union européenne devrait investir dans la formation continue et dans l'apprentissage pour acquérir les qualifications requises, a rappelé le Commissaire européen. Il a fait remarquer que la Commission donnait les grandes orientations stratégiques, mais que c'était aux États membres de mettre en œuvre les politiques nationales correspondantes.

Vers une convergence des salaires minimums européens

Un autre chantier en cours au sein de la Commission européenne est l'accélération de la convergence des salaires minimums européens, le but en étant que tous les citoyens européens puissent vivre dignement de leur travail. M. Nicolas Schmit a précisé que les disparités de salaires entre les différents États membres étaient importantes. Il a cité l'exemple d'un jeune Bulgare - la Bulgarie affichant en moyenne les salaires les plus bas au sein de l'UE - qui devrait pouvoir rester travailler dans son pays tout en gagnant sa vie de manière « juste et digne ». M. Nicolas Schmit a également insisté sur le constat que ce « brain drain » entre pays européens a des conséquences dramatiques sur les économies des pays européens les plus pauvres.

Au cours de la discussion, les députés se sont félicités du fait que la lutte contre la pauvreté soit une des priorités de la nouvelle Commission européenne. Dans ce sens, ils ont demandé des informations concernant la création d'une « garantie européenne pour les enfants ». Dans ce même contexte, ils ont discuté avec M. Nicolas Schmit du sujet de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Les députés et le Commissaire européen étaient d'avis que les États membres, les parlements nationaux et la société civile devraient collaborer de manière étroite pour exécuter cette mission.

Un programme ambitieux suivi d'un budget ambitieux ?

Les députés ont approuvé le programme ambitieux de la Commission européenne. Néanmoins quelques-uns ont regretté que certains pays bloquent les discussions autour du budget européen 2021-2027. Selon eux, la mise en œuvre adéquate du programme de la Commission européenne risque d'échouer, si les États membres ne trouvent pas de compromis autour du montant alloué au budget européen post-Brexit. Les députés européens du Grand-Duché présents lors de l'échange de vues ont rappelé la volonté du Parlement européen de créer des recettes propres afin de combler le trou dans le budget européen.

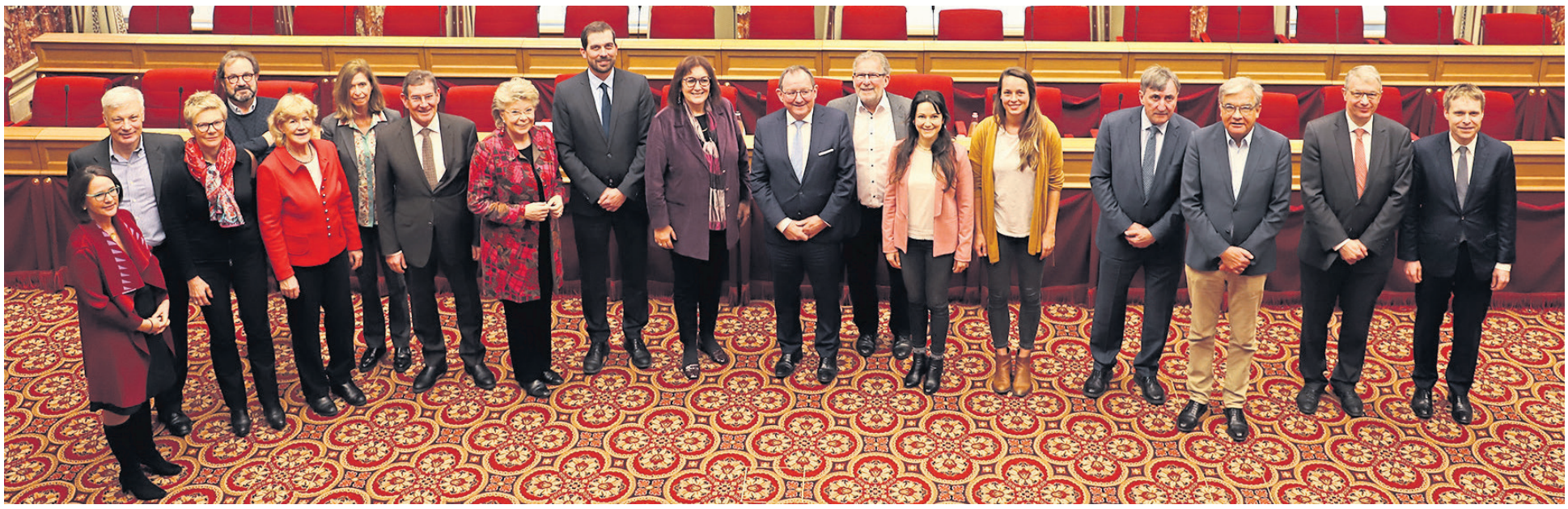
Le coronavirus : quel impact économique ?

Les députés se sont également renseignés auprès de M. Nicolas Schmit, ancien Ministre du Travail luxembourgeois, sur les éventuelles répercussions économiques du coronavirus. M. Schmit a partagé les préoccupations des députés que le virus ne soit pas seulement un problème sanitaire, mais qu'il touche plusieurs domaines économiques. « Pour l'instant, les répercussions économiques ne sont pas encore chiffrables », a-t-il expliqué aux députés. Dans ce même contexte, le Commissaire européen a souligné que, étant donné qu'il s'agissait d'un problème européen, les 27 États membres devraient se concerter pour trouver des réponses communes. Finalement, il a tenu à faire observer que cette épidémie avait démontré la fragilité de la mondialisation.



M. Nicolas Schmit lors de la présentation des grandes lignes du programme de travail de la Commission européenne

« La démocratie : l'invention la plus ingénieuse »



Mme la Vice-Présidente de la Commission européenne Dubravka Šuica (9e de droite) après son échange de vues avec les membres de la Chambre des Députés

« Les citoyens se sentent abandonnés et rendent la démocratie responsable des difficultés rencontrées. Or, la démocratie est l'invention la plus ingénieuse. » C'était le message de la Vice-Présidente de la Commission européenne responsable du portefeuille de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, face aux députés luxembourgeois le 11 mars 2020. Cet échange de vues s'est inscrit notamment dans les travaux de préparation en vue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il appartient aux missions de Mme Dubravka Šuica de donner forme à cette conférence, qui devrait être inaugurée le 9 mai 2020 à l'occasion de la Journée de l'Europe.

Se reconnecter avec les citoyens européens

Cette Conférence sur l'avenir de l'Europe a le potentiel de fixer les bases pour de nouveaux modes de démocratie participative. Selon Mme la Commissaire européenne, il est essentiel que les politiciens se reconnectent avec les citoyens. « Cette forme de démocratie directe ne remplace pas la démocratie représentative, mais au contraire, les deux sont complémentaires », a-t-elle encore constaté lors de l'échange de vues qui s'est tenu en salle plénière. D'après la Commissaire européenne de nationalité croate, cette forme de démocratie directe est essentielle dans ces temps d'euroscepticisme croissant et de « fake news ».

Une impasse au niveau du Conseil européen

La Commission européenne propose d'articuler la Conférence autour de deux volets parallèles : les grandes ambitions de l'UE indiquées dans les six priorités politiques de la Commission et les questions institutionnelles (le système du « Spitzenkandidat », des listes transnationales). Certains députés ont suggéré à la Commissaire européenne de ne pas trop se concentrer sur des questions liées aux processus démocratiques et aux questions institutionnelles. Selon eux, les citoyens ne sont pas intéressés à ce genre de discussions et cela pourrait avoir un effet négatif sur le résultat final de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Mme Dubravka Šuica a dit comprendre les craintes des députés, mais elle a assuré que l'accent serait mis sur les problèmes quotidiens des citoyens tels que les défis de la digitalisation ou encore le changement climatique.

La Chambre veut participer activement à la Conférence

La définition du concept, de la structure, de la portée et du calendrier de la Conférence doit être le fruit d'une véritable mise en commun des efforts de la part du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne. Cette coopération devrait prendre la forme d'une déclaration commune de ces trois institutions, a expliqué la Commissaire. « Pour l'instant, les travaux se retrouvent dans une situation d'impasse étant donné qu'il existe certaines divergences au sein de l'institution réunissant les chefs de Gouvernement des 27 États membres de l'UE sur la forme de gouvernance de cette Conférence et encore sur la question liée à d'éventuels changements des traités », a-t-elle ajouté.

Certains députés ont indiqué qu'il ne faudrait pas perdre de temps et que les efforts de la Commissaire européenne ne devraient pas être ralentis par ces divergences au sein du Conseil européen. En outre, ils ont affirmé que le Parlement luxembourgeois est résolu à s'impliquer activement dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe, intention qui avait été discutée notamment dans le cadre d'une séance publique.

Lors de l'échange de vues, les députés ont encore constaté que le futur de l'Union européenne dépend du sentiment d'appartenance des citoyens à un projet commun. À leur avis, des réponses coordonnées de la part des institutions européennes sont essentielles, notamment en ces temps perturbés à cause de la propagation du coronavirus. La Commissaire européenne a partagé ce constat tout en soulignant qu'elle regrette le manque de solidarité dans certains domaines tels que la migration.

Un lancement en ligne à cause du coronavirus ?

Face à la propagation toujours plus importante du coronavirus, la Commissaire européenne a souligné la volonté de la Commission européenne de maintenir la date du 9 mai 2020 comme date de lancement de la Conférence. « Au pire, elle sera lancée en ligne », a-t-elle affirmé face aux députés luxembourgeois. Le lancement de cette Conférence devrait avoir lieu à Dubrovnik étant donné que les Croates exercent la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Le processus de consultation des citoyens devrait durer environ deux ans.

Le tour des Commissaires européens

Un des objectifs de la nouvelle Commission européenne (2019-2024) de Mme la Présidente Ursula von der Leyen est de rapprocher l'Europe en renforçant les liens entre les citoyens et les institutions européennes.

Dans ce sens, les membres de la Commission européenne font le tour des capitales européennes pour rencontrer la société civile et les membres des parlements nationaux.

Outre le Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, et la Vice-Présidente de la Commission européenne responsable du portefeuille de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, les députés ont rencontré le chef de la task force pour les relations entre les 27 États membres de l'Union européenne et le Royaume-Uni, M. Michel Barnier.

Op Visitt am Centre socio-éducatif de l'État zu Dräibuer



Am Kader vun de parlamentareschen Aarbechten um Jugendschutzgesetz waren d'Membere vun der Justizkommissioun a vun der Educatiounskommissioun den 11. Mäerz 2020 zu Dräibuer fir en Austausch a fir sech d'Unité de sécurité vum Centre socio-éducatif de l'État unzekucken.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… S. E. M. Stephen Dawson, Ambassadeur d'Irlande



… S. E. M. Jiro Okuyama, Ambassadeur du Japon



… S. E. M. Vladimír Bärtl, Ambassadeur de la République tchèque



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 8** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Réduction des dégazages nocifs de bateaux

7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996

L'objet du projet de loi n° 7415 est l'approbation des amendements adoptés le 22 juin 2017 par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (CDNI), signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996.

Les modifications apportées à la Convention concernent des dispositions réglant le traitement de résidus gazeux de cargaison liquide (vapeurs). Elles visent donc à éviter la pollution de l'environnement occasionnée par la libération dans l'atmosphère de vapeurs nocives par le secteur de la navigation intérieure. Avec l'entrée en vigueur des modifications, les acteurs seront tenus d'éliminer ou de faire éliminer les vapeurs de manière appropriée suivant le principe du pollueur-payeur.

Les auteurs de la résolution CDNI 2017-I-4, à la base des modifications, estiment que la modification devrait permettre d'éviter désormais 95 des dégazages dommageables de bateaux dans l'atmosphère dans le champ d'application géographique de la Convention.

Il s'agit donc d'une amélioration significative pour l'environnement ainsi que pour le bilan environnemental et la durabilité du transport de marchandises par voie d'eau.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 28.02.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

17.10.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.11.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 872, page 1

Règlement des différends fiscaux

7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

L'objectif du projet de loi sous rubrique consiste en la transposition en droit national de la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.

Le présent projet de loi fait partie des efforts du Luxembourg concernant la mise en œuvre des résultats du plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Plus précisément, il s'agit de la création d'un mécanisme pour régler des différends fiscaux entre deux États membres de l'Union européenne en cas de divergences d'interprétation dans le cadre d'un accord ou d'une convention prévoyant l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et, le cas échéant, sur la fortune.

Le rapport final de l'Action 14 du plan d'action BEPS (« Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends ») énonce certaines recommandations afin de résoudre rapidement et de manière efficiente ces différends. Il existe déjà certaines procédures de règlement des différends fiscaux au niveau de l'Union européenne. Ainsi, la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction de bénéfices d'entreprises associées (90/436/CEE) (ci-après « la convention d'arbitrage de l'Union ») contient un mécanisme d'arbitrage et certaines conventions fiscales bilatérales entre États membres prévoient également des clauses d'arbitrage. Cependant d'importantes lacunes ont été identifiées dans les dispositifs existants.

Le présent projet de loi vise à éliminer les défaillances qui existent en raison des instruments juridiques actuels et qui rendent possible la persistance de situations de double imposition. À cette fin, le projet de loi introduit en droit luxembourgeois un cadre harmonisé, flexible et transparent afin de résoudre les différends fiscaux liés à une interprétation divergente des accords et conventions fiscaux entre deux États membres de l'UE, et auquel tous les contribuables concernés par un différend fiscal peuvent avoir recours.

Parallèlement, les contraintes administratives pour les personnes physiques et les petites et moyennes entreprises sont simplifiées par le biais de dispositions spécifiques dans le cadre de l'instauration du mécanisme précité.

Un des éléments essentiels et novateurs de la nouvelle procédure consiste en l'introduction de mécanismes permettant de débloquer la situation endéans des délais stricts pour chaque étape procédurale. De plus, le contribuable peut demander la constitution d'une commission consultative, composée de représentants des autorités compétentes et de personnalités indépendantes, voire d'une commission alternative de résolution de différends, qui sont compétents pour déterminer l'admissibilité de la demande de règlement du différend, ainsi que pour décider sur le fond du différend de manière contraignante.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.04.2019
Rapportrice : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

03.06.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30.09.2019	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.12.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 890, page 1

Budget de l'État 2020 et programmation financière 2019-2023

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Le budget de l'État pour l'exercice 2020 est arrêté aux montants suivants :

- Recettes courantes	euros	17.786.691.895
- Recettes en capital	euros	98.894.500
- Recettes des opérations financières	euros	2.458.175.400
- Dépenses courantes	euros	16.318.324.736
- Dépenses en capital	euros	2.249.641.725
- Dépenses des opérations financières	euros	2.054.204.800

L'article 5 prévoit que les décisions anticipées émises avant le 1er janvier 2015 cessent de plein droit d'avoir effet à la fin de l'année d'imposition 2019 et que le contribuable concerné peut introduire une nouvelle demande de décision anticipée.

L'article 25 a pour objectif de permettre aux communes dispensant un enseignement musical d'offrir un enseignement s'adressant aux adultes. Les modalités et les programmes d'études seront fixés par règlement grand-ducal. Le mode de financement tel que prévu par le règlement grand-ducal du 14 avril 1999 et appliqué après l'entrée en vigueur de la loi de 1998 et donc dès le début du financement de l'enseignement musical remplace le mode de financement prévu par la loi de 1998, lequel n'a jamais été appliqué.

L'article 33 précise que, désormais, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours aura, parmi ses missions, celle de planifier, de mettre en œuvre et d'organiser le transport en ambulance, dépêché par le central des secours d'urgence (CSU-112), défini à l'article 23 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, vers un service d'urgence d'un centre hospitalier participant au service de garde, tel que visé à l'article 4, paragraphe 6 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Le point 2° de cet article concerne les dépenses de transport en ambulance qui incombent à l'organisme de sécurité sociale dont la personne prise en charge relève.

L'article 40 transforme le « fonds de crise » existant en « fonds de rééquilibrage budgétaire ».

Le fonds de rééquilibrage budgétaire aura pour but exclusif de constituer une réserve budgétaire à laquelle il peut être recouru en cas de chocs économiques ou budgétaires.

Le fonds sera alimenté par des dotations budgétaires qui seront adaptées en fonction d'éventuelles plus-values budgétaires qui pourront se réaliser au cours d'un exercice budgétaire.

Les sommes constituant le fonds de rééquilibrage ne pourront être utilisées qu'aux seules fins prévues par l'objet du fonds.

L'article 41 prévoit une augmentation de l'indemnité de secrétariat des députés. Le député ne peut pas demander l'indemnisation des frais à lui accrus du fait de l'engagement de son conjoint, du partenaire avec lequel il vit dans un partenariat déclaré au Luxembourg ou à l'étranger, du partenaire avec lequel il vit en communauté de vie ou de ses parents, enfants, frères ou sœurs.

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

L'article 1er du projet de loi a pour objet de fixer l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) sur toute la période dont le présent projet de loi fait l'objet, en le fixant à -0,5 % du PIB pour 2019 et à +0,5 % du PIB pour la période 2020-2023.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2019 à 2023 :

En % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
Administration centrale	-0,1 %	-1,0 %	-0,6 %	-0,1 %	+0,2 %
Administrations locales	+0,5 %	+0,5 %	+0,5 %	+0,5 %	+0,4 %
Administrations de sécurité sociale	+1,7 %	+1,6 %	+1,5 %	+1,5 %	+1,3 %
Administrations publiques :					
- Solde nominal	+2,0 %	+1,2 %	+1,4 %	+1,8 %	+2,0 %
- Solde structurel	+1,6 %	+0,9 %	+1,0 %	+1,6 %	+1,9 %

Dépôts des projets de loi 7500 et 7501 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2019

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

05.07.2019 Désignation d'un rapporteur

14.10.2019 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministère des Finances, le Directeur de l'IGF et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département Finances

15.10.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement et des domaines

18.10.2019 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet de la situation conjoncturelle et des prévisions économiques

21.10.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

25.10.2019 Échange de vues avec les représentants de la CSSF

04.11.2019 Présentation et adoption d'un projet d'amendement parlementaire

14.11.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

18.11.2019 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Examen de l'avis du Conseil d'État portant sur l'article 42

19.11.2019 Examen des avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

25.11.2019 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes

02.12.2019 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

03.12.2019 Présentation de l'avis de la Commission européenne sur le projet de plan budgétaire du Luxembourg

13.12.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

11.11.2019 Présentation du projet de budget 2020 du Ministère des Affaires étrangères et européennes (Relations internationales, Immigration, Office national de l'accueil)

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

14.11.2019 Présentation par M. le Ministre des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Présidente : Mme Simone Beissel) :

09.12.2019 Présentation par M. le Ministre du Tourisme, Ministre des Classes moyennes, des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission de la Culture

(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

24.10.2019 Présentation du volet Culture

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

05.11.2019 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre des Médias et des Communications (volet Médias et Communications)

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

20.11.2019 Présentation des volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse

Présentation des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

16.10.2019 Présentation des volets Environnement, Climat et Développement durable

13.11.2019 Présentation des volets Aménagement du territoire et Énergie

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

12.11.2019 Présentation du volet concernant le Ministère d'État

Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

07.11.2019 Présentation du volet Logement

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

12.11.2019 Présentation par M. le Ministre de la Santé des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

14.11.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote en séance publique du projet de loi 7500 : 19.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 886, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 7501 : 19.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 888, page 1

SÉANCE 13

MARDI
17 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7503 - Proposition de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

2° du Code civil

- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Changement de composition d'une commission parlementaire

- *M. Fernand Etgen, Président*

6. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Yves Cruchten (dépôt de la résolution 1)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de règlement grand-ducal et le projet de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7504** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 11.12.2019

***7505** - Projet de loi portant approbation de l'avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.12.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1458** - Demande de pétition publique : Congestion Charge/Citymaut for Luxembourg*

Dépôt : Benedikt Wilbertz au nom de Congestion Charge for Luxembourg, le 10.12.2019

***1459** - Demande de pétition publique : Promouvoir les agents de sécurité du service public*

Dépôt : Quentin Krier, le 12.12.2019

***1460** - Demande de pétition publique : Construction du grand ring de Luxembourg ville + 25 km à quatre voies Rodange–Mersch–Remich–Dudelange en une heure en prévision du Luxembourg 2060 à un million d'habitants*

Dépôt : Florent Vazquez, le 13.12.2019

***1461** - Demande de pétition publique - Beem planzen als Alternativ zur CO_2-Steier*

Dépôt : François Zeien, le14.12.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7503 - Proposition de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

2° du Code civil

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 12. Dezember 2019 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7503 iwwert déi implizitt Weiderféierung vum Bail, déi den 10. Dezember vum Här Marc Goergen deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7503 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der Fraktioun vun deene Grénge matgedeelt kritt: An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7500 vum Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert de Projet de loi 7501 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2019 bis 2023. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Här Yves Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, dësem Rapport iwwert déi zwee Gesetzer vum Budgetsprojet fir den Exercice 2020 an deem vun der Programmation pluriannuelle fir d'Period vun 2019 bis 2023 goungen eng sëlleche Sëtzunge vun der Finanzkommissioun viraus.

An net manner wéi 15 Sëtzungen huet sech dës Kommissioun an de leschte Méint mam Budget befaasst, ier se de leschte Freideg dee schréftleche Rapport majoritär ugeholl huet. Selbstverständlech goufen an där Kommissioun ganz vill Avise gekuckt, och selbstverständlech dee vum Staatsrot. Mir konnte fir alleguerten déi Froen, déi sech an deem Kader gestallt hunn, eng Solutioun fannen, soudass mer haut de Rapport kënne presentéieren an dës Woch dann an der Chamber unhuelen.

Eng ganz Rëtsch vu Verwaltungen hunn eis och an de leschte Wochen hir Vuë vun an iwwert déi ëffentlech Finanze matgedeelt. Dernieft hunn ech als Rapporter nach vill bilateral Entrevuë gehat, virun allem mat Vertrieder aus der Zivillgesellschaft.

Hinnen alleguerte wéilt ech hei direkt am Ufank vu menger Ried e grousse Merci soe fir hir Disponibilitéit an hir Meenungen, hir Iddien a Virschléi, vun deenen der och eng ganz Rëtsch hiren Néierschlag a mengem schréftleche Bericht fonnt hunn.

Wéi gewinnt wéilt ech mäi Rapport an zwee Haaptdeeler splécken: éischtens d'Appreciatioun vun der finanzieller Situatioun vum Staat, mat enger Analys vun de Recetten an Depensen, déi virgesi sinn, an zweetens e méi perséinlechen Deel, an deem ech mech méi speziell mam Theema vum PIB du bien-être wëll beschäftegen, der Situatioun vun de Leit am Generellen an den Ongläichheeten am Speziellen.

Virausschécke wëll ech awer direkt, dass ech weeder a mengem schréftlechen nach a mengem mëndleche Rapport déif gräifend op dat grousst Theema vum Klimawandel aginn. Net well ech dee Sujet géif als onwichteg betruechten, am Contraire! D'Bekämpfung vum Kli-

mawandel an d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt sinn och fir mech zwou vun den zentralen Aufgaben, deene sech d'Politik an deenen nächste Jore muss stellen. Mee zu deem Zäitpunkt, wou de Budget presentéiert gouf, waren d'Moossname weeder bekannt nach chiffréiert, déi d'Regierung wëlles huet an deem Beräich ze huelen.

Et ass nëmmen iwwerdeems wou dëse Rapport ausgeschafft gouf, dass um Klimapak geschafft gouf. Glécklecherweis, muss een awer soen, kréie mer nach dës Woch d'Geleeënheet, fir iwwert de Klimaplang hei an der Chamber laang a breet ze diskutéieren.

Et ass awer interessant, dass de Finanzminister eng Opstellung gemaach huet vun deenen Investissementer, déi mer haut schonn an den Ëmweltschutz respektiv an de Klimaschutz stiechen. Zesummegeholl ginn déi vun 2019 op 2020 vu 479 op iwwer 500 Milliounen erop a wuessen och duerno nach bis iwwer 660 Milliounen Euro am Joer 2023 un.

Dat selwecht gëllt och fir déi ugekënnegt Steierreform. Dës Reform wëllt gutt virbereet sinn, an déi dräi Koalitiounsparteie sinn amgaangen, un dëser Reform ze schaffen, wat si och déi nächst Méint nach wäerte maachen. Well awer och dës Reform nach net chiffréiert ass, kann ech als Rapporter nëmme wéineg dorop agoen. Mäin Nofollger d'nächst Joer wäert sech da wuel kënne méi intensiv mat där doter Thematik beschäftegen.

Une voix.- Jo.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Nodeems ech Iech also elo alles opgezielt hunn, wat net a mengem Rapport ass, wéilt ech dann awer ufänke mat enger Analys vun eiser ekonomescher Situatioun.

Eis Ekonomie ass, wéi jiddweree weess, ganz staark ofhängeg vun der ekonomescher Entwécklung am Ausland. Fir d'Weltwirtschaft gesäit de Fonds monétaire international e Wuesstum vun 3,4 % d'nächst Joer vir, e géif domadder liicht zouhuele par rapport zu dësem Joer. Dëst Joer ass de Rhythmus vun der Croissance liicht zréckgaangen an huet den niddregsten Taux zanter der Finanzkris vu virun zéng Joer erreecht.

Besonnesch den Handelskrich tëschent den USA a China dréckt op d'Weltwirtschaft. An ech erënneren och drun, dass de Finanzminister bei senger Presentatioun vum Budget hei an der Chamber dësen Handelskrich als Onsécherheetsfacteur genannt huet, vun deem mer also nach net wëssen, wat fir en Impakt en op eis national Wirtschaft kéint hunn.

Méi no bei eis, an Europa, rechent déi Europäesch Kommissioun mat engem Wuesstum vun 1,4 % souwuel fir d'Joer 2019 wéi fir dat Joer drop. An der Eurozon géif de Wuesstum nëmme bei 1,1 % dëst Joer an 1,2 % dat anert Joer leien.

D'OCDE ass souguer méi pessimistesch a geet fir d'Joer 2020 nëmmen nach vun engem Wuesstum vun 1 % aus. Heidru sinn déi méiglech Auswierkunge vum Brexit mat schold. Déi domadder verbonnen Onsécherheet dréckt op d'Stëmmung vun den Industrielle grad ewéi och déi héich Verschëldung vun eenzelne Memberstaaten.

Bei eisen direkten Noperen ass et interessant festzestellen, dass, wärend déi däitsch Wirtschaft dohindëmpelt mat engem Wirtschaftswuesstum vun 0,4 %, sech déi franséisch Ekonomie erhëlt, déi der Kommissioun no ëm 1,3 % wäert wuessen.

Wat bedeit dat alles fir déi Lëtzebuerger Wirtschaft? Mat engem viraussiichtleche Wuesstum vun 2,4 % dëst an d'nächst Joer steet Lëtzebuerg eigentlech gutt do a fiert mat am Spëtzepeloton an Europa.

Domat musse mer awer och feststellen, dass eise Wuesstum par rapport zu de vergaangene Jore liicht zréckgeet. De Wirtschaftswuesstum genee virauszegesinn, ass, wéi mer all Joers heibannen ëmmer erëm bekloen, eng Saach vun der Bal-Onméiglechkeet. Ze dacks variéieren eis Zuelen en cours de route. Dat ass an enger klenger, oppener Ekonomie wéi eiser och wierklech schwiereg, eppes wourop dat de Statec ëmmer nees hiweist.

Et ass duerfir wichteg, net nëmmen eis eege Projektiounen ze kucken, mee och déi, déi vu bausse gemaach ginn. Wärend de Statec also fir d'nächst Joer vun engem Plus vun 2,4 % ausgeet, rechent d'OCDE hirersäits mat plus 2,5 % an d'Europäesch Kommissioun souguer mat 2,6 %. Dës Projektioune leien net wäit auserneen an duerfir kann een eisem Finanzminister duerchaus bescheinegen, dass hien e realistesche Budgetsprojet virgeluecht huet.

Den Aarbechtsmaart wäert sech weiderhi positiv entwéckelen, och wann d'Progressioun vun neien Aarbechtsplazen an Zukunft gebremst gëtt a vun 3,7 % op just nach 2 % wäert falen.

Eise Chômagetaux, deen haut bei 5 % (veuillez lire : 5,3 %) läit, soll och an deenen nächste Joren niddreg bleiwen a sech ëm déi 5 % halen.

D'Inflatioun leeft eis net fort a pendelt sech a bei 1,7 % fir 2019 respektiv 1,6 % fir dat anert Joer.

All dës Zuele kënnen eis zouversiichtlech maachen, och wann, ewéi de Finanzminister et betount huet, eng gewësse Virsiicht gebueden ass. Besonnesch déi international Entwécklunge wéi déi, déi ech scho genannt hunn, vum Handelskrich tëschent den USA a China a vum Brexit, grad ewéi eventuell Ännerungen am regulatoreschen a fiskaleschen Ëmfeld, kënne ganz séier en Impakt op eis Wirtschaft hunn.

Et ass opgrond vun dëse Projektiounen, dass de Budget 2020 an och de pluriannuelle Budget opgestallt goufen. Fir d'Period 2020 bis 2022 huet Lëtzebuerg sech op de minimalen Objectif à moyen terme, dee sougenannten OMT vum Volet préventif, festgeluecht, deen d'Europäesch Kommissioun fir eis festleet. Dëse minimalen OMT gesäit e strukturelle Sold vu plus 0,5 % vum PIB vir an d'Projektioune vum Pluriannuel weisen, dass Lëtzebuerg dës Virgabe wäert largement respektéieren.

Souwuel de Conseil national des finances publiques wéi och d'Europäesch Kommissioun kommen zum Resultat, dass Lëtzebuerg wäert seng festgeluechten Ziler erreechen, nämlech e positive Sold vu plus 0,5 % vun eisem PIB. De Solde structurel wäert 2020 bei plus 0,9 % leien an da progressiv bis op plus 1,9 % am Joer 2023 eropgoen.

Am Detail gesäit dat da fir d'Joer 2020 esou aus: Am Zentralstaat gëtt mat engem Defizit vu 640 Millioune gerechent, woubäi mer wëssen, dass d'Opération comptable vum Militärfliger hei mat 200 Milliounen zu Buch schléit. Bei de Gemenge gëtt mat engem Plus vun 341 Milliounen a bei der Sécurité sociale mat engem Plus vun 1.056.000.000 gerechent.

Wichteg ass hei festzestellen, dass d'Trajectoire stëmmt an dass bis 2023 och beim Zentralstaat mat engem positive Resultat vun 158 Millioune gerechent gëtt.

Wéi gesot, ginn dës Zuele vun der Europäescher Kommissioun begréisst, déi also eise Budgetsprojet lueft, mee déi sech et awer net ka verknäifen, nach e puer Recommandatiounen drunzehänken. Sou réit si Lëtzebuerg, an d'Digitaliséierung an an d'Innovatioun ze investéieren. Si encouragéiert eis och, eisen nohaltege Verkéier ze verbesseren an an d'Offer vu Wunnengen ze investéieren. Ni feelen dierf och d'Recommandatioun, fir d'Employabilitéit vun deenen eeleren Arbeitnehmer ze verbesseren.

Op dëser Plaz gehéiert et sech dann och, e puer Wuert iwwer eis Schold ze verléieren. Op den 31.12. zejoert louch d'Staatsschold bei 12,6 Milliarden oder 21 % vun eisem PIB. Dës Schold soll prozentual gesi progressiv erofgoen op 17,5 %. An absolutten Zuele soll se liicht eropgoen op 13,2 Milliarden am Joer 2023.

Mir behalen also eng niddreg Schold. Mee de Minister hat ugekënnegt, dass no Weeër soll gesicht ginn, fir al Scholde wa méiglech ze refinanzéieren. Dëst sinn dann eeler Scholde vu virun 2014, déi nach mat fir haut oder fir haiteg Verhältnisser héijen Zënssätz vun iwwer 2 % ofgeschloss goufen. Wéi de Minister eis virun e puer Woche matgedeelt huet, ass dat och eng éischte Kéier gegléckt an de Staat konnt am November en Emprunt vun 1,7 Milliarde placéieren zu engem negativen Zënssaz vu minus 0,247 %. Dëse Prêt leeft bis d'Joer 2026 a soll en Emprunt vun 2 Milliarden, deen am Joer 2020 ausleeft, ersetzen.

Hëlt een elo nach de Remboursement vum Sukuk-Prêt vun 200 Milliounen derbäi, kann eis Staatsschold eleng an der Period tëschent November 2019 a Mee 2020 ëm 500 Milliounen erofgesat ginn.

Dat heescht awer net, dass géif gespuert ginn. Am Contraire: De Staat investéiert och an den nächste Jore vill a läit domat an der Kontinuitéit mat de leschte Joren. Fir d'Joer 2020 sinn net manner wéi 2.816.000.000 un Investissementer am Zentralstaat virgesinn. An eng éischte Kéier briechen d'Investissementer am Joer 2023 de Plaffong vun 3 Milliarden Euro.

Dat ass an absolutten Zuele ganz vill. Och gemooss par rapport zu eisem PIB ginn d'Investissementer, déi an der Vergaangenheet ëmmer esou bei 4 % louchen, erop op 4,3 %. Dat ass bal duebel esou vill wéi den Duerchschnëtt an der Eurozon. Dat ass och néideg. Ganz besonnesch d'Investissementer an den ëffentlechen Transport an an de Stroossebau si batter noutwendeg. Eis Stroosse packen haut net méi dee Verkéier, dee mer hinnen zoumudden. Dat mierke mer all Mueren an all Owend iwwerall bei eis am Land.

E Land, dat net investéiert, ass e Land, dat vu senger Substanz lieft. An dat wär falsch, net nëmme vis-à-vis vun de Problemer, déi mer haut schonns kennen, mee och vis-à-vis vun deenen zukünftege Generatiounen, deene mer dann d'Léisung vun eise Problemer géifen iwwerloossen.

Ech hunn elo de Kader beschriwwen, an deem mir eis beweegen. An an esou e Kader oder an eng Rumm, do gehéiert e Bild. Grond fir Schwaarzmolerei besteet net, sot den Här Finanzminister. Da kommt, mir probéieren elo e faarwegt Bild ze molen! E Bild vun engem Land, an deem villes gutt funktionéiert, mee dat nach déi eng oder déi aner Retusch brauch, ier et iergendwann eng Kéier ganz fäerdeg ass.

Wat d'Recettë vum Zentralstaat ugeet, esou belafen déi sech op 20.295.000.000 Euro. Bal d'Hallschent dovu sinn direkt Steieren, déi ëm 1,7 % wuesse sollen. Hei fält besonnesch d'Betribsbesteierung an d'A, déi souwuel am Joer 2018 wéi viraussiichtlech och 2019 all eis Erwaardungen iwwertraff huet. Eleng den IRC, deen 2019 op 2 Milliarde geschat gouf, soll um Enn eng 600 Milliounen Euro méi erabréngen. Dat huet och mat der elektronescher Besteierung ze dinn, déi derfir suergt, dass déi Steiere méi séier erakommen. Selbstverständlech ass dat nëmmen e kuerzzäitege Phenomeen, soudass et richteg ass, am Budget 2020 vu méi engem niddrege Montant auszegoe par rapport zu de Previsioune fir 2019. Par rapport zum Compte prévisionnel geet de Budget 2020 vun enger Baisse vun 13,5 % aus.

All déi, déi mengen, de Budgetsprojet wier op Sand gebaut an iwwerdriwwen optimistesch, ginn hei Lige gestrooft.

E grousse Saz mécht och d'Lounsteier, déi ëm iwwer 11 % soll wuessen d'nächst Joer. An dat soll och esou virugoen an de Joren duerno, soudass bis 2023 d'Steieren, déi vun der Aarbecht kommen, op iwwer 6 Milliarde solle wuessen.

Eng vun de wichtegsten indirekte Steieren ass d'TVA. Déi soll och 2020 nach eemol ëm 6 % zouleeën a bei iwwer 4 Milliarde leien.

Bei den Akzisen um Diesel an um Bensinn leie mer nëmme liicht iwwert de Previsioune vun 2019, an och fir 2020 ass do nëmmen eng Progressioun vun annerhallwem Prozent virgesinn. Hei spillt natierlech déi Erhéijung vun 1 Cent op dem Bensinn an 2 Cent um Diesel, déi mer am Fréijoer gemaach hunn.

Gëschter Mueren huet eis de Finanzminister ugekënnegt, dass et och ufangs 2020 wäert zu enger weiderer Erhéijung komme vun den Akzisen op Bensinn an Diesel. D'Forschett vun dëser Erhéijung läit tëschent 3 a 5 Cent beim Diesel an tëschent 1 an 3 Cent um Bensinn. De Statec huet eis ausgerechent, dass déi Hausse vum leschte Mee an der Moyenne 20 bis 25 Euro d'Joer ausgemaach huet, also ongeféier 2 Euro de Mount.

Dës Erhéijunge solle virun allem den Tanktourismus bremsen, deen engersäits eis CO_2-Bilanz belaascht an anerersäits och eis Autobunne verstoppt. Hei gëllt et awer och, d'Evolutiounen an eisen Nopeschlänner am A ze behalen, well déi eeben och en direkten Afloss hunn op de Verkaf bei eis op den Tankstellen.

Insgesamt kann ee feststellen, dass bei alle Recetten, déi am Budget estiméiert goufen, eng gewësse Virsiicht ze erkennen ass. Et ass eeben net all Joers mat neie Rekorder ze rechnen. Mee virun allem schreift sech dës virsiichteg Approche an eng politesch Kontinuitéit an, déi mer och aus der Vergaangenheet an och aus fréiere Regierunge kennen.

Vill méi spannend ewéi d'Einname sinn awer d'Ausgabe beim Zentralstaat. Hei gesäit een nämlech, wéi eng Politik dass d'Regierung mécht. D'Recettë sollen an dem Joer 2020 ëm 3,7 % klammen an an de Joren 2021 bis 2023 all Kéiers tëschent 5,1 % a 5,7 %. D'Depensen hirersäits wuessen 2020 nach ëm 6,5 % a ginn da lues an hirem Rhythmus erof op nach 3,9 % am Joer 2023.

Alles an allem leie mer 2020 eng éischte Kéier bei iwwer 20 Milliarden Euro bei de gesamte Staatsausgaben. Dat entsprécht 32,1 % vun eisem PIB.

Wat sinn elo déi markant Posten, déi fir d'nächst Joer an den Depensë stinn?

Als Éischt stécht hei de gratis ëffentlechen Transport eraus, mat engen 30 Millioune fir d'nächst Joer an iwwer 40 Milliounen Euro duerno. Dës Moossnam huet gläich dräi Impakter: en ekologeschen, well all Automobilist, deen ëmklëmmt op den ëffentlechen Transport, verursaacht dann och manner CO_2; e verkéierspoliteschen, well all Auto manner eis Stroossen och e bësse manner belaascht; an drëttens e sozialen, well héichgerechent gouf, dass e Stot soumat eng 390 Euro d'Joer spuere kann, wann en haut schonn haaptsächlech den ëffentlechen Transport notzt.

Op den ëffentlechen Transport kann een awer nëmmen ëmklammen, wann e wierklech gutt funktionéiert an eng reell Alternativ ass zum Auto. Duerfir mussen nieft dem gratis ëffentlechen Transport eis Efforte konsequent weidergefouert ginn, fir an de Bus, an d'Schinn an och an den Tram ze investéieren.

2020 ginn eng 605 Milliounen Euro an d'Exploitatioun vum ëffentlechen Transport gestach. Dat ass eng Hausse vun 13 %. D'Investissementer an d'Schinn bleiwen héich déi nächst Jore mat insgesamt 1.370.000.000 Euro bis d'Joer 2023. Déi grouss Chantiere sinn hei déi nei Streck Beetebuerg–Lëtzebuerg, déi zwee nei Quaien an der Stater Gare, de Park and Ride Rodange oder nach d'Aarbechten un der Nordstreck. An den Tram investéiere mer am selwechten Zäitraum 217 Milliounen Euro.

Parallell dozou dierfe mer awer eise Stroossereseau, deen dacks virum Kollaps steet, net vernoléissegen. D'Investissementer iwwert de Fonds des routes klamme vun 200 Milliounen am Joer 2020 op 270 Milliounen am Joer 2023. Déi grouss Stroossebauprojeten 2020 sinn hei de Pôle d'échange Cloche d'Or, d'Liaison Micheville, den Echangeur Steebrécken, déi nei N3 tëschent der Stater Gare a Bouneweg, de Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck, d'Transversale Clierf oder nach de Couloir multimodal tëschent Ettelbréck an Dikrech.

Eng Gesellschaft, déi gutt funktionéiert, brauch och Infrastrukturen, déi hir gewuess sinn. Besonnesch Schoulgebaier queesch duerch d'Land gi gebraucht, fir dass eis Kanner an eis Schüler eng breet Offer ugebuede kréien an ënner gudde Konditioune kënne studéieren. Fir Konstruktiounsprojete sinn am Ganze 95 Millioune virgesinn. Eng Rëtsch Schoulgebaier a Lycéeë ginn den Ament an och an den nächste Jore gebaut oder renovéiert, dorënner d'International Schoul zu Déifferdeng an de Lycée agricole zu Gilsdref.

An der Phase d'études sinn d'Extensioun vum Clierfer Lycée, de Michel Lucius, de Lycée technique vu Bouneweg, den Nordstad-Lycée, de Lycée technique du Centre, d'École internationale zu Munneref oder nach déi nei Erwuesseneschoul mat Sportlycée. Eleng fir dës Schoulgebaier wäerten an deenen nächste Joren iwwer 1 Milliard Euro investéiert ginn.

Donieft lafen nach aner wichteg Infrastrukturprojeten wéi de Prisong um Uerschterhaff, d'Kasären um Härebierg, d'Jugendherberg zu Ettelbréck oder nach d'Moderniséierung vum Domaine thermal zu Munneref.

Dëst sinn alles nëmmen déi grouss Projeten. De Budgetsprojet renseignéiert awer och iwwer eng impressionnant Lëscht mat méi klengen, awer wichtege Stroossebauprojete wéi Contournementen oder Stroossenerneierunge grad ewéi Renovatiounsaarbechten u verschiddene Gebaier. Et géif natierlech vill ze wäit féieren, fir déi hei alleguerten opzezielen.

Mir hunn eng gutt Fonction publique. An dat dierf ee roueg och emol eng Kéier soen. Jo, si kascht eis och eppes: 23 % vun den Depensë vum Staat ginn drop, fir eis Verwaltungen, eis Schoulen an eis Déngschter un de Bierger ze bezuelen. De Käschtepunkt fir d'Paien am ëffentlechen Déngscht klëmmt viraussiichtlech ëm bal 350 Millioune beim Zentralstaat. Dat muss et eis och wäert sinn. Déi 1.830 nei Posten, déi hei geschaf ginn, gi jo méi wéi gebraucht, zum Beispill an eise Schoulen, awer och fir eis Sécherheet, zum Beispill duerch d'Astelle vu méi Polizisten.

Eise Gemenge ginn 88 Millioune méi iwwert den Dotatiounsfong zougesprach. Dat si gutt investéiert Suen, well si ginn do verbraucht, wou d'Bierger se och dacks direkt spieren: do, wou se wunnen, an do, wou se liewen. D'Reform vun de Gemengefinanzen huet fir méi Gerechtegkeet tëschent de Gemenge gesuergt, mee och fir méi finanziell Mëttelen, déi un d'Gemenge verdeelt goufen.

Op eis Landwirtschaft komme wichteg Erausfuerderungen duer. Op där enger Säit muss si eng qualitativ héichwäerteg Liewensmëttelproduktioun garantéieren an op där anerer Säit muss se méi Efforte maachen an de Beräicher Klimaschutz, Naturschutz, Buedem- an och Waasserschutz. De Budget gesäit hei déi néideg Mëttele vir, fir dëst och finanziell a sozial ze begleeden.

Geneesou ass et mat der Biolandwirtschaft an hirem ambitiéisen Zil, 20 % Bioagrarflächen auszeweise bis d'Joer 2025. Am Budget si méi Sue fir d'Biolandwirtschaft virgesinn, dëst och am Hibléck op d'Emsetze vum neie Bioaktiounsplang, deen an der Fäerdegstellung ass.

Am Déiereschutz wäert de Poste vum Déiereschutzbeoptraagte besat ginn. De Volet Anti-Gaspi wäert verstäerkt promouvéiert gi mat konkreeten Aktiounen an Informatiounscampagnen.

De Budget vun der Landwirtschaft klëmmt vun engen 53 Milliounen op 55 Milliounen Euro.

De Finanzminister huet a senger Presentatioun vun enger inklusiver Gesellschaft geschwat, an där jiddweree seng Plaz fanne soll. Dat ass eng luewenswäert Zilsetzung, déi et gëllt unzepeilen. Duerfir ass et richteg, dass och an deenen nächste Jore vill Suen an d'Familljepolitik fléissen. De Budget vun der Zukunftskeess geet op 1.217.000.000 erop. Den neie Congé parental ass e Succès an e gëtt weiderhin am Budget mat den néidege Mëttelen dotéiert. De Budget fir d'Chèques-services sengersäits gëtt ëm 10 % geheicht.

D'Liewen an eiser Gesellschaft muss esou gestalt ginn, dass jiddweree kann drun deelhuelen. Fir déi Vulnerabelst ënner eis, déi Leit mat enger Behënnerung, ass do virgesinn, de Budget ënner anerem fir déi konventionéiert Servicer vun 79 op iwwer 100 Milliounen am Joer 2023 eropzesetzen. Am selwechte Beräich ginn d'Ateliers protégés mat 57 Milliounen ënnerstëtzt. Net vergiesse sollt een och dee reforméierten Adapto-Service fir Leit mat enger Behënnerung, dee jo och gratis soll ginn.

Fir d'Wuelbefanne vun de Leit brauch et als Alleréischt eng gutt Gesondheet. D'Kreditter am Secteur vun der Santé ginn ëm 10 % erop op 228 Milliounen Euro. Besonnesch déi konventionéiert Déngschter profitéiere vu méi Moyenen. Vill gëtt iwwerdeems och an d'Preventioun gestach. De Projet eSanté, den Dossier partagé an d'Digitaliséierung gi virugedriwwen.

Erlaabt mer wannechgelift, dass ech hei zwee méi kleng Projeten ernimmen, déi vum Staat ënnerstëtzt ginn. Et sinn dat d'Projete Caddy II a Schweessdrëps II vun der Stëmm vun der Strooss. Mat deenen zwee Projeten, déi zu Suessem ënner engem Daach regruppéiert ginn, gi gratis Liewensmëttel un zéng verschidde Sozialdéngschter geliwwert. Fir d'Gebailechkeete bauen ze kënnen, gëtt de Gesondheetsministère am Budget 2020 Mëttelen an Héicht vu 777.000 Euro. Hei ass net nëmmen de sozialen Aspekt ervirzehiewen, mee och d'Reduktioun vun eiser Liewensmëttelverschwendung.

Ech wéilt am Numm vun eis alleguerten op dëser Plaz e grousse Merci soen un all d'Benevollen, net nëmmen déi vun der Stëmm vun der Strooss, mee vun allen Associatiounen, déi sech an den Déngscht vun hire Matmënsche stellen.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ouni hiren Asaz géif et ville Leit hei am Land vill méi schlecht goen. An de Staat kéint, och wann e wéilt, dat alles net selwer leeschten.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP) , rapporteur.*- Vun der Gesondheet bei de Sport ass de Sprong net ganz grouss. De Sport ass och dee Beräich, deen am meeschte wäert an deenen nächste Jore wuessen, en Zouwuess vu ganzer 15 %.

Et geet net duer, fir adequat Sportsinfrastrukturen opzeriichten. Selbstverständlech brauche mer déi. De Fong fir Sportsekipement kritt duerfir och 7,5 Millioune méi. Mee gradesou wichteg ass dat, wat an deene Sportstätte geschitt: en anstännegen, professionellen Encadrement, net eleng vun de Spëtzesportler, mee och vun eise Kanner an all deenen, déi Sport bedreiwen. Duerfir ginn d'Federatioune méi a besser finanziell ënnerstëtzt. Nëmmen esou kann de professionellen, gudden Encadrement och assuréiert ginn.

Op de Volet Logement ginn ech herno nach méi am Detail an. Mir sinn eis eens, dass d'Fro vum bezuelbare Wunnraum déi gréisste sozial Fro ass den Ament. An hei muss d'Politik reagéieren. Vill Initiative sinn och ugekënnegt gi vun der Regierung, notamment de Logementspakt 2.0, dee mer hei virun enger Woch diskutéiert hunn. Leider spigelt de Budget vum Logement dës vill Initiativen net oder besser gesot nach net erëm.

Positiv ze erwäne bleift awer, dass d'Kreditter fir d'Gestion locative sociale ëm ganzer 37 % geheicht ginn an dass de Fonds de soutien au développement du logement geschaf gëtt. Dëse Fong soll jo dem Staat et erlaben, fir an de Besëtz vu Grondstécker ze kommen, fir esou eege Wunnengsbauprojete kënnen ze realiséieren. Dee Fong gëtt allerdéngs just mat 3 Millioune fir dat anert Joer kreditéiert. Och sinn dëst keng nei Kreditter, mee et ass en Zesummeleeë vu verschiddenen Artikelen.

Et ass duerfir eist Versteesdemech, dass dëse Fong déi néideg Moyene brauch, fir seng Ziler kënnen ze erreechen. A mir ginn och duerfir staark dovunner aus, dass, wa bis déi gesetzlech Basis fir dee Fong geschaf gouf, déi Kreditter massiv an d'Luucht wäerte goen.

Et géif och hei ze wäit féieren, fir all eenzel Moossnam aus dem Budget opzezielen, an duerfir wéilt ech mech op dës puer Beräicher limitéieren, déi ech elo grad ernimmt hunn an déi ech besonnesch ervirgestrach hunn.

Nieft all deene Saache gëtt natierlech och an eis Educatioun investéiert. De Budget vum Enseignement supérieur geet ëm 10 % erop.

Lëtzebuerg hëlt seng Verantwortung eescht vis-à-vis vun der Entwécklungshëllef an investéiert och déi nächst Joren 1 % vu sengem Revenu national brut, fir deenen ënnert d'Aerm ze gräifen, déi eis Solidaritéit brauchen.

Och dëst Joer sinn déi sozial Transferten e grousse Bestanddeel vum nationale Budget. D'Participatioun vum Staat un den Depensë vun der Krankekeess, Pensiounskeess, Fleegeversécherung a vun der Mutualitéit si wichteg Bäiträg, fir de Budget vun der sozialer Sécherheet an engem gesonden Equiliber stoen ze hunn. Si erlaben et, wichteg Verbesserunge fir de Versécherten an och eng Planungssécherheet fir d'Betriber ze garantéieren.

De Volet vum Paperless an der Digitalisatioun ass eng Prioritéit vun der aktueller Regierung a wäert duerfir och an deenen nächste Jore gefërdert ginn.

D'Kulturjoer 2022 réckelt ëmmer méi no an de Budget stellt d'Mëttele bereet, fir dat wichtegt Evenement fir de Süde vum Land och gutt ze preparéieren.

De wichtege Budget vum Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a Solidarwirtschaft geet ëm 8 % an d'Luucht. Fir d'Actions en faveur de l'emploi sinn zesummen 367 Millioune virgesinn.

Alles an allem huet d'Regierung en equilibréierte Budget virgeluecht. An dat mengen ech natierlech net am Sënn, dass all d'Depensen duerch Recettë musse couvréiert sinn, mee am Sënn vun deem, wat och de Finanzminister a senger Presentatioun gesot huet, nämlech dass et e Budget ass fir e besseren Alldag vun de Mënschen. Dëse Budget vereent villes. Virun allem setzt e sozial an ökologesch Akzenter. Et gëtt vill investéiert, fir éischtens déi Problemer ze léisen, déi mer haut hunn, awer och fir eist Land op zukünfteg Erausfuerderunge virzebereeden.

Beim Stand vun eise Staatsfinanze kënne mir eis dat och leeschten. Jo, mir mussen eis dat leeschten. Wouhinner de Stëllstand féiert, gesi mer ganz gutt bei eisen däitschen Noperen, wou Stroossen net gefléckt ginn, Brécke wackeleg sinn a Schoulgebaier baufälleg sinn.

Fir dass mer och a méi schwieregen Zäiten e gewëssene finanzielle Spillraum behalen, gëtt de fréiere Fonds de crise ëmgewandelt an e Fonds de rééquilibrage budgétaire, wou budgetär Iwwerschëss kënnen drafléissen.

Nieft dem Fonds souverain, dee mat 317 Milliounen ekipéiert ass an deen eng Zort Spuerbuch fir zukünfteg Generatiounen duerstellt, soll dëse Fong awer net blockéiert ginn. Duerfir wier et an eisen Ae wichteg, d'Modalitéite festzeleeën, no deene kann op dëse Fong zréckgegraff ginn. An hei misst d'Chamber méi matagebonne ginn.

Ech hu virdrun déi rekordhéich Investissementer gelueft, déi mer eis virhuelen. Nach musse mer eis versécheren, dass mer dat Bescht mat deene Sue maachen. Ech hu wärend menger Virbereedung op dëse Rapport gelies, dass de Staat bei gréissere Projete 15 Joer brauch tëschent der Planung an dem Realiséiere vun engem grousse Projet. Deen Delai ass einfach ze laang. Net nëmme solle mer un eise Prozedure schaffen - dat hu mer jo och schonn zum Deel gemaach mam Omnibusgesetz -, mee mir musse besser virausplangen. Mat de Plans sectoriels gëtt dat jo schonn zum Deel probéiert. Dat geet awer sécher net duer.

Ech wéilt duerfir a mengem perséinlechen Numm proposéieren, dass d'Politik sech an hiren Aarbechte begleede léisst vun enger ze schafender Kommissioun, wéi et se zum Beispill schonn a Groussbritannien zanter dem Joer 2017 gëtt. Dës Kommissioun kéint permanent d'Entwécklunge vun der Populatioun, vun der ekonomescher Aktivitéit, vum Verkéier, vun den Aarbechtsplazen, de Chantieren an esou weider am A behalen a plangen, net nëmme fir déi nächst puer Joer, mee doriwwer eraus fir déi nächst Joerzéngten.

D'Plus-value vun dëser Kommissioun muss doranner bestoen, dass mir d'Besoinen anticipéieren, amplaz der Entwécklung hannendrunzelafen. Net nëmme Lëtzebuerg, mee och d'Entwécklung an eiser direkter Noperschaft muss matabezu ginn. Dës Kommissioun, zesummegesat souwuel aus Decideure wéi och aus Wëssenschaftler, kéint stänneg op nei Entwécklunge reagéieren a Rotschlëi ginn, wou mer an Zukunft nei Stroosse brauchen, nei Schoulen, neie Wunnraum oder eng nei Offer am ëffentlechen Transport. Well et ass jo näischt méi frustrant, wéi wann e Projet ofgeschloss gëtt an an der Tëschenzäit d'Premissen, déi am Ufank gegollt hunn, net méi der Realitéit vun haut entspriechen.

Dat do brëngt mech op e Sujet, dee mer eigentlech scho méi dacks hei am Haus ugeschwat hunn: Wéi kënne mer besser garantéieren, dass déi Suen, déi mer ausginn, déi Investissementer, déi mer tätegen, och eisen Ziler, déi mer eis gesat hunn, gerecht ginn? Mir mussen eis agestoen, dass mer eng schlecht Evaluatioun vun eiser Politik maachen.

Heiansdo stëmme mer hei am Haus eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, nom Akraafttriede vun engem Gesetz zréck bei d'Chamber ze kommen an e Bilan ze zéien. Et ass awer um Parlament, dës Evaluatioun ze maachen. Mee duerfir feelt et eis un den néidege Moyenen. Sécher gräife mer och emol op d'Cour des comptes zréck, fir e Spezialrapport ze maachen zu deem engen oder anere spezifesche Punkt. Mee mir kënnen dat net alles op d'Cour des comptes ofwälzen. Mir mussen eis als Chamber selwer en Déngscht ginn, dee mir kënne beoptrage mat der Evaluatioun vun der Politik.

Wie mécht zum Beispill d'Evaluatioun vun deene sëlleche Schoulreformen, déi mer an de leschte Jore gemaach hunn? Oder wie kuckt, ob dat, wat mer eis am Objet vum Gesetzesprojet iwwert d'Subvention loyer virgeholl hunn, och wierklech erreecht gëtt?

Dat nächst Joer sollt sech d'Chamber seriö Gedanke maachen, wéi mer eis déi Méiglechkeete kéinte ginn, déi eis haut an dësem Beräich nach feelen.

D'Chamber sollt awer och am beschte bei sech selwer ufänken. Ech hunn an de leschte Méint e puer Budgetsrapporte gekuckt vu menge Virgänger. Hei goufen eng sëllech Recommandatioune formuléiert - och ech wäert der haut nach e puer maachen -, mee wat geschitt mat deene Recommandatiounen? Vill ginn der ëmgesat, anerer awer net oder waarden nach drop, ëmgesat ze ginn. A wien erënnert sech drun?

Eng Iddi wier, dass d'Finanzkommissioun en An dorobber behält. Dat selwecht gëllt och fir eis Motiounen hei an der Chamber. Dacks ass et och hei: „Aus den Augen, aus dem Sinn." Duerfir sollt e Relevé opgestallt gi vun alle Motiounen, déi d'Chamber am Laf vun der Zäit hëlt, e Relevé, dee stänneg à jour gehale gëtt an deen der Chamber weist, wou déi eenzel Opfuerderungen un d'Regierung dru sinn.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP) , rapporteur.*- Här President, ech erlabe mer, zu dësen dräi Proposen eng Resolutioun ze deposéieren. Wannechgelift!

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que conformément à l'article 104 de la Constitution, il appartient à la Chambre des Députés d'arrêter la loi des comptes et de voter le budget ;

- considérant également qu'en vertu de l'article 88 (1) du règlement de la Chambre des Députés, chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement et des résolutions adressées à la Chambre des Députés ;

- constatant qu'une évaluation ex post rigoureuse des politiques mises en œuvre représente une condition sine qua non de l'efficacité des mesures visées,

décide

- en vue de favoriser une meilleure lisibilité des différentes motions et résolutions votées par la Chambre des Députés, qu'un registre par thèmes sera créé afin de regrouper les motions et les résolutions votées ;

- de charger la Conférence des Présidents d'élaborer les modalités afin de se doter progressivement des moyens nécessaires auprès de l'Administration parlementaire pour mener une évaluation qualitative systématique des politiques mises en œuvre au niveau national ;

- de suivre au sein de la Cofibu les recommandations formulées par la commission dans le rapport du budget.

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Eugène Berger, Sven Clement, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Déi Resolutioun dréit schonn d'Ennerschréfte vun enger ganzer Partie Kolleegen hei. Ech wéilt awer deene Parteien, bei deenen ech net derzou komm sinn, virun der Sëtzung nach mat hinnen doriwwer ze schwätzen, soen, dass déi Resolutioun selbstverständlech op ass, fir dass si déi nach kënnen ënnerschreiwen.

Voilà ! Ech soen de Regierungsmembere Merci fir hir Disponibilitéit an de leschte Wochen. Mir kruten och op all Fro, déi mer gestallt hunn, eng Äntwert, respektiv goufen eis nach Dokumenter nogereecht, déi mer verlaangt hunn.

Ech wéilt awer un d'Regierung appelléieren, dass se beim Opstelle vum Budget drop Uecht gëtt, dass d'Chamber nach ëmmer deen néidegen Iwwerbléck behält. Et versteet een, wann an engem Ministère verschidde Budgetsartikele beieneegeleucht ginn, well dëst der Regierung méi Flexibilitéit gëtt bei hiren Depensen. Dat dierf awer net op d'Käschte vun der Transparenz goe vis-à-vis vun der Chamber. Duerfir missten op d'mannst am Libellé vum Artikel d'Detailer opgefouert gi vun deenen Artikelen, déi fusionéiert goufen.

Souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland goufe sech jo scho vill ... Elo hunn ech eng Säit iwwersprongen. Gesitt Der, et ass gutt, dass ech se nummeréiert hunn.

An deem méi perséinlechen Deel vu mengem Rapport hunn ech mech dozou entschloss, mech dem Sujet vum PIB du bien-être unzehuelen. Dat ass sécher keng nei Erfindung. Souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland goufe sech jo scho vill Gedanken doriwwer gemaach.

Ech hu mech perséinlech ëmmer dru gestéiert, dass mer d'Situatioun vun eisem Land, eise Wuelstand ëmmer eleng op eis wirtschaftlech Performance reduzéieren. An d'Fro, déi mer dacks duerch de Kapp gaangen ass, war déi heiten: Wat denke verschidde Leit, wa se dauernd héieren: „Eise PIB ass ëm 3 %, 4 % oder 5 % gewuess, et geet eis also gutt", an zum nämmlechten Ament mierke si awer keen Ënnerscheed um Paiziedel an hunn et allze dacks schwéier, fir Enn des Mounts déi berüümt zwee Enner beieneenzekréien?

Eise Premierminister huet dee remarkabele Saz gesot: „Wann et eisem Land gutt geet, da muss et och de Leit gutt goen." An hien huet natierlech absolutt Recht. Mee wéi geet et dann effektiv de Leit? Wéi et eisem Land geet a virun allem, wéi et eise Bierger geet, doriwwer seet dee klassesche PIB wéineg aus. Et brauch duerfir aner Indicateuren.

D'nächst Joer am Mäerz organiséieren de Statec an de Wirtschaftsministère eng gréisser Konferenz iwwert dee sougenannte Well-Being mam Titel: „Knowledge for informed decisions". Den Direkter vum Statec hat am November op eng ganz interessant Diskussiounsronn invitéiert iwwert d'Ongläichheeten an hir Evolutioun, dëst mat engem méi provokanten Ënnertitel: „Tout ce que nous ne mesurons pas ou mal". Et gëtt sech also scho vill mat der Fro beschäftegt, wéi mer d'Wuelbefannen a senger ganzer Komplexitéit moosse kéinten.

An ech wéilt op dëser Plaz ausdrécklech dem Serge Wilmes e grousse Merci soen, well hien eng Debatt grad iwwert de PIB du bien-être an der Chamber gefrot huet. Mir waren eis also onofhängeg vuneneen eens, dass et wichteg wär, sech méi intensiv domat ze befaassen.

(Interruptions)

Och de Paul Galles huet eng Debatt ugefrot iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg. Och him villmools Merci derfir, well ech och dësem Theema e gréissert Kapitel a mengem Rapport widmen. Dës zwou Debatte vum Paul Galles a vum Serge Wilmes, déi mer da viraussiichtlech ufangs vum nächste Joer wäerte féieren, ergänzen also mäi Rapport vun haut a stelle sécher, dass d'Diskussiounen doriwwer weidergefouert ginn.

Här President, nodeems d'Nowéie vun der Finanzkris verdaut sinn, genéisse mir erëm e staarke Wirtschaftswuesstum: 2014, 2015 an 2016 iwwer 4 %. Zanterhier gewanne bei ville Bierger aner Considératiounen erëm méi u Bedeitung: Ongläichheeten ofbauen, d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff, eng intakt Ëmwelt, sozial Kontakter an eiser Gesellschaft. Kuerz: d'Wuelbefanne vun deem Eenzelen.

De Constat, dass Wirtschaftswuesstum automatesch d'Wuelbefanne vun de Leit eropsetzt, ass ëmmer manner evident, och an der Wëssenschaft.

Am Koalitiounsaccord vun 2009 huet déi deemoleg Regierung d'Aféiere vun engem PIB du bien-être nieft deem klassesche PIB annoncéiert. An engem gemeinsamen Avis vum Conseil économique et social a vum Conseil supérieur du développement durable goufen 63 Indicateuren aus eelef Liewensdomäner definéiert, op deenen de PIB du bien-être fousst.

De Statec gouf mat der operationeller Ausféierung beoptraagt an dee synthetiséierte „Luxembourg Index of Well-Being" war ge-

buer. A sengem Rapport huet de Statec deemools festgehalen, dass de „Luxembourg Index of Well-Being" tëschent 2009 an 2015 zwar gewuess ass, mee manner séier wéi d'Evolutioun vum PIB. 2015 war dat esou gemoossent Wuelbefannen 0,8 % ënnert dem Niveau vun 2009. De PIB pro Kapp ass awer am nämmlechten Zäitraum ëm 5,7 % geklommen.

A mengem Rapport sinn ech op dräi grouss Theemefelder agaangen: Aarmut an Ongläichheeten, Logement an zu gudder Lescht d'Aarbechtswelt. Nieft engem relativ héijen Taux de risque de pauvreté vun 18,3 % ass et wichteg, aner Indicateuren ze kucken, fir méi e komplett Bild ze kréien. Dozou gehéiert d'Déprivation matérielle, déi net un d'Evolutioun vum Revenu médian gebonnen ass, mee déi méi objektiv Krittäre virgesäit.

Dir entschëllegt mech, ech hu keen anstännegt lëtzebuergescht Wuert fonnt fir „déprivation matérielle", duerfir gebrauchen ech dann elo dat franséischt.

Glécklecherweis hu mir zu Lëtzebuerg en niddregen Taux de déprivation matérielle: 1,3 %, deen niddregsten an der Europäescher Unioun. Dëst dierf awer net verstoppen, dass zu Lëtzebuerg 8 % vun de Kanner eng Déprivation matérielle erliewen.

A menge Recherchë sinn ech op follgend, fir mech erschreckend Zuele gestouss: Kanner, vun deenen d'Elteren an enger Koppel liewen, sinn, wann et ëm Deprivatioune geet, zu 4 % betraff, Kanner an enger Famille monoparentale zu 30 %. Néierens ass déi Differenz esou grouss wéi zu Lëtzebuerg!

E puer Beispiller, fir dass ee versteet, wat gemengt ass: Deprivatiounen, déi gemooss goufen, sinn zum Beispill al Miwwelen net ersetze kënnen, Rechnungen net kënne bezuelen, d'Kanner net kënnen um Schoulausfluch deelhuele loossen, Kanner, déi just ee puer Schong hunn an esou weider.

Mir wëssen et alleguerten: Op der ganzer Welt, an och zu Lëtzebuerg, huelen d'Ongläichheeten zou, besonnesch wann ee sech d'Verdeelung vum Patrimoine ukuckt. Lëtzebuerg ass dacks besuergt, fir an internationale Rankinge kënnen um Podium ze stoen. Mee mir thematiséieren net vill, dass mir dem Eurostat no beim Gini-Koeffizient zanter 2016 kloer méi ongläich eis Revenue verdeelt hunn wéi d'Moyenne an der EU. Den Gini-Koeffizient louch 2018 bei 30,6 fir d'EU, mee bei 33,2 fir Lëtzebuerg.

An hirem Bulletin huet d'Banque centrale festgestallt, dass déi iewescht 10 % e Patrimoine hunn, deen 344-mol esou grouss ass wéi dee vun deenen ënneschten 10 %. Dat war am Joer 2014. Am Joer 2010, also véier Joer virdrun, louch dee Rapport scho bei héijen 273. Dës Entwécklung ass also rasant.

Wann ee weess, dass de Rapport tëschent deenen ieweschten 10 % an deenen ënneschte 50 % an deem Zäitraum éischter konstant bliwwen ass, da kënnt een zur Konklusioun, dass déi ënnescht 10 % guer näischt op d'Säit leeë kënnen. Fir eis sozial Kohäsioun sinn dës Entwécklungen natierlech Gëft.

Ech hu virdru gesot, dass de Staat ouni d'Hëllef vu Benevollen opgeschmass wier, wann et drëms geet, d'Aarmut ze lënneren an ze bekämpfen. Duerfir brauchen déi konventionéiert Asblen déi néideg Moyenen, fir hir Aarbecht ze maachen. Dat geschitt wuel mat dësem Budget. Deen Effort muss och weidergoen.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Och brauchen déi Benevoll selwer déi néideg Formatioun an e gudden Encadrement.

Wat d'Strukturen ugeet, déi mer hei am Land hunn, soll eng Analys vun de Besoinen a vun der geografescher Verdeelung gemaach ginn.

Eng Iddi, déi mir besonnesch um Häerz läit, ass déi vum Housing First, déi sech zum Beispill schonn a Finnland bewäert huet. Hei stieche mer nach an de Kannerschong. An déi Iddi soll onbedéngt weiderentwéckelt ginn. Kuerz erkläert: Beim Housing-First-Konzept geet et ëm e Mentalitéitswandel. Et setzt viraus, dass jiddwereen hei am Land e Recht huet, iergendwou ze liewen. D'Wunneng gëtt domat zur éischter Mesure vun der Stabiliséierung, zum Beispill fir Leit vun der Strooss oder eng Persoun, déi wëllt aus der Prostitutioun erausklammen.

Eréischt wann ee bis en Doheem huet, kann een déi aner Problemer ugoen, wéi eng Aarbecht sichen oder erëm gesond ginn an esou lues a lues de Wee zréck an eis Gesellschaft fannen. A Finnland ass dëst Konzept erfollegräich a si schwätze vun 80 % Reussite vun deene Leit, déi iwwert den Housing First gehollef kruten.

Ech soen dat alles, well wa mir iwwert d'Wunnengspräisser schwätzen, dann hale mer dacks fest, dass et fir Geréngverdénger an ëmmer méi dacks och Normalverdénger ëmmer méi schwéier gëtt, fir sech d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze leeschten. Mee wéi schwéier muss et da si fir déi, déi guer näischt hunn! Ech soen dat hei, fir dass mer si net vergiessen, wa mer iwwert d'Wunnengsnout schwätzen.

Da wéilt ech d'Regierung drun erënneren, dass si an hirem Regierungsprogramm ugekënnegt huet, d'Familljeleeschtungen ewéi d'Familljegeld nees un den Index unzepassen. Dat ass ganz bestëmmt eng wichteg Hëllef fir d'Familljen, besonnesch fir d'Elengerzéier. A wat déi Indexéierung éischter kënnt, wat besser!

Wann een den Aarmutsrisiko am Detail kuckt, da fält engem op, dass am Contraire zu aneren europäesche Länner den Aarmutsrisiko bei Rentner däitlech manner héich ass. Dëse läit bei manner wéi der Hallschent vun der Moyenne. Dat ass eng gutt Noriicht. Vergiesse sollte mer dobäi awer net, dass et och zu Lëtzebuerg kleng Pensioune gëtt, mat deenen ee knapps iwwert d'Ronne kënnt.

Et ass duerfir eng gutt Noriicht, dass fir den 1. Januar d'Pensiounen ëm 1,5 % wäerten ugehuewe ginn. Zesumme mat der ze erwaardender Indextranche kréien eis Rentner esou ugangs 2020 eng Erhéijung vu 4 %. Weider Efforten, fir Hongerrenten ze vermeiden, mussen awer och nach gemaach ginn.

Wat d'Ongläichheeten ugeet, esou schloen ech vir, en Observatoire vun den Ongläichheeten an d'Liewen ze ruffen, e bëssen esou wéi den Observatoire vun der Kompetitivitéit, dee mer jo schonns hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Domat kéinten d'Regierung an d'Sozialpartner net nëmmen d'Ongläichheeten am A behalen, mee och Initiativen huelen, fir se ze bekämpfen.

Ganz besonnesch sollt d'Regierung beim Ausschaffe vun där ugekënnegter Steierreform eng Verbesserung fir d'Familles monoparentales ustriewen. Si ware schonns 2017 iwwert de Crédit d'impôt entlaascht ginn. Dëse kann een duerchaus nach eng Kéier unhiewen.

Ech wéilt och ënnersträichen, dass d'Regierung net d'Hänn an de Schouss geluecht huet, wat d'Aarmutsbekämpfung an d'Erofdrécke vun den Ongläichheeten ugeet. Am Laf vum Joer 2019 huet d'Regierung de Mindestloun ëm 100 Euro netto gehéicht. Wat fir en Impakt dës wichteg Moossnam op den Aarmutsrisiko respektiv op de Phenomeen vun de Working Poor huet, wësse mir haut nach net. Mee d'Fro ass net, ob dat e positiven Effekt hat, mee éischter, wéi grouss dësen Impakt ass. Dat gesi mer allerdéngs eréischt, wa mer d'Donnéeë vun dësem Joer statistesch traitéiert hunn.

Wat de Phenomeen vun de Working Poor ugeet, esou ass deen esou komplex, dass et derwäert wier, dësem en eegene Rapport ze widmen. Dat just als kleng Ureegung.

Wann een zu Lëtzebuerg vun Aarmut an Ongläichheete schwätzt, dann ass ee ganz séier beim Logement. Dësen ass nämlech zu groussen Deeler d'Ursaach, firwat zum Beispill den Aarmutsrisiko klëmmt. Mir sinn eis all eens, an ech brauch och elo net erëm Beispiller ze nennen, dass d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart de Leit e Lach an de Portmonni frësst. E grousse Problem ass do d'Konzentratioun vun Terrainen.

An enger Question parlementaire haten de Franz Fayot an ech no der Verdeelung vum Landbesëtz gefrot. Doropshi goufen de LISER an den Observatoire de l'habitat dermat chargéiert, d'Besëtzverhältnisser ze analyséieren. D'Resultater, och wann een et scho gefaart hat, waren nawell erschreckend: 1 % vun de Privatleit besëtze 16,4 % vun der Valeur vun allen Terrainen. D'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg ass besonnesch markant: 11 Entreprisen an 11 Privatstéit besëtzen 63 % vun den Terrainen an eiser Haaptstad, mat enger Valeur vu ronn 2,4 Milliarden Euro! Dat ass natierlech eng ongesond Situatioun.

De Statec huet ausgerechent, dass d'Käschte vum Logement ganz ënnerschiddlech evoluéiert hunn, jee nodeem zu wéi engem Quintile de Stot zielt. Beim éischte Quintile, also bei deene mat deem niddregsten Akommes, sinn d'Käschten ëm 20 % geklommen tëschent 2012 an 2017, beim véierte Quintile just ëm 7 %. An d'Resultat dovunner: D'Käschte vum Logement huele beim Geréngverdénger 42 % vum verfügbaren Akommes an, a bei deenen ieweschten 20 % vun der Akommesskala sinn et just 14,5 %.

Den Taux vun der Deprivatioun beim Logement, zum Beispill en ondichten Daach oder ouni privat Toilette an esou weider, ass méi héich zu Lëtzebuerg wéi an der Moyenne vun der EU, wann een et op d'Locataire bezitt, déi zu de Marchéspräisser loune mussen.

D'OCDE huet an hirem Examen économique vun dësem Joer ervirgestrach, dass a kengem vun de 36 Memberstaaten deen éischte Quintile esou staark verschëlt ass wéinst dem Logement wéi zu Lëtzebuerg. Et ass duerfir net verwonnerlech, dass d'OCDE eng méi konsequent Besteierung vun eidel stoenden Terraine gefuerdert huet an dass d'Reform vun der Grondsteier d'Non-affectation muss bekämpfen.

Iwwregens ass d'OCDE net déi Eenzeg, déi eis dat seet. Och d'Europäesch Kommissioun huet an hire länderspezifesche Recommandatiounen am Juni fir Lëtzebuerg festgehalen, dass si politesch Mesurë vermësst, déi d'Proprietären dozou bréngen, hir Terraine fir Logement disponibel ze maachen. D'Chambre des Métiers proposéiert an hirem Avis zum Budget, dass mer eidel Terraine musse méi besteieren.

Ech wëll betounen, dass dëst alles keng marxistesch oder lénkssozialistesch Organisatioune sinn! A wann déi dat scho soen!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Op dëser Plaz wëll ech och de President vun der Banque centrale zitéieren, deen eis an der Finanz- a Budgetskommissioun bei der Presentatioun vun hirem Avis zum Budget zum Schluss gesot huet, beim Logement: „Et muss elo eppes geschéien!".

Wëllt d'Regierung verhënneren, dass hir Logementspolitik duerch d'Konzentratioun vum Bauland an den Hänn vun enger klenger Zuel vu Proprietären torpedéiert gëtt, muss d'Regierung d'Baulandspekulatioun bekämpfen!

Weiderhi muss dee spezielle Steierregimm fir d'Fonds d'investissements spécialisés reforméiert ginn, ...

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- ... well et kloer schéngt, dass dëse Produit méssbraucht gëtt, fir mat Hëllef vum Typ vun den Umbrella Funds laanscht d'Besteierung vun der Plus-value immobilière ze kommen. An dat huet net nëmme Repercussiounen op d'Wunnengspräisser, mee virun allem ass et eng grouss Steierongerechtegkeet.

Mir sinn eis jo eens, dass de Staat, fir selwer aktiv ze ginn um Wunnengsmaart an esou bezuelbare Wunnraum kënnen ze schafen, fir d'éischt emol un dat néidegt Bauland muss kommen. Duerfir sollt am Kader vun de Baulandverträg eng Tax op de geschafene Méiwäert vun den Terraine kommen, déi zu Bauland ëmklasséiert ginn; esou wéi et och am Koalitiounsaccord tëschent de Regierungsparteie virgesinn ass. D'Fro dierf awer erlaabt sinn, ob een net amplaz vu Suen e Stéck vum Terrain kann un d'ëffentlech Hand oftrieden.

Wéi schonns d'éinescht gesot, deen neie Fong fir Terrainen ze kafe muss déi néideg Mëttele kréien, fir senger Aufgab hei kënne gerecht ze ginn.

Ech widderhuelen och nach eemol, wat ech déi lescht Woch gesot hu beim Pacte Logement: Mir musse fir all déi verschidde Besoinen dee richtege Wunnraum schafen. Dobäi sollen d'Loyeren dem Akommes no gerechent ginn.

Ech widderhuelen awer net méi all déi Recommandatiounen aus der Debatt vu virun enger Woch, ech verweisen do op mäi schréftleche Rapport.

Zum Logement awer nach dat heiten: Mir brauchen och méi Wunnraum fir Studente grad ewéi d'Méiglechkeet fir nei Forme vum Zesummeliewen, wéi dem intergenerationelle Logement.

E weidert Theema, dat ech méi genee wëll ënnert d'Lupp huelen haut, ass d'Aarbechtswelt. D'Aarbecht gouf net erfonnt, fir eis Mënsche glécklech ze maachen. Nawell ass et d'Aarbecht, déi eis et erméiglecht, iwwerhaapt un der Gesellschaft deelzehuelen. An d'Aarbechtsqualitéit ass dann och e wichtege Facteur vum Wuelbefannen am Alldag.

Am „Quality of Work Index" fille sech 30 % vun de Leit net an der Lag, no der Aarbecht ofzeschalten. Vill musse ronderëm d'Auer disponibel sinn. Wa mir als Legislateur net oppassen, riskéiert d'Digitalisatioun d'Grenzen tëschent Aarbecht a Fräizäit ze verwëschen. D'Regierung sollte mer ënnerstëtze bei hirem Bestriewen, en Droit à la déconnexion ze schafen.

Dëst gëtt nach verstäerkt bei den neien atypeschen Aarbechtsforme wéi der Plattformaarbecht. Hei kënne mer roueg vu „falschen Independantë" schwätzen. Wie sech dorop aléisst, huet dacks d'Nodeeler vum Independant: keng fest Aarbechtszäiten, staark Variatioune beim Akommes, keng finanziell Sécherheet. Zäitgläich awer schafft ee wéi an engem Aarbechtsverhältnis, just eeben, dass een net déi gesetzlech Ofsécherung vum Salarié genéisst.

Mir dierfen déi Leit, déi esou Plazen hunn an déi um Bord vun eisem Aarbechtsrecht sinn, net lénks leie loossen.

Une voix.- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Et ass duerfir gutt, dass de Regierungsprogramm virgesäit, eist Aarbechtsrecht ze reforméieren, fir dëse Situatiounen entgéintzewierken.

Och wier et gutt, wa mer géife virukomme mat der Verbesserung vun der Situatioun fir d'Independanten. An hei schwätzen ech vun deene richtegen Independanten! Hei musse mer déi sozial Ofsécherung, wéi zum Beispill d'Recht op Chômage, méi no eruféieren un d'Rechter vun de Salariéen.

De Rapporteur vun zejoert, den André Bauler, hat et och a sengem Bericht erwäänt: Et kommen an der Aarbechtswelt gewalteg Changementer op eis duer. Der OCDE no wäerten an deenen nächsten zéng bis zwanzeg Joer 14 % vun den Aarbechtsplazen duerch d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung ewechfalen. 32 % vun den Aarbechtsplaze wäerte sech grondleeënd veränneren.

D'Äntwert heirobber, an engem Wuert, ass: Formatioun. De Regierungsprogramm gëtt do schonn eenzel Pisten, deenen et dann och gëllt nozegoen. Ech denken do un d'Mise en œuvre vun enger Stratégie des compétences oder nach de Compte personnel de formation. Hei sollt een och kucken, wéi eng Roll d'ADEM do ka spillen. Besonnesch déi sougenannt „middle-skilled" Aarbechtsplaze si bei der Digitaliséierung a Gefor. An do gëllt et den Hiewel unzesetze bei der Weiderbildung respektiv der Requalifikatioun.

Här President, mir hunn an de leschte Jore gesinn, dass d'Rechne vum PIB u seng Limitte stéisst. Et ass immens ofhängeg vun der Methodologie, déi benotzt gëtt, virun allem well villes dovunner ofhänkt, wéi d'Operatioune vu grousse Multinationalle kontabiliséiert ginn. Fir d'Joer 2017 war de Wuesstum vun engem Moment op deen anere vun 2,3 % op 1,5 % revidéiert ginn, ouni dass sech un der reeller Wirtschaftssituatioun eppes geännert hätt.

Dëst féiert dozou, dass de PIB sech lassléist vun anere makroekonomesche Gréissten. Dat mécht d'Lektür vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vum Land net méi einfach fir d'Observateuren an och fir eis Deputéierter.

An deem Kontext begréissen ech d'Beméiunge vum Statec, sech fir e Service „large case unit" anzesetzen, fir sech där Fro do unzehuelen.

De PIB wäert net ersat ginn. Mir brauchen de PIB, och well sech eng ganz Partie Donnéeë vum PIB ofleeden. De PIB gëtt no europäesche Reegele gerechent a moosst d'Valeur ajoutée vun den Aktivitéiten, déi op eisem Territoire stattfannen. De Problem ass duerfir net de PIB u sech! De Problem ass, dass d'Erwaardungen, déi un de PIB gestallt ginn, wäit iwwert dat erausginn, wat en eis soe kann.

Am September 2009 huet de Rapport vun der Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, méi bekannt ënnert dem Numm Commission Stiglitz, Follgendes festgehalen: « Il semble souvent exister un écart prononcé entre, d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques comme la croissance, l'inflation, le chômage, etc., et, d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités. » Dëst trëfft et op de Punkt.

Wat de PIB eis net soe kann, dat ass, wéi et ëm d'Liewenskonditioune vun de Leit bestallt ass. Zanter enger Rei vu Jore gëtt kontrovers doriwwer diskutéiert, ob Lëtzebuerg soll weider kënne wuessen oder net. Déi Diskussioun gëtt vu politescher Säit dacks net mat deem néidege Seriö gefouert. Vläicht ass d'Fro och méi komplex. D'Fro ass net, ob mir Wirtschaftswuesstum wëllen oder net wëllen. Mir liewe jo net an enger Planwirtschaft! Kloer ass awer, dass Wuesstum kee Selbstzweck dierf sinn. D'Politik ass derfir do, d'Jalonen esou ze setzen, dass de Wuesstum jiddwerengem zeguttkënnt.

Mir mussen et mat eisem Wuesstum fäerdegbréngen, d'Ongläichheeten tëschent de Leit erofzedrécken an esou en inklusive Wuesstum ze hunn. Brénge mir et net fäerdeg, alle Bierger am Land e Liewen an Dignitéit ze erméiglechen, da wäerten der ëmmer méi de Kapp rëselen, wa se héieren, de PIB wier eropgaangen, awer perséinlech fillen, dass et nom Bezuele vum Loyer och dëse Mount erëm knapps gëtt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien !

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Et geet hei och ëm d'Vertrauen, dat d'Bierger kënnen eisen Institutiounen entgéintbréngen. Mir mussen als Gesellschaft eng Diskussioun driwwer féieren, wat fir eis d'Kärelementer vun enger gesonder, glécklecher Gesellschaft sinn, déi gutt funktionéiert an an där jiddweree seng Plaz huet.

Wa mir eng Äntwert op dës Fro hunn, wa mir also eis Prioritéite fir d'Gesellschaft definéiert hunn, da musse mir eis och d'Méiglechkeet ginn, en Indicateur ze hunn, dee Joer fir Joer moosse kann, ob mir eis op déi Prioritéiten zoubeweegen oder eeben dovunner ewechkommen.

An der wëssenschaftlecher Literatur huet d'„welfare economics" seng Plaz ageholl. Dem Adam Smith seng Theorie vun der „invisible hand" huet mëttlerweil 260 Joer um Bockel. Dass et der Gesellschaft automatesch besser geet doduerch, dass deen Eenzelne probéiert, säi Profitt ze maximéieren, dorunner géif den Adam Smith haut warscheinlech emol net méi selwer gleewen. D'Wëssenschaft huet evoluéiert, mee d'Politik ass do warscheinlech nach e bëssen hannendran.

D'Cour des comptes huet eis an hirem Avis un d'Häerz geluecht, d'Beispill vun Neuseeland méi genee ze analyséieren. An et war effektiv de Fall vun Neuseeland, dee mech derzou verleet huet, dëse Sujet erauszesichen. Neuseeland huet den 30. Mee dëst Joer e Budget virgestallt, deen esou munches op d'Kopp gestallt huet. Dréi- an Aangelpunkt ass d'Wuelbefannen. E fousst op sechs politesche Prioritéiten, dorënner d'Lutte géint d'Kanneraarmut an d'Verbessere vun der mentaler Gesondheet vun de Leit an esou weider.

Am Virfeld sinn interministeriell Kommiteeën zesummekomm, fir Mesuren auszeschaffen am Sënn vun deene sechs Prioritéiten, also eng transversal Approche. Et goufe chiffréiert Objektiver festgeluecht, fir an deene sechs Prioritéite mëttelfristeg weiderzekommen. D'Budgetsartikele sinn net a Fonctioun vu Ministërë ventiléiert, mee a Fonctioun vu Politikfelder opgestallt. Dat ass eng interessant Approche. Wat konkreet dobäi erauskënnt, dat muss sech nach weisen.

A sengem Rapport fir de Budget 2006 ass de Roger Negri deemools agaangen op de Modell vun der Loi organique relative aux lois de finances a Frankräich, d'LOLF. D'LOLF huet probéiert, de Budget manner ze fragmentéieren. Si huet Nomenclature reforméiert, d'Architektur no „mission - programme - action" deklinéiert. De Bilan ass awer mitigéiert. Sécher ass awer: Mir mussen et och zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, vun enger Logique des moyens op eng Logique des résultats ze kommen.

Bei der Lektür vum Roger sengem Rapport ass mer follgend Zitat opgefall, dat och schonn en anere Rapporter benotzt huet an dat haut nach ëmmer seng Richtegkeet huet. An ech wéilt lech dat och net virenthalen: « Le Gouvernement fait le budget, la Chambre des Députés vote le budget, et la procédure budgétaire continue de s'apparenter à "une visite du château de Versailles : à pas accéléré et avec l'interdiction de toucher à quoi que ce soit". »

Här President, am Laf vu menger Analys hunn ech festgestallt, dass bei ville gängegen Indicateure Lëtzebuerg net esou schlecht ofschneit, wann een un der Uewerfläch bleift. Wann een déi Indicateuren allerdéngs op vulnerabel Ënnerkategorien an eiser Gesellschaft, zum Beispill d'Famille monoparentale oder de Locataire um Privatmarché, uwennt, dann entsteet e ganz anert Bild vun eisem Land.

Als Konklusioun wéilt ech Follgendes festhalen: Mir mussen net alles nei erfannen. Mir mussen eis net alles aus de Fangere suckelen. Bei mengen Entrevuen hunn ech festgestallt, dass mir zu Lëtzebuerg exzellent Instituter a Chercheuren am Land hunn, eng Matière grise, déi eis Opschloss ka ginn iwwert dat, wat an dësem Land viru sech geet. Mir hunn allerdéngs als Politik nach net de Reflex, fir déi Informatioune méi a besser ze notzen. Dorunner kënne mir alleguerte schaffen.

Ech denken, mir sollten dem Statec d'Moyene ginn, fir a Kollaboratioun mam Conseil supérieur du développement durable an dem Conseil économique et social en neien Indicateur vum PIB du bien-être opzestellen, deen idealerweis kéint all Joers gemooss ginn, parallell zum klassesche PIB, fir dass mer iergendwann eng Kéier mat guddem Gewëssen an zu Recht kënne behaapten: „Well et eisem Land gutt geet, geet et och eise Bierger gutt."

Ofschléisse wëll ech natierlech mat e puer Mercien. Ech fänken u mat engem Merci un de Finanzminister Pierre Gramegna a seng Mataarbechter. Am Ufank vu menger Ried hat ech schonn all deene Merci gesot, déi bereet waren, mech wärend menge Recherchen ze gesinn. Ech hätt der nach gäre vill méi gesinn, mee wéi esou dacks gëtt um Enn d'Zäit awer knapps.

E grousse Merci natierlech un d'Chamberverwaltung an do virop un d'Madamm Guezennec, d'Sekretärin vun der Kommissioun. E Merci och un de President vun der Finanzkommissioun, den André Bauler, fir seng Gentillesse a fir déi reegelméisseg gutt Rotschléi, déi e mer ëmmer mat op de Wee ginn huet. E ganz grousse Merci och un eis Mataarbechter an der Chamberfraktioun an do ganz besonnesch de Patrick Weymerskirch, dee mer vill gehollef huet, fir dëse Rapport op d'Been ze stellen.

A wann ech scho bei deem ganz Besonnesche sinn a well ech dozou vläicht net méi d'Geleeënheet kréien, dat ëffentlech hei ze soen: e groussen, jo, e ganz grousse Merci u mäi Fraktiounschef, den Alex Bodry, fir all seng Ënnerstëtzung an de leschte Joren!

(Exclamations)

Alex, du bass fir vill Leit, net nëmme fir mech, e Virbild als Deputéierten. An dat Haus hei wäert dech staark vermëssen, dovunner sinn ech ganz fest iwwerzeegt!

Zu gudder Lescht wéilt ech Iech alleguerten heibannen nach Merci soen, dass Der mer d'Chance ginn hutt, dëse Rapport hei ze preparéieren. Dat war fir mech eng aussergewéinlech Erfarung an déi wéilt ech net mëssen. Ech soen Iech Merci fir d'Gedold a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporter, dem Här Yves Cruchten.

Muer um aacht Auer héiere mer den Exposé vum Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.34 heures.)

SÉANCE 14 MERCREDI 18 DECEMBRE 2019

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- *Exposé : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

3. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- *Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 et 2) (interruption par M. Mars Di Bartolomeo) - M. Eugène Berger (interventions de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen) - M. Alex Bodry (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Claude Wiseler et M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir héieren elo den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

2. 7500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

Exposé

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll dës Ried - déi zweet Ried zum Budget - ufänken, andeem ech dem Rapporteur Yves Cruchten felicitéiere fir eng exzellent an ausféierlech Presentatioun gëschter hei virun dëse Mikroen an och fir dee ganz gudde schréftleche Bericht. An ech soen dat wierklech aus ganzem Häerzen, well ech hu fonnt, dass ganz vill gutt Iddien a ganz vill Proposen dra waren, op déi mer wäerten am Laf vun de Méint a Joren zréckkommen.

Ech wëll haut och net eng Repetitioun maache vun där Ried, déi ech am Oktober hei gehalen hunn, wou ganz vill Zifferen dra waren. Ech wäert ganz e bësse mat Zifferen hantéieren, wann ech de sozialen Aspekt vum Budget wäert beschreiwen, mee soss meng Presentatioun a véier Deeler maachen:

- fir d'éischt wäert ech agoen op de Rapporteur a säi Bericht;

- zweetens, op d'Neiegkeeten, op d'Saachen, déi sech geännert hunn oder evoluéiert hunn an de leschten zwee Méint säit der Presentatioun vum Budget Mëtt Oktober;

- drëttens ginn ech dann op d'Avisen an, déi déi verschidden Instanze gemaach hunn,

- a véiertens, zum Schluss géif ech dann déi Haaptaggregater vum Budget nach eng Kéier widderhuelen.

Den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten huet a senge Remarken de Fanger op d'Aarmut an d'Inegalitéite geluecht fir ze soen, dass déi net akzeptabel sinn an der haiteger Gesellschaft. A wa Leit a prekäre Situatioune liewen an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg, da kann dat keen zefriddestellen.

De Rapporteur huet ënner anerem och iwwert d'Logementsproblematik geschwat, déi en Aspect dovunner ass an déi haaptsächlech Schwieregkeete stellt fir Leit mat engem klengen Akommes. Mir kréien am Laf vun den nächste Méint vill iwwert de Wunnraum ze soen an ze maachen. De But wäert et natierlech sinn, d'Offer vu Logementer ze steigeren an op där anerer Säit an der Steierreform ze kucken, wéi mer kënnen déi continuel Spiral vu Präisser, déi an d'Luucht ginn, änneren. Dofir wäerte mer och eng Radiografie maache vun alleguerten de Steiermesuren, déi mer hunn, déi zur Präisspiral bäidroen.

Ech hunn och déi Remarke ganz interessant fonnt, déi Der gemaach hutt, Här Rapporteur, iwwer hybrid oder atypesch Forme vun Aarbechtszäiten. Och dat, mengen ech, misst an dësem Haus méi genau gekuckt ginn. An de manière générale géif ech soen, dass déi Recommandatiounen, déi Der gemaach hutt, alleguerte wäerten och vun der Regierung ënnert d'Lupp geholl ginn.

Eng vun deene wëll ech ervirsträichen, déi mer besonnesch wichteg schéngt. Dat ass Är Iddi, fir en Observatoire des inégalités ze maachen oder ze kucken, wat et do scho gëtt. Well ech sinn iwwerzeegt, dass mer all méi schlau géife ginn, wa mer géife besser verstoen, wéi den Écart de pauvreté wiisst. Dat ass och e Phenomeen, deen et net nëmmen zu Lëtzebuerg gëtt, dee gesäit een a ganz Europa. A wann et deen an Europa gëtt, wou et dat bescht soziaalt Netz gëtt op der ganzer Welt, da muss ee sech eng ganz Rëtsch Froe stellen.

Sozial Gerechtegkeet kann och nëmmen da garantéiert ginn, wann ee sech net op sengen Acquisen ausrout, wann een déi moderniséiert a wann een déi natierlech un d'Gesellschaft an un d'Evolutioune vun der Gesellschaft upasst.

De Budget vun 2020 wéi och déi viregt Budgete vun der Regierung Bettel 1 a Bettel 2 si keen Ensembel vun abstrakten Zuelen.

Mir sinn eis bewosst, dass dëse Budget, wou 47 %, also bal d'Hallschent vun den Depensen, sozial Depensë sinn, ganz wichteg ass fir d'Liewen an d'Schicksal vu ville Leit.

An hirem Avis huet d'Chambre des Salariés gesot, et misst een de Spillraum, dee mer am Budget hunn, méi ausnotzen, fir an d'Leit ze investéieren a fir sozial Gerechtegkeet ze férderen. Mee ech géif soen, dat maache mer schonn. Et kann een natierlech ëmmer nach als Zil hunn, méi ze maachen, mee dat mécht dëse Budget, wou 47 % a Sozialleeschtunge ginn, a Subsiden, an Transferten an a Subventiounen. Dat ass e Bekenntnis zum Sozialstaat.

Ech sinn am Oktober schonn op déi verschidde Budgetskreditter agaangen, se alleguerten. Mee ech wëll dann hei fir ze beweisen, dass dat keng eidel Wierder sinn, nach eng Kéier erënneren, wou mer dann alleguerten déi Sozialleeschtungen hunn.

Fir d'éischt d'Zukunftskeess, dat sinn 1,2 Milliarden Euro, dovunner 910 Millioune fir d'Allocatioune fir Familljen; d'Chèque-servicen, 426 Milliounen, eng Augmentatioun vun 8 % par rapport zum leschte Joer; d'Studentebourssen, 126 Milliounen, eng Augmentatioun vun 10 %; konventionéiert Servicer fir den Handicapéiertesecteur, 79 Milliounen.

Mir hunn an dësem Gesetz d'Bonification d'impôt fir d'Betriber, déi Chômeuren astellen, renouveléiert. Dat ass vun der Chambre de Commerce extra begréisst ginn. Ech mengen, dass mer wierklech kee Grond hunn hei zu Lëtzebuerg, eis ze verstoppe wéinst Saachen, déi mir iwwert de Budget am soziale Beräich maachen.

Loosst mer nach eng Kéier zréckkucken, wat mer an deene leschte sechs Joer gemaach hunn ënner Bettel 1: de REVIS geschaaft, Käschtepunkt 184 Milliounen; 20 Stonne gratis Kannerbetreiung mat Sproocheférderung, dat ass an deene Chèque-servicen dran; gratis Schoulbicher, 13,5 Milliounen; d'Reform vum Congé parental, 243 Milliounen; de Pappecongé - zéng Deeg sinn dat haut -, dat sinn och 7,5 Milliounen; an dann d'Subvention de loyer, déi weidergefouert gëtt.

An der Regierung Bettel 2, zweet Mandat, hu mer jo och scho ganz vill gemaach. Mir hunn de Mindestloun 100 Euro méi héich gemaach. An dat hu mer esou gemaach, dass dovunner zwee Drëttel vum Staat gedroe gëtt an een Drëttel duerch d'Augmentatioun vum Mindestloun. 100 Euro de Mount, dat sinn 1.200 Euro d'Joer. Dat ass ganz gutt fir d'Kafkraaft vun deenen, déi de Mindestloun kréien.

Mir hunn och op den 1. Januar vun dësem Joer Mini-Crèchen agesat, déi et virdrun net goufen. A mir hunn natierlech déi grouss an och wichteg Mesure vum gratis ëffentlechen Transport, déi den 1. Mäerz wäert a Kraaft trieden. Dat ass och eng sozial Mesure, well do wäerten d'Leit Honnerten Euro pro Joer spueren, well se déi Abonnementer jo net méi brauchen ze bezuelen. Mee et ass natierlech och a vläicht haaptsächlech eng Mesure, fir den ëffentlechen Transport ze férderen, méi attraktiv ze maachen an domadder och eis Ziler vum Accord de Paris ze erreechen. De Käschtepunkt vum gratis ëffentlechen Transport, rappelléieren ech, ass 30 Milliounen d'nächst Joer a 40 Milliounen an de Joren duerno.

Munches gouf also vum Rapporteur Yves Cruchten hei gesot. Hien huet och vill vun deene Mesuren hei beschriwwen an ech freeë mech, dass mer säi Rapport wäerten an Zukunft no bei eis halen, fir an d'Zukunft ze kucken an déi virzebereeden.

Ech kommen dann elo zum zweeten Deel vu menger Presentatioun. Dat ass: Wat ass Neies geschitt oder Iwwerraschendes geschitt an de leschten zwee Méint? Dat ass guer net esou wäit zréck, mee Dir wäert gesinn, dass, wann een dat elo vun e bësse méi Noem kuckt, an de leschten zwee Méint ganz vill geschitt ass.

Éischt Stéchwuert: Brexit. Jo, no laanger Incertitude ass den Horizont vum Brexit amgaangen, sech ze clarifiéieren. De Boris Johnson huet d'Wale kloer gewonnen an domat …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- … ass et bal sécher - ech sinn awer nach virsiichteg, …

(Hilarité)

… well et waren esou vill Surprisen an deem ganze Phenomeen, mee bal sécher -, dass den Austrëtt souguer nach vläicht viru Chrëschtdag am brittesche Parlament wäert gestëmmt ginn. An ech géif gären eng Minutt oder zwou domat verbréngen, well wéi esou oft, wann eng Noriicht, déi mer eis net gewënscht hunn … Well mir waren all der Meenung, et wär besser gewiescht, d'Vereenegt Kinnekräich wär an der EU bliwwen. Mee à partir du moment, wou ee jo muss de Referendum respektéieren, ass et den Interêt vun Europa a vu Lëtzebuerg gewiescht, dass mer e Brexit kréie mat engem Accord. An et ass jo dat, wat elo wäert geschéien. Dat ass eng gutt Noriicht.

Firwat ass dat eng gutt Noriicht? Jo, éischtens emol, well dat elo séier geschitt. Wann also bis Chrëschtdag oder nach e puer Deeg duerno den Accord vum brittesche Parlament ugeholl gëtt, dann trëtt d'Vereenegt Kinnekräich automatesch den 31. Januar aus. Dat ass automatesch, dat brauch keen anert Land ze ratifizéieren oder eppes ze maachen. Dat heescht, mir kréien do Sécherheet.

An dat heescht vill. Well an deem Accord ass eng Période de transition virgesinn, déi bis Enn 2020 geet. An dat gëtt de Betriber an de Persounen Zäit sech ze organiséieren. A wat nach méi wichteg ass: An där Période de transition gëlle gewësse Rechter. En fait gëtt all dat, wat de Moment Realitéit ass, nach ëmmer verlängert. Dat heescht, d'Leit kënne sech ajustéieren, d'Betriber kënne sech ajustéieren, de Marché unique bleift nach fir dat Joer bestoen tëschent Europa an dem Vereenegte Kinnekräich, wat an der Zollunioun bleift a wat och an dem Bannemaart bleift.

D'Vereenegt Kinnekräich huet och da finanziell Obligatiounen, déi do dran nach festgehale ginn, déi dann och musse respektéiert ginn. Déi Transitiounsperiod ass relativ kuerz, bis Enn des Joers. De brittesche Premier huet gesot, e géif déi net wëlle verlängeren. An e wëllt an där Period mat Europa eng Fräihandelszon verhandelen. Dat ass eng gutt Saach. Do muss natierlech opgepasst ginn, dass d'Konditioune vun deem Fräihandelsaccord esou ginn, dass mer e „level playing field" behalen. Dat heescht, et muss een och derfir suergen, dass Groussbritannien net versicht, Standarden ze ënnerlafen, ob dat elo an der Emwelt ass, an de Sozialnormen, am Konsumenteschutz, an de Staatsbäihëllefen oder an der Fiskalitéit.

Mir sinn awer ganz zouversiichtlech, dass d'Kommissioun wäert en ambitiéisen a faire Accord aushandele mat dem Vereenegte Kinnekräich. An dat ass zwar elo déi nei Kommissioun, wou och, mengen ech, den Här Barnier nach weider wäert eng Roll als Verhandler spillen.

Dat war mäin éischte Punkt vun den Neiegkeeten: Brexit.

Den zweeten ass d'Handelsofkommes tëschent den USA a China. Och dat ass u sech eng gutt Noriicht fir déi zwee Länner, mee natierlech och indirekt eng gutt Noriicht fir Europa. Et ass en deels kommerziellen Accord, wou verschidden Tariffer, déi hätte sollen an d'Luucht goen, dann net an d'Luucht ginn a verschidden Tariffer och op där anerer Säit erofgesat ginn.

Dat wäert de Commerce international weider stäerken. Dee war relativ schwaach ginn duerch all déi kommerziell Tensiounen. An et wäert een also e positiven Effet op den internationalen Handel gesinn. Et huet een e schonn op de Boursse gesinn. An alles dat wäert fir Lëtzebuerg och positiv Konsequenzen hunn.

Dës zwou däischter Wolleken, de Brexit an d'Tariffverhandlungen an dem steierleche Sträit iwwert de Commerce zwëschent China an den USA, hu sech also zum groussen Deel opgeléist. Dat ass dann och gutt fir eis Wirtschaft.

Ech kommen dann, an dat ass och nei säit de leschten zwee Méint, zu den neie Previsioune vum Statec, wat d'Croissance zu Lëtzebuerg ubelaangt. Déi sinn am Dezember erauskomm. An ech muss soen, dëst Joer hate mir fir d'éischt, an ech hat dat a menger Budgetsried am Oktober gesot, déi Zifferen, déi de Statec amgaange war auszeschaffen, zur Verfügung gestallt kritt - déi waren nach provisoresch, hunn och nach liicht geännert an der Tëschenzäit -, soudass mer awer keng béis Iwwerraschung do haten, dass déi Zifferen elo komplett anescht wären.

Warscheinlech well Brexit an Handelskrich zwëschent China an Amerika elo anescht gestallt sinn, warscheinlech och eng Rëtsch aner Elementer maachen, dass de Statec fir 2019, dëst Joer also, elo eng liicht besser Croissance virgesäit wéi nach virun zwee Méint, e Plus vun 0,4 %, dat heescht 2,8 % amplaz 2,4 %. Mir haten 2,4 % dran. Dat heescht, mir hunn do Sputt. An da fir d'nächst Joer ass d'Ziffer d'selwecht bliwwen, 2,4 % fir 2020.

All déi aner Indicateure bleiwen an de selwechte Parragë wéi do, wou mer waren, soudass mer kënne soen, dass eise Budget op realistesche Previsioune fousst, soudass ech och ka mat Zouversiicht dovunner ausgoen, dass, contrairement zu deem, wat d'Oppositioun reegelméisseg seet an och nach d'lescht Joer gesot huet, d'Previsioune vum Budget 2020 net ze vill optimistesch ugesat sinn, mee ganz einfach realistesch sinn.

D'Europäesch Kommissioun gesäit dat net anescht. A si seet an hirem Kommentar zu de Lëtzebuerger Zifferen: „Overall, the macroeconomic scenario underlying the Draft Budgetary Plan is plausible for 2019 and 2020."

Eng drëtt Saach, déi nei ass säit Oktober, dat ass, dass mer en neien Emprunt opgeholl hu fir Lëtzebuerg. Ech hat a menger Budgetsried am Oktober annoncéiert, dass mer dat géife maachen, well d'Konditioune vum Marché ganz gënschteg waren. An dat huet sech och bewisen. Mir konnten 1,7 Milliarden Euro léine mat engem Negativzënssaz vun 0,25 %. Et ass fir d'éischt an eiser Geschicht, dass mer en negativen Taux d'intérêt kënne kréien. An dozou wëll ech och nach soen, dass deen Emprunt véiermol iwwerschriwwe war. Dat heescht, et hätt ee kënne vill, vill méi léine goen. Dat ass natierlech, well Lëtzebuerg ganz attraktiv ass als ee vun den zéng Länner, déi en Triple-A hunn. Wann een elo e Wuertspill wéilt maachen, kéint ee soen: Den Triple-A mécht sech bezuelt.

Dës 1,7 Milliarden hu mer jo elo kritt am November. An déi 1,7 Milliarde sinn am Fong geholl net opgeholl ginn, fir nei Schold ze maachen - dat ass also keng traditionell Schold, wann een esou wëllt -, well mir mussen am Mee 2 Milliarden zréckbezuelen. Wann een dann nach ënnersträicht, dass mer am Oktober vun dësem Joer de Sukuk vun 200 Millioune remboursëiert hunn, wann een dann déi dräi Operatiounen zesummenzielt, da mierkt een, dass vun November bis Mee 2020 d'Situatioun déi wäert sinn, dass mer och eis absolutt Schold ëm 500 Millioune reduzéieren.

Véierte Punkt, e ganz wichtegen: Wat ass geschitt an de leschten zwee Méint? Eh bien, mir hunn e Klimagesetz ugeholl an e Klimaplang. Mam Klimagesetz hu mer eis e Kader gi fir eis Klimapolitik, déi ganz ambitiéis ass. Mir hunn eis als Zil geholl, fir bis 2030 d'Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren. An der Tëschenzäit huet d'Kommissioun och de Green Deal annoncéiert, wou d'Kommissioun sech fir d'ganz EU als Zil setzt, dass mer op d'mannst bis 2030 eng Reduktioun vu 50 % hunn. Lëtzebuerg huet sech also verflicht, fir 55 % ze maachen. Mir sinn also e bësse méi wäit gaange wéi dat, wat d'Kommissioun virgesinn huet. Bon, 2030 ass nach e bësse wäit. Mee dat Wichtegst ass, déi Ambitiounen, déi ee sech do gesat huet, déi muss een dann natierlech och erfëllen.

Mir hunn och aus Previsibilitéitsgrënn am Budgetsgesetz geschriwwen, dass mer d'maximal Seuile vun den Akzise kënnen eropsetzen. Dat steet am Gesetz dran, soudass mer déi néideg Flexibilitéit hunn, fir d'nächst Joer Ajustementer kënne bei den Akzisen ze maachen, esou wéi ech dat virun zwee Deeg zesumme mat de Ministere Claude Turmes an Dan Kersch an enger Pressekonferenz annoncéiert hunn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés bedaueren dës Moossnam fir d'nächst Joer, dass d'Akzise sollen eropgoen. Ech muss soen, ech verstinn net, dass een net agesäit, dass Lëtzebuerg alles muss maachen, fir seng Klimaziler ze erreechen. An dat ass nëmme méiglech, wa mer op där Achs agéieren, wou mer déi meeschten Emissiounen hunn. An dat ass den Transport. Zwee Drëttel vun eisen Austéiss sinn am Transport.

Wann een also wëllt d'Emissioune reduzéieren, muss een d'Saach do upaken. An dat hu mer och elo do annoncéiert. An ech warnen déi, déi eis roden, mir sollen eis iwwert déi Obligatiounen, déi mer am Accord de Paris hunn, ewechsetzen. Deene soen ech: Mir als klengt Land hunn all Interêt, eis Traitéen anzehalen, well dat ass déi eenzeg Aart a Weis, wéi mer kënne gréisser Länner iwwerzeegen, Traitéen anzehalen.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Interruptions et hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass jo emol flott, Ënnerstëtzung ze kréien.

(Hilarité et interruptions)

Jo, wat d'Klimagesetz an de Klimaplang ubelaangt, wëll ech och nach ënnersträichen, dass mer zwee grouss Prinzipien do festgehalen hunn, an zwar de Prinzip vun der sozialer Kohäsioun a vun der sozialer Adaptatioun op där enger Säit an d'Anhale vun der Budgetstrajectoire an de Reegele vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an de Conseil national des finances publiques hunn an hiren Avise virgeworf, dass d'Depensen, déi heivunner generéiert géife ginn, net am Budget zréckbehale sinn. Dofir wëll ech emol erklären, wéi mer dat hei am Budget erëmspigelen.

Déi Mesuren, déi am Klimaplang drastinn an déi et scho gëtt, déi sinn natierlech budgetiséiert: PRIMe House, Klimapakt mat de Gemengen, Strategie MoDu 2.0 fir nohalteg Mobilitéit an natierlech gratis ëffentlechen Transport. Alles dat ass natierlech mat ageplangt. Mee nei Mesuren, déi kënne jo nach guer net dra sinn. Mir hunn de Klimaplang de 6. Dezember presentéiert. Dee streckt sech iwwer eng Period vun zéng Joer, wou au fur et à mesure Mesurë wäerten ëmgesat ginn. An de Gros vun de Mesurë gëtt natierlech nach ganz zäitno am Laf vum Joer 2020 ëmgesat. An dann eréischt kënnen déi Mesuren natierlech budgetiséiert ginn an dann hire Virschäin do maachen.

Wichteg ass, dass een zwou Saachen do mécht. Dat eent: Et muss een natierlech ëmmer derfir suergen, dass de Stabilitéits- a Wuesstumspakt an eis Budgetsziler agehale ginn. An zweetens muss een och derfir suergen, dass déi Mesuren, déi mer maachen, déi sinn, déi am effikasste sinn, dat heescht, déi Mesurë virzéien, déi eis Emissiounen am meeschte reduzéieren an am mannste kaschten, de beschte Rapport qualité/prix. An dat hu mer eis virgeholl an dat hu mer och an d'Klimagesetz geschriwwen, dass mer a Richtung gi vun enger, wat d'Chambre de Commerce nennt, « budgétisation par objectifs ». Dat heescht, de Comité interministériel, oder Kommitee Klima genannt, dee wäert all déi Mesurë kucken an ofweien, fir dass mer dann déi richteg Prioritéite setze kënnen.

E fënneften a leschte Punkt an den Neiegkeeten, mee dee sech natierlech méi an d'Zukunft projezéiert, ass, e puer Wuert ze soen iwwert d'Steierreform. Och do hu verschidden Avise gesot: Et fënnt ee keen Nidderschlag vun der Steierreform am Budget 2020. Jo, dat kann ee jo net. Déi Steierreform ass jo eréischt amgaangen ausgeschafft ze ginn.

A fir vläicht awer d'Akzenter hei ze nennen: Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffe mat dräi Prioritéiten: Zum engen Individualiséierung, Digitaliséierung a Simplificatioun; dat ass de Pilier 1. De Pilier 2 ass alles, wat mat Logement ze dinn huet. De Pilier 3 ass Klimaschutz an Environnement. Dat wäerten déi dräi Piliere sinn, op deene mer an der Steierreform schaffe wäerten. Dir gesitt, dass scho bei deenen Aarbechtsgruppen, bei deene Pilieren eng zolidd sozial an nohalteg Komponent virgesinn ass.

Ech erënneren och drun, dass mer jo eréischt virun zwee Joer d'Entrée en vigueur hate vun der Steierreform, déi Bettel 1 gemaach huet, déi mat sech bruecht huet, dass Steiererliichterunge fir d'Personne-physiquë komm ware mat dem Crédit d'impôt salarial ënner anerem. An dat huet ongeféier 300 Milliounen Euro kascht. Dat war also eng Steiererliichterung. A parallell si jo och d'Steiere fir d'Entreprisë vun 21 % op 18 % an där Steierreform vun 2017 respektiv 2018 erofgesat ginn.

An ech rappeléieren och, dass eng Steierreform, eng déif gräifend, net kann iwwert de Knéi gebrach ginn. Dat ass e groussen Effort. Dat ass eppes, wat Zäit hélt. Wa mer an eiser Geschicht nokucken: Déi lescht Steierreform virun där, déi dës Regierung gemaach hat, war 2001/2002, also 15 Joer zréck. An déi Steierreform, déi en fait de System agefouert huet, dee mer elo kenne mat de Steierklassen, datéiert vun 1967 a war wärend enger Dose Joren ausgeschafft ginn.

Ech soen dat just, fir d'Saachen an d'Perspektiv ze setzen. Ech wëll awer och wierklech ënnersträichen, dass et de Wëlle vun der Regierung ass, dës grouss Steierreform virun dem Enn vun der Legislaturperiod ënner Dach und Fach ze hunn.

Ech kommen dann elo op mäin drëtten Deel, an zwar dee vun den Observatioune vun de verschiddenen Instanzen, déi en Avis iwwert de Budget ofginn hunn. An do hunn ech zwee Theemen, déi ech wëll kuerz mat Iech uschwätzen. Dat eent ass d'Zesummespill tëschent de Previsiounen an den Zuelen. An dat zweet ass den Niveau vum Investissement.

Zu den Zifferen: Mir verbréngen ëmmer ganz vill Zäit hei fir ze soen, dass d'Zifferen entweeder ze héich oder ze niddreg sinn. Dëst Joer ass keng Ausnam. Ech géif souguer soen, dëst Joer ass ganz extra an där Hisiicht, dass déi eng fannen, dass d'Depensen ze héich ageschat ginn oder d'Recetten ze héich ageschat ginn an anerer ze niddreg.

Ech ginn e Beispill: D'Chambre des Salariés seet, dass d'Recettë vun der Betribsbesteierung ze déif ugesat sinn. D'Chambre des Métiers seet, dass d'Recetten um Niveau vun der Akommessteier vun de Personnes physiques ze optimistesch ageschat sinn. An de Conseil national des finances publiques seet, dass d'Previsioune mat Virsiicht ze genéisse sinn, well weeder d'Steierreform nach de Klimaplang dran zréckbehale sinn. Ech mengen, op déi lescht Kritik vum Conseil national des finances publiques hunn ech scho geäntwert. Elo kommen ech op déi aner zwou ze schwätzen, well dat natierlech zwee grouss Aggregater sinn an eise Recetten.

Ier ech dat maachen, wëll ech awer nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Regierung et fäerdegbruecht huet, an all deene Joren ëmmer besser Resultater ze hunn zum Schluss vum Joer an de Konte wéi dat, wat virgesi war.

Ech rappeléieren: 2016 hate mer en Defizit virgesi vu 438 Millioune beim Zentralstaat an d'Resultat war 257 Milliounen Defizit. Bei all deene Joren, déi ech elo wäert opzielen, hate mer och natierlech en Iwwerschoss bei der Administration publique, mee mir konzentréieren eis elo hei op den Zentralstaat, d'Administration centrale.

Am Budget 2017 war en Defizit vun 851 Milliounen ugesat a mir hunn ofgeschloss mat engem Defizit vun 293 Milliounen.

2018 war en Defizit ugesat vun 967 Milliounen a mir endegen - mir wäerten déi Konte muer, mengen ech, hei diskutéieren -, mat 25 Milliounen Euro Defizit, also praktesch am Equiliber.

Fir 2019 wësse mer, well mer jo och reegelméisseg d'Chamber do informéieren, dass d'Resultat och vill besser wäert ginn, wéi virgesinn, a mer net wäit vum Equiliber wäerte sinn.

Wat ass den Haaptgrond, firwat mer ëmmer esou gutt ofschneiden? Zwou Saachen: Bei den Depensë si mer ëmmer ganz no bei de Previsiounen - mir exekutéieren also de Budget ganz -, mee bei de Recettë si mer virsiichteg.

A wa mer dann elo op déi Kritik aginn, wat d'Kierperschaftssteier ubelaangt, an ech mengen, et ass wichteg, dass mer doriwwer e puer Wuert soen, déi hu mer fir 2020 ugesat op 2 Milliarden an 250 Milliounen. Dat ass eng Hallef Milliard méi wéi am Joer 2019 ugesat war, mee dat ass nach ëmmer wäit ënnert deem, wat mer 2019 wäerten erakréien. Mir wäerten 2019 2,6 Milliarden erakréien. A wat schreiwe mer an de Budget? 2 Milliarden an 250 Milliounen.

A mir mengen, dass dat eng virsiichteg Approche ass, déi och justifiéiert ass an Zäite vu BEPS, ATAD, all deene Changementer an der internationaler fiskalescher Landschaft, an Zäite vun Onsécherheet op den internationale Mäert.

Wat och nach en extrae Phenomeen ass bei der Betribsbesteierung, dat ass, dass déi säit 2017 digitaliséiert ass an dass d'Steieren dofir ganz zäitno enregistréiert ginn, wat natierlech mat sech bréngt, dass een d'Sue relativ séier erakritt, mee elo vill manner Reserven huet vun Nobesteierung. Dat wäert sech alles elo apendelen.

Déi Tendenzen, déi mer bei der Kierperschaftssteier hunn, hu mer natierlech och bei der Gewerbesteier a bei der Verméigenssteier, wou mer änlech positiv Ziffere gesinn an de leschten zwee Joer.

Wéi ass et dann elo mat de Previsioune vun der Akommessteier bei de physesche Persounen? Mir hunn do, wéi mer dat ëmmer maache bei de Recetten, déi selwecht Previsioune geholl wéi déi, déi mer am Abrëll haten am Pacte de stabilité et de croissance.

En anere Punkt, deen, mengen ech, d'Virsiicht vun der Regierung ënnersträicht, ass d'Schafe vun deem Fonds de rééquilibrage budgétaire. Et ass esou, dass, wann d'Perspektive positiv sinn, wéi dat de Moment de Fall ass, et eng Méiglechkeet gëtt - mir hunn et awer elo nach net fäerdegbruecht -, dass mer och en Iwwerschoss am Budget vun der Administration centrale kéinten hunn. An dofir huet d'Regierung an dësem Budgetsprojet eng Dispositioun virgesinn, fir de Fonds de crise ze transforméieren an de Fonds de rééquilibrage budgétaire. De But vun dësem Fonds de rééquilibrage ass, Reserven ze schafe fir déi Joren, wou et da méi schlecht geet.

Den Ënnerscheed zwëschent deem Fonds de rééquilibrage budgétaire an dem Fonds souverain, dee mer jo hu fir déi nächst Generatiounen, ass, dass dee Fonds de rééquilibrage méi flexibel ass, fir kënnen drop zréckzegräifen. An ech si frou, dass relativ vill Ënnerstëtzung fir dës Iddi opkomm ass.

Ech kommen dann zum zweete Punkt vun den Zifferen, dee mer wichteg schéngt. Dat sinn déi héich Investissementer. Do schreift d'Chambre de Commerce, dass den Niveau vun den Investissementer zu Lëtzebuerg net aussergewéinlech ass. Ech muss soen, ech hu vill Schwieregkeeten, fir dat ze verstoen. 2020 leien eis ëffentlech Investissementer bei 4,3 % vum PIB. An eise PIB wiisst jo gutt. Dat heescht, par rapport zum PIB wuessen eis Investissementer ganz gutt. Mir sti vill besser do wéi d'Moyenne vun der Eurozon - déi läit bei 2,8 % -, vill besser do wéi eis Nopeschlänner. Ech ginn net op d'Detailer an.

Mir brauchen eis mat deene 4,3 % wierklech net ze verstoppen.

A wann ech dann d'Évolution pluriannuelle kucken zwëschent 2019 an 2023, wäerte mer am Schnëtt ëmmer iwwer 4 % leien. Dat heescht, dass 14 % vun den Depensë vun eiser Administratioun Investissementer sinn. A mir wäerte bis 2023 largement och iwwer 3 Milliarden Euro kommen. Wou investéiere mer dat? Mee ganz vill an Infrastrukturen, Fonds du rail, Fonds des routes, Fonds d'investissements administratifs et scolaires, vill Schoulen, Fonds pour la protection de l'environnement, Infrastrukture fir den Zuchverkéier, Schoulen, Accueil vu Jonken a vu Refugiéen, Spideeler, Sportinfrastrukturen, Sanéierungsprojeten, villes an d'Recherche an an d'Digitaliséierung.

E besonneschen Akzent läit säit Joren op Investissementer, déi ëmwelt- a klimaschutzfrëndlech sinn. Ech hat déi Ziffer schonn uginn, dat sinn 18 % vun deenen 3 Milliarden. An dat korrespondéiert mat 500 Milliounen Euro. An déi Ziffer geet stänneg an d'Luucht. 2023 wäert déi 660 Milliounen erreechen. Mäi Kommentar zur ganzer Saach ass Follgenden: Mir sinn a Saachen Investissementer zu Lëtzebuerg aussergewéinlech verwinnt.

Ech kommen dann elo zu den Haaptaggregater. An duerno kucke mer dann d'Gemengen an d'Sécurité sociale, fir dann e globaalt Bild ze hunn.

An der Administration centrale, wat de Kär vum Staat ass, wäerten d'Depensen 20,9 Milliarden erreechen an d'Recetten 20,3 Milliarden. Dat heescht, en Defizit vu 640 Milliounen ass fir d'nächst Joer virgesinn.

Ech wëll par rapport zu där Ziffer dräi Aspekter ervirsträichen.

Zum Éischten hu mer eng Dépense exceptionnelle vun 200 Millioune ronn fir de Militärfliger A400M. Dat ass eng technesch Mesure. De Fliger ass scho laang bezuelt, mee mir mussen en iergendwann an engem Joer kontabiliséieren.

Wann een déi 200 Milliounen do ewechrechent, da kënnt een op 440 Milliounen, wat méi e richtegt Bild erëmgëtt vun der Situatioun fir 2020. Mir hunn, wéi ech virdru gesot hunn, 14 % vun de Käschten a Saachen Investissement.

An drëttens, mir waren, an ech hunn dat och elo just beschriwwen, immens virsiichteg mat de Previsiounen, soudass mer ganz optimistesch sinn, dass mer op jidde Fall dat, wat mer an de Budget schreiwen als Endresultat, och wäerten erreechen. Mee mir däerfen de Kapp net an de Sand stiechen, well et ass awer richteg, dass d'Recetten am Joer 2020 manner séier wuesse wéi d'Depensen. Dat ass en negative Schéiereffekt, deen ass do, dat muss ee realistesch soen. An dat erkläert och, firwat mer en Defizit hunn.

Mee d'Previsioun ass am Pluriannuel, dass deen Defizit lues a lues op null tendéiert a souguer zum Schluss vun der Period op e liichten Defizit aboutéiert. Den Haaptgrond, firwat mer déi Amelioratioun hunn, ass effektiv an der Administration centrale nozesichen.

Ech erënnere mech, wéi d'Chambre de Commerce an och d'CSV an aner Oppositiounsparteien deemools gesot hunn, dass de Budget 2018 kee gudde Budget wär, well déi eenzeg Kontinuitéit, déi am Budget wär, dat wär den Defizit. Et bien, d'Ziffere vun de Konten 2017 an 2018 widderleeë ganz einfach dës Ausso.

Ech kommen elo op d'Gemengen ze schwätzen. Déi hunn e Solde positif vun 286 Milliounen fir d'nächst Joer. An dat ass eng Ziffer, déi stabel ass a liicht an d'Luucht geet bis 2023 op 335 Milliounen.

Wat elo d'Sécurité sociale ubelaangt, déi wäert, léiwe Romain, d'nächst Joer en Excedent hu vun 1 Milliard a 56 Milliounen a wäert sech dann an deenen nächste Joren op deem héijen Niveau stabiliséieren. Mir hunn elo 2019 ongeféier 19 Milliarde Reserven am Fonds de compensation. Dat ass 4,5-mol den Niveau vun de Prestatiounen oder 30 % vun eisem Räichtum vum PIB. An deene meeschte Länner ronderëm eis an Europa sinn d'Reserven, zum Beispill a Frankräich an an Däitschland, e puer Méint - oder tëschent 1 % an 3 % vum PIB.

Wann ech elo d'Administration publique huelen, déi déi dräi Aggregater zesummenzielt, kommen ech fir 2020 op e positive Sold vu 757 Milliounen oder 1,2 % vum PIB. D'Europäesch Kommissioun kënnt an hire Previsioune souguer op en Iwwerschoss vun 1,4 % vum PIB, 930 Milliounen. Dat heescht, d'Kommissioun ass méi optimistesch wéi mir a seet: „In 2020, higher revenue elasticity in the Commission forecast explains the [positive] difference." Also och d'Kommissioun fënnt, dass mer ganz realistesch hei sinn.

Bis 2023 gekuckt am Pluriannuel, wäert den Excedent vun der Administration publique op 1,5 Milliarden eropgoen. An déi Evolutioun bis 2023, déi positiv, ass haaptsächlech dorop zréckzeféieren, dass mer an der Administration centrale wäerten ëmmer besser ofschneiden.

Wat ass dann d'Endresultat vun all deene Calcullen? Dat ass de Solde structurel, dee faméise Solde structurel, wou Lëtzebuerg muss säin Objectif à moyen terme anhalen, an deen ass vun 2020 u plus 0,5 %. Dee war an der Period vun 2017 bis 2019 minus 0,5 %, dat ass also en Ënnerscheed vun 1 % vum PIB. 1 % vum PIB, dat si 600 Milliounen Euro. Dat ass vill.

Et bien, eise Budget vun 2020 wäert och déi méi héich Erwaardungen erfëllen an déi plus 0,5 % anhalen. Dat begréissen alleguerten d'Avisen, ënner anerem och de Conseil national des finances publiques, d'Zentralbank an d'Europäesch Kommissioun. Mir haten ausgerechent, dass de Solde structurel plus 0,9 % géif ginn, d'Kommissioun huet dat op plus 0,6 % ausgerechent. An déi Joren duerno geet de Solde structurel reegelméisseg erop, soudass en ëmmer iwwer 1 % läit, soudass mer och eng Marge de sécurité hu fir d'nächst Joer an déi Joren duerno.

Ech mengen, mir kënnen eis all iwwert dës Resultater freeën. D'Europäesch Kommissioun seet an hirem Avis, dass de Budget 2020, esou wéi Lëtzebuerg en op Bréissel geschéckt huet, en ligne ass mat de Previsioune vum Stabilitéitspakt. Si invitéiert dofir Lëtzebuerg, de Budget 2020 esou unzehuelen.

En conclusion géif ech gären e Saz zitéieren. „Das öffentliche Wohl ist oberstes Gesetz", soten den Cicero, natierlech op Latäin, an den Helmut Schmidt op Däitsch. Mat dësem Budget gëtt dës Regierung dësem Leitmotiv gerecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Finanzminister.

3. 7500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits

énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

D'Chamber fänkt haut de Moie mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle un. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Eugène Berger, den Här Alex Bodry, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Sven Clement, den Här Marc Spautz, den Här Gusty Graas, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Carole Hartmann.

(Brouhaha)

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi geet et lech?

Une voix.- Gutt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat hunn ech lech u sech vun hei uewen nach net gefrot. Soss froe mer eis dat jo alt emol reegelméisseg a mir froe jo och net: Wéi vill ass Äre Bankkonto am leschte Joer gewuess? Well ech mengen, dat géif mech éischtens näischt ugoen, an et ass och net dat, wat eis als Mënsch ausmécht. An et ass och net dat, wat d'Leit ausmécht. An et ass och net dat, wat eist Land ausmécht. An et däerf och net dat sinn, wat nëmmen eise Budget ausmécht. Well mer soe jo schliisslech och: „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn." A mir soen net: „Mir wëlle behalen, wat mer hunn."

Et ass awer u sech genee dëst „Hunn", dësen Avoir, deen dëse Budget ausmécht, de quantitative Wuesstum vum Avoir. An u sech dat Schlëmmst, et ass och dat, wat virun allem eis Politik ausmécht. D'Chambre de Commerce sot: « Le quantitatif l'emporte toujours sur le qualitatif. » Et ass awer virun allem eng Politik vum „Sinn", vum Être, vum Bien-être, vum Wuelbefannen, vum Well-Being, wéi Der et och ëmmer wëllt nennen, déi mer brauchen, déi awer, obschonn datt et a Wierder gesot gëtt, feelt an déi och hei am Budget feelt.

Well grad am Budget mussen d'Prioritéite vun de Leit sech kloer erëmspigelen an eeben, wéi gesot, net nëmmen an de Rieden zum Budget, well de Budget u sech selwer ass an deem Sënn just ee Wierk mat eidelen Zuelen.

De Budget muss awer och méi si wéi eng reng technokratesch Flichtübung, déi eeben elo viru Chrëschtdag muss gemaach ginn. Well voll Keesen eleng maachen definitiv nach keng Politik aus. An do geet et och elo net duer, sech ze bretze mat 20 Milliarden oder iwwer 20 Milliarde Recetten an Depensen, well wa „Geld im Überfluss" do ass, esou wéi d'„Wort" et betitelt huet, da muss et definitiv bei d'Leit fléissen.

A wann dës Regierung fir all Milliard och nëmmen eng gutt Iddi hätt, fir d'Liewensqualitéit ze verbesseren, da wäre mer schonns ee gutt Stéck weider. An duerfir soen ech: Mir brauchen net nëmmen eng besser Qualitéit am Wuesstum, mee mer brauchen och eng besser Qualitéit an de Staatsausgaben. An hei komme mer leider net weider.

Ben, de Premier hat bei sengem État de la nation vu „weider maache" geschwat - an zwee Wierder. Hei beim Budget, beim Här Finanzminister ass dee Message net ukomm, well hei gëtt „weidergemaach" uneneegeschriwwen. Weidermaache mat engem Iwwergangsbudget, do freet ee sech just: Wouhin? Weidermaache mat engem quantitative PIB-Wuesstum, weidermaache mam faméisen Hamsterrad - ech hat am Abrëll schonn doriwwer geschwat -, weidermaache mam Status quo vum Schéiwiedergeescht, mat enger eideler Politik, enger Politik ouni Prioritéiten. An dobäi dréit sech an der Politik alles ëm d'Prioritéiten.

„Politics is all about priorities." Dat sot net eise Premierminister, mee dat sot d'Premierministesch vun Neuseeland, d'Jacinda Ardern, déi dëst Joer - den Här Cruchten war drop agaangen - den éischte Well-Being-Budget vun der Welt abruecht huet. Ech hat dat u sech schonn am Abrëll gesot. Mat hir ginn nach zwou Fraen op de Wee vum Wuelbefannen, nämlech déi éischt Ministesch vu Schottland an och déi islännesch Premierministesch. An och si seet: Et kënnt drop un, wéi ee Politik am Budget prioritiséiert. Mee an dësem Budget ginn et iwwerhaapt keng Prioritéiten. Et ass e Budget vum politesche Stëllstand, vum Stëllstand vun de politeschen Iddien, ouni politesch Visioun a Verantwortung.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dat soe quasi all d'Avisen, emol méi an emol manner fein. An ech zitéieren hei e ganz feinen, nämlech dee vun der Handwierkerkummer. Dee schwätzt hei vun engem: « Un [...] budget de l'État économe au niveau des accents politiques. » Also, si ware ganz fein: « économe au niveau des accents politiques ».

Eigentlech ass de Budget net vill méi wéi e weideren Douzième provisoire, mee just an der Verpackung vun engem richtege Budget. Firwat dat esou ass, dat weess ech net genau. Ass et wierklech, well keng Iddie méi do sinn? Stéchwuert: kee gemeinsame Projet. Ass et, well d'Differenzen an der Koalitioun esou grouss sinn, datt u sech just ee Budget vum gemeinsamen Näischt erauskënnt? Warscheinlech ass et ee Mix aus allem.

Mee d'Leit hunn e Recht op Kloerheet, op Transparenz, op Prioritéiten, op eng Politik mat Visioun a Konzept an op kloer Fakten a verlässlech Zuelen. An dat fënnt een an dësem Budget net.

Wéi gesot, schonn am Abrëll op dëser Plaz hat ech meng Budgetsried ënnert de Motto „Méi Wuelbefanne fir d'Leit - fir eng nei Budgetspolitik zu Lëtzebuerg" gesat. Ech kann u sech soen - och nach eng gutt Noriicht -, am Géigesaz zum PIB kann nämlech d'Wuelbefannen ouni Grenze wuessen. Et muss een am Prinzip just de Leit nolauschteren.

Deemools hat den Här Bodry mäi Wuelbefannen-Usaz e bëssen an d'Lächerlecht gezunn. Ech zitéieren en nach eng Kéier kuerz: „Et war fir kuerz Zäit hei de Moien en Hoffnungsschimmer opkomm, wéi ech déi nei Oppositiounsleaderin, d'Madamm Hansen, hei héieren hunn aner Téin ustoussen. Si huet vu Well-Being geschwat. Si huet eis also matgeholl an eng nei Welt vu Klengdéierenzuucht a vu Wellness."

Ben, ech sinn da frou, datt d'LSAP, zumindest och den Här Cruchten, mëttlerweil bei der Klengdéierenzuucht a beim Wellness ukomm ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An ech soen dem Här Cruchten och villmools Merci fir säi Rapport. E Rapport, deen u sech e gutt Stéck besser ass wéi de Budget.

(Hilarité)

Den Här Cruchten huet nämlech Recht, wann e Wuelbefanne fir d'Leit am Alldag fuerdert. Mee bei allem Respekt, et geet net duer, d'Wuelbefanne just am Budgetsrapport ze fuerderen. Dat brauche mer an der richteger Politik.

An de PIB du bien-être ass wichteg - de Serge Wilmes huet eng Interpellatioun ugefrot, do wäerte mer am Januar nach driwwer diskutéieren -, mee d'Wuelbefanne moossen, geet u sech net duer. Méi wichteg wéi d'Moossinstrument, wéi den Thermometer, ass, wéi gesot, déi konkreet Politik.

A wann ech da bei d'Wuelbefanne kommen, dann ass d'Wuelbefanne vun de Leit genausou villfälteg wéi d'Leit selwer. Wat awer sécherlech dozou gehéiert, sinn nieft de Suen - och déi si wichteg - de Logement, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, dat Soziaalt, d'Famill, d'Educatioun, d'Aarbecht, d'Fräizäit, d'„work-life balance", d'Sécherheet, déi sozial Kohäsioun an nach villes méi. A genau an dëse Beräicher muss ee Prioritéite setzen: Prioritéiten am Budget, Prioritéiten an der Politik an net nëmmen a Rieden a Wierder.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zréck bei de Budget u sech. An e Budget kann nëmmen nohalteg sinn, an d'Nohaltegkeet ass immens wichteg och fir d'Wuelbefannen, wann en zumindest op verlässleche makroekonomesche Previsioune baséiert. An do soen ech dann am Géigesaz zum Här Gramegna: Do happert et awer nach. De Problem ass nämlech, datt d'Budgetsprevisioune weiderhin op engem zimmlech staarke Wuesstum, op engem makroekonomeschen Zeenario baséieren, deen, wéi de Conseil national des finances publiques, ech mengen, och dat sot den Här Gramegna, seet, net kohärent wär.

De Wuesstum ass nämlech zwar no ënne revidéiert gi fir d'Joren 2019 an 2020 wéinst eeben enger Weltkonjunktur, déi net méi esou dréit, awer fir déi Joren duerno ginn aus onerklärleche Grënn hei keng Upassunge méi gemaach. An et gëtt do, obwuel déi international Prognosen anescht ausgesinn, erëm mat engem staarke Wuesstum vun 3,5 % an 3 % fir 2022 gerechent. Hei kann ech just soen: Hei si mer net just beim Kopernikus-Gramegna, mee domadder si mer definitiv scho sou lues bei de „voodoo economics" am Harry-Potter-Gramegna ukomm.

An ech plädéieren hei net fir Pessimismus, mee fir eng realistesch Risikoaschätzung vun der Zukunft. An dat soen och d'Handelskummer an d'Zentralbank. An der Weltpolitik an an der Weltwirtschaft bestinn nämlech eng Partie objektiv Risiken. Ech mengen, den Här Gramegna ass drop agaangen, den Här Cruchten och a sengem Budgetsrapport - ech wëll just soen, och hei ass erëm eng Kéier de Rapport besser wéi de Budget u sech -: den Dauerbrenner Brexit. Well och nom Vott vun der leschter Woch ass hei nach net alles kloer.

Wéi gesinn d'Handelsbezéiungen nom Brexit aus? A mir wësse jo awer och, den Här Johnson ass net dee berechebaarste Politiker. Den Handelskrich tëschent Amerika a China, d'Douanestariffer. An dowéinst hu jo och déi international Institutiounen d'Wuesstumsprognosen no ënne revidéiert.

Den Här Gramegna seet zwar, däischter Wolleke kéime méi no, mee et géif kee Grond fir Schwaarzmolerei. Do kann ech soen, d'accord. Mee wat mécht den Här Gramegna u sech? „Augen zu und durch" an d'Wuesstumsprognose wéi gehabt héich, well dat eeben elo arrangéiert. An do soen ech awer net méi d'accord, well dat heiten ass awer trotzdeem éischter eng Schéimolerei. Ech mengen, den Här Cruchten hat gëschter den Här Gramegna och mat engem Moler verglach.

An da kënnt eeben hei nach derbäi, datt den Här Gramegna och nach en zimmlech abstrakte Moler ass. Well wann ech de Budget kucken, dann ass alles iergendwéi ugedeit, mee awer néierens kloer an dätlech definéiert.

Dann huet d'Zentralbank och nach eppes Interessantes gesot. De Liewensstandard zu Lëtzebuerg ass net esou roseg, wéi de PIB-Pabeier dat ausseet. An dat, well just de Revenu national brut bei de Leit ukënnt. An hei geet d'Schéier tëschent dem PIB an dem Revenu national brut u sech dauernd auserneen. An 2018 war dat een Ecart vun 21,8 Milliarden. Bis 2005 ware se nach zimmlech op enger Linn. D'Alldagslag vun de Leit ass also eng aner wéi u sech an dem Här Gramegna sengen - nennen ech dann - surrealistesche Grafiken. Den RNB als zousätzlecht Moossinstrument soll een also och net vernoléissegen.

Här President, ee kuerze Verglach vun de Recetten an den Depensen, well vun Zäit zu Zäit ass et och emol gutt, an den Träng ze kucken, wat do dran ass. D'Recettë steige fir 2020 op 20,34 Milliarden. Dat ass eng Progressioun vu 4,2 %; manner staark wéi 2019, mee do waren d'Recettë jo och aussergewéinlech héich, eebe wéinst der Kierperschaftssteier. Déi war 2019 opgeblosen; „gedoppt" seet d'Handwierkerkummer. An déi kënnt elo eeben erëm op een normalen Niveau.

Méi wichteg ass awer: 57 %, ee ganz groussen Deel vum Budget fir 2020, bezuelen déi normal Leit, d'Personnes physiques. Ech denken, datt een och heiriwwer misst schwätze bei enger Steierreform.

D'Depensë gi fir 2020 op 20,62 Milliarde geschat, dat ass eng Progressioun vu 6,2 % (veuillez lire : 6,3 %). D'Recettë sinn also méi niddreg wéi d'Depensë fir 2020. An ab 2021 sollen d'Einname just nach am Duerchschnëtt pro Joer ëm 5,1 % zouhuelen, d'Ausgaben ëm 4,5 %. Hei stelle sech allerdéngs eng Partie Froen.

Fir d'éischt zu de Recetten. Eng manner staark Steigerung an de Joren 2019 bis 2023, e bësse méi niddreg wéi den historeschen Duerchschnëtt. Mer kéinten also soen, datt d'Previsioune virsiichteg erschéngen. Mee wéi gesäit d'Entwécklung vun den Einnamen tatsächlech aus, virun allem d'Besteierung vun de Societéiten, och well duerch déi automatesch Besteierung u sech d'Arrièrë souzesoen all ausbezuelt sinn? Hei hu mer kee Polster méi.

E weidere Risikofaktor, op deen d'Zentralbank hiweist, ass déi staark Konzentratioun vun den Einnamen aus dem Bankeberäich an de SOPARFI. Wéi eng Konsequenzen hunn déi nei international Reegelen? Iwwert de Brexit geet hei net direkt rieds. Wéi eng Konsequenze kann dee mëttel- a laangfristeg op eis Banken- a Fongeplaz hunn?

Dann d'Betriber am Allgemengen. Fir si ass et absolutt noutwendeg, datt si Sécherheet kréien, wat d'Regierung a puncto Betribsbesteierung, a puncto Kierperschaftssteier wëlles huet. Och hei ass Transparenz gefuerdert. De Laurent Mosar wäert de Mëtteg nach am Detail op dëse Sujet agoen.

Wann een da méi genau op d'Recettë kuckt, dann ass déi gréisste Steigung vun de Recettë bei der Besteierung vun de physesche Persoune virgesinn, nämlech am Duerchschnëtt 8 %, vill méi eng staark Steigerung heivunner wéi beim PIB u sech. Souwuel d'Zentralbank wéi och de Conseil national des finances publiques weisen op dës Inkohärenz an domadder onrealistesch Aschätzung vun dëse Recetten hin. Och d'Handwierkerkummer seet, datt dës Augmentatioun vu 44 % iwwer fënnef Joer bei de Steiereinnamen um Revenu zimmlech optimistesch wär an datt dës Aschätzung eemol erëm net kohärent wär. Et wär wierklech interessant ze wëssen, wat d'Regierung heizou seet.

Dann ass gläichzäiteg eng Steierreform geplangt. D'budgetär Konsequenze kenne mer net. Den Här Gramegna sot, dat wär normal. Wa mer awer dovunner ausginn, datt, esou wéi d'Regierung mol eemol sot, kee verléiert a jiddweree gewënnt, wéi kann et da sinn, datt dës Einnamen iwwerproportional steigen? Mee leider si mer, ech mengen, et war e Samschdeg, jo gewuer ginn an an eiser Meenung bestätegt ginn, datt mer der Regierung net ëmmer kënne gleewen, well den Här Gramegna huet u sech vun där Ausso „kee verléiert" e bëssen zréckgeruddert.

Wat bedeit elo déi nei Ausso vum Här Gramegna fir d'Leit? A wat bedeit se fir de Budget? Mir bedaueren definitiv staark, datt näischt, emol näischt Surrealistesches vun der Steierreform am Budget ugeschwat a chiffréiert gëtt.

Fir eis als CSV ass et op jidde Fall kloer, datt virun allem d'Klengverdénger an och d'Mëttelschicht am breede Sënn vum Wuert mussen entlaascht ginn. Dat ass eng kloer Prioritéit fir eis. Vun de Majoritéitsparteien hunn ech dat nach net esou kloer héieren.

Wéi ass op där anerer Säit ze erklären, datt d'Ausgabe vill manner staark steige wéi an der Vergaangenheet? Eng manner staark Steigerung vun den direkten Investitiounen, eng manner staark Steigerung vun de Remuneratiounen, eng manner staark Steigerung vun de soziale Sachleeschtungen? Och dat ass net logesch an net kohärent.

Mat deem och demografesche Wuesstum, op deen de Budget an dës Regierung baut, gi mer, och wa kee méi heivunner schwätzt, weider a Richtung vun engem Eng-Millioun-Awunner-Staat. An do ass et, ausser an enger surrealistescher Budgetsmolerei, kaum virstellbar, datt d'Investitioune kënne manner staark steigen. Dat selwecht gëllt och, wat d'Ausgabe fir d'Salairen ugeet. Dat seet och de Conseil national des finances publiques. Mee dofir muss een am Prinzip guer kee grousse Konschtkritiker sinn. Mee wat seet d'Regierung zu dëser Kritik?

An dann ass, wéi gesot, nach keng eenzeg Klimamesure chiffréiert. Well et geet och hei net duer, abstrakt Roadmappen ze verkënnegen, ouni Faarf ze bekennen. Déi makroekonomesch Previsiounen, op déi sech de Budget baséiert, sinn also zumindest a Fro ze stellen.

Dann, Här President, de Sold. 2020 schreiwe mer trotz Wirtschaftswuesstum rout Zuelen. 2023 hu mer zwar erëm en Iwwerschoss, mee wéi dat soll geschéien, bleift fragwürdeg.

De Gilles Roth wäert de Moien oder de Mëtteg, dat weess ech nach net genau, nach méi eng detailléiert Analys vun de Recetten an den Depensë vum Budget u sech maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dann zu de Minimalziler, déi de Budget muss reng rechneresch erreechen. An d'Berechnung baséiert natierlech op dëse makroekonomesche Previsiounen, déi net ganz kohärent sinn.

Den Objectif budgétaire à moyen terme: Hei huet d'Regierung sech u sech de minimalen Niveau als Zil gesat - aner Länner waren do méi ambitéis -, minus 0,5 % fir 2019, plus 0,5 % fir 2020-2022. Dës Ziler ginn och erreecht, mee, wéi gesot, wann een d'Lat esou niddreg leet, datt och eng Deckelsmouk kann driwwersprangen, da kann een net vun Héichleeschtung schwätzen.

D'Staatsschold geet an absolutten Zuelen an d'Luucht: ëm 13,25 Milliarden. A Prozent vum PIB geet se erof. Also gëtt och hei de Stabilitéitspakt an de Koalitiounsaccord agehalen.

Dann, Här President, kommen ech bei de Pluriannuel. An ech froen: Wat ass de Pluriannuel

definitiv wäert? An ech soen Iech: net vill! Well e Vide mol fënnef bleift u sech nach ëmmer e Vide.

Éischtens eeben, déi makroekonomesch Previsioune sinn net kohärent.

D'Aschätzung vun de Recetten an den Depensë sinn net kohärent.

An et ass keng Mesure chiffréiert vun de vermeintleche Prioritéite vun dëser Regierung: Klimaschutz, Steierreform. Näischt ze fannen.

Dëse Budget steet also net nëmmen op wackelege Féiss. Dëse Budget liwwert keng, awer och keng Äntwert op d'Erausfuerderunge vun der Zäit an op d'Problemer vun de Leit.

Den Här Cruchten sot an engem Interview am „Quotidien": « Avec ce budget on peut faire de la politique. » Ech mengen, et wär besser gewiescht ze soen « on pourrait faire de la politique », well et ass u sech ee Budget vum Conditionnel an net vum Indicatif.

Et kann een näischt quantifizéieren, wat een net chiffréiert huet. Jo, dat schéngt mer kloer ze sinn! Mee firwat si keng Klimamesuren am Budget chiffréiert?

Souwuel de Premier beim État de la nation wéi och den Här Gramegna bei der Budgetspresentatioun schwätze vum Klima als éischter Prioritéit. Majo, dann hätte si solle kucken, datt Mesuren um Dësch geleeën hätten! Wann et déi éischt Prioritéit tatsächlech ass, dann hätt d'Regierung solle kucken, datt hire Klima- an Energieplang ausgeschafft a chiffréiert wär, an eis kee Pak Pabeier ouni Inhalt liwweren. Well keen Inhalt ka kee chiffréieren, och kee surrealistesche Moler!

Hei klaffen also erëm eng Kéier Marketing-Usproch a politesch Wierklechkeet wäit auserneen!

An da stelle sech weider Froen. Wéi kënne mer iwwerhaapt dës ambitiéis Ziler erreeche mat deem Wuesstum, deen eist Land brauch, och fir dëse Budget ze stemmen? Och hei „das Schweigen im Walde"! Mee vläicht ass d'Ursaach jo vum Näischtsoen, datt mer a Saache Wuesstum virbäi an hannewidder sinn an datt dës Regierung keng Léisunge fënnt ausser enger Flucht an nach méi Wuesstum.

Well d'Steiereinnamen um Revenu vill méi staark steige solle wéi de PIB u sech, da geet ee jo dovunner aus, datt mer op méi Aarbechtsplaze kréien, dat heescht, datt mer erëm virun allem op e quantitative Wuesstum setzen. 50.000 méi Aarbechtsplazen, 50.000 méi Awunner oder Frontalieren.

Aus engem Dokument vum Mouvéco geet ervir, datt laut Projektioune vun Eurostat d'Zuel vun de Grenzpendler sech bis 2060 op 350.000 géif erhéijen. Dat ass eng virtuell Stad op Rieder, bal esou grouss wéi Bochum, dräimol esou grouss wéi eis Stad. Ech mengen definitiv, den Trafic-Info, dee wäert an Zukunft moies vill méi laang gi wéi de Journal u sech!

Et gëtt also weider op staarke Wuesstum gebaut mat alle Konsequenze fir d'Ëmwelt, fir de Logement, fir d'Mobilitéit, fir d'Loftqualitéit an esou weider. Duerch d'Wuesstumsspiral si mer eebe virbäi an hannewidder an engem ëmmer méi séier dréienden Hamsterrad, dat awer ëmmer méi zu engem Däiwelskreeslaf gëtt.

An da si mer erëm bei eisem nächste Problem. De Budget baut zwar op Wuesstum op, mee et ass absolutt keng Strategie erkennbar, wéi een dee Wuesstum ka packen. Dat ass definitiv ongeféier esou - mir si jo elo viru Chrëschtdag -, wéi wann een een dräi Meter grousse Chrëschtbeemche wëllt mat engem Mini siche goen. Dat geet net!

(Interruption)

Mir soe kloer, datt mer dëse rasante Wuesstum net wëllen. An awer brauche mer nach ganz vill Investissementer an Infrastrukturen, well mer ganz einfach dee Wuesstum, dee mer elo hunn, emol net packen!

Da seet den Här Gramegna, et wär e Budget vun de massiven Investitiounen. Déi staatlech Investissementer sinn, a Prozent zum PIB ausgedréckt, och méi héich wéi an eisen Nopeschlänner. Mee dat muss awer och sinn, well eisen demografesche Wuesstum och méi héich ass.

An da muss nach gekuckt ginn, datt déi geplangt Investitioune getätegt kënne ginn. An do brauche mer Betriber. Mir brauche méi Betriber. Mir brauchen eng Vergréisserung vun eise besteeënde Betriber. Mir brauche méi Plaz fir eis Betriber, fir all eis Betriber!

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg awer ënner anerem e Mangel u Fläch an den Aktivitéitszonen. Mir kënnen d'Betriber definitiv nach net an den Espace delokaliséieren. De Plan sectoriel vun 2019 gesäit awer manner Fläche vir wéi nach 2014, 25 % manner. Erëm eng Kéier eng inkohärent Politik! An am Ganze sinn et eebe just nach 456 Hektar. Google: 30 Hektar.

Et wär definitiv schéin, wann d'Regierung all eise Betriber de rouden Tapis géif ausrullen an net nëmme Google. Well et kann net sinn, datt eis Regierung op där enger Säit op zolitte Wuesstum setzt an op där anerer Säit net derfir suergt, datt eis Betriber sech kënnen usidelen. An ech soen nach eemol: alleguer eis Betriber! Mir brauchen also eng Landesplanung, déi weesentlech méi kohärent ass a méi realistesch ass.

An dann hu mer een anere Problem. Een dee baue wëllt, brauch net nëmme Plaz, mee dee brauch och Handwierker. An een, dee vill baue wëllt, well mir wëlle jo vill bauen, dee brauch vill Handwierker! Fakt ass, datt 9.400 Leit am Handwierk feelen, 5.000 eleng am Bau. Duerfir brauche mer eng nach besser Ausbildung vun eisen Handwierker, och eng Sensibiliséierung an der Grondschoul. D'Beruffsausbildung muss opgewäert ginn. Mir brauchen e Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft.

(Interruption)

Mir brauchen eng Image-Opwäertung vum Handwierk. An an deem Sënn hat de Marc Lies och déi lescht Woch hei eng Motioun deposéiert. An ech ka wierklech beim beschte Wëllen net verstoen, datt déi gesamt Majoritéit hei dogéint gestëmmt huet.

Si hu gesot, et wär superfetatoire. Et ass net superfetatoire! Et ass urgent! An et ass och schued, datt am Budget massiv bei der Weiderbildung am Beräich vun der Beruffsausbildung gespuert gëtt. Dat ass sécherlech e falscht Zeechen.

Här President, dann zu där éischter Prioritéit vun de Leit: dem Logement. Well och fir d'Wuelbefannen ass een Daach iwwert dem Kapp zentral an am beschten e bezuelbaren, well soss gëtt et engem relativ séier onwuel.

De Logement, dat ass och fir eis déi éischt Prioritéit an, a Wierder, och fir d'Regierung. D'Zuele schwätzen awer do eng aner Sprooch. De Budget vum Logement klëmmt grad emol ëm 1,8 %. Wat wär et dach esou flott, wann d'Präisser am Logement nëmmen esou séier géife steigen!

(Hilarité)

Dat ass awer zimmlech de Contraire, well do steige se an engem Joer ëm 9,2 %. Dëse Budget spigelt also op kee Fall Ambitiounen erëm, fir de Problem wierklech ze léisen.

Jo, den Här Cruchten sot, et géif keng Baguette magique am Wunnengsbau. Ma da soen ech: Et muss een awer emol d'Baguette an de Grapp huelen, fir eppes ze beweegen! Mee iwwerall do, wou et net duergeet, fir just op d'Konjunktur ze bauen, huet dës Regierung e Problem.

Mir hunn zesumme mam Marc Lies duerfir emol als CSV-Fraktioun en éischte Logementsentworf mat engem 23-Punkte-Package op den Dësch geluecht, an dat mat de kloren Ziler: méi bauen, méi séier bauen, méi bëlleg bauen, méi nohalteg bauen.

An esou wollte mer zumindest emol probéieren, eng nei Dynamik fir de Wunnengsbau ze schafen. Mir hunn déi lescht Woch siwe Motiounen erabruecht: siwemol konstruktiv Oppositiounsaarbecht, siwemol Refus, siwemol destruktiv Majoritéitspolitik.

Am Budget ass och en neien Artikel virgesinn: « Acquisition d'immeubles destinés à l'habitat ». Den Här Cruchten sot: « Il faut mettre l'accent sur l'acquisition massive de terrains. » Et misst ee sech als Objektiv setzen, fir all Joer 50 Hektar Terrain ze kafen, sou den Här Cruchten. Dat ass also de blo-rout-gréngen Usproch.

Da kucken ech, wéi déi blo-rout-gréng Wierklechkeet am Budget ass. An nu kuck do! Ganzer 3 Milliounen - ech widderhuelen: 3 Milliounen! -, fir massiv Terrainen ze kafen, stinn am Budget. Mam aktuellen Duerchschnëttspräis pro Ar kritt ee mat 3 Milliounen emol keen een Hektar, et kritt ee just en hallwen.

An den Här Cruchten ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, erlaabt Der dem Här Kersch, eng Fro ze stellen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen, mir hunn, Här President, d'Regierung virdrun och net ënnerbrach. Ech kann dem Här Kersch soen: Et ass ee Budget non limitatif, dat weess ech och. Mee wann een eng Ambitioun huet, …

Plusieurs voix.- A!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … da setzt ee Suen an de Budget an et setzt ee keng 3 Milliounen dran. Also wann een dat doten, de Logement, als Zil huet, dann hëlt ee Suen an de Grapp an et mécht een eppes. An Dir hutt keng Suen an de Grapp geholl!

Une voix.- Très bien !

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou, mat deenen 3 Milliounen, an ech huelen en Akerlandpräis an ech huelen do de Google-Akerlandpräis, an ech huelen déi eng Forschett bis bei déi aner Forschett, da kommen ech och do nëmmen op 2 bis 4 Hektar; wäit ewech vu 50 Hektar!

Sou, dat erënnert mech dann awer erëm eng Kéier un dem Gilles Roth seng memorabel Ried zum leschte Budget.

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- „Den Ënnerscheed tëschent Usproch a Wierklechkeet."

(Interruption)

Well wann de Logementsproblem soll ugepaakt ginn, da muss, wéi gesot, d'Regierung déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen an dem Logement déi néideg Prioritéit am Budget ginn. An dat ass definitiv net de Fall! Well am Budget steet de Logement unter ferner liefen.

Här President, ee weidere Politikstau ass de Stau u sech, d'Mobilitéit oder d'Immobilitéit. An dat ass wierklech e richteg grousse Problem fir d'Wuelbefanne vun de Leit. An dat Wuelbefanne fänkt meeschtens net am Stau un. Doriwwer kann, mengen ech, jiddwereen hei e Liddche sangen. D'Liewensqualitéit, d'Wuelbefanne vun de Leit wär vill méi héich, wa se net all Dag zum Beispill missten an d'Stad schaffe kommen. Mee et ass och net nëmmen d'Stad. Moies brauch ech schonn heiansdo 45 Minutte bis op Ettelbréck. Dat si genau ganzer, ech hunn de Moie gekuckt, 13 Kilometer.

D'Liewensqualitéit vun de Leit géif sech drastesch erhéijen, wa se net missten am Stau stoen. An et ass iwwregens och e Problem fir eis Wirtschaft. An duerfir stellen ech d'Greetchenfro: Sti mer mat dësem Budget an dräi, véier, fënnef Joer manner am Stau? D'Äntwert ass kloer: Nee! An dat kann u sech net sinn: Keng Léisung fir zentral Problemer, wann dës Regierung selwer aktiv muss ginn.

Wat kréie mer? Mir kréien nei RGTR-Linnen. Dat ass och gutt. Do hunn ech zwar nach net vill Leit héieren, déi domadder zefridde waren. Et gëtt jo vläicht do ugepasst. Et sinn Investitiounen an den Tram, Schinnen an esou weider virgesinn. Och dat ass gutt. Mee et ass u sech näischt Neies an et geet net duer. Mir hänken och hei dem Wuesstum hannendrun.

(Interruption)

D'Regierung bretzt sech elo mat dem gratis ëffentlechen Transport, deen de Staat 41 Milliioune kascht. Dat kéint jo och eppes bréngen, wann de Präis de Problem wier, datt d'Leit net géifen den Zuch an de Bus huelen. Mee dat ass et net onbedéngt.

D'Chambre des Métiers seet, an ech kann hinnen nëmme Recht ginn, et wär besser gewiescht, bei der Quantitéit an der Qualitéit, bei der Capacitéit unzesetzen an och bei der Pünktlechkeet. An dat soen och vill Clienten.

An da soen ech lech nach eppes: Vill Leit brauchen och an Zukunft nach en Auto. Grad Leit, déi am ländleche Raum wunnen, wou den ëffentlechen Transport, an do kënnt Der soen, wat Der wëllt, net funktionéiert. Wa se op d'Schaff fueren, wa se hir Kanner an de Sport féieren oder soss éierens féieren, Leit, déi op Schichte schaffen, Jonker, déi gäre wëllen erausgoen, déi brauchen en Auto! Duerfir däerfe mer den Auto net verdäiwelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An et wär wichteg, de Leit a voller Transparenz ze soen, wat op se zoukënnt. Mee amplaz vu voller Transparenz kréien d'Leit am ländleche Raum vum Här Turmes, an et deet mer leed, dat esou ze soen, just Zynismus zerwéiert, nom Motto: „Selwer schold, wann Der net an der Stad wunnt."

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well bei der ominéiser Virstellung vum Klima- an Energieplang, wou nach guer kee Plang do war a wou ech och mengen, datt elo nach ëmmer keen do ass, sot hien nämlech iwwert d'Leit aus dem ländleche Raum: „Okay, si fueren e bësse méi an da gi se e bësse méi belaascht, wann den Diesel, Bensinn an esou weider méi deier ginn. Mee si wunne jo méi bëlleg."

Do kann ech awer nëmme soen: Wat gelift, Här Turmes?! D'Leit um Land bezuelen och de gratis ëffentlechen Transport, hunn net esou vill dovunner. D'Leit brauchen den Auto. An da seet den Här Turmes ganz einfach, ma dat wier just Kollateralschued eebe vu senger Anti-Auto-Ideologie. An en plus ass d'Wunne jo méi bëlleg. Do muss een awer vun Arroganz schwätzen. Fir eis ass dat op jidde Fall net akzeptabel.

Här President, ech kommen dann zu engem vu mengen Dadaen: der Educatioun. An och hei gesinn ech villes, wat net leeft, mee leider keng Visioun. A ganz dacks ass net méi genuch Zäit do, fir de Core Business vum Schoulhalen.

An och hei stellen ech d'Greetchenfro: Sinn eis Kanner, eis Jugendlech a véier, fënnef, sechs Joer besser op d'Zukunft virbereet? An och hei kann ech dës Fro sécher net mat engem klore Jo beäntweren.

An do iwwerraschen déi schlecht PISA-Resultater dann och net wierklech. Si bleiwen, ob de Minister dat elo wëllt oder net, en Thermometer fir eis Schoul. Sécher kee perfekten, mee awer. An et ass och kloer, datt Lëtzebuerg net direkt vergläichbar ass mat anere Länner. An ech denken och, datt mer net onbedéngt direkt Spëtzewäerter kënnen erzilen. Mee amplaz ze jéimeren, kënne mer awer eis Resultater vun elo mat eise Resultater vun deene leschte Jore vergläichen. An och do ass et u sech dramatesch. Well an alle Beräicher hu mer verluer. Am Lieseverständnis eelef Punkten! Dat ass ganz schlëmm! Well dat ass eng Grondviraussetzung, fir kënnen ze léieren, och am digitalen Zäitalter.

Une voix.- Genau!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Hei däerf een d'Aen net zoumaachen an de Kapp an de Sand stiechen. Mee wat mécht de Minister elo? D'Temperatur vum Schoulwiesen ass gemooss. Et ass Féiwer festgestallt ginn. Da geheie mer den Thermometer fort an dann ass de Problem geléist!

Dat kann et net sinn! Et kann een net einfach viru Problemer fortlafen. Et muss ee sech de Problemer stellen. An eise Schoulsystem huet e Problem. En ass ënner anerem sozial ongerecht, vill méi wéi an anere Länner.

Une voix.- Dat wësse mer scho laang!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Zum Beispill, eis Propos fir eng gratis Hausaufgabenhëllef …

Mee d'Ongerechtegkeet hëlt awer nach zou!

An eis Propos fir eng gratis Hausaufgabenhëllef, déi mer bei eisem Familljepackage virbruecht hunn, ass hei vun der Majoritéit niddergestëmmt ginn. An och de Moien hunn ech en Artikel am „Wort" gelies: „Bildungschancen verbessern". An hei schreift en Här Thomas Lenz am Prinzip iwwert dat, wat mir gesot hunn, wéi den Här Minister dat Franséischt mat dräi Joer agefouert huet.

Mir hunn drop higewisen, datt dat Franséischt fir vill vun eise Migratiounskanner e Problem ka ginn, well se jo duerno op Däitsch alphabetiséiert ginn, an datt een am Prinzip de Fokus méi op dat Däitscht misst leeën. Mee de Problem ass jo, datt déi Saachen ëmmer alleguer agefouert ginn, ouni iwwerhaapt iergendee wëssenschaftlechen Hannergrond. An dofir soe mer: Zesumme mat eiser Uni muss no Léisunge gesicht ginn, an net nëmme gemooss ginn. D'Resultater vun der Fuerschung däerfen dann och net an der Uni hänke bleiwen, mee déi mussen um Terrain ëmgesat ginn. An den Thermometer fortgeheien, wéi gesot, ass keng Léisung.

Dann zu engem Sujet, deen eis a vill Leit beweegt. Ech schwätze vum Klimaschutz. An och do froen ech mech, nodeems de Premier eis hei eng laang a breet Diagnos ouni Behandlung virgedroen huet: Wou ass d'Gesamtstrategie? Am Budget jiddefalls net, an an deem ominéise Plang och net!

Eng weider Fro: Kënne mer mat dësem Budget och nëmmen unnähernd d'Ziler vum Klimaschutz erreechen? An hei ass d'Äntwert kloer: Nee!

Et ass laut dem Här Gramegna ee Budget vum Klimaschutz, ouni awer nëmmen eng Mesure chiffréiert ze hunn. Hei gëtt de Minister dann definitiv zu engem surrealistesche Moler, ech géif soen, Dalí au carré, jo zu engem absurden, deen e wäisst Quadrat op e wäissen Hannergrond moolt an deen dat dann als grouss Konscht verkeeft.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Do kritt een awer vill Suen derfir.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Den Här Gramegna sot och an der Kommissioun, d'Mesurë géife just mëttel- a laangfristeg kommen, kuerzfristeg wier näischt direkt ze erwaarden. Da muss ech awer froen: Geet een esou mat Prioritéiten ëm?

Den Här Gramegna sot dann och nach 800 Elektrobornen - och do muss ech soen: Dat ass

jo fir ze laachen, wann et net fir ze kräische wär, well de Marco Schank hat mam Étienne Schneider 2012 schonn 850 Bornen annoncéiert. A wann de Klimaschutz eng Prioritéit ass, da missten déi Bornë jo scho längst stoen.

„Et gëtt massiv an de Klima investéiert", seet zumindest den Här Gramegna. Mee virun allem dat, wat souwisou virgesinn ass, beim Tram an och soss Ausbau vun Zuchstrecken. Dat kritt einfach eng nei Klimaetikett. Dat war et da mat der Klimaambitioun am Budget.

An déi drëtt virgestallte Mesure am Budget ass d'Elektroautoprimm. Och dat ass keng Bettel-2-Erfindung. De Marco Schank hat se agefouert. Si ass vu Bettel 1 ofgeschaaft ginn. Dunn ass se vu Bettel 1 erëm mat groussem Tamtam agefouert ginn an dunn ass se nach eng Kéier mat groussem Tamtam bei Bettel 2 verlängert ginn.

Une voix.- An elo gëtt se erëm ofgeschaaft.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dann awer zouginn, datt am Budget eppes virgesinn ass.

Plusieurs voix.- A!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An zwar eng Hannerdier fir dem Här Turmes seng Ausso: „Mir maachen de Bensinn an den Diesel lues a lues méi deier, well da mierken d'Leit et jo net." Well d'Budgetsgesetz gesäit nämlech vir, datt d'Regierung duerch Règlement grand-ducal d'Akzisen op Diesel a Co kann eropsetzen. Den Här Gramegna huet elo vun 2 bis 6 Cent geschwat. D'CO_2-Steier kënnt jo nach derbäi.

Wéi gesäit dat Ganzt konkreet aus? Wéi dacks kënnt eng Hausse an, virun allem, wéi eng positiv ënnerstëtzend Mesurë si virgesinn? Heivun hu mer näischt héieren! An och: Wéi eng Konsequenzen huet dat op de Budget?

(Interruption)

Kuerz a Saachen Energietransitioun. D'Gesetz vum Dezember 2017 iwwert d'Aide à la protection de l'environnement gesäit e Fong fir d'Promotioun vun der energeetescher Effikasitéit vir. Hei seet d'Chambre des Métiers am Prinzip, datt dat eng ganz gutt Saach wier, well hei d'Betriber Ënnerstëtzung kéinte kréien. Mee et gëtt dee Fong leider nach net, obschonns datt dee säit 2017 virgesinn ass. Also, mir froen eis och: Wou bleift dee Fong?

An da freet d'Handwierkerkummer an hirem Avis u sech e Klimapakt fir d'PMEen, fir eenzel Betriber, eenzel Clusteren, eenzel Zone-d'activitéen. An an deem Sënn deposéieren ech elo hei eng Motioun fir e Klimapakt, fir eis PMEen op d'Been ze stellen. De Kärpunkt ass hei d'Offer vun enger gratis Klimaanalys mat Berodung. Dat ass wichteg, well ouni eis PMEe kréie mer eis Klimaziler net erreecht.

Wannechgelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'Accord de Paris signé par le Luxembourg le 22 avril 2016 et adopté formellement le 4 novembre 2016 ;

- rappelant les objectifs ambitieux du Luxembourg en matière de politique climatique, à savoir :

- une réduction des émissions de gaz à effet de serre comprise entre 50 % et 55 % en 2030 par rapport à 2005,

- une réduction de la demande finale d'énergie allant de 40 % à 44 % à l'horizon 2030 aux fins d'efficacité énergétique,

- une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute finale de l'ordre de 23 % à 25 % à l'horizon 2030 ;

- estimant que les petites et moyennes entreprises (ci-après « PME ») doivent également relever le défi du changement climatique ;

- estimant que l'État devrait mettre à disposition des PME des instruments adéquats pour les accompagner dans leurs stratégies d'adaptation ;

- rappelant dans ce contexte le Pacte Climat entre l'État et les communes qui permet aux communes de bénéficier d'un soutien technique et financier de l'État en vue de participer de manière active à la lutte contre le changement climatique ;

- rappelant que le Pacte Climat est une réussite, alors que la totalité des 102 communes ont signé le pacte et que la quasi-totalité d'entre elles ont obtenu une certification ;

- estimant que la dynamique positive du Pacte Climat peut se reproduire au niveau du tissu économique du pays,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un « Pacte Climat pour les PME », à l'instar du Pacte Climat entre l'État et les communes,

- à offrir aux PME un conseil et une analyse gratuits de la performance climatique de leur entreprise,

- à soutenir les PME au travers des réglementations incitatives dans le domaine de l'environnement et de l'action pour le climat.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An dann, Här President, wann d'Regierung eppes vun de Leit fuerdert a wa se sech dobäi och ganz ambitiéis Ziler setzt, da muss se och mam gudde Beispill virgoen, an dat soll se och am Budget chiffréieren. Dat ass onofhängeg vun iergendengem Klimaplang. An deem Sënn deposéieren ech hei nach eemol eis Motioun, dës Kéier e bësse méi ambitiéis, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... well vläicht hat Der se jo duerfir déi lescht Kéier net matgestëmmt, also eis Motioun, datt d'Regierung e konkreeten Aktiounsplang soll opstellen, fir datt de Staat bis 2030 klimaneutral soll ginn. Dat Ganzt mat der Fuerderung no enger Chiffréierung vun de Käschten.

(Interruption)

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant le Conseil affaires générales de l'Union européenne, qui s'est tenu le 10 décembre 2019 à Bruxelles ;

- prenant acte que le Luxembourg a réitéré au cours de cette réunion son souhait que le Conseil européen s'accorde sur la nécessité d'atteindre la neutralité climatique dans l'UE et tous ses États membres d'ici 2050 au plus tard ;

- saluant les conclusions du Conseil européen du 12 au 13 décembre 2019, à savoir la neutralité climatique d'ici 2050 ;

- rappelant le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de la politique de l'énergie et de l'action climat ;

- estimant que l'administration étatique doit également montrer le bon exemple dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans l'augmentation de l'efficacité énergétique,

invite le Gouvernement

- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration étatique au plus tard à l'horizon 2030,

- à élaborer un catalogue de mesures ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre de ces mesures en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2030,

- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de $C0_2$ et d'énergie escomptées.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesondheet allgemeng huet evidenterweis ganz vill mam Wuelbefannen ze dinn. Och hei gëtt vill vun Digitalisatioun geschwat. Dat ass och gutt. De Patientendossier ass och gutt. Hei si Sue virgesinn am Budget.

Wat da geschwë soll kommen, ass d'Cannabiskonzept. Ech ginn elo net drop an, just eng kleng Klammer. D'Douane huet nach net chiffréiert, wivill Suen datt hei sollen erakommen. Mee vläicht wëllt de Staat jo hei anstänneg Sue verdéngen a vläicht ass dat dann och d'Ursaach, firwat datt d'Wirtschaftsprognosen ab 2021 onerwaart héich sinn. Vläicht hu mer do d'Léisung elo fonnt!

Dir Dammen an Dir Hären, mam Wuesstum, deen de Budget brauch, riskéiere mer, och am Beräich vun der Santé virbäi an hannewidder ze sinn. Ech ginn Iech ee Beispill nieft dem allgemengen Urgencëstau.

D'Iescht Woch huet eng Fra mech drop ugeschwat, déi accouchéiert huet. Nom Accouchement huet se nach misse stonnelaang am Accouchementssall leien, well kee Bett fräi war.

(Interruption)

Den Dag duerno huet se missen direkt heem, well kee Bett fräi war. An dat war net zu Bethlehem 2020 (veuillez lire : virun 2020 Joer), mee dat war hei zu Lëtzebuerg. An dobäi ass d'Kannerkréie kee Wellness! A fir d'Wuelbefanne vum Kand, iwwregens en zentrale Punkt vun all Bien-être an enger Gesellschaft, ass och d'Wuelbefanne vun der Mamm wichteg.

Een anert Beispill. Et ass d'Geschicht vun enger 84 Joer aler Fra, déi méi wéi zwou Wochen an der Klinik mat gebrachenem Wirbel op hir Operatioun muss waarden, well do ëmmer Urgencen dertëschtkommen.

(Interruption)

Och dat fannen ech net normal. A wéi gesot, eisen Nolauschtertour huet gewisen: Dat si keng Eenzelfäll! An esou eppes an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat geet net! De Spidolsplang muss definitiv zu engem breede Gesondheetsplang ginn an der Realitéit an dem Wuesstum ugepasst ginn, an dat huet natierlech och Konsequenzen op de Budget.

Wa mer hei beim Beräich vun der Gesondheet sinn, muss ech eebe soen, datt d'Regierung definitiv esou lues e Brëll brauch géint hir Kuerzsiichtegkeet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech schonn zum Personalproblem am Handwierk geschwat. Mee dee Personalproblem hu mer och am Fleege- an am Gesondheetsberäich. An och hei riskéiere mer, fréier oder spéider ënnert der Laascht vum Wuesstum, deen dëse Budget brauch, ënnerzegoen.

A wann am Gesondheetsberäich eppes net méi ka waarden, dann ass et definitiv déi Nomenclature. Mir schwätze jorelaang iwwert déi Nomenclature. An esou, wéi et elo ausgesäit, wäerte mer nach jorelaang schwätzen, iert d'Nomenclature ugepasst ka ginn. An dat ass net normal. Hei huet d'Regierung, hei huet de Minister awer eng politesch Verantwortung.

Mir hunn 2015 hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Psychotherapeute gestëmmt. Bis haut ass nach keen eenzege Patient vun der CNS rembourséiert ginn. Ech wëll just soen: Dat wär relativ dréngend! Mir si bei enger anerer Statistik, bei den Depressiounen, u sech hei zu Lëtzebuerg d'Spëtzt.

(Interruption)

2018 sinn d'Osteopathen am Gesetz ënner « certaines professions de santé » bäigefüügt ginn.

(Interruption)

Dat doten ass ëmmer déi selwecht Äntwert. Mee Dir hutt awer eng politesch Verantwortung. Da musst Der eng Léisung fannen!

(Interruptions)

2018 ass d'Gesetz vun den Osteopathe geännert ginn. Och do ass nach kee rembourséiert ginn. Den Tiers payant soll agefouert ginn. Et soll zu Leeschtungsverbesserunge kommen. Awer och dat soll, wéi mer elo héieren hunn, erëm eng Kéier ronn dräi Joer laang daueren.

(Interruption)

Jo, dat hätt Inzidenzen och op de Budget, mee dat wäre sënnvoll agesate Suen.

Dann huet den Här Cruchten jo och den Akzent, wéi ugekënnegt, op d'Inegalitéiten an op d'Aarmut zu Lëtzebuerg geluecht. Dat ass och richteg a gutt, well mer hunn eng erschreckend sozial Entwécklung. Mir hu sozial Ongerechtegkeeten, déi zouhuelen, dovunner vill och bei de monoparentalle Familljen. Mir hunn eng héich Altersaarmut. De Marc Spautz wäert nach op dëse wichtege Sujet am Detail agoen an och de Paul Galles huet jo eng Interpellatioun iwwert den Aarmutsrisiko ugefrot.

D'Famill, fir eis e weideren zentrale Punkt vum Wuelbefannen. An hei zitéieren ech eppes, eng Ausso vu Facebook - ech hu mam Här geschwat, ech dierf dat maachen -: „Mir musse moies um 7 Auer eis Kanner an der Maison relais ofginn, fir um 9 Auer op der Aarbecht ze sinn. Da solls de deng aacht Stonne schaffen an erëm um 19 Auer bei der Maison relais sinn, fir däi Kand ewechzehuelen. Dann Hausaufgabe maachen, eppes iessen an da muss d'Kand schonn erëm an d'Bett, fir datt d'Kand deen nächsten Dag packt."

A weider: „D'Elteren hu gläich guer keng Zäit méi fir hir Kanner. Wéi solle mir eis Kanner, wéi vun der Politik gefuerdert, nach selwer erzéien, wa mir all Dag zwou bis dräi Stonnen am Stau sinn? D'Maison relais an d'Schoul si jo net dofir do, fir d'Kanner ze erzéien!! Dat stëmmt, ech géif och léiwer mäi Kand selwer erzéien, mat him spillen an esou weider, wéi datt anerer dat fir mech maachen." Da schreift en e bësse virun an da seet en: „Topp, eis Politik!"

Ma dat ass eng ganz gutt Beschreiwung vum Hamsterrad, wou mir, wou vill Leit all Dag dra sinn. A mat dësem Budget, dee weiderhin op staarke Wuesstum baut, wou awer keng Strategie erkennbar ass, fir de Wuesstum ze packen, riskéiert d'Hamsterrad, ëmmer méi séier ze dréien.

Ech erënneren hei nach eng Kéier kuerz un eise Familljepak, mat enger Ënnerstëtzung fir all Famill ouni Ideologie a Kulturkampf, wou mer och d'Leeschtung vun den Elteren, déi doheem bleiwen, fir se ze erzéien, wollten honoréieren, wou mer den Homeoffice wollten zousätzlech förderen. D'Majoritéit war, wéi gesot, géint alles!

Wat fir eis als CSV wichteg ass, ass de Prinzip, datt d'Kanner ëmmer sollen am Mëttelpunkt vun eiser Politik stoen, well si bleiwen eis Zukunft. An och dat ass an dësem Budget net direkt erëmzefannen.

Här President, e Budget ass kee Rapport vum Politikstau vun der Géigewaart. E Budget ass och net just e bürokratescht a finanztechnescht Dokument a Gesetzesform. Nee! E Budget ass eng politesch Zukunftsvisioun, déi mat verlässlechen Zuelen ënnermauert ass. A genee hei bleiwe mer awer bei deene ronn 950 Säite vum Budget a vum Pluriannuel mam Fanger am Mond um Dréchene sëtzen.

Et ass wéi fréier beim Literarischen Quartett um ZDF, wou de Marcel Reich-Ranicki ëmmer seng Emissioun opgehalen huet, an dat passt u sech och bei d'Bettel-2-Politik: „Und so sehen wir betroffen / Den Vorhang zu und alle Fragen offen."

Mee Politik ass keen Theater. Wann ee regéiert, muss ee liwweren an net nëmme lavéieren. Déi oppe Froe bleiwe virun allem op, wou se am néidegste misste beäntwert ginn: beim Logement, beim Klima, bei der Mobilitéit. Dat Eenzegt, wat kloer ass, ass, datt mer weider e staarken, zillosen, reng quantitative Wuesstum brauchen.

An engem „Land"-Interview mam Premier konnte mer liesen: „Ech wëll Rou." Dat geet éischtens net duer, Här Staatsminister, an zweetens wäerte mer dem Här Staatsminister dës Rou och net loossen, well fir eis ass weeder d'Regierung nach d'Chamber u sech ee Wartesall op d'Weltkonjunktur.

Nee, et ass eng Denkfabrik u sech, fir Léisunge fir d'Leit ze sichen. An dëse Budget ass e Budget mat Zuelen, mee ouni Visioun. Et ass ee Budget ouni Kloerheet fir Leit a Betriber. Et ass e Budget ouni Prioritéiten, ouni Politik, an dat mol fënnef am Pluriannuel, deen am Fong just ee „Pluri vide" ass. Mir brauchen awer eng kohärent Politik mat klore Prioritéite fir d'Wuelbefanne vun de Leit an en deementspriechende Budget. Dëse Budget awer bleift just am Hamsterrad hänken.

An aus all deene Grënn wäerte mir als CSV géint dëse Budget vun eidele Wierder, eidelen Zuelen an eideler Politik stëmmen. Dëse Budget ass beschtefalls e Budget vum Bien-avoir, awer sécherlech net vum Bien-être, net vum Wuelbefannen a scho guer net vum Wuelmaachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger.

(Interruption)

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt mech och direkt u meng Virriednerin, d'Spriecherin vun der CSV-Oppositioun, riichten, fir ganz kloer ze soen: Dës Regierung, dës Koalitioun, déi huet eng kloer Prioritéit. Si huet och e kloert Zil, un deem se all Dag schafft, nämlech fir nach méi sozial Gerechtegkeet zu Lëtzebuerg ze schafen.

D'Gerechtegkeet, déi zitt sech wéi e sozialliberale Fuedem duerch dee ganze Koalitiounsaccord. An duerfir steet d'DP och voll a ganz hannert deem Accord, net nëmme well ganz vill do mat bloer Tënt drageschriwwe ginn ass, mee well dës Koalitioun kloer Akzenter setzt, fir keen um Rand vun der Strooss stoen ze loossen, mee derfir ze suergen, datt jiddwereen déi beschtméiglech Chancë kritt.

A wann een nach ee Beweis bräicht, fir dat ze ënnersträichen, dann ass dat de Budget 2020! Ronn d'Hallschent vun den Ausgabe vum Staat 2020, a Chiffere ronn zéng Milliarden, si fir sozial Ausgaben, si fir sozial Mesuren, si fir sozial Transferen a Subsiden.

Also, Här President, och dëse Budget ass erëm e kloert Bekenntnis zum Sozialstaat. An hei läit och de Budget 2020 an der Kontinuitéit vun den Efforten, déi schonn an de leschte sechs Joer gemaach gi sinn.

An op sozial gerecht Politik setzen, dat sinn effektiv net nëmmen Zuelen am Budget. Et si konkreet Mesuren, déi de Leit am Land ënnert d'Äerm gräifen an hinnen hëllefen, d'Liewe méi einfach ze maachen, besonnesch deenen, déi et méi brauchen.

Eng sozial gerecht Politik, dat ass zum Beispill, de Mindestloun ëm 100 Euro netto erhéijen. Dat ass zum Beispill zousätzleche Congé an e Feierdag. Dat ass e Congé parental, deen et erlaabt, ouni grouss finanziell Abousse kënne Beruff a Famill ënner een Hutt ze bréngen. Dat

ass gratis Kannerbetreiung, fir datt onofhängeg vun der Pai vun den Eltere kann op eng gutt qualitativ Betreiung vun de Kanner gezielt ginn. Dat ass d'Subvention loyer. Dat si gratis Schoulbicher, fir datt an d'Schoul goen net déi kleng Paie belaascht. Dat ass d'Allocation de vie chère. Dat sinn d'Chèque-servicen. Dat ass d'Adaptatioun vum REVIS, wou de Leit gehollef gëtt, erëm an den Aarbechtsprozess ze kommen. Dat sinn zolidd Reserve vun 19 Milliarden an eise Pensiounskeesen. Dat si ganz grousszügeg Studentesubsiden, wéi ee se an Europa néierens aneschters fënnt. Dat ass eng éischt Steierreform gewiescht, déi de Leit méi Kafkraaft ginn huet. Dat wäert an Zukunft d'gratis Maison relais oder Museksunterrecht sinn, an nach ganz villes méi.

Ech mengen, dat ass déi Politik, fir déi dës Koalitioun asteet an déi se sech op de Fändel geschriwwen huet an déi och am Sënn vum Bienêtre läit, deen de Budgetsrapporteur als Leittheema geholl huet. Dat gëtt mer och d'Geleeënheet hei, fir dem Budgetsrapporteur och Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an him och ze felicitéieren. Ech mengen, jiddwereen, dee schonn emol eng Kéier Budgretsrapporteur war, weess datt do ganz vill Aarbecht an Engagement hannendrustécht.

Une voix.- Dat ass wouer.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, et muss een awer och wëssen: Eng grousszügeg Sozialpolitik, wéi mir se maachen, huet och hire Präis. Déi gëtt et net zum Nulltariff. Duerfir muss een och déi finanziell a budgetär Basis a Viraussetzunge schafen. Ech hunn emol gesot: „Et muss ee fir d'éischt de Kuch baken, fir datt een e ka verdeelen." A genau dat hu mer déi lescht sechs Joer gemaach. Mir hunn iwwert déi Joren e grousse Kuch gebak. An dat ass deen, dee mer elo kënne benotzen, fir dann eis Politik och ze finanzéieren.

An et muss ee jo awer trotzdeem drun erënneren, 2013, wéi déi éischt Regierung Bettel ugetrueden ass, wat fir eng finanziell Situatioun mir virfonnt haten. Dat gëtt jo gären an oft vergiess. Mir stoungen 2013, kann ee soen, mam Réck zur Mauer. Lëtzebuerg ass op eng Staatsverschëldung vu bal 30 % higesteiert.

(Interruption)

Jo, ech weess, heiansdo gëtt et haut als bal esou normal ugekuckt, datt d'Staatsfinanzen an der Rei sinn. Mee dat muss een awer trotzdeem och eng Kéier rappeléieren. Mir hätten deemools riskéiert, d'Virgabe vum Pacte de stabilité net méi ze erfëllen. An de Verloscht vu knapps enger Milliard TVA op dem Commerce électronique, dee sech ugekënnegt huet, huet d'Saach net méi einfach gemaach.

Jo, mir hunn d'Äerm héichgestréppt. An ënnert dem Impuls vum Finanzminister Pierre Gramegna krute mer d'Staatsfinanzen erëm an de Gréff.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Datt d'Sozialiste sech dat doten ëmmer gefale loossen!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, mir hunn dernieft eis Defiziter erofgeschrauft an eis Schold reduzéiert. An dat ass jo, fir datt mer dann elo och déi Suen, déi Staatsfinanzen hunn, fir datt mer eis Politik, eis Sozialpolitik kënne finanzéieren. Mir hunn och d'Scholdespiral gebrach. D'Schold geet weider erof. 2020 wäert d'Staatsschold souguer fir d'éischte Kéier säit 2011 erëm ënner 20 % vum PIB falen a bis 2023 nach weider erofgoen.

(Interruption)

Vun allen Triple-A-Länner ass Lëtzebuerg elo dat Land mat dem niddregste Scholdestand. A wat fir eng Wichtegkeet deen Triple-A huet, dat konnt ee jo och Ufank November nach eng Kéier gesinn, wéi de Finanzminister fir déi éischte Kéier an der Geschicht en Emprunt zu engem Negativzëns ophuele konnt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Investisseuren hunn also net nëmme wéinst eise sympathesche Gesiichter, mee virun allem wéinst dem Triple-A grousst Vertrauen an déi lëtzebuergesch Ekonomie. E besteeënden Emprunt konnt also vill méi gënschteg refinanzéiert ginn an ënnert dem Strëch konnte mer nach ronn 25 Milliounen zousätzlech an eis Statskeess enregistréieren, wat also och eppes ass, wat mer eigentlech nach ni haten.

An da méi generell soe mer awer: Mir begréissen déi Demarche vum Finanzminister, fir besteeënd Emprunten zu méi bëllegen Zënsen ze refinanzéieren oder och kuerzfristeg neier zu gudde Konditiounen opzehuelen.

Nach e Bléck op e puer Eckdate vum Budget, fir ze ënnersträichen, datt mer ganz gutt dostinn: Am Gesamtstaat läit de Sold bei 757 Milliounen Euro. De Budget pluriannuel weist, datt dësen Iwwerschoss progressiv erop bis 1,5 Milliarden oder 2,0 % vum PIB am Joer 2023 wäert goen. Och wat den Zentralstaat ugeet, sti mer mëttlerweil nees ganz gutt do. Beim leschten Zwëschebilan zur Situation budgétaire hu sech schonn erëm fir 2019 och ganz positiv Zuelen ofgezeechent. Am Zentralstaat si mer no beim Equiliber.

Dat ënnersträicht einfach, hei déi Zuelen, datt de Finanzminister seng Keess am Gréff huet. An ech mengen, d'Solidité̈t vun de Staatsfinanze gesäit een och um Solde structurel. Dee wäert 2020 bei plus 0,9 % leien an da progressiv bis op plus 1,9 % am Joer 2023 eropgoen, also ëmmer iwwert där neier, méi ambitiéiser Limitt vu plus 0,5 %. Mir erfëllen also net nëmmen d'Krittären, mee mir hunn och e gewëssene Spillraum, dee mer eis do schafen - einfach nëmmen, fir dat och ze soen, well de Budget jo dann hei awer traditionell vun der Oppositioun kritiséiert gëtt.

Ech mengen, déi Zensur, déi mer reegelméisseg vu Bréissel kréien an och vun anere Gremie kréien, déi ech elo net all hei zitéieren, schwätzt eng kloer Sprooch. Mir kréien also och aus dem Ausland oder vun der Kommissioun Bonne-notten. Lëtzebuerg ass also „on track", wat d'Budgetsprevisiounen ugeet, a respektéiert och all déi europäesch Krittären. A mat deene gesonde Staatsfinanze leeë mer also d'Basis, fir kënnen all déi Mesuren ze finanzéieren, déi am Interessi vun de Leit sinn, fir hinnen d'Liewe méi einfach ze maachen.

Jo, Här President, dat konjunkturellt Ëmfeld spillt och mat. D'Konjonktur dréit zu Lëtzebuerg, awer och, well eng Rei Initiative vun der Regierung zu dësem schéine Wieder an der Wirtschaft bäidroen. Dat kënnt net ganz vun eleng:

Mir hunn et zum Beispill fäerdegbruecht, fir d'Finanzplaz besser opzestellen. D'Green Finance, d'Transparenz, wou mer all eis Direktiven ëmgesat hunn, ech mengen, dat ass eigentlech ënnert dem Strëch e Plus fir d'Finanzplaz gewiescht. An d'Finanzplaz bleift ënnert dem Strëch ee vun den Haaptpiliere vun eiser Ekonomie. Mat 11 % vun de Beschäftegte gëtt ronn ee Véierel vum Räichtum vum Land erwirtschaft. D'Finanzplaz ass eigentlech och eppes, wat ee kann ënnert de Label vu qualitativem Wuesstum respektiv och vu qualitativen Aarbechtsplaze respektiv nohaltegem Aarbechtssecteur rangéieren.

Mir hunn d'Betriber steierlech entlaascht, fir datt se kompetitiv bleiwen an domat och nach nei Aarbechtsplaze schafen. Mir ënnerstëtzen d'Diversifikatioun vun der Ekonomie, besonnesch mat Akzent op dem Digitalen, wou ech herno nach eng Kéier wäert drop zréckkommen.

An am Endeffekt, souguer wann een do elo net ka mat genauen Zuelen operéieren, muss een awer och dovunner ausgoen, datt och d'Steierreform e positiven Impakt op eis Ekonomie hat. Well Leit, déi méi Suen an der Täsch hunn, ginn déi Suen zum Deel och erëm zréck an d'Ekonomie, wa se déi Suen also ausginn.

An dat gutt Ëmfeld, déi gutt konjunkturell Héichlag, déi notze mer also, fir ze investéieren, massiv ze investéieren. An et sinn haut de Moie schonn eng Rei Zitater hei beméit ginn. Dann huelen ech dann och eent - et wäert awer, mengen ech, och elo dat eenzegt bleiwen - hei a menger Ried. Dann zitéieren ech zur Ofwiesslung den Antoine de Saint-Exupéry mat sengem „Le Petit Prince": « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »

An d'Zukunft méiglech maachen, heescht fir dës Regierung och fir 2020 erëm Rekordinvestitiounen! Dëst Joer sinn Investissementer vu ronn 2,8 Milliarden am Budget virgesinn. Dat ass nees eng Erhéijung vu ronn 12 % par rapport zum leschte Joer. Investissementer an d'Mobilitéit, an d'Recherche, an d'Bildung, an d'Familljen, an de Klimaschutz a virun allem och eeben an d'Sozialpolitik.

Iwwert déi nächst Jore wäerten d'Investissementer nach weider eropgoen an 2023 da fir déi éischte Kéier iwwer dräi Milliarden Euro leien. Dat ass en absolutte Rekordniveau, och a Prozenter: 2018 ware mer bei 3,6 % vum PIB, 2019 bei 4,0 % an 2020 komme mer bei 4,3 % un.

Här President, d'Regierung an de Finanzminister behalen an dëser Period, wou d'Ekonomie gutt dréit, awer och e klore Kapp a wëssen, datt och emol méi gro Wolleke kënnen um Konjunkturhimmel opzéien. Wann een den internationale Kontext kuckt, gëtt et do eng Rei Elementer, déi engem kënne Suerge maachen. Virdrun hat de Finanzminister och schonn do déi eng oder aner Ausso gemaach.

Ech mengen, besonnesch d'Handelskricher zwëschent den USA a China, mee awer och déi wirtschaftlech Tensiounen zwëschent den USA an Europa muss een am Bléck behalen. Et weess een net, wéi dat weider evoluéiert respektiv wat fir eng Auswierkungen dat herno op d'Weltkonjunktur respektiv och am Endeffekt op déi lëtzebuergesch Konjunktur kann hunn. Et ass net ëmmer evident, dat virauszesoen.

Mee awer och an deem Bléckwénkel innovéiere mer am Budget 2020 mat engem neie Fonds de rééquilibrage budgétaire. Ech mengen, d'Regierung suergt domadder vir, falls de konjunkturelle Réckewand emol eng Kéier sollt ausbleiwen. A konkreet ass dat en neit Instrument, wou eventuell Iwwerschëss dragesat ginn, op déi een da kann zréckgräifen, wa mer eng Situatioun vun Defizit hätten, fir de Budget dann erëm ze equilibréieren.

Ech mengen, dorobber kann ee méi flexibel zréckgräifen, esou wéi dat da grad néideg ass. Ech géif net soen: „Dat ass e weideren Apel fir den Duuscht." Hei géif ech éischter soen: „Et ass de schnellen Drauwenzocker", nieft dem Fonds souverain intergénérationnel, dee mer ugelucht hunn. Dat hei ass also eppes, wou een dann engem ka kuerzfristeg do méi Energie ginn. Als Rappell awer och: Den Apel fir den Duuscht, dat ass de Fonds souverain intergénérationnel. An an deem Spuerschwäin, dat also fir déi zukünfteg Generatioune geduecht ass, dat mer ugeluecht hunn, do sinn den Ament och da schonn 317 Milliounen Euro dran, déi mer do op d'Säit geluecht hunn.

Här President, ech mengen, einfach als Ofschloss vu menger Analys zu den Eckdate vum Budget kann ech feststellen, datt de Finanzminister eng Aart, ech géif soen „Hattrick" mam Budget fäerdegbruecht huet:

Éischtens, mam Budget bréngt en et fäerdeg, datt mer déi Suen hunn, fir eis sozial ausgeriicht Politik ze garantéieren.

Zweetens, mam Budget suergt en derfir, datt mer kënnen an d'Zukunft investéieren an déi preparéieren.

An drëttens, letztendlech huet en et och nach fäerdegbruecht, fir eng Mouk kënnen op d'Säit ze setzen, wann et emol eng Kéier net méi esou gutt geet.

Ech mengen, et gëtt wéineg Finanzministeren op der Welt, déi esou en Hattrick mat hire Budgete fäerdegbréngen.

Här President, „Wien haut nach dorunner zweifelt, datt d'Aerderwiermung an d'Konsequenzen dovunner eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun onser Zäit sinn, dee verkennt einfach d'Realitéit!", dat waren dem Premierminister Xavier Bettel seng Wierder hei op der Tribün, wéi hien iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat huet. Jo, d'Regierung huet sech ganz ambitiéis Ziler ginn, andeems si iwwert den Accord vu Paräis erausgeet a bis 2030 eis CO_2-Emissioune bis op minus 55 % wëllt reduzéieren. Domadder verkennt d'Regierung net d'Realitéit, mee si iwwerhëlt hir Responsabilitéit a setzt op e staarke Klimaschutz.

An och am Budget ass de Klimaschutz ..., och am Budget 2020 - also net an deem vun 2021, wou dann eng ganz Rei Mesurë komme vum Klimaplang, mee och schonn am Budget 2020 - setzt een eng Rei Prioritéiten. Well letztendlech geet et beim Klimaschutz och ëm Gerechtegkeet, an zwar d'Gerechtegkeet géintiwwer den zukünftege Generatiounen, datt mer och deenen nach e liewenswäerte Planéit erhalen.

Wéi gesot, ganz rezent huet d'Regierung déi Partitur geschriwwen, fir kënnen déi Ziler vu minus 55 % a Musek ëmzesetzen. Dat geschitt mam Klimagesetz a virun allem och da mam Klimaplang. Den nächsten Donneschden wäerte mer natierlech och schonn hei méi en détail eng Diskussioun driwwer féieren. Mee an de leschten Deeg huet een awer trotzdeem matkritt, datt awer scho vill iwwert déi ugekënnegt Akzisenerhéijung respektiv och déi CO_2-Steier respektiv CO_2-Bepreisung diskutéiert ginn ass. Vläicht duerfir zwou, dräi Bemierkungen dozou.

Ech mengen, déi ugekënnegt Akzisenerhéijung vun 1 bis 3 Cent um Bensinn respektiv 3 bis 5 Cent um Diesel ass och am Kontext vun eisen Efforten ze gesinn, fir den CO_2 am Beräich Transport ze reduzéieren. Mir wëssen, datt den Transportberäich, hei zu Lëtzebuerg op alle Fall, ee vun deene gréissten CO_2-Emetteuren ass. A mir wëssen, datt déi Emissiounen an deem Secteur zu engem groussen Deel vum Diesel kommen, deen d'Camionen hei zu Lëtzebuerg tanken.

De Moment verkafe mer also nach ëmmer ze vill Diesel, besonnesch un d'Camionen, fir datt mer eis national Klimaziler kéinten erreechen. An an där Logik sinn et also déi Akzisechangementer, déi eng éischt Mesure sinn, fir déi Differenz par rapport zu den Nopeschlänner ze reduzéieren an de Lëtzebuerger Diesel eigentlech manner interessant ze maachen.

An ech mengen, et erwaart ee sech jo dann dobäi sécherlech och, datt de Verkaf vum Diesel wéinstens proportionell zréckgeet. An déi éischt Zuelen opgrond vun den 2 Cent, déi am Ufank vum Joer op den Diesel geluecht gi sinn, weisen op alle Fall, datt vu Mëtt bis Enn des Joers de Verkaf vun Diesel zréckgaangen ass.

Et waren och elo Diskussiounen, wat den Impakt vun den Akzisen op de Portmonni wäert sinn. Dat huet jo ganz vill op verschiddene soziale Medien do beweegt, duerfir hei awer nach eng Kéier einfach e puer Fakten oder Zuelen, fir d'Gemidder ze berouegen, als Beispill: Wann ee ronn 20.000 Kilometer d'Joer fiert mat engem Auto, dee sechs bis siwe Liter verbraucht op 100 Kilometer, da wäert dat fir de Portmonni 4 bis 5 Euro de Mount ausmaachen. Ech mengen, mir sollten alleguerten emol iwwerleeën, wivill mer fir aner Saachen ausgi respektiv dat dann eeben a Relatioun setze mat deem, wat mer normalerweis all Dag fir d'Liewen ausginn.

Et muss een och rappeléieren: Och no dëser Erhéijung bleift de Spritt nach ëmmer e gutt Stéck méi bëlleg wéi am Ausland. A fir dat och ze soen: Fir déi Leit net ze benodeelegen, déi op den Auto ugewise sinn, gëtt am Géigenzuch och net un der Kilometerpauschal gefréckelt. Ech mengen, mir denke jo och un déi Leit zum Beispill aus dem ländleche Raum, déi net esou gutt un den éffentlechen Transport ugeschloss sinn, respektiv déi Leit, déi op Schichte schaffen, respektiv un nach Situatiounen, wou een einfach den Auto brauch. An ech mengen, déi aktuell Avantagë vun der Kilometerpauschal bleiwen also bestoen.

An d'CO_2-Bepreisung, déi nach net direkt de Budget 2020 betrëfft, läit genau an där selwechter Logik respektiv an deene selwechte Bestriewungen. Well ech wëll einfach awer nach eng Kéier an deem Kontext rappeléieren: Als Lëtzebuerg droe mer eng Matverantwortung fir de Klimaschutz, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, fir d'Consommatioun vun de fossille Brennstoffer ze reduzéieren. A mir mussen och eis Hausaufgabe maachen.

Mir sinn, wéi de Finanzminister et och scho gesot huet, e klengt Land a mir mussen déi Eischt sinn, déi weisen, datt mer hei eis Accorden anhalen, zu wat mer eis verflicht hunn, datt mer och do dann déi néideg Efforte maachen. Mir hunn en Engagement fir de Klimaschutz. A mat esou Mesurë gi mer eisen Engagementer do gerecht.

A mir si jo och eent vun deene wéinegen europäesche Länner, déi nach keen CO_2-Präis pro Tonn agefouert hunn. Déi meescht hu schonn eng Besteierung oder si gewëllt, deemnächst och eng anzeféieren. Frankräich huet eng CO_2-Steier vu 45 Euro pro Tonn. Nëmme fir ze soen: Mir fänke bei 20 Euro pro Tonn un an da geet dat erop. Déi grouss Koalitioun an Däitschland mat der CDU/CSU féiert eng Bepreisung vu 25 Euro pro Tonn an. Dann an der Belsch - bon, de Moment nach, do kucke se fir d'éischt, d'Regierung zesummenzekréien -, mee an der Belsch wäert och ganz sécher eng CO_2-Steier kommen.

An ech mengen, zu Lëtzebuerg hu mer ab 2021 e Präis vun 20 Euro pro Tonn festgeluecht. Mir sinn also do gutt am Peloton vertrueden. Mir sinn do emol net vir am Peloton derbäi, mee mir hunn eigentlech hei gekuckt, fir eis un der Moyenne vun den Nopeschlänner ze orientéieren.

An och hei soll een deen Effort, deen op de Bierger zoukënnt, fir datt jiddwer Eenzelnen e klenge Beitrag zum Klimaschutz leescht, an dee richtege Kontext setzen. Och hei muss ee soen, datt, wann ech elo d'Beispill géif vu virdrun huele mat engem Auto, deen 20.000 Kilometer d'Joer fiert, wann een dat ëmrechent op de Bensinnspräis, da wäert dat och an der Forschett vu vläicht 5, 6 Euro de Mount leien. Dat kann een dann och héichrechnen op d'Joer, mee dat ass awer elo net eppes, wat onheemlech an de Portmonni géif schloen. Och hei muss een awer soen, datt d'Präisser bei eis op der Tankstell warscheinlech nach ëmmer déi niddregst an der Groussregioun wäerte bleiwen.

Ech mengen, et muss een och soen: De Bierger muss wëssen, wann e fossill Brennstoffer consomméiert, datt en domadder CO_2-Emissioune produzéiert an datt dëst net positiv fir d'Klima ass. Et entsti Schied fir d'Ëmwelt, fir d'Gesondheet.

An duerch d'CO_2-Bepreisung - well do dann heiansdo gefrot gëtt: „Ass et awer effektiv eppes, woumat mer konkreet d'CO_2-Emissioune reduzéieren?" -, jo, domat gëtt ugestrieft, datt d'Leit manner consomméieren u fossille Brennstoffer, mee duerch d'CO_2-Besteierung oder -Bepreisung gëtt och de Prinzip vum Pollueurpayeur ëmgesat: Wat ee méi polluéiert, wat een also och muss méi bezuelen. An duerfir ginn déi Recettë jo och da geholl! Dat ass jo net, datt dat einfach esou ugeduecht ass, mee déi Recettë vun der CO_2-Bepreisung gi jo da

geholl, déi gi geziilt genotzt, d'Hallschent dovunner, fir konkreet Mesuren am Sënn vum Klimaschutz ze huelen.

Fir eis ass awer och kloer: D'Efforte géint de Klimawandel däerfen awer och net op d'Käschte vun de sozial Schwächsten an eiser Gesellschaft goen. Et gëtt, dat ass scho gesot ginn, nach vill Leit, déi op den Auto ugewise sinn, déi vläicht net vill verdéngen an déi och net sollen duebel bestrooft ginn. Duerfir gëtt déi aner Hallschent dann un déi zréckverdeelt, déi net esou gutt dostinn, fir datt déi och kënnen d'Efforten um Klimaschutz matdroen. Respektiv, wa se sech ganz klimafrëndlech behuelen, hu se eigentlech e Klimabonus, dee se dann ënnert dem Strëch hunn.

Ech mengen, och domadder gesäit een dee sozial gerechte Fuedem vum Koalitiounsaccord. Dee gëtt also och bei der CO_2-Bepreisung weidergesponnen.

Här President, d'DP steet jiddefalls hannert dësem Klimaplang an dem Aféiere vum Pollueurpayeur-Prinzip mat gläichzäitegem sozialen Ausgläich bei enger CO_2-Bepreisung. Ech mengen, wann dës Mesure elo vill diskutéiert gëtt, da mussen déi Parteien, déi net domadder averstane sinn, soen, wat fir eng aner Mesurë se géifen huele respektiv wat fir eng Alternative si da géife virgesinn. Ech mengen, en Donneschdeg wäerte mer jo dann déi eng oder aner Äntwert kréien, wann een also net hei mat där Mesure d'accord wier.

Une voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, wann also déi zwou Mesuren do an deene leschten Deeg vill diskutéiert gi sinn, muss een awer nach eng Kéier betounen, datt mer am Klimaschutz net bei null ufänken, datt mer an deene leschte Jore scho ganz vill Efforte gemaach hunn an datt mer och mam Budget 2020 weider a ganz vill Mesuren investéieren.

D'nächst Joer ginn iwwer 500 Milliounen an de konkreete Klima- an Ëmweltschutz investéiert. Dee Montant geet bis 2023 op 661 Milliounen erop. A besonnesch - dat kënnt Der verstoen - freet d'DP sech och op den 1. Mäerz d'nächst Joer, well dann den ëffentlechen Transport gratis gëtt. Mir si frou, datt dee Punkt, dee mir jo och an eisem Walprogramm haten, elo an dräi Méint Realitéit gëtt.

Et ass e weideren Ureiz, fir datt d'Leit vum Auto op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Mee och dat huet eng sozial Komponent, well et och de Portmonni vun de Leit entlaascht. Dem Statec no - ech mengen, och de Budgetsrapporteur hat dat scho gesot - géifen d'Leit an der Moyenne 390 Euro d'Joer spueren, wa se net méi mussen den ëffentlechen Transport bezuelen. Huele mer elo een, deen de Mindestloun verdéngt an deen op den ëffentlechen Transport ugewisen ass: Ech mengen, dat sinn awer 390, ronn 400 Euro, déi dann do kënne gespuert ginn, wat jo awer och net näischt ass.

Mir sinn eis bewosst, datt mer och weider mussen an d'Qualitéit investéieren. Wa mer den ëffentlechen Transport wëlle méi attraktiv maachen, muss weider op d'Qualitéit, op d'Pünktlechkeet gesat ginn. A mir mussen och weider investéieren, fir datt d'Offer vum ëffentlechen Transport nach verbessert gëtt. Mir hunn do eng Rei Projeten, déi lafen.

Et sinn och do, muss ee soen, eng Rei Saachen, déi nozehuele sinn. Mee mir investéieren och d'nächst Joer erëm 251 Milliounen an d'Schinnen- an d'Tramsnetz. Déi Investissementer, déi lafen iwwert de Fonds du rail. Och eis Iddie vun den Expressbuslinne sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Wa bis alleguerten dës Linnen (veuillez lire : Wa bis alleguerten dës Linne voll a Betrib sinn) - dat sinn déi Linnen, wou de Bus, wann e vum Punkt A bis an d'Stad fiert oder vum Duerf A bis an d'Stad fiert, vläicht net onbedéngt an all Duerf, wat derzwëschent läit, stoe bleift, mee wou een da Linnen huet, déi méi direkt an d'Stad oder op déi Plaze fueren, wou d'Aarbechtsplaze sinn -, kritt een doduerjer also och méi en effikassen a schnellen ëffentlechen Transport.

Ech mengen, do sinn also verschidde Linnen, déi scho voll a Betrib sinn. An dat wäert also och do zu engem Qualitéitssprong féieren. Am Moment lafen do verschidden Tester.

Bei der Reduktioun vun CO_2-Emissiounen am Transportberäich setze mer och op den Teletravail. Teletravail, dat heescht jo vun doheem aus schaffen, een Dag, e puer Deeg an der Woch. Dat heescht also konkreet, datt een een oder e puer Deeg an der Woch net mam Auto op d'Aarbecht fiert oder net den ëffentlechen Transport hëlt. Dat heescht also, datt manner Autoen op der Strooss sinn, eventuell och den ëffentlechen Transport manner iwwerfëllt ass dee Moment an datt also am Endeffekt do einfach manner Leit - Dausende Leit manner, wa vill Leit den Teletravail maachen - op der Strooss sinn. A manner Stau heescht letztendlech: manner Emissiounen, manner Akzisen an CO_2-Bepreisung fir déi, déi den Auto soss missten huelen, fir op d'Aarbecht ze fueren.

Nëmme fir ze soen: De klimapoliteschen Aspekt vum Teletravail soll een also duerfir guer net ënnerschätzen! Dat ass also och eng Mesure. Natierlech ass den Teletravail am Sënn vu méi individuell seng Aarbecht kënne gestalten, fir Zäit ze spueren. Et spuert ee jo och Zäit. Wivill Minutten, Stonnen, Deeg spuert een am Joer, wann een net all Dag muss op d'Aarbecht fueren? Dat awer och fir ze soen, datt dat och ënnert dem klimapoliteschen Aspekt net ze ënnerschätzen ass.

An ech war eigentlech ganz iwwerrascht, well an de leschten Zuele vum Statec, déi ech gekuckt hunn, steet, datt 2018 schonn all Fënnefte vun doheem aus geschafft huet, zwar heiansdo ganz kuerz Zäiten. Mee et ass awer schonn dräimol méi wéi nach 2008. Mir sinn also do op enger Schinn, déi déi richteg ass.

Et lafen och de Moment Pilotprojeten an der Fonction publique. An de Klimaplang gesäit och steierlech Ureizer fir Leit vir, déi op d'mannst een oder zwee Deeg vun doheem aus schaffen. Dat ass op alle Fall och eng Mesure, déi ee besonnesch muss begréissen, déi vläicht op den éischte Bléck net esou spektakulär wierkt fir de Klimaschutz, mee awer am Endeffekt ganz spektakulär ka sinn.

Här President, mir wëssen, datt mer den Auto net vun haut op muer kënnen ofschafen. Vill Leit am Land si weiderhin drop ugewisen, jee nodeem wou ee wunnt, jee nodeem wéi ee schafft.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wëllt Der dat dann?

M. Eugène Berger *(DP)*.- A mir verdäiwelen den Auto och net. Dat wëll ech nach eng Kéier kloer hei soen: Mir verdäiwelen den Auto net! Mir wäerten deen och an Zukunft nach brauchen, mee mir kucken awer och, fir lues a lues, och wann dat e laange Wee ass, vum Verbrennungsmotor ewechzekommen. Ech denken dann och un d'Primme fir Elektroautoen, fir Vëloen, déi een och d'nächst Joer nach ka kréien. Déi Elektroautoe kann ee geschwënn op deenen 800 Bornen uechtert d'Land oplueden.

A just, Madamm Hansen: Dir hat och vun deenen 800 Bornë geschwat. Den Här Schank, deen hat se vläicht annoncéiert, wat luewenswäert ass; mir wäerte se realiséieren!

(Brouhaha)

D'Regierung, Här President, setzt och weiderhi resolutt op erneierbar Energien. Och an dësem Budget 2020 goufen etlech Mesurë geholl, fir déi erneierbar Energie ze förderen. Ech denken do méi speziell un d'Solarenergie. Nieft der Ënnerstëtzung fir nei Anlagen op dem Haus gëtt d'Regierung och e ganz attraktiven Aspeisungspräis, deen däitlech iwwert dem Marchéspräis läit. Deen ass och fir 15 Joer garantéiert.

Et ass also doduerjer och esou, datt een op där enger Säit domadder eppes fir de Klima mécht, mee op där anerer Säit ass et duerch dee fixen Tariff, deen een op 15 Joer kritt, ass et eigentlech och eng ganz interessant Geldanlag, fir och de Leit ze weisen: Wann een en Effort mécht fir de Klimaschutz, da kann dat och belount ginn.

Niewebäi bemierkt: Wann een dee ganze Secteur vun erneierbaren Energië förderen, zum Beispill hei d'Solarenergie, da maache mer do ënnert dem Strëch eppes net nëmme fir d'Klima, mee och eppes fir d'Handwierk a fir eis Ekonomie. Datt Betriber sech dorobber spezialiséiert hu respektiv dat och nach an hirer Offer mat derbäihunn, dat schaaft also nei Aarbecht, dat schaaft nei Aarbechtsplazen. An ech ka mech erënneren, dat war och eppes, dat hate mer jo eigentlech am Joer 2000. Ech ka mech erënneren, datt ech och net ganz onschëlleg dorunner war. Do hate mer jo deen éischte Boom vun de Solaranlagen, well mer déi deemools och ganz, ganz grousszügeg ënnerstëtzt hunn, wat deemools net esou vill ënnerstëtzt ginn ass vum deemolege Finanzminister, wou mer all Dag hu missen zimmlech vill kämpfen, fir esou Mesurë kënnen ëmzesetzen.

Mee deemools hu mer gesinn, datt no e puer Joer, ech mengen no zwee, dräi Joer, iwwer 180 nei Aarbechtsplaze geschafe gi waren, doduerjer datt mer erneierbar Energie gefërdert hunn. Nëmme fir ze soen, wat fir eng Effeten dat och fir d'Ekonomie kann hunn. Dat ass eigentlech dat, wat mer deemools bezeechent hunn mat deem Term „Ekolonomie", sou hu mer dat genannt, dat heescht, datt souwuel d'Ekonomie wéi d'Ekologie kënnen Hand an Hand matenee goen.

A wann een d'Efforten am Klimaschutz vun deene leschten zéng Joer weltwäit kuckt, da kann ee feststellen, datt vill Progrèsen duerch nei Technologien erreecht konnte ginn. Dat geet vun Energiespuerluuchten iwwer nei, spuersam Elektrogeräter bis hin zu de Konzepter vun Niddregenergiehaiser a villem aneren.

Einfach fir ze soen, datt mer also och weiderhin d'Efforten, déi der Fuerschung, der Innovatioun, der Wëssenschaft zeguttkommen, konsequent mussen ënnerstëtzen. Wann d'Fuerschung nei technesch Solutioune brëngt, ass dat och en Deel vun den Efforten, déi een am Klimaschutz muss maachen an déi och wäerte Resultater brëngen. An och hei geet de Budget vun der Héichschoul an der Recherche d'nächst Joer nach eng Kéier ëm bal 10 % erop. Dat ass och eppes, wat am Sënn vum Klimaschutz ass.

Här President, d'lescht Woch war d'COP25 zu Madrid. Schonn eleng d'Presenz vun de Finanzministeren - natierlech war och de Pierre Gramegna do derbäi - weist och, wéi eng wichteg Roll d'Finanzwelt am Kampf géint de Klimawandel huet.

Am Beräich vun der Green Finance ass Lëtzebuerg mëttlerweil weltwäit eng Referenz. Am rezente Global-green-financial-Centres-Ranking läit Lëtzebuerg op der véierter Plaz. Dat ass gutt fir den Image, dat ass gutt fir d'Finanzplaz. Et ass eppes, wat d'Finanzplaz méi attraktiv mécht. Nei wäert sinn, datt d'Lëtzebuerg och nach de sougenannte „sustainable bond" erausbréngt. Dat ass en Emprunt vu maximal enger Milliard, deen exklusiv benotzt gëtt, fir Mesuren am Beräich vum Klima an der Emwelt ze finanzéieren.

Och am Beräich vun der „blended finance", wou ëffentlech Suen agesat ginn, fir privat Investissementer ze mobiliséieren, unzelackelen, mécht Lëtzebuerg virbildlech mat. Lëtzebuerg schafft do mat der Europäescher Investitiounsbank Hand an Hand. Do hu mer eng gemeinsam Plattform, wou dann d'BEI an de Lëtzebuerger Staat e gewëssene Risiko droen, fir datt een dann Investisseuren, och eigentlech Privatkapital domadder unzitt an et méi attraktiv mécht, fir eeben och a Klimaprojeten an Entwécklungslänner ze investéieren.

Här President, ëm Gerechtegkeet geet et och an der Familljepolitik. An de leschte Jore si vill Projeten an deem Sënn ëmgesat ginn: Congé parental, Erhéijung vum Pappecongé, méi flexibel Congéen, wann d'Kand krank ass. Dat sinn alles Mesuren, déi zu engem der Mamm oder dem Papp erlaben, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, mee si hëllefen och, d'finanziell Chargen ze reduzéieren. Dat soll ee bei deene Mesuren och net vergiessen. A mir hunn och do eng ganz Rei Projeten an der Pipeline. Ech denken ënner anerem un de Congé parental „plus", un d'Recht op Deelzäitaarbecht oder och nach gratis Maisons relais, déi een och an deem Kontext ka gesinn, well se de Leit, de Familljen awer och d'Liewe méi einfach maache respektiv hinnen et erlaben, eebe Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien.

Mir hunn och do schonn eng ganz Rei Mesurë geholl gehat, och iwwert d'Steierreform, fir dat nach eng Kéier just ze rappeléieren. Zum Beispill iwwert d'Steierreform, gratis Kannerbetreiung, Subvention loyer, gratis Schoulbicher hunn eng elengerzéiend Fra oder e Mann mat zwee Kanner, déi den onqualifizéierte Mindestloun hunn, iwwer 3.600 Euro d'Joer méi zur Verfügung. Da schwätzt een also nach guer net vun der rezenter Mindestlounerhéijung, déi jo och nach derbäikënnt. Dat sinn och nach eng Kéier 100 Euro netto. Dat heescht, déi Famill do zum Beispill kënnt dëst Joer op 4.800 Euro netto méi an der Täsch.

Ech mengen, alles dat si Mesurë fir ze ënnersträichen, datt mer virun allem ganz vill och bei der Famill kucken, fir do méi gerecht sozial Mesuren ze finanzéieren, a wat also och am Sënn ass vun, wann ech géif an de Wierder vum Budgetsrapporter schwätzen, „méi Bien-être" och an der Famill. An an der Steierreform 2.0 erwaarde mer eis nach weider Mesuren och besonnesch fir esou Familljen.

Et ass och aus dem Kontext Famill a Beruff eraus, wou mer och ëmmer méi eng grouss Demande hunn an der Aarbechtswelt fir méi Flexibilitéit. Virun allem d'Elteren, déi schaffen an och schaffe wëllen, wënsche sech méi Flexibilitéit op der Aarbecht. Mir hate mat TNS ILReS emol virun enger Zäit als Fraktioun e Sondage gemaach, wou ronn 70 % vun deene Befrote gesot hunn, datt se méi Flexibilitéit op der Aarbecht wéilten hunn.

Ech hat virdru vum Teletravail geschwat. Dat ass eng Méiglechkeet fir méi Flexibilitéit respektiv, wou een Zäit gewënnt, wann een net muss op d'Aarbecht fueren. Et kommen do och nach weider Initiativen an déi Richtung. Méi Flexibilitéit op der Aarbecht, ech mengen, et muss een einfach kucken: Am Endeffekt kann dat Virdeeler mat sech brénge fir de Salarié a fir de Patron op där anerer Säit. Ech mengen, wann een do kuckt, datt ee seng Aarbecht besser andeelt, kann een do vläicht emol eng Kéier méi laang schaffen an op där anerer Säit awer dann, jee nodeem, wéi d'Aarbecht ass oder d'Demande vum Patron ass, zu anere Momenter vläicht manner schaffen.

Ech mengen, wat hei einfach wichteg ass, dat ass, datt een do net vun uewen erof diktéiert, wéi d'Modeller musse sinn. Et soll ee kucken, datt do ëmmer d'Salariéé sech mat de Patronen eens ginn. A wat och wichteg ass: Wann do nei Mesurë kommen, dierf och net dat ganzt Aarbechtsrecht ausser Kraaft gesat ginn. Ech mengen, dat ass ëmmer dat, wat awer d'Guideline muss sinn, déi agehale muss ginn.

Här President, ech hat am Ufank vu menger Ried vun der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie geschwat, déi mathëlleft, datt et dem Land gutt geet. Et sinn d'Betriber, déi kleng an déi grouss, déi de Motor vun eiser Konjunktur sinn an déi och Aarbechtsplaze schafen.

Duerfir ënnerstëtzt dës Regierung konsequent d'Betriber. Ech denken un d'Steierreform, mat där den IRC 2018 schonn op 18 % erofgaangen ass. Mam Budget 2019 hate mer elo den IRC nach eng Kéier ëm e Prozentpunkt erofgesat op 17 %. Mir hunn och besonnesch Efforte gemaach fir Startuppen an déi kleng a mëttelstännesch Betriber. Do ass jo de Plaffong fir de reduzéierten Taux vu 15 % vu 25.000 Euro op 175.000 Euro erhéicht ginn. D'Regierung huet zudeem ugekënnegt, d'nächst Joer d'Aidë fir d'Entreprisen op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi ee méi klimafrëndlech Mesurë besser kann ënnerstëtzen. An dës Woch stëmme mer jo och nach zu spéider Stonn warscheinlech den De-minimis-Projet. Et ass mëttlerweil de fënnefte Projet, deen eng ganz Panoplie vu staatlechen Hëllefe fir eis Betriber moderniséiert a verbessert.

An ech mengen, alleguerten déi Mesuren, alles dat fir ze weisen, datt d'Regierung also kuckt, fir eise Betriber en optimale Kader ze ginn, fir sech der Konkurrenz ze stellen a sech weiderzeentwéckelen, an am Endeffekt och eeben, fir weider Aarbechtsplazen ze schafen.

D'Regierung setzt och op d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie a besonnesch op den digitale Beräich. Digital Technologien, dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier hei gesot, bidde Chancen, déi ee muss notzen. A fir mech eng Kéier selwer ze zitéieren, ech hat emol gesot ... Ech mengen, dat ass dann och an der Logik vun deem, datt et, mengen ech, am État de la nation jo eigentlech esou ass, datt een am Viraus och scho seet, wat an de Budget soll kommen. Op alle Fall hat ech gesot, datt déi digital Technologië d'Minettsstäng sinn, d'Eisenäerz vum 21. Jorhonnert. Un eis, fir se esou ze notzen, datt mer domadder weider fir de Wuelstand am Land suerge kënnen an den Erfollegsmodell Lëtzebuerg viruschreiwe kënnen.

Jo, effektiv, no dem Eisenäerz, de Satellitten an de Finanzen ass d'Digitaliséierung elo d'Chance, déi mer mussen notzen. A Lëtzebuerg huet jo och ganz vill Potenzial, huet och de Wëllen, huet sech och Programmer ginn, fir Lëtzebuerg als ICT-Standuert ze etabléieren.

Mir si gutt opgestallt mat den Infrastrukturen, HPC-Computer, Ausbau vum 5G-Reseau, Datacenter an esou weider, Internet. Mir hunn d'Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg, spezialiséiert Startuppen, FinTech, fir dat nëmmen och ze nennen aus dem Finanzberäich. A mir hunn och en Ekosystem, dee ganz favorabel ass, well mer e steierlecht a reglementarescht Emfeld hunn, fir Innovatioun an Digitaliséierung ze förderen. All déi Volete sinn Deel vun der Strategie „Digital Luxembourg", déi schonn 2014 an d'Liewe geruff ginn ass. An op déi digital Ekonomie setzen, dat ass fir eis sécher och en Datacenter respektiv de Projet Google zu Biissen, mee awer net nëmmen.

An hei och eng Klammer op: Ech wëll och kloer soen, datt mir en faveur sinn, fir datt esou eng Entreprise dohinnerkënnt, datt mer awer och op där anerer Säit insistéieren, datt alleguerten d'Ëmweltstandarden, alleguerten d'Ëmweltkrittäre strikt respektéiert musse ginn. Klammer zou.

Mee op alle Fall, d'digital Ekonomie, dat sinn eng Multitude vu Startuppen, Entreprisen am digitale Beräich, déi et gëllt unzezéien. An dobäi ka jo och Google, well ech elo grad dovunner geschwat hunn, e bësse wéi e Magnéit wierken, fir eeben och weider spezialiséiert Entreprisen zu Lëtzebuerg unzesidelen. Dat soll een also och net vergiessen, wann een iwwer esou Projete schwätzt, datt dat vläicht herno net just ee Projet op enger Plaz ass, mee datt dat an deem ganzen Ëmfeld herno eng ganz Rei aner héich spezialiséiert Entreprisen, déi eng Plus-value fir eis Ekonomie sinn, kann heihinnerzéien.

Bon, ech zielen elo net all d'Initiativen op, déi d'Regierung geholl huet, wou d'Regierung op

alle Fall déi richteg Jalone gesat huet, fir datt mer - fir dann nach eng Kéier a menge Wierder ze schwätzen - dat digitaalt Minettäerz elo zu Stol kënne formen.

D'Digitaliséierung spillt och an der Fonction publique eng ëmmer méi wichteg Roll. An do ass et jo och esou, datt mer en neien „Digitalminister" hunn, fir en esou ze nennen, dee jo och déi zwou Kompetenzen huet, also do op där richteger Plaz ass, fir eeben och zesummen dann an der Fonction publique un der besserer Digitalisatioun do weider kënnen ze schaffen, wat dann herno natierlech och eng Plus-value wäert si fir den Administré, fir d'Bierger, mee awer och fir d'Beamte selwer.

Här President, nach e lescht Wuert, dat och dann natierlech an der Linn ass vu méi Gerechtegkeet, vum Bien-être, a sécher eng Fro also dovunner ass, déi vill diskutéiert gëtt. A wann ech elo näischt gesot hätt, dann hätt een herno vläicht erëm virgeworf kritt, datt een net wéilt dovunner schwätzen. Ech mengen, ech schwätzen hei vum Wunnen, vum Logement. Mir haten eréischt d'lescht, elo virun zwou Wochen, en Debat hei an der Chamber, op deen ech net méi weider wäert agoen.

Ech wëll do just nach eng Kéier soen, datt d'Problematik ganz villschichteg ass an ee se net mat engem Coup de baguette magique léise kann. A wann der haut elo vill vun der Oppositiounssäit kritiséieren, kéint ee jo eigentlech och do ëmmer de Spigel virhalen a froen, wat da virun dëser Regierung respektiv virun der Regierung Bettel 1 a Bettel 2 geschitt ass.

(Interruption)

Ech wëll awer elo net op deen Discours agoen. Mir wëssen, et ass e schwéieren Dossier, a mir wëssen, datt och eng vun den Haaptkonklusioune vum Debat war, datt mer op där enger Säit d'Offer musse vergréisseren an op där anerer Säit d'ëffentlech Hand och hir Verantwortung nach verstäerkt muss iwwerhuelen. An ech wëll einfach nëmme soen, ouni elo op alles anzegoen: Dës Regierung ënnersträicht awer och am Budget 2020, datt mer awer do weisen, datt mer wierklech gewëllt sinn, dee ganzen Dossier Logement weider ganz seriö ze huelen.

Am Budget 2020 ass eng Progressioun vu 6 % bei de staatleche Participatioune vu Konstruktiounsprojete fir subventionéiert Wunnengen, déi souwuel verlount ginn oder fir e moderate Präis u Persoune mat geréngem Akommes kënne verkaf ginn. Ech mengen, konkreet Projete sinn Diddeleng, Wolz, Ollem. De Budget 2020 fir dës Participatioune läit bei 135 Milliounen Euro.

Et gëtt awer och gekuckt, fir de Leit beim Loyer ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech denken do un d'Wunngeld, mee och un d'Gestion locative sociale. Déi ass e grousse Succès an déi entspriechend Kreditter ginn ëm 37 % am Budget 2020 erop par rapport zum Joer 2019.

Här President, nëmmen déi puer Zuele fir ze ënnersträichen, datt och am Budget 2020 dach substanziell Efforte gemaach ginn, fir an deem net einfachen Dossier vum Logement konkreet weiderzekommen. An de Finanzminister huet jo och ugekënnegt, datt de Staat nach méi aktiv bei der Acquisitioun vun Terraine gëtt, op deenen dann de Staat Wunnenge ka bauen. Ech denken och un d'Industriefrichen, wou Dausende Wunnengen an de kommende Jore kënnen entstoen: NeiSchmelz zu Diddeleng: 1.000 Wunnengen, Wolz: 780 Wunnengen, Esch/Schëffleng: wou kéinte bis zu 10.000 Awunner kommen, Esch/Uelzecht „Rout Lëns": wou kéinte bis zu 3.000 Awunner derbäikommen - wéi gesot, fir nëmmen déi kuerz als Beispiller duerfir ze huelen, datt awer do och eng Rei Saachen am Tube sinn.

An och an der Steierreform, dat huet de Finanzminister och ugekënnegt, wäerten eng Rei Akzenter fir de Logement gesat ginn. Einfach nëmmen déi puer Zuele ganz kuerz, eebe fir ze ënnersträichen, datt mer d'Problematik vum Logement ganz eescht huelen an och déi finanziell Moyenen duerfir bereetstellen, mee datt mer och wëssen, datt do eng ganz Rei Akteure musse matspillen.

Här President, zum Schluss nach zwee Wierder: Éischtens, d'DP-Fraktioun, déi steet voll a ganz hannert dësem Budget, well en dat a Musek ëmsetzt, wat am Koalitiounsaccord steet, eng Politik fir méi sozial Gerechtegkeet oder Bien-être, well e resolutt de Klimaschutz ugeet, well e massiv an d'Zukunft vum Land a vun deenen eenzelne Bierger investéiert an domat déi richteg Jalone setzt.

An zweetens, an engem „Wort"-Meenungsartikel, ech mengen, et war virun zéng Deeg, eng Kéier samschdes, deen awer vun enger Hausjournalistin geschriwwe war, gouf gemengt, de Premier „hat fertig". Ech kann Iech hei soen: Mir hunn e Koalitiounsaccord, dee mer konsequent bis 2023 wäerten ëmsetzen. Mir sinn net midd an et kritt och keen eis ausenanergedriwwen. An deen nächste grousse Projet, dat ass dee vun der Steierreform.

Ech kann Iech also versécheren: De Premier an d'Koalitioun „haben noch lange nicht fertig"!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Berger.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hale mer dat emol fest.

(Hilarité)

Une voix.- Den Här Gibéryen ...

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An als Nächsten huet d'Wuert den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et geet heiando séier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kolleeginnen a Kolleegen, „20-Milliarden-Marke geknackt", „Budget 2020: Finanzminister kündigt Rekordinvestitionen an". „Geld im Überfluss". Dat Éischt war d'„Tageblatt". Dat hei ass d'„Lëtzebuerger Wort".

« Budget record, mais encore en déficit » - de „Quotidien". « Budget 2020 : inflation à toutes les étages » - de „Paperjam".

Dat ass dat, wat d'Press vun der Presentatioun vum Staatsbudgetsprojet fir 2020 zréckbehalen huet. Et ass éischtens emol d'Iwwerschreide vun där symbolescher Grenz vun 20 Milliarden Euro, wat de Gesamtvolume vum Staatsbudget ugeet, mat Ausgaben, déi ëm 6,5 % par rapport zu 2019 eropginn. An et sinn déi héich indirekt an direkt Investissementer vum Staat vun 2,8 Milliarden, méi wéi 4 % vum PIB a 14 % vun de Gesamtausgabe vum Staat fir 2020.

Do huet sech munches geännert an deene leschte Joren. 2013 hate mer en absolutten Déifpunkt hei zu Lëtzebuerg erreecht, wat d'ëffentlech Investissementer ugeet. Et waren der manner wéi annerhallef Milliarden. An an deene leschte Joren, dat si sechs Joer, huet sech déi doten Zuel also praktesch verduebelt, Verduebelung vun de staatlechen Investissementer direkt oder indirekt. An och an deenen nächste Jore geet d'Regierung dovunner aus, ass de Wëllen do, déi Investitiounsquot vum Staat héich ze hale bei ëm 4 %. An 2023 um Enn vun dëser Period wäert do eng aner symbolesch Grenz geknackt ginn: Dat ass déi vun den dräi Milliarden ëffentlechen Investissementer.

Fir d'LSAP si besonnesch produktiv staatlech Investissementer d'Viraussetzung fir d'Erhale vum Wuelstand, der Liewensqualitéit an engem vernünftege Wuesstum.

Mir mengen esouguer, dass nach méi wäert gemaach musse ginn an deenen nächste Joren. An ech denken, dass, wa mer déi Debatte wäerte féieren, mer laanscht deen dote gemeinsame Constat net komme wäerten.

Wann ee kuckt, wat mer vun Erausfuerderungen unzegoen hunn, da wësse mer, dass mer op där enger Säit en neien normative Kader brauchen, nei Gesetzer brauchen. Mir brauchen awer och a ganz weesentleche Beräicher dovunner zousätzlech ëffentlech Mëttelen, fir déi sëllechen Transitiounen ze begleede vun eiser Gesellschaft, déi op eis wäerten duerkommen, a wou mer derfir wëlle suergen, dass déi Transitioun hei roueg ofleeft an dass effektiv keen op der Streck bleift, wann eis Gesellschaft sech an deenen nächste Jore weider radikal wäert veränneren.

Mir si bei engem Wuesstum hei zu Lëtzebuerg ukomm, net zënter eréischt 2013, mee zënter deene leschten 10, 15 Joer, vun am Schnëtt 2 % pro Joer. 2 % pro Joer geet zënter 15 Joer d'Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht. Dat heescht, dass mer iwwerall eis Strukture weider mussen upassen un déi méi staark Bevëlkerung, dass mer eis Servicer mussen ausbauen, d'ëffentlech Servicer, déi mer ubidden. An do ass sécherlech och nach e gewëssene Retard aus der Vergaangenheet opzeschaffen.

Duerfir kommen ech zum Constat, dass de Staat sécherlech an deenen nächste Joren net manner Sue brauch an och net mat manner Sue wäert eens ginn, mee dass e méi Sue brauch, fir all déi doten Erausfuerderungen uerdentlech kënnen ze meeschteren.

En zweete Constat, deen ech wëll maachen, dat ass dee vum Sozialbudget. Och de Finanzminister ass a senger Ried de Moien dorop agaangen. De Sozialbudget mécht hei zu Lëtzebuerg praktesch 50 %, 47 % vum Gesamtstaatsbudget aus. Dat ass eng aussergewéinlech Situatioun am Verglach mat allen aneren europäesche Länner.

Dës Regierung, dës Koalitioun hätt keng Visiounen, heescht et ëmmer. Haut ass gesot ginn, de Budgetsprojet wär eidel. Bon, wann een 20 Milliarden net gesäit, ech weess, et ass net jiddweree frou mat Zuelen, mee de Budget huet nun awer och eppes mat Zuelen ze dinn, an 20 Milliarden als dräimol näischt oder fënnefmol näischt ze bezeechnen, dat schéngt mer dach awer eng liicht gewoten Ausso ze sinn, och fir Leit, déi sech vläicht net onbedéngt ëmmer mat Zuele wëllen ofginn.

Mir mussen dat awer och maachen. Et däerf nach ëmmer erlaabt sinn, och iwwer e puer Zuele bei deem heite Budget ze schwätzen. Och wann et vläicht méi interessant ass, eis duerch Konschtgalerien ze féieren a vun abstrakter Konscht a Surrealismus ze schwätzen, woubäi een net onbedéngt déi zwou Saachen däerf duerjerneegeheien. Et gëtt notamment dee Surrealist, deen Der genannt hutt, Madamm Hansen, dat ass een, deen net abstrakt eigentlech gemoolt huet. Bon, mir wëssen op jidde Fall, dass d'CSV net frou ass mat moderner Konscht.

(Hilarité)

Si si méi frou mam Rokoko oder mam Barockstil, ech weess et net.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Awer net all! Awer net all!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Abee, mir hu besser, eis hei och an de Budgetsdebatten un déi modern an déi zäitgenëssesch Konscht ze halen. Mir kënnen och net mat Konschtrezepter aus der Vergaangenheet probéieren, hei eis Zukunft ze preparéieren.

En anere Virworf, dee gemaach ginn ass. Bon, „et ware keng Zuelen dran, et war näischt dran, 20 Milliarden ass näischt, näischt Neits".

Bon, Här President, ech géif mer erlaben, Iech dann hei d'Procès-verballen ze gi vun deene Sitzungen, déi an deene leschte Wochen a sämtleche Kommissioune stattfonnt hunn, gemeinsam Sitzungen deelweis, Finanzkommissioun a Ressortkommissioun, wou genau iwwert den Inhalt vun deem Budget geschwat ginn ass, wou am Detail all eenzel Moossnam diskutéiert ginn ass, wou jiddwer Deputéierte Froe konnt stellen zu den eenzelne Punkten, wat am Budget dran ass a vläicht och wat net dran ass. Abee, dat schénge verschidde Leit net matkritt ze hunn. Ech erlabe mer dann, hei déi Procès-verballen alleguerten, et sinn iwwer 100 Säiten, beim President nach eng Kéier ze deponéieren, fir ze weisen, …

(M. Alex Bodry dépose une documentation.)

Une voix.- Mir hu seriö geschafft.

M. Alex Bodry *(LSAP).*-… dass mer eis och hei mam Detail vun deem Budget ausenanergesat hunn, mat deem „Näischt" also, wat an deem Budget hei jo anscheinend dran ass.

Déi iwwer néng Milliarde Sozialbudget, déi mer hei fir 2020 virgesinn hunn, dat ass an eisen Aen net d'Resultat vum Zoufall. Aner Länner sinn aner Weeër gaangen an där doter Hisiicht, a besonnesch an de Krisejore si se aner Weeër gaangen. An ech si frou, hei kënnen ze soen, dass mer bis elo ëmmer e breede Konsensus hei haten, iwwert dës Koalitiounsparteien eraus, fir ze soen, dass mer och a Krisenzäiten zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik maachen, mee dass mer u sech de Sozialstaat erhalen.

Mir hu kee Fundament vun eisem Sozialstaat ugegraff an deene leschte Joren. An dës Regierung féiert déi dote Politik weider. An ech hunn och gemierkt haut an deenen Debatten, dass grad déi Sozialfro dank dem Rapport an den Akzenter, déi den Yves Cruchten gesat huet, hei weiderhin e breede Konsensus huet.

Mir wëssen, dass mer vill hei zu Lëtzebuerg maachen, mir wëssen awer och, dass mer vill ongeléiste Sozialfroen och hei zu Lëtzebuerg hunn, déi mer mussen ugoen, wou keen eng Patentléisung huet, mee wou mer awer wëssen, dass mer individuell Léisunge musse fannen, fir vu Fall zu Fall deene Leit ze hëllefen, erëm op d'Been ze kommen, an deene Leit ze hëllefen, eens ze ginn um Enn vum Joer.

Dat ass déi Aufgab, eng nobel Aufgab, déi mer als Politik alleguerte wäerten hunn. An ech spieren aus dëser Debatt eraus, dass dee Wëllen do ass vun alle Parteien, do zousätzlech Efforten an där nächster Zäit ze maachen, wou mer eis mussen déi richteg Instrumenter ginn, fir de Phenomeen ze erfaassen, fir kënnen dann och wierksam Moossnamen am Eenzelfall ze proposéieren.

Et ass immens wichteg, dass mer dee Solidaritéitsprinzip, dee besonnesch an engem klenge Land enorm wichteg ass, héichhalen, dass sech deen erëmspigelt an all eise Piliere vun der Sécurité sociale, ob dat d'Krankeversécherung ass, ob dat d'Fleegeversécherung ass, ob dat och eise Pensiounssystem ass.

An och do däerf een awer e puer Zuelen hei ufëieren aus dem Budget vun dem nächste Joer, well mer hei zu Lëtzebuerg jo dee Wee gaange sinn, net de Gesamtkäschtepunkt vun eise Sozialsystemer op d'Arbeitneemer oder d'Arbeitgeeber ze setzen, mee dass mer ganz vill hei budgetiséiert hunn. Dat heescht, jiddwereen dréit mat deene Steieren indirekt derzou bäi, dass eis Sozialsystemer op deem Leeschtungsniveau kënne gehale ginn, wéi mer se haut hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat sinn am nächste Joer 1,65 Milliarden Euro am Beräich Maladie, Maternité, Dependance, wou mer wëssen, dass de Staat 40 % bei der Gesondheetskeess bäigëtt. Dat sinn 1,95 Milliarden Euro, wat de private Pensiounsregimm ugeet, wou mer wëssen, dass mer eng Dräideelung hu vun de Cotisatiounen an dass de Staat do en Drëttel vun deem Käschtepunkt iwwerhëlt iwwert d'Cotisatiounen. Dat ass e Plus eleng vun 215 Milliounen Euro, wat d'Ausgaben ugeet fir eis Sozialsystemer, ageschriwwen an dem Budgetsprojet fir 2020.

Ech kéint weiderfueren. Ech kéint weiderfueren a kucken, wat sech am Beräich vun der Zukunftskeess fir d'Kanner deet. Och dat sinn 1,2 Milliarden Euro. Ech kucken den nationale Solidaritéitsfong: 340 Milliounen Euro. An hannert deenen Zuele verstoppe sech natierlech konkreet Moossnamen an deenen eenzelne Beräicher, an d'Virriedner hu se zum Deel schonn hei an hiren Exposéen opgefouert. Ech wëll dat hei net widderhuelen.

Mir ginn eriwwer an den Aarbechtsministère mat dem Fonds de l'emploi. Et si jo Leit, ech weess net, ob se dat nach haut an den Diskussioune wäerte maachen, déi mer de Virschlag geäussert hunn, d'Solidaritéitssteier drastesch erofzesetzen, well gemengt gëtt, dat bräichte mer jo alles net méi. Abee, ech mengen, mir brauchen dat. Mir brauchen dat, wann ech kucken, wat de Fonds de l'emploi vun Ausgaben huet fir d'nächst Joer. Dat si 760 Milliounen Euro. A wat iwwert d'Solidaritéitssteier erakënnt, dat si 626 Milliounen Euro. Ze soen also, mir bräichten déi Suen hei net méi fir de Fonds de l'emploi, fir de Chômage ze bezuelen, fir Aarbechtsmoossnamen ze finanzéieren, dee läit komplett falsch!

Mir brauchen déi Sue selbstverständlech och batter néideg, leider och nach an deenen nächste Joren, och wa mer eng positiv Entwécklung allgemeng vum Chômage iwwert déi lescht zwee, dräi Joer hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

Mir mussen awer wëssen, dass mer wäit ewech si vun deenen Zuelen, déi mer virun der Kris 2008 haten. Eise Chômagetaux ass och nach haut däitlech, trotz dem Emploi, dee weider steigt mat iwwer 3 % pro Joer, am Schnëtt bleift de Chômage op engem Niveau, dee méi héich ass, wéi dat virun der Kris war.

Logement: D'Zuele si scho genannt ginn. 237 Millioune si virgesi fir d'nächst Joer am Staatsbudget iwwer zwee Joer gekuckt. An dat ass e Plus vu 40 %.

Ech kommen herno op de Logement zréck. Ech fannen et falsch, déi Diskussioun vum Logement hei op d'Zuelen am Staatsbudget festzemaachen. Mir wësse jo alleguerten, dass déi Zuelen am Staatsbudget, déi haut drastinn, ze dinn hu mat deene Projeten, déi scho praktesch amgaange sinn. Et gëtt ee jo keng Suen aus fir Projeten, déi nach an der Planung sinn, soudass déi Fro vum Finanzement vun Deeler vun dem Logementspak sech stellt an e puer Joer. Se stellt sech sécherlech net momentan.

Mir sinn an engem anere Beräich gefuerdert an der Logementspolitik momentan wéi an deem vum Budget. Do léisst sech, mengen ech, och relativ schlecht eng parteipolitesch Poleemik ronderëm déi Zuelen do virgesinn. An ech weess, dass, wann e Crédit non limitatif an engem Budget steet an d'Sue gebraucht ginn, da kritt den zoustännege Minister déi Suen, fir selbstverständlech kënnen aktiv ze ginn an deem dote Beräich.

Schoul, Kanner, Jugend, en immens wichtege Beräich. Insgesamt sinn dat 2,74 Milliarden Euro, e Plus vun 180 Millioune par rapport zu 2019. An et kéint ee weider kucke goen: Déi ganz Betreiungsstrukture fir d'Kanner, d'Beispiller si scho genannt ginn, do leie mer bei iwwer 270 Milliounen, respektiv bei Privatcrèchë bei 180 Milliounen, déi de Staat d'nächst Joer investéiert an déi dote Beräicher, iwwert d'Konventiounen oder iwwert direkt Ausgaben, déi en iwwerhëlt.

Ech kéint op den extraordinären Deel vum Budget iwwergoen, mat Investitiounsfong, Spidolsfong, dat sinn Ausgabe vun 80 Milliounen. Bei de Schoulen 125 Milliounen. An deenen anere Beräicher, Soziales, Familiäres, Sanitär, sinn et insgesamt 200 Milliounen Euro, déi sol-

len d'nächst Joer investéiert ginn iwwert déi eenzel staatlech Fongen. Also, bei all zwee Euro, déi mer ausginn als Staat d'nächst Joer, geet een Euro an de soziale Beräich eran.

A mir schaffe weider drun. De Pierre Gramegna huet gesot, wat déi viregt Regierung scho gemaach huet, a wat mer an dëser Regierung am Ufank decidéiert hunn an der Koalitioun. Dir wësst, dass dat och en Haaptuleies vu menger Partei war: D'Erhéijung vum Mindestloun, wou mer, mengen ech, e Wee fonnt hunn, fir doduerch d'Betriber net ze staark ze belaaschten a gläichzäiteg awer deenen Eenzelne konkreet ze hëllefen. 100 Euro pro Mount méi ze hunn ass fir een, dee mat manner wéi 2.000 Euro muss eens ginn am Mount, enorm vill. Ech wëll dat nach eng Kéier hei soen. Dat ass also e staarken Akzent, dee mer gesat hunn, eigentlech och aussergewéinlech, wann een d'Geschicht vum Mindestloun hei zu Lëtzebuerg kuckt.

Den 1. Januar wäert jo och héchstwarscheinlech eng Indextranche fälleg ginn. Ech wéilt déi Fro vum Index hei kuerz uspriechen, well mer opgefall ass, dass gëschter an der Finanzkommissioun e Vertrieder vun der Oppositioun de Finanzminister gefrot huet: Ma wéi ass et dann elo mam Index? Wat ass dann elo d'Repercussioun vun deenen Energiepräiserhéijungen op den Index?

Mir haten déi Diskussioun hei. Ech ka mech ganz gutt erënneren, et ass nach net esou laang hier. Virun aacht Joer hate mer d'Diskussioun hei zu Lëtzebuerg iwwert den Index. Et war Drock um Index do. An dës Regierung huet decidéiert - meng Partei war do staark hannendrun -, déi viregt Regierung huet erëm den alen Indexsystem agefouert, an dës Regierung huet an hirem Programm stoen: Mir behalen den Indexsystem bäi.

An dat gëllt fir déi ganz Legislaturperiod. Dat gëllt och, wann elo Vertrieder vum Patronat a vläicht vun eenzelne Parteien déi al Iddi erëm opgräifen a soen: Ma et wär dach keng esou schlecht Iddi, d'Energiepräisser aus dem Index erauszehuelen. Neen, den Index ass e Miessinstrument, fir d'Präisdeierecht vum Konsum festzehalen, a soulaang d'Energiepräisser zum Konsum gehéieren, gehéieren d'Energiepräisser och an den Indexkuerf eran a musse weider berücksichtegt gi bei der Ausschaffung vun der Indexreegelung respektiv bei deenen Tranchen, déi ausbezuelt ginn.

Mat der LSAP wäert et kee Gefummels um Index ginn, och wa vläicht verschidde Leit probéieren, dat ze maachen. Ech weess, wat d'Chambre de Commerce seet, wat och aner Leit soen. An déi doten Diskussioun sollt een am beschten direkt am Keim erstécken. An ech sinn dankbar fir déi kloer Wierder, déi de Finanzminister an der Finanzkommissioun zu deem dote Punkt gesot huet. Leider sinn déi Sitzungen nach net public, duerfir huet dat nach net jiddweree matkritt.

E staarke Sozialstaat op där enger Säit, Rekordinvestissementer awer och am Beräich Klima an Ëmwelt, woubäi selbstverständlech mer Klimapolitik hei zu Lëtzebuerg maachen - ech hoffen, ech brauch dat de Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV net ze soen, si ware jo laang an der Regierung, hunn och den Ëmweltminister gestallt -, denken ech, zanter dass mer international Engagementer geholl hunn, ob dat zu Rio war, ob dat zu Kyoto war oder an deenen nofollgende Konferenzen duerno. Do sinn Decisiounen, politesch Decisioune geholl ginn, déi probéiert hunn, dat ëmzesetzen, wat mer éischtens als néideg empfannen, an zweetens, well et den internationalen Engagementer vu Lëtzebuerg entsprécht.

Et ass sécherlech net duergaangen. An zu Lëtzebuerg, wéi och an anere Länner, si mer déi dote Fro ze gemälleg ugaangen. Et si Saache passéiert, mee mir mussen de Rhythmus an d'Intensitéit vun eisen Efforten, och bei eis doheem, fir de Klimaschutz virunzedreiwen, eropsetzen. Dat ass de Wëllen, deen ech spieren an dëser Koalitioun, an dee sech och erëmspigelt an deem Klimapak respektiv deem Klimaschutzgesetz, wat mer jo deemnächst hei wäerten an der Chamber diskutéieren, wat fir eis och ganz kloer e Prozess ass, well domat ass jo d'Diskussioun net eriwwer.

Et ass e Prozess. Et ass also ëmmer erëm eng Adaptatioun, déi et ze maache gëtt an deem Moossnamekatalog, op dee mer eis eenegen opgrond vun den Necessitéite vu bannen, déi mer spieren, awer och vun deene vu baussen, opgrond vun deem, wat eis Noperen an deem dote Beräich maachen, well Lëtzebuerg huet natierlech och en direkten Impakt op d'Klimaschutzpolitik, déi vun de Länner ronderëm eis gemaach gëtt. Alles dat féiert derzou, dass mer also do näischt a Stee gemeesselt hunn, dass mer eis an enger Rei vu wichtege Froen eens sinn, mee dass mer awer ëmmer déi Flexibilitéit musse behalen, eis am Laf vun deenen nächste Joren dorun unzepassen. Dat ass op jidde Fall esou, wéi mir déi ganz Fro do gesinn.

De Budgetsprojet féiert also dat zesummen, wat zesumme gehéiert, op där enger Säit dat Soziaalt, den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft stäerken, an d'ekologesch Politik op där anerer Säit, d'Erhale vun eise Liewensgrondaarten. Dat eent geet net ouni dat anert. An dat muss sech selbstverständlech och erëmspigelen an deene Klimamoossnamen, déi mer wäerte festhalen, wou et net esou ka sinn, dass déi sozial Schwaach déi sinn, déi am Endeffekt de toute façon vun der Klimakatastroph als Éischt géifen ewechgebotzt ginn an déi elo och nach d'Haaptlaascht ze leeschten hätten, wa mer Klimaschutzpolitik maachen.

Duerfir maache mer eis staark fir e Klimabonus, a virun allem, dat schéngt eis den einfachste Wee ze sinn, e Klimasteierkreditt, deen eis et méiglech mécht, déi Kompensatioune fir Leit mat manner Akommes geziilt anzesetzen, net allgemeng jiddwereen d'selwecht ze behandelen. Mir sinn do fir eng selektiv Kompensatiounspolitik, well mer mengen, dass dat Geld soll do ukommen, wou et higehéiert, an net soll zu enger verstoppter Revenuerhéijung bei anere féieren, déi eigentlech déi Suen do net néideg hätten.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- E staarke Sozialstaat muss och fir d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen investéieren. Ech hunn op d'Wichtegkeet vu méi Investissementer higewisen. Net egal wat vun Investissementer: Et sinn Investissementer, déi direkt eppes brëngen, och weider positiv Effeten hunn, an et sinn der - wéi wann een an nei Verwaltungsgebaier investéiert -, déi net e groussen Impakt hunn eigentlech op dat, wat sech an deenen nächste Joren deet.

Do kann een also sécherlech eng Kéier e gewëssene Choix duerchféieren, wat fir eng Zort vun Investissementer ee vun der ëffentlecher Hand aus mécht. Mee fir eis ass et ganz kloer, ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Den Investitiounsdefizit ass dat Geféierlechst, wat et gëtt, well den Investitiounsdefizit spéider, oder manner spéit oder och direkt, zu engem Sozialdefizit féiert an zu engem Ausenanerdreiwen innerhalb vun der Gesellschaft.

Une voix.- Komplett richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Eis Aarbechtswelt ass am Embroch. No Berechnunge vun der OCDE wäerte sech an den nächsten zéng Joer méi wéi 35 % vun de Beruffer grondleeënd änneren, an zéng Joer iwwer en Drëttel vun de Beruffer grondleeënd änneren! Duerfir ass et kloer, dass Ëm- a Weiderbildung e Schlësseltheema wäert bleiwe respektiv méi staark wäert ginn an deenen nächste Joren. Nei Aarbechtsforme musse gesetzlech en neie Kader gesat kréien.

An d'Weiderentwécklung vun eisem Schoul- an Ausbildungssystem ass also absolutt prioritär. Duerfir louch déi viregt Regierung richteg, wéi se de Rifkin-Prozess ugestiwwelt huet, fir e laangfristege Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell ze entwéckelen. An do muss dës Regierung onbedéngt weider hannendrubleiwen, Konzepter wéi d'Kreeslafwirtschaft weiderféieren, well mir mengen, dass mer nëmmen esou schlussendlech eng Rëtsch vu Problematiken, déi mer haut kennen, laangfristeg zumindest besser an de Gréff kréien.

Fuerschung an Innovatioun si schrecklech wichteg. Do gi méi Gelder virgesinn, plus 10 % an dësem Budget géintiwwer 2019. D'staatlech Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg, och e wichtege Pilier vun eiser Wëssensgesellschaft hei am Land, dat sinn 211 Milliounen, dat si méi wéi 47 Millioune bäi innerhalb vun engem Zäitraum vun zwee Joer.

D'Mobilitéitsfro an de Klimaschutz si wichteg Punkten, an derniewent awer och d'Recht op eng bezuelbar Wunneng. D'Recht op eng bezuelbar Wunneng, wou mer jo souguer virhunn, dat do Staatszil an eis Verfassung anzeschreiwen - et kann ee jo net méi soen, eis nei Verfassung, zumindest awer an déi al; et huet awer juristesch dee selwechte Stellewäert a politesch sécherlech och - a wou mer alles musse maachen, fir dat Recht och mat Liewen ze erfëllen.

Dës Koalitioun huet villes wëlles an och villes scho gemaach a virgesinn am nächste Budget, wat d'Moderniséieren an den Ausbau vum Schinnennetz ugeet, wat de Projet Tram ugeet, de Wëllen, den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, ënner anerem doduerch, dass e gratis soll ginn ab nächstem Joer.

D'Zuchlinn Lëtzebuerg–Beetebuerg: Mir wëssen, wéi wichteg déi ass. Den Ausbau vun der Stater Gare respektiv fir de multimodale Kräizpunkt Ettelbréck-Dikrech. Et ass net fir näischt, dass am 2020er-Budget iwwer 250 Milliounen Ausgabe virgesi si fir de Fonds du rail, 54 Millioune fir den Ausbau vum Tram Richtung Gare–Cloche d'Or–Findel.

Am Klimafong sinn 105 Milliounen Depensë virgesinn. Am Ëmweltfong sinn et der 28, am Waasserfong 35. Also nieft deem staarke Sozialbudget och e ganz staarken Ëmwelt- an Energiebudget fir 2020, dat ass net näischt.

International Solidaritéit soll een och ervirsträichen, well dat oft dee Punkt ass, wou och an anere Länner ganz schnell gestrach gëtt, wann ee muss Sue siche goen, well déi jo net direkt de Bierger an de Wieler zeguttkommen. Duerfir ass et wichteg, dass mer 233 Milliounen am Fonds de coopération als Depensë virgesinn hunn, dass mer weiderhin zu eisem Engagement stinn, fir all Joer 1 % vun eisem Revenu national brut an d'Entwécklungshëllef ze investéieren.

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Fir d'energeetesch Transitioun ze packen, an dat musse mer, fir also eise Bäitrag zum Klima ze leeschten, muss sécherlech och méi investéiert ginn. Mir mussen awer e Reegelwierk maache fir dee Klimapak, och wann e sécherlech nach net bis an de leschten Detail feststeet. An dat kënnt jo och mat an déi Steierdiskussioun eran, déi dës Koalitioun an deenen nächste Méint wäert intensiv féieren.

Mir brauchen eng ambitiéis Klimaschutzpolitik, déi klimafrëndlecht Verhale belount. Klimafrëndlecht Verhale muss sech lounen a klimaschiedlecht Verhale muss onattraktiv gemaach ginn. Mir brauchen also Förderprogrammer. Mir brauchen Investissementer, Subventiounen, mir brauchen awer och Beschränkungen a Reegelungen. A mir brauchen eng Klimasteier, déi e Lenkungseffekt muss hunn, eng Klimasteier, déi net derfir do ass, fir d'Keese vum Staat ze fëllen.

Dat wär e „greening" gemaach vun enger klassescher Steier. Ech kennen dat aus der Vergaangenheet - ech war och Ëmweltminister -, well déi éischt Steier, déi mer esou hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, déi hat eigentlech als eenzegen Zweck, Suen eranzespullen. An déi huet einfach eng Etikett kritt, dat wären Ëmweltsteieren. Ech mengen, déi Zäit ass eriwwer. Si mussen e Lenkungseffekt hunn, mussen also och tendenziell erofgoen, oder et ass e Feelschlag vun der Politik gewiescht.

Ech maache mer, perséinlech däerf ech dat soen, e bësse Suergen, wéi mer all déi Gelder, déi mer brauchen an deenen nächste Joren, fir déi grouss Transitiounen ze maachen, déi ekologesch, déi an der Aarbechtswelt, och fir déi digital Transitioune brauche mer Gelder, an Infrastrukturen, awer och a Begleedungsmoossnamen a Formatiounen, wéi mer dat kënne koppele mat enger Steierreform, wou a priori gesot ginn ass, do soll eigentlech kee Mënsch eppes verléieren.

Eis Margë si kleng! Eis Margë si kleng, dat brauch ech, mengen ech, dem Finanzminister net ze soen. Hien ass deen Éischten, deen dat an der Regierung weess. Ech soen et da vläicht e bësse méi am breede Krees.

Une voix.- Fir all déi aner.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wann ee kuckt elo, nom Pluriannuel, woubäi een de Pluriannuel natierlech muss mat Virsiicht genéissen, well e sécherlech net up-to-date ass zu 100 %, da bleiwen eis Margen - wa mer de „mid-term objective", also de strukturelle Boni vun 0,5 % als Richtlinn wëlle respektéieren - vu gutt engem hallwe PIBs-Prozent, wa mer net enzwousch anescht nach Sue siche ginn. Dat heescht, da si mer bei gutt 300 Milliounen, wann ech dat richteg aschätzen, 300 bis 350 Milliounen. Dat gëtt net schrecklech vill Marge, well mer wëssen, dass mer op anere Plazen och nach zousätzlech Sue brauchen an deenen nächste Joren. Dat wäert also eng ganz spannend an eng flott Diskussioun ginn, fir d'éischt an der Koalitioun an duerno dann a méi engem breede Krees, wéi mer all déi doten Erausfuerderunge kënne meeschteren.

Dat wäert net einfach ginn. Dës Koalitioun huet et gepackt an der leschter Period. Ech war selwer mat implizéiert an déi Steierdiskussiounen, an do, dat hunn ech gemierkt, besonnesch an där leschter Ronn, war einfach de Wëllen do, eng Léisung ze fannen. Et war gutt preparéiert, dat si mer och hei amgaangen ze maachen. A schlussendlech war de Wëllen do, sech esou op deen aneren zouzebeweegen, dass eppes Kohärentes, awer gläichzäiteg eppes Ausgeglachenes erauskënnt. A wann dee selwechte Wëlle weider do ass, da mengen ech, dass déi Steierdiskussioun och ka positiv ofgeschloss ginn. Mee et gëtt net evident. Et ass kee Selbstläufer, fir dat emol esou ze soen.

D'Regierung huet och an engem anere Punkt, denken ech, Courage bewisen, dat ass, wat d'Personalpolitik ugeet. Net evident. Do ass laang Zäit op d'Brems gedréckt ginn, aus budgetären Ursaachen, net aus Schlechtegkeet, mee aus budgetären Ursaachen. Dës Regierung huet decidéiert, hei e besonneschen Hoff ze maachen an dem Joer 2020. 1.830 nei Poste si virgesinn. Wann ech d'Zuele kucken aus dem Budgetsgesetz vum leschte Joer, do waren et der 950, dat ass praktesch eng Verduebelung vun de Posten an engem Joer. An ech ka mech u Joren erënneren, wou däitlech manner zousätzlech Poste virgesi waren. Dat ass net vu Muttwëll, géif ech soen, dat ass net vu Muttwëll, dass d'Regierung dat dote mécht, well mer eebe gewuess sinn a weider wuessen. Nei Déngschtleeschtunge mussen opgebaut ginn, de Service un der Bevëlkerung muss och weider optiméiert ginn, an dat geet net ouni zousätzlech Leit.

D'Fro, déi awer bleift, där musse mer eis warscheinlech stellen, wa mer eng Kéier de Bilan zéien: Fanne mer all déi Leit mat där Qualifikatioun, déi mer brauchen, fir déi dote Posten ze besetzen?

Dat eent ass den Affichage, de politeschen Affichage no baussen. Mir wëllen esou vill Leit astellen. Mir wëllen op deenen dote Beräicher - Police, Justiz, wou och ëmmer - ausbauen. Mee op där anerer Säit muss een natierlech déi Leit och fannen, a mir musse se bei dem Reservoir vun de Lëtzebuerger fannen, well mer eis am Prinzip jo am Beräich vun der Fonction publique beweegen. An ech mengen, do kënnt och eng Diskussioun op eis duer an deenen nächste Joren, wou mer, mengen ech, och de politesche Courage sollen hunn, dass mer eis där doten Diskussioun stellen.

Ech wollt nach kuerz op d'Fro vun de Scholden ze schwätze kommen. De Fait, dass esou wéineg bis elo driwwer geschwat ginn ass hei an den Debatten, heescht jo och eppes. Dat heescht, dass u sech déi Situatioun net schlecht ass, soss géif méi driwwer geschwat ginn. Et ass effektiv momentan kee richtegt Theema méi, well mer an där Situatioun sinn, dass mer ganz gutt Budgetsjoren 2018 an héchstwarscheinlech och 2019 hunn, soudass sech d'Fro vun enger staarker Neiverschëldung fir de Moment zu Lëtzebuerg net stellt.

Mee och do rappeléieren ech awer eis traditionell Positioun, déi d'LSAP-Fraktioun ëmmer hat op deenen dote Punkten.

Et ass keen Drama an et ass esouguer, géif ech soen, wirtschaftlech net falsch, an Zäiten, wou ee muss investéieren, a wou notamment awer och d'Schold bëlleg ass, dank där Renommée, déi mer hunn, dank dem Triple-A, dee mer hunn, wou mer bëlleg kënnen als Staat Sue léine goen, an deem Moment vun där Geleeënheet ze profitéieren, asoufern mer déi Aarbecht herno och kënne verschaffen, um Terrain déi néideg Investissementer ze maachen, an déi deelweis - well et jo Investissementer sinn, déi net nëmmen de Leit haut zeguttkommen, mee och enger zukünfteger Generatioun sollen zeguttkommen, wa mer a grouss Infrastrukturen investéieren - och ofzefiederen op eng aner Generatioun an och deelweis mat Friemmëttelen ze finanzéieren. Dat schéngt eis keng falsch Politik ze sinn, zemools, dat muss ech soen, well mer jo, wat elo momentan am Staatsbudget d'Zënslaascht ugeet, wierklech praktesch op enger Halbéierung si vun deem, wat mer virun e puer Joer nach haten.

Doduerch, dass d'Zënsen erofgaange sinn, doduerch, dass mer et fäerdegbruecht hunn, elo auslafend Empruntë fréizäiteg duerch en neien Emprunt ze ersetzen, wou mer praktesch keng Zënslaascht méi hunn, féiert dat derzou, dass elo am Budget 2020 150 Milliounen ageschriwwe sinn. Dat missten der elo manner sinn, well do war jo eigentlech déi ganz Operatioun nach net honnertprozenteg agefädelt. 2018, also virun zwee Joer, waren et nach 185 Milliounen, an tendenziell geet et op d'Limitt vun 120 Milliounen hin. An et muss een dann déi 150 Milliounen och an de Kontext setze vun engem Gesamtbudget vun 20 Milliarden! Dat ass also u sech eng Charge, déi alles anescht wéi net ze schëllere wär.

Lëtzebuerg, dat muss ee sech bewosst sinn, ass zurzäit nach ëmmer an enger positiver Konjunktur, obwuel dat vu Secteur zu Secteur net esou gläichméisseg ass. Mir si bei engem Wuesstum, nom klassesche PIB berechent, vu ronn 2,5 % mëttelfristeg gekuckt. Et ass manner, bal d'Halschent vun deem, wat mer haten an den 90er-Jore bis Ufank den 2000er-Joren, wou mer am Schnëtt e Wuesstum zu Lëtzebuerg hate vu praktesch 5 %.

Dat gëtt oft vergiess vun deenen, déi elo ëmmer schreiwen a schwätze vum „stramme" Wuesstum. Wat war dee Wuesstum dann, wou en duebel esou héich war? Mir fält eigentlech kee Begréff méi a fir deen; „extrastramm" oder „hyperstramm", ech weess et net. Also, et soll een awer oppassen, mat wat fir enge Begréffer

een heiansdo ëm sech geheit an dat emol erëm an d'Verhältnis setzen zu deem, wat eigentlech déi aussergewéinlech Lëtzebuerger Normen an deem dote Beräich bis elo waren.

Mee et ass virun allem eng riseg Attraktivitéit, déi de Wirtschaftszentrum Lëtzebuerg ausüübt, an déi ass esouguer lassgeléist vum Wirtschaftswuesstum. Dat hu mer festgestallt, well och a Krisenzäiten ass hei ongebremst den Emploi weider an d'Luucht gaangen, an ongebremst ass eigentlech och d'Bevëlkerungszuel hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen.

Ech kommen elo zu engem Theema, dat ech e bëssen als „parent pauvre" vun eisen Diskussiounen iwwert déi lescht Jore wëll bezeechnen: Lëtzebuerg Groussregioun, Lëtzebuerg a seng Nopeschregioun. Lëtzebuerg ass d'Kärstéck vun enger grousser europäescher Regioun, enger europäescher Metropol. Mee mir raisonéieren ëmmer nach an eisen nationale Grenzen. Dat musse mer zum Deel aus juristesche Grënn maachen, mee konzeptuell musse mer iwwer eis Grenzen eraus raisonéieren a plangen, och wat d'Zukunft ugeet.

Mir hunn als Land keng laangfristeg Gesamtstrategie, wat Lëtzebuerg an der Groussregioun ugeet. Mir hu Projeten, interessant Projeten an deem enge Beräich, an deem anere Beräich, mee et gëtt keng generell Approche, wéi mer dat Zesummeliewen, dat Zesummeschaffen an dat zesummen Deelen an der Groussregioun organiséieren an deenen nächste Joren.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass do immens Potenzialer dra sinn, Potenzialer a Chancen, awer och Léisunge fir Problemer, déi mer momentan hunn an déi mer an eisen nationale Grenzen net kënne léisen. An déi aner Regiounen hu bei sech Problemer, déi se ouni eis Hëllef och net kënne léisen. Mir sinn an enger riseger Interdependenz eng Regioun vun där anerer, woubäi eis kee méi d'Roll vun der Lokomotiv, vum Zentrum vun där Regioun do streideg mécht. Dat war viru 25 Joer nach anescht. Dat huet sech fundamental geännert. Si gesinn et och esou, dass dat eng Metropol Lëtzebuerg ass an dass mer awer gemeinsam mussen dat Bescht do eraushuelen.

Ech denken, all déi Iddien, déi mer undiskutéiert hunn hei zu Lëtzebuerg, wéi déi vum Teletravail, déi ganz Pendlerfro, de ganze Reservoir vun eisen Aarbechtskräfte fir de Standuert Lëtzebuerg, do si mer voll an der Groussregiounsdiskussioun dran. A mir däerfen net de Feeler maachen, eis anzekapselen, well elo deen een oder anere Buergermeeschter op der franséischer Säit an och op der däitscher Säit gewësse Fuerderunge stellt. Do musse mer vläicht e bëssen Empathie weise fir déi Situatioun, déi op anere Plaze besteet, eis also do net zoumaachen.

Mee dat ass net den Haaptpunkt vun der ganzer Diskussioun, dat ass een Element vun där ganzer Diskussioun, a mir mussen do weidergoen. Duerfir wäre mir als LSAP-Fraktioun frou, wa mer eng Kéier kéinten am Laf vum nächste Joer eng Orientéierungsdebatt hei féieren, wéi mer Lëtzebuerg an där Groussregioun gesinn, wéi mer d'Zukunft vu Lëtzebuerg an der Groussregioun gesinn.

Ech mengen, dass et derwäert ass, sech eng Kéier mat Experten zesummenzesetzen, fir nach eng Kéier déi Donnéeën ze kucken. Et ginn eng ganz Rëtsch vun interessanten Dokumenter. Et gëtt interessant Etüde vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun. Et ginn aner Pabeieren, déi gemaach si ginn zu deenen dote Froen. Et gëtt en Usaz vu Landesplanung grenziwwerschreidend an der Groussregioun. Dat alles musse mer zesummeféieren an och déi politesch Konklusiounen dorauser zéien, wat d'Metropol Lëtzebuerg ugeet. Ech mengen, dass mer do Partner hätten, déi en oppent Ouer hu fir déi dote Froen, well och si eis brauchen.

D'Eckdate vum Staatsbudget, de Finanzminister ass op déi agaangen. Et ass net nëmmen den Zentralstaat, wéi gesot, en ass 2018/2019 warscheinlech am Equiliber. Mee et ass natierlech och dee risege Budget vun der Sécurité sociale deelweis fir dat nächst Joer, a warscheinlech fir déi nächst Joren e Gesamtboni weiderhi vun enger Milliard Euro.

D'Gemengen. Ech liesen elo alt heiansdo nach d'Berichter vun de Gemengerotsberichter. Bon, ech denken alt heiansdo: Wéi gutt wär et, wann s de elo nach Buergermeeschter wäers!

(Hilarité)

Et muss ee soen, dass et de Lëtzebuerger Gemengen ni ganz schlecht gaangen ass, kenger eigentlech. Mee déi, déi am meeschte kascht hunn, waren emol net déi ärmst.

Mee virun allem awer ass mer opgefall, dass sech notamment natierlech duerch d'Gewerbesteier, déi eng änlech Entwécklung matgemaach huet wéi d'Kierperschaftssteier an deene leschte Joren, fir d'Gemengen dach awer nei Horizonter opgemaach hunn, wat och derzou gefouert huet, dass déi Verschëldung vun de Gemengen, wéi ech dat gesinn, immens erofgaangen ass iwwert déi lescht Joren, soudass also do, wann et emol eng Kéier sollt zu engem Schock kommen, sécherlech nach Capacitéiten do sinn, fir dee Schock relativ liicht kënnen op Gemengenniveau ze verdauen.

Also, d'Gemengen droen och derzou bäi, dass de Saldo vum Gesamtstaat positiv ass, wat also d'ëffentlech Finanzen ugeet fir d'nächst Joer, an héchstwarscheinlech och fir déi Joren duerno.

Lëtzebuerg ass also am Respekt vun allen europäeschen internationale Virgaben, déi et ginn. An dat gëtt och vu sämtlechen internationalen an och nationalen Institutiounen ervirgehuewen. D'Cour des comptes, d'Zentralbank, de Conseil national des finances publiques, alleguerte bestätege se deen dote Fakt. Dat heescht net, dass keng Risiken do wären. Dat heescht net, dass et net kann zu engem Schock kommen, sief et, dass en international kënnt oder zum Deel och hausgemaacht ka sinn. Wann eng Kéier eppes mat der Finanzplaz geschitt, eppes Gréisseres, et soll ee sech näischt virmaachen, dann huet dat direkt iwwerproportional Repercussiounen hei zu Lëtzebuerg.

Ech denken, momentan, wann ech kucken, wat notamment vu Staatssteieren iwwert de Finanzsecteur am wäitste Sënn generéiert gëtt, wat dat prozentual ausmécht, volumeméisseg ausmécht, si mer bäi Wäitem an enger méi grousser Ofhängegkeet, wéi mer déi zum Beispill an de 70er-Joren zur Stolindustrie haten. An dat trotz allen Efforten, déi déi successiv Regierunge gemaach hunn, fir nei Aktivitéiten heihinnerzekréien, well nei Aktivitéite sinn net ëmmer gläichbedeitend mat zousätzleche Steieren, déi zumindest direkt iwwert de Betrib erakommen. De Finanzsecteur ass also bäi Wäitem deen, ëm deen et do geet, a wou et net onbedéngt méi déi klassesch Banke sinn, déi de meeschten Undeel vun den Einname fir de Staat ausmaachen.

Eng Schwächt, déi sech bestätegt huet, dëst Joer vläicht nach méi staark wéi soss, ass déi pluriannuel Finanzplanung, déi mer maachen an déi mer gläichzäiteg mam Staatsbudget stëmmen. Ech géif nach eng Kéier hei bieden - et ass fir d'lescht, mat grousser Warscheinlechkeet meng allerlescht Budgetsried, déi ech hei halen -, dass mer op dee System eriwwerginn, wou mer gemeinsam eis schonn drop eens gesat haten, dass mer déi pluriannuel Planung stëmmen dee Moment, am Fréijoer, am Abrëll, wa mer d'Zuelen eraginn op Bréissel, wat d'Aktualiséierung vum nationale Stabilitéitspakt ugeet. Da sinn dat déi lescht Zuelen, déi do sinn. Et ass eigentlech an deem Moment, wou ee soll dann och gläichzäiteg deen Text stëmmen, wou mer dann als Chamber eisen Accord zu deem dote ginn.

Ech menge ganz éierlech, dass et net vill brëngt, an et gesäit een och, dass d'Diskussioune praktesch kaum esou hei lafen, fir Artikel fir Artikel eng Budgetsplanung op véier Joer ze maachen. Mir wëssen, dass déi Zuelen do net wäerte richteg sinn. Warscheinlech wäert keng Zuel stëmmen, wann et esou wäit ass. Et ass jo och net den Objektiv, dass et déi richteg Zuele sinn. Et soll eng Indicatioun ginn.

Mir wëssen awer, dass déi dote Methodik hir Grenzen huet, zemools well de Statec jo och zouginn huet, vu sech aus matgedeelt huet, dass se net méi all d'Zuelen ugepasst hunn. Dat heescht, si hu praktesch bis 2021 just nach d'Zuelen ugepasst, an déi Zuele fir 2022 an 2023, déi awer Bestanddeel si vun deem dote Pak vun der pluriannueller Planung, sinn net méi ugepasst un déi lescht Erkenntnisser, déi se vun de Jore virdrun haten. Domadder ass d'Aussokraaft vun deem Dokument natierlech staark geschwächt par rapport zu deem, wat se kéint duerstellen, wann ee wierklech déi allerlescht Zuelen hätt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Am Fong däerft een et net stëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat hu mer dann domadder erreecht?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Näischt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Näischt! Eeben. Duerfir stëmme mer en.

(Hilarité et interruption)

Ech mengen net, dass Lëtzebuerg kéint dat eenzegt Land sinn, wat déi pluriannuel Planung do net géif stëmmen. Dann hätte mer vläicht awer och international e puer Problemer. Dat sollt d'Oppositoun sech vläicht zu Gemitt féieren, wa se esou liichtfankeg neen zu esou Saache soen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Oppositioun ass Demandeur, fir datt de Pluriannuel anescht opgesat gëtt. Ech mengen, do si mer eis och driwwer eens.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do si mer eis eens.

E Wuert zu de Reserve schéngt mer och weesentlech ze sinn. Dat huet zu enger Poleemik gefouert an deene leschte Méint. Ech denken, dass dat och nach wäert Bestanddeel si vun aneren Interventiounen haut an der Chamber, wou elo eenzel Deputéiert entdeckt hunn, dass d'Fongen haaptsächlech - vill vun hinnen - eng Écriture comptable duerstellen an u sech net Sue sinn, déi iergendwou an engem Panzerschaf leien, wou een dann, wann ee se brauch, géif opmaachen an dovunner kéint Gebrauch maachen. Dat war ni anescht. Et ass sécherlech och bei dëser Regierung net anescht wéi virdrun, well se alles no deene selwechte Budgetsreegelen opgestallt hunn.

Duerfir ass et awer trotzdeem wichteg, a well dat do natierlech kann an engem Schock - dee ka vu bausse kommen, en ekonomesche Schock oder e budgetäre Schock - zu Problemer féieren, respektiv natierlech zu enger méi staarker Verschëldung wäert féieren, wann ee wëllt weider Depensë maachen. Dann ass d'Uleeë vu Reserven, déi och physesch do sinn, op déi ee kann zréckgräifen, immens wichteg.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, wéi richteg et war, dass Enn 2014 iwwer e Gesetz den intergenerationelle Fong geschafe ginn ass, wou elo mir näischt, dir näischt 2020 iwwer 360 Milliounen Euro wäerten dra sinn, minimal, a wou mer also och no op dee Punkt komme vun deenen, mengen ech, 500 Milliounen, wuer et sollt higoen.

Ech mengen, et ass eng richteg Politik, fir dat ze maachen. Et ass eng wäitsiichteg Politik. An duerfir, an deem selwechte Geescht begréisse mer och ausdrécklech, dass iwwert dëst Budgetsgesetz en ale Krisefong erëm reaktivéiert gëtt a praktesch eng Cure de jouvence matmécht an zu engem Fonds de rééquilibrage budgétaire gëtt.

Dat soll et méiglech maachen, d'Plus-valuen, wou mer vläicht net méi theoreetesch driwwer schwätzen, mee och elo faktesch kënnen driwwer schwätzen, déi kënne beim Budget entstoen, dass een déi géif do zouféieren. An déi wären dann och dee Moment ofgeséchert an déi kéinten nëmme gebraucht ginn, wann et géif zu enger Schocksituatioun vu bausse kommen, fir dann op déi Suen zréckzegräifen.

Dat dote léist eis och déi relativ leedlech Fro, déi mer an der Vergaangenheet haten, déi Zäit, wéi zu Lëtzebuerg nach ëmmer iwwer Plusvaluen diskutéiert ginn ass um Enn vum Joer drop, dass mer also kënnen dorobber zréckgräifen, an domadder also net muss gekläert ginn: Wien decidéiert? D'Chamber? D'Regierung? Dee Fong ass do! Wa Plus-valuë kommen, da ginn déi Suen an deen dote staatleche Fong eran. Dat ass och gutt esou.

Ech wëll de Rapporteur, den Yves Cruchten, ausdrécklech a mengem perséinlechen Numm an am Numm vun der Fraktioun zu sengem Rapport begléckwënschen. Ech mengen, hei ass et üblech, wa Politiker esou e Rapport maachen, dass dat e bëssen - am Finanzberäich zumindest - d'Meeschterprüfung ass. Ech mengen, de Meeschterbréif, deen hues de der hei verdéngt, Yves. E ganz flotte Rapport!

Et gesäit een och, dass en och inhaltlech d'Debatte beaflosst huet. Dat ass immens wichteg! Du hues et färdegbruecht - dat ass net evident -, en Theema ze setzen. An d'Riedner hunn dat Theema och als esou wichteg empfonnt, dass bis elo kee vun den Haaptspriecher gemengt huet, e kéint sech laanscht déi doten Theemen drécken. Duerfir mengen ech, dass dat e gelongenen Exercice ass, deen s de hei gemaach hues an deen eis och an der Diskussioun wäert weiderhëllefen, zemools well et jo nach aner Debatte wäert ginn an der Folleg, déi et da méiglech maachen, nach eng Kéier méi am Detail op déi eenzel Froen anzegoen.

Et ass evident, dass de PIB also haaptsächlech de Räichtum miesst, mee net miesst, wéi de Räichtum verdeelt ass. An dat ass déi kruzial Fro: Wéi ass de Räichtum verdeelt? Ass e gerecht verdeelt?

D'Gerechtegkeetsfro, en zentrale Punkt, mengen ech, vun der Politik a besonnesch och vum Uleies vun der LSAP. An duerfir ass et wichteg, dass mer eis do och déi Instrumenter ginn, fir ze verfollgen, dass mer eis och als Chamber wëssenschaftlech begleede loossen an eiser Aarbecht, dass mer also och kënne méi geziilt op eenzel Erausfuerderunge reagéieren, déi sech och besonnesch - mee net nëmmen - am soziale Beräich stellen.

Mir brauchen also déi Expertise a mir brauchen och d'Stäerkung vum Parlament als Institutioun. Ech wëll dat vläicht méi a mengem perséinlechen Numm soen. An duerfir sinn ech och frou, dass ech nach konnt an deene leschte Méint derbäi sinn, fir derfir ze suergen, dass och d'Fraktiounen déi néideg Mëttele kréien, fir hir Aarbecht nach besser ze maachen.

Ech géif mer just wënschen, dass déi Suen net haaptsächlech a Kommunikatioun agesat ginn, mee och derzou genotzt ginn, fir inhaltlech virunzekommen an eisen Aarbechten, dass also nach méi staark inhaltlech Aarbecht ...

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... an den eenzelne Fraktioune geleescht gëtt, déi een dann herno selbstverständlech och kann no bausse kommunikéieren. Mee dat eent, mengen ech, muss virun deem anere kommen.

Ech mengen, dass déi Gelder, déi d'Chamber sech ginn huet, déi d'Fraktiounen elo kréien, déi d'Parteien och hoffentlech ... - ech denken, dass ech haut nach wäert d'Geleeënheet hunn, och am Numm vun anere Kolleegen, eng Proposition de loi an deem Sënn hei ze deponéieren -, dass déi wichteg Gelder sinn. U sech gleewen ech un dëst Parlament. An ech gleewen eigentlech un eng representativ Demokratie an u staarkt Parlamenter. Dëst Parlament ka méi staark sinn!

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir mussen et just alleguer gemeinsam wëllen, Majoritéit an Oppositioun, well mer bal dat eent a bal dat anert kënne sinn an der Geschicht vun eise Parteien a vun eise Fraktiounen. Duerfir hu mer all Interêt, mengen ech, dass mer dat Parlament weider stäerken. An ech halen näischt - soen ech! - vu Lousparlamenter, déi solle méi legitimm si wéi gewielte Parlamenter. Ech hale schonn eppes vu participativer Demokratie am Kader vun de legislative Prozeduren, déi mer kennen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech mengen, mir sollten eis dervir hidden, Modeller aus dem Ausland ze kopéieren, déi onausgegore sinn, wou een net weess, wuer se hiféieren, an déi virun allem, mengen ech, kënnen derzou féieren, dass zwou Legitimitéiten eng Kéier openeeprallen: déi vun de gewielte Vertrieder iwwer Walen a vun deene Bierger, déi bestëmmt gi sinn a sougenannte Biergerversammlungen. Wie soll do am Endeffekt Recht behalen?

Duerfir, loosse mer eis méi opmaachen als Parlament! Loosse mer eis méi transparent maachen! Loosse mer Fënstere vu Biergerbedeelegungen an eis legislativ Prozedure matabauen! Mee loosse mer virun allem prioritär d'Parlament als Institutioun stäerken, net dass mer op eemol an engem Régime gouvernemental sinn an net méi an engem Régime parlementaire! Ech mengen, dat misste mer eis alleguer zu Häerzen huelen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. André Bauler *(DP).*- Eng pertinent Iwwerleeung!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E Wuert nach zum Logement, well ech mengen, dass dat nieft der Steierreform, déi preparéiert gëtt, parallell dozou, e ganz schwieregen Dossier fir d'Politik an och sécherlech fir d'Koalitioun gëtt. Ech mengen, dat soll een net verheemlechen. Do si verschidde Sensibilitéiten an deem dote Punkt.

An ech denke souguer, dass an der gréisster Oppositiounspartei warscheinlech och verschidde Sensibilitéiten an deem dote Punkt sinn, well ech hu jo d'CSV och erlieft sengerzäit, wéi mer nach mat hinnen an der Koalitioun waren, wéi schwiereg déi Diskussioun war, ...

(Hilarité)

... notamment mat mengem Kolleeg, dem Fernand Boden, wéi et drëm gaangen ass, fir e Virkafsrecht anzeféieren. Dat war net einfach! Dat waren och deemools vill Sitzungen an der Koalitioun, fir do e klengen Duerchbroch op deem dote Feld ze erreechen.

Do schéngt Beweegung an den Haltungen ze sinn. Ech hoffen, dass dat net nëmmen eng Positioun no bausse ass, mee dass dat och wierklech esou empfonnt gëtt. Dat wäert sech jo och vläicht eng Kéier dann erausstellen.

Ech mengen awer ganz einfach, dass mer mussen éierlech sinn. Dee Problem do ass onheemlech schwéier ze léisen. Ech weess éierlech net, ob déi Logementsproblematik, wa mer an deem selwechte wirtschaftlechen Ëmfeld bleiwen, richteg ka geléist ginn. Et kann ee vläicht de Präisuwuess bremsen, an engem gewëssene Moment da stabiliséieren. Mee dat kann een net maachen, wann een einfach esou weiderfiert a mengt, e profittorientéierte Maart géif op eemol altruistesch reagéieren. Mir sinn an deem System dran, an de System ass dee vun der Profittmaximéierung. Dat ass d'Zil, wat erreecht gëtt. An dat wëllen och 95 % vun de Leit, denken ech, erreechen.

Also, en No-Go ass, dass mer dat dote weider ouni gréisser Moossnamen nokucken, wéi d'Si-

tuatioun ass. Bon, eng kleng Moossnam hei, eng kleng Moossnam do, dat geet net duer.

En No-Go ass fir mech och ganz kloer, dass mer d'Grenzen zoumaachen, wou aner Leit vläicht dorunner denken, fir an déi Richtung ze goen. Kënne mer net, däerfe mer net.

An ech mengen och, dass mer ëmmer och d'Kollaboratioun mam Privatsecteur brauchen. Ech mengen, dass mer méi staatlech Interventioune brauchen. Ech mengen, dass mer ouni d'Dynamik, déi am Privatsecteur stécht, och an deem Beräich awer net auskommen. Et muss am Endeffekt och eng Kollaboratioun, eng Aarbechtsdeelung sinn, wou d'Politik selbstverständlech de Kader muss festleeën, an deem sech dat Ganzt ofspillt an deenen nächste Joren.

Wat fir mech e Schock war, dat muss ech ganz éierlech soen, dat waren déi lescht Erhiewungen. Déi hate mer eigentlech nach net, wéi mer d'Koalitiounsverhandlunge gefouert hunn: plus 10 % am Joer 2018. 10 % Steigerung vun de Präisser an engem Joer; bis elo hate mer 5 % bis 6 %. Plus 10 %!

A wat een dobaussen emol selwer matkritt, weist mer éischter, dass mer keng grouss Brems do kréien, dass et warscheinlech och an dësem Joer an änlechem Mooss nach eng Kéier eropgaangen ass. An ech froe mech, wéi laang et dauert, bis dat Ganzt sech och op de Loyere bemierkbar mécht. D'Loyeren, dat hunn d'Etüden och gewisen, déi éischter parallell verlaf sinn, bis elo, mam Akommes. Mir haten eng Akommessteigerung iwwert déi lescht Joren. An u sech sinn d'Loyeren an engem vergläichbare Rhythmus eropgaang, am Géigendeel zu de Präisser vum Buedem, déi flambéiert sinn, an dann natierlech och herno zu de Präisser vum Bau, deen nogezunn huet mat de Buedempräisser.

An ech fäerten, dass an nächster Zäit vill lafend Loyeren nach wäerten ugepasst ginn. An da komme mer an nei schwiereg sozial Situatiounen eran. Well eist Loyersgesetz gëtt do vill Méiglechkeeten, méi wéi esou muncheree vläicht aant, wat d'Loyersgesetz do vu Méiglechkeete gëtt, well jo dee Plaffong vu 5 %, dee laang Zäit als Witz als Plaffong gespillt huet, dee spillt jo haut net méi mat deene Präisser, déi eng Wunneng haut duerstellt. Souguer mat deem anere Berechnungsmodus, deen am Gesetz virgesinn ass, denken ech, kann dat och nach zu enger däitlecher Erhéijung vun de besteeënde Loyeren an de Kontrakter féieren.

D'Eegentum ass mat Recht, mengen ech, geschützt, och hei zu Lëtzebuerg. Mir soen awer och ganz kloer: Eegentum verflicht, an de Buedem ass net onendlech. De Buedem ass och e raart Gutt. An all dat musse mer berücksichtegen, wa mer op déi nei Politik am Beräich vum Logement ze schwätze kommen. An ech mengen, dass do zousätzlech Efforte musse geschéien.

Allgemeng, mengen ech, an ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen, stinn also schwéier Decisioune bevir. Ech mengen, dass dëse Budgetsprojet fir 2020 eng gutt Grondlag ass, fir déi politesch Diskussiounen ze féieren, well en d'Richtung uweist, nach Margë bestoe léisst, fir politesch Orientéierung ze ginn a weesentleche Beräicher an deenen nächsten een, zwee Joer: Steierreform; Klimaschutz; Wunnengsnout, well, ech mengen, et kann ee vu Wunnengsnout hei zu Lëtzebuerg schwätzen.

Do musse mer all eis gutt Iddien zesummebréngen an eng kohärent Äntwert ginn, wéi mer probéieren ze hëllefen. Dat ass eis Aufgab, déi mer als Volleksvertrieder hunn. Mir sollen esou éierlech sinn a soen: „Mir hunn d'Léisung net." Mir wëssen awer och, wann dat weidergeet an deenen nächste Joren, wa mer net reagéieren, da knuppt et eng Kéier faméis hei zu Lëtzebuerg! Also musse mer handelen. Mir sinn zum Verhandelen, mengen ech, verdaamt. Dat solle mer wa méiglech zesumme maachen.

Mir schwätzen ëmmer vun där ausgestreckter Hand, mee ech hunn awer ëmmer esou en Androck an der Politik: Si ass elo net richteg do. Jiddweree seet: „Hei huel meng Hand!", deen anere seet: „Huel du meng!" An u sech brénge mer et net fäerdeg an deenen doten Theemen, notamment dem Wunnengsbau, brénge mer et nach wie vor net fäerdeg, eis méi an engem breede Krees ze concertéieren, fir ze kucken: Wat kënne mer do maachen?

Ech fäerte wierklech, dass op där enger Säit deenen engen de Courage vläicht ausgeet, Fundamentales ze änneren, well se fäerten, se géifen ofgeschoss ginn, wa se dat maachen. A bei deenen anere fäerten ech, dass se nëmmen drop laueren, fir déi ofzeschéissen, wa se dann de Courage hätten, fir eppes ze maachen, wat mir brauchen. Bon!

(Brouhaha)

Une voix.- Et ass genau esou.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An ech mengen, dass mer esou net virukommen. An ech wënsche mer, dass sech dat vläicht ännert.

Dat gesot, wäert d'LSAP déi zwee Texter hei stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bodry. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Den Opschwong ass muttwëlleg zerstéiert ginn", „Düster Aussiichte fir d'Weltwirtschaft", „Déi nei Onsécherheet", dës an aner Iwwerschréfte liest een an der internationaler Press, wann et ëm de Wirtschaftswuesstum geet, dee weltwäiten.

An et gëtt och kaum eng international Institutioun, déi der Weltwirtschaft eng positiv Zukunft virausseet, ganz am Contraire. De globale Wuesstum, dat ass scho gutt erkläert gi vum Rapporteur, wäert an dësem, mee och am nächste Joer ganz niddreg sinn. Laut de Prognose vun der OCDE wäert de weltwäite Wuesstum mat maximal 2,9 % op den déifsten Taux zanter der Wirtschaftskris an de Joren 2008 /2009 falen.

A wat d'Eurozon betrëfft, esou schwätzt déi Europäesch Kommissioun jo nach just vun engem Wuesstum vun ongeféier 1,4 % fir dëst a fir d'nächst Joer. Deen Taux ass also däitlech ënnert der weltwäiter Moyenne a werft natierlech och d'Fro op, wat dat fir Europa a virun allem fir Lëtzebuerg bedeit.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Interventioun bewosst mat dëse Feststellungen un, well déi international Entwécklung ëmmer méi an d'Schlagzeile geréit an eis zu Lëtzebuerg natierlech och muss interesséieren.

Schold un där Entwécklung si weeder däischter Muechten nach geheimnisvoll Konjunkturzyklen an och net d'Banken an d'Spekulanten. Schold si virun allem eng Rei Staats- a Regierungscheffen, déi tatsächlech gleewen, zugonschte vun hirer Bevëlkerung ze handelen, wa se déi international Wirtschaftsrelatiounen zerschloen an national Kapitalinteressen an de Vierdergrond setzen.

Alle virop en amerikanesche President, deen der internationaler Weltuerdnung längst Awar gesot huet, nodeems d'USA sech selwer un hirem Opbau bedeelegt haten, an deen international Institutiounen ignoréiert an international Ofkommesse kalbliddeg brécht.

En aneren Akteur um internationale Parkett, vun deem ech awer och wëll schwätzen, ass natierlech de Boris Johnson, dee mat de Wale vum leschten Donneschden de kloren Optrag kritt huet, fir säi Slogan „Get Brexit done" esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. D'Fro ass just, wéi de konservative Politiker seng eegen Interessen, mee och d'Interesse vun der konservativer brittescher Uewerschicht am internationale Kontext wëllt duerchsetzen a wéi laang säin Triumph iwwerhaapt wäert unhalen.

Well spéitstens, Dir Dammen an Dir Hären, wann et drëms geet, en Handelsofkommes mat der EU ze verhandelen, en Accord, deen net op Steierdumping, net op Emweltdumping an net op Sozialdumping berout, gëtt et nees komplizéiert. A wann dat net geléngt, da steet Groussbritannien nees um gläiche Punkt wéi virun e puer Méint: virun engem ekonomesch kontraproduktiven No-Deal-Brexit mat all senge Konsequenzen op Europa an doriwwer eraus.

E weideren negativen Impakt op d'Weltwirtschaft, deen ech nach weilt ernimmen, huet och mat der Evolutioun vun de Bourssen a Wärungen ze dinn, wou verschidde Staaten déi als Kampfmëttel huelen, fir un Dominanz ze gewannen, esou zum Beispill am Handelskrich tëschent China an den USA.

Derbäi kënnt en angschterreegende schläichende Protektionismus a ville Länner, deen net nëmmen a Groussbritannien um Rudder ass, kann ee bal soen, mee weltwäit ëmmer méi Unhänger fënnt an derzou féiert, dass laangjäreg Wirtschaftspartner duerch national Kapitalinteresse vuneneen ofgeschnidde ginn.

Ee vun de gréisste Verléierer vun där Entwécklung riskéiert natierlech Westeuropa ze ginn, jiddefalls laut de Prognose vun internationalen Instituter. Matzen an deem Westeuropa läit dat klengt Lëtzebuerg mat engem groussen an ëmmer méi grénge Finanzminister. Dee muss sech géint déi negativ extern Aflëss behaapten an alles drusetzen, fir d'Stabilitéit vun eise Staatsfinanzen oprechtzeerhalen. Dass dat bis haut gelongen ass, dat begréisse mir. De Staatsbudget liwwert de Beweis, an et ass dee Budget, iwwert dee mir haut diskutéieren. En ass net eidel, en ass vollgespickt mat wichtegen Zuelen a Kreditter.

Grad wéi seng Virgänger liwwert dëse Budget eebe grad de Beweis, dass Lëtzebuerg an deem turbulenten internationale Gewässer net ënnergeet. Ganz am Contraire: Lëtzebuerg befënnt sech och weiderhin an enger ganz komfortabeler Situatioun. Trotz engem geschate Réckgang vum PIB vun 3,7 % op 2,4 % fir 2019 an 2020 respektéiert Lëtzebuerg sämtlech europäesch Krittären an - dat wëll ech ënnersträichen - dëst souwuel um Niveau vum Pacte de stabilité et de croissance wéi och um Niveau vum Objectif à moyen terme, dem OMT.

Am Joer 2005 war dëst Instrument jo eigentlech preventiv agesat ginn, fir d'Staatsfinanzen nohalteg ofzesécheren a gläichzäiteg e budgetäre Spillraum fir déi néideg Investissementer ze garantéieren. Am Joer 2011 ass dëst Reegelwierk nach verschäerft gi mam Sixpack; e schéint Wuert. An dat Reegelwierk gëtt och haut nach respektéiert. An duerfir all Respekt!

Här President, dass dat wirtschaftlecht Ëmfeld an de leschte Jore ganz favorabel war, ass evident an eng grouss Chance. Gradesou evident ass awer och, dass dës Koalitioun mam Finanzminister Pierre Gramegna enorm vill Defien am europäesche Kontext huet misse meeschteren. An en huet se och gemeeschtert. Ech brauch se net méi opzezielen, se si bekannt.

An och fir déi nächst Zukunft befanne mir eis op enger positiver Linn - „eng positiv Trajectoire", huet den Yves Cruchten gëschter gesot -, mat enger Ausgangssituatioun, déi sech weise léisst. Esou zum Beispill um Niveau vun der Staatsschold, déi mat ëm déi 20 % - Tendenz falend - en historeschen Déif erreecht, an domat en Taux, vun deem aner Länner nëmme kënnen dreemen.

Remarkabel ass och, Dir Dammen an Dir Hären, dass fir den Exercice 2020 ganzer 77 % vun de ganz héijen Investissementer, dat si jo 2,8 Milliarden, iwwert d'Recettë vun der Administration centrale kënnen ofgedeckt ginn, woubäi et wichteg ass ze betounen, dass déi 2,8 Milliarden net dozou déngen, wéi an anere Länner, fir déi lafend Depensen einfach nëmmen ze finanzéieren, mee se si geduecht, fir Nohaltegkeet ze finanzéieren, fir eis Zukunft.

E weidere Parameter, fir de Bols vun eiser Ekonomie ze moossen, ass d'Aarbechtslosegkeet respektiv den héijen Taux d'emploi, dee mer hei am Land ze vermellen hunn. Mir hunn en Taux d'emploi vu bal 95 %, woumat d'Kafkraaft vun eise Bierger a Biergerinnen an awer och hir sozial Ofsécherung méi héich leie wéi a villen anere Länner, wat net heescht, dass keen duerch dat soziaalt Netz fält. Dorop kommen ech zréck.

Natierlech mat där ganz wichteger Remark och, dass mer et musse fäerdegbréngen a wäerte fäerdegbréngen, d'Aarbechtslosegkeet nach weider ze reduzéieren, wa mer déi richteg politesch Akzenter weiderhi setzen. Een dovu war déi déif gräifend Reform vun der Beruffsausbildung, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn. Derbäi kommen d'Moossname fir d'Verstäerkung um Niveau vun der Réinsertion professionnelle an all de Kreditter, déi den Zougang zum Beruffsliewe vu Chômeure wäerten ënnerstëtzen.

Ech kommen zréck zu de Staatsfinanzen an zu hirer Entwécklung aus de leschte Joren a fir déi nächst Joren. Opgrond vun de virleienden Zuele wier et, wéi gesot, ganz falsch, Schwaarzmolerei ze bedreiwen. An ech felicitéieren och der ganzer Regierung am Numm vun der grénger Fraktioun fir hir gutt Aarbecht aus de leschte Joren, well et ass jo net just de Finanzminister, deen zoustänneg ass fir Budgetsfroen, et sinn och d'Regierungsmemberen, déi an hiren eegene Ressorte musse fir Stabilitéit suergen, trotz héijen Investissementer.

Dass se stabill sinn, kann ee jiddefalls behaapten, wann een déi klassesch Liesaart bei der Analys vum Budget uwennt. Domat mengen ech déi klassesch Manéier, mat där déi Europäesch Kommissioun, d'OCDE, den FMI an anerer, mee och déi meescht Lëtzebuerger Instanzen de Budget Joer fir Joer analyséieren an evaluéieren. Ech denken un d'Banque centrale, d'CSSF, d'CNFP, d'Cour des comptes, d'Douane, de Statec an esou weider.

Dozou gehéiert awer och d'Manéier, wéi déi budgetär Previsioune fir déi folgend Jore berechent ginn. Zu Lëtzebuerg berouen dës Previsioune jo exklusiv, mengen ech, op den Zuele vum Statec, dee fir d'Berechnung vum virausséichtleche PIB zoustänneg ass, quitte dass och aner Gremien Evaluatioune maachen.

An da sinn ech scho bei där elementarer Fro, déi ëmmer op en Neits Joer fir Joer an der Budgets- a Finanzkommissioun diskutéiert gëtt; Dir wësst, op wat ech eraus sinn: Joer fir Joer stelle mer vun alle Säite fest a kritiséieren och, dass déi budgetär Previsiounen net fiabel an net prezis genuch sinn, a si waren dat och nach ni.

Esou louch de Wuesstum vum PIB an de leschte Jore reegelméisseg e gutt Stéck iwwert de Previsiounen. An den Defizit louch all Joer méi niddreg wéi erwaart. Den ëmgedréite Fall kéint natierlech och antrieden, mee Fakt ass, dass d'Previsiounen an déi reell Evolutioun vum Bruttoinlandsprodukt reegelméisseg méi oder manner auserneendreiwen.

Mir sinn der Meenung, dass mir an där Matière net nach jorzéngtelaang op der Plaz trëppele sollen a plädéieren derfir, dass mir eis ee fir alle Mol mat der fundamentaler Fro auserneesetzen, wéi d'Approche zu Lëtzebuerg dann elo soll ausgesinn an Zukunft.

Wëlle mer wierklech, wéi an de leschte Joren a Jorzéngten, éischter vu politeschen Ziler ausgoen an eis dovu leede loossen an d'Recht op Erreur einfach emol zouloossen, ouni ze lamentéieren? Dat wär okay, wa mer dat dann all wëllen.

Oder wëlle mer éischter eng sougenannten „evidence-based policy" op d'Bee stelle wéi aner Länner? Dat wär eng Politik, déi op konkreete Faktegrondlage berout a reegelméisseg evaluéiert an ugepasst gëtt, fir Iwwerraschunge méiglechst auszeschléissen. Esou eng Approche huet beispillsweis d'Europäesch Kommissioun, a verschidden aner Länner ginn och op dee Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Diskussiounen an de leschte Joren zu Lëtzebuerg verfollegt huet, da kënnt een zur Konklusioun, dass déi Approche vun alle Säiten, eigentlech och vun Iech, Här Minister, ënnerstëtzt gëtt. A mir als Gréng ënnerstëtze se och. Deem Prozess dierft also näischt am Wee stoen.

Allerdéngs geet et dann net duer, all Joer ze bedaueren, dass d'Previsiounen nach ëmmer net fiabel sinn. Wa mer et wierklech wëllen, wa mer faktebaséiert wëlle schaffen, da musse mer och déi néideg Mëttelen derfir hunn an déi néideg Kompetenzen. Ëmmerhi si Previsioune wichteg, an ëmmer méi, fir d'Berechnung vun de Recetten a vun den Depensë fir déi folgend Joren an domat och fir d'Opstellung vum Pluriannuel, deen déi europäesch Reegele jo soll respektéieren.

Ech wëll hei guer net dramatiséieren, Här Minister. D'Variatioune waren nach ëmmer an engem ganz verträgleche Mooss an hunn eis nach ni geschuet. Aner Länner louche bei Variatioune vu 15 %, wéi beispillsweis Irland. Mee et freet ee sech awer, wéi mer géifen dostoen, wann eise PIB op eemol 15 % ënnert de Prognose géif leien. Ech mengen, da géife mer ganz einfach domm kucken.

Als Gréng si mir dowéinst, grad ewéi Dir, der Meenung, dass et Grënn genuch gëtt, fir déi Saach geziilt a konkreet unzegoen. Mee wat heescht dat, konkreet? D'Previsioune méi verlässlech berechnen heescht ganz sécher net, dass mir déi volatill international Donnéeën an international Krise viraussoe kënnen. Dat ass net méiglech, och wa se sech undeiten a wann ee verschidden Informatioune kritt.

Mir hunn och eng oppen Ekonomie, déi natierlech vun der internationaler Entwécklung ofhänkt. An dat stellt och keen a Fro.

Et heescht och net, dass mir Zuele sollen op den Dësch leeën, déi nach net berechent sinn. Ech schwätze vun der Steierreform, déi op eis zoukënnt, déi op dräi Piliere wäert berouen: der Individualbesteierung, dem Logement an der Ekologie. Dat ass eng Reform, déi gutt duerchduecht muss ginn a vill Analyse viraussetzt. Dowéinst kann een net schonn elo verlaangen, dass hire finanziellen Impakt an de Budget ageschriwwe gëtt. Dat ass jo utopesch.

Wat awer méiglech ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, déi bestoend Kompetenzen - a mir hunn der vill am Land - ze bündelen an d'Ressourcen ze erhéijen, falls et dann u Ressourcë sollt feelen. Dat heescht, dass déi kompetent Akteuren, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, hir Käpp zesummestieche sollen an zesumme schaffen, amplaz dass se, wéi bis haut, laanschtenee schaffen. Ech hunn emol déi Aschätzung, dass do nach den Informatiounsfloss e bëssen ze wënschen iwwreg léisst vun där enger zu där anerer Institutioun.

Fir fiabel Prognosen opzestellen, ass et doriwwer eraus awer och wichteg, all déi erfaassbar, déi wierklech erfaassbar Fakten oder virausseebar Fakten anzebezéien, déi en Impakt op d'Evolutioun vun eiser Ekonomie kënnen hunn a wäerten hunn - also net just déi lafend Produktivitéit -, ugefaange bei der Evolutioun vun den Aarbechtsplazen, déi ëmmer op en Neits fir Iwwerraschunge suergt an domat och fir Iwwerraschungen um Niveau vun de Recetten, déi duerch d'Lounsteier entstinn.

An deem Kontext kann ee jo vu verschiddenen Zenarien ausgoen. An elo kommen ech eebe

grad op en Zenario, dee mer an der Cofibu virgestallt kritt hunn, wou ech awer elo wierklech e bësse méi wëll an den Detail goen. En ass virgestallt gi vun der CSSF, wat jo keen onwichtegen Akteur am Finanzwiesen ass.

E bezitt sech op d'Digitaliséierung, déi am Finanz- a Bankesecteur ëmmer méi Fouss faasst an dee ganze Secteur gewalteg ëmkrempelt, souwuel um Niveau vun den Aarbechtsplaze wéi och um Niveau vun de Servicer um Client a vum Geschäftsvolumen insgesamt. Do riskéiert d'Digitaliséierung, e gréisseren, awer wierklech e gréisseren Impakt ze kréien.

D'CSSF huet an der Kommissioun nämlech drop higewisen, dass notamment am Finanz- a Bankesecteur eng ganz Rei Aarbechtsplazen amgaange sinn, robotiséiert ze ginn, an dass verschidden Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ageschränkt oder souguer ofgeschaaft ginn.

Konkreet schwätzt d'CSSF vun 20.000 bis 30.000 Aarbechtsplazen, déi eleng duerch d'Digitaliséierung am Finanz- a Bankesecteur, vläicht och am Assurancësecteur kéinte verluer goen, dëst duerch eng automatiséiert Gestioun vun de Finanzgeschäfter, de Cloud-Computing, den Outsourcing vu Servicer, d'Blockchain-Technologie an d'Digitaliséierung insgesamt.

Dat féiert mech dann zu der Fro, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et mat der Besteierung vu Roboteren a vun der gesamter informatescher Technologie ausgesäit, déi d'Aarbecht vun de Salariéen an deem Secteur, awer och an anere Secteuren natierlech, wäert ersetzen. An och d'Fro, wéi d'Perte op der Lounsteier prinzipiell ka kompenséiert ginn, ass net irrelevant.

Och op deem Niveau kënne schonn am Virfeld vun de Prognose verschidden Zenarien ausgeschafft ginn, fir grouss Iwwerraschungen am Nachhinein ze verhënneren. Eng Fro, déi sech dann och fir aner Secteure stellt, ass donieft déi vun der néideger Émorientéierung vun de Salariéen, natierlech a méi aarbechtsintensiv Beruffer. Awer och d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit, besonnesch an deene Secteuren, déi duerch d'Digitaliséierung ëmmer manner op Main d'œuvre ugewise sinn, sollt an Zukunft keen Tabu bleiwen, woubäi ee muss wëssen, dass d'Zuel vun de Banken, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn, Joer fir Joer ëm 10 % ofhëlt laut den Informatioune vun der CSSF.

Zanter den 90er Joren ass d'Zuel vun de Banke vun 222 op 130 erofgaangen, allerdéngs ouni dass de globale Geschäftsvolume vum Bankesecteur geännert hätt. An anere Wierder, d'Banke schaffen ëmmer manner aarbechtsintensiv. An déi Banken, déi hir Geschäftsmodeller an hir Servicer net frëi genuch digitaliséieren, schaffe carrement mat enger Perte. Momentan sinn dat schonn 33 Banken zu Lëtzebuerg.

Alles dat si Facteuren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sech fréier oder spéider am PIB wäerten zréckspigelen an direkt um Point de départ, wa se sech um Horizont undeiten, an d'Previsioune kéinten afléissen. Dat just als klengen Tipp vun eiser Säit.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee bedenkt, dass de Finanz- a Bankesecteur den Haaptpilier eigentlech vun eiser Ekonomie ass - laut Eurostat generéiert e 26,2 % vun der gesamter Valeur ajoutée -, da stellt sech d'Fro vun der Zukunft fir dee Secteur natierlech ëmsou méi. Dësen Zenario, deen d'CSSF eis presentéiert huet, beweist awer och, wéi wichteg et ass, eis Wirtschaft weiderhin ze diversifizéieren, am beschten nohalteg.

Ech kommen da bei de PIB du bien-être an domat zum méi gréng ugehauchten Deel vu menger Interventioun. De Bankesecteur war nach net esou oft a menge Rieden ze fannen. Hei wéilt ech dem Rapporter Yves Cruchten natierlech fir d'éischt e grousse Merci ausdrécken, e ganz éierleche Merci, net nëmme fir säin opschlossräichen, nuancéierten an ausféierleche Rapport, mee och iwwerhaapt emol fir d'Initiativ, d'Thematik vum PIB du bien-être an de Mëttelpunkt ze setzen. En zitt sech souzesoe wéi e roude Fuedem duerch dee ganze Rapport - „rout", woumat ech och d'Sozialpolitik nennen, déi jo dann Iech ganz no ass, awer net nëmmen Iech.

Domat sinn ech dann och bei engem Theema, wat schonn den Henri Kox als éischte grénge Budgetsrapporter iwwerhaapt am Joer 2015 a sengem Rapport behandelt huet, mam klengen Ënnerscheed, dass den Här Cruchten sech méi mat de sozialen Aspekter, wéi ech gesot hunn, vum Bien-être beschäftegt huet, wärend den Henri Kox méi op d'Ëmwelt an op eis natierlech Liewensgrondlagen deemools agaangen ass als wichteg Konditioun vum Bien-être.

Ech ginn emol dovun aus, dass Der meng Meenung deelt: Egal wéi ee Beräich am Zentrum steet, déi zwee Beräicher gehéiere ganz einfach zesummen. Well eppes steet fest: De Bien-être vun eiser Populatioun hänkt esouwuel vun der perséinlecher Liewenssituatioun, vu senge soziale Bedéngungen of, wéi och vun der Ëmwelt, an där mer liewen.

Wärend d'Konzept vum klassesche PIB schonn an den 30er Joren, also an de Virkrichsjoren ugewannt ginn ass, ass d'Konzept vum PIB du bien-être vill méi jonk an ass eréischt no 1950 lues a lues an d'Gespréich komm.

Wéi den Yves Cruchten richteg erkläert huet - ech soen et kuerz -, besteet d'Zil dovu jo dran, net de materielle Räichtum vun engem Land ze moossen, mee éischter d'Wuelbefanne vun der Populatioun, a Relatioun natierlech mam materielle Räichtum, awer net eleng. Dëst natierlech am Hibléck op Moossnamen, fir d'Wuelbefannen dann och ze verbesseren.

De Rapporter huet Neuseeland zitéiert, wat eis schonn e Schratt viraus ass, mee laut mengen Informatioune si mëttlerweil 150 Länner amgaangen, d'Wuelbefanne méi an de Mëttelpunkt ze stellen. An och Schottland an Island hunn do scho gutt Schrëtt ënnerholl.

Wat elo Lëtzebuerg ugeet, sou huet de Statec sech jo scho méi intensiv domat befaasst an de leschte Joren, grad wéi och de Conseil économique et social an de Conseil du développement durable zanter 2009/2010. A souguer eng fréier Regierung ënnert dem Jean-Claude Juncker un der Spëtzt hat sech virgeholl, sech unhand vum Indice du bien-être méi ëm d'Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger ze këmmeren. Ech denken, mir zéien elo emol eng Kéier parteiiwwergräifend un engem Strang.

Här President, a sengem Rapport ass de Kolleeg Yves Cruchten op eng ganz Rei interessant Volete vun deem Index agaangen. Den Haaptmessage dovun ass awer ganz séier resuméiert a ganz relevant. Den Haaptmessage ass deen, dass de klassesche Wirtschafts-PIB tëschent 2009 an 2015 ëm 5 % geklommen ass, mee den Index of Well-Being - op Englesch ausgedréckt - an deem selwechten Zäitraum ëm knapp 1 % gefall ass. Ech mengen, 0,8 % hat Der gesot.

Dat heescht an anere Wierder, dass de Wuesstum vum materielle Räichtum net onbedéngt a Relatioun mam Wuelbefanne vun der Bevëlkerung steet. An ech woe souguer ze behaapten, dass de materielle Wuesstum eis Gesellschaft och méi aarm ka maachen: méi aarm u Gesondheet, méi aarm u Liewensqualitéit, méi aarm u sozialer Kohäsioun a Gerechtegkeet, méi aarm un natierleche Ressourcen, méi aarm un intakter Natur, déi all Mënsch brauch, fir gesond ze bleiwen a sech wuelzefillen.

Ee Volet, deen an dësem Budgetsrapport awer besonnesch ervirstécht, ass dee vun der sozialer Ongerechtegkeet an eisem Land, och am Kontext vum Bien-être natierlech, déi trotz senger floréierender Ekonomie zougeholl huet. Wärend Lëtzebuerg virun zéng Joer nach ënnert der europäescher Moyenne vun de sozialen Ongerechtegkeete louch, leie mer haut iwwert der europäescher Moyenne. Dëse Phenomeen ass och rezent vum Statec wéi och vun der Caritas bestätegt ginn a stellt d'Politik viru grouss Defien. An déi sollte mer all zesummen ugoen!

A wann een dat weess, da kann een haut och net méi behaapten, déi sozial Steierreform vun 2017, déi jo op de Mëttelstand an op Niddregverdénger ausgeriicht war, hätt all Problem geléist an all weider Diskussioun iwwert déi sozial Gerechtegkeet iwwerflësseg gemaach. An et kann een och net behaapten, Dir Dammen an Dir Hären, déi Mesure wär eng Wellness- oder Well-Being-Mesure gewiescht! Déi Mesure war ganz einfach dréngend néideg, fir dass d'Mindestlounempfänger um Enn vum Mount 100 Euro méi an der Täsch hunn, fir e wéineg besser iwwert d'Ronnen ze kommen, net méi an net manner.

Wat dës Mesure net erreecht huet, war, d'Inegalitéite generell ze reduzéieren oder de sougenannte „mal-vivre" an eiser Gesellschaft ze bekämpfen.

A wann ech vu Mal-vivre schwätzen, da mengen ech domat den oft feelende sozialen Zesummenhalt, onmënschlech Aarbechtsbedingungen, d'Isolatioun am Alter, de steigenden Aarmutsrisiko och an de Famille mat Kanner, de feelenden Zougang zum Logement, d'Ongläichheeten tëschent Fra a Mann, Diskriminatioun opgrond vun der Hautfaarf, der Herkonft, dem Geschlecht an dem Alter, mee och déi steigend Zuel un Depressiounen, den héijen Taux vu Burnout op der Aarbecht, den iwwerduerchschnëttlechen Taux vu Suicide zu Lëtzebuerg an déi steigend ëmweltbedéngt Krankheeten. D'Opzielung war grouss.

Här President, bei all deenen Aussoe kann ee sech natierlech froen, wat dat dann elo direkt mam Staatsbudget ze dinn huet. Eigentlech huet et ganz vill domat ze dinn, well wa mir haut vum Staatsbudget schwätzen, da schwätze mer genee vun deem Instrument, vun deem zentralen Instrument, wat mir brauchen, fir dës negativ Entwécklungen ze bekämpfen.

An dat mécht dës Koalitioun ganz konkreet a konsequent. Si mécht et, fir Lëtzebuerg duerch héich Investissementer esou ze gestalten, dass et sech an eisem Land nees besser liewe léisst, dass den Zesummenhalt an eisem Land nees groussgeschriwwe gëtt an dass eis Zukunft ekologesch a sozial ofgeséchert gëtt. Fir also genee dat ze maachen, wat d'CSV/LSAP-Koalitioun schonn am Joer 2010 mam Plan national du développement durable wëlles hat, mam Ënnerscheed allerdéngs, dass dës Koalitioun zanter 2013 dee Programm ausgebaut huet a méi ambitiéis Ziler drabruecht huet, virun allem am Klimaschutz, well d'Urgence climatique et ganz einfach verlaangt.

An och wann esou gäre behaapt gëtt, d'Ëmwelt an d'Natur hätte mam ekonomesche Wuelstand näischt ze dinn, sou gesi mir dat anescht. Ouni intakt Natur an ouni natierlech Ressourcen ass all materielle Wuelstand näischt méi wäert.

Une voix.- Très bien !

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mat dësem Budget, Dir Dammen an Dir Hären, investéiert d'Regierung vill Geld, fir deene ganze Phenomeener, déi ech opgezielt hunn, Rechnung ze droen a fir se ze bekämpfen. 500 Milioune vun allen Investissementer, also ronn 20 % vum Staatsbudget, sinn am Interesse vun Ëmwelt-, Natur- a Klimaschutz a steigen nach weider an den nächste Joren. 47 % vun den Depensë ginn an d'Sozialleeschtungen. A wéi engem Land ass dat de Fall?

Alles an allem geet et drëms, méi Liewensqualitéit, méi sozialen Zesummenhalt a Gerechtegkeet ze schafen a gläichzäiteg d'Klimaziler net ze verpassen, mee se ze erreechen. Ugefaange bei den héijen Zommen, déi an déi nohalteg Mobilitéit fléissen. Mir stinn do net am Stau, wa mer kucken, wat do geschafft gëtt. D'Aarbecht steet net am Stau. Eleng mam Budget vun 2020 investéiere mer iwwer 60 Milliounen an d'Schinn. Am Budget pluriannuel sinn et an engem Zäitraum vu véier Joer bal 1,4 Milliarden. Dat bedeit, dass Lëtzebuerg déi héchst Pro-Kapp-Investissementer an der EU huet, eleng wat d'Eisebunn betrëfft. Mir leien do och iwwert der Schwäiz, an dat ass e Land vun der Eisebunn par excellence.

Dat ass kee Selbstzweck, Dir Dammen an Dir Hären. Genau dës Investissementer hunn als Zweck, déi bekannt Problemer um Eisebunnsreseau unzegoen an ze léisen, well se net nëmmen d'Capacitéit, mee och d'Qualitéit wäerten erhéijen. Stéchwuert: Ausbau vun der Beetebuerger Streck fir 34 Milliounen, Ausbau vun der Stater Gare mat zousätzleche Quaie fir net grad 15 Milliounen.

Derbäi kommen d'Park & Riden an d'Pôle-d'échangen, déi et wäerten erlaben, den Auto stoen ze loosse bei enger Gare a vun do aus mam Zuch a Bus weiderzefueren. Dat heescht also net, dass mir den Auto condamnéieren, mee iergendwou muss et eng Plaz ginn, wou ee kann ëmsteigen. Esou zum Beispill zu Rodange, wou 12 Milliounen an de Park & Ride investéiert ginn. Zesumme mat der Renovéierung vun där Gare komme mer dann op ganzer 26 Milliounen eleng fir een eenzege Site zu Rodange.

D'Plus-value vun esou Projeten ass net just eng besser Mobilitéit fir d'Residenten an d'Frontalieren an eis alleguer, d'Plus-value vun deene Moossnamen nennt sech Liewensqualitéit, mee och CO_2-Reduktioun op eise Stroossen a Reduktioun vu Feinpartikelen, déi ganz schiedlech fir d'Gesondheet sinn. Net anescht ass et bei allen aneren CFL-Projeten, déi queesch duerch d'Land realiséiert ginn a mam Tram mat engem Invest vun 203 Milliounen iwwer véier Joer komplettéiert ginn. Alles dat erlaabt, d'Netz vun den ëffentleche Verbindunge lues awer sécher zu engem ganzen zesummenzeschweessen. Dat ass eist iewescht Zil.

Ervirhiewenswäert ass och, dass d'Mobilitéitsplanung op Basis vum MoDu 2.0 verbessert wäert ginn, dëst mam Ausbau vum Observatoire de la mobilité, fir deen d'Ausgabe verduebelt wäerte ginn. En ass geduecht, an dat fanne mer ganz begréissenswäert, fir Zenarien ze entwéckelen, déi et erlaben, op Basis vun enger Käschten-Notzen-Analys déi bescht Entscheedung ze treffen, wann et ëm nei Projeten an der Mobilitéit geet. Et geet also drëms, der Navigation à vue an der Mobilitéitsplanung definitiv en Enn ze setzen a rationell Entscheedungen ze treffen, déi der Allgemengheet zeguttkommen, och am Portmonni.

A wann een dann an d'Stroossen investéiert, dann ass och dat kee Selbstzweck a scho guer net geduecht, fir den Autowan zu Lëtzebuerg ze förderen. Déi Projete ginn eenzeg an eleng realiséiert, fir den Zougang zum ëffentlechen Transport ze verbesseren, fir iwwerpolluéiert Uertschaften ze entlaaschten oder fir de Stroosseraum méi nohalteg ze notzen, Stéchwuert: Covoiturage oder Bustransport, deen extra Linne wäert reservéiert kréien, mee och duerch eng flächendeckend Opstellung vun Elektrobornë fir déi net polluant elektresch Gefierer. Dës Gefierer gi weider subventionéiert a sinn och net vun enger Akzisenerhéijung betraff, ganz einfach well se weeder Bensinn nach Diesel tanken. Dobäi muss ee wëssen, dass sämtlech Luedstatiounen zu Lëtzebuerg mat erneierbarem Stroum versuergt ginn.

Quitte dass also d'Elektromobilitéit, dass d'elektresch Autoen de Stau net verhënneren, dat ass kloer, sou droe se awer dozou bäi, dass d'CO_2-Emissiounen ofhuelen, dass d'Loft op de Stroossen an den Uertschafte propper bleift an dass de Kaméidi op de Stroosse reduzéiert gëtt, dëst a Kombinatioun mat der Reform vum RGTR-Reseau, fir deen am Joer 2020 iwwer 25 Milliounen Euro wäerten investéiert ginn. An dee System wäert och nach weider verbessert ginn, well d'Gemengen d'Méiglechkeet haten, hiren Avis eranzeginn, an hire Problemer wäert elo Rechnung gedroe ginn. Bis zum Joer 2023 wäert dee Montant op 235 Milliounen Euro klammen um Niveau vum RGTR.

All dës Moossnamen, Här President, sinn och Klimaschutz. Well et ass jo kee Geheimnis, dass de Verkéierssecteur de gréisste Verursaacher vun CO_2-Emissiounen ass. Dat heescht, dass all Kilometer, dee mir méi mam ëffentlechen Transport oder um Vëlo kënnen zréckleeën, och eng CO_2-Reduktioun bedeit. Mir mussen et just fäerdegbréngen, déi néideg Offer ze schafen an d'Qualitéit ze verbesseren, wéi ech dat scho gesot hunn. An do ass dës Koalitioun scho längst mat Meilestiwwelen ënnerwee. Ech brauch nëmmen d'Benotzerzuele vum Tram ze nennen oder vum Funiculaire, do kann een nëmme staunen.

Och beim Ausbau vum Vëlospistennetz ginn Neel mat Käpp gemaach. Nach d'lescht Woch ass do en neit Gesetz gestëmmt ginn.

Domat sinn ech da beim Klimaschutz, wou Lëtzebuerg villes opzehuelen huet an dowéinst um internationale Plang och scho méi wéi eemol kritiséiert ginn ass. Ech wëll awer hei betounen, neierdéngs gëtt Lëtzebuerg och gelueft. Dat ass wierklech nei. Am rezente „Climate Change Performance Index" vum Climate Action Network kënnt Lëtzebuerg fir d'éischt a senger Geschicht an d'Top Ten a verbessert sech ëm ganzer sechs Plazen. Dësen Index ergëtt sech aus der genereller Klimapolitik vun enger Regierung, dem Energieverbrauch, deen erofgeet a gewëssene Secteuren, dem Undeel un erneierbaren Energien, der Produktioun vun erneierbaren Energien, déi massiv zouhëlt, an awer och dem Undeel vun den Zäregasemissiounen, déi reduzéiert musse ginn.

An deem Index gëtt och gekuckt, wéi „on track" d'Länner si par rapport zu den Ziler vum Paräisser Klimaofkommes. An do leie mir gutt am Rennen. Et gëllt just, de Klimamarathon ze packen, zesumme mat de Betriber an zesumme mat de Bierger.

Fir d'Zil ze erreeche vun deem laange Marathon setzt d'Regierung fir d'éischt emol drop, déi Leit ze belounen, déi selwer Verantwortung fir d'Klima iwwerhuelen, andeems se klimafrëndlech handelen. An där Perspektiv gëtt de Klima- an Energiefong finanziell weider opgestockt bis zu engem Montant vu 757 Milliounen a mat viraussiichtlechen Depensë vun 134 Millioune fir d'Joer 2020, déi natierlech fir Ëmweltschutz investéiert ginn.

D'Primme fir energeetesch Renovatiounen am Privatberäich ginn an d'Luucht an en Ersatzprogramm fir Masutt gëtt ëmgesat an d'Aspeisetariffer fir erneierbar Energië ginn ugepasst. Derbäi kënnt den Energie- a Klimaplang, dee muer op dëser Plaz wäert diskutéiert ginn, wou ech elo mengem Kolleeg François Benoy net wëll virgräifen, well hie muer wäert dozou schwätzen.

Erlaabt mer am Virfeld awer nach e puer Remarken zu der weiderer Erhéijung vun den Akzisen um Bensinn an um Diesel, déi den Här Finanzminister jo dëse Méindeg ugekënnegt huet. Wéi gesot sinn dat 1 bis 3 Cent um Bensinn - dat wäerte mer da gesinn - an 3 bis 5 Cent um Diesel, mat Effet am éischte Quartal vun 2020.

Och wann dës Erhéijung dozou féiert, dass de Wand eiser Koalitioun oder vläicht och eis als Gréng nach méi vu verschiddene Säite fatzeg an d'Gesiicht bléist, sou ginn et och Leit, déi klappen. An et gi souguer Leit, déi fannen, dass et mat där Erhéijung nach net duergeet. Firwat? Well ëmmer méi Leit eppes Wichteges erkennen: Wa mir den Ausstig aus de fossillen Energien net direkt alauden, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et iergendwann ze spéit.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dësen Ausstig erreeche mer doudsécher net, wa mer just déi Moossnamen ëmsetzen an eis déi Korinten aus dem Kuch picken, déi eis gefalen a schmaachen. Den Ausstig aus de fossillen Energië besteet aus enger Gesamtstrategie, déi politesche Courage verlaangt, och wann ee Géigewand kritt.

Als Gréng si mir frou, dass dës Koalitioun deen néidege Courage beweist. D'CSV kritt bei dëser Moossnam scho kal Féiss.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruptions)

... mir sinn eis natierlech och bewosst, dass déi éischt Erhéijung vun den Akzise keng Wonner gewierkt huet um Niveau vun de verkaafte Quantitéiten, mee ëmmerhin ass d'Vente vum Diesel reduzéiert ginn. Domat konnt dee jorzéngtelaangen Trend no uewe gestoppt ginn, wat natierlech als éischte Fortschrëtt unzeerkennen ass. A mir sinn och iwwerzeegt, dass mir mat enger zousätzlecher Erhéijung vun den Akzisen um richtege Wee sinn, virun allem, wat den Tanktourismus ubelaangt.

Den Ecart zu den Nopeschlänner vum professionellen Diesel schrumpft ëmmer méi. An der Belsch läit dee souguer méi niddreg, hunn ech mer soe gelooss, soudass Lëtzebuerg an där Hisiicht ëmmer manner attraktiv gëtt. Engem laang verfollegten Zil si mer elo scho méi no.

Ech kommen zum Eenzelnen. Wat de Particulier ugeet, sou wäert d'Erhéijung vun den Akzisen zu engem gudden Deel vum gratissen ëffentlechen Transport kompenséiert ginn. Dës Moossnam ass also net nëmmen e wichtegt Signal fir d'Förderung vun der nohalteger Mobilitéit. Et ass och eng Moossnam, déi virun allem deenen akommesschwaache Biergerinnen a Bierger zeguttkënnt. Wisou? Ganz einfach, well akommesschwaach Persoune bewisenermoosse manner mam Auto a méi mam ëffentlechen Transport fueren. Dat huet de Statec bewisen. Par rapport zu hirem Akommes sinn et also déi akommesschwaach Stéit, déi am meeschte vun där Moossnam profitéieren.

Dozou e puer Zuelen, fir dës Mesure och an dat richtegt Verhältnis zu der Akzisenerhéijung ze setzen: Laut der Analys vum Statec vum August 2019 spuert e Menage, dee just op den ëffentlechen Transport zréckgräift, duerch d'Gratuitéit bal 390 Euro am Joer. Menagen, déi souwuel mam Auto wéi och mam ëffentlechen Transport fueren, spueren hirersäits an der Moyenne 250 Euro am Joer. An der Moyenne generell leie mer bei 80 Euro fir eng Persoun.

Deem géintiwwer huet de Statec och d'Méikäschte berechent, déi duerch déi lescht Akzisenerhéijung fir d'Stéit entstane sinn. Dat waren am Duerchschnëtt 24 Euro am Joer, also vill manner wéi dat, wat den ëffentlechen Transport hinnen op där anerer Säit aspuert, a vill manner wéi dat, wat vill Automobiliste jorzéngtelaang duerch de Bedruch um Niveau vum Sprittverbrauch bezuelt hunn, wat se knapps emol wouergeholl hunn, well hinne vun der Automobillindustrie Zuele verklickert gi sinn am Beräich vum Verbrauch, déi net gestëmmt hunn an net déi Krittären erfëllt hunn, déi de Leit beim Verkaf erkläert gi sinn.

An och eng weider Erhéijung vun den Akzise wäert vum gratissen ëffentlechen Transport kompenséiert ginn. Do si mer eis sécher. Natierlech setzt dat viraus, an dat betounen ech, dass flächendeckend genuch Alternativen zum Auto geschafe ginn, virun allem am ländleche Raum, wou nach ëmmer vill Leit op en Auto ugewise sinn. An aus deem Grond ënnerstëtze mer och d'Decisioun, d'Kilometerpauschal nach net ofzeschafen, mee se esou laang bäizebehalen, bis mer dann am ëffentleche Reseau besser ënnerwee kënne sinn a kee méi op den Auto oder vill manner op den Auto wäert ugewise sinn.

Ech kommen zu der CO_2-Bepräisung, déi sech net am Budget 2020, mee eréischt an deem vun 2021 wäert zréckspigelen. Mir schwätzen hei net vun enger Steier, ganz einfach, well et sech net ëm eng Steier handelt. Et ass e Präis, deen op de klimaschiedlechen CO_2 geluecht gëtt, mam Zil, dass déijéineg, déi den CO_2 kafen a verbrauchen, den CO_2 och bezuelen. Esou einfach ass et.

International Spezialisten aus der Energie- a Ressourcenekonomie betoune mat Recht, dass dës Bepräisung e wichtegt klimapolitescht Instrument ass, fir dem Problem vun der Äerderwiermung entgéintzetrieden, an zwar duerch den Opbau vun engem System, an deem e klimafrëndlecht Handelen engersäits méi attraktiv gëtt a wou et anerersäits muss drëm goen, de Schued duerch de Klimawandel an d'Berechnung vun de perséinlechen Ausgaben ze integréieren. Zu esou engem System dréit d'CO_2-Bepräisung notamment bäi, well se de Schued duerch Klimawandel siichtbar mécht, och am Portmonni, an d'Konsumenten esou zum Ëmdenke motivéiert.

Jo, et ass richteg, Dir Dammen an Dir Hären, et soll een d'Konsumente méiglechst wéineg belaaschten. Et gehéiert awer gradesou zu der Wouerecht, dass de Klimaschutz Geld kascht. Wivill Geld dat ass - ech hunn dat elo gëschter nach an enger Etüd nogelies -, dat hunn 200 Experten an enger grouss ugeluechter Etüd fir Däitschland berechent. Fir déi nächst 30 Joer komme si an hirer Analys op 1,5 Billioun - mat „B" - Euro fir eis däitsch Noperen. Dat ass also net grad näischt!

Fir Lëtzebuerg hunn ech nach keng Berechnung fonnt. Mee et kann een net behaapten, de Klimaschutz wär gratis.

A wann ech dann hei vun engem Präis schwätzen, dann heescht dat och, dass de finanziellen Ausgläich fir akommesschwaach Persounen eppes garantéiere muss: Den Ausgläich vun der CO_2-Bepräisung muss garantéieren, dass den Nettoeffekt vun där Depense fir jiddwereen ze droen ass. An deem Kontext warnen ech ausdrécklech virdrun, ekologesch a sozial Wäerter géinteneen auszespillen. Dat sinn zwou Säite vun där selwechter Medail.

Dës Koalitioun kämpft fir den Ausstig aus de fossillen Energien a si kämpft gradesou duerfir, dass kee Mënsch duerch dat soziaalt Netz fält an ausgeschloss gëtt. An Dir kënnt Iech och drop verloossen, Här President, dass déi sozial Gerechtegkeet an de sozialen Zesummenhalt deene Grénge gradesou um Häerz leie wéi d'Rettung vum Planéit.

Une voix.- Très bien !

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Duerfir begréisse mir ausdrécklech, dass de Budget vun 2020 kloer politesch Akzenter setzt, éischtens am Klimaschutz, zweetens an den Investissementer, déi et erlaben, fir d'Zukunft virzebereeden, an drëttens „am Alldag vun de Leit" - fir d'Wierder vum Pierre Gramegna bei senger Presentatioun ze zitéieren.

Et ass de leschte Volet, op deen ech ofschléissend wéilt agoen: de Pilier vum Alldag vun de Leit. Et kann ee sech natierlech froen, wann een dat héiert, wat dann domat gemengt ass. Den Alldag ka jo alles sinn. Fir eis ass d'Interpretatioun awer follgend: Den Alldag vun de Leit heescht fir eis e respektvollt Zesummeliewen an eng grouss sozial Kohäsioun. Den Alldag vun de Leit heescht fir eis eng gutt Integratioun an eng Inklusioun op allen Eebene vun der Gesellschaft. Den Alldag heescht och sozial Gerechtegkeet a Gläichberechtegung fir jiddwereen op alle Pläng.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Budget maache mir méi fir den Alldag vun de Leit wéi jee virdrun! Wéi néideg dat ass, weisen e puer Etüden, déi déi sozial Ongläichheeten zu Lëtzebuerg ënnert d'Lupp geholl hunn. Ganz rezent ass de „Human Development Report", deen an 186 unerkannte Länner an Territoirë realiséiert gouf a Lëtzebuerg op déi sozioekonomesch Ongläichheeten opmierksam gemaach huet - dat war nach d'lescht Woch -, virun allem och, wat d'Benodeelegung vun der Fra um Aarbechtsmaart ugeet an d'Benodeelegung an der Prise de décision politique et économique. Jo, déi gëtt et nach ëmmer!

A mir si frou, dass mir eng engagéiert - si sëtzt och zoufälleg hei - Ministesch hunn am Egalitéitsministère, dat ass d'Taina Bofferding, déi konsequent fir faktesch - ech betoune „faktesch" -, an net just Gläichberechtegung um Pabeier antrëtt, sou wéi hir Virgängerin dat och scho gemaach huet.

Eng luewenswäert Initiativ ass d'Kreatioun vum Observatoire de l'égalité entre hommes et femmes oder femmes et hommes, deen et erlaabt, eng Datebank opzestellen an d'Realitéit ze beobachten am Hibléck op d'Bekämpfung vun den Inegalitéiten, mee och um Niveau vum Kampf géint d'Gewalt géint Fraen. Hei schaffen zwou engagéiert Ministeschen direkt zesummen: d'Sam Tanson an d'Taina Bofferding. D'Gewalt géint Fraen ass net tolerabel an där muss mat alle Mëttel en Enn gesat ginn. An do wéilt ech och wierklech betounen, dass d'Ministesch Sam Tanson eng ganz konsequent Meenung huet, wat do d'Mëttelen ubelaangt, fir d'häuslech Gewalt an de Gréff ze kréien. Ech schwätze vun der Foussfessel, déi bestëmmt net am Budget steet, déi och net vill Geld kascht, déi awer wichteg ass, fir en Täter, deen ëmmer erëm géint d'Affer virgeet, op Distanz ze halen.

Ech mengen, dass vill Efforte gemaach gi sinn an der Vergaangenheet, mee dass awer och an deenen dote Froen nach vill Sputt no uewe bleift. Duerfir begréisse mer, dass d'Ressourcë fir de „Mega", wat trotz deem villsoenden Numm e klenge Ministère ass, mat dësem Budget eropgeschrauft ginn.

Eng aner opschlossräich Etüd um Niveau vun den Inegalitéite kënnt vum Statec. Grad wéi d'Caritas leet och de Statec de Fanger an d'Wonn a warnt virum wuessende Problem vun der Aarmut, der vill ze héijer Aarmut zu Lëtzebuerg, inklusiv der steigender an erschreckender Aarmut, der „Deprivatioun", wéi et gëschter genannt ginn ass, vun de Kanner vun elengerzéienden Elteren.

Richteg erschreckend ass an deem Kontext déi héich Zuel vu Mënschen, déi eng sozial Moossnam mussen an Usproch huelen, fir iwwerhaapt nach kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen. Laut den Erhiewunge vun der Chambre des Salariés sinn an engem Joer 104.195 Moolzechte vun der „Stëmm vun der Strooss" zerwéiert ginn. Bei der Wanteraktioun waren et der 21.000. Dat muss ee sech virun Ae féieren.

Iwwer 52.000 Persoune sinn an engem Office social ageschriwwen. Ëm déi 600 Persoune goufen an engem Joer vu Médecins du monde ënnersicht, well se net sozialverséchert sinn. D'Sozialgeschäfter hu mëttlerweil bal 68.000 Clienten. A bei der Wanteraktioun gouf et 864 Iwwernuechtungen an engem Joer.

(Interruption)

Wat gelift?

All dës Zuelen an anerer stellen d'Regierung natierlech virun hir Verantwortung a viru grouss Defien. An et ass grad dës Verantwortung, déi d'Koalitioun mat hirer Regierungsekipp iwwerhëlt.

Vun de Gesamtdepensen, déi de Staat fir 2020 virgesäit, sinn, wéi ech et scho gesot hunn am Ufank, 47 % fir d'Sozialleeschtunge reservéiert, fir Transferten, Subsiden a Subventiounen. Dat ass richteg a wierklech wichteg, fir d'Situatioun vu ville Betraffenen ze verbesseren an zugläich de konventionéierten Associatiounen am Sozialberäich, wou ganz vill Benevolat gemaach gëtt, genuch Mëttelen ze ginn.

Op d'mannst esou wichteg ass et awer och, am Logement endlech Neel mat Käpp ze maachen - ech mengen, et gëtt kee Riedner, deen net dovu geschwat huet -, mat der verstäerkter Abezéiung vun der ëffentlecher Hand. Ëmmerhi sinn d'Logementspräisser eng vun den Haaptursaache vun der Iwwerverschëldung, déi och esouguer Mëttelverdénger mëttlerweil riicht an d'Aarmut féiert, vun Niddregverdénger guer net ze schwätzen.

An der rezenter Debatt iwwert de Logement ass scho ganz vill dovu gesot ginn, soudass ech elo net alles nach eng Kéier wëll widderhuelen. Et ass mer trotzdeem awer wichteg ervirzestréichen, dass net nëmmen de Pacte Logement 2, mee och de Staatsbudget op méi Ënnerstëtzung setzt, virun allem um Niveau vum Locatif a vum abordabele Wunnraum, wou och e Mentalitéitswandel agelaut gëtt.

Ech schwätze vum Objektiv, wat d'Logementspolitik ëmmer verfollegt huet. Et huet ëmmer dora bestanen, den akommesschwaache Persounen den Accès zu enger Proprietéit ze erliichteren. Elo gëtt am Budget explizitt ënnerstrach, dass den Accès zum Locatiounsmarché duerch finanziell Bäihëllefe vereinfacht muss ginn. Dat ass eng aner Saach an eng besser Schinn.

Fir deem eng gesetzlech Basis ze ginn, kënnt et zur Kreatioun vun engem entspriechende Spezialfong, deen duerno mat den néidege budgetäre Kreditter gespeist wäert ginn.

Zu der Bekämpfung an der Preventioun vun Aarmut gehéieren donieft d'Depensë fir d'Centres d'accueil a fir d'Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement. Hei ginn d'Kreditter ëm een Drëttel erop, nach driwwer, mam Zil, Obdachlosen, mee och Famillen, déi a prekäre Verhältnisser liewen, Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Hei geet et net drëms, wéi dat esou gäre behaapt gëtt, dëse Mënschen e Virdeel ze verschafe par rapport zu aneren. Dat ass net d'Zil. Et geet eenzeg an eleng drëms, den Hébergement d'urgence als kuerzfristeg Léisung zur Verfügung ze stellen, fir deene Betraffenen et ze erlaben, eng Aarbecht ze sichen an nees an der Gesellschaft Fouss ze faassen.

D'Wunne muss a wäert endlech zu engem elementare Recht deklaréiert ginn, wat et erlaabt, dass déi Betraffe sech stabiliséieren an d'Reintegratioun an d'Beruffsliewe packen. Net fir näischt gëtt dowéinst och den Zougang zum Emploi mat 367 Milliounë fir entspriechend Moossnamen ënnerstëtzt. An d'Verduebelung vun de Kreditter op 500.000 Euro, déi de Gemenge fir hir Integratiounsaarbecht um Terrain zeguttkommen, ass och begréissenswäert, nieft der Erhéijung natierlech vun de Kreditter fir d'Foyers d'accueil an den Encadrement vun Demandeurs de protection internationale, déi e weidere Beweis ass, dass dës Regierung kee fale wëllt loossen.

Och wann dat leider Gottes näischt drun ännert, dass verschidde rietspopulistesch oder rietsextreem Tendenzen a Stréimungen déi sozial Medie mat friemefeindlechen Tiraden iwwerschwemmen, sou ass all Euro, deen an d'Integratiounspolitik an an den Accueil vun Affer aus Krichsgebidder investéiert gëtt, gutt investéiert!

All Cent an all Euro, Dir Dammen an Dir Hären, déi fir dës Moossnamen agesat ginn, droen derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech weiderhin tolerant, inklusiv a weltoppe wäert weiderentwéckelen, sou wéi mer dat gewinnt sinn. Dat ass jiddefalls eis fest Iwwerzeegung a mir wäerten och all zousätzlechen Effort vun dëser Regierung ënnerstëtzen, deen a Richtung Inklusioun a Gläichberechtegung geet, well nëmmen eng inklusiv a gläichberechtegt Gesellschaft eng fair Gesellschaft ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An nëmmen eng intakt Ëmwelt ass eng Ëmwelt, an där mir eng Zukunft hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat hunn ech e puer, just e puer Haaptpiiliere vun dësem Budget a kuerze Wierder op de Punkt bruecht. Op den éischte Bléck ass dëst Dokument grad wéi seng Virgänger och e Buch mat siwe Sigelen, wat schwéier ze entzifferen ass. Et huet ganz vill Zuelen. Op deen zweete Bléck gëtt de Budget awer zu engem Buch, wat d'Handschréft vun dëser Regierung dréit a beweist, dass dës Koalitioun d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Hand hëlt an nohalteg gestalt.

Als Gréng si mir frou, matverantwortlech ze si fir dës Politik an domat matverantwortlech fir eng besser Ëmwelt, eng besser Liewensqualitéit ...

(Interruption)

... a méi sozial Gerechtegkeet! Mir wëssen, et bleift nach vill ze dinn: „Wir schaffen es!"

Merci, a mir wäerten de Budget och stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Mir fueren de Mëtten um zwou Auer mat den Debatten iwwert de Budget virun. Ech wënschen Iech e gudden Appetitt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.11 heures.)

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

SÉANCE 15

MERCREDI
18 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- *Discussion générale (suite) : M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. le Ministre Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Laurent Mosar, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Alex Bodry et Mme Josée Lorsché) - M. Franz Fayot (fait personnel) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Franz Fayot, M. Alex Bodry et M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) - M. Gilles Roth (dépôt des motions 3 et 4 et des amendements 1 à 3) (interventions de M. André Bauler, M. Laurent Mosar, M. le Ministre Dan Kersch et M. Mars Di Bartolomeo) - M. André Bauler - M. Sven Clement (interventions de M. Franz Fayot et Mme Martine Hansen) (dépôt de la motion 5) - M. Marc Spautz (dépôt des amendements 4 et 5 et des motions 6 et 7) (interventions de M. Alex Bodry et M. André Bauler) - M. Gusty Graas (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Laurent Mosar (interventions de M. Sven Clement, M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen) (dépôt de la motion 8) (interventions de M. Gilles Roth, Mme Djuna Bernard, Mme Josée Lorsché et M. Carlo Back) (dépôt de la motion 9 et d'une demande d'interpellation) (interventions de M. Eugène Berger et M. Gilles Baum) - Mme Carole Hartmann (interventions de M. André Bauler et M. Franz Fayot) - M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Alex Bodry et M. Laurent Mosar)*

3. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2020 virun. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech am Fong zwee Mercien direkt lassginn: deen een un eise Kolleeg Yves Cruchten, Rapporteur vun dësem Budget, fir säi Rapport, deen, wéi och seng Virgänger als Rapporteur zum Staatsbudget, eng gutt Aarbecht gemaach huet an eng gutt Dokumentatioun zesummegestallt huet.

Wéi mer de Rapport an der Kommissioun zur Ofstëmmung haten, hat ech en nach net gelies. An der Tëschenzäit hunn ech dat awer nogeholl. Ech mengen, et ass och erëm eng Fläissaarbecht, déi do erauskënnt, an eng gutt Dokumentatioun, wou sécherlech deen een oder deen aneren oder vill vun eis och an Zukunft wäerte réckwierkend ëmmer erëm e Bléck an de Rapport werfen, well et ass eng Grouf vu gudden Iddien a Propositiounen, déi do dra sinn. An duerfir: Felicitatioun vun eiser Säit fir déi Aarbecht, déi de Kolleeg Cruchten gemaach huet!

Deen zweete Merci wëll ech un de Kolleeg Alex Bodry ginn, deen haut hei seng lescht Budgetsried gehalen huet - ech mengen, wat awer eng Ried war, déi vläicht aus deem Normalen eraus-gaangen ass -, dee sech net esou politesch ausenanergesat huet, mee dee vläicht opgrond vu senge laangjäregen Erfarungen, déi en als Politiker, als Buergermeeschter, Minister, Deputéierten huet, an elo eng nei Tâche am Staatsrot wäert iwwerhuelen, wou ech der Iwwerzeegung sinn, datt hie schonn dee richtege Mann ass, fir an de Staatsrot ze goen, wou en am Fong hei e Resümmee gemaach huet vun Iddien an och am Kader vun enger Visioun vun enger Rei vu Problemer, déi mer an dësem Land wäerten an deenen nächste Jore begéinen.

Ech hunn dat wierklech ganz gutt fonnt vun him. En huet dat ganz explizitt a gutt virbruecht. An ech mengen, mir wäerten, oder déi, déi dann hei an der Chamber Politik maachen, wäerten an deenen nächste Joren da vläicht déi eng oder déi aner Kéier un de Kolleeg Bodry zréckdenken, un dat, wat en haut de Moien hei gesot huet, well en huet eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, déi sécherlech wäerten d'Aarbecht vun der Lëtzebuerger Politik an deenen nächste Jore betreffen. Duerfir: Merci un de Kolleeg Bodry! An ech wënschen him an eisem Numm och bonne Chance. A wéi gesot, en ass fir mech dee richtege Mann op där Plaz, wou hien elo hikënnt.

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staatsbudget, dat ass virun allem en déckt Buch mat villen Zifferen dran. Et si Chifferen, et sinn déi Zuelen, wou de Staat seng Suen hierhëlt, wou e se erakritt, fir d'Keess ze fëllen. An et sinn op där anerer Säit déi Chifferen, wou d'Suen erausginn, fir déi verschidden Iddien, déi politesch viséiert sinn a gewollt sinn, ze finanzéieren. Et ass duerfir d'Kärstéck am Joer vun der politescher Ausenanersetzung. Et ass dat wichtegst Gesetz, wat mer hunn, well eeben d'Politik fir e ganzt Joer doranner festgeluecht gëtt. An duerfir ass et scho wichteg, datt mer eis domadder ausenanersetzen.

Ech wëll net dës Kéier, wéi an deene Jore virdrun, laang an de finanziellen Deel eragoen, mee ech wëll mech kuerz mat zwou Steiere befaassen, wat de finanzielle Volet ubelaangt, wat fir mech mat déi zwou wichtegst Steiere sinn, well et sinn déi, déi déi meeschte Steieren (veuillez lire : Suen) an de Budget erabréngen. Et sinn engersäits fir d'Betriber d'Kierperschaftssteier an dann op där anerer Säit d'Steieren, déi déi physesch Persoune musse bezuelen.

D'Kierperschaftssteier, déi war fir eng ganz Rei vu Joren - véier, fënnef Joer, kann ee soen, vun 2010 bis 2015 - eng Steier, déi stagnéiert huet ëm 1,5 Milliarden. An et ass am Fong eréischt no 2015 ugaangen, wou mer eng Progressioun erlieft hunn, eng Progressioun, wann een dat bis dëst Joer kuckt, déi mer virdrun ni kannt hunn. 1,5 Milliarden iwwer Joren. 2016: 1.650.000.000. 2017: 1.960.000.000. 2018: 2.300.000.000. An elo 2019: 2.600.000.000. Et ass also all Joers en neie Rekord opgestallt ginn, wou eng enorm Progressioun an engem Zäitraum vu fënnef Joer quasi vun annerhallwer Milliard op 2,6 Milliarden ugewuess ass.

D'nächst Joer ass se réckleefeg. A mir begréissen, datt d'Regierung och déi Zuel méi virsiichteg agesat huet op 2 Milliarden 250.000 (veuillez lire : 2.250.000.000), well mer alleguerte wëssen, duerch wat dee Rekord engersäits entstanen ass, awer och op där anerer Säit, wat fir eng Risikoen eventuell kënnen op eis zoukommen.

Mir wëssen, datt mer d'Digitaliséierung agefouert hunn, datt mer doduerch d'Steierdeklaratioune vun de Betriber, déi mussen iwwert dee Wee fueren, méi séier erakréien an doduerch och d'Steiere méi séier erakréien. An op där anerer Säit wësse mer, datt och d'Retarden opgeschafft gi sinn zum gréissten Deel an deene leschte Joren. An d'Verwaltung huet eis gesot, datt am Fong d'nächst Joer, 2020, nach een Deel Retarde wäerten erakommen. An da komme mer am Fong vun 2022 un oder 2021 un an eng Situatioun, wou mer kënne soen: „Ma, dat ass de reelle Chiffer, dee mer un der Kierperschaftssteier an engem Joer verdéngen."

Et huet natierlech e klenge Bemoll, well soss hate mer an de Betriber eng Mouk leien. Et kéint ee soen: Et war en Apel fir den Duuscht. An ech weess, wéi mer an déi Kris komm sinn 2008, dunn ass am Fong och vu staatlecher Säit versicht ginn, un déi Mouk ze goen. Déi ass elo net méi do, well mer déi elo opgeschafft hunn. Mir sinn elo bei der Realitéit ukomm.

Wann d'Regierung elo am Projet op 2 Milliarden 250.000 (veuillez lire : 2.250.000.000) zréckgaangen ass, ech mengen, da muss ee wëssen, datt mer engersäits keng Retarde méi kënnen eranzéien. Mir wëssen awer och, datt mer dëst Joer eng Baisse hate vun engem Prozent bei der Kierperschaftssteier, wou een elo och nach net weess, wat fir eng Auswierkungen dat huet. Mee déi wäerte schonn zum Deel d'nächst Joer bei de Steierdeklaratioune vun de Betriber zum Virschäi kommen.

Mir kennen och déi weltwäit Onsécherheeten, déi doruechter bestinn, déi trotz allem ëmmer kënnen een direkten Afloss och op eis Staatsfinanze kréien.

An dann, een neie Phenomeen, deen elo definitiv ginn ass, dat ass de Brexit. Ech mengen, vun der leschter Woch u wësse mer, datt de Brexit eng Realitéit ginn ass. Et ass ëmmer, och haut de Moien, hei gesot ginn, datt e Boris Johnson e Mënsch wier, deen net berechenbar wier. Ech mengen, mir ieren eis. Zënter der leschter Woch spéitstens musse mer soen, datt e berechenbar ginn ass, well dat, wat hien nämlech gesot huet, datt e géif de Brexit duerchzéien, dat ass elo Realitéit.

An och, datt mer ëmmer gemengt hunn, d'Englänner, déi wieren net méi fir de Brexit. Mee wa mer säi Resultat kucken, dat sinn am Fong alles Leit, déi fir de Brexit gestëmmt hunn, well en dat viraus ganz kloer gesot huet.

Wat d'Konsequenze sinn, dat wësse mer net! Mir wësse just, datt mer an Europa en Alliéierte fonnt haten. A Froen, déi d'Finanzplazen ubelaangt hunn, ware mer als klengt Land mat enger Finanzplaz ëmmer gutt beroden, e grousst Land wéi England mat enger Finanzplaz derniewent ze hunn, fir heiansdo dach awer kënne gemeinsam Interessen ze vertrieden.

Dee Partner hu mer net méi, mee mir hunn elo e Konkurrent! Virdru war et och e Konkurrent, mee elo gëtt et e Konkurrent, deen ausserhalb der Europäescher Unioun agéiert. Et ass also net méi dat selwecht, wéi dat virdru war.

An et ass och de Moien hei geschwat gi vun dem Handelsofkommes. An ech géif och mengen, datt d'Englänner do net wäerten um klengen Hiewel sëtzen, well et sinn net nëmmen d'Englänner, déi en Handelsofkommes brauchen, mee och déi europäesch Staaten. A wa mer wëssen, datt Däitschland hire gréissten Handelspartner England ass, da wäerten déi schonn derfir suergen, datt och en Ofkommes do zustane kënnt. A wann d'Europäesch Unioun net à même wier, fir en Handelsofkommes ze maachen, da géif näischt aneschters iwwregbleiwen, wéi datt déi eenzel Staaten individuell géifen Handelsofkommesse maachen. Dat wëlle mer sécherlech net.

Duerfir mengen ech, datt och an där heiter Phas, zum Schluss, d'Englänner um längeren Hiewel sëtzen an och vläicht, wat d'Finanzplaz Lëtzebuerg ubelaangt, eng aner Situatioun anhuelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Duerfir sollte mer virsiichteg sinn, wat d'Kierperschaftssteier ubelaangt. Wa mer méi erakréien, solle mer frou sinn. Mee Virsiicht ass ëmmer gutt bei de Recettë bei engem Budget!

Bei de physesche Persounen hu mer och eng enorm Progressioun an deene leschte Joren erlieft. Abee, et huet een awer generell festgestallt, wann een zéng, zwielef Joren zréck kucke geet, war am Fong d'Verhältnis tëschent der Betribssteier, der Kierperschaftssteier, der Steier vun de physesche Persounen, dat war méi oder wéineger ausgeglach. Et war 50/50 Prozent. Haut stelle mer awer fest, datt deen Equiliber ëmgekippt ass an datt haut am Fong déi physesch Persoune bal dat Duebelt u Steiere bezuelen, wéi d'Betriber bezuelen. Dat ass eng Entwécklung, déi nei ass.

Mee och d'nächst Joer wäerten déi physesch Persoune bal 500 Millioune méi Steiere bezuelen. Virdrun hu mer gesinn, d'Kierperschaftssteiere ginn erof duerch déi bekannten Ursaachen. Bei de physesche Persoune schwätze mer do net esou vun de Retarden, mee et ass och virun allem dorop zréckzeféieren, datt den Aarbechtsmaart wäert wuessen. An et huet och dermat ze dinn natierlech, wann d'Léin an d'Luucht ginn, Indextranchen, alles dat huet och Repercussiounen op d'Staatsrecettë bei de physesche Persounen. Mee, wéi gesot, mir hunn d'nächst Joer eng enorm héich Progressioun do derbäi.

Physesch Persoune ginn d'nächst Joer 500 Milliounen erop an d'Betriber ginn der 350 Milliounen erof aus deenen Ursaachen, déi ech virdrun erkläert hunn.

Wat een awer muss wëssen, dat ass, datt bei de physesche Persounen e grousse Problem besteet. Wa mer kucken, wéi séier datt d'Leit hei am Land direkt un den héchste Steiersaz vun 41 % kommen - da kënnt jo nach d'Solidaritéitssteier derbäi an esou weider -, dann ass dat schonn en Taux, deen eiser Meenung no vill ze vill séier d'Leit un dee Maximum erukomme léisst.

Wann ee kuckt, zum Beispill een an der Steierklass 1, e Jonggesell, deen ass quasi bei 42.000 Euro um Héchsttaux ukomm. Dat heescht, all Euro, deen deen doriwwer verdéngt, kann ee soen, dovu gi 50 % verluer: engersäits 41 % Steieren, da kommen d'Sécurité sociale, d'Fleegeversécherung, d'Pensiounskeess derbäi, et bleift also nëmme méi d'Hallschent Rescht. 42.000, dat sinn 3.500 Euro de Mount. An ech mengen, dat ass elo awer en uerdentlecht Gehalt, mee et ass awer e Gehalt, wou vill Leit a Jonggesellen hei am Land driwwerleien, déi also ganz séier - ganz séier! - un den Héchststeiertaux kommen.

An der Steierklass 1a ass et 45.000 Euro. Dat sinn 3.750 Euro de Mount. Och dat ass een Taux fir eng elengerzéiend Persoun, wou een haut relativ séier un de Maximum vun der Steiertabell erukënnt. An enger Steierklass 2, eng bestuete Koppel, do ass et am Fong dat Duebelt: 83.500 Euro oder ronn 7.000 Euro de Mount, awer da fir zwee Leit. Och dat ass en Taux, wou d'Leit ganz séier drukommen.

An ech mengen, wa mer iergendwou eng Kéier mussen upaken, a mir wiere frou gewiescht, wa mer dat direkt hätte kënne maachen, wa mer dorauser eng Prioritéit gemaach hätten a mer hätten d'Steiertabell direkt ugepasst, fir eebe kënnen déi doten iwwerdriwwe Besteierung aus der Welt ze schafen.

Et wäert natierlech vun der Majoritéit hei argumentéiert ginn, datt d'Majoritéit net bereet wier, am Virfeld vun der Steierreform eenzel Moossnamen, steierlech Moossname schonn duerchzezéien. Dat kéint ee gleewen, mee et muss een awer wëssen, datt direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod, an zwar haut virun engem Joer, kann ee quasi soen, d'Betribssteier awer ëm 1 % gesenkt ginn ass! An do ass am Fong keen heibanne gewiescht, dee gesot huet: „Mir waarden do eng Steierreform of, fir dat ze maachen." Mee fir d'Betriber ass et direkt um Ufank vun dëser Legislaturperiod gemaach ginn.

An elo, wou et ëm d'physesch Persoune geet, da gëtt gesot: „Ma mir musse waarden, bis d'Steierreform dann eeben an zwee Joer oder an dräi Joer, Gott weess wéini, kënnt." Mir fannen dat net richteg! An ech fannen et och vun eise Kolleege vun de Sozialisten net richteg, datt déi direkt domat d'accord waren, datt d'Betriber Steiererliichterunge kréien, an datt déi Persounen, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, an d'Pensionnairen näischt dovunner elo däerfe kréie virun enger Steierreform.

Ech kommen herno méi am Detail op d'Steierreform zréck.

Dann e Wuert nach zu den Emprunten. Et gëtt ëmmer hei gesot, mir géifen am Geld schwammen. Sécherlech ass duerch déi ekonomesch Entwécklung d'Finanzsituatioun, budgetär gesinn, vill besser ginn. Mir si praktesch bei der schwaarzer Null ukomm d'lescht Joer, dëst Joer. An et wier ze hoffen, quitte datt mer an dësem Budget nach en Defizit virausgesinn, datt deen am Laf vum Joer vläicht och duerch d'Evolutioun géif opgefaange ginn.

Mee et muss ee wëssen, datt mer viru Kuerzem ..., an dat ass dat, wat ech ëmmer gesot hunn, an et ass och de Moie schonn hei ugeschnidde ginn, datt de Staat seng Emprunten net zréckbezilt. E bezilt d'Zënsen. Am Ableck brauche mer keng méi ze bezuelen op deen neie Prêt, mir kréie souguer eppes. Mee op där anerer Säit bezuele mer kee Kapital zréck! An domadder gi mer deenen nächste Generatiounen eng lerfschaft weider. Déi mussen dat iergendwann eng Kéier bezuelen.

Elo an dëser Phas, wou d'Finanze gutt sinn, hu mer et fir d'éischt fäerdegbruecht, datt am Kader vum Refinanzement vun engem Emprunt och een Deel u Kapital zréckbezuelt ginn ass. Am Ganzen, de Moien ass de Chiffer vum Minister hei genannt ginn, 500 Milliounen, déi mer an dësem Joer konnten zréckbezuelen. Dat begréisse mer extreem, datt mer do bezuelt hunn.

Och wa mer elo en neie Fong schafen, an et gi keng Suen direkt an dee Fong gesat, mir hu léiwer, mir bezuelen d'Schold zréck, wéi datt mer se do op d'Säit géife setzen. Duerfir begréisse mer dat.

Mee mir mussen awer erëm 1,7 Milliarde finanzéieren, déi mer elo mat engem Minustaux vun 0,247 % op siwe Joer geléint kruten. An déi Differenz vun 1,7 Milliarden op déi 2 Milliarden, deen Emprunt, dee muss refinanzéiert ginn, déi 300 Milliounen, déi ginn aus der Tresorerie erausgeholl.

Wat awer net gesot ginn ass haut de Moien hei: Et ass wuel geschwat ginn, datt de Budget nach en Defizit virgesäit vu 682 Millioune fir 2020, mee net, datt awer och am Budget erëm en Emprunt ageschriwwen ass vun enger Milliard! Ob e gezu gëtt, wësse mer net. Mee ech hätt mer awer erwaart, datt souwuel de Rapporteur wéi vläicht d'Kolleege vun de Majoritéitsparteien, wa se iwwer Emprunte schwätzen, gesot hätten, datt eeben och erëm en Emprunt virgesinn ass, fir eventuell kënnen an dem Joer gezunn ze ginn. Jee nodeem, wéi d'Finanze sech am Laf vun dësem Joer entwéckelen, ass also eng Milliard neien Emprunt am Budget 2020 virgesinn.

E Wuert zu de Spezialfongen. Och do sinn ech frou, datt mer heibanne lues a lues ëmmer elo awer zumindest de Courage hunn, fir dat offiziell ze soen - ech war een, deen dat ëmmer eleng heibanne gesot huet -, datt déi 2 Milliarden, déi mer op de Spezialfongen hunn, datt dat am Fong kee Geld wier, wat do wier, mee datt dat am Fong eng Écriture comptable wier, déi just dosteet, mee d'Geld wier net do.

Mir hunn eis an der Finanzkommissioun méi wéi eng Kéier doriwwer ënnerhalen. An ech mengen, de Moien hunn de Kolleeg Bodry an och nach anerer kloer hei gesot, datt dat Geld net do ass, mee datt een am Fong ka soen: Déi Fongen, dat sinn Engagementer, déi géife geholl ginn, mee d'Geld ass net do. Mee d'Fonge kréien am Fong all Joers iwwert de Budget déi Suen, déi se brauchen, fir dat Joer eeben hiren Engagementer nozekommen.

An ech wier och der Meenung, datt mer awer eng Kéier sollten higoen an dat esou zum Ausdrock bréngen, wéi et wierklech ass, well ech gesinn net an, datt mer do esou vill Fongen opzielen an dann duerno soen, et sinn zwou Milliarden, an a Wierklechkeet sinn déi Suen net do. Do misst ee sech awer eng Kéier iwwerleeën, ob een net sollt do ëmdenken an dee System ofschafen an einfach soen: „Ma, mer ginn déi Suen op d'Fongen, déi gebraucht ginn." Fir all Kéiers mat deenen zwou Milliarden do ze jongléieren! An da gëtt ëmmer nach gerechent, wivill ass d'Reserv d'nächst Joer a wivill war se d'lescht Joer, an a Wierklechkeet ass dat Geld net do!

Ech mengen, et kéint een och eng Kéier ... A mir waren eis am Fong virun de Walen och eng Kéier an der Finanzkommissioun eens, datt ee gesot huet, no de Wale sollt een dat eng Kéier kloerstellen. An ech mengen, et sollt een dat maachen. Da bräichte mer net all Joers hei doriwwer ze diskutéieren.

Deen neie Fong, dee mer elo schafen, de Fonds de rééquilibrage, deen niewent dem Zukunftsfong entsteet, dat sinn am Fong zwee Fongen, déi dann eeben aneschters si wéi déi aner Fongen, wou zwou Milliarden dropstinn a keng Suen dra sinn. Bei deenen heite Fongen, well hei Suen draginn, déi si quasi blockéiert fir dat, wat an deene Fonge virgesinn ass an et kann een och nëmmen ënnert deene Konditiounen dorop zréckgräifen mee déi Sue sinn do! An déi sinn aus der Tresorerie erausgeholl. Se sinn also ofgebucht ginn. An d'Sue stinn, kann ee soen, blockéiert op der Säit.

Dat fanne mir eng gutt Léisung. Dat si wierklech Reserven, déi de Staat sech kann uleeën! Ob dat elo den Zukunftsfong ass, wou mer 360 Milliounen drop hunn, oder de Fonds de rééquilibrage, wou am Fong, wa mer erëm eng Kéier sollte Plus-valuë maachen, déi Plus-valuen dropkommen.

D'lescht Joer hu mer hei diskutéiert, ob een net sollt - et war eng Propositioun vun eis, et ass awer, mengen ech, vun alle Kolleegen och esou gesot ginn -, ob een net hätt solle scho vum leschte Joer Suen drophuelen. Mee mir sinn awer dermat averstanen, wann de Staat Suen an der Tresorerie huet, gesi mer léiwer, mer bezuele Kapital vu besteeënden Emprunten zréck, wéi datt mer déi Suen op d'Säit setzen.

Här President, ech géif dann zum zweeten Deel kommen, dat sinn d'Klimamoossnamen. Mir hunn d'Akzisen dëst Joer den 1. Mee ëm 1 Cent beim Bensinn gehuewen an ëm 2 Cent beim Diesel. D'Regierung kritt iwwert dëst Budgetsgesetz d'Méiglechkeet, fir d'Akzisen iwwer e Règlement grand-ducal kënnen ze héijen. Dat ass näischt Aussergewéinleches. Dat ass och legal. Mee et sollt een awer wëssen, datt mat dësem Budget am Fong déi legal Basis geschaaft gëtt, fir datt d'Regierung kann eng Augmentatioun virhuelen, wa se dat wëllt.

Et muss een awer wëssen, datt déi zwee Cent, déi mer 2019 den 1. Mee gehéicht hunn, eng Minderung mat sech bruecht huet beim Diesel. Et ass wuel manner Diesel verkaaft ginn, mee op d'Joer gesinn, mengen ech, hu mer nach ee klenge Plus. Mee wat een awer muss wëssen iwwer dat Manner-Verkafen, wat nom 1. Mee agetratt ass, virun allem wat den Transit vun de Camione vun der Belsch hier ubelaangt, datt dat de Staatsbudget awer 35 Millioune kascht. Also 2 Cent erofsetze (veuillez lire : eropsetze) vun den Akzisen um Diesel si 35 Millioune manner am Staatsbudget.

Elo kann ee soen: „Ma, de Budget erreecht awer säi Resultat, wat e virgesinn hat, et ka souguer nach liicht driwwer sinn." Mee wa mer déi 2 Cent net erofgesat (veuillez lire : eropgesat) hätten, da wieren nach 35 Millioune weider an d'Staatskeess erakomm.

Wa mer elo gesinn, datt fir d'nächst Joer, wéini dat och ëmmer mag sinn, d'Akzise 4 Cent zousätzlech an d'Luucht ginn, da kann et sinn, datt den Tanktourismus weider erofgeet. E gëtt och vläicht erëm zum Deel opgefaangen duerch eng Progressioun, déi hei am Land entsteet, mee ënnert dem Strëch maachen déi 4 Cent erëm 70 Millioune manner aus, déi de Staat a seng Keess erakritt. 2 Cent: 35 Milliounen, 4 Cent: 70 Milliounen, soudatt mer, duerch déi zwee kombinéiert, awer 100 Millioune manner an d'Staatskeess erakréien.

Wat ass d'Resultat dervunner? Majo d'Residenten, d'Entreprisen, d'Handwierksbetriber, déi mussen alleguer méi hei am Land bezuelen, fir dat ze kompenséieren!

Elo kann ee sech d'Fro stellen: D'Leit si jo net dergéint, fir eppes ze bezuele fir d'Klima, mee d'Leit géife gären e Resultat gesinn. Ass dann och elo eppes fir d'Klima geschitt?

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mee hei ass awer elo näischt fir d'Klima geschitt, well et fiert duerfir hei am Land keen ee Kilometer manner! D'Leit fueren alleguerten d'selwecht, well se musse fueren. D'Entreprisë fueren alleguerten d'selwecht, well se musse fueren. Se fuere souguer méi laang, well se vu Joer zu Joer méi laang am Stau stinn. Also stousse se nach méi CO_2 aus wéi virdrun a se bezuele just weider.

Elo kéint ee soen: „Ma, wéi ass et da mat eisen Noperen, déi elo net méi heihinner tanke kommen, wou mir dann eebe kee Geld méi verdéngen?" Bon, ma déi fueren och nach genausou vill an der Géigend ronderëm, am Ausland an och hei duerch d'Land. Also, mir bezuele méi, fir dat ze kompenséieren, an ënnert dem Strëch ass fir d'Klima absolutt guer näischt geschitt! An et ass dat, wat d'Leit opreegt, datt se mussen ëmmer méi bezuelen a méi bezuelen an et geschitt näischt fir d'Klima, well et fueren nach eemol esou vill Autoen a Camionen duerch d'Géigend, wéi dat virdrun de Fall war.

De Budget kréie mer vläicht duerch d'Uwuesse vum Bannemaart, doduerch, datt mer méi Aarbechtsplazen zwar hunn a méi Recetten doduerch wäerte kréien, e bësse kompenséiert, mee déi 100 Milliounen, déi sinn ëmmer fort. A wéi gesot, déi heiten Akzisenerhéijung, déi bréngt dem Klima glat a guer näischt, ausser datt d'Leit musse bezuelen, oder et kann een och soen: „D'Klima huet zwar näischt dervun, awer de Staatsbudget."

D'CO_2-Steier, Här President: Niewent den Akzise kréie mer dann eng CO_2-Steier vun 20 Euro op der Tonn 2021. Dat mécht erëm eng Augmentatioun vu 5 Cent um Liter. 2022 5 Euro zousätzlech op der Tonn, 2 Cent um Liter. 2023 5 Euro zousätzlech op der Tonn, erëm 2 Cent. Insgesamt sinn dat 9 Cent, déi duerch déi CO_2-Steier an deenen nächsten dräi Joer op eis zoukommen. Mee déi CO_2-Steier, déi gëtt net nëmmen um Bensinn an um Diesel op der Pompel opgehuewen, mee déi gëtt och um Masutt oder um Gas, zum Beispill bei de Leit doheem fir d'Heizungen, opgehuewen.

Da kann ee sech emol d'Fro stellen: Wat kascht dat elo eng normal Famill, déi Erhéijung vun den Akzisen a vun der CO_2-Steier? Wann een eng Famill hëlt, mer huelen eng Koppel mat zwee Mëttelklass-Autoen, déi fueren 20.000 Kilometer d'Joer, se brauchen 8.000 Liter op 100 Kilometer (veuillez lire : 8 Liter op 100 Kilometer) a si huelen och nach 3.000 Liter Masutt. Se hu 6 Cent Akzisen, déi an d'Luucht ginn, 9 Cent Heizung, also insgesamt hu se eng Progressioun an dëser Legislaturperiod vu 15 Cent. (Se hunn ee Plus vu 6 Cent beim Masutt fir d'Heizung. An den Diesel geet ëm weider 9 Cent, also ëm 15 Cent an d'Luucht.) Dat mécht ee Plus um Auto, fir déi Koppel, vu 480 Euro, wa se Diesel fueren. An et mécht an der Heizung e Plus vun 180 Euro. Also am Joer 660 Euro kascht dat eng Koppel weider, d'Akzisenerhéijung an d'CO_2-Steier. Oder 55 Euro de Mount.

Op d'Fro an der Finanzkommissioun un den Här Finanzminister, ob dat dann elo all Erhéijunge wieren, déi op den Akzisen oder op der CO_2-Steier an dëser Legislaturperiod géife kommen, huet de Minister gesot, hie kéint op déi Fro zu dësem Zäitpunkt net äntweren.

Mir gesinn also, wat elo scho virgesinn ass vun der Regierung, wat dat d'Leit kascht: Eng Koppel, wéi ech se elo genannt hunn, wéi gesot, 660 Euro d'Joer.

An domadder ass et net gedoen! Duerch dës Erhéijung vun de Präisser wäerten och aner Präisser klammen. D'Betriber wäerten déi Augmentatioun weider un hir Clientë facturéieren. An och d'Gemengentaxe wäerten an d'Luucht goen. Ech huelen eleng eng Verbrennungsanlag SIDOR, déi enorm Energië verbraucht, och do ginn dann d'Präisser an d'Luucht. Déi facturéieren déi weider un d'Gemengen. An d'Gemenge facturéiere se erëm weider iwwert de Wee vun den Taxen un hir Leit.

Dat heescht: Wann ech soe 660 Euro, dann ass dat den direkten Impakt, awer den indirekten Impakt, deen d'Leit ze bezuele kréien iwwert d'Betriber an iwwert d'Taxen, dee kënnt do nach derbäi. Soudatt dat herno, ënnert dem Strëch, dach awer eng grouss Depense fir d'Leit wäert ginn. An, wéi gesot, de Problem ass: Dem Klima ass guer näischt gedéngt!

Firwat menge mer dann, mir missten déi CO_2-Steier do aféieren? Ma mat der Absicht eeben, fir den Tanktourismus zréckzeféieren an domadder eis national Klimabilanz kënnen no ënnen ze féieren, se ze verbesseren.

Insgesamt gëtt d'Klimabilanz awer net besser! Si géif vläicht hei zu Lëtzebuerg besser ginn, mee da geet se eeben elo, wat se hei erofgeet, an den Nopeschlänner an d'Luucht, well dann eeben do getankt gëtt.

Et kann een also, wann ee wëllt, seng national Klimabilanz domadder verschéineren, mee da geet se an den Nopeschlänner an d'Luucht. Mee dem Klima insgesamt gëtt domadder näischt gehollef.

A wann eis Noperen elo, Här President, an dat schéngt jo de Fall ze sinn, och d'CO_2-Steier aféieren a vläicht op deem selwechten Niveau, vläicht souguer méi héich, dann hu mer um Tanktourismus jo guer näischt geännert, well da komme se erëm heihinner tanken! Well da si mir, trotz CO_2-Steier, duerch eng CO_2-Steier, déi si agefouert hunn, awer erëm interessant. Dann hu mer eng Situatioun, datt hei an an den Nopeschlänner méi bezuelt gëtt, datt mer fir d'Klima näischt gemaach hunn an datt eis Klimabilanz ënnert dem Stréch trotzdeem net besser ginn ass, mee nach d'selwecht bleift, well se nach ëmmer virun heihinner tanke kommen.

Duerfir, d'Regierung hätt besser gehat, si hätt eppes Direktes gemaach. Zum Beispill datt se Initiative geholl hätt a se hätt de Wuesstum kontrolléiert, datt d'Leit aus dem Stau erauskomm wieren, amplaz datt d'Stauen all Dag méi grouss ginn. Well all Stonn, wou d'Leit an de Staue sinn, gëtt esou vill CO_2 an d'Klima produzéiert (veuillez lire : an d'Emwelt ausgestouss). Do hätte mer kënnen eppes Direktes maachen. Mee och do wäert en an d'Luucht goen, wéi gesot, well d'Staue vu Joer zu Joer méi laang ginn.

E Wuert zur Wuesstumspolitik. Ech ginn haut net an d'Detailer vun der Wuesstumspolitik an, dat hat ech am Kader vun der Lag vun der Natioun gemaach. Mee mer mussen awer wëssen, datt déi grouss Problemer, déi mer hei am Land hunn, ech wëll dat just rappeléieren, sief dat de Logement, sief dat d'Mobilitéit oder sief dat elo, datt mer musse Personal beim Staat rekrutéieren oder egal wat, datt déi alleguer op deen onkontrolléierten an iwwerdriwwene Wuesstum zréckzeféiere sinn.

Ech stellen awer mat Satisfaktioun fest, datt ëmmer méi Leit am Land sech där Problematik bewosst ginn an zur Konklusioun kommen, datt mer net weider esou kënne wuessen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. D'Leit am Land mierken dat elo. An et stellt een och fest, datt ëmmer méi Leit sech géint dee Wuesstum do opposéieren, well d'Liewensqualitéit bleift op der Streck an d'Liewensqualitéit ass de Leit eppes wäert. An duerfir sinn ëmmer méi Leit, déi sech mat där Problematik do auserneesetzen. A mir als Politik, ech hunn dat och déi leschte Kéier gesot, och eng Majoritéit kënnt net derlaanscht, fir sech wierklech mat där Problematik seriö ausenanerzesetzen.

Eise Kolleeg Yves Cruchten war virun e puer Wochen, 14 Deeg ongeféier, moies bei RTL Invité am Studio an am Kader vun der Wuesstumsdebatt huet en du gesot, et misst een agesinn, datt d'Land weider wäert wuessen. Dat wier kee politesche Choix, mee eng Realitéit. Ech géif soen: „Dat ass esou falsch, wéi et nëmme ka falsch sinn." Alles ass e politesche Choix! Soss bräichte mer keng Gesetzer, keng Regierung an och keng Chamber.

Et ass e politesche Choix, datt Google heihinnerkënnt. A wien huet Google gefrot? Google huet jo net selwer gefrot! Si hu jo selwer deklaréiert, si wiere vun der Regierung gefrot ginn, fir heihinnerzekommen! Also ass et e politesche Choix, datt se heihinnerkommen!

Wien huet der Jugurtsfabrik d'Terraine verkaaft? Ma de Staat huet der Jugurtsfabrik d'Terraine verkaaft! Et war also e politesche Choix, datt déi Jugurtsfabrik soll heihinnerkommen!

Wien decidéiert iwwer Steieravantagen, Rulingen? D'Politik! Soss decidéiert keen doriwwer. Also alles, wat mat Wuesstum ze dinn huet - wien decidéiert, wou gebaut gëtt, wéi gebaut gëtt, wou zoubetonéiert gëtt -, d'Politik decidéiert! Et ass also alles e politesche Choix, wat hei geschitt. Dat ass d'Realitéit. An et ass net, wéi de Kolleeg Cruchten gesot huet, et wier kee politesche Choix. Et ass alles e politesche Choix!

De Wuesstum beschäftegt awer och d'Kolleeginnen an d'Kolleegen heibannen. Sou huet zum Beispill de Minister Claude Turmes am Sozialalmanach vun der Caritas dëst Joer, 2019, en Artikel gehat, „Mehr Seele statt mehr Singapur", wou e geschriwwen huet: „Es geht darum, zu verhindern, datt neben dem sozialen Verteilungskampf auch ein Kampf um die immer knapper werdenden natürlichen Ressourcen wie Wasser, Natur und Boden einsetzt. Wenn Trinkwasserressourcen schwinden, zusätzliche Emissionen Luft und Klima bedrohen, muss verantwortlich entschieden werden, wie die Bedürfnisse der zukünftigen Generationen mit den Ansprüchen der aktuellen Industrie-, Verkehrs- und Bautenpolitik in Einklang gebracht warden können."

Ech mengen, déi Analys do, déi kann ee mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Déi ass richteg!

Mee da muss ee sech d'Fro stellen: Mee wéi ass dann awer d'Realitéit, wann ech eng Regierung hunn, déi op maximale Wuesstum setzt? An och dëse Budget ass op maximale Wuesstum ausgeriicht. Wéi kann een esou eppes schreiwen a gläichzäiteg als Regierung alles maachen, fir zum Beispill eng Jugurtsfabrik, Google op Lëtzebuerg ze kréien, an alles op maximale Wuesstum trimmen? An dann ass et natierlech och esou, datt dat doten ee Minister ass, ee grénge Minister, mee du hues awer och aner Ministeren, en anere grénge Minister!

Zum Beispill schreift de François Bausch am Summerinterview am „Lëtzebuerger Wort" vum 9. September dëst Joer iwwert de Projet Google: „Wort: «Theoretisch könnte Luxemburg sich zurückziehen. Ist das eine Option?» - François Bausch: «Bei Google fände ich das falsch (…) Wenn wir das Datenzentrum nach Luxemburg bekämen, wäre das ein gutes Signal (…) Es wäre ein Fehler, ausgerechnet bei Google einfach Nein zu sagen.»"

Dat heescht, do ass dann also ee grénge Minister, dee seet: „Wenn Trinkwasser schwindet", misste mer oppassen. Wann d'elektresch Ressourcen un hir Capacitéit kommen, da misste mer oppassen. An hei ass awer een anere grénge Minister, dee seet, dat wier falsch. „Mir mussen déi onbedéngt huelen. Mir musse kucken, egal wat dat elo u Waasser, egal wat u Stroum ass, mir mussen déi huelen." Et wier falsch.

Dat eent ass eng Sonndesried an dat anert ass d'Realitéit!

Wann ee kuckt, wat Google u Stroum brauch, ech hat bei der Lag vun der Natioun gesot, datt mir Chiffere gesot kritt hunn, déi mir extreem héich fonnt hunn. A mëttlerweil gëtt e Prozentsaz vun 12 % genannt. Déi Informatiounen, déi mir kritt hunn, ech kann Iech soen, déi leie vill méi héich wéi 12 % an déi sinn och net vu Leit komm, déi iergendwann eng Kéier e Patt ze vill geholl haten, mee déi si vu Leit komm, déi wierklech direkt un der Source sëtzen. A wann deenen hir Prozenter stëmmen, dann ass dat heiten eng Bagatell par rapport zu deem, wat an der Realitéit wäert antrieden. Mee loosse mer elo emol bei deenen 12 % hei bleiwen!

Wann dat dann 12 % vum gesamte Stroumverbrauch hei zu Lëtzebuerg ass, da sinn dat 770.640 Megawatt Stonnen. Wa mer elo géife soen: „Ma, da maache mer dee Stroum selwer, mir maache Wandmillen", da misste mer mat de Wandmillen, wéi se am Ableck fonctionéieren, ronn 100 Wandmillen opriichten. Dat heescht, am Éislek kritt all Kopp eng ganz Rëtsch vu Wandmillen dohinner geriicht eleng fir de Stroum vun Google. Dat heescht, déi nei Postkaarten …

(Interruption)

Déi nei Postkaarten, déi da vu Lëtzebuerg géifen erauskommen, dat wiere Wandmillen, an drënner …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Gibéryen, déi do Zuel vun 100 Wandmillen ass genausou falsch wéi dat, wat Der virun enger gewëssener Zäit gesot hutt, datt et vill méi héich wär wéi déi 12 %. Wannechgelift informéiert Iech …

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen elo! Hei ass … Ech weess net, Här President, wat …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Et ass einfach falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot et nach eng Kéier, ech hat et net verstanen! Et war bestëmmt gutt.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir hutt deemools schonn eng Spekulatioun an d'Luucht …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, generell e bësse méi roueg!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir hutt jo selwer elo gesot, …

(Hilarité et brouhaha)

Dir hutt jo elo selwer gesot, datt Der virun enger gewëssener Zäit Chifferen an de Raum hei gesat hutt, wou elo bestätegt ginn ass, datt déi net an där Gréisstenuerdnung wären, mee datt et 12 % wär vum gesamte Stroumverbrauch.

Gutt. Elo sot Der, wa mer dat missten erreechen, da bräichte mer 100 Wandmillen. Dee Chiffer ass tout simplement falsch. Méi ass dozou net ze soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Tjo. Ech ka jo och soen, dee Chiffer vun 12 %, deen ass tout simplement falsch, well e wäert net esou antrieden. Ech kann lech just soen, mir hunn dat vu Spezialisten, déi an dem Wandmilleberäich sinn, gesot kritt, bei der aktueller - bei der aktueller! -, wéi mer se momentan opriichten, brauche mer der 100. An dann …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Da kommt, mir eenegen eis drop, …

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da loosst mech dach emol ausschwätzen!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Da kommt, mir eenegen eis drop, datt mer aner Chifferen hunn …

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Minister, Dir géift guer näischt verléieren, …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- … an eng Kéier doriwwer sollte seriö diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, d'Regierung kritt d'Wuert, mee si muss sech et fir d'éischt froen!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Voilà! An, wann Der mech net ënnerbrach hätt, da steet mäin nächste Saz hei: Bei där nächster Wandmillegeneratioun brauche mer der 50.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dat ass och falsch.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Nee! Bon, da kennt Dir, ech weess net, wat Dir studéiert hutt, da kennt Dir op jidde Fall vill méi wéi déi Leit, déi dat studéiert hunn an déi Dag fir Dag an där heiter Branche an och hei zu Lëtzebuerg am Wandmilleberäich schaffen an aktiv sinn!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Déi hunn eis déi Chifferen do ginn. Dat ass vu kompetenter Säit. Wann natierlech den Här Minister elo mengt, hie wier méi kompetent wéi déi, da loossen ech him dat awer gären zoukommen. Mee déi aner Leit wäerten dann awer de Kapp iwwer Iech rëselen.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Gibéryen, mat deem, wat mer studéiert hunn, do brauche mer eis allen zwee net ze bretzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi hu mir vun deene Leit kritt, déi hei zu Lëtzebuerg d'Wandmillen opriichten, déi hunn eis déi heite Chiffere ganz genau ginn. An ech trauen, éierlech gesot, Här President, deene Leit méi wéi dem Här Minister.

Am Ableck sinn 71 Wandrieder weider geplangt hei am Land, op aacht Sitten. Dat ass, wéi gesot … A nee, 71 hu mer der am Ableck an et si 40 neier op aacht Sitte geplangt. Déi nei Generatioun vu Wandmillen, déi kaschte 6 Milliounen, mat den Infrastrukturen, an déi ginn dann och jee nodeem staatlech subventionéiert.

Dann zu den Aarbechtsplazen. Hei muss ee sech d'Fro stellen: Wou gi mer an Zukunft déi Aarbechtsplaze sichen? Mir wëssen, den Här Finanzminister huet bei der Presentatioun vum Budget gesot, datt mer d'nächst Joer, sot en, weider zousätzlech 15.000 Aarbechtsplaze géife schafen. Dat wier also erëm en neie Rekord. Elo virun dräi Wochen huet d'Chambre des Métiers gesot, datt hinnen am Handwierk an am Bau am Ableck géifen 9.400 Aarbechtsplaze (veuillez lire : Aarbechter) feelen, déi si direkt kéinten astellen, wa se se hätten, mee si hätte se net.

Mir soen elo, d'nächst Joer kommen der nach eng Kéier 15.000 bäi. Wou gi mer déi sichen?

An der Grenzregioun hu mer bal alles ausgeschëpft, wat auszeschëpfen ass.

Une voix.- Ausschäffen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ausschäffen.

Et si vill Leit aus der Grenzregioun, déi sech haut schonn d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach derwäert ass, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, well déi stinn tëschent dräi a véier Stonnen den Dag am Stau, moies, wa se kommen, an owes, wa se heemfueren.

D'Differenz tëschent dem Loun, dee se hei hunn a bei sech géife verdéngen, déi muss scho relativ grouss sinn, fir datt se dat op sech huelen. Leit am Niddreglounberäich, do ass d'Differenz guer net méi esou grouss. An do gëtt et ëmmer méi Leit, déi soen: „Ma, mir huelen dat net méi op eis, nach just fir 100 oder 200 Euro all Dag véier Stonnen am Stau ze stoen." Dat heescht, et wäert ëmmer méi schwéier ginn, fir Leit aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg ze kréien, eebe well d'Un- an d'Offaarten déi Leit wäerten ëmmer méi ënner Drock setzen a se sech dat wäerten iwwerleeën.

Elo gëtt proposéiert vun der Chambre des Métiers, datt mer missten envisagéieren, fir d'Leit méi wäit sichen ze goen.

Une voix.- Wéi dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass eng gutt Fro! Wann een d'Leit méi wäit siche geet an et bréngt ee se heihinner, da muss ee wëssen, dat sinn dann och Leit, déi mussen dann och heihinner wunne kommen. An do ass d'Differenz zu de Frontalieren, fir d'Frontaliere brauche mer kee Logement hei zu Lëtzebuerg. Mee wa mer d'Leit méi wäit siche ginn, da mussen dat och e lauter Leit sinn, déi mussen hei kënne wunnen. Dat heescht, da gëtt den Drock op de Wunnengsmaart nach méi grouss!

Sidd Der net averstanen, Madamm Beissel?

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Nee, guer net.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Firwat dann?

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Ma éischtens fanne mer keng méi. Duerfir mussen och Leit sech ëmmer méi wäit vu Lëtzebuerg ewech beweegen, fir sech Leit mat Qualification artisanale sichen ze goen.

An zweetens sinn ëmmer méi Artisanen, déi net méi wëllen am Stau stoe vun der Grousregioun, déi iwwerall versichen, eng Chambre meublée zu Lëtzebuerg ze kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Maja!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Dat, wat Der sot, ass net richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat ass net richteg? Ma wann déi Leit heihinnerkommen, …

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Déi zwou Saachen, …

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- … déi mussen dach wunnen!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Déi zwou Saachen, déi Der gesot hutt, sinn net richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat ass net richteg?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Déi zwou Saachen.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Déi zwou Iddien, déi Der elo gesot hutt: vun de Frontalieren an dass d'Patrone soen, si misste méi wäit siche goen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma dat hunn d'Patrone gesot!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Ma nee, Dir hutt gesot, an da misste se hei logéiert ginn an hei an do. Da bréngt eis der vun hei!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Majo, ech hu jo net gesot, ech géif se siche goen!

(Hilarité)

D'Patronen …

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Nee, mee et si keng méi do.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Patronen hu gesot, …

(Interruption par Mme Simone Beissel)

D'Patronen hu gesot, …

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Dir sidd net concernéiert do dervun, mee et si keng méi do!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma, Madamm Beissel, …

(Coups de cloche de la présidence)

… d'Patronen, …

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Soss bräichte se net esou wäit sichen ze goen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- … d'Chambre …

(Brouhaha)

Majo sécher, dat hunn d'Patrone jo op enger Pressekonferenz viru 14 Deeg gesot: Si géife keng méi hei fannen a si géifen och keng méi an der Grenzregioun fannen. An dunn hu se gesot: „Mir mussen elo ons iwwerleeën, ob mer déi Leit net méi wäit musse siche goen."

Dat hunn d'Patronen op enger Pressekonferenz viru 14 Deeg gesot, d'Chambre des Métiers! Dir waart vläicht deen Dag net um Radio oder am Land, datt Der dat net matkritt hutt, mee dat hunn d'Patronen op enger Pressekonferenz gesot!

An da soen ech: Wa mer déi Leit méi wäit siche ginn, dann ass dat jo net an d'Grenzregioun, da gi mer se méi wäit sichen, ma da mussen déi Leit awer hei kënne wunnen! Also musse mer och e Logement maachen. A mer wëssen, wéi d'Logementspräisser hei sinn a wéi den Drock um Logement ass.

Dat ass eng Realitéit! Madamm Beissel, ech wollt Iech dat awer soen. Frot emol eng Kéier no op der Chambre des Métiers, déi kënnen Iech dat alles confirméieren, wat ech elo hei gesot hunn, well si hunn et viru 14 Deeg op enger Pressekonferenz gesot! Déi Chifferen, déi ech gesot hunn, an och, datt se wëlle méi wäit siche goen, well se keng méi an der Grenzregioun fannen! Voilà!

Da kommen ech op en anere Punkt, dat ass d'Aarmut. D'Regierung an d'Majoritéit, déi ginn net midd fir ze soen: „Dem Land geet et gutt." An de Premier seet dann och ëmmer: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen." Et ass e flotte Slogan. Dat stëmmt och fir eng Partie Leit! Dat stëmmt och fir eng Partie Leit. Mee et ass eng Zuel vun deenen, eng grouss Zuel an ëmmer méi eng grouss Zuel vun deenen, deenen et net esou gutt geet, deenen et ëmmer méi schlecht geet, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An ech brauch net d'Chifferen ze nennen, haut de Moie si se iwwregens och hei genannt ginn, wivill Leit bei den Office-socialle vun de Gemengen ageschriwwe sinn, wivill hei a wivill do: Mir kennen dat. An ech mengen, wann een déi Rapporte liest an alles, da weess een, datt mer hei am Land ëmmer méi Leit kréien, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An da muss ee sech d'Fro stellen, wa mer hei schwätze vun 20 % vun de Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, wéi dat an engem esou räiche Land wéi Lëtzebuerg méiglech ass. De Gruef tëschent Räich an Aarm gëtt ëmmer méi grouss. De Rapporteur huet gëschter am „Wort" gesot: „Die Schere geht immer weiter auseinander. Die Armen stagnieren und die Reichen werden immer reicher."

Et ass richteg, wat de Rapporteur do gesot huet a wat och aner Kolleegen an deem Zesummenhang soen. Mee ech mengen, et muss een dann awer och emol e bëssen a sech erakucken! Wéi eise Kolleeg Cruchten dat dote geschriwwen huet, dunn hunn ech geduecht: „Majo, en huet Recht an deem, wat en do seet." Mee sinn d'Sozialisten an der Regierung oder sinn déi net dran? A wéi laang si se an der Regierung?

Une voix.- Méi laang wéi d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo. Well wann d'ADR esou laang dra wier, da wier dat mat der Aarmut net esou.

(Brouhaha et hilarité)

Mee bei de Sozialisten, ...

(Hilarité, exclamations, interruption par M. Dan Biancalana et coups de cloche de la présidence)

... mee mat de Sozialisten, ...

(Brouhaha général)

... mee mat de Sozialisten, Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mat de Sozialisten ass dat nun emol eeben esou.

Ech war op den ... Ech wousst wierklech net, wéi laang datt d'Sozialisten an der Regierung wieren. Et ass schonn esou laang hier, du war ech op hire Site kucke gaange gëschter. An do steet dann dran, si wiere permanent vun 1984 bis haut an der Regierung, mat enger Ausnam vun 1999 bis 2004. Dat heescht, vun 1984 bis haut waren d'Sozialisten 30 Joer an der Regierung! 30 Joer an der Regierung! Fir dann elo heihinnerzekommen, Här Parteipresident vun der LSAP, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An et ass dem Land net schlecht dobäi gaang!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir dann heihinnerzekommen an ze soen, de Gruef tëschent Aarm a Räich wier nach ni esou grouss gewiescht wéi elo! Et kann een och soen: No 30 Joer Sozialisten an der Regierung war de Gruef nach ni esou grouss tëschent Aarm a Räich wéi elo. Dat ass d'Tatsaach!

An da kommt elo net heihinner a maacht, wéi wann Der eppes géift fir déi kleng Leit maachen, well Aert Resultat, 30 Joer Sozialisten an der Regierung, ass dat Resultat, wat mer haut hei hunn: déi gréissten Aarmut, déi dëst Land jeemools erlieft huet!

A wann d'Sozialisten hei zu där Konklusioun kommen, dann ass dat een Aarmutszeugnis, wat si sech selwer ausstellen!

An da muss een d'Fro stellen: Wat ass da Konkreetes an dësem Budget, wat dee Gruef do géif méi kleng maachen? Näischt! Näischt Konkreetes ass an dësem Budget, wat dee Gruef do géif méi kleng maachen. Am Contraire: D'Erhéijung vun den Akzisen an d'CO_2-Steier wäerten un alleréischter Stell déi dote Leit treffen! Déi mat de gudde Paien, déi verkraften déi 15 Cent. Déi verkraften och déi 660 Euro d'Joer. Mee déi mat deene klenge Paien, déi hu Problemer, déi ze verkraften. An da kommt net heihinner a sot, Dir géift ... Mat Ärer Politik maacht Der de Gruef nach méi grouss, wéi e schonn ass!

Une voix.- Dat stëmmt guer net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dat stëmmt! Jo, Dir sot alleguer, dat géif net stëmmen, wat ech hei géif soen. Mee loosse mer d'Leit dobaussen, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... loosse mer d'Leit dobaussen decidéieren! An d'Fakten, déi kloer sinn, déi beweisen, datt mer haut esou vill Leit an der Aarmut hu wéi nach ni. An dat trotz, Här Parteipresident vun der LSAP, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mer schwätzen op Facebook doriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... d'Sozialisten ... Elo wëllt Der d'Theema wiesselen! Elo wëllt Der d'Theema wiesselen, well Der hei de Krich verléiert, well en ass net ze wannen.

(Brouhaha et hilarité)

Well en ass net ze wannen! Et ass Äert Resultat: 30 Joer Sozialisten, déi gréissten Aarmut am Land, déi mer jeemools haten!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Wann Dir vu Krich schwätzt, ass dat eng Frechheet vis-à-vis vun all Zaldot!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann, Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Hoppen Théid huet e wierdegen Nofollger.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... dann ...

(Hilarité)

Jo, jo! Ech liesen Iech elo nach eppes anescht vun engem Hoppen Théid vir!

(Hilarité)

Dir sidd jo, Dir sidd jo ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... an der Lëtzebuergescher Sozialistescher Aarbechterpartei, déi dem „Tageblatt" ganz no steet. Ganz no steet! Dann hutt Dir jo och sécher den ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... Leitartikel haut am „Tageblatt" gelies mat dem Titel: „Wer hat uns verraten?" An do geet et drëm, datt d'Sozialisten net méi do wiere fir déi Leit, déi se am Fong misste vertrieden, fir den Aarbechter, mee datt d'Sozialisten am Fong déi sinn, déi versichen, fir ënnert déi ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Gibéryen, wannechgelift, den Här Kersch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Kersch soll sech elo e puer Minutte berouegen an d'Regierung huet herno Zäit, da kritt hien d'Wuert. Den Här Kersch wëllt mech elo schonn hei ënnerbriechen, ier ech ufänken, eppes ze soen. Deen Trick geet net! Also ech wäert dat heiten elo schéin erklären. Dir sidd jo ... Jo, jo, ech liesen Iech d'„Tageblatt" vir!

(Interruption)

Majo sécher, ech liesen Iech d'„Tageblatt" vir! An zwar geet et dorëm, datt d'Sozialisten am Fong politesch d'Planche huelen, fir e Sprangbriet ze kréien, fir an d'Verwaltungsréit vu multinationale Konzerner ze kommen.

An da ginn do opgezielt, zum Beispill den Tony Blair, de Gerhard Schröder, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- O, wat sidd Der lues am Virliesen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... de Jeannot Krecké ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Geet et?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... an neierdéngs den Étienne Schneider.

(Brouhaha, hilarité et coups de cloche de la présidence)

An da steet dran: „Alle diese ..."

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wat huet dat mam Budget ze dinn?

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass, fir Iech ze hëllefen, erëm op de richtege Wee ze kommen! Dorëms geet et mir.

(Hilarité générale et coups de cloche de la présidence)

Dorëms geet et mir. Mee Dir wëllt net op de bessere Wee kommen!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Dir wëllt net op de bessere Wee kommen!

Lauschtert elo no, ...

(Interruption)

... wat d'„Tageblatt" de Moien am Leitartikel geschriwwen huet!

„Alle diese Männer sind Mitglieder in Parteien, die sich vorgeblich für die Rechte der Arbeiterklasse engagieren. Nur haben sie selbst mit Arbeitern oder deren Representation nichts zu tun: Sie haben die Politik als Startrampe für eine Karriere im internationalen Big Business genutzt und sind nun willfährige Handlanger jener Kapitalisten, vor deren Interessen sie ihre Wähler eigentlich einst beschützen sollten."

An da geet et virun: De Schröder hat wenigstens noch den Anstand gehabt, seng Amtszäit nach färdeg ze maachen, net wéi den Étienne Schneider. „Krecké machte es ihm (veuillez lire : in Luxemburg) vor und Schneider zieht wohl nach: « Was kümmert mich mein Mandat? Ich habe eine Karriere! » Wenn das die sozialdemokratische Auffassung von staatspolitischer Verantwortung ist, hat die LSAP die wirtschaftsliberale DP inzwischen rechts überholt."

Här President, ...

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wou steet dat, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat stoung am „Tageblatt", haut!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass dach net méiglech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat stoung am „Tageblatt", haut!

(Hilarité générale)

Ech hunn och geduecht ...

(Coups de cloche de la présidence)

A wann d'„Tageblatt" dat scho schreift!

(Brouhaha)

Wann dat elo am „Wort" gestanen hätt oder am „Journal", dann hätt ee gesot, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift!

M. Sven Clement *(Piraten).*- En huet et souguer op Pabeier derbäi.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... mee wann dat awer am „Tageblatt" steet, da muss et wierklech schrecklech sinn! Da muss et schrecklech sinn, well wa se emol déi eng oder déi aner fléie loossen, d'Sozialisten, da schreift d'„Tageblatt" jo näischt. Also wann dat heiten esou krass, ...

(Interruption)

... esou krass am „Tageblatt" steet, da muss et wierklech verdammt schlëmm ausgesinn ëm d'Sozialistesch Partei!

An nodeem den Här Krecké dann elo eng Plaz do kritt hat, kritt elo den Här Schneider eng, an ech mengen, Här Parteipresident, Dir hutt jo dee Posten ugeziilt, da wësse mer jo och schonns, wou Är Karriär vläicht eng Kéier lant.

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Dat kënne mer jo net wëssen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ...

Ech hu gesot „vläicht", ech hunn et net behaapt. Ech hu gesot, „vläicht". Mee d'Chance ... Jamais deux sans trois !

Här President, ...

(Hilarité)

... da gëtt geschwat vum Bien-être. Vum Bien-être. Ech sinn domadder d'accord. Mir kënnen nach e Gremium schafen, mir kënnen der och nach zwee schafen, mee ech mengen, et ass alles bekannt. Mir wëssen, wivill Leit ënnert der Aarmutsgrenz sinn, mir wëssen all d'Chifferen, déi mer wëllen. Mir gebrauchen der Caritas hire Sozialalmanach all Joers, do kréie mer alles presentéiert. Mir kréie vu riets a lénks.

Mir kënnen awer elo nach eppes maachen. Ech muss Iech soen, ech war de Samschdeg virun aacht Deeg zu Esch an der Uelzechtstrooss, e ganze Mëtteg. Ech brauch am Fong keng Etüde maachen ze loossen. Ech hu gekuckt, wann d'Leit komm sinn, wou se akafe gaange sinn a wou se net akafe gaange sinn, a wat d'Leit mer gezielt hunn. Da weess een alles. Da weess een alles! Et brauch ee just ënnert d'Leit ze goen. Mee wann ech mech als Sozialist an de Verwaltungsréit ronderëm beméien an tummelen, da ginn ech dat net gewuer. Gitt ënnert d'Leit! Gitt bei déi Leit, déi Der sollt vertrieden. Déi soen Iech schonn, wéi et hei am Land ausgesäit. An dann denkt Der emol no an da maacht Der emol eppes fir déi Leit, vun deenen Der gären d'Stëmmen hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Franz Fayot *(LSAP).*- A wat fir enge Verwaltungsréit ass deen dann?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- U wie riicht Der Iech do, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Un d'Sozialisten. Un d'Sozialisten!

(Hilarité et exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Un eis alleguerten eenzel?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Un d'Sozialisten!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et ass kee méi do!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Un d'Sozialisten! Un d'Sozialisten!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- U wien heibanne riicht Dir Iech mat deene Virwërf do?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma un d'Sozialisten. Dat sidd Der alleguer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wie vun eis sëtzt hei a Verwaltungsréit?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu gesot, ...

(Protestations)

Nee. O ma, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Här Bodry zum Beispill.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här Bodry, wat Dir akzeptéiert oder net akzeptéiert, dat ass mir esou laang wéi breet. Dat ass mir esou laang wéi breet! Ech soen dat hei, wat hei muss gesot ginn. An ech hunn de Sozialisten hei, ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass d'LSAP!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn de Sozialisten hei de Spigel dohigehal an ech hunn net méi an net manner gesot wéi dat, wat haut am „Tageblatt" iwwert d'Sozialiste stoung.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt méi gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn, ...

(Protestations)

Ech hu gesot, datt Sozialisten ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

... datt Sozialisten, ...

(Interruption)

Ech hu gesot, datt Sozialisten ...

(Coups de cloche de la présidence)

... sech géifen an de Verwaltungsréit tümmelen, amplaz bei d'Leit op d'Strooss ze goen an do ze kucken, wou deenen hir Problemer sinn.

(Interruptions)

Ma ...

Une voix.- Dat ass ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Dir keng Sozialisten an de Verwaltungsréit sëtzen? Da kuckt emol eng Kéier no.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir schwätzt vun Iech selwer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo hutt Der awer ganz vill vun Iech ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kuckt emol eng Kéier no. Da kuckt emol eng Kéier no.

(Interruption et exclamation de M. Alex Bodry)

Jo, Dir kënnt ...

O Mamm, o Mamm.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

Dat dote mécht Är ...

(Coups de cloche de la présidence)

Dat mécht Är Positioun ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, ech bieden Iech, zu der gewinntener Souveränitéit, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-... Här President, ëmsou méi wéi Der engem Deputéierten ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... déi mer hei am Haus gewinnt sinn, zréckzekommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

Plusieurs voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet de Moment den Här Gibéryen ...

(Interruptions)

... a soss keen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bodry, hutt Der nach eng Fro un den Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee. Ech loosse keng Fro ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann dat net de Fall ass, da kann den Här Gibéryen ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... mat sengen Ausféierunge weiderfueren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll just soen, datt virun e puer Méint e Kolleeg vu mir hei eng Verwarnung kritt huet, deen hat manner gesot wéi dat doten. Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Manner?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Manner. Jo.

Voilà, Här President, da komme mer un de gratis ëffentlechen Transport, mir si jo nach net fäerdeg.

(Brouhaha)

De gratis ëffentlechen Transport. D'ADR huet zënter 15 Joer de gratis ëffentlechen Transport an hirem Walprogramm verlaangt. D'Sozialisten hunn et tëschenduerch och emol verlaangt.

Une voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An d'DP hat en déi leschte Kéier och an hirer Walcampagne stoen. Just déi gréng waren déi leschte Kéier an de Wale géint e gratis ëffentlechen Transport.

(Interruption)

Une voix.- Falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am „Lëtzebuerger Land" vum 14. Dezember ...

Une voix.- Falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... 2018, steet ... Am „Lëtzebuerger Land" vum 14. Dezember 2018 steet: „Bausch nannte das Gratisversprechen der DP in ihrem Wahlprogramm «Populismus»." E schrecklecht Wuert! Populismus huet d'DP gemaach, wéi se de gratis ëffentlechen Transport gemaach huet.

Haut hu mer, Gott sei Dank, de gratis ëffentlechen Transport kritt, well eeben déi aner Koalitiounsparteien, ech huelen un, datt d'DP an d'LSAP sech an de Koalitiounsverhandlunge géint déi gréng duerchgesat hunn an eeben de gratis ëffentlechen Transport kënnt.

Haut gi mer anscheinend an der Welt gelueft fir dee gratis ëffentlechen Transport, dee mer aféieren. An haut de Moien hu mer souguer vun deene Gréngen hei héieren, datt dat am Fong e richtegt Signal wier, an datt domadder am Fong d'Akzisen an d'CO_2-Steier scho géife kompenséiert ginn, duerch dee gratis ëffentlechen Transport.

Dat heescht also, et war wuel net deene Gréngen hir Iddi, si waren och dergéint, mee haut gi si am Fong hin a si bretze sech dermat, datt mer de gratis ëffentlechen Transport hei am Land kréien. Dat soll ee wourechkeetshalber och emol eng Kéier hei soen.

De Käschtepunkt däerft 30 Millioune sinn 2020 a 40 Milliounen 2021. Dat ass eng Bruttodepense. Op där anerer Säit ass net berécksichtegt, datt jo Gelder agespuert ginn eeben doduerch, datt d'Verwaltung an d'Gestioun vun deene Ventë vun de Billjeeë wäerten ewechfalen.

Dann nach e Wuert zur Steierreform. Déi soll d'nächst Joer finaliséiert ginn, se soll verein-

facht ginn. Et soll nëmme méi eng Steierklass ginn. Dat Wichtegst an där Ausso ass: „Et soll keen eppes dobäi verléieren!"

Dat wier schéin, wann dat esou wier. Mir sinn awer do gespaant, well wa keen eppes soll verléieren, a mir maachen nëmme méi eng Steierklass, da brauche mer jo just d'Steierklass 2 ze maachen. Da verléiert keen eppes a mer hu just nach eng Steierklass.

Da kréichen allerdéngs d'Familljen an der Steierklass 2 näischt bäigesat, da kréiche just déi an der 1 an der 1a eppes. A mir kënnen eis awer net virstellen, datt et eng Steierreform gëtt, wou grad d'Familljen näischt bäigesat kréichen a just déi am 1 an am 1a. Also musse mer schonn e bëssen dropleeën op d'Steierklass 2 fir d'Leit.

Ech hu virdru bewisen, wéi séier een hei am Land un den Héchststeiersaz vun 41 % drukënnt. 41 %. Och do muss eppes Generelles gemaach ginn. Déi Rechnung vun der Regierung wäert, eiser Meenung no, net opgoen. Et geet net op, datt ee seet: „Mir maachen eng Steierklass a kee verléiert eppes!" An et wëllt een och nach aner Rektifikatiounen an der Steiertabell maachen. Wann d'Regierung dat fäerdegbréngt, sinn ech deen Éischten, deen heihinner kënnt a se felicitéiert. Mee ech gleewen net drun.

Ech mengen éischter, elo ginn d'Leit emol fir d'éischt ënnert dem Deckmantel vum Klimawandel mat Akzisenerhéijungen, CO_2-Steier a méi héijen Autossteieren zur Keess gebieden. An da kënnt d'Steierreform an zwee Deeler, wouvun een Deel, dee vläicht méi positiv ass, virun deenen nächste Chamberwale kënnt an deen Deel, dee méi negativ ass, deen trëtt dann eeben eréischt no de Chamberwalen a Kraaft.

Kommt, mir verhalen eis emol dee Saz, deen ech elo gesot hunn. Dir wäert gesinn, datt en herno ganz no wäert bei der Wourecht leien.

Här President, nach zwee Wierder zum Logement an zur Mobilitéit. Dëse Budget huet och, niewent deenen normalen Investissementer, déi mer hunn, weeder kloer Perspektiven nach Propositiounen, wéi mer de Logements- oder de Wunnengs- oder de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien. Wa mer weider esou onkontrolléiert wuessen, wäerte mer dee Problem net an de Grëff kréien. D'Staue wäerten zouhuelen an d'Präisser vum Logement wäerten och weider klammen an deenen nächste Méint a Joren.

An der Familljepolitik, mengen ech, musse mer och un en Emdenke kommen. Ech hunn där Deeg, wéi ech zu Hesper am Stau stoung, moies kuerz virun aacht, du stoung ech do bei der Schoul, well ech sinn iwwer Fenneng komm - ech hat geduecht, dat géif méi séier goen, mee et ass net méi séier gaangen, an elo hunn ech gëschter héieren, de Buergermeeschter mécht och nach dee Schläichwee zou - du stoung ech zu Fenneng bei derSchoul, ...

(Hilarité)

... et war fënnef vir aacht, do hunn ech dann du moies déi aarm Mammen a Pappe gesinn, ee Kand um Aarm, eent un der Hand, se si gelaf, fir um aacht Auer an der Schoul ze sinn. Fënnef Minutten drop hunn ech d'Mammen oder d'Pappen erëm gesinn erausgerannt kommen an den Auto. Dat heescht, déi Leit sti moies mat de Kanner um hallwer siwen op, an da si se fäerdeg an da stelle se sech mam Auto an de Stau. An da fuere se an d'Crèche, rennen eran, ginn d'Kand of, kommen a setze sech erëm an den Auto a stinn erëm am Stau fir op hir Aarbecht.

Dann hu se am Fong Rou, géif ech soen, well ech stelle mer vir, datt déi Leit soen, wa se op der Aarbecht ukommen: „Uff, elo sinn ech endlech op der Aarbecht!" Dann hu se schonn annerhallef Stonn Parcours hanneru sech. An da si se op der Aarbecht. An owes fir heem geet genau dat selwecht am ëmgedréite Wee weider. An da kommen déi Leit owes um siwen Auer heem, da sinn déi jo fäerdeg! Déi ware schaffen a se hu sech moies missen annerhallef Stonn hetzen an owes annerhallef Stonn hetzen. An da soe mer, ma d'Leit hätten dat gär!

(Interruptions)

Nee, d'Leit wëllen dat net. D'Leit hu keen anere Choix. D'Leit hu keen anere Choix! Eeben, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll just soen, datt d'Salle des pas perdus do ass, fir Zwëschegespréicher ze féieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Wannechgelift.

(Brouhaha)

Här Gibéryen, Dir däerft weiderfueren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt mech elo komplett ënnerbrach. Ech weess elo net méi, wou ech dru war.

Duerfir hu mir, ...

(Interruption)

D'Leit, ...

(Interruption)

D'Leit, déi hätte gäre méi Zäit fir hir Kanner. Mee si hu keen anere Choix bei deene Wunnengspräisser. Si si condamnéiert, fir zu zwee schaffen ze goen. An duerfir hu mir jo och d'Propositioun gemaach, fir e Familljegeld anzeféieren. D'Leit hunn haut net de Choix, well déi Ënnerstëtzungen, déi mer de Familllje ginn, sinn nëmme fir déi Leit, déi soen: „Ech gi schaffen." Also, deen eenzege Choix, dee se hunn, dat ass ze soen: „Ech hätt gär eng Subventioun", oder „Ech wëll keng Subventioun." A wie ka sech et leeschten, ouni Hëllef doheem ze bleiwen? Keen. Also hunn d'Leit net de Choix. Se hu kee Choix. Se musse schaffe goen.

An duerfir hu mer ëmmer d'Propositioun gemaach: Kommt, mir ginn e Familljegeld, wat mer alle Familllje ginn. An d'Leit decidéieren, d'Familljen decidéieren, ob se mat deem Geld eng Crèche bezuelen oder d'Maison relais oder Gott weess wat, a si ginn da schaffen, een oder zu zwee, oder et bleift een doheem. An dann huet deen dat Geld eeben als Ausgläich, well en d'Kannerversuergung doheem mécht. Dann hätt d'Famill wierklech de Choix.

An et sinn ëmmer méi Leit, déi gäre géife méi bei hire Kanner doheem bleiwen, fir sech an hire Kanner dee Stress ewechzehuelen, deen déi Kanner elo vu moies hallwer sechs bis owes siwe musse matmaachen. An da komme se bei Elteren heem, déi midd sinn, d'Kanner si midd. Do ass kee Familljeliewe méi. An dat geet op d'Käschte vun de Kanner a vu soss kengem. An duerfir musse mer och familljepolitesch ëmdenken. A mer däerfen net nëmme méi eng Politik maachen, wou mer d'Eltere forcéieren, schaffen ze goen. Mee mir mussen den Elteren och eng finanziell ausgläichend Indemnitéit ginn, fir déi, déi soen: „Ma mir bleiwe gäre méi bei eise Kanner doheem." An dat musse mer maachen, do komme mer net derlaanscht. A mir wäerten als ADR op jidde Fall do derhannert bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e puer Iwwerleeungen, déi ech wollt mat an dës Budgetsdiskussiounen erabréngen. Et deet mer leed, datt ech d'Kolleege vun de Sozialisten esou opgereegt hunn.

Une voix.- Et deet Iech iwwerhaapt net leed!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mee et ass nun emol eeben esou, d'Wourecht deet heiansdo wéi. Haut war keng Ausnam.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Fayot freet d'Wuert.

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Fait personnel, Här President. Den Här Gibéryen huet éinescht, wéi e fäerdeg war mat senger Tirade mam Leitartikel vum „Tageblatt", gesot u meng Adress, dass ech jo wuel warscheinlech dann deen nächsten LSAP-Wirtschaftsminister wär, an dass ech warscheinlech da géif dat selwecht maachen ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vläicht!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ... wéi meng Virgänger.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vläicht!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech muss soen, ech fannen dat en inakzeptabele Virworf. Do sidd Der ... Éischtens si mer do an der puerer Spekulatioun. Zweetens gëtt et keen Ulass, fir esou eppes vu mir ze soen. Ech sinn a kengem Verwaltungsrot, ausser dee vum Kasemattentheater a vun der Fondation Robert Krieps, wat benevoll Verwaltungsréit sinn.

A meng Kolleegen hei vun de Sozialisten, do ass keen een en nom personnel an engem Verwaltungsrot vun enger kommerzieller Gesellschaft. Mir mussen ons vun Iech esou Frechheeten net bidde loossen. A wann ech net wéisst, dass souwisou esou eppes net vun Iech ze erwaarde wär, da géif ech elo eng Excuse hei froen. Dat ass inakzeptabel an ech akzeptéieren dat net. An ech fannen dat wierklech eng Frechheet, wat Dir hei vum Stapel gelooss hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech fannen dat, wat den Här Fayot gesot huet, do huet e Recht, well am Artikel 37 steet: «Toute imputation ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... de mauvaise intention […] sont interdites. »

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- „Toute attaque personnelle ..." an an an.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, ech brauch do guer näischt zréckzehuelen. Ech wëll mech och guer net entschëllegen, well dat, wat ech gesot hunn, dat ass dat, wat am „Tageblatt" steet. Wat am „Tageblatt" steet!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Nee.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Ma nee.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da loosst mech dach ausschwätzen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et ass dat, wat Der duerno gesot hutt.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass den Här Krecké an engem Verwaltungsrot? Kënnt den Här Schneider elo an e Verwaltungsrot?

Une voix.- Et ass dat, wat Der duerno gesot hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee.

(Interruption)

An ech hunn duerno gesot ...

(Interruption)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Wat Der duerno gesot hutt vu mir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... an ech hunn duerno gesot: „An den Här Fayot, dee jo warscheinlech d'Relève wäert huelen am Wirtschaftsministère", sot ech, „vläicht geet hien dee selwechte Wee." Vläicht! Ech hunn net gesot, hie géif e goen. Ech hu gesot: ...

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat do ass infekt, wat Dir do maacht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vläicht geet hien dee selwechte Wee.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat ass infekt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hunn ech gesot. A wa keen ...

Här Bodry, sidd Dir dann net am Verwaltungsrot vun der CLT?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat sinn ech net en nom personnel, mee ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sidd awer dran! Dir sidd awer dran! Ech hunn net ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gibéryen, ech wëll Iech just soen, datt den Här Fayot ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... net am Leitartikel vum „Tageblatt" ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... ernimmt ass. An doduerch ass et eng Ënnerstellung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech, ...

Här President, ech loosse mer vu kengem, och net vum President, hei virschreiwen, wat ech soen. Hei loossen ech mir kee Maulkuerf opsetzen. Dat wëll ech Iech och kloer soen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir respektéiert, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt och doiwwer engem, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir respektéiert ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... wann den Här Bodry ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo, Dir kënnt esou haart jäizen, wéi Dir wëllt. Ech hu genau esou eng gutt Stëmm wéi Dir.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wéi all Deputéierten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt ... Jo!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ...all Deputéierten maacht Der dat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- All Deputéierten ...

Déi Zäit, jo. Dir verdrot keng Kritik.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Wann een Iech de Spigel virun d'Gesiicht hält, da gitt Der rosen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir hutt kee Respekt virun dësem Haus!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

(Coups de cloche de la présidence)

Dir och net. Dir och net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir och net. Dir och net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Fäerdeg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gibéryen, ech wollt elo am Fong geholl just soen, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt ech hei sinn, fir d'Reglement anzehalen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech wollt Iech dat an Erënnerung bréngen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ech hunn näischt gemaach, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech hoffen, datt domadder elo fir ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... wat géint d'Reglement verstouss huet.

Une voix.- Dach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... deen Incident kloer ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Just d'Sozialiste mengen dat.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Gibéryen ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Merci fir seng Interventioun. An ech ginn d'Wuert ...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Une voix.- Schlëmmer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et muss wéigedoen hunn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt Zäit, datt mir méi Sëtz wéi d'ADR kréien, well ech muss all Kéiers hannert dem Här Gibéryen schwätzen. An all Kéiers si se all esou ...

(M. David Wagner fait des gestes.)

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Här Gibéryen geet an d'Pensioun, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee, nee.

(Interruption)

Waart emol of.

Une voix.- Jo.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, Här President, Merci. Ier ech wierklech zum Budget kommen, duecht ech, wier et wichteg, wann Dir géift erlaben, datt mir als Lénk de Milliounе Frënn a Kolleegen a Frankräich eis Solidaritéit matdeelen, déi amgaange sinn ze kämpfen, fir hire Rentesystem ze retten a fir villes méi. Et ass ëmmer schwéier ze streiken, zemools am Wanter an zemools ënnert dem Macron, deen net viru Gewaltdoten zréckschreckt, wéi mer wëssen.

(Brouhaha)

A mir denken awer och hei zu Lëtzebuerg un de Kampf, deen elo d'Beleegschaft vum Cactus féiert. Vill Leit mengen nämlech, datt dee Betrib e feine Familljebetrib ass. Ma nee, dat ass net esou. Ech kann dat bestätegen. Mäi Bridder huet 16 Joer laang do geschafft. Hien huet natierlech net d'Geleeënheet, fir hei ze schwätzen. D'Aarbecht gëtt do ëmmer méi haart. Et gëtt ëmmer méi vun de Leit erwaart an en retour kréie se d'Liewen nach ëmmer méi schwéier gemaach. Mir vun déi Lénk bewonneren de Courage vun der Cactus-Beleegschaft, well Courage brauch ee bei esou engem Kampf.

Här President, d'Liewensbedéngunge vun de schaffende Leit verschlechtere sech vu Joer zu Joer, an dat iwwerall an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg.

De Rapporter ass gëschter och relativ laang a breet dorobber agaangen. Aneschters wéi d'Regierung huet hie kee rosat Bild vum Land gemoolt. Et mécht tatsächlech kee Sënn, d'Bild vum Land schéinzemolen a schéinzerieden, well d'Leit mierke jo den Ënnerscheed tëscht deem, wat ass, an deem, wat behaapt gëtt.

„Wann et dem Land gutt geet, da geet et och de Leit gutt." Esou heescht dem Premier seng Floskel. D'Realitéit zu Lëtzebuerg wéi och an anere Länner ass déi heiten: Well et e puer Leit super gutt an ëmmer besser geet, geet et ëmmer méi Leit ëmmer méi schlecht. Dat ass näischt Neies. Zënter dem Ufank vun der Mënschegeschicht hunn déi ganz Räich a ganz Mächteg ëmmer um Bockel vun de schaffende Leit gelieft.

Här President, dem Här Cruchten säi Budgetsrapport war warscheinlech deen éischte vun dëser Majoritéit, dee sech ausgibeg mat de soziale Problemer vum Land ausenanergesat huet. Et wier jo och schwéier gewiescht, derlaanscht ze kommen. Een Hoke gëtt et awer: Esou gutt dee Rapport déi sozial Problemer uschwätzt an och e puer Léisungsvirschléi mécht, esou wéineg spigelt sech dat an dem Budget selwer erëm. Ech géif souguer nach méi wäit goen a behaapten, datt dëse Budget dee Budget ass, deen am mannsten op d'Héicht vun de sozialen an ekolgesche Problemer vum Land a vun de Leit ageet.

Et fänkt scho beim Solde structurel un. Ech wollt e bëssen doriwwer schwätze wéi all Kéiers. De Solde structurel ass jo esou eng komesch Geschicht, iwwert déi an der Effentlechkeet u sech wéineg geschwat gëtt. Et ass awer eng wichteg Saach. De Solde structurel, dee leet nämlech fest, wivill Iwwerschoss beim Staat a bei der Verwaltung iwwregbleiwe muss. Wann zum Beispill de Solde structurel op minus 0,5 % läit, heescht dat, graff gesot, datt d'Verwaltungen däerfen iwwer e bestëmmten Zäitraum ëm 0,5 % an de Keller goen, dat heescht, si kënne méi investéieren.

Wann awer entscheet gëtt, wéi elo, de Solde structurel op plus 0,5 % ze setzen, heescht dat, datt en Iwwerschoss vun 0,5 % an de Konte si muss. Et ass also eng Spuermesure, déi et dem Staat méi schwéier mécht fir ze investéieren.

Dat ass u sech déi komesch Reegel, déi iergendwéi e bëssen aus Däitschland kënnt - „die goldene Regel" oder „schwarze Null" -, déi aus Däitschland e Land gemaach huet, wou d'Leit veraarmen a wou d'Infrastrukturen - d'Brécken, d'Stroossen, déi effentlech Gebaier - viru sech hi vergammelen, wéi de Rapporter och gëschter zu Recht ënnerstrach huet.

An dann däerf ee sech jo och net wonneren, datt an deene leschte Joren d'Nazie vun der AfD ëmmer besser Walresultater kruten a kréien.

Mat der Entscheedung, fir en Iwwerschoss vun 0,5 % an dem Solde structurel ze hunn, gëtt de Stabilitéitspakt, dee vun der EU selwer ëmmer méi a Fro gestallt gëtt - op jidde Fall vun enger Partie Memberen -, vum Finanzminister iwwererfëllt, fir domadder d'Austeritéit weider ze rechtfertegen, eng Austeritéit, déi mer unhand vun der sozialer an ekologescher Kris guer net brauchen.

Dobäi ass et net esou, wéi wann et kee Räichtum am Land géif ginn. Duerch Tricker schwätzt dee Budget d'Land awer aarm. Zum Beispill baséiert de Budget um PIB „en volume". Dat heescht ouni d'Deierecht. Géif een awer d'Deierecht mat aberechnen, dann hätte mer méi héich Recetten. D'Recettë ginn iwwerhaapt systematesch ënnerschat. Dat heescht am Kloertext, datt fir dëst Joer d'Comptes prévisionnels d'Recetten ëm 632 Milliounen ënnerschätzen. D'lescht Joer goufe se souguer ëm 1,2 Milliarden ënnerschat.

Firwat ginn d'Recetten dann iwwerhaapt ënnerschat? Firwat mécht d'Regierung dann esou, wéi wa manner Suen an d'Keess kéime wéi a Wierklechkeet? Majo ganz einfach: Mir mengen, an dat seet jo och d'Staatsbeamtekummer, datt d'Regierung d'Land aarm schwätzt, fir am Nachhinein de Spuerpak vun 2015 ze justifizéieren oder vläicht fir weider Spuermoossnamen ze justifizéieren. Duerno ginn awer och d'Depensen iwwerschat, soudatt um Enn d'Regierung sech selwer belobege kann a soe kann, datt awer méi erauskomm ass, wéi erwaart.

An da kënnt nach eppes derbäi: Dat ass dee faméise Fonds de rééquilibrage budgétaire, deen erëm reaktivéiert gouf. Wat soll een dann dorënner verstoen? Dat gouf schonn e puermol hei gesot. Ma zum Beispill gëtt de Meerwäert, déi Gelder, déi vläicht wärend engem Budgetsjoer erschafe goufen, déi ginn automatesch an dee Fong redirigéiert, an déi Gelder kënnen nëmmen agesat ginn, fir en Defizit ze decken. An dat ass ganz onofhängeg vum Tresor. Dat sinn awer Gelder, déi an d'Land investéiert kéinte gi fir besser Infrastrukturen, fir besser Schoulen, fir besser effentlech Crèchen, fir d'Emwelt a fir de Klima a fir de Logement.

Ma nee, déi Gelder, déi d'Bevëlkerung an d'Land elo batter néideg hunn, déi ginn an deem Fong gehamstert. De Finanzminister, dee sammelt also lénks a riets Mouken un a verstoppt se, soudatt keen anere se fënnt. Net, datt een och nach op d'Iddi kéim, se fir iergendeppes anzesetzen. Dat ass eng Zort vu Politik, déi ëmmer e bëssen archaesch als „en bon père de famille", als „guter Pater familias" bezeechent gëtt. Mee a Wierklechkeet ass et dann esou, datt dee gudde Familljepapp oder déi gutt Familljemamm eent vu sengen oder hire fënnef Kanner am Ree géif stoe loossen, fir säin oder hiert Spuerschwäin ze fëllen.

Här President, am Rapport vum Budget heescht et, datt een all deenen Associatiounen oder all deenen Initiativen, déi deenen ærmste Matbierger hëllefen, wéi zum Beispill de sozialen Epicerien, dankbar soll sinn, well déi eng Aarbecht leeschten, déi de Staat net iwwerhuele kéint. Éischter hätt de Rapporter misse soen: „déi de Staat net iwwerhuele wëllt".

Et ass richteg, datt ee se begréisse soll, all déi Initiativen, all déi Leit, déi sech doranner engagéieren, ob haaptamtlech oder benevoll. Et gëtt vill Leit an eiser Gesellschaft, déi sech ëm aner Mënsche bekëmmeren, déi net vill Suen hunn, déi op der Strooss sinn, déi krank sinn an awer net vun eisem anscheinend esou gudde Gesondheetssystem opgefaange ginn. Déi Leit, déi déi Aarbecht leeschten, gehéiere meeschtens och net zu deenen Allerräichsten. Mee et ass net normal, datt privat Initiative sech ëm déi Ærmst an eiser Gesellschaft musse bekëmmeren. Dat arrangéiert natierlech d'Regierungen, well da brauche si sech net drëms ze bekëmmeren.

Den Erfolleg vun enger Regierung, Här President, léisst sech dorunner moossen, ob méi Leit an d'Aarmut verfalen oder manner Leit an d'Aarmut verfalen. An zu Lëtzebuerg ass et kloer: Et gëtt ëmmer méi Leit, déi an d'Aarmut verfalen oder riskéieren, aarm ze ginn. An dat trotz Rekordrecetten a Budgetsiwwerschëss.

Mëttlerweil gëtt et iwwer 10.000 Leit, déi vun deenen Associatiounen opgefaange ginn. A wann een 10.000 Leit seet, da kann een dovunner ausgoen, datt et der nach méi sinn. Well de Mënsch huet jo och eppes, wat ee Stolz nennt. An et gëtt vill méi Leit, déi an eng Épicerie sociale kéinte goen, déi bei den Office social kéinte goen, fir Almosen ze froen, déi eng Aide au logement kéinte froen, a si maachen dat net! Aus Stolz!

Dobäi muss een ëmmer erëm betounen: Wann een aarm ass, dann ass et net engem seng Schold. Dat erziele gären zwar heiansdo Politiker, déi d'Interesse vun der Bourgeoisie vertrieden, mee et ass net esou!

Et gëtt ëmmer gesot: „Wann ee vill schafft, da geet et engem gutt." Abee, déi meescht hei am Land, déi vu moies bis owes riicht duerch schaffen, a souguer kujenéiert ginn, sief et am Supermarché, am Cactus eeben, als Botzfra, als Aide soignante, um Bau, déi, déi d'Poubellen oprafe ginn, dat sinn alles Leit, déi richteg schaffen a richteg eppes produzéieren an der Gesellschaft eppes bréngen.

A wourunner moosst een den Notze vun enger Aarbecht? Majo ganz einfach: Wann déi Aarbecht op eemol net méi gemaach gëtt, wann déi Leit zum Beispill streike géifen, well wann d'Müllabfuhr streike géif, wann d'Aide-soignantë streiken, wann d'Botzfrae streiken, wann d'Educateure streiken, ma da geet et eis all ganz schlecht!

Ech géif dat net onbedéngt behaapte vun engem Trader, dee streikt, oder vun engem Steierberoder, dee streikt. Vläicht géif et eis souguer besser goen!

Här President, ech hu gëschter e Video gesinn, wou den Här Finanzminister säi Budget versicht ze verkafen. An um Enn vum Video, do bleift e bei zwou Fotoe vum Edward Steichen stoen. Op där enger Foto ass den Här J. P. Morgan ze gesinn, de Grënner vun der Bank vum selwechten Numm, déi och d'Finanzkris vun 2008 mat ze veräntwerten huet, op deem anere Bild en italieenesche Schréftsteller, de Luigi Pirandello. Dem Här Gramegna säi Fazit ass deen, datt den Edward Steichen als gudde Lëtzebuerger d'Kënschtler an d'Banquieren d'selwecht gäre gehat hätt. Datt de Steichen d'Kënschtler gären hat, dat kann ech mer ganz gutt virstellen, en huet der ganz vill fotografféiert. En huet souwisou vill Leit fotografféiert. Warscheinlech och, fir säi Geld ze verdéngen.

Mee ech wier net esou kéng ze behaapten, datt en d'Banquieren esou gären hat. Well ëmmerhin heescht eng vu senge gréissten Expositiounen „The Bitter Years", wou Mënschen, Aarbechter, Baueren, hir Familljе fotografféiert goufen, déi an den 30er Joren Opfer wore vun der Grousser Depressioun an den USA an a brutaalst Aarmut gestierzt goufen. Vu wiem goufe se a brutaalst Aarmut gestierzt? Ben, vun de Banken! An et ka gutt sinn, datt den Edward Steichen dann engersäits d'Opfer wollt veréiwegen an anerersäits och d'Täter.

Här President, de Problem ass deen, datt grad déi, déi am meeschte schaffen an déi penibelst Aarbecht maachen, déi sinn, déi am mannste verdéngen an déi am meeschten op der Aarbecht emmerdéiert ginn. Sief et, fir kuerz an eng Pisspaus ze goen. Dat si Saachen, déi mir hei guer net méi erliewen, glécklecherweis, hei an eisem Krees. Oder heiansdo souguer op der Aarbecht stierwen, wéi dat och nach gëschter op engem Chantier zu Gaasperech de Fall war. Et ass net deen éischten! Zu Lëtzebuerg kënnt dat oft vir, datt Aarbechter op Chantiere stierwen! Et ass net normal, datt een op der Aarbecht stierft!

An et géif vläicht manner virkommen, wann d'ITM och nach méi, weider Mëttelen zur Verfügung géif gestallt kréie wéi bis elo. Ech weess, dat ass amgaangen ze geschéien. Mee ech mengen, deen Effort muss schleunegst weidergoen, well hiren Asaz immens wichteg ass.

Här President, huet awer dës Regierung wierklech eppes géint d'Aarmut ënnerholl? Mir mengen net! Mee, wien ass soss zoustänneg derfir, wann et de Leit gutt geet oder wann et de Leit schlecht geet? Den Herrgott? D'Marsmännercher? D'Illuminaten? Nee! Et ass tatsächlech d'Regierung!

(Interruption)

Bon, et sinn der, déi mengen dat.

(Hilarité)

Dës Regierung mécht eng Politik, déi awer nach méi Aarmut produzéiert. Ech weess jo net, wie soss responsabel wier!

De Bericht schléit vir, et misst een en Observatoire de la pauvreté grënnen. Firwat net! Vläicht och en Observatoire de la richesse grënnen, vläicht, et wier och emol eng Kéier interessant ze kucken, wien hei zu Lëtzebuerg alles besëtzt. Et ass awer och net esou, wéi wann d'Aarmut e komesche Phenomeen wier, deen op eemol esou aus dem Nichts entsteet an deen ee misst observéiere wéi en exotescht Déier oder eng onbekannte Krankheet.

D'Aarmut ass kee Wiederphenomeen! D'Aarmut ass d'Resultat vun enger Politik! Mir hunn 18 % vun de Leit, déi am Aarmutsrisiko sinn. Dat ass eng Verduebelung innerhalb vun néng Joer. 13 % vun de schaffende Leit sinn am Aarmutsrisiko. 72 % vun de Chômeure sinn am Aarmutsrisiko. 40 % vun den Elengerzéiende sinn am Aarmutsrisiko. 23,5 % vun de Kanner sinn am Aarmutsrisiko. Tëschent 2012 an 2016, also ënnert dëser Regierung, hu sech d'Demande-d'aiden op den Office-socialle verfënneffacht. Verfënneffacht!

Wann e Premierminister behaapt, wéi dat am „Lëtzebuerger Land" de Fall war, wann de Premierminister behaapt, datt eng Regierung wéineg géint d'Aarmut kéint maachen, dann huet en de Sënn vun der Politik guer net verstanen an dann huet en de Sënn vu sengem Amt warscheinlech och guer net verstanen. An dann hätt en och besser, et engem aneren ze iwwerloossen.

Här President, d'Demokratesch Partei vum Här Bettel ass ganz daper, wann et drëms geet, Gesetzer ze maachen, déi d'Steierlaascht vun deene Räichsten erofsetzt. Mee d'Demokratesch Partei ass och ganz daper doranner, fir de schaffende Familljе Gelder ewechzehuelen! Well mat der Reform vun der Familljeministesch vun de Familljenhëllefen hunn d'Familljе Geld verluer.

Wann een alles zesummerechent, also d'Afréiere vun den Allocatiounen am Joer 2006 - dofir kann dës Regierung elo net - plus d'Reform vun der Madamm Cahen, dann huet eng Famill mat engem Kand 18,6 % verluer. Eng Famill mat zwee Kanner huet 28,2 % verluer. Eng Famill mat dräi Kanner huet 38,1 % verluer an eng Famill mat véier Kanner huet 42 % verluer.

Da gëtt natierlech gesot: „Jo, mee et gëtt Chèques-services accueil." Mee dozou kann een och villes soen. Éischtens: Amplaz datt de Staat Suen investéiert an de Bau vun effentleche Crèchen a Maison-relaisen, iwwerléisst de Staat et dem private Secteur a finanzéiert de private Secteur mat deene Gelder duerch d'Chèque-servicen.

Zweetens kënnt et dann och nach zu engem bürokratesche Chaos, well déi dann och nach all zertifizéiert musse ginn. Wa se effentlech wieren, bräicht een dat guer net. Drëttens, d'Educatricen an d'Educateuren hätte bestëmmt besser Aarbechtskonditiounen a besser Paien, well am Private gi si meeschtens guer net gutt bezuelt.

Mee dobäi bleift et net! Wiere mer nach bei deem System, wou d'Elteren d'Allocatioune kréien, déi net gekierzt sinn, déi net agefruer goufen, a si kéinte souguer hir Kanner a gutt effentlech Crèchen a Maison-relaise setzen, déi gratis wieren, dann hätt keen eppes verluer. Mee mat de Chèque-servicë gëtt déi antisozial Familljepolitik vun dëser Regierung net kompenséiert.

Firwat? Dat wërft d'Salariatskummer jo dës Kéier, dëst Joer och gutt op. Ma ganz einfach, well net jiddereen, dee Kanner huet, e Chèque-service kritt. Laut Eurostat profitéieren nëmmen 58 % vun de Kanner, global, vun deene Chèque-servicen. Dat heescht, datt 42 % dovunner net an de Genoss vun de Chèque-servicë kommen, warscheinlech well och net all Kand an eng Maison relais geet. Mee dat heescht am Kloertext, datt Elteren, déi hir Kanner net an d'Crèche oder an eng Maison relais ginn, schlussendlech eppes ewechgeholl kruten an näischt amplaz.

Mee net nëmmen déi schaffend Famillje mat Kanner si geschuer ginn. D'Studenten och. D'Jugend ass net verschount ginn. D'Reform vum Här Meisch, géint déi Dausende vu Schüler a Studenten op d'Strooss gaange sinn, huet dozou gefouert, datt d'Studente schlussendlech manner vum Staat kruten, an dat zugonschte vun der Bank, well se e Prêt maache mussen. Du schaffs nach net an du muss dech scho bei der Bank verschëlden.

Wéi d'Salariatskummer et och an hirem Avis berechent huet, ass déi méiglech Verschëldung vun engem Student tëschent 2009 an 2018 äusserst an d'Héicht gaangen. Mat engem Bac+5, well hautzudaags brauchs de e Bac+5, fir iwwerhaapt eng net onbedéngt gutt bezuelten Aarbecht ze kréien, huet e Student deemno wéi eng Schold vu 50.000 oder souguer vläicht 60.000 Euro. E Student awer, deen aus besserem Haus kënnt, huet oft manner Scholden, well en net gezwonge war, ganz einfach, e Prêt opzehuelen. Tant mieux pour lui och!

Wat bedeit dat alles fir d'Jugend vun haut? Wat fir eng Zukunft ass dës Regierung amgaangen, der Jugend virzebereeden?

Du gees an d'Schoul. Du kënns net aus enger räicher Famill, déi souwisou mat dräi Kanner 38 % manner vun de Familljegelder huet. Vun doheem aus gëss de net vill ënnerstëtzt. Du hëls e Prêt op. Du brëngs et fäerdeg, däi Bac+5 tatsächlech a fënnef Joer ze packen, mee vläicht brauchs de awer ee Joer méi, well s de niewebäi schaffe muss. Da bass de mam Studéiere fäerdeg. Da muss de der Bank schonn emol 40.000, 50.000, 60.000 Euro zréckbezuelen. Dofir brauchs de eng Aarbecht. An du sichs als Student da schonn emol eng Aarbecht, fir d'Bank ze beglécken. Sou wéi an den USA. Do ass et nach e Krack méi schlëmm.

Mee de Problem ass deen, datt s de zu där Hallschent vun de Jonke gehéiers, déi keng Laangzäitkontrakter kritt, mee just e Kuerzzäitkontrakt, dee bestëmmt vläicht och net legal ass, well déi meescht Kuerzzäitkontrakter zu Lëtzebuerg, mengen ech, si warscheinlech net onbedéngt legal. Wivill gëss de bezuelt? De qualifizéierte Mindestloun oder vläicht e bëssen driwwer. Éischtens geet et net duer, fir de Loyer ze bezuelen. Zweetens wëllen déi meeschte Proprietären dech net, well se kee mat engem Kuerzzäitkontrakt wëllen.

Da gees de fir d'éischt emol an den Hotel Mamma zréck. Duerno lands de vläicht, wann s de dir et leeschte kanns, an enger WG, wat och net onbedéngt jidderengem säint ass. An déi ass souwisou och iwwerdeiert, well d'Regierung näischt mécht, fir de Loyer ze plafonéieren, an de Proprio, dee weess, datt e froe kann, wat e wëllt. An du bass scho bal 30 Joer. Dengem Proprio muss de 1.200 Euro bezuelen an du hues däi Prêt nach ëmmer net zréckbezuelt. Du bass nach keng 30 Joer, da gëss de scho gro vu Suergen.

An dann héiers de de Finanzminister sech op der Tëlee freeën, datt mer den Triple-A hunn. Mee fir den Triple-A ze hunn, do muss de Finanzminister alles maachen, fir d'Finanzmäert glécklech ze maachen, d'Fongenindustrie glécklech ze maachen an d'Banke glécklech ze maachen. An dat heescht, datt si e Fräischäi kréien, fir alles hei kënnen ze maachen, wat se wëllen a Wierklechkeet. An dofir muss du als jonke Salarié blechen. Dat ass d'Resultat.

An da kënnt nach d'Kréinung, well mir hunn och nach eng ferm Klimakris. An déi Klimakris wäert och d'sozial Problemer verschäerfen.

Dann héiers de heiansdo gewëssen eeler Hären, deenen et gutt geet an och weiderhi gutt goe wäert, well se jo meeschtens déi Politik ënnerstëtzen, déi haut zur Klimanoutlag gefouert huet, a si verbréngen nach tëschent zwee Verwaltungsréit hir Zäit domadder, fir en heroeschen, ganz virille Kampf géint e jonkt Meedchen aus Schweden ze féieren.

Also ech weess nach net, wéi et ass, ech si 40 Joer al, mee heiansdo soen ech mer: D'Andropause ass eppes Ellenes, hein! Also ech hoffen, datt Der mech warnt, wann et ufänkt.

(Hilarité et interruption)

Et geet nach.

Mir wëssen natierlech, Här President, datt Lëtzebuerg net ganz eleng déi weltwäit Klimakris wäert bewältegen. Mee wa mer weider nach laang waarden, da sti mer warscheinlech ganz domm do. An da kann een dovunner ausgoen, datt, wéi een heiansdo héiert, déi ganz Räich mat der faméiser „Big Fucking Rocket" mam Étienne op de Mars fléien.

Mee grad ...

Ech zitéieren nëmme Regierungsmemberen!

(Hilarité)

Mee grad well mer esou räich sinn, kënne mer eise Part dozou bäidroen a souguer eng Modellfunktioun iwwerhuelen.

Den Här Finanzminister behaapt, d'Regierung géif eng hallef Milliard an Investissementer géint d'Klimakris investéieren. Dat stëmmt net! Dat stëmmt net!

An dat ass jo och de Problem mat deem Budget. Do si ganz vill Mogelpackungen dran. Well, wat stécht an dëser hallwer Milliard?

D'Hallschent dovunner, 251 Milliounen Euro, dat ass de Fonds du rail. Dat sinn Etüden, dat sinn normal Invester, déi esou oder esou misste gemaach ginn an och ëmmer gemaach goufen an déi a Wierklechkeet scho längst hätte solle gemaach ginn, well mer jo total hannendra sinn.

1 % dovunner, dat si 5 Milliounen, dat ass de Pacte Climat. Do gi Projete finanzéiert, déi ganz an der Rei sinn. Mee et ass eng Drëps Waasser op e waarme Steen. Weider 5 %, also 25 Milliounen Euro, dat ass fir d'CFL. Da kënnt nach e méi héije Posten, 67 Milliounen Euro, dat sinn, zum groussen Deel, déi Kompensatiounsmesuren. Dat sinn déi Rechter, déi mir bezuelen, fir weider kënnen CO_2-Emissiounen ze maachen, a wou jidderee weess a wou jidderee seet: „Dee Mechanismus, dee brëngt guer näischt!" Also bekämpfe mer do guer keng Klimakris.

An dann hu mer weider 67 Milliounen Euro, dat ass den Tram. An ech géif net behaapten, datt den Tram elo eng fierchterlech Neiegkeet ass, well dee gouf och scho virun 30 Joer diskutéiert, an dat war och nach net am Kader vun der Klimakris, déi elo wierklech lassgeet. En plus ginn och nach derbäi Funktionementskäschte mat aberechent, wat nu wierklech keng Investitioune sinn.

Dobäi kënnt och nach, datt den Tram eng privat Gesellschaft ass, zwar mat effentleche Gelder finanzéiert, mee wou d'Stad Lëtzebuerg an den Transportminister selwer soen, datt se sech net an d'Geschäft amësche wëllen. An do ass grad d'Krux, well eng richteg effentlech Politik muss vun der Gesellschaft, muss vum Staat, vun de Gemengen a vun de Leit gesteiert ginn.

An da kéint een och nach iwwer aner Mesurë schwätzen - mee ech mengen, ech komme muer dorobber zréck -, nämlech déi sougenannte „gréng Finanz". Well dat ass de Witz vum Joer. Wann d'Regierung mengt, datt se domadder dat als Kampf géint d'Klimakris ka verkafen, da maachen ech mer wierklech ganz seriö Suergen. Mee ech wäert muer dorobber agoen.

Awer nach e Wuert, well domadder bretzt sech d'Regierung jo och, dat soll jo eng sozial Mesure sinn oder eng Klimamesure sinn, jee nodeem, nämlech de gratis effentlechen Transport. Viru genau zwee Joer hu mir hei, bei där selwechter Debatt an enger viregter Legislatur, mir als déi Lénk, eng Motioun deposéiert, fir den effentlechen Transport gratis ze maachen. Vu 60 Deputéierten, dat war nach an där aler Chamber, hunn nëmme fënnef Deputéiert derfir gestëmmt.

(Interruption)

Déi zwee vun déi Lénk an déi deemoleg dräi vun der ADR.

An ech ka mech nach gutt drun erënneren, datt souwuel den Här Gramegna wéi och den Här Bausch erkläert hunn, firwat déi Mesure an hiren Aen totale Quatsch wier. D'LSAP war scho länger Zäit derfir. Dat stëmmt. Mee si krut sech an der deemoleger Regierung net duerchgesat, wat jo och normal war, well déi zwou aner Koalitiounsparteien, d'DP an déi gréng, dergéint waren. An du koum de Walkampf. déi gréng ware weiderhin dergéint. Mee d'DP huet op eemol decidéiert, derfir ze sinn, esou e bëssen als Walgadget. Aus Opportunismus. Anerer géife soen, dat wier Populismus. Mee ech soen dat net. Ech benotzen dat Wuert net gären.

An du koum déi nei Regierung an op eemol waren nach just déi gréng net derfir. Mee et ass am Koalitiounsaccord festgeschriwwe ginn. An déi eenzeg Partei, déi um Enn nach weiderhin net derfir war, ben, déi muss dat mat hirem Transportminister duerchsetzen.

An hie mécht dat och gutt! Well hie geet mat der gréisster Iwwerzeegung dobaussen erklären, wéi gutt déi Mesure ass!

Et ass schued, datt hie mir dat virun zwee Joer net erklärt hat, hei am Plenum, amplaz ze soen hei: „Dir hutt erëm näischt verstanen" an esou weider. Mee dat si mer jo gewinnt.

Ëmmerhi kann d'Regierung sech dat och nach an hirer Klimabilanz zouschreiwen.

Fazit ass: Eng vun de rare sozialen oder souguer klimafrëndleche Mesuren - dat géif ech zwar net esou iwwerstrapazéiere bei dëser Saach, mee bon! -, eng vun de rare soziale Mesurë vun dëser Regierung, déi souguer fir eng Kéier international positiv vu Lëtzebuerg schwätze gelooss huet, geet op eng Initiativ vun déi Lénk zréck. Also, Dir braucht wierklech keng Topegkeeten ze maache wéi den Nation Branding. Frot eis just, mir maachen dat gratis, hein!

Ech kommen net derlaanscht, Här President - mir hunn zwar schonn oft dovunner geschwat -, vum grousse Problem vum Logement ze schwätzen. Am Fong geholl misst sech d'Léisung vun der Logementskris am Budget erëmspigelen. Mee dee Poste klëmmt nëmme liicht bis 2023. A souguer, wann ee kuckt mat de Gesamtdepensen, geet e souguer erof: 2,5 % amplaz vu 6,6 %. Dee liichte Plus vu 6,2 Milliounen, deen erkläert sech esou, datt engersäits et e Plus gëtt vun 11 Millioune wéinst de Konventiounen an de Projete mam Kierchefong an da kommen nach 2 Millioune fir d'Aide au logement dobäi a 5,4 Milliioune falen ewech, well de Pacte Logement ausleeft. Dat heescht: Reng budgetär gesinn, leeft beim Logement Business as usual.

Da gouf e Spezialfong ugekënnegt, fir un Terrainen ze kommen. E Spezialfong, deen u sech de Finanzministère wäert steieren. An dee soll Terraine fir de Fong kafen. Mee mir wëssen nach net, wat sech do wäert änneren, well bis elo hu mer net den Androck, datt sech do wäert vill beweegen, well dee regruppéiert nëmmen zéng verschidde Budgetsartikelen. An a Wierklechkeet, wéi et och drasteet, wäert e kee budgetären Impakt hunn.

Sou wéi et bis elo ausgesäit, ass et also eng technesch Reform, awer keng, déi op der Héicht vun den Erausfuerderunge läit.

D'Salariatskummer schwätzt vun 3 Milliarden, déi de Staat misst investéieren amplaz vun 3 Milliounen. Ech weess, et ass e Crédit non limitatif. Ech weess dat. Mee de Crédit non limitatif hätt een och kënnen e bësse méi an d'Luucht setzen. Well mat 3 Milliounen, da geet een dovunner aus, datt mer net ganz wäit kommen. An ech mengen, datt, wann d'Chambre des Salariés déi Kritik mécht, ech soupçonéieren, d'Chambre des Salariés dëser Regierung net richteg traut. Mee dat musst Der vläicht d'Madamm Back selwer froen. Mat 3 Milliarde kéint een, jee nodeem, 5.000 bis 10.000 Wunnenge schafen. Mee da si mer nach ganz wäit vum Kont, wäit vun deenen 30.000 soziale Wunnengen, déi een, laut Caritas, baue misst.

Här President, et gëtt behaapt, de Premier hätt keng Linn. Mir mengen awer, datt an dëser Regierung d'DP ganz wuel eng Linn huet a se och duerchzitt. Et ass eeben eng Linn vum Laisser-faire, wou d'Regierung nokuckt, wéi jiddereen no sech selwer kuckt.

Dat ass awer e Modell, deen ëmmer manner Mënsche wëllen. A mir stinn op der Säit vun all deenen, déi sech derfir asetzen, datt deen immense Räichtum erëm zréck un déi soll goen, déi en erschafft hunn.

Da gouf och nach d'Fro opgeworf, e puermol, well d'„Wort" gouf zitéiert: „Hat diese Regierung fertig?" Ech weess et net!

(Interruptions)

Ech mengen éischter: „Die Menschen haben mit dieser Regierung fertig." An aus deenen Ursaache wäerte mer dee Budget och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et de Leit och gutt goen." An: „Mir maache mat manner méi." Dat gëtt de Staatsminister net midd, elo am siwente Joer, zanter Dezember 2013, de Leit an och der Chamber ze zielen.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, dem Land, deem geet et gutt. Seelen hate mir hei zu Lëtzebuerg, grad wéi eis Nopeschlänner, iwwer Joren esou eng gutt wirtschaftlech Konjunktur, wéi mer déi elo virfonnt hunn. An d'Steierrecettë bei all deem, déi spruddelen eigentlech wéi Rousperter Waasser.

E Beispill: D'Betribssteier 2016 bis 2019, Dir Dammen an Dir Hären, déi geet vun 1,6 Milliarden op 2,6 Milliarden Euro an dräi Joer an d'Luucht. Dat ass e Plus vu 55 %. Eng Lounsteier, also dat, wat d'Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, dem Staat u Steiere bezuelen, déi geet vun 3,4 op 4,8 Milliarden Euro an d'Luucht zanter 2017 bis viraussiichtlech 2020. E sate Plus vu 37 %.

De Finanzminister, den Här Gramegna, dee gëtt net fäerdeg, fir de Leit ze zielen, elo wiere mer endlech bei där schwaarzer Null. Jo, dat mag sinn, Dir Dammen an Dir Hären! Mee déi Leidtragend dobäi, dat ass déi breet Mëttelschicht! Et ass déi breet Mëttelschicht, déi hei am Land de Kapp muss duerhalen, fir dass mer e Budgetsequiliber hunn!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An et ass genau déi breet Mëttelschicht, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi all Fraktiounen, parteiiwwergräifend, virun de Wale gesot hunn: „Dir musst entlaascht ginn. Mir mussen de berüümte Mëttelstandsbockel offlaachen." An no de Wale wëllt sech kee méi un déi Verspriechen halen!

An dass déi Mëttelschicht am Ree stoe gelooss gëtt, illustréieren ech Iech un zwee konkreete Beispiller. Kuckt emol e Jonggesell, dee 4.500 Euro brutto Pai de Mount huet! Dat ass net deen Ärmsten. Et ass och net dee Räichsten. Mir géife soen: „Dee läit esou an där gudder bis gehobener Mëtt." Dee behält, no Ofzuch vu Sozialofgaben, also deem, wat en u Sécurité sociale bezilt, a vu senge Steieren, nach 3.000 Euro ronn netto Akommes de Mount. De Problem ass awer deen, dass dee Mann oder déi Fra, déi Persoun fir all 100 Euro, déi se bäikritt an hirer Lountut, an hirem Gehalt oder an der Pensioun, dem Staat mëttlerweil iwwer 40 % Steiere bezilt! Iwwer 40 %!

Mat deem Gesetz, wat d'Majoritéitsvertrieder, net d'Oppositioun, virun engem knappe Mount gestëmmt hunn, a wou dann d'Bandë sollte festgeluecht ginn - et gëtt zwar gesot an enger Kris, mee wourun dann awer d'Banke sech halen -, no deenen d'Kreditter fir d'Immobilie verdeelt sollte ginn, abee, Dir Dammen an Dir Hären, dee Jonggesell, dee kritt mat sengen 3.000 Euro netto no deene Krittären nach genau 113.000 Euro geléint, virausgesat, en huet och nach 31.000 Euro Eegekapital! Dat heescht, zéngmol dat, wat en de Mount als Nettopai ouni all aner Chargen huet!

Da kommt, mir huelen emol eng Famill, eng Famill mat zwee Kanner - klassesche Lëtzebuerger Modell! Mir ginn deenen eng brutto Pai, mat engem oder zwéi Léin, vun 8.000 Euro. Dat ass kee schlechte Verdéngscht. Et ass kee Spëtzeverdéngscht, mee et ass kee schlechte Verdéngscht. Déi behalen no Ofzuch vu Sozialofgaben a Steiere genau 6.000 Euro netto. A fir Iech emol ze illustréieren, wat fir eng Paien dat awer scho sinn: Dat si Paie vun engem Expeditionnaire (veuillez lire : vun zwee Expeditionnaires) am effentlechen Déngscht, also Karriär C. D'mëttel Pai vun engem Schoulmeeschter, een eleng. Abee, och déi Leit bezuelen, als Famill mat zwee Kanner, fir all Euro, dee se weider kréien, dem Staat 40 % Steieren! 40 % Steieren!

An déi Famill mat zwee Kanner, mat enger brutto Pai vun 8.000 Euro, netto 6.000, déi kann nach an Zukunft 640.000 Euro léine goen, virausgesat, si huet 64.000 Euro Eegekapital.

Dir Dammen an Dir Hären, dat geet just duer, wann iwwerhaapt, fir, an der Stad emol net ze schwätzen, sech ronderëm en Appartement ze leeschten, do ass eng bescheide Kichen derbäi, da weess ech emol net, ob d'TVA, déi nach dem Staat ofgefouert muss ginn, dran ass, fir sech en Appartement ze kafe vu genau 80 Meterkaree. 80 Meterkaree fir eng Famill mat zwee Kanner!

Dir Dammen an Dir Hären, wann een da seet: „Wann et dem Staat gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen", da muss ech Iech soen: „Dat ass net dat Verständnis, wat d'CSV huet." An ech mengen, dat ass och net dat Verständnis, wat vill Leit dobaussen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, et gouf keng Generatioun nach no dem Zweete Weltkrich, déi huet misse soen: „Eis geet et u sech manner gutt wéi eisen Elteren."

De Contraire war nämlech ëmmer an der Vergaangenheet de Fall.

An de Problem ass jo deen: Mir hu Leit, déi e mëttelt Akommes hunn, déi berüümte Mëttelschicht, déi musse Bücklinge maachen, fir vun der Bank e Prêt ze kréien, fir sech en Haus, eng Wunneng kënnen unzeschafen, oder e Loyer bezuelen. An déi Leit, déi sinn awer gutt genuch, fir dem Staat fir all zousätzlechen Euro, dee se verdéngen, 40 % dovunner als Steieren ze bezuelen!

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass net d'Verständnis vun enger gerechter Steierpolitik an dat ass och net d'Verständnis, déi mir als CSV hu vun enger gerechter Laaschteverdeelung, fir de Staatsbudget ze finanzéieren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, d'Steiergerechtegkeet, déi zielt fir d'CSV fir d'Mëttelschicht, mee si zielt awer och bei de Spëtzeverdénger. An ech ginn Iech och do e konkreet Beispill. Et gëtt esou eng Etüd vun dem Conseil économique et social, dem Wirtschafts- a Sozialrot, 2018 gemaach, déi baséiert sech op d'Statistike vum Verdéngscht vun den eenzelne Stéit vun 2016.

A wann Der dat kuckt, da staunt Der! Firwat staunt Der? Mee et sollen, laut där Statistik, an ech mengen, déi ass net falsch - blouss ob se all Spëtzeverdéngscht och steierlech erfaasst, dat woen ech zumindest, ech soen dat à titre personnel, ze bezweifelen! -, well laut där Etüd soll et zu Lëtzebuerg genau 600 Steierzueler ginn, 600 vu 515.000, Lëtzebuerger an net Lëtzebuerger Leit, déi zu Lëtzebuerg residéieren, déi d'Joer méi solle verdénge wéi 700.000 Euro versteierbaart Joresakommes!

Dir Dammen an Dir Hären, 700.000 Euro versteierbaart Joresakommes, do kënnt Der schmunzelen! Wësst Der, wivill dat an der Reegel netto ass? Dat si 34.000 Euro netto Akommes de Mount. An do si jo net nëmme Fräiberuffler dobäi oder déi, déi géint Loun a Gehalt zu eent oder zu zwee an engem Stot schaffen, mee do sinn och nach matabegraff alleguerten déi Leit, déi iwwer e Joer eng exzeptionell Immobilientransaktioun zum Beispill gemaach hunn. Eng Bauerefamill, déi Stécker verkaaft huet, déi se herno erëm an hire Betrib eragefouert huet, Leit, déi eng Ierfschaft haten, déi en Haus verkaaft hunn an déi investéiert hunn, och déi gehéieren do derzou.

Also, Dir Dammen an Dir Hären, et soll hei am Land - a kuckt emol de Luxus, deen dorëmmer ass! - just 600 Steierzueler ginn, déi méi wéi 34.000 Euro Revenu net de Mount hunn.

Ech soen dat dann och à titre personnel, dass mer hei net an eng ganz Kategorie gehäit ginn: Ech ka mir dat net virstellen! Ech mengen, dass et grad an de Spëtzeverdéngschter ganz héich Defiskalisatioune gëtt, oder fir et einfach op Lëtzebuergesch gesot ze kréien, dass net all Spëtzeverdéngscht a senger Gesamtheet vun de Steieren esou erfaasst ass, wéi e misst erfaasst sinn.

An do ass jo de sprangende Punkt vun der Gerechtegkeet! Wéi wëllt Der enger Persoun erklären, déi 3.000 Euro verdéngt, dass déi fir all 100 Euro, déi se bäikritt, do dem Staat 40 % Steiere muss bezuelen, an deen, deen 30.000 Euro oder méi verdéngt - dat heescht dat Zéngfacht! -, dass dee mat engem Steiersaz belaascht gëtt vu manner wéi 20 %?

A mir hunn et schonns des Ëftere gesot, mir hunn et virun zwee Joer scho gesot, mir hunn et d'lescht Joer gesot a mir soen et haut nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, dass dee berüümte Regimm vun de Stock-Options, deen nämlech genau dat do erlaabt, dass ee kann net op dem Spëtzesteiersaz besteiert ginn, mee wäit drënner, wäit ënner 20 %, dass deen net méi seng Daseinsberechtegung ënner senger jëtzeger Form huet.

An et ass eigentlech erstaunlech! Virun de Walen 2017/2018 huet hei all Fraktioun fraktiounsiwwergräifend, souguer d'DP, gesot, jo, et misst een dat kucken, dat wier effektiv net richteg an et misst een dee Regimm änneren. Walprogrammer zitéieren ech Iech net. Ech zitéieren Iech net d'Walprogrammer. Abee, elo jubbele mer schonn erëm ee Joer mat der neier Regierung virun. Ass iergendeppes um Regimm vun de Stock-Options geännert ginn zanterhier?! Nee!

(Interruption)

Mir sinn also der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Circulaire vun dem Steierdirekter oder der Steierdirektesch, wéi se de Moment funktionéiert, ofgeschaaft muss ginn an dass, esou wéi et iwwregens d'Parteien an hire Programmer haten - Vill! Parteiiwwergräifend! -, e Gesetz gestëmmt muss ginn, fir dass de Regimm vun de Stock-Options, vun deem ee ka profitéieren, am Plafong limitéiert ass, an der Zäit limitéiert ass, a virun allem, dass just d'Salariéen dovunner kënne profitéiere fir déi Investissementer, déi se maachen an Aktie vun hirem eegene Betrib oder am Grupp, wou hir eegen Arbeitneemer dra sinn.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, et mag een en Talent sinn, et mag een Expat sinn, dat heescht een, dee vu baussen op Lëtzebuerg kënnt, an där brauche mer och, där Talenter, dat soe mer. Mee et ass een net säi Liewe laang en Talent an engem Marché oder fir déi Entreprise, wou ee schafft, an dass duerfir d'Allgemengheet muss duerhalen, fir dass een eng héich Defiskalisatioun vu sengem Akommes huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech erlabe mer, an deem Sënn och eng Motioun vun der CSV ze iwwerreechen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- revues les motions du groupe politique CSV des 14 décembre 2016 et 14 novembre 2017 concernant la réforme du régime d'imposition des stock-options ;

- rappelant les déclarations de Monsieur le Ministre des Finances qui a publiquement reconnu que le régime fiscal des stock-options a été détourné de ses finalités visant à attirer des talents au Luxembourg, de même qu'à faire participer les salariés de start-ups aux bénéfices de ceux-ci ;

- qu'il a, à cette même occasion, annoncé vouloir (i) intégrer le régime fiscal des stock-options dans un texte de loi, (ii) mettre un terme aux abus et (iii) présenter ledit projet « dans les semaines à venir » ;

- regrettant les déclarations ultérieures de Monsieur le Ministre des Finances lequel s'est satisfait, lors de la présentation du projet de budget pour l'année 2018, d'annoncer une imposition plus forte des plans d'options sur actions via circulaire du directeur des contributions directes ;

- prenant à cet égard acte de la circulaire du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 ;

- considérant que les stock-options continuent à échapper à la progressivité du barème d'imposition et qu'il convient dès lors de revoir ce régime d'imposition pour des raisons d'équité sociale ;

- rappelant que l'article 101 de la Constitution dispose que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi ;

- notant qu'au cours de la dernière législature, certains députés de la majorité gouvernementale (i) affirmaient que le régime des stock-options était inacceptable, voire (ii) souhaitaient la fin du régime des stock-options couplée à une phase de « phasing out », tout en limitant ces avantages fiscaux à des participations dans l'entreprise concernée même, dans le meilleur des cas aux start-ups,

invite le Gouvernement

- à provoquer l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 ;

- à mettre en place un régime d'imposition des stock-options dont les avantages fiscaux (i) sont limités dans le temps, (ii) sont plafonnés à un montant déterminé et (iii) garantissent l'attractivité du Luxembourg avec un accent sur les start-ups ;

- à incorporer le nouveau régime dans un texte de loi, comportant, le cas échéant, une période de « phasing out » du régime actuel, et dont l'entrée en vigueur sera fixée au 1er janvier 2021 au plus tard ;

- en attendant l'abrogation de la circulaire et jusqu'à la fin de la période du « phasing out », à renseigner les députés sur les dépenses fiscales liées au régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions et à consigner ces informations annuellement dans le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Steiergerechtegkeet virum Budget, dat zielt och fir déi berüümte Leit aus der Steierklass 1a. Dozou ziele Wittleit, et ziele Leit derzou, déi gescheet sinn, wat och keen Drama ass, an et ziele Leit derzou, déi monoparentall sinn.

A wa mer soen: „D'Mëttelschicht ass déi, déi muss bludden", da soen ech Iech och: D'Leit aus der Steierklass 1a, dat si leider nach ëmmer déi Vergiessenst vun deene Vergiessenen. An och fir si zielt Steiergerechtegkeet, an zwar elo direkt an net „auf die lange Bank".

Une voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- E Beispill, fir dass dat och emol eng Kéier kloer gëtt. Eng Persoun, déi 3.000 Euro monatlecht Akommes huet, déi bezilt an der Steierklass 1a 76 Euro Steieren. An der Steierklass 2 15 Euro an an der Steierklass 1, also wann et e Jonggesell wier, bezilt se 202 Euro.

Wa mer d'Beispill huele vun enger Persoun, déi 4.000 Euro de Mount verdéngt, jo, déi bezilt an der Steierklass 1a, also als Rentner, als Pensionist, als Persoun, déi gescheet ass a Kanner à charge huet oder monoparentall mat Kanner à charge, bezilt déi schonns 418 Euro Steieren. An der Steierklass 2, also als Famill, bezuele se nach ëmmer 131 Euro. An als Jonggesell 489 Euro. Also den Ënnerscheed bei enger Persoun, déi monoparentall ass, par rapport zu enger Persoun ,déi Jonggesell ass, deen ass genau 70 Euro Steieren de Mount manner.

A mir sinn der Meenung, dass dat net gerecht ass. An och do, Dir Dammen an Dir Hären, huet parteiiwwergräifend jiddweree gesot: „Dat do, dat muss ophéieren. Dat muss nei gereegelt ginn. Den Tariff vun der Steierklass 1a, dee muss méi no bei dee vun de Famillje vun der Steierklass 2 geréckelt ginn."

Abee, näischt ass geschitt! Elo ginn d'Leit op déi nächst Steierreform vertréischt, vun där se gesot kréien: „Ma mir maache souwisou eng modern" - wéi hate se dat scho méi gesot? - „Mëtt-lénks-Steierreform." Op enger Podiumsdiskussioun seet den Energieminister, den Här Turmes, an den Här Gramegna Pierre: „Mir sinn eng Mëtt-lénks-Regierung."

Jo, ben, déi Mëtt-lénks-Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, déi huet de Leit versprach, si géif eng revolutionär Steierreform maachen, bei där jiddwereen an där selwechter Steierklass wier a keen eppes géif verléieren!

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, mir soen Iech dann als normal CSV-Partei vun der Mëtt, Vollekspartei vun der Mëtt soe mir Iech: Mir huelen d'Regierung beim Wuert a mir kucken op dat a virun allem, ob keen eppes verléiert! Mir kucke mat Argusaugen no!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- An, Dir Dammen an Dir Hären, mir schléissen eng grondsätzlech Reform net aus. Eng grondsätzlech Reform vun de Steierklasse schléisst d'CSV net aus. Mir kucken eis dat un. Mee mir sinn awer der Meenung, dass, wann ee bis dohinnerkënnt, een dann en Iwwergangsregimm sollt huelen an dat maachen, wat all Parteien, iwwregens och d'Parteie vun dëser Majoritéit, de Leit dobausse versprach hunn, nämlech dass déi Diskrepanz vun der Steierklass 1a ab engem Revenu vu 4.000 Euro sollt ophalen.

An an deem Sënn iwwerreechen ech Iech och zwee Amendementer, Här President. Dat eent ass, dass den Iwwergangsregimm vun der Steierklass 2, dat heescht, wann ee gescheet gëtt oder wann ee Wittfra oder Wittmann gëtt, vun 3 op 5 Joer an d'Luucht gesat gëtt an dass parallell déi Steierklassen esou adaptéiert ginn an den Tariff esou adaptéiert gëtt, dass een net direkt, wéi d'Leit soen: „Aus Witwen wurden Junggesellen gemacht", dass dat net bei 3.000 Euro schonns spillt.

Här President, ech erlabe mer, Iech och an deem Sënn zwee Amendementer ze iwwerreechen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Amendements 1 à 3

7500 *- Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :*

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Amendement 1

Un nouveau paragraphe (2) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (2) L'article 119 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est remplacé comme suit :

"En vue de l'application du tarif, les contribuables sont répartis en trois classes :

1. La classe 1 comprend les personnes qui n'appartiennent ni à la classe 1a ni à la classe 2.

2. La classe 1a comprend les contribuables suivants pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2 :

a) les personnes veuves,

b) les personnes qui bénéficient, selon les dispositions de l'article 122, d'une modération d'impôt pour enfant dans les conditions définies à l'article 123,

c) les personnes ayant terminé leur 64e année au début de l'année d'imposition.

3. La classe 2 comprend :

a) les personnes imposées collectivement en vertu des articles 3 ou 3bis,

b) les personnes veuves dont le mariage a été dissous par décès au cours de cinq années précédant l'année d'imposition,

c) les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des cinq années précédant l'année d'imposition, si avant cette époque et pendant cinq ans elles n'ont pas bénéficié de la présente disposition ou d'une disposition similaire antérieure." »

Commentaire de l'amendement 1

Par une loi du 6 décembre 1990, le législateur avait décidé de reclasser dans la classe 1 (tarif de base) les contribuables célibataires, séparés de fait et divorcés avec descendant(s) vivant(s) âgés de moins de 65 ans.

Afin toutefois de tenir compte des charges exceptionnelles qui peuvent découler de la dissolution d'un mariage, il a néanmoins été proposé de réserver pendant une phase transitoire aux contribuables concernés le bénéfice de leur classe d'impôt antérieure. Les trois premières années suivant l'année de l'autorisation judiciaire de séparation, les séparés de fait et les divorcés pourront continuer de bénéficier passagèrement du splitting.

Pour les autres contribuables à reclasser, leur reclassement sera amorti pour des raisons sociopolitiques tenant à leur capacité contributive. Ils seront rangés dans une classe intermédiaire 1a, classe dans laquelle l'impôt se trouve certes être calculé en application du tarif de la classe 1, mais pour un revenu réduit du fait de l'application d'un abattement de revenu dégressif.

Afin d'atténuer encore davantage les effets d'une rupture des liens du mariage, il est proposé de prolonger la phase transitoire de 3 à 5 ans.

Amendement 2

Un nouveau paragraphe (3) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (3) L'article 120bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié comme suit :

"L'impôt à charge des contribuables de la classe 1a est déterminé par application du tarif au revenu imposable ajusté réduit de la moitié de son complément à 56.325 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 39 % pour la tranche de revenu comprise entre 37.842 euros et 100.002 euros, 40 % pour la tronche de revenu comprise entre 100.002 euros et 150.000 euros, 41 % pour la tranche de revenu comprise entre 150.000 euros et 200.004 euros et 42 % pour la tronche de revenu dépassant 200.004 euros." »

Commentaire de l'amendement 2

Il est proposé d'augmenter le montant de 45.060 à 56.325 euros, i. e. 2,5 fois la tranche de revenu exonérée en classe 1a.

Amendement 3

Un nouveau paragraphe (4) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (4) À l'article 127, alinéa (4) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu le tableau servant de base de calcul des charges extraordinaires, réduisant de façon considérable la faculté contributive du contribuable, est remplacé par le tableau ci-après :

Pour un revenu imposable	*pour un contribuable appartenant à la classe d'impôt 1 (avec au moins une modération d'impôt, et, cette modération en raison de 50 pour cent compte pour une modération d'impôt à 100 pour cent)*						
	1	*1a ou 2*					
		nombre des modérations d'impôt pour enfants					
		0	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*
Inférieur à 25.000 euros	*2 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*
25.000 - 50.000 euros	*4 %*	*2 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*
50.000 - 75.000 euros	*6 %*	*4 %*	*2 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*
75.000 - 100.000 euros	*7 %*	*6 %*	*4 %*	*2 %*	*0 %*	*0 %*	*0 %*
100.000 - 125.000 euros	*8 %*	*7 %*	*5 %*	*3 %*	*1 %*	*0 %*	*0 %*
125.000 - 150.000 euros	*9 %*	*8 %*	*6 %*	*4 %*	*2 %*	*0 %*	*0 %*
supérieur à 150.000 euros	*10 %*	*9 %*	*7 %*	*5 %*	*3 %*	*1 %*	*0 %*

Le paragraphe (2) actuel de l'article 3 du présent projet de loi devient le nouveau paragraphe (5).

Commentaire de l'amendement 3

Sur sa demande, le contribuable peut obtenir un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires qui sont inévitables et qui réduisent d'une façon considérable sa faculté contributive (art. 127 L.I.R.). Le contribuable est censé avoir des charges extraordinaires lorsqu'il a des obligations qui n'incombent normalement pas à la majorité des contribuables se trouvant dans une position analogue quant à la situation familiale et quant à l'importance des contribuables se trouvant dans une position analogue quant à la situation familiale et quant à l'importance des revenus et de la fortune. Une charge extraordinaire est considérée comme étant inévitable lorsque le contribuable ne peut s'y soustraire pour des raisons matérielles, juridiques ou morales.

Sont notamment considérées comme charges extraordinaires :

- les frais de maladie non remboursés par un tiers ;

- les charges supplémentaires des invalides et infirmes ;

- les frais de domesticité et de garde d'enfants

- les pensions alimentaires entre époux ;

- les frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance.

Le degré de déductibilité des charges extraordinaires est fonction de la faculté contributive du contribuable. Une dépense est supposée réduire la capacité contributive d'un contribuable dès qu'elle dépasse un pourcentage de revenu variant par rapport au revenu et à la situation familiale du contribuable.

La modification sous rubrique vise à refixer les limites de revenus intervenant dans le calcul de l'abattement pour charges extraordinaires, adaptations qui tiennent compte de l'inflation du niveau des coûts depuis 1980 (cote d'application de l'indice 4/1980 : 318,77 et cote actuelle : 814,40) lors de la dernière mise à jour du tableau actuel.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, et ass nawell vill vu Kilometerpauschal an ëffentlechen Transport a vun ech weess net wat geschwat ginn. Steiergerechtegkeet, Dir Dammen an Dir Hären, déi zielt am ganze Land. An déi zielt vu Mondorf bis douewen op d'Wemperhaart. An déi zielt net nëmme ronderëm d'Ballungsgebidder vun der Stad Lëtzebuerg oder vun der Minettmetropol.

An dann huele mer emol d'Kilometerpauschal. An ech muss Iech soen, Här Finanzminister, ech war awer e bësse schockéiert virgëschter, wéi Der an der Finanzkommissioun gesot hutt a wéi et haut nach eng Kéier op der Chamberstribün widderholl gouf, nämlech: ab dem 1. Mäerz géif et en ëffentlechen Transport ginn an - seet d'Madamm Lorsché - et géif awer net un der Kilometerpauschal gefréckelt ginn.

M. André Bauler *(DP).*- Nach net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- „An nach net", sot se.

Une voix.- Nach net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, Dir hutt also gesot an Dir hutt et fäerdegbruecht, dass Der gesot hutt: „Mir weichen zwar vun dem Regierungsprogramm of." An Dir hutt de Leit et positiv verkaaft. Also, dat muss ee fäerdegbréngen! Dir hutt de Leit et positiv verkaaft, dass net géif un der Kilometerpauschal gefréckelt ginn an dass dat nach en Avantage fir d'Leit soll sinn! En Avantage!

Mee, da kommt, mir kucken emol eng Kéier d'Kilometerpauschal! An ech hu selwer gestaunt: Déi ass 1990 als forfaitaire agefouert ginn. Déi Valeur, déi sengerzäit pro Kilometer ab 4 Kilometer zréckbehale gouf, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen: 99 Euro; virdru mussen dat 4.000 Lëtzebuerger Frang gewiescht sinn. Dat geet plus ou moins op.

Wësst Der, wivill dass déi Kilometerpauschal haut misst sinn, wa se mat dem Index vun haut berechent géif gi par rapport zu dem Index vun 1990? Mee déi misst net 99 sinn, déi misst 163 Euro sinn! Pro Kilometer! Dat kréien also d'Leit alles ewechgeholl.

Elo kënnt Dir soen: „Ma amplaz kréie se den ëffentlechen Transport." Mee wat sot Der dann engem wéi dem Här Kaes? Wat sot Der engem wéi deene Leit, déi an dem Éislek wunnen? Deene Leit, déi am ländleche Raum wunnen, wou zweemol den Dag vläicht e Bus kënnt, ma déi awer ...? Dir kënnt déi dach net an den ëffentlechen Transport setzen!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Déi Leit, déi brauchen hiren Auto!

(Interruptions)

Déi brauchen hiren Auto, fir dass se kënnen akafe goen! Déi Leit brauchen hiren Auto, fir dass se kënne bei den Dokter goen! Déi Leit brauchen hiren Auto, fir dass se d'Kanner an d'Crèchë kënne féieren, an d'Maison-relaise féieren, an de Sport - seet d'Madamm Arendt - kënne féieren! Si musse se dohinner féieren a siche goen.

Majo, zu deene sot Der: „Dir bezuelt den ëffentlechen Transport mat." Déi Stater an all déi Leit, déi ronderëm fueren, déi rennen, mam Bus fuere se emol net. Ech sinn de Moien an d'Stad komm, Véirel op siwen zu Mamer just virum Rond-point: siwe Bussen! Siwe Bussen! Déi hunn e Stau fir sech selwer gemaach!

(Brouhaha)

A gleeft mer, no dem zweeten ass kee Mënsch méi an de Bus erageklomm, well et stoung kee méi op der Haltestell!

Also mussen d'Leit aus dem ländleche Raum dat doten alles mat hire Steiere matbezuelen, wat eng Ideologie ass, wou déi gréng dergéint waren, wéi se an d'Wale gaange sinn. An duerno hu se gesot, dat wier eng sozial Mesure. Abee, déi Leit aus dem ländleche Raum, déi wëssen, wat fir eng sozial Mesure dass et ass. Si bezuelen den ëffentlechen Transport mat ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... an op der Kilometerpauschal, do leeë se nach monter drop.

Wann dat d'Maximm „Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit gutt goen" ass, also, mir hunn do en anert Verständnis dovun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, dat selwecht ass bei de Familljen. Et ass virdru gesot gi vun dem Här Gibéryen: „Da wäerten d'Famillje musse bludden." Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'Familljen, déi musse scho bludden!

Mir ginn net midd ze soen: Majo mir kucken, dass den Taux d'employabilité - et kritt een et scho bal net eraus -, dat heescht, dass d'Frae solle vermeert schaffe goen ...

(Interruption)

Ma sécher, d'CSV steet dozou! An ech menge wéi all Partei, oder ech ginn dovun aus oder ech hoffen, dass all Partei dat selwecht Verständnis oder dat selwecht Weltbild huet. Mir brauchen zu Lëtzebuerg, dass béid Partner an engem Stot, wa se dat wëllen, kënnen enger Aarbecht nogoen. An d'Ekonomie, Dir Dammen an Hären, brauch et och! Déi brauch et och!

Mee wa mer dat wëllen, jo, da musse mer dat awer och steierlech begleeden! A mir däerfen awer och net steierlech d'Leit dann nach op der Streck loossen!

An et gëtt ëmmer gesot: „D'CSV, die Ewiggestrigen". Majo, déi Ewiggestrigen vun der d'CSV hate beim Här Werner schonn eppes agefouert, dat huet sech genannt: en Abattement extra-professionnel. En Abattement extra-professionnel, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, dat ass en außerberuflicher Freibetrag.

Une voix.- Op Däitsch.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, dat war op Däitsch, mee fir op Lëtzebuergesch ... Also, fir et einfach ze soen: Wann zwee Leit an enger Koppel schaffe ginn, ob se gepacst sinn, ob se bestuet sinn, da kënnen déi en Abattement geltend maachen duerch déi méi Fraisen, déi se hunn, well se zu zwee schaffe ginn. Wat eigentlech absolutt normal ass a wat och soll steierlech incitatif sinn, fir dass d'Leit op den Aarbechtsmarché ginn.

Abee, deen Abattement extra-professionnel, dee läit schonn zënter 1990 bei 4.500 Euro. Wann een deen Index nëmme géif adaptéieren, da géif deen haut bei 7.425 Euro leien!

(Interruption)

Wann Dir de steierleche Gain oder den Netgain dovunner rechent, da mécht dat fir eng Famill 100 Euro netto de Mount aus. 100 Euro netto de Mount mécht dat aus!

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, dass dat alles ass, mee keng Steiergerechtegkeet.

An deem selwechte Sënn, an ech halen domadder op, ass déi sougenannte Charge extraordinaire. A mir gi jo als Vollekspartei vill ënnert d'Leit. An, Här Finanzminister, dat, wat mer vun de Leit rapportéiert kréien ... An déi se nach net gemaach hunn, déi maachen dat dann elo iwwert déi Chrëschtdeeg, nämlech hir Steiererklärung. Abee, do muss ech Iech soen: Dat ass net ganz einfach auszefëllen.

Déi Steiererklärunge si vill ze vill komplizéiert fir d'Leit, fir se auszefëllen. An dat, wat eigentlech net an der Rei ass, dat ass: Well déi Steiererklärungen esou komplizéiert sinn a well d'Leit net richteg renseignéiert ginn, wat se och vun de Steiere kéinten ofsetzen, setze se vill Saachen net of, wou se e Recht an en Usproch drop hätten, fir dat kënne steierlech geltend ze maachen. Dat sinn déi sougenannte Charges extraordinaires, also aussergewéinlech Belaaschtungen.

Well et ass net jiddwer Persoun, net jiddwer Stot, net jiddwer Koppel, déi dat selwecht Akommes huet, déi herno och déi selwecht finanziell Laaschten huet. Dat kann zum Beispill bedéngt sinn duerch:

e Krankheetsfall vun engem Kand, vun engem Partner, vu soss engem enke Familljemember;

d'Kannerbetreiung - déi eng hu Kanner, déi hu Fraise vun der Kannerbetreiung, déi aner hunn dat net -;

en Altersheim. Wat d'Leit net wëssen, et sinn oft Leit, wou een Ehepartner an d'Altersheim geet an deen anere seet: „Ech wëll awer nach, zumindest temporär, doheem bleiwen." Dann hu se also, wéi déi Däitsch soen, eng eigentlech „doppelte Haushaltsführung". Dass d'Leit déi Fraisen dann, déi se als Pensiounspräis am Altersheim bezuelen, kënnen ofsetzen, ass deene mannste bekannt.

A wat och nach net an der Rei ass, an deem selwechte Sënn, ass dat, dass déi Zommen, déi ee ka geltend maachen no engem Berechnungsscheema, deen an der Steierlegislatioun virgesinn ass, zënter 1990 net méi ugepasst sinn an dass d'Leit doduerch weesentlech manner steierlech Ausgabe kënne geltend maachen, wéi dat virdrun de Fall war.

A wann een dat alles zesummenzielt, ...

(Interruption)

Moien awer.

(Hilarité)

... ech kéint déi Lëscht nach weiderféieren, da gesäit een, dass een de Steiersystem net eleng no dem Tariff ka kucken, mee et muss ee kucken, wat alles nach ronderëm ass.

An ech muss Iech soen, den OGB-L huet 2018 op eng ganz einfach a verständlech Aart a Weis eng Fibel erausginn, wou en all déi Saachen do opgelëscht huet. An da gesäit een, dass Steiergerechtegkeet eppes ass, wou een net no Recheschiber ka vun enger Tabell fueren, mee dass ee muss dat Globaalt vun der gesamter Steiergesetzgeebung en compte huelen.

An dat explizéiert iwwregens och, obschonns iwwert d'Jore verschidden Adaptatiounen am Tariff gemaach goufen, dass d'Leit lues awer sécher ëmmer méi Steiere musse bezuelen. An dat ass och eng vun den Explikatiounen, wisou dass trotz uwuessender Lounmass esou massiv Steierzoulage vu Joer zu Joer, iwwer 400 Milliounen eleng vun 2019 op 2020, vun de Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffen, musse bezuelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Steiergerechtegkeet heescht och, dass een d'Leit an Zäite vu gudder wirtschaftlecher Konjunktur net mat de Kriseninstrumenter vun de Joren 2011/2012 ka belaaschten. Et schreift een net seng schwaarz Null, andeem een d'Solidaritéitssteier vun de Krisejoren nach weider bei gudder a floréirender wirtschaftlecher Konjunktur de Leit ofverlaangt.

Et kann net sinn, dass ee mat Steiergranaten, grad vun engem DP-Finanzminister, haut weiderféiert, wou den deemolegen DP-Spriecher, den Här Claude Meisch, a -president 2011/2012, wéi mer d'Solidaritéitssteier an d'Luucht gesat hunn - an dat aus guddem Grond, well de Chômage natierlech sengerzäit an der Kris extreem an d'Luucht gaangen ass -, (veuillez lire : dat deemols kritiséiert huet), an dass een dee Moment, wou de Chômage erofgeet, wat eng gutt Saach ass, einfach riicht viru mat deenen Instrumenter fiert.

Dat heescht, d'Lëtzebuerger Regierung léisst sech hire Budget sanéieren duerch Steiergranaten, wéi de Claude Meisch et 2012, viru siwe Joer, qualifizéiert huet. An dat fanne mir net an der Rei!

Et kann net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dass fir d'Ausgabe vun dem Beschäftegungsfong 626 Milliounen Euro u Solidaritéitssteier bezuelt ginn, dovunner eleng 435 Milliounen Euro vun de Privatpersounen.

A komescherweis sinn, an ech fannen dat richteg, souguer Gewerkschaftsorganisatiounen, deene jo eenzel Regierungsmemberen awer net onbedéngt wäit ewech stinn, wat hiert gutt Recht ass, mee et sinn och déi, déi soen, dass dat net an der Rei ass.

Eis Zentralbank seet, dass dat net an der Rei ass. D'Zentralbank schreift am Avis vun 2017: « Il serait en effet logique que les hausses de l'impôt de solidarité subies en temps de crise soient revues ou annulées avec l'amélioration de la situation générale. Cela permettrait non seulement de préserver la nature même de l'impôt de solidarité, mais également de se doter d'une certaine marge de manœuvre en cas de nouvelle récession. »

An da seet den OGB-L eigentlech an déi selwecht Richtung: « [...] l'impôt de solidarité payé par les personnes physiques », also déi normal physesch Persounen, « a progressé de près de 800 % », 800 %!, also dat Aachtfacht, « alors que l'impôt de solidarité payé par les entreprises a progressé de 180 % [...]. » Also vun 2.000 un. « L'impôt de solidarité doit être réparti plus équitablement entre les entreprises et les ménages. L'équilibre doit être rétabli pour cette charge fiscale. »

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass där selwechter Meenung. An ech erlabe mer, Här President, Iech och an deem Sënn eng Motioun ze iwwerreechen, déi virgesäit, dass d'Solidaritéitssteier fir d'physesch Persounen net sollt ofgeschaaft ginn, mee dass se am Montant, am Taux no ënne sollt ugepasst ginn.

An et ass ganz einfach esou, wësst Der, et ass Wanter, et ass zwar haut waarm. Dir kënnt mat enger Wanterjackett an der Stuff sëtzen, mee wann et dobausse kal ass an Dir gitt mat der Wanterjackett eraus, dann erkaalt Der Iech. A mir hoffen, dass et mat der Solidaritéitssteier, wann et dem Land net méi esou gutt geet, net änlech geet. Well wéi héich musse mer se da setzen, wa mer se haut sollten op deenen Tauxe loossen, wéi se elo ass?

Plusieurs voix.- Très bien !

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'impôt de solidarité est une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des collectivités ;

- qu'ensemble avec d'autres recettes, parmi lesquelles une dotation provenant directement du budget de l'État, ces rentrées fiscales sont versées au fonds pour l'emploi ;

- qu'en 2013, 56 % des dépenses du Fonds pour l'emploi ont été financées via l'impôt de solidarité ;

- qu'en 2019, l'impôt de solidarité prélevé sur les personnes physiques et les collectivités couvrait 82 % (dont 55 % à charge des personnes physiques) des dépenses du Fonds pour l'emploi ;

- que si l'État contribuait encore en 2015 à hauteur de 125 millions d'euros au Fonds pour l'emploi sous forme de dotation extraordinaire, il s'est depuis désolidarisé de sorte que la dotation pour l'année 2020, toujours qualifiée d'« extraordinaire », ne s'élève plus qu'à 5 millions d'euros ;

- rappelant que le taux de la majoration d'impôt pour les personnes physiques était de 2,5 % entre 1991 et 2009 ;

- que le taux de de l'impôt de solidarité s'établit actuellement à 7 % pour les collectivités et à 7 % respectivement à 9 % pour les personnes physiques en fonction du revenu imposable ajusté ;

- que les niveaux de taux actuels de la majoration d'impôt ont été introduits à partir de l'année d'imposition 2013 afin de mieux affronter les effets néfastes de la crise économique et financière sur l'emploi ;

- que depuis lors, le chômage a largement baissé ;

- que, malgré des années où la conjoncture s'est revigorée, le Gouvernement n'a pas revu à la baisse le taux de l'impôt de solidarité ;

invite le Gouvernement

- à revoir à la baisse l'impôt de solidarité pour les personnes physiques.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Léon Gloden, Martine Hansen, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och schonns vill zum Logement haut gesot ginn. An et ass richteg, dass d'Chamber sech besonnesch bei de Budgetsdebatte mat den Immobilieproblemer dobaussen an der Accessibilitéit zu de Logementer vun de Leit beschäftegt.

De Staatsminister huet am Neijoerschinterview fir 2019 - dat wäert sech elo an deenen nächste 14 hellegen Deeg da repetéieren - gesot ... Do seet den Här Bettel: „Ech kann Iech haut soen, dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger", seet den Här Bettel, „wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot, wou d'Schéier tëschent aarm a räich net méi grouss gëtt."

Abee, och do huele mir de Staatsminister beim Wuert. Ass wierklech de Stau iwwert déi lescht siwe Jore mat de Mobilitéitskonzepter vun déi gréng hei am Land méi kleng ginn? Ech mengen éischter, de Contraire ass de Fall.

An ech mengen och, dass éischter de Contraire de Fall ass, wéi dass d'Leit, virun allem jonk Stéit, méi einfach géifen un eng Wunneng kommen. An an deem Sënn fanne mir et eigentlech total contraire. A mir verstinn dat och net, wéi et méiglech ass, dass dës Regierung weiderhin - weiderhin! - vun de Leit eng TVA, op den Erstwunnenge souguer, net vun 3 %, mee vun 17 % verlaangt an dass de Steierkreditt duerfir net an d'Luucht geet.

An au contraire zu deem, wat de Finanzminister ëmmer behaapt huet oder weider nach behaapt: Och duerch d'Erhéijung vun der TVA ...

(Interruptions)

... kommen d'Leit, déi eng Éischtwunneng hunn, méi schlecht ewech, well den Taux, op deem ee kann den 3%-superreduzéierten-TVA-Saz hunn, dee geet vu 416.000 op 357.000 Euro fir eng Konstruktioun erof. A fir 357.000 Euro, Här Baum, baut Der weeder zu Jonglënster nach zu Mamer nach iergendwou am Land ganz vill.

Här President, an deem selwechte Sënn proposéiert d'CSV duerfir nach eng Kéier - an ech erënneren un dat, wat den Här Lies schonn des Éftere gemaach huet -, fir de Steierkreditt bei der Uschafung vun enger Immobilie vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen. Dat selwecht iwwregens och fir de bëllegen Akt. Do soll de Steierkreditt vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht goen.

Well ech soen Iech emol eng Kéier, wat dat fir d'Leit dobaussen ausmécht: Wann Dir en Haus kafe gitt, wat scho steet, jo, ier Der iwwerhaapt emol de Schlëssel kritt vun deem Haus, da freet den Nottär Iech emol, net fir sech selwer - fir sech selwer freet e seng Honorairen, wou d'Tauxen zënter jeehier net méi ugepasst gi sinn, obschonn d'Immobiliepräisser vill an d'Luucht gaange sinn -, mee freet den Nottär lech nach 7 % Enregistrements- an Transkriptiounskäschten.

Dat si bei enger Immobilie vun 800.000 Euro 56.000 Euro. Dat heescht, de Bierger, deen eng Immobilie vun 800.000 Euro fir sech a fir seng Famill keeft, dee bezilt emol direkt dem Staat 56.000 Euro! Dat fanne mir net an der Rei. An duerfir wëlle mer och, dass de Kreditt vun dem bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht gesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen net derlaanscht, fir och nach e Wuert zu der sougenannter ekologescher Steierreform ze soen. Mir hunn eis do dat ugelies, wat déi gréng an anerer alles esou gesot hunn, wéi se nach an der Oppositioun waren.

Den Här Kox, Logementsminister, Member vun der Lëtzebuerger Regierung, dee sot 2010 bei engem Débat d'orientation iwwert d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg - 2010 huet en dat scho gesot -: „Säit 1997 huet sech nämlech parallell derzou och den Tanktourismus explosiounsaarteg entwéckelt, ouni dass ee sech mat de Konsequenze vun dëser Entwécklung ausenanergesat gouf. […] Leider", seet den Här Kox 2010 schonns, „verkannt an och erëm verpasst." Et misst een en Apel fir den Duuscht hunn, seet den Här Kox 2010. „Säit Laangem verlaange mir", also déi gréng, „ee graduellen Ausstigzeenario aus dësem Tanktourismus. Mee mir hu grad de Contraire vun deem gemaach."

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, wat huet dann dës Regierung zanter 2013 gemaach? Näischt!

Am selwechte Sënn den Här Bausch, dee virdrun hei war, deen huet och zum Tanktourismus am Joer 2013, dat heescht, knapps dräi Wochen ier d'Regierung Juncker/Asselborn op d'Kopp gehäit gouf, huet den Här Bausch dann als deemolegen Oppositiounscoleader gesot „vum Tanktourismus haut schonn zu engem groussen Deel net dierfte benotzt ginn", also d'Ausgaben, „fir d'Konsumausgaben zum Beispill ze finanzéieren vum Staat." Seet den Här Bausch, haitege Vizepremier vun dëser Lëtzebuerger Regierung. „Et hätt ee sollen déi Suen an e Future Fong sichen ze stiechen."

Majo! Mee firwat hutt Der dat dann net gemaach zënter 2013? Zënter 2013: eng Regierung mat grénger Bedeelegung, mat engem grénge Haus ziele se, mat Honnerte Beamten! Näischt ass an deem Sënn geschitt! Au contraire! Déi duerchschnëttlech Rentréeë vun Akzise sinn zanter 2013 net erofgaangen, mee déi si stabiliséiert gi bei 700 Milliounen Euro. 700 Milliounen Euro sinn all Joers iwwert de Wee vun den Akzisen erakomm!

Den Tubak! Do misst jo e Grénge geckeg ginn, do derbäi. Se sinn zwar elo fir de Cannabis. Wéi dat dann herno soll besteiert ginn oder net besteiert ginn, do loosse mer eis dann iwwerraschen. Mee den Tubak! Akzisen 2013: 97 Milliounen Akzisen 2019: 197 Milliounen ënner grénger Bedeelegung.

Dir Dammen an Dir Hären, wann dat en nohaltegen Ëmgang mat den Akzisen ass, wann ee seet: „Ma dat misst een alles an e Future Fong setzen", also da versti mir nach just Bahnhof; warscheinlech wéi och den Här Bausch.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, de Klimafong. Da kommt, mir kucken dat emol: de Klimafong fir déi gréng. Avoiren, net an der Keess, dat hu se net, kontabel awer geséchert: 757 Milliounen Euro. 757 Milliounen Euro! D'Avoire vun dem Klimafong si permanent an d'Luucht gaangen! Dat heescht, déi gréng soen de Leit 2013: „Ma mir huelen d'Sue vun dem Tanktourismus." Dat däerf net fir d'Konsumausgabe vun dem Staat sinn! An déi huele se, se bunkere se an de Klimafong a se fabrizéieren iwwerhaapt näischt domadder!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass keng nohalteg ekologesch Steierreform! A wann Der konkreet Beispiller frot: ...

(Interruptions)

... Mir hätten déi Suen do geholl a mir hätten de Leit schonn zënter 2013 gehollef, fir dass se eng ekologesch Transitioun gemaach hätten. Mir hätten déi Sue geholl a mir hätten d'Entreprisen ënnerstëtzt mat Steierbonifikatiounen, déi investéiert hätten a Greentechnologien. Mir hätte gekuckt, wéi d'Lëtzebuerg als Standuert an der Groussregioun an doriwwer eraus sech hätt kënne bedeelegen u Fuerschungsprojekter fir Waasserstoffzellen, fir Elektromobilitéit.

Alles dat ass verfeelt a verpasst ginn an et huet een d'Sue monter weider ausginn als Konsumausgabe vun dem Staat, fir d'Gadgete vun dëser rout-blo-grénger Koalitioun ze finanzéieren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- An et huet een dat net gemaach, mat deem een ugetratt ass.

Wat huet ee gemaach? Eng ekologesch Steierreform. Dat ass eng Kakofonie sonnergläichen!

Dir Dammen an Dir Hären, et huet ee gemaach: ... Wat huet ee gemaach? Den Här Schank, deen hat fir Elektroautoen eng sougenannt PRIMe CAR-e agefouert, dat heescht e Subsid, wann ee sengerzäit en Elektroauto kaaft huet. Wat hunn déi gréng gemaach? Ma si hunn emol fir d'éischt dem Här Schank seng Propositioun a säi Gesetz ofgeschaaft. Si hunn et ersat duerch e Steierabattement. An zwee Joer duerno hu se dat erëm ersat duerch e Steiersubsid. Dat heescht, si hu beim Här Schank ofgefouert (veuillez lire : Dat heescht, si hunn dem Här Schank säi Subsid ofgeschaaft) an herno hu se erëm dat selwecht, wat den Här Schank gemaach hat, agefouert.

An da komme mer zu de berüümte Klimaprêten. Dat sollt jo d'Wonnerléisung sinn 2013, fir d'Klima zu Lëtzebuerg - d'Klima zu Lëtzebuerg!? - ze retten. 80 Kilometer vu Clierf, e bësse méi uewen, bis ënnen op Mondorf. 55 vu Réide bis op Rouspert. Fir d'Klima do ze retten.

A wat hu se gemaach? E Klimaprêt agefouert. E Klimaprêt! Soll ech Iech emol d'Resultat soen?

2018 - d'Chambre des Métiers huet dat virgerechent -:

12 Demanden un der Zuel fir e Klimaprêt zu 0 %;

68 Demandë fir e Klimaprêt zu engem reduzéierten Taux. Vun deenen 68 Demandë sinn der 20 ugeholl ginn. A wësst Der, wat de Staat u Klimaprêten ausbezuelt huet? Dat sollt jo d'Wonnerwaff sinn. Ganzer 22.000 Euro pro Joer. An dat bei engem Budget, deen de Moment iwwer 20 Milliarden ausmécht. Wann dat gréng Klimapolitik ass, Dir Dammen an Dir Hären, da versti mir näischt méi!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Weider ...

(Brouhaha)

Jo. Jo.

Déi Konzeptlosegkeet bréngt eis awer nach just zum Staunen, wa mer dann elo - an ech woen dat ze soen - net d'lescht Woch als CSV, déi och vun deenen aneren Oppositiounsparteien ënnerstëtzt ginn ass, eng Motioun eraginn hätten, fir dass de Finanzminister oder d'Lëtzebuerger Regierung endlech der Chamber an de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger zu Lëtzebuerg gesot hätt, wat et dann elo op sech hätt mat der Akzisenerhéijung op dem Spritt.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här Gramegna, Dir souzt do, Dir hutt d'leschte Kéier esou ofgewonk. Mir hunn eng Motioun erabruecht. D'Regierungsparteien hunn dergéint gestëmmt, dass déi hei soll zur Ofstëmmung kommen. Dat muss ee sech emol virstellen! Dunn hutt Der awer vläicht kal Féiss kritt, dunn hutt Der e Freideg annoncéiert ...

Den Här Bauler, dee souz do: „Jo", sot en dunn, „ech hu fir e Méindeg eng Kommissioun aberuff an da kënne mer och där Fro vun Ärer Motioun Rechnung droen." Da kënnt den Här Gramegna - an dat éiert en, well do huet e missen eleng kommen - an d'Finanzkommissioun an da léisst en definitiv d'Kaz aus dem Sak. An d'Leit si gewuer ginn, wat alles op se duerkënnt.

Et kënnt elo derbäi: Akzisen 3 bis 5 Cent um Diesel. Da kënnt awer nach derbäi 2021, 2022 an 2023: déi sougenannten CO_2-Steier. An da si mer bei deem, wat den Här Gibéryen virdru gerechent huet, dass d'Leit eleng mat deem, wat elo bekannt ass, um Diesel bis zu 15 Cent um Liter musse weider bezuelen.

An den Hummer - den Hummer! - bei all deem ass jo eigentlech, dass den Här Turmes gëschter an der - wat war et? - Emweltkommissioun op déi konkreet Fro, déi mer em gestallt hunn: „Jo, firwat maacht Der et?" geäntwert huet: „Majo mir mussen den Differentiel mat de Belsch a mat de Fransousen a mat den Däitschen ausgläichen, well doduerch kommen d'Camionneuren. Se tanken zu Lëtzebuerg an da kréie mir dat alles an eis CO_2-Bilanz agerechent."

Dunn hu mer em d'Fro gestallt: Jo, wat maacht Der dann, wann elo d'Belsch eng nei Regierung hunn, wann d'Fransousen, déi jo e bëssen an der Bredouille de Moment sinn, an déi Däitsch higinn, an dat hu se jo gemaach, wann déi soen: „Ma mir féieren och eng CO_2-Steier an a mir héijen d'Akzisen."?

A wësst Der, wat den Här Turmes du gesot huet? „Jo, da musse mer kucken, ob mer se net nach mussen an d'Luucht setzen." Dat heescht, elo sinn d'Leit scho mat 15 Cent um Liter Diesel a Spritt gebeidelt an da soll herno nach derbäikommen! Dat heescht, mir bezuelen, fir dass d'belsch Camionen, d'Fransousen, d'Hollänner, dass déi monter bei eis derduerchfueren. D'Lëtzebuerger bezuele fir eis CO_2-Bilanz, déi duerch déi aner matverursaacht gëtt, fir dass déi sollt besser ginn! A wann een alles kuckt, gëtt se da besser? Ma nee! Ma nee! Si gëtt net besser!

Well, do hu se och d'Wourecht gesot. An elo eréischt. Duerch déi heiten Akzisen- an CO_2-Bepreisung gëtt d'CO_2-Bilanz bei eis am Land kee Jota besser. Well trotz där Erhéijung vun den Akzisen an der CO_2-Steier geet souguer am Gesamtpaket dee verfuerenen Diesel an den nächste Joren, net méi esou staark - dat muss ee soen, net méi esou staark -, mee e geet nach a senger Globalitéit an d'Luucht.

An dat, wat mer de Leit net zielen, elo sinn d'Leit beschäftegt mat dem Spritt, mee wat nach derbäi kënnt, dat sinn d'Heizungen. Et ass net all Mënsch, dee mat enger Wärmepompel do sëtzt. A wat soe mir dann? Wat soe mir dann der Wittfra, vun 78, 80 Joer, déi ...

(Brouhaha)

Jo, jo!

... déi de Mann verluer huet an déi mat enger mickreger Rent do sëtzt?

(Interruption)

Jo, Dir kënnt elo laachen, Madamm. Jo, jo!

Déi sëtzt do mat enger mickreger Pensioun oder enger mickreger Rent an da soe mer zu där: „Ma elo rappt Dir emol Ar Masuttsheizung eraus an dann ersetzt Der déi duerch eng Wärmepompel!" Oder eng Damm oder en Här, dee schonn e Gasbrûleur huet, da sot Der: „Do musst Der nach weider bezuelen. Da musst Der deen duerch eng Wärmepompel oder duerch en anere Brûleur ersetzen." Ma wësst Der, wat dat kascht? 10.000 bis 14.000 Euro. Déi Fra, déi 2.500 Euro Rent oder Pensioun huet, ma déi muss sechs Méint spueren, well se kritt näischt méi geléint, bis dass se hire Brûleur oder hir Heizung ersat huet!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass jo schrecklech, Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma dat geet net!

(Hilarité)

Här Mosar, dat ass genau ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma dat ass schrecklech!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma dat ass genau déi Politik ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass genau déi Politik, déi dës Regierung de Leit ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et ass gutt, dass den Här Mosar Iech demaskéiert. Da brauche mir et net ze maachen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An da si mer nach net färdeg! D'Madamm Polfer, wou ass se? Si ass elo eraus.

Mir kruten am SIDOR, dem Müllverbrennungssyndikat ...

(Interruption)

Jo, jo.

De Müllverbrennungssyndikat, dee verbrennt fir 400.000 Leit hei an dem Land zu Leideleng den Dreck. Ech hunn net matkritt, dass bis elo eng aner alternativ Eliminatioun vun Haushaltsmüll technesch virgesi wier. Op jidde Fall spuert de SIDOR, fir 2027 oder 2028 kënnen eng nei Anlag amplaz ze setzen. Ob déi Technik eng aner ass, weess ech net, mee bis elo schéngt alles op déi Verbrennungstechnik erauszelafen.

Wësst Der, wat de SIDOR kascht? 2021, da steet nach ëmmer déi jëtzeg Anlag do: 4 Milliounen Euro! Wësst Der, wat de SIDOR 2022 kascht mat der CO_2-Bepreisung? 5 Milliounen Euro! A wësst Der, wat de SIDOR 2023 kascht? 6 Milliounen Euro! A mat dem Verursaacherprinzip, dat geet also net vum Benefiss vum SIDOR of, well soss huet e kee méi, mee dat geet of, an et muss bezuelt gi vun den eenzele Leit. A wann een et ëmleet, dann ass dat e weidere Käschtepunkt vun iwwer 40 Euro an engem Stot. An all aner Punkte kommen nach do derbäi.

Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusioun: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et de Leit och gutt goen." „Mir maache mat manner méi." Mir sinn der Meenung als CSV, dass de Contraire de Fall ass. A wa mer och esou d'Debatten haut an hannert de Kulissen héieren, da

gi mir awer d'Gefill net lass, dass d'Regierungspolitik éischter, déi jo da sollt 2018 en neien Elan kréien, well se net méi domat gerechent haten 2018 - do si mir vläicht och selwer Schold drun -, ...

(Hilarité)

... dass et nach eng Kéier géif virugoen ...

(Brouhaha)

Jo, mir haten och eng Kéier e Plang, hein. Mir schwätzen awer haut net méi dervun.

(Interruptions)

Mee dass déi Regierungspolitik eis eigentlech de Moment éischter den Uschäi gëtt - ech drécke mech da virsiichteg aus, Dir kënnt jo de Contraire beweisen -, dass et e politesche Kouhandel ass. E politesche Kouhandel:

Nämlech d'Sozialisten, déi ware méi schlau. Déi hunn emol direkt gesot: „Mir kréien eis 100 Euro Mindestloun," wat och richteg ass, „an d'zousätzlech Congésdeeg, iwwert déi kann een diskutéieren."

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi al Léift kënnt erëm eraus.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- déi gréng, ...

(Hilarité et interruption)

déi gréng, Dir Dammen an Dir Hären, déi kruten hir Ökotaxen. Wat fir eng Grausamkeeten dat fir d'Leit mat sech bréngt, dat wäert d'Zukunft weisen.

An d'DP, déi kréien dann ee Kaddo, nämlech dass se hir Clientèle esou klammheemlech mat de Stock-Options nach weider kënne berouegen. An do wäert de Regimm vertaagt a vertaagt a vertaagt gi bis op Sankt-Nimmerleins-Tag.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet et mat all deem, wat se ugekënnegt huet, fäerdegbruecht, dass zënter 2013 ... An dat ass dat, wat dramatesch ass. An et ass richteg, dass de Paul Galles déi Orientéierungsdebatt iwwert den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ugefrot huet. An et ass néideg, dass déi Debatt esou schnell wéi méiglech breet - breet! - an dësem Haus an an de Kommissioune fraktiounsiwwergräifend diskutéiert gëtt.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Här Berger, zanter 2013. Well déi fréier Regierung, d'CSV/LSAP-Regierung, déi hat et fäerdegbruecht, dass trotz Kris den Aarmutsrisiko net erofgaang ass, mee en ass zumindest net an d'Luucht gaang. Mat all deene Moossnamen, déi gemaach goufen, ass e stagnéiert. En ass stabel bliwwen ënner schwieregsten Ufuerderungen.

Abee, zanter 2013 liewe mëttlerweil 105.000 Leit - 105.000 Leit! - zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz. An dat sinn 3 % weider. Dat sinn 20.000 Leit méi wéi 2013. An dat trotz deem, dass de Staatsbudget ëm 6 Milliarde Recetten zanterhier - 6 Milliarde Recetten zanterhier! - an d'Luucht gaangen ass. Do kann een nëmme soen: Du aarmt räicht Lëtzebuerg!

An zanterhier ass net nëmmen den Aarmutsrisiko an d'Luucht gaangen ass, dass d'Logementspräisser si parallell tëschent 35 a 40 % an d'Luucht gaangen, soudass eis Konklusioun vun deem Ganzen éischter ass, dass mir e Staatsminister mat enger Regierung hunn ...

E Staatsminister, deen ech gëschter an haut net gesinn hunn! Dat hunn ech beim Här Juncker ni gesinn, ech hunn dat beim Här Juncker ni gesinn. Wann de Fraktiounspresident vun där gréisster Oppositiounspartei seng Ried gehalen huet, war de Staatsminister ëmmer present! De Staatsminister war present, wann de Rapporter vum Budget säi Rapport gemaach huet. An de Staatsminister war och bei den uschléissenden Diskussiounen, wann et him erlaabt war, uwiesend.

Abee, do hu mir d'Impressioun, dass et éischter vill Bling-Bling ass, mat Schlagwuertpolitik iwwer Facebook, iwwer Snapchat, Instagram an alles, wat et nach esou gëtt, an de Leit hir Problemer ze léisen, ass een net amstand!

Dës Regierung dréit un der Spëtzt keng Handschréft, si huet keng Iddien a si léist d'Problemer vun de Leit net, well se domadder iwwerfuerdert ass.

An aus all deene Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'CSV dëse Budget net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wëll awer, an dat gehéiert och zur Politik, zum Schluss, trotz alle Meenungsverschiddenheeten, déi mer hunn, fir d'éischt dem Yves Cruchten, als responsabelem Budgetsrapporter, villmools Merci soen. Dat ass, et gëtt éfter gesot, et ass eng Fläissaarbecht. „Fläissaarbecht" ass e bëssen eppes Pejoratives. Et ass eng Fläissaarbecht, well ee sech a kierzester Zäit ganz vill Zuelen, Politikorientéierunge muss uneegnen, an dat queesch duerch all d'Politikfelder, vun de Sozialversécherunge bis zu den Infrastrukture bis zu de Steiere bis zu anere Politikberäicher, Santé, Famill a villes aneres méi.

Här Cruchten, Dir hutt dat exzellent gemaach! Felicitatiounen och vun eiser Säit nach eng Kéier!

An dat selwecht wëll ech awer och soen, zum Schluss, och wann ech e bësse bedauert hat, mee dat ass esou beim Här Gibéryen a beim Här Di Bartolomeo, beim Här Bodry, dass do heiansdo awer d'Temperament vill erauskënnt!

Abee, mam Här Bodry, muss ech ganz éierlech soen, trotz allen Divergenze politescher Natur, déi mer haten an der Ausriichtung vun der Politik, hu mer och vill Weeër zesumme fonnt, an, wat sech appreciéiert, en hat ëmmer eng Argumentatioun fir dat, wat e gesot huet. En huet net einfach eppes gesot. Eng Behaaptung, eng Argumentatioun, an dat huet e geéiert. An ech hunn de Moien eppes, virun allem, zréckbehalen. Dat ass dat, en huet gesot: „D'Politik muss sech d'Mëttele ginn." An dozou zielen och d'Deputéiert eenzel. Dass se net nëmme méi, wéi ech virdru gesot hunn, mat Bling-Bling, mat Facebook a mat, ech weess net Gott wat, ronderëm hantéieren, mee se solle sech selwer en Inhalt ginn. Se solle sech selwer - selwer an net permanent op Mataarbechter zréckgräifen - mat dem Inhalt vun der Politik, déi ëmmer méi komplex gëtt, well europäesch Elementer an anerer erafléissen, solle se sech ausenanersetzen.

Mat dem Här Bodry verléiert d'Chamber e gudde Mann. An de Staatsrot gëtt gestäerkt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir an deem sereinen a soberen Toun, deen de Gilles Roth zum Schluss vu senger Ried ugeschloen huet, weiderzefueren. An ech wollt och fir d'éischt dem Budgetsrapporter Yves Cruchten felicitéiere fir seng Fläissaarbecht. Fläiss ass fir d'Demokratesch Partei näischt Pejoratives. Et ass näischt Negatives. Mir si frou iwwer jiddwereen, dee fläisseg an opgeschlosse matschafft.

An ech wollt dem Här Roth och nach zum Schluss soen, ier en de Sall verléisst: Wéi ech déi leschte Kéier déi Annonce gemaach hunn, ...

(Interruptions)

... fir op d'Sitzung vun de Méindeg ze invitéieren, hunn ech dat net an engem hesitéierenden Toun, mee an engem frouen, determinéierten Toun gemaach. Erlaabt mer awer, dat richtegzestellen! Et hat een e bëssen d'Impressioun, ech wier do verschotert gewiescht. Dat war awer net de Fall!

(Interruptions)

Budgetsrapporter ze sinn, an ech hunn dat um eegene Leif ufanks des Joers erfuer, ass eng eenzeg Weiderbildung. An et geet een als Deputéierten, fir dann erëm op d'Inhalter an op d'Substanz ze kommen, Här Cruchten, inhaltlech gestäerkt aus dësem Exercice ervir. Dass de Kolleeg Cruchten sech am Spezielle mat der Thematik vun den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft befaasst huet, dat éiert hien, well en den Zeigefanger domadder op eng offe Wonn leet.

Jo, och an eisem Land ass net alles Gold, wat blénkt. Och an eisem Land gëtt et Leit, déi et ganz schwéier hunn, fir um Enn vum Mount d'Enner, wéi dat esou schéin op Lëtzebuergesch heescht, zesummenzekréien. Déi sozial Differenze wuessen, besonnesch an Europa an a Länner wéi Däitschland a Frankräich, eisen Nopeschlänner. Dat soll eis ze denke ginn. Virun allem, well dës Inequitéiten déi politesch Forcë stäerken, déi dës ëmmer méi komplizéiert Welt mat ëmmer méi einfache Léisungen a Rezepter vu fréier ze léise versichen.

Dass den Yves Cruchten de PIB du bien-être nach eemol an d'Vitrinn stellt, ass duerfir richteg. Quitte dass mer eis bewosst musse sinn, dass mer et um Niveau vun der Europäescher Unioun nach ëmmer net fäerdegbruecht hunn, e gemeinsaamt Moossinstrument an deem Kontext ze definéieren. Ausser dem Indicateur de développement humain vun der UNO an dem Better Life Index vun der OCDE aus dem Joer 2011 gëtt et de Moment kee méi elaboréiert Moossinstrument, fir de PIB du bien-être ze errechnen. Index hin oder hier, et muss een emol fir d'éischt déi finanziell Viraussetzunge schafen, fir dass een d'Wuelgefill vun de Leit ka sécheren an Ongläichheete ka bekämpfen.

Geld ass sécherlech net alles. Mee ouni Finanzmëttel, déi mëttels Investitiounen a Subsiden de Leit hëllefen, besser ze liewen, ouni dës Finanzmëttel ass alles näischt. Duerfir brauch een an Europa wierklech net wäit ze goen, fir sech däers séier bewosst ze ginn.

Am Verglach mat eisen Nopere kënne mer eis heiheem eng séier entwéckelt Sozialpolitik leeschten. De Finanzminister huet et 2018 fäerdegbruecht, fir de Staatsbudget trotz héijen Investitiounen, déi awer noutwendeg sinn, an d'Gläichgewiicht ze kréien. Et ass gelongen, net just d'Scholdespiral ze briechen, an déi mer no der Kris gerode waren, mee och d'Ewechfale vun de Recetten, déi aus dem Commerce électronique stamen, opzefänken a gläichzäiteg eng éischt Steierreform ëmzesetzen.

De Staatsbudget steet haut op zolitte Féiss, soudass mer aus finanzieller Siicht gutt op d'Zukunft virbereet sinn. Gesond Staatsfinanze si wéi d'Fëllement vun engem Haus: Ouni eng stabill Basis kann d'Gebai esou estheetesch sinn, wéi et wëllt, et déngt alles näischt, wann et op wackelege Féiss steet, op Sand gebaut ass an duerno an de Koup fält. Deemno fänkt och all nohalteg Politik, sief et am Ëmwelt-, Klima- oder am soziale Beräich, fir d'éischt emol u mat stabille Staatsfinanzen.

Ouni en ausgeglachene Budget kann d'Regierung net dee generéise Sozialstaat oprechterhalen, dee mer hei zu Lëtzebuerg, am Verglach mat villen anere Länner, awer nach hunn. An ouni gesond ëffentlech Finanze kënne mer eis déi héich Investitiounen net leeschten, déi d'Regierung an de Klimaschutz, an d'Mobilitéit, an déi energeetesch Renovatioun, fir nëmmen déi ze nennen, stécht. An dat wier fatal.

Net genuch investéieren, dat kéinte mer eis nu wierklech net leeschten. Eng verantwortlech Budgetspolitik ass allerdéngs och nëmmen dran, wa mer déi néideg Instrumenter an Indicateuren hunn, déi eis e méiglechst preziist Bild vun eiser Wirtschaft liwweren. Lëtzebuerg ass als klengt Land enger grousser makroekonomescher Volatilitéit ausgesat. Grad dowéinst ass et wichteg, fir déi makroekonomesch Analys, op där d'Previsiounen, mat deene mer eis reegelméisseg an der Cofibu beschäftegen, och baséieren, fir déi Analys ze verfeineren, andeems den Impakt vun eventuellen externe Schocke besser ageschat ka ginn. Och muss et eis geléngen, fir den Impakt vun der Aktivitéit vun de Multinationalle besser anzeschätzen oder zumindest ze verstoen, a wat fir engem Mooss hir Entscheedungen en Afloss op de PIB hunn.

Et ass richteg, fir de PIB als Moossinstrument vun eiser nationaler Produktioun oder vun der Produktioun iwwerhaapt ze hannerfroen. Mir wësse jo, dass mir de PIB vun engem gewëssene Joer eréischt véier oder fënnef Joer méi spéit eenegermoosse genau berechne kënnen. Aner kleng Länner si mat änleche Problemer konfrontéiert an hunn divers Methoden oder Approchen entwéckelt, fir un déi Saach erunzegoen.

An der Kommissioun ass och vun Irland geschwat ginn. Irland, zum Beispill, benotzt zousätzlech zum PIB de sougenannte GNI, de Gross National Income, wat eng modifizéiert Versioun vum Revenu national brut duerstellt, fir eeben Abstraktioun vum Afloss vu verschiddene Multinationalle kënnen ze maachen.

Dëst soll net esou verstane ginn, dass Lëtzebuerg dat einfach kopéiere soll. Loin de là ! Ech denken awer, dass déi Diskussioun och hei am Land sënnvoll wier. A mir hunn, wéi mer den Avis vun der Zentralbank studéiert hunn, och eng éischte Kéier mat där Diskussioun ugefaangen.

An deem Kader wéilt ech och nach op eng méi generell Problematik hiweisen. An der politescher Debatt gëtt vill geschwat vu wirtschaftlecher Entwécklung, vu Wuesstum, vun eenzele Secteuren an esou weider, allerdéngs ass et, wa mer éierlech sinn, ganz schwéier, eng wëssenschaftlech fundéiert Ausso iwwert d'Ekonomie hei am Land, iwwer hir Entwécklung an hir Dynamik ze maachen. Et misst vill méi an der Déift vun deem Sujet gefuerscht ginn, fir en informéierten Debat ze hunn. Och a besonnesch a Bezuch op d'Theema Croissance, op d'Theema Wuesstum.

Wëlle mer iwwer eise Standuert fuersche loossen, da lande mer onweigerlech bei der Fro: Wéi funktionéiert eigentlech eis ganz kleng, mee oppe Wirtschaft an der Welt vun haut, déi jo eng onendlech konnektéiert a komplizéiert ass? Wa mer dës Fro stellen, da kéinte mer se zum Beispill vun der Uni, déi jo onofhängeg - onofhängeg! - schafft, beliichte loossen.

Wat fir een Impakt kënne verschidden Entscheedunge staatlechersäits op bestëmmte Branchen hunn? Liwwert eis déi aktuell statistesch Analys genuch Zuelen, fir ze verstoen, wéi eis Wirtschaft am Kär vun hirem Wiese funktionéiert?

Wëlle mer dat wierklech verstoen, musse mer och erausfannen, wéi verschidde Variabele matenee verbonne sinn. Mee mir mussen dës Fro vun engem onofhängegen Akteur studéiere loossen.

Firwat net an deem Sënn eng Professur op der Uni fir Lëtzebuerger Ekonomie ariichten? D'Uni ass jo vun hirer Vokatioun hier komplett independant.

À propos Uni. D'Fuerschung an d'Innovatioun sinn zwee zentral Piliere vun eiser nationaler Wirtschaft, fir se weider ze diversifizéieren an ze entwéckelen. An als DP kënne mer et dowéinst nëmme begréissen, dass de Budget vun der Héichschoul kontinuéierlech an d'Luucht geet, vu 490 Milliounen dëst Joer op 535 am Joer 2020. Dat ass eng Augmentatioun vu bal 10 %.

De Budget 2020 suergt derfir, dass eis Betriber och weider kompetitiv bleiwen. Denke mer nëmmen un déi sëllechen Initiativen, wéi zum Beispill d'House of Startups, de Luxembourg Digital Innovation Hub, Luxinnovation, d'Programmer Fit 4 Digital oder Go Digital zesumme mat der Chambre de Commerce, fir eis mëttelstänneg Betriber an enger ëmmer méi digitaler Welt ze begleeden, oder och nach d'Luxembourg House of Financial Technology.

Dës Beispiller weisen, dass mer eis net vun de groussen Entwécklungen, souwuel am technologesche wéi am wirtschaftleche Beräich, iwwerrasche wëlle loossen. Ganz am Géigendeel: Lëtzebuerg gestalt dës aktiv mat an ass souguer Virreider an eenzele Beräicher.

Parallell zur wirtschaftlecher Evolutioun spillt awer och d'Entwécklung vun de verschiddene Regioune vum Land eng entscheedend Roll, op déi ech op dëser Plaz e bësse méi genee wëll agoen. Wärend laange Joren ass sech virun allem op eis Haaptstad konzentréiert ginn, soudass dës zum wirtschaftlechen an administrativen Zentrum vum Land ginn ass. D'Problemer, déi domadder verbonne sinn, besonnesch an der Mobilitéit, sinn eis all bekannt. Mir kënne se all Dag hautno erliewen.

Mee déi wirtschaftlech an administrativ Zentraliséierung an der Vergaangenheet werft awer net just d'Fro op, wéi dann d'Mobilitéit nei organiséiert muss ginn, wa quasi all Mënsch aus dem Land an doriwwer eraus aus der Grenzregioun mateneen an en urbane Ballungszentrum komme soll. Et stellt sech gradesou d'Fro no der Opwäertung vun den anere Géigenden am Land. An ech denke speziell un den Norden, mee dat gëllt natierlech gradesou fir aner ländlech Géigenden an de Süden.

D'Unzéiungskraaft vum Zentrum huet am Éislek zanter den 80er Joren dozou gefouert, dass vill Jonker d'Regioun verlooss hunn, fir an a ronderëm d'Stad schaffen a wunnen ze goen. Och wann deen Trend entre-temps gebrach konnt ginn an d'Éislek, d'Nordstad an de Réidener Kanton zënter enger Rei Joren erëm en Opschwong erliewen, bleift de Sujet aktuell. Wichteg Froen, déi sech haut ënner anerem gestallt ginn, sinn déi vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung am ländleche Raum, engem performanten Noutdéngscht, dem Iwwerliewe vun de klenge Geschäftsstied an insgesamt der Entwécklung vun der Nordstad als drëtten nationalen Entwécklungspôle.

D'Regierung huet dëst erkannt an deementspriechend am Koalitiounsaccord festgehalen, dass souwuel eng wirtschaftlech Dezentraliséierung gefërdert soll gi wéi och eng Dezentraliséierung vun de Verwaltungen aktiv virugedriwwe soll ginn. Grad dëse leschte Punkt géif e wichtegt Signal duerstellen. Beispiller gëtt et wéi de Sëtz vun der Naturschutzverwaltung zu Dikrech, deen 2015 an d'Nordstad verluecht gouf, oder d'Verleeë vun engem Deel vum État-major op den Härebierg. Dat ass e ganz zaarten Ufank vun Dezentraliséierung. Mee eng rezent Diskussioun an der Finanzkommissioun huet gewisen, dass souwuel quasi all politesch Familljen heibannen - déi Lénk waren deemools net vertrueden, mengen ech - wéi och den zoustännege Beamten aus dem Ministère de Wëllen ënnerstrach hunn, méi resolutt op de Wee vun der administrativer Dezentraliséierung ze goen.

Wann de Staat selwer seng Mataarbechter net méi alleguer an d'Stad komme léisst, mee hinnen d'Méiglechkeet gëtt, bei sech an der Géigend ënner bessere Konditiounen ze schaffen, gëtt natierlech déi Géigend zousätzlech belieft, wat och aner Akteuren encouragéiere kéint, nozezéien a méi an déi Regioun ze investéieren.

Aner Virdeeler wieren ausserdeem e bessere Service um Bierger an deene Géigende grad

wéi eng Berouegung vun der Verkéierssituatioun a Richtung Stad. Dat dierft iwwregens och dem Klima guttdoen. Duerfir si mir als DP natierlech frou, dass d'Regierung dat och esou gesäit an deementspriechend Iwwerleeungen a Projeten an der Maach sinn.

Konkreet wëll ech op d'Entwécklungsgesellschaft Nordstad hiweisen, déi mat dësem Budget net manner wéi 2 Millioune kritt, fir déi urban Entwécklung an der Nordstad ze favoriséieren. D'Beispill Belval huet gewisen, wéi wichteg d'Dezentraliséierung ass. Denke mer nëmmen un d'Uni, un d'Fuerschungsinstituter oder och nach un d'Nationalarchiv, dat am kommende Jorzéngt an de Süden no bei d'Uni, also och no bei d'Institut für Zeitgeschichte an de Geschichtsdepartement vun der Uni, komme soll!

Komme mer nach eemol op d'Nordstad zréck! Och d'Investitiounen an d'Mobilitéit sinn ze begréissen, sou zum Beispill de Reamenagement vun der Ettelbrécker Gare als Pôle d'échange multimodal. Och wann et nach ëmmer ..., ben, wann ech zumindest perséinlech bedaueren, dass duerfir d'Patton-Bréck an déi historesch Gare mussen ofgerappt ginn.

Am Kader vun dësem Projet sinn och nei Büroe fir d'Police an den Inspektorat vum Bildungsministère virgesinn, wat natierlech alt erëm eng Kéier en zaarten, mee e gudden Ufank duerstellt. An ech hoffen, dass dës Beméiungen an der Zukunft weiderginn.

Nach e puer Wuert zu engem Dossier, dee mir perséinlech um Häerz läit, dat ass d'Kultur. De Finanzminister sot dat esou schéin: „Eng Gesellschaft ouni Kultur ass wéi e Bam ouni Blieder." Et war och Hierscht, wéi Der dat gesot hutt, Här Finanzminister. Mee et war treffend gesot!

(Hilarité)

Deementspriechend geet de Budget vum Kulturministère dat anert Joer ëm 4,2 % erop. Zu de Prioritéite gehéieren hei virun allem d'Émsetzung vum Kulturentwécklungsplang an de Projet Esch2022. Et ass richteg a wichteg, dass mer an d'Kultur investéieren. Mir investéieren domadder an d'Kreativitéit vun de kulturschaffende Leit a mir droe mat dësen Depensen derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech net nëmmen op materiell Wäerter fixéiert.

D'Kultur ënnerstëtzen, dat ass kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet!

Une voix.- Très bien !

M. André Bauler *(DP).*- Deen neie Kulturentwécklungsplang wäert déi nächst Méint an der zoustänneger Chamberskommissioun ënnert der Presidence vun der Madamm Bernard analyséiert ginn. Et ass en Dokument, dat fir a vun der Lëtzebuerger Kulturzeen entwéckelt ginn ass. No enger breeder Diskussioun iwwert de Kulturentwécklungsplang, deen ënnert dem Kolleeg a fréiere Staatssekretär Guy Arendt elaboréiert gouf, wat wierklech vill Aarbecht war a wou och ganz vill Gespréicher a Kontakter mam Secteur waren, leie Recommandatioune vir. Et heescht also, déi grouss Chantiere vun der Kulturpolitik zréckzebehalen, dat heescht, wou sech eppes beweegen a wou sech eppes verännere muss.

Beim historesche Patrimoine, dat soll och emol eng Kéier op dëser Plaz gesot ginn, ginn d'Dépenses en capital zolidd an d'Luucht: vu 6,8 Milliounen am Joer 2018 op iwwer 11 Millioune fir de Budget 2020. Et geet hei ëm den Erhalt vu schützenswäerter Bausubstanz, an dee gëtt et eeben net zum Nulltariff.

Dat neit Denkmalschutzgesetz, dat geplangt ass, gëtt extra wichteg. Mir wäerte wuel am neie Joer dorunner ze schaffe kréien, soubal den Avis vum Staatsrot der Kommissioun virläit. Ech wollt an deem Kontext och nach eng Kéier drun erënneren, dass - ech mengen, et ass am Wenzelstuerm - Sites et Monuments mëttlerweil en extrae Service de l'inventaire huet, dee ganz detailléiert Opstellunge mécht vun deem, wat hei am Land u Substanz ze schützen ass. Och do Felicitatiounen un de Kulturministère!

E puer Wuert zum Mëttelstand. De Budget 2020 ass och e Budget vun der Kompetitivitéit. Well mir dierfen net vergiessen: Nëmmen eng performant Wirtschaft schaaft de Wuelstand, dee mer hei am Land hunn an duerch dee mer och deene Leit hëllefe kënnen, deenen et net esou gutt geet. Grad déi kleng a mëttel Entreprisë sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft. Fir dass si och an Zukunft op engem Marché mathale kënnen, dee sech besonnesch ënnert dem Afloss vun de rezenten technologeschen Entwécklunge permanent verännert, muss de Staat hinne geziilt ënnert d'Äerm gräifen. Als DP kënne mir et doweinst nëmme begréissen, dass dee gréissten Deel vum Budget vum Mëttelstandsministère fir Aidë virgesinn ass. Par rapport zum leschte Joer hu mer eng Progressioun vun net manner wéi 20 %: vun 12 Milliounen am Joer 2019 op 14,5 Milliounen d'nächst Joer.

Zu deene wichtegen Initiativen, déi vum Ministère finanzéiert ginn, gehéieren an deem Kader ganz kloer Programmer wéi de Pakt fir de Commerce, de Pakt fir d'Handwierk, de Fit 4 Digital oder och nach Digital Packages (veuillez lire : Fit 4 Digital Packages). Ech ginn elo net op den Detail dovunner an. Hei gi ganz cibléiert Projeten am Beräich vun der Digitaliséierung ënnerstëtzt, fir eis Betriber op d'Zukunft virzebereeden. Donieft ass och virgesinn, an den nächste Joren zousätzlech Mëttel fräizeginn, fir de Betriber ze hëllefen, Klimaschutzmoossnamen ëmzesetzen.

Zu gudder Lescht e puer Wuert zum Theema Tourismus - dat soll och de Leit aus dem Osten an dem Norden um Häerz leien. Den Tourismus spillt och fir Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Land, d'Lëtzebuerger Ekonomie eng wichteg Roll. Den Tourismus stellt ëm déi - ech hunn elo net genee nogekuckt - 7 % vum PIB duer. A besonnesch am Kader vum Kulturtourismus, dem Önotourismus oder dem aktiven Tourismus wéi dem Cyclotourismus huet eist Land ganz vill ze bidden.

Den Tourismusminister Lex Delles setzt sech dowéinst och ganz konsequent derfir an, d'Destinatioun Lëtzebuerg am Ausland méi bekannt ze maachen. Esou geet zum Beispill de Budget fir Foirë weider an d'Luucht, fir och international Presenz ze weisen, ënner anerem am Kader vun den Olympesche Spiller zu Tokio. Mee et geet natierlech net eleng drëms, Leit vu ganz wäit unzezéien. Grad wat de Proximitéitstourismus zum Beispill - ech denken elo un d'Dagesausflich - betrëfft, ass Lëtzebuerg ganz interessant. Fir dat ze förderen, schaaft de Ministère Relatioune mat den Nopeschlänner. E schafft och ganz enk mat hinnen an dëser Matière zesummen.

D'Valoriséierung vun de verschiddene Regioune grad ewéi d'Valoriséierung vun de regionale Produkter ass a bleift eng Prioritéit vun der Regierung. Och d'ORTe kréie méi Mëttelen. D'Demokratesch Partei kann dat am Sënn vun enger ausgeglachener Landesentwécklung nëmme begréissen.

Schliisslech ass nach d'Ausféierung vum Fënnefjoresplang mat 8,6 Milliounen e grousse Posten am Budget. Mat deene Sue gëtt zolidd an d'Infrastrukturen hei am Land investéiert, soudass déi och beschtméiglech un d'Besoinen ugepasst sinn.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech nach eng Kéier dem Budgetsrapporter Yves Cruchten a sengem Staff en häerzleche Merci soe fir déi gutt an éierlech Zesummenaarbecht an der Finanzkommissioun.

Da wëll ech och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir engem Member aus der Finanzkommissioun en extrae Merci ze soen: nämlech dem Alex Bodry, deen ëmmer ganz aktiv matgeschafft huet, eng ganz Rei héichwäerteg Awërf gemaach huet, eeben duerch säi laangjäregt Wëssen, duerch seng Erfarung. An ech wëll dir, Alex, op dëser Plaz och duerfir en häerzleche Merci soen an dir an denger weiderer Karriär - am gudde Sënn vum Wuert - bonne Chance wënschen. Merci! Däi Wësse gëtt och nach op enger anerer Plaz gebraucht, mee et wäert eis hei feelen!

Iech alleguer soen ech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi all meng Virriedner et schonns gemaach hunn, soen ech natierlech och als Alleréischt dem Kolleeg Yves Cruchten Merci fir säin exzellente Rapport, fir seng Aarbecht, déi en investéiert huet. Et ass net nëmme Fläissaarbecht, wéi virdru gesot gouf, et ass nämlech eng Konscht: eng Konscht, e Rapport ze schreiwen, deen engersäits e Budget verdeedegt, dee seng Schwächten huet, an dee gläichzäiteg e puer vun deene Schwächten awer nach trotzdeem thematiséiert huet. Dëse Spagat ze packen, ass net ëmmer einfach. Den Yves Cruchten huet dësen Exercice awer gepackt an duerfir kann ech him a senger Ekipp nëmme gratuléieren.

Och seng Resolutioun, déi en deposéiert huet, kann ech nëmmen explizitt ënnerstëtzen, well et kann een an engem demokratesche Staat dach net eng Chamber hunn, déi A seet, dann eng Regierung hunn, déi B mécht, an dat Joer drop kann d'Chamber sech net emol méi drun erënneren, datt se u sech A gefuerdert huet. Nee, ganz am Contraire, mir ginn hinne souguer nach méi Suen, fir B weiderzemaachen. Also ech mengen, an deem Sënn ass déi Resolutioun scho ganz sënnvoll an duerfir sollte mer déi dann och nach stëmmen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Resolutioun ass awer och en Appell un eis als Deputéiert, fir der Regierung méi kritesch op d'Fangeren ze kucken, an zwar onofhängeg vun engem parteipolitesche Brëll. Onofhängeg dovunner, ob ee lénks oder riets vum Riednerpult sëtzt, denken ech, sollte mer alleguerten eis gefuerdert fillen, fir am Interêt vum Land ze schaffen an net an deem vun enger Partei. Loosst eis dat duerfir muer ëmsetzen!

Här President, nodeems de Premier deklaréiert huet, datt dës Regierung géif „weider maachen", waren d'Erwaardungen un dëse Budget natierlech ganz héich. Et feelt eis an den aktuellen Zäiten nämlech net wierklech un Erausfuerderungen. D'Ënnerscheeder an eiser Gesellschaft ginn ëmmer méi grouss, eis Loft gëtt ëmmer méi schlecht an eis Biedem an eis Flëss ginn ëmmer méi staark belaascht. D'Wunnengspräisser ginn duerch de Plaffong. An eng konstruktiv international Zesummenaarbecht gëtt duerch wuessend nationalistesch Tendenzen an de jeeweilege Länner ëmmer méi schwéier. Bref, et gëtt genuch ze maachen!

Ëmsou méi erstaunlech ass et, datt eis Regierung anscheinend decidéiert huet, nëmme mat enger eenzeger Saach „weiderzemaachen": an zwar mam Näischtmaachen! Amplaz déi néideg Mesuren ze treffen, déi esou drëngend néideg wieren, fir op déi aktuell Problemer ze reagéieren an d'Land op déi kommend Erausfuerderungen ze preparéieren, kuckt d'Regierung léiwer ewech a schwätzt e komplett substanzlose Budget schéin.

D'Budgetsried vum Finanzminister stoung, wéi mer wëssen, ënnert der Iwwerschrëft: „Liewensqualitéit am Alldag. Verantwortung fir d'Zukunft." Ech wäert meng Zäit haut notzen, fir Iech duerzestellen, firwat dëse Budget zu der Liewensqualitéit an eisem Land näischt Substanzielles wäert bäidroe kënnen, an ze ënnersträichen, datt dës Politik alles aneres wéi verantwortungsbewosst an d'Zukunft kuckt.

Loosst et mech duerfir och schonn direkt vu virera soen: D'Piraten wäerten dëse Projet net matdroen.

Plusieurs voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dëse Projet ass nämlech eng verschenkte Chance. An engem Joer ka vill erreecht ginn. Mee wann ee sech net traut, ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

... déi néideg Schrëtt ze maachen, dann trëppelt een op der Plaz! An dat wäert fir d'Joer 2020 de Fall sinn, wann dëse Budget gestëmmt gëtt.

(Interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad wat d'Politik géint de Klimawandel ugeet, vermësse mir Piraten de grénge Fuedem am Budget. Jo, op den éischte Bléck gesäit et esou aus, wéi wann den Ëmwelt- a Klimaschutz fir d'Regierung eng Prioritéit wier. D'Ausgabe sinn héich a sollen et och bleiwen. Et kéint ee bal mengen, d'Regierung hätt den diversen zivillgesellschaftlechen Demonstranten a virun allem de Kanner a Jugendlechen nogelauschtert. Mee wann ee sech awer déi Zuele méi genee ukucke geet, wat zum Beispill mat de Sue geschéie soll, déi vum Finanzminister fir Klima- an Ëmweltmesuren ugekënnegt goufen, dann erkennt ee ganz séier, datt hei just d'Etikett gréng ass: 70 % vun den ugekënnegte Gelder sollen nämlech eenzeg an eleng dem Ausbau vun Tram an Zuch zeguttkommen.

Am Endeffekt wäerte vun den annoncéierte 502 Milliounen, déi am Interêt vum Ëmwelt- a Klimaschutz solle mobiliséiert ginn, esou just 13 % an de Fong fir Klima an Énergie goen a souguer just 1 % an de Fong fir Ëmweltschutz.

Et geet net duer, fir vun der Urgence climatique ze schwätzen, et muss een och entspriechend handelen. Mee de Ministère huet jo nach en Ass am Äermel: Déi nei gréng Finanzproduiten. Awéifern d'Investéiere vu Gelder aus der Pëtrolsindustrie an nei Finanzproduiten eng ambitiéis Klimapolitik duerstelle soll, muss awer nach ee mer erklären. Hei gëtt duerch grouss Ausgaben esou gemaach, wéi wann op d'Fuerderunge vun de Wielerinnen a Wieler géif agaange ginn. An dobäi fléisst d'Geld einfach weider a Projeten, déi d'Regierung ewell säit Laangem am An hat. E konkreet Ëmdenken, wann et ëm de Wuesstum an d'Nohaltegkeet geet, dat als Suite vun de rezente Klimaprotester kéint ugesi ginn, huet bei der Regierung nach ëmmer net stattfonnt.

Anescht ass et net ze erklären, datt eist aktuellt Steierrecht zum Beispill am Verhältnis zum PIB ëmmer nach méi niddreg Ëmwelttaxe virgesäit wéi a villen aneren EU-Länner an Entreprisen zu Lëtzebuerg ëmmer nach Ureizer gebuede kréien, fir sech déck Déngschtween ze kafen, déi da vun der Steier kënnen ofgesat ginn. Soit: D'Ekonomie steet nach ëmmer un éischter Plaz an d'Ekologie muss sech en Ticket huelen.

Esou gesäit Verantwortung fir d'Zukunft iwwerhuelen net aus. Et gi sech an der Ëmweltpolitik zwar héich Ziler gesat an et gëtt vill geschwat, mee um Enn gëtt dann awer näischt gemaach.

Dat gesäit een och, wann ee sech d'Ausgabe vum Klima- an Energiefong vun de vergaangene Joren ukuckt. A kengem Joer ass wierklech dat ausgi ginn, wat de Budget virgesinn huet. 2016 hunn déi tatsächlech Depensë souguer just 16 % vum geplangte Budget entsprach. Datt ee sech also elo bretze kann, datt de Fong gutt gefëllt ass, läit deemno net zulescht och dorunner, datt einfach näischt gemaach gouf. Wéi soll sech d'Liewensqualitéit verbesseren, wann een näischt duerfir mécht?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt en décke Budgetsposten nach laang net heescht, datt mat deene Suen och eng kohärent Politik bedriwwe gëtt, ass eigentlech evident. An trotzdeem ass déi traditionell Approche bei der Bewäertung vum Budget: Wat méi, wat besser! Datt dëst engersäits eng tendenziell Gefor fir e kënschtlech opgeblosene Budget ass, deen net ausgeschëpft ka ginn, an anerersäits en Ureiz fir d'Verschwendung vun ëffentleche Gelder duerstelle kann, muss ech hei net laang erklären. Datt et héich Zäit gëtt, endlech eng Gestion par objectif anzeféieren, hoffentlech och net. Emmerhi si sech d'Kummeren, d'Oppositioun an esouguer d'Regierung, déi dat 2014 ugekënnegt hat, jo wäitgeeëndst eens. Et misst ee just déi gutt Virsätz vu viru fënnef Joer eng Kéier aus dem Tirang huelen, e bëssen ofstëbsen an ëmsetzen.

Et ass e bësse wéi mat de gudde Virsätz zu Neijoerschdag, wou jiddweree wëllt an de Fitnesszenter goen, sech och nach en Abonnement hélt an ni do optaucht. Mir brauchen en Ëmdenken, wann et drëm geet, Verspriechen aus der Vergaangenheet anzehalen, well ouni kloer formuléiert Ziler, déi festhalen, wéi e bestëmmte Budgetsposte soll agesat ginn, ass et einfach onméiglech ze bewäerten, ob de virgesinne Montant appropriéiert ass oder net.

Méi reaktiv ze sinn a séier op Problemer ze reagéieren, ass eeben net grad eng vun de gréisste Stäerkte vun dëser Regierung. Dat gouf an de vergaangene Méint och am Kontext vun der Finanzéierung vum Museksunterrecht an de Conservatoiren a Musiksschoulen däitlech. Säit Ufank des Joers ass bekannt, datt mir eis, wat d'Finanzéierung vun de Musiksschoulen ugeet, op dënnem Äis beweegen. Wann ech dënnt Äis soen, da mengen ech domadder, datt d'Cour des comptes kloergemaach huet, datt géint d'Gesetz verstouss gouf. Eng Léisung soll elo eréischt mam Budget fir 2020 virleien. A wat mat den illegalen Ausbezuelungen aus dem Passé geschitt, virun allem vun 2019, weess keen. Warscheinlech gëtt um Enn einfach gemaach, wéi wann näischt geschitt wier.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir all déi, déi den Dossier net kennen, kuerz duerstellen, ëm wat et hei geet.

Ufanks dëses Joers huet d'Cour des comptes, wéi ech gesot hunn, e Rapport geschriwwen, wou drastoung, datt et e Règlement grand-ducal gëtt, deen net konform mam Gesetz ass. Et huet sech erausgestallt, datt säit Joren déi finanziell Ënnerstëtzunge vu staatlecher Säit aus anescht berechent goufen, wéi d'Gesetz dat virgesinn huet. Sou wäit, sou gutt.

Fir eng Rei Musiksschoule war dat mat engem Plus, fir anerer mat engem Minus verbonnen. An der Moyenne ass kee Geld ze vill ausgi ginn, dat stëmmt. Mir hunn eis du mam zoustännege Minister, deen tëschenzäitlech och gewiesselt hat, zesummegesat, fir Léisungen ze fannen. An et gouf drop insistéiert, datt hei eng séier Léisung fir 2019 nach géif fonnt ginn. Wat fir en Erstaunen hate mer, wéi mer dunn am Projet vum Budget gelies hunn, datt quasi de Budget vun 2020 benotzt gëtt, fir e Feeler vun 2019 schéinzeschwätzen. Dat ass eng Approche, déi een einfach net verstoe kann. Fir sech d'Aarbecht méiglechst geréng ze halen, gi Problemer einfach ignoréiert a verschoben, bis datt eng grouss Reform usteet.

Mir kennen dat jo scho vun der Steierreform. Ëmmer erëm gëtt als Excuse benotzt, datt jo eng grouss Steierreform kënnt, fir ze erklären, firwat de Mëssel vun der Steierklass 1a nach ëmmer net behuewen ass. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat schonn ugeschwat. Hei muss eppes geschéien. A wa mer dat op Sankt-Nimmerleins-Tag verleeën, majo, ech mengen, jiddweree vun eis weess, datt dann näischt geschitt.

Duerfir mengen ech, datt mer mussen an Zukunft eng aner Approche zu Gesetzestexter hunn. Allgemeng plädéiere mir derfir, datt am Budgetsgesetz net och nach aner Dispositioune

festgehale solle ginn, déi do net higehéieren. De Gast Gibéryen huet et virdru gesot: Ënner anerem kritt d'Regierung elo d'Base légale, fir d'Akzise per Règlement grand-ducal um Bensinn oder um Diesel ze erhéijen.

All Joers ginn nach a leschter Sekonn e puer Punkten an de Budget gedréckt, déi esou ënnert dem Radar vun der Ëffentlechkeet erduerch solle goen. Den eenzege Punkt, deen dëst Joer grouss thematiséiert gouf, war d'Indemnité de secrétariat vun den Deputéierten, wou fälschlecherweis dobaussen heiansdo verstane gouf, d'Deputéiert géifen elo méi Geld kréien. Bref, Dir alleguerte wësst, deem ass net esou. Eis Mataarbechter kréien eventuell méi Geld oder mir kënne méi Mataarbechter astellen, dat heescht awer net, datt en Deputéierte méi kritt.

Esou kommen natierlech eenzel Projeten ënnert dem Radar vun der Ëffentlechkeet duerch, an esou gesäit transparent Politik net aus. Fir eenzel Gesetzer ze änneren, sollen och eenzel Projet-de-loie geschriwwen an an der Chamber debattéiert ginn.

De Budget als Fourre-tout ze benotzen, fir méiglechst vill verschidden Theemen nëmmen an engem Debat mussen ze behandelen, verhënnert, datt d'Leit sech einfach a Gesetzestexter aliese kënnen, Ännerungen novollzéie kënnen, soit d'Gesetzer verstoe kënnen.

« Nul n'est censé ignorer la loi », seet een esou schéin.

(Brouhaha)

Fir e Gesetz awer wierklech verstoen ze kënnen, muss een, Dank eisem Budgetsgesetz, heiansdo duerch Honnerte vu Säite sichen, fir eventuell Ännerungen ze fannen. Dat ass net nëmmen ontransparent, mee ondemokratesch, well et den Zougang zu Gesetzestexter onnéideg erschwéiert.

Mir brauchen endlech - an ech fänken un, mech wéi een MP3 op „single repeat" unzehéieren - d'Moyenen, fir méi Gesetzer a konsolidéierte Fassungen ze veröffentlechen, a wann och nëmmen informell.

(Interruption)

Fir déi, déi net wëssen, wat een MP3 ass: Dat ass esou déi digital Equivalenz vun engem Plackespiller.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ass dat wéi e Walkman?

M. Sven Clement *(Piraten).*- De Walkman war, mengen ech, kuerz no der Plack, awer nach virun dem MP3, Här Fayot.

D'Technik duerfir ass do, et feelt awer um politesche Wëllen. Duerfir freet ee sech schonns, ob et net System huet, datt normal Biergerinnen a Bierger d'Gesetzer net solle liesen oder verstoe kënnen. Eng transparent Politik fänkt eeben domadder un, datt jiddwereen, esou banal wéi et och kléngt, en einfachen Zougang zu Gesetzestexter huet.

Fir doriwwer eraus d'Transparenz am Zesummenhang mam Budgetsgesetz ze steigeren, misst d'Regierung den Deputéierten och onbedéngt méi Detailer iwwert d'Natur vun den Ausgaben zur Verfügung stellen. Et gëtt vill Budgetsposten, bei deenen net kloer ass, wat da genau domadder geschitt.

Ech ginn e Beispill: e Poste mam Numm „Subside jugé opportun par le Gouvernement". Bref, dat ka vill sinn. A wann een dann nofreet, kritt een d'Äntwert: „Majo, dat sinn déi Subsiden, déi mir fir néideg halen." Heiansdo kritt een nach e puer Nimm vun Organisatioune genannt, mee och kloer gesot: „Dat ass indicatif an dat kann änneren, esou wéi mir dat fir néideg halen." Et steet am Numm, et misst ee sech iwwert déi Äntwert u sech net wonneren.

Natierlech ass et verständlech, datt d'Regierung sech e gewëssene Spillraum wëllt loossen. An awer soll probéiert ginn, esou transparent wéi nëmme méiglech mat ëffentleche Gelder ëmzegoen. Déi Äntwerten op déi Froe mussen iwwregens net nëmme fir Deputéiert sinn, mee fir all Biergerinnen a Bierger, déi de Budget wëlle liesen a verstoen, wien dann elo vun deem Budget profitéiert.

Dat kéint also och bedeiten, datt mer net nëmmen de Budget, mee och d'Bilanen ëffentlech an der Plenière méi am Detail diskutéieren. Mee vun esou vill Transparenz si mer aktuell a wa mer iwwert d'Fonds-spécialë schwätze ganz wäit ewech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Liewensqualitéit wierklech steigere wëllt an eng zukunftsorientéiert Politik bedreiwe wëllt, da muss ee sech Gedanke maachen iwwert d'Nohaltegkeet vun eisem Wuesstum. Den 1-Millioun-Awunner-Staat ass keng Léisung, onbegrenzte Wuesstum op Käschte vun der Ëmwelt an der sozialer Kohäsioun ass keng Optioun, net fir sech eleng geholl.

Wa mir den aktuelle System just um Liewen hale kënnen duerch en illimitéiert Weiderwuessen, da muss een de System vläicht grondleeënd iwwerdenken. Dat ass zu gudder Lescht grad beim Rentesystem essenziel. Wann d'Rente just nach duerch d'Bäikomme vun neier Aarbechtskraaft garantéiert kënne ginn, begi mir eis an eng Wuesstumsspiral, déi eis Logementspräisser weider duerch de Plafong goe léisst an de Mobilitéitsproblem just nach verschäerft.

Eist Land ass net grouss, eis Ressourcë si begrenzt, an dat musse mer respektéieren. Jo, eis Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al an ëmmer méi Leit mussen am Alter versuergt ginn an eng Rent ausbezuelt kréien. Duerch Wuesstum eleng kënne mir dës Erausfuerderungen awer net meeschteren. Et däerf hei net ëm d'Quantitéit, mee et muss ëm d'Qualitéit goen: verbessert Konditiounen an den Altersfleegeheemer, déi der Dignitéit vun de Bewunner gerecht ginn, an d'Upassung vum Rentesystem un déi nei Gesellschaftsstrukture mussen eng Prioritéit ginn. An d'Liewen am Alter muss och bezuelbar bleiwen.

Mir dierfen dach net akzeptéieren, datt eeler Mënsche mat hirer Rent net iwwert d'Ronne kommen, just well d'Altersheemer ëmmer méi onbezuelbar ginn. Ech soen et hei ganz kloer: Jiddweree vun eis gëtt - hoffentlech! - emol al an hofft dann, op eng Rent zielen ze kënnen, vun där e selbstbestëmmt liewe kann. Dat Recht muss jiddwereen hei am Land hunn.

Kleng Rente mussen ugehuewe ginn a sollen net iwwert den Ëmwee vun den Ausnamen oder Käschteniwwernamen aus de Sozialkeese subventionéiert ginn, well esou verstoppt ee just de reelle Käschtepunkt vun eiser alternder Populatioun duerch verschidde Budgetsposten.

Loosst eis transparent sinn, wann et drëm geet, wat den Alter kascht. A loosst eis virun allem deene Leit, déi hiert Liewe laang de Bockel kromm gemaach hunn, fir datt et eis haut gutt geet, d'Chance op ee Liewe bidden, wou se esou selbstänneg wéi méiglech kënne bleiwen, ouni sech als eng Belaaschtung ze fillen.

Amplaz sech haut awer scho Gedanken iwwer muer ze maachen, gi vun der Regierung einfach ëmmer méi nei Scholde gemaach.

Wéi wichteg et ka sinn, e grousse Spillraum an de Staatsfinanzen ze hunn, hu mer 2008 an an de Joren duerno gesinn. Virum Hannergrond vun den aktuellen Onsécherheeten, déi mat Klimaveränneru ng, dem Brexit oder der amerikanescher Handelspolitik verbonne sinn, wier et gutt, d'Staatsschold ze reduzéieren, fir am Noutfall erëm den néidegen Handlungsspillraum, de sougenannten Apel fir den Duuscht, ze hunn.

Eng zukunftsorientéiert Politik muss sech drop virbereeden, datt Jore kënne kommen, déi net esou gutt si wéi déi rezent. Do geet et net duer, einfach de Krisefong an e Fonds de rééquilibrage budgétaire ëmzewandelen, deen duerch Plus-valuen aus dem Budget soll gefëllt ginn, ganz besonnesch net, wann ee weess, datt d'Administration centrale, wéi d'Chambre des Métiers richteg ze bedenke gëtt, souguer an Zäite mat guddem Wuesstum defizitär ass.

Wéi soll dëse Fong dann iwwerhaapt gefëllt kënne ginn, wa keng Plus-valuen do sinn? Esou gesäit Verantwortung fir d'Zukunft iwwerhuelen an eisen Aen net aus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Liewensqualitéit am Land wierklech steigere wéilt, da misst ee virun allem um sozialen Niveau en Akzent setzen. Do ginn et esou vill Problemer, datt d'Bierger aktuell agräife mussen, wou de Staat verseet. Datt dat an engem eigentlech räiche Land wéi Lëtzebuerg, an deem et dëst Joer jo e Rekordbudget gëtt, de Fall ass, ass en Drama. Wéi géif eist Land ausgesinn, wa mir keng ASBLen a Biergerinitiativen hätten, déi sech ëm d'Sans-abrise këmmeren, déi Refugiéë bei sech doheem ophuelen an déi Persounen an Nout op all erdenklech Aart a Weis mat Hëllef a Rot zur Säit stinn?

Natierlech ka gesellschaftlecht Engagement net duerch staatlech Aktivitéiten ersat ginn, mee de Staat dierf bei esou frappante Mëssstänn wéi deenen aktuellen net einfach nokucken an eleng d'Hoffnung op de Benevolat setzen. Wou dat hiféiert, gesäit een a Länner, wou de Sozialsystem well kollabéiert ass a just nach de Benevolat d'Leit um Liewen hält.

Wa Familljе keng Wunnenge méi fannen, ëmmer méi Kanner vun Aarmut gefäerdet sinn a Mënschen, déi no den internationale Konventiounen e Recht op Schutz an eisem Land hunn, gezwonge ginn, zesummegedrängt an Heemer viru sech hin ze vegetéieren, da leeft eppes fuerchtbar schif. Mir brauche méi Sue fir de soziale Wunnengsbau, méi Sue fir Fraenhaiser, méi Sue fir d'Ënnerstëtzung vun all deenen, déi op Hëllef ugewise sinn, och wann dat heescht, datt da vläicht um Enn manner iwwregbleift, fir e schicke Pavillon an engem Land ze bauen, an deem d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech scho bei de Mënscherechter sinn, loosst mech kuerz e Punkt uschwätzen, dee mech an dësem Joer awer besonnesch getraff huet, an zwar de Constat vun der Commission consultative des droits de l'homme, datt an der Vergaangenheet d'ITM net effektiv genuch géint Mënschenhandel konnt virgoen.

Déi personell Opstockung a spezifesch Schoulunge bei der ITM sinn also dréngend néideg, an ech begréissen duerfir, datt nei Plaze bei der ITM geschafe goufen, fir dës Mëssstänn an Zukunft ze bekämpfen.

Ech kommen awer nach eemol op déi sozial Froen zréck, well de Budget verstoppt duerch Ëmschichtunge vun engem an deen anere Ministère ganz gutt, datt net esou vill am Beräich vu soziale Froe gemaach gëtt, wéi d'Regierung no bausse kommunizéiert.

Léif Regierungsmemberen, e Budget ass kee PR-Coup, mee d'Basis, op där eng responsabel Politik fir d'Land muss gemaach ginn. Schéi Grafiken a Pressekonferenze ginn net duer, fir d'Problemer vun de Leit konkreet ze léisen. Hei sinn Aktioune mat den néidege Mëttele gefuerdert.

De Rapporter huet et treffend formuléiert, wéi e gesot huet, datt nom Bezuele vum Loyer heefeg net méi genuch um Kont ass, fir déi restlech Ausgabe vum Mount ze bezuelen. A grad deene Leit, déi vun dëse Problemer betraff sinn, gëtt mat dësem Budget net gehollef.

Engem, deen op säin Auto ugewisen ass, well e Schichte schafft, deem hëlleft den ëffentlechen Transport net vill. Och blöd, wann dës Persoun dann net déi néideg Mëttelen huet, fir sech e schéinen neien Elektroauto ze kafen, well et um Enn vum Mount knapps duergeet, fir nach eppes tëscht d'Zänn ze kréien, a 5.000 Euro Primm dann och net méi hëllefe wäerten.

Dës Subside sinn éischter eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewe wéi ëmgedréint. Geneesou wäerten och déi nei Akzisen- a Klimasteieren, esou wéi se eis bis elo presentéiert goufen, eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewe sinn. De Loyer an engem schlecht isoléierten Haus ass nun emol méi bëlleg wéi an engem Passiv- oder Energie-Plus-Haus. Och wann d'Avantagen duerch d'Masuttspräisser um Enn vum Mount opgefriess ginn, kënne sech Leit mat klenge Paien heefeg nëmmen ineffizient Logementer leeschten.

Mee wien eng besser Pai huet, ka sech och méi leeschten. Wien also genuch huet a schonns an engem Haus oder engem Appartement wunnt, dat mat enger VMC oder duerch Solar- oder Geothermie geheizt gëtt, gëtt vun der CO_2-Steier net getraff.

Anescht ass et, wann ee sech nëmmen en aalt Haus oder en Appartement an engem alen Appartementshaus leeschte kann, wou nach eng al Masuttsheizung steet. Da bezilt een d'CO_2-Steier fir den Heizungsmasutt a bezilt an Zukunft esou fir deene Räichen hir Solaranlagen.

Ass dat gerecht, wann déi Äermsten deene Räichsten hir Subside finanzéieren? Ech denken nee. Dat ass ganz offensichtlech déi genannten Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Jo, mir mussen eppes géint de Klimawandel maachen, a jo, mir mussen dat direkt maachen. Mee wéi solle mir eise Wielerinnen a Wieler erklären, datt, amplaz sozial Ongläichheeten ze bekämpfen, Ongläichheete verstäerkt wäerte ginn, an dann och nach grad duerch de Klimawandel, deen eis alleguerte betrëfft?

Wéi erkläert Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Leit dobaussen, datt déi, déi en alen Auto fueren an net all dräi Joer en neie vum Betrib kréien, méi CO_2-Steieren an CO_2-Akzise bezuele wäerte wéi een, deen de Fliger hëlt? Wéi erkläert Dir, datt grad déi de Kampf géint de Klimawandel finanzéiere sollen, déi am mannsten hunn?

De Risque de pauvreté läit haut well vill ze héich. Duerfir hätte mir eis hei am Budget kloer Pisten erwaart, fir elo direkt géint d'Energieaarmut virzegoen. Bensinn an Diesel hunn haut iwwert d'Akzise well eng CO_2-Steier vu ronn 11 Euro d'Tonn. Duerch déi annoncéiert nei Akzise geet dat op ronn 20 Euro d'Tonn erop. Do derbäi kommen dann nach déi 20 Euro d'Tonn annoncéiert CO_2-Steier. A wien dat bis 2025 zesummerechent, kënnt, an dat ass deen ënneschte Seuil, op deen ech komm sinn, op eng Méibelaaschtung vun eise Biergerinnen a Bierger vu mindestens 300 Euro pro Stot pro Joer.

Fir e Stot mat nëmmen engem Mindestakommes sinn dat 1,3 % vun hirem Bruttoakommes. Do geet eng Erhéijung vun 100 Euro vum Mindestloun net duer. Do musse kleng Salairen esou entlaascht ginn, datt keng nei Ongläichheeten entstinn. Mee och hei huet d'Regierung erëm decidéiert, dat ze maachen, wat se am beschte kann: Ofwaarden! Dobäi bräichte mer genee de Géigendeel: Eng Erhéijung vum neie Steierkreditt fir Leit mam Mindestloun oder en neie Steierkreditt fir Mobilitéit muss d'nächst Joer am Budget stoen.

Mir bräichten hei eng Regierung, déi reaktiv ass, eng Regierung, déi zoubäisst. Mir bräichte souzesoen en Tiger: T wéi transparent, I wéi inteeger, G wéi gerecht, E wéi engagéiert an R wéi responsabel.

(Hilarité)

Mee wat mer hunn ass éischter eng Kaz, eng Kaz, déi gemittlech de Gros vun de wichtegen Decisiounen einfach verschléift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget, deen hei zum Vott steet, ass elo well caduc. Mir kruten all vum Finanzminister erkläert, wéi eng Akzisenerhéijungen an och Steiererhéijungen d'nächst Joer komme wäerten, ouni datt dës an dësem Budget iwwerhaapt agerechent sinn.

Wa mir muer iwwert de Klimaplang schwätzen, da schwätze mir iwwer e Plang, deen an dësem Budget guer net agerechent ass. Dat nennt een d'Päerd de falsche Wee suedelen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vun hanne gesuedelt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Vun hanne gesuedelt. Ech wollt léiwer de falsche Wee soen. Et ass vläicht méi propper.

Une voix.- O!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Amplaz als éischt e konkreete Klimaplang duerch breet Diskussiounen, wéi versprach, opzestellen an duerno den néidege Budget ze stëmmen, maache mer dat hei hannerzeg. Mir sollen hei e Budget stëmmen, ouni ze wëssen, wéi vill Sue mer iwwerhaapt brauche wäerten, wéi vill Suen iwwerhaapt erakomme wäerten. Dat ass e Beweis duerfir, datt d'Regierung gutt doranner ass, fir grouss Annoncen ze maachen, mee fir d'Emsetzung feelt et u Visiounen. Dëse Budget ass eleng wéinst den Annoncen an de leschte Wochen zu renger Navigation à vue verkomm.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, an deene puer leschte Minutten nach kuerz eppes zur Digitaliséierung ze soen, en Theema, wat mer grondsätzlech um Häerz läit a wou ech eleng domadder hätt kéinten eng ganz Ried fëllen, mee dat wollt ech Iech dann zu esou spéider Stonn haut net méi undoen.

(Brouhaha)

Duerfir beschränken ech mech, wat d'Digitaliséierung ugeet, op den Depôt vun enger konkreeter Propositioun, mat där mer kënnen an Zukunft méi käschteneffizient am Staat ëmgoen, nämlech andeem mer Open-Source-Logiciellen ënnerstëtzen a virun allem, wann de Staat Entwécklunge vun neie Logicielle maache léisst, dës ëmmer als Open Source solle veröffentlecht ginn.

Wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 5

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- datt digital Servicer, déi vun ëffentleche Verwaltunge benotzt ginn, d'kritesch Infrastruktur vum 21. Jorhonnert duerstellen;

- fir zouverlässeg Systemer ze etabléieren, mussen d'ëffentlech Instanze sécherstellen, d'Kontroll iwwer hir digital Infrastruktur ze hunn;

- datt restriktiv Softwarelizenzen d'Deele vu „public funded codes" verhënneren, wat eng Kooperatioun tëscht ëffentleche Verwaltungen onméiglech mécht;

- datt restriktiv Softwarelizenzen d'Bildung vu Monopoler ënnerstëtzen an d'Kompetitioun tëscht den Developpeurë verhënneren;

- datt d'ëffentlech Instanzen ofhängeg vun enger Handvoll IT-Firme ginn;

- datt restriktiv Softwarelizenzen den Accès zum Quellcode verbidden a soumat eng Gefor fir d'Sécherheet vun der digitaler Infrastruktur duerstellen. D'Flécke vu Sécherheetslücken ass doduerch extreem schwéier bis onméiglech.

Mir wëssen, datt:

- fräi an oppe Software e modernen, ëffentleche Bien ass, deen et jidderengem erlaabt, Logicielle fräi ze notzen, ze studéieren, ze deelen an ze verbesseren;

- fräi an oppe Software e Géigepol duerstellt zu zouenen, restriktive Lizenze vun enger Handvoll IT-Firmen, déi Konkurrenz verhënneren;

- fräi an oppe Software et erlaabt, Sécherheetslücken ze eliminéieren, ouni vun engem Softwareprovider ofhängeg ze sinn.

Mir invitéieren d'Regierung doweinst:

- fräi an oppe Software an ëffentleche Verwaltungen aktiv ze ënnerstëtzen a verstäerkt ze promouvéieren;

- all nei entwéckelt, staatlech finanzéiert Logiciellen als Open Source ze veröffentlechen.

(s.) Sven Clement.

Une voix.- Très bien !

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat gesot, et gëtt also nach vill ze maachen. Well dëse Budget den aktuellen Defie leider net gerecht gëtt, well weeder de Klimaplang nach d'sozial Erausfuerderunge vun der aktueller Zäit berücksichtegt sinn, kann ech den Accord vun de Piraten, wéi gesot, haut net ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporter, dem Yves Cruchten, Merci soe fir säi Rapport an him felicitéieren. Verschidde Passagen an deem Rapport fannen ech genial, anerer gefale mer awer guer net.

Une voix.- O!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dofir - wie wonnert et? - wëll ech dem Yves awer fir déi Aarbecht felicitéieren. An ech wëll him och grad felicitéiere fir dat Theema, wat en erausgesicht huet, iwwert de PIB vum Bien-être, iwwert d'Aarmut an dat soziaalt Lëtzebuerg. Dat ass ganz wichteg an dat ass och gutt esou, an dofir huet dat mer gefall.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wuelbefannen a sozial Gerechtegkeet si wichteg an engem Land wéi Lëtzebuerg, an de Kolleeg Aly Kaes an ech, mir hunn de Moien nach driwwer geschwat, 1992 hate mer eng Broschür erausginn, déi „Humanisierung der Arbeitswelt" geheescht huet, An am Fong, do hu mer nach net vum Bien-être geschwat, do hu mer méi vun Humaniséierung geschwat, an do hu mer och gesot, oder do si scho verschidden Iddien deemools gefouert ginn, awer méi op gewerkschaftlechem wéi op politeschem Niveau.

Ech sinn och frou, dass den Här Cruchten op déi Ufro vum Paul Galles an och op déi Ufro vum Serge Wilmes higewisen huet, fir eng Diskussioun ze féieren iwwert de PIB du bien-être respektiv iwwert d'Aarmut. Ech hätt et just besser fonnt, Här President - déi Ufroe si gemaach ginn, net am Oktober, net am September, mee déi si gemaach ginn am Juni respektiv am Juli -, dass een do d'Méiglechkeet gehat hätt, schonn éischter iwwert de PIB du bien-être an och iwwert d'Aarmut ze schwätzen. Dann hätten déi Konklusiounen, déi mer vläicht do gezunn hätten, an dem Yves Cruchten säi Rapport kënnen afléissen, an dann hätt de Rapport mer vläicht nach besser gefall, wann een dat alles hätt kënnen do berücksichtegen.

Wann een déi Lëschte kuckt, déi am Rapport vum Här Cruchten dra sinn, do geet et jo dann och iwwert d'Prioritéiten, iwwer all dat, wat soll geplangt sinn. An do ass mir als Schëfflenger ee Punkt ganz an d'A gestach, dat ass dee beim Fonds d'investissement fir déi staatlech Kannerheemer, déi staatlech Kannerheemer, wou mer jo virun der Summervakanz e Gesetz heibanne gestëmmt hunn. Et sinn haut net méi d'„staatlech Kannerheemer", mee am Budget, souwuel am initiale Budget, deen d'Regierung gemaach huet, wéi och am Här Cruchten sengem Rapport steet nach dran: „staatlech Kannerheemer". An Zwëschenzäit huet den Numm geännert, mee dat ass awer net schlëmm. Ech mengen, grad an där Uertschaft, wou ech hierkommen, zu Schëffleng, ass dat e grousse Bestanddeel. Dat gehéiert zu eisem Schoul- a Veräinsliewen, a ganz vill Frëndschafte mat Leit, déi an deene Kannerheemer waren, sinn do geschloss ginn an déi gëllen och haut nach.

An ech muss soen, dass ech dofir begréissen, dass deen Invest an déi staatlech Kannerheemer gemaach gëtt. 11,5 Milliounen, fir déi Kannerheemer unzepassen. Mee wat mech am Fong awer stéiert, dat ass d'Iwwergangsléisung. D'Iwwergangsléisung u sech stéiert mech net, awer de Finanzement dovunner. D'Kannerheemer solle wärend der Chantierszäit an dem Moulin Bestgen, dem ehemolege Sëtz vum Objectif Plein Emploi ënnerbruecht ginn. Déi Millen ass zanter den 80er Joren am Besëtz vum Staat. A wéi de Staat se kritt huet, ass festgehale ginn, dass déi Mille fir sozial Aufgabe genotzt misst ginn.

Fir d'éischt war et de Sëtz vun der ALJ, kuerzzäiteg war eng Maison relais dran an duerno den OPE, bis et dann do leider zu der Faillite vum Objectif Plein Emploi komm ass. A vun do u war déi Millen net méi ausgelaascht. Den deemolege Schäfferot huet do de Staat gefrot, fir déi Millen ze léinen, wat och ofgemaach gi war fir 50 Joer. An do ass e Bail ënnerschriwwe ginn, fir déi Mille 50 Joer ze léinen, an d'Gemeng soll da sozial Aktivitéiten dra maachen.

D'Gemeng hat och Kontakt opgeholl mat sozialen Träger, an et war amgaangen sudgechafft ze ginn, fir do e soziale Projet dran ze maachen. Do ass de Staat un d'Gemeng erugetratt, si bräichten awer elo eng Iwwergangsléisung fir d'staatlech Kannerheemer. Do war et selbstverständlech, dass d'Gemeng gesot huet: „Majo, dat ass kee Problem, dat kréie mer provisoresch hin." Mee wat awer elo doraus entstanen ass, ass awer e bësse komesch: Elo solle fir 3,5 Millioune Renovatiounen do gemaach ginn, fir dass staatlech Kannerheemer dra kommen, an et ass net de Staat, deen dat soll bezuelen, mee d'Gemeng.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fannen ech net gutt. Ech fannen dat schlecht an ech sinn der Meenung, dass do de Staat seng Responsabilitéit soll iwwerhuelen. 20 Joer, sou ass elo virgesinn, sollen do staatlech Kannerheemer ënnerbruecht ginn, a wärend 20 Joer soll d'Gemeng da Loyer kréien, fir déi 3,5 Milliounen eng Kéier zréckzekréien, déi se dran investéiert.

Wann dat och a wirtschaftlech schlechten Zäite vläicht eng Iwwerleeung wäert ass, mengen ech, wann et dem Budget esou gutt geet, wéi de Staatsminister an och de Finanzminister eis ëmmer soen, wann et dem Land gutt geet, mengen ech, kéint de Staat déi Finanzementer och selwer iwwerhuelen. An ech géif en Appell maachen, dass de Staat dat och géif maachen.

An ech si sécher, dass d'Gemeng och bereet ass, no deenen 20 Joer, wann de Staat dann esou laang staatlech Kannerheemer dran hat, do e Projet dran ze maachen. Mee et ass net un der Gemeng, elo e Virfinanzement ze maachen, fir dass duerno d'staatlech Kannerheemer och an enger uerdentlecher Form sinn, mee ech mengen, dass do de Staat déi Responsabilitéit och selwer kéint huelen. An ech wëll och dorop hiweisen, dass den Här Finanzminister an d'Madamm Inneministesch mer och gëschter an deem Kader nach eng Äntwert ginn hunn op eng Question parlementaire iwwer änlech Beispiller, déi et gëtt. An ech mengen, dass et do wichteg wär, dass mer déi Finanzementer géifen hannerfroen an iwwerleeën, ob dat nach zäitgeméiss a richteg ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Moien huet den Här Finanzminister op verschidden Aussoe reagéiert, déi am Rapport stinn, dee vun de Beruffschambere komm ass, dee komm ass vum Staatsrot, vun der CSSF, wat alles am Budget drasteet.

Ech hat mech do ameséiert an ech war nach eng Kéier kucken, ech hat deemools a menger Budgetsried ... Dat war dee leschten Avis vun der Chambre de Commerce, deen nach erauskomm ass ënnert der Verantwortung vun engem Direkter namens Pierre Gramegna, dat war fir de Budget 2013. An dat war den Avis vun der Chambre de Commerce vun 2012.

Ech war do nach eng Kéier dra kucken, wat d'Chambre de Commerce do alles geschriwwen huet, an also och den haitege Finanzminister, op wat fir eng Geforen en do higewisen huet. An och an deem Kader hunn ech meng Notten erëmfonnt. An ech wëll dat awer haut hei soen an och deenen nach eng Kéier Merci soen, do hu mer ganz vill zesummen - dat war nach eng schwaarz-rout Koalitioun -, den Alex Bodry an de Michel Wolter als déi zwee Parteipresidenten an de Lucien Lux an ech, do hate mer e bëssen um Budget - wéi soll ech dat soen? - gefréckelt an do hate mer verschidden Ännerunge gemaach. An do hu mer eis alt moies um hallwer siwe getraff, fir dass mer alles ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat waren nach Zäiten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat waren nach Zäiten. Voilà, dat waren nach Zäiten!

... fir dat alles hinzekréien. An do hu mer och ëfters iwwert déi Aussoen da vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers an dem Staatsrot geschwat, well déi do och eng aner Siicht haten, wéi dat hei op verschiddene Punkten deemools diskutéiert ginn ass.

An ech wëll dem Alex dofir och Merci soen. Et war haut de Moie seng lescht Ried. Ech hat se e bësse méi ... Et war eng ganz sachlech Ried. Normalerweis kann en och anerer halen. Ech wëll him awer Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet, déi 19 Joer, wou mer hei konnten zesummeschaffen. Ech mengen, dass et interessant war. Mir waren net ëmmer enger Meenung. Ech mengen, déi lescht Joren ëmmer manner.

Mee ech wëll em awer soen, dass en ëmmer e faire Partner war, an ofgemaacht war ofgemaacht. Et huet een net alles missen dräimol ënnerschreiwen, mee wann eppes gesot war, da war et och esou an dann huet et och esou gegollt. An ech wëll em op sengem künftege Wee, well ech sinn dovun iwwerzeegt, dass dat de Freideg grandios wäert klappen, alles Gutts wënschen a vill Erfolleg. An ech wëll em och soen, dass mer en hei oft wäerte vermëssen, mee vläicht kréie mer dann och eng aner Qualitéit an de Berichter oder an den Avise vum Conseil d'État.

(Exclamations)

Plusieurs voix.- Très bien !

M. André Bauler *(DP).*- Wat wëllt dat dann heeschen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, dach, well heiansdo hues de d'Gefill ...

M. Mars Di Bartolomeo *Président de séance.*- Ech mengen, Dir kommt net an de Conseil d'État, Här Spautz.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Famill, Ausbildung, Aarbecht, Wunnen, ...

Une voix.- Elo ass e waakreg!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... sozial Ofsécherung a Mobilitéit, alles dat sinn Theemen, déi ee muss diskutéieren, wann een iwwert de Budget schwätzt. D'Planbarkeet an d'Kalkuléierbarkeet beim Wuert Familljegrënnung an de Kannerwonsch an d'Liewensplanung abaue ginn ëmmer méi schwiereg. Vill Froe stelle sech d'Leit: Kann ech mer e Kand leeschten, finanziell a berufflech? Wéi muss mäi Liewen dann ausgesinn? Wéini ass de richtegen Zäitpunkt?

Fir d'éischt wëllt ee sech an deene meeschte Fäll am Job etabléieren an d'Aarbechtsëmfeld muss stëmmen a selbstverständlech d'Pai. Fir déi Leit, déi Chancen am Beruff wëllen an trotzdeem eng eege Famill wëlle grënnen, ass et wichteg, dass mir Fräiraum schafe fir d'Famill. Mir mussen iwwert d'Bedürfnisser vun den Elteren a vun de Kanner an iwwert d'Zukunft vun der Famill an der Gesellschaft schwätzen.

Fraen a Männer wëllen et sech leeschte kënnen, der Famill dee Stellewäert ze ginn, dee se aus hirer Siicht verdéngt, an zwar och wa se schaffe ginn. An ech wëll dat ënnersträichen, wat mäi Kolleeg, de Gilles Roth, gesot huet, dass et ganz kloer ass, wa se wëllen zu zwee schaffe goen, solle mer all hinnen déi Méiglechkeete ginn, fir dat och kënnen ze maachen.

Fir d'Famill do ze sinn, an och ouni sech seng berufflech Zukunft ze verbauen, do muss ee vill investéieren, do muss ee vill investéiere privat, mee et ass och un eis als Politik, déi néideg Mesuren ze huelen, fir de Leit dat ze erméiglechen, dass se kënne souwuel schaffe goe wéi och Kanner kréien.

All Kand huet dee selwechte Wäert - do si mer eis alleguerten heibannen eens -, mee net all Kand huet dee selwechte Point de départ. Well et hänkt och ëmmer dovun of, a wat fir eng Famill dass de gebuer gëss. Et hänkt dovun of, a wat fir enger Regioun dass de wunns. An et hänkt dovun of, wat fir Gegeebenheeten a wat fir eng Offer eng Gemeng oder de Staat der an denger Regioun bitt.

Gëschter sot den Yves Cruchten betreffend d'Indexéierung zum Beispill vum Kannergeld: Wat éischter, wat besser. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wollt ech op dat agoen, wat den Yves gesot huet, an ech wollt an deem Sënn hei en Amendement proposéieren, fir dass d'Kannergeld wat éischter, wat besser och géif ugepasst ginn, fir dass mer ...

A mäi Kolleeg Gilles Roth hat schonn d'lescht Joer drop higewisen, do war jo emol eng Kéier en Accord, dass d'Kannergeld net méi sollt indexéiert ginn. Duerno war en Accord do fir d'Indexatioun vum Kannergeld. Duerno huet d'Regierung en Accord gesicht gehat mat de Gewerkschaften. Dunn ass de Projet awer zréckgezu ginn. Dofir menge mir als CSV, dass et wichteg wier, dass d'Kannergeld esou séier wéi méiglech, sou wéi den Här Cruchten dat och gesot huet, géif ugepasst ginn. An dofir géif ech hei en Amendement deposéieren, dass mer d'Kannergeld scho fir d'Steierjoer 2019 géifen erhéijen an dass dat och alles géif gëllen ab dem Joer 2020. An dofir, Här President, hei den Amendement zum Kannergeld.

Amendements 4 et 5

Amendement 4

Un nouvel article 42 est inséré au projet de loi. Cet article est libellé comme suit :

« Art. 42 Modification du Code de la sécurité sociale

1. À l'alinéa 1er, première phrase de l'article 272 du Code la sécurité sociale, "265 euros" est remplacé par "271,62 euros" ;

2. Un nouvel alinéa 3 est inséré à l'article 272 du Code de la sécurité sociale et libellé comme suit :

"Le montant ci-dessus est périodiquement adapté à l'indice pondéré du coût de la vie suivant les dispositions applicables aux traitements des fonctionnaires de l'État." »

Les articles 42 et 43 sont renumérotés et deviennent les articles 43 et 44.

L'intitulé du projet de loi est modifié. Un nouveau numéro 1° faisant référence au Code de la sécurité sociale est inséré. Les numéros 1° à 13° deviennent les numéros 2° à 14°.

Commentaire de l'amendement 4

ad 1) : L'adaptation du montant prévu à la première phrase de l'alinéa 1er de l'article 272 tient compte de la dernière augmentation indiciaire qui remonte au 1er août 2018.

ad 2) : L'insertion d'un nouvel alinéa 3 à l'article 272 du Code de la sécurité sociale est en ligne avec les propos de Monsieur le Ministre des Finances tenus en date du 23 juillet 2018 :

« Les comptes de l'État sont désormais très proches de l'équilibre » et « le prochain Gouvernement pourra poursuivre une politique volontariste engagée pour préparer au mieux le pays aux défis de l'avenir et continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens. »

Dans la mesure où les finances publiques se trouvent en équilibre, l'amendement sous rubrique entend ainsi introduire le système de l'indexation automatique pour l'allocation familiale. La modification au niveau de l'article 272 du Code de la sécurité sociale prévoit par conséquent l'adaptation du montant de l'allocation à l'indice des prix à la consommation.

Amendement 5

L'article 44 est libellé comme suit :

« Art. 44. Entrée en vigueur

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 2020, à l'exception des dispositions de l'article 3 (1) qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2020 et à l'exception des dispositions de l'article 3 (2) qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2019.

Le point 1 de l'article 42 produit ses effets au 1er janvier 2019. »

Commentaire de l'amendement 5

Un deuxième alinéa est inséré à l'article 44. Suivant cet amendement, l'adaptation des allocations familiales se fait avec effet rétroactif au 1er janvier 2019.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A mir freeën eis op d'Zoustëmmung vum Yves Cruchten a senge Leit, fir deen Amendement dann och ze stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech gi se esou séier wéi méiglech weider.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President.

Une voix.- Maacht lues, maacht lues!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Kolleeginnen a Kolleegen, d'familljepolitesch Diskussioune beschränke sech oft just op d'Kannergeld, Congé parental, Congé pour raisons familiales a Maisons relais. Et musse genuch Crèchen- a Maison-relais-Plaze geschafe ginn, fir dass all Kand, wat muss a soll ënnerdaach kommen, och eng Plaz fënnt. Genausou wichteg ass et, den Elteren de Choix ze loossen, ob si hiert Kand an eng Struktur wëlle ginn oder ob se et selwer doheem wëllen erzéien.

Fir alles dat ze erreechen, ass et awer wichteg, dass mer Verännerungen an der Aarbechtswelt maachen, soss bleift eppes op der Streck, d'Famill oder de Beruff. Jo, et ass wichteg, dass de Staat déi richteg Ramebedéngunge schaaft. Jo, et ass wichteg, dass eng finanziell Familljeférderung stattfënnt a fir all Kand en Ënnerdaach, finanzéiert vum Staat. Dat awer als Vereenbarkeet vu Famill a Beruff duerzestellen an domat basta, dat ass et net.

Zanter der Industrialiséierung a bis an d'70er Jore war et kloer, wien déi familiär Verantwortung iwwerhëlt. Dat war zu 95 % d'Fra. Dofir ass d'Aarbechtswelt op d'Männer zougeschnid-

den. Eis Aarbechtswelt huet also mat der gesellschaftlecher Entwécklung net Schratt gehalen. Dat musse Politik a Wirtschaft gemeinsam änneren. D'Kultur an d'Strukturen an eiser Aarbechtswelt si prioritär op Mënschen agestallt, déi keng familiär Aufgaben hunn. Dofir missten d'Sozialpartner zesumme mat der Politik eng Charta maachen, wéi et se a verschiddenen EU-Länner gëtt - Skandinavien, awer och doriwwer eraus -, fir iwwer familljebewosst Aarbechtszäiten ze diskutéieren an ze schwätzen. Eng familljebewosst Aarbechtszäitorganisatioun ass awer ee Gesellschaftsproblem. An dee Problem gëllt et, an Ugrëff ze huelen.

Wéi kann een eng Aarbechtszäitkultur erreechen? D'Basisgesetz muss geschafe ginn, wou een dat ka festhalen, an duerno ass et iwwer Aarbechtszäitkonten an um Betribs- respektiv Tariffniveau, fir iwwert d'Exekutioun vun deene Ramebedéngunge kënnen ze schwätzen an och Detailer festzehalen.

Mir mussen diskutéieren: Wat fir eng Zäitmodeller gëtt et fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff? Wéi kann een d'Liewensaarbechtszäit esou organiséieren, dass se an all Liewensphas an den Aklang mat de Bedierfnesser ze bréngen ass? Dat ass vu Betrib zu Betrib a vu Secteur zu Secteur verschidden.

Mir kënnen net méi alles iwwer ee Leescht zéien, wéi dat emol an de 50er an an de 60er Joren de Fall war, wou de Gros vun eisen Aarbechtsplazen am Industriesecteur war. An Tëschenzäit ass dat ganz anescht an et ass all Betrib, deen aner Besoinen huet, an et ass all Secteur, deen och aner Noutwendegkeeten huet, fir dat ze maachen. An dofir ass et do wichteg, zesumme mat de Sozialpartner Arrangementer ze fannen. Awer et ass fir d'éischt um Legislateur, de Kader ze schafen, an duerno un de Sozialpartner, dat och kënnen am Betrib ëmzesetzen.

Et gëtt Betriber hei am Land, déi hu verstanen, dass et och Personal gëtt, wat net nëmmen op d'Pai aus ass, mee dat och gären hätt, dass et eng gutt Aarbecht ass an dass och d'Aarbechtsbedéngungen dem Familljeliewe Rechnung droen an dass ee Fräiraum huet am Privatliewen, dass ee verschidde Méint méi schafft a verschidde Méint dofir manner schafft, fir dass ee sech och do ka mat der Famill arrangéieren.

Awer dofir musse mer och verschidde gesetzlech Ännerunge maachen a mir brauchen en anert Familljebewosstsäin. An dëst Familljebewosstsäin géif entscheeden, wéi mer och familljefrëndlech Aarbechtszäitgestaltung kënne maachen. Mee dat geet awer net vun haut op muer a vun uewen erof decidéiert, mee dat geet just, wa mer zesummen, d'Politik mat de Patronen a mat de Gewerkschaften, kucken, wat mer do alles mussen op de Wee bréngen, fir och deem kënne gerecht ze ginn.

Et ka jo net sinn, dass mer aner Aarbechtszäitmodeller maachen an doduerch ginn d'Karriäre gebremst an domadder gëtt een op d'Ofstellgleis gesat. Mee et ass wichteg, dass mer déi Leit förderen, dass mer deene Leit eng Chance ginn an dass et änlech wéi a Skandinavien iwwerhaapt kee Problem ass, wann een emol eng Kéier eng Auszäit mécht. A wann een erëmkënnt, kritt een déi Plaz an och dee Posten erëm, deen ee virdrun hat. Och alles dat si Saachen, déi mer mussen diskutéieren. An dann ass et och wichteg, dat an der Aarbechtszäitorganisatioun esou festzehalen, dass dat net kann am negative Sënn sinn, fir an der Karriäreleeder an engem Betrib weiderzelafen.

An dës Diskussioune musse mer d'Sozialpartner mat abauen, mee mir mussen et awer och fäerdegbréngen, fir d'Gesellschaft ze sensibiliséieren, well dat, wat wärend Joerzéngten de Fall war, ass net iwwerall an dat Ëmdenke mat ukomm (veuillez lire : ass net iwwerall duerch dat Ëmdenke verännert ginn). An dofir ass et wichteg, dass mer do och eng Diskussioun féieren, wéi mer dat kënnen änneren a wéi mer dat kënnen op dee Wee bréngen.

Dëser Deeg war ech mat Responsabele vu Maison-relaisen zesummen. Déi soen, dass et eng Zäit laang duergaangen ass, wa se moies um siwen Auer opgemaach hunn an owes um siwen zou. Déi soen, dat ass haut net méi méiglech. An Zwëschenzäit brauche mer fir 18 Kilometer zwou Stonnen. A wann déi Leit um aacht Auer an der Stad oder ronderëm mussen ufänken, da musse se um sechs Auer fortfueren. An dat géif jo also dann heeschen, dass fir dat Personal an deene Maison-relaisen nei Aarbechtszäite géife kommen, dass se mussen um sechs respektiv um hallwer sechs do sinn.

An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob mer do net aner Punkte mussen diskutéieren, iwwer aner Effnungszäiten, an dass mer och do kucke bei deene Maison-relaisen an och bei anere Saachen, wéi et ass mat den Heure-d'ouverturen. Si mer nach dobäi, dass et muss vu moies siwe bis owes siwe sinn? Musse mer net éischter ufänken? D'Mobilitéit spillt do eng ganz grouss Roll.

Do ginn et verschidde Weeër. An Zwëschenzäit, an dat ass schonn heibanne gesot gi vum André Bauler, ass de Gros vun den Aarbechtsplazen hei an der Stad a ronderëm. All Moie probéieren 200.000 Leit plus ou moins ëm déi selwecht Zäit, an d'Stad a ronderëm eranzekommen. An da gëtt et eppes wéi an engem Triichter. Wann Der an den Triichter ze vill draschëtt, da schléit den Triichter zréck an da geet net alles an d'Fläsch. An esou huet een och moies, ob dat aus dem Norden, aus dem Süden, aus dem Osten oder aus dem Westen ass, déi Verkéierssituatioun.

An déi Zäit, wou Lëtzebuerg industrialiséiert ginn ass, sinn Industrieaarbechtsplaze geschafe ginn, sief et am Süden, sief et am Norden, sief et am Osten. An do sinn dann d'Uertschaften entwéckelt ginn.

Wann ech kucken, d'ARBED, wann do nëmme Leit aus dem Süde geschafft hätten, wéi dat am Ufank 1900 ugaangen ass, da wier net vill produzéiert ginn. Do ass eng ganz grouss Zouwanderung queesch aus dem Land gewiescht. Dat selwecht war duerno bei der Goodyear, dat selwecht war duerno bei enger Monsanto, och wann déi net esou laang bliwwen ass, mee do hunn déi Uertschafte sech dorëm entwéckelt. Et ass Wunnengsbau entstanen an déi Gemenge si gewuess.

Aarbecht, Wunnen a Fräizäit waren do no beieneen. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, brénge mer haut net méi fäerdeg, well 200.000 Leit probéieren all moies, ech hunn et scho gesot, an d'Stad eranzekommen, a mat deem Triichter kréie mer ëmmer e Réckstau.

An dofir stellen ech nach eng Kéier d'Fro: Wou si mer dru mat de Plan-sectoriellen? Déi sollten do hëllefen, fir dass mer Aarbecht, Wunnen, Fräizäit an Natur géife matenee vereinbaren. Säit Hierscht 2014 waarde mer do drop. Dunn ass et op eemol zréckgezu ginn an duerno sinn nei Beméiunge gemaach ginn, mee d'Plan-sectorielle sinn nach ëmmer net do. An ech mengen, dass déi awer och noutwendeg wieren, souwuel fir d'Aarbechtsplaze wéi fir de Wunnengsbau wéi fir d'Mobilitéit, an do och kéinten hëllefen. An dofir och do mäin Appell un d'Regierung, endlech dann domat ze kommen. Ech weess, dass et un de Reglementer ass, mee och déi Reglementer gi gebraucht, fir dass een do endlech dat da kann applizéieren. An et géif esou lues Zäit ginn.

Eng aner Fro, déi ech wëll opwerfen, an ech weess, doriwwer ass scho geschwat ginn heibannen an do gëtt et ëmmer e Pro an e Kontra: 80.000 Kanner, Elteren an Enseignantë fänken all moies um aacht Auer un. Ass dat nach zäitgeméiss? Misste mer net doriwwer diskutéieren, ob mer un deenen Aarbechtszäiten eppes änneren? Well wann do all Kéiers 80.000 Leit ëm dee selwechten Zäitpunkt probéieren, op eng Plaz ze kommen, da verursaacht ee Stau, ob ee wëllt oder net. Et gi Länner, do gëtt et aner Schoulzäite fir de Secondaire wéi fir de Primaire. Ass dat net eng Diskussioun, déi mer musse féieren?

Ech wëll e Beispill ginn: 1930 ass zu New York den Empire State Building gebaut ginn - mat Stol vun Déifferdeng, ech wëll dat och betounen! An ech wëll elo net iwwert d'Bauzäit schwätzen, well dat waren 18 Méint, fir dee ganzen Empire State Building ze bauen. Ech mengen, wann een haut esou eppes géif bauen, da géif et e bësse méi laang dauere wéi 18 Méint.

Awer wat dat Éischt war, wat do gemaach ginn ass, dat war, déi hunn dunn iwwer eng Organisatioun vun den Aarbechtszäite geschwat, well et net méiglech war, dass all Mënsch zu deem selwechten Zäitpunkt op deem jeeweilege Stack war. An dofir hu se mat Decalagë vun zéng Minutte geschafft, wéi et 1932 opgaangen ass. Misst ee sech net d'Fro stellen, ob mer a verschiddenen ekonomeschen Zweiger an och an der Schoul misste mat Decalagë schaffen, an dass et net iwwerall muss um aacht Auer lassgoen, mee dass een och do ka mat aneren Zäite schaffen?

Une voix.- Très bien !

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et si verschidde Kolleegen, déi sech emol mat Roulement vu Busser beschäftegt hunn, an déi wëssen, vu sechs bis hallwer néng an owes vu fënnef bis hallwer siwe bräichte mer iwwerall 20er Bussen, dat heescht, fir 200 Leit dranzekréien. An duerno fueren op verschiddene Strecke Busser, do sëtzen nach dräi Leit am Bus. Wann een do en Decalage géif maachen, kéint een och dee Problem geléist kréien.

Ech mengen, dass een dat net ka vun uewen erof maachen, mee dass et wichteg ass, dass mer mat den Akteure vun dem Terrain eng Diskussioun doriwwer féieren. An ech mengen, dass déi Besoinen och sécherlech regional ënnerschiddlech sinn, deemno wou ee wunnt an deemno a wat fir eng Schoul dass ee geet, dass dat vläicht aneschters ass, mee dass et awer wichteg ass, dass mer dee Sujet diskutéieren an net einfach am Tirang leie loossen, well aneschters brénge mer et ni fäerdeg.

Well wann ëmmer 80.000 Leit matenee probéieren, zu deem selwechten Zäitpunkt op där selwechter Plaz ze sinn, dat brénge mer net fäerdeg, weeder mat engem gudden ëffentlechen Transport nach mat soss eppes. Mee da musse mer och do de Courage hunn, fir doriwwer ze schwätzen, a mir sollten dat mat den Akteure vum Terrain ugoen.

D'lescht Woch hu mer heibannen och geschwat iwwert de Logement. An ech wëll dofir net méi dorop agoen. De Marc Lies hat do eis Positiounen duergeluecht. Et ass och wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, am Logement eppes ze maachen.

Mee wa mer vu Logement schwätzen a mir schwätze vun Aarbecht, sollte mer och vu Schoul schwätzen. A meng Fraktiounspresidentin ass haut de Moie laang a breet op de Problem vu Schoul an Ausbildung agaangen. An ech mengen, dass et och wichteg ass, all Kéier an ëmmer erëm iwwert d'Schoulproblematik ze diskutéieren.

Mee bei der Schoul ass et wéi beim Fussball: Jiddweree weess alles besser wéi den Trainer, wéi de Kapitän a wéi d'Spiller. Dofir ass et och wichteg, dass mer heiansdo Bilanen zéie vun deenen Decisiounen, déi geholl gi sinn am Schoulwiesen. A wann een e Feeler gemaach huet, dann ass et och keng Schan, deen ze redresséieren.

Et kann ee jo net all Kéier d'Leit wiessele wéi am Fussball: Wann et dräimol hannerenee gerabbelt huet, gëtt den Trainer gewiesselt. Mee et wier och wichteg, dass mer do heiansdo Bilanen zéien, an zum Beispill Bilanen zéien iwwert dat, wat an der Beruffsausbildung geschitt ass. An der Beruffsausbildung si schonn an deene leschte Joren Ännerunge gemaach ginn. Hunn déi Ännerungen eppes bruecht? Hunn déi Ännerungen näischt bruecht?

Mir hunn d'lescht Woch heibannen driwwer diskutéiert an an där Logementsdebatt hate mer eng Motioun hannerluecht - an d'Martine Hansen huet et de Moie scho gesot -, de Marc Lies, dass mer eppes misste maache fir d'Handwierk, fir d'Attraktivitéit vum Handwierk. Ech hu bedauert, dass dat ofgeleent ginn ass.

Mee et huet mer awer gefall, no der Debatt vun där Interpellatioun, wou den Henri Kox dem Marc Lies erkläert huet an och nach aner Leit, déi Motioun, déi wär superfetatoire, dass beim Punkt hannendrun, wou den Här Bauler mam Här Kox iwwer Wunnenge fir d'Personal a Betriber geschwat huet, awer nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, dass mer e Manktum hu vu Leit am Handwierk.

Dat war zwar beim Logement falsch, mee et war bei der Diskussioun vun de Wunnenge richteg. An haut de Mëtteg hu jo och, wéi den Här Gibéryen gesot huet, dass do e Manktum ass, Leit heibanne gemengt, dat wier net esou. Mee ech kann Iech op alle Fall soen, dass et esou ass an dass ëmmer méi Leit sech Suerge maachen a Betriber, dass se keng Leit méi fir d'Handwierk fannen.

Mir brauchen en attraktiivt Handwierk. A fir en attraktiivt Handwierk ze hunn, brauche mer och en anere Stellewäert vum Handwierk. D'Unerkennung vum Handwierk ass fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft wichteg, well den Handwierksecteur ass ee vun deenen dynameschsten hei zu Lëtzebuerg. A mir brauchen net nëmmen Handwierker am Handwierksecteur, mir brauchen der an der Industrie, mir brauchen der am Bau, beim Staat an de Gemengen, iwwerall do ginn Handwierker gebraucht.

Och hei brauche mir en anere Stellewäert vum Handwierk, en aneren Image vum Handwierk an der Gesellschaft. Soulaang et hei zu Lëtzebuerg ass: „O, et ass knapps duergaange fir d'Handwierk", wann dat d'Astellung ass, déi gesellschaftlech do ass, da gëtt et problematesch, fir do eppes ze ënnerhuelen.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An do misste mer onbedéngt eppes ënnerhuelen, fir deen Image ze änneren. Jo, och Loun an Aarbechtsbedéngunge gehéieren dozou, awer och de Respekt vis-à-vis vun deene Mënschen, déi dat ausüben.

Ech wëll nämlech drun erënneren, d'Chambre des Métiers huet am November nach eng Kéier ënnerstrach, wivill Leit hinne feelen an dass et schwiereg ass, fir nach kënnen esou weiderzefueren, an dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee dat an der ganzer Groussregioun. Änlech wéi an de Gesondheetsberuffer hu mer och am Handwierk d'ganz Groussregioun ofgegraast. An dofir sollte mer alles ënnerhuelen, fir dass erëm méi Leit sech och hei zu Lëtzebuerg fir de Wee vum Handwierk interesséieren.

Ech hat d'Chance, derbäi ze sinn, wéi d'Diplomer vun de Gesselleprüfungen ausgedeelt gi sinn um Belval viru 14 Deeg. An do huet ee gesinn, déi Freed an déi Begeeschterung, déi bei deene Leit war, dat war eppes Ustiechendes. An ech mengen, do sollte mer dran investéieren. A mir sollten och als Politik drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mir Handwierker hunn, well och e gudde Servicesecteur an e gudde Finanzsecteur kréie Schwieregkeeten, wa keng Leit méi do sinn, fir d'Installatiounen an d'Reparaturen ze maachen, well och déi sinn op Handwierker a gutt qualifizéiert Leit ugewisen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. An dofir solle mer do alles ënnerhuelen, fir dat ze änneren.

A wann ech soen: „fir dat ze änneren", da muss een ufänke bei der Beruffsorientéierung an da muss een och ufänke bei deene Beruffsbiller. An do huet een heiansdo d'Gefill, dass mer bei de Beruffsbiller virun 20 Joer stoe bliwwe sinn an dass op verschidde Plazen d'Beruffsbiller net mat virugaange sinn. An dofir ass et wichteg, doran ze investéieren.

A wann ech vu Beruffsausbildung schwätzen, da muss ech och vu Weiderbildung schwätzen, well och dat ass ganz wichteg. Ech ginn e Beispill. A fir keen aneren ze huelen, huelen ech mäin eegent. Ech hunn emol eng Kéier en Handwierk geléiert. Wann ech awer haut de Capot vun engem Auto opmaachen, maachen ech en erëm séier zou. Ausser Antigelswaasser an den Uelech kucken, maachen ech erëm séier zou, well dat, wat zu menger Zäit war a wat haut ass, dat ass eppes ganz aneres. An dofir ass et och wichteg, wa mer vum Handwierk schwätzen, dass mer dann och musse vun der Weiderbildung schwätzen, déi och ëmmer méi wichteg gëtt.

Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problem, deen och net grad mam Handwierk ze dinn huet, mee deen awer mat deene Leit ze dinn huet, déi schaffe ginn, dat ass, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi auserneegeet. Ech wëll elo net nach eng Kéier all déi Ziffere widderhuelen, déi scho verschidde Kolleegen de Mëtteg gesot hunn. Mäi Frënd, de Paul Galles, wäert och a senger Interpellatioun nächste Mount sécherlech dorop agoen. Mee d'Schéier tëschent Aarm a Räich gëtt hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss an dat ass e schlecht Zeeche fir Lëtzebuerg, dat seet eis jiddwereen, ob dat d'Caritas ass, ob dat d'Chambre des Salariés ass oder ob dat de Statec ass. An dofir ass et och wichteg, dass mer deene sozial schwaache Leit ëmmer méi hëllefen, dass mer deene méi eng grouss Hëllef zoukomme loossen.

Wärend déi räichsten 10 % eng Moyenne vu ronn 8.000 Euro de Mount hunn, sou sinn et fir déi 10 % vun deenen Äermste ronn 1.000 Euro. Parallell dozou, an dat ass e grousse Problem, hält de Working Poor zou, Leit, déi schaffen an, obwuel se schaffe ginn, net genuch hunn, fir ze liewen. An dat ass engem Land wéi Lëtzebuerg net würdeg an do schneide mer och am internationale Vergläich net gutt of. An do ass et och un eis als politesch Responsabel, déi Mesuren unzegoen, fir dat kënnen ze änneren.

Ech weess, ee vun de Problemer, fir net ze soen den Haaptproblem, sinn och d'Logementspräisser, déi dat verursaachen, well néierens gëtt ee fir e Logement esou vill aus wéi zu Lëtzebuerg. An dofir ass et wichteg, dass mer do eppes maachen. Mee mir gesi jo selwer, déi Propositioune vum Marc Lies si jo leider viru 14 Deeg ofgeleent ginn, dass mer weeder am Locatif nach an der Vente et fäerdegbréngen, déi Präisspiral ze drécken.

An ech wëll och dozou bäifügen, dass déi Mindestlounerhéijung, déi Ufank vum Joer bluttnoutwendeg war, déi gemaach ginn ass, scho laang vun der Präispolitik vum Logement erëm opgefriess ginn ass, dass dat scho bei de Loyeren an och bei der Vente vun den Haiser erëm opgefriess ginn ass.

Ech weess, dass mer net all Mënsch kënnen hëllefen, mee fir eis ass et och wichteg, dass et elo Zäit gëtt, och emol eng Ännerung ze maachen un der Allocation de vie chère, vu dass 18 % vun de Lëtzebuerger vun der Pauvretéit betraff sinn, dass mer do Ännerunge maachen, dass mer iwwert dat Recht nodenken, wéini een déi Allocation de vie chère ka kréien, iwwert de Wee, wéi een déi muss ufroen, well do sinn och vill Leit, déi se zegutt hätten, déi sech awer net trauen, déi Primm unzefroen, well dat och net ëmmer ganz flott ass, an dass mer gläichzäiteg och eng Erhéijung géife maachen.

An ech géif och do eng Motioun eraginn am Numm vun der CSV, fir dass mer do eppes géifen änneren un der Allocation de vie chère,

souwuel d'Bedéngungen, fir se kënnen ze kréien, wéi och de Montant upassen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que près de 18 % de la population est concernée par la pauvreté ;

- rappelant que ce taux serait encore beaucoup plus élevé sans transferts sociaux ;

- considérant que les inégalités ne cessent de croître depuis la crise de 2008 ;

- notant que la situation des plus pauvres est particulièrement préoccupante, alors que leur condition s'est dégradée ces dernières années et qu'ils sont presque deux fois plus nombreux à être touchés par la pauvreté qu'il y a dix ans ;

- déplorant que la situation des familles monoparentales les plus pauvres reste inchangée malgré les promesses et mesures qui ont été prises lors de la législature précédente, et qui s'avèrent insuffisantes pour freiner de manière efficace la montée de la pauvreté ;

- constatant également que les ménages ayant des enfants à charge demeurent particulièrement fragiles et sont plus exposés au risque de pauvreté que les ménages sans enfants ;

- constant par ailleurs qu'un enfant sur cinq risque l'exclusion sociale ;

- constant encore que de plus en plus de personnes qui ont un emploi sont touchés par la pauvreté, le travail ne mettant plus à l'abri de la précarité ;

- rappelant que l'allocation de vie chère constitue une des mesures parmi tant d'autres destinées à aider les ménages à faible revenu ;

- rappelant encore que cette allocation a remplacé l'allocation de chauffage en 2009 destinée à protéger les ménages les plus modestes contre une forte hausse des prix des combustibles, et plus particulièrement du mazout ;

- considérant que le Gouvernement via le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 entend adapter les limites maximales du droit d'accise autonome sur le gasoil, et ce pour atteindre les objectifs que le Gouvernement Bettel 2 s'est fixés en matière environnementale ;

- donnant à considérer que si la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont importants et doivent être réalisés le plus rapidement possible, il est impératif d'éviter toute rigueur sociale et de sanctionner les couches les plus fragiles de notre société ;

- notons encore que le montant alloué au titre d'allocation de vie chère n'a pas augmenté depuis 2009 et se situe toujours à 1.320 euros pour une personne seule ;

- considérant qu'il échet de s'assurer que les personnes les plus démunies ne soient pas touchées de manière disproportionnée par les mesures fiscales que le Gouvernement entend mettre en œuvre,

invite le Gouvernement

- à revoir les critères d'attribution de l'allocation de vie chère, et notamment des montants pris en compte en tant que revenus ;

- à adapter le montant de l'allocation de vie chère à l'évolution du coût de la vie ;

- à analyser en tout état de cause tous les deux ans, si les critères d'attribution voire si les montants de l'allocation de vie chère sont toujours adaptés.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

Mir mussen déi Leit begleeden, déi an Noutsituatioune sinn. Mir musse mat hinnen diskutéieren a mir mussen och duerno handelen. Mir mussen eppes maache géint d'Aarmut vun de Kanner a mir mussen eppes maache géint d'Aarmut bei deene Jonke vu fréier, fir dat emol net aneschters auszedrécken.

De Gilles Roth huet haut de Mëtteg scho Beispiller gi bei de Steieren a bei dem Steierpackage, wat dat all Kéier ausmécht, wéini wien nach wat ka kréien. An dofir hate mer eis och vill erwaart bei der Steierreform. Mee ech muss lech soen, mir sinn awer nach ëmmer op deem sëtze gelooss ginn, wat mer bis elo esou zwëschen den Zeilen héieren hunn, well weeder d'Regierung nach ee vun de Majoritéitspolitiker gesot huet, a wat fir eng Richtung et soll goen. Mee et muss een och wëssen, Leit, déi aarm sinn a keng Steiere bezuelen, deenen hëlleft Der och net, wann Der deene Steierabattemente gitt, well se bezuele jo keng Steieren.

Mir mussen och déi Jugendlech besser en charge huelen, déi Jugendlech, déi d'Schoul ofbriechen an déi dann ouni Qualifikatioun dostinn. Et gëtt en EU-Projet, deen heescht Outreacher. An et sinn och verschidde Südgemengen, déi en Outreacher agestallt hunn. Mee déi Leit, déi sti virun administrative Problemer. Si kréien net ëmmer d'Informatioun séier genuch vun der Schoul, wann een an der Schoul ophält, fir dass den Outreacher sech kann drëm bekëmmeren.

An do hu mer e Problem, sief et mam Dateschutz, sief et mam Gesetz. A mir géifen do en Appell maachen, dass do Ännerunge gemaach ginn an de Schoulen, fir dass déi Informatioun vill méi séier bei deene Leit ukënnt, fir dass dann d'Gemenge respektiv d'Outreacher, déi an deene jeeweilege Gemengen aktiv sinn, deene Leit och kënnen hëllefen, fir dass se erëm zréck op den Aarbechtsmaart kommen.

Well nëmme wa mer et fäerdegbréngen, Jonker ze mobiliséieren, awer eng Qualifikatioun ze maachen an am Aarbechtsmaart ze bleiwen, verhënnere mer, dass dat déi Aarm vu muer respektiv vun iwwermuer sinn. Mee mer musse se begleeden a mer mussen hinnen all Hëllefe ginn, déi se brauchen. An dat gëllt souwuel an der formaler wéi an der nonformaler Bildung.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Spautz *(CSV).*- En anere Punkt, deen ee muss ugräifen, an dat huet mech e bëssen erféiert, dat war dee Bericht vun de Médecins du monde hei zu Lëtzebuerg, wivill eeler Leit et och net fäerdegbréngen, fir kënne bei den Dokter ze goen, well se net déi néideg finanziell Mëttelen hunn, fir dat ze maachen. Ech mengen, dat ass keng Reklamm fir e Land wéi Lëtzebuerg a mir sollten do och als politesch Responsabel déi néideg Mesuren huelen, fir dat kënnen ze ënnerbannen a fir och deene Leit déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Mir kënnen net dovu schwätzen iwwerall, mir hunn den Triple-A, mir kënnen net dovu schwätzen, mir entwéckelen de Weltraum, a mir bréngen et net fäerdeg, dass um Terrain Leit, déi Hëllef a Fleeg brauchen, déi och kënne kréien. Ech mengen, dat géif eis alleguerte gutt zu Gesiicht stoen, wa mer et do géife fäerdegbréngen, Ännerungen ze kréien. An ech sinn dovun iwwerzeegt, dass de Paul eis den nächste Mount d'Iddie vun der CSV dozou wäert bréngen an dass mer dann och d'Zoustëmmung op de Majoritéitsbänke kréien, fir déi Projete kënnen ëmzesetzen, dat am Interêt vun deene Leit, deenen et manner gutt geet.

Ech mengen, dass ee bei der Verdeelungsgerechtegkeet muss driwwer schwätzen: Wat ass Verdeelungsgerechtegkeet? Verdeelungsgerechtegkeet ass net nëmmen eng sozial Émverdeelung, mee dat ass och, dass ee kuckt regional, also deen eenzelne Statut, dass d'Leit iwwerall vun deem selwechte kënne profitéieren.

An ech hat deslescht viru sechs Wochen d'Geleeënheet, hei bei enger Heure d'actualité iwwert d'Problemer vun eisen eelere Matbierger ze schwätzen, déi Schwieregkeeten hunn, wa se emol gesondheetlech Problemer kréien, fir an e Fleegeheim ze kommen, dass et Leit ginn, déi brauche Fleeg doheem, dass et Leit ginn, déi e Fleegeheim brauchen an dass mer och do Ännerunge musse maachen. An ech géif mer dofir och erlaben, Här President, Iech eng weider Motioun ze ginn.

Mir hunn ab dem 1. Februar hei zu Lëtzebuerg 88.328 Leit iwwer 65 Joer, mer hu (veuillez lire : mer bräichten also) 6.360 Better a CIPAen an a Maison-de-soinen. Et ass och do wichteg, dass mer zousätzlech Better schafen, dass mer och do déi néideg Invester maachen, dat och queesch duerch d'Land an de jeeweilege Regiounen, an dass mer do dann och déi administrativ Problemer léisen.

Viru sechs Woche war heibanne gesot ginn, do hat ech eng änlech Resolutioun, mee do hat ech e konkreet Haus ugedeit, dat wier superfetatoire, well dat géif lafen. Ech hunn awer am Gemengerot vun där Gemeng gesinn, et ass déi südlechst, déi et gëtt am Land, dass dee Problem nach ëmmer net leeft an dass et nach ëmmer net deblockéiert ginn ass, obwuel heibanne viru sechs Woche gesot ginn ass, dat wier amgaangen. Dofir géif ech mer awer erlaben, dës Motioun - et ass net déi selwecht - eranzebréngen, Här President, wannechgelift, ...

Motion 7

La Chambre des Députés,

- rappelant que trois types de structures d'habitations pour les personnes âgées sont prévus par la législation luxembourgeoise : les CIPA (Centre intégré pour personnes âgées), les maisons de soins et les logements encadrés ;

- notant qu'au 1er février 2019, 88.328 personnes âgées de 65 ans et plus vivent au Luxembourg ;

- constatant que toute proportion gardée, il faudrait alors assurer 6.360 lits dans les CIPA et les Maisons de soins réunis ;

- notant que les établissements fixent librement les prix des structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- considérant qu'en 2018, il faudra débourser en moyenne pour une place dans une chambre à un lit 2.452 € par mois dans un CIPA, 2.706 € dans une maison de soin et 1.718 € par mois dans un logement encadré ;

- constatant que le montant médian mensuel des pensions vieillesse pour les hommes est de 3.634,40 € alors que celui des femmes s'élève à 1.838,20 € ;

- rappelant que les montants moyens des pensions de vieillesse des résidents s'élèvent quant à eux à 3.632,26 € pour les hommes et 2.083,17 € pour les femmes ;

- sachant que les femmes pensionnées sont approximativement 76 % à toucher moins que le prix moyen d'une chambre dans un CIPA, et 79 % des femmes touchent une pension inférieure au prix moyen d'une chambre dans une maison de soins ;

- notant que les hommes quant à eux, sont près de 22 % à toucher une pension de vieillesse inférieure au prix moyen d'un CIPA et environ 28 % à ne pouvoir s'offrir les services d'une maison de soins ;

- estimant que les pensions de vieillesse devraient pouvoir être suffisantes pour que les citoyens âgés puissent résider décemment dans les structures d'hébergement adéquates ;

- rappelant que pour faire face à un manque de moyens pour aller en institution pour personnes âgées, les concernés peuvent demander un complément accueil gérontologique ;

- saluant l'existence de ce complément, mais sachant que bon nombre de pensionnés restent exclus de cette aide alors que ceux qui en bénéficient ne peuvent souvent pas couvrir leurs besoins personnels,

invite le Gouvernement

- à adapter le barème du complément accueil gérontologique au coût de la vie en structures d'hébergement pour personnes âgées.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Mars Di Bartolomeo *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- … dass mer och do deenen eelere Leit, deene jonke vu fréier, déi Lëtzebuerg dohinnerbruecht hunn, wou Lëtzebuerg ass, dass mer och deenen dat zoukomme loossen, wat se brauchen, nämlech Fleeg, an dass se och déi gesondheetlech Hëllefe kréien.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätze vu Mobilitéit, mir schwätze vum Aarbechtsmaart, da misste mer och emol schwätzen iwwert den „design for all", nämlech iwwert d'Mobilitéit fir eis Leit à mobilité réduite. Ganz vill Gemenge maachen Invester, och de Staat an d'Eisebunn investéieren. Mee och do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer heiansdo och d'Päerd vun hannen opsuedelen. Da gëtt alles an d'Rei gesat, et gëtt neit Fuermaterial geholl, mee de Quai, fir dohinnerzekommen, ass net gerecht, et si keng Lifter do respektiv d'Lifter sinn nach net do, mee dass mer och do kucken, dass mer deene Leit à mobilité réduite déi Hëllef zoukomme loossen, déi se brauchen.

An et ass grad un eis als ëffentlech Hand, fir ze soe Staat, Gemengen, Eisebunn, fir do och mam gudde Beispill virzegoen. Et brëngt näischt, wa mer iwwerall investéieren an d'Fuermaterial a mir bréngen et duerno net fäerdeg, dass déi Leit, déi dee Problem hunn, op de Quai kommen, fir iwwerhaapt da kënne vun deem Fuermaterial ze profitéieren, mee dass mer och do zesumme mat deene Leit vum Terrain, zesumme mat den Associatioune vun der Mobilité réduite an zesummen och mat den ëffentlechen Träger eng Diskussioun féieren, dass mer do vläicht d'Planung e bësse besser maachen, dass dann och d'Quaie fäerdeg sinn, ier d'Rullmaterial kënnt. Well et brëngt näischt, wann dat eent do ass an dat anert nach net.

Ech mengen, do mussen d'Aarbechten an d'Timinge besser koordinéiert ginn, fir dass och déi Leit um normale Liewe kënnen deelhuelen.

An dat selwecht, mengen ech, misste mer och maachen, fir dass och déi Leit, déi de Statut vum Travailleur handicapé hunn, méi e liichten Zougang kréie fir den éischten Aarbechtsmaart. Et ass net gutt, wa se alleguerten an Atelierprotégéé musse goen, well et sinn och Leit, déi vum normalen Aarbechtsmaart kéinte profitéieren. An do ass et och u Staat a Gemengen, fir mam gudde Beispill virzegoen, fir dass mer och déi Leit a Beschäftegung kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „Lëtzebuerg geet et gutt", seet de Staatsminister ëmmer. A mir sinn der Meenung, da soll et och sengen Awunner gutt goen. Elo ass eng grouss Steierreform, déi soll jo elo kommen, soll bis Enn vun dëser Legislaturperiod ëmgesat sinn. Et gëtt jo elo alles iwwert déi Steierreform geléist.

Als Oppositioun wësse mir bis haut nach net, wou d'Regierung wëllt histeieren. „Eenzelbesteierung", dat hu mer héieren. „Kee soll eppes verléieren", huet et am Ufank geheescht. Ech hunn awer de leschte Samschdeg den Här Gramegna op de Welle vu Radio Lëtzebuerg héieren, an do huet en dat schonn e bësse relativéiert, dass keen eppes géif verléieren. An den Här Gramegna huet sech do e bëssen aneschters ausgedréckt, wéi dass keen eppes géif ewechgeholl kréien.

Bei esou enger Reform wéi enger Steierreform muss ee wëssen, wou ee wëllt ukommen, ier ee fortfiert. Well wann een net weess, wou ee wëllt ukommen, ass et och schwéier, fir déi néideg Etappen ënnerwee ze maachen. An dofir sinn ech - ech hat et scho gesot - enttäuscht, dass keng kloer Aussoe komm sinn, wat do geplangt ass, weeder vum Finanzminister nach vun de Majoritéitspolitiker, fir dass ee weess, wat d'Regierung do wëlles huet, well d'Land huet d'Recht ze wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Ech sinn do batter enttäuscht! Ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen. Verantwortung fir dëst Land a seng Bierger ze iwwerhuelen, do virdrun hat d'CSV nach ni gezéckt. Et geet hei net ëm eng Partei, et geet och net ëm soss eng Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land!

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn: Do fanne mir eis net erëm, an deem Budget, deen Der virgeluecht hutt! Et sinn nach vill Inconnuen dran an dofir ass et och net méiglech, dass mer deem Budget eis Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, wannechgelift.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt u sech Positioun zu engem Theema huelen - kuerz Positioun, wëll ech direkt hei ënnersträichen -, wat fir eis als Demokratesch Partei net nëmmen zënter gëschter, mee zënter Joerzéngte kann ee soen, eng ganz wichteg Positioun anhëlt, an zwar geet et ëm de Fonctionnement vum Staatsapparat. A wann ee Staatsapparat seet, dann denkt een natierlech och un d'Haaptakteure vun engem Staatsapparat, dat sinn d'Beamten.

Do denkt een natierlech selbstverständlech och un déi vill Gemengen, vill Gemengebeamten. An et si jo genuch Kolleegen heibannen, déi och op Gemengenniveau eng Fonctioun hunn, an déi wëssen dat och ze schätzen, datt ouni gutt Beamten en Apparat net ka fonctionéieren. Ech wollt doweinst, wéi gesot, e puer Detailer méi genee beliichten, déi am Budget 2020 virgesi sinn.

Ënner anerem kann een direkt festhalen, datt 760,5 Milliounen am Budget vun Dépensecouranteë fir d'Joer 2020 fir d'Fonction publique ageschriwwe sinn. Dat ass jo schonn net en onbedeitende Volet. Och wann een dat am globale Kontext kuckt, ass dat natierlech nach net dee risege Chiffer, an trotzdeem beweist et, wat fir eng Wichtegkeet den ëffentlechen Déngscht hei zu Lëtzebuerg huet.

Wa mer dann eng Projektioun maachen an déi nächst Joren, da gesäit een, datt 2021 mat enger Dépense courante vun 900 Millioune gerechent gëtt, an 2022 soll souguer de Cap vun der Milliard iwwerschratt ginn. Mir wäerten dann op 1,5 Milliard kommen.

Kierzlech hat den zoustännege Minister, de Marc Hansen, eng interessant Etüd virgestallt, wéi u sech de ganzen Apparat vun de Beamte sech och zesummesetzt, eng Etüd, aus där ee villes kann erausliesen. Duerfir wollt ech op e puer Chifferen nach eng Kéier agoen: De Moment hu mer ronn 28.326 Leit, déi beim Staat schaffen. Dovunner sinn der 17.675 Fonctionnairen, 7.643 Employéen an 2.498 Salariéen. 50 % dovu schaffen am Enseignement. Wat och interessant ass: 52 % vu sämtlechen Agente si Fraen. Do kann een also soen, datt d'Quot zumindest beim Staat erreecht ass. Allerdéngs gëllt dat net fir d'Fonctions dirigeantes. An ech mengen, dat soll eis trotzdeem e bësselchen interpelléieren, well an deene Positioune sinn nëmme 27 % Fraen.

Par contre, wann een d'Karriär A2 hëlt, dat ass also déi Karriär, déi mer mam Gesetz vun 2015 geschafen hunn, do mierkt een, datt awer en héije Prozentsaz vu Frae vertrueden ass.

Dann, wat den Temps partiel ubelaangt, och do, wéi gesot, sinn d'Frae majoritär present. (veuillez lire : Dann, wat den Temps partiel ubelaangt, och do, wéi gesot, sinn d'Frae majoritär present. Vis-à-vis vun de Männer kann een do vun engem Verhältnis vun 1:5 schwätzen.) Ech mengen, et brauch een net an den Detail anzegoen, wat dovunner d'Ursaache sinn.

An der Arméi hu mer de Moment 420 Volontairen. An dat gëtt engem awer och e bëssen ze denken. Well wann een do d'Entwécklung mécht, da gesäit een, datt déi Zuel allerdéngs réckleefeg ass.

Den Altersduerchschnëtt läit bei 40,8. Mir kënnen also roueg behaapten, datt eis Fonction publique mat Sécherheet net iwweraltert ass.

Et ass opfalend, datt d'Zuel vun den Employéen tëschent 2016 an 2018 sech méi schnell entwéckelt huet wéi déi vun de Fonctionnairen. Dat war allerdéngs virun der Reform vum Examen-concours vun 2018, well et bis dohinner méi schwéier war, Fonctionnairen ze rekrutéieren, a well déi Prozedur alt oft bis sechs Méint gedauert huet, wat natierlech ze laang ass.

Dann ass et och e relativ héijen Taux d'échec an den Épreuves générales ginn. Schwéier ass et och gewiescht, fir Selektiounskrittären opzestellen, fir Leit a verschiddene Beräicher ze rekrutéieren. Ech denken do un d'Informatik, d'Ingenierie oder d'Santé. An dowéinst - an dat war och d'Ursaach - ass wéi gesot an deene Jore méi oft op Employéen zréckgegraff ginn. Dat ass dann eeben och d'Ursaach vun der Augmentatioun vun der Zuel vun den Employéë vis-à-vis vun de Fonctionnairen.

Da si mer natierlech séier beim Rekrutement. An och do muss ee leider feststellen, datt et net esou einfach ass, Leit ze rekrutéiere beim Staat. An och déi, wéi gesot, déi Fonctiounen hunn um kommunalen Niveau, wëssen, datt et a verschiddene Karriären, an ech denke besonnesch un d'technesch Déngschter, ganz schwéier ass, haut och Ingenieuren aus der Karriär A1 oder A2 op de Gemengen ze rekrutéieren. Mir hunn allerdéngs do Efforten an deene leschte Jore gemaach beim Staat, wat d'Rekrutéierungszäit ubelaangt. Déi läit elo am Fong geholl praktesch bei maximum sechs Wochen.

Am Budget fir d'Joer 2020 ass da virgesinn, fir zousätzlech 1.830 nei Leit beim Staat anzestellen. Dat ass en enorme Chiffer. Dat ass am Fong praktesch eng Verduebelung vis-à-vis vun dem Exercice vum leschte Joer. Dat beweist och, datt et dëser Regierung eescht gemengt ass, net nëmmen, fir de Staatsapparat einfach esou opbléien ze loossen, mee virun allem och, fir méi Effizienz eranzebréngen, datt och déi Posten optimal kënne besat ginn. An ech wëll och hei drun erënneren, datt d'Chambre des fonctionnaires dat och ganz positiv an hirem Avis duergestallt huet.

Firwat stelle mer esou vill Leit an? Mee ech mengen, mir sinn natierlech nach ëmmer an engem Wuesstum vun der Populatioun. An dat heescht automatesch, datt mer och mussen d'Déngschtleeschtunge besser kënne garantéieren. Mir brauchen op verschiddenen Niveauen zousätzlech Leit. Ech denken zum Beispill un d'Polizei, wou jo virgesinn ass, fir 800 nei Polizisten anzestellen. Ech denken un d'Justice. Ech denken un den Enseignement.

A besonnesch wat d'Polizei ubelaangt, muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënne mer déi Leit rekrutéieren? Wou rekrutéiere mer se? An da si mer och ganz séier bei der Diskussioun, déi de Moien, mengen ech, den Alex Bodry schonn ugestouss hat: Muss net eng Kéier den Dag kommen, wou ee sech awer och muss d'Fro stellen, ob net aner Krittäre kënne gëllen, fir eeben zousätzlech Leit ze rekrutéieren?

Ech erënneren zum Beispill un d'Arméi, wou mer viru Joren d'Arméi opgemaach hu fir Netlëtzebuerger. Ech weess, datt dat deemools e Schrëtt war, deen net op alle Bänke gedeelt ginn ass. Haut héiert ee guer näischt méi vun deene Kritiker. Au contraire, et muss ee soen: Wou hätte mer déi 420 Volontairen, wa mer deemools net d'Arméi opgemaach hätte fir Netlëtzebuerger?

Wa mer elo mat Responsabelen aus der Arméi schwätzen, da kréie mer méi wéi eemol gesot, datt et och virun allem an den ieweschte Karriäre bei den Offizéier schwéier ass, zousätzlech Leit ze rekrutéieren. Mir brauchen allerdéngs an der Struktur vun der Arméi selbstverständlech och déi Fonctiounen. Also och do, mengen ech, muss een eng Kéier de Courage hunn, fir déi Diskussioun méi am Fong ze féieren. An ech géif soen, et sollt ee sech deem net verschléissen, wuel wëssend, datt et natierlech eng Diskussioun ass, déi soll sachlech gefouert ginn an net vu virera mat gewëssene Barriäre schonn zoubetonéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann op e puer Haaptpunkten aus dem Budget agoen, wat d'Fonction publique vun dem nächste Joer ubelaangt.

Fir d'éischt emol d'Digitaliséierung. Ech mengen, e groussen Akzent gëtt op deen Aspekt gesat. Dat dierft jo ganz vill Leit heibanne freeën. Mir wëssen alleguer gutt, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou d'Digitaliséierung ëmmer méi grouss Bedeitung kritt. A wien do net op den Zuch opsprëngt, dee kritt ouni Zweiwel och ganz grouss Problemer an Zukunft.

Lëtzebuerg ass jo amgaang, do eng Virreiderroll ze spillen. Ech weisen och do drop hin, datt mer ënnert dëser Regierung en eegene Ministère geschafen hunn, wat eng richteg, eng gutt Decisioun war.

Ech weisen awer och drop hin, datt et de sougenannten „DESI-Index" gëtt, dat ass den Digital Economy and Society Index, wou mer entre-temps an der EU op der sechster Plaz sinn. Och dat ass e Beweis, datt Lëtzebuerg dee richtege Wee ageschloen huet. Mir mussen allerdéngs oppassen, datt et awer och net zu enger sougenannter Iwwerhëtzung kënnt. Bei aller Freed, bei aller Euphorie, déi ee fir d'Entwécklung vun der Digitaliséierung huet, soll een awer och de Courage hunn, och emol op eenzel negativ Aspekter hinzeweisen. Hei wëll ech dann och aus dem Budgetsrapport vum Yves Cruchten zitéieren: « Il importe d'assurer que la cohésion sociale ne devient pas la victime d'une digitalisation excessive. » Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi een ouni Zweiwel ka begréissen.

A wann ech scho beim Här Cruchten sinn, wëll ech em selbstverständlech awer och e grousse Merci ausspriechen. Ech hat d'Eier, hei virun 19 Joer och als Budgetsrapporter ze stoen, ech weess also, wat et heescht, e Budgetsrapport opzestellen. Dat heescht wochen-, méintlaangt Engagement, dat heescht, ganz vill Entrevuë féieren. Dat heescht, sech ganz vill mat Zuelen ofginn. An dat mannst wat ee ka soen, an do kann een och nëmmen en Appell maache virun allem u jonk Deputéiert: Wann Der d'Chance eng Kéier sollt kréien ... Ech kucken elo éischter op déi dote Säit, huelt mer dat awer net fir iwwel!

(Hilarité)

Wann Der eng Kéier sollt d'Chance kréien, notzt déi Chance, well et ass déi beschte Formation continue, déi een Deputéierte ka maachen hei an der Chamber, wann en eng Kéier Budgetsrapporter gëtt. A wéi gesot, Här Cruchten, och nach eng Kéier Merci fir Äre Rapport, dee ganz interessant war an och mat Sécherheet liesenswäert ass. An e wäert och seng Bedeitung net nëmmen dëst Joer hunn, mee och nach vläicht an deenen nächste Joren.

Wa mer bei der Digitaliséierung sinn, da si mer natierlech och ganz séier beim Teletravail, och e Sujet, deen ëmmer méi staark an eisem Gesellschaftssystem present ass. Et sinn och schonn eenzel aner Kolleegen, déi dat de Mëtteg respektiv de Moien ugeschnidden hunn. A grad an der Fonction publique gëtt eeben do eng grouss Bedeitung drop gesat. A grad d'Fonction publique gëtt am Fong geholl e gudden Terrain hier, fir u sech Projeten auszeschaffen, wéi den Teletravail an Zukunft nach méi staark gefërdert ka ginn.

Natierlech baséiert den Teletravail op Vertrauen. Dat muss eng Vertrauensbasis tëschent dem Patron an dem Beamte sinn. Awer och do erëm eng Kéier bei aller Euphorie, déi vläicht kéint opkommen, muss een e bësse virsiichteg sinn an et gëtt och negativ Aspekter. Ech denken zum Beispill un eng eventuell sozial Isolatioun, déi sech do kéint astellen. Mee d'Virdeeler sinn ouni Zweifel déi, déi iwwerweien. Mir hunn dat scho gesot am Kontext vun deene grousse Problemer, déi mer um Niveau vun der Mobilitéit hunn, woubäi een allerdéngs net esou naiv sollt sinn ze mengen, wa mer den Teletravail elo méi verallgemengeren, datt muer eis Problemer op de Stroosse geléist wären. Loin de là !

Mee et hëlt awer mat Sécherheet an deem ganze Konzept eng wichteg Plaz an, fir eeben d'Problematik um Niveau vun dem Verkéier besser kënnen ze organiséieren. Natierlech, eng gewësse Presenz um Büro wäert ni ausbleiwen. Dat hänkt natierlech och vun der Fonctioun of.

Iwwregens, am Budgetsrapport, wou den Här Cruchten jo och op deen Aspekt agaangen ass, konnt ee liesen, datt d'Zuel vun de Leit, déi den Teletravail de Moment maachen, ëm 8 % an d'Luucht gaangen ass, a ronn 17 % vun deenen, déi Teletravail maachen, géifen op d'mannst 15 Stonnen doheem schaffen. Dat ass also schonn net onweesentlech. Do gesäit een also schonn eng gewësse positiv Entwécklung, wat déi Form vun Aarbecht ubelaangt.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt et gréisser Betriber ginn, déi den Teletravail schonn erëm suppriméiert hunn, zum Beispill Yahoo, déi hunn dat gemaach. Par contre gëtt et awer och erëm aner Beispiller, ech referéiere mech hei op Frankräich, bei Orange, do sinn am Moment 80.000 Leit engagéiert, déi do schaffen, an et sinn der 30.000, déi am Teletravail hir Aarbecht verriichten.

Wa mer natierlech vun enger moderner, enger effikasser Fonction publique schwätzen, da si mer ganz séier bei der Formatioun. Dat ass e weesentlechen, e wichtegen Aspekt, net nëmme fir d'Fonction publique, mee besonnesch fir d'Fonction publique. An do si virun allem och gréisser Efforte gemaach ginn. Ech verweisen hei nach eng Kéier op dat Gesetz, wat mer elo hei kierzlech gestëmmt hunn, d'Ofschafe vun der 80-80-90-Reegelung. Do war jo een Aspekt awer d'Formatioun. Do goufen et och kritesch Stëmmen, dat muss een hei ganz éierlech soen, well jo d'Formation générale do geännert huet.

Mir hunn awer als Kommissioun ... Do ware jo ursprénglech nëmmen nach 60 Stonne virgesinn, mir hunn awer dunn en Amendement als Kommissioun gestëmmt, fir dat eropzesetzen op 90 Stonnen, mindestens 90 Stonnen. Déi kënnen och duerch e Règlement grand-ducal nach méi an d'Luucht gesat ginn. Wéi gesot, et ass dat awer de Beweis, datt d'Formatioun eng ganz wichteg Roll och an der Fonction publique nach wie vor muss spillen.

Ech weisen an deem Kontext och op de Learning Center op Belval hin. An da gëtt natierlech net nëmmen, loosse mer soen, iwwer Gebailechkeeten, iwwer Stonne geschwat, wa mir iwwer Formatioun hei referéieren, mee da muss een natierlech och iwwert den Inhalt diskutéieren. Ech mengen, déi Form vun der „ex cathedra" gehéiert natierlech lues a lues éischter der Vergaangenheet un. Haut gëtt aneschters enseignéiert. Dat ass och gutt esou. An et si ronn 906.000 Euro fir d'Formatioun eleng virgesinn, wat jo och keen onbedeitende Chiffer ass.

Vun der Formatioun ass een natierlech dann och séier beim INAP, do wou u sech dann och de Gros vun der Formatioun nach ëmmer gemaach gëtt, wou eng nei Approche pédagogique an d'A gefaasst gëtt. An och hei sinn eng Millioun Euro virgesinn, fir dëst Zil ze erreechen. Iwwregens sinn och déi Kreditter vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst ginn.

E weesentlechen Aspekt, an dat dierft wuel net verwonneren, vum Budget ass nieft den Traitementer natierlech och d'Pensioun. Ech wollt do op e puer Chifferen agoen.

Am Fonds de pension si ronn 617 Milliounen virgesinn. Dat ass eng Erhéijung vu 26 %. U sech hu mer awer, reell gekuckt, fir d'Pensioune beim Staat Depensë vun 928 Milliounen. Elo frot Der Iech natierlech: Majo wou kënnt dann elo déi Differenz do hier? Mee engersäits 188 Millioune Cotisatiounen an anerersäits Validatiounen. Wat heescht dat, Validatiounen? Mee ganz einfach, dat sinn déi Beamten, déi bis 1999 agestallt ware beim Staat an an hirer Karriär awer och deelweis am Privatsecteur geschafft hunn. An dowéinst, wéi gesot, ginn dann déi Zäiten nach validéiert an do kommen zum Beispill fir den nächsten Exercice 120 Milliounen nach vun der Privatbeamtepensiounskeess mat engem Zënsfouss vu 4 % an d'Staatskeess eran.

An do muss ee vläicht nach eng Kéier hei drun erënneren, dat ass jo bis 1999. An et sinn een-zel Kolleegen heibannen, déi kënne sech nach vläicht un déi turbulent Zäit erënneren an den 90er Jore mat deene grousse Streiken a Manifestatiounen, wou d'Pensiounsreform an der Fonction publique duerchgezu ginn ass. An dat huet eebe mat sech bruecht, datt elo déi Recetten hei auslafen, well et sech eeben, wéi gesot, nëmmen nach limitéiert op déi Beamten, déi virun 1999 beim Staat waren, an déi Beamten, déi dann och een Deel vun hirer Aarbechtskarriär am Privatsecteur verbruecht haten.

Mir hunn och elo duerch dat neit Gesetz vun der 80-80-90-Reegelung, wann ech schonn elo bei dem Unerkenne vun der Aarbecht am Privatsecteur sinn, do eng nei Reegelung getraff, déi ganz wichteg ass. Mam Gesetz vun 2015 hate mer am Fong just d'Méiglechkeet geschaaft, datt, wann een am Privatsecteur geschafft huet an et huet ee seng Karriär nei verrechent krut beim Staat, dann déi Zäit am Privatsecteur hätt kënnen theoreetesch ganz unerkannt ginn. Dat huet awer zu gewëssene Feelinterpretatioune gefouert. An dowéinst hu mer jo elo d'Gesetz geännert. Dat heescht am Kloertext, wann e Beamte muer beim Staat agestallt gëtt an en huet virdrun am Privatsecteur geschafft, da gëtt déi Zäit, déi en am Privatsecteur verbruecht huet, integral imputéiert op seng nei Karriär beim Staat.

651 Leit waren 2018 an der Pensioun, 166 si leider gestuerwen. An de Moment hu mer 757 Agente beim Staat, déi méi al wéi 60 Joer sinn, also theoreetesch scho pensiounsberechtegt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst gutt, datt de 5. Dezember 2016 den Accord salarial mat der CGFP ënnerschriwwe gouf. Du koum et zu engem Avenant. Dee gouf de 15. Juni 2018 signéiert an deen huet du virgesinn, datt eng Verlängerung vum aktuellen Accord salarial bis Enn 2020 géif festgehale ginn.

Mir hu jo dunn, ech wëll elo net nach eng Kéier zréckkommen op dat Gesetz, wat mer elo kierzlech gestëmmt hunn, mee do hu mer jo réckwierkend op den 1. Januar eng Rei Ännerunge virgeholl, wat iwwregens de Budget, awer de lafende Budget mat enger Meerausgab vu 44,3 Millioune belaascht huet.

Déi Leit, déi bei der CGFP op de Comité des présidents waren - pardon, Conférence des comités, sou, mengen ech, heescht et richteg, ...

Une voix.- Conférence des comités.

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... Conférence des comités, jo -, déi hu jo och matkritt, datt d'CGFP jo awer do schonn duerchblécke gelooss huet mat zimmlecher Vehemenz, datt, wann deen Accord salarial elo Enn des nächste Jores ofleeft, et dann awer misst zu enger Punkthéijung, also zum Erhéije vum Punktwäert kommen. Bon, ech mengen, ech sinn net en cause, fir doriwwer déi Diskussiounen ze féieren. Mee mir als Chamber wäerten awer fréier oder spéider mat engem Gesetz befaasst ginn, wou dann deen neien Accord salarial dee Moment muss ëmgesat ginn. Et kann ee sech also zumindest theoreetesch drop astellen, datt dann awer eng Punktwäerterhéijung eng Kéier erëm wäert kommen. Dat géif natierlech dann eng zousätzlech Belaaschtung, net fir de Budget 2020, à moins datt e réckwierkend ass, ech weess et jo net, mee spéitstens fir 2021 awer mat sech bréngen.

Et muss een awer och hei ënnersträichen, datt et an der Fonction publique wichteg ass, datt den Dialog gefleegt gëtt. An hei muss een awer wierklech den Asaz vum Marc Hansen ënnersträichen. Dat war zwar am Accord salarial esou festgehale ginn, mee hien huet sech awer derzou verflicht, fir elo mat 65 Ënnerorganisatioune vun der CGFP den Dialog ze sichen. En ass och amgaangen, déi Gespréicher ze féieren. An ech mengen, dat ass och e wichtegen Exercice. Et ass e wichtegen Exercice an deem Sënn, datt een awer och wierklech méi gewuer gëtt, wat fir Problemer um Terrain bestinn, wéi eng Verwaltunge vläicht mussen op déi eng Manéier oder déi aner reforméiert oder ugepasst ginn. An dowéinst kann een de Minister nëmmen u sech dozou begléckwënschen, datt en déi Initiativen och elo geholl huet.

Jiddefalls, wann een dat ënnert dem Strëch esou kuckt, da muss ee soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer an enger glécklecher Situatioun sinn. Ech mengen, et soll een och emol eng Kéier eppes Positives iwwert dat Land hei soen. Ech muss awer ganz éierlech soen, heiansdo huet ee sech de Mëtten d'Fro gestallt, ob net géif e bëssen iwwerdriwwe gi vun eenzelne Kolleegen heibannen, wéi wa Lëtzebuerg elo e Land wär, wou et sech bal net méi géif rentéieren ze liewen.

Ech gesinn dat awer ganz, ganz anescht, soen ech ganz éierlech, ouni déi Problemer ze minimiséieren, déi hei opgeworf ginn. Déi bestinn, jo. Mee et muss een awer och emol heiansdo d'Saach e bësselche méi realistesch gesinn an dann och emol op positiv Saachen hiweisen.

Zumindest a menger bescheidener Interventioun hei wëll ech awer drop hiweisen, datt mer kënne frou sinn, datt mer e gutt fonctionéierende Staatsapparat hunn, dee selbstverständlech net perfekt ass, mee deen awer trotzdeem ënner Beweis stellt, wéi gesot, datt dat Land hei gutt dréint. A wa mer deen net hätten, hätte mer zousätzlech mat Sécherheet nach aner gréisser Problemer.

An deem Sënn, gesamt gesinn, dee Budget hei ass en equilibréierte Budget, ass e Budget, dee fir d'Zukunft opgestallt ginn ass. Et ass e Budget, deen déi grouss Defien an dëser Gesellschaft offensiv ugeet. Et ass mat Sécherheet kee perfekte Budget, well dee gëtt et nämlech net. Et ass awer een, deen een ouni Zweiwel an där Form ka matdroen.

An an deem Sënn bréngen ech dann nodréiglech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun fir de Budget 2020.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. Här Graas, bleift just vläicht eng Sekonn, wann Der wëllt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Kartheiser wollt Iech eng Fro stellen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Graas eng Fro stellen, well déi betrëfft ... En huet d'Thematik ugeschwat vun der Méiglechkeet vun der Rekrutéierung, fir auslännesch Offizéier an der Lëtzebuerger Arméi opzehuelen. En huet do gesot, hie géif mengen, déi Debatt sollt geféiert ginn. Ech wollt dofir e puer Froe stellen: Ass déi Meenung, déi hien hei geäussert huet, d'Meenung vun der Demokratescher Partei?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Eng.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, et ass dee selwechte Komplex.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nee. Kee Referat. Eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, nee. Et geet ëm genau déi do Fro, d'Fonction régalienne. Also, ass dat d'Meenung vun der Demokratescher Partei, datt mer sollen auslännesch Offizéier an d'Arméi ophuelen? Gëllt dat och fir d'Polizei? Huet d'Demokratesch Partei wëlles, déi EU-Gesetzgeebung iwwert d'Fonction régalienne an der Fonction publique hei anescht ze interpretéieren, ofzeschafen oder méi wäit ze interpretéieren? Ass d'Demokratesch Partei der Meenung, datt an anere Beräicher, wou Fonctions régaliennes sinn a Rekrutéierungsproblemer existéieren, wéi zum Beispill an der Justiz, och sollen auslännesch Riichter engagéiert ginn? Wéi gesäit d'Demokratesch Partei ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech mengen, dat war d'Fro, soss hätt Der Iech missen aschreiwen, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et waren nëmme Kommaen. Mee ech mengen, den Här Graas versteet, a wéi eng Richtung d'Fro geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà, ech mengen, den Här Graas huet verstanen, wat Der wollt wëssen. Merci. Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, Här Kartheiser, Dir sidd jo e ganz intelligente Mann.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, dat ass ëmstridden!

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dach. Nee, et ass net ëmstridden. Heiansdo maacht Der zwar Aussoen, wou ee kéint liicht drun zweifelen. Mee soit.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Asselborn huet haut op der Televisioun gesot, ech wär dat net. Just datt Der dat wësst.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, den Här Asselborn weess et.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Gusty Graas *(DP).*- Wann Der mer ... A vu datt Der jo awer intelligent sidd an Der mer gutt nogelauschtert hutt a mech net feelinterpretéiert, hutt Der jo awer verstanen, datt ech just Froe gestallt hunn. Ech hunn d'Fro gestallt, ob mer net um Punkt ukomm wieren, fir eis iwwert déi doten Diskussioun ze ënnerhalen, iwwert dee Punkt ze ënnerhalen. Wat elo zum Beispill, wou ech kann e bësse méi konkreet ginn, d'Rekrutéierung vun Offizéier an der Arméi ubelaangt, ass dat eng Fuerderung, déi net vun der Demokratescher Partei kënnt.

Schwätzt emol ... An Dir sidd jo awer deenen Häre an Dammen nach méi no wéi ech, do ass déi Fuerderung awer relativ kloer formuléiert ginn. Déi gesinn also do net onbedéngt eng Atteinte à la souveraineté nationale et régalienne, mee dat ass awer do schonn an deene Kreesser en Theema, dee muss diskutéiert ginn. An ech schwätzen hei net am Numm vun der Demokratescher Partei, well d'Demokratesch Partei huet sech do nach net festgeluecht. Ech soe just, an do hunn ech mat Sécherheet den Aval och vu menge Kolleegen aus menger Partei: Mir mussen de politesche Courage hunn, iwwert déi Fro do ze diskutéieren.

Ech gi jo dann dovun aus, datt d'ADR vu vireran ofleent - ofleent! -, fir sech fundamental Gedanken ze maachen, wéi mer d'Arméi, wéi mer d'Polizei am Fong geholl mat deene Leit, déi mer brauchen, kënnen opstocken, ouni zumindest déi Fro do unzeschwätzen. Dir sidd also net bereet, dat ze maachen.

Da musst Der eis allerdéngs vläicht och emol Alternative soen: Wéi wëllt Der de Manko u Leit, déi mer awer brauchen, wéi wëllt Der dee Manko dann do awer opfëllen? Wéi kënne mer do awer dozou hikommen, fir ...

(Interruption)

Jo, Dir sot ëmmer esou, mee mir waarden ëmmer vill op Är Aussoen. Ech hunn awer haut ... An dann halen ech op.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech hunn awer haut festgestallt, Här Gibéryen, Dir hutt eng ganz Stonn geschwat. Ech wëll déi Ried net kommentéieren. Mee ech hunn awer eppes festgestallt, eppes hunn ech festgestallt: Alternativen, déi waren awer schnell ze erkennen, well et waren der net vill do.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci, dem Här Graas. Ech stelle fest, et si Froe gestallt ginn, et sinn aner Froe gestallt ginn, iergendwann kommen eng Kéier d'Äntwerten. Merci. Den nächste Riedner ass scho prett. Dat ass keen anere wéi den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech si berouegt, datt Dir hanner mer sëtzt. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een als Zweetleschte schwätzt, ass et schwéier, nach nei revolutionär Saachen ze soen. Ech wäert dann awer versichen, dëse Budget vläicht och e bësselchen nach ënner enger anerer Perspektiv ze beliichten, wëll awer meng Interventioun ufänke fir d'éischt mat zwee Mercien.

An „à tout seigneur tout honneur" wëll ech mam Budgetsrapporter ufänken. An ech fannen, an ech mengen, ech sinn ee vun deenen, déi scho ganz laang dobäi sinn, deen also forcement scho ganz vill Budgetsrapporte gelauschtert huet, Äre Rapport, Här Rapporter, gehéiert zu deene ganz gudde Joergäng, gehéiert zu de ganz gudde Joergäng. An ech wéilt souguer weider soen, datt e bësse wéi beim gudde Wäin, heiansdo wann een e Rapport no enger Rei vu Jore liest, da gëtt e souguer nach besser, well een dann awer mierkt, datt dat, wat een deemools gesot huet, eigentlech guer net esou falsch war an datt dat sech vläicht och erfëllt huet. Ech fannen och, datt Der eng Rei ganz interessant Pisten opgezeechent hutt, soudatt ech Iech nëmme fir Ar Aarbecht ka felicitéieren.

Ech wollt Iech awer just vläicht eng kleng Episod zielen, déi eigentlech ganz echt war. Gëschter sollt ech op eng Receptioun goen an de Cercle. Dunn hunn ech mäin Tierche gemaach iwwert de Chrëschtdagsmaart an du koum en Här do op mech zou. E sot: „Här Mosar, sot, ech hunn de Mëtten d'Tëlee gekuckt, d'Chamber-Tëlee, an do war dee Budgetsrapporter. Sot, dee war nawell ganz gutt an deen huet der Regierung et richteg geblosen.

(Hilarité)

Ass deen an der Oppositioun?" Du sot ech: „Nee, Monsieur, bis elo nach net, mee dat kann awer vläicht kommen." Mee wat ech einfach domat wollt soen: Dir hutt eng gutt Ried gehalen, déi eeben och net nëmme mat deem engen Hutt war, mee déi och nach mat aneren Hitt war.

A well ech bei menge Mercie sinn, wollt ech zu engem zweete Merci kommen. An deejéinegen, un deen ech de Merci wéilt adresséieren, kënnt dann och eran, dat ass de Kolleeg Alex Bodry. Den Alex an ech, ech weess net, ob jiddwereen dat weess, mir hunn e klengen Deel vun eisem Liewen zesumme gemaach.

Une voix.- O! Elo gi mer eppes gewuer hei.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir waren nämlech déi selwecht Zäit zu Paräis op der Uni, op der Sorbonne.

(Exclamations)

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Elitt vum Land!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A mir hunn och zum Deel déi selwecht Coursë suivéiert a mir haten haaptsächlech, an ech mengen, dat kann ech soen, ee grousse Léiermeeschter, deen, ech mengen, eis allen zwee ganz staark influencéiert huet, de Robert Badinter, dee mer haten an deem seng Coursë mer ëmmer ganz passionéiert suivéiert hunn, well dat och eng Zäit war, wou en de Klaus Croissant verteidegt huet. An ech muss einfach soen, dat ware memorabel Momenter.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An der Mëttesstonn freides.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Déi hu mir also materlieft, den Alex an ech. Mir hunn herno aner politesch Weeër ageschloen, wat awer och net erstaunlech ass. Dat hat och e bëssen eppes mat eise Familljen ze dinn, datt dat esou gaangen ass. An ech mengen, mir hunn eis elo wärend ville Joren hei an der Politik ëmmer erëm gesinn. Mir haten natierlech eng ganz Rei vun Divergenzen, wou mer eis net ëmmer eens gi sinn.

Mee ech muss awer einfach soen, ech appreciéieren den Alex, well en, éischtens, en engagéierte Politiker ass, zweetens, e ganz kompetente Politiker ass, an dann zwou Qualitéiten, déi ech awer wierklech wëll ervirsträichen: Et ass e Politiker, deen Iwwerzeegungen huet. Dat mussen elo net onbedéngt déi selwecht si wéi meng. Ech sinn ëmmer frou, wann ech mat Leit ze dinn hunn, déi iwwerhaapt Iwwerzeegungen hunn.

An dat Zweet ass: Den Alex ass e Mann vun de Kompromisser. An haut geet et net ouni Kompromisser. Wa jiddweree säi Kapp wëllt duerchsetzen, da kënnt een net wäit. An hien huet jo vill Kompromisser a senger laanger Karriär gemaach, an ech mengen, déi meescht Kompromisser waren och emol guer net esou schlecht. Ech denken do awer haaptsächlech un déi, déi mat der CSV ëmmer gemaach gi sinn.

(Hilarité)

Ech wëll dem Alex gudde Wand am Staatsrot wënschen. Ech wäert dech vermëssen, Alex! Mee ech freeë mech op deng Avisen am Staatsrot.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, elo geet et awer duer mat de Mercien a mam Luef.

Une voix.- O!

(Brouhaha)

Une autre voix.- Elo geet et awer lass.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Elo komme mer zum Budget. An do ass et eigentlech e Constat, deen ech muss maachen, deen ech all Joers ëmmer erëm maachen, an et ännert och näischt. Et wäert och näischt änneren, nodeem ech et haut erëm eng Kéier gesot hunn. Ech hunn haut ganz vill interessant Budgetsrieden héieren. Leider Gottes hunn ech ëmmer d'Gefill, datt déi meeschte Riedner sech haaptsächlech mat den Ausgabe vum Budget beschäftegen, an déi mannst maache sech eigentlech Gedanken iwwert d'Recetten a froe sech haaptsächlech, wou déi Recetten hierkommen.

An ech wollt do och haut meng Interventioun ufänke mat engem Punkt, dee quasiment an allen Avisen dëst Joer soulevéiert ginn ass - iwwregens de Rapporter huet en och a sengem Rapport soulevéiert -, dat ass déi extreem grouss Ofhängegkeet vun eisen éffentleche Recettë vun der Banken- a Finanzplaz.

An ech wëll do just zwou Zuelen nennen. Ech kéint der zwar vill méi nennen, well se quasiment alleguerten an déi selwecht Richtung ginn. Wann ech nëmmen d'Kierperschaftssteier kucken, mat déi wichtegst, do hate mer nach 2014 eng Ofhängegkeet vun 71,7 %. Wann ech elo 2018 kucken, si mer op 76,1 %. Wann ech dann den IRCAP kucken, dat ass déi Steier op dem Revenu des capitaux, do ware mer 2014 op 43,9 %, do si mer elo 2018 op 68,2 %, wou d'Recetten also ganz eleng vun der Finanzplaz stamen.

Wann een dann e bësselche méi genau an den Detail vun deene Recettë kucke geet, da stellt een och fest, datt do e klengen Decalage amgaangen ass, sech ze maachen, dat heescht, datt dee Volet SOPARFIen, Déngschtleeschtungssecteur, Fongen, ëmmer méi importent gëtt au détriment vun de Banken, déi éischter ofhuelen. An ech mengen, et ass eng Tendenz, wou warscheinlech och de Finanzminister mat mer d'accord ass.

D'Fro, déi sech awer stellt, Här Finanzminister, an op déi ech net onfrou wär, vläicht och herno nach eng Rei Äntwerten ze kréien, ass, ob déi grouss Recetten, iwwert déi mer eis natierlech all freeën, déi vun der Finanzplaz kommen, och wäerten an Zukunft weider op deen doten Niveau kommen, a wann dat net de Fall ass, duerch wat se eventuell ersat ginn. An do, muss ech soen, deelen ech net gradesou Ären Optimismus.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt gesot, déi däischter Wolleke wären amgaangen, iwwer eis ewechzezéien. Ech muss Iech soen: Beim Brexit gesäit een e bësselche méi kloer, mee nach wësse mer net genau, wou mer do awer histeieren. An och eis Chineesen an eis Amerikaner, besonnesch mat engem Personnage wéi dem Här Trump, do weess een och ni, wou een drun ass. An deen Handelskrich ass och nach net onbedéngt definitiv eriwwer, soudatt ech einfach mengen, kommt, mir sinn awer méi virsiichteg a mir soen net: „Voilà, elo komme mer erëm an eng Schéiwiederperiod, dat geet elo alles gutt"!

Wat mech awer u sech vill méi besuergt mécht, an Dir wësst dat, Här Finanzminister, ass, datt eng ganz Rei vu wichtegen internationale Regulatiounen op eis zoukommen. BEPS ass de Mëtten e puermol ugeschwat ginn, muer wäerte mer de Projet de loi ATAD 2 ofstëmmen, mir hunn den DAC 6, dee wäerte mer warscheinlech ufanks vum nächste Joer ofstëmmen. An dat sinn alles Projeten, an ech mengen, do sidd Der mat mer d'accord, déi sécherlech en Impakt op eis Finanzplaz wäerten hunn an déi haaptsächlech en Impakt op d'Recettë vun där Finanzplaz wäerten hunn.

An ech wëll mer do awer zwou Zuelen erlaben, déi och a verschiddenen Avise stoungen, notamment am Avis vun der Cour des comptes. An ech bedaueren eigentlech e bëssen, Här President, datt quasiment kee Riedner déi Zuele soulevéiert huet.

Déi eng Zuel ass déi - an do si jo Expertisen, déi gemaach gi sinn, a wann alleguerten déi Mesuren do implantéiert ginn, kommt, mir maachen eis näischt vir, déi wäerten implantéiert ginn, vläicht méi schnell, vläicht manner schnell, mee si wäerten implantéiert ginn -, do seet d'Kommissioun ganz kloer, datt dat eis 600 Millioune Recettë kéint kaschten, dat heescht, 600 Millioune manner, wann dat doten alles géif kommen.

Elo kann ee soen: Mon Dieu, 600 Milliounen, dat kënne mer eventuell nach packen. Da gëtt et awer eng aner Etüd, Här Finanzminister, déi sougenannte WIFO-Etüd, déi vun der Europäescher Kommissioun an Optrag ginn ass. An déi kënnt mat vill méi dramateschen Zuelen. Déi seet nämlech, wann all dat dote géif kommen an all déi dote Mesure géifen implantéiert ginn, datt mer da kéinte rechne mat Pertë bis zu 3,5 Milliarden. 3,5 Milliarden!

Elo soen ech Iech, datt ech perséinlech mengen, datt déi Zuel iwwerdriwwen ass. Nach ass et en unerkannten éisträicheschen Institut, deen dat doten errechent huet. Iwwregens huet deen de selwechte Calcul gemaach fir all déi aner europäesch Länner. An ech muss Iech awer soen: Wann een esou Zuelen héiert, 600 Milliounen, 3,5 Milliarden, déi mer eventuell riskéieren ze verléieren, da mengen ech, do misst een awer ufänken, sech gewësse Froen ze stellen!

An et ass do, wou ech dann nach eng Kéier wëll derbäi betounen: Wann ech bei déi europäesch, oder net nëmmen déi europäesch, generell bei d'Betribsbesteierung kommen, do leie mir am Moment nach, wann ech d'Stad Lëtzebuerg huelen als Base, op 25 %. Dir wësst, Här Finanzminister, datt mer do schonn um Niveau vun der OECD nëmme méi op 21 % sinn. All eis Nopeschlänner sinn amgaangen, d'Betribsbesteierung erofzesetzen, souguer d'Fransouse setzen d'Betribsbesteierung erof.

Wann een also och nach dat Element mat a Consideratioun zitt, muss ech Iech soen, datt mer awer riskéieren, an deenen nächste Joren an eng Situatioun ze kommen, déi vläicht net méi esou gutt ass, wéi mir eis dat alleguerte géife wënschen. An dat ass, wat ech der Regierung awer hei ganz kloer reprochéieren: Ech hunn e bëssen d'Impressioun, d'Regierung huet kee Plang, kee Plan B, wann dat dote géif kommen.

Dir sot ëmmer, Här Finanzminister: „Mir kucken dat do a mir reagéiere le moment venu." Ech soen Iech just: Wa mir reagéieren, ass et ganz oft schonn ze spéit, well déi aner Länner hunn dann och reagéiert, an do riskéiere mer haaptsächlech, e ganz grousse Problem ze kréien um Niveau vun der Previsibilitéit a vun der Sécurité juridique, well - Dir wësst dat - d'Kapital ass ganz schnell fort. An ech gesinn dann aner Länner, déi leeën zum Beispill iwwer fënnef Joer den Taux vun hirer Betribsbesteierung fest. Dat heescht, jiddwereen, deen an dat Land geet, fir ze investéieren, dee weess ganz genau, wat en um Niveau vun der Betribsbesteierung bezilt. Dir hat dat och ee Moment envisagéiert. Ech géif dat eigentlech eng gutt Iddi fannen, besonnesch an deenen Zäiten, wou mer sinn.

(Interruption)

Op jidde Fall - ma neen -, ech soen, datt mir als CSV dat heiten net ganz gutt fannen. Mir hunn d'Impressioun, datt op dësem Plang d'Regierung eng Navigation à vue mécht. Si weess net, wou se histeiert, an et erënnert mech e bëssen, Dir Dammen an Dir Hären, un d'Situatioun op der Titanic. D'Titanic, wësst Der, déi ass och gefuer, den Äisbierg huet ee scho gesinn. An ech hunn d'Impressioun, d'Regierung, déi steet uewen u Bord, den Här Premier hält nach eng groussaarteg Ried, mir fuere viru

mam Feieren a mir fuere stramm flang op den Äisbierg zou.

(Interruption par M. André Bauler)

Dat ass e bësselchen déi Impressioun, déi d'Regierung mir hei gëtt. An dat ass eppes, wat mer natierlech net gutt fannen. An duerfir wollt ech dat och haut de Mëtten hei eng Kéier ënnersträichen.

En zweete ganz wichtege Punkt ass deen, ech hu virdru gesot, mir sinn hei an deem Land vill ze vill ofhängeg vum Finanzsecteur. Dat heescht awer och, datt déi Diversifikatiounspolitik, déi vun deenen zwou Regierungen, vu Bettel 1 a vu Bettel 2 ugekënnegt ginn ass, iwwerhaapt net gefrucht huet. Wann ech einfach kucken, wat vun neie Betriber an deene leschte Jore komm ass, do ass net vill geschitt.

Ech widderhuelen hei just „Rifkin". Et ass groussaarteg ugekënnegt ginn. Wat ass am Moment mat Rifkin?

Logistik, ass 2013 gesot ginn, wéi déi éischt Bettel-Regierung an d'Amt komm ass, dat ass eng Prioritéit. Wat ass geschitt um Niveau vun der Logistik?

An da komme mer, Dir Dammen an Dir Hären, bei de Space Mining, ee vun deene groussen Aushängeprojete vun dëser Regierung. An ech muss lech soen, ech hunn do e bësselchen d'Zuele gekuckt. An ech schwätzen elo vläicht hei à l'attention vun deem falschen Adressat, well ech dat eigentlech alles misst dem Här Schneider soen, mee vu datt den Här Schneider jo permanent iergendwou an der Weltgeschicht ënnerwee ass, muss ech dat dann un lech maachen, Här Finanzminister. Ech hu just déi Zuele gesi vum Observatoire de la compétitivité.

(Interruption)

Wann Der déi Zuele kuckt, déi soen, datt vun deem Secteur, wéi den Här Schneider mat där Saach ugefaangen huet, dat war 2015, elo, 2017 an 2018, an dat sinn déi lescht Zuelen, déi virleien, d'Valeur ajoutée brute an deem dote Secteur erofgaangen ass. Contrairement zu deem, wat den Här Schneider ëmmer seet, ass et erofgaangen. Dat heescht, et si manner Aktivitéiten do komm. An ech wëll elo net, well ech och d'Zäit net hunn, erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun do féieren. Mee wann ech einfach kucken, do sollen 200 Milliounen an dee Secteur investéiert ginn, 200 Milliounen. Déi eenzeg, déi bis elo investéiert gi sinn, déi ganz kloer sinn, waren déi 13,9 (veuillez lire : 13,7) Milliounen a Planetary Resources. An do wësse mer, wat mat deenen 13,7 Millioune geschitt ass, iergendwéi am Weltall hunn déi sech opgeléist.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wivill waren dat der?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- 13,7 Milliounen, Här Gibéryen, 13,7. Et ass en impressionnante Chiffer.

Une voix.- Dir braucht en net ze soen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass awer net nëmmen, et ass awer net nëmmen deen dote Chiffer, Här Finanzminister, dee mer ze denke gëtt. Mee ech wollt eigentlech ganz einfach hei nëmmen op de Rapport vun der Cour des comptes zum Budget vum leschte Joer, zum Budget vum leschte Joer kommen, deen dat doten alles incriminéiert huet, dee gesot huet: Esou kann et net virugoen!

An deem gesamte Secteur misst emol fir d'alleréischt e Bilan financier gemaach ginn. Et misst gesot ginn, wat d'Objektiver sinn. Hei kann net einfach esou an d'Blannt geplangt ginn. Et ass awer geschitt. An duerfir wäert ech och eng Motioun elo deposéieren, wou mir formell froen, datt genau dat geschitt, wat d'Cour des comptes gefrot huet an hirem Avis, nämlech datt endlech elo emol hei kloer Zuelen op den Dësch kommen, datt mer gesot kréien: Wéi ass et hei mam Bilan financier? Wéi ass et mat deenen 200 Milliounen? Wou ginn déi genau investéiert?

Mir wëllen natierlech och wëssen, wéi et ass mat deene verschiddenen Institutiounen. Ech denken do haaptsächlech un d'Luxembourg Space Agency, déi bis elo nach ëmmer keng Personalité juridique huet, Här Finanzminister. Do ass also villes, wat net esou leeft, wéi et misst. An duerfir erlaabt, datt ech eng éischt Motioun hei deposéieren.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- saluant la volonté du Gouvernement actuel et des Gouvernements précédents de diversifier l'économie luxembourgeoise pour réduire sa dépendance envers le secteur financier ;

- considérant que le Gouvernement précédent a ainsi tenté de faire décoller le secteur des technologies de l'espace ;

- considérant que suivant l'Observatoire de la compétitivité, ce secteur représentait en 2017 et 2018 environ 1,5 % de la valeur ajoutée brute du pays (en régression par rapport aux années précédentes) et environ 0,2 % de l'emploi en 2018 ;

- considérant que le Gouvernement précédent a adopté fin novembre 2016 un « plan d'action national en matière de science et technologie spatiales » ;

- considérant qu'il a également retenu un cadre financier pour la période 2017 à 2021 pour élaborer les activités destinées à soutenir le développement du secteur spatial ;

- que le Gouvernement avait annoncé mettre à disposition dudit secteur 200 millions d'euros ;

- qu'en septembre 2018, un cinquième de ce crédit avait été dépensé, dont les 13,7 millions ont été injectés dans la société Planetary Resources ;

- qu'aux termes de l'accord de coalition 2018-2023, l'initiative SpaceResources.lu, de même que la Luxembourg Space Agency continueront à être développées afin de positionner le Luxembourg sur le créneau de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales et des activités relevant du « NewSpace » et que « l'agence spatiale aura tous les moyens nécessaires afin de développer ses activités dans l'avenir » ;

- déplorant toutefois que ni l'initiative SpaceResources.lu ni la Luxembourg Space Agency ne disposent de la personnalité juridique ;

- que plus récemment, les 22 États membres de l'European Space Agency (ESA) ont décidé d'augmenter le budget de cette organisation ;

- ignorant pour le reste les détails de ces plan, cadre et engagements financiers ;

- notant que dans son avis relatif au projet de budget pour l'année 2019, la Cour des comptes a tenté de procéder à une évaluation de l'initiative Space Mining ;

- notant qu'après avoir passé en revue les objectifs de la politique spatiale, son cadre légal, les principaux intervenants, la Cour des comptes s'est intéressée au volet financier ;

- considérant que, d'après la Cour des comptes, un bilan financier consacré exclusivement au Space Mining fait défaut ;

- qu'au niveau des retombées économiques, il est difficile, voire impossible de se prononcer sur la plausibilité des chiffres avancés par le Ministère de l'Économie (emplois créés et projetés, contribution dudit secteur à l'économie nationale, etc.) ;

- notant que deux des entreprises-phares établies à Luxembourg dans le domaine du Space Mining ont soit échoué, voire changé d'objectif et qu'un troisième acteur n'est pas actif dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources spatiales ;

- partageant au demeurant nombre des conclusions de la Cour des comptes exposées dans l'avis précité,

invite le Gouvernement,

- à fournir à la Chambre des Députés une mise à jour de la liste des entreprises travaillant actuellement déjà dans le secteur spatial, de même que des entreprises, institutions et centres de recherche souhaitant collaborer ou s'implanter au Luxembourg,

- à se doter d'indicateurs de performance appropriés permettant d'évaluer de façon claire et objective la réalisation des objectifs de l'initiative Space Mining qu'il convient de rendre plus explicites et mesurables,

- à dresser un compte-rendu mettant en évidence les résultats obtenus au regard des moyens mobilisés,

- à rendre compte à la Chambre des Députés de l'utilisation faite des crédits qui lui ont été confiés sur base d'un rapport comprenant des indicateurs de performance et indiquant, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les objectifs préalablement fixés n'auraient pas été atteints,

- à fournir d'ores et déjà à la Chambre des Députés « le plan d'action national en matière de science et technologie spatiales », adopté en Conseil de Gouvernement le 25 novembre 2016, ainsi que le détail des moyens financiers déjà engagés au cours des années 2017 à 2019, de même que le cadre financier pour la période 2019 à 2021 et au-delà,

- à conférer la personnalité juridique à l'initiative SpaceResources.lu et à la Luxembourg Space Agency pour des raisons de transparence et d'accountability, notamment en matière financière.

(s.) Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wann ech dann awer, Här President, elo scho beim Här Schneider sinn, da wëll ech och bei him bleiwen.

(Hilarité)

An zwar, Dir wësst et, hate mer virun enger Rei vu Méint eis relativ intensiv ofgi mam Dossier Join. Den Dossier Join, dat ass en Dossier, deen huet zwee Voleten, fir déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi dat net méi wëssen. Deen ee Volet ass e reng strofrechtlechen, op dee wëll ech elo net agoen, well do ass et un der Justiz, hir Aarbecht ze maachen.

Mee dee Volet, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet awer och e finanziellen Aspekt! An do hunn ech mat, „Erstaunen" geet net duer, mee bal an enger schockéierter Situatioun hunn ech do d'Konte gelies, Här Finanzminister, déi elo Enn Oktober 2019 publizéiert gi sinn - den Här Gibéryen kuckt mech ganz gespaant un -, an do kann een interessant Montante liesen, Här Finanzminister. Do ass et nämlech esou, datt d'Post, déi jo Haapt- an elengen Aktionär an deene Gesellschaften ass, 80 Millioune Perten ofgesat huet.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wivill?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- 80 Milliounen, Här Roth! Dir gleeft et och net!

(Brouhaha et Hilarité)

80 Millioune sinn hei an de Sand gesat ginn, Här Finanzminister. An dat geet jo emol net duer, ...

(Interruption)

... well dann huet och nach déi eng Societéit Join eng Creance bei enger anerer, op déi se renoncéiert huet, déi huet 16 Milliounen. Dann ass och nach hei en Amortissement vun Avancen, et sinn nach Prêten, déi bei deene verschiddene Banke lafen. Wann een also alles zesummerechent, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer op 125 Milliounen Euro, déi hei ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat kann dach net sinn, dat do!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... an de Sand gesat gi sinn. An ech muss soen, ech kann och do net d'Attitüd vum Här Wirtschaftsminister, ...

(Interruption)

... vum Här Wirtschaftsminister novollzéien, deen da kënnt a seet: „Ech hunn näischt domadder ze dinn. Dat doten ass just d'Schold vun enger schlechter Gestioun vun der Post."

Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et ëm ëffentlech Gelder. Hei geet et ëm Är, ëm eis Steiergelder. An ech muss Iech soen, datt dat heiten eigentlech e klenge Skandal ass, fir net ze soen e groussen, wann hei 125 Milliounen einfach esou an de Sand gesat ginn. An ech kann Iech soen: Mir wäerten eis hei net ginn! Sou wéi mer eis net gi bei de Casieren, wäerte mer och weider un dësem Dossier schaffen, well mir fannen dat net normal, wat hei geschitt ass.

Mir froen elo scho säit Wochen a Méint, datt den Här Schneider endlech eng Kéier an d'Kommissioun kënnt. Mee wéi gesot, den Här Schneider ass e beschäftegte Mënsch, hie fënnt also ni Zäit, fir hei an déi Chamber ze kommen.

(Interruption)

Wann ech awer bei der Diversifikatioun sinn, Dir Dammen an Dir Hären, da muss ech mech awer och e bësselche mat eise grénge Frënn beschäftegen.

(Exclamations)!

An eis gréng Frënn, déi mer par ailleurs sympathesch sinn, ...

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... déi hunn eppes, wou ech Iech muss soen: Ech sinn elo am 27. Joer hei an deem Haus, ech hunn ni eng Partei erlieft, an ech hunn der vill erlieft, well et waren der och scho vill, déi elo net méi hei sinn, ech hunn der vill erlieft, mee ech hunn ni eng Partei erlieft, déi esou vill waarm Loft geblosen huet.

(Hilarité)

D'Fro, déi ech mer just stellen: Wivill CO_2 ass an där waarmer Loft? Dat konnt ech bis elo nach net erausfannen. Dat eenzegt, wat ass, ech hunn d'Impressioun, datt eis gréng Frënn awer trotzdeem e bësselche wäit ewech sinn, wat hir Positioun zu der Realitéit ubelaangt.

A wéi gesot, si si mer eigentlech net onsympathesch. Duerfir kucken ech dann ëmmer genau, wat se maachen. An do hutt Der ewell verschidde Grénger, an do gëtt et wierklech e Prachtexemplar, leider ass en net do, mäi Frënd, de François Benoy. Dat si Leit, déi, wa se hei an der Chamber sinn, da si se ganz kleng, da sinn et esou Realoen. Et héiert ee se bal net. A wa se dann 100 Meter iwwert de Knuedler gaange sinn, da komme se uewen un an dann entpuppe se sech als kampfbereete Fundi.

(Hilarité)

Ech weess net, Dir Dammen an Dir Hären, ob dat eppes ze dinn huet mam Chrëschtmaart. Ech weess och net, ob den Här Benoy heiansdo vläicht en Zwëschestopp mécht, fir e klenge Glüwäin ze drénken. Op jidde Fall, op jidde Fall ...

(Brouhaha et hilarité)

... op jidde Fall, ...

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Hien ass net hei.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... op jidde Fall erkennen ech, erkennen ech den Här Benoy net méi erëm.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Hien ass net hei.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn dem Här Benoy et scho gesot, e weess schonn alles, Madamm, ech hat him et schonn am Gemengerot gesot. Dir kënnt d'Madamm Beissel froen, also et ass näischt Neies.

Ech wollt et awer nach eng Kéier widderhuelen, well, an dat ass eigentlech dat, wat mech e bësselchen opreegt, fir just e konkreet Beispill ze ginn, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle och vu Membere vun Ärer Majoritéit: Ech hu mat grousser Opmierksamkeet virun enger Rei vun Deeg den Här Kox héieren, deen dann hei seng Iddie virgestallt huet iwwert de Logement an deen dann och e groussen Appell geriicht huet un d'Gemengen, si misste vill méi maachen um Niveau vum Logement, et misst vill méi gebaut ginn. Dat wär wichteg. Den Här Benoy a senger Budgetsried huet vun engem Triple-A-Budget gesot, hie géif ...

Une voix.- Schwätzt Der vum Gemengerot?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mee - lauschtert gutt no! - do sot den Här Benoy, hie géif der Gemeng reprochéieren, et géif ze vill gebaut ginn. Et géif ze vill gebaut ginn!

Une voix.- O!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hei, d'Madamm Beissel sëtzt do, déi kann dat bestätegen. Wann den Här Wilmes hei wär, dee kéint dat och bestätegen. Dat huet den Här Benoy gesot! En huet der Majoritéit ...

(Interruption)

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Dat huet en net gesot!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- En huet dat gesot. En huet gesot, ...

(Interruptions)

... et géif ze vill gebaut ginn. Mir kënnen dat gär, kënnen dat gär no... Ech wëll domadder just soen, Här President, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Ech wëll just domadder soen, Här President, datt déi gréng Kolleegen eng aner Sprooch hei schwätzen, wéi se e bësselche méi wäit da schwätzen.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert a soss keen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech verstinn, datt d'Madamm Lorsché e bëssen nervös ass, mee dat ass awer net schlëmm.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Neen. Dir geheit dat ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Lorsché, Dir héiert net gär d'Wourecht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché wéilt eng Fro stellen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also hei si Leit, déi sinn an där Sëtzung derbäi gewiescht, Här Mosar, déi soe ganz kloer, datt Der hei Saache sot, déi net stëmmen. Hei ass och en Här Back, deen derbäi war. An ech sot just: Verdréit de Leit d'Wierder net am Mond, well dat passt sech net! Sot dat, wat ass, a sot net eppes, wat net war, just fir Leit hei an den Dreck ze zéien! Méi wëll ech net soen.

Une voix.- O!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Lorsché, also et läit mer ganz wäit ewech, fir hei Leit an den Dreck ze zéien, ech hu just hei Fakten ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

A wéi gesot, an ech wëll d'Madamm Beissel hei guer net eranzéien, déi géif dat awer ouni Pro-

blem confirméieren, wat den Här Benoy do gesot huet.

Ech wëll awer, Här President, wann d'Madamm Lorsché dann erlaabt, virufueren, well et ass eigentlech net dat, wat mech bei deene Grénge am meeschte stéiert. Wat mech bei deene Gréngen eigentlech fundamental stéiert, ass, datt et eng Partei ass, wéi ech virdru gesot hunn, déi ganz vill waarm Loft bléist an der Effentlechkeet, iwwerall seet, wat si alles fir de Klima géife maachen.

Abee, Dir hutt vun engem Klimapak geschwat, léif Kolleeginnen a Kolleegen vun deene Gréngen. Also ech si jo bestëmmt elo net am Verdacht, e Member vum Fanclub vum Greta Thunberg ze sinn. An ech stinn och net mam Fändel an der éischter Rei bei Fridays for Future.

Une voix.- Ech och net.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn also elo keen, fir Iech ze berouegen, dee groussaarteg iwwerdriwwe Fuerderungen hätt, wat de Klimaschutz ubetrëfft. Mee wann ech awer dat kucken, wat Dir do bréngt, dat ass kee Klimapak, dat ass e Päckelchen!

Ech ginn emol net gréng, ech gi rout, esou géif ech mech schummen, wann ech kucken, wat Dir do opzeweisen hutt!

(Interruption)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass wierklech net déck! Ech mengen, de Mëtten ass et hei vu verschiddene Riedner gesot ginn: Dir späizt déck Téin, mee wat awer ënnert dem Strécherauskënnt, dat ass wierklech ganz dënn!

An da wëll ech elo emol eppes soen: Dir sidd jo alleguerte fir déi gréng Technologien. Ech héiere permanent „gréng Technologien". Ech héieren dann awer ochÄren Här Turmes! Den Här Turmes ass jo e Mënsch ..., ech hunn heiansdo d'Impressioun, wann een den Här Turmes héiert, dat erënnert mech un déi Zäit, wéi ech ... Do hat een nach Proffen, déi waren e bësse méi streng. Dee stoung als Proff ganz uewen an huet vun uewen erof op seng Schüler ageriet an et hat een ëmmer d'Impressioun, de Proff géif een als net ganz gescheit duerstellen. An hei den Här Turmes, dee mécht mer wierklech heiansdo d'Gefill, wéi wann en extreem arrogant wär, wann en anere Leit wëllt erklären, a wat fir eng Richtung datt seng Klimapolitik geet.

Wat mech awer am meeschten nervt, léif Kolleeginnen a Kolleege vun deene Gréngen: Et ginn zwou Technologien, déi wierklech extreem vill Potenzial hunn. Dat ass de Waasserstoff ...

Une voix.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass de Waasserstoff an dat sinn d'Batterien. Elo soen ech Iech, Dir Dammen an Dir Hären: Lëtzebuerg ass néierens an engem Projet derbäi, wou Batterië produzéiert ginn. A mir haten - ech schwätzen hei och ënnert dem Contrôle vun de Kolleegen aus der Ekonomieskommissioun -, mir hate virun e puer Wochen eng Diskussioun: Et ass en Trauerspill, muss ech soen, en Trauerspill, datt mir et hei mat deene finanzielle Moyenen - an ech kucken och do den Här Gramegna - emol net fäerdegbréngen, eis un iergendwéi engem Projet ze bedeelegen, wou et ëm d'Produktioun vu Batterië geet, wat wierklech en extreem zukunftsträchtege Secteur ass! Datselwecht gëllt fir de Waasserstoff.

Wann ech den Här Turmes héieren, hunn ech d'Impressioun, datt e fäert, fir dat Wuert Waasserstoff an de Mond ze huelen, datt e sech do géif iergendwéi e Virus oprafen, Dir Dammen an Dir Hären! Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat net op de Waasserstoff setzt.

(Brouhaha)

An dat ass net akzeptabel. Mir wäerte muer eng länger Diskussioun doriwwer hunn. Ech fannen, mir wëllen en innovatiivt Land sinn. Ma mir hunn d'Moyenen, mir hunn déi finanziell Moyenen! Mir bréngen et net fäerdeg, an déi dote Secteuren ze investéieren, an duerfir muss ech och déi gréng mat an d'Responsabilitéit huelen.

A wann ech da schonn do derbäi sinn, ass nach eppes, wat mech extreem opreegt, dat ass, wann ech dann héieren - an do huelen ech ...

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

... den Här Finanzminister och mat an d'Boot -: ...

Une voix.- A!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... „Green Finance"! Dat ass dat neit Zauberwuert! Den Här Gramegna, d'Madamm Dieschbourg - ech gi jo och alt heiansdo op esou Konferenzen -, et gëtt sech ëmäermelt, et gëtt hei an do. Mir sinn den Zentrum vun der Green Finance.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, sot mir ganz prezis, wat bis elo dës Regierung an déi viregt Regierung konkreet, zum Beispill um steierleche Punkt, fir d'Green Finance gemaach hunn! Mir sinn effektiv gutt an der Green Finance. Dat ass awer de Meritt vum Privatsecteur. Dat ass de Meritt vun der lëtzebuergescher Bourse. Dat ass de Meritt vu Banken, déi hei sinn an déi Green Bonds emettéiert hunn.

(Brouhaha)

Här Minister, Dir hutt Iech de Moien op d'Schëller geklappt mam Sukuk, datt mer de Sukuk - de Sukuk, net de Guckuck, mee de Sukuk -, ...

(Hilarité)

... datt mer de Sukuk rembourséiert hätten. Mee, Här Gramegna, ech hätt léiwer, Dir hätt gesot: „Mir hunn deen éischte Green Fund rembourséiert", wéi de Sukuk. Mat allem Respekt fir de Sukuk, ech fannen et traureg, datt mir ..., datt d'Lëtzebuerger Regierung et bis elo emol nach net fäerdegbruecht huet, ee gréngen Emprunt ze lancéieren. Dat ass dach en Zeeche vun Aarmut! An duerfir, an allem Respekt, léif gréng Kolleeginnen, ech géif wierklech vläicht versichen, e bësselche manner Loft ze blosen! Ech mengen, dat géif eis alleguerte besser bekommen.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei mäin drëtte Punkt, dee vun der Transparenz.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'ADR huet vill Riedezäit ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dee vun der Transparenz, well dat ass och een, deen eis relativ vill Suerge mécht. Den Alex Bodry huet virdrun a senger exzellenter Ried vun Transparenz geschwat, Transparenz vis-à-vis vun de Bierger. Abee, Här Bodry, ech wär emol frou, wa mer Transparenz hei an der Chamber hätten!

Une voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Well ech ginn Iech elo e puer Beispiller, wat d'Transparenz an dësem Haus betrëfft. Dat éischt Beispill, an ech muss dat awer nach eng Kéier soen, och wa mer Iech da vläicht langweilen, dat ass déi ganz Casiersdiskussioun. Ech kann net méi akzeptéieren, wann ech elo an déi Kommissioune ginn - an ech schwätzen do ënnert dem Contrôle vun enger ganzer Rei vu Kolleegen, notamment och Kolleege vun déi Lénk, déi sech jo och an deem Dossier ganz staark engagéiert hunn -, wann ech elo permanent den Här Bausch do héiere sech op d'Schëller klappen a soen, si hätten alles an deem Casiersdossier gemaach a si hätte vun Ufank u gewosst, wat do ze maachen ass!

Dir Dammen an Dir Hären, si hu guer näischt gemaach! Wann hei net courageiert Bierger dobausse gewiescht wären, déi relayéiert gi wäre vun der Oppositioun - an net nëmme vum Här Roth a vu mir, vu ville Kolleegen hei an der Oppositioun -, da wäre mir guer net esou wäit an deem Dossier do komm.

Dat mannst, wat ech awer géif erwaarden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär wann zumindest eng Kéier och d'Vertrieder vun der Regierung géife soen: „Chapeau, Oppositioun! Mir si frou, datt Der deen doten Dossier instruéiert hutt, duerfir si mer virukomm." Ech fannen et e bëssen traureg, well den Här Roth an ech, mir kënnen Iech hei ganz vill Äntwerte soen. Am Ufank ass et lächerlech gemaach ginn - Här Roth? -, wa mer Froe gestallt hunn, lächerlech gemaach vu Regierungsmemberen.

Plusieurs voix.- O!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A wann een elo kuckt, wat geschitt ass, da si mer Gott sei Dank méi wäit!

(Brouhaha et interruptions)

En zweete Punkt, dat ass déi ganz Thematik - d'Madamm Reding ass elo leider net do - 5G an Huawei.

(Interruptions)

Och dat, muss ech Iech soen, ass am Moment eng Virwëtztut. Mir hunn elo gefrot, datt do eng Kéier déi zoustänneg Ministeren an d'Kommissioun kommen. Et ass en extreem wichtegen Dossier, e wichtegen Dossier och fir d'Wirtschaft hei an deem Land. Mir wëssen am Moment net, wat an deem Dossier do leeft. Dat gëtt heftegst diskutéiert um europäeschen Niveau. Et gëtt an eisen Nopeschlänner diskutéiert. Hei héiert ee quasiment näischt doriwwer. An och dat kënne mir net akzeptéieren!

An dann, Dir Dammen an Dir Hären - an dat ass eigentlech dee wichtegste Punkt -, hu mer dee Punkt vun den MoUen. Et huet sech hei an deem Haus eppes agenëscht, wat mer soss ni kannt hunn. Mir hate soss ëmmer Traitéen, mir haten international Accorden. Déi hu mer elo op eemol net méi. Elo ginn MoUe gemaach: Et ginn MoUe gemaach mat der chineesescher Regierung. Et ginn MoUe gemaach mat der amerikanescher Regierung. Et ginn MoUe gemaach mat Google. Et ginn iwwerall MoUe gemaach!

A wa mir da froen als Deputéiert, fir déi MoUen ze gesinn, da kréie mer gesot: „A, dat geet net! Déi si confidentiel, déi kënne mir net kommunikéieren."

Den Hummer, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer, datt mer deen MoU gefrot hu mat de Vereenegte Staaten. Den Här Schneider huet eis dee refuséiert. Den amerikaneschen Ambassadeur „himself" huet am Mee Journalisten an aneren Deputéierten den MoU virgeluecht. Dat heescht, den amerikaneschen Ambassadeur huet kee Problem gehat. Den Här Schneider refuséiert haut nach, dësem Haus, dëser Chamber deen MoU zur Verfügung ze stellen. Ech soen Iech, datt dat net ka sinn! Mir hu kloer dostoen: „Et kënne keng geheim Ofkommesse ginn." An duerfir muss och dës Chamber déi MoUe kréien. Duerfir wäert ech och elo hei eng Motioun deposéieren, well wa mer vun Transparenz schwätzen, wa mer wierklech vun Transparenz schwätzen, ass dat doten total inakzeptabel!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen vun der Majoritéit, Dir sidd ugetrueden, fir ze lëften, d'Rollluede grouss eropzeloossen. Ech muss Iech soen, wann ech kucken, wat do gelaf ass: Di Rollluede sinn esou erof, wéi se nëmme kënnen erofgoen! Elektresch gi se schonn net méi erop an et kritt ee se emol net méi mat der Hand erop, ...

(Hilarité)

... esou fest sinn déi Rollluedеn zou!

Ech géif soen - den Här Finanzminister schwätzt ëmmer vum Triple-A -, ech géif soen, wann d'Regierung een Triple-A verdéngt, dann ass et den Triple-A vun der Intransparenz!

Une voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass en Triple-A, dee se op jidde Fall vun eis iwwerreecht kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert, wéi gesot, also och dozou eng Motioun hei deposéieren.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant la prolifération de memorandums of understanding et autres documents similaires signés par le Gouvernement avec d'autres États, voire des multinationales et autres acteurs privés ;

- considérant que ce phénomène a pris de l'ampleur depuis la dernière législature, notamment dans le contexte des tentatives de développement du secteur de l'exploration des ressources spatiales ;

- prenant acte de la réponse du Gouvernement à la question parlementaire n° 0681 laquelle indique :

« Par opposition à un accord international créateur de droits et d'obligations de part et d'autre des parties signataires et pour la conclusion duquel notre loi fondamentale règle tant la phase internationale (négociation, signature, ratification) que la phase nationale (loi d'approbation et publication au Journal officiel), un MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties à l'égard d'un projet concret. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction.

La conclusion de telles déclarations n'est partant pas soumise au respect d'une procédure particulière et relève de la responsabilité politique du pouvoir exécutif.

Si ces déclarations ne sont pas per se confidentielles, elles documentent néanmoins la volonté conjointe des parties signataires qui au moment de la signature ont légitimement pu s'attendre à ce que le document ne sera pas rendu public par après. » ;

- considérant qu'il en ressort donc notamment que ces déclarations d'intention ne sont pas per se confidentielles ;

- rappelant par ailleurs que le Gouvernement en place a voulu être exemplaire en termes de gestion de la res publica en mettant l'accent sur la transparence,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition des députés les déclarations d'intention et documents similaires et annexes déjà signés et à venir ;

- à faire en sorte que les parties signataires soient à l'avenir informées de ce que ces documents seront mis à disposition des députés luxembourgeois pour éviter tout malentendu.

(s.) Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Ech wäert och nach eng Demande maache fir eng Interpellatioun iwwert d'Diversifikatiounspolitik, well ech haut natierlech elo net d'Zäit hunn, fir dat alles auszeféieren.

A well ech weess, datt Der ongedëlleg gitt, kommen ech dann zum Schluss, wou ech awer nach e puer Bemierkunge wëll maachen, an zwar wëll ech awer hei een, zwee Wierder verléieren iwwert déi Regierung, déi mer hei hunn.

(Interruptions)

De Mëtten ass hei geschwat gi vum Här Étienne Schneider. Ech wëll net déi Diskussioun féieren, déi den Här Gibéryen hei gefeiert huet. Ech akzeptéieren och, datt all Politiker wéi den Här Schneider zu engem Moment seet: „Et geet duer, ech maache gären eppes aneres am Liewen. Ech halen elo op an engem gewëssene Moment." Dat ass parfaitement an der Rei. A wann den Här Schneider herno wëllt bei eng Rei vu Gesellschafte schaffe goen, ass dat fir mech och okay, natierlech ëmmer esou, datt dat och mat de Reegele vum Comité éthique an der Rei ass.

Wat awer net an der Rei ass, an do kucken ech haaptsächlech d'Kolleege vun der LSAP, dat ass dat Schauspill, wat am Moment vum Här Schneider do opgeféiert gëtt. Den Här Schneider seet, e géif demissionéieren, seet awer net, wéini datt en demissionéiert. Dann, wann e gefrot gëtt, dementéiert en erëm. Et lafe Rumeuren, e géif den 3. Februar demissionéieren.

Ech muss Iech soen, léif Kolleege vun der LSAP, dat ass en onwürdegt Schauspill, wat den Här Schneider do opféiert. Dat ass en onwürdegt Schauspill fir Iech! An ech bedaueren Iech, léif Kolleege vun der LSAP. Et ass en onwürdegt Schauspill fir eis gesamt politesch Welt. Well lauschtert emol, wat d'Leit dobausse soen iwwert den Här Schneider! Et fält eis alleguerten op de Kapp.

Wann den Här Schneider keng Loscht huet, ma da soll en et soen! Da soll en ophalen a soll engem anere Kolleeg vun der LSAP d'Chance ginn! Mee wannechgelift, kommt mir hale mat deem Pingpongs- an deem Verstoppchesspill do op! Dat ass einfach onwürdeg fir eist Land!

A wann ech da bei der Regierung sinn, kommen ech awer och net laanscht den „homme invisible", den Här Bettel, dee mer elo wärend Wochen ...

Plusieurs voix.- Wien?

Une voix.- „Inconnu au bataillon"!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hat och den Numm scho bal vergiess.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Den Här Bettel, deen een net méi ganz vill gesäit, zumindest hei an der Chamber. Op anere Plazen ass en zwar ganz wibbeleg, mee hei zumindest héiert een a gesäit een net vill vun em.

(Hilarité)

En huet gesot, den Här Bettel, an engem Interview vum Lëtzebuerger Land, hien hätt gär Rou. Elo froen ech: Hätt e gär Rou a senger Regierung? Hätt e gär Rou am Land? Oder hätt hien einfach gär Rou fir sech? Wann ech esou kucken, datt en net do ass, hunn ech d'Impressioun, datt e warscheinlech haaptsächlech Rou fir sech wëllt!

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng Regierung, déi gestalt an net nëmme verwalt. Wann déi Regierung da keng Loscht méi huet oder si wëllt hir Rou hunn oder si huet es genuch, ma da soll se et soen! Mee eist Land verdéngt awer eng aner Regierung wéi déi do!

(Brouhaha)

An ech géif vläicht ophale mat enger Ausso vun engem berüümte Futtballstrainer, an déi passt exzellent op Bettel 2: Dës Regierung ass „Flasche leer"! An duerfir wäerte mir dëse Budget och net stëmmen.

Une voix.- Giovanni Trapattoni.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Giovanni Trapattoni.

M. Eugène Berger *(DP).*- Nach laang net! Dir wäert Iech nach vill wonneren, Här Mosar!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

M. Gilles Baum *(DP).*- Den Här Berger huet de Moien alles gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Ma-

damm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Lauschtert der Madamm Hartmann dach no!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Setzt Iech duerch!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fayot, d'Madamm Hartmann huet d'Wuert.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz gutt, Här President!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den Interventiounen, déi vun de verschiddene Fraktiounen a Sensibilitéiten zum Budget 2020 gemaach goufen, ass bis elo nach net vill vun der Santé a generell vum Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn.

Den Här Cruchten huet a sengem ganz gudde Rapport - ech hunn nach net d'Erfarung, fir esou vill Rapporten héieren ze hunn, ech kann awer soen, dass e mer och ganz gutt gefall huet -, Dir hutt an Ärem Rapport d'Augmentatioun, déi eise Budget fir de Gesondheetsberäich virgesinn huet, kuerz duergeluecht.

D'Madamm Hansen huet zu der Santé gemengt, dass „d'Regierung e Brëll bräicht fir hir Kuerzsiichtegkeet". Abee, ech hu mir dëse Volet vum Staatsbudget e bësse méi genau ugekuckt a keng Kuerzsiichtegkeet, mee au contraire Wäitsiicht erkannt. Ech wäert a menger Interventioun op déi wichtegst Punkten am Budget agoen an ervirhiewen, wat fir d'Demokratesch Partei wichteg ass.

Direkt am Ufank vun der aktueller Legislaturperiod huet de Gesondheetsministère eng Etüd an Optrag ginn, déi den aktuellen Zoustand vun de Professions médicales an de Professions de santé hei zu Lëtzebuerg analyséiert huet. D'Madamm Marie-Lise Lair huet hire ganz déif gräifende Rapport dozou am Oktober dëst Joer presentéiert. Hir Conclusioune soen eis, dass mer eng seriö Penurie u lëtzebuergeschem medezinnesche Personal hunn, dass mer eis mat auslänneschen Dokteren an Infirmieren iwwer Waasser halen an dass mir, also d'Politik, gefuerdert sinn, fir dass dës Situatioun net chronesch gëtt an d'Prise en charge vun all de Patienten hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft garantéiert bleift.

Éischt Patiente leiden awer haut schonn ënnert dëser Penurie, wa si immens laang mussen op Rendez-vouse bei Doktere waarden oder souguer net méi kënnen als Patient ugeholl ginn, well den Dokter einfach schonn ze vill Leit ugeholl huet.

Et gëllt dowéinst, schnell ze reagéieren. D'Madamm Lair preconiséiert déif gräifend Reformen an eisem Gesondheetssecteur, dorënner nei Forme vun Zesummenaarbecht/Synergien tëschent Dokteren a medezinneschem Personal, besser Konditiounen, fir de liberale Beruff vum Dokter auszeüben, an Invester an d'Soins primaires, déi eise Patienten zeguttkommen.

Parallell dozou musse mer un der Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer schaffen an dës och an d'Vitrinn stellen an eis méi breet opstellen, wat d'Ausbildung vu medezinneschem Personal ugeet.

Här President, eis Regierung huet sech d'Etüd iwwert d'Démographie médicale zu Häerz geholl an am Budget 2020 scho wichteg Akzenter fir d'Zukunft gesat. Fir dem Mangel un Dokteren entgéintzewierken, ass ee wichtegt Element, dass mir deene jonke Leit hei am Land e Medezinnstudium ubidden. Bis elo, an dat ass och dëst Joer nach de Fall, kann een hei zu Lëtzebuerg just ee Joer Medezinn studéieren a muss de Rescht vun de Studien am Ausland maachen. Ab nächstem Joer ass dat anescht, wann déi éischt Studenten op der Uni Lëtzebuerg e Bachelorstudium an der Medezinn kënne maachen a Spezialisatiounen an der Allgemengmedezinn, an der Onkologie an an der Neurologie ugebuede ginn.

De Staat investéiert 8,5 Millioune fir dës Formatiounen, eng däitlech Hausse vun iwwer 50 %, déi mir als DP-Fraktioun ganz staark begréissen. Do dernieft si säit der Rentrée vum September d'Indemnitéite fir d'Medezinnstudenten, déi hire Basismedezinnstudium hanner sech hunn, an d'Luucht gaangen op 3.300 Euro an der Médecine générale an op 2.700 Euro an anere Spezialisatioune pro Mount. Am Staatsbudget si fir dës Indemnitéiten iwwer 2,5 Millioune virgesinn, wat eng Millioun méi ass wéi nach d'lescht Joer. Dobäi kënnt, wéi an der leschter Froestonn un d'Regierung vun eisem Santésminister annoncéiert, eng besser finanziell Ënnerstëtzung vun de Maîtres de stage, déi sech ëm dës Studente këmmeren.

Une voix.- Très bien !

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Mir dierfen eis awer net op d'Formatioune vun den Doktere beschränken. Mir mussen un der Attraktivitéit vun alle Beruffssparten aus dem Gesondheetssecteur schaffen. An deem Sënn begréisse mir als DP-Fraktioun, dass de Santésminister an der Kommissioun bei der Presentatioun vum Santésbudget dorop insistéiert huet, dass et op der Basis vun der virgestallter Etüd zu enger Revaloriséierung vun de Gesondheetsberuffer wäert kommen an dass iwwer divers Campagnen nei Talenter sollen ugezunn a fir de lëtzebuergesche Gesondheetssecteur solle gewonne ginn. Och heifir sinn am Staatsbudget méi Moyene virgesinn.

Här President, e weidere Punkt am Santésbudget ass dee vun der Digitaliséierung, well och eise Gesondheetssystem muss administrativ moderniséiert an informatiséiert ginn. Dofir ass ënner anerem d'Agence eSanté zoustänneg, déi iwwert d'Plattform eSanté eng méi effizient Notzung vun de Gesondheetsdate garantéiere soll an den Austausch vun Donnéeë vu Patienten ënner Dokteren, Apdikten an anere Prestataren an engem securiséierten an RGPD-konforme System erméigleche soll. Dëst leeft iwwert de sougenannten „dossier de soins partagé", kuerz DSP, a soll esou schnell wéi méiglech Realitéit ginn.

Fir d'Digitaliséierung vum Gesondheetssystem weiderzebréngen an den DSP fäerdegzestellen, kritt d'Agence eSanté 2020 iwwer 3,8 Milliounen zur Verfügung gestallt.

D'DP ënnersträicht, dass d'Digitaliséierung doriwwer eraus nach weider Virdeeler bitt, dat souwuel fir d'Patiente wéi och fir d'Dokteren. Am Koalitiounsaccord ass zum Beispill d'Telemedezinn festgehalen, well si virun allem am ländleche Raum vu Virdeel ass. Hei sinn oft manner Dokteren disponibel a bei engem Noutfall brauch och de CGDIS oft méi Zäit, fir ze intervenéieren.

Mat der Telemedezinn wier et zum Beispill méiglech, sech bei engem Noutfall mam CGDIS ze verbannen an esou duerch déi richteg Prozedur gefouert ze ginn. D'Vereenegung vun den Dokteren a vun den Zänndokteren huet da virun net allze Laangem eng Applikatioun presentéiert, déi et de Patienten erlabe géif, complementaire zum DSP en digitaliséierten Accès zu hire medezinneschen Donnéeën ze hunn an iwwert dës securiséiert App och zum Beispill Dokteschrechnungen ze bezuelen oder Krankeschäiner vum Dokter ze kréien an direkt un de Patron weiderzeleeden.

D'Demokratesch Partei hat an hirem Walprogramm eng änlech Iddi presentéiert, nämlech déi vun enger Gesondheetskaart, mat där d'Leit deen Deel vun den Dokteschrechnunge kéinte bezuelen, deen net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt. Ob et elo eng App ass oder eng Gesondheetskaart, d'DP gesäit hei zwou Digitaliséierungspisten, déi virun allem dem Patient zeguttkommen, well se villes méi einfach a villes och méi schnell kéinte maachen.

Här President, ech wëll op dëser Plaz als nächst de Secteur extrahospitalier uschwätzen, deen och seng Plaz am Staatsbudget huet.

Virop wëll ech awer betounen, dass Spideeler natierlech en integrale Bestanddeel vun all Gesondheetssystem sinn an an Zukunft och hei zu Lëtzebuerg hir Wichtegkeet behalen. Ech erënnere kuerz un dee leschte Spidolsplang, wou d'DP-Vertrieder Lex Krieps, Edy Mertens a Gusty Graas sech fir eng regional flächendeckend Versuergung an eise Spideeler agesat hunn. Doropshin ass jo d'Offer u basismedezinneschen Dengschter weider ausgebaut ginn. Dat war richteg an och néideg.

Fir de Secteur hospitalier ze entlaaschten, ass et awer gradesou wichteg, dass et och Strukturen ausserhalb vun de Spideeler ginn. De Secteur extrahospitalier ass dofir an eisen Ae weesentlech fir e moderne Gesondheetssystem. Zu Lëtzebuerg si mer op deem Punkt par rapport zu anere Länner awer nach wäit hannendran. No engem Urteel vun eisem Verfassungsgeriicht am Juli dëst Joer a ganz rezent dëse Mount enger éischter Decisioun vum Verwaltungsgeriicht no dësem Arrêt vun dem Verfassungsgeriicht muss awer elo eppes geschéien.

Zanter 1993 gouf et zu Lëtzebuerg iwwer e Règlement grand-ducal eng Lëscht mat all de medezinneschen Ekipementer an Apparater, déi net vun Doktere fir hir Praxis konnten ugeschaaft ginn, dat well et dës Ekipementer an Apparater exklusiv an de Spideeler sollt ginn. Eist Verfassungsgeriicht huet elo decidéiert, dass dës Aschränkung vun der fräier Ausübung vum Dokteschberuff géint eis Verfassung verstéisst. An Zukunft misst et also méiglech sinn, zum Beispill en IRM oder e Scanner fir e Cabinet médical ze kafen.

(Interruption)

Op Nofro, wéi et no dësem Uerteel elo weidergeet, huet eise Gesondheetsminister an der Santéskommissioun erkläert, dass déi ganz Lëscht vun de verbuedenen Ekipementer zesumme mat der CNS op de Leescht geholl gëtt an dass et hei zu enger Ouverture wäert kommen.

De Minister huet ënnerstrach, dass dës Evolutioun virop de Patienten zeguttkënnt an enger Rei Leit d'Liewe wäert méi einfach maachen. Et erméiglecht nämlech, verschidde medezinnesch Interventiounen an Zukunft baussent de Spideeler ze maachen an esou besser Disponibilitéiten, manner laang Waardezäiten an en insgesamt bessere Confort fir d'Patienten hei am Land ze bidden.

De Santésminister huet awer och richtegerweis ënnerstrach, dass dës Ouverture vum Secteur extrahospitalier zu der Attraktivitéit vum Dokteschberuff hei zu Lëtzebuerg ka bäidroen. D'DP-Fraktioun gesäit dat och esou an encouragéiert eis zoustänneg Ministeren an der schneller Ausschaffung vun der neier Lëscht vu medezinneschen Ekipementer an Apparater, déi d'Doktere kënnen an Zukunft an hire Praxissen installéieren.

Am selwechte Sënn gesi mir de sougenannte „virage ambulatoire", deen do wou et méiglech ass, Alternativen zu der Hospitalisatioun soll förderen. De medezinnesche Fortschrëtt erlaabt et eis haut, datt vill Leit no enger Operatioun just nach e puer Stonnen am Spidol bleiwe mussen. D'Noversuergung an d'Kontrolle kënnen ëmmer méi oft doheem oder an externe Strukture gemaach ginn. Et kéint ee souguer nach méi wäit goen a verschidden Agréffer och ausserhalb vun de Spideeler ubidden.

Doriwwer eraus mussen d'Soin-primairë méi an de Fokus geréckelt ginn, fir datt d'Leit bei engem Problem net direkt an d'Urgence ginn. D'DP ënnersträicht op dësem Punkt de Rôle vun de sougenannte „cabinets de groupe", also Regruppementer vun Dokteren, déi dem Patient eng besser Disponibilitéit a Flexibilitéit garantéieren. D'selwecht wéi d'lescht Joer stinn am Budget fir d'Förderung vun de Gruppepraxissen nees 250.000 Euro. 2019 goufen dës Suen awer leider net beusprocht. Fir d'DP-Fraktioun ass et dofir wichteg, dass gepréift gëtt, firwat d'Dokteren nach keng Demandë gemaach hunn an ob et vläicht aner Incitatioune brauch.

Här President, ofschléissend nach e puer Wuert iwwert d'Preventioun an domat verbonnen d'Beweegung an de Sport. Preventioun ass schliisslech déi bescht Medezinn. Eis ganz Gesellschaft, Jonk an Al, muss dozou animéiert ginn, sech méi ze beweegen.

Ech si frou, dass de Budget wichteg Akzenter an dësem Beräich setzt. D'Ënnerstëtzung vum Breedesport ass all Su wäert. Besonnesch effikass ass et natierlech, direkt bei de Kanner unzesetzen. Dowéinst solle Mesurë fir déi motoresch Educatioun mat 205.000 Euro subventionéiert ginn. Och dat fanne mir natierlech ganz gutt.

De „Long Term Athlete Development" ass e weidere Programm, deen en aktiivt Liewe vun der Kandheet bis an den héijen Alter förderen an dowéinst och weider ausgebaut sollt ginn. Déi richteg Mesuren an der Beweegungs- a Sportpolitik hunn e positiven Effekt op d'Gesondheetspolitik. D'DP begréisst dowéinst d'Efforten, déi an dësem Beräich vun eiser Regierung gemaach ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesondheetspolitik muss fir eis alleguerten eng absolutt Prioritéit sinn. Am Staatsbudget gesi mir als DP-Fraktioun eng ganz Rei Punkten, déi an déi richteg Richtung ginn an déi, Madamm Hansen, net kuerzsiichteg, mee wäitsiichteg sinn.

(Interruption)

Wa mir de Leit hei am Land och an Zukunft eng exzellent Versuergung wëlle garantéieren, da musse mer d'Wäitsiicht aus dem Budget awer och ëmsetzen. Et ginn nämlech, wéi a menger Interventioun ugeschwat, eng ganz Rei Schrauwen, un deenen an eisem Gesondheetssystem gedréit muss ginn. Mir däerfen hei keng Zäit verléieren. Et gëllt also, direkt ze agéieren!

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a confirméieren natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dem Budget.

Merci.

Une voix.- Ganz gutt, ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da kritt d'Wuert nach den Här Fernand Kartheiser. Um Kont vum Groupe technique stinn nach dräi Minutten.

Une voix.- Dräi Minutten ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma da soen ech Iech nach eng Kéier Merci.

(Hilarité)

Ech wollt just op e puer Saache reagéieren, déi mer haut héieren hunn, Dir Dammen an Dir Häre. Dat Éischt, dat ass vläicht eng Bemierkung opgrond vun deem, wat den Här Mosar gesot huet iwwert déi international Accorden.

(Brouhaha)

Le saviez-vous ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech muss soen, ech freeë mech ausdrécklech doriwwer, datt d'CSV dat opgeworf huet. Mir haten dat hei och scho gesot, an zwar gëllt dat fir all d'international Accorden, och fir d'Programmes indicatifs de coopération. D'Verfassung ass an deem Punkt ganz kloer. An dat, wat mer am Ableck hei erliewen an där Tatsaach, datt d'Chamber déi Accorden net virgeluecht krut, ass einfach eng Verletzung vun der Verfassung. Dofir wäerte mer d'CSV - oder si eis an ëmgekéiert - ënnerstëtzen an dësem Dossier.

Iwwert d'Égalité des chances, do huet den Här Clement gesot, datt en der Meenung ass, mir bräichte méi Foyere fir Fraen. Ech sinn och der Meenung, datt dat eng gutt Saach ass. Do wou Leit musse gehollef kréien, musse se gehollef kréien, och iwwert d'Foyeren. Allerdéngs soe mir och als ADR: Mir hunn hei nach kee Foyer fir Männer an Noutsituatiounen! Et gëtt ganz wéineg Zëmmeren. Mir hate viru Kuerzem eng Question parlementaire doriwwer gestallt. An et gëtt Zäit, datt mer och deenen Affer ënnert d'Aerm gräifen an och e Foyer grënne fir Männer, déi an esou enger Situatioun sinn.

Iwwert d'Arméi, do wéilt ech op dat agoen, wat den Här Graas gesot huet. Éischtens emol brauch ee sech net ze wonneren, sou wéi d'Lëtzebuerger Regierung am Ableck dat mécht, datt et net vill Interessi gëtt - leider net vill Interessi! -, fir sech als Fräiwëllegen an d'Arméi ze mellen. Well et sinn dës Regierung an déi Regierung virdrun, déi eng ganz Rei Incentives ofgeschaaft hunn, wéi d'Prioritéitsrechter an Exklusivitéitsrechter, déi d'Leit motivéiert hunn, an d'Arméi ze goen. Also musse mer kucken, datt mer vläicht op deem Punkt ... Mir musse Karriärsperspektive bidden a mir mussen och d'Virbereedung op e Militärdéngscht gutt maachen, also COPRAL, a Filièren an de Schoule schafen, déi d'Leit op e Beruff am Sécherheetssecteur virbereeden, an der Arméi, an der Police, bei der Douane oder och a Privatdéngschter. Mee ech mengen, datt dat néideg wär, fir dat ze maachen.

Bei den Offizéier gëtt et och Méiglechkeeten, déi ee ka maachen. Et kann een zum Beispill higoen a Leit, déi op net militäreschen Universitéite sinn, déi op enger ziviller Universitéit iergendwou sinn, soen: „Hei, Dir kritt esou vill Ënnerstëtzung, wann Der Iech fir esou vill Joer als Offizéier spéider an d'Arméi mellt." Mir kënne Wëssenschaftssektiounen an d'Arméi aféieren, well mer hei zu Lëtzebuerg en héijen technologesche Grad a militäresche Karriäre kënnen offréieren: Cyber Security, Weltraumaktivitéiten, alles dat sinn interessant Beruffer, déi eventuell och kéinte benotzt ginn, fir méi Leit a Secteuren ze bréngen, wou mer och eng reell Plus-value am Verdeedegungssecteur kënnen hunn.

Alles dat si just e puer Iddien, fir dem Här Graas op eng ganz einfach Manéier ze äntwerten, datt net d'Äntwert ass, op Auslänner zréckzegräifen an domadder Grondprinzippie vun der Organisatioun vum Staat a Fro ze stellen, mee einfach Mëttelen ze huelen, déi iwwerall an alliéierten Arméien och benotzt ginn, fir Leit ze motivéieren, sech fir eng militäresch Karriär ze engagéieren. An ech mengen, et gëtt genuch Méiglechkeeten, mee et muss ee se och wëlle benotzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass ëmmer schwéier, esou en Debat ze concluéieren. Ech géif gäre fir d'éischt ufänken - fir herno net de Fuedem ze verléieren -, fir och e puer Wuert vu bonne Chance dem Alex Bodry matzeginn. Ech kennen en och scho ganz laang, ech war zur selwechter Zäit och zu Paräis op der Uni.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et war e gudde Joergang.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, ech géif dat soen, jo: Et war e gudde Joergang! An den Alex ass ganz jonk an d'Politik gaangen an huet do villes bewierkt. Ech si ganz spéit an d'Politik komm. Eis Weeër hu sech awer oft gekräizt.

(Brouhaha)

Ech géif der gär alles Gutts wënschen am Conseil d'État, wann dat sech da soll realiséieren. Ech halen der d'Daimercher. An ech freeë mech, deng Avisen ze liesen. Nun ass et esou, beim Conseil d'État weess een net, wien den Avis schreift. Mee ech hoffen, dass dat jo eng Kéier méi transparent gëtt. Alles Gutts, Alex!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Merci!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech hu sechs Punkten, déi ech wëll uschneiden. Deen éischten ass den Elefant, deen am Raum ass, oder deen „net" am Raum ass, well iwwerhaapt keen driwwer geschwat huet. An dat ass dee Sujet, deen eis wärend sechs Joer am allermeeschte beschäftegt huet: d'Staatsfinanzen. Et huet bal keen Orateur méi wéi vläicht zwou, dräi Zeile gewidmet dem Defizit vu 640 Milliounen Euro!

Dat ass eng gutt Noriicht, well Dir schéngt jo dann endlech an der Oppositioun och elo d'accord ze sinn, dass eis Staatsfinanze sanéiert sinn. Et ass awer elo ganz rezent, well ech ka mech nach un Debatten am Abrëll erënneren, do hu mer haaptsächlech doriwwer geschwat. An ech ka mech erënneren, dass souwuel vun der CSV-Säit wéi och vun der Säit vum ADR gesot gi war, dass de Budget 2019 irresponsabel wär - irresponsabel! - an net zoumuttbar wär fir déi nächst Generatiounen. Do gesitt Der, wat fir eng Wonner kënnen a sechs, siwe Méint geschéien!

Mee ech hu schonn deemools gesot, dass dat iwwerdriwwe wär. Ech sinn awer da frou, dass mer hei e gewëssene Konsens schéngen ze hunn, dass mer déi finanziell Problemer, déi mer säit 2013 matgeschleeft hunn, dass mer déi geléist hunn an dass mer haut Finanzen hunn, déi op zolitte Féiss stinn. Dat schéngt och d'Oppositioun elo anzegesinn.

Dofir ass d'Oppositioun och ermontert, ganz vill Motiounen ze proposéieren, déi lauter nei Depensë maachen, ouni ze soen, wéi se déi wëllt contrefinanzéieren oder wéi se wëllt Erspuernisser maachen. Wa mer da géifen op dee Wee goen, dann hätte mer erëm en Desequiliber! Dat ass mäin éischte Constat.

Mäin zweeten ass, dass mer - an dat war eng gutt Diskussioun, fannen ech - eis konzentréiert hunn op e ganz wichtegen Aspekt vun den Depensen: op dat Soziaalt. Mir hunn eis konzentréiert op d'Investissementen an op d'Prudence, sief et an de Recetten, sief et an den Depensen, sief et, wéi mer d'Zukunft wëllen organiséieren.

Ech wéilt kuerz op déi dräi Punkten zréckkommen, fir ze soen, dass mer iwwert dat Soziaalt effektiv vill geschwat hunn. De Rapporter huet eis vill Piste gemoolt. Hien huet och eng Rëtsch Kriticke gemaach. Mee ech hu seng Kritcken immens konstruktiv fonnt. An ech hu jo och gesot, dass d'Regierung dat wäert ganz seriö analyséieren a verschiddene Piste wäert nogoen. Mee hie selwer souwéi den Deputéierte Berger, wéi den Deputéierte Bodry hunn awer och ganz kloer gewisen, dass dës Regierung an dëse Budget ganz vill maachen am Sozialen: 47 %, dat ass d'Hallschent praktesch! Wéineg Länner maachen esou vill an deem Beräich. A wann een de Mëtten e bëssen nogelauschtert huet, hat ee bal ee Moment d'Gefill kritt, mir wären an engem Land, dat immens sozial ongerecht wär. An ech mengen, dat ass net de Fall!

Zu den Investitiounen - ech mengen, et ass den Deputéierten Alex Bodry, deen dat richtegerweis ënnerstrach huet. Elo kann een e spatze Mond maachen a soen: „2,8 Milliarden, dat ass awer net esou spektakulär; 4,3 % vum PIB, dat ass och net immens. Et misst ee méi maachen." Et sinn der vill, déi gesot hunn, et misst ee méi maachen, souwuel op der Säit vun de Regierungsparteie wéi an der Oppositioun.

Jo, et ass ëmmer liicht gesot: „Et muss ee méi maachen." Och do muss een da Prioritéite setzen. Wou spuert een dann op där enger Plaz, fir da méi Investissementen ze maachen?

Mee mir komme vu wäit hier: Mir haten, an ech mengen, et war och den Alex Bodry, deen dat ënnerstrach huet, 2013 1,5 Milliarden. Mir waren do natierlech amgaangen, aus der Kris erauszekommen. Ech wëll dat gären zouginn. Mee mir sinn op 2,8 Milliarden elo! Dat heescht, mir hunn dat bal verduebelt a sechs Joer. Dat kann een awer och net klengrieden!

An dat Allerwichtegst ass natierlech, dass déi Investitiounen och qualitativ gutt sinn. Dat ass och ënnerstrach ginn.

Ech wéilt ganz e bëssen och drop insistéieren, dass, wa mer e Budget hunn, deen am Equiliber ass oder net wäit dovun, dann ass dat, well mer eng Croissance zu Lëtzebuerg hunn. Well d'Croissance generéiert d'Revenuen! An da wëll ech nach eng Kéier zur Croissance ënnersträichen, dass mer haut eng Moyenne vu Croissance zwëschen 2,5 % an 3 % fir Lëtzebuerg hunn, 2019/2020. Wann ech déi fënnef, sechs lescht Joer kucken, hu mer och eng Moyenne vun 3 % Croissance. Dat ass gutt, dat ass dat Duebelt vun der Moyenne vun Europa. Mee dat ass vill manner wéi d'Moyenne vun 1990 bis 2008! Do hate mer eng Moyenne vu Croissance zu Lëtzebuerg vu 5 % ! Mir hunn also elo eng Croissance ronderëm 2,5 % an 3 %, dat ass bal d'Hallschent. An elo féiere mer eng Debatt, fir ze soen, mir hätten ze vill eng héich Croissance. Ma déi Debatt hätte mer scho virun 20 Joer da solle féieren!

Mee ech soen awer net, dass déi Debatt onnéideg ass, well mir brauche qualitativ Croissance. An ech mengen, den Emweltaspect, de Klimaaspect passt natierlech komplett an déi Diskussioun do eran, wann een iwwer qualitative Wuesstum schwätzt. An d'Croissance, wëll ech dem Här Gibéryen soen, déi dekretéiert een net. Elo kann ee sech natierlech immens ustrengen an immens onattraktiv sinn als Land an da kënnt kee bei Iech investéieren, da kënnt och kee bei Iech schaffen. Mee en Taux de croissance dekretéiert een net! A grad e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat jo ganz vill Traitéen huet mat sengen Nopeschlänner an der EU - alles ëffentlech Traitéen! -, Traitéen huet an Obligatiounen huet par rapport zur Weltbank, zur OCDE, ech kéint déi Lëscht ganz laang maachen, Netduebelbesteierungsofkommessen an esou weider an esou fort.

Mir sinn e Land, wat eng Verflechtung vun Traitéen huet wéi ganz wéineg anerer op der Welt. An all déi Traitéë si gemaach, fir dass eist Land soll op sinn, attraktiv si fir Investissementer, fir Leit, fir heihinner schaffen ze kommen, fräi sinn, fir dass d'Servicer an d'Gidder kënnen hin- an hiergoen. Dat ass dorop, wou mir de Räichtum vun dësem Land an de leschten 130 oder 150 Joer opgebaut hunn. Eise Stol, schonn am 19. Joerhonnert, mir hunn e jo missen enzwousch hi verkafen. An ech gesinn eis schlecht dee ganze Modell a Fro stellen!

An ech muss soen, ech sinn oft an Europa ënnerwee, ech ginn oft an Italien. Wann ech d'Debaten an Italien héieren, wou op den Titelsäite steet: „Erëm esou vill Honnertdausenden Italieener, déi all Joer d'Land verloossen" ... An déi, déi haut Italie verloossen, fir an d'Ausland schaffen ze goen, dat sinn net déi, déi virun 100 Joer op Lëtzebuerg komm sinn, déi keng Diplomer haten. Dat sinn déi, déi d'Matière grise hunn, déi, déi gutt Studie gemaach hunn. A mir kréien där awer och eng ganz Rëtsch hei op Lëtzebuerg. Dat ass e richtegen Debat bei hinnen: „Wat kënne mer maachen, fir dass eis beschte Käpp an Italie kënne bleiwen?"!

A mir hunn hei eng ëmgekéiert Debatt, mir soen: „Mir hunn ze vill Leit, déi heihinnerkommen, et muss ee lues maachen." Et ass e richtege Paradox! An Italien ass net wäit ewech an et ass e Land, wat mat eis an der EU ass a Grënnungsmember ass. Ech mengen, mir hunn e positiven Zyklus. Mir hunn eng Croissance, déi räsonabel ass, déi muss qualitativ sinn an déi generéiert nei Aarbechtsplazen all Joer. An alles dat garantéiert den Equiliber vun de Finanzen, den Equiliber vun de Pensiounskeesen, den Equiliber vun de Gemengen. Dat kann een, mengen ech, a soll een och net klengrieden. Eng Debatt kann ee roueg driwwer hunn, mee et soll een awer dat en perspective setzen.

Den drëtte Punkt, d'Prudence, ech soen dat, also d'Virsiicht, wéi mer all d'Recetten ageschat hunn, wéi mer d'Ekonomie zu Lëtzebuerg oder an Europa aschätzen, d'Diskussioun, ob de Brexit ... Ech mengen, et war de Laurent Mosar, dee gesot huet, et wär nach alles net gereegelt. Dat ass richteg. Mee kommt, mir freeën eis, dass mer do Kloerheet kréien! Wa mer nämlech e Brexit ouni Accord gehat hätten, dann hätten haut d'Orateuren alleguerten iwwert de Brexit geschwat, fir ze soen: „Dat do ass eng Katastroph! Mir wëssen iwwerhaapt net, wéi dat gereegelt gëtt."

An dat ass typesch! Dat ass net nëmmen typesch fir Lëtzebuerg, et ass och typesch fir d'Medien: Wann eppes riichtgeet, da gëtt dat klenggeriet oder iwwerhaapt net kommentéiert. Wann eppes schifgeet, dann ass et ganz grouss an et kann ee bal net méi räsonéieren. Dofir: Kommt, mir freeën eis doriwwer, well dat mécht eis d'Liewe méi einfach! Jo, et ass eng Transitiounsperiod. Jo, mir wëssen net, wat hannen erauskënnt. Jo, si ass kuerz. Mee dat ass déi beschten Ausgangslag, déi mer hätte kënnen hunn! An ech muss Iech éierlech soen, wann Der mech virun zwee Méint gefrot hätt, ob mer e Brexit mat Accord géife kréien: Do hunn ech d'Chancen ënner 50 % gesinn. An iergendwéi huet de Wand gedréit an et ass elo gelongen.

Ech freeë mech och, dass de Fonds de rééquilibrage budgétaire, wat eng nei Mesure ass, och esou positiv opgeholl ginn ass.

Mäin drëtte Punkt ass ganz kuerz, mee en ass wichteg. Ech géif gären de Lien maachen zwëschent der Diskussioun, déi mer hunn iwwert de PIB du bien-être, wat eng ganz valabel a wichteg Diskussioun ass, mat der Propositioun vum Rapporter fir en Observatoire des inégalités, well ech mengen, dass déi zwou Saache matenee verbonne sinn.

Wéi moosse mer dann d'Aarmut? Wéi moosse mer de Räichtum? Wéi gëtt déi Distributioun vu 47 % vun eisem Budget gemaach? Kënnt se un? Kënnt et bei deene Leit un, fir déi et geduecht war? Dofir mengen ech, dass een dat soll zesumme kucken. Wéi mer dat solle kucken, mat wellchen Akteuren, soll ee sech gutt iwwerleeën. Mir hunn, dat ass och hei gesot ginn, vill Instituter, déi schonn dorobber schaffen. Mir brauche vläicht net d'Rad nei ze erfannen.

Ech wëll Iech awer vläicht just unhand vun engem Beispill soen, dass déi Saachen net einfach sinn, an zweetens, dass se international gekuckt ginn. Eng vun de grousse Froen, déi sech säit siwen, aacht Joer stellen, säitdeem mer ganz niddreg Zënsen hunn an Europa an an der Welt, ass follgend - an ech stellen der Europäescher Zentralbank déi Fro reegelméisseg -, dat ass dat heiten:

Wann een elo an Europa kuckt, mir hunn an deene leschte véier Joer 14 Milliounen Aarbechtsplaze geschaaft; de Chômage ass halbéiert ginn a véier, fënnef Joer. Dat hate mer nach ni gesi säit de 60er Joren, eng Kreatioun vun Aarbechtsplazen, déi esou séier ass. Wat geschitt normalerweis, wa vill Aarbechtsplaze geschaaft ginn? Majo, da ginn d'Salairen an d'Luucht, well d'Entreprisen ëmmer méi Leit brauchen a wa se manner Leit um Marché fannen - mir gesinn dat jo och zu Lëtzebuerg -, da missten d'Salairë ganz séier an d'Luucht goen. Or, si ginn net méi séier an d'Luucht! An et weess een net richteg firwat. Also kënnt een net méi an en normale Rhythmus vun Inflatioun, vun enger gesonder Inflatioun.

An d'Erklärungen dozou sinn zu engem Deel fir verschidde Leit multipel, dat heescht, déi richteg Cause versteet een net, oder et ass eng Ratlosegkeet. An dat ass de Genre Froen, déi ee sech muss stellen, fir d'Equatioun vun der Aarmut och zu Lëtzebuerg ze léisen.

Mäi véierte Punkt ass och ganz kuerz, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass een dat nach eng Kéier an dëser Ried kuerz ënnersträicht. Mir hunn e Klimagesetz ausgeschafft, am November ass dat presentéiert ginn, an de Klimaplang Ufank Dezember. Mir hu méintlaang als Koalitioun dorobber geschafft. Ech kann Iech soen - ech hu selwer vill drop geschafft -, dass mir e Gesetz hunn, wat extreem ambitiéis ass, op där enger Säit, an extreem equilibréiert!

Une voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ambitiéis, well mer minus 55 % Gasemissioune virgesinn, liicht iwwert deem, wat Europa selwer sech virgeholl huet. An zweetens, mir hunn zwou Saachen drageschriwwen, déi awer fundamental sinn an déi awer all Mënsch misste berouegen. Dat ass, dass mer sozial Equitéit do ustriewen, dat heescht déi Mesuren, déi mer wäerten huelen, wat de Klima ubelaangt, wäerten ëmmer mat Offiederungen am soziale Beräich verbonne ginn. Dat hu mer an d'Gesetz geschriwwen.

Une voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An dat Zweet, wat mer drageschriwwen hunn, dat ass: Déi Klimaplangdecisiounen - an do kommen der ganz vill am Laf vum Joer, haaptsächlech vum Joer 2020 - mussen natierlech budgetsméisseg verdrobar sinn. Déi kënnen net à tout prix, egal wéi, egal wéi séier, egal wéi deier ëmgesat ginn. Dat heescht, mir mussen d'Reegele vum Stabilitéits-a Wuesstumspakt anhalen. A mir sinn eis eens doriwwer ginn. Et ass eng Saach vu Rhythmus, wéi mer dat maachen. Mee ech mengen, mir hunn eis de richtege Kader geschaaft.

Mäi fënnefte Punkt ass d'Fiskalitéit. Do sinn eng Rëtsch Saache gesot ginn. Fir d'éischt wëll ech deenen, déi sech e bësse geiergert hunn, dass mer ëmmer op déi Réforme fiscale hiweisen, soen: Déi Réforme fiscale steet am Koalitiounsprogramm. Mir sinn amgaang drop ze schaffen. Dat gëtt déi déifste Steierreform, déi mer säit ganz laanger Zäit zu Lëtzebuerg gemaach hunn, a mir si matten dran.

A wann ech dann dorop äntweren, wann ech gesot kréien: „Wat maacht Der do? A wat maacht Der do?" - „Mir maachen do dat doranner", dann ass dat jo dat Eenzegt, wat Sënn mécht! Ech ka jo net ufänken, u klenge Rieder ze dréien, fir verschidde Saache bei de Persounen ze änneren, fir verschidde Saache bei den Entreprisen ze änneren, wann herno eng grouss Reform kënnt. Ech maache mer d'Liewen doduerch net méi einfach. Mee dat ass awer dat Eenzegt, wat Sënn mécht.

Dofir, déi Virschléi, déi komm sinn - ech versichen, dat esou onpoleemesch wéi méiglech ze soen -, fir verschidde Mesuren elo kuerzfristeg direkt ze änneren: Den 1A schleefe mer säit Joerzéngte mat, dee Problem. Dee kënne mer elo net am Handëmdréien änneren.

Den Här Roth huet sech vill Méi ginn, en huet ganz vill Propositioune gemaach. An oft huet e jo och selwer gesot: „Dat ass säit 1990 net ugepasst ginn."

(Brouhaha)

Säit 1990, richteg. Majo, dat heescht, Dir hat jo wärend 23 Joer de Finanzministère ...

(Protestations et interruptions)

... an Dir hutt et net ugepasst!

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- An d'Regierung elo säit fënnef!

(Brouhaha et interruptions)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dir hutt et 23 Joer laang jo net ugepasst. Ech soen dat jo ..., et ass jo reng faktuell. Dofir ass et awer elo net néideg, dat am Stress elo dëst Joer, an den nächsten dräi Méint unzepassen!

(Interruption)

Une voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mee mir wäerten an der Steierreform all déi Saache kucken a mir wäerte vill vun deene Saachen änneren.

Une voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Elo hunn ech dat esou calme gesot, wéi een dat ka soen, well ech hat nach vill aner Iddien.

An dann och d'Progressivitéit! Also eis d'Progressivitéit vun der Steiertabell virzewerfen, déi mer säit 1967 hunn, an elo entdeckt d'CSV op eemol, dass mer eng Progressivitéit hunn, déi eng Katastroph ass! Jo!

(Hilarité)

Jo! An dofir hu mir jo och an der Steierreform vun 2016, déi 2017 agetrueden ass, de Crédit d'impôt pour salariés gemaach, de Crédit d'impôt pour pensionnés an de Crédit d'impôt monoparental, well dat déi eenzeg Aart a Weis war, fir eng Steierreform ze maachen, wou een dem Mëttelstand entgéintkënnt, ouni jidderengem Geld auszedeele bis an d'Onendlecht. De Crédit d'impôt wäerte mer nach oft erëmbegéinen, well dat e Kärstéck wäert gi vun dem Barème unique an där eenzeger Steierklass. An natierlech musse mer op där Progressivitéit do schaffen. Erëm eng Kéier hei mäi Message: Mir fänken elo net un, do ganz spezifesch Saachen ze maache mam System, dee mer elo hunn. Mir hunn d'Intentioun, méi eng vast Reform ze maachen.

Zu den Akzisen. Ech mengen, dass mer transparent gehandelt hunn. Mir hunn eng éischt Augmentatioun vun den Akzisen - 1 Cent um Bensinn, 2 Cents um Diesel - am Mee gemaach. Mir sinn amgaang ze kucken, wéi dat sech repercutéiert op de Quantitéiten. Mir gesinn, dass dat wierkt. Enfin, do kann ee sech driwwer freeën, wann een un den Environnement denkt, manner freeën, wann een un d'Finanzen denkt. Mee mir wëlle jo den Tanktourismus reduzéieren. A mir gesinn, dass dat en Effet huet. Elo wäerte mer waarde bis Ufank vum Joer, bis Mäerz, Abrëll, fir ze kucken, wéi mer eis do ajustéiere fir eng Forschett.

Et sinn elo ganz vill Räsonementer gemaach ginn, dass dat dem Klima näischt brengt, wa Lëtzebuerg manner Spritt verkeeft an dee Spritt gëtt am Ausland kaaft. Dat ass richteg. Mee ëmgekéiert: Solle mir dann de Kapp an de Sand stiechen a guer näischt maachen, wa mer international Obligatiounen hunn, déi mer ënnerschriwwen hunn? Dat ass dach net ze verteidegen!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann awer een eng besser Iddi huet an der Oppositioun, wéi mer dat sollen handhaben: Kommt, mir schwätzen driwwer!

(Interruption)

Da wollt ech ...

Une voix.- Ech hunn näischt héieren.

(Hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An ech mengen, dass mer ...

(Interruption)

... de Moment amgaang sinn, do dat Richtegt ze maachen.

Da kommen ech zum sechsten a leschte Punkt virun der Konklusioun: d'Finanzplaz, déi gréng Finanzplaz. International Klassementer hunn eis als déi véiertgréngst Finanzplaz klasséiert. Ech weess net genau, wéi si dat maachen, ech sinn awer frou iwwert d'Resultat.

Ech strenge mech elo säit sechs Joer un, soutenabel Finanzen zu Lëtzebuerg ze promouvéieren. An ech kann Iech soen, Här Mosar, mir hu vill gemaach! Ech wäert och elo e puer Saachen opzielen.

A wann et de Privatsecteur ass, deen den Haaptmotor ass dovun, ma da soen ech: „Tant mieux!", well wann en dat dann och vu Lëtzebuerg aus mécht, heescht dat, dass d'Ramebedéngungen zu Lëtzebuerg gutt sinn. A si sinn et och. An der Fongenindustrie si Fongen, déi ESG sinn oder déi klimaorientéiert sinn oder déi Mikrofinanze sinn - alles dat, do si mer Leader an der Welt.

D'Bourse hutt Dir selwer genannt, mee do ass de Staat och Aktionär, an ech kann Iech soen, deen dréckt an déi selwecht Richtung. Mir hu mat der BEI eng Klimaplattform gemaach, déi unique op der Welt ass! Mir hunn elo dat renouveléiert, mir hunn dat dräi Joer finanzéiert, mir finanzéieren et elo eng zweete Kéier. Mir maachen et op fir aner Länner. A mir wëssen, dass aner Länner an Europa dat dote wéilte matmaachen.

Mir hunn, well mer och Ramebedéngungen hunn, déi ganz gutt sinn, déi gutt Noriicht - déi ass net nëmme gréng, mee et ass eng Noriicht fir d'Finanzplaz -, dass de Méchanisme européen de stabilité säit dem leschte Mount alleguerte seng Obligatiounen elo erausgëtt no Lëtzebuerger Recht. Virdru war et englescht Recht. An Europa an Euratom hunn dat rezent och annoncéiert, dass se géifen op lëtzebuergescht Recht ëmklammen. Da kann eist Recht jo net esou onattraktiv sinn, soss géif dat jo net geschéien.

E Wuert zum Brexit nach, och fir ze soen, mir mussen op där enger Säit oppassen, ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Minister, den Här Mosar wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Entschëllegt! Merci! Här Minister, ech wollt awer nach eng Kéier op déi Fro do vun der Green Finance agoen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat, wat Der gesot huet, dat ass alles richteg. Ech sinn och frou, datt mer eigentlech do där selwechter Meenung sinn, datt do ganz vill Efforte vum Privatsecteur gemaach gi sinn. Allerdéngs wësst Der, an Dir hutt dat selwer schonn e puermol verteidegt, datt et wichteg wär, datt mer eventuell fir Fongen, déi gréng wären oder sozial nohalteg, eng speziell Besteierung géifen aféieren, wat d'Taxe d'abonnement betrëfft.

Dir wësst, ech hunn am Abrëll vun dësem Joer eng Proposition de loi dozou deposéiert. An déi ass erstaunlecherweis souguer um Staatsrot aviséiert ginn, wat jo net esou oft de Fall ass, dass d'Proposition-de-loie vum Staatsrot aviséiert ginn, wa se vun der Oppositioun kommen. Dat ass awer hei geschitt an ech géif Iech och vläicht bieden, deen Avis eng Kéier ze liesen, well awer do e Problem ass - ech hat Iech dat jo scho gesot -, datt ech do gesot kréien, datt deen Artikel 176, deen d'Taxe d'abonnement fixéiert, eigentlech net méi konform wär zu der Verfassung. An dofir kréien ech dann eng Opposition formelle do opposéiert.

An ech wollt Iech eigentlech just déi Fro stellen, éischtens, wéi Dir dat gesitt. Ech mengen - elo net, fir mech hei ze luewen -, ech hunn hei eng Viraarbecht gemaach, déi och, mengen ech, appreciéiert ginn ass vum Staatsrot. Et schéngt awer e Problem ze si manner um Niveau vu menger Proposition de loi, mee einfach um Niveau vun deem Artikel 176. An do géif ech Iech och froen, wat Der gedenkt ze maachen, well den Här Roth an ech - dee sech jo och ganz vill mat deenen Theemen do beschäftegt -, mir stellen eis d'Fro, ob iwwerhaapt nach d'Taxe d'abonnement eng Base légale huet, wann de Staatsrot der Meenung ass, datt deen Artikel, deen d'Taxe d'abonnement

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire des séances publiques nos 13, 14 et 15

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 188
Communications p. 188
7503 - Proposition de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
2° du Code civil p. 188
Ordre du jour p. 188
Changement de composition d'une commission parlementaire p. 188
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :
1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;
3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;
9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;
11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
et
7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Yves Cruchten p. 188-192

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 192
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)
et
7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)
- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances p. 193-194
- Discussion générale p. 195-205

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 206
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)
et
7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)
- Discussion générale (suite) p. 206-227
- Prise de position du Gouvernement p. 227-229
Ordre du jour p. 229

fixéiert, eigentlech net méi konform zu eiser Verfassung wär.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, dat ass elo en additionelle Sujet. Ech soen Iech vläicht zwou Saachen zur Taxe d'abonnement, et war och souwisou virgesinn, ech war nach net fäerdeg. Ech hunn dat effektiv e puermol schonn ugedeit a Rieden, wann ech d'Akteure vun der Finanzplaz begéint hunn, an et steet och am Koalitiounsprogramm, dass mer géifen an d'A faassen, d'Taxe d'abonnement méi gënschteg ze maache fir soutenabel Finanzen, fir soutenabel Fongen. Ech stinn dozou!

Dat Eenzegt, wat Sënn mécht, ass, dass mer dat ubannen u Krittären, déi incontestabel sinn. An Dir wësst vläicht, dass Europa amgaangen ass, eng Direktiv auszeschaffen - a mir sinn um leschte Stëppel, dat wäert nach vläicht viru Chrëschtdag geschéien -, déi d'Definitioune gëtt: Wat ass „soutenabel Finanzen", wat sinn d'Krittären, zum engen, vun de Produite selwer, an dann zweetens, wat ass de „reporting" a wat sinn d'Konditioune vun „disclosure", dat heescht d'Informatioun erausginn an de Suivi an der Zäit, andeem een zréckkuckt, ob ee sech un d'Obligatiounen, un d'Contraintë gehalen huet? Dat alles wäert spéitstens, géif ech soen, am Januar fäerdeg sinn. An da kenne mer jo den europäesche Kader. Da gëtt dat iwwersat an da gëtt dat op den Instanzewee geschéckt; bis dat publizéiert gëtt. An da wäert dat en vigueur trieden 2021 oder 2022, dat ass nach net bestëmmt.

An ech sinn der Meenung, à partir du moment, wou mer déi Krittäre kennen, kënnen eis Akteuren, kënne sech d'Akteuren zu Lëtzebuerg preparéieren a Produiten entwéckelen, déi där neier Reegelung do, deene Standarden do gerecht ginn. A fir dat ze encouragéieren, wär ech bereet, an der Steierreform d'nächst Joer, fir 2021 en vigueur ze kommen, dass déi Taxe d'abonnement soll erofgesat ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also do stinn ech derzou. An dat ass och extreem wichteg. Well ech maache gär d'Parallell mat deem, wat mer 1985, 1986, 1987 hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn: D'Fongenindustrie ass doduerch zum Deel zustane komm, net nëmme well mir d'Direktiv als Éischt ëmgesat hunn - dat war nämlech wouer an dat ass och deemools gutt gemaach ginn -, mee well d'Akteure sur place schonn een, zwee Joer virdru Fongen entwéckelt hunn. Dat wëlle mer hei repetéieren.

Zum Artikel 176: Wann ech dat an där kuerzer Zäit, wou ech dat elo gekuckt hunn, gutt verstanen hunn, ass d'Kritik vum Conseil d'État, dass een net e méi gënschtegen Taux ka ginn op Basis vun engem Règlement grand-ducal. Dat muss een iwwer Gesetz maachen. Dat, wat ech elo grad gesot hunn, wa mer dat géifen d'nächst Joer maachen, da maache mer dat iwwert d'Voie légale an net iwwer Règlement grand-ducal.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass déi aner Opposition formelle, vun där Dir elo geschwat hutt, déi ass och dran. Mee déi aner huet eppes generell - liest dat! - mat der Konformitéit vum Artikel 176 ze dinn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Da kucke mer dat och no.

Sou, an da sinn ech bal fäerdeg. Elo wollt ech awer, well den Här Mosar mech do - enfin mech, also eis alleguerten - e bësse gezësst huet an d'Bild vun der Titanic gebraucht huet, wou ech natierlech fonnt hunn, dass et liicht iwwerdriwwe wär.

(Hilarité)

Well d'Titanic, déi geet jo schliisslech ënner zum Schluss. Déi rett sech jo net, d'Titanic.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat hänkt vun Iech of!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mee ech mengen net, dass mir op der Titanic sinn, Här Mosar.

(Interruption)

An ech muss soen, déi Angscht, déi Dir hutt, dass mat all deenen neie Reegelen an der internationaler Steierlandschaft dat en Impakt op Lëtzebuerg huet, op eis Recetten: Ech deelen déi Analys, awer net an deem Mooss an an deenen Zifferen, déi Dir genannt hutt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... déi Zifferen, et sinn net meng. Et sinn déi vun der Europäescher Kommissioun.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, jo, do gëtt et eng ganz Panoplie vun Zifferen.

Mee wat hu mer dann elo déi zwee lescht Joer festgestallt? Elo wou déi Landschaft amgaangen ass ze changéieren, hu mer de Moment méi Recetten erakritt, wéi mer jee geduecht haten. Mee mir sinn awer virsiichteg. Ech hunn dat jo a menger Ried haut an och schonn am Oktober gesot: Mir si ganz virsiichteg an der Kierperschaftssteier, well mer justement déi Risike gesinn.

An elo maachen ech Iech net ganz zefridden, mee ech muss dat awer hei soen: Dir schwätzt vun engem Risk, dee méiglech ass, mee deen een nach net kann ëmfaassen. Wéi d'Regierung Bettel 1 ugetrueden ass, dunn hate mer en Äisbierg virun eis, dee war clairement identifié, an dat war d'Taxation électronique. An do wousst ee genau, wéini e géif kommen a wéi vill e géif kaschten.

(Interruption)

An do ass näischt gemaach ginn! Dofir wëll ech soen, dass Der esou virsiichteg mat eis sidd a sot: „Passt op!", ech akzeptéieren dat 100%eg. An ech kann Iech soen: Als Finanzminister ass et mäi Rôle, fir dat seriö ze huelen!

Als Konklusioun wollt ech soen, dass ech ganz geéiert sinn, dass ech mat engem oder mat zwee Moler verglach gi sinn. Fir d'éischt, d'Madamm Hansen huet mech mat zwee Moler verglach, well si huet vun engem Artiste contemporain geschwat, deen e wäisse Carré op e wäisst Blat setzt. Dat ass de Kasimir Malewitsch gewiescht, deen dat gemaach huet. An ech muss Iech soen, dat erënnert mech drun, wéi ech Finanzminister gi sinn, do hunn ech nämlech esou e Bild fonnt. Ech hu gekuckt a gekuckt a gesot: „Wéi méchs de et elo, fir dass de déi Finanzen hei erëm an d'Rei kriss?", well d'Suen hunn ech net fonnt!

(Hilarité)

Deen Zweeten, den Dalí, do sinn ech och ganz frou driwwer. Den Dalí ass e Surrealist, deen - ech weess net, wien ënnerstrach huet, dass en awer net abstrakt gemoolt huet - ganz detailléiert gemoolt huet. An ech ka mech och mam Dalí ufrënnen, well ech deen Artist och ëmmer gären hat. En erënnert mech u meng Zäit zu Paräis. Do war eng grouss Ausstellung vum Dalí am Centre Beaubourg, wéi mer do Studente waren. Dat war eng super Ausstellung, wierklech eng super Ausstellung! An den Dalí, deen ass also extreem prezis a sengen Zeechnungen, mat ganz vill Imaginatioun. An ech soe mer: „Dat passt och bei e Finanzminister!"

(Hilarité)

An dat Drëtt, dat ass dann de Kolleeg Berger, deen dat gesot huet: den Hattrick! Den Hattrick, jo, dat ass jo da Fussball, dräi Goler an enger Halbzeit ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wann et alt keng Selbstgoler sinn!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also, ech akzeptéieren d'Kompliment natierlech och. Ech géif da warscheinlech eng blo Box undoen. A well eis gréng Kolleegen esou fonnt hunn, dass ech e grénge Minister sinn, géif ech e gréngt Hiem undoen an dann natierlech rout Strëmp.

Plusieurs voix.- A!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Well wann e Stiermer vill Goler schéisst, dann ass dat, well d'Ekipp gutt ass. A mir hunn eng gutt Ekipp a mir hunn e gudde Budget fir 2020!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zum Vott iwwert de Budget 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle kommen, musse mer muer de Moien nach fir d'éischt iwwert de Projet de loi 7447 iwwert de Compte général fir den Exercice 2018 diskutéieren an ofstëmmen.

3. Ordre du jour

Wat elo den Ordre du jour vu muer ubelaangt, hunn ech en Uleies erakritt: Et gëtt proposéiert, fir de Projet de loi 7494, eng Ofännerung vum Regëster fir den État civil, dee muer de Mëtten als leschte Projet um Ordre du jour steet, op den Ordre du jour vu muer de Moien ze verréckelen. De Projet de loi 7494 géif dann als leschte Punkt vum Ordre du jour vun der Sitzung vu muer de Moien drukommen.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.44 heures.)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 8** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1380	Marc Goergen	Limitation de vitesse en cas de pluie
1531	Sven Clement	Pluralisme des médias
1535	Mars Di Bartolomeo	Décès liés à l'usage de la cigarette électronique
1537	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Demandes de stages dans l'enseignement fondamental ou secondaire
1538	Marc Goergen	Bénéficiaires effectifs dans le cas d'une faillite
1539	Fernand Kartheiser	Énergie éolienne
1542	Charles Margue	Entrepreneuriat au Luxembourg
1546	Jeff Engelen	Compteurs intelligents
1550	Mars Di Bartolomeo	Transports scolaires
1553	Mars Di Bartolomeo	Radar feu rouge
1555	Mars Di Bartolomeo	Modernisation de la flotte d'avions AWACS
1556	Dan Biancalana	Introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire
1557	Laurent Mosar	Nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041
1560	Georges Mischo	Concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis
1561	Viviane Reding	Infrastructure 5G suite à la nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041
1562	Diane Adehm	Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise et les ressources humaines dans l'Armée
1564	Dan Biancalana	Enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise
1565	Marc Goergen	Low Noise Augmentation System
1566	Gilles Baum	Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise
1568	Carole Hartmann, Gilles Baum	Cybersécurité dans le secteur de la santé
1569	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Crise humanitaire au Yémen
1570	Fernand Kartheiser	Harcèlement à l'école
1571	Marc Spautz	Bandes de circulation réservées au covoiturage
1572	Laurent Mosar	POST Luxembourg
1574	Chantal Gary	Index sur l'égalité des genres
1575	Marc Baum	Conseil national pour étrangers
1577	André Bauler	Projet de la SNHBM sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch
1578	Gilles Baum, Gusty Graas	Abolition de l'argent liquide
1580	Mars Di Bartolomeo	Logements inoccupés
1582	Marc Goergen	Terrain prévu pour la construction du centre de données de Google
1584	Paul Galles	Formation continue pour enseignants
1585	Fernand Kartheiser	Pluralisme des opinions
1586	Laurent Mosar	Fiscalité du numérique
1587	David Wagner	Radio socioculturelle 100,7
1588	Marc Goergen	Travaux d'impression de l'État
1589	Marc Baum	Signification d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle allemande pour le revenu d'inclusion sociale
1590	Marc Spautz	Déchets électroniques
1591	Josée Lorsché, Charles Margue	Traite des êtres humains dans le monde virtuel
1593	Marc Goergen	Dérives sectaires
1594	Marc Spautz, Paul Galles	Risque de pauvreté des personnes âgées
1595	Marc Goergen	Réaffectation d'un fonctionnaire de l'Armée luxembourgeoise
1596	Mars Di Bartolomeo	Programmes de médecine préventive financés par la CNS
1599	Carole Hartmann, Gilles Baum	Campagne de sensibilisation pour les professions de santé
1601	Marc Goergen	Recrutement auprès de l'Armée luxembourgeoise
1603	Marc Goergen	Principe de rotation auprès de l'Armée luxembourgeoise
1604	Paul Galles	REVIS
1607	Marc Hansen	Processus d'attribution des fréquences pour le futur réseau 5G
1608	Jeff Engelen	Aide sociale
1610	Mars Di Bartolomeo	Projet pilote « Télétravail »
1980 urgente	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Excursions et voyages scolaires dans le cadre de l'épidémie du coronavirus 2019-nCoV (Covid-19)
2004 urgente	Jeff Engelen, Roy Reding	Circulaire du Service de santé au travail multisectoriel concernant des mesures de quarantaine

Question 1380 (23.10.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limitation de vitesse en cas de pluie :**

De Code de la route gesäit vir, dass d'Vitesselimitatioun op den Autobunne bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat gëtt. Dës Mesure besteet aus Precautioun, well bei naasse Stroossen de Bremswee méi laang ass wéi op dréchene Stroossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autofuerer op enger Autobunn, déi bei Nidderschlag méi schnell wéi 110 km/h gefuer sinn, goufen an de leschte fënnef Joer protokolléiert (opgelëscht pro Joer)?

2. Gi bei Nidderschlag och d'Schwellewäerter vun de mobille Radaren op 110 km/h ëmgestallt?

3. Wéi vill Accidenter goufen et an de leschte fënnef Joren op den Autobunne bei Nidderschlag?

4. Wéi oft huet d'Police an de leschte fënnef Joren d'Vitesselimitatiounen op den Autobunne bei Nidderschlag kontrolléiert?

5. Ass de Minister der Meenung, dass genuch Policekontrolle bei schlechte Wiederkonditiounen duerchgefouert gi sinn?

Réponse (24.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'statistesch Datebanke vun der Police erméiglechen et net, op Wiederkonditiounen ze filteren.

Dat selwecht gëllt och fir d'Avertissements taxés, do awer aus deem Grond, dass déi Artikele vum Code de la route, déi hei a Fro kommen, fir ze héich Vitessen op der Autobunn ze sanktionéieren, identesch libelléiert sinn (Inobservation sur une autoroute de la limite de vitesse de 130 km/h par temps normal ou de 110 km/h en cas de pluie ou d'autres précipitations par un autre véhicule), onofhängeg dovunner, wéi d'Wiederkonditioune sinn. Hei gëtt just den Depassement u sech sanktionéiert (Art. 139-17 : dépassement étant inférieur ou égal à 25 km/h / Art. 139-18 : le dépassement étant supérieur à 25 km/h).

ad 2. D'Schwellewäerter vun de mobille Radare gi systematesch ëmgestallt, wann d'Wiederkonditiounen dëst erfuerderen.

ad 3. D'statistesch Datebanke vun der Police erméiglechen et net, op dëse gefrote Punkt ze filteren. Deemno ass net gewosst, wéi vill Accidenter et an de leschte fënnef Joren op den Autobunne gouf wéinst Nidderschlag.

ad 4. D'Policeunitéit op der Autobunn ass all Dag am Asaz a mécht reegelméisseg Kontrolle souwuel mam mobille Radar wéi och aus dem fuerenden Auto eraus. Heibäi gëtt awer net festgehalen, ënner wéi enge Wiederkonditiounen dës Kontrollen duerchgefouert goufen.

ad 5. D'Police ass bei alle Wiederkonditioune present op der Strooss. Schlecht Wiederkonditioune stellen natierlech en erhéichte Risk duer fir d'Sécherheet vun de Verkéiersteilneemer an de Polizeibeamten, soudatt au cas par cas muss evaluéiert ginn, ob Kontrolle bei schlechte Wiederkonditiounen duerchgefouert kënne ginn.

Question 1531 (25.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **pluralisme des médias :**

D'Etüd vum Centre for Media Pluralism and Media Freedom „Monitoring Media Pluralism in Europe" aus dem Joer 2017 koum zur Konklusioun, datt Lëtzebuerg zwar eng, par rapport zu senger Gréisst, ganz räich Medielandschaft huet, allerdéngs besteet d'Gefor vun enger Konzentratioun vun de Besëtzverhältnesser. Esou besteet an der Kategorie „Concentration of media ownership" (92 %) een „high risk" vun enger Konzentratioun. D'selwecht ass et fir d'Kategorie „Concentration of cross-media ownership", wou de Risk vun enger Konzentratioun mat 94 % souguer nach méi héich ass. De Rapport hält fest, datt d'Lëtzebuerger Legislatioun keng Limitte respektiv keng spezifesch Krittäre festhält, déi eng Konzentratioun kéinte verhënneren.

A menger Question parlementaire N° 1011 vum 2. August 2019 hunn ech op den Ëmstand opmierksam gemaach, datt d'ALIA sech an hirem Avis 1/2016 well ëm eng Konzentratioun vun de Medien zu Lëtzebuerg gesuergt huet. De Premierminister ass deemools net op meng Bedenken agaangen, soudatt ech bis haut net weess, ob hien dës Entwécklung problematesch gesäit oder net. Deemools ass et ëm d'Attributioun vum Réseau d'émission n° 2 un L'essentiel Radio gaangen - eng Societéit, déi zum Deel der CLT-UFA gehéiert.

De 25. November 2019 war an der Lëtzebuerger Press ze liesen, datt d'CLT-UFA, d'RTL-Mammenhaus, duerch d'ALIA autoriséiert gouf, d'Parte vun Editpress (25 %) un Eldoradio ze iwwerhuelen. Domat wier d'CLT-UFA eenzege Proprietär vu Luxradio. Dem ALIA-President no gouf et „kee legaalt Argument", fir der Demande vun Editpress net nozekommen. D'CLT-UFA kontrolléiert soumat RTL-Radio an -Tëlee, Luxradio an zum Deel L'essentiel Radio. De Risk vun enger Konzentratioun, deen 2017 bei 92 respektiv 94 Prozent louch, geet domat nach weider an d'Luucht. De gesetzleche Kader bleift dobäi de selwechten.

Am Koalitiounsaccord ass iwwerdeems Folgendes ze liesen: « Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Stëmmt den Här Premierminister der Etüd vum „Centre for Media Pluralism and Media Freedom", déi vun engem héije Risk fir eng Konzentratioun vun de Besëtzverhältnesser an der Lëtzebuerger Medielandschaft ausgeet, zou? Wa jo, wat gedenkt de Minister géint dës Situatioun ze ënnerhuelen?

2. Gesäit d'Regierung aktuell méi Mëttelen, souwuel finanziell wéi och personell, fir d'ALIA vir?

3. Wëssend, datt e Member vum Conseil d'administration vun der ALIA net Member vun der Regierung, der Chamber, dem Staatsrot, dem Europäesche Parlament, engem Gemengen- oder Schäfferot asw. däerf sinn, gesäit de Minister eng Necessitéit, dës Inkompatibilitéit op Mataarbechter, Beroder a Spriecher vu Parteien oder Fraktiounen auszedeenen?

4. Der ALIA si momentan d'Hänn gebonnen, fir enger Konzentratioun vun de Besëtzverhältnesser an der Medielandschaft zu Lëtzebuerg entgéintzewierken. Ass d'Regierung gewëllt, ze legiferéieren, fir dem Risk respektiv der Realitéit vun enger Konzentratioun héchstméiglech entgéintzewierken an der ALIA méi Moyenen un

d'Hand ze ginn a soumat potenziell fir méi „gesond" Besëtzverhältnesser an der Lëtzebuerger Medielandschaft ze suergen?

5. Gesäit den Här Premierminister eng Opportunitéit, fir am Kader vun der Consultatiounsdebatt an der Chamber iwwert de Service public, dee vum Koalitiounsaccord vun 2018 virgesinn ass, d'Fro vun der Mediepluralitéit an der Konzentratioun vun de Besëtzverhältnesser am gläichen Zoch opzewerfen? Sinn déi rezent Entwécklungen an der Medielandschaft fir den Här Premierminister Grond genuch, fir den Debat ëm d'Zukunft vum Quatrième pouvoir zu Lëtzebuerg virzeéien? Wa jo, fir wéini ass d'Consultatiounsdebatt an der Chamber ugesat? Wann nee, firwat net, an ass de Premierminister der Meenung, datt eng Konzentratioun an deem aktuelle Mooss de Standarde vun enger moderner Demokratie gerecht gëtt?

Réponse (23.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. De Kommunikatiouns- a Medieminister ënnersträicht, dass de Mediepluralismus zu Lëtzebuerg garantéiert ass a garantéiert bleift. D'Villfältegkeet an d'Onofhängegkeet vun de Medie si Grondprinzipien, déi expressis verbis am Koalitiounsaccord festgehale sinn:

« Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. » (p. 9)

Déi Prinzipie vun Independance a Pluralismus sinn zu Lëtzebuerg net a Gefor an d'Regierung ass decidéiert, déi Prinzipien och weider ze stäerken.

ad 2. D'ALIA huet als onofhängege Regulateur eng Panoplie vun Aufgaben, déi sech och duerch d'Evolutioun vun de Medien an den europäesche legale Kadere permanent weiderentwéckelt, esou dass och méi Ressourcen an Zukunft néideg sinn an d'Regierung verschléisst sech deem net.

ad 3. D'Membere vum Conseil d'administration vun der ALIA mussen d'Konditiounen erfëllen, wéi se am Artikel 20 vum Gesetz vum 27. August 2013 iwwert d'Kreatioun vun der ALIA virgesi sinn. D'Fro vum honorablen Deputéierten ass onmëssverständlech viséiert op e Member vum Conseil d'administration, dee viru senger Nominatioun an de Conseil d'administration vun der ALIA eng Aufgab als Consultant fir eng Oppositiounspartei hat. Dernieft war dës Persoun och Chefredakter vum „Lëtzebuerger Wort". Eng Experienz an de Medien ass net inkompatibel, mee e wichtegen Atout fir e Member vum Verwaltungsrot vun der ALIA.

ad 4. Et ass net ersiichtlech, wat den honorablen Deputéierte mam subjektive Begréff „gesond" mengt betreffend onofhängeg Medien, an d'Regierung ass net der Meenung, dass de Staat e fundamentale Prinzip vun der Fräiheet soll aschränken, andeems en aktiv an d'„Besëtzverhältnisser" vu Personnes physiques oder morales agräift.

ad 5. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Medien eng zentral Roll an der Demokratie hunn an dass de Staat d'Aufgab huet, d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vun der Press ze garantéieren, an dat gëllt esouwuel fir déi privat eweí fir déi ëffentlech-rechtlech Medien. D'Chamber ass och eegestänneg, fräi an onofhängeg a kann all Sujet am Kader vun engem Debat féieren. Déi ugeschwate Consultatiounsdebatt iwwert de Service public soll an den éischte Méint vum Joer 2020 stattfannen.

Question 1535 (27.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **décès liés à l'usage de la cigarette électronique :**

Aux États-Unis, des centaines d'hospitalisations et plusieurs décès sont attribués à l'usage respectivement le mésusage de la cigarette électronique.

Récemment, un jeune belge de 18 ans est décédé après avoir inhalé un mélange de produits nocifs par l'intermédiaire d'une cigarette électronique.

Selon la Ministre de la Santé en Belgique, le lien avec la cigarette électronique est établi.

Sans vouloir ignorer la contribution que peut apporter la cigarette électronique dans la lutte antitabac, les incidents graves aux États-Unis comme en Belgique devraient appeler à la plus grande vigilance.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé quelles sont les mesures de prévention, de contrôle et de réglementation prises au Luxembourg pour éviter de tels incidents dus au mésusage de la cigarette électronique.

- Est-ce que des problèmes de santé liés à l'usage de ce vecteur ont été rapportés dans notre pays ?

Réponse (23.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Les États-Unis font actuellement face à une épidémie d'intoxications graves par la cigarette électronique. Il s'agit de la survenue de maladies pulmonaires graves sur des sujets en bonne santé et n'ayant aucun antécédent pulmonaire. Les derniers chiffres reçus par le CDC (Centers for Disease Control and Prevention USA) qui datent du 3 décembre dernier, font état de 2.291 cas d'intoxications qui ont nécessité une hospitalisation et de 48 décès confirmés à travers 25 États du pays. Des analyses sont toujours en cours pour déterminer exactement l'agent qui a causé le décès, mais de fortes suspicions se portent sur les e-liquides contenant de l'acétate de vitamine E et du THC (qui est le principe actif de la plante de cannabis). La majorité des e-liquides en cause contenaient en effet ces deux substances.[1]

L'évolution de la situation aux États-Unis est suivie avec beaucoup d'attention par la Direction de la santé et le Ministère de la Santé.

En Europe, un cas similaire aux États-Unis nécessitant une hospitalisation a été signalé en France. Il s'agissait d'un ressortissant américain en vacances dans l'Hexagone. En Belgique, le 14 novembre dernier, un jeune homme qui avait vapoté un e-liquide à base de CBD a été hospitalisé et est décédé peu de temps après, suite à une détresse respiratoire. Un lien entre l'e-liquide et la maladie provoquée a été rapidement suspecté, mais aucune preuve n'existe à l'heure actuelle confirmant cette hypothèse. Nous savons que la victime avait consommé un e-liquide contenant du CBD, mais pas d'acétate de vitamine E, comme pour les cas rapportés aux États-Unis. De plus, aucun membre familial ayant consommé le même produit n'avait été malade.

La loi antitabac a dû être adaptée pour pouvoir encadrer l'évolution du marché avec l'arrivée de nouveaux produits du tabac, comme les cigarettes électroniques. En effet, depuis l'entrée en vigueur le 1er août 2017 de la loi du 13 juin 2017 transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes ; abrogeant la directive 2001/37/CE ; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, des mesures préventives supplémentaires s'appliquent également aux cigarettes électroniques :

- les produits de cigarettes électroniques sont maintenant encadrés de la même manière que les produits du tabac. Par conséquent, les produits de cigarettes électroniques sont soumis aux mêmes interdictions de fumer que les cigarettes conventionnelles et autres produits du tabac.

- L'article 6 de la loi antitabac, relatif aux lieux où il est interdit de fumer, s'applique désormais également aux produits de la cigarette électronique. Cet article s'est enrichi de nouvelles mesures de lutte contre l'exposition au tabagisme et vapotage passif, notamment chez les jeunes :

• interdiction de fumer dans les véhicules quand un enfant de moins de douze ans se trouve à bord ;

• interdiction de fumer sur les aires de jeux ;

• interdiction de fumer dans les enceintes sportives ouvertes quand des enfants de moins de 16 ans y font du sport.

- Interdiction de vente de produits du tabac et de produits de la cigarette électronique aux moins de 18 ans.

La Direction de la santé, qui est en charge de la surveillance des liquides électroniques pour le marché luxembourgeois, a rapidement contacté l'autorité sanitaire belge, le SPF Santé publique, pour s'informer de la situation en Belgique et pour être tenue au courant de toute évolution. La Direction de la santé et le Ministère de la Santé sont également en contact avec la Commission européenne et les États membres pour être tenus au courant de la situation en Europe.

La loi antitabac luxembourgeoise prévoit que les substances dans les e-liquides doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction de la santé, six mois avant la mise sur le marché, et l'utilisation de THC n'est pas permise dans les e-liquides. Aucun produit de cigarette électronique contenant du CBD, THC ou acétate de vitamine E n'a été déclaré pour le marché luxembourgeois.

Rappelons que le Luxembourg est un des rares pays à interdire la vente et l'achat à distance de produits du tabac depuis le Luxembourg et vers le marché luxembourgeois, ceci inclut les produits de cigarettes électroniques. Par conséquent, les sites Internet commerciaux pour les produits de cigarette électroniques ne sont pas autorisés dans notre pays. L'Administration des douanes et accises a été informée des nouvelles dispositions de la loi et effectue les saisies sur les marchandises issues du commerce électronique pour les produits tabac. Cette mesure constitue un moyen supplémentaire de contrôler le transit d'e-liquides sur le territoire luxembourgeois et en provenance de pays tiers intra- et extraeuropéens.

Nous savons que les e-liquides actuellement suspectés en Europe n'avaient pas été déclarés aux autorités et qu'il s'agissait de produits de fabrication artisanale et non-réglementés.

La réglementation au Luxembourg et en Europe est différente de celle des États-Unis sur les produits de cigarettes électroniques.

L'article 7 de la loi antitabac du 13 juin 2017 précitée interdit l'utilisation des additifs suivants dans les e-liquides avec nicotine :

- vitamines ou autres additifs laissant entendre qu'un produit du tabac a des effets bénéfiques sur la santé ou que les risques qu'il présente pour la santé ont été réduits ;

- caféine, taurine ou autres additifs et stimulants associés à l'énergie et à la vitalité ;

- additifs qui confèrent des propriétés colorantes aux émissions de fumée ;

- additifs qui facilitent l'inhalation ou l'absorption de nicotine ;

- additifs qui, sans combustion, ont des propriétés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction humaine.

Question 1537 (27.11.2019) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **demandes de stages dans l'enseignement fondamental ou secondaire :**

Depuis de longues années déjà, des élèves de certaines classes du cycle inférieur de l'enseignement général doivent obligatoirement faire des stages d'initiation professionnelle dans le monde du travail.

Afin de garantir une meilleure orientation scolaire et professionnelle, de plus en plus d'établissements scolaires encouragent leurs élèves des cycles supérieurs à effectuer eux aussi un ou plusieurs stages au cours de leur parcours scolaire. Ces expériences permettent aux élèves d'entrer en contact avec le monde du travail et de mener une autoréflexion sur leurs intérêts et perspectives futures.

Or, selon nos informations, des élèves du cycle supérieur, désireux d'effectuer des stages dans l'enseignement fondamental et/ou secondaire, reçoivent systématiquement des réponses négatives de la part des directions générales du MENJE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations mentionnées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour les réponses négatives de la part du MENJE ?

3) Vu la pénurie actuelle d'enseignants tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il serait opportun de permettre aux élèves intéressés d'effectuer des stages dans l'enseignement ?

4) Quelles sont les mesures envisagées par le Ministère pour éveiller l'intérêt des jeunes au métier d'enseignant ?

Réponse (20.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Il est vrai que les établissements scolaires encouragent leurs élèves du cycle supérieur à effectuer des stages à des fins d'information et d'orientation, y compris dans le milieu scolaire. Bon nombre d'élèves choisissent ainsi des stages dans l'enseignement fondamental.

Or, il me revient que, dans le passé, des élèves des classes inférieures ont opté pour des raisons de facilité (p. ex. : contact avec les anciens condisciples, proximité au lieu de résidence, rencontre de leurs enseignants préalables, etc.) pour une intervention dans les classes de l'enseignement fondamental. Mes services n'ont pas soutenu cette approche. Il est en effet permis d'émettre des réserves quant à l'utilité d'un stage d'observation dans un milieu que les élèves ont quitté seulement quelques années plus tôt, voire l'année précédente.

Pour mon Ministère, il s'avère opportun de favoriser l'intervention des élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire dans les classes des écoles fondamentales. D'ailleurs les écoles fondamentales accueillent déjà un nombre important de stagiaires, disposant d'un diplôme de fin d'études secondaires, à savoir 413 personnes réalisant actuellement ou ayant réalisé un stage en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental depuis la rentrée 2019 et 132 étudiants intervenant dans les écoles fondamentales dans le cadre de leur formation initiale d'instituteur.

Question 1538 (27.11.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **bénéficiaires effectifs dans le cas d'une faillite :**

Duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 gouf de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) agefouert. Säitdeem sinn d'Societéiten zu Lëtzebuerg opgefuerdert, den Notznéisser vun enger Entreprise oder ASBL ze identifizeiéren. De leschten Delai dofir leeft den 30. November 2019 of. Am Gesetz steet allerdéngs näischt iwwert d'Societéiten, déi sech an enger Faillite befannen. Tatsächlech ass et bei enger Faillite de Curateur, deen d'lafend Geschäfter an domadder och d'Responsabilitéit vun enger Societéit iwwerhëlt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a Justiz dës Froe stellen:

1. Gëllt e Curateur bei der Faillite vun enger Firma als neie Bénéficiaire effectif?

- Falls jo, ass de Curateur responsabel, fir d'Donnéeë vun der Societéit am RBE anzedroen?

- Falls jo, ass de Curateur fir d'Netaschreiwung vum Bénéficiaire effectif am RBE haftbar a muss an deem Fall déi gesetzlech virgesinne Geldstrofe bezuelen?

- Falls nee, wie gëtt am Fall vun enger net clôturéierter Faillite als Bénéficiaire effectif am RBE agedroen?

2. Goufen nom Akraafttriede vum Gesetz vum 13. Januar 2019 fir all d'Societéiten, déi an enger net clôturéierter Faillite waren, d'Bénéficiaires effectifs agedroen? Falls nee, firwat net?

3. Wéi vill Societéiten, déi sech an enger net clôturéierter Faillite befannen, sinn, Stand haut, (voire Enn November) net am RBE ageschriwwen?

Réponse commune (20.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Situatioun vum Curateur bei der Faillite ass änlech wei d'Situatioun vum Liquidateur. Falls keng Persoun als Bénéficiaire effectif identifizéiert ginn ass, muss de Curateur als „dirigeant principal" agedroe ginn.

D'Responsabilitéit fir d'Androe vum Bénéficiaire effectif am Registre des bénéficiaires effectifs läit beim Curateur, well d'Dirigeantë vun enger Gesellschaft no der Faillite am Prinzip net méi fir d'Gesellschaft agéiere kënnen.

Op de 5. Dezember 2019 goufen et 4.171 Societéiten, déi an enger net clôturéierter Faillite waren. Vun deene Societéite waren nëmmen 364 am Registre des bénéficiaires effectifs agedroen.

Eng Entrevue huet stattfonnt mat Vertrieder vum Barreau (meeschtens sinn d'Curateuren Affekoten), fir iwwert dës Situatioun ze schwätzen.

Eng méiglech Ursaach fir dës Situatioun, ass dass d'Dirigeants principaux als Dirigeants principaux am Registre des bénéficiaires effectifs agedroe ginn ouni weider Detailer, déi och net vum Gesetz verlaangt sinn.

De Gestionnaire vum Registre des bénéficiaires effectifs (Luxembourg Business Register) envisagéiert, fir 2020 d'Formulairen ze komplet-

[1] https://www.cdc.gov/tobacco/basic_information/e-cigarettes/severe-lung-disease.html

téieren an esou d'Méiglechkeet ze ginn, fir fräiwëlleg ze preziséieren, a wat fir enger Qualitéit en Dirigeant principal agedroe ginn ass (z. B., all Curateur). Dat wäert dozou bäidroen, fir kloer den Ënnerscheed ze maachen tëscht engem Dirigeant principal, deen Administrateur oder Gerant ass, an enger Persoun, déi Liquidateur oder Curateur ass.

Question 1539 (27.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie éolienne :**

Wandenergie gëtt als eng „propper" Energie duergestallt, woumat dacks gemengt ass, datt d'Produktioun vun där Form vun Energie keng bleiwend Ëmweltschied géif hannerloossen an och keng Zäregase géif fräisetzen.

Elo, wou awer ëmmer méi Wandenergieanlagen uechtert d'Welt ofgebaut ginn, zum Deel, fir se duerch neier ze ersetzen, an zum Deel, fir se definitiv ofzebauen, well se sech net rentéieren oder hiren Impakt op d'Ëmwelt kritiséiert gëtt, ass et awer och un der Zäit, fir méi e globalen Ëmweltbilan vun de Wandmillen ze maachen.

A verschiddene parlamentaresche Froen hunn ech schonn Ëmweltschied duerch d'Wandenergie ugeschwat, zum Beispill d'Konsequenzen op d'Vullen an d'Flantermais oder och de Gebrauch vu Neodymium.

An dem Zesummenhank wollt ech der Regierung elo, zousätzlech, dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ar oder souguer Hektar Bësch sinn zu Lëtzebuerg bis elo ewechgemaach ginn, fir d'Installatioune vu Wandenergie ze erméiglechen? Wat ass an deem Zesummenhank nach geplangt?

2. D'Wandenergieanlage brauchen en zolidd Fëllement, dacks aus Stolbëton. Dëst reecht meterdéif an de Buedem. Wéi sinn d'Normen zu Lëtzebuerg? Wéi vill Kubikmeter grouss sinn déi Fëllementer, déi hei gebraucht ginn, a wéi déif gi si an de Buedem? Wéi vill Kuelendioxid gëtt fir d'Produktioun vun esou engem Fëllement produzéiert? Wat geschitt mat dem Stolbëton, wann eng Wandenergieanlag ofgebaut gëtt? Gëtt dee ganze Site duerno sanéiert an zréck an den Ursprongszoustand versat, an zwar op där ganzer Déift vum Bëtonssockel?

3. Wéi laang ass d'Liewensdauer vun de Wandenergieanlagen zu Lëtzebuerg? Wéi eng Installatioune mussen a wéi engem Zäitraum ersat oder ofgebaut ginn?

4. Ginn all Wandenergieanlagen, déi net méi am Gebrauch sinn, integral ofgebaut? Op wiem seng Käschten an a wéi engen Delaien?

5. Wéi vill extra Offall gëtt duerch den Ofbau vun enger Wandmille produzéiert? Wéi eng Komponente kënnen net oder nëmme ganz schwéier recycléiert ginn? Wouhi ginn déi eenzel Deeler bruecht, besonnesch déi net recyclabel an/oder gëfteg Offäll? Gëtt et eng Deponie hei am Land oder am noen Ausland, déi fir deen Zweck benotzt ka ginn?

6. Wéi vill Käschte si mat dem Ofbau vun enger Wandenergieanlag verbonnen (Ofbau, speziellen Traitement vun extra Offall, Extraktioun vum Bëtonssockel, Sanéierung vum Buedem, Oftransport, Recycling, Deponien, Reforestatioun oder aner Notzung vum Site)? Ginn déi Käschte mat an d'Rentabilitéitsberechnung vun enger Wandenergieanlag vun Ufank u mat agerechent?

Réponse commune (21.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Hei am Land ass nach keng Wandenergieanlag am Bësch autoriséiert ginn. Et ass d'Politik vun der Regierung, de Bësch als Liewensraum fir Déieren an als Erhuelungsraum fir de Mënsch ze erhalen an d'Wandenergieanlagen nëmmen op dem fräie Feld ze placéieren. Bis ewell ass deemno keen natierleche Bësch ewechgemaach ginn. An Eenzelfäll goufen eeler Krëschtbamplanzungen, déi net als Bësch ugesi ginn, um Standuert vun enger Wandenergieanlag gerodet.

ad 2. D'Norme fir de Bau vu Fëllementer vu Wandenergieanlage bezéie sech op Sécherheetsaspekter (z. B. Statik). D'Gréisst vum Fëllement ass ofhängeg vun der installéierter Wandenergieanlag a vum Standuert. Bei deenen aktuell geplangten Anlagen hunn d'Fëllementer e Baussenduerchmiesser vun 22 bis 26 m an eng Héicht, déi tëschent 2,45 m an 3,85 m läit. Dobäi ginn ëm déi 600 m^3 Bëton an ëm déi 100 t Stol verschafft. Den Zementundeel an d'Dicht vum Bëton hänke vun der Zort Bëton of, déi agesat gëtt. Eng Ausso zum Rapport Bëton/CO_2 kann dofir net gemaach ginn.

Stolbëton ass e Material, dat recycléiert ka ginn. D'Offallgesetz gesäit vir, dass virum Ofrappen e Materialinventaire muss gemaach ginn, fir ze wëssen, wat fir eng Offäll wäerten ufalen. An deem Inventaire muss och stoen, wéi een déi eenzel Materialie wëllt ewechhuelen. Déi Materialie musse separat gesammelt ginn, eng Verschlechterung vun der Qualitéit vum ze recycléierende Material duerch Vermësche vu verschiddene Materialien ass ze evitéieren.

Déi lescht Fro gëtt am Punkt 4 mat beäntwert.

ad 3. Tendenziell kënne Wandmille Lafzäite vun 20 bis 25 Joer erreechen. Déi éischt Anlage sinn zu Lëtzebuerg no ongeféier 20 Joer ofgebaut ginn.

Et gëtt kee Krittär, wéini Anlagen ersat misste ginn. Et ass awer esou, dass et wéi an all Beräich lafend besser a méi effikass Anlage gëtt an den Exploitant natierlech Interêt huet, eng vereelsten Anlag duerch eng méi performant ze ersetzen.

Ofgebaut gi mussen Anlage just am Fall vun enger Cessation d'activité (Ausserbetribnam). Wéini deen Zäitpunkt komm ass, decidéiert den Exploitant oder e gëtt, wann deen dat net matgedeelt hätt, vun der Ëmweltverwaltung festgestallt.

Déi garantéiert reglementaresch Remuneratioun gëtt iwwer 15 Joer accordéiert. Duerno muss d'Anlag mam Maartpräiss auskommen. Jee nodeem wei héich dee Maartpräiss ass a wei héich d'Betribs- an Instandhaltungskäschte sinn, gëtt d'Anlag da méi oder manner laang weider bedriwwen.

ad 4. Am Kader vun enger Cessation d'activité schreift dee fir Ëmwelt zoustännege Minister op Basis vum Kommodosgesetz vir, dass déi Anlagen ofgebaut (zréckgebaut) musse ginn. „Sanéiert" misst just an deem Fall ginn, wou d'Anlag eng Buedempollutioun verursaacht hätt. Déi genee Konditiounen am Kader vun der Cessation d'activité ginn an enger ministerieller Decisioun festgehalen. Am selwechte Kontext fixéiert de Minister den Delai fir de Réckbau. Allgemeng läit dee bei 12 Méint.

D'Versetze vum Terrain an den Ursprongszoustand ass dobäi ëmmer déi éischt Optioun. Sollten d'Bëtonssockele weiderhi gebraucht ginn, kéinte si eventuell op der Plaz verbleiwen oder nëmmen deelweis erausgeholl ginn. Fir all Fall vun Ausserbetribnam gëtt dat individuell jugéiert.

D'Käschte fir de Réckbau muss den Exploitant droen.

ad 5. Der Ëmweltverwaltung leie keng spezifesch Donnéeën iwwert d'Offäll, déi duerch den Ofbau vu Wandmille verursaacht ginn, vir.

ad 6. All Projetsentwéckler mécht eng eege Rentabilitéitsberechnung, déi ofhängeg ass vun all deene Punkten, déi vum honorabelen Deputéierte genannt si ginn. Dobäi kommen natierlech nach eng Rei aner Krittären, déi a seng Investitiounsentscheedung afléissen.

Beim Festleeë vun der garantéierter reglementarescher Remuneratioun (Aspeisetarif respektiv Maartprimm) huet de Ministère all déi Käschte bei enger Referenzanlag a Betruecht geholl a berechent. Dës Berechnung gouf duerno vun der Europäescher Kommissioun no de Richtlinne fir Staatsbäihëllefe geneemegt.

Question 1542 (28.11.2019) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant l'**entrepreneuriat au Luxembourg :**

Selon le récent rapport « Global Entrepreneurship Monitor Luxembourg 2018-2019 », l'activité entrepreneuriale au Luxembourg reste assez stable par rapport aux années précédentes et le Luxembourg se trouve au-dessus de la moyenne des pays développés en ce qui concerne la part d'entrepreneurs dans la population active. Le rapport conclut aussi que l'activité entrepreneuriale est plus élevée parmi les immigrants de première génération nés à l'étranger que chez les natifs.

En même temps, le rapport relève aussi plusieurs barrières à l'activité entrepreneuriale, notamment la levée de fonds et la disponibilité de ressources fondamentales comme des surfaces de bureaux. De plus, alors que 55 % des personnes interrogées dans le cadre du rapport perçoivent le Luxembourg comme un environnement favorable au démarrage d'une entreprise, 51 % d'entre eux ne le font pas à cause de leur peur de l'échec, comparé à 38 % dans le reste de l'Europe.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1. Quelles sont les mesures actuellement en place pour soutenir les nouveaux entrepreneurs ?

2. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que ces mesures actuellement existantes sont suffisantes pour s'attaquer aux barrières à l'entrepreneuriat identifiées par le rapport mentionné ci-dessus ? Dans la négative, quelles autres mesures envisagent-ils ?

3. Plus précisément, comment Messieurs les Ministres veulent-ils faciliter l'entrepreneuriat chez les jeunes et réduire la part de potentiels entrepreneurs qui ne se lancent pas à cause de leur peur de l'échec ?

Réponse commune (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

La question soulevée par l'honorable Député Charles Margue couvre un ensemble tellement large qu'il nous semble opportun de nous limiter dans notre réponse aux principaux instruments et mesures mis en place par les différents acteurs œuvrant en faveur de l'entrepreneuriat au Luxembourg. Pour avoir un aperçu plus détaillé sur l'éventail des mesures en place pour soutenir les PME luxembourgeoises et l'esprit d'entreprise, nous nous permettons de renvoyer au rapport d'activités du Ministère de l'Économie.

On ne peut raisonnablement dessiner le tableau des moult mesures existantes pour soutenir les entrepreneurs existants et en devenir, sans pour autant parler des nombreuses institutions œuvrant en faveur de l'entrepreneuriat. Car il s'agit de partenaires essentiels dans la promotion de l'esprit d'entreprise et dans la valorisation du Grand-Duché en tant que terre d'investissement et dont l'impact positif des services va souvent bien au-delà de la seule assistance aux entreprises.

Il va sans dire que la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, ainsi que les différentes fédérations patronales sont des maillons importants dans ce contexte. En particulier la House of Entrepreneurship fait partie intégrante d'une stratégie visant à soutenir concrètement les nouveaux entrepreneurs en fédérant l'ensemble des parties prenantes intervenant dans la chaîne de valeur de la création d'entreprises au Luxembourg. Au travers de son „one-stop shop", elle propose une offre consolidée de services aux porteurs de projets entrepreneuriaux et aux dirigeants établis.

Le rôle incombant au House of Startups, réunissant sous un même toit des pôles d'innovation, des incubateurs, des accélérateurs d'entreprises et des services de conseil aux startup, est tout aussi important.

Il convient également de souligner les fonctions non moins importantes assurées par des acteurs tels que le Technoport, Luxinnovation, la House of Training, les Mutualités de cautionnement et bien d'autres encore.

Parallèlement au travail d'envergure réalisé par tous ces partenaires, de nombreux programmes et initiatives ont été mis en place, en grande partie grâce au et avec le soutien de la Direction générale des classes moyennes, pour soutenir l'entrepreneuriat en général et la création d'entreprise en particulier.

Voici quelques initiatives et/ou programmes qui permettent de mieux illustrer cette volonté permanente de soutien aux entreprises par le Gouvernement :

- La loi PME : Avec la nouvelle « loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises », nous avons introduit une aide spécifique en faveur des jeunes entreprises ayant un fort potentiel de croissance. L'introduction de ce nouveau régime devrait permettre à bon nombre de jeunes entreprises se trouvant dans une phase de croissance de mieux couvrir leur besoin de financement.

- La loi RDI : La « loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation » prévoit différentes mesures d'aides aux entreprises qui réalisent des projets de recherche, mais également des études de faisabilité et des projets innovants. La mesure d'aide aux « jeunes entreprises innovantes » s'adresse spécifiquement aux startup de moins de cinq ans qui revêtent un caractère innovant, et soutient ainsi l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation technologique et les jeunes entreprises investissant dans la R&D.

- Le Programme de performance Fit 4 Digital Packages : Il s'agit ici d'une offre complémentaire au Programme Fit 4 Digital adaptée aux besoins de très petites entreprises. Les entreprises nouvellement créées sont donc particulièrement visées par ce programme et peuvent, grâce à ce programme, se préparer au mieux à la transition digitale.

- Le Programme Fit 4 Start : Ce programme cible les startup luxembourgeoises et internationales actives dans les technologies de l'information, des communications et les technologies de la santé ainsi que dans le secteur spatial. Les participants bénéficient d'un financement pouvant atteindre 150.000 euros et d'un coaching personnalisé pour lancer une offre sur le marché luxembourgeois puis la déployer ensuite en Europe à partir du Luxembourg.

- LetzShop : letzshop.lu est la plateforme de commerce en ligne nationale qui permet à tous les commerçants du Luxembourg de se présenter et de vendre leurs produits en ligne. Il s'agit donc d'un instrument précieux pour toute entreprise qui souhaite se lancer dans le commerce en ligne.

- Les incubateurs : Depuis la création en 1998 du premier incubateur public, le Technoport, le paysage des structures d'incubation d'entreprises s'est enrichi au gré de multiples initiatives aussi bien publiques que privées : il existe aujourd'hui plus de 15 incubateurs publics et privés au Luxembourg.

Comme invoqué plus haut, nous renvoyons le lecteur intéressé au rapport d'activités du Ministère de l'Économie pour avoir un aperçu plus détaillé sur les mesures en place et leur déploiement.

Le Gouvernement essaye en permanence de réagir dans les meilleurs délais face à de nouvelles donnes, ainsi qu'à anticiper l'évolution de l'environnement économique qui est en mutation permanente.

Les administrations gouvernementales ne cessent d'essayer de trouver des solutions aux problèmes posés ou aux difficultés qui risquent de se poser. C'est d'ailleurs un exercice auquel se prête également le Haut comité PME, au sein duquel la Direction des Classes moyennes discute avec les hauts responsables du secteur patronal pour trouver une réponse commune face aux nombreux défis.

À titre d'exemple, nous pouvons citer la réforme du droit d'établissement qui redéfinira l'accès à certaines professions ou encore la mise en place d'un cinquième plan d'action PME et qui sera opérationnel dans le courant de l'année 2020.

Aussi convient-il de mentionner les concertations permanentes au sein du Gouvernement pour essayer d'apporter des réponses horizontales et concertées entre les différentes administrations et ministères.

Faciliter l'entrepreneuriat chez les jeunes et stimuler l'esprit d'entreprise est un des défis majeurs de notre économie nationale. D'une part, il y a lieu de sensibiliser le grand public, en particulier les jeunes, pour leur exposer les opportunités qu'offre la création d'entreprise. D'autre part, il faut essayer d'endiguer la peur de l'échec. À cet égard, il est prévu de réformer le droit d'établissement dans le courant de l'année 2020. Avec cette réforme, nous n'entendons pas seulement revoir le volet des conditions d'accès à l'artisanat, mais il sera profité de cette réforme pour apporter également des changements au niveau des conditions d'honorabilité. Le but étant de déstigmatiser l'échec et les auteurs de faillites avec l'introduction de la notion de « deuxième chance ».

En matière de sensibilisation du jeune public, il importe de souligner la fonction primordiale qui incombe à l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg » qui regroupe des représentants du milieu scolaire et des représentants du monde économique. Cette ASBL est soutenue financièrement entre autres par la Direction générale des Classes moyennes et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin de dynamiser le mouvement « esprit d'entreprendre » au niveau de l'enseignement luxembourgeois. Les « Jonk Entrepreneuren » assurent la promotion de l'esprit d'entreprise dès le plus jeune âge, ceci grâce à la réalisation de nombreux programmes, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement secondaire ; le plus connu des programmes étant celui des mini-entreprises auquel plus de 700 élèves ont participé en 2019.

À noter également que l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg » a repris l'encadrement, la coordination et le développement du programme des « Entrepreneurial Schools ». Il s'agit d'un programme pédagogique qui a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat au niveau de l'enseignement secondaire. L'émergence et le développement des « Entrepreneurial Schools » au Luxembourg visent à favoriser le lien entre le monde de l'éducation et le monde économique et social. Avec pour but de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès

des jeunes, de développer des compétences transversales et des « soft skills », en leur permettant de relever ainsi des défis économiques et sociaux.

Il est également prévu de réaliser une campagne de communication dans le courant 2020 en collaboration avec l'ASBL « Jonk Handwierk ». Le but de cette campagne sera de mettre en avant les opportunités que peut offrir une carrière dans l'artisanat et de rendre le secteur artisanal plus attractif auprès du jeune public et des parents.

Finalement, il nous semble capital de souligner qu'une réduction de l'échec passe avant tout par deux facteurs : celui de la formation et celui de l'information.

En ce qui concerne la formation, nul besoin de préciser que la House of Training avec ses quelque 800 formations offertes et plus de 25.000 personnes inscrites aux formations pour la seule année 2019, et la Chambre des Métiers, notamment avec l'organisation des formations en matière de brevet de maîtrise qui sont suivies par plus de 600 personnes par an, sont des partenaires de premier choix.

Pour ce qui est de l'information en amont d'une création d'entreprise, la House of Entrepreneurship est devenue un point de contact incontournable où les chefs d'entreprise trouvent réponse à toute question ayant trait à la création d'entreprise.

Les développements en continu du site guichet.lu et plus précisément du Portail entreprises, sont également un maillon important dans la stratégie d'information à l'égard des futurs entrepreneurs. Grâce à ce site, on essaye de simplifier au maximum les échanges avec l'État en offrant un accès rapide et convivial à l'ensemble des informations, démarches et services proposés par les organismes publics luxembourgeois.

Question 1546 (28.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **compteurs intelligents :**

Op der Basis vum Gesetz vum 19. Juni 2015 ginn hei am Land all d'Stroumzieler ersat duerch en (intelligenten) digitale Compteur. Dat huet de Virdeel, datt dës Zieler vu bausse kënnen ofgelies ginn an et brauch ee keen Accès méi an d'Haus. Elo sinn awer well vill där neier digitaler Stroumzieler agebaut gi mam Resultat - wat mir vu ville Säite matgedeelt gouf -, datt hire Stroumverbrauch ëm bis zu 15 Prozent an d'Luucht gaangen ass.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Ginn déi nei Stroumzieler no beschtem Wësse gepréift?

2. Wa jo, no wéi enge Krittären?

3. Wéi ass et ze erklären, datt déi nei digital Stroumzieler méi en héije Verbrauch uweise wéi déi al?

Réponse (27.12.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt sief emol bemierkt, dass all Hiersteller vu Compteuren derfir suerge muss, dass d'Moossinstrumenter no der Direktiv 2014/32 (zur Harmoniséierung vun de Memberstaaten hire Virschrëfte betreffend d'Bereetstelle vu Moossinstrumenter um Maart) mussen hiergestallt a gepréift ginn. Dës Direktiv ass duerch de Règlement grand-ducal vum 26. Januar 2016 betreffend Moossinstrumenter an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

D'Netzbedreiwer maache reegelméisseg preventiv Iwwerpréiwunge vun ënnerschiddlechen Zieler aus all de Produktionslousen, déi si da statistesch auswäerten. Wann zum Beispill eng nei Serie vu Compteure geliwwert gëtt, ginn dës no spezifeschen Tester kontrolléiert geméiss der Norm IEC 62058-11 („Wechselstrom-Elektrizitätszähler - Annahmeprüfung").

All Compteur gëtt och ëmmer nei kalibréiert, ier e beim Client installéiert gëtt. No enger gewëssener Zäit, déi ofhängeg vum Leeschtungsberäich vun de Compteuren ass, gëtt en Echantillon vun all Produktiounslous vun Zieler engem Eichtest ënnerzunn, fir Opschloss ze ginn, ob dës Serie eng weider Period kann agebaut bleiwen oder ob eventuell de ganze Lous muss ersat ginn.

Creos, de gréissten Netzbedreiwer am Stroumsecteur, huet en eegene Labo, fir Kalibratiounen duerchzeféieren. Dëse Labo, deen am Aklang mat der Norm ISO 17025 steet, ass vum OLAS (Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance) agreéiert ginn a gëtt och vun aneren Netzbedreiwer an Usproch geholl, fir hir periodesch Kontrolle maachen ze loossen.

D'Qualitéitskrittäre fir Stroumcompteure ginn definéiert vun der uewe genannter Direktiv respektiv dem Règlement grand-ducal vum 26. Januar 2016, an d'Aarbechtsinstruktioune ginn am Aklang mat der PTB (Physikalisch-Technische Bundesanstalt) hirer Method „Eichtechnische Prüfung von Elektrizitätszählern" duerchgefouert.

ad 3. D'Netzbedreiwer versécheren, dass déi nei intelligent Compteuren all relevant Normen erfëllen an domat de Verbrauch vun de Clientë ganz exakt moossen. De Corollaire dovunner ass, dass, wann de Verbrauch vun engem Joer op dat anert geännert huet, déi Ännerung net op d'Installatioun vun den intelligente Compteure kann zréckgeféiert ginn. De geännerte Verbrauch, deen eventuell verschidde Konsumente festgestallt hunn, muss deemno op anere Faktore berouen, wéi zum Beispill zousätzlech elektresch Verbraucher/Apparater am Haus oder geännert Gewunnechten.

Question 1550 (29.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **transports scolaires :**

D'après un article paru dans le « Luxemburger Wort » (édition du 25 novembre 2019), bon nombre des 30.000 élèves empruntant chaque jour les bus du Régime général des transports routiers (RGTR) pour se rendre dans leurs lycées respectifs, arrivent plusieurs fois par semaine en retard aux cours. Les responsables des différents lycées se disent conscients que ces retards sont dus au trafic très dense respectivement aux embouteillages à ces heures de la journée. Néanmoins cette reconnaissance du problème n'empêche pas que les étudiants arrivant en retard se voient sanctionnés par une inscription « venu trop tard » (VTT) dans le journal de classe.

Dans l'article précité, le directeur pour les transports publics explique que le Ministère de la Mobilité a tenté de réagir à la problématique en avançant les heures de départ des bus, une mesure ayant toutefois atteint rapidement ses limites.

Une solution préconisée par le directeur pour les transports publics serait un début des cours différé dans les différents lycées concernés aussi bien le matin que l'après-midi à la fin des cours. Or, selon les dires du responsable du ministère, cette idée ne générerait que peu d'enthousiasme auprès des écoles, étant donné que celle-ci nécessiterait une réorganisation complète des cours.

Toujours d'après le même article, le Ministère de l'Éducation nationale ne voudrait pas proposer de solution et renverrait une décision quant à d'éventuelles mesures à adopter au Ministère de la Mobilité.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées dans l'article cité ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation, vu le stress respectivement les sanctions encourus par les élèves arrivant en retard à leurs cours suite aux retards répétés des bus RGTR, que cette situation est intenable ?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils une collaboration plus étroite afin de remédier à la problématique décrite ?

- Dans l'affirmative, quelle pourrait être une solution envisageable ?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

- Les bus du RGTR opérant les courses scolaires ne sont en effet pas épargnés par la situation actuelle en matière de trafic routier, qui est marqué par d'intenses pointes, notamment le matin. On ne saurait nier qu'il en résulte un certain stress pour les élèves en route vers leurs lycées respectifs.

- Quant aux sanctions évoquées par l'honorable Député, il est à signaler que les établissements scolaires agissent avec toute la mesure qui s'impose devant des retards dont la faute n'incombe pas aux élèves.

Il y a quelques années, une étude concernant des débuts de cours échelonnés pour les lycées situés au Limpertsberg a été menée ; toutefois, seul le Lycée Michel Lucius a changé son horaire de début des cours. Les contraintes pédagogiques, la longueur des journées scolaires, surtout en formation professionnelle, ainsi que la volonté de permettre aux élèves qui suivent des activités sportives, musicales ou d'autres cours l'après-midi, ont amené les autres lycées à ne pas se joindre à cette expérience.

Une réorganisation complète des horaires des lycées serait susceptible d'avoir des effets multiples : Elle toucherait la vie familiale, le contexte scolaire dans son intégralité (crèches, maisons relais, écoles fondamentales, lycées et autres structures d'encadrement) et le déroulement de la vie professionnelle des parents.

- Les services en charge des transports scolaires du MMTP et au MENJE collaborent de façon très étroite par des réunions de concertation et des échanges réguliers. Je rappelle dans ce contexte ma réponse à la question parlementaire n° 1417 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser. Le transport scolaire et les possibles améliorations à mettre en place ont d'ailleurs été discutés à l'occasion de plusieurs entrevues entre les ministres respectifs.

- Une solution satisfaisante aux yeux de tous les concernés n'est que difficilement envisageable tant que la situation en matière de trafic ne s'améliore pas. C'est pourquoi le MMTP entend, par des mesures à court, moyen et long terme (réorganisation du réseau RGTR, investissements majeurs dans toutes les infrastructures de transports publics et de mobilité active, stratégie MoDu 2.0, Plan national de mobilité 2035) améliorer la mobilité générale. Les ministres ne manqueront pas de se concerter une nouvelle fois au sujet des problèmes résultant de l'intensité du trafic matinal.

Question 1553 (02.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **radar feu rouge :**

Récemment, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a confirmé que les premiers radars nouvelle génération contrôlant le respect des feux rouges, seront installés à titre d'essai à la Place de l'Étoile.

Étant donné que le tram traversera ce croisement à partir de 2020, ce choix s'explique facilement.

Or, cette nouvelle génération radar fait polémique en France où 1.200 exemplaires seront déployés étant donné que ces appareils pourront être complétés par un module vidéo pouvant détecter d'autres infractions par l'analyse des images.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si une telle extension est envisageable et souhaitable.

Réponse (13.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

En effet, j'ai communiqué en date du 18 novembre 2019 que le carrefour de la Place de l'Étoile sera équipé d'un dispositif de contrôle pour sanctionner les conducteurs ne respectant pas les feux rouges, en vue de notamment sécuriser le passage du tram, et ceci en complément à celui au carrefour N3/CR132 au lieu « Schlammestee » comme projet pilote.

Les différentes options de fonctionnement de l'appareil automatique sont en cours d'être analysées par le Comité de suivi « système de contrôle et de sanction automatisés », conformément à la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et notamment son article 2, paragraphe 1er. Les appareils automatiques analysés sont en mesure de constater deux infractions, à savoir l'excès de vitesse et le non-respect des feux rouges. Ainsi, il n'est pas prévu de compléter ce radar par un module vidéo et le type de radar étudié au Luxembourg n'est pas comparable aux radars de la nouvelle génération, appelés radars « tourelle », qui font polémique en France.

Question 1555 (02.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **modernisation de la flotte d'avions AWACS :**

Les avions de détection et de commandement aéroporté de l'OTAN appelés AWACS qui peuvent surveiller un vaste espace aérien sont immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg et opèrent depuis la base aérienne de Geilenkirchen en Allemagne (Aix-la-Chapelle).

Récemment, l'OTAN vient de décider d'investir un milliard de dollars dans la modernisation de ses appareils AWACS.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Défense en quoi cette modernisation consiste.

- Est-ce que les avions volant sous pavillon luxembourgeois auront de nouvelles missions ?

- En quoi le pays d'immatriculation des avions AWACS sera concerné par la modernisation et l'augmentation des capacités ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) L'OTAN exploite une flotte de 14 Boeing E-3A AWACS battant pavillon luxembourgeois, dotés d'un système aéroporté de détection et de contrôle. Les aéronefs sont équipés de capteurs passifs ainsi que d'un radar à longue portée capables de détecter des contacts aériens et au sol.

Il est prévu que la flotte AWACS de l'OTAN soit retirée du service vers 2035.

Afin d'assurer le maintien opérationnel de la flotte jusqu'à cette date, un programme de modernisation pluriannuel sera entamé à partir de 2020. Il consistera en une mise à jour des capacités de communication et de mise en réseau. Cette modernisation permettra de doter les AWACS de capacités améliorées en matière de liaison de données, communications vocales ainsi que d'une capacité améliorée de mise en réseau aéroportée à large bande au-delà de la portée optique.

ad 2) Le programme de modernisation projeté permettra d'augmenter l'efficacité des missions existantes par des capacités améliorées, mais la flotte continuera à remplir ses missions actuelles qui consistent en une multitude de missions de police du ciel, de soutien aux activités de lutte contre le terrorisme, d'opérations d'évacuation, d'embargo et de réponse aux crises.

ad 3) En tant que pays d'immatriculation, aucune tâche particulière n'incombera au Luxembourg dans le cadre de cette modernisation respectivement de cette augmentation des capacités. Le Luxembourg, tout comme les 15 autres membres de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), participera au financement du programme de modernisation selon une clé de distribution qui est de l'ordre de 0,10 % pour le Luxembourg.

Question 1556 (02.12.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire :**

À l'occasion de son Conseil des délégués du 26 novembre 2019, le Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) a déploré la perte d'attractivité de la carrière militaire ainsi que le manque de perspectives que l'armée peut offrir aux jeunes. Plusieurs métiers de la fonction publique seraient par ailleurs confrontés à des difficultés de recrutement.

En vue de revaloriser l'armée, les responsables syndicaux ont proposé une série de mesures, y compris l'introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire. Selon le SPFP, une telle section au lycée permettrait de présenter aux jeunes les métiers de la force publique, respectivement d'offrir aux recrues l'opportunité d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires durant leur service militaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Quelle est leur position concernant la proposition d'introduire une « filière en uniforme » ?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Il y a lieu de relever qu'actuellement l'armée offre déjà en collaboration avec le Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt) des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) ayant comme but principal de préparer les élèves aux épreuves de sélection théoriques et sportives de l'armée.

Les cours dispensés au LTEtt, principalement basés sur les langues (français, allemand et luxembourgeois) et l'arithmétique, sont complétés par des cours d'instruction civique. L'instruction lors des journées de stage au Centre militaire vise à enseigner les notions élémentaires au niveau des compétences sociales (dis-

cipline, respect, ponctualité, esprit de groupe, sens de l'organisation et sens de la responsabilité) et comprend également une formation sportive afin de préparer les élèves au test d'aptitude physique. L'acquisition des compétences sociales nécessaires constitue en outre une préparation des candidats lorsqu'ils brigueront un emploi ultérieur.

Bien que les COPRAL visent en premier lieu à augmenter les chances de réussite des candidats aux épreuves de sélection de l'armée, ils ont également comme finalité d'augmenter davantage l'attrait du service militaire en valorisant l'image de l'Armée luxembourgeoise dans la société. Cependant, il faut souligner qu'outre le volet du recrutement de candidats soldats volontaires potentiels, les COPRAL s'inscrivent également dans le contexte de la lutte contre le phénomène du décrochage scolaire en offrant aux jeunes une voie d'accès à la vie professionnelle. Les élèves n'ayant pas réussi les tests de sélection pourront être réinscrits dans un cursus scolaire et auront ainsi une deuxième chance afin d'accomplir ou de poursuivre leurs études interrompues.

Au vu de l'expérience des COPRAL et compte tenu du fait que l'armée ne base pas son recrutement sur une formation académique précise, nous ne voyons actuellement pas de plus-value dans la proposition d'introduire une filière « en uniforme ».

Il y a lieu de relever que contrairement à l'affirmation erronée du SPFP, la possibilité d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires pendant la phase de reconversion est d'ores et déjà offerte aux soldats volontaires.

Question 1557 (03.12.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041 :**

Il ressort du résumé des travaux du Gouvernement réuni en conseil le 29 novembre 2019 que l'État luxembourgeois a conclu un nouveau contrat de concession avec SES ASTRA. Suivant les informations diffusées par le Gouvernement :

« Le nouveau contrat de concession conférera à SES ASTRA le droit de poursuivre l'exploitation des positions orbitales et fréquences actuellement concédées et de développer ses activités par la possibilité de mettre en service d'autres fréquences et orbites, y compris dans le domaine des orbites non géostationnaires.

Les parties se sont en outre mises d'accord sur une redevance réduite, plus en ligne avec la pratique internationale.

En contrepartie SES s'engage à verser des contributions annuelles à un fonds d'investissement qui sera mis en place d'ici fin 2021 et qui sera géré en commun par SES et l'État. Ce fonds contribuera à développer de nouvelles activités au Luxembourg dans le secteur des communications par satellite et des domaines connexes. Les revenus produits par le fonds seront partagés entre les deux partenaires.

En outre SES libérera pour le 30 juin 2020 les fréquences de la bande de fréquences 3,4 à 3,8 GHz identifiées par l'Union européenne pour les réseaux mobiles 5G. Une bande de garde sera préservée pour protéger les services satellitaires au-dessus de 3,8 GHz.

Le Conseil a également approuvé certaines adaptations à apporter à la concession actuelle arrivant à son terme au 31 décembre 2021. »

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Suivant quelle méthode la redevance due par SES ASTRA pour l'exploitation de ses positions orbitales et fréquences actuellement concédées et la mise en service ultérieure d'autres fréquences et orbites a-t-elle été calculée ? En quoi cette méthode est-elle en ligne avec les pratiques internationales ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que SES ASTRA n'alimentera le fonds d'investissement susmentionné pas avant 2025 ? Peut-il confirmer que cette moins-value est due au fait que SES ASTRA a été invitée à libérer les fréquences de la bande de fréquence 3,4 à 3,8 GHz ? À défaut, comment s'explique ce marchandage ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir de plus amples détails au sujet du fonds qu'il est projeté de mettre en place en 2021 ? Dans le cas où il s'agirait du fonds dédié aux activités spatiales « Luxembourg Space Fund » annoncé en septembre 2018, pour quelles raisons la mise en place de ce fonds a-t-elle pris du retard ?

Quel est l'impact de l'annonce faite par la « Federal Communications Commission (FCC) » de passer par une enchère publique pour les fréquences utiles à la 5G sur SES ASTRA (e. a. en termes de manque à gagner) ?

Réponse (06.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les approches en matière de redevances pour l'utilisation des fréquences pour les satellites sont très diverses selon les pays. Beaucoup de pays se limitent à demander le remboursement des frais administratifs supportés par l'administration qui gère l'introduction des demandes de positions orbitales et de fréquences auprès de l'UIT (Union internationale des télécommunications) et l'octroi de licences aux opérateurs. Il était dès lors nécessaire de réduire la contrepartie financière exigée de la part de SES pour ne pas pousser la société à préférer le recours à d'autres administrations pour le développement de ses activités. En effet le groupe SES s'est internationalisé, notamment par l'acquisition d'opérateurs établis dans d'autres pays, et a aujourd'hui recours à des droits orbitaux de nombreux pays différents.

Il faut considérer l'accord conclu comme un paquet global comprenant notamment les droits concédés, la redevance annuelle, les contributions au futur fonds d'investissements ainsi que la libération des fréquences prévues pour la 5G. SES aura aussi à supporter les coûts liés à la libération de ces fréquences. Les contributions au fonds d'investissements débuteront dès 2022, mais le concessionnaire sera dispensé de verser la redevance annuelle, fixée à EUR 1 million, pour les années 2022 à 2024.

Le fonds à mettre en place sera alimenté par les contributions de SES et sera géré en commun par l'État et SES. Il ne s'agit pas du « Luxembourg Space Fund » auquel fait référence l'honorable Député.

En ce qui concerne la dernière question concernant les évolutions en cours aux États-Unis et leur impact sur SES, je ne compte pas faire des commentaires à ce sujet au stade actuel.

Question 1560 (03.12.2019) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis :**

Den Educatiounsministère organiséiert fir all Troisièmesklassen e Concours, wou de Präis, fir eng ronn 100 Schüler, eng Rees op Dubai 2020 ass.

Vu datt den Educatiounsminister net op meng mëndlech Froen den 3. Dezember an der Chambersplenière wärend der Froestonn geäntwert huet, wëll ech follgend Froen nach eng Kéier stellen:

1. Kann de Minister eis méi Detailer ginn, ëm wat et am Concours prezis geet?

2. Wat sinn d'Fraise vun dëser Rees?

3. Wien iwwerhëlt dës Fraisen?

4. Wéi laang dauert dës Rees respektiv Excursioun?

5. Wéi vill Enseignantë gi mat op dës Excursioun?

6. Wat fir eng Enseignantë si virgesi fir matzegoen?

7. Kann de Minister eis Prezisioune ginn, wéi de Programm fir d'Schüler op der Plaz ausgesäit?

8. Kréien d'Schüler nieft dem kulturellen Deel och de gesellschaftlechen a politesche System vun Dubai erkläert?

9. Gedenkt de Minister esou Concoursen och op nationalem Niveau ze organiséieren, dëst zum Beispill am Kader vun Esch 2022?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Theema vum Concours

Als Organisateur vun der Weltausstellung 2020 zu Dubai hunn d'Vereenegt Arabesch Emirater (VAE) d'Theema „Connecting Minds, Creating the Future" virginn. De Lëtzebuerger Pavillon zu Dubai gräift dëst Leitmotiv bewosst op a steet doweinst ënnert dem Motto „Resourceful Luxembourg". Den Educatiounsministère lancéiert an dësem Zesummenhang e Fotosconcours ënner eeben dësem Motto.

D'Ressourcë vu Lëtzebuerg sollen dobäi am Mëttelpunkt stoen. De Schüler, deen um Concours deelhëlt, wielt tëschent fënnef Theemeberäicher e Schwéierpunkt, deen et ze behandele gëllt:

a) Le Luxembourg, une richesse dans la diversité
b) Le Luxembourg, au cœur de la nature
c) Le Luxembourg, un laboratoire pour le futur
d) Le Luxembourg, Smart Nation
e) Le Luxembourg, une nation fondée sur les principes d'un État de droit

Modalitéite vum Concours

De Schüler schaaft op der Basis vun enger oder méi Fotoen e kënschtleresche Méiwäert, andeem hien d'Fotoe beaarbecht. Als Technike wieren hei ënner anerem Collagen, Fotomontagen oder Textaschlëss ze nennen.

De Concours ass op fir all Troisièmesschüler aus dem Lëtzebuerger Secondaire. D'Aarbechte kënnen tëschent dem 4. an dem 31. Mee 2020 op enger gesécherter Plattform deposéiert ginn. E Jury, dee sech aus Fachenseignanten, Vertrieder vum Ministère a Konschtexperten zesummesetzt, determinéiert d'Gewënner vum Concours.

ad 2. - 7. D'Rees dauert sechs Deeg an ëmfaasst de Besuch vun der Weltausstellung wärend zwee Deeg, e kulturelle Programm, deen ënner anerem d'Geschicht vum Land an de Fonctionnement vum Staat thematiséiert, eng Visitt vun enger Stad, e Besuch vun engem Musée an enger Moschee souwéi eng Rei Fräizäitaktivitéiten.

D'Schüler gi begleet vu jee enger Léierpersoun aus hire jeeweilege Lycéeën. De pedagogeschen Encadrement gëtt duerch eng 30 Persoune garantéiert. De Choix vun der Begleetpersoun läit bei de respektive Lycéesdirektiounen.

De genaue Käschtepunkt vun der Rees ass nach net bekannt; d'Fraise wäerten iwwert de Staatsbudget gedeckt ginn.

ad 8. Nieft dem kulturellen Deel wäerten d'Schüler vum Léierpersonal selbstverständlech och Informatiounen zum gesellschaftlechen a politesche System vun Dubai kréien.

ad 9. Gären huelen ech d'Suggestioun vum honorabelen Deputéierten op, fir änlech Concoursen op nationalem Niveau ze organiséieren, zum Beispill am Kader vun Esch 2022.

Question 1561 (03.12.2019) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**infrastructure 5G suite à la nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041 :**

Le Gouvernement réuni en conseil le 29 novembre 2019 a donc conclu un nouveau contrat de concession de l'État luxembourgeois avec SES ASTRA pour la période 2022 à 2024 (veuillez lire : 2041).

Il y a été précisé que SES libérera pour le 30 juin 2020 les fréquences de la bande de fréquences 3,4 à 3,8 GHz identifiées par l'Union européenne pour les réseaux mobiles 5G.

Selon un article publié par la plateforme paperjam.lu le 2 décembre 2019, la « Federal Communications Commission » des États-Unis (FCC) « aurait décidé de passer par une enchère publique pour les fréquences utiles à la 5G, par opposition à des enchères privées que privilégiaient les dirigeants de SES pour gagner plus d'argent ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que la FCC a procédé par une enchère publique pour les fréquences utiles à la 5G et dans l'affirmative m'en expliquer les détails, alors que la FCC n'est en réalité pas compétente en matière d'attribution des fréquences pour la technologie 5G ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils mesurer l'impact de cet échange de fréquences sur la mise en place de l'infrastructure 5G au Luxembourg ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la date du début des travaux y afférents ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand les applications mobiles pourront profiter de l'infrastructure 5G ?

Réponse commune (17.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

La FCC est l'autorité aux États-Unis qui est compétente pour l'octroi des licences pour les réseaux de communications mobiles. En ce qui concerne la procédure d'enchères envisagée par la FCC pour les fréquences utiles à la 5G, je ne dispose pas d'autres informations que celles qui sont dans le domaine public.

En Europe les fréquences identifiées pour l'introduction de la 5G empiètent également sur une partie de spectre utilisé pour les communications par satellite. Étant donné l'importance des stations terriennes de SES à Betzdorf, le Gouvernement a recherché un arrangement avec SES permettant l'utilisation des fréquences de la bande en question pour la 5G au Luxembourg.

Alors que SES s'était déjà déclarée prête à faciliter l'utilisation des fréquences en dessous de 3.700 GHz, le récent accord sur le renouvellement de la concession a permis d'obtenir l'accord de l'opérateur de satellites de libérer d'ici le 30 juin 2020 le spectre en dessous de 3.800 MHz, à condition de préserver une bande de garde suffisamment large pour éviter des interférences par des émissions hors bande dans la bande de fréquences 3.800-4.200 MHz, utilisée pour les communications par satellite. Ainsi les fréquences en dessous de 3.750 MHz seront disponibles pour la 5G au niveau national, ce qui a permis d'augmenter la quantité de spectre disponible pour la 5G de 50 MHz (280 MHz à 330 MHz).

Les fréquences seront ainsi libérées à partir du 1er juillet 2020. Cette date correspond aussi à celle fixée par l'Union européenne pour la libération de l'autre bande de fréquences destinée à la 5G, à savoir la bande des 700 MHz, par les services de télévision numérique terrestre. La procédure d'attribution des fréquences pour la 5G devrait aussi être terminée dans les mêmes délais.

Ainsi le déploiement des réseaux 5G pourra commencer au cours du deuxième semestre 2020, de sorte que les premières applications 5G pourront démarrer avant la fin de l'année 2020. Les premiers pilotes pourront déjà être lancés plus tôt.

Question 1562 (03.12.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise et les ressources humaines dans l'Armée :**

Le cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL), destiné aux personnes âgées entre 17 et 24 ans, a été inauguré dans le Lycée technique d'Ettelbruck depuis la rentrée scolaire 2016-2017.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Défense :

1) Monsieur le Ministre peut-il me faire un bilan général concernant ce cours de préparation, depuis son introduction jusqu'à aujourd'hui ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre d'élèves inscrits à ce cours depuis son introduction ? Ce nombre est-il en augmentation depuis la rentrée scolaire 2016-2017 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des statistiques relatives aux différents niveaux d'études scolaires des élèves inscrits à ce cours ?

4) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que le nombre de recrues à l'Armée luxembourgeoise a considérablement augmenté depuis l'introduction du cours COPRAL ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de postes vacants mis en concours par l'État luxembourgeois pour lesquels les candidats ont dû se prévaloir d'une instruction de base à l'Armée luxembourgeoise et me dire combien de ces postes ont effectivement pu être occupés, et ce, depuis les cinq dernières années ?

6) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de soldats volontaires, par année, terminent l'instruction de base et me renseigner, si possible, sur la suite de leur carrière professionnelle ?

Réponse (10.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) Bien que les cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) visent en premier lieu à augmenter les chances de réussite des candidats aux épreuves de sélection de l'Armée, ils ont également comme finalité d'augmenter l'attrait du service militaire en valorisant l'image de l'Armée luxembourgeoise dans la société. Cependant il faut souligner qu'outre le volet du recrutement de candidats soldats volontaires potentiels, les COPRAL s'inscrivent également dans le contexte de la lutte contre le phénomène du décrochage scolaire en offrant aux jeunes une voie d'accès à la vie professionnelle. Les élèves n'ayant pas réussi les tests de sélection ont été réinscrits dans un cursus scolaire et auront eu une deuxième chance afin d'accomplir ou de poursuivre leurs études interrompues. Ainsi l'Armée luxembourgeoise joue son rôle social et contribue pour sa

part à la réinsertion professionnelle d'une partie de la jeunesse en difficultés.

ad 2) Entre le 19 septembre 2016 (premier jour de classe des COPRAL au LTEtt) et le 16 septembre 2019, 197 élèves se sont inscrits aux COPRAL dont 76 ont participé et réussi aux cours proposés et dont 57 ont réussi les tests de sélections durant cette période. S'agissant toujours d'un projet pilote en évolution permanente, il n'est pas possible à ce stade d'en tirer un bilan concluant. Toutefois selon les chiffres actuels il ressort que le nombre d'élèves inscrits est stable et proportionnel au nombre de candidats ayant réussi les tests de sélection via voie normale.

ad 3) La répartition des différents niveaux d'études se présente comme suit :

- 52,34 % des élèves sont issus de l'enseignement secondaire général, desquels 9,7 % sont issus des classes supérieures (4e - 1re) et la majorité, 91,3 %, des classes inférieures (7e - 5e).

- 40,62 % des élèves sont issus de la formation professionnelle, parmi lesquels la majorité (66,34 %) est issue d'une classe donnant accès à un DAP - diplôme d'aptitude professionnelle. Viennent ensuite les classes donnant accès à un DT - diplôme technique (17,3 %) respectivement à un CCP - certificat de capacité professionnelle (16,34 %).

- Environ 7 % sont issus d'une classe d'un niveau scolaire inconnu.

ad 4) Les cours COPRAL ont débuté en septembre 2016 avec la rentrée scolaire 2016-17. Un premier effet aurait pu se faire sentir au plus tôt pour l'incorporation d'avril 2017, date à laquelle les premiers étudiants du COPRAL avaient suivi un semestre en entier.

En termes de chiffres absolus, l'Armée a recruté 200 recrues pendant l'année scolaire 2015-16, 220 en 2016-17, 188 en 2017-18 et seulement 156 en 2018-19.

On ne peut donc pas affirmer que le nombre de recrues incorporées a augmenté depuis l'introduction du cours COPRAL. Comme évoqué dans les réponses précédentes, le but du COPRAL ne se limite pas à augmenter le nombre de recrues à l'Armée luxembourgeoise. Les variations du nombre de recrues incorporées ont plutôt une origine conjoncturelle.

ad 5) Le nombre de postes vacants pour des soldats volontaires par le biais d'un recrutement exclusif est en décroissance continue depuis des années. Toutes ces vacances de poste ont pu être occupées par des soldats volontaires.

2015	2016	2017	2018	2019
39	35	30	27	43

Il faut noter qu'en 2019 le nombre de postes exclusifs a légèrement augmenté dû à l'embauche de 6 gardiens de l'Armée et de 25 caporaux et sous-officiers de l'Armée. Cette augmentation des effectifs au sein des militaires de carrière et du personnel civil se poursuivra en moyenne à raison de 30 militaires et 15 civils jusqu'en 2023.

ad 6) Sur base du tableau ci-dessous, on peut observer qu'entre 2015 et 2018 un peu plus de 120 soldats ont été assermentés en moyenne par année. Ce chiffre se trouve actuellement à la baisse puisque jusqu'au jour d'aujourd'hui seulement 50 soldats volontaires ont été assermentés en 2019 tout en sachant que 28 recrues incorporées en septembre ont réussi l'instruction de base et seront assermentées début janvier.

2015	2016	2017	2018	2019
118	124	131	114	78

Malgré le fait que le recrutement au cours de l'année 2019 ait été exceptionnellement faible par rapport aux années précédentes, les prévisions pour 2020 en termes d'incorporation sont bonnes avec plus de 80 candidats ayant réussi la sélection pour l'incorporation du 6 janvier 2020.

Depuis janvier 2016 les soldats volontaires ont la possibilité de rengagement pour une à trois années supplémentaires avant d'entamer la phase de reconversion. Cette mesure a été introduite afin de lutter contre un taux d'attrition d'environ 20 % des effectifs après l'assermentation et pour stabiliser les effectifs disponibles dans les contingents opérationnels. Depuis 2016, 29 soldats volontaires ont bénéficié de cette nouvelle mesure.

En termes de reconversion, parmi les sessions ayant réalisé leur reconversion en 2015, au total, 90 soldats volontaires sur 105 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2016, au total, 80 soldats volontaires sur 88 départs (ayants droit) ont donc été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2017, au total, 91 soldats volontaires sur 101 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2018, au total, 68 soldats volontaires sur 84 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2019, au total, 71 soldats volontaires sur 75 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

Q208

Question 1564 (04.12.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise :**

Il me revient que le Ministère de la Défense a procédé récemment à une enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise.

Cette enquête aurait été réalisée sous la régie de la société Quest SA, spécialisée au niveau des études de marché.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Quelles sont les raisons de vouloir mener une enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise ? Quelles en sont les finalités ? Qui et quel fait en sont à l'origine ?

- Quelle fut la méthodologie quantitative et qualitative employée ? Sous quelle forme cette enquête fut-elle menée ?

- Combien de membres de l'Armée luxembourgeoise ont participé ? Cette participation était-elle facultative ou obligatoire ?

- Quelles sont les analyses tirées de cette enquête de satisfaction ? Sont-elles présentées publiquement ?

- Dans quelle mesure les conclusions ont-elles un impact au niveau de l'organisation interne, le cas échéant au niveau de la procédure législative ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) L'armée a voulu mener cette enquête pour analyser l'organisation et le fonctionnement de l'Armée, de même que la perception que les gens peuvent avoir d'elle pour en engager un positionnement, un discours de marque et une stratégie de marque « employeur ». Dans ce contexte, une enquête interne et externe a été réalisée. L'enquête a permis d'analyser l'actuelle perception de l'Armée luxembourgeoise de l'intérieur mais aussi de l'extérieur.

ad 2 + 3) Afin d'alimenter ses processus de réflexion stratégique, l'Armée luxembourgeoise a implémenté un sondage de perception « miroir »

- auprès du grand public sur base d'un échantillon représentatif de 500 répondants,

- auprès de son effectif qui a pu recueillir 653 répondants.

Les questionnaires comportaient un tronc commun et une partie dédiée au vécu interne de l'Armée. Les données ont été recueillies en juin 2018, moyennant un questionnaire papier pour les soldats et un questionnaire électronique pour les membres de l'Armée disposant d'une adresse e-mail.

La participation des membres de l'armée était facultative.

ad 4) L'enquête a révélé que vu de l'extérieur les connaissances de ce qu'est l'Armée et de ce que fait l'Armée sont plutôt minimalistes. Du côté interne est à relever un désir d'une communication interne plus poussée quant aux activités et orientations futures de l'Armée.

L'enquête a donc montré un fort désir d'information confirmée du public. Par exemple, 72 % du grand public seraient désireux de recevoir plus d'informations sur le monde de l'Armée. De plus, la légitimité de l'Armée n'est pas contestée. Une majorité absolue de répondants (plus de trois répondants sur quatre) confirment que

- même un petit pays comme le Luxembourg doit participer aux enjeux de défense,

- l'armée est un pilier très important de l'engagement du pays vis-à-vis de la communauté internationale.

L'Armée profite essentiellement d'une dimension d'image comme employeur très sûr qui offre une multitude de carrières et de perspectives. Ce constat est confirmé par la motivation première de l'effectif de rejoindre l'Armée pour avoir des perspectives de carrières ultérieures.

En théorie, l'Armée profite de maints attributs reconnus en externe et en interne pour déployer un attrait élevé sur le marché de l'emploi :

- 58 % du grand public pensent que l'apprentissage au sein de l'Armée aide à bien maîtriser la vie en général, 58 % également pensent qu'au sein de l'Armée on fait un métier qui fait du sens pour la société, etc.

- 58 % de l'effectif sont satisfaits de la possibilité qu'ils ont de réaliser un travail varié au sein de l'Armée, 49 % confirment le bon esprit d'équipe.

Les analyses tirées de cette enquête ont été communiquées en interne seulement.

ad 5) L'Armée a décidé de communiquer davantage sur ses missions variées au plan national et international pour mettre en évidence ses tâches variées et intéressantes. L'une des mesures concrètes de l'enquête en matière de communication interne a été la création d'une newsletter pour les membres de l'Armée.

De plus, l'Armée a embauché une deuxième personne comme conseiller en communication adjoint pour renforcer le département des communications notamment pour accentuer notre présence sur les médias sociaux. Cette personne débutera début janvier, permettant de mettre en œuvre une stratégie de communication plus proactive et de grande envergure. Ces mesures aideront à mieux expliquer les possibilités de carrière intéressantes et nombreuses dans l'Armée et à accroître encore son attrait en tant qu'employeur.

Question 1565 (04.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **« Low Noise Augmentation System » :**

Wéi d'Website airliners.de mellt, gëtt zu Frankfurt aktuell e Fuerschungsprojet duerchgefouert, deen als Zil huet, de Kaméidi an den Dreifstoffverbrauch vu Fligeren ze reduzéieren. De sougenannte „Low Noise Augmentation System", ofgekierzt „LNAS", reguléiert den Undriff vum Fliger duerch en exakt Virplange vum Of- an Ufluch ënner Matabezéie vu verschiddene Variabelen, wéi zum Beispill Wand- a Wiederkonditioun.

Doduerch soll de Kaméidi, dee vun engem Fliger ausgeet, op e Minimum reduzéiert ginn. Och hei am Land si Mënsche vum Fligerkaméidi betraff an d'Regierung huet am Koalitiounsaccord Mesuren ugekënnegt, fir déi Betraffen ze ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vum LNAS an existéiert vu Regierungssäit aus en Interessi um Projet?

2. Gëtt et vu lëtzebuergescher Säit aus Interessi, den LNAS an Zukunft och hei zu Lëtzebuerg anzesetzen?

3. Wéi eng technesch Projete ginn aktuell zu Lëtzebuerg duerchgefouert fir de Kaméidi, dee vu Fligeren ausgeet, ze reduzéieren?

Réponse (13.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Minister hat bis dato keng Kenntnis iwwert dësen däitsche Fuerschungsprojet.

Éier kann decidéiert ginn, ob de System och zu Lëtzebuerg agesat gëtt, muss een d'Resultater vum Fuerschungsprojet ofwaarden.

Zu Lëtzebuerg gëtt et kee spezialiséierte Fuerschungszentrum am Beräich vun der Aviatioun, sou wéi den „Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt", dee sou technesch Projete kéint duerchféieren.

De Ministère huet awer en Ensembel vu Moossnamen am Aktiounsplang géint de Kaméidi vum Flughafe virgeschloen, deen um Ëmweltportail veréffentlecht ginn ass (https://environnement.public.lu/fr/loft/bruit/pab.html).

Question 1566 (04.12.2019) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise :**

Depuis 2014, l'« Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise » permet d'attester la qualité des vins luxembourgeois sur base de l'origine géographique du produit et de rehausser l'image de marque des vins luxembourgeois.

Le but est de relier l'indication de l'origine à un critère de qualité. Ainsi il existe différentes indications de qualité (« Côtes de », « Coteaux de » ou « Lieu-dit ») permettant aux consommateurs de faire facilement la différence entre un vin standard et un vin de grande qualité respectivement un vin d'exception.

En 2014, la quasi-totalité des 124.000 hectolitres de vins produits respectaient les nouveaux critères de l'AOP. 48 % des vins étaient classés comme « Côtes de », 20 % comme « Coteaux de », 10 % comme « Lieu-dit » et 20 % comme « Crémant/Mousseux ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'évolution du volume de vin produit en AOP et celui sans AOP depuis 2014 ?

2) Quelle est l'évolution en pourcentage des vins AOP luxembourgeois répartis selon les différentes catégories (« Côtes de », « Coteaux de » « Lieu-dit » et « Crémant/Mousseux ») depuis 2014 ?

3) Est-ce que l'introduction d'une appellation d'origine protégée a encouragé les vignerons à miser davantage sur la qualité que sur la quantité ?

4) Quel effet l'introduction de l'appellation d'origine protégée a-t-elle eu sur la vente des vins au Luxembourg ?

5) Quel effet a-t-elle eu sur l'exportation des vins luxembourgeois ?

Réponse (18.12.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Si on analyse l'évolution de la production annuelle des récoltes à la Moselle luxembourgeoise au cours des 20 dernières années, on constate une tendance nette de diminution des volumes (voir fig. 1 - évolution de la production en hectolitres). Cette baisse est principalement due à une orientation de la culture de raisins vers plus de qualité. Il faut en effet savoir qu'il y a causalité entre le volume produit par hectare et la qualité du raisin et que la tendance du client d'aujourd'hui se distingue par une consommation moindre en volume et de qualité supérieure.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En général, la totalité des volumes produits au Luxembourg est déclarée en Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise. Toutefois, on trouve sur le marché du vin, en particulier en ce qui concerne l'export en vrac, des volumes de vins luxembourgeois sans AOP. L'apparition de ces volumes sans AOP se justifie par le fait que les vignerons exportent en Allemagne les vins qui ne peuvent pas être absorbés par le marché traditionnel. Ces exportations sont destinées à la production de vins mousseux. En effet, les conditions météorologiques mènent parfois à des récoltes qui dépassent le volume visé par le vigneron, ce qui explique les pics dans le tableau (voir fig. 2 - évolution des volumes de vins luxembourgeois sans AOP en hectolitres). On peut dire que 11,5 % du volume d'une récolte sont commercialisés sans AOP. Mais comme pour l'évolution des volumes des vins avec AOP celle des vins sans AOP diminue parallèlement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) L'évolution de la segmentation des vins luxembourgeois reste stable après 2014 (voir fig. 3 - évolution de la segmentation des vins tranquilles de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise en %). L'année 2014 était la première année où la nouvelle segmentation a été appliquée.

- Les vins d'entrée de gamme avec la dénomination « Côtes de » ou sans unité géographique constituent en moyenne (2015-2018) 73 % des vins tranquilles.

- Les vins du milieu de gamme portant la dénomination « Coteaux de » ne représentent que 6 % du volume des vins tranquilles.

- Le haut de gamme, représenté par les vins étiquetés avec les noms des lieux-dits, s'élève en moyenne à 21 % du volume des vins tranquilles.

25 % du volume d'une récolte sont commercialisés en général sous la dénomination « Crémant de Luxembourg ».

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) L'introduction de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise était non seulement le résultat de la mise en œuvre des prescriptions de l'UE mais également une volonté et une décision communes de tous les vignerons. Les responsables du secteur viticole se sont rendus compte, déjà bien avant 2014, du rôle déterminant du rendement et de la caractéristique des différents terroirs pour obtenir un produit final de plus haute qualité.

La diminution des rendements et l'attestation de qualité basée sur l'origine géographique du produit sont, depuis 2014, les caractères primordiaux de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise. Avec l'introduction de l'AOP, les responsables du secteur viticole ont encouragé les vignerons à produire davantage de vins de qualité. La réussite de la mesure se démontre bien par la diminution des rendements. Si on considère la moyenne du rendement à l'hectare sur dix ans avant l'introduction de l'AOP, on observe un rendement à l'hectare de 103 hl/ha. Depuis l'introduction de l'AOP, le rendement a chuté en moyenne de 21 % et s'élève à 81 hl/ha.

ad 4) Selon les statistiques de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la France était en 2000 championne du monde de la consommation de vin. Mais en moins de 20 ans, celle-ci a chuté de plus de 20 %. En France, cette baisse est expliquée par la tendance nette des consommateurs qui privilégient la qualité à la quantité et ne consomment plus tous les jours, mais de manière occasionnelle et qu'ils privilégient, majoritairement, des vins issus d'appellations.

Au Luxembourg, on observe également une tendance de baisse de consommation en volume de vin, similaire à celle observée en France (21 % les 20 dernières années au Luxembourg). Les explications devraient être les mêmes et une partie de cette diminution certes est due au même phénomène de consommation « moins mais mieux ». Depuis 2014, la consommation de vins luxembourgeois semble se stabiliser et se situe autour de 63.000 hl.

Étant donné que les consommateurs continuent à réduire leur consommation de boissons alcoolisées et qu'ils y consacrent en revanche un budget plus important, privilégiant la qualité à la quantité, le choix d'introduire une AOP au Luxembourg, misant davantage sur la qualité, était inévitable pour assurer le futur du secteur viticole.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Le principal caractère de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise est la diminution des rendements pour augmenter la qualité. On produit alors moins de vin et par conséquent le volume de vin exporté diminue également. Si on analyse le rapport de l'export entre vins avec AOP et vins sans AOP, on constate que ce rapport a évolué davantage depuis les trois dernières années vers les vins avec AOP. Mais puisque les fluctuations du marché du vin sont fortes et puisqu'une période de trois ans est manifestement trop courte, on ne peut pas parler d'une tendance. Au lieu de considérer les volumes exportés, il serait plus intéressant de chiffrer la valeur des volumes exportés. Malheureusement nous ne disposons pas de ces données.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En plus, il ne faut pas oublier qu'à l'étranger la réputation de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise est relativement modeste. Il faudrait d'abord renforcer, avec des mesures de promotion appropriées, la notoriété de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise à l'étranger pour qu'elle ait un effet positif durable sur l'exportation des vins luxembourgeois.

Question 1568 (04.12.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **cybersécurité dans le secteur de la santé :**

La semaine luxembourgeoise de la cybersécurité a eu lieu du 15 au 25 octobre 2019, avec le but de promouvoir et de renforcer la sécurité de l'information au Luxembourg.

En vue d'une importance croissante des données et d'une digitalisation progressive, ce sujet nous concerne tous. Avec l'introduction du Dossier de soins partagé (DSP), les hôpitaux et les cabinets médicaux seront également amenés à protéger davantage les données personnelles de leurs patients.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les hôpitaux et les cabinets médicaux luxembourgeois sont protégés adéquatement contre des cyberattaques ? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises ?

2) Est-ce que des mesures additionnelles sont envisagées dans le futur ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Est-ce que les hôpitaux nationaux font des exercices d'urgence, simulant des attaques informatiques ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont été tirées ?

En Allemagne, l'union fédérale de médecins de caisses conventionnés est chargée de certifier la qualité des fournisseurs de services informatiques pour garantir la sécurité de la connexion informatique entre les cabinets médicaux et les hôpitaux.

4) Est-ce que la sécurité des systèmes de gestion de cabinets médicaux au Luxembourg est garantie par des fournisseurs de services informatiques certifiés ? Dans l'affirmative, qui est responsable pour la certification de ces fournisseurs au Luxembourg ?

Réponse (09.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Je tiens au préalable à souligner que la sécurité des réseaux et systèmes d'information ainsi que celle des données relatives à la santé joue un rôle crucial pour l'intégration des technologies d'information et de communication dans le domaine de la santé, alors qu'elle constitue d'une part un levier essentiel pour susciter la confiance des patients et professionnels de la santé dans le numérique et qu'elle permet, d'autre part, d'éviter des incidents susceptibles de nuire à la dispensation de soins de santé et d'entraîner des pertes financières conséquentes.

ad 1) Il résulte des dispositions applicables en matière de sécurité de l'information et de cybersécurité qu'il appartient à tous les responsables des hôpitaux et cabinets médicaux ainsi qu'à leurs sous-traitants de traiter les données à caractère personnel de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées, y compris à prévenir l'accès non autorisé à ces données et à l'équipement informatique utilisé pour leur traitement.

De ce fait, les établissements hospitaliers aigus ont développé une approche « Système de management de la sécurité de l'information » (SMSI) comportant notamment des analyses de risques et des mesures pour les atténuer, des audits de sécurité du système d'information ainsi que des tests d'intrusion. Ils s'investissent également à compléter celle-ci, sous l'impulsion de l'Agence eSanté, par une approche de certification ISO 27001 des systèmes d'information hospitaliers. Grâce à des audits externes aux établissements, ces dernières viennent appuyer les différents SMSI. Cette approche inclut pour les établissements hospitaliers des mises à jour régulières des systèmes d'information à l'aide de « patchs de sécurité » qui, de plus en plus performants contre les menaces et vulnérabilités connues, permettent la mise à jour des réseaux, pare-feu, antivirus et applications améliorant ainsi significativement le niveau de sécurité des systèmes.

Un CIRT (Cyber Incident Response Team) santé a été créé et animé par l'Agence eSanté et ses partenaires. Des tests et formations sont également organisés afin de vérifier les bonnes pratiques des politiques et procédures de sécurité face à d'éventuelles menaces.

Par ailleurs, une charte informatique commune prévoit les mesures de sécurité suivantes à mettre en œuvre par les établissements de santé :

- la tenue d'un inventaire des moyens informatiques connectés au réseau qui sont sous leur responsabilité ;

- l'installation de logiciels qui proviennent de sources réputées et qui respectent les licences d'utilisation de l'éditeur ;

- la mise en place de protections contre les logiciels malveillants notamment par l'application régulière des correctifs de sécurité et l'installation d'antivirus ;

- la sensibilisation des utilisateurs à la sécurité de l'information par la mise en place d'informations et de formations adaptées pour la bonne utilisation des moyens informatiques mis à disposition ;

- la sauvegarde des données et de la protection physique des moyens informatiques ;

- l'utilisation du réseau et de ses services dans le respect de la législation applicable à l'établissement de santé et à la protection des données à caractère personnel.

Il importe finalement de souligner que, pour établir une connexion à l'application Dossier de soins partagé, le programme informatique utilisé par les hôpitaux et les cabinets médicaux luxembourgeois doit être conforme aux critères de connexion inclus dans les référentiels d'interopérabilité définis pour la plateforme nationale d'échange et de partage des données de santé de l'Agence eSanté et obtenir l'attestation de conformité y relative.

ad 2) En vue d'améliorer les bonnes pratiques en matière de sécurité informatique, il est prévu non seulement d'augmenter la surveillance des systèmes d'information avec des audits réguliers mais également de moderniser les outils qui intègrent d'office la sécurité, ainsi que de développer les échanges entre acteurs de la santé autour du CIRT et avec les instances nationales et autres acteurs hébergés au Luxembourg.

Un autre axe à développer constitue celui de la formation des responsables d'hôpitaux et collaborateurs en vue de les assister à prévenir et à identifier les cybermenaces et, pour certains, à les gérer.

ad 3) Les hôpitaux réalisent régulièrement des audits de sécurité (internes ou externes) en particulier avec des « Pen Tests ». Les menaces sur les données sont des risques qui évoluent perpétuellement avec des outils de plus en plus performants. Ces risques doivent donc être traités avec des approches similaires et donc des outils de plus en plus performants et appropriés comme tels par tous les utilisateurs jusqu'aux directions générales. Il importe qu'un travail collaboratif entre tous les acteurs hospitaliers et les fournisseurs et hébergeurs des systèmes soit maintenu et soutenu par les directions générales de toutes les structures.

Certains établissements hospitaliers participeront au cyberexercice organisé en 2020 par l'ENISA (European Network and Information Security Agency).

ad 4) Actuellement, le Ministère de la Santé n'a pas connaissance de logiciels de cabinets libéraux qui sont en certification ISO 27001 avec un SMSI formalisé. Toutefois, certains cabinets mettent en œuvre un certain nombre de bonnes pratiques en matière de sécurité.

Question 1569 (04.12.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise humanitaire au Yémen :**

En effet, depuis 2015, la guerre au Yémen s'est transformée progressivement en crise humanitaire. Selon l'ONU et diverses organisations humanitaires, le Yémen demeure - « malgré les efforts humanitaires pour répondre aux déplacements de populations, à la famine et aux maladies » (CARE France) - la pire crise humanitaire au monde avec des dizaines de milliers de morts, la plupart des civils. Selon un message de 24 ONG à destination des États réunis à l'Assemblée générale des Nations Unies, « la situation continuera de se détériorer tant qu'aucune action urgente ne sera entreprise pour faire cesser la violence et prendre en charge l'ensemble des besoins humanitaires. »

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment le Gouvernement entend réagir au précité appel d'urgence des 24 ONG à destination des États réunis à l'Assemblée générale des Nations Unies ?

2) Monsieur le Ministre peut-il également nous renseigner sur les différentes démarches et initiatives politico-diplomatiques bilatérales, européennes et internationales du Gouvernement face à la précitée crise humanitaire depuis 2015 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il partager avec nous ses réflexions stratégiques pour éviter de telles crises humanitaires à l'avenir ?

Réponse commune (23.12.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Depuis le début du conflit au Yémen, le Luxembourg soutient activement les efforts visant à ce que les enceintes internationales demeurent saisies de la situation au Yémen pour aboutir à un règlement du conflit. Il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Afin d'éviter le pire, tout doit être fait pour mettre en place un cessez-le-feu, et permettre un plein accès humanitaire.

Compte tenu de la gravité de la situation et de l'ampleur des besoins humanitaires, le Luxembourg met à disposition depuis quelques années une aide humanitaire conséquente à hauteur d'au moins 1.750.000 euros par an. Cette aide est mise en œuvre en collaboration avec les partenaires humanitaires du Luxembourg, à savoir le Programme alimentaire mondial, le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des ONG comme Handicap International Luxembourg et CARE Luxembourg. Le Luxembourg soutient également les travailleurs humanitaires via le Fonds humanitaire commun au Yémen, géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et sa contribution annuelle au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, qui permet à l'ONU de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne le plus rapidement possible aux personnes touchées par des crises dans le monde.

ad 2) Le Luxembourg soutient l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, dans ses efforts de trouver une solution politique pour mettre fin au conflit. Le Luxembourg a également participé aux conférences internationales des bailleurs qui se sont tenues à Genève en 2018 et 2019. Le 26 février 2019, lors de la Conférence des donateurs pour le Yémen à Genève, le Luxembourg a confirmé sa contribution d'au moins 1,75 millions d'euros pour venir en aide à la population civile au Yémen durant l'année 2019. Cette aide passe par le Programme alimentaire mondial, le Comité international de la Croix-Rouge, le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU et des ONG humanitaires.

En septembre 2017, le Luxembourg, ensemble avec les Pays-Bas, la Belgique, l'Irlande et le Canada, a œuvré à Genève pour la création du « Groupe des experts éminents » par le Conseil des droits de l'homme. Il s'agit du seul mécanisme de surveillance international appelé à enquêter sur les violations présumées commises par toutes les parties au conflit au Yémen. Les efforts du Luxembourg, en étroite coopération avec ses partenaires, ont permis de prolonger le mandat du Groupe des experts éminents à deux reprises, lors de la 39e session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2018 et de la 42e session en septembre 2019.

ad 3) Lors du Sommet humanitaire mondial en mai 2016, le Luxembourg, tout comme les autres États participants, a endossé l'Agenda pour l'humanité qui prévoit cinq axes d'action interconnectés (prévenir et faire cesser les conflits ; respecter les règles de la guerre ; ne laisser personne de côté ; travailler autrement pour mettre fin aux besoins ; investir dans l'humanité). Le Luxembourg, à travers son engagement multilatéral conséquent de longue date sur le plan diplomatique et humanitaire, continuera à œuvrer en faveur de la mise en œuvre de cette vision énoncée par le Secrétaire général de l'ONU dans l'Agenda pour l'humanité.

Dans ce contexte il convient également de signaler que le Luxembourg a toujours plaidé activement pour empêcher toute course aux armements dans et vers les régions instables ou subissant des tensions importantes. Le Luxembourg appuie les initiatives qui ont pour objectif le désarmement et la non-prolifération des armements conventionnels et de destruction massive tout comme des vecteurs de cette dernière catégorie, des domaines d'action prioritaires pour le Luxembourg en termes de prévention de conflit. En effet, le Luxembourg œuvre en faveur d'une recherche constante de la sécurité internationale au plus bas niveau possible d'armement et est partie à tous les traités et conventions régionaux et internationaux dans ce domaine.

Question 1570 (04.12.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **harcèlement à l'école :**

Mobbing a Gewalt an der Schoul ass keen neie Sujet. Allerdéngs huet de Wandel vun der Zäit zu engem ganz aneren Ausmooss gefouert, net zulescht duerch d'Digitaliséierung, déi an eisem Alldag praktesch an all Liewensberäich present ass.

Eng Belästegung ka sech, ganz besonnesch am haitegen digitalen Zäitalter, séier zu enger ëffentlecher Demütegung iwwert den Internet steigeren. Mobbing bannent dem Schoulraum ass schlëmm genuch a ka scho vill Schued am Betraffene verursaachen. Doduerch, datt déi awer zousätzlech an d'Welt erausgedroe gëtt,

zougänglech fir eng Onmass vu Leit, an am Internet och iwwert d'Zäit bestoe bleift, verdéiwe sech déi ënnerlech Wonne vum Affer. D'Affer schummt sech dann nach méi, wat schliisslech tragesch endege kann, wann de Betraffene keen Auswee méi gesäit - am schlëmmste Fall mat Suizid.

Ëmmer méi dacks gi Schüler - vu kleng bis jugendlech - bei de Psycholog, fir mat enger Therapie gehollef ze kréien an de Wee an d'Normalitéit an an den Alldag zréckzefannen. Dat geet natierlech net duer. Hei ass et dann och un der Schoul ze reagéieren, well wann den Täter keng Konsequenzen droe muss an anerer ongestrooft weider drangsaléiere kann, kann och déi beschten Therapie dem Affer net zum ënnerleche Fridde verhëllefen.

Et goufen natierlech schonn esou munch Preventiounscampagnen organiséiert. D'Zuel vun de Betraffene wëllt awer net méi kleng ginn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Bitt de Ministère reegelméisseg Formatiounen un, fir d'Léierpersonal ze sensibiliséieren? Wa jo, wéi sinn déi Formatiounen opgebaut a wat sinn d'Haaptziler dovunner? Sinn dës Formatioune fakultativ oder obligatoresch?

2. Wéi eng Direktive gëlle fir d'Schoule respektiv fir d'Léierpersonal, wann e Fall vu Mobbing detektéiert gëtt?

3. Et gëtt eng Rei vun Institutiounen an Organismen am Land, déi sech speziell mam Jugendschutz beschäftegen. Mee gëtt et och eng spezifesch Ulafstell, wou d'Eltere kënnen Hëllef a Rot sichen, fir sech richteg ze verhalen, wa si mierken, datt hiert Kand Affer vu Mobbing ass? Wa jo, wat fir eng ass dat a kréien d'Eltere vun alle Schoulkanner dës Ulafstell preventiv, zum Beispill am Ufank vum Schouljoer, kommunizéiert?

4. Wat sinn, an den Ae vun der Regierung, déi heefegst Ursaache fir de Mobbing an der Schoul? Gëtt et Statistiken iwwer en typeschen Affer- an/oder Täterprofill? Wéi eng Moossname gi speziell am Beräich vum Cybermobbing geholl? Ginn d'Schüler sensibiliséiert, besonnesch elo, wou d'Regierung verstäerkt informatesch an digital Mëttelen an de Schoulen aféiert? Gëtt de respektvollen Ëmgang mat deenen aneren och an de Coursen, wéi zum Beispill am Fach Vie et société, thematiséiert?

Réponse (13.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Zanter ville Jore bidden den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) an de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) eng grouss Zuel vu Formatiounen zum Theemeberäich „Mobbing" un. Dës Formatioune riichte sech souwuel un d'Enseignantë wéi och un d'sozioeducatiivt Personal vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire.

D'Formatioune kënnen an dës Kategorien agedeelt ginn:

a) Preventioun vu Mobbing: Hei stinn dat soziaalt an emotionaalt Klima an der Klass oder der Schoul, d'Opbaue vu Sozialkompetenz an d'Erléiere vu Kommunikatiouns- a Konfliktfäegkeet am Mëttelpunkt. Et sinn dëst Joer zéng Formatiounen, dovu sechs schoulintern, zu dësem Theemefeld an der Offer vum IFEN, déi ee bis dräi Deeg daueren.

b) Interventioun bei Mobbing an der Schoul: D'Persounen, déi deelhuelen, kréien Hannergrondwëssen iwwer Mobbing, léieren, Mobbing an der Schoul ze erkennen, a si léiere Methoden a Strategien, fir mat Mobbing a Gewalt ëmzegoen. Zil ass och, datt d'Participanten eng kloer an determinéiert Haltung zu Mobbing an déi néideg Sensibilitéit fir Affer an Täter entwéckelen. Methoden, déi an der Schoul kënnen agesat ginn, gi virgestallt an ageüübt: No Blame Approach, Farsta, Konfrontatiouns- an Deeskalatiounstechnike fir de Schoulalldag. Am lafende Schouljoer si 26 Formatiounen, dovun d'Hallschecht schoulintern, programméiert. Zwou Formatioune vu jee dräi a 14 Deeg iwwer Mobbinginterventioun an Deeskalatioun adresséiere sech spezifesch un d'sozioeducativ Ekippen aus de Schoulen.

c) Cybermobbing a Cyberbullying: Hei sinn d'Ziler, fir am preventive Beräich Methode kennenzeléieren, fir déi Jonk fir dës Theemen ze sensibiliséieren, awer och fir Cyberbullying-Situatiounen ze identifizéieren. Fir d'Interventioun gi verschidden Handlungsméiglechkeeten entwéckelt an Hëllefsystemer virgestallt. Véier Formatioune ginn zu dëser spezifescher Aart vu Mobbing proposéiert.

Ausserdeem organiséiert de CePAS reegelméisseg Informatiounsowender an ëffentlech Konferenze fir d'Elteren an d'Schoulpersonal. Am CePAS steet och pedagogescht Material zur Verfügung zu den Theeme Mobbing, Suizid, Exklusioun, Gewalt, Respektmangel a Konflikt mat Elteren, dat vum Schoulpersonal ausgeléint ka ginn.

D'Léierpersonal kritt d'Formatiounen am Kader vun de Fortbildungsstonnen, déi zu der Tâche gehéieren, kontabiliséiert; Formatiounen zum Theemeberäich Mobbing sinn awer net obligatoresch.

ad 2. Fir d'éischt emol ass et wichteg, Konfliktsituatiounen am Alldag vu systemateschem Mobbing ze ënnerscheeden; dëst ass d'Viraussetzung vun all Strategie a muss gekläert ginn, ier eng spezifesch Interventioun ka lancéiert ginn. D'Direktive gi vun den eenzelne Schoulen ausgeschafft, an all Schoul huet hir eegen Direktiven an Interventiounsstrategien, virun, wärend an no der Mobbingsituatioun. Dës Strategië gi vu Preventioun an Erkenne vu Mobbingfäll bis hin zur Interventioun, wann et reell zu engem Mobbingfall komm ass. Wichteg ze soen ass, datt hei all d'Akteure vun der Schoulcommunautéit an och d'Elteren an der Verantwortung sinn, fir eng opmierksam Haltung an och déi néideg Reflexer fir d'Agéieren an d'Intervenéieren ze entwéckelen.

Verschidde Lycéeën hunn Anti-Mobbing-Unitéiten opgebaut, déi Pre- a Postventiounsaarbecht maachen. Déi verschidden Handlungsstrategië ginn och ëmmer erëm nei bekannt gemaach bei all Schoulrentrée, soudatt all d'Schoulakteuren informéiert sinn, wat am Fall vu Mobbing ze maachen ass.

Am Kontext vun der Interventioun ass d'Initiativ „Stop Mobbing" ervirzehiewen. Souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire ginn d'Akteure vu „Stop Mobbing" aktiv, wa se vun der Schoul geruff ginn, fir als neutral an extern Intervenanten an der Schoul anzegräifen. Si bestinn aus engem Team vu Mediateuren, déi beim Centre pour le développement socio-émotionnel ugesidelt sinn, fir punktuell um Terrain ze intervenéiere mam Zil, op de Problem opmierksam ze maachen, Léisungen ze fannen an e positiivt Klima nees hierzestellen. Dës Initiativ ënnerstëtzt Schüler, Klassen, Enseignanten, Eltere souwéi multiprofessionell Ekippen an der Schoul.

Verschidde Programmer fir d'Sensibiliséierung a fir d'Promotioun vun Interventiounsstrategië ginn och vum CePAS promouvéiert. En interaktiven Theaterprojet, fir d'Theema iwwert de kënschtleresche Wee an am Austausch mat de Schüler unzegoen, gëtt den Ament geplangt an 2020 op d'Bün bruecht; uschléissend ass de Lancement vu konkreeten Aktiounen a Moossnamen an de Schoulen. Ausserdeem bitt de CePAS an Zesummenaarbecht mat de Lycéeën de Projet „Stay Cool" un, wou Täter vu Gewalt a Mobbing kënne vun engem Antigewalttraining benefissiéieren.

De Code vun der Éducation nationale gesäit disziplinaresch Prozedure géint d'Täter am Enseignement secondaire vir. De Mobbing oder de Cybermobbing sinn zu Lëtzebuerg keng explizitt Strofdoten, awer d'Ausdrocksforme wéi zum Beispill déi kierperlech oder physesch Gewalt oder d'Ustëftung zu Gewalt an Haass si strofbar.

ad 3. De Kanner-Jugendtelefon (KJT), konventionéiert duerch de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, huet eng Rei Berodungs- an Informatiounsoffere fir Kanner, Jugendlecher an Erwuessener. Si kënnen iwwer een anonymmen Onlineformulaire oder awer iwwer verschidde Gratishotlinen Äntwerten op hir Froe kréien:

- Elterentelefon (26 64 05 55): riicht sech un Erwuessener (Elteren, Grousselteren oder anerer), déi mat der Erzéiung oder dem Encadrement vu Kanner a Jugendleche betraut sinn.

- Bee Secure Helpline (8002 1234): dës Hotline riicht sech u Jonk an Al a bitt eng perséinlech Berodung an Orientéierung zu Froe ronderëm de Gebrauch vun neie Medien. Dozou zielt och d'Theema Cybermobbing.

- Kanner-Jugendtelefon (116 111): ënnert dëser a ganz Europa eenheetlecher Nummer (déi och aus dem Ausland erreechbar ass) kënne Kanner a Jonker hir Suergen a Problemer mat enger geschoulter Persoun beschwätzen a Léisunge fannen.

Am Fondamental ginn d'Elteren an der obligatorescher Eltereversammlung virun der Allerhellegevakanz vum Titulaire de classe iwwert déi eenzel lokal a regional Offeren informéiert; dee Moment gi si och iwwert déi eenzel Uspriechpartner a Kenntnis gesat. Jee no Besoin kënnen och Membere vum sozioeducative Personal un dëse Reuniounen deelhuelen. Wärend dem Schouljoer kënne sech d'Elteren an éischter Linn un den Titulaire de classe riichten, deen hinne kontextgebonnen a geziilt weider Informatiounen zu de Ressourcen, déi um Terrain intervenéieren, ka ginn. Am Secondaire gëtt änlech verfuer: bei der Rentrée kréien d'Elteren an d'Schüler eng Lëscht vu Kontaktpersounen an de Schoulen a baussent de Schoulen. D'Personal vun de SePASen an den SSE (Services socio-éducatifs) an de Lycéeën ass duerch seng Formatioun an duerch seng Presenz um Terrain e wichtegen Akteur a Mediateur, fir e positiivt Klima vu Relatiounen tëscht de Schüler hierzestellen.

ad 4. D'Ursaache sinn an den heefegste Fäll familiär, sozial oder perséinlech Konflikter, déi net gekläert sinn, souwéi physesch, psychesch Konflikter oder Ënnerscheeder am Verhalen tëschent de Schüler, déi Mobbing kënnen ausléisen. Dacks gëtt et net nëmmen eng Ursaach, mee eng Kombinatioun vu méi Ursaachen. De Cybermobbing setzt oft och e physesche Mobbing viraus.

Déi international Etüd HBSC („Health Behaviour in School Aged Children") weist an de Statistike vun 2014, datt zu Lëtzebuerg 73 % vun de Schüler hiren eegenen Aussoen no net vu Mobbing betraff sinn. 16 % vun de Schüler hunn uginn, datt se ee- bis zweemol pro Mount gemobbt goufen, an 11 % hunn uginn, datt se mindestens zweemol pro Mount gemobbt goufen. Am Laf vum Joer 2020 wäerten déi aktuell Resultater vun der Erhiewung vun den Donnéeë vun 2018 presentéiert ginn.

All Schüler ka potenziell Affer oder Täter sinn. D'Affer sinn och spéider potenziell aktiv Täter oder passiv Spectateure vu Mobbing un anere Schüler. D'Täter kënnen am Grupp agéieren, deen oft vun engem oder e puer implizitte Leadere geféiert gëtt. Wann e schlecht Klasseklima besteet, kënnen hei déi méi schwaach Schüler déi sinn, déi statistesch gesi méi oft als Affer a Fro kommen.

Wéi schonn uewe beschriwwen, sinn intern schoulesch Moossname souwéi och extern Moossnamen am Fall vu Mobbing virgesinn an ubruecht.

Beim Projet „Peer-Mediation im Schulalltag", deen dëst Joer seng 20 Joer feiert, geet et drëm, Schüler a Schülerinnen ze befäegen, Konflikter ënnerteneen op eng konstruktiv a respektvoll Aart a Weis ze léisen, an dat ouni d'Interventioun vun Erwuessenen. Nieft der Method vun der Mediatioun léieren déi Jonk awer och ganz generell sozial Kompetenze wéi Toleranz, Konflikt-, Kompromëss- a Kooperatiounsfäegkeet. Sou kann dat schoulinternt Sozialklima verbessert a Phenomeener wéi Mobbing entgéintgewierkt ginn.

D'Regierungsinitiativ Bee Secure mécht Sensibiliséierungsaarbecht zum Theema Internetsécherheet. Do kënnt d'Theema Cybermobbing och zur Sprooch. D'Sensibiliséierungsaktioune riichte sech an éischter Linn u Kanner a Jugendlecher. Et gi mëttlerweil pro Joer méi wéi 1.000 Formatiounsseance respektiv Formatiounen an de Schoulen, awer och am ausserschoulesche Kontext ugebueden.

Do dernieft goufen eng Rei Publikatioune respektiv Outilen ausgeschafft, fir iwwert d'Problematik ze informéieren a konkreet Hëllef unzebidden:

- Ratgeeber „Cybermobbing": ausgeschafft a Collaboratioun mat der Police bitt dëse Ratgeeber konkreet Hëllef fir Affer an Zeie vu Cybermobbing. (https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/Bee_Secure_-_Cybermobbing_Ratgeber_Web_0_UA.pdf)

- „Cyber-Mobbing Erste-Hilfe App": dës App bitt konkreet Verhalenstipps, wann een Affer vu Cybermobbing ginn ass. (https://www.bee-secure.lu/de/tools/apps/cyber-mobbing-erste-hilfe-app)

- „Pädagogischer Leitfaden für die Grundschule": dës Publikatioun riicht sech un Enseignanten aus der Grondschoul a soll Weeër weisen, wéi de sécheren Ëmgang mat Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië ka vermëttelt ginn. D'Theema vum Cybermobbing gëtt och do opgegraff. (www.bee-secure.lu/leitfaden)

- Bee Secure Website: um Site vu Bee Secure fënnt ee weider Informatiounen a Rotschléi ronderëm d'Theema.

Am Fondamental gesäit de lëtzebuergesche Plan d'études am Kader vun den transversale Kompetenzen d'Medienerzéiung vir. Am Kader vun der Kompetenz „sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias" ass virgesinn, datt d'Schüler deen néidege Bagage mat op de Wee kréien, fir sech géint de Cybermobbing ze schützen. Och den Developpement vun den transversale Kompetenzen, déi am Domän „attitudes relationnelles" opgefouert sinn, wierken dem Mobbing entgéint. D'Zilsetzung ass, datt de Schüler léiert, respektvoll mat sengem Géigeniwwer zesummenzeliewen.

D'Thematike vum Respekt géintiwwer de Matmënschen, der appropriéierter Konfliktléisung an den Notze souwéi och d'Risike vun den neie Medie ginn natierlech och am Cours „Vie et société" behandelt, dat souwuel am Fondamental wéi am Secondaire.

Question 1571 (04.12.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **bandes de circulation réservées au covoiturage :**

Les couloirs réservés au « car-sharing » pour les véhicules transportant au minimum trois personnes et où la vitesse est limitée à 50 km/h sont censés désengorger partiellement la circulation sur les autoroutes. La construction de ces voies spécifiques représente un investissement important. Ceci s'avère le cas pour la voie de covoiturage dans la Grande Région, plus précisément sur l'autoroute E411 en Belgique en direction du Luxembourg.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une collecte de données pour tirer un bilan provisoire dans le cas de figure de l'autoroute E411 est disponible ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si des projets de couloirs de covoiturage sont en voie d'élaboration au Grand-Duché de Luxembourg ? Si oui, dans quelle mesure et à quels endroits ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une stratégie sera mise en vigueur pour soutenir l'utilisation croissante de ces voies de covoiturage potentielles ?

Réponse (16.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'Administration des ponts et chaussées est en contact régulier avec les autorités belges, mais ne dispose pas, à l'heure actuelle, d'informations quant à un éventuel bilan provisoire tiré par les autorités belges suite à la mise en service de la voie de covoiturage.

ad 2) La continuation de la voie de covoiturage belge sur l'E411 est en cours d'étude. Celle-ci est prévue sur l'autoroute A6 et ce, jusqu'en amont de l'échangeur Mamer en direction de Luxembourg. Un projet comparable, qui prévoit la transformation de la bande d'arrêt d'urgence en bande pour le covoiturage et les autobus sur l'autoroute A4 entre Foetz et Leudelange, est également en étude.

ad 3) Sur la globalité des projets autoroutiers, les concepts d'affectation de voies pour le covoiturage et les transports en commun sont étudiés, ceci afin d'optimiser l'utilisation de l'espace routier disponible pour la mobilité collective.

Question 1572 (05.12.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant **POST Luxembourg :**

À en croire les comptes annuels pour l'année 2018 déposés au Registre de commerce et des sociétés par Join Experience SA fin octobre 2019, POST Luxembourg et POST Capital SA auraient renoncé à des créances envers la prédite société à hauteur d'environ 80.000.000 euros. Il ressort de ce même document que Join Experience aurait pour sa part (i) renoncé à des créances envers Join Infrastructure, une autre filiale du groupe POST, à hauteur de presque 16.000.000 euros et (ii) amorti des avances de quelque 25.000.000 d'euros envers sa filiale belge.

Il s'y ajoute que Join Infrastructure, dont les logiciels ont été vendus à POST Luxembourg avec effet au 1er avril 2019, doit encore quelque 5.500.000 euros à des établissements de crédit.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, comment apprécie-t-il cette situation ?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre suggérait en affirmant en novembre 2018 :

« Ech mengen, déi [Betriber] sinn autonom doranner, déi hunn hir Gremien, déi hunn hir Direktiounen, fir dat ze maachen, a mussen dann och d'Responsabilitéit huelen, wann eng Kéier eppes net esou klappt, wéi et soll klappen. » ?

Réponse (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Étant donné que les comptes annuels de Join font l'objet d'une révision externe, il ne m'appartient pas de remettre en question le contenu de ce rapport.

Le Directeur général de POST Luxembourg me signale par ailleurs que l'ensemble des transactions auxquelles est fait référence dans la question parlementaire n° 1572 et qui font l'objet de la note 16 desdits comptes annuels ont eu lieu dans le cadre de la restructuration des entités Join, entamée suite à la reprise de 100 % des parts de Join par POST Capital. Du fait que les entités du groupe Join font désormais partie intégrante du groupe POST, ces transactions sont neutres d'un point de vue financier et n'ont pas impacté négativement les résultats consolidés du groupe POST Luxembourg en 2018.

Je constate en l'occurrence que tous les organes impliqués ont dûment assumé leurs responsabilités afin de mener à bien la restructuration du groupe Join qui s'est imposée suite à la sortie des actionnaires-fondateurs.

Question 1574 (05.12.2019) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**index sur l'égalité des genres :**

L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) vient de publier l'édition 2019 de son index sur l'égalité des genres. L'index mesure l'égalité des genres à l'échelle européenne et au sein des États membres de l'Union européenne. Il se concentre sur six domaines principaux, à savoir le travail, l'argent, les connaissances, le temps, la prise de décision et la santé, ainsi que sur deux thèmes additionnels qui sont la violence faite à l'encontre des femmes et les inégalités transversales.

L'édition 2019 montre que le score global du Luxembourg est en hausse de 4,8 points depuis 2005 et se situe de 1,8 points au-dessus de la moyenne européenne. Malgré les progrès réalisés dans la dernière décennie, la nouvelle édition révèle aussi que des efforts supplémentaires sont nécessaires en vue de créer une égalité effective des genres, notamment dans le domaine de la prise de décision aux niveaux politique, économique et social ainsi que sur le marché du travail.

Bien que le score du Luxembourg dans le domaine de la prise de décision ait progressé de 25,6 points en 2013 à 44,8 points en 2019, il y a lieu de noter que ce score reste en dessous de la moyenne européenne.

Par ailleurs, la concentration inégale de femmes et d'hommes dans les différents secteurs du marché du travail se fait remarquer. Ainsi, environ 26 % des femmes travaillent dans les domaines de l'éducation, de la santé et du travail social, contre 9 % des hommes. Moins de femmes (4 %) que d'hommes (28 %) exercent des professions dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Madame la Ministre est-elle en mesure de fournir de plus amples explications sur les raisons qui engendrent les vastes disparités entre les genres dans le domaine de la prise-de décision aux niveaux politique, économique et social ?

2) Compte tenu des efforts déjà fournis par les différents gouvernements luxembourgeois, quelles sont les mesures supplémentaires que le Gouvernement actuel entend mettre en œuvre à court terme pour améliorer la représentation des femmes dans les instances décisionnelles mentionnées ci-dessus ?

3) Quels sont les projets et initiatives que le Gouvernement entend lancer à court terme pour accélérer la lutte contre les inégalités toujours existantes sur le marché du travail et promouvoir davantage l'accès des femmes aux professions dites STEM ?

Réponse (07.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Il a y a tout d'abord lieu de relever que l'indice sur l'égalité des genres, développé par l'Institut européen de l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), est un instrument très pertinent pour le Luxembourg, en l'absence d'un mécanisme national propre pour suivre l'évolution de l'égalité entre femmes et hommes, notamment par rapport aux performances en la matière des pays voisins et des autres États membres de l'Union européenne.

La mise à jour récente pour l'année 2017 affiche pour le Luxembourg une valeur globale de 69,2 sur une échelle allant de 0 à 100, où 100 équivaut à une égalité réelle totale entre hommes et femmes dans les domaines analysés.

Avec ce résultat, le Luxembourg se maintient au-dessus de la moyenne communautaire et évolue dans une direction positive. Le principal défi pour l'avenir restera une accélération des progrès réalisés.

En ce qui concerne en particulier le domaine de la prise de décision, il faut rappeler que les données récemment publiées se rapportent à l'année 2017 et ne prennent pas en considération les évolutions subséquentes, et notamment l'introduction de quotas légaux en politique pour les élections nationales et communautaires et l'atteinte de la représentation de chaque sexe à raison de 40 % dans les conseils d'administration des établissements publics.

À côté des dispositions législatives et de l'approche égalitaire volontariste pour la nomination de représentants de l'État, le Gouvernement prend respectivement soutient d'autres mesures pour atteindre une meilleure représentation de femmes au niveau de la prise de décision politique et économique :

- Campagnes d'information et de sensibilisation pour un partage équitable entre femmes et hommes des responsabilités dans tous les domaines de la vie

- Soutien et promotion d'une banque de données regroupant quelque 700 profils de femmes prêtes à assumer un mandat dans un conseil d'administration (https://femaleboardpool.eu/)

- Réforme du programme des « Actions positives » du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) dans lequel l'égalité dans la prise de décision restera un volet important

- Obligation légale des entreprises privées participant au programme des « Actions positives » à se fixer des objectifs chiffrables en matière d'égalité dans la prise de décision

- Soutien de programmes de mentorat et de coaching à l'attention du sexe sous-représenté

- Collaboration avec les médias au sujet de la représentation des deux sexes (volets quantitatif et qualitatif)

- Promotion de politiques communales plus égalitaires y compris la sensibilisation de la population à la sous-représentation des femmes dans les communes à système de vote majoritaire

- Collaboration avec les partis politiques en vue d'une représentation plus équilibrée entre les deux sexes dans les communes à système de vote proportionnel

L'ensemble de ces mesures figureront d'ailleurs, parmi d'autres, au Plan d'égalité entre femmes et hommes qui est actuellement en phase de finalisation.

La plupart des inégalités entre femmes et hommes, notamment au niveau de la prise de décision, trouvent principalement leur origine dans les stéréotypes de genre qui suggèrent aux enfants, dès leur plus jeune âge, des rôles et comportements sociaux liés uniquement au fait d'être fille ou garçon, homme ou femme.

Certaines de ces normes sont transmises, souvent de manière inconsciente, comme étant naturelles et peuvent être source de discriminations et d'inégalités entre les sexes. C'est pourquoi il est essentiel de lutter contre ces stéréotypes de genre à tous les niveaux, en commençant par les enfants et les jeunes adultes.

Augmenter le pourcentage de femmes dans les instances de prise de décision politique et économique va de pair avec une sensibilisation des hommes à s'investir davantage dans les responsabilités de la vie privée.

En collaboration avec les autres départements ministériels compétents, le MEGA est en train de finaliser une stratégie globale pour thématiser l'égalité entre les sexes auprès des enfants et des jeunes. Il est évident que le choix des études et des professions est considéré comme priorité dans ce contexte.

À côté de cette approche générale, des projets concrets sont initiés et/ou soutenus par le MEGA et notamment des travaux de recherche avec l'Université du Luxembourg[2], un projet de collaboration avec les partenaires allemands sur l'augmentation du pourcentage d'hommes dans les professions sociales et la participation aux divers efforts tendant à intéresser davantage de filles aux domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.

Le dernier volet sera ainsi mis en évidence dans le cadre des manifestations publiques pour célébrer la Journée internationale de la Femme 2020.

[2] http://mega.public.lu/fr/societe/changez-de-perspective/index.html
https://orbilu.uni.lu/handle/10993/38642

Question 1575 (05.12.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **Conseil national pour étrangers :**

Le Conseil national pour étrangers (CNE), institué par la loi du 16 décembre 2008, est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration. Au vu du nombre très important de résidents de nationalité étrangère au Luxembourg, il va sans dire que ce conseil revêt d'une importance toute particulière.

Or, il est de notoriété publique que le CNE connaît depuis ses débuts des difficultés à fonctionner de manière efficace. Des problèmes qui d'ailleurs, comme il m'a été rapporté, ne semblent pas avoir disparus après l'élection du nouveau Conseil en juillet 2017. Des interrogations quant à la composition du Conseil, un manque de participation, un manque de moyens de communication entre les membres, un règlement interne peu clair ou encore un manque d'encadrement professionnel, n'en sont apparemment que quelques exemples. En outre, il semblerait que des membres élus du CNE soient en possession de la nationalité luxembourgeoise, ce qui serait en contradiction avec l'article 19 de la loi de 2008.

Tous ces problèmes n'ont manifestement pas échappé au Gouvernement, qui a prévu dans l'accord de coalition de 2018 que : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumises à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que le fonctionnement actuel du CNE est insatisfaisant par rapport aux missions définies dans la loi de 2008 ?

2) Est-ce que le CNE a produit un rapport annuel 2018 sur l'intégration des étrangers, tel que prévu à l'article 18 de la loi de 2018 ? Si oui, pourquoi n'a-t-il pas été publié par le Gouvernement selon les dispositions de ce même article ? Dans la négative, quelles sont les raisons de ce manquement de la part du CNE ?

3) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que des membres élus du CNE sont en possession de la nationalité luxembourgeoise ? Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que cela est en contradiction avec la législation en place ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut me renseigner sur les modalités appliquées quant à la compensation d'une éventuelle perte de salaire des membres du Conseil, telle que prévu par l'article 20 de la loi de 2008 ?

5) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une réforme du CNE s'impose ?

6) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'état d'avancement des réflexions à ce sujet et sur les échéances projetées pour une éventuelle réforme du CNE ?

7) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'une réforme éventuelle du CNE implique une modification de la loi de 2008 ?

8) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'il faudrait revoir à la hausse les ambitions politiques aussi bien par rapport au rôle du CNE que par rapport au soutien public à fournir à un organe consultatif qui est censé représenter les intérêts et préoccupations d'environ 48 % de la population résidente ?

Réponse (31.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Conseil national pour étrangers a été créé par la loi du 16 décembre 2008. Il s'agit d'un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration. Il a le droit de présenter au Gouvernement toute proposition qu'il juge utile à l'amélioration de la situation des étrangers et de leur famille.

En 2019, le CNE a remis quatre avis au Gouvernement : sur le Brexit, sur le télétravail des travailleurs frontaliers, sur la traduction des questions parlementaires rédigées en langue luxembourgeoise et sur son propre fonctionnement. Le CNE vient de transmettre son rapport 2018, par courriel du 19 décembre 2019, au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ; il sera mis en ligne sur le site Internet du ministère.

Les membres du CNE sont libérés de leur travail pour participer aux réunions du Conseil avec compensation d'une éventuelle perte de salaire à fixer par le Gouvernement en conseil. Aucune demande n'a été formulée de la part du CNE quant à une telle compensation de perte de salaire liée à la participation aux réunions du CNE.

Une réforme du CNE est nécessaire et cette réforme a été annoncée dans le programme gouvernemental, dans son chapitre 12 sur l'intégration : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumises à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. » Cette consultation a été entamée en 2019 et continuera en 2020, ceci afin de pouvoir constituer la base pour une modification de la loi du 16 décembre 2008. Dans ce contexte, une large consultation est également prévue au second semestre de 2020.

Selon le texte de loi actuel, le mandat individuel d'un représentant des étrangers prend fin, hormis les cas de décès ou de démission, dès qu'il acquiert la nationalité luxembourgeoise. Cette clause d'exclusion n'est pas en ligne avec la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ; ce point fera donc l'objet de réflexions et de discussions en amont de la réforme de la loi du 16 décembre 2008.

Question 1577 (06.12.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **projet de la SNHBM sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch :**

Le Gouvernement dernier avait décidé de réaliser un grand projet de logement sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch par le biais de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM). En effet, la SNHBM y réalisera un projet de construction à coût modéré sur une surface de quelque deux hectares. Il s'agit d'un projet de construction de 185 appartements. Le début des travaux d'infrastructure et de démolition aurait lieu en l'an 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Le bâtiment administratif actuel, construit seulement vers la fin du XX^{e} siècle, sis coin rue Clairefontaine - Alex Heck, sera-t-il vraiment remplacé dans le cadre du PAP « Cité militaire » par un nouveau bâtiment ?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons qui justifieraient la démolition de ce bâtiment qui abrite, entre autres, l'Administration des contributions ?

- En cas de destruction de cet immeuble, le Gouvernement envisage-t-il de maintenir définitivement sur ce site des activités administratives ?

- Dans l'affirmative, combien de personnes pourraient y travailler à l'avenir ? Combien de fonctionnaires et employés publics y travaillent à l'heure qu'il est ?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'honorable Député André Bauler a posé une série de questions en relation avec le développement du site de l'ancienne cité militaire auxquelles les ministres interpellés ont déjà pu répondre dans le contexte de la question n° 0679 du 8 mai 2019 de l'honorable Député Aly Kaes.

Pour ce qui est de l'effectif actuel, environ 116 personnes y travaillent à ce stade. La répartition se présente comme suit :

Administration des douanes et accises
35 personnes sur 700 m^2

Agence pour le développement de l'emploi
42 personnes sur 568 m^2

Administration des contributions directes
25 personnes sur 395 m^2

Administration du cadastre et de la topographie
14 personnes sur 395 m^2

Les archives respectives ainsi que les emplacements pour voitures de service sont inclus dans ce calcul.

Il est prévu que le bâtiment administratif qui sera construit sur place offrira suffisamment d'espace pour accueillir le même effectif à l'avenir.

Question 1578 (06.12.2019) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**abolition de l'argent liquide :**

Comme le soulève un communiqué de presse de l'Union luxembourgeoise des consommateurs de l'août dernier, certains citoyens redoutent une abolition de la monnaie liquide. En effet, un papier stratégique de la Commission européenne de 2017, dans lequel celle-ci préconiserait une telle abolition, est souvent cité dans ce contexte.

Parallèlement certains pays, comme l'Irlande ou la Finlande, ont décidé de ne plus mettre en circulation les pièces d'un et deux centimes d'euro, et ont adopté une règlementation obligeant les commerçants à arrondir leurs prix à cinq centimes d'euro.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de réflexions au niveau de l'Union européenne allant dans la direction d'une abolition de l'argent en espèces ?

- Quelle est la position du Luxembourg à ce sujet ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations quant au pourcentage de transactions commerciales se faisant moyennant de l'argent liquide ? Quel est le taux d'utilisation des différents moyens de paiement sans espèces ? Quelle a été l'évolution au fil des dernières années dans ce domaine ?

- Quelle est la part de marché des différents opérateurs de services de paiement présents au Luxembourg ?

- Combien d'États membres de l'Union européenne ont adopté un cadre réglementaire semblable à l'Irlande et la Finlande ?

- Le Luxembourg est-il également prêt à se séparer des pièces d'un et deux centimes d'euro ?

Réponse (07.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Des rumeurs sur de prétendus plans pour abolir, ou pour le moins limiter, l'usage de l'argent liquide au niveau de l'Union européenne font régulièrement surface. Face à celles-ci, la Commission européenne a clarifié, dans un communiqué du 23 août 2019, « qu'elle n'a pas l'intention de proposer le plafonnement des paiements en espèces ». Elle a précisé en outre : « Les consommateurs luxembourgeois n'ont aucune raison de s'inquiéter. Suite à une demande du Conseil de février 2016, la Commission a examiné l'utilité de limiter les paiements en espèces de très grande valeur afin de lutter contre le financement du terrorisme. Suite à une étude détaillée, la Commission a conclu en juin 2018 que des restrictions concernant les espèces ne remédieraient pas de manière significative au problème du financement du terrorisme. Elle n'a donc fait aucune proposition législative, et aucune autre initiative n'a été envisagée depuis. » Ceci avait d'ailleurs déjà été rappelé dans la réponse à la question parlementaire n° 1095 du 22 août 2019. Dans cette même réponse, il a été précisé en outre que « [l]e Gouvernement estime que des initiatives visant à fixer des limites supplémentaires aux transactions en argent liquide ne sont pas opportunes à l'heure actuelle, que ce soit au niveau national ou au niveau européen ». Cette position reste parfaitement valide.

En ce qui concerne le sujet d'une éventuelle abolition des pièces d'un cent et de deux cents, il a déjà fait l'objet des questions parlementaires n° 1793 du 9 février 2016 et n° 0055 du 26 novembre 2018. On ne peut que réitérer la position exprimée en réponse à celles-ci, à savoir que « le Ministère des Finances n'envisage nullement l'abandon des pièces d'un cent et de deux cents au Luxembourg ».

Partant, le Luxembourg ne partage pas la position de l'Irlande et de la Finlande, tout comme de la Belgique, de l'Estonie, de l'Italie ou des Pays-Bas, qui envisagent ou ont décidé de ne plus mettre en circulation les pièces d'un ou de deux cents. Comme indiqué en réponse à la question parlementaire n° 1793 précitée, « pour ceux qui préfèrent ne pas en faire usage, il existe une multitude de solutions de paiement électronique, qui permettent d'éviter le cas échéant tout recours au paiement en espèces ».

Le Ministère des Finances ne dispose pas des statistiques demandées par les honorables Députés. Pour autant, des statistiques sur l'utilisation des moyens de paiements scripturaux au Luxembourg peuvent être consultées sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg : http://www.bcl.lu/fr/systeme_paiement/statistiques-paiements/Internet-Table-5-fr.pdf.

Par ailleurs, une étude de la Banque centrale européenne de novembre 2017 estimait que la part des paiements en numéraire dans le commerce s'établissait au Luxembourg à 64 % de l'ensemble des transactions. (Voir https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpops/ecb.op201.en.pdf.) L'on peut estimer que cette part diminue progressivement avec l'adoption accrue de solutions de paiement électronique et mobile.

Question 1580 (06.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **logements inoccupés :**

Face à la pénurie de logements, certaines grandes villes dans nos pays voisins ont fait de la lutte contre les logements inoccupés sans raison une priorité.

La ville de Bruxelles a créé dans ce contexte un service avec comme principale mission le dépistage des logements vides selon des critères précis.

Un tel inventaire est essentiel pour inciter, le cas échéant, les propriétaires à mettre sur le marché les logements qui ne leur servent pas, sinon pour décourager la rétention de logements par des mesures adéquates.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement par quels voies et moyens et avec quels partenaires il entend établir le diagnostic de logements vides.

- L'Observatoire de l'habitat dispose-t-il d'une estimation sur l'étendue du phénomène ?

- Quelles sont les mesures qu'il envisage pour encourager la remise sur le marché des logements qui restent inoccupés sans bonne raison ?

Réponse (13.01.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'honorable Député s'enquiert des mesures que le Gouvernement est en train de préparer pour identifier et mobiliser les logements inoccupés sans raison.

Comme le programme gouvernemental le prévoit, il est prévu que dans le cadre de la réforme de l'impôt foncier, le système actuel de la taxe communale spécifique d'inoccupation de certains immeubles sera remplacé et simplifié.

Actuellement, des études sont en cours pour déterminer les voies les plus efficaces et légalement opérables pour identifier l'état d'inoccupation d'un logement.

À cet égard, je peux confirmer à l'honorable Député que l'Observatoire de l'habitat ne dispose pas de données sur l'étendue du phénomène.

Dans ce contexte, je voudrais en outre attirer l'attention sur l'outil de la gestion locative sociale à travers laquelle des organismes conventionnés par le Ministère du Logement peuvent mobiliser sur le marché locatif privé des logements inoccupés afin de les mettre à disposition, au prix d'un loyer abordable, à une population qui est à la recherche d'un logement sans pour autant pouvoir se loger aux loyers du marché. Actuellement, plus de 800 logements ont pu être mobilisés de cette manière au courant des dix dernières années.

La gestion locative sociale s'avère ainsi être un des outils de prédilection pour mobiliser des logements inoccupés, à côté d'une taxe spécifique d'inoccupation.

Question 1582 (06.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **terrain prévu pour la construction du centre de données de Google :**

Wéi d'Regierung op d'parlamentaresch Fro N° 1328 äntwert, existéiert e Memorandum of Understanding mat Google - respektiv mat der Duechtergesellschaft LB Technology SARL - betreffend d'Exploitatioun vun den Terrainen zu Biissen. An engem Artikel op rtl.lu vum 3. Dezember gëtt de Wirtschaftsminister des Weideren zitéiert, dass d'Terrainen, déi d'Firma LB Technology an der Wirtschaftszon zu Biisse fir d'Konstruktioun vum Datenzenter kaaft huet, vum Staat kéinten ofkaaft ginn, am Fall, wou de Projet Datenzenter sech net realiséiere sollt, ënnert der Bedéngung, „datt de Präis och dee muss sinn, dee si bezuelt hunn an net dorop nach dierf Spekulatioun gemaach ginn."

D'Terrainen, déi LB Technology opkaaft huet, bedroen - den Informatiounen op Basis vun den Akten um Hypothéikenamt no - 34.068.860,00 Euro.

An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3520 vum 12. Dezember 2017 hat et nach vun der Regierung geheescht:

« Au moment où l'investisseur vient de lancer la première étape, il n'appartient pas au Gouvernement de spéculer sur l'avenir de ces terrains dans l'éventualité d'une non-réalisation d'un projet concret. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung tëscht 2017 an 2019 hir Meenung, dass et net dem Staat iwwerlooss ass, iwwert d'Zukunft vun den Terrainen zu Biissen ze spekuléieren, geännert? Falls jo, firwat?

2. Wat ass de Maximalmontant, deen de Staat fir eng eventuell Acquisitioun vun de Grondstécker u Google wëllt bezuelen?

3. Gouf dofir e Präis am Memorandum of Understanding fixéiert?

Réponse (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Et ass mat Google festgehalen, dass de Staat e Virkafsrecht op d'Terrainen huet, wann de Projet vum Bau vun engem Datenzenter sech ieren net realiséiert, a Google kann an esou enger Hypothees keng Spekulatioun a kee Benefiss op deenen Terraine realiséieren.

Question 1584 (06.12.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **formation continue pour enseignants :**

Les enseignants de l'enseignement secondaire sont tenus de suivre une formation continue de chaque fois 48 heures sur une période de trois ans. Dans le catalogue de ces formations, il est souvent fait référence à un « public cible », c'est-à-dire à un public auquel la formation s'adresse en premier lieu, sans que pour autant il soit explicitement spécifié que des personnes n'appartenant pas à ce public cible n'aient pas le droit de participer à la formation, dans le cadre des places disponibles bien entendu.

Selon nos informations, l'assistance d'un professeur d'allemand et d'un professeur en sciences économiques et sociales à une formation continue sur l'enseignement de la philosophie ne leur a pas été reconnue dans le cadre des 48 heures obligatoires. Or, les deux enseignants abordent des thématiques étroitement liées à la philosophie dans leur cours. Il nous a été rapporté aussi l'exemple d'une personne enseignant la géographie et pouvant être amenée à enseigner l'histoire, qui n'a pas pu assister à une formation continue sur Romulus sous prétexte qu'elle n'enseigne pas l'histoire, alors qu'une personne enseignant la chimie a pu assister à la formation en question, sous prétexte qu'elle accompagnait souvent des voyages scolaires à Rome.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Monsieur le Ministre un(e) enseignant(e) qui n'appartient pas à ce « public cible », mais qui est néanmoins amené(e) à aborder cette matière dans le cadre du cours qu'il (elle) enseigne ou qui estime que la formation en question lui apportera une plus-value pour sa pratique professionnelle, peut-il (elle) s'inscrire à cette formation si des places sont disponibles et se voir reconnaître cette formation dans le cadre des 48 heures obligatoires ?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- Sur quels critères les places sont-elles attribuées ?

- La notion de « public cible » doit-elle être entendue comme se référant à un public prioritaire ou comme se référant à un public exclusif ?

- Le ministre n'est-il pas d'avis que toutes les formations continues organisées ou proposées par l'IFEN devraient avoir lieu hors du temps scolaire afin d'éviter que des classes n'aient pas cours ?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'heures de cours n'ont pas été tenues lors de l'année scolaire 2018-2019 parce que les titulaires des classes participaient à une formation continue organisée ou proposée par l'IFEN pendant l'horaire scolaire ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des informations au sujet de l'obligation de formation continue du personnel de l'enseignement secondaire et au sujet de l'organisation des cours de formation continue. Les modalités en vigueur sont déterminées par les textes suivants :

- l'article 5 et l'annexe I de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire ;

- le chapitre 4 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

- les chapitres 5 et 6 de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 concernant la formation continue des enseignants fonctionnaires et employés de l'enseignement secondaire.

Ces textes sont également à la base de l'organisation de la formation continue par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

L'article 94, paragraphe 2, de la loi modifiée du 30 juillet 2015 stipule que : « L'offre de formation continue est élaborée et organisée par l'Institut en collaboration avec et à la demande du personnel et des établissements scolaires et socio-éducatifs et répond à des besoins spécifiques identifiés à ces différents niveaux. » Les modalités de sélection des participants sont précisées à l'article 96, paragraphe 2, de la même loi : « La sélection des participants aux cours de formation continue proposés dans le cadre de l'offre de formation au niveau national est opérée par l'Institut. La sélection des participants aux cours de formation continue proposés dans le cadre de l'offre de formation au niveau local est opérée par le directeur d'établissement ou par le directeur de région concerné. La sélection tient compte de la population ciblée et, le cas échéant, des demandes de priorité formulées par le directeur d'établissement […]. »

Afin de pouvoir exécuter ces dispositions, l'IFEN définit, pour toutes les formations continues qu'il organise, le public cible auquel cette formation s'adresse. Cette démarche a également pour objectif de mettre en évidence, pour les personnes intéressées par la formation, à la lecture du descriptif, les liens potentiels entre les objectifs et contenus de la formation proposée, d'un côté, et les besoins et attentes des personnes intéressées, de l'autre côté. L'IFEN souhaite ainsi contribuer à créer des conditions favorables pour que les formations soient perçues, par les participants, comme utiles pour leur développement professionnel personnel.

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Voici des détails supplémentaires par rapport aux questions de l'honorable Député :

a) Les situations individuelles dont il est question ici, se rapportent aux formations suivantes :

- « Journée philosophique », code D3-b-13, ayant comme contenu « L'enseignement de la philosophie au Luxembourg : historique, situation actuelle et perspective(s) », s'adressant au public cible que sont les enseignants de philosophie ;

- « La légende de Romulus », code D1-d-08, ayant comme contenu le mythe du fratricide commis par Romulus, fondateur de la cité de Rome, s'adressant au public cible que sont les enseignants de langues anciennes et d'histoire.

Vu les spécificités des formations précisées dans les descriptifs respectifs, et en application des dispositions exposées ci-dessus, l'IFEN a refusé l'inscription des enseignants d'autres disciplines.

b) Pour ce qui est de l'inscription à une formation pour laquelle l'enseignant n'appartient pas au public cible, la sélection ou le refus d'une personne intéressée à une formation sont opérés par l'IFEN sur base des informations professionnelles personnelles dont dispose ce dernier. Ces informations ont été validées par la personne dans le cadre de la déclaration de traitement des données à caractère personnel de l'IFEN, en conformité avec le Règlement général pour la protection des données (RGPD). Dans des situations exceptionnelles, telle que celles décrites par l'honorable Député, si l'enseignant informe l'IFEN de ses motifs, son inscription à la formation en question est validée. C'est la raison pour laquelle l'inscription de l'enseignant accompagnant des voyages scolaires à Rome a été validée.

Pour ce qui est de la validation et de la comptabilisation d'une telle formation dans le cadre de la formation continue obligatoire, les dispositions du chapitre 6.3. de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 sont d'application : « Toute formation choisie par l'enseignant et pour laquelle il n'est pas ciblé, doit être agréée par le directeur au préalable pour être comptabilisée. »

c) Les places disponibles pour une formation continue sont attribuées, en respect des dispositions de l'article 96, paragraphe 2, de la loi modifiée du 30 juillet 2015 citées ci-dessus, selon les critères suivants :

- la correspondance entre les données professionnelles personnelles dont dispose l'IFEN et le public cible spécifié pour la formation en question ;

- l'ordre chronologique selon lequel les enseignants se sont inscrits sur le site Internet de l'IFEN à la formation en question.

d) La notion de public cible est entendue comme se référant à un public exclusif. Ainsi, par le fait que tous les participants à une formation ont une pratique professionnelle en lien avec le contenu de la formation, le partage de l'expertise et la formalisation des savoirs de la pratique, définis (entre autres) comme objectifs de la formation continue à l'article 91 de la loi modifiée du 30 juillet 2015, peuvent être assurés.

e) La grande majorité des formations s'adressant aux enseignants de l'enseignement secondaire ont lieu en après-midi ou les samedis. Il ne me semble pas opportun de proposer des formations exclusivement en dehors du temps scolaire, étant donné que :

- l'horaire scolaire varie d'un lycée à l'autre et, le cas échéant, également d'une classe à l'autre, ce qui rendrait difficile la définition du « temps scolaire » en question ;

- les enseignants ne sont pas présents toutes les demi-journées de la semaine au lycée, ce qui leur permet de participer, le cas échéant, à une formation sans que forcément des leçons d'enseignement ne tombent en souffrance.

Les modalités de l'interférence d'une formation continue avec la tâche d'enseignement sont précisées au chapitre 5.2. de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 : « L'inscription à un cours de formation continue qui interfère avec la tâche d'enseignement d'un membre du personnel enseignant ne peut se faire qu'avec l'autorisation du directeur du lycée. L'intéressé fait parvenir sa demande au directeur qui en apprécie le bien-fondé et examine si l'intérêt du service permet la participation de l'enseignant au cours en question. Si le directeur estime que ces conditions ne sont pas remplies et s'il refuse la demande d'inscription, il doit en informer l'enseignant en indiquant les motifs du refus. Afin de pouvoir comptabiliser la totalité des heures d'un cours de formation continue, les leçons d'enseignement perdues en raison de la participation audit cours doivent être reprises à un autre moment. Sinon, seules les heures de formation continue suivies en dehors de la tâche d'enseignement sont comptabilisées. »

Je tiens à relever par ailleurs que bon nombre d'enseignants reprennent, si besoin en est pour participer à une formation, des leçons d'enseignement pour éviter de cette manière qu'elles ne tombent en souffrance.

f) Les chiffres demandés ne sont pas disponibles, vu la complexité des situations décrites ci-dessus, qui ne sont pas reprises dans un fichier centralisé.

Question 1585 (06.12.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **pluralisme des opinions :**

Et gëtt am ganze westleche Raum ëmmer méi Stëmmen, déi soen, datt d'Medie géintiwwer méi konservative Meenungen eng Zensur ausüben. A ville Länner gëtt dës Diskussioun ganz vehement geféiert.

RTL huet hei am Land eng dominant Plaz an der Medielandschaft. Ëmsou méi wichteg wär et, datt RTL sech géif drëm beméien, méiglechst objektiv ze informéieren an alle Meenungen eng Plaz ze ginn.

Elo ass awer e Lieserbréif vun enger Damm op rtl.lu net publizéiert ginn, well si op enger „Blacklist" bei RTL stéing, an zwar mat dëser Argumentatioun:

„Dann sin (sic!) awer dacks Saachen opgetaucht, wou dir géint homosexuell Koppele geschriwwen huet, grad, wann dës wéilte Kanner adoptéieren. Dir huet dat ganz dacks esou duergestallt, wéi wann dat en Nodeel fir d'Kanner wier. An deem Sënn hutt der dann och ganz dacks Leit attackéiert, wann ët (sic!) ëm d'Ofdreiwung gaangen ass."

Et ass awer esou, datt d'Bestietnis fir homosexuell Koppelen, d'Adoptioun vu Kanner duerch homosexuell Koppelen, d'PMA, d'GPA, d'Wuel vum Kand, d'Ofdreiwung an d'Recht op d'Liewen alles Sujete sinn, déi a bal alle Länner vun der Welt zum Deel vehement diskutéiert ginn an iwwert déi d'Meenunge wäit ausernee ginn.

Och hei am Land sinn dëst politesch an eethesch Froen, déi ëmstridde sinn a wou d'Meenunge wäit ausernee ginn. An der Chamber an an der sougenannter „Zivilgesellschaft" ginn iwwer esou Theemen zum Deel vehement Diskussioune geféiert.

Dës Diskussioune schéngen also bei RTL net wëllkomm ze sinn.

Et ass an deem Zesummenhank dohier och interessant ze notéieren, datt RTL op d'mannst eng Reportage iwwert d'Leihmutterschaft fir eng homosexuell Koppel gemaach huet, ouni dobäi déi Diskussioun iwwert déi kontroverséiert Praxis mat ze berécksiichtegen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Medieminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt RTL, als dominanten audiovisuelle Medium, soll méiglechst ville Meenungen e Raum ginn an iwwer all Aspekter vun eiser Gesellschaft méiglechst komplett an objektiv informéieren? Ass d'Regierung der Meenung, datt RTL och an eethesche Froe soll verschiddene Meenunge Raum ginn?

2. Gëtt et an deem Kontext vertraglech Konventiounen tëschent dem Lëtzebuerger Staat an RTL?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Bierger hei am Land, net nëmmen an der Theorie, mee och an der Praxis, prinzipiell d'Méiglechkeet sollen hunn, fir an de staatlech subventionéierten oder konventionéierte Medie Meenungen ze vertrieden, déi net dem sougenannte „lénke Mainstream" entspriechen? Wa jo, ass d'Regierung bereet, dat souwuel ëffentlech ewéi och an de Medien ze betounen? Ass d'Regierung zu all Ament bereet, fir de Meenungspluralismus vun de Medien an an de Medien op eng glafwierdeg Manéier anzetrieden?

4. A wéi enge Medien ass d'Regierung institutionell vertrueden? Setzt sech d'Regierung an deene respektive Gremien ëmmer fir de Respekt vun enger méiglechst grousser Meenungsfräiheet an, also bewosst och fir Meenungen, déi net der Regierungslinn entspriechen?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt och Diskussioune musse fräi geféiert kënne ginn, déi den Interessien, Fuerderungen oder Meenunge vun deem engen oder aneren (dacks staark minoritären) Grupp widderspriechen, ouni doweinst gläich enger „Diskriminatioun" ugeklot oder verdächtegt ze ginn?

6. Misst an Zäiten, wou och an de Medie besonnesch vill iwwer Transparenz a Fichiere geschwat gëtt, en national dominante Medium wéi RTL net och mam gudde Beispill virgoen an de Leit soen, wat déi sougenannte „Blacklist" ass, wéi si sech definéiert, wien do drop steet a wat d'Modalitéite vun deem Fichier sinn? Wéini kënnt een dann nees vun deem Fichier erof, zum Beispill, wann een d'Recht op Liewe vun den nach net gebuerene Kanner vertrëtt?

7. Kann d'Regierung der Chamber eng Lëscht ginn, wie vun 2013 bis haut op RTL Radio

- eng Carte blanche huet däerfe maachen (a wéivillmol), an des Weideren:

- wéi eng Politiker vu wéi enger Partei an de Background invitéiert goufen (a wéivillmol);

- wéi eng Politiker vu wéi enger Partei als Invité vun der Redaktioun invitéiert goufen (a wéivillmol)?

8. Am Ausland gëtt et Etüden iwwert déi dacks eesäiteg a staark tendenziell Berichterstattung vun de Medie bei Froen ewéi der Migratioun, dem Klima an nach änlechen, dacks ideologiséierte Froen. Wëllt d'Regierung eng Etüd maache loossen, wéi objektiv d'Press zu Lëtzebuerg vun 2015 bis haut iwwer esou Theemen (an och iwwert dat speziell lëtzebuergescht Theema vum Auslännerwalrecht) informéiert huet an déi Etüd publizéieren?

Réponse (06.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

De Medieminister ka sech net äusseren iwwer Aussoe vum honorabelen Deputéierten, bei deene sech beruff gëtt op onprezis a vag definéiert „Stëmmen" am „westleche Raum" respektiv „Diskussiounen" a „ganz ville Länner".

Et ass fir de Minister och net méiglech ze bewäerten, wat e Schreiwes betrëfft, dat vun „enger Damm op rtl.lu" net publizéiert gi wier a wouranner et anscheinend ëm „Saachen" geet, déi géint homosexuell Koppele geschriwwe gi wieren.

Allgemeng sief ënnerstrach, dass professionell Journalisten zu Lëtzebuerg engem Code de déontologie verflicht sinn, deen esouwuel d'Meenungsfräiheet als Prinzip festhält, ewéi och d'Obligatioun, dass, wat gesot gëtt, net vag, mee richteg ass an iwwerpréift gouf: http://www.press.lu/upload/manager/files/codedeontologie1.pdf.

ad 1. Den honorabelen Deputéierten erwäänt a senger Fro e Bréif, deen net op rtl.lu publizéiert gouf, deemno op der digitaler Plattform vun RTL. D'Konventioun, déi de Staat aktuell mat RTL huet, betrëfft eleng den Optrag fir e Lëtzebuerger Televisiounsprogramm a gewëss Aspekter vum Radiosprogramm, also net déi digital Plattform rtl.lu. De Minister bewäert doriwwer eraus net den editoriale Choix vun engem onofhängege Medium.

ad 2. cf. ad 1.

ad 3. Wéi scho beschriwwen, ass rtl.lu kee „staatlech subventionéierten oder konventionéierte Medium". D'Regierung steet zum an ënnerstëtzt de Medienpluralismus zu Lëtzebuerg an huet och am Koalitiounsaccord festgehalen, dat weider ze maachen:

« Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. » (p. 9)

ad 4. Et ass net eendeiteg erkennbar, wat den honorabelen Deputéierte mat der Beschreiwung „institutionell vertrueden" wëllt ausdrécken. Et existéiert en ëffentlech-rechtleche Radio, deen am Kader vun enger Konventioun an opgrond vun engem Gesetz iwwert de Staatsbudget finanzéiert gëtt. Dësen ëffentlech-rechtleche Radio ass editorial onofhängeg - an dat ass och gutt a richteg esou.

ad 5. Et ass net ersiichtlech, wat den honorabelen Deputéierten a senger Fro wëllt ausdrécken - sécher ass awer, dass d'Regierung d'Prinzipien, wéi se an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter festgehale sinn, respektéiert, deemno och den Artikel 19 an d'Recht op déi fräi Meenungsäusserung.

ad 6. D'Regierung respektéiert d'Onofhängegkeet an déi editorial Fräiheet vun engem private Mediebetrib mat professionelle Journalisten.

ad 7. D'Regierung huet keng esou eng Lëscht an huet och net geplangt, an déi alldeeglech Gestioun vun iergendengem Lëtzebuerger Medienhaus anzegräifen oder vergläichbar Fuerderungen ze stellen.

ad 8. D'Regierung ka sech net äusseren iwwer net weider preziséiert „Etüden aus dem Ausland", déi den honorabelen Deputéierten hei ernimmt, ouni eng Source unzeginn.

Question 1586 (09.12.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fiscalité du numérique :**

Alors que le Ministre des Finances allemand avait récemment déclaré qu'un accord en matière de fiscalité du numérique pouvait encore être trouvé en 2020, le Ministre des Finances américain vient de fait part de ses inquiétudes par rapport à la tournure des discussions sur la taxation des géants du Net en cours au sein de l'OCDE.

Cette lettre survient peu de temps après l'annonce du Président américain d'introduire des taxes à l'importation sur des produits de luxe français en riposte à l'instauration d'une taxation du numérique par la France.

La lettre risque de remettre en question la possibilité d'un compromis qui semblait à portée de main.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliciter les options en matière de fiscalité des entreprises du numérique actuellement évoquées au sein de l'OCDE ? Parmi ces options, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer celle qu'il privilégie et pour quelles raisons ?

- Monsieur le Ministre est-il confiant qu'un accord en la matière puisse être trouvé dans un délai rapproché ?

- Existe-t-il actuellement une position commune en matière d'imposition des entreprises du numérique au sein de l'Union européenne ? Dans l'affirmative, quelle est cette position ?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'instauration par la France d'une taxe sur le numérique ?

- Monsieur le Ministre entrevoit-il la possibilité d'une guerre commerciale avec les États-Unis ? À considérer que les États-Unis introduiraient effectivement des droits de douanes sur des produits de luxe français, Monsieur le Ministre considère-t-il que les États membres de l'Union européenne devraient se montrer solidaires avec la France ? Si oui, comment se manifestera cette solidarité ?

Réponse commune (08.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les options qui sont actuellement en discussion dans les enceintes de l'OCDE sont regroupées autour de deux « piliers ». Il est à noter que le champ d'application contemplé de ces mesures va au-delà de la seule problématique de la « taxation des géants du Net » mentionnée par l'honorable Député.

Le pilier 1 a pour objectif de réviser les règles en matière de « nexus » économique qui justifie un droit d'imposition dans une juridiction déterminée et de modifier ensuite la répartition des bénéfices entre les juridictions afin d'accorder plus de droits d'imposition aux pays où les utilisateurs sont situés nonobstant l'absence éventuelle de présence physique des entreprises dans ces pays.

Le pilier 2 vise à apporter une réponse globale aux défis subsistant en matière d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices (« BEPS ») en faisant en sorte que les bénéfices des entreprises qui exercent leurs activités à l'international soient systématiquement soumis à un impôt minimum.

Le Luxembourg est pleinement engagé dans les discussions à l'OCDE et soutient l'idée selon laquelle les bénéfices des entreprises doivent être imposés là où la valeur est créée. Par ce biais, le Luxembourg est également d'avis que le cadre de la fiscalité internationale doit être adapté aux modèles d'entreprises du 21e siècle afin de refléter la numérisation de l'économie. Toutefois, une pareille réforme doit être négociée en présence de tous les acteurs intéressés et aboutir à un « level playing field ».

À ce stade, il est trop tôt pour évaluer les conséquences de la lettre envoyée par le Ministre des Finances américain, mentionnée par l'honorable Député. Ceci étant, il est important de dégager un consensus au sein de l'OCDE sur ces questions afin d'éviter la prolifération de taxes digitales unilatérales qui risquent d'avoir des répercussions négatives sur les échanges économiques internationaux. De telles actions unilatérales discordantes risquent

également de mettre le cas échéant en péril le cadre international de la fiscalité des entreprises.

Finalement, même si l'OCDE reste l'enceinte privilégiée pour trouver un accord sur la fiscalité de l'économie numérique, le Luxembourg continue de s'engager au niveau européen pour que les États membres de l'Union européenne puissent défendre une position commune au niveau de l'OCDE, avec l'objectif notamment que la solution finalement dégagée au sein de l'OCDE prenne pleinement en compte le droit de l'Union européenne et les spécificités des économies des États membres.

En ce qui concerne la dernière question soulevée par l'honorable Député, le Luxembourg continue à espérer que ses partenaires français et américain pourront régler ce différend par le dialogue, en mettant en perspective une solution concrète au niveau de l'OCDE et en écartant ainsi le risque de nouvelles mesures tarifaires contre des produits européens. Si des mesures unilatérales sont prises contre des produits français sans autorisation préalable par l'organe de règlement des différends de l'OMC, il échoit à l'Union européenne, en vertu de la compétence exclusive en matière de politique commerciale, à réagir comme une seule entité. La Commission européenne examine d'ores et déjà tous les scénarios, dont le recours devant un panel d'experts de l'OMC et l'adoption de contre-mesures.

Question 1587 (09.12.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **radio socioculturelle 100,7 :**

Dans l'édition du 29 novembre de l'hebdomadaire d'« Lëtzebuerger Land », Monsieur le Ministre des Communications et des Médias a accordé un long entretien dont une partie concernait l'actualité de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle (ERSL). Monsieur le Ministre y déclare notamment : « Als Laurent Loschetter damals zum Präsident von radio 100,7 ernannt wurde, ging es darum, Probleme in der Buchführung und im Arbeitsrecht anzugehen. »

Cette déclaration fut assez étonnante car nous n'avons pas souvenir que des problèmes liés à la comptabilité ou au droit du travail furent ouvertement évoqués, notamment au sein de la commission parlementaire des médias.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Les réviseurs chargés d'analyser les comptes de l'ERSL de 2013 à 2017 ont-ils fait part dans leurs rapports annuels de quelconques réserves substantielles quant à la gestion comptable de l'ERSL ? Si oui, desquelles ?

2) Selon mes renseignements, les comptes annuels accompagnés des rapports des réviseurs ont tous été adoptés par le conseil d'administration de l'ERSL au sein duquel siègent notamment des représentants de l'État, dont un représentant de l'Inspection des finances, et aux réunions duquel assiste un commissaire de Gouvernement avec voix consultative. Suivant vos affirmations, les membres du conseil d'administration de l'ERSL auraient-ils avalisé des comptes et rapports tout en ayant connaissance d'irrégularités comptables sur la période 2013-2017 ?

3) Finalement, si la mission de l'ancien président du conseil d'administration que vous aviez nommé en 2017 portait sur des « problèmes » au niveau de la comptabilité et du droit du travail, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer plus précisément de quels problèmes il s'agissait, s'ils ont été résolus et, dans l'affirmative, de quelle manière l'ont-ils été ?

Réponse (30.12.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Ministre des Communications et des Médias n'a ni connaissance ni évoqué des irrégularités légales concernant la gestion de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle.

Concernant la gestion et la stabilisation des ressources humaines, le ministre se réfère à l'approbation, par le conseil d'administration, lors de sa séance du 18 mai 2018, de la transformation de postes CDD en CDI et de la proposition de contrats CDD et CDI à des freelance, suite à la signature de la nouvelle convention pluriannuelle entre l'État et l'ERSL, qui accordait une hausse de la dotation et une plus grande prévisibilité à long terme à l'établissement.

Q214

Question 1588 (10.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **travaux d'impression de l'État :**

A menge parlamentaresche Froen Nr. 0881, 1163 an 1299 hat ech mech iwwert d'Verwendung vu Pabeier beim Staat souwéi den externen Drockopträg beim Staat ëmfrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitaliséierung an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Am Tableau vun der Äntwert op d'Fro Nr. 1299 ass bei enger Imprimerie vun 2013 bis 2019 eng Verdräifachung vum ausbezuelte Montant fir d'Opträg festzestellen. Gläichzäiteg ass d'Unzuel vun den Opträg mat 98 Opträg méi niddreg wéi bei aneren Imprimerien.

De Minister äntwert des Weideren op d'Fro Nr. 11 :

„Generell gi Präisser bei e puer Dréckereien ugefrot an de bëllegsten Ubidder gëtt geholl."

- Wéi ass ze erklären, dass déi Imprimerie mat manner Drockopträg ewéi hir Konkurrente méi Suen erhalen huet?

- Kann de Minister confirméieren, dass bei den Ausschreiwunge fir d'Drockopträg säit 2013 gläich Krittäre fir all d'Imprimerië gëllen?

2. 2016 huet eng Imprimerie Faillite gemaach. Kann de Minister matdeelen, wien déi feelend Drockopträg vun dëser Imprimerie am Follgejoer kritt huet a wat fir en Typ vun Opträg déi Imprimerie krut?

3. Kann de Minister ausschléissen, dass an deenen Imprimerien, wou Membere vum Verwaltungsrot direkt oder manner direkt a Verbindung mat Regierungsparteie stinn, doduerch Drockopträg zugonschte vun dësen Imprimerien entscheet goufen?

Réponse (10.01.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre de la Fonction publique :*

Déi betreffend Dréckerei huet tëschent dem 1. Januar a 15. Oktober 2019 98 Opträg (Bons de commande) kritt. Et ass ze bemierken, dass op engem Bon de commande vill Positioune kënne stoen, esou dass d'Unzuel vun de Bons de commande net onbedéngt ausschlaggeebend ass. Zum Beispill kann op engem Bon de commande genausou gutt een Depliant stoen oder awer zéng Schoulbicher.

An deem betreffenden Zäitraum 2019 ass d'Unzuel vun den Drockopträg méi niddreg wéi bei aneren Dréckereien an de facturéierte Montant méi héich, well d'Natur vun den Opträg méi komplex war. Et handelt sech do haaptsächlech ëm Schoulbicher, wou ganz grouss Oplage gefrot gi mat diversen technesche Finitiounen, fir déi net all Dréckerei equipéiert ass.

Bei den Ausschreiwunge gëlle fir all d'Dréckereien déi selwecht Krittären. Konform zur Legislatioun vun de Marché-publicke gëtt e Laaschtenheft ausgeschafft, dat muss respektéiert ginn. Déi Dréckereien, déi un engem Optrag interesséiert sinn, ginn hire Präis of.

No der Faillite vun enger Dréckerei 2016 sinn déi grouss Opträg via Laaschtenheft nei ausgeschriwwe ginn. Op Basis vun den Offeren, déi gemaach gi sinn, hu verschidden Dréckereien déi Opträg zougesprach kritt.

D'Zesummesetzung vun engem Verwaltungsrot ass kee Krittär fir den Zouschlag vun engem Drockoptrag.

Question 1589 (09.12.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **signification d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle allemande pour le revenu d'inclusion sociale :**

Am 5. November 2019 erklärte das deutsche Bundesverfassungsgericht Sanktionen zur Durchsetzung von Mitwirkungspflichten bei Bezug von Arbeitslosengeld II als teilweise verfassungswidrig. Das Bundesverfassungsgericht wurde mit der Thematik befasst, nachdem ein Empfänger von Arbeitslosengeld II aufgrund einer Minderung um 30 % und schließlich um 60 % des ihm zustehenden Regelbetrages beim Sozialgericht Klage einreichte und dieses dem Bundesverfassungsgericht die Frage zur konkreten Normenkontrolle weiterreichte.

In seinem Urteil[3] erklärt das Bundesverfassungsgericht, dass Sanktionen zur Durchsetzung von Mitwirkungspflichten nicht prinzipiell verfassungswidrig seien, doch wird von den Richtern argumentiert, dass eine Minderung des Regelbetrages um 60 % nach der zweiten Nichtwahrnehmung einer Mitwirkungspflicht und ein kompletter Wegfall des Regelbetrages über einen Zeitraum von drei Monaten im Falle einer dritten Verletzung einer Mitwirkungspflicht nicht mit dem deutschen Grundrecht vereinbar seien. Das Bundesverfassungsgericht begründet diese Unvereinbarkeit mit der Unzumutbarkeit und der Unverhältnismäßigkeit der genannten Sanktionen.

Die potenziell entstehende Belastung für Empfänger/innen durch eine Minderung um 60 % beziehungsweise durch einen kompletten Leistungsentzug sei demnach, so das Verfassungsgericht, nicht mit dem grundrechtlich gewährleisteten Existenzminimum vereinbar.

Zudem weist das Bundesverfassungsgericht darauf hin, dass es keine belastbaren Erkenntnisse über die Eignung und Erforderlichkeit einer Leistungsminderung um 60 % beziehungsweise eines kompletten Leistungsentzuges im Hinblick auf die Durchsetzung von Mitwirkungspflichten zur Integration in den Arbeitsmarkt gebe. Diesbezüglich könnten, so die Verfassungsrichter, drastische Minderungen der Leistungen gegebenenfalls bewirken, dass die Empfänger/innen durch die Leistungsminderungen mit zusätzlichen Hürden bei der Integration in den Arbeitsmarkt konfrontiert würden.

Des Weiteren müsse der Gesetzgeber darauf achten, so die Verfassungsrichter, dass Empfänger/innen auch nach mehrmaligem Verstoß gegen Mitwirkungspflichten und komplettem oder teilweisem Entzug der Leistungen die Chance behalten, diese wieder zu erhalten, sobald die Empfänger/innen ihren Mitwirkungspflichten wieder nachkommen. Es könne also nicht sein, dass ein oder eine Empfänger/in - wie in Deutschland der Fall - über einen Zeitraum von drei Monaten einen kompletten Leistungsentzug hinnehmen müsse, obwohl er oder sie zwischenzeitlich wieder seinen oder ihren Mitwirkungspflichten nachgekommen ist. Da dies derzeit in Deutschland beim Arbeitslosengeld II der Fall sei, so das Gericht, würden die Sanktionen ihr eigentliches Ziel verfehlen, nämlich die Mitwirkung der Empfänger/innen an Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt zu fördern.

Die luxemburgische Gesetzgebung zum Revenu d'inclusion sociale (REVIS) hat einige Ähnlichkeiten mit dem deutschen Arbeitslosengeld II, insbesondere was die Mitwirkungspflichten und die Sanktionen bei deren Missachtung angeht.

So sieht das entsprechende Gesetz vor, dass REVIS-Empfänger/innen nach einem ersten Verstoß gegen ihre Mitwirkungspflichten vom „Office national d'inclusion sociale" (ONIS) abgemahnt werden. Beim zweiten Verstoß folgt eine Minderung des REVIS-Betrages um 25 % und ein dritter Verstoß zieht einen kompletten REVIS-Entzug nach sich. Letztgenannte Sanktionen gelten für die drei der Entscheidung des „Fonds national de solidarité" (FNS) folgenden Monate. Somit können REVIS-Empfänger/innen über einen Zeitraum von bis zu vier Monaten von den Sanktionen betroffen sein.

Inwiefern REVIS-Empfänger/innen, die nach zwei oder mehreren Verstößen gegen die Mitwirkungspflichten von Sanktionen betroffen sind, den kompletten ihnen zustehenden REVIS-Betrag wieder erhalten oder zurückerstattet bekommen können, insofern sie sich vor Ablauf der dreimonatigen Sanktionsfrist wieder an den Mitwirkungspflichten beteiligt haben, geht aus dem Gesetz nicht hervor.

REVIS-Empfänger/innen können gegen vom „Fonds national de solidarité" (FNS) gegen sie verhängte Sanktionen Einspruch beim Sozialgericht („Conseil arbitral des assurances sociales") einlegen. Dafür haben sie laut Gesetz 40 Tage Zeit ab dem Datum der schriftlichen Mitteilung der Sanktion. Zu diesem Zweck müssen dem betroffenen REVIS-Empfänger die nötigen Informationen zu den Ansprüchen auf Rechtsmittel zugestellt werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich der Familienministerin folgende Fragen stellen:

1. Wie viele Haushalte erhalten derzeit REVIS? Wie hat sich diese Zahl über das vergangene Jahr entwickelt?

2. Wie viele Beschäftigte erhielten 2019 die komplementären Leistungen der „allocation d'inclusion"?

3. Wie hoch lag der Anteil der abgelehnten REVIS-Anträge?

4. In wie vielen Fällen sprach das ONIS Abmahnungen gegen REVIS-Empfänger/innen aus?

5. In wie vielen Fällen entschied der FNS eine Minderung des REVIS-Betrages in Höhe von 25 %? Wie hat sich diese Zahl absolut und in Relation zu der gesamten REVIS-Empfängerzahl seit Einführung des REVIS entwickelt?

6. In wie vielen Fällen entschied der FNS einen kompletten Entzug des REVIS? Wie hat sich diese Zahl absolut und in Relation zu der gesamten REVIS-Empfängerzahl seit Einführung des REVIS entwickelt?

7. In wie vielen Fällen legten REVIS-Empfänger/innen Einspruch gegen eine Sanktion beim Sozialgericht ein? In wie vielen Fällen ist ein Einspruch aus Sicht der Empfänger/innen erfolgreich gewesen?

Laut REVIS-Gesetz werden mit REVIS-Empfänger/innen sogenannte „plans d'activation" ausgearbeitet. Die Empfänger/innen müssen den Mitwirkungspflichten nachkommen, die in diesen Plänen festgelegt werden. Tun sie das nicht, besteht die Möglichkeit einer Sanktion, also gegebenenfalls einer Kürzung oder eines Entzugs des REVIS.

8. Aufgrund welcher der fünf im Gesetz festgeschriebenen möglichen Verstöße gegen die Auflagen des „plan d'activation" werden die REVIS-Empfänger/innen in welcher Häufigkeit sanktioniert?

9. Wie definiert ihr Ministerium das schwere Fehlverhalten („motif grave"), das zu einem Abbruch der Betreuung der betroffenen Person durch das ONIS und einen kompletten Leistungsentzug führen kann?

10. Welche Kriterien werden im Rahmen der „plans d'activation" herangezogen, um zu bestimmen, ob ein oder eine REVIS-Empfänger/in eine bestimmte gemeinnützige Arbeit verrichten kann oder soll? Wird bei dieser Entscheidung auch beruflichen oder geografischen Kriterien (Entfernung zum Wohnort und/oder Transportmöglichkeiten) Rechnung getragen?

11. Wird einem oder einer REVIS-Empfänger/in, der oder die aufgrund eines Verstoßes gegen eine Mitwirkungspflicht eine Minderung oder einen Entzug des REVIS-Betrages über einen Zeitraum von drei Monaten hinnehmen muss, die Leistung wieder komplett ausgezahlt, wenn der oder die Empfänger/in innerhalb dieser drei Monate wieder seinen oder ihren Mitwirkungspflichten nachkommt oder bleibt die Sanktion in Kraft ungeachtet der Mitwirkung des Empfängers?

12. Müssen REVIS-Empfänger/innen nach einem kompletten Leistungsentzug und ohne Möglichkeit auf eine Rückerstattung innerhalb der dreimonatigen Frist wieder einen neuen Antrag stellen, um den REVIS-Betrag nach Ablauf der drei Monate wieder zu erhalten, oder erfolgt die Auszahlung automatisch?

13. Verfügt das Familienministerium über quantitative und qualitative Erkenntnisse über die Auswirkungen der Sanktionen bezüglich der Integration der Betroffenen in den Arbeitsmarkt?

14. Werden die von Sanktionen betroffenen REVIS-Empfänger/innen weiterhin durch das ONIS begleitet und ermutigt einen neuen Antrag zu stellen?

15. Besteht in den Augen der Frau Ministerin nicht das Risiko, dass zu strenge Sanktionen die Sicherung eines Existenzminimums gefährden könnten?

16. Inwiefern ist die Frau Ministerin der Auffassung, dass das Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts aufgrund der Ähnlichkeit, die das Arbeitslosengeld II bezüglich der Sanktionen zum REVIS aufweist, auch in der Abschätzung der Stärken und Schwächen der sozialen Eingliederungsinstrumente in Luxemburg eine Rolle spielen sollte?

17. Teilt die Frau Ministerin prinzipiell die Auffassung des Bundesverfassungsgerichts, dass harte Sanktionen bis hin zum Leistungsentzug unzumutbare und wenig zielführende Maßnahmen darstellen, die die soziale Eingliederung der Empfänger/innen (des REVIS in diesem Fall) eher erschweren als erleichtern?

Réponse (15.01.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Ich weise den Herrn Abgeordneten darauf hin, dass es mir nicht zusteht, ein Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts zu kommentieren.

Außerdem möchte ich daran erinnern, dass die am 12. Juli 2018 vom Parlament verabschiedete Motion die Regierung damit beauftragt hat, das Gesetz vom 28. Juli 2018 über das Einkommen zur sozialen Eingliederung („Revenu d'inclusion sociale" - REVIS) innerhalb von drei Jahren nach seinem Inkrafttreten zu evaluieren. Die Vorbereitungen zu dieser Studie sind bereits angelaufen. Sie wird ebenfalls die quantitativen und qualitativen Auswirkungen der im Gesetz vorgesehenen Sanktionen analysieren.

Im Jahr 2019 erhielten 12.084 Haushalte das Einkommen zur sozialen Eingliederung; im Jahr

[3] https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2019/11/ls20191105_1bvl000716.html

2018 waren es 11.921 Haushalte. Zwischen Januar und November 2019 kam es in 86 Fällen zu einer Minderung von 20 % des REVIS nach einem zweiten Verstoß gegen die Mitwirkungspflichten; in 40 von diesen Fällen wurde ein dritter Verstoß festgestellt. In keinem dieser Fälle wurde Einspruch gegen die Sanktion beim Schiedsgericht der Sozialversicherungen eingereicht.

Über diese Zahlen hinaus, ist es zu diesem frühen Zeitpunkt im Jahr noch nicht möglich, vollständiges und aufbereitetes Zahlenmaterial zum Jahr 2019 zur Verfügung zu stellen. Das aufbereitete Zahlenmaterial wird im Tätigkeitsbericht 2019 des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion veröffentlicht werden.

Wie bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 1604 des Abgeordneten Paul Galles vermerkt wurde, sind die im Gesetz verankerten Sanktionen so konzipiert, dass Menschen, die aus unterschiedlichen Gründen gegen ihre Mitwirkungspflichten verstoßen, abgemahnt werden können, ohne dass sie gleich - wie dies in der früheren RMG-Gesetzgebung der Fall war - ihren Krankenversicherungsschutz und ihren Anspruch auf sämtliche REVIS-Leistungen verlieren. Auch sei darauf hingewiesen, dass, wenn es zu einer Minderung von 20 % oder gar zu einem dreimonatigen Entzug des REVIS-Betrages kommen sollte, dies nicht die Anteile betrifft, die für die Kinder des Haushalts bestimmt sind (Artikel 24 (2) und (3)). Im Fall des Entzugs der Leistungen, werden die von den Sanktionen betroffenen REVIS-Empfänger während dieser Zeit nicht von ONIS- oder ARIS-Mitarbeitern betreut.

Das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) umfasst zwei Bestandteile: eine Eingliederungszulage („allocation d'inclusion") und eine Aktivierungszulage („allocation d'activation"). Wenn Leistungen im Rahmen des Artikels 24 gekürzt oder vollständig entzogen wurden, wird die Eingliederungszulage (Artikel 1 (1)) nach Ablauf der dreimonatigen Frist automatisch durch den FNS wieder an den vollständigen REVIS-Betrag angepasst oder wieder zuerkannt. Die Zuerkennung der Aktivierungszulage (Artikel 1 (2)) hängt davon ab, ob der REVIS-Empfänger einer Aktivierungsmaßnahme des ONIS nachgeht.

Zu der Zuerkennung des Einkommens zu sozialer Eingliederung kommt es jedoch nur unter der Voraussetzung, dass alle sonstigen Bedingungen zum Erhalt des REVIS erfüllt bleiben.

Die Minderung oder der vollständige Entzug des REVIS-Betrages werden während eines Zeitraums von drei Monaten aufrechterhalten, so wie es das Gesetz vorschreibt. Eine Kürzung oder Unterbrechung dieser dreimonatigen Frist ist im Prinzip nicht möglich. Nur wenn der betroffene REVIS-Empfänger neue Informationen und Belege beim ONIS vorlegt, die den Verstoß gegen seine Mitwirkungspflicht erklären und rechtfertigen, und das ONIS auf dieser Basis die Sanktion vollständig zurückzieht, kann es vor Ablauf der dreimonatigen Frist zu einer erneuten kompletten Auszahlung des REVIS-Betrages kommen.

Was die Aktivierungsmaßnahmen betrifft, so bestimmt der Regionalbeauftragte für soziale Eingliederung („Agent régional d'inclusion sociale" - ARIS) die gemeinnützige Arbeit, die ein REVIS-Empfänger verrichten muss. Dabei trägt er sowohl den Fähigkeiten und Kompetenzen der Person als auch der geografischen Erreichbarkeit der Arbeitsstelle Rechnung. Zudem muss sich der REVIS-Empfänger einer medizinischen Untersuchung beim multisektoriellen arbeitsmedizinischen Dienst („Service de santé au travail multisectoriel") unterziehen. Es sei hier noch einmal betont, dass es das Ziel des REVIS-Gesetzes ist, eine bessere Abstimmung der Profile, Fähigkeiten und Kompetenzen der REVIS-Empfänger auf die Aktivierungsmaßnahmen zu erzielen.

Question 1590 (10.12.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **déchets électroniques :**

Zu Lëtzebuerg ass de Gesamtvolume un Offall bannent deene leschte Joren erofgaangen. Och gëtt ëmmer méi recycléiert. Am Kader vum Elektroschrott ass d'Ecotrel zu Lëtzebuerg zoustänneg fir d'Asammelen an d'Recycléiere vun Elektroschrott. Obwuel domadder séchergestallt ass, dass den Elektroschrott fachgerecht entsuergt gëtt, ginn awer nach all Joer Tonnen un Elektroschrott aus Europa an Afrika exportéiert, deen ënner mënschenonwierdeg Zoustänn recycléiert gëtt, mat de bekannten Auswierkungen op d'Emwelt an d'Gesondheet vun de Leit.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Ëmweltminister follgend Froe stellen:

1. Gi futtis elektronesch Apparater vu Lëtzebuerg aus op den afrikanesche Kontinent exportéiert?

2. Wei gëtt séchergestallt, dass dat net geschitt?

3. Wat fir eng Initiative gi vun der Lëtzebuerger Regierung op europäeschem Niveau geholl, fir den Export vun Elektroschrott an afrikanesch Länner ze ënnerbannen?

4. Wat sinn d'Engagementer vun der Lëtzebuerger Regierung am internationale Strategiëkontext?

Réponse (14.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. No den offiziellen Deklaratiounen iwwert déi agesammelt futtis elektresch Apparater gi keng Exporter an Afrika gemaach, dëst weeder vun der Ecotrel, dem lëtzebuergeschen Organisme agréé fir Elektroschrott nach vun de Produzenten, déi en individuelle Gestiounssystem hu fir déi elektronesch Offäll.

Ee groussen Deel vun den Apparater gëtt, iert d'Komponente weiderverschafft ginn, an enger Anlag zu Beetebuerg demontéiert, fir esou e bessere Recycling kënnen ze assuréieren. Déi Komponenten, déi do ufalen an och déi elektresch Apparater, déi net hei am Land virbehandelt ginn, ginn a follgend Länner transportéiert, fir do recycléiert a valoriséiert ze ginn: d'Belsch, Frankräich, Däitschland, Holland, Tschechien an Éisträich. Dréchegeluechte Kompressoren aus de Frigoe ginn a Pakistan, wou d'Komponente weider benotzt ginn, fir nei Ventilatoren ze produzéieren.

ad 2. Prinzipiell ass et net verbueden, mat Prestatairen ausserhalb vun der EU ze schaffen, soulaang si d'Konditioune vu Geneemegung a Reporting erfëllen an d'Artikelen 9 an 10 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. März 2012 respektéieren. Den Artikel 9 leet d'Hierarchie an deene verschiddenen Niveaue vun der Offallgestioun fest. Den Artikel 10 bestëmmt déi global Bedéngungen, déi all Offallfilière muss erfëllen, an zwar kee Risiko fir d'Gesondheet a keng Ëmweltschied oder -belaaschtunge generéieren.

Den Artikel 16, Punkt 3 vun deem Gesetz gëtt vir, datt déi, déi Offall hunn an e mussen entsuergen, de Prinzip vu Proximitéit mussen anhalen, souwäit et méiglech ass. Den Artikel 18 vum selwechte Gesetz gesäit am Punkt 3 vir, datt déi, déi Offall sammelen oder transportéiere sécherstelle mussen, datt den Offall a geneemegt Anlage geet, déi konform zu deenen Artikelen 9 an 10 sinn.

D'Ecotrel muss der Ëmweltverwaltung all Prestatairen uginn, déi den Offall behandelen, sief et a sengem Dossier d'agrément oder spéider iwwert den Avis, dee se bei der Ëmweltverwaltung froe mussen, wa si mat engem neie Prestataire schaffe wëllen. Fir all Prestataire gëtt verlaangt, datt si geneemegt si fir hir Aktivitéit, an deem Land, wou si etabléiert sinn. Si mussen och rapportéieren, wat mam Offall geschitt.

Fir all déi Prestatairen, déi Offäll vun elektroneschen Apparater huelen, fir se ze flécken an erëm op de Marché ze stellen, huet d'Ecotrel och en Avis favorable vun der Ëmweltverwaltung kritt. Et handelt sech ëm Acteuren, déi all hei zu Lëtzebuerg sinn.

D'Notificatiounsprozedur, déi iwwert dat europäescht Reglement 1013/2006 agefouert ginn ass, an déi den Transport vun Offäll reegelt, muss och vun där ganzer Chaîne respektéiert ginn; d'Destinatioun vum Offall muss do am Viraus ugi ginn an all betraffe Länner mussen am Virfeld mat deenen Transporter averstane sinn.

Et sief och dorun erënnert, datt d'Ëmweltverwaltung zesumme mat der Douane, awer och mat auslänneschen Autoritéiten am Kader vu Kooperatiounsprogrammer, reegelméisseg Transportkontrolle mécht, wou iwwerpréift gëtt, datt keng illegal Offalltransporter gemaach ginn.

ad 3. Wärend allen Diskussiounen op europäeschem Niveau iwwert d'Entsuergung vun elektreschem an elektroneschem Offall, mee och iwwer Offalltransport, vertrëtt Lëtzebuerg ëmmer eng ambitiéis Positioun, wat d'Usprëch vun den Offallschinnen ugeet. Dozou gehéiert d'Garantie, datt all Offall nëmme vu geneemegte Betriber transportéiert, recycléiert oder eliminéiert gëtt, déi och d'Standarde vun der europäescher Legislatioun respektéieren, an datt d'Informatioun fir de Reporting bis bei de Produzent zréckkënnt, soudatt hien dat a sengem Rapport annuel un d'Verwaltung weiderschécke kann.

Question 1591 (10.12.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **traite des êtres humains dans le monde virtuel :**

L'Assemblée interparlementaire du Benelux qui a récemment siégé au Luxembourg se concentre actuellement sur la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel afin d'élaborer des recommandations y relatives aux trois gouvernements du Benelux.

L'assemblée constate que les nouvelles technologies ont facilité et rendu invisibles les activités criminelles des réseaux de trafiquants. Cependant, ces technologies numériques peuvent aussi constituer des outils puissants pour détecter et prévenir la traite des êtres humains. Par conséquent, l'Assemblée Benelux est d'avis que les gouvernements du Benelux devraient intensifier leur coopération transfrontalière en la matière, notamment en améliorant la coopération entre les autorités d'enquête par des moyens numériques et en promouvant l'utilisation de preuves électroniques comme éléments de preuve dans des enquêtes ou des affaires pénales.

Prenant en compte que les gouvernements ne peuvent aborder le problème de la traite des êtres humains sans les entreprises du numérique ainsi que les organisations de la société civile, l'Assemblée Benelux juge également nécessaire que les gouvernements coopèrent avec ces différents acteurs. Ces informations devraient alors être rendues accessibles aux organes d'enquête. Dans cet ordre d'idées, les gouvernements pourraient promouvoir l'expertise et l'innovation dans les services d'enquête afin que les enquêteurs puissent se prévaloir d'un niveau de connaissance élevé dans le domaine.

Notons par ailleurs que par son accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à renforcer la lutte contre toute forme de traite des êtres humains.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Digitalisation et de Madame la Ministre de la Justice :

1) De façon générale, comment le Gouvernement souhaite-t-il lutter contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel ?

2) De quelle manière le Gouvernement entend-il renforcer la coopération transfrontalière avec les autorités des pays du Benelux, mais aussi avec les autres États membres de l'UE, notamment en ce qui concerne les preuves électroniques ?

3) Comment le Gouvernement entend-il faire en sorte que les services d'enquête restent à la pointe des connaissances dans le domaine de la traite des êtres humains dans le monde virtuel ?

4) Le Gouvernement entend-il à cette fin coopérer avec les acteurs du monde virtuel, dont notamment les entreprises du numérique ? Dans l'affirmative, par quels moyens et suivant quelle approche cette coopération sera-t-elle mise en place ?

Réponse commune (17.01.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Tant les Nations Unies qu'Europol insistent sur l'importance grandissante des nouvelles technologies et sur le fait que l'utilisation frauduleuse de ces technologies a facilité les activités de réseaux de traite des êtres humains ce qui rend les enquêtes encore plus difficiles dans le milieu très particulier de la traite des êtres humains.

S'il est vrai que les nouvelles technologies facilitent les activités criminelles, elles sont aussi une source importante d'informations pour les enquêteurs et peuvent constituer un moyen puissant pour lutter contre la traite des êtres humains.

Le monde virtuel n'est pas restreint par des limites territoriales. La lutte contre la criminalité dans le monde virtuel ne peut ainsi pas être menée par un État seul. Les États membres de l'UE se concertent donc étroitement pour combattre ce phénomène, notamment dans les domaines de la prévention (via le European Crime Prevention Network - voir aussi l'article « Le Luxembourg engagé dans la lutte contre la traite des êtres humains au niveau européen » publié en date du 17 octobre 2019 sur gouvernement.lu), de la répression via EUROPOL, l'Agence européenne spécialisée dans la répression de la criminalité, qui dispose d'un centre particulier pour la lutte contre la cybercriminalité (EC3) et appuie les États membres dans la lutte contre la criminalité organisée et de grande envergure, et de la formation des services d'enquêtes (via CEPOL).

Le Luxembourg a ratifié la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (dite Convention de Budapest) qui gouverne la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité dans le domaine numérique, de même que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants : ce sont les deux principaux instruments de coopération internationale permettant de lutter contre la dimension numérique de la lutte contre la traite des êtres humains.

ad 2) Concernant l'accès même aux données susceptibles de constituer des éléments de preuve, les autorités doivent passer à travers les instruments d'entraide judiciaire.

Or, malgré les moyens de coopération existants (Convention de Budapest, Entraide judiciaire « classique » ou encore la récente décision d'enquête européenne), les autorités peinent à collecter les preuves numériques qui disparaissent rapidement de la « toile ».

La raison se trouve dans la grande variété des systèmes et traditions juridiques et dans les nouvelles technologies, beaucoup trop avancées par rapport aux instruments existants.

Les difficultés dans l'accès transfrontière aux preuves électroniques entravent actuellement l'efficacité des enquêtes et des poursuites.

Tel que déjà avancé, les mesures de coopération judiciaire existantes au niveau de l'Union européenne ou au niveau international sont en partie inadaptées pour répondre aux besoins actuels de la justice pénale.

De ce fait, il est incontestable qu'il faudra outiller les autorités afin de pouvoir agir vite et efficacement.

Ceci est d'autant plus vrai quand il y a lieu de combattre les crimes contre l'humanité où la protection de la victime doit être notre première préoccupation.

C'est pourquoi, des réflexions ont été menées pour améliorer les outils de coopération. Cet exercice a été lancé sous les présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union fin 2015/début 2016 et a abouti dans la proposition de textes complémentaires, dénommés « package e-evidence ».

Il y a toutefois lieu de préciser que ces nouveaux dispositifs ne se substitueront pas aux mécanismes existants de coopération mais coexistent avec eux.

Le package e-evidence comprend deux propositions législatives, une directive et un règlement, préconisant un rapprochement des règles procédurales et un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes et poursuites pénales.

Concrètement, ce package repose sur une optimisation des instruments d'entraide judiciaire classiques existants et développe un cadre de coopération directe avec les fournisseurs de services en excluant le recours aux instruments d'entraide ou de reconnaissance mutuelle.

Ces nouveaux instruments, actuellement en cours de négociation, constituent une avancée de taille en ce qu'ils peuvent être interprétés comme étant un changement fondamental dans la façon de faire de la coopération transfrontière en matière pénale.

La confiance mutuelle sur laquelle est basée le règlement va permettre aux autorités de mener des enquêtes plus efficaces et plus rapides et donc réduire le nombre d'impunis.

Il y a lieu de préciser que le Gouvernement veillera, dans le cadre de la négociation du paquet e-evidence, à ce que celui-ci soit entièrement conforme aux standards européens en matière de droits fondamentaux.

Il est donc incontestable que l'internet avec tous les médias sociaux jouent un rôle primordial dans tous types de criminalité organisée et surtout dans la traite des êtres humains et de ce fait il y a lieu de songer à adapter et le cas échéant étendre les textes légaux nationaux, notamment en matière d'instruction, à ces phénomènes criminels majeurs pour permettre aux enquêteurs de travailler d'une manière plus efficace.

ad 3) Le Département « Appui » du Service de police judiciaire (SPJ) dispose d'une section « Nouvelles technologies » consacrée notamment à la lutte contre la cybercriminalité et à la dimension technologique de la lutte contre la criminalité.

Au niveau des connaissances au sein des services d'enquêtes, le Luxembourg préconise la participation à des formations internationales spécialisées, notamment via le Collège européen de police (CEPOL). Celui-ci propose par exemple un module de formation dédié spécialement aux enquêteurs en charge de la détection et de l'enquête dans le domaine de la traite des êtres humains dans le monde virtuel, auquel a participé la Police grand-ducale. Cette formation aborde, à côté des volets pratiques, également ceux de la coopération internationale et de la coopération entre les enquêteurs de la criminalité organisée et ceux de la cybercriminalité. Les participants seront ensuite des multiplicateurs des connaissances acquises.

ad 4) La troisième Stratégie nationale de cybersécurité (2018-2020) prévoit un nombre d'actions en matière de lutte contre la cybercriminalité. Le GIE Security Made in Luxembourg (Smile) participe notamment au projet Enforce de la Commission européenne (DG Home) dans le cadre de la création de formations pour les autorités répressives (https://securitymadein.lu/news/ceis-securitymadein-lu-enforce-project/).

Le Gouvernement coopère également avec des entreprises privées par le biais du Centre de compétences en matière de cybersécurité (https://c-3.lu/) qui offre des formations en matière de prévention de la cybercriminalité. D'autres coopérations peuvent être envisagées à l'avenir.

Question 1593 (10.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **dérives sectaires :**

An menger parlamentarescher Fro N° 1073 vum 20. August 2019 hunn ech den Dammen an Häre Ministere vun de Cultes, der Sozialversécherung an der Famill ënner anerem d'Fro gestallt, ob et innerhalb vun de reliéise Communautéiten zu Lëtzebuerg Tendenze ginn, déi favorabel zu Konversiounstherapië sinn, respektiv ob et Communautéite ginn, déi Homosexualitéit als anormal ugesinn an déi Meenung, voire Iwwerzeegung, och aktiv promouvéieren. An hirer Äntwert preziséieren d'Dammen an Häre Ministeren, datt am nationalen LGBTI-Aktiounsplang näischt virgesinn ass a puncto Konversiounstherapien.

Aktuell, weist d'europäesch Tëleeschaîne „arte" e Reportage iwwert déi sougenannt Konversiounstherapien. Vereenzelt Sekten a reliéis Communautéite promouvéieren offensichtlech am noen Ausland aktiv esou Praktiken a bidden homosexuelle Mënsche respektiv den Eltere vun homosexuelle Jonken hir Déngschter un. De Sujet gëtt lues a lues ëmmer méi thematiséiert. D'Belsch, Frankräich an Däitschland plange souguer e Verbuet vun esou Therapien.

Konversiounstherapien (an Heelungen) si sécherlech net déi eenzeg Gefor, ma si weisen, wéi onwëssenschaftlech an onmënschlech mat der Perséinlechkeet an der Gesondheet vu Mënsche gespillt gëtt. En anert Beispill fir doutéis Traitementer, si sougenannt „Services de guérison", déi kranke Mënschen Heelung duerch spirituell Ritualer verspriechen. Esou Servicer existéiere manifestement och zu Lëtzebuerg. Wann dës Therapien eppes verdäitlechen, dann ass et, datt et wichteg ass, en Organ ze hunn, wat am A behält, op wéi eng Manéier sech Reliounen, verschidde sektär Gruppéierungen an och reliéis gepräägte Communautéiten, ob Fräikierchen oder konventionéiert Glawensgemeinschaften, sech entwéckelen an ob si an Iwwerteneestëmmung mat eiser fräier demokratescher Gesellschaftsuerdnung, de Mënscherechter an der Selbstbestëmmung vum Mënsch leien. Zu Lëtzebuerg gëllt laut eiser Verfassung d'Reliounsfräiheet, an dës gehéiert zu der Fräiheet an zum Schutz vun all Eenzelnem. Reliéis Gemeinschaften, déi d'Fräiheet awer contrecarréieren, schiedegen d'Demokratie an domat och all déi Glawensgemeinschaften, deenen hir Glawenspraktik „de bonne foi" ass.

A Frankräich gëtt et duerch den Dekreet vum 28. November 2002 d'„Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires". Dëst Organ huet als Missioun, sektär Mouvementer ze observéieren, déi eng Gefor si fir den Ordre public, d'Mënscherechter an d'grondleeënd Fräiheete vum Mënsch. Des Weideren ass d'„Miviludes" derfir zoustänneg, Preventioun am Beräich Sekten ze leeschten an de Public ze sensibiliséieren an ze informéieren. Bei eise belschen Nopere gëtt et zanter dem Joer 2000 de CIAOSN, de Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles « visant à élaborer une politique en vue de lutter contre les pratiques illégales des sectes et le danger qu'elles représentent pour la société et pour les personnes, particulièrement les mineurs d'âge ».

Zu Lëtzebuerg gëtt et momentan keng equivalent Organisatioun an et gëtt och keng Base de données beim Ministère vun der Justiz, déi et géif erlaben, Réckschlëss op d'Unzuel, d'Charakteristiken an d'Gefore vu Sekten oder Organisatioune mat sektären Zich ze zéien. Wärend ëmmer manner Leit sech zu Lëtzebuerg fir de kathoulesche Glawen entscheeden, fënnt parallell zu dëser Entwécklung eng Zerspläiterung vum reliéise Spektrum statt. Sougenannt Fräikierche kommen ëmmer méi op. Oft ass net kloer wéi eng Forme vu Glawen an dëse Fräikierche gelieft ginn an ob se antidemokratesch, onfräitheetlech Zich presentéieren oder net. Op Säite vun der kathoulescher Communautéit ginn et eng jett Gemeinschaften, déi net Member si vum Conseil d'églises chrétiennes au Luxembourg. Et gëtt also fir dës Fräikierche weeder en institutionelle Lien mat den offizielle reliéise Communautéiten nach mam Staat. Och bei den anere Reliounen ass den Trend dee selwechten. En Observatoire wier dowéinst e Moyen, dës Tendenzen am A ze behalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes, Gesondheet, Justiz a Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wien erhieft de Moment zu Lëtzebuerg Donéeën iwwer Sekten?

2. Misst de Minister vun de Culten oder d'Ministesch vun der Justiz op dësem Domän net aktiv ginn an déi néideg Informatiounen iwwer Sekte sammelen?

3. Aner europäesch Länner hu säit Laangem „Observatoiren" ageriicht, déi derfir zoustänneg sinn „dérives sectaires" ze suivéieren, Opklärungsaarbecht ze leeschten a staatlech Verwaltunge mat Rot an Äntwert zur Säit ze stoen. Dir Dammen an Häre Minister, ass geplangt, hei zu Lëtzebuerg eng änlech Instanz an d'Liewen ze ruffen? Falls jo, wéi géif dës ausgesinn? Wann net, firwat net?

4. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1073 ervirgeet, wäert de Familljeministère sech mat der Fro vun de Konversiounstherapien auserneesetzen. Ass dëst scho geschitt? Falls jo, wat ass d'Resultat vun dëser Evaluatioun? Falls net, wéini kann ee mat enger Konklusioun rechne wëssend, datt eventuell entretemps weider Leit geschiedegt ginn?

5. Wéi steet den Här Kultusminister zum Trend vun der Zerspläiterung vun der reliéiser Landschaft an dem verstäerkten Opkomme vu Fräikierchen? Geet senger Meenung no eng Gefor vun dëser Entwécklung aus?

6. Wéi steet de Kultusminister an d'Ministesch vun der Justiz zum Fait, datt verschidde reliéis Communautéiten sougenannt „services de guérison" ubidden? Ass dëst an den Ae vun den Dammen an Häre Ministeren eng legitimm Denominatioun vun esou engem Service wëssend, datt et sech heibäi net ëm wëssenschaftlech fondéiert Behandlungen handelt?

7. Wéi steet de Kultusminister perséinlech zu de sougenannte Konversiounstherapien? Kann hie garantéieren, datt et esou Therapien um Lëtzebuerger Territoire net ginn a kann hien och ausschléissen, datt Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, hir Kanner a Konversiounstherapien an d'Ausland schécke respektiv sech selwer am Ausland behandele loossen? Wéi gëtt dëst verhënnert?

8. Här Educatiounsminister, awéifern gi jonk Biergerinnen a Bierger an der Schoul, beispillsweis am Cours „Vie et société" op d'Gefore vu sektären Organisatiounen higewisen?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. - 3. Am Kader vun den Aarbechte vum Europarot a virun allem an der Recommandatioun 1412 (1999) iwwert déi illegal Aktivitéite vun de Sekte gëtt ënnerstrach, datt déi normal Prozedure vum Zivill- a Strofrecht benotzt solle ginn, fir géint all illegal Praktike vu Gruppe mat reliéisem, esoteereschem oder spirituellem Charakter virzegoen.

Déi selwecht Recommandatioun gesäit effektiv och vir, „si nécessaire", datt national oder regional Informatiounszenteren iwwert d'Gruppe mat reliéisem, esoteereschem oder spirituellem Charakter kënne virgesi ginn.

Zu Lëtzebuerg, gëtt et awer keen direkte Besoin, fir esou en Zentrum respektiv Observatoire anzeriichten, dee spezifesch Donnéeë vu Gruppe mat reliéisem, esoteereschem oder spirituellem Charakter géif sammelen a verschaffen. D'Informatiounen a Recherchen déi op europäeschem Niveau zu dem Theema gesammelt a gefouert goufen, ginn aktuell duer, fir den Informatiounsbedarf zu Lëtzebuerg iwwert dës Phenomeener ze couvréieren.

Vill méi, an och an der spezifescher Problematik vun de „Konversiounstherapien", ginn d'Moyene konzentréiert, fir déi aktuell staatlech konventionéiert Berodungsplazen wéi zum Beispill d'Cigale, de Kanner-Jugendtelefon oder och d'Initiative Bee Secure, bei Aktiounen an den Domänen ze ënnerstëtzen, an deenen zu Lëtzebuerg och méi konkreete Besoin ass.

ad 4. Am Kader vum éischten nationalen LGBTI-Aktiounsplang huet d'Regierung am Juli 2018 e Comité gegrënnt, deen d'Emsetzung vum Plang begleet an nei Ziler an Aktioune ka proposéieren. Dëse Comité wäert sech a senger nächster Sëtzung mat der Fro vun de „Konversiounstherapië" beschäftegen.

Am Kader vu sengem Mandat vum Mënscherechtsrot vun de Vereenten Natiounen, hat den onofhängegen Expert fir de Schutz viru Gewalt an Diskriminatiounen opgrond vun der sexueller Orientéierung an der Gender-Identitéit, Victor Madrigal-Borloz, den 21. November 2019 en Opruff gemaach, fir Froen zum Theema „Konversiounstherapien" ze beäntweren. De Comité LGBTI huet heizou eng Äntwert koordinéiert déi an der nächster Sëtzung beschwat gëtt.

Sollt sech am Kader vun der Analys erausstellen, datt och zu Lëtzebuerg e méi direkten Handlungsbedarf géif bestoen, géifen entspriechend Mesuren definéiert an ëmgesat ginn.

ad 5. Wéi schonn an der parlamentarescher Fro N° 1270 ervirgehuewen, gesäit den Artikel 19 vun onser Verfaassung vir, datt « la liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés ».

Dëst ass och e Grondrecht, dat an onser Verfassung verankert ass an encadréiert dem Staat seng Interventiounsmarge an de Reliounsfroen.

Et ass also virun allem dem Parquet seng Aufgab, fir eventuell Poursuitten ze entaméieren, respektiv de Geriichter hir, fir ofzeweien, ob an engem spezifesche Fall d'Reliounsfräiheet kann ageschränkt ginn, well se en anert Grondrecht violéiert oder well d'Reliounsfräiheet mëssbraucht gëtt, fir eng Strofdot ze begoen.

ad 6. D'Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire definéiert a sengem Artikel 7 d'Konditiounen, déi en illegalen Exercice vun der Medizinn duerstellen an ënnert d'Strofgesetz falen.

Op Basis vun dëse Bestëmmungen ass souwuel d'Diagnos ewéi och d'Behandlung vu Krankheete just zoulässeg, wa se vum Dokter realiséiert ginn.

ad 7. Wéi schonn an der parlamentarescher Fro N° 1073 beäntwert, huet d'Regierung keng Kenntnis, datt esou „Konversiounstherapien" zu Lëtzebuerg ugebueden oder duerchgefouert gi respektiv datt, Leit déi zu Lëtzebuerg liewen, hir Kanner a Konversiounstherapien an d'Ausland schécke respektiv sech selwer am Ausland behandele loossen.

Och wa „Konversiounstherapien" am Moment net als solch zu Lëtzebuerg verbuede sinn, si souwuel Diskriminatioune wéi och den Opruff zum Haass opgrond vun der sexueller Orientéierung an der Gender-Identitéit verbueden.

Géif awer am Kader vun esou enger „Konversiounstherapie" eng Strofdot begaange ginn, géif dat am Kader vun den übleche Prozeduren am Strofrecht behandelt ginn, sollte mannerjäreg Kanner oder Jugendlecher concernéiert sinn, géif sech den Service central d'assistance sociale, e Service vun der Justice, am Kader vu sengen ordinäre Prozeduren dorëms bekëmmeren.

Doriwwer eraus goufen déi lescht Joren eng ganz Rei Mesurë geholl.

Am nationalen LGBTI-Aktiounsplang huet d'Regierung sech zum Zil gesat, fir am Gesondheetsberäich de Prinzip vun der Depathologiséierung an d'Recht op Selbstbestëmmung vun den transgeschlechtleche Mënschen ze respektéieren, genausou wéi d'Recht op kierperlech Integritéit an op Selbstbestëmmung an de Prinzip vun der fräiwëlleger an informéierter Awëllegung vun den intergeschlechtleche Mënschen.

Zënter der Loi du 10 août 2018 permettant de modifier le sexe et le ou les prénoms à l'état civil ass et fir transgeschlechtlech an intergeschlechtlech Mënsche méiglech, hiert Geschlecht an hire Virnumm oder hir Virnimm um État civil duerch eng administrativ Prozedur ze änneren. Si mussen elo keng therapeutesch Behandlung oder Operatioun méi noweisen.

De Ministère fir Famill, Integratioun a Groussregioun huet am Oktober 2018 eng Sensibiliséirungscampagne zum Theema Intergeschlechtlechkeet gemaach mat enger Internetsäit (www.intersex.lu), Affichen an engem Depliant fir d'Eltere vun engem intergeschlechtleche Kand.

Am Kader vum nationale Programm „Promotion de la santé affective et sexuelle" gouf 2019 en zweeten Aktiounsplang lancéiert, dee sech ënner anerem op d'sexuell Rechter baséiert, wéi d'Weltgesondheetsorganisatioun se definéiert. Am Kader vun dësem Programm gouf de Nationale Referenzzenter fir d'Förderung vun der affektiver a sexueller Gesondheet (Cesas) gegrënnt, deen ënner anerem eng Charta entwéckelt huet mat där sech d'Signatairen engagéieren, fir de Respekt vun der sexueller Villfalt, der Variatioun vun de Geschlechtsmerkmaler an der Pluralitéit vun de Genren ze förderen.

Aktuell gëtt och an onsen Nopeschlänner iwwert dëst Theema diskutéiert. Et gëtt och festgestallt, datt e generellt Verbuet vun esou „Konversiounstherapien", zum Beispill duerch strofrechtlech Mesuren, net esou einfach ëmzesetze wier, an dat gewënschte Resultat, en Enn vun esou Therapien, géif bréngen. Et gëtt also virun allem iwwerluecht, fir dat aktuellt repressiivt Arsenal an esou Fäll, well se jo am Endeffekt ëmmer un d'Integritéit vun enger Persoun ginn, besser a méi geziilt anzesetzen.

ad 8. D'Theema „Sekte" gëtt op 4e am Fach „Vie et société" explizitt behandelt; dobäi ginn d'Schüler och op d'Geforen higewisen, déi vu Sekte kënnen ausgoen. D'Fach „Vie et société" soll awer als Ganzt dozou bäidroen, dass d'Schülerinnen an d'Schüler léieren, autonom a kompetent sech hir eege Meenungen zu deene grousse Liewensfroen ze bilden. Och an anere Fächer, wéi de Sproochen oder der Philosophie, kann dësen Theemeberäich zur Sprooch kommen.

Question 1594 (11.12.2019) de **MM. Marc Spautz** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant le **risque de pauvreté des personnes âgées :**

Laut rezenten Aussoe vun ënner anerem Médecins du monde Lëtzebuerg oder der Chambre des Salariés (CSL) klëmmt d'Gefor vun Altersaarmut ëmmer méi an domadder och de Risk, sech keng medezinnesch Hëllef méi leeschten ze kënnen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

- Madamm Ministesch, kënnt Dir dës Observatioune confirméieren?

- Wéi vill Leit si betraff?

- Wat ass zu Lëtzebuerg d'Alterskategorie, déi am meeschte riskéiert, vun Altersaarmut betraff ze ginn?

- Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken?

- Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir de concernéierte Leit, och a prekäre Situatiounen, den Zougang zu medezinnescher Hëllef ze garantéieren?

- Wéi eng Mesurë wëllt de Ministère ergräifen, fir géint den ëmmer méi grousse Gap tëschent den niddrege Pensiounen an den héije Präisser an den Altersheemer virzegoen?

Réponse (14.01.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Ech maachen déi Hären Deputéiert op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0226 vum Här Paul Galles opmierksam, an där d'Altersaarmut och thematiséiert ginn ass. A menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro hat ech och drop higewisen, datt mer eng ganz Rei sozial Mesuren hunn, déi sech un all déi Leit riichten, déi an enger schwiereger finanzieller Situatioun sinn, an datt mer och eenzel sozial Hëllefen hunn, déi exklusiv fir eeler Leit geduecht sinn.

All déi Leit, déi eng lëtzebuergesch Pensioun kréien, bezuelen automatesch Kotisatiounen a sinn doduerch och verséchert. Dëst ass och richteg fir déi Leit, déi de REVIS kréien. Wann et Leit mat ganz klenge Revenuen net méiglech ass, beim Dokter d'Sue fir eng Consultatioun virzestrecken, da kënne se sech un hiren Office social adresséieren a vum „tiers-payant social" profitéieren. A spezielle Situatioune kann den Office social och Sue virstrecken oder souguer eng medezinnesch Prestatioun (z. B. Zänn, Brëll), déi net vun der CNS iwwerholl gëtt, bezuelen.

D'Majoritéit vun de Leit, déi sech 2018 un d'Offices sociaux adresséiert hunn, waren tëscht 30 a 50 Joer al; nëmme 14,98 % vun all de Clientë ware méi wéi 60 Joer al.

Déi Leit, déi an en Altersheem wëlle wunne goen, awer net genuch personell Ressourcen hunn, kënne beim Fonds national de solidarité de „complément accueil gérontologique" ufroen. Am Joer 2019, hu 610 Leit vun dësem „complément accueil gérontologique" profitéiert. Laut de Statistike vum FNS ass d'Zuel vun de Leit, déi vun dëser Hëllef profitéieren, iwwert déi lescht fënnef Joer relativ stabel. De Koalitiounsaccord 2018/2023 gesäit eng Revisioun vum Gesetz vum 30. Abrëll 2004 iwwert den „accueil gérontologique" vir.

Zanter 1998 erméiglecht d'„tarification sociale" vum Familljeministère et eelere Leit, déi kleng Revenuen hunn an d'Krittäre vun der Fleegeversécherung net all erfëllen, an déi an hirem Doheem wëlle wunne bleiwen, fir vu méi niddregen Tariffer bei Hëllefs- a Fleegedéngschter ze profitéieren. D'Tariffer gi gestaffelt jee no personelle Ressourcë vum Demandeur.

Wat de Gap tëschent de Leit hire Pensiounen an de Präisser an den Altersheemer ugeet, do relativéiert d'Chambre des Salariés selwer hir Etüd; laut den Auteure vun der Etüd handelt et sech ëm eng theoreetesch Approche, déi just de Leit hir Alterspensioun a Betruecht zitt, ouni awer de Leit hir eventuell aner Revenuen oder hire Patrimoine mat an d'Rechnung eranzehuelen. Wann eng Persoun beim FNS e „complément accueil gérontologique" ufreet, da muss se all hir Revenuen an hir Fortune deklaréieren. Eréischt da ka gekuckt ginn, ob déi Persoun kann an de Genoss vun engem „complément accueil gérontologique" kommen a wéi héich dës Hëllef pro Mount ass.

Et sief och hei gesot, datt d'Regierung den 8. Januar 2020 den Avant-projet de loi iwwert d'Qualitéit vun der Servicer fir eeler Leit ugeholl huet. An dësem Text geet et drëm, d'Qualitéit an déi domat verbonne Präispolitik an den ënnerschiddlechste Wunn- a Betreiungsstrukture fir eeler Leit méi transparent ze gestalten.

Question 1595 (16.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réaffectation d'un fonctionnaire de l'Armée luxembourgeoise :**

Wat de Contenu vum Bréif ugeet, deen den delegéierten Här Minister fir d'Defense an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember 2019 opgrond vun enger mëndlecher Fro vun den Deputéierte Stéphanie Empain (déi gréng) a Gilles Roth (CSV) virgeluecht huet, wéilt ech dem delegéierte Minister dës Fro stellen:

- Confirméiert den delegéierte Verdeedegungsminister, datt an deem „Dokument" respektiv „Formulaire", op dee sech dat an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember beim Punkt 9 vum Ordre du jour vum delegéierte Minister ausgehännegt Dokument referéiert, keen Desaccord tëscht de concernéierte Parteie festgehale gouf?

Réponse (09.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

D'Zil vum „entretien individuel", deen Deel vum „développement professionnel du fonctionnaire" ass (Artikel 4 vum Statut général des fonctionnaires de l'État), gëtt um Site vun der Fonction publique wéi follegt festgehalen: « L'entretien individuel traduit la contribution individuelle de chaque agent au programme de l'administration. L'exercice de l'entretien individuel permet à l'agent de faire concrètement le bilan de sa situation de travail, de la progression de la réalisation du plan de travail individuel de la période de référence en cours, d'analyser quelles compétences il souhaite ou doit développer et comment il entend procéder. »

Zu dësem Zweck gëtt e generelle Formulaire vun der Fonction publique ausgefëllt. De Formulaire gesäit verschidde Punkte vir, wou de Chef hiérarchique an den Agent hir Analys opschreiwen. Eenzel Punkte sinn d'Resultat vun der gemeinsamer Analys, aner Punkte spigelen d'Positioun vun der Hierarchie respektiv vum Agent selwer erëm. Mat der Signature vum Chef hiérarchique a vum Agent zertifiéieren déi jeeweileg Persounen, datt den Entretien uerdnungsgemääss ofgelaf ass, souwéi d'Valeur vun hire respektive Remarken a Commentairen. D'Signature bedeit dobäi net, datt den Agent oder d'Hierarchie sech dat ze eege maachen, wat deen anere kommentéiert huet. Et ass deemno duerchaus méiglech, datt den Agent eng aner Positioun huet wéi de Chef hiérarchique, zum Beispill zum Theema Mobilitéit, wéi dat jo och virleiend an der konkreter Situatioun de Fall war. Genau dorëms geet et an dem Entretien individuel, den Agent souwéi de Chef hiérarchique kënne sech äusseren.

Question 1596 (11.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **programmes de médecine préventive financés par la CNS :**

La loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé et modifiant le Code de la sécurité sociale prévoit que « des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

1) Comme Monsieur le Président de la Caisse nationale de santé (CNS) vient d'annoncer que la « Gesondheetskeess » mettra un accent plus important sur les mesures préventives, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre de la Santé quels sont les programmes de médecine préventive qui sont actuellement financés ou cofinancés par la CNS ?

2) Quels sont les programmes qui sont actuellement en préparation ?

Réponse commune (16.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Actuellement, la CNS participe au cofinancement de dix programmes de médecine préventive. Ces mesures de médecine préventive sont prévues par l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que :

« Des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

Les conventions actuellement en vigueur sont les suivantes :

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination des personnes âgées de 65 ans et plus, et de certaines personnes à risque contre le pneumocoque.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant organisation d'un programme de dépistage organisé du cancer colorectal (PDOCCR) par test immunochimique quantitatif et coloscopie en fonction des facteurs de risque.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive en matière de traitement dentaire des enfants et jeunes.

- Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie[4] portant création d'un centre de prévention pour le dos.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant institution d'un programme pilote d'aide au sevrage tabagique.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant institution d'un programme de médecine préventive pour la réalisation et la prise en charge, au niveau national, du dépistage prénatal d'anomalies congénitales.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant organisation d'un programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe.

ad 2) Le progrès médical et l'évolution des prises en charge médicales impactent le champ de la médecine préventive. Ainsi, à l'avenir le Ministère de la Sécurité sociale, ensemble avec la CNS, poursuivra et renforcera son implication dans le support des programmes de prévention du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé. Une plus grande implication de la CNS dans la médecine préventive, signifiera également un suivi plus important de la CNS dans l'évaluation des programmes de prévention.

En outre, il y a lieu d'attendre les conclusions à retenir suite au « Gesondheetsdësch » qui pourront également impacter les orientations en matière de prévention.

[4] Par l'article 9 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique, la référence à « l'Union des caisses de maladie » a été remplacée par une référence à « la Caisse nationale de santé ».

Question 1599 (11.12.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **campagne de sensibilisation pour les professions de santé :**

Récemment, le Gouvernement de la région flamande en Belgique a lancé une campagne de sensibilisation en vue de recruter du personnel pour les professions de santé.

En Suisse, la campagne « Tough Enough » poursuit le même but.

À la lecture concernant la démographie médicale au Grand-Duché, force est de constater que tous les services médicaux risquent, à moyen terme, d'être confrontés à des pénuries de personnel, aussi bien au niveau des docteurs que des infirmiers.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Le Ministère de la Santé envisage-t-il l'organisation d'une ou de plusieurs campagne(s) similaire(s) au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette/ces campagne(s) seront lancée(s) et pendant quelle durée seront-elles menée(s) ? Quel type de campagne(s) est envisagé ? Quelles professions de santé seront promues par cette/ces campagne(s) ?

- Quel est le budget prévu pour l'organisation de campagnes de sensibilisation sur les professions de santé pour 2020, 2021, 2022 et 2023 ? Ce budget augmentera-t-il dans les années à venir ?

Réponse (14.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

L'étude « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg », réalisée sur demande du Ministère de la Santé, a montré que le Luxembourg ne forme pas assez de professionnels de santé pour répondre aux besoins de la population et que le pays dépend de manière critique des pays limitrophes pour ces ressources.

Cette situation résulte entre autres vraisemblablement de :

- l'image peu positive des métiers de la santé auprès de la population et des jeunes,

- contraintes liées aux métiers non compatibles avec les attentes de la jeunesse,

- la formation peu qualifiante par rapport à d'autres professions (BTS),

- autres secteurs plus compétitifs pour les jeunes : emplois à l'État ou dans le secteur financier.

Suite à cette analyse, j'ai chargé mes services, en étroite collaboration avec les différents ministères impliqués, d'élaborer un plan d'action national concernant les professions médicales et de la santé couvrant la période 2020 à 2035. Un des axes stratégiques devra adresser la problématique de l'attractivité des professions de santé et des professions médicales. Une des actions qui sera alors certainement mise en œuvre est une campagne de promotion médiatique en faveur des métiers de la santé afin d'augmenter l'intérêt des jeunes pour les professions de la santé incluant infirmiers, aides-soignants et médecins. Une telle campagne s'inscrit dans un ensemble d'axes stratégiques comme par exemple une réflexion sur l'adaptation des formations des professions de santé et des professions médicales aux besoins du système de santé luxembourgeois en vue de garantir un accès optimal à des soins de qualité pour l'ensemble de la population. Ces axes devront être priorisés avec les différents acteurs concernés afin que les actions soient coordonnées et efficaces. Les actions en elles-mêmes devront être définies au niveau opérationnel.

Le plan d'action devrait être finalisé avant l'été 2020 et les premières actions commencer à l'automne.

Question 1601 (12.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **recrutement auprès de l'Armée luxembourgeoise :**

Op der Antenn vun RTL Radio huet de Chef d'état-major vun der Lëtzebuerger Arméi uklénge gelooss, datt vum nächste Joer u wäert en neie „procédé de sélection" agefouert ginn. Déi interesséiert Kandidatinnen a Kandidate kënnen deemno an Zukunft selwer decidéieren, wéini si an d'„Musterung" bei d'Arméi ginn. Zousätzlech sollen déi schrëftlech Tester fir de Rekrutement definitiv ofgeschaaft ginn an déi iwwreg Epreuven duerch d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance erweidert ginn. Bis ewell war et fir de „soldat volontaire", dee sech „um Bierg" wollt mellen, esou, datt en huet missen Tester maachen an den dräi administrative Sproochen an an der Arithmeetik.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Arméi en Nowuessproblem huet? Wa jo, u wat läit dat senger Meenung no?

2. Wéi wëllt de Minister dem Fait entgéintwierken, datt d'Arméi den Ament de Jonke keng sécher Aarbechtsplaz méi no hirer Lafbunn bei der Arméi bidde kann, esou wéi dat fréier de Fall war?

3. Här Minister, kënnt Dir confirméieren, datt d'schrëftlech Tester fir d'Rekruttinnen an d'Rekrutten ofgeschaaft goufen? Falls jo, firwat?

4. Kéint Dir eis Statistike liwweren, iwwert déi lescht fënnef Joer gekuckt, wéi vill Kandidatinnen a Kandidaten, opgeschlësselt op déi verschidden Disziplinnen, d'schrëftlech Tester gepackt respektiv net gepackt hunn?

5. Här Minister, mat wéi engem schouleschen Niveau waren d'Rekrutementsufuerderunge bis elo vergläichbar?

6. Här Minister, kënnt d'Erofschrauwe vun de Mindestufuerderungen Ärer Meenung no der Qualitéit vun der Ausbildung vun den Zaldoten a letztendlech och der Qualitéit vun der Lëtzebuerger Arméi zegutt?

7. Här Minister, sidd Dir net der Meenung, datt d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi misst iwwer aner Weeër verbessert ginn, wéi eenzeg an eleng iwwert d'Erofschrauwe vun de Rekrutementsufuerderungen?

8. Ginn et Méiglechkeeten, fir jonk Zaldotinnen an Zaldoten, fir wärend enger gewëssener Zäit en Openthalt an enger anerer europäescher Arméistruktur (Schoul, Asaz etc.) ze maachen?

9. Wéi eng Mesurë goufen an de leschte Joren an der Lëtzebuerger Arméi geholl, fir transgender Zaldotinnen an Zaldoten virun Diskriminéierung ze schützen? Gouf et säitens dem Ministère Sensibiliséierungscampagnen, fir Diskriminatioun an deem Kontext entgéintzewierken?

10. Här Minister, ass et aktuell virgesinn, nei Weeër an der Rekrutementsprozedur ze goen, wéi beispillsweis d'aktiivt Promouvéiere vum Rekrutement vu Fraen?

11. Wat ass aktuell d'Geschlechterverdeelung an der Lëtzebuerger Arméi?

12. Här Minister, wéi stitt Dir zu enger Europäescher Arméi?

Réponse (09.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Tëscht 2015 an 2018 goufen duerchschnëttlech ongefëier 120 Zaldote pro Joer vereedegt. Dës Zuel ass réckleefeg, well am Joer 2019 nëmmen 78 Rekrutten hir Grondausbildung (instruction de base oder IB) erfollegräich ofgeschloss hunn, mat abegraff déi 28 Rekrutten, déi am September incorporéiert goufen an Ufank Januar vereedegt ginn.

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Obwuel d'Zuel vun de Rekrutementer am Laf vum Joer 2019 aussergewéinlech niddreg war am Verglach mat de viregte Joren, sinn awer d'Previsioune fir 2020 gutt, well d'Aussiichte bei der éischter Incorporatioun mat 80 Kandidaten, déi déi lescht Musterung bestanen hunn, gutt sinn.

Ee Grond fir d'réckleefeg Zuele vun 2019 kéint dofir d'Tatsaach sinn, dass an deem Joer aner Verwaltungen eng grouss Unzuel vu Leit rekrutéiert hunn, déi dem Profill, dat d'Arméi sicht, entsprach hunn. E weidere Grond kéint d'Enn vun der Bedeelegung a Rotatiounen un der KFOR sinn, déi eng gewëssen Attraktivitéit bei jonke Rekrutten hat. Mir hoffen, deem mat onse Pläng, nei Contingenten op Rotatiounsbasis an enger Friddensmissioun anzesetzen, entgéintzewierken.

ad 2. Säit 1999 gouf den „droit de priorité exclusif" vun de fräiwëllegen Zaldote geschwächt an deelweis ganz ofgeschaaft, esou dass d'Arméi fir eng Rei Karriäre beim Staat kee Point de passage obligé méi ass. De Fräiwëllegendéngscht ass keng Garantie fir eng Aarbechtsplaz am Staatssecteur.

Der Arméi hire Rekonversiounsservice sicht permanent no neie Beruffsperspektiven an alle Secteuren. Um Aarbechtsmaart sinn aktuell méi Offere wéi Demanden. De Rekonversiounstaux vun de fräiwëllegen Zaldoten an de verschiddene Sessiounen illustréiert dat ganz gutt:

- 2015: 90 fräiwëlleg Zaldoten op 105 Ofgäng konnten den ëffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2016: 80 fräiwëlleg Zaldoten op 88 Ofgäng konnten den ëffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2017: 91 fräiwëlleg Zaldoten op 101 Ofgäng konnten den ëffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2018: 68 fräiwëlleg Zaldoten op 84 Ofgäng konnten den ëffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2019: 71 fräiwëlleg Zaldoten op 75 Ofgäng konnten den ëffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn.

D'Arméi mécht hiert Bescht, fir de fräiwëllegen Zaldoten eng méiglechst komplett Ausbildung ze bidden, soudass se hir Fäegkeeten ënner Beweis stelle kënnen, wa se sech um Enn vun hirem Fräiwëllegekontrakt fir eng Aarbechtsplaz mellen.

ad 3. D'schréftlech Prüfunge goufen um 1. Januar 2020 ofgeschaaft.

D'Erfarung huet gewisen, dass d'theoreetesch Tester, déi am Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt) duerchgefouert goufen, mat Hibléck op d'Packe vun der IB, net aussokräfteg genuch waren. Dofir goufen d'theoreetesch Tester ofgeschaaft an, nom Modell vum CGPO, duerch eng Serie vu psychotechneschen Tester ersat. De Kalenner vun der Musterung nom ale Modell, dee bis Dezember 2019 gegollt huet, huet de Kandidaten, déi den „test militaire d'aptitude physique" (TMAP) net gepackt hunn, keng Méiglechkeet gebueden, dëse kënnen nozehuelen. Den neie System erlaabt dat elo.

ad 4.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De schréftlechen Test am Lëtzebuergesche gouf 2017 ofgeschaaft.

ad 5. + 6. De Rekrutement war net mat engem Mindestbildungsniveau vergläichbar. D'Tester hu sech u Kenntnisser orientéiert, déi e Schüler, deen eng Sixième vum Enseignement secondaire général gepackt huet, misst hunn.

D'Upasse vun de Selektiounskrittären a -modalitéite fir d'Karriär vum fräiwëllegen Zaldot entsprécht net engem Erofschrauwe vu Mindestufuerderungen, mee enger méi grousser organisatorescher Flexibilitéit a Reaktiounsfäegkeet, am Aklang mat de Selektiounsmethoden, wéi se fir de ganzen ëffentlechen Déngscht gëllen. Soumat limitéiert sech de Rekrutement och net just op d'Bewäertung vum „acquis" vu Kompetenzen a Kenntnisser, mee orientéiert sech och no vir mat Hibléck op e potenziellt Uneegne vun neie Kompetenzen.

ad 7. D'Erhalen an d'Verbesserung vun der Attraktivitéit vun der Lëtzebuergescher Arméi an enger Welt, déi sech fortwärend ännert, ass eng Erausfuerderung. Well d'Arméi an enger däraarteg ännerender Welt opgeruff ass, sech a kuerzen Ofstänn ze adaptéieren, ass et och néideg, verschidde Profiller ze rekrutéieren, déi et bis virun e puer Joer nach guer net gouf.

Domadder sinn d'Piste fir en attraktiven Employeur, fir dës nei Profiller ze ginn, warscheinlech net déi selwecht wéi déi, déi fir déi existéierend Profiller ugewannt goufen. D'Erofschrauwe vu Rekrutementsufuerderungen ass kee Wee, fir méi attraktiv ze ginn.

ad 8. D'Méiglechkeete fir en Openthalt an enger europäescher Militärstruktur variéiere staark jee no militärescher Karriär.

Wärend sech all d'Militärkarriären u Missioune vum OMP-Typ bedeelegen, fënnt de gréissten Deel vun der Ausbildung vun de Beruffsmilitär am Ausland statt. D'Dauer vun dësen Ausbildunge variéiert tëscht e puer Wochen a Méint, respektiv e puer Joer, jee no Niveau vun der erfuerderter Ausbildung.

ad 9. D'Arméi huet keng spezifesch Schutzmoossname fir transgender Zaldoten/innen agefouert. D'Arméi applizéiert eng strikt Null-Toleranz-Politik géintiwwer vun alle Forme vun Diskriminatioun, Belästegung oder Mobbing, am Aklang mam Artikel 10 vum Beamtestatut. Zum Ausbildungsprogramm vun den Arméikadere gehéieren och Formatiounen zur Preventioun vun Diskriminatioun, Belästegung a Mobbing.

D'Arméi engagéiert sech am Prozess vum Gender Mainstreaming, fir en attraktiven Employeur fir all Member vun der Gesellschaft, onofhängeg vun der Gender-Identitéit, ze sinn. Parallel ass d'Arméi och en aktive Partner vum nationalen Aktiounsplang „Women, Peace and Security - UNSCR 1325" an och deementspriechend um Niveau vun der NATO an der EU engagéiert.

ad 10. Well d'Fraen effektiv an der Arméi an der Minoritéit sinn, ass et d'Absicht vun der Arméi, hir Informatiounscampagnen nei auszeriichten, fir deem Rechnung ze droen. Vu dass d'oppe Plaze fir d'fräiwëlleg Zaldoten an der Arméi evoluéiert hunn a méi Choix a Méiglechkeete bidden, kéint eng besser Kommunikatioun an där Hisiicht de Rekrutement vu Frae förderen.

ad 11. Am Dezember 2019 waren 11 % vun der Lëtzebuerger Arméi Frae géintiwwer 89 % Männer.

ad 12. Et läit kee kloert Konzept vun enger Europäescher Arméi vir.

Ech ka mer eng Europäesch Arméi als Kréinung vun engem laange Prozess virstellen. Ech preconiséieren allerdéngs eng Approche, déi op konkreete Fortschrëtter berout, wéi enger verbesserter Zesummenaarbecht am Beschafungswiesen, an der Schafung vu méi multinationalen europäeschen Arméisunitéiten.

Wichteg ass och, dass mer eis op gemeinsam Wäerter eenegen, déi gegeebenefalls solle militäresch verdeedegt ginn.

Question 1603 (16.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **principe de rotation auprès de l'Armée luxembourgeoise :**

Wéi den delegéierte Minister fir d'Verdeedegung an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember 2019 preziséiert huet, gëtt et innerhalb vun der Lëtzebuerger Arméi e Rotatiounsprinzip. Dëse Prinzip beseet, datt Beamtinnen a Beamten, no enger gewëssener Zäit op der selwechter Plaz, op eng aner Plaz affektéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem delegéierte Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi oft ass dëse Rotatiounsprinzip, opgeschlësselt no de Karriären an op déi lescht fënnef Joer, ugewant ginn?

2. Duerch wéi eng gesetzlech Basis ass dëse Rotatiounsprinzip gereegelt?

3. Wat geschitt, Här Minister, am Fall, wou eng Beamtin oder e Beamten de Rotatiounsprinzip unzweiwelt an net bereet ass, op eng aner Plaz affektéiert ze ginn? Zitt esou eng Reaktioun e „refus d'ordre" no sech?

4. Här Minister, wéi oft gouf an de leschte fënnef Joer, gestaffelt no de Karriären, e „refus d'ordre" ausgesprach?

Réponse (13.01.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Défense :*

Generell Bemierkungen zum Rotatiounsprinzip an der Lëtzebuerger Arméi:

D'Lëtzebuerger Arméi applizéiert e Rotatiounsprinzip, deem säin Zil et ass, de Militär ze erlaben, wärend hirer ganzer Karriär kontinuéierlech ze evoluéieren an eng verdéiften Erfarung an de verschiddene militäresche Beräicher ze erlaangen. Des Weideren erméiglecht de Rotatiounsprinzip dem Militär, an der Militärhierarchie ze progresséieren, besonnesch fir den Iwwergang vum „niveau général" an den „niveau supérieur" souwéi fir den Accès op d'„postes à responsabilité particulière". Och d'Pensiounsofgäng oder aner Forme vun Ofgäng maachen de Rotatiounsprinzip noutwendeg, fir déi néideg Remplacementer duerchzeféieren.

De Rotatiounsprinzip gëtt op Basis vun engem „changement d'affectation" duerchgefouert an d'Rotatioune fannen am Prinzip no dräi bis fënnef Joer statt. Dës Dauer erlaabt et dem Militär, deen neie Posten an déi dozou gehéierend Aufgabe kennenzeléieren, ëmzesetzen, weiderzeféieren an nei perséinlech Erfarungen ze erlaangen, déi him et erlaben, sech fir déi nächst Etapp vu senger Karriär weiderzeentwéckelen.

Esou e Rotatiounsprinzip gëllt an allen alliéierten Arméien an ass eng Viraussetzung fir hir militäresch Operationalitéit.

ad 1. Eng Analys vum Zäitraum 2015 bis 2019 weist, dass am Laf vun engem Kalennerjoer ongeféier 20 % vum Personal an de verschiddene Militärkarriäre vun engem „changement d'affection" an/oder „changement d'emploi" betraff sinn. D'Opschlësselung vun dëse Changementer pro Karriär am Zäitraum 2015-2019 presentéiert sech follgendermoossen:

- Offizéier (totalen Effektiv 2019: 74): tëscht 12 an 19 Changementer pro Joer;

- Ënneroffizéier (totalen Effektiv 2019: 194): tëscht 30 a 55 Changementer pro Joer;

- Kapereel (totalen Effektiv 2019: 60): tëscht 7 an 12 Changementer pro Joer.

Dës Chiffere spigele just d'Situatioun vum Personnel militaire de carrière de l'Armée proprement dite erëm a berücksichtegen net eenzel spezialiséiert Kategorië vum Personal (kommissionéiert Offizéier; Ënneroffizéier vun der Militärmusik; Zivilpersonal), déi méi en niddrege Rotatiounstaux hunn.

ad 2. De Rotatiounsprinzip gëtt applizéiert op Basis vum Artikel 12 vum Organisatiounsgesetz vun der Arméi (loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation de l'Armée), dee seet: «[l]'affectation ou le changement d'affectation des officiers est faite par le Grand-Duc. Pour ce qui est des sous-officiers et des caporaux, le ministre est compétent ». D'Prozedur ass am Régime juridique vum Changement d'affectation virgesinn, am Artikel 6 vum Staatsbeamtestatut (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), dee verfüügt, dass:

«1. Au moment de la nomination, l'autorité investie du pouvoir de nomination affecte le fonctionnaire dans une administration ou un service déterminé, avec indication de la fonction dont il est investi.

2. Le fonctionnaire peut faire l'objet d'un changement d'affectation, avec ou sans changement de résidence. Par changement d'affectation il y a lieu d'entendre l'assignation au fonctionnaire d'un autre emploi correspondant à la fonction dont il est investi au sein de son administration.

Le changement d'affectation peut intervenir d'office dans l'intérêt du service ou à la demande de l'intéressé; il est opéré par le chef de l'administration dont le fonctionnaire relève. (...) »

ad 3. All Changement d'affectation muss noutwendegerweis den allgemenge verwaltungsrechtleche Grondsaz vun enger kontradiktorescher Prozedur, wéi en am Artikel 6 Paragraf 5 vum Staatsbeamtestatut virgesinn ass, respektéieren, wat bedeit, dass de Fonctionnaire muss zum Sujet gehéiert ginn, an dee beseet, dass:

« 5. Les changements d'affectation, de fonction et d'administration opérés d'office ne peuvent comporter l'attribution au fonctionnaire concerné d'un emploi inférieur en rang ou en traitement ; avant toute mesure, le fonctionnaire concerné doit être entendu en ses observations.

N'est pas considérée comme diminution de traitement au sens du présent paragraphe la cessation d'emplois accessoires ni la cessation d'indemnités ou de frais de voyage, de bureau ou d'autres, lorsque la cause de ces indemnités vient à disparaître avec le nouvel emploi.

Lorsque le fonctionnaire changé d'affectation, de fonction ou d'administration dans les conditions qui précèdent, refuse le nouvel emploi, il peut être considéré comme démissionnaire. »

Den Artikel 4 Alinea 6 vum Gesetz iwwert d'Disziplinn an der Force publique (loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique), an dee sech och applizéiert, beseet, dass « [l]e militaire de carrière doit être entendu au sujet des propositions d'emploi qui le concernent. Ses observations éventuelles sont à présenter dans un délai de cinq jours. »

Wann d'Observatiounen an der Substanz zoulässeg sinn, fënnt de Changement d'affectation am Prinzip net statt.

Dës Prozedur ass net als Uerder am disziplinaresche Sënn ze consideréieren. Dohier ka se och net den Objet vun engem Refus d'ordre sinn.

De Staatsbeamtestatut gesäit allerdéngs am Alinea 3 Paragraf 5 vum virzitéierten Artikel 6 vir, dass « [l]orsque le fonctionnaire changé d'affectation, de fonction ou d'administration dans les conditions qui précèdent, refuse le nouvel emploi, il peut être considéré comme démissionnaire. » Dësen Artikel muss a Verbindung mam Artikel 40 Paragraf 2 vun deem selwechte Gesetz gelies ginn, an dat beseet, dass « [s]i le fonctionnaire, mis en demeure par envoi d'une lettre recommandée à l'adresse qu'il a déclarée comme sa résidence, n'y donne pas les suites voulues dans un délai de trois jours, la démission d'office peut être prononcée par le ministre du ressort : (…) d) dans le cas visé à l'article, 6 paragraphe 5 dernier alinéa ».

ad 4. An de leschte fënnef Joer gouf keng Entscheedung op Basis vum virzitéierten Artikel 6 Paragraf 5, ausgeschwat. Am iwwrege gouf et säit op d'mannst 20 Joer keen esou e Fall.

Question 1604 (13.12.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **REVIS :**

Selon nos informations, plusieurs bénéficiaires du revenu d'inclusion sociale (REVIS) ont vu annuler avec effet immédiat leur prestation pour trois mois en raison d'un premier comportement fautif. Or, l'article 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit un système d'avertissement en trois étapes.

Au cas d'un des comportements fautifs visés à l'article 24 (1), l'Office national notifie dans une première étape un avertissement. Au cas où l'Office constate que l'intéressé adopte une deuxième fois un des comportements visés à l'article 24 (1), une réduction de 20 % de la prestation est appliquée à compter de la date de la décision prise par le FNS et des trois mois subséquents.

Lorsque l'Office constate une troisième fois un comportement fautif, la prestation est annulée dans sa totalité pour trois mois subséquents.

Dans la mesure où une annulation des prestations du REVIS risque de faire plonger les concernés dans une situation financière alarmante, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, combien de bénéficiaires ont été concernés par une telle annulation immédiate de leur prestation en cas d'un premier comportement fautif ?

- Les concernés sont-ils remboursés rétroactivement de la perte financière ?

- De quelle manière Madame la Ministre envisage-t-elle de remédier à ce problème et d'assurer que les services concernés implémentent correctement les dispositions législatives de la loi du REVIS ?

Réponse (08.01.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

L'article 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit un dispositif de sanction en trois étapes : un premier comportement fautif constaté par l'Office national d'inclusion sociale (ONIS) est sanctionné par un avertissement qui n'a pas d'effet sur le paiement de la prestation (article 24 (1)). Si l'ONIS constate un deuxième comportement fautif, une réduction de 20 % de la prestation, pour une durée de trois mois, est opérée (article 24 (2)). Ce n'est que lorsque la personne adopte une troisième fois un comportement fautif que la prestation est suspendue pour une durée de trois mois (article 24 (3)). Cette dernière sanction est d'application avec effet immédiat en cas de motif grave procédant du fait ou de la faute d'une personne bénéficiaire (article 24 (4)). C'est cette sanction qui correspond à la situation décrite par Monsieur le Député. Entre janvier et décembre 2019, cette sanction a été appliquée deux fois.

Ce dispositif de sanction en trois étapes a été mis en place à bon escient, afin d'éviter que des personnes qui, pour diverses raisons, ont du mal à se conformer aux règles du plan d'activation, ne se retrouvent sans prestation du jour au lendemain.

Lorsqu'une prestation est diminuée ou suspendue en application de l'article 24, aucun remboursement rétroactif n'est appliqué.

Les dispositions de la loi du 28 juillet 2019 relative au revenu d'inclusion sociale sont correctement appliquées par les services concernés.

Enfin, il y a lieu de noter aussi qu'une personne bénéficiaire peut perdre le droit aux prestations REVIS sans se trouver dans une situation de

sanction. En effet, la personne qui ne remplit plus les conditions générales reprises à l'article 2, tout comme la personne reprise à l'article 3 (1), ne peut prétendre au REVIS. La vérification de ces conditions est effectuée par le FNS, et il est mis fin aux prestations sans application des dispositions de sanction de l'article 24.

Question 1607 (13.12.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **processus d'attribution des fréquences pour le futur réseau 5G :**

Déjà en juillet 2019, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) avait publié les résultats de sa consultation publique pour les deux premières plages du spectre de fréquences du futur réseau de télécommunications de cinquième génération, à savoir la bande des 700 MHz et la bande des 3,4-3,8 GHz, tandis que l'attribution des licences d'utilisation pour la troisième bande, celle des 26 GHz se fera ultérieurement. Avec six opérateurs pour la première bande et neuf pour la deuxième, les candidats furent bien plus nombreux que prévus et surtout bien plus nombreux que pour les réseaux des générations précédentes. Il s'agit notamment des sociétés suivantes : CMD Solutions/Colibri, Eltrona, MTX Connect, Orange, POST, Proximus, Luxembourg Online, SES et Dense Air.

Monsieur le Premier Ministre aurait confirmé, en marge de la « Luxembourg 5G Conférence », que le Gouvernement aurait décidé d'attribuer les fréquences par une vente aux enchères et que le spectre à attribuer serait augmenté afin d'en permettre une répartition à plus de candidats opérateurs. Ainsi, il était prévu d'attribuer un spectre de 280 MHz pour la bande de fréquences entre 3,4 et 3,7 GHz. Désormais, le « morceau » de spectre serait augmenté de 50 MHz.

Dans ce contexte et vu que l'Union européenne a fixé fin juin 2020 comme date butoir pour l'attribution des fréquences pour la 5G, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que les critères techniques ou autres à remplir par les candidats aux licences 5G seront modifiés par rapport à la consultation initiale de l'ILR ? Par exemple, les candidats doivent-ils fournir des informations détaillées quant au montant à investir dans l'infrastructure et doivent-ils respecter un taux minimal de couverture ?

2) Comment est-ce que les conclusions du Conseil de l'UE du 3 décembre 2019 « sur l'importance de la 5G pour l'économie européenne et sur la nécessité d'atténuer les risques pour la sécurité liés à la 5G » seront prises en compte dans la mesure où elles plaident pour la prise en considération de « facteurs non techniques » pour la détermination du profil de risque des fournisseurs et le degré de confiance pour des « composants essentiels pour la sécurité nationale » ?

3) Quand est-ce que le processus de vente aux enchères sera lancé ?

4) Est-ce qu'il existe une planification, de la part du Gouvernement ou des entreprises, relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en place du réseau 5G dans le but de diminuer l'impact du cumul des rayonnements sur la santé et l'environnement ?

Réponse (14.01.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les résultats de la consultation publique de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) du 3 mai 2019 ont effectivement révélé que la demande de spectre dépasse largement la quantité de spectre disponible dans les bandes des 700 MHz et des 3,4-3,8 GHz. De ce fait, une procédure objective et transparente est en train d'être élaborée par l'Institut luxembourgeois de régulation et l'institut étudie actuellement quel pourrait être le type de mise aux enchères le plus approprié en vue d'une attribution efficace du spectre concerné. Cette procédure sera associée de modalités spécifiques dont l'élaboration est également en cours. Ainsi, les conditions-cadres à respecter lors de la mise aux enchères des fréquences de la bande des 700 MHz et des 3,4-3,8 GHz n'ont pas encore été définies de manière définitive. Ceci s'applique également aux aspects sécuritaires. Rappelons aussi que le Gouvernement s'est déjà exprimé sur cette dernière thématique dans sa réponse à la question parlementaire n° 0078 de Monsieur le Député Sven Clement.

À la suite de l'achèvement des travaux préparatoires, l'institut prévoit, si possible, de lancer le processus d'attribution des fréquences en temps utile afin de permettre l'attribution du spectre avant la fin du premier semestre 2020.

Quant à l'utilisation future des réseaux 2G/3G, le Gouvernement ne dispose actuellement pas d'une planification spécifique relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en service des réseaux 5G. Les opérateurs ayant reçu une licence dans le cadre du service mobile terrestre peuvent disposer du spectre alloué pendant la durée d'utilisation de la licence. Comme ces licences ne spécifient pas la technologie à utiliser, les opérateurs sont loisibles de déployer individuellement le type de technologie le plus approprié selon leur avis. Toutefois, il faut considérer que les opérateurs sont contraints d'attendre l'introduction des technologies adaptées (au niveau de l'infrastructure des réseaux et des terminaux disponibles sur le marché) qui permettront de basculer le trafic des communications vocales vers les réseaux de nouvelle génération (Voice over 5G) ainsi que l'existence d'une couverture équivalente aux couvertures 2G/3G actuelles avant de pouvoir libérer ce spectre ou de le réaffecter à une autre utilisation. En raison du besoin croissant de bande passante dans les années à venir, il est fort probable que les opérateurs vont réutiliser le spectre actuellement utilisé par les technologies 2G/3G avec des technologies 4G/5G qui s'annoncent être plus efficaces en termes de rendement énergétique et en termes de performance et d'efficacité spectrale. La technologie 3G sera probablement la première technologie à être abandonnée en faveur des technologies 4G ou 5G.

Question 1608 (13.12.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**aide sociale :**

Am Joer 2009 gouf d'Sozialhëllef hei am Land, per Gesetz, nei organiséiert. Op Basis vun dësem Gesetz gouf dëse Service, uechtert d'Land, professionaliséiert. Dat duerch d'Schafe vun neie Strukturen, fir esou besser de Besoine vun de Beneficiairë gerecht ze ginn.

Mat de Jore sinn dës Strukture gewuess, fir déi eenzel Offerten ze verbesseren, awer och fir de Besoine vun de betraffene Leit entgéintzekommen, wat ee jo och gesäit un de Budgete vun den eenzele Strukturen. Esou ass zum Beispill de Budget an der Struktur RESONORD aus dem Joer 2015 bis an d'Joer 2020 ëm iwwer 100 % geklommen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch:

1. Wéi vill där Strukture goufen am Land geschaf?

2. Wéi hu sech déi eenzel Budgeten an all dëse Strukturen entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Personal entwéckelt, wat an all dëse Strukture schafft?

4. Ginn et Statistiken oder Oplëschtungen, op wat fir enger Basis all déi Hëllefe baséieren?

5. Wat fir eng Konklusioune kann een aus all dësen Hëllefen zéien?

Réponse (31.12.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Äntwerten op déi eenzel Froen, déi an der parlamentarescher Fro gestallt ginn, fënnt den Här Deputéierten an den Aktivitéitsrapporte vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun an an der Etüd „Die Offices Sociaux in Luxemburg aus Sicht der AkteurInnen und AdressatInnen", déi d'Uni Lëtzebuerg am Optrag vum Ministère gemaach huet an déi dëst Joer presentéiert ginn ass.

All dës Dokumenter stinn um Internetsite vum Ministère (https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/publications.html).

Question 1610 (13.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **projet pilote « Télétravail » :**

Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, sur base de l'étude Rifkin, a lancé en octobre 2017 un projet pilote « Télétravail » devant permettre aux agents concernés un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Une première évaluation en 2018 a montré un intérêt croissant et une grande satisfaction parmi la centaine de participants au projet pilote.

Ceci a incité le ministre à prolonger le projet pilote et à préparer entre-temps une adaptation du cadre législatif et réglementaire actuel.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique si entre-temps un bilan définitif du projet pilote a pu être tiré.

- Les adaptations législatives et réglementaires ont-elles été élaborées et quelles sont, le cas échéant, les modifications par rapport à la situation actuelle ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Les résultats des évaluations de la première phase du projet pilote « Télétravail », s'étalant d'octobre 2017 à juin 2018 et regroupant une centaine d'agents issus de onze entités organisationnelles, ont été analysés et résumés dans un rapport, élaboré par l'Observatoire de la fonction publique.

Deux types d'évaluation ont été appliqués :

- une évaluation du bien-être, de la performance et de la perception de l'ambiance de travail au niveau des agents pilotes, sous forme de bilan hebdomadaire, sur une durée de six mois (octobre 2017 à mars 2018),

- une évaluation de la satisfaction, des changements organisationnels et des impacts globaux du télétravail sur l'entité administrative et/ou l'unité organisationnelle, au niveau des agents pilotes, de leur supérieur hiérarchique et de leurs collègues, sous forme de questionnaire, réalisée au cours des mois d'avril et mai 2018.

Les résultats de ces quatre jeux de données ont été positifs, tant du côté des télétravailleurs que des supérieurs hiérarchiques, les collègues des télétravailleurs étant neutres à positifs vis-à-vis de cette nouvelle forme de travail.

Les télétravailleurs pilotes ont soulevé une amélioration de leur bien-être, couplée à une augmentation de leur performance individuelle. La suppression des trajets domicile–bureau, résultant dans un gain de temps considérable, a été ressentie comme particulièrement positive.

Les supérieurs hiérarchiques encadrant des télétravailleurs, demandés plus spécifiquement sur d'éventuelles adaptations managériales, ont répondu qu'ils étaient très satisfaits de cette nouvelle forme de travail qui pouvait être vue non seulement comme un facteur de motivation pour les membres de leur équipe, mais aussi comme facteur d'attractivité pour attirer de nouveaux talents.

Les collègues, quant à eux, décrivent une situation neutre à positive ; ils estiment néanmoins que le télétravail peut avoir des effets positifs sur l'organisation de travail et deux tiers des sondés envisageraient d'essayer eux-mêmes le télétravail.

Compte tenu de ces résultats positifs, le Ministère de la Fonction publique estime que la réglementation relative au télétravail, à savoir le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique, doit être adaptée afin d'élargir le périmètre de la population d'agents éligibles au télétravail.

Parallèlement, le Ministère de la Fonction publique souhaite mettre à disposition des entités organisationnelles un guide d'accompagnement en matière de télétravail ainsi que différents outils et documents de support afin de garantir que l'implémentation du télétravail dans la fonction publique luxembourgeoise se réalise de manière optimale.

Tant les travaux relatifs aux adaptations réglementaires que ceux portant sur l'élaboration du guide sont actuellement en cours au sein de mon Ministère et devraient être finalisés au cours du premier semestre 2020.

Question urgente 1980 (09.03.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **excursions et voyages scolaires dans le cadre de l'épidémie du coronavirus 2019-nCoV (Covid-19) :**

Les excursions et voyages scolaires à l'étranger font souvent partie du cursus scolaire, et ce notamment à la fin du deuxième trimestre. Dans le cadre de l'actuelle expansion du coronavirus, la France a décidé de suspendre tous les voyages scolaires à l'étranger jusqu'à nouvel ordre.

Dans la mesure où un certain nombre de classes scolaires ont prévu de partir en stages de ski dans les semaines qui viennent, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles instructions ont été émises par le Ministère de l'Éducation aux autorités scolaires dans ce contexte ?

2) Le Ministère de la Santé recommande-t-il l'annulation des excursions et voyages à l'étranger par les écoles/lycées ?

3) En cas d'annulation, qui prendra en charge les coûts engendrés ?

Réponse commune (16.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Au vu de l'évolution de la situation, tous les voyages scolaires sont annulés avec effet immédiat et jusqu'à nouvel ordre.

ad 3) Il n'est pas possible d'apporter une réponse générale aux questions financières liées à l'annulation d'un voyage scolaire ; pour chaque cas, il est renvoyé aux clauses du contrat entre l'organisateur et le prestataire.

Question urgente 2004 (12.03.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **circulaire du Service de santé au travail multisectoriel concernant des mesures de quarantaine :**

An enger Circulaire vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) ass ze liesen, datt e Patron, deen decidéiert, en Ugestallten - deen aus engem Land oder enger Regioun kënnt, déi a Bezuch op de Coronavirus engem héije Risiko ënnerleien - net schaffen ze loossen, dëst iwwer eng Dispens maache muss an domat d'Käschte fir d'Ausfale vum Ugestallte selwer droe muss. Hei de genaue Wuertlaut:

« La mise en quarantaine peut uniquement être décidée par l'Inspection sanitaire (tél. : 24785650).

Si l'entreprise décide de ne pas laisser travailler quelqu'un qui vient d'un pays ou zone à risques, l'employeur doit émettre une dispense de service. En aucun cas, ces absences ne sont couvertes par un congé de maladie ni ne peuvent être déduites des congés payés. »

An dësem Kontext wéilte mir dem Här Wirtschaftsminister an der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi séier entscheet d'Inspection sanitaire iwwer eng Quarantänsmoossnam?

2. Ass et méiglech, am Virfeld vun enger geschäftlecher Delegatioun an e Risikogebitt eng séier Prozedur mat der Sanitärinspektioun ze vereinbaren?

3. Firwat gi Patronen, déi hir Responsabilitéit huelen an hir Ugestallten a Clientë wëlle schützen, finanziell gestrooft?

4. Wann d'Inspection sanitaire fir e Betrib, an deem de Patron schonn Ugestallter aus Virsiicht heemgeschéckt huet, eng Quarantän decidéiert, ginn dann op d'mannst dem Patron seng Virsiichtsmoossname finanziell ofgedeckt a kritt hie seng Aboussen nodréiglech finanziell ersat?

5. Wëi kënnt d'Inspection sanitaire zu dëser rigider Haltung? Ass dat e Beschloss vun der Regierung, dem zoustännege Ministère oder vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) selwer?

Réponse commune (17.03.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Äntwert op dës parlamentaresch Fro ass deelweis net méi d'actualité, well d'Situatioun zu Lëtzebuerg zanter e puer Deeg komplett changéiert huet.

Am Prinzip setzt d'Inspection sanitaire all Persoun a Quarantän, déi am direkten oder enke Kontakt (manner wéi zwee Meter, fir méi wéi 15 Minutten) mat enger Persoun war, déi eng confirméiert Covid-19-Infektioun hat. D'Quarantän gëtt elo awer an der aktueller Phas duerch eng Autoquarantän ersat, dës betrëfft dann awer nëmme méi Leit, déi ënnert dem selwechten Daach wéi e Kranke liewen oder mat him intime Kontakt haten. Dës Quarantän gëtt dann och net méi formell duerch d'Inspection sanitaire ausgeschwat.

Fir den Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten existéiert d'Notioun vu Risikogebitt fir de Covid-19 net méi. D'Weltgesondheetsorganisatioun huet och elo d'Pandemie ausgeruff, dat heescht, dass de Virus weltwäit verbreet ass. An deem Sënn muss een iwwerall op der Welt déi selwecht Virsiichtsmossnamen huelen (gestes barrières).

D'Betriber kënnen iwwert déi offiziell Quarantänbestëmmungen erausgoen, dann ass dat hir Decisioun a si ginn dann dem Personal eng „dispense de travail". Dës ass net vun engem Krankeschäin ofgedeckt.

Wann d'Inspection sanitaire eng Quarantän ordonéiert, da kritt de Salarié en „certificat d'incapacité de travail" vun hinnen ausgestallt.

D'Inspection sanitaire huet d'Reegelen applizéiert, déi international recommandéiert waren, ier d'Pandemie ausgeruff wor.

N°09
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 9 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Budget 2020 et programmation financière pluriannuelle
- Votes p. 232
Compte général de l'exercice 2018 p. 231

Sommaire de la séance publique n° 16 p. 247
Sommaire des questions parlementaires p. Q220

16e séance Jeudi 19 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Cercle se prépare à accueillir la Chambre



Les distances préconisées pour éviter la propagation du virus seront respectées.

Les députés pourront utiliser les locaux du Cercle municipal à partir du 17 avril 2020. À cette date, les équipements techniques pour assurer les débats, les votes ainsi que la retransmission des séances publiques devront être installés et en état de fonctionnement.

L'accord conclu avec la Ville de Luxembourg prévoit que le Cercle municipal est mis gratuitement à disposition de la Chambre des Députés. Il s'agit de rassembler les parlementaires dans une même salle tout en respectant les distances préconisées pour éviter la propagation du coronavirus. Ainsi, ils ne seront plus répartis sur trois salles différentes et pourront contribuer plus facilement au débat et participer aux votes.

Il convient de souligner que les députés âgés de plus de 65 ans ainsi que ceux dont la santé pourrait être fragilisée sont excusés d'office. De même, les membres de la Chambre sont libres de ne pas participer aux séances publiques et de déléguer leur vote à un collègue. Le quorum est atteint si plus de la moitié des députés sont présents.

Le règlement sur l'état de crise retient que les services publics nécessaires au bon fonctionnement de l'État doivent être assurés.

Lors de la séance publique au cours de laquelle l'état de crise fut adopté, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, avait souligné que « pendant l'état de crise la Chambre reste opérationnelle. Surtout dans un état de crise, les principes d'un État de droit sont plus importants que jamais et la mission de contrôle de la Chambre est fondamentale ».

L'état de crise prolongé à trois mois

L'état de crise, en vigueur depuis le 18 mars 2020, a été prolongé pour une durée maximale de trois mois. Réunis en séance publique le samedi 21 mars 2020, les députés ont adopté avec 56 voix - 4 députés ayant été excusés - le projet de loi 7534 permettant au Gouvernement de proroger l'état de crise, déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020, pour une durée maximale de trois mois.

Qu'est-ce que l'état de crise ?

L'état de crise permet au Gouvernement de prendre des décisions législatives rapides et urgentes sans devoir passer par la voie législative traditionnelle, c'est-à-dire la Chambre des Députés et le Conseil d'État. Ce dispositif se base sur un cadre réglementaire et juridique clair, défini en accord avec la Constitution luxembourgeoise. Le champ d'action couvert par cet article se limite aux mesures qui ne peuvent être prises en temps utile via la procédure législative normale.

Quel est le rôle de la Chambre dans un état de crise ?

Le Parlement ne peut pas être dissout pendant l'état de crise. En outre, la Chambre peut à tout moment suspendre ou révoquer l'état de crise. Ainsi, le contrôle parlementaire est en effet pleinement garanti.

La Chambre reste opérationnelle

Afin de limiter la propagation du coronavirus, le personnel de l'administration parlementaire s'est mis quasi intégralement au télétravail et la plupart des réunions des commissions parlementaires s'effectuent via visioconférence.

Depuis le début de l'état de crise et de la pandémie du Covid-19, les députés ont adopté une série de mesures pour faire face à la crise sanitaire comme par exemple un régime d'aides pour les entreprises en difficulté ou le remplacement facilité d'huissiers de justice.

Les députés reçoivent régulièrement des explications concernant les mesures prises par rapport à la pandémie et les règlements grand-ducaux d'état de crise adoptés par le Gouvernement.

Depuis 1860 : la Chambre aura quitté le « Krautmaart » à trois reprises

Il s'agit de la troisième fois dans l'histoire que la Chambre quitte le Marché-aux-Herbes :

- sous l'occupation nazie de 1940 à 1944, la Chambre ne siégeait plus et l'Hôtel de la Chambre fut investi par le bureau de l'office de propagande du Gau-province (« Außenstelle des Gaupropaganda-Amtes ») ;

- pendant les travaux de rénovation du Parlement entre 1997 et 1999, les députés ont siégé dans la salle du conseil communal à l'Hôtel de Ville de Luxembourg.



Au moment du vote, les députés assistant à la séance publique depuis d'autres locaux sont appelés à tour de rôle en salle plénière pour s'exprimer à haute voix.

Pour « une Europe plus solidaire » face à la crise

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a cosigné, avec des Présidents d'assemblées de six autres pays européens, une lettre en faveur d'une Europe plus solidaire et d'une réponse ambitieuse de l'Union européenne pour faire face à l'épidémie de coronavirus.

Cette lettre initiée par le Président de la Chambre des Députés italienne, M. Roberto Fico, appelle l'Union européenne « à remédier aux conséquences les plus dramatiques » de l'épidémie de coronavirus.

Une mobilisation des ressources dans la zone euro

« La gravité de la situation implique, dans un esprit de solidarité qui est au fondement de l'intégration européenne, une mobilisation sans précédent des ressources, en particulier dans la zone euro », ont tenu à souligner les Présidents de Parlement dans leur lettre adressée au Président du Conseil européen, à la Présidente de la Commission européenne, au Président du Parlement européen, à la Présidente de la Banque centrale européenne et au Président de l'Eurogroupe.

Pour ce faire, M. Fernand Etgen et ses homologues recommandent d'explorer la faisabilité et l'opportunité de toutes les solutions pouvant être appliquées, et notamment l'instauration par l'Union européenne d'un « instrument financier ou d'un fonds de solidarité en capacité de lever des ressources et d'effectuer des investissements au bénéfice de tous les États membres ».

« Une réponse concrète et rapide »

« Nous sommes dans l'obligation de démontrer que l'Union européenne et l'ensemble de ses États membres sont déterminés à fournir une réponse concrète et rapide aux attentes et aux besoins de nos peuples », dans des circonstances si difficiles qui font tant de victimes, sapent les fondements de nos économies, « minent la solidité même de nos démocraties » et de nos « modèles de société ».

Les signataires de la lettre ont également appelé à un renforcement de « la souveraineté industrielle européenne afin de produire les biens et matériels indispensables dans le domaine de la santé publique » ainsi que des « mécanismes de solidarité » pour mieux affronter les pandémies à l'avenir.

Ils demandent à l'Union européenne d'engager un « dialogue franc avec des pays non membres de l'Union » dans le but de promouvoir partout « la sécurité alimentaire et des normes sanitaires exigeantes », à l'image de celles en vigueur au sein de l'Union, afin de prévenir l'émergence de nouvelles pandémies.

Sept pays signataires de la lettre

Les Présidents de Parlement cosignataires de la lettre sont, outre le Président de la Chambre des Députés luxembourgeoise, M. Fernand Etgen :



- Italie : le Président de la Chambre des Députés, M. Roberto Fico (initiateur), et la Présidente du Sénat, Mme Maria Elisabetta Alberti Casellati ;

- France : le Président du Sénat, M. Gérard Larcher ;

- Espagne : la Présidente du Congrès des Députés, Mme Meritxell Batet Lamaña, et la Présidente du Sénat, Mme María Pilar Llop Cuenca ;

- Grèce : le Président du Parlement, M. Constantine An. Tassoulas ;

- Portugal : le Président de l'Assemblée de la République, M. Eduardo Luís Barreto Ferro Rodrigues ;

- Slovénie : le Président de l'Assemblée nationale, M. Igor Zorčič, et le Président du Conseil national, M. Alojz Kovšca.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 9** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Régime d'aides de minimis

7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis

Par ce projet de loi, les aides dites « de minimis » sont organisées en droit luxembourgeois.

Le régime d'aides proposé permettra à l'État d'octroyer une aide plafonnée à 200.000 euros par entreprise sur une période de trois ans, à l'exception des entreprises actives dans le transport de marchandises par route qui ne peuvent se voir octroyer que 100.000 euros au maximum.

Le but de ce régime est de soutenir l'entrepreneuriat en subventionnant des projets d'investissements ayant une valeur ajoutée pour l'économie et qui ne sont pas éligibles pour d'autres régimes d'aides.

Ce régime d'aides s'inscrit dans la stratégie de développement et de diversification économique du Luxembourg et complète les différents régimes d'aides existants en ce qu'il est conçu comme un outil de dernier recours, employé pour répondre à des situations particulières.

En raison de son faible montant, une aide de minimis ne constitue pas une aide d'État conformément à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Une notification à la Commission européenne de la décision d'octroi de l'aide n'est, de ce fait, pas nécessaire.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.06.2018
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
12.07.2019 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur
21.11.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
12.07.2019 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 19.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 877, page 1

Compte général de l'exercice 2018

7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018

Le compte général de l'État de l'exercice 2018 suivant la législation nationale

1. Balance du compte général de l'État de l'exercice 2018

Le compte général de l'État « porte sur l'ensemble des recettes et dépenses de l'État par article budgétaire, ainsi que sur les fonds spéciaux, et est présenté suivant la même subdivision que le budget ».

Tant le compte général que le budget pour ordre de l'exercice 2018 affichent un résultat négatif.

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	-1.073.070.429,49
I.	Recettes	15.829.051.126,41
II.	Dépenses	16.254.102.274,19
III.	Excédent de dépenses	425.051.147,78
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-1.498.121.577,27

B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	16.923.011,49
I.	Recettes pour ordre	6.572.571.818,48
II.	Dépenses pour ordre	6.577.882.441,83
III.	Excédent de dépenses pour ordre	5.310.623,35
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	11.612.388,14

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.938.050.535,72
I.	Recettes	6.783.083.872,85
II.	Dépenses	6.482.984.050,20
III.	Excédent de recettes	300.099.822,65
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	3.238.150.358,37

Source : Rapport général de la Cour des comptes (doc. parl. 7447[2])

L'exercice 2018 dégage un résultat négatif de -425.051.147,78 euros.

2. Situation globale de l'exécution du budget 2018

Le budget voté de l'exercice 2018, tel qu'il fut arrêté par la loi du 15 décembre 2017, a été modifié par plusieurs lois au courant de l'année 2018.

Le compte général de l'exercice 2018 affiche un excédent de dépenses de 425,05 millions d'euros, alors que le budget définitif a tablé sur un excédent de dépenses de 966,92 millions d'euros. Il s'agit d'une différence de 541,86 millions d'euros.

Un prêt à hauteur totale de 150 millions d'euros a été contracté en mai 2018 et un prêt de 500 millions d'euros a été contracté en octobre 2018.

La comptabilisation des recettes supplémentaires de 650 millions d'euros au budget des recettes en capital explique la différence de 669,2 millions d'euros entre le compte général et le budget définitif.

Trois prêts bancaires, émis en 2007, d'un montant total de 700 millions d'euros ont été remboursés en 2018 par le biais du Fonds de la dette publique, dont l'alimentation ne figurait pas au budget définitif. Ainsi des dépenses en capital supplémentaires de 700 millions d'euros ont été comptabilisées au compte général de 2018.

L'alimentation supplémentaire du Fonds des routes et du Fonds du rail par le biais d'un emprunt a été remplacée par des dotations supplémentaires de 150 millions d'euros pour le Fonds des routes et de 200 millions d'euros pour le Fonds du rail. Ces dépenses en capital supplémentaires par rapport au budget définitif de 2018 s'élèvent à 350 millions d'euros.

La comptabilisation des dépenses supplémentaires de 1.050 millions d'euros au budget des dépenses en capital explique la différence de 1.063,4 millions d'euros entre le compte général et le budget définitif.

Le compte général corrigé de l'exercice 2018 affiche un excédent de dépenses de 25,05 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un déficit de 966,92 millions d'euros.

La différence de 941,86 millions d'euros entre le résultat du compte général et celui prévu au budget de 2018 s'explique essentiellement par l'augmentation importante des recettes courantes qui passent de 13.981,05 millions d'euros à 15.076,31 millions d'euros.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.06.2019
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
07.10.2019 Présentation du projet de loi par M. le Ministre des Finances

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
07.10.2019 Présentation du projet de loi par M. le Ministre des Finances
18.11.2019 Présentation du rapport général de la Cour des comptes
02.12.2019 Désignation d'un rapporteur
09.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 885, page 1

Dispositifs hybrides

7466 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers

Le présent projet de loi a pour but de transposer en droit national la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers, qui constitue la deuxième directive contre l'évasion fiscale, communément appelée directive ATAD2 (« Anti-Tax Avoidance Directive »).

La directive ATAD1, transposée en droit national par la loi du 21 décembre 2018, a prévu des mesures dans cinq domaines différents, tels que la limitation de la déductibilité des intérêts, l'imposition à la sortie, des clauses antiabus générales, des règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées et des règles pour lutter contre les dispositifs hybrides. La directive ATAD2 précise et complète les dispositions portant sur les dispositifs hybrides, notamment en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers.

En effet, le cadre relatif à la lutte contre les dispositifs hybrides, qui est introduit par la directive ATAD1, ne s'applique pas à tous les différents types de dispositifs hybrides et se limite aux dispositifs localisés à l'intérieur de l'Union européenne. Partant, la directive ATAD2 vise également les dispositifs hybrides entre États membres et États tiers.

De plus, elle introduit des règles sur d'autres types de dispositifs hybrides non visés par ATAD1, tout en maintenant la cohérence avec les recommandations de l'OCDE en la matière.

Tout comme la directive ATAD1, le projet de loi sous rubrique inclut également une règle visant les dispositifs hybrides importés, ainsi qu'une mesure pour contrecarrer la duplication de crédits d'impôt dans le cadre d'un transfert hybride.

Par ailleurs, le présent projet de loi prévoit des mesures en vue de neutraliser les effets des dispositifs fondés sur la double résidence qui pourrait donner lieu à une double déduction. Finalement une mesure spécifique est introduite concernant le traitement fiscal des organismes hybrides inversés. Cette mesure entrera en vigueur à partir de 2022.

Les autres dispositions de la présente loi seront applicables aux exercices d'exploitation commençant le 1er janvier 2020.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
09.12.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12.12.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 889, page 1

Compatibilité électromagnétique

7468 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;

2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois les modifications du champ d'application de la

- directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique,

ainsi qu'à la

- directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Ces adaptations se sont imposées suite aux changements apportés par le règlement (UE) 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, et modifiant les règlements (CE) n° 2111/2005, (CE) n° 1008/2008, (UE) n° 996/2010, (UE) n° 376/2014 et les directives 2014/30/UE et 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n° 552/2004 et (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ainsi que le règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil.

Suite à l'entrée en vigueur dudit règlement, aucune mainmise juridique au niveau national n'existe en ce qui concerne les appareils d'aviation sans pilote à bord dont le poids en état de vol se situe en-dessous de 150 kilos, comme des drones ou jouets radioguidés volants.

Ce projet de loi comble ce vide juridique.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.08.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
21.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 876, page 1

Modernisation des registres de l'état civil

7494 - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification du livre Ier, titre II, du Code civil

Le projet de loi n° 7494 vise à modifier certaines dispositions du livre Ier, titre II, du Code civil, en vue de moderniser la procédure de confection des registres de l'état civil constitués de feuilles mobiles. Sont concernés les actes de l'état civil, qui constituent des actes instrumentaires à caractère authentique, ainsi que les actes d'indigénat, qui relèvent également des dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

L'état civil repose toujours, de par son fonctionnement et sa méthodologie, sur les principes mis en place sous la Révolution française. La matière a été régulièrement adaptée au cours du temps aux besoins et contraintes des temps modernes. Le projet de loi s'inscrit dans cette suite de réformes, telle que la loi du 1er avril 1968 relative aux mentions marginales des actes de l'état civil, la loi du 16 mai 1975 portant modification de certaines dispositions des titres II et VIII du livre 1er du Code civil et la loi du 20 mars 1990 relative aux doubles des registres de l'état civil.

Avec la modernisation mise en œuvre en 2005, la forme protocolaire est abandonnée. Désormais, toutes les communes impriment les actes de l'état civil et d'indigénat sous forme de tableau et suivant un schéma unique. Est également abandonnée avec cette réforme la pratique d'inscription de plusieurs actes sur une seule feuille de papier timbré et ce au profit de la rédaction d'un acte par feuille. Depuis 2005, tous les actes de l'état civil sont inscrits sur des feuilles mobiles, à savoir sur des feuilles de papier timbré, dont les dimensions et la valeur sont fixées par la loi. Achetées par les communes auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA en fin d'année pour l'année suivante, les feuilles mobiles sont cotées et paraphées par le président du tribunal d'arrondissement ou par le juge qui le remplace.

La même procédure est applicable aux feuilles mobiles supplémentaires achetées en cours d'année si la quantité de la première commande s'avère insuffisante. Les feuilles mobiles ainsi cotées et paraphées sont distribuées par le service de l'état civil du greffe du tribunal d'arrondissement à toutes les communes qui les stockent dans un endroit sécurisé en vue de leur utilisation. Ce système, destiné à l'origine à garantir la fiabilité des registres, requiert un travail de gestion important qui va croissant avec l'augmentation de la population. À partir du double constat que la procédure actuelle est très contraignante et dans un souci de simplification administrative, le projet de loi n° 7494 propose de moderniser ce système qui n'est ni conçu pour ni adapté aux grands volumes.

Le mécanisme simplifié proposé garantit la fiabilité des registres par l'instauration d'un contrôle *ex post*. Les actes seront obligatoirement numérotés suivant la méthode fixée par la loi. Le procès-verbal de clôture renseignera obligatoirement sur le nombre d'actes ainsi que sur le nombre et l'utilisation exactes des feuilles fournies.

Les registres comprenant le procès-verbal de clôture seront transmis au greffe du tribunal d'arrondissement. Ils seront obligatoirement signés après clôture à la première et à la dernière feuille par le président du tribunal d'arrondissement ou par le juge qui le remplace.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 06.11.2019
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
11.12.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2019
Loi du 20 décembre 2019
Mémorial A : 2019, n° 878, page 1

SÉANCE 16

JEUDI
19 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Alex Bodry*

3. 7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Diane Adehm (intervention de M. Gilles Roth)*
- *Discussion générale : M. André Bauler - M. Alex Bodry (intervention de M. Georges Engel) - Mme Djuna Bernard - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)
- *Votes sur les amendements 1 à 4 (rejetés)*
- *Amendement 5 : M. Yves Cruchten - M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'amendement 5 (rejeté)*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur les motions 1 à 4 (rejetées)*
- *Motion 5 : M. Sven Clement - M. Eugène Berger - M. David Wagner - M. Sven Clement - Mme Viviane Reding - M. Eugène Berger - M. Yves Cruchten*
- *Vote (renvoi de la motion 5 à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications)*
- *Motion 6 : M. Eugène Berger - M. Marc Spautz*
- *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
- *Motion 7 : M. Eugène Berger - M. Marc Spautz*
- *Vote sur la motion 7 (rejetée)*
- *Motion 8 : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum*
- *Vote (renvoi de la motion 8 à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace)*
- *Motion 9 : M. Laurent Mosar - M. Sven Clement - M. Alex Bodry - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Alex Bodry - M. Laurent Mosar*
- *Vote (renvoi de la motion 9 à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle)*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Résolution 1 : Mme Martine Hansen - M. Gast Gibéryen - M. Yves Cruchten - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Yves Cruchten*

5. 7466 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement (interventions de Mme Simone Beissel, M. Michel Wolter, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar)*
- *Parole après ministre : M. Laurent Mosar (réponse de M. le Ministre Pierre Gramegna) - M. André Bauler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

7. 7497 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2018
- *Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)*
- *Discussion générale : M. Guy Arendt - Mme Lydia Mutsch - M. Carlo Back - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Eugène Berger)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 de la Cour des comptes
- *Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Médiateur
- *Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

10. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Centre pour l'égalité de traitement
- *Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

11. 7494 - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification du livre Ier, titre II, du Code civil
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - M. Alex Bodry (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12 Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 25e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP25 à Madrid qui se termine le 13 décembre 2019
- *Exposé : M. Paul Galles (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. André Bauler)*
- *Débat : M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (interventions de M. Paul Galles et M. Fernand Kartheiser) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

13. Hommage à Mme Joëlle Elvinger
- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Joëlle Elvinger*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Carole Dieschbourg et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wollt d'Wuert froen, fir den Depot vun enger Proposition de loi ze maachen, elo hei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bodry, wannechgelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt a menger Fonctioun als President vun der Commission des Institutions an als ee vun de Cosignataren eng Proposition de loi hei deponéieren, wou et drëm geet, fir d'Gesetz vun 2007 iwwert de Finanzement vun de Parteie respektiv fir och d'Walgesetz ofzeänneren.

Déi Proposition de loi ass d'Resultat vun enger Rei vun Diskussiounen an Aarbechten, déi mer an der Institutiounskommissioun iwwert déi lescht Woche gefouert hunn. Si ass signéiert nieft mir och vum Här Berger, vum Här Gibéryen, vum Här Gloden, vun der Madamm Lorsché, vum Här Baum a vum Här Clement. Si gëtt also gedroe vu sämtleche Fraktiounen a Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, näischt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken de Moien u mam Projet de loi 7447 iwwert de Compte général ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

O, entschëllegt! Jo, den Här Bodry huet d'Wuert.

Sensibilitéiten, déi hei an der Chamber vertratt sinn.

Et geet drëm, fir eng Rei vun Upassungen ze maachen, wat d'Parteiefinanzéierung ugeet, an zwar éischtens, fir d'Konklusioun ze zéien aus enger Rei vu rezente Phenomeener, déi sech bei de Wale bemierkbar gemaach hunn. Op där enger Säit zesummegesate Lëschten, wou also eng Lëscht zwar den Numm vun enger Partei dréit, mee awer an hirer Zesummesetzung och Vertrieder vun anere Parteie respektiv Associatiounen huet. Dat ass deen éischte Phenomeen.

Den zweete Phenomeen, dee mer och an där Envergure net kannt hunn, sinn eenzel perséinlech Walcampagnen, déi gefouert sinn an déi net onbedéngt erëmzefanne sinn an de Konte vun de jeeweilege Parteien, wou also eenzel Kandidate fir sech Campagnë maachen. An déi musse sech selbstverständlech deene selwechte Reegele beuge wéi d'Parteie selwer.

Et geet also drëm, fir op där enger Säit méi Transparenz a méi Kloerheet an eis Texter hei eranzebréngen. Och wëlle mer d'Parteie gläichbehandelen, wat d'Bezuschussung ugeet fir hir Aarbechten op där enger Säit, mee awer och wat de Remboursement vun de Walkampfkäschten ugeet.

Mir proposéieren och, fir eng Adaptatioun ze maache vun deenen Dotatiounen, déi de Parteien zeguttkommen, wa se eng Rei vu Konditiounen erfëllen. Déi sinn zënter dem éischte Gesetz vun 2007 ni ugepasst ginn. An da versiche mer och, eis zousätzlech Mëttel ze ginn, fir d'Donen, déi jo bei eis zu Lëtzebuerg strikt reglementéiert sinn, nach besser an de Gréff ze kréien, an deem Sënn, dass an Zukunft, wann den Text esou duerchgeet, all Kandidat gehalen ass, eng Deklaratioun op seng Éier ofzeginn, dass en d'Done richteg deklaréiert huet. A wann en esou eng Deklaratioun net ofgëtt oder wann en eng falsch Deklaratioun ofgëtt, dann ass e perséinlech pénalement répréhensible fir deen doten Akt.

Mir versichen also, op där enger Säit de Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, hir wichteg Missiounen, déi se och duerch eis Verfassung hunn, kënnen auszeféieren - duerfir brauche se och staatlech Hëllefen -, an op där anerer Säit awer och derfir ze suergen, dass d'Parteie gläichgestallt sinn a jiddweree sech un déi selwecht Reegele muss halen.

Merci. Ech bieden also, dat un déi zoustänneg Gremie weiderzeginn, fir dass et kann an d'Prozedur goen.

***7509** - Proposition de loi*

1. portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry.

3. 7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018

Da fänke mer u mam Projet de loi 7447 iwwert de Compte général vum Exercice 2018. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2018 hunn d'Staatskonten ofgeschloss mat engem Defizit vu ronn 425 Milliounen Euro. Am Budget fir d'Joer 2018 war en Defizit virgesi vun 967 Milliounen Euro. D'Resultat ass also ëm ganzer 542 Milliounen Euro besser wéi virgesi fir d'Joer 2018.

Heizou muss een awer nach e puer zousätzlech Erklärungen ofginn. Am Joer 2018 goufen zwee Emprunten opgeholl, eemol 150 Milliounen am Mee an eemol 500 Milliounen am Oktober. An dës 650 Millioune sinn an de Recettes en capital verbucht ginn. Doniewent goufen awer och dräi Emprunte vun zesumme 700 Milliounen Euro zréckbezuelt. Dobäi komme fir den Exercice 2018 nach Alimentatioune vum Fonds des routes a vum Fonds du rail vun am Ganzen 350 Milliounen Euro, soudass d'Dépenses en capital ëm 1 Milliard a 50 Milliounen Euro eropgaange sinn.

Wa mir dës Operatiounen um Niveau vum Budget en capital erausrechnen, hu mir am Compte général nach en Defizit vu 25 Milliounen.

Wéi erkläert sech dann dës „Superperformance", wéi de Finanzminister sech esou gären ausdréckt? Do gëtt et verschidden Erklärungen. Engersäits hate mir eng favorabel Konjunktur am Joer 2018. De PIB ass ëm 2,6 % gewuess. Dat ass awer manner séier wéi déi 3,7 %, déi de Statec ugekënnegt hat. D'Inflatioun, déi louch bei 1,5 %. An de Chômage louch bei 5,5 % am Joer 2018.

Anerersäits huet déi automatesch elektronesch Besteierung vun de Betriber mat sech bruecht, dass d'Kierperschaftssteier an d'Verméigenssteier vill méi zäitno agedriwwe gi si wéi an der Vergaangenheet. Zousätzlech goufen d'Récksténn, déi an der Besteierung vun de Betriber nach ausstoungen, agedriwwen. Doduerjer waren déi courant Einname vum Staat am Joer 2018 ëm eng 1 Milliard méi héich, wéi am Budget 2018 virgesinn.

Här President, de Gesetzesprojet betreffend d'Staatskonte vun 2018 gouf den 28. Juni 2019 an der Chamber hannerluecht. Et war och eng Annex dobäi iwwert d'Entwécklung vun den Einnamen an den Ausgabe vun de Spezialfongen, genausou wéi d'Situatioun vun de Services de l'État à gestion séparée.

Des Weidere begréisst d'Budgetskontrollkommissioun ausdrécklech, dass de Finanzminister enger vun hire Fuerderungen aus der Vergaangenheet Rechnung gedroen huet an en Tableau gemaach huet mat den Autorisatiounen aus de leschte Staatsbudgeten, fir Emprunten opzehuelen.

Ausserdeem ginn och déi verschidden Emprunte mat den Detailer wéi Lafzäit, Taux d'intérêt an esou weider opgefouert. Dat mécht d'Kontroll vun den Emprunten, déi de Staat zitt, vill méi einfach.

De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet säin Avis den 18. November 2019 an der Budgetskontrollkommissioun virgestallt. Eng laangjäreg Recommandatioun vun der Budgetskontrollkommissioun betrëfft de Budget pour ordre, also d'Gelder, déi de Staat anzitt, fir se weiderzeleeden. An der Vergaangenheet hunn d'Cour des comptes an d'Budgetskontrollkommissioun ëmmer erëm verlaangt, dass en Equiliber zwëschent den Einnamen an den Ausgaben am Budget pour ordre hiergestallt misst ginn.

De 27. Mäerz 2018 hat d'Budgetskontrollkommissioun eng Reunioun mat de Vertrieder vum Finanzministère. Wärend dëser Reunioun gouf d'Budgetskontrollkommissioun informéiert, dass am Kader vum Rapprochement vun der Staatskontabilitéit op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 an der europäescher Method SEC 2010 och Ännerungen um Niveau vum Budget pour ordre kommen. Dës Ännerunge bréngen mat sech, dass den Desequiliber tëscht den Einnamen an den Ausgaben an Zukunft vill méi kleng wäert sinn. An dëst wäert ab dem Budgetsexercice 2019 de Fall sinn.

Aus dësem Grond léisst d'Bugetskontrollkommissioun hir Recommandatioun betreffend dem Budget pour ordre an Zukunft falen.

Här President, d'lescht Joer huet d'Budgetskontrollkommissioun genausou wéi de Lëtzebuerger Rechnungshaff e finanzielle Bilan gefrot vun der Steierreform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass. Mir musse leider feststellen, dass dëse Bilan net gemaach gouf. Mee mir verstinn awer och, dass esou e Bilan net einfach ze maachen ass, well d'indirekt finanziell Auswierkunge vun der Steierreform schwéier ze moosse sinn.

An hirem Rapport iwwert d'Staatskonten 2018 vum 30. Dezember 2019 huet d'Cour des comptes och eng Analys vun den Transferts de crédit gemaach, an dëst op Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999. Si huet festgestallt, dass nach ëmmer verschidden Transferten net genuch motivéiert sinn an dass bei engem Ministère d'Transferts de crédit systematesch vu Beamten ënnerschriwwe goufen, an net vum zoustännege Minister, wéi d'Gesetz dat virschreift.

De Rechnungshaff huet och festgestallt, dass d'Avoire vun de Spezialfongen ëm 29 Milliounen Euro geklomme sinn, fir Enn 2018 bei 1 Milliard an 968 Milliounen ze leien.

Des Weideren hält de Rechnungshaff u senger Recommandatioun fest, dës Presentatioun vun de Spezialfonge misst verbessert ginn, haaptsächlech wat d'Opdeele vu verschiddenen Ausgaben ugeet.

Här President, komme mer elo zur Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC-2010-Presentatioun!

A sengem Avis vum 8. Oktober 2019 freet de Staatsrot nach eng Kéier, dass d'Presentatioun vun de Staatskonten op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 un déi europäesch Method SEC 2010 ugepasst soll ginn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech dëser Demande un.

Fir komplett ze sinn, wëll ech awer drop hiweisen, dass de Minister de 27. Mäerz 2018 an enger gemeinsamer Sitzung vun der Finanzkommissioun an der Budgetskontrollkommissioun den Deputéierte verschidde Mesurë virgestallt huet, fir déi zwou Presentatioune vun de Konte méi no beieneen ze bréngen. Dës Mesurë sollen och ab dem Budgetsjoer 2019 ëmgesat ginn. Als Budgetskontrollkommissioun wäerte mir d'Staatskonte vum Exercice 2019 dann och an deem Sënn kucken.

An dësem Zesummenhang wéilt ech och nach eng Kéier op méi eng al Recommandatioun vun eiser Kommissioun zréckkommen. Et sollt an der Vergaangenheet emol eng nei Budgetsstruktur zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Den Deputéierte Roger Negri hat als Budgetsrapporter dat franséischt Gesetz vum 1. August 2001, déi sougenannte Loi organique relative aux lois de finances, och bekannt als LOLF, als Beispill geholl. Och de Budgetsrapporter Yves Cruchten hat op dem Roger Negri säin deemolege Budgetsrapport verwisen.

(Interruption)

Jo, de Roger ass net méi ënner eis, mee mir schwätzen awer nach vun him.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O!

Plusieurs voix.- O!

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Also net méi heibannen, wuelverstanen!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, Madamm Adehm, en ass awer nach zu Mamer, hein!

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Zënter enger Reunioun vum 14. September 2014 huet d'Budgetskontrollkommissioun awer näischt méi zu dësem Punkt vun der Regierung héieren. Duerfir wiere mir frou, wa mir endlech eng Äntwert vun der Regierung kréichen, ob d'LOLF eng Optioun fir déi nei Budgetsstruktur zu Lëtzebuerg kéint sinn oder net.

Här President, fir weider Detailer iwwert de Gesetzesprojet vun de Staatskonten 2018 verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Adehm villmools Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport zu de Staatskonten 2018. Si leescht vill Aarbecht an der Comexbu. An dofir wollt ech hir extra felicitéieren. Dat soll een och emol an dëse besënnlechen Deeg viru Chrëschtdag ënnersträichen.

Plusieurs voix.- O!

M. André Bauler *(DP).*- Dach ass et awer gutt, wa mer d'Madamm Adehm an hirer Aarbecht net eleng loossen a si och begleeden. An dofir soen ech och menge Kolleegen aus der Comexbu Merci fir hiert Matschaffen, hiert opmierksaamt Matschaffen. An och freeën ech mech, datt d'Comexbu et an hire Recommandatiounen an och Konklusioune begréisst, datt den Här Finanzminister bereet ass, beim alljärlechen Depot vum Staatsbudget d'Entwécklung vun de Staatsemprunten, de klasseschen Emprunts obligataires, d'Entwécklung vun der Staatsschold, den Zënsen, déi ze bezuele sinn, an d'Entwécklung vun den Emprunten, déi autoriséiert sinn, ze retracéieren. Et ass och gutt, wa mer all sechs Méint iwwert d'Entwécklung vun der Staatsschold an der Cofibu ënnerriicht ginn. Dat huet d'Comexbu eng Kéier verlaangt. An dat ass och kee Probleem fir dëse Finanzminister, deen eis jo och regelméisseg, also am trimestriellen Takt, iwwert d'Entwécklung vun der budgetärer Situatioun informéiert.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun, soe Merci fir Är Opmierksamkeet a wënschen Iech elo scho schéi Feierdeeg.

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit Merci der Rapportrice, zemools well se am Tounfall an der Aschätzung vun der Lag dës Kéier vill méi räsonabel war a méi zen war, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... wéi dat emol kuerz virun de Walen de Fall war, hei bei enger änlecher Operatioun.

(Interruption par M. Georges Engel)

D'Zäite changéieren heiansdo.

Dat gesot, mengen ech, dass een awer hei sollt ervirhiewen, dass mer et hei bei de Konte vun 2018 mat enger ganz favorabeler Entwécklung ze dinn hunn, wat d'Staatsfinanzen ugeet, d'ëffentlech Finanzen insgesamt ugeet, well mer zënter Laangem awer an der Situatioun sinn - quitte dass exzeptionell Elementer hei matgespillt hunn -, dass den Zentralstaat an engem Quasiequiliber ass, wat d'Konte vun 2018 ugeet, mat engem minimalen Defizit vu 25 Milliounen Euro, wann een d'Emprunten erausrechent, no der SEC-2010-Method ausgerechent. A gradesou fënnt een eigentlech e positiivt Bild bei den ëffentleche Finanzen insgesamt, well och gesamtstaatlech si mer an engem Iwwerschoss vun den Einname vun 1,4 Milliarden. Och dat ass eng ganz exzeptionell Situatioun, déi mer an deem Joer 2018 erëmfannen.

Dat obwuel, dat ass a priori e Paradox, obwuel déi wirtschaftlech Daten 2018 sech méi negativ entwéckelt hunn, wéi d'Prognose waren, wéi mer d'Opstellung hate vum Budget 2018. Dat bestätegt eigentlech déi Feststellung, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, dass ëmmer méi staark eng Lasskoppelung kënnt vum wirtschaftleche Wuesstum an den Einname vun de Steieren, dass do net méi déi Korrelatioun, déi soss bal perfekt war, mat enger liichter järlecher Verschibung, erëmzefannen ass an deem selwechte Mooss.

Wa mer an den Detail ginn, stelle mer fest, dass par rapport zu dem Budget 2018 d'Einname sech ëm bal 8 % no uewe beweegt hunn, haaptsächlech duerch eng exzeptionell Progressioun vun der Kierperschaftssteier, mee och déi aner Steieren hu sech positiv entwéckelt, an doniewent awer, géif ech soen, eng dach zolidd Disziplinn bei den Ausgaben, well d'Ausgabe sech nëmmen ëm gutt 1 % no uewe beweegt hunn. An dat erkläert, firwat dass mer dann, ënnert dem Stréch, praktesch 950 Millioune Verbesserung vun der Equilibersituatioun hu par rapport zu deem, wéi mer de Budget hei 2018 gestëmmt hunn.

Ech mengen, dat alles ass u sech positiv. Et schéngt och, wéi wa sech 2019 en änlecht Bild géif weisen, wann een déi lescht Zuele kuckt, déi der Chamber vun der Regierung matgedeelt si ginn. Do wäerte mer jo an e puer Méint da méi wëssen, och op deem dote Punkt.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, dass nieft der reegelméisseger Entwécklung vun den Einnamen an den Ausgaben, déi d'Chamber kritt an deenen trimestrielle Sitzungen, déi mer hunn - Comexbu a Finanzkommissioun - mam Finanzminister, dass zum selwechte Moment oder dann, wann déi néideg Date virleien, mer och d'Informatioune géife kréien iwwert de Stand vun de Scholden, mee awer och iwwert de Stand vun der Tresorerie. Ech mengen, déi dräi Elementer gehéieren zesummen, wann ee sech als Chamber e Bild wëllt maachen iwwert déi momentan Situatioun vun de Staatsfinanzen.

Ech wëll e leschte Punkt nach eng Kéier rappeléieren. Dat riskéiert ëmmer, verluer ze goen. Ech mengen, mir misste per Gesetz d'Fro reegele vun den Empruntsautorisatiounen. Et ass juristesch net gekläert. All Joers, bei all Budget, et ass och elo beim Budget 2020 de Fall, freet d'Regierung d'Autorisatioun vun der Chamber, fir kënnen Emprunten, dës Kéier an Héicht, mengen ech, vun enger Milliard, ze zéien. D'Regierung huet awer nach al Autorisatiounen, fir Emprunten ze zéien. An et ass ni kloer gewiescht, wéi dat ze interpretéieren ass.

Kann eng Regierung nach op al Autorisatiounen, déi se duerch al Budgetsgesetzer kritt huet, zréckgräifen? Oder gëllt eigentlech nëmmen déi Autorisatioun, déi d'Chamber gëtt fir dat bestëmmt Joer, wou d'Regierung dann dervunner Gebrauch mécht?

Ech mengen, mir waren eis an der Kommissioun eens, dass eis Interpretatioun ass, dass een net op al Autorisatioune kann zréckgräifen, dass déi gëllt, déi ee freet. Ech mengen, dat misst een awer kloerstellen, fir dass dat u sech ee fir alle Mol esou oder esou ass. Well et ass, mengen ech, net gutt, dass u sech eigentlech d'Regierung nach fir - bon! - e puer Milliarden, mengen ech, Autorisatiounen opstoen huet aus der Vergaangenheet, a si freet allkéiers nach eng nei mat derbäi. Dat mécht am Fong kee Sënn, deemno wéi d'Interpretatioun ass.

Also ech soen dat einfach, mengen ech: Et muss een dat rechtlech kloerstellen, dass ee weess, wéi et ass. An da kënne jo jeeweileg

d'Regierung an d'Chamber sech dann op déi Situatioun astellen.

Merci.

Dat gesot, wäert selbstverständlech d'LSAP-Fraktioun dës Konten och stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här Chamberspresident. E grousse Merci och un d'Madamm Rapportrice, net nëmme fir den exzellente Rapport, mee och déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Ech hunn elo d'Éier, no engem Joer an der Comexbu, e bëssen Asiicht dran ze hunn. Et ass eng ganz interessant Matière an och eng ganz wichteg Aarbecht, déi mer hei maachen. Ech si ganz frou, fir heimadder kënnen den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech wëll vun eiser Säit aus der Kolleegin Diane Adehm Merci soe fir hire Rapport.

Ech wéilt just nach uschléissen un dat, wat de Kolleeg Bodry gesot huet, wat d'Emprunten ubelaangt. Ech mengen, mir mussen eng Kéier eng Reegelung do kréien, wéi den Alex Bodry dat gesot huet, wat fir eng Autorisatioune vun Emprunten zielen.

Mir haten och een Ablack an der Kommissioun rieds, ech mengen, et war souguer mam Minister zesummen, datt et awer gutt ass, wann d'Regierung fir eng Noutfallsituatioun eng Méiglechkeet huet dann, fir séier an onkomplizéiert Emprunte kënnen opzehuelen. Dat schéngt mer richteg ze sinn. An duerfir misst ee vläicht higoen, datt een eng Kéier seet: „Ma, kommt, mir stëmmen en Emprunt fir esou eng Noutfallsituatioun!"

A fir de Rescht bleiwe mer ëmmer bei deem Emprunt, deen an deem leschte Budget gestëmmt ass. Mee datt een awer enger Regierung déi Méiglechkeet gëtt, fir, wa se eng Kéier misst duerch iergendeng Situatioun - mer haten dat jo schonn eng Kéier an der Vergaangenheet, ech erënneren drun, wéi mer eng Bank hu misse retten -, datt d'Regierung also ëmmer d'Méiglechkeet huet, fir an esou enger Situatioun ouni laang Prozeduren direkt en Emprunt kënnen opzehuelen, selbstverständlech no Récksprooch mat der Chamber, wat jo dann och ëmmer geschitt, mee datt ee sech déi Méiglechkeet géif halen. A fir de Rescht géif ech mengen, misst dann nëmmen deen Emprunt zielen, deen am leschte Budget autoriséiert ass.

Dat gesot: Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu mir e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice, déi hei en exzellente Rapport ofginn huet.

Ech wollt mech ganz bewosst dem Alex Bodry senge Fuerderungen hei uschléissen, datt mer déi néideg Transparenz schafen, datt d'Chamber hir Aarbecht vum Contrôle vun der Exécution budgétaire ka maachen, wat d'Staatsfinanzen awer insgesamt ugeet. Ech mengen, mir kënnen engersäits natierlech eis ëmmer strikt un de Budget halen an och just kucken, wat op deenen eenzele Posten am Budget geschitt ass.

Ech mengen, an den Här Minister huet dat gëschter gesot, datt mer alleguerte relativ wéineg iwwert d'gesamt Gesondheet vun de Staatsfinanze geschwat haten, mee ech mengen, dat läit zu engem Deel dorunner, datt mer eis an der Vergaangenheet relativ strikt och ëmmer um Staatsbudget orientéiert hunn a gekuckt hunn: Wéi geet et deem?

Ech mengen, datt mer eis och eng Kéier iwwert déi Fuerderungen hei kënne vill méi bewosst ginn, wéi et am grousse Bild ass. Anstatt eis wierklech an Detailer ze verrennen, kéinte mer duerch dës Mesuren dat grousst Bild vill méi einfach gesinn an doduerjer dann och diskutéieren. Ech mengen, dat ass eng Missioun vun dësem héijen Haus an déi sollte mer eis dann och zu eege maachen. An dofir merci nach eng Kéier, Madamm Rapportrice! Merci awer och Alex Bodry fir déi Fuerderungen, déi mir vollkommen ënnerstëtze kënnen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt géif ech gären, wéi dat och vum Deputéierte Bodry gesot ginn ass, ënnersträichen, dass d'Konte vun 2018 jo awer ganz remarkabel sinn. An dofir sinn ech och hei elo op d'Tribün komm, well ech dat wollt ënnersträichen. Et ass fir d'éischt säit 2008, wou mer praktesch en Equiliber hunn an der Administration centrale. An effektiv huet dat sech natierlech och erëmgespigelt an der europäescher Kontabilitéit SEC 2010, wou d'Resultat nach méi kloer ass, well do en Excedent vun 262 Milliounen ass. An ech rappeléieren, dass mer no der Lëtzebuerger Kontabilitéit en Defizit vu 25 Milliounen hunn.

Wéi richteg ënnerstrach ginn ass, ass dat Resultat haaptsächlech, well d'Recettë ronn 8 % méi héich erauskomm sinn, wéi dat, wat virgesi war. An dat, wat virgesi war, war och schonn eng gutt Croissance vun de Recetten. An dat Zweet ass, mengen ech, och wichteg, dass een et ënnersträicht, dass mer bei den Depensen nëmmen 1 % méi héich leien, wéi dat, wat virgesi war. Dat ass natierlech e positive Schéiereffekt. An doduerch dat gutt Resultat.

An ech kann och bestätegen, dass 2019 eng änlech Situatioun wäert sinn. Et ass nach ze fréi, fir ze wëssen, ob mer am Equiliber do wäerte leien. Mir wäerten op jidde Fall ganz no derbäi sinn.

Zu de verschiddene Froen, déi gestallt gi sinn, wäert ech der elo eng Rëtsch hei beäntweren. A mäi Kommentar ass Follgenden: Ech hunn nach ëmmer op all Requête vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire geäntwert an ech sinn all Äre Fuerderungen nokomm. An ech mengen och, dass mer an deene leschte Joren ëmmer vill méi geliwwert hunn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall ass. An ech hunn och guer keng Angscht do dervir! Well dat Bescht, wat mer kënnen hunn, dat ass Transparenz! A mir hunn näischt ze verstoppen. Absolutt näischt ze verstoppen!

Ech hunn d'Remark vum Här Clement net gutt verstanen, wou e gesot huet: „Mir konzentréieren eis ze vill op den Detail." Mir konzentréieren eis an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire all Trimester ganz kloer op d'Solden. A wéi gesot: Wa méi Detailer gefrot ginn, da gi mer déi.

An ech wéilt dofir e bëssen op déi wichteg Fro agoen, well e puer Deputéiert dat gesot hunn, vun der Emissioun vun Emprunten. Ech hu mer dat gutt ugekuckt. Mir hunn och eng Nott gemaach, déi mer lech geschéckt hunn déi lescht Deeg, wou mer e Resumé maachen, wou ech d'Argumentatioun net erëmgeholl hunn, ech hunn einfach faktuell geschriwwen, wat ass.

Ech géif gär dräi Saachen dozou soen, ech mengen, déi wichteg sinn an déi ee muss am Kapp behalen.

Dat Éischt ass: Ech weess net, ob dat an der Vergaangenheet d'selwecht gemaach ginn ass, mee ech menge schonn, wann ech mech erënneren, wat den Här Waringo mer gesot huet, wéi ech ugefaangen hunn. Hie war jo 30 Joer laang de Chef op der IGF. Eng Saach mécht d'Regierung systematesch, dat heescht elo säit Jorzéngten. Dat ass, dass, wann en Defizit virgesinn ass an der Administration centrale, wéi mir der jo elo all Joers virgesinn haten, da freet een de toute façon en Emprunt, deen dat plus ou moins ofdeckt, an no uewen opgeronnt. Vu dass mer elo all déi Jore 700, 800 Milliounen Defizit virgesinn haten, hu mer natierlech 1 Milliard Emprunt virgesinn.

Dat schéngt mer eng gutt Saach ze sinn, well, wann een dat net géif maachen, kéint ee jo froen: „Majo, wéi finanzéiert Der dat?"

Ech weess, dass mer d'Annualité du budget hunn. Mee, ob een elo wierklech soll soen, dass deen Emprunt, deen een do freet, deen doten, fir deen Defizit ze decken, dass deen automatesch dann ausleeft, wann een en net gebraucht huet, ass eng Fro, déi ee ka stellen.

Dat Zweet ass, dass mer och eng Autorisatioun musse froen, wann een en Emprunt refinanzéiert. An elo ginn ech Iech d'Beispill vum nächste Joer: 2020 refinanzéiere mer en Emprunt vun 2 Milliarden am Mee. Ech hunn awer elo am Gesetz fir 2020, dat, iwwer wat mer haut stëmmen, e geréngen Emprunt virgesi vun 1 Milliard.

Wa mer d'Reegelen änneren, da muss ech ee froe vun 1 Milliard plus 2 Milliarde fir de Refinancement vun deem vum nächste Joer. Da muss een erklären. Dat ass alles machbar. A firwat hunn ech deen net brauchen ze froen? Well mer accumuléiert Autorisatiounen haten. An Dir hutt d'Zifferen elo kritt. Esou héich sinn déi net. Ech hunn d'Notte vun den accumuléierten elo net ënnert den Aen. Ma do ginn elo, d'nächst Joer, 2 Milliarden dovunner fort.

An da kann ee soen - an ech komme ganz op d'Argument vum Här Gibéryen, wat ech ganz richteg fannen -: Et kann heiansdo urgent sinn, Urgenz, wéi mer eng kannt hu bei der Bankekris, fir séier en Emprunt kënnen ze maachen. An da kënnt eppes derbäi, wat mer dëst Joer gemaach hunn, wou mer, well de Marché gutt war, de Remboursement vum Emprunt vum nächste Joer sechs Méint virgezunn hunn.

Wann een déi Flexibilitéit do net méi huet, da kann een dat guer net méi maachen.

An dofir mengen ech, dass ee sech wierklech gutt soll iwwerleeën, wéi een dat reegelt. Mir sollen et clarifiéieren. An ech si ganz gär bereet, dat an der Commission des Finances ze maachen. Mee à tout le moins misst een e Puffer hu vun e puer Milliarden, dat wär d'Iddi vum Här Gibéryen, à tout le moins soll een dat hunn, dass een awer méi fréi ka rembourséieren, dass een am Fall vun enger Kris séier Geld ka mobiliséieren.

An da géif ech proposéieren, dass mer eng Kéier dorop zréckkommen op Basis vun där Nott, déi mer gemaach hunn.

D'Kommissioun hat mech gefrot, fir dass mer sollen, a mir maachen dat ganz gären, elo all sechs Méint eng Situatioun vun der Dette, vun de Remboursementer, vun de Liquiditéite virbréngen. Dat wäerte mer ganz gär maachen.

An ech mengen, mir sollen eis alleguer, ech kommen op deen anere Sujet zréck, wierklech gutt iwwerleeën, wat am beschten Interêt vum Land ass.

Zur LOLF wollt ech Iech soen, dass déi a mengem Kapp an an eisem Ministère net méi à l'ordre du jour ass. Dofir kënne mer eis déi Suerg spueren. A firwat ass dat esou? Mir haten eis dat ugekuckt 2013/2014. A mir hu gekuckt, wéi verschidde Länner, déi dat agefouert hunn, zefridde si mam System. A mir musse leider feststellen - leider? -, mir stelle fest, dass déi Länner, déi dat agefouert hunn, dofir net esou vill méi Effikassitéit kritt hunn. Ee Land, wou dat agefouert ginn ass, ass Frankräich, an et ass dat Land, wat déi lescht Joren am meeschte Problemer hat, fir d'Reegele vum Pacte de stabilité et de croissance anzehalen. Et ass jo och keng Iwwerraschung. D'Reegele selwer maachen et net onbedéngt méi einfach.

An ech mengen, mir sinn elo e bëssen en anere Wee gaangen - ech halen dann och direkt hei op -, andeem mer d'lescht Joer jo Propositioune gemaach hunn, déi d'Kommissioun jo och ganz positiv empfaangen huet, fir e Rapprochement zwëschent dem Gesetz 1999 ze maachen an dem Gesetz ..., enfin de Reegele SEC vun Europa 2010. An an déi Richtung wäerte mer weider schaffen. Wa mer elo och nach géifen eng LOLF drop setzen, independamment vun deem, wat ech elo gesot hunn, géife mer eis d'Liewen nach eng Kéier méi komplizéiert maachen.

Voilà! Ech mengen, dat sinn déi Haaptremarken, déi ech dozou wollt maachen. An ech wollt der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7447. Den Text steet am Document parlementaire 7447[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7447 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet 7447 ass eestëmmeg, mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

Amendements

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7500 kommen, stëmme mer fir d'éischt of iwwert déi verschidden Amendementer.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun, deen als Objet huet, am Artikel 3 en neie Paragraf 2 derbäizesetzen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement 1 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Amendement 2

Da kéime mer zum Amendement Nummer 2 vun der CSV-Fraktioun, deen als Objet huet, am Artikel 3 en neie Paragraf 3 derbäizesetzen.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement 2 ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Amendement 3

Da komme mer bei den Amendement Nummer 3 vun der CSV-Fraktioun, deen als Objet huet, am Artikel 3 en neie Paragraf 4 derbäizesetzen.

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement 3 ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Amendement 4

Da komme mer zum Amendement Nummer 4 vun der CSV-Fraktioun, deen als Objet huet, dem Projet de loi en neien Artikel 42 bäizefügen.

Vote sur l'amendement 4

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement ass mat 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Amendement 5

Da komme mer zum Amendement Nummer 5 vun der CSV-Fraktioun, deen als Objet huet, den Artikel 44 ëmzeänneren, fir d'Familljenzoulage retroaktiv op den 1. Januar 2019 ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Une voix.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech géif gär d'Wuert froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir kritt d'Wuert, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech ...

(Interruption)

Jo! Den Här Spautz, wéi en deen Amendement hei virgestallt hat, hat e mech jo eigentlech derzou opgeruff, fir deem Amendement zouzestëmmen. An ech wéilt him Merci soen. Ech wéilt em natierlech net Merci soen, dass en deen Amendement proposéiert. Dat hätt hie mir an eis alleguerte kënnen erspueren, mee ech wéilt him ausdrécklech en éierleche Merci soen, well en esou fair war, fir mech richteg ze zitéieren.

En huet richteg gesot, dass ech gesot hunn, dass mer an der Koalitioun ofgemaach haten, an dëser Legislaturperiod d'Familljegeld erëm ze indexéieren, an dass ech hannendrop gesot hunn: „Wat éischter wat besser." En huet also drop verzicht, fir mer eppes aneres an de Mond ze leeën, wat ganz einfach gewiescht wär, fir mech falsch ze zitéieren. An ech fannen, Här Spautz, dat éiert Iech, dass Der dat esou gemaach hutt.

Ech hunn natierlech domadder net gesot, dass mer solle retroaktiv op den 1. Januar 2019 d'Familljegeld erëm indexéieren, mee ech hu ganz kloer gesot ..., an ech mengen, dat liest een och eraus aus dem Rapport, deem gesamte Rapport, deen ech gemaach hunn, dass mer ... Mir hunn elo grad festgestallt iwwert d'Konte vun 2018, dass sech eis finanziell Situatioun beim Staat verbessert. Viraussiichtlech ass dat och 2019 esou. Mir kucken no vir. Mir sinn e bësse virsiichteg.

An ech hunn eigentlech der Regierung wëllen a menger Ried un d'Häerz leeën, wa sech deen Trend do fortsetzt, dass eis finanziell Situatioun esou gutt ass, dass mer roueg kënnen driwwer diskutéieren, fir déi Indexéierung vun de Familljeleeschtungen erëm virzezéien. Dat ass dat, wat ech dem Här Spautz dorobber wollt äntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Cruchten fir seng Erklärungen. Also, wann et just un der Retroaktivitéit scheitert, also, mir kënnen och d'Echeance op den 1. Januar 2020 maachen.

(Hilarité générale)

Dann ass et net retroaktiv, mee da wier déi Erhéijung ab dem 1. Januar 2020. Wann et just dorunner läit, also, ech si gäre bereet, déi Retroaktivitéit da falen ze loossen.

Merci.

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Vote sur l'amendement 5

Ech mengen, da kënne mer elo iwwert deen doten Amendement ofstëmmen. De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

An dësen Amendement 5 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Staatsbudget fir d'Joer 2020, de Projet de loi 7500, kommen.

(Brouhaha)

Den Text steet am Document parlementaire 7500[16].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt sech ee klenge Feeler am Intitulé vum Projet de loi ageschlach huet. D'Opzielung vum Punkt 7 misst een a, b an c liesen an net d, e, f. Mir stëmmen also iwwert den Text mat dësem ofgeännerten Intitulé of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7500 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Interruptions et hilarité)

Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Budget 7500 ass mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

(Brouhaha)

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Nee, nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass also esou decidéiert. Ech stellen eng Majoritéit fest.

(Hilarité)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, de Projet de loi 7501. Den Text steet am Document parlementaire 7501[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7501 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass all Joer spannend, wéi et ausgeet.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dëse Projet 7501 ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Jo!

Plusieurs autres voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech stellen do eng grouss Majoritéit fest.

(Hilarité générale et interruption)

Motions et résolution

Mir kommen elo zu de Motiounen an der Resolutioun, déi zu dëse Projeten deposéiert goufen.

Motion 1

Als éischt hu mer d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Aféiere vun der Klimaneutralitéit an den ëffentleche Verwaltunge bis 2030.

D'Ofstëmme fänkt un.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché huet d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et war elo e bësse séier gaangen. Entschëllegt, dass ech mech spéit gemellt hunn. Also mir proposéieren, déi Motioun de Mëtten ze huelen, well mer de Mëtten déi ganz Debatt hunn.

(Interruptions)

Wat gelift?

(Interruption)

Jo, mee vum Inhalt hier hu mir awer gesinn, dass dat do eng Fro ass, déi awer ganz kloer an d'Klimadebatt gehéiert an ...

Une voix.- Et ass vläicht besser, fir ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... keng Moossname betrëfft, déi direkt elo de Budget hei solle modifizéieren. An dofir proposéiere

mir, se de Mëtten ze diskutéieren am Kader vun der ganzer Debatt iwwer Energie, Klima an Ëmwelt.

(Brouhaha)

Wann net, refuséiere mer se.

Une voix.- A! Dat weist ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, ech sinn e bësse verwonnert. Eigentlech huet d'Madamm Lorsché jo Recht. Et hätt ee sollen d'Klimadebatt virum Budget féieren. Mee elo einfach ze soen, ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... wéinst dem Timing, Dir géift net matstëmmen, also dat ass ganz bëlleg! Et deet mer leed!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Deng Stëmme géint hir.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, ech verstinn dat do definitiv net, well wann déi gréng de Mëtteg eng Meenung hunn, da misste se de Moie jo och schonn eng Meenung hunn.

(Hilarité)

A mer haten déi heite Motioun scho virun, ech mengen, véier Wochen erabruecht. Dunn hutt Der dergéint gestëmmt. Do hate mer „2040" drastoen. An dunn hunn ech geduecht gehat, Dir hätt dergéint gestëmmt, well mer net ambitiéis genuch gewiescht wieren, dofir hu mer elo „2030" drageschriwwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A mir halen drop, datt déi Motioun elo ofgestëmmt gëtt.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Lorsché, ech wëll just bemierken, datt et am Prinzip net Usus ass, datt Motiounen, déi zu enger gewëssener Debatt ofgi sinn, reportéiert gi bei een anere Projet.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A scho guer net ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et war jo just eng Propos.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A fir der Hausordnung gerecht ze ginn, mengen ech, solle mer am Fong dann iwwert déi Motiounen alleguer de Moien ofstëmmen.

D'Madamm Lorsché kritt awer nach d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wéi gesot, …

(Brouhaha)

... et war eng Propos vun eiser Säit, déi mer gëschter zesummen hei ofgeschwat hunn. Eng Propos, wa jiddwereen d'accord gewiescht wär, hätte mer geduecht, de Mëtte kommen Honnerte Motiounen oder op d'mannst 12 ...

(Brouhaha général)

... oder 15, dann hätte mer ganz vill Texter beieneen, déi mer kéinte vergläichen. Wann net, dann hale mer eis drun, wéi dat dann d'Reglement virgesäit, wann dat kee Konsens fënnt. An da soe mer awer Nee, well déi Propos ofgeleent gëtt.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

(Interruptions diverses)

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Dann d'Motioun Nummer 2 vun der Martine Hansen iwwert d'Aféiere vun engem Klimapakt fir d'PMEen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

D'Motioun Nummer 3 duerno vum Här Gilles Roth iwwert d'Ofschafe vun der Circulaire vum Direkter vum Steieramt vum 29. November 2017. Ech gesi keng Wuertmeldung.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un.

(Interruptions)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da komme mer zur Motioun Nummer 5 vum Här Sven Clement iwwert d'Ënnerstëtzung fir fräi an oppe Software an den ëffentleche Verwaltungen.

Den Här Clement huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Et ass och nach eng véiert do.

Motion 4

M. Fernand Etgen, *Président.*- A jo! D'Motioun Nummer 4. Pardon! Merci, Här Clement. D'Motioun Nummer 4 vum Här Gilles Roth iwwert d'Erofsetze vun der Solidaritéitssteier fir déi physesch Persounen. Et ass keng Wuertmeldung do.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 4 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5 vum Här Sven Clement iwwert d'Ënnerstëtzung fir fräi an oppe Software an den ëffentleche Verwaltungen.

Den Här Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mech gëschter a menger Ried zum Budget e bësse kuerzgefaasst, wat d'Digitaliséierung ugeet, dofir awer dës Motioun abruecht, déi u sech eppes géif zu Lëtzebuerg aféieren, wat an der Europäescher Unioun scho vun der Europäescher Kommissioun an hirem Aarbechtsprogramm vun där leschter Legislatur, mee och vun dëser Legislatur ze fannen ass, nämlech ëffentlech finanzéiert Logiciellen och der Ëffentlechkeet accessibel ze maachen.

Dëst huet direkt e puer Avantagen, nämlech datt ee kann Économies d'échelle maachen. Et kann een doduerjer Geld spueren, datt een Deeler vu Logicielle ka reutiliséieren. Dat heescht, datt ee manner muss nei akafe goen. Et kann ee Saache reconfiguréieren. Et ass eng Motioun, déi sech och an änlecher Form mëttlerweil queesch duerch Europa an de grousse Parteifamilljen erëmfënnt. Esou huet d'CDU dat op hirem leschte Kongress an Däitschland an de Programm opgeholl. Esou hunn déi europäesch Gréng et am Programm. Wann ech mech richteg erënneren, hunn och déi europäesch Sozialisten eng änlech Fuerderung am Programm gehat, soudatt et net verwonnerlech ass, datt d'Europäesch Kommissioun dat scho mécht.

Hei geet et elo wierklech drëm, dat net nëmmen um europäesche Plang ze maachen, mee och zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, datt de Staat amgaangen ass, eng ganz Rëtsch vu Logicielle mat Steiergelder nei schreiwen ze loossen, eng ganz Rëtsch vun Outile mat Steiergelder entwéckelen ze loossen. An dës Motioun soll maachen, datt eppes, wat de Steierzueler bezilt, och dem Steierzueler kann zeguttkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Mir hate schonns eng änlech Motioun, mengen ech, wéi mer d'Digitalisatiounsdebatt hei haten.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz anescht!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech mengen, op alle Fall gëtt hei och gefrot, datt beim Staat Open Software méi ënnerstëtzt a verstäerkt soll ginn, fir se do ze gebrauchen. Ech wëll just rappelléieren, datt mer awer och op där anerer Säit d'Suerg hunn, fir sécher Software beim Staat ze hunn, wou och zum Beispill garantéiert ass, datt iwwer Joren Updatë kënne gemaach ginn. An an där Hisiicht sinn natierlech bei Open Source d'Sécherheet an d'Qualitéit an deem Sënn net esou garantéiert.

(Interruption)

Här President, duerfir géif ech soen, datt mer déi Motioun hei net sollen unhuelen.

(Interruption)

Jo, mir kënne se och an d'Kommissioun huelen. Mir hunn och kee Problem, fir se an d'Kommissioun ze ginn, mee tel quel, wéi se elo hei steet, kann ee se net unhuelen. Mir kënne se awer an d'Kommissioun verweisen, fir eng Kéier doriwwer ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Motioun ass eis immens sympathesch a mir wäerte se och ënnerstëtzen, wa se zum Vott kënnt. Mee dat decidéieren natierlech d'Piraten.

Ech mengen, wann een hei behaapt, datt et sécherheetsméisseg problematesch wier, wann ee justement op Open Source geet, wann dat vun der Majoritéit d'Signal ass, a si schwätzt ëmmer vun Digitaliséierung a vu Rifkin an esou weider, da mierkt een, datt d'Majoritéit recht wéineg vun der Digitaliséierung versteet oder op jidde Fall vun de richtegen Enjeuen.

Niewebäi gesot, mir hunn och nach d'Problematik vu Google. Ech kann Iech just eng Saach soen. Déi Länner, ech mengen, zu Münche war dat jo och de Fall, wann eng Stad, eng Regioun, e Land versicht, justement op Open Source ze goen, a wann zoufällegerweis vläicht ee vun de GAFAe sech do installéiert, da kann dee GAFA natierlech och immens groussen Drock ausüben an dat erëm ofschafen.

An den Datazenter Google ass net just eng energeetesch an ëmweltpolitesch Katastroph fir Lëtzebuerg, mee et ass och e Problem um Souveränitéitsniveau. Dat heescht, wa se bis hei wieren, Google, dann hätte mer vläicht nach méi Problemer, fir op Open Source ze goen. Dat däerf een net vergiessen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Sven Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, merci villmools. Ech kann dem Här Wagner Recht ginn, an deem Sënn, wat d'Sécherheet ugeet. Net jiddweree vun eis heibannen huet en iPhone. Et gëtt och Leit, déi en Android-Phone hunn. Android ass Open Source. Géif een heibanne sech dohistellen a soen: „Majo, doduerjer sinn déi Handye méi onsécher", just well se op Open Source baséieren? Ass duerch reng de Fait, datt et Open Source ass, d'Maintenance net garantéiert?

Dee géif u sech dat, wat haut och beim Staat op Serveren zum Asaz kënnt ... An enger rezenter Question parlementaire hunn ech nämlech gefrot, wivill Prozent vun de Servere beim Staat da mat Open Source lafen. Ma et ass eng Majoritéit! Well an der Server-Welt ass Open Source hautdesdaags u sech Standard. Quasi all Website an och d'Websitë vun de Fraktioune benotze WordPress. De Gros vun de Websitë vun de Parteien heibanne sinn op Open Source baséiert, benotzen eng Open-Source-Datebank hannendrop, benotzen en Open-Source-Server hannendrun. Géife mer doduerjer soen, datt se méi onsécher si wéi eppes, wat een als Closed Source akeeft?

Ech mengen, dat Argument, dat gëtt ëmmer erëm no vir bruecht. An et ass einfach intellektuell onéierlech, dat ze behaapten, well et gëtt eng Hällewull vu Studien, déi genau de Contraire beweisen. An ech mengen, Open Source géif net an där Mass agesat ginn an der Welt, wann et esou wär, datt et doduerjer méi onsécher wär.

Dat anert ass, an ech mengen, datt dat vläicht en Entgéintkomme wär. Fir datt d'Säit vis-à-vis vun eis déi Motioun kéint matstëmmen, wär ech bereet, den éischte Punkt, den éischten Invite ze sträichen an da just ze fuerderen, datt all nei entwéckelt staatlech finanzéiert Logiciellen als Open Source veröffentlecht ginn. Dat ass verbatim dat, wat d'Europäesch Kommissioun haut mécht. An dat géif ech dann och gären zum Vott stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat nach d'Madamm Reding d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, ech si komplett mat där Analys vum Här Clement averstanen. Et ass eng Tatsaach, datt d'Europäesch Kommissioun schonn zënter Jorzéngte versicht, d'Open Source ze developpéieren, well et och eng Questioun vu Sécherheet ass, fir net vun där enger oder där anerer Firma, egal vu wat fir enger, aus wat fir engem

Staat se elo kënnt, komplett ofhängeg ze sinn. An eis Servere sinn, Gott sei Dank, schonn op Open Source, relativ als e Standard.

Ech weess awer och, datt d'Lobby-Argumenter vu verschiddene Closed-Source-Firmaen, déi versichen, sech beléift ze maachen dobaussen, heiansdo gelauschtert ginn. Ech géif am Interêt vun eisem Land a vun der Sécherheet vun eise Serveren a vun eisen Instrumenter, déi mer gebrauchen an dem Data-Transfert, derfir plädéieren, fir esou vill wéi méiglech op Open Source ze goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass e ganz passionante Sujet, wou och eng ganz Rei technesch Aspekter respektiv awer och herno juristesch Aspekter eventuell kënne spillen. Nach eng Kéier d'Propos, fir dat hei an d'Kommissioun ze verweisen, fir dann do kënnen driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn och verstanen, datt effektiv deen éischte Punkt, bei deem mer méi Suergen haten, elo net weider géif als Fuerderung sinn. Mee trotzdeem géif ech proposéieren, fir déi Motioun hei an d'Kommissioun ze verweisen, fir datt een dann do dat awer e bësse méi ka preziséiere respektiv awer och kucken, wat zum Beispill den zoustännegen Digital-Ministère fir eng Meenunge respektiv fir eng Proposen eventuell dozou huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat nach den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt de Kolleege Piraten Merci soe fir déi Propos hei, déi mer alleguerten interessant fannen. Mee ech muss Iech och soen, dass ech mech net à même fillen, fir einfach elo hei Jo oder Nee ze soen. Ech wär wierklech frou, wann Der géift akzeptéieren, dass mer eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen, well hei stelle sech awer nach hannendru Froe fir Leit, déi net Expert sinn. Ech mengen, dass mer mussen oppassen, wat mer hei esou als Deputéiert alles ofstëmmen.

Wannechgelift, sidd bereet, dass mer doriwwer an der Kommissioun schwätzen! An ech wëll Iech och garantéieren, dass et net drëms geet, dass déi Iddi hei iergendwou soll an engem Tirang verschwannen. Mir sollen eis Zäit huelen an der Kommissioun mat deem néidege Minister, vläicht och mat concernéierte Beamten, déi eis vläicht kënne soen, wou mer wat hei zu Lëtzebuerg an der Software kënne maachen. Mir stinn hannert där Iddi. Mee wannechgelift, kommt, mer huelen et an d'Kommissioun!

Vote

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber dermat d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien derfir ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Do ass eng breet Majoritéit derfir.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 5 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

Motion 6

Mir kommen dann zur Motioun Nummer 6 vum Här Spautz iwwert d'Krittäre fir d'Allocation de vie chère. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, merci, Här President. Just kuerz zwou Remarken, fir och der Chamber ze proposéieren, datt mer déi Motioun net sollen unhuelen. Ech wëll just soen, datt déi Krittären eréischt rezent adaptéiert gi sinn. Ënner anerem sinn do d'Prestations familiales erausgeholl ginn, bei de Krittären. An ënnert dem Strëch sinn 2.000 Leit, déi elo méi dovunner profitéieren.

Eng aner Saach ass déi, datt mer natierlech och am Kader vun der Steierreform nach eng Kéier deen dote Sujet op de Leescht wäerten huelen. Einfach fir heimadder da gesot ze hunn, datt mer proposéieren, fir déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Ech sinn elo e bësse verwonnert iwwert d'Aussoe vum Fraktiounschef vun der liberaler Partei. Jo, et si Parametere geännert ginn. Mee d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ass trotzdeem, an dat ass gëschter och vu Riedner vun de Majoritéitsparteien ënnerstrach ginn, vu 16 % op 18 % an d'Luucht gaangen. Dofir menge mer, dass eng Upassung bei der Allocation de vie chère, souwuel wat de Montant ubelaangt wéi och wat d'Krittären ubelaangt, fir kënnen drënnerzefalen, bluttnoutwendeg gewiescht wier. Dofir sinn ech dach awer verwonnert, dass elo déi Ausso vum Fraktiounschef vun der liberaler Partei komm ass. An et wier och eebe wichteg gewiescht, déi unzepassen an och d'Konditiounen ze änneren, fir dass mer net déi nächste Kéier hei vun 20 % schwätzen.

An dat Argument mat der Steierreform iwwerrascht mech dach awer e bëssen, well normalerweis bei deene Krittären dat keng Leit sinn, déi onbedéngt bei de Steiere ganz vill Steiere bezuelen. Well déi Revenuen, déi do dra sinn, Här Berger, déi sinn de Moment an der Steiertabell ... Deemno a wat fir enger Familljesituatioun Der sidd, bezuelen déi Leit keng Steieren. Domadder ass deenen net gehollef. Wa se bis elo keng bezuelt hunn an an Zukunft keng bezuelen, hu se nach ëmmer kee Frang weider.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. Ass keng weider Wuertmeldung méi do?

(Négation)

Da kënne mer zum Ofstëmme vun der Motioun Nummer 6 kommen.

Vote sur la motion 6

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 6 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 7

Da komme mer zur Motioun Nummer 7 vum Här Marc Spautz iwwert d'Adaptatioun vum Barème fir de Complément accueil gérontologique. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, merci, Här President. Och hei fir ze proposéieren, datt mer déi Motioun net sollen unhuelen. Et muss ee wëssen, den Accueil géontologique, deen ass och am Referenzpräis am Secteur. A wann een deen einfach elo an d'Luucht géif setzen, da géifen, mengen ech, och all d'Präisser vun den Alters- a Fleegeheimer an d'Luucht goen. Ech weess net, ob d'CSV dat elo esou direkt wëllt. Mir wëllen dat op alle Fall net.

Mir hunn awer och am Koalitiounsaccord stoen, datt mer kucken, u wat fir enge Rieder mer kënnen dréien, wa mer och um Complement hei eppes géifen änneren. Mee ech mengen, do soll ee sech Zäit huelen a kucken, wat ee genau do mécht. An dat ass, wéi gesot, am Koalitiounsaccord. A mir wäerten dat also och mat där néideger Suergfalt ugoen. Mee sou wéi et hei proposéiert ass, tel quel, do mengen ech, do géife mer eigentlech just d'Präisser an d'Luucht dreiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och do sinn ech verwonnert iwwert déi Aussoen, déi bis elo gemaach gi sinn, well et de Moment net méi duergeet, mat deenen Hëllefen, déi ee kritt, fir de Mindestseuil ze erreechen. Dofir ass et eis drëm gaangen, fir dass déi Leit, déi wierklech an enger Noutsituatioun sinn, d'Méiglechkeet hunn, och dee Complement kënnen ze kréien. Dat gëtt ofgeleent. Ech ka just staunen! Well et ass genau de Contraire vun deem, wat den Här Berger gesot huet.

(Brouhaha)

D'Präisser si schonn an d'Luucht gaangen. An dat, wat d'Leit kréien un Hëllefen, geet net méi duer. Et geet net méi duer. An et ass dat, wat mer wollte maachen, fir dass dat ka mat berücksichtegt ginn. Wann dat awer de Fall ass, dann huele mer dat zur Kenntnis.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, mir kënnen zum Vott vun der Motioun ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

... Nummer 7 kommen.

Vote sur la motion 7

De Vott fänkt un.

(Interruption)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 7 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 8

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8 vum Här Laurent Mosar, fir der Chamber eng iwwerschaffte Lëscht vun den Entreprisen, déi am Weltraumsecteur schaffen, ze ginn. Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, ganz schnell. Iwwregens, wat zu dëser Motioun gëllt, wäert och zu där nächster gëllen. Ech hu gëschter opmierksam dem Alex Bodry nogelauschtert, dee verschidde Saache gesot huet, déi op meng 200%eg Zoustëmmung falen. Ech hu just d'Impressioun, datt ech em nogelauschtert hunn, mee seng eege Kolleegen op där anerer Säit em net nogelauschtert hunn, well en huet nämlech gesot, et misst vill méi zesumme geschwat ginn, och mat der Oppositioun.

Wann ech awer elo kucken, wat de Moien erëm hei passéiert: All d'Motioune ginn einfach refuséiert, obschonn et der sinn, wou zum Deel dat selwecht gesot ginn ass ...

(Interruptions)

... vun der Majoritéit. Do gesäit een, wéi eescht, leider Gottes, déi Aussoe geholl ginn.

Da wollt ech eppes Zweetes soen, Här President: Et ass extreem vill vun Transparenz geschwat ginn. Och den Alex Bodry huet gesot, a villen Dossiere misst méi Transparenz kommen, Transparenz virum Bierger. Ech hätt emol gär, datt Transparenz fir d'Deputéiert kënnt! Datt eng Rei vun Informatiounen iwwerhaapt emol der Chamber zur Verfügung gestallt ginn! Dat gëllt fir dës Motioun an dat gëllt och fir déi nächst Motioun.

Zu dëser Motioun wëll ech soen, datt mir hei weider näischt maachen, wéi dat ze froen, wat d'Cour des comptes freet zu deem ganze Secteur vun der Weltraumfaart. Do geet et notamment drëm, datt emol iwwerhaapt eng Kéier e Finanzbilan erstallt soll ginn.

Hei ginn 200 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären - 200 Milliounen! -, an dee Secteur investéiert! Et weess emol keen, ob et eng Lëscht vun Entreprisë gëtt. Et weess keen, wat d'Objektiver sinn, wat d'Krittäre sinn, déi déi Firmaen do mussen erfëllen.

Et si Firmaen, Dir Dammen an Dir Hären, déi hunn emol keng Personnalité juridique! Wat iwwregens och vun der Cour des comptes hei verlaangt gëtt.

Dat alles, net méi an net manner, verlaange mir an dëser Motioun. A wann d'Majoritéit sech nëmmen e bësse seriö wëllt huelen, da muss se déi heite Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Franz Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Bon, ech enttäuschen den Här Mosar dann elo vläicht e bëssen oder ech ginn em Zefriddenheet, wann ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei an d'Ekonomieskommissioun sollen huelen, fir doriwwer ze schwätzen. Mir hu schonn des Éfteren an deene leschte Méint a Joren iwwert de Secteur vun de Space Resources geschwat: eng Kéier op Initiativ, mengen ech, vun der ADR am Zesummenhang mat der Uni Lëtzebuerg, eng Kéier och iwwer Planetary Resources. Mir hunn absolutt kee Problem, fir heiriwwer ze schwätzen, fir och Transparenz do walten ze loossen, fir mam Minister doriwwer ze schwätzen. Dat heescht, ech géif lech proposéieren, dass mer déi Motioun hei an d'Kommissioun huelen ...

(Interruptions diverses)

... an dann doriwwer schwätzen.

(Interruptions)

Ma ech géif dat proposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Déi Suergen, déi de Kolleeg Laurent Mosar hei virbréngt, déi sinn absolutt berechtegt, an ech freeë mech och, fir ze gesinn, datt dat och e gewëssenen Echo op der Säit vun de Parteie fënnt, déi d'Regierung droen.

Ech géif awer derbäisoen, datt déi Space-Initiativen, déi mir am Prinzip begréissen, awer bis elo staark verbonne ware mat der Perséinlechkeet vum Minister Schneider. Hie verléisst d'Regierung. Mir wëssen net genau wéini. Dat ass e bëssen e Rätsel, wat mer eis alleguer ëmmer erëm do undinn, fir ze wëssen, wéini genau dee Punkt soll kommen. Mee bei engem Dossier, wou 200 Milliounen investéiert gi si bis elo, stellt sech de Problem vun der Kontinuitéit. Dat ass déi Fro.

A mir hätte gär, op jidde Fall, datt dat elo net eng One-Man-Show war, déi mat der Demissioun vum Minister Schneider verschwënnt, mee datt och d'Regierungsparteien eis e kredibelt Konzept kënne virstellen, wéi déi Investitiounen oder déi Politik soll virugedriwwe ginn an deenen nächste Joren, well soss deet et mer wierklech leed fir all eenzelne Frang, deen an déi dote Politik gaangen ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da kritt den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Am Géigesaz zu mengem Virriedner géife mer wënschen, datt dat hei eng One-Man-Show war an datt mam Depart vum Här Schneider dee Projet dohinner kënnt, wou en higehéiert, nämlech op de Mound!

(Hilarité)

Mir ware vun Ufank u ganz skeptesch par rapport zu deem Projet, nämlech aus rechtlechen, aus vëlkerrechtleche Grënn, wou déi ganz Initiativ jo méi wéi ëmstridden ass. An och aus Grënn vun effektiver Transparenz, wéi dee Projet hei ugaange ginn ass.

Den Här Mosar huet, zu Recht, gesot, datt d'Cour des comptes e ganz, ganz kriteschen Avis iwwert déi doten Initiativ geholl huet. Mir schléissen eis deem Avis un a fannen och, datt déi Motioun vun der CSV duerchaus berechtegt ass.

Wann den Här Fayot dann elo seet, déi Motioun sollt eventuell an der Ekonomieskommissioun diskutéiert ginn, wëlle mer eis deem och net verschléissen. Mir mengen awer, datt se, à la base, richteg ass, mat deem, wat d'CSV hei proposéiert, well mer endlech Transparenz an deem Dossier brauchen.

Vote

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll d'Chamber froen, ob et eng Majoritéit gëtt, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Wien domadder d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Interruptions)

Wien ass dergéint?

(Interruptions et hilarité)

Domadder gëtt d'Motioun 8 an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 8 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Motion 9

Mir kéimen dann zur Motioun Nummer 9 vum Här Laurent Mosar, fir der Chamber d'Absiichtserklärungen ze iwwermëttelen. Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech kann direkt do virufueren, wou ech virdrun opgehalen hunn. Ech muss lech soen: Hei ass eigentlech nach méi e skandaléise Fait! Hei sinn déi ominéis MoUen, iwwert déi ech gëschter scho geschwat hunn. Dat si quasiment eng Aart Geheimofkommessen, déi do concluéiert ginn zwëschent der lëtzebuergescher Regierung an anere Regierungen, der chineesescher Regierung, der amerikanescher Regierung, mat der Firma Google.

No eiser Verfassung dierf et keng esou Geheimofkommesse ginn. Mir froen hei nach eng Kéier formell ... An hei geet et wierklech ëm Transparenz! A wa mer eis awer nëmme wëllen e Millimeter eescht huelen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Haus, mengen ech, musse mer wierklech d'Regierung opfuerderen, datt mer endlech déi MoUe kréien. Duerfir ginn ech awer wierklech hei dervun aus, datt dës Motioun eng ganz grouss Majoritéit kritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Laurent Mosar Merci fir déi Motioun. Déi Motioun hei hëlt d'Parlament eescht. Et kann net sinn - an ech hunn et gëschter a menger Ried gesot, ech hunn et an aneren Dossiere scho gesot -, datt Kontrakter, datt Engagementer, déi de Lëtzebuerger Staat, déi d'ganzt Land, all Wielerinnen a Wieler, an domadder och d'Chamber engagéieren, laanscht d'Chamber ewech geheim gehale ginn!

Mir hunn e Rechtsstaat. Mir hunn eng Verfassung. An där Verfassung steet dran, datt d'Chamber d'Regierung kontrolléiert. Wann d'Regierung eppes ënnerschreift am Numm vum Lëtzebuerger Staat, da geet dat d'Chamber eppes un!

An deementspriechend sollte mer eis heibannen och eescht genuch huelen, awer och responsabel genuch sinn, fir ze soen: Kommunizéiert eis et! Weist eis et! Awer responsabel genuch am Sënn vun: Mir ginn domadder dann och net verbatim un d'Press. Mir kënnen eng Appreciatioun ginn. Mee mir ginn dat net verbatim weider.

Ech mengen, dat ass, wat an anere Parlamenter gang und gäbe ass, datt och méi confidentiel Donnéeën am Parlament kënne gekuckt ginn, an de Kommissiounen diskutéiert ginn, an dann eng Synthees dovunner gemaach gëtt.

Mir sollten eis also hei net erkläre loossen, datt dat ach esou geheim Dokumenter sinn. Well wa se geheim sinn, an do huet de Laurent Mosar och Recht, dann hu mer e Problem. Well wéi soll eng Chamber eng Regierung kontrolléieren, wann d'Regierung Dokumenter virun der Chamber geheim kann halen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann huet den Här Alex Bodry d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, dat do ass eng delikat Fro, déi ganz Geschicht do. Et ass, mengen ech, net gradesou schwaarz a wäiss, wéi et hei duergestallt gëtt. Ech mengen, dass et e puer Zorte vun MoUe gëtt, an déi, déi vu reng politeschem Charakter sinn, ech mengen, dass déi och a priori mussen ëffentlech sinn. Et sinn der sécherlech derbäi, wou et gewënscht ass, vun där anerer Säit och, dass se net sollen ëffentlech sinn. Dann, mengen ech, kann d'Lëtzebuerger Säit se och net ëffentlech maachen. An duerfir mengen ech, dass déi allgemeng Formule hei: „Gitt alles elo eraus!", dat kann et net sinn! Ech soe ganz kloer: Fir esou eppes kann een net stëmmen. Jiddwereen dee Verantwortung dréit, dee verantwortlech ass, däerf eigentlech fir esou en allgemengen Text net stëmmen.

Ech mengen, et muss ee vu Fall zu Fall kucken, wat et ass. A wann dat selbstverständlech kloer ass, dass dat fir déi aner Säit kee Problem ass, wann dat veröffentlecht gëtt, wa si dat souguer selwer vläicht maachen, dann ass, mengen ech, guer kee Problem, dass dat och ëffentlech gemaach gëtt.

Et muss een dat vu Fall zu Fall kucken, wat sengerzäit vereinbaart gi war, wéi deen Accord getraff ginn ass. Do ass warscheinlech déi dote Fro och gekuckt ginn. An ech sinn och op jidde Fall der Meenung: Bei zukünftegen esou Accorde muss vu Virera kloergestallt ginn, wéi d'Situatioun ass, ob et eppes ass, wou béid Säiten der Meenung sinn, dass d'Confidentialitéit muss gehale ginn oder och net. An da kann ee sech hei nach intern ... An ech mengen net, dass dat eng normal Kommissiounssitzung ka sinn.

Mat allem Respekt, ech sinn ze laang derbäi, fir ze wëssen, wat hei confidentiel bleift an dëser Chamber a wat net. Ganz éierlech! Mir wëssen, wéi dat leeft: den Networking mat der Press an esou virun an esou weider. Dovunner brauch ech, mengen ech, hei den Deputéiert net e Bild ze molen, wéi dat dann esou donnant-donnant fonctionéiert.

Duerfir mengen ech, dass ee sech dann, fir eventuell ze kontrolléieren, wat de Contenu ass, iergendeng speziell Prozedure muss ginn, wou déi Kontroll da gemaach gëtt a wou gewärleescht ass, dass u sech all Fraktiounen a Sensibilitéiten dat och kënne kucken, dass een dat an iergendenger Form da mécht, bei deene méi sensibele Froen.

Ech géif d'Verfassung hei net esou liichtfankeg beméien, quitte dass ech perséinlech der Meenung sinn, dass et keng geheim Traitéen däerft ginn. Mir hunn en ale Verfassungstext. An eisen Text, deen ass ni geännert ginn. Et ass en Artikel, dee vun Ufank un drasteet. An dee bezitt sech eigentlech op d'Vergaangenheet.

Dee seet: « Les traités secrets sont abolis. » Dat heescht, e bezitt sech op eppes, wat scho besteet: „aboli". Et ass eigentlech keng Ausso fir d'Zukunft. Fir d'Zukunft gëtt jo gesot, wéi d'Traitéë gemaach ginn, dass de Grand-Duc an esou virun an esou weider ... Dat steet jo dran.

Also et däerf ee menger Usiicht no, dat soen ech ganz éierlech, net soen, hei wär eppes, wat contraire wär zur Verfassung. Et däerf een d'Verfassung net onbedéngt méi soe loossen, wéi dat, wat drasteet. Deen Artikel hu mer sengerzäit kopéiert aus der belscher Verfassung. Deen ass dragesat ginn, well et sengerzäit, am 19. Jorhonnert, geheim Traitéë gi sinn, déi och net all bekannt waren. An do ass virsiichtshallwer drageschriwwe ginn: „All geheim Traitéë sinn ofgeschaaft." Et géif also net direkt aussoen, dass domadder och fir d'Zukunft all geheim Traitéen duerch d'Verfassung onméiglech sinn.

Ech sinn awer der Meenung, dass et dat net däerft ginn. Do si mer eis eens. Duerfir géif ech mengen, dass mer à l'état déi dote Motioun net kënne stëmmen, well se esou allgemeng formuléiert ass, dass een net einfach esou Jo derzou ka soen, keng Récksiichten hëlt op eventuell Accorden, déi mat anere Parteien - déi dat mat ënnerschriwwen hunn, déi et soss vläicht net ënnerschriwwen hätten - geholl si ginn.

Ech mengen, dass een déi dote Fro nach eng Kéier soll a Rou diskutéieren, wéi een un déi Saach an Zukunft erugeet a wéi een dat dann och gläichzäiteg mat deene besteeënden MoUe mécht. Mee ech mengen, esou schwaarz a wäiss kënne mer hei net un déi Saach erugoen. Et muss een dat méi differenzéiert maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, wierklech eng spannend Debatt!

Éischtens, d'Geschicht. Déi geheim Traitéë sinn 1919 ofgeschaaft ginn opgrond vun enger Initiativ vum President Wilson, nodeem dat Onheel vum Éischte Weltkrich zum Deel och mat doduerch ausgeléist gouf. Mee dat ass natierlech deemools esou redigéiert ginn a verschiddene Constitutiounen. Mee d'Absicht ass awer kloer. Déi politesch Absicht hannendrun ass kloer: Mir wëlle keng geheim Diplomatie méi. An zu där politescher Absicht solle mer eis bekennen.

Zweetens, eis eege Verfassungsrealitéit. Eis Verfassung ass ganz kloer an deem Punkt! Eeben, den Artikel ass kloer! A mir hunn eng Jurisprudenz!

An déi Jurisprudenz, déi vun eisen héchste Juridictioune geholl ginn ass, seet dat och ganz kloer. A si seet souguer derbäi: D'Form an d'Denominatioun vun deenen Accorden, déi mir mat enger anerer Partei huelen, sinn egal. An ech mengen, ob mir dat elo en Accord nennen, e Memorandum of Understanding, eng Déclaration d'entente, op iergendenger Sprooch oder soss eppes: Et ass egal!

Am Fong kënnt et drop un, datt de Lëtzebuerger Staat géintiwwer engem anere Staat oder engem aneren Objet vum Droit international public oder engem Sujet de droit international public iergendeng Form vun Engagement hëlt, an domadder muss dat hei, net nëmme mis à la disposition vum Parlament, mee ratifizéiert ginn!

Elo hu mer natierlech Problemer, dat ass mäin drëtte Punkt, well mer effektiv confidentiel Saachen heiansdo hei behandelen. Ech weisen dat zréck, wat den Här Bodry hei gesot huet, datt mir hei net capabel wären, Geheimnisser ze waren. Ech mengen, wa wierklech hei ...

(Brouhaha)

... essenziell Geheimnisser um Spill stinn, dann hunn ech vollt Vertrauen an eng parlamentaresch Demokratie, datt dat ka sinn.

Mee mir hunn en Avis juridique! Déi Regierung, déi eis hei seet, datt mer u sech hei net sollten alles an e Parlament ginn, huet en Avis juridique dozou maache gelooss, viru kuerzer Zäit, am Beräich vun der Defense, deem warscheinlech sensibelste Beräich. An an deem Avis juridique steet kloer: Et muss ratifizéiert ginn. An déi geheim Deeler, déi kënne separat gekuckt ginn. Mee da musse se nach an enger Parlamentskommissioun gekuckt ginn. Dat ass e Wee, deen den Här Bodry och gewisen huet.

An natierlech, dat ass e Wee vun der Vernonft! Mee mir däerfen awer net higoen an elo probéieren, an ech mengen, dat ass déi Déclaration oder déi Intention cachée, datt eng Regierung praktesch laanscht e Parlament kann international Obligatiounen anhuelen.

Et ass e bëssen eng aner Situatioun mat kommerziellen Accorden. Do ass dat e bëssen anescht. Mir hunn dee Klassiker vun RTL, wou mer och net genau wëssen, wat do drasteet. Do musse mer och eng Léisung fannen! Mee et ass natierlech eng aner Natur vun enger Ofmaachung, ob se kommerzieller Natur ass oder mat engem anere Sujet de droit international public. Ass dat de Fall, muss hei ratifizéiert ginn.

Et gëtt vill där Zorte vun Traitéen, déi laanscht eist Parlament ginn. Et ass zum Beispill esou systematesch am Beräich vun der Entwécklungshëllef mat de Programmes indicatifs de coopération, wou och nach grouss finanziell Mëttelen um Spill stinn. Ech zitéiere just ee Beispill aus der Aktualitéit: mam Niger - a leschter Zäit an der Aktualitéit, ech ginn net dorop an -, mee mam Niger leeft am Ableck e Programme indicatif de coopération iwwer dräi Joer mat 67 Milliounen Euro.

Ass dann esou e Programm, deen ni hei duerch d'Parlament gaangen ass, contrairement zu der Constitutioun, iwwer 67 Milliounen, net derwäert, datt mir hei als Deputéiert kënnen e Wuert do matschwätzen?

Firwat? Ech mengen, et ass eng Selbstverständlechkeet, datt mer eis sollte selwer eescht huelen. Ech hu wierklech Problemer dermat ze verstoen, datt hei Deputéiert, gewielte Volleksvertrieder matschaffen, aktiv matschaffen un enger Entmuechtung vum Parlament! Et ass emol politesch net opportun! Well haut sëtzt Der an der Regierung, muer sëtzt Der vläicht op dëser Säit!

Also denkt drun, wannechgelift, an allem, wat mer an dësem Dossier maachen, datt mer eng Verantwortung hu géintiwwer eiser Verfassung, géintiwwer eise Wieler, géintiwwer eis selwer, an datt dat hei en essenzielle Sujet ass, fir eis parlamentaresch Demokratie eescht ze huelen!

Mir hätte gär, op jidde Fall hätte mir dat gär an der ADR, datt en Engagement, deen dës Regierung hëlt, der Kontroll vun dësem Parlament voll ënnerläit.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et si ganz vill richteg Saache bis elo gesot ginn. Den Här Bodry huet gesot: „Et gëtt verschidden Zorte vu MoUen." Dat stëmmt! Wat awer net ka sinn, datt et zwou Zorte gëtt, nämlech déi Zort, déi d'Regierung arrangéiert an déi public gemaach ginn, an déi, déi d'Regierung net arrangéiert an déi geheim bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat kann net sinn! Dat kann net sinn!

Et sinn zwee verfassungsrechtlech Prinzipien, ob se op den Artikel genee stëmmen oder net, dat spillt emol keng Roll, mee déi awer eng Praxis reflektéiert hunn:

Dat ass effektiv dee vun de Geheimverträg, dee beseet, datt et déi net méi gëtt. Den Här Kartheiser ass op d'Geschicht dovunner agaangen an op d'Geféierlechkeet vu geheimen Ofmaachungen tëschent Exekutiven aus verschiddene Länner.

An deen zweete Prinzip, dat ass d'Kontrollfunktioun vum Parlament. Ech ka mech un déi entwürdegend Aart a Weis erënneren, wou d'Deputéiert hei Zougang kritt hunn zu den Dokumenter vum TTIP. Wat ënner aller Klarinett war! Wou mer ënner Opsiicht ware vu jeeweils engem Regierungsbeamten. Mee zumindest hate mer faktuell d'Méiglechkeet, deen Text kucken ze goen, op Initiativ vum deemolege Chamberspresident hin.

Ech mengen, datt et engem Parlament onwürdeg ass, wa mer MoUen, déi aner Länner dobaussen erausposaunen ... Mir selwer ... Ech selwer hunn eng Question parlementaire gestallt zu deem mat de Vereenegte Staaten, datt mer dee solle kréien. A wann do d'Äntwert einfach ass: „Nee, dat maache mir net", gläichzäiteg d'Amerikaner deen awer groussaarteg no bausse posaunen, da muss ee soen: Dann hu mer eng parlamentaresch Demokratie, déi sech schumme goe kann!

Ech fannen déi Initiativ hei vun der CSV richteg. Se ass domadder effektiv an der Oppositioun ukomm, well hei geet et och ëm d'Rechter vun der Demokratie.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Alex Bodry nach eng Kéier, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wat fir eng Prozedur ass dat elo?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, ech och.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Majo!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, selbstverständlech. Jiddweree ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass de Moment um Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech sinn nach ëmmer gutt a menger Zäit, denken ech.

(Interruptions)

Nee. Mee jiddweree ka mindestens zweemol, mengen ech, an der Debatt intervenéieren. Ech wär frou, wann ech dat Recht och hätt. Wann den Här Baum dat méiglech mécht. Jo, gutt.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass um Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, et ass e seriöe Problem. Ech mengen, mir sollen dat net ënnert den Dësch kieren, fir dat kloerzemaachen. Ech mengen, et ass net schwaarz a wäiss, soen ech nach eng Kéier. An et kann een och net all MoUen an engem Dénge soen: „Esou, elo alles eraus!" an esou virun an esou weider. Dat muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

A mir mussen eis Reegele fir d'Zukunft ginn, virun allem, fir dass mer an esou Situatiounen net méi kommen, dass dat gekläert gëtt, direkt beim MoU, wat et ass. An da musse mer kucken, wann et confidentiel ass, iwwer wat fir e Wee d'Chamber en Ableck an déi Saache kritt.

Dat ass mäi Wonsch. Ech kann dat hei net vu mir aus decidéieren. Ech gesinn och nach net genau, wéi déi Prozedure sollte lafen. Mir sollte vläicht och kucken, wéi aner Parlamenter dat doten handhaben. Dat do ass jo eng Fro, déi sech net nëmmen zu Lëtzebuerg stellt. Dat do ass eng Fro, déi sech an all Land stellt, well an all Land gëtt et d'Praxis vun de MoUen. Et ass vläicht méi oder manner heefeg, mee et gëtt se. An net zënter gëschter. Et gëtt se schonn zënter laangen, laangen Zäiten.

An duerfir mengen ech, dass een dat doten eng Kéier a Rou soll diskutéieren, kucken, wat den Droit comparé seet, kucken, wéi aner Parlamenter dat handhaben. An ech mengen, dass mer dann eng Léisung fir Lëtzebuerg géife fannen, déi d'Strooss hält. Dat ass meng Propos, déi ech maachen.

Wann Der wëllt insistéieren, dass ofgestëmmt gëtt, wäerte mir Nee stëmmen. Wann Der der Meenung sidd, dass mer déi dote Fro sollen am Detail a seriö kucken, proposéieren ech, dass mer eng gemeinsam Sitzung géife maache vun der aussepolitescher Kommissioun an der Institutiounskommissioun, dass mer eis fündeg maachen, wat d'Modeller sinn, déi fonctionéieren, an dass mer déi da vläicht géifen iwwerhuelen. Dat ass déi Propos, déi ech géif maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech fannen déi Diskussioun ganz interessant. Ech soen och allen Intervenante Merci. Et ass ganz villes gesot ginn, wat ech net méi brauch ze widderhuelen.

Just awer nach eng Kéier: Mir sinn eis jo alleguerten eens, Här Bodry, mir wëlle keng geheim Accorden! Duerfir mengen ech, ass et eigentlech egal, ob d'Verfassung dat fréier oder net méi virgesinn huet. Mir sollen einfach op deem Prinzip bleiwen. An ech mengen, do soll et och keng Ausnam ginn.

Ech sinn och d'accord mat all deene Riedner, déi soen: „Et dierf een net alles an een Dëppe

geheien." Dat, wat mech awer e bësse plot, an de Marc Baum huet dat virdrun och gesot: Do gëtt et Verschiddener, do gëtt et awer notamment ee MoU, dee gemaach ginn ass mat de Vereenegte Staaten, mat Google a mat der Gemeng Biissen. An do geet et notamment ëm d'Acquisitioun an d'Vente vun Terrainen.

Dat ass en Engagement, Dir Dammen an Dir Hären! Hei geet et konkreet ëm Acquisitioun a Ventë vun Terrain. An ech mengen, datt dat awer och d'Chamber hei muss interesséieren.

An, wéi richtegerweis hei gesot ginn ass: Mir verstinn och hei net d'Attitüd vum Étienne Schneider. Déi amerikanesch Ambassad huet dat Dokument public gemaach, huet Journalisten dat gewisen. Mir hunn e puermol dem Étienne Schneider d'Fro gestallt, deen huet gesot, hie wär net gewëllt, der Chamber d'Dokument zur Verfügung ze stellen, a wär emol net gewëllt, Informatiounen aus deem Dokument ze ginn. An do musse mer eis awer eens sinn: Dat ka jo awer net sinn!

Ech sinn awer frou, Här Bodry, mat där Avance, déi Der gemaach hutt. Mir sollen dat doten a Rou kucken. Duerfir akzeptéiere mir och Är Propositioun, fir ze soen: „Da kommt, mir huelen déi Motioun eng Kéier roueg an déi dote Kommissiounen!" Domat sinn ech och d'accord. Mir sollten awer kucken, datt mer méiglechst schnell do zu engem Accord kommen. Dat sollt elo net op déi laang Bank gedréckt ginn.

Wéi gesot, mir sinn d'accord. Ech fannen, dat doten ass dee richtege Wee. Ech wëll awer och direkt soen, wann do e Blocage géif weider komme vun der Regierung, da reservéiere mir eis all Méiglechkeeten, an ech soen: Da wäert et och net nëmme bei enger Debatt hei am Haus bleiwen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar.

Vote

Wien ass d'accord, fir iwwert dës Motioun schnellstméiglech an der aussepolitescher Kommissioun ze befannen?

Dat ass d'Unanimitéit.

Ech soen ...

(Interruptions)

Eng Jointe, jo!

(Interruption)

Okay. Wien ass dergéint?

Dann ass dat eestëmmeg esou decidéiert.

(La motion n° 9 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

Résolution 1

Da komme mer zur Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert de Suivi vun de Motiounen a Resolutiounen an d'Evaluatioune vun de politesche Moossnamen.

Vote sur la résolution 1

Wie mat där Resolutioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen?

Wien ass dergéint?

Dann ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7466, d'Ëmsetze vun der ATAD-2-Direktiv, der Anti-Tax Avoidance ...

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll nach eppes zu der Resolutioun soen. Well ech u sech mam Här (veuillez lire: mam Huissier) geschwat hat, konnt ech net oppassen. An ech hat och de Fanger net an d'Luucht gestreckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir däerft eppes soen, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir wollten eis bei der Resolutioun vum Här Cruchten enthalen, nämlech aus zwee Grënn.

Bis elo war ëmmer een Gentlemen's agreement u sech, datt de Rapporter am Rapport vum Budget seng Meenung konnt draschreiwen, wat net onbedéngt vu jiddwerengem ëmmer gedroe muss ginn. Wa mer dat heite stëmmen, dann huele mer, éischtens, déi dote Fräiheet fort, well da muss et d'Meenung sinn. Dann huele mer verschidde Fräiheeten, déi de Rapporter hat, fort.

An dann hu mer awer nach eng zweet Ursaach. Mir schreiwen am Intitulé dran, datt all Deputéierte ka Motiounen eraginn. Mir wëllen awer net nëmmen dann ee Regëster vun deene Motiounen hunn, mee mir hätten dann awer och gär ee vun all deene Motiounen, fir datt do e Suivi ka gemaach ginn. Dat steet esou hei net dran. Hei steet just dran, datt ee Suivi géif gemaach gi vun de Recommandatiounen. Also mir hätten och gär, datt da vun alle Motiounen e Suivi gemaach géif ginn.

An aus deenen zwee Grënn wëlle mer eis do enthalen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President. Ech ka mech deene Wierder vun der Kolleegin Martine Hansen uschléissen. Ech weess net, ob et vun der Majoritéit esou gemengt war, duerfir géif ech mengen, wann d'Majoritéit vläicht dee leschte Saz géif ëmänneren an dann ersetzen, datt all d'Motioune géifen drakommen, da kéint ee se stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Cruchten ass gefuerdert.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Jo, also fir dat kloerzestellen: Ech si mer voll a ganz bewosst gewiescht, zu deem, wat d'Madamm Hansen och elo gesot huet, dass et effektiv an där éischter Versioun vun där Resolutioun net kloer formuléiert war, wéi eng Recommandatiounen dat sinn.

Mir hunn awer dorobber reagéiert a mir hunn eigentlech kloergestallt an där Resolutioun, dass et sech hei ëm déi Recommandatiounen handelt, déi vun der Kommissioun gedroe ginn. An ech mengen, dass dat e weesentlechen Ënnerscheed ass. Dofir kann ech si berouegen, dass weiderhin dann de Rapporter d'Fräiheet behält, och nach selwer Denkustéiss kënnen ze ginn. Ech mengen, dass dat e wichtegen Exercice ass. Ech hunn et elo dëst Joer gemaach. An ech mengen, et sinn der vill heibannen, déi et scho gemaach hunn, déi dat e wichtegen Outil fannen. Dee bleift op jidde Fall an deem Sënn behalen.

An effektiv, wat elo d'Motiounen ugeet - ech muss elo kucken, dat ass ganz komplizéiert hei mat eisem System -, ass et: « en vue de favoriser une meilleure lisibilité des différentes motions et résolutions votées par la Chambre des Députés, qu'un registre par thèmes soit créé afin de regrouper les motions et résolutions votées ».

Vläicht eng Kéier ze erklären fir déi Leit, déi net verstinn, wat een domadder mengt: Mir stëmmen hei dacks Motiounen, mir hunn der haut, mengen ech, elo schonn 9 gestëmmt, d'lescht Woch hate mer der 14 gestëmmt. Déi eng ginn ugeholl, déi aner gi refuséiert. A wann deen, dee selwer Auteur war vun der Motioun, net iergendwann eng Kéier erëmkënnt domadder a seet: „Hei, wat ass mat där Motioun geschitt? Wat huet d'Regierung gemaach?" a sou weider, da verléiert se sech vläicht.

An ech mengen, dass et wichteg ass, op jidde Fall hunn ech schonn déi eng oder aner Kéier probéiert ... An eisem Portail, an deem System, dee mir hunn, fir eis Dokumenter ze sichen, hunn ech schonn dacks no enger Motioun gesicht, déi ech net konnt erëmfannen. Ech mengen, dat soll op prominenter Plaz disponibel sinn, fir dass all Deputéierten, och déi, déi vläicht elo nach net hei sinn an déi vläicht eréischt an engem Joer oder iergendwann eng Kéier hei bäikommen, dass déi kënnen novollzéien: Wat huet d'Chamber an deene leschte Joren hei vu Motiounen eragereecht?, an dass en dann och kann e perséinleche Suivi maachen a kucken, wat d'Regierung dorauser gemaach huet.

Et geet hei eigentlech drëms, dass mer eis eegen Aarbecht seriö huelen an dass mer och derfir suergen, dass dat, wat mer heibannen decidéieren, duerno och eng Suite huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum an dann d'Madamm Hansen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Elo musse mer awer wierklech soen: Dat do ass eng nei Prozedur! Et ass nämlech Discussion après vote.

(Hilarité et interruptions)

Da wéilt ech mech och un där Diskussioun bedeelegen.

Den Här Cruchten huet op eng wonnerbar Aart a Weis dat duergeluecht, wat d'Motioun ugeet. Duerfir hu mir déi Resolutioun och mat ënnerschriwwen. Mir mengen, datt dat effektiv, quitte datt et no engem Formalismus kléngt, awer eppes immens Wichteges ass, och fir d'Aarbechten an der Chamber ze organiséieren. An dat ass den ausschlaggeebende Grond, firwat mir dat hei natierlech mat ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci. Ech wëll just nach eng Kéier preziséieren: Also, de Register vun de Motioune fannen ech immens wichteg. Ech fanne just, datt dat net duergeet, well ganz vill Motioune ginn hei eestëmmeg ugeholl an et geschitt absolutt a guer näischt!

An da mengen ech, ass et net de perséinleche Suivi, dee muss gemaach ginn, mee d'Chamber huet déi Motioune gestëmmt, an da misst och d'Chamber vun deene Motioune kënnen ee Suivi maachen, sou wéi et am Prinzip an där heiter Resolutioun gefrot gëtt, datt e Suivi gemaach gëtt vun de Recommandatioune vum Rapporter. Ech mengen eeben, datt och vun deene Motiounen, déi gestëmmt ginn, d'Chamber och do misst kënnen e Suivi maachen.

Dat heescht, wann een dee leschten Tiret géif erweideren, dee misst een dann e bëssen ëmformuléieren, well et ass jo dann net d'Cofibu, déi dat muss maachen, mee et ass d'Chamber, déi da misst de Suivi maachen, souwuel vun de Recommandatioune wéi eeben och vun de Motiounen an anere Resolutiounen, déi gestëmmt gi sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wier et net ubruecht, an deem dote Fall, dat doten eng Kéier ze diskutéieren an deem Gremium, deen dofir virgesinn ass? Oder haalt Dir drop, Här Cruchten, datt ...?

Plusieurs voix.- Et ass jo ofgestëmmt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass ofgestëmmt.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech mengen, dass mer effektiv net wäit auserneeleien, d'Madamm Hansen a mir. Mee ech mengen awer, dass dat heite relativ kloer ass. An ech mengen, mir hu schonn ofgestëmmt, an ech fannen, mir sollten dee Vott och bäibehalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay!

5. 7466 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers

Domadder kënne mer dann direkt zum zweete Punkt vun haut de Moie kommen. Dat ass de Projet de loi 7466, d'Ëmsetze vun der ATAD-2-Direktiv, der Anti-Tax Avoidance Directive. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché an den Här Gast Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass bal op den Dag genee ee Joer hier, dass mer déi europäesch Direktiv ATAD 1 géint d'Steierflucht hei an der Chamber gestëmmt hunn.

ATAD, ech wëll dat och nach eng Kéier rappeléieren, steet fir Anti-Tax Avoidance Directive. Haut geet et ëm d'Nofollgedirektiv, déi sougenannt ATAD 2.

Ier ech op dës ze schwätze kommen, wollt ech e bëssen aushuelen an den Hannergrond rappeléieren, wann Dir erlaabt.

Wéi och vill aner Gesetzesprojeten, déi op dëser Plaz diskutéiert ginn, ginn och déi zwou ATAD-Direktiven op der OECD hire BEPS-Aktiounsplang zréck. An dësem sinn an net manner wéi 15 verschiddene Schlussrapporten ënnerschiddlech Recommandatioune festgehale ginn, wéi déi steierlech Gouvernance vun de G20-Länner reforméiert soll ginn.

D'Zil heibäi ass in fine, dass d'Benefisser do besteiert ginn, wou se och tatsächlech erwirtschaft ginn a wou och wierklech eng Plus-value geschafe gëtt. Ëmgedréit heescht dat, dass nei Reegelen ausgeschafft gi sinn, fir eng aggressiv Steierplanung, also Steierflucht ze ënnerbannen, duerch déi zum Beispill d'Benefisser aus enger Juridictioun an eng aner, wou de Steiertaux méi niddreg ass, kënschtlech transferéiert ginn.

En anert Zil ass, fir géint d'Erosioun vun der Base imposable virzegoen - „Base erosion", wéi dat esou schéin heescht -, andeems Reegele geschafe ginn, déi et net méi erméiglechen, d'Base imposable duerch eng aggressiv Steierplanung kënschtlech ze reduzéieren.

Als Reaktioun op de BEPS-Aktiounsplang huet déi Europäesch Unioun hir Strategie am Kampf géint d'Steierflucht presentéiert, duerch déi d'Konklusioune vum BEPS-Aktiounsplang ëmgesat solle ginn. Ausser der ATAD-1-Direktiv ëmfaasst déi Strategie ënner anerem och nach d'DAC-Direktiven iwwert déi administrativ Zesummenaarbecht, d'Kooperatioun, vun deene mer jo am Moment bei der sechster, der sougenannter DAC 6, sinn.

A senge Schlussfollgerunge vum 8. Dezember 2015 huet de Rot vun der Europäescher Unioun och d'Noutwendegkeet ënnerstrach, fir gemeinsam Léisungen um Niveau vun der Europäescher Unioun ze fannen, fir verschidde Steierpraktike vun deene grousse Multinationallen ze ënnerbannen. Sou solle virop d'Efforte vun de Memberstaaten am Kampf géint d'Steierflucht besser koordinéiert a verschidden Aspekter vun den nationale Gesetzgeebungen harmoniséiert ginn.

Mat der ATAD 1 gouf e grousse Kader gesat, dee fënnef verschidde Beräicher ëmfaasst an do nei Reegelen definéiert:

1) d'Begrenzung vun der Méiglechkeet, fir Zënsen ofzesetzen,

2) d'Besteierung vu Plus-valuen, wann e steierflichtege Betrib seng Aktivaen oder seng Steierresidenz ausserhalb vun der Jurisprudenz vun engem Staat verleet; déi sougenannt „imposition à la sortie",

3) eng generell Anti-Mëssbrauch-Klausel,

4) Reegelen, déi déi auslännesch kontrolléiert Gesellschafte betreffen,

5) Reegelen, déi et erlaben, fir géint déi sougenannt „hybrid Dispositive" virzegoen.

D'ATAD-2-Direktiv befaasst sech par contre, en revanche eleng mat de sougenannten „hybriden Dispositiven", déi tëschent zwee Betriber aus engem Grupp en place gesat ginn a wou doduerjer, wéi dat am Techneschen, fir net ze soen am Fachchineeseschen heescht, e sougenannten „effet d'asymétrie" entsteet.

Mat „effet d'asymétrie" bezeechent een eigentlech zwou Situatiounen:

Déi éischt ass, wann e Paiement beim Steierzueler, deen dëse mécht, vun der Base imposable ofgezu gëtt an awer beim Beneficiaire vum Paiement net besteiert gëtt. Esou eng Situatioun gëllt als „déduction sans inclusion" oder gëtt och als dat bezeechent.

Deen zweete Fall ass, wann e Paiement bei zwee Steierzueler, zwee Contribuable vun der Base imposable ofgezu gëtt. Hei schwätze mer vun „double déduction".

Hybrid Dispositiven entsti virun allem aus der ënnerschiddlecher juristescher Qualifikatioun vun Organismen oder Finanzinstrumenter an zwee verschiddene Staaten, zwee verschiddene Länner. Doduerch kann et, wéi grad erkläert, zu enger duebeler Steiererliichterung kommen, soudass um Niveau vum Grupp manner Steiere bezuelt ginn, wéi et misst sinn.

D'ATAD-Direktiv gesäit an esou Fäll vir, dass ee vun deenen zwee involvéierte Staaten d'Steierdeduktioun verweigere muss. Vu dass d'ATAD 1 awer net alleguer déi verschidden Zorte vun hybriden Dispositiven ofdeckt, an och just déi, déi innerhalb vun der Europäescher Unioun sinn, huet de Rot vun der EU schonn dee Moment, wéi d'ATAD-1-Direktiv adoptéiert gouf, festgehalen, dass bei de sougenannten hybriden Dispositiven nogebessert muss ginn.

D'ATAD 2 leet elo no a féiert nei Reegelen a fir déi hybrid Dispositiven, déi bis elo net betraff waren. Konkreet erstreckt sech d'ATAD-2-Richtlinn op véier verschidde Kategorië vun hybriden Dispositiven, woubäi de Champ d'application ausgedeent gëtt op déi Dispositifs hybrides, déi Établissements stables benotzen. Donieft enthält d'ATAD 2 och eng Moossnamen, fir d'Duplikatioun vu Steierkreditter am Kader vun engem hybriden Transfert vun Titelen ze verhënneren, also dat heescht, en hybriden Transfert vun Titren ze verhënneren, ze vermeiden. ATAD 2 deckt och d'Relatioune mat État-tiersen, also mat Drëttlänner of.

Vu dass et sech heibäi ëm zimmlech, wéi Der mierkt, technesch Begréffer handelt, erlaben ech mer, fir den Detail op mäi schréftleche Rapport ze verweisen.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt och eng Reegel agefouert, déi déi importéiert hybrid Dispositive betrëfft. Donieft sinn och Moossname virgesinn, fir d'Effekter vun deenen Dispositiven ze neutraliséieren, déi op enger duebeler Residence baséieren an eng duebel Netbesteierung, also eng „double déduction" mat sech brénge kéinten.

Schlussendlech gëtt nach eng Mesure agefouert, déi déi steierlech Behandlung vun den hybriden Organismes inversés betrëfft, mee dës trëtt awer eréischt ab dem Joer 2022 a Kraaft.

De Staatsrot hat a sengem developpéierten Avis vum 10. Dezember nëmmen eng eenzeg Opposition formelle formuléiert. Déi héich Kierperschaft hat verlaangt, dass bei engem Artikel d'Formuléierung „sans préjudice" duerch d'Formuléierung „sous réserve" ersat gëtt, vu dass dës op där Plaz éischter ubruecht wier.

Här President, et ass wichteg, dass mer dës Direktiv op den 1. Januar an d'nationaalt Recht ëmsetzen. Et geet engersäits ëm eis Reputatioun an anerersäits ëm rechtlech Exigenzen. Mir hunn eis duerfir an der Kommissioun wierklech misse fläissen. An ech soen de Kolleege Merci, dass si bereet waren, déi lescht Woch eng zousätzlech Sitzung vun eiser Kommissioun ze akzeptéieren, fir dass mer awer a Rou a mat der néideger Zäit all Froen an deem äusserst komplexen an technesche Projet opwerfe konnten an e sëllechen Erklärungen dach awer aus dem Ministère kruten.

De Beamten aus dem Finanzministère, besonnesch dem Här Carlo Fassbinder an dem Här Matthieu Gonner, an och eiser fläisseger Kommissiounssekretärin, dem Caroline Guezennec, e grousse Merci fir hir Disponibilitéit an hir Flexibilitéit an dësem komplizéierten, jo, bal abstrakte Projet.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord fir dëse Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ufänke wëll ech natierlech mat engem Merci un eisen exzellente Rapporteur André Bauler, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, mat där néideger Akribie an awer och Kompetenz eis a relativ einfachen a verständleche Wierder e komplizéierte Projet erkläert huet.

Mir wäerten och, dat soen ech direkt, dee Projet stëmmen, well mer um Fong d'accord sinn. Wann ech awer hei op d'Riednerpult kommen, ass et eigentlech manner, fir mech mam Fong vun där Direktiv auserneenzesetzen, mee mat där Aart a Weis, wéi hei d'Chamber quasiment en dernière minute huet missen erëm en extreem wichtege Projet iwwert de Knéi briechen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An ech wëll awer direkt soen: Dat ass elo net de President vun der Kommissioun (veuillez lire: Dat ass elo net dem President vun der Kommissioun seng Schold), dee sech ëmmer eng grouss Méi gëtt, fir ze versichen, seng Aarbechten esou gutt wéi méiglech ze organiséieren, mee et geet hei einfach ëm d'Aart a Weis, wéi d'Regierung alt erëm eng Kéier mam Parlament verfiert.

Ech hu mer dat ugekuckt, Här Finanzminister: Déi Direktiv ATAD 2 ass schonn de 17. Mee 2017 - 2017, also zwee an en halleft Joer hier! - ugeholl ginn. Mir brauchen also ..., oder „Dir" braucht zwee an en halleft Joer, fir déi doten Direktiv hei ëmzesetzen! Ech muss soen, dat geet einfach net méi! Wéi d'ATAD-2-Direktiv ofgestëmmt ginn ass am Europaparlament, dunn hu mir eréischt ee Joer duerno d'ATAD-1-Direktiv hei ëmgesat, 2018. Ech fannen dat einfach net seriö, muss ech Iech soen!

Da kënnt derbäi, datt mer hei wärend Woche keng Chambersitzung hunn. Keng Chambersitzung hunn! An dann erëm, en dernière minute, wou mer wichteg Projeten hunn, de Budgetsprojet, de Mëtten - oder elo de Moie schonn - eng wichteg Klimadebatt, da pake mer do och nach déi ATAD-Direktiv mat eran! Obscho mer wochelaang Zäit gehat hätten, fir dat ze maachen.

Ech muss Iech einfach soen: Dat do ass d'Parlament net seriö geholl! Leider Gottes ass den Alex Bodry elo net hei, dee gesot huet, wéi wichteg et ass, datt d'Parlament sech selwer seriö hélt. Och ech muss Iech einfach soen: Ech kann dat doten net méi akzeptéieren, déi Aart a Weis, wéi hei legiferéiert gëtt!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et kënnt derbäi, datt bei all Projet de loi, Här Finanzminister, eng Fiche financière soll derbäi sinn. Hei ass emol keng Fiche financière méi derbäi. An engem Projet, deen extrêmement wichteg ass - ech hunn dat gëschter hei ausgefouert -, dee wichteg ass och fir eis Recetten an Zukunft, fënnt de Finanzminister dat emol net fir néideg, eng Fiche financière do derbäizesetzen.

An da wëll ech nach eppes soen, an de Rapporteur André Bauler huet dat zu Recht ënnerstrach: Et muss een dëse Projet gesi mat dem Projet DAC 6, deen an den nächste Woche kënnt. An do soen ech Iech just: Et ass e Projet, deen och ganz vill fundamental Froen opwërft. Fundamental Froen opwërft! Mir wäerten nach Zäit hunn, fir dorobber anzegoen. Ech hoffe just, Här Finanzminister, datt deen net gradesou iwwert de Knéi gebrach gëtt an datt do mat deene concernéierte Kreesser geschwat gëtt. Well hei geet et och ëm fundamental Rechter.

An ech muss Iech iwwerhaapt soen: Dëse Projet de loi ass en exzellenten Avis - ech schwätzen nach elo hei zu ATAD - vun der Chambre de Commerce, Ärem fréiere Betrib, déi sech ganz vill Méi ginn hunn, dee Projet auserneenzehuelen, déi mat ganz villen interessante Suggestiounen, Recommandatiounen a Kriticke komm sinn.

De Staatsrot - an do sinn ech net ganz d'accord mam Här Bauler - huet wuel nëmmen eng Opposition formelle formuléiert, huet awer ganz vill Kriticken um Fong formuléiert. Mir sinn emol net op déi Kriticken agaangen, well mer keng Zäit haten a well déi Sitzung een Dag virdru convoquéiert ginn ass.

Also ech muss Iech soen, mat allem Respekt, a mir ware jo och laang an der Majoritéit an ech weess, datt dat heiansdo net ëmmer einfach ass, mee dat do ass wierklech net seriö, Här Minister! A mir hätten eigentlech am léifste géint déi Direktiv gestëmmt, just net, well mer e Probleem um Fong hunn - mir hu kee Problem um Fong -, mee fir emol eng Kéier en Zeechen ze setzen, fir ze soen: „Esou geet et net!"

An ech kann Iech soen, bei där nächster Direktiv, sollt déi nach eng Kéier esou iwwert de Knéi gebrach ginn, da wäerte mir do dergéintstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot. Här Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, 2012 huet Italien 1,5 Milliarden Euro u Steiereinnamen an d'USA an nëmmen eelef Transaktiounen 3,5 Milliarden Dollar u Steiereinname verluer, laut OCDE-Zuelen. A béide Fäll sinn dës Steierausfäll op sougenannt „dispositifs hybrides" zréckzeféieren.

Et geet bei dësem Gesetz, dat effektiv d'Direktiv ATAD 2 vum 29. Mee 2017 ëmsetzt, drëms, déi sougenannt „effets d'asymétrie" an der internationaler Fiskalitéit ze bekämpfen. Dat ass einfach gesot, wéi den André Bauler dat och schonn erkläert huet: wann op där enger Säit am Land A eppes kann ofgesat ginn, mee wann et beim Beneficiaire vum Paiement am Land B net besteiert gëtt. Oder schlëmmer nach: wann et zweemol kann ofgesat ginn. Dat nennt een am Steierslang en „double-dip". Dat heescht, da ginn d'Steierrecetten direkt op zwou Plaze geprellt.

(Interruption)

Instrumenter vun där Asymetrie sinn déi véier Kategorië vun Hybriden, déi de Rapporter beschriwwen huet - an ech soen dem André Bauler Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport -, op déi ech hei elo net méi wëll agoen. Déi sollen heimat ausgeschloss ginn an dat begréisse mir als LSAP ausdrécklech!

Politesch wichteg ass et, dass mer hei am Häerz vun der Steierstrukturéierung sinn, wou et ëmmer méi en internationale Konsens gëtt an, ech mengen, och bei eis heiheem ëmmer méi e Konsens gëtt, dass mer se am Fong net méi wëllen, wouduerch Länner ëm hir Steierrecettë bruecht ginn, well Multinationallen op verschiddene Steiersystemer a verschiddene Reegele spillen an doduerch hir effektiv Besteierung wäit ënner akzeptabelen Niveauen halen. Wäit ënnert deem vu klengen a mëttlere Betriber. Wäit ënnert deenen och vun de schaffende Leit, déi besteiert ginn zu den normalen Tauxen, déi an hirem Land gängeg sinn.

Dat hei ass een Deel vu BEPS, et ass d'Aktioun 2 vu BEPS, et ass d'politesch Reaktioun op d'international Finanzkris, och op LuxLeaks an d'Panama Papers. Et ass d'Äntwert op vill Beispiller, déi d'Mënsche schockéiert hunn, vu Multinationallen, déi Milliarde Benefisser gemaach hunn, mee just eng ganz kleng Steier bezuelt hunn am Land vun hirer Holding. Jo, oft zu Lëtzebuerg, mee och an Holland oder an Irland.

An duerfir begréisse mer als LSAP dëst Gesetz, och well et dës Reegele géint d'Effets d'asymétrie op internationalem Niveau verankert, net méi just an der Europäescher Unioun, mee och elo op internationalem Niveau. An och dat fanne mer gutt.

Här President, ons Angscht ass et, an dat hunn ech och schonn an der Finanzkommissioun gesot, dass dës Reegelen ausgehielegt ginn, dass se duerch kreativ Steierstrukturéierung contournéiert ginn. Well mir wëssen och, dass hei, wéi esou oft, d'Industrie vun de Fiskalisten oft en avance ass par rapport zu de Reegelen. Et ass gewosst, dass bei eis d'Fongen ausgeholl sinn aus dem Gesetz, wat d'ATAD 2 ëmsetzt. An dat ass och an der Rei. An dat ass och justifiéiert. Mee mir wëssen och, dass elo schonn Arméie vu Fiskalisten amgaange sinn, no Weeër ze sichen, fir weider d'Steierlaascht esou niddreg wéi méiglech ze halen, trotz ATAD 2 an anere Reegelwierker, déi aus BEPS erauskommen.

Och dowéinst gëtt et Initiativen, an déi sinn och schonn ugeschwat gi vum Laurent Mosar an déi sinn och scho gëschter ugeschwat ginn, géint aggressiv Steierstrukturen, géint aggressiv Steieroptimisatioun, wéi d'DAC 6, wou méi Transparenz soll erakommen an dee Secteur vun der aggressiver Steieroptimisatioun.

Mir hunn dat schonn des Éftere gesot als LSAP, mat verschiddene Spriecher, an ech widderhuelen dat gären haut: D'Zukunft vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an och déi vun der Finanzplaz läit an eisen Aen net an der Steierstrukturéierung. Avantagen, déi mat steierlechen oder reglementairë Virdeeler zesummenhänken, verschwannen ëmmer méi schnell an oft mat Reputatiounsschued verbonnen. Dat internationaalt Reegelwierk, dat sech säit e puer Joer, säit 2014 a LuxLeaks an der Haaptsaach, mee awer och säit der Finanzkris schonn a Plaz setzt, wäert dës Industrie ëmmer méi schwaach an onsécher maachen. Et wier also net verantwortlech, sech op dës Industrie ze verloossen, fir de Standuert Lëtzebuerg dauerhaft ofzesécheren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Weider Evolutioune kommen nach op eis zou: de Country-by-Country-Reporting, mee och d'Iddi, dass künfteg multinational Betriber do besteiert ginn, wou si effektiv hir Aktivitéit hunn, wou si effektiv hire Chiffre d'affaires realiséieren an net just hir Holding hunn. Dat ass gëschter schonn diskutéiert ginn am Kader vun de Budgetsdebatten an de Minister ass schonn drop agaangen. Ech mengen, dass mer dat alleguerte realiséiert hunn.

Alles dat, all déi Evolutioune spille klenge Länner wéi Lëtzebuerg net an d'Kaarten. An dorop musse mer eis astellen. An och dës Reflexioun gehéiert zu den Iwwerleeungen iwwert d'Ausriichtung vun eiser Wirtschaft mëttel- a laangfristeg.

Mee, wéi gesot, mir begréissen dëse Projet de loi. E geet an déi richteg Richtung. An duerfir wäerte mer als LSAP dëse Projet och matstëmmen.

Iech soen ech Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och wa LuxLeaks am Joer 2014 doudsécher keng Reklamm fir Lëtzebuerg war, sou kann een awer am Nachhinein soen, datt duerch LuxLeaks de Wecker gerabbelt huet. Et war e Weckruf, fir am Steiersystem ëmzesteieren, am Sënn vum Wuert.

Zanterhier huet dës Koalitioun villes beweegt, beispillsweis duerch d'Mise en place vum automateschen Informatiounsaustausch, duerch d'Ofschafe vum Bankgeheimnis, duerch d'Ëmsetzung vu ville Moossnamen - dat sinn der eng ganz Panoplie - am Kader vum BEPS, déi ech lues a lues entdecken, nodeems ech virdrun net an der zoustänneger Kommissioun war. Ech erënneren och un déi zwee lescht Gesetzer, déi mer nach d'lescht Woch gestëmmt hunn. Da si mer awer och weiderkomm duerch d'Reduktioun vun de Steierrulings ëm 80 %, wou jo dann dee Regimm wäert am Joer 2020 auslafen.

Als Gréng, Dir Dammen an Dir Hären, fanne mir et richteg, op deem Wee weiderzefueren, well mer och der Meenung sinn, datt déi aggressiv Steiervermeidung vu grousse Multinationalle weiderhi geziilt bekämpft muss ginn, fir datt d'Betribsbesteierung gerecht an transparent gëtt.

Grad wéi vill aner Projet-de-loien aus de leschte Joren dréit dëse Projet och dozou bäi. An et geet jo drëms, grad hei grousse Multinationallen d'Handwierk ze leeën, wa se mat Hëllef vun hybride Firmekonstrukter versichen, sech laanscht eng Besteierung ze schläichen oder hir Steierschold einfach emol ze reduzéieren.

Un der Politik ass et natierlech, derfir ze suergen, datt jiddweree säi faire Bäitrag zur Allgemengheet leescht, well dat si jo d'Steierbeträg, an eeben och grad déi Multinationallen, déi keng Ausnam däerfe bilden.

Dozou wéilt ech awer och nach e puer méi generell Remarke maachen, déi e bëssen dat zréckginn, wat och schonn den Här Fayot virdru gesot huet.

Fir als Lëtzebuerg kompetitiv ze sinn, Dir Dammen an Dir Hären, a kompetitiv ze bleiwen, hu mir et net néideg, op Nischepolitik ze setzen. D'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg berouen nämlech net just op Steiervirdeeler a se däerfen och net dorop berouen.

D'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eisem Land baséiere ganz kloer op senger politescher Stabilitéit an hoffentlech nach laang op senger zentraler Positioun an Europa, op senger Expertis an der Finanzwelt, an donieft ass Lëtzebuerg och eng vun de wichtegste Finanzplazen an der Eurozon, déi de Brexit scho virbereet huet. A gutt!

Et gëtt also gutt Grënn, fir net op Steiernischen ze setzen an net setzen ze mussen a fir d'Moossnamen am Kader ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Wannechgelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... vum BEPS a vun der ATA-Direktiv konsequent ëmzesetzen, am beschte mat eise Partner aus der EU-Zon, aus der OCDE a weltwäit.

Op där anerer Säit - ech komme bei d'Chambre des Salariés, déi e puer Remarken heizou formuléiert huet, méi kritesch Remarken - si mir eis bewosst, datt et op ville Plazen nach net ganz transparent zougeet. An do musse mer um Ball bleiwen. An och de Risiko vum „race to the bottom", dee vun der Chambre des Salariés opgeworf gëtt, ass nach ëmmer e Problem. Dat heescht jo eng Course vun de Betriber op den Niveau null vun der Besteierung, deen an Zukunft muss verhënnert ginn.

Wat dëse Projet de loi ugeet, sou gi mir och gären zou, datt en extreem technesch a komplizéiert ass an der Steierverwaltung d'Liewe ganz sécher net wäert méi einfach maachen a vläicht och wéinst der Technicitéit vun deem ganze Projet nach dat eent oder dat anert Schlupflach wäert oploossen.

Trotzdeem ënnerstëtze mer als Gréng d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, der ATAD 2, well se ënnert dem Strëch awer geduecht ass, fir d'Steiervermeidungspraxis ze ënnerbannen. Esou eng Praxis geet zulaaschte vun de Steierzueler, emol un alleréischter Stell, awer och zulaaschte vun der Funktiounsfäegkeet vum Staat, mee och zulaaschte vun de regionalen, klengen a mëttelgrousse Betriber, déi engem onlautere Wettbewerb ausgesat ginn, mat deene Praktiken.

Mat dësem Projet de loi maache mir e weidere Schrëtt, fir méi Gerechtegkeet an der Steierpolitik ze schafen. Et bleiwen awer och nach vill Schrëtt ze dinn. Jiddefalls wär et net verantwortlech, dëse Projet de loi net ze stëmmen.

An ofschléissend wéilt ech dem Här Änder Bauler nach eng Kéier Merci soe fir säi gudde Rapport, wéi esou oft. An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Kolleeg André Bauler häerzlech Merci soen, well en huet et fäerdegbruecht, e Projet ze erklären, fir datt déi Leit, déi eis nokucken, oder déi Leit, déi spéider eng Kéier d'Chamberblietche liesen, verstinn, wourëm et geet.

Ech wollt awer och dem Laurent Mosar Merci soe fir seng ganz fundéiert a berechtegt Kritik

un der Virgeeënsweis an der Ëmsetzung vun deenen doten Direktiven. Et ass ni gutt, wann een eppes iwwert de Knéi brécht an am Schlussmarathon eppes muss ofstëmmen, wat een och schonn hätt kënne virun zwee Méint oder virun engem hallwe Joer evakuéieren.

D'ADR stëmmt dësen Text, well mer och prinzipiell der Meenung sinn, datt d'Benefisser sollen do besteiert ginn, wou se erwirtschaft ginn, a selbstverständlech géint all Magouillë sinn oder Strukturatioune sinn, déi dat solle verhënneren.

Genausou prinzipiell si mer als ADR awer och, an dat wëll ech ganz kloer soen, géint déi ëmmer méi grouss Amëschung vun internationalen Organismen, a speziell och vun der EU, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- ... an d'steierlech Souveränitéit vun de Länner.

Mir sinn och prinzipiell géint déi Tendenz, alles wëllen esou ze iwwerreglementéieren an ënnert dem Pretext vun e puer Multinationallen esou katastrophal Saachen anzeféiere wéi eng Imposition à la sortie.

Wësst Der, wat dat heescht „imposition à la sortie"? Dat heescht, datt ee Mënschen oder Firmaen op Benefisser oder op Einnamen, déi se haten an déi se besteiert hunn, nach eng Kéier besteiert, fir se ze bestrofen derfir, datt se wëlle plënneren. Dat däerf net sinn! Dat ass géint déi fundamental Fräiheet vun all Mënsch an och vun all Betrib, sech do néierzeloossen, wou e sech wëllt néierloossen.

A genausou kloer si mer och géint d'Aushiewele vum Beruffsgeheimnis vun den Affekoten, wat jo an der nächster ATAD oder an enger vun den nächsten ATA-Direktive wäert op d'Tapéit kommen. Mee doriwwer diskutéiere mer dann, hoffentlech fundéiert, an der Kommissioun. An doriwwer diskutéiere mer dann am Plenum, wann et esou wäit ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir hunn e reelle Problem mat deem Projet de loi. Selbstverständlech, an Dir wësst dat, mir plädéieren, mir hu jo ëmmer dofir plädéiert, datt een all Mechanismus soll ënnerstëtzen an ëmsetzen, deen d'Steierevasioun bekämpft. A Lëtzebuerg ass eng vun den Haaptplaze vun der Steierevasioun. Dat wësse mer all. A mir wëssen och all, datt dat net weiderhin esou ka funktionéieren.

Du koum natierlech de BEPS, eng Initiativ um OCDE-Niveau. An de Problem ass deen - ech mengen, de Rapporter ass jo drop agaangen, andeems e gesot huet, de Staatsrot hätt just eng Opposition formelle gemaach; et ass scho gesot ginn, dorop ass den Här Bauler net esou agaangen -, datt de Staatsrot a 44 Säiten dee Projet de loi u sech zerräisst, zerräisst, well e seet: „En ass net ze verstoen."

Den Här Reding huet virdrun dem Här Bauler Merci gesot, fir esou e komplizéierten Text verständlech eriwwerzebréngen. De Problem ass, an ech mengen, wa mer all éierlech sinn: Kee Mënsch hei versteet wierklech, wat an deem Projet de loi ass. Mee mir stëmmen dee warscheinlech.

De Staatsrot huet en och net verstanen. An do gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweeder waren et d'Administratiounen hei zu Lëtzebuerg, mee dat gleewen ech net, well mir hunn awer wierklech Spezialisten am Finanzministère sëtzen, mee warscheinlech ware se ënner Drock oder et war esou komplizéiert an et ass esou verwässert ginn, schonn am Virfeld, um OCDE-Niveau, well ech mengen, do gëtt et awer och Kräften, déi alles maachen, fir ze soen: „Okay, mir spillen d'Spillche mat vu BEPS, mee a Wierklechkeet wäerte mer et esou formuléieren, datt mer weiderhi kënne Steierevasioun maachen an datt d'Staaten u sech net méi verstinn, wourëms et geet, an datt déi Eenzeg, déi nach iergendwéi dat Gesetz kënnen interpretéieren, déi vun de Big Four sinn." Dat sinn déi Eenzeg, déi herno all déi Schlupflächer wäerte kënne fannen. An ech mengen, dorobber geet ...

(Interruption)

... och de Staatsrot an.

Jo! A mir wësse jo all, datt mer e Problem hunn hei beim Staat, datt et u sech, an zemools grad hei zu Lëtzebuerg, um Kierchbierg eng Arméi vu Leit, vu Steierberoder gëtt, déi eendeiteg méi effikass a méi schnell kënne schaffe wéi de Staat. A mir lafen ëmmer derhannert. An et ka gutt sinn, ech menge wierklech, datt deen heite Projet de loi u sech éischter fir si geschriwwe gouf. An dat ass e reelle Problem!

A jidderee seet: „Et kann ee mat deem Gesetz näischt ufänken." Entweeder schafft en deenen an d'Hänn an e geet genau an déi aner Richtung vun deem, wat gewollt ass - ob et express gemaach ginn ass oder net express gemaach ginn ass, weess ech net, dat kann ech net aschätzen -, respektiv en ass total onbrauchbar. Dat heescht, ech mengen ... Et kann een natierlech och polemiséieren iwwert déi Aart a Weis, wéi et verlaf ass, souwisou, mee bon! Mee ech mengen, ech géif virschloen, well et ass wierklech ... Mir stëmmen do iwwer eppes, e Gesetzestext, dee warscheinlech an d'Geschicht ageet an deem Sënn, datt kee Mënsch e kann interpretéieren oder datt et grad doweinst esou gemaach ginn ass.

Ech mengen, et ass besser, mir stëmmen haut net doriwwer of, Delai hin oder hier, datt en erëm zréck misst, fir awer iwwerschafft ze ginn. Ech mengen, et ass vläicht dat Bescht. Ech mengen, et ass och eppes, wat de Staatsrot am léifste gehat hätt, well wann de Staatsrot emol nëmmen eng Opposition formelle konnt maachen, mee awer 44 Säite schwäerzt, fir ze erklären, datt et e Schwäizer Kéis ass, dee Gesetzesprojet, well et ass dat, wat e seet: „Et ass e Schwäizer Kéis", da wëllt en domadder soen: „Hei, Dir musst eng Kéier erëm frësch ufänken, well d'Komplexitéit ass esou wäit, datt et iwwerhaapt schwéier ass, eng Opposition formelle ze maachen." Dat ass de Problem vum Staatsrot gewiescht.

Soss wäerte mer dergéint stëmmen, aus deenen Ursaachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech ka mech deem uschléissen, datt den André Bauler hei probéiert huet, e komplizéierten Text verständlech ze maachen. Et ass him och insofern gelongen, datt e manner komplizéiert aus sengem Mond geklongen huet, wéi e sech um Pabeier gelies huet. Et ass awer e ganz schwéieren Exercice, fir esou e komplizéierten Text - an do ginn ech dem Kolleeg David Wagner Recht - ze kondenséieren. Et ass en Text, wann ee sech e bëssen domadder beschäftegt, huet een e bëssen d'Gefill, datt en op där enger Säit um europäesche Plang schonn e bëssen am Hauruckverfare relativ kuerz no der ATAD-1-Direktiv koum an datt mer en dann och hei an engem Sprint u sech duerchdebattéieren, fir datt Lëtzebuerg den 1. Januar kann als Musterschüler mat ATAD 2, also der Anti-Tax Avoidance, géint Steierhannerzéiung ..., nee net emol géint Steierhannerzéiung, géint Steierreduzéierung u sech ka virgoen.

Ech mengen, wann een dat alles zesumme kuckt, dann ass et wierklech e Sprint, mat deem mer hei duerchgaange sinn. An dat sollt eis e bëssen ze denke ginn.

Deen zweete Punkt, deen eis sollt ze denke ginn, an dat huet den David Wagner och ugeschwat, dat ass d'Liesbarkeet vu Gesetzestexter. Ech mengen, ech kommen ëmmer erëm drop an ech hunn et gëschter a menger Ried gesot an ech soen et och haut nach eng Kéier: Mir solle keng Gesetzer schreiwen, déi just nach vun Experten an enger Nischematière kënne verstane ginn. Et ass wichteg, datt d'Gesetzer prezis sinn, mee se mussen awer och nach iergendwou digerabel si fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Deen Text kënnt vu Bréissel!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Madamm Beissel, et ass och deelweis Bréissel, déi dorunner schold sinn, datt déi Texter esou komplizéiert sinn, wéi se sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ëmmer Bréissel!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Ëmmer Bréissel!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mee mir mussen awer och eis Responsabilitéit hei huelen an eis soen: ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sou ass et einfach!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... „Déi Texter si vläicht e bëssen ze komplizéiert, fir se nach einfach dobaussen ze erklären oder fir datt d'Leit se einfach kënne liesen."

(Interruptions)

Ech appeléieren dofir nach eng Kéier, esou wéi ech et gëschter gemaach hunn, drun, datt mer an Zukunft probéieren, och komplizéiert Matièrë méi liesbar ze maachen. A wann et nëmmen iwwer en Ëmwee vun engem liesbare Commentaire geet, vun engem zousätzleche Commentaire, dee probéiert, e Gesetz an e Kontext ze setzen, deen iwwert dat Legistescht erausgeet, deen iwwert déi legal Interpretatioun erausgeet, mee quasi eng Aide à la lecture soll bidden, fir datt normal Biergerinnen a Bierger dat nach kënne suivéieren, wat mer heibanne maachen. Well et ass dat, wourëm et geet. Mir stëmmen hei Gesetzer a mir mussen eis dobaussen op der Strooss verteidege fir dat, wat mer stëmmen. An da musse mer eis och kënnen erklären.

An ech mengen, dat ass bei aller Léift fir de Rapporter hei dach schwéier ze maachen.

Den David Wagner huet absolutt Recht, wann e seet: „Dat hei ass e Gesetz, mat deem mer zwar nei Aarbechtsplaze schafen, well mer nei Affekote mussen op Lëtzebuerg zéien, déi dat Gesetz do interpretéiere wäerten."

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn der genuch hei!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nichtsdestotrotz, dat heiten ass eng Direktiv, déi den 1. Januar soll a Kraaft trieden. Se krut den Aval zu Bréissel.

(Interruptions)

Et ass just eng Opposition formelle ginn trotz all deenen anere Krittären. Mir sollten dat stëmmen an dann awer och noleeën an déi Feeler, déi de Staatsrot nach ugemierkt huet, nobesseren. Dofir ginn ech eisen Accord.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech si frou, dass mer haut kënnen iwwert dat Gesetz hei ofstëmmen, well et wichteg ass, dass mer dat net nëmmen an den Delaie maachen, wéi dat elo hei geschitt, mee och well et eng Steiermatière ass an dat, wa mer do an dat neit Joer gerutscht wären, riseg Problemer geschafen hätt.

Mir sinn hei an engem internationale Kontext, net nëmme well et eng europäesch Direktiv ass, mee et ass eng europäesch Direktiv, genannt Anti-Tax Avoidance Directive 2, déi en fait d'Recommandatioune vun der OCDE am BEPS ëmsetzt, an zwar d'Aktioun Nummer 2.

Et ass hei vill gesot ginn, dass et technesch wär a komplizéiert. Dat kann ech ganz gutt verstoen. Mee d'Matière selwer an dat, wourëm et geet, ass eppes ganz Konkreetes an eppes ganz Wichteges: Et geet drëms ze evitéieren, dass d'Steierbasis vun de Länner siphonéiert gëtt an dass doduerch oft op kenger Plaz Steiere bezuelt ginn.

A wéi richtegerweis ënnerstrach ginn ass, ass Lëtzebuerg e Land, wou dat praktizéiert ginn ass. An ech si frou, dass d'Deputéiert Bauler, Fayot a Lorsché ënnerstrach hunn, wivill Bettel 1 a Bettel 2 gemaach hunn, fir dass mer vill méi transparent ginn.

An ech akzeptéieren déi Kritik, déi de Laurent Mosar gemaach huet. Ech akzeptéieren déi, en huet Recht.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- En huet Recht. Doranner huet e Recht. Mee fir da bei dëser Direktiv iwwert de Fong kee Wuert ze verléieren, ass e bësse schued. Wat mer hei amgaange sinn ze maachen, ass extreem wichteg fir Lëtzebuerg, fir eis Reputatioun a fir eis Attraktivitéit.

An de Grond, firwat et esou laang gedauert huet, ass een duebelen: Et ass, well et eng komplizéiert Matière ass, an zweetens, well mer vill consultéiert hunn. Ech sinn iwwerzeegt, wa mer net vill consultéiert hätten a sechs Méint virdrun hei gewiescht wären, wäre mer kritiséiert ginn, well dem Secteur net nogelauschtert gi wär.

Ech wëll awer, well Verschiddener gesot hunn: „Et ass esou komplex, dass iwwerhaapt keen dat versteet!", ech muss déi berouegen, déi dat gesot hunn: Am Finanzministère versti mer deen Text.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An op der Steierverwaltung versti se en och ganz gutt.

An ech mengen, hei op der Finanzplaz si vill Leit, déi deen Text hei ganz gutt verstinn. Dofir war et och esou wichteg, dass mer dat gutt ëmsetzen an zurzäit ëmsetzen.

Et geet hei drëms, mat der ATAD 2 e Schratt méi wäit ze goe wéi mat der ATAD 1. Ech muss Iech och soen, ech sëtze jo do derbäi, wann déi verhandelt ginn, well dat ass jo alles am ECOFIN an ech muss mech jo do aschaffen: D'ATAD 1 war limitéiert op d'EU selwer, op den Territoire vun der EU selwer. An d'ATAD 2 implizéiert d'État-tiersen och. Dat ass dee groussen Ënnerscheed. An et ass och dofir, wisou d'ATAD 2 vill méi komplex nach ass wéi d'ATAD 1.

Et geet also drëms, hei d'hybrid Instrumenter oder d'hybrid Entitéiten oder Strukturen ze couvréieren. An dat si véier verschidde Kategorien, déi hei gemengt sinn. Den André Bauler, deem ech wëll felicitéiere fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, huet dat gutt erklärt.

Dorauser entsteet eng Reegel fir déi hybrid Produkter, déi follgend ass: D'primär Reegel ass, dass d'Gesetzgeebung applikabel ass vun deem Land, wou den Investisseur ass. Nëmme wann dat net méiglech ass - an do gëtt et eng Rëtsch Hypotheesen, wou dat net méiglech ass -, da gëtt déi aner Juridictioun, déi betraff ass, kompetent. Dat ass d'Haaptreegel, déi hei an der ATAD 2 zréckbehale gëtt.

Nun, ech hu gesot, dass mer vill consultéiert hunn. A firwat war dat? Op engem Punkt wëll ech awer méi laang erklären, wat mer do gemaach hunn. D'Problematik, déi mer haten an déi mer hunn, mee déi mer, mengen ech, geléist hunn, sinn d'Fonds-d'investissementen. Falen d'Fonds-d'investissementen ënnert de Mechanismus vun der ATAD 2?

D'Direktiv, de Projet vun der Direktiv huet dat net virgesinn oder schwätzt net vun de Fonds-d'investissementen. A mir hu missen eng Method fannen, fir d'Fonds-d'investissementen auszeschléissen. A mir hunn dat fonnt, andeem mer gesot hunn, dass et eng Presomptioun gëtt, wann een an engem Fong ass, dass d'Personnes oder d'Organismes, déi manner wéi 10 % hunn, en principe net conjointement mat enger anerer Persoun agéieren. An ech kann Iech soen, mir hu Méint dorunner geschafft, fir déi do Formel ze fannen.

Elo wëll ech awer och direkt déi berouegen, déi mengen: „Elo huet Lëtzebuerg hei eppes gemaach, wat net an der Rei ass." Nee. D'ATAD-Direktiv hat d'Fonds-d'investissementen iwwerhaapt net um Radar. A wann een och weess, wéi d'Fonds-d'investissemente fonctionéieren, da versteet een dat och. D'Fonds-d'investissementen, do keeft een a verkeeft een déi ganzen Zäit Parten, ganz kleng Parten oft.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Do geet et guer net drëms, Verschibunge vun der Base taxable ze maachen. An dofir och déi Reegel vun 10 %. Ech mengen, dass mer do eng gutt Léisung fonnt hunn.

Zur Fiche financière wëll ech soen, dass eng Fiche financière dran ass, op der Säit 44. Déi ass dem Deputéierte Mosar vläicht echappéiert. Mee vläicht wollt e soen, dass näischt drasteet.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Genau dat!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mee dann hat Der Iech net ganz richteg ausgedréckt. Mee mir hunn awer eng Fiche financière drageschriwwen.

Ech wëll awer och dorobber agoen. Wann et esou einfach wär an ech kéint draschreiwe loossen oder froen, si sollte mer e Calcul maachen a schreiwen: „Et kascht eis 10 Milliounen", dat wär net seriö. Oder: „Et kascht der 100." Oder ëmgekéiert: „Et bréngt der 50 oder 100 an." Wéi soll een dat da maachen? Et soll dach ee mir erklären, wéi een den Impakt vun esou enger Direktiv op d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg kéint jugéieren, zum Éischten, an zweetens, wat mer da wierklech verléieren oder gewannen.

A mir hunn en fait schonn e wonnerbaart Beispill virun den Aen, an zwar d'ATAD 1. Vill Leit hunn intuitiv gemengt, dass wéinst där ATAD-1-Direktiv, déi jo och dann derfir suergt, dass keng duebel Netbesteierung geschitt: „Do verléiert Lëtzebuerg ganz vill", well mir sinn an esou Scheemaen dran. Wann dat dann de Fall sollt gewiescht sinn oder ass, da gesäit een dat op de Rentréeë vun der Kierperschaftssteier net. Mir hu jo gëschter laang a breet erklärt, dass eng vun den extraordinäersten Evolutioune vun de leschten zwee, dräi Joer ass, dass d'Kierperschaftssteier immens an d'Luucht gaangen ass. D'ATAD 1 ass en vigueur a mir kréie méi Steieren eran.

An och dat kann een duebel interpretéieren, andeem ee seet: „A jo, wann d'Reegele méi streng ginn, da bezuelen d'Leit méi, och zu Lëtzebuerg." Mee eis Hypothèse de départ war fir ze soen: „Wann déi Reegelen do kommen, da maache se zu Lëtzebuerg carrement zou an da kréie mer null eran." All déi Hypotheesen do kann een duerchspillen, mee do kritt ee keng satisfaisant Äntwert, wivill dann den Déchet fiscal fir Lëtzebuerg soll sinn.

An ech mengen, dofir war dat räsonabel, dass mer keng Ziffer drageschriwwen hunn. Mee mir wäerten dat monitoren, kann ech Iech versécheren. An Dir wäert et all gesinn an de Recetten, déi mer zu Lëtzebuerg erakréien.

Zur Chambre de Commerce an zum Avis och vum Conseil d'État: Déi hu sech allen zwee vill Méi ginn. Si hu jo och d'Regierung gelueft zu engem groussen Deel fir déi Formullen, déi mer fonnt hunn, ënner anerem fir d'Fonds-d'investissementen, wat de groussen Enjeu war. Si hunn awer och eng Rëtsch Froe gestallt. Ech wëll dozou zwou Saache soen.

Dat Éischt ass: Mir wäerten dat alles an den nächste Méint och nach weider soupeséieren, wat déi Institutioune gesot hunn. Wa Punkte sinn, déi musse klarifiéiert ginn, da kann d'Steierverwaltung dat iwwer Circulaire maachen. Wa Punkten dra sinn, déi net Klarifikatioune sinn, mee en fait Echappatoirë si vun der ATAD 2, da soen ech Iech awer: „Dat mécht dës Regierung net mat!"

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An ech wëll net, dass gemengt gëtt, dass ee kann alles dräimol ëmdréien a komplizéiert dréien, fir dann op e Resultat ze kommen, dass d'Direktiv net spillt. Mat all där Méi, déi ech mer ginn hunn an déi d'Regierung sech ginn huet, fir d'Reputatioun vu Lëtzebuerg ze verbesseren, musse mer dorobber ganz gutt oppassen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- En conclusion freeën ech mech, dass esou vill Parteien dës Direktiv ënnerstëtzen. Ech liesen doranner, dass mer un engem Strang zéien, fir Lëtzebuerg weider kompetitiv ze halen, awer net zu egal wat fir engem Präis. Mir wëlle kompetitiv bleiwen an eng gutt Reputatioun hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Den Här Mosar freet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen, déi Der ginn hutt, mat deenen ech och en gros d'accord sinn. Just awer vläicht eng zousätzlech Bemierkung an eng Fro, déi Der mer net beäntwert hutt.

Déi zousätzlech Bemierkung: Dir hutt zu Recht op déi Thematik vun de Fongen higewisen. Ech wëll Iech just soen, an Dir hutt dat och gesot, datt eigentlech déi Direktiv sech iwwerhaapt net op d'Fonge bezitt. An ech hu mer d'Méi gemaach, e bëssen ze kucken, wéi eis Nopeschlänner dat applizéiert hunn. Also a kengem vun den europäesche Länner sinn d'Fongen dran. Duerfir kommt, mir maachen awer elo net esou, wéi wa mir hei eng extra favorabel Dispositioun fir d'Fongen dragesat hätten! Déi hunn einfach näischt mat där Direktiv ze dinn.

Zweet Fro, déi ech Iech gestallt hunn, an do wär ech awer net onfrou, wann Der eis vläicht géift eng Äntwert ginn: Wéi gedenkt Der virunzegoen och mat där Kritik, déi Der mer jo dann unhuelt, datt mer an Zukunft déi Projeten net méi esou iwwert de Knéi solle briechen?

Do ass och, mengen ech, vun deem engen oder anere Kolleeg déi DAC-6-Direktiv do ugeschwat ginn, déi eng Rei vu Froen opwerft, notamment déi, an déi ass och hei ugeschwat ginn, vun den Affekoten. Ech schwätzen hei och en présence vun eiser Justizministerin. Ech wollt eigentlech vun Iech wëssen, well ech och gelies hunn iergendwou an der Press, Dir géift elo, mengen ech, eng Kéier de Conseil de l'ordre vun den Affekoten dozou empfänken, ech géif eigentlech wëlle vun Iech wëssen, ob Der och do gedenkt, eventuell nach um Text eppes ze änneren an déi Bedenke vun den Affekoten och ganz eescht ze huelen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also zu der DAC 6 kann ech Iech soen, dass ech eis alleguerten encouragéieren, dass mer am Januar esou séier wéi méiglech dorunner solle schaffen. Den Avis vum Conseil d'État ass eminent. Da kënne mer jo schaffen.

Ech géif Iech awer och gäre proposéiere fir d'Zukunft, dass mer bei all deene Sujeten hei ufänken, op den Texter ze schaffen, ier de Conseil d'État säin Avis ofginn huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- On est demandeur. Merci, Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech mengen, dat sollte mer maachen. Dat géif eis erlaben, Zäit ze wannen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir gesitt, ech si ganz konstruktiv.

Zu den Affekoten, vu dass Der mer d'Geleeënheet gitt, hei eppes doriwwer ze soen, muss ech soen, zum Éischten hätte se mer kënnen en Zeeche ginn a si hätte kënne mat eis schwätzen en amont. A si sinn elo net ganz zefridde mat deem, wat am Text steet.

Mee ech kann Iech versécheren - ech kann Iech versécheren, Här Mosar, mee och der ganzer Chamber versécheren -, mir hunn eis dat ganz laang ugekuckt. An d'DAC 6 geet jo drëms, dass d'Intermediairen, déi e Scheema vun Optimisation fiscale gesinn, an der Chaîne sinn, dass déi alleguerten d'Obligatioun hunn, dat ze mellen. An da kann all Land ... Dat gesäit d'Direktiv vir, dass a verschiddenen Hypotheesen eng Zort vun Intermediairen oder eng Zort Persounen net brauchen ze kommunikéieren. Da geet déi Charge erof op en aneren Intermediaire.

A wann een eng Direktiv hätt wëlle maachen, wou een all Mënsch exemptéiert, da muss d'Personne physique selwer, déi de Scheema mécht, et selwer deklaréieren. Dat heescht, egal wéi ee sech dréit, muss et jo gemellt ginn.

Elo hu mir grad fir d'Affekoten eng speziell Mesure virgesinn! An dat, wat mer virgesinn hunn ... Also par rapport zu Consultanten, zu Big-Fouren, zu all deenen aneren Intermediairen, déi ee sech ka virstellen, hu mer fir d'Affekoten eppes Extraes virgesinn. A wat hu mer virgesinn? Majo d'Affekote mussen, wa se esou e Schéma d'optimisation fiscale virbereede fir e Client, den Typ vu Scheema anonym un d'Steierverwaltung mellen. Anonym!

Dat heescht, si schécken der Steierverwaltung e Scheema 7. Si soen: „Ech sinn hei konfrontéiert mat engem Scheema 7." An da kann d'Steierverwaltung nofroen: „Gitt mer méi Informatiounen iwwert de Steierscheema 7. Ass dat en typesche 7? Ass et e 7A, 7B?" Wat weess ech.

Mee d'Identitéit vum Client ass protegéiert. Domadder, mengen ech, hu mer eng gëlle Mëtt fonnt. Mir hunn eis inspiréiert un deem, wat Däitschland mécht. Mee an Däitschland ass den Dossier nummeréiert an et kann een d'Identitéit herno vun de Leit erëmfannen.

An da gëtt et Länner, déi hu fir d'Affekoten iwwerhaapt näischt gemaach. Do sinn d'Affekoten traitéiert wéi all aneren Intermediaire. Ech soen net, dass eise System perfekt ass. Ech soe just, dass mer versicht hunn, eppes ze fannen, wat an der Mëtt ass.

Wa gutt Iddien do sinn, wou ee kann an der Mëtt e bësse méi no lénks, no riets, no uewen, no ënne goen, ass meng Dier wéi ëmmer op.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech soen Iech Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister. Den Här Bauler freet nach d'Wuert.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo, merci, Här President. Ech wollt ganz kuerz op dat reagéieren, wat den David Wagner gesot huet. Ech wollt awer nach eng Kéier widderhuelen, datt ech a mengem mëndleche Rapport vun engem entwéckelten, „developpéierte" Rapport vum Staatsrot geschwat hunn. Jo, ech hunn nëmme just vun enger Opposition formelle geschwat, dat ass richteg. Mee ech hunn awer hannendrugefüügt, datt mer extra eng Sitzung agefouert haten, wou mer just iwwert dat heite Gesetz geschwat hunn, wou mer all Froen, déi dunn dee Moment virlouchen an déi de Staatsrot, a fortiori, och gestallt hat, konnten diskutéieren, uschwätzen a vum zoustännege Beamten aus dem Ministère och dunn Erklärunge kruten.

Also insofern wëll ech awer net vun Ärer Säit aus mëssverstane ginn. Dat wollt ech just nach eng Kéier preziséieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler, fir déi Kloerstellung. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7466. Den Text steet am Document parlementaire 7466[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7466 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Ordre du jour

Ier mer elo zu deenen anere Punkte vum Ordre du jour kommen, wollt ech am Fong d'Chamber nach froen, ob se d'accord ass, datt mer de Punkt vun der Aktualitéitsdebatt iwwert d'Resultater vun der COP nach géifen de Moien huelen nom Projet de loi iwwert d'Regëstere vum État civil. Da komme mer de Mëtte besser un, well mer de Moien disziplinéiert waren.

Ass d'Chamber mat där Ofännerung vum Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. 7497 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2018

A mir kënnen direkt zum Punkt vun de Chamberskonte vum Joer 2018 kommen. Den honorabelen Här Marc Lies ass Rapporter a presentéiert eis elo d'Konten.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, no dem Budget, dem Staatsbudget an awer och de Konte vum Staat géife mer dann elo zu de Konte vun der Chamber kommen.

Esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2018 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 174 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitéieren: « L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite "Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau. [...] La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée. »

Den Auditeur Baker Tilly, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2018 kontrolléiert huet, koum den 12. November a sengem Schreiwes zu follgender Conclusioun: « À notre avis, les états financiers de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au principes comptables applicables à la Chambre des Députés définis par le Bureau et tels que détaillés en note 1 des états financiers. »

Den initiale Budget vun der Chamber fir d'Joer 2018 louch bei 38,3 Milliounen. De Sold tëscht dem Budget vun 38,3 Milliounen an der Dotatioun vum Staat vu 35,9 Milliounen ass iwwert d'Reserven ausgeglach ginn.

Mat Zënsen an ausseruerdentleche Recettë louchen d'Revenue bei insgesamt 36.030.000 Euro. De Kont 2018 ass mat Depensë vu 34,6 Milliounen ofgeschloss ginn. Dëst entsprécht also engem Iwwerschoss vun 1.430.000 Euro.

Hëlt een de Budget vun 38,3 Milliounen an déi effektiv Depensë vu 34,6 Milliounen, esou goufen 3,7 Millioune manner ausgi wéi budgetiséiert. Par rapport zum Buchungsjoer 2017 louchen d'Depensë 525.000 Euro, also 1,54 %, méi héich.

Ënnert dem Strëch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg wirtschaft. D'Reserve vun der Chamber belafe sech op ronn 7,4 Milliounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises Baker Tilly sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2018 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och ee ganz, ganz décke Merci soe fir hir gutt an exemplaresch Aarbecht.

Besonnesch géif ech awer gär dem Generalsekretär Claude Frieseisen, dee wärend praktesch 20 Joer elo d'Geschécker hei vun der Chamber geleet huet, an der Madamm Ginette Biasini aus dem Service financier vun der Chamber ee besonnesche Merci soen. Et dierft dëst Joer hire leschte Rapport si vun de Konten, well souwuel d'Madamm Biasini wéi och den Här Frieseisen wäerten an deenen nächste Méint an hir wuelverdéngte Pensioun goen. An ech géif Iech bieden, hinnen zwee ee ganz, ganz décken Applaus ze ginn.

(Applaudissements)

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilitéite bieden, dat selwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2018 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt agedroen.

Discussion générale

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech ka mech am Fong op d'Mercie beschränken, éischtens emol dem Marc Lies fir säi Rapport. An ech géif mech awer och senge Mercien uschléissen un d'Sekretärin an un de Secrétaire général, fir hinnen och Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Et ass wierklech ëmmer perfekt gewiescht. Déi Sitzunge waren och perfekt geleet.

An deem Sënn géif ech och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch agedroen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus den Accord zu de Konten. Mir krute se op eng professionell Aart a Weis presentéiert. Do gesäit een, dass hei ganz gewëssenhaft geschafft gëtt.

An ech wéilt mech de Mercie vum Rapporter - fir d'éischt awer ee Merci fir säi Rapport, deen e gemaach huet -, mee virun allem dem Merci un d'Adress vum Här Frieseisen an un d'Madamm Biasini uschléissen. Ech mengen, si hunn eis hei gutt begleet an deene leschte Jorzéngten. An och vun eiser Fraktioun aus dofir eis Unerkennung an eise Respekt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wär et elo um honorabelen Här Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo. Här President, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Lies an evidemment och un den Här Frieseisen an un d'Madamm Biasini, déi eis elo fir d'leschte Kéier dat heite presentéiert hunn an der Kommissioun.

Bon, mir wëllen och begréissen, datt déi Konten nogekuckt goufen, esou wéi och aner Konte vun aneren Institutiounen, vu Réviseurs d'entreprises externes, wat, mengen ech, jo och schonn zu der Transparenz vun der Chamber bäidréit.

Mir hätten awer eng Remark zu de Konte vun der Chamber, well mer festgestallt hunn, datt am Artikel 12.120.10 d'Suen net ausgi gi sinn. Dat muss net onbedéngt schlecht sinn, mee an

deem heite Fall handelt et sech awer ëm „frais d'experts et d'études". An do stellt sech natierlech d'Fro un eis alleguerten hei an der Chamber: Wat kéinte mer mat deene Sue maachen?

An ech mengen, mir kruten an deene leschten zwee Deeg schonn e gudden, flotten Avantgoût, wat mer mat deene Sue kéinte maachen. Elo just nach hu mer iwwert déi ATAD geschwat, wat jo net evident ass, fir dat gutt ze verstoen an och dobaussen ze erklären. Wéi gesot, mir kéinte mat deene Moyens financiers eegestänneg Propositiounen an Iwwerleeungen ausschaffen.

Mir hunn dann, ech mengen, schonn zënter 2006 esou en Evergreen, deen ëmmer hei erëmkënnt, deen awer och ganz flott ass: Dat sinn d'Iwwerleeunge vum Här Negri - ech mengen, dat war 2006 - iwwert d'LOLF. De Moien hu mer nach doriwwer geschwat. D'Chamber wëllt dat ... Ech sinn elo en Newcomer hei, mee ech mengen, déi Iwwerleeunge wäerte schonn ëfters hei gefouert gi sinn iwwert déi LOLF, mee d'Chamber huet leider näischt direkt doraus gemaach. Do hätt ee kënnen zum Beispill en Expert hunn oder eng Etüd doriwwer maachen.

Ass dat eng Plus-value fir eis Iwwerleeungen? Hei an der Chamber virun allem - mir schwätze jo vun dem Parlament. Ass dat eng Iwwerleeung, déi mer sollte virundreiwen? Hu mer dat verpasst? Bon!

Mee ech mengen, den Här Yves Cruchten huet awer eng ganz Rei ...

Plusieurs voix.- A!

M. Carlo Back *(déi gréng).*- ... Iwwerleeunge gemaach an eis genuch Fudder ginn, géif ech emol soen, fir datt mer eeben déi Moyenen, déi eis hei zur Verfügung gestallt ginn, kéinte benotzen, fir eeben deenen Iddien do nozegoen, notamment en matière vum Suivi vun eise Recommandatiounen, déi mer maachen.

An dat Ganzt soll jo och, mengen ech, do si mer eis jo och eens, zu enger Stäerkung oder Verstäerkung oder Bestäerkung vum Parlament bäidroen. Mir soe jo ëmmer, d'Parlament soll seng eegen Iwwerleeunge maachen a soll sech och e bësse méi ... Et ass jo e Kontrollorgan vun der Regierung an et soll dat och ausbauen.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Wéi gesot, ech mengen, do hätte mer Moyens financiers zur Verfügung. Mir sollten déi och benotzen. A mir sollte vläicht dann och kucken, vläicht an enger vun deenen nächste Kommissiounen - Budget eventuell -, wéi mer déi kéinten do asetzen.

Natierlech ginn ech och hei den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëse Konten. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier nach den Här Marc Baum drun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Rapporter Marc Lies e Merci fir säi gudde Rapport. A mir wëllen eis selbstverständlech och de Mercien uschléissen un den Här Claude Frieseisen an d'Madamm Biasini.

Ech mengen, et ass am Fong flott fir eis als Deputéiert, als Chamber, als Kommissioun, fir déi Bilanen hei ze maachen, well einfach an der Verwaltung eng formidabel gutt Aarbecht gemaach gëtt, woubäi een hinnen nëmme ka Merci soen, well mer als Chamber insgesamt vun eiser Verwaltung gutt begleet ginn. An duerfir och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci u si. A mir wäerte jo nach Geleeënheet kréien, fir dat méi kloer zum Ausdrock ze brénge.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Dann den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Deem kann ee sech nëmmen uschléissen, virun allem de Mercien un den Här Claude Frieseisen an un d'Madamm Ginette Biasini, déi effektiv och Wësse representéieren, Wëssen innerhalb vun der Verwaltung, an dat wäert eis leider am Laf vum nächste Joer verluer goen. Ech ka just hoffen, datt dat Wëssen op eng gutt Aart a Weis weidervermëttelt ka ginn an deenen nächste Wochen, Wochen a Méint, fir déi formidabel Aarbecht, déi si an deene Joren, Jorzéngte virdru gemaach hunn.

Ech ka mech och just de Wierder vum Här Back uschléissen, wat d'Reflexioune si vun der Eegestännegkeet a vun de Moyenen, déi d'Chamber sech selwer gëtt. En huet zu Recht och op den Här Cruchten verwisen an dem Här Cruchten säi Rapport, wou jo och änlech Reflexiounen dra sinn.

Et ass ze hoffen, datt elo effektiv am sechste Joer vun dëser Regierung an am sechste Joer, wou och déi gréisste Vollekspartei an der Oppositioun ass, d'Chamber dann effektiv vläicht de Stadium vun der Adoleszenz iwwerschreit a selwer erwuesse gëtt a selwer Knowhow an Expertis erunziicht, fir kënnen déi Kontrollfunktioun vun der Regierung och wierklech unzehuelen.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer dat hei natierlech och.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. An dann huet och nach den honorabelen Här Sven Clement sech gemellt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säi Rapport. Awer dee grousse Merci gehéiert deene Leit, déi déi Zuelen ausgeschafft hunn, déi all Joer, all Dag, all Mount dovunner mat deenen Zuelen ze kämpfen hunn an och heiansdo mussen Nee soen, nämlech dann, wann erëm iergendee vun eis heibanne vläicht eppes wëllt an de Budget vun der Chamber schreiwen, an déi domadder derfir suergen, datt eise Budget hei ëmmer opgeet.

Ech mengen, den Här Back huet et gesot, mir hu gewësse Reserven, fir eppes ze maachen an deem Budget. A mir sollten dat och ugoen. Do si jo déi éischt Demarchen amgaangen. An ech mengen, dat sollt ee konsequent weiderféieren, datt mer eis hei als Parlament dann och déi néideg Pouvoiren, déi néideg Moyenen och ginn, fir dat ëmzesetzen.

Ganz perséinlech, mengen ech, schléissen ech mech deene Mercien un, engersäits un de Generalsekretär Claude Frieseisen, mee awer och un d'Madamm Biasini, déi hei net nëmme fir dee Rapport hei eng Aarbecht, an eng exzellent Aarbecht geleescht hunn, mee am Alldag derfir suergen, datt net nëmmen d'Plenièrë fonctionéieren - dat ass dat, wat d'Leit dobausse vun der Chamber ganz gäre gesinn -, mee datt alles am Hannergrond fonctionéiert.

Et ass nun emol esou, et seet een et heiansdo salopp: „Geld regiert die Welt." Et ass net onbedéngt, datt et d'Welt regéiert, mee et ass awer dat, wat d'Prozeduren, déi eenzel Instanzen um Lafen hält. A wann ee keng Salairë kann iwwerweisen oder wann Experten net kënne bezuelt ginn: Ma, da maache mer et net! An deementspriechend hunn déi zwee hei an der Vergaangenheet derfir gesuergt, datt eeben eis Rieder hei an der Chamber gutt gedréit hunn.

An deem kuerze Joer, wou ech derbäi sinn, hunn ech gemierkt, datt et ouni déi zwee op alle Fall vill méi schwéier gewiescht wär. An ech hoffen, datt déi Kompetenzen dann och an Zukunft bei deenen neie Leit op deem Poste weidergi ginn. A gläichzäiteg natierlech och ...

(Interruptions)

Ma ...! Jo, si sinn nach sechs Méint do, mee si maachen awer kee Rapport méi, Här Berger. Wann Dir hinnen net Merci soe wëllt, ech soen hinne Merci! Villmools Merci.

(Exclamations)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Clement, mir wäerten dat dann zum Moment, wou et ubruecht ass, sécherlech scho maachen!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, wann Der wëllt streiden, kënne mer dat gär maachen, Här Berger.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioune sinn elo ofgeschloss!

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Sou wéi den Artikel 174 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi Dir verdeelt kritt hutt.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

D'Resolutioun 7497 ass domat eestëmmeg ugeholl.

Sou wéi den Artikel 174 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergeleet.

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, der Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2018. Déi honorabel Madamm Diane Adehm ass Auteure vun der Resolutioun a presentéiert se och elo. Madamm Adehm, wannechgelift.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo, merci, Här President. Mir hunn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire och d'Konte vun der Cour des comptes gekuckt. Dat si Konten, déi bestinn aus engem Bilan a Profits et pertes. Déi si vun engem Reviseur kontrolléiert ginn. Do war näischt drun ze beanstanden. An an deem Sënn hu mir dann och eng Resolutioun preparéiert, dass d'Chamber hei soll déi Konten unhuele fir d'Joer 2018.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les états financiers [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour des comptes.[1] *» ;*

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2019,

approuve

les comptes de l'exercice 2018 de la Cour des comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1] Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng Wuertmeldung do. Da kënne mer direkt, sou wéi den Artikel 167 vum Chambersreglement et virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi verdeelt ginn ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, fir à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetskontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Dës Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Sou wéi dee selwechten Artikel 167 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Médiateur

Als nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2018 drun. Déi honorabel Madamm Diane Adehm ass nach eng Kéier Auteure vun dëser Resolutioun a presentéiert och déi. Madamm Adehm, wannechgelift.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo, merci, Här President. Mir hunn dee selwechten Exercice dann och eng Kéier fir d'Konte vum Mediateur gemaach. Dozou ass just ze soen, dass de Mediateur elo kee Bilan huet, mee dass et do just en Tablo ass mat Recetten an Depensen. An och deen Tablo ass vum Reviseur nogekuckt ginn. Och do war keng Beanstandung dobäi. An duerfir géif ech dann och der Chamber virschloen, dass mer d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2018 dann och unhuelen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « le tableau des recettes et des dépenses [...] a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2019,

approuve

les comptes de l'exercice 2018 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Sou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur et virgesäit an den Artikel 167 vun eisem Reglement, stëmme mer iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi verdeelt ginn ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, fir à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetskontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Dës Resolutioun ass dann och eestëmmeg ugeholl.

Sou wéi den Artikel 167 et nach eng Kéier virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Mediateur weidergereecht.

10. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Centre pour l'égalité de traitement

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2018. An nach eng Kéier ass et un der honorabeler Madamm Diane Adehm, fir eis dës Resolutioun ze presentéieren. Madamm Adehm, wannechgelift.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo, merci, Här President. An dann nach eng drëtte Kéier fir haut de Moien. D'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement, dat ass eppes, wat nei ass. Do ass d'Chambersreglement ofgeännert ginn, den Artikel 167. Jo, mir hunn dat och gekuckt. Do waren an deem Sënn e bëssen Diskussiounen, dass de Reviseur net richteg matkritt hat, dass de Centre pour l'égalité de traitement och just en Tableau des recettes et des dépenses huet an dass et do kee Bilan gëtt. Dat ass awer nodréiglech mam Reviseur geklärt ginn, soudass och do mëttlerweil alles kontrolléiert ass. Et ass alles an der Rei.

An an deem Sënn géif ech der Chamber dann och proposéieren, dass mer d'Konte vum Joer 2018 fir de Centre pour l'égalité de traitement géifen unhuelen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que:

« Nous avons mis en œuvre les procédures convenues avec vous et indiquées ci-dessous relatives au Compte rendu (financier) 2018 pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018. [...]

1.1. Vérification de l'enregistrement des recettes dans la rubrique adéquate au niveau du Compte rendu (financier) 2018. Validation des montants significatifs, notamment des dotations de l'État au titre du budget de l'année 2018 en les retraçant par rapport au budget de l'État 2018.

[...]

2.1 Pour les différentes rubriques de dépenses, sur base d'un échantillon vérifier par rapport aux documents comptables, l'exactitude des montants inscrits dans les différentes rubriques de dépenses dans le Compte rendu (financier) 2018.

[...]

3.1 Vérification de la cohérence arithmétique du Compte rendu 2018. » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2019,

approuve

les comptes de l'exercice 2018 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Diane Adehm.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Sou wéi den Artikel 167 vun eisem Reglement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi verdeelt ginn ass.

Ass d'Chamber nach eng Kéier d'accord, fir à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetskontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och dës Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Sou wéi den Artikel 167 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht.

11. 7494 - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification du livre Ier, titre II, du Code civil

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dem Projet de loi 7494, enger Ofännerung vun de Regëstere fir den État civil. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An als Rapporter vum Projet de loi steet den Här Charles Margue scho prett. Här Margue, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, mir maachen eng kleng Modifikatioun vun enger Dispositioun am Gesetz iwwert den État civil. D'Prinzippie vum État civil, vu senger Organisatioun, déi ginn nach op d'Franséisch Revolutioun zréck, wéi munch aner vun eise Gesetzestexter. Mee dës Dispositiounen aus dem Code civil sinn awer schonns méi oft ugepasst ginn, an dat an de Joren 1968, 1975, 1990 an 2005.

Déi Ännerung, déi mer elo am Gesetz virhuelen, ass e klenge Schrëtt vun enger administrativer Vereinfachung - loosst eis bescheide bleiwen! -, déi awer nach wäit ewech ass vum Paperless. Nächst Modifikatioune wäerten an den nächste Jore wuel nach eng Kéier fälleg sinn.

Ëm wat geet et? Zënter 2005 dréckt all Gemeng hir Akte vum État civil op speziellem, timbréiertem Pabeier, een Akt pro Blat. D'Gemenge kafen dës eenzel timbréiert Blieder beim Enregistrement um Enn vun all Joer fir dat kommend Joer. Dës Blieder sinn duerchnummeréiert an all - haalt Iech elo un! - eenzel paraféiert vum President vum Bezierksgeriicht oder sengem Remplaçant.

(Interruptions)

Zënter 2005 ass dat esou, bis haut. Oder bis den 1. Januar d'nächst Joer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass wéinstens seriö ...

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Ech mengen, Dir kënnt Iech den administrativen Opwand virstellen, wat de Stockage an d'Gestioun vun deene Blieder an de Gemengen ugeet. Stellt Iech vir, et geet e Blat mat enger Nummer verluer!

(Hilarité)

Da geet d'Diskussioun herno un.

Abee, dës riichterlech Paraff gëtt elo ofgeschaaft an d'Duerchnummeréierung a priori vun de Blieder fält och ewech. Déi ginn elo an all Gemeng no an no nummeréiert, all Kéier wann en Akt an en État civil opgeholl gëtt, an zum Schluss vum Joer als Regëster gebonnen.

An deem järleche Regëster steet dann an engem PV dran, wivill Akte gemaach goufen, dat heescht, wivill duerchnummeréiert Blieder dra sinn. Dee Regëster gëtt et an zwee Exemplaren. Ee bleift an der Gemeng an een ass fir de Regëster d'état civil vun de jeeweilege Bezierksgeriichter.

Ech soen hei jidderengem Merci, dass mer dëse Projet a ganz kuerzer Zäit duerch d'Chamber brénge konnten. Mir kruten e kuerze Retard duerch dem Minister seng Gesondheetssuergen am Summer. Mee all Instanzen hu Versteesdemech gewisen, soudass dës Gesetzesänerung a Kraaft trëtt wéi geplangt, fir den 1. Januar 2020.

Dem Félix Braz wënschen ech vun hei aus weider eng gutt Besserung.

Et war also sportlech. Den Avant-projet de loi hu mer den 23. Oktober fir d'éischt an der Justizkommissioun besprach. De 6. November huet d'Justizministesch de Projet deposéiert.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 10. Dezember säin Accord gi fir dës Vereinfachung um Niveau vum Code civil. De Staatsrot énnersträicht, dass d'Zouverlässegkeet vum État civil weider garantéiert ass duerch dee Contrôle ex post.

Den 11. Dezember huet d'Justizkommissioun den Avis vum Staatsrot zur Kenntnis geholl a wor averstanen, den Artikel II einfach ze sträichen. De leschte Méindeg, de 16., hu mer de Rapport dunn ugeholl, an de Staatsrot huet, wéi et elo grad kommunikéiert ginn ass, gëschter confirméiert, dass dat an der Rei ass, dass mer den Artikel II géife sträichen.

Ech wëll och nach ervirsträichen, dass den 13. Dezember de Syvicol ausdrécklech de Projet am Numm vun de Gemenge begréisst huet. Ech ginn dovun aus, dass dëse Projet eng grouss Zoustëmmung hei am Haus fënnt.

An deem Sënn ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dee Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech dem Rapporter Charles Margue villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. Et ass wouer, dass et e kuerze Projet de loi ass, dass en e bëssen technescher Natur ass. Mee et ass awer mat Sécherheet e Projet de loi, dee ville Leit wäert an Zukunft d'Liewe vereinfachen. An duerfir kënne mir als CSV nëmmen den Accord zu dësem Projet ginn, well dat ass einfach geliefte Simplification administrative.

A mir begréissen et och, dass hei eigentlech am Virfeld emol eng Kéier d'Gemenge virgewarnt gi si mat deem, wat alles kënnt, an dass och d'Gemenge sech konnten dorop astellen an dass se wëssen, wat dann ab dem 2. Januar, wa se am neie Joer ufänke mat schaffen, Saach ass an dësem Dossier.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat scho gesot ginn ass, an éischtens emol, fir dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci ze soe fir säi Rapport. Et war wierklech e bësse sportlech. Mee et ass derwäert. Ech mengen, mir sinn hei voll an enger Simplification administrative, déi am Interêt vu souwuel dem Tribunal, mee haaptsächlech awer och vun de Gemengen ass. An dofir kann ech och nëmmen den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An dann ass et um honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit merci dem Charles Margue fir deen interessante Rapport. Ech mengen, et gëtt erëm e klengt Stéck vun der Ierfschaft vun der Franséischer Revolutioun hei zerstéiert.

(Hilarité)

Mee ech mengen, et ass awer an engem positive Sënn, well mer dach e weidere Schratt maachen aus dem Postkutschenzäitalter vum Michel Wolter eraus. Ech mengen, et ass héich Zäit, dass mer déi Vereinfachung do maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- E Kutscher!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo. Dat war awer e Liiblingswuert vum Michel Wolter, wat ech hei däerf erwänen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo.

(Interruption par M. Michel Wolter et hilarité générale)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, dass dat do u sech e wichtege Schratt ass. Ech mengen, ech hat och den Androck, dass d'Buergermeeschteren och nach do paraféieren. Ech ka mech erënneren, dass mer ëmmer um Enn vum Joer oder am Ufank vum Joer do ganz vill Blieder ze paraféieren haten. Déi Vereinfachung, mengen ech, ass noutwendeg.

Op där anerer Säit geet et ouni e gewëssene Formalismus an där heiter Matière net méi. Den État civil ass eng ganz kriddelech Matière. Do muss eng gewësse Pedanterie sécherlech sinn, musse Forme respektéiert ginn. An ech denken, dass mat deenen neie Reegelen, déi mer elo gemeinsam festleeën, do awer déi minimal Garantië weider bestoe bleiwe vu Rechtssécherheet a vu Seriö. Dat ass immens wichteg.

An deem Sënn wäerte mer selbstverständlech och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Den Här Gibéryen, wannechgelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Rapporter Charles Margue e grousse Merci an d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun. A fir de Rescht stëmmen ech deem zou, wat all meng Virriedner gesot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Ech hu keng weider Wuertmeldung. Da kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Justizministerin Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, ech schléisse mech all deene Mercien un, well et war effektiv sportlech. D'Gemenge si schonn drop agestallt fir den 1. Januar. An duerch déi Evenementer, déi mer alleguerte kennen, si mer e bëssen a Verzuch geroden. Duerfir wierklech der Kommissioun e ganz grousse Merci, fir hei esou séier an effikass geschafft ze hunn, an och dem Staatsrot, deen dat Spill matgemaach huet. Natierlech dem Rapporter e grousse Merci!

Just nach eng Prezisioun, Här Rapporter, par rapport zu deem, wat Der schonn alles erkläert hutt: Dat hei ass wuel schonn eng Premiss, fir herno d'Digitaliséierung natierlech an d'Weeër ze leeden. Mee do si mer nach net. Mee mir kommen dohin.

Voilà, merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7494. Den Text steet am Document parlementaire 7494[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7494 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7494 ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7494 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 25e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP25 à Madrid qui se termine le 13 décembre 2019

D'Chamber féiert elo eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der COP25, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, ech hat déi grouss Chance, d'lescht Woch zesumme mam Kolleeg François Benoy op der COP25 zu Madrid d'Chamber dierfen ze vertrieden. An et ass ëmmer gesot ginn am Virfeld, et wär eng Iwwergangs-COP. Mir waren deemno ëmsou méi gespaant, wat mer wärend där Zäit zu Madrid géifen erliewen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Den Hashtag bezéiungsweis d'Theema vun der COP war: #TiempoDeActuar - time for action. An ech wëll mengem Kolleeg Marco Schank villmools Merci soe fir dat Vertrauen, fir mer no deene ville Joren, wou hien ëmmer un de Weltklimakonferenzen deelgeholl huet a sech ganz aktiv abruecht huet, déi Plaz an och déi Méiglechkeet unzevertrauen, dës Kéier selwer dohinnerzegoen.

An ech muss zouginn, dat alles war fir mech relativ impressionnant an intensiv. Net nëmmen hate mer d'Geleeënheet, um Parlamentariertreffe mat Deputéierten aus aller Häre Länner zesummenzekommen an aktiv mat hinnen ze diskutéieren. Hei ass mat den allerhéchste Vertrieder vun der Wëssenschaft a vum IPCC iwwert d'Klimawëssenschaft diskutéiert ginn an et ass ëm déi däitlech Feststellung gaangen, dass et elo allerhéchsten Zäit ass an dass mer fir dat Verantwortung mussen iwwerhuelen, wat mer selwer ze verantworten hunn.

An esou evident wéi fir eis wuel deen dote Prinzip ass, sou gouf et zu Madrid awer och eng ganz Rei Länner, déi sech genau där doter Evidenz verspären. An ech wäert herno nach eppes dozou soen.

Mir konnten awer och alleguerten déi aner Dimensiounen, nieft dem Parlamentariertreffen, vun esou enger Konferenz erliewen: éischtens, déi ganz vill Leit aus der Zivillgesellschaft an och déi onzieleg ONGen, déi present waren a vun deenen Der Iech virstelle kënnt, dass ech mat ganz vill Freed an Interesse natierlech op hir Stänn gaange sinn a mech informéiert hunn, wat fir eng Theeme si representéieren a wat fir e Message se eis mat op de Wee ginn.

Zweetens, och déi ganz vill Pavillone vun den eenzele Länner, déi do vertruede waren, a vun de sougenannte „parties" - Conference of the parties: COP -, wéi zum Beispill och d'EU selwer eng „partie", also e Stakeholder oder Deelhueler vun esou enger COP ass, déi hir verschidden Approchen zur Klimapolitik duerstellen.

An erlaabt mer ze soen: Et ass schonn zimmlech surreal, wann de Katar, dat Land mat deem allerfréisten Overshoot Day weltwäit, e Stand huet, wou et d'Maquettë vun de Fussballstadione vun der nächster Weltmeeschter-

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

schaft ausstellt, déi duerch ganz vill Verstéiss géint d'Mënscherechter zu enger méi wéi zweifelhafter Berüümtheet komm sinn.

An deene Pavillone fannen Honnerten an Dausende vun Events, vu Konferenzen, vu Panels statt an och ganz vill bilateral Gespréicher. An dee fir mech spannendste Panel, dat war deen iwwer e systeemeschen Usaz bei der Planung vu Stied, an deem d'Natur erëm zréck an d'Stad geholl gëtt. E systeemeschen Usaz - systeemeschen Usaz! - huet nämlech dee grousse Virdeel: E plangt fir alles Neies vun Ufank un d'Ramebedéngungen esou, dass d'Ziler tatsächlech erreechbar sinn, an zwar an alle Phasen an an allen Domänen openeen ofgestëmmt a matenaner diskutéiert, mat enger grousser Participatioun vun de Leit an duerch Vermeidung vum „bottleneck effect", wéi dat esou genannt gëtt: De Kontakt tëschent Politik a Gesellschaft bleift eeben net an der Strass vun der Fläsch hänken, well dëse Kontakt tëschent Politik a Gesellschaft vu vireran organesch a systeemesch organiséiert ass.

An iwwregens stellt eis dee systeemeschen Usaz schonn eleng vokabularesch eng Fro, déi eis an Zukunft méi a méi muss beschäftegen, wann et ëm d'Klimapolitik geet, nämlech d'Fro vum systeemesche Wiessel, dem „System-Wiessel".

Well eppes huet d'COP mir op alle Fall gewisen: E puer kleng ästheetesch Interventioune ginn net méi duer. De Problem läit vill méi déif. An et brauch een elo Courage vun de Wuerzelen hier.

Nach eppes Drëttes, eng drëtt Dimensioun gëtt et, nämlech déi vum Regierungsniveau, op deem jo zum Schluss d'Ofschlossdokument verhandelt an negociéiert ginn ass, op dat ech och nach gläich wäert zréckkommen. Dank der Offenheet vun eiser Delegatioun hate mer och d'Geleeënheet, hannert déi Kulissen ze kucken. An ech wëll och dofir en häerzleche Merci soen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, dat do kléngt jo elo alles schéi brav. „De Paul bleift de Paul."

(Brouhaha et interruption)

Mee et gëtt nach méi ze soen. D'COP war fir mech en immenst Spannungsgefüge: spannend, ustrengend an - ech ginn et zou - och frustrant. Spannung tëschent engersäits engem onheemlech intensiven a chaotesche Betrib, mat immens ville motivéierte Mënschen, an anersäits engem immens more Resultat vun der COP, dat an der internationaler Press souguer als „Blamage" an als „Katastroph" betitelt gouf, besonnesch vun den Émweltschützer an -aktivisten, Jonk an Al.

Ech si frustréiert, dass zwar am Schlussdokument am Artikel 8 vun engem „significant gap" rieds geet tëschent den Efforten an der tatsächlecher Entwécklung, dem „pathway", mee dass een eigentlech nach méi wäit muss kucken, well et gëtt net eleng d'Efforten an d'Realitéit, mee et gëtt och déi Ziler, déi virun den Efforte stinn. A wann tëschent den Ziler an den Efforten och nach en zousätzleche „significant gap" besteet, da gesäit ee vun den Ziler hannen um Enn guer net méi eriwwer bis bei d'Realitéit, well de Gruef esou immens grouss ginn ass.

Well leider goufen op der COP zwar immens vill schéi Wierder gemaach, mee d'Realitéit ass schrecklech. Et gëtt Rapporten, déi soen, dass mer elo schonn ee Grad Erwäermung hunn an dass mer, wa mer genausou weidermaachen, um Enn vun eisem Jorhonnert bei véier, vläicht souguer fënnef Grad Erwäermung sinn.

Et ass awer och en immenst Spannungsgefüge tëschent deem immense Stress, deen do stattfënnt - an Dir, Madamm Ministesch, Dir wësst et mat Ärem Team an der Ekipp am allerbeschten -, deem ganze Verhandlungsmarathon, dee stattfënnt, enger enormer Opreegung engersäits an anerersäits enger fundamentaler Feststellung, déi eigentlech guer keng Roll gespillt huet op dëser COP:

Well woufir leeft dann eist Klima aus dem Rudder? Woufir ass eise Planéit midd, erschëpft a futti? Well d'Mënschen aus dem Rudder lafen! Well mir déi sinn, déi d'Grenze sprengen, déi de Planéit ausbeuten a keng Limitte respektéieren. Mee d'Theeme vun engem neie Liewens- a Konsumstil, d'Theema „qualitativen an net quantitative Wuesstum", d'Theema „Iwwerdreiwe" spillt op esou enger COP bal keng Roll. A wann, da just marginal an e puer klengen Events.

Et ass a menge Fraen ..., a mengen „Aen" absurd ...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, et ass e freudsche Lapsus! E freudsche Lapsus!

(Interruptions)

M. André Bauler *(DP).*- Freudianesche Lapsus, Fragezeichen?

M. Paul Galles *(CSV).*- Meng Frae soen alleguerten, et wär absurd, ...

(Hilarité générale)

... dass eng COP et net fäerdegbréngt, de Participanten hannen um Enn e Kader ze bidden, an deem de Stress kontrolléiert an encadréiert ass, an deem net nëmmen een deen aneren iwwertrefft mat dorëmmer rennen a verhandelen an negociéieren, mee wou een emol eng Kéier Zäit huet, sech net ze toppen, mee matenaner ze schwätzen, sech Zäit ze huelen an einfach emol een op deen aneren anzegoen. Dat ass kee romantesche Gedanken - souguer wann ech meng Fraen elo mat an d'Spill bruecht hunn -, mee et ass eng politesch Noutwendegkeet hannendrun: dass mer léieren, anescht an nei matenaner ze liewen, ënnertenaner a mat eisem Planéit!

Ech si frustréiert, well ech den Androck hunn, dass iergendwou eppes net stëmmt an dass mer et iergendwéi, iergendwou net kapéieren an net mierken!

Et war awer och en immenst Spannungsgefüge tëschent deene grousse Lëtzebuerger Ambitiounen engersäits an den europäeschen Oneenegkeeten an de weltwäite Blockaden anerersäits. An do hannendru steet eng decisiv politesch Fro, well trotz den immensen Ustrengunge vun der neier europäescher Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen an dem „Green New Deal" si sech déi europäesch Länner parallell zu der COP um Sommet net eens ginn, zum Beispill bei de Froe vun der Energie.

Et gëtt zum Beispill Länner, déi eis soen, dass si hir Klimaziler net erreechen ouni Atomenergie. Ech sinn elo perséinlech wierklech kee Verfechter vun Atomenergie. Mee d'Fro ass jo eigentlech eng aner, nämlech déi: Wat maache mer da mat deenen, déi net nokommen? Wat maache mer mat deenen, déi net prett sinn? Wat maache mer mat deenen, deenen d'Moyene feelen, fir déi Ziler, déi mir fir si matformuléiert hunn, erreechen ze kënnen? Wat maache mer mat deenen, déi an Europa an an der Welt kee Plang B hunn an déi nach net am Boot sinn? Wat maache mer mat dëse Mënschen, wat maache mer mat dëse Länner a wéi kréie mer se da mat an dat Boot?

An deem Kader muss ech soen, dass et mech immens nervt a frustréiert, dass de Solidaritéitsmechanismus mat deene klenge schwaache Länner an de bedroten Inselen, déi ech och op hirem Stand besicht hunn, net richteg gräift. Dat kann net sinn!

An dorauser ergi sech fir mech e puer Froen. Zum Beispill - ech däerf mer se erlaben - déi zur chileenescher Presidence, déi, dat muss een zouginn, opgrond vum Changement vum Lieu eng relativ schwéier Aufgab hat: Meng Fro ass, woufir awer scheinbar strateegesch Feeler gemaach goufen, wéi zum Beispill deen, dass den éischten Entworf vum Ofschlosstext vill ze spéit komm ass an dass net mat de klenge Partner, mee just mat den décken, grousse Partner geschwat ginn ass, wat jo déi kleng Partner och an der Ofschlossdiskussioun proaktiv agefuerdert an och beklot hunn.

An Dir wäert mer erlaben, dass ech eng kleng Parallell awer och zu eiser Lëtzebuerger Situatioun denken: Ech fannen, dass mir als Lëtzebuerger ze spéit ausgestatt gi si mat eisem nationale Klima- an Energieplang, deen a senger net méi minimaler, mee ëmmer nach immens klenger Form eréischt wärend der COP erauskomm ass. Dat ass mir perséinlech ze spéit.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Wéi kënnen um Niveau vun der COP an Zukunft esou strateegesch, taktesch Feeler vermidde ginn? Gi Schutzmechanismen agefouert, Prozedure souzesoen, wat wéini muss prett leien a mat wiem wéini a bis wéini muss geschwat gi sinn?

Well hei hannendru steet se erëm, déi ganz grouss Fro, déi mech an der Klimapolitik besonnesch vill beschäftegt: Wéi kréie mir se alleguerten an d'Boot? A gleeft mer, et ass keng marginal Fro! Et ass, wa mer politesch gutt wëlle schaffen, déi Haaptfro. De Marco Schank huet hei op dësem Pult d'lescht Joer a sengem Kommentar zur COP24 geschwat vum „Klimaschutz vun ënnen no uewen". Anescht geet et net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, natierlech huet d'COP och munches bruecht. Zum Beispill en Gender-Action-Plan. Mee et ass erschreckend, dass den Artikel 6 vum Paräisser Ofkommes iwwert déi weltwäit Emissiounsmäert nach eng Kéier vertaagt gouf. Et ass erschreckend, dass hannen um Enn just gesot ka ginn, dass drun erënnert gëtt, dass mer eis Ambitiounen nach eng Kéier sollen upassen.

Et ass erschreckend, dass iergendwéi hannen um Enn d'COP awer an de Seeler houng an dee weltwäite System vum Openaner-Waarden, Sech-een-hannert-deem-anere-Verstoppen net op „d'Kopp" gehäit ginn ass!

Wéi sot mäi Kolleeg Max Hahn gëschter zu mer? „Ech si vun der enttäuscht, well op der COP trotz ärer Presenz net méi erauskomm ass!"

Eh bien, Max, keng Suerg! Ech gleewen nach drun. An ech sinn dovun iwwerzeegt, dass et eng Klima-Urgence gëtt, an dovun, dass mer och d'Chance hunn, eppes ze änneren an eng gesond Welt an eng gesond Zukunft fir déi nächst Generatioune virzebereeden. An d'nächst Joer gi mer erëm derwidder!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Galles. An nächste Riedner ass de Kolleeg Max Hahn.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- „Time for action", jo, dat war de Motto vun der COP25 zu Madrid. No deenen zéie Verhandlungen, déi jo nach eng Kéier an d'Verlängerung gaange sinn, muss ee sech eeschthaft froen, wat vun där Ambitioun nach iwwreg bliwwen ass.

Jo, wat ass vun der Ambitioun iwwreg bliwwen an deem Joer, wou den Thermometer weltwäit nach eng Kéier klëmmt an nees vill Leit d'Konsequenze vun der Äerderwiermung hautno ze spiere kruten? Net nëmmen iergendwou an der Welt, mee och bei eis. Den Tornado, deen am August iwwert de Süde vun eisem Land gezunn ass, huet eis op eng ganz tragesch Aart a Weis d'Auswierkunge vum Klimawandel nach eng Kéier ganz no bruecht an eis gewisen, dass dat näischt Abstraktes ass, mee leider eng batter Realitéit. Esou Wiederextreemer ginn duerch de Klimawandel respektiv Hëtztwelle begënschtegt, bei eis, jo, an och soss iwwerall op der ganzer Welt.

D'Enttäuschung vun der COP25 ass grouss. D'Organisatiounen, d'Wëssenschaftler, d'ONGen, jo, virun allem déi Honnertdausende vu Jonken, déi weltwäit op d'Strooss ginn, hu sech méi erwaart. An a mengen Aen zu Recht. No der COP21 zu Paräis gouf et nach eng ganz grouss Euphorie. Et huet een deemools eng gewëssen Opbrochstëmmung an der Politik gespuert, fir endlech ze handelen. Un ambitiéisen Ziler feelt et zënterhier jiddefalls net.

Zurzäit sinn awer net d'Ziler de Problem, mee de Wëllen, déi Ambitiounen an d'Realitéit ëmzesetzen. Verschidde Länner stinn hei awer - jo! - ganz ferm op der Brems.

Besonnesch beim Artikel 6 vum Paräisser Klimaaccord, fir e globale System fir den Handel mat CO_2-Emissiounsrechter ze entwéckelen, gouf et nach ëmmer keng Eenegung. D'USA, déi d'nächst Joer wëllen aus dem Paräisser Klimaaccord erausklammen, schéngen do gutt Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ze hunn, zumindest bei Chile a Brasilien.

Et wier och bal kee Fortschrëtt bei de Verhandlunge fir déi finanziell Entschiedegungen ze gesinn. Dat ass besonnesch schued, well dacks déi manner bemëttelt Länner am meeschte vun den Auswierkunge vum Klimawandel betraff sinn.

Här President, Lëtzebuerg kritt d'Weltklima leider net eleng an de Gréff. Dat ass gewosst. Mir sinn op aner Länner ugewisen a brauchen dofir Allianzen. Allianzen an Europa an och doriwwer eraus. Déi Blockadhaltung vu verschiddene Länner, déi vill méi e bedeitenden Impakt géint d'Äerderwiermung kéinten hunn, ass sécher frustrant, mee dat däerf kee Grond sinn nozeginn. Mir mussen also Iwwerzeegungsaarbecht leeschten, fir dass mir dës Länner esou séier wéi méiglech mat op de Wee kréien.

Här President, ech wëll awer och net en ze pessimistesche Bilan zéien. Et goufe jo och e puer Liichtblécker. Wéinstens schéngt zum Beispill Europa mat enger Stëmm geschwat ze hunn. Dat ass jo schonn emol eppes, an net bei allen Dossieren, leider, de Fall. Och d'Lëtzebuerger Regierung war gutt op der COP25 vertrueden. Nieft der Émweltministesch war dës Kéier och nees de Finanzminister Pierre Gramegna mat derbäi. Dat ass en Zeechen. Dozou e puer Wuert.

Wann ech soen, Lëtzebuerg hätt e limitéierten Afloss op d'Rettung vum Weltklima, da gëllt dat net fir eis Finanzplaz. Wéi de Finanzminister Pierre Gramegna richteg sot, ass eis Finanzplaz e Levier am Klimaschutz, dee wäit iwwert d'Gréisst vum Land erausgeet. Et goufen an deene leschte Joren eng ganz Rëtsch Initiativen ergraff, fir méi privat Kapital unzezéien an esou e maximalen Impakt am Kampf géint de Klimawandel ze erreechen. Mir brauchen an deem Beräich en Zesummespill vun ëffentlechen a private Mëttel. Ee konkreet Beispill ass déi erfollegräich Klimafinanzplattform mat der Europäescher Investitiounsbank, déi a Klimaprojeten an Entwécklungslänner investéiert.

D'DP begréisst, dass dës Zesummenaarbecht elo rezent fir fënnef Joer verlängert gouf. D'Plattform krut och nach eng Kéier weider Moyenen. An deem Kontext ass och déi nei Sustainable-Finance-Initiativ ze gesinn. Hei geet et drëms, eng kohärent Strategie an den nohaltege Finanzen ze entwéckelen.

Wat wëll ech domadder soen? De Kampf géint de Klimawandel ass komplex. Kommt, mir kucken, wou mir de Savoir-faire vu Lëtzebuerg am beschte kënnen abréngen, fir dee weltwäiten Defi unzegoen! Am Beräich vun der sougenannter Green Finance gehéiere mir zu de Leaderen. Kommt, mir bauen eise Virsprong aus! Dat bréngt dem Klima eppes an dat bréngt och eiser Wirtschaft eppes.

Här President, virun e puer Jore konnt ee vläicht nach soen, dass och all klenge Schrëtt an déi richteg Richtung zielt. D'Fro ass awer haut, wéi laang mir eis mat dëse klenge Schrëtt zefridde kënne ginn. Den IPCC-Rapport huet do eng däitlech Sprooch geschwat. D'Zäit leeft eis fort. Fir d'DP ass et deemno elo wierklech „time for action".

Dëst gesot, soen ech dem Här Paul Galles Merci. An ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass meng Bemierkung vu gëschter natierlech net ganz eescht ze huele war. Ech mengen, et louch net un Iech an och net un eisem anere Kolleeg François Benoy, déi op der Plaz waren, dass leider déi heite Klimakonferenz net wäert an d'Geschichtsbicher agoen, wéi mer dat zu Paräis haten. Mee - wie weess? - d'nächst Joer gëtt et besser. Mir mussen all zesummeschaffen an da gëtt dat och eppes.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Hahn. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel, dee scho prett steet.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'COP25 zu Madrid ass gescheitert. Vum Optimismus, dee vun der COP21 zu Paräis ausgaangen ass, an och deem Accord, deen do verhandelt ginn ass, ass net méi vill iwwreg. D'USA wäerten den Accord vu Paräis Enn dëses Joers verloossen. An et ass deenen anere Staaten net gelongen, an der Fro vum Klimaschutz méi enk zesummenzestoen an esou d'USA an hirer Positioun ze isoléieren.

Déi eenzeg gutt Noriicht ass, wann een dat iwwerhaapt esou kann nennen, dass et net hannert den Accord vu Paräis zréckgaangen

ass. Zum Deel läit dat dorun, dass ee sech net konnt eens ginn, wéi eng gerecht Verdeelung vun de Laaschten tëschent deene räichen an deenen aarme Länner ausgesi misst. Zum Deel setzt sech awer och just den nationalen Egoismus duerch.

D'Europäesch Unioun huet hir Roll als Virreider erfëllt, konnt déi aner awer net iwwerzeege fir nozeéien. Mee d'LSAP ënnerstëtzt natierlech dem EU-Kommissär fir d'Klima, dem Frans Timmermans säi Green Deal, e Green Deal mat engem roude Kär. Domat soll sech d'EU d'Zil setzen, fir bis 2050 klimaneutral ze sinn.

A klimaneutral, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bedeit net, dass mer ab 2050 mussen d'Loft anhalen. Et bedeit, dass mir net méi CO_2 ausstoussen, wéi am ekologesche Kreeslaf vum Buedem, vu Bëscher a vu Planzen a vun de Mierer kann opgeholl ginn. An haaptsächlech bedeit dat, dass mir eis Ekonomien an Zukunft mussen onofhängeg maache vu fossillen Energieträger a Prozesser, déi klimaschiedlech Zäregase fräisetzen.

Dat ass e ganz ambitiéist Zil, mee et ass net onrealistesch. Et besteet bei esou Zilsetzunge jo ëmmer de Risiko, dass een d'Lat esou héich leet, dass vu virera kloer ass, dass een d'Ziler iwwerhaapt net erreeche kann. An domadder gëtt ee sech schonn au départ och d'Excuse: „Bon, wa se net ze erreeche sinn, da brauch een och näischt ze maachen." Dat ass awer net richteg.

D'EU huet eng staark Wirtschaft. Si verfüügt iwwert déi néideg Moyenen an iwwert den néidegen Knowhow, fir esou eng Transitioun ze packen, besser wéi vläicht aner Regiounen an der Welt. An et ass e seriöen Challenge, fir dës Transitioun esou ze encadréieren, dass d'Betriber an der EU um Enn duerch d'Innovatioun méi kompetitiv sinn an déi negativ sozial Impakter, déi doduerjer entstoe kënnen, ofgefiedert ginn, dass net nëmmen Aarbechtsplaze verschwannen, mee dass och neier entstinn.

Wann an allen EU-Länner dee politesche Wëllen do ass, fir dat ze maachen, da kënne mer dat och wierklech packen.

Wann et der EU geléngt, bis 2030 echt Fortschrëtter am Klimaschutz ze maachen an ze beweisen, dass eng verännert Ekonomie weiderhin de Wuelstand vun der Bevëlkerung ka garantéieren, da sinn d'Chancë grouss, dass aner Regioune wäerten nozéien, och wa se haut nach méi retizent sinn.

Et ass wuel richteg, dass all Joer, wat mer bis dohinner verléieren, echt Konsequenzen huet, mee ze resignéieren an näischt ze maachen, dat ass sécherlech keng Alternativ.

An d'EU selwer huet vill Instrumenter an der Hand, déi dozou kënne bäidroen, d'Ziler ze erreechen. Et ass um EU-Niveau, wou d'Produktnorme festgesat ginn. Et muss endlech Schluss si mat der Obsolescence programmée, wou d'Leit quasi gezwonge ginn, sech reegelméisseg en neit Gerät ze kafen, wann dat aalt futtigeet, an, wéi dat esou oft de Fall ass, kuerz nodeem d'Garantie ofgelaf ass.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir mussen eis géint déi Strategie vun de Produzenten hei wieren. Nei Standarde mussen derfir suergen, dass d'Geräter erëm méi liicht ze reparéiere sinn, amplaz dass alles ewechgehäit muss ginn.

Mir brauchen nei Contrainten an der Verpackungsindustrie, fir dass net all Wuere sechsmol agepaakt ginn. An ech denken hei grad un dee Blödsinn, deen et gëtt, dass d'Banannen an d'Orangë geschielt ginn an dann an eng Plastikfolie gemaach ginn. Dat reegt mech ëmmer schrecklech op. Mee et gëtt dausend där Beispiller, wou d'Industrie beim Verpake vu Wueren hemmungslos iwwert d'Zil erausschéisst.

D'EU-Virschrëfte sollen an Zukunft net nëmmen d'Produktsécherheet betreffen, mee och de Ressourcëverbrauch an d'Recyclingfäegkeet. D'EU-Memberstaate mussen natierlech fir dës Ziler astoen an déi néideg Finanzéierung zur Verfügung stellen, soss wäerte mer hei net virukommen.

D'Staate selwer musse méi Spillraum kréie fir ze investéieren. D'Staats- a Regierungscheffe vun der EU an d'EU-Kommissioun musse sech bewosst ginn, dass esou eng enorm Transitioun, fir déi mer eng Mënschegeneratioun Zäit hunn, richteg vill Geld wäert kaschten, mee laangfristeg ëmmer nach manner deier gëtt, wéi wa mer d'Hänn an de Schouss leeën.

Ech kommen zum Schluss. D'LSAP begréisst duerfir, dass deen neien EU-Wirtschaftskommissär Paolo Gentiloni ugekënnegt huet, am nächste Joer Reformvirschléi op den Dësch ze leeën, fir d'Länner ze encouragéieren, fir d'Investitiounen eropzesetzen. Ausserdeem setze mer grouss Hoffnungen an den EU-China-Sommet, deen 2020 zu Leipzig soll sinn a wou mer musse probéieren, alles drunzesetzen, dee Global Player China mat an d'Boot ze kréien, fir och méi Nohaltegkeet a méi Klimaneutralitéit ze kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Engel. An nächste Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Joer geet op en Enn a wann ech zréckkucken op 2019, dann halen ech zréck, dass op der ganzer Welt d'Leit, virun allem déi Jonk, op der Strooss ware fir de Klimaschutz. Op der ganzer Welt hu Stied, Regiounen, Länner d'Urgence climatique ausgeruff. D'Ziler goufen eropgeschrauft an iwwerall gesäit een Initiative fir d'Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit. An alles dat mam Zil, fir d'Äerderwäermung op 1,5 Grad ze beschränken an domadder schlëmm Katastrophen ze verhënneren.

Gläichzäiteg awer scheitert déi international Klimakonferenz. D'Weltgemeinschaft kritt et net fäerdeg, fir op deene wichtege Punkten en Accord ze fannen, fir den Erwaardunge vun de Leit gerecht ze ginn.

A wann ee selwer op der COP war, an ech hat d'Chance, d'lescht Woch déi éischte Kéier derbäi ze sinn an d'Chamber ze vertrieden, da gesäit ee vu moies bis owes Jonker, Engagéierter, d'Zivillgesellschaft, Parlamentarier, Vertrieder vu Länner, déi sech mat Leif a Séil honnertprozenteg engagéiere fir de Klimaschutz. An da kann een eigentlech net verstoen, wéi esou eppes méiglech ass!

Wourunner läit et also, dass d'Weltgemeinschaft et net hikritt, fir op esou wichtege Punkte wéi dem weltwäite System vum Emissiounshandel en Accord ze fannen? An d'Äntwert dorop ass eigentlech kloer: well d'Populisten a fossill Länner blockéieren. A fir en Accord ze fannen op der COP brauch een nun emol alleguerten d'Parteien, also 197 Länner.

D'USA wëlle bekanntlech aus dem Paräisser Accord erausklammen. Brasilie seet et net gradesou däitlech, mee si torpedéieren den Accord. Australie blockéiert. Mee och an Europa gëtt et Länner, déi Bremser sinn: Polen zum Beispill, déi un der Kuelenenergie hänken.

A jo, dat ass enttäuschend. Mee et ass trotzdeem zu enger gemeinsamer politescher Deklaratioun komm, fir d'Ambitiounen eropzeschrauwen, fir dass d'Diskrepanz tëscht deem, wat d'Wëssenschaft seet, an deem, wat d'Länner um Terrain maachen, och manner grouss gëtt. Déi Deklaratioun seet och, dass mer an enger Klimakris sinn, dass et eng Urgence gëtt an dass d'Klimapolitik am Aklang mat anere groussen Erausfuerderunge muss sinn, zum Beispill dem Schutz vun der Biodiversitéit, awer och der sozialer Gerechtegkeet.

A wichteg och ze soen: De Paräisser Accord, dee gouf hei net weider verwässert. An och en anere wichtege Punkt ass, dass den Emissiounshandel zwar net konnt ofgeschloss ginn, mee dass e puer aner positiv Entscheedunge geholl gi sinn.

A gradesou soll een och net vergiessen, dass mer zu Paräis an zu Katowice positiv Konferenzen haten. Zu Paräis gouf eebe grad dat Zil festgehalen, dass mer net méi wéi 1,5 Grad Äerderwäermung wëllen hunn. Zu Katowice gouf d'Reegelwierk fir d'Ëmsetzung dozou decidéiert, ausser eeben deem Artikel 6, deen och zu Madrid net konnt fäerdeg gemaach ginn.

An dofir ass et elo a mengen Ae wichteg, dass mer no vir kucken, dass mer eis Hausaufgabe maachen, hei zu Lëtzebuerg, awer och an Europa. A Lëtzebuerg weist jo eeben och grad dat. Mir ginn eis ambitiéis Ziler. Mir ginn eis e Klimagesetz. Mir ginn eis eng CO_2-Bepräisung. Mir paken déi helleg Kou u vun dem Tanktourismus. Mir ginn dergéint, dass weider méi klimaschiedleche Bensinn an Diesel solle verbraucht ginn zu Lëtzebuerg, a mir kucken, fir déi Transitioun hinzekréien. A gradesou wëllt och an Europa alles an d'Richtung gesat ginn, fir dass mer d'Ambitiounen eropschrauwen.

An 2020, also d'nächst Joer, op der nächster COP, do ass also wierklech de Moment, wou muss geliwwert ginn. An dat ass och déi wichtegst Klimakonferenz zanter dem Paräisser Accord 2015, well dann eeben den Accord a Kraaft trëtt.

Duerfir nach eng Kéier: D'Hausaufgabe maachen iwwerall, heiheem an an Europa, fir den néidegen Drock auszeüben, weider Allianze bilden, fir dass déi ambitiéis Länner - an där gëtt et - beschtméiglech opgestallt sinn, fir dass deen nächsten Accord e gudde gëtt!

A Lëtzebuerg gehéiert zu dësen ambitiéise Länner. An d'Emweltministesch ass eng erfuere Klimakämpferin op internationalem Niveau. Dovunner konnt ech mer d'lescht Woch nach eng Kéier e Bild maachen, ...

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... wéi se do wierklech vu moies bis owes gekämpft huet. An esou musse mer weidermaachen. An ech mengen, och d'Presenz vum Finanzminister op der COP ass en Zeechen an déi dote Richtung.

No enger net perfekter COP, wou et awer och kee Réckschrëtt gouf, heescht et also elo, net de Kapp an de Sand stiechen, trotz Populisten zum Multilateralismus stoen an e weider verbesseren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Wëssenschaft ass kloer, d'Leit si prett an hunn héich Erwaardungen. No der COP ass virun der COP. Et heescht elo weiderschaffen, heiheem, mat de Partner an Europa an doriwwer eraus - Time for action!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Benoy. An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. An dee faasst sech kuerz, well mer jo d'Zäit elo nach mat de Piraten deelen, soulaang mer en technesche Grupp hunn.

Ech wéilt dermat ufänken, ...

(Interruption)

... dem Här Galles Merci ze soen, datt en eis Geleeënheet gëtt, hei e puer Wuert derzou ze soen. Et ass effektiv e ganz wichtegen Theema. Mir wäerten e jo och de Mëtten nach eng Kéier diskutéieren.

Mee loosst mech kloer soen, datt Ideologie an Diplomatie zwou verschidde Saache sinn! D'Diplomatie besteet doranner, datt een op deen anere lauschtert an datt ee probéiert, gemeinsam Léisungen ze fannen. Dat ass heiansdo schwéier. Si besteet net doranner, deen, deen eng aner Meenung huet, als „Populist" oder als „Kuelelobby" ze bezeechnen. Wann ee mat esou enger Premiss fortgeet, da kënnt een net zu engem Kompromëss.

D'Europäesch Unioun huet dee Green New Deal, deen op engem Kompromëss och am Europaparlament berout an esou weider. Mee Europa ass net déi ganz Welt! An Europa sinn och nëmmen 10 % vun den Emissiounen. A wann ee wëllt Länner wéi China, d'USA, Indien, Brasilie mat iwwerzeegen, fir op dee Wee ze goen, da brauch een Argumenter. Et brauch ee se net ze accuséieren. Et muss ee verstoen, et muss een dialogéieren.

Dat ass eppes ganz Wichteges an do muss een einfach froen: Ass d'Form vun der COP déi richteg? Ass de Fong vun der COP dee richtegen oder wou leien d'Problemer?

Kee vun eis heibannen huet erkläert kritt oder weess genee, wéi d'Argumentatioun vun den Amerikaner a vun anere war am Dossier Liability, den Haftungskäschten. A wa si do dergéint argumentéieren, si si verantwortlech virun hire Parlamenter an hire Leit. An et ass wichteg, datt mer eis mam Fong vun der Argumentatioun auserneesetzen, fir ze probéieren erauszefannen, a wéi eng Richtung ee ka Kompromëss fannen, fir virunzegoen.

Mir kënnen net higoen a soen: „Mir Europäer", wann an Europa selwer, wéi verschiddener vun de Virriedner et jo och gesot hunn, grouss Meenungsënnerscheeder bestinn iwwert d'Zukunft an deem dote Beräich. Ech wëll nëmmen d'Nuklearenergie zitéieren als Beispill, oder déi Leit oder déi Länner, déi eng grouss Kuelenindustrie nach hunn an déi jo och domadder verbonne grouss sozial Problemer hunn.

Mir mussen déi Ursaachen an déi Argumenter vun deenen aneren eescht huelen!

D'Klimakonferenze sinn e bëssen zu enger Show ginn. Dat notzt der Saach net. Den Här Galles huet dat a liewege Faarwe beschriwwen. De Käschtepunkt, sou steet an der Press - ob et stëmmt, weess ech net -, läit bei 100 Milliounen. 27.000 Leit wären do gewiescht, op enger Konferenz. Een Teenager wor och derbäi. Mir mussen einfach oppassen, datt mer net d'Konferenz an en Erwaardungsdrock setzen duerch esou Showeffekter, datt déi rational Erbäiféierung vun enger pragmatescher Léisung an en Dialog, deen net ënner Drock entsteet, net verhënnert ginn doduerch.

Dofir ass eise Plädoyer dee vun enger seriöer Diplomatie, vun engem Pragmatismus, vun enger Toleranz, an net dee vum erhuewene Fanger, fir anere Leit Lektiounen ze maachen. Et ka jidderee bei sech doheem seng Hausaufgabe maachen. Mee wann een um internationalen Niveau wëllt Progrèse maachen, da geet et nëmmen am géigesäitege Versteesdemech.

Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Bravo, très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Kartheiser. An nächste Riedner ass den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. "Same procedure as every year", kéint ee scho bal soen, wann ee sech d'Resultater vun deene leschte véier COPen ukuckt.

D'COPe sollten eigentlech zanter 2016 d'Akraafttriede vum Paräisser Accord preparéieren, a virukomm sinn d'Staate quasi net, well de Paräisser Accord ass just e Kader, eng Rumm, an d'Ëmsetzung bleift nach duerch e Reegelwierk ze erfëllen. A wärend deene leschte véier Joer haten d'Staaten, hat d'Staategemeinschaft Zäit, sech do ze eenegen. Wéi gesot, erauskomm ass näischt.

Et bleift elo just nach d'COP26 zu Glasgow, fir dat ze reegelen. An och dofir stinn d'Zeechen am Moment net gutt. Dat weist sech eleng schonn doduerjer, datt et zum Deel als Erfolleg bewäert gouf, datt de Paräisser Accord net ënnergruewe gouf zu Madrid. Also mir si wierklech op engem ganz minimalisteschen Niveau entre-temps ukomm.

An ech mengen, datt dat, wat zu Madrid erauskomm ass, an och d'Virgeschicht vun där COP zu Madrid eis eppes doriwwer léieren, wéi déi international Klimapolitik oder wéi d'Klimapolitik an deem internationalen Ëmfeld am Moment stattfënnt. Well urspréinglech sollt déi COP jo a Brasilie stattfannen, wouropshin dann duerch notamment dem Bolsonaro seng Politik dat geännert ginn ass. Duerno eréischt sollt se dunn a Chile stattfannen, wou opgrond vun de sozialen Ausenanersetzungen, déi hiren Ursprong doranner haten, datt d'Busticketen an d'Luucht gesat gi sinn, et dunn net méi méiglech war, dat a Chile ze maachen, woufir du finalement Madrid zréckbehale ginn ass.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

A mir wëssen och, datt Spuenien, wat seng Regierung ugeet, net onbedéngt am allerstabillsten ass. Am Moment si se nach amgaang, eng Regierung ze fannen. An och Spuenien ass viru grouss gesellschaftlech Erausfuerderunge gestallt.

Ech mengen, déi eng Léier, déi een zéie kann aus deem Developpement, ass, datt d'Klimapolitik immens schwéier, wann net onméiglech ass virum Hannergrond vu soziale Konflikter a vu soziale Réckschrëtter, déi et a Länner wärend Jorzéngten deelweis gi sinn. Ee Beispill dovunner ass och Frankräich mat de Protester vun de Gilet-jaunen. Dat heescht, wann ee Klimapolitik a Sozialpolitik net zesummendenkt, dann ass, fäerte mir, Klimapolitik, eng seriö Klimapolitik zum Scheitere verurteelt.

Well et sinn och net d'Mënschen, déi „aus dem Rudder gelaf sinn", wéi den Här Galles virdru gesot huet, mee et ass dee Wirtschaftssystem, deen aus dem Rudder gelaf ass, an deem d'Mënsche schaffen a sech beweege mussen. Dat heescht, et ass net nëmmen eng reng individuell Schold an eng individuell Responsabiliséierung, mee et ass de kollektive Kader, wéi mer eis Gesellschaft organiséieren, déi do eng Verantwortung dréit.

Déi lescht véier Joer sinn also Joren, déi verschlof gi sinn, fir d'Emissiounen ze drécken. Entre-temps brauche mer eng Reduktioun vu 7,6 % pro Joer, fir ënnert dem Zil vun 1,5 % ze bleiwen. Et ass virdrun och scho gesot ginn, am Moment si mer éischter op enger Trajectoire vun 3 bis 4 Grad, pardon, 1,5 Grad - 3,4 am Moment - bis 2100 (veuillez lire: op enger Trajectoire vun 3,4 Grad bis 2100). An dat ass eng dramatesch Entwécklung, well d'Konsequenzen dovunner, mengen ech, fir kee Mënsch méi ofseebar sinn, op jidde Fall an enger Welt, déi nach liewenswäert ass.

Als Lénk hu mer 2015 schonn de Paräisser Accord virun allem doséinst kritiséiert, well en op Fräiwëllegkeet berout. A mir wëssen och elo duerch déi lescht véier Joer, datt genau déi Fräiwëllegkeet dat Element ass, wat et verhënnert, datt ee wierklech verbindlech Fortschrëtter ka maachen. Kee grousse Staat huet déi fräiwëlleg Contributioun zu enger weiderer Reduzéierung no uewe korrigéiert an deene leschte Joren. Et ass keng Eenegung gi fir de Finanzement vu méi aarme Länner.

An och am Emissiounshandel ass et keng Eenegung ginn. Woubäi et vu verschiddenen Ëmweltaktiviste schonn als Fortschrëtt ugesi gëtt, datt et keng Eenegung, wat den Emissiounshandel betrëfft, ginn ass, well den Emissiounshandel an deene leschte Jore virun allem en Instrument war, wat net zum Zil gefouert huet, an d'Angscht grouss war, datt erëm en hallwen Accord géif zesummekomme mat esou ville Schlupflächer, déi kontraproduktiv wieren.

An den Här Engel huet virdrun och den europäesche Green Deal ugeschwat vum Här Timmermans „mat engem rouden Häerz" oder, wéi mer da vum Här Gramegna elo wëssen, mat vläicht „roude Strëmp", beim Här Timmermans. Do muss ee sech awer och froen, wéi dat soll goen, well um EU-Budget gëtt am Moment gegarrelt. D'Staate si ganz zréckhalend, wat d'Contributiounen dozou ugeet, an all Initiativen op europäeschem Niveau, no jorelaangem Sozialofbau, falen hinnen deelweis op de Kapp.

Här President, ech kommen dann zum Schluss. Et kéint een effektiv ganz vill soen, mee eng Heure d'actualité ass beschränkt. Et muss een zréckbehalen, datt dat, wat erauskomm ass, ganz enttäuschend ass an datt och dee Lëtzebuerger Deel a Lëtzebuerg doranner eng Verantwortung hunn, wouriwwer mer, ënner anerem, haut de Mëtte méi intensiv nach kënne schwätzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, fir mech, dee sech vill erwaart vum Ëmweltschutz, war d'Klimakonferenz en Echec. Mee fir wie war se eigentlech en Echec? Ma fir d'Kuelelobby an d'Klimaleugner sécher net!

Wéi esou oft goung et och bei dëser Konferenz net ëm déi Mënschen, déi ënnert de Follge vum Klimawandel am meeschte leiden. Weiderhi bleiwen déi Mënschen, déi am meeschte vun der weltwäiter Klimakris betraff sinn, déi souwisou schonn an der Aarmut liewen, déi, déi net respektéiert gi sinn!

Wéi esou oft goung et och bei dëser Konferenz net ëm déi kleng mëttelstännesch Betriber, déi der Muecht vun de grousse Multinationallen net vill entgéintzesetzen hunn. D'Kuelelobby, déi Lobby, déi fir e Groussdeel vun den Emissioune selwer verantwortlech ass, huet derfir gesuergt, dass weiderhin déi sech beräichere kënnen, déi dat schonn ëmmer gemaach hunn. „Kontinuitéit" nennt een dat wuel an hirem Jargon.

Wéi esou oft huet Europa et net fäerdegbruecht, der Weltgemeinschaft ambitiéis Ziler ze setze fir e konsequente Klimaschutz. Ze luewe si bestëmmt och eis Ministeren, déi mam gudde Beispill virgaange sinn, well si mam Zuch op d'Weltklimakonferenz gefuer sinn. D'Kredibilitéit ass den éischte Schrëtt zur Besserung. Mee seriö: Leider feelt d'Determinatioun, de wierkleche Wëlle vun der ganzer Regierung, fir de Klimaproblem konkreet unzegoen.

D'Piraten, mee och alleguerten d'Klimaaktiviste gi vun der ganzer Regierung, mee och um internationalen Niveau eleng gelooss.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och heibannen am héijen Haus gëtt et Leit, déi d'Greta Thunberg als Feindbild deklaréiert hunn. Mee mir Piraten soen Iech eppes: Et geet hei ganz konkreet ëm d'Zukunft vun deene Jonken a vun eisem Planéit, net ëm eng eenzel Persoun!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Regierung. D'Madamm Carole Dieschbourg, Ëmweltministerin, ass um Wee ... Mat e puer Hindernisser.

(Hilarité)

Et kéint ee mengen, et wär een zu Paräis.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do war et nach besser!

(Hilarité)

Prises de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Dir Dammen an Hären Deputéierten, Här President, fir d'éischt emol e Merci dem Här Galles, dass mer eis haut nach eng Kéier de Bilan ukucke vun dëser Klimakonferenz zu Madrid.

Ech stëmme mat all deenen iwwereneen, déi de Constat maachen, dass d'Diskrepanz, den Ënnerscheed tëschent deem, wat Dausende Jonker op der Strooss fuerderen, tëschent deem, wat eis Entreprisen an de Bankesecteur fuerderen, tëschent deem, wat eis Gesellschaft bereet ass ze maachen, an deem, wat do erauskomm ass op där Klimakonferenz zu Madrid, net méi grouss kéint sinn.

An ech soen och éierlech, dass ech enttäuscht sinn. Anerer si rosen. An ech mengen, dass no enger Woch vun Ustrengung ... A Lëtzebuerg war immens gutt op dëser Klimakonferenz vertrueden: deen éischten Dag duerch de Grand-Duc, deen eng immens ambitiéis Ausserung a Ried gehalen huet fir Klimaschutz a Solidaritéit op der Welt, an dann an der zweeter Woch duerch eis Deputéiert an duerch d'Regierung, wou ech immens frou sinn, dass de Pierre Gramegna quasi als eenzege Finanzminister, ausser de Spuenier, vun der EU present war a gekämpft huet fir méi Klimaschutz an d'Wichtegkeet vun der Finanzplaz, dass se matmécht.

An ech mengen, wa mer dorobber kucken, dass mer sollten eis Enttäuschung an Ambitioun, eis Enttäuschung an Aktioun ëmsetzen an eis net solle bremse loosse vun de Populisten an der Kuelelobby. Well et ass genau esou wéi et ass! Zu Paräis, zum Beispill, waren d'USA eise staarken Alliéierte fir e gutt Paräisser Ofkommes, fir Ambitiounen. Wann Der Iech d'Riede vum Obama deemools ugekuckt hutt, da gesitt Der, dass do Leit do waren. An et waren, an dat kënnen déi Deputéiert, déi do waren, awer och de Pierre Gramegna bestätegen, d'Leit vun Amerika, déi eng grouss Presenz gewisen hunn, onofhängeg vun enger populistescher Regierung!

Ech mengen, dass dat Haus hei - an dat soen all déi Riedner, déi virdru waren - erkannt huet, dass et wichteg ass op där enger Säit, eng éierlech Analys ze maachen, wat geschitt ass, an awer op där anerer Säit sech net ofhalen ze loossen, un de Multilateralismus an u Konferenzen ze gleewen, déi duerchaus, wann Der kuckt, dass de Paräisser Accord gemaach ginn ass, dass mer haut Nohaltegkeetsziler hunn, dass dat Reegelbuch bal fäerdeg ass - et ass nëmmen ee vu sechs Theemeberäicher, deen net fäerdeg ass! -, déi duerchaus Resultater bréngen. A wa mer haut kucken, wivill Leit motivéiert sinn, da si mer haut enzwousch aneschters wéi nach virun zéng Joer.

Wichteg ass et awer, dass mer déi nächst zéng Joer, an dat seet d'Wëssenschaft, dass mer déi nächst zéng Joer notzen, fir gemeinsam - an do wëll ech soen: als Alliéierter - an dësem Haus Klimaschutz ze maachen!

Jo, et si Saache schlecht gelaf. Den Här Galles huet et gesot: D'chileenesch Presidence huet missen am Ausland eng COP maache mat wéinege Leit. Ze spéit eréischt sinn ambitiéis Texter - déi awer vun 190 Memberen ongeféier gefuerdert gi sinn, well et sinn der nëmmen eng Handvoll, déi net ambitiéis waren an deene ganzen Diskussiounen! - op den Dësch geluecht ginn.

Jo, d'chileenesch Presidence huet leider - an dat hu mir als Europa direkt kritiséiert a revidéiert a mir haten direkte Kontakt mat den Inselstaaten, mat deene Vulnerabelsten - zum Schluss taktesch Feeler gemaach. Mee dat ka passéieren! Wann een net däerf e Feeler maachen, da kënne mer net weider verhandelen!

Dofir gëllt et elo, op där nächster COP d'Léieren doraus ze zéien. D'Léieren doraus ze zéien a jidderee vun Ufank un an op all Niveau mat-anzebannen. An dat gëllt souwuel fir d'Regierunge wéi fir d'Leit, well d'Leit, déi sinn aktiv, an d'Leit, déi wëllen dat do.

Jo, kommt, mir sinn éierlech: Mir hunn déi Reegelen net fäerdeg kritt! Jo, kommt, mir sinn éierlech: Do si mer nach wäit auserneen!

Awer ech muss Iech soen: Ech hätt awer och keng Reegelen akzeptéiert, mat deene mer keng Ëmweltstandarde garantéiert hätten. Ech wëll keng Emissiounsmäert, wou mer eis do iwwert d'Mënscherechter ewechsetzen. An ech wëll och keng Emissiounsmäert fir déi nächst Joren, jo, Jorzéngten, wou mer géifen a Kaf huelen, dass mer Duebelzielungen hunn.

An duerfir war et wichteg, dass Europa gesot huet: Nee! Wann de Kompromiss kee gudden ass, a mir ware flexibel fir Kompromisser, mee wann awer net eis Haaptprinzippie vun Ëmweltstandarden, Mënscherechter, keng Duebelzielungen dra sinn, da kënne mer dat net akzeptéieren!

An dofir huet Europa mat enger Stëmm an ambitiéis geschwat. An ech mengen, och dat ass wichteg. Et kann een net einfach nëmmen eppes akzeptéieren, fir en Deal ze kréien an ze soen: „Mir maache weider." Nee! Mir mussen dorauser léieren, fir am Virfeld d'Leit opzefänken, ze weisen, dass mer kredibel sinn. An dat hu mer gemaach.

Duerch den Asaz vun där ambitiéiser Allianz, déi mer hunn op der COP - Europa zesumme mat den Inselstaaten, zesumme mat zum Beispill Costa Rica, déi eis Partner do och waren an där ganzer Aktioun, ënnert der Leedung vun de Marshall Islands -, hu mer et gepackt, op där enger Säit d'Ambitioune mat an en Ofschlosstext, e politeschen Text, eranzekréien. Mir hunn et gepackt, dass dës Kéier déi wëssenschaftlech Erkenntnisser unerkannt ginn. Dat war d'lescht Joer net de Fall! Déi goufen d'lescht Joer erëm erausgeholl!

A mir hunn och elo en Gender-Action-Plan - fir vill Leit, déi hei sinn, ass et vläicht eng Selbstverständlechkeet, dass mer an enger gläichberechtegter Welt liewen, fir aner Leit op dëser Welt ass et dat nach net, an dofir ass dat immens wichteg.

An ech mengen, dass mer als Europa - an ech konnt dat an där Woch beobachten - frou waren, dass eis Staats- a Regierungscheffen u sech d'Klimaneutralitéit bis 2050 ugeholl hunn, dass mer vun engem „Green Deal" konnte schwätzen. A fir dee krute mir felicitéiert. An do ass Europa als ambitiéis ugesi ginn!

Och Lëtzebuerg krut felicitéiert op där enger Säit, well mer amgaange sinn, e Klimagesetz ze maachen, wat grad d'Klimagerechtegkeet mat als Prinzip ugesäit, an och, dass mer keng Ëmweltzerstéierung wëllen dulden am Numm vum Klimaschutz.

Mir krute gesot ... Jo, mir anticipéieren, Här Galles. Mir anticipéieren dat, wat d'nächst Joer eréischt muss kommen. D'nächst Joer mussen d'Länner déi méi héich Ziler virleeën. Lëtzebuerg huet dëst Joer gesot, fréi am Joer: „Mir gi vu 40 % Reduktioun op 55 % Reduktioun." An och Europa huet ugefaangen ze anticipéieren, fir dass mer d'nächst Joer prett sinn, an ze weisen, dass mer prett sinn. An dat ass, mengen ech, d'Stäerkt vun Europa, wat ka beweisen, dass mer Emissioune kënne reduzéieren an eis Wirtschaft a virun allem de Bien-être fir d'Leit, eis Liewensqualitéit kënne weider developpéieren.

Dofir: e kloert Bekenntnis! An ech mengen, Lëtzebuerg huet mat sengem Pavillon, zesumme mat den Hollänner a mat der Belsch a mat der Europäescher Investitiounsbank - an do wäert de Pierre Gramegna fir Iech vläicht och nach op de Volet Klimafinanzéierung agoen -, kënne beweisen, dass mir net nëmme soen: „Mir verduebelen eis international Klimahëllef", mee nee, mir konnte beweisen, dass mer längst um Schaffe sinn!

Mir hu Panele gehalen, wou mer gewisen hunn: Haut ass Lëtzebuerg, zesumme mat Frankräich, Däitschland, Holland an dem U.K. amgaangen, a 55 Länner dagdeeglech Wiederprevisioune matzegestalten, fir Preventioun ze maachen a Küsteregiounen, wou e Risiko ass vu Klimaevenementer. Mir konnte beweisen, mat engem konkreete Rapport iwwert den Zesummenhang Klimakris a Mënscherechter, wéi enk verlinkt déi Theeme sinn.

A mir konnten och beweisen, mat konkreete Projete wéi dem Schutz vu Bëscher, wou mer op där anerer Säit Ofholzung limitéieren an eng Kreeslafwirtschaft a Latäinamerika kënne mat opbauen, dass dat Gelder sinn, déi Lëtzebuerg haut investéiert. An do hu mer d'Volontéit gesot ze verduebelen. An ech mengen, dass et grad fir déi Vulnerabelst extreem wichteg war, op dëser Konferenz ze weisen: Mir maachen eis Hausaufgaben doheem. Mir halen eis un d'Ofmaachunge vum Paräisser Accord, awer och vu Kopenhage scho virdrun, dass mer eis Klimafinanzéierung eescht huelen. Mir hunn déi verduebelt. A mir loossen eis net de Klimaschutz, wou d'ganz Gesellschaft bereet ass matzegoen, kapott maachen duerch e puer Populisten.

Fir mech ass d'Konklusioun ganz kloer: Mir léieren aus de Feeler. Mir wäerte verstäerkt méi Allianze bilden. A kommt, Dir Dammen an Hären Deputéiert, kommt mir si méi klug, mir loossen eis heiheem net auserneendividéieren, wann et sech ëm dee gréissten Defi handelt a wann et sech drëm handelt, deene jonke Leit Hoffnung ze ginn, dass dës Regierung an d'Chamber zesumme Klimaschutz maachen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Madamm Minister, erlaabt Dir eng Fro vum Här Galles?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An den Här Fernand Kartheiser ass jo ageschriwwen, hie kann da selbstverständlech herno Stellung huelen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Däerf ech eng Aschränkung maachen? Also natierlech erlaben ech eng Fro. Ech wollt just och, dass de Pierre Gramegna, dee jo mat war, och nach zwee Wuert kéint soen zur Klimafinanzéierung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, selbstverständlech, Dir hutt nach Zäit.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Et ass gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir hutt nach Zäit! Den Här Galles hat sech gemellt a well e jo och den Auteur ass, ginn ech em selbstverständlech d'Wuert. An den Här Kartheiser kënnt herno drun.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just eng Politesch-Aschätzungs-Fro stellen. Et ass jo elo vill driwwer geschwat ginn, dass d'COP drënner leit, dass eeben déi grouss Partner net alleguerte mat un deem selwechte Strang zéien.

Ech wollt Iech einfach ëm Är Aschätzung froen, wat elo den Ausstig vun den Amerikaner ugeet, an zwar och wuel wëssend mat deem Hannergrond, dass mer op der COP och erlieft hunn, dass Amerika jo net gläich Amerika ass. Also mir hate jo direkt nieft eisem Stand e Stand, wou d'Amerikaner ganz staark present waren, mat deem Hashtag: „We Are Still In", a wat méi op Niveau vun de Bundestaaten a vun de Stied ass.

Ech wollt Iech froen: Wat ass Är Aschätzung do? Op wat fir engem Niveau kann Amerika nach matmaachen? Op wat fir engem Niveau blockéiere se? Wéi gesitt Dir déi Zesummenaarbecht an Zukunft?

Merci villmools.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här Galles, dat ass eng interessant an eng pertinent Fro. Also fir d'éischt emol, Lëtzebuerg huet haut scho mat verschiddene Regioune vun Amerika en MoU, dass mer zesumme schaffe fir Klimaschutz. Well och do gëtt et grouss Regiounen, déi sech ganz fréi engagéiert hunn, déi Emissiounsmäert hunn an déi eis Partner sinn.

An dat ass mir och ëmmer wichteg: den Ënnerscheed ze maachen, dass et immens vill Leit, awer och Entreprisë gëtt an Amerika, déi weider um Klimaschutz wäerten deelhuelen. Dat heescht, wichteg wäert dat à la longue ginn. A mir hunn zum Beispill eng Koalitioun, déi heescht Powering Past Coal Alliance. Do si souwuel Staate wéi Regioune wéi indigeen Gemeinschaften derbäi. An ech kéint mer virstellen, dass trotz dem Ewechfale vun Amerika ëmmer nach Regiounen a Leit do sinn, déi sech wäerten asetzen. An ech mengen, dat ass och e wichtege Message.

An da gouf et schonn ugedeit vum Här Engel: Mir sinn och als Europa amgaangen ze kucken, wéi mer dee grousse Partner China nach verstäerkt mat an d'Boot kënnen huelen. Et muss ee soen: An deene leschte Joren huet China seng Positioun verännert an ass um Wee, fir méi Klimaschutz ze maachen. An et gëllt elo, nei Allianzen ze schmiden a weiderzekucken, wéi mer kënnen de Leit nolauschteren, nokommen, an da gemeinsam sech déi Ziler erëm virzehuelen.

Wat genau d'Repercussioune sinn, wäerte mer natierlech am Live eréischt op där nächster COP erliewen.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Entschëllegt, Madamm Minister, ech war e bëssen ze vill streng mam Här Kartheiser. Ech war menger Zäit scho viraus. Här Kartheiser, Dir däerft selbstverständlech och eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. D'Madamm Minister wor jo selwer och dobäi bei der Verhandlung vum Paräisser Accord. An dee Paräisser Accord ass duerchgaangen, well en net contraignant ass a relativ vill Flexibilitéit huet. Länner wéi Pakistan kënnen hir Emissiounen nach wäit a laangfristeg eropsetzen, a Pakistan net eleng. Dofir kritt een och dann en Accord duerch, wann een esou en Accord verhandelt an eeben net vill Obligatiounen op déi verschidde Participantë leet.

Mee elo, wou et da lues a lues méi konkreet gëtt, gesäit ee jo och schonn, datt dann de Widderstand méi grouss gëtt. A meng Fro ass eigentlech déi heiten: Gesäit d'Madamm Minister dat iwwert d'Zäit, déi Widderstänn, wann et ëm eng konkreet Ëmsetzung geet oder wa verschidde Länner eeben op deem Punkt ukomm sinn, wou hir Emissiounen elo nom Paräisser Accord ouni Problem kënnen hikommen, datt dat ëmmer méi schwiereg gëtt, fir déi Ëmsetzungen ze maachen, datt dat praktesch virprogramméiert ass an där Kompromëssbereetschaft, déi am Paräisser Accord dran ass? A wéi gesäit si eeben dann d'Entwécklung iwwert déi nächst Joren op deene COPen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Madamm Minister!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, et ass esou, wann Der Iech de Paräisser Accord genee ukuckt, jo, dass dee seng Schwächten huet, mee virun allem awer seng Stäerkten huet, an zwar déi, dass mer op där enger Säit e Reegelwierk hunn. An de Paräisser Accord musse mer eis virstelle wéi e Gesetz, an dat Reegelwierk, wat mer elo amgaange sinn ze maachen, dat sinn u sech déi Règlement-grand-ducallen, déi d'Ëmsetzung vun engem Gesetz sinn. An an där Hisiicht wëlle mer et och kucken.

Am Paräisser Accord, dee leider net esou bindend ass wéi e Protokoll, hu mer awer Mechanismen dran. An dat ass ganz wichteg, dass mer dat realiséieren. All fënnef Joer ginn d'Ambitioune laut deem Accord eropgeschrauft, soudass mer en Accord hunn, dee fit ass fir d'Zukunft.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir hunn als Europa eraverhandelt, dass mer ganz kloer „stocktaking" maachen, dat heescht, dass mer Bilanze maachen, dass mer zesumme kucken an dass mer no an no déi Ambitioune kënnen eropsetzen. Mir hunn och d'Transparenz eragesat.

An ech kann Iech soen: déi Dynamik! Ech hat et net fir méiglech gehalen, dass mer - scho viru Marrakesch deemools, dat ass elo e puer Joer hier - schonn esou vill Länner hätten, déi hir eege Klimapläng gemaach hunn, déi virdrun nach ni Klimapläng haten. Virdru war et jo esou, dass virun allem déi industrialiséiert Staate scho Klimapläng gemaach hunn an nach ganz vill aner Länner keng gemaach hunn. Dat heescht, ech constatéieren zanter dem Paräisser Accord definitiv eng Dynamik.

D'lescht Joer zu Katowice konnt Lëtzebuerg matnegociéieren, wann et drëm goung, wéi mer déi Bilane maachen, dee „stocktake" op Englesch genannt gëtt. Do war et esou, dass mer gesinn hunn, dass mer ënnerschiddlech Positiounen haten an dass mer awer duerchaus Bereetschaft haten. An duerfir konnte mer dee Beräich vun der Ambitioun vun deene Bilanen, déi mer maachen, wéi mer wëlle schaffen, alles dat konnte mer d'lescht Joer zu Katowice ofgeschléissen. An elo geet et leedeglech ëm Mäert, wou mer d'lescht Joer schonn ugefaangen hunn ze mierken, dass a Brasilien e Revirement koum, e Revirement um politesche Plang, an deemools schonn ugefaange ginn ass, opgrond vun dem Ofholze vu Bëscher, op eemol eng aner Positioun ze kréien.

An ech mengen, dass een dat och muss eeschthaft esou betitelen. An dofir hunn ech net do virdrun zréckgeschreckt, dat esou ze betitelen, dass mer eis wierklech musse Gedanke maachen, fir mat de Leit, mat de Regiounen ze schaffen, dass mer déi Prozesser uerdentlech begleeden, och als Politiker.

Dir wësst, dass et tëschent de Klimakonferenze jo och an der Mëtt vum Joer zu Bonn eng Reunioun vun eise Mataarbechter gëtt. Do ass also Raum fir Verbesserung. A mir wäerten - an dat hunn ech och schonn dee leschten Dag ugefaangen ze maachen - mat der nächster COP-Presidence kucken, wéi mer d'Prozesser nach kënne verbesseren, well mer dës Kéier wierklech gesinn hunn, dass déi aktuell COP-Presidence mat deene wéinege Leit, déi se am Ausland hat, duerchaus deen een oder aneren taktesche Feeler gemaach huet. Ech mengen, dass mer dëst Joer hätte kënne vill méi wäit kommen. An dofir wëll ech och d'Hoffnung net opginn, dass mer op deenen nächste Konferenzen zu Eenegunge kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, nee, den Här Gramegna nach!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, den Här Gramegna nach. U, entschëllegt! Jo, dat ass, wann een net ëmmer hei ass, da kritt een dat net esou mat. Entschëllegt villmools!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Gramegna ass al genuch, fir sech ze mellen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Hei sinn ech. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass ech e puer Minutten och kann intervenéieren, fir Iech ze soen, dass ech ganz frou sinn, op d'COP Madrid gaangen ze sinn. Et war meng drëtt Conférence des parties. Ech war op der COP3 zu Kyoto 1997 derbäi, als Spriecher vun der EU deemools. An ech war zu Bonn op der COP23, och zesumme mam Carole Dieschbourg. An dat hei war also déi drëtt.

Ech kann Iech soen, wann een déi vun 1997 zu Kyoto vergläicht mat deem, wat een zu Madrid gesinn huet, do kënnt een awer mat enger lwwerzeegung erëm: „Dat do ass eppes, wat d'Welt wäert änneren!". Well wann een all déi Organisatioune gesäit, all déi Gesellschaften, déi do sinn, d'Gesellschaft selwer, d'ONGen an all déi Jonk, déi do sinn, deen Enthusiasmus, deen déi hunn, dat ass eng Lawin. Déi kritt een net opgehalen.

Et ass eng ganz enttäuschend COP gewiescht, well déi Resultater net erreecht gi sinn. An ech wëll dat net schéirieden. Ech mengen, d'Carole Dieschbourg huet dat ganz gutt beschriwwen.

Ech hunn e ganz klenge Liichtbléck, well et war fir d'éischt, wou d'Koalitioun vun de Finanzministeren en marge vun där COP zu Madrid getaagt huet. D'Koalitioun vun de Finanzministere fir de Klima gëtt et eréischt säit dësem Joer. Et ass vu Finnland a vu Chile gestart ginn an haut sinn ongefeier 50 Länner derbäi. Lëtzebuerg war vun Ufank u bei deenen éischten 20 derbäi.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Ech gesinn do e klenge Liichtbléck, well wann d'Finanzministere sech dofir engagéieren, da wësse mer och, dass d'Environnementsministeren éischtens net eleng sinn, mee dass dann déi ganz Regierunge warscheinlech wäerten handelen, a par-delà d'Parteien, deenen d'Ministeren zougehéieren. A wann et een horizontaalt Theema gëtt, dann ass et ganz kloer de Klima.

Lëtzebuerg huet sech och gemellt an ass aktiv an enger vun de sechs Aktiounen, déi d'Finanzministere wëllen huelen, an dat ass d'Aktioun Nummer 5. Dat ass d'Participatioun oder d'Kooperatioun tëschent dem Public an dem Privé, fir Entreprisë mat u Bord ze kréien.

An ech mengen, mir wäerten eis all hei eens sinn, dass, wa mer gären déi ambitiéis Klimaziler erreeche wëllen, déi mer eis ginn hunn an Europa oder weltwäit, dass mer dat eleng mat ëffentleche Gelder net hikréien.

D'Staaten hu sech engagéiert, all Joer honnert Milliarden ze mobiliséieren. Honnert Milliarden Dollar, dat ass scho vill Geld, an et besteet och e bëssen Zweifel, ob een dat mobiliséiert kritt. Mee dovunner ofgesinn, fir d'Klimaziler ze erreechen, muss een Dausende Milliarde mobiliséieren, op Englesch: „from billions to trillions".

A firwat gesinn ech e gewëssene Liichtbléck? Vläicht, wa mer d'BEI kucken, mat där mer de Stand zesummen haten - d'BEI, déi wierklech eng fantastesch Organisatioun ass, eng multilateral Bank, déi hiresgläiche sicht, gréissten Emprunteur weltwäit -, d'BEI huet virun e puer Wochen zwou Decisioune geholl. D'BEI huet déi éischt Decisioun geholl, dass se vun 2022 u keng Prête méi mécht fir fossill Energien, an zweetens, dass vun 2025 u 50 % vun deene Prêten, déi se géif maachen, alleguerte mat Klima oder Environnement verbonne sinn.

Dat setzt d'Richtung. Dat setzt d'Weichen! Dat ass dee gréissten Emprunteur op der Welt.

Ech kommen nach op déi éischt Decisioun zréck. Firwat mécht d'BEI dat, dass se seet, vun 2022 un investéiert se net méi a fossill Energie? Well e Risk besteet, dass déi Aktivaen, déi an deem Domän investéiert ginn, muer vill manner wäert sinn. A wann déi muer vill manner wäert sinn, dann hu mer och e Risk vun enger Crise financière. Mee dovunner ofgesinn: Wa vill Institutiounen, vill Banken, vill Gesellschaften net méi wëllen an dee Secteur investéieren, majo, da verléieren déi Aktien an déi Aktivaen immens u Wäert.

An de Sujet gëtt op Englesch genannt: „stranded assets", oder op Lëtzebuerg kéint een dat nennen: „Aktivaen, déi hire Wäert verléieren". Dat ass eng Dynamik, déi ee muss ganz no verfollegen. Déi ass och ganz wichteg fir eis Finanzplaz muer. An dofir sinn ech iwwerzeegt, dass sech vill wäert änneren an den nächste Joren. An dofir och dee Liichtbléck: Well de Privatinvestisseur, dee wëllt seng Riske limitéieren. A wann e gesäit, dass et kippt, ma da wäert e massiv an aner Energien investéieren.

Elo si mir als Lëtzebuerg effektiv gutt placéiert, fir där Saach do nozegoen a proaktiv ze sinn. Dat maachen ech mam Carole Dieschbourg säit sechs Joer. Mir versichen ze innovéieren. Mir hunn eng Klimaplattform mat der BEI gemaach. Déi ass vum Max Hahn beschriwwe ginn. Mir sinn an der Fongenindustrie déi Zweetgréisst an der Welt. Mee mir sinn awer och schonn déi Éischt an der Welt mat Fongen, déi soutenabel sinn, obwuel et nach haut keng europäesch Krittäre gëtt. A soubal et där wäert ginn, wäerte mer do schonn eng Avance hunn an do wäerte mer séier kënnen handelen.

Mir hunn dat och gëschter kuerz an der Budgetsdiskussioun ugeschnidden, dass mer dann op der Taxe d'abonnement eppes kéinte maachen, fir esou Fongen ze favoriséieren.

An dann hu mer natierlech Luxembourg Green Exchange. Dat ass déi Bourse, déi virun dräi Joer vun der Lëtzebuerger Bourse gegrënnt ginn ass, wou nëmme soutenabel Obligatiounen, Greenbonds, kënne cotéiert ginn. Haut sinn iwwer 50 % vun alle gréngen Obligatiounen do cotéiert. Mir sinn also do Leader.

Schlussendlech, mir sinn elo gutt placéiert a mir wäerten, d'Carole Dieschbourg an ech, am Ufank vum nächste Joer déi Luxembourg-sustainable-Finance-Initiativ presentéieren, wou et drëms geet, eis Strategie nach méi ze festegen an eis Prioritéiten ze ginn, an dat mat allen Acteure vun der Finanzplaz, awer och mat ONGen, mat aneren Acteuren, fir déi richteg Signaler ze setzen an dee richtege Kader ze setzen.

Ech kommen zum Schluss. Andeem Lëtzebuerg sech engagéiert fir soutenabel Finanzen, schloe mer dräi Mécke mat engem Schlag: Mir maachen eppes fir de Klima, wat wäit iwwert d'Gréisst vun eisem Land ewechgeet, zweetens diversifizéiere mer eis Finanzplaz an drëttens favoriséiere mer, dass de Privatsecteur mat u Bord ass.

Sommaire de la séance publique nº 16

Ouverture de la séance publique p. 230

Dépôt d'une proposition de loi p. 230-231

7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018 p. 231-232

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- *Amendements* p. 232-233

- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel* p. 233

- *Motions et résolution* p. 233-237

7466 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers p. 237-240

Ordre du jour p. 240

7497 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2018 p. 240-241

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 de la Cour des comptes p. 241

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Médiateur p. 241

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Centre pour l'égalité de traitement p. 241-242

7494 - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification du livre Ier, titre II, du Code civil p. 242

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 25e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP25 à Madrid qui se termine le 13 décembre 2019 p. 242-247

Hommage à Mme Joëlle Elvinger p. 247

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gramegna. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

13. Hommage à Mme Joëlle Elvinger

Erlaabt mer nach, Är Opmierksamkeet ze beusproche fir dräi Minutten, well haut ass dee leschte Schaffdag vun enger vun eise Kolleeginnen. Haut soe mer enger Deputéierter Äddi, nämlech dem Joëlle Elvinger. Si verléisst d'Chamber no sechs Joer a wiesselt op den Europäesche Rechnungshaff, fir do den Henri Grethen ze ersetzen.

D'Joëlle Elvinger ass zënter 2005 Member vun der DP. Dat selwecht Joer ass si an de Walfer Gemengerot gewielt ginn, wou si 2011 Schäffe ginn ass, vun 2015 bis 2017 Buergermeeschter war, an zënterhier erëm Conseiller. 2013 ass déi geléiert Affekotin an d'Chamber erakomm, wou se bis elo aktiv war.

D'Steieren, d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen an d'Aarbechtsrecht leien der DP-Politikerin besonnesch um Häerz. An dëser Legislaturperiod war si Presidentin vun der Kommissioun fir Mëttelstand an Tourismus a Vizepresidentin vun der Kommissioun fir Ekonomie, Konsumenteschutz a Weltraum.

Zënter 2013 war si Member vun der Finanz- a Budgetskommissioun a vun der Kontekommissioun. Si war ënner anerem och Rapportrice vun zwee wichtege Gesetzesprojeten, der Steierreform 2016 an dem Budgetsprojet vun 2018. Ech mengen, dat huet si mat ganz vill Kompetenz a Sachkenntnis gemaach.

Dernieft war si awer och Member an der Ëmweltkommissioun an an der Aarbechtskommissioun. Vun 2013 bis 2018 war d'Madamm Elvinger Vizepresidentin vun der DP-Fraktioun.

Der Madamm Elvinger hir Experienz a Budgets-, Finanz- a Steierfroe wäert hir sécherlech op där neier Plaz och hëllefen. Mir wënschen der Joëlle Elvinger, enger iwwerzeegter Europäerin, vun hei aus vill Satisfaktioun an hiren neien Aufgaben an enger wichteger europäescher Institutioun. All Guddes fir d'Zukunft!

(Applaudissements)

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President, fir déi léif Wierder. Ech mengen, wann ech den Owend no 14 Joer an der Politik a 6 Joer an der Chamber hei aus dem Haus erausginn, da wäert ech dat Haus verloosse mat engem kräischenden A an engem laachenden A. Ech mengen, ech hat an deene leschte sechs Joer hei am Haus d'Geleeënheet, fir vill interessant, léif Leit kennenzeléieren an och vill Frëndschaften ze schléissen. Ech hat och d'Geleeënheet, op ville wichtegen an interessanten Dossieren ze schaffen - ech mengen, Dir hutt se elo erwäänt - vun der Steierreform, dem Budget, awer och der Wirtschaftspolitik an de Classe-moyennen, déi mir immens um Häerz louchen. An ech mengen, dat wäert ech scho vermëssen.

Op där anerer Säit hunn ech awer elo eng ee-moleg Chance an eng flott Erausfuerderung, fir op den Europäesche Rechnungshaff ze wiesselen. An esou geet da fir mech am Januar eng nei Etapp a mengem Liewen un. An dat och nach op engem ronne Gebuertsdag.

Iech heibanne kann ech awer versécheren, datt ech déi gutt Relatiounen tëschent der Cour des comptes an dësem héijen Haus wäert oprechterhalen, sou wéi mäi Virgänger dat déi lescht zwielef Joer gemaach huet. Do ginn ech Iech haut mäi Wuert.

An da wollt ech och nach e puer Mercie lassginn: als Éischt emol un all déi Leit, mat deenen ech a menger bisheereger Karriär konnt zesummeschaffen, souwuel an der nationaler Politik wéi och an der Gemengepolitik, awer och un d'Confrèrë vum Barreau, well och do hunn ech mäin Demissiounsbréif gëschter fortgeschéckt, a virun allem och un all déi Leit, déi mech an der Politik an deene leschte 14 Joer ënnerstëtzt hunn, an do virop och meng Famill a mäi Mann.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Elvinger. Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt mer eis bei där enger oder anerer Cocktailreceptioun ...

(Hilarité)

... wäerten erëmgesinn.

(Hilarité)

An domadder ass d'Sitzung vun haut de Moien op en Enn komm. D'Chamber kënnt de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

Merci villmools an e gudden Appetitt!

(La séance publique est levée à 12.00 heures.)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 9** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1408	André Bauler	Projets de contournement
1442	Sven Clement	Manque de psychologues au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS)
1498	Françoise Hetto-Gaasch	Cours de langue luxembourgeoise organisés par le Maacher Lycée
1512	Gilles Roth	Salaires des fonctionnaires de l'État
1513	Martine Hansen	Structures conventionnées d'éducation et d'accueil
1514	Sven Clement	Bilans intermédiaires électroniques
1525	Jeff Engelen	Isolants
1530	Martine Hansen	Heures supplémentaires des enseignants
1567	Marc Goergen	Expo 2020 à Dubai
1573	Gusty Graas	Chiens renifleurs contre la peste porcine africaine
1576	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Marquage routier
1579	Semiray Ahmedova	Énergies renouvelables
1581	Fernand Kartheiser	Consommation d'énergie du futur centre de données de Google
1583	Paul Galles	Encadrement des enfants à besoins spécifiques dans les écoles internationales
1592	Marc Goergen	Utilisation des gyrophares bleus lors d'un convoi de police officiel
1597	Mars Di Bartolomeo	Congé pour raisons familiales
1598	Gilles Baum, Carole Hartmann	Diplôme de bachelier pour infirmiers
1600	Max Hahn	Sécurité routière près des écoles
1602	Marc Baum	Protection des victimes de violences domestiques
1605	Mars Di Bartolomeo	Pénurie de médecins du travail
1606	Gusty Graas	Groupements d'extrême droite
1609	Francine Closener	Restrictions territoriales de l'offre
1611	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Arrêt de la Cour constitutionnelle concernant l'acquisition de certains équipements pour un cabinet ou centre médical privé
1612	Francine Closener, Lydia Mutsch	Intelligence artificielle
1613	André Bauler	Formation continue en agriculture
1615	Sven Clement	Drug checking
1616	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot	Électromobilité
1617	Chantal Gary	Adaptations des primes dans la viticulture
1618	Guy Arendt, Gusty Graas	Peste porcine
1619	Marc Baum	Exercice militaire « Defender 2020 »
1620	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Énergies renouvelables
1621	Sven Clement	TVA Logement
1622	Max Hahn	Réglementation de la circulation en cas d'enneigement ou de verglas
1623	Marc Goergen	Colonies de mouflons
1624	Léon Gloden	Subvention des logements encadrés pour personnes âgées
1625	Octavie Modert	Accès interdit à certaines routes en cas de neige ou de verglas
1626	Mars Di Bartolomeo	Installation d'un scanner en cabinet médical
1627	Marc Goergen	Tram sans rails
1628	Lydia Mutsch	Hôpital militaire
1629	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Alex Bodry	Station-service pour poids lourds au centre logistique à Dudelange/Bettembourg
1630	Sven Clement	Personnes à besoins médicaux exceptionnels
1631	David Wagner	Bâtiment de la poste au Centre Hamilius
1632	Mars Di Bartolomeo	Südspidol
1634	Alex Bodry	Archives de la Famille grand-ducale
1635	Gusty Graas, Guy Arendt	Capture et déplacement d'animaux sauvages
1636	Sven Clement	Situation au Bahreïn
1637	Diane Adehm	Accidents de trajet
1638	Laurent Mosar, Gilles Roth	Taxation réduite et exonération de la taxe d'abonnement des fonds d'investissement
1639	Marc Goergen	Conducteurs de trains
1640	Gusty Graas	Réseaux antagonistes génératifs dans la lutte contre la pédopornographie
1641	Sven Clement	Chambres professionnelles
1642	Sven Clement	CGDIS
1643	Gusty Graas	Résolution autorisant le renouvellement de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie
1644	Marc Goergen	Protection des données des mineurs
1645	Marc Goergen	Discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes
1646	Marc Goergen	Dispositions légales relatives aux feux d'artifice
1648	Sven Clement	Officiers de police judicaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux
1652	Léon Gloden	Nombre insuffisant d'anesthésistes dans les hôpitaux
1653	André Bauler	Classement de deux édifices religieux dans la commune de Bourscheid
1654	Marc Spautz	Contrats à durée déterminée
1655	Marc Goergen	Remplacement des tablettes tactiles
1657	Sven Clement	Impact climatique des ministres
1659	Viviane Reding	Préparation du Luxembourg à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe
1662	Marc Goergen	Abonnements de télécommunications
1663	Gusty Graas, Gilles Baum	Lycée technique pour professions de santé
1665	Marco Schank	Changement d'horaire des CFL
1666	Marc Spautz	Dossier de soins partagé
1667	Josée Lorsché	Système de classification uniforme au niveau de l'UE des activités économiques durables
1668	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Lies	Avenir du site « Waldhaff »
1669	Sven Clement	Impact des nouvelles technologies sur l'environnement
1670	André Bauler	Nouveau laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA)
1671	Sven Clement	Dernière volonté des personnes sans abri
1675	Marc Goergen	Empoisonnement d'animaux
1676	Martine Hansen	Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)
1677	Laurent Mosar	Fraude fiscale au sein de l'Union européenne
1678	Marc Lies	Littering
1679	Marc Spautz	Instauration d'un commissaire aux forces armées
1680	Jean-Marie Halsdorf	Implication de l'OTAN au Moyen-Orient
1682	Martine Hansen	Cadastre solaire
1683	Marc Goergen	Permis de chasse
1684	Sven Clement	Chauffage en hiver
1685	Sven Clement	Assurance dépendance
1686	Mars Di Bartolomeo	Imposition de terrains constructibles
1687	André Bauler	Espaces créatifs pour artistes
1688	Marc Goergen	Technologies satellitaires
1689	Sven Clement	Greenlaning
1690	Jeff Engelen	Immatriculation de véhicules neufs
1691	Jeff Engelen	Étude environnementale dans le cadre du Plan sectoriel « Transports »
1692	Gusty Graas	Voie d'accès sur l'A13 à Frisange
1693	Jeff Engelen	Organisation des urgences médicales
1694	Jeff Engelen	Audit dans le cadre de l'organisation des urgences médicales
1695	Sven Clement	Allocation de vie chère
1697	Fernand Kartheiser	Enquêtes menées par le Statec
1698	Marc Goergen	Satellite « GovSat »
1699	Martine Hansen, Gilles Roth	Augmentation du prix de l'électricité
1700	Martine Hansen	Délais d'attente pour une mammographie
1701	Gusty Graas	Décharge de déchets illégale dans la commune française de Rédange
1702	Nancy Arendt épouse Kemp	Abus sexuels à l'égard des enfants
1703	Gusty Graas	Dépressions
1704	Sven Clement	Séparation de l'Église et de l'État
1705	Marc Lies	Impôt sur la spéculation
1706	Gilles Roth	Permis de conduire de la catégorie AM
1708	Gusty Graas	Chasse administrative d'espèces invasives
1710	Martine Hansen, Marco Schank	Trains CFL bondés
1712	Gast Gibéryen	Forfait d'éducation
1713	Gilles Roth	Déductibilité fiscale des contrats épargne-logement
1715	Fernand Kartheiser	Travaux illégaux dans la zone verte « um Hutbierg » à Tétange
1718	Gusty Graas	Décharge « fantôme » à Sanem

1719	Sven Clement	Impôt sur la fortune minimum pour entreprises
1723	Sven Clement	Hausse du coût du logement
1725	Léon Gloden	Situation concurrentielle du Luxembourg en tant que siège européen
1727	Jeff Engelen	Consigne des boîtes et des bouteilles en plastique
1729	Georges Mischo	Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)
1730	Fernand Kartheiser	Achat d'un terrain en France par la Ville de Differdange
1731	Diane Adehm	Pistes cyclables
1733	Charles Margue	Étiquetage des produits issus des colonies israéliennes
1735	Laurent Mosar	Blockchain Competence Center (BCC)
1736	Marc Goergen, Sven Clement	Émoluments touchés par les administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme
1737	Fernand Kartheiser	Fenêtres dans les écoles
1738	Fernand Kartheiser	Utilisation des différentes langues administratives par la Police grand-ducale
1739	Marc Hansen	Impact du changement climatique sur les dépenses de santé
1746	Marc Goergen	Chasse au mouflon
1748	Nancy Arendt épouse Kemp, Françoise Hetto-Gaasch	Information sur l'euthanasie
1753	Dan Biancalana	Saisies de drogues
1756	Sven Clement	Visites scolaires dans des camps de concentration
1757	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Service central d'assistance sociale
1761	Marc Goergen	Viande de gibier
1762	Roy Reding	Vente d'immeubles par l'établissement public POST Luxembourg
1763	Gilles Baum	Prise en charge de dentifrice hautement fluoré
1764	Marc Goergen	Publicité dans les boîtes aux lettres
1768	Fernand Kartheiser	Factures de POST Luxembourg envoyées à la mauvaise adresse
1769	David Wagner	Affectation de biens immobiliers de POST Luxembourg
1773	Françoise Hetto-Gaasch	Congé parental
1778	Gilles Roth, Laurent Mosar	Placement d'un mineur au Centre pénitentiaire de Luxembourg
1782	Marc Goergen	Mineurs détenus aux centres pénitentiaires luxembourgeois
1788	Marco Schank, Martine Hansen	Réforme du service Adapto
1789	André Bauler, Gusty Graas	Precision farming
1800	Martine Hansen, Emile Eicher	Formation spéciale pour secouristes
1801	Mars Di Bartolomeo	Fermeture de la crèche de la Banque européenne d'investissement
1805	Mars Di Bartolomeo	Taux d'endettement des ménages
1813	François Benoy	Mesure 5-2 dans le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques
1863	Marc Spautz	Fermeture d'agences de la BCEE
1865	Jeff Engelen	Fermeture d'agences de la BCEE
1866	Georges Engel, Francine Closener	Fermeture d'agences de la BCEE
1869	Marc Goergen	Fermeture d'agences de la BCEE
1873	Sven Clement	Personnel de la BCEE
1877	Simone Asselborn-Bintz	Complément gérontologique
1886	Marc Lies	Fermeture d'agences de la BCEE
1904	Marc Goergen	Formation pour chauffeur du service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)
1988 urgente	Sven Clement	Test du coronavirus
2011 urgente	Marc Baum	Protection des salariés du commerce dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2015 urgente	Jeff Engelen	Pension d'invalidité respectivement d'indemnité d'attente dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2031 urgente	Sven Clement	Chômage partiel dans le contexte de la pandémie du coronavirus

Question 1408 (30.10.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets de contournement :**

Afin de garantir que la réduction du trafic dans une localité ne se fasse pas aux dépens de la qualité de vie des citoyens d'une autre localité, le programme de coalition prévoit que « [L]es projets de contournement liés seront rapidement réalisés, comme par exemple Bascharage et Dippach, Ettelbruck et Feulen, Hosingen et Heinerscheid. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'avancement du projet concernant la construction future d'un contournement à Heinerscheid ? Un avant-projet définitif a-t-il déjà pu être élaboré par l'Administration des ponts et chaussées ?

2) Le Gouvernement a-t-il entre-temps réussi à acquérir des terrains en vue de l'aménagement de ce contournement ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que, vu la détérioration sensible de la qualité de vie des habitants concernés, le projet en question devrait être mis en œuvre parallèlement à la création du contournement de Hosingen afin de ne pas désavantager les citoyens de Heinerscheid ?

Réponse (20.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne l'avancement du projet de la construction future d'un contournement à Heinerscheid, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'élaborer un avant-projet sommaire qui me sera prévisiblement présenté au printemps 2020.

À ce stade, le Comité d'acquisition n'a pas encore été saisi de l'acquisition des terrains nécessaires étant donné que les dossiers des emprises sont généralement élaborés parallèlement à l'avant-projet détaillé.

Le contournement de Heinerscheid constitue un maillon important dans la sécurisation de la route nationale N7 entre le lieu-dit Fridhaff et la frontière belge. Le plan directeur sectoriel « transports » accorde au contournement de Hosingen la priorité 1 et à celui de Heinerscheid la priorité 2.

Dans ce contexte, je tiens à signaler que les deux contournements projetés font partie intégrante du projet global de la sécurisation de la route nationale N7 et que le timing pour la réalisation de ces deux projets doit tenir compte de la mise en œuvre des autres mesures retenues sur la N7, telles que l'élimination des carrefours à niveau et l'insertion d'un terre-plein central sur les sections à 2+1 voies.

Question 1442 (06.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **manque de psychologues au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) :**

Wann d'Schüler am leschte Joer vum Fondamental ukomm sinn, musse si sech enger Rei Tester an Evaluatioune stellen, mat deenen ermëttelt soll ginn, wei eng Schoulform fir si am Secondaire am beschte gëeegent wär. D'Elteren, d'Léierpersonal an och Psychologen aus dem Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) sinn un der Orientéierungsprozedur bedeelegt.

Well d'Unzuel u Psychologen, déi fir de CePAS schaffen, aktuell awer net duergeet, fir d'Demande u Participatioune bei den Orientéierungen ze decken, huet de Minister Meisch den 23. September 2019 e Courrier erausgeschéckt, an deem hien d'Direktere vun de Regionaldirektiounen, de Lycéeën an de Centres de compétences biet, him eng Lëscht zoukommen ze loosse mat alle Psychologen, déi bei hinne schaffen. Op Basis vun dëse Lëschte sollen da Psychologen aus der gesamter Éducation nationale opgefuerdert ginn, un der Orientéierungsprozedur vun de Schüler aus dem Cycle 4.2. deelzehuelen. Dat bedeit natierlech, dass dës Psychologen op hirer eigentlecher Aarbechtsplaz temporär feele wäerten. Besonnesch problematesch ass dat, well et an der Praxis och wäert esou sinn, dass Psychologen, déi agestallt goufen, fir an de Centres de compétences Kanner mat spezifesche Besoinen ze ënnerstëtzen, elo wäerte bei den Orientéierungen hëllefe mussen, soudass hinne manner Zäit bléiwe wäert fir hir urspréinglech Aarbecht. Et ass deemno onkloer, wéi eng ëmfaassend psychologesch Prise en charge an de Centres de compétences nach wäert kënne garantéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. - Wéi vill Psychologen aus dem CePAS huelen un der Orientéirungsprozedur deel a wéi vill net?

- Ass et richteg, dass et aktuell e Personalmangel am CePAS gëtt?

- Falls jo: Wéi vill zousätzlech Persoune mat wéi enge Qualifikatioune gi gebraucht?

- Ass de Minister der Meenung, dass de Personalmangel am CePAS an am Enseignement fondamental am Allgemengen op eng inappropriéiert Rekrutéierungspolitik zréckzefeieren ass?

- Wéi vill Psychologe goufe säit 2017 pro Joer rekrutéiert fir de CePAS? Wéi vill Poste goufen ausgeschriwwen a wéi vill dovu goufen net besat?

- Wéi vill Psychologe goufe pro Centre de compétences säit hirer Ouverture rekrutéiert? Wéi vill Poste goufen ausgeschriwwen a wéi vill dovu goufen net besat?

- Wéi vill Psychologe goufe pro Joer vum MENJE agestallt? Wéi vill Poste goufen ausgeschriwwen a wéi vill dovu goufen net besat?

2. - Wéi vill Kanner mat spezifesche Besoine profitéieren aktuell vun der Aarbecht mat Psychologen an de Centres de compétences?

- Wéi vill vun dëse Kanner si Vollzäit an der Scolarisation spécialisée, wéi vill an der Scolarisation spécialisée simultanée et à titre complémentaire (deelintegréiert Schüler) a wéi vill profitéiere vun enger Prise en charge spécialisée, also vun enger Ënnerstëtzungsmoossnam innerhalb vun der Reegelschoul am Sënn vun der Inklusioun?

- Wéi garantéiert de Minister, dass den Asaz vun de Psychologen aus de Centres de compétences fir d'Orientéierung am Cycle 4.2. net zu enger Baisse vum psychologeschen Encadrement vun de Schüler mat spezifesche Besoine féiere wäert?

- Falls et net méiglech ass, d'Psychologen aus de Centres de compétences fir d'Orientéierungsprozedur anzesetzen, ouni den Encadrement duerch Psychologen an de Centres de compétences ze reduzéieren:

Wéi rechtfäerdegt den Här Minister seng Entscheedung, grad de Schüler aus de Centres de compétences, déi am drängendsten op Hëllef ugewise sinn, d'Ënnerstëtzung ze kierzen?

3. - Wéi vill Direktere sinn dem Opruff nokomm an hunn eng Lëscht beim Bildungsministère agereecht? Wéi vill Lëschte goufen net agereecht?

- Wéi vill Psychologen aus de Centres de compétences goufen op Basis vun den deposéierte Lëschten opgefuerdert, bei der Orientéierungsprozedur vum Cycle 4.2. ze hëllefen?

- Wéi vill Psychologen aus de Lycéeë goufen op Basis vun den deposéierte Lëschten opgefuerdert, bei der Orientéierungsprozedur vum Cycle 4.2. ze hëllefen?

- Wéi vill Psychologen, déi un eng Regionaldirektioun vum Fondamental affektéiert sinn, huelen un der Orientéierungsprozedur deel a wéi vill net?

- Gouf eng Auswiel getraff oder goufe sämtlech op de Lëschten opgefouert Persoune kontaktéiert?

- Falls et zu enger Auswiel koum: Op Basis vu wéi enge Krittäre gouf decidéiert, wéi eng Persoune bei den Orientéierungen hëllefe mussen?

4. - Kënnen déi Psychologen, déi net beim CePAS agestallt sinn an awer fir dëst Joer bei der Orientéierung hëllefe sollen, mat enger Dispens vun hirer eigentlecher Aarbecht rechnen? Falls jo: Wéi vill Stonnen ëmfaasst dës Dispens?

- Wäert et och eng zousätzlech finanziell Opwandsentschiedegung ginn?

5. - Wéi vill Kanner sinn dëst Joer am Cycle 4.2. ageschriwwen?

- Wéi vill Stonnen Aarbecht wäerten op d'Psychologen aus der Éducation nationale zoukomme fir d'Orientéierung vun dëse Schüler?

Réponse (20.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. a) Et huelen all d'CePAS-Psychologen deel, ausser déi zwou Psychologinnen aus der Direktioun an d'Psychologin, déi den Dossier koordinéiert. Déi zéng Psychologen, déi deelhuelen, betreien am Ganzen 43 Klassen.

Et ass ze preziséieren, datt vun de SePASen an de Lycéeën insgesamt 54 Psychologen deelhuelen. D'Koordinatioun vum Volet psychologique läit bei dem CePAS, esou wéi am modifizéierte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental virgesinn, mee dat heescht net, datt nëmmen d'CePAS-Psychologen an der Orientéierungsprozedur mathëllefen. Och d'Psychologen aus dem Enseignement secondaire, dem Enseignement fondamental an de Centres de compétences huelen un der Orientéierungsprozedur deel. An de Commissions d'orientation awer si just d'CePAS-Psychologen als fix Membere per Gesetz virgesinn.

b), c) + d) Et gëtt aktuell kee Personalmangel am CePAS. Eng entspriechend Rumeur ass do-

duerch entstanen, datt d'Duerchféierung vun de psychologeschen Tester am Kader vun der Orientatiounsprozedur am lafende Joer anescht organiséiert ginn ass. Fir d'SePASen an de Lycéeën ze entlaaschten, ass d'Decisioun geholl ginn, fir eng Ëmverdeelung vun de Klassen ënnert de Psychologen, déi an de Servicer vum MENJE a senge Verwaltunge schaffen, virzehuelen. Dëst huet ënner anerem dozou gefouert, datt all Psycholog vun de Centres de compétences fir d'Inklusioun an der Reegel eng Schoulklass iwwerholl huet.

Doriwwer eraus gëllt et ze preziséieren, datt an deene vergaangenen dräi Joer méi ewéi 100 zousätzlech Psychologen, Pedagogen an Erzéier agestallt goufen, fir d'Ekippe vun de SePASen an de Services socio-éducatifs (SSE) ze verstäerken.

Am Kontext vun der Orientéirungsprozedur an dem Rôle vun der Koordinatioun vum Volet psychologique, dee per Gesetz dem CePAS attribuéiert gouf, besteet kee Personalmangel am CePAS. Ausserhalb vum CePAS besteet och kee Personalmangel fir d'Ëmsetzung vun der Orientéierungsprozedur, well am ganze Secteur vun der Éducation nationale genuch Psychologen zur Verfügung stinn, fir sech dëser Aufgab unzehuelen. Et ass eng punktuell Aufgab, un där sech déi verschidde Psychologe vun der Éducation nationale bedeelegen.

e) Am Joer 2017 an 2018 ass den Effectif du personnel vum CePAS net an d'Luucht gaangen, dofir awer dee vun de SePASen an de Schoulen. 2019 ass e Psychologeposte bäikomm, gouf ausgeschriwwen a besat. Wat d'Remplacementer ugeet, esou ass all reguläre Posten, Congé de maternité, Congé parental a Congé pour travail à mi-temps ausgeschriwwen a remplacéiert ginn. Aktuell ass ee Psychologeposten ausgeschriwwen an de Rekrutement ass en cours.

f) De follgenden Tableau gëtt un, wéi vill Psychologeposte pro Centre de compétences zanter dem Schouljoer 2018/2019 ausgeschriwwen a wéi vill Psychologe rekrutéiert goufen. Jiddwer ausgeschriwwe Plaz gouf och effektiv besat.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

g) Am Joer 2017 goufe keng nei Psychologe vum MENJE agestallt. Am Joer 2018 goufen am Enseignement fondamental 37,25 Vollzäitposten ausgeschriwwen a sinn zurzäit all besat. Am Enseignement secondaire goufen 2018 13,25 Posten ausgeschriwwen, wouvunner am Dezember 2019 nach 1,25 Posten net besat waren. Am Enseignement fondamental goufen 2019 keng nei Poste geschaf. Am Enseignement secondaire goufen am Joer 2019 insgesamt 36 Posten ausgeschriwwen, an am Dezember 2019 waren dovunner nach 25 Posten en voie de recrutement.

ad 2. a) Kanner mat spezifesche Besoinen, déi an engem Centre de compétences an d'Schoul ginn oder vun do aus ambulant ënnerstëtzt ginn, gi vun engem multidisziplinären Team betreit, zu deem och ëmmer e Psycholog gehéiert. Dëst ass wichteg, well d'Besoine vun de Kanner dacks villfälteg sinn a si an enger ganzheetlecher Approche solle gehollef kréien. An dësem Sënn kann ee soen, datt all d'Kanner an engem Centre de compétences och vun der Aarbecht vun de Psychologe profitéieren.

b) Am Schouljoer 2019/2020 gi follgend Schüler vun de Centres de compétences en charge geholl:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

c), d) + e) Fir ze garantéieren, datt d'Participatioun vun de Psychologen aus de Centres de compétences un der Orientéierungsprozedur net zu enger Baisse vum psychologeschen Encadrement vun de Schüler féiert, gouf entscheet, fir dëse Psychologen jeeweils just eng Klass zouzeuerdnen. Den Opwand fir de Psycholog, fir eng Klass ze betreien, läit opgrond vun den Erfarungswäerter aus de leschte Jore bei ongeféier 18 Stonnen.

Wéi virdrunner schonns erwäänt, ginn d'Kanner, déi an engem Centre de compétences an d'Schoul ginn oder vun do aus ambulant betreit ginn, vun engem multidisziplinären Team begleet. D'Kompetenze vun de Membere vun deem Team ergänze sech, fir datt jiddwer Kand déi beschtméiglech Prise en charge ka kréien. Et kann een deemno net soen, datt, wann ee Member vum Team stonneweis net present ass, d'Qualitéit vun der ganzheetlecher Betreiung vum Kand dorënner géif leiden.

ad 3. a) All Direktiounen aus dem Enseignement secondaire, dem Enseignement fondamental an de Centres de compétences sinn dem Opruff nokomm, fir sech un der Orientéierungsprozedur ze bedeelegen. Et si souwuel Lëschten wéi och eenzel Autorisatioune fir d'Participatioun vun de Psychologen opgrond vun engem direkten Austausch tëschent den Direkteren an der Koordinatiounsstell vum CePAS, beim Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend agereecht ginn.

b) Déi intern Organisatioun vun de Centres de compétences huet erginn, datt et fir de gudde Fonctionnement vun de Servicer déi bescht Optioun wier, fir ee Psycholog pro Klass virzegesinn. Hei si fir d'Orientéierungsprozedur 44 Psychologen aus de Centres de compétences am Asaz, déi dann och 44 Klasse betreien.

c) 54 Psychologen aus de Lycéeë betreie ronn 200 Klassen.

d) Vu 55 Psychologen aus de Regionaldirektiounen huele 25 Psychologen un der Orientéierungsprozedur deel. Si hunn zesumme ronn 70 Klassen en charge.

e) Sämtlech Psychologen, déi a Fro koumen, fir sech un der Orientéierungsprozedur ze bedeelegen, goufe kontaktéiert a krute Klassen zougedeelt.

f) Net ëmmer koumen alleguer d'Psychologe fir d'Orientéierungsprozedur a Fro, well aus ënnerschiddleche Grënn hir Participatioun net méiglech war. Dëst huet zum gréissten Deel mat organisatoresche Froen ze dinn (Besetzung a Garantéiere vum gudde Fonctionnement vun hirem Service), mat gesondheetleche Grënn (Congé de maladie) oder domat, datt d'Psychologen zäitweis dem Service net zur Verfügung stinn (Congé de maternité oder Congé parental).

ad 4. a) All d'Psychologen, déi an der Orientéierungsprozedur aktiv sinn, féieren dës Prestatioune wärend hire regulären Aarbechtsstonnen aus. Gläichzäiteg muss och de gudde Fonctionnement vun hirem Service garantéiert sinn. Dat ass doduerch méiglech, datt si an Ekippe schaffen, wou si sech intern als Ekipp organiséiere kënnen.

b) Op Basis vun der Decisioun vum Regierungsrot vum 8. Juni 1998 betreffend d'Indemnitéite vun den Agenten, déi engagéiert sinn an der Prozedur vum Passage vum Enseignement primaire an den Enseignement postprimaire, ass mat 41,64 Euro brutto pro Schüler an 52,21 Euro brutto pro Klass, nom aktuelle Punktwäert vum Index, eng finanziell Unerkennung virgesinn.

ad 5. a) An den 157 ëffentleche Grondschoule waren Ufank Dezember 4.956 Schüler an enger Klass vum Cycle 4.2. ageschriwwen.

b) Follgend Iwwersiicht weist den Opwand vun den Aarbechtsstonne pro Klass respektiv pro Schüler:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir eng Beispillklass vu 15 Schüler léisst sech deemno follgend Rechnung opstellen:

15 Schüler à 0,58 Stonnen/Schüler: 8,70 Stonnen

Zäit pro Klass: 9,33 Stonnen

Total: 18,03 Stonnen/Klass

Fir déi Psychologen, déi an enger Commission d'orientation als fixe Member virgesi sinn (just d'CePAS-Psychologen) kann ee preziséieren, datt den Dossier vum Schüler consultéiert muss ginn (zwou Stonne pro Schüler) an d'Kommissiounssitzung dauert pro Schüler eng Stonn mindestens.

Question 1498 (20.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **cours de langue luxembourgeoise organisés par le Maacher Lycée :**

Selon nos informations, le nombre minimum de participants pour les cours de langues luxembourgeoises (débutants A1.1 et intermédiaires A1.2), organisés par le Lycée Maacher a été augmenté à la rentrée 2019-2020.

Par la suite, les personnes déjà inscrites et motivées d'apprendre une nouvelle langue, ont été informées que leur cours avait dû être annulé étant donné que le seuil minimum exigé n'avait pas pu être atteint. Les personnes concernées sont alors censées trouver des cours disponibles ailleurs, souvent dans des communes plus lointaines.

Dans la mesure où le Gouvernement souligne l'importance du rôle de la langue dans le processus d'intégration, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de l'augmentation du seuil de participants et de l'annulation des cours ?

3) Le ministre n'estime-t-il pas que le quorum de participants devrait être moins élevé dans des communes de petite taille pour pouvoir garantir l'offre des cours en question ?

4) De quelle manière le ministre veut-il remédier à cette situation ?

Réponse (21.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le Maacher Lycée organise depuis les années 1990 des cours d'intérêt général, dont des cours de luxembourgeois (débutants A1.1 et intermédiaires A1.2), et ce sur son propre site ainsi que dans des communes de l'est du pays, dont Remich, Schengen, Niederanven et Junglinster.

Au cours des dernières années, la demande ainsi que l'offre de cours de langue luxembourgeoise ont connu une forte croissance. Pour illustrer la participation aux cours organisés par le Service de la formation des adultes en coopération avec les lycées, communes et associations, je me permets de reprendre le tableau fourni en réponse à la question parlementaire n° 0926 datée du 1er juillet 2019 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 1) + 2) Je peux confirmer que le Maacher Lycée a dû annuler un cours du niveau débutants A1 ainsi qu'un cours du niveau intermédiaires A1. 2, organisés à Elvange dans la commune de Schengen, pour lesquels on ne comptait que trois inscriptions, alors que des cours du même niveau sont offerts par le Maacher Lycée à Remich. Un cours prévu à Junglinster a été annulé vu qu'il n'y avait que quatre participants inscrits au moment de la décision, alors qu'un cours du même niveau est offert par le Maacher Lycée à Senningen (Niederanven).

ad 3) En ce qui concerne le quorum des participants, je tiens d'abord à souligner que l'information selon laquelle le nombre minimum de participants aux cours aurait été augmenté à la rentrée 2019-2020, est erronée.

Pour les cours organisées par le Service de la formation des adultes en coopération avec les communes et les associations, le nombre minimum de participants réguliers est de 15, conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 31 mars 2000 ayant pour objet 1) de fixer les modalités des contrats conventionnant des cours pour adultes et les conditions d'obtention d'un label de qualité et d'une subvention, 2) de créer une commission consultative à l'éducation des adultes.

Bien que le règlement suscité ne concerne pas directement les lycées, il faut toutefois considérer qu'il s'agit d'un dispositif commun, géré par le Service de la formation des adultes, qui permet l'accès à une offre de cours de qualité à travers le pays. Pour ce qui est de l'organisation de cette offre, l'État doit veiller à ce que les deniers publics soient dépensés de manière raisonnable. Le tableau ci-dessus montre qu'en moyenne, les cours de luxembourgeois comptent plus de 15 inscriptions.

Au niveau des lycées, une dérogation au principe des 15 participants par cours peut être accordée ; cette décision est prise par le délégué à la formation des adultes du lycée en concertation avec la direction du Service de la formation des adultes en tenant compte de la nature et du lieu du cours, voire de l'accessibilité de ce lieu, ainsi que des alternatives disponibles.

L'expérience du terrain montre que trois quarts des inscrits participent régulièrement aux cours. Par conséquent, avec un nombre d'inscriptions réduit, le formateur risque de se retrouver pour certaines séances avec un seul, voire aucun apprenant.

Concernant les cours de langue luxembourgeoise, dont la demande est croissante, l'offre régionale doit être considérée dans son ensemble, alors qu'un traitement équitable des apprenants adultes doit être garanti. Ainsi, il s'avère nécessaire de dédoubler un cours avec 30 inscriptions et d'annuler un cours regroupant seulement cinq participants.

Ainsi, si les trois cours en question ont en effet été annulés, d'autres cours du lycée regroupant neuf ou douze participants ont bien eu lieu.

ad 4) Mon département est conscient de la problématique au niveau des communes de taille réduite. Dans ce contexte, il existe des exemples de bonne pratique qui permettent de remédier à cette situation. Ainsi, les communes du nord du pays se sont fédérées dans le cadre d'une initiative leader en créant la Landakademie. Il en est de même pour la région Müllerthal, où l'ASBL MEC (Mouvement pour l'égalité des chances) coordonne l'offre régionale. Ces cours sont conventionnés par le Service de la formation des adultes et bénéficient d'une subvention de l'État.

Bien que le Maacher Lycée joue un rôle similaire dans la région Est/Moselle, il faudrait impliquer davantage les communes dans l'organisation des cours. Ceci peut se traduire dans une plus étroite collaboration avec les commissions d'intégration des communes, des réunions de concertation régionales ou la publication des cours sur les sites des communes et dans les bulletins communaux.

Actuellement, des initiatives comme Lëtzebuerger Poterowend, Babbeleck ou le Café des langues permettent aux citoyens de pratiquer activement la langue luxembourgeoise et peuvent contribuer à motiver davantage de personnes à s'inscrire à un cours de langue luxembourgeoise.

Question 1512 (22.11.2019) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **salaires des fonctionnaires de l'État :**

Eng Partie Enseignantë kruten am Juli dëst Joer hiren Arrêté de nomination als Maître d'enseignement. Nodeems se sech no e puer Méint bei den zoustännege Servicer erkundegt hunn, wéini dass hir Pai géif ugepasst ginn, krute se matgedeelt, dass se hir Notten nach missten areechen, fir sécherzestellen, dass si (i) d'Exame gepackt hunn an (ii) nach Poste fräi wieren.

Ech erlabe mir duerfir, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

- Kann den Här Minister mir erklären, ob dat déi gängeg Prozedur ass?

• Wa jo, wéi kann et sinn, dass eng Persoun op e Poste genannt gëtt an duerno eréischt kontrolléiert gëtt, ob se och d'Konditiounen dofir erfëllt? Wéi kann et sinn, dass déi Leit esou laang op hir nei Paie waarde mussen?

• Sollt dat net de Fall sinn, wéi leeft d'Prozedur am Normalfall of? Wéi erkläert de Minister sech dëse Mëssel? Wéi eng Korrekturmoossname goufe geholl, dass esou Zoustänn sech an Zukunft net widderhuelen?

Réponse (21.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Opgrond vun den Informatiounen, déi am honorabelen Deputéierte senger Fro enthale sinn, konnt de beschriwwene Problem net retracéiert ginn.

Déi gängeg Prozedur gesäit vir, dass e Stagiaire, nodeems en de sougenannte „praktesche Exame" gepackt huet, eng Nominatioun an enger vun de Karriäre vum Enseignement kritt, zum Beispill als Maître d'enseignement. Par définition ass dann och e Poste fräi, et muss just nach eng Affektatioun an e Lycée gemaach ginn.

Question 1513 (22.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **structures conventionnées d'éducation et d'accueil :**

Selon nos informations, il s'avère que les gestionnaires des services d'éducation et d'accueil du secteur conventionné ayant fait une demande pour recevoir une quatrième avance, ne l'ont toujours pas reçue de la part du Ministère de l'Éducation nationale. Malgré plusieurs interventions auprès du Ministère, la situation financière des structures devient de plus en plus difficile. Le Ministère aurait par contre proposé aux structures concernées de faire une demande de crédit pour combler leur besoin de financement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles la quatrième avance n'a pas encore été versée aux structures concernées ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir pour désamorcer et normaliser la situation actuelle et ce dans les plus brefs délais ?

- Sachant que le problème est déjà survenu l'année dernière, pour quelles raisons le ministère n'a-t-il pris aucune mesure pour contrer le problème à l'avenir ?

Réponse (22.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Comme indiqué dans la réponse du 6 décembre 2018 à la question parlementaire urgente n° 0077, les organismes gestionnaires des services d'éducation et d'accueil du secteur dit conventionné signent chaque année avec l'État une convention réglant les modalités de financement des activités liées à l'accueil des enfants.

Pour déterminer le montant du budget, le gestionnaire introduit une demande formelle et communique avec l'aide d'un justificatif, les montants à prévoir au niveau des avances. Suivant les dispositions de ladite convention, les trois premiers montants versés par l'État constituent des avances :

- 30 % au cours du premier trimestre (première avance) ;

- 30 % au cours du deuxième trimestre (deuxième avance) ;

- 20 % au cours du troisième trimestre (troisième avance).

La quatrième avance est versée quant à elle uniquement sur demande écrite du gestionnaire, qui doit justifier que cette avance est en lien avec les dépenses réelles réalisées au cours de l'année courante.

Le délai pour la transmission des informations requises a été fixé pour la fin du mois de septembre 2019 au plus tard. La procédure retenue concernant le versement des avances consiste à attendre le retour de tous les gestionnaires, ce qui engendre inévitablement des retards de paiement. Par la suite, mon ministère est en charge du traitement des demandes de contribution financière soumises par les gestionnaires, impliquant un contrôle des informations et documents reçus.

La procédure actuellement en place prévoit ainsi un délai relativement long accordé aux gestionnaires pour la transmission des informations requises, qui peut en l'occurrence conduire en fin d'année à des difficultés à respecter l'échéance pour le paiement de la quatrième avance.

Actuellement, mon ministère mène des discussions avec la FEDAS et le Syvicol afin de remédier à cette situation et de trouver des solutions alternatives.

Question 1514 (22.11.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **bilans intermédiaires électroniques :**

All Trimester ginn d'Eltere mat engem Bilan iwwert d'schoulesch Leeschtunge vun hire Kanner informéiert. Dëst Joer soll de Bilan fir d'éischte Kéier landeswäit just nach elektronesch un d'Eltere vu Kanner aus de Cyclen 2.1, 3.1 a 4.1 iwwermëttelt ginn. Am Bilansgespréich sollen d'Bilane just nach mat Hëllef vun engem digitale Support op engem Ecran presentéiert ginn an no der perséinlecher Entrevue sollen d'Elteren dann eng E-mail mam Bilan erhalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt garantéiert, datt d'E-Maile mat de Bilane bei de richtege Leit ukommen? Wien haft, wann d'E-mail mam Bilan interceptéiert gëtt oder falsch adresséiert géif ginn?

2. Gouf den DPO saiséiert, fir d'Prozedur vum Envoi vu Bilane mat perséinlechen Daten iwwer net securiséiert E-Mailen ze evaluéieren? Wa jo: wéini gouf en Avis ofginn a wat war seng Konklusioun? Wann nee: Plangt de Minister, nach en Avis beim DPO unzefroen?

3. D'Léierpersonal gouf ugewisen, de Bilan, falls d'Elteren en Dokument aus Pabeier wënschen, just nach um Ënn vum Joer ze printen. Muss d'Personal mat Sanktioune rechnen, falls Bilane géife pro Trimester geprint ginn, well d'Elteren dëst géife froen?

4. Stëmmt et, datt den Informatiounsbréif, deen de Minister un d'Léierpersonal verdeelt huet, fir datt dës en un d'Eltere kéinte verdeelen, just a franséischer Sproch disponibel ass? Wisou gëtt et dëst Informatiounschreiwes net an alle Sproochen, an deenen och de Bilan disponibel ass (zum Beispill also och op däitsch, englesch, portugisesch oder serbokroatesch)?

Réponse (21.01.2020) de **M.Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Am Kader vum Iwwergang vun der Pabeierversioun op eng reng elektronesch Versioun vun de Bilan-intermédiairen an der Lëtzebuerger Grondschoul an enger éischter Phas fir d'Schüler vum 1. Joer an de Cyclen 2, 3 a 4 huet sech d'Fro gestallt, ënner wat fir enger Form d'Dokumenter sollen un d'Elteren transferéiert ginn. No enger interner Concertatioun vu sämtleche kompetente Servicer an ënner Berücksichtegung vun alle Sécherheetsaspekter ass zréckbehale ginn, den Elteren d'Bilanen duerch eng E-Mail zoukommen ze loossen, déi iwwer e securiséierte Server am Kader vun enger automatiséierter Prozedur verschéckt gëtt.

Op der Säit vum MENJE ginn d'E-Mailen iwwer e securiséierte Server verschéckt. Den Accès op d'Funktionalitéit vun de Bilanen ass, ewéi bei all aner Applikatioun vum MENJE, nëmmen iwwer eng staark Authentifikatioun via LuxTrust méiglech.

Am Fall, wou d'Bilane per Mail verschéckt ginn, ass et nëmmen dem Titulaire vun der Klass méiglech, den Envoi ze lancéieren. Dës automatiséiert Prozedur ass esou opgebaut, datt d'E-Mail-Adresse vun den Elteren am Kader vun der Aschreiwung vun de Schüler an d'Klass saiséiert ginn. Wann den Envoi un d'Elteren da vum Titulaire lancéiert gëtt, gëtt de betreffende Fichier vum Mail-Server vun der Gestiounsapplikatioun vum Ministère un déi saiséiert Adresse verschéckt, nodeems de Programm nach emol beim Enseignant nogefrot huet, ob d'Mail un déi ugewisen Adresse soll verschéckt ginn. Dat geschitt ouni weideren Agréff vum Titulaire oder soss engem Agent.

Eng manuell Saisie vu weideren E-Mail-Adressen an deem Kontext ass net méiglech, well d'Prozedur iwwer e geneeë Protokoll am Hannergrond leeft an et gëtt a kengem Fall Gebrauch vun engem private Mailprogramm vun den Enseignantë gemaach. D'E-Mail-Adresse vun den Eltere gi vun den Titulairë vun de jeeweilege Klasse saiséiert. Am obligatoresche Bilansgespréich hunn d'Enseignanten den Optrag, d'Korrektheet vun dësen Donnéeën nach emol zesumme mat den Elteren ze verifizéieren. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 iwwer persounebezunnen Date vun de Schüler ausdrécklech d'Erfaassen an d'Traitéiere vun elektroneschen Adresse mentionéiert. De Sënn an Zweck dovun ass d'Interaktioun respektiv d'Transmissioun vun Informatioune vun der Säit vun der Schoul un d'Elteren. An dësem Sënn ass vum Ministère all Precautioun geholl ginn, fir eng maximal Sécherheet unzestriewen.

ad 3. D'Léierpersonal ass dru gebonnen, sech un d'ministeriell Instruktiounen ze halen, an de Sënn vun där Mesure, d'Bilanen eréischt um Enn vum drëtten Trimester erauszedrécken, ass och motivéiert. D'Nohaltegkeet vun den digitaliséierte Bilane gouf an diverse Kommunikatiounen un d'Enseignanten ënnerstrach an deemno ass d'Léierpersonal direkt e puermol doriwwer a Kenntnis gesat ginn, datt d'Bilanen nëmmen op explizitte Wonsch vun den Elteren hin eemol zum Schluss vum Schouljoer sollen erausgeprint ginn. Et dierft awer kaum méiglech sinn, ze kontrolléieren, ob net an eenzelne Fäll esou en Dokument op Wonsch vun den Elteren erausgedréckt gëtt.

ad 4. Vu datt d'Elteregespréich um Enn vum Trimester obligatoresch ass, hunn d'Enseignanten d'Méiglechkeet, den Elteren den Inhalt vum Informatiounsbréif de vive voix ze erklären an dëst gegeebenefalls mat der Mathëllef vun engem Médiateur interculturel an der Mammesprooch vun den Elteren.

Question 1525 (25.11.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **isolants :**

Beim Bau vun neie Gebaier, sief dat fir privat Wunnzwecker oder am privaten esouwéi am ëffentleche Secteur, ginn et vusäite vum Staat eng ganz Rëtsch u Subventiounsoffere fir d'Isolatioun (dozou gehéiert och de Kaméidi-Schutz) vun dëse Bauwierker. Et stellt sech an deem Kontext d'Fro, wéi nohalteg dës Isolatiounsmaterialie sinn. En éisträicheschen Architekt ass rezent zur Konklusioun komm, datt mir eis domat de „größte[r] Sondermüll der Geschichte" bauen. Virun allem, wat d'Produktioun an de Recyclage vun dëse Materialien ugeet, stelle sech eng ganz Rei vu Froen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Energieminister an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Gi vum Lëtzebuerger Staat Isolatiounsmaterialie gefërdert, déi net nohalteg sinn? Wa jo, wat fir eng Materialie sinn dëst?

2. Gëtt bei der Auswiel vun den Isolatiounsmaterialien eng Gesamtenergiebilanz erstallt, wou all d'Faktoren op d'Ëmwelt matagerechent sinn, virun allem den Ëmweltimpakt vun der Produktioun a vum Recyclage?

3. Ass zu all Moment séchergestallt, datt den Energieaspuerpotenzial vun den Isolatiounsmaterialie proportional méi héich ass wéi den Energieopwand fir d'Produktioun an de Recyclage vun dëse Materialien?

4. Wa jo, wéi an no wéi enge Methode gëtt dëst séchergestallt?

Réponse commune (21.01.2020) de **Mme Carole Dieschburg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. + 2. Als Äntwert op déi zwou éischt Froe sief bemierkt, datt déi finanziell Hëllefen (PRIMe House), déi den Ëmweltminister fir de Bau vun neie Wunngebaier accordéiert, exklusiv op Nohaltegkeetskrittäre baséieren. Dës sinn am Artikel 1, Paragraf 1, vum Règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement opgelëscht.

An dësem Kontext spillt d'Ëmweltbewäertung vun net nëmmen den Isolatiounsmaterialien, mee de Baumaterialien insgesamt (Indicateur environnemental I_{env}), eng wichteg Roll. Dësen Indicateur beinhalt de Prozess vun der Hierstellung bis zum Transport. Den Opbau an d'Fäegkeet, déi entspriechend Bau- respektiv Isolatiounsmaterialien nees ze demontéieren, ginn zousätzlech analyséiert a kreie Rechnung gedroen.

Am Fall vun der Sanéierung vu besteeënde Gebaier ass d'Approche liicht ënnerschiddlech. All d'Isolatiounsmaterialie ginn no dem „indicateur écologique I_{eco12}" klasséiert. Materiale mat engem schlechten I_{eco12}-Wäert sinn d'office vun den Hëllefen ausgeschloss. Fir Materialie mat engem besonnesch héije Wäert kënne weesentlech méi attraktiv Subventiounen accordéiert ginn.

ad 3. Prinzipiell ass bei all Isolatiounsmaterial, esouwäit et den Normen no agesat gëtt an déi virgeschriwwe Mindestkrittären agehale ginn, een netto Energieaspuerpotenzial no e puer Joer ze verzeechnen (meeschtens no spéitstens véier bis fënnef Joer, dat heescht, dann ass den Energieopwand fir d'Produktioun vun de Materialien ofgedeckt). Dat gëllt och fir net oder manner nohalteg Materialien.

ad 4. Dëst gëtt séchergestallt iwwer Mindestkrittären, déi am Kader vum lëtzebuergesche Fërdersystem (PRIMe House) mussen agehale ginn. Ginn d'Krittären net agehalen, gëtt och keng Fërderung accordéiert.

Question 1530 (25.11.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **heures supplémentaires des enseignants :**

Säit Jore leeschten d'Enseignanten an eise Lycéeen eng grouss Zuel vun Iwwerstonnen, well en ëmmer méi akuten Enseignantsmangel besteet. Déi Situatioun ass säit Laangem bekannt. Déi geleeschten Iwwerstonne gi par rapport zu enger „normaler" Schoulstonn ouni Koeffizient berechent.

Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi vill Enseignantë maachen Iwwerstonnen?

- Wéi vill Iwwerstonne ginn an den eenzelne Fachberäicher gehalen?

- Wéi vill Iwwerstonne ginn allgemeng gehalen?

- Laut engem rezenten Artikel an der Press (Luxemburger Wort, 23. November 2019; Iwwerstonnen am Secondaire) sollt de Problem vun der Diskrepanz am Bezuele vun den Iwwerstonnen an de Koalitiounsverhandlungen ugepaakt ginn. Wéi eng Konklusioune sinn hei gezu ginn? Wéi eng Upassungen envisagéiert de Minister, wuel wëssend, datt mir am Enseignement op Iwwerstonnen ugewise sinn?

Réponse (21.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Iwwerstonnen am Enseignement secondaire si säit Jorzéngte „system-inherent".

Déi regulär Tâche vum Professer ass op 22 Leçonë fixéiert; si setzt sech zesummen aus 21 Unterrechtsstonnen an enger sougenannter „leçon de disponibilité". Eleng duerch den Effet vun de Koeffizienten, déi op d'Unterrechtsstonnen applizéiert ginn, awer och duerch d'Altersdechargen, entsti quasi automatesch Iwwerstonnen.

Vill vun deenen Iwwerstonne si sougenannt „technesch Iwwerstonnen"; bei der Verdeelung vun de Klasse weist sech, datt et net ëmmer méiglech ass, op e Volume vu genee 22 Leçonen ze kommen.

Et kann och virkommen, datt en Direkter en zousätzlechen Enseignant an enger Spezialitéit net komplett beschäftegt kritt an d'Unterrechtsstonnen dofir op déi Enseignantë verdeelt, déi zur Verfügung stinn.

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Am Enseignement secondaire goufen am Schouljoer 2018/2019 insgesamt 8.109,59 Iwwerstonne geleescht. Dëser Gesamtzuel vun Iwwerstonne stoung en Total vu 4.750 Enseignantë géintiwwer, soudatt en Enseignant am Duerchschnëtt 1,7 Iwwerstonne gehalen huet. Konkreet waren et 2.722 Enseignanten, déi Iwwerstonne gehalen hunn.

Ech wëll och ënnersträichen, datt d'Regierung grouss Ustrengungen am Beräich vun der Educatioun mécht: esou weist sech, datt d'Zuel vun den Enseignanten am Enseignement secondaire public all Joer an d'Luucht geet an esouguer verhältnismëisseg méi séier wiisst wéi d'Zuel vun de Schüler.

	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019
Zuel vun de Schüler	39.101	39.375	39.525	40.455
Zuel vun den Enseignanten	4.386	4.442	4.578	4.750
Schüler pro Enseignant	8,91	8,86	8,63	8,52

Trotzdeem ass net ze leegnen, datt an enger Rei vu Spezialitéiten d'Zuel vun den Iwwerstonnen héich ass; dëst ass de Fall an der Mathematik, an der Informatik, an den Naturwëssenschaften, awer och an den technesche Fächer, déi vun Ingenieuren oder Maîtres d'enseignement technique gehale ginn. Dëst erkläert sech duerch d'Schwieregkeeten, déi mir an deene Spezialitéite mam Rekrutement vun den Enseignanten hunn. Hei mussen an den nächste Jore verstäerkt Moossnamen ergraff ginn, fir dës Schwieregkeeten ze behiewen.

Wat d'Bezuele vun den Iwwerstonnen am Secondaire ubelaangt, esou verweisen ech déi honorabel Deputéiert op den Artikel 4 vun der Loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire an op den Artikel 13 vum Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques. De Regierungsprogramm gesäit net vir, d'Bezuele vun den Iwwerstonnen ze reforméieren.

Question 1567 (04.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**Expo 2020 à Dubai** :

A menger parlamentarescher Fro N° 0647 hunn ech no méi Informatiounen iwwert de lëtzebuergesche Pavillon gefrot, dee fir d'Weltexpo am Joer 2020 zu Dubai opgestallt gëtt an de Steierzueler zu Lëtzebuerg ronn 32 Millioune kascht. Des Weideren hunn ech och fir d'Verschrottung respektiv de Recycling vum Pavillon, d'Aarbechtsbedéngunge vun de Mënschen um Pavillon selwer an eng Aschätzung vun der Regierung iwwert d'Mënscherechtssituatioun an de VAE gefrot.

An hirer Äntwert sinn déi zoustänneg Ministeren alleguerten averstanen, dass de Pavillon e gudden Investissement duerstellt, dee sech op laang Siicht allerdéngs awer net chiffréiere léisst. Lëtzebuerg hätt op der Plaz vill Interêten an et wär déi éischte Kéier, dass eng Weltexpo am Mëttleren Oste stattfënnt. D'Ministere verweisen drop, dass d'Aarbechtsrecht um Gelänn vun der Weltexpo generell méi héije Standarden ënnerläit an dass dës Rechter mat an d'Aarbechtsrecht an de VAE wäerte legiferéiert ginn.

Mat Bezuch op d'Mënscherechtssituatioun an den Emirater schreiwen d'Ministeren, dass d'Problemer bekannt sinn a verweise virun allem op d'Avise vun internationalen ONGen. Effektiv weist zum Beispill de „Human Rigths Watch" a sengem Rapport 2019, dass d'Gesetzgebung an de VAE haislech Gewalt erlaabt oder d'LGBTIQ-Communautéit an den Emirater duerch de Gesetzesapparat ënnerdréckt a verfollegt gëtt. Kritesch Stëmme ginn an de VAE generell ënnerdréckt, d'Meenungs- an d'Pressefräiheet si quasi inexistent.

Et bleift also festzestellen, dass, och wa verschidde Garantie fir eng konform Organisatioun vun der Expo zu Dubai existéieren, d'Verhältnisser an den Emirater net déi nämmlecht si wéi op der Expo Milan 2015, un där Lëtzebuerg net deelgeholl huet. Aus der Äntwert vun der Regierung geet kloer ervir, dass an éischter Linn d'wirtschaftlech Interessien d'Deelhuelen un der Weltexpo zu Dubai legitméieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister an der Madamm Kulturminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, dass d'Motivatioun fir d'Deelhuelen un der Expo Dubai 2020 an éischter Linn wirtschaftlecher Natur ass? Falls nee, firwat huet Lëtzebuerg net och un der Weltausstellung 2015 zu Mailand deelgeholl?

2. D'Retombéeë vum lëtzebuergesche Pavillon sinn net am Viraus ze chiffréieren. Dat schreiwen d'Ministeren an der viregter Äntwert. Falls deem esou ass, firwat gëtt fir eng Entscheedung, déi de Steierzueler 32 Milliounen Euro kascht, e Risiko geholl, ouni den ekonomeschen oder kulturelle Return on Investment am Viraus ze kennen?

3. D'Regierung behaapt an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0647:

„[...] d'VAE engagéiere sech an der Golfregioun fir eng Progressioun an de Fraerechter a fir eng méi oppen an tolerant Gesellschaft [...]."

Ugesiichts vum Rapport vum „Human Rigths Watch", ass d'Regierung wierklech der Meenung, dass d'VAE am Beräich vun de Mënscherechter als fortschrëttlech bezeechent kënne ginn an dass d'Golfregioun am deem Kontext als Referenz fir de Respekt vun de Mënscherechter ka geholl ginn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass am Kader vun der lëtzebuergescher Wirtschaftspolitik an den internationale Bezéiunge mat anere Länner Mënscherechtsverletzungen einfach esou toleréiert solle ginn?

5. Wäert Lëtzebuerg wärend der Ausstellung fräi a kritesch kënschtleresch Bäiträg am Pavillon zouloossen? Wäert d'Regierung - trotz hirem Nation Branding - och d'Méssstänn an de VAE oppen a kritesch kommunizeieren?

Réponse commune (20.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Expo 2020 erlaabt Lëtzebuerg, fir sech an all senge Facetten engem internationale Publikum ze presentéieren: ekonomesch, touristesch, kulturell, gastronomesch, an esou weider. Domadder ginn Talenter, Touristen an och Investisseuren op de Standuert Lëtzebuerg opmierksam, et gi Lëtzebuerger Expertisen a Kompetenze gewisen, an eis Betriber ginn ënnerstëtzt, fir hir Aktivitéiten an der Golfregioun an an der ganzer Welt ze entwéckelen. D'Organisateuren erwaarde sech 25 Millioune Visiteuren, dovunner 70 % vu Leit, déi net aus den Emirater kommen. D'Expo 2020 zu Dubai ass also op déi Manéier déi kosmopoliteschst Weltausstellung, déi jee organiséiert ginn ass.

Zu Mailand hat Lëtzebuerg net participéiert wéinst dem zentralen Theema vun där Ausstellung, bei deem et ëm alimentaire Qualitéit a Sécherheet gaangen ass. Lëtzebuerg huet wéineg Entreprisen, déi an deem Beräich aktiv sinn an huet dofir decidéiert, net matzemaachen. D'Theema vun Dubai „Connecting minds, creating the future" erlaabt Lëtzebuerg, ze weisen, dass et op eng nohalteg a sozial digital Entwécklung vu senger Wirtschaft a senger Gesellschaft setzt.

Een Deel vun den 32 Milliounen Euro Budget fir de Pavillon gëtt vu private Partner a Sponsore gedroen, dat sinn tëschent aacht an néng Milliounen Euro. Et ass bei dëser Zort Evenementer net méiglech, prezis am Viraus ze chiffréieren, wat déi ekonomesch, kulturell oder aner Retombéeë sinn.

D'Zuele weisen awer, dass zum Beispill no der Weltausstellung 2010 zu Shanghai déi wirtschaftlech Echangen tëschent Lëtzebuerg a China sech enorm gesteigert hunn: eng Rei chineesesch Banken hu sech zu Lëtzebuerg néiergelooss, d'Exportatiounen a China hu sech verduebelt, d'Importatioune verdräifacht. D'Exportatioun vu Servicer huet sech souguer vervéierfacht an d'Exportatioun vu Finanzservicer verfënneffacht. D'Participatioun un enger Weltausstellung erlaabt et, d'Visibilitéit vun onsen Entreprisen an hire Kompetenzen ze promouvéieren.

D'Golfregioun ka sécher net als Ganzt als Referenz geholl gi fir de Respekt vun de Mënscherechter. D'Vereenegt Arabesch Emirater (VAE) sinn awer eent vun deene Länner, wou zënter deene leschte Joren ëmmer méi Efforte gemaach ginn, fir déi Situatioun ze verbesseren, net zulescht och wéinst den intensive Relatioune mat europäesche Länner a mam Rescht vun der Welt. Am Joer 2019, wat „d'Joer vun der Toleranz" war, huet d'Regierung zum Beispill eng Rei Schrëtt ënnerholl, fir déi emiratesch Gesellschaft méi oppen ze maachen.

Esou gëtt et zanter de leschte Walen am Oktober 2019 eng Obligatioun vu Paritéit (50 %-50 %) am Conseil fédéral national, den Equivalent vun engem Parlament. Déi éffentlech Institutioune ginn encouragéiert, Fraen an hire Conseil d'administration ze nennen, a 27 % vun de Ministere si Fraen. 70 % vun den Diplomëierte vun den Universitéite si Fraen, 46,60 % vun der aktiver Bevëlkerung si Fraen, am éffentleche Secteur souguer 66 %, dovunner 30 % op engem héije Posten (poste de prise de décision).

D'Organisateure vun der Expo hunn och vun Ufank u spezifesch Reegelen definéiert iwwert d'Aarbechtskonditiounen. Dës Reegele si méi streng a gi méi wäit wéi allgemeng d'Aarbechtsrecht an de VAE. Mat grousser Warscheinlechkeet ginn dës Reegelen no der Weltausstellung an d'nationaalt Recht vun de VAE integréiert.

Den Artistekollektiv, zesummegesat vun aacht Kënschtler aus siwe verschiddene Konschtsparten, huet fräi Hand, fir de Contenu vum artisteschen a kulturelle Projet vun der Lëtzebuerger Participatioun un der Expo auszeschaffen. Mat dem Konzept „Mir wëlle bleiwe wat mir ginn" setzt de Kollektiv sech mat dem Theema vun der Expo „Connecting minds, creating the future" kritesch auserneen a proposéiert fënnef kulturell Projeten, déi am Kader vun enger artistescher Residenz zu Dubai, deels an Zesummenaarbecht mat lokale Kulturinstitutiounen, realiséiert wäerte ginn. Et ass deemno och eng Geleeënheet, mat anere Kënschtler souwéi mat engem anere Public a Kontakt ze kommen, an iwwert dee Wee Relatiounen an Dialog ze stäerken.

Generell sinn déi diplomatesch Relatiounen, déi Lëtzebuerg mat de VAE huet, ganz villschichteg. Souwuel politesch, finanziell, kulturell wéi och wirtschaftlech Interessen an och de Schutz vu Mënscherechter falen dorënner. An de bilaterale Kontakter mat de VAE ginn all Sujeten oppen an direkt ugeschwat, dorënner och de Respekt vun de Mënscherechter. Lëtzebuerg wäert weiderhin all Kontakter mat de VAE notzen, fir dës Froen ze thematiséieren, souwuel bilateral wéi an de multilateralen Enceinten, wéi zum Beispill am Mënscherechtsrot vun der UNO.

Question 1573 (05.12.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **chiens renifleurs contre la peste porcine africaine :**

Jusqu'à présent, le Luxembourg, tout comme le Land de la Sarre, n'est heureusement pas encore touché par le virus de la grippe porcine africaine. Nonobstant, les administrations de la Sarre se préparent à une éventuelle apparition du virus, notamment en formant des chiens spécialement pour rechercher les cadavres de sangliers. Selon la vétérinaire officielle de l'Administration de la chasse, responsable de la formation de ces chiens, la recherche et l'élimination de cadavres contaminés seraient primordiales pour éviter une propagation rapide du virus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Les ministres sont-ils au courant de la formation spéciale de ces chiens en Sarre ?

- Dans l'affirmative, une telle formation pourrait-elle également être envisagée au Luxembourg ?

- Dans la négative, les chiens formés en Sarre pourraient-ils être utilisés au Luxembourg dans le cas d'une apparition de la peste porcine africaine ?

Réponse commune (20.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Les ministres sont au courant de cette formation spéciale de ces chiens en Sarre car ce sujet a été thématisé lors de réunions transfrontalières qui ont eu lieu ces derniers mois dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine.

- Une telle activité de formation de chiens renifleurs n'est actuellement pas envisagée au Luxembourg étant donné que l'évolution de la situation sanitaire en Belgique laisse supposer qu'une contamination de la population des sangliers et du cheptel porcin au Luxembourg peut être évitée. Néanmoins, les autorités nationales suivent de très près l'évolution de la maladie en Belgique et dans les autres pays de l'Union européenne et mettent en place toutes les mesures préventives nécessaires. En cas d'une éventuelle introduction du virus de la peste porcine africaine, la détection des cadavres par des chiens renifleurs est une mesure parmi tout un ensemble de mesures à mettre en place prioritairement afin de lutter efficacement contre la maladie.

- L'utilisation des chiens formés en Sarre lors d'une apparition de la peste porcine africaine au Luxembourg est une option, mais vu le risque de contamination par la peste porcine africaine, il est peu probable que les autorités allemandes autorisent cette pratique au cas où l'Allemagne serait un pays indemne de la peste porcine africaine.

Question 1576 (05.12.2019) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **marquage routier :**

A leschter Zäit ass ze gesinn, datt op ville Landstroossen, op deenen de Belag neigemaach gëtt, keng Mëttellinne méi gezu ginn. Dëst gesäit een och op Stroossen, déi vill Kéieren a grouss Héichtenënnerscheeder opweisen, zum Beispill am Éislek. Et schéngt esouguer esou ze sinn, datt op e puer Stroossen d'Mëttellinn ewechgekraazt gëtt.

A villen Uertschaften ass et zousätzlech esou, datt net nëmmen d'Mëttellinn, mee och nach d'Säitelinnen net méi gezu ginn an op ville Landstroosse sinn d'Säitelinnen och nach esou ofgenotzt oder vun Onkraut oder Buedem esou wäit verdeckt, datt ee se kaum nach gesäit.

Grad hautdesdaags, wou vill nei Autoen e sougenannte „Spuerhalassistent" hunn, fir

Accidenter hëllefen ze verhënneren- déi Spuerhalassistenten orientéiere sech un de Stroossemarkéierungen -, ginn also hei am Land deelweis keng Markéierunge méi gezunn oder esouguer ewechgemaach.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit de legale Kader aus, deen definéiert, wéi d'Stroossemarkéierunge musse placéiert ginn, an ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Stroossemarkéierungen am ganze Land no engem eenheetleche System gezeechent solle ginn?

2. Ass et net kontraproduktiv, wa mir op där enger Säit d'Sécherheet am Verkéier wëllen erhéijen, op där anerer Säit awer déi Hëllefsmëttelen, déi déi modern Sécherheets-Assistenzsystemer an den Autoe brauchen, fir ze fonctionéieren, ewechhuelen?

3. Verschidde Chauffere schengen d'Feele vu Stroossemarkéierungen als nei geschafenen, quasi rechtsfräie Raum ze interpretéieren, andeem dee méi Séieren, méi Breeden a méi Rücksichtslose sech kann duerchsetzen. Am Fall vun engem Accident wär d'Beweislag jiddefalls méi kloer an einfach nozeweisen, wann d'Stroossemarkeierungen nach do wären. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Beweislag bei engem Accident méi schwéier ze etabléieren ass, wa keng Markéierungen op de Stroosse sinn? Gëtt et do Erfarungswäerter vun der Police oder der Justiz? Gëtt et dozou eng Meenung vun de Versécherungsgesellschaften?

4. Wien dacks am Éislek ënnerwee ass, dee weess, datt virun allem am Hierscht an am Wanter vill Niwwel ass. Besonnesch am Niwwel sinn d'Stroossemarkeierungen awer wäertvoll Orientéierungshëllefen. Ass d'Regierung der Meenung, datt bei scho relativ geféierleche Wiederkonditiounen d'Sécherheet nach doduerch verschlechtert ka ginn, datt de Chauffere wichteg Orientéierungshellefen ewechgeholl ginn?

5. Zesumme mam Fakt, datt ëmmer méi Luuchten op den Autobunnen - déi och fir eng Erhéijung vun der Sécherheet gesuergt hunn - demontéiert ginn, entsteet den Androck, datt hei bewosst héich Risiken a Kaf geholl ginn, ënnert deene virun allem déi méi schwaach Leit am Verkéier, dorënner eeler Chaufferen, leiden. Wëllt d'Regierung bewosst Risikofacteure schafen, wei zum Beisill d'Däischtert an net markéiert Stroossen, fir d'Leit derzou ze zwéngen, lues ze fueren?

Réponse (20.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De legale Kader vun der Stroossemarkéierung gëtt „à la base" vum Code de la route gereegelt, ewéi zum Beispill am Artikel 110 respektiv an den Exekutiounsreglementer, de Reegele vun der Gesetzgebung vun de „permissions de voirie" an zu gudder Lescht vun enger ministerieller Nott vun 2013. De Marquage

gëtt schonn ëmmer eenheetlech an nom leschte Stand vun der Technik gemaach. Ewéi an all aner Dossier gëtt den Entwécklungen (Qualitéit, Material, Verkéierssécherheet, an esou weider) vun der Fuerschung Rechnung gedroen.

ad 2. Am Prinzip ass et eisem Kenntnisstand no esou, dass déi nei Assistenzsystemer an den Autoe mindestens op méi onofhängeg Systemer zur Orientéierung zréckgräifen. Op där enger Säit sinn dat natierlech déi agebaute Kamerasystemer, déi sech un de Stroossegeometrien an anere Parameteren orientéieren, fir dem Chauffer ze hëllefen. Op där anerer Säit orientéiere sech déi Assistenten u computergeneréiertem, GPS-referenzéiertem Kaartematerial. Déi Kombinatioun vun dësen an anere Systemer gëtt dem Autoscomputer d'Méiglechkeet, seng Entscheedungen ze treffen. Ausserdeem wäert et ëmmer esou sinn, dass d'Stroossemarkéierungen ofhängeg vun de Strooseklassen a Stroossenzoustänn vu Land zu Land an och a Saache Qualitéit variéieren, a sech virun allem wéinst den ënnerschiddleche Markéierungsrichtlinne wäerten ënnerscheeden, soudass déi Systemer sech ni exklusiv nëmmen op d'Stroossemarkéierunge wäerte verloosse kënnen. Ech géif hei och op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 0508 vum 14. Mäerz 2019 verweisen.

ad 3. An dëser Fro geet et wuel ëm de Mëttelstréch, woubäi allgemeng vu Stroossemarkéierunge geschwat gëtt. Am Detail muss een awer kloerstellen, dass bei der Kategorie vu Stroossen, déi ënner enger Breet vu sechs Meter a manner wei 150 Gefierer am Dag leien, effektiv de Mëttelstréch net opbruecht gëtt. Dofir gëtt e Säitestréch op deenen zwou Säite vun der Strooss opbruecht. An de Fuerschungsresultater am Ausland ass erauskomm, dass et verkéierssécherheetstechnesch méi sënnvoll ass, de Chaufferen net den Androck ze ginn, dass hinnen eng komplett Fuerspuer zur Verfügung steet, mee éischter duerch d'Ewechloosse vum Mëttelstréch de Géigendeel ze erwaarden ass. Dëst beaflosst direkt d'Fuerverhale vun den Automobilisten, andeems se selwer ofschätze mussen, wéi vill Sputt bleift, fir laanschteneen ze fueren, an doduerch d'Geschwindegkeet deementspriechend muss ugepasst ginn. Et fiert een domadder net onbedéngt duerch d'Säiteträifen, ewéi dat bei der Orientéierung um Mëttelstréch de Fall ass.

ad 4. Déi zwee Säitestrécher, ewéi an der Äntwert zu der Fro 3 beschriwwe gouf, gi konsequent op där Kategorie vu Stroossen ëmgesat, déi kee Mëttelstréch hunn. D'Säitemarkéierung gëtt kontinuéierlech ausgefouert a gëtt eng besser Orientéierung zu der Distanz zum Stroosserand, der Stroosseféierung a Stroossebreet, ewéi de Mëttelstréch. Ausserdeem ginn och am Éislek op de Koppen am Wanter zousätzlech zu den Kazenaen nach weider Orientéierungspoteaue gesat, fir dem Automobilist eng Hëllef ze ginn.

ad 5. A kengem Fall ass et en Zil vun der Regierung, fir bewosst Risikofacteuren ze schafen.

Question 1579 (06.12.2019) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant les **énergies renouvelables :**

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11 % d'énergies renouvelables dans sa consommation annuelle finale d'énergie en 2020. Cette directive projette également une trajectoire indicative, selon laquelle le Luxembourg devrait déjà atteindre un taux de 7,47 % pour l'année 2018.

Dans ce contexte, je me permets de demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà des chiffres concernant la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie pour l'année 2018 ? Dans l'affirmative, le Luxembourg est-il en bonne voie pour réaliser son objectif intermédiaire pour 2018, ainsi que l'objectif de 11 % prévu pour 2020 ?

2) Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir les chiffres concernant l'évolution :

a. du nombre d'installations photovoltaïques depuis 2013 (ventilées par année) ;

b. du nombre d'installations éoliennes depuis 2013 (ventilées par année) ;

c. de la puissance produite à partir d'installations photovoltaïques et éoliennes depuis 2013 (ventilées par source d'énergie et par année) ?

Réponse (20.01.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Conformément aux procédures d'exécution de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) communique les chiffres auxquels l'honorable Députée Semiray Ahmedova fait référence en décembre de chaque année subséquente à l'année de référence à l'office statistique européen Eurostat, qui en fait une publication consolidée au niveau européen en janvier (ou plus tard). Les chiffres de 2018 mentionnés dans la suite sont donc des chiffres qu'Eurostat qualifie dans une publication intermédiaire de mi-décembre de résultats « sommaires, provisoires et partiels ».

En résumé, le Luxembourg est en bonne voie pour réaliser son objectif de 11 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2020. De même, le Luxembourg a atteint l'objectif intermédiaire biannuel 2017-2018 (7,47 %) avec 7,67 %. Le pourcentage pour l'année 2018 seule est de 9,06 % (6,29 % en 2017). Ce pourcentage a été atteint en majeure partie sur le territoire national et en partie grâce aux transferts statistiques effectués avec la Lituanie et l'Estonie. Ces mécanismes de coopération, prévus dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables de 2010, aideront aussi à atteindre l'objectif 2020 en contribuant à hauteur d'environ 2 % aux 11 % visés.

Ventilés par secteurs et par production réelle, donc sans tenir compte des transferts statistiques, le Luxembourg a fait en 2018 des progrès dans les trois domaines visés par la directive 2009/28/CE et selon les règles de calcul européennes : la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie dans le secteur « électricité » était de 9,13 % (plus 1,08 % par rapport à 2017), la part dans le secteur « chaleur et froid » était de 8,78 % (plus 1 %), et la part dans le secteur « transport » de 6,54 % (plus 0,1 %).

Les éléments de réponse à la deuxième question de l'honorable Députée sont repris dans les tableaux suivants. Pour faire le lien avec la première question, il reste à noter qu'en 2013, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie était de 3,66 %.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans le domaine du photovoltaïque, on dénote entre 2013 et 2018 une augmentation du nombre des centrales de presque 60 % et une augmentation de la production dans le même ordre de grandeur. Ces augmentations font que le Luxembourg est actuellement en septième position des pays de l'Union européenne en ce qui concerne la capacité photovoltaïque installée par habitant (222,6 W/habitant, EurObserv'ER 2019).

Dans le domaine de l'éolien, le nombre des centrales a augmenté de l'ordre de 35 %, mais la production renouvelable a doublé (200 %). Ceci est notamment dû à l'installation d'éoliennes plus hautes et performantes et le remplacement continu des petites éoliennes par de nouvelles plus grandes et performantes (« repowering »). En termes de capacité installée par 1.000 habitants, le Luxembourg se retrouve en 15e place européenne (EurObserv'ER 2018) avec 196,4 kW et figure en bonne place parmi les pays qui ont des possibilités « offshore » comme par exemple la France (14e, 202,3), les Pays-Bas (11e, 250) ou encore la Belgique (10e, 250,6).

Question 1581 (06.12.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **consommation d'énergie du futur centre de données de Google :**

Den Här Minister Turmes huet den 3. Dezember 2019 an der Chamber gesot, wann ech hie richteg verstanen hunn, datt Lëtzebuerg, fir déi néideg Energie fir Google kënnen a klimapolitesch vertrietbarer Form ze liwweren, géint Bezuelung, statistesch Transferten aus dem Ausland virhuele géif („fir déi national Bilanz zoukafen"). Google selwer géif um Site ronn 5 MW Solarenergie produzéiere plus, ënnert der Konditioun, datt adequat Sitte fonnt géifen, och Wandenergie. Gebraucht géifen am Ganze ronn 200 MW, dëst awer eréischt wann déi zwou Ausbaustufe vum Datenzenter fäerdeg wären. Google géif awer Verträg, fir erneierbar Energie ze produzéieren, am Ausland ofschléissen, an zwar an der Belsch.

Wat d'Uelzecht ugeet, esou sot den Här Minister, datt jee no Betribstemperatur vum Datenzenter vläicht héchstens misst e puer Deeg am Joer gekillt ginn. Dat wäre jo awer da warscheinlech déi besonnesch waarm Deeg, wou, statistesch gesinn, de Waasserstand vun der Uelzecht souwisou schonn niddreg ass. Ausserdeem misst dann an esou Wiederkonditiounen, an deene mam Drénkwaasser wéinst der Hëtzt fir geweinlech méi virsiichteg ëmgaange gëtt, wuel op d'SEBES zréckgegraff ginn.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi héich wär de Käschtepunkt fir de Staatsbudget, fir statistesch Transferten aus dem Ausland ze maachen, déi de Géigewäert fir eis national Klimabilanz vun der Consommatioun vu Google duerstellen, déi Google net ka selwer mat erneierbaren Energien ofdecken?

2. Wa Google an Eegeregie Solar- a Wandenergie produzéiert, géifen déi an en Netz agespeist gi respektiv géif Google fir déi Energie an iergendenger Form bezuelt ginn (z. B. iwwer Subventioune fir erneierbar Energien)? Wéi vill géif dat ausmaachen?

3. Kéint Google bei engem niddrege Waasserstand vun der Uelzecht an allgemenger Drénkwaasserknappheet gezwonge ginn, fir d'Betribsmodalitéite vum Datenzenter technesch esou unzepassen, datt manner Killwaasser verbraucht gëtt? Wär et méiglech, bei Waasserknappheet de Betrib eventuell, fir eng gewëssen Zäit ganz ze stoppen?

4. Ass geplangt, datt Google eng Waasserreserv fir Killzwecker uleet?

5. Wéi en Effet huet d'Killung vum Google-Datenzenter op d'Temperatur vun der Uelzecht? Wéi vill Killwaasser gëtt nees an de Floss zréckgeféiert? Wéi eng maximal Temperatursteigerung géif d'Uelzecht verdroen ouni negativ Auswierkungen op d'Natur? Wou gëtt déi Temperatur zu Biisse gemooss (am Flosslaf virun an hannert dem Datenzenter?) a wat geschitt am Summer bei souwisou scho méi héije Waassertemperaturen? Wéi eng maximal Temperaturwäerter gëlle fir d'Uelzecht?

6. Den Här Minister huet vu Beispiller am Ausland geschwat, wou d'Ofwäermt vun engem Datenzenter fir d'Hëtze vun Haiser gebraucht gëtt. Hien huet vun 20.000 Haiser zu Helsinki geschwat. Do gëtt et zu Hamina, net wäit vun Helsinki, e Google-Datenzenter, dee mat Mierwaasser gekillt gëtt. Kann hien do seng genee Sourcen iwwer en Heizungsprojet uginn? Wéi a wou wär esou eng Iddi eventuell hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren?

Réponse commune (27.01.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Well et nach keen definitive Projet gëtt an nach net gewosst ass, mat wéi enger Temperatur den Datenzenter bedriwwe gëtt, wéi eng Technik agesat gëtt a wéi vill erneierbar Energië kënnen op der Plaz produzéiert ginn, kann een zu dësem Zäitpunkt heiriwwer näischt Konkreetes soen.

ad 2. Am Projet de loi N° 7266, deen am Moment um Instanzewee ass an deen d'Gesetz vun 2007 iwwert de Stroummarché modifizéiert, wäerte verschidden Dispositiounen d'Méiglechkeet zum Eegeverbrauch vu Stroum preziséieren a promouvéieren, och am Sënn vun der neier Erneierbaren-Direktiv 2018/2001/CE.

Wa Google an e puer Joer sollt selwer Stroum duerch Sonnen- oder Wandenergie produzéieren, kënne si Eegeverbrauch maachen zu de Bedingungen, wéi se da virgesi sinn, an déi fir jiddereen d'selwecht sinn. Dat gëllt och fir eng méiglech Aspeisung vun der (Iwwerschoss-) Produktioun an d'Netz: zu de Förderbedingungen, wéi se da virgesi sinn.

ad 3. D'Modalitéite vun der Exploitatioun, déi d'Waassergestioun betreffen, ginn iwwer eng Autorisatioun nom Artikel 23 vum Waassergesetz gereegelt. Hei wäert wéi bei anere Prelèvementsautorisatiounen eng Konditioun drastoen, déi beseet, datt d'Ministesch kann all Prelèvementer aus de Gewässer am Fall vun Niddregwaasser zäitweis verbidden. Dësen zäitleche Verbuet soll den ökologesche Mindestoffloss garantéieren, fir datt d'Gewässer seng ökologesch Funktiounen erfëlle kann, besonnesch de Liewensraum fir Fësch an aner Liewewiesen erméiglechen.

ad 4. De geneeë Plang, wéi d'Waassergestioun vum Site soll gereegelt ginn, ass nach net bekannt.

ad 5. Een Aleede vu Killwaasser kann eng Erhéijung vun der Temperatur vum Uelzechtwaasser mat sech bréngen. D'Gréisstenuerdnung vun der Erhéijung wéi och hiren Impakt mussen an der Ëmweltimpaktstudie ënnersicht ginn. Dobäi dierfen déi gesetzlech festgeluechten Temperaturlimitten zu kengem Moment iwwerschratt ginn. Den Impakt vun der Temperatur gëtt berechent andeem een d'Auslaftemperatur verglach mat der Temperatur aus der Uelzecht héichrechent.

De Maximalwäert fir d'Waassertemperatur ass an dëser Fëschregioun (Gewässertyp V - Epipotamal) 25 Grad Celsius (gudden Zoustand) vun Abrëll bis November. An de Wanterméint tëschent Dezember a Mäerz läit de Maximalwäert bei 10 °C. Et dierf zudeem keng Erhéijung vun der Waassertemperatur virun an no enger Aleedung iwwer 3 °C stattfannen. Dës Konditioune sinn am groussherzogleche Reglement vum 15. Januar 2016 festgehalen.

ad 6. An deem vu mir an der Chamber genannte Beispill ass et ëm ee „vun den neisten Datenzentren an Europa" gaang, dee viru Kuerzem zu Helsinki a Betrib geholl ginn ass.

Deen Datenzenter ass am Summer 2018 fäerdeggestallt an a Betrib geholl ginn. Deen Datenzenter huet d'Méiglechkeet, bei Volllaascht, bis zu 30 MW Ofwäermt an ee besteeënden Hëtztreseau anzespeisen. Mat där Quantitéit un Hëtzt kann ee bis zu 25.000 Stéit beliwweren.

D'Regierung wäert de besteeënde reglementaresche Kader notzen, fir datt beim Datenzenter déi bescht verfügbar Technik agesat gëtt.

Question 1583 (06.12.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**encadrement des enfants à besoins spécifiques dans les écoles internationales :**

Mat der Aféierung vun den internationale Schoule sinn och international prescolaire, primaire a secondaire Schoulstrukture geschaaft ginn. Well dës Schoulen hir eegen Direktioun hunn, ënnersti se kenger Regionaldirektioun. Wann e Kand an enger net internationaler Schoul als EBS (Enfant à besoins spécifiques) diagnostizéiert gëtt, huet all Regionaldirektioun hir eegen EBS-Ekipp, fir d'Kand ze encadréieren.

Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech dem Här Bildungsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi gi Kanner mat spezielle Besoinen an internationale Schoulen encadréiert?

2. Besteet an deem Kontext eng Kooperatioun tëschent den internationale Schoulen, de Regionaldirektiounen an dem Centre de compétence?

3. Wéi verleeft iwwerhaapt de Rekrutement vun den nei geschaaften EBS-Ekippen, déi an all Lycée agefouert gi sinn?

4. Goufen och Éducateur-gradués-Plaze besat?

5. Wéi vill Educateure sinn als Quereinsteiger an de Schoulen agestallt gi?

Réponse (16.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Zu Lëtzebuerg ginn et am Moment véier ëffentlech international Schoulen. D'International School Junglinster, d'École internationale Edward Steichen Clervaux an d'École internationale de Mondorf-les-Bains si gegrënnt ginn am Kader vun de Lycéeë vu Jonglënster, Clierf a Munneref. D'École internationale de Differdange et Esch/Alzette ass organiséiert an enker Analogie zu engem Lycée. All véier international Schoulen applizéieren de Programm vun den europäesche Schoulen a sinn an deem Sënn och agreéiert. Si musse Schüler ophuelen, déi am Grondschoulalter an am Lycéesalter sinn. Dat ass am Ament iwwerall de Fall ausser zu Clierf, wou fir de Fondamental d'Gebai nach fäerdeg gebaut muss ginn.

Schüler mat spezifesche Besoinen, déi an enger internationaler Schoul ageschriwwe sinn, ginn op déi selwecht Manéier ënnerstëtzt wéi all aner Schüler, déi an engem Lycée an d'Schoul ginn. Dëst geschitt prioritär an der Schoul selwer. D'Inklusiounskommissioun vum Lycée begleet d'Betreiung vun de Schüler mat spezifesche Besoinen a recommandéiert Ënnerstëtzungsmoossnamen, déi der Situatioun ugepasst sinn. D'Ekipp fir d'Ënnerstëtzung vu Schüler mat spezifesche Besoinen (ESEB) vum Lycée setzt déi Moossnamen ëm, beréit d'Enseignanten an assuréiert eng ambulant Betreiung. An de Lycéeën, an deenen et nach keng ESEB gëtt, iwwerhuelen de SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) an den SSE (Service socio-éducatif) dës Missioun. Eng Kooperatioun mat de regionalen Direktioune vun der Grondschoul brauch et an deem Kader dofir net.

D'Kompetenzzentren intervenéieren an den internationale Schoule geneesou wéi an allen ëffentleche Grondschoulen a Lycéeën. Si schaffen och an dësem Fall subsidiär, dat heescht, si ginn eréischt aktiv, wa si gefrot ginn. D'Kompetenzzentre bidden zum Beispill eng fachlech

Berodung oder eng spezialiséiert Diagnos un. Si kënnen eng ambulant Betreiung vu Schüler mat spezifesche Besoinen ubidden. D'Schüler kënnen och eng spezialiséiert Klass an engem Kompetenzzentrum besichen, entweeder Vollzäit oder komplementar zu de Stonnen an enger regulärer Klass.

ad 3. Zanter der Rentrée 2019 kruten elo déi éischt 13 Lycéeë Verstäerkung am Beräich vun der Inklusioun. De Choix vun de Lycéeën huet sech no den Demandë vun enger Begleedung an der scho bestoender Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoine geriicht. 2019 sinn insgesamt 35 Posten ausgeschriwwe ginn, dorënner Experten a Spezialisten am Beräich vun de Sciences humaines.

Fir de Prozess ze vereinfachen, ass de Rekrutement zum gréissten Deel iwwert de Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (S-EBS) vum MENJE gesteiert ginn. Dobäi sinn an all Fall d'Preferenze vun de Kandidate fir bestëmmte Lycéeë berücksichtegt ginn.

ad 4. Pro Lycée gouf versicht, mindestens ee Posten duerch en Éducateur gradué ze besetzen. Insgesamt goufe siwen Éducateurs gradués an enger ESEB agestallt.

ad 5. An de Lëtzebuerger Grondschoule goufen am Kader vum Rekrutement vun de Kandidate mat engem Bachelor, deen a Relatioun mat den Objektiver vum Enseignement fondamental steet, fir d'Schouljoer 2018/2019 insgesamt zwielef Éducateurs gradués rekrutéiert a fir d'Schouljoer 2019/2020 goufen 29 Éducateurs gradués rekrutéiert.

Question 1592 (10.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des gyrophares bleus lors d'un convoi de police officiel :**

A menger Fro N° 1360 hat ech Informatiounen iwwert den Asaz vu bloe Luuchten am Kontext vum Transport vu Regierungsmembere gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wei oft gouf op Basis vum Artikel 2 Punkt 5.10 fir d'Period 2017-2019 de Service urgent fir d'Gefierer vu Regierungsmemberen agesat?

2. An der viregter Äntwert schreift de Minister, dass de Chauffer bei Transporter vu Regierungsmembere selwer decidéiert, wéini e Service urgent ausgefouert gëtt.

- Wéi eng Krittäre muss de Chauffer an deem Fall berücksichtegen, fir dës Decisioun däerfen ze treffen? Muss eng Bedroung virleien, fir dass de Chauffer dës Decisioun däerf huelen?

- Falen d'Rendez-vouse vum Groussherzog oder vun de Regierungsvertrieder ënnert dës Konditiounen?

3. Am Fall, wou keng imminent Bedroung fir e Policeconvoi festzemaachen ass, firwat kann e Convoi op enger Kräizung (beispillsweis bei enger rouder Luucht) net einfach stoe bleiwen? Ass de Risiko vun enger schneller Duerchfaart iwwer eng Kräizung net souguer méi gefäierlech fir déi aner Verkéiersdeelhueler?

4. Ass et an der Vergaangenheet zu Lëtzebuerg schonn zu konkreeten Iwwergréff op e Regierungsmember oder Membere vum groussherzoglechen Haff komm?

5. A wéi enge Konditioune gi geséchert Gefierer (véhicules blindés, Artikel 2 Punkt 2.28) agesat? Wéi oft goufen dës Gefierer an de leschten dräi Joer agesat?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen huet no senger parlamentarescher Fro N° 1360 iwwert d'Noutwendegkeet vu bloe Luuchten op de Gefierer vun de Membere vun der Regierung nach e puer zousätzlech Froen zu deem selwechte Sujet.

Wéi schonn an der Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 1360 preziséiert, steet d'Sécherheet bei Convoien, déi vun der Police begleet ginn, un éischter Plaz. Wann also e Policeconvoi, deen aus Sécherheetsgrënn als geschlossen Unitéit fiert, a wou d'Gefor ass, datt de Convoi bei enger Kräizung, wou en entweeder keng Virfaart huet oder den Trafic mat roude Luuchte gereegelt gëtt, opgespléckt kéint ginn, da gëtt prinzipiell mat de bloe Luuchte gefuer, fir d'Sécherheet vum Convoi net ze gefäerden.

Generell ass et esou, datt e Convoi, dee steet, méi enger grousser Gefor ausgesat ass wéi e Convoi, deen a Beweegung ass. Dofir soll vermidde ginn, datt e Convoi onnéideg laang op enger Plaz steet. Statistiken, wéi oft Regierungsween sech am Service urgent befannen, gi keng gefouert.

D'Decisioun, ob et néideg ass, fir mat de bloe Luuchten ze fueren, gëtt geholl opgrond vun den Informatiounen, déi zur Verfügung stinn, oder opgrond vu Situatiounen, déi optriede kënnen, déi den Asaz vun de bloe Luuchte rechtfäerdegen, an dëst selbstverständlech am Aklang mat deene betreffenden Dispositioune vum Code de la route, wou de Service urgent kloer gereegelt ass. Den einfache Fait, datt een um Wee op e Rendez-vous ass, geet op jidde Fall net als Krittär duer.

D'Konditiounen, fir e gepanzert Gefier anzesetzen, sinn an engem Konzept (Élargissement des mesures de sécurité) opgefouert, dat véier verschidden Niveaue virgesäit (A-D). Ab dem Niveau B gëtt d'office e gepanzert Gefier agesat, dat kann awer och schonn de Fall beim Niveau A sinn. Ausserdeem gëtt dëst Gefier automatesch bei allen Deplacementer vun ausländneschen Delegatioune mat deementspriechender Sécherheetsastufung agesat.

Dat betreffend Gefier vun 2015 war bis haut 28.680 km am Asaz. Eng Statistik, wéi oft mat deem Gefier gefuer ginn ass, gëtt et awer net.

Question 1597 (11.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **congé pour raisons familiales :**

Le congé pour raisons familiales vient d'être sensiblement amélioré et permet aux parents de mieux s'occuper de leurs enfants malades.

Les deux parents qui exercent une occupation professionnelle ont droit au même nombre de jours étant entendu qu'ils ne peuvent pas prendre le congé en même temps.

Alors que l'application de la loi ne pose pas de problème pour les familles vivant ensemble, la situation pour les familles monoparentales se pose différemment.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre comment la loi est appliquée pour les familles monoparentales où un seul parent s'est vu attribuer la garde des enfants respectivement dans les situations où l'un des parents est décédé ou a disparu.

Réponse (20.01.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

L'article L.234-51 du Code du travail dispose que le salarié ayant à charge un enfant, âgé de moins de 18 ans, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé la présence de l'un de ses parents, peut prétendre au congé pour raisons familiales.

L'article L.234-52 prévoit un certain nombre de jours utilisables par tranche d'âge de l'enfant dont chacune couvre plusieurs années, ce qui a pour conséquence que la durée du congé pour raisons familiales dépend en première ligne de l'âge de l'enfant.

Il faut donc noter que le statut matrimonial du salarié n'est pas décisif pour la détermination du nombre de jours de congé pour raisons familiales. Par conséquent, le dispositif relatif au congé pour raisons familiales s'applique actuellement pour le salarié monoparental de même manière que pour le salarié vivant en famille.

Néanmoins, il faut aussi soulever que même si les parents se sont divorcés ou séparés, le père ou la mère qui ne s'est pas vu attribuer la garde des enfants et qui donc ne fait plus partie du même ménage peut encore toujours prétendre au congé pour raisons familiales lorsque l'un de ses enfants est malade.

Question 1598 (11.12.2019) de **M. Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **diplôme de bachelier pour infirmiers :**

La plupart des pays de l'Union européenne sanctionne les études d'infirmiers par un diplôme de bachelier. Au Luxembourg, par contre, seuls des BTS sont proposés aux futurs infirmiers au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Le Gouvernement compte-t-il, au cours de la période législative en cours, introduire un ou plusieurs diplômes dits « bacheliers » pour les infirmiers ?

- Dans l'affirmative, quelles études et spécialisations pourraient être visées ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le nombre d'étudiants ayant suivi leurs études secondaires au Luxembourg qui sont actuellement en voie d'acquisition d'un bachelier en infirmerie à l'étranger ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que la grande majorité des infirmiers ayant suivi leurs études secondaires et postsecondaires à l'étranger et qui travaillent au Luxembourg a été recrutée avec un diplôme de bachelier en infirmerie ?

Réponse commune (11.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Dans leur question, les honorables Députés allèguent que dans la plupart des pays de l'Union européenne les études d'infirmier seraient sanctionnées par un diplôme de bachelier.

En effet, pour augmenter la qualité et la sécurité des soins aux patients, ainsi que l'attractivité de la profession d'infirmier, l'Organisation mondiale de la santé recommande d'offrir des formations au niveau de l'enseignement supérieur. Cette recommandation a été suivie par tous les États membres de l'Union européenne, même si une série de pays a mis en place plusieurs voies de formation offrant à la fois des études à vocation plus académique, de niveau postsecondaire, et des formations à caractère non académique, de niveau secondaire.

Citons à titre d'exemple l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et la Roumanie. Dans ce contexte, il y a également lieu de signaler que la durée minimale de formation et les contenus minimaux de formation pour la profession d'infirmier en soins généraux sont harmonisés au niveau de l'Union européenne par la directive 2005/36/CE, telle qu'elle a été modifiée. Ni cette directive ni ses directives modificatrices, dont notamment la directive 2013/55/UE, ne prévoient des études en soins infirmiers généraux à un niveau de bachelor, mais fixent une durée minimale du programme de formation de trois années sans préciser le niveau académique de ces études.

Ainsi, au Luxembourg, le Lycée technique pour professions de santé offre actuellement un programme de formation de quatre années sanctionné par le diplôme d'enseignement supérieur du brevet de technicien supérieur.

Pour être tout à fait complet, il faut encore relever que si les autres États membres de l'Union européenne ont mis en place des programmes de formation postsecondaires en soins infirmiers d'une durée de trois années, les titres de formation les sanctionnant ne sont pas automatiquement assimilables, ni dans le pays d'obtention, ni au Luxembourg, à un grade académique de bachelor au sens de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

En effet, le concept des niveaux de bachelor, master et doctorat est le fruit du processus de Bologne et s'applique en première ligne aux études à caractère plus académique offertes auprès des universités. A contrario, les programmes de formation préparant à la profession d'infirmier ont souvent un caractère plus professionnalisant en ce qu'ils préparent à l'exercice d'une profession réglementée. Ceci explique qu'ils ne sont en règle générale pas offerts auprès des universités.

L'on ne saurait dès lors déduire du seul fait que ces formations postsecondaires ont une durée de trois années qu'il s'agisse automatiquement de diplômes de niveau bachelor.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'au niveau de la Commission européenne, il est actuellement examiné si les contenus de formation prévus par la directive 2005/36/CE précitée devraient être mis à jour afin de les adapter aux progrès techniques et scientifiques.

Or, dans le cadre de cette étude, il n'est aucunement question d'examiner la nécessité d'un rehaussement du niveau d'études concomitant à un niveau de bachelor, mais simplement d'inclure le cas échéant certains éléments dans le contenu de formation minimal harmonisé.

Il échoit dès lors de constater qu'au niveau de l'Union européenne, tant auprès des institutions qu'auprès des États membres, il n'y a pas de consensus sur la question de l'opportunité de situer la formation en soins infirmiers généraux au niveau du bachelor.

Malgré cela, il y a lieu de constater que le Luxembourg n'est pas en mesure, avec la seule diplomation nationale de professions de santé en soins infirmiers, d'assurer la prise en charge pérenne de la santé de sa population (étude « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg », Ministère de la Santé, octobre 2019), et qu'il devient primordial d'assurer l'attrait pour les formations de l'infirmier en soins généraux et des infirmiers spécialisés telles que proposées actuellement au Luxembourg.

En effet, compte tenu de l'évolution de la technologie médicale, du vieillissement de la population et du développement des maladies chroniques, l'exercice de la profession d'infirmier s'est fondamentalement diversifié. Afin de tenir compte de ces développements, les compétences de l'infirmier devraient être revues et élargies et leur programme de formation adapté en fonction de celles-ci.

L'opportunité d'une adaptation de la formation de certaines catégories d'infirmiers doit dès lors être examinée.

Ainsi, le Gouvernement en Conseil a décidé en date du 24 janvier 2020 de mettre en place un comité interministériel ayant pour mandat :

- « d'examiner les résultats de l'étude susmentionnée et les pistes suggérées dans cette même étude tant par rapport à leur bien-fondé que par rapport à leur pra

ticabilité sur le terrain ;

- d'en évaluer les conséquences financières, légales et réglementaires ;

- de proposer des mesures permettant de garantir que les formations des professionnels de santé soient adaptées au progrès scientifique et technique et permettent d'appréhender les futurs défis de santé publique auxquels le Luxembourg devra faire face ;

- de définir les modalités requises pour assurer la mise en place d'un diplôme de niveau "bachelor" pour certaines catégories d'infirmiers. À cet effet sera développé un concept de formation basé sur le modèle général de transition "BTS-bachelor" tel qu'il sera retenu dans le cadre de la révision de la loi portant organisation de l'enseignement supérieur et qui permettra aux étudiants qui ont réussi une formation de BTS au LTPS de poursuivre des études de "bachelor" à l'Université du Luxembourg. »

Signalons que ce comité devra remettre son rapport dans un délai de six mois.

Par rapport aux questionnements des honorables Députés concernant les étudiants luxembourgeois suivant des études de bachelor en soins infirmiers à l'étranger, il y a lieu de signaler que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne dispose pas de ces informations étant donné que l'outil informatique utilisé pour la gestion des aides financières pour études ne permet pas d'appréhender de telles données. Néanmoins, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est en train d'examiner avec un consultant externe la possibilité d'adapter le logiciel en cause en vue de permettre l'extraction de telles données statistiques.

Concernant finalement la question de savoir si la grande majorité des infirmiers ayant suivi leurs études secondaires et postsecondaires à l'étranger et qui travaillent au Luxembourg ont été recrutés avec un diplôme de bachelier en infirmerie, il y a lieu de signaler que les informations ayant trait au pays d'obtention du diplôme d'études secondaires ne sont pas systématiquement enregistrées dans une base de données, étant donné qu'elles ne sont pas déterminantes concernant l'accès à la profession. Ainsi, leur enregistrement est contre-indiqué en raison du principe de minimisation des données à caractère personnel.

Les chiffres disponibles sur base du registre professionnel tenu par le Ministère de la Santé permettent de conclure qu'au moins un tiers des infirmiers exerçant auprès des patients ou bénéficiaires de soins au Luxembourg disposent d'un diplôme de niveau bachelor.

En effet, même si le pays d'obtention du diplôme est connu, toujours est-il que pour certains pays - à l'instar de ceux visés ci-dessus - il existe plusieurs diplômes à niveaux d'études variables conférant l'accès à la profession d'infirmier en soins généraux.

Cette problématique est encore renforcée par le fait que certains pays ont rehaussé au cours des trente dernières années le niveau d'études de leurs études en soins infirmiers généraux, et que par la force des choses, des infirmiers ayant une formation de niveau inférieur peuvent, en raison de droits acquis, continuer à exercer leur profession et continuer à migrer dans les autres États membres.

Ceci a pour conséquence que même si le pays d'origine peut être extrait moyennant un logiciel, il n'est pas possible de renseigner avec certitude - faute d'enregistrement systématique de cette donnée - sur le niveau d'études du titre de formation.

À la lumière de ce qui précède, il n'est dès lors pas possible de confirmer ou de réfuter l'allégation que la grande majorité des infirmiers ayant suivi leurs études secondaires ou postsecondaires à l'étranger et qui travaillent au Luxembourg a été recrutée avec un diplôme de bachelier en infirmerie.

Question 1600 (11.12.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **sécurité routière près des écoles :**

Ëmmer nees héiert ee vun zum Deel chaoteschen a geféierleche Situatioune moies, wann Elteren hir Kanner mam Auto bei d'Schoul oder de Lycée féieren, dat virun allem wärend de Wanterméint. Ganz besonnesch geféierlech ass et, wann am Moiestrafic Elteren hir Kanner zur Stroossesäit aus dem Auto klamme loossen. Wëssend, dass an de Wanterméint d'Siicht moies schlecht ass a vill Leit gestresst sinn, steet an esou Fäll ouni Zweifel d'Sécherheet vun de Kanner um Spill.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister sech dëser Problematik bewosst?

- Zu wéi vill Accidenter ass et an de leschten dräi Joer viru Schoule respektiv Lycéeë komm?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass vusäite vum Ministère Mesurë geholl misste ginn, fir Praktike wéi déi uewe genannten ze ënnerbannen?

- Wa jo, wéi eng Mesurë géif den Här Minister an deem Kader an d'A faassen? Gedenkt den Här Minister, eng Sensibiliséierungscampagne zu deem Theema ze lancéieren?

- Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir d'Elteren ze encouragéieren, hir Kanner zu Fouss oder mam ëffentlechen Transport bei d'Schoul ze bréngen?

- Gedenkt den Här Minister, de „Pedibus" um Gemengenniveau méi staark ze encouragéieren?

- Ass vusäite vum Ministère virgesinn, zesumme mat de Gemenge raumplaneresch Konzepter, wéi zum Beispill „Kiss&Go", auszeschaffen, fir d'Zirkulatioun vun Autoe viru Schoulen a Lycéeën ze begrenzen?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Situatioun, déi den honorabelen Deputéierte beschreift, ass gemengeniwwergräifend festzestellen. Deemno ass d'Fro berechtegt, ob dës „Elterentaxien" net zulaaschte vun der Sécherheet vun de Kanner ginn.

Generell kann een dëser Problematik entgéintwierken, andeems een d'Mobilitéit an de Gemengen, a speziell ronderëm d'Schoulen, anescht plangt. Esou en ëffentleche Raum muss nees an éischter Linn fir Mënschen an eréischt zweetens fir Gefierer geplangt ginn. Fir de Gemengen ze hëllefen, dat ze maachen, gesäit de „MoDu 2.0 - Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit 2018-2025" eng Rei Méiglechkeete vir, wéi d'Gemengen esou plange kënnen, datt hir Infrastrukture besser fir d'Foussgänger a fir d'Vëlosfuerer adaptéiert sinn. Wei am Koalitiounsaccord festgehalen, bitt mäi Ministère interesséierte Gemenge beim Ausschaffe vun esou kommunale Mobilitéitskonzepter seng Hëllef un.

Fir d'Sécherheet bei de Schoulen ze verbesseren, hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet, fir de Verkéier am Beräich vun de Schoulen ze berouegen, andeem si ënner anerem eng Limitatioun vun der Vitess (zum Beispill eng Zon 30) am Ëmkrees vun der Schoul maachen, an dat säit 2014 onofhängeg dovun, ob et sech ëm eng Staats- oder eng Gemengestrooss handelt. Besonnesch zilféierend huet op d'mannst eng Gemeng och schonn d'Strooss virun hirer Primärschoul mat engem zäitgesteierte Poller gespaart, dee wärend de Schoulufankszäite just nach de Schoulbus a Riverainen duerchléisst.

Grondsätzlech kënne Gemengen d'Schoulweeër esou securiséieren, datt Kanner sécher zu Fouss oder mam Vëlo bei hir Schoul kommen. Och Initiative wéi de Pedibus si sënnvoll am Kader vun de Gemengen hire Kompetenzen.

E weidert wichtegt Element, fir d'Sécherheet bei de Schoulen ze verbesseren, ass d'Organisatioun vun de Parkplazen am direkten Ëmfeld vun der Schoul. Verschidde Gemengen hunn dofir e Parkkonzept bei de Schoulen agefouert, mat speziell amenagéierte Parkinge fir de „Kiss&Go", déi extra dofir do sinn, fir d'Kanner sécher erauszeloossen. Och d'Reduzéieren an d'Ëmleede vum Autostrafic am direkten Ëmfeld vun der Schoul dréit zu enger verbesserter Sécherheet bäi.

Dee vum RGTR organiséierte Schülertransport an d'Lycéeën erméiglecht et der Majoritéit vun de Lycéesschüler, anescht ewéi mam Auto an d'Schoul ze kommen. Och wäert den nationale Vëlospistereseau praktesch all Lycéeën am Land regional fir de Vëlo accessibel maachen.

Iwwer all dës Mesuren eraus gëllt natierlech de Grondsaz, datt Automobilisten am Beräich vu Schoule ganz besonnesch sollen op Foussgänger oppassen. D'Campagne „Gitt siichtbar" virum Wanter erënnert dann och drun, datt et wichteg ass, an der donkeler Joreszäit a bei schlechte Wiederkonditioune sech esou unzedoen, datt ee méiglechst gutt am Verkéier gesi gëtt.

Question 1602 (12.12.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **protection des victimes de violences domestiques :**

Peu après la semaine de lutte contre les violences domestiques, la Orange Week, j'ai été contacté par des femmes ayant été victimes de violences conjugales et témoignant de défaillances judiciaires dans le traitement de leurs plaintes contre leurs conjoints respectifs. Pour la plupart de ces femmes, l'agresseur est également le père de leurs enfants. Elles ont toutes subi des violences domestiques sur une période longue, avant de déposer plainte contre leur agresseur.

Les plaintes ont à chaque fois donné suite à l'expulsion du conjoint sur décision du parquet. En revanche, les plaignantes affirment que leurs conjoints ont continué de les harceler et menacer, même suite à leur expulsion du domicile familial. Ainsi, les auteurs des agressions ont tous enfreint les interdictions qui découlent de la mesure d'expulsion, à savoir entrer au domicile et à ses dépendances de la personne protégée, prendre contact, oralement, par écrit ou par personne interposée, avec la personne protégée et s'en approcher, et devraient par conséquent être soumis à des sanctions pénales impliquant des peines d'amendes et/ou d'emprisonnement, du moins si ces infractions ont eu lieu durant la période restreinte pendant laquelle la mesure d'expulsion est en vigueur. La loi modifiée du 30 juillet 2013 sur la violence domestique stipule également que la police a le droit de vérifier le respect de ces interdictions et que la personne en danger a le droit de faire une demande de prolongation de la mesure d'expulsion. Pour les femmes victimes de violences domestiques en question, leurs agresseurs n'ont pas fait l'objet de sanctions pénales et il n'y a pas eu de prolongation d'expulsion. Sachant que les victimes n'ont probablement pas eu recours à une demande de prolongation de l'expulsion sous l'effet des menaces de leurs conjoints, elles ont dû se résoudre à vivre à nouveau sous le même toit avec leurs agresseurs. Force a été de constater que le parquet n'a pas donné suite à certaines plaintes impliquant que depuis lors, les agresseurs concernés n'ont été ni arrêtés ni jugés et gardent le droit de visite pour les enfants mineurs du ménage.

Sur fond de ces témoignages alarmants, je demande à la Ministre de la Justice et à la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me renseigner sur le nombre de dossiers de plainte pour violence domestique toujours en attente de traitement par le parquet ? Quels sont pour ces dossiers les délais d'attente ?

2) Madame la Ministre de la Justice est-elle d'avis que la procédure civile en cas de dépôt de plainte pour violence domestique soit suffisamment transparente et protectrice envers les victimes de ces violences ?

3) Madame la Ministre de la Justice et Madame la Ministre de l'Égalité des Chances peuvent-elles m'indiquer qui sont actuellement les organisations conventionnées chargées d'apporter une aide psychologique et judiciaire aux victimes de violences domestiques ? Mesdames les Ministres pensent-elles que l'offre de ces services satisfait à la demande ? En existe-t-il des chiffres ?

4) Mesdames les Ministres peuvent-elles me renseigner sur les campagnes de sensibilisation ou autres moyens de communication existants et/ou prévus pour que les victimes de violences domestiques prennent pleinement connaissance de leurs droits et de leurs possibilités de soutien en cas d'expérience de violences domestiques ?

Au Luxembourg, le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, créé par la loi sur la violence domestique du 30 juillet 2013, est l'instance apportant dans son rapport annuel des données chiffrées sur les actes de violences conjugales et domestiques enregistrés par les forces judiciaires. Dans son rapport au Gouvernement pour l'année 2018, le comité fait part de 869 dossiers de violence domestique déclarés auprès des tribunaux de Diekirch et de Luxembourg. Dans 66,1 % des cas les plaignantes sont des femmes contre 33,9 % de cas où des hommes ont été victimes de violences domestiques. Les expulsions autorisées par le parquet se chiffrent à 231 en 2018. Ces expulsions n'ont pas toujours donné suite à des sanctions pénales. En 2018, il y a eu 155 jugements relatifs à la violence domestique, dont 13 jugements par le tribunal d'arrondissement de Diekirch et 107 par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ceci en grande majorité sur base de l'article 409 du Code pénal. La Cour d'appel a rendu 35 jugements. Le nombre total des requêtes déposées en interdiction de retour au domicile suite à une mesure d'expulsion s'élève à 70, soit moins d'un tiers des expulsions autorisées. 12 affaires ont été rayées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres :

5) Sur les 869 dossiers de violence domestiques enregistrés auprès des tribunaux en 2018, 468 dossiers ont été traités en donnant suite soit à des mesures d'expulsion, soit à des jugements. Madame la Ministre de la Justice peut-elle me dire ce qui est advenu des autres dossiers déclarés ?

6) De même, Madame la Ministre dispose-t-elle pour l'ensemble des dossiers de violence domestique de chiffres concernant la répartition selon le sexe des mesures et jugements qui ont été prononcés par les instances judiciaires ?

7) Mesdames les Ministres peuvent-elles m'indiquer s'il existe d'autres rapports et études chiffrées sur les actes de violences conjugales et/ou sexuelles commis au Luxembourg, élaborés par des instances ou organismes autres que le comité en question ?

8) Mesdames les Ministres considèrent-elles disposer de suffisamment de données sur le phénomène de la violence domestique pour développer des mesures politiques conséquentes pour prévenir et lutter contre la violence domestique ?

9) Mesdames les Ministres peuvent-elles me dire s'il est toujours prévu de créer un observatoire de la violence axé sur l'observation et l'étude des violences domestiques et sexuelles, afin de mieux comprendre les différentes implications à considérer dans les cas où la victime ne parvient pas à se séparer de son agresseur ou à dénoncer son agresseur ?

10) Dans l'affirmative, quand est-ce qu'un tel observatoire verra le jour ?

Dans la lutte contre les violences faites aux femmes, un collectif français, « Nous toutes », comptabilise régulièrement le nombre de femmes tuées par leur conjoint sur le territoire national français pour rendre compte d'un phénomène invisibilisé et euphémisé faute de statistiques officielles. Un terme nouveau est d'ailleurs attribué aux meurtres de femmes par leurs conjoints : féminicide.

Sur fond de ces considérations, je voudrais poser la question suivante à Mesdames les Ministres :

11) Est-ce que des recensements de meurtres conjugaux dont les victimes sont des femmes ont été ou sont faits par des instances publiques au Luxembourg ? Y a-t-il eu ou bien est-il prévu de faire une enquête sur le taux de ces meurtres au Luxembourg ?

12) Enfin Mesdames les Ministres sont-elles prêtes à reconnaître le terme de féminicide et d'en faire un terme officiel ?

Réponse commune (12.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Dans l'introduction à sa question parlementaire, Monsieur le Député Marc Baum se réfère à un certain nombre de personnes qui se seraient plaintes de défaillances policières et judiciaires, alors notamment qu'elles auraient été approchées et harcelées par leur partenaire ayant fait l'objet d'une mesure d'expulsion, application de l'article 1er de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique (la loi de 2003). Ces partenaires seraient allés jusqu'à rentrer dans le domicile de la personne protégée, sans que ces infractions auraient été poursuivies par la suite.

Afin de répondre de manière exhaustive aux questions de Monsieur le Député Marc Baum, il y a d'abord lieu de détailler les procédures de prise en charge des dossiers de violence domestique par les parquets.

I. Déroulement des procédures de prise en charge des dossiers de violence domestique

A) Expulsion

En cas de violences domestiques, le substitut de service peut, en application de l'article 1er de la loi de 2003, prononcer une mesure d'expulsion pour une durée initiale de 14 jours, c'est à dire une interdiction pour la personne expulsée d'entrer au domicile ou à ses dépendances et de prendre contact avec la victime (interdiction de s'approcher).

Une telle mesure d'expulsion peut être prise à l'égard de toute personne cohabitant dans un cadre familial avec la victime. La décision d'ordonner ou non une expulsion est prise sur base des constatations des agents de police sur place et en fonction du danger d'atteinte à l'intégrité physique de la/des victime(s).

Dans les cas de violences/menaces graves, une arrestation de l'auteur des violences conjugales peut dans tous les cas être ordonnée par le substitut de service, ceci en complément d'une mesure d'expulsion.

Les services d'assistance aux victimes de violence domestique agréés, en pratique 1) le Service d'assistance aux victimes de violence domestique, le SAVVD de l'ASBL Femmes en détresse pour les victimes adultes (femmes et hommes) et 2) les services d'assistance aux victimes mineures de violence domestique, le Psy ea de l'ASBL Femmes en détresse et Alternatives de la Fondation Pro Familia pour les victimes mineures sont informés de la mesure d'expulsion. Une copie du rapport de police leur est transmise (article II (1) de la loi de 2003). Dès l'entrée en vigueur de l'expulsion, lesdits services d'assistance contactent d'office, dans chaque cas, les victimes adultes pour leur offrir une assistance si elles le souhaitent ainsi qu'une assistance obligatoire pour les victimes mineures par les services spécifiquement agréés pour ce, le Psy ea et Alternatives. Les services travaillent de manière proactive endéans les 14 jours de validité de l'expulsion et même au-delà si nécessaire. Un rapport d'intervention sommaire est, par la suite, transmis au parquet.

Une copie du rapport de police est également adressée à un service prenant en charge les auteurs de violence domestique (homme et femme), en pratique le Service Riicht eraus de la Croix Rouge. En vertu de l'article II (3) de la loi de 2003, l'auteur a l'obligation de contacter le Service Riicht eraus endéans les sept premiers jours de l'expulsion. Le cas échéant, le service devient proactif et contacte l'auteur endéans le délai de l'expulsion de 14 jours. Le service en question transmet par la suite un rapport sommaire au parquet, indiquant si l'auteur a ou non pris contact avec ledit service et si un entretien a eu lieu.

B) Traitement des dossiers au parquet

En cas de violence domestique, outre le rapport de police nécessaire pour prendre une décision relative à l'expulsion, un procès-verbal plus détaillé est dressé reprenant les infractions reprises dans le cadre de l'incident de violence domestique.

Chaque procès-verbal relatif à la violence domestique, qu'il y ait eu expulsion ou non, est distribué à un substitut spécialisé de la section jeunesse/famille du parquet, qui décide des suites à donner à ce dernier.

À noter que les procès-verbaux relatifs au même auteur/à la même victime sont centralisés auprès du même substitut - que ce soit relatif à des infractions commises tant pendant qu'après la cohabitation (harcèlement obsessionnel, infractions à l'article 439 du Code pénal - violation de domicile, etc.).

En fonction de la gravité des infractions constatées par les agents de police, des déclarations des témoins, des antécédents des auteurs et des rapports et informations transmises notamment par les services prenant en charge la victime et les enfants, le substitut décide des suites à donner au dossier en vertu du principe de l'opportunité des poursuites (article 23 (1) du Code de procédure pénale) :

- classement sans suites soit immédiatement, en cas de très faible gravité des faits, soit après quelques mois où aucun nouvel incident n'a été signalé ;

- avertissement simple ;

- avertissement avec obligation de soins (suivi d'un cycle de consultations auprès du Riicht Eraus ou d'une cure de désintoxication). À noter que ces avertissements sont souvent notifiés par le commissariat de police local en mains propres à l'auteur, avec information parallèle de la victime qu'un tel avertissement a

été émis. Un rapport d'évolution de la situation sommaire est par la suite également établi ;

- citation à l'audience ;

- ouverture d'une instruction pour les faits les plus graves avec souvent une demande d'expertise judiciaire de l'auteur.

À noter que les substituts spécialisés de la section jeunesse/famille s'occupent également des signalements en matière de protection de la jeunesse (en provenance de la police, des écoles, des intervenants sociaux divers). En cas de violences domestiques affectant directement ou indirectement la santé physique ou psychique des mineurs, des mesures au niveau de la protection de la jeunesse (enquêtes sociales, suivi ONE, transmission du dossier au juge de la jeunesse) sont également prises en parallèle ou en lieu et place des mesures pénales susmentionnées.

C) Incidents ultérieurs

Les décisions du parquet prises dans le cadre des violences domestiques ne sont pas des mesures définitives, mais peuvent faire l'objet de réévaluations et, le cas échéant, d'adaptations en fonction des informations reçues et incidents signalés par la suite de la part de la police, respectivement des intervenants sociaux ou encore des services prenant en charge la victime et les enfants.

Le substitut en charge d'un auteur est informé de tout nouvel incident donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal de la police (harcèlement, menaces, non-respect de la mesure d'expulsion, etc.), de tout signalement par des services sociaux et peut adapter sa décision en conséquence. Dès lors un auteur qui ne respecte pas la mesure d'expulsion peut faire l'objet d'une instruction judiciaire avec mandat de dépôt de la part d'un juge d'instruction.

D) Information des victimes

- En cas d'expulsion de l'auteur de violences domestiques, la victime et les enfants sont automatiquement contactés par les services prenant en charge les victimes (voir sous le point I.A)). Chaque victime se voit remettre par la police 1) une feuille d'information sur ses droits dans le cadre de la mesure d'expulsion, l'assistance obligatoire des enfants mineurs et les coordonnées des services d'assistance compétents pour adultes et enfants ainsi 2) qu'une feuille d'information générale (infodroit) établie par le Ministère de la Justice contenant un récapitulatif des droits de la victime et les adresses et numéros de téléphone de services d'assistance juridique et sociale (article 3-7 du Code de procédure pénale). La personne expulsée se voit remettre également par la police une feuille d'information sur ses obligations dans le cadre de la mesure d'expulsion, l'assistance obligatoire des enfants mineures, son droit au recours contre la mesure d'expulsion et les coordonnées des services pouvant lui apporter assistance.

- Pour les autres interventions dans le cadre de la violence domestique, c'est-à-dire les interventions où aucune mesure d'expulsion n'est prononcée, les parties présentes, à savoir la victime potentielle et l'auteur potentiel se voient remettre par la police une feuille d'information spécifique contenant 1) l'information des personnes qu'elles se trouvent dans une situation de violence domestique pour laquelle la police est intervenue avec les conséquences juridiques possibles, 2) l'encouragement des personnes à agir contre cette violence et à se faire aider et 3) les coordonnées des services d'assistance respectifs pour adultes, pour enfants et adolescents (article I (7) de la loi de 2003) victimes de violence et pour les adultes auteurs de violence.

II. Questions

ad 1) Le traitement des dossiers de violence domestique se fait en temps réel en cas d'expulsion par le substitut de service du parquet et immédiatement après entrée du procès-verbal par le substitut en charge de l'auteur ou du substitut de la spécialité jeunesse/famille en charge des dossiers nouveaux entrants cette semaine-là.

Les dossiers de violence domestique sont considérés comme prioritaires par la police, de sorte que les procès-verbaux sont transmis rapidement au parquet et sont également traités rapidement par des magistrats spécialisés. Pour les cas urgents, le parquet est également informé/averti par courriel par les services en charge des victimes. Ces dossiers font également l'objet, soit d'un traitement rapide, soit d'un traitement immédiat de sorte qu'aucun dossier ne se retrouve « en attente ».

ad 2) Comme indiqué ci-dessus, les victimes sont contactées par les services d'assistance en cas d'expulsion et se voient en tout cas transmettre des informations juridiques, de même que les adresses et numéros de téléphone des services d'aide juridique et sociale compétents.

À noter que les policiers remettent directement les fiches contenant ces informations aux victimes lorsqu'ils sont sur place et leur expliquent le contenu, en cas de besoin.

Le parquet n'a pas eu connaissance que des victimes n'auraient pas été informées adéquatement ou n'auraient pas compris ces informations.

ad 3) Concernant l'aide juridique stricto sensu, il y a lieu de citer les deux services d'accueil et d'information juridique à Luxembourg et à Diekirch, qui accueillent des particuliers qui souhaitent recevoir des informations et être orientés vers les services compétents.

En pratique, le travail du service consiste essentiellement à renseigner les particuliers sur les procédures et le déroulement judiciaires, proposer et distribuer des modèles de requête et demande et expliquer les démarches et actions judiciaires pour lesquelles un avocat n'est pas nécessaire. Les informations juridiques sont données au cours d'un entretien individuel et confidentiel avec une personne relevant du Parquet général. Les informations juridiques sont dispensées gratuitement. À noter que le service ne donne pas des informations aux personnes qui sont déjà assistées par un avocat.

Les personnes souhaitant être informées sur l'étendue de leurs droits et/ou moyens de leur mise en œuvre doivent s'adresser au service d'information assuré par des avocats à la Cité judiciaire.

En outre, chaque victime d'une infraction peut s'adresser directement au Service d'aide aux victimes - Service central d'assistance sociale, à savoir un service du Parquet général. Le service s'adresse aussi aux personnes (proches) qui, par leur relation avec la (les) victime(s) ont dû partager leurs souffrances ainsi qu'aux témoins d'infractions pénales. L'équipe offre un suivi psychologique et psychothérapeutique et informe les victimes sur leurs droits (informations sur la loi des victimes d'infractions pénales, sur la procédure judiciaire et sur la loi d'indemnisation des victimes d'infractions violentes) et peut les accompagner durant le procès judiciaire. Le service propose également un groupe thérapeutique pour les victimes de violences conjugales. Les consultations sont gratuites et se font uniquement sur rendez-vous.

Les victimes majeures et mineures de violence ainsi que les auteurs de violence peuvent également consulter les services d'aide du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Le listing suivant présente les organisations conventionnées du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ainsi que les places disponibles pour encadrer les victimes féminines et masculines de violence domestique.

3.1. Foyers d'hébergement pour femmes, filles et femmes avec enfants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3.2. Centres de consultation pour femmes, filles et femmes avec enfants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3.3. Centres de consultation pour femmes, hommes, filles et garçons

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3.4. Foyers d'hébergement pour hommes, garçons, et hommes avec enfants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3.5. Centres de consultation pour hommes, garçons et hommes avec enfants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Gouvernement a l'ambition de proposer un réseau de structures d'accueil et de centres de consultation suffisant et performant au profit des victimes majeures et mineures de violence domestique, tel qu'il est stipulé au programme gouvernemental 2018-2013. Dans le cadre des propositions budgétaires soumises par les différents gestionnaires sociaux, le personnel ainsi que les places disponibles sont annuellement augmentés en fonction des ressources budgétaires allouées au Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

ad 4) En septembre 2019, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes a lancé une campagne d'information au sujet de la violence en général, et sur la violence domestique en particulier. Cette campagne se greffe sur les dispositions de la Convention dite « d'Istanbul » du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique qui a été ratifiée par le Luxembourg par la loi du 20 juillet 2018.

La convention couvre toutes les formes de violence commises à l'égard des femmes et des filles et représente ainsi l'accroche du Gouvernement pour élaborer et mettre en œuvre sa politique en la matière, y compris ses actions de prévention, d'information et de sensibilisation. La campagne consiste en dépliants d'information, affiches et un site Internet http://www.violence.lu mettant l'accent sur les différentes formes de violence couvertes par la Convention d'Istanbul et renseignant sur les articles correspondants du Code pénal et du Code du travail luxembourgeois incriminant ces différentes formes de violence.

Le site renseigne également de manière exhaustive sur l'offre d'aide et d'assistance aux victimes de violence domestique. Des clips radiophoniques durant la période de l'Orange Week ont complété ladite campagne.

ad 5) La répression des violences domestiques est un domaine un peu particulier du droit pénal, alors qu'il intervient souvent dans un contexte familial avec des auteurs/victimes, qui vont encore entretenir des relations longtemps après les faits (violences entre parents ou entre parents et enfants), de sorte qu'une action répressive ou purement répressive du parquet n'apporte pas nécessairement une solution durable au problème.

Les sanctions pénales sont, dans ce contexte, un dernier recours dans des cas où toutes autres mesures (expulsion/intervention des acteurs sociaux/avertissements, etc.) ne permettent pas d'amener l'auteur à changer d'attitude/de comportement envers sa famille. Il s'agit, dans ces cas, d'éviter un nouveau passage à l'acte ou des violences psychologiques (menaces, harcèlements).

Quant au nombre de condamnations, il faut noter que chaque procès-verbal dressé est compté comme une affaire, mais que plusieurs de ces affaires/procès-verbaux entrants peuvent concerner une seule et même personne de sorte que ces affaires sont jointes dans une audience pénale et il en résulte un seul et unique jugement avec une seule condamnation à comptabiliser.

ad 6) Une répartition des sexes, relations auteurs-victimes, etc relative aux expulsions en matière de violence domestique est publiée chaque année dans le rapport fait au Gouvernement par le Comité violence.

ad 7) Le rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (Comité violence) est actuellement le seul recueil de données administratives en matière de violence domestique. Les gestionnaires sociaux conventionnés avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes publient annuellement des rapports d'activité comportant entre autres des données relatives à l'hébergement des usagères se trouvant dans une situation de détresse, dont la violence domestique. Au sujet des statistiques sur d'autres formes de violence, il est renvoyé aux rapports d'activité du Ministère de la Justice et de la Police grand-ducale.

ad 8) Le Comité Violence créé par la loi de 2003 et composé de représentants des instances étatiques compétentes pour la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique et de services d'assistance aux victimes et aux auteurs de violence domestique, dispose de nombreuses informations quant aux cas de violences domestiques signalés dans le pays permettant de conseiller le Gouvernement quant aux mesures à prendre afin de lutter encore plus efficacement contre la violence domestique.

Le Gouvernement reste toujours à l'écoute et cherche constamment à améliorer, à travers des dialogues constructifs, son dispositif d'aide aux victimes et aux auteurs. C'est d'ailleurs pourquoi, en novembre 2019, un groupe de travail interministériel composé de représentant(e)s des ministères de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la justice, de la sécurité intérieure, du parquet et de la Police grand-ducale a entamé ses travaux ayant comme mission l'évaluation et l'amélioration du dispositif de protection des victimes de violence domestique. Parmi les questions évoquées par ce groupe de travail figure également la question portant sur l'amélioration des données administratives en matière de violence domestique.

ad 9) Mesurer l'égalité entre les sexes est essentiel pour les décideurs politiques pour en tirer les bonnes conclusions et pour fonder les politiques qui s'imposent en matière d'égalité entre femmes et hommes. Voilà pourquoi le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes vient de lancer en décembre 2019 un projet de statistiques en matière de l'égalité entre les femmes et les hommes intitulé « Observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes » (« Observatoire »). Ce projet s'inspire du « Gender Equality Index » de l'Institut européen de l'égalité entre les genres à Vilnius. L'observatoire se décline en plusieurs domaines, à savoir l'emploi, la compatibilité entre la vie professionnelle et la vie privée, la prise de décision, le revenu, la santé et la violence domestique, domaine qui sera le premier volet. Dans le cadre des rapports au Gouvernement 2017 et 2018, le Comité violence a plaidé pour un « observatoire de la violence » et formulé des recommandations en vue d'une professionnalisation des données statistiques en matière de violence domestique, qui seront prises en compte dans le cadre des travaux relatifs à l'observatoire.

ad 10) Les travaux relatifs à la mise sur pied de l'observatoire ne viennent que de commencer. La définition d'indicateurs opérables et utiles pour élaborer des statistiques saillantes sur base des chiffres existants méritent des discussions approfondies avec toutes les instances et organisations actives sur le terrain et disposant des données administratives en matière de violence. Il est prévu que ce volet de l'observatoire sera opérationnel dans la deuxième moitié de l'année 2020.

ad 11) Par la Loi de 2003, la cohabitation, de même que les relations familiales entre auteur et victime, ont été érigées en circonstances aggravantes des menaces (article 330-1 du Code pénal), des coups et blessures volontaires (article 409 du Code pénal), ainsi que du viol (article 377 du Code pénal).

L'article III de la loi de 2003 prévoit l'établissement annuel de statistiques ventilées par sexe, âge et relation entre auteur et victime, sur le nombre de plaintes et condamnations pour les infractions notamment aux articles 393 à 396 du Code pénal (homicide/assassinat/parricide/infanticide) ainsi qu'aux articles 330-1, 409 et 377 du Code pénal.

Ces statistiques sont publiées en partie chaque année dans le rapport au Gouvernement du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence domestique.

Le parquet évalue le nombre de meurtres dans un contexte familial à deux par année.

ad 12) Comme indiqué sub. 11, la loi de 2003 a introduit notamment la cohabitation, ainsi que les relations familiales comme circonstances aggravantes de toute une série d'infractions. Ces infractions sont partant plus sévèrement sanctionnées si elles ont été commises à l'encontre du partenaire ou d'un membre de la famille, voire à l'encontre de l'ex-conjoint ou de la personne avec laquelle l'auteur a vécu habituellement.

Ainsi, les coups et blessures volontaires contre le partenaire sont punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans (au lieu de huit jours à six mois en l'absence de circonstance aggravante tenant à la qualité de l'auteur respectivement de la victime). S'il en résulte une maladie ou une incapacité de travail les peines sont d'un an à cinq ans (au lieu de deux mois à deux ans). Si les coups et blessures ont causé la mort sans l'intention de la donner la sanction est la réclusion criminelle de 20 à 30 ans (au lieu de cinq à dix ans).

Pareillement le viol qui, de par sa nature et eu égard à la spécificité de ses éléments constitutifs, est un crime majoritairement commis par des hommes contre des femmes, est déjà sévèrement réprimé en l'absence de toute circonstance aggravante (articles 372 à 376 du Code pénal). Or, là encore, les peines maximales sont doublées si le viol est commis dans un contexte familial ou à l'encontre de l'ex-conjoint ou de la personne avec laquelle l'auteur a vécu habituellement (article 377 du Code pénal).

Seuls le meurtre et l'assassinat ne comportent pas de peine plus sévère, la sanction étant la réclusion à vie dans tous les cas.

Il n'est partant pas nécessaire d'introduire le terme de féminicide dans le Code pénal en tant que circonstance aggravante, au vu de la législation déjà existante depuis la loi de 2003. Une « sur-aggravation » de l'infraction n'est pas opportune et ne présente aucun avantage concret. L'établissement de statistiques venti-

lées par sexe sont également prévues dans la loi de 2003.

En conclusion, il faut retenir que le travail et le but principal de la police et du parquet consistent à prévenir, dans la mesure du possible, la violence domestique. En cas de violence domestique, il s'agit avant tout de rétablir des relations saines au sein de la famille, rétablissement pour lequel une réponse strictement pénale n'est pas toujours la solution. Dans le cadre de cette mission préventive, restaurative et répressive, les outils législatifs mis à disposition et la coopération avec les services sociaux prenant en charge les victimes tout comme les auteurs (cf. supra) semblent adéquats, quand bien même des améliorations ponctuelles peuvent, le cas échéant, être apportées (cf. les rapports annuels du Comité violence).

Question 1605 (13.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **pénurie de médecins du travail :**

L'Europe en gnéral et le Luxembourg en particulier connaissent une forte pénurie en médecins du travail qui va s'accentuer dans les années à venir.

Alors que dans le passé on réussissait à recruter dans nos pays voisins pour occuper les postes vacants, ceci devient de plus en plus difficile notamment suite à un changement réglementaire en Belgique.

Ceci a amené l'Association luxembourgeoise de santé au travail à proposer la mise en place d'une formation de médecine du travail dans le cadre de l'extension des études en médecine à l'Université du Luxembourg.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'il est au courant de la pénurie aigüe en médecins du travail.

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle formation assurée par l'Université du Luxembourg serait des plus utiles et nécessaires ?

- Peut-on espérer que cette formation sera assurée dans le cadre de l'extension des études en médecine ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député évoque une pénurie de médecins du travail au niveau national, ainsi qu'au niveau européen et il cite un changement du cadre réglementaire en Belgique parmi les causes de cette pénurie au Luxembourg.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que la médecine du travail est une des spécialités médicales reconnues aussi bien au niveau de l'Union européenne par la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, qu'au niveau national par le règlement grand-ducal modifié du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialités en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg.

Dès lors, le recrutement de médecins spécialistes en médecine du travail ne se limite pas à nos pays voisins, mais il est possible auprès de tous les autres États membres offrant de telles études.

Considérant ce qui précède, un changement réglementaire de quelque nature qu'il soit dans un seul des 27 États membres ayant reconnu cette spécialité n'emporte en principe pas une aggravation des conditions de recrutement.

Ceci vaut d'autant plus que je n'ai pas connaissance « d'une modification » en Belgique impliquant que les médecins spécialistes ayant parachevé leur formation et ayant obtenu leur titre professionnel particulier de médecin spécialiste en médecine du travail en Belgique ne pourraient plus bénéficier d'une reconnaissance automatique de leurs qualifications dans les autres États membres de l'Union européenne, y compris le Luxembourg.

Concernant l'opportunité et la faisabilité de la mise en place d'une formation de spécialisation en médecine du travail auprès de l'Université du Luxembourg, il convient d'indiquer que ces questions seront traitées dans le cadre d'un groupe de travail que mes services mettront en place avec les acteurs concernés au cours de l'année 2020.

Une démarche analogue avait été déjà adoptée dans le cadre de l'extension des études en médecine aux disciplines de médecine générale, oncologie et neurologie auprès de l'Université du Luxembourg, telle qu'arrêtée par la décision du 22 mars 2017 du Gouvernement en conseil visant à développer les études universitaires de médecine au Luxembourg et à contribuer ainsi à la pérennisation de l'approvisionnement en médecins au Luxembourg.

Une décision définitive par rapport à la mise en place d'une formation de spécialisation en médecine du travail auprès de l'Université du Luxembourg ne peut dès lors pas être prise à ce moment. Par conséquent, et afin de ne pas retarder la procédure législative tendant à mettre en œuvre la décision du 22 mars 2017, il n'est pas indiqué d'inclure cette spécialité dans l'avant-projet de loi afférent qui sera soumis au Conseil de Gouvernement au cours du mois de janvier 2020.

Question 1606 (13.12.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **groupements d'extrême droite :**

Lors de sa réunion du 7 et 8 octobre 2019 à Luxembourg, le Conseil Justice et affaires intérieures s'est penché sur le problème de la sécurité intérieure et plus particulièrement sur la menace de l'extrême droite en Europe.

Récemment, Europol a averti que certains groupements extrémistes seraient en train de recruter des militaires et des personnes expérimentées de services de sécurité.

Dans ce contexte, la présidence finlandaise du Conseil européen exige une démarché commune et demande à établir un aperçu général sur le développement de l'extrémisme violent en Europe.

De même, certains États membres ainsi que la Commission européenne ont critiqué le fait qu'il n'existait pas encore de définition proprement dite de l'extrémisme violent, ce qui poserait problème à établir des statistiques concluantes. Pourtant, la presse relève que d'autres États membres seraient contre une démarche commune.

Dans ce contexte, j'aimerais poser quelques questions à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre délégué à la Sécurité intérieure :

- Quelle est la position du Luxembourg concernant un enregistrement paneuropéen des groupements d'extrême droite ?

- Est-ce que le Luxembourg a une définition claire et nette de ce qu'est un acte criminel d'extrême droite ?

- Existe-t-il une statistique des actes criminels d'extrême droite ?

- Dans l'affirmative, combien de cas ont pu être registrés les dernières années ? Peut-on parler d'une certaine tendance au fil des années ?

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour lutter contre les discours haineux sur les médias sociaux ?

Réponse commune (22.01.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Gouvernement porte une grande attention au respect de la personne humaine et de sa dignité dans le contexte de la liberté d'expression.

Même si le Luxembourg ne dispose pas d'une définition claire de ce que constitue un « acte criminel d'extrême droite », le terrorisme est défini à l'article 135-1 du Code pénal, tandis que l'article 454 définit la discrimination et l'article 457-1 incrimine les discours haineux en prévoyant des peines contre quiconque « soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté ». Compte tenu du fait qu'il s'avère difficile de définir et de classifier un tel acte, la Police grand-ducale ne dispose pas de statistiques sur ce sujet.

Il échet également de mentionner que la Cour de justice de l'Union européenne a récemment jugé que les médias sociaux tels que Facebook doivent procéder au blocage de l'accès à tout contenu qui serait identique ou équivalent à un contenu précédemment jugé illicite par les tribunaux (arrêt de la Cour du 3 octobre 2019, Eva Glawischnig-Piesczek contre Facebook Ireland Limited, C-18/18). Cet arrêt confirme donc que l'internet et plus particulièrement les réseaux sociaux ne sont pas des zones de non-droit (« rechtsfreier Raum) ». L'arrêt montre aussi que des responsabilités particulières incombent aux plateformes de réseaux sociaux qui doivent prendre des mesures concrètes pour supprimer des informations illicites et protéger efficacement la réputation et l'honneur d'une personne visée par des propos diffamatoires.

En ce qui concerne les médias audiovisuels, la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques (art. 26bis) interdit explicitement l'incitation à la haine dans tous les services de médias audiovisuels et sonores. La nouvelle directive 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels prévoit d'ailleurs des règles plus strictes en matière de lutte contre les discours haineux. Les plateformes de partage de vidéos devront, en effet, prendre des mesures pour protéger le grand public des vidéos comportant une incitation à la violence ou à la haine.

En outre, la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias prévoit une obligation d'exactitude et de véracité. Finalement, la loi luxembourgeoise confère explicitement au Conseil de presse le devoir d'élaborer des normes journalistiques communes en publiant un « Code de déontologie » applicable à tous les journalistes et éditeurs professionnels, qui les oblige à « respecter et à défendre la dignité humaine de chaque individu » et de ne pas « glorifier les crimes, le terrorisme et autres actes de cruauté ou de violence ». Enfin, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est compétente pour traiter des plaintes concernant l'incitation à la haine fondée sur la race, le sexe, l'opinion, la religion ou la nationalité dans les services de médias audiovisuels ou sonores.

Le Gouvernement estime qu'un des meilleurs moyens pour lutter contre la désinformation et les discours haineux est de garantir que les citoyens soient à même de distinguer les informations pertinentes et fiables des contenus trompeurs. Il préconise une large approche dans l'éducation aux médias qui s'adresse tant aux jeunes qu'aux adultes. De nombreux acteurs (ALIA, Éducation nationale, Bee Secure, Digital Inclusion, SNJ, …) sont ainsi très actifs dans ce domaine.

Le Gouvernement vise également à promouvoir le journalisme de qualité par le biais d'un cadre réglementaire et financier adéquat afin de garantir que le public ait accès à des sources d'information fiables et pluralistes, tout en veillant à ce qu'un tel cadre ne limite pas l'indépendance éditoriale et fonctionnelle des médias.

Enfin, même si toutes ces initiatives se sont révélées très fructueuses au niveau national, elles doivent être complétées par des mesures au niveau européen, en raison de la nature transfrontalière du monde en ligne, tout en étant encadrées de sorte à préserver et garantir la liberté d'expression.

Question 1609 (13.12.2019) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **restrictions territoriales de l'offre :**

Les restrictions territoriales de l'offre (RTO) restent toujours un sérieux problème pour de nombreuses entreprises luxembourgeoises. Malgré plusieurs interventions du Ministère de l'Économie auprès de la Commission européenne depuis 2014, beaucoup de grossistes et producteurs obligent toujours les commerçants et artisans luxembourgeois à s'approvisionner auprès de filiales déterminées par leurs réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur dans l'État membre de leur choix reste donc souvent impossible aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci implique des conséquences néfastes en matière du prix, de disponibilité des fournisseurs et des produits et services pouvant être offerts.

Une enquête menée au niveau Benelux a donné des résultats alarmants pour le Luxembourg :

Selon l'analyse du Ministère de l'Économie de cette enquête, pour 86,8 % des entreprises interrogées, les RTO ont un impact direct à la hausse des prix au Luxembourg. 82,4 % constatent un impact à la baisse sur leur marge bénéficiaire, qu'elles doivent accepter pour garantir une certaine compétitive de leur offre et 64,7 % des entreprises avouent devoir offrir une gamme plus limitée de produits et services à leurs clients à cause des RTO.

En 2018, au dernier communiqué sur ce sujet, la Commission européenne considère que :

« Ces comportements doivent être évités, afin que les détaillants soient en mesure d'importer en parallèle tous les produits qui leur permettent de rapprocher encore davantage le marché unique des consommateurs européens. La Commission procédera à de nouvelles inspections sur les effets qu'ont ces pratiques sur le marché unique. Des mesures supplémentaires peuvent être nécessaires si la situation n'évolue pas au prix d'un changement d'approche volontaire des fournisseurs ».

L'accord de coalition du Gouvernement luxembourgeois arrête qu'« au niveau communautaire, le Luxembourg continuera à s'engager en faveur d'une levée des difficultés d'approvisionnement que rencontre le commerce de détail national. » Pourtant, jusqu'à présent, la situation reste inchangée et cette double pénalisation des entreprises luxembourgeoises en matière de prix et d'offre est toujours d'actualité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre va-t-il intervenir auprès de la nouvelle Commission européenne pour qu'elle remette ce sujet de discrimination à son ordre du jour ?

- Le Gouvernement possède-t-il une stratégie pour résoudre ce problème ?

- Existe-il une nouvelle démarche commune au niveau Benelux ?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

De nombreuses entreprises luxembourgeoises indiquent faire face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE. Elles sont confrontées à des restrictions territoriales de l'offre (RTO). Maints producteurs et grossistes les obligent en effet à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées, et le libre accès au fournisseur de leur choix leur est souvent refusé. Ceci entraîne souvent une triple pénalisation : en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix), d'offre (gamme limitée de produits et services) et d'adéquation de services annexes (formation des employés dans une langue non adaptée, etc.).

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à s'employer en faveur d'une levée des difficultés liées aux RTO. Le Gouvernement a déjà entrepris au fil des années de multiples démarches au niveau européen et du Benelux pour résoudre les problèmes liés aux RTO auxquelles nos entreprises sont confrontées.

Au niveau de l'Union européenne (UE)

En 2018, dans une communication sur le commerce de détail du 21ème siècle, la Commission européenne a fait un appel public à éviter les RTO dans la mesure où ces pratiques limitent la concurrence dans le marché intérieur au détriment des consommateurs. Lors d'une conférence de haut niveau qui a eu lieu à Bruxelles en juin 2018, le Vice-Président de la Commission européenne Katainen a déclaré que ce phénomène des RTO serait inadmissible au sein d'un véritable marché intérieur. Suite à cette conférence, le Ministre de l'Économie a envoyé une lettre à la commissaire en charge du marché intérieur, en réitérant l'importance de ce dossier pour le Luxembourg et en invitant la Commission européenne à prendre rapidement des mesures concrètes.

En 2019, la Commission européenne a lancé une étude économique afin d'identifier l'étendue géographique du problème et les produits, respectivement les secteurs, concernés. En fonction des résultats, les solutions possibles aux RTO pourraient se situer dans différents domaines comme par exemple dans le droit de la concurrence, mais pourraient aussi être liées à d'autres questions relatives au marché intérieur, comme par exemple le principe d'absence de discriminations à l'encontre des destinataires de services. Cette analyse est actuellement toujours en cours.

Aussi en 2019, dans le contexte de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (dit « VBER ») en matière de droit de la concurrence, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas, dans le cadre du Benelux, ont constaté que le droit de la concurrence actuel, y compris ce règlement d'exemption, n'est pas efficace contre les RTO dans certaines circonstances spécifiques et ont demandé à la Commis-

sion européenne de prendre les RTO en compte et d'examiner spécifiquement l'efficacité du cadre juridique existant pour prévenir la discrimination fondée sur la nationalité ou le lieu de résidence. Dans un premier résumé informel des réponses reçues de la part des différentes autorités nationales de la concurrence des États membres, la Commission européenne a écrit ce qui suit au sujet des RTO : « NCAs question the effectiveness of the VBER regarding the prevention of territorial restrictions, which are contrary to the EU's single market objective. In fact, many stakeholders - mostly SMEs - that are facing problems in relation to territorial supply restrictions, applied by their suppliers, may not be able to judge whether these restrictions infringe Article 101 TFEU. NCAs point to difficulties with applying Article 101(3) TFEU to territorial restrictions that raise obstacles to market integration but also create efficiencies. It is notably unclear how to balance efficiencies for consumers (e. g. more efficient distribution) against harm to market integration in such situations, given that the two effects are difficult to quantify by the same measure ». Les prochaines étapes liées à cette révision du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux sont prévues avoir lieu au fil des mois qui suivent.

À la mi-décembre 2019, la Commission européenne a de nouveau abordé les RTO dans son « Single market performance report » dans le cadre du semestre européen: « Restrictions may stem not only from regulations, but also from business operators. An example of such restrictions are the territorial supply constraints. These are practices by which suppliers may limit retailers' possibilities to purchase products from whom and from where they want across borders. Another important example is contractual geo-blocking when manufacturers or copyright holders agree with retailers to prevent online shoppers from purchasing goods based on the shopper's location or country of residence. The Commission's sector inquiry into e-commerce in 2017 showed that 38 % of the responding retailers selling consumer goods, such as clothes, shoes, sports articles and consumer electronics online, use geo-blocking. 12 % of those retailers report contractual restrictions on cross-border sales for at least one product category they offer. Almost 60 % of digital content providers who participated in the inquiry had contractually agreed with right holders to geo-block. »

Tout ceci montre que les efforts du Gouvernement ont réussi à donner des impulsions importantes et à créer une discussion plus large au niveau européen de sorte que la Commission européenne cite ce sujet dans de multiples documents. Le nouveau Collège des commissaires, entré en fonction fin 2019, devra maintenant décider de la suite à donner à ce dossier. Le Gouvernement suivra de près l'évolution de ce dossier et restera en étroit contact avec la nouvelle Commission européenne.

Au niveau du Benelux

À côté de ces efforts au niveau européen, le Ministère de l'Économie a également lancé une initiative au Benelux. Les trois pays ont signé fin 2015, en marge de la Présidence luxembourgeoise du Conseil compétitivité au niveau de l'UE, une recommandation politique du Comité des ministres du Benelux sur les RTO pour réaliser une analyse claire de la chaîne d'approvisionnement des marchés Benelux. Une enquête qualitative permettant de recenser le ressenti des entrepreneurs belges, néerlandais et luxembourgeois sur la nature et l'ampleur des RTO a été lancée, et 68 entreprises luxembourgeoises y ont participé. Le Secrétariat général Benelux a publié son rapport en 2018. Au Luxembourg, un rapport national a ensuite été publié par l'Observatoire de la formation des prix du Ministère de l'Économie. Cette enquête réalisée dans le Benelux est une étude unique en la matière ainsi qu'une primeur au niveau de l'UE, et vient soutenir les démarches entreprises au niveau européen. Le Benelux poursuivra en 2020 ses travaux visant à éliminer les RTO pour endiguer les difficultés des entreprises liées à l'accès aux réseaux d'approvisionnement de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE.

Au niveau national

Le Conseil de la concurrence a publié en 2019 les résultats de son enquête sur le secteur de la grande distribution au Luxembourg, dans laquelle il a constaté et analysé les préoccupations du commerce luxembourgeois, tout en concluant qu'au regard des données fournies par les distributeurs, il n'était pas en mesure de constater l'existence de restrictions verticales condamnables sous l'angle du droit de la concurrence. Le Conseil de la concurrence a par ailleurs lancé un appel aux entreprises luxembourgeoises souhaitant lui fournir des informations pertinentes concernant les RTO et a invité, par différents canaux de communication, ces entreprises à répondre à la consultation publique de la Commission européenne dans le contexte de la révision du VBER précitée. Ceci est une preuve supplémentaire que cette problématique est d'actualité et qu'il y a des efforts continus pour aller au fond de ces questions.

Pour conclure, le Gouvernement continuera donc de suivre de près l'évolution de ce dossier, à la fois au niveau européen, du Benelux et au niveau national, en étroite collaboration avec les organisations professionnelles concernées.

Q230

Question 1611 (13.12.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour constitutionnelle concernant l'acquisition de certains équipements pour un cabinet ou centre médical privé :**

Après un arrêt du 5 juillet 2019 de la Cour constitutionnelle, aussi le tribunal administratif, par arrêt du 9 décembre 2019, a déclaré contraire à la Constitution les dispositions légales et règlementaires à la base de la décision de refus adressée aux médecins d'acquérir certains équipements, dont du matériel d'imagerie de résonance magnétique (IRM) pour un cabinet ou centre médical privé.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'analyse du Gouvernement de l'arrêt en question ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il interjeter appel contre l'arrêt en question ?

3) Dans la négative, le Gouvernement entend-il accepter les conclusions tirées par l'arrêt et adapter la législation en vigueur ?

4) De quelle manière le Gouvernement entend-il accompagner le secteur de la santé pour lequel l'arrêt en question constitue un revirement fondamental ?

5) Endéans quels délais le Gouvernement entend-il légiférer et que se passera-t-il pendant cette période intermédiaire ?

Réponse commune (21.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Ministère de la Santé a pris bonne note du jugement du tribunal administratif du 9 décembre 2019 portant annulation de la décision ministérielle concernant l'installation de scanner dans les cabinets médicaux qui en découle.

Plutôt que d'interjeter appel contre le jugement, il est envisagé d'adapter la législation concernée actuellement applicable selon des modalités qui restent à être déterminées.

Il s'agira d'un travail d'une certaine envergure de sorte qu'il est à ce stade prématuré de situer avec précision cet exercice dans le temps.

Question 1612 (13.12.2019) de **Mmes Francine Closener** et **Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**intelligence artificielle :**

La formation des citoyens aux bases de l'intelligence artificielle constitue un enjeu majeur pour l'avenir.

Dans le cadre de la stratégie AI dotée de 200 millions d'euros du Gouvernement finlandais, l'Université d'Helsinki a lancé en mai 2018 le cours en ligne « Elements of AI », un programme gratuit visant les non-spécialistes et rassemblant les bases nécessaires pour comprendre les enjeux de l'intelligence artificielle. Teemu Roos, responsable de l'initiative, confirme que « les gens de tous horizons puissent acquérir suffisamment de connaissances pour tirer profit de l'IA au lieu d'en avoir peur ».

Avec 220.000 personnes inscrites, l'objectif de former gratuitement 1 % des 5,5 millions de citoyens a été largement dépassé, plus de 250 entreprises ainsi que plusieurs administrations finnoises y forment leur personnel. La Finlande vient d'annoncer son intention de traduire le programme dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation.

- Existe-t-il une « stratégie nationale en matière de l'intelligence artificielle » ?

- Quelles sont les initiatives prises par le Gouvernement afin de former les citoyens luxembourgeois - élèves, étudiants, fonctionnaires, salariés - aux bases de l'intelligence artificielle ?

- Existe-t-il un cours en ligne similaire au programme finnois « Elements of AI » développé par l'Université du Luxembourg ?

- Est-il prévu d'encourager les citoyens luxembourgeois de s'inscrire au programme « Elements of AI » déjà disponible en anglais ?

Réponse commune (20.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* **Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,** de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

Le 24 mai 2019, le Gouvernement a présenté sa vision stratégique à l'égard de l'intelligence artificielle (IA) et de l'économie des données. La vision stratégique IA identifie non seulement des domaines prioritaires, dont la mobilité, la médecine et la réglementation, mais fixe également le cadre dans lequel l'implémentation de la technologie IA doit opérer. Le Gouvernement suit l'approche selon laquelle l'individu doit être placé au centre de tous les services basés sur l'IA, l'intelligence humaine devant toujours être aux commandes de l'intelligence artificielle. Ainsi, le Gouvernement reste fidèle à son approche générale en matière de digitalisation, qui consiste en l'occurrence à ne pas concevoir l'appui aux nouvelles technologies comme une fin en soi, mais à faire en sorte que leur potentiel contribue à améliorer et à simplifier le quotidien des citoyens du Luxembourg. La vision IA de notre pays s'inspire des principes politiques émis par la Commission européenne ainsi que de la recommandation IA de l'OCDE. Aussi la stratégie IA est-elle portée de façon transversale dans le cadre d'une « whole-of-government-approach ». En octobre 2019, un comité de coordination interministérielle pour la vision stratégique IA a été mis en place.

En complément, la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation qui a été approuvée par le Gouvernement en conseil le 20 décembre 2019 souscrit pleinement aux principes évoqués et considère l'IA comme une technologie-clé qui sera utilisée dans chacun des quatre principaux domaines de recherche prioritaires retenus par cette stratégie. Le Luxembourg aura notamment l'ambition d'utiliser les résultats de la recherche en vue d'appliquer l'IA à l'échelle nationale dans certains domaines spécifiques (par exemple dans les domaines de la santé personnalisée ou de l'éducation personnalisée) et de devenir un laboratoire vivant, montrant comment cette technologie peut être utilisée au niveau national au profit du développement sociétal.

Le Gouvernement, à travers sa vision stratégique, vise un certain nombre d'initiatives en matière d'éducation de base, mais aussi spécialisée, afin de démystifier la technologie IA pour différents publics.

L'apprentissage du codage dès le plus jeune âge fait partie des priorités du Gouvernement en termes d'éducation tant formelle qu'informelle. Raison pour laquelle le codage fait désormais partie du cursus de base de l'enseignement fondamental tandis que la science de l'informatique est introduite à l'enseignement secondaire. La « Smart Schoul 25 » mérite également d'être mentionnée, une initiative qui prévoit une nouvelle orientation pédagogique, davantage tournée vers des outils technologiques et visant à positionner le Luxembourg à la pointe de l'éducation publique digitalisée, adaptée aux besoins d'une société numérique. Dans ce projet phare, l'aspect des intelligences artificielles joue un rôle essentiel. Des projets comme la « Lux Tech School », « Codestart » et « Coding 4 Kids » initiés par Digital Luxembourg ensemble avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et avec le Service national de la jeunesse (SNJ) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, alimentent directement les nouvelles initiatives qui vont naître en matière de coding et « Smart Schoul 25 ».

En ce qui concerne les agents de l'État, une offre de formation destinée aux fonctionnaires occupant des postes à responsabilité a été mise en place dans le cadre de Digital Luxembourg, ceci en collaboration avec les entreprises Microsoft et Devoteam. Cette formation est conçue pour les gestionnaires, les professionnels des affaires ou toute autre personne qui peut prendre des décisions importantes et qui cherche à intégrer l'intelligence artificielle dans ses activités. Ce cours est aussi accessible à tout citoyen intéressé. Outre cette formation IA sur deux jours pour décideurs publics et privés, Digital Luxembourg a également soutenu l'offre de cours IA portant sur cinq semaines (mix d'apprentissage en ligne et présentiel) pour du personnel technique, des demandeurs d'emploi et des étudiants, ainsi qu'une formation intensive à l'IA de 22 semaines pour du personnel en ingénierie, spécialistes des données (data scientists).

L'Université du Luxembourg - même si elle n'offre pas encore de cours en ligne similaire au programme finlandais - considère la préparation des étudiants à faire face aux innovations techniques et à l'évolution du monde du travail comme l'une de ses missions centrales. Dans tous les départements de l'Université du Luxembourg, les scientifiques manifestent un grand intérêt pour l'intelligence artificielle, à la fois comme sujet d'apprentissage et de recherche et comme technologie de soutien dans l'enseignement. Il appartient également à l'université de réfléchir aux conséquences des changements pour la société que la digitalisation et le recours à l'intelligence artificielle impliqueront. Dans le cadre de la « Stratégie numérique », qui est un des projets en cours les plus importants de l'université, il est prévu d'offrir, entre autres, des formations sur l'utilisation de l'intelligence artificielle s'adressant d'abord à la communauté universitaire. Celles-ci pourront être étendues ensuite à un public général. Un autre élément sera la création d'un « Centre for Digital Ethics » (Centre d'éthique numérique) à la Faculté des sciences humaines, des sciences de l'éducation et des sciences sociales dont une des missions sera d'éclairer le public sur les grands enjeux de la digitalisation.

En ce qui concerne la formation universitaire continue, une offre spécialisée a été mise en place auprès du « University of Luxembourg Competence Centre », en partenariat avec l'entreprise NVIDIA. Il s'agit d'une offre hautement spécialisée en « deep learning » à destination des membres de la communauté universitaire ainsi qu'aux experts du secteur privé.

Le cours « Elements of AI » est un cours gratuit et accessible à toute personne intéressée. Effectivement, le Gouvernement à l'intention de communiquer davantage sur cette offre afin d'encourager les citoyens de participer à ce cours de haute qualité didactique, ceci notamment dans le cadre de la consultation publique en matière d'IA prévue pour le printemps 2020. À cette fin, le SMC, en coopération avec l'Institut national d'administration publique (INAP), est en train d'examiner les possibilités d'adapter le cours « Elements of AI » au contexte luxembourgeois.

À cela s'ajoute que le cours sera sous peu traduit dans toutes les langues officielles de l'Union européenne, le rendant ainsi davantage accessible. En ligne avec l'approche du Gouvernement en matière d'IA, qui est une vision centrée sur l'humain, l'éducation à l'IA est un moyen efficace pour immuniser tout un chacun contre les récits exagérés et hyperboliques. Dans ce sens, il importe au Gouvernement de développer continuellement l'offre de cours en ligne reprenant les sujets-clefs de la digitalisation et s'adressant au grand public.

Question 1613 (16.12.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **formation continue en agriculture :**

Le Gouvernement a retenu dans l'accord gouvernemental qu'une production durable d'aliments de haute qualité, qui réduit significativement le recours aux produits phytopharmaceutiques dans une approche régionale, est une des priorités de la politique agricole nationale. Cette politique permettrait à renforcer la protection de l'environnement et l'action pour le climat. La digitalisation de l'agriculture contribuerait entre autres à atteindre cet objectif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quels programmes de formation continue sont actuellement proposés aux agriculteurs, horticulteurs et viticulteurs ? Quels sont les points forts de ces programmes ?

2) Existe-t-il des formations spécifiques axées sur le thème du développement durable, de l'agriculture biologique ou de la digitalisation en relation avec l'apiculture ?

3) Combien de formateurs sont nécessaires pour assurer ces formations continues ?

4) Combien d'agriculteurs, d'horticulteurs et de viticulteurs profitent de cette offre de formations ?

5) Quel budget est actuellement réservé aux diverses formations continues ?

Réponse (17.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales a introduit par son article 38 un régime d'aides financières pour la mise en œuvre d'actions sur la formation professionnelle continue et l'acquisition de compétences. La coordination des actions incombe à la Chambre d'Agriculture qui réalise annuellement un inventaire des besoins du secteur en vue de l'élaboration d'un programme d'actions qu'elle fait parvenir au Ministre de l'Agriculture pour le 15 septembre de chaque année. Une aide portant sur les coûts d'organisation peut être allouée jusqu'à concurrence de 100 % des coûts admissibles.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural propose aux intéressés des formations initiales et continues portant sur l'emploi de produits phytopharmaceutiques conformément à la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

ad 2) Le programme détaillé des formations est publié mensuellement dans le journal « De Lëtzebuerger Bauer » et sur le portail de l'agriculture.

ad 3) Quatre enseignants du Lycée technique agricole d'Ettelbruck (LTA) agissent en tant que formateurs, appuyés par le service de la protection des végétaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'Institut viti-vinicole pour les cours portant sur l'emploi de produits phytopharmaceutiques.

Pour toutes les autres formations, le ministère ne dispose pas d'informations détaillées sur le nombre de formateurs nécessaires pour assurer les formations continues organisées par des prestataires de services de transfert de connaissances externes.

ad 4) Extrait de la réponse du Ministre de l'Agriculture à la question parlementaire n° 0932 de l'honorable Député François Benoy :

« Seul le nombre de participations aux différents modules est recensé. Étant donné que les candidats doivent participer à plusieurs modules de formations, le nombre de participations n'équivaut pas au nombre de candidats. En 2018, il y a eu 265 participations aux modules de la formation pour le certificat "usage professionnel" et 175 aux modules de la formation pour le certificat "assistant usage professionnel". En 2019, il y a eu 406 participations aux modules de la formation pour le certificat "usage professionnel". »

Durant la campagne d'hiver 2018-2019, 1.403 participants se sont inscrits dans les cours de formation continue organisés par des prestataires de services de transfert de connaissances externes et subventionnés par le Ministère de l'Agriculture. La campagne 2019-2020 n'étant pas encore clôturée, le chiffre provisoire s'élève actuellement à 1.082 participants.

ad 5) La participation financière de l'État intervient sur plusieurs niveaux :

Des décharges sont accordées aux enseignants du Lycée technique agricole d'Ettelbruck. En 2019, le service de la protection des végétaux de l'ASTA disposait en ce qui concerne les cours portant sur l'emploi des produits phytopharmaceutiques d'un budget de 5.000 euros pour procurer le matériel de formation. Le MBR Lëtzebuerg assure le secrétariat d'une grande partie des formations. Ce service est payé par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Pour l'année 2018, le montant s'élevait à 23.000 euros.

Pour la campagne 2018-2019, le Ministère de l'Agriculture a versé aux prestataires de services de transfert de connaissances externes un montant total de 88.417,44 euros. Le montant d'aide engagé pour la campagne 2019-2020 s'élève actuellement à 107.763,89 euros.

Question 1615 (17.12.2019) de **M.Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **« drug checking » :**

Bis op déi eng oder aner ASBL, déi punktuell Analyse maachen, ass et net méiglech, Droge bei enger staatlecher Ulafstell anonym op hir Qualitéit testen ze loossen. Op Museksfestivallen am Ausland ass et ganz geleefeg, datt Leit, déi fir sech decidéiert hunn, datt si wëllen eng bestëmmten Drog konsuméieren, d'Substanz fir d'éischt iwwerpréiwe loossen, fir esou gesondheetlech Schied ze evitéieren. De „European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction" huet am Joer 2017 e Rapport publizéiert, dee festhält, datt de sougenannten „Drug Checking" en effikasst Mëttel ass, fir géint gréisser gesondheetlech Schied duerch rekreativen Drogekonsum virzegoen. Optimalerweis gëtt e seriöen „Drug Checking" duerch eng Méiglechkeet ergänzt, Gespréicher mat Betreier ze féieren, déi iwwert d'Risike vum Drogekonsum opkläre kënnen an och Exit-Strategië kënne proposéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, ass geplangt, e sougenannten „Drug Checking" och zu Lëtzebuerg anzeféieren? Wa jo, wéini soll dat geschéien? Wann net, firwat net?

2. Ass geplangt och „drug checkings" op gréissere Museksfestivallen hei am Land anzeféieren, mam Zil, d'Spectateure besser viru „schlechtem Stoff" ze schützen?

3. Firwat huet Lëtzebuerg bis dato nach keen esou en „Drug Checking" agefouert?

Gëtt et dofir e plausibele Grond?

Réponse (20.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Eng „drug checking"-Offer gëtt et zu Lëtzebuerg scho säit 2014.

Dës Offer gëtt gréisstendeels vum Gesondheetsministère finanzéiert a gëtt an deenen nächste Jore weider ausgebaut am Kader vum nationalen Drogen- a Suchtaktiounsplang.

Question 1616 (17.12.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**électromobilité :**

La Norvège est devenue le leader mondial en matière de l'électromobilité. Les voitures à zéro émission y atteignent actuellement un taux de 20 %.

Ces résultats ont été atteints grâce à des mesures telles que le taux de TVA zéro sur l'achat de voitures électriques alors que le taux normal atteint les 25 %.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est leur position face à une telle mesure.

- Est-ce que la législation communautaire actuelle permettrait une telle décision ?

- Dans la négative, est-ce que les modifications du régime TVA proposées par la Commission européenne, assurant plus de liberté aux pays membres dans la fixation des taux, permettraient une telle mesure ?

- Dans ce cas, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisagerait de suivre l'exemple norvégien et, le cas échéant, selon quelles modalités et limites ?

Réponse commune (22.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Actuellement, le droit européen en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ne permet l'application ni d'un taux réduit, ni du taux zéro de TVA sur l'achat de voitures électriques au Luxembourg. Comme les honorables Députés citent l'exemple norvégien, il reste à remarquer que la directive 2006/112/CE relative au système commun de la taxe sur la valeur ajoutée ne s'applique pas aux États membres de l'Espace économique européen comme la Norvège qui reste donc libre dans son choix de taux de TVA.

Pour autant, la proposition de modification de ladite directive 2006/112/CE, présentée par la Commission européenne en janvier 2018, prévoit d'accorder plus de flexibilité aux États membres de l'Union européenne en ce qui concerne l'application de taux réduits en matière de TVA. Avant de pouvoir fixer des modalités et limites d'une telle mesure, il faudra toutefois attendre l'adoption du texte final qui résultera des négociations au sein du Conseil.

Dans ce contexte, le Luxembourg s'engage en faveur d'une solution permettant aux pays membres de favoriser à l'avenir l'achat de voitures électriques, respectivement zéro émission.

D'ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois a déjà mis en place un certain nombre de mesures pour favoriser l'électromobilité, dont notamment une prime de 5.000 euros pour l'acquisition d'un véhicule 100 % électrique ou une prime de 2.500 euros pour un véhicule du type plug-in hybride.

Question 1617 (18.12.2019) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant les **adaptations des primes dans la viticulture :**

L'encouragement de la réduction de l'utilisation des herbicides et de l'abandon du glyphosate joue un rôle important dans la promotion d'une viticulture plus durable.

Dans ce contexte, un projet de règlement grand-ducal vise à introduire plusieurs modifications de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel. Selon l'exposé des motifs, les modifications prévues « sont une première étape sur le chemin vers une interdiction d'utilisation de la substance active "glyphosate" ».

En effet, dans le domaine viticole, le projet de règlement grand-ducal prévoit que la non-utilisation du glyphosate devienne une des conditions obligatoires à la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel.

En contrepartie, le projet de règlement grand-ducal apporte plusieurs modifications aux montants et modalités de calcul des primes :

- Le montant par année culturale et par hectare de la prime de base est augmenté de 50 euros par hectare.

- La mesure facultative ayant trait à l'interdiction des herbicides (mesure HERB) devient cumulable avec une deuxième mesure facultative.

- La mesure HERB devient éligible pour toutes les parcelles viticoles, donc également les vignobles en pente très raide et pour les vignobles en terrasses.

- Les montants par année culturale et par hectare de la prime pour la mesure HERB sont augmentés.

Or, les viticulteurs bénéficiant du régime d'aide en faveur de l'agriculture biologique ne peuvent pas bénéficier de la prime HERB. Les deux primes (HERB et agriculture biologique) sont non cumulables, l'interdiction des herbicides faisant déjà partie intégrante de la viticulture biologique.

Ainsi, les modifications prévues par le projet de règlement grand-ducal entraîneraient une augmentation considérable de l'aide financière dont pourraient profiter les viticulteurs conventionnels dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel. Les viticulteurs biologiques quant à eux ne pourraient profiter que de l'augmentation de la prime de base.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Au vu de l'ambition du Gouvernement de développer davantage la filière biologique, Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas opportun d'augmenter également les montants des primes dont les viticulteurs biologiques peuvent profiter, ceci afin d'assurer que la conversion vers la viticulture biologique demeure attractive ?

2) Quelles mesures sont prévues par le ministère dans les années à venir afin d'encourager le développement de la viticulture biologique ?

3) Comment la viticulture biologique a-t-elle évolué au fil des dix dernières années ? Monsieur le Ministre pourrait-il fournir les chiffres concernant :

- l'évolution du nombre d'exploitations viticoles biologiques au Luxembourg et leurs surfaces (ventilée par année),

- le nombre de viticulteurs actuellement en phase de conversion ?

4) Vu que le projet de règlement grand-ducal visé concerne également l'agriculture, Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas opportun d'augmenter par analogie également les montants des primes dont les agriculteurs biologiques peuvent profiter ?

Réponse (17.12.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il est prévu de remédier à ce déséquilibre entre les deux mesures au plus tard dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique de la politique agricole commune qui est prévue pour 2021. D'une part, la prime pour la viticulture biologique sera augmentée de façon consécutive pour la conversion ainsi que pour le maintien en viticulture biologique sous réserve d'un accord de la part de la Commission européenne. D'autre part, les options de la prime à l'entretien de l'espace naturel seront évaluées et adaptées afin d'exclure que la prime à l'entretien de l'espace naturel allouée en faveur de la viticulture conventionnelle ne dépasse les montants éligibles en viticulture biologique.

ad 2) Le frein majeur pour le développement de la viticulture biologique réside dans le fait que la quantité de cuivre a été réduite à 4 kg/ha/an (moyenne sur sept ans) dans l'Union européenne et qu'il n'y a pour le moment peu ou pas de solutions de lutte mécanique contre les adventices dans les vignobles non accessibles en traction directe (vignobles en terrasse, vignobles en pente très raide). Le ministère met déjà actuellement en œuvre plusieurs mesures. Ainsi, le ministère subventionne le conseil en matière de viticulture biologique dans le cadre du règlement grand-ducal du 17 mai 2017 portant exécution des dispositions des chapitres 17 et 18 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Le taux de cofinancement varie entre 80 % à 100 % en fonction du module de conseil choisi par le vigneron. L'Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA) organise régulièrement des séances d'information en coopération avec l'Institut viti-vinicole (IVV). L'IVV est en train d'augmenter considérablement le nombre de cépages interspécifiques plantés dans le vignoble de l'État. Dans le cadre des projets de recherche cofinancés par le ministère, le volet des techniques culturales et des produits biologiques est également traité de façon exhaustive.

Tout comme le secteur agricole, le secteur viticole profitera des mesures prévues dans le nouveau Plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique qui viseront des améliorations à divers niveaux, telles que les primes et subventions, le conseil agricole, la formation continue, le développement des filières et des marchés.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Les données demandées proviennent des rapports d'inspection des différentes exploitations et indiquent la situation au 31 décembre de chaque année. Les données pour 2019 ne sont pas encore disponibles mais sensiblement identiques à celles de 2018 en ce qui concerne les totaux.

ad 4) La modification prévue de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel est à voir comme une mesure d'incitation à l'abandon volontaire de l'utilisation de produits à base de glyphosate afin de réduire les quantités utilisées déjà avant la date de leur interdiction formelle. Il s'agit d'une incitation pour les exploitants voulant renoncer dès à présent à ces produits. Vu qu'il s'agit d'une des substances actives les plus utilisées au Luxembourg, cette démarche s'inscrit donc parfaitement dans les objectifs du Plan d'action national visant la réduction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

Le ministère ne juge pas opportun de modifier la prime pour l'agriculture biologique en conséquence vu que le montant de celle-ci est déjà calculé sur base du fait que les agriculteurs biologiques doivent respecter toutes sortes de restrictions ayant un impact sur les rendements de leurs cultures, dont la défense d'utilisation d'herbicides. Les agriculteurs biologiques n'ont donc ni de contrainte supplémentaire, ni de nouvelle contrainte suite à l'interdiction des produits à base de glyphosate, alors que ceci constitue une nouvelle contrainte pour les agriculteurs conventionnels.

Question 1618 (18.12.2019) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **peste porcine :**

Après la découverte des deux premiers cas de peste porcine en Wallonie le 13 septembre 2018, l'épidémie semble aujourd'hui en recul. La Wallonie et le Luxembourg ont depuis pris différentes mesures pour endiguer l'épidémie de peste porcine africaine (PPA). Ainsi, le Luxembourg a mis en place une zone blanche près de la frontière belge et a installé une clôture et deux pièges à sangliers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Depuis la dernière réunion de la « Taskforce peste porcine africaine (PPA) », comment la situation au Luxembourg et en Wallonie a-t-elle

évolué ? Est-ce que en Belgique un nouveau cas de virus a été détecté depuis ? À quel moment pourra-t-on affirmer que la peste porcine africaine est définitivement éradiquée et que les mesures de précaution puissent être levées ?

- Depuis l'ouverture de la chasse en battue, combien de sangliers ont été abattus en zone blanche ?

- Combien de sangliers ont été capturés à l'aide des deux pièges à sangliers installés ?

- Combien de sangliers ont été analysés depuis septembre 2018 ?

- Est-ce que la mise en place de la clôture autour de la zone blanche a eu un impact sur l'évolution des dégâts de sangliers dans les champs avoisinants ?

- Est-ce que des indemnisations sont prévues pour les locataires des lots de chasse concernés qui sont confrontés à certaines contraintes liées à la mise en place de la zone blanche et de la clôture, mais qui paient la totalité du relaissement sans pouvoir bénéficier des revenus provenant des sangliers pris aux pièges et chassés dans cette zone ?

Réponse commune (18.12.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Alors que le Luxembourg est toujours indemne de la peste porcine africaine, les autorités belges ont déclaré jusqu'à ce jour 831 cas de PPA sur des sangliers dans la zone infectée en Wallonie alors qu'aucun cas de PPA n'a été détecté dans le cheptel porcin. Le dernier cas « frais » date du mois d'août 2019 alors que lors des prospections, plusieurs ossements de sangliers ont été découverts sur lesquels un dernier cas positif a été détecté début décembre 2019 tout en affirmant que ces ossements proviennent de sangliers morts depuis plusieurs mois. Un pays peut se déclarer indemne de la PPA si pendant une période d'une année aucun cas positif de la maladie n'a été déclaré.

- Depuis l'ouverture de la chasse en battue (19 octobre 2019), trois sangliers ont été abattus en zone blanche. Depuis la mise en place de la zone blanche, en tout 22 sangliers ont été abattus dans cette zone et deux sangliers ont été trouvés morts. Tous ces cadavres de sangliers ont été testés négatifs à la PPA.

- Onze sangliers ont été capturés, tous au niveau du même piège, ces sangliers ont également été testés négatifs.

- Depuis le mois de septembre 2018, 344 sangliers ont été testés, tous négatifs.

Question 1619 (18.12.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**exercice militaire « Defender 2020 » :**

En octobre 2019, les forces armées des États-Unis ont annoncé pour 2020 le plus grand déploiement militaire en Europe depuis 25 ans. Cette opération d'une ampleur exceptionnelle baptisé « Defender » impliquera notamment le déploiement de 20.000 soldats depuis les États-Unis vers les frontières extérieures de la Russie en Europe. Elle est censée débuter en février 2020 pour se prolonger sur plusieurs mois. Si les informations officielles sont clairsemées, il apparaît que les structures de l'OTAN soient intégrées dans l'opération et qu'au moins 18 pays différents y participeront d'une manière ou d'une autre.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Pouvez-vous m'informer sur les caractéristiques, l'ampleur et les objectifs de l'opération Defender 2020, et notamment sur le degré d'implication de l'OTAN et le processus décisionnel qui a mené à la mise en place de cette opération ?

2) Est-ce que le Luxembourg participera soit directement à l'opération Defender 2020, soit à des exercices militaires liés à l'opération Defender 2020 ? Si oui, pouvez-vous m'éclairer sur l'ampleur de l'engagement du Luxembourg concernant notamment le personnel, le matériel et les ressources financières mobilisés par le Gouvernement à cette fin ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) L'exercice, planifié par USAREUR (US Army Europe), se déroulera durant les mois février à juillet 2020 sur le théâtre européen et impliquera environ 37.000 soldats des États-Unis, des pays alliés membres de l'OTAN et des pays partenaires, dont quelque 20.000 soldats déployés depuis les États-Unis. Il s'agit d'un des plus grands exercices militaires que l'Europe a connu depuis plus de 25 ans avec un théâtre de manœuvre s'étendant sur l'Europe Centrale et de l'Est, y inclus la Géorgie.

Defender 2020 (DEF 20) est entièrement en ligne avec les mesures RAP (plan d'action réactivité) et les décisions qui ont été prises lors du dernier sommet de l'OTAN en 2018. Alors que les États-Unis mettront à l'épreuve leur concept d'opérations interarmées de leur stratégie de défense nationale en Europe, l'OTAN évaluera sa propre approche stratégique. Pour l'OTAN, sa capacité de recevoir des forces et de l'équipement des États-Unis, de les mettre en scène, de les faire avancer sur le théâtre d'opération et de les intégrer, sera au centre de l'exercice.

ad 2) Étant bien conscient des capacités militaires limitées de notre armée pour appuyer une projection de forces d'une telle envergure, USAREUR a demandé au Luxembourg de participer avec des capacités de transport routier. Il s'agirait notamment d'y participer avec une équipe de quatre chauffeurs et deux camions équipés de remorques durant plus ou moins six semaines de mars jusqu'en avril 2020. Les moyens luxembourgeois seront mis en œuvre au sein de convois multinationaux assurant le transfert de conteneurs d'Allemagne vers la Belgique. L'équipe de transport sera stationnée au sein d'une base militaire en Belgique et le support logistique sera assuré par le « National Support Element » (NSE) belge.

D'un point de vue financier, tous les frais liés à cet engagement seront, d'après les dernières informations reçues, pris en charge par les autorités US. À part les frais liés aux indemnités de récupération des heures supplémentaires en exercice, estimés à 3.192 euros, la participation luxembourgeoise au DEF 20 sera donc budgétairement neutre.

Cet exercice permettra à notre unité de transport de s'entrainer en vue de notre engagement EFP (présence avancée renforcée) en Lituanie avec nos capacités de transport.

Question 1620 (18.12.2019) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **énergies renouvelables :**

La présente est à lire ensemble avec la question parlementaire n° 1579 du 6 décembre 2019.

Le Luxembourg a signé fin octobre 2017 deux accords de coopération avec la Lituanie respectivement l'Estonie au sujet des transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

Les traités en question couvrent la période 2018-2020 et ont été signés afin de permettre au Luxembourg de réaliser ses objectifs intermédiaires pour 2018 et contraignants pour 2020 (11 % d'énergie renouvelable de sa consommation finale d'énergie en 2020).

Ces traités prévoient :

- en ce qui concerne la Lituanie

a) le transfert statistique d'une quantité minimale d'énergie de 700 GWh pour les années 2018 et 2020 pour un prix total de 10,5 millions d'euros, le Luxembourg étant libre de décider combien il transférera en quelle année,

b) le transfert optionnel supplémentaire pouvant aller jusqu'à 4.800 GWh,

- en ce qui concerne l'Estonie

a) le transfert statistique d'une quantité minimale de 300 GWh pour un prix de 4,5 millions d'euros en 2018 et de 400 GWh pour un prix de six millions d'euros en 2020,

b) le transfert optionnel de 600 GWh par an sur la période 2018 à 2020 (pour un prix annuel maximal de neuf millions d'euros).

Les quantités exactes dont aura besoin le Luxembourg pour réaliser son objectif contraignant de 11 % en 2020 sont fonction de la consommation énergétique finale et de l'énergie renouvelable produite entre 2018 et 2020 par le Luxembourg même.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Au-delà du transfert statistique contraignant de 300GWh par l'Estonie, quelle quantité a été transférée par la Lituanie en 2018 ?

- Le Gouvernement a-t-il demandé un transfert optionnel supplémentaire auprès de quel État ? Dans l'affirmative, quelles sont les quantités mobilisées ?

- Existe-t-il des projections au niveau gouvernemental en ce qui concerne les quantités nécessaires pour l'année 2020 ? Quelles sont ces projections ?

- Quelle est la part du transfert statistique dans la « production d'énergie renouvelable du Luxembourg » en 2018 ? Quelle est la part de ce transfert dans la consommation finale d'énergie en 2018 ?

Réponse (20.01.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Les honorables Députés s'enquièrent des transferts statistiques effectués par le Luxembourg pour l'année 2018 pour atteindre ses objectifs en relation avec la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans sa consommation finale d'énergie.

Pour être sûr de réaliser son objectif intermédiaire de 7,47 % d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans sa consommation finale d'énergie pour la période 2017-18, le Luxembourg a acheté au total 1.100 GWh de transferts statistiques. Cette quantité a été équitablement répartie sur les deux pays avec lesquels un traité de coopération a été signé en 2017, à savoir la Lituanie et l'Estonie : 550 GWh ont été transférés de chacun des deux pays, au prix de 16.500.000 euros au total. Ces transferts ont permis d'atteindre l'objectif intermédiaire du Luxembourg avec 7,67 %.

Les deux années 2017 et 2018, considérées seules, présentent les pourcentages suivants : 6,29 % en 2017 et 9,06 % en 2018. Sans les transferts, le pourcentage en 2018 aurait été de 6,72 %. En 2018, le Luxembourg a réalisé 3.165 GWh d'énergie à partir de sources renouvelables sur le territoire national. Les 1.100 GWh de transferts représentent donc un quart du montant total.

Les prévisions pour 2020 sont encore difficiles ; la grande inconnue étant la consommation finale d'énergie (sur laquelle le pourcentage se calcule) qui a augmenté pendant les deux années en question et en 2019, dû notamment aux ventes de carburant accrues. En plus, il faut prendre en compte les multiples projets qui sont en voie de finalisation dans le domaine de la production d'énergie à partir de sources renouvelables. En tenant compte de la variabilité de ces données, les besoins en mécanismes de coopération devraient se situer dans un ordre de grandeur similaire qu'en 2018. Les transferts représenteraient alors approximativement 2 % des 11 % de l'objectif à atteindre, ordre de grandeur prévu dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables de 2010.

Reste à préciser que les progrès réalisés sur le territoire national dans le domaine de la production d'énergie à partir de sources renouvelables ont été substantiels de sorte que des transferts statistiques ont seulement été nécessaires à partir de 2018 et non sur l'ensemble de la période allant jusqu'en 2020. La filière photovoltaïque considérée seule voit le Luxembourg actuellement en une bonne septième position des pays de l'Union européenne en ce qui concerne la capacité installée par habitant (222,6 W/habitant, EurObserv'ER 2019). Quant à l'éolien, en termes de capacité installée par 1.000 habitants, le Luxembourg se retrouve en 15e place européenne (EurObserv'ER 2018) avec 196,4 kW et figure en bonne place parmi les pays qui ont des possibilités « offshore » comme par exemple la France (14e, 202,3), les Pays-Bas (11e, 250) ou encore la Belgique (10e, 250,6).

Question 1621 (18.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **TVA Logement :**

PricewaterhouseCoopers (PwC) schreift an hirem Rapport „Luxembourg Real Estate 2020 - Les fondations du succès" - wéi ech et och well a menger Question parlementaire n° 1028 un den Här Finanzminister ervirgehuewen hat -, datt d'Hausse vun 2015 vun der TVA vun 3 % op 17 % op Renovatiounen oder Konstruktioune vu Logementer, déi net vum Proprietär okkupéiert sinn, datt d'Investisseure „susceptible" wäerte sinn, dës Hausse vun de Käschten op d'Locataire ofzedrécken. Dëst wäert laut PWC net „immédiatement" de Fall sinn, ma et wäert sech awer mat grousser Warscheinlechkeet negativ op d'Locataire auswierken. An der Äntwert op meng Question parlementaire vum 6. August 2019 schreift den Här Finanzminister Folgendes: „D'Regierung deelt dës Analys net an huet och am Moment keng Pläng, fir d'Hausse vun der TVA um Bau vun Zweetwunnenge réckgängeg ze maachen."

Des Weidere schreift de Minister fir d'Finanzen a senger Äntwert vum 12. September 2019, datt et betreffend der TVA net méiglech ass, fir d'Recetten, déi duerch d'Hausse vun 3 % op 17 % entstinn, isoléiert ze bestëmmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi erkläert Dir lech déi verschidde Liesarten, op där enger Säit déi vu PwC an op där anerer Säit déi vun lech, Här Finanzminister, vun dëser Situatioun?

2. Wann de Minister an der Impossibilitéit ass, déi zousätzlech Recetten, déi duerch dës Mesure entstinn, ze bestëmmen, wier et net ubruecht, eng Etüd an Optrag ze ginn, fir déi genee zousätzlech Recettë bestëmmen ze kënnen?

3. Wier et net opportun, datt de Proprietär d'Aarbechte beim Bau an der Renovatioun vun Zweetwunnengen obligatoresch muss op enger spezifescher Erklärung deklaréieren?

4. Wéi wëllt de Minister ouni dës Donnéeë bestëmmen, ob déi genannte Changementer hir Friichten droen oder net?

Réponse (20.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op de Rapport „Luxembourg Real Estate 2020 - Les fondations du succès" vu Pricewaterhouse-Coopers (PwC). An dësem Rapport steet: « L'augmentation du taux de TVA, passant de 3 % à 17 %, ne fera qu'exacerber cette tendance (Le taux de TVA pour les travaux de construction et de rénovation pour les logements qui ne sont pas occupés par leur propriétaire a été porté à 17 % au 1er janvier 2015). Les investisseurs seront ainsi susceptibles de répercuter cette hausse des coûts d'investissement sur les loyers. Cependant, l'augmentation de la TVA ne sera pas nécessairement répercutée immédiatement sur les prix de l'immobilier. »

Heizou sief fir d'alleréischt gesot, dass sech fir d'Renovatiounsaarbechten 2015 näischt geännert huet an den Taux vun 3 % nach ëmmer fir all Renovatiounsaarbechten applizéiert gëtt.

Wat d'Erhéijung vum Taux fir Konstruktiounsaarbechten op Zweetwunnengen ugeet, esou war dës Mesure Deel vun engem Dispositif vu Mesuren, déi am Kader vum Budget 2015 geholl goufen, fir, virun allem, d'Perten um E-commerce auszegläichen. D'Budgetszuele weisen haut, dass dës Mesurë gegraff hunn an dass d'Staatsfinanzen - trotz dem Verloscht vun de Recetten um E-commerce - gesond sinn.

Gläichzäiteg seet PwC a sengem Rapport, dass: « [...]l'augmentation de la TVA ne sera pas nécessairement répercutée immédiatement sur les prix de l'immobilier [...] ». Deemno besteet hirer Meenung no keen direkten a kloren Zesummenhang tëschent der Erhéijung vun der TVA an der Entwécklung vun de Wunnengs- respektiv Loyerspräisser.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 1028 gesot, ass et net méiglech, d'Recetten, déi duerch d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % entstane sinn, isoléiert ze bestëmmen, well déi concernéiert Aarbechten (beim Bau vun Zweetwunnengen) net op enger spezifescher Erklärung mussen deklaréiert ginn. Dëst gëllt esouwuel fir d'Entreprisen ewéi och fir d'Proprietären.

Eng Etüd, wéi den honorabelen Deputéierte se freet, ass den Ament net realiséierbar, well dofir missten d'Proprietären identifizéiert ginn, déi no 2015 net méi vum TVA-Taux vun 3 % konnte profitéieren. An Zukunft all Proprietär ze obligéieren, d'Aarbechte beim Bau vun Zweetwunnengen op enger spezifescher Erklärung ze deklaréieren, géif en zousätzlechen administrativen Opwand bedeiten, mat deem nei Käschte verbonne wären an dee fir d'Bierger nëmme schwéier novollzéibar wier.

Question 1622 (19.12.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réglementation de la circulation en cas d'enneigement ou de verglas :**

Le règlement grand-ducal du 12 décembre 2019 concernant la réglementation temporaire de la circulation en cas d'enneigement ou de verglas sur les voies publiques faisant partie de la voirie normale de l'État définit 29 voies publiques sur lesquelles toute circulation est interdite en cas d'enneigement et de verglas hormis pour les riverains et fournisseurs.

Sachant que dans certaines régions d'Europe, la circulation sur des cols en cas d'enneigement est exclusivement permise pour les véhicules équipés de chaînes à neige ou pour les voitures équipées de quatre roues motrices, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Sachant que les voitures équipées de quatre roues motrices sont capables de monter des

cols enneigés, Monsieur le Ministre est-il disposé à autoriser la circulation de ces voitures sur les 29 voies publiques concernées par le règlement grand-ducal en ajoutant le panneau « exceptées 4x4 » ?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Étant donné qu'il n'existe pas de catégorie de véhicules du Code de la route qui se caractériserait par l'équipement du véhicule de quatre roues motrices (information non inscrite sur la carte grise et donc difficilement contrôlable par les forces de l'ordre), la maîtrise d'un véhicule ne peut se limiter au seul fait de la motricité de ses roues. Cette maîtrise dépend d'un côté du savoir-faire du conducteur et d'un autre côté de la qualité des pneus de son véhicule (pneus d'hiver).

Dans le cas de routes devenues impraticables en raison des conditions météorologiques décrites par l'honorable Député, tout risque d'accident est à éviter. Pour ne pas mettre en danger les usagers de la route, des exceptions quelconques ne sont pas tolérables. La sécurité routière des usagers et surtout leur sécurité corporelle prévalent dans ce cas sur les considérations techniques d'un véhicule.

Question 1623 (19.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **colonies de mouflons :**

An hirer Äntwert op meng Question parlementaire N° 1402 vum 28. Oktober wollt ech vun der Ëmweltministesch méi Informatiounen hunn zu der Diskussioun ëm d'Muffelen am lechternacher Bësch an uechtert d'ganzt Lëtzebuerger Land. Baséierend op der Äntwert vum 16. Dezember ginn et fir mech awer nach eng Rëtsch Inconnuen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, Dir schreift an Ärer Äntwert op meng Question parlementaire, datt d'Organisatioun vun enger administrativer Juegd „ubruecht" ass. Ass d'Chasse administrative well vun der Ministesch ordonéiert ginn, jo oder nee? Wann net, wéini gëtt d'Ministesch hiren Aval fir dës Juegd?

2. Dir schreift an Ärer Äntwert, Madamm Ministesch, datt d'Demande no enger Chasse administrative „scho säit Joren" opkënnt. Firwat gouf et bis haut dann nach keng Decisioun vun der Madamm Ministesch?

3. An Ärer Äntwert hutt Dir meng Fro, wéi vill eng administrativ Juegd de Steierzueler géif kaschten, mam Zitéiere vun engem Deel vum Artikel 57 vum Juegdgesetz beäntwert. Den Artikel 57 beseet awer zousätzlech zu deem vun der Madamm Ministesch zitéierten Auszoch „(...) les frais occasionnés par les chasses administratives sont à charge : du locataire de la chasse lorsqu'il s'agit de fonds chassables loués (...)" och Follgendes: „En cas de lâchers non autorisés d'animaux appartenant aux espèces gibier ou non, les frais occasionnés par les chasses administratives sont à la charge des responsables de ces lâchers s'ils sont identifiés, sinon à charge du Trésor public." Wëssend, datt et sech bei de Muffelen ëm Déieren handelt, déi illegal ausgesat goufen: Madamm Ministesch, kënnt Dir garantéieren, datt Dir déi Responsabel fir d'Aussetze vun de Muffele fannt an hinnen d'Chasse administrative a Rechnung stellt? Wann net, muss de Staat da fir d'Käschte vun dëser administrativer Juegd opkommen?

4. Den Artikel 57 vum Juegdgesetz gesäit vir: « L'administration détermine les modalités des chasses administratives et en assure l'exécution, la direction et la surveillance. » Madamm Ministesch, wat sinn déi genee Modalitéiten, wéi se am Artikel 57 vum Juegdgesetz ernimmt sinn, no deenen eng Chasse administrative op d'Muffelen am lechternacher Bësch wäert genee oflafen?

5. Madamm Ministesch, ass de Muffel aktuell duerch d'europäesch Direktiv iwwert d'Habitater geschützt?

6. Madamm Ministesch, firwat gëtt net iwwer Alternativen zu der Juegd op d'Muffelen nogeduecht? A falls dëst awer sollt de Fall gewiescht sinn oder de Fall ass, wat waren Är Iwwerleeungen?

7. Wann am Bezuch op d'Muffelen de Bien-être animal e Bedenke vun der Madamm Ministesch duerstellt an d'Juegd op dës net einheimesch invasiv Aart duerch dëse Bien-être gerechtfäerdegt wier, firwat gëtt dann eenzeg an eleng eng Juegd am lechernacher Bësch organiséiert an net an deenen anere Gebidder am Land, wou sech déi sympathesch Déiercher och niddergelooss hunn?

Réponse (20.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo.

ad 2. An der Vergaangenheet waren d'Reklamatioune baséiert op deem illegalen Aussetze vun de Muffelen ëm de Jordausendwiessel. Fréier Ëmweltministeren hunn do awer net mat enger Chasse administrative agéiert. Et ass eréischt relativ rezent, dass de Schued vu Muffelen am Gemengebësch vun Iechternach sech verschlëmmert huet, soudass d'Gemeng Iechternach eng Demande op eng administrativ Juegd gestallt huet.

ad 3. Déi administrativ Juegd, déi elo ordonéiert ass, baséiert op der Demande vun der Gemeng Iechternach, op Basis vum Schued am Bësch. Dofir wäert de Juegdpiechter d'Fraise mussen droen, esou wéi et am Artikel 57 virgesinn ass. Reegelméisseg Opriff vun der ANF a vum Ministère, den Ofschossplang 2015/2018 ze erfëllen, sinn ignoréiert ginn, respektiv et ass deenen net vollstänneg Rechnung gedroe ginn.

ad 4. Déi administrativ Juegd wäert nëmme mat Usëtz- a Pirschjuegd duerchgefouert ginn.

ad 5. An der Question parlementaire n° 1402 vum Här Goergen steet schonns: „Beim Muffel handelt et sech ëm eng net einheimesch Aart, déi europawäit zu den 100 schlëmmsten invasiven Aarte gezielt gëtt, wat den negativen ekologeschen a sozioekonomeschen Afloss betrëfft (Wolfgang Nentwig, Sven Bacher, Sabrina Kumschick, Petr Pyšek, Montserrat Vilà (2018) More than '100 worst' alien species in Europe. Biological Invasions 20: 1611). Dofir besteet keng Grondlag, dës Aart hei zu Lëtzebuerg laangfristeg ze erhalen, respektiv ze schützen."

Déi Aarten, déi duerch d'europäesch Habitat-Direktiv geschützt sinn, fanne sech am Naturschutzgesetz vun 2018 op den Annexen 2 a 4 erëm. Selbstverständlech ass de Muffel, als net einheimesch invasiv Aart, do net derbäi.

ad 6. Et ass selbstverständlech iwwer Alternativen nogeduecht ginn. Déi eenzeg Alternativ wier, déi Déieren ze fänken. Dëst ass awer leider am Juegdgesetz vun 2011 als Method net virgesinn a wier deemno illegal.

ad 7. Och wann d'Muffelen emotional gesi fir den Här Goergen „sympathesch Déiercher" sinn, esou huet d'Ëmweltministesch sech ëm Naturschutz a Bëschbewirtschaftung ze këmmeren, baséierend op wëssenschaftlechen Erkenntnisser a Krittären, net op Emotiounen. Aus Natur- a Bëschschutzgrënn stellt de Muffel als net einheimesch invasiv Aart e Problem duer. Sollten an deenen anere Gebidder, wou hei am Land Muffele virkommen, änlech héich Schied am Bësch opkomme wéi an der Regioun Iechternach, wäerten och do administrativ Juegten organiséiert ginn. Och dës Fro war schonn am Kader vun der Question parlementaire n° 1402, Fro 2, beäntwert ginn.

Generell sollt nach rappeléiert ginn, dass d'Verschleefe vun Aarten duerch de Mënsch op aner Plazen, wou déi einheimesch Fauna a Flora evolutiounsbiologesch net un déi ageschleeften Aarten ugepasst sinn an duerch Predatioun an/oder Kompetitioun an/oder ageschleefte Krankheete leiden an heiansdo souguer ausstierwen, nieft der Zerstéierung, der Veraarmung an der Zerschneidung vun natierleche Liewensraim, weltwäit ee vun de gréisste Problemer am Naturschutz duerstellt.

Question 1624 (19.12.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **subvention des logements encadrés pour personnes âgées :**

Sur base de la législation actuelle, les logements à coût modéré et/ou logements sociaux construits par les communes ou autres acteurs publics sont subventionnés par l'État. Actuellement la construction des logements encadrés pour personnes âgées n'est pas subventionnée. Or, si la construction de tels logements était subventionnée, beaucoup de ces personnes seraient disposées à quitter leur logement pour déménager dans un logement encadré. Ainsi, ces logements deviendraient disponibles sur le marché immobilier ce qui pourrait contribuer à pallier la pénurie actuelle des logements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Est-ce que le Gouvernement est en train de mener des réflexions dans le cadre du contexte précité ?

- En cas de réponse affirmative, quelles seraient les mesures que le Gouvernement serait disposé à prendre ?

- En cas de réponse négative, quelles sont les raisons du Gouvernement pour ne pas poursuivre cette voie ?

Réponse (16.01.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

La loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit à l'article 27 que l'État peut participer jusqu'à concurrence de 75 % du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes, et jusqu'à 70 % du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les autres promoteurs visés à l'article 16, alinéa 1 de la même loi, à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées. Cette disposition couvre également des logements encadrés pour personnes âgées.

Question 1625 (19.12.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**accès interdit à certaines routes en cas de neige ou de verglas :**

Den 13. Dezember 2019 gouf e groussherzoglecht Reglement veröffentlecht mat 29 Stroossen, déi bei Schnéi an Äis net dierfe befuer ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weiderleeden:

- No wéi enge Krittäre sinn déi 29 Stroosse bestëmmt ginn, op deenen net dierf gefuer gi bei Schnéi an Äis?

- Sinn déi Krittären uniform applizéiert ginn, oder ginn et Ënnerscheeder jee no Regioun oder Kanton?

- Stëmmt et, datt dës Stroossen trotz Fuerverbuet deelweis gestreet ginn? Wa jo, firwat dierfe se dann net befuer ginn?

- Wëssend, datt eng Rei Stroossen a verschiddene Kantone vum Land scho méi laang mat engem Schëld C2 reglementéiert sinn am Fall vu Schnéi an Äis, kann ee feststellen, datt am Reglement vum 13. Dezember 2019 nei Stroossen derbäi kommen, anerer falen ewech. Hunn d'Krittärë geännert oder aus wéi enge Grënn sinn elo verschidde Stroossen net méi concernéiert?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Am Kader vun der Analys vun dem bestoende Reglement si vun der Stroossebauverwaltung bestëmmte Krittäre festgeluecht ginn, an no dëse Krittäre si Stroossen ausgewielt ginn. Dës Krittäre sinn eenzel a kombinéiert betruecht ginn a berücksichtegen ënner anerem d'Breet vun der Strooss, d'Pente vun der Strooss an enk oder spatz Kéieren an och den ëffentlechen Transport esouwéi och d'Erfarunge vun de Leit um Terrain. Stroossen, déi also gewëssen Eegeschaften opweisen a Verbindung mat wanterleche Konditioune wéi Schnéi oder Äis, stelle fir den Automobilist een erhéichten Accidentsrisiko duer. Déi 29 Stroossen aus dem Reglement däerfe soss zu all Moment vun den Automobiliste befuer ginn, just am Fall vu Schnéi oder Äis däerfen déi concernéiert Stroossen nëmmen nach vun de Leit, déi an dëse Stroosse wunnen, oder de Livreuren, déi eppes an dës spezifesch Stroosse musse liwweren, benotzt ginn. Zu deenen 29 Stroossen aus dem Reglement steet jeweils eng alternativ Strooss zur Verfügung.

- Dës Krittäre sinn am ganze Land d'selwecht ugewannt ginn.

- Et handelt sech bei dësem Reglement ëm eng „mesure préventive", déi am Fall vu staarke Schnéifäll oder Wiederkonditiounen, déi en héije Risiko vu Glatäisbildung mat sech brénge, bedéngt, dass d'Prioritéit vum Streedéngscht als éischt den Haaptachse vum Stroossereseau gëllt. Déi spezifesch 29 Stroossen aus dem Reglement gi vun de Servicer vun der Stroossebauverwaltung och gestreet, soulaang wéi d'Méiglechkeete gi sinn (Material oder Personal), mee eeben net prioritär.

- Dat neit Reglement gëllt nëmmen ausseruerts fir Staatsstroossen, dat heescht Nationalstroossen (N) a Chemins repris (CR). Deementspriechend sinn alleguerten déi bestoend Reglementatiounen duerch dat neit Reglement ersat ginn an d'Beschëlderung gëtt vun de Servicer vun der Stroossebauverwaltung nei opgehaangen oder erofgeholl. D'Reglement huet keen Afloss op d'Reglementatioun vun de Gemengestroossen. D'Krittären hu sech am Prinzip net geännert, mee wéi bei anere legislativen Texter gouf eng detailleiert Analys vun de betraffene Strecke gemaach, fir ze kucken ob Ännerungen ubruecht wären.

Question 1626 (19.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**installation d'un scanner en cabinet médical :**

En date du 9 décembre 2019, le tribunal administratif a annulé la décision ministérielle refusant à un centre médical privé la permission d'acquérir un scanner. La décision ministérielle en question s'appuyait sur l'annexe du règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical pris sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Or, la Cour constitutionnelle, dans son arrêt du 5 juillet 2019, a conclu que l'article 19 de la loi précitée du 29 avril 1983 n'est pas conforme aux articles 11, paragraphes 6, et 32, paragraphe 3, de la Constitution et ne peut pas servir de base légale au règlement grand-ducal précité du 17 juin 1993.

Se basant sur l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle, le tribunal administratif considère que « la décision ministérielle du 28 juin 2018 encourt l'annulation pour défaut de base légale en raison de l'inapplicabilité dudit règlement grand-ducal du 17 juin 1993 ».

Il convient de souligner que l'arrêt de la Cour constitutionnelle et le jugement du tribunal administratif ont conclu à l'anti-constitutionnalité de l'article 19 de la loi précitée du 29 avril 1983, non pas, comme relayé par certains articles de presse, en ce qu'il constitue une restriction à l'exercice de la profession libérale de médecin, mais en ce qu'il donne au pouvoir réglementaire l'habilitation de fixer la liste d'équipements et d'appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les soins de leur cabinet médical sans en définir clairement le principe et les modalités.

- J'aimerais dès lors savoir quelles suites Monsieur le Ministre de la Santé a l'intention de donner à l'annulation de la décision ministérielle concernant l'installation d'un scanner en cabinet médical.

- Monsieur le Ministre entend-il interjeter appel contre l'arrêt en question ?

- Entend-il reconsidérer la décision ministérielle et, le cas échéant, dans quel sens et sur quelle base ?

- Endéans quels délais Monsieur le Ministre entend-il procéder à une éventuelle adaptation de la législation en la matière ?

Réponse commune (21.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Ministère de la Santé a pris bonne note du jugement du tribunal administratif du 9 décembre 2019 portant annulation de la décision ministérielle concernant l'installation de scanners dans les cabinets médicaux qui en découle.

Plutôt que d'interjeter appel contre le jugement, il est envisagé d'adapter la législation concernée actuellement applicable selon des modalités qui restent à être déterminées.

Il s'agira d'un travail d'une certaine envergure de sorte qu'il est à ce stade prématuré de situer avec précision cet exercice dans le temps.

Question 1627 (19.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **tram sans rails :**

Wéi verschidde Medie berichten, existéiert an der chineesescher Stad Sichuan aktuell en Tram, deen ouni Schinne fuere kann. Dës schinnelos Stroossebunn fiert op Pneuen an dëst mat bis zu 70 km/h. Den Haaptvirdeel vun dëser Stroossebunn ass evident: fir ze fueren, mussen nämlech keng Schinnen agesat ginn, wat mat immensen Erspuernesser an den ëffentleche Bauten anhiergeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass de Minister a Kenntnis vun dëser Stroossebunn zu Sichuan? Besteet en Interessi säitens

dem Minister, fir dësen Typ Stroossebunn och hei zu Lëtzebuerg anzesetzen?

2. Wéi vill kascht d'Verleeë vun neie Schinnen um geplangte Reseau vum lëtzebuergeschen Tram? Ass de Minister der Meenung, dass d'Verleeë vu Schinne fir nei Strecken zu Lëtzebuerg sënnvoll ass?

3. Ass de Minister der Meenung, dass d'Stroossebunn vum Typ „Sichuan" fir verschidden nach net gebauten Tronçonen hei am Land, wéi zum Beispill Lëtzebuerg–Esch, eng sënnvoll Alternativ duerstellt? Falls nee, firwat net?

4. Ass de Minister der Meenung, dass dës Stroossebunn vum Typ „Sichuan" Virdeeler par rapport zum lëtzebuergeschen Tramsmodell huet? Falls jo, wéi eng a wat schwätzt an deem Fall fir d'Bäibehale vum lëtzebuergesche Modell mat Schinnen?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Als éischt wéilt ech gären op eng ganz änlech parlamentaresch Ufro N° 0359 vum 13. Februar 2019 vum Här Mosar a meng deemoleg Äntwert verweisen.

Doriwwer eraus gëllt et ze bedenken, dass de Käschtepunkt vun dem Schinneverleeë bei engem Tramschantier wéi an der Stad e verhältnismëisseg klenge Käschtepunkt ass. D'Erneiere vun den ënnerierdeschen Infrastrukture beispillsweis oder den Amenagement vun ëffentleche Plazen an Trottoire si vill méi deier Posten. Déi si bei all Chantier, ob et een Tram op Pneuen oder een op Schinnen ass, awer identesch.

Ech sinn net der Meenung, dass dëst Verkéiersmëttel eng gutt Optioun wier fir weider Extensioune vum Tramsreseau. D'Käschte wäerte just minimal méi déif leie wéi déi vun engem klasseschen Tram. Den héije Komfort vum aktuellen Tram, begréngten Tramsgleiser an d'Interoperabilitéit mam aktuelle Stater Tramsreseau wieren och net méi méiglech mat enger Stroossebunn op Pneuen.

Manner Komfort, méi Makadammsflächen a méi Ëmklamme wieren déi logesch Suite vum Aféiere vun enger Stroossebunn op Pneuen.

Question 1628 (19.12.2019) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**hôpital militaire :**

Dès 2015, le Gouvernement avait confirmé l'existence de réflexions quant à l'élaboration de nouvelles activités dans le domaine de la médecine militaire et de catastrophe, y compris la mise en place d'un hôpital militaire. Les dépenses y afférentes devraient contribuer à l'augmentation de l'effort de défense luxembourgeois et ainsi soutenir les engagements du Luxembourg pris au sein de l'OTAN. En 2018, le Gouvernement s'est penché sur la perspective d'un partenariat en matière d'infrastructures et l'élaboration d'un mémoire d'entente pour formaliser la collaboration avec le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Quels sont les détails de la collaboration conclue entre la Direction de la défense et le CHEM?

- Quelles sont les prochaines étapes de cette collaboration et quel est le délai estimatif prévu pour la réalisation d'un « hôpital militaire » ?

- Messieurs les Ministres seraient-ils à même de fournir une estimation des coûts du futur projet ainsi que de son impact sur l'augmentation de l'effort de défense du Luxembourg ?

- Les responsables gouvernementaux ont-ils déjà annoncé, sur le plan international, leur intention de mettre en place ledit projet, notamment au niveau de l'OTAN ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

En ligne avec l'accord de coalition, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre du concept de médecine militaire avec les partenaires identifiés au sein du secteur national de la santé. Tel que décidé par le Gouvernement le 28 septembre 2018, des pourparlers exploratoires avec le Centre Hospitalier Emile Mayrisch afin de négocier les modalités détaillées d'un partenariat en matière d'infrastructure ont été entamés. À cet effet, le Ministre de la Défense et le CHEM ont signé le 8 juillet 2019 un Memorandum of Understanding afin de formaliser cette collaboration. En décembre 2019, une réunion de cadrage a eu lieu avec les trois ministères principalement concernés, la Santé, l'Enseignement supérieur et la Recherche et la Défense.

Les prochaines étapes de la collaboration sont en train d'être déterminées par la Direction de la défense et le CHEM ainsi que les autres acteurs concernés. À cet effet, il est planifié de faire approuver un concept interministériel début 2020. La réalisation d'une infrastructure est un projet complexe, c'est pourquoi les délais de réalisation ne sont pas encore connus et dépendent fortement du concept y attaché. Il en va de même pour le volet financier y rattaché.

Des premiers pourparlers ont aussi été entamés avec l'OTAN où le concept a été annoncé. La prise en compte dépendra de l'orientation détaillée à définir dans la suite.

Question 1629 (19.12.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **station-service pour poids lourds au centre logistique à Dudelange/Bettembourg :**

Depuis fin novembre 2019, la station-service pour poids lourds au centre logistique (centre routier sécurité) à Dudelange/Bettembourg, permettant de réduire le trafic de poids lourds, surtout vers une station-service à l'entrée de Dudelange, est opérationnelle.

L'ouverture de cette station-service pour poids lourds, s'adressant aux chauffeurs de camions de l'Eurohub et de la CFL Multimodal, est passée inaperçue par le public.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics selon quelles modalités pratiques cette station fonctionne.

- Une ouverture vers des clients extérieurs au centre logistique est-elle envisageable, sous certaines conditions ?

- Les autres infrastructures telles qu'espace sanitaire (douches, toilettes) et petit supermarché sont-elles opérationnelles ?

Réponse (21.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La station-service pour poids lourds du centre routier sécurisé de Dudelange/Bettembourg, ouverte depuis début décembre 2019, est une station multicartes équipée de 14 pompes à gasoil ainsi que d'une installation à AD-Blue et d'une station de lavage pour poids lourds.

Elle est accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux poids lourds usagers du terminal intermodal de Bettembourg/Dudelange et du parc logistique. Elle a pour principal objectif de limiter la circulation des poids lourds usagers des sites dans les communes avoisinantes et il n'est pas prévu d'ouvrir son accès à des clients extérieurs au centre logistique.

La station-service est dotée d'une petite boutique, et des espaces sanitaires temporaires sont à disposition sur le site du centre routier sécurisé, dans l'attente de la finalisation des équipements définitifs courant 2020.

Question 1630 (19.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **personnes à besoins médicaux exceptionnels :**

Chroneschkritesch krank Patiente brauche 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 en Encadrement, dat hire spezifesche Besoine gerecht gëtt. Patiente mat chroneschobstruktive Longenerkrankungen, amyotropher Lateralsklerose (ALS) oder anere schwéieren neurologeschen Erkrankunge brauchen, geneewéi och Patienten, déi vum Locked-in-Syndrom betraff oder an engem Wachkoma sinn, eng spezifesch Prise en charge, déi just duerch eng 1-zu-1-Betreiung kann assuréiert ginn, an déi am aktuelle Gesondheetssystem leider net garantéiert ass.

Fleegeheemer si personell oft net esou opgestallt, dass eng 1-zu-1-Betreiung Dag an Nuecht méiglech ass, a verfügen a ville Fäll net iwwer e spezifescht genuch Wëssen iwwert d'Fleeg vu Patiente mat seelene Krankheeten. Gläichzäiteg kënnen d'Famillje vun de Patienten, déi sech gemeinsam mat privat engagéiertem Fleegepersonal der Aufgab vun der Fleeg gäre géifen unhuelen, dëst oft net finanzéieren, well d'Fleegeversécherung maximal 55 Stonne pro Woch en charge hëlt (38 Stonnen am Beräich vun den Aktivitéite vum alldeegleche Liewen, 3 Stonne fir Hausaarbecht a 14 Stonne fir ënnerstëtzend Aktivitéiten) an awer 168 Stonne gebraucht ginn. Dobäi kënnt dann nach de Problem, dass d'Spideeler an d'medezinnesch Cabineten net un d'Besoine vu chroneschkritesch kranke Mënschen ugepasst sinn. E Besuch an der Mammografie oder och just eng Visitt beim Aen- oder Zänndokter gëtt esou fir Mënschen, déi beweegungsonfäeg sinn a beotemt musse ginn, oft zu enger Onméiglechkeet.

Krank Mënschen hunn e Recht op medezinnesch Versuergung an hu geneesou wéi gesond Leit e Recht drop, fräi wielen ze kënnen, wou a wéi si hiert Liewen an Dignitéit verbréinge wëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Gesondheetsminister an der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

- Denkt de Minister fir sozial Sécherheet, dass d'Fleegeminutten, déi chroneschkritesch kranke Persounen aktuell zoustinn, eropgesat misste ginn? Falls jo, wéi héich a bis wéini? Falls nee, wisou net?

- Huet de Gesondheetsminister vir, an Zukunft d'Barriärfräiheet an de Spideeler a Cabineten ze förderen, fir dass och Patienten, déi op eng intensiv Fleeg ugewise sinn, ëmfaassend medezinnesch versuergt kënne ginn?

- Wéi wëllt d'Familljen- an Integratiounsministesch an Zukunft mat neie Mesurë Mënschen ënnerstëtzen, déi sech derfir entscheeden, Persoune bei sech doheem ze fleegen? Ëm wéi eng Mesuren handelt et sech heibäi?

- An engem oppene Bréif vum 3. Oktober 2019 huet d'ASBL „Wäertvollt Liewen" de Premierminister iwwert déi aktuell Problemer am Zesummenhang mat der Fleeg vu chroneschkritesch kranke Persounen opmierksam gemaach. Huet de Premier dëse Bréif perséinlech gelies? Falls jo, wéi eng Konsequenzen zitt de Minister aus den Duerstellungen aus dësem Bréif?

- Wéi vill Persoune sinn zu Lëtzebuerg chroneschkritesch krank?

Réponse commune (23.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

- Et ass wichteg, am Virfeld ze preziséieren, dass an der Medezinn keng eenheetlech Definitioun existéiert iwwert den Term vu „chroneschkritesch krank" a wéi eng Krankheetsbiller domadder viséiert sinn.

Bei der Oplëschtung vu Pathologien, déi den honorabelen Deputéierte virgëtt, sief ze bemierken, dass „chroneschobstruktiv Longenerkrankungen" (Code J44 no der Classification internationale des maladies CIM-10) an der Majoritéit vun de Fäll net zu deenen Erkrankunge gehéieren, wou eng permanent 1-zu-1-Betreiung erfuerderlech wier.

Et ass deemno schwiereg, d'Population cible, déi hei mentionéiert gëtt, ze definéieren an ze preziséieren, wéi vill Persounen zu Lëtzebuerg betraff sinn, déi opgrond vun enger spezifescher Pathologie eng obligatoresch Surveillance bräichten, fir eng vital Gefor ze ënnerbannen.

Wat d'Unzuel vu Persounen ubelaangt, déi vun enger amyotropher Lateralsklerose - ALS (Code G.12.2 no der Classification internationale des maladies CIM-10) betraff sinn a Beneficiaire vun der Fleegeversécherung sinn, läit dës bei 15 Persounen um Datum vum 31. Dezember 2018.

D'Prevalenz vun ALS läit bei dräi bis fënnef Persounen op 100.000 Awunner. Fir Lëtzebuerg mat enger aktueller Populatioun vu 614.000 Awunner géif dëst bedeiten, dass reng statistesch gesinn ongefeier 18 bis 30 Persoune vun dëser Krankheet betraff wieren.

De System vun der sozialer Sécherheet deckt mat der Fleegeversécherung de Risiko vun der Fleegebedierftegkeet an de Beräicher vun den „actes essentiels de la vie" (Beräicher vun der Kierperhygiène, der Eliminatioun, der Ernierung, dem Un- an Ausdoen an der Mobilitéit) of. Et besteet d'Méiglechkeet, bei weidere Besoinen un Hëllef a Fleeg zousätzlech Aktivitéiten ze accordéieren.

D'Fleegeversécherung ass ee vun de Piliere vun der sozialer Sécherheet. Si huet d'Aufgab, déi sozial Ofsécherung vun all de betraffene Leit, onofhängeg vu spezifesche Pathologien, an deem vum Gesetz definéierte Kader equitabel ze assuréieren.

Bei Patienten, déi opgrond vun hirer spezifescher Pathologie eng permanent 1-zu-1-Betreiung néideg hunn, sief et doheem oder an engem Etablissement, beinhalt dës Betreiung eng Rei vu Besoinen - wéi zum Beispill eng pousséiert Surveillance, eng permanent Disponibilitéit oder medezinnesch a paramedezinnesch Akten -, déi sech ausserhalb vum Kader vun enger Fleegeversécherung befannen an deemno d'Fleegeversécherung eleng keng komplett Léisung kann duerstellen.

Et sief drop hinzeweisen, dass säit dem 1. Januar 2018 eng interministeriell Plattform besteet (Ministère de la Santé, Ministère de la Sécurité sociale a Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région), déi d'Demandë vu Patienten traitéiert, fir zousätzlech finanziell Moyene bereetzestellen, wann d'Liewe vun der extrahospitaliärer Ënnerstëtzung a Betreiung ofhänkt, besonnesch duerch eng 24-Stonne-Presenz, a wou eng signifikant eege finanziell Bedeelegung erfuerderlech ass, fir dass de Patient esou laang doheem ka bleiwen, wéi hien et wënscht a seng Krankheetsentwécklung et zouléisst.

- Den Zougang zu enger qualitativ héichwäerteger Gesondheetsversuergung ass am Kapitel 2, Artikel 4 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter a Flichte vun de Patiente verankert (Loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient). D'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vum Mënsch mat Behënnerung vum 13. Dezember 2006, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, stellt sécher, datt d'Besoine vun de Mënsche mat Behënnerung berücksichtegt ginn. Dëst gëllt och fir d'Accessibilitéit an neie Spidolsstrukture vu Mënsche mat ageschränkter Mobilitéit oder chronesche Krankheeten, déi zu Behënnerunge féieren. An dësem Kontext ginn an alle relevante Servicer am Spidol fir déi verschidde Forme vu Behënnerung (motoresch, sensoresch, kognitiv) gëeegent Baustrukture geplangt, déi de Bedierfnesser vun der Accessibilitéit Rechnung droen. Dës Moossname baséieren um Prinzip „Design for all". E Prinzip, dee sech aus der UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung ofleet. Doriwwer eraus ass de Gesondheetsministère Partner vum „Plan Handicap". Fir dëse vum Familljeministère koordinéierte Plang sinn, zesumme mat anere Ministèren, verschidde Moossname geplangt (Moossnamen zur Versuergungsqualitéit, Formatioun, Sensibiliséierung vun de Professionellen, Disponibilitéit vun den Informatiounen a gemeinsamen Aktiounen).

Et existéiere momentan nach keng Standarde fir medezinnesch Cabineten ausserhalb vun de Spideeler. Als Deel vum „Plan Handicap" gouf virgeschloen, Informatiounen iwwert d'Accessibilitéit an Telefonsbicher oder Applikatiounen ze preziséieren. Doriwwer eraus kéinten dës Informatioune fir Strukturen disponibel sinn, déi am Kader vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 (Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) un de geschafene Kompetenznetzwierker (réseaux de compétences) deelhuelen (cf. Artikel 28 am Gesetz).

Mam Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 gouf den nationale Service fir laangfristeg medezinnesch Spidolsopenthalter (Hospitalisation de longue durée médicale) geschaf. D'Definitioun vun dësem Service ass am Anhang 2 vum Gesetz enthalen. De Service verfüügt iwwer 20 Laangzäitbetter a gouf den Hôpitaux Robert Schuman zougewisen.

- A senger Äntwert op den oppene Bréif vum 3. Oktober 2019 huet de Premierminister geschriwwen, datt no Concertatioun mat den zoustännegen Instanze Konsultatioune gefouert ginn, fir eng méi ëmfaassend Léisung fir d'Problemer vu „chroneschkritesch kranke" Patienten ze fannen.

Question 1631 (19.12.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **bâtiment de la poste au Centre Hamilius :**

Le bâtiment de la poste sis rue Aldringen, au lieu-dit « Centre Hamilius », fait depuis plusieurs mois l'objet de spéculations quant à son affectation future. Il est indéniable que la qualité historique et architecturale de ce bâtiment emblématique de la capitale attise les convoitises les plus diverses.

Lors d'une réunion du conseil communal de la Ville de Luxembourg du 18 novembre de cette année, Madame la Bourgmestre a affirmé que ce bâtiment pourrait prochainement faire office d'hôtel.

Afin de clarifier ceci, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ou infirmer si l'ancien bâtiment de la poste au Centre Hamilius est destiné à devenir un hôtel ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des projets de la direction de POST concernant ce bâtiment ? Ces projets ont-ils fait l'objet d'une concertation avec le Ministère de l'Économie, ministère de tutelle de l'établissement public POST ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que POST, en tant qu'établissement public chargé d'une mission de service public, devrait veiller à ce que ce bâtiment ne soit pas détourné de sa vocation originelle et ainsi accueillir de nouvelles activités destinées au service public, y compris le cas échéant dans le domaine du logement et dans le domaine culturel ?

4) D'une manière plus générale, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur l'usage que compte faire POST de son patrimoine immobilier, y compris des nombreux bureaux de postes fermés ces dernières années ? Existe-t-il une stratégie pour réaffecter ces immeubles à un usage dans l'intérêt public, ou seront-ils remis sur le marché de l'immobilier ? Dans ce dernier cas, quels sont les critères retenus pour procéder à cette opération et quel est l'intérêt public poursuivi ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

POST Luxembourg est engagée dans la réalisation d'un projet de reconversion et de mise en valeur de son siège historique, situé au 8A, avenue Monterey à Luxembourg-ville et dont elle est propriétaire.

L'Hôtel des Postes est un bâtiment classé « monument national » au sens de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, telle qu'elle a été modifiée par la suite. C'est incontestablement un des bâtiments emblématiques de la Ville Haute et un héritage culturel de l'époque de l'architecte d'État Sosthène Weis. C'est dans le respect de ce patrimoine culturel que la future affectation de l'Hôtel des Postes est conçue. Le programme actuellement en cours d'étude prévoit une affectation mixte, dont une partie hôtellerie.

La stratégie de POST Luxembourg est axée sur la valorisation des deux sites principaux en face de la gare de Luxembourg et à la Cloche d'Or. Les immeubles libérés suite à la fermeture de bureaux de poste, la suppression ou la transformation de centrales téléphoniques sont mis en vente. Ces immeubles sont proposés, au prix du marché, toujours en premier aux communes concernées ou autres institutions étatiques, dont notamment le Fonds du logement. C'est seulement si ces démarches ne sont pas couronnées de succès que POST met les immeubles en question sur le marché de l'immobilier moyennant des ventes aux enchères.

POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration. Les interventions du ministre se limitent aux prescriptions de l'article 23 (2) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications telle qu'elle a été modifiée par la suite, à savoir la définition de la politique générale de l'entreprise en matière de services offerts et de l'établissement du règlement d'ordre intérieur du conseil.

Question 1632 (19.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Südspidol :**

En date du 12 juillet 2018, la Chambre des Députés a voté le projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du Südspidol, dont l'ouverture était prévue pour l'année 2023. La participation de l'État ne devrait pas dépasser 433 millions d'euros (valeur 779 de l'indice des prix de construction).

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quel est actuellement l'état d'avancement du projet Südspidol.

- Est-ce que le concept, le planning et le coût évoqués dans le projet sont toujours d'actualité ?

- Quelles sont, le cas échéant, les conséquences des retards éventuels pour les sites actuels du CHEM ?

Réponse (23.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Il est vrai que le projet Südspidol a connu un certain retard notamment en raison de l'introduction de certaines exigences techniques lors de la phase de planification (BIM Modell; Building Information Modeling is a digital representation of physical and functional characteristics of a facility), mais aussi d'adaptation à la nouvelle loi hospitalière du 8 mars 2018 tout comme à des considérations liées aux progrès de la médecine.

Le début de la phase d'appel d'offres est prévu pour septembre 2020 et le début des travaux d'excavation sur le site du futur Südspidol pour le premier semestre 2021.

La convention de financement est en cours de signature.

Le permis de construire, étape importante du projet Südspidol, a été accordé par la Ville d'Esch en septembre 2019.

Le concept initial du projet Südspidol reste toujours valable et aucun changement n'y est actuellement prévu. La mise en service du Südspidol est prévue pour mi-2026.

Dans le cadre de l'élaboration de la convention de financement, un contrôle des coûts a été effectué par toutes les parties, de sorte qu'une participation du Gouvernement au financement de travaux du Südspidol pour un montant maximum de 433.542.551 euros (à la valeur 779,82 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2017), tel que cela est prévu dans la loi de financement du 1er août 2018, ne devrait pas être dépassée.

Les conséquences du retard de l'ouverture du Südspidol sur les sites actuels du CHEM concernent principalement l'HPMA sur le site de Niederkorn, dont l'autorisation d'exploitation de l'ITM n'est valable que jusqu'en 2025. Une prolongation de celle-ci devra alors être demandée. Les adaptations structurelles de l'HPMA en vue de se conformer à la loi hospitalière sont actuellement en voie d'achèvement et devraient permettre la continuation de son exploitation jusqu'au déménagement dans la nouvelle infrastructure du Südspidol.

Question 1634 (19.12.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **archives de la Famille grand-ducale :**

Lors de la publication récente d'un livre historique portant sur l'ancienne Grande-Duchesse Marie-Adélaïde a été soulevée la question du statut et de l'accessibilité pour des raisons scientifiques des archives de la Famille grand-ducale.

D'après l'article 2 de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage font partie des archives publiques les documents produits ou reçus par la Cour grand-ducale pour ce qui est des documents relevant de la fonction de chef de l'État.

L'article 15 de la loi précitée dispose que les archives privées dont la conservation présente un intérêt public peuvent être classées « archives privées historiques ».

- J'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Culture quel est le statut juridique actuel des archives de la Famille grand-ducale.

- Existe-t-il des règles précises concernant la consultation pour des raisons scientifiques de ces archives ?

- Est-il possible d'effectuer de façon précise une distinction entre le volet privé et le volet public des archives prédésignées ?

- Quel organe ou autorité est responsable de ce choix et en contrôle la régularité ?

Réponse (21.01.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

- En vertu de de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, les documents produits ou reçus par la Cour grand-ducale et qui relèvent de la fonction du chef d'État sont, selon l'article 2 point 2 de la loi précitée, des archives publiques. Tous les autres documents produits ou reçus par la Cour grand-ducale sont, selon l'article 2 point 3 de la même loi, à qualifier d'« archives privées ».

- En ce qui concerne les archives publiques de la Cour grand-ducale, l'article 16 de la loi prévoit que la communication gratuite de ces archives est garantie à toute personne qui en fait la demande auprès des producteurs et détenteurs d'archives qui bénéficient d'un régime dérogatoire en matière d'archivage conformément à l'article 4, paragraphe 4, à l'expiration de la durée d'utilité administrative.

En ce qui concerne les archives publiques qui seraient soumises à un délai de communication prolongé, tel que prévu par l'article 16, la loi en son article 17 prévoit que les producteurs ou détenteurs d'archives publiques qui conservent eux-mêmes leurs archives publiques en vertu de l'article 4 peuvent autoriser la communication des archives publiques avant l'expiration des délais de communication prolongés. Dans ce cas, une demande d'autorisation est adressée par le demandeur au producteur ou détenteur des archives en question.

Le chercheur qui n'a pas obtenu satisfaction quant à une demande de communication peut saisir pour avis le Conseil des archives.

La loi précitée ne prévoit pas la consultation pour des raisons scientifiques d'archives privées. L'article 15 introduit la possibilité de classer des archives privées en tant qu'« archives privées historiques » et de leur conférer ainsi une protection. Ces archives privées classées sont répertoriées sur une liste qui est communiquée aux personnes qui en font la demande écrite et justifient d'un intérêt particulier. Ces personnes peuvent alors contacter les propriétaires de ces archives privées classés pour y avoir accès.

Par ailleurs, le propriétaire d'archives privées peut conclure un contrat de dépôt ou de don avec un institut culturel de l'État déterminant les règles de transfert, de communication, de reproduction et de publication pour des archives privées non classées.

- En tant que producteur d'archives publiques bénéficiant d'un régime dérogatoire prévu à l'article 4 de la loi précitée, la Cour grand-ducale établit un tableau de tri, tel que défini par l'article 2 point 7 pour ses archives publiques. Lors de cet exercice, chaque catégorie de documents est individuellement identifiée en fonction de sa nature et de son contenu afin d'en fixer la durée d'utilité administrative et le sort final, à savoir la destruction ou la conservation. Le tableau de tri est accessible au public.

C'est donc avant ou au plus tard lors de l'établissement de ce tableau que la distinction entre archives privées et publiques sera faite.

- Conformément à l'article 6, paragraphe 3 l'établissement du tableau de tri est à la charge de la Cour grand-ducale, alors que les Archives nationales peuvent, sur demande du producteur, fournir des conseils dans l'accomplissement de cette tâche.

Le Conseil des archives, ayant la mission de fonctionner comme organe d'impulsion et de réflexion dans le domaine des archives, peut formuler des avis et des propositions au Ministre de la Culture, notamment s'il constate des manquements ou des non-conformités par rapport à la loi relative à l'archivage ou s'il estime que des organismes détenteurs d'archives publiques ont pris des décisions en matière d'archivage contraires à l'intérêt public.

Question 1635 (19.12.2019) de **MM. Gusty Graas** et **Guy Arendt** *(DP)* concernant la **capture et le déplacement d'animaux sauvages :**

En vertu du paragraphe (2) de l'article 19 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions peut autoriser la capture et le déplacement d'animaux sauvages, tels que par exemple les renards.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de demandes de capture et de déplacement de renards ont été introduites depuis 2015 ? Peut-on conclure que la présence de renards près des habitations a augmenté au fil des dernières années ?

2) Combien de telles demandes ont été autorisées par Madame la Ministre ?

3) Une des conditions d'une autorisation consiste dans l'obligation de relâcher les renards capturés « loin des habitations ». Que signifie la définition « loin des habitations » ? Quelle distance peut être considérée comme « loin » ? Est-ce que les renards doivent être relâchés dans les forêts de la commune dans laquelle ils ont été capturés ou peuvent-ils également être relâchés dans une forêt d'une autre commune ? Qui décide de l'endroit où les renards doivent être relâchés ?

4) Qui fournit les pièges-cages utilisées pour les captures ? Comment fonctionnent ces cages ? Madame la Ministre a-t-elle connaissance de cas où des renards ont été blessés lors d'une capture ?

5) Est-ce que chaque autorisation pour capturer des renards est conditionnée par l'obligation de rédiger un rapport sur le succès de l'intervention ? Dans l'affirmative, est-ce que tous les rapports demandés ont effectivement été transmis aux services de Madame la Ministre ? Sur base de ces rapports, que peut conclure Madame la Ministre sur l'efficacité des captures de renards ? Madame la Ministre a-t-elle connaissance de cas où les renards capturés et relâchés en forêt sont revenus vers les habitations près desquelles ils ont été capturés ?

Réponse (21.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

1) Quatre. Non.

2) Quatre.

3) Dans trois des quatre demandes, il a été constaté qu'il s'agissait de renards s'étant habitués fortement à l'homme dû à des circonstances particulières (disponibilité de nourriture et de couvert) et qu'une délocalisation ne garantirait pas le résultat souhaité. Ces requérants ont été conseillés dans le sens d'une solution alternative au captage. Le conseil portait sur des mesures de protection du cheptel en particulier et de leur propriété en général dans le but de rendre le site peu attractif et de prévenir ainsi l'habituation du renard.

4) Le requérant est lui-même tenu de se procurer le piège. Il s'agit d'un piège à cage dans lequel les animaux sont capturés vivants. Non.

5) Oui. Les services ont été informés des résultats. Il n'a pas été possible de capturer un renard. Néanmoins, la situation a pu être améliorée par la mise en œuvre des conseils donnés (protection du cheptel et de la propriété).

Aucun renard n'a été capturé.

Question 1636 (20.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **situation au Bahreïn :**

A wéinegen Deeg stinn zu Lëtzebuerg erëm d'Chrëschtdeeg virun der Dier. An Europa an Nordamerika ginn dës Feierdeeg traditionell genotzt, fir Zäit mat Famill a Frënn ze verbréngen.

Well politesch Uleiessen an dëser Zäit tendenziell aus dem gesellschaftleche Fokus réckelen an och d'Politiker selwer sech wärend dësen Deeg op hiert Familljeliewe konzentréieren, ginn dës Feierdeeg vu verschiddene Staate leider gäre genotzt, fir ëmstridden Urteeler ouni d'Opmierksamkeet vun de westleche Länner auszeschwätzen. Esou goufe beispillsweis am Joer 2017 um 25. Dezember direkt sechs Persoune vum héije Militärgeriicht vu Bahrain zum Doud verurteelt.

Insgesamt steet d'Strofverfolgung an den Traitement vun Inhaftéierten am Bahrain an de leschte Jore vusäite vu Mënscherechtsorganisatioune staark an der Kritik. 2018 an 2019 goufen a just fënnef Masseverhandlungen iwwer 500 Persoune verurteelt a liewenslänglech Prisongsstrofen, d'Verléiere vun der Staatsbiergerschaft a leider och d'Doudesstrof wéinst net toleréierte politeschen Demonstratiounen oder Aktivitéite si bei dësen Urteeler leider keng Seelenheet gewiescht. Och eng Rei Europadeputéierter hunn an engem Bréif un den Ambassadeur vun der „European Union Delegation to the Kingdom of Saudi Arabia, the Kingdom of Bahrain and the Sultanate of Oman" den 21. November 2019 hir Bedenke vis-à-vis zum Traitement vun den Inhaftéierten am Bahrain ausgeschwat, opgrond vu Fäll vun Deprivatioune vu medezinnescher Hëllef, vu Folter a vu Mësshandlungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister dës Froe stellen:

1. Ass de Minister um Courant vun der aktueller Situatioun am Bahrain?

2. Huet de Minister Kenntnis vun ustoende Verhandlungen, déi fir d'Chrëschtzäit am Bahrain virgesi sinn?

3. Gëtt et säit de Verurteelunge vun 2017 eng verstäerkt Opmierksamkeet op EU-Niveau, mee och vusäite vu Lëtzebuerg, wärend de Feierdeeg vis-à-vis vum ëmstriddene Geriichtsverhandlungen am Ausland?

4. Huet de Minister an der jonker Vergaangenheet seng Mëssbëllegung vis-à-vis vun de Mënscherechtsverletzungen an den Exekutiounen zum Ausdrock bruecht an/oder probéiert, Afloss op déi aktuell Situatioun am Bahrain ze huelen? Falls jo: op wéi eng Aart a Wéis?

Réponse (16.01.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Zesumme mat den aneren EU-Memberstaaten a mam Europäeschen Aussendéngscht verfollegt an analyséiert Lëtzebuerg d'Mënscherechtssituatioun am Mëttleren Osten. Leider musse mir zënter Jore willkürlech Verhaftungen am Bahrain beobachten. Och wann de Bahrain säit 2019 an nach bis 2021 Member ass vum UNO-Mënscherechtsrot, garantéiert d'bahrainesch Regierung net all den Deeler vun der Populatioun déi selwecht Rechter a Sécherheeten, wéi zum Beispill d'Recht op e faire Prozess. Besonnesch Verdeedeger vun de Mënscherechter, mee och Membere vun der Oppositioun, mussen dorënner leiden. Am Joer 2018 goufen 18 Männer op Chrëschtdag verurteelt, dobäi sechs vun hinnen zur Doudesstrof, an anerer zu siwe Joer Prisong.

ad 2. Et stoungen zwou Verhandlunge fir Chrëschtdag 2019 un, mee opgrond vun internationaler Kritik si se op den 8. Januar 2020 verluecht ginn. Am Fall vun deenen zwou Persounen, dem Mohammed Ramadan an dem Hussain al Moosa, gouf den 8. Januar d'Doudesstrof leider bestätegt.

ad 3. D'Problemer a Relatioun mat faire Prozesser, Prisongskonditiounen a Mënscherechter uechter d'Welt gi reegelméisseg op EU-Niveau beschwat. Duerch d'EU-Delegatiounen hu mir ausserdeem d'Méiglechkeet, spezifesch Fäll am Ausland méi genee ze beobachten an Deklaratiounen op EU-Niveau ze veröffentlechen. Esou huet d'EU den 9. Januar de Bahrain dozou opgeruff, fir déi zwou ëmstridde Verurteelunge vum Mohammed Ramadan a vum Hussain al Moosa auszesetzen.

ad 4. Lëtzebuerg engagéiert sech konsequent an alle relevante Fore fir d'Ofschafe vun der Doudesstrof. Esou huet Lëtzebuerg och 2017, am Kader vum Bahrain sengem leschten Examen périodique universel am UNO-Mënscherechtsrot zu Genève, ënner anerem un d'Land appelléiert, fir direkt e Moratoire op d'Doudesstrof ze setzen, a se duerno ganz ofzeschafen. Och ass Lëtzebuerg zesumme mat anere Länner säit 2011 op d'mannst fënnefmol am UNO-Mënscherechtsrot zu der Situatioun am Bahrain intervenéiert. Als Signataire vun der Konventioun géint d'Folter vun de Vereenten Natioune muss de Bahrain dëst Joer säi Rapport iwwert d'Situatioun am Land publizéieren an 2021 dem Comité Ried an Äntwert stoen.

Question 1637 (20.12.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **accidents de trajet :**

Selon l'article 93 du Livre II du Code de la sécurité sociale, est considéré comme accident du travail « celui survenu sur le trajet d'aller et de retour,

- entre la résidence principale, une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité ou tout autre lieu où l'assuré se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial et le lieu du travail,

- entre le lieu du travail et le restaurant, la cantine ou, d'une manière plus générale, le lieu où l'assuré prend habituellement ses repas.

2) Ce trajet peut ne pas être le plus direct lorsque le détour effectué est rendu nécessaire dans le cadre d'un covoiturage régulier ou pour déposer ou reprendre l'enfant qui vit en communauté domestique avec l'assuré, auprès d'une tierce personne à laquelle il est obligé de le confier afin de pouvoir s'adonner à son occupation.

3) N'est pas pris en charge l'accident de trajet que l'assuré a causé ou auquel il a contribué par sa faute lourde ou si le trajet a été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'activité assurée. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Connaissant les problèmes de trafic auxquels les automobilistes au Grand-Duché sont confrontés quotidiennement, quelle est la situation si un automobiliste emprunte un chemin détourné afin d'éviter un embouteillage ?

- Qu'en est-il des accidents de travail si l'assuré se déplace en vélo sur une piste cyclable qui n'est pas forcément le trajet le plus direct entre le lieu du travail et la résidence de l'assuré ?

Réponse (06.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Il est vrai que le trajet le plus direct ne coïncide pas nécessairement avec le trajet le plus court, c'est pourquoi la jurisprudence admet qu'en cas d'encombrement de la voie normale dû à des travaux ou à un accident, l'assuré peut opérer un détour comportant moins de risques ou étant plus rapide à condition que l'allongement de l'itinéraire reste dans une limite acceptable et n'est pas dicté par des motifs étrangers au travail ou par un intérêt personnel. La condition du « détour dans une limite acceptable » s'apprécie au cas par cas et proportionnellement par rapport à la longueur du trajet le plus court.

Par conséquent, dans les deux hypothèses énumérées, c'est-à-dire pour les automobilistes désirant éviter les embouteillages et les cyclistes empruntant les pistes cyclables, un détour raisonnable est toléré si celui-ci n'est pas dicté par des motifs étrangers au travail ou par un intérêt personnel.

Question 1638 (20.12.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **taxation réduite et l'exonération de la taxe d'abonnement des fonds d'investissement :**

Dans son avis n° 53.378 du 12 novembre 2019, le Conseil d'État note que

« l'article 176 de la loi précitée du 17 décembre 2010 prévoit en ses paragraphes 2 et 3 l'intervention du Grand-Duc en vue notamment de la détermination des conditions d'application du taux d'imposition réduit de 0,01 % de la taxe d'abonnement. Il estime que cette disposition n'est plus conforme, dans sa substance, au texte de la Constitution et à la façon dont les matières réservées à la loi y sont envisagées».

Nous notons dans ce contexte qu'au vu d'une partie non négligeable des organismes de placement collectif profitent actuellement d'une taxation réduite, voire d'une exonération totale de la taxe d'abonnement.

Des dispositions analogues à celles critiquées par le Conseil d'État se retrouvent dans la loi relative aux fonds d'investissement spécialisés (FIS). Les actifs sous gestion des FIS s'élèvent actuellement à 583 milliards d'euros. S'y ajoute que le rapporteur du projet de budget pour l'année 2020 invite dans son rapport le Gouvernement « à mettre fin au plus vite aux abus rendus possibles par le recours aux fonds d'investissement spécialisés en vue de contourner l'imposition des plus-values sur les transactions immobilières».

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les observations précitées du Conseil d'État ?

- Quelles peuvent en être les conséquences sur la taxation réduite, voire l'exonération de la taxe d'abonnement actuellement appliquée ? Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer combien d'OPCVM / OPC et FIS (y compris les actifs sous gestion) profitent actuellement de la taxation réduite, voire du régime d'exonération décrite supra ?

- Monsieur le Ministre entend-il saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi afin de rendre les textes de loi conformes à la Constitution ? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille procéder aux adaptations qui s'imposent à bref délai ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions du rapporteur du projet de budget 2020 pour ce qui est des abus commis par les FIS en matière immobilière ? Peut-il me chiffrer combien de ces FIS ont été constitués avec l'objectif de contourner l'imposition des plus-values sur les transactions immobilières ? Combien de hectares de terrains sont détenus par ces FIS ? Si abus il y a, comment Monsieur le Ministre entend-il solutionner ledit problème et endéans quel délai ?

Réponse (22.01.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans son avis n° 53.378 du 12 novembre 2019 sur la proposition de loi n° 7433 pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, le Conseil d'État a soulevé des interrogations sur la conformité de l'article 176, paragraphes 2 et 3, de ladite loi au texte de la Constitution.

Il convient de préciser que les dispositions visées par le Conseil d'État, ainsi que les règlements grand-ducaux qui en découlent, ont été adoptés avant la modification du texte de la Constitution par la loi du 18 octobre 2016 portant révision de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution et la jurisprudence correspondante de la Cour constitutionnelle. À l'époque, les projets de loi et règlements concernés n'avaient donc pas donné lieu à critique.

L'argumentation du Conseil d'État datant du 12 novembre 2019 est actuellement examiné. Par la suite, une modification législative n'est pas exclue.

Concernant la question relative aux fonds d'investissement bénéficiant du taux réduit et de l'exonération de la taxe d'abonnement, les chiffres déclarés au titre du troisième trimestre de 2019 sont les suivants :

- 968 fonds d'investissement visés par la loi du 17 décembre 2010 ont déclaré des actifs dans une ou plusieurs catégorie(s) de taux réduit pour un montant total de 1.534.131.470.321,18 euros ;

- 1.101 fonds d'investissement visés par la loi du 17 décembre 2010 ont déclaré des actifs dans une ou plusieurs catégorie(s) d'exonération de la taxe pour un montant total de 663.585.379.668,70 euros ;

- 561 fonds d'investissement de type FIS ont déclaré des actifs dans une ou plusieurs catégorie(s) d'exonération de la taxe pour un montant total de 141.812.687.493,85 euros.

Enfin, en ce qui concerne le renvoi des honorables Députés à la proposition du rapporteur du projet de budget pour l'année 2020, de mettre fin aux abus rendus possible par le recours aux fonds d'investissement spécialisés, il a été retenu dans l'accord de coalition 2018-2023 que « [le] Gouvernement veillera à contrecarrer les abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux SICAV-FIS dans le secteur immobilier au Luxembourg ». Le régime évoqué par les honorables Députés est à l'étude et sera adapté dans le cadre de la réforme fiscale à venir.

Question 1639 (20.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **conducteurs de trains :**

Lokfürer ze sinn, ass e schankenhaarde Beruff: nieft der héijer Responsabilitéit, eng 7000-PS-staark Maschinn korrekt ze manövréieren, schaffen d'Lokfürer an engem onreegelméissegen Zäitplang Dag a Nuecht - oft och d'Feierdeeg - a sinn doriwwer eraus och fir d'Sécherheet vun dausende Passagéier responsabel, déi all Dag matfueren.

Wéi aus verschiddene Froe vun de Gewerkschafte souwéi de respektiven Äntwerte vun der CFL-Direktioun erauszeliesen ass, besteet aktuell e Mangel u Lokfürer bei der CFL an d'Ofgäng vu Personal ginn net duerch genuch Neiastellunge gedeckt. D'Aarbechtsbedéngungen hu sech aus deem Grond aktuell, nieft den alldeeglechen Ufuerderunge vum Beruff vum Lokfürer, duerch e Mangel u Pausen a Rouzäite verschlechtert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen :

1. Wéi huet sech de Personalbestand u Lokfürer an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL entwéckelt?

2. Wéi vill Lokfürer sinn an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL agestallt ginn?

3. Wéi vill Lokfürer hunn an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, hir Plaz beim Grupp CFL opginn?

a) Ass de Minister der Meenung, dass déi aktuell haart Aarbechtsbedéngungen ee Grond duerstellen?

b) Wat kann de Grupp CFL besser maachen, fir den Employee-Turnover bei de Lokfürer ze reduzéieren?

4. Wéi vill Iwwerstonnen hunn d'Lokfürer an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, gemaach?

- Wéi vill vun dësen Iwwerstonne goufe geleescht a recuperéiert?

- Wéi vill Iwwerstonne goufen ausbezuelt?

5. Wéi vill mol gouf an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, d'Paus tëschent zwou Aarbechtswoche vun 38 Stonnen (Artikel 52 Punkt 13.3 vum CFL-Statut) beim Grupp CFL net respektéiert?

6. Wéi vill Roudeeg si bei de Lokfürer an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, gestrach ginn? Ass de Minister der Meenung, dass d'Stréiche vu Roudeeg de Lokfürer d'Méiglechkeet gëtt, sech anstänneg auszerouen?

7. Schätzt de Minister, dass aktuell en akute Mangel u Lokfürer bei der CFL besteet? Falls jo, wat sinn d'Grënn dofir? Falls nee, wéi erkläert hie sech d'Kritik vun de Gewerkschaften?

8. Wéi vill Zich sinn an de leschte fënnef Joer, opgeschlësselt pro Joer, bedéngt duerch Personalmangel ausgefall?

9. Plangt d'CFL an den nächste Joren d'Aféierung vun autonom fuerenden Zich, also Zich, déi ouni Lokfürer kënne fueren? Falls jo, wéi wäert CFL d'Lokfürer op dësem Iwwergang énnerstëtzen a wéi eng Karriärsméiglechkeete ginn hinnen intern gebueden?

Réponse (30.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

a) D'Ursaache vu volontären Departe kënne villfälteg sinn. Déi allgemeng favorabel Situatioun um Aarbechtsmaart an déi gesellschaftlech schwindend Bereetschaft fir Nuets- a Sonndesaarbecht bréngen et mat sech, dass vereenzelt Mataarbechterinnen a Mataarbechter sech aus perséinleche Grënn berufflech nei orientéieren.

b) Den Turnover bei de Lokfürer duerch volontär Departen ass trotz der Situatioun vum Aarbechtsmaart geréng.

Grondsätzlech ass de Grupp CFL permanent ëm de Bien-être vu senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter beméit, an domat och vun de Lokfürer.

ad 4. De Relevé hei drënner weist:

- wéi vill Iwwerstonne jeeweils pro Joer vun der Gesamtheet vun de Lokfürer (an den Activités voyageurs) geleescht gi sinn (heures supplémentaires accumulées [hh]);

- wéi vill Iwwerstonne jeeweils pro Joer vun der Gesamtheet vun de Lokfürer (an den Activités voyageurs) liquidéiert gi sinn (heures supplémentaires liquidées [hh]);

- de Rescht pro isoléiert Joer (en negative Rescht ass méiglech, well nach Iwwerstonne vun deene Jore virdrun opstoungen).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An deene leschte fënnef Joer si keng Iwwerstonnen u Lokfürer ausbezuelt ginn. Et sinn awer am Joer 2019 33 al Roudeeg a 55 al Congésdeeg ausbezuelt ginn. D'Bezuele vun dësen Deeg geschitt ausschliisslech op Demande vum Concernéierten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. De Service trains et matériel respektéiert d'Aarbechtskonditiounen. An der Datebank vun der Divisioun „Qualité et incidents", déi all d'Meldunge vun de Lokfürer enthält, ass keen Eintrag vun engem Virfall, wou dës 38 Stonnen net respektéiert waren.

ad 6. De Relevé hei drënner weist:

- wéi vill Roudeeg pro Joer fir d'Gesamtheet vun de Lokfürer (an den Activités voyageurs) erfall sinn (nombre de repos par année [jours]);

- wéi vill Roudeeg pro Joer fir d'Gesamtheet vun de Lokfürer (an den Activités voyageurs) konnten attribuéiert ginn (nombre de repos liquidés [jours]);

- wéi vill Roudeeg pro Joer fir d'Gesamtheet vun de Lokfürer (an den Activités voyageurs) op stoe bliwwe sinn (nombre de repos non-liquidés [jours]);

- de Prozentsaz, deen dës net liquidéiert Deeg ausmaachen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Eng vun de Mesurë géint de Lokfürermangel besteet am fräiwëllege Sträiche vun eenzele Roudeeg. Dëst huet de Service TM nach ëmmer applizéiert, mee zanter dem Oktober 2019 huet de Service TM déi selwecht Modalitéite betreffend déi finanziell Majoratioun vu fräiwëlleg gestrachene Roudeeg nees aktivéiert, déi och scho wärend de Lokfürerpenurien an de Joren 1999 an 2007 applizéiert goufen. Vun Oktober 2019 u sinn no dëse Modalitéite 521 Roudeeg gestrach a majoréiert ginn.

ad 8. Den eenzegen Outil, deen ab Februar 2018 erlaabt, d'Ausfäll mat hirer Ursaach erauszefannen, ass de „Rail Event Management" (REM) vum Service Gestion Infrastructure. Virum Februar 2018 huet keng Codifizéierung bestanen, déi et erlaabt, den Ausfall enger kloer definéierter Ursaach zouzeschreiwen. D'Divisioun „Qualité et incidents" kann déi Donnéeën also just ab Februar 2018 verlässlech liwweren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 9. D'Gefierer vun den neie Serien 2400 an 2450, déi ab 2022 geliwwert ginn, si mat engem ATO-System (Automatic Train Operation) ekipéiert, fir e semi-automatiséiert Fueren

am Niveau GoA 2 (Grade of Automation) ze erlaben. Bei dësem Niveau vun der semi-automatiséierter Conduite fueren d'Zich weiderhi mat Lokfürer. De Lokfürer ass responsabel fir den Declenchement vun der automatiséierter Conduite tëschent zwee Arrêten. Wärend der automatiséierter Conduite huet de Lokfürer eng iwerwaachend Funktioun. Bei Stéierung vum System a bei Bedarf (z. B. Beispill bei grenziwwerschreidenden Zich oder bei Manöverfaarten) assuréiert de Lokfürer manuell d'Conduite.

Question 1640 (20.12.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **réseaux antagonistes génératifs dans la lutte contre la pédopornographie :**

En 2018, la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » de la Police grand-ducale a traité 220 affaires de pédopornographie et d'abus sexuels sur mineurs. Ceci représente une augmentation de 15 affaires par rapport à l'année 2017.

En Allemagne, le Ministère de la Justice a pris une initiative législative visant à autoriser les forces de l'ordre à utiliser du contenu pédopornographique pour leurs investigations secrètes. Le but étant de mieux pouvoir identifier et démanteler les réseaux de pédopornographie dans le darknet.

La technique de l'intelligence artificielle qui pourrait être utilisée pour la création de ce contenu s'appelle « réseaux antagonistes génératifs ». Il s'agit d'une classe d'algorithmes d'apprentissage non supervisée qui permet de générer des images avec un fort degré de réalisme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre délégué à la Sécurité intérieure :

- Quelle est la position du Luxembourg concernant l'utilisation des réseaux antagonistes génératifs dans la lutte contre la pédopornographie ?

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour lutter contre la pédocriminalité ?

Réponse commune (21.01.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure :*

L'honorable Député nous interroge quant à la pertinence d'introduire la possibilité, pour les enquêteurs en matière de crimes à caractère pédopornographique, de créer des images factices afin de permettre aux enquêteurs d'infiltrer les réseaux informatiques et de poursuivre les auteurs des infractions.

Depuis la loi du 27 juin 2018, le droit luxembourgeois connaît l'enquête sous pseudonyme par voie électronique, visée à l'article 48-26 du Code de procédure pénale et permettant, sur autorisation motivée du procureur d'État ou du juge d'instruction, d'infiltrer les échanges en ligne de personnes soupçonnées d'infractions en matière de sûreté de l'État ou de terrorisme.

Néanmoins, il convient de noter que l'enquête sous pseudonyme par voie électronique ne peut actuellement être menée que dans des hypothèses relevant de la sûreté de l'État ou de la lutte contre le financement du terrorisme ainsi que des actes terroristes, à l'exclusion donc de la matière pédopornographique. En l'état, le droit luxembourgeois n'admet ainsi pas cette forme d'enquête, si bien qu'il faudrait prévoir une modification législative en ce sens. Encore faut-il que celle-ci apparaisse nécessaire et adéquate par rapport à l'objectif poursuivi.

Dans ce contexte, il échet de demeurer particulièrement prudent quant aux moyens d'enquête déployés en matière de lutte contre la pédopornographie. En effet, comme le précise l'article 48-26 susmentionné, il échet de s'abstenir, sous peine de nullité de la procédure, de toute incitation à la commission d'une infraction, les seuls contenus illicites pouvant être transférés et conservés devant avoir fait l'objet d'une demande expresse en ce sens. Or, dès lors que la simple détention de matériel pédopornographique est prohibée, l'incitation à la commission d'une infraction risquerait d'être en l'occurrence rapidement qualifiée.

Enfin, le recours à ce moyen d'enquête suppose par définition la création d'images certes factices, mais représentant de façon non ambiguë des actes de pédocriminalité, dans un contexte dans lequel la première urgence est la destruction immédiate de toutes images de cette nature. De ce point de vue, il ne semble pas judicieux d'intégrer, à la masse de photos provenant d'infractions réelles, des imitations des crimes et délits en question.

En ce qui concerne les enquêtes menées, la Police grand-ducale n'utilise pas encore des techniques de l'intelligence artificielle. La section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale a pour mission de mener les enquêtes dans le domaine de la pédocriminalité. La police adopte une approche réactive, c'est-à-dire que des enquêtes judiciaires sont entamées suite à des plaintes ou des informations reçues.

Afin de répondre aux exigences requises, les enquêteurs en charge de ce type de criminalité participent régulièrement aux stages, formations, colloques, etc., organisés tant par Europol que par Interpol ou tout autre service à l'étranger et au Luxembourg.

Afin d'appuyer les enquêtes de la police, celle-ci est dotée d'un outil informatique spécifique qui permet d'analyser des supports informatiques, notamment un logiciel de reconnaissance d'images ou de films pédopornographiques.

Question 1641 (23.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **chambres professionnelles :**

Am Fall, wou eng Biergerin oder e Bierger ee vun de Beruffer exercéiert, deen ënnert d'Kompetenz vun enger vun de fënnef Beruffskummere fält (Chambre des Salariés, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Chambre d'Agriculture, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers), ass d'Memberschaft an der jeeweileger Beruffskummer obligatoresch.

D'eigentlech Missioun vun de Beruffskummeren ass d'Verdeedegung an d'Schütze vun den Interête vun de verschiddene Beruffsgruppen. Wann ee Gesetz vun der Regierung op den Instanzewee geschéckt gëtt, wat ee vun de Beruffsstänn betrëfft, déi vun enger oder méi Beruffskummere vertruede ginn, da mussen déi concernéiert Kummeren ëm hiren Avis gefrot ginn. Dëst ass eng Particularitéit vum Lëtzebuerger System, déi déif an der gesellschaftspolitescher Traditioun vum Land ancréiert ass.

Allerdéngs ass et awer esou, datt den Artikel 20 vun der „Déclaration universelle des droits de l'homme" beseet:

« 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. 2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Ass e System, deen op enger obligatorescher Affiliatioun baséiert, am 21. Jorhonnert nach zäitgeméiss? Wéi ass dëst mat generelle Prinzipien, wéi zum Beispill dem Artikel 20 vun der Mënscherechtserklärung, vereinbar?

2. Wéi gëtt séchergestallt, datt kleng Entreprisen, deenen hir Suergen oft anerer si wéi déi vu grousse Gruppen, och politescht Gehéier an dëse Chambere fannen?

3. Ass et fir de Minister denkbar, d'obligatoresch finanziell Contributioun un eng vun de Beruffskummere fakultativ ze maachen?

Réponse commune (23.01.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Grënnung vun de Beruffschambere baséiert um Gesetz vum 4. Abrëll 1924. E Gesetz, an deem d'Missioune vun deene jeeweilege Beruffschamberen eng éischte Kéier kloer definéiert goufen. Hir Missioun ass et, net nëmmen d'Interesse vun den eenzelne Beruffsstänn ze verdeedegen, mee si goufen duerch dëst Gesetz och staark am legislative Prozess mat agebonnen an hunn ënner anerem eng droend Funktioun an eiser Wirtschaft an de Beräicher Apprentissage a berufflech Ausbildung.

Fir hire wäertvolle Missiounen awer gerecht ze ginn, muss de Finanzement vun hirer Aarbecht assuréiert sinn. Iwwert de Finanzement vun de Beruffschambere seet d'Gesetz vum 4. Abrëll 1924 am Artikel 3 Follgendes: « Pour faire face à leurs dépenses, les chambres professionnelles sont autorisées à percevoir de leurs électeurs une cotisation (…). » Lëtzebuerg huet also, grad wéi vill aner Länner an Europa, dorënner och Däitschland a Frankräich, de Wee vum Finanzement vun de Beruffschamberen assuréiert, andeems all Walberechtegte vun all Chamber eng Cotisatioun ka gefrot kréien.

D'Beruffschamberen hunn duerch hir Missiounen en institutionelle Charakter. Si iwwerhuele wichteg Funktiounen an eiser Wirtschaft a sinn am legislative Prozess mat agebonnen. D'Cotisatioune fir déi vereenzelt Beruffschambere stinn dofir net a Kontradiktioun mam Artikel 20 vun der Mënscherechtskonventioun an d'Iwwerschaffe vun dësem Finanzéierungsmodell steet och net op der politescher Dagesuerdnung.

An dësem Kontext ass ze bemierken, dass et niewent de Beruffschamberen och aner professionell Organisatioune gëtt, déi hirersäits kloer en associative Charakter hunn. Dës Organisatioune funktionéieren dofir och nom Prinzip vun enger Memberschaft op fräiwëlleger Basis.

ad 2. D'„membres élus" vun der Assemblée plénière vun der Chambre des Métiers ginn a sechs verschiddene Gruppe gewielt. Dës Gruppen zeechne sech zu engem ganz groussen Deel doduerch aus, dass et sech ëm Secteuren handelt, déi traditionell vu klenge Betriber besat ginn. D'Zuele beleeën och méi wéi däitlech, dass 99 % vun den Handwierksbetriber kleng oder mëttelgrouss Betriber sinn (Source: Chambre des Métiers/Chiffres-clé de l'Artisanat 2018): 76% si Micro-Entreprisen (manner wéi zéng Beschäftegter), 19 % si kleng Betriber (zéng bis 49 Beschäftegter) a 4 % si mëttelgrouss Betriber (50 bis 249 Beschäftegter).

De Bléck op d'Zesummesetzung vun der Assemblée plénière vun der Chambre de Commerce ass, besonnesch duerch d'Presenz vum Finanzsecteur, ze nuancéieren. Trotzdeem ass och dës Assemblée plénière staark gepräägt vu klenge Betriber:

- 8 Sëtz fir de Commerce
- 1 Sëtz fir Sociétés de participations financières
- 8 fir Industrie, PMI a PME
- 5 fir Bankesecteur
- 1 fir Assurancësecteur
- 2 fir den Horeca-Beräich

All dës Zesummesetzunge weise kloer, dass och deene klengen Entreprisen hir Uleiesse Gehéier an hirer Chamber fannen.

Et sief op dëser Plaz och drun erënnert, dass sech d'Direction générale des classes moyennes, zesumme mat der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, ëmmer staark mécht, fir eis kleng a mëttelgrouss Betriber ze ënnerstëtzen, ënner anerem duerch d'Erëffnung vum House of Entrepreneurship oder dem House of Startups.

Och rifft de Mëttelstandsminister reegelméisseg den « Haut comité PME » zesummen, en dedicacéierte Gremium, an deem sech iwwer Projeten a Mesurë fir kleng a mëttelgrouss Betriber ausgetosch gëtt, an dës duerno och am Konsens ëmgesat ginn.

Question 1642 (23.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **CGDIS :**

Tëscht de Fräiwëllegen- an de Beruffspompjeeë rumouert et säit Laangem, genee geholl vun Ufank vun der Reform vum Rettungswiesen un. Ëmmer erëm komme Reprochë säitens de Fräiwëllege vis-à-vis vun engem streng hierarchesch organiséierten, haaptberuffleche CGDIS op. Ville Fräiwëllege vergeet dobäi d'Loscht, mat där si sech joerzéngtelaang fräiwëlleg an hirem Corps engagéiert hunn. Viru Kuerzem war et een 220 Säite laangt Dokument, wat bei der Wal vum Representant vun de Fräiwëllege fir de Verwaltungsrot vum CGDIS fir Opreegung gesuergt huet. Déi Fräiwëlleg fille sech vum administrative Volet, dee mat der Reform konstant gewuess ass, iwwerfuerdert. Bei de besote Walen, déi „par correspondance" organiséiert goufen, ass un de Walziedel e weidert Dokument ugehaange ginn, op deem all perséinlech Donnéeën, déi de CGDIS vun der respektiver Persoun huet, drop stoungen. No e puer Explikatiounen zum Dateschutz verweist d'Dokument dann an enger zweeter Phas drop hin, datt een dach wannechgelift mat engem „lu et approuvé" soll souwuel de „Règlement d'ordre interne" wéi och de „Règlement opérationnel" vum CGDIS ënnerschreiwen. Dës zwee Reglementer explizéieren op ronn 220 Säiten alles, wat ee muss wëssen iwwert d'Disziplinn, d'Hierarchie an d'Prozedure beim CGDIS. Fir vill Wielerinnen a Wieler vun de Fräiwëllegen, déi sech schwéier gedoen hu mat dëser komplexer an exhaustiver Matière an dréchenem, komplizéiertem Franséisch, huet dëst Dokument bedeit, datt si confirméieren, datt hir Donnéeë korrekt sinn a si hunn dat Dokument kuerzerhand ënnerschriwwen.

Heimat wëll ech een Auszuch aus dem Virwuert vum Vizepresident vum CGDIS aus der aktueller Ausgab vum „Lëtzebuerger Pompjee" zitéieren:

„Nodeems Walziedele verschéckt goufen, ass eng gewëssen Oprou opkomm wéinst der Ënnerschrëft mat dem Vermierk „lu et approuvé", dat sech op d'Dateschutzgesetz soll bezéien. Domadder ass ee jo averstanen, awer wann et sech ëm Reglementer bezitt, wéi dat och um Formulaire steet, esou muss een dat relativéieren, well mat dem Schreiwe vu „lu et approuvé" ee bezeechent, 220 Säiten administrativ Franséisch gelies ze hunn a verstanen ze hunn. Deem kënne mir als Verband net zoustëmmen, well vill Fräiwëlleger „das Kleingedruckte" iwwersinn hu beim liesen."

Wéi et aus Kreesser vum CGDIS heescht, goufen déi eenzel Fräiwëlleg biswell a kengster Weis géigeniwwer dem CGDIS verflicht oder wéi déi haaptberufflech „vereedegt". Et schéngt, wéi wann hei schnell huet wollten agéiert ginn, fir eng Lacune, déi kengem opgefall war, séier aus dem Wee ze schafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi stitt Dir zu der Manéier, mat där hei op déi Fräiwëlleg vum CGDIS duergaange gëtt? Hätten déi Fräiwëlleg net vun Ufank u misse vill méi iwwer hir Rechter a Flichten, iwwert d'Hierarchie, d'Disziplinn, den Dateschutz etc. opgeklärt ginn? Firwat ass dëst sou spéit eréischt an an enger ontransparenter Manéier duerchgefouert ginn?

2. Wat wëll d'Ministesch konkreet ënnerhuelen, fir de Gruef, deen tëscht de Fräiwëllegen an den Haaptberuffleche besteet, ze iwwerwannen? Kéint Dir eis fënnef bis zéng konkreet Mesuren nennen, op déi sech déi Fräiwëlleg zukünfteg kënnen astellen?

3. Wéi plangt Dir, an Zukunft un déi Fräiwëlleg erunzetrieden, am Fall datt Dir et fir néideg haalt, datt déi Fräiwëlleg mussen iwwer hir Rechter a Flichte souwéi iwwert de „Règlement d'ordre interne" an de „Règlement opérationnel" opgeklärt ginn?

4. Wier e „vu et approuvé" Ärer Meenung no bei engem 220-Säiten-Dokument net méi ubruecht wéi e „lu et approuvé"?

Réponse (30.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Als Éischt wëll ech dorop hiweisen, datt kloer Hierarchien de Garant vun engem erfollegräichen Asaz sinn. Nëmme wa jidderee seng Aufgaben a seng Verantwortung kennt, kann d'Zesummespill vu ville Kräfte beim Asaz funktionéieren. D'Feele vun enger klorer Hierarchie war iwweregens eng vun de Kriticken um deemolege System am Rapport vun den Experte fir d'Reform vun de Rettungsdéngschter am Joer 2010. An enger moderner Organisatioun wéi dem CGDIS soll awer en Ënnerscheed gemaach ginn tëscht dem Féierungsstil am Asaz, dee sécher méi autoritär muss sinn, a méi engem kollaborative Féierungsstil am Alldag.

De CGDIS huet ënner anerem d'Aufgab, derfir ze suergen, dass d'Zesummeliewen tëschent de fräiwëllegen an haaptberuffleche Pompjeeë gutt funktionéiert. Et ass eng Tatsaach, dass zënter 2015 vill Haaptberufflecher derbäikomm sinn, déi zesumme mat de Fräiwëllegen de CGDIS ausmaachen an eng landeswäit Couverture garantéieren. A villen Zentren uechtert d'Land ass haaptberufflecht Personal derbäikomm, wou virdrun nëmme Fräiwëlleger waren. Dëst bedeit fir alleguerten d'Leit am CGDIS eng Ëmstellung, déi seng Zäit brauch, awer mam noutwennege géigesäitege Respekt geléngt.

Vill Moossname si scho geholl gi respektiv ginn ëmgesat, fir dëst ze förderen, wéi zum Beispill d'Integratioun vun der Thematik an d'Leadership-Formatioun fir Offizéier a Kadere vum CGDIS souwéi an d'Grondausbildung vun den haaptberufflechen a fräiwëllege Pompjeeën, wou d'Sozialkompetenze sech wéi e roude Fuedem duerch d'Matière zéien.

Natierlech stinn d'Zonen- an Zentercheffen als éischten Uspriechpartner jidderzäit zur Verfügung, fir de Fall wou et sollt zu Spannungen tëschent fräiwëllegen an haaptberuffleche Pompjeeë kommen. Geplangt sinn an Zukunft och Ausbildunge fir déi managerial Emploie vum CGDIS, wéi zum Beispill dee vum Zenterchef (fräiwëlleg an haaptberufflech), déi d'Leit op hir Aufgabe virbereet a wou dës Thematik och behandelt wäert ginn.

Allgemeng ass de CGDIS beméit, déi fräiwëlleg an haaptberufflech Pompjeeë gläich ze behandelen, sief et bei de Graden, der perséinlecher Schutzausrüstung, an och soss ginn zousätzlech Efforte gemaach, fir op d'Bedierfnesser vun de Fräiwëllegen anzegoen, wéi zum Beispill beim Accès zu de Formatiounen, wou si prioritär behandelt ginn.

De „Règlement opérationnel" an de „Règlement intérieur" sinn Dokumenter vum CGDIS an deementspriechend ass et un de Verantwortleche vum CGDIS, d'Memberen iwwer eventuell Ännerunge vun hire Rechter a Flichten ze informéieren.

Zu dësen Dokumenter soll awer preziséiert ginn, datt se virum 1. Juli 2018, deem Dag,

wou de CGDIS huet missen operationell sinn, ausgeschafft goufen. Hei waren deemools ënner anerem d'Pompjeesfederatioun, de Comité des sages vun der Protection civile an déi deemoleg fräiwëlleg Regionalinspekteren agebonnen. Déi allermeescht Bestëmmungen, déi d'Flichten an d'Rechter ubelaangen, si Widderhuelunge vu Bestëmmungen, déi et och scho virum CGDIS goufen, wéi zum Beispill en Alkoholverbuet während der Permanence.

Dës Dokumenter goufe vun de jeeweilegen Zentercheffen un hir Membere weidergeleet a verschidden Theeme sinn och an de periodesche Reuniounen tëschent Zonen- an Zentercheffe beschwat ginn. Bei der Vermëttlung vun dësen Theeme gouf also net mat Verspéidung gehandelt.

Niewent enger aktueller Versioun vun deenen Texter, déi um Internetsite vum CGDIS (www.112.lu) disponibel sinn, wäerten d'Memberen an Zukunft och iwwert den neie Portail CGDIS (Intranet) informéiert ginn. Doriwwer eraus wäert de CGDIS och eng gedréckte Publikatioun erausbréngen an u seng Membere verdeelen.

Beim Theema Dateschutz war et de Wonsch vun der Pompjeesfederatioun, d'Leit net direkt bei der Integratioun vun hiren Donnéeën ëm hiren Accord ze froen, esou wéi et initial geplangt war. Elo wou d'Leit all am CGDIS integréiert sinn an hir Donnéeën an d'Datebanken agedroe goufen, huet d'Direktioun hinnen déi Informatiounen zwecks Kontroll an Accord zougestallt. An deem Kontext ass och de „lu et approuvé" ze gesinn, dee sech op de Formulaire mat hiren Donnéeë bezunn huet an net op d'Reglementer.

Question 1643 (27.12.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **résolution autorisant le renouvellement de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie** :

La Russie et la Chine ont brandi vendredi dernier leur veto contre une résolution autorisant le renouvellement de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie expirant le 9 janvier prochain. Plus ou moins quatre millions de Syriens déplacés sont tributaires de cet approvisionnement en vivres et médicaments dont la supervision incombe à l'ONU (OCHA). La présidente du Conseil de sécurité a qualifié ce refus comme irréfléchi et cruel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelles pourraient être les conséquences de ce blocage pour les réfugiés syriens ?

- Quelles mesures devraient être entreprises à court terme afin d'éviter une catastrophe humanitaire ?

- Est-ce que ce blocage pourrait avoir des conséquences néfastes pour le conflit en Syrie ?

Réponse commune (23.01.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

- Suite au veto opposé le 20 décembre 2019 par la Russie et la Chine au renouvellement de l'aide humanitaire transfrontalière selon les dispositions des paragraphes 2 et 3 de la résolution 2165 (2014), le Conseil de sécurité des Nations Unies est finalement parvenu, le 10 janvier 2020, à se mettre d'accord sur la prolongation de cette aide humanitaire transfrontalière en direction de la Syrie en adoptant la résolution 2504 (2020). Le blocage a pu être surmonté en dernière minute grâce aux efforts de l'Allemagne et de la Belgique, en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité. Cependant, pour convaincre la Russie et la Chine de ne pas bloquer l'adoption de la résolution 2504, deux importantes concessions ont dû être faites: le nombre de points de passage à la frontière a été réduit de quatre à deux et la prolongation de l'aide humanitaire transfrontalière ne vaut que pour une période de six mois au lieu de la période d'un an prévue par les résolutions adoptées précédemment.

Même si un blocage a été évité, les conséquences de la réduction des points de passage à la frontière par lesquels l'aide humanitaire peut être acheminée sont préoccupantes pour les Syriens vivant dans les régions du nord-est du pays. Il est estimé que 4 millions de Syriens, dont 2,1 millions de déplacés internes, dépendent de l'aide humanitaire transfrontalière. Le point de passage de Yaroubiyé situé à la frontière entre la Syrie et l'Irak a été supprimé alors qu'il s'agissait du seul point d'accès permettant d'acheminer des médicaments et du matériel chirurgical à 1,3 million de personnes dans la région du nord-est de la Syrie.

- Dans l'immédiat, il est crucial que les passages transfrontaliers des camions soient tous autorisés pour maintenir une efficacité élevée. De plus, la coopération entre les différents acteurs humanitaires sur le terrain doit être maintenue, voire renforcée. L'acheminement de l'aide humanitaire doit se faire immédiatement et sans entraves, partout en Syrie, sur base de l'évaluation des besoins effectuée par les Nations Unies, et non celles dictées par les autorités syriennes.

Dans ce contexte, il convient de souligner l'engagement humanitaire conséquent du Gouvernement luxembourgeois. Conformément à l'engagement pris à la Conférence de Londres en 2016, cet engagement représente une aide d'au moins 7,5 millions d'euros par an. L'aide humanitaire luxembourgeoise est mise en œuvre principalement par le biais du CICR, du PAM, d'OCHA, d'Unicef et des ONG.

- Un des objectifs principaux de la résolution 2165 du Conseil de sécurité, adoptée par consensus le 14 juillet 2014, à l'initiative de l'Australie, de la Jordanie et du Luxembourg, alors que nous étions membres du Conseil, était de libérer l'action humanitaire de son instrumentalisation par les autorités syriennes à des fins politiques et militaires. Avec la réduction des points de passage à la frontière et le risque accru de blocages au Conseil de sécurité, il est à craindre que le régime d'Assad s'efforcera d'instrumentaliser cette aide humanitaire encore davantage au profit des zones qui se trouvent sous son contrôle.

Question 1644 (27.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des données des mineurs :**

De 27. November huet de Bundesverband der Verbraucherzentralen und Verbraucherverbände e Rapport veréffentlecht, deen d'Auswierkunge vum europäeschen Dateschutzreglement (GDPR) op d'Verbraucher ënnert d'Lupp hélt. An deem Rapport monéiert d'Verbraucherzentrale ënner anerem den Dateschutz vu Mannerjäregen. Notamment bemängelt de Rapport:

„Es muss grundsätzlich ausgeschlossen werden, dass Kinder selbst in die Verarbeitung besonderer Kategorien von personenbezogenen Daten einwilligen können sowie dass Kinder selbst darin einwilligen können einer auf einer automatisierten Verarbeitung beruhenden Entscheidung unterworfen zu werden."

a proposéiert als Léisungsusaz:

„Es muss sichergestellt werden, dass die besondere Schutzbedürftigkeit von Kindern bei der datenschutzgerechten Systemgestaltung sowie bei datenschutzfreundlichen Voreinstellungen gebührend berücksichtigt wird." (Säit 6 a 7)

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministere mat der Aschätzung vum Rapport averstanen?

- Falls jo, wäerte si um nationale Kader legiferéieren, fir ze verhënneren, dass Donnéeë vu Mannerjäreger an automatiséierten Dateveraarbechtungsprogrammer kënnen traitéiert ginn?

- Falls nee a falls d'Regierung plangt, de Problem iwwert d'EU-Instanzen ze léisen: Wéini wäert d'Regierung d'Thematik an engem EU-Sommet op den Ordre du jour setzen?

Réponse (10.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :*

D'Regierung ass der Meenung, dass Kanner a Jugendlecher besonnesch musse geschützt ginn - dat gëllt och fir de Beräich vum Dateschutz. Bei der nationaler Strategie iwwert de Beräich vun der artificieller Intelligenz gëtt deem Rechnung gedroen, esou wéi allgemeng festgehale ginn ass, dass d'Interête vum Mënsch musse Prioritéit hunn.

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1645 kläert déi lescht Diskussiounen op EU-Niveau iwwert d'Lienen tëscht opkommenden Technologien an dem europäesche legale Kader fir Dateschutz.

Question 1645 (27.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes :**

De Premierminister a Minister fir Digitaliséierung hat a senger Äntwert op d'Question orale N° 72 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement vum 19. November 2019 zum Theema Diskriminéierung duerch Algorithme geäntwert, dass et bei Prozedure beim Staat zu kengen Diskriminéierunge fir de Bierger dierft kommen an dass all Bierger gläich behandelt misst ginn. Hie verweist heifir op den Artikel 22 vum europäeschen Dateschutzreglement (RGPD) an och op d'Dokument „Intelligence artificielle : une vision stratégique pour le Luxembourg", wou vun enger „approche centrée sur l'humain" Ried ass a méi prezis steet souguer geschriwwen:

« Le Gouvernement entend sensibiliser les citoyens à l'IA et les aider à en acquérir une compréhension plus approfondie, afin qu'ils passent du statut de simples consommateurs passifs à celui d'utilisateurs actifs des produits, services et technologies liés à l'IA. Il importe qu'ils prennent conscience tant de ses potentialités que de ses limites. » (Säit 10)

De Bundesverband der Verbraucherzentralen und Verbraucherverbände huet eng ëmfaassend Analys zur Uwendung vum RGPD fir Verbraucher gemaach an zitt d'Bilanz, dass bei der algorithmescher Gläichberechtegung aktuell nach Problemer bestinn. Ënner anerem bemängelt de Verband den Artikel 22 vum RGPD, andeems e schreift:

„Ein großes Manko ist ferner, dass Art. 22 DSGVO keine Qualitätsanforderungen an automatisierte Entscheidungen festschreibt. Solche Qualitätsanforderungen sollten sicherstellen, dass Fehler und Risiken von automatisierten Entscheidungen reduziert werden und dass Verbraucher darauf vertrauen können, dass automatisierte Entscheidungen tatsächlich auf Basis valider Annahmen und Modelle getroffen werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun de Mängel, déi de Rapport op de Säiten 9, 10 an 11 opwerft?

- Falls jo, sinn déi zoustänneg Ministeren der Meenung, dass d'Problematik och Lëtzebuerg betrëfft?

• Falls jo, wéi eng Konsequenzen zéien déi zoustänneg Ministeren aus der Analys?

2. Gesäit d'Regierung een Ulooss, déi national Gesetzgebung ze adaptéieren, fir d'Mängel, déi am Rapport am Zesummenhang mam RGPD genannt ginn, auszemäerzen?

- Falls nee a falls d'Regierung plangt, de Problem iwwert d'EU-Instanzen ze léisen: Wäert d'Regierung d'Thematik am EU-Ministerrot op den Ordre du jour stellen?

• Falls jo, bis wéini?

Réponse commune (10.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. D'Regierung hélt d'Risiken an der Entwécklung vun der Automatiséierung vun den Entscheedungen eescht a baséiert sech bei de Mesuren an der Ëmsetzung vun enger genereller Strategie op wëssenschaftlech validéiert Phenomeener an Zenarien.

ad 2. De legale Kader, d'Applikatioun dovunner an déi generell Approche ass e permanente Prozess a muss, wann néideg, kënnen ugepasst ginn.

Et ass kloer, dass allgemeng am digitale Beräich Transparenz e ganz wichtege Facteur ass fir d'Konsumenten. Duerfir huet Lëtzebuerg och an de Verhandlungen um europäesche Plang d'Beméiunge vun der Kommissioun ënnerstëtzt, fir dass an der mëttlerweil adoptéierter Direktiv (UE) 2019/2161, d'Reegele fir méi Informatioune verstäerkt ginn. Dës Reegelen ëmfaassen zum Beispill, mat wiem een et op der digitaler „marketplace" ze dinn huet, wat fir eng Krittäre fir d'Klassifizéierung vun Offere sech applizéieren, oder och wéini eng automatiséiert Entscheedung op Basis vum perséinleche Konsumverhale fir de proposéierte Präis responsabel ass.

Deemno si schonns Fuerderunge vun der Regierung um europäeschen Niveau suivéiert ginn. Et muss elo gekuckt ginn, wéi déi nei Reegele gräifen. D'Entwécklung an d'Verwendung vun neien Technologie wéi kënschtlech Intelligenz an Algorithme sinn nei Defien, wat de Schutz vun de Grondrechter betrëfft, sou wéi den Dateschutz an de Verbuet vun Diskriminatiounen. Gläichzäiteg kënnen dës Technologien och grouss Virdeeler fir eis Matbierger bréngen a kéinten och nei Solutiounen offréieren, déi de Schutz vun der Privatsphär stäerken. De GDPR gouf geschriwwen, fir technologesch neutral ze sinn, a seng Bestëmmunge berécksiichtegen dës nei Defien. De legalen EU-Kader fir den Dateschutz ass eng grondleeënd Konditioun fir déi Entwécklung vun zukünftegen Initiativen am Beräich vun der digitaler Politik. Dëst schléisst net d'Noutwendegkeet aus, kontinuéierlech d'Relatioun tëschent technologescher Entwécklung an dem GDPR ze kucken an ze klären. Mir diskutéiere schonn dës Theeme mat eisen europäesche Partner, besonnesch am Kontext vun der GDPR-Bewäertung, déi fir Mee dëst Joer geplangt ass.

Question 1646 (30.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **dispositions légales relatives aux feux d'artifice :**

Virun net allze laanger Zäit war et gudde Brauch, dass an der Silvesternuecht d'Bierger dat neit Joer mat engem private Freedefeier begréisst hunn. Dëse Brauch gouf an de leschte Jore reviséiert, sief et aus Grënn vum Déiereschutz, der bannenzeger Sécherheet oder aus anere Grënn.

Elo ass et zu Lëtzebuerg awer nach laang net esou, dass d'Freedefeier engem generelle Verbuet ënnersteet. Ganz am Aklang mat der Gemengenautonomie decidéiert all eenzel vun den 102 Gemengen hei am Land, ob d'Schéisse vu Knupperten a Rakéiten an der Silvesternuecht erlaabt ass oder net.

Wärend an e puer Gemengen e generellt Verbuet fir d'Zünde vu Knupperten um Territoire vun der Gemeng gëllt, limitéieren aner Gemengen den Zäitraum, wou gezünt däerf ginn. Aner Gemengen erlaben dogéint d'Zünden op privaten Terrainen, wärend erëm aner Gemengen nëmmen d'Empfeelung ginn, fir kee Freedefeier ze schéissen. E richtegt Verbuet stellt dëst awer net duer.

Duerch dee ganzen Amalgam u Gemengereglementer fannen d'Bierger hei am Land sech mat enger Panoplie u Reegelen erëm, déi vu Gemeng zu Gemeng anescht ass an zur Rechtsonsécherheet hei am Land bäidréit. Des Weideren ass et vun engem objektive Siichtpunkt aus net fair, dass Bierger aus enger Gemeng d'Zünde vu Freedefeier verbuede kréien, wärend an der Nopeschgemeng jidderee mat de Knupperte schéissen däerf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bannenzeg Sécherheet an Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung vis-à-vis vum privaten Ofschoss vu Freedefeier?

2. Ass d'Regierung fir oder géint e Verbuet vu privat organiséierte Freedefeier bei offizielle Feierdeeg?

3. Ugesiichts der Panoplie u verschiddene Gemengereglementer zum Theema Freedefeier, gesäit d'Regierung en Ulass, fir op nationalem Niveau d'Benotzung vu Freedefeier soit méi aschränkend, soit méi oppen ze legiferéieren? Falls jo, wat wäert d'Regierung ënnerhuelen?

Réponse (30.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Hei ass ze erwänen, datt de Koalitiounsaccord vun der Regierung näischt virgesinn huet, fir d'Schéisse vu Freedefeier anescht ze reegelen oder ze adaptéieren.

D'Gemengenautoritéite kënnen, op Basis vun den Dekreeter vun 1789 a 1790 souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, déi noutwenneg Mesuren huelen, fir d'éffentlech Sécherheet an d'Rou vun de Bierger/innen ze garantéieren. Duerch d'Gemengenautonomie kënnen déi Mesurë vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn.

D'Schéisse vu Freedefeier ass a ville Gemengen an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis ënner verschiddenen Ëmstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen unzebidden, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedefeier zum Beispill duerch „light shows" a „light painting" ze ersetzen.

Weiderhi bestrooft den Artikel 553-1 vum Code pénal déi Leit, déi sech net un e Verbuet halen, fir Freedefeier ze schéissen, dëst mat enger Strof vu 25 bis 250 Euro. Et ass wichteg ze preziséieren, datt dësen Artikel d'Schéisse vu Freedefeier net verbitt, mee viraussetzt, datt de Verbuet vun enger anerer Norm virgesinn ass.

Question 1648 (30.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **officiers de police judicaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux :**

Am Artikel 15 vum Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert den Déiereschutz ginn Dispositioune getraff, ënner wéi enge Konditioune verschidde

Kategorië vu Beamten als „officier de police judiciaire“ kënne constatéieren a recherchéieren.

Am Punkt 3 vun dësem Artikel gëtt ënner anerem gereegelt, datt dës Beamten eng Formatioun mussen absolvéiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Justiz an Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Beamten, opgeschlësselt no de Kategorien aus dem Déiereschutzgesetz, hunn zanter dem Akraafttriede vum Gesetz dës Formatioun ofgeschloss?

2. Wéi vill vun dëse Beamte goufe well no den Dispositioune vum Gesetz vereedegt?

3. Goufen et Beamten aus de cibléierte Kategorien, déi well virun dësem Gesetz de Status vum OPJ haten?

Réponse (28.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Laut Artikel 15, drëtten Alinea vum Déiereschutzgesetz mussen d'Beamten, déi op dat Gesetz vereedegt ginn, eng Formatioun absolvéieren.

Dës Formatioun ass duerch e relativ rezente Reglement vum 22. August 2019 gereegelt an d'Coursë fir d'Déiereschutzgesetz ginn och eréischt säit Kuerzem vum INAP proposéiert.

Bis lo huet nach keen offizielle Veterinär dës Formatioun ofgeschloss.

Fonctionnairen aus der Veterinärsverwaltung beleeën déi nächst ugebuede Coursë vum 18. Mäerz 2020.

ad 2. D'Formatioun ass eng Viraussetzung, fir op d'Déiereschutzgesetz vereedegt kënnen ze ginn.

ad 3. Am Kader vum alen Déiereschutzgesetz vun 1983 hat d'Veterinärsverwaltung fënnef Staatsveterinären, déi den Eed ofgeluecht haten.

Question 1652 (02.01.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **nombre insuffisant d'anesthésistes dans les hôpitaux :**

Il me revient qu'à l'antenne du Centre hospitalier, l'hôpital à Eich, une opération n'a pas pu être effectuée au motif qu'il n'y a pas eu d'anesthésiste disponible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer un nombre insuffisant d'anesthésistes dans les hôpitaux ?

- Comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer que l'hôpital à Eich, antenne du Centre hospitalier de Luxembourg, n'est pas en mesure de recourir à un anesthésiste du CHL ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier dans le futur à des telles situations ?

Réponse (31.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé n'a pas d'indication permettant de confirmer qu'il existerait actuellement une pénurie d'anesthésistes dans les hôpitaux luxembourgeois.

Selon les informations recueillies dans le cadre de l'état des lieux des professions médicales et des professions de santé au Grand-Duché de Luxembourg, 97 médecins spécialistes en anesthésiologie avaient une activité médicale enregistrée documentée par des actes facturés en 2017 et 107 sont inscrits dans le registre du Ministère de la Santé en 2019.

L'âge médian des médecins exerçant dans ce domaine est de 50 ans, médiane la plus basse enregistrée parmi toutes les spécialités médicales. Aucune pénurie n'est attendue dans cette spécialité qui est actuellement, après la médecine générale, la deuxième spécialité médicale que choisissent les médecins en voie de spécialisation.

Selon l'article 9 paragraphe 7 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, l'antenne de service doit « être en liaison fonctionnelle étroite avec le service hospitalier » et « disposer de la même équipe de médecins spécialisés pour assurer la continuité des soins dans le service hospitalier et son "antenne", et appliquer les mêmes procédures de prise en charge. » Cette organisation est donc prévue et permet de garantir la qualité, la sécurité et la continuité de la prise en charge des patients. Il est de la responsabilité de l'établissement hospitalier de la mettre en œuvre en veillant à assurer la meilleure prise en charge possible pour le patient. Ce dernier objectif reste prioritaire et peut imposer le report d'un acte non médicalement urgent afin de le réaliser dans les meilleures conditions possibles.

En 2019,14.823 interventions ont été réalisées au CHL sous anesthésie générale.

Le CHL dispose du nombre de médecins anesthésistes requis pour assurer non seulement les anesthésies au bloc opératoire mais aussi les examens médicaux sous anesthésie au niveau des différents plateaux techniques pour des actes non chirurgicaux nécessitant une anesthésie. Les médecins anesthésistes du CHL exercent sur les trois sites du CHL (Centre, Maternité, Eich).

Cette activité nécessite une planification rigoureuse et le programme opératoire est retenu chaque semaine le vendredi pour la semaine suivante (Jour-6) pour toute intervention planifiée. Dans ce programme se rajoutent évidemment tous les jours des interventions en urgence.

La date d'un acte chirurgical à planifier est en règle générale déterminée d'un commun accord entre le patient et le chirurgien, en fonction du programme opératoire.

Question 1653 (03.01.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **classement de deux édifices religieux dans la commune de Bourscheid :**

En novembre 2012, le Ministre de la Culture avait reçu une demande de classement concernant le mobilier historique de l'église paroissiale Saint Wendelin et Saint Donat de Michelau, qui date de 1682 (maître-autel, chaire à prêcher, statues, etc.). L'an dernier, le ministère avait reçu une autre demande en vue de classer comme monument national la chapelle Saint Michel de Oberschlinder qui est également située sur le territoire de la commune de Bourscheid.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions relatives aux suites réservées à ces demandes de classement ? Madame la Ministre est-elle disposée à présenter un bref historique de ces deux lieux de culte catholique et de leur mobilier respectif (provenance, valeur artistique, etc.) ?

- Le Ministère de la Culture a-t-il déjà organisé un/des échange(s) avec la commune de Bourscheid afin de se pencher sur un projet de rénovation/restauration concernant les deux édifices religieux ?

- Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions tirées de cette/ces entrevue(s) ?

Réponse (30.01.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'église Saint Wendelin et Saint Donat de Michelau est classée monument national par arrêté du Conseil de gouvernement du 26 avril 2019. Le mobilier historique de l'église est classé monument national par arrêté ministériel du 2 mai 2019.

En décembre 2019, la Commission des sites et monuments nationaux a émis un avis favorable quant au classement en tant que monument national de la chapelle Saint Michel de l'ancien village d'Oberschlinder. J'en ai saisi le conseil communal de la commune de Bourscheid, propriétaire de l'église, qui est appelé à rendre son avis à l'égard de la mesure de protection telle que projetée.

Des projets de conservation et de restauration concernant ces édifices n'ont pas été annoncés à ce jour par la commune de Bourscheid.

Le Service des sites et monuments nationaux fournit les explications historiques suivantes sur les deux lieux de culte précités :

Eglise Saint Wendelin et Saint Donat de Michelau

Selon un rapport de visitation de la paroisse-mère de Diekirch en 1570, une chapelle Saint Nicolas existait à Michelau. En 1792, l'édification de l'église fut entamée et son patron était Saint Wendelin. En 1806, la paroisse avec les succursales Flebour et Lipperscheid a été établie. Parallèlement, on achetait pour huit Louis d'or un autel, déposé à Medernach, en provenance de l'abbaye de Tholey (Sarre), mutilé par la suite pour être adapté à l'église. Cet autel contient une soixantaine de reliques authentifiées par l'évêque N. Adames.

En 1852, sous l'effet du curé Nikl. Reding, un agrandissement de l'église fut entamé et quelques années plus tard, le clocher fut bâti. Le 14 juillet 1865, l'église a été consacrée par N. Adames.

L'autel est basé sur des éléments imposants en baroque et est allégé par des éléments du rococo. La frise terminale a été installée après la mutilation précitée.

Les deux piliers actuels, qui sont installés sur des pieds en forme trapézoïdale, couronnés d'un chapiteau richement figuré sont uniques dans le pays. Le devant d'autel, l'antependium, est richement orné et sculpté en bois avec le monogramme IHS (« Jesus Hominum Salvator »).

La chaire à prêcher, datée de 1682, est également originaire de Tholey. L'abat-voix sous forme d'une coquille de style rococo présente les armoiries du cellérier Forting de Tholey. Le baquet avec ses riches guirlandes de fruits rappelle directement la chaire à prêcher de 1630 de l'ancienne église jésuite, actuellement installé dans l'église de Vianden. Les deux tableaux latéraux en relief montrent les symboles des évangélistes Matthieu (à gauche) et Marc (à droite), ce qui est extraordinaire, vu que ces symboles se trouvent généralement sur l'appui du baquet.

En 1934, l'ébéniste Stehres de Rollingergrund a fabriqué les deux rehausses des autels de côté. Ils correspondent, dans la forme et dans la construction, au maître-autel. Le confessionnal, datant du 18e siècle et installé après la Deuxième Guerre Mondiale, dont la contrepartie se trouve à Lipperscheid, provient de l'église de Lenningen.

Chapelle Saint Michel d'Oberschlinder

La chapelle Saint Michel se trouve dans la vallée de la « Schlënner » à l'emplacement de l'ancien village. Il y a peu de détails encore perceptibles de ce village disparu qui comptait, à son apogée vers 1860, environ 70 habitants. On y trouvait, à côté de la chapelle toujours existante, une école, une tannerie, des moulins et de simples maisons. La première mention des deux villages sur le Schlinderbach remonte à 1349 sous le nom « uf der Slunderin ».

Face à l'augmentation démographique que connait le village en première moitié du 19e siècle, le Ministère de l'Intérieur de la commune de Bourscheid obtint, le 13 août 1858, l'autorisation d'acquérir un terrain de neuf acres et posa la première pierre pour la construction d'une école (terminée en 1869), d'une chapelle (démarrée en 1865 et terminée en 1874) et d'un cimetière. La chapelle fut badigeonnée à la chaux et les festivités de consécration purent avoir lieu sous la protection de Sainte-Cunégonde ; elle fut dédiée quelques années plus tard à Saint Michel (date inconnue), nom qu'elle garde toujours aujourd'hui.

Le 27 septembre 1931, la chapelle est inaugurée une seconde fois, après une rénovation rendue possible grâce à une donation de descendants d'anciens habitants émigrés en France. À ce moment, les statues de l'Immaculée, de Saint Michel, de Saint Joseph et Saint Christophe furent exposées dans la chapelle.

La vallée de la « Schlënner » est connue pour avoir vécu un exode plutôt tardif, commencé avec la révolution industrielle à partir de 1870, durant la période d'exode connue des luxembourgeois vers le continent américain (1845-1918). Les derniers habitants quittèrent le village juste après la Seconde Guerre Mondiale en 1948.

L'ensemble du site se situe sur un plateau encerclé par la forêt dans un milieu extrêmement isolé et humide auquel on accède par un petit chemin. Des traces d'humidité et de moisissures laissent à penser que des mesures devraient être envisagées pour la façade, mais aussi pour l'intérieur. Certains travaux d'élagage des arbres et buissons aux alentours pourraient également être entrepris. La sobriété et la simplicité de l'architecture de la chapelle reflètent parfaitement son contexte historique (ère des moulins luxembourgeois, émigrations). La chapelle est petite avec une longueur de huit mètres et une largeur d'environ 5,5 mètres. Sa forme extérieure est un rectangle avec un court porche doté d'un arc roman surplombé d'un tympan en pierre sans décoration et d'un clocher assez court.

À l'intérieur la forme est octogonale. Une courte nef avec une voute sur croisée d'ogives se prolonge, au moyen d'une marche et d'un petit arc de triomphe, par un petit chœur à trois pans. La nef est illuminée par deux doubles vitraux en verre transparent simples de chaque côté. Les vitraux sont protégés de l'extérieur par une grille.

Il n'y a pas réellement à parler de mobilier. Le maître-autel : la table est en pierre avec une bordure en grès rosé et décorée d'un antependium en bronze à trois facettes finement travaillées, dont l'iconographie fait référence à l'histoire de Sainte Cunégonde. Il a été exécuté au début des années 1980 par l'artiste Bettina Scholl-Sabatini et provient de la fonderie d'art Strassacker à Süssen en Allemagne. Une statue en bronze de Sainte Cunégonde, également exécutée par l'artiste luxembourgeoise, est posée sur l'autel en lieu et place de celle de l'Immaculée conception qui était encore à cet endroit dans les années 60.

Du côté de l'évangile se trouvent deux consoles en bois toutes simples en guise d'autels latéraux gauches avec les statues de Saint Michel terrassant le dragon et l'Immaculée conception. Du côté de l'épitre, l'on retrouve deux consoles identiques en guise d'autels latéraux droits avec les statues de Saint Joseph et de Saint Christophe portant l'enfant et s'agrippant à un arbre. L'ensemble de ces sculptures a été mis en place dans le chœur au début des années 1930, lors de la seconde inauguration de la chapelle suite aux travaux de rénovation.

L'ensemble, qui remplit plusieurs critères, présente du point de vue historique, architectural et esthétique un intérêt public à être protégé.

Question 1654 (03.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **contrats à durée déterminée :**

Den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg wiisst ëmmer méi. Fir a Lëtzebuerg kënnen e Logement respektiv e Prêt op enger Bank ze kreien, ass e CDI (contrat à durée indéterminée) eng Viraussetzung. Um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart si CDDen ëmmer méi gefrot.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un de Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a Sozial- a Solidarwirtschaft stellen:

1. Wéi vill CDDen (contrats à durée déterminée) sinn déi lescht 24 Méint zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn?

2. Wéi laang sinn déi CDDen, déi maximal Dauer vu 24 Méint respektiv méi kuerz? Wéi gesäit déi Statistik iwwert déi lescht zéng Joer aus?

3. Gi Betriber, déi systematesch op CDDen zréckgräifen, vun der ITM kontrolléiert, ob dat keng definitiv Aarbechtsplaze misste sinn?

4. Wéi vill CDDe gëtt et pro Wirtschaftssecteur?

5. Wéi ass d'Verhältnis um Aarbechtsmaart vu CDDen zu CDIen iwwert déi lescht zéng Joer?

6. Wat plangt Regierung, fir dass et manner CDDen a méi CDIen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gëtt, well de CDI d'Grondviraussetzung ass, fir op eegene Been ze stoen?

Réponse (11.02.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Tëscht Januar 2017 a Januar 2019 sinn et insgesamt 256.230 Rekrutementer hei zu Lëtzebuerg ginn, wouvun der 71.880 CDDe waren (tableaux de bord sur les flux de main-d'œuvre publiés par l'IGSS).

ad 2. Donnéeë virum Joer 2015 leien ons leider net vir.

Déi follgend Tabell weist soumat d'Opdeelung vun de Rekrutementer ab dem Joer 2015:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Wa Verdachtsfäll bestinn, dass Dispositioune vum Code du travail net respektéiert ginn, mécht d'ITM déi néideg Kontrollen. Dat zielt och fir Dispositiounen, déi CDDe betreffen.

ad 4. Weeder den Aarbechtsministère nach d'Inspection générale de la sécurité sociale kënnen Donnéeën zu dëser Fro liwweren.

ad 5. Déi follgend Tabell weist d'Verhältnis vun de CDDe par rapport zu de CDIe vun 2009 bis 2019. D'Zuele spigelen d'Situatioun vun Enn Mäerz vun de jeeweilege Joren erëm.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. D'Regierung ass wéi den honorabelen Deputéierten der Meenung, dass CDIen d'Reegel an CDDen d'Ausnam um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart solle bleiwen. Déi aktuell gesetzlech Dispositioune gesinn dofir vir, dass CDDen nëmmen a limitéierte Fäll kënnen ofgeschloss ginn (Artikel L. 122-1 vum Code du travail).

Et soll awer net verstoppt ginn, dass et aktuell e gewëssene politeschen Drock gëtt, fir dës Bestëmmungen ze änneren. Dat kënnt fir d'Regierung awer nëmmen a Fro, wann déi uewen ernimmte Grondreegel garantéiert bleift. Fest

Aarbechtskontrakter sinn eng Grondviraussetzung, fir an eiser Gesellschaft kënnen nohalteg Fouss ze faassen a sech a senger Famill en dezent Liewen opzebauen. Dofir wäert d'Regierung keng Mesuren huelen, déi CDDen zu engem Normalfall gi loossen. CDDe sollen dorop beschränkt bleiwen, fir de Leit a vum Gesetz festgehalenen Ausnamefäll en éischte Kontakt mam Aarbechtsmaart ze erméiglechen an éischt Erfarungswäerter ze vermëttelen, an de Betriber an Noutsituatiounen entgéintzekommen.

D'Regierung wäert, wéi an der Vergaangenheet, Kontrolle vun der ITM bei Verdachtsfäll ordonéieren. Déi konsequent a drastesch Opstockung vum Personal op der ITM wäert mat sech brëngen, dass méi a besser Kontrolle kënne gemaach ginn. Hei geet et och dorëms sécherzestellen, dass déi Betriber, déi sech un d'Reegelen halen, net par rapport zu deene Betriber benodeelegt ginn, déi dat net ëmmer maachen.

D'Gesetz vum 20. Juli 2017 (loi du 20 juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée) erlaabt et dem Aarbechtsminister, d'Schafung vun neien Aarbechtsplaze fir Laangzäitchômeuren am staatlechen a parastaatleche Secteur finanziell ze ënnerstëtzen. Doduerch ginn d'Gemengen, d'Établissements publics, d'Sociétés d'impact sociétal, d'ASBLen, d'Fondatioune souwéi de Staat dozou motivéiert, Laangzäitchômeure mat engem CDI anzestellen an hinne soumat eng fest Aarbechtsplaz unzebidden.

Question 1655 (03.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **remplacement des tablettes tactiles :**

Am Kader vun den agefouerten iPads hunn ech dem Bildungsminister schonns e puer Froe gestallt. Eng weider Fro, déi sech stellt, ass déi, wat mat den Tablette geschitt, nodeems se am Bildungsministère ausgedéngt hunn. An der Äntwert op meng Fro N° 0617 schreift de Minister:

„D'Zil ass, d'Notzung vun den iPads esou laang wéi méiglech ze verlängeren. Et ass ugeduecht, datt, no enger Notzung an de Schoule vu véier Joer, déi Apparater, déi nach gutt fonctionéieren, weiderhi kënnen agesat ginn, andeems se fir e gerénge Präis u Schüler verkaaft ginn oder un Associatioune verdeelt ginn. Déi Apparater, déi net méi fonctionéieren, gi fachgerecht entsuergt a recycléiert."

Effektiv ass et esou, dass d'Schüler den iPad op Basis vun engem Forfait lounen. No e puer Joren huet de Schüler dann d'Méiglechkeet, den iPad zum Reschtwäert ofzekafen a fir de private Gebrauch ze benotzen. D'Schüler hunn awer och d'Optioun, den iPad net ofzekafen, woubäi d'Gerät dann am Besëtz vum Bildungsministère bleift.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. De Minister rechent mat enger Liewensdauer vu ronn véier Joer bei de meeschten iPads. Heescht dat, dass e Schüler wärend senger Schoulkarriär nom aktuelle System all véier Joer en neien iPad kritt, falls säin aktuellen iPad net méi funktionéiert? Wéi eng Krittäre gi fir de Fonctionnement vun der Tablett a Betruecht gezunn?

2. Eng Schoulkarriär dauert, ouni d'Widderhuele vu verschiddene Cyclen, ronn 15 Joer. Falls d'Liewensdauer pro iPad véier Joer bedréit, bedeit dat, dass e Schüler wärend senger Schoulkarriär bis zu véier nei iPads vum Ministère verleast kritt? Falls dëst zoutrëfft, stellt dës Praxis fir de Minister eng nohalteg Prozedur duer?

3. Ass fir all Schüler wärend senger Schoulkarriär virgesinn, nëmmen eemol vun der „Leasingoffer" fir iPads kënnen ze profitéieren? Falls nee, wéi wëll de Minister verhënneren, dass d'Schüler ëmmer erëm nei iPads leasen, amplaz se ofzekafen?

Réponse (31.01.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wann e Schüler véier Joer hannereneen op enger iPad-Klass ass, behält hie véier Joer laang dee selwechten Apparat. Am Fall vun engem Defekt gëtt den Apparat duerch en iPad vun där selwechter Generatioun ersat (Modell a Joergang). Bleift de Schüler no véier Joer weiderhin op enger iPad-Klass, esou gëtt den Apparat, falls en nach fonctionéiert, net géint en neien ausgetosch.

Eng Tablett huet de Status „fonctionéiert" esou laang wéi:

- den Akku nach normal luet;

- den Ecran net gebrach oder soss futti ass an

- déi leschten Apple-iOS-Updates kënnen ouni Problem gemaach ginn.

Ass de Schüler no véier Joer net méi op enger iPad-Klass, kann hien den iPad zum Reschtwäert ofkafen. Mécht hien dat net, bleift den Apparat am Besëtz vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE). Dës Apparater kommen dann zum Deel:

- an d'Reserv, déi gebraucht gëtt, fir defekt iPads duerch en identesche Modell vum selwechte Joergang ze ersetzen, oder

- an de Schoulen a sougenannten „iPad-Trolleys" zum Asaz. Et sinn dëst mobill iPad-Coffrete mat Luedstatioun, déi vun Net-iPad-Klasse kënne genotzt ginn. Esou kënnen dës mobill Apparater weider an Atelieren, Laboen, Bibliothéiken a sou weider agesat ginn.

ad 2. iPad-Klasse ginn et de Moment nëmmen am Enseignement secondaire, wat an der Reegel siwe Joer sinn. Ass e Schüler wärend senger ganzer Lycéeskarriär op enger iPad-Klass, kann hien am Prinzip siwe Joer dat selwecht Gerät benotzen. D'Erfarunge vun de leschte Jore weisen, datt en iPad duerchaus siwe bis aacht Joer laang säin Déngscht ka leeschten, ouni mussen ersat ze ginn. Duerno ass dat Gerät dann awer net méi zäitgeméiss fir den Enseignement.

ad 3. De Leasingsmodell gesäit eng „reconduction tacite" vir, falls de Kontrakt net wëllentlech gekënnegt gëtt. Gëtt e bestoende Kontrakt gekënnegt, kann erëm en neien erstallt ginn:

- virausgesat d'Rechnungen, déi den ale Kontrakt betreffen, sinn all bezuelt, an

- no enger bestëmmter Karenzzäit.

Vun der Rentrée 2020/2021 u kann eréischt no dëser Karenzzäit en neie Kontrakt vun der Schoul erstallt ginn. An deem Fall kann de Schüler just e Gerät vun der Generatioun (Modell a Joergang) vum viregte Kontrakt kréien, dëst fir ze verhënneren, datt d'Schüler sech e Sport draus maachen, fir all Joer en iPad vun der neister Generatioun ze kréien.

D'Ofkafen zum Reschtwäert fënnt kee groussen Uklang. Vun alle Kontrakter goufen iwwert déi lescht véier Joer insgesamt knapp 2 % zum Reschtwäert ofkaaft.

Question 1657 (06.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**impact climatique des ministres :**

D'Ministèrë verbrauche fir hir Aarbecht Ressourcen a sinn zum Beispill och duerch Déngschtreesen un de lëtzebuergeschen CO_2-Emissioune bedeelegt. Am Kader vun den nationalen Ustrengungen, fir d'Emissioun vun Zäregasen ze reduzéieren, soll dofir mat engem Klimabudget den ekologesche Foussofdrock vun de Ministèrë méiglechst kleng gehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng Methodik, fir e Klimabudget pro Ministère ze berechnen?

Falls jo, wéi genee gesäit dës aus a wéi grouss ass den ekologesche Foussofdrock vun den eenzele Ministèren a Verwaltungen?

Falls nee, bis wéini plangt d'Regierung, en Outil ze hunn, fir den annoncéierte Klimabudget pro Ministère opstellen an anhalen ze kënnen?

2. Wéi eng Experte goufen (oder ginn) fir d'Ausschaffe vun enger Methodik konsultéiert?

3. Gëtt (oder gouf) beim Opstelle vum Klimabudget pro Ministère consideréiert, wat den ekologesche Foussofdrock am Joer 2005 war, fir esou e Repère ze hunn? Falls jo, wéi waren d'Zuelen deemools?

Réponse commune (11.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Klimaschutz ass e feste Pilier vun der Koalitioun an e feste Bestanddeel vun der Politik vun der Regierung. Dat applizéiert sech an deene verschiddenste Politikberäicher a limitéiert sech net op de Fonctionnement vun de Verwaltungen, de staatleche Servicer an de Ministèren, mee ass eng gesamt Approche an den Demarchen, déi an der Responsabilitéit vun der Regierung sinn.

Duerch d'Ausschaffe vun engem ambitiéise Klimaplang an dem Festleeën op Ziler bei der Reduktioun vun den Zäregasen, déi am Aklang mat den Ziler vum Accord vu Paräis sinn, weist d'Regierung, dass et eescht gemengt ass mat der Lutte géint de Klimawiessel.

Et ass deemno och net geplangt, dass e Ministère ee spezifesche „Klimabudget" opstellt, an et ass och net geplangt, eng definéiert Rechnung opzestellen, fir festzehalen, wéi wäit d'Beméiunge solle goen. Der Regierung ass et wichteg, dass en Emdenke stattfënnt, dat wäit iwwer eng reng mathematesch Approche par rapport zu eenzele Verhalensreegelen erausgeet.

Question 1659 (06.01.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **préparation du Luxembourg à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe :**

En effet, une nouvelle Conférence sur l'avenir de l'Europe commencera dans les mois à venir. Elle durera probablement deux ans. Selon la nouvelle Présidente de la Commission européenne, il faut y accorder « davantage de poids » aux citoyens. Pour ce faire, « il convient de bien la préparer, en fixant clairement sa portée et ses objectifs, d'un commun accord entre le Parlement, le Conseil et la Commission ». (Ursula von der Leyen, « Une Union plus ambitieuse - Mon programme pour l'Europe ») Le Parlement européen déterminera sa position probablement le 15 janvier. Au niveau du Conseil, une position commune se fait toujours attendre, tandis qu'un « non-papier » franco-allemand a fait le tour des médias en novembre 2019.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement des préparatifs de la précitée Conférence sur l'avenir de l'Europe au sein du Gouvernement ?

2) Monsieur le Premier Ministre peut-il m'informer sur les grandes lignes de la position luxembourgeoise relative à la structure, la mission, les objectifs et les résultats de la conférence ?

3) Monsieur le Premier Ministre peut-il me dévoiler les éventuelles lignes rouges du Luxembourg pour la conférence en question ?

4) Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire comment il entend associer activement la Chambre des Députés et les citoyens luxembourgeois au processus de la conférence qui se veut « citoyenne » ?

Réponse commune (10.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le Gouvernement luxembourgeois suit les discussions sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe avec le plus grand intérêt au sein des différentes instances et veille à y faire valoir ses vues sur la question.

À l'heure actuelle, les travaux battent leur plein au sein des différentes institutions pour faire avancer les préparatifs. C'est ainsi que le Parlement européen a adopté le 15 janvier 2020 une résolution détaillant ses propositions sur les objectifs et l'étendue de la conférence, ainsi que sur son organisation. Dans ses conclusions, le Conseil européen du 12 décembre 2019 a donné mandat à la Présidence croate du Conseil d'œuvrer à la définition d'une position du Conseil sur le contenu et le fonctionnement d'une telle conférence et de coopérer, sur cette base, avec le Parlement européen et la Commission. Celle-ci a publié ses propositions sur la conférence le 22 janvier. Le sujet a également été abordé lors du Conseil affaires générales du 28 janvier, où les pays du Benelux ont présenté une position commune.

La conférence devrait permettre d'associer davantage les citoyens aux débats sur l'Europe et d'aborder les sujets de légitimité démocratique, de transparence et de responsabilité politique. À ce stade, le Gouvernement ne souhaite pas préjuger des résultats de la conférence, ni des modalités de leur mise en œuvre. En termes d'organisation, la conférence devrait éviter des structures lourdes et coûteuses. Il importe d'associer tous les États membres sur un pied d'égalité à tous les niveaux de la conférence. Le Gouvernement soutient aussi une participation active des parlements nationaux dans la conférence, et se tient à disposition de la Chambre des Députés pour un échange au sujet de cette initiative.

De plus, le Gouvernement entend se baser sur l'expérience positive du processus de consultations citoyennes qui ont eu lieu au Luxembourg du 20 avril au 12 septembre 2018 pour intensifier le débat européen avec les citoyens sur des thèmes européens choisis, promouvant ainsi le concept de la démocratie participative. Lors du Conseil européen du 14 décembre 2018, les dirigeants ont été informés des principaux enseignements qui sont ressortis des consultations citoyennes sur l'Europe qui se sont tenues à l'échelle de l'UE. Les résultats de cet exercice ont nourri les débats au sommet de Sibiu, pour aboutir ensuite à l'élaboration de l'agenda stratégique 2019-2024.

Question 1662 (07.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **abonnements de télécommunications :**

Ee Client, deen zu Lëtzebuerg een Abonnement fir Telefon an Internet kafe wëllt, huet de Choix tëschent verschiddenen Ubidder a verschiddene Flatraten, déi jeeweils verschidde Servicer beinhalen. Esou existéieren Abonnementer, bei deenen de Konsument kann illimitéiert uruffen, SMSe verschécken an am Internet surfen. Et ginn awer och Flatraten, bei deenen dës Servicer op ee fixe Montant begrenzt sinn, wou et dem Konsument awer fräi iwwerlooss ass, méi Donnéeën ze verbrauchen, dee Moment, wou hien d'Limitt vu sengem Abo erreecht. Dës Zousazleeschlunge kritt de Client dann um Enn vum Mount verrechent.

Verschidden Telekomsentreprisë bidden hire Clienten an dësem Zesummenhang eng Sperrfunktioun un, déi derfir suergt, dass de Client net méi Uriff maache kann an och keng weider Online-Donnéeë ka verbrauchen, wéi a sengem Kontrakt virgesi sinn. Dës Spär gesinn d'Entreprisen awer als Service an esou muss de Client bezuelen, wann hie wëllt, dass dës automatesch Spär gräift.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz der Meenung, dass dës Aart vu Spären dem Client käschtefräi missten ugebuede ginn?

2. Wär et net am Sënn vum Konsument, dass hien der Telekomsentreprise säin explizitten Accord misst ginn am Fall, wou hie seng Daten iwwerschreit an hien och an deem Moment iwwert déi méiglech ufalend Käschten direkt informéiert gëtt?

Réponse (07.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro betrëfft souwuel d'Späre vun elektronesche Kommunikatioune beim Iwwerschreide vun deem am Kontrakt fixéierte Volumen, wéi och eng allgemeng gratis Informatioun fir de Konsument, falls hien un d'Limitt kënnt.

Et ass effektiv esou, dass dës Informatioun iwwert d'Limitt net an den allgemengen Informatioune fir den « Utilisateur final » am Artikel 72 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Februar 2011 « sur les réseaux et les services de communications électroniques » virgesinn ass. Et ass domat ee Service, deen ee Supplement duerstellt, an domat och kann als Fraisen un de Konsument weidergereecht ginn. Ech sinn der Meenung, dass dat ze vertrieden ass, ëmsou méi all Eenzelnen iwwer säi GSM oder Smartphone ka kucken, wéi et mat der Utilisatioun vu sengen Donnéeën ass, an et och um Site vum ILR bei de „frequently asked questions" (FAQ) weider Informatiounen dozou ginn.

D'Konsumente si sech der Méiglechkeet vun der Spär duerchaus bewosst a si gëtt jo och vu villen Eltere fir den Handy vun de Kanner agesat. Et ass deemno och um Konsument, dës Spär fir sech selwer ze froen, falls hie säi Forfait op kee Fait wëllt iwwerschreiden.

Question 1663 (07.01.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé :**

La loi votée le 11 juillet 2017 prévoit la construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé (LTPS).

En avril 2019, les travaux n'avaient pas encore débutés parce que les anciens bâtiments du Centre de logopédie doivent d'abord être démolis. Cependant, deux de ces bâtiments étaient occupés par des demandeurs de protection internationale (DPI), dont le relogement fut retardé.

Or, il nous revient maintenant que le bail du bâtiment dans la rue Barblé, occupé par le LTPS, expire en 2024.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations ci-dessus ?

- Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile peut-il nous renseigner sur l'état d'avancement du relogement des DPI ?

- Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics est-il d'avis que la construction du nouveau bâtiment du LTPS puisse être terminée avant l'échéance du bail du bâtiment dans la rue Barblé ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prolonger le bail jusqu'à la fin des travaux ?

Réponse commune (22.01.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Oui, cette information est correcte. Le propriétaire du bâtiment situé rue Barblé a informé, courant 2019, le Ministre des Finances qu'il va devoir résilier le bail au 31 décembre 2024.

- Les travaux de transformation sur le nouveau site ont démarré en septembre 2019 et un déménagement vers ce site est prévu pour fin 2020.

- Dès que les anciens bâtiments du Centre de logopédie seront libérés, les travaux de démolition seront entamés et le chantier proprement dit du lycée va pouvoir démarrer. La fin des travaux est prévue au courant du 1er semestre 2024 et une mise en service pourra se faire au plus tard pour la rentrée 2024, donc avant l'échéance du bail.

- A priori il ne sera pas nécessaire de prolonger le bail.

Question 1665 (07.01.2020) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **changement d'horaire des CFL :**

Mat den neien Horairë vun der CFL, déi zënter Mëtt Dezember 2019 gëllen, ass et zu enger Rei Ännerunge komm, déi dozou féieren, datt virun allem d'Leit aus dem Norde méi schlecht ewechkommen. Et muss ee wëssen, datt mat den neien Horairë vun Dezember 2017 am Norden den Hallefstonnentakt op ville Linne wechgefall war, dowéinst awer an de Spëtzestonnen een Zuch bäigesat gouf, fir deen Ausfall ze kompenséieren. Leider ginn dann elo mam Fuerplangwiessel an de Spëtzestonnen awer erëm déi Arrête gestrach, déi vu ville Leit genotzt goufen, fir op d'Aarbecht respektiv heem ze kommen, an awer och vun enger Partie Schülerinnen a Schüler. Speziell d'Gemeng Buerschent ass hei betraff mat den Arrête vu Méchela a Giewelsmillen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Mat wéi engem Argument kënnt et zu dësen Ännerungen an de Fuerpläng?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt dës Ännerungen net wäerten dozou bäidroen, datt méi Leit den Zuch huelen?

- Wa jo, ass de Minister bereet, hei weider Upassungen ze maachen, fir datt och d'Leit aus dem Norden eng besser Zuchoffer hunn?

Réponse (29.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den 10. Dezember 2017 hunn d'CFL en neit Fuerplangkonzept agefouert, fir engersäits den Zuchverspéidungen entgéintzewierken an anerersäits d'Desserte vun den deemools neien Arrête Pafendall-Kierchbierg an Houwald an hir Offer mat anzebannen.

Fir d'Stabilitéit vun dësem Konzept ze garantéieren, waren Ännerunge vis-à-vis vum viregte Bedingungsplang op de jeeweilege Linnen onëmgänglech. Fir d'Linn 10 war ënner anerem geplangt, datt d'Arrête Giewelsmillen a Méchela just nach eenzel am Stonnentakt kéinten duerch d'RE-Zich bedéngt ginn.

Dës Mesure ass awer schlussendlech net komplett ëmgesat ginn an et gouf decidéiert, fir weiderhin eng simultan Desserte vun dësen zwee Arrêten um Aller moies zu de Spëtzestonnen duerch dräi Zich an um Retour owes zu de Spëtzestonnen duerch zwee Zich ze gewärleeschten.

D'Experienz vun de leschten zwee Joer, divers Reklamatiounen iwwert d'Retarde vun dësen Zich souwéi d'Resultater vun enger Pénktlechkeetsetüd hunn awer gewisen, datt, fir d'Pénktlechkeet vun den Zich op der Linn 10 ze garantéiere respektiv ze verbesseren, eng simultan Desserte vun den Arrête Giewelsmillen a Méchela net ëmsetzbar ass.

Des Weideren an opgrond vun den aktuelle Groussbaustellen op de Garen Ettelbréck a Miersch si mir momentan gezwongen, fir d'Vitess vun den Zich op verschiddene Streckendeeler vun der Linn 10 erofzesetzen, wat en Zäitverloscht vun dësen Zich op hirem Gesamtparcours bedeit.

Zousätzlech heizou hunn déi eegleiseg Streckendeeler op der Linn 10 souwéi déi reduzéiert Kapazitéiten, bedéngt duerch déi vill Zuchkräizungen uewerhalb vun der Gare Ettelbréck a Richtung Norden, d'Decisioun, fir zënter dem Fuerplangwiessel de 15. Dezember 2019, sou wéi schonn urspréinglech fir de Fuerplangwiessel den 10. Dezember 2017 geplangt, d'Arrête Giewelsmillen a Méchela just eng Kéier d'Stonn pro Richtung ze bedéngen, gerechtfertegt.

Question 1666 (07.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Et ass gewosst, datt no enger Testphas mat ronn 59.000 fräiwëllege Patienten an dësem Joer de gemeinsame Fleegedossier (DSP - Dossier de soins partagé) soll agefouert ginn. Dësen elektronesche Patientendossier regruppéiert all d'Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vum Patient, fir eng besser Kontinuitéit vun der medezinnescher Versuergung ze garantéieren.

Och eis däitsch Nopere schaffen un der Aféierung vun esou engem elektronesche Patientendossier. Elo ass awer bekannt ginn, datt Computerexperte gravéierend Sécherheetslücke konnten an hirem System, deen „Telematikinfrastruktur" heescht, fannen.

Opgrond vun dësen Informatioune wollt ech follgend Froen un den Här Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Ass d'Regierung um Lafende vun de Problemer am däitsche System?

- Op wéi engem System baséiert eisen DSP?

- Gëtt et en Austausch tëscht den zoustännegen Autoritéiten, fir datt kann ausgeschloss ginn, datt eise System och esou Sécherheetslücken huet?

Réponse commune (11.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Un éischter Stell wär ze ënnersträichen, dass d'Sécherheet vun den Informatiounssystemer an den Daten, déi doriwwer ausgetosch ginn, eng absolutt Noutwendegkeet ass, fir e gesécherten elektroneschen Austausch vun Daten ze garantéieren.

D'Bestëmmungen aus dem europäeschen Dateschutzreglement iwwert d'Informatiounssécherheet an déi aus der Informatiounssécherheetsdirektiv gesinn och vir, dass jiddereen, dee perséinlech Daten traitéiert, derfir suerge muss, dass adequat organisatoresch an technesch Sécherheetsmoossnamen agesat ginn, déi verhënneren, dass onerlaabt Drëttpersounen Zougréff op d'Date kréien.

Et ass bekannt, dass et an der däitscher Press rezent Berichter goufen, laut deenen et eenzel Sécherheetslücken an der Telematikinfrastruktur ginn hätt.

Zu Lëtzebuerg ass de gemeinsamen elektronesche Patientendossier (DSP) e Service, deen op der nationaler Plattform vun der Agence eSanté ugebuede gëtt. Dës national Plattform ënnerläit strenge Sécherheetsmoossnamen, wéi se och gesetzlech virgeschriwwe sinn.

Doriwwer eraus muss dann och de System vun all Prestataire, dee sech un déi national Plattform vun der Agence eSanté uschléisse wëllt, héich Sécherheetsstandarden erfëllen, déi an enger Prozedur gepréift ginn, éier d'Interoperabilitéit zur Plattform hiergestallt ka ginn. Dëst ass eng gesetzlech Verflichtung, déi fir den DSP am groussherzogleche Reglement festgehalen ass.

Et gëtt sech am Beräich vun der Informatiounssécherheet och reegelméisseg an nationalen an europäeschen Expertegruppen an tëschent den zoustännegen Autoritéiten ausgetosch.

Fir zousätzlech Informatiounen zum Theema Informatiounssécherheet verweisen ech op d'Äntwerten zu de parlamentaresche Froen N° 1250 vun den honorabelen Deputéierte Laurent Mosar a Gilles Roth an N° 1568 vun den honorabelen Deputéierte Carole Hartmann a Gilles Baum.

Question 1667 (08.01.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **système de classification uniforme au niveau de l'UE des activités économiques durables :**

Au mois de décembre 2019, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur un système de classification uniforme au niveau de l'Union européenne pour mettre en œuvre la stratégie relative au financement de la croissance durable et de la transition vers une économie à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources. L'objectif consiste plus particulièrement à créer un système de classification dit « taxonomie » qui fournira aux entreprises et aux investisseurs un langage commun pour déterminer les activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental.

Le règlement proposé à cet effet vise notamment à relever deux défis majeurs, à savoir la réduction de la fragmentation qui résulte d'initiatives venant du marché et de pratiques nationales ainsi que la réduction dudit « éco-blanchiment » ou « greenwashing », c'est-à-dire la pratique de commercialiser des produits financiers en les qualifiant de verts ou durables sans que les normes environnementales relatives ne soient respectées. Sur cette base, la Commission européenne est chargée d'établir la classification proprement dite en définissant des critères sur les plans technique, juridique et d'exécution. La taxonomie devrait au plus tard être établie pour la fin 2021.

L'accord susmentionné entre le Parlement européen et le Conseil exclut des activités durables les combustibles fossiles solides, tels que le charbon ou le lignite. Cependant, le texte n'exclut pas explicitement l'exploitation de gaz naturel ainsi que l'énergie nucléaire. Ces activités pourraient donc potentiellement être inclues dans la taxonomie en tant qu'activités transitoires ou habilitantes.

Considérant que le Luxembourg occupe actuellement une position de leader en matière de finance verte et durable et considérant que le Ministre des Finances a introduit des propositions relatives à la stratégie européenne susmentionnée au moment des discussions entre États membres au Conseil, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de Finances :

1) Quels sont les critères d'éligibilité qui ont été proposés par Monsieur le Ministre dans le contexte de la taxonomie visée au niveau de l'Union européenne ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir de plus amples informations quant au volume des produits financiers publics et privés issus du Luxembourg et censés à répondre aux critères proposés ?

3) Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin que le Luxembourg participe activement à la finalisation des critères de la taxonomie par le groupe d'experts techniques et la Commission européenne ?

4) Monsieur le Ministre peut-il expliquer la manière dont il compte intervenir afin de s'assurer que la création dans la taxonomie des catégories intermédiaires « activités de la transition » et « activités habilitantes » ne permette pas l'inclusion par voie détournée d'activités non durables comme l'exploitation du gaz naturel ou l'énergie nucléaire ?

Réponse (10.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Députée s'enquiert du système de classification uniforme au niveau de l'Union européenne des activités économiques durables, qui devra être mis en place sur base du règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre pour financer les investissements durables.

En décembre 2019, les colégislateurs sont parvenus à un compromis sur le texte du règlement. L'accord politique sur le texte a été confirmé par le Comité des représentants permanents lors de sa réunion du 5 février 2020.

Tout au long des négociations le Luxembourg a milité pour une taxonomie ambitieuse et crédible, qui permette de répondre effectivement aux préoccupations liées au risque d'écoblanchiment. Le texte retient comme objectifs environnementaux l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, l'utilisation durable et la protection des ressources hydriques et marines, la transition vers une économie circulaire, la prévention et la réduction de la pollution et finalement la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour garantir la crédibilité de la taxonomie, le Luxembourg a défendu la position que des activités non durables, telles que l'énergie nucléaire, ou des activités minières, ne devraient pas pouvoir être qualifiées de « durables » au sens de la taxonomie. Pour éviter toute ambiguïté à cet égard, le Luxembourg s'est engagé pour une exclusion explicite de ces activités dans le texte du règlement. Si le texte final du règlement n'exclut pas explicitement la production d'énergie nucléaire de la taxonomie, il précise néanmoins qu'une activité économique est considérée comme causant un préjudice significatif et ne peut dès lors pas être considérée comme durable lorsque l'élimination à long terme des déchets peut avoir d'importants effets néfastes à long terme sur l'environnement.

Il reviendra à la Commission européenne d'arrêter, par voie d'actes délégués, des critères d'examen techniques précisant dans quelles conditions une activité économique peut être considérée comme contribuant à ces objectifs. La Commission européenne sera assistée dans cette tâche par deux groupes d'experts techniques composés pour le premier de représentants du secteur privé, de la société civile et des milieux scientifiques, et pour le deuxième de représentants des États membres.

Le Luxembourg participera activement aux réunions du groupe d'experts des États membres et plaidera pour des critères d'examen techniques crédibles et pour une application stricte du principe qu'une activité ne peut être qualifiée comme durable que si elle ne cause de préjudice significatif à aucun objectif environnemental, y compris sous l'angle des conséquences de l'élimination à long terme des déchets. Il en est de même pour les activités de transition qui seront complétées par des actes délégués afin établir des critères d'examen technique permettant de préciser ces activités.

Le Luxembourg s'engage depuis plusieurs années particulièrement en matière de finances durables et a réussi à créer un environnement qui favorise la mobilisation de capitaux internationaux pour des projets d'investissement durables. Dans ce contexte, il y a lieu de citer l'agence de labellisation luxembourgeoise LuxFLAG qui octroie deux labels en matière de finances durables (Climate Finance Label et ESG Label) et la Bourse de Luxembourg qui a lancé en 2016 le Luxembourg Green Exchange (LGX), qui est la première plate-forme mondiale dédiée aux valeurs vertes, socialement responsables et durables. La taxonomie européenne étant sur le point d'être adoptée, les produits qui sont offerts aujourd'hui n'ont pas nécessairement été conçus par référence à ce futur standard. Il est dès lors difficile de quantifier la proportion des produits qui sont d'ores et déjà en conformité avec le règlement qui est en cours de finalisation ainsi que les actes délégués en cours d'élaboration.

Question 1668 (08.01.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**avenir du site « Waldhaff » :**

Après le litige autour de la véranda du café-restaurant « Waldhaff » et après la résiliation du contrat de bail entre l'État et la société d'exploitation de ce dernier, l'avenir de l'immeuble caractéristique en question - qui constituait, des décennies durant, un îlot de repos et de restauration populaire au sein du « Grëngewald » - est plus que jamais incertain. En effet, l'immeuble est inoccupé depuis plus d'une année. Par conséquent, l'état du bâtiment et les alentours se dégradent.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Messieurs les Ministres envisagent-ils de remettre l'immeuble en question en bon état afin de pouvoir l'utiliser à nouveau comme îlot de repos et de restauration ?

2) Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur leurs projets d'avenir alternatifs pour le site populaire du « Waldhaff » ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous informer sur la durée envisagée actuellement pour les travaux de remise en bon état manifestement nécessaires ?

Réponse commune (12.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Après la libération des lieux en mars 2019 par l'ancien locataire suite à la décision prise par la Cour d'appel en date du 13 décembre 2018, le site ne se trouvait pas dans un très bon état. L'Administration des bâtiments publics (ABP) a procédé à des réparations en toiture et a sécurisé le site par la mise en place de clôtures et la condamnation des portes et fenêtres de l'immeuble.

Il s'avère qu'une rénovation d'envergure est nécessaire pour la remise en état du bâtiment. En effet, en faisant abstraction de la future affectation dudit immeuble, le remplacement intégral des installations techniques est indispensable, l'enveloppe extérieure du bâtiment est à revoir, ainsi que le parachèvement. De plus, vu que le site « Waldhaff » se trouve dans la zone Natura 2000, une nouvelle station d'épuration doit également être aménagée afin de respecter les prescriptions exigées.

L'aménagement d'une nouvelle station d'épuration requiert une modification de l'autorisation d'exploitation et devra faire l'objet d'une procédure ouverte. Vu les procédures administratives à respecter et la durée des travaux détaillés ci-dessus estimée à six mois, tout établissement futur ne pourra prendre ses nouvelles fonctions, au plus tôt, qu'en été 2021.

Question 1669 (08.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**impact des nouvelles technologies sur l'environnement :**

D'Digitaliseierung bréngt hautdesdaags vill Virdeeler mat sech a suergt derfir, datt d'Aarbechtsprozesser kënnen optiméiert ginn, Ressourcë méi effikass kënne geréiert ginn an d'Kommunikatioun tëscht de Mënschen esou einfach ass wéi nach ni. Déi drëtt industriell Revolutioun verännert eis Gesellschaft fundamental a wäert mat derzou kënne bäidroen, de Klimaenjeu resolut unzegoen.

Trotz den immense Virdeeler a Chancen, déi déi nei Technologië mat sech bréngen, dierf een net ausser Uecht loossen, datt dës Technik en enorme Ressourcëverbrauch mat sech zitt. Net nëmme Streamingdéngschter wéi Pornhub oder Netflix, Videospiller oder Smartphones verbrauchen Energie. Och, a virun allem, dei grouss Datacenteren hunn een immens héije Stroumverbrauch. Enger Etüd vun der Université de Liège no, geet den CO_2- Ausstouss an dësem Beräich all Joer ëm 5 % bis 7 % an d'Luucht. Dëst ass eng Hausse, déi där vum Aviatiounssecteur entsprécht. Aktuell ass dervun auszegoen, datt 5 % vum gesamten CO_2 Ausstouss op den Internet an op d'Datentransferten zréckzeféiere sinn.

Bis 2030 wäert sech den Energieverbrauch vum Internet, par rapport zu haut, aller Viraussiicht no verdräifachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie an dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Häre Ministeren, ass Datespuersamkeet fir d'Regierung aktuell e Sujet? Wat plangt de Minister fir Digitaliséierung géint den héijen Energieverbrauch vun Datacenteren ze ënnerhuelen?

2. Plangt de Minister d'Kompriméiere vun Donnéeën als eng Prioritéit festzeleeën fir eng nohalteg Klimapolitik? Wa jo, wéi genee huet de Minister wëlles, dëst ze realiseieren? Wann nee, firwat net?

3. Wat ass aktuell virgesinn, fir d'Bedreiwer vun Internetsitten ze motivéieren, op eng manner energievore Internetsitearchitektur zréckzegräifen a sou zu der Dekarboniséierung vum Internet bäizedroen?

4. Plangt de Minister, Bedreiwer vun Datacentere gesetzlech ze obligéieren, Solarzellen op hire Gebaier ze installéieren?

Réponse commune (05.02.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. Datespuersamkeet ass beim CTIE e Sujet. Dofir sammelt de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologië just déi Daten, déi onbedéngt gebraucht ginn, fir kënne seng Missiounen ze erfëllen. Doriwwer eraus bedreift de CTIE seng Datacenteren exklusiv mat 100 % grénger Energie.

ad 2. Datekompressioun ass haut beim CTIE e Standard, mee et muss een dozou och soen, dass eng exzessiv Kompressioun vun Date vill Energie kascht an dass beim spéideren Zougräifen op déi Daten natierlech nach emol Energie opbruecht muss ginn, fir se ze dekompresséieren.

ad 3. All d'Internetsitten, déi vum staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologië bedriwwe ginn, lafen op enger gemeinsamer Plattform, déi an den Datacentere vum CTIE bedriwwe gëtt. Dëst garantéiert eng Optimiséierung vum Stroumverbrauch an och datt fir dës Sitte just gréng Energie verbraucht gëtt.

ad 4. Wat d'Gebaier vum staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien ubelaangt, gi Stroumkontrakter iwwer eng Soumissioun vun ABP geréiert, mat de Krittären, wéi se beim ganze Staat gëllen.

Am Moment gëtt et keng Verflichtung, datt Gebaier zwéngend Fotovoltaik op den Diecher installéiere mussen.

Et gëtt am Moment awer driwwer nogeduecht, fir eng Verflichtung ze schafen, datt all neit Gebai, ob Wunngebai oder Zweckgebai, sou muss gebaut ginn, datt d'Statik vun der Daachfläch eng Photovoltaikanlag kann ophuelen.

Ausserdeem gi weider Ureizer geschafen, fir datt all d'Diecher mat Photovoltaik beluecht ginn, sief et iwwer Ausschreiwunge fir grouss Anlagen, attraktiv Tariffer oder d'Förderung vum Eegeverbrauch vum selwer produzéierte Stroum.

Question 1670 (08.01.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **nouveau laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1425, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait annoncé qu'un site adjacent au ZANO aurait été localisé pour la construction d'un nouveau laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), tel que prévu par l'accord de coalition.

Or, il me revient que ce site serait désormais hors question puisque les terrains visés n'ont finalement pas été vendus par les propriétaires concernés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Quelles ont été les raisons qui expliquent le refus de vente des terrains visés ?

- Quels seraient - sur le territoire de la Nordstad - des sites alternatifs à celui du Fridhaff en vue d'y réaliser un nouveau bâtiment au service de l'ASTA ?

- Est-il prévu d'implanter également le siège national de l'ASTA à l'endroit du nouveau laboratoire dans une perspective de décentralisation administrative ?

- Le Gouvernement envisagerait-il, le cas échéant, de nouveaux échanges de vue avec l'association agricole qui est propriétaire du site « Laduno » à Erpeldange-sur-Sûre ? Dans l'affirmative, serait-il imaginable d'y créer un véritable centre administratif qui rassemblerait des services de plusieurs administrations ?

Réponse commune (24.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Suite aux informations prises auprès du comité d'acquisition, deux propriétaires se partagent 90 % des surfaces. Les négociations n'ont pas abouti à un accord, soit parce que ces propriétaires envisagent de garder les terrains en question pour leurs propres besoins, soit parce qu'aucun accord n'a pu être trouvé entre les propriétaires et l'État en ce qui concerne le prix de vente des terrains en question.

- Compte tenu des difficultés rencontrées au courant des dernières années afin de trouver un nouveau terrain d'implantation pour l'ASTA, et vu l'urgence de délocaliser ses fonctions de l'actuel site d'Ettelbruck, il est envisagé de réévaluer le site initial de l'ASTA à Gilsdorf à côté du futur Lycée technique agricole.

- Actuellement, le programme de construction du projet de l'ASTA ne comprend que les laboratoires d'analyses et les bureaux des services ayant leur siège actuel à Ettelbruck. Il n'est pas programmé d'implanter également le siège national de l'ASTA au même endroit que le laboratoire dans une perspective de décentralisation administrative.

- Conformément au programme gouvernemental, les efforts de décentralisation seront poursuivis par le Gouvernement notamment par le biais du soutien au développement de la Nordstad par des investissements publics et l'implantation de services et administrations publics dont le site « Laduno » à Erpeldange-sur-Sûre pourrait jouer un rôle si les conditions de réalisation étaient intéressantes.

Question 1671 (08.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **dernière volonté des personnes sans abri :**

Nom Doud vun enger Persoun ass et dem Gesetz no un der Famill, fir ze decidéieren, ob de Verstuerwene soll begruewen oder verbrannt ginn, falls keen Testament virläit.

Persounen, déi sech Zäit hires Liewe vun hirer Famill ofwenden oder vun hirer Famill am Stach gelooss ginn, drécken hire leschte Wonsch oft awer nëmme vis-à-vis vun hire Frënn oder vun Hëllefsorganisatiounen aus an eeben net virun hirer Famill, déi vu Gesetzesweeër awer d'Entscheedungsgewalt huet nom Verstierwe vun dëse Persounen.

Grad fir Persounen, déi op der Strooss liewen a kee Kontakt méi zu hirer Famill hunn, kann dat e Problem duerstellen, deem sech de Betraffene wärend sengem Liewen oft guer net bewosst ass, soudass sech d'Fro stellt, ob Sensibiliséierungscampagnë kéinten envisagéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Envisagéiert d'Madamm Ministesch eng staatlech Informatiounscampagne, fir Sansabrise geziilt doriwwer ze informéieren, wéi si hire leschte Wonsch offiziell festhale kënnen?

2. Well Nottärskäschte fir eng Persoun op der Strooss net ze bezuele sinn, kéint een iwwer Alternativen zu offiziellen Testamenter fir Sansabrisen nodenken.

Kann d'Ministesch sech virstellen, dass den Integratiounsministère an Zukunft géif Formulairen zur Verfügung stellen, déi vun ASBLen, déi um Terrain schaffen, kéinte verdeelt ginn an, nodeems se vun de Sans-abrisen ausgefëllt an op offizielle Plazen deposéiert goufen, d'Funktioun vun engem Testament iwwerhuele géifen?

Réponse (06.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Mataarbechter vun de spezialiséierte Servicer, déi sech Dag fir Dag ëm déi Mënsche këmmeren, déi op der Strooss liewen, sinn do, fir all Froen ze beäntweren an all Sujeten unzeschwätzen, och d'Fro vum Doud a vum leschte Wëllen. Et ass wichteg, datt dës Mënsche mat der néideger Dignitéit behandelt ginn an datt se och kënnen, an Diskretioun, iwwer esou sensibel Sujete schwätzen a sech berode loossen.

Wat d'Hannerleeë vun engem Testament ugeet, do gëtt et d'Méiglechkeet, en Testament bei der Administration de l'enregistrement et des domaines ze enregistréieren, ouni dass déi betraffe Persoun bei en Nottär muss goen.

Dofir wäert d'Regierung keng Campagne maachen, fir d'Mënschen, déi op der Strooss liewen, iwwer hire leschte Wëllen ze informéieren.

Question 1675 (08.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**empoisonnement d'animaux :**

Op de soziale Medien hunn an de leschte Méint eng Rëtsch Leit annoncéiert, dass hiert Hausdéier - meeschtens sinn et Hënn - Affer vun enger muttwëlleg erbäigefouerter Vergëftung ginn ass, well onbekannt Persoune mat Rategëft preparéiert Fleeschköderen a Gäert oder op ëffentleche Plazen ausgeluecht hunn, mam Zil, dass d'Déier de Köder frësst. Tatsächlech sollen och schonns e puer Déieren doduerch gestuerwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung esou Fäll confirméieren? Falls jo, wéivill Fäll sinn an de leschte fënnef Jore bekannt ginn?

2. Wéivillmol goufen d'Täter vun esou enger Aktioun erwëscht a verurteelt?

3. Wat kéint een der Regierung no ënnerhuelen, fir ze verhënneren, dass Déieren muttwëlleg vu Persoune vergëft ginn?

Réponse (17.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Weeder de Landwirtschaftsministère nach déi zoustänneg Verwaltung si mat dëse Fäll befaasst ginn, sinn awer iwwert d'Press iwwert d'Incidenten informéiert ginn. Normalerweis wennen d'Leit sech an dëse Fäll un d'Police, déi dës Affären zu Protokoll hëlt an d'Plainte un de Parquet weiderreecht, soudass mir iwwer keng Statistike verfügen.

ad 2. Zuele kënne mir keng liwweren, well déi vun de geriichtlechen Instanze bekannt sinn, mee et ass e Fait, dass et an esou Fäll zimmlech schwiereg ass, en Täter ze ermëttelen, et sief, et géif en dësen op frëscher Dot ertappen. Oft ass et och schwiereg nozeweisen, dass en Déier vergëft gouf, a virun allem erauszefannen, ëm wéi ee Gëft et sech handelt.

ad 3. Fir géint esou Virfäll preventiv virzegoen, ass schwiereg, mee et ass wichteg, dass, wann den Täter erwëscht a verurteelt gëtt, dissuasiv Strofen applizéiert ginn. Vergëftung vun engem Déier muss als en Akt vun Déierequälerei ugesi ginn. D'Déiereschutzgesetz gesäit maximal Geldstrofe bis zu 200.000 € respektiv eng Prisongsstrof bis zu dräi Joer vir.

Question 1676 (08.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) :**

Säit dem 1. Juli ass de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) en fonction. Am Joer 2010 ass am Kader vun der Preparatioun vun der Reform vum Rettungswiesen e Rapport iwwert den Zoustand am Pompjeeswiesen zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An dësem hu verschidden Experten och eng Rei Recommandatioune fir d'Émsetzung vun der Reform ginn. Laut mengen Informatioune war och fir 2019 en État des lieux virgesinn, fir e virleefege Bilan vun der Reform ze maachen an ze kucken, ob dës Recommandatiounen ëmgesat gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch meng Informatioune confirméieren?

- Wa jo, wéini soll dësen État des lieux publizéiert ginn? Wat sinn d'Resultater vun dësem État des lieux?

- Wann nee, ass esou en État des lieux virgesinn? Falls net, firwat ass dat net de Fall?

Réponse (30.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech kann d'Informatioune vun der Deputéierter confirméieren. Déi nämmlecht dräi Experten, déi schonn 2010 am Optrag vun der deemoleger Regierung e Rapport iwwert den Zoustand vum Lëtzebuerger Rettungsdéngscht ausgeschafft haten, goufen och dës Kéier domat beoptraagt, en éischten Tëschebilan iwwert d'Funktionement vum CGDIS ze realiséieren.

Dësen État des lieux wäert ech de 27. Februar 2020, zesumme mat den dräi Auteuren an der zoustänneger Chamberskommissioun virstellen. Doriwwer eraus wäert ech der Effentlechkeet dësen Tëschebilan presentéieren a mat de Fraen a Männer vum CGDIS zesummen am Kader vun Hearingen doriwwer diskutéieren.

Question 1677 (09.01.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fraude fiscale au sein de l'Union européenne :**

Il ressort d'une étude économique menée par les institutions IfW basé à Kiel et ifo Institut basé à Munich que l'Union européenne présente un excédent commercial d'environ 307 milliards d'euros en 2018. Outre l'évasion fiscale qui coûterait chaque année des milliards

d'euros aux contribuables européens, les auteurs de l'étude considèrent que cette anomalie serait liée à des fraudes massives à la TVA menant à des moins-values fiscales entre 30 à 60 milliards d'euros.

Parmi les mauvais élèves au sein de l'Union européenne, i. e. les pays perçus comme étant à l'origine, voire agissant en tant que facilitateurs de ces évasion et fraude fiscales, le Luxembourg figure en quatrième position (derrière le Royaume-Uni, l'Irlande et Chypre).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'étude ?

Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment le Luxembourg participe aux évasions et fraudes fiscales évoquées dans ladite étude ? Quels sont les mécanismes mis ou à mettre en place par le Luxembourg pour éviter que notre pays soit utilisé comme plateforme pour de telles pratiques néfastes ?

Dans la négative, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cet excédent autrement ? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que de telles études nuisent à la réputation du Luxembourg ? Le Gouvernement dispose-t-il enfin d'une stratégie de communication lui permettant de démanteler, données à l'appui, de telles allégations ?

- Nous notons au demeurant qu'en septembre 2019, la Commission européenne a publié l'étude « VAT Gap » pour l'année 2017. Aux termes de cette étude, le Luxembourg figure en deuxième position avec un taux d'écart de 0,7 % entre les recettes de TVA attendues et le montant effectivement perçu.

En faisant abstraction du fait que l'étude de la Commission européenne se rapporte à l'année 2017 et celle des instituts allemands concerne l'année 2018, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il qu'aux termes de l'étude de la Commission européenne, le Luxembourg est considéré quasiment comme le meilleur élève, mais qu'au titre de l'étude allemande, nous nous positionnons en bout de file ?

Réponse (10.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Actuellement, il existe deux statistiques relatives à l'échange international de biens, lesquelles se basent toutefois sur deux concepts différents pour l'enregistrement des opérations sur les biens, à savoir :

- données du commerce extérieur (Comext, Foreign Trade Statistics) : le passage de la frontière des marchandises fait que des exportations et des importations sont enregistrées dans les statistiques respectives des pays concernés ;

- données de la balance des paiements (BdP) : le changement de propriété des marchandises fait que des exportations et des importations sont enregistrées dans les statistiques respectives des pays concernés.

L'étude à laquelle se réfère l'honorable Député se base essentiellement sur des données BdP. Selon ce concept, les exportations intra-UE du Luxembourg dépassent les importations à partir du Luxembourg, telles que mesurées par les autres États membres. Or, selon le concept Comext, on constate une situation inverse.

Ces différences s'expliquent notamment par des différences bilatérales significatives au niveau de l'enregistrement de certaines opérations dans le cadre du négoce international et la sous-traitance de la production à l'étranger, catégories qui influencent particulièrement la BdP du Luxembourg. Ces différences sont dues, en général, à une asymétrie d'informations des différentes parties prenantes lors de la déclaration de ces transactions.

Ainsi, il n'y a pas lieu de justifier les écarts constatés, entre autres pour le Luxembourg, par la seule hypothèse d'une fraude à la TVA. D'ailleurs, les auteurs de l'étude s'expriment avec toute la précaution requise à ce sujet, en indiquant que les petits États membres sont susceptibles de présenter des écarts statistiques plus importants.

À noter également que l'évolution dynamique des recettes budgétaires en matière de TVA du Grand-Duché ne laisse pas conclure à une sous-évaluation massive de la consommation finale et intermédiaire en raison d'un « overreporting » d'exportations au détriment du Trésor national.

L'étude sur l'écart de TVA, publiée chaque année par la Commission européenne, mesure la différence globale entre les recettes de TVA attendues et le montant effectivement perçu. L'écart de TVA mesure l'efficacité des mesures d'application et de contrôle des règles de TVA dans chaque État membre, étant donné qu'il fournit une estimation du manque à gagner lié à la fraude et à l'évasion fiscales, aux faillites, aux cas d'insolvabilité ainsi qu'aux erreurs de calcul.

L'étude de la Commission européenne se base donc sur des données liées directement à la collecte de la TVA par les États membres et non, comme l'étude de l'IfW/ifo, sur des chiffres macroéconomiques, dont les auteurs font leur propre interprétation subjective.

Comme les données de base, la méthodologie et les hypothèses sous-jacentes de ces deux études sont fondamentalement différentes, il n'est pas surprenant que les résultats le soient également.

Le Luxembourg est régulièrement confronté à des allégations ou études, souvent partiales, jetant une image défavorable sur son économie. Partant, et en ligne avec la stratégie de communication du Gouvernement, le Ministère des Finances est en contact permanent avec la presse et leur fournit toutes les informations et explications nécessaires en vue de démontrer le fait que le Luxembourg est en pleine conformité avec les règles et standards fiscaux européens et internationaux.

Au-delà de la nécessité de réagir à des articles ponctuels, la stratégie du Gouvernement est avant tout axée sur une communication proactive en vue de contrecarrer certains clichés sur le Luxembourg, sa place financière et son cadre fiscal. Ainsi, l'agence pour le développement de la place financière, Luxembourg for Finance, avec l'appui d'agences de communication internationales, rencontre la presse étrangère de manière systématique afin d'expliquer la place financière et de faire valoir ses atouts, tout en soulignant les efforts du Luxembourg en matière de transparence fiscale et de lutte contre l'évasion fiscale internationale. De même, le Ministre des Finances rencontre régulièrement la presse lors de ses déplacements à l'étranger.

Question 1678 (09.01.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **littering :**

D'Uwänner vun den Nationalstroossen an de Chemins repris gesinn ëmmer méi aus wéi Mülldeponien. Et ass eng eenzeg Katastroph, wéi respektlos datt verschidden Automobilisten a Camionneure mat Plastikfläschen, Béierfläschen, Gedrénksbéchsen an oft mat Fastfood-, Pabeier- a Plastiktute längs vun dëse Stroossen mat dësem Knascht ëmginn.

Vill Gemengen uechtert d'Land organiséieren an de Méint Mäerz bis Abrëll all Joer Botzaktiounen an hirer Gemeng, wou den Dreck op den Uwänner vun de Stroossen agesammelt a geraumt gëtt.

Och d'Stroossebauverwaltung sammelt Joer fir Joer zeg Tonnen Dreck längs den ëffentleche Stroossen. De Phenomeen vum Littering ass net nei, et ass awer festzestellen, datt den „non-respect" ëmmer méi grouss gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat gedenkt d'Regierung a puncto Sensibiliséierung géint de Littering an a Bezuch op e verstäerkte Recycling an Ëmweltschutz ze ënnerhuelen?

2. Sollt d'Stroossebauverwaltung net verstäerkt Informatiounspanneaue géint de Littering längs den Nationalstroossen a Chemins repris opstellen, fir op dëse Phenomeen opmierksam ze maachen?

3. Kéinte beispillsweis net och d'Agents municipaux respektiv d'Gardes champêtres Befugnisser an de Gemenge kréien, fir ze sanktionéieren?

4. Sollt d'Strof, déi ze bezuelen ass, net drastesch an d'Luucht gesat ginn, fir géint dësen Ëmweltfreevel anzewierken?

Réponse commune (11.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an d'Ëmweltverwaltung (AEV) organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall am ëffentleche Raum (Littering) opzeklären. D'Campagne „Klengen Offall, grousse Problem" ass 2017 gemaach ginn an 2018 widderholl ginn. 2019 ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn" lancéiert ginn, wou nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmotzung och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert gouf.

Eng eenzeg Sensibiliséierungscampagne ass sécher net genuch, fir de Littering ze vermeiden. Esou Initiative musse reegelméisseg widderholl ginn, soudatt de Message sech am Bewosstsinn vun de Bierger festsetze kann.

D'Disponibilitéit vun Infrastrukturen a getrennte Sammelsystemer, verbonne mat Gemengentaxen, déi en Ureiz sinn, fir datt d'Bierger hiren Offall trennen, hu bewierkt, datt Lëtzebuerg ee vun den EU-Memberstaaten ass, déi déi héchst reell Recyclingsquoten an Europa hunn (98,4 % fir Glasverpackungen a 95,3 % fir Metallverpackungen am Joer 2017).

Et ass och néideg, reegelméisseg Analysen ze maachen, fir ze bestëmmen, wéi eng Zorten Offall an der Natur landen, fir da gezielt Mesuren ze ergräifen. D'Ëmweltverwaltung huet esou Studien an de Joren 2008 an 2015 gemaach. D'Resultater vun dëse Studie stinn op emwelt.lu. Déi nächst Studie gëtt dëst Joer gemaach.

Den Offall- a Ressourcëwirtschaftsplang vun 2018 gesäit eng Rei vun Ziler a Mesurë fir, fir Offall ze vermeiden oder ze reduzéieren. Och soll déi separat Sammlung vu verschiddenen Offallstréim ausgebaut ginn. Nëmmen duerch eng separat Sammlung kann herno och e qualitativ héichwäertege Recycling garantéiert ginn.

Duerch eng Rei nei Direktiven am Offallberäich, déi aktuell an nationaalt Recht ëmgesat ginn, kommen och nei Obligatiounen op Lëtzebuerg duer. Hei ginn d'Produzente vu verschiddene Produkter, wéi zum Beispill Zigaretten, mat an d'Responsabilitéit geholl, fir de Littering ze bekämpfen. Donieft gëtt aktuell och un enger Null-Offall-Strategie geschafft, déi ënner anerem d'Zil huet, Eeweeverpackungen ze vermeiden oder ze reduzéieren.

ad 2. Et wäerte weiderhin national Campagnë lancéiert ginn, fir de Littering ze bekämpfen. Dobäi wäerten d'Chauffeuren och mat Panneaue laanscht d'Strooss sensibiliséiert ginn. Méi Panneaue bedeit awer och méi Oflenkung fir den Autofuerer. Den Aspekt vun der Sécherheet muss een also och berücksichtegen.

ad 3. Am Projet de loi N° 7126 iwwert d'Sanctions administratives communales ass virgesinn, dass an Zukunft d'Agents municipaux eng administrativ Geldstrof vu 25 Euro kënne verhänken fir follgend Vergoen: « le fait d'encombrer des rues, places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y déposant ou en y laissant des matériaux ou autres objets ». Deen Text viséiert all Depôt vun Objeten op ëffentlech zougängleche Plazen, also och de Littering. De Katalog vu Faiten, déi vum Agent municipal an Zukunft kënne festgestallt ginn, soll am Kader vun den Amendementer zum Gesetzesprojet nach eng Kéier iwwerschafft ginn. D'Sanktioun vum Littering iwwert den administrative Wee kann awer nëmme stattfannen, soulaang wéi et keng aner administrativ oder strofrechtlech Sanktiounen dofir ginn.

ad 4. D'Strofe fir Verstéiss géint Ëmweltgesetzer si generell niddreg. Dëst betrëfft och d'Gebitt vun der Offallwirtschaft a besonnesch dem Littering. Mir sinn eis dësem Problem bewosst, deen iwwregens och scho vun internationalen Institutiounen opgeworf gouf, sou wéi am Kontext vum GENVAL-Projet vum Conseil vun der Europäescher Unioun iwwert d'Ëmweltkriminalitéit an hir Bekämpfung zu Lëtzebuerg oder wärend Diskussioune mat den zoustännege Servicer vun der OECD.

Aus dësem Grond sinn an neien Ëmweltgesetzer, wéi Chemikalien a Biociden, Erhéijunge vu kriminelle Strofe virgesinn an och eng Verbesserung vun der Effektivitéit vum Strofsystem. D'Offallgesetzgeebung, déi kuerzfristeg weesentlech geännert wäert ginn opgrond vu den neien europäeschen Direktiven an dësem Beräich, wäert méi héich an ofschreckend Sanktioune virgesinn, dat besonnesch, fir géint de Littering virzegoen. Och wäert den „Dépôt sauvage de déchets" explizitt als illegal Aktivitéit mat opgefouert ginn.

Question 1679 (09.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**instauration d'un commissaire aux forces armées :**

Dans une interview de Monsieur Hans-Peter Bartels accordée au journal allemand « Welt am Sonntag » le 5 janvier 2020, le commissaire parlementaire aux forces armées « Wehrbeauftragter des Deutschen Bundestages » a évoqué notamment le manque de personnel au sein de l'Armée allemande qui a atteint un niveau record et les difficultés auxquelles l'armée se voit et se verra confrontée compte tenu des nouveaux défis et de la complexité grandissante des contextes géopolitiques.

Le commissaire aux forces armées est une fonction occupée depuis 1956 et consiste en une personne intermédiaire entre l'armée et le Parlement. Elle est chargée de l'inspection du commandement interne et du respect des droits de l'homme au sein des troupes. Ainsi, tout soldat qui se sent discriminé peut s'adresser au commissaire sans passer par la hiérarchie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Compte tenu des problèmes qui sont survenus au sein de l'Armée luxembourgeoise entre la direction et la représentation du personnel, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une fonction de commissaire aux forces armées, à l'instar de notre voisin allemand, pourrait être envisagée pour l'Armée luxembourgeoise ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'en expliquer les raisons ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est disposé à proposer une telle initiative et m'en indiquer le calendrier ?

Réponse (24.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Les récents problèmes survenus entre la direction et la représentation du personnel de l'armée sont exceptionnels et ne concernent pas une atteinte aux droits fondamentaux des membres de l'armée. Ces problèmes ne font donc pas partie des attributions d'un « commissaire » à l'image du modèle allemand du « Wehrbeauftragter » cité en exemple. La création d'une telle fonction ne présente donc que peu d'intérêt dans une situation pareille, raison pour laquelle une initiative dans ce sens ne s'impose pas.

Question 1680 (09.01.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant **l'implication de l'OTAN au Moyen-Orient :**

Dans le contexte du conflit actuel qui oppose les États-Unis et la République islamique d'Iran, le Secrétaire général de l'OTAN et le Président des États-Unis se sont mis d'accord dans un entretien téléphonique du mercredi 8 janvier pour que les alliés s'impliquent davantage au Moyen-Orient.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer de plus amples informations concernant l'implication accrue des alliés au Moyen-Orient ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement luxembourgeois envisage dans ce contexte de déployer des soldats de l'Armée luxembourgeoise ?

Réponse commune (30.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans son discours du 8 janvier 2020, le Président américain Donald Trump a annoncé vouloir demander à l'OTAN de s'impliquer davantage au Moyen-Orient. Lors d'une conversation téléphonique entre le Président Trump et le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, ce dernier a précisé que l'OTAN aurait la possibilité de contribuer davantage à la stabilité au Moyen-Orient et à la lutte contre le terrorisme. Des discussions à ce sujet se tiennent dans le cadre de la préparation de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN qui aura lieu à Bruxelles les 12 et 13 février prochains. À ce stade, il est trop tôt pour spéculer sur le résultat de ces discussions. Actuellement, l'OTAN est présente au Moyen-Orient par sa mission de formation en Irak et son soutien à la Coalition internationale contre Daech.

ad 2) Dans le contexte actuel, le Gouvernement luxembourgeois ne prévoit pas de déploiement de militaires luxembourgeois.

Question 1682 (09.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **cadastre solaire :**

Im Juni 2019 hat der Minister für Energie in einem Interview mit dem Magazin „d'Handwierk" angekündigt, das Ministerium werde „bis 2020 einen Solarkataster ausarbeiten und

mit zusätzlichen Maßnahmen für Unternehmen ausarbeiten", um das Potenzial größerer Solaranlagen in Luxemburg zu erfassen.

Ich möchte in diesem Kontext folgende Fragen an den zuständigen Minister stellen:

- Ist der Solarkataster, so wie vom Herrn Minister angekündigt, mittlerweile fertiggestellt?

- Wenn ja, wie sieht dieser Solarkataster aus? Wann wird er veröffentlicht?

- Falls nicht, aus welchen Gründen wurde der Solarkataster noch nicht fertiggestellt? Bis wann sollte dies der Fall sein?

Réponse (11.02.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Im Koalitionsvertrag 2018/2023 wird die Erstellung eines nationalen Solarkatasters angekündigt. Das Ministerium für Energie und Raumplanung hat im vergangenen Jahr zusammen mit „myenergy" die Anforderungen des Solarkatasters definiert und die technischen Vorbereitungen anlaufen lassen. Basis für die Potenzialberechnungen sind Laseraufnahmen des Landes (LiDAR-Daten), welche Ende Januar 2020 vom Katasteramt veröffentlich wurden.

Die Realisierung des Projekts verläuft in Abstimmung mit den betroffenen Umsetzungspartnern in mehreren Etappen. Der öffentlich zugängliche Teil für private Eigentümer soll dabei bis zum Sommer 2020 über das nationale Geoportal verfügbar gemacht werden.

Ein an dieser Stelle integrierter Simulator soll es darüber hinaus ermöglichen, gebäudespezifische Beispielberechnungen umzusetzen. Damit kann jeder private Eigentümer beispielhaft berechnen, wieviel Stromertrag und Subventionen er auf seiner Dachfläche erzielen kann.

Der Solarkataster soll dabei helfen, die Potenziale für Fotovoltaikanlagen auf Gebäudedächern präziser zu ermitteln und die nationalen Ziele im Bereich der erneuerbaren Energien zu erreichen.

Konkret soll der Kataster

- Projekte auf den Dächern von privaten Gebäudeeigentümern identifizieren;

- Kommunen unterstützen, Projekte auf dem Gebiet der Gemeinde anzustoßen (eigene Projekte sowie Energiegenossenschaften);

- potenzielle Projektgebiete im Rahmen von öffentlichen Ausschreibungen ermitteln;

- eine verbesserte nationale Datengrundlage über geographisch relevante Potenziale im Bereich der Solarenergie schaffen, um eine bessere Planung der Netzintegration von Solaranlagen zu ermöglichen.

Question 1683 (09.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **permis de chasse :**

Am Kapitel 9 vum Juegdgesetz ass festgehalen, wéi de Juegdschäin (permis de chasse) zu Lëtzebuerg ausgestallt gëtt. An dësem Gesetz ass iwwerdeems virgesinn, dass den zoustännege Minister engem Jeeër de Juegdschäin a bestëmmte Fäll kann entzéien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. D'Artikelen 61 bis 65 ernimmen déi verschidde Juegdschäiner, déi kënnen ausgestallt ginn. Dës sinn:

- le permis annuel;

- le permis de trois jours, appelé permis d'invité;

- le permis de service.

Wéi huet d'Gesamtunzuel u Juegdschäiner an de leschten zéng Joer variéiert (opgelëscht no Schäin an no Joer)?

2. Den Artikel 60 vum Gesetz gesäit vir, dass Jeeër mat engem auslännesche Juegdschäin eng Equivalenz zu Lëtzebuerg ufroe kënnen. Wéi vill Juegdschäiner sinn an de leschten zéng Joer op Basis vum Artikel 60 ugefrot an accordéiert respektiv refuséiert ginn (opgelëscht pro Joer)?

3. Wéi vill Lëtzebuerger hunn hire Juegdschäin am Ausland gemaach an eng Equivalenz zu Lëtzebuerg ugefrot (opgeschlësselt no Land a Joer)?

4. Wéi oft sinn d'Juegdschäiner tëschent 2014 an 2019 kontrolléiert ginn (opgelëscht pro Joer)?

5. Wéi vill Juegdschäiner sinn an de leschten zéng Joer agezu ginn (opgelëscht no den Dispositiounen an den Artikelen 68 an 69 an no Joer)?

Réponse (11.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2. Säit 2015 gëtt eng Statistik gefouert, wéi een Exame realiséiert gouf, fir den éischte Juegdschäin ze kréien.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. D'Nationalitéit oder d'Residenz spillt beim Ausstelle vun de Joresjuegdschäiner keng Roll. Deemno kann dës Fro net beäntwert ginn.

ad 4. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 1684 (10.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **chauffage en hiver :**

Eurostat no läit zu Lëtzebuerg de PIB pro Kapp aktuell bei 78.500 Euro. Dëst ass den héchsten Taux an der ganzer Europäescher Unioun. Gläichzäiteg läit an deem selwechten Lëtzebuerg den « Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux » bei 29 %. Bei jonke Männer (28,5 %) a Fraen (24,4 %) tëscht 18 a 24 Joer ass de Risk, vun der Aarmut getraff ze ginn, iwwerdeems extreem héich.

Och zu Lëtzebuerg maache sech d'Konsequenze vun der Aarmut lues a lues ëmmer méi bemierkbar. Laut Eurostat ginn et och zu Lëtzebuerg Biergerinnen a Bierger, déi et sech aus eegene Mëttel net méi leeschte kënnen, am Wanter ze heizen. Obwuel den Taux zu Lëtzebuerg mat „nëmmen" 2 %, am Verglach mam Rescht vun den EU-Memberstaaten, relativ niddreg ass, muss ee konstatéieren, datt dës Fäll hautdesdaags awer leider eng gesellschaftlech Realitéit gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi vill Biergerinnen a Bierger sinn zu Lëtzebuerg, opgeschlësselt no Alter, Nationalitéit, Geschlecht an Typ vum Menage, vun dësem Problem betraff?

2. Wéi eng Hëllefe stinn de Betraffenen an deem Fall zou?

3. Wéi gesinn d'Prozeduren aus, fir Hëllefen unzefroen? A wéi enge Sprooche stinn déi néideg Dokumentatiounen zur Verfügung?

4. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, zukünfteg d'Aarmut zu Lëtzebuerg Meeschter ze ginn, ouni mussen eenzeg an eleng op de Mechanismus vu Sozialtransferten zréckzegräifen?

Réponse (11.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Wat d'Froen zum Aarmutsrisiko an zur Aarmut zu Lëtzebuerg ugeet, verweisen ech op d'Interpellatioun vum Deputéierte Paul Galles vun Dënschdeg, dem 4. Februar 2020 an der Chamber.

Doriwwer eraus hunn ech a mengen Äntwerten op d'Question élargie N° 16 vum Deputéierte Georges Engel an op d'parlamentaresch Fro N° 1153 vum Deputéierte Jeff Engelen déi néideg Informatiounen zu de Froen iwwert d'"précarité énergétique" an d'Hëllefen, déi d'Leit kënne kréien, ginn.

Et sief nach gesot, datt am Joer 2019 déi 30 Offices sociaux follgend Montanten als Hëllefen u Leit ausbezuelt hunn, déi hir Energiekäschten net selwer konnte bezuelen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Hei drënner ass d'Opdeelung vun de Stéit, déi eng Hëllef kréien, no der Zuel vun de Leit, déi am Stot liewen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Leit, déi sech un en Office social adresséieren, fir eng Hëllef ze kréien, ginn individuell betreit a kréien all déi Hëllefen, déi fir si a Fro kommen, an Eenzelgespréicher erkläert. Wann eng Persoun keng vun de gängege Sprooche schwätzt, da kann den Office social en Iwwersetzer ufroen, soudatt all Mënsch an de Genoss vun all den Informatioune kënnt.

Question 1685 (10.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**assurance dépendance :**

Vill Persounen zu Lëtzebuerg sinn op d'finanziell Ënnerstëtzung vun der Assurance dépendance ugewisen. Grad fir sozioekonomesch benodeelegt Menagë kann eng Verzögerung vun den Ausbezuelunge vun der Assurance séier zu engem finanzielle Problem ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat war dee fréisten Dag am Mount, un deem an de leschten dräi Joer d'finanziell Ënnerstëtzung vun der Assurance dépendance ausbezuelt gouf?

Wat war dee spéitsten Dag am Mount?

2. Wier et méiglech, ee festen Dag fir d'Ausbezuelunge festzeleeën?

Falls net: Wisou net?

Wär et méiglech, de concernéierte Persounen zumindest zwee bis dräi Méint am Viraus scho matzedeelen, wéi d'Datumer vun de kommenden Ausbezuelunge sinn - esou wéi dat aktuell och schonns bei der Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) de Fall ass?

Réponse (07.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir déi fleegebedürfteg Leit, déi ganz oder deelweis doheem gefleegt ginn (maintien à domicile), kënne vun der Gesondheetskeess Geldleeschtungen amplatz vun Naturalleeschtungen ausbezuelt ginn, falls en Aidant déi verschidden Akten (actes essentiels de la vie, etc.) erbrénge kann.

An der Tat sinn dës Geldleeschtunge geduecht, fir d'Akten, déi den Aidant vun der fleegebedürfteger Persoun mécht, finanziell ze begleeden. Dobäi handelt et sech awer net ëm eng Remuneratioun, sprécht ee Salaire. De Montant vun deene Geldleeschtungen ass ofhängeg vu verschiddene Facteuren, wéi zum Beispill d'Affiliatioun vum Beneficiaire, den Niveau vun den Akten, deen accordéiert gouf, de Wunnuert vum Beneficiaire (doheem oder am Etablissement), d'Disponibilitéit vu sengem Aidant iwwert déi Period, d'Period vun enger eventueller Hospitalisatioun, etc.

D'Ausbezuele vun de Prestatioune vun der Fleegeversécherung ass am Artikel 365 vum Code vun der sozialer Sécherheet gereegelt. Dësen Artikel gesäit vir:

« Art. 365. Les prestations en espèces sont payées après le terme échu.

Le paiement peut être subordonné à la production d'un certificat de vie.

Le paiement de la prestation en espèces prend fin le jour de la décision de l'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance suite au constat de l'indisponibilité de l'aidant. Si cette indisponibilité constatée est temporaire, le paiement de la prestation en espèces est suspendu pendant les périodes où les aides et soins requis sont fournis par les prestataires d'aides et de soins visés aux articles 389 à 391.

Le paiement se fait par virement postal ou bancaire sur le compte du bénéficiaire ou, en cas d'enfant mineur, d'une personne placée sous tutelle ou sous curatelle, sur le compte de la personne légalement autorisée. Les frais sont à charge du bénéficiaire. »

Question 1686 (10.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**imposition de terrains constructibles :**

Interrogé par le journal « Le Quotidien » sur sa position concernant une imposition plus forte de terrains constructibles retenus à des fins spéculatives, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que « nous sommes en train d'étudier une réforme de l'impôt foncier et je suis plutôt favorable à des incitations fiscales comme ce que nous avons mis en place avec le quart-taux ».

Or, la disposition en matière d'impôts directs réduisant le taux d'impôt maximal à 10,5 % (quart du taux global) sur la vente d'habitations et de terrains à bâtir introduite en 2016 qui avait comme but d'augmenter l'offre sur le marché du logement était limitée dans le temps et a été abolie à partir du 1er janvier 2019.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement entend réintroduire cette mesure.

- Au cas contraire, quelles sont les mesures comparables au quart-taux qu'envisage le Gouvernement ?

Réponse (11.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable député s'enquiert d'une éventuelle réintroduction de la mesure dite du « quart du taux global », prévoyant une réduction du taux d'impôt maximal à 10,5 % sur la vente d'habitations et de terrains.

Le logement fera partie d'un des trois piliers de la prochaine réforme fiscale. Dans ce contexte, différentes mesures seront à l'étude, dont notamment celles ayant un impact matériel et durable sur l'offre du logement. Étant donné que la réforme fiscale sera présentée dans son ensemble, lorsque les différentes mesures qui en feront partie intégrante auront été arrêtées par le Gouvernement, il convient, à ce stade, de ne pas spéculer sur des mesures individuelles.

Question 1687 (10.01.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **espaces créatifs pour artistes :**

Dans le cadre de l'accord de coalition de 2018, le Gouvernement se propose de créer davantage d'espaces créatifs pour artistes, semblables au « Creative Hub » à Differdange. L'accord prévoit également que ces hubs créatifs seront répandus à travers le pays dans une perspective de décentralisation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Combien d'artistes travaillent actuellement dans les hubs existants ?

- Le Ministère a-t-il pu définir une stratégie de décentralisation en cette matière ? Existe-t-il un répertoire de sites ou de locaux appropriés ?

- Le Ministère ne songe-t-il pas à combiner les nouveaux espaces créatifs avec des unités de logement ?

- Le Ministère de la Culture est-il disposé à promouvoir - en collaboration avec le Ministère du Logement - la création de résidences spécifiques pour jeunes artistes qui éprouvent souvent des difficultés à financer un loyer ?

- Existe-t-il déjà de telles unités d'habitation au service de jeunes artistes au Luxembourg ?

Réponse (10.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Dans un souci de précision, je note qu'au sens de la formulation avancée par l'honorable Député dans la question parlementaire sous objet, il y a lieu d'entendre par « espaces créatifs pour artistes » des localités de travail au Luxembourg investies par des travailleurs créatifs contre échange d'un loyer. Ne sont donc pas prises en compte les résidences d'artistes au sens d'une mise à disposition d'un espace de travail par une institution pendant une période déterminée en vue d'un travail de recherche ou de création défini.

Au 1535° Creative Hub, en date du 31 décembre 2019, 63 activités entrepreneuriales ont été répertoriées pour un effectif total de 517 emplois. La plateforme Bamhaus à Luxembourg occupe 30 personnes actuellement. À Dudelange, au Hall Fondouq, dix artistes se partagent des ateliers de travail. Les ateliers de l'initiative Sixthfloor à Koerich sont occupés par sept artistes. Les ateliers Schläifmillen, situés dans un bâtiment mis à disposition par la Ville de Luxembourg sont investis par 15 artistes actuellement, et 13 ateliers sont mis à disposition d'artistes par la Ville de Differdange. Les cinq ateliers d'artistes gérés par le Ministère de la Culture dans les annexes du château de Bourglinster accueillent huit artistes actuellement.

Le projet Canopée Résidence mérite mention en tant qu'initiative soutenue par la Ville de Luxembourg et visant la mise à disposition de logements à prix abordables aux artistes. Alors que les résidents ont accès à un espace de travail commun, l'accent est mis sur les quatre espaces de vie mis à disposition de manière permanente à quatre résidents locaux, tous professionnels indépendants des arts et de la culture. En outre, jusqu'à cinq artistes peuvent être accueillis temporairement dans le cadre d'une création produite par une organisation culturelle du Luxembourg.

En 2019, j'ai mandaté des experts internes et externes pour effectuer plusieurs études sectorielles qui reviennent à un recensement devant permettre de dresser une cartographie actualisée des acteurs et institutions culturels du Luxembourg. Les résultats préliminaires de ces études, qui permettront entre autres d'envisager des stratégies en matière de décentralisation fondées sur des observations factuelles, seront présentés lors des prochaines Assises culturelles en été 2020. Ces études répondent directement à la recommandation 6 du Plan de développement culturel 2018-2028 : « établir un état des lieux précis et complet du secteur artistique et culturel luxembourgeois », et serviront comme base pour la mise en œuvre de recommandations supplémentaires en la matière, telles que la recommandation 18 : « améliorer les conditions de travail pour les artistes et créateurs » ou la recommandation 19 : « augmenter le nombre de résidences d'artistes ».

Je suis bien consciente de la pression financière que subissent les artistes et créateurs culturels au Luxembourg, notamment en matière de logement. En ma qualité de Ministre de la Culture, l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos artistes compte parmi mes priorités absolues. Plutôt que de promouvoir la création de logements isolés pour jeunes artistes, je privilégie les mesures qui bénéficieront au secteur culturel dans son intégralité, telles que l'introduction, le 1er janvier 2020, d'un taux de TVA super-réduit pour les services prestés par les écrivains, compositeurs et artistes-interprètes, une consultation publique lancée fin 2019 en vue de la révision de la loi du 19 décembre 2014 relative aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle, une augmentation substantielle, en 2019, des dotations financières réservées aux acteurs conventionnés afin de favoriser la création artistique au Luxembourg, la mise à disposition, dès 2020, de nouvelles aides structurantes pour compagnies de danse, ou encore la création prochaine d'un Arts Council.

Pour ce qui est des aides que le Ministère du Logement peut libérer dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, il faut noter que celles-ci sont accordées à des organismes ne poursuivant pas un but de lucre et ayant le logement dans leur objet social en vue de la réalisation de logements locatifs. Or, ces logements locatifs sont destinés notamment à des personnes à revenu modeste, indépendamment de leur statut professionnel.

Question 1688 (10.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **technologies satellitaires :**

De Verdeedegungsminister huet der Entwécklung vun der Satellittenindustrie an de leschte Joren eng wichteg Roll zoukomme geloos, wouduerch d'Satellittekommunikatioun ee wichtege Pilier vun der militärescher Entwécklung vun eisem Land ginn ass. Och am Koalitiounsaccord huet d'Regierung sech d'Maitrise « des technologies satellitaires et de communication » op de Fändel geschriwwen.

Allerdéngs ass den Asaz vun der Satellittentechnologie immens ëmstridden. Wéi d'„Tageblatt" an engem Artikel vum 9. Januar 2020 schreift, ass bekannt, dass deen zu Lëtzebuerg usässege Satellittebedreiwer SES iwwer seng Duechtergesellschaft „SES Government Solutions" mam US-Militär an hirem Militärdronenarsenal zesummeschafft.

Virun e puer Deeg huet d'US-Militär mat esou enger Militärdron een Attentat op den iranesche Generol Qasem Soleimani verüübt, wat den Ausseminister selwer an engem „Wort"-Artikel vum 9. Januar 2020 als „lamentabel an terrifiant" bezeechent huet.

Den Informatioune vum « Recueil des participations directes, établissements publics et groupements d'intérêts économiques de l'état » no besëtzt de lëtzebuergesche Staat 12,60 % (ronn 72 Milliounen Euro) Undeeler bei SES. Iwwerdeems bedreift de Lëtzebuerger Staat zesumme mat der Firma SES de GovSat-1-Satellitt, dee virun allem fir militäresch Zwecker agesat gëtt. De Verdeedegungsminister gëtt op 100komma7.lu zitéiert, ouni dës Ausgaben hätt Lëtzebuerg seng Engagementer vis-à-vis vun der NATO, wat d'Militärausgaben ugeet, net kënnen anhalen.

No engem Bericht op ndr.de aus dem Joer 2014 ginn d'Dronenugrëffer vum US-Militär iwwert d'US-Militärbasis zu Ramstein an Däitschland gelenkt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de d'Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Kann déi lëtzebuergesch Regierung versécheren, dass Lëtzebuerg a kenger Aart a Weis, direkt oder indirekt, um Dronenuschlo vun den USA am Iran bedeelegt war?

2. Kënnen d'Ministeren zu 100 % ausschléissen, dass Material an/oder Servicer benotzt goufen, fir dësen Uschlo ze realiséieren, déi a Verbindung mat enger Firma stinn, un där de lëtzebuergesche Staat Undeeler besëtzt?

Réponse (07.02.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg stellt aktuell der NATO Satellitte-Capacitéiten, via LuxGovSat, zur Verfügung, an net der amerikanescher Regierung.

D'NATO war weeder direkt nach indirekt um amerikaneschen Dronenuschlo am Irak bedeelegt.

ad 2. D'Lëtzebuerger Regierung huet keng Informatiounen, déi et hir géifen erlaben, dorop ze schléissen, datt Material an/oder Servicer benotzt goufen, fir dësen Uschlo ze realiséieren, déi a Verbindung mat enger Firma stinn, un där de Lëtzebuerger Staat Undeeler besëtzt.

Question 1689 (10.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **« greenlaning » :**

Jonk a kleng Firmaen erfëllen heefeg net d'Kritäre, fir bei ëffentlechen Ausschreiwunge matzemaachen. Och kleng staatlech Opträg kréie si just seelen, well et hinnen oft einfach nach u Bekanntheet feelt.

Am Ausland huet sech dofir en Trend etabléiert, dee sech „Greenlaning" nennt. Dës Prozedur gesäit vir, datt kleng (a jonk) Betriber sech mat de Servicer, déi si offréieren, an engem zentrale Regëster kënnen aschreiwen. Bei der Aschreiwung muss de Betrib eemoleg verschidde Piècen areechen, fir nozeweise fir wéi eng Opträg en eligibel ass, an duerno kann all Verwaltung iwwert de Regëster op d'Informatiounen zu dëser Entreprise zréckgräifen an en Devis ufroen. A Singapur ass mam Accreditation@SGD-Programm beispillsweis esou e Projet an d'Liewe geruff ginn.

Dëse System erlaabt et awer net nëmmen, klengen a jonke Betriber Zougang zum ëffentleche Marchéë ze ginn, mee en huet och de Virdeel, dass en eng Méiglechkeet duerstellt, fir Date fir Statistiken ze erhiewen, andeems festgehale gëtt, wéi eng Betriber wéi eng Opträg iwwerhuelen - an dat och iwwert d'Grenze vun eenzelne Verwaltungen a Ministèren eraus.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Statistike virleien, déi duerstellen, wéi eng Betriber an de leschte sechs Joer wéi vill Opträg a vu wéi enger Natur vu staatlechen Administratioune kritt hunn?

Falls jo, wéi gesinn dës Zuelen aus?

2. Plangt d'Regierung, et klengen a jonke Betriber méi einfach ze maachen, un Ausschreiwungen deelzehuelen?

Plangt d'Regierung, et klengen a jonke Betriber méi einfach ze maachen, fir Opträg ouni Ausschreiwung erdeelt ze kréien?

Wa jo, wéi eng Approche huet d'Regierung hei gewielt, a mat wéi enge Mesuren ass bis wéini ze rechnen?

3. Huet d'Regierung Kenntnis vun Evaluatioune vu „Greenlaning"-Approchen aus dem Ausland?

Réponse commune (07.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Reform vum Kadergesetz iwwer ëffentlech Ausschreiwungen, dat den 8. Abrëll 2018 a Kraaft getrueden ass, huet eng Rei Moossname gesetzlech verankert, déi derzou bäidroe sollen, d'Bedeelegung vu méi klenge Betriber un den ëffentlechen Ausschreiwungen ze vereinfachen.

Esou ënnerstëtzt d'Gesetzgeebung zum Beispill, datt d'Projeten a méi kleng Lousen ënnerdeelt ginn, soudatt méi Betriber eng Méiglechkeet kréien, sech u gréissere Projeten ze bedeelegen.

Et muss een dobäi soen, datt et och scho virun der Gesetzreform hei am Land eng gängeg Praxis war, am Kontext vu Bauprojeten, d'Aarbechten éischter no Handwierk a Lousen auszeschreiwen. Den ëffentlechen Optraggeeber gëtt sech doduerch och méi Chancen, datt esou méi Betriber matmaachen. Et ass jo och am Sënn vun den ëffentleche Finanzen, wann d'Konkurrenz méi grouss ass.

Des Weidere reegelt d'Gesetzgeebung och d'Héicht vum Ëmsaz, dee maximal vum ëffentlechen Optraggeeber als Selektiounskrittär am Virfeld ka verlaangt ginn, fir datt de gefuerderten Ëmsaz net soll disproportionéiert héich sinn. Jonk Betriber, déi nach net laang genuch bestinn, hunn dem Gesetz no aner Méiglechkeeten, fir der Beweislaascht nozekommen.

Jonk a méi kleng Betriber kënne sech och zesummeschléissen, fir sech u gréisseren Opträg ze bedeelegen. D'Gesetzgeebung iwwert d'ëffentlech Ausschreiwung erlaabt dëst ausdrécklech, ouni eng spezifesch Form virzeschreiwen. E Betrib kann deemno, zum Beispill, iwwert de Wee vun enger Société momentanée eng gemeinsam Offer erareechen, oder sech als Sous-traitant vun engem Soumissionnaire bedeelegen.

Allgemeng ginn d'Betriber iwwert de staatleche Portail des marchés publics gewuer, wat fir eng Ausschreiwunge grad lafen.

Et ass e „single window of information", soudass d'Betriber net op e puer Plaze musse siche goen. De Portail des marchés publics bitt och Informatiounssäiten iwwert déi verschidde Prozeduren, Delaien, a soss wichteg Reegelen un. En Helpdesk steet zur Verfügung, fir déi technesch Froen, déi sech am Kader vun der elektronescher Remise vun den Offere stellen, ze klären. Spezifesch Formatioune ginn organiséiert. De Service administratif vun der staatlecher Soumissiounskommissioun steet fir all Informatioun iwwert d'Gesetzgeebung zur Verfügung. Net ze vergiessen ass d'Roll vun de Patronatsorganisatiounen, déi ënnerstëtzend Formatiounen ubidden an zousätzlech vun de Betriber kënnen ëm Hëllef gefrot ginn.

Question 1690 (10.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**immatriculation de véhicules neufs :**

Laut Statec sinn am Joer 2015 52.533, am Joer 2016 57.317, am Joer 2017 59.827 an am Joer 2018 60.042 nei Gefierer nei ugemellt ginn.

1. Wéi vill vun dësen neie Gefierer goufen op Privatleit ugemellt?

2. Wéi vill vun dësen neie Gefierer goufen op Firmen ugemellt?

3. Wéi vill vun dësen neie Gefierer goufen als Leasingsautoen ugemellt?

4. Wéi vill vun dësen neie Gefierer gi soit mat Bensinn, Diesel oder Elektrizitéit bedriwwen?

5. Wéi vill vun dësen neie Gefierer - d'Elektroautoen natierlech ausgeschloss - hunn en Hubraum (ccm)

- ënner 1,6 Liter,

- tëscht 1,6 Liter an 2,1 Liter,

- iwwer 2,1 Liter?

Réponse (14.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Laut de Statistike vun der SNCA goufen iwwert d'Joer 2019 67.656 nei Gefierer ugemellt. Dovunner si 55.008 Gefierer an d'Kategorie M1 „Auto" gefall a vun deene goufe 25.332 op Privatleit ugemellt. Déi aner 29.676 nei Autoe goufen op Firmen ugemellt. Heiranner falen all d'Autoen, déi op eng „personne morale" zougelooss goufen. Eng méi differenzéiert Opléschtung vun Autoen, déi op eng „personne morale" ugemellt ginn, gëtt vun der SNCA net gemaach.

Vun de 55.008 nei ugemellten Autoen 2019 goufe 50,6 % mat Bensinn respektiv 41,9 % mat Diesel bedriwwen. 4 % haten eng hybrid Motorisatioun an 3,5 % waren elektresch opluedbar Gefierer, dovunner 1,8 % reng elektresch Autoen an 1,7 % Plug-in-Hybriden.

Wat den Hubraum vun dësen Autoe betrëfft, esou goufen 2019 50,4 % Autoe mat engem Hubraum vu manner wéi 1,6 Liter, 37,2 % mat engem Hubraum tëschent 1,6 an 2,1 Liter an 12,4 % mat engem Hubraum iwwer 2,1 Liter ugemellt.

Den Detail zu der Evaluatioun vun de leschte Joren, wat d'Autoe betrëfft, ass an den Tabellen zesummegefaasst.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Question 1691 (10.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**étude environnementale dans le cadre du Plan sectoriel « Transports » :**

Am Kontext vum sektorielle Plang am Beräich vum Transport an der Mobilitéit ass zanter Abrëll 2018 och d'Etüd fäerdeg a Bezuch op d'Ëmwelt. Hei goufen 82 eenzel Projeten aus verschiddene Beräicher vum Transport analyséiert.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister riichten:

1. Gëtt et een allgemengen Zäitplang, wéini all déi eenzel Aarbechten ëmgesat ginn?

2. Wa jo, wéi gesäit dësen am Eenzelen aus?

- Kënnen dëser Etüd no all déi 82 Projeten ëmgesat ginn?

4. Wann nee, wat fir eng Projete kënnen net ëmgesat ginn?

Réponse (12.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi an der Annex 1 vum Koalitiounsaccord festgehalen, ass d'Ëmsetzung vun de geplangte Projeten an dräi Phase virgesinn:

- eng éischt Phas beinhalt déi Projeten, déi bis 2020 sollen am Bau sinn (Prioritéit 1);

- eng zweet Phase beinhalt déi Projeten, déi tëscht 2020 an 2030 sollen an de Bau goen (Prioritéit 2);

- eng drëtt Phas beinhalt déi Projeten, wou d'Aarbechten no 2030 sollen ufänken (Prioritéit 3).

De Plang ass am Virfeld enger strategescher Ëmweltprüfung ënnerzu ginn. Dës Analys huet op d'Ëmweltauswierkungen higewisen. Wärend der Geneemegungsprozedur wäerten am Kader vun Detailstudien op Projetsniveau de genauen Impakt souwéi eventuell Kompensatiounsmoossnamen oder Upassunge vun de Projeten, déi den Ëmweltimpakt géife miniméieren, ermëttelt ginn.

Question 1692 (10.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **voie d'accès sur l'A13 à Frisange :**

Depuis des années, voire des décennies, la voie d'accès sur l'A13 à Frisange direction Allemagne est fermée car l'État n'a jusqu'à présent pas pu acquérir les terrains concernés.

Dans sa réponse à la question orale n° 239 du 7 décembre 2016, Monsieur le Ministre avait annoncé que la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pourrait être conclue sous peu.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est l'état d'avancement de la procédure d'expropriation ?

- Pour quelles raisons le dossier n'a-t-il pas encore pu être clôturé ?

- Pour quand l'ouverture de la bretelle sur l'A13 est-elle envisagée ?

Réponse commune (11.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Par la question parlementaire n° 1692 du 10 janvier 2020, l'honorable Député Monsieur Gusty Graas souhaite s'informer sur la situation actuelle concernant la voie d'accès sur l'A13 à Frisange.

En ce qui concerne la voie d'accès sur l'A13 à Frisange, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg est actuellement saisi d'une assignation de la part de l'État aux fins de constater que l'État est déjà propriétaire des parcelles sur lesquelles est implantée la voie d'accès sur l'A13 à Frisange en direction de Schengen.

Cette assignation s'inscrit dans le contexte d'une affaire civile opposant l'État aux prétendus propriétaires.

Un jugement intermédiaire a été rendu en date du 14 juin 2019. Par ce jugement, les parties ont été invitées à prendre encore position par rapport à certaines questions.

Actuellement l'échéancier du tribunal prévoit que l'affaire sera plaidée le 6 mars 2020, de sorte que l'on peut s'attendre à un jugement dans les semaines subséquentes.

Vu qu'un recours en appel est toujours ouvert aux différentes parties à l'affaire, il est impossible de fournir à cet instant une date quant à une ouverture prévisionnelle de la voie d'accès

Dès que la voie d'accès sera accessible aux services étatiques, des travaux d'entretien, tel que

le renouvellement de la couche de roulement, seront éventuellement à faire.

Question 1693 (10.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**organisation des urgences médicales :**

Et ass leider bekannt, datt et zu Lëtzebuerg nach ëmmer grouss Problemer gëtt, wat d'Waardezäiten an d'Qualitéit vum Traitement an den Urgencen ugeet. Mir ass ausserdeem vun enger Rei vu Patienten zougedroe ginn, datt d'Krittären, wéi séier eng Persoun an der Urgence eng Behandlung brauch, dacks onkloer sinn. A ville Fäll soll et och esou sinn, datt den Dossier, deen e Patient an d'Urgence matbréngt, vum zoustännege Personal net genuch oder guer net berécksiichtegt gëtt.

Dowéinst wëll ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg - spidoliwwergräifend - eenheetlech Prozeduren, no deenen tranchéiert gëtt, wéi séier e Patient muss medezinnesch gehollef kréien? Wa jo, wéi gesäit dëse System aus?

2. Ass et an deem Kontext scho virkomm, datt dee betreffende System aus zäit- oder personaltechnesche Grënn net agehale konnt ginn?

3. Wann e Patient en Dossier vun engem Dokter mat an d'Urgence bréngt, gëtt dësen an alle Fäll vun der zoustänneger Infirmière respektiv dem Personal aus der Opnam ugekuckt, als Bewäertungshëllef, wéi séier dem Patient muss gehollef ginn? Wann nee, firwat gëtt dësen Dossier net berécksiichtegt?

4. Ginn et - spidoliwwergräifend - Reegelungen, wéi d'Personal, dat an den Urgencen tranchéiert, ausgebilt muss sinn (z. B. wéi en Ausbildungsgrad dës Persoun muss hunn)? Wa jo, wéi gesinn dës Reegelungen aus? Wéi gëtt séchergestallt, datt dës Reegelungen och agehale ginn?

Réponse (11.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Règlement grand-ducal vum 25. Januar 2019 definéiert d'Exigences an d'Normen, déi an de Services d'urgence vun de Spideeler souwéi an der Kannerklinik mussen agehale ginn.

Dëse Reglement gesäit vir, dass all Patient muss triéiert ginn, soubal hie sech an den Urgencë presentéiert, an dass d'Prise en charge vun de Patienten an den Urgencen op Basis vun engem Niveau de priorité erfollegt, sou wéi vun der Échelle canadienne de triage et de gravité definéiert. Dës Echelle definéiert fënnef verschidden Niveaux de gravité, déi mat fënnef verschiddenen Delaie de prise en charge - tëschent 0 an 120 Minutten - associéiert sinn.

ad 2. An de leschten zwee Joer ass verstäerkt zousätzlecht Personal speziell an den Urgencë rekrutéiert ginn. Et sinn och eng Rei architektonesch Ännerungen un de Gebailechkeete vun de verschiddene Services d'urgence virgeholl ginn, fir de Flux ze verbesseren an esou zu enger Verkierzung vun den Delaie bäizedroen.

Doriwwer eraus gesäit de Reglement Indicateure vir betreffend d'Delaie vun de verschiddene Prozesser an de Services d'urgence, dorënner och d'Zäitspan tëschent der Admissioun vum Patient a sengem éischte Kontakt mat engem Dokter, en fonction vun der Gravitéit vu sengem gesondheetleche Problem.

Dës Delaie mussen all d'Spideeler dem Gesondheetsministère op enger järlecher Basis matdeelen.

De Ministère gouf bis dato nach net informéiert, dass de Prinzip vum Triage aus zäit- oder personaltechnesche Grënn net agehale konnt ginn.

ad 3. D'Patiente ginn an den Urgencen un d'Rei geholl en fonction vun der Gravitéit vun hirem gesondheetleche Problem. Wann aner Leit mat änlech schlëmme Problemer virstelleg ginn, dann zielt d'Auerzäit, wou si an den Urgencen ukomm sinn.

En Dossier vun engem aneren Dokter ass eng wäertvoll Hëllef bei der Prise en charge vum Patient. Esou een Dossier eleng dierft awer u sech keen Impakt hunn op den Delai vun der Prise en charge.

ad 4. De Reglement vum 25. Januar 2019 gesäit vir, dass all Infirmier, deen de Poste vun « Infirmier d'accueil et d'orientation » besetzt, eng Formatioun zur Benotzung vun der Échelle canadienne de triage et de gravité a Minimum ee Joer Anciennetéit an engem Service d'urgence muss virweise kënnen.

De Reglement gesäit iwwerdeems vir, dass d'Dokteren an d'Soignants aus den Urgencë mat de verschiddenen Niveaux de priorité vun dëser Echelle musse bekannt sinn.

Allgemeng gëtt beim Rekrutement vun Dokteren an Infirmièren an den Urgencen op eng grouss Erfarung an deem Beräich vun de Spideeler opgepasst.

Question 1694 (10.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**audit dans le cadre de l'organisation des urgences médicales :**

Am Mäerz 2017 gouf vum Gesondheetsministère en Audit an Optrag ginn, fir ze analyséieren, wéi een déi onglécklech Situatioun an den Urgencë verbessere kann. Et goufen dunn och an deem Zesummenhang iwwer 130 Mesurë proposéiert, wéi ee konkreet un enger Verbesserung kéint schaffen.

An deem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wat fir Erkenntnesser/Resultater/Schlussfollgerunge si konkreet bei deem genannten Audit erauskomm?

2. Goufen op Basis vun dësen Erkenntnesser/Resultater/Schlussfollgerunge scho konkreet Mesuren an d'Praxis ëmgesat?

3. Wann nee, firwat ass dëst net geschitt a bis wéini ka mat der Ëmsetzung vun dëse Mesurë gerechent ginn?

Réponse (11.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Erkenntnisser a Recommandatioune vun der Etüd sinn de 15. Dezember 2017 vun de Ministere Romain Schneider a Lydia Mutsch virgestallt ginn. De Rapport, dee 7 Handlungsfelder, 33 Mesuren an 150 Recommandatiounen ausweist, ass ëffentlech zougänglech um Internetsite vum Gesondheetsministère www.sante.lu.

ad 2. Am Fréijoer 2018 ass eng Plattform an d'Liewe geruff ginn, mat der Missioun, den Ëmsetzungsprozess aktiv a systematesch ze begleeden an ze koordinéieren. Dës Plattform, wou all déi betraffen Akteure vertruede sinn, schafft all Joer en Tableau de bord aus, wou d'Ëmsetzung vun de wichtegste Recommandatiounen an enger Dräi- a Sechs-Méint-Perspektiv festgehale gëtt. Dank der konstruktiver Zesummenaarbecht mat de Vertrieder vun de Spideeler an de Gesondheetsberuffer konnte schonn eng ganz Rei vu Mesuren ausgeschafft ginn.

D'Regierung huet am Januar 2019 en neie Reglement iwwert d'Normen an den Urgencen ugeholl. An dësem Reglement ginn d'Normen definéiert betreffend d'Gebailechkeete vun den Urgencen, d'Ekipementer, d'Ekipp bestoend aus Dokteren an Infirmièren, d'minimal Servicer, déi an all Service d'urgence assuréiert musse ginn, an d'spezifesch Filièrë fir Patiente mat besonnesche Besoinen. Dësen Text leet besonnesche Wäert op den Accueil, den Tri an d'Orientatioun vum Patient. Et goufe spezifesch Filièren an de verschiddene Spideeler agefouert am Domän vun der Geriatrie, der Psychiatrie, der Cardiologie, der Pediatrie an der Gynécologie-obstrétrique.

An thematesche Aarbechtsgruppe sinn iwwerdeems Indicateuren ausgeschafft ginn, fir e quantitativen a qualitative Monitoring an den Urgencen ze erméiglechen, an esou e besseren Iwwerbléck iwwert d'Aktivitéiten an och iwwert d'Waardezäiten an dësen Servicer ze kréien.

D'Regierung huet och vill Aarbecht an eng verbessert Orientatioun an Informatioun vun de Patienten investéiert, fir ze verhënneren, dass d'Capacitéite vun den Urgencen onnéidegerweis an Usproch geholl ginn. Dobäi gouf e besonnesche Wäert op d'Promotioun vun den Hausdokteren an de Maisons médicales de garde geluecht. Dës Campagne gëtt och an Zukunft weidergefouert.

Fir d'Raimlechkeete vun de Services d'urgence dem Flux vu Patienten unzepassen, huet de Gesondheetsministère eng Opstockung an Héicht vu 15 Milliounen Euro vum Fonds hospitalier an d'Weeër geleet. Esou konnten zum Beispill Ëmännerungsaarbechte vun de Lokalitéite vun den Urgencen an der Kannerklinik autoriséiert ginn, souwéi eng Filière „Fast track" am CHEM an en neie Scanner bei den Urgencë vum HK.

Der Opstockung vum Personal gouf eng grouss Bedeitung unerkannt. Am Kader vum Spidolsbudget 2017/2018 sinn 16,75 zousätzlech ETP (= +10 % vum Gesamt-Effectif) accordéiert ginn, fir d'Ekippen an den Urgencen ze verstäerken. Duerch eng Opwäertung vun den Tariffen vun den Urgentisten am Oktober 2018 konnten an de véier Services d'urgence zousätzlech Dokteren agestallt ginn. Och de Contingent vu Personnel soignant konnt duerch déi nei Normen an d'Luucht gesat ginn.

Fir d'Waardezäiten an den Urgencen ze verkierzen, soll och vum Summer 2020 un am Zentrum wärend dem Dag eng parallell Garde vun de Spidolsurgencen tëscht den zwee Spideeler CHL an HK ulafen.

ad 3. D'Ëmsetzung vun den 150 Recommandatioune vum Audit ass e laangwierege Prozess. Fir d'Regierung ass d'Verbesserung vun de Waardezäiten an dem Fonctionnement vun den Urgencen eng politesch Prioritéit. Déi Mesuren, op deene bis elo nach net geschafft ginn ass, ginn an den nächste Méint a Joren ënnert der Obhut vun der Plattform zesumme mam Terrain ëmgesat.

Question 1695 (10.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**allocation de vie chère :**

D'Allocation de vie chère vum FNS gëtt, wéi aus dem Commentaire vum Rapport d'activité 2018 vum FNS ervirgeet, vu Gemengen an aneren Institutiounen heefeg als Grondlag genotzt, fir änlech Prestatiounen auszebezuelen. Am Rapport heescht et konkreet:

« La décision quant à l'octroi de l'allocation sert souvent comme condition d'attribution d'autres prestations similaires payées par les administrations communales et autres institutions » (rapport d'activité 2018, FNS, p. 30).

Vun 2014 op 2018 sinn d'Zuele vun den Demandë fir eng Allocation de vie chère beim FNS relativ stabill bliwwen, wärend et grouss Variatioune bei der Unzuel u Beneficiaire gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Grënn fir déi grouss Diskrepanz tëscht der Unzuel vun Demanden an der Unzuel vun de Beneficiairen?

2. An deene leschten Deeg hu Gewerkschaftler sech beschwéiert, datt anscheinend méi Dossiere wéi soss üblech net beim FNS ukomm wieren.

Wéi vill Reklamatioune kritt den FNS pro Joer, well Dossiere verluer goungen?

3. Wéi eng Prozedur huet den FNS, fir de Betraffenen am Fall vun engem verluerenen Dossier ze hëllefen?

4. Här Wirtschaftsminister, wéi héich ass den Taux vu Bréiwer, déi bei der Post pro Joer verluer ginn oder esou beschiedegt ginn, dass se net méi zougestallt kënne ginn?

5. Kann et virkommen, datt Bréiwer opgrond vu mangelndem Porto net zougestallt ginn?

Réponse commune (10.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Fir d'Allocation de vie chère (AVC) ze kréien, mussen eng Rei vu Konditiounen erfëllt ginn. Esou muss d'Persoun wärend den zwielef Méint virun hirer Demande zu Lëtzebuerg gewunnt hunn an natierlech am Moment vun der Demande och nach ëmmer zu Lëtzebuerg wunnen. Doriwwer eraus dierf hire Revenu oder de Revenu vun hirem Stot net iwwer engem bestëmmte Barème leien. D'Demande fir eng AVC gëtt beim FNS gemaach a muss bis spéitstens den 30. September vun deem Joer, fir dat d'AVC gefrot gëtt, agereecht ginn. Et kann een och nëmmen eng Demande am Joer maachen. Studenten a Leit, déi am Prisong sinn, hu kee Recht op eng AVC.

Wann eng vun dëse Konditiounen net erfëllt gëtt, da kann den FNS dem Demandeur keng AVC ausbezuelen.

2018 huet den FNS déi meescht Refusen aus follgende Grënn gemaach:

- Depassement vum Barème;

- d'Demande ass net an den Delaie completéiert ginn;

- d'Konditioun vun den zwielef Méint Residenz war zum Moment vun der Demande net erfëllt.

ad 2. + 3. Den FNS huet keng Donnéeën iwwer Bréiwer, déi net ukommen. Et ginn all Joer vereenzelt Leit, déi reklaméieren, well hir Demande net ukomm ass. An deem Fait kréien d'Leit geroden, esou séier ewéi méiglech eng nei Demande ze maachen.

Um FNS ginn all d'Demandë fir eng AVC, déi ukommen a komplett sinn, gescannt an d'Leit kréien een Accusé de réception.

ad 4. Vu dass e Bréif net suivéiert gëtt, esou wéi dat zum Beispill bei engem Pak de Fall ass, ass et schwéier, eng zouverlässeg Ausso ze maachen, wat den Taux vu Bréiwer ass, déi verluer ginn. Wann een d'Zuel vu Reklamatioune kuckt, déi bei der Post eragereecht ginn, well e Bréif net ukomm ass, dann ass deen Taux ganz niddereg, ënner 0,01 %.

Déi beschiedegt Bréiwer ginn, esou laang eng Adress dropsteet, gefléckt a verschéckt. An deem Fall kënnt entweeder e Stempel „arrivé en état défectueux" oder, falls se beim Verschaffe futtigaange sinn, en Autocollant „envoi endommagé dans le circuit postal, veuillez nous en excuser" drop.

D'Post huet an der Moyenne eng 50 beschiedegt Bréiwer pro Dag, déi sou verschafft ginn. Bei enger Moyenne vu 528.000 Envoien den Dag ass dat en Taux vun 0,009 %.

ad 5. D'Post verdeelt grondsätzlech all Bréiwer, déi se am Guichet akzeptéiert huet, esouguer wann de Porto net géif duergoen.

Dat gëllt net fir Bréiwer, déi an eng Bréifkëscht agehäit goufen. An dësem Fall kritt den Ofsender de Bréif mat der Bemierkung hanneschtgeschéckt, datt de Porto net duergeet. Sollt keen Ofsender um Bréifëmschlag stoen, geet de Bréif un den ILR, deen en opmaache kann, fir den Ofsender ze ermëttelen.

Question 1697 (10.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **enquêtes menées par le Statec :**

De Statec mécht ëmmer nees Enquêten iwwert d'Konsumverhale vun de Privatleit, a freet domat Informatiounen, déi déif an d'Privatliewe vun de Leit agräifen. Den Artikel 14 vum Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert de Statec gëtt dem Service enquêteur vum Statec en Droit d'investigation. Den Artikel 15 vum selwechte Gesetz gesäit vir, datt Persounen, déi de Fonctionnairen an Agente vum Statec Donnéeën iwwer hiert Privatliewen net matdeelen, kënne bestrooft ginn.

An dem Zesummenhank wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Ass dës Legislatioun nach kompatibel mat der aktueller Legislatioun iwwert den Dateschutz?

2. Wéi eng Qualifikatioune mussen déi „Agente" vum Statec hunn? Ënnerleie si engem Beruffsgeheimnis?

3. Wéi eng Fichieren huet de Statec a wat geschitt mat deenen Donnéeën, déi Privatpersounen dem Statec zur Verfügung stellen?

4. Wéi dacks huet de Statec schonn, an Applikatioun vum Artikel 15, eng Plainte géint eng Privatpersoun gemaach, déi him keng Donnéeën iwwer hiert Konsumverhale wollt matdeelen?

5. Ass den Här Minister der Meenung, datt dat Gesetz vun 2011 misst iwwerschafft ginn, fir d'Privatliewe vun de Leit besser ze protegéieren?

6. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Kommunikatioun vu privaten Donnéeë sollt exklusiv op Fräiwëllegkeet berouen an datt déi Stéit, déi bereet wären, bei esou Enquêtë matzemaachen, och dofir sollten entschiedegt ginn?

Réponse (03.02.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Déi aktuell Gesetzgeebung zum Dateschutz berout zum groussen Deel um Dateschutzreglement vun der EU, dem Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (RGPD). Dëst Reglement definéiert eng ëffentlech Instanz wéi de Statec als verantwortlech fir den Traitement vun den Donnéeën, wa se d'Finalitéiten an d'Mëttele vun dësem Traitement definéiert. De Statec definéiert eng Rei vun dësen Traitementsmëttelen a -finalitéiten am Gesetz vum 10. Juli 2011 zu der Organisatioun vum nationalen Institut fir Statistiken an ekonomesch Studien, wou dem Statec en Enquêterecht zougesprach gëtt, an d'Méiglechkeet, fir déi, déi statistesch Informatioune musse liwweren, ze sanktionéieren, wa se refuséieren, un den Enquêten deel ze huelen.

D'RGDP verbitt bei Wäitem net d'Traitementer vun Donnéeën am Fall, wou d'Leit gehale sinn, hir Donnéeën ze liwweren, et insistéiert awer op d'Proportionalitéit vun de Mesuren, déi vis-a-vis vun de betraffene Leit geholl ginn, fir se dozou ze zwéngen. De Statec notzt seng Prärogativ, wat säin Enquêterecht an d'Sanktiounen ugeet, ganz moderat a respektéiert esou de Prinzip vun der Proportionalitéit. Et geet net drëm ze bestrofen oder ze schikanéieren, mee éischter dorëm, den Zousproch an d'Verständ-

nis vun de Bierger ze gewanne fir e performanten, objektiven a wëssenschaftlech fundéierte statistesche System. Ouni eng massiv Participatioun vun der Bevëlkerung bei den Enquêtë vum Statec géif déi wëssenschaftlech Qualitéit vun den Extrapolatioune vum Statec verluer goen. D'Bestëmmunge vum Gesetz vum 10. Juli, an och d'Artikele 14 a 15 dovunner, si mat der aktueller Dateschutzgesetzgeebung vereenbar an et ass net néideg, eng Ofännerung vun dësem Gesetz virzegesinn.

De Statec forméiert all seng Mataarbechter, a méi speziell déi, déi beoptraagt sinn dat Enquêtërecht auszeüben, wat d'Reegelen an d'Obligatioune vum Dateschutz ugeet, sief et betreffend d'Donnéeë vun Haushalter oder vu Betriber. D'Fonctionnairen ënnerleien dem Statut vun de Staatsbeamten, an dat statutarescht Gesetz vum Statec gesäit de statistesche Secret vir souwéi och Sanktiounen a Fäll, wou dësen net respektéiert gëtt. Och intern ginn d'Agenten iwwer hir Obligatiounen, wat d'Confidentialitéit an de Secret professionell ugeet, informéiert.

De Statec huet fir all Erhiewungswell vu sengen Enquêten d'Äntwerte vun engem ausgewielten Echantillon vun Haushalter. D'Donnéeë vun all eenzelner Erhiewungswell erginn ee Fichier. D'Donnéeën, déi et erlaben, d'Persounen ze identifizéieren (Nimm, Adressen) ginn am Fichier definitiv geläscht, soubal se fir de Prozess vun der Hierstellung vu Statistiken net méi noutwendeg sinn. Déi anonymiséiert Donnéeë gi vun de Mataarbechter vum Statec ausgewäert a benotzt, fir sozial a wirtschaftlech Indicateuren ze rechnen, esou wéi d'Missioun vum Statec et virgesäit. Et kënnt och vir, dass Ënnerensembele vun dësen anonymiséierten Donnéeën Eurostat oder unerkannte Fuerschungsekippen zur Verfügung gestallt ginn, dës ëmmer ënner staark ofgesécherte Bedingungen.

Well d'Participatioun vun den Haushalter an den Enquêten zefriddestellend ass an eng gutt Representativitéit vun den Enquêtë garantéiert, huet de Statec nach keng Plainte géint eng Privatpersoun gemaach, déi net op d'Enquête geäntwert huet. Et ass awer scho virkomm, dass de Statec eng Plainte géint e Betrib agereecht huet, dee refuséiert huet, op eng vun den Enquêten ze äntweren.

Déi Länner, an deenen d'Deelhuelen un de statisteschen Enquêtë fräiwëlleg ass, hunn eng wäit méi grouss Bevëlkerung wéi Lëtzebuerg. Et ass mathematesch noutwendeg, dass den Echantillon net ze kleng ass, fir dass d'Resultat vun de Statistike ka representativ sinn. Wann d'Deelhuelen un den Enquêtë fräiwëlleg wier, géif e staarke Risiko bestoen, dass d'Representativitéit vun de Resultater net méi gi wier, soudass net envisagéiert ass, d'Obligatioun, fir un Enquêten deelzehuelen, ofzeschafen.

Bei verschiddenen Enquêtë vum Statec kréien d'Haushalter, déi matmaachen, eng finanziell Entschiedegung. Dëst ass zum Beispill de Fall fir d'Enquête « Budget des ménages » an déi europäesch Enquête zu de Revenuen an de Liewensbedingungen (EU-SILC).

Question 1698 (13.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **satellite « GovSat » :**

Wéi 100,7 bericht, gëtt de lëtzebuergesche Militärsatellitt GovSat-1 zwee Joer nom Start vum Projet bal net benotzt. Et handelt sech bei GovSat ëm e Public-Private-Partnership tëscht dem Staat an der Satellittefirma SES, un där de Staat 12,60 % Undeeler besëtzt. D'Firma huet ausser dem lëtzebuergesche Staat aktuell keen eenzege Client an huet de Steierzueler, den Informatioune vun 100,7 no, bis ewell 167 Milliounen Euro kascht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen :

1. 100,7 schreift, dass d'Schwieregkeeten doranner leien, datt GovSat e Public-Private-Partnership tëschent dem Staat an der SES ass.

Wéi eng Schwieregkeeten hu sech aus der Konstellatioun vu GovSat als Public-Private-Partnership erginn?

2. Wat sinn d'Grënn, firwat GovSat bis haut keen eenzege Client ausser dem lëtzebuergesche Staat huet?

3. Ginn d'Servicer vu GovSat „Gov2Gov" (Government to Government) oder ënnert der Form vun enger Privatentreprise? Falls GovSat am Ausland als eng privat Entreprise consideréiert gëtt:

- U wéi villen ëffentlechen Ausschreiwungen huet GovSat deelgeholl?

- Kann de Minister confirméieren, dass effektiv keen eenzegen Optrag huet konnten u Land gezu ginn?

4. Wéi vill Euro huet de Projet GovSat de Steierzueler bis haut insgesamt kascht (Operatiounskäschten inkluéiert)?

Réponse (31.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

D'Regierung ass am Kader vum Effort de défense bemëit, sënnvoll an nëtzlech Kontributioune fir d'EU an d'NATO ze maachen. An deem Kontext ass identifizéiert ginn, dass Lëtzebuerg am Satellitteberäich seng Positioun notze kéint, fir den Alliéierten eng valabel Kontributioun ze ginn. An dësem Kontext ass zesumme mat SES am Joer 2014 e sougenannte „Public-Private-Partnership" opgestallt ginn, fir e Kommunikatiounssatellitt ze lancéieren. Dëse Satellitt, de GovSat-1, ass lo och operationell a Lëtzebuerg kann esou utile Kontributioune liwweren, wéi zum Beispill lo gläich bei der UNO Missioun MINUSMA. D'Zesummenaarbecht mat SES huet eis erlaabt, effikass dës Kontributiounen opzebauen. Och ass an deem Kontext d'Expertis, iwwert déi d'SES an dësem Beräich verfüügt, immens hëllefräich.

Am Kontext vum Verkaf vu Satellittekapazitéiten un aner Länner ass ze soen, dass Acquisitioune vun EU-Memberstaaten am Kader vun der Defense den Dispositioune vun den zwee europäeschen Ausschreiwungsdirektiven ënnerleien, der allgemenger Direktiv (directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE) an enger spezifescher Direktiv fir d'Beräicher vun der Defense an der Sécherheet (directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE).

Wat Satellittekapazitéiten a -servicer vun der Firma LuxGovSat ugeet, fält d'Acquisitioun vun dësen duerch en EU-Memberstaat ënnert déi europäesch Ausschreiwungsdirektiv fir d'Beräicher Defense a Sécherheet, déi zu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 26. Dezember 2012 ëmgesat ginn ass (loi du 26 décembre 2012 sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et - portant transposition de la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE, - portant modification de : - la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, - la loi du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics, "Defense Gesetz").

D'Basisprozedur ënnert dësem Gesetz ass eng Procédure restreinte oder Procédure négociée avec publication d'un avis de marché, woumat et sech ëm méi limitéiert Ausschreiwungen handelt wéi ënnert dem allgemenge Marchésgesetz, déi awer trotzdeem d'Konkurrenz tëschent méifache Firme spille loossen. Konkreet heescht dat, dass e Memberstaat, dee bei der Firma LuxGovSat akafe wëll, eng ëffentlech Prozedur, bei där d'Konkurrenz spillt, organiséiere muss, ausser e géif sech op eng vun den Exklusiounen/Exemptiounen aus dem Gesetz beruffen, déi et him géifen erlaben, eng Procédure négociée sans publication d'un avis de marché ze maachen. Dës Exklusioune si limitativ am Gesetz opgezielt a betreffen ënner anerem Marchéen, déi vun enger internationaler Organisatioun gemaach ginn, international Kooperatiounsprojeten a -programmer, Marchéen, wou e Memberstaat géif obligéiert ginn, Informatioune präiszeginn, déi sengen essenzielle Sécherheetsintresse kéinte schueden a sou weider.

Doniewent gëtt et och eng Exklusioun, déi och vum Här Deputéierten opgeworf ginn ass, déi Marchée concernéiert, déi tëschent zwou Regierungen ofgeschloss ginn (Government-to-Government oder kuerz „G2G"). An der Praxis bedeit dat, dass, wann e Land bei engem aneren akeeft, de Marché normalerweis net enger ëffentlecher Konkurrenzprozedur ënnerfält.

Am Fall vu LuxGovSat gehéieren d'Satellittekapazitéiten a -servicer awer net der lëtzebuergescher Regierung, mee der kommerzieller Entitéit LuxGovSat. D'lëtzebuergesch Regierung huet also keng Satellittekapazitéiten, déi si potenziell am Kader vun engem G2G-Accord un en interesséierte Memberstaat weiderverkafe kéint. Déi eenzeg Satellittekapazitéiten, déi der Regierung gehéieren, sinn déi 10-mol 10 Milliounen, déi d'Regierung sech duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 (loi du 19 décembre 2014 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense) engagéiert huet, iwwer eng Period vun zéng Joer anzekafen, an déi fir eegen Zwecker benotzt ginn.

De finanzielle Volet vun der Participatioun u LuxGovSat ass iwwert dat uewe genannte Gesetz couvréiert. D'Gesetz autoriséiert de Staat, fir 170 Milliounen iwwer 14 Joer auszeginn, dovunner 50 Millioune fir een Apport am Kapital vun der Gesellschaft an de Rescht fir Kapazitéiten a Servicer. Wéi an der Kommissioun intern Sécherheet a Verdeedegung schonn ugekënnegt, gëtt driwwer nogeduecht, dës sënnvoll Kontributioun fir eis Alliéierter weider auszebauen.

Wat de kommerzielle Volet vun der Fro vum Deputéierten ugeet, ass ze soen, dass dësen der Gesellschaft ënnerläit a sech hei net kann doriwwer prononcéiert ginn.

Question 1699 (13.01.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**augmentation du prix de l'électricité :**

An engem Lieserbréif an der geschriwwener Presse war gewuer ze ginn, datt et souwuel bei de private Luetstatiounen doheem bei de Leit wéi och bei de Chargy-Bornë fir Elektrogefierer säit dem 1. Januar zu enger substanzieller Präishausse vu ronn 30 % komm ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës grouss Hausse?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt dës substanziell Hausse de richtegen Ureiz ass, fir méi Leit dozou ze beweegen, op en Elektroauto ëmzeklammen?

4. Wéi eng Méiglechkeete ginn et, fir dës Hausse bei de Verbraucher opzefänken?

Réponse commune (11.02.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Et muss een ënnerscheeden tëscht dem Fournisseur, deen de Stroum physesch op all déi ëffentlech Chargy-Opluetstatioune liwwert, an dem „fournisseur de service de charge", deen e Service de charge op der Borne direkt un de Client verkeeft.

De Fournisseur gëtt, sou wéi dat am „règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique" virgesinn ass, all dräi Joer vun den Netzbedreiwer nei ausgeschriwwen. 2016 war dës Ausschreiwung eng éischte Kéier vun den Netzbedreiwer duerchgefouert ginn, fir d'Period 2017 bis 2019 ofzedecken. 2016, zum Zäitpunkt vun där Ausschreiwung, waren d'Stroumpräisser um Marché op engem niddregen Niveau. Och d'Netznotzungstariffer am Nidderspannungsreseau waren zu deem Zäitpunkt méi niddreg wéi 2020.

Enn 2019 huet dës Ausschreiwung fir d'Period 2020-2022 a Konformitéit mam uewen zitéierte Reglement missen nei lancéiert ginn. Déi Ubidder fir d'Stroumliwwerung hu sech missen un den neie Marchéskonditiounen an engem däitlech méi héije Stroumpräis op der europäescher Bourse orientéieren. Déi akzeptéiert Offer huet deementspriechend och e méi héije Präis, deen ongeféier 30 % iwwert dem Niveau vun der Ausschreiwung vun 2016 läit. En plus sinn entretemps och d'Netznotzungstariffer ëm zirka 15 % vis-à-vis vun 2016 geklommen.

Den integréierte Präis, deen de Stroumliwwerant de Fournisseurs de service de charge (FSC), déi direkt a Kontakt mam Endclient stinn, verrechent, ass entspriechend geklommen. Et hänkt awer vun den eenzelen FSCen of, a wéi engem Mooss si hir Präisser fir hir Servicer fir op de Chargy-Bornen upassen. Zum Deel verrechne si och e Pauschalpräis pro Charge oder d'Zäit, wéi laang den Auto opgeluede gouf. An der Moyenne kann een awer soen, dass d'Hausse vun de Stroumpräisser de Client wäert just ongeféier 1 € pro 100 km méi kaschten, wann en de Stroum op enger ëffentlecher Chargy-Borne luet. Dëst ass awer ëmmer nach 3 bis 4,5 € pro 100 km manner wéi mat engem Verbrennungsmotor.

Den Utilisateur vun der ëffentlecher Opluetinfrastruktur ka sech säin FSC fräi eraussichen. D'Lëscht vun den enregistréierten FSCe fënnt een um Site www.chargy.lu/fr/particuliers.

ad 3. D'Instrument vun der Ausschreiwung ass allgemeng unerkannt als en Instrument, dat et erlaabt, zum Zäitpunkt vun der Ausschreiwung déi beschte Marchéskonditiounen ze kréien. Dofir gesäit dat uewe genannte Reglement dat Instrument och vir. Wichteg ass awer och ze bemierken, dass de Stroum, deen op d'Chargy-Opluetstatioune geliwwert gëtt, en 100 % grénge Stroum ass, deen no strenge Krittären zertifiéiert ass. Sécherlech ass de Käschtepunkt vun der Elektromobilitéit en Aspekt, deen net ze vernoléissegen ass. Insgesamt ass den Elektroauto am Ënnerhalt an am Verbrauch awer weiderhin däitlech méi bëlleg wéi e fossillen Auto, a rezent Zuele vun der SNCA beleeën och, dass den Undeel vun der Elektromobilitéit kontinuéierlech méi grouss gëtt.

ad 4. D'Regierung setzt weiderhin op den Ausbau vun der Elektromobilitéit, andeem si d'Subside fir de Kaf vun engem neien 100 % elektreschen Auto mat 5.000 € respektiv vun engem neie Plug-in-Hybridauto (≤ 50 g CO_2/km) mat 2.500 € ënnerstëtzt. Weider Hëllefstellunge ginn am Moment gepréift.

Question 1700 (13.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **délais d'attente pour une mammographie :**

Selon nos informations, la prise de rendez-vous pour réaliser une mammographie constitue un véritable parcours du combattant avec des délais d'attente de plus en plus longs. Il s'avère de surcroît que le manque de radiologues aggrave la situation actuelle.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

2) Combien de radiologues sont engagés au Luxembourg et effectuent des mammographies ?

3) Quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre pour remédier au plus vite à cette situation et assurer aux patientes des rendez-vous dans des délais raisonnables ?

Réponse (12.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Sur bases d'informations collectées en janvier 2020 par la Direction de la santé auprès des services d'imagerie médicale effectuant des mammographies, les délais sont différents selon qu'il s'agit d'un rendez-vous pour une mammographie dans le cadre du programme de dépistage organisé du cancer du sein ou d'un rendez-vous pour une mammographie en dehors de ce programme. Ainsi, ces délais sont d'une semaine à deux mois pour une mammographie de dépistage dans le cadre du programme organisé et de deux à huit mois pour une mammographie de diagnostic ou de dépistage en dehors du programme de dépistage organisé.

Tous les centres d'imagerie mammaire affirment cependant pouvoir recevoir les femmes dans la semaine pour un examen urgent, sur demande du médecin demandeur au médecin radiologue responsable.

ad 2) Le Centre de coordination des programmes de dépistage du cancer a délivré un agrément à 14 radiologues pour l'interprétation des mammographies effectuées dans le cadre du programme de dépistage organisé. Selon les informations collectées auprès des services d'imagerie médicale, 18 radiologues effectuent des actes d'imagerie mammaire, dont un à titre de remplacement temporaire. Ces radiologues ne consacrent cependant pas l'entièreté de leur activité à l'imagerie mammaire.

ad 3) Dans le cadre de l'audit réalisé en 2018, clôturant la Roadmap sein 2012-2015, l'importance de documenter systématiquement les délais de prise en charge, y compris pour les rendez-vous de mammographie, a déjà été soulignée. Cet audit formule des recommandations concernant, entre autres, l'enregistrement systématique des délais, leur suivi et leur vérification dans une optique d'amélioration continue des prestations pour les patientes, mais aussi des recommandations relatives à l'organisation et à l'utilisation optimale des ressources et des compétences en la matière.

Le Ministère de la Santé tient compte de cet audit et soutient cette documentation et ce suivi, ainsi que l'organisation optimale du programme de dépistage organisé du cancer du sein, en particulier par le développement et la mise à disposition d'outils de gestion digitalisés pour le programme entrepris en 2019.

Par ailleurs, la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers prévoit la création

de réseaux de compétence, afin d'assurer la prise en charge interdisciplinaire des patients qui sont notamment atteints de cancers. Ces réseaux de compétence constituent un modèle organisationnel « garantissant le respect de critères de qualité élevés par tous les intervenants et la prise en compte des avancées médicales et techniques les plus récentes ».

La mise en place à moyen terme d'un réseau de compétence pour les cancers concernés, dont le cancer du sein, constituera dès lors un maillon supplémentaire dans la prise en charge de ces patients.

Le ministère rappelle également que les recommandations du Conseil scientifique du domaine de la santé, publiées en 2018, précisent que : « Dans le cadre de risque "standard" de cancer du sein, il n'y a pas lieu de réaliser un dépistage par imagerie en dehors de la tranche d'âge de 50 à 69 ans. Une double lecture avec deux lecteurs indépendants accroît la sensibilité du dépistage du cancer du sein et diminue le taux de rappel. » Cette recommandation correspond exactement aux dispositions du programme de dépistage du cancer du sein organisé et financé par l'État. L'organisation interne des services d'imagerie des établissements hospitaliers a été adaptée afin de réduire sensiblement les délais de rendez-vous pour ces mammographies de dépistage, avec des délais actuels d'une semaine à deux mois pour les rendez-vous. La mise à disposition des nouveaux outils de gestion du programme mentionnés ci-avant permettra de suivre et de guider les adaptations qui seront encore nécessaires.

En ce qui concerne les mammographies réalisées en dehors du programme organisé, pour des motifs de diagnostic, de suivi, ou de dépistage individualisé du cancer du sein, le médecin demandeur peut, s'il juge que la situation médicale le motive, adresser une demande urgente au médecin radiologue ; dans ce cas, l'examen est réalisé en règle générale endéans une semaine.

Question 1701 (13.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **décharge de déchets illégale dans la commune française de Rédange :**

Comme il est précisé dans un article de presse récent, une décharge de déchets illégale a été découverte dans la commune française de Rédange. Située à proximité du ruisseau Beler, un affluent de l'Alzette, cette décharge risque de polluer ces deux cours d'eau, notamment par le suintement d'eaux pluviales.

De plus, il ressort de l'article précité que la commune de Rédange n'envisage pas de faire enlever les ordures, mais compte attendre la fin du procès pour que les coupables le fassent eux-mêmes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Les services de Madame la Ministre ont-ils été informés par les autorités françaises des faits relatés ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, des évaluations spécifiques de la qualité d'eau de l'Alzette sont-elles prévues afin de déterminer si celle-ci est affectée par la décharge en question ?

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre afin de limiter le risque d'une pollution de l'Alzette ?

- Madame la Ministre entend-elle intervenir auprès des autorités françaises afin que les déchets soient enlevés dans les meilleurs délais ?

Réponse (21.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- L'Administration de l'environnement n'a jusqu'à présent pas été informée par les autorités françaises au sujet des déchets en question.

Les seules informations dont l'administration dispose actuellement sont celles qui ont été relatées dans l'article relatif au déchargement illégal de déchets à Rédange, paru en date du 13 janvier 2020 dans le quotidien « Luxemburger Wort ».

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les autorités en question doivent, dans le cadre d'enquêtes pénales, respecter le secret de l'instruction, et ne peuvent donc en principe communiquer des informations qu'après la clôture de l'enquête.

Il y a toutefois à noter dans ce contexte que l'Administration de l'environnement a depuis un certain temps connaissance de l'existence de dépôts sauvages de déchets de chantier dans la région frontalière.

Afin de remédier aux transferts et dépôts illégaux de déchets, des contrôles conjoints en matière de transferts de déchets avec les autorités françaises sur le territoire français sont projetés, de même que des contrôles sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg aux points de passage vers la France. Les contrôles sont effectués par des agents de l'Administration de l'environnement avec le support des agents de l'Administration des douanes et accises et de la Police grand-ducale. Un premier contrôle conjoint a eu lieu en date du 20 janvier 2020 sur le territoire français.

- L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été informée en date du 14 janvier par l'Administration de l'environnement de la présence d'une telle décharge.

L'AGE effectue des prélèvements d'eau sur le territoire luxembourgeois. Le premier site d'échantillonnage de l'Alzette se trouve à hauteur de la « lentille rouge ». Or, à cet endroit il n'est pas possible d'évaluer si les concentrations détectées dans l'Alzette proviennent du cours d'eau « Beler » à proximité duquel se trouve la décharge, du rejet de la station d'épuration d'Audun-le-Tiche ou par d'autres rejets sur le territoire français.

- Les critères de surveillance et les plans de gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers tout comme l'échange transfrontalier prescrit par les dispositions de la directive cadre sur l'eau et la coopération des experts au sein des commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre constituent la base pour la prévention des pollutions et l'atteinte du bon état des cours d'eau.

La prise des mesures qui s'imposent afin de prévenir des atteintes à l'environnement, dont notamment celles pour prévenir une éventuelle pollution de l'Alzette, incombe aux autorités françaises puisque les déchets se trouvent sur le territoire français.

- Ce sont les autorités compétentes françaises qui en l'occurrence mènent les enquêtes pénales ou administratives et qui prendront, en fonction des conclusions de ces enquêtes, une décision quant à l'évacuation des déchets en question.

Question 1702 (13.01.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **abus sexuels à l'égard des enfants :**

Innerhalb von zwei Jahren hat sich die Zahl der Meldungen beim Kanner-Jugendtelefon (KJT) über Darstellungen von sexuellem Missbrauch an Kindern im Internet vervierfacht. Im Jahr 2019 gab es 3.039 Meldungen, 2018 2.047 Meldungen und 2017 750 Meldungen. Von den insgesamt 3.039 Meldungen, die 2019 beim KJT eingingen, wurden 2.521 Bilder und/oder Videos als illegal eingestuft.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Justizministerin und den Herrn Minister für Innere Sicherheit stellen:

- Können die Minister die Angaben des KJT bestätigen?

- Laut Aussagen der Direktorin des KJT bedingt es unglaublichen personellen Ressourcen, um die Bilder/Videos auszuwerten: „Wenn viele Meldungen gleichzeitig ankommen, dann gerät die zuständige Abteilung an ihre Grenzen." Laut Antwort auf meine parlamentarische Frage N° 1025 vom 13.09.2019 gibt es aktuell 13 Ermittlungsbeamte in der Abteilung „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel". Laut Rekrutierungsplan soll der Bedarf an weiterem Personal analysiert werden.

• Wurde der Bedarf an weiteren Beamten für diese Abteilung bereits ausgewertet?

• Wenn ja, sind 13 Ermittlungsbeamte ausreichend, um die steigende Anzahl von Meldungen zu bearbeiten?

• Wenn nein, wie viele Beamte werden zusätzlich gebraucht?

• Wann gedenkt die Ministerin, die zuständige Abteilung personell zu verstärken?

- Welche weiteren Maßnahmen gedenkt die Regierung zu ergreifen, um schneller reagieren zu können?

- Wie viele Täter wurden 2019 verurteilt?

- Welche Tätertherapien gibt es in Luxemburg? Wird kontrolliert, inwieweit die Therapien Wirkung zeigen bei den Tätern?

Réponse commune (14.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Auf die Frage der Abgeordneten können die Zahlen als die offiziellen Zahlen vom Kanner-Jugendtelefon (KJT) bestätigt werden. Es handelt sich dabei um die Meldungen, die über die Bee Secure Stopline eingereicht werden.

Von den insgesamt 3.039 Meldungen aus dem Jahr 2019 wurden 2.521 als illegal bewertet. Davon wurden 2.327 an die Polizei weitergeleitet. An die Polizei wird nur weitergegeben, was in Luxemburg gehostet ist. Von den 2.047 Meldungen des Jahres 2018 wurden 1.728 an die Polizei weitergeleitet, 2017 waren es insgesamt 591 weitergeleitete Meldungen.

Über die letzten drei Jahre betrachtet, sind sowohl die Zahlen an Meldungen als auch die Zahlen an Übermittlungen an die Polizei gestiegen.

Es besteht aktuell ein allgemeiner Mangel an Personal in der gesamten Polizei. Im Rahmen des „Plan de recrutement extraordinaire", der vom Herrn Minister François Bausch initiiert wurde, wird auch die Abteilung der „Police judiciaire", also auch die Abteilung „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel du Service de police judiciaire" in den kommenden Jahren weiter verstärkt werden.

Es ist zu bemerken, dass bei jedem Polizeikommissariat eine Klage eingereicht werden kann. In schwerwiegenden Fällen wird der „Service de Police judiciaire" mit den Ermittlungen betraut. Zurzeit arbeiten neben den 13 Ermittlungsbeamten der Abteilung „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" noch 18 Beamte im Bereich „Maltraitance contre mineurs et délinquance juvénile". Insgesamt arbeiten also 31 Beamte direkt im Bereich Jugendschutz.

Das Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend finanziert das KJT mittels Fehlbedarfskonvention im Rahmen des ASFT-Gesetzes mit 4,375 Vollzeitstellen und der Übernahme von Infrastruktur- und Betriebskosten. Dieses Jahr, 2020, wurde dem KJT eine zusätzliche halbe Zeitstelle zugestanden.

Auf die Frage, wie viele Täter 2019 verurteilt wurden, können die Minister folgende Tabelle vorlegen:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Was die Tätertherapien angeht, gibt es in Luxemburg keine Einzeltherapie oder universelle Therapie für Täter solcher Straftaten. Es gibt auch keine Gruppentherapie. Wenn es sich um eine erste Verurteilung für Pedopornografie handelt, wird meistens eine Strafaussetzung zur Bewährung von fünf Jahre gesprochen und der Täter hat die Pflicht, sich therapeutisch behandeln zu lassen. Diese Therapie muss während der ganzen Strafaussetzung zur Bewährung stattfinden, auch wenn diese nur zweimal im Jahr stattfindet.

Wenn der Täter zu einer festen Gefängnisstrafe verurteilt wird, können Therapien im Centre pénitentiaire de Luxembourg oder im Centre pénitentiaire de Givenich vorgeschlagen werden. Viele Psychotherapeuten sind damit einverstanden, ins Gefängnis zu gehen und dort regelmäßig ihre Patienten therapeutisch zu behandeln. Verschiedene Therapeuten schlagen eher konfrontative Therapien vor, die sich auf die Straftaten der Täter konzentrieren. Es ist aber zu bemerken, wenn der Täter zu einer festen Gefängnisstrafe verurteilt wird, kann dieser nicht gezwungen werden, sich therapeutisch behandeln zu lassen.

In Bezug auf die Frage, inwiefern die Therapien Wirkung bei den Tätern zeigen, ist es sehr schwer für die Therapeuten und die Bewährungshelfer zu kontrollieren, ob die verurteilte Person das Verbot, auf pedopornografische Internetseiten zu gehen, respektiert hat. Obwohl therapeutische Behandlungen im Gefängnis der verurteilten Person vorgeschlagen werden, mit Anweisung in der Therapie aktiv mitzuarbeiten, ist es jedoch schwer zu beweisen, ob das dann auch wirklich der Fall ist. Das gilt auch für die Täter, die eine Strafaussetzung zur Bewährung bekommen. Sie können sich frei für einen Therapeuten entscheiden.

Es ist wichtig, noch dazu zu bemerken, dass der Inhalt dieser Therapien und die Diskussionen zwischen dem Täter und dem Therapeuten dem Berufsgeheimnis unterliegen. Das Resultat und der Verlauf der Therapie werden also nicht an andere Fachleute des Strafvollzuges weitergegeben. Es ist demnach nur möglich nachzuprüfen, ob die Therapie stattgefunden hat, aber nicht ob sie dementsprechend dem Täter auch geholfen hat.

Question 1703 (13.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **dépressions :**

En date du 11 décembre 2019, l'Institut Robert Koch a publié une partie des résultats de l'enquête européenne par interview sur la santé.

En comparaison avec les autres États membres de l'Union européenne, il s'avère que les Luxembourgeois souffrent le plus souvent d'une dépression. 11,7 % des femmes et 8,2 % des hommes ont ainsi indiqué qu'ils ont eu des troubles dépressifs. Par rapport aux résultats de la dernière enquête européenne, il s'agit d'une hausse de 2,6 points de pourcentage pour les femmes et de 0,7 pour les hommes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) De nombreuse études reconnaissent la dépression comme une cause majeure de suicide. Le Ministère de la Santé avait lancé le Plan national de la prévention du suicide en 2014 qui a pris sa fin en 2019. En vue des résultats nommés ci-dessus, Monsieur le Ministre juge-t-il utile de lancer un deuxième plan national de la prévention du suicide ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de personnes ont visité le site Internet « Prévention dépression » qui s'inscrit dans le cadre de la mise en application du Plan national de la prévention du suicide ?

3) En ce qui concerne la prescription d'antidépresseurs, le Luxembourg fait partie de la tête de liste en Europe. Monsieur le Ministre entend-il promouvoir davantage la psychothérapie comme traitement contre la dépression ?

4) Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre propose-t-il ?

Réponse (11.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Plan suicide, dont l'objectif général vise à combattre les causes et les conséquences du suicide et à réduire les tentatives de suicide et les décès par suicide au Luxembourg, revêt une importance particulière.

Cela étant, il importe de continuer à lutter durablement contre ce fléau en insistant plus particulièrement sur la prévention du suicide. Dans la mesure où le Plan national de santé mentale, qui devra intégrer le volet de la prévention, n'a toutefois pas encore été élaboré, j'estime utile de prolonger dans le temps le Plan national de prévention du suicide.

ad 2) Depuis la mise en ligne du site www.prevention-depression.lu en octobre 2016, le site a été vu par 55.769 utilisateurs, soit en moyenne 47 personnes par jour durant la période du 28 octobre 2016 au 26 janvier 2020. De tous ces utilisateurs, 46,33 % se sont connectés à travers une adresse IP au Luxembourg, 20,82 % à travers une adresse IP en France, 4,26 % à travers une adresse IP en Belgique, 4,09 % à travers une adresse IP en Allemagne et 4,06 % à travers une adresse IP au Canada.

En tout, ces 55.769 utilisateurs ont vu 154.539 pages (rubriques) du site, 63,83 % en langue française, 27,72 % en langue allemande, 6,27 en langue anglaise et 2,18 % en langue portugaise.

Le site comprend un autotest de dépistage (PHQ-9) mesurant la présence et la sévérité d'une dépression. Jusqu'au 26 janvier 2020, 12.015 personnes ont répondu à ce test. Les résultats montrent que sur les 12.015 personnes ayant fait le test, 5.758 (47,9 %) ont un score indiquant une dépression sévère, 3.087 (25,7 %) un score indiquant une dépression modérément sévère, 2.219 (18,5 %) un score indiquant une dépression légère et 951 (7,9 %) un score indiquant une absence de dépression.

À cela s'ajoute le site www.prevention-suicide.lu dont les chiffres peuvent être résumés comme suit.

Depuis le recensement des statistiques du site www.prevention-suicide.lu en janvier 2015, le site a été vu par 98.672 utilisateurs, soit en moyenne 53 personnes par jour durant la période du 1er janvier 2015 au 26 janvier 2020. De tous ces utilisateurs, 27,17 % se sont connectés à travers une adresse IP au Luxembourg, 38,45 % à travers une adresse IP en France, 11,46 % à travers une adresse IP en Allemagne, 4,98 % à travers une adresse IP en Belgique et 3,09 % à travers une adresse IP en Suisse.

En tout, ces 98.672 utilisateurs ont vu 251.331 pages (rubriques) du site, 74,7 % en langue française, 25,3 % en langue allemande.

ad 3) Le Ministère de la Santé ne compte pas promouvoir de manière spécifique la psychothérapie comme traitement contre une pathologie spécifique.

Toutefois, en ce qui concerne la promotion indirecte de la psychothérapie, on peut citer la conférence de presse du 14 janvier 2020 (campagne « Et si j'en parlais à un psy ? » sur la promotion des métiers de santé psy, organisée par la ligue en tant que co-coordinateur, avec le Ministère de la Santé, du Plan national de prévention du suicide pour le Luxembourg (PNPSL) au sujet de l'action n° 9 de ce plan. En effet, l'action n° 9 prévoit la « Promotion des métiers de la santé mentale » (médecin spécialiste en psychiatrie, psychologue, psychothérapeute, etc.) auprès du grand public pour une meilleure connaissance de leur champ d'action, pour améliorer l'accessibilité des soins et déstigmatiser la maladie mentale.

Question 1704 (13.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **séparation de l'Église et de l'État :**

D'Trennung vu Kierch a Staat huet derfir gesuergt, datt vill Gemengen uechtert d'Lëtzebuerger Land decidéiert hunn, d'Kierchegebaier op hirem Territoire ze iwwerhuelen a fir den Ënnerhalt vun dëse Gebailechkeeten opzekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Inneministesch dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Madamm Ministesch perséinlech zum Fait, datt aktuell vill Gemengen uechtert d'Land d'kathoulesch Kierch indirekt finanzéieren, andeems se d'Kierchegebaier iwwerholl hunn an elo den Ënnerhalt vun dëse Gebaier bezuelen? Ass dëst kompatibel mat der Virstellung vun der Ministesch an hirem Virgänger vun enger konsequenter Trennung vu Kierch a Staat?

2. Huet d'Madamm Ministesch wëlles, d'Gemenge geziilt finanziell ze ënnerstëtzen, fir den architektonesche Patrimoine, deen d'Kierchegebaier zu Lëtzebuerg jo manifestement duerstellen, ze erhalen? Wa jo, wéi géif dëst an der Praxis ausgesinn a wéi gesäit d'Zesummenaarbecht op dësem Gebitt mam Services des sites et monuments nationaux aus?

3. Sinn am Kontext vum Erhalt vu Kierchegebaier speziell Aidë virgesinn, déi iwwert déi geméinlech Subsiden erausginn?

4. Wéi héich schätzt d'Ministesch d'Käschten an, déi insgesamt op d'Gemengen duerkommen, déi Kierchegebaier am Kader vun der Trennung vu Kierch a Staat iwwerholl hunn?

5. Wëssend, datt d'Gemengen zum gréissten Deel aus dem Fonds de dotation globale vum Staat finanzéiert ginn an d'Trennung vu Kierch a Staat jo u sech sollt derfir suergen, datt kee Kofinanzement tëscht de Culten an dem Staat méi stattfënnt - gesäit d'Madamm Ministesch hei e Widdersproch?

6. Missten d'Gemengen an den Ae vun der Madamm Ministesch net sécherstellen, datt kee Finanzement vun de Culten aus staatleche finanzielle Ressourcë méi stattfënnt? An, missten d'Gemengen, Madamm Ministesch, net obligéiert ginn, wa se Investitiounen an esou Gebaier tätegen, datt dës Ressourcen dann aus eegenen, vun der Gemeng selwer erwirtschafte Gelder misste kommen, wéi beispillsweis dem ICC? Esou kéint séchergestallt ginn, datt et kee Kofinanzement tëscht dem Staat an de Cultë méi gëtt. Wann net, firwat?

7. Wann eng Gemeng Kierchegebaier an Eegeregie an d'Rei setzt, missten dës Gebaier dann net och fir aner Zwecker vun der ganzer Bevëlkerung kënne genotzt ginn, ouni datt d'Gebai muss desakraliséiert ginn?

Réponse (13.02.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir unzefänken, wëll ech preziséieren, datt dat primäert Zil vum Gesetz vum 13. Februar 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes doranner bestanen huet, kloer Besëtzverhältnisser ze schafen an d'Finanzéierung vun de Kierchegebaier kloer ze reegelen.

Sämtlech Fraise fir d'Conservatioun, den Entretien constructif, d'Remise en état, de Fonctionnement an de lafenden Ënnerhalt vun de Kierchegebaier, ob si fir reliéis Zwecker genotzt ginn oder ob si entweit sinn, mussen am Prinzip vum Proprietär gedroe ginn. Wann d'Gemeng awer Proprietär vun engem Kierchegebai ass, dat fir reliéis Zwecker genotzt gëtt an dem Fong iwwer eng Convention de mise à disposition zur Verfügung gestallt gëtt, muss de Fong d'Fonctionnementskäschten an de lafenden Ënnerhalt iwwerhuelen. Dës Bestëmmunge baséieren op den Artikelen 11, 14 a 15 vum Gesetz vum 13. Februar 2018. Déi korrekt Applikatioun dovunner gëtt am Kader vun der administrativer Surveillance iwwert d'Gemenge kontrolléiert.

Ënnert de Kierchegebaier ginn et Gebaier, déi als schützenswäerte Patrimoine klasséiert sinn an ënnert déi selwecht gesetzlech Bestëmmunge falen a vun de selwechte Subside fir hiren Erhalt profitéiere kënnen ewéi aner schützenswäert Gebaier zu Lëtzebuerg. Wa Gemengen doriwwer eraus Subventiounen am Beräich vum Erhalt an der Verschéinerung vu Gebaier op hirem Territoire virgesinn hunn, da kënnen och Kierchegebaier profitéieren, onofhängeg dovunner, wien de Proprietär ass. Dëst entsprécht dem Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz. Déi Gelder, déi d'Gemengen aus dem Fonds de dotation globale des communes kréien, sinn net affektéiert Ressourcen. D'Gemenge maachen dovunner Gebrauch nom Prinzip vun der Gemengenautonomie, am Respekt vum Gesetz an ënnert der Surveillance vum Staat.

Et ass doriwwer eraus net méiglech, fir d'Fraisen, déi op d'Gemengen zoukommen, ze schätzen. Et ass awer kloer, dass déi Fraise global manner héich si wéi virum Gesetz vum 13. Februar 2018, well zanterhier manner Kierchegebaier am Besëtz vun de Gemenge sinn an d'Gemengen am Fall vun enger Mise à disposition un de Fong net méi fir d'Fonctionnementskäschten an de lafenden Ënnerhalt mussen opkommen.

Wann eng Kierch nach fir kierchlech Zwecker genotzt gëtt, kann de Fong der Gemeng d'Kierch fir gewësse Geleeënheete punktuell zur Verfügung stellen (z. B. fir kulturell Veranstaltungen). An dësem Fall kënnt d'Gemeng fir d'Onkäschte vun dësem punktuellen Event op.

Question 1705 (13.01.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**impôt sur la spéculation :**

An der Emissioun „Invité vun der Redaktioun" op RTL Radio Lëtzebuerg huet d'Madamm Inneminister gesot, datt eng Spekulatiounssteier nieft der Reform vun der Grondsteier misst kommen, fir eng national Léisung fir broochleiend Bauland ze fannen.

Zu der Problematik vun den eidel stoende Wunnengen an den onbebauten Terraine sot den Här Staatsminister a engem „Lëtzebuerger Land"-Interview vum 29. November 2019:

„Ich bin zwar ein liberaler Politiker, aber ich bin der Überzeugung, dass wir eine Spekulationssteuer einführen müssten. Leer stehende Wohnungen müssen progressiv besteuert werden, so dass es den Besitzer schmerzt."

"Und ungenutztes Bauland?"

„Nein. Das geht mir persönlich zu weit. Die Eigentümer haben möglicherweise Pläne für die Zeit in ihrer Rente, die der Staat ihnen nicht verbauen sollte. Aber ich verschließe mich auch hier keiner Diskussion, warne aber davor, Eigentümer zu stigmatisieren."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un Regierung riichten:

- Kann d'Regierung informéieren, ob am Kader vun der Bekämpfung géint d'Spekulatioun op Bauterraine just d'Grondsteier soll reforméiert ginn, fir doduerch broochleiend Bauland anescht ze bewäerten, oder soll separat zur Reform vun der Grondsteier och eng national Spekulatiounssteier kommen, esou wéi d'Inneministesch et am Interview op RTL Radio Lëtzebuerg gesot huet?

Réponse commune (12.02.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung ënnersträicht, datt der Spekulatioun am Beräich vum Logement aktiv entgéintgewierkt muss ginn. Vu datt dëst eng national Prioritéit ass, soll déi och mat nationalen Instrumenter ugaange ginn, ouni dobäi d'Gemengen als zentrale Partner ze vergiessen.

D'Detailer iwwert déi genau Ausgestaltung vun dëse Moossname mussen am Kader vun der Logementspolitik souwéi am Kontext vun der gesamter Steierreform ausgeschafft ginn, wéi mir an eise jeeweilegen Interventiounen, déi vum Deputéierten zitéiert ginn, erkläert hunn.

Question 1706 (13.01.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **permis de conduire de la catégorie AM :**

Le permis de conduire de la catégorie AM autorise la conduite d'un cyclomoteur à deux ou trois roues, jusqu'à 50 $cm^{3,}$ respectivement d'un quadricycle léger dont les vitesses maximales ne dépassent pas 45 km/h. L'obtention de ce permis requiert une formation théorique de douze heures et une formation pratique de sept heures. L'âge minimum pour la conduite d'un véhicule automoteur de la catégorie AM est fixé à 16 ans.

En France, le permis de la catégorie AM permet aux jeunes dès 14 ans de conduire un cyclomoteur de maximum 50 cm^3 ou un quadricycle léger équivalent. En Belgique, l'âge minimum pour passer l'examen théorique de ce permis est actuellement fixé à 15 ans et 9 mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Le Gouvernement est-il favorable à un abaissement de l'âge minimum pour passer le permis de la catégorie AM ?

- Dans l'affirmative, à quel âge ?

- Dans la négative, quels arguments plaident contre l'abaissement de l'âge légal pour l'obtention du permis de conduire AM ?

Réponse (14.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans ce contexte, il convient de relever que le Gouvernement n'envisage actuellement pas de procéder à un abaissement de l'âge minimum en vue de l'obtention d'un permis de conduire de la catégorie AM pour des raisons impérieuses de sécurité routière.

Toutefois, le Plan d'action « sécurité routière » du Gouvernement prévoit une réforme de l'apprentissage en vue de l'obtention d'un permis de conduire. Dans le cadre de ces travaux les acteurs concernés analyseront également les conditions d'accès aux différentes catégories du permis de conduire.

Question 1708 (14.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **chasse administrative d'espèces invasives :**

En réponse à la question parlementaire n° 1402 du 28 octobre 2019 au sujet des colonies de mouflons, Madame la Ministre précise qu'il n'existe aucune raison pour protéger cette espèce invasive au Grand-Duché de Luxembourg. Partant, conformément à l'article 55 de la loi sur la chasse, des chasses administratives seront organisées dans la région d'Echternach afin de réduire le cheptel des mouflons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-ce que l'argument que cette chasse est justifiée par la trop forte concentration de cette espèce causant des dommages excessifs peut actuellement également être appliqué à d'autres espèces invasives au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quelles autres espèces pourraient être réduites, voire même éliminées, par une chasse administrative ?

- Sachant qu'une espèce invasive comme le cormoran cause d'énormes dégâts au cheptel piscicole indigène, pourquoi aucune mesure n'est prévue pour adapter les colonies des cormorans surreprésentées au Luxembourg, d'autant plus que des pays limitrophes et d'autres pays européens n'hésitent pas à endiguer l'accroissement de la population des cormorans sur leur territoire ?

Réponse (17.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Oui.

- Une chasse administrative peut s'exercer exclusivement sur les espèces appartenant à la faune sauvage énumérées à l'annexe de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, qu'elles soient non indigènes et invasives ou indigènes et non invasives, si un des critères de l'article 55 de ladite loi est rempli.

- Aucune espèce de cormoran n'est listée sur l'annexe de la loi précitée. Dès lors, aucune chasse, administrative ou non, ne peut être exercée sur les cormorans.

Je tiens néanmoins à rappeler que le cormoran est une espèce indigène et non invasive couverte par le régime de protection générale de la directive 79/409/CEE sur la conservation des oiseaux sauvages.

Question 1710 (14.01.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **trains CFL bondés :**

An de leschte Woche sinn an de Spëtzestonnen d'Zich vun der CFL-Linn 10 iwwerfëllt.

Esou ass et oft de Fall, datt vun Ettelbréck, spéitstens vu Miersch u keng Sëtzplaze méi fräi sinn, an och an dem Gank dotëscht stinn extreem vill Leit.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass de Minister sech dëser Problematik bewosst?

- Wa jo, wat gedenkt hien ze ënnerhuelen?

- Ass de Minister der Meenung, datt dës Situatioun sech nach wäert verschlëmmere mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport?

- Ginn d'CFL-Responsabel dovun aus, datt den Drock op déi éischt Klass ab dem 1. Mäerz wäert wuessen?

Réponse (27.01.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Zouwuess vu Clienten op der Nordstreck ass bekannt. Dofir goufe verschidden RE-Zich verstäerkt, andeems op der Streck tëschent Ëlwen a Lëtzebuerg d'Zich zu de Spëtzenzäite mat engem Maximum vu sechs Voituren agesat ginn. Bei den RB-Zich aus an a Richtung Dikrech ass en änlechen Zouwuess ze erkennen. Allerdéngs ass et bei dësen Zich, opgrond vun der haiteger Materialsituatioun, net méiglech, fir hir Sëtzplazkapazitéit weider ze verstäerken. Dës Zich fueren zu de Spëtzenzäite mat enger Kompositioun vu véier bis maximal sechs Voituren.

D'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport vum 1. Mäerz 2020 un, wäert keng gréisser Repercussiounen op d'Unzuel vun de Reesenden op dëser Streck hunn. Villméi gëtt sech en Zouwuess op de Grenzgaren erwaart. Wann een den aktuelle Flux vun den Deplacementer kuckt, da fuere vu Gouvy aus déi mannste Grenzgänger fort, déi riskéieren eventuell ab dem 1. Mäerz 2020 vun Ëlwen aus wëlle fortzefueren an domat géinge fir en Zouwuess op den nationalen Zich op dëser Streck suergen.

Am Laf vum leschte Joer hunn d'CFL och nei Automotricë bestallt, déi et erlabe wäerten, d'Unzuel vun de Sëtzplazen op dem ganze Reseau ze erhéijen, fir sou och dem Zouwuess vu Reesende Rechnung ze droen. Bestallt sinn 22 nei dräideeleg Automotricen, déi am Ganze 6.380 Plazen an der zweeter Klass an 968 Plazen an der éischter Klass opweisen. Derbäi kommen nach zwielef sechsdeeleg Automotricen, déi am Ganze 7.248 Plazen an der zweeter Klass an 1.056 Plazen an der éischter Klass ubidden.

Et geet een net dovunner aus, datt mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport den Drock op d'éischt Klass klamme wäert, well jo d'Präisser fir e Billjee vun der éischter Klass net wäerte reduzéiert ginn.

Question 1712 (14.01.2020) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **forfait d'éducation :**

Am Hibléck op d'Mammerent stelle sech eng Rei un Ongerechtegkeeten, op déi ech heimat wëll opmierksam maachen, notamment, wat déi Fraen ugeet, déi keng perséinlech Alterspensioun hunn an déi hir Mammerent iwwert de Fonds national de solidarité bezéien. Dës Mammerent ass zënter dem Oktober 2005 net méi indexgebonnen. Fraen, déi eng perséinlech Alterspensioun hunn, bezéien hir Mammerent vun der Pensiounskeess. An dëser Pensioun sinn eventuell Kannererzéiungsjoer integréiert an d'Pensioun ass indexgebonnen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeministesch:

1. Aus wat fir enger Motivatioun eraus ass d'Mammerent fir Fraen ouni perséinlech Alterspensioun zanter 2005 net méi un den Index gebonne ginn?

2. Gesäit d'Madamm Ministesch net eng Ongerechtegkeet doran, datt Fraen ouni perséinlech Alterspensioun net d'selwecht behandelt ginn ewéi Fraen, déi dës Pensioun hunn?

3. Wa jo, gedenkt d'Regierung, déi gesetzlech Dispositiounen esou ze iwwerschaffen, datt Fraen ouni perséinlech Alterspensioun géintiwwer deenen aneren net méi benodeelegt ginn? A wéi engem zäitleche Kader ka mat der Emsetzung vun dësen Dispositioune gerechent ginn?

Réponse (17.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Mammerent (och „forfait d'éducation" genannt) gëtt duerch d'Gesetz vum 28 Juni 2002 gereegelt an ass do indexgebonne gewiescht.

Am Artikel IX, 7 vun dësem Gesetz ass festgehalen, datt déi Persounen, déi virum 1. Juli 2002 eng Pensioun kritt hunn, e Recht op d'Mammerent hunn an datt fir si kee Recalcul vun hirer Pensioun mat Aberechne vun de Babyjore gemaach gëtt. Déi Persoune profitéieren also an hirer Pensioun vun enger Mammerent, déi un den Index gebonnen ass.

Déi Persounen, déi nom 1 Juli 2002 eng Pensioun kritt hunn, hunn d'Babyjoren als Period vun hirer Pensioun ugerechent kritt a kréien doduerch keng Mammerent.

2006 huet d'Regierung verschidde Mesurë geholl, fir den Equiliber vun de Staatsfinanzen an d'Kompetitivitéit vum Land ze assuréieren. Eng vun de Mesurë war dann och, d'Mammerent ze desindexéieren (Gesetz vum 26. Juni 2006).

D'Babyjoren, déi 1988 agefouert goufen, si Bestanddeel vun enger Pensioun, fir déi den Assuréierte cotiséiert huet. Den Assuréierte kritt also e Revenu, deen den allgemenge Bestëmmunge vun der Indexéierung ënnerläit.

Bei der Mammerent ass dëst net Fall, well d'Käschten integral vum Staat iwwerholl ginn. Duerfir besteet keng Obligatioun, fir d'Mammerent un den Index ze bannen.

De Koalitiounsaccord gesäit keen Iwwerschaffe vun der Mammerent vir.

Question 1713 (14.01.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **déductibilité fiscale des contrats épargne-logement :**

Dans le cadre de la dernière réforme fiscale, il a été décidé d'exclure de la déductibilité fiscale en tant que dépenses spéciales les cotisations d'épargne-logement en vertu d'autres contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé durant dix années en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fiscalement non favorisées. Comme, par le passé, l'affectation des fonds attribués à l'échéance à d'autres fins que celles prévues par la loi donne lieu à imposition rectificative des années concernées.

Or, il arrive que de jeunes adultes dont les parents ont antérieurement pris l'initiative de mettre en place un contrat d'épargne-logement pour le compte de leurs enfants n'aient pas la capacité financière pour investir les sommes en question dans l'acquisition d'un immeuble. Ces jeunes adultes se voient alors doublement pénalisés. Leurs revenus feront éventuellement l'objet d'une imposition rectificative. S'y ajoute qu'ils seront à l'avenir exclus de l'avantage fiscal institué en rapport avec les contrats d'épargne-logement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter le régime fiscal en question dans le cadre de la réforme fiscale à venir ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas opportun de permettre à ces jeunes adultes de « se rattraper » par exemple en investissant la somme perçue au titre de leurs comptes épargne-logement antérieurs en tant que capital initial dans un nouveau contrat d'épargne-logement ?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les sommes perçues au titre d'un contrat d'épargne-logement puissent à l'avenir également être investies dans l'achat de biens meublant un logement affecté à des fins d'habitation principale, voire dans les travaux de rénovation d'un tel logement ?

Réponse (10.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député s'enquiert sur la déductibilité fiscale des contrats épargne-logement et l'affectation des fonds attribués à l'échéance à d'autres fins que celles prévues par la loi.

Étant donné que l'affectation des fonds attribués à l'échéance à d'autres fins que celles prévues par la loi ne donne pas toujours lieu à une imposition rectificative comme erronément mentionnée dans la présente question, il s'avère utile de rappeler les principales dispositions fiscales en matière de l'épargne-logement.

Tout d'abord, la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) prévoit en son article 111 que les cotisations versées à une caisse d'épargne-logement agréée au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement souscrit en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation constituent, sous réserve du plafond visé au même article, des dépenses spéciales et diminuent ainsi le revenu imposable.

Ensuite, conformément à l'alinéa 7 de l'article 111 L.I.R. et au point 7.3. de la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 111/3 du 23 mai 2017, il y a lieu de relever que l'affectation des fonds attribués à d'autres fins que celles prévues par la loi ne donne pas lieu à une imposition rectificative des années concernées dans les hypothèses suivantes :

a) la résiliation du contrat est provoquée par le décès ou par l'incapacité de travail permanente de la personne ayant souscrit le contrat d'épargne-logement ;

b) le contrat est résilié plus de dix ans après sa souscription.

Par ailleurs, les cotisations antérieurement déduites gardent leur caractère déductible, nonobstant l'affectation des fonds attribués à l'échéance, si la durée du contrat excède dix ans.

Toutefois, pour éviter des abus que l'on a pu observer dans le passé, la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a introduit un nouvel alinéa 3a qui exclut de la déductibilité en tant que dépenses spéciales les cotisations d'épargne-logement en vertu d'autres (nouveaux) contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fiscalement non favorisées. Ainsi, au cas où le capital d'épargne-logement accumulé n'est pas utilisé pour des fins explicitement visées par la loi, de futures déductions fiscales ne seront plus possibles.

Le logement sera un des trois piliers de la future réforme fiscale. Alors que le sujet évoqué par l'honorable Député est bien à l'étude dans ce contexte, il n'est pas opportun à ce stade de spéculer sur des mesures individuelles. La réforme fiscale sera présentée dans son ensemble, quand les différentes mesures, qui en feront partie intégrante, auront été arrêtées par le Gouvernement.

Question 1715 (14.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **travaux illégaux dans la zone verte « um Hutbierg » à Tétange :**

Am Kader vun deem méiglecherweis illegalen Depot vu Bauschutt als Material fir de Bau vun engem Bëschwee an enger Naturschutzzon zu Téiteng duerch de lokale Fierschter war eebenfalls rezent an engem Artikel op 100,7 ze liesen, datt Bauten an der Zone verte um Hutbierg zu Téiteng duerch de lokale Fierschter erriicht goufen, ouni datt déi néideg Autorisatiounen am Kader vun dem Artikel 6 vum aktuellen Naturschutzgesetz, respektiv vum Virgängernaturschutzgesetz vun 2004 virlouchen.

Interessant sinn an deem Kontext och d'Aussoe vum Directeur adjoint vun der zoustänneger Natur- a Bëschverwaltung, datt d'Konstruktioune jo per Gesetz autorisabel wären an deemno elo nodréiglech alles géif regulariséiert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch déi Informatioun confirméieren, datt illegal Bauten an enger Zone verte duerch e lokale Fierschter opgeriicht goufen?

2. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt all déi iwwergeuerdent Instanzen, notamment den Arrondissement Sud an d'Direktioun vun der ANF, dëse grave Verstouss net bemierkt hunn, ëmsou méi, well jo d'Halen an enger Naturschutzzon leien?

3. Beim Opriichte vu Lagerhalen duerch de Staat musse jo nieft den néidegen Autorisatiounen och déi néideg Budgete virleien. Wéi ass et méiglech, datt beim Opstelle vum Budgetsprojet fir dëse Site keen an der zoustänneger Verwaltung an am Ministère sech Froen zu den Autorisatioune gestallt huet?

4. Kann d'Madamm Ëmweltministesch soen, ob déi Prozedur, déi anscheinend elo um Hutbierg praktizéiert gëtt, also datt en illegale Bau einfach kann a posteriori regulariséiert ginn, elo fir jiddweree gëllt? Konstruktiounen an der Zone verte betreffe virun allem haaptberufflech Bauerebetriber, déi jo ënnert den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz falen an de facto autorisabel sinn. Vu datt jo all Bierger virum Gesetz gläich sinn, wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu där Fro?

Réponse (27.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Um Site vum Hutbierg, dee säit dem Joer 1870 als Minière exploitéiert ginn ass, huet de Fierschter véier Konstruktiounen opgeriicht, ouni déi néideg Naturschutzautorisatiouns unzefroen, an zwar an de Joren 2004 bis 2016. Et handelt sech bei de Konstruktiounen ëm en Entrepôt, zwou Halen an en oppent Lager, déi zesummen de regionalen Holzhaff bilden. Déi Konstruktioune si laut Naturschutzgesetz op dësem Site autorisabel, och wann dëst net entschëllegt, datt se ouni Autorisatioun opgeriicht goufen.

ad 2. D'Naturverwaltung huet direkt eng intern Enquête an d'Weeër geleet, fir dëst ze klären. Dobäi huet sech erausgestallt, dass notamment den Arrondissement Sud senger Opsiichtsflicht an dësem Fall net nokomm ass. En internen Audit vun der Verwaltung soll hëllefen, esou Faillen an Zukunft auszeschléissen.

ad 3. D'Budgetsprozedur an d'Autorisatiounsprozedur si komplett vunenee getrennt. D'Autorisatiounsflicht ass net agehale ginn. Déi intern Enquête huet erginn, datt déi budgetär Prozeduren integral agehale goufen.

ad 4. Et kënne just déi Baute regulariséiert, dat heescht nodréiglech autoriséiert ginn, déi konform sinn zum Gesetz. Dës Reegel gëllt fir all Bierger a fir all Betrib, ob privat oder ëffentlech.

Dem Gesetz no kënnen net nëmme Konstruktiounen am direkten Zesummenhang mat der professioneller Landwirtschaft autoriséiert ginn, mee och am professionelle Gaardebau, Geméisbau a Wäibau, an och fir d'Bëschbewirtschaftung.

D'ANF geréiert eise ganzen ëffentleche Bësch an dierf ënner bestëmmte Konditioune Konstruktioune fir d'Bëschbewirtschaftung oprichten.

Question 1718 (14.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **décharge « fantôme » à Sanem :**

Dans un article de presse paru récemment sur reporter.lu, l'existence d'une décharge « fantôme » à Sanem est soulevée. De cette décharge, un liquide toxique, pollué hautement par des métaux lourds, tels que le cobalt ou le nickel, s'écoulerait dans la Chiers, une situation apparemment connue par l'Administration de la gestion de l'eau.

Par ailleurs, les responsables des communes de Sanem et Differdange auraient réclamé qu'un assainissement de cette décharge devrait être traité de manière prioritaire, au vu du risque pour l'environnement naturel et humain.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatifs à la décharge en question, tels qu'ils sont relatés dans l'article susmentionné ?

- Dans l'affirmative, depuis quand les services de Madame la Ministre ont-ils connaissance de cette situation ?

- La décharge en question est-elle surveillée de façon régulière par les services étatiques compétents ?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que l'eau d'infiltration de cette décharge représente une source de pollution pour l'environnement ? Dans l'affirmative, est-il prévu d'assainir la décharge en question ? Dans quel délai les travaux relatifs pourraient-ils débuter ?

Réponse (21.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les réponses aux questions posées sont données dans l'hypothèse que par décharge « fantôme » l'honorable Député se réfère à la décharge « Wawerbësch » dite décharge « Lamesch » se situant sur le territoire de la commune de Sanem.

- Des agents de l'Administration de l'environnement ont constaté, lors d'une visite des lieux en date du 20 janvier 2020, un écoulement d'eaux sortant du corps de la décharge. En vue de la détection et de la quantification d'une éventuelle pollution, j'ai invité ArcelorMittal Luxembourg SA à réaliser des analyses des eaux sortant du corps de la décharge par un organisme agréé. Une qualification de ces eaux et de leur impact environnemental ne sera possible qu'après obtention des résultats d'analyse.

- Lors de la réunion « scoping » (définition du cadre d'analyse d'un projet) en relation avec la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) en relation avec un projet de décharge pour déchets sidérurgiques et inertes en date du 1er décembre 2017 à l'Administration de l'environnement, les administrations communales de Differdange et de Sanem ont fait part de leurs craintes. Lors de l'élaboration de ladite EIE, l'impact du projet sur l'emprise du projet (qui n'inclut toutefois pas la décharge « Lamesch ») doit être analysé. Actuellement, l'Administration de l'environnement est en attente de l'EIE et donc des résultats de diverses analyses et études imposées. La société Cloos SA a confirmé la continuation de la procédure EIE à l'Administration de l'environnement par son courrier daté au 23 janvier 2020 en informant que les études d'impact des poussières, du bruit, de l'hydrogéologie et les études de la biodiversité (faune et flore) ont été entamées.

- Actuellement, l'Administration de l'environnement ne procède pas à une surveillance. De nouvelles analyses ont été demandées à l'exploitant. Sur base des résultats obtenus, des suites éventuelles à donner seront évaluées.

- D'après l'impact visuel lors de la visite des lieux, les eaux de percolation sont probablement très basiques (pH > 12), fortement salines (précipitations blanches de sels) et leur concentration est élevée an arsenic et fer (couleur brunâtre). La situation y rencontrée est une situation typique des eaux impactées par des scories ou des produits à base de scories. Dû au passé historique, cette situation est symptomatique pour les alentours des sites sidérurgiques vu la présence quasi ubiquitaire de scories à ces endroits.

De nouvelles analyses ont été demandées à l'exploitant. Sur base des résultats obtenus, des suites éventuelles à donner seront évaluées.

Question 1719 (15.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**impôt sur la fortune minimum pour entreprises :**

Am lëtzebuergesche Steierrecht fir Betriber gëtt et Dispositiounen iwwert déi sougenannte Minimalsteieren am Beräich vun der Vermëigenssteier vu Betriber. Dës Minimalsteier gëtt onofhängeg vum Resultat vun engem Betrib erhuewen a ka grad bei jonke Betriber, déi mat wéineg Kapital gegrënnt goufen, zousätzlech (an net ëmmer am Viraus ageplangte) Käschte generéieren. Dëst ass virun allem da relevant, wann e Grënner vun enger klenger Entreprise onofhängeg vu sengem Revenue wärend dem éischte Joer mindestens 6.425,97 Euro (Index 834,76) u Soziallaaschten ze bezuelen huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber goufen an de leschte fënnef Joer an deene verschiddene Paliere vum IF minimum nom Paragraf 8 Alinea 2 Lettre b) VStG besteiert?

2. Wéi vill vun dëse Betriber gëtt et (opgeschlësselt no Palier) säit manner wéi dräi Joer?

3. Wéi vill vun dëse jonke Betriber haten (opgeschlësselt no Palier) eng Perte am Bilan stoen?

4. Wéi vill vun dëse Betriber hunn (opgeschlësselt no Palier) vun enger Reduktioun vum IF minimum profitéiert?

5. Wéi vill vun dëse Betriber hunn hiren IF minimum zousätzlech opgrond vum „régime d'intégration fiscale" reduzéiert?

6. Plangt de Minister Erliichterunge fir jonk Betriber am Beräich vun der Minimalbesteierung, fir esou d'Grënnung vu klengen Entreprisen, déi wéineg Kapital brauchen, ze begënschtegen?

Réponse (13.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Laut dem Paragraf 8 Alinea 2b) VStG gëtt de Montant vun der minimaler Vermëigenssteier op Basis vun engem strukturéierten Tariff mat siwe Palieren, déi sech op de Gesamtbilan bezéien, bestëmmt:

1. Den éischte Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan vun ënner 350.000 Euro eng minimal Vermëigenssteier vu 535 Euro;

2. den zweete Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan tëschent 350.001 an 2.000.000 Euro eng minimal Vermëigenssteier vun 1.605 Euro;

3. den drëtte Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan tëschent 2.000.001 an 10.000.000 Euro eng minimal Vermëigenssteier vu 5.350 Euro;

4. de véierte Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan tëschent 10.000.001 an 15.000.000 Euro eng minimal Vermëigenssteier vun 10.700 Euro;

5. de fënnefte Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan tëschent 15.000.001 an 20.000.000 Euro eng minimal Verméigenssteier vu 16.050 Euro;

6. de sechste Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan tëschent 20.000.001 an 30.000.000 Euro eng minimal Verméigenssteier vun 21.400 Euro;

7. de siwente Palier fixéiert fir d'Residentë mat engem Gesamtbilan vun iwwer 30.000.001 Euro eng minimal Verméigenssteier vun 32.100 Euro.

D'Unzuel vun de Betriber, déi an deene verschiddene Paliere steierflichteg waren, sinn a follgendem Tableau opgezielt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Den nächsten Tableau weist d'Betriber un, déi:

1. säit dem 1. Januar 2017 gegrënnt a steierflichteg waren;

2. säit dem 1. Januar 2017 gegrënnt a steierflichteg waren an eng Perte am Bilan ugewisen hunn;

3. säit dem 1. Januar 2017 gegrënnt a steierflichteg waren a vun enger Reduzéierung vun der Verméigenssteier profitéiert hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Manner wéi zéng Betriber hunn zousätzlech, opgrond vum „régime d'intégration fiscale", vun enger reduzéierter Verméigenssteier profitéiert.

Wat dem honorabelen Deputéierte seng Fro ugeet iwwer eventuell Erliichtunge (veuillez lire : Erliichterunge) fir jonk Betriber am Beräich vun der Minimalbesteierung, esou huet et zu dësem Zäitpunkt kee Wäert iwwer méiglech eenzel Mesuren ze spekuléieren, déi am Kader vun der Steierreform ënnersicht kënne ginn.

Question 1723 (15.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant une **hausse du coût du logement :**

Säit Jore klammen d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg. Ëmmer méi Jonker, ma och eeler Leit a Familljen hu Problemer, sech eng Wunneng ze kafen oder ze lounen. Dëst trëfft jiddereen: ob Auslänner oder Lëtzebuerger. Duerch dës Entwécklung sinn d'Liewensënnerhaltskäschten ëmmer méi erdréckend. Vill Leit aus dem Ausland schrecken d'Immobiliepräisser an déi héich Niewekäschten zu Lëtzebuerg mëttlerweil of a si zéien e Plus u Liewensqualitéit enger méi héijer Pai zu Lëtzebuerg vir.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi héich ass Ärer Aschätzung no de wirtschaftleche Schued fir de Grand-Duché, deen duerch déi héich Immobiliepräisser an déi héich Loyeren entsteet?

2. Här Minister, hunn déi héich Immobiliepräisser an déi héich Loyeren Ärer Meenung no en Afloss op d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg?

Réponse commune (13.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Kompetitivitéit an Attraktivitéit si villschichteg Begréffer, déi vu sëlleche Faktore beaflosst kënne ginn, déi iwwert d'Immobiliepräisser erausginn. An internationale Studie klasséiert sech Lëtzebuerg reegelméisseg ënnert de kompetitiivsten europäesche Länner a klasséiert sech als eent vun den attraktiivste Länner fir auslännesch Talenter.

Gemooss um PIB ass d'Lëtzebuerger Ekonomie zënter 2013 duerchschnëttlech ëm 3,5 % d'Joer gewuess. D'Staatsfinanze konnten an der selwechter Period nohalteg verbessert ginn, wat 2018 zu engem éischten Iwwerschoss beim Zentralstaat zënter 2009 gefouert huet. Dës positiv Entwécklung mécht sech och um Aarbechtsmaart bemierkbar, mat engem Wuesstem vu ronn 3 % vum Emploi zënter 2013. Hei muss ee besonnesch feststellen, dass d'Unzuel u Salariéen aus dem EU- an Net-EU-Ausland, déi zu Lëtzebuerg wunnen oder op Lëtzebuerg geplënnert sinn, reegelméisseg geklommen ass, an zwar ëm 3,4 % an der Moyenne. Änlech positiv Tendenze loosse sech och aus de Populatiounsstatistike vum Statec erausliesen.

Et ass dohier weeder e wirtschaftleche Schued nach en Abéissen un Attraktivitéit oder Kompetitivitéit fir de Grand-Duché festzestellen. D'Regierung ass sech awer der sozialer Dimensioun vun der Entwécklung vun den Immobiliepräisser bewosst an ass gewëllt - notamment am Kader vun der nächster Steierreform - weider Mesuren ze huelen, fir d'Offer u bezuelbarem Wunnraum ze stäerken.

Question 1725 (16.01.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **situation concurrentielle du Luxembourg en tant que siège européen :**

En effet, force est de constater que les mesures concrètes pour renforcer l'attractivité du Luxembourg en tant que siège européen se font toujours attendre après la question parlementaire du CSV du 21 octobre 2019 y relative. À tel point que, selon « Paperjam » (09 janvier 2020), « […] les luttes de pouvoirs intra-institutions pénalisent Luxembourg-ville dans son statut de capitale européenne, conduisant à des difficultés croissantes pour recruter, voire retenir des fonctionnaires. » Et d'ajouter : « Le malaise entre Bruxelles et Luxembourg se ressent énormément au sein des institutions. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer le précité « malaise entre Bruxelles et Luxembourg » au sein des institutions européennes ? Le siège est-il politiquement évidé de l'intérieur ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer les mesures concrètes prises par le Gouvernement depuis octobre 2019 pour consolider et augmenter l'attractivité du Luxembourg en tant que siège européen ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils également me renseigner sur les initiatives que le Gouvernement veut lancer à l'avenir pour renforcer notre siège européen ?

Réponse commune (17.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Il n'appartient pas au Gouvernement de s'exprimer sur d'éventuelles discussions internes des institutions européennes. Les quelque 14.000 fonctionnaires et agents des institutions européennes installés ou ayant leur siège au Luxembourg tout comme les projets immobiliers de grande envergure des institutions européennes en cours témoignent de l'engagement à long terme des institutions envers la capitale européenne de Luxembourg.

ad 2) Le Gouvernement travaille activement afin de consolider et de développer le siège toujours davantage, par exemple, en tirant profit des synergies potentielles entre pôles d'excellence et développements économiques au niveau national. L'implantation en cours au Luxembourg de nouvelles structures créées au niveau européen telles que le Parquet européen et l'entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance (EuroHPC), s'inscrit dans ce cadre.

ad 3) Au-delà, le Gouvernement poursuit ses efforts en vue d'une pleine mise en œuvre de l'accord dit « Asselborn-Georgieva », conclu en décembre 2015, qui consacre entre autres la pérennisation et le renforcement des services de la Commission européenne à Luxembourg, notamment pour ce qui est des pôles juridique, financier et numérique. Une première rencontre avec le nouveau Commissaire européen au budget et aux ressources humaines, Johannes Hahn, et une discussion sur des développements potentiels, y compris dans d'autres domaines tels que la santé et la recherche, est prévue dans les semaines à venir.

Question 1727 (16.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **consigne des boîtes et des bouteilles en plastique :**

An de leschte Joren ass festzestellen, datt vill ëffentlech Plaze vum Littering betraff sinn. Dëse Littering besteet zu engem groussen Deel aus Plastiksfläschen oder Béchsen. Däitschland huet deem entgéintgewierkt duerch e Vidange op dëse Verpackungen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch:

1. Wéi ass d'Meenung vun der Regierung zu esou engem Vidange op dëse Fläschen oder Béchsen, déi just eemol benotzt ginn?

2. Wär et net och sënnvoll, aus der Perspektiv vum Problem vum Littering gekuckt, fir och esou e Vidange hei am Land anzeféieren?

Réponse (27.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Finanziell Ureizer kënnen derzou féiren, datt de Konsument säi Verhalen ännert an et zu engem méi bewossten Ëmgang mat Offall kënnt. E Beweis dofir sinn zum Beispill d'Gemengentaxen, déi op der reeller Offallproduktioun vun de Stéid baséieren. D'Gemengen, déi esou Taxen agefouert hunn, konnten eng Reduzéierung vu bis zu 50 % vun der Reschtoffallproduktioun feststellen, wat parallell zu enger Erhéijung vun de separat gesammelte Fraktioune fir de Recycling gefouert huet.

D'Disponibilitéit vun Infrastrukturen a getrennte Sammelsystemer, verbonne mat Gemengentaxen, déi en Ureiz sinn, fir Offall ze trennen, hu bewierkt, datt Lëtzebuerg ee vun deene Memberstaaten ass, déi déi héchst reell Recyclingsquoten an Europa hunn (98,4 % fir Glasverpackung a 95,3 % fir Metallverpackung am Joer 2017).

Wat den Offall laanscht d'Stroossen ugeet, muss ee feststellen, datt och an Däitschland, wou e Pfand op de PET-Fläschen ass, zum Beispill bei den Autobunnsop- an -offaarten et net méi oder manner verknascht ass wéi hei zu Lëtzebuerg. An Däitschland gouf och festgestallt, datt trotz dem Pfandsystem d'Mehrwegquote nach weider erofgaangen ass. Den Handel huet aner Verpackungen op de Maart bruecht, fir de Pfand ze ëmgoen (Fläschen iwwer zwee Liter Inhalt, Waasser am Tetra Pak, ...).

Aus der Etüd „Ausmaß, Qualität und Implikationen von Littering und sonstigen Abfallablagerungen in der freien Landschaft im Großherzogtum Luxemburg" aus dem Joer 2015 geet ervir, datt Dousen, Glas- a Plastiksfläschen, op d'Gewiicht bezunn, 58 % vum Littering ausmaachen. Esouguer wann duerch de Vidange manner Fläschen oder Béchsen an d'Natur gehäit géife ginn, géif dat den allgemenge Problem vum Littering also net komplett léisen. Aneren Offall (wéi zum Beispill Kamellepabeier, Schokelaspabeier, Zigarettestëmp, Folien an Tuten, Barquetten etc ...), deen 42 % vum Littering ausmécht, wier weiderhi laanscht d'Stroossen ze fannen.

Vidange op Fläschen a Béchsen, déi just eemol benotzt ginn, géif och net derzou bäidroen, fir manner Offall ze produzéieren. Lëtzebuerg huet schonn ëmmer um europäeschen Niveau plädéiert an huet sech scho puermol bei der EU engagéiert, fir d'Plastikseeweefläschen ze verbidden an eng nohalteg Léisung mat Méiweeverpackungen ze fannen. D'Offallkaderdirektiv, méi genee „directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets", déi den 18. Juli 2018 am Journal officiel de l'Union européenne publizéiert ginn ass an déi aktuell an nationaalt Recht ëmgesat gëtt, gesäit explizitt vir, datt finanziell Mesurë kënne geholl ginn, fir eng besser Applikatioun vun der Offallhierarchie ze garantéieren. Des Weidere gesäit d'„single-use plastic"-Direktiv konkreet Mesurë fir, fir géint de Littering unzegoen.

Zousätzlech zu de finanzielle Mesuren ass et och wichteg, dem Konsument nohalteg Alternativen zu den Eeweeverpackungen unzebidden. D'Ëmweltverwaltung huet am Mee 2018 den Ecobox-Projet gestart, fir Eeweeverpackunge fir lessensreschter ze vermeiden. Dëse Projet fënnt e gudden Uklang bei de Restauranten an interesséiert och eis Nopeschlänner.

Aner Aktioune wäerten am Kader vun deenen neien Direktiven, awer och vun der Zero-Waste-Strategie vun der Regierung entwéckelt ginn, fir Eeweeverpackungen ze vermeiden oder ze reduzéieren. D'Ëmweltverwaltung wäert och an Zukunft reegelméisseg betreffend de Littering sensibiliséieren. Iwwer esou Weeër kënnen och weider Deeler vum Littering verhënnert ginn.

ad 2. Reegelméisseg gëtt no enger Aféierung vun engem Pfandsystem op Eeweeverpackunge gefrot. Theoreetesch an aus dem Bléckwénkel vun der Materialwirtschaft bedeit e Pfandsystem, datt méi separat agesammelt gëtt an datt d'Qualitéit vum Material dann och méi propper wier. Wann esou e Pfandsystem zu Lëtzebuerg agefouert géif ginn, muss ee sech awer och bewosst sinn, datt duerch déi spezifesch Situatioun vu eisem Land, besonnesch mat engem groussen Transitverkéier, dat och eng Rei vu Problemer mat sech brénge géif. Den nationale Marché ass nämlech staark beaflosst souwuel vum Import wéi och vum direkten Export vu Verpackungen duerch de Konsument. Esou ass zum Beispill den Undeel u Fläschen a Béchsen, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, an déi am Ausland konsuméiert ginn, net ze vernoléissegen. Anerersäits ginn och vill Lëtzebuerger Awunner hir Akeef an d'Ausland maachen. Eng Studie vun 2014/2015 huet gewisen, datt déi Quantitéite vun exportéierte Gedrénksverpackungen (Glas, PET, Dousen) déi vun den importéierte bei Wäitem iwwerschreit. Dës Tatsaache misste berücksichtegt ginn, fir hei zu Lëtzebuerg e Pfandsystem opzestellen. Besonnesch misst och séchergestallt sinn, dass et zu engem korrekte finanziellen Ausgläich kënnt tëschent deene verschiddenen Acteuren.

Question 1729 (16.01.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) :**

In einem Artikel im „Lëtzebuerger Land" vom 10. Januar wird unter dem Titel „Paternalismus vs. Emanzipation" von zahlreichen Problemen innerhalb des Freiwilligendienstes des CGDIS berichtet. Auch der Generaldirektor des CGDIS blickte auf seiner Neujahrsansprache auf ein „kompliziertes" Jahr zurück. Hier nur ein paar Beispiele:

- Das zentrale Verspechen einer administrativen Entlastung der Freiwilligen soll nicht eingelöst worden sein und weiterhin gäbe es Probleme mit dem Informatiksystem. So soll das „Portail CGDIS" immer noch nicht funktionsfähig sein.

- Probleme bei der Entwicklung von der Koexistenz von freiwilligen und hauptamtlichen Strukturen. Eine Konsequenz daraus seien atmosphärische Störungen und ein kaum vorhandener „Korps-Geist".

- Unterschiedliche Bezahlungen für Bereitschaftsdienste. Durch die informatischen Probleme seien des Weiteren noch keine Vergütungen an die Freiwilligen ausbezahlt worden.

Ich möchte in diesem Kontext folgende Fragen an die Frau Innenministerin stellen:

- Kann die Frau Ministerin meine Informationen bezüglich der aufgezählten Mängel bestätigen?

- Innerhalb welchen Zeitrahmens soll die administrative Vereinfachung vonstattengehen? Bis wann soll das „Portail CGDIS" funktionieren?

- Gibt es atmosphärische und hierarchische Probleme zwischen freiwilligen und hauptamtlichen Strukturen? Wenn ja, wie sollen diese behoben werden?

- Wie wird die Bezahlung der Freiwilligen geregelt? Gibt es hier noch Schwierigkeiten? Falls ja, bis wann sollen sie gelöst werden?

Réponse (30.01.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Das CGDIS-Portal ist funktionsfähig, es gab allerdings Verzögerungen bei seiner Einführung. Mehrere Einheiten sowie Dienstpläne wurden bereits in das CGDIS-Portal integriert, die Übrigen werden nacheinander schnellstmöglich folgen.

Allerdings hängt die Integration der Einheiten ebenfalls von externen Parametern ab, auf die das CGDIS nur bedingt Einfluss hat, wie etwa die physische Anbindung über gesicherte IT-Linien an das zentrale Server-System. Aus diesem Grund ist es zu diesem Zeitpunkt schwierig, ein genaues Datum zum Abschluss der Arbeiten zu nennen.

Zu den vermeintlichen atmosphärischen und hierarchischen Problemen zwischen Freiwilligen und Hauptamtlichen verweise ich auf meine Antwort zur parlamentarischen Frage Nr. 1642.

Die Bezahlung der Freiwilligen erfolgt gemäß den Bestimmungen, die vom Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom 16. Januar 2020 entschieden wurden. Eine weiterhin bestehende Schwierigkeit stellt die Entschädigungen für geleistete Einsätze dar. Die zur Verfügung stehenden Daten erlauben zurzeit leider keine verlässliche Entschädigung der Freiwilligen. Aus diesem Grund hat der Verwaltungsrat entschieden, bis zur Integration aller Einheiten des CGDIS ins CGDIS-Portal einstweilen von einer Entschädigung der Einsätze abzusehen, jedoch weiterhin den Bereitschaftsdient zu entschädigen.

Question 1730 (16.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**achat d'un terrain en France par la Ville de Differdange :**

An e puer Artikelen an der nationaler Press war rezent ze liesen, datt d'Gemeng Déifferdeng 120 Hektar Land op franséischem Territoire kaaft huet. De Vott am Gemengerot war den 18. Dezember 2019. An engem Artikel iwwert dee Sujet am „Wort" huet de Gemengesekretär

erkläert, den Objet vun deem Kaf wär d'Verhënnere vun enger geplangter Deponie op deem Stéck Land gewiescht. Zwar wär déi Deponie elo net méi aktuell, mee et géif awer nach e Risiko bestoen, datt eventuell nach spéider eng Deponie dohinner kéim.

An der gemeinsamer Äntwert vun der Madamm Inneministesch, der Madamm Ministesch fir d'Groussregioun an dem Här Aussenan Europaminister op d'Fro Nr. 2 aus der parlamentarescher Fro Nr. 0386 vum 19. Februar 2019 iwwert de Kaf vun Terrainen am Ausland steet ze liesen, datt den Inneministère „am Prinzip" keng Approbatioun fir de Kaf vun engem Terrain am Ausland kéint ginn, wann d'Zil vun deem Kaf et wär, do Projeten ze retardéieren oder ze verhënneren.

Ech zitéieren dee Passage aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 0386:

„E Gemengerot kann decidéieren, Terrainen ze kafen, wann dat am Interessi vun der Gemeng geschitt. Et gëtt keen Text, deen enger Gemeng explizitt verbitt, en Terrain am Ausland ze kafen. Allerdéngs muss een déi Fro am Kader vun de Kompetenze vun de Gemengen analyséieren, déi als Zil den ëffentleche lokalen oder kommunalen Interessi hunn. Deen Interessi ass ënner anerem am territoriale Kader ze appreciéieren, deen duerch d'Gemengegrenze limitéiert ass.

Eng Gemeng kann net Terrainen op dem Territoire vun enger Nopeschgemeng kafen, fir do ee Projet ze retardéieren oder ze verhënneren, well dat net am kommunalen Interessi ass, souguer wann d'Awunner vun där Gemeng Nuisancen duerch dee Projet riskéieren. Ënnert deenen Ëmstänn kann ee Kaf vun Terraine vun enger Lëtzebuerger Gemeng op dem Territoire vun enger anerer Lëtzebuerger Gemeng oder och net Lëtzebuerger Gemeng am Prinzip net vum Inneminister approuvéiert ginn."

Weiderhin ass et esou, datt op deem Plateau viru Joren, duerch den deemolegen Ofbau vun Eisenäerz, vill Krateren entstane waren an datt dës, mengen Informatiounen no, an de leschte Jorzéngte mat diverse Materialie gefëllt goufen.

An deem Kontext wéilt ech e puer Froen un d'Madamm Inneministesch an un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Gëtt dëse geplangte Kaf vun Terrainen am Ausland, opgrond vun der Intentioun, fir op där Plaz bestëmmten Aktivitéiten ze verhënneren, deemno, opgrond vun der Äntwert op d'Fro Nr . 2 vu menger parlamentarescher Fro Nr. 0386 vum Inneministère autoriséiert oder refuséiert?

2. Engersäits geet en Deel vun eisem nationalen Offall an d'Ausland, anerersäits wëllen elo lokal Autoritéiten Dechargen am Ausland verhënneren. Am Fall, wou d'Regierung dës Déifferdenger Initiativ sollt autoriséieren, wëllt si dann, aus Grënn vu logescher Kohärenz, op e Wee goen, fir eise ganzen Offall zu Lëtzebuerg ze deponéieren, ze zerstéieren oder ze recycléieren?

3. Ass am Virfeld gepréift ginn, an Zesummenaarbecht mat deenen zoustännege franséischen Autoritéiten, ob net an der Vergaangenheet méiglecherweis bedenklechen Offall an déi Krateren op där Plaz deponéiert ginn ass? Wa jo, misst dann eventuell de Lëtzebuerger respektiv Déifferdenger Steierbezueler, am Fall vun enger néideger ekologescher Sanéierung, dofir opkommen?

Réponse commune (21.02.2020) de **Mme Taina Boffering,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Dossier vum Kaf vun Terraine vun der Gemeng Déifferdeng a Frankräich presentéiert sech haut anescht wéi am Mäerz 2019. Mëttlerweil ass d'Inneministesch och mam Dossier befaasst ginn. Et resultéiert aus enger Deliberatioun vum Gemengerot vun der Gemeng Déifferdeng vum 15. Mee 2019, dass d'Gemeng decidéiert huet, eng Promesse unilatérale de vente unzehuelen, fir Proprietär vun engem Areal mat verschiddene Gebaier um franséischen Territoire ze ginn. Déi Decisioun ass motivéiert duerch de Wëlle vun der Gemeng Déifferdeng, fir e grenziwwerschreidende Projet am ekologeschen a sozioekonomesche Beräich mat de franséische Gemenge Saulnes, Hussigny-Godbrange an Herserange ze realiséieren. Et ass festzestellen, datt de Projet vun enger Décharge déchets inertes changéiert huet. Vu dass de Projet vun der Gemeng Déifferdeng am kommunalen Interessi ass a keng Kontradiktioun zu der Lëtzebuerger Gesetzgebung konnt festgestallt ginn, ass d'Deliberatioun vum 15. Mee 2019 vun der Inneministesch approuvéiert ginn. De lëtzebuergeschen Ausseministère huet am Virfeld déi franséisch Autoritéite kontaktéiert an alle béid hu keng Awänn gehat.

Den Dossier ass momentan an der Instruktioun an et erweise sech keng Elementer, déi en Averständnes vun der Inneministesch géife verhënneren.

ad 2. D'Offallgesetz vun 2012 reegelt allgemeng den Traitement, d'Verwäertung an d'Eliminatioun vum Offall. Et reegelt och den Import an Export vum Offall. D'Gesetz gesäit ënner anerem vir, datt a ville Fäll d'Prinzipie vun der Autosuffizienz an der Proximitéit unzewende sinn. Dës Prinzipie gëllen obligatoresch fir de Buedemaushub, deen op engem Tipp eliminéiert soll ginn an och fir gemëschten Hausoffäll, déi an enger Verbrennungsanlag thermesch verwäert ginn.

Fir aner Offäll, déi an eng Eliminatioun ginn, kann de Prinzip vun der Autosuffizienz an der Proximitéit applizéiert ginn. Hei muss awer gekuckt ginn, ob net doduerch eng Position dominante vun Anlagen hei am Land entstoe kënnt.

Fir Offäll, déi an eng Verwäertung ginn, däerf dëse Prinzip opgrond vun der Europäescher Legislatioun net applizéiert ginn.

Donieft ass och ze bedenken, datt, fir déi verschidden Offäll ze recycléieren oder ze eliminéieren, technesch Anlage gebraucht ginn, déi, fir uerdentlech kënnen ze funktionéieren, eng minimal Gréisst mussen hunn. Déi Quantitéite vun Offäll, déi hei zu Lëtzebuerg ufalen, gi meeschtens net duer, fir spezialiséiert Anlagen hei zu Lëtzebuerg konstant ze bedreiwen.

Doraus ergëtt sech, datt Lëtzebuerg och an Zukunft wäert Offäll am Ausland musse behandele loossen. Am Géigenzuch ginn awer och zu Lëtzebuerg Offäll importéiert, fir an der nationaler Industrie recycléiert ze ginn. Dëst ass besonnesch de Fall fir d'Stol- an d'Zementindustrie, mee awer och verschidde Firmen, déi Plastiksobjeten hierstellen, dëst mat Recyclat, dat aus dem Ausland kënnt.

Den zweeten Deel vun der Fro baséiert op engem abstrakte Gedankekonstrukt ouni Bezuch zur Realitéit a kann dofir net beäntwert ginn.

ad 3. Als Äntwert op d'Fro 3 liwwere mir dem Deputéierten d'Informatiounen, déi mir vun der Gemeng Déifferdeng kritt hunn. D'Pollutioun ass ënnersicht ginn, souwäit wéi dat op engem Areal vu méi wéi 115 Hektar méiglech a räsonabel ze justifiéieren ass. Expertisë vun de Gebaier hunn erginn, dass keen Asbest verschafft ginn ass. D'Gemengenautoritéite selwer hu Visitte vun de Gebaier a vum Terrain gemaach a punktuell Presenze vu verschidden Dechetë festgestallt, déi vun der Gemeng entsuergt ginn. Et handelt sech zum Beispill ëm Bauschutt, Pneuen, Neonstuben an aner Decheten, déi méi oder manner liicht ze entsuerge sinn. Et ass dobäi ze bemierken, dass iwwer 50 Hektar vum Terrain an der Vergaangenheet landwirtschaftlech genotzt gi sinn an dass déi Aktivitéit och an Zukunft erhale bleift.

Et läit an der Verantwortung vun der Gemeng Déifferdéng, ze wëssen, wat mat deem Terrain ass, dee si a Frankräich kafen. Mir erënneren drun, datt et am konkreete Fall d'Aufgab vun de franséischen Autoritéiten ass, ze decidéieren, ob eppes muss sanéiert ginn, fir de Fall wou bedenklechen Offall deponéiert gi wier.

Q252

Question 1731 (17.01.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **pistes cyclables :**

Fir eis Stroossen ze entlaaschten an d'Ëmwelt ze schounen, gëtt bekanntlech de Vëlo als Alternativ ënnerstëtzt an de Reseau vun de Vëlospisten am Land kontinuéierlech ausgebaut. Et kann een och feststellen, datt an deene Géigenden, wou et méiglech ass, ëmmer méi Leit op de Vëlo als Transportmëttel zréckgräifen, virun allem fir kuerz oder mëttel Distanzen.

D'selwecht wéi op eise Stroosse gëtt och reegelméisseg op de Vëlospiste geschafft, soudatt d'Cyclisten dann, deemno wéi, e gréisseren Ëmwee fuere mussen oder awer op eng villbefuere Strooss auswäichen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wier et net sënnvoll, datt, grad wéi am Stroosseverkéier och, offiziell matgedeelt gëtt, wou, wéini a fir wéi laang op Vëlospiste geschafft gëtt an datt dës Informatiounen och un d'Press weidergeleet ginn?

- Wa jo, wéi eng Instanz kéint dat iwwerhuelen?

- Wier d'Regierung bereet, op de Wee vun enger Applikatioun („App") ze goen, déi (i) engersäits all d'Vëlosweeër uweist an (ii) och géif uweisen, wéi eng Weeër wéini gespaart wieren?

Réponse (28.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Momentan ginn et zwou Internetsäiten, déi de Bierger matdeelen, wou, wéini a fir wéi laang um nationale Vëlosreseau Chantiere stattfannen a stattfanne wäerten. Et handelt sech dobäi ëm folgend Internetsäiten:

www.travaux.public.lu: Ënnert der Rubrik „Infos trafic - Chantiers" kann ee sech déi aktuell an zukünfteg Chantieren um nationale Vëlosreseau op enger Kaart oder ënnert der Form vun enger Tabell uweise loossen. Weider Informatiounen zu de Chantieren ewéi zum Beispill d'Dauer vum Chantier, eng kuerz Beschreiwung vum Verlaf vun der Deviatioun an de Grond vum Chantier stinn och zur Verfügung.

www.geoportail.lu: Ënnert dem Theema „Infrastruktur a Kommunikatioun" fënnt een de Layer „Aktuell Chantieren (National Vëlosweeër)" an de Layer „Zukünfteg Chantieren (National Vëlosweeër)". Hei gesäit een an der Info-Fënster, ëm wéi een nationale Vëloswee et sech handelt, wou de Chantier sech befënnt a wéini dass en ufänkt respektiv fäerdeg ass.

Bei Chantiere vun enger grousser Envergure gi weider Informatiounen zu den Ëmleedunge publizéiert. An esou Fäll gëtt en Deviatiounsplang erstallt, deen um Site www.travaux.public.lu veröffentlecht gëtt an och op der Plaz selwer vum Chantier ausgehaange gëtt.

ad 2. Well d'Chantieren um nationale Vëlosreseau jo vun der Stroossebauverwaltung erfaasst ginn, kënnen dës Daten natierlech um selwechte Wee wéi d'Stroossechantieren un d'Instanze virugeleet ginn. Dës Spärunge missten dann awer duerch déi verschidde Medien an där selwechter Rubrik wéi Stéierungen am Stroosseverkéier gemellt ginn.

ad 3. Well d'Daten iwwert d'Vëlosweeër ëffentlech sinn (Open Data), kënnen dës Date vun deene verschiddene Kaartenubidder iwwerholl ginn an an hire bestoenden Applikatiounen ugewise ginn.

Question 1733 (17.01.2020) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant l'**étiquetage des produits issus des colonies israéliennes :**

Par son arrêt du 12 novembre 2019, la Cour de justice de l'Union européenne a décidé que selon le droit de l'Union européenne, les denrées alimentaires originaires des territoires occupés illégalement selon le droit international par l'État d'Israël doivent porter la mention expresse de leur origine d'un territoire occupé. Cet étiquetage précis devrait permettre aux consommateurs de distinguer entre les produits qui proviennent des territoires où l'État d'Israël est souverain et ceux qui proviennent des territoires où l'État d'Israël est occupant illégal, aussi appelés colonies israéliennes. Le consommateur peut ainsi faire un choix informé et conscient.

Comme indiqué par le Ministre de l'Économie dans sa réponse à la question parlementaire n° 2782 du 20 février 2017, seuls 13 % des importations provenant de pays tiers sont directement importés au Luxembourg, alors que les 87 % restants passent par des pays intermédiaires de l'UE dont notamment la Belgique et les Pays-Bas. Dès lors, les services douaniers luxembourgeois ne contrôlent que ces importations directes, alors que les importations passant par des pays intermédiaires de l'UE sont contrôlées par les services douaniers du pays respectif. Selon mes informations, les autorités belges procèdent d'ores et déjà, lorsqu'il s'agit de produits issus des colonies israéliennes dont l'étiquetage n'indique pas clairement le territoire d'origine, au remplacement des étiquettes afin d'y indiquer la provenance d'un territoire occupé.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Les produits provenant des colonies israéliennes et importés au Luxembourg sont-ils actuellement étiquetés de façon à ce que le consommateur ne soit pas induit en erreur quant à leur provenance d'un territoire occupé ?

2) Plus précisément, qu'en est-il des produits provenant des colonies israéliennes et qui sont soit importés directement au Luxembourg, soit importés en passant par un autre pays intermédiaire que la Belgique ?

3) Comment le Gouvernement fera-t-il en sorte qu'à l'avenir, aucun produit issu des colonies israéliennes ne soit commercialisé au Luxembourg sans porter la mention expresse de l'origine d'un territoire occupé ?

Réponse commune (17.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'étiquetage des denrées alimentaires est régi par le règlement UE 1169/2011. Pour certaines catégories de denrées, des règlements d'exécution de ce règlement européen définissent des obligations spécifiques. Par ailleurs, différents textes législatifs sectoriels prévoient également un étiquetage d'origine pour certaines denrées alimentaires.

Les contrôles relatifs à l'étiquetage d'origine des produits alimentaires en provenance d'Israël se font essentiellement lors de l'importation de ces produits sur le territoire de l'Union européenne. Comme le Luxembourg ne dispose pas de frontières extérieures, ces importations, lorsqu'elles ont lieu, se font essentiellement via l'Aéroport de Luxembourg.

Le Luxembourg dispose d'un système de contrôle à l'importation pour les produits alimentaires. Les différentes administrations de contrôle disposent d'un bureau de contrôle au Cargocenter.

Il reste à signaler que des importations régulières de denrées alimentaires à partir d'Israël n'ont pas lieu à Luxembourg. Néanmoins, le système de gestion des importations a été muni d'un profil de risque qui permet de déclencher une alerte auprès des autorités en cas de déclaration d'importation de denrées alimentaires en provenance d'Israël. Dans ce cas, des contrôles supplémentaires sont prévus pour vérifier la conformité de l'étiquetage d'origine pour les produits provenant des territoires palestiniens occupés.

ad 2) Le système décrit dans la réponse à la première question s'applique pour les importations directes au Luxembourg. Pour les denrées qui sont déjà sur le marché européen, des contrôles spécifiques sur l'origine de produits en provenance d'Israël ne sont pas effectués au Luxembourg.

ad 3) Les services de contrôle à l'importation ont reçu une instruction de la part du ministre compétent de procéder à un ré-étiquetage de produits en provenance des territoires palestiniens occupés au cas où ils porteraient une mention d'origine qui serait de nature à induire les consommateurs en erreur.

Question 1735 (17.01.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **« Blockchain Competence Center (BCC) » :**

En effet, selon l'ancienne commissaire à l'économie digitale Mariya Gabriel, « la technologie blockchain est une opportunité que l'Europe ne peut se permettre de manquer ». Le Luxembourg a saisi cette opportunité et « malgré un budget ridicule en comparaison des projets d'innovation de la Commission, le centre de compétences BCC a réussi à livrer au-delà des attentes du client. » (« Paperjam », 9 janvier 2020) Selon la presse nationale, des « documents internes » confirmeraient que le BCC « a tout bonnement disparu début 2019, absorbé purement et simplement au sein d'une équipe rebaptisée et principalement basée à Bruxelles » (« Paperjam », 9 janvier 2020). Et d'ajouter : « L'utilisation du nom est obsolète et ses activités migreront vers une autre direction en tant qu'équipe EU-Blockchain. (...) Tout ce qui fonctionne est convoité par Bruxelles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer le précité démantèlement du BCC de Luxembourg et son transfert présumé à Bruxelles ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur la manière dont le Gouvernement entend agir - ou a déjà agi - contre cette perte politique, économique et technologique pour le siège européen de Luxembourg ?

3) Dans l'affirmative encore, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire comment le Gouvernement veut relancer la dynamique du « premier succès européen dans la blockchain » que fut bel et bien le BCC ?

Réponse commune (20.02.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :*

Il importe de noter que l'organisation interne de la Commission européenne relève de l'auto-

rité exclusive de l'institution, et ceci dans le respect du droit primaire de l'Union européenne.

En 2018, une petite équipe de la direction générale de l'informatique (DG DIGIT), basée au Luxembourg, a, en effet, lancé un projet pilote, réalisé ensemble avec la direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux (DG FISMA) et financé par le Parlement européen.

Le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) a participé à ces travaux, dont le but était d'acquérir des expériences en matière de blockchain. Les expériences et conclusions issues de ce projet ont été des éléments clé lors de la conception de la Public Sector Blockchain, que le CTIE met en place en collaboration avec le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI).

Depuis 2019, la DG DIGIT assume un rôle de fournisseur de services pour la European Blockchain Services Infrastructure (EBSI), en travaillant en étroite collaboration avec la direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CONNECT) qui mène la politique dans ce domaine, et les États membres dans le contexte du European Blockchain Partnership (EBP). L'EBSI fournira des services à tous les États membres, notamment dans les domaines suivants : diplômes, certification des documents et identités digitales (self-sovereign identity). Une phase test commence cette année-ci. Le Luxembourg soutient pleinement cette initiative, en participant activement à l'EBP et en approuvant le financement par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

Après avoir mis en œuvre des projets pilotes qui ont été menés avec succès, la DG DIGIT a consolidé ses équipes au sein de la Direction D - services numériques, en vue de prester des services dans ce domaine aux États membres. Les travaux de la DG DIGIT dans ce domaine sont dorénavant dirigés depuis le Luxembourg, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Le Gouvernement continue d'œuvrer en faveur de l'implantation au Luxembourg de nouvelles structures créées au niveau européen ou international, et ceci dans l'objectif de consolider notre écosystème autour des innovations numériques prometteuses dans les domaines de l'eSanté, blockchain, Big Data, Quantum Computing, intelligence artificielle, eGovernment, High Performance Computing : EuroHPC, cybersécurité, et ce en ligne avec le renforcement du pôle numérique à côté des pôles financier et juridique prévu dans le cadre de l'accord dit « Asselborn-Georgieva » conclu en décembre 2015.

Question 1736 (21.01.2020) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **émoluments touchés par les administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme :**

De Premierminister huet eis parlamentaresch Fro N° 1290 mat engem Saz evakuéiert. Dëst ass keng zefriddestellend Äntwert, dofir erlabe mir eis, d'Froen nach eng Kéier ze stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister souwéi dem Finanzminister dës Froen nach eng Kéier stellen:

1. Ënner wéi engem Posten am Budget sinn d'Remuneratiounen, déi d'Verwaltungsréit an d'Staatskeess iwwerweisen, erëmzefannen? Falls d'Remuneratiounen néierens als Recette am Budget opgefaasst sinn, firwat net?

2. Wéi héich war, opgelëscht pro Joer säit 2015, de Gesamtmontant u Remuneratiounen, déi vun alle Verwaltungsréit, an deenen de Staat deelhëlt, an d'Staatskeess iwwerwise goufen?

3. Ënner wéi engem Posten am Budget sinn d'Indemnitéiten, déi de Regierungsrot de Fonctionnairen accordéiert, erëmzefannen? Falls d'Indemnitéiten néierens als Depense am Budget opgefaasst sinn, firwat net?

4. Wéi héich waren, opgelëscht pro Joer säit 2015, d'Gesamtmontanten un Indemnitéiten, déi de Regierungsrot de Fonctionnairen an de Verwaltungsréit accordéiert huet?

5. Falls d'Regierung keng vu menge viregte Froe mat konkreeten Zuele beäntwere kann, wäert se d'Prozedur vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 1990 méi transparent gestalten?

Réponse commune (17.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Regierung verweist op hir Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 0130 an N° 0274 aus dem Joer 2014 an N° 0613 an N° 1290 aus dem Joer 2019, zu deene si par rapport zu de Froen, déi an der parlamentarescher Fro N° 1736 gestallt ginn, näischt bäizefügen huet.

D'Regierung gesäit aktuell keng Ursaach, fir d'Applikatioun vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 1990 „concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme", wéi se säit dem Akraafttriede vun deem Gesetz gehandhaabt gëtt, ze änneren.

Question 1737 (20.01.2020) **de M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **fenêtres dans les écoles :**

A verschiddene Schoulgebaier a Foyer-scolairë kënnen d'Fënsteren, anscheinend aus Sécherheetsgrënn, wann d'Kanner sech am Gebai ophalen, just gekippt ginn. D'Léierpersonal huet kee Schlëssel, fir d'Fënsteren opzespären, fir zum Beispill wärend de Pause lëften ze kënnen. Dësen Zoustand huet eng Rei vun Nodeeler.

Wann d'Raimlechkeeten net kënne richteg gelëft ginn, ass d'Warscheinlechkeet vu Pilze (Schimmel) vill méi grouss.

Duerch gekippte Fënstere geet vill Hëtzt verluer, an d'Mauere killen aus. Nëmmen ee gerénge Loftaustausch ass méiglech. Un de kale Mauere kondenséiert d'Fiichtegkeet méi séier, wat Schimmelbildung begënschtegt.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt et aus Sécherheetsgrënn wierklech néideg ass, datt d'Fënsteren an de Schoulgebaier (respektiv Container oder Schoulfoyeren) ëmmer nëmmen däerfe gekippt ginn, och wann d'Kanner ënnert der Surveillance vun engem Erwuessene sinn? Wat ass déi rechtlech Grondlag fir esou eng Bestëmmung? Gëtt et eventuell kommunal ënnerschiddlech Reegelungen an där Matière, a wa jo, wéi eng sinn dat?

2. Ass et de Conciergë verbueden, den Enseignanten e Schlëssel, fir d'Fënsteren opzemaachen, zur Verfügung ze stellen (zum Beispill fir datt si wärend de Pause kéinte richteg lëften)? Wa jo, vu wéi enger Instanz kënnt dee Verbuet an a wéi enger rechtlecher Form ass en?

3. Ginn d'Schoulgebaier, d'Container, d'Schoulfoyeren an esou virun, reegelméisseg op Schimmel an aner schiedlech Substanzen ënnersicht? Wa jo, wéi e Service ass dofir zoustänneg an no wéi enge Modalitéiten (zum Beispill zäitlech Ofstänn) ginn dës Kontrolle gemaach? Hunn déi Persounen, déi dës Kontrolle maachen, ëmmer déi néideg an aktualiséiert Expertis?

4. U wéi eng Instanz kann en Enseignant sech adresséieren, wann hie fäert, datt e bestëmmte Sall oder e bestëmmtent Gebai gesondheetlech Risiken opweisen?

5. Gesäit den Här Minister et net éischter als e Risiko fir d'Sécherheet, wann den Enseignant keng Méiglechkeet huet, fir eng Fënster séier grouss opzemaachen? Et kann ee sech eng Rei vu Situatioune virstellen, och duerch déi international Aktualitéit aus deene leschte Joren, wou dëst am Interessi vun der Sécherheet vun der Schoulcommunautéit géing leien.

Réponse (27.02.2020) **de M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Artikel 2.3 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique sinn d'Dispositioune festgehalen, déi am Kader vum Lëften an de Schoulen anzehale sinn. An den Artikelen 1.7 an 1.8 sinn d'Bestëmmungen iwwert d'Receptioun vun neie respektiv d'Homologatioun vu besteeënden Installatiounen an Equipementer festgehal. Den Artikel 13.5.02 seet : « Les fenêtres et leurs allèges doivent être exécutées et mises en place de manière qu'une chute au dehors soit rendue impossible. Cette précaution s'impose en particulier notamment dans les écoles, dans certains établissements de soins et dans les bâtiments élevés. Le type de fenêtre combiné et basculant à la base satisfait aux exigences décrites si la position battante est condamnée et réservée au nettoyage. Chez d'autres types, l'ouverture d'aération doit être limitée par des dispositifs appropriés. »

Allgemeng besteet bei Gebaier d'Gefor, datt en onreegelméissegt Opmaache vun de Fënsteren zu engem onnëtze Verloscht vu Wäermt féiert respektiv d'Raimlechkeeten am Summer ze vill Wäermt ophuelen. Fir den Energieverbrauch esou geréng wéi méiglech ze halen, verfügen nei Gebaier an der Reegel iwwer e Lëftungssystem, deen derfir suergt, datt déi eenzel Raim mat genuch frëscher Loft versuergt ginn. Och ginn et an eenzelne Gebaier Systemer, déi a reegelméissegen Ofstänn d'Fënsteren automatesch opmaachen.

Den Artikel 58 vum Gesetzestext Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt d'Gebailechkeeten, an deenen den Unterrecht fir d'Grondschoulkanner stattfënnt, vun der Gemeng zur Verfügung gestallt ginn, an datt och dës sech ëm den Entretien vun de Gebaier bekëmmeren. Deemno läit et an de Gemengen hirer Verantwortung, datt d'Gebaier, déi zur Verfügung gestallt ginn, iwwert déi néideg Equipementer verfügen, fir de Reglementatioune gerecht ze ginn.

Am Artikel 6.9 vun de Prescriptions de sécurité et de santé types - Dipositions spécifiques - services d'éducation et d'accueil vun der Inspection du travail et des mines ass festgehalen, datt d'Fënstere musse geséchert sinn, soudatt d'Kanner se net eleng opmaache kënnen. Laut dem Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants huet de Gestionnaire d'Obligatioun, seng Gebailechkeeten esou erauszesichen, datt ënner anerem eng gutt Lëftung assuréiert ass. Och hei ass keng Obligatioun virgesinn, datt d'Lëfte via Fënstere muss assuréiert ginn, déi sech grouss opmaache loossen.

ad 2. D'Gemenge kënnen am Kontext vun de schoulesche Raimlechkeeten decidéieren, a wéi enge Fäll d'Aushändege vun esou engem Schlëssel sënnvoll ass, respektiv de Gestionnaire am Kader vum Service d'éducation et d'accueil (SEA). An de Lycéeë kann den Direkter esou eng Decisioun huelen. Et kann een hei op den Artikel 1.12 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 Juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique verweisen.

ad 3. Esou wéi et am Artikel 1.16 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique virgesinn ass, ginn d'Schoulgebaier reegelméisseg vun agreéierten Organismen op hir Konformitéit zu de Normen, déi en vigueur sinn, ënnersicht. Donieft huet jiddwereen d'Recht, bei engem Verdacht op Schimmel oder aner schiedlech Substanzen, sech u säi Supérieur hiérarchique oder u säin Délégué à la sécurité ze wenden, fir datt déi nächst Schrëtt kënne geplangt ginn, wéi zum Beispill en Expert anzeschalten, deen déi néideg Analyse ka maachen.

Fir d'SEA ass de Gestionnaire zoustänneg, fir d'Gebai an der Rei ze halen. Eng Kontroll vum Ministère de la Santé ass obligatoresch, ier den Agrément accordéiert gëtt. Dono si Kontrollen a verschiddene Situatioune méiglech. Esou besteet och d'Méiglechkeet, datt Kontrollen am Kader vu Reklamatiounen, déi d'Gesondheet an d'Hygiène betreffen, gemaach ginn. Hei schafft den Educatiounsministère enk mat dem Gesondheetsministère, an dësem Fall mat der Division de l'inspection sanitaire, zesummen.

ad 4. Eventuell Observatioune vu Membere vun der Schoulcommunautéit, déi d'Sécherheet oder gesondheetlech Risiken an de Schoulgebaier betreffen, kënnen am Enseignement fondamental dem Schoulpresident matgedeelt ginn, deen dës no Récksprooch mam Sécherheetsdelegéierte gegeebenefalls un d'Gemeng an d'Direktioun weiderleet. Am Enseignement secondaire kënnen de Sécherheetsdelegéierten an de Schouldirekter informéiert ginn.

Am Kader vun der non-formaler Bildung huet den Educatiounsministère eng Ulafstell (d'Cellule contrôle qualité vum Service de l'éducation et de l'accueil), dei Reklamatiounen ophëllt an de Suivi assuréiert. Eng weider Méiglechkeet ass, Reklamatiounen iwwert d'Adress info@men.lu eranzereechen. Dës kënnen awer och direkt un d'Division de l'inspection sanitaire geriicht ginn. Wei schonn ernimmt, schafft den Educatiounsministère enk mat dem Gesondheetsministère souwéi och der Inspection du travail et des mines zesummen.

ad 5. Laut dem Artikel 7.4.02 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique gëllt eng Fënster net als reguläre Fluchtwee: « Ne peuvent pas tenir lieu d'issues réglementaires notamment les passages par des compartiments techniques ou des locaux dangereux, les ascenseurs, les monte-charges, les fenêtres ou autres baies d'éclairage ou d'aération, les échelles de secours ou autres dispositifs ou équipements de sauvetage (...). » Am Reglement heescht et weider: « Il ne doit pas être attendu des personnes de faire usage en cas d'évacuation, de précipitation et de panique éventuelle, d'aménagements, de dispositifs ou d'équipements qu'elles n'ont pas l'habitude d'utiliser normalement et sans préparation ou entraînement. »

Fir d'SEA ass de Gestionnaire responsabel, dëst jee no Situatioun a Gebailechkeet ëmzesetzen.

Question 1738 (20.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation des différentes langues administratives par la Police grand-ducale :**

Déi intensiv international Zesummenaarbecht tëschent nationalen an internationale Policeservicer erfuerdert eng héich sproochlech Flexibilitéit a Kompetenz bei der Police. Auslänner mat Wunnsëtz an engem anere Land wéi deem, an deem se protokolléiert goufen, kréien an Europa dacks déi pertinent Dokumenter an hirer eegener Sprooch zougeschéckt. Auslänner, déi vun der Police festgeholl ginn, kréien hir Rechter an hirer eegener Sprooch erklärt an hu Recht op en Iwwersetzer.

Donieft ass d'Sproochesituatioun bei der Police zu Lëtzebuerg och nach speziell am Liicht vum Sproochegesetz vun 1984 ze bewäerten. Obwuel, virun allem aus Grënn vun der rechtlecher Sécherheet, wuel verschidden Dokumenter aktuell nach léiwer sollten op Franséisch geschriwwe ginn, stellt sech awer d'Fro, ob d'Nationalsprooch Lëtzebuergesch an och déi drëtt Verwaltungssprooch Däitsch net misste méi en héije Stellewäert an der Kommunikatioun tëschent der groussherzoglecher Police an der Populatioun hei am Land kréien.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng sproochlech Facilitéite gëtt et bei der groussherzoglecher Police

- fir Auslänner, déi hei am Land vun der Police interpelléiert oder festgeholl ginn?

- fir Netresidenten, déi vun der Lëtzebuerger Police an hirem Residenzland ugeschriwwe ginn?

2. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Police, fir hire Schréftverkéier mat Residenten - wann dës eng Kommunikatioun mat der Police op Lëtzebuergesch oder op Däitsch wëllen hunn - a Konformitéit mam Sproochegesetz vun 1984 ze organiséieren?

Réponse (17.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Code de procédure pénale schreift a sengen Artikelen 3-2 bis 3-7 vir, wéi eng Rechter eng Personne susceptible d'avoir commis une infraction respektiv d'Affer oder d'Partie civile hunn, wat d'Sproochen ubelaangt.

Bei Ufroen aus däitsch- a franséischsproochege Länner äntwert d'Police an der jeeweileger Sprooch.

Déi Ufroen an anere Sproochen ewéi Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch beäntwert d'Police op Englesch.

ad 2. D'Äntwert vun der Police un de Resident gëtt gemäss dem „Zirkularschreiben des Staatsministers vom 5. Juni 1984 über den Gebrauch der Sprachen (Gesetz vom 24. Februar 1984, insbesondere Artikel 4)" gemaach.

Question 1739 (20.01.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**impact du changement climatique sur les dépenses de santé :**

Le changement climatique n'affecte pas seulement les écosystèmes naturels de notre planète, mais représente également un défi majeur en matière de santé publique.

Dans son rapport annuel, la revue médicale « The Lancet » s'est focalisée sur la santé des enfants qui sont particulièrement vulnérables aux risques sanitaires liés aux changements climatiques. Ce rapport est l'édition 2019 d'un document publié tous les ans par « The Lancet ». Intitulé « Compte à rebours sur la santé et le changement climatique », il mesure 41 indicateurs-clés sur ces deux sujets et est réalisé en collaboration par 35 institutions, dont l'OMS (Organisation mondiale de la santé), la Banque mondiale et des universités. « Si les choses restent en l'état, avec des émissions de carbone élevées et le changement climatique qui se poursuit au même rythme, un enfant né aujourd'hui vivra dans un monde plus chaud de quatre degrés en moyenne d'ici ses 71 ans, ce qui menacera sa santé à toutes les étapes de sa vie », écrivent les auteurs.

Le Gouvernement a analysé l'impact du changement climatique sur la santé dans le document « Strategie und Aktionsplan für die Anpassung an den Klimawandel in Luxemburg 2018-2023 » et a proposé des mesures pour réduire cet impact.

Les conséquences du réchauffement climatique pouvant affecter la santé humaine sont par exemple la multiplication des épisodes de canicule ou de grand froid ou des évènements météorologiques extrêmes. Les épisodes de canicule ne sont pas seulement dangereux du fait des températures élevées, mais également du fait que les journées de smog augmenteront avec toutes les incidences connues sur la santé humaine.

En matière de maladies transmissibles, nous assistons déjà à la (ré)apparition et la multiplication des vecteurs de maladies telles que la malaria, la fièvre dengue, le zika pour n'en citer que quelques-uns, dans nos contrées.

D'autres conséquences du réchauffement climatique à attendre sont la prolongation des périodes de présence d'allergènes dans l'air (pollens). Des altérations de la qualité de l'eau potable en raison de pollutions microbiologiques plus fréquentes, soit la réduction de la disponibilité des quantités d'eau potable et des risques accrus en matière de conservation d'aliments pourraient également être considérés dans cette optique.

Sachant que le niveau actuel des émissions de carbone aura pour conséquence une hausse de la température globale de quatre degrés Celsius en 2100 et que si nous parvenons à mettre en œuvre nos objectifs climatiques, nous verrons une augmentation de température de « seulement » 1,5 degré, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que les ministères ont déjà procédé à une analyse de l'impact du réchauffement climatique de quatre degrés Celsius et de 1,5 degrés Celsius sur les dépenses en matière de santé ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse ?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres entendent-ils procéder à une telle analyse ?

Réponse commune (17.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le Ministère de la Santé base ses mesures pour lutter contre les effets du changement climatique sur la stratégie mondiale de l'OMS sur la santé, l'environnement et les changements climatiques, présentée lors de la 72e Assemblée mondiale de la santé à Genève en 2019. Les trois priorités stratégiques prévues par l'OMS dans leur 13e programme général de travail concernent :

- l'instauration de la couverture sanitaire universelle,

- l'intervention de l'action de santé publique dans les situations d'urgence sanitaire,

- la promotion de la santé de la population en privilégiant l'assainissement et les pratiques d'hygiène, des solutions de transports sains, des politiques énergétiques propres et des systèmes alimentaires durables.

Il est à préciser que certaines mesures, à l'instar du plan canicule et de l'enregistrement et du suivi de l'émergence de nouvelles maladies transmissibles liées au réchauffement climatique sont déjà opérationnelles.

Le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale n'ont pas procédé à l'analyse de l'impact du réchauffement climatique de 1,5 ou quatre degrés Celsius sur les dépenses en matière de santé et à l'heure actuelle ceci n'est pas prévu. Une telle analyse relèverait de compétences partagées entre les deux ministères.

Question 1746 (22.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Pirate)* concernant la **chasse au mouflon :**

Elo am Februar sollen d'Muffelen am lechternacher Bësch, Informatioune vum „Luxemburger Wort" no, dout gemaach ginn. Baséierend op Ären Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1623 an N° 1402 bleiwe fir mech nach eng Rëtsch Froen onbeäntwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéini genee soll de Startschoss fir d'Dréckjuegd op d'Muffele falen?

2. Betreffend déi ordonéiert Chasse administrative heescht et an der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1623, datt d'Demande fir dës Juegd vun der Gemeng lechternach ausgaangen ass. Wéi kënnt et zu den Diskrepanzen tëscht den Aussoe vum Buergermeeschter vun lechternach, dee vu ronn 100.000 Euro Schued schwätzt, an de vun lech genannten 30.000 Euro Schued? Misst d'Demande vun der Gemeng lechternach no enger Chasse administrative deemno net reevaluéiert ginn, wëssend, datt Dir dësen Zuele kee Glawe schenkt?

3. Am Bulletin technique vun der ANF - en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse - am Numéro spécial: « Plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg » vun 2017 heescht et a Relatioun mam Muffel, datt dëst Déier net op d'Presenz vum Wollef adaptéiert ass a soumat eng „proie facile" fir e wier. Wéi gesitt Dir aktuell d'Situatioun vun de Muffele par rapport zu enger méiglecher Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg, kéint et eventuell sinn, datt de Muffel zäitno een natierleche Feind kritt?

4. Dir schreift an Ärer Äntwert op d'Question parlementaire n° 1402, datt d'Schied an deenen aneren Deeler vum Land (zum Beispill am Parc Housen oder zu Kauneref) net esou grouss si wéi zu lechternach. Ass de Norde vum Land eventuell e passende Liewensraum fir de Muffel?

5. Ginn et entre-temps offiziell Donnéeën zum „Patte-Problem" vun de Muffelen, wëssend, datt am Plan de gestion vun 2017 nach steet, datt een dëst net mat honnertprozenteger Sécherheet kann zu Lëtzebuerg soen?

6. Wéi héich ass de Schued fir d'Landwirtschaft, deen duerch d'Muffelen entstanen ass, ze chiffréieren?

7. Wéi eng Beem a Planze sinn haaptsächlech vun de Verbëssschied betraff? Sinn déi geschiedegt Beem heemesch Aarten?

8. Firwat muss de Piechter fir d'Fraise vun der administrativer Juegd opkommen, wann ee bedenkt, datt dës Déiere mat grousser Warscheinlechkeet ausgesat goufen an deemno, wéi et am Gesetz virgesinn ass, vun deene Responsabele vun dësen illegale Lâchers misst bezuelt ginn?

9. Wéi aus der Äntwert op d'Fro N° 1402 ervirgeet, beanträchtegen d'Verbëssschied, déi duerch de Muffel entstinn, d'Verjüngung vum Bësch. Dozou liest een am Bulletin N° 95 vun der Société des naturalistes luxembourgeois aus dem Joer 1994: « Sur les lots de chasse où un certain affouragement du mouflon est pratiqué, les dégâts causés par cette espèce sont beaucoup moins importants. » Madamm Ministesch, wier et duerch geziilt Fiddere méiglech, d'Degâten ze minimiséieren?

10. Dir hutt eis Fro, wien d'Muffelen ausgesat huet, leider net beäntwert. Madamm Ministesch, vu wou kommen d'Muffelen? Wien huet se ausgesat - wou kommen dës Déieren hir? Falls Dir dat net wësst, hutt Dir eng Enquête vun der PJ oder der ANF ugefrot, voire ordonéiert?

11. Laut dem Artikel 19 (2) vum Gesetz vum 18. Juli concernant la protection de la nature et des ressources naturelles kann d'Ministesch d'Autorisatioun ginn, fir wëll Déieren afänken ze loossen. Firwat mécht d'Madamm Ministesch net Gebrauch vun dësem Artikel?

Réponse (27.02.2020) de **Madame Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Wéi dem honorabelen Deputéierte schonn an der Äntwert op d'Fro 4 vu senger Question parlementaire n° 1623 erkläert gouf, ass fir de Moment keng Dréckjuegd geplangt. Deemno gëtt et och kee Startschoss fir eng Dréckjuegd.

ad 2. Déi 30.000 Euro (an der Realitéit 31.814,77 Euro) baséieren op enger detailléierter Schuedensopnam säitens der ANF. Op déi Zuel baséiert séch d'Virgoensweis vun der ANF a vum MECDD. An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1623 hat ech den honorablen Deputéierte schon dorop opmierksam gemaach: „D'Naturverwaltung huet an engem Rapport vum Januar 2018 festgestallt, dass de Schiel- a Verbëssschued am Gemengebësch vun lechternach sech op 31.814,77 Euro beleeft. Well net an d'Populatioun vun de Muffelen agegraff gouf, huet de Schued um Bësch weider zougeholl. Bis an den Hierscht 2019 ass kontinuéierlech neie Schued festgestallt ginn, deen awer net chiffréiert gouf."

ad 3. De Wollef ass, bis op zwee Kuerzoptrëtter am Juli 2017 an am Februar 2018, de Moment eises Wëssens no net um Lëtzebuerger Territoire present. Et ass zu all Moment méiglech, dass de Wollef sech fest zu Lëtzebuerg installéiert. Sollt dat e Ruddel Wëllef an engem Gebitt mat Muffele sinn, kann een opgrond vun den Erfarungswäerter aus dem Ausland dervun ausgoen, dass d'Muffelen op natierlech Aart a Weis deziméiert ginn.

ad 4. Nee.

ad 5. Dem MECDD ass näischt esou bekannt.

ad 6. Doriwwer gëtt et keng Donnéeën.

ad 7. D'Verbëssschied konnten un de Bichen an un den Eeche festgestallt ginn. Béid Aarte sinn autochthon.

ad 8. Wéi an der Fro scho richteg bemierkt gouf, sinn dës Déiere «mat grousser Warscheinlechkeet" ausgesat ginn. De Fait selwer konnt awer net bewisen a kengem Auteur zougeuerdent ginn. Dat presuméiert illegaalt Aussetze misst laut eisem Wëssen ëm de Jordausendwiessel oder souguer an den 1990er Jore stattfonnt hunn. Sollten dës Déieren effektiv an deem genannten Zäitraum ausgesat gi sinn, sou wier dës Strofdot verjäert.

Aus deem Grond a well de Juegdpiechter den Ofschossplang net respektéiert huet, gëtt an deem hei Fall d'Juegdgesetz vun 2011 applizéiert, wat virgesäit, datt am Fall vun exzessivem Schued kann eng Chasse administrative ordonéiert ginn. Wei d'Gesetz et am Artikel 57 virgesäit, wäert de Locataire fir d'Fraise vun der Chasse administrative opkomme mussen.

ad 9. Wann een d'Fro vum honorabele Deputéierte liest, kéint een derzou verleet ginn ze mengen, deen zitéierte Saz géif aus den Hänn vum Jos. Massard a Paul Kintziger stamen, den Auteure vun deem wëssenschaftlechen Artikel aus dem Joer 1994 aus dem Bulletin N° 95 vun der Société des naturalistes luxembourgeois an hätt deemno eng wëssenschaftlech Basis. Deem ass awer net esou. Dee Saz staamt aus enger Lëtzebuerger Dageszeitung aus dem Joer 1992 a gouf vu Massard a Kintziger leedeglech zitéiert, well si eeben all d'Informatiounen an Affirmatiounen zum Muffel an hirem Artikel zesummegestallt hunn. Besote Saz selwer ass also nullement wëssenschaftlech fundéiert.

Wat awer seet d'Wëssenschaft zum Theema Wëldfidderung? An der wëssenschaftlecher Literatur gëtt et ganz vill Publikatiounen zu där Problematik. Am Joer 2006 huet de Groupe mammalogique vum Lëtzebuerger Naturmusée eng Analys vun där Literatur gemaach (Positionspapier zur Wildfütterung, 13. November 2006). An de Konklusioune vun deem Pabeier steet notamment:

„6.2. Jegliche Art der Wildfütterung, egal ob massive Fütterung, Ablenkfütterung, Notzeitfütterung, Kirrung oder Wildäcker ist daher aus ökologischen, naturschützerischen, wildbiologischen, tierschützerischen, jagdlichen, sozialen und ethischen Gründen abzulehnen."

Den MECDD an d'ANF hale sech un d'Wëssenschaft.

ad 10. Wéi scho gesot, huet dat presuméiert illegaalt Aussetze laut eisem Wëssen ëm de Jordausendwiessel oder souguer an den 1990er Jore stattfonnt, a scheinbar konnt de Schëllegen deemools net ermëttelt ginn, soudass dës méiglech Strofdot verjäert ass. Eng Enquête zum jëtzegen Zäitpunkt hätt also keng Chance ze aboutéieren. Wou d'Déieren hierkommen, konnt deemools net gekläert ginn.

ad 11. Dës Optioun ass selbstverständlech analyséiert ginn. Et ass awer esou, dass d'Muffelproblematik zu lechernach e juegdleche Problem ass, deen also och a priori sollt iwwert d'Juegdgesetz geléist ginn. Sollt dat, aus wat fir Grënn och ëmmer, net funktionéieren, ass déi vum honorabelen Deputéierten an d'A gefaassten Optioun duerchaus eng Méiglechkeet.

Question 1748 (21.01.2020) de **Mmes Nancy Arendt épouse Kemp** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**information sur l'euthanasie :**

Laut enger TNS-ILReS-Ëmfro am Optrag vun der zoustänneger Kontrollkommissioun wëssen zéng Joer, nodeems d'Euthanasiegesetz zu Lëtzebuerg a Kraaft getrueden ass, nëmme véier vun zéng Leit, datt et esou e Gesetz gëtt. 85 % vun de befrote Leit wieren awer fir esou e Gesetz.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Gesondheetsminister stellen:

- Wéi ginn d'Patienten haut iwwert d'Méiglechkeet vun enger aktiver Stierfhëllef zu Lëtzebuerg informéiert?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Leit genuch informéiert sinn?

- Wann net, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Leit besser ze informéieren?

- Laut Aussoen an engem Reportage bei RTL hu concernéiert Patiente Schwieregkeeten, datt hire Wonsch no aktiver Stierfhëllef respektéiert gëtt, esouwuel am Spidol, an Infrastrukture fir eeler Leit oder och nach bei de Leit doheem. Kann de Minister dat confirméieren? Wat sinn d'Ursaachen?

Réponse (17.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère, zesumme mam Familljeministère, huet dat lescht Joer d'Broschür „Ma volonté en fin de vie" erausginn, déi d'Bierger an d'Patienten iwwert déi verschidden Optiounen informéiert, déi si kënnen um Liewensenn an Usproch huelen, an deemno och méi prezis, wat d'Méiglechkeet vun enger aktiver Stierfhëllef ubelaangt.

Dee wichtegsten Deel vun der Broschür maachen deemno dann och déi zwee verschidde Formulairen aus iwwert d'Patientenverfügung an iwwert d'Dispositiounen, déi ee wëll fir d'Enn vu sengem Liewen treffen.

Dës Formulairë sollen de Bierger konkreet hëllefen, hire Wëllen an hir Decisiounen ze dokumentéieren.

Dës Broschür, déi sech och un de Gesondheetssecteur adresséiert, ass op véier Sprooche verfaasst a suergt fir eng detailléiert Informatioun vun de Bierger a Patienten.

Wat d'Fro vun den éierewäerten Deputéierte concernéiert iwwer eventuell Schwieregkeete vu Patienten, wat hire Wonsch no aktiver Stierfhëllef ubelaangt, do verweisen ech op déi ausféierlech Äntwert vum Gesondheetsminister op d'parlamentaresch Ufro N° 1479.

Question 1753 (21.01.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **saisies de drogues :**

D'après un article paru dans « L'Écho » (édition du 9 janvier 2020), l'année 2019 représente pour la Belgique une année record en matière de saisies de drogues.

Le port d'Anvers continue de constituer un nœud central en matière de trafic illicite de stupéfiants. Si les autorités y ont intercepté 61,8 tonnes de cocaïne au cours de l'année écoulée et ont saisi environ 70 tonnes avant l'arrivée au port, les défis demeurent énormes. À cet effet, la douane belge ne cesse de développer leurs méthodes de recherche. Ainsi, l'administration fédérale est en train de développer un outil qui utilise l'intelligence artificielle pour identifier les odeurs de cocaïne, baptisé « e-nose » ou « nez électronique ».

La presse luxembourgeoise a également fait rapport de saisies de drogues considérables en décembre 2019, y compris d'une opération réalisée en collaboration avec des enquêteurs belges culminant dans l'arrêt d'un trafiquant belge.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Quel est le bilan du Luxembourg en matière de saisies de drogues pour l'année 2019 ?

- Existe-t-il un lien entre les drogues saisies au Luxembourg et le port d'Anvers ?

- Messieurs les Ministres connaissent-ils le projet belge « e-nose » ? Dans l'affirmative, cette technologie pourrait-elle s'avérer intéressante pour la douane luxembourgeoise pour mieux répondre aux défis en matière du trafic illicite de drogues ?

Réponse commune (20.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Le bilan annuel du Luxembourg en matière de saisies de drogues, qui tient compte des saisies effectuées par la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises (ADA), est publié dans le rapport annuel sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies au Grand-Duché de Luxembourg, encore connu sous le nom de « rapport RELIS » ou « National Drug Report ».

Des statistiques des saisies opérées par l'ADA pour l'année 2019 sont toutefois déjà disponibles et s'établissent comme suit :

Héroïne : 5.305,2 g

Cocaïne : 371,5 g

Ecstasy : 5.009 pilules

17 g en poudre

Haschisch : 266.522,5 g

Marihuana : 91.353,6 g

Khat : 8.500 g

Amphétamines : 611,6 g

Joints : 31 pièces

Champignons hallucinogènes : 2 g

L'ADA publie ses saisies de drogues chaque année dans l'annexe du rapport d'activité du Ministère des Finances.

En ce qui concerne les saisies de drogues effectuées par la Police grand-ducale, le bilan pour l'année 2019 n'est pas encore définitivement arrêté. Un premier bilan sera fait lors de la prochaine publication des statistiques de la police.

La police et l'ADA ne disposent pas d'éléments qui permettent d'établir un lien direct entre les stupéfiants saisis au Luxembourg et le port d'Anvers.

En ce qui concerne le projet belge « e-nose », l'ADA est au courant de l'existence de la technologie du nez électronique qui est un appareil permettant de détecter et d'analyser des odeurs et des flaveurs, en complément ou remplacement de l'odorat humain ou de celui du chien. Cependant, au stade des expériences actuelles, les résultats à obtenir avec cette technologie sont inférieurs aux résultats provenant de l'aide d'un chien dépisteur de drogues.

Question 1756 (22.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **visites scolaires dans des camps de concentration :**

An Israel gëtt dës Woch, a Presenz vun iwwer 40 Staats- a Regierungscheffen, de 75. Anniversaire vun der Befreiung vum Konzentratiounslager Auschwitz zelebréiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulklassen hunn an de leschte fënnef Joer, opgelëscht pro Joer a pro Filière, un enger Visitt vun engem Konzentratiounslager deelgeholl?

2. Wéi gedenkt de Minister ze garantéieren, datt dës kollektiv Memoire och an Zukunft nach erhale bleift, wëssend, datt Zäitzeien ëmmer méi rar ginn?

Réponse (27.02.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Och wann den Holocaust ëmmer méi wäit an d'Vergaangenheet réckelt, dierf nimools vergiess ginn. A grad do spillt d'Schoul eng extreem wichteg Roll. De Stellewäert vun dësem fierchterlechen Episod aus der Geschicht kann net iwwerschat ginn. Net nëmme wann et drëms geet, den Affer ze gedenken, ass den Enseignement gefuerdert, mee och fir déi Jonk derzou ze kréien, datt se verstinn, wéi et zum Holocaust konnt kommen. Well nëmmen esou kënne se d'Geforen, déi an eiser haiteger Zäit vu Rassismus, Xenophobie a Stereotypiséierung ausginn, erkennen.

ad 1. Aus den ëffentleche Grondschoulen hunn nëmme ganz vereenzelt Schoulklasse vum Cycle 4 un enger Visitt vun engem Konzentratiounslager deelgeholl. An de leschte fënnef Joer war eng Klass an d'KZ Hinzert a sechs Klassen hunn d'KZ Natzweiler-Struthof besicht. Natierlech goufen dës Visitten an de Klassen am Kader vum Geschichtsunterrecht virbereet an och no der Visitt goufen Andréck wärend pedagogeschen Aktivitéiten opgeschafft. Am Allgemenge muss awer gesot sinn, datt Visitten a Konzentratiounslager a virun allem a Vernichtungslager fir de Cycle 4 net altersgerecht sinn: Hei muss de Sujet deemno anescht abordéiert ginn.

Fir de Secondaire konnt follgenden Tableau zesummegestallt ginn:

Schouljoer 2014/2015

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Schouljoer 2015/2016

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Schouljoer 2016/2017

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Schouljoer 2017/2018

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Schouljoer 2018/2019

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Datt den Holocaust an domat verbonne Sujeten net vergiess ginn, ass besonnesch wichteg an enger Zäit, wou mer ëmmer méi staark mat Intoleranz konfrontéiert ginn. Dofir ass den Educatiounsministère op villen Niveauen engagéiert, dës Memoire net nëmmen ze erhalen, mee och weider auszebauen.

All Joer ronderëm de 27. Januar, dem Anniversaire vun der Befreiung vun Auschwitz, ginn Aktivitéite fir d'Schüler geplangt. Hei ass un alleréischter Plaz den Zentrum fir politesch Bildung betraff, dee jo spezifesch geschaf gouf, fir d'demokratescht Zesummeliewen ze förderen.

De Sujet ass awer net op dëse Gedenkdag limitéiert: uechtert d'ganzt Joer ginn et fir Enseignanten an aner Persounen, déi an der formeller an der net-formeller Bildung täteg sinn, eng ganz Rei Méiglechkeeten, sech op d'Behandele vun dësem Sujet virzebereeden.

Nieft der nationaler Offer u Formatiounen zu deem Theema, déi vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) organiséiert ginn, huet de Ministère de 4. Juni 2019 en Accord mat der Internationaler Schoul fir Holocaust-Studien vu Yad Vashem ënnerschriwwen. Yad Vashem leescht bei der Holocaust-Educatioun Pionéieraarbecht an dofir si mir frou, datt déi éischt Formatioun fir eng reng Lëtzebuerger Delegatioun dëst Joer am September organiséiert gëtt.

Mäin Departement steet och am reegelméissege Kontakt mat de Presidente vun de betraffene Programmkommissiounen, fir eisen Enseignanten esou vill Ënnerstëtzung wéi nëmme méiglech ze ginn. An deem Kontext ass virgesinn, e Site ze lancéieren, wou Enseignantë kënnen Informatiounen, Methoden, Beispiller (sougenannte Best Practices), an aner Hëllefen an Inspiratioune fannen, fir Coursen zu dësem Sujet ze halen.

Am Secondaire gëtt de Sujet Holocaust an der Haaptsaach am Geschichtsunterrecht behandelt. Am Fondamental fanne sech an de Schoulbicher Texter, an deenen den Zweete Weltkrich behandelt gëtt; och d'Thematik vun de Virurteeler gëtt ugeschnidden an et gi geziilt Pisten opgedoen, fir dësen entgéintzewierken. Deemno bidden d'Texter dem Enseignant d'Méiglechkeet, an enger transversaler Approche eenzel Thematiken opzegräifen, fir d'Schüler zu responsabele Bierger ze erzéien, déi d'Wäerter vun eiser demokratescher Gesellschaft respektéieren a mat un Drëtter weiderginn, fir esou géint friemefeindlech an antisemitesch Attitudë virzegoen.

Et ass och wichteg, mat anere Länner zesummenzeschaffen. Mir kënnen op international Organisatiounen zielen, bei deenen och ganz speziell den Educatiounsministère vertrueden ass: dozou gehéieren d'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), bei där Lëtzebuerg nach bis Mäerz 2020 de Virsëtz huet, den Aarbechtsgrupp géint Antisemitismus vun der Europäescher Kommissioun souwéi Initiative vum Europarot a vun der Agentur fir Grondrechter vun der Europäescher Unioun.

Dës Organisatiounen erlaben e wichtegen Austausch iwwer Best Practices tëschent de verschiddene Memberstaaten. Experten an deenen Institutioune schaffen och Dokumentatiounen aus, déi als Grondlag kënne benotzt ginn, fir de Sujet an de Schoulen ze behandelen: hei kënnen als Beispill d'„Recommendations for Teaching and Learning about the Holocaust" vun der IHRA an eng ganz Rei vu Publikatioune vun dem ODIHR genannt ginn.

Awer och um lokalen Niveau lafen eng ganz Rëtsch Initiativen, déi dacks op dem grousse perséinlechen Engagement vun eisen Enseignantë berouen.

Esou huet, fir just zwee Beispiller ze ginn, de Wëlzer Lycée zanter zwee Joer e Projet iwwer Ërennerungsaarbecht lafen, deen ënner anerem d'Realisatioun vun engem neie „Sentier de mémoire" virgesäit, a bei deem Schüler als „Passeurs de mémoire" ausgebilt ginn. De Lycée vun lechternach huet d'lescht Joer en Documentaire mam Titel „Liewen!" produzéiert, dëst am Kader vum Verleeë vun de Stolpersteng zu lechternach.

D'Zesummenaarbecht mat lokalen Organisatioune gëtt natierlech och ënnerstëtzt. An de Schoule ginn et Ausstellungen, déi vum Zentrum fir politesch Bildung, vum Resistenzmusée vun Esch/Uelzecht a vun der ASBL MémoShoah opgestallt oder organiséiert ginn, wéi déi ganz populär „Between Shades and Darkness". D'Zesummenaarbecht mat den Témoins de la deuxième génération geet och virun, fir et Schüler ze erméiglechen, d'Vernichtungslager vun Auschwitz ze besichen.

Question 1757 (22.01.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant le **Service central d'assistance sociale :**

De „Service central d'assistance sociale" (SCAS), deen ënnert der Autoritéit vum Parquet schafft, huet och e Service, dee sozial Enquêtë mécht.

Déi Enquêten hunn dacks e ganz intrusive Charakter. Doduerch bleift et och net aus, datt vill Leit sech iwwert de SCAS beschwéieren. Zum Beispill fäerte vill Leit fir hir Reputatioun op der Aarbechtsplaz, wann de SCAS mat hirem Patron schwätzt. Anerer soen, datt déi Agente vum SCAS, déi heiansdo selwer nach ganz jonk wären an nach net esou vill Liewenserfarung hätten, wuel kaum am beschte gëeegent wären, fir familiär Situatiounen a Problemer ze bewäerten.

Op alle Fall ass et wichteg, datt sozial Enquêtë mat vill Retenue an Taktgefill mussen exekutéiert ginn, fir net onnéideg Schued unzeriichten an d'Vertrauen an d'Justiz net ze ënnergruewen.

Dowéinst wéilte mir der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi sinn déi genee legal Kompetenze vum SCAS definéiert?

2. Huet de SCAS en Deontologiekodex?

3. Wéi ginn d'Agente vum SCAS forméiert?

4. No wéi enge Krittäre ginn d'Membere vum SCAS fir hir verschidden Aufgaben erausgesicht?

5. Wéi kontrolléiert de Parquet, datt d'Agente vum SCAS hir Aufgabe mat där néideger Diskretioun a mat Taktgefill erfëllen?

6. Wouhi kënne Leit sech adresséieren, déi sech vum SCAS ongerecht behandelt fillen oder déi mengen, duerch d'Aktioune vum SCAS e Schued erlidden ze hunn, zum Beispill op hirer Aarbechtsplaz?

7. Wéi dacks ginn déi zoustänneg Instanze mat Reklamatiounen iwwert de SCAS saiséiert, a wéi ginn esou Reklamatioune behandelt?

8. Hu Persounen, déi duerch en eventuell net proportionéiert, net justifiéiert oder ze vill intrusiivt Virgoe vum SCAS e Schued erlidden hunn, en Usproch op eng Indemniséierung?

9. Kann eng Persoun, iwwert déi eng sozial Enquête gemaach gouf, Abléck an hiren Dossier kréien? Wa jo, no wéi enge Modalitéiten? Wann nee, firwat net a misst dat dann net geännert ginn?

10. Wou kann eng Persoun sech beschwéieren, wann de SCAS Behaaptungen iwwer si mécht, déi hirer Meenung no falsch sinn oder hir Eier verletzen?

Réponse (19.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Kompetenze vun dem SCAS ginn am Artikel 77 vum amendéierte Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Justiz definéiert:

« Art. 77. Il est constitué au Parquet général un Service central d'assistance sociale regroupant tous les services chargés d'enquêtes sociales et d'assistance à des personnes sous surveillance judiciaire, comme le Service de la protection de la jeunesse, le Service de probation, le Service d'aide aux victimes, le Service de médiation, le Service des tutelles pour mineurs et incapables majeurs, les services chargés de l'établissement des dossiers de personnalité.

Le Service central d'assistance sociale est dirigé sous la surveillance du procureur général d'État ou de son délégué par un directeur, détenteur d'un diplôme de fin d'études supérieures ou universitaires en psychologie, criminologie ou sciences sociales. »

D'Konditioune vum Rekrutement, vun der Formatioun a vun der Ernennung vun de Probatiounsagente sinn an engem groussherzogleche Reglement vum 15. Januar 2018 fixéiert.

Donieft viséiere verschidde gesetzlech Dispositioune méi oder manner de SCAS.

Zum Beispill gesäit den Artikel 13 vun dem amendéierte Gesetz vum 10. August 1992 iwwert de Jugendschutz vir, dass Mannerjäreger, déi dem Régime de l'assistance éducative ënnerleien, Probatiounsagenten uvertraut ginn. Wat implizéiert, dass d'Jugendgeriicht de Service vun den Assistances éducatives vum SCAS kann dermat chargéieren, dës Moossnamen auszeféieren, wann dëse Service e Mannerjäregen a sengem familiären Ëmfeld begleet. Den Artikel 23 vum nämmlechte Gesetz viséiert déi sozial Enquêten, déi op Ufro vum Riichter, vum Jugendgeriicht souwéi vum Parquet, Sektioun Jugendschutz, vum SCAS duerchgefouert ginn.

Den Artikel 1007-51 vum Nouveau code de procédure civile gesäit vir, dass de Familljeriichter souguer d'office kann eng sozial Enquête ordonéieren, wann hie befënnt, dass hien, duerch déi Elementer, déi him zur Verfügung stinn, net genuch informéiert ginn ass. Dës Enquêtë ginn enger Sektioun vum SCAS uvertraut, déi a Familljematière spezialiséiert ass.

Verschidde Bestëmmunge vum Code de procédure pénale viséieren d'Aktioune vu Probatiounsagenten am Kader vum Strofvollzuch, zum Beispill, wat de „sursis probatoire" oder d'„libération conditionnelle" ugeet.

ad 2. De 7. Oktober 2010 ass en Deontologiekodex a Kraaft getrueden, deen eng Ligne de conduite fir all Beruffer am Beräich vun der Santé virgesäit, op Basis vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992 betreffend d'Ausübung an d'Revalorisatioun vu verschiddene Beruffer am Beräich vun der Santé.

D'Agente vum SCAS, mat enger Ausbildung als Sozialaarbechter oder mat engem Bachelor an de Sozial- oder Erzéiungswëssenschaften, mussen dësen Deontologiekodex respektéieren.

ad 3. D'SCAS-Agenten hunn alleguerten eng Héichschoulausbildung. Ënner sengen Employéeën a Staatsbeamten zielt de SCAS momentan Sozialaarbechter, Kriminologen a Psychologen.

Dat groussherzoglecht Reglement vum 15. Januar 2018 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires relevant des différentes catégories de traitement auprès du Service central d'assistance sociale definéiert prezis d'Matièren an d'Unzuel vun de Stonne vun der Ausbildung, déi d'Stagiairë vum SCAS musse suivéiert hunn, fir kënnen definitiv agestallt ze ginn.

Ausserdeem ginn all d'SCAS-Agente reegelméisseg a Weiderbildung, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland, wou se geziilt Ausbildunge maachen, déi op déi Domänen axéiert sinn, an deenen d'Agente schaffen.

ad 4. Virausgesat, dass d'Ufuerderunge betreffend de beruffleche Qualifikatiounen erfëllt sinn, gëtt en Entretien mat all Kandidat duerchgefouert, dee vum SCAS wëllt rekrutéiert ginn. Véier Beamte vum SCAS, de Sekretär vum SCAS souwéi d'Direktesch vum SCAS ënnerzéien de Kandidat engem grëndlechen Examen, nodeems se den Dossier vum betraffene Kandidat gelies hunn.

De Kandidat muss och e schréftlechen Exame maachen, bei deem säi Verständnes an enger kritescher Situatioun a seng Redaktiounsfäegkeeten iwwerpréift ginn.

Wann de Kandidat all d'Ufuerderungen erfëllt, gëtt hien deem Service zougewisen, deen eng Plaz fräi huet.

Wärend senger Karriär kann e SCAS-Agent froen, fir de Service ze wiesselen. Dës Demande gëtt acceptéiert ënnert de Konditiounen, dass eng Plaz an deem gewënschte Service fräi ass a wann den Agent déi néideg Anciennetéit a Fäegkeete fir dës Plaz huet.

ad 5. Laut dem Artikel 77 vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Justiz ass de Parquet général zoustänneg fir d'Iwwerwaachung vum genannte Service.

D'Direktesch vum SCAS, déi bei all Reunioun vun der Ekipp present ass an och „à l'écoute" vun de Clienten an de SCAS-Agenten ass, ass reegelméisseg a Kontakt mam Parquet général, fir kënne fir eng gutt Koordinatioun a Gestioun vun den Dossieren ze suergen.

Problemer, déi optriede kënnen, ginn an enker Zesummenaarbecht tëscht der Direktesch an dem Procureur général d'État geléist.

ad 6. D'Leit, déi sech vun de SCAS-Agenten en charge vun hirem Dossier falsch verstane fillen, kënne sech bei der Direktioun vum SCAS mellen, déi sech duerno wäert mam Dossier befaassen. Et ass méiglech, eng Entrevue ze organiséieren, wou déi betraffe Persoun, a Presenz vun dem concernéierte SCAS-Agent, hir Problemer ka matdeelen. D'Direktesch vum SCAS probéiert, Meenungsverschiddenheeten ze klären. D'Direktesch kontaktéiert de Parquet général fir Hëllef, wann dës néideg ass.

ad 7. Laut den Informatioune vun der Direktesch ass si net oft mat Reklamatioune vu Bier-

ger konfrontéiert. Si lauschtert no, si kontrolléiert a sicht no Léisungen. Wann de Problem fir déi betraffe Persoun bestoe bleift, kontaktéiert d'Direktesch de Procureur général, fir säin Avis ze froen.

Schätzungsweis sinn et ronn zéng Fäll pro Joer, wou Leit Reklamatiounen erareeche wéinst enger Interventioun vum SCAS, laut den Informatioune vun der Direktioun.

ad 8. Déi Persoune kéinte sech un dat zoustännegt Geriicht wenden a Schuedenersatz froen op Basis vum Gesetz vum 1. September 1988 betreffend d'Responsabilité de l'État.

ad 9. Déi sozial Enquête gëtt, no de Recherchen, den Entrevuen an der Redaktioun, un déi Instanz iwwerginn, déi d'Enquête gefrot huet, an dësem Fall: dem Jugendriichter, dem Jugendparquet, dem Familljeriichter, dem Riichter fir Tutellen oder, a rare Fäll, der Cour d'appel.

Den Artikel 28 vum Gesetz vum 10. August 2010 betreffend de Jugendschutz preziséiert:

« Lorsqu'une affaire visée à la section 1 du présent chapitre est portée devant le tribunal de la jeunesse, les parties et leur avocat sont informés du dépôt au greffe du dossier dont ils peuvent prendre connaissance trois jours au moins avant l'audience. Toutefois, les pièces concernant la personnalité du mineur et de son milieu social et familial ne peuvent être consultées que par les avocats des parties. »

Wann et sech also ëm eng sozial Enquête handelt, déi an engem Dossier vum Jugendschutz virkënnt, hunn déi betraffe Persoune keen Zougang zu deene Pièce vum Dossier, esou wéi et den Artikel 28 vum Jugenschutzgesetz virgesäit. Den Affekot vun der betraffener Persoun kann dës Pièce awer inspizéieren.

Et ass keng Dispositioun am Zivilrecht virgesinn, déi mat dem genannten Artikel 28 vergläichbar wär.

Wann et sech ëm eng sozial Enquête handelt, déi op Ufro vum Familljeriichter etabléiert ginn ass, kënnen déi betraffe Persounen eng Kopie vun der sozialer Enquête beim zoustännege Geriicht froen.

ad 10. Wéi virdrun erkläert, kann déi Persoun, déi vun enger sozialer Enquête betraff ass an déi sech ongerecht behandelt fillt, d'Direktesch kontaktéieren, fir hir d'Reklamatioun matzedeelen.

Dës Persoun kann och de Mandant vun der sozialer Enquête kontaktéieren, fir hire Standpunkt matzedeelen.

Zousätzlech kann déi betraffe Persoun, virun allem am Kader vun de kontradiktoresche Prozeduren, bei deenen den Inhalt vun der sozialer Enquête beschwat gëtt, hir Observatioune presentéieren an och dem Riichter, deen d'Enquête iwwerholl huet, d'Grënn matdeelen, firwat si net mat den Informatiounen, déi an dëser Enquête stinn, averstanen ass.

Question 1761 (23.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **viande de gibier :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1403 hat ech déi zoustänneg Ministeren no Informatiounen iwwer geschossent Wëldfleesch gefrot. Aus der Äntwert op meng Froen ergi sech mir nei Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Op meng Fro, wéi laang en Déier nom Ofschoss ongekillt däerf leie bleiwen, äntwert d'Regierung:

„Dës Legislatioun gesäit awer keng fix Delaie vir, wéini dass dat geschossent Wëld muss gekillt ginn."

- Ass et deemno méiglech, dass och ongekillt Wëldfleesch an de Verkaf kënnt?

- Ass d'Killkette bei Juegdfleesch genausou sécher wéi bei um Bauerenhaff geziichte Fleesch?

2. Op meng zweet Fro äntwert d'Regierung:

„All d'Carcassen, déi an déi sougenannten "ateliers de traitement de gibier" vun de Jeeër geliwwert ginn, gi vun den Inspektere vun der Veterinärsinspektioun kontrolléiert, ier se als genusstauglich gestempelt ginn an dann an de Commerce kommen. Bei de Wëllschwäi ginn och nach Prouwe geholl, fir d'Analysen op Trichinen ze maachen."

Opgeschlësselt pro Joer, wéi vill Analyse goufen an de leschten dräi Joer hei gemaach?

3. Op meng Fro iwwert d'Belaaschtung duerch Bläi, Dioxinen a sou weider äntwerten d'Ministeren:

„Wat d'Réckstänn vu cheemesche Substanze betrëfft, ginn all Joer eng Rei vun Analysen am Kader vun engem Kontrollplang, dee vun enger europäescher Direktiv virgeschriwwen ass, gemaach. D'Zuel vun den Analysen an d'Substanzen, déi ënnersicht ginn, kann een am Rapport annuel vun der Veterinärsinspektioun noliesen."

Wéi vill Prozent vum Wëldfleesch, dat an de Verkaf kënnt, gëtt dësen Analysen ënnerzunn?

4. Wéi d'Ministere schreiwen, kann een d'Zuel vun den Analysen an d'Substanzen, déi ënnersicht ginn, am järleche Rapport vun der Veterinärsinspektioun noliesen. De leschte Rapport, deen een um Site vun der Regierung fënnt, ass aus dem Joer 2016. Existéiere Rapporten aus de leschten dräi Joren a falls jo, wou kann een dës fannen?

5. Am Rapport vun 2016 goufen 100 vun 100 Wëldanalyse positiv op B3c (métaux lourds) getest.

- Ëm wéi eng Schwéiermetaller handelt et sech genau?

- Ab wéi engem Schwellewäert ass de Konsum vu B3c bedenklech fir d'Gesondheet vum Mënsch a wat war de reellen Taux bei den Analysen?

- Ab wéi enge Konzentratioune schwätzt ee vun enger signifikativer Belaaschtung bei de jeeweilege Réckstänn?

Réponse (12.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1.

- D'Wëld gëtt am Atelier de traitement vun engem Veterinär kontrolléiert, a wann do de Verdacht besteet, dass d'Carcass net séier genuch gekillt ginn ass, gëtt d'Carcass zerstéiert. Den Atelier de traitement ass ënner Veterinärsopsiicht, an do gëtt d'Killkette respektéiert. Déi Betriber, an déi d'Wëld nom Atelier de traitement geet, gi reegelméisseg kontrolléiert, an d'Killkette fir d'Wëld gëtt gradesou gutt respektéiert wéi fir all déi aner Produkter, déi musse gekillt ginn.

- D'Wëldfleesch gëtt genau d'selwecht behandelt a kontrolléiert wéi dat geziichte Fleesch, mat där eenzeger Ausnam, dass beim Juegdfleesch déi Etappe vum Doutmaache bis an den Atelier de traitement ënnert der Responsabilitéit vum geschoulte Jeeër leit, wärend beim geziichte Fleesch de Veterinär beim ganze Prozess bis an de Frigo dobäi ass.

ad 2. All Wëllschwäi muss op Trichinen ënnersicht ginn, ier et an de Commerce geet. Pro Joer ginn esou tëschent 4.000 a 4.500 Prouwen op Trichinen ënnersicht.

ad 3. Déi Analyse si virgeschriwwen an engem europäesche Kontrollplang, dee keng Prozentsätz virgesäit, mee deen eis virschreift, dass 100 Analyse musse gemaach ginn, wat och dann de Fall ass.

ad 4. Déi Rapporte stinn um Portail Agriculture ënner follgendem Fichier „Veröffentlichungen", „Tätigkeitsberichte". De leschte publizéierte Bericht ass dee vun 2018, dee vun 2019 ass de Moment an der Ausaarbechtung.

ad 5. Déi 100 positiv Analyse sinn e Mëssverständnes, an deene Rapporte virdru stoung ëmmer de Saz, dat all Analys konform wier, hei steet, eng wier net konform, an do wier et sous-entendu, dass all déi aner konform wieren.

- Schwéiermetaller, déi gesicht ginn, sinn ëmmer: Bläi, Kadmium, a fir 2016, 2017 an 2018 nach Arsen, Chrom, Koffer, Quecksëlwer, Néckel, Zënn, Zénk, Mangan, Kobalt, Selen, Eisen, Aluminium, Uran, Titan, Thallium, Molybdän, Antimon.

- D'Limitte stinn am Reglement 1881/2006 vun der Kommissioun. Déi eenzeg Schwéiermetaller, wou Limitten am Fleesch festgeluecht sinn, si Bläi a Kadmium. Et muss een awer dozou soen, dass déi Limitte just fir d'Fleesch oder d'Liewer vu geziichte Béischte festgeluecht gi sinn. Fir d'Wëld sinn nach keng Limitte festgeluecht ginn, warscheinlech well et net derwäert ass, well am Verglach zu deem anere Fleesch net vill Wëld giess gëtt. Déi Valeuren, déi mir an der Liewer vum Wëld fannen, leien awer ëmmer ënnert deenen, déi fir déi aner Béischten akzeptéiert ginn.

Question 1762 (23.01.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **vente d'immeubles par l'établissement public POST Luxembourg :**

Am Zesummenhank mat deem vu menger Partei kritiséierten Ofbau vu lokale Postbüroe liesen ech den 10. Januar 2020 déi ënner follgendem Link opruffbar Annonce:

https://adr.lu/wp-content/uploads/2020/01/annonce_vente.jpg

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Den Objet zu Dippech war als Appartement kadastréiert, gouf awer anscheinend als Postbüro benotzt: Ass dës illegal Ëmwidmung vum Conseil d'administration vu POST geneemegt ginn? Wéi ass dem Här Minister seng Positioun dozou, datt hei Wunnraum zweckentfriemt gouf?

2. Wéi een an der Annonce gesi kann, befënnt sech een Objet zu Rammerech, zwee anerer am Süden an een zu Nidderaanwen. Firwat huet an deem Kontext e Staatsbetrib d'Decisioun geholl, en Nottär aus der Stad ze chargéieren, wann et esouwuel zu Rammerech ewéi och zu Nidderaanwen e lokalen Nottär gëtt?

3. Wéi vill Fraise musse bei dëse Venten zousätzlech zum Präis bezuelt ginn a kommen dës dem Staatsbetrib zegutt?

Réponse (31.01.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

D'Gebai zu Dippech war vu POST „en état de futur achèvement" kaf ginn. D'Plaz ass am PAG vun der Gemeng Dippech als „zone mixte rurale" klasséiert, wou Commercen an „établissements publics et privés" ausdrécklech erlaabt sinn.

POST schafft aus Effizienz- an aus Käschtegrënn fir déi véier Transaktiounen (betreffend d'Gebaier zu Dippech, zu Nidderaanwen, zu Pärel (Gemeng Rammerech) an zu Réiser) mat engem eenzegen Nottär. D'Käschte fir dësen Dossier sinn exakt déi selwecht bei allen Nottären am Land.

Bei der Stee kommen, wéi bei all Steeën, 15 % Käschte fir den Enregistrement a fir d'Steekäschten derbäi.

Question 1763 (23.01.2020) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **prise en charge de dentifrice hautement fluoré :**

La radiothérapie est administrée à un patient afin de tuer les cellules cancéreuses et réduire la taille de tumeurs au niveau du nez, des sinus maxillaires, du pharynx et du larynx (= sphère ORL).

Malheureusement, ce traitement touche également les cellules saines de la bouche, des dents et des os maxillaires. En absence de mesures préventives, des nécroses dentaires et de forts risques de nécrose osseuse, en cas d'intervention chirurgicale postérieure au traitement par radiothérapie, peuvent en être la conséquence.

D'après les données actuelles de la science, il est conseillé aux patients subissant une radiothérapie de la sphère ORL, d'appliquer, à l'aide de gouttières dentaires confectionnées individuellement, un dentifrice hautement fluoré, comme par exemple le Fluodontyl. Cette application de dentifrice hautement fluoré est à réaliser à partir du premier jour de la radiothérapie et ce jusqu'à la fin des jours des patients concernés.

Or, il s'avère que le Fluodontyl, contrairement aux gouttières dentaires et aux lourdes et onéreuses chirurgies des maxillaires en cas de nécroses dentaires et/ou osseuses postradiothérapeutiques, n'est pas remboursé par la Caisse nationale de santé (CNS).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'utilisation du Fluodontyl comme mesure préventive lors d'une radiothérapie de la sphère ORL ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pour quelles raisons ce dentifrice n'est pas remboursé par la CNS, contrairement aux gouttières dentaires et aux traitements chirurgicaux en cas de nécroses dentaires et/ou osseuses postradiothérapeutiques ?

- D'un point de vue financier, ne serait-il pas plus raisonnable de rembourser le Fluodontyl afin d'éviter les traitements de ces nécroses qui entraînent en principe un remboursement beaucoup plus important ?

- Monsieur le Ministre, peut-il me renseigner sur le nombre de traitements de nécroses dentaires et/ou osseuses suite à une radiothérapie, remboursés par la CNS ?

Réponse (21.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre déléguée à la Sécurité sociale :*

Un médicament doit figurer sur la liste positive des médicaments pour pouvoir être remboursé par la Caisse nationale de santé (CNS).

Un médicament peut uniquement être inscrit sur la liste positive des médicaments s'il dispose d'une autorisation de mise sur le marché qui est dispensée par le Ministère de la Santé. Dans une prochaine étape, le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché doit introduire une demande auprès de la CNS en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. Suite à cette demande, le président de la CNS prend, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale, la décision relative à l'inscription du médicament sur la liste positive.

Or, il s'avère que le médicament Fluodontyl n'est pas commercialisé au Luxembourg et ne dispose plus d'une autorisation de mise sur le marché valable depuis le 1er novembre 2019.

Il n'est pas possible de se prononcer sur le fait si le remboursement du Fluodontyl serait plus raisonnable que le traitement de nécroses suite à une radiothérapie vu qu'il n'est pas possible de fournir des chiffres sur le nombre de traitements de nécroses dentaires et/ou osseuses découlant d'une radiothérapie.

Question 1764 (23.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **publicité dans les boîtes aux lettres :**

Verschidde Stied an Holland hu säit knapps engem Joer hir Quantitéiten u Pabeieroffäll duerch eng simpel Mesure reduzéiert, wéi verschidden Zeitungen am Ausland berichten. Deemno kënnen Haushalter an Holland duerch een Opt-in decidéieren, ob si wëlle Werbung a Form vu Pabeier an hir Bréifboîte gehäit kréien. Dofir musse si nëmmen op hirer Bréifboîte uginn, dass si Werbung erhale wëllen. All Werbung, déi net explizitt un eng Persoun adresséiert ass, däerf net ouni d'Averständnes vun där Persoun an d'Bréifboîte gehäit ginn. Entreprisen, déi sech net dorunner halen, kënne vun de Leit gemellt ginn a sinn da gezwongen, héich Geldstrofen ze bezuelen. Duerch dës Mesure huet d'Stad Amsterdam, den Informatioune vum Site geo.de no, zirka 34 Kilo Offäll pro Haushalt pro Joer agespuert.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Kilo Offall, opgelëscht no Material (Pabeier, Plastik, etc.), entstinn zu Lëtzebuerg all Joer duerch Bréifboîtewerbung?

2. Wäert d'Regierung den hollännesche Wee matgoen an derfir suergen, dass Werbung iwwert de Postwee nëmmen nach iwwer een Opt-in kann ausgestallt ginn? Falls jo, ab wéini? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (27.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. Bei de Plastiksverpackungen an der Bréifboîte muss ënnerscheet ginn tëschent de Reklammen, déi iwwert d'POST verschéckt ginn an déi, déi vun der POST selwer verschéckt ginn. Zu deenen éischte leie keng Zuele vir. Bei de Plastiksverpackungen, déi awer vun der Post iwwert de Produit „i-mail" verschéckt ginn, waren et der 2018 eng ronn 6.442.800 Stéck. Dozou sief awer gesot, datt d'Quantitéit vun de benotzte Plastiksverpackungen am Zäitraum vun 2014 bis 2018 bei der POST ëm d'Hallschent erofgesat ginn ass. „i-mail" cotiséiert och u Valorlux a kofinanzéiert domat de Recycling. Och ass d'POST Member bei der SuperDrecksKëscht fir Betriber a recycléiert all déi Reklammen, déi ze vill sinn.

Offiziell Donnéeën zum geneeë Gewiicht vum Total vun de Pabeiersreklamme ginn et keng. Duerch eng net representativ Erfaassung, déi 2014 gemaach gouf, ass héichgerechent ginn, datt eng 60 Kilo Reklamme pro Boîte a Joer ufalen.

ad 2. Den hollännesche Wee gëtt aktuell gepréift, dëst och am Kader vum Iwwerschaffe vum aktuellen Offallgesetz. Momentan lafen d'Aarbechten, fir déi verschidden Direktiven, déi am Kader vum Paquet Économie circulaire ugeholl goufen, an d'Lëtzebuerger Legislatioun ze transposéieren. Dat sinn eng siwe Gesetzestexter, un deene geschafft gëtt. Dozou gehéieren och Vermeidungs- a Reduzéierungsmoossnamen, wou Lëtzebuerg méi wäit wëllt goe wéi dat, wat an den Direktive virgesinn ass, dat och am Hibléck op eng Null-Offall-Strategie, wouru parallell geschafft gëtt.

Dat aktuellt Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 gesäit och elo scho vir, datt spezifesch Moossname fir verschidden Offallstréim kënne geholl ginn. Dës Moossname kënne fir méi oder wéineger geziilten Offallzorte gëllen. Am Allgemen-

ge gëtt awer eng integréiert Approche an der Offallgestioun bevirdeelegt, amplaz vereenzelt Moossnamen ze huelen.

De Bierger huet elo schonn d'Méiglechkeet, e Sticker op seng Bréifkëscht ze pechen, fir sech bewosst géint Reklammen ze entscheeden. Wéi vill esou Stickeren op de Bréifkëschte sinn, dozou hu mir keng Zuelen.

No Récksprooch mat der POST gouf bestätegt, dass d'Divisioun POST Courrier am Ament eng Opt-out-Politik applizéiert, wat d'Verdeele vu Reklammen an d'Bréifboîtten ugeet. Si kënnt domat de Wënsch vun hire Clienten entgéint, déi op där enger Sëit eng méiglechst grouss Audienz fir hir Reklamme wëllen hunn, an op där anerer Säit als mëndeg Bierger selwer decidéiere wëllen, wat se an hir Bréifboîte kréien. Et steet jiddwerengem, dee keng Reklamme wëllt, fräi, dëst erkenntlech ze maachen, a POST Courrier respektéiert dat dann och. POST Courrier huet net wëlles, un dëser Politik, déi gutt funktionéiert, eppes ze änneren.

Et ass ze bemierken, dass nach aner Acteuren zu Lëtzebuerg Reklammen un d'Stéid verdeelen, déi am Generellen och d'Opt-out-Politik applizéieren.

Question 1768 (23.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **factures de POST Luxembourg envoyées à la mauvaise adresse :**

Am Januar 2020 kruten eng Rei Clientë vu POST e Bréif an deem steet, datt hir Telefonsrechnung fir Dezember un eng aner Persoun („Empfänger") geschéckt gouf. Well op deenen Ofrechnunge jo awer all d'Telefonsnummeren am Detail opgezielt sinn, déi dee betraffenen Abonnent kontaktéiert huet, handelt et sech hei ëm en lertum oder eng Pann, déi kloer als Verletzung vun der Privatsphär vun deene betraffene Clientë muss ugesi ginn.

Dowéinst wollt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Weess d'Regierung vun dem Tëschefall, a wa jo, wéi huet si reagéiert?

2. Wéi vill Leit si betraff a wat sinn d'Ursaache vun dem Problem?

3. Wéi eng Moossnamen huet POST getraff, fir esou eng Pann an Zukunft ze verhënneren?

4. Wéi eng Rechter hunn déi betraffe Clientë vu POST an dëser Affär?

Réponse (18.02.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Regierung gouf net iwwert dësen Tëschefall informéiert. Opgrond vun der Natur vum Tëschefall (eng Divulgatioun vu perséinlechen Donnéeën un Drëtter), huet POST Telecom, a Konformitéit mat hiren Obligatiounen als Responsabele vun der Dateveraarbechtung, d'CNPD notifiéiert.

Op Nofro huet POST uginn, dass 512 Clientë betraff waren, well se eng oder méi Rechnunge kruten, déi net fir si waren. 586 weider Clienten hunn hir Rechnung guer net kritt, well se un en aneren Empfänger geschéckt gouf.

Den Tëschefall ass op eng falsch Manipulatioun beim Ännere vun engem Parameter an der Gestiounssoftware fir d'Clienten zréckzefëieren.

Et louch keng Absicht fir ze schuede vir an etlech technesch Mesurë sinn a Plaz gesat ginn, fir d'Qualitéitskontroll an der Produktioun vun de Rechnungen ze verbesseren.

All déi betraffe Clientë kruten den 20. Januar 2020 e Bréif, an deem POST sech entschëllegt. Déi Clienten, déi eng Rechnung kruten, déi net fir si bestëmmt war, sinn doran och opgefuerdert ginn, dës Rechnung ze zerstéieren. Déi falsch zougestallte Rechnunge sinn op en Neits gedréckt ginn an un d'Clienten, déi hir Rechnung net kritt haten, verschéckt ginn.

Question 1769 (23.01.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**affectation de biens immobiliers de POST Luxembourg :**

Dans sa réponse du 15 janvier 2020 à ma question parlementaire n° 1631 concernant l'affectation des locaux et bâtiments dont l'établissement public POST ne souhaite plus faire usage, Monsieur le Ministre de l'Économie a affirmé que des bâtiments et locaux étaient dans en premier temps proposés à l'achat des communes concernées. Si celles-ci ne souhaitaient pas acquérir ce bien immobilier, POST se tournerait ensuite vers l'État et ses institutions, notamment le Fonds du logement. Ce ne serait qu'en cas de refus de reprise de l'État ou d'une institution étatique que POST mettrait ce bien à la vente aux enchères.

Suite à une information qui m'a été transmise et confirmée par le directeur général de POST à l'antenne de la radio RTL le mercredi 22 janvier, un certain nombre de locaux ont été mis aux enchères suite au désintérêt aussi bien de la part des communes concernées que du Fonds du logement, arguant notamment qu'il s'agissait de surfaces commerciales qui n'auraient pas vocation à être reprises par le Fonds du logement. Cette information est d'autant plus étonnante que le Fonds du logement a tout à fait la possibilité de détenir et de louer des surfaces commerciales.

Comme nous le savons tous, les pouvoirs publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, ne détiennent pas assez de surfaces ou de biens immobiliers. Il me paraîtrait ainsi naturel que ces derniers profitent de l'occasion pour acquérir des biens aussi et surtout afin d'éviter que des locaux alors en possession d'une institution publique ne rejoignent le marché privé.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Le Fonds du logement a-t-il reçu la proposition de la part de POST de reprendre les locaux dont les communes respectives n'ont pas voulu ?

2) Dans l'affirmative, quelles raisons ont motivé le Fonds du logement à ne pas reprendre les objets en question, fussent-ils des surfaces commerciales ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres propositions de reprise en direction du Fonds du logement émanant de POST ? Le cas échéant, Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la décision du Fonds du logement ?

4) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'État, en l'occurrence le Ministère du Logement, respectivement des institutions publiques œuvrant dans le domaine du logement et de l'habitat, devraient veiller à ce que des biens appartenant au domaine public, qu'il s'agisse de POST en particulier ou d'autres institutions publiques en général, ne se retrouvent pas sur le marché privé ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de définir une stratégie visant à éviter toute perte de patrimoine immobilier public ?

Réponse (11.02.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Sur demande du Gouvernement, l'établissement public « Entreprise des postes et télécommunications » a proposé en 2018 au Fonds du logement l'acquisition de plusieurs bâtiments hébergeant des bureaux de poste.

Pour chacun de ces bâtiments répartis sur l'ensemble du territoire une analyse détaillée a été réalisée au cas par cas et finalement, le Fonds du logement a acquis les bâtiments hébergeant les six anciens bureaux de poste sis à Remich, Kayl, Troisvierges, Esch-sur-Sûre, Useldange et Wecker, en vue de la création de logements locatifs subventionnés.

ad 2) Cette même analyse a été faite pour quatre autres bâtiments hébergeant les anciens bureaux de poste de Perlé, Roeser, Dippach et Niederanven qui avaient été proposés pour acquisition au Fonds du logement. Or, dans ces cas l'analyse a montré que ces bâtiments ne pouvaient répondre utilement aux besoins du Fonds de logement en vue de la création de logements abordables locatifs.

En effet, le Fonds du logement a pour mission première de contribuer au développement de l'habitat par le biais de la mise sur le marché et, le cas échéant, la gestion de logements abordables. Aussi, si le Fonds du logement peut accomplir toutes autres missions en rapport avec des projets de logement d'intérêt général, il est à souligner que l'acquisition, la création ou la rénovation de logements non subventionnés ou de surfaces commerciale ou professionnelle figurent à titre « accessoire » parmi ses missions.

ad 3) Actuellement, des pourparlers sont en route entre le Ministère du Logement, l'Entreprise des postes et télécommunications et le Fonds du logement en vue de la reprise éventuelle d'autres objets se prêtant au développement de logements subventionnés. Il va de soi qu'il est dans l'intérêt du Ministère du Logement et du Fonds du logement de préserver et de développer de cette façon le patrimoine immobilier public en vue de la création de logements abordables.

ad 4) Je peux en effet confirmer à l'honorable Député la détermination du Ministère du Logement de préserver le patrimoine immobilier public pour autant qu'il se prête au développement de logement abordable, de préférence locatif. L'exemple des six bâtiments hébergeant des anciens bureaux de poste n'en est qu'un exemple. Par ailleurs, il n'y a aucun doute que tout logement dont la création a été subventionnée dans le cadre des aides à la pierre par le Ministère du Logement est à considérer comme avoir été construit dans l'intérêt général. De ce fait, leur vente sur le marché privé est dorénavant à exclure.

Question 1773 (24.01.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **congé parental :**

Lors des débats parlementaires concernant la réforme du congé parental du 11 octobre 2016, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à dresser un bilan du nouveau dispositif trois ans avec notamment une évaluation des différents modèles proposés.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me faire part de l'évaluation dans une approche « ménages » et d'un point de vue quantitatif et qualitatif des divers modèles de congé parental proposés par la législation en place ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer des entreprises ayant fait usage de leur droit de demander le report du deuxième congé parental conformément à l'article L.234-46 (3) du Code du travail ? Quels ont été les motifs invoqués par lesdits employeurs à la base de leur demande de report ? Comment Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils la proposition du président de la Fédération des artisans de limiter le nombre de congés spéciaux pris en même temps à 10 % des effectifs d'une entreprise ?

Réponse commune (27.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

- Le rapport relatif à « L'évaluation intermédiaire des résultats de la réforme du congé parental de 2016 » réalisé par le LISER pour le compte du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et présenté en commission parlementaire de la Famille et de l'Intégration le mercredi 26 février 2020 fournit toutes les réponses aux questions de Madame la Députée.

- Ni le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ni le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne disposent de données fiables concernant les demandes de report du deuxième congé parental faites au sein des différentes entreprises sises au territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Concernant la proposition du président de la Fédération des artisans de limiter le nombre de congés spéciaux pris en même temps à 10 % des effectifs d'une entreprise, il n'est pas certain que l'insertion d'une telle limitation quantitative dans la législation nationale serait conforme à la législation européenne. En ce qui concerne le congé parental par exemple, la directive européenne 2019/1158 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants ne prévoit la possibilité de reporter l'octroi du congé parental pour une durée raisonnable que dans des cas strictement limités i.e. lorsque le fait de prendre ce congé parental au moment demandé perturberait gravement le bon fonctionnement de l'employeur.

Par conséquent, le fait de refuser au salarié l'octroi du congé parental au simple motif que le nombre de congés spéciaux pris en même temps dans une entreprise a atteint le seuil des 10 % des effectifs, alors que la preuve d'une perturbation grave du bon fonctionnement de l'entreprise n'est pas donnée, risque le déclenchement d'une procédure d'infraction par la Commission européenne.

Question 1778 (27.01.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **placement d'un mineur au Centre pénitentiaire de Luxembourg :**

1) Dans un communiqué du 24 janvier 2020 relayé par la presse, le Parquet général informe

- qu'un mineur a été placé au CPL, alors que « la situation à l'UNISEC est devenue intenable et cela tant pour les professionnels et pensionnaires de cette institution, que pour le mineur lui-même »

et

- que le Luxembourg ne dispose pas d'une institution adaptée aux besoins spécifiques de ce mineur et que les recherches d'une telle institution à l'étranger se sont avérées jusqu'à présent infructueuses.

Le Parquet général souligne finalement que la mesure de placement est conforme aux exigences de l'article 6 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

2) À ce dernier égard, nous souhaitons rappeler les propos tenus par Madame Renate Winter, présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies devant les membres de la Commission de la Justice de la Chambre des Députés :

« Quant à la faculté de placement d'un mineur au sein d'une maison d'arrêt conçue pour des détenus adultes, l'oratrice critique fortement les dispositions y relatives, prévues tant par la loi actuellement en vigueur que par le projet de loi 7276. Elle juge cette façon de procéder inacceptable et renvoie aux dispositions de la Convention de New York. Quant à l'argumentation avancée par certains acteurs, selon laquelle un placement au sein d'une maison d'arrêt pourrait se justifier en cas d'absence d'alternatives viables, l'oratrice réfute celle-ci. Elle est d'avis que dans ce cas de figure, il incomberait aux autorités nationales de construire une maison d'arrêt réservée aux seuls détenus mineur d'âge. En l'attente des travaux de construction y relatifs, les autorités publiques pourraient transformer temporairement un bâtiment existant, tel qu'un logement, en une structure sécurisée permettant d'y placer des mineurs. »

3) L'ORK et l'Ombudsman se sont également prononcés contre le placement d'un mineur dans une prison pour adultes.

4) L'ancienne vice-présidente de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg (CCDH) et actuel conseiller d'État avait encore déclaré en 2019 que :

« Ein Minderjähriger ist ein Minderjähriger », de sorte qu'il ne faudrait pas opérer de différence de traitement entre un mineur de 16 ou de 17 ans.

5) Nous notons qu'en réponse à la question parlementaire n° 1482 de Madame le Député Françoise Hetto-Gaasch, Madame le Ministre de la Justice a confirmé qu'une interdiction absolue sera inscrite dans le futur projet de loi relative à la justice juvénile.

6) Nous tenons à rappeler que déjà dans le passé, nous avons soulevé l'opportunité de construction d'une structure à part réservée à de tels détenus mineurs.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

- Madame le Ministre peut-elle nous confirmer que dans la hiérarchie des normes luxembourgeoises le droit international l'emporte sur les dispositions de droit national ?

- Madame le Ministre juge-t-elle la décision du placement d'un mineur au CPL compatible avec son intention de ne plus voir de mineurs placés dans une maison d'arrêt pour adultes ? Madame le Ministre ne juge-t-elle pas la situation actuelle comme étant intenable ?

- Madame le Ministre peut-elle m'informer si depuis mars 2019 et les recommandations de Madame Renate Winter, les autorités étatiques se sont mises à la recherche d'une structure adaptée pour un mineur, tel celui placé au CPL ? Combien de sites ont été passés en revue au Luxembourg ? Des synergies avec des institutions se trouvant à l'étranger ont-elles déjà été discutées ? Avec les autorités de quels pays les autorités étatiques ont-elles mené des pourparlers ? Quels ont été les résultats de ces pourparlers ?

- Endéans quel délai le Luxembourg pourrait-il (i) disposer d'une structure adéquate pour des mineurs multirécidivistes ou (ii) recourir à des solutions situées à l'étranger ?

Réponse (27.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les honorables Députés me saisissent d'une série de questions relatives à la mesure de placement d'un mineur au Centre pénitentiaire a Schrassig, décision prise en date du 24 janvier 2020 par le juge de la jeunesse.

S'agissant ainsi d'une décision judiciaire, je précise à toutes fins utiles que je ne saurais, sans dépasser les limites de ma compétence en tant que Ministre de la Justice, en apprécier la légalité ou le bien-fondé.

Dans ce contexte, je tiens toutefois à souligner qu'ainsi que déjà déclaré en réponse notamment à la question parlementaire n° 1482 de l'honorable Députée Hetto-Gaasch, tout comme sous la forme d'un engagement pris devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à l'occasion du 30e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, célébré en novembre 2019, le projet de loi que j'entends déposer devant la Chambre des Députés ne prévoira plus la possibilité de procéder à une mesure de placement dans un environnement pénitentiaire conçu pour et fréquenté par des adultes.

Il n'en reste pas moins que l'actuel article 6 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit cette faculté dans l'hypothèse où un tel placement serait dans l'intérêt supérieur de l'enfant - seule hypothèse au demeurant admise en droit international et droit européen des droits de l'homme. J'estime qu'en matière de protection de la jeunesse, il ne saurait jamais être dans l'intérêt supérieur d'un mineur de se retrouver enfermé dans une telle structure, tout à fait inadaptée à ses besoins particuliers.

En effet, un mineur placé au CPL se trouve de fait dans une situation d'isolement, dans la mesure où il doit être tenu à l'écart des adultes, mais ne fréquente pas non plus de personnes de son âge. Par ailleurs, ledit mineur est intégré dans un environnement qui n'est pas propice à l'encadrement qu'il devrait recevoir à son âge, notamment parce que le rythme imposé en prison est d'une lenteur qui ne correspond pas au rythme de développement d'un mineur. Si le mineur concerné par la mesure du 24 janvier 2020 bénéficie au CPL d'un suivi particulier dispensé par le Centre socio-éducatif de l'État, les responsables de ce dernier sont toutefois conscients des limites inhérentes à leur intervention dans un cadre tel que celui du CPL.

La décision sous objet a été prise avec la précision, communiquée par le Parquet général, de son caractère exceptionnel mais nécessaire au regard du manque d'infrastructures adaptées pour un cas tel que celui du mineur en question. Les honorables Députés s'enquièrent, dans ce contexte, des efforts concrets entrepris afin de trouver une structure adéquate pour ce cas précis.

Je tiens à souligner que je ne saurais répondre de manière exhaustive à l'ensemble des questions posées dans la mesure où il s'agit de respecter le droit au respect de la vie privée du mineur concerné.

Toutefois, je peux assurer aux honorables Députés qu'une démarche commune a été lancée conjointement avec le Ministère de l'Éducation nationale dès que nous avons été mis au courant de la possibilité qu'une telle décision soit prise. Le Ministère de la Santé est désormais également associé à cette approche commune, qui est évoquée en continu à travers des échanges d'appels et de courriels tout comme par des réunions ponctuelles. Il s'agit d'envisager des solutions permettant un placement rapide dans une structure fermée ou semi-fermée davantage adaptée au profil particulier du mineur concerné.

Nous rencontrons toutefois plusieurs difficultés en la matière. Les structures au niveau national auxquelles font allusion les honorables Députés sont, ainsi le consensus qui s'est forgé quant à la question, inadéquates pour ce cas concret. Les recherches ont ainsi dû être menées par rapport à des structures situées à l'étranger. La difficulté dans ce cadre tient notamment à l'absence de conventions conclues avec lesdites structures ainsi qu'à la nature hybride de notre législation relative à la protection de la jeunesse. Notre législation permet en effet en particulier l'imposition de mesures de privation de liberté s'analysant matériellement comme du droit pénal, mais étant appliquées au Grand-Duché comme des mesures purement protectrices alors qu'elles sont, à l'étranger, prises au titre du droit pénal et encadrées en conséquence. Dans le cadre du dossier en cause, les ministères sont avant tout en contact avec des structures situées en Allemagne.

En ce qui concerne les infrastructures nécessaires, je rappelle que l'UNISEC a été construite comme une structure pouvant servir de centre pénitentiaire pour mineurs et a été élaborée conformément aux standards européens en la matière. Il convient dans ce cadre de procéder à une évaluation de son utilisation actuelle ainsi que des possibilités d'utilisation future. Cette évaluation pourra servir de fondement pour l'identification des autres structures, semi-fermées ou fermées, qu'il échet de prévoir.

J'estime que le problème de notre législation au regard des garanties à fournir du point de vue de la protection des droits fondamentaux ne se réduit ni à la faculté prévue par l'article 6 de la loi, ni à l'absence de structures adéquates. Ainsi, j'entends confronter la question de la privation de liberté des mineurs de façon plus large dans le cadre d'une refonte de notre législation.

En effet, celle-ci permet à l'heure actuelle de prendre, au titre de « mesure protectrice », une mesure de privation de liberté dont les garanties restent en-deçà de celles offertes aux adultes en matière pénale.

Dès lors, j'entends encadrer toute mesure de privation de liberté des garanties adéquates, celles-ci comprenant la détermination d'une majorité pénale, c'est-à-dire de l'âge à partir duquel des mesures s'examinant matériellement comme de mesures de droit pénal peuvent être prises à l'égard d'un mineur, ainsi que la création d'un cadre procédural qui ne saurait qu'être à la hauteur de la gravité des mesures de privation de liberté encourues, enfin le strict encadrement de ces mesures quant à leur durée.

Le calendrier prévisionnel prévoit le dépôt du projet de loi devant la Chambre des Députés au courant de l'année 2021.

Q258

Question 1782 (27.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **les mineurs détenus aux centres pénitentiaires luxembourgeois :**

D'UN-Kannerrechtskonventioun gesäit Folgendes vir:

« En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant (…). » (Artikel 37c)

Dat lescht Joer hat ech a menger parlamentarescher Fro N° 0595 gefrot, wéi vill Jugendlecher insgesamt zu Lëtzebuerg an engem Prisong ënnerbruecht goufen. D'Zuelen aus der Äntwert vum Minister weisen, dass säit 1992 ëmmer erëm Jugendlecher a Strukture fir Erwuessener ënnerbruecht goufen. Wärend déi international Normen d'Placéiere vu Mannerjäregen a Prisonge kloer als Ausnam definéieren, ass dës Praktik zu Lëtzebuerg also säit ville Joren duerchaus geleefeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Justizministesch dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 0595 feelen déi gefroten Zuelen aus de Joren 2014, 2016 an 2017. Wéi vill Mannerjäreger sinn am Zäitraum vun 2014 bis 2019, wann och nëmmen temporär, an engem vun de Prisongen zu Lëtzebuerg placéiert ginn?

2. Wéi laang waren déi eenzel Jugendlech tëscht 2014 an 2019 all Kéiers am Prisong inhaftéiert?

Réponse (27.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Wat de Placement vu Mannerjäregen a Prisonge fir Erwuessener am Zäitraum vun 2014 bis 2019 betrëfft, kënne follgend Zuele beluecht ginn:

Joer	Zuel vun de placéierte Mannerjäregen
2014	12
2015	4
2016	15
2017	23
2018	6
2019	0

ad 2. Tëscht 2014 an 2019 ware Mannerjäreger an der Moyenne pro Joer follgend Zäit am Prisong fir Erwuessener:

Joer	Moyenne vun den Deeg pro Mineur
2014	65,2
2015	31
2016	15,36
2017	49,6
2018	31,5
2019	0

Question 1788 (29.01.2020) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réforme du service Adapto :**

D'Regierung hat eng Reform vum Adapto-Service decidéiert, deen elo, zesumme mam ëffentlechen Transport, vum 1. Mäerz 2020 un och gratis gëtt. Nei ass ee Logiciel (Plattform), mat deem den Adapto-Service an Zukunft organiséiert a geréiert gëtt.

Vu datt d'Reform schonn den 1. Mäerz a Kraaft trëtt, stelle sech nach vill ongekläerte Froen, souwuel fir d'Entreprisen an d'Chauffere wéi och fir d'Utilisateuren. An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

Laut eisen Informatioune mussen all d'Utilisateuren elo en neien Adapto-Formulaire ausfëllen, fir eng nei Kaart ze kréien. Déi aktuell Kaarte wiere vum 1. Mäerz un net méi valabel. Laut Formulaire heescht et dann och: « Je comprends et j'accepte que mes données puissent être utilisées dans le cadre de la vérification de mon aptitude à conduire un véhicule. »

- Kann de Minister eis dës Informatioune bestätegen?

- Ween decidéiert iwwert dës Aptitude?

- Wee féiert sou eng Prüfung duerch?

- Mussen d'Beneficiairen erëm bei den Dokter, éier si déi nei Kaart kënne kréien?

- Kënnen d'Utilisateuren, deenen nach eng „aptitude à conduire un véhicule" verifizéiert gouf, och gläichzäiteg op den Adapto-Service zréckgräifen?

- Wann nee, firwat gëtt deene Leit net déi zwou Transportméiglechkeete gelooss, an esou och e weideren Deel vun hirer Onofhängegkeet?

- Ass den neie Formulaire zesumme mat der Zivilgesellschaft am Beräich Handicap gekuckt an ofgeschwat ginn?

Den Dispatching vum neien Adapto-System soll elo mat der Reform bei der Mobilitéitszentral leien, iwwert deen d'Leit an Zukunft hir Trajete kënne reservéieren.

- Huet Mobilitéitszentral genuch Personal, fir dësen Dispatching ze geréieren?

- Huet d'Mobilitéitszentral d'Datebanke vun all de betraffene Leit?

- Ass d'Personal vun der Mobilitéitszentral genuch formëiert fir ze wëssen, wéi eng Busser fir wéi eng Besoine vun den Utilisateuren a Fro kommen (Utilisateure mat physeschem Handicap)?

Am Kader vun der neier Reform gouf och eng Applikatioun (App) kreéiert, mat där d'Leit de Bus kënne reservéieren, d'Route vum Bus live suivéieren an esou au courant kënne sinn, wéini hire Bus bei hinnen ass.

- Ass sech de Minister bewosst, datt déi meescht Utilisateuren eeler Leit sinn, déi villäicht en Handy hunn, awer mam System vun den „Apps" net eens ginn?

- Wéi ka séchergestallt ginn, datt déi Leit un hire Bus/Buschauffer kommen, besonnesch fir erëm heemgefouert ze ginn?

- Kréien d'Chauffere respektiv d'Mataarbechter vun den Transporteuren eng Formatioun, fir mam neie Logiciel kënnen ëmzegoen?

- Wéi ginn d'Trajeten un d'Busentreprisë bezuelt?

- Wéi ginn hir „Leerfahrten" verrechent?

Réponse (17.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Follgend Informatioune kann ech den Deputéierten zu hire Froen am Beräich Adapto ginn.

Zum Formulaire, fir eng Adapto-Kaart unzefroen:

- Ech bestätegen, dass all Utilisateuren am Kader vun der Reform vum Adapto mussen eng nei Kaart ufroen, fir kënnen den Adapto ze benotzen, an dass um Formulaire, fir esou eng Kaart unzefroen, dropsteet: « Je comprends et j'accepte que mes données puissent être utilisées dans le cadre de la vérification de mon aptitude à conduire un véhicule. » Dëse Saz ass iwwregens eent zu eent identesch mat deem, wéi en och virdrun um fréiere Formulaire stoung.

- Et ass de Minister, deen op Basis vun engem Avis vun der medezinnescher Fürerschäinskommissioun (Commission médicale des permis de conduire) iwwert d'Fuertauglechkeet vun den Titulairë vun engem Fürerschäin decidéiert.

- D'Fuertauglechkeet vun enger Persoun gëtt op Basis vun de medezinnesche Krittären, déi am Artikel 77 vum Code de la route festgehale sinn, vun der medezinnescher Fürerschäinskommissioun iwwerpréift. D'Zesummesetzung vun der Kommissioun an d'Prozedure sinn am Artikel 90 vum Code de la route festgehal.

- D'Beneficiairë mussen den neie Certificat médical vun engem Dokter ausfëlle loossen, fir eng nei Kaart kënnen ze kréien.

- Falls eng Persoun, déi eng Demande fir den Adapto erareecht, nach e Fürerschäin huet an och nach vum Dokter als „apte" fir ze fuere certifiéiert gëtt, gëtt gekuckt, wat genee den Handicap vum Requerant ass. Bei Persounen, déi zum Beispill eng evolutiv Krankheet hu wéi Multiple Skleros oder Parkinson, kann trotz Besëtz vum Fürerschäin eng Adapto-Kaart ausgestallt ginn.

- Deemno wéi een Handicap d'Persoun huet, déi och nach e Fürerschäin huet an „apte" fir ze fueren ass, gëtt d'Adapto-Kaart refuséiert. Hei handelt et sech da gewéinlech ëm Persoune mat méi enger liichter Geebehënnerung, déi heiansdo och altersbedéngt ass. Ech weisen dorop hin, dass d'Infrastrukturen an d'Material vum ëffentlechen Transport ëmmer méi accessibel ginn, en vue vun der Konformitéit vun der UN-Behënnerterechtskonventioun an enger viséierter Inklusioun vun de betraffene Bierger.

- Den neie Formulaire ass an engem Aarbechtsgrupp ausgeschafft ginn, wou Vertrieder vu mengem Ministère mat Zoustännegen aus de Ministèren Aarbecht, Famill, Sécurité sociale an engem Dokter aus dem Gesondheetsministère vertruede sinn. Den ausgeschaffte Projet gouf via Familleminister un de Conseil supérieur des personnes handicapées geschéckt, dee seng Suggestiounen a Remarken dozou gemaach huet, déi deelweis mat berücksichtegt goufen. De Formulaire ass den 22. Januar veréffentlecht ginn.

Zur zousätzlecher Informatioun wéilt ech betounen, dass d'Personal am zoustännege Service ganz gutt opgestallt ass, fir déi sëllechen nei Demandë séier ze traitéieren. Ronn 1.200 Clienten, déi säit leschtem Summer den Zougang zum Adapto kruten, kruten Enn Januar eng Informatioun zougeschéckt, dass hir Date provisoresch an déi nei Datebase eriwwergeholl ginn. Déi Clientë krute schonn eng nei Kaart geschéckt, onofhängeg dovunner ob si den neie Formulaire schonn eraginn hunn oder net. Eng Iwwergangszäit vun zwee Méint gëtt och deenen anere Clienten accordéiert, déi hir Demande net kënne virum 1. Mäerz erareechen; si brauche sech dofir just am Ministère ze mellen. Domat hu si also méi Zäit, fir mam neie Formulaire bei den Dokter ze goen. Dass d'Clientë sech mellen, ass awer wichteg. Eng einfach „Verlängerung" vun der aler Kaart geet net wéinst der neier Software, dat heescht der neier Datebase: An der aler Datebase sinn d'Donnéeën net komplett, ënner anerem well et Clientë ginn, déi fréier just duerch hir Invalidekaart un den Adapto koumen, d'Invalidekaarte ginn awer vum Inneministère ausgestallt an net vum Transportdepartement.

D'Telefonsnummeren, wou d'Clientë sech kënne mellen, stinn online um Site vum Adapto a si follgend:

- 247-84408

- 247-84475

- 247-84976

E Communiqué an deem Sënn ass de 14. Februar un d'Press gaangen.

Am Joer 2019 hunn iwwregens 4.784 Clientë mindestens eemol den Adapto bestallt. Tëschent dem 27. Januar an dem 13. Februar si schonn 1.356 nei Formulairen a mengem Service ukomm, déi all innerhalb vun e puer Deeg beäntwert sinn.

Zur Mobilitéitszentral:

- D'Mobilitéitszentral huet genuch Leit, fir d'Reservatiounen unzehuelen. Den Dispatch vun de Chaufferen a Minibusse gëtt nach wie vor bei de Busbetriber gemaach.

- D'Mataarbechter vun der Mobilitéitszentral kréien en Zougang zur Datebank vun de Beneficiairen. Soss kéinte se keng Reservatiounen unhuelen.

- D'Mataarbechter vun der Mobilitéitszentral kruten eng Formatioun vum Fournisseur vum Logiciel an déi néideg Informatiounen zum Service. D'Busbetriber gi selwer d'Disponibilitéite vun hire Bussen, mat jeeweils der Unzuel vu Sëtz- a Rollstullplazen, an dee Logiciel an, deen dann d'Tournéeë per Algorithmus berechent.

Zur App:

- D'App ass natierlech haaptsächlech praktesch fir déi Persounen, déi domat eens ginn. D'Begleetpersoun oder e Partner kann awer hëllefen, eens ze ginn. Am Cahier des charges war eng behënnertegerecht App an och Websäit fir d'Reservatioune gefrot. [« L'application mobile

respecte les règles pour l'accessibilité des contenus Web WCAG 2.1 (Web Content Accessibility Guidelines) et au moins les critères du niveau de complexité double A (AA) »]. Dës Accessibilitéit ass an der Startphas limitéiert, mee an der Ausaarbechtung, fir dës Ufuerderung ganz ze erfëllen.

- De Client gesäit op der App, wéi eng Busfirma hie soll féieren. Hie ka bei engem Problem och d'Mobilitéitszentral uruffen. Och ausserhalb vun den Ëffnungszäite vun der Mobilitéitszentral kritt de Client am Noutfall gehollef, hei gouf en Arrangement mat der Leetstell fonnt.

- D'Chaufferen an d'Personal vun de Busbetriber kréie selbstverständlech och eng Formatioun fir de Logiciel.

Déi zwou lescht Froe betreffen de Kontrakt tëschent dem Mobilitéitsministère an de Betriber. Déi gefroten Informatione vum Bezuele vun den Trajeten an de Leerfaarte si confidentiel an onweesentlech fir de Public. D'Leerfaarte ginn op alle Fall vum Staat iwwerholl.

Question 1789 (29.01.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **« precision farming » :**

Face aux défis du 21e siècle comme la croissance de la population mondiale, le changement climatique et la rareté des surfaces agricoles, les agriculteurs recourent de plus en plus à des technologies nouvelles utilisant des drones, des machines agricoles connectées et des capteurs afin d'optimiser le rendement de leurs cultures et de diminuer l'impact sur la nature. À l'aide des données collectées, notamment sur l'état du sol, la fertilisation devient de plus en plus précise (« precision farming »).

Plusieurs entreprises spécialisées dans l'agriculture proposent aux exploitations des services « clés en main » en incluant à côté de la mise à disposition de ces nouvelles technologies également les semences et les produits phytopharmaceutiques adéquats. Or, à côté du risque de dépendance face à ces entreprises, la question sur la propriété et la protection des données ainsi générées se pose. Voilà pourquoi certains agriculteurs allemands ont pris en main eux-mêmes le stockage de leurs données dans le but de pouvoir les contrôler et les protéger en créant une plateforme de collecte de données neutre et indépendante (« Bauern-Cloud »), gérée en coopérative avec un accès restrictif.

Dans l'accord de coalition le Gouvernement luxembourgeois a soulevé cette problématique en annonçant : « De plus, le "precision farming" permet une production plus ciblée grâce au recours à des capteurs et des drones. Il permet également aux agriculteurs de cultiver leurs champs à moindre coût et plus écologiquement. Afin d'éviter des nouvelles dépendances, il sera veillé à ce que les exploitants gardent la maîtrise des données générées. »

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Existe-t-il un point de contact au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se consacrant au sujet du « precision farming » qui peut également conseiller les agriculteurs en la matière, notamment en termes de protection des données ?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à l'utilisation de méthodes du genre « precision farming » au Luxembourg ? Combien d'agriculteurs y ont recours à l'heure actuelle ?

- Comment sont organisées les exploitations agricoles luxembourgeoises concernant les données collectées ? À qui appartiennent les données collectées à partir de drones, machines agricoles ou capteurs sur les champs luxembourgeois ?

- Est-ce qu'une plateforme neutre de collecte de données existe au Luxembourg ? Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il encourager la création d'une telle plateforme dans le but de soutenir les agriculteurs à garder le contrôle de leurs données ?

- Est-ce que le sujet de la collecte de données dans le secteur agricole a été abordé lors de formations, séminaires ou campagnes de sensibilisation ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser davantage ce sujet sensible ?

- Quelles autres mesures sont prévues par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin de pouvoir « veiller à ce que les exploitants gardent la maîtrise des données générées » ?

Réponse (14.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Je suis conscient que les évolutions techniques actuelles s'accompagnent inévitablement, notamment dans les processus automatisés de production industrielle, y compris agricole, d'une mobilisation de données, que ce soient des données à caractère personnel ou non personnel.

La liberté d'établissement et la liberté de prestation de services consacrées par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'appliquent également aux services de traitement de données. En ce qui concerne les données à caractère personnel, le règlement (UE) n° 2016 /679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), en abrégé « le RGPD », établit dans tous les États membres de l'Union européenne les mêmes principes et règles pour assurer la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel les concernant. Il définit les droits et obligations et responsabilités des responsables du traitement, de même que les droits des personnes physiques concernées par un traitement donné.

La collecte et le traitement et, le cas échéant, le transfert de données à caractère personnel par les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et concernant des exploitants agricoles sont effectués en stricte conformité avec les dispositions du RGPD.

Ainsi, l'ensemble des données collectées par mes services sont à la fois :

- traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée ;

- collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;

- limitées strictement à ce qui est nécessaire au regard des finalités.

Mes services n'effectuent que des traitements nécessaires à l'exécution des missions d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont ils sont investis.

Quant aux échanges de données à caractère personnel entre agriculteurs et acteurs privés, ces derniers sont dans la même mesure tenus au respect des dispositions du RGPD. Or, il n'appartient pas à mes services d'organiser ces échanges. C'est le responsable du traitement à qui incombe la responsabilité du respect des principes imposés par le RGPD, et qui doit être en mesure de démontrer que celui-ci est respecté.

Quant aux données à caractère non personnel, il convient de citer le règlement (UE) n° 2018 /1807 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 établissant un cadre applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne, dont l'objectif consiste, aux termes de son article premier « à assurer le libre flux de données autres que les données à caractère personnel au sein de l'Union, en établissant des règles concernant les exigences de localisation des données, la disponibilité des données pour les autorités compétentes et le portage des données pour les utilisateurs professionnels ».

Mes services travaillent actuellement à la mise en place d'une plate-forme unique de données liées aux exploitations agricoles. Cette plateforme sera gérée par mes services selon les règles du RGPD. Elle devra rassembler, pour chaque exploitant agricole, les données le concernant, collectées et traitées par mes services dans le cadre de l'exécution de leurs missions. La plateforme rassemblera des données tant à caractère personnel (nom, prénom(s), adresse, date de naissance, etc.) qu'à caractère non personnel (données du sol, informations relatives aux parcelles exploitées, etc.). Chaque exploitant aura libre accès à ses données. Ce service lui permettra de disposer électroniquement, à tout moment, de ses données, sans devoir demander leur communication aux services concernés.

S'agissant de l'utilisation de méthodes « precision farming » au Luxembourg :

En ce qui concerne la protection des végétaux, plusieurs systèmes de prévision de maladies des plantes pour différentes cultures (céréales, vignes et arbres fruitiers) sont d'ores et déjà en place, permettant aux agriculteurs, viticulteurs et arboriculteurs de déterminer avec précision le moment optimal d'intervention pour lutter contre les maladies. Dans le cadre du projet de recherche « Digital pilot farms », il est par ailleurs prévu de développer un outil d'aide à la décision permettant aux utilisateurs de choisir précisément le produit phytopharmaceutique le plus approprié pour une combinaison « problème phytosanitaire - conditions météorologiques » donnée.

Il convient également de noter que de plus en plus d'agriculteurs ont recours à des tracteurs équipés d'un système de GPS. À l'aide de cette technologie, le double épandage d'engrais ou de produits phytopharmaceutiques sur un même tronçon de la parcelle peut être évité. La précision des semis se trouve ainsi nettement améliorée et la lutte mécanique performante contre les mauvaises herbes devient plus facile. En viticulture, les nouvelles technologies en matière de « precision farming » ne sont pas encore implantées. En 2020, un seul prestataire débutera avec une offre en matière de traitements phytosanitaires des vignes moyennant des drones. À noter que des aides à l'investissement sont accordées pour l'acquisition de certaines technologies du « precision farming ».

Question 1800 (30.01.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **formation spéciale pour secouristes :**

D'Ausbildung vum Rettungsassistent (RettAss) erlaabt et de Secouristen an den Nopeschlänner, fir an Noutfäll medezinnesch Agréffer virzehuelen. Och hei am Land kéinten, an Zäite vun engem Mangel u medezinneschem Personal, Leit mat dëser Ausbildung eng grouss Hëllef an Noutsituatiounen duerstellen. Laut eisen Informatiounen dierfe Rettungsassistenten hei am Land, am Géigesaz zum Ausland, keng medezinnesch Akten duerchféieren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi vill Persounen hunn hei am Land dës Formatioun ofgeschloss?

- Gëtt dës Formatioun promouvéiert? Wa jo - wéi? Wann nee - firwat net?

- Däerfe Secouriste mat der Ausbildung zum Rettungsassistent déi selwecht medezinnesch Akte maache wéi an eisen Nopeschlänner? Wa jo - wéi eng? Wann nee - firwat net? Gedenkt d'Madamm Minister, dës Situatioun ze änneren?

Réponse (19.02.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Eis ass haut net bekannt, wéi vill Persounen zu Lëtzebuerg déi deemoleg däitsch Formatioun vum Rettungsassistent ofgeschloss hunn. Zënter Juli 2018 goufe vun der Commission de la reconnaissance des diplômes et de la validation des acquis vum CGDIS 179 Diplomer vum Rettungsassistent op dem aktuell héchsten Niveau vu Formatioun am Secours à personnes, dem sougenannten SAP2, unerkannt.

D'Formatioun vum Rettungsassistent kann awer net méi promouvéiert ginn, well se zënter dem 31. Dezember 2013 net méi besteet. Den Däitsche Bundestag huet dat deemolegt Rettungsassistentegesetz vum 10. Juli 1989 den 1. Januar 2014 duerch d'Noutfallsanitätergesetz vum 22. Mee 2013 (BGBl. I S. 1348) ersat. Eng Iwwergangsreegelung vu siwe Joer (bis den 31. Dezember 2020) huet dem Rettungsassistent jee no Situatioun, no zousätzlechen Ausbildungen oder Prüfungen, d'Qualifikatioun zum Noutfallsanitäter erméiglecht.

D'Ofschafe vun der Ausbildung zum Rettungsassistent gouf am Bundestag heimat begrënnt: „Das derzeit geltende Rettungsassistentengesetz stammt aus dem Jahr 1989. Die darin geregelte Ausbildung wird den Anforderungen an einen modernen Rettungsdienst nicht mehr gerecht. Die Novellierung der Ausbildung wird seit längerem für überfällig gehalten." (Quelle: Deutscher Bundestag - Entwurf eines Gesetzes über den Beruf der Notfallsanitäterin und des Notfallsanitäters sowie zur Änderung weiterer Vorschriften - Drucksache 17/11698 vom 28. November 2012)

D'Etüd „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vum Oktober 2019, déi vun der Madame Marie-Lise Lair am Optrag vum Gesondheetsminister duerchgefouert gouf, geet a senger Partie 10 „Autres professions à réglementer intervenant dans la prise en charge", Kapitel 10.13 „Pompiers professionnels", op déi aktuell Situatioun vun der Formatioun a vun de Kompetenzen am CGDIS an. Déi aktuell Gesetzgebung iwwert d'Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg erlaabt de fräiwëllegen an haaptberuffleche Membere vum CGDIS zu dësem Zäitpunkt net, Akten oder Techniken duerchzeféieren, déi duerch dës Gesetzer gereegelt sinn.

D'Madamm Lair huet am Kontext vun hirer Etüd e puer interessant Virschléi gemaach, déi elo zesumme mam CGDIS gepréift wäerte ginn.

Aktuell offréiert de CGDIS am Kader vum Opbau vun de Formatiounen am Secours à personnes (SAP) zwee Niveauen:

1. SAP1: mat 40 Stonnen;

2. SAP2: mat 376 Stonnen (Theorie a praktesch Stagen).

Déi geplangten SAP3-Formatioun, déi an der Ausaarbechtung ass, wäert sech un den däitsche Modeller vum fréiere Rettungsassistent an dem haitegen Noutfallsanitäter orientéieren, a sech awer och op Iwwerleeunge vun engem Aarbechtsgrupp vun Experte vum Terrain baséieren.

D'Zil vun dëser Formatioun wäert sinn, zousätzlech Kompetenzen ze vermëttelen, déi fir de Patient en Iwwerliewensvirdeel kënne bedeiten oder op d'mannst eng Verschlechterung vu sengem Gesondheetszoustand kënne verhënneren.

Ze bemierke bleift awer, datt et och an Däitschland, sief et am Kader vum fréiere Rettungsassistentegesetz oder vum aktuelle Noutfallsanitätergesetz, jee no Bundesland staark Ennerscheeder gouf a gëtt, wat fir Techniken de Secourist dierf leeschten.

Déi eenzel däitsch Beruffsverbänn (Dokteren, Gesondheetsberuffer, Noutfallsanitäter) maachen an argumentéiere ganz ënnerschiddlech Interpretatioune vum Gesetz. Aus deem Grond besteet ganz oft eng Rechtsonsécherheet fir de Secourist.

Esou eng onkloer Situatioun soll zu Lëtzebuerg vermidde ginn, wat och ee vun de Grënn ass, firwat dësen Dossier eng gutt a gewëssenhaft Virbereedung erfuerdert, an dann och vun alle Partner am Kontext vun enger optimaler Noutfallversuergung gedroe muss ginn.

Question 1801 (30.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **fermeture de la crèche de la Banque européenne d'investissement :**

D'après des informations parues dans la presse, la BEI (Banque européenne d'investissement) aurait l'intention de fermer la crèche fonctionnant dans son enceinte en faveur des enfants de son personnel.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration s'ils sont au courant de cette décision.

- Quelles en sont le cas échéant les raisons ?

- Les autorités luxembourgeoises ont-elles été contactées pour trouver d'éventuelles solutions de rechange et pour le personnel et pour les enfants de ladite crèche ?

Réponse commune (28.02.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le Gouvernement n'a reçu aucune information officielle quant à la fermeture prévue du service d'éducation et d'accueil de la Banque européenne d'investissement. Jusqu'à ce jour, aucune demande d'annulation concernant l'agrément de ladite structure n'a été introduite par le gestionnaire auprès du ministère compétent de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le Gouvernement n'est pas en position de spéculer sur les raisons qui motivent la décision de la Banque européenne d'investissement.

Le Gouvernement poursuivra pour sa part ses efforts en vue de garantir les meilleures conditions d'accueil, d'hébergement et de travail aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne ainsi qu'à leurs familles au Luxembourg.

Question 1805 (31.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **taux d'endettement des ménages :**

Avec la Centrale des crédits aux particuliers, la Banque nationale de Belgique dispose d'un outil permettant d'avoir une vue d'ensemble sur l'évolution du taux d'endettement des ménages, tant en ce qui concerne les crédits immobiliers que les crédits à la consommation.

Cet instrument renseigne aussi sur le taux de défaillance dans le remboursement des prêts (pas de remboursement dans les trois mois).

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances si notre Banque centrale dispose d'un outil comparable.

- Quelle est le cas échéant l'évolution du taux d'endettement des ménages luxembourgeois ainsi que le taux de défaillance ?

Réponse (11.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'outil comparable au Luxembourg. Pour autant, le Comité du risque systémique a créé un groupe de travail en vue d'analyser l'opportunité de la mise en place d'un registre des crédits et d'en définir ses modalités opérationnelles.

Le Comité du risque systémique décidera le moment venu de la suite à donner aux conclusions du groupe de travail.

Question 1813 (31.01.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **mesure 5-2 dans le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques :**

Afin de combattre les effets nocifs des pesticides sur l'environnement et la santé humaine et animale, le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques de 2017 envisage, entre autres, de réduire l'usage des herbicides, fongicides et insecticides. Un calendrier indicatif (court terme : avant fin 2018 ; moyen terme : 2019-2020 ; long terme : après 2020) précise un délai pour chaque objectif.

Un des objectifs, notamment l'objectif 5-2 « Exposition et protection des habitants et personnes tierces » concerne l'usage des produits phytopharmaceutiques (PPP) et son impact sur les habitants et personnes tierces. Concernant les traitements phytosanitaires des vignes par voie aérienne, une distance minimale de 20 mètres par rapport aux habitations a été instaurée par le règlement grand-ducal modifié du 27 avril 2016 relatif à la pulvérisation aérienne. Cependant, pour la pulvérisation terrestre de produits phytopharmaceutiques, il n'existe pour l'instant pas de distance minimale à respecter par rapport aux habitations. Le délai d'implémentation est fixé à « court terme » c'est-à-dire avant la fin de cette année. La mesure a pour objectif « identification, gestion et interdiction des PPP susceptibles de poser un risque toxicologique et mise en place de zones de protections et de restrictions et d'interdictions d'utilisation de PPP par voie règlementaire ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Endéans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il de présenter un règlement grand-ducal concernant l'objectif 5-2 du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ?

2) Concernant les traitements phytosanitaires des vignes par voie aérienne, une augmentation de la distance minimale de 20 mètres par rapport aux habitations est-elle envisagée ?

3) Pour la pulvérisation terrestre de produits phytopharmaceutiques, Monsieur le Ministre prévoit-il d'introduire une distance minimale par rapport aux habitations ?

4) Les produits phytopharmaceutiques qui posent un risque toxicologique et qui devraient être interdits ont-ils déjà été définis ? Dans l'affirmative, de quels produits s'agit-il en l'occurrence ?

5) Considérant l'interdiction de l'usage de l'herbicide glyphosate fin 2020, Monsieur le Ministre ne pressent-il pas que l'usage d'autres produits phytopharmaceutiques pourrait augmenter ? Envisage-t-il dans ce contexte d'adapter, voire de renforcer le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ?

Réponse (12.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1), 2) + 3) Les services compétents ont été demandés de préparer une première proposition de règlement grand-ducal pour fin juin 2020 au plus tard. En ce qui concerne les distances minimales de zones de non-traitement, une augmentation ne peut à ce jour ni être exclue, ni confirmée.

ad 4) Les produits phytopharmaceutiques en question n'ont pas encore été identifiés.

ad 5) L'objectif politique est la renonciation aux herbicides. Dans certaines cultures et dans le domaine non agricole tel que les chemins de fer et chez les particuliers, l'utilisation du glyphosate sera probablement substituée par l'utilisation d'autres substances actives. Dans d'autres cultures, les cultures arables et la viticulture notamment, il est estimé que des moyens de lutte mécanique seront utilisés davantage. Le réexamen du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques aura lieu en 2021 pour être achevé en 2022.

Question 1863 (13.02.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fermeture d'agences de la BCEE :**

In einer Pressemitteilung gab die Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) gestern bekannt, dass nach einer Analyse ihres Filialnetzes beschlossen wurde, mehrere Niederlassungen zusammenzulegen. Hierdurch werden in den kommenden Wochen die Agenturen in Bridel, Colmar-Berg, Esch-Lallingen, Hosingen, Larochette, Pommerloch, Réiserbann, Wasserbillig, Rümelingen sowie in der Belle Étoile schließen.

Das Filialnetz der BCEE wird damit von 65 auf 54 Niederlassungen schrumpfen. Die Digitalisierung werde fortan im Zentrum der neuen Strategie stehen.

Vor diesem Hintergrund und wissend, dass der Luxemburger Staat alleiniger Aktionär der BCEE ist, möchte ich folgende Fragen an den Finanzminister, den Wirtschaftsminister sowie die Ministerin für Verbraucherschutz stellen:

- Seit wann ist die Regierung in Kenntnis von dieser Entscheidung?

- Teilt die Regierung die Meinung, dass die BCEE als Staatsbank auch eine soziale Aufgabe zu erfüllen hat und allen Einwohnern einen gleich guten Zugang zu Bankgeschäften ermöglichen sollte?

- Wenn ja, wie gedenkt die Regierung Menschen, die nicht oder weniger vernetzt sind, einen optimalen Zugang zu Bankgeschäften zu ermöglichen?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wie bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen Nr 0371 vom 14. Februar 2019 des ehrenwerten Abgeordneten Marc Lies, Nr 2834 vom 14. März 2017 des ehrenwerten Abgeordneten Aly Kaes und Nr 2567 vom 17. November 2016 des ehrenwerten Abgeordneten Léon Gloden angegeben, obliegt es dem Finanzminister nicht, sich in die kommerzielle Strategie oder das laufende Bankgeschäft der Sparkasse (BCEE) einzumischen.

Die BCEE ist ein „établissement public autonome", für dessen Leitung allein der Aufsichtsrat sowie der Vorstand verantwortlich sind. Die BCEE ist zudem eine systemische Bank, welche unter der direkten Aufsicht der Europäischen Zentralbank steht.

Die Mission der BCEE ist im Artikel 5 des Gesetzes vom 24 März 1989 wie folgt beschrieben:

« En tant que banque d'État, elle a pour vocation :

a) de contribuer par ses activités, en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans tous les domaines et,

b) de promouvoir l'épargne sous toutes ses formes. »

In seiner Sitzung vom 12. Februar 2020 hat der Verwaltungsrat einstimmig die neue Strategie der Bank betreffend ihr Filialnetz und dem daraus resultierenden Ansatz zu mehr Kundennähe angenommen.

Die oben beschriebene Mission der BCEE ist durch diese Strategie keinesfalls in Frage gestellt. Im Gegenteil verfolgt die Sparkasse damit das Ziel, den Wünschen und veränderten Gewohnheiten Ihrer Kunden noch besser Rechnung zu tragen.

Die vom Abgeordneten zitierte Pressemitteilung unterstreicht, dass das Programm sich nicht auf die Reorganisation des Filialnetzes beschränkt, sondern ebenfalls den weiteren Ausbau des digitalen Angebotes, sowie des „Spuerkeess Direct"-Dienstes vorsieht. Letzterer erlaubt Bankgeschäfte bequem über das Telefon (Nummer 4015-1) abzuwickeln und setzt somit keinen Internetzugang oder technische Vorkenntnisse voraus.

Zusätzlich bietet die BCEE den Kunden gratis Schulungen an, um sich mit den digitalen Lösungen bekannt zu machen.

Für Kunden, die weiterhin einen Besuch in der Filiale bevorzugen, unterhält die BCEE auch in Zukunft das dichteste Filialnetz aller Banken in Luxemburg, sowie eine einzigartige mobile Filiale, welche vor allem im ländlichen Raum zum Einsatz kommt. In diesem Zusammenhang ist hervorzuheben, dass die Bank sich verpflichtet hat, bis 2024 keine weiteren Filialen mehr zu schließen.

Question 1865 (13.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fermeture d'agences de la BCEE :**

Den 12. Februar huet d'Spuerkeess bekannt ginn, datt ab dem 27. Mäerz 2020 eelef vun hire Filialen uechtert d'Land zougemaach ginn. Et muss een dobäi wëssen, datt d'Spuerkeess zu 100 Prozent dem Lëtzebuerger Staat gehéiert. Dëse Schrëtt ass a mengen Ae besonnesch onverständlech, well sech d'Regierung an enger rezenter Chambersdebatt iwwert d'Dezentraliséierung bereet gewisen huet, fir de ländleche Raum opzewäerten. Elo geschitt awer just de Contraire. D'Ewechfale vu Bankfiliale ka besonnesch och eisen eelere Matbierger Problemer bereeden, déi sech manner séier der Digitaliséierung upasse kënnen. Et ass grad och wichteg, datt de ländleche Raum eng beliefte Plaz bleift.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. War d'Regierung am Virfeld informéiert iwwert dës Virgoensweis vun der Spuerkeess?

2. Ass d'Regierung averstane mat der Virgoensweis vun der Spuerkeess?

3. Wann nee, ass d'Regierung bereet, schnellstméiglech ze intervenéieren an déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Fermeture vun de genannte Bankfilialen ze verhënneren?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte si schonns mat der Äntwert op d'Fro N° 1863 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz beäntwert.

Question 1866 (13.02.2020) de **M. Georges Engel** et **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **fermeture d'agences de la BCEE :**

Dans son communiqué de presse datant du 12 février 2020, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a annoncé que onze sites existants ont vocation à fusionner avec les agences les plus proches avec effet au 27 mars 2020. Ainsi, le réseau bancaire - s'il reste le plus dense parmi l'ensemble des établissements bancaires installés au Luxembourg - baissera à terme de 65 à 54 agences.

Le communiqué de presse se limite à expliquer que cette décision découle d'une « analyse de la fréquentation de son réseau des agences ». Cette explication succincte s'avère d'autant plus incompréhensible que certaines agences concernées, comme celle implantée dans le centre commercial Belle Étoile, sont situées à des endroits susceptibles de bénéficier d'une grande affluence de personnes au quotidien.

Il convient de rappeler que la loi modifiée du 24 mars 1989 portant sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État précise par le biais de son article 5 que la banque a pour mission de contribuer « au développement économique et social du pays dans tous les domaines ».

Par conséquent, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été informé au préalable de la décision de fermer plusieurs agences bancaires ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une banque ayant comme unique propriétaire l'État ne devrait pas être davantage guidée par le principe d'intérêt public se traduisant notamment par la présence d'un réseau d'agences dense en dehors des pôles urbains ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre, qui exerce en vertu de l'article 25 de la loi modifiée du 24 mars 1989 « la haute surveillance sur les activités d'intérêt général de la banque », envisage d'intervenir auprès du comité de direction de la banque ?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Tel qu'indiqué déjà dans les réponses aux questions parlementaires n° 1863 du 13 février 2020 de l'honorable Député Marc Spautz et n° 1865 du 13 février 2020 de l'honorable Député Jeff Engelen, ainsi que n° 0371 du 14 février 2019 de l'honorable Député Marc Lies, n° 2834 du 14 mars 2017 de l'honorable Député Aly Kaes et n° 2567 du 17 novembre 2016 de l'honorable Député Léon Gloden, il n'appartient pas au Ministre des Finances de décider ou d'expliciter la stratégie commerciale de la BCEE.

Si le Ministre des Finances « exerce la haute surveillance sur les activités d´intérêt général de la banque » (art. 25 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg), la BCEE ne constitue pas un service public, mais un établissement public autonome, soumis à la concurrence, dont l'administration et la gestion sont confiées à un conseil d'administration et un comité de direction (art. 7 de la loi précitée). Elle est par ailleurs une banque systémique, soumise à la surveillance directe de la Banque centrale européenne.

Le saviez-vous ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

La nouvelle stratégie de la banque portant sur le développement de l'approche de « nouvelle proximité » et sur le réseau des agences par voie de conséquence, a été adoptée par le conseil d'administration, à l'unanimité, en date du 12 février 2020.

Au regard des différentes questions soulevées par les honorables Députés, la BCEE a fourni les éléments de réponse complémentaires suivants :

« Même après les ajustements en question, le réseau des agences de la BCEE, avec 54 agences réparties sur l'ensemble du territoire, reste le plus dense de toutes les banques au Luxembourg.

Dans ce contexte, il convient de noter que l'ensemble des banques constatent que les clients fréquentent de moins en moins souvent leurs agences. Pour la BCEE, la fréquentation des agences concernées par les mesures annoncées, a baissé en moyenne de plus de 50 % sur les cinq dernières années. Par ailleurs, les clients préfèrent souvent les agences proches de leur emploi de celles proches de leur domicile, ce qui explique la plus grande densité du réseau dans les zones urbaines.

Dans certains cas, c'est la densité même du réseau qui peut expliquer le faible intérêt des clients pour une agence donnée. Ainsi, pour l'agence Belle Étoile citée par les honorables Députés, trois autres agences de Spuerkeess se situent à proximité immédiate, à savoir celles de Mamer, Bertrange et Strassen. Seulement une poignée de clients par jour se rend ainsi à l'agence Belle Étoile pour un conseil ou une opération autre qu'un simple retrait, virement ou versement.

À noter par ailleurs que la fusion des agences permettra à Spuerkeess d'accroître la qualité du service envers ses clients en créant des pôles de compétences dans des agences de taille plus importante. En effet, seules des agences disposant d'une masse critique peuvent encore offrir l'ensemble des compétences et la disponibilité nécessaire pour garantir un service et un suivi commercial optimal des clients. Ainsi, toutes les agences pourront à l'avenir bénéficier d'heures d'ouverture étendues, de 09.00 jusqu'à 17.00 heures tout en offrant la possibilité aux clients de demander un rendez-vous avec leurs conseillers à des horaires élargis, soit entre 07.00 et 19.00 heures.

Dans ce contexte, il convient de noter que la fusion des agences s'inscrit dans le contexte d'une démarche commerciale plus large, incluant entre autres :

1) Développement accru des canaux digitaux (avec les solutions S-Net et Apple Pay par exemple)

2) Spuerkeess Direct

Spuerkeess Direct, le nouveau service-center de la BCEE, propose des services comparables à ceux d'une agence physique. Ce concept, focalisé sur les besoins du client, présente les avantages suivants :

- prise en charge complète des demandes de la clientèle en offrant un large panel de services possibles ;

- moins de déplacements pour le client, grâce à une nouvelle proximité offerte via un service à distance ;

- des horaires élargis, du lundi au vendredi de 07.00 à 19.00 heures ;

- joignable via téléphone (au 4015-1) sans présupposer aucun équipement ou connaissance digitaux ; ou

- joignable via canaux digitaux.

Ce service est d'ailleurs bien accueilli par les clients de la Spuerkeess avec un taux de satisfaction de plus de 95 %.

3) Conditions tarifaires particulières liées aux opérations de guichet

Spuerkeess offre d'ores et déjà une tarification avantageuse, voire la gratuité, pour les opérations courantes, réalisées au guichet ou via téléphone, pour les clients nés avant le 1er janvier 1946 et les clients nécessitant une assistance spécifique.

Ces clients profitent non seulement de la gratuité des versements en espèces en euros sur compte propre, mais aussi des retraits en euros au guichet d'une agence. Lors des opérations de transferts d'argent, ils profitent par ailleurs de la gratuité de l'intervention manuelle au guichet et de la gratuité du supplément formulaire virement. Ceci vaut tant au niveau des agences physiques, qu'au niveau de Spuerkeess Direct.

4) Accompagnement proactif

Spuerkeess s'engage dans un accompagnement proactif des clients nécessitant un support, et plus particulièrement les moins habiles à l'utilisation des nouvelles technologies du digital banking. Ainsi, les employé(e)s des agences Spuerkeess se montrent disponibles pour expliquer l'utilisation pratique des cartes bancaires au guichet automatique bancaire (GAB), respectivement pour montrer les diverses fonctionnalités accessibles via les applications de l'internet banking, S-Net et S-Net mobile.

5) Formations ‚Internet Banking & méi' à travers le pays

Au-delà de l'accompagnement en agence, et afin de familiariser les clients âgés et plus particulièrement les clients moins habitués aux solutions digitales, avec les canaux du digital banking, Spuerkeess organise depuis mi-2018 des formations pratiques ‚Internet Banking & méi'.

6) Mise à disposition de tutorials - films de type ‚mode d'emploi'

Afin de faire découvrir les nouvelles voies de communication pouvant faciliter les opérations de guichet, Spuerkeess a publié sur son site Internet du matériel d'information, notamment des vidéos de description des fonctionnalités liées à S-Net et d'instruction de l'utilisation des GAB (bancomat).

7) Mise à disposition d'une agence mobile

À travers son agence mobile, Spuerkeess offre un service bancaire complet dans des régions du pays à densité bancaire faible. Actuellement, cinq communes (Beaufort, Vianden, Wormeldange, Rambrouch, Troisvierges) sont desservies par l'agence mobile. D'autres pourront suivre, sous réserve des disponibilités, moyennant accord des responsables locaux. »

Sur base de ces éléments, on peut donc estimer que la mission de la banque, telle que définie à l'article 5 de la loi du 24 mars 1989, n'est nullement remise en question par les mesures annoncées, mais que celles-ci contribuent au contraire à en assurer le respect sur les années à venir. Ceci est d'autant plus vrai que Spuerkeess s'est engagée à ce que plus aucune fermeture d'agence ne sera envisagée d'ici 2024.

Question 1869 (13.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **fermeture d'agences de la BCEE :**

Virun zwee Deeg gouf an der Chamber eng Interpellatioun vun e puer Stonne gefouert zum Theema vum ländleche Raum. Haut, also zwee Deeg dono, huet d'Spuerkeess an engem Communiqué matgedeelt, dass no enger interner Studie eelef Agencen am Land hir Diere fir ëmmer wäerten zoumaachen. Verschidde Gemengeresponsabelen hu monéiert, dass si näischt vun dëser Decisioun wossten. D'Gesetz vum 24. Mäerz 1989 gesäit vir, dass d'Spuerkeess duerch seng Aktivitéiten zur wirtschaftlecher an der sozialer Entwécklung vum Land bäidroe soll. D'Spuerkeess als Établissement public gehéiert zu 100 % dem Lëtzebuerger Staat. Am Verwaltungsrot vun der Spuerkeess sëtze fënnef Administrateuren, déi vum Staat nominéiert sinn, soudass d'Decisiounen net ouni d'Aversténdes vum Finanzminister geholl konnte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wosst de Finanzminister am Virfeld vum Communiqué vun der Spuerkeess Bescheed, dass déi eelef Agencë schléisse wäerten?

2. Huet d'Spuerkeess de betraffene Gemengen am Virfeld vun hirer Decisioun Bescheed gesot? Falls nee, empfënnt de Finanzminister et net als schlechte Stil, dass d'Gemengen aus der Press viru fäerdeg Tatsaache gestallt goufen?

3. Ugesiichts vum Fakt, dass de Staat fënnef vun néng Administrateuren am Verwaltungsrot vun der Spuerkeess stellt, hunn d'Fonctionnairen d'Decisioun, d'Filialen zouzemaachen, mam Accord vum Finanzminister getraff?

4. Wéi ass d'Schléissung vu Filiale vun engem Service public vereinbar mam Zil, d'ländlech Géigende méi attraktiv ze gestalten?

5. Wéi wëllt d'Spuerkeess verhënneren, dass Bierger, déi keen Accès op Onlinebanking hunn, vun dësem Service ausgeschloss ginn?

6. Ass virgesinn, déi zukünfteg eidel Agencë vun der BCEE fir de Logement oder de klenge Commerce ze notzen?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte sinn zum gréissten Deel scho mat den Äntwerten op d'Froen N° 1866 vun den honorabelen Deputéierte Francine Closener a Georges Engel, N° 1865 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen respektiv N° 1863 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz beäntwert.

D'Spuerkeess konnt d'Gemengen net informéieren, éier d'Decisioun vum Verwaltungsrot iwwerhaapt geholl war. Laut den Informatioune vum Finanzminister huet d'Spuerkeess nach den Dag selwer Kontakt mat de betraffene Gemengeresponsabelen opgeholl. D'Spuerkeess sicht zesumme mat hinnen no Léisungen, fir déi zukünfteg eidel Agencë méiglechst sënnvoll ze notzen, zum Beispill fir soziale Logement oder fir nei Geschäfter.

Question 1873 (13.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **personnel de la BCEE :**

Den 13. Februar 2020 huet d'Spuerkeess an engem Communiqué matgedeelt, dass no enger interner Studie eelef Agencen am Land hir Diere fir ëmmer wäerten zoumaachen. Déi 38 Mataarbechter vun de betraffenen Agencë sollen op aner Agencen opgedeelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi een Impakt wäert d'Reaffektatioun vu 36 Mataarbechter op d'Astellungspolitik vun der Spuerkeess hunn? Plangt d'Spuerkeess, an Zukunft weider Mataarbechter anzestellen?

2. Wäerten déi ofgeschaafte Posten an Zukunft ersat ginn?

- Falls jo, a wéi enge Beräicher, a wäerten d'Mataarbechter Emschoulungen ugebuede kréien?

- Falls nee, ginn déi 36 Posten an Zukunft nach reduzéiert (zum Beispill duerch net ersaten Departen an d'Pensioun)?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

Esou wéi d'Spuerkeess dat an hirem Communiqué vum 12. Februar 2020 preziséiert huet, ginn all déi betraffe Mataarbechter op aner Agencen oder Servicer vun der Bank reaffektéiert. Et ginn also keng Posten ofgebaut.

D'Spuerkeess wäert och weiderhin nei Mataarbechter astellen.

Oppe Plazen kann een hei consultéieren: HYPERLINK "https://www.mylittlebigstep.lu/"https://www.mylittlebigstep.lu/

Question 1877 (14.02.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant le **complément gérontologique :**

Lors de la récente interpellation sur le risque de pauvreté au Luxembourg, Madame la Ministre vient de proclamer que chaque citoyen vivant au Luxembourg peut se permettre une place dans une maison de retraite, voire une maison de soins. Cependant, le complément gérontologique, pris en charge par le Fonds national de solidarité, est un outil bien répandu et malheureusement incontournable pour beaucoup de personnes ne disposant pas des ressources personnelles pour couvrir le coût de leur maison de retraite avec les soins respectifs. Cet outil important montre que tout le monde n'a pas obligatoirement les moyens nécessaires pour pouvoir régler ces charges.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Combien de personnes bénéficient de l'allocation complémentaire au 31 décembre 2019 ?

- Quel est le nombre actuel de bénéficiaires de cette aide ?

- Quelle est l'évolution des prix d'hébergement ?

Réponse (20.02.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

- Au 31 décembre 2019, 615 personnes ont bénéficié du complément versé par le Fonds national de solidarité en vertu de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit.

Au 31 janvier 2020, 610 personnes ont bénéficié du complément de l'accueil gérontologique dans le contexte de la loi ci-dessus.

Les chiffres relatifs à la prestation de l'accueil gérontologique sont publiés dans le rapport d'activités du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

- Les prix de pension dans les centres intégrés et les maisons de soins sont fixés par les gestionnaires ; le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne peut se prononcer sur l'évolution de ces tarifs. Le registre prévu par le projet de loi n° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et dans lequel tous les gestionnaires seront tenus de publier, entre autres, les prix d'hébergement pratiqués en fonction de la catégorie et du type de logement, permettra à l'avenir de suivre l'évolution des prix d'hébergement.

Pour ce qui est des structures d'hébergement gérées par l'établissement public Servior, il est à noter que la dernière hausse généralisée du prix de pension, en-dehors des augmentations liées à l'indexation, remonte à décembre 2009.

Question 1886 (17.02.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **fermeture d'agences de la BCEE :**

Suite à l'annonce faite via communiqué du 12 février 2020 par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) que pas moins de onze de ses filiales vont fermer, il ressort du journal de midi sur RTL Radio du 13 février 2020 que la délégation du personnel de la BCEE n'en avait pas été informée au préalable.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la délégation du personnel de la BCEE aurait dû être informée au préalable de l'annonce faite par la BCEE relative à la fermeture de plusieurs de ses filiales ?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les détails concernant le dialogue social suite à cette annonce de fermeture de plusieurs filiales de la BCEE ?

Réponse (19.02.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

De prime abord, il convient de noter que deux représentants du personnel sont membres du conseil d'administration de la banque. Ils ont ainsi reçu, au même titre que les autres membres, le dossier correspondant en préparation de la réunion du 12 février 2020.

Tel qu'indiqué dans les réponses aux questions parlementaires n° 1863 de l'honorable Député Marc Spautz et n° 1866 des honorables Députés Francine Closener et Georges Engel, la décision du conseil d'administration a été prise à l'unanimité, donc avec le soutien des représentants du personnel.

Le personnel de la banque a été informé via un message du comité de direction immédiatement après la réunion du conseil d'administration. Les responsables des centres financiers ont été informés sans délai par leurs responsables hiérarchiques.

Le Service gestion du personnel et le Service de coordination du réseau des agences ont été étroitement impliqués dans ces démarches. Selon les informations du ministère, une solution a été trouvée pour chacun des employés concernés, en tenant compte, dans la mesure du possible, de sa situation personnelle individuelle.

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1873 de l'honorable Député Sven Clement, tous les employés concernés seront réaffectés à d'autres agences ou services de la banque.

Question 1904 (20.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **formation pour chauffeur du service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto) :**

Wéi de Minister ugekënnegt huet, wäert am Kader vun der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport och den Adapto-Service gratis ginn, nodeems schonn dat lescht Joer verschidden Deputéierten aus der Oppositioun dëst gefrot haten, ënner anerem an enger Motioun vum 19. Juni 2019. An deem Kontext ass eng Reform vum Adapto virgesinn, an där et dorëms geet, d'Krittäre fir d'Éligibilitéit vum Adapto ze iwwerschaffen. Den Adapto wäert an Zukunft also nei funktionéieren, woubäi sécher déi eng oder aner Verbesserung wäert kënnen agefouert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

- Wäert de Ministère am Kader vun der Sécherheet an der Qualitéit vum Adapto-Service de Chauffere Formatiounen ubidden, fir verschidde Situatiounen am Kader vun hirer Aarbecht besser ze meeschteren (zum Beispill wat maache mat engem Passagéier, deen d'Bewosstsinn verléiert, oder wéi reagéieren, wann eng Persoun en Epilepsieufall huet, etc.)?

Falls nee, firwat net?

Réponse (28.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Transportdepartement bitt zanter 2017 eng spezifesch Formation u fir Chaufferen, déi fir de Behënnertentransport CAPABS an Adapto fueren.

Dës Formation besteet souwuel aus engem theoreetesche wéi och aus engem prakteschen Deel. Si gouf zesumme mat Info-Handicap, Adapth an dem CFC ausgeschafft a gëtt vum CFC assuréiert. Am theoreeteschen Deel kréien d'Chaufferen déi wichtegst Informatiounen iwwert den Transport vu Persoune mat ageschränkter Mobilitéit, déi verschidde grouss Familljе vun Handicap an d'Prinzipie vun de jeeweilegen Transporter CAPABS an Adapto. Am prakteschen Deel geet et ëm den Ëmgang an d'Kommunikatioun mat blanne Reesender, den Ëmgang mam Client am Rollstull an déi korrekt Fixatioun vum Rollstull mat prakteschen Exercicer.

Eng Persoun mat Epilepsie ass net onbedéngt e Benotzer vum Adapto, well d'Epilepsie per se kee Krittär ass, fir eng Adaptokaart ze kréien. Den Adaptochauffer kritt also keng Formation fir eng Epilepsiekris vun engem Passagéier, och net fir Bewosstsinnsverloscht. Hei ass eigentlech de Chauffer am normalen ëffentlechen Transport ganz gutt virbereet: an der „qualification initiale" gëtt et ënner anerem een Dag, wou en ofgekierzten Éischt-Hëllef-Cours gemaach gëtt, an an der „formation continue" kréien d'Chaufferen en Zwou-Stonnen-Éischt-Hëllef-Rappel.

Den Adapto ass keen Transport, deen eng medezinnesch Prestatioun ka leeschten, mee eng reng Transportleeschtung. Ech erënneren drun, dass den Adapto fir déi behënnert Leit ass an dass verschidde Benotzer och obligatoresch eng Begleetpersoun musse mathuelen, entweeder wann den Dokter dat fir néideg hält, oder wann d'Persoun Orientéierungsproblemer huet.

Question urgente 1988 (10.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **test du coronavirus :**

Am Kontext vum Coronavirus siche Biergerinnen a Bierger, déi Symptomer opweisen, déi op de Virus kéinte passen, hiren Dokter op. A verschiddene Fäll stellt den Dokter eng Ordonnance aus, déi dem Patient recommandéiert sech op de Virus testen ze loossen. Dësen Ordonnancë gëtt eisen Informatiounen no net ëmmer Rechnung gedroen an den Test gëtt net duerchgefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir d'Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt Leit, déi Symptomer opweisen a vun hirem Dokter recommandéiert kruten sech op de Virus testen ze loossen, trotzdeem net getest ginn?

2. Madamm Ministesch, wéi ginn esou Ordonnancë gehandhaabt? Ass eng Obligatioun virgesinn, dësen Ordonnancen nozekommen?

3. Ass säitens dem Ministère virgesinn, verstäerkt ze kommunizéieren an d'Biergerinnen a Bierger duerch eng geziilt Informatiounspolitik ze rassuréieren?

4. Ass virgesinn de Budget fir d'Informatiounspolitik vum Ministère opzestocken? Wa jo, wéi vill Moyene gedenkt d'Ministesch sech ze ginn, fir der Demande no Opklärung säitens de Biergerinnen a Bierger nozekommen?

5. Bedeiten an ären Aen, Madamm Ministesch, méi Tester och méi Sécherheet, respektiv sidd Dir der Meenung, datt dëst kéint „Panik" evitéieren?

Réponse (13.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Test fir de Coronavirus gëtt vum nationale Gesondheetslaboratoire schonns säit e puer Wochen gemaach. D'Reegel ass, dass all Verdacht op Coronavirusinfektioun direkt (maximal bannen zwou Stonnen) iwwer Telefon vum Dokter un d'Inspection sanitaire gemellt muss ginn. Dëst gesäit d'Gesetz (loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique) esouwéi de Règlement grand-ducal vir. D'Inspection sanitaire kontaktéiert dann de Patient an organiséiert d'Prelevement an eventuell den Isolement vum Patient.

D'Gesetz gesäit awer net vir, dass den Dokter an engem Verdachtsfall einfach eng Ordonnance fir e Labostest ka maachen, deen de Patient dann an e Laboratoire d'analyses médicales schéckt. Méi Tester bedeiten net onbedéngt méi Sécherheet.

Den 12. Mäerz huet d'Regierung annoncéiert, dass et net méi recommandéiert ass, jiddereen, dee Symptomer opweist, systematesch ze testen. D'Tester sollen an Zukunft just gemaach gi bei Leit, déi schwéier Symptomer opweisen a riskéieren, Komplikatiounen ze maachen. Dës Decisioun ass geholl ginn au vu vun der Entwécklung vun der Epidemie vum Virus, dee sech ëmmer méi hei wäert verbreeden, an och ëmmer méi séier.

De Gesondheetsministère huet schonns elo seng Informatiounspolitik adaptéiert.

De Krisebudget vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) ass an deem Sënn och opgestockt ginn, fir eng adequat Informatiounspolitik ze garantéieren. Dëse Budgetsposte ka bei Bedarf och nach erhéicht ginn.

Question urgente 2011 (17.03.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **protection des salariés du commerce dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Dimanche 15 mars, le Premier Ministre a déclaré la fermeture de tous les commerces non essentiels. Or, les commerces alimentaires, supermarchés, pharmacies, opticiens, magasins de télécommunications, kiosques, stations d'essence et drogueries restent ouvertes.

Lors de la conférence de presse du lundi 16 mars, Madame la Ministre de la Santé a répondu à la question d'un journaliste quant aux mesures de sécurité en vigueur dans les commerces restant ouverts, que les mêmes règles de sécurité que partout ailleurs y étaient à respecter, à savoir notamment une distance de sécurité de deux mètres.

Dans un communiqué de presse du lundi 16 mars, l'OGBL demande des « mesures drastiques » afin de protéger les salarié(e)s des commerces en question. Il propose entre autres une limitation du nombre de personnes autorisées en même temps dans les magasins.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Monsieur le Ministre des Classes Moyennes et Monsieur le Ministre du Travail :

1) Pouvez-vous garantir que les règles de sécurité préconisées par le Ministère de la Santé sont respectées dans les commerces, et notamment les supermarchés, et particulièrement à l'égard des distances de sécurité ainsi que du fait de pouvoir se laver les mains régulièrement ?

2) Des recommandations particulières ont-elles été communiquées aux employeurs du secteur de la vente au détail dont les enseignes restent ouvertes ? Si oui, lesquelles ?

3) L'Inspection du travail et des mines effectue-t-elle des contrôles à cet égard ? Dans l'affirmative, combien de contrôles sont effectués par jour ?

4) Est-il envisageable de mettre en place des limitations du nombre de clients présents au même moment dans un commerce de détail sur base du nombre de mètres carrés ?

5) Madame et Messieurs les Ministres envisagent-ils d'autres mesures permettant une protection plus efficace des salarié(e)s en question tout en garantissant les services de ravitaillement pour la population ?

Réponse commune (30.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Conformément à l'article L. 312-1 et suivants du Code du travail, l'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et de donner des instructions appropriées et claires aux salariés.

Dans le contexte de la pandémie Covid-19, les employeurs doivent transposer les consignes et les recommandations du Gouvernement au sein de leurs entreprises et les salariés sont obligés de suivre les instructions de leur employeur afin de garantir, d'une part, leur propre sécurité et santé et, d'autre part, de ne pas mettre en péril la sécurité et la santé des autres salariés de l'établissement. L'employeur et le salarié ont donc une coresponsabilité en ce qui concerne le respect et la garantie de la sécurité et santé au travail.

L'Inspection du travail et des mines effectue évidemment des contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail.

ad 2) Outre les recommandations et consignes qui sont régulièrement publiées par le Ministère de la Santé, l'Inspection du travail et des mines a élaboré un guide pour les entreprises qui contient différentes recommandations spécifiques aux entreprises en vue de la protection de la santé des salariés face au coronavirus.

Le Ministre des Classes moyennes est en contact étroit avec la grande distribution. Une note ministérielle a notamment été envoyée aux supermarchés, les informant que le respect de certains principes spécifiques concernant la circulation des clients est nécessaire afin de limiter la propagation du virus dans la population.

Il a ainsi été recommandé de faire respecter le « social distancing » au sein des supermarchés, c'est-à-dire de veiller à ce qu'une distance interpersonnelle de deux mètres entre chaque personne présente au sein du supermarché respectif soit respectée. Il a aussi été conseillé de réguler l'entrée des clients et de limiter ainsi le nombre de personnes pouvant accéder en même temps au supermarchés.

À noter que les supermarchés ont décidé de prendre des mesures spécifiques supplémentaires afin de protéger leurs salariés, comme par exemple l'installation de dispositifs de protection au niveau des caisses.

À cela s'ajoute que des acteurs centraux du secteur du commerce, comme la Chambre de Commerce, la House of Entrepreneurship et la Confédération luxembourgeoise de commerce sensibilisent régulièrement les employés du commerce concernant une protection efficace face à la pandémie du Covid-19.

ad 3) L'ITM effectue régulièrement des contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Dans le contexte de la pandémie Covid-19, l'ITM a effectué 408 contrôles entre le 17 mars et le 26 mars 2020 et continue d'en réaliser.

L'ITM tient à rappeler qu'elle travaille à l'heure actuelle en service réduit.

ad 4) Un grand nombre de commerces de détail ont déjà mis en place des limitations du nombre de clients présents au même moment. Le Gouvernement invite tous les commerces ouverts à procéder de la même manière afin de réduire le risque de contamination de leurs clients.

ad 5) Les ministres suivent au jour le jour l'application des consignes et des recommandations précitées pour pouvoir, le cas échéant, les adapter rapidement en fonction de la situation qui se présente sur le terrain.

Question urgente 2015 (25.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **pension d'invalidité respectivement d'indemnité d'attente dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

D'Coronakris beschäftegt eis zur Zäit all. D'Anträg op d'Invaliderente respektiv déi sougenannten Indemnité d'attente, wou de betraffene Leit e Refus matgedeelt ginn ass, do hunn d'Leit just 40 Deeg Zäit, fir dës anzereechen. Mee an dëser Zäit ginn och eenzel Leit bei de Kontrolldokter geruff an eenzeler kruten de Rendez-vous ofgesot. Elo riskéieren dës Leit, ouni Revenu do ze stoen, ënner anerem och, well hire Chômage oder Vergläichbares ofleeft a Verschiddener och riskéieren, a kenger Krankekeess méi ze sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet riichten:

1. Ass an Zäite vun der Coronakris hei eng Verlängerung vun dësen Delaie virgesinn?

2. Gëtt de betraffene Leit dëst matgedeelt?

Réponse (31.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De Kontrolldokter kuckt weiderhin déi verschidde Fäll a bis ewell konnt eng Léisung am Sënn vum Assuré geholl ginn.

Déi Leit, wou d'Krankegeld ausleeft, kréien entweeder eng provisoresch Invaliderent fir e puer Méint, wou spéiderhin eng nei Iwwerpréiwung gemaach gëtt oder se kréien direkt eng Invaliderent. Déi Leit, wou d'Krankegeld ausleeft am Kader vun engem Aarbechtsaccident, kréien duerno eng „rente complète" ausbezuelt.

Falls e Rendez-vous net kann agehale gi vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet, kréien d'Leit dat ëmmer matgedeelt.

De Ministère vun der sozialer Sécherheet mécht aktuell eng Analys, ob déi Delaien, déi am Kader vun der sozialer Sécherheet lafen, musse suspendéiert ginn.

Den Aarbechtsministère, deen zoustänneg fir d'Indemnité d'attente ass, ass amgaangen no Méiglechkeeten ze sichen, fir dës Leit opzefänken.

Generell ass awer ervirzehiewen, datt den Delai vu 40 Deeg, fir kënnen eng Oppositioun oder e Recours ze maachen, eréischt uleeft, wann déi betraffe Persoun och eng Decisioun kritt huet.

Question urgente 2031 (07.04.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **chômage partiel dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie, huet d'Regierung d'Decisioun geholl, fir d'Entreprisen an dëse schwéieren Zäiten ze ënnerstëtzen. Eng vun dëse Mesuren ass de Chômage partiel. De Chômage partiel ka souwuel vun Employéë mat engem CDI, wéi och vun deene mat engem CDD ugefrot ginn.

Fir verschidde Leit, déi sech aktuell an engem CDD oder Interimskontrakt befannen, ergi sech aus dëser Situatioun gewëssen Onsécherheeten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, Famill an Integratioun an Interieur dës Froe stellen:

1. Am Fall wou de Chômage refuséiert gëtt, besteet fir Aarbechtssichender d'Méiglechkeet bei den Offices sociaux eng Demande fir de REVIS ze stellen. Wëssend, datt et sech ëm eng Gemengekompetenz handelt, goufe vun der Regierung Mesurë getraff, fir d'Prozedur vun der Demande op de REVIS ze acceleréieren?

2. Wat ass aktuell d'Situatioun vun deenen Employéën, déi e CDD/Interimskontrakt mat vun enger Dauer vu manner wéi sechs Méint haten - déi deemno manner wéi 26 Woche cotiséiert hunn - an deenen hire Kontrakt wärend dem État de crise ausleeft? Ass fir dës Employéën, opgrond vun den aktuellen Ëmstänn, e Recht op Chômage, Chômage partiel, REVIS oder soss eng Indemnitéit virgesinn?

Réponse commune (09.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Déi Persounen, déi de Chômage refuséiert kritt hunn, kënne sech fir hir Demande, fir de REVIS ze kréien direkt un de Fonds national de solidarité (FNS) wenden, entweeder iwwert den Telefon, wou si vun de Gestionnairë vum FNS iwwert d'Prozedur renseignéiert ginn an dann den entspriechende Formulaire mat der Post zougeschéckt kënne kréien, oder iwwert den Internetsite vum FNS, wou si sech dee Formulaire kënnen eroflueden.

Well d'Guichete vum FNS wéinst der Coronakris momentan zou musse bleiwen, dat am Interêt vun de Clienten an vum Personal, sinn d'Gestionnairë vum FNS iwwert den Telefon disponibel, fir op all Froen diesbezüglech ze äntweren an de betraffene Persounen och ze hëllefen, fir de Formulaire vum REVIS auszefëllen.

Fir dass de Client de REVIS ka kréien, muss den FNS, wéi bei all deenen aneren Demanden, iwwerpréiwen ob d'Konditiounen erfëllt sinn. Wann d'Demandë komplett sinn an et kloer ass, dass déi Leit keng Indemnités de chômage kënne kréien, kënnen déi Demandë ganz schnell traitéiert ginn.

Et ass och ze bemierken, dass d'Demandeure vum REVIS kënnen Avancë kréien, wann d'Grondkonditiounen, fir déi Prestatioun ze kréien, erfëllt sinn. Dat erlaabt et dem FNS fir de Leit, déi am Besoin sinn, relativ séier ze hëllefen, och wann den Dossier nach net déi ganz Prozedur duerchlaf huet.

ad 2. Wann eng Persoun keen Usproch op d'Indemnités de chômage huet, sief et well si d'Konditioun vum Stage net erfëllt, ka si eng Demande fir de Revis beim FNS maachen. Et sief bemierkt, dass fir de REVIS ze kréien, keng Conditioun de cotisation à la sécurité sociale verlaangt ass, mee et geet duer, dass de Betreffenden déi allgemeng Konditiounen, fir de REVIS ze kréien, erfëllt.

D'Konditiounen, fir Usproch op d'Indemnités de chômage ze hunn, hunn net geännert mam Règlement grand-ducal vum 3. Abrëll 2020. Dat heescht de Salarié muss ënner anerem an den zwielef Méint virun der Inscriptioun op der ADEM op d'mannst 26 Woche geschafft hunn.

Dat Reglement gesäit vir, dass d'Rechter op d'Indemnités de chômage, egal ob et sech ëm déi initial Rechter oder ëm d'Prolongatioun handelt, ëm d'Dauer vum État de crise verlängert ginn.

N°10
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 10 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Plan national en matière d'énergie et de climat & Agriculture et défis dus au changement climatique p. 248
Hommage à la mémoire de M. Eugène Berger p. 291

Sommaire des séances publiques nos 17, 18 et 19 p. 292
Sommaire des questions parlementaires p. Q263

17e séance Jeudi 19 décembre 2019
18e séance Mardi 21 janvier 2020
19e séance Vendredi 31 janvier 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Les premières séances publiques au Cercle municipal





M. le Président Fernand Etgen

Les vendredi 17 et samedi 18 avril 2020, les députés se sont réunis pour les premières séances publiques au Cercle municipal. Les députés ont débattu de la stratégie de sortie de crise que leur a présentée le Premier Ministre et ont adopté plusieurs projets de loi consacrés aux mesures prises pour contrer la crise du Covid-19.

« D'Chamber: een Deel vun der Exit-Strategie »

Au début de la première séance publique au Cercle municipal, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que « och wa mir elo provisoresch an en anert Gebai plënneren, sou bleift d'Chamber weider d'Chamber, mat alle legislativen a Kontrollaufgaben, déi an der Verfassung virgesi sinn ». En outre, M. Fernand Etgen a rappelé le rôle de la Chambre lors de l'implémentation de la stratégie de sortie du confinement : « Mir däerfen nit vergiessen, datt d'Chamber och een Deel vun der Exit-Strategie muss sinn. » « A Krisenzäiten an an enger Zäit vun Onsécherheet ass et wichteg, stabill a stabel demokratesch Strukturen ze hunn, déi weider funktionéieren an op déi jiddweree sech ka verloossen », a encore affirmé le Président de la Chambre.

Le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a débuté sa déclaration en rappelant que « la crise n'est pas terminée, elle n'a pas encore été surmontée ». Ensuite, le Premier Ministre a expliqué les différentes étapes de la stratégie de sortie.

La déclaration au sujet de la stratégie de déconfinement progressif fut suivie d'un débat. Les députés ont soulevé un certain nombre de questions sur le concept de phases flexibles de sortie de crise.

Garanties étatiques pour prêts aux entreprises

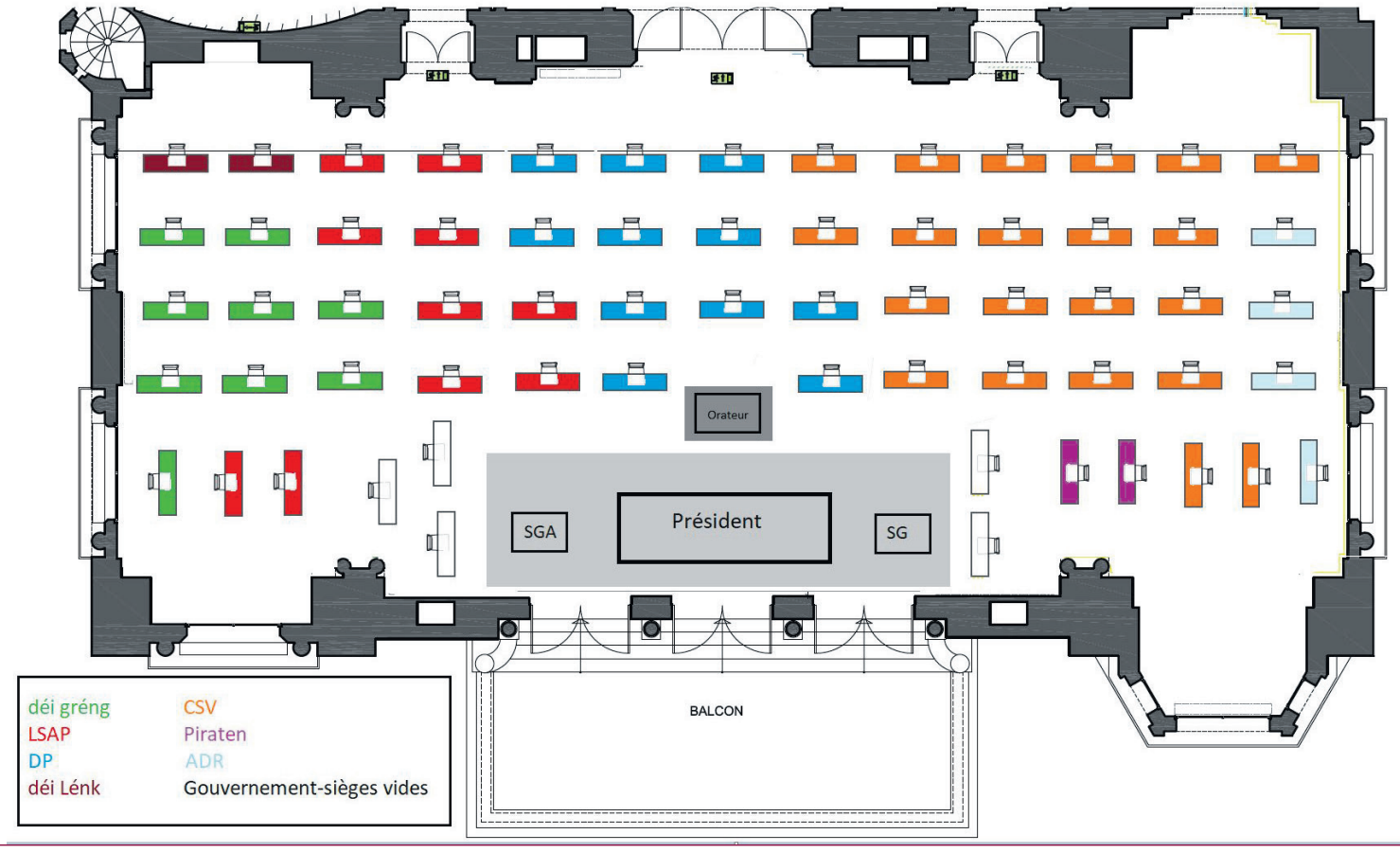
Au cours de la séance publique du samedi matin, les députés ont adopté un projet de loi introduisant un régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires pour aider les entreprises en difficulté à cause du Covid-19. Étant donné les nombreuses dépenses dues à la crise du coronavirus (chômage partiel, congé pour raisons familiales, etc.), le projet de loi n° 7545 prévoit encore l'autorisation pour le Gouvernement de recourir à un ou plusieurs emprunts pour un montant total de trois milliards d'euros.

Les députés ont également discuté d'une série de motions déposées au cours des deux séances publiques. Ils ont notamment adopté à l'unanimité une motion déposée par les députés Lydie Polfer (DP) et Laurent Mosar (CSV) demandant des aides supplémentaires pour les entreprises en difficulté suite à la crise du Covid-19.

La Chambre siège dans une seule et même salle

La salle du Cercle municipal - mise gratuitement à disposition de la Chambre des Députés par la Ville de Luxembourg - permet aux élus et aux membres du Gouvernement de siéger dans une seule et même salle tout en respectant les mesures de distanciation physique, ceci étant impossible dans la salle plénière de l'Hôtel de la Chambre. Lors des dernières séances publiques, les députés étaient répartis en effet dans plusieurs locaux du Parlement.

Répartition des sièges au Cercle municipal



La Commission des Pétitions reste opérationnelle

Tout comme les autres commissions parlementaires, la Commission des Pétitions reste opérationnelle pendant l'état de crise. Les députés continuent leur travail d'analyse, de validation et de suivi des demandes de pétition pour maintenir le contact avec les citoyens.

Ainsi, les citoyens pourront continuer à introduire des pétitions publiques sur le site Internet de la Chambre.

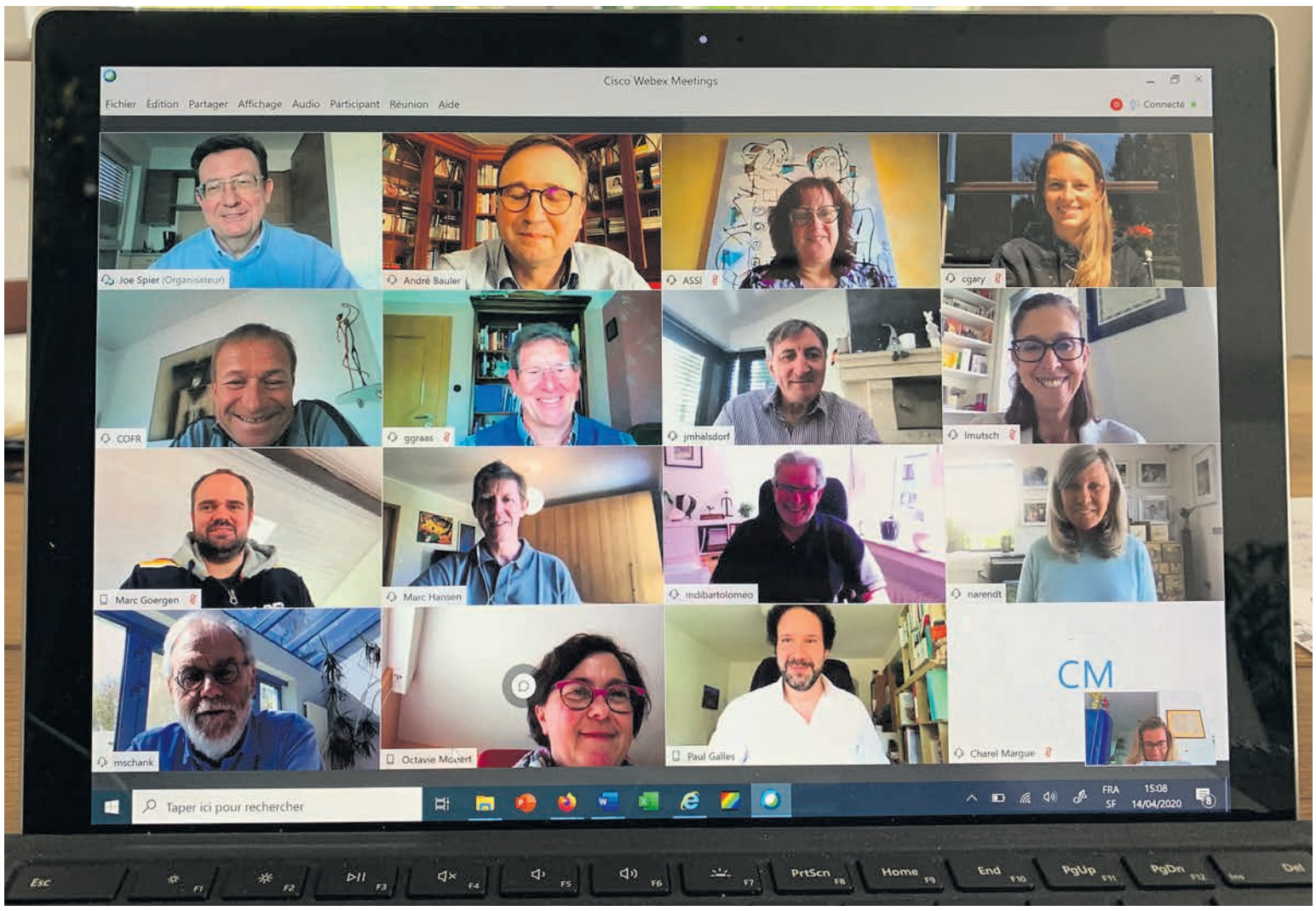
Collecte de signatures sur papier temporairement suspendue

En raison des consignes gouvernementales de confinement à la maison et de restriction de rassemblement pendant l'état de crise, la collecte de signatures sur papier est suspendue depuis le 25 mars 2020. Dès la fin de l'état de crise, la collecte des signatures sur support papier sera reprise.

Signature des pétitions électroniques reprise

La période de signature des pétitions publiques, momentanément en suspens en raison de la pandémie du Covid-19, a repris le 15 avril.

À présent, les signatures des pétitions électroniques s'effectuent à la normale, c'est-à-dire sur une période continue de 42 jours pour chaque nouvelle pétition admise à signature par la Commission des Pétitions.



Les députés se réunissent par visioconférence.

Visitez virtuellement l'exposition #wielewatmirsinn

Pour fêter les 100 ans de suffrage universel au Luxembourg, la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art coorganisent l'exposition #wielewatmirsinn - 100 ans de suffrage universel.

Le confinement actuel ne vous empêchera pas de découvrir cette exposition dédiée à l'histoire du droit de vote au Luxembourg. Elle est désormais disponible en visite virtuelle 3D.

À travers plusieurs centaines d'objets d'époque, de documents inédits, de photos et de films d'archives, les visiteurs peuvent se faire une idée des enjeux du combat démocratique pour le droit de vote.



L'exposition se visite en 3D sur l'écran de votre ordinateur, smartphone ou « tablet ».

Un appel aux Parlements de l'UE

« La priorité de tous les parlements doit être plus que jamais la défense des valeurs démocratiques et de la solidarité en toutes circonstances »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a cosigné avec les trois Vice-Présidents, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler et Mme Djuna Bernard, le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, ainsi qu'avec les Présidents des délégations parlementaires internationales une lettre en faveur d'une Europe plus solidaire et d'une réponse ambitieuse de la part des Parlements nationaux pour faire face aux conséquences de l'épidémie du coronavirus. Dans leur lettre, les signataires déplorent la fermeture des frontières et le phénomène de repli sur soi. Selon eux, ce phénomène se traduit « par une méfiance croissante qui s'installe entre les différents États et qui se fait au détriment de la solidarité, ciment de la coopération internationale ». « Il faut absolument éviter que la crise du Covid-19 ne renforce des tensions préexistantes et ne marque la fin d'un ordre mondial durement acquis », ont-ils constaté. Les signataires de la lettre ont encore appelé à ne pas « laisser se profiler ceux qui prônent la déconstruction de l'État de droit et qui instrumentalisent le Covid-19 pour parvenir à leurs fins». « La priorité de tous les parlements doit être plus que jamais la défense des valeurs démocratiques et de solidarité en toutes circonstances », ont-ils encore affirmé.

Ne pas perdre la confiance des citoyens

« Construire la confiance des citoyens à une époque marquée par la défiance envers les institutions est l'enjeu principal de la quête de l'adhésion de toutes les couches de la population.

La santé et la sécurité sociale, l'éducation, la recherche sont des biens communs vitaux pour la démocratie, qu'il y a lieu de remettre au centre de nos intérêts », ont-ils souligné dans leur lettre adressée à leurs homologues.

L'après-crise : donner une impulsion positive

Finalement, les signataires de la lettre ont également constaté que cette crise marquera nos sociétés en profondeur et qu'il y aura un avant et un après.

Selon eux, il est important que tous les parlements donnent une impulsion positive à cet après-crise aussi bien au niveau national, européen qu'international.

« Saisissons cette occasion pour (ré)inventer un modèle de coopération solidaire et respectueux des valeurs démocratiques et humaines », ont-ils encore suggéré dans leur lettre.

La lettre a été envoyée :

- aux Présidents et membres des Parlements de l'Union européenne ;

- aux Présidents et membres des Parlements des petits États d'Europe ;

- aux membres de l'Assemblée interparlementaire Benelux, du Conseil parlementaire interrégional, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée et à ceux de l'Union interparlementaire.

SÉANCE 17

JEUDI
19 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Débat de consultation sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet du projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg couvrant la période 2021-2030

et

Interpellation de Mme Martine Hansen sur l'agriculture et les défis dus au changement climatique

- *Exposés : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Claude Turmes, Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. le Ministre Claude Turmes, M. Alex Bodry, M. le Ministre Dan Kersch et M. le Ministre Claude Turmes) (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Gilles Roth, M. le Ministre Claude Turmes, M. Marc Goergen, Mme Martine Hansen et M. le Ministre Claude Turmes) - Mme Martine Hansen (dépôt des motions 2 et 3) (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) (dépôt de la motion 4)*
- *Débat : M. Max Hahn (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Fernand Kartheiser) - M. Georges Engel (interventions par M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser et M. Alex Bodry) - M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (interventions de M. Georges Engel, M. Alex Bodry et M. Claude Haagen) - M. François Benoy (intervention de M. Gast Gibéryen) (dépôt de la motion 5) - M. Gilles Roth (fait personnel) - M. François Benoy (interventions de M. Gilles Roth, M. Marc Goergen et Mme Stéphanie Empain) - M. Laurent Mosar (fait personnel) - M. François Benoy (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Claude Turmes) - M. David Wagner (dépôt de la motion 6) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) (dépôt des motions 7 et 8) - M. Gilles Roth (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. le Ministre Claude Turmes, Mme Martine Hansen, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Gilles Baum et M. le Ministre Claude Turmes) - M. Gusty Graas - Mme Tess Burton - M. Marc Goergen (interventions de M. Gilles Baum et M. Sven Clement) (dépôt des motions 9 à 12) - M. Paul Galles - Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt de la motion 13)*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, Mme Martine Hansen, M. Marc Goergen, M. Sven Clement, Mme Josée Lorsché et M. Claude Wiseler) - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Motion 1 : M. Claude Wiseler - Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3 : Mme Martine Hansen - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 : Mme Martine Hansen - M. Sven Clement*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
- *Motion 5 : Mme Martine Hansen (intervention de M. Alex Bodry) - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 5 (adoptée)*
- *Motion 6 : Mme Josée Lorsché - M. David Wagner (renvoi de la motion 6 en commissions)*
- *Motion 7 : M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 7 (rejetée)*
- *Motion 8 : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie - M. Sven Clement - M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) - M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur la motion 8 (rejetée)*
- *Motion 9 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Goergen*
- *Vote sur la motion 9 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 10 (rejetée)*
- *Motion 11 : M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider et M. Sven Clement)*
- *Vote sur la motion 11 (rejetée)*
- *Motion 12 : M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider, M. Mars Di Bartolomeo et M. Eugène Berger) - M. Laurent Mosar (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre - M. Marc Goergen (mise en suspens de la motion 12)*
- *Motion 13 : Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la motion 13 (adoptée)*

3. 7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - Mme Tess Burton (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7468 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;

2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Dan Kersch, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale.*- Nee, Här President.

2. Débat de consultation sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet du projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg couvrant la période 2021-2030

Interpellation de Mme Martine Hansen sur l'agriculture et les défis dus au changement climatique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultatiounsdebatt iwwert de Projet fir en nationale Plang am Beräich Energie a Klima, de sougenannte PNEC, eng Interpellatioun vum Här Claude Wiseler, och iwwert de PNEC, an eng Interpellatioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Landwirtschaft an d'Erausfuerderungen duerch de Klimawiessel. D'Riedezäit fir déi gemeinsam Debatt ass nom Modell 3 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Gilles Roth, den Här Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, den Här Marc Goergen, den Här Paul Galles an d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

M. Guy Arendt *(DP).*- Dat wäert eng laang Sitzung ginn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Carole Dieschbourg, Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, huet d'Wuert. Madamm Dieschbourg, wannechgelift.

Exposés

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, Deputéiert, léif alleguerten, et ass mer eng grouss Freed, dass mer haut de Mëtteg kënnen en Débat de consultation féieren, dat a Kombinatioun mat deenen aneren Ufroen, déi vun der Oppositioun kommen, a soumat e ganze Mëtteg iwwert dee gréissten Defi vun eiser Mënschheet schwätzen, an zwar de Klimaschutz.

An da wëll ech mat engem berüümten Zitat vum Lord Stern ufänken, dee ganz kloer seet: „Klimaschutz an d'Bekämpfung vun der Aarmut, dat sinn zwou Säite vun där selwechter Medail. Packe mer et net, d'Klimakris ze bekämpfen, sou packe mer et och net, déi sozial Gerechtegkeet ze erreechen an d'Aarmut ze bekämpfen." Dat heescht, mir musse béides zesumme kucken. Klimaschutz gehéiert derzou, wa mer wëllen eng méi sécher, eng méi fair an eng méi friddlech Gesellschaft opbauen.

A mir hunn, an dat seet d'Wëssenschaft eis ganz genee, genau zéng Joer Zäit, fir dat Schlëmmst ze verhënneren. Mir mussen elo agéieren a mir hunn also eng Urgence, e groussen Defi. Mee deen ass awer zugläich, an dat wëll ech hei awer betounen, och eng Chance fir eis Gesellschaft.

A fir mech ass et esou, Dir Dammen an Dir Hären: An e puer Deeg, do fänkt dat neit Joerzéngt un. An dat ass definitiv e Joerzéngt vun den Alternativen a vun de Léisungen, e Joerzéngt, wou d'Mënschheet de Klimaschutz wäert eescht huelen. A Lëtzebuerg wëllt definitiv e Land vun de Léisungen, Solutioune sinn, e Land vun de klimafrëndleche Startuppen, a mir setzen dofir de Kader, an zwar duerch e Klimagesetz, wat virun e puer Wochen, Enn November, duerch de Regierungsrot gaangen ass an elo um Instanzewee ass.

Lëtzebuerg mécht sech op de Wee, fir spéitstens 2050 klimaneutral ze ginn. Lëtzebuerg wëllt 2030 seng CO_2-Emissiounen ëm 55 % reduzéiert hunn. Mir wäerten an Zukunft, änlech wéi mer et haut beim Budget maachen, all Joer e Klimabilan zéien an der Regierung, wou mer eis d'Resultater ukucken, wou mer déi eenzel Secteure wäerte beurteelen. An domadder kritt d'Klimapolitik e ganz anere Stellewäert, well duerch dat Klimagesetz kréie mer eng ministèreiwwergräifend Approche, gi mer geziilt déi fënnef grouss Secteuren un. Duerch dat Gesetz gëtt et änlech wéi beim Budget: Mir hunn en CO_2-Budget a mir hunn eng Reduktioun a mir kontrolléieren, wou mer sinn.

D'Gesetz dréit de wëssenschaftlechen Erkenntnisser duerch seng ambitionéiert Zilsetzung Rechnung. A mir hunn am Gesetz selwer drastoen, dass mer eis wëllen op d'Wëssenschaft baséieren. A genau dat ass et, wat déi Jonk vun eis erwaarden, dass mer net iergendwelleche Meenungen hannerhierlafen, mee dass mer d'Wëssenschaft kucken, déi awer wierklech eendeiteg ass. A mir haten d'lescht Woch zu Madrid - de Paul Galles sot et ewell de Moien - d'Chance, eminent Wëssenschaftler vum Weltklimarot ze gesinn, déi eis op déi Urgence higewisen hunn. Dofir ass et och esou wichteg, dass d'Länner dat unerkennen! An dofir war et och esou wichteg, dass dat, genau dat an der politescher Erklärung zu Madrid mat drastoung, dass mer eis sollen op d'Wëssenschaft baséieren.

D'Klimagesetz huet och Prinzippien: Prinzippie vun net zréckgoen, no vir kucken, vun der sozialer Gerechtegkeet, vun dem Ëmweltschutz, also integréiertem Denken, an awer och, dass Lëtzebuerg nach wie vor net wëllt duerch Atomkraaft seng Klimaziler erreechen. An ech mengen, dass d'Klimagerechtegkeet no bannen an no baussen, dat heescht, hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun deenen nächste Generatiounen an awer och an der Welt, e ganz wichtegen a grousse Prinzip ass.

Klimaschutz muss zesummen a geuerdent gemaach ginn. An dofir ass ee vun den dräi Gremien dee vun de Ministeren. Mir wäerten en Aarbechtsgrupp hunn, deen eis Fortschrëtter monitort, analyséiert. Mir wäerten also gemeinsam d'Realisatioun vum Klimaplang, dee jo haut am Debat den Objet ass, mir wäerten also „gemeinsam" déi doten Defien ugoen. Mee gemeinsam heescht awer och: no bausse partnerschaftlech mat der Gesellschaft an op all Niveau.

Dat heescht och, dass mer op der Klimaplattform - dat ass den zweete Gremium, dee mer gemaach hunn - wäerte mat de Gemengen zesummen, mat der Société civile, den ONGen, awer och de Vertrieder vun der Ekonomie kucken, fir eng Aktiounsplattform ze maachen. Well et geet jo drëm, Klimaschutz gemeinsam ëmzesetzen, net nëmme Saachen an Ziler no baussen ze promouvéieren, mee eng Dynamik um Terrain - déi d'ailleurs längst do ass - ze captéieren.

Ech widderhuelen: All d'Gemenge si mëttlerweil an dem Klimapakt mat dran. D'Leit si prett: ongeféier 22.000 Passagéier pro Dag am Tram, 23,3 Milliounen Passagéier am Zuch d'lescht Joer. Mir hunn an de leschte fënnef Joer d'Solarenergie verduebelt, d'Wandenergie verdräifacht. Dat heescht, déi Dynamik ass do! An elo gëllt et, déi an e Kader ze setzen an eebe grad och, fir dee Plang, deen iwwert déi nächst zéng Joer geet, déi Dynamik opzegräifen an d'Leit an der Plattform matanzebannen.

An dann en drëtte ganz wichtege Gremium am Gesetz, dat ass den Observatoire: en Observatoire, dee mat Wëssenschaftler wäert besat ginn, déi solle guidéieren, déi solle beroden.

Mee haut de Mëtteg geet et also elo iwwert dat, wat mer den „integréierten Energie- a Klimaplang" nennen, eppes wat a ganz Europa mam selwechte Rhythmus virugedriwwe gëtt.

Den Energie- a Klimaplang: Dat hunn d'Staaten ugeholl - de Claude Turmes huet dat deemools als Parlamentarier nach verhandelt -, dass mer alleguerte gemeinsam eis Pläng aktualiséieren, op den Dësch leeën an eis Zéngjorespläng ginn, wou mer souwuel d'Gesellschaft dobäi hu wéi awer och konkreet am Beräich vum Klimaschutz, den Erneierbaren, der Effizienz soen, wou mer hiwëllen a wat mer maachen. Dat heescht, dat sinn eng Abberzuel Mesuren, déi wäerte geholl ginn.

Wat huet Lëtzebuerg do drageschriwwen, an de Klimaplang? Majo Lëtzebuerg seet wéi am Klimagesetz: 55 % CO_2-Reduktioun, 25 % Erneierbarer a 40 % bis 44 % am Beräich vun der Effizienz. Dat ass immens héich. An iwwert déi sektoriell Mesuren, grad wat déi Erneierbar ugeet an d'Effizienz, wäert de Claude Turmes herno nach schwätzen.

Ech wëll dann och, ier ech elo op den Inhalt agi vun deenen horizontale Mesuren, déi d'Regierung ugeholl huet, kuerz op de Prozess agoen:

De 6. Dezember huet d'Regierung de Klima- an Energieplang ugeholl, jo, e politescht Dokument, wou mer déi grouss Mesuren drageschriwwen hunn. Haut maache mer eng Consultatioun mat dësem héijen Haus, sou wéi et hei zu Lëtzebuerg üblech ass, well mer wëllen e breede Konsens schafen, e breet Verständnis, wat alles nach muss derbäi sinn. An dofir hu mer Iech och fënnef Froen zoukomme gelooss. An da wäerte mer am nächste Joer nach eng Consultation du public maachen, well et wichteg ass, dass mer och d'Leit, wann een esou wichteg Pläng iwwert déi nächst zéng Joer mécht - wou sécher haut nach net alles bekannt ass, mee wou mer an enger Dynamik dra sinn -, dass mer do och d'Leit wëlle matabannen.

Da komme mer op déi horizontal Mesuren, déi mer eis als Regierung virgeholl hunn.

Déi éischt grouss horizontal Mesure, dat ass déi vum Klimagesetz - op déi ginn ech elo net nach eng Kéier an, dat hat ech als Intro gemaach -, fir de Plang ze verankeren.

Déi zweet grouss an horizontal Mesure, dat ass den CO_2-Präis, an zwar e Mindestpräis. Ab 2020/2021, mat der Steierreform, wëllt d'Regierung en CO_2-Mindestpräis aféieren. A ganz kloer ass et - an dofir hu mer eis engagéiert an dat fannt Der och am Dokument -, dass d'Hallschent vun deene Gelder, déi do erakommen, wäert a klimafrëndlech Investitioune goen an d'Hallschent awer eebe geziilt och deene wäert zoukommen, déi am meeschten eng Ënnerstëtzung fir déi Transitioun brauchen. Well Klimaschutz a sozial Gerechtegkeet mussen zesumme goen: Klimaschutz erméigleche grad fir déi Leit, déi méi genee musse kucken um Enn vum Mount, dat ass e ganz wichtegt Element.

Wéi hu mer deen CO_2-Präis fonnt? Ma mir hu gekuckt: Wéi gesäit et an Europa aus? Wou si mer drun? A wéi kréie mer et hin, d'Leit ze beweegen, mat eis zesumme Klimaschutz ze maachen? An dat heescht: Mir klamme bei 20 Euro eran a mir ginn da sukzessiv erop, eng Technik d'ailleurs, déi an anere Länner och ugewannt gëtt.

Drëttens: Et kritt ee kee motivéiert, wann een net och selwer Klimaschutz mécht. An dofir wëlle mir als Regierung eis kloer dozou bekennen, klimafrëndlech Gebaier ze maachen. De Staat an d'Gemenge si fir eis Virreider!

Jo, mir hätte gären ultraeffizient, klimaneutral Gebaier, déi och gesond sinn, wou d'Qualitéit vum Schaffe fir eis Mataarbechter gutt ass a wou mer renforcéiert zesumme mat de Leit op Diecher och eebe Fotovoltaikanlagen ariichten. Mir sinn domat d'ailleurs amgaang. Mir hunn domat an där leschter Period ugefaangen, zum Beispill Fotovoltaik op staatleche Gebaier ze maachen. Mee do musse mer kucken, well wann Der duerch d'Land gitt, da sinn nach vill Diecher net besat an dann hu mer nach ganz vill Loft no uewen. A beim Bau vun de Gebaier ass et och wichteg, dass mer de Kreeslafgedanke mat eranhuelen: gesond Baumaterialien, déi nom System vu Kreeslafwirtschaft Gebaier erstellen, déi och herno kënnen ouni Gefore fir Gesondheet a Mënschen ofgebaut ginn a wou d'Materialien nach eng Kéier däerfe genotzt ginn.

Dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Schrëtt, geneesou wéi mer och wëllen déi Leit, déi a Gebaier schaffen, mat an eng Zero-Waste-Gesellschaft huelen, wou mer wëllen an eisen Administratioune plastikfräi ginn. Mir haten innerhalb vu ganz kuerzer Zäit, wéi mer zesumme mat engem Partner, IMS, en Opruff gemaach hate fir Firmen, fir plastikfräi ze gi fir all Single-Use-Plastik, méi wéi 60 Acteuren, déi sech innerhalb vu kuerzer Zäit engagéiert hunn. Firwat solle mir dat gemeinsam net och packen?! An dofir si mer an déi Richtung ënnerwee: Zero Waste, Single-Use-Plastik eraus, keng Liewensmëttelverschwendung, well dat ass eppes, wat elementar wichteg ass, wa mer déi Transitioun wëlle gemeinsam ugoen.

Dann hu mer eis och den Defi gesat, dass mer wëllen zum Beispill bei der Beliichtung Virreider sinn. Firwat net 2025 schonn alles op LED ëmgestallt hunn? Dat ass sënnvoll, spuert Energie, ass einfach ze realiséieren.

An dann e leschte Punkt: Mir alleguerten hei an deem héijen Haus, awer och eis Schüler, gi mëttes gär an eng Kantin an do wëlle mer gesond, regional, biologesch Liewensmëttel hunn. An de Staat huet net nëmme beim Baue vu Gebaier en immenst Potenzial, fir CO_2 anzespueren, de Staat huet och zesumme mat all sengen Acteuren an och zesumme mat de Gemengen, wou mer flott Programmer hu wéi „Natur genéissen" an esou, e Potenzial, fir méi nohalteg anzekafen. Mir hunn dozou eng Legislatioun säit 2018 an déi wëlle mer natierlech vëlleg ausnotzen.

E leschte Punkt bei Staat a Gemengen: Klimafrëndlech Schoulen, dat ass, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet. Mir waren - de Claude Meisch, de Romain Schneider, deen och hei sëtzt, an ech - am Fréijoer no deenen éischte Schülerprotester zesummen an e Klimaechange an d'Schoulen. An Dir kënnt Iech net virstellen, wéi flott et war, mat deene jonke Leit ze diskutéieren, déi alleguerte Kreativitéit haten, déi Iddien haten an déi Loscht haten, Klimaschutz ze maachen, an déi net bei där éischter Mesure gesot hunn: „Elo schränkt Der eis an!"

Ech hunn dat immens erfrëschend fonnt an dofir wäerte mir an de Schoulen och genau deene Besoine vu jonke Leit nokommen! Mir hunn op deenen éischte Schoule mëttlerweil Fotovoltaikanlagen zesumme mat Schüler installéiert. Ma firwat net op all Schoul?

Mir hu vir - an do si mer och amgaangen -, lues a lues méi Promotioun fir Drénkwaasser ze maachen, Bornen ze installéieren. Dofir gëtt et haut scho Programmer. An dësen Hierscht huet den Educatiounsministère seng éischt grouss Campagne gemaach. Mir wäerten och aus de Kantinnen de Plastik eraushuelen.

Alles dat gehéiert dozou, fir de Foussofdrock an de Schoulen erofzekréien ...

Une voix.- Virun der Première geet dat schonn un!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- … an dann natierlech och d'Schüler ze animéieren, hinne Méiglechkeeten opzeweisen, fir hiren Deel zum Klimaschutz bäizedroen. Ben, jonk Leit sinn oft nach net esou festgefuer wéi eelerer! An dat Potenzial, wat an eise jonke Leit schlummert, dat sollte mer erwecken.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- An do kann de Staat mam gudde Beispill mat de Schoulen a senge Schüler Virreider sinn.

„Staat a Gemengen", „all Acteure mathuelen", hat ech virdru gesot, well fir de grousse Wiessel brauche mer jiddereen. Do si mer weider, an dat ass keng Iwwerraschung, well dat hutt Der och scho virdrun an eisem Regierungsprogramm gelies: Mir wäerten de Klimapakt 2.0 weider ausbauen, de Gemengen nach méi Hëllefe ginn, fir konkreete Klimaschutz ze maachen. Mir musse fortkomme vun enger reng qualitativer Approche op eng quantitativ Approche (veuillez lire: vun enger reng quantitativer Approche op eng qualitativ Approche), fir dass d'Gemengen nach vill besser kënnen den Energie- a Klimaplang och op hirem Level ëmsetzen an och nach weider ausbauen op de Volete Waasserschutz, Économie circulaire an Nohaltegkeet.

Dat si mer amgaang. Do wäerte mer natierlech verdéift och weider fërderen, well et gehéiert och dozou, an déi richteg Richtung ze investéieren, als Staat sech d'Méiglechkeete ginn, fir zum Beispill grad deene lokalen Acteuren déi néideg Berodung zoukommen ze loossen. Als Beispill, wou mer haut sinn: 2013 hunn d'Gemengen eng Millioun kritt fir de Klimapakt. Elo si mer bei iwwer eelef Milliounen 2018. Dat heescht, mir hunn d'Investitiounen an deene leschte Jore scho verzéngfacht. An an déi Richtung muss et weidergoen, well ouni Bewosstsinnsbildung, ouni konkreet Hëllef an ouni konkreet Investitioun an de Klimaschutz wäerte mer net weiderkommen.

Da komme mer zu de Klimabonusprogrammer. Klimabonusprogrammer, domadder menge mir, dass mer eng PRIMe House, déi an deene leschte fënnef Joer iwwer 100 Milliounen de Privathaushalter zoukomme gelooss huet, dass mer déi nach verstäerken, dass mer op där enger Säit vereinfachen an op där anerer Säit méi déif eraginn, fir dass d'Leit nach méi gesond a klimafrëndlech an effizient Haiser baue kënnen.

Da gëllt et och, Klimabonusprogrammer opzestellen, zum Beispill - an do si mer konkreet um Schaffen - am Beräich vun der Bëschgestioun. Wa mir wëllen, dass Bëschbesëtzer hir Bëscher nohalteg geréieren, da musse mer investéieren an ekosysteemesch Leeschtungen, da musse mer investéieren a Klimaupassung. An och dat musse mer mat consideréieren, änlech wéi mer et och bei der Landwirtschaft wäerte verstäerken. Mee do loossen ech natierlech dem Landwirtschaftsminister herno d'Méiglechkeet, déi Saache virzestellen.

Klimabonusprogramm heescht also: investéieren an d'Leit, an déi eenzel wirtschaftlech Felder - gëllt och fir Entreprisen. An do, mengen ech, kann een no an no ..., dat ass jo keng Lëscht, déi mer net kënnen no an no erweideren! Dat si Saachen, do wär ech herno gespaant ze héieren, wat nach alles fir Iddie kommen. Well et gëllt hei net, ...

(Interruption)

... exklusiv Lëschten ze maachen, et gëllt hei, wierklech eng gemeinsam Aarbechtsbasis ze schafen.

Eng wichteg Roll hei zu Lëtzebuerg, an dat gouf de Moien an der Diskussioun iwwert d'COP25 zu Madrid och scho gesot, dat ass d'Innovatioun op der grénger Finanzplaz.

(Brouhaha)

Mir hunn eng grouss Finanzindustrie ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg! Dat wier ganz léif. Merci villmools.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Merci. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng grouss Finanzindustrie a mir hunn dofir och d'Méiglechkeet, iwwert der Gréisst vum Land an deem Beräich ze spillen. Zanter sechs Joer schaffen de Pierre Gramegna an ech zesummen drun - mam Bankesecteur -, net nëmmen ze kucken, wat kéint de „leverage" si fir eis international Klimafinanzéierung, déi mer jo kloer definéiert hunn an elo just eréischt verduebelt hunn. Mir si parallell och dobäi gewiescht ze kucken: Wéi eng Instrumenter bräichte mer dann, fir d'Bankeplaz méi nohalteg opzestellen a fir dee Levier och herno ze hunn?

Dofir hu mer 2018 eng Sustainable-Finance-Roadmap maache gelooss, zesumme mam UN-Émweltprogramm. Wat steet do dran? Majo, mir hu sechs Aarbechtsfelder, wou mer kënnen ugräifen, fir mat der Finanzplaz, mam Secteur, mat den ONGen - a mir wäerten do am nächste Joer eng Plattform op d'Bee stellen, wou eebe grad all Acteure mat dra sinn - no an no eis Finanzplaz nach méi nohalteg opzestellen. Mir sinn amgaangen ze kucken: Mir hunn am Ausland bei der internationaler Klimafinanzéierung mat der Europäescher Investitiounsbank schonn en Derisking-Instrument, fir ganz innovativ nei Saache besser ze ënnerstëtzen - dat kann een och hei zu Lëtzebuerg maachen.

Mir hunn en Zentrum, wou mer jonk Fongmanager, déi innovativ a kreativ Iddien hunn, grad wann et ëm Klimaupassunge geet, ënnerstëtzen a si an deem Prozess begleeden. Domat wäerte mer sécher weiderfueren, well wa mer e systeemesche Wandel hunn, wa mer nei Rechnungsmodeller brauchen, wa mer eriwwer wëllen an d'Kreeslafwirtschaft - an dat wëlle mer! -, da musse mer och innovativ denken an da musse mer och déi Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg ausbauen.

An ech mengen, dass mer do als Lëtzebuerg e gutt Fundament hunn. Mir hu vill Wëssen am Beräich Mikrofinanzen, mir hu vill Fongen a mir hunn och vill erneierbar Fongen. An dofir maache mer do d'Efforten, fir net nëmme just nei Instrumenter ze schafen, mee fir allen Acteuren d'Méiglechkeet ze ginn, en Deel dovun ze sinn.

Da verdéiwe mer och d'Zesummenaarbecht mat der Uni, wat de Beräich vun den nohaltege Finanzen ugeet, well et geet scho beim Studium drëm, sech d'Méiglechkeeten ze ginn, herno als Manager an déi richteg Richtung ze investéieren.

Jo, mir hu villes an deem Plang, mir hu villes um Leescht. Ech hunn Iech elo en Extrait gi vun den horizontale Mesuren. Ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg bis ewell ëmmer am Konsens, an der Responsabilitéit versicht huet, déi grouss Defie gemeinsam unzegoen. Ech hoffen an ech freeë mech op eng gutt Debatt haut de Mëtteg, op Är Kreativitéit an awer elo op méi Konsens wéi zu Madrid.

An domadder ginn ech d'Wuert weider un de Claude Turmes, den Energieminister, fir déi sektoriell Mesuren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Den Här Claude Turmes, Minister fir Énergie, huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Erféiert net, léif Deputéiert, wann et herno eng Kéier schellt, dat ass nämlech zwielef Minutte vir, well da brauche mer nach Plaz och fir de Romain, well mer als Regierung eng Stonn hunn. Dat heescht, wann et herno schellt, mengt elo net, et hätt ee mer ugeruff, mee ech hu mer en Alarm gestallt, fir dass mer eeben och genuch Zäit hunn, fir dee wichtegen Deel vu Klimaschutz a Landwirtschaft kënnen ze maachen.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir hutt jo eng Auer!

Une autre voix.- Et ass egal.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, gutt, am Eifer …

(Brouhaha)

Gutt! Australie brennt, Bangladesch steet ënner Waasser, ...

Une voix.- O mei!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... op der Côte d'Azur stierwe Mënschen an aussergewéinlech staarkem Reen an zu Lëtzebuerg hate mer Chance, dass mer beim Tornado am August zu Péiteng an zu Käerjeng keng Affer ze bekloen haten.

(Interruption)

Aus enger Klimabedroung, déi säit Mëtt den 80er Jore vun de Wëssenschaftler kloer beluecht war, ass, well mer an de leschte Joren net genuch virukomm sinn, eng reegelrecht Klimakris ginn. An aus de Gespréicher mat de Klimawëssenschaftler an aus hire Berichter, do spiert een eng gewëssen Nervositéit eraus.

Firwat sinn d'Klimawëssenschaftler nervös? Well et kloer gëtt, wa mer elo net déi nächst zéng Joer drastesch agéieren, dass mer dann déi sougenannt „tipping points" oder wat een och nennt „points of no return" beim Klima erreechen. Mat der Natur ass net ze verhandelen! Entweeder et respektéiert een d'Reegele vun der Natur oder si ass ausser Rand a Band. An de Klimasystem vun der Welt ass d'Basis vum Liewen, sou wéi mer et kennen op dësem Planéit.

Dat heescht, mir hu knapp 30 Joer, fir déi ganz Wirtschaft, déi ganz Weltwirtschaft vum quasi „schwaarze Blutt" vun Ueleg, Kuel a Gas ëmzestellen op 100 % gréng Energien. 30 Joer, nëmmen 30 Joer! An 30 Joer däerf et keen Dieselauto, keen Dieselcamion, keng Heizung mat Masutt an esou weider méi ginn. Dat ass net vill Zäit.

(Brouhaha)

Zousätzlech heescht dat, dass mer an deenen nächsten zéng Joer op d'mannst mussen d'Hallschent vum Wee gemaach hunn, a souguer e bësse méi. Firwat e bësse méi an den Industrielänner? Well mer eng Rei Plazen hunn op der Welt, wou mer nach de Leit mussen d'Méiglechkeet ginn, quasi méi ze emettéieren, well se nach an der Aarmut sinn. Also heescht et, dass d'Industrielänner an e Kontinent wéi Europa an och Lëtzebuerg musse méi maache wéi déi 50 %.

Duerfir sinn ech och houfreg drop, dass dës Regierung ... An ech mengen, den Dan Kersch ass hei, de Romain Schneider ass hei, d'Paulette Lenert ass hei, stellvertriedend och fir ze weisen, dass dat hei e kollektiven Effort vun der Regierung war. Mir sinn houfreg drop, dass mir de Courage hunn, op 55 % CO_2- oder Treibhausgas-Emissiounsreduktioun ze goen. Dat ass och dat, wat mer an dëser Situatioun maache mussen.

Ech wollt elo an deene puer Minutten, déi ech hei hunn, déi Haaptmesuren aus dem Klimaplang duerleeën. Ech mengen, d'Carole Dieschbourg huet et scho gesot: Mir als Lëtzebuerg, mir sinn innovativ, mir si pragmatesch. An ëmmer wann et drop ukomm ass, hu mer kollektiv zesummen et fäerdegbruecht, fir no vir ze kommen. An et ass och dat, wat mer mat dësem Plang probéieren: d'Basis ze leeën, fir dass mer an de wichtege Secteuren, wou mer zu Lëtzebuerg musse virukommen, dass mer do weiderkommen.

Dat Éischt, wat ee muss maachen, fir op 100 % erneierbar Energien ze kommen a fir klimafrëndlech ze ginn, ass: Mir mussen hei zu Lëtzebuerg méi grénge Stroum produzéieren. Bei der Wandenergie si mer gutt ënnerwee. De Fait, dass mer an dësen Deeg festgestallt hunn, dass mer fir d'éischt hei zu Lëtzebuerg méi wéi 10 % Stroum aus erneierbaren Energien hunn, ass drop zréckzefëieren, dass mer déi lescht Jore ganz vill grouss Wandmillen opgeriicht hunn. An et ass esou, dass et och ganz gutt ausgesäit fir déi nächst Joren. Mir hunn eng ganz Rei Projeten ënnerwee.

An ech gesinn hei och déi, déi dat méiglech maachen. Déi, déi dat méiglech maachen, sinn Investoren, mee déi, déi dat méiglech maachen, sinn och d'Buergermeeschteren:

Ech gesinn hei de Claude Haagen, dee mat sengem Kolleeg Buergermeeschter vun Ettelbréck mat der NordEnergie Wandanlage plangt. Ech gesinn hei de Marco Schank, deen ee vun de Virreider war, an do uewen zu Heischent entstinn och nei Anlagen. Ech gesinn hei och - elo weess ech net, ob en hei ass …, elo kënnt e grad eran - den Aly Kaes, deen zu Tandel a senger Gemeng eeben och dat deelt. An ech wëll hei deene Buergermeeschtere Merci soen, well mir brauchen déi Buergermeeschteren, fir dass mer de Konsens vor Ort hu fir d'Wandenergie.

Dat Zweet, wou mer musse méi maache beim grénge Stroum, ass an der Solarenergie. Mir haten do e bëssen eng Flaute déi lescht Joren. Ech hat Iech am Ufank vum Joer versprach, dass mer géifen eng Solaroffensiv maachen. A si ass komm! Mir hu méi wéi 1.000 Demanden, fir nei Solaranlagen unzeschléissen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir hu keen ee Solateur méi am Land, deen, wann Der en haut urufft, Iech nach seet, dass e kann déi nächst zwee, dräi Méint eng opriichten. Bei der Creos hu missen extra Ekippen zesummegestallt ginn, fir dass genuch Leit um Terrain sinn, fir Solaranlagen opzeriichten.

An dat, wat mech besonnesch freet, ass: Mir hu méi wéi 100 grouss Biergersolaranlagen. Dat heescht, mir hunn e puer Dausend Leit hei vu Lëtzebuerg, déi net abstrakt schwätzen iwwer Klimaschutz, mee déi an dësen Deeg hiert Erspuertent an d'Hand huelen a ganz oft am Partenariat mat enger Gemeng en Daach zur Verfügung kréien an dann zesummen investéieren. Ech wëll all deene Merci soen, well se eis hëllefen, a Richtung Klimaschutz ze goen.

Déi drëtt Plaz, wou mer weiderkommen, ass Energie aus Reschtholz. Mir hunn eng ganz Rei grouss Industrieprozesser vu Gas, dee fossill ass, op Holz ëmgestallt. Mir hunn och zum Beispill um Kierchbierg dat gutt Wärmenetz vum Kierchbierg, wat jo dee ganze Kierchbierg hëtzt, vu Gas schonn deelweis ëmgestallt op Holz. A mir wäerten esou weiderfueren.

Firwat kënne mer dat maachen? Well mir hei am Département de la forêt sinn! Hei an der Groussregioun sëtze mer op Holz. An natierlech ass et esou, dass déi beschten Notzung vum Holz ass: Ech huelen Holz, an de Stamm, deen huelen ech, dee schloen ech an ech maachen en an en Haus. Da schafen ech en CO_2-Bunker, dat heescht, ech huelen den CO_2 eraus aus der Atmosphär. An duerfir wëlle mer jo och Holzbau an och Holz bei de Renovatioune förderen, well dat en aktive Bäitrag zum Klimaschutz ass.

Mee do dernieft hu mer hei an der Groussregioun genuch Reschtholzreserven. A mam Carole Dieschbourg an och mam Étienne Schneider, mat der Luxinnovation si mer amgaangen, an der Groussregioun zesummenzeschaffen, fir net nëmmen ze kucken, dass mer méi Entreprisen hunn, déi Holzhaiser bauen, mee och fir dat Reschtholz an enger nohalteger Aart a Weis ze gebrauchen.

Beim Biogas, an de Romain Schneider wäert herno nach dorop zréckkommen, notze mer haut knapp 10 % vun eiser Gülle, vun eisem Piff. Do ass nach Sputt no uewen an dat ass ee vun den Haaptbestanddeeler vun der Methanstrategie, déi mer zesumme mam Landwirtschaftsministère amgaange sinn ze entwéckelen.

All déi dote Saachen, Wandenergie, Solarenergie, Reschtholz a Biogas plus Geothermie - an dorobber wäert ech nach zréckkommen - wäerten eis bréngen, an dat weist d'Tabell, déi mer an eisem Plang hunn op der Säit 5, wäerten eis bréngen op 19,6 % ongefëier. An da brauche mer nach eng Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner oder mat de Länner an Europa, fir op déi 25 % ze kommen, wou mer hiwëllen.

D'Zukunft ass 100 % erneierbar Energien. An ech weess net, ob Der dat matkritt hutt, d'lescht Woch war jo e Klimasommet vun de Staatscheffen: Op deem Sommet huet eise Staatsminister, de Xavier Bettel, et fäerdegbruecht, dass d'Europäesch Kommissioun ënnert der Madamm von der Leyen eppes mécht, wat se ënnert dem Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker net fäerdeg gemaach huet respektiv net wollt maachen, an zwar en Zenario fir 100 % erneierbar Energien an Europa.

Beim Jean-Claude Juncker hunn ëmmer nach 10 % bis 12 % Atom missen an den Zenarie sinn. De Xavier Bettel huet sech d'lescht Woch géint och déi Atom..., déi méi Radioaktiv aus anere Länner duerchgesat.

(Interruptions)

Une voix.- … Macron ass en nach net!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ma nee, och géint den Här Macron! Atom ass net zréckbehale ginn, fir kënne finanzéiert ze ginn iwwer EU-Gelder.

(Brouhaha)

An et ass duerchgesat ginn, dass mer eng detailléiert Etüd kréien iwwer 100 % erneierbar Energien; just fir Iech och ze weisen, wéi mer an der Regierung op allen Niveauen zesummeschaffe fir virunzekommen. Dat ass den Deel erneierbar Energien.

Da kënnt deen Deel, deen nach méi wichteg ass, an dat ass den Deel Energieeffizienz. Wann een d'Chance huet, an engem Land ze liewen, wat esou eng dynamesch Wirtschaft huet, da muss een nach besser si bei der Energieeffizienz wéi seng Nopeschlänner, well soss kritt een d'Enner net zesumme mat eebe méi Wirtschaftsleeschtung, deelweis méi Bevëlkerung, an dann op där anerer Säit, wou ech herno muss op null kommen. Duerfir wëll ech aus dësem Land mat der Zesummenaarbecht vun der ganzer Regierung an och mat allen Acteuren dobaussen, mam Handwierk, mat der Industrie, mat de Banken eent vun den effizientste Länner vun der Welt maachen.

Wéi geet dat? Dat Éischt sinn d'Gebaier. Wat heescht: null CO_2 2050? Dat heescht, all Gebaier mussen 2050 klimaneutral sinn, all Gebaier! Mir hunn 30 Joer Zäit. Dat ass um europäesche Plang de gréissten Investmentprogramm, de gréisste Konjunkturprogramm, dee mer kënne maachen. Ech sinn iwwregens och frou, dass dat eng vun de grousse Prioritéiten ass vun dem Green Deal, deen d'Europäesch Kommissioun och elo op de Wee bruecht huet.

Wéi maache mer dat hei zu Lëtzebuerg? Dat Éischt, wat wichteg ass: All neit Haus, wat mer bauen, soll ouni Gas a Masutt auskommen. Wann ech haut an en neit Haus eng Gas- oder eng Masuttsheizung abauen, dann hunn ech quasi e Sanéierungsfall vu muer, well ech muss déi jo erëm erauswerfen, well déi ass net null CO_2. Et gëtt keen null CO_2-Gas an et gëtt och keen null CO_2-Masutt. Dat heescht, mir hunn en Interêt, all nei Gebaier CO_2-fräi ze maachen.

Wéi wëlle mer dohinnerkommen? Bei de Wunngebaier hu mer schonn dat bescht Gesetz an Europa. An dat weisen Etüden, déi mëttlerweil gemaach gi sinn an Europa: Mir hunn dat bescht Gesetz. Mir hunn awer nach 20 % bis 25 % Gas-Chaudièren an deenen neie Gebaier, trotz dem Gesetz. Duerfir wäerte mer am Februar, Mäerz, also am Fréijoer en neit Gesetz maachen, wou mer eng nei Kategorie schafen, déi heescht A+, wou mer dann och iwwer finanziell Hëllefe kënne probéieren, dass mer och am Wunnengsbau an Zukunft nach just Haiser bauen, déi klimafrëndlech sinn.

Dat Zweet sinn déi grouss Gebaier, Bürosgebaier. Bei deene si mer nach net esou gutt wéi bei de Wunngebaier. An an deem selwechte Gesetz wäerte mer probéieren, eis Isolatiounsnorme vun de Bürosgebaier dohinner ze bréngen, wou déi vun de Wunngebaier sinn, an dann eeben och mat Apport vun erneierbaren Energien. Och sämtlech nei Bürosgebaier, sämtlech nei Zweckgebaier, déi gebaut ginn, sollen a musse fossillfräi Gebaier sinn.

Da bleiwen eis natierlech nach all déi Gebaier, déi haut scho stinn. An dozou zwou Saachen. Dat Éischt ass: Dat ass eng schwéier Aufgab. Dat ass och erkannt gi vun der Europäescher Kommissioun, dass mer an Europa mat Experten, mam Handwierk, mat digitalen Technologien an esou weider alles mussen drusetzen, fir besser ze gi bei der Renovatioun.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ee Virdeel, an dat ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner dräimol méi al Haiser ersetzen duerch nei Haiser. Duerfir ass et bei eis, an eisem Land méi einfach, fir déi 3 % Renovierungsrate mat 72 % Déift, déi mer mussen hunn, fir dohinnerzekommen. Domat ass et méi einfach, fir dohinnerzekommen, besonnesch wann een, wat weess ech …: Do ass ee fräisteeënd Eefamilljenhaus, wat ersat gëtt duerch e klengt Appartementshaus, wat null Energie ass oder null fossill - dat ass e Risequantesprong pro Awunner, deen da quasi hei zu Lëtzebuerg lieft.

Bei der Renovatiounsstrategie si mer an dësem Plang nach net an den Detail gaangen. Firwat? Well souwisou muss bis Mäerz, Abrëll am Kader vun enger anerer Direktiv, nämlech der Ëmsetzung vun der europäescher Energieeffizienzdirektiv a vun der Gebäudedirektiv - also zu de Gebaier gëtt et och eng nei Direktiv an Europa -, well do souwisou en detailléierte Renovatiounsplang muss gemaach ginn. Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, och mat allen Acteuren.

Véier Prioritéiten: dat Soziaalt, mat der Caritas, mat der AIS an esou weider schaffe mer zesummen, fir do op eng gutt Léisung ze kommen; mat de Coproprietéiten, mir maachen en neit Syndicsgesetz. Dat Drëtt ass Sites et monuments: Well mer méi Fassaden hunn, déi geschützt ginn, brauche mer also och eng aner Technik, wou een éischter bannen dämmt wéi baussen dämmt. A véiertens d'Logistik, 3D, alles quasi nach méi perfekt organiséieren - do maache mer mat an EU-Forschungsprogrammer.

An dann, dat Wichtegst fir Lëtzebuerg an deem Beräich - an ech gesinn, den Dan Kersch ass hei, de Lex Delles schafft och scho mat drun -: Et geet och drëm, dass mer genuch Leit hunn an dass déi Leit gutt ausgebilt ginn. Fir eis ass Renovatioun vun Haiser, dat sinn Aarbechtsplaze fir déi nächst dräi Joerzéngten. Déi lafen net fort! Vun deene gëtt keen delokaliséiert! Mir mussen elo just derfir suergen, dass mer der genuch hunn.

An da maache mer nach d'Wärmenetzer - do ginn ech elo net an den Detail an - an e Masuttsersatzprogramm. Masuttsheizunge sinn hei am Land net am Süden an och manner an der Stad, se si virun allem am ländleche Beräich. An duerfir wäerte mer e geziilte Programm maache fir déi ländlech Gebidder, fir déi Masuttsheizungen ze ersetzen, en 1.000 oder 5.000 Masuttheizungs-Ersatzprogramm, dee mer amgaange sinn ze entwéckelen. An dee wäert och virum Summer fäerdeg sinn.

An erënnert Iech drun - erënnert Iech drun! -, d'CO_2-Steier kënnt eréischt 2021. Dat heescht, mir fänken un, e massiven Ersatzprogramm ze maachen, ier d'CO_2-Bepreisung kënnt.

Zur Industrie. All Ëmfroe weisen: D'Leit si bereet matzemaachen, awer si hätte gär, dass déi déck Fësch och matmaachen! An duerfir sinn ech houfreg drop, dass mir zu Bréissel matkämpfen, dass sämtlech Schëffer, déi an en europäeschen Hafe kommen, elo mussen ëmgerüst gi vu „schwimmenden Müllverbrennungsanlagen" a Richtung erneierbar an Effizienz.

Mir sinn och déi, déi mat Benelux zesummeschaffen, fir eng Kerosinnsteier an Europa ze maachen. Fir Lëtzebuerg mécht dat kee Sënn. Firwat hu Schweden a Frankräich eng intern Kerosinnsteier? Majo well se Flughäfen hunn, wou se am Land kënnen hin- an hierfléien. A mir hu keen zweete Flughafen, duerfir mécht eng national Kerosinnsteier och kee Sënn.

Dann zu de groussen Industriekapitänen. Ech weess net, ob Der matkritt hutt, den Här Mittal huet virun zéng Deeg eng Pressekonferenz gemaach, wou e gesot huet: „Ech wëll deen éischte Stolkonzern op der Welt sinn, dee klimaneutral ass. Ech wëll an Zukunft erneierbare grénge Stroum akafe fir mäi Konzern." A mir schaffen zesumme mat Paul Wurth, mat Arcelor, mat DuPont an aneren, fir se méi effizient ze maachen a fir hinnen ze hëllefen, och an europäesche Fuerschungsprojete matzemaachen.

Da kommen ech zum leschten Deel, zum Verkéier. De Verkéier ass eist Suergekand. Mir hunn dat schonn eng Zäitchen erkannt, et ass eist Suergekand wéinst dem Stau, all déi Stonnen, déi verluer ginn, dat ass jo och wirtschaftspolitesch net immens. An duerfir ass eist éischt Motto: Déi Energie, déi net verbraucht gëtt, ass déi beschten Energie. Dee Verkéier, deen net entsteet, ass dee beschte Verkéier. An duerfir ass de Marc Hansen als Minister vun der Fonction publique amgaangen ze kucken, wéi mer den Teletravail vill méi massiv virbildlech beim Staat a fir d'Verwaltungen elo organiséieren.

Grouss Quartiere ginn autofräi, Vëlosweeër … Also et kann, mengen ech, wierklech keen dem François Bausch virwerfen … Ech weess net, ob iergendeng Kéier een iergendwou an der Welt an esou kuerzer Zäit esou vill Vëlosweeër op de Wee bruecht huet! Bus, Tram, Bunn: Eisen Zuchsystem, eise Bussystem sinn nach net perfekt. An ech si warscheinlech ee vun deenen heibannen, déi am meeschten domadder fueren. An ech begéinen oft en aneren Deputéierten aus dem Norden, de Marco, och am Zuch.

(Brouhaha)

De System ass nach net perfekt. Mee et gëtt keen anert Land op der Welt, wat am Moment esou vill pro Kapp doranner investéiert. A mir kréien en ëffentlechen Transport, dee wäert gradesou gutt si wéi deen zu Baselland a ronderëm Zürich, …

(Brouhaha)

… mam Ënnerscheed, dass e gratis ass. Dat ass e Riserisebäitrag zum Klimaschutz!

Et ass iwwregens och e risesoziale Bäitrag. An ech liesen lech just aus der Nott 17 vum Statec, an ech hoffen, dass Der déi all gelies hutt. Wat seet de Statec? De Statec seet: „Pour le ménage moyen..., fir den Duerchschnëttshaushalt kann ee fënnef Haussë vun zwee Cent maachen an déi gi kompenséiert duerch de gratis ëffentlechen Transport", soen net ech, seet de Statec, soudass Der ongefëier awer eng Gréisstenuerdnung hutt vun där Mossnam, déi do vun der Regierung gemaach gëtt.

Wa mer all déi Saache maachen am ëffentlechen Transport, Vëlosweeër an esou weider, da wäerte mer - leider, kann ee soen - warscheinlech nach ëmmer 300.000, 350.000, 400.000 Autoen zu Lëtzebuerg hunn. Mir hunn der haut 420.000! Mir sinn dat Land, wat pro Kapp an Europa am meeschten Autoen huet. Mir kënnen dat, mengen ech, bremsen, awer ech weess net, ob mer wierklech vill manner Autoen hunn. An duerfir ass jo déi aner Fro: Wann nach Autoe fueren - an et wäerten der nach vill fueren -, da mussen déi emissiounsfräi fueren. An duerfir wäert deen anere Schwéierpunkt sinn: emissiounsfräi Autoen.

Et ass net un der Politik ze decidéieren, ob dat Stroumautoe sinn, also Elektroautoen, oder Waasserstoffautoen, mee et ass awer eis Flicht, fir derfir ze suergen, dass mer déi Techniken elo méiglech maachen. An duerfir schaffe mer un enger detailléierter Elektromobilitéitsroadmap a mir sinn och amgaangen, eng éischt Waasserstofftankstell ze finaliséieren, déi elo geschwë wäert kommen. Gutt.

Dann zu deem Dossier, dee jo fir vill Gespréich suergt, oder déi zwee. Dat eent ass d'CO_2-Steier, vläicht ganz kuerz: Mir féieren eng CO_2-Steier an, déi schaaft mat der Hallschent vum Geld Alternativen a mat där anerer Hallschent gëtt no der Équité sociale, esou wéi se am Klimagesetz verankert ass, sozial cibléiert kompenséiert.

Nach eng Kéier fir all déi, déi eis haut virwerfen, dass mer nach net déi Kompensatioun fir d'Équité sociale am Detail presentéiert hunn: D'CO_2-Steier kënnt eréischt am Joer 2021. Dat heescht, mir hunn nach e bëssen Zäit. An ech mengen, ech kann Iech hei am Numm vun der ganzer Regierung verspriechen, all deenen, déi déi Fro gestallt hunn déi lescht Deeg: Mir wäerte virun der Aféierung vun der CO_2-Steier eng ganz konkreet Iddi a Moossnamen hunn, wéi déi da sozial kompenséiert gëtt.

Zulescht déi Saach mam Tanktourismus. Den Tanktourismus, dee mir gemaach hunn déi lescht Joerzéngten, dat war eng Moossnam, déi huet net nëmmen eis national Klimabilanz verschlechtert, …

(Signal sonore du portable de M. Claude Turmes)

… déi hat eng …

(Exclamations)

Une voix.- D'Madamm Thunberg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech hat geduecht, de Kleesche géif uruffen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- … déi hat och europapolitesch eng extreem schlecht Konsequenz, well nämlech mat deene Präisser - a schwätzt eng Kéier mam holländnesche Verkéiersminister oder mat engem vun deenen anere Länner: Déi schwätze vun Dumpingpräisser! -, doduerch ass natierlech d'Konkurrenz onfair ginn tëschent de Camionen an der Bunn. Dat heescht, wa mer elo e Schrack maachen, da maache mer och e Schrack, fir dass déi doten onlauter Konkurrenz manner grouss ass. A mir maachen e Schrack fir manner Stau zu Lëtzebuerg, fir manner Loftverschmotzung. Eis Stroosse gi manner futti gemaach. An ech denken, gitt Iech dat eng Kéier ukucken op Péiteng, op Rodange, op Waasserbëlleg, ech mengen, dass déi Leit do och frou

wieren, wann e bësse manner Camionsschlaange virun hiren Diere wieren.

Mir maachen eng moderat Erhéijung vun 3 bis 5 Cent. Nach eng Kéier: Mir sinn haut beim Diesel par rapport zu Däitschland 14 Cent méi bëlleg, par rapport zur Belsch 31 Cent méi bëlleg, …

Une voix.- Très bien!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- … par rapport zu Frankräich 34 Cent méi bëlleg. Dat selwecht ass beim Bensinn, do ass et 17, 18, 31. Dass keen elo kënnt a seet: „Muer ginn d'Lëtzebuerger an d'Residenten an d'Ausland tanken"! Dat ass komplette Quatsch! An all déi, déi et soen, déi wëssen et!

Gutt. Dat heescht, mir ginn erop, fir eeben do endlech ze agéieren. An ech denken, dass dat wichteg ass, dass mer weisen domadder, dass mer Klimaschutz eescht huelen.

Nach eng Kéier, an dat zum Ofschloss: Mir wëllen eng Klimaschutzpolitik maachen, wou mer d'ganzt Land mathuelen, esou wéi mer dat bei de Plastikstute gemaach hunn. Plastikstute sinn ewechgeworf ginn, soulaang se gratis an de Butteker waren. Mir hunn eng Alternativ geschaaft mat der Öko-Tut. Déi notzen d'Leit. Wat ass haut, wat maache mer haut beim Klima? D'Verschmotzung vum Klima kritt elo e Präis. Et ass elo eriwwer, dass ee gratis Klima verschmotzt. A mir schafen d'Alternativen: bei Solarenergie, bei der Renovéierung, beim ëffentlechen Transport, bei de Vëlosweeër, bei den Null-Emissiouns-Autoen, bei de klimafrëndlechen Industrieprozesser an esou weider an esou weider. An duerfir: …

(M. Claude Turmes montre une image.)

… Wat mir brauchen hei zu Lëtzebuerg, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Klimahelden!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- … Klimahelden am Alldag! An et ass genee dat, wat mer als Regierung elo probéieren, mam ganze Land ze organiséieren!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister. An de Landwirtschaftsminister, de Romain Schneider, ass beim Hürdelaf amgaangen, fir op d'Tribün ze kommen. Den Här Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President, fir den Hürdelaf. Bon, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech mengen, wa mer haut de Mëtteg schwätze ronderëm de Klimaplang respektiv Changement climatique, dann ass et och wichteg, datt och dat Wuert vun der Landwirtschaft hei zitéiert gëtt, d'Landwirtschaft, déi zwar nëmme fir 7 % bis 8 % vun den CO_2-Emissioune responsabel ass, déi awer ëmmer erëm virun allem konfrontéiert ass mat den Auswierkunge vun dësem Changement climatique.

Dat heescht, wa mer Temperaturen hu vun iwwer 40 Grad, eng Dréchenheet verbonnen domadder, wa mer schwéier Reefäll hu mat effektiv ze vill Netzt, ze vill Reen, dee beieneen eroffält, wou Recolten an deem Moment och zerstéiert ginn, dann ass et wichteg, datt engersäits selbstverständlech d'Landwirtschaft hir Responsabilitéiten hëlt an dozou bäidréit, d'CO_2-Emissiounen ze reduzéiere respektiv Karboner ze bannen, op där anerer Säit an derniewent virun allem awer och kuckt, déi néideg Punkten ze setzen, fir datt dat och ka realiséiert ginn.

Ech muss och kloer soen, datt mer jo probéiert hunn, grad opgrond vum Changement climatique och elo schonn e gewëssene Risikomanagement anzebauen, andeem mam leschten Agrargesetz virun allem och de Remboursement vun de Primme fir sougenannt Versécherungen op 65 % gesat gouf. Mee dat geet net duer, mir musse supplementar Méiglechkeeten entwéckelen. An ech mengen, grad wann ech op där enger Säit soen: „e groussen Defi, dat ze realiséieren", sinn et awer och grouss Opportunitéiten, déi sech fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft duerstellen. Op där enger Säit, virun allem, mengen ech, grad well mer e Grénglan sinn, solle mer dat och an dësem Beräich notzen. An zesummen, mengen ech, Grénglan mat Véi, heescht Karbon bannen an et ass eng Méiglechkeet, och virun hei e positiven Effekt ze maachen.

An eng Fro, déi niewent dem Klimaplang hei zu Lëtzebuerg an an Europa sech iwwerhaapt stellt, ass och déi, déi mer zu Bréissel e Méindeg um Conseil diskutéiert hunn, undiskutéiert hunn, well d'Enn do nach net ze gesinn ass: Dat ass dat ganzt Zesummespill, déi ganz Synchronisatioun, déi elo kënnt mat deem „Green New Deal" op där enger Säit, mat där neier PAC, déi och verschidden Ökoskillen huet, déi och hei verschidden Indicateure weist, an dann zesumme mat eisem Lëtzebuerger nationale Klimaplang, dee mer och mussen ëmsetzen. Dat ass e groussen Defi an dee musse mer zesumme realiséieren, fir och effektiv den Acteuren aus der Landwirtschaft, aus dem Gaardebau an de Wënzer ze garantéieren, datt dat doten och an der Praxis machbar ass.

Mee konkreet vläicht e puer Punkten ugeschwat, déi mer selbstverständlech nach wäerten zesummen diskutéieren, well de Klimaplang ass jo e Kader an déi eenzel Mesurë wäerte jo elo mat deenen eenzelne Ministeren eng Kéier genau determinéiert ginn. Vu mir aus siwe Pisten, wou een direkt als Landwirtschaft ka Méiglechkeeten hunn a wou een direkt kann drop reagéieren:

Déi éischt ass déi, datt mer amgaange sinn - de Claude Turmes huet et schonn ugeschwat - an datt mer virun an deem ganze Beräich vun der Biomass nei Etüde wäerte maachen an och kucken, do virun allem nei Weeër ze goen, dat notamment, wat de Klärschlamm ubetrëfft op där enger Säit, mee virun allem och, wat de Biogas ubetrëfft op där anerer Säit, an emol ze kucken, wat den technoekonomeschen Impakt effektiv ass, deen nach eng Kéier a Fro ze stellen an och emol eng Kéier ze adaptéieren op deem dote Punkt. Ech mengen och hei, wéi gesot, datt am Biogas d'Gülle prioritär muss behandelt ginn, fir och hei effektiv der Landwirtschaft nei Méiglechkeeten ze ginn an och effektiv hei e positiven Impakt ze ginn.

Dat als éischt Mesure. Déi zweet Mesure ass, datt ab 2025 kee Prallteller méi bei der Güllеausbréngung wäert agesat ginn. D'Bauere ginn dobäi och ënnerstëtzt vun eis, fir nei Ábréngungstechnike matzekréien. Also souwuel finanziell wéi natierlech och an der Berodung gëtt hei eng Hand mat ugepaakt. Op där anerer Säit wäerte mer och de Baueren hëllefen, fir oppen Zëttären ze couvréieren. Dat si virun allem och Elementer, déi jo am NEC-Plang stinn an déi och do grad ëmgesat wäerte ginn.

Ee wichtege Bestanddeel dovunner - an ech mengen, et ass eppes, wat och schonn an der éischter Debatt dra war, déi mer ronderëm d'Landwirtschaft am Kader vum Klimaschutz haten -: d'Berodung a virun allem och dee virgeschloene Klimacheck fir déi eenzel Betriber, wat ech en exzellent Instrument fannen, dat mer sollen asetzen. Also eng Berodung, mee konkreet eigentlech e Klimacheck maache fir déi eenzel Betriber, fir ze kucken: Wat ass dann op där enger Säit elo eng Bilanz, déi ee ka verbesseren? Wat ass d'Bilanz, wat de Stéckstoff betrëfft? Wat ass déi ganz gesamt Kuelestoffbilanz, déi besteet? Hei kënne mer effektiv nach konkreet virukommen. An ech mengen, dat weist dann och deenen eenzelnen Acteure genau, wou ech dru sinn, wou ech hi wëll a wat d'Instrumenter wäerte sinn, fir dat kënnen ze realiséieren.

An da selbstverständlech ass deen nächste Punkt dee mat 20 % Biolandwirtschaft bis 2025, wat eis, mengen ech, och nei Moyene gëtt, fir virun allem och grad an dësem Beräich d'Landwirtschaft opzestellen, och am Beräich, wat nei Extenséierungsmesurë sinn, respektiv och fir de Volet vun der Biodiversitéit an dem Waasserschutz matanzebannen.

Dir frot elo: „Wou ass de Bioaktiounsplang drun?" Mir sinn effektiv amgaang, e fäerdegzestellen. E wäert elo och am Januar duerch de Regierungsrot goen, wäert dertëschent nach eng Kéier mat de Partner diskutéiert ginn. An ech mengen, da kréie mer e ganz ambitiéise Bioaktiounsplang, dee selbstverständlech, an däers muss ee sech bewosst sinn, ëmmer erëm muss adaptéiert ginn, ëmmer muss iwwerkuckt ginn, bilanzéiert ginn, well och hei permanent eng Entwécklung ass, déi sech opdeet.

De sechste Punkt ass dee Volet, dee mer och am Regierungsprogramm stoen hunn an deen ech och an deene leschte Méint méi aktiv promouvéieren: den AntiGaspi. Den AntiGaspi: kucken, Liewensmëttel ewechgeheien ze vermeiden, kucken, dee ganze Circuit ze loossen, datt mer einfach effektiv och hei eng Zort Économie circulaire fannen, wou dat Ganzt sech am Krees erëm erëmfënnt. Hei ginn et eng ganz Rei vu flotten Opportunitéiten an et ginn och elo schonn, mengen ech, ganz vill Projeten an deem dote Beräich, déi lafen. Dat ass sécher nach ausbaufäeg an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren.

An da ganz kloer och, mengen ech, dat wat einfach ze realiséieren ass: Einfach och bei eiser Liewensmëttelproduktioun, bei eise Liewensmëttel erëm méi drop zréckkommen, datt d'ganz Produktioun national, lokal, regional ass, dat heescht kuerz Weeër, déi also stattfannen do. An ech mengen, dat ass eng grouss Opportunitéit och fir d'Acteuren aus der Landwirtschaft, fir eebe kënnen hir Produkter direkt ëmzesetzen an d'Qualitéit dovunner och ze garantéieren.

An deem Kontext ass et och wichteg, de Message ëmmer erëm erauszeginn, datt mer virun allem och an eiser Gesellschaft erëm méi Wäert sollen op eis Liewensmëttel setzen. Ech mengen, dat ass e wichtege Message, deen och heibanne vu jiddwerengem ka gedroe ginn a wou eigentlech och dat drunhänkt, wat mer schonn, mengen ech, vun Ufank u probéiert hunn a wou och dës Regierung an ech selwer perséinlech eis derfir asetzen: datt mer d'Bild vun der Landwirtschaft proaktiv musse gestalten, weisen, konkreet e Gesiicht vum Produzent op dat Produkt setzen, wat en huet, an de Client mat em a Relatioun setzen, fir déi héich Qualitéit ze garantéieren a virun allem och ze weisen, wat fir eng Aarbecht hannert der Produktioun vun de Liewensmëttel stécht.

Ech mengen, et ass awer kloer, alles dat kënne mer nëmmen zesumme mat den Acteuren alleguerte maachen. An dofir ass fir mech och ganz positiv dee Pabeier, deen all d'Acteuren aus der Landwirtschaft eraginn hunn, wou se Pisten opgewisen hunn. An ech mengen, wa mer konkreet iwwert de Plang schwätzen, da wäerte mer selbstverständlech och déi dote Mesurë mat analyséieren, matabauen. An ech mengen, dat wäert eis och hëllefen, e Plang ze fannen, dee gréisstendeels och matgedroen ass vun deem ganze Secteur. Selbstverständlech däerfe mer net vergiessen, datt mer an Zukunft op nei Technologien, op Recherche musse setzen, fir ëmmer erëm virunzekommen an ëmmer erëm nei Moyenen ze fannen.

An deem Sënn, mengen ech, ass d'Landwirtschaft gutt opgestallt, fir de groussen Defi unzegoen an hire Bäitrag ze leeschten, grad am Kader vun der CO_2-Emissiouns-Reduktioun respektiv vum Banne vum Karbon an de Biedem. An ech mengen, dat ass gutt esou an dat hëlleft eis och, dat ganzt Bild propper ofzestiechen.

Zum Schluss vläicht nach mengem Regierungskolleeg Claude Turmes als kleng Äntwert: Et gëtt hei zu Lëtzebuerg net nëmmen ee Flughafen, et gëtt een zweeten, op jidde Fall ganz no bei mir, zu Näertrech bei Wolz.

(Interruption)

Och deen ass ganz gutt besicht an och vun hei aus kann ee selbstverständlech ganz flott Trajete maachen.

An deem Sënn merci an e schéine Mëtteg nach.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der éischter Interpellatioun, den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Wësst Der, wéi mer de Moien déi Diskussioun haten iwwert de Budget, hunn ech mer geduecht, ob déi Debatt, déi mer de Mëtte solle féieren, nach vill Sënn hätt. Wann ech gesinn hunn, wéi eis Motiounen, eis Resolutiounen alleguer innerhalb vun e puer Sekonnen ënnert den Dësch gekiert gi sinn ouni eng seriö Diskussioun, da froen ech mech, wéi wäit déi Debatten, déi mer hei féieren, nach kënne produktiv sinn a wéi wäit dat, wat eng Oppositioun seet, seriö geholl gëtt. An d'autant plus, datt ech mech nëmme konnt wonneren, datt hei déi gréng Partei och déi Propositiounen, déi mer gemaach hunn, fir klimaneutral staatlech Administratioune bis 2040 - an enger éischter Etapp 2030 - an enger zweeter Etapp ze hunn, datt se déi och einfach mat Nee ofgestëmmt hunn, ouni datt mer do emol kéinten eng seriö Diskussioun driwwer féieren!

Här President, ech wëll awer meng Ried positiv ufänken. An ech wëll soen, datt de Message vun der Wëssenschaft, mee och de Message vun ëmmer méi Leit, jonken a manner jonken, ëmmer ganz däitlech ass an deem Sënn, datt se Aktioune fir de Klima wëllen, andeem se wëllen, datt Europa och mat vir geet. An ech war frou, wéi d'Kommissiounspresidentin, d'Madamm von der Leyen, dat no villen Diskussioune mat deenen eenzelne Fraktiounen dann och als éischte Sujet an hire Programm gesat huet - wat net eng Normalitéit ass, mee wat trotzdeem eng politesch Volontéit ass - an och zesumme mam Här Timmermans kuckt, eppes auszeschaffen, en Deal do auszeschaffen, deen et a sech huet.

Si sinn nach net esou wäit, mee de gudde Wëllen, d'Intentioun, d'Energie ass zumindest zum Ausdrock bruecht ginn, fir Sujete wéi Carbon-Border-Tax, Circular Economy, europäesche Klimapakt, Sustainable-Europe-Investmentplang an esou weider unzeschwätzen. An ech soen: Dat kann ech nëmme begréissen. Ech fannen dat eng äusserst positiv Initiativ. Ech war begeeschtert, datt dat dee Stellewäert an der europäescher Diskussioun krut.

Mee ech soen awer gradesou gutt, datt et net drëm geet, an deem wat se gemaach hunn - an dat huet mech gefreet -, datt et net drëm geet, fir ze verbidden oder ze bestrofen. Mee et geet drëm fir ze iwwerzeegen, et geet drëm fir ze begeeschteren, et geet drëm, fir déi ganz Kompetenz, fir dee ganzen Knowhow, fir déi ganz Recherche, déi an Europa ass, fir déi ganz Energie, déi dorauser kann entstoen, ze benotzen, fir a sech där Zilsetzung, déi eis wäit depasséiert, méi no ze kommen.

Bereet sinn an Europa, fir Europa e Risiko ze huelen, well et richteg ass, well et eng Chance och fir Europa ass a well et den Ausdrock ass vun enger politescher Responsabilitéit, déi ze huelen et absolutt un der Zäit ass!

Mir hunn de Moien iwwert d'UNO-Konferenz geschwat an iwwert d'Enttäuschung. Ech war manner enttäuscht doriwwer, well ech zwou där Konferenze matgemaach hunn, Kopenhagen a Cancún, a well ech weess, wéi komplizéiert et ass - a wéi och ëmmer déi Resolutiounen …, d'ailleurs inklusiv déi vun der Paräisser Klimakonferenz, déi zwar an de Prinzippie richteg war, mee sech awer nëmmen ëm d'Generalitéiten an net ëm den Detail bekëmmert huet -, well ech weess, wéi komplizéiert et ass, do eppes ze kréien.

Ech war par ailleurs awer enttäuscht iwwert den EU-Sommet vun der leschter oder virleschter Woch, wou dee gudde Start, deen d'Kommissioun soll kréien, zwar net gebremst ginn ass, mee sech awer net esou entwéckelt huet, wéi ech gehofft hat, datt et sech géif entwéckelen, wéinst Länner, déi vill Kueleproblemer hunn. D'ailleurs verstinn ech och déi Problemer, fir eng ganz Ekonomie ëmzestellen. Ech ënnerschätze se net. Et ass just schued, datt se déi ganz Dynamik bremsen, an dat wéinst där Fro vun der Atomenergie, wou awer den tschechesche Premier an de franséische President massiv gebremst hu respektiv massiv Froe gestallt hunn doriwwer.

Ech si frou, datt als Resultat dovunner erauskomm ass, datt zumindest d'Weiderentwécklung vun der Atomenergie net iwwer europäesch Fonge ka bezuelt ginn. Dat ass awer nun och wierklech, soen ech, de Minimum vun deem, wat soll erauskommen. An d'Meenung vun der Lëtzebuerger Politik, der Regierung an der Oppositioun, iwwert d'Atomenergie ass jo kloer an däitlech a bekannt.

Mir zielen also drop, datt et an Europa an deenen nächste Joren esou weidergeet. Mir si frou, datt d'Europäesch Kommissioun sech och dann Ziler gesat huet, déi extreem héich sinn, Ziler, déi mir eis och hei, déi dës Regierung sech dann och zu Lëtzebuerg gesat huet: 50 %, 55 %. Mee Ziler sinn eppes, an d'Resultater sinn eppes anescht! D'Ziler sinn am Fong deen einfachsten Deel, sech déi ze setzen. De Rescht, d'Ziler ze erreechen, dat ass méi komplizéiert. A wat dann och erëm einfach ass duerno, dat ass, d'Excusen ze fannen, firwat een d'Ziler verfeelt huet, wann ee se da verfeelt huet.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg eng Rei Ziler gesat, och am Detail: CO_2-Reduktiounen, minus 20 % fir 2020; mir hate minus 40 % fir 2030, mir sinn elo op minus 50 % a 55 % eropgaangen. Mir begréissen déi ambitéis Zilsetzung. Bei den erneierbaren Energien hate mer als Zilsetzung 11 % fir 2020, 23 % bis 25 % fir 2030. Europa läit zwar do méi héich. Mee ech mengen awer, datt dat do Zilsetzunge sinn, déi fir Lëtzebuerg kéinte sënnvoll sinn.

Mir hunn eis aner Zilsetzungen an der Efficacité énergétique gesat, tëschent 40 % a 44 % supplementär. Do leie mer e gutt Stéck iwwert der europäescher Moyenne. Och dat begréisse mer, ambitiéis Ziler, déi d'Regierung sech stellt zu Lëtzebuerg an an Europa. Mir wëllen zu Lëtzebuerg de Klima-, den Energievirreider duerch d'Beispill ginn, mir wëllen e Modellland ginn. Sou gëtt et op jidde Fall gesot.

A wann ech dem Här Bettel nolauschteren, deen an deene leschten zwou, dräi grousse Rieden dann och konstant dorobber zréckkomm ass, fir ze soen, ech zitéieren en: „Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi grouss Efforte maachen an ambitiéis virginn. Virun allem awer musse mer op internationalem Plang nach méi aktiv ginn an och dobaussen Alarm schloen." Dat seet en Nationalfeierdag, dat seet en an der Chrëschtdagsried, dat huet e bei der UNO gesot, wéi en do seng Ried gehalen huet: „Mir mussen international Alarm schloen, méi héich Norme fuerderen."

An ech soen: „Dat ass och alles schéin a gutt, dat ass alles schéin a gutt!" Ech sinn och domat d'accord. Mir sinn och domat d'accord. Mee wann een dat mécht - wann een dat mécht! -,

da muss een natierlech och kucken, datt déi Resultater an déi Bilanen, déi ee selwer opweise kann, och deem entspriechen, wat een deenen anere mat grousse Wierder dann och ofverlaangt. Da muss een och kucken, datt ee selwer déi Zilsetzungen erreecht, déi ee sech gesat huet.

An ech muss soen, wann ech elo de Bilan kucken, wou mer do als Lëtzebuerg momentan stinn no sechs Joer dach awer Gambia-Regierung respektiv grénger Participatioun an der Regierung, da stellen ech haut fest, datt Lëtzebuerg praktesch déi schlechtste Wäerter an deene meeschte Secteuren huet, déi de Klimawandel uginn: déi héchst, wat Ausstouss ugeet, an déi niddregst, wat erneierbar Energien ugeet.

Mir hunn en Overshoot Day, wéi dat genannt gëtt, deen zu Lëtzebuerg op dem 16. Februar am Ufank vum Joer läit, dat heescht deen Dag, wou mer scho quasiment méi Energie oder méi ausginn, wéi mer am Fong zegutt hunn, fir eise Footprint dann och esou ze maachen, datt d'Welt normal ka weiderliewen. 16. Februar: Do ass just de Katar, deen nach op der Welt méi héich ass wéi mir.

Mir hu bei den CO_2-Emissiounen eis fir 2020 20 % gestallt. Sou wéi et elo ausgesäit, erreeche mer déi awer fir 2020 warscheinlech net. Mir leie bei 17 %. Do ass nach e ganz wäite Wee ze maachen. A wann ech d'Berichter vun der Kommissioun kucken, déi soen eis an déi warnen eis ganz kloer, datt mer eis Ziler, eisen Target wäerte fir 2020 ëm 3 % verfeelen. A si soen och haut an der Prognos schonn, datt mer fir 2030 och bei 20 % eis Targette géife verfeelen.

Bei den erneierbaren Energien hate mer eis fir 2020 en Target vun 11 % gesat. Mir sinn elo bei eppes ënner 7 %, wa meng Informatioun, déi lescht Informatioun, déi ech konnt kréien, richteg ass. 2017 ware mer bei 6,4 %.

Beim Tanktourismus - och an deene leschte Joren - si mer och an d'Luucht gaangen, relativ zolidd, soudatt och dat, wat mer zéng, zwanzeg Joer héieren hu vun deene Gréngen, déi dee Moment an der Oppositioun waren, och an deene leschte sechs Joer sech net realiséiert huet. Op jidde Fall, an deene leschte Jore si mer alles anescht wéi aus dem Tanktourismus lues a lues erausgaangen!

Wat d'elektresch Autoen ugeet, war sech am MoDu eng Zilsetzung gesat ginn, fir 2020 bis zu 40.000 elektresch Autoen hei zu Lëtzebuerg fueren ze hunn. Mir stellen haut fest, datt mer der op November 2019 2.120 hunn zu Lëtzebuerg. 2.120 a 40.000 ass e Risenënnerscheed. Och dat Objektiv ass verfeelt.

Mir hu bei den elektresche Bornë gesot kritt, mir géifen 800 Bornen opriichten. Mir sinn awer haut bei 290, net grad 300 ukomm. Do ass och nach e wäite Wee ze goen. Och dat Zil, mengen ech, wäert net erreecht ginn.

A bei der ekologescher Steierreform, déi och bei der leschter Steierreform net ugepaakt ginn ass, wou mer näischt Ekologesches dra fonnt hunn, si mir eent vun deene Länner, wat a sech déi klengste Rat vun ekologesche Steierapporten huet. Mir waren 2013 bei 2,2 %, mir waren 2017 nëmme méi bei 1,7 % vum PIB, a mir sinn domat déi lescht a ganz Europa.

De Bilan vu sechs Joer Blo-Rout-Gréng, de Bilan vun deene Gréngen an der Klimapolitik muss ech hei zu Lëtzebuerg kloer als e katastrophale Bilan gesinn!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An do kënnt mat all deenen Zuelen, déi relativ kloer sinn, keen derlaanscht. En résumé: vill Wierder, keng Resultater!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- A wann ech dann - well ech gi jo och heiansdo an d'Ausland mat Leit, mat anere Politiker schwätzen an diskutéieren -, wann ech dann do héieren, wat iwwert dem Här Bettel seng Aussoe gesot gëtt, iwwert déi Aussoen, wou e jiddwerengem seet, e misst nach méi maachen, wou en deenen aneren da grouss Ziler virschreift - an déi aner Leit wësse jo och, wéi eis Situatioun zu Lëtzebuerg ass -, da muss ech soen, do sinn der vill, déi ganz genervt sinn, wann ee wéi den Här Bettel hinnen och nach Moralpriedegten hält an net kapabel ass, zu Lëtzebuerg selwer sech un déi gegeeben Zilsetzungen ze halen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Da gëtt ee keng Moralpriedegten! Mir sinn d'accord mat deenen Zilsetzungen, déi gesat ginn. Mee mir hätten och gär, datt se sollen erreecht ginn! An dat ass bis elo net geschitt!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... mir hunn op d'mannst de Courage, eppes wéi dat do ze soen! Net esou wéi déi virdrun!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ma ech wëll Iech just soen, wann Der kuckt, wat mer an deene leschten 20 Joer gesot hunn, da kënnt Der net a Fro stellen, wéi eis Positioun ass! Déi ass kloer an däitlech an ass genau déi selwecht wéi Är!

An ech soen och nach hannendrun, wann ech scho beim Här Bettel sinn: Wou ass den Här Bettel dann an dëser Diskussioun?! Ausser warnen an Alarm schloen no baussen?!

(Interruption)

Ech gesinn an Däitschland, datt d'Madamm Merkel sech drëm bekëmmert! Wien huet do den Atomausstig decidéiert? Dat war si, géint vill Widderstand! Ech gesinn a Frankräich, datt och de President sech ëm d'Klimapolitik bekëmmert, och wann ech net ëmmer richteg fannen, wat e seet.

(Interruption)

Ech gesinn den Här Bettel just warnen am Ausland, se solle méi maachen. E soll sech och ëm déi Dossieren hei zu Lëtzebuerg bekëmmeren, dat wär am Interêt vum Land! Dat mécht en awer net!

(Interruption)

Wann ech da kucken, wat am PNDD, aneren Dokumenter, déi Der an deene leschte Méint eragereecht hutt, wat do fir verpasste Chancë sinn, wou Der zum Beispill, wann Der iwwert den Développement durable, d'Entwécklung schwätzt, emol net kapabel sidd, d'Fro vum Wuesstum iwwerhaapt unzeschwätzen, respektiv wa mer vun dem Loftverschmotzungsprogramm schwätzen, deen Der no Opfuerderung vun der Kommissioun scho bis Abrëll 2019 hätt missen erareechen, dee mer awer nach ëmmer net kennen an net gesinn hunn, da soen ech: „Et ass awer hei net, fir déck Téin ze späizen!" Et ass hei, fir, vu d'Opzielung vun de verpasste Chancen, Initiativen ze maachen, déi bis elo net komm sinn! Net eidel Wierder, mee konkreet Akten, et ass dat, wat mer a sech vun Iech verlaangen!

An da sti mer haut hei a mir kréie gesot: „Elo kënnt de grousse Worf. Elo kënnt de Meilesteen an der Klimapolitik. Elo gëtt Lëtzebuerg mat dësem Plang Virreider an der Klimapolitik. Mir wëlle vun elo un der Welt e Beispill sinn: ambitéis, innovativ a sozial gerecht."

Lëtzebuerg gëtt sech ambitiéis Ziler fir 2030. Nodeem datt mer déi fir 2020 emol doniewentgesat hunn, gi mer eis emol nach méi ambitiéis Ziler fir 2030! Géint déi ech näischt hunn, géint déi ech näischt hunn!

(Interruption)

Mir sinn Enn 2019. Dat ass wierklech net wäit vun 2020 ewech! Erlaabt mer dofir, meng Skepsis auszedrécken no sechs Joer blo-rout-grénger Politik, déi a sech eis déi Ziler net wäert erreechen doen an déi sech just bei den Ziler „net erreecht"aner grouss Ziler fir wäit an der Zukunft setzt.

Wéi gesot, elo gëtt et ..., elo hu mer e Plang hei virleien, deen ambitiéis, innovativ, sozial gerecht soll sinn. Dee Plang hutt Der virun e puer Méint an enger éischter Versioun fäerdeg gemaach an dunn hutt Der en op Bréissel geschéckt, e puer Méint ze spéit, mee et war e Regierungswiessel, dat ass jo och kee Problem. Dir hutt en op Bréissel geschéckt an dunn hutt Der en Avis erëmkritt vun der Kommissioun iwwert déi éischt Versioun vun deem Plang. An ech hunn deen Avis gutt ugekuckt. Deen ass vun Iech wéineg kommentéiert ginn, et ass och wéineg draus zitéiert ginn, mee en ass awer extreem interessant.

Ech liesen Iech e puer Extraiten, souguer méi laanger, vir, well e mech wierklech interesséiert. Dee seet an engem éischte Punkt, dat wär effektiv ambitiéis a generéis, wat d'Lëtzebuerger Politik do proposéiert. Domat sinn ech absolutt d'accord. An da geet et lass. Dann ass deen éischte Punkt, dee gefrot gëtt, datt se awer emol: "1. Complement the information on planned policies [...] for the intended ambitious reduction of greenhouse [...]".Da gitt eis emol e Complement vun Informatiounen iwwert déi „greenhouse reductions", déi Der do proposéiert. Mir wëllen emol méi wëssen. Wéi maacht Der dat?

Zweetens: „Dann ënnerleet emol, weist eis emol, wéi Der ‚renewable energy' besser a mat enger detailléierter, quantifiéierter Politik a Mesuré wëllt ëmsetzen!" Dir gitt en Zil, Dir sot awer net wéi!

Deen nächste Punkt: „Da stellt emol sécher, datt déi Targetten, déi Der Iech gestallt hutt fir 2020, datt Der déi och ganz erfëllt an datt Der, nodeem datt Der 2020 erfëllt hätt, dann och kéint assuréieren, datt se déi Joren drop erfëllt wären!", seet d'Kommissioun - drëtte Punkt.

Véierte Punkt: „Dann erkläert emol, wéi Der wëllt mat dem ‚baseline share' ëmgoen, an dann, wéi Der dat wëllt mat deem, wat Der 2021 erreecht hutt, iwwert déi Joren och weider halen an entwéckelen!"

De fënnefte Punkt: „Wat fir eng detailléiert Moossnamen hutt Der geholl, fir Är Targetten an dem Transport an der Elektrifikatioun besser hinzekréien a fir déi och an d'Realitéit ëmzesetzen?"

De sechste Punkt, dat ass: „Da gitt eis emol nach e puer Detailer, wéi Der da wëllt déi Simplification administrative maachen, déi Der an Árem Programm verspriecht!"

Den nächste Punkt, dat ass: „Da presentéiert eis emol kloer, wéi Der wëllt déi Erspuernisser an deen ‚impact assessment' vun deene Politicken, déi Der proposéiert, wéi Der déi da kënnt och an der Realitéit realiséieren!"

Den nächste Punkt, deen aachten ass: „Da klarifiéiert emol Är national Objektiver an Är Targetten an der Recherche, an der Innovatioun, an der Kompetitivitéit an alles dat, wat sech ëm d'Energieunioun dréit, wéi Der dat wëllt 2020 an 2030 erreechen!"

Den néngte Punkt: „Dann ënnersträicht emol, da weist eis emol, wéi Der esou Objektiver mat spezifeschen an adequate Politicken a Mesuren iwwerhaapt wëllt erreechen!"

Den nächste Punkt, dat ass: „Da gitt eis emol eng verständlech, ‚comprehensive' Äntwert, wéi Der all déi Investissementer, déi Der fir Är Objektiver wëllt realiséieren, wéi Der déi wëllt maachen, wéini Der se wëllt maachen a wéini datt Der wëllt bezuelen!"

Deen nächste Punkt, dat ass dann: „Gitt eis emol eng Lëscht vun all deenen Energiesubsiden, och vun alleguer deenen, déi fossill Fuelen uginn, a vun deenen Aktiounen, déi Der ënnerholl hutt, an deene Pläng, déi Der gemaach hutt, fir dorauser auszesteigen!"

Den nächste Punkt ass: „Da komplettéiert emol Är Analys, fir déi Interaktiounen iwwer ‚air quality' ze maachen, a wéi Der Är Loftverschmotzungspolitik (veuillez lire: Är Politik géint d'Loftverschmotzung) da wëllt och iwwerhaapt an der Realitéit ëmsetzen!"

Deen nächste Punkt: „Da gitt eis och emol e puer Erklärungen, wéi Der déi fair Transitioun wëllt maachen a wéi Der dee soziale Suivi vun där ganzer Politik iwwerhaapt wëllt ëmsetzen, deen Der versprecht!"

Ech hunn elo all déi Punkten do opgezielt, a weider seet d'Kommissioun näischt! Si seet: „Dir hutt gutt Zilsetzungen", an da stellt se alleguer déi do Froen, a sech op eng ganz ondiplomatesch Aart a Weis, esou wéi een dat net vun der Kommissioun gewinnt ass, wou normalerweis méi en diplomatesche Langage geschwat gëtt wéi deen hei.

An ech stelle fest, datt et a sech genau déi selwecht Punkte sinn, déi mir hei constamment uschwätzen an déi mer hei wëllen ënnersträichen. Et ass schéin, ambitiéis Ziler ze hu fir d'laang Zukunft. Mee et wär och wichteg, wann ee wéisst, wat een elo kuerzfristeg géif maachen a wat Der géift maachen, fir déi Ziler kënnen anzehalen, wann Der eis géift soen, wéi Der déi Ziler wëllt erreechen, am Detail: Wat sinn déi prezis Moossnamen? Wat bremst momentan déi Moossnamen? Wat sinn déi Moossnamen, déi Der an Zukunft - nächst Joer, iwwernächst Joer, a fënnef Joer - wëllt huelen? A wéi bezuelt Der dat Ganzt?

Mir hätte gär Detailer. Mir hätte gär Kloerheet. Mir wëlle kee Roman. Mir wëlle keng eidel Wierder. Mee mir wëlle genau wëssen, wou deen Zuch hei hifiert, fir kënnen ze jugéieren, ob et Realitéit ass oder ob et just Bluff ass, ob et Realitéit ass oder ob et just waarm Loft ass, déi hei ausgeblose gëtt.

Doropshin, wéi ech dee Bericht vun der Kommissioun geliest hunn am August - schonn e puer Méint hier -, hu mer och eng Interpellatioun gestallt. An dunn hu mer méintlaang näischt méi héieren! Bis mer da virun e puer Woche gewuer ginn, datt déi Interpellatioun elo keng Interpellatioun méi wär, mee ëmgewandelt wär an en Débat de consultation, deen d'Regierung wëllt maachen. An dunn ass et weidergaangen, du krute mer - zwou Woche virum Delai - dann och e Pabeier erageschéckt, hate mer eng Kommissiounssëtzung, wou mer e puer Säiten ausgedeelt kritt hunn, mat wierklech just Generalitéiten drop. Mir hu gefrot, fir méi en detailléierte Pabeier ze kréien. Dee krute mer ongeféier eng Woch virdrun. Dee Pabeier mécht awer just Annoncen. An zwee Deeg virun dëser Reunioun hate mer dann d'Méiglechkeet, fir mat Iech kuerz iwwert dee Pabeier ze schwätzen, wou mer awer och net weider Prezisioune kritt hunn.

Mir hu gesot: „Mir hätte gär déi Debatt an den Dezember verluecht, fir eis awer emol kënnen iwwer all déi Detailer, déi Der hutt, ze informéieren, fir eis emol kënnen eng Iddi doriwwer ze maachen." Dat war awer net méiglech.

A wat mech am meeschten erstaunt huet, nervös gemaach a souguer deelweis rose gemaach huet, dat ass, datt ech fënnef Froe gestallt hunn a menger Interpellatioun am August. An dann, zwou Woche virun dësem Debat kréie mer e Bréif vun der Regierung an déi schreift dann, elo géif en Debat gemaach ginn an do hätt d'Regierung fënnef Froen ze stellen, an dat si quasiment déi selwecht Froen, déi ech Iech am August gestallt hunn!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir hate keng Äntwert kritt.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech muss Iech awer soen, wann dat ewell déi nei parlamentaresch ... oder déi nei Aart a Weis ass, wéi d'Regierung mam Parlament ëmgeet: Mir stellen der Regierung hei Froen, dann äntwert Der emol net drop, an da just éier Der den Debat sollt organiséieren, stellt Der eis als Chamber déi selwecht Froen einfach zréck!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat kann dach net sinn, dat!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ouni eng Äntwert ze ginn!

(Interruptions)

Une voix.- Hutt Der héieren, Här Mosar?

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Also Här Mosar, et ass mer seriö gemengt, an ech denken, Iech och.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also ech hunn elo bal de schwaarze Kaffi net méi verdaut!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Baum ass deen eenzegen ausgewuessene Schauspiller hei bei eis.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- An ech soen Iech, Här Turmes - an Dir waart jorelaang am Europaparlament -: Wann am Europaparlament en Europaparlamentarier esou behandelt gi wär, dann hätten déi, déi Iech esou behandelt hätten, scho laang hir Demissioun geholl, well esou geet een net mat engem Parlament ëm! Haaptsächlech net, wann et sech ëm eng Debatt handelt an der Wichtegkeet vun där Debatt, wéi mer se haut amgaang sinn ze féieren.

An dann, muss ech soen, geet et nach weider: Dunn hu mer dënschdes eng Rei Froe gestallt, wou dann d'Regierung un all déi Zuele géif kommen, wéi dann de Plang elo genau wär, wéi de Kalenner wär, wéi d'Finanzéierung dovunner wär. Mir kruten als Äntwert: „Mir hunn dat zwar alles, mir wëssen dat alles, et ass kloer an däitlech, mee mir ginn Iech et net. Dir kritt dat no Chrëschtdag. Da kënnt Der nach Chrëschtdag roueg an d'Vakanz goen."

Une voix.- Oder och net.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech muss soen, ech hunn zwar nach ni esou eng Äntwert kritt! Sou. Ech géif jo gär Chrëschtdag roueg an d'Vakanz goen, mee de Problem ass, wann Der da refuséiert, déi Debatt an de Januar ze verleeën, an Dir sot: „Dir kritt d'Informatiounen awer eréischt no Chrëschtdag", da soen ech: „Wéi soll ech da seriö schaffen?!" Wat ass dat do fir eng parlamentaresch Aarbecht, déi Der eis hei esou opdréckt? Esou kann een a sech net schaffen. Dat ass net seriö, wéi dat do gemaach gëtt, an ech kann nëmme formell dergéint protestéieren!

A wann Der mengt - dat soen ech Iech awer och -, wann Der mengt, dat wär elo eng klug taktesch Strategie, déi Der hei géift maachen, fir emol der Oppositioun hir Froen zréckzestellen, fir dann eng Debatt ze declenchéieren, ouni d'Informatiounen erauszeginn, well Der da géift maachen, datt mir schlecht dru wären an datt Dir kéint besser dostoen, da soen ech Iech: „Dat fannen ech eng lamentabel Strategie, wéi Der hei virgitt!". Wann Der wëllt seriö - wéi Der sot: „gemeinsam, zesumme maache mer dat" - eng Debatt organiséieren, da geet een net esou vir, wéi Der elo virgaange sidd!

Ech fannen et lamentabel, well ech kommen zur Konklusioun, datt Der iwwerhaapt keng uerdentlech Diskussioun iwwert dëse Sujet wëllt, datt Der just wëllt gutt dostoen, schéin dostoen, Iech dobausse vun där gudder Säit weisen, mee datt dat, wat hannendrun ass, just Transparenz (veuillez lire: just Intransparenz) a just Bluff ass.

An da soen ech Iech hannendrun, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Wiseler, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Turmes?

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Hie ka roueg eng Zwëschebemierkung maachen, mee ech kommen nach op meng Punkte gär zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Geet de Mikro? Okay. Här Wiseler, wann Der jo mengt, et wieren déi selwecht Froen: D'Fro dräi, do geet et ëm den Tanktourismus a mir hunn do eng Moossnam elo gemaach oder schloe vir d'nächst Joer: 3, 5 Cent erop. Vläicht kënnt Der jo dann och einfach Är Meenung soen, wat Der dovunner haalt.

An dat Zweet ass, als Regierung féiere mer elo en CO_2-Präis an, an dat ass dann d'Fro véier. Also ech weess elo net méi, ob Dir déi Fro och gestallt hutt, mee wann Der elo schonn um Mikro sidd, kënnt Der jo vläicht och einfach eis eng Äntwert ginn op déi zwou Froen.

(Brouhaha)

Une voix.- Berouegt Iech emol ...!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Kuckt emol, ech hunn nach ganz vill Ziedele vu menger Ried. An ech wäert nach an aller Rou, ouni datt Dir mir elo direkt drafunkt, zu deene Sujete kommen, da wann et d'Plaz ass, fir zu deene Sujeten ze kommen.

Ech fannen d'Aart a Weis, wéi dës Debatt virbereet ginn ass, éischtens lamentabel, zweetens wëll ech Iech soen, ech hätt gär all déi Informatiounen, déi Etüden an dat, wat Der gemaach hutt. Dir hutt eis dunn, nodeem datt mer se gefrot hunn - dat musst Der Iech och virstellen! -, Dir hutt eis, ech weess net, ob ech soll Merci soen oder ob ech soll driwwer kräischen, mee Dir hutt eis du gëschter Dokumenter geschéckt: Gëschter, 400 Säiten Etüden, déi lescht krut ech um 17.00 Auer, 400 Säiten Etüden!

Hei, ech hu se do leien, Här Mosar, Dir kënnt se roueg weisen, de Pak!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn impressionéiert!

(Exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Mosar huet säin Asaz verpasst ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dat war zwar elo net geplangt, soss hätt en en net verpasst.

(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)

Mee 400 Säiten - 400 Säiten! - krute mer gëschter Owend. An dobäi, muss ech soen, sinn dann och Etüden derbäi, déi eng ass vun 2007 an déi aner vu virun 2010, also aus där Zäit virdrun, éier datt ech Ëmweltminister war, sinn d'Etüden. Dobäi ass déi eng, muss ech awer korrekterweis soen, 2017 opgefrëscht ginn. Mee ech soen awer och hannendrun, datt dat, wat ech do liesen, awer och keng Saache sinn, déi eis praktesch iergendwéi géife soen, wéi Der dat Ganzt wëllt ëmsetzen.

An dann, dat ass mäin zweete Punkt, ech soen Iech, ech hätt gär déi Dokumenter, déi Der jo all hutt: Dir hutt dee Plang, Dir hutt déi Finanzéierung, Dir hutt dat jo alles ausgerechent! Den Här Hahn huet um Radio gesot, et wär alles mat Zuele kloer an däitlech bewisen. Den Här Dörner vun de Finanzen huet gesot, dat wär alles am Finanzministère ausgerechent, déi Zuelen. Mee mir hätte gär déi Zuelen als Chamber! An ech soen Iech, als Deputéiert hu mer och e Recht, se ze kréien! An ech soen Iech, wann Der se net eis als Deputéiert gitt, da froen ech se op Basis vum Gesetz vum 4. September 2018 als Privatpersoun bei der Administratioun un, wou Der - an dat Gesetz hutt Dir gemaach! - kee Recht méi hutt, mer se ze refuséieren.

(Brouhaha)

An dann drëttens soen ech hannendrun, wa mer dann déi Donnéeën alleguer hunn, ...

(Interruption)

... wa mer déi Donnéeën alleguer hunn a wa mer wëssen a wa mer kënnen analyséieren a mer kënnen op esou engem Sujet emol seriö och schaffen, dann hätt ech gär, datt mer déi Interpellatioun frësch maachen. An ech kënnegen direkt un, datt ech dee Moment nach eng Kéier déi selwecht Interpellatioun wäert stellen, fir datt mer uerdentlech iwwert deen heite Sujet kënne schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech bleiwen hei.

(Hilarité générale et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech mengen, ech ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Sou, mee elo kommen ech dann awer zu deem, wat mer als Pabeier kruten. Selbstverständlech hu mer dat gelies an ech hunn och probéiert d'ailleurs, zumindest déi lescht Etüden iwwert d'Nuecht duerchzeliesen, well ech awer wollt sécher sinn, datt näischt géif drastoen, wat ech kéint gebrauchen. Et stoung awer näischt dran.

Elo hu mer dräi Tabloen an deem Pabeier, dee mer vun Iech kruten, wat dann de Plang ass oder d'Synthees vum Plang - ech weess nach net genau, wat et ass. An ech muss soen, ech versti jo ëmmer d'Saache ganz gären. Ech kucke mer dat och ëmmer genau un, fir einfach ze wëssen, wat dann do drasteet. An da gesinn ech, datt Der awer do - op der Säit 6 ass dat - als Spuermoossname vun „Energieeffizienzmassnamen" oder „Energieeinsparungen" dran hutt ..., do schreift Der eng ganz Rubrik, wou Der „Ordnungsrecht Neubau" draschreift.

Mee mir haten dat schonn an der Kommissioun geschwat: „Ordnungsrecht Neubau", dat ass déi Energie, déi a sech gebraucht gëtt an neien Haiser an déi Der am Prinzip spuert par rapport zu neien Haiser, déi Der gebaut hätt no deem ale Prinzip. Dat ass also keng Energie, déi Der einfach um Pak vun deem, wat haut ausgi gëtt, spuert, mee et ass eppes, wat Der manner ausgitt, wéi wann Der et anescht gebaut hätt.

Elo fannen ech dat extreem positiv! Mee all déi Tabloen, ... hei gëtt dann e Cumul vun all deene Saache gemaach, wou dann och eng Rei Depensë sinn, wou ech mengen, datt se effektiv da spueren. Mee ech weess net, bei esou engem Tablo kann ee keen Total tel quel maachen, well déi meescht Mesuren, déi dra sinn, sinn net Spuermoossnamen, mee sinn am Fong Moossnamen à politique constante, verglach mat der Politique constante. Dat heescht: keng Spuermoossname par rapport zum Aktuellen, mee Spuermoossname par rapport zu deem, wat Der ausginn hätt, wann Der eppes anescht gemaach hätt.

A fir dann op d'Konklusioune vum Tablo 4 (veuillez lire: vum Tablo 3) ze kommen, wéi vill Spuermoossnamen Der am Allgemengen hutt, wou awer déi CO_2-Aspuerungen, déi mer musse maachen, keng Aspuerunge si par rapport zu eppes, wat mer ausginn hätten, mee Aspuerungen - reeller! - en valeur absolue sinn, dat musst Der mir awer nach erklären!

Dir hat et probéiert d'lescht Kéier - ech hunn et wierklech net verstanen, wéi Der zu deene Konklusioune kënnt kommen. An ech mengen, Dir kënnt och net zu deene Konklusioune kommen.

Do hutt Der gesot: „Wann Der eise Programm liest", da géife mer staunen alleguer, wat alles géif drastoen. Mir hunn effektiv gestaunt, well ausser der CO_2-Steier, déi da chiffréiert ass, steet an eisen Ae quasiment näischt Neies dran. Et ass haaptsächlech eng Opzielung vu Kapitelen, eng Beschreiwung vu Situatiounen, eng Oplëschtung vu Pläng a vu Strategien. Vereenzelt Moossname sinn dran, mee a kengem Moment e Kalenner, e Käschtepunkt, an haaptsächlech ni d'Erwaardungen, wat wéini a wéi vill bei wat fir enger Moossnam dann un CO_2 gespuert gi kéint.

Ech hätt dat awer de Minimum an esou engem Programm fonnt, datt een hätt kënnen novollzéien: Elo gëtt esou vill investéiert, elo maache mer déi do Moossnam, dann erwaarde mer eis dovunner op där anerer Säit esou vill CO_2-Aspuerungen. Fir datt een einfach kann aschätzen, wat dann de Käschtepunkt vun der Moossnam ass, wat den Effort ass, dee mir, deen d'Leit dobausse musse maachen, fir wat fir ee Resultat! Dat erwaarden ech awer vun esou engem Plang. An d'ailleurs net ech eleng, well et ass genau dat, wat d'Europäesch Kommissioun Iech freet an hirem Avis. Dat gitt Der awer net. Dat brauche mer awer, wa mer eng seriö Diskussioun hei wëllen iwwert dee ganze Sujet féieren.

Tëschent enger Moossnam hirer Effikassitéit an der CO_2-Aspuerung musse mer einfach de Korrelatiounstablo kréien, soss komme mer an dësem Punkt net weider.

Dat Eenzegt, wat Der an der Introduktioun doriwwer schreift, an ech liesen dat och vir, dat ass: « Les mesures inscrites au plan national intégré en matière d'énergie et de climat permettent au Luxembourg » - „permettent au Luxembourg !" - « de respecter ses engagements en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030. » Punkt, fäerdeg! Keng Explikatioun. Voilà, elo wësse mer dat, dat ass esou. Keng Beweisféierung. Dir schreift dat just dohinner, wéi wann et eng Glawensfro wär. Mir mussen dorunner gleewen, un dat, wat Dir sot!

Ech soen Iech awer, an Zäite vun Trennung vu Kierch a Staat sinn déi Glawensexpressiounen, sou wéi Der se hei maacht, wierklech aus der Moud komm, haaptsächlech wa se vun enger Regierung kommen, déi dovunner jo eppes kennt.

(Brouhaha et interruptions)

Fir et nach eng Kéier kloer an däitlech ze soen: Éischtens, mir ënnerstëtzen d'Regierung an hiren ambitiéisen Ziler, mee mir hätten awer gär, datt fir d'Erreeche vun der Klimaneutralitéit respektiv vun deenen Ziler, déi fir 2030 gesat ginn, eis och e kloren, en däitlechen, en novollzéibare Wee opgezeechent gëtt, wéi mer sollen dohinnerkommen.

An ech gesinn elo duerno, datt an der kommunikativer Diskussioun no dëser Debatt da probéiert gëtt, eis dohinnerzestellen als déi, déi déi Klimaziler net wéilten erreechen oder déi net ambitiéis genuch wären.

Ech soen Iech dofir hei nach eng Kéier ganz kloer: „Mir hätten och gär déi ambitiéis Ziler! Mir fanne se fundamental richteg, fir se ze erreechen. Mee mir wëllen awer och de Wee fir dohinner diskutéieren. Mir wëllen awer och wësse wéi. Mir gleewen Iech dat net einfach esou, wann Der just Wierder schreift, wann Der eis dat net beweist."

A mir sinn och d'accord - wann ech d'Madamm Dieschbourg héieren -, fir dat gemeinsam a fir dat zesummen ze maachen. Mee dann, wannechgelift, hätte mer awer och gär eng uerdentlech Diskussioun hei, hätte mer och gär d'Méiglechkeeten, fir gemeinsam dat uerdentlech ze maachen! Well dat ass awer manifestement net de Fall.

Sou, ech kommen dann op dat, Här Turmes, wat Der mech virdru gefrot hutt. Dir hutt d'Aféierung vun enger CO_2-Bepräisung als eenzeg prezis chiffréiert. Et ass och eng nei Iddi par rapport zur Politik, sou wéi se bis elo gemaach ginn ass. An ech soen och, datt mir d'Iddi vun enger CO_2-Bepräisung kënne mat droen a mat deele vum Prinzip hier. Mee et gëtt awer dräi Konditiounen, déi ech elo wierklech, ouni Poleemik hei ze maachen, awer dorunnerhänken.

Ech si wierklech iwwerzeegt, wa mer eng CO_2-Bepräisung oder eng CO_2-Besteierung wëlle maachen, datt déi dann awer och eng kloer an däitlech Zilsetzung muss hunn. An d'Zilsetzung vun enger CO_2-Besteierung däerf net sinn, datt just méi Suen an d'Keess kommen. D'CO_2-Besteierung muss natierlech e käschteneffizient Instrument sinn, fir zu enger Minderung vun den Treibhausgasemissiounen ze kommen. Dat schéngt mer absolutt evident ze sinn.

(Interruption)

Elo hätt ech just gär iergendzwousch vun Iech awer gewosst, ob Dir da mengt, déi Bepräisung, esou wéi Der se elo maacht, hätt dat Resultat. Dir sot op där enger Säit: „Mir hu se esou déif wéi méiglech gemaach."

Une voix.- Hätt Der gär méi gehat?

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Nee, ech sinn nach net fäerdeg. Dofir soen ech: „Dat wat Der elo maacht, esou wéi Der et proposéiert hutt, bréngt dat net nëmmen eppes an d'Keess, bréngt dat och eppes um CO_2-Aspueren?" Éier ech meng Meenung iwwer Är Propositioun definitiv hei ausdrécken, wëll ech dat ...

(Interruption par M. Claude Turmes)

Nee, Här Turmes, ech wëll et einfach wëssen! Sidd Der der Meenung, datt dat do eis un CO_2 spuert, jo oder nee? A wa jo, wéi vill? An da wär et jo awer net anormal gewiescht, wann Der et an Äre Bericht geschriwwen hätt. Mir hunn awer au contraire - Dir sot elo: „Jo!" -, mir hunn awer an der Finanzkommissioun - do, mengen ech, war et - virun e puer Deeg den Direkter vun der Douane an de Finanzminister do gehat, déi eis kloer gesot hunn, datt d'Zuele vum Verkaf vum Bensinn a vum Diesel an deenen nächste Joren awer och nach géifen zolidd eropgoen, datt dat hei also guer keng Aspuerunge wären un der Mass - ech hunn et net gesot, si hunn et gesot -, mee datt et just wär, datt a sech d'Steigerung heiduerch manner grouss géif ginn, wéi se gewiescht wär, wa mer et net gemaach hätten.

Okay, da gitt Iech an der Regierung eens a sot eis, wat Ärer Meenung no a) d'Zilsetzung a b) déi estiméiert Resultater vun enger Moossnam sinn, déi awer aschneidend ass! Dat ass awer als Oppositioun eppes, wat mer absolutt d'Recht hunn ze froen a wou et eng Evidenz wär, datt Der eis dat misst ginn.

Meng zweet Konditioun, oder mäin zweete Punkt bei der CO_2-Besteierung, dat ass deen, datt se och evidenterweis muss mat eiser Steierlandschaft ofgestëmmt ginn. Elo steet an deem Pabeier e klenge Saz, fir ze soen: „Ma mir kucken, wéi mer dat an engem Joer dann an der Steierreform maachen."

Also ech si fir eng ekologesch Besteierung, mee ech soen awer kloer hannendrun, wann Der elo sot, datt eise Steiersystem tel quel stoe bleift an datt dann d'ekologesch Besteierung oder d'CO_2-Besteierung einfach „on top" kommen, datt mer déi nach derbäisetzen, ouni an eiser klassescher Besteierung iergendeppes ze änneren, da soen ech: „Esou kann et awer wierklech net goen!". Ech hätt wierklech gär, wa mer géife seriö Reflexioune maachen, fir d'Besteierung op der Aarbecht dann duerch eng ekologesch Besteierung ze ersetzen an net d'ekologesch Besteierung on top ze setzen.

An ech hätt awer vun der Regierung verlaangt, anstatt elo eng Annonce ze maache just vun der CO_2-Steier, datt se mat deem ganze Pak komm wär a gesot hätt: „Hei, mir wëllen eis Steierlandschaft esou ëmschalten, datt mer méi op ëmweltfrëndlech Steiere ginn an datt mer dann op där anerer Säit manner d'Leit besteieren", well d'Besteierung zu Lëtzebuerg, an de Gilles Roth huet et virun zwee Deeg gesot, ass relativ héich, och scho fir Mëttelverdénger, an de Mëttelstandsbockel ass hei zu Lëtzebuerg ganz zolidd.

Meng drëtt Konditioun, dat ass dann - oder ech wëll et net Konditioun nennen, mee mäin drëtte Punkt, dat ass -, datt ech et awer normal fonnt hätt, datt Der, souwäit Der dat hei annoncéiert, och eng ganz Rei sozial Moossnamen oder zumindest grouss Richtunge gesot hätt, wéi Der wéilt déi sozial Begleedung vun der CO_2-Steier maachen.

Ech hu gekuckt ...

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... eréischt 2021.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Jo, ben gutt, Dir maacht se eréischt 2021. Dir annoncéiert se elo. An dat anert maacht Der och 2021 an Dir annoncéiert et net! Dat ass den Ënnerscheed.

(Brouhaha et interruptions)

Ech wëll et awer wëssen an ech hunn Äert Dokument ... D'ailleurs wëll ech och soen, datt d'Kommissioun Iech genau dat selwecht freet. An ech hunn elo Äert Dokument gelies, ...

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Wiseler, däerf ech Iech eng Fro stellen?

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- ... wat Der dann opzielt vu soziale Moossnamen.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dir sot dann - dee Pabeier schéckt Der jo dann un d'Kommissioun -, datt Der jo elo de Mindestloun erhéicht hätt, Dir hätt de REVIS gemaach, Dir hätt Sozialmoossname fir Energie, déi scho géife bestoen, Dir hätt eng Allocation de vie chère hei zu Lëtzebuerg, Dir hätt grouss Investitiounen an den Transport gemaach, e gratis Transport, als Sozialmoossnam hätt Der de gratis Transport gemaach. An da sot Der ee schéine Saz, deen och nach scho bal erféiert: „Die Regierung fördert daher gezielt die Schaffung von erschwinglichem Wohnraum."

Enfin, dat ass Iech bis elo gutt gelongen! Da kann een dat als Sozialmoossnam emol un d'Kommissioun esou weiderginn, wéi Der dat hei maacht!

Also mir sinn der Meenung, datt mer mat enger CO_2-Besteierung kënnen d'accord sinn, wa se effikass ass, wa se eng Ëmschichtung bedeit a wa se och vu soziale Moossname seriö begleet ass. Wann et just eng CO_2-Besteierung ass, fir zousätzlech Steieren a fir Suen an d'Keess ze kréien, dann hu mer zolidd Zweifelen drun. Et ass och net dat, wat Är Zilsetzung ass - dat huelen ech Iech och of. Mee esou, wéi elo de Kader gestallt ass, als eenzeg Moossnam, als Solitär dohinner, an all déi aner Moossname ronderëm - Steieren, sozial Moossnamen - kenne mer net, sou ass et extreem schwéier, eng definitiv Meenung doriwwer ze ginn. Ech hunn Iech elo eis prinzipiell Äntwert ginn, mat deenen dräi Punkten, déi mer gär ronderëm gekläert hätten, éier mer an deem do Dossier weiderkommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Wiseler, Dir erlaabt eng Tëschebemierkung vum Minister Kersch?

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Jo ..., kee Problem.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här Wiseler. Ech wollt just soen, dass ech villes vun deem, wat Der elo gesot hutt, esou kann ënnerstëtzen. Dat gesinn ech ganz änlech wéi Dir. Ech wollt awer och nach der Vollständegkeet halber soen, dass et net ganz richteg ass, ze behaapten, et géif just eng CO_2-Steier ugekënnegt ginn an et géif net

gesot ginn, wéi mer déi sozial Kompensatioune maachen. Och am Klimaplang steet eng Pist ganz kloer dran, an dat ass déi vum Steierkreditt. An ech hoffen, dass dat eng Pist ass, déi mer kënnen zesumme begoen!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* Jo, déi Pist kënne mer zesummen droen. Ech hätt se just gär chiffréiert: Fir wien ass se, wat heescht se a wéi gëtt dat Ganzt gemaach? Mee ech hunn duerno nach eng ganz Rei aner Propositiounen, wéi mir déi sozial Moossnamen do géife gesinn a wéi mer dat och géife méi prezis an anescht upaken.

Ech kommen op déi eenzel Punkten, déi an Ärem Rapport stinn iwwert d'Menagen an iwwert de Wunnengsbau, Privathaushalter. Villes ass gemaach ginn. An ech muss och do soen, datt ech absolutt der Meenung sinn, datt déi Standarden an déi Normen, déi agefouert ginn, fir eis och dat sinn, wat mer musse maachen.

Mir maachen dat par ailleurs och säit laange Joren, well och de Marco Schank an den Étienne Schneider sengerzäit hu schonn, zumindest wat d'AAA-Haiser ugeet, ugefaange mat esou Normen. Déi si weidergefouert ginn. Dat begréisse mer, gradesou wéi den Nearly-Zero-Energy-Standard, dee mer och duerchaus eng positiv Saach fannen, gradesou wéi den Ausbau vu Wäermenetzer fir déi grouss Quartieren. Notamment wann et ëm Urbanismus an der Stad geet, sinn dat positiv Saachen.

An am Neibau ass d'Uerdnungspolitik jo relativ einfach an och effikass ze maachen, stellt awer natierlech zwee Problemer, déi et och noutwendeg maachen, fir se mat enger Sozialpolitik ze begleeden. Deen éischte Problem ass, datt een dann natierlech mat deene Saachen do deelweis mat enger Verdeierung, zumindest am Ufank, muss rechnen, wärend d'Fraisen à la longue eventuell zu engem Deel zréckkommen.

An deen anere Problem, dat ass, datt de Wuesstum eis natierlech villes opfrësst vun deenen Efforten a vun deenen Aspuermoossnamen, déi mer heimat kënne maachen, well de Volume vun deenen Haiser, déi musse geheizt ginn, esou vill méi héich gëtt all Joers, datt et schwiereg ass, en valeur absolue ze spueren, datt Der haaptsächlech spuert par rapport zu deem, wat Der ausginn hätt, wann Der et no aneren Norme gemaach hätt.

Eng grouss Erausfuerderung ass a mengen Aen d'Renovatioun vum besteeënde Stock. Mee och do, soen ech, sinn eng Rei Moossnamen - et kann ee jo och net alles vun der Politik aus maachen -, déi mir ënnerschreiwen. Wann Der sot: „D'PRIMe House gëtt iwwerschafft an et gëtt substanziell en Effort doranner gemaach", dat ass okay, mat eis! Mir maachen dat gär mat.

Ech géif nach hannendrusoen: „Och déi Moossname vum Klimaprêt, dee jo awer gutt gemengt ass, mee deen op där anerer Säit awer a verschiddene vu sengen Aspekter net vill bruecht huet, déi mussen eng Kéier iwwerschafft ginn." Och wann ech kucken, wat de Klimaprêt à taux zéro dann als Rendement oder als Clienten oder als Demandeuren hat, dat ass bal „taux zéro", wann ech mech esou däerf ausdrécken. An dat ass schued esou! Et ass awer verständlech, well déi Leit, déi no de Krittäre kéinten dovunner beneficiéieren, hu ganz oft net Sue genuch, fir iwwerhaapt kënnen déi Transformatiounen oder deen Achat ze maachen.

An dat selwecht gëllt zu engem Deel fir den Taux réduit, deen Der agefouert hutt: Datt do mussen d'Normen anescht gesat ginn, datt dat muss iwwerschafft ginn, schéngt eis eng absolutt Evidenz. Datt d'Plaffonge vun den Tauxe mussen erhéicht ginn, schéngt eis logesch ze sinn. An ech géif souguer do zoufügen, datt mir och proposéieren an der Meenung sinn, datt de Plaffong vum TVA-Regimm, deen op 3 % ass fir déi do Renovatiounen, och misst an d'Luucht gesat ginn, well mat dem Coût vun den Aarbechten, déi musse gemaach ginn, ass ee relativ schnell um Plaffong drun.

Wann Der dann extra Programmer fir Masuttheizunge maacht, fir d'Renovéierung och vu geschützten Haiser, dann ass meng Fro - dat ass okay vum Prinzip hier -, mee och hei ass d'Fro: „Wéi? Wat? Wéini? A wéi soll dat goen?" D'Logik ass jo dann, datt mer ënnerstëtze fir ëmzeklammen an datt mer en fin de compte „bestrofen" - ënner Gänseféisercher - fir eng CO_2-Besteierung. Mee ech wëll awer just soen: „Wann Der dat maacht, da musst Der awer och op déi Problemer oppassen, déi entstinn, well net all d'Leit wunnen an der Stad, am Zentrum, an net alleguer d'Leit hunn déi Alternativen, déi een a sech an engem urbane Gebitt huet."

An Dir hutt et richteg beschriwwen, déi meescht Masuttheizunge sinn hei am Norde vum Land, ganz einfach, well kee Reseau existéiert oder well d'Alternativen an deene Géigende weesentlech méi schwiereg gi fir ëmzesetzen. An dat selwecht gëllt, de Gilles Roth huet de Fall gëschter beschriwwen, fir déi eeler Leit, déi eng kleng Rent hunn, déi mat hirer Masuttheizung awer elo, wann d'CO_2-Steier an d'Luucht geet oder agefouert gëtt, weesentlech méi musse bezuelen a schlussendlech net kapabel sinn …

(Interruption par M. Claude Turmes)

Watgelift?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.-* … wa se wierklech eng kleng Rent hunn …

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* D'accord, mee et geet hei net nëmmen ëm …, et geet och ëm déi Leit, déi keng Alternativ hunn, oder déi Leit, déi aner Schwieregkeeten hunn. Also wat mir wëlle soen - ech mengen, datt mer do och eng uerdentlech Diskussioun kënne féieren -: „Mir sinn der Meenung, datt déi Sozialmoossnamen, déi hei geholl ginn, och musse geziilt sinn op déi Leit, déi deelweis keng Alternativen hunn."

Eng Exemptioun vun der CO_2-Steier op deene Produkter, wann s de keng Alternativ hues, wär zum Beispill eng Méiglechkeet, déi ee sech zumindest kéint iwwerleeën, oder d'Aféierung vun engem „chèque énergie", esou wéi et a Frankräich ass, geziilt op déi Leit, déi da Schwieregkeeten hunn, fir déi Transformatioun ze maachen. Déi eng Leit kréie jo Suen, fir d'Transformatioun ze maachen; déi et net kënnen, well et keng Alternativ ass oder well se sozial Schwieregkeeten hunn, kéinten déi Erhéijung duerch e „chèque énergie" duerchaus kompenséiert kréien, sozial schwaach Familljen, eeler Leit an esou weider.

Eng aner Propositioun wollt ech maachen, mee déi hutt Der scho virdru gemaach, dat ass déi Fro vun de Steierkreditter, wou mer, mengen ech, och schnell eens ginn, wann Der mat esou Propositioune kommt. Oder déi 800 Milliounen, déi Der elo an der Mouk hutt vun dem Klimafong, kann een deelweis och benotze fir dat, wat ech e „chèque climat" nennen. Zum Beispill als Propositioun: Dat heescht eng gewëssen Dispositioun, Suen, déi d'Leit disponibel hunn, wa se dann Investissementer, Akeef maachen, déi d'Regierung predefinéiert huet, déi klimafrëndlech sinn, fir hiert Haus oder fir hire Menage, fir déi deelweis - 50 %, 30 %, wéi Der wëllt - dovunner ze bezuelen. Dat si Formullen, déi et a Frankräich gëtt, déi duerchaus sënnvoll sinn, wa se op Lëtzebuerg kéinten ugepasst ginn.

Ech fannen dat eng positiv Klimapolitik, iwwert déi mer kënnen diskutéieren, déi mer als Propositioun an d'Diskussioun werfen an déi fir eis sënnvoll erschéngt.

Dat selwecht gëllt - wat Der haut wëllt aféieren - fir d'PMEen: den „De-Risking" an d'Transparenzplattform Audit. Mir mengen, datt Der dat Ganzt sollt an engem Pacte climat fir d'PMEen zesummefaassen - dat huet eis Fraktiounspresidentin schonn an de Budgetsdebatte gesot -, wou op enger Säit de Conseil an zweetens d'Logistik hëlleft an drëttens déi finanziell Incitatiounen an engem Pak un d'Entreprisen zesummekommen. Och dat gëtt vun der Chambre des Métiers gefrot a schéngt eis eng absolutt sënnvoll Iddi ze sinn.

Dann hutt Der e grousst Kapitel „alternativ Energien", an dat ass jo, Här Turmes, Äert Steckenpferd. Vläicht e puer Wierder doriwwer, well dat mech awer och interesséiert. Fir mech sinn nu wierklech déi Energien, déi eis am meeschten an deenen nächste Jore bréngen, evidenterweis de Wand an d'Solarenergie. Dir hutt vill doriwwer geschwat. E puer Reflexiounen: D'Eoliennë sinn effikass, mee si hunn awer eng Rei Hürden. Ech hunn dat jo déi Zäit, wéi ech an der Regierung war, jo och matgemaach: D'Froe vun der Direction de l'aviation civile, vu Landschaftsschutz, vu Protektioun vu Vullen a Fliedermais, vu Wandexpositioune sinn natierlech esou, datt ech mengen, datt se eng Kéier missten iwwerkuckt ginn, fir datt Dir méi schnell an dem Opstelle vun deene Wandmillen, deenen Eoliennen, déi mer brauchen, weiderkommt.

Wann Der dat maacht, fannt Der do mat eis och e Partner dran, fir déi Diskussioune mat Iech ze féieren.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.-* Firwat mengt Der dann, dass mer bei der Wandenergie esou gutt virukomm sinn? Well de Camille Gira déi lescht Joren, wéi hie bis an d'Regierung komm ass, dat gemaach huet, vun deem Dir elo geschwat hutt! Duerfir si mer beim Wand virukomm, well mer mat der Aviatioun zum Beispill en aneren Deal haten. Also, sorry!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* Ech sinn amgaang, elo positiv Saachen iwwert dat ze soen, wat gemaach ginn ass, an ech sot: „Dir fuert an deem Positive weider." Dir braucht Iech elo net ugegraff ze spieren. Ech hunn am Fong gemengt: „Dir sollt an deem, wat Der bis elo do opgestallt hutt, weiderfueren", eng positiv Ausso vu mir. Gesitt se och als positiv Ausso un!

Sou, ech gesinn awer just - wann Der schonn dovunner schwätzt -, ech gesinn awer just nach hei zu Lëtzebuerg, wann ech iwwert d'Grenz fueren an d'Belsch an ech fuere laanscht den IKEA, wat do op där Säit steet a wat bei eis op der Säit steet. Et ass awer en Ënnerscheed vun der Rapiditéit an der Quantitéit vun deem, wat opgestallt ginn ass an deene leschte Joren an der Belsch an zu Lëtzebuerg.

Mee dat, wou ech wollt dropkommen, dat ass, datt ech wierklech der Meenung sinn, datt Der Interêt hätt, e Wandkadaster opzestellen, datt mer genau kéinte planifiéieren, wou déi Anlagen an deenen nächsten Zäite sollen hikommen. Dat géife mer als sënnvoll gesinn. Dir wëllt et net, mee fir eis wär dat eng sënnvoll Ariichtung.

An dann hutt Dir gesot, wat ech och net richteg verstanen hunn, datt mer an Zukunft net ze vill där Wandmille sollten opriichten, mee datt mer haaptsächlech grousser sollten opriichten, déi méi Capacitéit hätten. Ech hunn och gelies, wat den Här Rifkin iwwert déi do Problematik schreift. An am Här Rifkin senger Etüd steet am Fong genau de Contraire. Oder vläicht net de Contraire, mee dee seet, déi kleng, déi bei de Famillje stinn, déi déi individuell Persoune solle maachen, dat wat hie „Prosumer-Energy-Produktioun" nennt, wär a sech och e groussen Deel vun der Zukunft, vun deem, wat an deenen nächste Jore soll gemaach ginn.

Ech ka mer duerchaus virstellen, datt een déi Anlagen, Solaranlage souwisou, mee notamment Wandanlagen och bei private Leit op privaten Haiser als eppes Sënnvolles an deenen nächste Jore kéint gesinn an datt ee se och absolutt kéint ënnerstëtzen.

Ech hu mech och doriwwer informéiert an et sinn och eng ganz Rei Produkter momentan, déi scho kafbar sinn, déi och net ze deier sinn, déi Der kënnt opstellen an déi zu engem Deel iwwert d'Wandenergie, deemno wou Der wunnt, Äert Haus respektiv dem Noper säin Haus och nach mat kënnen un Elektresch desservéieren. An ech fannen, datt een do duerchaus kann e Programm dorauser maachen, fir eis eenzel individuell Haiser kënnen ze ekipéiere mat esou Wandmillen. Dat sinn net onbedéngt Millen, déi dréinen. Dat si ganz oft esou vertikal Tüben, déi ëm hir Achs dréinen. Dat gesäit och net ellen aus, ass duerchaus machbar. An ech verstinn och net, firwat net och deen Typ vu Produktioun an deenen nächste Jore méi soll ënnerstëtzt ginn.

Da kommen ech zur Solarenergie. A par ailleurs, wëll ech just soen, eng aner Iddi, déi mer och haten - vu datt Der Iddien an Initiative wollt -, dat ass, änlech Statioune laanscht d'Autobunnen opzestellen. Dat gëtt et a ville grousse Stied, wou deelweis och d'Loft vun den Autoen, déi laanschtfueren, benotzt gëtt, fir Energie ze produzéieren. An mir hu vill Autoen a vill Autobunnen. Ech kann Iech déi Dokumentatioun ginn, där gëtt et an enger ganzer Rei Stied, déi a sech déi ëffentlech Reseaue mat Elektresch alimentéieren, ouni datt eng exterieur Alimentatioun muss sinn. Déi gesinn d'ailleurs aus wéi Radaren, net méi schéin an net méi ellen, a géifen net méi stéiere wéi Radaren op eise Stroossen.

Also och eng zousätzlech …

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Wannechgelift!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* Jo, d'Leit verwiessele se net mat de Radaren. Dir kënnt se jo anescht usträichen.

(Hilarité)

Dann iwwert d'Solarenergie, och do eng Rei Propositiounen. Dir hutt déi éischt Propositioun, dat war déi vun den ëffentleche Gebaier. Dir hutt dat scho gesot, datt Der e Programm do géift maachen. Fir eis ass dat eng absolutt Evidenz.

Dat Zweet, dat sinn déi ëffentlech Solaranlage vun de Privatleit. Dir hutt d'Reglement do geännert. Mir waren och ganz frou, datt eng nei Kategorie agefouert ginn ass. Dat Eenzegt, wat mer dorunner auszesetzen haten, dat ass, datt Der obligéiert, datt déi Leit, déi eng mëttelgrouss Solaranlag wëlle bauen, obligéiert sinn, an enger Kooperativ mat siwe Leit zesummen ze sinn. Mir hätten do gär, datt och eenzel Leit dat kënne maachen. Ech ginn och an deem Sënn dem President eng Motioun, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.-* … wou mer kënnen duerno nach eng Kéier am Detail doriwwer diskutéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant l'objectif ambitieux du Luxembourg en matière d'énergies renouvelables, à savoir une augmentation de la part de ces énergies dans la consommation d'énergie brute finale de l'ordre de 23 % à 25 % à l'horizon 2030 ;

- rappelant que l'énergie photovoltaïque constitue un élément important dans la lutte contre le changement climatique et jouera un rôle déterminant dans le mix énergétique ;

- notant que le Gouvernement soutient activement le développement des énergies renouvelables grâce à des aides à l'investissement pour les entreprises et des subsides pour les particuliers et coopératives ;

- rappelant dans ce contexte que le règlement grand-ducal du 12 avril 2019 prévoit un renforcement substantiel du régime d'aide à la promotion de l'énergie photovoltaïque notamment au niveau des tarifs d'injection ;

- constatant qu'une nouvelle catégorie 200-500 kW a été introduite pour les sociétés coopératives et sociétés civiles qui réalisent des installations photovoltaïques ;

- déplorant que seules les sociétés coopérative et sociétés civiles qui sont composées d'au moins sept personnes qui sont soit des personnes physiques, soit des associations sans but lucratif ou soit des fondations sont éligibles aux tarifs d'injection garantis ;

- estimant que ce nombre constitue un frein dans la démarche de déploiement des énergies renouvelables,

invite le Gouvernement

à modifier la réglementation actuelle en vigueur en élargissant le bénéfice des tarifs d'injection garantis pour les centrales dont la puissance électrique de crête est supérieure à 200 kW et inférieure à 500 kW à toute personne physique et à toute sorte d'entreprise indépendamment du nombre de personnes la constituant.

(s.) Claude Wiseler.

Eisen drëtte Punkt war d'Opriichte laanscht d'Autobunnen; dat hunn ech awer elo scho virdru genannt. Dat Véiert, dat war, fir déi ganz Läermschutzmaueren ze benotzen, fir och kënne Solaranlagen opzeriichten. Dat Fënneft, dat war d'Installatioun vu Fotovoltaik op eise Bauschuttdeponien, déi fäerdeg sinn. Dat géif duerchaus Sënn maachen. An de sechste Punkt, dat war, d'Fotovoltaik op ëffentleche Parkplazen och méi ze pousséieren. Also eng ganz Rei konkreet Moossnamen, déi mer Iech doriwwer virschloen.

An dann ass nach eng Moossnam, déi ech besonnesch flott fannen. Ech weess net, ob se zu Lëtzebuerg realisabel ass, mee ech fannen, datt et awer derwäert wär, se eng Kéier ze kucken. Dir kennt se vläicht, dat sinn déi sougenannt „Certificat-verten", déi an der Belsch fonctionéieren. Ëm wat geet et do?

(Interruption)

Mir diskutéiere gär driwwer. Dir hätt gär Iddie gehat: Dir kritt Iddien! Dir fannt se gutt, Dir fannt se schlecht. Ech fanne vun Iech der eng Rei gutt an eng Rei schlecht. Dofir, loosst mech meng emol entwéckelen!

Dat ass d'Méiglechkeet, déi Privatleit hunn, fir Solaranlagen op hiren Daach installéiert ze kréien, an zwar gratis, an och gratis déi Energie, déi se brauchen, dann an hiert Haus ze kréien, wärend zéng Joer. An déi Energie, déi supplementar produzéiert gëtt, kréie se zwar dann net bezuelt, mee déi gëtt da vun där Firma, déi et opriicht, wat eng staatlech Firma ass, an d'Netz agespeist. A fir déi Firma ginn domat Certificat-verten declenchéiert.

Ech fannen et eng relativ positiv Aart a Weis, well et ville Leit, déi sech awer beschwéieren, op hirem eegenen Daach esou eng Anlag opzeriichten, hëlleft, éischtens d'Käschten ze decken an zweetens och déi ganz Aarbecht esou ze organiséieren, datt se sënnvoll an datt se effikass ass. À voir, ob dat zu Lëtzebuerg geet oder net. Do misst ee Berechnungen driwwer maachen. Mee wéi gesot, Dir hätt gär Iddie gehat a mir wollten Iech déi Iddie ginn.

Ech kommen zum Sujet Mobilitéit.

An deene Leit, déi sech wonneren, datt ech laang schwätzen, wëll ech just soen, datt ech als Interpellant nom Artikel 40 (2) leschten Alinea déi Zäit, déi mir als Fraktioun zegutt hunn, kann hannendrusetzen a weiderfueren op Basis vun där Zäit. Just fir datt mer elo keng Froen doriwwer kréien.

Zur Mobilitéit wollt ech soen …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ganz richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dat ass richteg. Jo, ech hunn et nogekuckt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Et ass ganz richteg. Dat ass ganz richteg: Déi Zäit, déi Der iwwerzitt, …

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- … geet op d'Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- … gëtt vun Ärer Zäit, déi d'Fraktioun zegutt huet, ofgezielt.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- A par ailleurs ass dat mat der Fraktioun ofgeschwat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Gutt. Vu datt et laang ass, wëll ech awer …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech hunn lech nëmmen ënnerstëtzt.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Voilà! Merci, Här President. E puer Kapitelen, déi mer einfach och wichteg erschéngen, wat d'Mobilitéit an den Transport ugeet:

Wat d'Verkéiersvermeidung ugeet, do mengen ech, datt Der fir den Ausbau vum ëffentlechen Transport bei eis sécherlech kee fannt, deen lech do Oppositioun mécht. Au contraire ënnerstëtze mer lech 100%eg. D'ailleurs sinn ech haut nach ëmmer stolz drop, fréier an der Regierung matgehollef ze hunn, de MoDu ze entwéckelen. En ass haut e wéineg weiderentwéckelt ginn. Dat ass normal, dat geet mat der Zäit.

Ech soe just: „Dat wat Der doranner schreift, datt Der beim MoDu, an der Ëmsetzung vum MoDu eng Verkéiersvermeidung géift maachen, do muss ech awer soen, ech hunn einfach Problemer, dat ze akzeptéieren!" Well wann ech kucken, mat wat fir enger Vitess de MoDu an déi Infrastrukturen, déi mussen en place gesat ginn - déi och gutt en place gesat ginn -, mee mat wat fir enger Vitess déi en place gesat ginn, da soen ech lech ganz kloer, datt Der einfach vum Wuesstum iwwerrullt an iwwerholl gitt!

Ech hunn dem Här Bausch säi MoDu elo geholl a gekuckt, an ech hunn doranner gesinn, datt an der Phas 3 nach eng ganz Rei Projete sinn, déi sollte realiséiert ginn, déi Der awer braucht fir Är Verkéiersvermeidung. Ech verstinn och, datt se net direkt kënne gebaut ginn. Mee ech soen lech just: „Wann Der dat an Ärem Plang fir Energiespueren aplangt, dann ass et awer net realitéitgebonnen, well dat sinn Infrastrukturen, déi Der an där Vitess net hikritt an déi Der eréischt an 10, 15 Joer, dat heescht no 2030 stoen hutt." Dat steet d'ailleurs am MoDu selwer. Dat erfannen ech net, et steet am MoDu selwer.

Une voix.- Et kënnt en neien …

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Jo, et kënnt … Ech soen: „Okay, et kënnt elo erëm en neien." Virun zwee Joer hate mer schonn en neien. Mee ech soen lech just, an dat ass och meng Konklusioun duerno: „Dir gitt vun deem Wuesstum, dee mer momentan spieren, iwwerrullt, an alle Punkten, och an der Mobilitéit!" An dee Shift, deen Der wëllt, deen Der och beschreift, vun 20 % méi ëffentlechen Transport (veuillez lire: vun 20 % méi Transport) an engem Modalsplit, wou 22% vun de Leit um ëffentlechen Transport sinn, dee wär vläicht richteg, wann d'Populatioun géif esou bleiwen, wéi se ass. Mee dat kritt Der als Shift net hin, well de Wuesstum esou grouss ass, datt Der et net packt. An dofir fannen ech dat, wat Der an den Energieplang schreift, net realistesch.

(Interruption)

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech fannen et net realistesch! An dofir hunn ech Problemer domat.

Ech kéint elo nach iwwert d'integréiert Raumplanung schwätzen, mee dat maache mer, mengen ech, eng aner Kéier.

Ech wëll nach iwwert d'emissiounsfräi oder -aarm Mobilitéit schwätzen. Dir schreift do, datt et 49 % Elektroautoen 2030 sollte sinn, 49 % Elektroautoen 2030 hei am Land. An Dir stellt do eng detailléiert Roadmap a Perspektiv, fir déi an deenen nächste Joren ofzeginn.

Fir mech ass dat och okay, wann een dat wëllt. Just, elo ganz seriö: Pabeier ass gedëlleg! Dir hat scho gesot: „Bis 2020 40.000 elektresch Autoen". Et sinn der elo 2.120 um Maart, 0,5 %. Wéi wëllt Der déi Zuelen, déi Der hei an d'Welt setzt, dann an d'Realitéit ëmsetzen? D'Hallschent Elektroautoen 2030, dat ass net d'Hallschent vun de Venten, déi sollen Elektroautoe sinn. Dat kéint ech jo nach akzeptéieren. Mee an Ärem Pabeier steet kloer an däitlech, datt d'Hallschent vun dem „Fahrzeugbestand" muss 2030 Elektroautoe sinn.

Verstitt Der, also wann Der dat esou schreift, an Dir rechent Är Zuelen domat, jo, dann hunn ech einfach awer Schwieregkeeten, fir dat nozevollzéien! Dat géif jo heeschen, datt mer, bei eisem aktuellen Autosbestand, vum nächste Joer un 20.000 bis 25.000 elektresch Autoe misste verkafen. Vum nächste Joer un. Mir verkafen der 500 d'Joer!

(Interruption)

Jo, da liesen ech d'Zuele falsch. Wann Der wëllt op 210.000 bis 250.000 elektresch Autoen 2030 kommen, jo, da musst Der der 25.000 d'Joer verkafen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Wéi wëllt Der et da maachen? Also wann Der et fäerdegbréngt, immens! Mee ech …, jo, erkläert mer just, wéi Der et fäerdegbréngt! Ech gleewen lech et net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Stellt lech a Fro!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech gleewen lech et wierklech net, wéi Der dat do … A wann Der et och nach géift fäerdegbréngen, da sot mer: Wéi wär dann d'Infrastruktur?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Wéi kéint déi fonctionéieren a wéi soll dat alles goen? Also mir feelt „der Glaube" an dat, wat Der do schreift. Dir hutt e grousse Retard do. An de Fait ass, wann Der esou Zuelen einfach avancéiert, da fänken d'Leit och dobaussen un ze zweifelen a soen: „Wat soll dat do?" An ech fannen et geféierlech, esou Zuelen einfach ze avancéieren, wou Der wësst, datt et net geet, well d'Kredibilitéit vun der Politik a mengen Aen absolutt dorënner leit.

A wann ech dann och nach gesinn, datt déi Primm, an elo soen ech, déi den Här Lux agefouert hat, vu 750 Euro - well et si jo och ëmmer aner Ëmweltministere virdrun, déi scho Saache gemaach hunn -, eng Primm fir „voitures à faibles émissions" 2008, duerno fir Elektroautoen 2010, beim Marco Schank 2013 vun 3.000 op 5.000 Euro ugepasst gouf, an Dir erkläert haut déi Politik: „Mir musse méi Elektroautoe kréien", an Dir wësst awer, datt Dir se 2015 an 2016 als Primm ofgeschaaft hutt!

An ech ka mech gutt drun erënneren, dat huet mech immens geiergert, well de Marco Schank an ech, mir waren an deem Ministère, mir hu se agefouert. An no engem Joer, wéi mer fort waren, ass se ofgeschaaft ginn!

(Interruption)

An dunn hu mer eis hei opgereegt op där selwechter Plaz an du krute mer vum Responsabelen déi Zäit d'Äntwert, datt gesot ginn ass: „Jo, mir gleewen net un den Individualverkéier. Mir setzen alles, alles, alles, wat mer hunn, op en ëffentlechen Transport. An et ass, well mer den ëffentlechen Transport gär hätten, woufir mer den Individualverkéier net kënnen ënnerstëtzen."

Ech soen lech - an da kritt Der ganz gär d'Wuert -, ech soen lech, datt dat e politesche Feeler war, déi Decisioun ze huelen, eng politesch Feeldecisioun, déi déi gréng sengerzäit geholl hunn an déi eis an där Zilsetzung, déi Dir haut dohinnerschreift, dräi, véier Joer kascht huet, wou mer haut batter regrettéieren, datt mer et net gemaach hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Här President, den Här Turmes wëllt d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, also vläicht just ee Wuert dozou. Ech mengen, et ass elo müüsseg, driwwer ze diskutéieren, wat do besser war oder net. D'Realitéit ass, dass, wann d'Autoskonzerner keng uerdentlech emissiounsfräi Autoen ubidden, dann ass et schwéier, fir se ze kafen. An d'Situatioun haut ass elo eng ganz aner, well mer mëttlerweil um europäeschen Niveau eng nei Direktiv gemaach hunn: „CO_2 and cars". An déi féiert dozou, dass déi gréisst Autoskonzerner op der Welt - VW, Volvo, anerer - elo wierklech massiv an emissiounsfräi Autoen … Dat heescht, fir den Autofestival vum nächste Joer, vum iwwernächste Joer stinn déi Autoen an de Garagen an da gëtt et vill méi einfach. An duerfir ass d'Primm och elo richteg gutt, well mer vill méi Leit an déi Richtung elo kréie wäerten.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Also: Wéi mir se gemaach hunn, war se schlecht, wéi Dir se gemaach hutt, war se gutt!

(Interruption et brouhaha)

Sou, den Ëmstig op d'Elektromobilitéit vun 200.000 Pendler musse mer jo dann och nach hikréien. Do schreift Der hei dran: „Die Regierung wird entsprechende Initiativen auf der Ebene des Pentalateralen Forums [...] sowie auf der Ebene der Großregion ergreifen." „Entsprechende Initiativen", also ech muss soen, Dir hutt dat Wuert d'leschte Kéier gebraucht, dat ass verdammt prezis! „Entsprechende Initiativen", Punkt, fäerdeg! Ech brauch kee Kommentar driwwer ze ginn, dat ass dat, wat Der maacht: Dir maacht „entspriechend"!

(Interruption)

A bei de Bornen ass et d'selwecht. Do hunn den Här Schank an den Här Krecké, mengen ech, der 800 annoncéiert 2010/2011, den Här Schneider nach eng Kéier 800, den Här Gramegna 800, den Här Turmes huet der 800 annoncéiert. Ech hat gemengt, dat wären der 3.200, mee et waren ëmmer déi selwecht.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- An haut si mer op 300, déi an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Also ech hoffen … Wann ech lech elo däerf eng Rei Moossname virschloen, ass déi éischt Moossnam: Schaaft déi Primm net erëm of! Dir hutt se elo agesat, si ass gutt. Loosst se!

Mee elo e wéineg méi seriö: Fir een, dee wëllt en Elektroauto kafen, geet et jo net drëm, fir just eng Primm ze kréien a sech e kënnen ze leeschten. Et geet am Fong och drëm, datt mer dat Praktescht vum Alldag an de Grëff kréien. A wann Der keen hutt, dee sech ëm Ären Elektroauto bekëmmert, deen e parke geet an opluet, an Dir lech selwer musst drëm bekëmmeren, dann ass dat heiansdo komplizéiert, well Der net iwwerall selbstverständlech eng Born fannt. Dat ass dat Éischt, mee dat wësst Der. Mee op där anerer Säit awer och: Wann Der keng Garage hutt oder wann Der keng Garage hutt, wou en elektreschen Uschloss dran ass - an där Leit ginn et jo awer, well wann Der an der Stad wëllt eng Garage kafen, dat kascht d'Aen aus dem Kapp -, wéi wëllt Der dann Ären Auto oplueden, wa keng Born do ass?

A wann Der och eng Politik maacht, wou net eng Obligatioun ass, datt an Neibauten Elektresch an de Garagen ass oder Bornen an de Garagë sinn, da gëtt et schéin deier fir nozebezuelen, fir …

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dat hu mer! Do hu mer awer elo drop opgepasst. Dee Règlement grand-ducal hu mer gestëmmt. Deen hu mer gestëmmt!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Also ech gesinn elo net … An deene leschten Haiser, déi mer haten, sinn eng ganz Rei Ëmbauten, déi musse gemaach gi fir d'Elektromobilitéit, déi Compteuren an déi nei Saachen, dee Voltage, deen Der braucht, fir dat anzeféieren.

Mee et sief dann!

(Interruption)

An dann ass déi aner Fro, Här Turmes: Wann Der keng Garage hutt, ass et ganz schwéier, well Dir leet de Kabel net iwwert den Trottoir! Mir maachen awer eng Politik hei an der Stad an an anere Géigenden, wou mer d'Limitatioun vun de Parkplazen an de Garagen extreem erofsetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech verstinn déi Politik och. Dir wëllt jo d'Leit op den ëffentlechen Transport kréien. Just, si ass kontradiktoresch par rapport zu der Elektrifizéierung vum Fuerpark, well Der, wann Der dat net hutt, net kënnt en elektreschen Auto kafen.

Dofir ass meng Fro, ob ee sech awer net kéint iwwerleeën, bei neien Haiser méi Parkplazen ze autoriséieren, à condition datt d'Leit och, déi déi Parkplaz lounen, elektresch Gefierer hunn, fir datt se och eng real Chance hunn, fir sech kënnen een ze kafen. Ansonsten ass et Blödsinn!

(Interruption)

Well et einfach net geet, well se et einfach net fäerdegbréngen! An och an den ëffentlecheParkinge schéngt et mer evident, datt eng gréisser Zuel muss kommen. Ech fannen et och komesch, datt am Parking Clairefontaine nach keng ass, mee vläicht hunn ech dat och verpasst!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mir kënnen lech erkläre wisou.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dann erkläert Dir mir dat duerno, wisou. An da fannen ech et och eng absolutt Noutwendegkeet, datt mer déi Saachen einfach an der Praxis esou upassen, datt d'Leit och kënnen déi Saachen, deen elektreschen Auto benotzen.

Ech gesinn, datt an Norwegen eng ganz Rei Moossnamen agefouert gi sinn, déi effikass waren. Déi hunn hire Fuerpark jo schonn zu engem Deel ëmgestallt. Ech hunn déi och eng Kéier duerchgekuckt: Déi hunn eng Exemptioun vun der TVA op dem Kafe vun den Autoe gemaach. Déi hu keng Chargen op alle Stroosse gemaach. Déi hunn a sech dat och fräi gemaach fir den ëffentleche Parking - an all Gemeng! -, mat Elektroauto kanns de gratis fräi parken. Déi hunn d'Méiglechkeet gemaach fir Elektroautoen, op Busspueren ze fueren. Déi hu 50 % Reduktioun fir Autoen, déi Gesellschafte féieren, an dem Sharing, an dem Leasing agefouert. An déi hunn eng Méiglechkeet och geschaaft fir jonk Leit mat engem Fürerschäin, deen net esou vun der Klass - elo weess ech net, wat fir eng dat ass - C ass, mee B1 ass, fir mat klengen Autoen anescht ze fueren, wéi dat momentan hei de Fall ass.

Ech kann dat elo net jugéieren, wat zu Lëtzebuerg sënnvoll ass oder net, mee ech gesinn, datt hei eng ganz Rei praktesch Moossname sinn, déi eis och géifen hëllefen, an deem do Domän ganz seriö weiderzekommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wiseler, den Här Turmes wëllt lech nach eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Déi kréien och déi Zäit do ofgehalen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Nee, déi kréie se derbäigerechent.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här Wiseler, ech mengen, Dir hutt eng ganz Rei Saachen elo opgeworf, déi deelweis och Sënn maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dat hätt Der jo gär gehat.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Mir maachen, an ech mengen, wann Der de Plang gelies hutt, da gesitt Der och, dass mer eng detailléiert Roadmap maache fir d'Elektromobilitéit, fir eeben …

(Interruption)

An déi kënnt virum nächste Summer, well eis Analys ass, dass d'Offer vun den Automobillkonzerner eréischt richteg gutt gëtt Enn nächst Joer. A wann Der mat Experte schwätzt, déi soen: „Dat gréisst Hindernis sinn net d'Bornen, dat gréisst Hindernis ass net, ob mer grénge Stroum hunn oder net, dat gréisst Hindernis war, dass d'Autoskonzerner einfach keng uerdentlech Modeller gebaut hunn." An elo si mer esou wäit! A wa mer déi Elektromobilitéitsroadmap elo maachen, gitt Der gären invitéiert, an da kënne mer do en Deel vun Ären Iddien eventuell opgräifen.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech hunn Ären Programm dräimol gelies. Ech hunn och déi Roadmap scho virdrun zitéiert gehat. Mäi Problem war, datt mer eng Diskussioun féieren, ouni datt se do ass. Also ginn ech lech eng Rei Iddien, wat ech mengen, datt an déi Roadmap soll drakommen, vu datt ech se net hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll dann awer nach hannendrusoen, datt ech nu wierklech mengen, datt an där Roadmap een awer och net soll alles op Elektro setzen! Well Dir hutt virdru vun de Betriber geschwat, déi elo sech ëm Elektroautoe besser këmmeren - VW an eebe BMW oder wat et och ëmmer ass -, déi dat elo uerdentlech an deenen nächste Jore maachen. Ech gesinn awer elo, datt grouss Länner wéi China ufänken, sech lues a lues schonn erëm Iddien ze maachen, fir sech vum Elektreschen ofzewennen a fir nach op aner Energieträger ze goen.

An ech soen och, wann ech mat Leit vu Volkswon a BMW schwätzen - well mir hu jo och déi Diskussioune gehat als Fraktioun, wou mer bei déi Ingenieuren a bei déi Instituter gaange sinn, fir eis ze informéieren -, déi soen engem och alleguer, datt een net ka just op een Energieträger setzen, datt Elektro wierklech eng grouss Zukunft huet, mee datt selbstverständlech och aner Energieträger wéi dee Bensinn, …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- … dee mer haut hunn - wann da mat Biospritt vun der zweeter Generatioun oder als syntheetesche Spritt -, oder de Waasserstoff eng grouss Zukunft hunn an datt ee sech net soll zoumaa-

che fir aner Energieträger, well déi, déi Laangstrecke fueren, aner Besoinen hu wéi déi, déi am Stadverkéier sinn, an eng ganz Rei Leit och eng hybrid Propulsioun brauchen, fir och uerdentlech hiert dagdeeglecht Liewe kënnen ze gestalten.

An ech sinn der Meenung a mir sinn der Meenung als Fraktioun, datt et duerchaus sënnvoll wär, hei zu Lëtzebuerg en Experimentéierfeld fir Waasserstoff ze maachen, zum Beispill mat der Uni, zum Beispill mat den Autosmarken, zum Beispill mat den Infrastrukturhiersteller, zum Beispill mat der Grenzregioun, wou mer kéinte fir eng nei Zort, eng innovativ Zort vu Propulsioun duerchaus en Experimentéierfeld sinn an eis am europäeschen Alldag ervirsträichen. Kommt, mir maachen et! Kommt, mir probéieren et, a kommt, mir kucken, wat dat gëtt!

An eng aner Iddi ass och fir ze soen, datt haaptsächlech de Waasserstoff an deenen nächste Jore fir d'Schëfffaart eng grouss Zukunft wäert hunn. Dat schéngt mer absolutt evident ze sinn, well d'Schëfffaart ass e grousse Verschmotzer, net déi Schëffer - fir den Här Gloden ze berouegen -, déi op der Musel fueren, mee déi op den Ozeane fueren an déi deelweis ënner Lëtzebuerger Flagg fueren. An dofir soen ech, datt mer och do eng Responsabilitéit hunn, well mer e Pavillon maritime hunn a well et duerchaus sënnvoll wär fir ze kucken, ob ee mat deem Pavillon maritime net kéint eppes maachen, fir eng Förderung vun deenen neien Typpe vu Propulsioune kënnen ze maachen.

An Ärem Rapport steet eng Säit iwwer Circular Economy, an ech muss soen, vill Generalitéiten och doriwwer: Dir wëllt eng nei Definitioun ginn, e Gesellschaftswandel maachen, e Lenkungsgremium schafen an eng Förderung fir nohaltegt Bauen organiséieren.

Do sinn ech mat allem d'accord, just, ech hätt do och gär gehat, datt mer eng Rei méi prezis Projeten drageschriwwen hätten. Dir sidd der jo amgaangen ze maachen. Dir maacht jo zu Wolz e Circle-Economy-Projet. Jo, mee da sot mer: „Mir maachen dat zu Wolz a mir maachen et an deenen nächsten zéng Joer nach op anere Plazen." Wéi, wou - wann Der et scho wësst -, wéi vill? Et ass dat, wat awer an esou e Plang gehéiert! A wat spuert dat eis, wat gewanne mer domat? Genau dat wëll ech wëssen, net e generelle Saz. Ech wëll eng nei Definitioun. Sot mer, wéini wat wéi! Et ass dat, wat de Plang brauch. Et ass och dat, wat d'Kommissioun Iech freet.

An ech fannen och déi Iddi, fir d'Nordstad respektiv fir Wolz oder gréisser Gemengen am Norden als Laboratoire fir Circular Economy ze developpéieren, net fir Entreprisen, déi an der Circular Economy schaffen, dohinner ze implantéieren, mee fir Entreprisen, déi „fir" d'Circular Economy schaffen, fir déi do ze implantéieren, dat schéngt mer nach ëmmer sënnvoll, schéngt mer eng Iddi, déi een an deenen nächste Joren och kéint gebrauchen.

An dann nach zwee Punkten zum Schluss: Dir hutt iwwert d'Klimagesetz geschwat. Ech wëll just soen - well dat ni méi ernimmt gëtt! -, datt de Marco Schank och schonn 2015 e Klimagesetz erabruecht hat, wou en eng ganz Rei Organisatiounsfroe proposéiert huet. Do ass säit véier Joer iwwerhaapt net driwwer diskutéiert ginn. An Dir hutt dat elo entwéckelt, developpéiert. Ech wëll! Ech fannen dat och gutt, mee et wär zumindest awer korrekt gewiescht, fir eng Kéier ze soen, datt viru véier Joer och schonn eppes dolouch, wat an déi Richtung gaange war.

An dann nach: Iwwert d'gréng Finanze schreift Der och eng Säit an eng hallef. Dir frot do, datt d'LSFI gegrënnt gëtt, dat wär den ideale Forum fir d'Erstellung vun enger nationaler Strategie an de grénge Finanzen. Do wëll ech just soen, datt den Här Mosar eng Gesetzespropositioun de 25. Abrëll 2019 hei am Parlament deposéiert hat. Déi ass schonn aviséiert vum Conseil d'État. Et wär einfach a gutt, wa mer wëlle konkreet eppes maachen, wa mer wëllen detailléiert eppes maachen, datt mer déi géifen huelen, an der Kommissioun analyséieren an domadder weiderfueren. D'ailleurs huet de Finanzminister éischter eng positiv Approche de Moien an de Budgetsdiskussiounen doriwwer ausgedréckt. Dat ass och eng kloer an däitlech Demande vun eis.

An da just eng Klammer op, well dat mer awer wichteg ass: Dem Här Mosar seng Propositioun krut en Avis. Et ass eng Opposition formelle dran.

Une voix.- Zwou.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Zwou, mee eng, déi wichteg ass. Déi huet näischt mam Här Mosar sengem Projet ze dinn, mee déi seet, datt den Artikel 176 vun deem Gesetz anticonstitutionnel ass. Dat ass awer deen, wou sech déi Reglementer drop baséieren, déi d'Besteierung vun de Fongen uginn. Kuckt dat wannechgelift no, well dat kann - net par rapport zum Här Mosar sengem Text, mee zu dem Artikel 176 vun dem Gesetz - eis reell Problemer fir d'Zukunft schafen! Dat just als kleng Remark, déi ech wollt maachen.

An dann halen ech op, well et schonn ze laang ass, mat där heiter Remark fir ze soen: „Dir hutt an dem Plan national de développement durable an an deem hei och eng vun deene weesentlechste Froen, déi mir eis als Gesellschaft musse stellen, net ugeschwat. An dat ass déi vum Wuesstum!" Villes vun deene Moossnamen, déi Der hei proposéiert, villes vun deem, wat Der sot an der Mobilitéit, an dem Wunnengsbau, an dem Energiespueren, gëtt Iech opgefriess vun deem Wuesstum, dee leeft a leeft an dee mer net an de Grëff kréie respektiv dee mer an eisem infrastrukturellen Developpement net suivéiert an accompagnéiert kréien.

Wann Der déi Fro net upaakt, wann Der esou e Programm wéi deen hei maacht, ouni déi zentral Froen: „Wat wëllt Der? Wéi maache mer dat? Wéi geréiere mer dat?" ze beäntweren, packe mer et wierklech net, do sinn ech fest dovunner iwwerzeegt! An ech géif einfach bieden, datt mer déi zentral Froen uschwätzen. A wann Der bereet sidd, déi Diskussioun ze féieren, fannt Der ganz, ganz sécher an eis e Partner, fir déi Diskussioune matzedroen, mee dann an enger gemeinsamer Diskussioun, déi zesummen ass an déi och fair a korrekt gefouert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Madamm Martine Hansen als Auteure vun där zweeter Interpellatioun huet elo d'Wuert. Madamm Hansen, et ass un Iech.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn éierlech, ech hu gëschter Owend net méi déi 400 an eppes Säite gelies.

Plusieurs voix.- O!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Well ech fannen et einfach eng Frechheet, wann een déi owes kritt, wann den Dag duerno en Debat ass. An d'Frechheet ass dann nach exponentiell mol honnert, well verschidden Dokumenter och nach vun 2007 sinn. An ech mengen, déi Dokumenter hätte mer sécherlech kënnen e puer Woche virdru kréien.

(Mme Martine Hansen montre une sphère en verre.)

Ech hunn awer doheem dës Glaskugel fonnt.

Une voix.- A!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- An dunn hunn ech mech dohinnergesat mat mengem Plang ...

(Mme Martine Hansen montre une documentation.)

... an ech hunn de Plang vun där enger Säit gekuckt mat der Glaskugel, ech hunn d'Glaskugel dropgeluecht, ech hunn e vun där anerer Säit gekuckt. An ech hu leider misse feststellen - ech leeën déi elo léiwer heihinner -, datt ech net déi iwwerierdesch Kräfte wéi den Här Turmes hunn. Well dee schéngt definitiv, ech géif soen, e modernen Nostradamus ze sinn, well den Här Turmes gesäit am Klimaplang ganz genau, wat ze maachen ass. Hie seet, all Mesure wär genau modeliséiert. An ech gesi keng eenzeg, déi modeliséiert wier, och net fir d'Landwirtschaft!

Mir ware jo schonns emol frou, wéi mer endlech sollten dee Klimaplang kréien. Dat war Niklosdag. A wat hu mer kritt?

(Mme Martine Hansen montre une autre documentation.)

Hei ass en. Dat hu mer an der Kommissioun kritt: eng PowerPoint. Landwirtschaft, hei ass et: siwe Punkten. Siwe Punkten, siwen Iwwerschréften, näischt derhannert, an da steet grouss op deem „Déngen", wat mer kritt hunn - ech nennen et esou -: „Ambitiéis - Innovativ - Sozial gerecht".

Wann een esou eppes kann „ambitiéis" nennen, dat do ass definitiv just eng Mogelpackung! An ech hunn dunn och de Minister gefrot gehat, ob dat dann elo tatsächlech dee Plang wär, dee mer hätte solle kréien, well dat stoung u sech um Ordre du jour. Dunn huet den Här Turmes gesot, ma am Regierungsrot wär nach e bëssen eppes ëmgeännert ginn a mir kriten da méindes en Dokument. An dunn huet e gesot, ech zitéieren Iech: „Da gesitt Dir, dass déi zwielef Mesuren, déi, géif ech emol soen, 85 % bis 90 % vun allen CO_2-Emissioune bréngen, déi sinn am Detail modeliséiert. A mir wëssen och ganz genee, wat do ze maachen ass."

(Interruption par M. Claude Turmes)

A wat mer dunn dënschdes kritt hunn - net méindes, dat geet net esou genau bei der Regierung -, dat war dann deen heite Pak.

(Mme Martine Hansen montre une troisième documentation)

Wéi gesot, do steet net vill méi dran, ausser méi Prosa. Et sinn 33 Säiten, mee wéi gesot, den Här Turmes huet a mengen Aen iwwerierdesch Kräften, well hie weess hei, zwielef Mesurë gesäit en, déi genau modeliséiert sinn. Ech wär wierklech frou, wann ech da vläicht Är Glaskugel krit, well mat där heiter ass et gëschter Owend näischt ginn.

An ech soen Iech: „Mir hu jo elo geschwë Chrëschtdag. A Chrëschtdag ass d'Fest vun der Nativitéit. An ech kann Iech berouegen, net vun der „Naivitéit", a mir sinn och keng Chrëschtkënnercher. An d'Leit sinn och keng Chrëschtkënnercher! A mir hätten u sech gäre gefëllte Päck ënnert dem Chrëschtbeemchen a keng eidel Këschten!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech kommen dann zur Landwirtschaft, Dir Dammen an Dir Hären, an déi ass virun allem emol do fir d'Liewensmëttelproduktioun. Well hir Haaptaufgab ass et, fir gesond Liewensmëttel hierzestellen. An dat solle mer wannechgelift alleguer heibannen net vergiessen! An international besteet och Eenegkeet, datt, egal wéi eng politesch Decisioun geholl gëtt, doduerch net däerfe manner Liewensmëttel produzéiert ginn, well: Mir hunn eng wuessend Weltbevëlkerung! An: Mir hu weltwäit méi Wuelstand. An dat ass och gutt esou. Doduerch steigt awer d'Nofro no landwirtschaftleche Produkter an och no déieresche Produkter. Dat kënne mer elo gutt oder schlecht fannen, mee dat ass esou.

Fir dann eebe souwuel d'Ernärung ze sécheren an d'steigend Nofro no déieresche Produkter ze sécheren, muss u sech d'landwirtschaftlech Produktioun weltwäit op deene Flächen, déi do sinn, méi produzéiere mat manner Zäregaser. „Méi mat manner", seet och d'FAO, d'Food and Agriculture Organization. An dat ass definitiv en Challenge, deem mer eis alleguer heibanne solle bewosst sinn.

D'Landwirtschaft, ech hunn et scho gesot, ass een Deel vun der Léisung, mee produzéiert och Zäregasen. 6,5 % vun de Gesamtemissiounen, dat ass am Verglach zu dem Verkéier wierklech minimal. Mee et ass och een Deel vun der Léisung, dat hunn ech och scho gesot: D'Landwirtschaft kann CO_2 späicheren, d'Landwirtschaft produzéiert erneierbar Energie an d'Landwirtschaft ka Rostoffer produzéieren, déi fossillintensiv Stoffer kënnen ersetzen. An duerfir sinn ech dann eeben och frou, datt bei der Heure d'actualité déi leschte Kéier meng Motioun an deem Sënn emol eng Kéier gestëmmt ginn ass, och vun der Majoritéit, fir eebe bei de sektoriellen Zilerreechungen der Landwirtschaft dës Leeschtungen an hirem Bilan zouzerechnen, datt déi eeben ugeholl ginn ass. Ben, ech hoffen dann, datt dat och elo esou ëmgesat gëtt.

Landwirtschaft a Klimaschutz, dat ass e bëssen technesch. Ech probéieren, et wierklech ze vereinfachen. Fir Klimaschutz an der Landwirtschaft ze maachen, musse mer allgemeng, awer net nëmmen an der Landwirtschaft, d'Kreeslafwirtschaft stäerken.

D'Zäregasen, déi an der Landwirtschaft entstinn, do ass et anescht wéi bei deenen anere Secteuren, et ass net esou vill CO_2, mee et ass virun allem Methan. Methan ass CH_4, dat heescht CO_2 a Methan, dat ass de Kuelestoffkreeslaf. Dat anert ass Lachgas, Lachgas N_2O, do ass Stéckstoff dran, dat ass de Stéckstoffkreeslaf.

An ech fänke mam Stéckstoffkreeslaf un. An ech wäert dee sécherlech net ganz erklären, mee et ass relativ einfach: Lachgas entsteet beim Emsetze vum Stéckstoff am Buedem. A wann ech eebe méi Stéckstoff an de Buedem kréien, wéi d'Planzen es brauchen, dann ass de Risiko grouss, datt Lachgas u sech erauskënnt.

Et muss also gekuckt ginn, fir d'Stéckstoffeffizienz bei de Betriber ze verbesseren. An de Stéckstoff kënnt an de Betriber bei der Düngung, awer och bei der Fidderung. Also muss ech déi zwee Punkten upaken. Wat steet am Klimaplang? „Reduzierung der Stickstoffdüngung auf Acker- und Grünland", an et steet do déi „besteeënd Agrarëmweltmoossnamen", et ass dorop higewise ginn. Méi steet u sech bei der Düngung net am Klimaplang.

Mee mat deem Saz „Reduzierung der Stickstoffdüngung auf Acker- und Grünland" weess den Här Turmes - an ech denken, de Rescht vun der Regierung jo och mat hiren hellseeëresche Kräften - jo ganz genee, wat ze maachen ass. A mat deem dote Saz ass déi Mesure ganz genau modeliséiert. Ech wär frou, wa mer dat herno erklären kriten!

Als CSV soe mer:

Éischtens, net méi düngen, wéi d'Planze brauchen! Also misst Der och nach deen eenzege Saz, deen Der drageschriwwen hutt, upassen. Well eleng nëmme manner dünge bréngt guer näischt! Well wann Der manner düngt an Dir hutt keng Planzen drop, dann hutt Der nach ze vill gedüngt. Also: Net méi dünge wéi dat, wat d'Planze brauchen.

An duerfir musse mer derfir suergen, datt een den Ertrag anstänneg kann ofschätzen. Dat gëtt elo technesch ... Nee, et gëtt net technesch, well ech net an den Detail ginn. Mee et ass wichteg, datt mer dat beim Grénglandrichteg upaken. D'Grénglandass 50 % vun eiser Fläch. An do hu mir - ech soe mir alleguer - nach net ganz vill Anung, wéi een den Ertrag richteg kann do ofschätzen. Hei brauche mer Fuerschung, Berodung an Aus- a Weiderbildung.

Dann d'Digitaliséierung, déi muss als Chance genotzt ginn. Doduerch kënnen d'Betribsmëttel vill méi effizient agesat ginn.

(Interruption)

Mee heifir brauch d'Landwirtschaft Daten. An hei happert et zu Lëtzebuerg; an dat an engem Land, wat sech awer d'Digitaliséierung op de Fändel geschriwwen huet. „Big Data auf dem Acker", huet d'„Handelsblatt" een Artikel iwwerschriwwen, an ech zitéiere kuerz draus: „Die Digitalisierung ist die nächste Revolution, die dem wohl ältesten Gewerbe der Welt nun bevorsteht. [...] Sie soll nicht weniger als Ökonomie und die Ökologie in der Landwirtschaft endgültig versöhnen [...]."

D'Politik, Dir Dammen an Dir Hären, muss also derfir suergen, datt d'Emstellung op de Betriber - déi digital Emstellung - fir d'éischt emol erméiglecht gëtt. Si brauch d'Daten. An d'Ekipementer mussen am Agrargesetz anstänneg gefërdert ginn. An hei ass emol vläicht net de Bäihëllefesaz de Problem, mee de Problem ass de Plaffong, déi maximal Zomm, déi pro Betrib kann eebe subventionéiert ginn.

An duerfir deposéieren ech am Laf vun dem Debat - ech soen „am Laf vum Debat", well et kënnt nach e bëssen eppes derbäi, bei déi Motioun - eng Motioun, wou mer ënner anerem fuerderen, datt dës Investitiounen an d'Digitaliséierung aus dem betribleche Plaffong erausgeholl ginn, an, falls déi europäesch Reglementatioun et zouléisst, de Bäihëllefesaz ze erhéijen.

Deen zweete Punkt: Mir düngen, bréngen organeschen Dünger eraus. Do muss probéiert ginn, d'Verloschter ze reduzéieren. Ech soen Iech dräi konkreet Punkten:

Éischtens, mir hunn am Moment eng Nitratdirektiv. Déi schreift vir, wéini datt een däerf düngen. Zum Beispill op Grénglandhuet dat missen ausbruecht gi bis de 14. November. Et huet awer riichtera gereent. Wat maachen d'Leit? Si musse fueren, och wann et naass ass. Dat bréngt absolutt näischt! Et ass kontraproduktiv fir de Klima. An hei fuerdere mer - an do deposéieren ech och eng Motioun -, datt mer déi Nitratdirektiv upassen a méi eng Flexibiliséierung vun den Date maachen, an dat am Sënn vum Klimaschutz.

Ech siche just nach déi richteg eraus. Wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que les mesures permettant la réduction de la pollution diffuse en nitrates d'origine agricole sont prescrites par le règlement grand-ducal du 28 février 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture qui met en œuvre les dispositions de la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

- constatant que cette réglementation prévoit des périodes d'interdiction de l'épandage d'effluents d'élevage (lisier, fumier et purin) et la mise en place de capacités de stockage desdits effluents pendant les périodes d'interdiction durant l'hiver ;

- constatant qu'il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier, de purin, de digestat, de boues d'épuration liquides, de fumier mou, de fumier de volailles et de fientes de volailles :

pendant la période du 15 octobre au 1er mars sur les sols non couverts ;

pendant la période du 15 octobre au 15 février sur les sols couverts autres que les prairies et pâturages ;

pendant la période du 15 novembre au 15 février sur les prairies et les pâturages ;

- constatant que le changement des conditions météorologiques au cours des dernières années a eu des répercussions au niveau de l'épandage des effluents d'élevage, celui-ci n'ayant pas toujours pu être réalisé dans les conditions habituelles de bonne pratique agricole ;

- estimant que les calendriers d'interdiction d'épandage ne sont plus adaptés et ne tiennent pas compte des paramètres naturels qui fluctuent d'une année sur l'autre ;

- estimant que la planification actuelle peut même entraîner des effets contreproductifs et nocifs au niveau des terres agricoles et de l'environnement,

invite le Gouvernement

- à flexibiliser les périodes d'application des engrais organiques agricoles afin d'optimiser leurs utilisations dans les processus de production agricole et pour tenir compte de la nouvelle donne qu'implique le changement climatique, et revoir à cet effet les dispositions nationales s'y reportant.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Manner Verloschter heescht och méi Lagercapacitéit. Am Moment gi sechs Méint virgeschriwwen. Dat ass gutt. Mir hätte gären eng Upassung vum Agrargesetz, fir eeben extra Subventiounen ze geneemege fir dat, wat iwwert de Standard vu sechs Méint erausgeet. Hei ass definitiv „wat méi, wat besser" also ee positiven Incentive.

Manner Verloschter heescht och: Förderung vun emissiounsfräier Ausbréngung. Ech hunn haut den Här Minister héieren, an dat steet och iergendzwousch hei am Plang, datt de Pralltteller verbuede gëtt an datt d'Ausbréngungstechnik soll gefërdert ginn, eng méi buedemno an esou weider. Mee ech froe mech awer: Wéi? Och hei ass de betribleche Plaffong de Problem, an duerfir erweideren ech déi Motioun vu virdrun: Nieft den Investissementer an d'Digitaliséierung sollen d'Investissementer am Beräich vun der Émwelt aus dem betribleche Plaffong erausgeholl ginn.

Wannechgelift.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- rappelant la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales ;

- rappelant le régime d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg par les exploitations agricoles remplissant les normes minimales requises dans les domaines de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux, dans le cadre de leur activité agricole ;

- rappelant que le paragraphe 1 de l'article 7 de la loi précitée dispose que l'aide pour les biens immeubles est de 40 pour cent du coût des investissements et de 20 pour cent du coût des investissements pour les biens meubles ;

- rappelant que le paragraphe 3 de l'article 7 dispose que les investissements en biens immeubles sont éligibles à concurrence d'un plafond déterminé individuellement pour chaque exploitation en fonction du nombre d'unités de travail annuel fournies sur l'exploitation, sans pouvoir excéder 1.700.000 euros. Ce plafond est augmenté de 50 pour cent pour les investissements en biens immeubles relatifs à la transformation et la commercialisation ;

- rappelant que le paragraphe 3 de l'article 7 dispose encore que les investissements en biens meubles sont éligibles à concurrence d'un plafond de 100.000 euros par exploitation. Ce plafond est majoré de 100.000 euros pour l'achat d'une machine pour la mécanisation des pentes raides en viticulture ;

- estimant que la digitalisation représente une opportunité pour le secteur agricole ;

- estimant que la transition vers l'ère numérique nécessite un accompagnement et un encadrement général des agriculteurs au niveau financier, technique et scientifique et plus particulièrement sur toutes les questions liées à l'amélioration de l'efficience du processus de production et de l'utilisation des ressources afin de réduire de manière conséquente les gaz à effet de serre issus de la production agricole ;

- estimant que des investissements non productifs, mais clairement au profit de l'environnement devraient être subventionnés d'une manière adéquate ;

- estimant que des projets d'investissement dans les domaines des nouvelles technologies et de l'environnement ne devraient en aucun cas être comptabilisées dans le contexte du plafond d'investissement en biens immeubles et meubles d'une exploitation agricole,

invite le Gouvernement

- à garantir et à préciser, le cas échéant au niveau législatif, que les investissements dans les nouvelles technologies et de l'environnement ne sont pas concernés par les plafonds d'investissements des exploitations tels que prévus par la loi précitée ;

- à augmenter, dans la mesure où la réglementation européenne en la matière le permet, les taux actuels des aides pour investissements en biens meubles et immeubles au maximum autorisé dans les domaines des nouvelles technologies et de l'environnement.

(s.) Martine Hansen ,Emile Eicher, Félis Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Et geet also net duer an et wär och souguer falsch, fir nëmmen ze soen: „Einfach manner düngen." Sou einfach ass et net. Et ginn hei keng einfach Léisungen.

Dann drëttens, d'Ausweidung vun der biologescher Landwirtschaft.

Als CSV hate mer bei der Interpellatioun néng konkreet Mesurë virgestallt fir méi Biolandwirtschaft. Ech wäert déi elo net widderhuelen. Dir kënnt Iech vläicht nach drun erënneren, warscheinlech net méi un dat, wat ech gesot hunn, mee d'Luuchte waren ausgaangen, wéi ech amgaange war mat schwätzen. Dat war deemools, wéi mer hu missen erausgoen. Et louch net u mir. Da wësst Der erëm, wéini datt et war.

(Brouhaha)

Sou! Am Klimaplang steet och eppes dran. Jo, et steet dran, datt am Koalitiounsaccord drasteet, datt mer bis 2025 20 % Bio a bis 2050 100 % Bio hunn. Elo sot de Minister Schneider, de Bioaktiounsplang, dee kéim geschwënn. Mee an engem Plang muss schonn eppes stoen. An Dir hutt zu eis gesot, dat hei wär de Plang. Hei steet näischt dran. Hei steet just een Zil dran, eng eidel Zuel.

Ech weess net, wéi een dohinner kënnt, mee, wéi gesot, den Här Turmes sot jo, mat deem dote Saz wär d'Mesure ganz genau modeliséiert an hie wéisst ganz genau, wat ze maache wier. Also, ech weess net, ob den Här Turmes dem Här Schneider dat da gesot huet, mee wann en et gesot huet, dann hoffen ech, datt den Här Schneider oder den Här Turmes eis d'Äntwert gëtt.

Sou! Zu engem bessere Stéckstoffmanagement gehéiert dann eeben och d'Fidderung, well ech kréie Stéckstoff an de Betrib doduerch, datt ech Fuddermëttel akafen, a virun allem Eewäissfuddermëttel, well do ass de Stéckstoff dran.

Hei steet am Prinzip näischt dran am Klimaplang. Da brauch ech also net op de Klimaplang anzegoen.

Ech wäert et och fir de Rescht hei just ganz kuerz maachen. An eisen Aen ass et immens wichteg, datt mer den Ubau vu Leguminose förderen. Leguminose kënnen de Stéckstoff aus der Loft bannen, si wichteg Eewäissfuddermëttel a virun allem kënne mer dat Grénglan‍d, wat mer hunn - mir hu 50 % Grénglan‍d -, optimal notzen, well et gutt Fudder ass. Well wann ee Grénglan‍d zu engem optimalen Zäitpunkt notzt, dann ass et e wäertvollen Energie- an e wäertvollen Eewäissliwwerant. An duerfir soen ech och: „Et muss an Zukunft nach kënnen optimal genotzt ginn. Nëmmen extensiv Notzung geet net, bréngt näischt, ass dann an dësem Fall contraire zum Klimaplang."

Da kommen ech bei den C, bei de Kuelestoffkreeslaf. Ech hat Iech déi leschte Kéier gesot: Mir hunn déi Fotosynthees $6CO_2 + 6H_2O = C_6H_{12}O_6 + 6O_2$.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Dat ass e wichtegen Zyklus. Well doduerch, mat der Fotosynthees, kann de Kuelendioxid u sech mat Hëllef vun der Sonnenenergie ëmgewandelt ginn a Sauerstoff an Zocker. A wat geschitt mat deem Zocker? Dee kënnt an d'Planz. An dann hu mer déi Planz oder mer hunn d'Gras, dat gëtt vun der Kou gefriess. A wat mécht d'Kou dann? Si verdaut, a wa se verdaut, ma da repst se am Prinzip Methan eraus. Sou! Esou entsteet Methan, een Deel vum Kuelestoffkreeslaf.

Een Deel vun deem CO_2 kann awer och am Buedem bleiwen doduerch, datt mer am Buedem Humus ulageren. An et ass eeben dat, wat d'Landwirtschaft ausmécht. Si kann CO_2 bannen.

(Interruption)

D'Landwirtschaft ass am Prinzip deen eenzege Wirtschaftssecteur, deen CO_2 ka bannen. An duerfir soen ech, duerfir hunn ech dat och schonn déi leschte Kéier gesot: D'Landwirtschaft ass ee Big Player am Klimaschutz.

Ech kommen da bei de Methan. Dat ass dee wichtegsten Zäregas an der Landwirtschaft an huet eppes - ech hunn et scho gesot - mat de Wiederkäuer ze dinn an huet eppes mam Grénglan‍d ze dinn, well eist Grénglan‍d kann nëmmen duerch Wiederkäuer genotzt ginn.

Sou! Fir d'Methanemissiounen ze reduzéieren, muss een also d'Léisung hei zu Lëtzebuerg virun allem bei der Rëndvéihaltung siche goen. Schof hu mer der net esou vill. Wat steet am Klimaplang hei dran? Hei steet dran: Strategie ... Nee, et steet dran: De Koalitiounsaccord gesäit vir, datt eng Strategie zur Reduzéierung vu Methanemissiounen erstallt gëtt.

Une voix.- Jo, dat ass ...

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Kloer! Jo. Also, ech soen Iech just, wa mäi Meedche mat enger Datz heemkéim oder et hätt een Noexamen, an da géif ech zu him soen: „Majo, dann iwwerlee der elo mol ee Plang, wéi s de aus deem Noexamen do erauskënns!", an da géif hatt op eemol kommen a soen: „Majo, ech hunn elo mäi Plang. Ech hu mer a mäi Bichelche geschriwwen, ech géif mer eng Strategie afale loossen, fir datt ech keng Datz méi kréich."

(Hilarité)

Also, da géif ech warscheinlech zu em soen: „D'Liewen ass kee Kichelchen a bréng en anstännege Plang!" An dat heite kéint ech och zu Iech soen, well dat doten ass kee Plang! Dat do ass just eng Iwwerschréft. Wéi gesot, ouni dem Här Turmes seng Glaskugel weess ech net, wat derhannert steet.

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Wou ass d'Strategie? An ech soen Iech just, datt et wichteg wär, Dir kéimt mat enger klorer Strategie. Well d'Betriber brauche Kloerheet vun Iech. Déi fäerten nämlech. Déi wëssen nämlech net, wat kënnt. An déi fäerten nämlech, Dir géift Iech et einfach maachen.

Ech hu jo gesot, beim Methan muss een un de Véibestand goen. Déi einfach Léisung wär, Dir géift einfach soen: „Mir reduzéieren de Véibestand." Dir hutt nach net gesot, datt Der et net géift maachen. Well eng vermeintlech einfach Léisung, déi een eeben och dacks héiert, ass ze soen: „Ma mer schafen d'Randfleeschproduktioun of, kee Randfleesch iessen, keng Mëllechproduktioun." Dann hätte mer kee Methan. Dann hätte mer kee Methan, dat ass richteg, mee et gëtt, wéi gesot, keng einfach Léisung. Et gëtt kee schwaarz a wäiss. An et wär wierklech wichteg, wa mer herno Är Methanreduzéierungsstrategie géife kennen.

Wat wär nämlech d'Konsequenz, wa mer dat dote géife maachen? D'Nofro no Mëllech a Fleesch hëlt zou, hunn ech Iech gesot: Bevëlkerungswuesstum, Wuelstandswuesstum. An dës Produkter géifen néierens anescht produzéiert ginn. Global kucken, hunn ech scho méi dacks gesot. Den CO_2-Foussofdrock vun engem Kilo Mëllech hei zu Lëtzebuerg - oder engem Liter - ass 1,1 Kilogramm CO_2-Equivalent. Weltwäit 2,4 Kilogramm; méi wéi duebel esou vill. Randfleesch: CO_2-Equivalent hei zu Lëtzebuerg - ech hunn d'Zuelen aus dem „Allianz-Info" - 22 Kilo; Brasilien: 80 Kilo. An dann ass den Transport nach net dran.

D'Verlagerung vun der Produktioun géif also d'Klimabilanz vu Lëtzebuerg vläicht verbesseren, awer global gesi géif se méi schlecht ginn. An ech mengen, esou klengkaréiert däerf d'Politik net denken.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Och d'Uni Wageningen seet: „Radical change is not necessary. You don't have to ban meat." Och am „Guardian" war en Artikel: „If you want to save the world, veganism isn't the answer."

A si soen, amplaz datt mer Reklamm maachen, fir datt d'Leit nach méi industriell produzéierte Soja iessen, solle mer d'Leit geziilt encouragéieren, nohalteg produzéiert Fleesch a Mëllech ze consomméieren, dat och op Basis vum Dauergrénglan‍d produzéiert ginn ass. Dat géif eis och hëllefen, fir d'Grénglandflächen, e wäertvollen CO_2-Späicher, ze erhalen. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg also keng Léisung géint d'Mëllech- an d'Fleeschproduktioun, mee just domadder.

D'Methanemissioune kann een awer reduzéieren. Ech gi just kuerz véier Beispiller:

- d'Ofdichtung vu Güllelager. Ech mengen, dat war souguer och gesot ginn. Och do ausserhalb vum Plaffong. Dat ass fir mech eng Émweltinvestitioun;

- d'Fidderungsoptiméierung. Do brauche mer eng Berodung;

- d'Eropsetzung vun der Liewensdauer vun de Béischten. Da brauch ech nämlech manner Béischten. Do brauch ech och Berodung. Ech brauch Ziichtung;

- Biogas, well e groussen Deel vun de Methanverloschter eebe bei der Lagerung entsteet. An op de Biogas kommen ech nach.

Et ass also beim Methan definitiv vill ze vill einfach, wann een nëmme géif soen: „Manner Béischten halen". Et gëtt an der Landwirtschaft keng einfach Léisungen.

Allgemeng zu den Zäregaser an der Landwirtschaft wëll ech just nach eemol soen, datt mer eng kohärent Landwirtschaftspolitik brauchen. An dofir sinn ech och frou iwwert déi Motioun vun der leschte Kéier, déi ech deposéiert hat, wou mer gesot hunn, dass mer d'Agrargesetz änneren. Well am Moment ass et esou, wann een zum Beispill wëllt een Daach vun engem Stall ëmänneren, da kritt een do nëmme Bäihëllefen, wann een herno méi Béischten hält. Dat ass kontraproduktiv zum Klima. Do hu mer also gefrot, fir dat ze änneren. Déi Motioun war ugeholl ginn. Mir hoffen also, datt se och elo ëmgesat gëtt.

Dann zweetens hat ech gesot: Mir brauchen e Klima- an Nohaltegkeetscheck. Ech mengen, de Minister Schneider war drop agaangen. Dat ass wichteg. Do brauchen eis Bauere konkreet Zuelen. An op konkreeten Zuele soll ee kucken, fir de Betriber ze hëllefen.

Sou! D'Landwirtschaft ass, wéi gesot, awer och een Deel vum Klimaschutz. An ech fänken do mat der CO_2-Späicherung un. An hei ass et eebe wichteg, nieft dem Erhalt vum Grénglan‍d och den Ubau vu méijäregе Kulturen ze förderen. An et muss alles gemaach ginn, fir den Humusgehalt am Akerland ze steigeren.

An och hei brauche mer eng kohärent Politik, déi awer net ëmmer kohärent ass. Well a Waasserschutzgebidder soll probéiert ginn, den Humus ofzebauen. Wéi eng Konsequenz hätt dat op d'CO_2-Fräisetzung? Hutt Der Iech dat iwwerluecht? Ass dat duerchgerechent ginn?

Ass d'Regierung bereet, am Sënn vun enger kohärenter Politik dës Bestëmmungen nach eemol ze iwwerdenken? Well wann heirunner festgehale gëtt, da wäerte mer sécher an deenen dote Gebidder keng Biolandwirtschaft méi kréien. Da kënnt Der also déi 100 % definitiv vergiessen.

Och eise Bësch, Dir Dammen an Dir Hären, huet ganz vill Klimapotenzial. Duerfir muss d'Bëschnotzung nohalteg ofgeséchert ginn. Et steet och esou eppes Änleches am Klimaplang. Ech weess just nach net, ob mer dat selwecht denken. Well wuessend Bëscher entzéien der Atmosphär CO_2, net genotzte Bëscher si just CO_2-neutral. Wéi gesot, d'Politik muss all eis Bëschbesëtzer am Sënn vun enger nohalteger Notzung ënnerstëtzen. An do si mer gespaant op d'Diskussioune beim Bëschgesetz.

(Interruptions)

Da kann d'Landwirtschaft verschidde Rostoffer produzéieren, déi fossillintensiv Stoffer ersetzen. Zum Beispill Läin, zum Beispill Hanf - Hanf ass och gutt fir Faseren, net nëmme fir Cannabis -, Miscanthus. „Bioekonomie" nennt een dat. Dat kann een als Isolatiounsmaterial gebrauchen.

Als CSV fuerdere mer eng verstäerkten Ënnerstëtzung vun der Produktioun, awer virun allem och vun der Veraarbechtung an der Vermaartung. Well wann et ze deier ass, da ginn d'Leit et net lass. An duerfir bedaueren ech nach ëmmer, datt am Agrargesetz net alles ausgeschëpft gi war, fir d'Veraarbechtung an d'Vermaartung ze ënnerstëtzen.

Da kommen ech bei d'Produktioun vun den erneierbaren Energien. D'Landwirtschaft huet iwwerall domadder ze dinn.

Bei de Wandmillen notze se d'Fläch.

D'Solarenergie - ech mengen, do ass de Claude schonns drop agaangen, do stellen ech awer nach eng Fro -, a mir hunn d'Biogasenergie.

Bei der Solarenergie wëll ech einfach just gäre wëssen, well ech hunn awer e bësse gelies, obschonns datt ... Ech hat mech net mat der Glaskugel eleng zefridde ginn. An iergendengem Dokument op der Säit 6 steet dran: „Es ist anzunehmen", an et geet hei ëm d'Solaranlagen, „dass dieser Zubau zu erheblichen Anteilen auch von Freiflächenanlagen getragen werden muss."

Ech hunn do also eng relativ konkreet Fro, ech hätt am léifsten och ... Nee, ech hätt gären eng

konkreet Äntwert, ouni dass ech eng Glaskugel brauch! Wäert d'Regierung an Zukunft groussflächeg Fräiland-Fotovoltaikanlagen op landwirtschaftlech wäertvolle Flächen zouloossen? An, wéi gesot, ech hätt herno och gären eng ganz kloer Äntwert!

An da kommen ech bei d'Biogasproduktioun. Mir sinn als CSV fir eng konsequent Ënnerstëtzung vun der Biogasproduktioun. An et geet net duer, dat an de Klimaplang ze schreiwen. Well wat steet hei erëm eng Kéier dran? Hei ass mäi Plang. Wat steet hei dran? Dräi Wierder: „Ausbau von Biogas." An op enger anerer Plaz steet: „Die Energiequelle Biogas wird weiterhin gefördert." An da weess den Här Turmes, wat genee ze maachen ass. Dann ass fir hien déi dote Mesure komplett modeliséiert.

(Interruption par M. Claude Turmes)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Turmes wéilt Iech eng Fro stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Nee, ech fueren elo mol nach virun. Den Här Turmes huet herno nach 60 Minutten, well et ass nach net ofgezu gi vu senge Minutten.

(Interruptions)

Sou! Op der Säit 12, mengen ech ... Hei! Op der Säit 12 hei steet: „Aufgrund der prinzipiell eher widrigen Rahmenbedingungen, wird in der Periode 2020 bis 2030 mit einem maximalen weiteren Zubau von nur vier neuen Biogasanlagen pro Jahr ausgegangen." Dat steet an deem heiten Dokument.

An da muss ech Iech awer soen: Dat doten ass optimistesch. Si soen zwar „aufgrund der […] widrigen Rahmenbedingungen", mee et ass einfach ervirzeträichen, datt wärend Bettel 1 a Bettel 2 keng eng nei Biogasanlag a Kraaft geholl ginn ass, mee et sinn der souguer dräi zougemaach ginn. Wou sollen der da véier pro Joer bäikommen? An hutt Der Iech dann och scho gefrot, firwat datt dat esou ass? Mee d'Leit hunn absolutt keng Planungssécherheet! D'Leit brauche Planungssécherheet. An d'Leit brauche keng Ministeren, déi jorelaang soen, se géifen Etüde maachen an un enger laangfristeger Visioun schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- D'Biogasvereenegung an d'CONVIS hunn nämlech berechent, datt d'Produktioun kéint verduebelt ginn an datt doduerch 150.000 Tonnen CO_2-Equivalent kéinten agespuert ginn.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dat maache mer!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- An duerfir fuerdere mir ... Also, ech hunn … Also, Dir spiert et vläicht: Ech si richteg rosen!

(Interruption)

Wann ee mer esou ee Plang hei liwwert an do steet näischt dran, an da seet deen dohannen: „Dat maache mer!", ma da soll en eis herno wannechgelift soen, wéi en et mécht! Sou, ech fuere virun!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir fuerderen als CSV:

- de Güllebonus substanziell erhéijen;

- d'Verwäertung vun organeschen Offäll an de landwirtschaftlechen Anlage förderen, an

- d'Aspeisetariffer musse méi laang garantéiert ginn.

(Interruption)

An et kéint ee sech och iwwerleeën, fir Biogasanlagen erëm an d'Agrargesetz ze huelen, fir déi erëm eng Kéier ze förderen, wann ech der gäre méi hätt. An et kéint ee sech och iwwerleeën, well beim Här Turmes senger Ried war vu Biogasanlag net vill ze héieren, datt een iwwerhaapt déi Biogasgeschicht, déi Biogasenergie erëm géif komplett an de Landwirtschaftsministère ginn. Also, d'Landwirtschaft ass och ee Big Player am Beräich vun der erneierbarer Energie.

Sou! D'Gesellschaften alleguer hunn och u sech - ech muss nach eng Kéier kucken - Verantwortung.

D'Narungsmëttelverschwendung, hu mer gesot gehat, ass sou wäit wéi méiglech ze verhënneren. Do hu mer nach vill Potenzial. Do hate mer eng Debatt an der Chamber.

Regional a saisonal Ernärung. Den Här Minister seet, dat wär wichteg, mee ech weess awer nach ëmmer net wéi! Am Plang steet „nachhaltig einkaufen", an et gëtt eng Standardiséierung vun den Ausschreiwunge geschriwwen. Wéi soll déi ausgesinn?

Als CSV fuerdere mer, datt bei den Ausschreiwungen de Krittäre vun der Regionalitéit an der Saisonalitéit méi muss Rechnung gedroe ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Dir Dammen an Dir Hären, an der Landwirtschaft - gëschter hat den Här Mosar gesot, et wär an der Educatioun esou - ass et e bëssen esou wéi am Fussball. Am Fussball hu mer gesot gehat: Jiddwereen, dee ronderëm d'Clôture steet an deen an der Fotell läit, de Fussball ze kucken, dee weess besser Bescheed wéi deen, deen um Terrain ass oder och den Trainer. Ma an der Landwirtschaft ass et och e bëssen esou. Mir hätte gären, datt d'Gesellschaft an d'Landwirtschaft erëm méi no beieneekéimen, well d'Landwirtschaft ass een absolutten Zukunftssecteur. An duerfir deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir en Haus vun der Landwirtschaft ze schafen, ...

Motion 4

La Chambre des Députés,

- rappelant la motion du 19 novembre 2019, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés, au sujet du conseil aux agriculteurs sur toutes les questions liées à l'amélioration de l'efficience du processus de production et de l'utilisation des ressources ;

- estimant qu'il est essentiel de mettre à la disposition des agriculteurs un système de services de conseil agricole qui porteront sur un large éventail de questions liées à la profession de l'agriculteur (p. ex. la manière de se conformer à la législation environnementale, l'accès à l'innovation et aux technologies, échange avec les chercheurs etc.) ;

- estimant que les défis liés au système d'alimentation sont d'une envergure importante et d'une priorité pour notre pays ;

- constatant qu'il continue d'être primordial d'améliorer l'image de l'agriculture et d'informer le public sur les questions liées à la production alimentaire respectivement sur les contraintes et les enjeux du monde agricole et rural,

invite le Gouvernement

- à considérer l'idée d'établir une « Maison de l'Agriculture » qui serait à la fois centre de documentation, d'information, de sensibilisation, d'éducation et de promotion de l'agriculture luxembourgeoise et de ses produits pour les résidents et les touristes ainsi que centre d'appui, de conseil et d'accompagnent technique pour les agriculteurs.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- … wou d'Acteuren aus der Landwirtschaft kënnen zesummeschaffen, eng zentral Ulafstell fir d'Landwirtschaft fir Berodung, Fuerschung an Innovatioun, eng Informatiounsplattform zum Theema Landwirtschaft fir Kanner, Jugendlecher a fir eis Gesellschaft a - firwat net och? - gekoppelt un eng Verkafsstell vu regionale Produkter.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Landwirtschaft ass en absolutt zentrale Secteur bei der Sich no Klimaléisungen. D'Landwirtschaft ass een Deel vun der Léisung, mee duerfir brauche mer eng ënnerstëtzend Politik, mir brauchen eng kohärent Politik, mir brauchen eng transparent Politik. An, wéi gesot, dëse Klimaplang suergt fir villes, mee net fir Transparenz!

Et ass eng Virwëztut mat ontransparenten, onkloren, ongenauen, nebulösen, eidelen Iwwerschréfte vu Mesuren! D'Betriber, ob Landwirtschaft, Handwierk oder Industrie, brauchen awer onbedéngt Kloerheet iwwert dat, wat d'Regierung geplangt huet am Klimaschutz. Mee, wéi gesot, mat dësem eidele Pak Pabeier, dee mer als Klimaplang verkaaft kritt hunn, ass dat sécherlech net de Fall. Ben, wéi gesot, iwwerierdesch Kräften hunn ech net, mee, ech mengen, déi meescht Betribsleeder och net.

De Mëtteg hu mer Iech eng Partie Mesurë virgestallt, wat ee kéint maachen. Als CSV fuerdere mer elo d'Regierung op, datt si eis, mee virun allem de Leit aus der Landwirtschaft, een anstännege Plang virleet.

A mir wäre frou, wa souwuel eis Remarke wéi och déi aus dem Secteur géife berücksichtegt ginn, well hei brauche mer definitiv ee Klimawandel an der Klimapolitik vu Blo, Rout a Gréng.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Mir kommen dann elo zur gemeinsamer Debatt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President.

„Wien haut drun zweifelt, dass d'Äerderwiermung an d'Konsequenzen dovunner eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun onser Zäit sinn, dee verkennt […] d'Realitéit." Dëst sinn d'Wierder vum Staatsminister Xavier Bettel a senger Ried zur Lag vun der Natioun vum Oktober 2019.

De Xavier Bettel huet virun zwee Méint de Kampf géint de Klimawandel als eng vun den Haaptprioritéite vun der Regierung ausgeruff. Dofir gouf et vill Luef an Unerkennung vun deene Leit, déi d'Realitéit net verkennen. Jo, de Klimawandel ass eng Realitéit. Eng risegrouss Majoritéit vun de Wëssenschaftler ass sech och an deem Punkt eens. Mir Politiker sinn, op d'mannst allermeeschtens, keng Wëssenschaftler. Mir mussen dofir den Experte vertrauen, déi eis soen, dass et fënnef vir zwielef ass an dass eis net méi vill Zäit bleift, fir d'Äerd, wéi mer se haut kennen, ze retten.

Mir Politiker hunn awer d'Verantwortung. Mir hunn eng Decisioun ze huelen, eng Decisioun, déi jidder Eenzelne vun eis mat sengem eegene Gewësse muss ausmaachen. Wéi wëlle mir an d'Geschichtsbicher agoen? Wéi wëlle mir vun den zukünftege Generatiounen an Erënnerung behale ginn? Entweeder als déi Politiker, déi d'Wëssenschaft ignoréiert hunn an e Planéit hannerlooss hunn, deen a groussen Deeler fir Milliarde Mënschen onbewunnbar ass. Oder awer léiwer als déi Politiker, déi an allerleschter Sekonn den Hiewel ëmgeschalt hunn an déi néideg Mesurë geholl hunn, fir de Klimawandel ze stoppen an eise Kanner a Kandskanner eng liewenswäert Zukunft ze erméiglechen.

Mir als DP wësse ganz genee, op wat fir enger Säit vun der Geschicht mir wëlle stoen. Mir wëssen, wat mir den zukünftege Generatioune schëlleg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, mir als DP soe ganz kloer: Mir brauchen en engagéierte Klimaschutz mat ambitiéisen Ziler a konkreete Mesuren! Mir wëssen awer och, dass ee fir en effikasse Klimaschutz d'Leit mat an d'Boot huele muss, well Klimaschutz geet nëmme mat de Leit op eng sozial verträglech Manéier an net géint si. Dowéinst musse mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech fir e klimafrëndlecht Verhalen ze entscheeden.

Firwat ass dat eis eigentlech esou wichteg? Ma mir hunn a Frankräich gesinn, wéi séier extremistesch Kräften et fäerdegbréngen, eng grouss Mass vu Mënschen op hir Säit ze zéien, wa si sech vun der Politik am Stach gelooss spieren. D'Gilets jaunes sinn net nëmme vermummte Randaléierer, déi zu Paräis alles kuerz a kleng haen. Nee, et sinn och ganz normal Bierger, déi sech Suerge maachen, finanziell net méi iwwert d'Ronnen ze kommen.

Gesellschaftlech Verännerungen, déi net vun enger grousser Majoritéit vun der Gesellschaft gedroe ginn, sinn zum Scheitere verurteelt. Et ass un der Politik, dee richtege Kader ze setzen, fir dass déi noutwendeg gesellschaftlech Verännerung fir de Kampf géint de Klimawandel keen ausschléisst an och keen zréckléisst.

Ech denken un déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, déi et sech net leeschte kënnen, hiert Doheem energeetesch ze sanéieren. Ech denken awer och un d'Awunner vun de méi ländleche Regiounen, déi besonnesch op den Auto als Fortbeweegungsmëttel ugewise sinn, well den éffentlechen Transport fir si nach keng alldaagstauglech Alternativ ass.

Wa mir de Klimawandel stoppe wëllen, da sinn et genau déi Leit, déi mir mat an d'Boot kréie mussen. Eng effikass Klimapolitik däerf net derzou bäidroen, dass de Gruef tëscht räich an aarm méi grouss gëtt. Ganz am Géigendeel, eng effikass Klimapolitik muss Brécken iwwert dës Grief vun de sozialen Ongerechtegkeete schloen, well et sinn déi sozial Schwaach, déi am séiersten an am schlëmmste vum Klimawandel betraff wäerte sinn.

Als Land hu mir déi moralesch Verflichtung, alles ze maachen, wat mer kënnen, fir eisen Impakt op d'Klima ze reduzéieren, jo, mëttelfristeg souguer op null ze setzen. Dat ass eng Obligatioun vis-à-vis vun de Generatiounen, déi no eis kommen. Mir wëllen hinnen eng Welt hannerloossen, an där et sech gutt liewe léisst, a Fridden a Wuelstand.

Wann eent vun deene räichste Länner op der Welt et net géif fäerdegbréngen, seng Ziler ze erfëllen, wat sollen dann all déi aner Länner soen, déi net esou gutt gestallt si wéi mir hei zu Lëtzebuerg?

Lëtzebuerg huet also net nëmmen eng moralesch Verflichtung, mee och eng Virbildfunktioun fir aner Länner, besonnesch wann een déi rezent Rapporte liest, déi jo soen, dass mir nach vill Efforte musse maachen, nach vill méi Efforte wéi bis elo, wa mer d'Zil vun den 1,5 Grad wëllen erreechen. D'Erausfuerderungen, virun déi eis d'Äerderwiermung stellt, sinn déi gréisst, mat deenen d'Mënschheet bis elo befaasst war. Et ass dowéinst och keen Zweifel, dass nëmmen en decidéiert Virgoen eis et wäert erméiglechen, déi richteg Äntwerten op dës Fro ze ginn.

Här President, bei aller Urgence a bei allen Efforten, déi nach ze maache bleiwen, ass et awer net esou, wéi wann dës Regierung oder d'DP de Klimaschutz elo grad eréischt entdecke géifen. D'DP mécht sech effektiv scho säit méi wéi 20 Joer staark, fir dass mer an deem Dossier virukommen. Esou ass, just fir dat Beispill ze nennen, den éischte Solarboom hei zu Lëtzebuerg zréckzeféieren op e bloe Minister a Staatssekretär an der Ëmwelt tëscht 1999 an 2004.

Och déi aktuell Regierung huet an de leschte sechs Joer net gezéckt, eng ganz Rei Mesuren ze huelen, fir d'Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ze reduzéieren.

Ugefaange beim Logement, wou scho ganz vill Efforte gemaach goufe mam Resultat, dass mer haut scho ganz gutt dostinn an deem Beräich. Effektiv ass et eis gelongen, d'Emissiounen ze reduzéieren, wärend gläichzäiteg de Bestand u Logement weider gewuess ass.

En anere Beräich, wou dës Regierung scho ganz vill geleescht huet, ass den éffentlechen Transport. Keng aner Regierung huet esou vill an d'Schinn investéiert wéi Bettel 1. A Bettel 2 mécht genau hei virun. De gratis éffentlechen Transport däerf hei iwwregens och just als Kiischt um Kuch verstane ginn. Ech kommen duerno nach dorobber zréck.

Dës Regierung huet an erneierbar Energien investéiert a mécht dat och virun. Mir hunn d'Ausschreiwunge fir éffentlech Gebaier méi nohalteg gemaach a sinn amgaangen, de Bestand un éffentleche Gebaier energeetesch ze sanéieren.

De staatleche Fuerpark sengersäits gëtt no an no op elektresch ëmgestallt an och d'Privatstéit kënne vu Primme profitéieren, fir sech Elektro- oder och Hybridautoen ze kafen. Dëst just fir kuerz ze ënnersträichen, dass déi aktuell Regierung de Klimaschutz ganz eescht hélt an och an der Vergaangenheet an alle Beräicher aktiv war, fir Lëtzebuerg méi klima- an ëmweltfrëndlech ze maachen.

Mir wëssen awer alleguer, dass dat, wat bis elo geschitt ass, net duergeet. D'Erkenntnisser vun der Wëssenschaft evoluéieren, a wann ee bis virun e puer Joer nach konnt mengen, d'Mënschheet hätt nach laang Joren Zäit, fir sech ëmzestellen a vu fossillen Energië fortzekommen, esou soen eis déi rezentste Rapporte ganz kloer, dass et fënnef vir zwielef ass an dass mer nach héchstens zéng Joer hunn, fir definitiv d'Kéier ze kréien.

2015 am Paräisser Klimaofkommes war d'Staategemeinschaft nach der Meenung, dass, wa mer d'Äerderwiermung op 2 Grad begrenzt kréien, dat Schlëmmst evitéiert kéint ginn. Abee, zënterhier ass de Rapport vum IPCC erauskomm, dee ganz däitlech seet, 2 Grad sinn der schonn en Hallwen ze vill.

D'Situatioun huet sech an de leschte Joren dramatesch zougespëtzt. Dofir mussen eis Efforten op der ganzer Welt an d'Luucht geschrauft ginn.

Lëtzebuerg huet dowéinst seng Ziler ganz bewosst héich gesat. Déi europäesch Virgab huet virgesinn, dass Lëtzebuerg nëmme 40 % manner Emissioune soll ausstousse bis 2030.

D'Regierung ass awer vu sech aus e Schrëtt méi wäit gaangen an huet sech fir 55 % Reduktioun verflicht. Mee wou musse mer dann elo konkreet usetzen, fir eisen Deel am Kampf géint de Klimawandel bäizedroen?

D'Zuele schwätzen eigentlech eng ganz eendeiteg Sprooch. D'Mobilitéit mécht zu Lëtzebuerg zwee Drëttel vun den CO_2-Emissiounen aus. A jo, et ass virun allem den Tanktourismus, deen eiser Klimabilanz schwéier ze schafe mécht. Et ass also logescherweis hei, wou mer mussen usetzen, fir den CO_2-Ausstouss erofzesetzen. D'Klima kennt keng Grenzen.

An och mir hunn eng Responsabilitéit matzehëllefen, d'Consommatioun vu Bensinn an Diesel op europäeschem Niveau drastesch erofzesetzen. Loosst eis dofir eng Kéier den europäesche Kontext ukucken. Quasi all europäescht Land huet entweeder schonn eng CO_2-Bepreisung oder féiert se och an noer Zukunft an.

A Frankräich kascht den CO_2 45 Euro d'Tonn. Däitschland huet dës Woch eréischt annon-

céiert, dass si hiren CO_2-Präis mat 25 Euro d'Tonn méi wéi verduebele par rapport zu hirem éischte Plang vun 10 Euro d'Tonn. Och d'Belsch wäert, wa se dann eng nei Regierung huet, an dat ass jo net auszeschléissen, net derlaanscht kommen, fir soubal wéi se am Amt ass, deen heiten Dossier unzegoen. Den europäesche Spëtzereider beim CO_2-Präis ass iwwregens Schwede mat 130 Euro d'Tonn.

Wa mir elo soen, dass mir manner Camionen op Lëtzebuerg unzéie wëllen, da komme mir net derlaanscht, ewéi eis europäesch Noperen en CO_2-Präis festzeleeën. Dofir huet d'Regierung proposéiert, sech un der Moyenne vun eisen dräi Nopeschlänner ze orientéieren. Dat ass eng vernünfteg Approche. Mir entzéien eis net eiser Verantwortung an iwwerdreiwen awer och net an engem Mooss, dat sozial Konflikter géif provozéieren.

De Prinzip vun der CO_2-Bepreisung ass ganz einfach: Wie méi consomméiert, muss méi derzou bäidroen, déi verursaachte Käschten ze decken. Et ass jo de Prinzip vum Pollueur-payeur, deen iwwregens och beim Waasser a beim Offall applizéiert gëtt an do jo och vu kengem contestéiert gëtt.

Den CO_2 verursaacht nieft dem Schued um Klima och Käschte fir d'Allgemengheet. Dofir sollen d'Suen, déi duerch d'CO_2-Bepreisung erakommen, och net dem Staat seng Täsche fëllen, mee direkt erëm un d'Allgemengheet zréckfléissen.

D'Hallschent vun de Recettë lant direkt bei deenen, déi et am meeschte brauchen, nämlech de sozial Schwaachen an der Mëttelschicht. Si sollen also duerch d'CO_2-Bepreisung net verléieren. Ganz am Géigendeel, ween an Zukunft manner CO_2 verbraucht, kann esouguer netto méi an der Täsch hunn.

Déi aner Hallschent gëtt a konkreet Klimamesuren investéiert. E groussen Deel dovu geet indirekt och erëm un d'Leit zréck a Form vu Subside fir energeetesch Sanéierung, Autoe mat niddregen Emissiounswäerter an d'Fotovoltaikanlagen.

D'DP huet sech och derfir agesat, dass den CO_2-Präis gestaffelt wäert ginn. Dat heescht, dass een op niddrege Quantitéite manner bezilt wéi op grousse Quantitéiten. Heimadder wëlle mer erreechen, dass den Duerchschnëttsautofuerer manner belaascht gëtt wéi de Camion aus Spuenien, deen en Ëmwee iwwer Lëtzebuerg mécht, fir a Russland ze fueren.

Selbstverständlech rett eng CO_2-Bepreisung eleng d'Klima net. Mir brauche konkreet Mesuren, déi et de Mënschen erlaben, méi klimafrëndlech ze liewen, ugefaange beim Transport.

Mir als DP sinn eis bewosst, dass vill Leit nach ëmmer op hiren Auto ugewise sinn. A mir si ganz sécher net d'Partei, déi deene Leit d'Autofuere verbidde wäert. Mir wëlle villméi erreechen, dass den ëffentlechen Transport fir déi allermeeschte Leit eng gläichwäerteg a souguer eng besser Alternativ zum Auto gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'DP huet derfir gesuergt, dass den ëffentlechen Transport ab dem 1. Mäerz gratis ass. Dat hu mer net gemaach, fir duerno näischt méi an Zuch, Bus oder Tram ze investéieren. Ganz am Géigendeel, mir fuerderen nach däitlech méi Investitiounen, fir den ëffentlechen Transport méi bequeem, méi séier a méi zouverlässeg ze maachen. Dozou gehéiert och de Courage, fir elo schonn iwwer nei Zuch- an Tramstrecken nozedenken, déi eréischt an 20 oder 30 Joer gebraucht ginn. Dozou gehéiert och, dass mir méi séier neit Material kafe mat méi Capacitéiten, awer och méi Bequeemlechkeeten, wéi zum Beispill WiFi, genuch Plaz fir Vëloen a Kannerpoussetten, anstänneg Klimaanlagen am Summer. All dës Saache sinn de Moment zu Lëtzebuerg nach laang net an all Zuch Realitéit. Mee se si wichteg, fir d'Leit derzou ze beweegen, op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen.

Am allerwichtegsten ass a bleift awer d'Zouverlässegkeet vu Bus an Zuch. Ausfäll a grouss Retarde schueden dem Image vum ëffentlechen Transport. A mir kënne vu kengem verlaangen, all Dag en Trajet op sech ze huelen, deen duebel esou laang ass, wéi wann ee mam Auto fiert.

Mir hunn als DP dofir d'Konzept vun den Express-Buslinne virgeschloen, dat elo och Realitéit wäert ginn. D'Iddi ass einfach. Amplaz dass regional Bussen an all Duerf op villen Arrête stoe bleiwen, sollen et méi Direktverbindunge vu regionalen Zentren aus bis an d'Stad ginn. Lokal Buslinne sollen d'Leit an héijer Frequenz bis bei dës regional Zentre bréngen. De Moment gëtt et wéinst der Reorganisatioun vum RGTR vill Opreegung, well Leit aus villen Uertschafte kloen, dass hir Linne gestrach ginn ouni eng valabel Alternativ, déi misst geschaaft ginn. Dat soll an däerf net d'Zil vun Express-Buslinne sinn.

Fir d'DP ass kloer, dass jiddwereen an Zukunft méi séier Konnexiounen an d'Stad muss hunn an net ëmgedréint. A mir sinn och iwwerzeegt dervun, dass genau dat an der Reform vum RGTR ëmgesat wäert ginn. Dofir si mir frou, dass d'Gemengen och an d'Reorganisatioun mat agebonne ginn. A mir zielen drop, dass hir Avisen am Interessi vun hire Bierger och gehéiert ginn.

(Interruption)

Schliisslech, als lescht Puzzlesték fir eng Neiorientéierung vun eiser Mobilitéit wëll ech och nach d'Mobilité douce ervirhiewen. E ganz groussen Deel vun de klengen Distanze gëtt hei am Land mam Auto zréckgeluecht amplaz zu Fouss oder mam Vëlo. Grad hei musse mir Alternative förderen. Esou wieren nämlech bedeitend manner Autoen op de Stroossen, dat heescht manner Trafick, manner Ofgasen, manner CO_2, manner Kaméidi, eng méi propper Loft a méi Beweegung fir d'Leit, also och eng besser Gesondheet.

Mir hunn déi lescht Woch eréischt en neit Gesetz an deem Kader gestëmmt, dat d'Konditiounen dofir verbessere soll, dat neit Vëlospistegesetz.

Wéi ech a menger Ried virun enger Woch gesot hunn, huet de Vëlo immens vill Potenzial hei am Land. Net just well bal 80 % un de Leit an enger Ëmfro soten, si wäre gäre bereet, méi mam Vëlo ze fueren, wann d'Bedingungen déi richteg wieren. Donieft ass Lëtzebuerg och nach e klengt Land, wou ee mam Vëlo eigentlech och bal iwwerall séier hikënnt, op d'mannst bis op déi nächst Gare, wann et dann de Wee dohinner gëtt.

Schlisslech gëtt de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec och nach mat enger Primm ënnerstëtzt, wat mir als DP natierlech nëmme begréisse kënnen. A mir hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, duerch dës verschidde Mesuren aus Lëtzebuerg méi e Vëlosland ze maachen, esou wéi mer dat am Ausland schonn op ville Plaze kennen.

Ech hunn et virdru scho gesot: „Och wa mir virun an d'Effikassitéit vum ëffentlechen Transport investéieren, kann de Moment nach net jiddweree vun enger anstänneger Bus- oder Zuchverbindung bis op seng Aarbechtsplaz profitéieren an och an Zukunft ginn et nach ganz vill Leit, déi op den Auto ugewise wäerte sinn." Ma och an enger Welt mat Autoen ass Sputt no uewen, fir géint de Klimawandel virzegoen. D'Zil ass et, dass ëmmer méi Leit vun de klassesche Verbrennungsmotoren op emissiounsneutral Alternativen ëmklammen.

Mir als DP verwieren eis iwwregens och kenger Diskussioun iwwert de Waasserstoff, a selbstverständlech soll dës Technologie virun erfuerscht ginn. De Moment ass awer eiser Meenung no den Elektroauto déi Technologie, déi am wäitsten ass an och an den nächste Jore massentauglech gëtt. D'Offer un Elektroautoe geet massiv an d'Luucht an d'Präisser entwéckele sech dofir kontinuéierlech no ënnen.

Och bei der Reechwäit - an dat ass ganz wichteg - an enger méi nohalteger Produktioun vun de Batterië ginn et ganz grouss Fortschrëtter. Bis 2030 solle ronn d'Hallschent vun den Autoen zu Lëtzebuerg elektresch fueren. Dat ass en ambitiéist Zil, awer net onrealistesch, wann ee weess, wéi séier am Moment d'Fuerschung an d'Automobillindustrie an deem heite Beräich virukommen. Fir dëst Zil ze erreechen, muss de Staat trotzdeem awer eng Hand mat upaken an dem Bierger déi néideg Hëllefe mat op de Wee ginn, wann dëse bereet ass, an den elektreschen Auto ze investéieren. Och bei der Infrastruktur vun de Luedstatioune musse mir weider Efforte maachen.

Här President, ech hunn elo laang driwwer geschwat, wéi een d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg ka méi klimafrëndlech gestalten, egal ob een am ëffentlechen Transport oder mam Auto ënnerwee ass. Mee déi beschte Mobilitéit ass awer déi, déi mir verhënnere kënnen. Well loosst eis éierlech sinn, och wa muer all Auto elektresch fiert, hu mir nach ëmmer näischt géint den alldeegleche Stau op de Lëtzebuerger Stroosse gemaach.

Déi beschten Energie ass déi, déi net gebraucht gëtt. Loosst eis also kucken, wou de Moment Energie verbraucht gëtt, déi eigentlech kéint agespuert ginn.

All Dag fueren Dausende Leit vun hirem Doheem op d'Aarbecht. Aus alle Richtunge vum Land an dem Ausland beweege sech d'Leit moies, fir - an deene meeschte Fäll - an d'Stad eranzefueren. Owes dat nämmlecht Spill an ëmgedréinter Richtung. An dobäi misste ganz vill Leit guer net bis an d'Stad fueren, well si eeben eng Aarbecht maachen, déi een och op enger anerer Plaz oder am beschte Fall souguer vun doheem aus kéint maachen.

D'DP huet virun de Wale gefuerdert, fir den Teletravail massiv ze förderen. Mir brauchen dréngend e reglementaresche Kader, dee kloer Rechter a Flichten definéiert, wann ee vun doheem aus schafft. D'Zil soll net sinn, dass Salariéë fënnef Deeg op fënnef doheem schaffen, well de soziale Kontakt op der Aarbecht ass net ze vernoléissegen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Mee stellt lech vir, wat dat fir eis Mobilitéit géif bedeiten, wann alleguerten déi Leit, déi kéinte vun doheem aus schaffen, wärend engem, zwee oder dräi Deeg net op de Stroossen oder mam Bus oder mam Zuch ënnerwee wieren. Wéi vill CO_2 kéinte mer hei aspueren? Wéi vill Kilometer Stau hätte mer heiduerch manner? Mir sinn dofir immens frou, dass de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, beim Staat e Pilotprojet lancéiert huet, fir den Teletravail a verschiddene Verwaltungen ze testen.

Mir kënnen eis gutt virstellen, dass een no dëser Testphas esouguer e Recht op Teletravail fir Staatsbeamten aféiert, déi op Dossiere schaffen oder an der IT oder dem Backoffice schaffen, also net physesch op engem Büro musse present sinn. Mir begréissen och ausdrécklech, dass op Initiativ vun der DP de Klimaplang steierlech Incentivë fir d'Leit am Teletravail virgesäit. Mir denken hei zum Beispill drun, dass een de Büro, an deem een doheem schafft, steierlech ofsetze kann, esou wéi mir dat haut scho bei den Enseignanten hunn.

Den Teletravail ass awer net déi eenzeg Mesure, déi mir als DP virgeschloen hunn, fir den zousätzleche Verkéier ze verhënneren. Mir hu wëlles, sougenannt „Coworking Spaces" zur Verfügung ze stellen, souwuel fir staatlech Verwaltunge wéi och fir privat Entreprisen. Dëst si Bürosgebaier, déi ausserhalb vun der Stad an all de Regioune vum Land opgeriicht ginn an déi vu Leit kënne genotzt ginn, déi net musse physesch an der Stad present sinn. Et handelt sech ëm déi nämmlecht Leit, déi och vum Teletravail kéinte profitéieren, mee op d'Struktur vun engem Büro ugewise sinn.

Mat Coworking-Spaces kënne mir nach eng Kéier d'Staue Richtung Stad an den domat verbonnenen CO_2-Ausstouss drastesch verréngeren. Den Teletravail a Coworking-Spaces sinn e Win-win fir jiddereen, fir d'Klima a fir d'Leit, déi manner Zäit am Stau verbréngen an esou vun enger besserer „work-life balance" profitéieren.

Här President, no dem Transport ass d'Wunnen den zweete grousse Pilier vun eiser Klimapolitik. 12 % vun eisem CO_2-Ausstouss ginn duerch d'Wunne produzéiert. Hei gesi mer am däitlechsten, wat mat enger besserer Energieeffizienz erreecht ka ginn. Wa mer an d'Ausland kucken, da stelle mer fest, dass de Logement e groussen Undeel un den nationalen Emissiounen huet. An der weltwäiter Moyenne ass de Logement fir e gudden Drëttel vun den Emissiounen zoustänneg, jo, bei den Amerikaner souguer fir ronn 40 %. Am Verglach, zu Lëtzebuerg representéiert de Logement, wéi elo grad gesot, grad emol 12 % vum gesamten CO_2-Ausstouss.

Déi Zuele weisen also ganz androcksvoll, wat d'Efforte vun de leschte Joren an dësem Theemefeld bruecht hunn. Sou sinn zu Lëtzebuerg d'Emissioune kontinuéierlech erofgaangen, wärenddeem awer weider gebaut ginn ass. U wat läit dat?

D'Regierung huet schonn 2017 Niddregenergie respektiv Passivhaus als Standard festgeluecht, soudass all neit Wunngebai elo schonn e relativ niddrege Verbrauch huet. Donieft bitt och de Förderprogramm PRIMe House e breede Katalog un Ënnerstëtzungen, fir säin Haus energeetesch ze renovéiere respektiv och Anlage fir erneierbar Energie ze installéieren. An Zukunft soll souguer nach eng Energieklass A+ agefouert ginn.

Domadder si mer hei zu Lëtzebuerg scho ganz gutt opgestallt; wat awer net heescht, dass mer net nach méi Efforte kéinte maachen. Do ass zum enge virgesinn, den Energiestandard fir nei Haiser nach emol unzepasse fir sécherzestellen, dass nach just Gebaier gebaut ginn, déi bal näischt méi verbrauchen. Gläichzäiteg ass trotz deene ville Subsiden den Erfolleg bei der energeetescher Sanéierung net deen, wéi e misst sinn. Dowéinst muss hei nach eng Kéier nogebessert ginn, virun allem wat d'Heize betrëfft.

Mat enger Wärmepompel kann een haut scho säin Haus zu all Joreszäit effikass hëtzen, ouni ee Gramm CO_2 an d'Loft ze blosen. Haut heizen nach ëmmer ganz vill Leit mat Masutt oder Gas, soudass an där Richtung zousätzlech Ureizer geschaaft musse ginn. A schliisslech ass et och kloer, dass fonctionell Gebaier esou konzipéiert musse sinn, dass se esou mann wéi méiglech Energie verbrauchen.

Här President, ech hu bis elo ganz vill dervu geschwat, wéi mir d'Mënschen an eis Klimapolitik matabezéie kënnen. Mee selbstverständlech muss och d'Wirtschaft a virun allem d'Industrie méi nohalteg ginn an duerch eng massiv CO_2-Reduktioun hiren Undeel am Kampf géint de Klimawandel leeschten.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- D'Industrie bezilt haut schonn duerch en europäeschen Zertifikatenhandel en CO_2-Präis. An dat ass och gutt esou. Hei sinn zousätzlech europäesch Efforte gefuerdert, fir dëse System nach méi nohalteg ze gestalten.

Mir mussen derfir suergen, dass d'Klimapolitik fir eis Wirtschaft net als Gefor, mee als Chance wouergeholl gëtt. „Vorsprung durch Technik", heescht et bei engem däitschen Autoshiersteller. Ma grad déi däitsch Autosindustrie ass a leschter Zäit net onbedéngt Virbild a Saachen nohalteg Technologië gewiescht. Dobäi sinn Innovatioun an nohalteg Technologien e Milliardebusiness.

Och a grad déi Lëtzebuerger Ekonomie däerf hei den Zuch net verpassen. Mir beweegen eis hei och voll an der Debatt iwwert de qualitative Wuesstum.

Mäi Fraktiounspresident, den Eugène Berger, ass gëschter a senger Ried zum Budget och op d'Chancë vun der Digitalisatioun agaangen. Jo, d'Digitalisatioun ass eng Chance fir Lëtzebuerg, fir Virreider an engem Secteur ze sinn, dee mat wéineg Ressourcë vill Wuesstum generéiere kann, ouni all déi negativ Konsequenzen, déi eisen aktuelle Wuesstum begleeden.

D'DP ass vu Grond aus eng optimistesch Partei. Mir gleewen un d'Innovatioun an un de Fortschrëtt. Mir gleewen och un d'Capacitéite vun der Wëssenschaft. Mir setzen eis derfir an, dass een Deel vun eise finanzielle Moyene geziilt an d'Ëmweltfuerschung investéiert soll ginn.

Loosst eis nämlech éierlech sinn: Mat dem aktuelle Stand vun der Technik wäert et bei all Effort, dee mir maachen, fir den CO_2 ze reduzéieren, ganz schwéier ginn, eis Klimaziler ze erreechen. Dat ass awer kee Grond, elo de Kapp an de Sand ze stiechen.

Kommt, mir ënnerstëtzen d'Wëssenschaft an d'Industrie esou gutt wéi méiglech beim Entwéckele vun neien Technologien! Ech denken natierlech un alternativ Untribstechnologië beim Auto, awer och un Technologien, déi mir eis haut nëmme schwéier kënne virstellen, déi et eis zum Beispill awer erlabe kënnen, den CO_2 an der Atmosphär ze bannen. Energieeffizienz ass mat déi wichtegst Pist, fir eise klimatesche Foussofdrock ze reduzéieren.

An anere Wierder, musse mer kucken, eis Ressourcen esou effikass anzesetzen, wéi et geet. Dat ass virun allem wichteg virum Hannergrond vun enger ëmmer méi grousser Elektrifizéierung vu ville Beräicher vun eisem Liewen, sief et d'Mobilitéit, d'Hëtze mat Wärmepompelen oder einfach déi allgemeng Digitaliséierung. Doduerch geet d'Demande natierlech ferm an d'Luucht. Wa mer gläichzäiteg op traditionell Stroumquelle wéi Kuel oder Atomkraaft wëlle verzichten, mengen ech, gëtt et eng grouss Erausfuerderung, déi ganz zousätzlech Energiedemande eleng duerch eng méi grouss Produktioun ze decken. Energieeffizienz ass deemno eng vun den allerwichtegste Pisten, déi mer hunn.

Och d'Entwécklung vun erneierbaren Energien ass op Innovatioun ugewisen. Kuckt lech just eng Kéier d'Wandmillen un, déi virun 20 Joer gebaut goufen, a vergläicht se mat deenen, déi mer haut opriichten. Do ass e reegelrechte Quantesprong an der Entwécklung geschitt, deen et eis erlaabt, mat manner Wandrieder dat X-facht un Energie ze gewannen.

Ech soen lech riichteraus meng éierlech Meenung: D'Potenzial vun erneierbaren Energien ass zu Lëtzebuerg staark begrenzt. An ech mengen, et muss een dofir och de Leit e bëssen d'Angscht huelen, dass elo dat ganzt Land mat Wandrieder zougepléischtert gëtt. Dat wëllt ganz sécher keen an dat géif och kee Sënn maachen.

Bei de Fotovoltaikanlagen ass sécher nach vill Potenzial do, och wann hei schonn esou munches geschitt ass an och grad amgaangen ass ze geschéien. Mir mussen et de Leit esou einfach wéi méiglech maachen, Sonnenenergie op hirem eegenen Daach ze generéieren. Et muss egal sinn, ob een dës Energie privat notze wëllt oder an d'Netz aspeise wëllt. Béides soll onkomplizéiert méiglech a rentabel fir de Bedreiwer sinn.

Här President, wa Lëtzebuerg seng Efforte bei den erneierbaren Energië wëllt steigeren, sou wéi mir eis dat jo virhuelen, da läit dat ganz grousst Potenzial virun allem an der finanzieller Ënnerstëtzung vun internationale Projeten. Ob

dat elo grouss Solaranlagen a Südeuropa oder Offshore-Wandparken am Norde sinn, Lëtzebuerg muss sech fréi genuch an all méiglech rentabel Projeten akafen an esou säin Undeel leeschten.

Ech schwätzen hei och vun enger Antiatomstrategie, déi mir eis jo selwer operluecht hunn. Jo, mir hätte gären, dass Cattenom zoumécht. Ma da musse mer och derfir suergen, dass de Stroum op anere Plaze produzéiert gëtt. Hei gëllt et och, vun de Feeler vun eisen däitschen Noperen ze léieren. Aus der Atomenergie erausklammen, fir duerno op Kuelekraaft ëmzeklammen, ass dem Klima natierlech e Bierendéngscht geleescht!

Här President, ech ginn a menger Ried ganz besonnesch net op d'Landwirtschaft an, well mäi Kolleeg, de Gusty Graas, dat duerno wäert vill méi am Detail maachen an, jo, och mat vill méi Kompetenz, wéi ech dat kéint.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- En heescht net fir näischt Graas.

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Selbstverständlech soll och d'Landwirtschaft hiren Deel am Beräich ..., oder am Kampf géint de Klimawandel vill méi bäidroen. Mir däerfen awer och net vergiessen, dass eis Baueren net nëmmen eis Liewensmëttel produzéieren, mee och elo schonn e wichtegen Acteur am Natur- a Klimaschutz sinn, zum Beispill beim Erhale vun eiser Natur. Mir maache keng Klimapolitik géint d'Baueren, mee mat de Baueren. Dat gëllt och beim Renaturéieren an Opforsten.

Eis Bëscher sinn amgaangen ze stierwen. Ech war schockéiert, wéi ech héieren hunn, dass quasi d'Hallschent vun eise Beem schonn dout sinn oder kuerz virdru sti futtizegoen. Mir mussen eis besser ëm eis Bëscher këmmeren. A jo, mir mussen och nei Beem planzen. Well si sinn de beschten natierlechen CO_2- a Sauerstoffspäicher, dee mir hunn.

Här President, mir verlaange mat eiser Klimapolitik en Ëmdenke bei der Bevëlkerung. Mir hëllefen hinnen, méi klimafrëndlech ze liewen. Wie vun anere verlaangt, seng Gewunnechten ëmzestellen, huet natierlech ëmmer besser, och bei sech unzefänken. De Staat muss Virreider a Virbild am Kampf géint de Klimawandel sinn, wann en dat bei de Bierger och wëllt a wann en hei wëllt eescht geholl ginn.

Mir hätte gären, dass d'Leit op Elektroautoen ëmklammen. Ma da loosst eis derfir suergen, dass déi staatlech Autosflott esou séier wéi méiglech op Elektresch ëmgestallt gëtt. Dat gëllt natierlech och fir eise Busreseau. Mir sinn der Meenung, dass beim Staat an Zukunft keng Verbrennungsmotore méi däerfen ugeschaaft ginn, wann et eng gläichwäerteg elektresch Alternativ gëtt.

Här President, d'Leit sollen hir Haiser energeetesch sanéieren. Da soll de Staat seng eegen Efforten nach méi intensiv maachen an d'Verwaltungsgebaier nach méi séier, wéi geplangt, sanéieren. Iwwerall do, wou et Sënn mécht, sollen och Fotovoltaikanlagen op den Diecher installéiert ginn.

Här President, mir hätte gären, dass d'Leit manner Plastik verbrauchen. Da soll de Staat bei sech selwer ufänken, zum Beispill an de Schoulen, déi dank dem Claude Meisch senger Initiativ gréisstendeels plastikfräi wäerte ginn.

Ech kéint elo esou virufueren, mee ech mengen, Dir hutt de Message verstanen. De Staat an d'Gemenge sinn net nëmmen ee vun de gréissten CO_2-Emetteuren, mee hunn och eng Virbildfunktioun fir vill Bierger. Dat gëllt et, eescht ze huelen.

Här President, Klimaschutz gëtt et net zum Nulltariff. Mee déi Suen, déi mir haut fir eng effikass Klimapolitik investéieren, stelle just e Brochdeel vun de Käschten duer, déi op eis zoukommen, wa mir just nokucken an d'Äerderwiermung net gestoppt kréien. Gesond Staatsfinanze sinn d'Fundament, op dat eréischt d'Gebai vum Ëmwelt- a Klimaschutz gebaut ka ginn. Wa mer wëllen eng nohalteg Politik maachen, da brauche mir fir d'éischt nohalteg Finanzen. Dofir ass et och onëmgänglech, all Mesure, déi geholl gëtt an déi en direkten oder indirekten Afloss op de Budget huet, genee ënnert d'Lupp ze huelen an ze analyséieren, wat se kascht a wat se brëngt.

Déi ganz Klimapolitik, déi an den nächste Joren ëmgesat wäert ginn an déi jo a muncherlee Hisiicht en däitleche Paradigmewiessel duerstellt, besonnesch wat d'Besteierung ugeet, muss geneestens begleet an ënnersicht ginn. Dat beschränkt sech bei Wäitem net op de finanziellen Impakt eleng. Dat wëll ech hei kloerstellen.

Gradesou wichteg ass et ze kucken, wat d'Auswierkunge vun deene Mesurë fir d'Leit sinn, virun allem fir déi, déi sozial net esou gutt gestallt sinn. Et ass e ganz wichtegt Uleies vun der Regierung, dass déi ekologesch Transitioun net op Käschte vun deene Stéit mat engem klenge Revenu geet. Klimapolitik muss ëmmer och Sozialpolitik sinn. An déi jeeweileg Mesurë mussen alleguer sozial gerecht sinn!

Här President, Klimaschutz ass u sech onbezuelbar, an awer kascht et eppes. Fir an Europa an zu Lëtzebuerg déi néideg Transitioun hinzekréien, fir eis Gesellschaft a Wirtschaft méi klimafrëndlech opzestellen, sinn Investitiounen a Milliardenhéicht noutwendeg. Laut der Europäescher Kommissioun missten an der EU pro Joer ronn 260 Milliarde mobiliséiert ginn, fir d'Ziler vum Paräisser Ofkommes ze erreechen. Et ass evident, dass déi ëffentlech Hand dat net eleng stemme kann.

Duerch déi sougenannt gréng Finanze ka Privatkapital mobiliséiert ginn, fir a Projeten am Beräich Klimaschutz ze investéieren. Domadder ass d'Finanzbranche en immens wichtege Partner, fir an deem Dossier virunzekommen. Grad Lëtzebuerg ass do, jo, ganz gutt opgestallt. Déi weltwäit éischt gréng Obligatioun ass schonn 2007 op der lëtzebuergescher Bourse cotéiert ginn.

2016 ass déi weltwäit éischt Bourse gegrënnt ginn, déi exklusiv mat nohaltege Wäertpabeieren handelt: Luxembourg Green Exchange. Op dëser Bourse ginn am Moment bal 50 % vun all den nohaltegen Emprunte vun der ganzer Welt gehandelt. Lëtzebuerg ass also ee Virreider an dësem Beräich. Dat gëtt och duerch de Global Green Finance Index ënnerstrach, an deem mir ganz rezent déi véiert Plaz kréien.

Mir hunn d'Erfarung, mir hunn den Knowhow a mir hunn e Finanzminister, deem dëse Beräich besonnesch um Häerz läit. An deem Sënn ass et der Regierung hiert Zil, dëse Secteur, a besonnesch d'Virreiderroll vu Lëtzebuerg, weiderzeentwéckelen. Op déi Manéier kann eis Finanzplaz e bedeitende Bäitrag am Kampf géint de Klimawandel weltwäit leeschten.

D'Luxembourg Sustainable Finance Roadmap leet déi grouss Linne fest, wéi dat an deenen nächste Jore konkreet geschéie soll. Dëst geet och vun der Entwécklung vun neie Produiten iwwert d'Schafe vun international unerkannte Labele bis hin zur Fortbildung vun de Leit, déi an dësem Secteur schaffen.

Här President, ech sinn elo nach laang net op all Detail vum Klimaplang agaangen. Et ass wéi sou oft an der Politik, …

(Interruption)

… dass et net eng eenzeg Mesure ass, déi d'Allheelmëttel géint e Problem duerstellt, mee dass et vill eenzel Puzzlestécker sinn, déi et gëllt zesummenzesetzen. Mir als DP stinn hannert der Regierung, déi en ambitiéise Klimaplang virgeluecht huet, deen et elo gëllt, Stéck fir Stéck an d'Realitéit ëmzesetzen.

Ech si mer sécher, dass een Deel vun der Oppositioun de Courage vun dëser Regierung wäert als Ulass huelen, fir politescht Kapital ze schloen, andeem si Stëmmung géint déi eng oder déi aner Mesure wäert maachen. Et ass hiert gutt Recht, an dat wëll ech hinnen och net ofschwätzen. Ech wëll hinne just dat heite mat op de Wee ginn: Sot eis, wéi Dir de Klimawandel wëllt stoppen! Nennt eis Är Iddien! Bis elo hunn ech nach keng valabel Alternativen zum Regierungsplang héieren.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Wann een als politesch Partei zu dësem Moment vun der Klimakris Stëmmung géint eng Klimapolitik mécht, ouni konkreet Alternativen unzebidden, just fir domadder déi nächst Walen ze gewannen, dann huet ee sech fir déi Säit vun der Geschicht entscheet, …

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- … mat där ech ganz sécher näischt ze di wëll hunn.

(Brouhaha)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat heescht, ween eng aner Theorie vertrëtt, gewënnt d'Walen!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den nächste Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Scho virun der COP25 huet d'Regierung sech festgeluecht, fir ganz ambitiéis ze sinn an hire Reduktiounsziler. Bis 2030 wëlle mir eis CO_2-Emissiounen ëm 55 % reduzéieren. An d'LSAP steet zu dësem Zil.

Mir setzen eis a fir eng Politik, déi op wëssenschaftleche Fakte baséiert. Wëssenschaftler aus der ganzer Welt soen eis, dass mir op eng Katastroph fir d'Ëmwelt a fir d'Mënschheet histeieren, wann et weltwäit net geléngt, den duerchschnëttlechen Ustig vun den Temperaturen op 1,5 Grad ze begrenzen. Et gëtt der och, déi dat contestéieren, mee déi maachen dat ganz oft net mat wëssenschaftleche Fakten.

D'Zäitfënster, fir dat Schlëmmst ze verhënneren, gëtt ëmmer méi kleng. An duerfir ass et wichteg, dass mir schnell handelen. Elo kann ee soen, dass Lëtzebuerg e ganz klengt Land ass, …

Une voix.- O!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … deem seng Efforte kaum en Impakt wäerten hunn. Lëtzebuerg ass grad emol - do gëtt et differenzéiert Vuen - fir 0,23 %, 0,3 % vun den Dreifhausgasemissioune vun der EU - dat ass de Stand vun 2015 - responsabel. A wa mer eis mat China vergläichen, dann huet Lëtzebuerg grad emol 0,08 % vun den CO_2-Emissioune vu China.

Am Pro-Kapp-Verglach, do sti mer allerdéngs net esou gutt do, wat duerch eis geografesch Lag an eis Spezifissitéit, wat de Präis vum Spritt ugeet, bedéngt ass. Do leie mer ganz knapp hannert den USA an hu bal dat Duebelt vun Emissioune pro Kapp, wat China ugeet. Dëst Beispill weist, dass et wichteg ass, dass ee vergläicht, wat och ze vergläichen ass, well soss mécht dat jo och kee Sënn.

An duerfir muss een doriwwer eraus awer och soen, dass Lëtzebuerg am Verglach mat deene meeschten anere Länner een aussergewéinlech räicht Land ass. Räich Länner si proportional fir déi meeschten Emissioune vun Zäregase responsabel, méi responsabel, a stinn domadder och weesentlech méi staark an der Flicht, fir déi Emissiounen do ze senken. Räich Länner hunn och däitlech méi Moyenen, fir kënne Virreider ze sinn an der Transitioun zu engem Wirtschaftsmodell, dee scho bis 2050 klimaneutral soll sinn.

Den nationalen integréierte Klima- an Energieplang zeechent d'Strategie vun der Regierung op, wéi d'Reduktiounszil vu 55 % soll erreecht ginn. Wéi mer all wëssen, misst dee Plang u sech no enger Consultatioun publique vun engem Mount bis den 31. Dezember un d'EU-Kommissioun geschéckt ginn. Lëtzebuerg wäert deen Zäitplang net kënnen anhalen. Dat ass natierlech net optimal, mee fir d'LSAP gëtt et aner Aspekter vun deem Plang, déi vill méi wichteg si wéi d'Fro, ob mer dee Plang elo zwee oder dräi Méint méi spéit erareechen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bis elo läit der Chamber just eng Synthees vir. Et muss ee soen, dass scho virun zéng Méint jo en Entworf vun deem Klimaplang hei virlouch. Mir hunn also duerchaus eng Virstellung dovunner gehat, mat wat fir enge Mesuren d'Regierung wéilt hiert Reduktiounszil erreechen.

Dee vollstännege Klimaplang, esou wéi en un d'EU-Kommissioun wäert goen, muss awer am Detail weesentlech méi Informatiounen enthalen. A vu dass d'Regierung an hirer Synthees net nëmmen d'Ziler fixéiert huet, mee och konkreet Beispiller opweist, wéi déi eenzel Secteuren dozou bäidroen, ginn ech emol dovun aus, dass si Estimatiounen huet, wat den erwaarten Impakt vun all deenen eenzelne Mesurë betrëfft.

Ech muss soen, datt ech och net ganz frou war, wéi ech gëschter a menger E-Mail gesinn hunn, dass mer nach 400 Säiten Dokumentatioun kritt hunn, fir haut dann iwwert de Klimaplang ze schwätzen. Et ass zwar kloer, dass dat nëmme Schätzwäerter kënne sinn, déi d'Regierung do och huet, mee et ass awer wichteg, datt d'Regierung, wa se mam Klimaplang an d'Consultation publique geet, dës Informatioune matliwwert, fir dass d'Leit dobausse sech kënne konkreet eng Virstellung dovunner maachen.

Den Energieminister an d'Klima- an Ëmweltministesch hunn eis zesumme mat der Synthees vum Klimaschutzplang fënnef Froe fir dësen Debat gestallt. Bei der éischter solle mer soen, ob mer eis nach zousätzlech oder verstäerkt Reduktiounsmoossname wënschen a wat fir eng dat da wieren. A bei der zweeter solle mer aschätzen, a wat fir enge Beräicher mir déi gréisste Chancë fir d'Schafe vun neien Aarbechtsplaze gesinn.

Abee, ech hunn déi 400 Säiten, gradesou wéi d'Madamm Hansen, net gelies. An ouni méi detailléiert Informatiounen zu deenen eenzelne Mesurë schéngt et mir och zimmlech onméiglech, op déi zwou Froen do eng Äntwert ze ginn. Wann een net weess, wat eng geplangte Mesure brëngt, kann een och net soen, ob et sënnvoll wier, se nach ze verstäerken.

Et sinn eng ganz Rei gutt Usätz an de proposéierte Mesuren hei derbäi, déi och sécherlech en Impakt kënnen hunn. A wann een dësen Impakt gemooss an och analyséiert huet, da kann een och soen, ob dës Mesuren de gewënschten Erfolleg hunn, an et kann ee sech gegeebenefalls och nach aner Mesuren ausdenken, déi da complementaire wieren.

Dee komplette Klimaplang wäert also nach op dës Froen, mee och nach op aner wichteg Froen eng Äntwert liwweren, wéi zum Beispill op d'Froen: Wat kaschten déi Mesuren a wie bezilt se?

Zur Fro, wat et wäert kaschten, gëtt et jo och Unhaltspunkten. Vill Mesuren, déi am Plang stinn, sinn net nei. Et ass jo net esou, wéi wa mer bis elo nach guer näischt an deem Domän gemaach hätten. Bei all deene Mesuren, déi an änlecher Form weidergefouert ginn, wier et sënnvoll, ee Bilan ze maachen, wat dës Mesurë bis elo bruecht hunn a wat se eis kascht hunn. Dorauser kann ee wéinstens ongeféier schléissen, wat et fir eise Budget bedeit, wann dës Mesuren an deem Mooss genotzt ginn, wéi de Klimaplang dat virgesäit.

Dat ass net nëmme wichteg, fir eng vernünfteg Finanzplanung kënnen ze maachen, mee et gëtt och en Iwwerbléck iwwert d'Effizienz vun deene verschiddene Mesuren an hëlleft, Prioritéiten ze setzen.

An da kënnt natierlech déi Fro, déi vill Leit dobaussen interesséiert: Wie bezilt da fir de Klimaschutz? Bis elo hate mer jo virun allem Mesuren, wou et finanziell Ureizer gëtt, fir iwwer e bestëmmte Standard erauszegoen. Wa mir bannent zéng Joer eng Transitioun wëllen duerchsetzen, wou mer méi wéi d'Hallschent un CO_2-Emissioune spueren, da wäerte mer déi obligatoresch Standarde mussen eropsetzen a bestëmmt Konsumgidder wäerten dann och méi deier ginn. Parallell dozou mussen awer, an et ass virdrun och schonn ugeklongen, sozial Mesuren agefouert ginn, déi verhënneren, dass d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft doduerch verschäerft ginn.

Wann déi ëffentlech Consultatioun net nëmmen eng Alibifunktioun soll hunn, da muss erkennbar sinn, wéi d'Mesurë sech op de Budget, awer och op de Portmonni vun de Leit auswierken. Vu dass et vill Mesurë sinn, kann ee jo dovun ausgoen, datt eenzelner drënner sinn, déi kontrovers wäerten diskutéiert ginn an och musse kënnen ugepasst ginn op Basis vun där Consultatioun. Dat hei ass jo och en Débat de consultation an duerno d'Consultation publique. Da kann et jo net sinn, dass alles a Stee gemeesselt ass. Soss brauch een dat jo och net ze maachen.

Et ass verständlech, datt et extreem opwenneg an zum Deel schwiereg ass, dës Informatiounen zesummenzedroen. Et ass och net schlëmm, wann dat e bësse méi laang dauert, mee wa mer wëllen, dass dëse Klimaplang bei de Leit eng gréisstméiglech Akzeptanz fënnt, da brauche mer och Transparenz.

Elo awer zur Synthees vum Klimaplang, déi mer als Preparatioun fir dësen Debat jo virgeluecht kruten. Do gëtt et en allgemengen Deel, deen d'Ziler an d'Grondprinzipien duerleet, an een Deel, wou déi wichtegst Mesurë vun deenen eenzelne Secteuren opgelëscht an erkläert ginn.

Zu de Grondprinzippie wëll ech soen, dass fir d'LSAP dee wichtegste Prinzip deen ass, dass bei all Mesure eng Evaluatioun gemaach gëtt, wat hire sozialen Impakt ass. De Budgetsrapporter huet eis en Dënschdeg virun Ae gefouert, a wéi engem Mooss parallell zu engem gudde Wirtschaftswuesstum d'Inegalitéiten hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaange sinn.

Et besteet e grousse Risiko, datt d'Klimaschutzmoossnamen dës Inegalitéiten zousätzlech verschäerfen, wann d'Politik net géigesteiert. Mir mussen onbedéngt verhënneren, dass erëm déi Mannerbemëttelt an déi ënnescht Mëttelschicht méi haart vun de Veränneruge getraff ginn, wéi déi 10 % oder 20 % mat den héchste Revenuen.

Dat ass un éischter Stell eng Fro vu Gerechtegkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass awer och eng Fro vu politescher Machbarkeet. An zum Gléck liewe mer jo zu Lëtzebuerg an enger Demokratie. D'Politik wäert an der Bevëlkerung sécherlech kee Réckhalt kréie fir e staarken Engagement am Klimaschutz, wann déi konkreet Moossnamen als ongerecht empfonnt ginn.

Wann déi eng Schwieregkeete kréien, well d'Heizen an d'Autofuere méi deier gëtt, an déi aner weiderhin dräimol am Joer mam Fliger an d'Vakanz fléien, da wäerten net nëmmen déi Jonk fir d'Urgence climatique op d'Strooss goen.

D'LSAP begréisst et dofir, dass Lëtzebuerg a säi Klimagesetz eng Sozialklausel ageschriwwen huet, déi Kompensatioune virgesäit, déi deem

sozialen Impakt vun de Klimaschutzmesurë Rechnung droen. An et ass och nëmme richteg, dass Suen, déi iwwer zukünfteg Ökosteieren an de Klimafong fléissen, gläichermoosse fir Klimaschutzmesuren a fir sozial Mesuren agesat wäerte ginn.

D'Steierreform, déi an deene kommende Méint virbereet gëtt, wäert zum Deel kënnen een neien Equiliber hei schafen, wann nei Ökosteieren agefouert ginn, wou een zum Beispill iwwer ee Steierbonus geziilt a gestaffelt déi kleng Revenue kann entlaaschten. Eng Negativsteier oder, besser nach, e Klimabonus géife mer hei gutt gesinn.

Bei de Mesuren, déi de Pollueur-payeur-Prinzip uwennen, stécht eng ganz besonnesch ervir: den CO_2-Präis, deen op all fossill Energieträger drop kënnt, onofhängeg dovun, wéi vill CO_2 bei der Verbrennung fräigesat gëtt. Ugestrieft ass, fir 2021 e Präis vun 20 Euro d'Tonn CO_2, wat beim Diesel eppes méi a beim Bensinn eppes manner wéi 5 Cent de Liter wäert ausmaachen.

Den CO_2-Präis soll an deene Joren drop nach klammen, soudass mer am Mëttel vun eisen Nopeschlänner bleiwen. Well wa mer déi Upassung net géife maachen, gëtt dee Gap, deen Ënnerscheed zu den aneren Nopeschlänner, déi an d'Luucht ginn, jo ëmmer nach méi grouss a mir zéien doduerjer nach méi Camionen hei bei eis un.

Parallell dozou soll et Hëllefe ginn, fir vu Masuttsheizungen op klimafrëndlech Alternativen ëmzeklammen. Aerdgas schneit do besser of, wat d'CO_2-Emissiounen ugeet, wéi Masutt, an awer ass dat och e fossillen Energieträger. Laangfristeg gekuckt, ass et also d'Zil, d'Haiser esou ze bauen an ze sanéieren, dass se och op eng Gasheizung kënne verzichten.

Den CO_2-Präis ass allerdéngs net esou héich ugesat, dass an deenen nächste Joren eng grouss Ännerung am Verhale vun de Leit ze erwaarden ass. Et sinn also zumindest an enger éischter Phas Suen, déi de Staat zousätzlech anhëlt. An ongeféier d'Hallschent vun deene Sue ginn esou investéiert, dass d'Leit reell Alternativen zu de fossillen Energië kënnen notzen, an déi aner Hallschent, déi gëtt fir sozial Zwecker gebraucht. An eréischt dann, wann Alternativen do sinn, mécht et och Sënn, klimaschiedlecht Verhale mat méi seriöen Taxen ze belaaschten.

Deen aneren Deel vun de Sue gëtt, wéi gesot, fir sozial Ausgläichmesurë genotzt. A soulaang den Impakt vum CO_2-Präis genau evaluéiert an, wann néideg, sozial ausgeglach gëtt, ënnerstëtzt d'LSAP och dës Mesuren. Dobäi muss genau gekuckt ginn, dass net just déi Leit en Ausglach kréien, déi an enger prekärer Situatioun sinn, mee och déi mat relativ klenge Revenuen, déi riskéieren, ofgehaang ze ginn, wann d'Energiepräisser steigen.

Fir den Duerchschnëttsbierger mécht dat sech virun allem beim Autofueren a beim Heize bemierkbar. An et kann eeben net jidderee sech e Passiv- oder souguer e Plus-Haus leeschten, oder en Elektroauto.

A ganz wichteg fanne mir als LSAP d'Virreiderroll vum Staat an de Gemengen. D'Leit musse positiv Beispiller virun Aen hunn, wann ee se wëllt vun neien Technologien iwwerzeegen. Bei de Passivhaiser ass dat, dat muss ee soen, net ëmmer esou gutt gelongen. Hei hunn eng Partie Leit schlecht Erfarunge gemaach, zemools well dat nach eng Technologie war, déi ganz am Ufank war, wat insgesamt zu enger gewëssener Skepsis gefouert huet. Baufeeler gouf et schonn ëmmer. An awer grad wann d'Leit gewësse Standarden opgezwonge kréien, vun deene se net iwwerzeegt sinn, besteet de Risiko, dass et zu enger Ofleenung vun dëse Standarde kënnt, wann Eenzelner schlecht Erfarunge maachen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ganz gutt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An duerfir ass d'Virbildfunktioun vun der ëffentlecher Hand ëmsou méi wichteg. Wann de Staat an d'Gemengen nach just Gebaier bauen, déi extreem energieeffizient sinn an och gutt fonctionéieren, da gëtt dat iergendwann net méi als Innovatioun, mee als Normalitéit wouergeholl. An haut ginn et ganz gutt Beispiller vun esou energieeffizienten Haiser mat engem ganz gudde Klima, wou dat och ganz gutt fonctionéiert.

D'LSAP begréisst d'Weiderféierung vum Klimapakt, dee sécher e wichtege Bäitrag dozou liwwere kann, fir datt déi ëffentlech Hand och déi Virbildfunktioun hei kann iwwerhuelen. Donieft sinn de Staat an d'Gemenge Clienten, déi mat hirem Kafverhale mat iwwert d'Demande vun nohaltege Produite bäidroen. D'Akafspolitik ass a bleift en Theema, wann et ëm d'Virbildfunktioun vun den ëffentlechen Acteure geet.

Och nach ee Wuert vläicht zu dem Luxembourg Green Exchange. Mir hunn hei weltwäit déi éischt Plattform, déi ausschliisslech gréng Wäertpabeieren traitéiert. Déi ass lancéiert ginn am September 2016. A mëttlerweil hu si eng Part de marché vu 50 % weltwäit vun deene grénge Pabeieren, déi cotéiert sinn. An dat ass och en Domän, ech mengen, deen ee sollt ausbauen, wou et och nach eng grouss Marge gëtt, déi mer kënnen ausschëpfen.

Här President, ech géif dann zu de sektorielle Moossname kommen. Ier ech op déi eenzel Secteuren aginn, wéilt ech betounen, dass de Klimaplang, deen herno an d'Consultation publique geet, bei all Secteur weist, wou mer mat den Emissiounen 2005 dru waren a wou mer haut stinn, fir dass een eng Iddi kritt, wéi vill Effort bis 2030 nach ze maachen ass. Falls ee Secteur sech net gutt genuch entwéckelt huet an der Zäit tëschent de Referenzjoren 2005 an 2019, da wier et gutt ze verstoen, wourunner dat louch. A falls mer Fortschrëtter gemaach hunn, soll ee weisen, wat fir eng Mesurë besonnesch gudde Succès haten, fir dass een an deem Sënn dann och ka weiderfueren.

Dee wichtegste Secteur fir Lëtzebuerg fir d'CO_2-Reduktioun ass natierlech den Transport. Dee Secteur ass fir zwee Drëttel vun eisen Emissioune verantwortlech. Ronn 70 % vum Diesel a Bensinn gi vun Netresidentë getankt. 60 % entfalen eleng op d'Camionen. Et ass ganz kloer, dass mir eis Klimaziler nëmmen erreeche kënnen, wa mer den Tanktourismus opginn.

Un éischter Stell geet et drëm, d'Präisdifferenz zu eisen Nopeschlänner esou ze reduzéieren, dass d'Camionen net méi Ëmweeër fueren, just fir hei ze tanken. Bis haut lount et sech nach, fir bis zu 200 Kilometer Ëmwee ze fueren, fir hei zu Lëtzebuerg dann ze tanken.

D'Regierung huet sech mam Budget 2020 Spillraum ginn, fir d'Akzisen um Diesel a Bensinn eropzesetzen. Ab 2021 soll do den CO_2-Präis da mat dropkommen. Mat deenen zwee Elementer kann d'Regierung de Präis un der Pompel esou steieren, dass de Volume, dee mer verkafen, ophält, an d'Luucht ze goen, an duerno och graduell erofgeet.

Mir wëssen all, dass et schwiereg ass virauszesoen, wou genau do de Kipppunkt ass, wou mer op ee Coup de Gros vum Tanktourismus verléieren. Dofir schéngt eng graduell Approche, wou een den Effekt reegelméisseg evaluéiert, am Beschten ze sinn.

Mir wësse jo och haut nach net, wat eis Nopeschlänner an deene kommende Jore wäerte maachen. Däitschland huet zwar elo schonn esou Usoen an deem Sënn gemaach, datt et 2021 25 Euro pro Tonn an d'Luucht géif goen. An et ka bis op 60 Euro pro Tonn goen. An da gëtt de Spritt jo och deementspriechend méi deier. Wa mir do net nokommen, net nozéien, ass et jo logesch, dass dee Gap méi grouss gëtt. Also zéie mer nach méi Camionen an nach méi Tanktourismus un.

(Interruption)

Soulaang et an der Belsch keng Regierung gëtt, weess een och nach net, wuer et do hinner geet. An a Frankräich kann een éischter dermat rechnen, datt de Präis elo mol net weider eropgeet, wann een d'Reaktioune vun de Giletjaunë bedenkt.

Mir kommen also net ëm eng spierbar Hausse vun de Sprittpräisser erëm. Tatsaach ass awer och, dass net jidderee vun haut op muer op den Auto verzichte kann. Et ass gutt, dass mer den ëffentlechen Transport d'nächst Joer gratis maachen. Mee deen ass bis dohinner weeder vun der Capacitéit nach vum Streckennetz hier esou ausgeluecht, datt jidderee kann dorobber ëmklammen. Vill Leit wäerte weiderhin op den Auto ugewise bleiwen. Besonnesch déi mat manner Revenu kënnen et sech normalerweis net leeschten, no bei der Aarbecht ze wunnen, a ginn duerfir automatesch vun enger Präishausse um Diesel an um Bensinn getraff.

Dobäi ass et déi politesch Absicht jo awer un éischter Stell, fir d'Camionen, déi just heihinnerkomme fir ze tanken, net méi weider unzezéien. D'LSAP begréisst duerfir ausdrécklech, dass een iwwer eng Staffelung vum Präis nodenkt. Et wär zilféierend, eiser Meenung no, wann ee bei esou enger Staffelung eng Persoun, déi de Privatauto mat 50 Liter betankt, guer net oder vill manner kéint belaaschte wéi de Camion, deen Ëmweeër fiert, fir hei bëlleg ze tanken. Fir eis ass dat eng Pist, déi, fir den Tanktourismus vun de Camionen ze ënnerbannen, eng gutt Pist wär, ouni eis Leit hei ze vill ze treffen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi Nisch huet eis iwwer vill Joren natierlech uerdentlech Suen an d'Staatskeess bruecht. Mee grad fir d'Awunner vun de Grenzuertschaften, mee och op eisen Autobunnen, ass dat verbonne mat staarken Nuisancen. Et géif och eis Verkéierssituatioun insgesamt verbesseren, wann den internationale Camionstrafic géif ofhuelen. Vläicht brauche mer dann och net méi déi leideg Diskussioun iwwert den neie Standuert vun den Tanklager ze féieren, wou mer jo jorelaang keng Eenegung fonnt hunn.

Allerdéngs wier et wichteg, dass de Klimaplang verschidden Zenarioe géif opweisen, wou ee gesäit, ab wéini den Energie- an de Finanzminister dermat rechnen, dass Lëtzebuerg op dës Einname muss verzichten. Et ass jo esou, dass de Staat bei enger Präiserhéijung an enger éischter Etapp méi Suen erakritt, déi Recetten awer verléiert, wann de Kipppunkt, wou d'Camionneure respektiv d'Grenzgänger net méi bei eis tanke kommen, bis iwwerschratt ass.

Ech versti gutt, dass dat keng Science exacte ass, well dat vill vun den Decisioune vun eisen Nopeschlänner ofhänkt. Mee wa mir e Plang maachen, da musse mer wëssen, wou mer an deene kommende Jore warscheinlech mat eisem Budget landen.

De Staat ass net deen Eenzegen, dee muss plangen a sech muss upassen. Wann de Verkaf vun Diesel massiv wäert erofgoen iwwert déi kommend Joren, well de Präis an d'Luucht geet, huet dat natierlech och en Impakt op d'Tankstellebedreiwer an op déi Aarbechtsplazen, déi dorunner hänken. Dat sinn der och, wann ech mech net ieren, ëmmerhi wäit iwwer 1.000, no bei 2.000, soudass een dat och net ausser A ka loossen.

Wat méi laang am Viraus gewosst ass, wéi mer deen Ausstig aus dem Tanktourismus timen, wat et méi einfach wäert ginn, dës Transitioun ze begleeden.

An och fir Privatpersounen ass et gutt, fir elo scho kloer Annoncen ze maachen, wat dann an deene kommende Jore geplangt ass. Wie sech um nächsten Autosfestival en décken Auto mat engem héije Verbrauch keeft, dee muss och domadder rechnen, an Zukunft méi fir dee Choix do ze bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'LSAP begréisst et, dass d'Regierung d'Besteierung vun den Déngschtween nach eemol iwwerdenkt. Et ass net sënnvoll - an hei drécken ech mech wierklech nach gewielt aus -, op där enger Säit d'Leit encouragéieren, fir den ëffentlechen Transport ze benotzen, an op där anerer Säit de Firmae Steiervirdeeler ze ginn, wa si hire Mataarbechter en Auto zur Verfügung stellen. Wien en Déngschtwon vun der Aarbecht gestallt kritt, jo, dee benotzt en och.

D'Prioritéit muss an der Mobilitéit awer den Ausbau vum ëffentlechen Transport hunn. Am Moment ginn d'Capacitéiten einfach net duer. Trotz allen Efforte wäert et déi nächsten Zäit nach esou bleiwen, dass d'Bussen an d'Zich Verspéidung kréien an net optimal openeen ofgestëmmt kënne gi wéinst deene sëlleche Chantieren, déi mer am Land hunn.

Soulaang d'Couverture vum Land net besser an den ëffentlechen Transport net méi zouverlässeg ass, kann een net verlaangen, dass jiddereen op den ëffentlechen Transport ëmklëmmt. De gratis ëffentlechen Transport ass trotzdeem eng gutt Saach, och wann dës Mesure eleng net duergeet.

Et gëtt der, déi soen, dass d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport fir d'éischt misst verbessert ginn an dann eréischt d'Gratuitéit agefouert sollt ginn. D'LSAP deelt déi Meenung do zum Deel. Am Walprogramm vun der LSAP vun 2018 steet: „Die Priorität muss der Erweiterung des öffentlichen Transportangebotes gelten. Die LSAP wird mittelfristig den kostenlosen öffentlichen Transport einführen und dafür sorgen, dass das vorhandene Angebot entsprechend ausgebaut und verbessert wird."

Mir erwaarden eis och an enger éischter Phas keen enormen Zouwuess un Utilisateuren, wann den ëffentlechen Transport elo gratis gëtt. Par contre erméiglecht en de Leit et awer an enger méi schwiereger Phas mat ville Chantieren a méi schwieregen Ëmstänn wéinstens gratis ze fueren. An dës Mesure kënnt virun allem deene ganz normale Leit zegutt, déi kee Chauffer, keen Déngschtwon an och keng Parkplaz am Zentrum vun der Stad hunn. Jo, et ass eng Mesure fir d'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport. An et ass och eng sozial Mesure, déi ville Leit zegutt kënnt.

An ech hunn haut och den ëffentlechen Transport geholl, wéi ech hei an d'Stad komm sinn. Iwwregens war dat och gutt, fir mat de Leit an d'Gespréich ze kommen. A sou wéi vläicht d'ADR an der Uelzechtstrooss war a se kee vun der LSAP gesinn huet, muss ech just soen: Ech hunn och haut kee vun der ADR gesinn, deen den ëffentlechen Transport geholl huet.

(Hilarité)

Am Koalitiounsaccord war nach ofgemaach ginn, dass als Ausgläich fir de gratis ëffentlechen Transport d'Kilometergeld géif reforméiert ginn. D'Iddi war, fir manner Kilometergeld auszebezuelen a just nach Ausname fir Leit ze maachen, déi ausserhalb vun den üblechen Aarbechtszäiten am Dag schaffen.

An d'LSAP begréisst et, dass d'Regierung dat net méi ëmsetzt an d'Kilometergeld erhale bleift. Wann ee bedenkt, dass vill Leit den ëffentlechen Transport net notze kënnen an d'Sprittpräisser an d'Luucht ginn, wier et ongerecht, grad deene Leit och nach d'Kilometerpauschal ewechzehuelen. Dat ass also eng gutt Decisioun.

A souguer wann d'Capacitéite bis eng Kéier do sinn, wäert den Auto ëmmer nach eng wichteg Roll spille fir déi Leit, déi a manner dicht besidelte Géigende wunnen an déi lescht puer Kilometer, zum Beispill tëschent der Gare an der Plaz, wou se wunnen, musse mam Auto dann och fueren. Insgesamt wäerten d'Leit dann awer manner Kilometer fueren. Künfteg Subventiounen a Steiere sollen doriwwer eraus derfir suergen, dass méi spuersam Autoe kaaft ginn an dass den Undeel un Elektroautoen däitlech an d'Luucht wäert goen.

Zesummegerechent sollen all dës Mesuren eng däitlech Reduktioun vun eisen CO_2-Emissioune bréngen. Ganz niewebäi wier dat och eng gutt Nouvelle, fir d'Qualitéit vun eiser Loft an den Uertschaften a laanscht den Haaptstroossen ze verbesseren.

Komme mer elo zu den Emissioune vun den Industrie- an de klengen a mëttelgrousse Betriber. Eng Kritik, déi een oft héiert, ass jo, dass ëmmer nëmme Privatleit belaascht ginn an déi grouss Industriebetriber net genuch an d'Verantwortung geholl ginn.

Wann ech och der Meenung sinn, dass de Rapport tëscht der Besteierung vum Kapital a vun der Aarbecht sécherlech verbessert ka ginn, esou mengen ech awer, dass dat hei an dësem Domän, wat den Energieverbrauch betrëfft, net onbedéngt gëllt. Grouss Betriber mat engem héijen Energieverbrauch kënne ganz vill Sue spueren, wa se Technologien asetzen, déi hinnen hëllefen, dëse Verbrauch ze reduzéieren. Generell sinn d'Industriebetriber, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, an deem Sënn op engem ganz gudden Niveau, wann een den internationale Verglach hëlt.

Am Klimaplang geet et awer net ëm déi 22 grouss Industriebetriber, déi am sougenannten ETS, also am europäeschen Emissiounshandel, dra sinn, mee ëm all déi aner Betriber. Och kleng a mëttelgrouss Betriber brauchen zum Deel ganz vill Energie. An hei gëtt et nach ganz vill Aspuerpotenzial. Déi Industrien, déi virun allem en héije Stroumverbrauch hunn, hunn a sech keen Impakt op eis CO_2-Bilanz, well de Stroum importéiert gëtt.

Wa se am Ausland erneierbare Stroum kafen, verschlechtert sech och eis Bilanz net, wat den Undeel um Verbrauch vun erneierbaren Energien ausmécht.

Et geet hei also virun allem dorëm, fir d'Energieeffizienz ze verbesseren. D'Industrie huet natierlech och Emissioune vun Zäregasen, déi prozessbedéngt sinn, wéi zum Beispill beim Zement.

D'LSAP begréisst duerfir d'Absicht vun der Regierung, fir Forschungsprojete verstäerkt ze ënnerstëtzen, déi hëllefen, d'Prozesser ze optiméieren an nei Materialien ze entwéckelen, déi bei der Hierstellung manner Emissioune verursaachen. D'Fuerschung spillt net nëmme fir d'Industrie, mee och fir den Endverbraucher eng grouss Roll.

Net zulescht gëllt dat fir deen nächste Volet am Klimaplang, dee sech mat der Energieeffizienz vu Gebaier beschäftegt. An der Fortsetzung vun deem, wat mer bis elo scho gemaach hunn, mussen Haiser, déi nei gebaut ginn, engem ganz héije Standard entspriechen, wat d'Energieeffizienz ugeet. Am Fong solle si ouni oder mat ganz wéineg Energiezoufuer vu baussen auskommen. Dat bëssen, wat dann nach fir d'Heize gebraucht gëtt, soll iwwer Fotovoltaikanlagen, Geothermie an esou weider erreecht ginn.

Well zu Lëtzebuerg vill nei gebaut gëtt, mécht dat fir eis Bilanz am Beräich Wunnen och ganz vill aus. Haut mussen 99 % vun eiser Energie importéiert ginn. Erneierbar Energiequelle sinn, niewent der Energieeffizienz (veuillez lire: niewent dem Virdeel vun der Energieeffizienz), déi eenzeg Energieressourcen, déi mer heiheem hunn. An duerfir ass et och absolutt logesch an onëmgänglech, dass nëmmen duerch en Ausbau vun den erneierbaren Energiequellen dësen extreem héijen Ofhängegkeetsgrad kann erofgesat ginn.

(Interruption)

Nee, et ass net kal heibannen. Dat ass richteg.

Deen anere Volet ass och net nei.

(Interruption)

Et geet ëm d'energeetesch Sanéierung vu besteeënde Gebaier. Hei sollen zousätzlech Hëllefsinstrumenter geschafe ginn, fir d'Zuel vun den Haiser, déi energeetesch sanéiert ginn, däitlech an d'Luucht ze setzen. A well d'Heize beim Energieverbrauch vun den Haiser am meeschten ausmécht, soll e Programm opgestallt ginn, fir de Leit et méi einfach ze maachen, fir vun enger Masuttsheizung op eng klimafrëndlech Alternativ ze wiesselen.

Domadder hätt ech och eng Äntwert ginn op d'Fro, déi den Här Roth gëschter gestallt huet, wéi dann eng Wittfra oder eng eeler Koppel mat engem klenge Revenu soll déi Transitioun vun der Masuttsheizung op eng ëmweltfrëndlech Heizform kéint packen Do soll e Programm opgestallt ginn, wou deene Leit eebe soll och geholl ef ginn, fir déi Transitioun do ze maachen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wéi gesäit dee Programm aus?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, dat wäert Der jo dann nach gewuer ginn.

(Interruption)

Am Klimaplang gëtt vill vun deenen Heizkäschte geschwat.

(Brouhaha)

Et wier interessant, gläichzäiteg d'Entwécklung am Beräich vun de Klimaanlagen och am A ze behalen. Laang an extreem waarm Summere verleeden d'Leit natierlech dann oft derzou, sech eng Klimaanlag ze kafen. Dat kascht enorm Stroum, virun allem, wann et där transportabeler sinn, wou d'Ofloft duerch e Rouer zur oppener Fënster eraushänke gelooss gëtt.

Hei sollt ee vläicht mat Campagnen op den héije Stroumverbrauch opmierksam maachen. Fir déi, déi sech fir Dausenden Euro eng Klimaanlag abaue loossen, rentéiert et sech anerersäits vläicht och, e Käschteverglach ze maache bei enger besserer Isolatioun, déi da subventionéiert ka ginn an och méi klimafrëndlech ass.

Nei am Klimaplang ass e Programm fir d'Renovéierung vun Zweckgebaier, déi, änlech wéi d'Wunnhaiser, an Zukunft nach just ganz wéineg Energie solle brauchen.

D'LSAP ënnerstëtzt am Prinzip all dës Mesuren. Et sollt ee sech awer och bewosst sinn, dass d'Handwierk sech elo schonn doriwwer beklot, dass et e massive Mangel u gutt ausgebilten Handwierker gëtt. Wann d'Sanéierung vun ale Gebaier sollt beschleunegt ginn a gläichzäiteg neie Wunnraum geschafe ginn, da musse mer Léisunge fannen, fir deen Enkpass ze iwwerwannen.

Et musse Weeër fonnt ginn, fir d'Handwierk erëm méi attraktiv ze maache fir Jonker, déi sech fir e Beruff entscheeden. An d'Offer u Formatioune muss Schrëtt hale mat den Ufuerderunge vun der Politik. A mir brauchen hei och Weiderbildungsprogrammer fir Erwuessener, déi fäeg musse sinn, d'Innovatiounen am Bausecteur ze iwwerhuelen a fachmännesch unzewennen.

An den Educatiounsministère ass sech där Penurie jo och bewosst, esou wéi eis de Fraktiounspresident vun der DP virun e puer Deeg jo hei nach confirméiert huet.

An der Synthees vum Klimaplang steet eng Renovéierungsrat vun 3 % am Joer. Et wier interessant ze wëssen, wéi héich dass déi Renovéierungsrat dann am Moment ass. Vu wivill Gebaier am Joer schwätze mer haut? Kann een dat soen? Kann een dat feststellen? Da wier ech frou, déi Informatioun ze kréien.

Dat lescht Kapitel, zu deem ech nach eppes wéilt soen, dat ass d'Energieversuergung mat Stroum a Gas. Hei steet natierlech den Ausbau vun der Produktioun vun erneierbarer Energie am Mëttelpunkt. Mesurë fir méi Energieeffizienz wäerten de Bedarf u Stroum a Gas zwar reduzéieren, mee dee wäitgeeëndste Verzicht op Masutt, Diesel a Bensinn wäert dogéint awer zu engem méi héije Bedarf u Stroum a Gas am Allgemenge féieren.

Äerdgas huet dobäi eng e bësse speziell Stellung. Engersäits huet e verhältnismëisseg gutt Emissiounswäerter. An duerfir wäert den CO_2-Präis um Äerdgas och manner héich ausfale wéi deen um Masutt. A besonnesch de Süde vum Land huet iwwer Joerzéngte säin Äerdgasnetz ausgebaut, fir et de Leit ze erlaben, méi propper an effizient ze hëtze wéi mat enger Masuttsheizung. Anerersäits ass Äerdgas och e fossillen Energieträger a méi laangfristeg net kompatibel mam Zil vun der Klimaneutralitéit.

De Klimaplang gesäit deemno vir, dass Äerdgas an Zukunft net soll subventionéiert ginn. An och grouss Firmen, wéi zum Beispill eng, déi ech kennen, Sudgaz, si sech där Situatioun do gutt bewosst a sinn amgaangen, do nei Weeër ze sichen, fir mat der Wandenergie kënnen hir Energie - also hir Haaptkäraufgab - méi ze diversifiéieren.

Trotzdeem sollt bei der zukünfteger Gestaltung vun den Energiepräisser an de Subventiounen d'Realitéit um Terrain genau gekuckt ginn, fir net nëmmen um Pabeier dat beschtméiglecht Resultat ze erzilen.

D'LSAP ënnerstëtzt den Ausbau vun der Fotovoltaik an der Geothermie. Et gëtt awer Plazen, wou esou Installatiounen net méiglech oder net sënnvoll sinn. Am Eenzelfall kann eng Gasheizung oder eng modern Masuttsheizung, déi eng al ersetzt, ëmmer nach déi bescht oder op d'mannst déi besser Léisung sinn.

Onofhängeg dovu muss de Staat weiderhin an den Ausbau vun erneierbaren Energien investéieren. An ech fannen déi Iddi vun der CSV, ech muss soen, si sinn net nëmmen heihinnerkomm, fir ze kritiséieren a Froen ze stellen, mee si hunn och effektiv eng ganz Rei vu Propose gemaach, déi ech awer interessant fannen, ënner anerem déi vun deenen Home-Wandenergien, déi ee ka bei sech um Daach installéieren, déi schonn eng Kéier virgestallt goufen an déi ech och dee Moment ganz interessant fonnt hunn, déi awer, mengen ech, duerch eis Legislatioun net esou einfach ze realiséiere sinn hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Da kann een déi och vläicht änneren.

Parallell dozou muss d'Stroumnetz adaptéiert ginn, fir dass mëttelfristeg vill kleng Produzenten, déi gläichzäiteg Konsumente sinn, kënnen aspeisen, wa se méi produzéieren, wéi se grad selwer brauchen, an Energie kréien, wa se der ze mann hunn. Dat setzt eng ganz aner Infrastruktur viraus wéi déi, déi mer bis elo kannt hunn.

Dobäi kënnt, dass d'Wandkraaft, d'Fotovoltaik an esou wieder net andauernd um selwechten Niveau Energie produzéieren. Wa mir op fossill Energie verzichten an net erëm massiv an d'Atomkraaft eraklammen, an ech ginn emol dervun aus, dass dat heibannen op alle Fall de Gros elo net wëllt, da musse mir eis ganz nei opstellen, fir mat deene Schwankungen do eens ze ginn. An da géllt et och, dass d'Konsumenten en Ureiz mussen hunn, fir zum Deel hire Verbrauch unzepassen, zum Beispill andeem si hir Batterien oplueden, wa grad en Iwwerschoss u Stroum do ass. Ech mengen, dass mer do awer nach e wäite Wee virun eis hunn.

Här President, ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, Wëssenschaftler aus der ganzer Welt soen eis, dass mir op eng Katastroph fir d'Ëmwelt an d'Mënschheet histeieren, wann et weltwäit net geléngt, den duerchschnëttlechen Ustig vun den Temperaturen op 1,5 Grad ze begrenzen. Niewent dem Schued fir d'Natur, deen net méi guttzemaachen ass, huet de Klimawandel Auswierkungen op eis alleguerten, op alleguerten eis Regiounen an der Welt. D'Polkape schmëlzen, de Mieresspigel klëmmt, et kënnt zu extreeme Wiederphenomeener, et kënnt zu méi Reen a verschiddene Regiounen an zu extreemen Hëtzten an Dierperioden an anere Regiounen.

Méi konkreet, an Europa kënnt et a Süd- a Mëtteleuropa zu Hëtzewëllen, Bëschbränn an och Dürren. Am Mëttelmierraum breet sech d'Dréchent aus mat deene selwechte Konsequenzen. An Nordeuropa gëtt d'Klima vill méi fiicht an d'Iwwerschwemmunge kënnen d'Reegel sinn. Ënnert deene Länner, déi am meeschten ënnert deem Klimawandel leiden, sinn d'Entwécklungslänner, wou d'Mënschen oft ganz staark vun hirem natierlechen Emfeld ofhängeg sinn a wou déi Leit hierkommen, déi d'ADR net esou gär huet.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ma do, wou déi Leit hierkommen, wëll ech Iech just soen, déi souguer, wa se unerkannt Flüchtlinge sinn, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, nee, nee, nee.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … déi duerch internationaalt Recht unerkannte Flüchtlinge sinn, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- … déi hu misse fortlafen, esou wéi eis Grousselteren dat viru 75 an 80 Joer och hu misse maachen, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee. Dat do ass ënner all Niveau, Här Engel. Nee, nee, nee!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Waart Dir gëschter net hei wéi …?

M. Georges Engel *(LSAP).*- … déi Mënschen, déi hei am Land vu Memberen aus der ADR …

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat do ass esou bëlleg, dat do ass esou bëlleg, Här Engel. Also kommt eis net esou, kommt eis net esou, Här Engel! Dat do ass eng puer béisaarteg Ënnerstellung.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech soen hei just, déi Leit, déi hei am Land vu Memberen aus der ADR ausgenotzt ginn, fir Stëmmung ze maachen op eng ganz demagogesch Aart a Weis.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … vun der LSAP. Dat do sinn alles … Politik op deem do Niveau, Här Engel, hutt Dir net néideg a mir hunn et net néideg.

(Brouhaha et hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Also „Politik op deem Niveau" vun Ärer Säit hei ze héieren, dat ass awer wierklech de Combel!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Schummt lech!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An net nëmmen eenzel … Jo! Also wann hei ee sech muss schummen, da sinn net ech et, Här Kartheiser!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Schummt lech, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An net nëmmen eenzel Membere vun der ADR notzen d'Leed vun dëse Mënschen aus, fir Stëmmung ze maachen. Nee, nee, nee, och nach hir Volleksvertrieder, den Här Kartheiser an den Här Gibéryen, déi hei esou gär als Saubermänner optrieden, déi hunn hei hiert richtegt Gesiicht gewisen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll Fait personnel …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nom Riedner.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nom Riedner!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A si hunn an deem onwierdege Kommentar hir Zoustëmmung ginn. Si hunn hei wierklech gewisen, aus wéi engem Holz se geschnëtzt sinn.

Mee mir sinn awer der Meenung, dass een deene Leit muss hëllefen. An ech hoffen, dass et net esou wäit kënnt, dass mer nach méi Leit kréien, deene mer mussen hëllefen aus Klimagrënn. An duerfir ass dëse Klimaplang ëmsou méi wichteg.

An iwwert d'Landwirtschaft wäert herno meng Kolleegin Tess Burton schwätzen. Dat dierft ënner anerem der Tatsaach gerecht ginn, dass d'CSV eigentlech eng separat Interpellatioun zu deem Theema gefrot hat, anerersäits spillt d'Landwirtschaft awer och eng besonnesch Roll, wann et ëm de Klimaschutz geet, soudass dee Secteur eng speziell Opmierksamkeet verdéngt. An duerfir wäert d'Tess Burton dann och herno dorobber agoen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech froe Fait personnel!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Den Här Kartheiser freet Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Här President, de Spriecher vun der LSAP-Fraktioun huet et fir néideg fonnt, den Här Gibéryen a mech an de Mond ze huelen an eis Auslännerfeindlechkeet ze ënnerstellen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Hunn ech dat gesot?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Dir hutt dat an Ärer … Dir hutt eng Interpellatioun hei, also eng Inter…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Interpretatioun.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Sot näischt, wat ech net gesot hunn, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn d'Wuert! Dir hutt eng Interventioun gemaach, déi ganz kloer op dat hiweist. A wann Der wëllt …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Anscheinend.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann Der wëllt déi Héiflechkeet hunn, mer nozelauschteren …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wannechgelift, mir loossen elo den Här Kartheiser ausschwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir sot scho falsch Saachen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen.

Ech wëll Iech Follgendes soen: Dat Éischt ass, dee Post, op deen Dir uspillt, ass net eng Publikatioun vun der Partei. Ech distanzéiere mech awer net dervun.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee et ass awer wichteg, datt Der wësst, …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat wollte mer héieren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hu Membere vum ADR gesot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … datt et e private Post ass. An deem private Post huet déi Persoun, déi de Post gemaach huet, eng Foto geholl, déi de Jean Asselborn selwer gepost huet, an en huet dorobber geschriwwen, also déi Persoun, déi dat gemaach huet, huet dorobber geschriwwen: „D'LSAP soll dat als Walplakat huelen!", wat ech eng gutt Iddi fannen, vu datt den Här Asselborn …

(Interruptions)

Une voix.- Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … vu datt den Här Asselborn selwer jo houfreg drop ass, soss hätt en dat jo net gepost.

(Interruption)

Da kann e sech zu där Politik bekennen an dat och als Walplakat huelen. Dat fannen ech eng ganz normal politesch Reaktioun. Dir sidd jo houfreg drop, datt Der déi Leit ophuelt. Dat ass gutt.

Elo komme mer zu dem Punkt selwer. Mir als ADR hunn ëmmer gesot hei, Dir kënnt et noliesen, datt mir ëmmer der Meenung sinn am Beräich vun der Entwécklungshëllef oder an Noutsituatiounen, fir de Leit, déi an enger humanitärer Noutsituatioun sinn, ze hëllefen. Dat huet awer näischt domat ze dinn, an dat hu mer och gesot, datt mir keng Migratioun wëllen ënnerstëtzen, déi haaptsächlech eng wirtschaftlech Migratioun ass. Mir sinn och der Meenung, wéi vill anerer an Europa, datt mer sollte probéieren, de Leit op der Plaz ze hëllefen, souwäit dat geet.

Dem Här Asselborn seng Migratiounspolitik ass net eis. Mir hunn do e politeschen Ënnerscheed, well mer net der Meenung sinn, datt seng Politik am Interessi vun de Leit ass an datt déi Politik laangfristeg och am Interessi vun eisem Land ass. Mir wëllen de Leit hëllefen, déi Hëllef brauchen. Mir wëlle keng Wirtschaftsmigratioun ënnerstëtzen. Ech mengen, do sinn einfach politesch Ënnerscheeder.

Déi Ënnerstellung, déi Dir hei maacht, datt mir domadder auslännerfeindlech wären - dat hutt Der gemaach! -, déi wëll ech an aller Form zréckweisen! Well et muss méiglech sinn, an enger demokratescher Kultur Divergenzen a politesche Felder ze hunn, ouni dofir niddreg Gefiller ënnerstallt ze kréien.

An ech mengen, dat muss och an der Migratiounspolitik kënne gemaach ginn, Här Engel! Mir hunn déi Persoun, déi dee Post gemaach huet, opmierksam gemaach op gewësse sozial Problemer hei am Land. Dat ass legitimm. Well et ass nun eemol esou, datt och an der Wëssenschaft breet diskutéiert gëtt, datt den Impakt vun enger net qualifizéierter Migratioun op déi Populatioun am Land, dat déi Migratioun ophëlt, déi sozial schwaach ass, déi fragiliséiert ass, kann zu Problemer féieren. Mir hunn dat och hei am Land, zum Beispill am Beräich vun de Sozialwunnengen.

D'LSAP huet, mengen ech, am August oder September 2018 eng Pressekonferenz zu deem selwechten Theema gemaach an huet déi genannt, wat ech net korrekt fonnt hu géint iwwer de Residenten hei am Land: „géint de Sozialnäid".

Mee och d'LSAP ass sech bewosst, datt et eng Konkurrenzsituatioun gëtt tëschent deene Bénéficiaires de protection internationale, déi eng Sozialwunneng brauchen, an de Residenten hei. An Dir hutt deemools proposéiert, fir dat paritéitesch ze verdeelen, wat och am Ableck gemaach gëtt, …

(Interruption)

... wéi d'Regierung et op eng Question parlementaire vun deene Lénke geäntwert huet. An dofir wëll ech Iech just soen, datt och Dir dee Problem politesch opgräift!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir musst déi Pressekonferenz awer och richteg erëmginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo, ech hu se richteg rëmginn. Dir kënnt se liesen! Dir kënnt se liesen!

(Interruption par M. Claude Haagen et hilarité)

Dat heescht, Dir schwätzt d'Problematik … Fir et zesummenzefaassen: Déi Problematik, déi ugeschwat ginn ass, ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech brauch kee Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … ass eng, déi Iech och bekannt ass, déi och Dir politesch behandelt hutt, déi an der Wëssenschaft permanent diskutéiert gëtt an an der internationaler Politik. An dee Post, dat ass een, dee vum Här Asselborn selwer an d'Welt gesat ginn ass.

A fir eis dofir also iergendeppes ze ënnerstellen an och nach an enger Debatt iwwert de Klima, wat näischt mat der Migratioun u sech elo hei an deem Kontext, wou mir et hei diskutéieren, ze dinn huet, ...

(Interruptions)

... den nationale Klimaplang, dat ass keng propper Politik, Här Engel! Ech wollt Iech dat emol soen.

Une voix.- Eng propper Politik vun Iech ...

(Interruption)

... hu mer gëschter gesinn.

(Interruption)

Jo, jo, dat hu mer gëschter gesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Domat wäre mer beim nächste Riedner, dee prettsteet, dem François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, Zich an héijer Capacitéit a Frequenz, déi duerch d'ganzt Land fueren, a jiddweree kritt eng Sëtzplaz. Den Tram, deen an d'Ballungszentre fiert an d'Leit confortabel a séier transportéiert. E séieren Tram souguer a séier Vëlospisten, Elektrobussen an e Bus-on-demand. Vill Leit, déi ouni en Auto auskommen an déi Carsharing maachen. An och am ländleche Raum fuere Busser flächendeckend, dacks an och spéit.

An de Stied, Quartieren an Uertschafte sinn aus enger Partie Stroosse Plaze fir Leit ginn, déi sech begéinen, fir confortabel ze trëppelen an och gutt mam Vëlo kënnen ze fueren. Nei Parke sinn entstanen. D'Qualitéit vun der Loft ass gutt an et héiert een erëm méi Villercher. Vill Leit schaffe vun doheem oder deels vun doheem a si hunn och méi Zäit fir hir Famill.

Op all privatem Haus oder Entreprise leie Solaranlagen a quasi all Haushalt produzéiert säin eegene Stroum respektiv säi waarmt Waasser mat der Sonn. An duerch déi gutt an ökologesch Isolatioun vun de Gebaier hei am Land brauch ee souwisou net méi vill ze hëtzen, an do, wou et dann néideg ass, gëtt et aus de Wärmenetzer geholl, wou mat erneierbarer Energie produzéiert ginn ass respektiv vun de Wärmepompelen.

Lëtzebuerg ass en Hub fir Circular Economy an eng Startupnation am Beräich vun dem Klimaschutz mat enger Virreiderroll a Schlësseltechnologie wéi Null-Energie-Gebaier, Elektromobilitéit a Fotovoltaik. An d'Finanzplaz, déi ass richteg gréng.

An den Dierfer an de Stied si Gäertnereien, wou d'Leit hiert Geméis aus der Regioun kënne kafen. A wann een iwwert d'Land fiert, da gesäit ee vill Weede mat Kéi, déi bal d'ganzt Joer dobausse sinn, a Baueren, déi hir Mëllech an hiert Fleesch lokal zu engem gudde Präis verkaf kréien. An d'Zuel vun de Bëscher an de Fiichtgebidder huet sech vergréissert, wat net just gutt ass fir d'Biodiversitéit, mee och CO_2 bënnt.

Här President, Dir Dammen an Hären, gefält Iech dat Lëtzebuerg, wat ech Iech beschriwwen hunn?

Plusieurs voix.- Jo!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Dat ass net d'Lëtzebuerg vun haut, mee dat ass d'Bild vu Lëtzebuerg 2050, e klimaneutraalt Lëtzebuerg, wat mer elo alauden. An et ass realistesch, wa mer elo handelen. Mir hunn ons ambitiéis Ziler ginn, wat de Klimaschutz ugeet, fir de Paräisser Accord, also d'Äerderwäermung op 1,5 Grad ze begrenzen, fir deen ze respektéieren, mat engem mëttelfristegen Zil vun enger Reduktioun vun Zäregaser ëm 55 % par rapport zu 2005 bis 2030. Dat Zil gouf par rapport zu der éischter Ebauche, déi mer hate vum Klimaplang, nach eemol eropgesat. An dat ass och gutt esou. An dat musse mer a wëlle mer an zéng Joer erreechen - wat muer ass! An da wëlle mer 2050 klimaneutral sinn, spéitstens. Dat heescht, dass mer dat gären och scho méi fréi erreechen.

Här President, Dir Dammen an Hären, éiergäizeg Ziler, dofir musse mer eis awer och déi néideg Moyene ginn. An dat maache mer mat dem nationale Klima- an Energieplang fir déi nächst zéng Joer, iwwert dee mir haut schwätzen. Mir lauden domat d'Enn vun dem Zäitalter vun de fossillen, also de klimaschiedlechen Energien an, dat mat engem Klimagesetz, fir e Kader fir d'CO_2-Reduktioun ze setzen, wou alleguerten d'Secteuren hir Verantwortung sollen iwwerhuelen an och mussen iwwerhuelen.

D'Verschmotzen ass net méi gratis, well mer dem klimaschiedlechen CO_2 e Präis ginn, a wie verschmotzt, dee soll bezuelen. Mir applizéieren de Pollueur-payeur-Prinzip, wéi mer dat och beim Ofwaasser maachen oder beim Offall. A mir wëlle verschidde Gesetzgeebungen och verschäerfen.

Gläichzäiteg musse mer dozou natierlech och klimafrëndlech Alternative schafen an déi massiv ënnerstëtzen, sief et am Beräich Wunnen, Hëtzen, Mobillsinn, Schaffen, gudden ëffentlechen Transport, gutt Infrastrukture fir de Vëlo, Ënnerstëtzung fir Elektroautoen a -vëloen, Primme fir energeetesch Sanéierunge vun de Wunnengen, fir méi Effizienz, dass mer alleguerten op erneierbar Energië kënnen switchen an dass eis Ekonomie an d'Landwirtschaft sech kënnen ëmstellen. An dat Ganzt muss sozial gerecht sinn, well eng Transitioun kann nëmme fonctionéieren, wa jiddwereen derbäi ass.

Klimaschutz gëtt also Gesetz zu Lëtzebuerg. De Projet de loi setzt de gesetzleche Kader fir de Klimaschutz zu Lëtzebuerg. E verankert déi ambitiéis national Ziler an zitt d'Secteuren an d'Responsabilitéit, stellt och d'Gouvernance kloer duer, déi mer eis wëlle ginn, déi soll ressortiwwergräifend ginn. Déi verschidde Secteure mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen an d'Efforte musse kontinuéierlech ugepasst ginn, de wëssenschaftlechen an den technologeschen Erkenntnisser ugepasst ginn.

Mir ginn eis och Prinzippien dofir, nämlech dass de Klimaschutz sech am Respekt vun der Biodiversitéit, der Waasser-, Loft- a Buedemqualitéit muss entwéckelen, well nëmmen esou kënne mer och eng gesond a sécher Liewenswelt fir déi nächst Generatioune schafen. D'Atomenergie huet doranner och keng Plaz an dat ass och kloer an deem Gesetzesprojet festgehalen.

An deem Gesetzesprojet ass och festgehalen, dass d'sozial Gerechtegkeet Hand an Hand mam Klimaschutz muss goen, well de Klimaschutz kann net op d'Käschte goe vun deene Leit, déi manner hunn, well si si souwisou schonn déi, déi eng besser CO_2-Bilanz hunn. An duerch de Klimaschutz maache mer gären d'Inegalitéite méi kleng.

De klimaschiedlechen CO_2 kritt also e Präis, déi sougenannt „CO_2-Bepräisung". All d'fossill Energieträger, also déi klimaschiedlech sinn, kréien e Präis. An domat steet Lëtzebuerg net eleng do, mee mat villen anere Länner: Schweden, Dänemark, Finnland, Frankräich, d'Vereenegt Kinnekräich, Slowenien, geschwënn och Däitschland.

An dës Moossnam ass vu fundamentaler Bedeitung, fir eise Wirtschaftssystem och méi klimafrëndlech ze gestalten. Bis elo war et nämlech esou, dass d'Benefisser privatiséiert goufen, wärend d'Klima- an d'Ëmweltkäschten op d'Allgemengheet ofgewälzt goufen. An duerch déi CO_2-Bepräisung ass d'Klimaverschmotzung an Zukunft net méi gratis. Doduerch gëtt also och d'Aart a Weis ze wirtschaften an ze konsuméieren a Richtung Nohaltegkeet orientéiert, andeems mer konkreet finanziell Ureizer gi fir Klimaschutz.

Et kann een hei effektiv ganz gutt e Verglach maache mat de Poubellestuten, wou sech zu Lëtzebuerg de Verbrauch ganz positiv entwéckelt huet. Wéi hu mer dat gepackt? Virun enger Rei Jore gouf den „Éco-sac" agefouert, also eng reutilisabel ëmweltfrëndlech Alternativ zu Einwegplastikstute geschaaft. Déi goufen zu deem Zäitpunkt och nach gratis verdeelt, d'Alternativ gouf geschaaft, an elo hunn d'Plastikstuten e Präis. Parallell dozou hunn d'Leit awer och déi néideg Alternativen. Dat ass genau dat selwecht, wéi et mat der CO_2-Bepräisung soll fonctionéieren. D'Verschmotze kritt e Präis a parallell dozou gëtt an Alternativen investéiert.

A ganz wichteg, all d'Recetten aus der CO_2-Bepräisung ginn zréckinvestéiert an de Klima an an d'Mënschen: d'Hallschent dovun a Klimaschutzprojeten, zum Beispill den Ausbau vun der Solarenergie oder d'Förderung vun der Elektromobilitéit, déi aner Hallschent a geziilt Ënnerstëtzung fir Mënsche mat engem klengen Akommes. An déi sozial Mesurë sollen zäitgläich komme wéi déi CO_2-Bepräisung.

Et gëtt hei keng Politik gemaach vun de Verbueter, mee vun den Alternativen, an dat, andeems déi besteeënd Klimabonusprogrammer ausgebaut ginn a verbessert ginn. E puer Beispiller: d'Primm „Clever fueren", also fir den Ëmstig ze erméigleche fir déi Leit, déi en Auto brauchen, op Null-Emissioun-Mobilitéit, d'PRIMe House mat Investitiounsbäihëllefe fir energeetesch an ekologesch Renovatioun. An anerersäits sollen awer och Verbesserungen zum Beispill fir eng nohalteg Bewirtschaftung vun de Bëscher ausgebaut ginn.

Nei dobäi: Masuttsersatzprogrammer, fir dass an Zukunft och d'Leit alleguerten ëmklamme kënnen op klimafrëndlech Heizmesuren, Heizmethoden. A grad dat heiten ass eng Mesure, déi wichteg ass fir de ländleche Raum, wou et nach méi Masuttsheizunge ginn. A mir brauchen natierlech och e Programm, fir dass déi kleng an déi mëttel Entreprisë bei den Investitiounen an de Klimaschutz dobäi sinn, grad ewéi nei Ënnerstëtzungsprogrammer fir d'Forst an d'Landwirtschaft, déi e kruziale Rôle spillen, och fir CO_2 ze bannen.

An e weidert wichtegt Instrument, wat mer fir d'Zukunft brauchen, ass den Nohaltegkeetscheck. An wann een „Nohaltegkeetscheck" seet, ass dat jo automatesch och e Klimacheck. Ánlech wéi d'Fiche financière soll bei all Gesetz eng Evaluatioun op Nohaltegkeet vun deem Gesetz gemaach ginn. An dozou gehéiert eeben och de Klima.

An de Staat an d'Gemenge mussen och hei hir Virreiderroll spillen a mam gudde Beispill virgoen. Wichteg an deem Kontext ass och, dass mer de Klimapakt iwwerschaffen, also de Klimapakt 2.0 aféieren an ausweiten, well vill Gemengen, dat gesäit een um aktuelle Klimapakt, profitéieren dovun a maachen doduerjer vill a gutt Initiativen. Mee et ass elo wichteg, dass mer e Schrëtt weiderkommen, dass mer eng nei Dynamik kréien an dass mer e Schrëtt méi wäit ginn, also eng Schëpp noleeën.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech komme bei déi eenzel Secteuren, fir unzefänke bei d'Mobilitéit. Den Transport ass dee Secteur, dee fir de meeschten CO_2-Ausstouss responsabel ass, nämlech zwee Drëttel. An an de leschte Jore sinn am Beräich Transport d'Prioritéite komplett geännert ginn. Nach ni gouf esou vill an d'Schinn an an den Zuch, an nei Garen, den Tram an eng gutt Vëlosinfrastruktur investéiert. An deen Engagement däerf natierlech net do stoe bleiwen, mee muss konsequent weidergoen.

An heibäi geet et och net just ëm Klimaschutz, mee och ëm eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit: manner Stau, méi Zäit, eng besser Loftqualitéit. A well mer och den Tanktourismus uginn, wäerten do och d'Leit dovunner profitéieren, déi a Gemenge wunnen, déi eeben am Moment vill ënnert dem Tanktourismus leiden.

Bal 40 % vun eisen Net-ETS-Emissioune ginn op de Verkaf vum Spritt fir Camionneuren zréck. An an deem Sënn ass et och richteg, dass d'Regierung den Tanktourismus, deen ekologesch an ekonomesch net sënnvoll ass ..., dass do eng weider Hausse op den Akzise kënnt. Well alleguerten déi vill Efforten, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, goufen eigentlech vun dem Méiverkaf un Diesel a Bensinn opgefriss, an doduerjer hu mer zum Beispill eis Ziler fir 2020 a Gefor bruecht.

An eng éischt Hausse am Mee huet eebe schonn Effekter gewisen, an trotzdeem mierke mer, dass mer dëst Joer eigentlech nach méi verkafe wéi déi Jore virdrun. An dofir geet dat net duer. Dofir musse mer kucken, dass mer eis Präisser dem noen Ausland upassen. An déi Hausse, déi elo aussteet, déi elo soll kommen, ass eeben eng Hausse vun engem bis dräi Cent um Bensinn an dräi bis fënnef um Diesel, déi am éischten Trimester soll kommen an a Kraaft trieden. Dat ass eng gutt Saach, virun allem och, well dat parallell zum gratis ëffentlechen Transport kënnt.

De Fuerpark zu Lëtzebuerg dann: Lëtzebuerg huet ee vun den neiste Fuerparken an Europa. Gläichzäiteg ass et awer och ee vun deene schmotzegsten, an dat ass net gutt fir d'Klima, d'Loft an d'Natur. Dat läit awer virun allem dorunner, well mer schwéier Gefierer hunn, Gefierer mat vill PS an héijem Ausstouss. Obwuel ëmmer méi propper Autoen eigentlech op de Marché kommen, gi se eeben ëmmer méi grouss a méi schwéier an doduerjer geet den Ausstouss erop. An et ass wichteg, dass mer mat enger neier Autosteier oder enger iwwerschaffter Autosteier, wéi se och am Klima- an Energieplang steet, dee Problem uginn an deem entgéintwierken, also en Incentive schafe fir d'Kafentscheedung hin zu Autoen, déi klimaneutral sinn, also och méi klengen Autoen, méi liichten Autoen. Mir solle virun allem och kucken, dass also déi, déi wierklech méi liicht sinn a méi kleng sinn, wierklech manner besteiert ginn, fir dass d'Leit wierklech en Incentive kréien, fir an déi Richtung ze goen.

Déi nei Steier soll net réckwierkend kommen. Dat ass och gutt esou, well et geet jo net drëm, fir d'Leit nodréiglech ze bestrofen, mee et geet drëm, dass se bei der nächster Entscheedung, also der Kafentscheedung fir d'Zukunft kucken, op en emissiounsfräien Auto ëmzeklammen.

An natierlech ass et wichteg, dass mer och kucken, fir d'Stauen ze evitéieren, dass mer generell zu Lëtzebuerg manner Autoen hunn. Mee déi Leit, déi nach ee brauchen, deene musse mer wierklech kucken ze hëllefen, dass mer a Richtung null Emissioun ginn ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi maache mer dat?

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... an dass mer zu Lëtzebuerg zu enger vun deene modernsten Autoflotten eriwwerginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi maache mer dat, fir manner Autoen ze hunn?

M. François Benoy *(déi gréng).*- Majo, andeems mer Alternative schafen, duerch e gudden ëffentlechen Transport zum Beispill, andeems mer Landesplanung maachen an esou weider.

(Brouhaha)

Den nächste Punkt, zu deem ech kommen, sinn d'Déngschtween. A mir wëssen, dass 40 %, also 40 % vun den Neiween, déi zu Lëtzebuerg kaf ginn, eeben Déngschtween sinn. Mir mussen also och kucken, dass d'Firmen engersäits en Incentive hunn, fir do hire Mataarbechter méi propper Autoen zur Verfügung ze stellen, a gläichzäiteg muss et awer och esou sinn, dass net automatesch Déngschtween zur Verfügung gestallt ginn, mee nëmmen do, wou et wierklech néideg ass - Stéchwuert Stau.

An ech wëll soen, dass ech effektiv dem Här Wiseler an och aneren, all de Riedner de Moien am Fong ganz genau nogelauschtert hunn an dass ech effektiv et och begréissen, genau wéi de Georges Engel et gesot huet, dass eng ganz Rei Iddien op den Dësch komm sinn, eeben notamment och, dass d'CSV als gréisst Oppositiounspartei d'Iddi vun enger CO_2-Bepräisung ënnerstëtzt. Et war mer awer, wéi wann ech net bei Iech onbedéngt Är Positioun erkannt hätt, wat eeben d'Akzisenhéijung ugeet, wéi mer mat de Leasingautoen ëmginn oder och mat der Autosteier. Mee dat kënnt jo vläicht nach. Mee ech géif et awer wichteg fannen, dass mer och doriwwer schwätzen.

An deem Kader ass et och wichteg, vläicht ze soen, dass mer elo vun dem NEDC-Testzyklus op de WLTP ëmklammen, fir eebe méi eng realistesch Representatioun vun den CO_2-Emissiounen a vun dem Sprittverbrauch vun den Autoen ze hunn. Déi al NEDC-Testprozedur, déi kenne mer jo an déi gouf am Labo gemaach, an dat huet jo dozou gefouert, dass d'Automobillsconstructeuren hir Testresultater gefälscht hunn, an huet zu deem groussen Dieselskandal gefouert, also wierklech deem gréissten Industrieskandal, dee mer an der Geschicht kannt hunn.

De Verléierer bei där ganzer Saach war de Konsument, deen eigentlech gemengt hat, wann e géif en Auto kafen aus dem Katalog, dass e manner géif verbrauchen. Abee, op der Tankstell huet en dunn awer gemierkt, dass den Uz mat em gemaach ginn ass an dass e méi huet missen tanke wéi dat, wat en eigentlech gemengt hat.

An eleng fir Lëtzebuerg gouf ausgerechent, dass tëscht de Joren 2000 an 2017 600 Milliounen Euro méi fir Bensinn an Diesel ausgi gi sinn duerch deen Trucage. An dofir ass et och wichteg, dass mer doriwwer schwätzen, well mer net just hei eng CO_2-Bepräisung oder d'Akzisenhausse an de Raum stellen, mee d'Iddi och déi ass, dass eeben hei d'Automobillgigante gesot kréien: „Esou net! Dir kënnt de Konsument net esou veräppelen an de Klima mat derbäi!"

(Interruption)

An dofir ass et och gutt, dass déi Testprozedur geännert gëtt.

Ech kommen dann eriwwer bei d'Primmen. An do goufen et jo scho Primmen, déi och elo nach eng Kéier verlängert gi sinn, engersäits fir d'Elektroautoen, den Elektrovëlo, awer och de ganz normale Vëlo. An déi gi jo weidergefouert. Mee ech denken, dass et och un der Zäit ass, déi Primmen ze iwwerdenken an déi och weider ze verbesseren. Et gëtt nämlech

ëmmer méi Choix un Elektroautoe wéi nach virun e puer Joer. A si ginn och besser. A grad déi méi kleng an déi méi effizient Autoe sollen an onsen Ae méi staark ënnerstëtzt gi wéi grouss Luxuselektroautoen.

(Interruption)

Et muss een och driwwer nodenken, ob et néideg ass, dass Hybridautoen Ënnerstëtzung kréien, well dat si keng Null-Emissioun-Autoen. An och net jiddweree brauch an onsen Aen eng Ënnerstëtzung, eng Primm, well et ass virun allem wichteg, dass mer déi Leit, déi keng Suen hunn oder déi manner am Portmonni hunn, ënnerstëtzen dran, dass se Autoe kënne kafen, well déi hunn et méi néideg. A grad si si jo och oft déi, déi a méi benodeelegten an a méi ländleche Regioune wunnen a méi wäit ewech sinn, also drop ugewise sinn. Also engersäits kucken, dass déi méi kleng Autoe méi ënnerstëtzt ginn an anerersäits och do eng sozial Gerechtegkeet erakréien.

(Interruption)

An d'elektresch Mobilitéit ass an deem Kontext déi Technik, déi vun der Zukunft ass, well se zu Lëtzebuerg jo ausschliisslech aus gréngem Stroum zesummegesat gëtt. Si ass propper fir d'Loft, an och d'Batterien, déi Problemer, déi domat existéieren, déi ginn ëmmer manner. Selbstverständlech muss dat natierlech och am Respekt vun den ëmwelt- an de mënschefrëndleche Standarde passéieren. An dat ass jo och dat, wat ëmmer méi gemaach gëtt, well déi Technologie sech weiderentwéckelt.

An ech mengen, et ass wichteg - et ginn nämlech ëmmer déi nämmlecht Argumenter benotzt géint d'Elektromobilitéit -, dass een dowéinst trotzdeem eng Kéier kuerz driwwer schwätzt. Well wa mer nämlech déi Froe stellen, da musse mer d'Elektromobilitéit nämlech vergläiche mat dem Pëtrol.

Ass de Pëtrol onendlech, wéi et bei dem Stroum ass, wa mer en aus erneierbaren Energië produzéieren? Nee, ass en net. Ass e propper, wéi et bei den erneierbaren Energien ass a beim erneierbare Stroum? Nee, ass en net. E verschmotzt an e mécht d'Klima futti. Si mir onofhängeg vun de Pëtrolstaaten? Nee, si mer net, well mir hunn hei kee Pëtrol. Mir ënnerleien och Präisschwankungen a finanzéieren domadder och Mënscherechtsverletzungen an zum Deel Kricher.

En anert Argument, wat ëmmer erëmkënnt, ass de Kobold, deen an der Elektroindustrie genotzt gëtt.

Une voix.- Kobalt!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Kobalt!

(Brouhaha et hilarité)

An do muss een och soen, …

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Do muss een och derzou soen, dass de Kobalt an den elektresche Batterien och erofgeet an dass deen eeben och an dem Spritt, fir deen ze entschwiefelen, benotzt gëtt; fir eebe just e puer Beispiller ze nennen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ab Mäerz kréie mer dann de gratis ëffentlechen Transport. Dat ass eng wichteg Mesure, fir de Leit eng grouss Incitatioun ze gi fir ëmzeklammen. A gëscht war hei gesot gi vum Gilles Roth, dass déi gréng eigentlech ni derfir waren, wat ech awer well richtegstellen, well dat esou net stëmmt. Wat fir eis wichteg war virun allem, ass, dass mer fir d'alleréischt, an enger éischter Prioritéit an den ëffentlechen Transport investéieren. Dat maache mer. Mee mir hunn awer ëmmer och gesot, dass den ëffentlechen Transport sollt gratis ginn. An dat kënnt Der och ganz gär an onsem Walprogramm noliesen. Ech wollt dat awer dofir hei richtegstellen, well ech fannen et wichteg, dass ee keng Onwourechten an d'Welt setzt.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- A wa mer iwwert de gratis ëffentlechen Transport schwätzen, da musse mer och soen, dass dat jo wierklech eng Entlaaschtung ass. A grad déi Leit, déi manner am Portmonni hunn, wäerten dovu profitéieren. De Statec huet ausgerechent, dass Stéit mat manner Suen zu 390 Euro d'Joer entlaascht ginn an d'Moyenne fir d'ganzt Land bei 120 Euro pro Stot läit.

Mee d'Gratuitéit muss natierlech och vun engem massiven Ausbau an Investitioune begleet ginn, ënner anerem duerch den RGTR, a grad den RGTR - an dat gëtt jo och gemaach -, fir de ländleche Raum eeben unzebannen. An do brauche mer, mengen ech an dat ass och wichteg, vill Pôle-d'échangen, fir dass d'Leit aus de Regiounen op déi Pôle-d'échangë kënne kommen, wéi mer eis dat virstellen an der Multimodalitéit, a vun do aus eebe weider kënne fuere mat dem Zuch an dem Bus.

A mir sinn eis eeben effektiv och bewosst, dass nach net jiddwereen un en effikassen ëffentlechen Transport ugebonnen ass. Nach! An dofir gouf och gesot, dass d'Hausse vun den Akzisen zwar kënnt, mee dass d'Frais de déplacement, wéi se haut existéieren, bestoe bleiwen.

Mee och do mengen ech, dass een awer muss relativéieren. Gëscht gouf zum Beispill gesot, wat ee Leit sollt soen, déi nëmmen zweemol den Dag e Bus kréien. Ech hunn e bësse probéiert ze recherchéieren. An ech muss och do soen: „Ech hunn eigentlech keen Duerf fonnt, wou wierklech just zweemol den Dag e Bus kënnt!"

(Exclamations)

Et ass kloer, dass nach net alles perfekt ass. Mee ech hunn awer keng esou eng Plaz fonnt, wou just zweemol den Dag e Bus komm ass. Dofir kommt, mir maachen den ëffentlechen Transport, wéi en elo ass, net méi schlecht, wéi en ass, och wann e muss verbessert ginn!

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Ech kommen dann eriwwer zum Beräich Wunnen an zu de Gebaier. D'Europäesch Direktiv fir héich energeetesch Standarde gouf zu Lëtzebuerg fréizäiteg agefouert an dat huet sech ganz positiv op d'Energieeffizienz vun eise Gebaier ausgewierkt. Lëtzebuerg ass e Virreider am Niddreg-Energie-Standard, an obwuel d'Populatioun eropgaangen ass, sinn d'Zäregasemissiounen am Logement erofgaangen. A mir musse weidermaachen am Residentiel an och Norme fir d'Zweckgebaier aféieren, fir dass mer do dee selwechte Succès hunn, also déi Standarden eropschrauwen an op där anerer Säit natierlech och d'Primme fir d'Renovatioun ausbauen.

Wat d'alternativ Energien ugeet, do hu mer d'Capacitéiten an de leschte Jore fir d'Wand an d'Solarenergie ausgebaut. Et ass och nach villes a Planung. Mir kruten nei Aspeisetariffer fir d'Fotovoltaik. Mee och do muss een e Schrëtt weidergoen: Masuttsersatzprogrammer, fir de ländleche Raum virun allem, hunn ech scho genannt.

Mee ech stelle mer e Land vir, wou mer wierklech op all Daach eng Solaranlag hunn, thermesch natierlech, fir d'Waasser waarm ze maachen, awer och fir Stroum ze produzéieren duerch normal Fotovoltaikanlagen. An do musse mer kucken, dass d'Privatleit alleguerte matmaachen, dass d'Entreprisë matmaachen an dass jiddwereen zu engem Produzent an zu engem Konsument gëtt, deem sougenannte „Prosumer", wou jo d'Gesetz schonn deposéiert ass an um Instanzewee ass. D'Berodung musse mer an deem Kontext och verbesseren, grad ewéi d'Primmen, fir dass wierklech jiddwereen op dee Wee hei ka matgoen.

Den nächste Punkt: d'Industrie. 50 % vun dem Stroum hei am Land gi verbraucht vun der Industrie, 44 % vun onsem Gas. Dofir ass et och wichteg, dass d'Industrie och hei matmécht. An dofir musse mer ons Efforten ausweiten, engersäits wat déi Erneierbar ugeet, anerersäits wat d'Effizienz ugeet. An de Klimawandel ass net just als eng Erausfuerderung fir d'Industrie, mee virun allem och als Chance ze gesinn, fir méi Innovatioun ze maachen a méi Aarbechtsplazen ze schafen, fir wierklech Virreider ze ginn am Klimaschutz.

A firwat effektiv net kucken, dass zum Beispill d'Stolindustrie a Richtung Null-Emissioun-Stol geet oder d'Zementindustrie zu Lëtzebuerg a Richtung Null-Emissioun-Zement?

Och am Beräich Offall musse mer eis Verantwortung iwwerhuelen. An ech wëll do kuerz op eis Null-Offall-Strategie ze schwätze kommen, fir aus Lëtzebuerg en absolutte Virreider a puncto Offallgestioun ze maachen, well och Offallgestioun an Offallvermeidung ass Klimaschutz.

An den nächste Méint soll do eng Strategie vun der Regierung presentéiert ginn. Mir hate jo hei schonn eng Orientéierungsdebatt. Den ëmweltfrëndlechsten Offall ass natierlech deen, deen iwwerhaapt net emol produzéiert ginn ass. Dofir ass et wichteg, dass mer de Bierger et esou einfach wéi méiglech maachen, fir hiren Offall ze reduzéieren, erëm ze benotzen, ze reparéieren an ze recycléieren. An do musse mer natierlech och d'Produzente mat an d'Boot huelen, se responsabiliséieren, fir manner Offall un der Source ze maachen, dat zum Beispill duerch Pfandsystemer, Consignen an de Verbuet vum Plastik, dee just eemol benotzt gëtt, well mer eeben do Alternative schafen.

An d'Finanzplaz huet natierlech zu Lëtzebuerg och e groussen Impakt. An do solle mer eis Verantwortung iwwerhuelen, wat mer jo och scho maachen, mee mir mussen dat weider ausbauen. Zum Beispill hu mer eng ganz gutt Partnerschaft mat der Europäescher Investitiounsbank oder d'Luxembourg Green Exchange, also d'Bourse, déi weltwäit en Dréikräiz ass fir nohalteg Fongen.

Et gëtt jo och déi „Luxembourg Sustainable Finance Roadmap", wou am Fong e Wee virgezeechent gëtt an et eng Rei Recommandatioune gëtt, wéi een zu Lëtzebuerg de Rôle vun der grénger Finanzplaz nach weider ka stäerken. An déi Richtung musse mer ganz kloer weidergoen, well mir hunn do eng Verantwortung: Mir hunn eng grouss Finanzplaz a wa mer hei Virreider sinn, kënne mer wierklech Grousses beweegen. Ganz wichteg ass natierlech och, dass mer kee Greenwashing an deem Kontext maachen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Lëtzebuerg muss natierlech och kucken, seng Verantwortung ze iwwerhuelen am Kader vun den Investitiounen, déi mir maachen an déi mussen dekarboniséiert ginn. Ech schwätze vum Divestment. Et muss bei den Investissementer vum Fonds de compensation drëm goen, dass mer an nohalteg Secteuren investéieren. An nohalteg heescht hei natierlech ekologesch an am soziale Sënn, well Investitiounen a Produiten, déi ons Liewensgrondlag zerstéieren, kënnen net nohalteg sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, e ganz wichtege Partner an deem heite Beräich ass d'Natur. Mir gesinn natierlech de Klimawandel bei der Natur all Dag. Op där anerer Säit ass se och e Partner, well se eis hëlleft, CO_2 ze späicheren, an dat maache mer iwwert d'Forstwirtschaft, also iwwer ons Bëscher, an natierlech och iwwert d'Landwirtschaft.

Bei de Bëscher, an et gouf schonn e puermol haut gesot, do gesi mer schonn, wéi se ënnert dem Klimawandel leiden. Gläichzäiteg brauche mer awer och gesond Bëscher, fir géint de Klimawandel unzegoen, zum Beispill andeems mer weider opforsten. Mee mir mussen och eng méi klimaresilient an eng nohalteg Forstwirtschaft fir de Bësch selwer kréien, fir dass d'Servicer, déi en eis leescht, besser kënnen ënnerstëtzt ginn. A wa mer do Klimaschutz maachen, also an der Landwirtschaft an och an der Forstwirtschaft, maache mer gläichzäiteg och Naturschutz.

Ech ginn e Beispill: Doudegt Holz, wat mer am Bësch leie loossen, killt zum Beispill de Bësch, dat heescht, et hëlleft eis an der Resilienz, fir dass de Bësch besser duerch de Summer kënnt. Et ass gläichzäiteg och Aarteschutz, well do Déieren och kënne liewen a sech nei Biotoper kënnen entwéckelen.

Doduerch dass mer eng konkreet Ënnerstëtzung maachen am Beräich Forstwirtschaft a Landwirtschaft, maache mir also klore Klimaschutz. A well mer haut jo och eng Debatt hunn, wou et ëm d'Landwirtschaft an de Klimaschutz geet, erlaben ech mer zum Schluss, nach e bësse méi am Detail dorop anzegoen.

D'Landwirtschaft spiert natierlech wéi keen anere Secteur de Klimawandel. Si spiert, mengen ech, ganz staark d'Hausse vun der Temperatur schonn, och déi richteg Hëtztwellen, déi mer zum Deel am Summer hunn, an och déi laang Periode vun Dréchent, parallell dozou och de Staarkreen an d'Iwwerschwemmungen. An dat féiert natierlech och zu Schwieregkeeten a manner Rendement an der Recolte.

Gläichzäiteg ass d'Landwirtschaft natierlech och en Acteur vum Klimawandel; zu Lëtzebuerg mat, jo, „just" 10 % vun den Zäregasemissiounen, och wa se déi lescht Jore liicht an d'Luucht gaange sinn. Weltwäit awer - well mer och eng weltwäit Verantwortung hunn, musse mer dat och kucken - ass d'Liewensmëttelproduktioun, ass d'Landwirtschaft fir e Véierel vun den Zäregasemissiounen zoustänneg. A well mer zu Lëtzebuerg vill importéieren u Liewensmëttel, muss och dat eis interesséieren a mir hunn do eng Verantwortung ze iwwerhuelen.

Den Ausstouss aus der Landwirtschaft kënnt virun allem duerch de Laachgas, deen aus der Düngung kënnt, awer och de Methan, deen iwwert d'Véi kënnt, parallell dozou duerch d'Fuddermëttelimporter, déi direkt Emissiounen duerch d'Produktioun vun deenen, net hei um Terrain, mee op anere Plazen, an déi indirekt Emissiounen duerch d'Landnotzungsännerungen, also wann zum Beispill fir d'Fuddermëttel, déi produzéiert ginn, Bësch ofgeholzt gëtt, fir do Akerland draus ze maachen. An ech mengen, wat een awer och zu Lëtzebuerg soll soen: Mir hunn e relativ héije Mechaniséierungsgrad an och deen huet natierlech Impakter.

Dat Ganzt ass natierlech eng Konsequenz vun der Intensivéierung, déi mer an der Landwirtschaft an de leschte Joren observéiert hunn, an de leschte Jorzéngte besser gesot, enger Spezialiséierung op d'Mëllech- an op d'Fleeschproduktioun.

An ech wëll dat nach eng Kéier preziséieren: Dat ass eng Suite vun enger europäescher Agrarpolitik, déi och national esou ëmgesat ginn ass. A wichteg ass, dass mer dat awer uginn an dass mer do en Trend hikréien, fir dass d'Landwirtschaft och selwer erëm manner ausstéisst an och selwer mat deem Terrain, deen eis zur Verfügung steet, kloerkënnt. Well parallell dozou, dass mer e Klimaschutzproblem do hunn, hu mer natierlech och vill Gülle, wat net gutt ass fir de Buedem an onst Waasser.

Am Klima- an Energieplang hu mer do eng ganz Rei Pisten, déi virgezeechent sinn, also Moossname fir manner Düngung, Schutz vum Dauergrénglan, CO_2-Späicher, och en Ausbau vun de Biogasanlagen erëm. Wichteg ass awer och, dass keng Énergieplanzen drakommen, mee dass Offall drakënnt, dass Piff a Mëscht drakommen, also dass mer op jidde Fall keng Konkurrenz maachen tëscht der Liewensmëttelproduktioun an der Energieproduktioun, dat andeems mer nach méi staark op Innovatioun a Berodung ginn.

Mee nieft deenen techneschen, vereenzelten technesche Mesuren ass et awer wichteg, dass mer et och hikréien, e Paradigmewiessel hei hinzekréien. An do ass d'Politik gefuerdert. De Koalitiounsaccord weist e puer Pisten do op: engersäits eng buedemgebonne Landwirtschaft, anerersäits eng méi biologesch Landwirtschaft.

Buedemgebonne Landwirtschaft heescht eigentlech näischt aneres, wéi dass mer kucken, dass mer eis orientéieren un där Fläch, déi mer hunn, an dass mer mat där schaffen an och eise Buedem net iwwerstrapazéieren. Dat heescht eigentlech just, dass mer manner intensiv wëlle mat där Fläch ëmgoen, déi mer brauchen, an och bescht-, gréisstméiglech kucken, fir fuddermëttelautark ze ginn. An dat geet natierlech just, wa mer och iwwer eng Reduktioun vum Véibestand schwätzen.

Ech wëll awer do ganz kloer soen: „Dat heescht jo net, dass mer kee Véibestand méi wëllen. Mir wëlle just esou vill Véibestand, wéi eis Fläch eis et erlaabt." An et ass jo och logesch, well mer e Grénglan sinn, dass mer Véiproduktioun brauchen. Mee eebe well mer och e Grénglandstanduert sinn, sinn eeben och d'Widderkäuer genau ugepasst op dee Standuert - wa se dann esou vill wéi méiglech op der Weed sinn a wa mer der nëmmen esou vill hunn, wéi eis Fläch och hiergëtt.

Wa mer méi an déi dote Richtung ginn, kréie mer jo och méi Akerfläche fräi fir Kären, fir Feldgeméis, fir Leguminosen, fir méi Fuddermëttelautarkie, fir méi Liewensmëttel fir d'Mënschen. An eng besser Fruuchtfolleg féiert och zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vum Buedem.

Ech mengen, d'Landwirtschaft ass genau dee Secteur, wou mer perfekt illustréiere kënnen, wéi e Kreeslaf funktionéiert. An dat géif sech och nach méi positiv ausdrécken op d'Klimabilanz an anerersäits op d'Qualitéit vun dem Buedem an onser Natur.

Zweete Punkt: biologesch Landwirtschaft. D'Etüden, souwuel international Laangzäitstudie wéi och Studien zu Lëtzebuerg, hu gewisen, dass eeben d'Biolandwirtschaft manner ausstéisst a méi klimafrëndlech ass wéi déi konventionell. Si huet eng besser Klimabilanz an et kann een och duebel sou vill CO_2 am Buedem banne wéi an där konventioneller. A si ass gläichzäiteg eeben e Schutz vum Buedem, der Loft, dem Waasser an der Biodiversitéit. Et ass also genau och an där Strategie, wou et wierklech ze begréissen ass, dass mer elo an deenen nächste Méint de Bioaktiounsplang virgeluecht kréien, dee jo opweise soll, wéi mer bis 2025 op 20 % Bio komme respektiv 2050 op 100 % Bio, wat gläichzäiteg och eeben eng Klimamesure ass.

Wa mer méi an déi Richtung gi vu méi Buedemgebonnenheet an och méi biologescher Landwirtschaft, gëtt d'Landwirtschaft och méi resilient géint de Klimawandel, well mer eeben eis Qualitéit vun dem Buedem méi verbesseren, also d'Planze sech da besser entwéckele kënnen, mer manner Verdichtung hunn, manner Erosioun hunn, gläichzäiteg méi Waasser späichere kënnen, wat gutt ass a Periode vu laanger Dréchent oder och extreemem Reen.

Et muss een awer och alleguerten d'Konsumenten hei an d'Verantwortung huelen. A mir mussen dann iwwert d'Konsumverhalen an d'Liewensmëttelverschwendung schwätzen, wéi et jo och scho gemaach ginn ass.

Et ass nämlech esou, dass e ganz groussen Deel vun de Liewensmëttel, déi produzéiert ginn,

net duerno bei de Leit am Bauch landen, mee an där ganzer Ketten iwwert de Produzent, iwwert d'Weiderveraarbechtung, iwwert den Handel verluer ginn. An do musse mer wierklech kucken, dass dat op en absolutte Minimum gedréckt gëtt, well dat ass eng onnéideg Landnotzung. Do sinn onnéideg CO_2-Emissiounen, déi mer net brauchen.

An ech mengen, et ass wichteg, dass d'Politik och hei hir Verantwortung iwwerhëlt, dass mer déi Transitioun hikréie vun der Agrarpolitik a Richtung vun enger méi nohalteger Landwirtschaft, déi nach méi mat der Ressource Buedem schafft, esou automatesch Klimaschutz mécht an och der Landwirtschaft méi Resilienz gëtt am Kader vun där ganzer Problematik vun dem Klimawandel. An d'biologesch Landwirtschaft ass e Partner op deem heite Wee, mat deem ee sollt zesummeschaffen an op deen ee sollt zréckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wa mer d'Courbe vun de lëtzebuergeschen Emissioune kucken, dann ass et kloer, dass mer am Moment nach net wäit genuch ginn, well zanter 2016 ginn d'Emissiounen erëm erop. An dat nächst Jorzéngt gëtt d'Klimajorzéngt. De Klimaschutz ass déi Erausfuerderung, déi ons wäert déi nächst Jore begleeden. D'Klimagesetz soll de Kader fir de Klimaschutz setzen. An de Klimaplang determinéiert d'Moossnamen an alle Secteuren, fir op de Wee vun der Klimaneutralitéit ze goen.

Här President, ech géif elo eng Motioun presentéieren an lech och deposéieren, déi ech am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen deposéieren op dëser Plaz a wou ech nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun dem Klimaplang aginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

vu

- la motion votée le 16 mai 2019 lors de l'heure d'actualité au sujet de la politique climatique du Gouvernement,

considérant

- que le Luxembourg a signé en date du 22 avril 2016 l'Accord de Paris, ayant pour objectif de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C ;

- que des efforts supplémentaires seront nécessaires, étant donné qu'après plusieurs années successives de baisse, les émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg ont augmenté au cours des années 2016-2018 ;

- que le Commissaire européen à l'Action pour le climat a présenté le 11 décembre 2019 la vision du « European Green Deal » ;

- que dans la décision 1/CP.25 de la 25e Conférence des parties à la CCNUCC (COP25), la conférence des parties souligne l'urgence d'une ambition accrue afin d'assurer les efforts d'adaptation et d'atténuation les plus ambitieux possibles de la part de toutes les parties,

rappelant

- que nous faisons face à une urgence climatique et environnementale qui exige une mise en œuvre immédiate de mesures ambitieuses, ceci en vue de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C comme prévu par l'Accord de Paris et de freiner la perte de biodiversité,

saluant

- que le Gouvernement s'est prononcé en faveur d'objectifs climatiques ambitieux, à savoir :

· la neutralité climatique en 2050 au plus tard,

· une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % en 2030 par rapport à 2005,

· en termes d'efficacité énergétique, une réduction de la demande finale d'énergie de 40 à 44 % à l'horizon 2030,

· un objectif de 25 % à l'horizon 2030 en matière d'énergies renouvelables ;

- que le Conseil de Gouvernement a adopté le 29 novembre 2019 le projet de loi 1) relative au climat; 2) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement, qui répond à l'urgence climatique et établit les procédures et définit les responsabilités en matière de politique climatique ;

- que des objectifs climatiques sectoriels seront établis dans les secteurs (1) industries de l'énergie et manufacturières ; construction ; (2) transports ; (3) bâtiments résidentiels et tertiaires ; (4) agriculture et sylviculture ; (5) traitement des déchets et eaux usées ;

- que le projet de loi relative au climat définit les principes guidant la politique climatique, à savoir les principes de la justice climatique, de la progression, de l'intégrité, de la réduction intégrée de la pollution, du non-recours à l'énergie nucléaire et de l'équité sociale ;

- que le projet de loi prémentionné retient que toute mesure de politique de protection climatique est évaluée quant à son impact sur l'équité sociale et, le cas échéant, complétée par un mécanisme de redistribution financière calculée en fonction de la situation sociale des personnes concernées ;

- que le Conseil de Gouvernement a approuvé la synthèse du projet de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, qui contient les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux, notamment :

· l'introduction d'une tarification minimale CO_2, qui sera adaptée de manière continuelle aux objectifs de l'Accord de Paris et dont les recettes seront utilisées de manière équilibrée pour financer la transition écologique et énergétique et pour des mesures sociales dans l'esprit de l'équité sociale,

· dans ce contexte, que l'échelonnement de la tarification minimale CO_2 sera examiné,

· la réduction continue de l'impact de la vente des carburants sur le respect des objectifs en matière de protection du climat,

· la réforme de la taxe aux véhicules pour les véhicules nouvellement immatriculés après une certaine date, qui prendra en compte le principe du pollueur-payeur,

· le respect de la planification budgétaire et des règles du pacte de stabilité et de croissance, lors de l'introduction de toute mesure susceptible d'avoir un impact direct sur les finances publiques,

· le développement rapide de la mobilité décarbonisée et du transport public,

· l'électrification de 49 % du parc automobile luxembourgeois à l'horizon 2030,

· la promotion du télétravail par un meilleur cadre règlementaire ainsi que des incitations fiscales, les premiers projets pilotes ayant déjà été entamés dans la fonction publique,

· l'utilisation et la promotion renforcée des énergies renouvelables,

· une stratégie de rénovation ambitieuse pour les bâtiments résidentiels et tertiaires,

· la gestion forestière durable,

· l'objectif d'atteindre 20 % d'agriculture biologique d'ici 2025,

· la stratégie « Null Offall »,

· le développement de l'économie circulaire,

· le rôle de l'État et des communes en tant que précurseurs qui montrent l'exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique et la transition écologique et énergétique,

· les programmes de soutien et aides prévues pour soutenir les particuliers et les entreprises de participer dans la transition écologique ;

- que le renforcement de la fiscalité environnementale constituera un élément central de la réforme fiscale,

invite le Gouvernement

- à finaliser dans les meilleurs délais le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat avec toutes ses mesures intégrantes et à mettre en œuvre les mesures afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs ;

- à élaborer les détails de la tarification CO_2 dans le cadre de la réforme fiscale et à examiner dans ce contexte l'échelonnement de la tarification ;

- à renforcer et élargir les mesures de soutien climat afin d'aider la population à participer activement à la transition énergétique ;

- à réviser la taxe sur les véhicules routiers pour les véhicules nouvellement immatriculés après une certaine date, en prenant en compte le principe du pollueur-payeur ;

- à veiller au respect de la planification budgétaire et des règles du pacte de stabilité et de croissance, lors de l'introduction de toute mesure susceptible d'avoir un impact direct sur les finances publiques ;

- à continuer d'augmenter les investissements dans les transports publics et la mobilité douce ;

- à prendre des mesures afin de réduire de façon continue l'impact de la vente des carburants sur le respect des objectifs en matière de protection du climat ;

- à fixer au plus tôt possible les objectifs d'émission sectoriels prévus dans le projet de loi relative au climat ;

- à mettre en œuvre le suivi du monitoring et l'évaluation de l'efficacité des mesures dans tous les secteurs ;

- dans ce contexte, à prendre en compte l'évaluation scientifique et les propositions de l'observatoire de la politique climatique prévu dans le projet de loi relative au climat ;

- à se doter des moyens nécessaires pour évaluer l'impact social des mesures de protection climatique proposées et d'élaborer, le cas échéant, des mesures de compensation équilibrées renforçant l'équité sociale ;

- à établir le plus rapidement possible un premier bilan de la mise en œuvre des objectifs climatiques nationaux qui évalue les progrès accomplis au niveau national et par secteur ;

- le cas échéant, à proposer des mesures additionnelles pour atteindre les objectifs climatiques à moyen et à long terme ;

- à atteindre l'objectif de la neutralité climatique au sein des administrations étatiques le plus rapidement possible ;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés ainsi que les commissions concernées des progrès de la politique climatique et, le cas échéant, des mesures additionnelles proposées afin d'atteindre les objectifs climatiques ;

- à introduire le « Nachhaltigkeitscheck », un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable ;

- à veiller à ce que le principe du pollueur-payeur fera partie intégrante de la fiscalité écologique, ceci en vue d'atteindre les objectifs climatiques ;

- à associer les acteurs de la société civile organisée, les partenaires sociaux et le grand public - et plus particulièrement les jeunes d'aujourd'hui qui seront les premiers concernés de demain - au débat climatique et à l'évaluation de la politique climatique du Luxembourg.

(s.) François Benoy, Alex Bodry, Georges Engel, Gusty Graas, Max Hahn, Josée Lorsché.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Mir rappeléieren an där heiter Motioun, dass mer et mat enger Klimaurgence ze dinn hunn an dass et gëllt, wierklech ambitiéis Mesuren ze huelen.

Mir froen d'Regierung ënner anerem, esou séier wéi méiglech de Plang ze finaliséieren a mat all senge Mesuren ze implantéieren, d'Detailer vun der CO_2-Bepräisung auszeschaffen, d'Reform vun der Autosteier unzegoen, sektoriell Emissiounsziler esou séier wéi méiglech festzeleeën, an, ganz wichteg, e Suivi an e Monitoring vun de Mesuren ze maachen op hir Effikassitéit hin, fir eis Ziler ze erreechen, a wann néideg och zousätzlech Mesuren ze definéieren - an de Staat muss hei mat dem gudde Beispill virgoen, fir esou séier wéi méiglech klimaneutral ze sinn -, den Nohaltegkeetscheck anzeféieren, fir dass d'Nohaltegkeet beim Ausschaffe vun engem Projet de loi direkt vun Ufank u matgeduecht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- A wichteg ass och, dass d'Chamber an déi zoustänneg Kommissioune reegelméisseg iwwert de Prozess an iwwert de Progrès vun der Klimapolitik informéiert ginn, grad ewéi dass d'Zivillgesellschaft, de grand Public a virun allem d'Jugend an déi Evaluatioun vun der Klimapolitik eeben agebonne ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. D'Wëssenschaft seet ons kloer: „Fir dat Allerschlëmmst ze verhënneren, musse mer ons héich Ziler ginn an elo handelen." Dat maache mer och, engersäits mat dem Klimagesetz, wat an der Chamber deposéiert ass, mat deem mer de Kader fir de Klimaschutz zu Lëtzebuerg setzen, mat Responsabilitéite fir all Secteur an enger klorer Gouvernance.

Mam Klimaplang an der CO_2-Bepräisung kritt d'Verschmotzung endlech e Präis. A gläichzäiteg dozou féiere mer och Alternativen an, an zwar massiv Alternativen: gratis ëffentlechen Transport, méi a besser Primmen an der Elektromobilitéit, der Renovatioun an esou weider. An natierlech muss gekuckt ginn, dass dat och sozial ofgefiedert ass.

D'Klimagesetz wäert eis och d'Mechanisme ginn, déi eis an Zukunft erlaben, d'Klimapolitik am Dialog eebe mat der Wëssenschaft an der Zivillgesellschaft reegelméisseg ze evaluéieren.

A mir hunn d'Verantwortung fir déi nächst Generatiounen. A meng Fraktioun an ech selwer sinn och determinéiert, dës Verantwortung unzehuelen. Mir musse méi Klimaschutz maachen, an dat op allen Niveauen. A mir mussen et méi séier ugoen a kucken, méi séier virunzekommen. An de PNEC an och d'Klimagesetz ginn ons dofir d'Méiglechkeeten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech froen d'Wuert fir Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech hu gëschter am Laf vun de Budgetsdebatten am Kontext vun enger Diskussioun iwwert d'Akzisenerhéijung effektiv gesot, dass den ëffentlechen Transport elo gratis géif ginn, ech mengen, ab dem 1. Mäerz, an dass déi gréng virun de Wale sech géint de gratis ëffentlechen Transport ausgeschwat haten. An den Här Benoy huet elo gesot, dat wier net richteg gewiescht.

Ech wëll lech just soen, dass - an dat ass op rtl.lu nozeliesen, an zwar den 9. Juli 2018 - op RTL-Nofro den Nohaltegkeetsminister Bausch sot, e wier realistesch, a betount, datt de Präis net den zentrale Problem vum ëffentlechen Transport hei am Land wier, vill méi géif et op d'Pénktlechkeet, d'Qualitéit an natierlech d'Offer ukommen.

(Interruption)

Dat kënne mir zu 100 % ënnerschreiwen!

An da geet et virun: E gratis Transport ze offréieren, géif eng ronn 30 Milliounen Euro d'Joer kaschten, mee wier dem François Bausch no laanscht de Problem geschwat. Elo scho géif et am Land dee bëllegsten ëffentlechen Transport ginn, seet den Här Bausch rtl.lu no. An am Fettdrock: „An Zukunft misst, amplaz vu populistesche Fuerderungen, vill méi op en Eropsetze vun der Offer an der Qualitéit gesat ginn." Dat ass dorobber, wou ech mech bezunn hunn, an ech weisen duerfir dee Reproche vun dem Här Benoy zréck!

An dat selwecht ass och nozeliesen op Reporter.lu, de 26. November 2018: „Ich will gerne, dass die Leute öffentliche Verkehrsmittel benutzen, die eine gute Qualität haben, und die bekommen wir nicht durch einen öffentlichen Transport, der gratis ist." - „Die Position von François Bausch im Wahlkampf war glasklar", schreift Reporter.lu, net d'CSV. „Die Forderungen anderer Parteien nach einem ‚kostenlosen'" - entre guillemets - „öffentlichen Transport sei nicht zielführend, ja sogar ‚kontraproduktiv'" - entre guillemets - „so der Minister für nachhaltige Entwicklung in einer Debatte bei RTL Radio Anfang Oktober." Dont acte!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, also ech hu virdru gesot, dass an eisem Walprogramm drastoung, dass mir …

Une voix.- A wat fir engem?

M. François Benoy *(déi gréng).*- An dem Walprogramm vun de leschte Chamberwalen! Dat kënnt Der och do ganz gär noliesen! Voilà! Do gëtt et net méi derzou ze soen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt gesot, ech hätt eng Onwourecht gesot. Ech hunn lech beluecht, dass dat falsch ass.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, an ech hu gesot, wat an onsem Walprogramm steet. Ech mengen, et gëtt och …

(Interruptions diverses)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Vergiesst et! déi gréng waren dergéint, si wëlle just aus där Nummer eraus, fäerdeg!

Plusieurs voix.- Jo!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Soll ech et virliesen? Ech kann lech et virliesen.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Also, ech mengen …

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir kënnt net aner Deputéiert, Dir kënnt net … Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Fait personnel! Dir kënnt net aner Deputéiert huelen a soen, si géifen eppes Falsches behaapten, fir dass Dir herno erëm d'Kéier kritt, fir zum Regierungsprogramm ze stoen. Dat ass net méi an net manner, wat ech aus där Debatt wéilt eraushuelen.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Walprogramm!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Iwwer Onwourechten, déi gezielt ginn, grad wa Leit net am Sall sinn, soe mer elo emol weider näischt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech stellen, ech stellen …

Plusieurs voix.- Wat heescht dat do? Nee, wat heescht dat do?

M. François Benoy *(déi gréng).*- Majo, dat heescht, dass den Här Mosar gëschter hei op

der Tribün Saache gesot huet - wou en och Saachen aus dem Kontext gerappt huet - géint mech a wou en zum Beispill och Ënnerstellunge gemaach hat, ech géif, amplaz seriö Politik ze maachen, wéi ech et maachen, mech léiwer hei op dem Chrëschtmaart vergnügen. Dat hutt Der gesot, Här Mosar. Ech hunn dat gëschter nogelauschtert. An ech appreciéieren dat net an esou maachen ech keng Politik!

M. Stéphanie Empain *(déi gréng).-* Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Fait personnel!

(Hilarité)

Jo, ech mengen ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Jo ..., an da kënnt deen nächste Riedner drun.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Ech muss soen, contrairement zum Här Benoy, deen hei iwwer eppes schwätzt, wou en net do war, hunn ech hei opmierksam déi ganz Ried vum Här Benoy nogelauschtert. Par contre, wéi ech gëschter geschwat hunn, war den Här Benoy emol net heibannen, wëll ech emol éischtens preziséieren!

(Interruption)

Zweetens hunn ech gesot ..., an ech stinn dozou, well ech hunn et gëschter nach eng Kéier nogelauschtert, hunn et an der Gemeng nach eng Kéier nogelauschtert.

Här Benoy, Dir hutt an der Gemeng dem Stater Schäfferot de Reproche gemaach, deen hätt en Triple-B am Baue verdéngt, well e géif ze vill bauen an d'Liewensqualitéit an de Quartiere géif erofkommen, hutt Dir wuertwiertlech gesot! An dat ass a Contradictioun, Här Benoy, mat deem, wat den Här Kox gesot huet. An ech hunn a kengem Moment gesot, Dir géift Iech um Chrëschtmaart dorëmmer …

(Interruptions)

Ech hu just gesot, Dir géift ëmmer méi Courage kréien, wann Der iwwert de Knuedler géift goen an Dir géift an der Gemeng ukommen. An dozou stinn ech!

A wann Der elo nach eng Kéier hei behaapt, datt dat net richteg wär: Hei sëtzt d'Madamm Beissel, a wann d'Madamm Polfer hei wär an den Här Wilmes, déi kënnen dat confirméieren. Dat huet Der wuertwiertlech am Stater Gemengerot gesot. Dont acte!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Här Benoy. An da géif ech gär, wa Fait-personnellen invoquéiert ginn, …

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Et soll een net hei Saache soen, Här President, déi falsch sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Ma, Här Mosar, ech hunn elo …

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Nee, nee, Dir sidd net am ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Ech hunn elo kee Wuert zu Iech gesot. Den Här Benoy nach, an dann, wann nach Fait-personnellen invoquéiert géife ginn, dann hätt ech gär, dass dat preziséiert ass, soss fuere mer am Débat hei weider.

Här Benoy, Dir däerft nach reagéieren. An ech hoffen, dass dann net en neie Fait personnel kënnt.

(Brouhaha)

M. François Benoy *(déi gréng).-* Ech invitéiere jiddwereen, meng Ried aus dem Gemengerot nozelauschteren. Do kann een d'Subtilitéit dovun erkennen. A fir de Rescht ass et mir net derno, fir Gemengepolitik mat Nationalpolitik ze vermëschen.

Ech soen Iech Merci.

(Exclamations)

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Dat ass awer einfach, dat do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Merci. An, an ...

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Dat heescht, wann een an der Gemeng eppes aneres seet ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* ... fir déi Meenungsverschiddenheet ze tranchéieren, déi virdrun opkomm ass …

(Brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV).-* En huet dat confirméiert. Et ass eng Confirmatioun vun deem, wat ech gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* Kolleegen a Kolleeginnen, fir déi Meenungsverschiddenheet ze tranchéieren, déi virdrun opkomm ass, …

M. Laurent Mosar *(CSV).-* ... vun deene Gréngen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.-* … hei ass eng …

(Interruption)

Kolleegen, ech hunn d'Wuert!

... muss ech feststellen, dass hei déi zwou Säiten eigentlech net Onrecht haten: Déi eng hu Recht, dass et am Walprogramm drasteet. An déi aner hu Recht, wa se soen, dass et virum Walprogramm aner Positioune gouf. Dat emol festgestallt hei!

An da gi mer weider an der Diskussioun. An den Här Kartheiser huet d'Wuert. Ech géif hoffen, dass mer keng nei Fait-personnelle kréien.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Wéi kommt Der op dee Gedanken, Här President?!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt domadder ufänken, fir Merci ze soen, datt mer d'Geleeënheet hunn, fir hei déi Debatt ze féieren, a speziell och dem Här Wiseler an der Madamm Hansen Merci ze soe fir hir Interpellatiounen, fir datt mer hei kënnen iwwert de Klima e bëssen diskutéieren.

Ech wëll direkt eppes soen, wat wéi eng Banalitéit kléngt, awer keng ass. Och am Kader vun dëser Debatt ass et keng. Et ass net hei bestridden, vu kenger Säit, datt de Mënsch duerch d'Emissioune vun Dreifhausgase kann en Impakt op de Klima hunn. Dat ass evident, a mir als ADR akzeptéieren dat an huelen och do d'Verantwortung, déi ech herno erklären.

Mee bis elo hunn ech awer nach ni héieren heibannen, dofir wëlle mir et soen, datt de Klimawandel net nëmmen anthropogeen ass, mee datt et vill natierlech Ursaache gëtt, déi de Klimawandel mat bestëmmen.

Et huet bis elo nach kee geschwat iwwert d'Äerdachs, d'Exzentrizitéit vun der Äerdbunn, d'Nutatioun, d'Prezessioun, d'Sonnenzyklen - 60-Joer-Zyklen, 11-Joer-Zyklen -, geophysikalesch Ursaachen, Vulkanismus, alles Saachen, déi de Klima op der Äerd bestëmmen, niewent der Kompositioun vun der Atmosphär, wou d'Waasser, de Gas (veuillez lire: wou de Waasserdamp) eigentlech dee wichtegsten Dreifhausfacteur ass, an de Kuelendioxid natierlech och een.

Mir haten einfach dacks dat Gefill an dëser Diskussioun, datt mer eis emol erëm mussen dru gewinnen, datt mer op engem instabille Planéit liewen, an enger fragiller Situatioun als Mënschen, op engem Planéit, dee sech ëmmer erëm geännert huet, wou et schonn Äiszäiten an Hëtztperiode gouf, laang ier et e Mënsch gouf. Awer natierlech, jo, de Mënsch kontribuéiert och zum Klimawandel, awer mir musse kucken, a wéi engem Ausmooss a wéi d'Auswierkungen dann dovunner sinn.

Ech wëll als Ufank feststellen - an et ass och wichteg, well hei ëmmer gesot gëtt: „D'Wëssenschaft seet, d'Wëssenschaft seet ..." -: Et gëtt kee Konsensus an der Wëssenschaft doriwwer!

An déi Legenden, déi erzielt gi vun deene 97 %! Här Turmes, ech géif Iech eppes ganz Einfaches proposéieren: Gitt emol googelen! An da fannt Der Artikelen - Dir wëllt se jo op Biissen hunn! -, da fannt Der Artikelen ouni Zuel, déi déi 97 % do erklären, wou dat hierkënnt! Et wär vläicht eng ganz interessant Lektür.

Et ass esou, an dat ass eng aner Wourecht, datt grouss Chercheuren - den Här Gervais, de Centre national de recherche scientifique, déi hunn emol de Bilan gemaach vun deene „Peer-reviewed"-Artikelen, also „avec comité de lecture", zum Theema Klimawandel, déi an deene leschte Jore publizéiert gi sinn.

An et wäert Iech interesséieren, datt méi Artikele publizéiert goufen - „avec comité de lecture"! - géint déi Theorie vum anthropogeene Klimawandel wéi derfir! Interessant, gediert! Et ass och esou, datt déi Politik vum IPCC extreem kontestéiert ass, net nëmme wéinst dem Climategate, mee well et Experte gëtt, déi ecartéiert gi sinn, well mer jo wëssen, datt déi Konklusioune vum IPCC, déi fir d'Politiker bestëmmt sinn, fir d'„decision-takers", net ëmmer dat erëmginn, wat op deenen Dausende vu Publikatiounen, déi do matafléissen, berout.

Ech wëll dat hei just soen, well mer feststellen, an ech hunn dat gesot, datt mir als Mënsche selbstverständlech eng Verantwortung hunn - an ech kommen op d'Positioun vun der ADR -, mee mir sinn hei net an engem ganz einfachen Denkmodell. A mir sinn eis der Komplexitéit vun der Fro bewosst. Och déi Klimamodeller, déi ëmmer geholl ginn, fir ze soen: „Zwee Grad, dräi Grad, wann net hei, wann net do ...", dat sinn einfach Modeller. A Modeller hänken dovunner of, wat een als Parameteren agëtt. Dat ass net „der Weisheit letzter Schluss"!

Mir mussen eis hei ausenanersetze mat engem Dogma, mat enger grénger Politik, déi ech kuerz emol hei wëll beschreiwen, oder wéinstens deen Androck, deen ech hu vun där grénger Politik, wéi se am Ableck gemaach gëtt. Et ass, emol fir unzefänken, eng Politik mat der Angscht. Et ass eppes, wat mir laang reprochéiert kruten, mee wat mir ni maachen. Mee wa Leit sech dohistellen, déi als Ikon gëlle vun der Klimazeen, a vu Panik schwätzen! Mir hunn de Moien nach Interventiounen hei héieren: „Mir hunn nach zéng Joer, fir d'Welt ze retten!" - „Zéng Joer, fir d'Welt ze retten", dat hu mer schonn x-mol héieren.

Mee sidd Dir Iech bewosst ...? Ech wëll hei, datt mir - da sinn ech vläicht net méi hei, Dir sidd hoffentlech vläicht och net méi hei, hoffentlech net méi hei, well ech si jo net derfir, datt vill gréng Ministeren heibanne sëtzen -, mee kommt, mir ginn eis Rendez-vous am Joer 2029 an da kucke mer emol, ob d'Welt ënnergaangen ass oder net!

Et ass eng Manipulatioun vu ville jonke Leit, eppes, wat ech terribel regrettéieren, eng Radikaliséierung vun der Zeen mat Extinction Rebellion. Hei hu Leit Ziedelen ënnert der Windschutzscheif, wa se en décken Auto hunn, mat komesche Messagen.

Et ass einfach eng Politik, déi ech net als deem eethesche Standard entspriechend empfannen, dee mer sollen hunn an der Politik. An et ass och eng Politik, déi extreem finanziell Mëttele mobiliséiert.

Ech wëll Iech eppes soen: „Mir héiere jo hei an der Politik ganz dacks de Virworf vum Populismus. Ech weess net genau, wat dat soll sinn, well keen eng Definitioun ka ginn. Mee et héiert een awer zum Beispill, datt Populismus géif doranner bestoen, einfach Léisunge fir komplizéiert Problemer unzebidden. Abee, eng Steiererhéijung als einfach Léisung fir eng komplizéiert Situatioun wéi e Klimawandel, dat ass da Populismus, no där Definitioun Ökopopulismus!"

A wat mer Angscht mécht, ass dat hei: All déi Saachen, déi mer hei héieren: „D'Leit sollen hir Mentalitéit wiesselen", et gëtt iergendwéi bestëmmt, wien nach en Auto kann hunn oder net, wéi se sollen doheem wunnen, wat se kënne maachen. Dee Wonsch, déi verstoppt Agenda hannendrun, fir de Mënsch ëmzeerzéien, do gesi mer de Schrëtt vum Ökopopulismus an d'Ökodiktatur!

A wat mer dann opfält, ass, datt mer onheemlech Moyenen ewell hu vum Totalitarismus, intelligent Compteuren, allméiglech technesch Mëttelen. Ech hunn elo gelies virun e puer Deeg, datt och de Konsum vun all Auto kontrolléiert soll ginn. Mir kommen an e System eran, wou d'Fräiheet vum Mënsch a Gefor gesat gëtt, fir Argumenter, déi een awer emol kann hannerfroen.

Ech wëll Iech soen, wat d'ADR do dergéintsetzt, géint Är Ideologie: Net eng Politik vun der Angscht, wéi Dir se bedreift, mir setzen einfach eng rational begrënnt Objektivitéit deem entgéint a mir wäerten eis op véier Grondprinzippien do beruffen: Deen éischten ass, datt de Mënsch eng allgemeng Verantwortung fir d'Natur huet, inklusiv fir de Schutz vun der Atmosphär, also och eventuell Klimarepercussiounen. Dat Zweet ass: Eist Handele muss proportional a rational sinn. Dat Drëtt: Eng Dekarboniséierung ass sënnvoll, mee si däerf net iwwerstierzt sinn. A véiertens, d'politesch Moossname mussen dem Zweck entspriechen; also kee blannen Aktivismus.

Wa mir soen: „De Mënsch huet eng Verantwortung fir d'Ëmwelt", da menge mir domadder d'Ëmwelt allgemeng. Mat där ganzer Klimadiskussioun, déi mer elo hunn, déi enorm finanziell Mëttele mobiliséiert, ass de Risiko natierlech, datt mer aner Aufgaben am Ëmweltberäich negligéieren, well mer d'Ressourcen ze vill an eng Richtung maachen. Dat wëlle mer net. Mir wäerten an eiser Ëmweltpolitik ëmmer Uecht ginn, datt mer gläichzäiteg de Buedem, d'Waasser, aner Ressourcë schützen an eeben net d'Klimapolitik an deem Kontext iwwerbewäerten.

Dat Zweet ass de Sënn vun der Proportionalitéit. An do wëll ech emol zwou Saachen erviirsträichen: Dat Éischt ass d'Statistik. Wësst Der, mat Statistik kann ee jo maachen, wat ee wëllt! Mir hunn dat jo och ëmmer, wa gesot gëtt: „Lëtzebuerg ass e räicht Land." Dir wësst, wéi dat geet: Mir huelen de Bruttonationalprodukt, mir dividéieren duerch 600.000 - d'Zuel vun den Awunner - a mir fannen eng héich Zuel. A mir wëssen alleguer, datt déi Statistik schonn net richteg ass, well mer jo a viller Hisiicht d'Frontaliere musse matarechnen, also datt mer do Statistiken och selwer benotze vun eisem Räichtum, déi eigentlech net richteg stëmmen.

A mat der Pollutioun oder hei mat den CO_2-Emissiounen ass et och änlech! Mir hunn hei 9,5 Milliounen Tonnen CO_2-Equivalent pro Joer. Wann een dat duerch 600.000 dividéiert, ass dat natierlech vill méi pro Kapp wéi duerch 800.000, woubäi mer jo och wëssen, datt déi Aktivitéiten duerch Frontalieren och eigentlech misste statistesch mat berechent ginn. Ech soen dat just, fir Iech opmierksam ze maachen op dee relative Wäert vun esou Statistiken.

Dat Zweet ass den Impakt vu Lëtzebuerg iwwerhaapt, an dat huet den Här Engel, mengen ech, och schonn ugeschwat. Mir mussen och wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen als Lëtzebuerger.

(Interruption)

Ech soen dat net, fir eis aus der Verantwortung erauszehuelen, well och mir als Lëtzebuerger mussen dozou bäidroen, fir d'Kuelendioxidemissiounen ze reduzéieren. Et ass also net de But, fir eis aus der Verantwortung erauszehuelen, mee fir eis einfach emol objektiv an d'Gréisstenuerdnung vun eisem Impakt anzeuerdnen. An ech hunn d'Rechnunge matbruecht, wann ee se wëllt. Mee et ass einfach d'Resultat, wat interessant ass: Bis déi véiert, fënneft Stell hannert dem Komma leie mir op null bei de weltwäiten CO_2-Emissiounen. Op null! A wa mir näischt méi géifen emittéiere vun haut op muer, dat hätt iwwerhaapt keen Impakt op d'Klima oder op d'Temperaturentwécklung.

Wësst Der, de Mënsch iwwerhaapt huet 4,33 % vun den CO_2-Emissiounen, 750 Gigatonnen ...

(Interruption par M. Claude Turmes)

Här Turmes, ech si frou, wann Der eppes léiert hei, dann ass et derwäert gewiescht, fir ze kommen!

750 Milliarden Tonne Kuelendioxid sinn natierlech Emissioune pro Joer a 34 Milliarden Tonne sinn anthropogeen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat si 4,33 %. A vun deene 4,33 % kënnt Der Iech jo virstellen, wat de Lëtzebuerger Undeel ass. Dofir, ech soen dat net, fir eis aus der Verantwortung erauszehuelen - ech soen dat nach eng Kéier -, mee ech soen Iech dat just fir ze soen, wat eise relativen Impakt ass. Et ass ëmmer gutt, dat am Kapp ze behalen, well mir plädéieren derfir, fir ze agéieren, awer proportional a verantwortungsvoll.

Mir mussen einfach wëssen, datt d'Wuel vun der Welt, d'Wuel vum Weltklima, vun eisem Planéit net dovunner ofhänkt, wat mir maachen. Mir kënnen eng Kontributioun am modeste Mooss leeschten. Solle mer och maachen!

D'Dekarboniséierung. Wësst Der, mir sollen dekarboniséieren, Ueleg, Gas an esou weider, net nëmme wéinst dem Klimaschutz, mee einfach, well dat ganz wäertvoll Ressourcë sinn! An et ass schued, se ze verbrennen! Spéider Generatioune kënne vläicht eppes Intelligentes domat ufänken, wou mir elo emol nach guer net drun denken. An ech mengen, wann een esou Buedemschätz verbrennt, ass dat schued.

Eleng dat ass en Argument, fir et ze maachen. Awer véier Konditiounen och hei, fir et ze maachen. Firwat soll een dekarboniséieren, oder wéi?

Éischtens, wa mer d'fossill Energie ersetzen - dat wëlle mer alleguer heibannen -, da musse mer derfir suergen, datt mer gläichzäiteg eng Versuergungssécherheet hunn. Mir kënnen net fossill Energie ewechhuelen, ouni se gläichzäiteg duerch zouverlässeg Alternativen ze ersetzen.

D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie däerf ni a Fro gestallt ginn, well et ass jo komesch, datt Dir ëmmer vu sozialer Kompensatioun an esou weider schwätzt, ...

(Interruption)

... awer wann Der d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie a Fro stellt, da sinn Aarbechtsplazen um Spill. Och dat ass e weesentleche sozialen Aspekt!

Mir kënnen net nëmmen higoen a wéinst der Heizung an hei an do de Leit Subside ginn, mir mussen och kucken, datt eis Ekonomie ka virufonctionéieren an engem konkurrenziellen Ëmfeld an datt mer d'Aarbechtsplazen doduerch sécheren.

Déi Präisbelaaschtung vun de private Stéit ass e risege Problem. Wësst Der, Dir schwätzt hei vum ..., ech weess et net, vum Bensinn, vun den Akzisen an esou weider, vun der Heizung. Mee dat ass jo net alles! D'Energiekäschten,

d'Stroumkäschte vun de Leit an och, wann Der d'Camionen dorëmmer wëllt vun de Stroossen erofhuelen, datt se net méi hei duerchfueren, u sech sot Der eis: „De Stroossentransport soll permanent méi deier ginn", an da sot Der awer net hannendrun, datt dat jo selbstverständlech Präisrepercussiounen herno op alles dat huet, wat do transportéiert gëtt! Well dat, wat et an de Camione méi deier gëtt duerch den Transport, kënnt herno an d'Geschäft. An och do: D'Leit mussen eppes kafen! Well déi Energiekäschte gi jo repercutéiert herno op jiddereen, deen eppes kafe geet!

Dir maacht eng Politik, wou net nëmmen d'Akzise méi deier ginn, mee dat ganzt Liewe gëtt méi deier fir d'Leit duerch déi indirekt Repercussiounen, déi Der opbaut.

Wësst Der, an déi zilgeriicht Politik, déi teleologesch Dimensioun wëll ech esou opfaassen: Mir kënne Klimaschutz maachen, awer ouni verstoppten Agenda! Mir sinn net déi, déi higinn an de Leit wëlle virschreiwen, wat se kënne maachen, wat se däerfe maachen, wéi se solle liewen. Mir kënne positiv Incentives ginn, awer net d'Leit beléieren. Dat ass eng liberal Komponent. A gläichzäiteg si sozial Komponenten. Mir als ADR soen: „Mir wieren eis dergéint, well elo schonn 18 % hei am Land am Aarmutsrisiko sinn, fir déi finanziell Belaaschtungen nach ze erhéijen." Ech erklären lech herno e puer méi Saachen.

Äre Plang, dee Klimaplang, dat ass ee vu Steiererhéijungen: Autosteier, Dir nennt dat „Bepreisung" - kommt, kommt, schwätzt vun enger Steier!

An den Tanktourismus, vläicht och dozou e Wuert ... Ech kucken op d'Auer - net datt Der mech falsch verstitt -, well d'Kolleege vun de Piraten jo och en Deel zegutt hu vun eiser Zäit, oder vun eiser gemeinsamer Zäit.

(Interruption)

Den Tanktourismus. Wësst Der, den Tanktourismus, deen huet jo och an deem Sënn eng sozial Dimensioun. Dir hutt gerechent, datt d'Akzisen dem Staat ...

Et wär flott, Här Turmes, wann Der an der Diskussioun sidd, wann Der mer kéint e bëssen nolauschteren, well da kënne mer herno vläicht driwwer diskutéieren.

Den Tanktourismus, dee soll jo 150 Milliounen ..., oder déi Besteierung, déi Akzisenerhéijung soll jo ronn 150 Milliounen an enger éischter Phas pro Joer brëngen. An dovunner wëllt Der da 75 Millioune fir sozial cibléiert Moossnamen ëmverdeelen.

Kuckt, den Tanktourismus, do musse mer dann och kucken, do verléiere mer jo fir de Staatsbudget Revenuen! Mir wësse jo net genau wivill. Ech mengen, gëschter ass geschwat gi vun 100 Milliounen. Gutt, mir verléieren also 100 Milliounen. Mee 47 % vun de Revenue vum Staat sinn d'Sozialtransferten. Wa mer also 100 Millioune beim Tanktourismus verléieren, verléiere mer 47 Millioune Sozialtransferten. Op där anerer Säit wëllt Der 75 Millioune verdeelen - mir wëssen nach net genau wéi -, da maachen ech emol eng éischt Rechnung: 75 Milliounen an dann zéien ech emol déi 47 of, dann hu mer der nach 28.

An ech mengen, et war de Kolleeg Roth, deen an der Kommissioun gesot huet: „75 Milliounen ass schonn net vill", mee de facto schwätze mer nach vun 28 Milliounen ënnert dem Strëch, well mer op där enger Säit jo erëm verléieren u Revenu an esou weider. Wësst Der, wann ee vu sozialer Kompensatioun schwätzt an et huet ee wierklech herno e Budget vun 28 Milliounen Euro, da géif ech do ganz virsiichteg sinn!

Dat Zweet ass dee permanenten Drock op d'Bauere mat där Biolandwirtschaft an esou weider. Ech hunn dat Gefill, an ech sinn et net eleng hei am Land, datt de Bauer den erkläerte Géigner vun de Gréngen ass - net de Bauer deene Gréngen hiren, mee déi gréng sinn dem Bauer säi Géigner. De Bauer ass ee Mënsch, deen en eegene Betrib féiert, deen en dacks a schwierege Konditioune féiert, deen dacks um Existenzminimum existéiert a mat sengem Haff aus Familljentraditioun oder wéi och ëmmer verwuess ass, deen eng héichwäerteg a wäertvoll Aarbecht leescht an dee kee staatlechen Dirigismus brauch.

Wann e Mënsch fräiwëlleg wëllt Bio maachen, soll e fräiwëlleg Bio maachen. Dat kënnt Der och ënnerstëtzen, mee haalt dach op, d'Leit ze dirängelen! Haalt dach och op, de Leit ze erzielen, datt Bioprodukter per se besser wären! Wann een do an den Dossier geet an et kuckt ee sech dat un, da weess een - et gëtt Publikatioune kéipweis doriwwer -, datt d'Véi net méi gesond ass, datt do gedüngt gëtt mat Koffer an anere Saachen.

(Interruption)

Dat sinn alles Nodeeler an der Biolandwirtschaft. Also et ass net déi béis konventionell an déi gutt Biolandwirtschaft, dat ass eng Vereinfachung vun der Situatioun. Sou ass et net. Derbäi kënnt, datt eeben d'Flächenextensivitéit vun der Biolandwirtschaft eng ganz Rei Problemer stellt, och an der Narungsmëttelversuergung vun de Leit.

Äre Plang ass och net realistesch. Dir sot de Leit: „Bis 2050 CO_2-neutral". Ech ginn lech e puer Argumenter, firwat dat net richteg ass, firwat dat net stëmme kann!

Dat Éischt ass natierlech, dat hunn aner Kolleegen och gesot, datt Der de Wuesstum iwwerhaapt net mat a Betruecht zitt, e Wuesstum, wou Dir jo och fréier - entschëllegt, Här Benoy, wann ech mech liicht ieren, mee ech probéieren, an d'Richtung ze goe vun deem, wat déi gréng ëmmer gepriedegt hunn! - ëmmer gesot hutt, Dir wäert géint de wëlle Wuesstum an esou weider, mir bräichten en Zukunftsdësch, da misste mer hei, mir missten do!

Elo sidd Der jo awer voll op där Schinn! Dir sidd säit sechs Joer an der Regierung. Mir kréien x-dausend Leit pro Joer bäi, x-dausend Autoen. Et gëtt keng Perspektiv, fir dat anzegrenzen. An da schwätzt Der vu Klimaneutralitéit bis 2050, wou Der voll eng Politik féiert, déi dat onméiglech mécht!

D'alternativ Energien. Här Turmes, dat ass Äert Fachgebitt, dofir, mat Respekt: Dir schwätzt vu 25 % bis 2030, mee mir packen et emol net, 11 % bis 2020 ze maache mat eegene Mëttelen. Mir gi kafen. Doriwwer schwätze mer och nach.

An d'Wandenergie, dat ass eppes ... Kommt, mir schwätzen eng Sekonn iwwert d'Wandenergie! Dir sot jo, d'Akzeptanz wär esou héich.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Wann Dir weiderfuert, dann ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann ech weiderfueren, da sidd Dir den Owend géint d'Wandenergie, wann Der mer nogelauschtert hutt.

(Hilarité)

Well schéin ass se net, schéin ass se net.

(Interruption par M. Claude Turmes)

Nee, nee. Ech soen lech, wou d'Problemer leien. Dir schwätzt ni doriwwer, wat et un CO_2 kascht, fir se ze bauen. Et ass Sondermüll. Ganz vill ass iwwerhaapt net recyclabel. Et gi vill Plazen zerstéiert u Bëscher, u Felder, un Naturraum. Vullen a Flantermais stierwen doduerch a gläichzäiteg kréie mer Publikatioune vun natur&ëmwelt iwwert d'Problemer vun de Vullen hei am Land. An ech weess, datt Dir Wandmillen opriicht als Gréngen, wou déi eebe besonnesch do exposéiert sinn.

Dir schwätzt an Ärem Klimaplang, datt Der wëllt vun 12 Gigawattstonnen (veuillez lire: 211 Gigawattstonnen) 2020 op 674 eropgoen, eng Verdräifachung! An ech hat lech gefrot an der Kommissioun: „Wou wëllt Der dann all déi Wandmillen histellen? Wivill brauche mer der?" Do hutt Der gesot: „Mir hunn eng Etüd." Do hu mer eng Etüd kritt vun 2007, wou awer näischt Konkreetes drasteet. Dir schwätzt vun enger Verdräifachung vun der Wandenergie - an erlaabt mer, lech dat kloer ze soen! -, ouni eigentlech ze wëssen, wéi Der dat wëllt realiséieren! Dat ass net seriö!

A wësst Der, eng aner Saach, déi och net seriö ass an Ärer Politik, dat ass, wann een higeet an et schwätzt ee vun „alternativ Energien" an: „Mir ersetze fossill an nuklear ..." an esou weider. Okay, dat ass e politescht Zil. Mee 25 % 2030 ass net 100 %. Dat heescht, och 2030 hu mer 75 % fossill an nuklear Energie, well Dir kënnt jo net alles, och wann Der d'Zil géift erreechen.

A wësst Der, vläicht nach en anere Gedanken. Déi musse jo och kënnen existéieren, déi, déi fossill Energie liwweren, well alternativ Energië si jo net bestänneg verfügbar. Si sinn net bestänneg verfügbar, dat wësst Der. Wann de Wand net bléist, da kritt Der och keng Energie mat enger Wandmillen. Da kënnt Der vläicht eropklammen, fir d'Landschaft ze kucken, mee Dir kritt keng Energie.

A wësst Der, de Punkt ass: Wien déi alternativ Energie massiv subventionéiert, reduzéiert jo doduerch och déi ekonomesch Kompetitivitéit vun deenen, déi fossill oder nuklear Energie musse produzéieren. Dat heescht, engersäits braucht Der se, fir de Marché an iwwerhaapt d'Versuergung vun de Leit kënnen oprechtzeerhalen. An anerersäits, duerch déi massiv Subventionéierung vun den alternativen Energieforme reduzéiert Der hir ekonomesch Liewensfäegkeet. Dat ass e Problem. An et sinn och scho Gas- an aner Industrien, déi dowéinst hu missen zoumaachen.

Tanklagercapacitéite si vun iergendengem ugeschwat ginn, ech weess net méi, ech mengen, och vum Här Engel oder vun iergendengem aneren Intervenant virdrun, dee gesot huet: „Jo, da brauche mer net méi iwwer Tanklagercapacitéiten ze schwätzen." Dach! Well déi Zuel vun der Elektromobilitéit, déi ass ganz niddreg.

A mäi grousse Problem ass - ech weess, datt Dir dat eigentlech net wëllt, do grouss Tanklageren, datt dat politesch net einfach ass; dat ass jidderengem heibanne bewosst! -, dat entbënnt eis awer net vun der Verantwortung. Well elo am Ableck ass et waarm dobaussen, mee waart emol! Et ass awer keng Garantie do, datt mer net eng Kéier e ganz strenge Wanter hunn. An deen Dag, wou mir hei keng Ressourcen op der Plaz hunn, déi mir hei kënne benotzen, ech soen lech, dann huet d'Regierung e Problem, dann huet d'ganzt Land e Problem! Dir entzitt lech enger politescher Verantwortung an dat ass net richteg!

Et ass och e gewëssene Fanatismus an deem Ganzen. Dat ass och en Ënnerscheed tëschent Ärer Politik an eiser. Mir probéieren, ech hunn lech dat gesot, rational un d'Problemer erunzegoen, net ideologesch, net fanatesch. Well wann een elo higeet ... Ech hat an der Zeitung gelies - Dir kënnt mer soen, ob dat stëmmt -, datt den Här Bettel ... Da wësse mer wéinstens, wou e virun e puer Deeg war - och wann en elo net hei ass -, iergendwou zu Bréissel. Et stoung an der Zeitung, en hätt sech souguer dergéint gewiert ...

(Interruption)

Nee, et war den „100,7", mengen ech, deen dat bruecht hat, wann ech mech richteg erënneren: en hätt sech an den Diskussioune souguer dergéint gewiert, datt fir eng Verbesserung vun der nuklearer Sécherheet EU-Mëttele gebraucht ginn. Kann ee sech dat virstellen? Ech géif dat nimools maachen, souguer wann ech géint d'Atomenergie sinn, wär, wéi och ëmmer, datt ech mech géif dergéint stäipen, datt d'nuklear Sécherheet soll verbessert ginn. Dat ass Fanatismus, dat ass net méi rational!

„Statistesch Quote kafen", do froen ech lech ëm eng Erklärung, dat ass mir nämlech net ganz kloer. An der Kommissiounssëtzung hutt Der eis do eng schéin Erklärung geliwwert, wou Der gesot hutt: „Jo, mir kafen eis an duerch eng Ausschreiwung an hollänneschbelsch Parken um héije Mier", an esou weider. An da kënnt den „Elektron" duerch d'Leitung op Lëtzebuerg, schéi gréng, direkt aus dem Mier! Ech gleewen lech dat och net esou richteg. A lo kënnt Der eis dat erklären. Ech hunn den Androck, datt mer zweemol bezuelen: eng Kéier, well mer musse massiv Energie aus dem Ausland importéieren. Dat heescht, mir kafen Energie aus dem Ausland an déi Energie musse mer bezuelen. An déi zweete Kéier bezuele mer, fir eis gréngzewäschen, fir ze soen: „Ma eis Energie, déi ass zum Deel renouvelable", an da bezuele mer nach eng Kéier, fir statistesch Quoten ze kafen.

Ech hunn den Androck, wësst Der, bis elo ass et esou, datt mir Energie am Ausland kafen a mir bezuelen déi Energie. An elo kënnt zousätzlech eng Ausgab derbäi, déi e rengen Transfert vu statistesche Quoten ass, fir ze soen: „Mir sinn elo op 11 %", oder herno op 25 %.

Ech hunn den Androck, Dir loosst eis duebel bezuelen. A selbstverständlech huet dat en Impakt, well all Steiersu, deen do drageet, oder -cent, fir modern ze schwätzen, well de Su an de Frang si jo net méi do, mee all Steiercent, deen do drageet, wësst Der, dat ass eppes, wat mer och zu 47 % manner kënne verdeelen un d'Leit hei am Land.

Dir hutt keng Evaluatioun gemaach an Ärem Plang - ech hu keng gesinn - vun der Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen. Dir sot dat einfach, mee et ass jo keng statistesch Evaluatioun dran. An d'Union des entreprises, déi hätt jo gär Hëllefe fir déi Transitioun. Si wiert sech emol net, mee si hätt gär Hëllefen, si hätt gär finanziell Erliichterungen, steierlech Erliichterungen. Si hätt gär Hëllef fir Fuerschung an Entwécklung an deem Beräich. Mee do ass kee Konzept an Ärem Plang. Ech fannen dat awer essenziell! Well et ass jo och grad dat, wat mer soen: datt den Aarbechtsmaart och muss protegéiert ginn, éischtens d'Revenuen duerch eis Ekonomie, déi fonctionéiert. Den Här Ekonomieminister sëtzt och hei, dee ka mer dat sécher confirméieren, datt en interesséiert drun ass, datt eis Ekonomie kompetitiv ass. An als Sozialist weess en och, datt et wichteg ass, datt mer sollen Aarbechtsplaze protegéieren. Ech gesinn an him en Alliéierten an dëser Fro.

Well wësst Der, zemools déi Leit um Aarbechtsmaart, déi hu schonn hautzudaags e ganze Koup vun neie Problemer: d'Digitaliséierung, d'kënschtlech Intelligenz, gläichzäiteg verfällt eise Schoulsystem, wéi elo nach viru Kuerzem vu PISA androcksvoll bewisen. An da kënnt elo nach dee Problem derbäi vu vläicht enger kompetitiver Benodeelegung vun de Lëtzebuerger Entreprisen duerch d'Energiepräisser.

Wësst Der, et muss een oppasse bei all deene Saachen. Mir hunn eng Verantwortung, déi doriwwer erausgeet ze soen: „Mir musse Quoten erfëllen."

Den ëffentlechen Transport, do sidd Dir jo esou houfreg drop mam Tram. Wësst Der, den Tram, dat ass e verfeeltent Konzept. Ech weess, datt d'ADR mat där Meenung eleng dosteet, mee mir hu kee Verkéiersproblem am Land geléist doduerch, datt mer en Tram vum Kierchbierg op d'Gare an zréck schécken. Ech weess net, ob et lech schonn opgefall ass, mee wësst Der, de Problem ass op den Autobunnen. De Problem sinn déi Zéngdausenden, déi 100.000 Leit - 200.000 Leit sinn et ewell -, déi all Dag an d'Land erakommen, déi eis Autobunne verstoppen, déi net méi virukommen! Do ass deen zentrale Problem vun eiser Verkéiersproblematik. An do ass den Tram null, null wäert. Null! Am Géigendeel, e mécht et nach vläicht méi komplizéiert mat all deenen Artificen, déi elo musse gemaach ginn.

Et ass schued fir déi Suen, déi fir dee Projet ausgi gi sinn. Mir hätte sollen d'Gare ..., also den normalen CFLs-Zuch ënnert der Stad duerchféieren, wéi d'ADR et proposéiert hat.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dat wär bestëmmt méi bëlleg ginn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A mir sinn och der Meenung, mir sollte Park-&-Riden op de Grenze bauen, ekonomesch Zonen un de Grenzen, a firwat net och emol d'Méiglechkeet erëm schafen, fir an den Dierfer Epicerien ze hunn, da brauch net jiddereen en Auto ze huelen, fir an deen nächste Supermarché ze fueren.

Wësst Der, den Tanktourismus, Dir hutt eis jo erkläert oder probéiert ze erklären, datt Dir dat eigentlech guer net kéint ännderen, datt mer missten den Tanktourismus ofschafen, well dat am Paräisser Accord stéing. An do wieren Normen an esou weider, déi eis dat géife verbidden, an dat misst hei ugerechent ginn a wéinst eise Quoten a Verflichtungen am Klimaplang misste mer den Tanktourismus ofschafen. An dat wär eng international Obligatioun an do kéime mer net eraus. Esou ass dat net!

Zoufälleg hunn ech e bëssen, net vill, awer e bëssen Anung vun internationaler Politik a vu Verträg. An dat, wat do drasteet, dat kann alles negociéiert ginn. An Dir selwer als Gréng hutt dat negociéiert. D'Madamm Dieschbourg ass jo esou houfreg drop, datt se de Paräisser Accord mat negociéiert huet. Dann hunn déi gréng eigentlech eppes mat negociéiert, wou se eis elo soen: „Dat ass eeben elo esou, mir mussen eis drun halen." Nee, nee!

Éischtens kann all Accord gekënnegt ginn. All Accord kann nei verhandelt ginn. An et ass net, well Dir en Accord negociéiert hutt, deen eis herno zwéngt, op Käschte vun de soziale Verdeelungsméiglechkeeten hei den Tanktourismus zréckzeschrauwe wéinst Äre Quoten, déi Dir wollt do dran hunn, datt mir dat elo approuvéieren. Dat ass Är Verantwortung. Mir iwwerhuelen déi net! Dir hutt dat verhandelt, da musst Der domat eens ginn!

(Interruptions)

Mënscherechter. Haut de Moien hunn ech bal gekrasch: Hei si bei där Diskussioun, déi mer de Moien haten, vill Leit opgetrueden, déi vun de Mënscherechter an esou weider an esou viru geschwat hunn ... Wat gutt ass! Ech mengen, ech sinn dee Leschten, an den Här Gibéryen och, contrairement zu deem, wat Verschiddener heibanne schéngen ze denken, ...

Une voix.- O!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... déi e Problem mat Mënscherechter hätten. Mir sinn d'Affekoten dovunner.

(Hilarité)

Mir sinn d'Affekoten! An de Problem, wësst Der, ass, datt Dir vu Mënscherechter schwätzt an a Kaf huelt - an ech si wierklech degoûtéiert -, datt Der am Ableck d'Elektromobilitéit subventionéiert op Käschte vun der Kanneraarbecht. Dir wësst et genee. Dir wësst et genee! Och op Käschte vu politesche Problemer, wéi mer se elo a Bolivien haten. An et ass net, well beim Pëtrol och Problemer sinn - wou ech lech Recht ginn -, datt dat justifiéiert, datt mer d'Elektromobilitéit subventionéieren, soulaang mer ganz gutt wëssen, wat fir Problemer domat verbonne sinn.

Dir hutt geschwat an Äre Pabeiere vun enger „sustainable mining initiative". Jo, okay, wann dat bis do ass, si mer an enger anerer Situatioun! A wann dat bis do ass, da kënne mer

driwwer schwätzen, wa mer wëssen, et ass keng Kanneraarbecht méi domat verbonnen. Mee soulaang dat ass an déi gréng dat subventionéieren: Ma da kommt dach ni méi hei eran a schwätzt eis vu Mënscherechter oder vu Kannerrechter an anere Kommissiounen! Gesitt Der dann net den Elefant am Sall, wann Der dovunner schwätzt?! Ass et Iech egal? Ech verstinn dat einfach net! Dat ass Hypokrisie.

Dir schwätzt vun enger Elektromobilitéit, 49 % Elektroautoe bis d'Joer, ech weess net, 2030. Aner Kolleegen hunn och scho gesot: „Wéi wëllt Der dat maachen?" Ech weess net, ech kucken ... A jo, ech wollt Iech soen, Här President, Dir interesséiert Iech jo fir Elektromobilitéit: „Dat ass eng, wou keen Tiger am Tank ass", dat kann ech Iech soen. Well déi Elektromobilitéit, déi ass net ongeféierlech, si ass net ëmweltschounend a si ass net performant. Mir hunn - et ass ëmmer erëm an der Press - déi Problemer mat der Elektromobilitéit: Mir hu Fäll vu Selbstentzündung, mir hunn Elektroautoen, déi, wa se bis brennen, en Accident hunn, onheemlech Problemer verursaachen, och géintiwwer de Pompjeeën. Wa Leit agespaart sinn an esou engem Auto an e Pompjee wëllt hëllefen, dee riskéiert, eng Electrocutioun ze kréien. Lauter Problemer! An Dir wëllt dat verkafen, 49 %. Ma ech géif kee kafen! Ech kafe mer en Diesel elo, well dat schéngt mer nach déi bescht Optioun ze sinn.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dat passt jo ganz gutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, dat passt! Dat passt, well ech hunn nämlech eng rational Iwwerleeung gemaach an ech kafe mer en Diesel.

(Interruptions diverses)

Jo, jo.

(Coups de cloche de la présidence)

Wësst Der, mat där Elektromobilitéit, mir hate jo viru Kuerzem hei en auslännesche Gaascht zu Bouneweg, deen och driwwer geschwat huet. Dee seet jo, et wier dacks en Zweetauto, deen da kaf gëtt, fir de Leit e gréngt Gewëssen ze maachen. Mee Dir maacht eigentlech mat där Elektromobilitéit och der Ëmwelt kee Gefalen.

Wësst Der, Äre Klimaplang, dat ass u sech e Plang vu Steiererhéijungen. Den EU-Budget soll haaptsächlech och geholl ginn ... Wat mech och stéiert: Am EU-Budget gëtt immens an de „Klimaschutz" investéiert - ënner Anführungszeechen -, gläichzäiteg huele mer dann awer a Kaf, datt d'Lëtzebuerger Interessen, wéi zum Beispill de Siège oder déi europäesch ëffentlech Funktioun, doduerch benodeelegt ginn, wat direkt Implikatiounen och op eise Siège huet.

Wësst Der, dat si „vases communicants": Wann ee Suen an eng Richtung stécht, dann huet ee se eeben net méi, fir eppes anescht ze maachen. Dir sidd immens deier. „Gréng wierkt", ech ginn Iech Recht: Gréng wierkt. Gréng wierkt fir d'Leit duerch Steiererhéijungen, Akzisenerhéijungen, Erhéijunge vun hirem ganze Liewensopwand, Aschränkunge vun der perséinlecher Fräiheet a Virschrëften, wéi se solle liewen, vu Mentalitéitswandel. Ma d'Leit hunn es sat! Si hunn es elo scho sat! Si hunn es genuch! An ech hoffen, datt Der ofgewielt gitt! Well dat ass nämlech net d'Enn vun der Ëmweltpolitik, mee vläicht eng Chance, fir eng Ëmweltpolitik ze maachen, ouni de Mënsch wëllen ëmzeerzéien.

(Interruption par M. Claude Turmes)

Ewech vu grénger Politik an hin zu enger Ëmweltschutzpolitik.

Wësst Der, Dir hutt gesot, et géif keng Alternativ ginn. Also ech soen Iech als Member, houfrege Member vun enger Partei, déi Alternative proposéiert, datt mer eng hunn.

Ech schléisse vläicht of mat enger leschter Iwwerleeung, well fir eis blo Kolleege vun der Demokratescher Partei hat den Här Hahn vun der Nohaltegkeet geschwat, vun den nächste Generatiounen.

Do si mir komplett d'accord, komplett d'accord! Mir hunn eng Verantwortung géintiwwer den nächste Generatiounen. A mir géifen deenen nächste Generatioune gär eng propper Ëmwelt hannerloossen, awer net nëmmen eng propper Ëmwelt. Mir wëllen deenen nächste Generatioune keng Scholden hannerloossen. Mir hunn en DP-Finanzminister. Sot wannechgelift dem Här Gramegna an de Membere vun der Regierung, datt, wie Scholden hannerléisst fir déi nächst Generatiounen, den Handlungsspillraum aschränkt! Sot wannechgelift dem Här Meisch, engem bloen Educatiounsminister, datt et wichteg ass, datt déi Jonk haut Diplomer mat engem Wäert kréien, well och dat ass eng Verantwortung, déi mir hunn, datt se eng Chance hunn, um Aarbechtsmaart vu muer ze bestoen!

Ech wëll ofschléisse mat engem Wuert: Mir si fir Ëmweltschutz als ADR, fir engagéierten Ëmweltschutz. Mee dat, wat Dir maacht un Ökopopulismus, un Dirigismus, dat kënne mir net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, honorabelen Här President. Ier ech mat menger Ried wierklech ufänken, wollt ech just ... Ech hat virdrun d'Hand gewisen, et war kee richtege Fait personnel. Mee ech wëll awer ganz kuerz nach op déi Saach vum gratis ëffentlechen Transport agoen - parce que j'en ai jusqu'ici ! -, well ech ka mech awer erënneren, datt mir virun zwee Joer, an ech hunn dat gëschter gesot, datt mir hei virun zwee Joer dozou eng Motioun deposéiert hunn. A mir kruten en long et en large vum Här Bausch a vum Här Gramegna erklärt, datt dat Quatsch wier. An à la limite bass de och nach wéi dee leschten Nicky duergestallt ginn, well all Kéiers, wann s de net mat de Gréngen averstane bass, dann hues de näischt verstanen am Liewen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Net bei jidderengem, mee beim Här Bausch ass et oft esou. An en plus ass op eemol ee Joer drop - ee Joer drop - dann d'Situatioun eng total aner am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg an da kann een den ëffentlechen Transport gratis maachen. Dat ass net seriö. Et gi ganz valabel Argumenter, fir net fir de gratis ëffentlechen Transport ze sinn. Souguer mir bei déi Lénk, mir waren eng Zäit net derfir, well et ginn Argumenter. D'Kolleege vum Landesverband a vum Syprolux sinn zum Beispill och net derfir. Ech kann dat och novollzéien, well si hunn Angscht, datt dat eng Excuse gëtt, fir duerno ofzebauen, wat deemno wéi och nach - dat muss ee kucken - kéint geschéien. Ech verstinn dat ganz gutt. Et däerf een eng Meenung hunn, mee et soll ee se net einfach esou opportunistesch änneren.

An ech wëll och drun erënneren, 2012, mengen ech, war et am Stater Gemengerot, du war de Verkéiersschäffen den Här Bausch an do hu mer och - mir hu se net matgestëmmt -, mee dunn ass et zu enger Erhéijung vun den Tariffer vun de Bustickete an der Stad an am Verkéiersverbond komm. An do krute mer och gesot: „Et ass net schlëmm", an esou weider. Bon, wann een de Mindestloun verdéngt, dann ass et schlëmm. Mee ech mengen, do si gewësse Leit scho längst ausserhalb vun dëser Kategorie an denken net méi drun.

Här President, laang hu mer misse waarden op de Klimaplang an op dës Debatt. An ze laang an eisen Aen, engersäits opgrond vun der Dréngleichkeet vum Kampf géint de Klimawandel an anerersäits, well mer elo eng iwwert de Knéi gebrachen Debatt hei musse féieren opgrond vun engem 30-säitege Pabeier, an deem dat allermeescht ganz vag bleift. Wann een den Text vun der Regierung liest, da fält et schwéier, fir inspiréiert ze sinn. Et fält schwéier, sech virzestellen, datt ee mat deene puer Reformen oder Fetze vun Iddie wierklech substanziell eppes am Klimaschutz erreeche kann.

Vill vun de Mesuren, déi opgezielt ginn, si schonn a Kraaft, deelweis scho laang. Datt déi wéineg Wierksamkeet entfaalt hunn, weist sech eleng schonn doduerch, datt d'Zäregasemissioune vu Lëtzebuerg erëm séier klamme säit e puer Joer a mir eist Zil fir 2020 wäerten net just „knapp", mee „knallend" verfeelen.

Déi meescht Mesuren, déi elo nei ugeduecht sinn, schreiwe sech an an déi politesch Approche, déi an der Klimapolitik bis elo gewielt gouf an déi bis haut feelgeschloen ass. Et stinn zwee, dräi Wierder do, wann et gutt geet, eidel Begréffer, glat Sprooch, alles awer mat fancy engleschen Termen, bedeitungslos fir déi meescht Lieser a Lieserinnen. A vill Leit wäerten deen Text trotzdeem liesen, well se interesséiert sinn a sech eppes erwaarden.

Wann ech soen, datt de Klimaplang d'Vergaangenheet weiderschreift an op eppes opbaut, wat sech scho Jorzéngten a vläicht souguer méi laang esou entwéckelt huet, da mengen ech domat ënner anerem dat heiten: Dës a Virgängerregierungen hu sech dem Wuesstumszwang verschriwwen a spillen dës Kaart iwwer Souveränitéits- a Steiernische fir Betriber, räich Investisseuren, Finanzgeschäftsfelder an an der Lescht och fir megaloman Technikaventuriere vun der amerikanescher Westküst.

Ekonomesch gëtt op cibléiert Secteure gesat wéi d'Finanzplaz, ICT oder Newspace, alles ganz digitaliséiert natierlech an alles Beräicher, déi eis grouss Spréng an eng Dematerialiséierung vun der Wirtschaft verspriechen, dofir awer wéineg Aarbechtsplazen, a wann, dann net fir déi Leit, déi et hei an der Géigend och gëtt.

Finanzpolitesch ass den Triple-A déi helleg Kou, där och de Klimaschutz ënnerworf ass, well laut Klimaplang steet och de Kampf géint d'Enn vun der Mënschheet ënner Finanzéierungsvirbehalt vum Finanzminister. Dat ass de Cocktail, aus deem eng ëmmer méi inegalitär Gesellschaft gemixt gëtt, wou den Accès zu enger Wunneng de gréisste sozioekonomesche Selektiounskrittär ginn ass an nei Rekorder all Joer bei den Akommesongläichheeten an der Aarmut zur Normalitéit gi sinn. Dat kléngt net gutt, zumindest net fir déi grouss Majoritéit vun de Leit. Mee et ass nun emol déi sozial an ekonomesch Landschaft, an där elo verstäerkt Klimaschutz soll an och muss gemaach ginn.

Här President, den éischten Enjeu beim Klimaschutz, deen ech gär géif uschwätzen, ass säi Finanzement. Verschidden Organisatioune weltwäit rechnen ëmmer erëm aus, wéi vill Sue gebraucht géife ginn, fir eis Energie- an Transportsystemer, eist Wunnen oder eisen Ëmgang mat Ressourcen esou ëmzebauen, fir datt d'Äerderwäermung bis 2100 ënner 2 Grad bleift. Déi Chiffere si gigantesch. Et gëtt vill Geld gebraucht, fir wansinneg vill a wansinneg kuerzer Zäit ze maachen. Mir stelle fest, datt dat Geld zwar do ass, mee datt et net fir ekologesch Zwecker am wäite Sënn genotzt gëtt. Privatkapital vu Banken, Fongen oder och vun Entreprisë lant op de Finanzmäert oder ëmmer méi an der Immobiliespekulatioun a befeiert esou Logementskrisen.

Souguer den Handel mat Verschmotzungsrechter ass zu engem spekulative Geschäft ginn. Resultat: Staate verléiere wichteg Recetten a ganz vill Sue landen an der Spekulatioun op Finanzmäert an an Immobilien a ginn net fir sënnvoll Investitioune genotzt, wéi zum Beispill den Ausbau vun erneierbaren Energien oder Moossname fir Energieeffikassitéit an de Betriber.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt versicht, fir Ureizer ze schafen, fir datt trotzdeem endlech méi investéiert gëtt. Zu Lëtzebuerg hu mir elo eng Geheimwaff fir dës Aufgab: d'Green Finance, gréng Finanz.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dëser Form vun Investitioun gëtt am Klimaplang eng an eng hallef Säit Plaz gelooss, méi wéi dem ganzen Deel iwwert d'ekologescht Wunnen oder sozial Mossnamen. Dat ass bedenklech. Dobäi ass d'gréng Finanz e marginale Phenomeen, well nëmmen 1 % vum weltwäit investéierte Kapital steet an nohaltege Fongen. Déi sougenannt „gréng Fongen", déi zu Lëtzebuerg cotéiert sinn, hunn och keen Impakt op d'CO_2-Emissioune vu Lëtzebuerg.

Donieft, an dat ass wuel déi wichtegst Fro, gëtt et bis elo nach keen international unerkanntent Reegelwierk fir dës Fongen. An dat féiert dozou, datt do grad egal wat gehandelt gëtt. Mir hunn eis emol ee Fong um Luxembourg Green Exchange erausgepickt an eis dee méi genau ugekuckt - an et ginn der méi -: de Sparinvest Global Ethical High Yield. Deen heiten.

(M. David Wagner montre une documentation.)

Dat kënnt Der kucken. Bon, et ass e bësse wäit, Dir gesitt et net, mee hei hu mer et giel ugestrach: An deem Fong hu mer net manner wéi 20 verschidde Pëtrolsfirme fonnt um Luxembourg Green Exchange. Dat ass ganz einfach just Greenwashing!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An dat huet System, permanent. Ech kann Iech ... Viru genau engem Joer war ech a Brasilien.

Une voix.- Aha!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Meng Fra kënnt vun do. A mir sinn e schéine Park bei Bahia kucke gaangen, do ginn et grouss Schildkröten. An do ass en Ekopark, an dee bekëmmert sech ëm déi Schildkröten, déi gi geheelt an esou weider. Et ass ganz ekologesch, et ass ganz flott, et ass ganz agreabel ze kucken. An du gesäis, iwwerall steet do „Petrobras". Also, an deem Fong ass och Petrobras dran. An do war esou en Aarbechter, deen do geschafft huet an esou weider, an ech hunn e bëssen de Geck gemaach: „Petrobras, heescht Der esou?" An hien huet e bësse gelaacht an e sot: „Nee, nee, dat ass ... Si si ganz ekologesch." Souguer si verstinn, datt et Bullshit ass a Wierklechkeet!

An hei gëtt dat héichgefeiert, wéi wann dat wierklech eng Neiegkeet wier. Wann déi gréng tatsächlech mengen - datt d'DP dru gleeft, si gleewen un esou Saachen -, mee wann déi gréng tatsächlech drun denken, datt d'gréng Finanz eng Alternativ ass, obwuel et eng phenomenal grouss Literatur gëtt vu wierklech Ëmweltspezialisten, déi och politesch sinn, net vun esou liberalen Thinktanken an esou weider, déi de grénge Kapitalismus verteidegen, wann déi gréng wierklech dru gleewen, da si se um falsche Pad, well déi gréng Finanzplaz, déi wäert et ni ginn! Soss hutt Der net d'Dynamik vum Kapital verstanen. Dir hat se eng Zäit verstanen. Dir verstitt se net méi. Dat ass Uschass, déi gréng Finanz, loosst dat sinn!

An dofir freet ee sech, wat dee laange Passage an dësem Dokument iwwert den Energie- a Klimaplang ze sichen huet, ausser natierlech, et géif drëm goen, der Finanzplaz méi e propperen Image ze ginn.

Am Dokument vun der Regierung stinn awer weider Saachen dran, bei deenen een zwar net weess, wat genee domat gemengt ass - et ass jo näischt erkläert -, mee déi awer Schléss zouloossen. Fir Industrie a Betriber solle fräiwëlleg Accorde fir Energieeffikassitéit gëllen. Donieft geet vun engem „De-Risking" fir d'Betriber rieds. Dës an aner Instrumenter weisen eppes ganz däitlech: Grouss Betriber, Räicher, Finanzacteure gi gelackelt mat allem, wat geet. D'Betriber - well et gouf gesot: „Jidderee muss bezuelen", jo, de Consommateur, dee muss bezuelen! -, mee d'Betriber, déi kréien dee Risiko geholl bei Investitiounen. Si kréien de Choix: fräiwëlleg, null Risiko, Dolce vita.

Den däitsche Soziolog Ulrich Beck sot an den 80er Joren, datt mir an eng Risikogesellschaft kéimen, well am Postindustriezäitalter d'Produktioun vu Räichtum ëmmer méi gesellschaftlech Risike schaaft, sozialer an ekologescher. Dat trëfft bestëmmt zou, mee vun deem Risiko kënne sech grouss Betriber a Superräicher fräikafen, wärend vill Leit déi sozial an ekologesch Risiken um eegene Leif ze spiere kréien.

Déi lescht zwee Deeg, Här President, hu mir iwwert de Budget geschwat. Opgefall ass, datt d'Depensë fir Klima, Energie, Ëmwelt oder Landwirtschaft stagnéieren, an dat net eréischt säit Kuerzem. De Staatsbudget gëtt guer net als Finanzéierungsquell genotzt, fir zum Beispill virunzekomme bei den erneierbaren Energien, dem Ëmbau vun der Landwirtschaft oder dem Bau vun ekologesch héichwäertegen an trotzdeem gënschtege Wunnengen. Dofir geschitt do och net genuch, Stéchwuert Klimabank, Stéchwuert Biolandwirtschaft.

Eng riseg Finanzéierungsquell, de Rentefong, investéiert monter weider weltwäit a schiedlech Monsterkonzerner a virun allem an d'Karbonisëierung vun der Ekonomie. Eng Säit dozou amplaz vun der grénger Finanz wär sécher méi zilféierend gewiescht. Fir datt d'Waarden op Privatinvestitiounen a Fotovoltaik, energeetesch Sanéierung a méi propper Heizungen net eng nei Versioun vum Waarden op de Godot gëtt, muss méi ëffentlecht Kapital mobiliséiert ginn, fir datt et och wierklech virugeet a jiddereen an de Genoss dovu komme kann, net just Leit mam néidege Kapital. An eisen Ae misst dat méiglech sinn am Beräich erneierbar Energien, wou och verschidde Gemenge scho Saache lancéiert hunn, mee awer besonnesch, wat den Assainissement vu besteeënde Wunnengen oder d'Ersetze vun den Heizungen ugeet.

A fir deen dote Punkt hu mer d'ailleurs och eng Motioun, déi mer wëllen hei deposéieren, wou mer eis och inspiréieren un dem Modell, deen an der ehemoleger Regioun Picardie - elo ass et Hauts-de-France - benotzt ginn ass.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- vu les efforts nécessaires pour remplir les objectifs fixés par l'Accord de Paris en vue de maintenir le réchauffement climatique en dessous de +2 ° ;

- vu les objectifs fixés par l'UE dans le paquet climat-énergie 2020 et 2030 en matière de réduction d'émissions à effet de serre et d'augmentation de l'efficacité/sobriété énergétique ;

- vu les programmes de subventionnement de la BEI dans le domaine de l'assainissement énergétique de bâtiments résidentiels via certains dispositifs qui existent déjà dans nos pays voisins, notamment dans l'ancienne région française de Picardie (désormais intégrée dans la région Hauts-de-France) ;

- vu la volonté du Gouvernement de promouvoir l'assainissement énergétique qui se traduit pour l'instant par l'introduction du dispositif de la Banque climatique via le paquet « Banque climatique et logement durable » voté à la Chambre des Députés en décembre 2016 et entré en vigueur début 2017 ;

- vu que le seuil de revenu donnant droit à un prêt climatique à taux zéro est fixé pour un ménage avec deux enfants à 54.250 € ce qui équivaut à un revenu mensuel de 4.520 € ;

- considérant que pour la même composition de ménage, le budget de référence pour pouvoir vivre

décemment s'élève à 4.079 € de revenu mensuel, selon les derniers chiffres du Statec, ce qui limite leurs moyens d'investissement dans un projet d'assainissement climatique ;

- considérant que le dispositif de la Banque climatique en vigueur dépend de critères imposés par les banques privées excluant les ménages à priori insolvables pour l'obtention d'un prêt ;

- vu l'exclusion des locataires du dispositif de la Banque climatique en vigueur ;

- considérant que les locataires sont particulièrement exposés à des logements mal isolés et insalubres tout en subissant davantage l'explosion des loyers ;

- vu le vieillissement du parc immobilier favorisant la précarité énergétique ;

- considérant que les frais de consommation d'énergie augmenteront avec l'introduction d'une taxe carbone telle que prévue par le nouveau Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC) ;

- considérant les frais supplémentaires en consommation d'énergie à débourser par les personnes résidant dans des logements mal isolés ;

- considérant que l'assainissement énergétique constitue un moyen important de lutte contre la pauvreté ainsi que pour la santé publique et la réduction des gaz à effet de serre ;

- vu la réponse de Monsieur le Ministre du Logement et de Madame la Ministre de l'Environnement à la question parlementaire n° 3206 de Madame la Députée Octavie Modert, indiquant que seulement douze demandes pour un prêt à taux réduit avaient été introduites durant les neuf mois suivant l'entrée en vigueur du dispositif de la Banque climatique et que neuf demandes avaient été approuvées ;

- vu la réponse de Monsieur le Ministre du Logement et de Madame la Ministre de l'Environnement à la question parlementaire n° 4059 de Monsieur le Député David Wagner, indiquant que dans le cadre du prêt climatique à taux zéro, seulement dix demandes ont été introduites au Guichet unique des aides au logement jusque fin novembre 2018 ;

- vu la réponse de Madame la Ministre de l'Environnement à la question parlementaire de Monsieur le Député David Wagner, que 62 demandes pour l'obtention d'un prêt à taux réduit ont été introduites entre janvier 2017 et fin novembre 2018, dont 13 étaient alors en cours de paiement et 2 refusées ;

- considérant l'objectif du nouveau Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC) de mettre en place une stratégie d'assainissement énergétique ambitieuse pour protéger le climat et de combattre la précarité énergétique en visant un taux annuel de rénovation de 3 %,

invite le Gouvernement

- à créer un dispositif de financement public permettant à des ménages modestes d'accéder à des prêts remboursables sur le long terme et dont l'évaluation du montant à rembourser tienne compte des économies réalisées ;

- à prévoir un service gratuit de conseil énergétique et d'accompagnement durant la durée des travaux d'assainissement pour les ménages ;

- à accorder aux offices sociaux des communes un rôle de partenaire clé pour aborder les ménages en situation de mal-logement et de précarité énergétique pour leur proposer une rénovation et une formule de financement adaptée pour l'assainissement énergétique et l'isolement thermique de leur logement ;

- à définir un acteur public responsable du financement, de la coordination et de la gestion des chantiers, dans le cadre d'une campagne de rénovation énergétique d'envergure telle qu'ambitionnée par le nouveau PNEC.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Déi wäert elo ausgedeelt ginn an Dir kënnt Iech do eng Meenung maachen. Well et ass eng konkreet a realiséierbar Propos, déi ekologesch Necessitéit mat sozialer Gerechtegkeet verbënnt an donieft och d'Handwierk an der Regioun, dat heescht och hei, kéint revaloriséieren.

All Stot Mëttelen an d'Hänn ze ginn, fir den Energiekonsum ze reduzéieren, dat mat enger sozialer Ofsécherung ouni Prêt op enger privater Bank an engem Finanzement, deen den agespuerten Energiekäschte Rechnung dréit, dat ass den De-Risking vun de Leit, dee mir wëllen. An do komme mir och op de Fong vun der sozial gerechter Klimapolitik.

De Klimaplang ass mat „Generatioun Klima" iwwertitelt. Den Titel verschleiert, datt Klimaschutz keng Generatiounefro ass. Jiddereen ass dovu betraff, weltwäit, ob Jonk oder Al, Grouss oder Kleng, haut, muer an iwwermuer, mee net am selwechte Mooss an net jiddereen huet déi selwecht Viraussetzungen, fir sech ze schützen oder eppes zum Klimaschutz bäizedroen. Dofir ass et eng sozial Fro, eng Fro vun Inegalitéiten, vu Verdeelung vu Ressourcen. An dat ass fir eis déi grouss Schwächt vun deem, wat bis elo virläit.

Am Virfeld vun der COP25 hunn den Thomas Piketty an de Lucas Chancel an enger Etüd gewisen, datt den CO_2-Ausstouss mam Akommes zesummenhänkt: wat méi räich, wat méi Ausstouss. Dofir hu si och eng direkt progressiv Besteierung um Revenu virgeschloen. Kleng Revenue géifen doduerch näischt bezuele mussen, dofir héich Revenuen ëmsou méi.

Mat der CO_2-Steier vun der Regierung soll elo eng indirekt Steier, eng Konsumsteier agefouert ginn, déi vun 2021 bis 2023 vun 20 op 30 Euro pro Tonn CO_2 klëmmt. Virun zwou Wochen, Här President, huet den Här Energieminister op enger Table ronde selwer gesot, datt d'CO_2-Steier näischt um Verhalen ännere wäert, mee dofir do ass, fir Recetten ze kréie fir de Klimaschutz. Mir mengen och, datt se näischt brénge wäert. A jidderee weess, datt se näischt brénge wäert.

Mir froen awer dann och: Firwat esou eng Tax aféieren, wa se näischt bréngt? Firwat dann net déi 150 Milliounen Euro ...

(Interruption)

Firwat dann net déi 150 ... Ech hunn net vill Zäit, ech wëll net ënnerbrach gi vun der Regierung. Firwat dann net déi 150 ... Mee d'Froe kënnt Der herno stellen.

Firwat dann net déi 150 Milliounen Euro anescht erbäikréien? Bei all den net existenten a lächerlech déiwe Steieren op Fortunnen, op Dividenden, Profitter, Stockoptions an esou viru sinn d'Méiglechkeete jo quasi onendlech. D'Sue sinn do fir de Klimaschutz, vläicht souguer méi wéi mir der brauchen. Et muss ee se just wëlle siche goe bei dee Richtegen, bei de massive Klimasënder.

Mat der CO_2-Steier geet d'Regierung awer elo dee bequeeme Wee. Innovativ ass et net, a scho guer net gerecht. Mir hunn emol gerechent, wat déi Tax konkreet bedeit:

Fir en duerchschnëttleche Stot mat Gas- oder Masuttheizung bedeit dës Steier en Ausgabeplus vun 200 Euro d'Joer a méi, just fir d'Haus ze hëtzen. Am Klimaplang seet d'Regierung selwer, datt vill mat Masutt gehëtzt gëtt, ongefëier 30 % gouf gesot. Wann dëse Stot op den Auto ugewisen ass, vläicht well op Schichte geschafft gëtt oder et keng oder just schlecht Ubannungen un Zuch a Bus ginn, kommen nach 50 bis 200 Euro d'Joer derbäi, jee nodeem, wéi eng Distanz ze fueren ass a wéi héich d'Akzisen zousätzlech nach klamme wäerten.

A kënnt Dir iwwerhaapt assuréieren, datt jidderee probleemlos op seng Aarbecht mam ëffentlechen Transport komme kann? Et gi vill Aarbechtsplazen, wou keng Minutt Verspéidung gedult gëtt. Hautzudaags kënnt ee warscheinlech mam Auto a Verspéidung an och mam ëffentlechen Transport, dat ass de Problem. Mee et gi wierklech vill Plazen, wann een zum Beispill um fënnef Auer moies op enger Plaz muss sinn, wann een zum Beispill an engem Supermarché schafft an et muss een um fënnef Auer moies do sinn, oder et ass een eng Botzfra, dann hëlt een den Auto, well do fiert nach keen ëffentlechen Transport. An da muss ee vun A op B fueren. An zurzäit ass et nach net esou, datt den ëffentlechen Transport deene Leit déi Transportweeër assuréiert. Ech zweifelen net dorunner, datt d'Regierung dat wëllt maachen, mee zurzäit gëtt et dat net.

Wann dëse Stot och nach lount, da geet d'Tax iwwert d'Chargen direkt of, mee da kann en emol net an eng nei Heizung investéieren, och wann e sech dat leeschte kéint. Dat sinn awer vill Suen.

Mee wat ass da proposéiert, fir déi betraffe Leit ze entlaaschten? Dat solle mer jo och nach gewuer ginn.

Et gëtt d'Méiglechkeet vum Steierkreditt. Mee dat bedeit ënnert dem Strëch just eng Ëmschichtung vun der Steierbasis, déi an dësem Kontext heescht, datt een, deen e bësse manner Steieren um Revenu bezilt, déi Suen dann huele muss, fir de Masutt ze bezuelen. Eng Ëmverdeelung innerhalb vun der betraffener Populatioun also, wat sécher net déi räichst am Land ass. An déi Leit si jo och schonn duerch aner Steiere belaascht ginn, wéi d'Erhéijung vun der TVA, oder duerch d'Netupassung vun der Steiertabell.

Et geet och rieds vun der sozialer Ofsécherung, déi et scho gëtt, wéi de Mindestloun, de REVIS, obwuel déi jo net méi existenzsécherend sinn, well se leien ënnert der Aarmutsgrenz. D'Allocation de vie chère kéint bei Energieaarmut genotzt ginn, heescht et weider. Dat bedeit awer, datt déi Leit op den Office sociale musse goen. Muss dat sinn? Fir vill Leit ass dat eng Humiliatioun! Ech hunn dat gëschter erëm eng Kéier gesot. Dat schéngt hei einfach och net verstanen ze ginn. Et gëtt einfach gesot: „Wann et net gutt genuch geet, da gitt Der bei den Office sociale, da kritt Der eng Allocation de vie chère." Dat ass eng Humiliatioun!

A vill Leit wäerten dat och net maachen, well se déi Humiliatioun net wëllen erdroen. Si mussen dat passiv iwwer sech ergoe loossen, erliewe Klimaschutz als eng sozial Gewalt, ob Der et wëllt oder net. An dat mécht d'Leit rosen an hoffnungslos a vergréissert de Gruef an der Gesellschaft, deen an eisen Nopeschlänner scho méi däitlech siichtbar ginn ass. Mir sollten op kee Fall dee selwechte Feeler maachen, well dat de Klimaschutz op Dauer ëmmer méi schwéier duerchsetzbar mécht.

Donieft ass eng Steierreform ugekënnegt, vun där bis elo …

(Interruption par la présidence)

Här President, ech huele souwisou meng fënnef Minutten. Ech hunn nach zwou Motiounen, déi nach erakommen, maacht Iech keng Suergen. Ech menge souguer, datt ech vergiess hunn, eng Motioun ofzeginn.

(Hilarité)

Dat ass, wann een e bësse schnell mécht.

(Interruption)

Nee, schreift se net.

... well an der aktuell proposéierter Form ass d'CO_2…

(Interruption)

Wéi?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir kënnt Är Riedezäit net mat der Zäit vun de Motioune ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wann ech dozou schwätzen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, ben nee. Da schwätzt herno dozou!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma dach, ech kann.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Natierlech huet hien d'Recht, zur Motioun ze schwätzen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dach, d'leschte Kéier sinn ech ënnerbrach ginn, ech krut gesot …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, notzt Är Zäit nëtzlech ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Bon.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... a fuert virun!

(Brouhaha)

Ech géif Iech bieden, vläicht e bësse méi roueg ze sinn, well nieft mir sinn nach Leit heibannen, déi gären nolauschteren.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, dat ass richteg.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wollt da ganz schnell zu der Erhéijung vun den Akzisen um Bensinn an um Diesel schwätzen. Do ass d'Zil kloer, am Géigesaz zur CO_2-Tax: Den Export vum Diesel soll reduzéiert ginn, well ouni dat kënnen d'Emissiounen net wäit genuch gedréckt ginn.

Positiv Nieweprodukter wieren hei och manner Loftverschmotzung a Kaméidi, manner Stau a manner Käschte fir den Ënnerhalt vun den Autobunnen. D'Aart a Weis, wéi dat elo annoncéiert gouf, gesi mer kritesch, well elo mat Salamitaktik eenzel Mesurë kommen, ouni datt am Virfeld schonn e ganze Plang mat soziale Mesuren an anere steierlechen Upassungen um Dësch läit, oder besser, ouni datt déi schonn a Kraaft wieren.

Mir ginn och ze bedenken, datt déi Erhéijung eventuell näischt bréngt, well d'Nopeschlänner séier méi héich Taxen aféieren. Dofir, domat gëtt de Spritt méi deier fir normal Autofuerer, ouni datt sech awer eppes géif änneren.

Ech kéint och nach zu der Elektromobilitéit schwätzen, well mir mengen och, datt dat net zilféierend ass, zemools wann een op 49 % bis 2030 wëllt eropgoen. Et mécht strictement kee Sënn.

Mee ech deposéieren nach meng zwou Motioune ganz schnell, well ech hat virdru vum Fonds de compensation geschwat, an ech si frou, datt den zoustännege Minister do ass. Well viru Jore gouf ëmmer versprach, datt all déi Invester, déi net ekologesch sinn, déi net sozial sinn, déi d'Mënscherechter net respektéieren, datt dat géif gekuckt ginn an datt déi géifen erausgeholl ginn. Dat ass nach ëmmer net de Fall! An ech schwätzen emol net vum Fonds souverain intergénérationnel, wou egal wat gemaach gëtt. Doriwwer ass net geschwat ginn. Do gëtt egal wat gemaach. Ech hu Question-parlementairë gestallt dozou.

Hei, de Fonds de compensation, ech deposéieren eng Motioun, fir datt justement de Verwaltungsrot vum FDC, vum Fonds de compensation, ganz schnell all d'Entreprisë soll erauspuchen, déi mat der Exploitatioun vun Hydrocarburë befaasst sinn. Ech wier frou, wann dat iergendeng Kéier géif geschéien an net einfach esou op déi laang Bänk geschobe gëtt.

Wannechgelift, Här President.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant l'Accord de Paris ratifié par le Luxembourg en octobre 2016 ;

- considérant que le changement climatique est principalement une conséquence de la combustion massive d'hydrocarbures ;

- considérant que la SICAV-FIS du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) détient, selon le rapport 2018, des actifs à hauteur d'au moins 500 millions d'euros d'entreprises liées à l'exploitation d'hydrocarbures ;

- considérant que les fonds publics tels que le FDC doivent jouer un rôle précurseur en matière d'investissements responsables ;

- considérant qu'une politique d'investissement responsable du FDC peut entraîner un effet imitatif de la part d'autres fonds de retraite au niveau international,

invite le Gouvernement

- à charger le Conseil d'administration du FDC d'exclure rapidement et durablement toutes les entreprises liées à l'exploitation des hydrocarbures de l'univers d'investissement du FDC.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

An dann eng zweet Motioun, ech sinn net dozou komm: Google, Biissen. An ech sinn och frou, datt all déi zoustänneg Ministeren do sinn, well dat fänkt un, eng ganz penibel Debatt ze ginn, deen Datacenter vu Google, dee prinzipiell héchstwarscheinlech eng ekologesch, energeetesch, wat Stroum ugeet ... Well e wäert vill Stroum friessen héchstwarscheinlech. E wäert vill Waasser benotzen. An ech schwätzen emol net vun enger anerer Saach, wouriwwer ni geschwat gëtt: Dat ass, datt Lëtzebuerg, datt d'Land sech an Ofhängegkeet vun engem Gaffer wäert beginn. An ech weess net, ob Der wësst, wat dat bedeit. Well mir hu gëschter iwwert déi ganz gutt Motioun vun de Piraten geschwat, fir fräi Softwaren hei ze installéieren. A mir wäerten doriwwer an der Kommissioun diskutéieren.

Ech kann Iech soen - well et gëtt ee Prezedenzfall zu München -, wa Google bis do ass, da wäerten déi Drock maachen, datt dat och net geschitt. Do kënnt Der Gëft drop huelen! Dann hu mer e reelle Problem. A si kënnen duerno och nach bestëmmen, wat mir hei maachen. Vun der ganzer Fro vu Persounendata an esou weider ganz ofgesinn, well Google ass kee gudde Betrib! Ech verstinn net, datt dat och nach net duerchkomm ass bei de Gréngen a bei de Sozialisten.

Dofir wéilte mer wierklech hei eng Motioun deposéieren, wou mer en Débat de consultation froen, deen hei an der Chamber muss gefouert ginn, nodeems d'Konklusioun vun der Prozedur vum PAP komplett ofgeschloss ass a wou och d'Zivillgesellschaft mat ageluede gëtt um nationalen an um lokalen Niveau, déi och am Ëmweltberäich täteg ass, a wou mer och en amont vun der Preparatioun vun der Consultatiounsdebatt, déi och prezis a seriö muss preparéiert ginn, net wéi déi heiten, mee prezis a seriö muss preparéiert ginn, wou mer och kënnen doriwwer schwätzen.

Well ech mengen, doriwwer muss nach ganz vill geschwat ginn, iwwert dee Projet, dee mir ganz vill Suerge mécht, bei deem nach net alles geschwat ginn ass an dee strictement, a mengen Aen op jidde Fall an an eisen Ae vun déi Lénk - a mir sinn och net eleng, de Mouvement écologique och -, kee Sënn mécht.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An hei ass meng Motioun.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- vu l'existence d'un projet d'implantation d'un centre de données à Bissen ;

- vu la procédure d'autorisation du plan d'aménagement particulier du projet susmentionné actuellement en cours ;

- vu le projet de Plan national intégré sur l'énergie et le climat du Gouvernement qui prévoit une augmentation de la production des énergies renouvelables sur le territoire ou en coopération avec les pays voisins et une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie au Luxembourg tout en garantissant la sécurité d'approvisionnement en énergie ;

- considérant l'envergure projetée du centre de données envisagé notamment en matière de besoins en énergie et en eau de refroidissement ;

- considérant l'intérêt important apporté par la population concernée et les organisations de la société civile au projet d'implantation du centre de données et son éventuel impact environnemental,

invite le Gouvernement

- à initier un débat de consultation à la Chambre des Députés sur le projet d'implantation d'un centre de données à Bissen dès la conclusion de la procédure d'autorisation du plan d'aménagement particulier ;

- à mettre à disposition des députés en amont du débat un rapport concis concernant l'impact du projet susmentionné sur les réseaux et la consommation énergétique, l'approvisionnement en eau de refroidissement et sur la situation du trafic à Bissen et dans la région ;

- d'impliquer les forces vives de la société au niveau national et local, notamment celles œuvrant dans le domaine environnemental, concernées par le projet susmentionné et les organisations ayant émis un avis informées sur le projet en question dans la préparation du débat de consultation à la Chambre de Députés.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Energieminister, den Här Turmes, deen huet dëse Klimaplang genannt „deen ambitionéiertsten an ee vun deene beschtduerchduechte Klimapläng vun der Europäescher Unioun".

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Quelle modestie!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Abee, ambitionéiert sinn déi Ziler schonn. An dee Constat deele mer. Bei den CO_2-Emissioune minus 55 % bis 2030, eng Energieeffizienz vu 44 % a virun allem erneierbar Energien: 25 %. Mee wat mer net deelen a wou mer de Constat vun dem Här Turmes säin eegene si loossen, dat ass, dass dat soll ee vun deene beschtduerchduechte Klimapläng an Europa sinn.

Well de Mëtten, muss ech ganz éierlech soen, si mer do net vill méi klug ginn. „De Wee ass d'Zil", dat misst eigentlech virun allem de Politiker vun deene Gréngen nostoen. Abee, an dësem Fall si mir der Meenung, dass éischter de Géigendeel de Fall ass, nämlech dass bei Bettel 2 d'Zil de Wee ass, just dass keen de Wee kennt oder, an dësem Fall, wëllt soen.

Mee et kënnt grad bei dëser Debatt awer op de Wee un. Mir sinn der Meenung als CSV, dass ee muss e Klimawee goe mat Mooss, e Klimawee an der Mëtt a virun allem mat de Leit zesummen, well just dat bréngt een dem Zil méi no - an de Mëtten oder den Owend ass et och nach ugeklongen - wéi déi éischter ideologesch Fantastereien.

Mir sinn der Meenung, dass dat hei éischter grouss Annoncë sinn. Well wann ee jo dat net hätt, da misst ee jo déi Ziler kënnen am Detail erklären. An do muss ech Iech soen, dass mir zumindest d'Impressioun hunn, dass et esou ass wéi oft am Emwelt- an am Energieberäich an der Vergaangenheet: Et hat een ëmmer grouss Annoncen, mee d'Resultater, déi waren herno oft desastréis. An ech mengen, dat spillt virun allem fir Lëtzebuerg.

D'CSV, an ech soen et nach eng Kéier kloer, seet Jo zu ambitiéisen Ziler. Mee mir wëllen awer wëssen, a virun allem d'Leit dobausse wëlle wëssen, wéi dass een déi Ziler konkreet soll erreechen. Net mat allgemenge Floskelen, déi gutt bei de Leit ukommen, mee mir hätte gären, dass mer emol konkreet e Wee kréien, wéi een déi Ziler soll erreechen, wéi een déi Ziler mat de Leit wëllt ëmsetzen, wat dat konkreet am Alldag fir d'Leit soll heeschen, wéi déi Mesurë virun allem solle bezuelt ginn, wat fir eng Tëschenetappen et ginn, an net 2030, 2050, mee 2021, 2022, 2023, bis dass een op 2030 kënnt. Dat ass awer an zéng Joer!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A mir wëllen och - a mir fuerderen dat, ech soen dat mat Nohalt, well et geet eis elo duer mat där Annoncëpolitik! -, mir hätte gären, dass d'Regierung all Joers konkreet e Rapport mécht an der Chamber, deen dann net owes um néng, zéng Auer diskutéiert gëtt, nodeem d'Chamber hei während deene leschten Deeg wärend méi wéi 24 Stonnen hannerenee getaagt huet. Dat geet net! Wann een eng Budgetsdiskussioun zum Schluss vun engem Joer huet, dann ass et de Budget! An dann ass et net nach fir ze kucken, fir e Klimapak, dee sollt beschtduerchduecht sinn, fir deen zur Diskussioun hannendrunzegeheien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An da muss ech Iech ganz éierlech soen: „Elo hu mir dräi Haaptmoossnamen. Wéini sinn déi ugekënnegt ginn? Dat ass d'Akzisenerhéijung, dat ass d'CO_2-Bepreisung - ,-Bepreisung', jo, jo! - an drëttens d'Autossteier. Virun enger Woch, Dir Dammen an Dir Hären, hat kee Mënsch heibannen, zumindest d'Oppositioun, e Jota vun Anung, wat dat géif konkreet heeschen!"

An ech soen et nach eng Kéier, ech hunn et gëschter gesot: „Wa mir net déi Motioun erabruecht hätten en Dënschdeg virun aacht Deeg, dass mir gären hätte virun der Adoptioun vum Rapport vum Budget ... Wann déi net komm wier, wou den Här Gramegna wierk..."

Une voix.- Dat ass Quatsch!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma haalt dach op! Woussten dënschdes ...

(Interruption)

Et ass kee Quatsch. An Dir wëllt ëmmer d'Leit esou ofspeisen.

(Interruptions)

E Mëttwoch ass déi ... Haut virun aacht Deeg ass déi Motioun nach eng Kéier reiteréiert ginn. Soll ech Iech soen, wat de Geste vum Här Gramegna, vum Finanzminister, war? Äusserst desobligeant vis-à-vis vun enger Oppositioun huet hien einfach esou gemaach.

(M. Gilles Roth imite le geste évoqué.)

An du wäerte warscheinlech awer Telefone gelaf sinn an dunn huet de President vun der Finanzkommissioun, den Här Bauler, ugekënnegt, dass méindes d'Finanzkommissioun géif gewuer ginn, wat dat Ganzt géif a Richtung vun den Akzise bedeiten. A sot net de Contraire, well soss leit Der an deem selwechte Wee wéi den Här Benoy virdrun! Dat, wat ech soen, ass faktuell beluecht an dat kënnen hei alleguerten d'Kolleegen aus der Oppositioun bezeien. An ech mengen, wa se éierlech mat sech selwer sinn, och Är Komeroden aus der Majoritéit.

Wat heescht dat do da fir d'Leit? Mir hunn eng Akzisenerhéijung, 5,5 %, déi solle kommen. 3 % bis 5 %. Haut weess nach kee Mënsch konkreet, wat vun Akzisen d'nächst Joer op d'Leit ...

(Interruption)

5 Cent. Et weess nach kee Mënsch, wat op d'Leit konkreet d'nächst Joer zoukënnt. Da kënnt nach eng CO_2-Bepreisung. Mir sinn dann 2023 um Diesel op 15 Cent pro Liter. Dat kascht et.

Da kommt Der mat der Autossteier. Dat fält och einfach esou vum Himmel, d'Autossteierdiskussioun. Dovu steet näischt am Budget. À moins dass ech an d'Kolleegen eng vun deenen 800 Säite vum Budget verpasst hunn, steet vun enger neier Autossteier näischt am Budget. Elo héiere mer dann an de Medien, dass den 1. Mäerz soll en neie Berechnungsmodus kommen.

Jo, Dir kënnt elo de Kapp rëselen, Här Turmes. Sot mir konkreet, wéini dass an der Finanzkommissioun annoncéiert gouf, dass d'nächst Joer, also 2020, d'Autossteier géif nei berechent ginn! Sot et! An ech soen Iech ganz kloer, et steet schwaarz op wäiss am Budget - elo kënnt Der de Kapp nach eng Kéier rëselen! -: „Am Budget steet bei der Autossteier eng Recette fir 2020 vun 68 Milliounen Euro, dat ass 1 Millioun Euro méi héich wéi 67 Milliounen. An dat ass déi normal Progressioun, déi iwwert déi lescht Jore gezielt ginn ass. Et steet näischt aneschters dran!"

Här Turmes, Dir selwer - Dir selwer! Maacht elo net, wéi wann Der et net géift héieren! -, Dir hutt virgëschter an der Finanzkommissioun op eng prezis Fro vun eis gesot, Dir kéint net soen à ce stade, ob déi Autossteier den 1. Mäerz just bei neien Autoen, dat heescht Autoen, déi fir d'éischt immatrikuléiert ginn, géif spillen oder ob se och nach géif bei Okkasiounsautoe spillen, déi géifen ofgemellt ginn an dann erëm nei ugemellt ginn. Well wann een en Okkasiounsauto verkeeft, muss deen neie Proprietär dee jo umellen.

An ech stellen Iech elo konkreet d'Fro: Heescht dat, dass also een, deen en Auto keeft den 1. Februar um Autosfestival, loosse mer soen 100 Euro Autossteier bezilt an dass een, deen den 2. Mäerz hoergenee dee selwechten Auto mat deem selwechten CO_2-Ausstouss keeft, net 100, mee 150 oder 200 Euro muss bezuelen? Heescht et dat, dass Dir also de Berechnungsmodus esou applizéiert, dass en Auto, wat dee selwechten Auto ass, jee nodeem, wou en ugemellt gëtt, eng aner Autossteier huet wéi virdrun?

Wann et dat heescht, da stellen ech Iech konkreet d'Fro: Sidd Dir der Meenung, dass dat verfassungsrechtlech an der Rei ass? Sidd Dir also der Meenung, wann ech sollt - an Dir sot: „Dat spillt just bei Erstzulassungen" - den 2. Mäerz en Auto nei umellen, dass ech dann 200 Euro bezuelen, a wann ech den 2. Mäerz dee selwechten Auto als Okkasioun umellen, dass ech dann 100 Euro bezuelen?

Dat heescht, do sinn zwee Leit, déi mat deem selwechten Auto dee selwechten Dag an där selwechter Situatioun sinn, déi awer total ënnerschiddlech vun der Autossteier belaascht ginn. Wann Dir der Meenung sidd, dass dat verfassungsrechtlech am Aklang ass, dann hätt ech gären, dass Der haut de Lëtzebuerger dat haart sot.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eng Autossteier, Här Turmes, dat ass eng Steier. Ech hu kee Gesetzesprojet gesinn, à moins dass en elo op dem Site wier, deen déi nei Autossteier aféiert. Eis Verfassung seet awer, wann een eng nei Autossteier aféiert - den Artikel 99 -, dass een da muss e Gesetz maachen. An ech mengen och net, dass Dir einfach kënnt soen: „Mir hunn elo en neie Berechnungsmodell", wou awer den Ënnerscheed vun der Autossteier praktesch verduebelt gëtt, an da sot Dir: „Mee dat geet alles, ech brauch duerfir kee Gesetz ze maachen."

Kuckt emol eng Kéier d'Recoursen, déi sengerzäit bei dem Här Lux senger Autossteier den Automobillsclub gemaach huet, déi bis bei d'Verfassungsgeriicht gaange sinn! A mir hätte gär duerfir eng kloer Antwert vun Iech haut - Dir hutt jo nach 60 Minutten Zäit -, ob Dir der Meenung sidd, dass déi nei Autossteier, déi néierens ugekënnegt war, zumindest net vis-à-vis vun der Chamber, verfassungsrechtlech konform ass an ob dat geet, dass een dat einfach mécht, dass een e Modell ännert, ouni dass d'Chamber iergendwéi dozou misst hiren Aval ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, dass een d'Leit net mat an d'Klimaboot hëlt mat enger Bestrofungspolitik, mee virun allem mat enger Belounungspolitik.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A mir sinn der Meenung, dass dat net nëmmen d'CSV, mee sämtlech Oppositiounsparteien a souguer d'LSAP haut tëschent den Zeile gesot huet. A mir ginn d'Impressioun net lass, dass et hei e bëssen esou ass wéi fréier an der Schoul fir d'Kanner mat dem Lineal: Entweeder si hu gespuert oder si kruten der mam Lineal op d'Patten. A mir sinn der Meenung, dass dat net geet vis-à-vis vun de Bierger, well esou mécht ee kee Klimaschutz. Mir hätte gären, dass d'Leit mat an d'Klimaboot geholl ginn, an dat geet net mat deenen Iwwerrumpelungstaktike vun Akzisenerhéijungen, CO_2-Bepreisung an elo och nach der Autossteier.

Da gëtt gesot - ech hunn dat elo matkritt - vun de Kolleege vun déi gréng: „Et muss manner Stau sinn." Ma déi gréng si siwe Joer an der Regierung! Den Här Bettel, dee gëtt net midd ze soen: „Ech hätt gären, dass a fënnef Joer manner Stau ass." Da wiere mer zwielef Joer amgaangen. Mee ass de Stau dann zënter 2013 erofgaangen?

Dir sidd ugetrueden, fir alles aneschters, alles besser ze maachen. Dir hutt de Leit nëmme Lektiounen erdeelt déi Jore virdrun. A wat ass geschitt? De Stau ass net méi kleng, mee de Stau ass méi laang a méi grouss ginn. An d'Leit iergere sech dobaussen. Da sot Der: „Ma da solle se mam ëffentlechen Transport fueren!" Ech hunn e bëssen d'Impressioun, dass d'Leit bewosst an de Stau gesat ginn, fir dass se herno sollen op de Bus ëmklammen. Ma d'Busse maachen hiren eegene Stau! An et fiert net op all Uertschaft e Bus an engem Takt, wann d'Leit e brauchen.

Da gëtt gesot: „Majo, mir maachen elo de Bustransport gratis." Dee gëtt elo gratis, mat all de Reviementer, wat dann déi gréng Politik do dran ass. „An duerfir", an dat ass positiv dohinnergestallt, „gi mer awer net un d'Kilometerpauschal änneren." Déi bleift da bei 99 Euro. Majo, an Däitschland, do maache se eng CO_2-Bepreisung, mee wa mech net alles täuscht, gesäit awer de Klimapakt, dee se an Däitschland geholl hunn, fir déi Leit, déi wäit ewech wunnen, vir, dass do d'Kilometerpauschal net ... - well dat wäert Der an Zukunft probéieren ze maachen, dass déi ofgeschaaft gëtt, dat heescht, dass d'Leit nach eng véierte Kéier bestrooft ginn -, do setze se d'Kilometerpauschal an d'Luucht. An hei bei Iech sollen d'Leit scho frou sinn, dass Der net do drun - à ce stade - fréckele gitt!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Hutt Der schonn eng positiv Moossnam elo bruecht ..., fir d'Klima ze schützen?

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Jo, den Här Wiseler ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Wiseler huet der genannt.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Nee, den Här Roth.

(Brouhaha et interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo. Also et muss d'Recht sinn ... Jo, Dir kënnt elo laachen! Dat maacht Der ëmmer.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et ass jo déi nämmlecht Partei.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. An dat ass scho relativ penibel, mee mir kennen Iech ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Hei am Haus, wann ee gären d'Wuert hätt, da muss ee sech et froen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech hunn et, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An de Moment huet den Här Roth d'Wuert, a soss keen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo! Et muss d'Recht si vun enger Oppositioun am Interesse vun de Leit ... Well gleeft mer es, et si vill Leit, déi sech dobausse Gedanke maachen, déi mussen hiren eegenen Auto huelen an déi net mat enger Staatskaross ronderëmgefouert ginn, déi op d'Käschte vum Steierzueler bezuelt gëtt. Déi maache sech Gedanken, wat finanziell op si duerkënnt. An déi hunn och d'Recht, dass Oppositiounsdeputéierter d'Wuert froen, fir ze hannerfroen, wat hannert engem gutt duerchduechte Klimaplang, wéi Dir e selwer betitelt, stécht.

A wa mer bei den Akzise sinn, da stelle sech Froen. Dir sot jo dann: „Mir setzen elo d'Akzisen an d'Luucht, fir dass mer eng besser CO_2-Bilanz hunn." Okay. Dir setzt se an d'Luucht, well da gëtt den Differentiel mat de Belsch, mat de Fransousen, mat den Däitsche méi kleng. Mee sidd Dir dann der Meenung, dass d'Lëtzebuerger Bierger mat hirem Portefeuille mussen duerhalen, fir dass den Tanktourismus méi kleng soll ginn? Wann Dir där Meenung sidd, well dat schéngt jo awer de Constat ze sinn ... An dann hutt Der elo wéini an der Finanzkommissioun gesot, op eng Fro vun eis: „Wat maacht Der dann, wann elo d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch och nach hire Spritt méi deier maachen?", do hutt Der net ausgeschloss, dass Der dann nach dropleet. Mee da muss et awer d'Recht si vun enger Oppositiounspartei, fir dat emol kritesch ze hannerfroen!

An Dir sot: „Wat hätt Dir da gemaach?" Majo, Dir hat gutt Usätz, wéi Der an der Oppositioun waart. Wéi Der an der Oppositioun waart, sinn déi gréng net midd ginn ze froen an ze soen, et sollt ee vun den Akzisen, déi beim Tanktourismus erakommen, en Deel huelen an déi op d'Säit an e Futurefong setzen. Dir sidd elo sechs Joer ..., am siwente Joer sidd Der an der Regierung! Hutt Der dat gemaach? Nee! Dir hutt Konsumausgabe finanzéiert mat deene Suen, déi vun den Akzisen, vum Tanktourismus, vum Tubak a vu Gott weess net nach wat erakomm sinn. Dat heescht, Är eege Virsätz, déi Der als Gréng gemaach hutt, déi hutt Der an der Regierung verleegent.

A mir fannen et e gudden Usaz, an ech soen Iech dat hei riicht eraus, an den Här Wagner huet an eng änlech Richtung plädéiert, den Här Kartheiser och. Majo, wat wier da gewiescht, wann Der all Joers vun deene Suen, déi iwwert d'Akzisen erakomm sinn - well d'Akzise si jo net erofgaangen, wéi déi gréng do waren, si sinn éischter an d'Luucht gaangen -, wann Der déi Sue geholl hätt, Dir hätt se wierklech an e Futurefong geholl an Dir hätt gesot: „Ma mir begleeden zanter 2013, 2014 d'Leit positiv zu enger energeetescher oder enger Energietransitioun." Dat ass awer net gemaach ginn. Wat hutt Der gemaach? E Klimaprêt.

Gëschter hu mer driwwer geschwat: 22.000 Euro huet déi ganz Maschinnerie kascht, 22.000 Euro, méi ass do net geschitt! Eng PRIMe CAR-e, wou Der déi Suen hätt kënnen huelen. Wat hutt Der gemaach? De Marco Schank huet se agefouert, dunn hutt Der se

ofgeschaaft. Herno hutt Der se duerch en Abattement ersat an dunn hutt Der de Leit erëm e Subsid ginn. Eng Kakofonie sans pareil!

Mee dat hätt Der solle maachen. Wann een also e gutt duerchduechte Plang huet, dann hätt een dat sollen am Virfeld maachen. An dat kann ee jo och elo nach maachen. Mee hei si mer der Meenung, dass dat hei nëmmen eng Annoncëpolitik ass. D'Leit gi bestrooft an da gëtt emol gekuckt an enger zweeter Phas, wat mer maachen, fir d'Leit sozial domadder ze begleeden.

Mir sinn der Meenung, dass hei d'Leit a virun allem déi bezuelend Mëttelschicht, dat sinn „die Letzten beißen die Hunde". Do gëtt näischt fir déi Leit gemaach.

An da sot Der: „Mir kucken dann herno mat enger negativer Steier", dat heescht, da sollen d'Leit e Subsid kréien. Wësst Dir, wat eng negativ Steier vu 25 Euro de Mount kascht? Wësst Der dat? 2009 huet déi als Arbeitnehmerfreibetrag 55 Milliounen Euro kascht, 2009! Wann ech elo den Här Turmes an d'Madamm Dieschbourg richteg verstanen hunn, da kuckt Der, dass Der 150 Milliounen erakritt an Dir gitt de Leit erëm 75 Milliounen zréck iwwer sozial Moossnamen. Dat heescht, wann ech dat ëmrechnen, géif Der just all Arbeitnehmer 25 Euro de Mount kënne ginn.

Ech mengen net, mat all deene Moossnamen, déi Dir ugekënnegt hutt, dass déi Leit géifen ausgeglach ginn, an och net, dass besonnesch d'Mëttelschicht an déi kleng Leit, déi vun all Taxenerhéijung a soss nach belaascht sinn, domadder vun deem, wat un zousätzleche Chargen op si duerkënnt, entlaascht wieren.

Net entlaascht sinn domadder alleguerten déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen, déi op en Auto ugewise sinn. Hei si jo Leit, déi komme vu wäit. Dir kënnt dach net zum Jeff Engelen soen, dass dee sech moies an de Bus soll setzen, fir hei an d'Chamber ze kommen. Wéi soll dee Mann dat da maachen? An dat ass net nëmmen den Här Engelen. Et sinn alleguerten déi Leit, déi am Éislek wunnen, déi musse schaffe goen, géint Loun a Gehalt schaffe goen, déi op d'Schichte musse goen! Ma Dir kënnt dach net einfach soen: „Ma huelt den ëffentlechen Transport!"! Et geet emol keen Handy douewen!

(Exclamations et protestations)

M. Gilles Baum *(DP).*- Et ass awer net an der Pampa douewen, ey!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Grad wéi d'Stroosseluuchten!

Une autre voix.- Keng Konnexioun um Handy.

La première voix.- Wien huet dann hei d'Wuert? Wat en Niveau!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Zwee Bussen! Dat Duerf mat den zwee Busse gëtt et net. Et gëtt keen Handy douewen ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, Dir Dammen an Dir Hären, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- … d'Banannen hu keng Kären.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass dräi Minutten op aacht. Jiddwereen, jiddweree ka sech an den Heischtergronn beweege bei d'Madamm Hansen an testen, ob säin Handy do geet. Hiren Handy huet do keen Empfang.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, mir fuere virun, soss gëtt et awer ze spéit. Dir Dammen an Dir Hären, Heizung, Masutt a Gas, jo, do kënnt och eng CO_2-Bepreisung. Och dat spillt fir déi Leit, déi niddreg Léin hunn, niddreg Pensiounen. Sot mer dann elo - well ech näischt Konkreetes héieren hunn -, ech hätt haut gären héieren, wéi déi Leit dann ënnerstëtzt gi sinn. Eng nei Heizung kascht 10.000 Euro a méi. Wat soen déi Leit dann, wann déi déi Debatten hei héieren? „Muss ech elo meng Heizung ersetzen?" - „Wat kascht dat mech?" - „Wat kréien ech vum Staat bäi?"

Zu de Leit, déi Locataires hunn. Ännert Dir eist d'Mietgesetz, dass déi Leit, déi Locatioun hunn, doduerch entlaascht ginn? Well de Proprietär, dee mécht sech et einfach. Deen hëlt den Dekont vun der Coproprietéit an e reecht en einfach un de Locataire weider. Heescht dat, wann eng Coproprietéit hir Heizung ersetzt, ginn do net d'zousätzlech Käschten op de Locataire direkt oder indirekt ofgewälzt? Do kréie mer keng Äntwert.

An da wëll ech Iech awer just ... Virdrun ass gesot ginn, et sollt een net hei Gemengepolitik an Nationalpolitik matenee vermëschen. Et sëtzen awer eng Rei Buergermeeschteren heibannen. Ech wëll Iech emol op konkreet Problemer hiweisen - op konkreet Problemer!

D'Fotovoltaik, ech fannen dat eng super Iddi, dat ënnerstëtze mir, och vill Buergermeeschtere vun de Klimapaktgemengen, wou, mengen ech, d'CSV-Buergermeeschteren net d'Lanterne rouge sinn. Au contraire, si sinn do am Spëtzepeleton, virun allem den Här Kaes, den Här Lies, den Här Mischo, alleguerten déi sinn am Spëtzepeloton.

Déi meescht Schoulen …

(Interruption)

Mir sinn och net schlecht, mir verbesseren eis! Jo, jo. Ech wëll Iech e konkreet Beispill ginn, wann Der scho mam Fanger op mech weist, vun der Mamer Gemeng. Mir hunn eng Schoul, déi ass gebaut gi virun 10 bis 15 Joer, modernst Technik, wärmeisoléiert, Geothermie. An do hu mer da gekuckt, fir Fotovoltaikanlagen dropzemaachen. Do hu mer der am Summer mat Youth Solar dropgemaach, 200.000 Euro investéiert. Dat wëlle mer och op déi nächst Gebaier maachen.

Elo wëll ech Iech just soen, dass dat alles technesch absolutt ganz schnell machbar ass. Mee wësst Der, u wat dass et à ce stade scheitert? Un der Sécurité dans la fonction publique, well nämlech do gesot gëtt no deenen neiste Virschrëften, dass een net nëmmen einfach eppes op den Daach ka maachen, mee dass deejéinegen, deen dat installéiert respektiv den Entretien dovunner mécht, muss eng Nouttrap hunn, fir kënnen dorobber ze schaffen. Jo, ech maachen Iech just konkreet dorobber opmierksam.

En zweete Punkt: d'Vëlosweeër. Ma ech fannen dat eng super Saach. Mee frot emol an Ären eegene Ministèren no, wéi vill Problemer d'Gemenge gemaach kréie mëttlerweil, fir Vëlosweeër op ekologesch Aart a Weis ze amenagéieren! Well déi eng, an ech fannen dat richteg, den Här Bausch, dee plädéiert fir Velosweeër, mee déi selwecht Leit vun der AGE, dat heescht der Administration de la gestion de l'eau, déi selwecht Leit vun der Ëmweltverwaltung, déi soen dann, dass een hei oder do déi Vëlospist net amenagéiere kéint, well do Ëmweltoplage sinn. Emol keng Pilotprojete gi geneemegt.

Dann zu de Wandparken. Den Här Kartheiser huet virdrun d'Rechnung gemaach, en hat se och schonn an der Kommissioun gemaach. An ech fannen dat eng super Iddi, fir méi op Wandenergie ze setzen. Äner Länner maachen et. Wann ee vu Sterpenech an d'Land erakënnt, sti bei dem groussen Ikea Wandmillen.

Wa mer Äre Plang richteg gekuckt hunn, wat d'Ziler sinn, misst een eigentlech bis 2030 d'Eoliennen, dat heescht d'Wandmillen, an der Zuel verdräifachen. Verdräifachen! Här Turmes, majo ech géif Iech proposéieren - Dir hätt jo gär konkreet Proposen -, dass Dir als Staat higitt an e Plan sectoriel maacht vun zoulässege Wandparken oder eenzelne Wandmillen, well och eng eenzel Wandmillen, déi 200 Meter Héicht huet, déi kann hëllefen, dass ganz Uertschaften, wa se net ze grouss sinn, autark sinn, dat heescht, dass se kënnen déi Energie, déi se verbrauchen, och selwer domadder produzéieren. Dat fannen ech eng super Iddi.

Ech weess awer, wéi dat do an der Praxis geet. An et ass jo schonn indirekt an der Ëmweltkommissioun ugeklongen. Do wou déi Wandmille kee Mënsch géife stéieren, nämlech op der Weed, eventuell no bei de Bëscher, do gi se torpedéiert duerch de Schwaarzen an de Roude Milan. Wat ass d'Resultat? Si musse méi no bei d'Leit an da sot Der herno: „Et ass kee courageiérte Buergermeeschter, well soss hätt en nämlech dee Projet géint déi Bierger, déi sech dergéint opposéieren, ageriicht."

Mee maacht e Wandmillekadaster a setzt en ëm, zesumme mat de Gemengen, iwwert de Wee zum Beispill vu POSen! Bei engem POS hëlt de Staat d'Initiativ. Deen ass a véier bis fënef Méint duerch. An d'Bierger hunn d'Méiglechkeet, fir Asproch anzeleeë wärend der Prozedur. Si kënnen herno, wa se dat fir néideg halen, nach géint de Règlement grand-ducal, dee geholl gëtt, opponéieren.

Dat selwecht zielt fir d'Fotovoltaik. Kuckt emol, viru 25 Joer waren hei heftegst Diskussiounen op dëser Chamberstribün iwwer Häbicht. Do sollt eng Industriemülldeponie kommen. Mee ech soen Iech riicht eraus - deen Terrain läit zum Deel op dem Terrain vun eiser Gemeng -: „Majo wann den Terrain gutt genuch war, fir eng Industriemülldeponie do ze maachen, wou de Staat lues a lues sech selwer Terrainen akaaft huet, mee da muss deen Terrain, dee just niewent enger vun deene gréissten Tankstellen aus Europa läit, nämlech der Aire de Capellen, mee da muss deen Terrain jo och gutt genuch sinn, fir ze préiwen, ob een do net kéint e Fotovoltaikpark amenagéieren!" Mee ech soen awer: „Och do wäerten déi selwecht Lobbysveräiner - géint déi, déi fir d'Fotovoltaik plädéieren - herno kucken, wéi se esou e Park kënnen torpedéieren." An et ass dat, wat eis e bëssen u Kohärenz an Ärer Politik feelt.

Duerfir ass et hei e groussen Ënnerscheed tëschent Usproch a Wierklechkeet. Fakt ass: De Wee zum Zil ass onkloer. Mee glaskloer ass bei dëser Regierung, dass virun allem déi Schwaachst aus dëser Gesellschaft, dat sinn déi kleng Leit an dat ass déi breet Mëttelschicht, dass déi musse fir dee Klimapakt do bezuelen, well si hu keng Lobby.

Mir hätte gären, dass et zu Verbesserunge fir de globale Klima kënnt an net einfach zu Efforten, fir déi national Klimastatistik ze verbesseren, a virun allem, dass déi Kleng an d'Mëttelschicht net belaascht ginn, dass déi net zu Statiste vun Ärer Politik ginn. Eng positiv Klimavisioun gesäit fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, aneschters aus an ee gangbare Klimawee fir dohinner nach vill méi!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter 1992 an 2018 …

Plusieurs voix.- Mikro!

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat läit net u mir ... Elo ass en un.

Zënter 1992 bis 2018 sinn ongeféier 3.800 Milliarden Tonnen Äis a Grönland geschmolt. Dat huet dozou bäigedroen, datt de Mieresspigel ëm plus ou moins 10,2 Millimeter an d'Luucht gaangen ass. Dat ass eng Erkenntnis, déi kënnt mat Sécherheet net vu mir, mee déi kënnt vun engem Grupp vu 96 Wëssenschaftler vu 50 internationalen Organisatiounen. A si hunn och gesot, wann deen Trend géif esou weidergoen, da kéint een domat rechnen, datt bis d'Joer 2100 de Mieresspigel géif ëm 20 Zentimeter steigen. Wat dat fir Konsequenze géif mat sech bréngen, ech mengen, dat ka jiddweree sech hei ausmolen.

Dat sinn dramatesch Zuelen. Déi Zuele sollen u sech stellvertriedend dofir stoen, wat de Klimawiessel an Zukunft nach alles ka provozéieren. De Klimawiessel u sech gëtt jo haut, mengen ech, net méi a Fro gestallt. D'Ursaachen, doriwwer kann een natierlech kontradiktoresch diskutéieren, och wann nëmmen nach wéineg Wëssenschaftler mengen, datt et tëschent dem Klimawiessel an anthropogeenen Aktivitéite keng direkt Relatioun géif ginn.

Ech hunn och mat ganz groussem Interesse dem Här Kartheiser hei virdrun nogelauschtert. Trotz menge ganz bescheidene philosophesche Kenntnisser ass mer awer de René Descartes agefall, wéi Der Är och zum Deel philosophesch Iwwerleeungen hei gemaach hutt. Den Descartes huet emol eng Kéier gesot, un allem wier ze zweifelen. Dat ass och net falsch. Ech mengen, och um Klimawiessel kann een zweifelen, an an Ärer Ried huet een dat e bëssen erausgespuert.

Ech wëll allerdéngs eppes hei soen: „Wa mer d'Geschicht zréckdréien, hate mer natierlech schonn enorm Schwankungen, wat d'Temperatur ubelaangt, meeschtens zwar an déi aner Richtung. Dat heescht, datt mer éischter Äiszäiten haten. Et däerf een awer an där ganzer Iwwerleeung eppes net vergiessen: Et ass eng nei Donnée derbäikomm, an dat sinn eeben nun déi anthropogeen, mënschlech Aktivitéiten, an déi däerf een net ënnerschätzen."

Ech mengen also, souguer wa mer vun der Hypothees ausginn, datt keng Relatioun tëschent mënschlechen Aktivitéiten an dem Klimawiessel géif bestoen, wier et awer falsch - wier et falsch -, fir keng Initiativen ze huelen, fir géint de Klimawiessel Moossnamen ze huelen.

Ech bleiwen der Meenung, all Moossnam, all Moossnam, a sou kleng se och nach ass, wäert sech positiv auswierken, op d'Biodiversitéit zum Beispill. All Auto, dee muer net méi mat engem Verbrennungsmotor fiert, deen dréit derzou bäi, datt d'Loftqualitéit a menger Strooss, a menger Gemeng, an eisem Land besser gëtt. Also ass et vun deem Standpunkt hier gekuckt schonn net richteg, souguer wann een drun zweifelt, fir ze soen: „Mir brauchen näischt ze änneren, mir mussen näischt an Zukunft op deem Plang ënnerhuelen."

Dowéinst ass et fir eis als Demokratesch Partei jiddefalls wichteg, datt mer eng geziilt Konzeptioun entwerfen, wéi mer där ganzer Problematik kënnen entgéintkommen.

Mäi Kolleeg, de Max Hahn, huet op seng gewinnt kompetent an och engagéiert Manéier virdrun hei méi iwwert de globalen Aspekt vun deem Klimawiessel geschwat. Ech wëll mech hei virun allem op d'Landwirtschaft limitéieren, well ganz kloer ass, datt och d'Landwirtschaft an dem PNEC eng gewësse Roll muss spillen. An dat ass jo vun der Regierung esou virgesinn. Ech mengen, dat ass eppes, wat mir och ouni Zweifel kënne mat ënnerstëtzen.

Wann ech elo den Term Landwirtschaft hei gebrauchen, da beinhalt dat selbstverständlech awer och de Wäibau.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et ass nämlech grad, da soen ech elo emol d'„Agrikultur", déi eebe besonnesch ënnert de klimatesche Verännerunge leit, virun allem wat déi steigend Temperaturen ubelaangt. An et sinn Experten de Moment, déi mengen, datt mer eng Verlängerung vun der Vegetatiounsperiod souguer kréien, déi de Moment bei 244 Deeg läit, datt déi bis 276 Deeg ka klammen, mat all deene Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, zum Beispill wat den Ubau vu Mais ubelaangt, an natierlech och nach anere Konsequenzen, sief dat d'Erosioun oder d'Verdichtung vun de Biedem.

Wat evident ass, dat ass, datt d'Landwirtschaft fir eis e wichtegen Acteur ass am Kampf géint de Klimawiessel. A wéi gesot, d'Regierung huet jo hei eng Rei konkreet Punkte virgeluecht. Och wann eenzel Virriedner hei gemengt hunn, do wieren net genuch konkreet Iddien ze erkennen, mengen ech awer, datt, wann ee sech e bëssen domat auserneesetzt, een dann awer schonn erausspiert, wou u sech d'Rees soll higoen.

An d'Landwirtschaft ass och op, fir mat op dee Wee ze goen. Ech erënneren hei nach eng Kéier un déi gemeinsam Positioun, déi se elo virun dräi, véier Woche geholl hunn, wéi sech déi sämtlech Acteuren aus der Landwirtschaft zesummegesat hunn an e Pabeier ausgeschafft hunn a ganz offensiv duergestallt hunn, a wéi eng Richtung datt si wëlle matgoen. An och dat, mengen ech, ass e gutt Beispill dofir, datt een am Dialog awer och kann eppes fir d'Zukunft beweegen.

Plus ou moins 10 % - do ginn d'Zuelen auserneen, déi eng soen 8 %, déi aner soen 11 %, da kommt, mir verstännegen eis emol op 10 % - vun den Dreifhausgasen, déi kommen, wéi gesot, aus der Landwirtschaft. Zu Lëtzebuerg waren dat 2017 eng 691 Tonnen (veuillez lire: eng 691.000 Tonnen). Dat sinn Zuelen, déi ech vum Climate Innovation Lab hunn.

Dat ass de Mëtten och schonn hei richteg ugeklongen, mir wësse jo, datt och hei an der Landwirtschaft vill N_2O, also Laachgas, entsteet, deen iwwregens vill méi schiedlech ass wéi den CO_2. An duerfir gëtt et aus eiser Siicht eng ganz Rei vu Pisten, déi een um Niveau vun der Landwirtschaft kann developpéieren, an éischter Linn natierlech méi en effiziente Stéckstoffmanagement. Manner Ammoniak ass ouni Zweifel och besser fir eist Klima. Mir wëssen, datt natierlech duerch d'Déierenhaltung ganz vill Methan entsteet. Methan huet och eng ganz grouss Inzidenz op de Klimawiessel. D'Rannerzuucht ass eeben hei zu Lëtzebuerg och, kann ee soen, fir ronn 46 % zoustänneg oder responsabel bei den Emissiounen.

An deem Kontext da si mer och ganz séier bei der Ausbréngung vun der Gülle. Mir wëssen, datt dat e gréissere Problem duerstellt. An dowéinst si mer och der Meenung, datt hei nach besser Techniken agesat musse ginn.

Da ginn et natierlech awer och eng Rei Moossnamen, fir d'Emissiounen erofzesetzen. An ech kommen och do direkt op d'Biogasanlagen ze schwätzen. Dat ass keng nei Iwwerleeung, mee an deem Sënn ass et awer nei, datt mer deem Facteur Biogasanlagen an Zukunft vill méi Rechnung mussen droen. An och hei ass de Staat gefuerdert, nach vläicht zousätzlech Subventiounen ze ginn. Et däerf een net vergiessen, datt doduerch déi fossill Réistoffer ersat kënne ginn. An eiser Meenung no muss een och driwwer nodenken, ob net och méi individuell Biogasanlagen op gréisseren Häff kënnen installéiert ginn.

Vum Wuert Biogasanlag ass et net wäit bis bei d'biologesch Landwirtschaft. Et ass evident, an där Diskussioun hei däerf natierlech deen Aspekt net feelen. Mir däerfen net vergiessen, datt méi eng biologesch Bewirtschaftung vun eise Biedem och ouni Zweifel bedeitend zu engem effikasse Klimaschutz ka bäidroen. Bis 2025, steet jo am Regierungsprogramm, sollen 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch hei zu Lëtzebuerg biologesch kultivéiert ginn. De Moment si mer bei 5 %. Jo, et muss een einfach éierlech sinn: Et ass wierklech eng Zilsetzung, déi relativ héich läit. Ob mer déi erreechen, do kann ee vläicht liicht Zweifel hunn. Dat wëllt awer net heeschen, datt net all Moossname

mussen ergraff ginn, fir bis op dat Zil hinzekommen.

Jiddefalls, mir hunn awer eng positiv Entwécklung um Niveau vun de biologesche Betriber. 2015 hate mer der 30 mat 1.137 Hektar. An 2018 waren et der scho 77 mat 4.938 Hektar. Et wieren der souguer 104, wa mer déi nach derbäirechnen, déi de Moment an engem gewëssenen Ëmwandlungsprozess sinn. Eng änlech positiv Entwécklung kann een iwwregens och um Niveau vum Wäibau erkennen.

Mir wësse jo, datt biologesch kultivéiert Biedem ouni Zweifel CO_2-Senke sinn, well se eeben am Humus Kuelestoff kënne späicheren. An et däerf een net vergiessen: Eng Tonn Humus um Buedem ass 1,8 Tonne manner CO_2.

Da brauche mer mat Sécherheet och e bessere Grénglandmanagement. Ech wëll an deem Kontext och op eng Steigerung vun der Fudderqualitéit hiweisen. An da si mer och ganz séier bei der Heedréchnung. Och do gëtt et haut modern technesch Anlagen, fir eeben d'Hee besser ze dréchnen, fir datt dat och optiméiert gëtt, wat d'Qualitéit ubelaangt. Mir wëssen allerdéngs och, datt dat natierlech immens héich Investissementer fir eis Bauere sinn. An och dowéinst den Appell, vläicht vu staatlecher Säit aus esou Investissementer nach méi ze ënnerstëtzen.

D'Extensivéierung vum Grénglandass e weesentlechen an e wichtege Punkt. Och do kann een zwar eng positiv Entwécklung erkennen: 2015 hate mer 150 Kontrakter mat 1.730 Hektar. 2018 waren et der scho 533 (veuillez lire: 583) mat 6.429 Hektar.

Da muss awer an deem ganze Kontext d'Fro gestallt ginn - ech hunn elo nëmmen e puer Pisten opgezeechent, wéi d'Bauere sech kënne positiv abréngen, fir eeben och zu de Moossname géint de Klimawiessel bäizedroen -, ob dann net soll dat Ganzt och e Wäert kréien, an zwar well dat jo awer och am Interêt vun der ganzer Gesellschaft ass. Et ass net am Interêt an éischter Linn vun der Bauereschaft, mee et ass am Interêt vun eiser ganzer Gesellschaft. Duerfir kann een awer och d'Fro stellen, ob net och eng Klimaprimm soll agefouert ginn, fir eeben déi un déi Baueren auszebezuelen, déi d'Biedem esou kultivéieren.

Well et däerf een net vergiessen: D'Biedem sinn u sech deen zweetgréisste Kuelestoffspäicher no den Ozeanen, wat oft ënnerschätzt gëtt. An Däitschland zum Beispill gi méi wéi zwou Milliarden Tonne Kuelestoff an de landwirtschaftleche Biedem gespäichert.

Iwwer Gewässerschutz a Landwirtschaft kéint een natierlech eleng schonn eng hallef Stonn hei schwätzen. Mir wëssen, datt et och do eng direkt Relatioun gëtt. Dann ass een och ganz séier beim Asaz vun de Pestiziden, engem vun deene ganz grousse Problemer. Mee och do gëtt et haut scho méi mechanesch Manéieren, fir d'Onkraut ze bekämpfen. Och do huet d'Technik immens evoluéiert an och do ass et natierlech erëm eng Affär vum Käschtepunkt. A mir mengen, datt een an Zukunft och esou Moossname verstäerkt soll ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Landwirtschaft, genausou wéi de Wäibau wäerten natierlech an Zukunft net laanscht eng méi staark Digitaliséierung an och Robotiséierung kommen. Mir liewen nun eemol an deem Zäitalter. Et muss ee sech einfach bewosst sinn, datt déi romantesch Zäit, wou een nach de Bauer gesinn huet mam Päerd a mat dem Weenchen, definitiv eriwwer ass. D'Gesellschaft entwéckelt sech permanent. Mir sinn elo eeben am digitalen Zäitalter voll ukomm. An da kann och d'Agrikultur net haltmaachen. Et ass ouni Zweifel och en zentrale Facteur. An et däerf een och net vergiessen, datt duerch d'Digitaliséierung de Produktiounsprozess ouni Zweifel optiméiert ka ginn, zum Beispill duerch eng Reduktioun vun de cheemeschen Düngemëttel. Dat kann och dozou féieren, datt eebe manner phytopharmazeutesch Produkter agesat ginn.

Mir schwätzen dann natierlech vun engem Precisionfarming, also enger Agrikultur, wou am Fong computergesteiert Maschinnen en Deel vun der Aarbecht maachen. Mee de Virdeel ass, wéi gesot, datt dat och vill méi prezis gemaach ka ginn. Dat ass u sech haut dat modernt Bild vun enger Landwirtschaft. Ech ginn ze bedenken, datt zum Beispill 107 Milliarden Euro weltwäit all Joers um Landtechnikmaart ëmgesat ginn. Dat ass schonn en enorme Chiffer an dee wäert awer och mat Sécherheet an Zukunft nach an d'Luucht goen.

Evident ass et fir eis awer och, besonnesch, wat den Aspekt vun der Landwirtschaft a vum Wäibau ubelaangt, datt der Recherche nach méi eng grouss Roll zougedeelt muss ginn. Ech erënneren hei zum Beispill un den IBLA, den Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur. Déi haten och elo kierzlech en interessante Workshop iwwer Populatiounszorten. Dat ass och eng Strategie, fir géint de Klimawandel virzegoen, andeems datt een d'Kräizung vun ënnerschiddleche Linne virhëlt, fir d'Planzegesondheet eeben och ze verbesseren.

D'Solaranlage sinn eng zousätzlech Pist, déi ouni Zweifel nach vill Potenzial hiergëtt an déi och nach méi genotzt muss ginn.

Dernieft si mer als Demokratesch Partei och der Meenung, datt mer e sougenannte „Proteinplang" brauchen. Wat heescht dat? Majo, zum Beispill, datt mer fortkomme vun där héijer Importatioun vu Soja, well dat jo awer d'CO_2-Bilanz mat Sécherheet nach méi negativ duerstellt. Mir mussen also kucken, fir och hei déi Kulture méi ze fleegen, dat heescht, déi Leguminoseproduktioun muss nach erhéicht ginn. Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill en interessante Projet am Raum Capelle leeft, wou eeben elo scho mat Soja experimentéiert gëtt, méi spezifesch mat der Merlin-Zort.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Berodung. Well wa mer eis op esou engem héijen techneschen Niveau beweegen, dann ass et evident, datt net jiddwereen en ausgebilten Akadeemiker ka sinn. Dat ass mat Sécherheet elo guer net pejorativ gemengt, au contraire! Mee et ass awer wichteg, datt dann d'Leit awer vu qualifizéierte Mataarbechter dee Moment och ëmmer berode ginn.

An där ganzer Debatt hei kënne mer natierlech awer och net de Gaspillage alimentaire ignoréieren. Och de Gaspillage alimentaire huet bei der Bekämpfung vun dem Klimawiessel eng wichteg Roll ze spillen. Ech erënneren zum Beispill drun, datt d'EU schätzt, datt all Joers - dat muss ee sech emol virstellen! - 88 Milliounen Tonne Liewensmëttel eleng an Europa ewechgehäit ginn. Wann ee bedenkt, wat een nach vill méi Sënnvolles mat deenen 88 Milliounen Tonne kéint ufänken! Wa mer déi 88 Milliounen Tonnen net géifen ewechgeheien, da geet u sech d'FAO dovun aus, datt weltwäit 8 % manner Dreifhausgase produzéiert kéinte ginn.

Jiddefalls, eppes ass kloer: Wann ee Liewensmëttel produzéiert, da wäert dat och heeschen, datt mer natierlech an Zukunft CO_2-Ausstéiss hunn, mee duerfir solle mer awer just déi Liewensmëttel produzéieren, déi mer och wierklech brauchen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an där ganzer Diskussioun musse mer natierlech och e Wuert iwwert d'GAP verléieren, dat heescht déi Gemeinsam Agrarpolitik. D'Politik vun der Landwirtschaft gëtt net nëmmen eleng hei zu Lëtzebuerg gemaach, mee si gëtt virun allem och um Niveau vun Europa gemaach. Do sti mer u sech virun engem quasi neien Ufank. Mir mussen zwar deem neien Agrarkommissär och elo nach eng Chance loossen, an där neier Kommissioun. Mee wat wichteg ass, dat ass, datt et sech hei ëm en Instrument handelt, d'GAP, wat awer matentscheedend ass, wéi sech eng modern Agrikultur an Zukunft wäert entwéckelen. Mir sinn der Meenung, datt an Zukunft och vun europäescher Säit aus d'Biobauere vill méi staark mat mussen ënnerstëtzt ginn.

(Brouhaha)

Duerfir mengen ech och, datt d'GAP méi flexibel gestalt misst ginn. Jiddefalls ass kloer, datt an Europa d'Baueren, an dat ass och gewosst, méi fir de Klimaschutz an och d'Biodiversitéit maache mussen.

Et ass natierlech ëmmer relativ einfach, mam Fanger op déi aner ze weisen. Mee och jiddweree soll sech emol selwer an d'Flicht huelen an et soll elo kee soen, e géif net e Feeler maachen. Also ech wier dee Leschten, deen dat géif soen. An och wat de Konsument, de Rôle vum Konsument ubelaangt, sinn do nach ganz vill Méiglechkeeten.

Ech mengen, mir selwer hunn et an der Hand, fir de Marché zum Deel mat ze beaflossen. An et ass jo evident, well ech mengen, de Bauer ass e modernen Entrepreneur, deen no ekonomeschen Iwwerleeunge fonctionéiert, an dat ass och ganz evident, dat ass och verständlech. An deen orientéiert sech natierlech nom Maart. A wie beaflosst zum gréissten Deel de Maart? Majo, dat si mir selwer!

Eppes musse mer eis jiddefalls bewosst sinn, dat ass, datt an Zukunft bëlleg Liewensmëttel ëmmer méi rar wäerte ginn. Dat ass ganz kloer. An et ginn och Experten, déi soen, datt an 10 bis 15 Joer vill Liewensmëttel, a virun allem d'Fleesch, méi deier wäerte sinn.

Ech beruffe mech hei zum Beispill op d'Meenung vun der Berodungsentreprise Soil & More. Déi soen elo schonn, datt ronn een Drëttel vun der weltwäiter Agrarfläch esou degradéiert ass, datt d'Landwirtschaft an Zukunft einfach méi ökologiséiert muss ginn, wann d'Liewensmëttel bëlleg solle sinn oder wéinstens de reelle Präis sollen hunn.

Wa mer dat net maachen, datt d'Liewensmëttel de reelle Käschtepunkt erreechen, da ginn déi imputéiert op aner Plazen. Dann ass et evident, datt mer och vläicht méi Steiere musse bezuelen. An ech verweisen hei op eng Etüd aus Frankräich vun 2011. Do ass erauskomm: All Euro, deen de Konsument am Supermarché depenséiert, entraînéiert automatesch en zousätzlechen Euro, nëmmen eleng, fir d'Waasser ze klären. Dat seet also genuch. Ech mengen, mir mussen einfach dozou kommen, fir e sougenannten „true cost accounting" ze erreechen, dat heescht, datt fir déi Wuer, déi produzéiert gëtt, awer och de reelle Präis bezuelt muss ginn. An dann eréischt kann een, wéi gesot, dee Facteur Ëmwelt vill méi matintegréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et spiert ee jo awer an der ëffentlecher Diskussioun an de soziale Medien - déi ech mat Sécherheet elo net hei wëll verdamen, obwuel een dat heiansdo kéint maachen -, grad do, datt awer e sougenannten „agribashing" géint d'Agrikultur gemaach gëtt. De Bauer gëtt ëmmer méi e bëssen als de Béisen duergestallt, wéi wann et de Bauer wär, deen u sech eleng responsabel wär fir d'Verknaschtung vun eise Gewässer, fir d'Zerstéierung vun der Natur an esou weider. Natierlech gëtt et bei de Baueren, wéi an all Beruffsgrupp, net onbedéngt ëmmer nëmmen Engelen. Mee et ass awer falsch, fir ëmmer nëmmen ze pauschaliséieren!

An ech soen awer ganz däitlech am Numm vu menger Partei hei, datt mir jiddefalls déi Tendenz do net matdroen an datt mir eis dogéint stäipen an datt mir eis ganz sécher awer am Interêt vun de Baueren och wäerten an Zukunft do engagéieren.

Ech wëll dann zum Schluss och nach e Wuert iwwert d'Forstwirtschaft verléieren. De Max Hahn war scho kuerz drop agaangen. Ech mengen, si ass fir eis e ganz weesentlecht Element, well zwëschent Landwirtschaft a Forstwirtschaft besteet jo eng gewësse Relatioun. Mir sinn der Meenung, datt an Zukunft vill méi staark opgeforst muss ginn. Natierlech muss et sech dann ëm resistent Zorten, klimaresistent Zorten handelen an natierlech och standuertgerecht Bamzorten handelen. Ech menge schonn, et misst eng gewësse Bamplanzoffensiv hei zu Lëtzebuerg stattfannen. Mir begréissen duerfir och déi geplangt Förderkrittäre fir déi Leit, déi um Niveau vum Beemplanzen Initiativen huelen.

Erlaabt mer, vläicht zum Schluss och e Wuert nach iwwert de Gewässerschutz hei ze verléieren! Selbstverständlech, mir hunn hei scho ganz vill driwwer diskutéiert. Ech wëll dat net nach eng Kéier elo hei verdéiwen, mee et muss een einfach der Realitéit an d'A kucken: Wa mer e globaalt Bild vun der Situatioun vun eise Gewässerleef zeechnen, da muss een einfach éierlech sinn an et kann een net onbedéngt vu Freed an d'Luucht sprangen a soen, et wier alles an der Rei hei zu Lëtzebuerg.

Mir hu vill Efforten déi lescht Jorzéngte gemaach. Ech soe bewosst „déi lescht Jorzéngten", well et sinn och déi, déi virun dëser Koalitioun Responsabilitéiten haten. Et wär onfair ze soen, et wär ni eppes do geschitt. Och do ass eppes geschitt. Mee eppes ass kloer: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Retard, zum Beispill, wat de Kläranlagebau ubelaangt. Obwuel de Bau vu Kläranlagen ëmmer nëmmen eng Symptombekämpfung ass, musse mer awer, wéi gesot, do nach grouss Efforte maachen.

Da kënnt natierlech noutgedrongen d'Problematik vum Klärschlamm, déi jo och an dem Pabeier hei opgelëscht ass. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer eis mat deem auserneesetzen: Wat soll d'Destinatioun vum zukünftege Klärschlamm sinn? An och do gëtt jo eng national Strategie ugekënnegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht, zum Schluss awer nach eng kuerz Iwwerleeung ze maachen: Ech fannen et net gutt - an et huet ee vill Gespréicher gefouert déi lescht Wochen a Méint, sief dat mat den eegene Kanner, déi jo alt nach e gudde Krack méi jonk sinn, sief dat mat Jonken, an et hat ee jo och elo d'Geleeënheet, vill Entrevuen ze hunn -, et huet een e bëssen d'Impressioun kritt, wéi wann eng gewëssen Angscht géif entstoen, virun allem bei jonke Leit, datt se net déi richteg Liewensfreed hunn, och fir an d'Zukunft ze kucken, datt se net déi richteg Perspektive gesinn. Dat kann een novollzéien.

Ech soen awer ganz éierlech, ech widderhuelen dat hei, wat de Kolleeg Max Hahn sot: „Ech sinn awer frou a stolz, an enger Partei ze sinn, déi optimistesch denkt!" A mir hu Moyenen, mir hunn awer och Moyene fir déi Situatioun, déi grav ass! Et soll een dat net hei niéieren, mee et ass awer falsch, datt mer ëmmer erëm Messagen erausginn, wéi wann déi Welt kuerz virum Ënnergang wär. Dann ass et jo normal ...

(Interruption)

Dann ass et jo normal, datt déi Jonk ufänken, ech soen elo net, eng kollektiv Depressioun ze kréien, mee et ass jo awer normal, datt se sech awer dann esou vill Gedanke maachen, datt hir Liewensfreed drënner leit. Ma dat ass net gutt. Dat ass net gutt!

Dowéinst kommt, mir gi positiv Messagen eriwwer! Mir sinn eis eiser Verantwortung bewosst, mir ginn dat offensiv un, sou datt mer wéinstens dann awer all Mënsch mat an d'Boot kréien an net vu vireran ze vill eng Angscht schüren, déi eis am Fong geholl géif lämen, fir déi Initiativen an déi Investissementer ze maachen, déi noutwendeg sinn. Ech mengen, dat ass de Message. An ech si frou, wéi gesot, datt virun allem meng Partei deen hei ganz kloer wëllt vertrieden.

An deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Landwirtschaft huet am Zesummenhang mam Klimawandel eng ganz besonnesch Positioun. Oft gëtt dëse Secteur total ënnerschätzt, well en ekonomesch am Verglach mat enger Finanzplaz net vill hiermécht an och ëmmer manner Leit beschäftegt.

Et ass selbstverständlech ginn, dass mir zu all Moment e Risechoix u Liewensmëttel aus der ganzer Welt am Supermarché fannen, soudass d'Bewosstsinn, wéi ofhängeg mer vun enger gutt fonctionéierender Landwirtschaft sinn, fir all Dag iwwerhaapt eppes um Teller ze hunn, net immens grouss ass.

Am Kontext vum Klimaschutz a vum Ëmweltschutz musse mer déi Haltung iwwerdenken. Ronn d'Hallschent vun der Fläch vun eisem Land gëtt landwirtschaftlech genotzt. Wat op dëse Fläche geschitt, huet e groussen Impakt op de Klima an op d'Ëmwelt. Dat kann e ganz positiven Impakt hunn. Dat kann awer och en negativen Impakt sinn, ofhängeg vun der Aart a Weis, wéi eng Produktiounsmethoden ugewannt ginn. Den Afloss geet iwwer Lëtzebuerg eraus. Zum Beispill, wann eis Landwirtschaft e Fuddermëttel importéiert, da stellt sech do och d'Fro, wéi dëst Fuddermëttel iwwerhaapt hiergestallt ginn ass.

Bëscher, Grénglandgutt Akerland hu Capacitéiten, fir CO_2 anzelageren. Dës Chance musse mer notzen, déi muss genotzt ginn. Eng villfälteg Landwirtschaft ka Biodiversitéit fërderen, wougéint mat Pestizide behandelt Monokulturen de Géigendeel kënne bewierken.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Positiv ze bewäerten ass an deem Kontext, dass de Klimaplang zousätzlech Mesuren am Beräich vun der Forstwirtschaft virgesäit. Eis Bëscher hu staark ënnert der Dréchent gelidden an et ass warscheinlech, dass dësen Ekosystem weider geschiedegt gëtt, wann déi kommend Jore méi extreem Wiederkonditioune mat sech bréngen. De Schutz vun eise Bëscher an eng nohalteg Bewirtschaftung sinn e wichtege Baustee fir de Klimaschutz.

Zu engem Moment, wou mer probéieren, eng Klimakatastroph an e weltwäit Aartestierwen ze verhënneren, musse mer och an der Landwirtschaft déi richteg Decisiounen huelen. D'EU-Kommissioun huet dat an hirem Green Deal kloer annoncéiert an dëse Richtungswiessel wäert sech an där neuer PAC bemierkbar maachen. Zu deem Green Deal muss et dann awer selbstverständlech gehéieren, dass d'Baueren eng laangfristeg Perspektiv kréien, déi kloer weist, wouhin et geet, an dass fir dës Transitioun déi néideg Hëllefen och bereetstinn.

Mir maachen ëmmer erëm d'Erfarung, dass d'EU sech grouss Ambitioune gëtt, déi vun alle Länner begréisst ginn, a wann et dann drëm geet, e Budget dofir bereetzestellen, da geet d'Gestreits lass a jiddweree fënnt de Montant fir d'Landwirtschaft ze héich.

Wa mir eng Landwirtschaft wëllen, déi fäeg ass, sech op méi schwiereg a verännert Klimabedéngungen anzestellen, eng méi extensiv Landwirtschaft, déi mat manner importéiertem Dünger a Pestiziden auskënnt, déi d'Waasser an de Buedem schount, da musse mir als Gesellschaft dofir bezuelen. D'Baueren hunn e Recht op e gerechte Loun. Soulaang den internationalen Handel et net méiglech mécht ze garantéieren, dass importéiert Liewensmëttel bei der Produktioun genausou héich Oplagen hu mis-

sen anhalen, geet dat nëmmen, wéi bis elo, iwwer Subventiounen.

Eis Regierung muss sech dofir um EU-Niveau derfir staarkmaachen, dass och nom Brexit fir d'Landwirtschaft en EU-Budget zur Verfügung steet, deen der Héicht vun den Ambitiounen och entsprécht. Zumindest muss et awer méiglech sinn, zousätzlech national Bäihëllefen ze gi fir Ëmweltleeschtunge fir d'Landwirtschaft, wann et um EU-Niveau keen Accord méi fir e grousse gemeinsame Budget gëtt.

Här President, dann awer elo konkreet zum Klimaplang. Am Prinzip ass dat d'Fortféierung vun der Politik, déi dës Regierung sech an de Koalitiounsaccord ageschriwwen huet. Et wier dobäi interessant, méi detailléiert Chifferen ze hunn, wou mer haut genau mat den Emissiounen aus der Landwirtschaft par rapport zu 2005 stinn, an ze evaluéieren, wat fir eng Mesurë bis elo gutt Resultater bruecht hunn a wéi eng manner.

An der Landwirtschaft geet et jo oft ëm de Verglach vu verschiddenen Ubaumethoden a vun dem Notze vun ënnerschiddlechen Technologien, soudass et ëmsou méi wichteg ass, all dës Mesurë wëssenschaftlech ze begleeden an ze evaluéieren. Dofir brauche mer eng enk Zesummenaarbecht an eng kohärent Berodung vun de Baueren.

Laut der Synthees vum Klimaplang sollen do virun allem nei Mesurë fir den Emgang mat Piff agefouert ginn. An deem Kontext mussen d'Biogasanlagen an Zukunft méi eng grouss Roll spillen. Wéi schonn am Koalitiounsaccord festgehalen, sollen d'Färdermoossname fir d'Biogasanlagen iwwerschafft ginn. Ech denken, dass mir heibannen e breede Konsens hunn, dass d'Biogasanlagen um Enn vun der Verwäertungsketten esou wäit wéi méiglech mat Piff, Mëscht an organeschen Offäll bedriwwe solle ginn, an net mat Energieplanzen, déi extra dofir ugebaut ginn.

D'Färdergelder fir d'Biogasanlage sollten deementspriechend ausgeriicht ginn. Et muss dobäi ënner anerem gekuckt ginn, ob déi Gülleprämie, déi et am Moment gëtt, duergeet. Soufern néideg a méiglech sollten déi Biogasanlagen technesch op den neiste Stand bruecht ginn, fir dass méiglechst vill Methangasemissioune vermeit kënne ginn.

E Bäitrag zum Klima- an Ëmweltschutz wäert ouni Zweifel d'Ausdeenung vun de Fläche bréngen, déi no de Krittäre vun der Biolandwirtschaft exploitéiert wäerte ginn. Dës Regierung huet sech och hei en ambitiéist Zil vun 20 % Biolandwirtschaft bis 2025 gesat. Méi Detailer wäert do sécher den Aktiounsplang fir d'Biolandwirtschaft opweisen, dee geschwë presentéiert soll ginn. Ech sinn och hei schonn am Kontakt mam Minister, fir en Datum ze fannen, wéini de Minister an déi zoustänneg Kommissioun ka kommen, fir och den Deputéierten den Aktiounsplang ze presentéieren.

Gläichzäiteg musse mer awer och d'Konsumente mat an d'Boot huelen. D'Verständnis fir de Wäert vu Liewensmëttel, déi net nëmme vu gudder Qualitéit sinn, mee zousätzlech ëmweltschounend an am Respekt vun den Déieren hiergestallt sinn, muss staark gefërdert ginn.

Dës Wäertschätzung däerf sech net reduzéieren op e Präis. D'Gefill, dass Liewensmëttel eppes Wäertvolles sinn, verstäerkt d'Hemmschwell, fir Liewensmëttel ewechzegeheien an ze verbëtzen. Fir déi eeler Generatiounen, déi nach Zäite vun Narungsmëttelknappheet erlieft hunn, war dat en Tabu. Mam permanenten Iwwerfloss an deenen niddrege Präisser vu subventionéierte Liewensmëttel ass dës Hemmschwell erofgaangen.

Net zulescht brauche mer erëm eng besser Wäertschätzung vun de Baueren an där komplexer a wichteger Aarbecht, déi si leeschten.

An domadder soen ech Iech och scho Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mee virun allem och emol e Merci un alleguerten d'Deputéiert, well et muss ee bedenken, mir sinn elo zënter zéng Stonnen hei am Haus, an ech mengen, dat ass eent vun de groussen Zeechen dofir, wéi wichteg dass de Klima awer och eis Politiker ass, wa mer schonn elo zwanzeg vir néng nach ëmmer hei sinn an iwwert de Klima diskutéieren. Dofir och emol eng Kéier e grousse Merci un all d'Kolleegen aus der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut am Joer 2019. Jo, ech kéint dës Ried ufänke wéi en Intro vu Star Trek, an aleeden domat, wéi de Klimawandel all déi Joren a Jorzéngte virdrun net eescht geholl gouf, elo, wou mir virun enger Klimakris stinn, a mengen Ae souguer virun engem Klimanoutstand.

Bei Star Trek waren et iwwregens och d'Mënschen an hir Regierungen, déi mat falschen Entscheedungen de Planéit zugronn gewirtschaft hunn. Dat huet dann an engem drëtte Weltkrich a vill Leed geendegt. Mee bon, dat ass dach alles nëmme Sciencefiction - oder awer net?

All eenzele Punkt, dee mir haut vum Klimaplang diskutéieren, kann een op all Cent auserneenhuelen, mee dat wär nëmmen eng kuerzfristeg an naiv Siicht. Well et ass kloer, dass keng Milliarden, keng Trilliarden, egal a wéi enger Wärung, de Schued kënne reparéieren, dee mir eisem Planéit aktuell undinn. Waarde mir ëmmer weider of, wäerten de Planéit a säin Equiliber onwidderrufflech geschiedegt ginn.

All eenzel Persoun wäert hiert Liewen, wéi et haut ass, net méi erëmerkennen, an et droen net nëmmen immens héich finanziell Käschte fir all Land um Planéit, mee um Enn souguer en Enn vun eiser aller Liewen. Kee Krich, keng bis elo bekannte Katastroph wäert esou vill Doudesaffer fuerdere wéi eist Nethandele géint d'Klimakris.

Mir kommen haut op de Klimaplang an den Energieplang fir Lëtzebuerg ze schwätze wéinst engem EU-Reglement, dat virgesäit, dass all Land an der EU e Klimaplang muss presentéieren, fir d'CO_2-Emissioune bis 2030 ëm 50 % bis 55 % ze reduzéieren. Mir sinn also net hei, well dës Regierung dës Initiativ geholl hätt, mee well d'EU eis gefrot huet. Am Géigendeel, am Hauruck gouf an de leschten Deeg vum Kalenerjoer 2019 dës Diskussioun iwwert de Klimaplang opgesat, well d'Regierung spéit drun ass, ganz spéit! Eigentlech hätt de Klima deen éischte Punkt misse sinn, deen déi gréng viru sechs Joer hätte missen upaken.

An dann déi aner Fro: Wou ass eise Premier? Wou ass de Xavier Bettel? Zu New York? Mam Fliger? Dohin, fir eng Ried iwwert de Klima ze halen, awer zu Lëtzebuerg net derbäi ze sinn an och net beim Budget derbäi ze sinn? Dofir hu mir Piraten haut eng Vermëssteneanzeig geschalt, wou eise Premier hin ass.

(M. Marc Goergen montre une documentation.)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Eng Stärestonn am Lëtzebuerger Parlamentarismus!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, wou ass dann Äre Premier? Dir kënnt eis et jo soen!

Une voix.- All Respekt!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ma da sot eis et! Wat war dann haut esou wichteg?

M. Gilles Baum *(DP).*- A, ech weess et net. Ech hunn net säin Agenda.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An der Ausstellung zu Péiteng, Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ma ech kann Iech soen, wou e war: An der Ausstellung zu Péiteng, déi dräi Méint op ass, souguer weekends, déi war en haut besichen an en huet net hei iwwert de Klima beroden.

(Interruption)

M. Gilles Baum *(DP).*- En ass vläicht agelued ginn haut vun der Gemeng Péiteng. An Dir waart net derbäi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sou! Elo hale mer mat den Dialogen hei op!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zréck zum Last-Minute-Klimaplang vun der Regierung. Derbäi kënnt, dass trotz Nofro an der Kommissioun eis keng Etüden, Simulatiounen oder soss Zuele konnte virgeluecht ginn, déi kéinten erklären, wisou gewëssen Entscheedunge gewielt oder vernoléissegt goufen. Domat kann een dovun ausgoen, dass eng Hausse um Diesel a Bensinn einfach emol iwwert den Daum gepeilt ginn ass, genausou wéi deen zimmlech niddrege Präis vun dem CO_2 pro Tonn einfach emol eng Bauchentscheedung war.

D'Deputéiert kruten no laanger Waardezäit d'lescht Woch en Dokument vu grad emol 33 Säite virgeluecht, wou wéineg Konkreetes drasteet, mee vill Geschwafels. Dobäi nach eng butzeg PowerPoint-Presentatioun vun 13 Säiten an e Klimagesetz, dat och net fäerdeg ass an och nach net grad e super Androck mécht.

Dës Regierung verhält sech, wéi wa se eng Quizshow géif moderéieren: vill Froen, awer keng Äntwerte liwweren! Méi gëtt et wuel vun der Regierung zur Klimakris net ze soen. D'Léisungsusätz - wann et der iwwerhaapt ginn - liese sech wéi déi minimaalst Léisung, e bëllege Kompromëss, quasi an der Hoffnung, dass dëse Planéit sech wäert vun eleng retten.

Ma mir Piraten soen Iech, dass dat net de Fall wäert sinn! Wa mir als Politik elo net handelen an d'Richtung kloer virginn, da wäert dëse Planéit ënnergoen, a mir mat.

Mir Piraten hätten eis op jidde Fall eppes méi Konkreetes vun eiser anscheinend nohalteger Regierung erwaart. Vill ze laang gouf zu Lëtzebuerg gewaart a gezögert. Och no sechs Joer mat enger neier Regierung, wou déi gréng Partei mat an der Koalitioun ass, ass a puncto Ëmwelt- a Klimapolitik nach net vill erreecht ginn, wat ech haut a menger Ried och uprangere wäert.

De Slogan um Klimaplang ass fir mech Marketing ouni Inhalt: De Plang ass weeder ambitiéis nach innovativ, a sozial gerecht wäert en och net ginn, well en nëmmen déi wirtschaftlech Schwaach treffe wäert. Jo, Lëtzebuerg ass kleng. Mee och mir mussen eis Ëmweltbilanz däitlech verbesseren an als Virreider fir eng modern Gesellschaft mam gudde Beispill virgoen, eng mof Ëmweltpolitik, modern a fair fir jiddereen!

An net nëmme mir Piraten, mee all ëmweltbewosste Bierger hätt sech méi erwaart wéi dës ultrasoft Versioun vum Klimaplang, déi elo zur Diskussioun steet. Dat do ass kee Plang vum „Mister Energy", mee e Plang vum „Mister Kee-Courage".

(Interruption)

Mir Piraten sti kloer derfir an, fir d'Ziler vum Paräisser Accord ze erfëllen, souguer nach méi wäit ze goen, well mir sinn eis bewosst: Souguer mam Erreeche vun de Paräisser Ziler schwäche mir de Klimawandel am beschte Fall nëmme liicht of!

Wärend dës Regierung hei mat breeder Broscht untrëtt an deklaréiert, si wéilt d'CO_2-Emissiounen ëm 55 % senken, gesäit et aktuell zu Lëtzebuerg awer éischter düüster aus. Tatsächlech huet d'Regierung sech héich Ziler gesat, mee dës awer ganz oft net erreecht.

Wann een de Budgetsrapport 2020 (veuillez lire: den Avis zum Budget 2020) vun der Cour des comptes liest, da gesäit ee ganz eendeiteg, dass déi aktuell Klimapolitik vun dëser Regierung gréisstendeels gefuddelt ass. Kommt, mir kucken, wou dës blo-rout-gréng Regierung mat grénge Ressortministeren iwwerall versot huet!

Fir d'Klimapolitik vun dëser Regierung ginn et véier déck Datzen. Déi éischt Datz: Lëtzebuerg wäert 2020 säin Zil, d'CO_2-Emissiounen ëm 20 % géigeniwwer 2005 ze reduzéieren, net erreechen.

Déi zweet Datz: Lëtzebuerg wäert 2020 och seng 11 % erneierbar Energien nëmmen iwwer en Zuelentrick am Budget erreechen, andeems méi Biokraaftstoff an eise Spritt afléisst, e Kraaftstoff, deen aktuell gréisstendeels op Basis vu Palmueleg hiergestallt gëtt an op Decisioun vun der EU bis 2030 ganz verbuede soll ginn, well en net nohalteg ass. Et weist alt erëm, dass dëser Regierung näischt ze schued ass, fir herno mat schéinen Zuele kënne virun de Leit ze stoen.

Déi drëtt Datz: D'Cour des comptes zitt de Schluss, dass dës Regierung an de leschte Joren am Klimafong nëmmen d'Suen op d'Säit leet, ouni dës ze investéieren. Vun iwwer 400 Milliounen Euro, déi am Klimafong leien, sinn nëmme 60 % wierklech investéiert ginn.

Fir eis Piraten ass ganz kloer: D'Klimapolitik geschitt net um Spuerbuch! De Fong fir de Klima muss elo agesat ginn, fir elo Mesuren ze finanzéieren. A wann d'Regierung net weess, wat se mat deenen 180 Milliounen, déi am Dëppe leien, maache soll: Ma bezuelt se direkt deenen zréck, déi se am meeschte brauchen! D'Suen, déi fir de Klima agesammelt ginn, mussen direkt eent zu eent an Ëmwelt- a sozial Mesuren zréckfléissen.

Dann déi véiert Datz: Lëtzebuerg wäert seng Ziler an der Elektromobilitéit net erreechen. Eise Mobilitéitsminister hat 2017 jo ganz dichteg ugekënnegt, dass 2020 40.000 E-Autoen op eise Stroosse rulle géifen. Wéi ech an enger parlamentarescher Fro erausfonnt hat a wéi och d'Cour des comptes an hirem Avis festgestallt huet, gesäit d'Realitéit anescht aus: Vu 40.000 Elektroautoen huet Lëtzebuerg - haalt Iech fest! - keng 20.000, also keng Hallschent vum Zil, och keng 10.000, keng 5.000. Dir denkt elo: „Méi déif kann et net méi goen." Ma dach: aktuell nëmme ronn 2.000 Stéck. Dat ass schlëmm, oder? Dat ass dat, wat de Minister no sechs Joer sougenannter „grénger Mobilitéitspolitik" virweise kann!

Mee domadder net genuch: Wéi de Minister mir an der parlamentarescher Fro geäntwert huet, wäerte bis 2030 d'Hallschent vun den Autoen elektresch sinn.

Här Minister, 2017 hutt Der scho 40.000 versprach, 2.000 fueren der.

Une voix.- Wéi vill versprach?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, 40.000. Stellt Iech dat emol vir! An 2.000 fueren der nëmmen.

(Interruptions)

Éier Dir grouss Walverspriechen opstellt, sollt Dir da mam selwechte Courage politesch Entscheedungen duerchsetzen, well déi feele bei der aktueller erfollegsloser Ëmweltpolitik vun dëser Regierung.

Firwat net higoen an d'Subventioune fir Elektroautoen ab 2020 esou gestalten, dass virun allem Mënsche mat wéineg Akommes scho fir 100 Euro de Mount en Elektroauto kënne leasen, also kee Risenauto, mee e ganz normalen ëmweltfrëndlechen Auto, fir sech ze beweegen? Vläicht kréie mer jo mat eiser konkreeter Mesure déi 40.000 Autoen, vun deenen de Minister schwätzt, och un de Mann bruecht.

An deem Zesummenhang deposéieren ech och hei eng Motioun, an där mir fuerderen, dass ab 2023 all d'Tankstellen och Elektroschnellluedestatiounen a Waasserstoffstatioune mussen ubidden, natierlech aus erneierbaren Energien.

Wannechgelift, Här President.

Motion 9

D'Deputéiertechamber,

- ugesiichts vun der Mesure vum nationale Klima an Energieplang, eng Waasserstofftankstell ze erriichten,

- vu dass de Koalitiounsaccord virgesäit, dass Schnellluedestatiounen op den Autobunntankstelle sollen opgestallt ginn,

invitéiert d'Regierung,

ee Schrëtt méi wäit ze goen, soudass ab 2023 op all Tankstell am Land obligatoresch och musse Schnellluedestatiounen a Waasserstoffstatioune present sinn.

(s.) Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- No sechs Joer gréng-blo-rouder Ëmweltpolitik stelle mir Piraten a vill anerer am Land hei fest: D'Regierung huet fir 2020 versot a wäert hir ambitiéis Ziler net erreechen, well si keng ambitiéis Mesuren ëmsetze konnt a wollt. D'Fro, déi ech mer stellen: Wéi soll dat fir 2030 geléngen, an dat mat engem Klimaplang, deen d'Politik vun der Regierung erëmspigelt: ambitiéis Zuele virginn an onkonkreet, onprezis an onambitiéis Mesurë proposéieren?

Wa mer scho beim Theema Elektroauto waren, wëll ech och direkt mam Transport weiderfueren. Et ass bekannt, dass iwwert d'Hallschent vun de Lëtzebuerger CO_2-Emissiounen aus dem Transportsecteur kommen a virun allem den Tanktourismus dorunner schold ass. Fir deem entgéintzewierken, soll nieft der Akzisenerhéijung eng CO_2-Steier an d'Spill kommen. Op grad emol enger hallwer Säit erkläert de Klimaplang, dass dës CO_2-Steier vun ugefaange bei 20 a spéider 30 Euro pro Tonn CO_2 Auswierkungen op, zum Beispill, de Präis vum Diesel huet. Konkreet heescht dat eng Hausse vu fënnef Cent pro Liter Diesel, déi zousätzlech zu den Akzisen dropkommen.

Ee Bléck op Schweden: Do gëtt et esou eng Steier schonn zënter 1991. Se bedréit 115 Euro pro Tonn CO_2 a gëtt vun de Mënschen akzeptéiert. Dat ass elo en extreemt Beispill a Schweden, mee weist, dass déi lëtzebuergesch CO_2-Steier net wäit genuch geet. No der OECD misst de Mindestpräis vun der Steier bei 30 Euro leien. Verschiddene Wëssenschaftler no gräift esou eng Steier eréischt ab 70 Euro pro Tonn, fir iwwerhaapt emol en Effekt ze bréngen. Dës Steier weist: Wann et ëm konkreet Mesurë geet, hutt Dir als Regierung ze niddreg Ambitiounen. 20 oder 30 Euro pro Tonn sinn ze wéineg.

Des Weidere fënnt ee keng Beispiller aus anere Beräicher, wéi zum Beispill, wéi sech de Präis op Produkter wéi Liewensmëttel, Konsumprodukter, Kleedung a villen anere Produkter verhält.

Wéi ass et mam Kerosinn? Wisou net de Courage hunn an domat ufänken, dass um Findel keng Privatjetten nuets méi dierfe landen oder allgemeng dierfe landen? Well d'Privatjette sinn dee Fluchverkéier, deen am schiedlechsten ass. Mee do traut sech och keen drun!

Da froe mir eis, wisou eigentlech gréisstendeels nëmme versicht gëtt, den Autofuerer iwwer méi héich Sprittpräisser vum Verbrennungsmotor ewechzelackelen. Wisou zum Beispill net méi drastesch Mesuren huelen a soen: „All Diesel ënner Euro-5-Norm dierf einfach net méi

am Land fueren"? Dat wär emol eng sënnvoll Moossnam fir eis Ëmwelt. Si mer dach éierlech: Déi mat den décke SUVen oder Luxuslimousinne fueren, kréien ee vun der Firma ëmmer alles bezuelt! Déi wäerten och mat esou enger butzeger CO_2-Steier net op den ëffentlechen Transport ëmklammen.

Mir Piraten hunn u sech kee Problem mat enger Erhéijung vun de Sprittpräisser. Mee mir sinn net averstanen domat, wéi dës Regierung se ëmsetze wëllt. Well hei sinn et erëm déi kleng Verbraucher, déi bestrooft ginn. Mir fuerderen dofir, déi Remisen op dem professionelle Bensinn an Diesel ze verhënneren, dat via déi bekannten Tankkaarte vu Firmen ze verbidden. D'Tankstelle ginn iwwer hir Firmekaarte fir d'Camionsclienten de Präisënnerscheed a Form vun enger Remise erëm weider un den Ennclient, soudass et weiderhin interessant bleift, och zu Lëtzebuerg de Camion vollzetanken. Wärend den normale Konsument déi fënnef Cent op der Pompel wäert musse bezuelen, ginn déi déck Verbraucher dovunner net betraff.

Et ass elo just den normale Bierger, deen um Spritt wäert méi bezuelen, an net déi, déi am meeschte Spritt verbrauchen. De klenge Bierger bezilt de volle Präis inklusiv d'Hausse op de Präisser, mee déi professionell Clienten, déi also oft déi décksten Autoen hunn, kréie Remisen op der Pompel. Verréckt, oder?

Dofir froe mir Piraten, dass dës Remisen um Spritt verhënnert ginn, a jidderee soll dee selwechte Präis op der Pompel bezuelen. Dat wär eng mof a fair Ëmweltpolitik!

Dofir ënnersträiche mir Piraten d'Wichtegkeet, dass d'Suen, déi duerch d'CO_2-Steier agedriwwe ginn, de Leit um ënneschten Enn erëm zur Verfügung gestallt ginn, an net der ieweschter Schicht am Land. Heifir feelt am Klimaplang all Spuer vu konkreete Mesuren. Ausser eventuelle Steierkreditter näischt ze liesen!

Dat fanne mir guer net gutt a mir froen eis: Wann d'Sozialpolitik vun dëser Regierung et bis elo nach net verhënnert huet, dass d'Leit ëmmer méi an d'Aarmut rutschen, wéi soll dat dann am Kader vum Klimaplang besser ginn?

Hätt d'Regierung wierklech Sozialmesuren op der Säit, hätt se déi roueg kënnen am Klimaplang abauen. Wéi eng Projete gi finanzéiert? Wéi héich sollen d'Steierkreditter d'Leit entlaaschten? Dat si Froen, alles dat si Froen, déi de Klimaplang beäntwerte misst. Bei eiser Regierung: Feelanzeige!

Fir eis Piraten ass et kloer: D'CO_2-Steier huet de Risiko, dass se, wa se net uerdentlech agesat gëtt, eng onsozial an ongerecht Mesure ass, déi virun allem déi kleng Leit trëfft.

Mir Piraten gesinn och déi aktuell Autosteier als problematesch un. De Problem ass, dass hei de Besëtz vum Auto besteiert gëtt an net d'Benotzung nom Pollueur-payeur (veuillez lire: nom Pollueur-payeur-Prinzip). Déi aktuell vum System profitéieren, sinn déi mat den décke Paien, déi sech d'SUVen an d'Luxuslimousinne leeschte kënnen. Fir dat ze änneren, proposéieren ech an dëser zweeter Piratemotioun, d'Benotzung vum Auto iwwer eng Autovignette fir jiddereen ze besteieren.

Wannechgelift!

Motion 10

D'Deputéiertechamber,

- vu datt d'Autosteier enger Reform soll ënnerzu ginn,

- op Basis vum Prinzip, datt d'Benotze vun engem Gefier soll nom Pollueur-payeur-Prinzip besteiert ginn an net de Besëtz,

invitéiert d'Regierung,

- e Vignettësystem anzeféieren,

- d'Präisser fir dës Vignette baséierend um CO_2-Ausstouss vum Gefier (zum Beispill WLTP) festzeleeën,

- eng Vignette esou ze gestalten, dass den Notzer dës Vignette bequeem iwwer App oder iwwer e Prepaidkaartesystem op verschiddene Verkafsplaze kafe kann.

(s.) Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Hutt Der nach vill Motiounen, well Är Riedezäit ass eriwwer?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, nach eng. Ech schwätzen direkt zu deene Motioune mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An ech wëll Iech just soen: Ech applizéieren d'Reglement.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Okay.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An d'Reglement seet, dass een d'Riedezäit net mat de Motioune ka cumuléieren. Ech hunn dat d'leschte Kéier esou applizéiert, ech wäert et och esou applizéieren. Gitt also Gas!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mat eiser Stroossevignette ass et méiglech, dass jiddereen, deen eist Stroossennetz benotzt, baséiert um CO_2-Ausstouss vu sengem Gefier an op den Dag, wéini e säi Gefier benotzt, besteiert gëtt.

Konkreet: Déi aktuell Autosteier fält ewech, dofir bucht e Fuerer bequeem via App déi Deeg, wou e fuere wëllt, pro Dag, Woch oder Mount. Fir déi Leit, déi keen Internetuschloss hunn, kann een déi Vignette natierlech och am Shop kafen.

Den total falsche Wee ass awer dee Punkt, deen elo d'Regierung wëlles huet, andeems just nei Autoen, déi elo nei wäerte kaf ginn, mussen eng Autosteier bezuelen. Och do koum vum Minister Turmes an der Ëmweltkommissioun leider keng Äntwert. Mee awer dofir koume ganz vill Froen, wéi et da mat dem ëmmer méi groussen Okkasiounsmarché ass. Ech kierzen einfach e bëssen, da komme mer e bëssen eraus.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, Dir deponéiert Är Motiounen an ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hunn der jo elo schonn zwou deponéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Majo, dann deponéiert och nach wannechgelift déi aner, well …

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech kommen direkt zu de Motiounen.

(Interruption)

Mir wollten nämlech ..., hei ass e ganzt Kapitel, wou mer d'Regierung fir hir Solar- an Energiepolitik wollte luewen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ma Dir hutt …

(Hilarité)

Ech mengen, Dir hutt …

(Hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech iwwersprangen dat dann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech mengen, Dir hutt gedeelt wéi d'Pissinger mat de Kueben, d'Riedezäit an Ärem Groupe technique!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech iwwersprangen dat dann. Jo, mee ech iwwersprangen dat dann elo einfach an da komme mer zum eigentleche Sënn vun där Motioun och an der Energie. Da kann ech Iech déi deposéieren. Da sinn ech nämlech elo ganz bei der Motioun.

An zwar: Déi Motioun, déi dréit sech dorëms, dass Lëtzebuerg aus de Bëllegflagge soll erausklammen. Ech wollt a menger Ried nach eng Kéier erklären, wéi schlëmm dass mir dat fanne mat de Schëffer, déi op de Weltmierer fueren an iwwer Lëtzebuerger Dumpingsteieren do mat eise Fändele fueren. Deementspriechend deposéiere mer do eng Motioun, fir aus de Bëllegflaggen erauszeklammen.

Motion 11

D'Deputéiertechamber,

- ugesiichts vum ambitiéisen Zil vum nationale Klima- an Energieplang, fir déi lëtzebuergesch CO_2-Emissioune fir 2030 ëm 55 % par rapport zum Joer 2005 ze reduzéieren,

- ugesiichts vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 876 vum 8. Juli vun de Piraten, wou confirméiert gëtt, dass insgesamt 216 Schëffer mat 1,4 Milliioune Bruttoregistertonnen am lëtzebuergesche Séiregëster ugemellt sinn,

- ugesiichts vun der Studie vun der internationaler Séischëfffaartorganisatioun (International Maritime Organization) vun 2014, déi den CO_2-Ausstouss vum globale Schëffsverkéier op 938 Milliounen Tonnen CO_2-Emissioune schätzt,

- ugesiichts vum Rapport vun 2018 vum Commissariat aux affaires maritimes, dee preziséiert, dass Problemer bei den Aarbechtsbedéngungen op lëtzebuergesche Booter bestinn,

invitéiert d'Regierung,

aus dem Steiergeschäft mat de Bëllegflaggen erauszeklammen an nëmmen nach Schëffer fir d'europäesch Banneschëfffaart an de Séiregëster opzehuelen.

(s.) Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- An dann déi nächst, dat ass e bësse méi eng kriddeleg. Déi hätt ech dofir gären e bësse méi erkläert. Mee ech kann Iech awer elo eng Kéier kuerz soen, fir eis ass et nämlech en No-Go an ech erklären Iech kuerz wisou: Wat eis zum Schluss am Dossier erneierbar Energien awer batter opstéisst, ass, dass Ministere laut hirer offizieller Deklaratioun Undeeler u Firme besëtzen, déi Solarinstallatiounen, Wandrieder souwéi verbonne Servicer ronderëm d'Energie verkafen, a soumat hir Firme vun de Subsiden an all de Moossnamen, déi si elo entscheeden, vläicht selwer matprofitéieren. Dat ass, bei aller Léift fir d'Ëmwelt, fir eis Piraten en No-Go a stellt bei eis ganz kloer en Interessekonflikt duer.

Dofir hei eis véiert Motioun, wou mir d'Regierungsmembere mat méiglechen Interessekonflikter bieden, all hir Undeeler u Firmen, déi duerch hir Klimapolitik profitéieren, ofzeginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wannechgelift!

Motion 12

D'Deputéiertechamber,

- ugesiichts vum nationale Klima- an Energieplang an notamment sengem Zil, erneierbar Energien zu Lëtzebuerg auszebauen,

- bewosst, dass duerch d'Klima- an Ëmweltpolitik de Marché vun den erneierbaren Energien duerch staatlech Subventiounen an Investitioune massiv wäert gestäerkt ginn,

- wëssend, dass verschidde Regierungsmemberen no hiren Deklaratioune Participatiounen an Energiesocietéite besëtzen an doduerch direkt vun der Klimapolitik vun der Regierung profitéieren,

- vu den Artikel 4 vum Deontologiekodex vun der Regierung, dee beseet, dass Ministeren an Deliberatiounen am Regierungsrot, an deene si en direkten Interêt hunn, net däerfen deelhuelen,

- schlussfollgerend, dass Participatiounen a Societéiten en direkt Interessi duerstellen,

invitéiert d'Regierung,

- bei de Ministere mat Participatiounen an Energiesocietéiten ze intervenéieren, fir dass dës hir Participatiounen a Societéiten, déi direkt vum nationale Klima- an Energieplang wäerte profitéieren, bis zum Akraafttriede vum Plang verkafen.

(s.) Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Bon, ech hoffen, dass doduerch jo net en Allgemengverdacht elo hei optaucht!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jidderee kann d'Deklaratioune vun de Ministeren nokucken.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Da komme mer op dee virleschte Riedner. Dat ass den Här Paul Galles.

(Interruptions)

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen Iech a mir selwer e Gefalen: Ech hale mech ganz kuerz.

(Exclamations)

Dat Allermeescht ass gesot, mengen ech. Mee ech wëll awer trotzdeem virausschécken …

Une voix.- Awer net vu jiddwerengem!

(Hilarité et interruption)

M. Paul Galles *(CSV).*- Ech hale meng Ried ganz kuerz, net mech selwer.

(Hilarité)

Ech wëll awer virausschécken, dass ech op dëse PNEC gewaart hunn an dass et en Theema ass, wat mech immens interesséiert, un deem ech mat ganz vill Freed schaffen, bei deem ech wëll bäiléieren a fir dat ech mech wëll asetzen. En Theema, wat mer ënnert den Neel brennt an, wéi ech schonn haut de Moie gesot hunn, vun deem ech och iwwerzeegt sinn, dass et héich Zäit ass, dass mer un deem Theema do schaffen, well eeben d'Klimapolitik elo en Theema ass, fir dat et héich Zäit ass, dass mer eis Verantwortung mussen huelen, fir déi Saachen, fir déi mer verantwortlech sinn, dass mer esou wäit wéi méiglech all Betraffe mat an d'Klimaboot mussen eranhuelen an dass mer et packe kënnen, dat Schlëmmst op deene meeschten Tippingpoints nach ze vermeiden.

Dat alles mat engem fundamentalen, grondleeënde Prinzip, wou mer net midd ginn, dee Prinzip ze widderhuelen, nämlech mat ambitiéisen Ziler, déi virun allem eppes sinn: nämlech realistesch! Oder wéi eng Agence et op der COP deemools formuléiert huet: „from vision to transition", net nëmme Visiounen, grouss Ziler, ambitiéis Saachen, mee kloer Ziler, déi mer kënnen ëmsetzen an déi mer kënne realiséieren.

An ech hat schonn de Moien ugedeit, dass ech, grad well ech op dat Theema gewaart hunn a well ech un deem Theema wëll schaffen, wéinst e puer Grënn emol eng Kéier net frou sinn, an dat wëll ech och nach eng Kéier hei soen. An dat läit net drun, dass mer elo de PNEC doleien hunn. Et läit drun, dass ech den Androck hunn, dass dëse PNEC net esou ausgeräift ass, wéi en et verdéngt, an zwar ambitiéis Ziler ze hunn, déi realistesch sinn. Well ambitiéis Ziler brénge jo just dann eppes, wa se kënnen tatsächlech realiséiert ginn. A wann dat net de Fall ass, da kënne mer eis Ziler esou ambitiéis formuléieren, wéi mer wëllen: Si brëngen eis hannen um Enn iwwerhaapt näischt!

Wat kéint dann do zum Beispill hëllefen? Ech hunn a mengem Werdegang missen ëfters un engem Plan d'action, un Aktiounspläng schaffen. An dat war vill Aarbecht an dat war ëfters och eng Ustrengung, soe mer emol esou. Awer duerno stoung och villes an deem Plan d'action dran, well eebe vill dru geschafft gouf. Déi grouss Ziler waren ënnerdeelt an Ënnerziler an déi Ënnerziler waren ënnerdeelt an Ënnerënnerziler an a konkreet Aktiounen, Finanzéierungen, Ressources humaines, déi gebraucht ginn, fir se ëmzesetzen, Indicateuren, fir se ze kontrolléieren, responsabel Acteuren, en Timetable an och Mesuren, déi gräifen, a wat geschitt, wann dat alles net antrëfft.

Do stoungen dran: kloer Aufgabe vun deene Gremien, déi domat beschäftegt sinn, fir de ganze Prozess ze begleeden, e klore Plädoyer fir Transparenz a fir Evaluatioun, eng systeemesch Analys, woufir dass dat, wat mer eis virgeholl hunn, bis elo nach net geklappt huet, a wat mer elo mussen änneren, fir dass et endlech klappt. Alles Saachen, déi ech an dësem PNEC leider vermëssen!

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Ech mengen, hei läit an deem ganze Prozess allerhéchstens den allerallerléischte Schrëtt vir. An et deet mer leed: Dat ass mir ze wéineg! De PNEC aus Éisträich huet mengen Informatiounen no 254 Säiten.

Ech denken dofir, dass hei net dat geleescht gëtt, wat d'Lëtzebuerger Land am Moment wierklech verdéngt a wat mer em schëlleg sinn. Well mir sinn dach an där spezieller, an där immens interessanter Situatioun fir eis alleguerten, dass praktesch all Mënsch hei am Land iergendwéi elo mam Theema Klima, Klimapolitik a Beréierung kënnt. Et ass elo de Moment, fir mat de Leit ze schaffen, well all Mënsch ass drop sensibiliséiert.

Dat, wat d'Land verdéngt huet, ass dofir eng detailléiert Strategie, wéi mer net nëmme virun allem eis national an europäesch Ziler kënnen ofhaken, mee wéi mer hannen um Enn konkreet dem Klima hëllefen. De PNEC dierf keen Instrument a keen Dokument sinn, fir zu Bréissel eis Schëllegkeet ze dinn - well ech hunn heiansdo den Androck, dass et elo dorëms virun allem geet an dass mer elo ganz séier dës Debatt nach am Dezember mat duerchgezunn hunn -, mee et muss en Instrument an en Dokument sinn, fir hei zu Lëtzebuerg d'Jalonen ze setzen, an zwar kloer Jalonen, déi mer zesummen decidéieren, fir hei am Land d'Klima ze schützen a fir Zeechen ze setzen, fir och anerer ze motivéieren, oder nach besser, se aktiv mat an d'Boot ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat an der leschter Zäit d'Chance, mech ganz vill mam Klimapakt ausenanerzesetzen. Woufir? Dir hutt et héchstwarscheinlech op de soziale Medie kënne kucken: Mir hunn do als CSV immens vill an eng interessant, staark Aarbecht geleescht, andeems mer a vill Gemenge gaange sinn, wou Leit vun eis och Buergermeeschter sinn, net nëmmen, mee och gekuckt hunn, wéi de Klimapakt do ëmgesat gëtt.

Woufir ass dat esou interessant? Well et hei ëm d'Gemenge geet, an zwar ëm dee Beräich, deen, wéi de Marco Schank et ëmmer seet, „no bei de Leit" ass, do, wou d'Leit tatsächlech sinn, do, wou d'Liewe spillt, do, wou Klimapolitik konkreet gëtt, do, wou se sech an der Realitéit bewäert, do, wou genau dat mat den ambitiéisen Ziler geschitt, wat dat Bescht ass, wat fir ambitiéis Ziler iwwerhaapt ka geschéien, nämlech dass se mat der Realitéit konfrontéiert ginn, dass erausfonnt gëtt, ob et iwwerhaapt geet, ob et klappt an ob se ëmgesat kënne ginn, fir dass se eppes brëngen an net herno nëmmen um schéine Pabeier stinn.

An do, an deem Klimapakt, do entsteet immens vill Kreativitéit. An dat Spannend um Klimapakt ass jo virun allem de Facettëräichtum, deen do entsteet. An et ass jo fantastesch ze gesinn, wat d'Gemengen alles maachen, wa se d'Moyenen dofir kréien, wéi ënnerschiddlech dat ass a wat alles dobäi erauskënnt, wat

deene konkreete Gegeebenheeten och vun deenen eenzelne Gemengen entsprécht. A ganz vill vun eis heibannen, déi wëssen dat, well se selwer do matgeschafft hunn, aus eegener Erfarung.

De Klimapakt, gebueren aus dem Koalitiounsofkommes 2009 an eng Weiderentwécklung vum Klimabündnis, representéiert fir mech e puer kruzial Punkten, vun deenen ech mengen, dass se fir eis ganz Klimapolitik kruzial op nationalem Plang kënne sinn.

Éischtens, dass en op Fräiwëllegkeet baséiert an also opgrond vun Incentives funktionéiert. A genau dat wënschen ech dem PNEC: déi richteg an déi ugemoossen Incentivespolitik. Oder, wéi een et och nach nenne kéint: Se alleguerte an dat berüümt Klimaboot mat eranhuelen, well se gäre mat dra sinn a well se fräiwëlleg mat eraklammen.

Am Moment beweege mer eis vill ze vill an der Stëmmung vun enger Verbuetspolitik oder vun enger Mentalitéit, déi viraussetzt, et kéint eng Verbuetspolitik sinn. A ganz vill Leit sinn dofir ganz skeptesch gi vis-à-vis vun eiser Klimapolitik. Eng Verbuetspolitik, dat hëlleft eisen ambitiéisen Ziler net.

Dat Zweet, wat de Klimapakt mech geléiert huet a vu wat ech mengen, dass mer et onbedéngt op den nationalen Niveau missten iwwerdroen, ass d'Visibilitéit am direkte Kontakt mat de Leit. Dat ass de Virdeel vum Klimapakt. Wa mer wëllen, dass d'Leit alleguerten am Land dat bäidroen, wat si bäidroe kënnen, da muss de Klimaschutz hinnen an hirem Alldagsliewe ganz konkreet begéinen. Dat ass dee Wee, op deem ech zumindest geléiert hunn, wéi kruzial et ass, déi Wuerzelen ze verteidegen an ze schützen, aus deene mer kommen: nämlech eise Planéit, eise Buedem, eis Bëscher, eis Biodiversitéit, eis Stécker, eis Déierewelt an esou weider an esou virun.

An drëttens, wat de Klimapakt mech geléiert huet: d'Zesummenaarbecht op ganz, ganz villen Niveauen, wéi zum Beispill mam Klimateam oder mat haaptamtleche Beroder. Do passéiert esou villes, wat dem Klimapakt an all deene Gemengen do hëlleft. Dat ass eent vun de Geheimnisser vun dem gudde Funktionéiere vum Klimapakt.

An dofir ass et esou wichteg, wa mer dës Klimapolitik hei wëllen ëmsetzen, wa mer dëse Klimaplang wëllen ëmsetzen, dass mer dann eng national Kommissioun fir de Klimaschutz hunn, zesumme mat de Gemengen, der Zivillgesellschaft, den ONGen, de Gewerkschaften, dem Patronat. Dat kann och e Thinktank sinn, do, wou nei Iddien entwéckelt ginn.

Awer zugläich muss ee sécherstellen, dass esou eng Kommissioun mat den héchste Vertrieder besteckt ass, fir dass et net einfach nëmmen en Alibiargument ass. Well d'Prioritéit vum Klimaschutz ass eis alleguerten elo iwwerdäitlech, Klimaschutz ass net méi sekundär oder tertiär a gëtt och net méi niewebäi gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert dofir mat ganz vill konstruktivem awer och mat kriteschem Geescht an Interessi d'Entwécklung vum sougenannte Klimapakt 2.0 beobachten a begleeden. Do musse menger Meenung no d'Circular Economy mat eran, d'Theema Zero-Waste, Zero-Emission, Zero-Poverty, wa mer beim sozialen Theema sinn. An natierlech och iergendwéi d'Theema, endlech emol d'Theema Wuesstum mat an déi Diskussiounen eranhuelen an och op den Niveau vun de Gemengen hin iwwersetzen! Wéi stellt sech eng Gemeng op a wat erwaart se vu sech selwer, fir fair mat de Bierger, mat der Gemeinschaft, mat der Natur an der Ëmwelt ëmzegoen?

Dozou war awer och nach eng aner Fro. Am Beräich Industrie a KMU gëtt vun engem „Klimapakt+" geschwat. Ech géif ganz gäre wëssen, wat domat gemengt ass, d'autant plus well haut de Moien hei am Haus eng Resolutioun (veuillez lire: eng Motioun) vun eis ofgeleent ginn ass, an där mir e Klimapakt fir d'PMEe verlaangt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, de PNEC weiderhi méi genau ënnert d'Lupp ze huelen ënnert dem Bléckwénkel vum Klimaboot, an deem mer eis wënschen, dass se alleguerte matmaachen, Jonk an Al, Räich oder Aarm.

An der Kommissioun virun e puer Deeg war do no dem Timetable gefrot ginn, wéi et elo weidergeet. Dir hutt vu Consultations publiques geschwat, déi am neie Joer virgesi sinn. Ech fannen dat immens wichteg a géif Iech gäre froen, wéi déi ausgesinn, mat wiem a wou se geschéien, wat hir Zilsetzunge sinn a wéi dës Erwaardunge sech ënnerscheede vun deenen zougegeebenermoossen immens interessanten Atelieren, déi schonn an der éischter Phas stattfonnt hunn an un deenen ech och deelgeholl hunn.

Well ech ginn net midd, et ze widderhuelen: D'Klimapolitik huet dat geféierlecht Potenzial, d'Leit ze spalten. Dofir: Se alleguerte wa méiglech mat an d'Boot huelen, vläicht souguer einfach ufänke bei de Kanner a Jugendlechen, well si droen dat Theema jo herno an hir Familljen eran an an hir Liewenswelten. An da geet et menger Meenung no net duer, d'Initiateure vun de bewonnerenswäerten dynameschen Demonstratiounen ze empfänken an hinnen eppes vun enger Jugurtsmaschinn ze erzielen. Mee dat muss méi wäit a méi déif goen! Do muss vill méi mat deene Leit, mat deene Jonke geschwat ginn. Woufir net un en Nohaltegkeetscours denken, wéi en an Italien agefouert ginn ass?

An nach, wannechgelift, eppes ganz Wichteges: Wann Der an d'Schoule gitt bei déi Jonk, dann huelt dach Vertrieder vun der Chamber mat, well si kritiséieren a fuerderen Iech an eis! An ech wär ganz frou, wa Vertrieder vun der Chamber do kéinte matgoen, well och mir hunn dozou eppes bäizedroen a wëlle wëssen, wat déi Jonk denken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ambitiéis Ziler, realistesch Ëmsetzung, detailléiert Beschreiwung - dat misst de PNEC sinn! An ech si mat där Saach, wéi se elo hei läit, net ganz frou. Ech weess no der Veréffentlechung vum PNEC éierlech net ganz genau, wou et higeet. An dat do ass ze wéineg, fir elo déi Acteuren, déi mer dréngend brauchen an déi kritesch op dat kucken, wat am Moment passéiert, mat an d'Boot ze kréien.

An deem Kontext wëll ech ofschléissend awer nach e klengt Wuert soen zu deem Theema, wat eis Fraktioun scho vill ugeschwat huet a vun deem Der wësst, dass et mech immens vill beschäftegt, nämlech déi sozial Kompensatiounsmesuren. D'Klimapolitik leeft immens grouss a fatal d'Gefor, dass just déi sech se leeschte kënnen, deenen et gutt geet.

Meng Kolleegen aus der CSV hu schonn drop higewisen: Mesuren dierfen net zu engem Klimaelitarismus féieren! Mee et ass ganz kloer, dass, éier d'Klimapolitik ufänkt, de Bierger eppes ze kaschten, et kloer muss sinn, op wat fir eng Mesurë sech déi Leit verloosse kënnen, déi op der Limitt sinn an déi meeschtens am allermannsten zum Problem bäidroen.

Dës Leit kënnen net bis d'Steierreform waarden, déi vun Iech zwar fir 2021 ugekënnegt gëtt an déi och nach Verspéidung kéint kréien. Do läit esou vill Zäit dertëschent, an där sech grad déi Leit esou vill verschidde Froe stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der COP25 gouf um Parlamentariertreffe vun de Wëssenschaftler eng ganz wichteg politesch Fro opgeworf. Si soen, dass bis 2030 plus ou moins ka virausgesot ginn, wéi sech d'Klima verännert jee no Zenario a jee nodeems, wat een derfir an dergéint mécht. „Wou et méi spannend gëtt", soen d'Wëssenschaftler, „ass no 2030 bis 2050", well do leien déi verschidde méiglech Zenarien op eemol immens wäit ausenaner. Hir Fro: „Sinn Är Regierungen ..." - an ech stellen déi Fro elo hei weider - „Ass eis Regierung drop virbereet, flexibel hir Pläng fir no 2030 auszeformuléieren an unzepassen?" Well do ass dann entscheedend, dass mer ambitiéis a ganz realistesch ginn.

Ech soen Iech villmools Merci. A wéi den André Bauler géif soen: Ech wënschen Iech alleguerte schéi Feierdeeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Merci, Paul!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- No deene ganz waarme Wierder …

(Hilarité)

… huet d'Wuert eis lescht Riednerin, d'Madamm Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Ech verspriechen Iech, ech si ganz kuerz. Ech si just hei, fir eppes ze deposéieren, well et einfach passt, hei an dës Interpellatioun. Dir erënnert Iech, den 20. November hate mer hei ganz vill jonk Leit an dësem Sall. D'Kanner waren an d'Chamber komm mam „Zuch vun der Demokratie" an déi, déi hei waren, déi kruten och esou e léiwe Remerciement geschéckt.

(Mme Françoise Hetto-Gaasch montre un document.)

Abee, de Gast Gibéryen, deen elo leider net méi hei ass, an ech, mir haten zesummen de Grupp vun de Kanner vun „Eis Schoul" a mir hu ganz flott Diskussioune mat hinne gehat, haaptsächlech iwwert dee ganz ville Plastikoffall, dee mer produzéieren. A mir hunn hinnen e Verspriechen ginn. A wann een engem Kand e Verspriechen gëtt, da soll een dat och anhalen.

(Interruption)

A mir hunn hinne versprach, hir Doleancen, vu dass mer an der Oppositioun sinn, un d'Regierung weiderzeginn.

Duerfir géif ech och elo, Här President, déi Motioun hei wëllen deposéieren, eng gemeinsam Motioun vum Här Gibéryen a vu mir, wou mer am Fong geholl d'Regierung géife wëllen invitéieren, fir sech méi Moyene géint de Littering ze ginn, also betreffend all déi Saachen, déi erausfléien aus den Autosfënsteren, déi een dobaussen an der Natur fënnt, a respektiv awer och, fir de Modell vun engem Pfandsystem vu Plastiksfläschen a vu Béchsen ze analyséieren, fir domadder den Offall an Zukunft méi ze vermeiden.

Motion 13

La Chambre des Députés,

considérant

- la rencontre avec les enfants lors de la journée nationale de l'enfance au sujet du « Zuch vun der Demokratie » au sein de la Chambre des Députés ;

- les préoccupations présentées par les enfants concernant le phénomène du « littering » dans la nature ;

- que le Gouvernement s'engage dans son accord de coalition à prendre toutes les mesures nécessaires « afin que le Luxembourg reste un pays précurseur dans le domaine de la gestion des déchets, de la protection des ressources et de l'économie circulaire » ;

- que des sanctions directes contre le « littering » ont été introduites par la loi du 18 décembre 2015 ;

- que des campagnes de sensibilisation contre le « littering » ont été lancées,

invite le Gouvernement

- à renforcer les efforts contre le « littering » et à se donner plus de moyens financiers pour les campagnes de sensibilisation ;

- à renforcer les moyens des officiers de l'État compétents pour constater les infractions à la loi du 18 décembre 2015 ;

- à œuvrer à ce que le Luxembourg devienne un véritable chef de file au niveau européen dans la prévention et la gestion des déchets ;

- à étudier la possibilité de développer un système de consigne pour les bouteilles en plastique et en verre, ainsi que pour les cannettes.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Gast Gibéryen.

Domadder hunn ech am Fong geholl mäi Versprieche gehalen an ech schléisse mech dann de Wierder vum Paul Galles un: Ech wënschen Iech alleguer ganz schéi Feierdeeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, nach hu mer e bëssen ze schaffen. D'Wuert huet elo d'Regierung. Wien trëtt als Éischten un? Den Här Energieminister, de Claude Turmes.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Wann Der erlaabt, ech muss nach zwou Motioune siche goen, vu dass der esou vill deposéiert gi sinn. Oder, Carole, wann s de mer déi grad eropbréngs, d'Nummer 1 an, ech mengen, d'Nummer 6, da fänken ech alt schonn emol un.

Gutt, ech denken, dass mer haut eng wichteg Diskussioun haten. Déi Zäiten, wou mer esou diffus konnten iwwer Klimaschutz schwätzen, ouni konkreet Moossnamen ze huelen, ech mengen, déi sinn eriwwer. An déi Uschëllegung, déi hei am Raum steet, dee Plang, dee wier net konkreet, déi wëll ech net gëlle loossen. Well an deem Plang stinn ..., an ech ginn Iech elo einfach emol just déi zwielef Moossnamen, déi wierklech eng Differenz maachen.

Éischtens, dës Regierung agéiert géint den Tanktourismus. An déi Fro, déi net gekläert ass, ass: En Deel vun der CSV schéngt derfir ze sinn, deen aneren Deel schéngt dergéint ze sinn. Ouni dass mer den Tanktourismus uginn, ...

(Interruptions)

Ouni dass mer den Tanktourismus uginn, kënne mer ni den Equiliber zwëschent dem Zuch an de Camione besser maachen a kënne mer och ni eis Klimabilanz verbesseren.

D'CO_2-Bepräisung kënnt am Joer 2021. A gitt emol en anert Land sichen elo an Europa, wat am Virfeld vun der Aféierung vun esou enger CO_2-Bepräisung kloer seet, dass 50 % vun deene Suen a konkreet Alternative ginn an dass déi aner 50 % am Sënn vun der Équité sociale grad un déi Leit ginn, déi et dann néideg hunn! Dat ass am Klimagesetz esou verankert, dat ass an der CO_2-Bepräisung esou verankert.

An ech fannen dat awer wierklech och e bëssen onfair, dass haut elo gemaach gëtt, wéi wann d'Regierung sech iwwert deen dote wichtegen Aspekt keng Gedanke gemaach hätt!

Mir hunn eis Gedanke gemaach an et ass absolutt kloer: Ier am Joer 2021 iwwerhaapt eréischt d'CO_2-Bepräisung kënnt, ass gekläert, wéi déi Suen zréckginn un en Deel vun der Bevëlkerung, un déi, déi se néideg hunn. An et ass souwisou och scho laang virdru gekläert, a wéi eng Moossnamen, positiv Moossnamen, wéi d'Leit se matmaachen dobaussen am grousse Stil, dat ass och da gekläert.

Drëttens, mir maachen! Mir schwätzen net, mir maachen! Mir maache bei der Solarenergie, an ech hunn dat erkläert. A vläicht merci dann nach, dass op d'mannst eng vun deenen anere Fraktiounen dat unerkennt, dass mer bei der Solarenergie virukommen.

A beim Wand komme mer gutt virun, well mer net de Feeler gemaach hu vun der Wallonie. Wat huet d'Wallonie gemaach viru véier Joer? D'Wallonie huet viru véier Joer e Plan sectoriel éolien gemaach. An duerno ass quasi keng Wandmille méi gebaut ginn an der Wallonie!

A mir hunn - mam Camille hunn ech dat schonn duerchgeschwat -, mir hunn eng Politik, wou mir d'Wandenergie iwwer Investitiounshëllefen an iwwert de Präis, deen s de kriss als Bedreiwer fir eng Kilowattstonn, ënnerstëtzen. Dat ass eise Rôle. An da kënnt de Rôle vun den Investoren, déi sech déi gutt Plazen am Land eraussichen, mat de Contrainten, déi do sinn, an déi dann oft mat de Gemengen am positive Sënn eng lokal Akzeptanz dofir schafen. Dat ass dee richtege Wee. D'Wallonie huet gewisen, dass deen anere Wee net zu engem gudde Resultat gefouert huet.

Eppes, wat ech virdrun net erwäänt hunn, ass - an ech wëll awer och do nach engem anere Buergermeeschter Merci soen, dat ass den Dan Biancalana -, dass mer zu Diddeleng elo d'Geothermie an der Déift fir d'éischt hei zu Lëtzebuerg notzen um Site vum Quartier NeiSchmelz. An dat ass e superflotte Projet, wou mer op 800, 900, op 1.000 Meter bueren, waarmt Waasser do fannen an dann dee ganze Quartier a vläicht souguer nach méi grouss Deeler vun Diddeleng herno kënnen hëtzen.

A mir maachen elo eng Etüd, well déi Plaz, déi mer do hunn ënnert dem Buedem mat waarmem Waasser, also déi geet warscheinlech bis op Esch, soudass mer och grouss Quartieren zu Esch warscheinlech iwwert déi Technik kënne férderen. An ech fannen dat superflott, an och do merci dem Buergermeeschter fir säi flotten Engagement!

Elo hunn ech also schonn dräi Moossname genannt, déi eppes bréngen: Éischtens, mir hunn de Courage, den Tanktourismus unzegoen. Dat huet bis elo keng aner Regierung gemaach. Zweetens, eng CO_2-Bepräisung. A wa mer där Meenung sinn ... An ech mengen, den Här Wiseler huet jo ugedeit, dass dat, wat d'Frau Merkel an Däitschland mécht, dat, wat elo den Här Kurz an Éisträich mécht, et ass net ... Du kanns keng Klimaschutzpolitik maachen, ouni dass d'Verschmotzung vum Klima eppes kascht! Also ass dat eng zweet wichteg Moossnam, déi mer duerchzéien, mat eebe soziale Kompensatiounen. Drëttens, bei den erneierbaren Energië komme mer gutt virun. An ech mengen, dat war schonn esou beim Étienne Schneider, an elo leeë mer nach eng Schëpp do drop.

Véiertens, mir maachen en neit Gesetz, fir bei de Wunnhaiser, wou mer scho gutt sinn, eng Norm anzeféiere mat A+, fir dass mer sämtlech fossill Energien aus den neie Wunnhaiser erauskréien. Ass dat keng konkreet Moossnam?

Fënneftens maache mer en neit Gesetz iwwer Bürosgebaier an Zweckgebaier, fir déi op den Niveau ze brénge vun de Wunngebaier, fir och do ze probéieren, ouni Gas an ouni Masutt auszekommen. Ass dat net eng konkreet Moossnam?

Siwentens, mir maachen eng Ëmsetzung vun der europäescher Richtlinn iwwer Energieeffizienz an doranner wäerten all déi Detailmoossnamen, déi mer ugeschwat hu bei der Industrie, och déi Energy-Efficiency-Obligation, déi mer haut hu bei de Stroum- a Gasverkeefer an esou weider, nach eng Kéier verankert ginn, soudass dee System weiderleeft. Ass dat net eng konkreet Moosnam, déi elo schonn am Plang kloer beschriwwen ass?

Néngtens, mir wäerten eng detailléiert Renovatiounsstrategie maache mat dem Fokus op dem sozialen Aspekt. Déi Motioun vun déi Lénk ass interessant. Mir hunn eis dee Modell do och schonn ugekuckt an der Picardie. Ech kom-

men herno drop zréck, firwat ech awer mengen, dass een dat net esou kann eent zu eent ëmsetzen. Mee déi Iddi: Du brauchs en Acteur, dee fir déi Leit, déi manner Moyenen hunn, net nëmme Suen zur Verfügung stellt, mee deen och organisatoresch hëlleft ... Ech si mer net sécher, ob déi, déi Dir hei nennt, elo wierklech déi Beschtplacéiert sinn, duerfir hunn ech eng gewëssen Nuance, awer Är Iddi fannen ech ganz gutt.

Coproprietéiten. Mir maachen en neit Gesetz iwwert de Syndic, iwwert d'Syndicken, fir dräi Saache besser ze reegelen: wann e Syndic wëllt renovéieren, wann e Syndic wëllt eng Fotovoltaikanlag op säin Daach maachen a wann een an enger Coproprietéit wunnt an een Elektroauto wëllt. Haut ass dat ganz schwéier. Also, mir maachen en neit Gesetz, fir dat ze adaptéieren. Dat ass eng ganz konkreet Moossnam, déi eis dann och do an deene Gebaier virubréngt.

A well mer mat Sites et monuments zesummeschaffen, wäerte mer och fir déi Gebaier, déi elo Stärercher kréien an de PAGen, dat heescht, wou mer d'Fassade schützen, e spezifesche Programm maachen, well mer net méi wéi bis elo kënne baussen dämmen, mee do musse mer bannen dämmen. Dat ass eppes, woumat mer hei am Land net esou vill Erfarung hunn, an duerfir maache mer dat. Dat ass eng ganz konkreet Moossnam.

Zéngtens, zur Elektromobilitéit wäerte mer e ganz detailléierte Plang maachen. Et ass ugeschwat ginn, dass mer bei de Borne musse virukommen. Natierlech si mer amgaangen ze iwwerleeën, wéi mer dat maachen, zum Beispill och an enger Stad Lëtzebuerg, wou net jiddweree seng Garage huet. Mir schaffen do drun.

An nach eng Kéier och mäin Ugebuet un de Claude Wiseler: Gäre sidd Der wëllkomm, fir an deem Aarbechtsgrupp matzeschaffen. Oder op d'mannst kënne mer eis austauschen, well et eis wichteg ass, dass mer all zesummen - mat de Garagisten, mat de Leasingsfirmen, mat deenen, déi de Stroum mussen dohiféieren, a virun allem och mat de Gemengen - mussen zesummeschaffen, fir dass mer eebe genuch Bornen am ëffentleche Raum hunn. An net nëmmen do! Mir wäerte Borne kréien an d'Haiser. Mir wäerten iwwregens en extra Programm maache fir d'Bornen an de Bürosgebaier, „charge at work", well dat nämlech déi Plaz ass, wou et am meeschte Sënn mécht, well jo do Solarenergie ass, wann d'Leit am Gebai sinn a wann dann d'Autoen och opgeluede ginn.

An d'Recherche ass zwee-, dräimol erwäänt ginn. Muer hu mer Regierungsrot, muer huele mer en neie Kader u fir d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Fir d'éischte Kéier kritt d'Fuerschung am Energieberäich, an der Transitioun, dem Klimaschutz en extrahéije Stellewäert a mir wäerten an den nächste Jore méi do investéieren an déi Richtung, besonnesch an de Gebaier, op der Schnëttstell Energie, Gesondheet, Économie circulaire, awer och op der Schnëttstell zwëschent enger Solaranlag, enger Batterie, engem Elektroauto an dem Netz, fir dat alles iwwer intelligent Steierungsgeräter zesummenzebréngen. Do wëlle mer och mat zu deene Beschte ginn an Europa. An da sinn nach zwou, dräi aner Saachen. Also mir wäerte bei der Fuerschung méi maachen.

A well mer bei de Wunngebaier wierklech bei deene Beschte sinn, well mer bei der Elektromobilitéit och bei deene Beschte wäerte sinn, well mer bei de Stroumnetzer - also hirer Intelligenz - gutt sinn an esou weider, sinn ech iwwerzeegt dovun, dass mer aus dësem Land e Land maache vun de Solutions climat fir d'Handwierk, dat jo haut schonn an der Renovatioun schafft, awer muer nach vill méi, awer och op der Schnëttstell zwëschent Startuppen, déi eng gutt Iddi hunn, an Investmentfongen, där mer vill hei zu Lëtzebuerg hunn an déi gutt Iddie sichen am Klimazäitalter, a wou mer wäerte probéieren, Matchmaking ze maachen zwëschent op där enger Säit Leit, déi gutt Iddien hunn, an op där anerer Säit Leit, déi wëlle méi a Gréng investéieren.

An ech sinn do net esou pessimistesch wéi Verschiddener hei sinn. An ee Rating kann een elo net schlechtmaachen: Mir sinn net vun enger Finanzinstitutioun, mee vun dem UNDP, dat ass den Emweltprogramm vun der UNO, als déi Véiertbescht agestuuft gi bei der Green Finance. A mir schaffen do weider! Natierlech, dat ass haut manner wéi 1 % oder 1,5 %, mee mir wëllen do eropkommen a mir schaffen do drun.

A vläicht awer och, wann ëmmer gesot gëtt, Lëtzebuerg hätt keen Impakt: D'Bankeplaz zu Lëtzebuerg ass esou grouss, dass, wa mer déi eriwwerzéien op méi gréng Investitiounen, da wäerte mer vu Lëtzebuerg aus erneierbar Energien an der ganzer Welt an Energieeffizienz finanzéieren. An iwwregens ass Lëtzebuerg haut schonn iwwert d'Europäesch Investmentbank dat Land, déi Bankeplaz, wou am meeschte weltwäit an d'erneierbar Energien investéiert gëtt. Dorop kënne mer opbauen an dat weiderentwéckelen.

Soudass ech och bei aller Kritik, déi e puermol hei punktuell opgetrueden ass, awer där Meenung sinn, dass mer eng Opbrochstëmmung hunn. A mir brauchen déi Opbrochstëmmung, fir d'Leit matzerappen. Duerfir sinn ech och frou iwwert déi Debatt hei, an natierlech wäerte mer déi nächst Woche weider matenee schwätzen an dann hoffen ech, dass mer e breede Konsens kréien, fir d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg weiderzeentwéckelen.

Den Här Wiseler huet eng Rei Virschléi gemaach. Ech wëll elo net am Detail dorobber agoen. Ech wäert mer déi all ukucken an da ginn ech Iech e Retour, wat vun deenen Iddien ... Also wéi Fotovoltaikanlagen op de Bauschuttdeponien oder laanscht d'Autobunnen, dat si Saachen, déi mer och gekuckt hunn. Et muss een heiansdo just dann och wëssen, wéi grouss déi Potenzialer sinn. Mee ech komme gär op Iech zréck.

Zu där Remark nach vum Här Roth: Dir hutt behaapt, d'Regierung hätt keng gesetzlech Basis, fir déi Ännerung elo ze maache vum WLTP.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hu gesot, oder ech hu gefrot, Dir sollt eis se soen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, mee si ass hei an der Chamber deposéiert.

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Aha, dat ass awer eng Neiegkeet!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- A majo, säit gëschter!

(Hilarité générale)

Jo, ma nee ...

(Hilarité)

Ma nee, säit gëschter, an dat ass och normal, well mer dat virun dräi Wochen am Regierungsrot ugeholl hunn. An Dir wësst genee, dass et da bei de Grand-Duc geet an esou weider. Mee d'Chamber huet säit gëschter d'gesetzlech Basis, fir dem Trucage vun der Automobillindustrie, dee jo virun allem en Trucage ass, deen de Konsument schiedegt, fir deem en Enn ze setzen.

Dat ass jo d'Basis vun deem Gesetz, fir dass d'Automobillindustrie ophéiert, zu de Leit ze soen, et wier e 5-Liter-Auto, an a Wierklechkeet ass et ee 6,5-Liter-Auto.

An ech hoffen, Här Roth, an ech hoffen, dass Der op d'mannst mat eis d'accord sidd, dass et gutt ass, dass mer deem Trucage, dee vun der Automobillindustrie organiséiert ginn ass, elo endlech en Enn maachen! Et ass iwwregens och eng europäesch Verflichtung, dass mer deem en Enn maachen.

Gutt! Da waren nach Motiounen an ech kommen dozou. Ech kommen elo zu de Motiounen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Erlaabt Der, Här Minister, dass den Här Roth eng Prezisioun freet?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gelift? Gären!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, also ech hat Iech méi konkreet Froe gestallt: op wat fir eng Autoen dat sech applizéiert, ob dat just ganz nei Autoe sinn oder och Autoen, wat Okkasioune sinn, déi nom 1. Mäerz verkaf ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- An d'Autosteier.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Hei geet et ëm d'Autosteier, net ëm en Trucage. Et geet ëm d'Autosteier!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ma nee, et geet ëm en Trucage, well d'Automobillindustrie bis elo ëmmer suggeréiert huet, dass d'Autoe besser wieren, wéi se a Wierklechkeet sinn. An elo gëtt dat einfach ugepasst ...

Une voix.- Dat ännert näischt un der Steier!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... an et gëllt fir déi nei Autoe vum 1. Mäerz un. Et ass dem Här Bausch säin Dossier. Ech ginn och dovun aus, dass en nach eng Kéier heihinnerkënnt an da kann en Iech déi doten Detailer nach ginn.

Mee nach eng Kéier: D'Automobillindustrie huet zéng Joer gefuddelt aux dépens vun de Konsumenten. Mir setzen deem elo en Enn. An där Hisiicht ass dat e positiivt Gesetz, wat an déi richteg Richtung geet. Duerfir brauche mer och déi Motioun elo net hei unzehuelen.

Dann hu mer déi Motioun vun déi Lénk zur Picardie, also fir et wéi an der Picardie ze maachen. Ech géif soen, dass mer déi an d'Kommissioun verweisen, dat wäert en Deel gi vun eiser Renovatiounsstrategie. Dat ass eng flott Iddi, mee ech mengen net, dass ee se esou eent zu eent kann zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Dann hu mer eng Motioun vun de Piraten zu de Schnellluedestatiounen. Also, mir sinn amgaangen, dat ze maachen. Ob elo op all Tankstell vum Land mer schonn 2023 wierklech och Waasserstoff brauchen? Dir musst wëssen, dass d'Automobillindustrie dovun ausgeet, dass net emol 10.000 Waasserstoffautoen a ganz Europa fueren am Joer 2025. Ech weess net, ob dat elo gutt investéiert Geld wier, wa mer op all Tankstell hei zu Lëtzebuerg eng Waasserstofftankstell géifen derbäimaachen. Duerfir, mir ginn an déi Richtung an duerfir géif ech och virschloen, dass mer déi Motioun hei net unhuelen. An och Dir sidd gäre wëllkomm, wa mer elo d'Elektromobilitéitsroadmap am Detail diskutéieren.

Dann ass do nach déi aner Motioun Nummer 10, déi Iddi, dass ee sech all Dag umellt, wann een da fiert. Ech weess net, ob een hei als Minister däerf Froe stellen un d'Deputéiert: „Mee wéi géift Der dat iwwerwaachen? Wéi géif dat iwwerwaacht ginn? Well wann Der dat maacht, da misst Der jo och e System hunn, dass op der Strooss géif kontrolléiert ginn: Deen do fiert elo an deen huet d'Vignette bezuelt, oder och net. Wéi géift Der dat maachen?"

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här Turmes, fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Méiglechkeet, dat nach eng Kéier ze preziséieren. Also eis Iddi ass, Dir kennt et sécherlech aus Éisträich oder der Schwäiz: Dir pecht eppes an d'Fënster an dann hutt Der eng Vignette. Wann de Polizist Iech eng Kéier unhält, da kann een do genau mam QR-Code kucken, ob Der deen Dag bezuelt hutt oder net. Wat eis eebe wichteg ass, dat ass, dass déi op de Verbrauch geet. Dat ass eppes aneres, wéi an Éisträich oder an der Schwäiz, wou Der e fixe Montant bezuelt.

Eis geet et drëm, datt et soll en Ureiz ginn, fir méi propper Autoen ze benotzen. An deementspriechend wëlle mer déi Autosteier reformiéieren. Well de Problem ass jo am Moment, dass d'Leit och bezuelen, wann den Auto net benotzt gëtt. Dat ass am Moment ee vun de Problemer. Duerfir hätte mir gären eng flexibel digital Léisung.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Okay. Also ech mengen, dass dat do bei der Iwwerwaachung net esou einfach ass. Mir wäerten eng Reform vun der Autosteier maachen am Kader vun der Steierreform. A vun dohier géif ech och virschloen, dass mer déi Motioun net unhuelen.

Dann Är Iddi Nummer 11, d'Schëfffaartsregëster. Et gëtt elo zwou Approchen. Déi eng wier, mir schafen et of. Dat anert ass, an dat ass d'Approche vun der Regierung, an ech soen dat hei och en présence vum Wirtschaftsminister: De Lëtzebuerger Schëfffaartsregëster ass en Deel vun enger europäescher Initiativ, déi heescht „Green Shipping Initiative", wou zesumme mat anere Schëfffaartsregëstere gekuckt gëtt, wéi een elo déi Besteierung vun deene Schëffer kann eriwwerzéien op klimafrëndlech.

Dir musst och wëssen, dass an der Schëfffaartsindustrie wierklech eng grouss Beweegung an déi Richtung ass. A mir wëllen déi proaktiv hei zu Lëtzebuerg mat engem Schëfffaartsregëster begleeden. Déi Aarbechten hunn ugefaangen. A vun dohier géif ech och soen, dass mer déi Motioun eigentlech och elo an där Form net brauchen.

Dann déi lescht, do freet den Här Goergen, ob ... An ech hunn en do gefrot: „Wéi ee Minister hätt dann do en Interêt u verschiddene Firmaen?" En huet mer ënnerstallt, dass ech da quasi iwwer meng Förderung vun den Erneierbare géif Sue verdéngen a Gesellschaften, wou ech partizipéieren.

An et ass esou, de 5. Dezember 2018 ass dës Regierung an d'Amt komm an den 12. Dezember, also net emol eng Woch oder knapp eng Woch duerno, hunn ech Aktien, déi ech virun 10, 12, 15 Joer am Réidener Energiepark kaf hunn, oder virun 20 Joer, mam Camille Gira, mam Paul Kauten, mat de Leit, déi Precurseure sinn, wou ech ëmmer ... Dat sinn déi, déi d'erneierbar Energien iwwerhaapt emol salonfäeg gemaach hunn hei zu Lëtzebuerg!

An obwuel ech ideell nach ëmmer dohannerstinn, war ech mer bewosst, dass déi Firma awer trotzdeem och an de Genoss kéint komme vun, wat weess ech, Solarförderung an esou weider. An ech hunn natierlech dunn direkt derfir gesuergt, dass meng Aktie verkaf ginn.

Et ass warscheinlech, ech weess net, ob ech schonn 150 oder 200 Euro oder nach manner Benefiss gemaach hunn. Mee et geet ëm de Fong. An ech hunn dat gemaach an ech hoffen, dass dann ... Merci kann ech eigentlech de Piraten soe fir déi Fro. An ech hoffen och, dass Der dann op Ärem ... - ech weess net, wou - schreift, dass de Minister sech ganz virbildlech an där Fro do verhalen huet.

Ech soen Iech villmools Merci.

(Brouhaha général)

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wéi ass et mam Deontologiekodex, fir déi Deklaratioun à jour ze setzen, Här Minister? Well Dir sot selwer: Dir hutt de 5. Dezember dat deklaréiert, eng Woch drop da verkaf. Wien haut um Site vun der Regierung kucke geet, fënnt Är Deklaratioun vum 5. Dezember. Wéi soll dann de Public Vertrauen hunn an déi Deklaratiounen, wa se net à jour gesat ginn? Hei ass Är jo en plus an Ärer Faveur à jour ze setzen a si gëtt net à jour gesat.

Mir hunn och vun engem anere Minister an der Regierung, deen och mat Iech den Energiepark Réiden SA deemools gegrënnt huet, eng Deklaratioun virleien, wou och steet, datt en Aktien huet. Also et geet net nëmmen ëm Iech, Här Turmes, et geet hei ëm eng Rëtsch vu Ministeren, och e fréieren Deputéierten heibannen, deen op senger leschter Deklaratioun an der Chamber zwar nach Parten uginn huet an an der Regierung net méi. Dat heescht, hei, mengen ech, ass schonn d'Fro opzewerfen a kloerzestellen, wien dann nach Parten huet oder net. Well scheinbar, dat hutt Der elo selwer gesot, kann een deenen Deklaratiounen net trauen, datt se à jour sinn.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gutt. Ech kucken dat no. Also ech weess just, dass ech dat direkt veranlasst hunn, dass et op deem Datum war. Wann déi Deklaratioun elo nach net à jour ass, da wäert ech dat direkt maachen.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Gelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Zur Motioun 1: Kënnt Der ...?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- A jo, d'Motioun 1, okay, gutt.

D'Motioun 1 vun der CSV, do geet et drëm, dass bei der Solarförderung ... Mir hunn haut - an dat Gesetz hu mer mat dem Étienne Schneider zesumme reforméiert - ...

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sou, elo geet et duer! Den Här Minister huet d'Wuert a soss keen!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also, et geet hei an där Motioun Nummer 1 vun der CSV drëm, dass mer déi Solaranlagen zwëschent - wat sinn et? -, zwëschent 200 kW a 500 kW solle förderen. Dir musst wëssen, dass déi gefërdert ginn iwwert dat Gesetz, dat neit Gesetz, wat mer maachen iwwert d'Kooperativen.

Et ass esou, dass gesot gëtt, et gëtt behaapt, ganz vill Leit aus der Landwirtschaft wieren da penaliséiert a géifen net matmaachen. Meng Informatioun ass, dass bei deenen 100 Biergeranlagen, déi ënnerwee sinn, do eng ganz Rei Landwirtschaftsbetriber derbäi sinn, soudass ech géif mengen: Kommt, mir ginn eis op d'mannst d'Chance, fir elo erauszefannen, ob net dat Gesetz, wat mer elo verännert hunn, de Règlement grand-ducal, ob dat net scho gutt genuch ass, fir dat ze förderen!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An dat anert ass, dass mer en anert Gesetz ënnerwee hunn iwwert den Eegestroumverbrauch. An deen Eegestroumverbrauch, deen ass och esou gemaach, dass en extra fir déi dote Gréisst vun Anlage positiv ass, soudass ech géif mengen, dass mer déi Motioun och net géife brauchen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wiseler Iech nach eng Fro stellt?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gären!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Mir hunn der nach ganz vill ze stellen, mee awer just eng ganz kuerz: Dat ass an dësem Fall, fir Stellung ze huelen zu där Proposition de loi vum Här Mosar, déi doläit, déi aviséiert ass vum Conseil d'État, wou mer och méi oder wéineger e favorabelen Avis vun dem Finanzminister hunn a wou mir frou wären, wa wierklech déi zumindest an der Kommissioun kéint

diskutéiert ginn, well mer der Meenung sinn, datt déi 100%eg an Äre Plang, an déi Säiten, déi iwwert d'Green Finance dostinn, géif erapassen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech mengen, Dir wësst, dass dat do eppes ass, wat an d'Kompetenz vum Finanzminister fält. An ech ginn him de Message weider. Et ass jo esou, dass mer un der Green Finance schaffen, an déi Saach, fir eeben d'Taxe d'abonnement ze senken, ass jo eppes, wat ugeschwat ass. An ech ginn de Message weider un den Här Gramegna.

(Interruption)

Et ass un him, fir dozou Stellung ze huelen. Ech soen Iech villmools Merci.

An nach eng Kéier, Klimaschutz ass fir eis all wichteg an ech hoffen, dass mer no der Debatt haut vill méi e breede Konsens kréien, fir eis alleguerten zesumme fir dat anzesetzen. Nach eng Kéier en décke Merci! Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Energieminister. An de Relais hëlt elo de Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Bon, Här President, ech maachen dat vun hei aus, fir Zäit ze gewannen - soe mer emol esou. Op där anerer Säit, natierlech, Beweegung wier och gutt gewiescht, fir déi aner Säit ze kommen.

(Hilarité générale)

Bon, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, ech géif fir d'éischt emol kuerz op zwee Punkten agoen. Dat Éischt, mengen ech, wat mech virun allem freet als Landwirtschaftsminister, ass, datt hei vun alle Fraktiounen déi nefast Auswierkunge vum Klimawandel op d'Landwirtschaft unerkannt gi sinn. Ech mengen, alles dat, wat hei gesot gouf, mat Temperaturënnerscheeder, mat vill Keelt an Nätzt, wat ëmmer erëm op d'Produktioun vun eiser Landwirtschaft, vun de Baueren, vun de Gäertner, vun de Wënzer spillt, gouf hei vu jiddwerengem akzeptéiert. An dofir, vun deem aus ass och all Interêt do, grad och am Secteur vun der Landwirtschaft, fir och do hiren Obolus ze leeschten. Och do gewosst, an dat gouf och hei gesot, datt de Moment ongeféier eng 7 % bis 8 % vun den CO_2-Emissiounen aus der Landwirtschaft kommen.

Ech muss zu dësem Klimaplang och soen ..., an dat ass jo och e bësse mat Kriticken derduerchgaangen, de Klimaplang, a wann Der e liest, wësst Der jo, wat d'Philosophie dovunner ass. Mir hunn e Klimagesetz, mir hunn e Klimaplang. An deem Klimaplang sti ganz kloer dräi Phasen dran. Et ass fir d'éischt eng Presentatioun, déi gemaach gouf. Hannendru wäerten all déi Mesuren, déi elo konkreet wäerte kommen, ausgeschafft gi mat deenen eenzelne concernéierte Ministeren an och selbstverständlech mat dem Beruff derbäi, dee jo grad an dësem Fall vun der Landwirtschaft en exzellente Pabeier presentéiert huet. Also ech mengen, datt mer hei op där richteger Schinn leien.

Doniewent wäert jo och nach en Débat public stattfannen, soudatt een duerno dann, mengen ech, opgrond vun all deenen Erkenntnisser e Klimaplang hei kritt mat eenzelne Mesuren hannendrun. An da wäerte mer net wäit dovu fort sinn - Här Galles, Dir hutt geschwat vun Éisträich, mat 254 Säiten, datt effektiv dee Plang dat doten och herno wäert bréngen. An da musse mer déi all eenzel analyséieren, mat selbstverständlech hirem Impakt hannendrun, a kucken, wéi mer dann déi eenzel Mesuren och wierklech sozial esou gerecht verdeelt kréien, datt mer déi Kompensatiounen dann och wäerten erëmfannen.

Ech hat fir d'Landwirtschaft, wéi anerer och, eng Rei vu Propose gemaach, an deene mer eis kéinte beweegen, ech ginn net nach eng Kéier dorobber an. Ech wollt just soen, datt selbstverständlech e puer wichteg Saache viru wäerte bleiwen.

Dat sinn engersäits déi ganz Volete vun den neien Technologien, awer virun allem vun der Recherche, dat muss grad an der Landwirtschaft e wichtege Pilier sinn, niewent der Digitalisatioun, déi och e wichtege Facteur wäert spillen.

Gewosst ass awer och, datt d'Landwirtschaft mat Sécherheet nëmmen e klengen Deel dovunner ass an datt ee vun de Punkten, dee jo och haut hei ugeschwat gouf, dee vun der Biolandwirtschaft, 20 % bis 2025, och een Deel vun der Léisung ka sinn. Et ass esou, datt selbstverständlech all déi Mesuren aus deem Plang net an dësem Plang drastinn, mee awer am Bioaktiounsplang wäerte kommen, dee mer an deenen nächste Woche wäerten an der Regierung deposéieren. An dee wäert dann och, wéi d'Madamm Burton scho gesot huet, an der Chamberskommissioun presentéiert gi fir ze weisen, wat e beinhalt a wat e konkreet fir d'Landwirtschaft a fir dee ganze Secteur ka bréngen.

Ech mengen also, datt d'Landwirtschaft gutt opgestallt ginn ass, fir hei hiren Obolus ze leeschten, a virun allem dann indirekt ka profitéieren, mat all deenen aneren Efforten, déi gemaach sinn, fir och da wierklech am ganze Beräich vum Klimawandel net méi esou betraff ze sinn, wéi dat de Moment de Fall ass.

Wat déi eenzel Motioune betrëfft, wollt ech eng Kéier kuerz iwwert déi goen, déi mech direkt concernéieren. Dat ass déi drëtt, alles dat, wat déi eenzel legislativ Texter ubetrëfft, fir d'Plaffongen ze erhéijen. Ech muss soen, do kommen ech zréck op dat, wat ech gesot hunn a menger Aféierung. Mir sinn de Moment an engem Prozess amgaangen, wou mer op där enger Säit eng nei PAC verhandelen, wou mer eng ganz Rei vun neien Elementer erakréien. Mir schwätzen iwwer en New Green Deal op europäeschem Niveau a mir schwätzen um nationalen Niveau, fir en nationale Strategieplang ze maachen, fir eeben eis PAC hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Alles dat wäert derzou féieren, datt déi Investissementer grad am Beräich vum Klimaschutz, vum Ëmweltschutz respektiv och vun anere Mesurë wäerte matfléissen. An da wäerte selbstverständlech och déi Plaffongen mat kënne geholl ginn, soudatt mer dës Motioun elo net mussen hunn, fir effektiv dëse Wee ze goen. Et kann een awer an der Kommissioun selbstverständlech nach eng Kéier doriwwer diskutéieren.

Wat déi véiert Motioun ubetrëfft, déi eriwwregt sech am Prinzip, well dat, wat hei gefuerdert ass, dat ass e Centre de compétence fir d'Landwirtschaft. Deen ass am Regierungsprogramm virgesinn an dee wäert och gemaach ginn.

Eng Motioun, wou ech mech och ganz positiv kann ausdrécken, dat ass déi vum sougenannte Littering, wou zwar d'Madamm Dieschbourg nach wäert drop agoen, mee dat ass eng Initiativ, déi ech ganz gutt fannen. Mir haten och do d'Presentatioun vun enger Rei Acteuren, déi de Projet elo schonn haten. Dat war d'Landjugend, dat waren d'Jongbaueren, déi eng éischt Aktioun gemaach hunn, déi finanziell begleet gouf vum Ministère de l'Environnement, an dat sinn Aktiounen, déi genau an déi Richtung ginn. Dat ass eng, déi mir ganz sympathesch schéngt.

Wat déi Motioun ubetrëfft vun deene Lénken iwwert de Conseil d'administration vum Fong, do ass et esou, datt zënter 2010 de Fong amgaangen ass, säi Plang, wat d'Investissementer ubelaangt, déi méi responsabel sinn, ëmzesetzen. Hei gesi mer, datt mer no an no eis Politik och an deem dote Beräich an déi richteg Richtung beweegen. An et ass esou - wat am Regierungsprogramm ausgemaach ass -, datt d'Sozialpartner och hei nach eng Kéier wäerten ëm hir Meenung gefrot ginn, fir do en Impuls ze ginn. Et ass jo do, an deem Tripartitegedanken, dee jo grad hei am Fong fonctionéiert, wou ganz einfach déi richteg Schrëtt kënne gemaach ginn.

Mir hunn eng ganz Rei vu Bilane vu gudden Aktiounen, déi elo scho gemaach gi sinn. An ech mengen, déi kënne sech weise loossen, soudatt ech mengen, datt mer dës Motioun net brauchen, fir dat, wat am Regierungsprogramm ass, ëmzesetzen. Voilà.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Landwirtschaftsminister. An da kritt d'Wuert d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Och ech wëll fir d'éischt emol alle Riedner vun haut e Merci soe fir deen Debat, deen zu kengem Zäitpunkt wierklech aus dem Rudder gelaf ass, an ech mengen, dass dat ganz wichteg ass.

Lëtzebuerg huet bis ewell ëmmer, wann et ëm wichteg Froe gaangen ass, zesummegehalen, an dat ass de Wee, wéi mir wëlle schaffen. Dofir soen ech och speziell dem Claude Wiseler, der Madamm Hansen an dem Paul Galles nach eng Kéier Merci, dass si och aus der Oppositioun eraus konkreet Virschléi gemaach hunn, wou mer wäerten driwwer schwätzen.

Ech wëll och nach ganz kuerz zu der Motioun vun der Madamm Hansen kommen, déi d'Nitratdirektiv betrëfft. Madamm Hansen, Dir wësst et ganz genau, 2013, dat war deen éischten Text, deen ech mat an de Regierungsrot hat. Ech hat och iwwer Chrëschtdag ganz vill mat där Direktiv ze dinn. Do ware mer ganz kuerz viru knapp, fir verurteelt ze ginn, well déi Direktiv a) net ëmgesat war a well b) keen de Mutt hat ze soen: „Elo maache mer Zäiten, wou dann tatsächlech zou ass."

Ech versti ganz gutt Äre Grondgedanken. De Problem ass awer à ce stade, dass mer an Europa domadder konfrontéiert sinn, dass immens vill Länner, dozou gehéieren och eis Nopeschlänner, d'Belsch, d'Hollänner an déi Däitsch, entweeder verurteelt sinn oder Prozesser hunn, och Länner wéi Spuenien, grad am Beräich vum Neterfëlle vun der Nitratdirektiv, wat wierklech zulaaschte vun eise Gewässer geet.

Dofir, ech verstinn Äre Gedanken, muss Iech awer soen, dass et net méiglech ass, well mir sinn um Radar vun der Kommissioun, well eeben och bei eis d'Situatioun net déi ass, dass mer kënne soen, mir kéinten eng Flexibilitéit do aféieren. Mee mir hunn eng Legislatioun, déi ass zënter Joren en place, dass d'Bauere sollen hir sechs Méint Stockage hunn. Dir hutt héieren, dass de Landwirtschaftsminister op ass, fir weider mat der Landwirtschaft drun ze schaffen. Dofir verstitt Der, dass mer déi Motioun esou net kënnen, à ce stade, unhuelen, eebe grad, well mer an deem Beräich esou kuerz viru knapp a) um Radar vun enger Kommissioun sinn a well mer b) einfach nach keng Verbesserung an deem Beräich kënne verzeechnen. Also dofir, déi leider net.

Da wëll ech och direkt op d'Motioun Nummer 13 agoe vum Littering. An do wësst Der alleguerten, mir haten eng grouss Campagne, also eng grouss ugeluechte Campagne iwwer Littering, dee kann déidlech sinn, souwuel fir Kéi, déi zum Beispill eppes friessen, wéi awer och fir Déieren, déi sech kënne verletzen. Do hate mer eng grouss ugeluechte Campagne gemaach, wou mer wierklech ganz frou waren, dass mer konnte mat aneren Acteuren, also net nëmme mir als Regierung, mee zesumme mat de Gemengen, awer eeben och mat zum Beispill deenen, déi Gedrénks verkafen, an och mat der Landwirtschaft déi Campagne maachen. Dofir fannen ech déi Motioun ganz begréissenswäert.

Dir wësst, mir sinn amgaangen, un enger Zero-Waste-Strategie hei fir Lëtzebuerg ze schaffen. Déi wäert uganks d'nächst Joer esou wäit sinn, dass se kann diskutéiert ginn, wou mer nach eng Kéier zréck bei d'Leit wëlle goen. Mir haten d'lescht Joer fënnef Workshoppe gemaach uechtert d'Land. Mir sinn do ganz aktiv drun um schaffen. Mir wäerten an der Ëmsetzung vun deem ganzen Offalldirektivepak, dee jo haut en Économie-circulaire-Pak ass, och Saachen aféiere wéi zum Beispill, dass mer d'Méiglechkeet gi fir Pfand.

Mir wäerten awer och Saachen - an do wëll ech dem Här Galles kuerz eppes soen - net méi wëllen hunn. An der Single-Use-Plastic-Direktiv soe mer och de Leit ganz kloer: „Et gi verschidde Plastiker, déi nëmme fir e puer Sekonne gebraucht ginn, sief et de Stréihallem, sief et Besteck ..." Fir verschidde Saachen, do fannen ech, ass et wichteg, an dat hu mer an der Regierung an der Vergaangenheet esou gemaach, dat hu mer zum Beispill fir verschidde Pestizide gemaach, déi an zwee Drëttel vun eisem Waasser ze fanne sinn, fir verschidde Saache muss ee Leitplanke setzen. Do brauche mer Uerdnungsflächen, do brauche mer och verschiddentlech Verbueter.

Mee Dir wësst et awer och: Lëtzebuerg versicht, mam gudde Beispill virzegoen an d'Leit matzehuelen. Lëtzebuerg ass, dat wëll ech awer no dëser Debatt nach eng Kéier kloermaachen, de Spëtzereider an der Investitioun an den ëffentlechen Transport. Déi lescht Regierung - an dës mécht dat weider - huet zwee Drëttel vun den ëffentlecheche Gelder an den ëffentlechen Transport gesat, konkreet an den Ausbau vu Vëlosweeër, fir Alternativen ze schafen, fir eebe grad net eng Situatioun ze kreéiere wéi a Frankräich.

Mir sinn och dat éischt Land, wat de gratis Transport fir d'ganzt Land wäert hunn. Mir sinn déi Éischt weltwäit, wann et drëm geet, eis Responsabilitéit eescht ze huelen, wann et ëm international Klimafinanzéierung geet plus de Lien ze maache mat enger Finanzplaz, jo, wou mer nach musse vill schaffen, well just e ganz minimalen Deel bis ewell nohalteg Finanzprojete sinn. Mee dat gëllt awer net, fir net mat de Leit ze schaffen. Dat ass genausou mat der Industrie.

Mir mussen déi Angscht iwwerwannen an d'Schwaarz-a-wäiss-Denken. Mir mussen iwwerleeën, wéi mer esou vill wéi méiglech Acteuren aus der Ekonomie, aus der Landwirtschaft, aus dem Bankeberäich, awer eeben och d'Société civile mat op de Wee kréien. An do ass sécherlech de Klimapakt, dee mer jo weiderentwéckelen an dee mer och d'ailleurs weiderentwéckelt hunn - an ech hunn ëmmer gesot -, dat ass e super Instrument, wat 2012 op de Wee bruecht ginn ass. Mee mir hunn et weiderentwéckelt, eebe grad an der Optik, d'Transitiounsbeweegung domat opzefänken. Mir hunn de CELL materageholl. Mir hunn den Theemeberäich erweidert, d'Loftqualitéit materageholl, well dat genau ass eng vun de Recommandatiounen.

D'ailleurs, Här Wiseler, Dir hat gesot, d'Kommissioun hätt ganz vill Recommandatioune gemaach - mee genau dat huet se an all Land gemaach! Si huet souguer ganz vill gesot: „Är Ambitioune sinn net héich genuch." Bei eis huet se gesot: „D'Ambitioune sinn do, gitt eis Erklärungen!" An dësem Plang hu mer op ganz villes Äntwerte ginn. Dass dat elo nach net alles ausgeglach ass, majo, dat läit och dorunner, dass mer am Ufank vun enger Prozedur sinn. Et kënnt jo och nach eng Consultation du public. An dës Wierder an dës Diskussioune solle jo och net an d'Leert goen.

Natierlech si mer do, fir an deenen eenzele Beräicher d'Politicken ze verstäerken. Natierlech si mer do fir ze lauschteren, wat eis Deputéiert soen, wat eis Chamber seet. An da wäerte mer och uganks d'nächst Joer do si fir ze lauschteren, wat d'Leit eis soen. Klimaschutz, do kënne mir alleguerten Acteure vum Wandel sinn.

An domadder soen ech Iech Merci fir dës Debatt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch.

Motions

Da kënne mer elo zum Vott iwwert déi verschidde Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Den Här Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Här President, wann ech richteg verstanen hunn, wat d'Regierung proposéiert, dann ass et, fir déi Motioun do ofzeleenen. Ech wëll awer just soen, datt dat fir eis eng wichteg Motioun ass. Mir hunn u sech begréisst, datt déi nei Klassen agefouert gi sinn. Mir hunn dat eng positiv Saach fonnt. Mir hu just regrettéiert, datt vun där neier Klass, déi agefouert ginn ass, net all déi Leit kënne profitéieren, oder déi kënne benotzen, déi se am Fong eventuell wéilte benotzen.

Dat hei ass also an eisen Ae just eng Amelioratioun vun engem Text, eng positiv Saach, déi mer wëlle bréngen. A wann ech d'Avise kucken, déi do ronderëm sinn, notamment dee vun der Chambre des Métiers, déi froen dat och relativ kloer an däitlech a mat Nodrock. Dofir si mer enttäuscht, wann Der déi net kënnt matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir wollten eis de Wierder vum Här Turmes uschléissen a proposéieren, d'Motioun net ze stëmmen, well mer jo en neit Gesetz hunn.

Une voix.- Schonn erëm?!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, schonn erëm. Den Här Turmes huet erklärt, dass mer en neit Gesetz hunn, wat nach evaluéiert wäert ginn. An en huet och erklärt, dass mer en neit Gesetz wäerte kréien, wat den Eegestroum betrëfft. An an deem Sënn ralliéiere mer eis deene Wierder; wat net verhënnert, dass mer an enger spéiderer Phas wäerten drop zréckkommen, wa bis d'Evaluatioun gemaach ginn ass.

A mir hu jo net méi spéit wéi gëschter gesot, dass mer eis méi Mëttele wëlle ginn, fir Gesetzer ze evaluéieren. A wa mer eis selwer wëllen eescht huelen, da solle mer och d'Gesetzer emol räife loosse fir erauszefannen, ob dat, wat mer hei selwer decidéiert hunn, dann och d'Strooss hält oder net, an eis eege Method dann och uwennen, déi mer eis jo da gi fir d'Zukunft.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Ech mengen, da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Ass do eng Wuertmeldung do? Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Jo, merci, Här President. Mir proposéieren natierlech, déi Motioun net unzehuelen, well d'Madamm Dieschbourg erkläert huet, dass aner Länner op Basis vun där doter Nitratdirektiv verklot gi sinn. Ech mengen net, dass mer dat wëllen. Mir wëllen net op d'Lëscht komme vun de verklote Länner. An dofir nee fir dës Motioun.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Nee!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Gëtt déi ofgeleent?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Jo, déi gëtt ofgeleent.

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.-* Okay, de Vott fänkt un.

(Brouhaha général)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 2 ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par Mme Carole Hartmann), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Do hunn ech de Minister verstanen, wéi wann een déi kéint an d'Kommissioun verweisen. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* Ma, ech wëll se gären ofstëmme loossen, well ech wëll just ...

Plusieurs voix.- O!

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* Ma ech wëll Iech soen, wat Der virun …

(Interruption)

Normalerweis hunn ech ëmmer geduecht, d'Leit hätte Manéieren!

Sou, ech wëll Iech just soen, wat Der virun zwou, dräi Woche gestëmmt hutt. Do hutt Der nämlech gestëmmt, fir d'Agrargesetz nach eng Kéier opzemaachen a fir eng Upassung ze maachen. Also wann d'Agrargesetz souwisou soll opgemaach ginn, woumat Der jo d'accord sidd, géif ech mengen, datt et och heifir kéint opgemaach ginn. An duerfir wëll ech gären ofstëmme loossen.

Merci.

Une voix.- Très bien! Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Den Här Minister, wannechgelift.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.-* Wéi mer dat Gesetz ofgestëmmt haten, dunn hate mer nach keen New Green Deal. Dunn hate mer all déi Elementer, déi derbäikoumen als en neien Impuls, deen erakomm ass. An deem muss ee selbstverständlech mat Rechnung droen. Dofir, mengen ech, ass et de Moment ze fréi, fir dat hei ze maachen.

Ech géif also proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 3 ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4 fir eng „Maison de l'Agriculture" ze schafen. Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

Wien ass mat dëser Motioun d'accord, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Nee, gëtt déi och ofgeleent?

(Interruptions et hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* De Vott ass duerch!

M. Sven Clement *(Piraten).-* Gëschter huet d'CSV esou och missen eppes zoustëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech gesinn, datt de Vote électronique gefrot ass, fir iwwert d'Motioun Nummer 4 ofzestëmmen.

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten).-* … selwer iwwerrascht!

Vote sur la motion 4

M. Fernand Etgen, *Président.-* De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

D'Motioun 4 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par Mme Carole Hartmann), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5. Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* Merci, Här President. Also, et si jo eng Partie gutt Saachen dran.

Plusieurs voix.- A!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* Awer ech fannen et schonn ... Mat verschiddene Saache kënne mer sécherlech net averstane sinn. Zum Beispill gëtt hei op d'Klimagesetz higewisen, mir hunn nach guer net iwwert dat Klimagesetz geschwat. Mir hunn et och nach net ofgestëmmt. Da gëtt op deen ominéise Plang higewisen, dee menger Meenung no nach ëmmer kee Plang ass. Et steet erëm eng Kéier do: « réduction continue de l'impact de la vente des carburants », mee et steet net do, wéi et gemaach gëtt. Et steet do: « réforme de la taxe aux véhicules [...] après une certaine date », sou steet elo op eemol hei. De Moien hu mer schonn en aneren Datum héieren. Also, ech liesen elo net alles vir.

Mee op jidde Fall wäerte mer keng Kaz am Sak kafen, well esou grouss ass d'Vertraue vun eis awer net an déi dote Regierung.

An et ass ganz erstaunlech, datt Der hei frot, …

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dir waart scho méi streng.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* … datt Der hei frot, Dir hätt gären « atteindre l'objectif de la neutralité climatique au sein des administrations étatiques le plus rapidement possible ».

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Besser geet et dach net.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.-* An dann hutt Der et de Moien net fäerdegbruecht - also méi traureg geet et jo awer definitiv net! -, de Moien hutt Der et net fäerdegbruecht, fir eis Motioun ze stëmmen, wou mer gefrot hunn, fir „au plus tard" 2030 beim Staat klimaneutral ze sinn.

Dat heescht, ech ginn dovunner aus schonn emol souwisou, datt bei Iech « le plus rapidement possible » egal wéi no 2030 wäert sinn. Dat heescht, Dir braucht net ze soen, datt Är Ambitioune beim Staat immens héich sinn. Also mir wäerten déi hei net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Merci, Här President. Also elo stelle sech e puer Froen. Déi éischt ass emol mat der sougenannter Autosteier. Do wëll ech einfach emol an de Raum werfen, wéi verfassungskonform dass dat ass, wann een d'Leit zweeschneideg behandelt. Wéi stellt Der Iech dat vir an der Motioun? Well déi eng kréie jo hir Autoen esou berechent an déi aner op engem anere Berechnungsmodell. Ass dat verfassungskonform? Oder riskéiert Der do, ugeklot ze ginn?

Déi aner Saach ass, Dir schreift: « à continuer d'augmenter les investissements ». Wéi ass et dann do, gitt Der iwwer dräi Milliarden? Wann ech et richteg am Kapp hunn, sinn et dräi Milliarden, déi elo am Moment investéiert ginn an den ëffentlechen Transport. „Augmenter", wat schwieft Iech do vir? Ech froen elo net, wou Der d'Geld hierhuelt.

Dann zu dem Punkt vun de Moien. D'Administratiounen, jo, domat wäre mer eigentlech averstanen. Mir waren de Moien averstane mat deem Punkt. Mam Rescht … A mir wären och de Mëtten domat averstanen. Net wéi bei deene Gréngen: Do fänkt d'Ëmweltpolitik den Nomëtteg un. Bei eis huet se och schonn de Moien ugefaangen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Dann hat den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, ech ka mech ganz kuerz faassen no eisem Echange, dee mer de Mëtten haten. Dat heiten ass e Plang, dee mir als ADR net matdroen. Mir sinn och géint déi Steiererhéijungen. Mir stelle fest, datt dee Plang sozial ongerecht ass. Dat doten ass eng Politik, déi net ka vun eis matgedroe ginn. Dofir ass et e kloren Nee vun eiser Säit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Kartheiser. An ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5 kommen.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6. Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Merci, Här President. Déi dote Motioun fanne mer ganz interessant. Do si ganz gutt Usätz dran, fir de Leit och wierklech um Terrain entgéintzekommen, virun allem och deenen akommesschwaache Menagen, déi sollen e gudde Conseil kréien, natierlech och déi aner. D'Koordinatioun soll begleet ginn. An dann ass och deen Dispositif de financement an d'Office sociallen, déi sollen agebonne ginn.

Mee vu dass et awer eng ganz Rei vu Ministèrë betrëfft, géife mer proposéieren, dat doten an der Kommissioun ze verdéiwe fir ze gesinn, wien iwwerhaapt responsabel ass, fir déi dote Voleten ofzedecken, an dann do gemeinsam eng Approche ze developpéieren, wéi mer déi doten da kënnen ëmsetzen an der Praxis.

Dat ass eis Propos: an d'Kommissioun verweisen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord no dëse versönleche Wierder, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Interruption)

Nee, den Här Wagner wëllt nach eppes soen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ganz kuerz. Jo, mir sinn och domadder averstanen, datt se an d'Kommissioun verwise gëtt, …

Plusieurs voix.- A!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … well mer och mengen, datt tatsächlech do och Iwwerleeunge sinn. Also mir mengen, datt dat eescht geholl gëtt. A mir sinn och der Meenung, datt se diskussiounsbedürfteg ass, well et sinn e puer Saachen, iwwert déi ee kann diskutéieren. Et geet ëm de Prinzip.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 6 de M. David Wagner est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à la Commission du Logement.)

Motion 7

Da komme mer zur Motioun Nummer 7. Wëllt do een eppes soen? Den Här Baum freet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hu virdru ganz andächteg den Erklärunge vum Sozialversécherungsminister nogelauschtert a muss awer soen, datt se onzefriddestellend sinn a mengen Aen. De Fonds de compensation, deen d'Rentereserv verwalt, mécht eng Investitiounspolitik, déi e Choix politique erëmspigelt. Et gëtt am Moment dee klenge Mechanismus vun der Liste d'exclusion, déi ass entstanen, well eng gesellschaftlech Debatt war a well decidéiert ginn ass: Et kann net sinn, datt mer a Betriber investéieren, déi géint d'Konventioune verstoussen, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet.

Hei probéiere mer, déi Diskussioun, déi, mengen ech, awer schonn zënter enger Zäitche gefouert gëtt, weiderzefëieren, nämlech datt mer ophale mat deem „double talk", nämlech andauernd Waasser priedegen, awer Wäi saufen, nämlech ze soen: „De Fonds de compensation soll ufänken domadder, eng Exklusiounslëscht opzestellen, wat d'Investissementer an d'Pëtrolsindustrie ugeet."

Mir hunn nogerechent an nogekuckt, dee ganz exhaustive Rapport, deen do ass, datt iwwer 500 Milliounen eleng an Entreprisen investéiert sinn, déi hiert Haaptgeschäft aus der Exploitatioun vun Hydrocarburë maachen. Mir mengen, datt d'Sue vun der ëffentlecher Hand net do sinn, fir Shell an Texaco ze finanzéieren.

Dofir froe mer d'Regierung, fir dee Poids, dee se innerhalb vun deem Gremium huet, ze benotzen, fir deen dote Choix politique anzeleeden, d'autant plus - well Dir hutt vu Sozialpartner geschwat -, wou déi gréisst Gewerkschaft, déi d'Sozialpartner duerstellen, virun zwou Wochen eng Resolutioun verabschit huet, wou genau dat doten als gewerkschaftlech Fuerderung dran ass. Esou mengen ech, datt mer, wa mer dat heite géifen unhuelen, gesellschaftlech oppen Diere géifen opstoussen. An dozou géif ech dann och d'Chamber invitéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just fir vläicht eng allgemeng Reflexioun ze maachen iwwert dee Kompensatiounsfong. Ech mengen, mir mussen einfach och emol kucken, datt mer an enger Tendenz si säit enger gewëssener Zäit, fir alles ze politiséieren. Dat ass och an engem bestëmmte Mooss nozevollzéien.

Ech hunn och eppes dergéint, zum Beispill, datt mer elo ëffentlech Gelder an dubiéise Waffenhandel stiechen an esou weider. Mee mir mussen eis awer och drun erënneren, datt u sech den Haaptobjet vun deem Fong ass, eng Rentabilitéit ze garantéieren, eng Garantie eebe fir dat vun de Pensiounen auszebezuelen. An iergendwou muss do och nach eng Méiglechkeet sinn, fir den Haaptobjet vun deem Fong kënnen erfollegräich weiderzeverfollegen. An ech wëll dofir einfach och just dat heiten als Ulass huele fir ze warnen, datt all nei Moud, ouni et pejorativ ze soen, mee all neie politesche Sujet oder esou dann direkt och hei zu neie Restriktioune fir de Fonds de compensation féiert.

Ech mengen, wéi gesot, et muss een do e gesonde Mëttelwee fannen. Mee et kann net sinn, datt mer elo permanent nei Oploen do maachen. Ech gi just e Beispill. Ech huelen un, datt mer viru fënnef oder sechs Joer nach all gesot hätten: „Mir kënnen do net an den Drogenhandel investéieren, an de Cannabis oder esou eppes." An haut schwätze mer da vun der Legaliséierung!

Ech mengen, et ass einfach esou, datt mer sollten do e Mëttelwee fannen an net dauernd nei politiséieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7 kommen.

Vote sur la motion 7

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 7 est rejetée par 4 voix pour, 35 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Marc Baum et David Wagner ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 8

Da komme mer zur Motioun Nummer 8. Ass do eng Wuertmeldung do? Den Här Schneider, wannechgelift, de Wirtschaftsminister.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech wëll just zu der Motioun Nummer 8 soen, dass et awer ondenkbar ass, dass mer elo Implantatiounsprojete vu Firmen hei an der Chamber diskutéieren. Ech mengen, mir hu Gesetzer, mir hu Prozeduren. Mir hu Matsproocherecht an deene Prozeduren, wou jiddereen, dee concernéiert ass, och seng Meenung kann derzou soen.

Mee et kann awer elo net sinn, dass eenzel Projete vu Firmen, déi sech hei wëllen implantéieren, hei an engem Débat de consultation sollen debattéiert ginn. Ech mengen, do géife mer hei definitiv Dieren opmaachen, wou mer net méi wëssen, wou mer ufänken an ophalen. An dat ass och net de Sënn d'ailleurs vum Legislateur. Dat do ass d'Aarbecht vun der Exekutiv. An dofir, mengen ech, ass déi dote Motioun ofzeleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, den Här Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir sinn zwar vun där nämmlechter politescher Bluttgrupp, Här President, mee mir gesinn nach liicht ënnerschiddlech aus. Merci.

Une voix.- Nach.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Äermlängt ass déi selwecht.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech schaffen drun.

(Interruptions et hilarité)

De Minister huet hei eppes ganz Interessantes gesot. En huet einfach gesot: „Dat doten ass d'Aufgab vun der Exekutiv." Majo, a wie kontrolléiert d'Exekutiv? Dat ass d'Legislativ! An deementspriechend ass et, mengen ech, nëmmen normal, datt bei Projets d'envergure - a mir hu souguer an der Verfassung eppes zu staatleche Projets d'envergure drastoen -, datt do e Contrôle vun der Chamber stattfënnt bei staatleche Projets d'envergure.

(Brouhaha)

Wa mer elo higinn an do analog iwwerleeën, dann ass et natierlech de Rôle vun engem Legislateur, fir seng Exekutiv ze kontrolléieren. An näischt anescht gëtt hei gefuerdert!

Ech mengen, datt d'Kolleege vun déi Lénk hei net fuerderen, iergendee Prejugé ze hunn. Si fuerderen net, eppes ofzeleenen. Si fuerderen informéiert ze ginn. An ech mengen, dat ass hei bei dëser Regierung wierklech eppes, wou mer de Moien, gëschter, déi lescht Wochen a warscheinlech déi nächst Méint nach wäerten driwwer diskutéieren, datt d'Regierung d'Chamber net méi wëllt informéieren.

Ech mengen, dat ass e grousse Problem. An de Minister huet déi Astellung elo grad hei wierklech ënnermauert. An dat fannen ech och zu dëser spéider Stonn nach ëmmer ganz grav!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech fannen et wierklech bedenklech, datt e Regierungsmember mengt ze wëssen, wouriwwer d'Chamber ze befannen huet.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Genau.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- E Regierungsmember, dee warscheinlech souwisou innerhalb vun der Regierung net méi vill ze befanne wäert hunn.

(Interruption)

Dovunner ofgesinn: Et geet dach net ëm eng kleng Epicerie, déi sech iergendwou etabléiert! Et geet ëm e GAFA, woumat dach och d'Regierung, den Här Schneider an den Här Bettel, Walkampf gemaach hunn, fir ze weisen: „Kuckt, wéi gutt mer sinn! Mir ginn an d'Silicon Valley a mir brénge Google op Lëtzebuerg." An duerno däerfe mir ni iergendeng Fro stellen. Do kéint een erëm zréck op déi Diskussioun vu gëschter iwwert d'Memorandum-of-Understandinge kommen, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- De Moien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- De Moien. Et war scho laang hier!

(Hilarité)

… datt d'Regierung ëmmer méi Initiativen hëlt, déi e risegen Impakt kënnen hunn op d'Liewe vun der Bevëlkerung, a mir als Chamber däerfen net doriwwer diskutéieren! Mir hunn e reelle Problem, wann dat esou ass.

Et huet souguer um Gemengenniveau … Dir wësst et jo, d'LSAP huet doduerch e Buergermeeschter gewonnen zu Biissen. Et hat en Impakt an engem Gemengerot! Et ass eng ganz Mobiliséierung vun enger Bevëlkerung an der ganzer Géigend. De Mouvement écologique hëlt Stellung! Immens vill Leit huele Stellung! Mir stellen eis d'Fro … Mir hunn haut dee ganzen Dag … Mir schwätze permanent iwwer Klima, iwwer Emwelt - et geet ëm Energie, et geet ëm Waasser, ëm Ressourcen, et ass keng Lappalie -, a mir däerfen hei net driwwer diskutéieren?!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech fannen dat inakzeptabel! A wann d'Regierung tatsächlech der Meenung ass … Well wat mir proposéieren, dat ass nodeems d'Prozedur vum PAP fäerdeg ass! Mir froe soss näischt, wéi en Débat de consultation an dëser Chamber ze hunn! An en plus, datt een och d'Zivillgesellschaft ka matabannen, déi national an déi lokal. Doriwwer däerfe mer net diskutéieren! Ech fannen dat lusch!

(Interruption)

Ech fannen dat lusch! Wat verstoppt sech derhannert?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, och ganz kuerz, Här President, villmools merci. Just fir ze rappeléieren, datt d'ADR och vun Ufank un eng Transparenz an dësem Dossier gefuerdert huet, aus ville Grënn, och eeben aus ëmweltpolitesche Grënn. An ech ka mech dofir nëmmen de Wierder vun de Kolleege vun deene Lénken a vun de Piraten uschléissen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et un der honorabeler Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech och, well mir hu schonn dacks gestridden, fir datt mer iwwerhaapt konnten eng Heure d'actualité hei kréien. Déi sollt ëmmer refuséiert ginn. Och an der Conférence des Présidents waren et haart Diskussiounen, fir datt et konnt op den Ordre du jour kommen.

Vun de Ministere krute mer dunn ëmmer gesot: „Et ass elo an der Prozedur", an da froe mer, fir driwwer ze schwätzen, wann d'Prozedur eriwwer ass, an dann däerfe mer och net driwwer schwätzen. Also, dat ass definitiv net akzeptabel! An dofir ënnerstëtze mer ganz kloer hei d'Motioun vun deene Lénken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, elo kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 8 ofstëmmen.

(Interruption)

Nee, den Här Schneider wëllt nach eppes soen.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll just nach eng Kéier soen, dass d'Chamber selbstverständlech d'Recht huet, iwwer Google esou vill ze diskutéieren, wéi se Loscht huet. An ech wëll drun erënneren, dass et nach net ganz laang hier ass, dass mer hei en Debat iwwer Google haten.

Ech weess net, wivill Question-parlementairen ech vun deene verschiddene Säiten zu Google beäntwert hunn. Ech weess net, wivill Question-parlementairen zu Google un aner Kolleegen an der Regierung gestallt gi sinn. Nonobstant ass et awer esou, dass et hei ëm e Projet geet, en Investitiounsprojet. Deen ass an enger Prozedur. Déi Prozedur ass iwwer Gesetzer gereegelt. All déi Gesetzer ginn agehalen. All déi Méiglechkeeten fir matzeschwätze fir all déi concernéiert Leit sinn alleguer ginn. Déi ginn alleguerte respektéiert.

An ech hunn och kee Problem, wann Der wëllt en Débat de consultation an der Chamber féieren iwwert d'Datencentre generell! Wëlle mer där? Wëlle mer där keng? Mee wa mer awer ufänken, hei an deem heite Plenum all eenzelne Projet vun all Firma ze zerplécken an och de Prozedure virzegräifen, jo, da wunne mer awer net méi an engem Staat, op dee Verlooss ass, dass ee Prozedure kann anhalen!

Ech mengen, dat hei muss säi Wee elo goen. Déi Prozedure sinn agelaut a jidderee kann do seng Reaktiounen dozou ginn. Mir haten en Debat hei; nach eng Kéier. Ech weess net, wat mer nach alles hei sollen zu deem Projet diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott kommen.

Plusieurs voix.- Oui!

Plusieurs autres voix.- Non!

Vote sur la motion 8

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmme fänkt un.

(Brouhaha)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 28 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

(Interruption par M. Aly Kaes)

Et gëtt notéiert, Här Kaes.

Résultat définitif après redressement : la motion 8 est rejeté par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 9

Da komme mer zur Motioun Nummer 9. Ass do eng Wuertmeldung? D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir proposéieren, dës Motioun ofzeleenen …

(Interruptions)

… aus deem follgende Grond: Et fueren 10.000 Autoen, net méi, a ganz Europa, déi mat Waasserstoff fueren. D'Regierung mécht eng flächendeckend Installatioun vu Schnellluedestatiounen an anere Statiounen. An et mécht net onbedéngt Sënn, all kleng Tankstell am ganze Land mat deenen zwou Zorte vu Statiounen auszestatten, soudass dat do awer liicht, mengen ech, grouss gekuckt ass. Wéi gesot, d'Regierung weess schonn, wat se do mécht. An et ass eng Strategie, déi gutt amgaangen ass an déi ënnerstëtze mer, mee dës Motioun net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Da kënne mer iwwert d'Motioun …

(Interruption par M. Marc Goergen)

Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Eigentlech wollt ech keng Reaktioun ginn, mee d'Madamm Lorsché huet mer esou eng Steilvirlag geliwwert. Eigentlech steet jo Waasserstoff awer och an Arem Plang. Dat heescht, dat ass jo elo net, dass dat eng Technik wär, iwwert déi Der elo eigentlech schlecht geschwat hätt, mee déi wëllt Dir jo awer och hunn. Do si mer eis jo nach eens.

Mir kënnen Iech awer e Kompromëssvirschlag maachen: anstatt, dass et all d'Tankstelle sinn, dass 30 % vun den Tankstellen och d'Méiglechkeet ubidden, fir Elektro a Waasserstoff ze tanken, soudass een deementspriechend e Kompromëss hätt.

(Brouhaha)

Mee Dir wëllt, dass d'Leit Elektro kafen, da musse se och kënnen tanken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 9 ofstëmmen.

Vote sur la motion 9

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 23 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a bei 6 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 10

Da komme mer zur Motioun Nummer 10. Ass eng Wuertmeldung zur Motioun Nummer 10 do?

(Négation)

Da kënne mer doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 10

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun 10 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 57 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 10 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruptions et hilarité)

Här Kaes, wat hutt Der gemaach?

Motion 11

Da komme zur Motioun Nummer 11. Ass do eng Wuertmeldung? Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also am Moment fueren 216 Schëffer op de Mierer ënner Lëtzebuerger Fändel. An d'Fro ass eigentlech ganz einfach: Wat mécht Lëtzebuerg mat Schëffer, déi um Mier fueren? Mir ass net bekannt, dass iergendzwousch zu Lëtzebuerg Plage wär oder soss eppes. Mir Piraten hunn d'Schëffer zwar ganz gären, …

(Hilarité)

… mee mir hunn awer d'Ëmwelt nach léiwer. An deementspriechend hätte mer gär, dass Lëtzebuerg ophält mat deem Steierdumping.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Solle mer d'Cargolux och ofschafen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, iwwert d'Motioun Nummer 11 …

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Piraten brauche kee Fändel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … kënne mer ofstëmmen.

Vote sur la motion 11

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 11 ass mat 4 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmme bei 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Marc Spautz).

Motion 12

Da komme mer zur Motioun Nummer 12. Da kënne mer iwwert déi Motioun ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Den Här Goergen, wannechgelift.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Goergen, ouni Schëffer gëtt et och keng Pirate méi.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Haha!

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir musst dat bedenken.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Sou! Komme mer zu engem ganz seriöen Theema. Ech mengen, den Här Minister huet jo erklärt, dass eis Analys eigentlech richteg ass, well soss hätt e seng Parte jo net verkaaft, wann do keng, soe mer emol, Interessekonflikter gewiescht wären.

Mee mir stellen awer weiderhin d'Fro, well op där Lëscht si jo nach aner Ministeren, aner gréng Ministeren: Wéi ass et dann do? Wann déi elo dee Klimaplang stëmmen, da wäert déi Firma warscheinlech Opträg kréien.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Op wat fir enger Lëscht? Op wat fir enger Lëscht?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Op der Lëscht vun den Aktionären.

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Ministere stëmmen net ...

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, mee am Klimaplang gëtt ganz genau déi Firma per … Dat kann Zoufall sinn! Also, ech wëll näischt ënnerstellen. Dat ass Zoufall.

Déi Firma mécht „installations de chaleur", mat Holzpellets, wat, dat hu mer haut gesot kritt am Klimaplang, muss gefërdert ginn. Déi Firma, déi ass anscheinend Expert a Wandmillen a si huet och schonn zwee Parken. Per Zoufall stoung dat och am Klimaplang.

Dann: D'Fotovoltaik muss gefërdert ginn. Déi Firma huet scho 65 Solaranlagen a proposéiert sech um Internet fir nach vill méi. Also, wann do een net gesäit, dass e Conflit d'intérêts besteet, da weess ech net, wat fir e falsche Brëll dass en unhuet!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President. Do gëtt eng Fro opgeworf, déi awer sensibel ass.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hei geet et drëm, ob d'Ministere Participatiounen an enger Gesellschaft hunn, déi iergendwéi hei am Land a gewëssene Projeten intervenéiert. Ech weess, datt am Code de déontologie vun der Regierung elo keng Interdictioun steet. Et kann och e Minister bien entendu iergendwou eng Participatioun hunn.

Ech muss allerdéngs soen, datt dat hei awer sensibel ass. A mir géifen eigentlech éischter derfir plädéieren, datt een zumindest eng Kéier déi Fro do dem Comité d'éthique géif soumettéieren, well mer awer mengen, datt een do ganz virsiichteg muss sinn.

Mir hunn och net richteg verstanen … Den Här Turmes huet elo gesot, hien hätt seng Parte cedéiert. Dat gleewe mer em och gär. Et ass awer nach en anere Minister, dee scho Minister säit 2013 ass, deen awer nach 2018 doranner steet als Aktionär.

A wéi gesot, ech mengen, mir sollen alleguerte virsiichteg sinn. Mir hunn alleguerten och als Deputéiert esou Deklaratiounen ënnerschriwwen. A mir géifen op jidde Fall derfir plädéieren … Mir mussen elo net onbedéngt déi Motioun do unhuelen, mir wären awer frou, wa vläicht de Premier - oder de Vizepremier haut a Vertriedung -awer eng Kéier deen dote Punkt géif deem Comité d'éthique ënnerbreeden.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. De Vizepremier ass ugeschwat.

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Also, ech huelen dat da gär muer mat an de Regierungsrot, fir dem Premier dat ze soen. An da kucke mer, wéi dat weidergeet. Ech kann Iech awer hei soen, dass ech a kenger Firma …

(Interruptions)

… Aktien hunn, net dass nach weider Gerüchter opkommen. Et sinn der scho genuch ënnerwee.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Ech mengen, mat deem dote Versprieche kënne mer déi do Motioun dann zrécksetzen, a mir hu vollt Vertrauen an de Vizepremier.

(La motion n° 12 de M. Marc Goergen est mise en suspens.)

(Brouhaha)

Da kënne mer dann zur Motioun …

(Interruption par M. Marc Goergen)

Den Här Goergen huet dat Vertrauen net.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also, ier ech e Kompromëssvirschlag maachen, wollt ech just eng Kéier kuerz op den Här Berger agoen. Den Här Berger huet natierlech Recht: D'Ministere stëmmen net. Deementspriechend géife mer dann och bieden, falls et Deputéierter ginn, déi änlech Interessekonflikter mat Energiefirmen hunn, an et kënnt zum Klimaplang, datt déi sech dann och beim Vott wäerten enthalen.

Une voix.- Jo.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zum Kompromëss: Mir si gäre bereet, dass dat doten an den Eethikrot geet, mee mir soen Iech awer och ganz kloer: Mir hoffen, dass eng Entscheedung an eng Diskussioun kommen, ier de Klimaplang zum Vott wäert kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

Motion 13

Ech mengen, da kënne mer domadder elo zur Motioun Nummer 13 kommen. D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also, déi aner stëmme mer net of?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi stëmme mer net of.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Majo, do proposéiere mer, déi Motioun unzehuelen. Si ass eis ganz sympathesch. Ech wëll hei drun erënneren, dass mer schonn eng änlech Motioun hei gestëmmt hunn, déi awer nach méi wäit gaangen ass. Dat war am Kader vum Débat d'orientation iwwer „zéro déchet". Do waren dës Punkten eigentlech schonn dran, vläicht e bëssen anescht, och mat e puer Nuancen, déi eng oder déi aner Säit och e bësselche méi vast.

Mee dat ass awer och aus Sympathie zu där Aktioun, déi mer hei an der Chamber hate mat de Kanner natierlech, wou mer awer elo net der Meenung sinn, dass een ëmmer d'Kanner soll als Alibi asetze fir ze soen: „Jo, da musse mer elo méi Gas ginn." Ech mengen, mir gi souwisou Gas. Dat war eng flott Aktioun. An an deem Sënn ënnerstëtze mer se och.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 13

Wien derfir ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

3. 7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7315, een Hëllefsregimm „de minimis". D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et drëms, eng spezifesch Form vun Aidë fir Entreprisen an eiser lëtzebuergescher Gesetzgebung virzegesinn. Mir schafen hei de sougenannte „Régime d'aides de minimis". Op der Basis vun dësem Gesetz kann de Staat engem Betrib an Zukunft finanziell Aidë vu bis zu 200.000 Euro op enger Period vun dräi Joer accordéieren. Fir Betriber, déi am Wuerentransport op der Strooss aktiv sinn, läit d'Limitt bei 100.000 Euro.

Dëse Régime d'aides soll de Lëtzebuerger Entrepreneuriat ënnerstëtzen. E Betrib, dee wëllt investéieren an deem säi Projet eng Plus-value fir eis Ekonomie ass, kann dës Bäihëllef ufroen, wann e vu kenger vun deenen aneren Hëllefen, déi de Staat bis elo bitt, profitéiere kann.

Et gëtt nämlech schonn eng ganz Panoplie u staatlechen Aidë fir eis Betriber, déi an de leschte Joren a verschiddene Regimmer festgehale goufen: Hëllefen, déi fir d'Promotioun vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun vun Entreprisë geduecht sinn, Hëllefen, fir regional Projete vun de Betriber ze förderen, anerer fir Investissementer, déi der Ëmwelt zeguttkommen, a säit leschtem Joer och spezifesch Aidë fir eis PMEen.

Här President, de Projet de loi, deen haut zum Vott steet, komplettéiert d'Lëscht vun dësen Aiden, déi eis Betriber kënnen ufroen. Si alleguer sinn en Deel vun der Entwécklungs- an Diversifikatiounsstrategie fir eis Ekonomie, déi vun eiser Regierung verfollegt gëtt.

Niewent deenen aneren Aiden ass deen neie Regimm als „outil de dernier recours" geduecht, wat esou vill heescht, wéi dass d'Betriber op d'De-minimis-Aidë kënnen zréckgräifen, wa se entweeder net eligibel sinn, fir déi aner genannte Bäihëllefen ze kréien oder wann eng Urgence besteet beim envisagéierte Projet.

Wat dës Aiden nach vun deenen aneren Aiden ënnerscheet, ass de Fait, dass eng Aide de minimis vun der Europäescher Unioun wéinst de méi gerénge Montanten, déi ausbezuelt ginn, net als Staatshëllef consideréiert gëtt. Si muss deemno och net op Bréissel notifiéiert ginn, wat déi ganz Prozedur natierlech och méi einfach mécht.

An der zoustänneger Kommissioun ware sech all d'Deputéiert iwwert de Besoin an den Notze vun dësem neie Régime d'aides eens. Op der Basis vum éischten Avis vum Staatsrot hate mir eng Diskussioun doriwwer, wat fir ee Minister d'Decisioun treffe soll, ob eng Entreprise dës Hëllef kritt oder net. De Staatsrot wollt nämlech, dass de Finanzminister säi Wuert matzeschwätzen hätt.

An der Kommissioun ass majoritär decidéiert ginn, dass dës Form vun Aide nëmme vum Minister, dee fir d'Ekonomie zoustänneg ass, vum Minister, dee fir d'Classes moyennes zoustänneg ass, an awer och vum Tourismusminister kann accordéiert ginn. Mat dësem Wording hu mir fir eng gewësse Flexibilitéit gesuergt, falls dës Ressorten nei opgedeelt géife ginn an net ënnert deem selwechte Minister wären.

D'Kommissioun huet sech och bewosst derfir entscheet, de Finanzminister net an d'Decisioun matanzebezéien, eng Aide ze accordéieren. Esou kënnen dës Aidë méi séier an ouni iwwer zwee Ministère mussen ze zirkuléieren accordéiert ginn.

Dëst Virgoe gëtt och scho bei aneren änleche Regimmer applizéiert. Et justifiéiert sech och doduerch, dass et sech bei dësen Aiden ëm éischter méi kleng Montanten handelt.

Och als Reaktioun op den éischten Avis vum Staatsrot hu mir am Projet de loi preziséiert, dass dës De-minimis-Aidë fir Betriber gëllen, deenen hire Projet „en ligne" ass mat der ekonomescher Diversifikatiouns- an Entwécklungspolitik vun eisem Land. Am Commentaire des articles sinn als Beispiller dofir d'Biotechnologie, d'Ekotechnologie, den ICT-Secteur, de Spacesecteur, d'Logistik an den Entrepreneuriat am Beräich Tourismus an am Artisanat zitéiert ginn.

Des Weideren hat de Staatsrot a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgesprach. Am Artikel 4 gouf nämlech op e groussherzogleche Reglement verwisen, wat géint eis Hiérarchie des normes verstéisst. Dëst hu mer rektifizéiert, gradesou wéi d'Kommissioun eng Rei vu konstruktiven Ännerungsvirschléi vum Staatsrot mat an de Projet de loi afléisse gelooss huet.

Här President, nach e puer Wuert zu den Avise vun de Beruffskummeren.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis festgestallt, dass dëse Régime d'aides et méi Entreprisen a besonnesch deenen aus dem Beräich vum Artisanat erlabe wäert, an de Genoss vun esou Hëllefen ze kommen. Net zefridde war d'Chambre des Métiers awer domat, dass Investissementer, fir Ekipementer ze ersetzen, net vun dësen Hëllefe virgesi sinn an dass d'De-minimis-Aide just a Form vu Kapital ausbezuelt ka ginn an net a Form vun enger Bonification d'intérêt, wat am Kader vum europäesche Reglement och méiglech gewiescht wär.

D'Chambre de Commerce fir hiren Deel begréisst och d'Schafe vun dësem Régime d'aides an hofft, dass vill Betriber, déi bis elo näischt bäigesteiert kruten, vun dëser Hëllef profitéiere wäerten. Och d'Simplification administrative, déi den neie Régime d'aides mat sech bréngt, gouf ervirgestrach. Fir d'Chambre de Commerce wär et awer besser gewiescht, wann alleguer d'Régimes d'aides, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, an engem eenzege Gesetz regruppéiert gi wären, anstatt a verschiddene Gesetzer ze stoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Prezisioune verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech ginn dann hei och den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. D'Madamm Hartmann war esou komplett a mat hire gudden Argumenter huet si eis esou iwwerzeegt, dass mer nëmme kënnen d'Zoustëmmung ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Tess Burton.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen, mir missten all där Meenung sinn, Här President.

(Hilarité)

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, ech wëll dann och … Lauschtert een no? Ech wëll dann och menger Bänknopesch hei, dem Carole Hartmann, Merci soe fir dee Rapport, dee komplett war, deen d'Wichtegkeet ënnerstrach huet. A mir als LSAP ginn natierlech och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Burton. An dann dat selwecht vum Här Charles Margue?

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Dir kënnt …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass d'Fro.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Genee, dat ass esou. Dir kënnt liesen a menge Gedanken.

(Hilarité)

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Carole Hartmann Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An den Här Engelen, wat seet deen?

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, mir soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci fir hire Rapport. En ass komplett a mir géifen den Accord gi vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Ruff als Spillverdierwer muss ee sech haart erschaffen …

(Hilarité)

… an ech kämpfen elo dorunner.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et ass e bossegt Gesetz, mat deem mer et hei ze dinn hunn, wou Aiden, staatlech Bäihëllefe fir Privatentreprisë gereegelt ginn, déi awer zu considerabele Montante vun 200.000 Euro iwwert dräi Joer kënne féieren. An dat, wat et bosseg mécht, d'Gesetz, ass, datt et eigentlech keng wierklech Krittäre gëtt, déi d'Attributioun vun deene Sue reegelen, mee ganz vag an allgemeng gehalen Orientéierunge wéi d'„valeur ajoutée pour l'économie", wou de Staatsrot sech och gefrot huet, mee d'Valeur ajoutée pour l'économie, dat kann ongeféier alles sinn. Dat heescht, mir hunn en immens grousse Pouvoir discrétionnaire vum responsabele Minister oder vun deenen zwee responsabele Ministeren, deen eis awer net onbedéngt terribel gefält.

An der parlamentarescher Kommissioun ass da gefrot ginn: „Wie kéint dann dovunner profitéieren?" Do ass gesot ginn, ënner anerem d'Automobillindustrie. Déi selwecht Automobillindustrie, wou mer virdrun héieren hu vun Trucagen an datt se géif fuddelen. De Beräich vum Spacemining ass erwäänt ginn, dee jo dem Wirtschaftsminister esou wichteg erschéngt an deen, op jidde Fall bis zum Moment, nach net esou vill Plus-value économique produzéiert huet. Dat bleift also eppes héchst Spekulatives.

D'Chambre des Métiers huet awer och nach gesot, datt si fäert, datt vun där heiter Mesure och grouss Entreprisen oder verstäerkt grouss Entreprisë kënne profitéieren, an datt net grad d'Taille vun der Entreprise hätt kënnen e Krittär sinn (veuillez lire: a bedauert, datt net grad d'Taille vun der Entreprise e Krittär bliwwen ass), fir dat dote festzeleeën.

An dann déi drëtt grouss Fro, wou mir awer aus dem Staunen net erauskommen, dat ass: Mat deenen Aiden hei gëtt e Regëster ugeschaaft, wou dann opgeschriwwen ass, wéi eng Entreprisen dann déi Aidë kréien. Do gëtt ausdrécklech gesot, datt dee Regëster „non public" wier. Dat heescht, do gi staatlech Hëllefe vu bis zu 200.000 Euro, also Dépenses de l'État, gemaach un Entreprisen. An dat gëtt festgehalen an engem Regëster, deen - ausdrécklech steet et dran - net public ass. Et steet esou hei geschriwwen: « Uniquement les autorités nationales luxembourgeoises qui accordent des aides de minimis pourront consulter ce registre. »

Ech hoffen zumindest, datt mir als Deputéiert, déi de Staatsbudget votéieren, Zougang zu deem dote Regëster hunn. Dëst gesot - wéi gesot, och um hallwer eelef kann een nach ëmmer Spillverdierwer sinn -: Mir stëmmen dat hei net mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Regierung huet d'Wuert, de Wirtschaftsminister Étienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech géif soen, de Mëttelstand ass Iech dankbar, dass Der dat matstëmmt, well et sinn haaptsächlech de Mëttelstand a mëttelstänneg Betriber, déi vun där doten Aide profitéieren. Dir sidd do dergéint. Mir sinn do anerer Meenung. Als Regierung kënnt ee ganz oft mat deene verschiddene Régime-d'aiden, déi mer hunn, an eng Situatioun, dass eeben déi Entreprise mat hirem Projet, dee se huet, net an ee vun deenen existéierende Regimmer passt an dass een dann also ergo näischt kéint maachen, wann een net déi dote Moyenen huet.

Pour le reste ass et natierlech esou, dass ee Minister a seng Verwaltung mussen eng gewësse Marge de manœuvre dann hunn, fir kënnen ze decidéieren, ob se der Meenung sinn, dass et eng Plus-value fir d'Wirtschaft ass, fir e Projet vun enger Firma ze ënnerstëtzen oder net. Dofir ass e Minister do. Dofir ass e gewielt. Dofir muss e seng Responsabilitéit huelen. An ech mengen, dat hu mer bis elo och gemaach.

Ech kéint Iech jo och elo eng Freed maachen an Iech den Owend alleguerten déi Firmen opzielen, déi Honnerte Firmen, déi an deene leschte Joren eng Aide de minimis kritt hunn, an och nach, virwat a wéini. Mee ech mengen, dass dat net wierklech zilféierend wär.

Et ass esou, dass mir déi Aide do hunn, an et ass net nëmmen esou, dass mir déi zu Lëtzebuerg eleng hunn, mee déi gëtt et quasi iwwerall. Also, déi ass europawäit kontrolléiert an déi gëtt och vun der Kommissioun zu Lëtzebuerg kontrolléiert, well all Aiden, déi mir ginn, gi kontrolléiert. Reegelméisseg kréie mer Kontrolle vu Bréissel fir ze kucken, stéchprouweméisseg, ob mer keng Aiden attribuéieren u Gesellschaften, wou dat net gerechtfertegt ass.

Dofir, mir sinn en long et en large kontrolléiert, wat dat do ugeet. Et ass d'ailleurs och scho virkomm, dass mer Aiden hu missen zréckfuerderen, well Bréissel der Meenung war, dass déi Aiden net gerechtfertegt waren, an dat ass dann och gemaach ginn. Dann hunn déi Betriber déi Aiden zréckbezuelt.

Also, et ass schonn esou, dass mer probéieren, mat all dem néidege Fangerspëtzegefill dat doten ze maachen. Mee jo, de Minister respektiv säi Ministère huet eng gewësse Flexibilitéit, fir selwer ze decidéieren, ob e Projet am Interêt public ass, am Interêt vun der Ekonomie oder net. Dofir hëlt e jo och dann d'Verantwortung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Wirtschaftsminister Étienne Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7315. Den Text steet am Document parlementaire 7315[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7315 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vott par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7315 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7468 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;

2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7468 iwwert déi elektromagnéitesch Kompatibilitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2016 hu mir hei am Mee an am Juni zwee Projet-de-loie gestëmmt - unanime iwwregens, d'Madamm Burton war deemools Rapporteur -, déi wuel ganz technesch waren, awer ganz wichteg Projeten, well et drëm gaangen ass, fir eenheetlech Reegele fir eist Land anzeféiere fir elektronesch Geräter a Funkanlagen. Et war natierlech wichteg, fir déi Reegelen anzeféiere fir Produzenten, fir déi Leit, déi dat kommerzialiséieren, fir déi Leit, déi dat importéieren, mee et war awer och ganz wichteg fir d'Konsumenten.

Dir wësst vläicht direkt, vu wat ech schwätzen, wann ech Iech soen: „Déi zwee Buschtawen CE, déi Dir heiansdo op esou Geräter erëmfannt", dat ass eng Kennzeechnung, déi weist, dass do déi Qualitéitsreegele respektéiert sinn.

Bon, well et esou wichteg Projete waren, huet den Här Cruchten gemengt, hätt am Fong dat heiten, wat mir haut diskutéieren, e Modell 2 verdéngt, mee mir hunn eis awer an der Kommissioun op de Basismodell gëeenegt, soudass ech dat och elo ganz kuerz maachen, firwat mer dann haut, knapps dräi Joer duerno, mat deene Gesetzer erëmkommen an eng Modifikatioun maachen.

Majo ganz einfach, well mer eng europäesch Reglementatioun kritt hunn, déi elo mécht, dass mer e partielle Vide juridique hunn am Beräich vun der ziviller Aviatioun. Et geet nämlech drëm, dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir an dat heite Gesetz, an déi gesetzlech Dispositiounen, d'Drone mat ze integréieren, also ferngesteiert Fluchkierperen, déi ënner 150 Gramm schwéier sinn, fir dass déi och ënnert d'Dispositioune vun där heiter Legislatioun kënne falen a mir domadder och deenen Instanzen, déi bei eis dofir zoustänneg sinn - dat ass an deem Fall den ILNAS -, d'Méiglechkeet ginn, fir eng kloer gesetzlech Grondlag ze hunn, fir och déi Geräter d'nämmlecht ze préiwe wéi och an deenen aneren Dispositiounen, déi fir déi scho geltend elektronesch Geräter en place sinn.

An da géif ech Iech bieden, well weeder de Staatsrot nach d'Chamberskommissioun e Problem domadder haten, fir dësem Gesetz Är Zoustëmmung ze ginn. Ech op alle Fall brénge se mat fir d'LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. D'Madamm Mutsch huet dat perfekt erkläert. Ech soen hir Merci a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An dann den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. D'Madamm Mutsch huet dat exzellent gemaach. Ech soen hir Merci an ech ginn d'Zoustëmmung vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Charles Margue, wannechgelift.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Dee schléisst sech senge Virgänger un a seet der Madamm Mutsch Merci, fir och de Pleséier gehat ze hunn, dass si dee leschte Projet den Owend virgestallt huet amplaz vu mir, duerch de Changement vum Ordre du jour. Ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, ech schwätzen elo nach zéng Minutten. Nee, mir soen der Madamm Lydia Mutsch villmools Merci fir hire Bericht a mir géifen d'Zoustëmmung gi vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um Här Marc Baum.

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, och mäin Onbeléiftheetsfaktor ass net onendlech. Och mir ginn d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- A!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et un der Regierung, un dem Här Étienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Vu dass den Här Baum näischt auszesetzen huet, hunn ech och näischt ze soen, …

(Hilarité)

… ausser der Madamm Mutsch Merci ze soe fir deen exzellente Rapport. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7468.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7468 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vott par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Discours de fin d'année de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun der leschter ëffentlecher Sitzung fir dëst Joer ukomm. A well mir laang Debatten haten, haut an iwwerhaapt dës Woch, halen ech mech elo ganz, ganz kuerz.

Ech wëll just e puer Mercie soen: dem Generalsekretär Claude Frieseisen a sengen zwee Adjointen Benoît Reiter an Isabelle Barra, de Mataarbechter aus der Verwaltung, de Fraktiounen, dem Groupe technique an der Sensibilitéit, déi vill a gutt am Hannergrond schaffen, fir datt mir als Deputéiert eis Aarbechte gutt kënne maachen.

Iech alleguer heibanne Merci fir Är gutt Disziplinn, der parlamentarescher Press fir hir Efforten, de Leit eis Aarbecht méi no ze bréngen.

Ech wënschen Iech alleguer heibannen an dobausse schéin a roueg Feierdeeg an e flotte Joreswiessel.

Déi nächst Sitzunge si fir den 21., 22. an 23. Januar virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 22.44 heures.)

SÉANCE 18 MARDI 21 JANVIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Estgen, député honoraire
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. 7509 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

6. Hommage à M. Alex Bodry
- *M. Fernand Etgen, Président*

7. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président - M. Claude Lamberty - M. Fernand Etgen, Président - Mme Simone Asselborn-Bintz*

8. Changements de composition des organes de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président*

9. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

10. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

11. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales
- *M. Fernand Etgen, Président*

12. Question élargie n° 26 de M. Laurent Mosar relative aux activités des sociétés JOIN, filiales de l'établissement public POST Luxembourg
- *M. Laurent Mosar - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie*

13. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être
- *Exposé : M. Serge Wilmes (intervention de M. André Bauler) (dépôt des motions 1 à 3)*
- *Débat : M. André Bauler*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance (annonce du décès de M. Eugène Berger)*
- *Suspension de la séance publique de 16.36 à 16.37 heures*
- *M. Fernand Etgen, Président (mots de condoléances et clôture de la séance publique)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Dan Kersch, M. Marc Hansen et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Estgen, député honoraire

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Éierendeputéierten Nicolas Estgen, matzedeelen. Hien ass de 26. Dezember zejoert am Alter vun 89 Joer gestuerwen.

Den Nic Estgen war vun 1995 bis 1999 Member vun der Chamber. De gebiertegen Diddelenger huet no senge Literatur-, Philosophie- a Psychologiestudien zu Lëtzebuerg an zu Paräis als Professer enseignéiert. Duerno huet hie sech am Educatiounsministère ëm déi technesch Beruffsausbildung gekëmmert a gouf 1979 Direkter vun der Hotelschoul Alexis-Heck zu Dikrech.

Den Nic Estgen war bal säi ganzt Liewe politesch aktiv an dat virun allem um europäesche Plang. Vun 1979 bis 1994 war den Nic Estgen Europadeputéierten. An deene 15 Joer war den engagéierten Europapolitiker och zweemol Vizepresident vum Europaparlament an eng Kéier Vizepresident vun der EVP-Fraktioun.

No sengen europäesche Mandater koum den Nic Estgen zréck op Lëtzebuerg a gouf 1995 an d'Chamber gewielt, wou den CSV-Politiker bis 1999 war. Do louche virun allem, d'Familljepolitik an d'Educatioun him um Häerz. Den Nic Estgen war Member an de Kommissioune, déi zoustänneg ware fir d'Aussepolitik, d'Educatioun, d'Emwelt, d'Kultur, d'Petitiounen, de Mëttelstand an den Tourismus, d'Medien an d'Recherche, gradesou wéi och an der Kontekommissioun. Hien huet och an de Spezialkommissioune Geneetik, Enseignement supérieur, Eethik an Droge matgewierkt.

Wat déi international Relatiounen ugeet, sou war den Nic Estgen Member an der Lëtzebuerger Delegatioun vum Benelux-Parlament a vum Conseil parlementaire interrégional vun der Groussregioun. Den Nic Estgen war 1987 och Member vum Hesper Gemengerot.

Nieft senge politesche Mandater war hien och ganz aktiv bei der Action familiale et populaire, wou hie fir d'éischt Sekretär an du 27 Joer President war.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 janvier 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7506 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18.12.2019

7507 *- Projet de loi visant l'autorisation de la participation financière de l'État dans le fonctionnement de l'Agence de gestion de dépôts S.à.r.l. (Warehouses Service Agency - WSA)*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 18.12.2019

7508 *- Projet de loi 1) relative au climat et 2) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 18.12.2019

7510 *- Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001, à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, ouverte à la signature, à Strasbourg, le 20 avril 1959*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 19.12.2019

7511 *- Projet de loi relative au traitement de données concernant la santé en matière d'assurance et de réassurance et portant modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.12.2019

7512 *- Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant :*

1. transposition :

a. de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

b. de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

c. de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE et

2. modification :

a. de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

b. de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

c. de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ; et

d. de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.12.2019

7513 *- Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT)*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 23.12.2019

7514 *- Projet de loi portant modification :*

1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2° de l'article 2045 du Code civil ;

3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

5° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

6° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

7° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 15.01.2020

3) Les demandes de pétition publique et les demandes de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1462 *- Demande de pétition ordinaire : Émission 5G lancement d'une pétition nationale*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 12.12.2019

1463 *- Demande de pétition publique : Réforme de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt : Julien Kemp, le 17.12.2019

1464 *- Demande de pétition publique : Der Verkauf des alten Postgebäudes im Stadtzentrum soll verhindert werden und es zu einem offenen Raum für Bürger und Bürgerinnen zur Verfügung stellen*

Dépôt : Bob Picard, le 23.12.2019

1465 *- Demande de pétition publique : L'Hôtel des Postes doit rester au service public. (Version élaborée de la version déposée le 23.12.2019 avec le titre „Der Verkauf des Postgebäudes soll verhindert werden und es zu einem offenen Raum für Bürger und Bürgerinnen zur Verfügung stellen")*

Dépôt : Bob Picard, le 23.12.2019

1466 *- Demande de pétition publique : Droit au double congé de maternité/paternité lors de naissance multiple/Recht op duebele Congé de maternité/paternité bei Mehrlingsgeburt*

Dépôt : Linda Tholl, le 29.12.2019

1467 *- Demande de pétition publique : Pour l'interdiction de la vente de poisons de toutes sortes visant à tuer des animaux (rats, nuisibles ...) en vente libre en grandes surfaces. Pour réserver le droit exclusif de manipuler ces poisons aux agents spécialisés (dératiseurs p. ex.). Des peines exemplaires pour un tueur de chien/chat.*

Dépôt : Marianne Termont-Ihry, le 30.12.2019

1468 *- Demande de pétition publique : Wéi nohalteg ass den Elektroauto? Alternativen?*

Dépôt : François Zeien, le 30.12.2019

1469 *- Demande de pétition ordinaire : - sans intitulé -*

Dépôt : François Zeien, le 30.12.2019

1470 *- Demande de pétition ordinaire : - sans intitulé -*

Dépôt : François Zeien, le 30.12.2019

1471 *- Demande de pétition ordinaire : Smoking ban*

Dépôt : Christine Insalaco, le 26.12.2019

1472 *- Demande de pétition publique : Feuerwerk*

Dépôt : Thierry Stoltz, le 31.12.2019

1473 *- Demande de pétition publique : Interdiction des feux d'artifice sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Danièle Prum, le 01.01.2020

1474 *- Demande de pétition publique : Non au déploiement de la 5G au Luxembourg*

Dépôt : Christian Bourkel, le 02.01.2020

1475 *- Demande de pétition publique : Consigne sur toutes sortes de bouteilles PET et canettes*

Dépôt : Paulo Dos Santos, le 07.01.2020

1476 *- Demande de pétition publique : Modernisation de l'isolation thermique*

Dépôt : Micael Cardoso Ferreira, le 07.01.2020

1477 *- Demande de pétition publique : Frais d'agence immobilière*

Dépôt : Micael Cardoso Ferreira, le 09.01.2020

1478 *- Demande de pétition ordinaire : Pétition contre l'ouverture des dimanches*

Dépôt : Judite Maria Barros, le 08.01.2020

1479 *- Demande de pétition publique : Interdire de fumer à moins de 20 mètres des entrées des bâtiments et des bus/tram/etc. Cela doit s'arrêter partout dans Luxembourg.*

Dépôt : Elena Kazmina, le 15.01.2020

1480 *- Demande de pétition ordinaire : - sans intitulé -*

Dépôt : François Zeien, le 07.01.2020

1481 *- Demande de pétition publique : Pour le droit de vote des étrangers résidents en provenance de l'Union européenne*

Dépôt : Miguel Dardenne, le 16.01.2020

1482 *- Demande de pétition publique : Animaux domestiques*

Dépôt : Ana Claudia Correia de Jesus, le 17.01.2020

1483 *- Demande de pétition publique : Luxembourg sans fourrure des animaux vivants !*

Dépôt : Monique Klein, le 20.01.2020

1484 *- Demande de pétition ordinaire : Einstellungsstopp für französische sowie deutsche Grenzgänger*

Dépôt : Jean-Marc Calderoni, le 17.01.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7509 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 16. Januar 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7509 iwwert d'Parteiefinanzéierung, déi den 19. Dezember 2019 vun den Häre Marc Baum, Eugène Berger, Alex Bodry, Sven Clement, Gast Gibéryen, Léon Gloden an der Madamm Josée Lorsché deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7509 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ech schloen Iech och vir, fir deen neie Secrétaire général an der Sitzung vu muer, dem 22. Januar 2020, als éischte Punkt ze wielen.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Hommage à M. Alex Bodry

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, haut soe mer dem Alex Bodry Äddi. Hien huet d'Chamber verlooss, fir an de Staatsrot ze wiesselen. Den Alex Bodry war dee véiertdéngschteelsten Deputéierten hei am Haus. Hie kann op eng laang an ofwiesslungsräich politesch Karriär zréckkucken, déi sech souwuel um lokale wéi um nationale Plang ofgespillt huet a weise léisst. Hie war Gemengeconseiller, Schäffen a Buergermeeschter vun Diddeleng, LSAP-Parteipresident, Minister an Deputéierten. Eng Lëtzebuerger Dageszeitung huet hie viru Kuerzem als „politisches Urgestein" betitelt. An ech mengen, mir sinn eis eens, datt deen Titel passt!

D'Politik ass dem Alex Bodry souzesoen an d'Wéi geluecht ginn. Säi Grousspapp Jean Fohrmann a seng Tatta Marthe Bigelbach-Fohrmann ware scho grouss Perséinlechkeeten an där lokaler an där nationaler Politik.

Zanter 1974 ass den Alex Bodry Member vun der LSAP. Schonn als Teenager huet hie sech fir Politik interesséiert a sech bei de Jongsozialisten engagéiert, duerno um Gemengenniveau.

1984 geet de geléierte Jurist mat an d'Legislativwalen a kënnt an d'Chamber, wou hie bleift, bis hien 1989 Minister gëtt. Zéng Joer méi spéit, 1999, gëtt den Alex Bodry erëm an d'Chamber gewielt, wou hie bis gëschter ouni Ënnerbriechung Member war.

Hei am Haus huet den Alex Bodry sech virun allem fir juristesch a gesellschaftspolitesch Sujeten interesséiert. Den LSAP-Politiker war President vun der Institutiounekommissioun, Vizepresident vun der Justizkommissioun, vun der Kommissioun fir de Règlement a vun der Finanz- a Budgetskommissioun, Member an der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement, der Petitiounskommissioun, der Kommissioun fir bannenzeg Affären, fir Agrikultur an an der Budgetskontrollkommissioun.

Zanter 2013 war hien LSAP-Fraktiounspresident, bis den 1. Januar 2020, wou de Georges Engel hien ofgeléist huet. An dëser Funktioun war hien dann och siwe Joer an der Conférence des Présidents.

An net ze vergiessen, datt den Alex Bodry 16 Joer am Bureau vun der Chamber war. An dësen zwee Gremie ware mir ganz frou, datt mir all déi Zäit op seng Kompetenz a seng grouss Erfarung zréckgräife konnten.

Och international war den Alex Bodry fir d'Chamber am Asaz: sou zum Beispill als President vun der Lëtzebuerger Delegatioun bei der SCEG, als Member vun der Delegatioun bei

der Union interparlementaire, am Comité permanent vum Parlamentarierrot vun der Groussregioun, an der Lëtzebuerger Delegatioun bei der interparlamentarescher Assemblée vun der Benelux oder der parlamentarescher Assemblée vun der Francophonie.

Den Alex Bodry hannerléisst ouni Zweifel vill Spueren hei am Haus, net zulescht als President vun der Institutiounekommissioun. Seng oncontestéiert Kompetenz an institutionelle Froen, déi intensiv Aarbecht a seng vill Méi am Kader vun der Reform vun der Verfassung sinn net vergiess.

25 Joer Deputéierten, dovun 20 Joer hannereneen, dat ass ee laangen Dag, a mir verstinn, datt hie sech decidéiert huet, fir elo eppes aneres ze maachen. An ech si sécher, datt d'Aarbecht am Staatsrot fir den Alex Bodry e flotten Challenge ass, well hien d'Gesetzesprojete mat engem anere Brëll ka kucken an awer mam legislative Prozess, deen hie ganz gutt kennt, verbonne bleift.

Den Alex huet a sengem Liewen nach keng Erausfuerderung gescheit.

Mir wënschen Dir, Alex, alles Guddes bei denger neier Funktioun, vill Satisfaktioun an eng glécklech Hand!

Merci villmools, Alex Bodry!

(Applaudissements)

7. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op a fänke mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vum Här Claude Lamberty un.

An hirem Bréif vum 18. Dezember 2019 huet d'Madamm Joëlle Elvinger matgedeelt, datt si vum 1. Januar dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der DP aus dem Walbezierk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleante festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Claude Lamberty, deen d'Mandat ugeholl huet.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou et keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géif ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Claude Lamberty virum 17. Januar 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vu senger Carte d'identité fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an 18 Joer huet,

- ee Certificat de résidence fir ze beweisen, datt hien hei am Grand-Duché lieft, souwéi och

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erklärt hien, datt hien net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vum Här Claude Lamberty huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Claude Lamberty seng zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus deene ganz genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt:

a) den Här Claude Lamberty d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

b) den Här Claude Lamberty vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vum Här Claude Lamberty sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst, wannechgelift, den Här Lamberty erakommen.

Här Lamberty, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

M. Claude Lamberty *(DP).*- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Elo komme mer zur Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz.

A sengem Bréif vum 9. Januar 2020 huet den Här Alex Bodry matgedeelt, datt hie vum 20 Januar dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Walbezierk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, kënne weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleante festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, déi d'Mandat ugeholl huet.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géif ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Simone Asselborn-Bintz virum 17. Januar 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vun hirer Carte d'identité fir ze beweisen, datt si Lëtzebuerger ass an 18 Joer huet,

- ee Certificat de résidence fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erklärt si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt:

- d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

- d'Madamm Simone Asselborn-Bintz vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst, wannechgelift, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz erakommen.

Madamm Asselborn-Bintz, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng häerzlech Felicitatiounen!

8. Changements de composition des organes de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, andeems den Här Alex Bodry demissionéiert huet, ass ee Posten als Member vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Lydia Mutsch Member vum Bureau gëtt an datt den Här Claude Haagen Membre suppléant gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Posten als Member vum Bureau an dee vum Membre suppléant vum Bureau ugeet?

Plusieurs voix.- Nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Fir de Posten als Member vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidate wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Madamm Lydia Mutsch ass domat zum Member vum Bureau proklaméiert.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Och fir de Poste vum Suppleant vum Bureau leie weider keng Kandidature vir. Den Artikel 7 (4) vum Chambersreglement muss also ... Nee! ...

(Hilarité)

Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Claude Haagen ass domadder als Suppleant vum Bureau proklaméiert.

Wat d'Conférence des Présidents ubelaangt, géif ech Iech gären nach follgend Informatioune matdeelen: Dat Éischt wier, datt den Här Georges Engel den Här Alex Bodry ersat huet, an dat Zweet, datt den Här Gast Gibéryen net méi Member vun der Conférence des Présidents ass, well de Groupe technique sech opgeléist huet.

(Brouhaha)

9. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Alex Bodry.

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Georges Engel den Här Alex Bodry.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Guy Arendt. An d'Madamm Simone Asselborn-Bintz iwwerhëlt de Volet Affaires intérieures vum Här Alex Bodry.

An der Commission de la Santé et des Sports iwwerhëlt den Här Claude Lamberty de Volet „Sports" vum Här Gilles Baum.

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Alex Bodry.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Frank Colabianchi. D'Madamm Simone Asselborn-Bintz ersetzt den Här Georges Engel.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Eugène Berger.

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Dan Biancalana den Här Alex Bodry ausser fir de Volet „Droit pénal", an den Här Franz Fayot iwwerhëlt vum Här Alex Bodry de Volet „Droit pénal".

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Georges Engel den Här Alex Bodry.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration iwwerhëlt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz de Volet „Famille" vum Här Mars Di Bartolomeo.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Georges Engel den Här Alex Bodry.

An der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt den Här Georges Engel den Här Alex Bodry.

A schliisslech: An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Claude Lamberty den Här André Bauler.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ech géif Iech och gär bei dësem Punkt nach e puer Informatioune matdeelen:

D'Justizkommissioun huet an hirer Reunioun vum 8. Januar 2020 a laut dem Artikel 25 Paragraf (2) vun eisem Chambersreglement decidéiert, d'Souskommissioun „Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite" ze grënnen. Dës Souskommissioun ass zesummegestallt aus den Häre: Franz Fayot, Léon Gloden, Charles Margue, Guy Arendt, Roy Reding a Marc Goergen.

Betreffs d'SRE-Kommissioun deelen ech Iech mat, datt den Här Fernand Kartheiser net méi Member vun där Kommissioun ass, well de Groupe technique sech opgeléist huet. Den Här Georges Engel als neie Fraktiounspresident vun der LSAP ersetzt deemno den Här Alex Bodry an dëser Kommissioun.

10. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ech géif dann dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Motioun, déi ech haut wollt deposéieren, betrëfft de Sujet vun der Gewalt doheem. An hei ass et esou, datt mer jo alleguer, huelen ech un, der Iwwerzeegung sinn, datt all Affer vu Gewalt muss op déi néideg Infrastrukture kënnen zréckgräifen an och Hëllef kréien, do, wou et néideg ass.

Mir hunn dee Comité des professionnels, deen allkéiers Statistike mécht iwwert déi Situatioune vun der Gewalt doheem. An deen huet festgestallt, datt all Joer och iwwer 30 % vun den Affer vum männleche Geschlecht sinn.

Mir hunn awer och eng Konventionéierung vun dem Chancëgläichheetsministère mat Infrastrukturen hei am Land, mat Foyeren, wou Leit kënnen en Ënnerdaach kréien. An do gëtt et eng Diskrepanz, et gëtt e grousst Ongläichgewiicht: Engersäits hu mer iwwer een Drëttel vun den Affer, déi d'männlecht Geschlecht hunn, op där anerer Säit hu mer awer nëmme ronn 11 % Plaze fir Männer vun all deene Plazen, déi zur Verfügung stinn. Do ass also eng grouss Diskrepanz. An et feelt ganz besonnesch och u Plazen, wou Pappe mat Kanner kënnen higoen an esou enger Situatioun.

Dofir huet dës Motioun eigentlech dat Zil, fir d'Regierung opzefuerderen, am Kader vun hirer Chancëgläichheetspolitik derfir ze suergen, datt et méi Plaze fir Männer gëtt, déi Affer vu Gewalt doheem sinn, vun haislecher Gewalt ginn, ...

(Interruption)

... an op där anerer Säit och derfir ze suergen, datt et méi Plaze gëtt fir Pappe mat Kanner, déi eeben op esou eng Infrastruktur mussen zréckgräifen.

Villmools merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten,

besuergt iwwert de Phenomeen vun der haislecher Gewalt,

- ass dorëm beméit, datt all Affer, ouni all Geschlechterdiskriminéierung, kann op adequat Hëllef zielen, inklusiv Infrastrukture wéi z. B. Foyere betreffend;

- konstatéiert, datt no de Statistike vum « Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence » fir d'Joer 2017 35,37 % (407 Persounen) vun den Affer vun haislecher Gewalt Persoune vu männlechem Geschlecht waren a fir d'Joer 2018 dëse Prozentsaz bei 33,9 % läit (369 Persounen);

- stellt fest, datt bei deenen Ënnerbréngungsstrukturen - mat deenen de Chancëgläichheetsministère am Kader vum Kampf géint Gewalt konventionéiert ass - (Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1032 vum 6. September 2019) maximal 28 Better fir déi männlech Affer zur Verfügung stinn (11,86 %) an 208 fir déi weiblech Affer (88,14 %);

- stellt fest, datt et un Infrastrukture fir Pappe mat Kanner feelt a besonnesch och u Méiglechkeeten, fir méi laang an esou enger Infrastruktur kënnen ze bleiwen;

- stellt fest, datt eng Disproportioun tëschent der Affer zuel vum jeeweilege Geschlecht an der Zuel vun Ënnerbréngungsstrukture fir dat Geschlecht besteet,

fuerdert d'Regierung op,

- am Kader vun hirer Chancëgläichheetspolitik Initiativen ze huele respektiv ze ënnerstëtzen, déi d'Zil hunn, substanziell méi Ënnerbréngungsstrukture fir Männer a Jongen ze schafen, déi Affer vun haislecher Gewalt sinn;

- besonnesch dofir ze suergen, datt et och genuch Infrastrukture gëtt, an deene Pappe mat Kanner kënne fir méi laang Perioden en Ënnerdaach fannen.

(s.) Fernand Kartheiser, Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

11. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Delegatiounen ubelaangt, hunn ech nach follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Guy Arendt als effektive Member an den Här Guy Arendt ersetzt den Här André Bauler als Suppleant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la francophonie ersetzt den Här Mars Di Bartolomeo den Här Alex Bodry als effektive Member.

An der Délégation auprès de l'Union interparlementaire ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Alex Bodry als effektive Member.

A schliisslech: An der Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Alex Bodry als effektive Member.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

12. Question élargie n° 26 de M. Laurent Mosar relative aux activités des sociétés JOIN, filiales de l'établissement public POST Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 26 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Aktivitéite vun den JOIN-Societéiten. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro a fir no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et wär zwar vläicht flott, wann de Minister, deem ech soll d'Froe stellen, och do wär, well soss mécht deen Exercice, Här President, net ganz vill Sënn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat en awer schonn heibanne gesinn de Mëtten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat heescht, ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... ech mengen, Dir misst vläicht d'Zäit dann unhalen, well et mécht jo awer kee Sënn ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hien ass do! Hien ass do!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Reegt Iech net op, Här Mosar! Den Här Minister ass do.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Bonjour, Här Minister.

Une voix.- Awer net méi laang.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt de Mëtten nach eng Kéier dee Sujet vun JOIN thematiséieren. Ech wollt dat och ursprünglecherweis maachen a Form vun enger Heure d'actualité. Well awer de Minister wichteg Obligatiounen zu Bréissel nach den Owend huet, war ech domadder d'accord, fir déi Heure d'actualité an eng Question élargie ëmzewandelen. Duerfir bieden ech Iech, net ze vill streng mat der Zäit ze sinn, wann ech do eventuell elo eng Minutt iwwerzéien.

Ech hunn déi Fro och net nach eng Kéier gestallt, fir nach eng Kéier dee ganzen Historique vun JOIN ze maachen, well dat hu mer schonn e puermol gemaach, och an deenen zoustännege Kommissiounen, an ech hunn de Mëtten net d'Zäit, fir dat nach eng Kéier am Detail ze maachen. Mee ech wollt also op zwee respektiv op dräi nei Elementer agoen, déi mer trotzdeem wichteg schéngen ze sinn an déi a sech relativ, fir net ze soen, ganz aktuell sinn.

Dir wësst, datt déi Dossieren JOIN zwee Voleten hunn: e Volet financier, an deen zweete Volet ass e Volet pénal. Wat de Volet financier ubelaangt, do sinn am Oktober vum leschte Joer d'Konte vu POST, awer och vun deene Firmen JOIN publizéiert ginn. Dat sinn a sech d'Konten, déi sech op d'Joer 2018 bezéien. An aus deene Konte geet ervir, datt a sech d'POST Scholden ofgeschriwwen huet, Creancen, déi se hat an deenen zwou Firmen, am Ganze fir 80 Milliounen Euro.

Derbäi kënnt, datt och déi Firma JOIN Infrastructure nach eng Kéier 15 Milliounen ofgeschriwwen huet vis-à-vis vun där anerer Firma JOIN. An et ass och nach eng Kéier zu engem Amortissement vun enger Creance komm, och zwëschent deenen zwou Firmen JOIN, soudatt mer do am Ganzen op e Montant komme vun 120 Milliounen. Elo kann ee sécherlech doriwwer streiden: Sinn et der 100? Sinn et der 90? Sinn et der 115? Et ass op jidde Fall e ganz substanzielle Betrag.

Dat zweet neit Element, an Dir wësst, am Joer 2018 hate mäi Kolleeg Claude Wiseler an ech en anonymt Dokument, dat eis zougefouert gi war, virun un d'Justiz ginn, wou et ëm eng Rei Dysfonctionnementer an deenen zwou Firmen JOIN gaangen ass. Deemools war nawell vill Opreegung, notamment beim Direkter vun der POST, deen der CSV a mir selwer geschäftsschiedegend Verhale virgeworf huet, well mir deemools déi Dysfonctionnementer och an där zoustänneger Kommissioun thematiséiert haten.

Abee, et ass esou gewiescht, datt kuerz nodeems mir dat gemaach haten, Perquisitioune gemaach gi sinn, souwuel bei der POST wéi, mengen ech, och bei de Siège-socialle vun deene Firmen. A wéi elo eng exzellent Journalistin vun der Informatiounsplattform Reporter, déi och zimmlech staark an deem Dossier enquêtéiert huet, ze berichte wousst, ass entretemps e Juge d'instruction mam Dossier saiséiert ginn. Dat bedeit, an ech mengen, d'Juristen ënner eis wëssen dat, datt déi Virwërf do ganz seriö sinn, soss wäre keng Enquêten, keng Perquisitiounen an et wär haaptsächlech och kee Juge d'instruction domadder saiséiert ginn.

Ech muss soen, ech hunn dat deemools schwéierlech akzeptéiert, wann ech do accuséiert gi sinn, ech als Deputéierten a meng Partei, mir géifen e geschäftsschiedegend Verhalen un den Dag leeën. Ech sinn awer elo frou, datt d'Justiz eigentlech seet, wéi grav déi Virwërf do waren, déi mer virgeworf kruten.

Deen drëtte Punkt, dat ass éischter e perséinlechen. Här Minister,, Dir wëllt Aert Liewen zréck. Ier Der awer Aert Liewen zréck wëllt, wollte mir Iech awer och nach eng Kéier d'Geleeënheet ginn, par rapport zu deenen trotzdeem grave Virwërf do Positioun ze bezéien. An duerfir erlaabt mer, Iech eng Rei Froen an deem Dossier ze stellen.

Fir d'alleréischt, déi éischt Fro ass, wéi et natierlech mat deene Firmen JOIN virugeet. Ech hunn e puermol den Här Strasser dozou héieren Aussoe maachen. An den Här Strasser huet ëmmer erëm vun enger verschiddener Zuel vun Abonnente geschwat. Meng éischt Fro wär also, vun Iech ze wëssen, wivill Abonnenten dann eigentlech déi Firmen JOIN am Moment nach hunn.

An eng zweet Fro, déi sech direkt un déi doten unhänkt: Den Här Strasser gëtt och net midd ze soen, et géif him an de Firmen JOIN eigentlech guer net drëm goen, Benefiss ze maachen. Well si maache jo manifestement kee Benefiss! Et geet awer hei ëm eng privatwirtschaftlech Firma, déi wuel als Haapt- an alengegen Aktionär d'POST huet. Mee do geet et awer virun allem drëm, Gewënner ze maachen. An ech froe mech, wat dann eigentlech den Objektiv vun enger Firma oder vu Firme soll sinn, wann déi ni iergendwelleche Benefiss maachen. Duerfir géif ech och emol gär vun Iech wëssen, wat dann iwwerhaapt d'Visiounen, d'Objektiver vun deene Gesellschaften do sinn, well dat schéngt mer net ganz kloer ze sinn.

Ech wëll och ganz einfach Är Appreciatioun héieren iwwert déi trotzdeem relativ signifikativ Montanten, déi do, kommt, mir soen emol „verbraucht" gi sinn iwwer véier, fënnef Joer. Mir ginn eis och net zefridde mat engem Rapport vun engem Reviseur, wéi Dir mer dat a Beäntwertung vun enger Fro geäntwert hutt. Well dee selwechte Reviseur huet nämlech 2015 gesot, e wär „dans l'impossibilité", fir eng genau Analys vun den Zuelen ze maachen, well en net alleguerten d'Informatiounen dozou hätt.

An dann, Här Minister, kënnt e Punkt, an dat ass deen, dee mech awer an där ganzer Saach wierklech relativ stutzeg mécht, an dat ass e bëssen dee vun der politescher Responsabilitéit an deem Dossier hei. Ech wëll nach eng Kéier soen: „Et geet ëm en Établissement public. Déi zwou Firme gehéiere ganz exklusiv dësem Établissement public. Et geet also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei ëm Steiergelder. Et geet net iergendwéi ëm e privatwirtschaftleche Betrib."

Duerfir mengen ech, datt e Ministre de tutelle - an dat sidd Dir nun emol, Här Schneider - do trotzdeem eng gewësse Verantwortung huet. Eng Verantwortung éischtens, wann esou substanziell Montanten an aner Firmen investéiert ginn, déi, wéi mer dat gesinn, leider Gottes zu näischt wéi just zu grousse Pertë gefouert hunn, awer zweetens och eng Responsabilitéit, wat d'Dysfonctionnementer betrëfft, déi elo riskéieren, eng penal Suite ze kréien.

An do wëll ech dann och vun Iech de Mëtte wëssen, wann sech da sollt erausstellen - a mir sollen natierlech elo d'Justiz hir Aarbecht maache loossen an déi Leit profitéieren all vun enger Présomption d'innocence -, ech géif Iech trotzdeem gär d'Fro stellen: Wann et sech da sollt erweisen, datt do wierklech elo Inculpatiounen oder souguer Condamnatioune kommen, ob Dir der Meenung wäert, datt do souwuel um Niveau vum Management wéi awer och um Niveau vum Conseil misste Konsequenze geholl ginn.

An dann - an domadder halen ech op, Här President -, Här Minister, awer och nach e Wuert an eng Fro zur politescher Responsabilitéit. An ech mengen, do sidd Dir an éischter Linn gefuerdert, och wann Dir eis da leider elo a 14 Deeg verloosst.

Une voix.- Leider!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An do muss ech dann awer op en Interview hiweisen, deen den Här Strasser virun e puer Deeg ginn huet um 100,7 an dee ganz erstaunlech ass. Ech erlabe mer, dee virzeliesen, an ech wär och frou, wann Dir doropshi géift Positioun bezéien.

Den Här Strasser ass do gefrot ginn, wéi hie sech zu deene Societéiten JOIN, zu deene ganzen Dysfonctionnementer an och zum finanziellen Impakt géif stellen. An en huet do notamment déi Fro gestallt kritt, wat Är Roll, Här Schneider, an deene ganzen Dossiere war. An erlaabt mer awer vläicht, ganz kuerz seng Aussoen dozou hei virzeliesen!

Hie gëtt also gefrot, wéi Dir an deem Dossier do implizéiert gewiescht wäert, an den Här Strasser äntwert, an ech zitéieren: „Ech muss och soen, an deem ganzen Dossier do war den Étienne Schneider nu wierklech net implizéiert." An da seet en awer nach eng Kéier hannendrun: „Also ‚implizéiert' heescht, iwwerhaapt informéiert."

Dat heescht, den Här Strasser seet hei, Dir, Här Minister, wäert iwwert deen Dossier do iwwerhaapt net informéiert gewiescht.

Ech wëll elo vun Iech wëssen: Ass déi Ausso do richteg, déi den Här Strasser gemaach huet, datt Dir also iwwerhaapt net wousst, wat an deene Gesellschaften do gelaf war, esouwuel wat déi finanziell Pertë betrëfft wéi och alleguerten déi Dysfonctionnementer, déi do iwwer Jore geschitt sinn?

Ech muss Iech soen: Dat wär grav! A wann, wat ech awer unhuelen, Dir trotzdeem doriwwer informéiert waart, firwat datt Dir net éischter eppes do ënnerholl hutt. Well och Dir hutt hei eng perséinlech Responsabilitéit.

Ech soen Iech scho Merci fir d'Beäntwertung vun deene Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Étienne Schneider.

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Voilà, Merci, Här President. Zu deenen Aussoe vum honorabelen Deputéierte Mosar wëll ech fir d'alleréischt soen, dass ech jo mam CEO vun der POST, mam Här Strasser, an de jeeweilege Chamberskommissioune war, an dat de 24. Januar dëst Joer an de 7. Mäerz dëst Joer. Doriwwer gëtt et Rapporten, wou all déi Uschëllegungen, wann ech et esou dierf soen, vum Här Mosar alleguerte widderluecht gi respektiv erklärt ginn, wat d'Situatioun vun JOIN an d'Situatioun vun de Finanze vun der POST ugeet.

Ech wëll och hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Justiz nach iwwerhaapt keen Urteel getraff huet, dass d'Justiz just amgaangen ass ze enquêtéieren, dass also nach absolutt näischt geschitt ass. A wa se enquêtéiert, dann ass dat esou, well Dir jo den Dossier bei de Parquet ginn hutt, wat Äert gutt Recht ass. An dofir bréngt Der mech natierlech och an eng schwiereg Situatioun, fir elo op all Är Froen ze äntwerten op engem Dossier, wou de Parquet enquêtéiert.

Ech wëll Iech awer trotzdeem hei e puer Saache soen, wou ech mengen, dass ech Iech déi elo ka soen, ouni mat där Enquête vum Parquet do ze kollidéieren.

Dat ass, dass den Impakt - an Dir schwätzt vun Zommen, déi de Generaldirekter vun der POST Iech an der Kommissioun ëmmer erëm widderluecht huet, déi net richteg sinn -, den Impakt, op deen d'POST de Schued vun JOIN evaluéiert, sech op 31 Milliounen Euro beleeft, wouvun een awer muss dee positiven Deel ofrechnen, nämlech deen, dass d'POST duerch déi Integratioun vun JOIN an hire Grupp ronn 20.000 bis 25.000 Clientë bäikrut, déi e Chiffre d'affaires generéiere vun iwwer sechs Milliounen Euro d'Joer. An dass d'POST natierlech doduerch, dass se JOIN integréiert huet an hire Grupp, och déi ganz Plattform mat deene ganzen Infrastrukture konnt iwwerhuelen, déi och eng Valeur vun 20 Milliounen Euro hunn, soudass d'POST, reell gesinn, net vun enger Perte ausgeet doduerch, dass se JOIN bei sech an de Grupp integréiert huet.

An et ass normal, wann d'POST d'Entreprise JOIN komplett iwwerhëlt an zu 100 % bei sech integréiert an eng Creance vis-à-vis vun deem Grupp oder vun där Entitéit huet, dass, wann d'POST déi Creance herno annuléiert, dat fir d'Konte vun der POST näischt ausmécht. Well dat ass „linke Tasche, rechte Tasche". Dat huet also keen Effet op d'Konte vun der POST.

Da wëll ech och hei soen - Dir hutt geschwat vun deem Här, deen déi Nott geschriwwen huet, op déi Dir Iech ëmmer erëm referéiert -, dass déi Nott absolutt net anonym ass, well déi Nott kloer ënnerschriwwe war am Ufank. Herno net méi esou. Mee et ass esou, dass ganz kloer gewosst ass, wien dat war. An et ass och esou, dass d'POST respektiv de Grupp JOIN sech vun där Persoun getrennt huet. Awer net, nodeem déi Nott do geschriwwe ginn ass, mee d'Nott ass duerno geschriwwe ginn. Wat verschidde Leit jo contestéieren! Mee och do kann ech Iech soen, dass dat net esou de Fall ass.

Dofir, Dir hutt mer véier Froe gestallt, déi éischt: Wivill Abonnementer sinn do? Dat waren der 25.000 am Ufank, dat sinn der elo vläicht e bësse manner, mee dat mat engem Chiffre d'affaires vun iwwer sechs Milliounen Euro d'Joer, deen déi generéieren.

Dir hutt mech gefrot, ob ech Konsequenzen zéien, wann et zu enger Condamnatioun hei kënnt. Ech kann Iech verspriechen: Ech trieden dann zréck als Wirtschaftsminister, wann et sollt esou wäit kommen. Mee ech sinn awer ganz confiant, dass et net wäert esou wäit kommen.

An dann hutt Der mech nach gefrot, wat d'Implikatiounen, meng Implikatiounen, an deem Dossier JOIN ugeet. Do géif ech Iech bieden, Iech d'Postgesetz unzekucken, wou ganz kloer gereegelt ass, wat de Minister an der POST ze soen huet a wat d'Generaldirektioun an der POST ze soen huet. An do geet kloer draus ervir, dass d'Generaldirektioun fräi ass, fir dee Betrib ze geréieren. Also sinn ech weeder gefrot ginn, wéi déi Joint Venture mat JOIN lancéiert ginn ass, nach sinn ech dozou gefrot ginn, wéi d'POST se iwwerholl huet. Dat heescht, de Minister hält sech aus den Affäre vun der POST eraus. De Minister nomméiert d'Leit an de Verwaltungsrot vun der POST, mee domadder huet et sech dann och schonn.

Dat heescht am Kloertext: Ech ginn als Minister net gefrot, wéi eng Decisiounen d'POST wëllt huele respektiv wéi eng Investissementer d'POST wëllt huelen. D'Post huet virun enger Rei Jore POST Capital gegrënnt, eebe fir sech kënnen ze diversifizéieren, fir an aner Betriber kënnen ze investéieren. Dat ass eng Decisioun, déi geholl ginn ass. An doropshi mécht d'POST eng Rei Investitiounen, an JOIN war eng vun deenen Investitiounen, déi, wéi gesot, net esou gelaf ass, wéi se geplangt war, dass se sollt lafen. Mee am Endeffekt ass de Schued awer elo net dramatesch, aus deem einfache Grond, well mer an der POST dofir d'Méiglechkeet haten, de Grupp ze integréieren, JOIN ze integréieren, hir Clientë mat ze iwwerhuelen an déi technesch Plattformen, déi och eng Valeur vun 20 Milliounen Euro haten, och mat ze iwwerhuelen.

Voilà. Méi kann ech Iech leider elo net soen, well de Parquet enquêtéiert an ech net wëll deem op d'Plate-banden trëppelen. Mee mir si jo da sécher, vu dass de Parquet enquêtéiert, dass do eng Konklusioun wäert gezu ginn. An da sinn ech iwwerzeegt, dass mäi Successeur Iech da ganz gären hei nach eng Kéier Ried an Äntwert wäert stoen. Zrécktriede maachen ech alt schonn entre-temps.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Den Här Mosar huet nach eng kleng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Minister fir déi Äntwert, déi, wéi ech mer et awer och erwaart hat, natierlech meng Froen net esou beäntwert, wéi ech mer dat gewënscht hätt.

Ech wëll och nach eng Kéier eppes soen - Dir hutt dat e bëssen esou an engem Toun gesot, Här Minister, datt den Här Wiseler an ech deen Dossier do denoncéiert hätten -: „Dat ass", wollt ech Iech just soen, „eis verdammte Flicht. Et ass eis Flicht!"

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hunn dat jo net kritiséiert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass eis Flicht, wa mir esou en Dossier kréien, datt mir deen direkt un de Parquet ginn. Et ass also net, datt dat hei béise Wëlle wär oder fir wëlle Leit do an eppes eranzereiden. Mir mussen dat maachen. An ech wëll iwwregens dobäi betounen: „Dat hätte vläicht och aner Leit scho misse maachen, well deen Artikel 23 bezitt sech net nëmmen op gewielte Vertrieder, mee dee bezitt sech zum Beispill och op héich Fonctionnairen." Éischtens.

Zweetens: Et kann een ëmmer driwwer diskutéieren, wéi een Zuelen interpretéiert. Ech mengen, mir hunn elo de Mëtten net d'Zäit an d'Geleeënheet, dat ze maachen. Et kann een natierlech och elo soen: „D'POST huet déi Betriber do integréiert." Et bleift, datt an de Konte vun deene Gesellschaften iwwer véier, fënnef Joer extreem héich Pertë generéiert gi sinn. An ech mengen, dat kënnt Dir och net falsch maachen. Fir d'éischt war d'POST een Aktionär, an duerno huet se déi Gesellschaft ganz iwwerholl a konnt doduerch déi Integratioun maachen.

An dann eng drëtt a lescht Observatioun: Ech hunn net gesot, datt Dir misst gefrot ginn. Ech hunn hei den Här Strasser zitéiert, dee gesot huet, Dir wäert iwwerhaapt net informéiert ginn. An et ass eigentlech déi Fro, déi ech wollt stellen: „Sidd Dir net awer der Meenung, datt Dir als Minister, als Autorité de tutelle vun engem Établissement public, deen trotzdeem esou eng importent Participatioun an enger Gesellschaft iwwerhëlt a se herno souguer ganz iwwerhëlt, wann do awer eng Rei vun Dysfonctionnementer sinn an Dir doriwwer net informéiert gi sidd, datt dat zumindest verwonnerlech ass?" An dat wollt ech awer nach eng Kéier hei nofroen. Nach eng Kéier: Et geet net drëm, datt Dir do gefrot gi sidd an hutt missen Ären Accord ginn. Et geet hei reng ëm eng puer Informatioun.

An dann, ganz zum Schluss, Här President, well ech virdrun net d'Geleeënheet hat, erlaabt mer trotzdeem, dem Här Minister Merci ze soen. Et ass haut - zumindest fir d'Wirtschaftskommissioun an déi doten Dossieren - säi leschten Optrëtt, a wa mer eis och ganz oft net eens waren zu de Sujeten, fannen ech awer, datt den Här Minister ëmmer, vläicht net ëmmer esou schnell, wéi ech mer dat gewënscht hat, Ried an Äntwert gestanen huet. En huet mer och net ëmmer all déi Äntwerte ginn, déi ech erwaart hunn. Trotzdeem wëll ech dem Minister dann a sengem neie Liewe vill Erfolleg wënschen. An ech wäert hien trotzdeem e bësse vermëssen.

Plusieurs voix.- A!

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här Mosar.

Une voix.- O!

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här Mosar. Mee Dir schreift mech ze fréi of, well ech hunn nach e Punkt um Ordre du jour.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Étienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech soen Iech awer trotzdeem Merci. Mee nach eng Kéier: Wéi JOIN gegrënnt ginn ass, sinn ech net ëm Erlabnes gefrot ginn. Mir hunn e Conseil d'administration, wou jo Vertrieder vum Wirtschaftsministère sëtzen. Souwäit ech dat novollzéie kann, sinn déi Decisiounen deemools all unanime geholl ginn am Conseil d'administration, soudass et och kee Grond gouf, fir mech op iergendeppes opmierksam ze maachen. Mee wéi déi Geschicht mat där Nott vun där besoter Persoun opkomm ass, sinn ech natierlech informéiert ginn iwwert déi Saach. An zënterhier si mer jo elo schonn ee Joer amgaangen, doriwwer ze diskutéieren.

An, voilà, och wann Dir vläicht dann am nächste Punkt net méi wäert derbäi sinn: Dir wäert mir och immens vill feelen.

(Hilarité générale)

Merci.

Une voix.- Dat gleewe mer net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister.

13. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Interpellatioun vum Här Serge Wilmes iwwert de PIB vum Bien-être. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Bauler, den Här Cruchten, d'Madamm Lorsché, den Här Gibéryen, den Här Clement an den Här Baum.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, wannechgelift.

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Merci. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Lëtzebuerg ass en Erfollegsmodell. Esou stelle mer et op d'mannst gären no baussen duer. An esou gëtt et och ganz gäre vu baussen eragedroen, besonnesch wann d'Regierungsmembere vu Bréissel oder aneren Auslandsvisitten zréckkommen an ons dann erzielen, datt se vun hiren auslänneschen Homologe gäre beneit ginn.

Jo, onsem Land geet et gutt. Esou dréckt de Premierminister sech an der Reegel aus an hänkt nach hannendrun: „An da soll et och de Leit gutt goen." Hie verweist do abstrakt op onst Land. Mee wien ass dat Land? Oder mengt hien net villméi d'Wirtschaft domadder, esou wéi de Wirtschaftsminister sech gär emol ausdréckt, wann hie seet: „Der Wirtschaft geet et gutt"?

Jo, eis Wirtschaft wiisst effektiv. Mir schafe vu Joer zu Joer ëmmer méi Valeur ajoutée. Mee ass et wierklech eng Valeur ajoutée fir de Mënsch? Geet et doduerch deene Leit, déi hei wunnen, wierklech gutt oder besser? D'Matbierger vun onsem Land, mee och ons Frënn aus der Groussregioun hannerfroen dës Entwécklung ëmmer méi, och emol lassgeléist vun den Diskussiounen ëm de Klimawandel.

Hinne schloen déi negativ Auswierkunge vun eisem Wuesstumsmodell ëm d'Oueren. Et ass scho laang kee Gepaddels an engem rouege Gewässer méi, mee ëmmer méi e Gemuerks bei zolittem Wellegang. Si stinn am Stau, si fannen nëmme wéineg bis guer keng abordabel Wunnenge méi. Si sinn am Stress: Stress doheem, Stress um Wee fir op d'Aarbecht, Stress op der Aarbecht selwer. Si befanne sech an engem Hamsterrad, dat dréit an dréit, an dat ëmmer méi séier. Si erliewen eng Aart oder Zort Kontrollverloscht. Si hu keng Zäit méi: keng Zäit méi fir d'Famill, keng Zäit méi op der Aarbecht, keng Zäit méi fir sech selwer.

An esou stelle sech der ëmmer méi vun hinnen d'Sënnfro, a ganz besonnesch ëmmer méi Jonker, mee net nëmmen: „Leeft net eppes gewalteg schif, obschonns et dem Land jo anscheinend esou gutt geet?"

Déi jonk Leit, déi ech an der Preparatioun vun dëser Debatt d'Chance hat kennenzeléieren, sief dat vun der CNEL, den nationale Studenten, also der Schülervereenegung, oder vu Youth for Climate, oder awer och d'Studente gesinn hannert de Botz vun deem „ëmmer méi".

Si wëssen, datt hannert deem Land, deem et gutt geet, haaptsächlech de quantitative Wuesstum steet. A si setze sech och an der Schoul, mee och selwer, perséinlech, kritesch mat eisem Wirtschaftsmodell auserneen. Si wëssen, datt de wirtschaftleche Succès net alles ass an net alles ka sinn. Si deelen eigentlech dat Uleies, wat ech haut hei virbréngen, datt mer niewent dem Wirtschaftswuesstum, dee sech grob op de PIB erofbrieche léisst, e Bolsmiesser vun eiser Gesellschaft brauchen. Well de Mënsch ass net un éischter Stell en Homo oeconomicus. En ass virun allem e Mënsch.

An de Mënsch soll am Mëttelpunkt vun onser Politik stoen. Dat muss a soll den Usproch vun ons als Politiker och bleiwen, well Politik ass eppes zudéifst Mënschleches a gëtt gemaach vum Mënsch fir de Mënsch. Dat kléngt ganz banal. Et ass eng ganz einfach Wourecht. Mee mir verléieren dacks awer de Bléck fir dat Weesentlecht, fir dat Einfacht.

Här President, de Succès vu Lëtzebuerg gëtt dacks eeben op dräi Buschtawe festgemaach. Fir den Här Gramegna wär dat vläicht den dräifachen A, den Triple-A. Dat sinn och dräi Buschtawen, an déi sinn och effektiv ganz enk verbonne mat deenen dräi Buschtawen, wou et hei drëms geet, an zwar de PIB, de Produit intérieur brut, de Bruttoinlandprodukt, de „gross domestic product" - an deene verschiddenen Haaptsproochen.

Dräi Buschtawen, déi wéi a Stee gemeesselt sinn an un deene sech praktesch iwwerall op der Welt d'Regierungen orientéieren a sech domadder och matenee vergläichen. De PIB ëmschreift effektiv déi wirtschaftlech Leeschtung vun engem Land iwwer e bestëmmten Zäitraum. An et ass näischt aneschters wéi de Wäert vun alle Gidder an Déngschtleeschtungen, déi eng Vollekswirtschaft iwwert déi Period produzéiert huet.

A mir brauchen och de PIB. Et ass kee Plädoyer géint de PIB, well eise ganze Wirtschaftsmodell ass drop opgebaut. An en ass, wéi ech gesot hunn, um internationale Plang en unerkannten Miessinstrument. Dat steet also ausser Fro.

Et besteet also och e Konsens, wéi de PIB soll berechent ginn. An, wéi ech scho virdru gesot hunn, déi eenzel Vollekswirtschafte kënne sech domadder ënnerenee vergläichen. En hëlleft engem Staat och, seng budgetär Projektiounen ze maachen, also kënne Politik ze bedreiwen. A prinzipiell besteet och eng Korrelatioun tëschent der Entwécklung vum PIB an der Entwécklung vun den Einname vun engem Staat.

E Politiker weess de PIB och ganz gekonnt anzesetzen. Déi eng beméien de PIB, fir déi relativ Schold duerzestellen, fir also ze erklären, datt d'Scholdespiral u sech gebrach ass. Gemengerhand sinn dat déi Vertrieder vun ons, déi dann an der Majoritéit sinn. Déi aner beméien de PIB fir ze erklären, et géif net genuch investéiert ginn. „D'Investitiounsquot, gemooss un der Wirtschaftsleeschtung, ass ze niddreg", soen dann déi Vertrieder, déi dee Moment an der Oppositioun sinn.

Pikanterweis ass et awer esou: Schléit de PIB mol eng Kéier de Kopplabunz, dat heescht, fält en emol, da geet d'Investitiounsquot schlagaarteg an d'Luucht. Eppes, wat dann nees d'Majoritéitsvertrieder fir sech beusprochen. De Scholdestand op där anerer Säit schéisst awer dann duerch de Plaffong, relativ gesinn, versteet sech. An da verweise mer gären op déi absolutt Zuelen. De PIB verkënnt ganz gären zum Spillball vum politeschen Discours. An ons Matbierger, déi gesinn natierlech net do hannendrun, well et ass ze vill abstrakt.

Derbäi kënnt, datt d'Ermëttlung vum PIB an domadder d'Aussokraaft vun deem Instrument och aus anere Grënn mat Virsiicht ze genéisse sinn. Éischtens, well mer an enger ganz klenger, oppener Ekonomie liewen. Dat ass gewosst. Mir hänke vun der internationaler Konjunktur of. An do kënne PIB-Projektioune wéi e Bléck an d'Glaskugel sinn. Zweetens sinn d'PIB-Daten eréischt véier Joer no Ofschloss vun deem betreffende Kalennerjoer definitiv. Véier Joer, dat ass quasi eng ganz Legislaturperiod.

Et kommen nach aner Schwieregkeeten derzou. Esou schreift 2018 de Wirtschafts- a Finanzrot a senger Nott un de Formateur deemools: « Il faut aussi noter que les projections macroéconomiques, dans le cas du Luxembourg, se voient entourées d'une incertitude plus prononcée en raison des problèmes méthodologiques en lien avec l'estimation du PIB. »

Och de Statec ass 2018 a senger Nott un de Formateur op dee Punkt agaangen. Ënnert dem Punkt „Les tribulations du PIB dans une petite économie dominée par des multinationales" weist de Statec mam Fanger op d'Iwwergewiicht vun de grousse Multinationallen, deenen hiert Behuelen net méi wierklech virauszegesinn ass, also d'Iwwergewiicht vum PIB vun deene Multinationallen.

Esou ass zum Beispill - aus där Nott geet dat ervir - 2017 d'Valeur ajoutée vun enger Rei groussen Entreprisë mat Sëtz zu Lëtzebuerg drastesch no ënne gaangen, well se Gidder a Servicer bei hirem Grupp, zu deem se géieren, kaaft hunn, Propriété intellectuelle. Doduerch ass 2017 de PIB zu Lëtzebuerg ëm 1,4 Milliarden Euro erofgaangen, obschonns d'Konjunktur gedréit huet.

En ëmgedréit Beispill sinn d'„patent boxes". Déi weie ganz vill am Ëmsaz vu verschiddene Betriber, mee net an onsem PIB, well Eurostat nëmmen e klengen Deel vun deene Revenuen erlaabt, als Valeur ajoutée kënnen ze verbuchen. Ännert sech déi Reegel eng Kéier, an dat gëtt jo am Moment iwwerpréift, da géif de PIB vu Lëtzebuerg ëm 15 % an d'Luucht goen.

Niewent dësem Constat ass et awer och esou, datt onse Wuesstum op divers Manéiere verfälscht gëtt. Gemooss un der Awunnerzuel leie mir um Niveau vum geschaafte Räichtum vum PIB pro Awunner op drëtter Plaz weltwäit, hannert dem Katar a Macao a viru Singapur an Irland, an dat haaptsächlech aus zwee Grënn:

Den éischte Grond besteet doranner, datt d'Frontalieren an d'Berechnung vum PIB matafléissen. Rechent een d'Frontalieren aus der Wäertschëpfung eraus, da läit eise PIB grob 40 % ënnert deem aktuelle Wäert.

Et ass dofir méi pertinent, op de Revenu national brut zréckzegräifen. Dat schreift och d'Zentralbank an hirem Avis zum Budget fir 2020. Si skizzéiert fir unzefänken emol eng Kéier fir d'éischt d'Ausenanerdrifte vun deenen zwee Indicateuren, also dem PIB, deen däitlech méi héich läit wéi de Revenu national brut. An den Ënnerscheed erklärt sech esou: « Le RNB, quant à lui, mesure le revenu total des agents résidant au Luxembourg. Ainsi, il exclut les revenus versés à des non-résidents et inclut les revenus des résidents provenant du reste du monde. [...] Le RNB est un indicateur conceptuellement plus proche de la notion de "bien-être" de la population [...] que le PIB. ». Souwäit d'Zentralbank.

Nieft de geschaafte Räichtum duerch d'Matwierke vun eise Frënn aus der Groussregioun gesellt sech awer nach en zweete Phenomeen derbäi, nämlech, dat hat ech jo eng Kéier elo kuerz gesot, dee vun der Presenz vun de Multinationallen zu Lëtzebuerg.

An Irland hu se kierzlech op dee Phenomeen reagéiert an decidéiert, eng Etapp méi wäit ze goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wilmes, erlaabt Der, datt den Här Bauler Iech eng Fro stellt?

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Et wär schéin, wann ech awer kéint weiderfuere mat den ...

M. André Bauler *(DP).*- Et ass just eng kleng Remark zum PIB.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Sot mer!

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt just soen: De PIB, do si mer an enger Approche „produit" a beim RNB si mer an enger Approche „revenu". Dat kann een net esou einfach matenee vergläichen. A wann de Revenu national brut amgaangen ass ze klammen, well dee klëmmt och, just net esou staark wéi de PIB, da klëmmt en och just a grad, well mer och auslännesch Ressourcen hunn, Aarbechtskräften, Kapital, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn. Just dat als ekonomesch Prezisioun.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Dat ass jo och dat, wat awer hei d'Zentralbank seet. Si seet jo net de Contraire dozou. An ech kommen och nach am Rescht vu menger Ried, wéi gesot, op dat do zréck. Dat ass ganz richteg.

Wéi gesot, an Irland hu se kierzlech op dee Phenomeen reagéiert an decidéiert, eeben eng Etapp méi wäit ze goen: Si berechnen niewent deem klassesche PIB dee sougenannte GNI, dat ass de „gross national income". Dat ass en adaptéierten RNB, wou d'Aktivitéite vun de Multinationallen erausgerechent ginn.

De Conseil économique et social huet sech dozou geäussert a gemengt, et wier net noutwendeg, deen nämmlechten Exercice hei zu Lëtzebuerg ze maachen. E seet: « Il estime par contre qu'il serait intéressant de détailler davantage certains agrégats en vue de pouvoir séparer la partie du PIB reposant sur les activités économiques plutôt traditionnelles de la partie issue de la chaîne de valeur internationale des entreprises. »

Nieft dem RNB verweist d'Zentralbank op aner, méi pertinent ekonomesch Indicateuren, déi mer eis sollte méi zu eege maachen, well se méi aussokräfteg si fir dat materiellt Wuelbefanne vun eise Matbierger: Et ass dëst dat wierklecht Akommes vun de Stéit. An interessanterweis fanne sech dës Parameteren och am

PIB vum Wuelbefannen, vum Bien-être erëm, wat jo och Sënn mécht, well se eeben de Mënsch do ofhuelen, wou en ass.

Här President, déi ganz Diskussioune weisen also eppes ganz kloer: Et mécht kee Sënn, fir „PIB-Fetichismus" ze bedreiwen. Sech reng um PIB ze orientéieren, bedeit ënnert dem Stréch näischt aneres, wéi de Mënsch op e Produktiounsfacteur ze reduzéieren. Zu Lëtzebuerg ass dee Message awer nach net iwwerall ukomm. Op d'mannst ass et esou, datt de PIB méi déif an ons Politiker alleguerten dran ass, wéi mer mengen. Ech hunn dat jo virdru kuerz ugerass, wéi ech de Scholden- an Investitiounstaux ugeschwat hunn.

Mir kënnen awer och als Beispill d'Sozialsystemer huelen, wou mer jo ëmmer erëm gäre soen: „Mir brauchen x Prozent Wuesstum, fir x Aarbechtsplazen ze schafen an doduerch eis sozial Ofsécherung ze erhalen." De Wuesstum verkënnt dobäi zu engem Axiom, also zu engem Grondsaz, deen een ouni Beweis u sech unhëlt. Dat läämt awer d'Politik, dreift d'Politik souguer viru sech hier, op der Sich no ëmmer méi Wuesstum. Ech hat et virdru gesot: „Hamsterrad".

An der Vergaangenheet war et vermeintlech méi einfach, sech hannert deem Wirtschaftswuesstum ze verstoppen. An, jo, „verstoppen" ass effektiv dat richteg Wuert, well bis zu engem gewëssene Moment waren déi negativ Aspekter net esou ze gesi respektiv virauszegesinn. Well wat mer méi gewuess sinn, wat mer - vermeintlech - méi verdeele konnten; sou zumindest d'Duerstellung. Ech soen awer, datt dat net ganz richteg ass, well wann ëmmer méi Leit sech een zwar ëmmer méi grousse Kuch deelen, kënnt hannen awer net onbedéngt méi derbäi eraus.

An datt de Wirtschaftswuesstum a Form vum PIB net alles kéint, dat wousst scho säin Erfinder, den Amerikaner Simon Kuznets, deen 1971 de Wirtschaftsnobelpräis krut.

Elo gi mer kuerz zréck an d'Joer 1929. Dunn hate mer de Crash op der Bourse zu New York. Déi huet zu där gréisster weltwäiter Wirtschaftskris am 20. Jorhonnert gefouert. An dunn ass den amerikaneschen Autoritéiten op eemol opgefall an et ass hinne bewosst ginn, wéi ufälleg hir Wirtschaft eigentlech wär. A si hu festgestallt, datt se wéineg Informatiounen iwwer hir Ekonomie haten. Dofir hu se 1931 hiren nationale wirtschaftleche Recherchebüro domadder beoptraagt, fir hir wirtschaftlech Leeschtung mol eng Kéier ze bezifferen.

1934 huet dunn de Simon Kuznets - dat war ee vun deenen Ekonomisten, et war deen, deen u sech déi komplettst Berechnung fäerdegbruecht huet - seng Resultater virgeluecht a betount, datt een de PIB mat Virsiicht sollt genéissen - eppes, wat haut ondenkbar wär! -, well hie wousst, éischtens, datt hien net géif un engem Instrument schaffen, fir d'wirtschaftlech Aktivitéit eleng ze bemoossen, mee un engem politeschen Instrument, also net nëmme fir … haaptsächlech emol net, fir d'Wuelbefanne vun den Amerikaner ze bemoossen.

Zweetens huet hien och vun Ufank u jiddwerengem, deen et wollt héieren, gesot, wat dann d'Limitte si vun enger vollekswirtschaftlecher Gesamtrechnung, déi duerch de PIB eeben duergestallt gëtt, zum Beispill, datt de PIB kruzial Dimensioune vun enger Ekonomie op der Säit léisst. U sech alleguerten déi, déi net zum System vun dem Geldwiessel, vum monetäre System gehéieren, wéi zum Beispill d'Aarbechten, déi an enger Famill oder a Communautéite geleescht ginn a fir déi jo keng Sue gefrot ginn. Wat awer wäertvoll Aarbechte si fir d'Gesellschaft, wa se gutt gemaach ginn. Mee well keng Suen dofir gefrot ginn, gi se och net vun dem PIB consideréiert.

De Kuznets huet drop insistéiert, datt d'Qualitéit an d'Importenz vun enger Funktioun net dovunner ofhänken, wivill Suen datt bezuelt ginn dofir. Mee dat ass, wéi gesot, genee d'Fundament vum PIB, well d'Kontributioun vun enger Aktivitéit kann nëmmen eleng duerch hire Maartpräis gemooss ginn.

En huet dowéinst e praktesche Problem festgestallt: Et kann een nëmmen eppes berechnen a kontabiliséieren, wann een och d'Donnéeën dozou huet. Dofir gëtt an de vollekswirtschaftleche Berechnungen och nëmmen deen Deel vun der Ekonomie beuecht, deen d'Ekonomisten ze pake kréien: dat heescht déi Suen, déi een ausgëtt.

Dem Kuznets seng Konklusioun vun deem Rapport un den amerikanesche Kongress war dofir déi heiten: „De Wuelstand vun enger Natioun ka kaum vun engem Moosse vum nationalen Akommes ofgeleet ginn." Den Erfinder vum PIB huet also vun Ufank u virun dem „tout économique", virun engem Wuesstumsfetichismus gewarnt.

1962 huet hien nach eng Kéier preziséiert, datt, wann een de Wuesstum vun enger Vollekswirtschaft gäre bewäert, een „tëschent Quantitéit a Qualitéit vu Wuesstum ënnerscheede muss an datt d'Ziler fir ‚méi' Wuesstum u sech preziséiere mussen, wat méi a wisou et méi wuesse soll".

De Robert Kennedy, de Brudder vum deemolege President John F. Kennedy, huet sech 1968, also ronn 30 Joer nom Erschafe vun dem PIB, änlech ausgedréckt. Hie sot: „De PIB moosst weeder onse Verstand oder onse Courage nach ons Gescheitheet oder Bildung, nach onst Matgefill oder onsen Engagement fir onst Land. Et moosst alles op kuerz Siicht, ausser dat, wat onst Liewe wäertvoll mécht."

Et ass also wichteg, de PIB als dat ze betruechten, wat en ass - esou wéi et och vum CES gesi gëtt: « Le PIB est avant tout un indicateur quantitatif qui, même s'il reflète la richesse d'un pays et la qualité de vie de ses habitants de manière imparfaite, est reconnu pour être le meilleur indicateur de l'activité économique. »

Et ass also e Moossinstrument vun der wirtschaftlecher Aktivitéit, net méi an net manner. An dofir däerfe mer awer eppes net aus den Ae verléieren, nämlech: All wirtschaftlech Aktivitéit gëtt vum Mënsch gemaach, well et u sech e Mëttel zum Zweck ass, an net ëmgedréit. D'wirtschaftlech Aktivitéit soll dem Mënsch senge Besoinen esou gerecht ginn, datt säi Liewen an deem Prozess idealerweis méi räich a besser gëtt.

Domadder wëll ech dee Volet ofschléissen an op deen eigentleche Sujet ze schwätze kommen, nämlech d'Leit. De Mënsch a senger Komplexitéit, mee de Mënsch als Mënsch an net als säin ekonomesche Meerwäert.

PIB bedeit Wuelstand, wirtschaftleche Wuelstand. Fir déi meescht eppes ganz Abstraktes. Eppes, wat net per se bei de Leit respektiv all de Leit d'selwecht ukënnt. „Suen eleng maachen net glécklech", dat ass e Spréchwuert, wat mer gutt kennen. A wann een déi Suen och nach net huet, dann ass et nach méi schlecht ëm ee bestallt.

„PIB du bien-être" bedeit Wuelbefannen oder, wuertwiertlech iwwersat, „gutt sinn", wa mer eis gutt spieren, gutt fillen. Mir hu keng richteg lëtzebuergesch Iwwersetzung dofir. Dunn hunn ech probéiert, mer eng Kéier d'Fräiheet ze huelen, dat esou ze iwwersetzen, litteralement: „gutt sinn". Mir kënnen och „Wuelbefannen" als Kompromëss huelen. D'Wuelbefannen, de Bléck op ons selwer, wéi et ons geet, gëtt definitiv méi hier wéi eleng e quantitativen Indikator vun der wirtschaftlecher Aktivitéit. An dorunner sollte mir ons grad als Politiker orientéieren, och wann et ons vläicht net ëmmer iwwerall zu all Moment arrangéiert.

D'Martine Hansen hat sech a senger Budgetsried 2019 scho mat deem Sujet befaasst. Et gouf zu deem Moment net wierklech ëmmer vun all Majoritéitsvertrieder vläicht seriö geholl, mee dat schéngt sech awer sou lues a lues ze änneren. Op d'mannst de Budgetsrapporter, den Yves Cruchten, huet déi selwecht Vue. En huet sech vläicht vu menger Interpellatioun, déi ech nach am Juli ugefrot hat, inspiréiere gelooss. Mee dat ass och net wichteg.

Dat Wichtegst ass, datt en de PIB du bien-être a sengem Budgetsrapport vum leschte Joer fir awer de Budget vun dësem Joer behandelt huet. An hie schreift do ganz pertinent, datt een eng méi déifgrënneg Reflexioun iwwert dat gefillt Wuelbefanne vun eise Matbierger an hirem Alldag soll féieren an déi néideg Ajustementer soll maachen: « afin d'assurer que le bien-être des individus entrera définitivement en ligne de compte dans les politiques menées au niveau national. »

Den Yves Cruchten huet ganz Recht mat deem Constat. An dat ass bis elo vläicht net genuch geschitt. Dofir ass et wichteg, datt mer de Sujet op déi politesch Agenda setzen, datt mer also haut och iwwerhaapt emol erëm doriwwer hei debattéieren. Dat soll en Ufank sinn, et geet nach laang net duer.

Mee et ass awer wichteg, fir datt et iergendwann eng Kéier kann och en Néierschlag fannen am Liewe vun onse Matbierger; am Positiven, versteet sech. Well de PIB vum Wuelbefanne soll net zu engem renge Marketing-Gadget verkommen. Dovunner hu mer näischt. Well wat mer méi dovunner schwätzen, wat d'Bewosstsinn dovunner bei de Leit sech och méi verstäerkt, datt et wichteg ass, esou en Indikator ze hunn an eis net eleng op dee klasseschen, nämlech de PIB, ze verloossen.

A wann ech also nach däerf e Wonsch ausdrécke fir d'Joer 2020 - dat däerf een nach bis haut, hunn ech gelies an engem Kalenner -, dann ass et deen, datt de PIB du bien-être endlech eeben och soll vun eis alleguerte seriö geholl ginn an datt mer awer och net nëmme sollen driwwer schwätzen, mee mir sollen e benotzen, mir sollen en asetzen.

Mir sinn eis awer eens, datt et nach méi wichteg ass, datt en och bei de Leit dobaussen effektiv soll ukommen. Mee mir mussen awer och ufänken, en ze benotzen an en anzesetzen. E muss einfach méi e grousse Stellewäert kréien, net nëmmen an eiser politescher Ausenanersetzung, mee virun allem an eisem politeschen Handelen, och wann et ons dann heiansdo, egal ob Majoritéits- oder Oppositiounsvertrieder, net géif arrangéieren, wat dobäi erauskënnt. Mee et ass wichteg, datt mer en zesummen upaken an datt mer e Konsens och doriwwer fannen an datt mer eeben net méi nach allze laang nëmmen doriwwer schwätzen.

Une voix.- Bravo!

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Ech verstoppen awer och net: De PIB du bien-être ass net eppes, wat haut eréischt wäert mat dëser Debatt ufänken. En huet schonn e bëssen eng Geschicht hannert sech. Den eigentlechen Impuls zu Lëtzebuerg, dee koum 2009 vun enger Regierung CSV/LSAP: Juncker/Asselborn 2.

Esou stoung et deemools am Regierungsprogramm: « Ensemble avec le Conseil supérieur pour un Développement durable et le Conseil économique et social, l'Observatoire de la Compétitivité développe un indicateur composite du bien-être au-delà de l'indicateur traditionnel PIB/tête en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique de long terme. Cet indicateur, qui tient compte des développements internationaux en la matière, est mis en place en se basant sur les statistiques et les bases de données officielles fournies par le Statec. »

Eppes, wat dann de Jean-Claude Juncker a senger him eegener Aart a Weis a senger Regierungserklärung begréisst huet a gesot huet: „Fir ee bessere Begréff, eigentlech e bessert Verständnis vun der Nohaltegkeet ze kréien, féiere mer nieft dem klassesche PIB ee PIB du bien-être an, deen och eng Serie vu qualitativen Daten oplëscht, déi net nëmme reng wirtschaftlecher Natur sinn. De PIB pro Kapp, de PIB pro Awunner, dee seet villes; dee qualitativ méi breet opgestallte PIB du bien-être, dee seet méi."

(Interruption)

Wéi gesot: Op seng eegen Aart a Weis huet en duergestallt, ëm wat et hei geet a wat den Ënnerscheed ass vun deem enge par rapport zu deem aneren.

Mir waren deemools an enger wirtschaftlech oniwwersiichtlecher Situatioun. Mir haten eng Kris: d'Subprimekris, déi eriwwer an Europa komm ass. An et ass haut méi wéi jee wichteg, datt mer d'Wuelbefanne vun de Leit iwwert déi reng ekonomesch Bewäertung stellen.

Ech wëll awer och net vergiessen, datt u sech d'Initiativ net hei zu Lëtzebuerg eleng komm ass, mee et war eng international Initiativ, déi an den 2000er och schonn erëm eng Kéier neie Wand kritt huet. Mir haten d'Ekonomie, d'New-Economy-Blos, déi zesummegetrollt war. An dunn hunn och schonn eng Partie renomméiert Ekonomiste wéi de Stiglitz, en amerikaneschen Ekonomist, u sech derfir plädéiert, esou e Well-Being-GDP eeben ze entwéckelen.

An - e war jo ganz clever, och wann een net ëmmer muss seng Politik deelen - de fréiere franséische President Nicolas Sarkozy hat sech dat zu eege gemaach, hat do eng gutt Nues derfir an huet dunn de Stiglitz ënner anerem, mat anere renomméierten Ekonomiste wéi dem Sen an dem Fitoussi, gefrot, fir doriwwer e Rapport ze schreiwen, deen och du veröffentlecht ginn ass mat enger grousser Ried och an der Sorbonne. An do waren och Vertrieder vu Lëtzebuerg derbäi, déi sech dovun inspiréiere gelooss hunn - Gott sei Dank! -, well dunn ass dat eeben och op Lëtzebuerg komm.

Mee an deem Rapport war eng vun de Begrënnungen, datt et eng flagrant Diskrepanz géif ginn tëschent deem, wat d'Statistiken ausgesot hunn, an deem, wat d'Leit gefillt hunn. An déi Differenz huet dacks derzou gefouert, datt d'Leit Datesätz, déi jo de politeschen Diskurs direkt beaflosst hunn, hannerfrot bis wierklech richteg a Fro gestallt hunn. An als Konsequenz ass domadder d'Politik a Fro gestallt ginn, also déi, déi eigentlech fir d'Allgemengwuel antriede sollen.

Wann de PIB d'Ofbild vum Wirtschaftswuesstum ass, kéint also de PIB du bien-être de sougenannte „qualitative Wuesstum" méi gräifbar maachen. Mir schwätze jo vill an dacks iwwert dee qualitative Wuesstum. Dat war jo mat den Haaptsujet vun de leschte Walen. Dunn ass en e bësse verschwonne gewiescht. Elo kënnt en awer nees op. Mee, wat een do ëmmer festgestallt huet: Mir hu keng eenheetlech Definitioun. Mir fannen och warscheinlech ni eng eenheetlech Definitioun, well et ass jo och eppes Subjektives. Vill Subjektives gehéiert do derzou, och beim PIB du bien-être. Mee de PIB du bien-être kéint awer en Usaz sinn, fir eng Form vu Konsens ze fannen, wat een ënner qualitativem Wuesstum ka verstoen.

Dofir ass et esou wichteg, datt een dat Instrument och géif méi benotzen, fir datt mer net all Walcampagne a Walcampagne nees erëm vun deem qualitative Wuesstum solle schwätzen. Well dovunner hunn eis Matbierger näischt! Mir kënnen eis dann do intellektuell vläicht drun ergëtzen, mee d'Leit dobaussen hu konkreet näischt dovunner.

Et ginn nach e puer aner Beispiller aus dem Stiglitz-Rapport, déi u sech d'Limitte vun deem traditionelle PIB beweisen. Esou heescht et op enger Plaz: „Stau", also Verkéiersstau, „léisst de PIB wuessen, well méi Bensinn/Diesel verbraucht gëtt, mee ganz offensichtlech net d'Liewensqualitéit. An doriwwer eraus: Wann d'Leit sech Suergen ëm d'Loftqualitéit maachen an d'Loft méi staark verknascht gëtt, da schätze Statistiken, déi d'Loftverknaschtung net beuechten, d'Liewensqualitéit vun de Leit net richteg an."

E weidert Beispill am Beräich vun der Ëmweltverschmotzung wär: Fir d'éischt verschmotze mer eppes, da geet de PIB an d'Luucht. Da sanéiere mer, da geet de PIB och an d'Luucht. Mir zerstéieren also fir d'éischt en Deel Natur an duerno versiche mer, et erëm iergendwéi ze reparéieren, fir dat erëm e Stéck wäit hierzestellen.

(Interruption)

Mee am beschte Fall hu mer dann en Nullsummespill an am schlechtste Fall eng Belaaschtung fir Mënsch an Ëmwelt. Ekonomesch gesi gëtt dat awer zweemol eng Valeur ajoutée.

Här President, all dës Beispiller weisen, datt, wa mer eis e Stéck wäit ewechbeweege vum PIB, mir ons méi a Richtung Wuelbefanne vun de Leit beweegen. Dofir brauche mer net méi eleng de PIB, deen aus der Perspektiv vun der Wirtschaft kuckt, mee och e PIB du bien-être, deen aus der Perspektiv vun de Stéit, de Leit also, kuckt. An dat ass eebe säi ganz grousse Virdeel! E schaaft e Géigegewiicht zu de reng ekonomesche Miessinstrumenter, wéi och ënner anerem dem nationalen Tableau de bord vun der Kompetitivitéit. Den éischten a gréisste Virdeel ass also, datt en de Bléck an de Fokus op de Mënsch leet.

E weidert Argument, fir an Zukunft op de PIB du bien-être ze setzen, ass, datt dat Instrument, esou wéi et haut besteet, d'Produkt ass vu wichtegen Acteuren, déi aus eisem Alldag net ewechzedenke sinn: nämlech vun de Sozialpartner op där enger Säit, am CES vertrueden, an op där anerer Säit vun de Vertrieder vun der Zivillgesellschaft, an dem Conseil supérieur du développement durable vertrueden.

Déi hunn dat jo zesummen ausgeschafft. Et war e Kompromëss. An dat mécht et awer och zu engem staarken Instrument, well et beleet, aneschters wéi een dat heiansdo haut vläicht géif unhuelen, datt d'Sozialpartner an der Saach duerchaus fäeg sinn, fir Kompromësser ze fannen, an datt aus Diskussiounen och eppes Grousses entstoe kann. An ech wëll dofir vun hei aus och eng Lanz brieche fir déi Leit, déi do matgeschafft hunn a sech och an Zukunft do matabrénge wäerten.

Ech géif dann dofir och eng éischt Motioun deposéieren, déi u sech d'Regierung invitéiert, fir dem CSDD op där enger Säit an dem CES op där anerer Säit nach eng Kéier e Mandat ze ginn, fir de PIB du bien-être ze reevaluéieren an, falls noutwendeg, och déi ganz Tabloe vun den Indicateuren, déi doranner verschafft sinn, déi 63, vläicht nach eng Kéier ze reevaluéieren, zesummen natierlech mam Statec, a fir natierlech och déi néideg Ressourcen ze ginn, fir datt se hire Missiounen och kënne gerecht ginn.

Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en 2009, le Gouvernement de l'époque a donné mandat au Conseil supérieur du développement durable (CSDD) et au Conseil économique et social (CES) de développer un indicateur de bien-être complétant l'indicateur traditionnel du PIB, avec le support technique de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ;

- considérant qu'en novembre 2013, les deux institutions ont présenté leur avis commun comprenant un système d'indicateurs du bien-être mesurant le « progrès de la société dans une optique de long terme et dépassant les indicateurs traditionnels tels que le PIB par tête » ;

- considérant que déjà en 2013, les institutions susmentionnées ont proposé « au Gouvernement de revoir à des intervalles réguliers la liste des indicateurs sur la base de la qualité des statistiques disponibles, des questions méthodologiques en suspens, ainsi que de la pertinence et de la fiabilité des indicateurs » et « d'évaluer le système d'indicateurs à chaque nouvelle publication de données »,

invite le Gouvernement,

- à donner mandat au CSDD et au CES de réévaluer le PIBien-être et d'adapter, au besoin, le tableau des indicateurs en y associant de près le Statec ;

- à fournir aux institutions en question les ressources nécessaires pour mener à terme leur mission.

(s.) Serge Wilmes, Martine Hansen, Marc Lies, Georges Mischo, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Et ass also e staarkt Instrument, de PIB du bien-être, well dat bis dato nach net, wéi gesot, zur Genüge zur Geltung komm ass. An dofir ass et eebe wichteg, datt d'Politik - dat sinn, wéi gesot, virun allem mir - hinnen en neien Impuls gëtt an dat Ganzt och wierklech no vir dreift.

Wéi gesot, e wichtege Support musse se awer hei vum Statec kréien, deem een och nach eng Kéier e grousse Merci ka soen op dëser Plaz, well e vill gehollef huet, fir datt dee PIB du bien-être iwwerhaapt kéint och zustane kommen. An dee soll och natierlech an Zukunft mat „des chevilles ouvrières" sinn, fir den technesche Support ze ginn, fir datt och dann dee PIB du bien-être, wann e soll op de Leescht geholl ginn, eng Kéier ka wierklech agesat ginn.

De lëtzebuergesche PIB du bien-être besteet aktuell, esou wéi en 2013 festgehale ginn ass, aus eelef Kategorien, dorënner zum Beispill Beschäftegung, Logement, Environnement, Sécherheet. An deenen eelef Kategorië gëtt et am ganzen nach eng Kéier 63 Indicateuren.

Mir haten och, wéi gesot, mam Statec-Direkter doriwwer geschwat. En huet d'Meenung geäussert: „Dat sinn der vill." Jo, dat ass richteg. Dat sinn der effektiv vill, 63. Wann een awer weess, datt se am Ufank iwwer 300 Indicateuren um Dësch leien haten, dann ass et schonn eng Leeschtung, datt se et zesumme fäerdegbruecht hunn als Sozialpartner a Vertrieder aus der Zivillgesellschaft, dat op 63 erofzebriechen.

Elo kann ee sech awer nach eng Kéier d'Fro stellen: „Missten der net nach eng Kéier manner dovunner méi staark consideréiert ginn?", well, an dat ass dann eigentlech och erëm en Nodeel, 63 Indicateure kritt een net wierklech dobausse bei de Leit vermëttelt.

Dofir sollt ee sech fir alles ophalen, fir dat besser kënnen duerzestellen, fir och e gewëssent Gewiicht deem Ganzen ze ginn. Mee mir fannen awer trotzdeem, datt et wichteg ass, datt nach ëmmer déi eenzel Acteure matagebonne ginn, well och, wéi gesot, wann 63 der vill sinn, mee déi mënschlech Natur ass nun eemol komplex.

D'Wuelbefanne vun de Mënsche léisst sech eeben och ganz schwéier op een eenzelne Wäert erofbriechen, och wann et dann, wéi gesot, um Niveau vun der Duerstellung méi einfach wär. An dat wär fir d'Leit méi zougänglech. An dat ass jo déi grouss Stäerkt vum PIB, vun deem klasseschen, well dat ass eng Zuel! A mat där Zuel ka jiddwereen direkt eppes ufänken. Si gëtt schonn esou laang benotzt, datt se a Schank a Muerch iwwergaangen ass vun eis alleguerten.

Wann een elo beim PIB du bien-être, an dat huet de Statec probéiert mat sengem Luxembourg Index of Well-Being 2017, e syntheetescht Instrument schaaft, fir déi 63 zesummenzefaassen, da kritt een och eng Zuel. Mee si ass net ëmmer onbedéngt richteg, well fir déi 63 Indicateuren net alleguerten d'Donnéeë reegelméisseg erhuewe gi sinn, soudatt et och alt erëm schwéier ass, datt déi eng Zuel wierklech aussoekrafteg genuch ass. Nach eng Kéier: Déi mënschlech Natur kann een net nëmmen op eng Zuel eleng reduzéieren.

Do gëtt et awer gutt Beispiller, wou ee sech kann inspiréieren, wéi de Better Life Index vun der OECD. Deen huet nëmmen eng Handvoll Indicateuren an e stellt dat u sech ganz flott visuell duer op engem Internetsite, deen all Eenzelnem och zougänglech ass, wou dat och einfach duergestallt ass a wou et och eng gewësse Gewiichtung gëtt vun deenen eenzelnen Indikatoren. Et kéint ee sech also och dorunner inspiréieren, fir eppes Änleches fir esou en iwwerschaffte PIB du bien-être hei zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Mee nach eng Kéier: Fir déi eng huet, wéi gesot, eng sozial Dimensioun Virang, fir anerer huet eng Émweltdimensioun méi Virang, fir anerer ass de Logement méi wichteg. Dat hänkt jo vu Mënsch zu Mënsch, vu Generatioun zu Generatioun of. An déi Gewiichtung, déi muss een, wéi gesot, do drabréngen.

Oder d'Wuelbefannen op der Aarbecht - an dofir sinn ech och frou, datt de Kolleeg Marc Spautz dëse Volet och deemnächst wäert hei op der Chamberstribün thematiséieren. Oder anerer wëllen den Aarmutsrisiko gäre méi beliichten, dee fir déi méi eng grouss Roll spillt - an dofir sinn ech och frou, datt den Donneschden de Kolleeg Paul Galles sech hei an der Chamber domadder wäert auserneesetzen.

Et muss een also, wéi gesot, do verschidde Méiglechkeeten ubidden, fir dat ze gewiichten. Et ass e komplext Instrument, mee et ass awer eng reell Plus-value fir eis alleguerten, a ganz besonnesch fir eis, fir datt mer méi resolutt politesch kënnen handelen.

Här President, wann ee sech also mat dem PIB du bien-être beschäftegt, da stellt ee fest, datt et op där enger Säit objektiv Donnéeë gëtt, déi do afléissen, wéi zum Beispill - nëmme fir e Beispill ze nennen - de Schoulofschloss, mee awer och eng ganz Rei subjektiv Indicateuren. An ech mengen, dat soll ee sech awer trotzdeem erhalen, well et ass nämlech och de „Räichtum" vun deem PIB du bien-être, datt souwuel objektiv wéi subjektiv Indicateure matafléissen.

E gutt Beispill, fir et nach eng Kéier ze illustréieren, ass de Sujet Sécherheet. Et ka virkommen, datt zum Beispill d'Abrochszuelen, wéi d'Police se féiert, réckleefeg sinn. Da kéint een dovunner ausgoen, datt d'Leit sech méi sécher spieren. Et kann awer sinn, datt d'Leit sech trotz dëser objektiver Faktelag manner sécher spieren, well déi puer Abréch, déi stattfonnt hunn, zum Beispill méi brutal ware respektiv vill méi doriwwer bericht ginn ass. An dowéinst ass et wichteg, datt een déi béid Datesätz eeben och huet. Wier dat net de Fall, da kéint et virkommen, wéi dat an der Intro vun dem Stiglitz-Rapport steet, datt d'Distanz tëschent der Politik, also dem politeschen Handelen, an deem, wat d'Leit fir wichteg empfannen, ze grouss gëtt.

Wichteg ass och, datt - ech hunn et schonn eng Kéier kuerz ugeschwat - déi Date reegelméisseg ermëttelt ginn. Ee vun de Wäerter, déi hei an deem PIB verschafft ginn am Moment, ass am soziale Beräich de Quality-of-Work-Index vun der Chambre des Salariés. Och hinnen e grousse Merci dofir, well et ass ganz vill Aarbecht, déi si do leeschten. Mee dësen Index, dee fënnt awer am Moment an dem PIB du bien-être ze mann Berücksichtegung, well de PIB du bien-être net mat deem Rhythmus ka mathalen am Moment, wéi de Quality-of-Work-Index vun der Chambre des Salariés erhuewe gëtt. An dat ass am Moment nach eng vu senge Schwächten.

Et muss also derfir gesuergt ginn, datt d'Viraussetzunge stëmmen, fir datt de PIB iwwert d'Wuelbefannen a reegelméissegen Ofstänn aktualiséiert gëtt, well nëmmen esou kann en och eng Kéier Schratt hale mat deem klassesche PIB. An dofir muss een d'Viraussetzunge schafen.

Et ass kloer, an dat geet och aus dem Statec-Rapport vum Oktober 2017, deen ech schonn ugeschwat hunn, eendeiteg ervir, datt d'Zuelematerial, fir déi eenzel Wäerter ze bestëmmen, iwwer verschidden Zäiträim ermëttelt gouf respektiv datt et just, a verschiddene Fäll, fir een eenzegt Joer disponibel war. An de Statec-Direkter huet och kloer de Wonsch geäussert, datt d'Zesummenaarbecht mat de Verwaltungen oder eenzelne Verwaltunge misst verbessert ginn.

An dofir sinn d'Verwaltungen och hei gefuerdert, well et geet genausou kloer och aus dem Gesetz iwwert de Statec ervir. Et steet am Artikel 12: « Dans le choix du mode de collecte de données le Statec privilégie l'exploitation des fichiers administratifs. Il ne recourt à des enquêtes ou recensements que si l'exploitation des fichiers administratifs s'avère impossible ou n'est pas susceptible de fournir des informations statistiques fiables et pertinentes. »

Wéi gesot, reusséiere kann dat nëmmen, wann d'Verwaltungen do matmaachen an natierlech och, wa se deen néidege politeschen Appui dofir hunn, fir dann och déi Donnéeën un de Statec weiderzeginn, wéi en et brauch. An dofir géif ech och an deem Sënn dann eng zweet Motioun hei deposéieren, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que le développement du PIBien-être ne peut se concevoir que si les institutions en charge ont accès aux données leur permettant de calculer les différents indicateurs à des intervalles réguliers ;

- que, d'après nos informations, la réactivité des administrations publiques, communes et établissements publics de répondre aux demandes d'information de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) n'est pas toujours exemplaire ;

- que la loi du 10 juillet 2011 portant organisation du Statec invite ce dernier à privilégier l'exploitation de fichiers administratifs, i. e. de fichiers tenus par les entités précitées,

invite le Gouvernement

- à permettre au Statec de jouer pleinement son rôle de support technique au CSDD et au CES dans le développement du PIBien-être, et partant

- à sensibiliser les chefs d'administrations, les responsables communaux et des établissements publics aux enjeux inhérents à la collecte de données nécessaires à l'actualisation du PIBien-être ;

- à faire en sorte que le Statec puisse avoir accès aux informations qu'il juge utiles dans un délai rapproché, dans le respect des règles et principes applicables en matière de protection des données et des droits fondamentaux des personnes concernées.

(s.) Serge Wilmes, Martine Hansen, Marc Lies, Georges Mischo, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* An à propos Statec: Net méi spéit wéi gëschter huet de Statec eng Etüd veréffentlecht iwwer Wirtschaftswuesstum a Bien-être zu Lëtzebuerg. Analyséiert gouf d'Zäit vun 1981 bis 2015. D'Fro, déi sech gestallt gouf, war, ob mam wirtschaftleche Wuesstum hei am Land och d'Zefriddenheet vun de Leit gewuess ass. An d'Resultat ass, datt dës Zefriddenheet iwwert déi lescht 35 Joer quasi stagnéiert huet.

Wisou ass dat de Fall, dëser Etüd no? Well, op laang Siicht gekuckt, d'Zefriddenheet mat onsem Liewe mat der Qualitéit vun de Relatiounen, déi mir mat onse Matbierger hunn, wiisst an net esou mat dem Wuesstum vun onsem Akommes, zum Beispill. Do hu mer et also nees! Et kënnt op ons un, de Mënsch, déi tëschemënschlech Relatiounen.

Interessant ass awer och nach, datt de Statec de politesch Verantwortlechen, also nach eng Kéier ons, Piste virschléit, wéi een allgemeng onst Wuelbefannen op laang Vue verbessere kéint. Sou sollte mer manner iwwert d'Fro debattéieren, ob ons Gesellschafte wirtschaftlech Croissance oder Decroissance ustriewe sollen, a vill méi debattéieren iwwert déi Facteuren, déi Mesuren, déi am beschte sinn, fir de Bien-être ze stäerken.

An esou eng Politik wier zum Beispill d'Stadentwécklung, den Urbanismus, well dat e ganz wichtege Facteur ass, fir d'tëschemënschlech Relatiounen ze stäerken: en attraktiven ëffentleche Raum, wou ee sech begéine kann, deen dat erlaabt, mat Parken, Foussgängerzonen, Vëlospisten, Spillplazen, Quartieren, wou een esou vill wéi méiglech ze Fouss ka goen. All dëst erlaabt, wéi gesot, sozial Relatiounen entstoen ze loossen an domadder ons Liewensqualitéit ze verbesseren.

Dat ass en Optrag un ons alleguerten. Déi Gemeng, wou ech mat dofir verantwortlech sinn, versicht dat an deene leschten zwee Joer ze maachen, andeems mer virun allem d'Qualitéit vum Espace public vill méi an de Mëttelpunkt gestallt hunn, fir dat kënnen nach méi an eiser Stad ze erlaben. Et ass nach Aarbecht ze maachen, mee et ass ganz interessant, datt dat eeben och vum Statec an där Etüd als eng vun de Mesurë virgeschloe gëtt, fir déi tëschemënschlech Relatiounen ze verbesseren. Et ass awer och en Optrag u jiddwer aneren, deen dofir responsabel ass an de Gemengen, well et gëtt vläicht dacks ënnerschat, mee et ass, wéi gesot, determinant.

Här President, mat deem Usaz, dat heescht, eis méi op de PIB du bien-être oder méi op dat Qualitatiivt oder méi op d'Wuelbefannen ze konzentréieren, si mir awer hei zu Lëtzebuerg net eleng. Et ginn also scho ganz vill Länner och um internationale Plang, déi dee selwechte Wee ageschloen hunn oder och aschloe wäerten. An dat sollte mer eis och zu Notze maachen. Schweden huet zum Beispill den 1. August 2017 déi sougenannt „new measures of well-being" presentéiert. Dat ass en Instrument, wat aus 15 Indicateure besteet.

Am September 2019, also d'lescht Joer, huet déi islännesch Regierung Indicateure vum Wuelbefanne presentéiert. Dee Kader gesäit 39 Indicateure vir. Et ass e Kader, dee vergläichbar mat Lëtzebuerg ass, dee souwuel déi sozial an ekonomesch, mee och déi ëmwelttechnesch Dimensioune vun der Liewensqualitéit ëmfaasst. Och der islännescher Regierung geet et drëm, fir complementaire zu deene méi traditionellen Indicateure wéi dem PIB nei Weeër ze goen, fir d'Wuelbefanne vun de Leit ze miessen an och d'Evolutioun dovunner ze gesinn.

Interessanterweis sinn dës Indicateuren ugeleent un déi sougenannt „UN-Sustainable-Development-Goals". An déi ganz Beweegung ronderëm de PIB oder e Plus u Wuelbefanne fënnt sech awer nach an enger ganzer Rei anere Länner erëm. Ech ginn awer elo net déi ganz Lëscht duerch, mee kann awer do ons Nopeschlänner Däitschland, Frankräich an d'Belsch zitéieren a Finnland, Schottland, fir der nëmmen e puer Stéck ze nennen. Mir sinn also net eleng.

D'lescht Woch war ech och nach bis op Bréissel bei den Ambassadeur vun Neiseeland, fir mat him iwwert d'Initiativ vun hirer Regierung a virun allem der Premierministesch Jacinda Ardern, de sougenannte „Wellbeing Budget", ze diskutéieren. Dat ass en interessanten Usaz.

Et ass eng aner Methodologie, well si hunn de Choix elo getraff, fir d'éischt d'politesch Prioritéiten ze definéieren, déi da ressortiwwer-

Le saviez-vous ?

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes.
Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins.
Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

gräifend deklinéiert ginn. An et ginn nëmmen eng limitéiert Unzuel vu politesche Prioritéite fixéiert. An déi evoluéieren och an engem Méijoresrhythmus an da muss dann och vun den eenzelne Ministèren a Verwaltunge geliwwert ginn. Si schwätzen hei vun „accountability". Um Enn vun enger Period gëtt dann de Bilan gemaach, eppes, wat bei eis net wierklech bis elo institutionaliséiert ginn ass, obwuel et schonn och Virschléi gi si vun enger LOLF, enger Loi organique, oder mir hu jo och e pluriannuelle Plang vun de Finanzen. Mee hei gi si nach an eng aner Methodologie, déi sinn nach e Schratt méi wäit. A si sinn u sech déi - sou schéngt et op jidde Fall emol, et muss een och do emol nach d'Bilanen ofwaarden -, déi am Moment a Richtung Wuelbefannen am wäitste ginn, well se eeben och um Regierungsniveau déi finanziell Mëttelen enk mat deenen Zilvirgaben hei verknäppen.

Et ass deemno onstritteg, datt ëmmer méi Länner sech an déi Richtung beweegen an och ee méi op Nohaltegkeet gepoolten Discours gefouert gëtt. An ech mengen, et wier hei och wichteg, Synergien ze sichen, sech verstäerkt op internationalem Plang zesummenzesetzen, fir déi Komplementaritéit vu Miessinstrumenter nach méi ze drécken. Mir brauchen och hei eng Koalitioun vun de Wëllege fir nees méi Mënschlechkeet am Sënn vun engem gesteigerte Wuelbefannen.

Ech hat virdru kuerz d'Sustainable-Development-Goals vun der UNO ugeschwat. Dat si wéi gesot Ziler, déi si virgëtt, an et ass deemno och keng Iwwerraschung, datt dës Ziler och eng Roll hei zu Lëtzebuerg spillen. Am Nohaltegkeetsplang vun 2018 gëtt vun dësen Ziler geschwat an och erkläert, datt de PIB du bien-être kéint hëllefen, géigesätzlech Entwécklungen tëschent dem Wirtschaftswuesstum an dem Wuelbefannen ze erkennen an och déi néideg Korrekturmoossnamen dozou kënnen anzeleeden.

Déi lëtzebuergesch Ëmsetzung vun de Sustainable-Development-Goals vun der UNO, also deene 17 Nohaltegkeetsziler am Ganzen, gëtt och unhand vun enger Rei Indicateure gemooss, woubäi och op Indicateure vum PIB du bien-être zréckgegraff gëtt. Dat ënnersträicht nach eng Kéier op en Neits d'Wichtegkeet vun deem Instrument, vun deem mir haut hei schwätzen.

Just eng kleng Klammer op: Mengen Informatiounen no - dat wär natierlech elo wichteg fir d'Regierungsmemberen -, mengen Informatiounen no, ech hat vun de Sustainable-Development-Goals geschwat an datt déi an den Nohaltegkeetsplang matafléissen, mee mengen Informatiounen no sollt also wéi gesot de Suivi, wat d'Anhale vun deenen Ziler zu Lëtzebuerg betrëfft, an engem järleche Rhythmus erfollegen, mee sauf erreur hunn ech awer de Follow-up vun 2019 bis elo nach net fonnt. Mee do kéint awer vläicht dann d'Regierung e puer Zousazinformatiounen dozou ginn, wou déi dru sinn oder u wat et hei eebe feelt.

Här President: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et de Leit nach besser goen", dat ass en Optrag vum Premier virun allem u sech selwer. Ee Verspriechen, dat de Premier a seng Regierung bis haut awer net komplett ageléist hunn, well Fakt ass, datt et de Leit net wierklech besser geet. D'Leit stinn nach wie vor am Stau. De Logement gëtt ëmmer manner abordabel. D'Klimapolitik ass net genuch equilibréiert an net sozial gerecht genuch.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Dat heescht, datt, obschonns eise PIB wiisst a wiisst a wiisst, d'Wuelbefanne vun de Leit stagnéiert a riskéiert, sech weider ze degradéieren. De Statec huet dat, wéi gesot, an enger Etüd nach eng Kéier virun zwee Deeg presentéiert. Et gëtt also Zäit, datt mer d'Weiche fir eng besser Zukunft stellen, an zwar elo!

De PIB du bien-être ass an där Hisiicht just e Gradmiesser, mee e wichtegen, ouni Zweifel. An dofir, wa mer de Stellewäert vum Index vum Wuelbefannen op en aneren Niveau wëlle brengen, da musse mer eng Rei Verbesserungen an d'Weeër leeden: den implizéierte Gremien zousätzlech Ressourcen zur Verfügung stellen an d'Datenerhiewung verbesseren. Déi ëffentlech Verwaltunge sinn hei un éischter Stell gefuerdert. D'Zesummenaarbecht mat der Uni an anere Centre-de-recherchen, déi aktuell scho gutt klappt, kéint nach verdéift ginn, an och, ob d'Kategorien an déi eenzel Indicateuren den haitege Gegeebenheeten nach entspriechen, sollt periodesch iwwerpréift ginn. An dann, mengen ech, sollte mer an engem änleche Rhythmus wéi dee vun der Aktualiséierung vum PIB och eng Mise à jour maache vum objektiven a subjektive Wuelbefannen. Dat alles sollt am beschte Fall parallell lafen.

Ech deposéieren och deementspriechend eng Motioun dozou. Wannechgelift!

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

- que le PIBien-être a été conçu avec l'objectif d'appréhender, dans le temps, la diversité des conditions de vie réelles des individus au Luxembourg en vue de concevoir et d'évaluer les politiques adéquates ;

- que pour y parvenir et pour devenir une sorte de complément par rapport aux indicateurs traditionnels, tel le PIB, il convient d'en publier des mises à jour à des intervalles réguliers, au mieux tous les ans ;

- notant que dans sa publication « PIBien-être : The report », l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) suggère :

· « a yearly or biennial report to illustrate results from the analysis of a restricted database. Such database would contain a subset of indicators, namely those available at yearly frequency » et

· « a report released at the arrival of data collected at longer frequencies to complement the information of reports based on higher frequencies data » ;

- que, malgré les revendications du Conseil économique et social et du Conseil supérieur du développement durable de novembre 2013 et la suggestion précitée du Statec, tel n'a jusqu'à présent pas été le cas,

invite le Gouvernement

- à actualiser les indicateurs afférents dans les meilleurs délais et par la suite à des intervalles réguliers ;

- à mieux se servir de ces indicateurs dans l'évaluation des politiques menées et à procéder, dans la mesure du possible, aux ajustements politiques en fonction des résultats obtenus,

le tout avec l'objectif ultime de mieux servir le bien-être des citoyens du pays.

(s.) Serge Wilmes, Martine Hansen, Marc Lies, Georges Mischo, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Dat alles soll eis dann hëllefen, net nëmmen den Triple-A op Budgetsniveau ze kréien, mee och d'Wuelbefannen ze steigeren, also eng Aart „Triple-A social".

Well - jo! - Lëtzebuerg ass en Erfollegsmodell, ee wirtschaftlechen Erfollegsmodell. Mee ass et e mënschlechen Erfollegsmodell? Well dorëms geet et jo hei, och bei dëser Debatt virun allem vum PIB du bien-être, vum Wuelbefannen, net abstrakt ëm onst Land, mee ganz konkreet ëm d'Leit, ëm alleguerten d'Leit, déi, déi hei wunnen a schaffen a virun allem hei liewen. A liewen ass ni nëmmen ekonomesch, et ass virun allem perséinlech am Alldag. Dofir musse mer eis als Politik erëm mat deem befaassen, firwat mer jo gewielt gi sinn, nämlech mat de Leit: d'Leit an hirem Alldag, d'Leit an hir Émwelt am breede Sënn vum Wuert, d'Leit an hiert Wuelbefannen. Dat musse mer besser moossen, mat engem PIB vum Wuelbefannen, fir eng besser Politik am Sënn vun onse Matbierger.

Dofir ass dem Premierminister säin entre-temps bekannte Saz, jo, säi Verspriechen, vläicht op kuerz Siicht gekuckt richteg, mee op laang Siicht kann a muss et heeschen: „Wann et de Leit gutt geet, da geet et och dem Land gutt."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir unzefänken dem Serge Wilmes fir dës Interpellatioun Merci soen.

Ech wollt mech e bëssen entschëllege fir déi Interruptioun am Ufank, mee ech hat mech mat deem Theema do befaasst vum PIB a vum RNB, an zwar wéi mer de Budget diskutéiert hunn. Dunn ass esou gemaach ginn, wéi wann déi Differenz zwëschent dem PIB an dem RNB, déi näischt aneres ass wéi d'Contribution nette de l'étranger, déi amgaangen ass ze wuessen, wéi wann dat eppes wier, wat äusserst bedenklech wier, jo gefeierlech.

Nee! Dat refletéiert näischt aneres wéi d'Internationalitéit vun eiser Ekonomie, déi ganz vill eeben op Kapital zréckgräift an op Aarbechtskräften zréckgräift. An ech soen Iech: De Revenu national brut géif net klammen - deen ass nämlech och liicht geklommen, dat däerf een net vergiessen -, dee géif net klammen, wa mer déi Internationalitéit do net hätten, well mer déi brauchen, fir kënnen eis Ekonomie fonctionéieren ze dinn.

Mir wëlle jo haut dann iwwert déi ganz interessant Fro diskutéieren, wéi de Bien-être, also d'Wuelsinn oder d'Wuelbefannen - ech weess och net, wéi ech dat soll richteg iwwersetzen - vun eiser Bevëlkerung gemooss ka ginn a wéi eng Funktioun esou e qualitatiivt Moossinstrument kann hunn.

Als Demokratesch Partei si mer der Meenung, dass d'Politik en Déngscht un all de Mënschen ass. Dat heescht, d'Zil vun all Politik muss et sinn, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren an derfir ze suergen, dass d'Land sech insgesamt positiv entwéckelt. Zefriddenheet a Wuelsi kann ee sech net einfach kafen. Et kënnt net einfach vum Himmel gefall. Et ass zum gudden Deel och d'Resultat vu Mentalitéiten, vu Gouvernance a vum Wëllen, fir méi nohalteg ze wirtschaften.

En Indicateur wéi de PIB du bien-être kann hëllefen, e méi ëmfaassenden oder eventuell e ganzheetlechen Iwwerbléck ze kréien iwwert déi global Situatioun an engem Land. Deen Exercice ass dowéinst och wichteg a sënnvoll. Am Endeffekt ass et awer virun allem eppes, dat zielt: Wat gëtt konkreet gemaach, fir dass et de Leit gutt geet, fir dass se sech méi wuel fillen? Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung oder eng Regierung, fir dass et sech besser hei zu Lëtzebuerg liewe léisst? Dat ass am Endeffekt dat, wat d'Leit interesséiert a wat eist Land effektiv weiderbréngt.

D'Politik huet net nëmmen iwwert d'Wuelbefannen nozedenken. Si muss virun allem och eppes Gräifbares maachen, fir dass et de Leit besser geet an dass hir Problemer geléist ginn. Stéchwierder wéi Congé parental, Teletravail, d'Stéchwuert Digitaliséierung vun de Verwaltungen erënneren eis dorunner. Dat si konkreet Felder, op deenen d'Chamber an d'Exekutiv Akzenter setze mussen, wann et ëm de Bien-être geet.

D'Iddi vun engem qualitativen Indicateur wéi dem PIB du bien-être baséiert dorobber, dass de materielle Wuelstand net eleng eppes iwwert d'Entwécklung vun enger Gesellschaft ausseet.

Ier mer iwwert de PIB du bien-être schwätzen, muss ee sech emol kloermaachen, wat de PIB tout court eigentlech ass oder wéi een en errechent.

Do wéilt ech just e puer Feststellunge maachen. Éischtens, wéi de Serge Wilmes et och schonn ufanks gesot huet: De PIB ass keen 100%eg zouverlässegt Moossinstrument. Et ass ëmmer nëmmen eng Schätzung, eng Appreciatioun, eng Estimatioun vun der reeller wirtschaftlecher Aktivitéit vun engem Land. Net alles kann op den Euro près erfaasst ginn, well d'statistesch Quellen net all perfekt sinn oder well zum Beispill illegal Aktivitéiten net doranner opdauchen.

Doriwwer eraus muss ee soen, dass et virun allem an engem Land wéi Lëtzebuerg schwéier ass, fir de PIB ze estiméieren, virun allem de reelle PIB, dovunner ofgesinn, dass mer den Impakt vun de Multinationallen dacks net ageschat kréien. Besonnesch an engem klenge Land, an deem Servicer dominéieren, ass et schwéier, déi produzéiert Quantitéit vun de Fonctionnairen, den Employéë vum Finanzsecteur, den Affekoten, jo de Politiker an esou weider ze moossen.

An anere Wierder: An enger Mikroekonomie wéi Lëtzebuerg, déi staark op d'Servicer opgebaut ass, ass de reelle PIB bal esou eppes wéi e Mythos. Et ass eeben net einfach, fir an der nationaler Kontabilitéit Volummen oder Quantitéiten engersäits a Präisser anerersäits auserneenzehuelen, also opzeschlësselen. Ze soen, et géif een an deem Fall mat Deflateure schaffen, wéi heiansdo vun Ekonomiste behaapt gëtt, fir un de reelle PIB ze kommen, dat schéngt mer dach eppes zimmlech Esoteeresches ze sinn.

Dës Feststellung sollte mer eis ëmmer virun Ae féieren, wa mer iwwert de PIB schwätzen, besonnesch hei zu Lëtzebuerg.

Zweetens, eng Rëtsch vun Aktivitéiten, wéi zum Beispill alles, wat am Stot, tëscht Noperen oder an de Veräiner am Benevolat geleescht gëtt, fënnt een net am PIB erëm.

Drëttens, Verschiddenes gëtt am PIB als Produktioun ugesinn, ass awer eigentlech näischt aneres wéi eng Reparatur. Denke mer nëmmen un de Schued, deen de sauere Reen an der Zäit un historesche Gebaier ugeriicht huet, oder un de Feinstëbs, deen dann zu Restauratioune féiert, déi als Produktioun an net als Amortissement enregistréiert ginn. De PIB klëmmt och, wann et zum Beispill méi Autosaccidenter gëtt an doduerjer méi Reparaturen ze leeschte sinn oder méi nei Autoe gebaut musse ginn. Dat kléngt vläicht verréckt oder widderspréchlech, et ass awer déi elementar Logik vun der Comptabilité nationale.

Véiertens, de PIB classique, kann ee soen, moosst net d'Qualitéit vun de Produkter, déi dank der moderner Technologie méi effikass kënne ginn an zum Beispill de selwechte Produktiounsvolume realiséiere mat manner Ressourcen, sprëch manner Opwand, an domat mat manner Onkäschten.

Den traditionellen Indicateur, de klassesche PIB, deen ëmmer erëm als Referenz geholl gëtt, iwwregens weltwäit, huet effektiv nëmmen eng ganz begrenzt Bedeitung, déi et an der Politik net wierklech erlaabt, eppes iwwer en Zoustand vum Land gewuer ze ginn oder iwwert d'Wuelsi respektiv d'Wuelgefill, de Well-Being vun de Leit.

Fir d'Period 2009 bis 2015 hunn de Statec, de Wirtschafts- a Sozialrot an den Nohaltegkeetsrot en Indice du bien-être fir Lëtzebuerg opgestallt, de Luxembourg Index of Well-Being. Um Ufank heivunner stoung de blanke Constat, dass de PIB pro Kapp weeder de soziale Bien-être nach déi perséinlech Liewensqualitéit vun den Awunner moosst. Et goung net nëmmen drëm, fir de materielle Räichtum ze erfaassen, mee och d'Liewensqualitéit. 2015 goufen 63 Indicateure validéiert, déi an 11 Kategorië regruppéiert waren. Dat geet vum Akommes iwwert den Aarmutsrisiko bis hin zu der perséinlecher Sécherheet.

D'Studie huet gewisen, dass am Zäitintervall 2009-2015 den Niveau vum Bien-être zimmlech stabel bliwwen ass. Par contre ass de PIB awer an dëser Phas méi staark geklommen. Op verschiddene Pläng ass Lëtzebuerg awer méi schlecht ginn, zum Beispill am Beräich vun der Santé, wou den Indice ëm 10 % gefall ass, am Domän vun der perséinlecher Sécherheet, dem Logement a vun der Gouvernance. Do hu mer, wann een dem Statec gleewe kann, als Land un Unzéiungskraaft verluer.

De PIB verréit eis eppes iwwert déi reng wirtschaftlech Aktivitéit: Wéi vill ass an engem bestëmmten Zäitraum produzéiert ginn? Wéi eng Valeur ajoutée ass geschaaft ginn? De klassesche PIB ass jo d'Zomm vun alle Valeur-ajouteeën, déi an der Ekonomie vun de Produktiounsentitéite geschaaft ginn. Allgemeng kann een dovunner ausgoen, dass eng Wirtschaft, déi floréiert, Wuelstand schaaft an dozou bäi-

dréit, dass e Land sech moderniséiert, andeem zum Beispill Infrastrukture gebaut ginn oder moderniséiert ginn.

Insgesamt kann ee wuel soen, dass en héije PIB op eng Gesellschaft schléisse léisst, an där der Majoritéit vun de Bierger hir Grondbedierfnisser gedeckt sinn, déi ëffentlech Gesondheet sech verbessert, de Bildungsgrad tendenziell klëmmt an esou weider.

Dat muss awer net noutwendegerweis de Fall sinn! Beispill: Däitschland mat enger Exportwirtschaft, déi bis ewell ganz innovativ ass an dowéinst zolidd floréiert huet. An dach ass bei eisen Noperen de Gruef tëschent Räich an Aarm méi déif ginn an dach huet déi Croissance keen Néierschlag an de staatlechen Investissementer an an den Infrastrukture gehat, och a grad well d'Finanzministeren eng rout oder eng schwaarz Null beim Staatsdefizit ugepeilt hunn. Hei weist sech, dass mer net nëmmen an der Optik, an der Perspektiv vun der Produktioun sollen denken, mee och a grad an där vun der Ëmverdeelung.

De Revenu national brut, deen iwwregens hei zu Lëtzebuerg och dank dem, wéi ech et virdrunner gesot hunn, dem Awierke vun ausländesche Produktiounskräfte weider wiisst, dëse Revenu ass dat, wat mer verdeele kënnen. An da stellt sech onweigerlech d'Fro vum gerechte Verdeele vun deem, wat erwirtschaft gëtt.

Bei der nationaler Kontabilitéit gëtt awer net berücksichtegt, wéi gerecht oder wéi ongerecht de Wuelstand verdeelt ass, op wéi eng Manéier dës wirtschaftlech Aktivitéit de Leit zeguttkënnt a wéi fräi an zefridden d'Leit sinn. Denke mer hei nëmmen un d'Beispill vu China, dat an de leschte Jorzéngten e phenomenale Wuesstum deels am zweestellege Prozentberäich opweises huet! Aus engem éischter réckstännegen oder ënnerentwéckelte Land ass am Laf vun de Jorzéngten eng héichmodern Ekonomie ginn, déi haut global Entwécklunge matpräägt. An de grousse chineesesche Stied si se technologesch steets méi wäit wéi mir hei an Europa.

Mee mir wëssen awer och alleguer, dass dës Entwécklung massiv op d'Käschte vun de Biergerrechter a vun der Ëmwelt gaangen ass. Denke mer nëmmen un déi automatesch Gesiichtserkennung oder un de Smog an de Metropolen! Dat gëllt och fir aner Länner, an deenen d'Ëmweltbelaaschtungen a wuessend sozial Diskrepanzen déi politesch Stabilitéit vun engem Land op d'Spill setze kënnen. Indien oder verschidde Pëtrolsstaate sinn hei weider Beispiller.

Dofir däerf een net just reng wirtschaftlech Indicateure wéi de klassesche PIB consideréieren. Villméi mussen Iwwerleeungen zur Liewensqualitéit vun de Bierger a vun hirem Wuelbefanne mat an d'politesch Decisiounen afléissen.

Dat ass natierlech keng nei Diskussioun. Mir schwätzen elo hei vu Bien-être. Gradesou gutt kéinte mer vun der nohalteger Entwécklung schwätzen - ech weess, et ass e vill strapazéierte Begréff, mee et kënnt een net ëmmer laanscht déi nohalteg Entwécklung -, iwwert déi mer schonn 2019 hei am Plenum diskutéiert hunn. Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir verschidden Elementer aus dëser Debatt nees opzegräifen.

Déi grondleeënd Froen, déi sech hei stellen, sinn déi heiten: Wéi stelle mer eis d'Zukunft vun eiser Gesellschaft a vun eiser Wirtschaft vir? Wou soll d'Rees higoen? A vläicht e bësse méi philosophesch: Wéi eng Opfaassung, wéi ee Bild huet d'Politik vum Mënsch? Jo, wat brauch de Mënsch, fir glécklech an zefridden ze sinn? De PIB du bien-être ass jo eigentlech esou eppes wéi de PIB du bonheur.

Als DP steet fir eis ganz kloer déi individuell Fräiheet am Mëttelpunkt. De Mënsch soll sech kënne fräi entfalen a seng Ziler duerch seng eegen Ustrengunge kënne verwierklechen. Jideree muss dofir déi selwecht Startchancë kréien, fir am Liewen ze reusséieren, onofhängeg vum perséinlechen, familiären a sozioekonomeschen Hannergrond.

De Mënsch ass e groussen Deel vu sengem Liewen op der Aarbecht. Dofir ass et wichteg, dass en eng Aarbecht huet, déi em Freed mécht, Zefriddenheet gëtt an déi him d'Méiglechkeet gëtt, fir sech weiderzeentwéckelen.

D'Bildung stellt ouni Zweifel de Kinnekswee zu dësem Zil duer. Engersäits soll déi initial Formatioun et all de Jonken erméiglechen, sech déi Kompetenzen unzëeegnen, déi si am Liewe brauchen. Op där anerer Säit ass et an Zäite vun der Digitaliséierung an der Robotiséierung gradesou wichteg, dass dat liewenslaangt Léieren, de Lifelong-Learning ausgebaut gëtt an eng vill méi wichteg Bedeitung kritt, wéi dat nach bis virun e puer Joer de Fall war. Nëmmen esou ka séchergestallt ginn, dass d'Leit bei Changementer kënnen aktiv sinn, amplaz vun dësen Änderunge reegelrecht iwwerrullt ze ginn.

Léif alleguer, am Resumé gëtt et bei dëser Debatt ganz einfach ee Stéchwuert: Et geet hei ëm d'Gerechtegkeet. Eng Gesellschaft, an där et sech gutt liewe léisst, ass eng gerecht Gesellschaft. Gerechtegkeet huet vill Facetten: Chancëgerechtegkeet, Leeschtungsgerechtegkeet, also dass Leeschtung och honoréiert gëtt, Generatiounegerechtegkeet, sozial Gerechtegkeet. Dat bedeit fir eis och, dass et keng Barriäre wéinst Alter, Originnen, Behënnerung an esou weider gëtt, mee dass Inklusioun am Alldag gelieft gëtt, och a besonnesch an enger méi a méi numeererscher, digitaler Welt.

Et bedeit fir eis, dass mer eng innovativ a kreativ Wirtschaft hunn, fir eisen héije Liewensstandard ze halen, ouni iwwer eis Verhältnisser an op d'Käschte vun den nächste Generatioune respektiv anere Länner ze liewen. Schliisslech mussen d'Friichte vun eisem Wuelstand och deenen zoukommen, déi se mat erwirtschaft hunn, wärend mam wirtschaftlechen Erfolleg och e Sozialsystem finanzéiert gëtt, dee keen däerf fale loossen.

Am Géigendeel, fir de Fall, wou et engem schlecht geet, sief et, dass e krank ass oder dass en eventuell seng Aarbecht verluer huet, muss e soziaalt Netz do sinn, dat en opfänkt an em nees op déi eege Been hëlleft.

A last but not least heescht Gerechtegkeet och, der nächster Generatioun eng Welt ze hannerloossen, an där et sech gutt liewe léisst, mat enger intakter Natur. Well mir hunn nëmmen eng Äerd a wa mer déi bis futtigemaach hunn, dann hu mer eis eege Liewensgrondlagen zerstéiert.

E komplizéiert Moossinstrument wéi de PIB du bien-être kann eng global Vue op d'Gesellschaft ginn, andeems verschidden Indicateuren aus deene verschiddene Beräicher zesummegefaasst ginn. Esou kann ee quasi op ee Bléck gesinn, wou e Land a Saache Wuelbefannen drun ass.

Där Initiativen an Indicateure gëtt et jo schonn eng ganz Rei. Vun der UNO gëtt et den „Human Development Index", dee virun allem dräi Haaptfacteure regruppéiert: d'Liewenserwaardung, d'Bildung oder de Wëssensstand vun de Leit an de Liewensstandard, deen duerch de reelle PIB pro Awunner berechent gëtt. Donieft huet d'OCDE, de Kolleeg Serge Wilmes huet dat jo och gesot, och e sougenannte „Better Life Index" mat eelef verschiddene Beräicher, déi gekuckt ginn, wéi zum Beispill Bildung, Beschäftegung, Ëmwelt, Gesondheet a Sécherheet an esou weider, opgestallt.

Op nationalem Niveau ass 2010 de Projet vun engem PIB du bien-être lancéiert ginn, ech hat et d'éinescht ugeschwat, e Moossinstrument, wat eis weist, dass mer op deem Plang eenegermoosse stabel bliwwe sinn. Leider gëtt et op EU-Niveau keen eenheetlecht Moossinstrument, dat et erlabe géif, fir d'Memberstaaten ënnereneen ze vergläichen. E Moossinstrument seet nämlech vill méi aus, wann et an der Zäit an am Raum ka gekuckt ginn.

Effektiv läit den Haaptnotze vun esou engem Instrument wéi dem PIB du bien-être doranner, dass et eeben de Verglach an der Zäit oder tëscht verschiddene Länner erméiglecht. Besonnesch am Kader vum Benchmarking kann esou en Indicateur ganz interessant sinn. Duerch e kontinuéierleche Verglach vun de verschiddene Politikberäicher, zum Beispill op europäeschem Niveau, ass et méiglech, mat der Zäit Best Practices, also bescht Praktiken, ze identifizéieren an an déi national Politik ze iwwerdroen. Dofir brauch een awer natierlech en internationaalt Instrument, bei deem vill Länner matmaachen, zum Beispill de scho genannte Better Life Index vun der OCDE.

Op reng nationalem Plang ass esou en Instrument virun allem den Ausdrock vun der Erkenntnis, dass d'Politik ëmmer aus enger ganzheetlecher Perspektiv gemaach muss ginn. D'Tirangsdenken aus der Vergaangenheet, wou all Beräich just strikt a senger eegener Logik fonctionéiert huet, erweist sech op laang Dauer als kontraproduktiv.

Am Kader vum Debat iwwert déi nohalteg Entwécklung huet mäi Fraktiounskolleeg, de Max Hahn, ënnerstrach, dass all déi eenzel Beräicher wéi Wirtschaft, Mobilitéit, Ëmwelt, Gesondheet an esou weider enk matenee verbonne sinn. Eng nohalteg Entwécklung vun eisem Land kann dowéinst och nëmme glécken, wann all déi verschidden Dimensiounen, Aspekter vun engem Dossier berücksichtegt ginn a gekuckt gëtt, wéi deen ee Facteur eng ganz Rei vun anere Facteure beaflosse kann.

Léif alleguer, dëst ware bis elo virun allem theoreetesch Iwwerleeungen, déi awer schlussendlech relativ wéineg mat der konkreeter Liewensrealitéit vu ville Leit kënnen ze dinn hunn.

Ech hunn et schonn am Ufank vu menger Ried gesot: Dat, wat letztendlech zielt, ass dat, wat tatsächlech um Terrain ukënnt. En Indicateur composite hëlleft eis nämlech nëmme begrenzt, fir konkreet Pisten auszeschaffen an ëmzesetzen, déi en direkten Impakt op d'Liewensqualitéit an d'Liewensrealitéit vun de Leit hunn.

Wa mer eist Land wëlle virubréngen, musse mer kucken, wou d'Problemer an den eenzelne Beräicher sinn: op der Aarbecht, an der Santé, an der Mobilitéit, beim Logement an esou weider. A wa mer bis d'Problemer erkannt hunn, dann heescht et handelen. Well déi schlechtst Entscheedung, déi een als Politiker kann huelen, ass déi Decisioun, déi een net hëlt!

E wichtegt Uleies ass zum Beispill, dass d'Leit hir Aarbecht an hiert Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien. Dofir ass jo gekuckt ginn, dass d'Eltere méi Zäit fir hir Kanner wärend deenen hiren éischte Liewensjoren hunn. Deemno setzt d'DP sech fir eng méi flexibel Aarbechtsorganisatioun an, fir d'Recht op Deelzäitaarbecht fir Elteren a fir e rechtleche Kader fir den Teletravail, do wou et méiglech an néideg ass. Well wie manner am Stau steet, huet och méi Zäit fir seng Famill a besser Aarbechtsbedéngungen.

Mee och déi massiv Investissementer an den ëffentlechen Transport hëllefen, dass déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, méi bequeem op d'Aarbecht kommen. D'Mobilitéit frësst hei am Land mat am meeschte Liewensqualitéit. All Euro, deen hei richteg a verantwortlech investéiert gëtt, ass e Gewënn fir d'Liewensqualitéit vun de Leit.

Fir konkreet dorobber ze reagéieren, ginn zum Beispill och d'Capacitéite vun enger ganzer Rei vu Park & Ride-Parkingen an der Grenzregioun erhéicht. Den Zuchreseau gëtt ausgebaut. Ech denken hei ënner anerem un déi nei Streck tëschent Beetebuerg an der Stad oder nach un d'Streck Stad–Contern, déi op zwou Spueren erweidert ginn ass. En anere wichtege Punkt sinn d'Expressbuslinnen, déi d'Leit an engem héijen Takt a relativ direkt an d'Stad bréngen.

D'Digitaliséierung an déi administrativ Vereinfachung sinn e weidere wichtege Punkt. D'Schafe vun engem Digitalisatiounsministère ass keng Symbolpolitik. D'Schafe vun der neier App GouvCheck an den Ausbau vun der Internetplattform MyGuichet.lu weisen, dass och konkreet geliwwert gëtt. Et ass d'Zil, fir all administrativ Demarchen an Zukunft kënnen online ze maachen - einfach, séier an onkomplizéiert. Och dat ass Liewensqualitéit, wann de Kontakt mat Verwaltungen nach just e minimalen Opwand duerstellt.

Apropos Administratioun: Am Regierungsprogramm steet, dass d'Verwaltunge sollen aktiv dezentraliséiert ginn. Dat géif heeschen, dass d'Beamten aus där Géigend, an där se wunnen, ënner bessere Konditioune schaffe kéinten a soss Acteure géifen nozéien. Denke mer zum Beispill un d'Zukunftskeess, déi Büroen zu Clierf an zu Iechternach opgemaach huet. D'Uni Lëtzebuerg spillt scho méi laang d'Lokomotiv um Belval. Och d'Nationalarchiv ass am Süde vum Land geplangt.

Déi administrativ Dezentraliséierung ass eng Noutwendegkeet, och am Kontext vum Norden a spezifesch vun der Nordstad. Kommt, mir betruechten dofir eist Land als ee Ganzt, am Interêt vun enger méi equilibréierter Entwécklung a vun de schaffende Leit, déi dank der Dezentraliséierung manner Zäit am Autostrafic verléieren, virun allem am Stau, an domat manner Stress hunn!

Léif alleguer, d'Aufgab, eise Schoulsystem un d'Besoine vun enger ganz heterogeener Schülerschaft unzepassen, ass a bleift och eng grouss Erausfuerderung. Do ass munches a Beweegung gesat ginn, denke mer un déi ënnerschiddlech Lycéeë mat ënnerschiddlechen Offeren, souwuel wat d'Beruffsprofiller ugeet wéi och déi sproochlech Offer. Ma dës Erausfuerderung wäert eis nach iwwert dës Legislaturperiod ewech beschäftegen.

Och d'Reform vum RMG oder d'Aféierung vum neie REVIS sief hei ernimmt. Zu Lëtzebuerg soll keen op der Streck bleiwen, mee duerch dee richtege Kader gehollef kréien, erëm op déi eege Féiss ze kommen a säi Liewe selwer an d'Hand ze huelen. Dat ass e wichtege Schratt a Richtung Aarmutsbekämpfung.

Déi gréisst Erausfuerderung ass a bleift awer d'Logementsproblematik. Kréie mer déi net besser an de Gréff, da gëtt de soziale Gruef tëscht deenen, déi hunn, an deenen, déi déi zwee Enner net beienee kréien, fir sech eng Wunneng kënnen ze leeschten, ëmmer méi grouss. Wa mer eppes fir d'Wuelsi vun de Lëtzebuerger maache wëllen, da musse mer besonnesch hei den Hiewel usetzen. Mir wëssen dat all heibannen. An all politesch Kraaft a Sensibilitéit konnt jo schonn an deem Kontext Propose fir d'Bekämpfung vun der Wunnengsnout maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wéilt ech follgend Konklusiounen zéien:

Éischtens, de PIB du bien-être ass sécherlech en interessanten theoreeteschen Outil, dee weist, dass d'Wuelsi vun enger Gesellschaft net eleng am materielle Räichtum, also um Revenu oder um Besëtz, läit.

Zweetens, de klassesche PIB ass zanter dem Zweete Weltkrich den Indicateur par excellence gewiescht, fir d'Leeschtungskraaft, d'Wirtschaftskraaft ze moossen. Et ass e komparativen Indicateur, deen et erlaabt, fir Vergläicher ze zéien, souwuel am Raum, also tëscht de Länner, wéi och an der Zäit. Mee de PIB ass e quantitativen Indicateur. Et ass eng statistesch Konstruktioun mat e sëlleche Schwächten. Denke mer nëmmen un de Passage vum PIB en valeur zum PIB en volume. De PIB vun enger Natioun gëtt, wéi gewosst, keng Informatioun iwwert déi sozial an ekologesch Entwécklung. Et ass also keen Indicateur, fir de Bien-être vun der Bevëlkerung vun engem Land a vu senge Bierger ze moossen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence)

Drëttens, mir brauchen endlech e gemeinsaamt Instrument, fir de PIB du bien-être op EU-Niveau ze moossen. Dat Instrument sollt esou fei wéi méiglech sinn, fir dass mer en zimmlech zouverlässegt Bild vum Entwécklungsstand vun enger Vollekswirtschaft zeechne kënnen. Dorunner musse mer weider schaffen.

Véiertens, an domat kéim ech definitiv zum Schluss: Och wann et wichteg ass, fir de PIB du bien-être als Moossinstrument ze entwéckelen, esou sollte mer eis dach bewosst sinn a bleiwen, dass d'Plus-value vun esou engem Indicateur nëmmen da geséchert ass, wa se an der Politik konkreet ëmgesat gëtt. De PIB du bien-être ass a bleift en Theema. Konzeptualiséieren a studéieren ass an deem Kontext gutt, konkreet handelen ass awer nach besser.

Dat gesot, wëll ech mech fir Är Opmierksamkeet bedanken.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

(Brouhaha)

(Concertation interne)

Plusieurs voix.- Mars, ënnerbriech d'Sitzung, wannechgelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Kolleegen, ech muss Iech d'Nouvelle gi vum Doud vun eisem Kolleeg, dem Eugène Berger. Esou, wéi Dir dat proposéiert, wëll ech d'Sëtzung ënnerbriechen. D'Kolleege sinn amgaangen driwwer ze diskutéieren, wéi mer weiderfueren. Ech géif elo provisoresch ënnerbriechen an dem President et iwwerloosse fir dann unzekënnegen, wéi mer weiderfueren.

Dat do ass e grave Schlag fir eis alleguer! An ech géif Iech bieden, hei zesummenzebleiwen, esou wéi mer an anere schwéiere Momenter schonn zesummebliwwe sinn. De Fernand ass ënnerwee. Ech géif da provisoresch d'Sëtzung ënnerbriechen, bis de President d'Marche à suivre kann ukënnegen. Merci villmools.

Elo schonn einfach ënnert dem Schock vun där Nouvelle eis Solidaritéit mat Famill a Frënn vum Eugène. Merci.

(La séance publique est suspendue à 16.36 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 16.37 heures.)

(M. Fernand Etgen reprend la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech géif d'Sitzung erëm opmaachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de Vizepresident, den Här Mars Di Bartolomeo, Iech elo matgedeelt huet, hu mer déi traureg Nouvelle kritt, datt eise Kolleeg vun der DP-Fraktioun, den Här Eugène Berger, gestuerwen ass.

Eis Gedanke si momentan mat der Famill, där mer eist déifste Matgefill ausdrécken. Ech géif lech bieden opzestoen, fir dem Eugène Berger senger ee kuerze Moment ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence en signe de deuil)

Merci villmools.

Mir géifen d'Sitzung fir haut schléissen. An da géif d'Chamber muer um zwou Auer erëm zesummekommen.

Merci villmools.

(La séance publique est levée à 16.38 heures.)

SÉANCE 19

VENDREDI
31 JANVIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. le Député Eugène Berger
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *M. Gilles Baum*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 15.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Hommage à la mémoire de M. le Député Eugène Berger

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Här Eugène Berger, matzen an der Sitzung vum 21. Januar huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vum Eugène Berger erreecht, a mir stoungen all ënner Schock. D'Tatsaach, datt den Eugène Berger net méi ënner eis ass, huet e grousst Lach hannerlooss, virop beim Eugène Berger senger Famill a senge Frënn, mee och bei senger politescher Famill, der DP, a bei eis all heibannen.

Den Eugène Berger war um mënschleche Plang einfach a sympathesch, um politesche Plang ëmmer korrekt, fläisseg an effikass, engagéiert, disziplinéiert, e Schaffert mat Initiativgeescht, um gesellschaftleche Plang en interessante Géintiwwer, well e villes ze ziele wousst.

Säi beruffleche Parcours huet an där selwechter Fiskalverwaltung ugefaange wéi mäin. Mee dat war näischt fir den Eugène, an hien huet an den Enseignement gewiesselt. Hei konnt hie sech richteg entfalen. Hei war hien a sengem Element. Hei konnt hien eppes bewierken. Hie war gäre Schoulmeeschter an huet scho relativ fréi mat innovative Léiermethoden a modernen Technologien a Kommunikatiounsmëttel geschafft, fir de Kanner scho fréi wäertvoll Saache fir d'Liewe bäizebréngen.

Hien hat schonn deemools eng fortschrëttlech Astellung an huet sech net gescheit, fir nei Weeër ze goen, fir nei Iddie mat där him eegener Leeschtungsbereetschaft an Entschlossenheet duerchzesetzen. Him war déizäit schonns bewosst, datt d'Bildung ee wichtege Stellewäert fir d'Zukunft vum Standuert Lëtzebuerg hätt an awer och am Liewe vun all eenzelne Schüler. Si op hiren zukünftege Parcours gutt virzebereeden, hinnen déi beschtméiglech Chancen ze verschafen, war fir hien eng Häerzensugeleeënheet an eng Erausfuerderung.

An Erausfuerderungen huet den Eugène ëmmer missen hunn. An an deem Sënn huet hie sech 1992 e grousst Zil gesat, nämlech op de Mount Everest ze klammen. Dat war ee richtegen Challenge an ouni Zweifel eng grouss Leeschtung. Hien hat du schonns de Bëss, fir eppes wëllen ze erreechen, de Bëss, fir net opzeginn, bis hien do war, wou hie wollt hikommen. An hien huet esou de Sommet erreecht.

Domat war hien ee vun deenen éischten 200 Alpinisten an den éischte Lëtzebuerger iwwerhaapt, dee ganz uewen um Mount Everest stoung. Lëtzebuerg huet him dofir Merci gesot an hien dat selwecht Joer zum Sportler vum Joer gewielt. Domat huet hie sech an d'Lëtzebuerger Sportsgeschicht ageschriwwen a sech selwer e Liewensdram erfëllt. Eleng douewen op 8.848 Meter huet den Eugène Berger sech mat der Natur eensgemaach. Eleng, ganz eleng an der Natur huet hie sech wuelgefillt an dat genoss, mam Grondsaz: „Déi ganz Natur ass Harmonie puer a mir musse mat hir harmonéieren." Hei konnt hie seng Fräiheet genéissen.

Den Eugène Berger huet d'Natur als kollektiivt Gutt empfonnt a war der Meenung, datt si vun eis all beschützt, kultivéiert an entwéckelt misst ginn. Nëmmen deen, deen d'Schéinheete vun der Natur kennt a schätzt, léiert a weess, respektvoll mat hir ëmzegoen. An dat huet den Eugène Berger och selwer gelieft. Ëmwelt an Nohaltegkeet zéie sech wéi e roude Fuedem duerch säi Liewen. Well hie Saache wollt veränneren a virun allem wollt verbesseren, huet hie sech dunn an der Politik engagéiert.

1993 ass den Eugène Berger Member vun der DP ginn. Et war déi Partei, déi am beschte bei hie gepasst huet. Hie war e liberalen, e fräi denkende Mënsch, an d'DP huet senge politeschen Iwwerzeegungen am beschten entsprach. Liberal Wäerter wéi Fräiheet, Toleranz, Solidaritéit a sozial Gerechtegkeet ware wichteg fir hien. Den Eugène Berger sot selwer vu sech: „Ech sinn een Ökoliberalen."

Ee Joer drop, 1994, ass hien an d'Chamber gewielt ginn, wou hie bis 1999 an duerno erëm vun 2007 bis 2020 war. An an dësem Haus huet hien och sou munch Erausfuerderunge bewältegt. E groussen Defi war sécherlech seng Missioun als Budgetsrapporteur am Joer 2014, wou hien de Rapport iwwert den éischte Budget vun där dunn neier Koalitioun presentéiert huet. Mee och a senger Funktioun als Fraktiounschef war hien zënter 2013 konstant gefuerdert.

Heibanne war den Eugène een Teamplayer. An der Conférence des Présidents war hien ëmmer op e Konsens aus. Fir faul Kompromisser war hien awer net ze kréien, wollt awer net bis zum batteren Enn streiden.

Schoul an Ëmwelt waren an der Politik seng Schwéierpunkten. Hie war drop beduecht, fir säin Deel derzou bäizedroen, fir den nächste Generatiounen déi beschtméiglech Chancen ze beschafen an eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Den Eugène Berger war a sengen 18 Joer als Deputéierte President vun der Educatiouns- a vun der Finanzkommissioun, Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun, gradesou wéi vun der Kommissioun fir Héichschoul, Famill, Sport, Mëttelstand, Logement, Aussen- an Europapolitik.

Um internationale Plang huet den Eugène Berger d'Chamber gutt vertrueden, an dëser Legislaturperiod ënner anerem an der Lëtzebuerger Delegatioun vun der APF an der NATO. Hie war och President vun der Lëtzebuerger Delegatioun bei der parlamentarescher Assemblée vun der OSZE. Duerch säin offene Geescht, seng Weltoppenheet, säin Interessi fir aner Kulture war hie bei sengen auslännesche Kolleege geschätzt.

Dem Eugène Berger seng politesch Karriär huet sech awer net nëmmen op säi Wierken hei an der Chamber reduzéiert. Vun 1999 bis 2004 war hien an der Juncker/Polfer-Regierung Staatssekretär am Ëmweltministère. Och déi Erausfuerderung huet hie bravouréis gemeeschtert. Op dësem Poste konnt hien d'Ëmweltproblemer an d'Erausfuerderunge vum Ëmweltschutz aktiv upaken. A senger Regierungszäit gouf, zesumme mam Ëmweltminister Charles Goerens, d'Naturschutzgesetz vun 2004 gestëmmt mat konkreeten Hëllefs- an Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Natur. Et gouf eng breet Promotioun fir déi alternativ Energien - besonnesch d'Fotovoltaik -, den éischte Plan d'allocation vun CO_2-Emissioune fir Betriber gouf initiéiert an eng Tripartite fir d'Lutte géint de Klimawandel huet stattfonnt.

Energie-, Klimaschutz- an Naturschutzmesuren ze ergräifen, war fir den Eugène keng Kür, mee eng Flicht. Bei allem, wat den Eugène Berger ugepaakt huet, wollt hien ëmmer déi Ziler erreechen, déi hie sech gesat hat. Säi Bestriewe war vu Klengem un, „iwwert de Meeschter erauszewuessen", wéi hien et selwer a sengem Buch „Ganz oben" beschriwwen huet.

Iwwerall, wou hie war, huet hie sech voll engagéiert. „Wann ech eppes ufänken, wëll ech et bis zum Schluss maachen!", sot hien. Hien hat, wéi et sech fir e Sportler gehéiert, vill Ausdauer an Hartnäckegkeet an ee staarke Wëllen.

Hie war en éierleche Mënsch, dee ganz streng mat sech selwer war an eng immens Selbstdisziplinn hat. Och wa mol méi e raue Wand geblosen huet, dat huet dem Eugène näischt ausgemaach. Au contraire, hien huet dat genoss, um Bierg an an der Politik.

Hien huet sech an all deene Jore fir déi liberal Wäerter agesat an de Mënsch an de Mëttelpunkt gestallt. Hien huet ëmmer verstanen, datt fir eng erfollegräich Zukunftsgestaltung den Dialog entscheedend ass an een e Maximum vu Leit an eng gemeinsam Win-win-Strategie muss abannen, fir Potenzialer fräizesetzen. Mat deene villen Erfarungen, déi hien a senger Karriär gesammelt huet, wousst hien ëmmer, sech do anzesetzen, wou et néideg war. An d'Freed um Kontakt mat de Leit a seng Hëllefsbereetschaft fir d'Leit sinn him ni ausgaangen.

Sou huet hie sech och spéider an der Kommunalpolitik engagéiert an d'Devise „global denken a lokal handelen" zu sengem Motto gemaach. Zanter 2011 war den Eugène esou Gemengeconseiller zu Réiser. An och hei huet hie Sport a Politik matenee verbonnen. Wann hien iwwert de Réiserbann gejoggt ass, ass hie bei de Leit stoe bliwwen an huet sech hir Suergen, Problemer an Uleiessen ugelauschtert. Nolauschtere war eng ganz grouss Stäerkt vum Eugène.

Dir Dammen an Dir Hären, mam Eugène Berger verléiert d'Chamber ee kompetenten, fläissegen an engagéierte Member, virun allem awer ee léiwe Mënsch an ee gudde Kolleeg. Den Eugène Berger huet näischt gescheit: keng Aarbecht, keng nei Defien, keng schwiereg Dossieren. Den Eugène Berger war ee Mann vu Wuert. Op hie war Verlooss an hien hat ëmmer eng kloer Linn. En huet ëmmer seng Meenung gesot, ob dat engem gepasst huet oder net. Virun allem ass et him ëm d'Saach gaang. Vill eidelt Gespréich a Ronderëm-de-Bräi-Gerieds hunn net zu sengem Repertoire gehéiert.

Och wann den Eugène vill Bierger eropgeklommen ass an oft ganz uewe war, sou huet hien awer trotzdeem ëmmer een ausgeprägte Realitéitssënn behalen.

Den Eugène Berger feelt der Chamber. Mir hätten en nach gebraucht. Säin Doud huet eis onerwaart a béis getraff. Mir vermëssen ee Kolleeg, ee Sportler, ee Politiker, dee fir munchereen och ee Léiermeeschter war, a wäerten hien a gudder Erënnerung behalen. An an där Erënnerung lieft hie weider am Réiserbann, an der Sportswelt, an der Chamber, an der Demokratescher Partei an a villen Häerzer.

Mir hätten him gäre gewënscht, nach op esou munche Bierg ze klammen. Mir drécke vun dëser Plaz aus dem Eugène senger Famill a virun allem sengen zwee Kanner a senger Partnerin eist déifste Matgefill aus. Den Eugène war ëmmer ganz houfreg op si an huet gäre vun hinnen erzielt.

Äddi Eugène! Mir wäerten dech net vergiessen!

Ech géif dann, esou wéi dat hei am Haus de Gebrauch ass, elo d'Wuert un d'Fraktioun vun deem Verstuerwene weiderginn. An deem Sënn ass et um Här Gilles Baum vun der Demokratescher Partei, deen elo d'Wuert ergräift. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Léif Famill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschten Deeg ass vill geschriwwe ginn a geschwat ginn iwwert de Politiker an iwwert de Privatmënsch Eugène Berger.

An der Politik geet dat eent an dat anert bal ëmmer aneneen iwwer. An déi zwou Facettë si meeschtens schwéier vuneneen ze trennen. A wien emol an der DP-Fraktioun am Eugène Berger sengem Büro war a sech d'Fotoen do ugekuckt huet, dee konnt vill iwwert de Mënsch Eugène Berger gewuer ginn.

Nee, et ware keng Fotoe mat Handshakes, mat méi oder manner bekannte Leit, mat méi oder manner bekannte Gréisste vun heiheem oder vun dobaussen. Am Eugène sengem Büro ware Fotoe vu senge Léifsten an da vu senger ganz grousser Passioun, vum Klammen, vum Alpinismus. Fotoen aus enger Welt, déi nëmme wéineg Leit erliewen, enger Welt, wou den Eugène bei sech selwer war.

Ech erënnere mech un eng grouss Panoramafoto mat wäisse Koppe vum Himalaya, uewenaus, wou een iergendwann eleng ass, ganz eleng mat sech selwer a mam Bierg.

An dann houng do eng Foto, déi den Eugène mat enger Wegwerfkamera gemaach hat, fir ze dokumentéieren, dass hien den héchste Bierg vun der Welt gepackt hat. Bei sech eng Sauerstofffläsch, déi hie ganz zum Schluss am Stach gelooss huet an déi e Samschden niewent him stoung um Märeler Kierfecht.

Ganz uewen um Mount Everest war den Eugène Berger also op sech selwer gestallt, ouni Hëllefsmëttel, ee Moment, wou de Charakter an de Wëllen decidéieren, ob een et bis ganz uewen op d'Spëtzt packt oder net. An et war

Le saviez-vous ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

dee Bëss, dee Charakterzuch, deen den Eugène Berger a sengem Liewen ausgemaach huet.

Den Eugène war kee Mënsch vun hallwe Saachen. Wann hien eppes ugepaakt huet, dann ass et och ëmgesat gi mat Zilstriewegkeet, Ausdauer an Duerchsetzungsverméigen. An all senge politesche Funktiounen, egal ob als Staatssekretär, als Deputéierten, als Conseiller, huet den Eugène ëmmer vollen Asaz gewisen a fir seng Idealer gekämpft. A säin Engagement fir d'Allgemengheet wäert eis nach laang an Erënnerung bleiwen.

Scho ganz fréi a senger politescher Karriär hat den Eugène eng konkreet Visioun vun engem moderne Lëtzebuerg, vun engem Land, dat als internationale Virreider an als Virbild sollt déngen. An ech erënnere mech drun, dass hien ëmmer ganz houfreg war, wann en dobausse gezielt huet, dass hien als jonke Schoulmeeschter ee vun deenen éischten hei am Land war, dee mat de Kanner an der Klass scho mat Computere geschafft huet. An dës Begeeschterung fir d'Digitalisatioun a fir hir Chancen an eiser Gesellschaft, déi sinn him bliwwen.

Ech wëll just ee Beispill erauspicken, vun deem ech weess, wéi wichteg et dem Eugène war, an dat ass d'Fördere vum Teletravail. Den Eugène war dervun iwwerzeegt, dass mir déi nei Technologien zu eisem Virdeel sollen asetzen, andeems d'Leit och zum Deel kënne vun doheem aus schaffen, fir esou méi Zäit ze hu mat hirer Famill, méi Zäit fir hir Hobbyen a manner Zäit op der Strooss ze verbréngen. Nach virun dräi Wochen huet den Eugène eis dovun iwwerzeegt, eise Mataarbechter an der Fraktioun d'Recht op een Dag Teletravail pro Woch ze ginn. Hie wollt mam gudde Beispill virgoen. Dat war him wichteg. A mir wäerten och säi Wonsch erfëllen.

Als passionéierte Biergsteiger wousst den Eugène natierlech och, wéi wichteg et wär, eng gutt a propper Natur ze erhalen. Den Eugène war Pionéier an der Ëmwelt- a Klimapolitik. Als Staatssekretär am Ëmweltministère huet hie wichteg Grondsteng geluecht, op déi eis haiteg Klimapolitik opbaue kann.

Jo, den Eugène war e Pionéier an der Politik an als Mënsch. Him war kee Bierg ze héich, als éischten a bis haut eenzege Lëtzebuerger um Mount Everest. Dësen historesche Moment wäert ëmmer mam Eugène verbonne bleiwen.

Hien ass richteg opgaangen, wann hie vu sengen Erliefnisser um Bierg konnt zielen. Esou wichteg him d'Politik an den Asaz fir seng Matmënschen och waren, hu mir ëmmer gemierkt, dass dem Eugène seng gréisste Passioun d'Klamme war. A mir haten d'Chance, den Eugène och als Familljemënsch kennenzeléieren. Nach am Dezember huet en eis gesot, wéi frou dass e wär, fir seng Duechter kënnen zu Sidney ze besichen. An et huet een him däitlech ugesinn, wann hien d'Geleeënheet hat, fir zesumme mat sengem Jong klammen ze goen.

Mir konnten eis ëmmer op den Eugène verloossen. Hien hat zu all Moment en oppent Ouer fir seng Fraktiounskolleegen, awer och ganz besonnesch fir déi Leit, déi am Alldag mat him geschafft hunn. An der Fraktioun war hien e verständnisvollen a virbildleche Chef, dee mir wäerten a gudder Erënnerung behalen.

Eugène, an dengem Büro sinn elo wäiss Flecken amplaz vun denge Fotoen, awer sief sécher Eugène: Deng Leeschtunge wäerten net vergiess ginn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ech ginn dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Léif Famill, Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären, Här Hofmarschall, léif Kolleegen a Frënn vum Eugène, et ass eng traureg Geleeënheet, fir déi mer haut zesumme sinn. An et ass zéng Deeg no där fuerchtbarer Nouvelle nach ëmmer schwéier ze verkraaften, dass den Eugène net méi bei eis ass.

Mir hunn en engagéierten Deputéierten, e fréiere Regierungsmember, e feste Bestanddeel vun der liberaler Famill, e Gemengepolitiker verluer. Hie wäert eis feele mat sengen Iwwerzeegungen, mat senger Determinatioun, fir dat Richtegt ze kämpfen, a senger Bereetschaft, och Kompromësser ze sichen.

Et ass awer och mam Eugène e Privatmënsch vun eis gaangen, dee Leit ronderëm sech hat, deenen hien an déi him vill bedeit hunn. Et war e Papp, et war e Partner, et war e Brudder, et war e Familljemember. An dësem Haus, op der Place publique, an de Medie gesi mir dacks virun allem de Politiker, de Militant, a manner de Mënsch mat senge Passiounen, senger Léift, senge Léiften an deem, wat hien och beschäftegt.

Beim Eugène war dat natierlech seng Famill. Et war och d'Natur. Et war de Sport. Et war d'Fräiheet vum Mënsch als en Deel vu senger Ëmwelt, säi Respekt virun deem, wat eeben net vum Mënsch geschafe ginn ass, awer allze dacks vum Mënsch zerstéiert gëtt. Hien huet gelieft fir déi Passioun, déi hien och virun 28 Joer op d'Spëtzt vun onser Welt bruecht huet.

Mat vill Enthusiasmus huet den Eugène vu sengen Aventuren an de Bierger an iwwert dat Gefill vum Lassgeléistsinn, wat ee verspiert, wann ee realiséiert, dass een am Fong just ee klengen Deel vun eppes ganz Groussem ass, geschwat.

Am Alldag war den Eugène e ganz Groussen an deem méi Klengen. Hie war sech fir näischt ze schued an hien huet ugepaakt, wann et eppes unzepake gouf. Hien huet keng Erausfuerderunge gescheit a sech mat aller Kraaft agesat, wann him eppes wichteg war, an dat och iwwert d'Parteigrenzen ewech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Famill, mir mussen haut Ääddi soen, eis verabschiden. Mir sollen eis awer och erënneren an eis och inspiréieren, esou wéi den Alpinist op der Spëtzt vum héchste Bierg vun der Welt zwar iwwer allem steet, awer och gesäit, dass een nëmmen e butzegen Deel vun enger grousser Welt an Ëmwelt ass. Esou solle mir den Esprit vum Eugène och an eis Iwwerleeunge mat afléisse loossen.

Hien huet eis deemools schonn an der Regierung gesot, dass d'Ëmwelt géif leiden. Hie war senger Zäit viraus. An allkéiers, wa mer iwwert d'Ëmwelt geschwat hunn, sot en: „Xavier, deemools 1999-2004 hunn ech dat scho lancéiert oder ech hunn dat probéiert. Dat war deemools." E war ganz houfreg, dee Portefeuille wärend fënnef Joer an der Regierung kënnen ze occupéieren.

Mir sollen eis bewosst sinn an och drun denken, dass mer alleguerten eppes hannerloossen, dass mer eng Verantwortung hu fir déi Ressourcen, déi eis net ganz eleng gehéieren, mee och deenen, déi no eis kommen.

Usch, mir wäerten dech vermëssen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister. Ech géif lech dann elo bieden, fir opzestoen, fir deem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence en signe de deuil)

Ech soen Iech Merci.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.26 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 17, 18 et 19

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 248

Débat de consultation sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat
Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet du projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg couvrant la période 2021-2030
et
Interpellation de Mme Martine Hansen sur l'agriculture et les défis dus au changement climatique p. 248-281

7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis p. 281

7468 - Projet de loi modifiant :
1° la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;
2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques p. 282

Discours de fin d'année de M. le Président p. 282

18e séance

Ouverture de la séance publique p. 283

Hommage à la mémoire de M. Nic Estgen, député honoraire p. 283

Communications p. 283

7509 - Proposition de loi
1. portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 283

Ordre du jour p. 283

Hommage à M. Alex Bodry p. 283-284

Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés p. 284

Changements de composition des organes de la Chambre des Députés p. 284

Changements de composition de commissions parlementaires p. 284

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 284-285

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales p. 285

Question élargie n° 26 de M. Laurent Mosar relative aux activités des sociétés JOIN, filiales de l'établissement public POST Luxembourg p. 285-286

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être p. 286-290

19e séance

Ouverture de la séance publique p. 291

Hommage à la mémoire de M. le Député Eugène Berger p. 291-292

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 10** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1614	Sven Clement	Validation des acquis
1647	Marc Goergen	Nouvelle station-service à Rodange
1649	Sven Clement	Bug Bounties
1650	Marc Goergen	TVA sur la vente de marchandises d'occasion
1651	Sven Clement	Contrôle des entreprises privilégiant l'argent liquide
1656	Marc Goergen	Chantier sur la route de Remich à Moutfort
1660 cf.1673	Marc Spautz	Participation de la CNS aux frais d'acquisition d'équipements IRM
1664	André Bauler	Diversification de l'économie nationale
1672	André Bauler, Gusty Graas	Aides pour les agriculteurs
1673 cf.1660	Mars Di Bartolomeo	Financement des nouveaux appareils d'IRM
1707	Martine Hansen	Accidents routiers impliquant une collision avec un arbre
1709	Marc Goergen	Mécanismes de feedback auprès des administrations et établissements publics
1711	Semiray Ahmedova	Entreprises de l'économie du partage comme la plateforme Airbnb
1714	Gusty Graas	Décharge illégale « Crassier » à Differdange
1716	Jeff Engelen	Parkings Park & Ride
1721	Gast Gibéryen	Projet Google à Bissen
1722	Max Hahn	Voies de covoiturage
1724	Françoise Hetto-Gaasch, Nancy Arendt épouse Kemp	Cours de natation dans l'enseignement fondamental
1728	Octavie Modert	Bureau de poste à Remich
1732	Sven Clement	Reconnaissance de la scolarité au Lycée germano-luxembourgeois Schengen-Perl dans le cadre de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par option
1734	Francine Closener	Aide aux devoirs
1740	Marc Hansen	Transport en ambulance hors urgence
1741	Marc Baum	Dispositif de reclassement interne et externe
1743	Marc Baum, David Wagner	Prévention et lutte contre l'addiction aux drogues chez les jeunes
1745	Laurent Mosar	Espaces de travail partagés dits « coworking spaces »
1747	Martine Hansen	Abattage au pâturage
1752	Marc Baum, David Wagner	Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine
1754	Sven Clement	Archivage des SMS et courriels des ministres
1755	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Gratuité des transports publics
1758	Marc Goergen	Réseau ferroviaire dans le nord du pays
1759	Mars Di Bartolomeo	Étude sur l'introduction d'une taxe frappant les géants du numérique
1767	Sven Clement	Autonomie communale
1770	Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth	Politique gouvernementale en matière de coopération transfrontalière
1771	Mars Di Bartolomeo	Outsourcing dans la fonction publique
1772	Martine Hansen	Formation professionnelle
1776	Marc Goergen	Temps de travail et de repos dans la police
1777	Mars Di Bartolomeo	Violation du Règlement général sur la protection des données (RGPD)
1783	Sven Clement	Législation concernant la conservation des données
1817 urgente	Paul Galles	Implication de Taïwan dans la lutte internationale contre le coronavirus
2006 urgente	Roy Reding	Décisions dans le cadre du coronavirus
2042 urgente	Fernand Kartheiser	Rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus
2057 urgente	Sven Clement	Tests d'immunité au coronavirus
2059 urgente	Léon Gloden	Décharges pour déchets de construction dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2068 urgente	Marc Goergen	Situation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2075 urgente	Sven Clement	Masques de protection pour les personnes sans abri
2077 urgente	Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth	Jugement allemand dans le cadre de la réouverture des commerces d'une superficie inférieure à 800 mètres carrés
2087 urgente	Marc Baum	Distribution de masques aux ménages dans les communes luxembourgeoises
2113 urgente	Paul Galles, Martine Hansen	Monitoring à large échelle de la population luxembourgeoise pendant la sortie du confinement
2122 urgente	Fernand Kartheiser	Reprise des cours

Question 1614 (16.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **validation des acquis :**

An der Question parlementaire N° 1291 vum 4. Oktober wollt ech vun den Häre Minister fir Bildung, Aarbecht a Wirtschaft ënner anerem gewuer ginn, wéi vill Ufroe fir eng Validation des acquis am Joer 2018 an 2019 gestallt goufen. Den Här Educatiounsminister huet mir dës Froe mat konkreete Statistike beäntwert an ass nach eng Kéier méi genee op d'Fonctionnement vun der VAE-Prozedur agaangen. Aus de geliwwerten Äntwerten ergi sech fir mech awer nach eng Rei Inconnuen.

D'groussherzoglecht Reglement vum 15. Dezember 2017 reegelt d'Accompagnementer vun de Kandidate fir d'VAE. Och hei stelle sech nach eng Rei Froen, virun allem wann een déi deemoleg Avise vun der Chambre des Salariés an dem Staatsrot méi genee ënnert d'Lupp hëlt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. An deem vum Här Minister geliwwerten Tableau, deen d'Statistike fir d'Joer 2018 duerstellt, figuréieren am Ganzen 28 Dossieren, déi mat enger « Validation totale » clôturéiert goufen. Här Minister, wéi eng Diplomer, Beruffsausbildungen an Diplomer sinn dat am Detail, déi hei accordéiert goufen?

2. Wéi vill Demandë goufen, opgeschlësselt pro Joer, säit 2010 als recevabel an als net recevabel erkläert?

3. Fir wéi eng Beruffsgruppen oder Ausbildunge goufen zanter 2010, opgeschlësselt no recevabelen an net recevabelen Demanden, plus déi final Decisioun, am meeschten Ufroe gestallt?

4. Här Minister, kéint Dir eis eng Lëscht ënnerbreede mat all de Beruffer, fir déi säit 2010 eng Demande gestallt gouf?

5. Wéi vill Demandë fir eng Gesellen- oder Meeschterkaart goufen, opgeschlësselt no recevabel an net recevabel erkläerten Demanden, plus final Decisioun, pro Joer a vun 2010 u bis haut, gestallt?

6. Wéi vill Gesellen- a Meeschterbrevete goufen, opgeschlësselt pro Joer a vun 2010 un, vum Service VAE ausgestallt?

7. Wéi Är Statistik weist, goufen et 2018 433 Demandë fir eng Validation des acquis. Deem géigeniwwer stinn 136 final Decisiounen, déi vun der Commission de validation geholl goufen. Wéi ass Ärer Meenung no d'Diskrepanz tëscht deenen als recevabel erkläerten Demanden an deene final getraffenen Decisiounen duerch d'Commission de validation ze erklären?

8. Här Minister, laut dem « règlement grand-ducal du 15 décembre 2017 portant sur l'accompagnement par entretiens personnalisés du candidat sollicitant la validation des acquis de l'expérience » huet de Kandidat oder d'Kandidatin vum Service VAE zwielef Stonnen Accompagnement zegutt. Wëssend, datt de Staatsrot well a sengem Avis N° CE: 52.121 vum 28 Mäerz 2017 festgehalen huet, datt den « Agent de l'État », wéi en am Reglement genannt gëtt, een, laut dem Staatsrot, flouen Term ass: Aus wat besteet den Accompagnement konkreet a wie mécht deen Accompagnement?

9. Här Minister, wéi vill Accompagnateure ginn et a wéi vill Indemnisatioune sinn heifir, opgeschlësselt pro Joer a vun 2017 un, ausbezuelt ginn?

10. An hirem Avis vum 3. Mäerz 2017 zum Projet de règlement grand-ducal betreffend d'Accompagnement vun de VAE-Kandidatinnen oder Kandidaten huet d'Chambre des Salariés festgehalen, datt et an hiren Ae méi Sënn géif maachen, d'Kandidatinnen oder d'Kandidaten, déi eng éischt Demande un de Service VAE stellen, am Virfeld ze „conseilléieren" an ze „informéieren", ier si sech an eng VAE-Demarche lancéieren. D'Aarbecht vum Accompagnateur fänkt am Moment eréischt dann un, wann d'Demande vum Kandidat oder der Kandidatin als recevabel erkläert gouf.

Här Minister, gedenkt Dir hei, nozebesseren a schonn am Virfeld derfir ze suergen, datt d'Kandidatinnen oder d'Kandidaten net blannemännerches eng Demande stellen, ouni am Virfeld informéiert ginn ze sinn, a soumat ze assuréieren, datt genee gepréift gëtt, ob eng VAE-Prozedur iwwerhaapt Sënn mécht fir déi jeeweileg Kandidatin oder de Kandidat?

11. An hirem Avis vum 3. Mäerz 2017 zum Projet de règlement grand-ducal betreffend den Accompagnement vun de VAE-Kandidatinnen a -Kandidaten, huet d'Chambre des Salariés och festgehalen, datt d'Durée fir d'Preparatioun vun de personaliséierten Entretienen „insuffisante" wier, an huet deemno proposéiert, dës Durée vun zwou op véier Stonnen eropzesetzen.

Här Minister, elo wou d'gesetzlech Basis vun der VAE ufanks des Joers ugepasst wäert ginn, wat ass Är Aschätzung par rapport zu dëser Propositioun vun der Chambre des Salariés?

12. Mécht de Service VAE e Rapport annuel, wann net, firwat net? Ass de Minister net der Meenung, datt et wichteg wier, de Bierger oder de Biergerinnen transparent iwwert d'Aarbecht vum Service VAE opzeklären a konkreet Resultater ze publizéieren, déi fir all Biergerin a Bierger einfach zougänglech an novollzéibar anzegesi sinn?

Réponse (04.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Do derbäi kommen nach déi Kandidaten, déi eng Validation totale no enger Validation partielle kruten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den Total läit deemno bei 37 Validations totales fir d'Joer 2018.

ad 2. An dësem Kontext ass et wichteg, den Ënnerscheed tëscht enger Demande recevable

an enger Demande non recevable ze erklären. Ob eng Demande recevabel oder net recevabel ass, hänkt net vun der Decisioun vun der Kommissioun of, mee gëtt am Viraus definéiert.

Als recevabel gëtt all Demande erkläert, wou en Diplom/Certificat/Brevet ugefrot gëtt, dee vum Educatiounsministère (MENJE) delivréiert gëtt, den Dossier komplett ass, an de Kandidat mindestens 5.000 Stonne Beruffserfarung an deem Beräich virweise kann, fir deen e gär géif diplomëiert ginn.

Als net recevabel ginn déi Demanden erkläert, wou d'Kandidaten en Diplom ufroen, deen net vum Educatiounsministère delivréiert gëtt (z. B.: BTS oder Bac + oder Diplom, deen net am Journal officiel ass), wou de Kandidat net op déi verlaangte Stonne kënnt, oder wou de kompletten Dossier net an dem festgeluechten Delai eragereecht gëtt an doduerch clôturéiert gëtt. Do gëtt et dann och keng Suite, dat heescht, dës Dossiere ginn duerch keng Kommissioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. + 4. All Beruff, wou d'Ausbildung zu Lëtzebuerg vun 2010-2019 ugebuede gouf an am Journal officiel publizéiert gouf (mat Exceptioun vum Transfrontalier), wéi och den Diplom vum Educateur, de Brevet de maîtrise an den DES (DEST), kann iwwer eng VAE ugefrot ginn. Deemno, an doduerch bedéngt, datt d'Intituléé vun den Diplomer/Certificaten a Brevete changéieren, ass dës Lëscht ganz exhaustiv a komplex. All Beruff fënnt Interesse bei eise Kandidaten an deemno gi praktesch all concernéiert Beruffer, déi ugebueden ginn, iwwer eng VAE ugefrot.

ad 5. + 6.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Statistike beinhalte just d'Demandes recevables. Demanden, déi net recevabel deklaréiert gi sinn, concernéieren dës zwee Diplomer an der Reegel manner. Ze ënnersträiche bei dësen Zuelen ass, datt net jiddereen, deen am Joer recevabel deklaréiert ginn ass, och eng Decisioun zum Dossier krut. Verschidde Leit hunn op engem spéideren Datum ofginn oder guer net ofginn.

ad 7. D'Diskrepanz, déi tëscht deenen als recevabel erkläerten Demanden an deene final getraffenen Decisiounen duerch d'Commission de validation ze gesinn ass, ass duerch ënnerschiddlech Facteuren ze erklären. Fir d'éischt ass ervirzehiewen, datt net jiddereen, deem seng Demande recevabel deklaréiert ginn ass, säin zweeten Dossier (Demande de validation sur le fond) och effektiv ofgëtt. Verschidde Leit halen am Laf vun der Prozedur op, an dës Entscheedung ka verschidde Grënn hunn (wéi z. B.: Zäitmangel, fir um Dossier ze schaffen; kee Besoin méi fir en Diplom; Ënnerschätze vum Zäitopwand).

Et ass och nach wichteg, an deem Kontext ze verstoen, datt d'Kandidaten zwee Datume proposéiert kréien, wou si hiren Dossier kënnen ofginn. Dës zwee Datume kënnen esouwuel am Joer N wéi N+1 sinn. Dat heescht zum Beispill, datt een, deem seng Demande am September 2019 recevabel deklaréiert ginn ass, ka säin Dossier fir d'Sessioun vun Oktober/November 2020 oder fir d'Sessioun Mee/Juni 2021 ofginn. Deemno ass d'Demande wuel 2019 recevabel deklaréiert ginn, ma d'Persoun huet hiren Dossier awer net am nämmlechte Joer ofginn.

ad 8. Nodeems d'Kandidatur recevabel deklaréiert gouf, bitt de Ministère eng Hëllefstellung a Form vun engem Accompagnement un. Dësen Accompagnement kann esouwuel a Form vun Ateliers collectifs wéi och am perséinlechen Austausch stattfannen. D'Ënnerstëtzung ass fakultativ a gëtt op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch ugebueden. All d'Accompagnateure si vum Minister nominéiert a per Arrêté ministériel festgehalen. D'Cellule VAE vum MENJE (Direction générale de la formation professionnelle) huet esouwuel extern wéi och intern Accompagnateuren. Den Accompagnateur kann e Mataarbechter vum Staat oder vun enger vun de Beruffskummere sinn. Als externen Accompagnateur zielen déi Leit, déi sech an der Cellule VAE als interesséierten Accompagnateur mellen an arrêtéiert ginn. Si kréien eng Indemnitéit pro Stonn, wou si d'Kandidate begleeden. Intern huet d'Cellule VAE dräi Accompagnateuren (2,5 Posten), déi fest agestallt sinn. Dem Accompagnateur seng Aarbecht besteet doran, de Kandidat ze renseignéieren, ze informéieren, hie bei der Zesummestellung vu sengem Dossier ze ënnerstëtzen an ze beroden. D'Dauer vum Accompagnement ass op maximal zwielef Stonne pro Kandidat festgeluecht.

ad 9. D'Indemniséierung baséiert op:

1. dem Règlement grand-ducal du 15 décembre 2017 portant sur l'accompagnement par entretiens personnalisés du candidat sollicitant la validation des acquis de l'expérience,

2. dem Arrêté ministériel du 2 novembre 2018 portant nomination des accompagnateurs en validation des acquis de l'expérience.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 10. Ier sech d'Kandidate fir eng VAE-Demarche decidéieren, ass et wichteg, datt si genau wëssen, wat hire professionelle Projet ass. Doduerch, datt d'Aarbecht vun den Accompagnateuren eréischt dann ufänkt, wann d'Kandidaturen als recevabel deklaréiert gi sinn, si verschidden Initiativen am Laf vun 2019 ënnerholl ginn, fir dëse Conseil an d'Orientatioun méi an de Vierdergrond ze hiewen.

Mat dem Zil, de Kandidate beim Definéiere vun hire perséinlechen a professionelle Bedierfnesser ze hëllefen, ass schonns am August 2019 eng enk Kollaboratioun mam Service de la formation pour adultes (SFA) zustane komm. Fir de Kandidat a senger Approche ze guidéieren, am Fall wou Zweifel oder Onsécherheet opkommen, wat de Choix vum Certificat, Diplom oder Brevet ubelaangt, stellt den SFA der Cellule VAE Conseilleren zur Verfügung. Des Weidere bitt den SFA eng Ënnerstëtzung beim Definéiere vum perséinleche Projet vun de Kandidaten a ka si esou op eventuell alternativ Pisten zur VAE hiweisen. Zanter Dezember 2019 bitt den SFA mëttwochs owes eng Permanence un, wou d'Leit, déi spezifesch no Explikatiounen zur VAE sichen, kënne Rendez-vous huelen. An deem Sënn wäerten an Zukunft d'Cellule VAE an den SFA an der Maison de l'orientation (MO) matwierken, an do als Prestataire fir déi Erwuesse schaffen.

Nieft dem SFA stinn d'Agente vun der Cellule VAE de Leit zur Verfügung, fir hinne per Mail oder Telefon op hir Froen ze äntwerten. Et ginn och reegelméisseg perséinlech Rendez-vouse mat de Leit ausgemaach, wou si an de VAE-Büroe laanschtkommen an intern berode ginn.

Donieft ginn zanter 2019 Ateliers collectifs organiséiert. Et handelt sech dobäi méi konkreet ëm Informatiounsstonnen, wou d'Kandidaten Äntwerte op hir Froe kréien betreffend hiren Dossier an déi verschidde Kriterien zum gefroten Diplom. Dës Ateliere ginn a Kollaboratioun mat de Membere vun de verschiddene Kommissiounen duerchgefouert a fannen owes an der Chambre des Salariés statt.

Et ass nach wichteg, op d'INFPC-Informatiounsreuniounen zur VAE hinzeweisen. Dës fannen e puermol am Joer an der Chambre des Salariés statt. Zanter 2018 ass do eng Presenz vun VAE-Agenten assuréiert, wou d'Leit sech scho kënnen am Viraus iwwert d'Exigenzen zu de verschiddene Certificaten, Diplomer a Brevete renseignéieren.

ad 11. Dem Kandidat stinn am Ganzen zwielef Stonne mat sengem perséinlechen Accompagnateur zou, fir esouwuel säin Dossier wéi och eventuell säi personaliséierten Entretien virzebereeden. Den Entretien mat der Kommissioun ass awer net obligatoresch, dat heescht, datt net jidderee vun der Kommissioun an en Entretien geruff gëtt. Och wëssen d'Kandidaten net am Viraus, wat si fir Froe vun de Kommissioune gestallt kréien. Eng Virbereedung ass also net noutwendeg; d'Kandidate ginn op dat gepréift, wat si an hirem Dossier geschriwwen hunn, oder op déi Kompetenze getest, déi an der Beschreiwung vum Dossier feelen a fir den Diplom noutwendeg sinn.

Wann de Kandidat sollt méi Ënnerstëtzung vun der Cellule VAE brauchen, stinn d'Accompagnateuren him gäre méi laang zur Verfügung. D'Zil ass et, de Kandidat esou gutt wéi méiglech ze begleeden an him déi beschte Méiglechkeete fir eng Reussite ze bidden.

ad 12. Duerch déi grouss Ufro an dat allgemengt Interessi un der VAE gëtt et ëmmer méi wichteg, de Bierger d'Aarbecht vun der Cellule VAE ze verdäitlechen. En eegene Rapport annuel iwwert d'VAE ass net virgesinn, dofir gëtt awer am Rapport d'activité 2019 vum MENJE méi ausféierlech iwwert d'Missioune vun der VAE informéiert. Ech wéilt hei och vun der Geleeënheet profitéieren, fir op déi viru Kuerzem veröffentlecht Broschür iwwert d'VAE hinzeweisen:

http://www.men.public.lu/catalogue-publications/professionnel/formation-professionnelle-continue/.vae/depliant.pdf

Q264

Question 1647 (30.12.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **nouvelle station-service à Rodange :**

Zënter Jore kënnt et um Dräilännereck zu Rodange reegelméisseg zu stonnelaange Stauen. De Grond dofir sinn d'Camionen, déi um Transit iwwert d'Avenue de l'Europe op d'Nationalstrooss N5 zu Rodange ofbéien, fir do op enger Tankstell hiren Tank ze fëllen.

De Grond, firwat d'Camionen all op Rodange fueren, läit op der Hand: D'Transportentreprisë profitéieren hei vu méi bëllege Präisser op de Liter Dreifstoff. Doduerch, dass eng Rëtsch Entreprisen duerch Firmentankkaarte privilegiéiert Präisremisen op den Diesel kréien, lount et sech fir d'Camionschaufferen, hire Plein zu Rodange ze maachen. Dëst zum Matleed vun de ville Residenten, well d'Camionen an deelweis kilometerlaange Staue bis op d'belgsch Grenz erop d'Stroossen zu Rodange onbenotzbar maachen.

Wéi „L'essentiel" an engem Artikel vum 27. Dezember 2019 bericht, soll mam Stau awer geschwë Schluss sinn. D'Gemeng Péiteng wëllt nämlech bei der Avenue de l'Europe op der lëtzebuergescher Säit mam Ministère zesummen eng mega Tankstell mat zéng Zapsailen op der der Avenue de l'Europe autoriséieren. Dës Tankstell soll dann och all Tankkaarten akzeptéieren, soudass d'Camionen, déi nach méi bëlleg tanke wëllen, net méi den Ëmwee iwwer Rodange maache mussen.

Fir d'Berouegung vun der Verkéierssituatioun ass dëst sécherlech erfreelech, allerdéngs stellt sech Fro, wéi Lëtzebuerg op där enger Säit aus dem Tanktourismus erausklamme soll, wärend op där anerer Säit den Tankstellereseau weider ausgebaut gëtt. A menger parlamentarescher Fro N° 1552 hat ech d'Ministere schonns iwwert d'Zukunft vun den Tankstellen zu Lëtzebuerg gefrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wou genau soll d'Tankstell op der Avenue de l'Europe gebaut ginn a wéi vill Liter Dreifstoff sollen all Joer hei verkaaft ginn?

2. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass et op laang Siicht nohalteg ass, eng mega Tankstell op der Avenue de l'Europe, éischtens, opbauen ze loossen, zweetens, ze erhalen, an dat an engem Kontext, wou d'Regierung dach plangt, aus dem Tanktourismus erauszeklammen?

3. Wéi eng Ëmweltmesurë sinn ugeduecht, fir de Site, wou déi mega Tankstell gebaut soll ginn, ze kompenséieren?

Réponse commune (04.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Historique vum Dossier:

Den 3. Mäerz 2017 huet d'Firma Proru SARL eng Demande presentéiert, fir dierfen zu Rodange eng Camionstankstell ze bauen an ze bedreiwen. Den 3. August 2017 gouf vun der Ministesch fir Ëmwelt, Klima a nohalteg Entwécklung am Kader vum Kommodosgesetz d'Geneemegung fir dee Projet erdeelt. Och zwou Modifikatioune vun deem Betrib, vu Mee 2018 a vu Mee 2019, goufen entre-temps geneemegt.

ad 1. Déi nei Tankstell mat néng Tankplaze kënnt op Lëtzebuerger Säit op en Terrain vun ArcelorMittal, deen direkt un de belschen Deel vun der Avenue de l'Europe (N830) ugrenzt, vis-à-vis vum Athus-Container-Terminal. D'Entrée an d'Sortie vun der Tankstell ginn iwwert de belschen Deel vum Terrain vun ArcelorMittal raus op d'N830.

Aus der Demande vum 3. Mäerz 2017 geet ervir, dass de Bedreiwer mat engem Ëmsaz vun ongeféier 10.000.000 Liter Diesel pro Joer rechent.

ad 2. Ob sech e Betrib op enger bestëmmter Plaz implantéiere kann, ass virun allem aneren eng Fro vum Bebauungsplang vun der jeeweileger Gemeng.

D'Impakter vun enger Realisatioun vum Bebauungsplang ginn am Virfeld vun dësem Plang am Kader vun der strategescher Ëmweltprüfung vun deem Plang gekuckt. D'Exekutioun vun deem Plang (Baugeneemegungen) ënnerläit dem Buergermeeschter.

Dee fir Ëmwelt zoustännege Minister kann de Bau vun esou engem Betrib net verbidden, falls de Betrib sech un déi geltend Reegelen an Normen hält a säin Impakt op d'Noperschaft an den zoulässege Limitten ass.

Doriwwer eraus ass awer ze bemierken, dass laut Informatioune vun der Gemeng Péiteng déi geplangten Tankstell zu enger Entspanung vun der Verkéierssitutatioun op der Nationalstrooss N5 zu Rodange soll bäidroen.

ad 3. Kompensatiounsmesuren nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz falen nëmmen un, wann e Biotop zerstéiert oder reduzéiert gëtt. Ass dëst de Fall, muss eng Geneemegung am Kader vum Naturschutzgesetz ugefrot ginn. Heifir muss de Maître d'ouvrages een agreéierte Bureau d'études beoptragen, deen dann zoustänneg ass fir d'Identifikatioun vun de Biotopen an de Kompensatiounsmesuren.

Aktuell ass de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung mat kenger Naturschutzdemande zu dësem Projet saiséiert.

Question 1649 (31.12.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **« Bug Bounties » :**

Sougenannt „Bug Bounties" sinn en Outil, déi et Sécherheetsexperten erméiglechen, an engem kloer definéierte Kader d'Sécherheet vun IT-Infrastrukturen ze testen an d'Faillen, déi dobäi fonnt ginn, ze mellen.

Meeschtens sinn dës „Bug Bounties" an der Zäit limitéiert an d'Sécherheetsexperte kréie pro Faille eng Belounung, monetär oder en nature, ausbezuelt.

Nieft groussen Entreprisë wéi Google, Yahoo oder Uber notzen och ëmmer méi Staate respektiv Verwaltungen dësen Outil, fir d'Sécherheet vun hire Systemer ze verbesseren.

Notabel dobäi sinn niewent der US Air Force och de Verdeedegungsministère vu Singapur.

An deem Zesummenhang wéilt ech den Häre Ministere fir Digitalisatioun a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Hunn d'Ministeren duerch hiren Austausch mat anere Länner Kenntnisser vun esou Programmer? Wa jo, wéi bewäerten d'Ministeren de Succès vun dësen?

2. Wéi vill Faillen a staatleche Systemer goufen an deene leschte fënnef Joer beim GovCert gemellt, opgedeelt no Kategorie, wéi am Pro-303-Dokument festgeluecht?

3. Hunn d'Ministere Pläng, fir dem Beispill vu Singapur oder der US Air Force nozeäiferen, fir e „Bug Bounty"-Programm zu Lëtzebuerg duerchzeféieren? Wann nee, firwat net? Falls jo, fir wéini plangen d'Ministeren esou en Event?

4. Plangen d'Ministere weider Mesuren, fir dat eethescht Melle vu Sécherheetsfaillen ze promouvéieren? Falls jo, wéi eng?

Réponse (03.02.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. De Prinzip vun enger Politik fir déi responsabel Kommunikatioun vu Sécherheetsfaillen an informatesche Systemer ass de Ministere bekannt. De CERT vun der Regierung (Computer Emergency Response Team) an den CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) erklären op hire jeeweilegen Internetsäiten, wéi een op eng sécher - a wann néideg, anonym - Manéier Incidente rapportéiere kann.

Déi europäesch Agence fir Cybersécherheet, d'ENISA, huet och eng Rei Publikatiounen zum Theema vun der responsabeler Kommunikatioun vu Vulnerabilitéite preparéiert. Verschidden europäesch Memberlänner hunn ënnerschiddlech Modeller fir déi responsabel Kommunikatioun a Veröffentlechung vu Sécherheetsfaillen op d'Bee gestallt. Net alleguer dës Modeller hunn eng Komponent vu Belounung (à la „Bug Bounties").

ad 2. Beim GovCert sinn an de leschte fënnef Joer am Ganze siwe Faillen a staatleche Systemer gemellt ginn. All des Faillë waren aus der Kategorie „CAT9 - Scans/Probes/Attempts". Heibäi handelt et sech ëm déi Faillen, déi vun externe Persounen un de GovCert rapportéiert goufen, also déi, déi eventuell vun engem „Bug Bounty"-Programm hätte kënne profitéieren. Eventuell Faillen, déi aner CERTen oder Vendeuren dem GovCert gemellt hätten, falen net an déi Kategorie.

ad 3. Am Moment gëtt et nach keng esou Pläng.

ad 4. De GovCert schafft un engem Projet vun engem „Hall of Fame" nom Modell vum europäesche CERT. Heibäi huet de CERT-EU strikt Reegelen op senger Internetsäit publizéiert, wéini eng Persoun, déi eng Vulnerabilitéit rapportéiert, als Belounung an esou enger „Hall of Fame"-Lëscht opgeholl ka ginn.

Doriwwer eraus gëtt am Kader vun der 3. Nationaler Strategie fir Cybersécherheet d'Méiglechkeet analyséiert fir, ënner anerem am Interessi vu Chercheuren, e Modell fir déi responsa-

bel Veröffentlechung vun informatesche Vulnerabilitéiten zu Lëtzebuerg ze elaboréieren.

Donieft ass schlussendlech och virgesinn, d'Acteure vum ëffentlechen Déngscht a vum Privatsecteur ze sensibiliséieren, fir eege Politicken fir déi eethesch Kommunikatioun vu Schwaachstellen op d'Been ze stellen. Fir d'Fonction publique ass d'Autorité nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) de responsabelen Interlocuteur. „Security made in Lëtzebuerg" huet sengersäits eng gutt Kooperatioun mat den Acteuren am Privatsecteur. An deem Kontext wäert „Security made in Lëtzebuerg" och am Laf vum Februar ee „Cybersecurity Breakfast" zum Theema vun de „Bug Bounties" organiséieren.

Question 1650 (02.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **TVA sur la vente de marchandises d'occasion :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. A menger parlamentarescher Fro N° 1401 bekräftegen déi zoustänneg Ministeren dës Approche.

An deem Kader stellt sech d'Fro vun der Besteierung vu Secondhandprodukter, wéi zum Beispill IT-Hardware oder och der Kleedung. Aktuell ass et esou, dass ee Secondhandgeschäft, wat benotzte Produiten vu Privatpersounen ofkeeft an dës am Uschloss erëm verkeeft, d'TVA op dës Produkter erhieft an un de Staat weiderleet, an dat, obwuel d'TVA schonns bei der éischter Transaktioun um Produkt erhuewe gouf.

Ugesiichts dem Fakt, dass d'Textilindustrie an d'Elektrotechnik een immens groussen ekologesche Foussofdrock hannerloossen, wär et opportun, d'Erëmbenotzung am Kader vun enger aktiver a responsabeler Klima- an Ëmweltpolitik an der Ëmsetzung vun der Kreeslafwirtschaft ze förderen, andeems dës Produkter méi bëlleg ugebuede kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'TVA och fir Secondhandprodukter eng weider Kéier erhuewe misst ginn?

2. Plangt d'Regierung am Kader vun der Steierreform, och Secondhandprodukter mat 3 % ze besteieren? Falls nee, schléisst d'Regierung ee bëllege Steiersaz vun 3 % op Secondhand kategoresch aus?

3. Wéi eng Mesuren ënnerhëlt dës Regierung aktuell, fir d'Kreeslafwirtschaft spezifesch am Beräich vun IT-Hardware souwéi och der Kleedung ze förderen? Wäerten d'Textilindustrie an d'Produktioun vun neier Elektrotechnik an der ugekënnegter Steierreform och viséiert ginn?

Réponse commune (04.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Énergie :*

Den honorabelen Deputéierte freet, ob d'TVA fir Secondhandprodukter eng weider Kéier misst erhuewe ginn. Dozou ass ze soen, dass d'Händler vu Secondhandprodukter d'Wiel hunn, no europäeschem oder nationalem Recht, tëscht dem normalen TVA-Regimm, also dem Verrechne vun der TVA um integrale Präis vun der Wuer, an dem Regimm vun der Margebesteierung.

De Margeregimm gesäit vir, dass d'TVA net um ganze Verkafspräis erhuewe gëtt, mä nëmmen op der Marge, dat heescht dem Ënnerscheed tëscht dem Akafspräis an dem Verkafspräis. Zum Beispill: De Secondhandhändler keeft eppes bei enger Privatpersoun fir 100 € a verkeeft et da fir 150 € TTC, da falen do 7,26 € TVA u (mat engem Taux vu 17 %). Am normale Regimm wären et 21,79 € (mat engem Taux vu 17 %). Wann d'Marge negativ ass, fält keng TVA un.

Et sief nach preziséiert, dass den Taux, deen och soss op „neier" Wuer ze applizéieren ass, sech och bei Secondhandprodukter applizéiert. Dat heescht den Taux gëtt determinéiert duerch d'Zort vu Produiten an net a Funktioun dovunner, ob et sech ëm nei Wuer oder ëm ee Secondhandprodukt handelt.

D'Uwende vu reduzéierte Steiersätz ass streng vun der europäescher Gesetzgeebung gereegelt an déi léisst am Moment keng generell Uwendung vum TVA-Taux vun 3 % am Secondhandberäich zou.

Lëtzebuerg wäert sech an den Diskussiounen op europäeschem Niveau iwwert d'Reegelen vun den TVA-Tauxen derfir asetzen, dass an Zukunft Secondhandprodukter steierlech kënne favoriséiert ginn.

Question 1651 (02.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **contrôle des entreprises privilégiant l'argent liquide :**

Am Kader vun enger Plainte virum Bundesfinanzhof an Däitschland huet de Bundesfinanzministerium d'iewescht Finanzautoritéite vun de Bundeslänner ugeschriwwe, fir matzedeelen, wéi vill Kontrolle vun de Steierpréiwer, pro Joer a Branche, bei sougenannte „bargeldintensiven" Entreprisë gemaach ginn.

De Berliner Finanzsenator huet bei Branchëkontrolle Steierhannerzéiung a méi wéi all zweetem Betrib (50 % bei Taxien, 66 % bei Spillhalen ...), dee bargeldintensiv ass, festgestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ginn et änlech Kontrolle wéi an Däitschland och zu Lëtzebuerg?

- Wa jo, wéi vill där Kontrolle ginn et pro Joer an a wéi enge Branchen?

- Wa jo, wéi héich ass den Taux vun de Betriber, bei deenen Onreegelméissegkeete festgestallt ginn?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng Klassifikatioun no Risikobetriber oder „bargeldintensive" Betriber am Kontext vu Steierhannerzéiung oder Geldwäsch?

- Wa jo, wéi vill Betriber falen hei drënner?

3. Donnéeë vun der OFD Oldenburg no, ass Lëtzebuerg ënner 35 Länner e schlechte Schüler, wat d'Kontroll vu „bargeldintensive" Betriber ugeet.

Esou ass Lëtzebuerg 1 vun 11 (aus 35) Länner, wou et keng Keeseflicht gëtt, 1 vun 9, wou eng Keess net zertifiéiert muss sinn, an 1 vun 13, wou Keesentransaktiounen net digital signéiert musse sinn.

- Wéi schätzt de Finanzminister dës Erhiewung an? Gesäit den Här Finanzminister hei e Besoin ze agéieren?

4. Huet de Finanzministère Kenntnisser dovun, wéi héich de Volume un Transaktiounen ënner 50 Euro ass, déi en espèces respektiv elektronesch ofgewéckelt goufen?

Réponse (06.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Bei der Steierverwaltung (Administration des contributions directes, ofgekierzt ACD) préiwen d'Beamten d'Steiererklärungen am Kader vun der Instruktiounsprozedur.

Dës Kontrolle gi vun de Steierbeamte vun den eenzelne Büroen an de Betriber (« contrôle sur place ») oder awer vum Steierbüro aus duerchgefouert, a kënnen all Zort vu Betriber betreffen. Bedéngt duerch d'Diversitéit vun de méigleche Modalitéite vun dëse Kontrolle ginn et keng Statistiken, déi opschlësselen, wéi eng Kontrollen a wéi enge Branchen duerchgefouert ginn.

De Service de révision mécht méi geziilt Kontrollen a verschiddene Beräicher, dëst och a „bargeldintensive" Branchen.

Zesumme mat de Steierbüroen am Kader vun engem « contrôle sur place » oder eleng duerch eng Betribspréifung gi Branchen, wou vill Borgeld zirkuléiert, speziell gekuckt. De Service de révision huet am Joer 2019, ënner anerem, 33 grouss Kontrollen ofgeschloss an och eng 14 « contrôles sur place » zesumme mat de Steierbüroe finaliséiert.

Den Taux vun de kontrolléierte Betriber an dësem Beräich, bei deenen Onreegelméissegkeete festgestallt ginn, ass méi héich wéi deen an Däitschland, allerdéngs ass dat ofhängeg vum Choix vun den Dossieren, déi gepréift ginn. Zu Lëtzebuerg ënnerleien déi meescht Betriber enger Betribspréifung, wann ee staarken Ufangsverdacht do ass an ee Risiko op Fraude besteet. Domadder ass déi lëtzebuergesch Selektioun méi cibléiert wéi déi an Däitschland.

Lëtzebuerg huet aktuell keng Keeseflicht an och keng explizitt Gesetzgebung iwwer zertifiéiert Keesesystemer. Zu Lëtzebuerg sinn d'Obligatiounen a puncto Comptabilitéit allerdéngs am Steierrecht ganz kloer an der Abgabenordnung verankert (§§ 160 - 162 AO, Circulaire vum Direkter L.G. - A n° 63 vum 15. September 2017). Zousätzlech zielen d'Dispositioune vum Code de commerce.

Wat de Volume vun den Transaktiounen ugeet, déi ënner 50 Euro sinn, sou gëtt et keng entspriechend Statistiken.

Question 1656 (08.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chantier sur la route de Remich à Moutfort :**

Op der Route de Remich (Nationalstrooss 2) zu Mutfert si säit iwwer dräi Joer verschidde Stroossenaarbechten duerchgefouert ginn. Op dëser Strooss fueren - den Zielunge vun den Awunner no - all Dag bis zu 12.500 Autoen an 200 Camionen.

Well de Belag vun dëser Haaptstrooss trotz de villen Aarbechte bis elo ni eenheetlech frëschgemaach gouf, hu sech eng ganz Rëtsch Oneebenheeten am Belag gebilt, déi zu erhieflechem Kaméidi a Vibratioune féieren, wann Autoen driwwer fueren. Op Videoe vun Awunner ass souguer ze gesinn, wéi beim Passage vu méi schwéiere Gefierer ganz Haiser zum Wackele kommen, soudass Schied u Gebaier net ausgeschloss kënne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Situatioun vum Schantjen op der Route de Remich zu Mutfert retracéieren an erklären, firwat de Schantjen elo bal véier Joer undauert?

Firwat gouf an deene véier Joer net zumindest eng Partie vum Belag geriicht?

2. Huet de Minister Kenntnis dovunner, dass Awunner aus der Mutferter Gemeng ee Bréif u Ponts et chaussées geschriwwen hunn, an deem si op d'Vibratiounen, déi duerch den Transitverkéier entstinn, opmierksam maachen?

Wéi ass ee säitens dem Ministère op d'Ufroe vun den Awunner agaangen?

3. Firwat ass fir d'Dauer vun de Stroossenaarbechte keng Vitesslimitatioun vun 30 km/h agefouert ginn?

4. Gëtt bei laang undauernde Stroossenaarbechte probéiert, d'Beanträchtegung vun der Liewensqualitéit vun den Awunner ze miniméieren?

- Falls jo, wéi eng Mesurë gi gehollr

- Falls nee, firwat hält de Minister dëst fir net noutwendeg?

Réponse (05.02.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De genannte Schantjen op der Route de Remich (N2) zu Mutfert setzt sech an der Realitéit aus enger ganzer Rei vu Baumoossnamen zesummen, déi tëscht de Joren 2014 an 2017 iwwert déi jeeweileg „Permission de voirie ministérielle" vun der Gemeng a verschiddene Konzessionären ugefrot a geneemegt goufen:

2014: PdV 22194/14 - Gemeng Conter/SEBES/SIDERE
2016: PdV 24090-16-0 - Creos
2016: PdV 25682-16-0 - SIDEST
2016: PdV 18213-16-0 - SIDEST
2016: PdV 17590-16-0 - Gemeng Conter
2017: PdV 5168-17-0 - SIDERE
2017: PdV 3611-17-0 - POST Luxembourg

Den Oflaf souwéi d'Organisatioun vun dëse Schantercher ënnerläit de genannte Bauhären.

Déi definitiv Erneierung vum Stroossebelag gëtt generell um Enn vun engem Schantje realiséiert, fréistens sechs Méint no der provisorescher Erneierung, fir eventuell entstane Setzungen auszegläichen.

Déi definitiv Erneierung vum Stroossebelag steet an dësem Fall nach aus a gëtt um Enn vu sämtleche Baumoossnamen ausgefouert.

Weider Preziséiounen heizou kann d'Gemeng Conter liwweren.

ad 2. Bréiwer mat Reklamatiounen am Kader vun dësem Schantje goufen un d'Gemeng Conter weidergereecht, fir d'Problemer ze behiewen.

ad 3. De Schantje läit ënneruerts; d'Verkéiersreglementatioun an den Zoustännegkeetsberäich ënnerläit also der Gemeng. Dës Fro misst deemno vun der Gemeng beäntwert ginn.

ad 4. Et gëtt bei Stroossenaarbechten, déi vum Staat realiséiert ginn, ëmmer probéiert, d'Beanträchtegunge fir de Public esou geréng wéi méiglech ze halen. D'Mesurë variéieren awer vu Fall zu Fall.

Question 1660 (07.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **participation de la CNS aux frais d'acquisition d'équipements IRM :**

Haut de Moie war aus der Press gewuer ze ginn, datt et Problemer beim Finanzement vun de véier neien IRMe ginn. D'Gesondheetskeess (CNS) sollt ee Fënneftel vun de Käschten droen. Am Moment blockéiert d'CNS awer, an huet weider Analyse gefrot. D'Diskussiounen tëscht der CNS an der Santé géifen awer lafen.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet an den Här Gesondheetsminister stellen:

- Wéi laang ass scho gewosst, datt d'CNS net bereet ass, hiren Deel vun den IRMen ze bezuelen? War de Finanzement net am Virfeld mat der CNS ofgeklärt ginn?

- Wat fir eng Analysen huet d'CNS nach gefrot?

- Wat geschitt, wann d'CNS zur Konklusioun kënnt, si géif hiren Deel net finanzéieren?

- Wat seet dëse Blockage vun der CNS, deen et iwwregens och an aneren Dossiere gëtt, iwwert de Fonctionnement vun eisem Gesondheetssystem aus?

Question 1673 (08.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **financement des nouveaux appareils d'IRM :**

Dans le contexte de l'acquisition et de la mise en service de quatre appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au sein des établissements hospitaliers, la presse a récemment fait état d'un moment « d'incertitude » au sujet du financement de ces appareils.

Selon le Gouvernement, la question était sur le point d'être clarifiée sur base des dispositions prévues par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples explications au sujet du moment « d'incertitude » concernant le financement des nouveaux appareils d'IRM ?

- Quelles sont les considérations et raisonnements à la base de ce moment « d'incertitude » ?

- La question du financement des appareils d'IRM a-t-elle été résolue entre-temps ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les modalités de la solution trouvée et les dispositions législatives qui sont à la base de cette solution ?

Réponse (07.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Santé :*

Am Virfeld sief preziséiert, dass d'Gesondheetskeess ni refuséiert huet, hiren Deel vum Finanzement vun den IRMe bäizedroen ab deem Moment, wou déi Ekipementer vum Gesondheetsminister autoriséiert waren. Als Member vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH) huet d'Gesondheetskeess un den Diskussiounen an där Kommission als responsabelen Acteur deelgeholl.

Den 29. Mee 2018 huet d'CPH hiren Avis zu der Uschafung vun de véier neien IRMe ginn. D'Autorisatioun zu dësem Avis gouf de 5. Juni 2018 vum Gesondheetsminister ausgestallt. D'Froen zum Finanzement vun den IRMe goufen de 24. Januar 2020 an der CPH diskutéiert.

Et ass festgehale ginn, datt zousätzlech Ekipementer am Kader vun engem Extensiounsprojet vun engem Spidolsservice ënnert d'Artikelen 8 a 15 vum Spidolsgesetz falen an zu 80 % vum Staat finanzéiert ginn. Déi aner 20 % gi vun der Gesondheetskeess am Kader vum Artikel 74, Abschnitt 4, vum Code vun der sozialer Sécherheet finanzéiert.

Le saviez-vous ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

Question 1664 (07.01.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **diversification de l'économie nationale :**

Dans son accord de coalition de 2018, le Gouvernement s'est proposé de continuer la politique de diversification des différentes branches de l'économie nationale selon une stratégie de « multispécialisation » qui se concentre sur des secteurs prioritaires pour réduire ainsi sa dépendance du secteur financier. Dans ce contexte, la politique sélective et cohérente de prospection économique axée sur les secteurs prioritaires serait poursuivie. De plus, dans une approche de développement durable, une attention particulière serait portée à l'adéquation de nouvelles activités qui ont un impact majeur sur l'environnement et la consommation de ressources naturelles.

Le Gouvernement avait également souligné qu'une stratégie de décentralisation économique serait mise en œuvre dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire avec comme finalité de créer davantage d'emplois décentralisés et de promouvoir la création de structures « Open Office » en vue de limiter les mouvements pendulaires entre Luxembourg-ville et sa périphérie. Finalement, le Gouvernement avait annoncé que la loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques ainsi que l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie serait revue pour en faciliter l'exécution et mobiliser les ressources financières et humaines indispensables.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan succinct de la politique de diversification économique/industrielle mise en œuvre depuis l'an 2011 et de ses résultats en termes d'emplois et de création de valeur ajoutée ? Quels sont les créneaux porteurs d'avenir ? Comment le poids des entreprises industrielles (traditionnelles et nouvelles) dans la création de valeur ajoutée brute a-t-il évolué depuis 2011 ? Quelles conclusions peut-on en tirer ?

- Dans quelle mesure la politique de prospection économique est-elle devenue plus sélective et plus cohérente au fil des dernières années ?

- La politique de diversification des structures de l'économie s'est-elle également inscrite dans une approche de décentralisation ? Dans l'affirmative, quels sont les exemples saillants en la matière ?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre se propose-t-il de déposer un projet de loi à la Chambre des Députés en vue de réviser la loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques ainsi que l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie ?

Réponse (03.02.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Depuis le début des années 1950, la diversification économique constitue une priorité de l'agenda politique du Luxembourg. À cet égard, les différents gouvernements ont continuellement essayé de contrebalancer les forces de la spécialisation. Historiquement, l'économie luxembourgeoise a été largement dominée par l'industrie sidérurgique qui représentait environ un tiers du PIB jusqu'au début des années 1970. Depuis la deuxième moitié des années 1960, le secteur financier s'est fortement développé au Luxembourg et a opportunément pris la relève du secteur industriel. Il représente actuellement directement plus d'un quart du PIB. Le Luxembourg est donc passé d'un niveau de surspécialisation dans le secteur sidérurgique à une spécialisation prononcée dans le secteur financier. Cette situation a généré des inquiétudes légitimes en termes d'éventuelles vulnérabilités du pays qu'une telle spécialisation peut impliquer.

Depuis plus d'une décennie, le Gouvernement a ainsi décidé de mener une stratégie de « multi-spécialisation » reposant sur des avantages compétitifs liés à la compétence et au savoir-faire, surtout dans certains pôles de compétence à forte valeur ajoutée. Cette stratégie se caractérise par une attention particulière envers des secteurs prioritaires, principalement axés sur les nouvelles technologies et vers l'exportation : les Technologies de l'information et de la communication (TIC), les technologies de l'espace, les technologies de la santé, les écotechnologies et la logistique. Dans le programme gouvernemental de 2018 il est stipulé que la politique de multi-spécialisation sera poursuivie en développant les secteurs prioritaires qui s'appuieront sur les TIC en tant que moteur horizontal de la transformation numérique.

L'Observatoire de la compétitivité (ODC) du Ministère de l'Économie effectue périodiquement un bilan de l'impact de ces secteurs prioritaires[1]. Dans ce cadre, il est important de mentionner qu'il n'existe pas de classification statistique officielle qui permette de suivre ces nouveaux secteurs et que des indicateurs doivent être construits pour estimer des ordres de grandeur. Sur base de données du Statec et du Registre de commerce et des sociétés (RCS), en 2016, les entreprises privées de ces secteurs prioritaires ont représenté en total 4,5 milliards d'euros de valeur ajoutée brute, ce qui représente environ 10 % de la valeur ajoutée brute totale au Luxembourg (2011 : 3,6 milliards). Ils ont représenté près de 31.000 emplois salariés dans près de 3.050 entreprises, soit environ 8 % de l'emploi au Luxembourg (2011 : 28.800 emplois). Les TIC représentaient de loin la plus grande part en termes de valeur ajoutée (6,8 %) et des emplois salariés (4,3 %), dont respectivement 1,7 % et 0,2 % sont créés par le secteur des technologies de l'espace, et respectivement 2,4 % et 3,2 % par la logistique. Les sciences et technologies de la santé ont connu une forte croissance, principalement au niveau de la recherche publique, et les entreprises relevant des écotechnologies restent limitées malgré le fait que le nombre des entreprises utilisatrices d'écotechnologies soit en hausse constante depuis quelques années. Une récente mise à jour des chiffres relatifs au secteur des technologies de la santé a démontré que le secteur représentait près de 0,38 % du PIB en 2016 (0,35 % en 2017). L'actualisation des indicateurs mesurant l'impact économique du secteur des technologies de l'espace a aussi pu être récemment effectuée : entre 2012 et 2018, le nombre d'entreprises dans ce secteur a doublé, le nombre de personnes occupées a augmenté de + 31 % et la valeur ajoutée brute créée a augmenté de 671 millions à 800,8 millions d'euros (+ 19 %) dans cette même période. Comparer le retour sur investissement entre ces secteurs prioritaires s'avère cependant être une tâche complexe. En effet, ces secteurs se retrouvent à des niveaux différents de leur cycle de vie et une comparaison de secteurs bien établis, comme les TIC, avec de nouveaux secteurs en phase de lancement comme les technologies de la santé ou les écotechnologies, ne peut que difficilement fournir des informations pertinentes.

En ce qui concerne le secteur industriel traditionnel au Luxembourg, tout comme dans une large majorité des États membres de l'UE, la part de l'industrie manufacturière (NACE code C) dans le total de la valeur ajoutée brute a diminué au fil des années (de 13 % en 1995 à 6 % en 2018). La situation est similaire en matière d'emploi industriel dans l'emploi total (de 15 % en 1995 à 7 % en 2018). Ce recul relatif est surtout dû à une croissance plus importante des services (tertiairisation de l'économie). Par contre, en chiffres absolus, contrairement à la situation dans d'autres États membres de l'UE, l'industrie manufacturière reste assez stable au Luxembourg. Entre 2011 et 2018, après le déclin connu suite à la crise économique et financière de 2008, l'industrie manufacturière au Luxembourg a connu une croissance de + 41 % de la valeur ajoutée brute (en volume) pour atteindre 2,6 milliards d'euros en 2018, et se trouve ainsi proche de son niveau moyen d'avant-crise (1995-2008). Le nombre d'emplois industriels se trouve à un niveau de 33.000 en 2018, un niveau proche de celui de 2011 et de sa moyenne d'avant-crise (1995-2008).

Au cours des dernières années, les effets positifs de la croissance économique au Luxembourg se voient de plus en plus atténués par des répercussions négatives (p. ex. : trafic, hausse des prix du logement). Il se pose dès lors la question de savoir comment le pays pourra continuer à prospérer, tout en évitant de détériorer les conditions de vie des citoyens au Luxembourg et dans ses régions avoisinantes. Depuis 2016, le Gouvernement a ainsi organisé des événements en rapport avec une « croissance qualitative ». Une augmentation conséquente de la productivité des ressources est visée afin de découpler la consommation des ressources de la croissance économique. La combinaison des TIC, des énergies renouvelables et des réseaux de transport intelligents sont au centre de la stratégie de la « Troisième révolution industrielle (TIR) » retenue comme orientation générale pour le développement économique du pays[2] et dont le processus a été indispensable pour générer des projets pilotes et initier de nouveaux encadrements légaux et réglementaires qui soutiendront la croissance qualitative.

Le Luxembourg dispose de bases solides pour pouvoir répondre à ces défis, car des efforts importants ont déjà été mis en œuvre au cours de la dernière décennie dans les TIC, la logistique et l'énergie. Il s'agit à présent d'accélérer et d'amplifier les dynamiques existantes. La stratégie d'innovation basée sur les données présentée en 2019 permet de positionner le Luxembourg comme un pays précurseur en la matière[3]. Prenant en considération des technologies comme l'intelligence artificielle, le « big data », la robotique ou l'internet des objets, cette stratégie soutient la transformation numérique des secteurs considérées comme prioritaires. Les TIC constituent le moteur transversal de la transformation numérique de ces secteurs. Le développement dans tous ces secteurs a une caractéristique commune, à savoir l'analyse des données qui va révolutionner leurs modèles d'affaires et en parallèle créer de nouvelles opportunités. Les mesures proposées dans le cadre de cette stratégie se déclinent autour de trois axes : le renforcement de l'infrastructure digitale, le soutien aux entreprises pour intégrer les technologies innovantes digitales ainsi que la création d'un environnement légal et financier favorable à l'économie de données.

Finalement, le Conseil national de la productivité, mis en place en 2019 par le Gouvernement, est en train de réaliser un diagnostic et une analyse de l'état et de l'évolution de la productivité. La portée des travaux englobe la productivité au sens large, y compris celle des ressources ainsi que les catalyseurs à long terme de la productivité des ressources au sein des différentes branches et des entreprises.

Quant à la sélectivité et à la cohérence de la politique de prospection économique nationale, il faut souligner que la stratégie de promotion et de prospection économique du Luxembourg repose sur une vision qui met en avant une économie innovante et diversifiée. La stratégie cible notamment les entreprises et investisseurs étrangers apportant une vraie valeur ajoutée à l'économie nationale en consolidant le développement qualitatif du pays. La stratégie est ajustée sur base des priorités du Gouvernement, avec l'apport de la Chambre de Commerce et de Luxinnovation. Elle met l'accent sur une planification coordonnée des missions économiques et des événements à l'international ainsi que de l'ensemble des actions de promotion.

Le volet externe de cette stratégie se focalise sur deux axes majeurs. D'une part dynamiser l'écosystème de chaque secteur, en développant des stratégies de développement sectorielles ciblant des investisseurs étrangers qui pourraient en renforcer la cohérence grâce à de nouveaux instruments d'intelligence économique et à des études ciblées (« Market intelligence »). D'autre part, renforcer l'attractivité du pays pour les activités de haute performance et optimiser la qualité de l'accompagnement de ces investisseurs pour leur parfaite intégration dans l'écosystème luxembourgeois, dans une optique durable, en accompagnant de manière spécifique les investisseurs accueillis au Luxembourg (« Investor-Care Services »). Des équipes dédiées du Ministère de l'Économie et des experts de Luxinnovation utilisent une méthode structurée de prospection sectorielle pour analyser leur secteur au niveau international, réaliser un ciblage géographique et technologique des acteurs, évaluer les forces, les faiblesses et le potentiel du secteur au Luxembourg. Ces investisseurs potentiels sont ensuite approchés directement par le Ministère de l'Économie, les équipes de terrain des Luxembourg Trade and Investment Offices (LTIO) et les ambassades. Cette nouvelle stratégie, mise en place en 2017, est supervisée et approuvée par un Conseil du commerce extérieur et des investissements (TIB) qui supervise les travaux du Comité de pilotage du commerce extérieur et des investissements (TISC) auquel ont été confiés le développement et l'implémentation de la stratégie. Ce dernier assure la coordination des activités de promotion et la synchronisation des agendas et programmes.

Le rythme de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de promotion économique sera accéléré afin d'offrir un ensemble cohérent et coordonné de mesures visant à améliorer et à renforcer les capacités luxembourgeoises dans les domaines du commerce extérieur et de la prospection. Une attention particulière revient au ciblage d'entreprises et d'investisseurs étrangers qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays. À cette fin, des représentants des ministères ayant respectivement l'aménagement du territoire et l'environnement dans leurs attributions siègeront au sein du TIB et du TISC. Vu l'intérêt grandissant pour les marchés à fort potentiel de développement, de nouvelles implantations de LTIO sont étudiées. À titre d'exemple, en 2019, un nouvel LTIO a été annoncé à Casablanca au Maroc.

Dans son programme gouvernemental de 2018, le Gouvernement a déclaré qu'une politique de décentralisation économique sera mise en œuvre dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire. Comme exemples en matière de décentralisation économique, on peut notamment citer la Cité des sciences à Belval, l'« Automotive campus » et le futur hébergement d'un superordinateur « HPC » à Bissen ou encore les zones d'activités économiques régionales renseignées dans le Plan sectoriel zones d'activités économiques.

La loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques et l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie sera revue, comme prévu dans le programme gouvernemental, pour en faciliter l'exécution et mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires.

À noter que les différents régimes d'aides aux entreprises autrefois repris dans la loi du 27 juillet 1993 relative au développement et à la diversification économique avant sa modification font désormais l'objet de plusieurs lois individuelles qui reprennent et sont actualisées en fonction de l'encadrement réglementaire européen des aides aux entreprises. Il s'agit des lois suivantes :

- loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche du développement et de l'innovation ;

- loi du 17 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

- loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aide à la protection de l'environnement ;

- loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises.

La loi la loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques et l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie sera en outre modifiée par un projet de loi portant spécifiquement sur la planification et la viabilisation des zones d'activités économiques ainsi que sur le développement structuré et coordonné des activités économiques admissibles dans ces zones. Actuellement, ce projet est en instance de consultation avec les acteurs concernés. Il est prévu qu'un avant-projet de loi en ce sens soit soumis au Conseil de Gouvernement au cours de cette année.

Question 1672 (08.01.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **aides pour les agriculteurs :**

La nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, entraînant à cette date une majoration de 2,5 % des salaires, traitements et pensions. Pour les exploitations agricoles, hormis l'augmentation des charges liées aux salaires, on constate également une augmentation des prix appliqués par leurs prestataires de services et fournisseurs de matières premières. Ainsi, les frais de production de produits agricoles augmentent tandis que leur prix de vente a, malgré l'inflation, diminué de 20 % à 40 % selon les produits.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Monsieur le Ministre est-il disposé à indexer les aides directes et indirectes dont profitent les agriculteurs ou d'augmenter leurs montants afin de compenser la hausse des coûts à laquelle se voient confrontées les exploitations agricoles ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il aider les agriculteurs par d'autres moyens ?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de créer une aide spécifique dans le cadre du

[1] https://odc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-34/Perspectives-N34-Bilan-2018.pdf

https://odc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-035/Perspectives-N35-Bilan-COMPET-2019-FR.pdf

[2] https://www.troisiemerevolutionindustrielle.lu/

[3] https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-etude-analyse/minist-economie/The-Data-driven-Innovation-Strategy.pdf

Plan de développement rural 2021-2027 pour encourager davantage l'emploi dans le secteur agricole ?

Réponse (07.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Les montants globaux des aides du premier pilier de la PAC par État membre sont fixés dans l'annexe III du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/200 du Conseil.

En ce qui concerne le deuxième pilier de la PAC, les aides directes et indirectes découlent notamment de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales et ses règlements, en application du programme de développement rural 2014-2020.

Ces réglementations ne prévoient pas de mécanisme d'indexation des aides directes et indirectes, ni pour le premier, ni pour le deuxième pilier.

Ainsi une augmentation des aides directes et indirectes dans le contexte de la nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, n'est pas prévue.

L'élaboration du futur Plan stratégique pour la PAC 2021-2027 devra se fonder sur une analyse des forces et faiblesses (FFOM), menaces et opportunités suivie d'une identification des besoins pour chacun des neuf objectifs clés de la PAC 2021-2027.

L'encouragement de l'emploi dans le secteur agricole mais également dans les zones rurales et dans la bio économie, est un de ces neuf objectifs spécifiques de la future PAC.

L'analyse FFOM pour le Luxembourg qui se base sur une large consultation participative avec tous les acteurs concernés est actuellement en phase de finalisation. Les besoins concernant l'encouragement de l'emploi dans le secteur agricole qui en découlent seront dûment pris en compte dans la formulation des mécanismes d'intervention du plan stratégique 2021-2027.

Question 1707 (14.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **accidents routiers impliquant une collision avec un arbre :**

Viru bal genau engem Joer, den 29. Januar 2019 war um Ordre du jour vun der ëffentlecher Sëtzung an der Chamber meng Question élargie iwwer Verkéiersaccidenter, bäi deenen et zu enger Kollisioun mat engem Bam komm ass. De Minister huet deemools erkläert, datt scho vill Verbesserungen erreecht goufen an datt och weiderhi géif un der Stroossesécherheet geschafft ginn.

An der Press vun haut war e Reportage ze héieren, datt, obwuel et 2019 manner Verkéiersaffer goufen, d'Association des victimes de la route (AVR) nach ëmmer kritiséiert, datt bei Accidenter d'Kollisioun mat Beem oft zu schlëmmere Blessuren oder dem Doud féiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wéi eng konkret Mesurë goufe säit der Diskussioun an der Chamber virun engem Joer ëmgesat?

Réponse (02.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ginn dräi Usätz, fir dëst Theema vum Standpunkt vun der Infrastruktur aus ze betruechten: Als Éischt sinn an deem Kontext déi nei Stroosseprojeten ze consideréieren, fir déi op där enger Säit Kompensatiounsmesuren nom Artikel 8 vum Naturschutzgesetz respektéiert musse ginn an op där anerer Säit urbanistesch an och verkéiersbegleedend Moossnamen ze realiséiere sinn. Alleguerten déi Punkte musse mat de Verkéierssécherheetsaspekter iwwereneestëmmen an och ëmmer no den aktuellste Reegele vum Stroossebau realiseiert ginn. Deementspriechend ginn och bei neie Projete Beem geplanzt, mee an deem Fall ausserhalb vun der Geforenzon oder, ewéi all aner Hindernis och, op eng reegelkonform Aart a Weis ofgeséchert.

Un zweeter Plaz steet d'Flicht, fir de Bestand vun eise Stroossebeem, eenzelner an och d'Alleeën, ze schützen an dowéinst op deene Plazen, op deenen et méiglech ass, ofzeséchere. Opgrond vum héijen Alter vu ganz ville Beem ass den Ofstand zur Strooss extrem geréng, soudass et op ville Plaze guer net méiglech ass, eng Leitplank virdrunzesetzen. Et gëtt trotzdeem ëmmer als éischt probéiert, Protektiounen opzeriichten, wann et da méiglech ass. Bei engem Bestand vu Stroossebeem, dee schätzungsweis wäit iwwer 100.000 Stéck geet, ass dat awer net kuerzfristeg ëmsetzbar an ass also en Zil op laang Siicht.

Den drëtten Usaz besteet doran, sämtlech Beem, déi am Kontext vun der Verkéierssécherheet oder der Gesondheet als geféierlech betruecht ginn, ewechzehuelen.

Am Joer 2019 goufe follgend Efforte gemaach: Am Ganze goufen op de Landstroossen ausseruerts iwwer 20.000 Meter zousätzlech Leitplanke gesat, dovun iwwer 10.500 Meter viru Beem. Des Weidere goufen 136 Demanden nom Artikel 14 vum Naturschutzgesetz gestallt, fir am Ganzen 376 Beem ewechzemaachen. Dovu goufen 101 Demanden autoriséiert a ronn 80 % vun de Beem dovu bis elo ewechgeholl. Déi Beem sinn op anere Plaze kompenséiert ginn.

Question 1709 (14.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mécanismes de feedback auprès des administrations et établissements publics :**

Feedback vu Clienten ze kreien, ass ee wichtegen Unhaltspunkt, fir eng Organisatioun kënne weiderzeentwéckelen. Ee gudde Feedbackmanagement baut dorobber op, dass d'Qualitéit vum Service net als selbstverständlech ugesi gëtt, mee an enger Interaktioun mam Client versicht gëtt, déi tatsächlech Qualitéit an de Wäert vun enger Prestatioun ze erfaassen an domadder ze verbesseren.

Am Zäitalter vum Internet fënnt d'Kommunikatioun vu Feedback awer net nëmme méi tëschent der Firma an dem Client statt. Zuelräich Internetsäiten erlaben dem Notzer, eng Bewäertung iwwer ee Service ofzeginn, déi da vun de reschtlechen Notzer um Internet ëffentlech kann agesi ginn. Ee gudde Feedbackmanagement beschränkt sech also net ausschliisslech op intern Evaluatiounen, mee kuckt och, wat ausserhalb iwwer eng Organisatioun geschriwwen oder behaapt gëtt.

D'Devise, dass de Client Kinnek ass, gehéiert am Privatsecteur zum Verständnis vu villen Entreprisen. Wat fir Privatentreprisë gëllt, sollt eigentlech och fir d'Verwaltungen an d'Établissements publics am ëffentleche Secteur gëllen, déi vun de Steiergelder vum Bierger finanzéiert ginn an dem Bierger ze déngen hunn.

Schlecht Online-Bewäertunge sollten dofir och vun ëffentlechen Entitéite consideréiert an evaluéiert ginn. De Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) huet op Google a just emol 28 Rezensiounen een Duerchschnëtt vun 2,5 vu 5 Stäre krut. Den CCSS huet op keng vun dëse Kriticke reagéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Verfollegen d'Verwaltunge vum Staat an d'Établissements publics d'Bewäertungen, déi am Internet iwwer si geschriwwe ginn?

- Falls jo, wei ee Suivi gëtt dëse Bewäertunge ginn?

- Falls nee, firwat gëtt kee Suivi vun dëse Bewäertunge gemaach? Consideréiert d'Regierung esou Bewäertungen als relevant?

2. Erhiewen déi eenzel Verwaltungen an Établissements publics Donnéeen, déi d'Zefriddenheet vum Bierger mat de jeeweilege Servicer moossen?

- Falls jo, wéi gëtt d'Zefriddenheet vum Bierger mat de Servicer vum Staat gemooss?

- Sinn dës Donnéeë public an, falls jo, wou kann de Bierger dës agesinn?

- Wéi eng Verwaltungen an Établissements publics moossen d'Zefriddenheet vum Bierger mat der Prestatioun vum CCSS?

3. Wéi eng Feedbackkanäl stinn dem Bierger aktuell op, fir seng Kritik un enger Verwaltung ze äusseren, a wéi gëtt d'Anonymitéit vum Bierger iwwert dës Kanäl assuréiert?

- Falls keng Kanäl bestinn, plangt d'Regierung d'Aféierung vu Feedbackmechanismen?

- Falls jo, wéi eng a fir wéi eng Servicer?

- Falls nee, firwat net?

4. Ugesiichts vun de schlechte Bewäertungen op Google vun dem CCSS:

- Kann de Minister fir Sozialversécherung Etüde virleeën, déi d'Zefriddenheet vum Bierger gemooss hunn?

- Wéi eng sinn dei fënnef gréisst Kritikpunkte vum Bierger un de Servicer vun dem CCSS? Falls keng Kriticken erhuewen oder ausgewäert goufen, firwat net?

Réponse (07.02.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Ministère fir d'Fonction publique huet säit 2002 dräi Sondagë gemaach, fir d'Zefriddenheet vun de Bierger vis-à-vis vum ëffentlechen Déngscht ze moossen.

Op Basis vun deene Sondagë léisst sech feststellen, datt a quasi alle Beräicher déi bescht Wäerter am Sondage vun 2015 festgestallt gi sinn. Well awer nach Verbesserungsméiglechkeete bestinn, huet de Ministère fir d'Fonction publique 2015 d'Gestion par objectifs agefouert, déi jo souwuel d'Kompetenze vun de Mataarbechter wéi och d'Organisatioun vun de staatleche Servicer weiderentwéckele soll.

De Ministère fir d'Fonction publique plangt, och an Zukunft weider esou Sondagen ze maachen, fir ee Suivi vun dëse Wäerter ze hunn an deementspriechend och ze agéieren, wou Kritikpunkten opkommen.

De Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) verfollegt net systematesch d'Bewäertungen, déi am Internet iwwert hie geschriwwe ginn, a kennt och net all Site, op deem Bewäertunge kënne gemaach ginn. D'Bewäertungen op Google waren den CCSS awer virun enger Zäit opgefall. Eng éischt Analys deemools hat awer erginn, dass dës Bewäertungen net representativ an aussokräfteg wären an den CCSS huet dofir net op dës Bewäertunge reagéiert.

Beim Sondage vun 2015 hat och eng Institutioun vun der Sécurité sociale matgemaach (d'Gesondheetskeess).

Den CCSS huet d'lescht Joer Kontakt mam Ministère fir d'Fonction publique opgeholl fir bei engem nächste Sondage derbäi ze sinn.

De Bierger kann iwwer d'Rubrik „Contact" um Internetsite vum CCSS säi Feedback ginn, per E-Mail, telefonesch oder mat der POST. De Bierger kann och an engem vun de Guichete vum CCSS am Gebai vun den Assurances sociales zu Hollerech virstelleg ginn oder do anonym eng Fiche ofginn. Den Dateschutz ass bei alle Feedbackkanäl garantéiert.

Den CCSS geréiert pro Joer méi wéi eng Milioun Affiliatiounen. 28 Google-Bewäertungen op en Zäitraum vu fënnef Joer sinn an deem Kontext alles anescht wéi representativ. Dozou kënnt, dass net all Bewäertung schlecht ass oder eppes ausseet. Ee kuerzen Abléck an d'Google-Bewäertunge weist, dass:

- 8 Bewäertunge positiv sinn (4-5 Stären) - 28,6 %,

- 8 ganz wéineg bis näischt aussoen - 28,6 %,

- 6 eng ze laang Attente entweeder um Telefon oder am Guichet betreffen - 21,4%,

- 3 eng aner Institutioun vun der Sécurité sociale oder Verwaltung betreffen an net den CCSS - 10,7%,

- 2 Reklamatioune sinn, well d'Cotisatiounen, déi vum Gesetz virgeschriwwe sinn, ze héich wären - 7,1%,

- 1 d'Qualitéit vun der Aarbecht vum CCSS kritiséiert - 3,6%.

D'Gestioun vun de Reklamatiounen ass eng Aufgab vun de respektive Verwaltungen, hei ass och op staatlechem Niveau virgesinn, wéi ee Bierger sech géint verschidden Decisioune vun Entitéite ka wieren (« procédure administrative non contentieuse »).

De Bierger ka sech natierlech och un den Ombudsman wenden, nodeems en no engem Mount keng Äntwert op seng Reklamatioun bei der Verwaltung krut.

Question 1711 (14.01.2020) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant les **entreprises de l'économie du partage comme la plateforme Airbnb :**

Par son arrêt du 19 décembre 2019 dans une affaire qui opposait la plateforme Airbnb à une organisation d'hôteliers français, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a décidé que les services que fournit la plateforme Airbnb sont à considérer comme « service de la société de l'information » relevant de la directive sur le commerce électronique et que par conséquent l'entreprise en question n'est pas tenue de disposer d'une carte professionnelle d'agent immobilier en France.

Suite à cette décision de la CJUE, huit villes européennes, dont Berlin, Vienne et Paris, ont appelé la Commission à proposer une « nouvelle directive sur le commerce électronique visant à garantir une évolution plus équilibrée des locations de meublés touristiques ». Déjà dans sa session des 4 et 5 décembre 2019, le Comité européen des régions avait émis un avis à la Commission européenne, au Parlement européen et au Conseil demandant la révision de la directive sur le commerce électronique afin de ne pas fausser la concurrence entre les acteurs de l'économie du partage et les acteurs de l'économie traditionnelle.

Dans leurs réponses à des questions parlementaires antérieures sur le même sujet, Messieurs les Ministres avaient indiqué que l'utilisation des plateformes comme Airbnb pour la location de biens immobiliers est un phénomène croissant au Luxembourg et que selon la législation actuelle, cette activité n'est pas toujours considérée en tant qu'activité commerciale. Les ministres avaient par ailleurs indiqué qu'ils souhaitaient développer des critères clairs et compréhensibles afin de pouvoir déterminer les cas où l'utilisation de ces plateformes constituerait une activité commerciale.

Notons par ailleurs que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à créer « un cadre juridique clair pour les nouveaux modèles d'affaires de l'économie du partage », tels que Uber, Airbnb et autres, et ceci « afin d'éviter la concurrence déloyale pour les entreprises traditionnelles dans ces domaines ainsi qu'une érosion des standards écologiques et sociaux, notamment en matière de la protection des salariés ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants :

1. Au vu de la décision susmentionnée de la CJUE, quelles sont les mesures que le Luxembourg peut prendre au niveau national afin de faire en sorte que les plateformes telles que Airbnb soient soumises aux mêmes règles que leurs concurrents de l'économie traditionnelle ? Dans ce contexte, quelles mesures Messieurs les Ministres envisagent-ils ?

2. Quelles sont les conséquences de la décision de la CJUE sur les critères susmentionnés que Messieurs les Ministres sont en train de développer ?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer la manière dont ils comptent intervenir au niveau de l'UE afin de créer des règles claires et contraignantes pour les acteurs numériques de l'économie de partage, dont notamment la plateforme Airbnb ? Messieurs les Ministres considèrent-ils qu'il faudrait revoir à cet effet la directive sur le commerce électronique ? Dans l'affirmative, comment cette dernière devrait-elle être revue ?

Réponse commune (03.02.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Le premier élément étant tout d'abord la question si oui ou non l'activité exercée par la société Airbnb est à considérer comme un « service de la société de l'information » et, en tant que telle, relève de la directive sur le commerce électronique (2000/31/CE).

Pour répondre à cette question, la Cour de justice de l'Union européenne a notamment analysé :

- si le service d'intermédiation fourni par Airbnb constitue un service distinct du service subséquent, une prestation d'hébergement en l'occurrence, auquel il se rapporte ;

- ou bien s'il fait partie intégrante d'un service global dont l'élément principal est un service relevant d'une autre qualification juridique.

Cette question est pertinente pour savoir si d'éventuelles obligations s'appliquant aux services d'hôtellerie ou de location à court terme devraient s'adresser aussi à des plateformes comme Airbnb.

La Cour a finalement retenu que le service d'intermédiation fourni par Airbnb qui vise, par le biais d'une plateforme électronique, à mettre en relation, contre rémunération, des locataires potentiels avec des loueurs privés ou professionnels proposant des prestations d'hébergement de courte durée, doit être qualifié de « service de la société de l'information » relevant de la directive sur le commerce électronique.

En effet, les activités de ladite plateforme ont comme finalité de mettre en contact des personnes recherchant un lieu d'hébergement, et des hôtes disposant de tels logements à louer. Ces hôtes décident eux-mêmes de leurs annonces et des services proposées, du prix pour la location du logement et de ses disponibilités.

La plateforme elle-même n'est pas propriétaire des infrastructures et ne fournit pas elle-même des services tels que proposés par les hôtes.

Cette interprétation est partagée par le Gouvernement, dans la mesure où il est clair que la plateforme Airbnb ne fournit pas les services elle-même (tout comme les catalogues de voyage traditionnels ne sont pas responsables pour les services d'hôtellerie ou de location proposés sur leurs pages par des tiers). Dès lors, une plateforme comme Airbnb ne peut être soumise aux règles qui s'appliquent aux acteurs économiques utilisateurs de telles plateformes.

La seconde question qui se pose ensuite, concerne les conditions sous lesquelles l'activité de location de courte durée, telle qu'exercée par les personnes qui louent leurs biens immobiliers à travers Airbnb, devrait être considérée comme une activité commerciale/professionnelle - et dans quelle mesure ce type d'activité devrait faire l'objet d'une réglementation. Il est renvoyé dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n° 1464 du 11 novembre 2019 dans laquelle il est expliqué que des travaux préparatoires sont en cours.

Cette problématique concerne toute une panoplie de services dans le domaine émergent de « l'économie collaborative », qui fait également l'objet de travaux au niveau européen. Ces dernières années, aucune législation européenne en la matière n'a vu le jour, l'intérêt se portant davantage sur les nombreuses initiatives des États membres dans ce domaine. Le Luxembourg, soucieux du risque de fragmentation juridique découlant de l'absence d'une approche commune au sein du marché intérieur, a regretté ce manque de volontarisme au niveau européen et toujours plaidé en faveur d'une solution européenne. Le Gouvernement travaillera étroitement avec la nouvelle Commission von der Leyen, et en particulier le commissaire au marché intérieur Thierry Breton, en vue d'apporter une réponse harmonisée à cette question.

Question 1714 (14.01.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **décharge illégale « Crassier » à Differdange :**

D'après un article paru récemment sur reporter.lu, la décharge « Crassier » à Differdange, qui n'aurait jamais été autorisée, serait également utilisée pour éliminer des déchets toxiques de manière illicite. Qui plus est, de l'eau d'infiltration apparemment polluée par des métaux lourds émanant de la décharge, s'écoulerait dans la Chiers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre est-elle au courant de ces allégations ? Dans l'affirmative, depuis quand le ministère a-t-il eu connaissance de ces faits ?

- Madame la Ministre prévoit-elle de vérifier les différentes pollutions soulevées dans l'article susmentionné par une étude d'impact environnemental ?

- Dans l'affirmative, pour quand les résultats de cette étude sont-ils prévus ?

- Dans le cas où les allégations précitées se confirment, quelles conséquences Madame la Ministre entend-elle y donner ?

Réponse (26.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les réponses aux questions posées sont données dans l'hypothèse que par décharge « Crassier » l'honorable Député se réfère au site historique de l'usine sidérurgique Hadir/Arbed se situant sur les territoires des communes de Differdange et de Sanem.

- Il n'existe pas de décharge « Crassier » à Differdange proprement dite. Le site auquel se réfère reporter.lu est le site historique de l'usine sidérurgique Hadir/Arbed exploitée depuis presque 150 ans à Differdange et qui s'étale sur les territoires des communes de Differdange et de Sanem.

Actuellement, ce site est subdivisé en plusieurs parties.

Parmi les établissements dûment autorisés figurent la décharge Pafewee exploitée jusqu'en 2008 (Recyma), le remblai Gadderscheier (Recysan) et la décharge historique (ArcelorMittal).

À ceci s'ajoute le remblai Aleweier (Cloos) qui est autorisé sur base des législations relatives aux établissements classés et aux déchets, mais qui, faute de l'autorisation à délivrer par la commune, n'a pas encore été entamé.

Pour les projets ArcelorMittal Luxembourg SA (décharge déchets sidérurgiques) et Cloos SA (décharge pour déchets inertes), une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) est entamée depuis 2017. La procédure d'autorisation pour ces projets ne peut avoir lieu qu'après la finalisation de l'EIE.

En ce qui concerne le stockage temporaire de déchets sidérurgiques d'ArcelorMittal sur une partie du site, il s'est avéré qu'il n'est actuellement pas couvert par une autorisation. L'exploitant a été invité le 21 janvier 2020 à procéder à une mise en conformité de cet établissement et d'introduire une demande d'autorisation en matière d'établissements classés et de déchets pour le 21 juillet 2020. En attendant la prédite demande, des conditions d'exploitation provisoires ont été imposées à l'exploitant.

En ce qui concerne la décharge « Wawerbësch » dite aussi décharge « Lamesch », il s'agit d'une ancienne décharge qui n'est plus en exploitation. Tout comme pour les anciennes décharges locales pour déchets ménagers, un suivi systématique de cette décharge n'est pas prévu par la législation en vigueur. Toutefois, suite aux constats faits par des agents de l'Administration de l'environnement lors d'une visite des lieux en date du 20 janvier 2020, et en vue de la détection et de la quantification d'une éventuelle pollution, j'ai invité ArcelorMittal Luxembourg SA à réaliser des analyses des eaux sortant du corps de la décharge.

En outre, en date du 10 février 2020, j'ai invité toutes les parties prenantes du Crassier Differdange à une réunion de concertation au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Lors de cette réunion, les intervenants se sont accordés sur une approche intégrée pour protéger la sécurité et la salubrité par rapport au public et à l'environnement naturel, ainsi que de prévenir et de minimiser les pollutions en provenance des décharges actuelles et futures. Dans ce contexte, les participants ont déclaré vouloir travailler de façon constructive au sein d'un comité d'accompagnement multipartite qui dorénavant se réunira au moins une fois par quadrimestre et qui sera coordonnée par l'Administration de l'environnement.

- Dans le cadre de l'EIE susmentionnée (projet de décharges pour déchets sidérurgiques et déchets inertes), il sera procédé à la vérification et à l'analyse des pollutions existantes sur l'emprise des projets. L'EIE devra notamment renseigner sur l'état actuel (Ist-Zustand) et l'impact de la réalisation des variantes de projet analysées.

- La société Cloos SA a confirmé la continuation de la procédure EIE à l'Administration de l'environnement par son courrier daté au 23 janvier 2020 en informant que les études d'impact des poussières, du bruit, de l'hydrogéologie et les études de la biodiversité (faune et flore) ont été entamées.

En ce qui concerne le stockage temporaire de déchets sidérurgiques d'ArcelorMittal, la réponse à la présente question est donnée au point 1.

En ce qui concerne la décharge « Wawerbësch » dite aussi décharge « Lamesch », les suites éventuelles à donner seront évaluées au vu des résultats des analyses dont question au point 1.

Question 1716 (14.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **parkings Park & Ride :**

Leider stellt sech a ville ländleche Géigende vun eisem Land ëmmer méi de Problem duer, datt vill Leit hiren Auto laanscht vill befuerene Stroossen ofstellen, fir vun do aus mam ëffentlechen Transport - oder duerch Covoiturage - op hir Schaff ze kommen. Ee vu ville Beispiller ass ronderëm d'Schweebecher Bréck, wou d'Situatioun besonnesch ugespaant ass: Autoen, déi no un der Strooss stinn, stellen en allgemenge Sécherheetsproblem duer, besonnesch fir gréisser Gefierer ewéi Trakteren, déi jo am ländleche Raum net ewechzedenke sinn. Et ass, denken ech, e kollektiivt Uleies, fir dës geféierlech Ëmstänn ze behiewen, fir datt keng uerg Accidenter passéieren. Eng vun de Méiglechkeeten, déi sech ubidden, wär, datt vu staatlecher Säit op ausgewisenen Terraine P&R-Plaze geschafe ginn, och a besonnesch am ländleche Raum.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt ausgewise P&R-Plazen e wichtege Léisungsusaz fir deen uewe genannte Problem duerstellen?

2. Ginn aktuell Etüde gemaach, wou zu Lëtzebuerg iwwerall P&R-Plazen entstoe kënnen?

3. Wa jo, kann den Här Minister eng Oplëschtung ginn, wou am Land esou Projeten aktuell an der Planungsphas sinn an a wat fir engem zäitleche Kader mat der Emsetzung vun deene jeeweilege P&R-Plaze gerechent ka ginn?

Réponse (02.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte Jeff Engelen freet a senger parlamentarescher Fro, ob duerch méi staatlech ausgewise P&Ren de Parking innerhalb vun de Gemenge kéint beaflosst ginn, an zousätzlech freet en Informatiounen zu der aktueller P&R-Planung.

Grad fir ländlech Géigende stellen d'P&Ren oft déi beschte Méiglechkeet duer, fir op e performanten ëffentlechen Transport ëmzeklammen, well dës P&Re gezielt do ugeluecht ginn, wou d'Zich an d'Busser mat héije Kadenze stoe bleiwen. D'P&Re kënnen d'Parkproblematik innerhalb vun de Gemengen awer nëmmen zu engem gewëssenen Deel beaflossen. Wéi de Modu 2.0 et richtegerweis ervirsträicht, sinn et ëmmer verschidde Mesuren zesummen, déi gräifen, woubäi bal zougeparkte Stroossen innerhalb vun de Gemengen nach ëmmer d'Aféieren an d'Kontrolléiere vun engem „Parking résidentiel" déi effikasste Method ass.

Am Virfeld vun der Mobilitéitsstrategie Modu 2.0 gouf analyséiert, wou iwwerall zousätzlech P&R-Capacitéite gebraucht ginn. D'Projeten, déi zréckbehale goufen, erlaben et, d'P&R-Stellplaze bis 2025 ze verduebelen. Dobäi sinn déi wichtegst Projeten zu Rodange, Troisvierges, Bascharage, Miersch, Ettelbréck, Schweebecherbréck, Mesenich, Fréiseng, Cloche d'Or a Waasserbëlleg virgesinn.

Weiderhi wollt ech den honorabelen Deputéierten informéieren, dass aktuell a mengem Ministère um « Plan national de mobilité 2035 » geschafft gëtt, dee sécherlech och déi eng oder aner nei Iddi vu P&R identifizéiere wäert.

Question 1721 (15.01.2020) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **projet Google à Bissen :**

Mat där geplangter Implantatioun vu Google zu Biissen stelle sech eng ganz Rei u Froen, virun allem wat den Impakt vun deem Betrib op d'Emwelt an op den Energie- a Ressourceverbrauch ugeet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister, un den Här Energieminister an un d'Madamm Emweltminister stellen:

1. Wéi héich ass de Bedarf u Stroum fir ee Joer, dee Google ugefrot huet a wéi vill Prozent vum aktuellen nationale Gesamtverbrauch u Stroum géif Google fir säi Fonctionnement brauchen?

2. Weess d'Regierung bis dato schonn, wou dësen zousätzleche Stroum soll hierkommen? Missten an deem Kontext nei Stroumleitungen zu Lëtzebuerg an/oder am Ausland geluecht ginn?

Och am Hibléck op de Waasserverbrauch vu Google stelle sech eng Rei Froen:

3. Wéi héich ass de Bedarf u Waasser fir ee Joer, dee Google ugefrot huet, a wéi vill Prozent vum aktuellen nationale Gesamtverbrauch u Waasser géif Google fir säi Fonctionnement brauchen?

4. Weess d'Regierung bis dato schonn, wéi a wouhier eist Land dësen zousätzleche Bedarf u Waasser hierkréie soll?

5. Missten an deem Kontext nei Waasserversuergungsweeër respektiv Sourcen zu Lëtzebuerg an/oder am Ausland ugeluecht ginn? Wa jo, wou géif an deem Fall dëst zousätzlecht Waasser konkreet hierkommen?

Réponse commune (03.02.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Wéi an der Äntwert vum 22. Januar 2020 op d'parlamentaresch Fro N° 1581 vum éierewäerten Deputéierte Fernand Kartheiser ze liese steet, gëtt et nach keen definitive Projet. Deemno ass nach net gewosst, wéi eng technesch Léisungen agesat ginn a wéi vill erneierbar Energië kënnen op der Plaz produzéiert ginn. Och mat wéi enger Temperatur den Datenzenter eemol bedriwwe gëtt a wéi héich de Waasserverbrauch wäert sinn, ass net gewosst. Et ass also zu dësem Ablack net méiglech, heizou zousätzlech Informatiounen zu deenen, déi schonn a viregten Äntwerten op parlamentaresch oder mëndlech Froe respektiv an Aktualitéitsstonne matgedeelt goufen, ze ginn.

Question 1722 (15.01.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **voies de covoiturage :**

De Covoiturage gëllt bekanntlech als sënnvoll Pist, fir dass manner Autoen op de Stroossen ënnerwee sinn, a gëtt deementspriechend op ville Plazen duerch speziell Spuere gefërdert, wéi zum Beispill op der E25 tëscht Arel a Sterpenich.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

1. Ass vu Säite vum Mobilitéitsministère virgesinn, zousätzlech Spuere fir de Covoiturage zu Lëtzebuerg ze bauen? Wa jo, wou wier dat genee?

2. Op wéi enge Plaze wier et méiglech, d'Standspuer fir de Covoiturage fräizeginn? Op wéi ville Plaze misst d'Standspuer méi breet gemaach ginn, fir dass en Auto ouni Problem drop fuere kann?

3. Bis wéini kéinten déi eenzel nei Spueren opgoen?

4. Op wéi eng Manéier soll an deem Kader kontrolléiert ginn, dass och effektiv nëmmen Autoe mat op mannst dräi Passagéier iwwert dës Spuer fueren?

Réponse (02.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am Kader vum belsche Projet op der Grenz vu Sterpenich ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen op der A6 bis bei den Echangeur Mamer e Covoiturage-Projet ze plangen. Ausserdeem sinn och d'Embauprojete vun der A3 an der A4 no de Virgabe vun der Regierung an der Chamber esou an der Planung, dass eng variabel Affektatioun vun de Spuere méiglech soll ginn.

ad 2. Ewéi an der éischter Äntwert beschriwwe soll d'Fonctionnalitéit herno esou sinn, dass d'Spuerenaffektatioun dynamesch iwwert de CITA gereegelt soll ginn. Deementspriechend wäert et ofhängeg vum Trafic an der verkéierstechnescher Ausriichtung herno méiglech sinn, bei méi Spueren och d'Prioritéit op verschidde Verkéiersträger ze leeën, an zwar Bus oder/an Covoiturage. D'Streckenofschnëtter si momentan ausser op der A6 (Grenz bis virun den Echangeur Mamer) nach net definéiert.

ad 3. Dat ass vu verschiddene Fakteuren ofhängeg, ewéi zum Beispill d'Emprisen an d'Emweltetüden.

ad 4. Heizou muss ee soen, dass et nach net ganz kloer ass, wéi den optimalen Auslaaschtungsgrad vun enger Covoiturage-Spuer soll sinn. An der Belsch war déi éischt Approche d'Spuer op 4+ auszeleeën; eng automatesch Kontroll konnt awer net garantéiert ginn an ass dunn op 3+ erofgesat ginn. Eng Auswäertung vun der Auslaaschtung vun der Covoiturage-Spuer op der E411 bei Arel gëtt et nach net, mee d'Beobachtunge vun eise Servicer erginn, dass déi niddreg ass. Am Géigesaz dozou gëtt et zum Beispill a Frankräich d'Iwwerleeung fir den 2+, fir d'Auslaaschtung eropzesetzen, dëst och kombinéiert mat weidere Mesuren ewéi adaptéierte Covoiturage-Parkinger.

Ganz kloer ass awer, dass et ouni Kontroll zu villen Abuse kënnt. Esou en automatesche Kontrollsystem, deen effektiv an effizient funktionéieren soll, ass awer momentan nach net maarträif. Et misst eng spezifesch Léisung fir de Lëtzebuerger Reseau entwéckelt ginn.

Question 1724 (16.01.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **cours de natation dans l'enseignement fondamental :**

De Schwammunterrecht ass fir d'Kanner e grousse Spaass - fir d'Enseignanten allerdéngs oft eng Erausfuerderung, besonnesch wa si mat deene Klengen aus dem C1 schwamme ginn. Eng Klass vun oft 15 bis 18 Schüler gläichzäiteg ze superviséieren, duschen an hëllefen unzedoen, fuerdert Konzentratioun a Multitasking-Fäegkeete vum Léierpersonal.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Bildungsminister stellen:

- Wéi vill Spillschoulsklasse gi schwammen?

- Wéi vill Schüler sinn an der Moyenne an enger Klasse vum C1?

- Ass de Minister der Meenung, datt eng Persoun duergeet, fir eng ganz Klass wärend dem Schwammunterrecht (besonnesch virum Cours an nom Cours) ze encadréieren?

- Ass de Minister net der Meenung, datt d'Presenz vun enger weiderer Begleetpersoun och am Interessi vun der Sécherheet vum Kand wier?

- Gedenkt de Minister, d'Méiglechkeet vun enger weiderer Begleetpersoun dem Léierpersonal unzebidden?

- Wa jo, iwwerhëlt de Ministère déi zousätzlech Chargen?

Réponse (06.02.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

- 71,72 % vun de Schoulklassen, an deene Kanner aus de Cyclen 1.1 a 1.2 scolariséiert sinn, gi reegelméisseg schwammen.

- 15 Kanner sinn aktuell am Duerchschnëtt an de Klasse vun de Cyclen 1.1 an 1.2 ageschriwwen.

- Laut de legislativen Dispositiounen (Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire) ënnerläit d'Surveillance am Vestiaire virun allem dem Enseignant, deen de Schwammunterrecht assuréiert. Ausserdeem ass d'Personal aus der Schoulschwämm och autoriséiert, fir d'Emsetzung vum Règlement d'ordre intérieur vun der Schwämm mat ze surveilléieren a gegeebenefalls mat ze intervenéieren.

Dacks ass net een Enseignant eleng mat senger Klass an der Schwämm, mee et gi méi Klasse matenee schwammen. Esou steet dann och méi Personal fir d'Surveillance an de Vestiairë bereet an et ass dann och gängeg Praxis, datt d'Enseignanten een deen anere bei der Surveillance ënnerstëtzen.

Des Weidere besteet och d'Méiglechkeet, datt ee Kand mat spezifesche Besoine wärend dem Schwammunterrecht vun engem Member aus der Équipe pédagogique oder engem Member aus der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) zousätzlech encadréiert gëtt.

- Am Kader vum Schwammunterrecht ass laut dem Artikel 9 vum virdrun zitéierte Reglement virgesinn, datt nieft dem Personal, dat fir den Encadrement wärend dem Unterrecht suergt, op d'mannst een zousätzleche Schwammmeeschter mat beim Baseng ass, fir d'Surveillance générale an der Schwämm ze assuréieren. D'Gemeng huet d'Méiglechkeet, fir direkt méi Schwammmeeschteren an der Schwämm ze engagéieren, fir d'Titulairë vum Schwammcours beim Developpement vun de Kompetenze vun de Kanner, déi nach net schwamme kënnen, ze ënnerstëtzen. De Staat bedeelegt sech am Fall vun der Interventioun vun de Schwammmeeschteren un de Fraisen, déi duerch hir Präsenz entstinn, an ënnerstëtzt domat d'Assistenz vum Léierpersonal duerch zousätzlecht Personal an der Schwämm.

Question 1728 (16.01.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **bureau de poste à Remich :**

En offiziellt Informatiounsblat vun EPT-POST Lëtzebuerg ass viru Kuerzem vum Bréifdréier an d'Haiser ausgedeelt ginn, mat der Ukënnegung, datt d'Réimecher Post vum 3. Februar 2020 un ersat gëtt duerch e sougenannte „Point POST" op enger anerer Plaz zu Réimech.

An dësem Kontext géif ech dem Wirtschaftsminister gar follgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Krittären, fir e Postbüro („Postamt", „agence de poste") zouzemaachen?

2. Wéi eng Krittäre waren d'Ursaach, fir déi Réimecher Post zouzemaachen, an duerch e Point POST ze ersetzen?

3. Wéi vill Leit sinn am Duerchschnëtt pro Dag respektiv pro Joer zu Réimech an d'Agence gaangen an de leschte fënnef Joer? Wéi vill Déngschtleeschtunge sinn do virgeholl ginn?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, dass an all Kantonalhaaptstad e komplette Postbüro si muss, deen all Post- an eventuell Telekommunikatiounsdéngschtleeschtungen ubitt?

5. Wéi eng Auswierkungen huet dës Entscheedung am Personalberäich?

6. Gëtt deen neie Point POST zu Réimech vu POST selwer bedriwwen an duerch POST-Agenten?

7. Wéi gëtt d'Netz vun de Postagencen an Zukunft ëmstrukturéiert a wat huet dat fir Konsequenzen op d'Personal?

Réponse (03.02.2020) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Am Allgemenge gi follgend Krittären a Betruecht geholl, wann d'Postbüroen zoumaachen:

- Wéi héich ass d'Frequentatioun vu Clienten?

- Wéi accessibel ass de Büro, souwuel wat d'Büroszäite wéi och déi geographesch Lag ugeet?

- Wéi ass d'Qualitéit vum Empfang?

- A virun allem: Wat fir Alternativen huet de Client am Fall, wou e Büro zougemaach gëtt?

Doriwwer eraus, gëtt awer all Büro eenzel gekuckt, ob e sech fir nei Konzepter eegent.

POST ass stänneg amgaangen, hir Déngschtleeschtungen ze verbesseren an un d'Besoine vun de Clienten unzepassen. Am Fall vum neie Point POST zu Réimech bedeit dat, dass den Accès zum Gebai vill méi einfach a clientsfrëndlech gëtt an dass däitlech méi Parkplaze fir de Client disponibel sinn.

Et bedeit och, dass de Client vu méindes bis freides vu 7.00 bis 20.00 Auer a samschdes moies vun 8.00 bis 12.00 Auer all POST-Déngschtleeschtungen ugebuede kritt. Dëse Service beinhalt och d'Offhuele vu Päck a vu Recommandéen. Dat war an deenen ale Raimlechkeete vun der Post net méiglech.

Finanzservicer gi vun der Raiffeisenbank knapp 100 Meter vum neie Site ewech offréiert, soudass de Client kee Confort verléiert.

All des Ännerunge sinn an Zesummenaarbecht mat der Réimecher Gemeng op de Wee bruecht ginn.

Zu Réimech sinn an deene leschte fënnef Joer am Duerchschnëtt 207 Clienten den Dag passéiert. Dee Chiffer huet an der Tendenz ofgeholl, an ass eréischt 2019 duerch déi vill Päck déi verdeelt ginn, erëm op 207 geklommen. An der Moyenne mécht ee Client 2,9 Transaktiounen. Dee Chiffer seet awer net vill aus, well eng etlech Déngschtleeschtunge sech aus e puer Transaktiounen zesummesetzen.

D'Offer vu POST riicht sech no de Besoine vun hire Clienten. Eng Kantonalhaaptstad war och an der Vergaangenheet kee Krittär, fir noutwennegerweis e Postbüro opzemaachen. Et sief drun erënnert, dass POST och Déngschtleeschtungen doheem ubitt. Dës Offer wennt sech u Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn. Dës Leit kënnen sech un hire Bréifdréier riichten, fir verschidde Courrier- a Finanzservicer an Usproch ze huelen.

D'Personal vu Réimech bleift zu Réimech a plënnert a méi e modernt Gebai. Den neie Point POST zu Réimech gëtt vu POST selwer bedriwwen.

POST wäert an Zukunft hiert neit Konzept, dass Clienten hir Päck ausserhalb vun de gängegen Tournéeszäiten an engem regionale Verdeelerzenter ofhuele kënnen, och op anere Plazen ëmsetzen. Des Ëmstrukturéierung vum Service erlaabt eng däitlech Verbesserung fir de Client a geet net op Käschte vum Personal.

Question 1732 (17.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **reconnaissance de la scolarité au Lycée germano-luxembourgeois Schengen-Perl dans le cadre de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par option :**

Wien zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen ass, kann ënner gewëssen Ëmstänn d'lëtzebuergesch Nationalitéit ufroen. D'Gesetz iwwert d'lëtzebuergesch Nationalitéit stipuléiert nämlech am Artikel 27:

« L'option est ouverte au majeur ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, à condition d'avoir une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et de s'y trouver en séjour régulier pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la déclaration d'option. »

Nieft den traditionellen ëffentleche Schoulen, déi kloer ënnert d'Applikatioun vun dësem Artikel falen, gëtt et zanter enger Zäit och den däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Schengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Justiz an dem Här Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kënne Schouljoren aus dem däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Schenge bei der Berechnung vun der Referenzperiod aus dem Artikel 27 vum Nationalitéitegesetz consideréiert ginn?

2. Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen?

Réponse commune (07.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wann eng Persoun d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwert d'Naturalisatiounsprozedur oder d'Optiounsprozedur kréie wëllt, gëllt de Prinzip, datt si een Examen a Lëtzebuerger Sprooch beim Institut national des langues (INL) erfollegräich bestoe muss.

Bei där Optioun gesäit d'ofgeännert Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 an e puer Fäll eng Dispens vum Examen a Lëtzebuerger Sprooch vir.

Dat ass zum Beispill de Fall beim Artikel 27 vum Nationalitéitegesetz, dee Follgendes seet:

« L'option est ouverte au majeur ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, à condition d'avoir une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et de s'y trouver en séjour régulier pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la déclaration d'option. »

Fir dës Optiounsprozedur kënnen ze maachen, muss de Kandidat wärend siwe Schouljoren eng ëffentlech oder eng privat Schoul besicht hunn, wou no de Programmer aus dem Enseignement public luxembourgeois enseignéiert gëtt.

D'Zäit, déi de Kandidat am däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Schenge verbruecht huet, fält ënnert den Artikel 27 vum Nationalitéitegesetz a gëtt domat ugerechent, fir vun der Dispens vum Sproochentest kënnen ze profitéieren.

Question 1734 (17.01.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**aide aux devoirs :**

L'égalité des chances doit être un principe incontournable dans notre système éducatif. Pourtant des études récentes, entre autres l'étude PISA, montrent que ce principe n'est pas respecté : Les enfants venant de milieux socioéconomiquement défavorables montrent une plus faible performance scolaire que leurs pairs venant de familles mieux dotées.

Ayant ni les capacités, ni les ressources nécessaires pour pouvoir soutenir leurs enfants dans leurs parcours scolaires et de leur offrir une aide à domicile souvent très coûteuse, l'État doit venir en aide à ces familles. C'est ainsi que l'accord de coalition stipule que : « Les écoles de l'enseignement fondamental seront amenées à développer un concept d'aide aux devoirs, avec la possibilité de recourir à des heures supplémentaires prestées volontairement. Dans ce contexte, une offre étendue d'aide aux devoirs par du personnel qualifié sera garantie. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quels sont les progrès dans l'élaboration du concept d'aide aux devoirs à l'enseignement fondamental ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'entamer d'autres mesures pour soutenir l'égalité des chances au niveau de l'éducation ?

Réponse (05.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Actuellement, les équipes pédagogiques des écoles fondamentales luxembourgeoises font des efforts considérables afin de proposer un enseignement adapté aux besoins de chaque élève. Conformément à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, des dispositifs et mesures de différenciation pédagogique, par exemple les dispositifs de différenciation des parcours de formation au sein de la classe et les mesures de décloisonnement consistant à regrouper temporairement des élèves de différentes classes selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétences, sont mis en place pendant les heures de cours, afin de permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études dans le temps imparti.

Parallèlement, l'école organise, dans le cadre du plan de développement scolaire, l'appui pédagogique faisant partie intégrante de la tâche du personnel enseignant, tout en tenant compte des spécificités locales de la population scolaire. L'école propose dans ce cadre des mesures de soutien et de différenciation qui peuvent comprendre des mesures d'aide aux devoirs dans le cadre ou en dehors de l'horaire scolaire.

Avant l'élaboration d'un concept d'aide aux devoirs à l'enseignement fondamental, il se révèle donc opportun de recenser et d'évaluer les mesures que les écoles mettent d'ores et déjà en œuvre pour favoriser le développement des compétences des élèves dans le cadre de l'appui pédagogique dispensé par les enseignants en général, et l'accompagnement optimal des élèves lors de la réalisation des devoirs en particulier. Étant donné la multiplicité des mesures actuellement documentées dans les plans de développement de l'établissement scolaire, l'analyse approfondie de la situation actuelle s'avère chronophage. L'évaluation des mesures déjà en place nécessite d'être finalisée avant que l'élaboration du concept d'aide aux devoirs à domicile ne puisse être poursuivie.

ad 2) Mon département entreprend des efforts constants pour optimiser l'égalité des chances au niveau de l'éducation. Dresser un inventaire exhaustif de toutes les mesures mises en place dans cette optique au cours des dernières années serait excessif. Je me permets de ne citer que les mesures suivantes :

- Allègement des charges financières pesant sur les parents grâce à l'introduction de 20 heures d'encadrement gratuites hebdomadaires pour les enfants de un à quatre ans, accueillis en crèche dans le cadre du programme d'éducation plurilingue, ou encore de la gratuité des manuels scolaires obligatoires pour les élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi que pour ceux de la formation professionnelle. À cela s'ajouteront la gratuité de la maison relais tout au long de la période de fréquentation de l'école fondamentale, ainsi que la gratuité de l'enseignement musical.

- Introduction d'un programme d'éducation plurilingue pour les enfants de un à quatre ans, afin de soutenir ces derniers dans leur développement langagier. Il s'agit de donner à tous les enfants les meilleures chances de départ, dans la vie comme à l'école. Cette mesure s'inscrit résolument dans la politique d'égalité des chances poursuivie par le Gouvernement.

- Diversification de l'offre scolaire, afin de répondre aux besoins et souhaits d'élèves et de parents d'horizons différents, notamment moyennant l'établissement d'écoles internationales publiques. Grâce à la réforme accordant davantage d'autonomie pédagogique aux lycées, un paysage scolaire diversifié s'est progressivement dessiné, offrant un large choix aux élèves aux talents distincts.

Il va de soi que les mesures en place sont régulièrement évaluées pour identifier d'éventuelles adaptations susceptibles de contribuer au perfectionnement de ces dernières, alors que les efforts visant à optimiser l'égalité des chances au niveau de l'éducation se verront poursuivies.

Question 1740 (20.01.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **transport en ambulance hors urgence :**

Le transport des malades et blessés en dehors des transports en urgence assurés par le CGDIS respectivement le SAMU représente une prestation importante pour les patients protégés par les assurances sociales. Or, contrairement aux prises en charges hospitalières et extrahospitalières, ce type de prise en charge n'est jusqu'à ce jour pas réglé par une convention entre les fournisseurs de la prestation et la Caisse nationale de santé (CNS). L'accord de coalition prévoit que cette situation soit régularisée car en effet, le dispositif actuel, qui se base sur une disposition purement statutaire, ne détermine aucune norme de qualité et laisse en plus la fixation des tarifs au libre choix du prestataire.

Aussi, les résidents des centres intégrés pour personnes âgées ne se voient accorder le remboursement que sous condition d'un transport en position allongée et immobilisée, les personnes à mobilité réduite utilisant des rollators ou fauteuils roulants par exemple ne rentrant pas sous ces conditions.

Fin 2018, la CNS a publié un avis officiel dans la presse afin d'inviter les prestataires à se manifester pour entrer en négociation conformément à l'article 61, 2e alinéa point 11 du Code de la sécurité sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Combien de prestataires ont répondu à l'appel de la CNS ?

2) Les discussions avec les prestataires de services ont-elles déjà permis de dégager des pistes à suivre pour un conventionnement ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des détails quant aux conditions de transport, de remboursement et les critères de qualité qui feront partie de la future convention ?

4) Est-ce que la convention avec les prestataires de transport nécessitera d'adapter des textes légaux ?

5) Endéans quel délai Messieurs les Ministres estiment-ils pouvoir finaliser la convention ?

Réponse commune (26.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Depuis la publication officielle dans la presse fin septembre 2018 respectivement au Journal officiel en date du 3 octobre 2018, les deux groupements suivants ont manifesté leur intention de participer aux négociations en vue de la conclusion d'une convention pour le transport des malades en vertu de l'article 61 du Code de la sécurité sociale :

- la Fédération des taxis, voitures de location et ambulances ASBL,

- la Fédération nationale des transporteurs de malades (du Grand-Duché de Luxembourg) ASBL.

Néanmoins, la CNS n'est pas en mesure de négocier une convention avec les prestataires aussi longtemps que le cadre légal en matière de transport hors urgence n'a pas été fixé. À ce sujet, et conformément à l'accord de coalition, le Ministère de la Santé est en train d'élaborer de concert avec les ministères concernés un avant-projet de loi destiné à garantir la prise en charge et le transport non urgent de patients dans des conditions optimales de confort, de sécurité et d'hygiène.

Il est prévu de soumettre ledit avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement d'ici la fin du premier semestre.

Question 1741 (20.01.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **dispositif de reclassement interne et externe :**

En date du 28 mai 2018, le projet de loi n° 7309 visant une réforme du dispositif du reclassement interne et externe a été déposé à la Chambre des Députés par l'ancien Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dans son avis du 2 juillet 2018, la Chambre des Salariés critique notamment le manque de données sur le fonctionnement du système de reclassement en vigueur qui ne permettrait pas de bien juger le dispositif actuel et d'évaluer le bien-fondé du projet de loi en question.

En effet, un bilan d'évaluation du dispositif de reclassement en vigueur depuis l'année 2002 n'a à ce jour pas encore été rendu public.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des données chiffrées sur le nombre de reclassements professionnels et de son évolution depuis l'entrée en vigueur du dispositif ?

2) Combien de demandes de reclassement professionnel ont été formulées et adressées à la Commission mixte depuis l'entrée en vigueur du dispositif ? Comment ce chiffre a-t-il évolué au fil des années ?

3) Combien de décisions de reclassement professionnel ont été acceptées respectivement refusées par le/la salarié(e), par l'employeur(e) ou par la Commission mixte ?

4) Quel est le résultat des réévaluations périodiques des personnes en reclassement effectuées par les différents services de santé au travail ? Dans combien de cas donnent-elles lieu à un constat de rétablissement des capacités de travail des personnes concernées ? Dans combien de cas l'incapacité de travail est-elle confirmée par les services de santé au travail ?

5) Quelle est l'envergure des subventions par le Fonds pour l'emploi tant en ce qui concerne les indemnités compensatoires que la réadaptation des postes de travail ? Comment ces dépenses ont-elles évolué au fil des années ?

6) Quelle est l'envergure des recettes générées par la taxe de compensation équivalente à 50 % du salaire social minimum que les employeurs sont tenus verser au Fonds pour l'emploi pendant une durée maximale de 24 mois en cas de dérogation à la décision de la Commission mixte d'opérer un reclassement interne, conformément à l'article 3, paragraphe 2 de la loi du 25 juillet 2002 ?

Réponse (25.02.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Ci-dessous le nombre total des décisions de reclassement par année (de 2002 à 2019) et selon le type de reclassement (interne ou externe) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le dispositif a bien débuté fin 2002 : la Commission mixte ne s'est réunie qu'une seule fois en décembre 2002 et a décidé du reclassement interne de sept travailleurs. Cette donnée est intégrée dans les données de 2003 qui couvre la période du 1er octobre 2002 au 31 décembre 2003 (cf. Rapport annuel 2002 Ministère du Travail et de l'Emploi, p. 204 et Rapport annuel Ministère du Travail et de l'Emploi 2003, p. 196).

ad 2) Ci-dessous le nombre total de demandes de reclassement adressées à la Commission mixte par année (de 2002 à 2019) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les demandes formulées à la Commission mixte n'aboutissent pas toutes à une décision de reclassement.

Certaines demandes sont refusées et certaines sont mises en suspens pour une prise de décision ultérieure.

ad 3) Nombre de décisions qui ont été acceptées ou refusées par la Commission mixte à partir de 2016 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les valeurs pour les années antérieures ne sont pas exploitables car la législation et la méthode de comptabilisation sont différentes.

Il n'existe pas de données précises concernant le nombre de décisions de reclassement professionnel acceptées ou refusées par le/la salarié(e) ou par l'employeur. Toutefois, il est à noter qu'en 2019, 216 recours contre les décisions du Comité mixte ont été déposés devant le Conseil arbitral.

4) Ci-dessous le nombre total de réévaluations périodiques pour les années 2017 à 2019 et les ventilations selon les résultats pour les exercices 2017 à 2019 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En 2019, 94 % des personnes réévaluées ont été déclarées en état d'incapacité à exercer leur dernier poste de travail.

ad 5) Subventions à charge du Fonds pour l'emploi :

- Indemnités compensatoires pour personnes en reclassement professionnel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Prise en charge des frais résultant de l'aménagement du poste de travail accordée à l'employeur :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6) Jusqu'à présent, aucune recette au profit du Fonds pour l'emploi n'a été générée par la taxe de compensation équivalente au revenu mensuel moyen cotisable.

Question 1743 (20.01.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **prévention et lutte contre l'addiction aux drogues chez les jeunes :**

Dans un article paru dans l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land » le 13 décembre 2019, il est question de problèmes d'addiction et de la diffusion de drogues à la fois douces et dures parmi les lycéen(ne)s et jeunes fréquentant les structures d'action locale pour jeunes. L'article informe notamment sur la mort d'un lycéen suite à une overdose d'un mélange supposé avoir été composé d'héroïne et de cocaïne.

Cette affaire n'ayant pas été rendue publique, ni par la direction de l'établissement en question, ni par la police, les camarades de classe du jeune décédé ont pris contact avec la presse afin de sortir de l'ombre un problème qui semble gangréner les lycées et la jeunesse de la capitale.

Ainsi, quelques lycéen(ne)s interviewé(e)s sous couvert d'anonymat témoignent de la facilité d'accéder à des drogues dans leurs établissements scolaires respectifs et d'une utilisation/consommation banalisée de drogues douces et même dures. En revanche, les directions d'écoles et la police auraient été peu loquaces lorsqu'il s'agissait de commenter le problème et d'apporter des informations quant à des contrôles de drogues entrepris dans les écoles. Il aurait été prétexté de la part de la police que la loi relative à la protection de la jeunesse ne leur permettrait pas de rendre publiques ces informations. De même, au Luxembourg, aucune mesure légale n'obligerait les établissements scolaires à déclarer auprès des services compétents des cas d'élèves manifestant des troubles addictifs. Quant aux programmes de prévention des addictions et de sensibilisation aux usages de drogues, il serait de la responsabilité et de l'initiative propre aux directions scolaires et au personnel enseignant d'en faire la promotion et l'application au sein de leur établissement, notamment en faisant appel à des organisations actives dans ce domaine.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre de la Jeunesse peut-il valider que la loi de la protection de la Jeunesse interdise effectivement la révélation publique, même sous couvert d'anonymat, d'informations relatives à des contrôles de drogues dans les établissements scolaires ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous dire si des contrôles de drogues ont finalement été effectués par la Police dans des lycées et nous en faire parvenir les résultats ?

2) Messieurs les Ministres confirment-ils qu'il n'existe aucune obligation pour les établissements scolaires et/ou d'actions locales pour jeunes, de déclarer des jeunes aux comportements addictifs auprès de services pouvant leur venir en aide ? Le cas échéant, Messieurs les Ministres plaideraient-ils en faveur d'une telle obligation ?

3) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il faudrait renforcer le dispositif d'actions et de programmes pour la prévention des addictions aux drogues en prévoyant pour tous les établissements scolaires et les structures pour jeunes des programmes obligatoires et coordonnés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse en association avec les partenaires existants ?

4) Messieurs les Ministres envisagent-ils de mettre en place une campagne d'information générale coordonnée en collaboration étroite entre les ministères de la Santé et de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour augmenter la visibilité des services de prévention aux addictions et d'accompagnement existants ?

Si les politiques de prévention et la sensibilisation aux addictions sont primordiales, il reste que les structures dédiées à l'accompagnement, la réduction de risques et à la consommation pour toxicomanes sont également indispensables pour pouvoir garantir de bonnes conditions sanitaires et de santé publique.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

5) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il nous faire parvenir des données prouvant que les structures existantes couvrent la demande actuelle ?

6) Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'une structure de type CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues) dédiée aux mineur(e)s s'avérerait nécessaire dans le cadre de la protection de la jeunesse et de la prévention de l'engrenage de la toxicomanie ?

Dans l'article de journal en question, le coordinateur national pour la politique des drogues du Ministère de la Santé fait remarquer qu'il faudrait davantage récolter des données sur les modalités de consommation de drogues chez les jeunes, notamment en vue de la légalisation du cannabis.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

7) Existe-t-il des études quantitatives et qualitatives récentes sur les modalités d'usages de drogues et le rapport aux drogues des jeunes au Luxembourg ?

8) Dans la négative, des projets d'enquêtes sur le sujet sont-ils en voie de planification, entre autres avec l'Université du Luxembourg ?

Réponse commune (26.02.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'article 38 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse stipule qu'il est interdit « de publier ou de diffuser de quelque manière que ce soit les débats des juridictions de la jeunesse. Il en est de même de la publication ou de la diffusion de tous éléments qui seraient de nature à révéler l'identité ou la personnalité des mineurs qui sont poursuivis ou qui font l'objet d'une mesure prévue par la présente loi ».

Une publication d'informations de manière anonymisée n'est donc pas formellement interdite. Cependant, il faut se rendre à l'évidence qu'une quelconque révélation publique par un lycée risque de permettre une identification du jeune concerné. Il est donc compréhensible que la publication d'informations sensibles au sujet de jeunes soit entourée de toutes les précautions qui s'imposent.

Les contrôles de drogues auxquels font référence les honorables Députés ne peuvent être effectués qu'en cas de suspicion ; il ne saurait y avoir des contrôles systématiques qui donneraient lieu à des statistiques (tel qu'on pourrait l'imaginer pour les contrôles d'alcoolémie au volant ordonnés de manière régulière par le parquet).

ad 2) Il faut distinguer ici entre les déclarations découlant d'obligations légales telle l'obligation du fonctionnaire d'informer le procureur d'État de tout crime ou délit dont il aurait connaissance ou encore l'information à donner obligatoirement au tribunal de la jeunesse au sujet de mineurs en danger.

Celles-ci sont à distinguer des déclarations « volontaires » pour lesquelles il faut tant prendre en considération les règles de protection des données que celles relatives à l'autorisation des personnes investies de l'autorité parentale. Les établissements scolaires se doivent d'être en collaboration étroite avec les services en question, mais des déclarations ne peuvent se faire sans l'autorisation des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale.

Les Antennes locales pour jeunes (ALJ) ne sont pas des établissements fréquentés par les jeunes à fréquence et durée égales aux lycées ou maisons de jeunes, mais sont des bureaux de conseil et d'accompagnement individuel, visités par les jeunes sur rendez-vous.

Néanmoins, le Service national de la jeunesse (SNJ) dispose de lignes de conduite pour ses agents en matière de consommation, de possession, de partage ou bien encore de la vente de cannabis ainsi que d'alcool. Les lignes de conduite ont été élaborées en collaboration avec le service « Impuls » de l'association « Solidarité Jeunes » et la police en se référant sur les cadres légaux respectifs (loi du 27 avril 2001 concernant la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse). Les agents du SNJ ont l'obligation de réagir face à un des actes mentionnés ci-dessus. Ils ont l'obligation de contacter la police en cas d'un fait observé.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

ad) 3 + 4) Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action national en matière de drogues et de leurs corollaires 2020-2024, des efforts sont actuellement investis pour permettre de développer et de structurer encore davantage les mesures d'information et de prévention ainsi que les dispositifs de repérage et d'intervention précoce en matière de comportements addictifs auprès des jeunes et en milieu scolaire, et ce en étroite collaboration notamment avec les services spécialisés en la matière.

Actuellement, un renforcement des dispositifs et programmes en question est en cours, en continuité avec les objectifs de la stratégie nationale en matière d'addictions et du plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de drogues, d'acquisition illicite et de leurs corollaires.

Le renforcement du dispositif au sein des établissements scolaires est complémentaire aux actions et projets ponctuels déjà existants et correspond prioritairement aux objectifs suivants :

- mise en place d'une prévention universelle et primaire qui s'adresse à tous et qui intègre une double action de réduction des risques favorisant l'addiction et la consommation (éducation aux risques), et de promotion des facteurs de bien-être et de santé physique et mentale ;

- développement de la mise en application d'un outil d'intervention, élaboré sur mesure par les lycées en concertation avec le service « Impuls », permettant de gérer le phénomène de la consommation de drogues au niveau institutionnel. Actuellement, plus d'un tiers des établissements de l'enseignement secondaire dispose de leur propre « grille d'intervention » ;

- développement de lignes de conduite internes, claires et cohérentes, s'adressant aux enseignants et autres professionnels psycho-socio-éducatifs permettant de connaître les différentes fonctions et rôles des acteurs internes et externes impliqués aux niveaux thérapeutique, éducatif, disciplinaire, légal et politique ;

- mise à jour des curricula scolaires du cycle inférieur et du cycle supérieur en matière de drogues et d'addictions ;

- renforcement des capacités des services psychosociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS) et des services socio-éducatifs (SSE), acteurs de prévention de première ligne, présents dans chaque lycée et relais de longue date des services spécialisés externes ;

- mise en place d'un pool multidisciplinaire et multiservices qui regroupe les services externes existants (CePT, Impuls, ...) et coordination de leurs interventions au sein des lycées en cohérence avec les services offerts sur place en interne.

La poursuite de ces travaux est réalisée, comme par le passé, en concertation et en étroite collaboration avec les ministères et services concernés. Concernant le caractère obligatoire, il est à noter que la prévention constitue un pilier essentiel de la démarche psycho-sociale, inscrite dans le plan de développement scolaire que chaque lycée se donne en vertu de la loi de la réforme des lycées de 2017.

En ce qui concerne les maisons des jeunes, la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a introduit un dispositif « assurance-qualité » qui oblige le personnel éducatif du secteur de l'éducation non formelle à suivre un minimum d'heures de formation par année. Parmi ces formations figure une offre particulière sur la prévention des addictions.

Le cadre de référence sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes oblige également les structures telles les maisons relais et les maisons de jeunes à aborder le sujet de la santé et du bien-être dans le contexte de leur offre pédagogique. « Grâce à son accès privilégié aux jeunes, le travail en milieu ouvert avec les jeunes est en mesure de sensibiliser ces derniers à leur corps, leur santé et leur bien-être général. (...) Un développement et une promotion de la santé basés sur la réflexion sous-entendent également la confrontation respectueuse et critique avec les jeunes qui consomment du tabac, de l'alcool et des substances illicites. De cette façon, les jeunes ne sont pas laissés seuls face à leur comportement, mais sont sensibilisés à adopter une attitude responsable vis-à-vis des conséquences et risques inhérents à la consommation de ces produits. Sur cette base, le renforcement de l'estime de soi et du sens des responsabilités des jeunes doit également être vu comme un objectif éducatif du travail en milieu ouvert avec les jeunes. »

Dans chacune des 54 maisons de jeunes au Luxembourg, le personnel éducatif se met à disposition des jeunes ayant des questions liées à la thématique de la consommation de substances illicites. Par des projets de prévention, mais également à travers des interventions individuelles concrètes, le personnel éducatif des maisons de jeunes aide à sensibiliser les jeunes aux risques qu'ils peuvent encourir. Les projets en question peuvent varier d'une maison de jeunes à l'autre et d'un jeune à l'autre et se basent sur la relation de confiance entre l'éducateur et le jeune, primordiale et essentielle à toute intervention.

ad 5) Le Gouvernement est soucieux d'assurer l'adéquation entre besoins et offres dans les domaines de prévention et de prise en charge en matière d'addictions et de l'amélioration des offres spécialisées pour personnes souffrant de maladies de la dépendance. Dans ce contexte, une mission composée d'experts de l'« European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) » et de l'« European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) » a été invitée au Luxembourg. Par ailleurs, une évaluation externe du Plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de drogues d'acquisition illicite et des addictions associées a été entreprise par le renommé Trimbos Instituut (NL). Ces expertises, évaluations et analyses des besoins sont actuellement considérées au niveau de l'élaboration du plan d'action national en la matière afin de développer de nouvelles offres pertinentes en cas de besoin et, le cas échéant, d'optimiser le fonctionnement et l'accessibilité des offres existantes.

De multiples facteurs conditionnent cependant les comportements de consommation de drogues et les dépendances qui évoluent par ailleurs dans le temps. Un impact causal entre une mesure particulière et ces mêmes comportements évolutifs est ainsi difficile à établir. Pour ce qui est plus particulièrement des mesures de réduction des risques et des dommages, mentionnées par les honorables Parlementaires, il est toutefois établi que depuis l'ouverture des salles de consommation supervisée de drogues à l'échelle nationale, le nombre de surdoses mortelles a diminué de façon continue et marquée, se situant selon les dernières données disponibles à un taux historiquement bas. Suite à l'ouverture de la première salle de consommation supervisée par inhalation, on a également pu constater une hausse au niveau de la proportion d'usagers de drogues qui pratiquent désormais ce mode de consommation à moindres risques. Par ailleurs, on a observé au cours des dernières années une hausse du nombre de seringues stériles distribuées aux personnes toxicomanes qui est allée de pair avec une baisse considérable des nouveaux cas d'infection au VIH parmi les usagers de drogues à l'échelle nationale.

ad 6) En ligne avec la priorité accordée à une action préventive et locale au plus proche du jeune et en lien avec ses milieux de vie (familial, scolaire, extrascolaire), et au regard de la qualité et du nombre des structures existantes sur le territoire, aussi bien dans le secteur ambulatoire et résidentiel du traitement des addictions (comme par exemple l'accueil des jeunes consommateurs auprès de « Impuls » et de « Jugend- an Drogenhëllef ») que dans le secteur de la psychiatrie juvénile hospitalière et extrahospitalière, il est préconisé de renforcer les structures et les moyens d'action existants dans une approche d'intégration et de concertation.

Ainsi, le développement des dispositifs structurés et concertés de prévention et de réduction des risques, tout comme de repérage précoce de problèmes d'usage de drogues et d'addictions auprès des jeunes et en milieu scolaire ainsi que l'orientation vers et l'accès rapide à des intervenants spécialisés, en cas de besoin, sont considérés les plus aptes à répondre aux défis actuels et futurs en la matière.

ad 7) Actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'une série de données sur la consommation de drogues parmi les jeunes en âge scolaire avant tout issues de l'enquête internationale « Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) », placée sous le patronage de l'Organisation mondiale de la santé. Dans cette étude, les élèves de onze à 18 ans sont interrogés entre autres sur leur consommation de cannabis ainsi que sur leur consommation d'alcool et de tabac. Le rapport national HBSC sur les tendances de 2006-2018 fournit des informations sur l'évolution de la consommation dans le temps ainsi que sur la consommation actuelle de cannabis, d'alcool et de tabac des adolescents au Luxembourg. Selon ce rapport, la proportion de jeunes âgés de 15 à 18 ans ayant consommé du cannabis au cours de leur vie est restée stable sur la période 2006-2018. Toutefois, en ce qui concerne la consommation récente (au cours du dernier mois), la proportion de jeunes ayant consommé du cannabis au cours du dernier mois a diminué pour les jeunes élèves (15 ans) et augmenté pour les élèves plus âgés (17-18 ans). La consommation de tabac et d'alcool chez les élèves a diminué au cours des années.

La première enquête « Youth Survey Luxembourg » a été menée en 2019. Il est prévu de répéter cette enquête tous les cinq ans. Des jeunes de 16 à 29 ans ont été interrogés, entre autres sur la consommation de drogues douces et dures. Les résultats seront inclus dans le prochain rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2020.

Le prochain rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2020 portera sur le bien-être et la santé des jeunes au Luxembourg. Dans le cadre de ces travaux scientifiques, des données quantitatives et qualitatives sont évaluées.

Des données sur la consommation de drogues illicite ont été publiées dans le « National Drug Report Grand Duchy of Luxembourg, Edition 2018, PFLDT ». Le graphique suivant montre le taux de prévalence de l'usage de drogues au cours de la vie chez les élèves âgés de 13 à 18 ans :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 8) À l'avenir, il s'agira de compléter les données en matière d'usage dit récréatif ainsi qu'à haut risque par des enquêtes et études davantage ciblées et plus fréquentes en milieux jeunes. Des pourparlers ont actuellement lieu, avec différents acteurs nationaux de recherche, afin d'esquisser les possibles pistes de développement afférentes, et ce également dans le cadre du projet de réglementation du cannabis à des fins non médicales.

Question 1745 (20.01.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **espaces de travail partagés dits « coworking spaces » :**

Un article intitulé « Regulierung von Coworking-Spaces - Neuer Zufluchtsort für Briefkastenfirmen » et paru récemment sur reporter.lu examine d'un œil critique l'activité de mise à disposition de « coworking spaces » à des tiers.

Outre le fait que l'activité en question risque de passer à travers les maillons de la réglementation financière et plus particulièrement la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation de sociétés, la CSSF étant notamment en contact avec les personnes concernées pour voir comment faire évoluer la législation en question, il paraît que les professionnels visés, i. e. les prestataires de services aux sociétés et fiducies ne sont pas à tous égards exemplaires en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et ce malgré le fait que l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA leur ait fourni un guide des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (AML). Dans son rapport annuel 2018, la Cellule de renseignement financier (CRF) ne renseigne d'ailleurs aucune dénonciation en matière d'AML par lesdits professionnels.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations au sujet de l'évaluation par la CSSF de la législation applicable en matière de domiciliation de sociétés ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les pistes analysées par la CSSF pour faire évoluer le dispositif légal ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne peut-il pas confirmer les informations contenues dans l'article de presse susmentionné à cet égard ?

2) Monsieur le Ministre entend-il autrement réguler l'activité des prestataires de services aux sociétés et fiducies qui ne sont pas domiciliataires ? Dans l'affirmative, quels seraient les points saillants de cette régulation ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de dénonciations effectuées par le secteur des prestataires de services aux sociétés et fiducies à la CRF au cours des cinq dernières années ? À défaut de dénonciations, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas utile de sensibiliser le secteur concerné à la législation applicable en matière d'AML ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le secteur des prestataires de services aux sociétés et fiducies figurait parmi les « high inherent risk sectors » aux termes du processus d'évaluation du risque national mené entre 2016 et 2018 ? Les entreprises faisant partie des secteurs à risques élevés, voire très élevés ont-elles été spécialement sensibilisées aux obligations applicables en matière d'AML ?

- Dans l'affirmative, via quels canaux et moyens cette sensibilisation a-t-elle eu lieu ?

- À défaut, pour quelles raisons tel n'a pas été le cas ?

5) Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les informations diffusées par reporter.lu ne soient de mauvais augure à l'approche de l'évaluation menée par le GAFI ?

Réponse commune (02.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'apparition de prestataires de services mettant à disposition des espaces de « coworking » est un phénomène global. Ce nouveau mode d'organisation du travail qui a pris naissance aux États-Unis s'est développé partout en Europe. Des espaces de « coworking » peuvent aujourd'hui être trouvés dans toutes les grandes villes européennes. La CSSF (Commission de surveillance du secteur financier) est confrontée à ce phénomène depuis 2018 et a constaté que la majorité de ces prestataires offre trois formules de services allant de la simple mise à disposition d'un poste de travail dans l'« open space », à la mise à disposition d'un poste de travail attribué avec possibilité d'enregistrer son siège d'exploitation, jusqu'à la location d'un bureau privatif avec possibilité d'enregistrer son siège social.

La CSSF a contacté les prestataires de services de mise à disposition d'espaces de « coworking » afin de les informer que la mise à disposition d'un siège social ou d'une adresse professionnelle à une société qui y exerce une activité dans le cadre de son objet social et la prestation de services quelconques liés à l'activité de cette société, constitue une activité de domiciliation de sociétés au sens de l'article 1er de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés (ci-après la « Loi 1999 »). L'exercice d'une telle activité requiert un agrément préalable conformément aux dispositions de l'article 28-9 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Conformément à la pratique administrative de la CSSF, une location de bureaux fermés et privatifs à une société qui y établit son siège n'est, en principe, pas considérée comme une activité de domiciliation à condition qu'il s'agisse d'une location véritable, c'est-à-dire d'une location durable et permanente, assurant au locataire la jouissance de locaux privatifs à usage exclusif. Par ailleurs, aucun service ne devra être fourni par le prestataire, tel que la gestion de courrier ou la réception téléphonique, sinon l'activité est susceptible d'être requalifiée de domiciliation. L'enregistrement du siège d'exploitation constitue une domiciliation s'il coïncide avec le siège social. La CSSF est d'avis que la simple location d'un poste de travail dans un « open space » ne remplit pas les exigences liées à l'établissement d'un siège social, notamment substance, endroit où les décisions de la gestion journalière sont prises, les assemblées générales sont tenues et où les documents sociaux sont conservés.

Dans ce contexte, il faut relever que la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales prévoit qu'un demandeur d'une autorisation d'établissement doit disposer d'un lieu d'exploitation fixe au Grand-Duché de Luxembourg et qu'une domiciliation au sens de la Loi 1999 ne constitue pas un tel lieu d'exploitation fixe.

Le rapport annuel de la cellule de renseignement financier (CRF) fait état du nombre de déclarations effectuées par le secteur des prestataires de services aux sociétés et fiducies.

L'Évaluation nationale des risques en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (ENR) identifie les prestataires de services aux sociétés et fiducies comme présentant une vulnérabilité inhérente élevée au blanchiment des capitaux/financement du terrorisme. Il en est de même dans la majorité des autres pays. La stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, élaborée par le Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme sur base de l'ENR, prévoit, entre autres, des mesures de sensibilisation des prestataires de services aux sociétés et fiducies qui prennent notamment la forme de l'organisation d'événements récurrents, la communication sur les obligations professionnelles, la publication de guidances sectorielles ainsi que l'instauration de formations continues obligatoires sur les risques et les obligations professionnelles. Ces mesures sont déployées par les autorités compétentes et les organismes d'autorégulation en vertu de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Question 1747 (21.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**abattage au pâturage :**

Oberstes Ziel einer jeden Schlachtung ist es, beim Tier Angst und Stress zu vermeiden. Leider sind Stress und Angst bei einer konventionellen Schlachtung im Schlachthof durch das Einfangen und den Transport der Tiere nicht zu vermeiden.

Betreffend das Wohlbefinden der Tiere ist die Weidehaltung eine bevorzugte Haltung der Tiere. Im Sinne des Tierwohls wäre daher eine Weideschlachtung zum Beispill für Rinder anhand einer mobilen Schlachtbox und unter Berücksichtigung jeglicher hygienischer und sanitären Vorschriften eine Alternative zur konventionellen Schlachtung und auch ein geeignetes Mittel um das Wohl der Tiere besser zu schützen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

- Wie positioniert sich der Herr Minister in Bezug auf die Weideschlachtung von Rindern, welche schon im Ausland angewandt wird?

- Ist die Weideschlachtung in Luxemburg erlaubt?

- Wenn ja, kann der Herr Minister mir die gesetzliche Grundlage mitteilen?

- Wenn nein, unter welchen Bedingungen könnte eine Weideschlachtung für Rinder genehmigt werden?

Réponse (04.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Der Landwirtschaftsminister befürwortet die Weideschlachtung, insofern diese dem europäischen Rechtsrahmen entspricht, und sich ein geeigneter Betreiber einer solchen Anlage finden lässt. Es bleibt zu bemerken, dass die Kompetenz, den Tierschutz betreffend, dem Landwirtschaftsminister zugeordnet ist und sich über die gesamte Kette der tierischen Lebensmittelproduktion erstreckt. Diese beinhaltet sowohl die Haltung, den Transport wie auch die Schlachtung der Tiere. Während der Tierschutz beim Transport, bedingt durch die kurzen Transportwege von den Bauernbetrieben zu den nationalen zugelassenen Schlachthöfen, nicht in Frage gestellt werden kann, gilt die Einhaltung der Tierschutz-Schlachtverordnung als oberstes Gebot. Die Tierschutznormen werden von den Betreibern der nationalen zugelassenen Schlachthöfe eingehalten und von den amtlichen Tierärzten vor Ort während des gesamten Schlachtprozesses überwacht.

Bei der Weideschlachtung unterscheidet man zwischen zwei Praktiken, einerseits die sogenannte Schlachtbox, die dazu dient, den Schlachtkörper in eine zugelassene Schlachtanlage zu überführen, nachdem das Tier auf der Weide durch einen Schuss betäubt und entblutet wurde. Anderseits gibt es aber auch mobile Schlachtanlagen, die in der Nähe einer Weide aufgestellt werden und in denen der ganze Schlachtprozess von der Betäubung bis zur Kühlung des Tierkörpers durchgeführt wird. Während es sich bei dieser Anlage um einen Schlachthof auf Rädern handelt, der gemäß der europäischen Reglementierung zugelassen wird, ist die Rechtslage der Schlachtbox bisweilen nicht geklärt. Die europäische Reglementierung sieht vor, dass nur lebende Tiere, mit Ausnahme von Notschlachtungen, zum Schlachthof transportiert werden können, und dass sämtliche Anlagen eines zugelassenen Schlachthofes nicht räumlich getrennt sein können. Somit erlaubt die europäische Rechtslage, zum jetzigen Zeitpunkt, nicht die Zulassung einer Schlachtbox. Neben diesen Rechtsfragen bleiben im Falle eines Antrages auf Zulassung einer mobilen Schlachtanlage eine ganze Reihe praktischer Fragen zu klären.

Question 1752 (21.01.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **décennie internationale des personnes d'ascendance africaine :**

Le groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine définit ces personnes comme les descendant(e)s des victimes africaines de la traite transatlantique ainsi que les descendant(e)s des migrant(e)s s'étant rendu(e)s plus récemment en Amérique, en Europe, en Asie ou même ailleurs sur le continent africain. Leur nombre est estimé à environ 150 millions, dont la plupart se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais aussi partout ailleurs dans le monde.

Aujourd'hui, en Europe et au Luxembourg, les personnes d'ascendance africaine sont parmi les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés de la population, que ce soit les individus d'ascendance africaine qui sont nés en Europe ou qui y vivent depuis longtemps et sont citoyens d'un État membre, ou les migrant(e)s récent(e)s. De nombreuses études menées par des organismes nationaux et internationaux montrent que les personnes d'ascendance africaine continuent d'avoir un accès restreint à l'enseignement et à des services de santé de qualité, ainsi qu'au logement.

Tenant compte de ce constat, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine dans sa résolution 68/237, qui s'étend de 2015 à 2024. Cette décennie a pour objectif principal de renforcer les actions et mesures garantissant le plein exercice des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques des personnes d'ascendance africaine, et leur pleine et égale participation dans la société.

Au niveau national, il est demandé aux États membres de prendre des mesures concrètes pour mener à bien les objectifs de cette décennie, et notamment :

- de célébrer le lancement de la Décennie internationale au niveau national et élaborer des programmes d'action et des activités y relatifs ;

- de promouvoir davantage les connaissances à l'égard de la culture, de l'histoire et du patrimoine des personnes d'ascendance africaine, notamment en encourageant la pleine intégration dans les programmes scolaires de leur histoire et de leur contribution à l'histoire ;

- d'appuyer les initiatives visant à éduquer et former les organisations non gouvernementales et les personnes d'ascendance africaine à l'utilisation d'outils fournis par les instruments internationaux de défense des droits de l'homme, relatifs au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée ;

- de veiller à ce que les manuels scolaires et autres supports pédagogiques relatent exactement les faits historiques se rapportant au colonialisme et à l'esclavage, de façon à éviter les stéréotypes ainsi que la distorsion et la falsification de ces faits historiques, qui peuvent conduire au racisme, à la discrimination raciale et à l'intolérance qui y est associée. Ces faits historiques incluent le rôle des pays qui ont été responsables du colonialisme ou en ont tiré profit, comme cela a été le cas pour le Luxembourg à travers sa participation à la colonisation belge.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes conjointement et pour chaque domaine de responsabilités qui est propre à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) La célébration du lancement de la décennie est-elle prévue par l'État luxembourgeois ?

2) Quelles mesures Mesdames et Monsieur les Ministres prévoient-ils de mettre en place afin de permettre une meilleure connaissance de la culture, de l'histoire et du patrimoine des personnes d'ascendance africaine du Luxembourg ?

3) Quelles sont les mesures concrètes que Mesdames et Monsieur les Ministres comptent prendre afin de lutter contre la distorsion et la falsification des faits historiques se rapportant à l'esclavage et au colonialisme, qui peuvent conduire au racisme et à la discrimination raciale ?

4) Quelles sont les actions que Mesdames et Monsieur les Ministres comptent mettre en place afin que les faits historiques concernant la participation luxembourgeoise à la colonisation belge, ainsi que le profit que ce pays en a tiré, soient diffusés ?

Réponse commune (27.02.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA) met en œuvre des politiques d'intégration et d'inclusion avec l'objectif de permettre à toute personne qui réside sur le territoire du Luxembourg de prendre une part active à la vie en société. En matière de nationalités et d'ascendances, ces politiques ne s'adressent pas à une nationalité ou à une ascendance en particulier, mais elles s'attachent à favoriser le vivre-ensemble au sein de la société luxembourgeoise.

Le Département de l'intégration du MIFA dispose d'une panoplie d'outils de cofinancement qui sont utilisés afin d'inciter et de soutenir les communes, les associations et les entreprises dans leurs projets en matière de sensibilisation aux autres cultures et donc en matière d'intégration. Il est ainsi possible de soutenir et de cofinancer des activités et des projets mis en œuvre par des associations de personnes d'ascendance africaine. Par ailleurs, le MIFA est l'un des principaux soutiens financiers du Festival des migrations, événement qui permet, entre autres, aux différentes communautés installées au Luxembourg de présenter leurs cultures au grand public.

Concernant le matériel didactique utilisé dans les écoles, il convient de distinguer entre la forme (représentation des personnages), le fond (choix des textes, illustrations) et la didactique (présentation didactique d'un contenu). Il faut aussi faire la part des choses entre le matériel élaboré par les soins du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et les manuels d'éditeurs étrangers dont le contenu et les points de vue adoptés ne relèvent pas de la responsabilité du MENJE. L'histoire de la colonisation relatée dans les manuels d'éditeurs français en est un exemple. Les enseignants sont évidemment libres de présenter un autre point de vue que celui véhiculé par les manuels. L'approche critique par rapport aux textes et aux sources est d'ailleurs une des compétences clés transversales mises en avant par le curriculum.

Dans les matériels didactiques élaborés sous l'égide de la division de développement de matériels didactiques du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), les auteurs veillent à une représentation inclusive et diversifiée des personnages, de leurs contextes socioculturels, linguistiques et ethniques ainsi que de leur genre et des constellations familiales dans lesquelles ces personnages sont présentés. Dans cette approche inclusive et diversifiée, l'ascendance des personnes représentées est une priorité parmi d'autres. Il s'agit de présenter aux élèves une image au plus près de la réalité hétéroclite de nos sociétés. Le nouveau matériel élaboré pour le cours de français à l'école fondamentale est conçu dans cette optique et représente des personnages de toutes sortes de nationalités et d'origines.

Au cours de français, les auteurs et artistes de la francophonie sont représentés dans les programmes et/ou manuels à travers des textes d'actualité ou littéraires de tous genres. Les enseignants ont ainsi la possibilité d'attirer l'attention des élèves sur la diversité de la littérature francophone et l'importance des auteurs africains, que ce soit dans une visée culturelle ou littéraire.

En ce qui concerne les programmes, le volet de la distorsion et de la falsification de faits historiques est évidemment traité au cours d'histoire, mais se prête aussi au cours « vie et société », dans le domaine intitulé « Lebensformen, Welt und Gesellschaft ». À l'enseignement secondaire classique, le sujet de la colonisation est notamment traité en classe de troisième (L'impérialisme et la colonisation) et de première (La décolonisation et le Tiers-Monde). À l'enseignement secondaire général, un chapitre sur l'Afrique est intégré dans le manuel de la discipline Connaissance du monde contemporain utilisée en classes de deuxième et première de la section SO.

Le MENJE propose, sous la coordination du SCRIPT, une vaste offre dans le domaine l'éducation à la citoyenneté et de l'éducation culturelle qui met aussi l'accent sur le multiculturalisme. Conscient qu'il est important de donner aux étudiants des occasions concrètes d'apprendre à connaître les cultures du monde entier, dont bien sûr aussi la culture africaine, le SCRIPT a poursuivi dans ce contexte différentes pistes ces dernières années pour favoriser une telle éducation culturelle.

Un partenaire majeur de ce projet est l'« Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) ASBL », avec laquelle le SCRIPT a non seulement étendu sa coopération à long terme l'été dernier, mais a également augmenté le budget prévu dans la convention pour lancer davantage de projets. Avec l'aide de l'ASTM, le SCRIPT poursuit l'initiative de promouvoir des ateliers créatifs au sein des écoles dans les domaines de la musique, du théâtre, de la danse, des traditions et du patrimoine. Lors des « ateliers des cultures » de l'ASTM, les élèves sont encadrés par des artistes issus de divers pays du Sud, ce qui permet de familiariser les participants à des expressions culturelles issues de leurs pays. Les élèves découvrent des musiques, chants, rythmes, danses, coutumes, traditions et des expressions diverses des pays en développement. Pendant toute la durée des ateliers, les jeunes sont incités à poser des questions sur le pays originaire des artistes ou à parler de leurs propres pays d'origine et des raisons de l'avoir quitté. Les artistes appliquent et transmettent de manière ludique et pédagogique les valeurs, attitudes et comportements d'une citoyenneté mondiale, notamment la créativité, la tolérance, l'engagement en faveur de la solidarité et du développement durable. Les deux partenaires collaborent en outre étroitement dans la promotion et l'organisation d'un grand festival annuel, lors duquel ces activités culturelles sont présentées à un large public.

À part la collaboration avec l'ASTM, le SCRIPT propose aussi sur sa plateforme Kulturama des projets créatifs et culturels assurés par des artistes issus de tous les domaines de la culture. Parmi ces artistes, certains proviennent de pays africains, mais il y a aussi des artistes luxembourgeois ayant étudié des techniques africaines et qui tentent de les rendre plus populaires au Luxembourg. La plateforme permet à des écoles d'organiser des projets culturels très variés. Parmi les projets récents dans le domaine du multiculturalisme, il y a lieu de citer le projet d'un livre sur la Guyane, des ateliers de musique sur l'utilisation de djembés et de cajons ainsi que des semaines thématiques sur l'Afrique, lors desquelles les élèves ont pu apprendre des techniques de poterie et s'adonner à des danses africaines.

Plusieurs projets de collaboration entre le MENJE, le Centre d'éducation interculturelle (IKL) de l'ASTI et d'autres partenaires ont permis d'élaborer des dossiers pédagogiques en relation avec la thématique de la présente question parlementaire. À titre d'exemple, on peut citer le projet « Sénégalités » ou encore le dossier pédagogique accompagnant le film « Schwaarze Mann - un Noir parmi nous ».

Question 1754 (22.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**archivage des SMS et courriels des ministres :**

An Däitschland leeft am Moment eng Diskussioun iwwert d'Flicht, fir d'elektronesch Kommunikatioun vu Ministeren (zum Beispill ënnert der Form vun SMS oder E-Mailen) ze archivéieren, fir esou eng ëmfaassend Transparenz am Zesummenhang mat Regierungshandlungen ze garantéieren an d'parlamentaresch Kontroll ze vereinfachen. Dëst ass eng direkt Konsequenz vun der sougenannter „Berateraffäre" ronderëm déi fréier Verdeedegungsministesch an haiteg Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen.

Zu Lëtzebuerg ass mam Gesetz vum 17. August 2018 en neit Archivgesetz a Kraaft getrueden, dat ënner anerem reegelt, wat als Archiv a wat als ëffentlecht Archiv consideréiert gëtt (art. 2 points 1-2).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi behandelt d'lëtzebuergesch Regierung SMSen an E-Maile vun an tëscht Regierungsmemberen am Kader vum Archivage?

2. Gëtt garantéiert, datt eng politesch onofhängeg Instanz iwwert d'Valeur vun de Kommunikatiounspreuvë fir d'Archiven entscheet oder entscheeden d'Ministere selwer, wat si an d'Archive ginn?

3. Wéi garantéiert d'Regierung, datt historesch Entscheedungen zu engem spéideren Zäitpunkt nach kënnen novollzu ginn, wann dës Entscheedunge mat elektronesche Kommunikatiounsmëttelen iwwermëttelt goufen?

Réponse (06.03.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Am Virfeld vun dëser Äntwert sief ze vermierken, datt déi systematesch Kollekt vun ëffentlechen Archiven eréischt zanter dem Akraafttriede vum Archivgesetz, den 1. September 2018, méiglech ass. Fir déi ëffentlech Archiven op eng effikass Manéier kënnen ze erfaassen,

konzentréiere sech déi strategesch Efforten den Ament op d'Erstelle vun de sougenannten „tableaux de tri". Fir d'Erstelle vun dësen Tableaux de tri an deenen ënner anerem festgehale gëtt, wéi eng Dokumenter konservéiert ginn, gesäit d'Gesetz en Delai vu siwe Joer no sengem Akraafttriede vir.

Esou wéi d'Archivgesetz et virgesäit, evaluéieren d'Produzenten an d'Besëtzer vun ëffentlechen Archiven, an Zesummenaarbecht mat den Nationalarchiven, den historeschen Interêt vun hiren Archiven. D'Nationalarchive proposéieren doropshin en Tableau de tri, dee vu béide Säite validéiert gëtt. D'Nationalarchive garantéieren déi politesch Neutralitéit bei der archivistescher Evaluatioun an d'Konservatiounsdecisiounen, déi se proposéieren, stinn am Interêt vun der demokratescher Transparenz an der historescher Recherche. De Conseil des archives kann, am Fall vun Decisiounen, déi géint dës Interête verstousse géifen, saiséiert ginn.

Den Archivage an d'Konservatioun vun elektroneschen Donnéeën ass eng vun de modernen Erausfuerderungen am Archivberäich. Mam CTIE a mat den Nationalarchiven huet de Staat en elektroneschen Archivsystem an d'Liewe geruff, deen eng Konservatioun op laang Dauer, an a Konformitéit mat den internationalen Normen erméiglecht. Mat dësem System ginn d'Integritéit, d'Authentizitéit, d'Perennitéit an d'Lisibilitéit vun den Donnéeën op Dauer garantéiert.

Question 1755 (22.01.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **gratuité des transports publics :**

Mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport gëtt déi Diskussioun iwwert d'Kontrollen op de Garen, an den Zich an an de Bussen, besonnesch am Hibléck op d'Sécherheet vun de Passagéier, mee och zum Beispill am Hibléck op d'Qualitéit vun de Servicer ëmmer méi aktuell.

Vill Leit, besonnesch och Fraen, déi op verschiddenen Zuchstrecken nuets eleng an engem Waggon sëtzen, fille sech dobäi net onbedéngt wuel. Fir si wär d'Presenz vu Beamten an Uniform a mat deenen néidege Kompetenze ganz sécher eng grouss Berouegung.

D'Kontrolleren hate jo bis elo och net nëmmen dono ze kucken, datt d'Leit hiren Ticket haten, mee si hunn ënner anerem och gekuckt, ob d'Waggonen an d'Bussen an der Rei waren, wéi den Zoustand vun den Arrêten an aneren Infrastrukturen ass, wéi d'Chauffeure gefuer sinn, ob d'Pénktlechkeet garantéiert war oder och ob op den Arrêten all néideg Affichë korrekt opgehaange waren.

Heiansdo goufen och emol zesumme mat der Douane cibléiert Kontrolle gemaach, déi dacks ganz gutt Resultater bruecht hunn.

Och hunn d'Kontrolleren d'Recht, d'Identitéit vun engem Passagéier festzestellen, eppes wat fir Membere vun anere Verwaltungen zum Deel vill méi schwiereg ass.

Dowéinst wollte mir dem Här Transportminister, dem Här Policeminister an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi wäit sinn d'Pläng vun der Regierung, fir d'Sécherheet op de Garen, an den Zich an an de Bussen an Zukunft ze garantéieren an ze verbesseren? Wéini gi wéi eng Moossnamen ëmgesat?

2. Wéi kann d'Effikassitéit vun de Kontrolle bei grenziwwerschreidende Persounentransporter verbessert ginn? Gëtt et do eng Zesummenaarbecht tëscht Police an Douane? Wéi eng Verwaltung üübt bei esou Kontrolle wéi eng Kompetenzen aus, zum Beispill bei Identitéitskontrollen oder enger Duerchsichung vun de Bagagen? Kënne Lëtzebuerger Police- an Douanesbeamte schonn am Ausland an e Bus oder an en Zuch mat Destinatioun Lëtzebuerg eraklammen an do - eventuell an Zesummenaarbecht mat hiren auslännesche Kolleege - scho Kontrolle maachen?

3. Wéi eng Instanze kontrolléieren an Zukunft d'Fuerverhalen an d'Pénktlechkeet vun de Chauffeuren, den Zoustand vun de Waggonen an de Bussen, den Zoustand vun den Infrastrukturen an Arrêten, d'Pertinenz vum Affichage op den Arrêten?

4. Behalen d'Kontrolleren an Zukunft déi Kompetenz, Regiolinne weider ze kontrolléieren?

5. Wéi eng Agenten a wéi vill Agente sinn an Zukunft op de Garen uechtert d'Land an de Bussen an an den Zich, fir de Passagéier kënnen Informatiounen ze ginn oder Reklamatiounen entgéintzehuelen? Op wéi enge Garen, besonnesch och am ländleche Raum, ass an Zukunft zu wéi engen Zäiten d'Presenz vun engem CFL-Beamte garantéiert?

6. Wéi gëtt an Zukunft séchergestallt, datt d'Passagéier sech an engem Bus oder an engem Zuch wuel spieren - och natierlech an der zweeter Klass - an datt si net belästegt ginn? Ass genuch Personal disponibel, fir, wann néideg, anzegräifen an eng Persoun kënnen op enger onzweiwelhafter legaler Grondlag aus engem Zuch oder Bus ze weisen?

Réponse commune (02.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure,* et **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. D'Servicer, an Zesummenaarbecht mat de Responsable vun all den Operateuren am ëffentlechen Transport souwéi der Police an der Douane, iwwerschaffen déi besteeënd Reglementer am Kontext vun der Sécherheet am ëffentlechen Transport. E Projet, fir de „règlement grand-ducal du 3 septembre 1980 ayant pour objet de régler la police et d'assurer la sécurité des services de transports réguliers de personnes par route" souwéi de „règlement grand-ducal du 3 septembre 1980 ayant pour objet de régler la police et d'assurer la sécurité des services de transport automobile de personnes relevant de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois", ofzeschafen an duerch en neie Règlement grand-ducal ze ersetzen, ass quasi ofgeschloss. Do wäerten dann d'Bestëmmungen drastoen, wéi e Benotzer vum ëffentlechen Transport sech soll behuelen, respektiv wat wien net dierf maachen.

Donieft gëllt et nach, fir och e Katalog mat de Montante vun de Strofen opzestellen, an zu gudder Lescht ginn nach verschidde Pisten ënnersicht, wie genee déi Strofen applizéiert an op wéi eng Manéier.

ad 2. D'Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwer Uerdnung a Sécherheet gëtt de vereedegten Agenten haut schonns d'Méiglechkeet, e Client, dee sech net un d'Uerdere vum Agent hält, aus dem Transportmëttel ze verweisen.

D'Effikassitéit vun de Policekontrolle gëtt haaptsächlech verbessert opgrond vun der Informatiounsgewënnung duerch d'Acteuren um Terrain am ëffentlechen Transport. Dës Hiweiser erméiglechen et der Police, hir Patrullen a Kontrollen op deene Garen a Bus-, Tram- an Zuchlinne vum ëffentlechen Transport do an zu deem Zäitpunkt duerchzeféieren, wou och de gréisste Besoin besteet.

Et besteet eng Zesummenaarbecht tëscht Police an Douane am Beräich vu gréissere Kontrollen am ëffentlechen Transport. Zum Deel ginn dës Kontrolle gemeinsam duerchgefouert. Bei dëse Kontrollen deckt am Prinzip all Verwaltung hire spezielle Kompetenzberäich of. Am Kader vun der Coopération policière internationale gesinn den Traité Benelux en matière d'intervention policière an den Traité de Prüm d'Méiglechkeet vir, dass d'Police mat den auslänneschen Homologe gemeinsam Kontrollen am ëffentlechen Transport kann organiséieren.

Am Kontext vun deene verschiddenen Elementer vun dëser Fro kann ee soen, dat d'Douane weiderhi Kontrollen a Busse an Zich respektiv Arrêten a Garë wäert maachen, an deene Matièren, wou d'Gesetzgeebung hir Kompetenze gëtt, zum Beispill: Boergeldkontrollen oder Drogekontrollen, och nodeems den ëffentlechen Transport bis gratis wäert sinn.

An deem Kontext ass ze ënnersträichen, dat d'Douane, zesumme mat all den anere betraffenen Acteuren, an engem Aarbechtsgrupp matschafft ënnert der Direktioun vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, mam Zil, eng nei Reglementatioun auszeschaffe betreffend den Uerder an d'Sécherheet an den ëffentlechen Transportmëttel. Opgrond vun Accorde mat eisen Nopeschlänner kéint d'Douane och schonn am Ausland um noosten Arrêt un der Grenz oder op enger definéierter Streck eraklammen a Kontrollen, eventuell och mat auslänneschen Homologen, maachen. Um nationalen Terrain wäerten d'Kontrollen a Kollaboratioun mat der Police an, wat den Zuchverkéier ugeet, mat Agente vun der CFL, ausgeüübt ginn.

ad 3. D'Kontroll vun der Pénktlechkeet, vum Zoustand vun den Infrastrukturen op den Arrête souwéi der Pertinenz vum Affichage op den Arrêten ass net Bestanddeel vun den aktuellen wéi och zukënftege Missioune vum CFL-Kontrollpersonal.

D'Pénktlechkeet vun de Busse gëtt an de jeeweilege Leetstelle kontrolléiert. Hir Pozedure gesi vir, bei ze vill Retard och zousätzlech Bussen op eng Linn ze schécken, falls et néideg ass.

D'Qualitéitskrittäre vun den RGTR-Kontrakter gesinn och Kontrolle vum Zoustand vum Bus vir, genee wéi vu Presentatioun a Verhale vu Chaufferen. Dës ginn zum Deel vu Personal vun der CFL gemaach, an zum Deel vun engem Sondage-Institut.

D'Infrastrukture vun den Haltestelle leien an der Kompetenz vun de Gemengen. Dozou ginn et Recommandatiounen, déi och um Site vum Verkéiersverbond ze fanne sinn. Den Affichage vun de Busfuerpläng gëtt vum Verkéiersverbond un d'Gemenge geliwwert; dëst geschitt eletronesch, falls eng Fahrgastinformationsanzeig installéiert ass, ansonsten op Pabeier.

ad 4. An noer Zukunft ass keng Presenz méi vu CFL-Kontrolleren an den RGTR-Buslinne virgesinn.

ad 5. An Zukunft wäert a follgende Garen eng Presenz vun CFL-Personal assuréiert sinn, fir ënner anerem d'Clienten ze informéieren an ze guidéieren:

- Lëtzebuerg-Zuchgare: dräi Posten, woubäi ee Posten nuets, moies an owes besat ass, an déi aner zwee Posten vu moies bis owes besat sinn;

- Ettelbréck: zwee Posten, woubäi ee Poste vu moies bis owes besat ass, an ee Poste wärend enger Dagesschicht;

- Beetebuerg an Esch/Uelzecht: ee Posten, deen nuets, moies an owes besat ass;

- Belval-Universitéit, Clierf, Lëtzebuerg-Busgare, Miersch, Péiteng, Rodange a Waasserbëlleg: ee Posten, dee vu moies bis owes besat ass.

Wéi schonn an der Vergaangenheet wäert och an Zukunft all Zuch weiderhin duerch CFL-Bordpersonal begleet ginn.

ad 6. Wei ënnert dem Punkt 4 vermierkt, wäerten an Zukunft keng CFL-Mataarbechter méi an den RGTR-Busser matfueren.

An den Zich gëtt awer weiderhi CFL-Personal agesat. Seng Haaptmissiounen bestinn doranner, fir d'Clientë virum Depart vum Zuch um Quai ze empfänken, fir Informatiounsannoncen am Zuch ze maachen, fir Ried an Äntwert ze stoe bei Froen vu Clienten, fir reegelméisseg Passagen duerch d'Zweet-Klass-Kompartimenter ze maachen, fir d'Vente an d'Kontroll vun den Éischt-Klass-Billjeeën duerchzeféieren, fir Comptagen a Sondagen bei de Client ze maachen, a fir all Dysfonctionnementer un den Ekipementer vum Zuch ze mellen.

Des Weidere wäerten an Zukunft, sou wéi dat elo schonn de Fall ass, eng ganz Rei vun Zich niewent dem CFL-Personal och vu Personal vun enger Sécherheetsfirma begleet ginn.

Am Fall vun engem onkooperative Verhale vu engem Client huet d'CFL-Personal d'Méiglechkeet, bei dëser Persoun ze intervenéieren a wann néideg se aus dem Zuch ze weisen. Sollt de Client sech awer dëser Opfuerderung widdersetzen, ass d'Interventioun vun der Police noutwendeg.

Question 1758 (22.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **réseau ferroviaire dans le nord du pays :**

Momentan brauch ee mam Zuch vun Ëlwe bis op d'Stater Gare, wann alles gutt geet, laut mobilitéit.lu eng Stonn an eelef Minutten.

Am Koalitiounsaccord ass net explizitt virgesinn, d'Dauer vun dësem Trajet ze verkierzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Här Minister, wat ass genee virgesinn, fir den Éisleker Leit den deeglechen Trajet fir an d'Stad däitlech ze verkierzen?

2. Wéi vill Investitioune sinn, d'Gare multimodale vun Ettelbréck ausgeholl, an den nächste Jore fir d'Nordstreck bis op Ëlwe virgesinn? A wéi eng Aarbechte fléissen dës Investitioune genee?

3. Wëssend, datt d'Nordstad sech soll méi a méi developpéieren a soumat méi attraktiv soll ginn, a wëssend, datt ee momentan vun Ettelbréck méi séier mam Auto an der Stad ass wéi mam Zuch, ass geplangt, d'Dauer vum Trajet Ettelbréck-Stad considerabel ze verkierzen?

4. Den Zuchverkéier op der Nordstreck verleeft op e puer Plazen nach ëmmer eegleiseg. Inwiefern beaflosst dëse Fait d'Dauer vum Trajet?

5. Ass virgesinn, Här Minister, fir mëttel- bis laangfristeg verschidde Garen am Éislek zouzemaachen an aneren eng méi grouss Prioritéit ze ginn? Wa jo, wéi eng Garë wieren dat?

6. Här Minister, wéini kënnt endlech Wi-Fi an den Zuch, wëssend, datt een tëscht Ëlwen a Miersch kaum Reseau huet?

7. Här Minister, wéi vill gouf iwwert déi lescht 50 Joer op der Nordstreck an nei Infrastruktur, regulär Entretiensaarbechten ausgeholl, investéiert a wat sinn dat genee fir Projete gewiescht?

Réponse (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et ass momentan kee Projet virgesinn, deen den Trajet fir d'Éisleker Leit kéint verkierzen.

ad 2. Fir déi nächst Jore sinn eng ganz Rei vun Aarbechten op der Nordstreck geplangt. Een Deel vun deene Projete si schonn an der Ëmsetzung. Aner Projete ginn iwwer kuerz oder laang um Terrain ugefaangen. De Montant vun deenen Investitioune (Pôle multimodal Ettelbréck ausgeholl) beleeft sech ab 2020 op 239.845.670 Euro.

Eng Lëscht en annexe (I) informéiert iwwert d'Projeten, déi amgaange respektiv déi fir déi nächst Jore geplangt sinn.

ad 3. D'Ausso, datt ee momentan vun Ettelbréck méi séier mam Auto an der Stad ass wéi mam Zuch, kënne mir net novollzéien. Den Trajet tëschent Ettelbréck an der Stater Gare mat engem Schnellzuch dauert 29 Minutten. Laut Google dauert een Trajet tëschent Ettelbrécker Gare a Stater Gare, ouni Verkéiersopkommes, mam Auto mindestens 38 Minutten. An de Spëtzenzäiten ass den Zäitgewënn mam Zuch duerch d'Verkéierslag op de Stroossen nach weesentlech méi grouss.

ad 4. D'eegleiseg Tronçonen op der Nordstreck beaflossen d'Dauer vum Trajet net. D'autoriséiert Vitesse op deenen Tronçonen ass duerch de kurveräiche Streckeverlaf virginn, a steet net a Relatioun zu der Unzuel vun de Gleiser. Den Horaire ass esou opgebaut, dass am Reegelverkéier keen Zuch virun engem eegleisegen Tronçon waarde muss. Dofir gëtt et hei kee Potenzial, d'Dauer vum Trajet ze verkierzen. Eng Verkierzung vum Temps de trajet Troisvierges-Ettelbréck duerch d'systematesch Eliminatioun vu klengen Arrêten ass duerch déi eegleiseg Abschnitter net méiglech, well dann d'Zich déi gewonnen Zäit erëm virun den eegleisegen Abschnitter géife verléieren. Dës Contrainte kéint ee just eliminéieren, wann een d'Offer géif reduzéieren an nëmmen am Stonnentakt géif fueren.

ad 5. Ugesiichts der wuessender Demande ass aktuell net geplangt, fir an Zukunft verschidde Garen op der Linn 10 net méi unzefueren.

ad 6. Et ass geplangt, fir zukünfteg een Deel vun eisem Zuchmaterial mat Wi-Fi ze ekipéieren. Heibäi mussen awer nach verschidde Funktiounstester duerchgefouert ginn, soudatt et momentan nach net méiglech ass, fir konkreet ze soen, ab wéini dëse Service kann an eisen Zich ugebuede ginn. Et sief awer an deem Zesummenhang bemierkt, datt d'Qualitéit vun enger Wi-Fi-Verbindung och vun enger gudder Netzofdeckung duerch de GSM-Reseau ofhängeg ass.

ad 7. An der Annex (II) fannt Dir eng Opléschtung vun de Projeten op der Nordstreck ab 2009 an déi dozougehéireg investéiert Montanten.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1759 (23.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**étude sur l'introduction d'une taxe frappant les géants du numérique :**

Selon un document de la Commission européenne, qui n'a jamais été publié, quasi tous les pays de l'UE gagneraient à introduire une taxe frappant les géants du numérique, dit GAFA.

Parmi les perdants on cite l'Irlande alors que le Luxembourg et les Pays-Bas pourraient s'attendre à un status quo.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quelle est la fiabilité de cette étude en général et pour notre pays en particulier.

- Selon une seconde étude se basant sur l'idée américaine d'un taux minimum sur les entreprises concernées, le Luxembourg serait parmi les grands gagnants. Comment Monsieur le Ministre apprécie-t-il le résultat de cette étude ?

- Comme le Luxembourg a demandé la mise à l'ordre du jour de ce dossier du Conseil des Ministres en début de semaine, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si ce point a effec-

tivement été traité et quel a été le cas échéant le résultat des discussions y relatives.

Réponse (03.02.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question, l'honorable Député se réfère à un document de la Commission dont il ressortirait que quasi tous les pays de l'UE gagneraient à introduire une taxe frappant les géants du numérique.

Dans la mesure où ce document n'a pas été publié, il n'est pas possible de commenter les conclusions qui s'en dégageraient, le cas échéant.

Ceci étant, les discussions tendant à une réforme de la fiscalité internationale des entreprises sont engagées depuis plusieurs mois à l'OCDE. Comme relevé dans la réponse à la question parlementaire n° 1586, le champ d'application contemplé de ces mesures va au-delà de la seule problématique d'une « taxe frappant les géants du numérique ».

Tel que mentionné dans le « Programme de travail visant à élaborer une solution fondée sur un consensus pour relever les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie » approuvé par l'OCDE les 28 et 29 mai 2019, il est important de mesurer l'incidence des propositions discutées au sein de l'OCDE sur les recettes fiscales des États. Aussi bien l'OCDE que la Commission européenne sont en train de tenter d'évaluer l'impact budgétaire des propositions actuellement sur table, étant précisé dans ce contexte que ces travaux d'analyse sont rendus plus complexes par la rapidité avec laquelle avancent les discussions à l'OCDE ainsi que par la difficulté à chiffrer l'impact dynamique engendré, le cas échéant, par la mise en œuvre de ces réformes. Le Luxembourg suit avec une très grande attention ces travaux afin de pouvoir anticiper le mieux possible l'impact budgétaire éventuel induit par ces réformes.

Dans ce contexte, il convient de noter que les propositions en discussion à l'OCDE pourraient impacter davantage les pays ayant une économie ouverte et disposant d'un marché national relativement réduit. À l'inverse de ce qui est suggéré par l'honorable Député, il n'est donc pas exclu que les propositions de l'OCDE puissent, le cas échéant, impliquer pour le Luxembourg des pertes budgétaires dont l'ampleur précise reste à apprécier en fonction de la teneur exacte des propositions finalement adoptées et de l'impact dynamique mentionné ci-avant.

Lors du Conseil ECOFIN du 21 janvier 2020, les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie ont effectivement été discutés à la demande du Luxembourg. Le Luxembourg y a notamment souligné l'importance d'un échange de vues régulier au niveau du Conseil de l'ECOFIN afin de s'assurer que les travaux menés à l'OCDE puissent prendre en compte les spécificités de toutes les économies des États membres de l'UE, y compris du point de vue budgétaire.

Question 1767 (23.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**autonomie communale :**

De Pacte Logement 2.0 annoncéiert sech ambitiéis a soll d'Defaillancë vum viregte Pacte combléieren. D'Gemenge bleiwen awer weiderhin a wäiten Deeler autonom an hiren Decisiounen - Stéchwuert „Gemengenautonomie". Virun allem d'Gemengen a Ballungsgebidder sti viru wuessenden Erausfuerderungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur an dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi stinn d'Madamm an den Här Minister zu der Iddi vun de Communautés urbaines, déi ugangs vum Millenium am Kader vum IVL ewell eng Kéier zur Sprooch komm ass?

2. Madamm an Här Minister, wieren d'Communautés urbaines eventuell ee Mëttel fir Gemengen, déi an engem vun den dräi Ballungsgebidder leien (Nordstad, Süden, Stad-Lëtzebuerg), derzou ze obligéieren, am Sënn vun accessibelem a bezuelbarem Wunnraum, engem kohärente Verkéierskonzept an enger nohalteger städtebaulecher Entwécklung, ee gemeinsame PAG formuléieren ze loossen, an deem all dës Facteuren éischt Prioritéit genéissen? Wann net, firwat net?

3. Madamm an Här Minister, wéi gesitt Dir d'Gemengenautonomie am Liicht vun der gra-

ver Logementskris hei zu Lëtzebuerg? Ass déi aktuell Autonomie fir d'Gemengen an dësem Beräich nach zäitgemëiss?

4. Wéi schätzt Dir d'Chancen an, datt d'Gemengen hirer Verantwortung um Gebitt vun der Konstruktioun vun accessibele Logementer an Zukunft nokommen, ouni datt de Staat muss un d'Gemengenautonomie „fréckele" goen?

Réponse commune (07.02.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Am Kader vun der Entwécklung vun de Gemenge ginn eng Rei Froen iwwert d'Gemengenautonomie gestallt.

Et sief fir d'éischt preziséiert, dass d'Gemengenautonomie an der Constitutioun an an der Charte européenne de l'autonomie locale vum 15. Oktober 1985 verankert ass, an dass d'Regierung un dem Prinzip festhält a gewëllt ass, dësen ze respektéieren.

De Regierungsprogramm gesäit net vir, d'Communautés urbaines op den Ordre du jour ze huelen, mee allgemeng déi juristesch Formen ze iwwerschaffen an eventuell nei ze definéieren, wou d'Gemengen, an Zesummenaarbecht mam Staat oder mat Privatinitiativen am Beräich vun der Gemengenentwécklung, kënnen aktiv ginn.

Zanter 2005 bitt d'Instrument vun de Conventions de coopération territoriale État-communes de Gemengen an dem Staat d'Méiglechkeet, gemeinsam interkommunal Strategien auszeschaffen a konkreet Projeten ëmzesetzen. Och am Kader vum Iwwerschaffe vum Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) soll sech déi bewäerten Zesummenaarbecht tëschent dem Staat an de Gemenge weider entwéckelen. An deem Kontext gi mat allen Acteure Leitbiller ausgeschafft, fir d'Entwécklung vun den dräi groussen Agglomeratiounen ze förderen: AggloSud, Nordstad an AggloLux.

Doriwwer eraus ass et och haut scho méiglech, ouni Communautés urbaines, PAGe mateneen ofzestëmmen, fir eng gemengeniwwergräifend Planung ze verwierklechen, och wann all Gemeng weiderhi säin eegene PAG wäert hunn. Déi zukünfteg plans sectoriels erlaben aus deem Grond och eng Koordinatioun vun der Politik an de Beräicher vum Wunnengsbau, der Mobilitéit, der Émwelt an den Aktivitéitszonen. Ausserdeem ass d'Direction de l'aménagement communal et du développement urbain permanent a Kontakt mat de Gemengen, fir si an der lokaler Entwécklung ze beroden.

D'Gemengenautonomie verhënnert och net, dass d'Gemengen hire Bäitrag zum Wunnengsbau leeschten.

De Wunnengsbau am Allgemengen an den erschwéngleche Wunnengsbau sinn Ziler, deenen de Staat an d'Gemengen am Interêt vun der Gesellschaft noginn. De Staat proposéiert de Gemengen dofir, am Kader vum Pacte Logement 2.0 eng nei Partnerschaft fir den erschwéngleche Wunnengsbau. Haut scho kréie Gemenge staatlech Subventiounen an der Héicht vu 75 % op Basis vun den Aides à la pierre vum 79er Gesetz, wa se an erschwéngleche Wunnraum investéieren. Mam neie Pacte Logement kréien d'Gemenge weider Méiglechkeeten an Hëllef zur Säit gestallt, fir Logementsprojeten ze entwéckelen, Bauland am Perimeter ze mobiliséieren an duerch innovativ Initiativen d'Wunnqualitéit an hire Lokalitéiten ze verbesseren.

Question 1770 (23.01.2020) de **MM. Léon Gloden, Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **politique gouvernementale en matière de coopération transfrontalière :**

En marge de la visite d'État en République française en mars 2018, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a été l'invité sur RTL Radio France et a expliqué que la venue de 100.000 frontaliers français au Luxembourg était une situation « win-win », mais que nous avions surtout des problèmes de transport, sujet qui allait être abordé avec le Président français. Confronté à la question de savoir si le Luxembourg était prêt à payer à la France un retour sur les recettes fiscales prélevées sur les frontaliers, il a répondu que le Luxembourg était prêt à investir dans les transports (parking, ferroviaire), mais qu'il n'avait pas envie de payer la décoration de Noël d'un maire [français].

Le weekend dernier, le président du LSAP ayant assisté aux vœux d'un élu lorrain et socialiste et présenté par son hôte comme futur ministre de l'économie, a affirmé qu'« on ne peut plus mener le débat transfrontalier qu'en termes de double-convention et d'infrastructures de mobilité » avant d'indiquer qu'« il faut sereinement parler de tous les sujets : dont la fiscalité ».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Quelle est la position officielle du Gouvernement en matière de coopération transfrontalière ?

2) Au vu des affirmations du futur ministre de l'économie, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il concevoir de partager les recettes fiscales prélevées sur les frontaliers avec l'État français ?

Réponse (04.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) L'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023 fournit les grandes lignes de l'approche de la politique de coopération transfrontalière. En tant que moteur économique d'une Grande Région de plus en plus interconnectée et mobile, le Luxembourg cherche à renforcer la coopération transfrontalière avec les États et les entités fédérées limitrophes.

L'accord de coalition a mis en place un comité de coordination interministérielle pour la coopération transfrontalière (CICT), sous présidence du ministère ayant les affaires étrangères et européennes dans ses attributions, visant à coordonner les positions et projets soutenus par le Luxembourg dans les différentes enceintes ou réseaux de coopération afin d'en assurer la cohérence.

Les thématiques importantes dans le contexte de la politique transfrontalière sont multiples et touchent notamment la mobilité, la formation, les nouvelles formes d'organisation du travail et le développement territorial ainsi que les questions de l'énergie et de la protection de l'environnement.

ad 2) Le Gouvernement s'est toujours prononcé contre le principe de rétrocessions fiscales et continue à privilégier le cofinancement des projets d'infrastructures dans les régions frontalières.

Question 1771 (24.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **outsourcing dans la fonction publique :**

À côté des fonctionnaires, employés de l'État et salariés travaillant dans la fonction publique, l'État recourt d'une façon non négligeable aux services d'entreprises privées pour assurer certaines tâches.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quels sont les domaines parmi lesquels l'État recourt à cet « outsourcing » et pour quelles raisons.

- Quel est le volume budgétaire consacré à ces contrats ?

- L'État applique-t-il des clauses sociales dans ses soumissions, ceci dans l'intérêt des salariés du secteur privé qui travaillent pour le compte de l'État ?

- Quelles sont, le cas échéant, ces clauses ?

Réponse (03.03.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Chaque ministère est autonome dans la gestion de ses marchés publics. Par conséquent, cette réponse ne porte que sur les activités du Ministère de la Fonction publique qui ont été externalisées.

Le Ministère de la Fonction publique recourt à des sous-traitants pour des projets de forte envergure dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et du développement de tests de sélection.

Par ailleurs, des activités de prévention en matière de santé au travail des agents de l'État et la consultance en matière de gestion des processus métier font aussi partie des activités qui sont gérées en sous-traitance.

Les exigences en matière d'hygiène pour les services médicaux du secteur public impliquent que le nettoyage et la stérilisation du matériel médical ont aussi été externalisés.

Le volume budgétaire consacré à ces contrats est de 2.839.456 euros, ce qui représente un pourcentage de 0,37 % du budget pour l'année 2020 de mon Ministère.

Indépendamment du type de marché public, il est évident que tout prestataire sélectionné à l'issue d'une procédure d'adjudication devra se conformer dans le cadre de l'exécution de la commande à toutes les réglementations du marché du travail en vigueur, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, pour le cas d'une exécution d'une commande dans un autre État membre de la Communauté européenne.

Question 1772 (24.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **formation professionnelle :**

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2020 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle apporte plusieurs modifications au règlement grand-ducal du 15 août 2019.

Parmi ces changements figure la modification de l'article 6 (2) qui fixe les critères d'évaluation du bilan final d'une formation DAP/DT de deux,trois ou quatre ans.

Selon les dispositions de l'article 6 (2) du règlement grand-ducal du 15 août 2019, le bilan final est réussi si quatre conditions cumulatives sont remplies, dont la quatrième condition stipule que « l'élève a réussi tous les modules fondamentaux, à l'exception d'un seul module de stage ». Or, l'actuel règlement grand-ducal supprime la disposition « à l'exception d'un seul module de stage », de manière à ce qu'il faut dorénavant avoir réussi tous les modules de stage pour pouvoir réussir le bilan final, qui à son tour est une condition pour être admis au Projet intégré final (PIF).

Selon nos informations, dans certaines formations dont le DAP Aide-soignant, DT Administration et commerce, DT Hôtellerie, DT Tourisme, DAP Restaurateur, DAP Cuisiner (formation plein exercice) et le DAP Restaurateur-hôtelier, le dernier stage selon la grille horaire a lieu après le bilan final. La réussite de ce stage ne saurait dès lors constituer une condition pour réussir le bilan.

Dans la mesure où cette modification de la dernière phrase de l'article 6 (2) léserait gravement les élèves concernés en les condamnant à perdre une année de formation entière, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il décidé de ne plus prévoir cette condition ?

2) Quelles sont les conséquences pour les élèves concernés et pour l'organisation scolaire des établissements scolaires respectifs ?

3) De quelle manière le ministre envisage-t-il de remédier à cette situation pour éviter que les élèves concernés ne perdent une année de formation entière, tout en sachant qu'un élève ne peut participer à une session de rattrapage s'il n'a pas été déclaré admissible à la session ordinaire du PIF ?

Réponse (03.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2020 a modifié le règlement grand-ducal du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle afin de rendre celui-ci conforme à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, et plus précisément à l'article 33quater, point 3, alinéa 2. Ce passage de l'article 33quater précise les modalités de la décision de promotion appelée bilan final. Il s'agit également de préciser que cette disposition n'est applicable en 2019-2020 qu'aux seuls élèves/apprentis qui sont en première année de formation, voire en première année de formation après le bilan intermédiaire.

ad 2) + 3) La disposition en question n'a pour le moment pas de répercussions sur la grande majorité des élèves ou des établissements concernés. Pour la seule formation touchée en 2019-2020 par la nouvelle disposition, notamment le DAP Hôtelier-restaurateur, différentes options ont été discutées avec la direction de l'EHTL, dont le réagencement de la période de stage, afin qu'elle précède le projet intégré final. Toutefois, cette solution aurait eu trop de répercussions négatives pour toutes les autres formations en cours. C'est pourquoi il a été décidé d'admettre exceptionnellement au projet intégré final les sept élèves, et ce malgré le fait que le dernier module de stage ait lieu après ledit projet.

Entre-temps, mon département est en train d'élaborer un avant-projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ainsi qu'un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle, qui a comme but, entre autres, d'introduire la disposition en question dans les deux textes.

Les deux nouveaux textes devraient remédier à la situation actuelle afin d'éviter tout préjudice pour les élèves/apprentis concernés. Par conséquent, les formations pour lesquelles le dernier

stage a lieu après le bilan final, l'admissibilité au PIF serait garantie en cas de réussite de tous les modules fondamentaux, à l'exception d'un seul module de stage. Après avoir participé à la session ordinaire et subi un éventuel échec, les élèves pourraient également participer à la session de rattrapage.

Question 1776 (24.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **temps de travail et de repos dans la police :**

D'lescht Joer hunn ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet zwou parlamentaresch Froen (N° 0084 an N° 0203) iwwert d'Aarbechtszäite bei der Police gestallt. An de jeeweilegen Äntwerten erkläert de Minister, dass d'Akraafttriede vum Policegesetz 2018 deemools dozou bäigedroen huet, dass d'Police huet missen hire Schichteplang ëmstellen. Gläichzäiteg huet de Minister zouginn, dass d'Schaff- a Rouzäiten net ëmmer kënne respektéiert ginn.

De 17. Juni 2019 huet de Minister den Accord relatif au temps de travail et de repos dans la police mat de betreffende Gewerkschaften ënnerschriwwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg an ëffentlech Verwaltung dës Froe stellen:

1. Am Kontext vum Accord iwwert d'Schaff- a Rouzäiten: Wéi vill Fäll gouf et säit dem 11. Juni 2019 (opgelëscht pro Mount),

a. an deene Policebeamte méi wéi zéng, awer manner wéi zwielef Stonnen hu misse schaffen?

b. an deene Policebeamten op engem Schaffdag méi wéi zwielef Stonnen hu misse schaffen?

c. an deene Policebeamte kee Repos vu mindestens eelef Stonnen tëscht zwee Schaffdeeg kruten? Wéi vill Stonne Repos haten dës Policebeamten, bei deenen déi eelef Stonne Repos net respektéiert goufen?

d. an deene Policebeamte méi ewéi 48 Stonnen an enger Woch geschafft hunn?

e. an deenen déi 35 Stonne Repos hebdomadaire net respektéiert goufen? Wéi vill Stonne Repos haten dës Policebeamten, bei deenen déi 35 Stonne Repos net respektéiert goufen?

2. Vum 15. bis den 18. Oktober war déi belsch Kinnekskoppel op offiziellem Staatsbesuch zu Lëtzebuerg. Wärend deenen dräi Deeg gouf eng immens Zuel u Policepatrullen an der Haaptstad agesat.

a. Kann de Minister garantéieren, dass wärend der Presenz vun der belscher Kinnekskoppel d'Dispositiounen iwwert d'Schaf- a Rouzäiten aus dem Gesetz vum 1. August 2018 souwéi aus dem virdru genannten Accord respektéiert goufen?

Falls net, bei wéi ville Beamte gouf géint den Accord iwwert d'Schaff- a Rouzäite verstouss an ëm wat fir eng Verstéiss huet et sech gehandelt?

b. Wéi vill Stonnen (genau Stonnenzuel pro Beamten) hunn déi Poliziste geschafft, déi un dësen Deeg méi wéi zwielef Stonnen hu misse schaffen, an a wéi enge Situatiounen ass dat virkomm?

3. Ween ass bei der Police responsabel dofir, dass déi gesetzlech virgesinne Schaff- a Rouzäite respektéiert ginn?

4. Kann et bei Verstéiss géint d'Dispositiounen iwwert d'Schaff-a Rouzäiten zu Disziplinarmoossname kommen?

Falls jo, ginn dës Disziplinarmoossname géint de betraffene Beamten oder géint de Responsabelen ageleet an a wéi ville Fäll goufe schonns esou konkreet disziplinaresch Suitten ageleet?

Réponse commune (03.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Well een an deem aktuellen informatesche Programm net déi verschidde Moyennen oder déi respektiv Quote berechne kann, déi an deene verschiddenen Texter virgesi sinn, ass et net méiglech, déi gefroten Zuelen ze liwweren. D'Police wäert awer am Kader vun der Digitalisatioun u sou enger informatescher Solutioun schaffen.

Fir der Kommissioun vum Artikel 9 vum Accord relatif au temps de travail et de repos dans la police Rechnung ze droen, war awer probéiert ginn, a sämtlechen operativen Unitéiten a Servicer vun der Police, d'Zuele vun Hand aus zesummenzedroen, an déi sinn an enger Reunioun presentéiert ginn. Duerch d'Komplexitéit vun der ganzer Matière an d'Implicatioun vu ville verschiddenen Acteure bei der Opstellung, war et awer leider onméiglech all d'Moyennen ze rechnen. D'Zuele weise just Tendenzen an hunn net d'Pretentioun honnert Prozent vun der Situatioun erëmzeginn.

Et bleift awer nach ze bemierken, dass den Accord d'Méiglechkeet virgesäit, fir an exzeptionnelle Fäll, iwwer zwielef Stonne Schaffzäit am Dag an ënner eelef Stonne Reposzäit ze goen.

ad 2.

ad a. Wéinst iwwergeuerdneten imprevisiblen Déngschtobligatioune konnten d'Dispositioune vun de respektiven Texter net tel quel respektéiert ginn. Dëst ass geschitt, well kuerzfristeg Adaptatioune vum geplangten Oflaf vum Programm gemaach gi sinn, iwwert déi d'Police kee Matbestëmmungsrecht hat, an déi awer hu misse vun der Police ëmgesat ginn, dat am Sënn vum ëffentleche sécherheetsrelevanten Interessi an am Kader vun internationalen Accorden iwwert d'Sécherheet vu Persoune mat diplomateschem Statut. D'Beamte waren also an enger Zort „état de nécessité", fir entweeder hirer obligatorescher Protectiounsmissioun nozekommen oder d'Dispositioune vun der Aarbechtszäitreegelung unzewenden. Bis elo setzt d'Police an esou Fäll nach ëmmer d'Prioritéit op de Schutz vu Persounen.

ad b. Aus Sécherheetsgrënn kann d'Unzuel vun de Beamten, déi wärend der dräi Deeg laanger Visitt vun der belscher Kinnekskoppel am Asaz waren, net public gemaach ginn. Bei de Spezialisten am Beräich „Persouneschutz an Eskorten" souwéi och am operationellen Encadrement, ware Beamten am Asaz, wou op engem Dag d'Mindestunzuel un „heures de repos" net konnt respektéiert ginn (an dat an der Moyenne ëm manner wéi eng Stonn), respektiv déi méi wéi zwielef Stonne geschafft hunn (wat an exceptionnelle Fäll vum Accord erméiglecht gëtt). Wéi schonn ënnert dem Punkt 2. a. beschriwwen, setzt d'Police an esou Fäll nach ëmmer d'Prioritéit op de Schutz vu Persounen.

ad 3. Laut Statut vum Fonctionnaire (art. 32) ass de Staat als Employeur responsabel fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Beamten, an dozou gehéiert och d'Anhale vu Schaff- a Rouzäiten. Bei Beamten, wou den Déngscht agedeelt gëtt, ass de Chef d'administration an de respektive Supérieur hiérarchique op all Niveau zoustänneg, fir de geplangten Déngscht am Virfeld esou anzedeelen, dass en de legalen a reglementaire Kader respektéiert. Verschidde Beamten, déi eng méi grouss Autonomie hunn an hiren Aarbechtszäiten, notamment well se méi imprevisibel Missiounen erfëllen am Kader vun der ëffentlecher Sécherheet, mussen dëst och am Kader vun de Limitte maachen, déi am Statut iwwert d'Aarbechtszäit virgesi sinn, dëst ënnert der Responsabilitéit vum Chef d'administration.

ad 4. Bei Situatioune wou d'Dispositiounen iwwert d'Schaff- a Rouzäiten net kënnen agehale ginn an déi och net duerch déi virgesinnen Ausnamen oder e justifizéierten „état de nécessité" ze rechtfäerdege sinn, kann et zu disziplinaresche Moossname kommen, virausgesat, et war keng Urgence an d'Police huet net missen am ieweschten Interessi vun der Allgemengheet intervenéieren.

Bis elo si keng Disziplinarmoossname géint Beamte vun der Police an dësem Kader ageleet ginn.

Question 1777 (24.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **violation du Règlement général sur la protection des données (RGPD) :**

Selon une étude du cabinet d'avocats DLA Piper, le Luxembourg n'a encore infligé aucune amende en lien avec une violation du Règlement général sur la protection des données (RGPD), alors qu'il y a eu depuis son introduction plus de 500 plaintes.

Ce règlement a comme but de protéger les personnes physiques contre le mésusage des données personnelles.

Dans la plupart des autres pays, des sanctions pouvant aller jusqu'à 20 millions d'euros ont déjà été infligées.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de Madame la Ministre de la Justice s'ils peuvent confirmer ces informations.

- Quelle a été la nature des plaintes déposées et quelles sont les raisons de l'absence de sanctions au Luxembourg ?

Réponse commune (26.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

1) Informations fournies par la Commission nationale pour la protection des données

L'honorable Député voudra bien trouver ci-après les informations fournies par la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) concernant les violations de données qui lui ont été notifiées, les réclamations qui lui ont été formulées, les enquêtes qu'elle a entreprises depuis l'entrée en application du RGPD, ainsi que des informations sur les mesures correctrices et les amendes.

a. Notifications de violations de données

Les chiffres mentionnés dans l'étude du cabinet d'avocats DLA Piper concernent les notifications des violations des données que la CNPD reçoit des responsables de traitement, et non pas les réclamations (plaintes) émanant des personnes concernées.

Depuis le 25 mai 2018, les responsables de traitement doivent notifier les violations de données à caractère personnel à la CNPD dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance si la violation en question est susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

Il s'agit plus précisément de violations de sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération ou la divulgation non autorisée de données à caractère personnel. Celles-ci doivent être gérées en respect des exigences des articles 33 et 34 du RGPD.

Contrairement aux violations de données qui sont notifiées par les responsables de traitement, les réclamations émanent de citoyens lorsqu'ils ont estimé qu'il y a eu une violation de la loi ou une entrave à l'exercice de leurs droits.

Ces réclamations tout comme d'ailleurs les violations de sécurité peuvent aboutir à l'ouverture d'une enquête, à l'adoption de mesures correctrices ou à l'imposition d'une amende administrative.

b. Réclamations

Du 25 mai 2018 (date d'entrée en application du RGPD) au 31 décembre 2019, la CNPD a reçu 983 réclamations. 665 personnes ont directement fait appel aux services de la CNPD pour déposer leur réclamation. En plus des réclamations au niveau national, s'ajoutent à travers le système européen de coopération 318 réclamations où la CNPD a été ou est l'autorité chef de file présumée.

Plus d'un quart des réclamations (26 %) a été motivé par le non-respect du droit d'accès par les responsables du traitement ce qui veut dire que ces derniers ont refusé aux citoyens d'accéder à leurs données, ignoré leurs requêtes ou ne leur ont pas donné assez de renseignements par rapport aux obligations légales à respecter en matière de droit à l'information et d'accès. À ce titre, les fermetures, respectivement les suspensions de comptes clients, notamment par les sociétés de commerce en ligne, font l'objet de plaintes récurrentes. Dans de telles situations, les citoyens ne comprennent pas toujours les raisons pour lesquelles le statut de leur compte a changé en raison des informations parfois insuffisantes qui leur sont fournies par les sociétés. Souvent, ils veulent une confirmation que leurs données ne font plus l'objet d'un traitement.

Les demandes d'effacement ou de rectification de données auxquelles les suites souhaitées n'avaient pas été réservées ont constitué 20 % des plaintes. Il s'agissait, entre autres, de demandes de fermeture de comptes auprès de services en ligne ou de demandes d'effacement de données personnelles (adresses email, évaluations, etc.) accessibles sur des sites Internet.

Dans 11 % des cas, les plaignants ont demandé à la CNPD de vérifier la licéité de certaines pratiques administratives ou commerciales. Ils ont notamment remis en cause :

- les conditions générales relatives à des commerces ou des services en ligne ;

- la durée de conservation des données collectées (par exemple : historique d'achat) ;

- la demande de documents comme la carte d'identité ou le passeport à des fins de vérification d'identité ;

- la publication des données à caractère personnel en ligne (par exemple sur un réseau social) ;

- la collecte illicite ou excessive de données ;

- la licéité de traitement des dossiers du personnel ;

- la création d'annuaires sans le consentement des personnes concernées ;

- la prise de photos à l'insu de la personne concernée ;

- les décisions individuelles automatisées.

La majorité des requêtes liées à la surveillance sur le lieu du travail (6 % des réclamations) concernaient la vidéosurveillance. Des plaignants ont également contacté la CNPD lorsqu'ils ont estimé que des systèmes de géolocalisation avaient été utilisés par leur employeur de manière illicite (par exemple surveillance en dehors des heures de travail).

10 % des réclamations étaient relatives au droit d'opposition et à la prospection commerciales ou politiques. La CNPD a dû intervenir à plusieurs reprises lors d'envois de courriels ou de SMS non sollicités ou encore dans des cas où les plaignants ont voulu connaître l'origine des données utilisées par les organisations/sociétés en vue de les prospecter.

La transmission non autorisée de données à des tiers a également conduit à un certain nombre de réclamations (6 %). Cela inclut par exemple la publication de données (vidéos, photos, etc.) en ligne sans les protéger suffisamment ou encore l'utilisation de données à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été collectées initialement. Des plaintes récurrentes concernent l'envoi de courriels à des personnes auxquelles ils n'étaient pas destinés ou l'envoi de courriels confidentiels mais distribués de façon collective et visible à tous les destinataires (« CC » au lieu de « BCC »). La CNPD est également saisie régulièrement de plaintes concernant des consultations estimées comme non autorisées dans le registre national des personnes physiques par des agents du secteur public.

c. Enquêtes - contrôles sur place et audits

La CNPD adopte une approche double en ce qui concerne la vérification de l'application des règles en matière de protection des données. D'un côté, il y a le volet « réactif », largement dirigé par les réclamations, et de l'autre côté le volet « proactif ». La CNPD a le pouvoir de lancer des enquêtes de sa propre initiative. Des contrôles « proactifs » sont effectués auprès d'organisations qui ont été sélectionnées sur base d'un échantillonnage en se basant sur des critères de risque, comme par exemple le secteur d'activité ou la taille. Ces contrôles sont par la suite effectués soit de manière non annoncée (les enquêtes sur place), soit de manière annoncée (les enquêtes sous forme d'audit sur la protection des données).

Depuis le 25 mai 2018, la CNPD a procédé à 45 enquêtes sur place. La majorité des enquêtes a pour objet de vérifier la conformité des mesures de surveillance mises en œuvre par un responsable de traitement, notamment par la mise en place de caméras de vidéosurveillance et d'outils de géolocalisation.

En plus, la CNPD a lancé 34 audits. 25 audits sont du type « proactif » et sont conduits dans le cadre de la vérification des dispositions relatives aux délégués à la protection des données (data protection officers - DPO). Parallèlement aux audits DPO, 9 audits du type « réactif » ont été ouverts suite à la détection d'une difficulté dans le cadre de réclamations nationales ou issues du mécanisme de coopération européenne. Ces réclamations concernent des problématiques variées : droit d'accès aux données, sécurité des données, processus de recrutement ou encore gestion des cookies.

Les enquêtes ont été lancées progressivement dès l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, c'est-à-dire depuis le 20 août 2018.

d. Mesures correctrices et amendes

En cas de traitement contraire à la règlementation en vigueur, la CNPD a le pouvoir d'adopter des mesures correctrices (par exemple avertissement, rappel à l'ordre, limitation temporaire, définitive, ou interdiction du traitement, etc.) et d'imposer des amendes administratives.

Les violations par le responsable du traitement du RGPO peuvent faire l'objet d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 20 millions d'euros ou jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu. Le RGPD exige que les sanctions soient « effectives, proportionnées et dissuasives » - ceci implique que la taille de l'entreprise, la gravité des faits, l'ampleur de la violation, des dommages, du nombre de per-

sonnes touchées ainsi que le niveau de risque et les moyens d'une entreprise pour se mettre en conformité soient pris en compte. La CNPD ne peut infliger des amendes administratives qu'à l'encontre de responsables du traitement issus du secteur privé.

Entre le 25 mai 2018 et le 31 décembre 2019, 83 réclamations nationales ont conduit à l'adoption de mesures correctrices. Il s'agit des cas où la CNPD a ordonné au responsable du traitement de mettre en place des mesures pour se conformer au RGPD (par exemple faire droit à une demande d'accès, d'effacement, d'opposition, modification des notices d'informations afin de se conformer aux exigences des articles 13 et 14 du RGPD, mise en place de mesures de sécurité supplémentaires, etc.). En plus des réclamations introduites au niveau national s'ajoutent à travers le système européen de coopération encore 36 réclamations qui ont été clôturées par des mesures correctrices.

La CNPD estime qu'une amende administrative ne peut être prononcée que par la Commission nationale siégeant en formation restreinte de décision sur l'issue de l'enquête conformément à l'article 41 de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données. En effet, en fonction de la pertinence d'un dossier, la CNPD peut ouvrir une enquête conformément à l'article 37 de la loi du 1er août 2018 précitée. Cela implique une procédure avec deux processus consécutifs (le processus d'enquête mené par un des commissaires en tant que chef d'enquête et un processus de décision par le collège des commissaires en formation restreinte c'est-à-dire composé des trois autres commissaires).

Aucun dossier d'enquête examiné par la formation restreinte jusqu'à présent n'a présenté des violations dont la gravité aurait justifié le prononcé d'une amende administrative. Par conséquent, aucune amende administrative n'a été imposée par la CNPD depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018.

Or, les enquêtes d'envergure et celles exigeant une collaboration avec une ou plusieurs autorités de surveillance d'autres pays nécessitent des évaluations complexes à la fois juridiques et techniques qui, évidemment, prennent plus de temps pour être conclues. Un nombre de dossiers d'enquête sera examiné par la Commission nationale dans les semaines à venir.

2) Informations fournies par l'autorité de contrôle judiciaire

En outre, il y a lieu de noter qu'il y a également l'autorité de contrôle judiciaire qui est compétente pour contrôler les opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par les juridictions de l'ordre judiciaire, y compris le ministère public, et de l'ordre administratif dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Instituée par les articles 40 à 43 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, cette dernière n'a jusqu'à présent prononcé aucune sanction, étant donné qu'aucun manquement au RGPD n'a été constaté.

Six réclamations ont été déposées qui soit n'étaient pas de la compétence de l'AG soit ont pu être clarifiées immédiatement grâce à l'intervention du responsable du traitement.

Deux réclamations sont actuellement en instruction.

Question 1783 (27.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **législation concernant la conservation des données :**

Am Kader vun den Affären C-623/17, C-511/18, C-512/18 an C-520/18, déi vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg traitéiert goufen a sech mat der Konformitéit vun nationale Gesetzer zur Vorratsdatespäicherung mat den europäeschen Norme befaasst hunn, huet de Generalaffekot Campos Sánchez-Bordona sech derfir ausgeschwat, datt national Gesetzer sech mussen um État de droit moossen. Am Pressecommuniqué gëtt hien zitéiert mat de Wierder:

« Les moyens et les méthodes de la lutte antiterroriste doivent répondre aux exigences de l'État de droit. »

Déi Affären, déi hei traitéiert ginn, si véier Renvois préjudiciels, fir d'Rechtssécherheet nom Arrêt Tele2 ze kréien. A sengem Avis seet de Generalaffekot, datt déi national Gesetzer, déi hei examinéiert ginn, géint d'Proportionalitéit verstousse géifen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung déi véier Affäre suivéiert?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt aus dem Avis vum Generalaffekot och Konklusiounen iwwert d'Legitimitéit vun der lëtzebuergescher Virratsdatespäicherung gezu kënne ginn?

3. Plangt d'Regierung e Moratoire am Kontext vun der Virratsdatespäicherung, falls den Avis vum Generalaffekot vun der Cour géif bestätegt ginn? Falls nee, firwat net?

4. De Generalaffekot sot zum Erhale vum belsche Gesetz:

« Ce maintien ne peut durer que le temps strictement nécessaire pour remédier à l'incompatibilité susvisée. »

Wéi schätzt d'Regierung d'Kompatibilitéit vun der lëtzebuergescher Virratsdatespäicherung mat dem EU-Recht an?

Awéifern ënnerscheet déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung sech an dësem prezise Fall vun der belscher?

Envisagéiert d'Regierung d'Méiglechkeet, de lëtzebuergesche Gesetzestext vun der CJUE préiwen ze loossen, fir Rechtssécherheet ze kréien? Falls net, plangt d'Regierung den Text ze abrogéieren?

Réponse (28.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierten wëllt wëssen, wéi wäit d'Affäre C-623/17 (Groussbritannien), C-511/18, C-512/18 (Frankräich) an C-520/18 (Belsch) virun der CJUE en Afloss op déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung iwwert d'Datespäicherung hunn.

Fir ze verhënneren, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënnt, plädéiert Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstaate fir eng europäesch Léisung, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJUE. Déi Europäesch Kommissioun schafft den Ament un enger ausféierlecher Etüd, fir ze kucken, wéi esou eng Léisung op EU-Niveau kéint ausgesinn. Och d'Méiglechkeet vun enger legislativer Propositioun gëtt vun der EU-Kommissioun analyséiert.

Op EU-Niveau gëtt et e spezifeschen Aarbechtsgrupp (DAPIX), an deem och Lëtzebuerg vertrueden ass, deen d'Evolutiounen an dësem Dossier suivéiert, mam Zil, fir eng méiglechst breet Harmoniséierung an deem Beräich op europäeschem Niveau ze kréien.

D'Regierung deelt iwwerdeems d'Aschätzunge vum Parquet a vum Staatsrot, deenen no d'Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff vun 2014 (Digital Rights) an 2016 (Tele2 Sverige) d'Direktiv 2006/24/EG zwar invalidéiert, eist Gesetz vum 30. Mee 2005 dofir awer net ipso jure annuléiert hunn. Fir weider Detailer verweisen ech op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0791 vum 14. Juni 2019 vun den honorabelen Deputéierte Gilles Roth a Laurent Mosar.

Jidder Bierger huet natierlech d'Recht, déi national Legislatioun juristesch unzefechten. Et ass dann um Geriicht, fir doriwwer ze tranchéieren. Bis haut ass déi national Legislatioun ronderëm d'Datespäicherung net duerch en nationaalt Urteel a Fro gestallt ginn.

D'Konklusioune vum Generalaffekot, och wa se oft vum Europäesche Geriichtshaff iwwerholl ginn, sinn och net mat engem rechtskräftegem Urteel vun der CJUE gläichzesetzen. Dofir kënnen dorauser, wéinstens zu dësem Zäitpunkt, keng definitiv Konklusioune gezu ginn.

Wat d'Fro vun engem eventuelle Moratoire betrëfft, ass ze preziséieren, dass de Generalaffekot sech a senge Konklusiounen op d'CJUE-Jurisprudenz am Arrêt „Inter-Environnement" vum 29. Juli 2019 berifft. Dës erméiglecht et engem Geriicht, an aussergewéinleche Fäll bestëmmten Effete vun enger net EU-konformer Gesetzgeebung oprechtzeerhalen, ënnert der Konditioun, dass eng national Dispositioun dat och virgesäit. Esou eng Dispositioun gëtt et aktuell net an eisem Recht.

Question urgente 1817 (03.02.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**implication de Taïwan dans la lutte internationale contre le coronavirus :**

En effet, Taïwan a enregistré mardi 21 janvier son premier cas d'infection au coronavirus. Pourtant, Taipei n'a pas été invité au sommet de crise organisé dans la suite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Taïwan a demandé par conséquent un statut d'observateur à l'OMS. L'OMS a d'ailleurs décrété jeudi 30 janvier que l'épidémie du coronavirus constitue « une urgence de santé publique de portée internationale ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position luxembourgeoise relative à un statut d'observateur pour Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner de surcroît sur d'éventuelles initiatives du Gouvernement aux niveaux européen et international pour impliquer Taïwan davantage dans la lutte contre le coronavirus ?

Réponse (06.02.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Les enjeux et les défis de santé publique ont une portée mondiale et par conséquent, les discussions au sein de l'OMS peuvent grandement bénéficier de la participation, de l'échange d'informations et de l'expertise du plus grand nombre. Le Luxembourg n'est cependant pas membre du Conseil exécutif de l'OMS, organe décisionnel en matière d'octroi du statut d'observateur, et ne participe dès lors pas aux délibérations qui ont lieu dans ce contexte.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois estime que la coopération au niveau global est d'une importance majeure. Il faut impérativement renforcer les efforts de communication dans la lutte contre le coronavirus. Aucune région, institution ou communauté ne devrait être exclue de ce processus. Il est essentiel de veiller à ce que les communautés soient engagées, bien informées et qu'elles fassent confiance à la réponse apportée par les autorités publiques pour combattre le coronavirus et maîtriser au mieux sa propagation.

Le « Centre européen de prévention et de contrôle des maladies », une agence de l'Union européenne, échange et communique régulièrement avec tous les centres d'experts du monde en ce qui concerne le contrôle des épidémies, y inclus le Centre de contrôle des maladies de Taipei.

Question urgente 2006 (13.03.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **décisions dans le cadre du coronavirus :**

Nodeems et hei hei am Land roueg ëm de Coronavirus war, heefe sech elo d'Fäll vun der Krankheet séier. D'Reaktiounen an d'Moossnamen dorop sinn awer ganz ënnerschiddlech: Esou ass den Zuchverkéier net ageschränkt obwuel do an enger Ramm eng 500 Leit an engem zouenen, ganz enke Raum beieneestinn. Dogéint huet d'Lëtzebuerger Futtballfederatioun elo all Matcher ofgesot… a frëscher Loft an och am Sall. Den ëffentlechen Transport leeft awer virun, och wann do Moossname geholl ginn.

An deem Kontext wëll ech den Häre Premier-, Sport- an Aarbechtsminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng eenheetlech Linn, wat Groussveranstaltungen a Plazen, wou vill Mënschen zesummekommen, ugeet, fir de Risiko vun enger Verbreedung vum Virus ze miniméieren?

2. Gëtt et eng Strategie, wat de franséische Grand-Est ugeet, deen als Risikogebitt agestuuft ass a vu wou vill an dacks déi vollsten Zich kommen?

3. Ass de Schrack vun der FLF mat dem Ministère de tutelle ofgeschwat - eventuell no Récksproch mat deene Ministèren, déi direkt concernéiert sinn?

4. Ass deemno d'Risikoaschätzung vun der FLF korrekt an huet d'CFL onrecht, wa si weider Zich fuere léisst?

5. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt, esou disparat Reaktiounen nëmme kënnen zur Veronsécherung vun de Leit bäidroen?

6. Wär et net besser, Risikogruppe preventiv ze isoléieren, wann et sech erwisen huet, datt Lëtzebuerg sech Aschränkungen am ëffentlechen Transport einfach net ka leeschten?

7. Ëm wéi vill geet en Ustiechungsrisiko fir e Buschauffer erof, wann hien am nämmlechte Raum wéi d'Passagéier just duerch eng fräi Zon vun zwee Meter getrennt ass?

8. Ass et an där Situatioun vertrietbar, fir d'nächst Woch eng Chamberssëtzung bäizebehalen, an där am zouene Sall de Risiko, sech géigesäiteg unzestiechen, sécher méi grouss ass, wéi an der frëscher Loft op engem Fussballsterrain?

9. Ass beduecht ginn, a wéi eng finanziell Noutsituatioun d'Veräiner duerch d'Ofso vun de Matcher geroden?

10. Wie kënnt fir de Schued vun de Veräiner op a gräift hinnen ënnert d'Äerm, wa si an dëser Situatioun keng Spiller kënne bezuelen, déi vun der FLF verbuede kritt hunn, ze spillen?

Réponse commune (05.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An Zäite wou d'Mesurë géint de Covid-19 weiderhin a stänneg ugepasst musse ginn, hunn d'Froe vum honorabelen Deputéierten un Aktualitéit verluer a sinn d'Äntwerten deementspriechend adaptéiert ginn .

ad 1. Jo et gëtt eng eenheetlech Linn am Kampf géint de Covid-19. Op Basis vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2020 iwwert d'Aféiere vun enger Serie vu Moossnamen am Kampf géint de Covid-19, sinn all Veranstaltungen esouwéi all Usammlung vu Mënsche verbueden.

ad 2. D'Notioun vu Risikogebitt fir de Covid-19 existéiert net méi fir den Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten.

D'Weltgesondheetsorganisatioun huet och elo scho méi laang d'Pandemie ausgeruff, dat heescht, dass de Virus weltwäit verbreet ass. An deem Sënn muss een iwwerall op der Welt déi selwecht Virsiichtsmoossnamen huelen („gestes barrière"), an et si keng speziell Moossname fir de Grand-Est néideg.

ad 3. Et dierf drun erënnert ginn, dass am Artikel 3 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 festgehalen ass, dass déi ëffentlecht Muecht (pouvoirs publics) d'Autonomie vum Fonctionnement vum „mouvement sportif" respektéiert, an d'Regierung huet a wäert sech och dorunner halen a sech net an d'Interna vun enger Federatioun amëschen. Deementspriechend hunn d'Sportsfederatiounen och kee Ministère de tutelle.

ad 4. Duerch Dispositioune vum virgenannte groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2020, sinn ënner anerem all sportlech Aktivitéiten ënnerbrach an och all sportlech Infrastrukturen zou. Generell sinn all Aktivitéiten op dat onbedéngt Noutwendegst reduzéiert. Fir vill Leit ass den ëffentleche Verkéier allerdéngs eng Noutwendegkeet, fir hire Liewensënnerhalt ze verdéngen, respektiv duerch hir Aarbecht deenen aneren ze hëllefen.

ad 5. Dës Decisioune sinn absolutt noutwendeg, fir dass d'ëffentlech Gesondheet beschtens, gemäss der Evolutioun vun der Epidemie, geschützt ka ginn. D'Regierung informéiert d'Bierger verstäerkt iwwert d'Bedeitung vun alle Moossnamen, fir dass jidderee kann dozou bäidroen, der Verbreedung vum Virus entgéintzewierken.

ad 6. D'Infektioun ass elo weltwäit verbreet an d'Zil ass elo, déi besonnesch vulnerabel Persounen ze schützen.

ad 7. Et gëtt keen Infektiounsrisiko wann ee méi wéi zwee Meter vun all Persoun ewechbleift.

ad 8. D'Äntwert op dës Fro ënnerläit der Chamber selwer, déi jo och an Zwëschenzäit déi néideg Mesurë geholl huet.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

ad 9. Dem honorabelen Deputéierte misst an Zwëschenzäit d'Aussmooss vun der Pandemie bekannt sinn. D'Mesuren, déi am groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz geholl gi sinn, hunn als primäert Zil déi ëffentlech Gesondheet ze schützen an eebe Mënschelliewen ze retten an do spillt de Sport nun eemol, am Moment, eng manner wichteg Roll.

An Zwëschenzäit ass och decidéiert ginn, dass d'Veräiner (ASBLen) eng Demande fir de Chômage partiel fir déi Salariéë kënne maachen, déi en Aarbechtskontrakt hunn an zu Lëtzebuerg sozial verséchert sinn.

Question 2042 urgente (10.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus :**

E privat Meenungsfuerschungsinstitut soll elo déi Leit „bestëmmen", dat heescht also obligatoresch designéieren, déi bei der Corona-Querschnëttsetüd getest ginn (Quell: LW 9. Abrëll 2020). De Gesondheetsministère schreift, datt d'TNS ILReS e „partenaire associé" vun dëser Etüd soll sinn.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Firwat an no wéi enge Krittäre gouf d'TNS ILReS als „partenaire associé" fir dës Etüd erausgesicht? Wat si genee d'Aufgabe vun der TNS ILReS?

2. Gëtt d'TNS ILReS derfir bezuelt, fir hir Datebanken zur Verfügung ze stellen? Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung oder e spezielle Marché fir e „partenaire associé" erauszesichen? Wéi eng Prozedure sinn hei applizéiert ginn?

3. Firwat ginn net staatlech Datebanke geholl, fir Leit erauszesichen? Oder kritt d'TNS ILReS Zougréff op staatlech Datebanken am Kontext vun dëser Etüd? Wéi eng zousätzlech Donnéeën iwwert d'Leit kritt d'TNS ILReS duerch hir Participatioun bei dëser Etüd? Ka si déi Donnéeë behalen a weider traitéieren?

4. Firwat ginn d'Leit net vum Gesondheetsministère erausgesicht a gefrot, fir matzemaachen, mat alle Garantie vum „secret médical"?

5. Wéi eng Rechter hunn déi Leit, déi vun der TNS ILReS „bestëmmt" ginn? Wéi gëtt hir Privatsphär respektéiert? Wéi eng Reegele gëlle fir den Dateschutz?

6. Kann ee seng Participatioun refuséieren?

7. Kënnen d'Leit d'TNS ILReS opfuerderen, all Donnéeën, déi déi Firma iwwert si huet, aus hire Fichieren ze sträichen? Wéi ass do d'Prozedur?

Réponse commune (20.04.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Fir déi sougenannte Con-Vince-Studie ze realiséieren, mussen an dëser Etüd an enger ganz kuerzer Zait méi wéi 1.500 Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, ageschloss ginn. Et ass vun extreemer Wichtegkeet, dass dës 1.500 Leit representativ fir déi ganz erwuesse Populatioun vu Lëtzebuerg sinn.

Dofir ass en Onlinerekrutement entwéckelt gi mam Competence Centre for Methodology and Statistics (CCMS) an dem Clinical and Epidemiological Investigation Center (CIEC) vum Luxembourg Institute of Health (LIH), an enker Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg.

D'TNS ILReS huet esou ee representative Panel vu Residentë vu Lëtzebuerg, déi direkt online iwwer e gesécherten Datentransfert kontaktéiert kënne ginn, wat genau dat ass, wat ee fir dës Studie brauch. Dëse Panel, deen internationale Standarden entsprécht, erlaabt et - vu dass et dee gréisste Panel zu Lëtzebuerg ass an och well dës Residentë gewinnt sinn, online kontaktéiert ze ginn - an enger kuerzer Zäit ee representative Panel fir d'Con-Vince-Studie zesummenzekréien.

ad 2. D'TNS ILReS gëtt remuneréiert, fir dass si dem LIH, dem Vertragspartner mat deem si e „service agreement" ausgeschafft huet, e statistesch representative Panel vun ongeféier 2.000 Leit zur Verfügung stellt.

ad 3. D'TNS ILReS huet net nëmmen e representative Panel, mee och den néidege Knowhow an d'Expertis, fir séier hire Panel iwwert eng Onlineëmfro ze kontaktéieren.

An der Con-Vince-Studie ass net virgesinn, dass d'TNS ILReS Accès op ëffentlech Datebanke kritt.

ad 4. D'Con-Vince-Studie ass vu Fuerscher vun der Covid-19 Task Force of Research Luxembourg initiéiert an ass vun dohier kee Projet, deen de Gesondheetsministère an Optrag ginn huet. Selbstverständlech brauchen all Fuerschungsstudien zu Lëtzebuerg, déi Mënsche betreffen, eng Autorisatioun vun dem Comité national d'éthique de recherche (CNER) a vum Gesondheetsministère. Dës Geneemegunge goufen natierlech och fir d' Con-Vince-Studie ageholl.

ad 5. All Dispositioune vum Dateschutz si respektéiert.

All Participant huet d'Recht op seng perséinlech Daten zouzegräifen an dës unzepasse falls néideg. A bestëmmte Fäll (am Accord mat de legislative Prozeduren, déi dofir virgesi sinn) hunn d'Participanten zousätzlech d'Recht géint d'Aart a Weis wéi hir Date benotzt ginn Asproch anzeleeën, d'Läsche vun hiren Daten ze fuerderen, eng Aschränkung vu bestëmmten Aspekter vun der Veraarbechtung ze verlaangen, oder hir Daten erauszezéien am Hibléck, fir se selwer un eng drëtt Partei weiderzeginn (Recht op Portabilitéit). Wann e Participant seng Rechter ausféiere wëll, muss hien einfach nëmmen de Coordinateur vun der Studie oder e Vertrieder vun him informéieren.

ad 6. Selbstverständlech kann all Participant, wéi och am Informatiounsblat beschriwwen, zu all Zäitpunkt vun der Studie seng Deelnam verweigeren.

ad 7. Et ass scho gesot ginn, dass de Participant just de Coordinateur vun der Studie oder e Representant informéiere muss, dass hie wëll, dass all seng Date geläscht solle ginn.

Question urgente 2057 (17.04.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests d'immunité au coronavirus :**

Am Kontext vum Coronavirus, huet eng lëtzebuergesch Mutuelle rezent an de Medie matgedeelt, datt de Groussdeel vun hiren Employéen op Antikierper getest gouf. Op Nofro bei der Corona-Covid-19-Hotline krut e Bierger, eisen Informatiounen no, matgedeelt, datt esou een Test fir d'Ëffentlechkeet aktuell nach net zur Verfügung steet. Unerkannte Fuerscher plädéieren zanter enger längerer Zäit fir Immunitéitstester, déi festhalen, ob eng Persoun Antikierper huet an ob et sech ëm déi schützend Antikierper géint de Covid-19 handelt. Mat Plasma vu kuréierte Patientinnen a Patiente kéinten neierkrankte Patientinnen a Patiente geheelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung dës Immunitéitstester flächendeckend unzebidden, a wa jo, wéini?

2. Firwat konnten dës Tester bis elo nach net a groussem Ëmfang ugebuede ginn?

3. Wëssend, datt et fir vill Medikamenter, wéinst der héijer Nofro, am Moment Enkpäss ginn, wat sinn der Regierung hir Informatioune betreffend der Plasmatherapie? Ënner wéi enger Form gëtt dës Therapieform säitens der Regierung aktiv ënnerstëtzt?

Réponse (21.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Antikierpertester, déi eng warscheinlech Immunitéit géint den SARS-CoV-2 dokumentéieren, maache sécher am Prinzip Sënn.

Et ass awer am Moment dovun auszegoen, dass nëmmen e ganz klengen Deel vun der Bevëlkerung esou Antikierper besëtzt, dat heescht eventuell geschützt ass virun enger neier Infektioun mat dem Virus. Zum Beispill huet eng éischt Etüd an Italien, e Land dat vill mam Covid-19 geplot ass, nëmmen en Taux vu 14 % vun der Populatioun mat Antikierper opgewisen. Mir sinn also hei ganz wäit ewech vun der villbeschwatener „Herdenimmunitéit", déi jo en Taux vu mindestens 70 % erfuerdert.

Dozou kënnt och, dass et um Marché am Moment verschidden Tester gëtt, fir dës Antikierper festzestellen. Dës Tester hu verschidden Testsensibilitéiten an Testspezifissitéiten, wat heescht, dass si an engem gewësse Grad falsch positiv a falsch negativ Resultater kënnen erginn. D'Evaluatioun, wat elo de beschten Test ass respektiv eventuell déi bescht Kombinatioun vun zwee Tester (zum Beispill e ganz sensibelen, gefollegt vun engem ganz spezifeschen, wéi een dat och am Fall vun aneren Infektioune mécht) gëtt nach vu verschidde wëssenschaftlechen Ekippe gemaach.

D'Iddi vun der Regierung ass awer, esou een Test (oder Kombinatioun) „à large échelle" dispónibel ze maachen, esoubal dëst Sënn mécht. An enger limitéierter Zuel (ongeféier 1.600 Leit) gëtt esou een Test iwwregens och elo beim Rechercheprojet „Con-Vince" hei zu Lëtzebuerg agesat.

E ganz prakteschen Aspekt ass hei och d'Disponibilitéit um internationale Marché vun dësen Tester. Et gëtt do vill Demande an „délais de livraisons" besonnesch bei grousse Commanden, wéi dat de Fall wier, wann esou een Test fir e ganzt Land agesat géif ginn.

D'Plasmatherapie ass warscheinlech eng interessant Optioun, fir d'Patienten ze behandelen, mee muss als experimentell Therapie natierlech fir d'éischt fachgerecht évaluéiert ginn, ier si generell ka benotzt ginn. Am Ausland lafe jo och schonns eng Rei Studien an deem Sënn. Zu Lëtzebuerg huet och elo virun e puer Deeg e Spidol eng Demande gemaach, fir eng Autorisatioun ze kréien esou e klinesche Versuch ze starten. Dës Demande gëtt am Moment nom Artikel 27 vum Spidolsgesetz vun 2018 analyséiert vun der Direktioun vun der Santé an dem Comité national d'éthique de recherche (CNER), ier ech als Minister do gegeebenefalls eng Autorisatioun ka ginn.

Question urgente 2059 (17.04.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **décharges pour déchets de construction dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Am Kader vum der Exitstrategie aus dem Confinement, deen duerch d'Covid-19-Pandemie verursaacht ass, huet d'Regierung annoncéiert, datt ab dem 20. Abrëll de Bausecteur an d'Handwierk erëm dierfen hir Aktivitéiten ophuelen.

Mengen Informatiounen no, wäerten awer, bis op e Site zu Colmer-Bierg, nach keng Bauschuttdeponien am Land hir Dieren ophunn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Decisioun?

- Wéi sollen d'Bauentreprisen uechter d'Land hire Bauschutt kënnen oflueden, wa just eng Deponie am Land op ass?

Réponse (18.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Laut den Informatioune vum Groupement des entrepreneurs wäerten d'Bauschuttdeponien nächste Méindeg alleguer normal op sinn.

Question urgente 2068 (21.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Mir goufe vun e puer Persoune kontaktéiert, deenen hir Familljememberen an enger Fleegestruktur hei am Land ënnerbruecht sinn. Dës Leit hu mir zougedroen, dass hir Mammen, Pappen - respektiv hir Groussmammen a Grousspappen - konkreet Symptomer vu Covid-19 gewisen hunn, mee, dass vu Säite vun de Fleegestrukture keng Demarchen ënnerholl gi sinn, fir déi betraffe Leit an e Spidol ze schécken.

Wéi mir zougedroe gouf, konnten déi betraffe Leit nëmmen op Drock vun hire Familljememberen an e Spidol bruecht ginn, wou spéider eng Infektioun mam Covid-19 konnt bestätegt ginn.

Wéi gëschter och an der Press ze liese war, wäerten d'Bewunner an d'Personal an den Alters- a Fleegeheemer an de follgenden Deeg groussflächeg op de Coronavirus getest ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mënschen (opgelëscht no Personal a Senioren) sinn aktuell an den Alters- a Fleegeheemer um Covid-19 erkrankt? Si verschidden Alters- a Fleegeheemer besonnesch betraff?

2. Huet d'Regierung Kenntnis dovunner, dass verschidde Fleegestrukturen hei am Land Seniore mat Covid-19-Symptomer net an d'Spidol schécken?

3. Wéi eng Consignen huet d'Regierung de Fleegestrukture ginn, am Fall wou de Verdacht op eng Covid-19-Infektioun an hirer Struktur besteet?

4. Wéi kann d'Regierung garantéieren, dass all d'Alters- a Fleegeheemer am Land, ob an ëffentlecher oder privater Hand, eng transparent Informatiounspolitik no bausse maachen?

5. Kontrolléiert de Staat ob d'Hygiènesvirschréften an de Fleegestrukturen (privat, kommunal a staatlech) agehale ginn? Falls jo, wéi gesinn dës Kontrollen am ganzen Ëmfang aus?

Réponse commune (28.04.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den Datum vum 21. Abrëll waren 99 Awunner an 18 verschiddene Wunnstrukture fir eeler Leit mam Covid-19 infizéiert (Infektiounen, déi deen Ament nach akut waren). Zënter dem Ufank vum Recensement hu sech 126 Membere vum Personal an 23 verschiddene Wunnstrukture mam Virus infizéiert.

34 Wunnstrukture fir eeler Leit (dat entsprécht 65,4 %) hu guer kee Fall vu Covid-19 ënner hiren Awunner.

ad 2. De Gesondheetsministère erënnert drun, datt all Hospitalisatioun eng medezinnesch Indikatioun viraussetzt. Am Kontext vun der aktueller Pandemie ass dem Gesondheetsministère net bekannt, datt den Accès zu enger Hospitalisatiounsstruktur limitéiert gi wier - weeder fir Awunner, déi eng Covid-19-Infektioun hunn nach fir Awunner, déi aus engem anere Grond missten hospitaliséiert ginn.

ad 3. D'Direktioun vun der Santé an de Gesondheetsministère hunn zanter dem 23. Januar 2020 eng sëlleche Circulairen a Recommandatioune fir déi Professionell (medezinnesch Beruffer a Gesondheetsberuffer) a fir d'Gestionnairë vun de Wunnstrukture fir eeler Leit erausginn, déi reegelméisseg aktualiséiert ginn an och der Ëffentlechkeet fräi zougänglech sinn.

D'Dispositiounen aus dem Artikel 4 vum Arrêté ministériel vum 23. Mäerz 2020, deen den Arrêté ministériel vum 16. Mäerz iwwert d'Moossname géint d'Verbreedung vum Covid-19-Virus ëmännert, gesi vir, datt d'Direktioun vun der Santé all Dag informéiert gëtt, fir esou eng Rei vun Indicateuren ze suivéieren an och Statistiken opzestellen, wéi zum Beispill déi, déi hei driwwer ernimmt goufen.

Ausserdeem gesäit d'Ordonnance vum 30. Mäerz vum Santésdirekter, déi sech besonnesch un d'Direktiounsbeoptraagt vun de genannte Strukturen an un hiert Personal riicht, Schutz- a Preventiounsmesurë vir an och organisatoresch Moossnamen, déi dem Kontext vum Covid-19 ugepasst sinn.

ad 4. Niewent den Donnéeën, déi all Alters- a Fleegeheem der Direktioun vun der Santé all Dag muss liwweren, mussen déi Responsabel vum Haus och direkt d'Famill vum Bewunner informéieren esoubal et bei der Persoun e Verdacht op eng Infektioun mam Covid-19 gëtt.

Doriwwer eraus, ass de Familljen- an Integratiounsministère am stännege Kontakt mat den Haiser, de Gestionnairen an der COPAS, dem Daachverband vun de Gestionnairen. Déi zoustänneg Beamte schwätzen och mat de betraffene Leit, déi dem Ministère spezifesch Problemer zoudroen.

An den Alters- a Fleegeheemer gëtt och, trotz Besuchsverbuet, de Kontakt tëscht de Bewunner an hire Familljen duerch Kommunikatiounstechnologien (Videouruff) gefleegt. All Familljemember huet natierlech d'Recht, sech beim Gestionnaire iwwert d'Wuelbefanne vu senge Leit ze informéieren

D'Informatiounspolitik no baussen, un de grand Public, déi iwwert dës Punkten erausgeet, läit am Ermiesse vum Gestionnaire.

ad 5. Zanter dem 20. Mäerz mécht d'Direktioun vun der Santé, zesumme mat professionellen Hygieeniker, Visitten an de Wunnstrukture fir eeler Leit; ouni Ausnam goufen d'Gestionnairë kontaktéiert an informéiert, fir vun dëser Offer ze profitéieren. Zanter dem 7. Abrëll si bei dëse Visitten och Vertrieder vum Familljeministère derbäi. Bis de 24. Abrëll inklusiv hu 37 Strukturen op déi Offer zeréckgegraff a goufe schonn oder ginn nach besicht; et ass virgesinn, nach zwou weider Strukturen an der Woch vum 27. Abrëll kucken ze goen.

D'Zil vun de Visitten op der Plaz ass an éischter Linn a virun allem eng professionell Begleedung vun den Direktiounsbeoptraagte bei der optimaler Ëmsetzung vun de Recommandatioune beim Schutz a beim Kampf géint de Covid-19 ze erlaben - dat zesumme mat de Strukturen an ënnert der Berécksiichtegung vun hire Besonneschkeeten a vun hirer Organisatioun. D'Erfarung weist, datt et doduerch an

de Wochen duerno zu enger signifikanter Verbesserung beim Ëmsetze vun de Recommandatiounen an de Strukture kënnt.

Question urgente 2075 (23.04.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **masques de protection pour les personnes sans abri :**

D'Maske fir de Schutz virum Coronavirus si mëttlerweil vun de Gemengen un all Stot zu Lëtzebuerg verschéckt ginn. Wëssend, datt ee muss eng fest Adress zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Maske geschéckt kënnen ze kréien, stelle sech eng Rei Froen, wat d'Sans-abrie betrëfft, déi dem Virus méi wéi all aner Biergerinnen a Bierger ausgeliwwert sinn a gezwonge sinn, hiert Liewen op der Strooss ze verbréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch fir Gesondheet, Madamm Familljeministesch, kruten déi Biergerinnen a Bierger, déi op der Strooss liewe Masken? Wa jo, op wéi engem Wee?

2. Huet d'Regierung Kenntnis vun Zuele betreffend d'Verbreedung vum Virus innerhalb vun dësen defavoriséierte Biergerinnen a Bierger?

3. Wéi akut ass d'Situatioun fir déi Betraffen a steet hinnen all Hëllef zur Verfügung, déi och deene Leit mat festem Wunnsëtz zu Verfügung steet?

Réponse commune (24.04.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Och déi Mënschen, déi op der Strooss liewen, krute Masken zur Verfügung gestallt. D'Scouten hunn den Associatiounen, déi sech ëm déi Obdachlos këmmeren, 5.000 stofte Maske geliwwert; dës Maske gi vun de verschiddene Strukturen un déi Obdachlos verdeelt. De Service Streetwork verdeelt zousätzlech och Masken u Persounen, déi net an d'Strukture kommen. Et ass natierlech och wichteg, datt déi betraffe Leit hir Maske kënne wiesselen an dofir ginn an der Wanteraktioun déi benotzte Masken agesammelt a professionell wäsche gelooss.

ad 2. Um Dag vun haut sinn zéng Leit, déi an d'Wanteraktioun kommen, positiv getest ginn. Esoubal d'Personal Symptomer ewéi Féiwer, Houscht oder Kappwéi bei de Leit feststellt, gi si direkt getest.

ad 3. Deene Betraffene steet all Hëllef zur Verfügung, déi och all den anere Bierger zur Verfügung steet. Leit mat Symptomer ginn direkt isoléiert a wann den Test positiv ass, gi si vun der Croix-Rouge an enger speziell dofir zur Verfügung gestallter Struktur betreit. Leit mat schwéiere Symptomer ginn natierlech an der Klinik behandelt. Et gëtt och d'Méiglechkeet an d'Permanence vu Médecins du Monde ze goe fir all aner gesondheetlech Problemer; eemol an der Woch ass eng Consultatioun an der Wanteraktioun.

Et sief och drun erënnert, datt d'Wanteraktioun bis den 31. Mee verlängert ginn ass, an datt all Servicer um Site vun der Wanteraktioun ugebuede ginn, fir esou onnéideg Deplacementer ze vermeiden.

Question urgente 2077 (23.04.2020) de **MM. Léon Gloden, Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **jugement allemand dans le cadre de la réouverture des commerces d'une superficie inférieure à 800 mètres carrés :**

Rezent huet déi däitsch Regierung decidéiert, d'Ouverture vu Geschäfter bis 800 m² nees ze autoriséieren.

Géint dës Reegelung huet kierzlech de Bedreiwer vun engem Sportartikelgeschäft geklot an dëse krut an éischter Instanz och Recht. D'Hamburger Verwaltungsgeriicht huet déi Reegelung geschter nämlech gekippt.

Och d'Verwaltungsgeriicht Sigmaringen a Baden-Württemberg huet d'Reegelung fir méi grouss Geschäfter autoriséiert, ënnert der Bedingung, dass déi Geschäfter hir Verkafsfläch op 800 m² reduzéieren.

Am Urteel vum Hamburger Verwaltungsgeriicht heescht et ënner anerem, dass:

- d'Gréisst vum Geschäft kee Krittär ass fir d'Unzéiungskraaft fir d'Leit festzestellen,

- d'Unzéiungskraaft genausou gutt am stätteschе Raum entstoe kann, wou vill kleng Butteker beienee leien,

- d'Unzéiungskraaft sech aus der Offer ergëtt,

- d'Regierung aner, manner „incisiv" Mëttelen huet, fir d'Verbreedung vum Virus am ëffentleche Raum anzedämmen (als Beispill gi genannt de „social distancing", deen och bäi Verstouss ka bestrooft ginn, Mond-Nuesbedeckung etc.),

- d'Reegeleung géif géint de Gläichheetsprinzip verstoussen.

Opgrond vun dësen Urteeler, wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Awéifern loossen sech d'Urteeler aus Däitschland op de lëtzebuergesche Kontext iwwerdroen?

- Kann d'Regierung ausschléissen, dass et zu Lëtzebuerg zu änlechen Urteeler komme kéint?

- Wéi eng Krittäre leien de lëtzebuergesche Restriktiounen zu Gronn? Ass d'Unzéiungskraaft vu grousse Shoppingzenteren net geneesou grouss, wéi d'Opmaache vu Butteker am urbane Raum? Ass d'Regierung net der Meenung, dass dës Reegelung dem Gläichheetsprinzip zuwidderleeft? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dëser Ongläichbehandlung entgéintzewierken?

- Deelt d'Regierung d'Opfaassung, dass et aner, manner „incisiv" Mëttele gëtt, fir d'Ausbreedung am ëffentleche Raum anzedämmen? Wéi eng Schlëss zitt d'Regierung aus dësem Constat?

Réponse commune (05.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

De Premier- a Staatsminister huet zesumme mat der Madamm Gesondheetsminister a mam Här Educatiounsminister de 17. Abrëll an der Chamber Explikatioune ginn zu der Strategie, wéi Lëtzebuerg lues a lues op de Wee ka goen, deen nees méi no un der Normalitéit ass. Dozou gehéiert virun allem, dass een net op ee Coup mee an eenzele Phasen d'Aktivitéit relancéiert. Dozou gehéiert ausserdeem, dass d'Aart a Weis, wéi den Alldag sech presentéiert, begleet gëtt vu Reegelen, ewéi eng Distanz halen an och d'Droe vun engem Nues- a Mondschutz.

Virun allem awer gëtt d'Situatioun an hir Auswierkung op de Gesondheetssystem consideréiert geneesou wéi d'Zuel vun den Infektiounen an den Testing gëtt méi breet gemaach.

De Commerce, geneesou wéi aner Secteure sollen ënner gewëssene Konditiounen och nees fonctionéieren, esou bal et nëmme méiglech ass.

D'Situatioun ass vu Land zu Land ënnerschiddlech an et ass net méiglech Situatiounen a Beschreiwungen, wéi se vun den honorabelen Deputéierten ugeschwat ginn, op Lëtzebuerg ze iwwerdroen. Et ginn notamment weesentlech méi Tester hei am Land gemaach ewéi an eise Nopeschlänner, gläichzäiteg spillt de Facteur vun de bal 200.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen, eng wichteg Roll bei der Bewäertung vun der Situatioun hei am Land.

Question urgente 2087 (24.04.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **distribution de masques aux ménages dans les communes luxembourgeoises :**

En date du 15 avril 2020, le Conseil de Gouvernement a rendu public les lignes directrices de la stratégie pour le déconfinement. Une mesure parmi d'autres de cette stratégie est la distribution de masques de protection aux ménages, assurée par les communes. Alors que ce n'était pas le cas jusqu'à présent, la protection des parties respiratoires du visage moyennant une étoffe ou le port d'un masque a été officiellement recommandée en cas de déplacement dans l'espace public. Cependant, la communication du Gouvernement sur ce point laisse beaucoup d'espace à des interprétations diverses. En effet, tandis que le Conseil de Gouvernement prévoit l'obligation de porter un masque ou une autre forme de protection de la bouche et du nez, pour toute situation où une distance de deux mètres ne peut être assurée entre des personnes présentes au même endroit en dehors du foyer familial, le guide d'instruction fourni avec les masques mis à disposition des ménages, indique que « le port d'un masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche est recommandé pour tout déplacement à l'extérieur ». Face aux nombreuses interrogations et éventuels mésusages qu'un tel manque de précision risque de susciter, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre d'État :

1) Quelles sont les circonstances dans lesquelles le port d'une protection des parties respiratoires du visage est obligatoire ou non obligatoire ?

2) À qui est déléguée la responsabilité des sanctions en cas de dérogation à la règle ?

3) L'absence de lignes directrices concrètes quant aux circonstances requérant le port du masque, donnant lieu à des interprétations diverses, ne risque-t-elle pas de provoquer des dérogations à certaines règles de distanciation physique de la part de personnes, sous prétexte d'une protection suffisante assurée par le port du masque ?

4) Le port du masque a-t-il des vertus de protection différentes du port du foulard ou d'autres tissus ? À quelles analyses et résultats scientifiques faites-vous référence en cette matière ?

5) Comment justifiez-vous que cette mesure de protection n'aie pas été mise en place plus tôt, dans la mesure où en l'absence d'un stock suffisant de masques, le port du foulard ou autre moyen de protection des parties concernées du visage aurait pu être une solution tout aussi valable ?

Les masques ont été fournis aux ménages avec un guide d'instruction sous forme de brochure. Force est de constater que les instructions du guide sont largement incomplètes en ce qui concerne les modalités de port du masque, la durée de vie du masque, les précautions sanitaires à prendre pour ranger ou se débarrasser des masques usés. Par ailleurs, selon les propos tenus par Monsieur le Directeur de la Santé à la radio 100,7 en date du 24 avril 2020, les masques à usage unique auraient une durée de vie de huit heures après quoi ils perdront leur vertu protectrice et devront être jetés. Dans la crainte, qu'en l'absence d'explications précises et cohérentes, le port du masque risque de provoquer plus de dégâts qu'il n'est censé en prévenir, je voudrais que Madame et Monsieur les Ministres m'informent davantage en répondant aux questions suivantes :

1) Les masques fournis aux ménages sont-ils lavables ou bien à usage unique ?

2) Jusqu'à quand ces masques en question protègent-ils efficacement ? Avez-vous connaissance d'un éventuel risque de contamination par l'usage prolongé et/ou un mauvais port du masque ?

3) Une fois usés, faut-il se débarrasser des masques et le cas échéant comment les jeter correctement, voire comment les recycler pour éviter un impact écologique négatif ?

4) Compte tenu de l'incertitude existante à ce jour quant aux bonnes manières d'usage et à l'efficacité de protection des masques, ne craignez-vous pas une éventuelle augmentation des risques de contaminations et davantage de dégâts sanitaires et écologiques ?

Les masques distribués aux ménages sont au nombre de cinq par personne composant le ménage. Dans la mesure où il s'agirait de masques à usage unique, le stock de masques à disposition de chaque personne risque de s'épuiser en peu de temps. En l'absence d'une nouvelle fournée de masque à destination des ménages, certaines personnes iront probablement se procurer des masques dans les pharmacies, vendus au prix cher, à savoir jusqu'à 11 € la pièce.

Partant, je voudrais adresser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Une nouvelle fournée de masques à destination des ménages ne s'impose-t-elle pas tôt ou tard ?

2) Le cas échéant, combien de nouvelles distributions de masques aux ménages peuvent être assurées en fonction du stock disponible ?

3) Si de nouvelles distributions de masques aux ménages n'ont pas été envisagées, l'obligation ou la recommandation du port des masques en des circonstances données resteront-elles de vigueur ?

4) Est-il prévu que le Gouvernement prenne en charge les frais d'achats de masques en pharmacie par des particuliers sous forme de remboursement par la CNS par exemple ?

5) Comment souhaitez-vous intervenir afin d'éviter un « business » de masques sur fond de crise sanitaire ?

Dans le contexte d'une crise sanitaire mondiale et d'une pénurie globale de matériel médical de protection dont nos pays voisins et notamment la région frontalière française sont touchés, la solidarité et la coopération entre les pays et leurs États sont plus que jamais requises pour sauver des vies.

Face à ces enjeux, j'aimerais poser la question suivante à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Dans un esprit de solidarité et de coopération transfrontalière, ne pensez-vous pas qu'il aurait été plus judicieux de répartir les masques acquises par le Gouvernement luxembourgeois dans un stock commun transfrontalier permettant de les distribuer d'abord en fonction des besoins les plus pressants par secteurs d'activité entre les divers pays de la Grande Région ?

Réponse commune (05.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Première série de questions :

ad 1) En règle générale, le port d'une protection des parties respiratoires du visage est obligatoire dans les situations où la personne, de façon prévisible, risque de ne pas pouvoir respecter la distanciation physique d'au moins deux mètres. Pour certaines situations particulières, cette présomption de non-respect possible a été retenue d'emblée, à savoir dans les transports publics et pour toutes les activités qui accueillent un public, telles les grandes surfaces commerciales.

ad 2) Le non-respect du port d'un masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche constitue une infraction, pour laquelle un avertissement taxé peut être décerné par les officiers et agents de police judiciaire de la police et par les agents de l'Administration des douanes et accises.

ad 3) Les lignes directrices ne peuvent pas détailler de façon exhaustive toutes les situations possibles et imaginables où le port de masque serait indiqué. Il est donc important que la population comprenne le principe de base, énoncé au point 1, et puisse le décliner en fonction de sa situation particulière. Il est tout aussi nécessaire que la population comprenne que la distanciation physique reste la mesure de loin la plus importante et la plus efficace dans le combat contre cette infection, avant toute mesure barrière supplémentaire, comme le port de masque. La communication du Gouvernement a toujours été claire sur ce point (cf. références ci-dessous)

ad 4) Le masque dit « chirurgical » est un dispositif médical standardisé répondant à certains critères de qualité définis dans des textes normatifs. Leur efficacité est donc garantie. Il n'y a pas d'évaluations scientifiques pour les dispositifs artisanaux considérés comme alternative compte tenu également de la grande hétérogénéité des produits. À noter cependant que le groupe français de normalisation AFNOR vient de publier en date du 27 mars 2020 un document de guidance sur la confection et l'usage de masques barrières.

ad 5) Le rôle du port de masque a évolué pendant l'épidémie Covid-19. Dans la période avant le confinement (fin février jusque mimars) la prévalence du virus dans la population étant très faible et la question posée par les citoyens était principalement de savoir si le masque les protégeait contre une éventuelle infection. La réponse était que le port d'un masque simple (chirurgical ou artisanal) ne protège pas de manière efficace contre l'infection. C'est en fait la personne qui est infectée et donc potentiel excréteur de virus qui doit porter le masque pour protéger autrui. Or, la proportion de telles personnes était très faible dans la communauté et il était donc difficile d'imposer le port généralisé du masque à ce stade. Pendant le confinement le nombre de cas d'infection dans la population était élevé, mais la plupart des personnes étaient isolées à domicile du fait du confinement, et la réduction rapide du nombre de nouvelles infections dès la semaine qui suivait la mise en route du confinement démontre sans ambiguïté son efficacité. Ce n'est qu'à la fin du confinement et surtout au début du déconfinement que le port généralisé du masque fait du sens en tant que mesure barrière supplémentaire qui accompagne le déconfinement en réduisant le risque infectieux. C'est aussi dans cette condition que l'acceptation du port du masque par la population est maximale. Il aurait été difficile de proposer le port de masques artisanaux respectivement de foulards pendant la phase aiguë de l'épidémie alors que le risque infectieux y était maximal et que les données scientifiques rigoureuses sur l'efficacité de ces dispositifs font défaut.

Deuxième série de questions :

ad 1) Les masques fournis aux ménages sont des masques à usage unique et ne sont donc ni lavables, ni réutilisables.

ad 2) La durée maximale d'usage d'un masque de ce type est de huit heures. Au-delà de ce laps de temps, une garantie sur leur efficacité ne peut être donnée.

ad 3) Tout masque utilisé doit être jeté dans une poubelle à couvercle.

ad 4) Le Gouvernement a toujours insisté dans ses communications autour du masque sur le bon usage de celui-ci et sur la stricte nécessité de le combiner avec les autres mesures d'hygiène et de barrière (cf. publications sous références). Il est ainsi, par exemple, nécessaire de se laver ou se désinfecter les mains avant et après avoir enlevé le masque. Le commerce des masques dans les pharmacies est en voie de normalisation. Les masques à usage unique sont donc disponibles, et vu l'offre, les prix sont en train de chuter. L'usage de masques de fabrication artisanale en tissu, et donc lavables et réutilisables, est une autre alternative. Il faut réinsister sur le fait que le Gouvernement ne conseille pas l'usage de masques FFP2, souvent plus chers, hors du cadre strict des soins de santé.

Troisième série de questions :

ad 1) Actuellement, le Gouvernement prévoit une distribution de 50 masques par citoyen résident et frontalier.

ad 2) Les obligations de port de masques seront revues en fonction de l'évolution de l'épidémie. Actuellement, il est certainement trop tôt pour abolir cette obligation.

ad 3) Une prise en charge financière des masques directement par le Gouvernement ou la CNS n'est actuellement pas prévue.

ad 4) S'il y a eu sans doute des personnes qui ont profité financièrement de la pénurie de masques à un certain moment de l'épidémie, nous constatons actuellement une normalisation progressive du marché des masques et le Gouvernement n'estime pas nécessaire d'intervenir.

Quatrième série de questions :

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois a toujours été ouvert à l'aide transfrontalière, notamment en acceptant des malades Covid-19 étrangers dans un état très préoccupant dans les hôpitaux luxembourgeois pendant la crise. Dans le même esprit d'entraide, le Gouvernement analysera toute autre forme de demande en provenance de nos régions limitrophes et ne manquera pas de soutenir nos voisins européens si les moyens le lui permettent.

Références :

AFNOR SPEC S76-001. Masques barrières : guide d'exigences minimales, de méthodes d'essais, de confection et d'usage (27 mars 2020)

Pandémie Covid-19 : Le port du masque comme geste de barrière additionnel (brochure à télécharger sur www.covid19.lu)

Guide d'instruction (flyer à télécharger sur www.covid19.lu)

Comment utiliser un masque ? (vidéo à visualiser sur www.covid19.lu)

Question urgente 2113 (30.04.2020) de **M. Paul Galles** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **monitoring à large échelle de la population luxembourgeoise pendant la sortie du confinement :**

Der Regierungsrat hat am 24. April ein umfassendes Forschungsprojekt des Luxembourg Institut of Health (LIH) im Zusammenhang mit der Coronapandemie in Auftrag gegeben. Ziel sei vor allem, über Datenmaterial zu verfügen und die Exit-Strategie begleiten zu können. Konkret wird eine große Datenbank angelegt, die ein Bild der Verbreitung des Virus in der Gesellschaft wiedergeben soll.

Angefangen wird mit den Schülern in den Abschlussklassen, die ab dem 4. Mai wieder die Kurse aufnehmen sollen. Über 6.000 Schüler und 1.500 Lehrer werden in einer ersten Phase angeschrieben, laut Aussagen des Erziehungsministers.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Bildungsminister, an die Gesundheitsministerin und an den Herrn Staatsminister stellen:

- Welches Datenmaterial wird zurückbehalten und in der Datenbank angelegt?

- Wer wird alles Zugang zu diesen Daten und der Datenbank haben?

- Kann ein Schüler sich testen lassen, ohne dass dabei seine Daten in die Datenbank einfließen?

- Kann der Herr Minister uns genaueres über das Forschungsprojekt sagen? Welche Zielsetzungen verfolgt das Projekt?

- Wie sind die sogenannten „Kontigente" definiert?

- In einer ersten Phase gibt es drei Teststationen. Schüler, die ein Lyzeum in der Hauptstadt besuchen, müssen sich während dieser ersten Testphase in der Teststation in Junglinster testen lassen. Herr Minister, gab es keine Möglichkeit eine Teststation in der Hauptstadt zu errichten, wo sich ja bekanntlich die meisten Gymnasien befinden? Wenn nein, weshalb?

- Wie viele Schüler haben sich in der ersten Woche testen lassen?

- Die Tests werden auf freiwilliger Basis durchgeführt. Wie viel Prozent der Bevölkerung müsste sich testen lassen damit ausreichend Datenmaterial für das Projekt zur Verfügung steht?

Réponse commune (06.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Im Zusammenhang mit den vorliegenden Fragen über das Projekt des großflächigen Testens der Bevölkerung im Zusammenhang mit der Coronapandemie und der Exit-Strategie aus den Eindämmungsmaßnahmen möchten wir folgende Klarstellungen geben.

Bei dem angesprochenen Projekt des großflächigen Testens handelt es sich - was die Testdurchführung an sich anbelangt - zwar um ein Projekt von Akteuren der Luxemburger Forschung, jedoch nicht um ein Forschungsprojekt. Es ist ein Beitrag der öffentlich-rechtlichen Forschungseinrichtungen zur öffentlichen Gesundheit, in dem sie ihr Wissen und ihre Expertise zur Verfügung stellen, um die Entscheidungen der Politik zu begleiten. Die Daten werden von akkreditierten Diagnoselaboren mit der Nutzung von diagnostischen Kits gewonnen und labortechnisch untersucht.

Die gewonnenen Daten werden zudem vom Testlabor an die Gesundheitsbehörde weitergeleitet, um eventuell positiv getestete Probanden zu benachrichtigen. Die medizinischen Laboratorien sind laut Gesetz verpflichtet, ansteckende Krankheiten an die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) zu melden. Infektionen mit SARS-CoV-2 gehören zu diesen meldepflichtigen Krankheiten (loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies). Die Laboratorien übersenden daher täglich auf gesichertem elektronischem Weg via die Agentur e-Santé Informationen über die getesteten Personen (z. B. Name, nationale Erkennungsnummer, Adresse, Telefonnummer und Testresultat). Dies erlaubt unter anderem die positiven Fälle telefonisch zu kontaktieren, sie in Isolation zu setzen und eine Umgebungsuntersuchung (contact tracing) zu machen. In einer Stellungnahme der Nationalen Datenschutzkommission (Commission nationale pour la protection des données, CNPD) über die Coronaviruskrise vom 13. März 2020 (siehe www.cnpd.lu), bestätigt diese ausdrücklich, dass die Gesundheitsbehörde diese persönlichen Daten erheben und bearbeiten darf. Seitens der Gesundheitsbehörde haben nur Mitarbeiter der Gesundheitsaufsicht (inspection sanitaire), welche eine Abteilung der Gesundheitsbehörde ist, Zugriff auf die vertraulichen Daten.

Die Regierung stellt den öffentlich-rechtlichen Forschungseinrichtungen anonymisierte, aggregierte Datensätze zur Verfügung, um den Verlauf der Pandemie statistisch zu begleiten und zu Forschungszwecken auszuwerten. Die Forscher haben dabei zu keiner Zeit Zugang zu den persönlichen Daten der getesteten Personen.

Die Strategie des Projekts lässt sich in folgenden Schritten zusammenfassen:

- Eine Einteilung der Bevölkerung in Kontingente, die aus den kontingentspezifischen Lockdownbestimmungen entlassen werden können.

- Eine Kontingentanalyse (repräsentative Prävalenzanalyse), um den Durchseuchungsgrad zu ermessen und den idealen Zeitpunkt einer Gesamttestung des Kontingentes zu ermitteln.

- Eine großflächige Teststrategie, mit dem Ziel, Kontingent für Kontingent inklusive der Grenzgänger, falls notwendig, mehrfach zu testen.

- Die Verhinderung einer Wiederausbreitung durch effektive Kontaktverfolgung, welche aufgrund der nun niedrigen, verbleibenden Prävalenz in den Kontingenten (also niedrigen Zahl an Virusträgern) möglich ist.

- Durch Nachkontrolle über repräsentative Stichproben in den Kontingenten neu entstehende Infektionsketten schnell erkennen.

- Eine relativ schnelle und sichere Wiederaufnahme von Aktivitäten unter Berücksichtigung der allgemeinen Hygienemaßnahmen.

Es gilt, die Ausbreitung des Virus über die so ermittelte Faktenlage zu begleiten und die Lage zu überwachen, mit dem Ziel, das pandemische Geschehen jederzeit unter Kontrolle zu behalten. Dies erlaubt es den politischen Entscheidungsträgern:

- Jederzeit über die Ausbreitung des Virus in Luxemburg informiert zu sein und Entscheidungen an die Situation anpassen zu können.

- Durch die großflächige Teststrategie einzelner Kontingente einerseits einzelne Gesellschaftsgruppen schneller von kontingentspezifischen Beschränkungen zu befreien und andererseits das durch die Lockerungsmaßnahmen entstehende Risiko zu minimieren.

Die Kontingente werden von der Regierung definiert. Die Research Luxembourg Task Force hat empfohlen, dass ein Kontingent aus ungefähr 50.000 bis 100.000 Menschen bestehen sollte. Parameter, die bei den Entscheidungen berücksichtigt werden sollten, sind etwa die Altersstruktur des Kontingents, die Arbeitsbedingungen, die Möglichkeit der Telearbeit oder Heimarbeit, sowie auch das wirtschaftliche Gewicht des Kontingents.

Im konkreten Fall der Schülertestung letzte Woche wurde die Probenentnahme an den Standorten des damit beauftragten, akkreditierten Labors durchgeführt. Daher gab es keine Möglichkeit der Testung in Luxemburg-Stadt. Es wurden also hierfür auch keine neuen Teststationen aufgebaut, so wie es in der nächsten Phase des Projekts vorgesehen ist. Insgesamt haben sich 2.336 Schüler testen lassen, von denen zehn positiv getestet wurden. Dies entspricht einer Prävalenz (prozentuales Auftreten von Infektionen in der getesteten Gruppe) von 0,43 %. Des Weiteren haben sich 1.334 Lehrer testen lassen, bei denen es eine infizierte Person gab. Dies entspricht einer Prävalenz von 0,07 %.

Was die Frage einer sinnvollen Anzahl an Teilnehmern anbelangt, muss man noch einmal darauf hinweisen, dass es bei der großflächigen Testung in erster Linie nicht um das Sammeln von grossen Datenmengen geht, sondern darum, die restriktiven Maßnahmen für die Gesellschaft schrittweise zu lockern, indem man dafür positiv Getestete in Isolation und deren Kontakte unter Quarantäne setzt. Laut neuesten Schätzungen kann man davon ausgehen, dass bis zu 80 % der Krankheitsverläufe bei Covid-19 asymptomatisch sind. Daraus ergibt sich, dass jeder Test, mit dem asymptomatisch positive Personen identifiziert werden können, auch dementsprechend sinnvoll ist.

Obwohl Luxemburg bisher im internationalen Vergleich schon sehr viel getestet hat, wurden bisher trotzdem allein Leute mit Symptomen getestet. Demnach kann man also davon ausgehen, dass bisher möglicherweise nur 20 % der tatsächlich Infizierten identifiziert werden konnten. Durch das groß angelegte Projekt werden folglich mehr Infizierte identifiziert und isoliert werden können, bevor sie andere Menschen anstecken. Der Zeitpunkt, zu dem ein jeweiliges Kontingent getestet wird, wird durch eine vorgeschaltete diagnostische Prävalenzstudie mit PCR-Tests ermittelt. Es werden also Tests an einer für das Kontingent statistisch repräsentativen Gruppe durchgeführt, um ein Indiz zu bekommen, wie verbreitet das Virus in diesem Kontingent ist. Daraufhin wird evaluiert, wann das Kontingent idealerweise getestet werden sollte. Bei einem sehr geringen Durchseuchungsgrad eines Kontingents kann zum Beispiel einige Zeit gewartet werden, um so zu einem späteren Zeitpunkt - an dem die Durchseuchung etwas weiter fortgeschritten aber immer noch in einem kontrollierbaren Bereich liegt - möglichst viele Infizierte über die komplette Testung des Kontingents zu identifizieren und zu isolieren. Repräsentative Stichprobentestungen in den Kontingenten werden in regelmäßigen Abständen aufrechterhalten, bis ein Impfstoff verfügbar ist. Sollten diese Stichproben auf eine erneute Ausbreitung des Virus innerhalb eines Kontingents hinweisen, kann das Kontingent erneut komplett getestet werden.

Question urgente 2122 (30.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **reprise des cours :**

Den Educatiounsministère huet den 28. Abrëll 2020 e Bréif un d'Enseignanten an d'Schoulpersonal aus dem Enseignement fondamental erausgeschéckt, an deem déi Persoune gebiede ginn, bis zum 1. Mee 2020 e Formular auszefëllen, fir vulnerabel Persounen ze identifizéieren. D'Enseignanten hunn dee Bréif den 29. Abrëll kritt.

Déi Leit, déi selwer vulnerabel sinn oder esou Leit an hirem Stot hunn, mussen, fir dat ze beleeën, e medezinneschen Zertifikat vun engem Dokter bäileeën, respektiv zousätzlech en Zertifikat iwwert d'Kompositioun vun hirem Menage.

Déi concernéiert Leit hunn also de facto grad een Dag fir déi Pabeieren ze produzéieren, woubäi ee muss bedenken, datt déi selwecht Regierung, déi dee Bréif verschéckt huet, eng virsiichteg Reprise vum Exercice médical an den Dokteschpraxissen eréischt vum 4. Mee un autoriséiert.

Dowéinst wollt ech dem Här Educatiounsminister dës dréngend Froe stellen:

1. Wéi koordinéiert d'Regierung hir Aktivitéiten, besonnesch och am Hibléck op d'Relance an de Schoulen?

2. Firwat kréien d'Leit hei en Delai vun nëmme ronn 24 Stonne gesat, wa jo kloer ass, datt am Abléck den Delai net kann duergoen, fir déi gefroten Dokumenter ze produzéieren?

3. Wëll d'Regierung den Delai net an engem vernünftegen a realistesche Mooss verlängeren?

Réponse (06.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Regierungsrot huet de 15. Abrëll 2020 d'Mesuren, mat deenen de Deconfinement an d'Weeër geleet gëtt, decidéiert, an dee Moment och nach eng Kéier ënnerstrach, datt besonnesch déi vulnerabel Persoune misste protegéiert ginn.

Fir en optimalen Oflaf vun der Reprise vun de Coursen an de Lëtzebuerger Grondschoulen ze assuréieren, d'Emsetzung vum Enseignement en alternance sécherzestellen a prioritär d'Membere vun der Schoulcommunautéit ze schützen, goufen a ginn aktuell vu Säite vun den zoustännege Servicer geziilt Informatioune bei den eenzelne Membere vun der Schoulcommunautéit gefrot.

De Ministère vun der Fonction publique huet den 18. Abrëll 2020 de Service ressources humaines vu mengem Ministère doriwwer a Kenntnis gesat, datt e Recensement vun den Agenten, déi als vulnerabel ze consideréiere sinn, misst gemaach ginn an dobäi goufen déi eenzel Informatiounen, déi fir d'Emsetze vum Recensement vun de concernéierten Agenten néideg waren, preziséiert. D'Direkteren hunn duerno zesumme mam Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) een Onlineformulaire ausgeschafft, fir d'Enquête am Respekt vun den Dateschutzbestëmmungen duerchzeféieren.

Ech ënnersträichen hei déi virbildlech Zesummenaarbecht vun den involvéierte Ministèren a Servicer, déi dank der gudder Koordinatioun fir e séiert Ermëttele vun den Agenten, déi als vulnerabel ze bezeechne sinn, gesuergt hunn.

ad 2. + 3. An engem Schreiwes, dat den Agenten, déi an de Lëtzebuerger Grondschoulen intervenéieren, informatesch zougeschéckt gouf, goufen dës opgefuedert, bis den 1. Mee 2020 en Onlineformulaire auszefëllen, fir esou an engem éischte Schrëtt déi Persounen ze ermëttelen, déi als vulnerabel ze consideréiere sinn. Am Kader vun dësem Onlineformulaire hu missen eenzel Donnéeë saiséiert ginn, mat deenen den Agent bei der Auswäertung konnt identifizéiert ginn an duerno hu si eng Rei vu Froe misse beäntweren, bei deenen d'Äntwert an der Reegel huet missen aus méi Proposen ugewielt ginn. Den Opwand fir d'Ausfëlle vum Formulaire gouf als geréng a wéineg zäitopwendeg ageschat.

D'Agenten hu missen uginn, obschonn en Zertifikat vun engem Dokter géif virleien, dee beleet, datt si als vulnerabel Persoun gëllen, mee natierlech muss dësen eréischt an enger zweeter Etapp bis spéitstens de 25. Mee 2020 eragereecht ginn. Esou ass séchergestallt, datt d'Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal eventuell bei hiren Dokteren e Rendez-vous kënnen huelen, fir en entspriechende Certificat médical ausgestallt ze kréien.

N°11
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 11 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Pauvreté et risque de pauvreté au Luxembourg p. 299
Capitale européenne de la Culture 2022 (Belval) p. 297
Sommaire de la séance publique nº 20 p. 315
Sommaire des questions parlementaires p. Q280
20e séance Mardi 4 février 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Journée de l'Europe : message du Président Etgen



La journée de l'Europe est célébrée chaque année le 9 mai. Elle symbolise la paix et l'unité en Europe. Il s'agit de la date anniversaire de la déclaration Schuman de 1950. Celle-ci proposait une nouvelle forme de coopération politique pour l'Europe, jetant ainsi les bases de l'Union européenne telle que nous la connaissons.

À l'occasion de la journée de l'Europe 2020 et du 70e anniversaire de la déclaration Schuman, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a tenu à adresser un message à tous les citoyens afin de partager son appréciation de l'importance de l'Union européenne.

Pourquoi l'Europe est-elle plus importante que jamais ?

Le Luxembourg est un pays membre de l'Union européenne parmi 27. La crise sanitaire a montré qu'un petit pays a intérêt à faire partie d'une large communauté. Beaucoup de choses peuvent cesser de fonctionner sans l'apport des travailleurs frontaliers. Ce sont les États eux-mêmes et non pas l'UE qui ont décidé de fermer leurs frontières. Le Luxembourg est plus que jamais motivé à s'engager pour des frontières ouvertes. L'UE n'est pas compétente dans le domaine de la santé qui relève des États membres. Elle s'engage cependant pendant la crise, et je voudrais citer quelques exemples : l'UE soutient les systèmes de santé des États membres avec 3 milliards d'euros provenant du budget européen ; la Commission européenne propose un nouvel instrument pour protéger les citoyens contre le chômage avec des prêts totalisant 100 milliards d'euros ; la Banque centrale européenne fait des efforts pour stabiliser le système financier, elle a racheté des créances d'entreprises et d'États à hauteur de 750 milliards. Un dernier exemple : un sommet mondial des donateurs engagés dans la lutte contre le Covid-19 convoqué par l'UE a collecté 7,4 milliards d'euros.

Comment la Chambre s'engage-t-elle ?

Chaque crise comporte des risques pour la démocratie et l'État de droit. C'est la raison pour laquelle la Chambre doit rester opérationnelle au niveau européen et international. Les députés s'engagent dans les instances internationales pour plus de cohésion et de collaboration. Les organes parlementaires de la Grande Région et du Benelux continuent à se concerter par visioconférence sur des sujets transfrontaliers pour arriver ensemble à des solutions. Le Luxembourg a demandé au Parlement Benelux de se saisir des problèmes concernant la libre circulation aux frontières près d'Eischen et sur le territoire de la commune de Weiswampach. Le plus important maintenant est de s'assurer que les droits de l'homme ne sont pas bafoués. L'action de nos députés, par exemple au Conseil de l'Europe, est essentielle dans ce contexte. Afin d'assurer un suivi scientifique des travaux parlementaires, un nouveau master en études parlementaires a été créé à l'Université du Luxembourg. Le Parlement européen est également impliqué dans cette initiative.

Quel message souhaitez-vous faire passer ?

En ces temps difficiles, il est important que les parlements nationaux, qui vous représentent, soient plus que jamais solidaires et défendent les valeurs démocratiques. La santé, la sécurité sociale, l'éducation, la recherche et le dialogue avec le citoyen sont des composantes importantes de la société qui doivent redevenir centrales. Ce sont les messages principaux que la Chambre a adressés dans une lettre aux Présidents du Conseil, de la Commission et du Parlement européens ainsi qu'à ceux de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroup. Avec huit autres parlements de l'UE, la Chambre demande aux institutions européennes des moyens financiers pour les pays qui ont le plus souffert de la crise sanitaire. Ce type d'action prouve que la collaboration européenne entre parlements doit être maintenue même si les rencontres physiques sont interrompues. Le fait que nous ne sommes pas isolés aujourd'hui montre combien les années de construction européenne nous profitent. Mettre le citoyen au centre des préoccupations signifie aussi lui donner la parole. La Chambre organise ainsi avec le Parlement européen un « dialogue en ligne ». Je vous donne rendez-vous le 5 juin pour parler du thème des « parlements en temps de crise ».



M. le Président Fernand Etgen

Naissance de S.A.R. le Prince Charles

« Les membres de la Chambre des Députés et moi-même avons à cœur de Vous adresser nos plus vives félicitations à l'occasion de la naissance de Votre fils le Prince Charles Jean Philippe Joseph Marie Guillaume. » C'est en ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a félicité les heureux parents, LL.AA.RR. le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière, à l'occasion de la naissance de leur premier enfant le dimanche 10 mai 2020. « Nos meilleurs vœux de bonheur s'adressent au petit Prince Charles », a ajouté le Président dans sa lettre officielle.

« En ces moments de grand bonheur », les députés ont également transmis leurs « plus vives félicitations » au Couple grand-ducal. Le Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck, s'est joint aux félicitations au nom de l'Administration parlementaire.

Benelux : perspective ouverture des frontières

Le Comité permanent du Parlement Benelux a envoyé le courrier ci-dessous daté du 18 mai 2020 aux trois Premiers Ministres concernés ainsi qu'aux Ministres-Présidents des entités fédérées belges.

(...) Le Parlement Benelux a été saisi au cours des dernières semaines de nombreuses plaintes d'habitants des régions frontalières. Ces derniers sont confrontés durant cette crise à de nombreux problèmes pratiques, en tant que travailleurs frontaliers mais aussi au niveau de leurs contacts sociaux (visite à la famille, pratique d'un sport, possession d'une seconde résidence, …). Jamais encore, ils n'avaient pris à ce point conscience de l'existence des frontières.

Le Parlement Benelux souhaite attirer l'attention des gouvernements sur les préoccupations réelles des habitants des régions frontalières. La réouverture des frontières ne sera possible que moyennant une nécessaire coordination au niveau des gouvernements des trois pays.

Le Benelux se doit de limiter l'incidence négative de la crise du coronavirus sur l'économie et les liens sociaux entre les citoyens des trois pays.

Il est souhaitable de créer un contexte de relance coordonnée de nature à permettre la poursuite, de manière appropriée et pragmatique, de la circulation des personnes et des relations économiques entre les trois pays.

Le Parlement Benelux s'emploiera dès lors dans les semaines à venir à offrir une perspective à la population concernant l'ouverture des frontières entre les trois pays, tout en tenant compte de la santé publique. Une approche coordonnée et la confiance mutuelle devront à cet égard constituer des éléments centraux.

Le Parlement Benelux demande aux gouvernements des trois pays de faire en sorte d'offrir une telle perspective à la population.

À cet égard, ces derniers pourraient examiner si les mesures prises par d'autres structures de coopération régionale, comme celle des États baltes, pourraient constituer une source d'inspiration pour le Benelux.

Finalement, le Parlement Benelux juge nécessaire de dresser un bilan après la fin de la crise sanitaire afin de mieux pouvoir coordonner à l'avenir les mesures prises individuellement par les trois États membres et d'établir une stratégie commune dans le cas où une nouvelle pandémie ou un problème similaire surgira.

La Chambre des Députés assure la présidence de l'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », jusqu'à la fin de l'année 2020.



Le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président. Le Parlement Benelux rend des avis en ce qui concerne la coopération transfrontalière aux Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois. Il fait également fonction de laboratoire pour une intégration européenne plus poussée. Ses 49 membres, dont 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois, proviennent des différents parlements du Benelux.

Le CET saisi de 138 cas de discrimination en 2019

Situation extraordinaire oblige : le rapport annuel du Centre pour l'égalité de traitement (CET) n'a exceptionnellement pas été remis en mains propres au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, mais fut communiqué en format électronique aux députés.

Promouvoir, analyser et surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge : voici les missions du Centre pour l'égalité de traitement.

En 2019, il a été saisi de 138 nouveaux cas, le handicap en restant le premier motif de discrimination (37 cas ou 24 %). Autres critères prédominants sont l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une « race » ou ethnie (31 cas), le sexe (18 cas), la religion ou les convictions (9 cas), l'âge (8 cas) et l'orientation sexuelle (6 cas). Pour 18 cas, le CET a constaté une « discrimination multiple ». Le Centre pour l'égalité de traitement formule également des recommandations pour améliorer la législation existante, y compris celle concernant son propre statut. L'organe indépendant, créé par la loi du 28 novembre 2006, souhaite en effet renforcer son pouvoir d'intervention pour donner plus de poids à ses actions. Le rapport annuel est disponible sur le site Internet du Centre pour l'égalité de traitement www.cet.lu.

Assemblée parlementaire de l'OSCE

La crise liée au Covid-19 vue sous divers angles



M. Jean-Marie Halsdorf, M. Dan Biancalana et M. Claude Haagen (de gauche à droite) lors de la 28e session annuelle de l'APOSCE organisée par la Chambre des Députés en 2019.

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) a remplacé ses réunions physiques par une série de visioconférences permettant aux membres de l'Assemblée de s'exprimer sur les divers aspects de la crise liée au Covid-19.

La première conférence en ligne a eu lieu le 22 avril 2020.

Les 85 participants se sont focalisés sur les effets du Covid-19 sur les économies dans les pays membres de l'OSCE et les moyens de rétablir la stabilité économique.

Le financement de programmes d'aides par les gouvernements a été abordé par les experts invités et par les participants. Par ailleurs, il a été constaté qu'une approche nouvelle évitant la compétition nationale est nécessaire, ceci dans la perspective de rétablir les chaînes de valeur économique.

L'échange de bonnes pratiques s'est poursuivi lors de quatre autres visioconférences programmées pour le mois de mai, abordant les sujets du maintien des droits de l'homme et du contrôle démocratique pendant la crise sanitaire, les dangers pour la sécurité et la cohésion sociale, l'effet sur la protection de l'environnement et la protection des réfugiés et migrants pendant la pandémie.

La délégation luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE se compose de M. Gusty Graas, Président, M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président, Mme Josée Lorsché, M. Dan Biancalana et M. Claude Haagen, membres effectifs, de même que M. Gilles Baum, M. Emile Eicher, M. Fernand Kartheiser, M. Charles Margue et Mme Lydia Mutsch, membres suppléants.

Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Le présent projet de loi a pour objet d'instituer un défenseur des droits de l'enfant sous la dénomination d'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ».

Il est appelé à prendre la relève de l'actuel Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ci-après « l'ORK »), créé par la loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a pour missions la promotion, la sauvegarde et la protection des droits de l'enfant, telles qu'elles sont définies par la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par la Chambre des Députés en décembre 1993, ainsi que par les protocoles additionnels de ladite Convention ratifiés et approuvés par le Grand-Duché de Luxembourg. L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher veille à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant prime dans toute initiative législative ou administrative.

À cette fin, son avis est notamment demandé pour tous les projets de loi, les propositions de loi et les règlements grand-ducaux ayant un impact sur les enfants.

Compte tenu de ses fonctions, une garantie d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif s'avère indispensable.

Pour cette raison, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher est directement rattaché à la Chambre des Députés et doté d'une administration propre.

Ainsi, il est garanti qu'il ne reçoit, dans le cadre de ses missions, d'instructions d'aucune autorité.

Aux termes du projet de loi, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut être saisi, soit par tout enfant qui estime que ses droits n'ont pas été respectés, soit par toute personne titulaire de l'autorité parentale de l'enfant, toute personne ayant un lien de parenté avec l'enfant, le conjoint ou partenaire bénéficiaire d'un mandat d'éducation quotidienne ou le tiers au sens de l'article 378 du Code civil. Ces personnes peuvent adresser une réclamation écrite ou orale à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Par ailleurs, toute personne physique ou morale peut adresser une demande écrite ou orale à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher pour obtenir des conseils concernant la mise en pratique des droits de l'enfant.

Enfin, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut également se saisir lui-même de toute situation dont il aurait connaissance.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher est nommé pour un mandat unique de huit ans par le Grand-Duc. La personne nommée à la fonction lui est proposée par la Chambre des Députés.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25.01.2018

Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

21.02.2018	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
16.01.2019	Désignation d'un nouveau rapporteur
22.05.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.06.2019	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires
22.01.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05.02.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

21.02.2018	Présentation du projet de loi
22.05.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires
22.01.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 11.02.2020

Agriculture, viticulture et horticulture : durée de travail

7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Le présent projet de loi vise à réglementer la durée du travail dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture.

Le présent projet de loi a pour but de conférer une sécurité juridique en la matière tant aux employeurs qu'aux salariés, tout en tenant compte de l'importance des variations saisonnières sur l'activité des entreprises concernées.

Il est proposé d'introduire un régime spécifique de durée de travail pour les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture, en incorporant un nouveau chapitre au titre premier du livre II du Code du travail sur la durée de travail. Ce régime spécifique permet aux entreprises des secteurs concernés de mettre en place une période de référence allant jusqu'à six mois - qui n'est pas prévue par le droit commun - avec, en contrepartie, l'attribution aux salariés de jours de congé supplémentaires en sus du minimum légal de 26 jours.

Dès lors, le présent projet prévoit l'attribution suivante des jours de congé supplémentaires suivant la durée retenue pour la période de référence : 1,5 jours de congé supplémentaires par an si la période de référence appliquée par l'employeur est de plus d'un mois et maximum 2 mois ; 3 jours de congé supplémentaires par an si la période de référence appliquée par l'employeur est de plus de 2 mois et maximum 3 mois ; 3,5 jours de congé supplémentaires par an si la période de référence appliquée par l'employeur est de plus de 3 mois et maximum 4 mois ; et, finalement, 4 jours de congé supplémentaires par an si la période de référence appliquée par l'employeur est de plus de 4 mois et maximum 6 mois.

Afin de tenir compte de certains pics saisonniers propres aux secteurs concernés, le projet prévoit également que la durée de travail journalière maximale peut être étendue à douze heures et la durée de travail hebdomadaire maximale à soixante heures dans une stricte limite de six semaines par an, à condition que la durée hebdomadaire moyenne de travail, calculée sur la période de référence applicable, ne dépasse pas quarante heures.

Par ailleurs, et suite aux amendements parlementaires du 9 décembre 2019, le projet de loi se propose de redresser un oubli concernant les critères en matière d'expérience professionnelle requise pour exercer la profession d'assistant à l'inclusion dans l'emploi, introduit par la loi du 1er août 2019 complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe.

L'amendement concernant ce point prévoit que pour exercer la profession d'assistance à l'inclusion dans l'emploi, il faut dans tous les cas disposer d'une expérience professionnelle de trois ans dans les domaines concernés.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

18.07.2018	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.09.2019	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Continuation des travaux de la commission
28.11.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une proposition d'amendement
14.01.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.02.2020

Loi du 3 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 118, page 1

Lutte contre le terrorisme

7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Le projet de loi a comme objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil, ci-après désignée comme « la directive 2017/541 ». Cette directive tend à rapprocher les définitions des infractions liées au terrorisme dans les législations des différents États membres de l'Union européenne et à couvrir d'une manière plus complète les comportements liés aux activités terroristes et au financement du terrorisme.

Les dispositions actuelles du Code pénal luxembourgeois en matière d'infractions à caractère terroriste ont été introduites par la loi du 12 août 2003 dans le Code pénal. Ce texte a été modifié et complété à plusieurs reprises aux fins de mieux saisir toutes les facettes de cette forme de criminalité et comprend actuellement trois sections, à savoir la section I « Les infractions à but terroriste » (articles 135-1 à 135-8), la section II « Des attentats terroristes à l'explosif » (articles 135-9 et 135-10) et la section III « Des infractions liées aux activités terroristes » (articles 135-11 à 135-17).

Le projet de loi sous rubrique propose d'adapter un certain nombre d'articles de ce chapitre du Code pénal aux fins de la transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme.

Les attentats terroristes de ces dernières années ayant ébranlé notamment les villes de Paris, Nice, Bruxelles, Stockholm, Berlin, Londres, Barcelone et Lyon ont mis en exergue un terrorisme protéiforme et mouvant dont la logistique devient de plus en plus complexe, opaque et vaste, amenant le législateur européen à devoir adapter rapidement les moyens de répression en la matière.

On peut ainsi constater une confirmation du tournant de la « prévention répressive » de la justice pénale européenne en matière d'infractions à caractère terroriste qui se dessine depuis quelques années et qui déroge à certains principes fondamentaux régissant le droit pénal.

Dans la lignée des lois précédentes, ce projet de loi tient compte du fait que le terrorisme contemporain intègre désormais tous les nouveaux codes sociaux et moyens de communication et qu'il profite de la mondialisation des moyens de transports et des flux migratoires, élargissant sa mobilité, ses possibilités de recrutement, d'entraînement, notamment de mineurs, ainsi que ses possibilités de financement.

Le projet de loi tend également à réprimer le recours par les groupes terroristes à une pluralité d'intermédiaires à plusieurs niveaux aux fins de financement et de l'organisation d'un attentat, montrant ainsi la volonté de punir tous les maillons d'une chaîne parfois très longue sans toutefois qu'il soit nécessaire qu'un attentat ait été effectivement commis ou que les auteurs aient connaissance d'un attentat en particulier.

Par ailleurs, le projet de loi entend ériger en circonstance aggravante des faits liés à l'enrôlement de mineurs dans des activités à caractère terroriste et plus particulièrement le recrutement, l'aide au voyage ainsi que l'entraînement.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.09.2018

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

06.03.2019	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2020	Examen des amendements gouvernementaux et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.02.2020

Loi du 3 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 117, page 1

Accord de réadmission Ukraine-Benelux

7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

Le projet de loi a pour objet de porter approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018.

Les accords de réadmission admettent comme principe général que chaque État contractant réadmet sur son territoire ses propres nationaux qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre État contractant. Ainsi, un accord de réadmission a pour objet de définir les conditions ainsi que les modalités pratiques de la procédure de réadmission. Le but recherché par cette mesure est de faciliter pour autant que possible l'émission de documents de voyage en vue du retour d'une personne en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 26.02.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

25.11.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.02.2020
Loi du 11 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 148, page 1

Établissements classés

7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour corriger une erreur matérielle survenue suite à la dernière modification par la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

En effet, au cours de ladite modification l'article 13, paragraphe 4, alinéa 1er a été remplacé par le texte suivant : « Pour les établissements soumis à évaluation au titre de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorisation intègre la conclusion motivée y visée. »

Or, tel qu'initialement prévu dans le projet de dépôt, il s'agissait uniquement de compléter l'article par lesdites dispositions, et non pas le remplacer.

Le projet de loi a également pour objet de préciser certaines dispositions en matière d'e-commodo.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24.05.2019
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
27.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
15.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.02.2020
Loi du 11 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 143, page 1

Approbation du Mémorandum d'entente Luxembourg-OTAN

7454 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MoU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018

Le présent projet de loi vise à porter approbation du Mémorandum d'entente (MOU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018.

Le but est de faciliter l'accueil de forces de l'OTAN et de forces coalisées placées sous le commandement et le contrôle de l'OTAN en transit ou présentes sur le territoire.

Les MOU conclus avec les 29 pays membres de l'OTAN tiennent compte des circonstances et des limites que le pays hôte entend poser.

Le MOU ne crée aucune nouvelle obligation au-delà de celles retenues dans la Convention SOFA de 1954. Au niveau opérationnel, des documents techniques peuvent être élaborés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
18.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04.02.2020
Loi du 11 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 144, page 1

Polluants organiques persistants

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants

Le projet de loi a pour objet de mettre en œuvre et d'exécuter en droit national certaines dispositions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants.

Le règlement (UE) 2019/1021 précité constitue une refonte des dispositions du règlement (CE) n° 850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE, exécuté au Grand-Duché par la loi du 12 mai 2011 portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n° 850/2004 précité, que le projet de loi vise ainsi à abroger. La structure et le contenu du projet de loi sont cependant largement similaires à la structure et au contenu de la loi précitée du 12 mai 2011.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 03.09.2019
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
16.10.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
27.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.02.2020
Loi du 11 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 145, page 1

Restructuration de l'ADEM

7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi

Le présent projet de loi a pour objet d'augmenter le nombre de directeurs adjoints de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) de deux à trois.

Depuis 2012, l'ADEM a développé de manière considérable ses activités en direction des demandeurs d'emploi mais également en direction des entreprises. L'ADEM a par ailleurs vu ses missions légales s'élargir de manière conséquente depuis 2012 avec, entre autres, la réforme du reclassement, la création des emplois d'insertion pour chômeurs âgés, la création/modification d'aides et de mesures en faveur de l'emploi (stage de professionnalisation, contrat-réinsertion emploi, modification de l'aide au réemploi et des occupations temporaires indemnisées,…), la loi sur le revenu d'inclusion sociale et la loi relative à l'assistance à l'inclusion dans l'emploi.

Le développement de ces activités a entraîné une hausse rapide et importante du nombre d'agents au service de l'ADEM qui s'élève aujourd'hui à plus de 500 ETP (dont 23 % de personnes avec le statut du salarié handicapé ou en reclassement).

Les années à venir seront marquées par des défis importants. Ces défis sont de nature externe (profils de plus en plus hétérogènes des demandeurs d'emploi, pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, évolution du marché de l'emploi marquée par la disparition rapide de certains types d'emploi et la création d'autres emplois, importance accrue de la formation continue tout au long de la vie,…) mais également interne (besoin croissant de digitalisation, importance de la protection des données personnelles, nécessité d'un « controlling » systématisé pour détecter des fraudes potentielles,…). À ces défis s'ajoute la perspective d'un changement de la réglementation européenne concernant l'indemnisation des chômeurs frontaliers qui pourrait avoir comme conséquence un doublement du nombre de demandeurs d'emplois suivis et indemnisés par l'ADEM.

Afin de faire face à tous ces défis, l'ADEM devra procéder à des restructurations importantes de son organisation et de son organigramme, y compris au niveau de sa direction, qui se doit d'être pluridisciplinaire et dont les membres doivent avoir des profils et des compétences complémentaires. Afin de faire face à l'ensemble des activités tout en gardant du temps pour la réflexion et la planification stratégique, un troisième directeur adjoint s'avère nécessaire pour compléter l'équipe de direction actuelle.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 15.10.2019
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
28.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.02.2020
Loi du 3 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 119, page 1

Capitale européenne de la Culture 2022 (Belval-Ouest)

7496 - Projet de loi relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval

Le projet de loi sous rubrique a comme objet l'autorisation, pour le Gouvernement, à faire procéder sur le site de Belval-Ouest à la réalisation des infrastructures et aménagements nécessaires à l'organisation de l'événement culturel « Capitale européenne de la Culture 2022 ».

Les infrastructures et aménagements nécessaires seront réalisés par le Fonds Belval et l'enveloppe budgétaire est fixée à 35,33 millions d'euros, avec adaptation semestrielle en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.

Les dépenses afférentes seront imputables sur les crédits du budget des dépenses en capital du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12.11.2019
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
23.01.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04.02.2020
Loi du 16 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 195, page 1

SÉANCE 20

MARDI
4 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Hommage à M. Franz Fayot
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président - M. Pim Knaff - M. Fernand Etgen, Président - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Etgen, Président*
- *Discours de début de mandat : M. Pim Knaff*

6. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président*

7. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales
- *M. Fernand Etgen, Président*

9. Élection d'un Secrétaire général de la Chambre des Députés
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Vote sur les candidats*

10. Question élargie n° 25 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR
- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Marco Schank - M. le Ministre François Bausch*

11. 7454 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MoU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7496 - Projet de loi relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Interpellation de M. Paul Galles sur la pauvreté et le risque de pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg
- *Exposé : M. Paul Galles (dépôt des motions 1 à 3)*
- *Débat : M. Max Hahn (dépôt de la motion 4) (intervention de M. Paul Galles) - Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum (dépôt de la résolution 1) - M. Marc Goergen (dépôt des motions 5 et 6) - M. Marc Spautz*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth et M. Paul Galles)*
- *Motion 1 : M. Paul Galles - M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : M. Paul Galles - M. Gilles Baum (renvoi de la motion 2 en commission)*
- *Motion 3 : M. Paul Galles (intervention de M. Gilles Baum) - M. Gilles Baum - M. Paul Galles*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 : M. Paul Galles (interventions de M. Gilles Baum et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert et M. Georges Engel)*
- *Vote sur la motion 4 (adoptée)*
- *Motions 5 et 6 : M. Paul Galles - M. Gilles Baum - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
- *Résolution 1 : M. Paul Galles (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. Gast Gibéryen - M. Gilles Baum*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 4 février 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7516** - Projet de loi portant*

1. transposition de la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;

2. modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020

***7517** - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du Travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juin 1964.*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020

***7518** - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du Travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020

***7519** - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du Travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020

***7520** - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27.01.2020

***7521** - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du Travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014.*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.01.2020

3) Les demandes de pétition ordinaire et publique suivantes ont été déposées :

***1485** - Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition pour la reconnaissance et la prise en charge de la maladie et handicap E.H.S. électrosensible*

Dépôt : Filipe Loureiro Marques Pinto, le 20.01.2020

***1486** - Demande de pétition publique : F - Changement du code de la route concernant le transport de bébés et d'enfants en autobus avec des sièges homologués. D - Änderung der Straßenverkehrsordnung bezüglich des Transports von Babys und Kleinkindern in Autobussen mit regelgerechten Kindersitzen.*

Dépôt : Jonathan Thill, le 27.01.2020

***1487** - Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition pour un compromis de vente, acte notarié et un contrat de bail stipulant en toutes lettres les pollutions cancérigènes du Grand-duché du Luxembourg*

Dépôt : Filipe Loureiro Marques Pinto, le 31.01.2020

***1488** - Demande de pétition publique : Obliger la récupération des emballages plastiques par le producteur afin de les réutiliser*

Dépôt : Isabelle Grüneisen, le 02.02.2020

***1489** - Demande de pétition publique : Verbuet vu Plastiksverpackunge vu Geméis, Uebst an Eeër ab den 1. Januar 2021*

Dépôt : David Holcher, le 02.02.2020

***1490** - Demande de pétition publique : Méi Lëtzebuergesch fir Lëtzebuerg*

Dépôt : Noémie Hilger, le 02.02.2020

***1491** - Demande de pétition publique : Extension des conditions d'abattement de revenu imposable pour mobilité durable selon l'article 129d L.I.R. pour l'acquisition d'un véhicule neuf à basse émission de CO_2, à l'acquisition de véhicules de même type en occasion, ainsi que de véhicules hybrides non rechargeables*

Dépôt : Jean-Christophe Wozninski, le 03.02.2020

***1492** - Demande de pétition publique : Monarchie*

Dépôt : Armando Raach, le 03.02.2020

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Hommage à M. Franz Fayot

Haut soe mer erëm engem Deputéierten Äddi. De Kolleeg Franz Fayot huet d'Chamber gëschter no siwe Joer verlooss, fir an d'Regierung ze wiesselen. Do ass hien elo Wirtschaftsminister, Minister fir Kooperatioun an international Hëllef.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Franz Fayot ass zanter 1994 Member an der LSAP. Virun engem Joer ass hie President vun där Partei ginn.

2013 ass de Franz Fayot fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn an hie gouf 2018 erëmgewielt. Den LSAP-Politiker huet sech virun allem mat de Beräicher Finanzpolitik, Urbanismus, sozial Gerechtegkeet a Kultur, gradesou wéi Recherche, Dateschutz an Digitaliséierung beschäftegt. Och de Rifkin-Prozess huet de Franz Fayot staark interesséiert an hien huet sech agesat, fir entspriechend Hearingen hei an der Chamber ofzehalen.

Zanter 2013 war de geléierten Affekot President vun der Ekonomieskommissioun. An dësem Kader war hien och 2017 Rapporter vum Gesetzesprojet iwwert de Spacemining. Dernieft war hie Vizepresident vun der Kulturkommissioun. Als Member an der Finanz- a Budgetskommissioun war hien och Rapporter vum Budgetsprojet an dem Budget pluriannuel fir 2015.

Och an de Kommissiounen, déi zoustänneg si fir Justiz, Digitalisatioun, Medien a Kommunikatiounen, Educatioun, Ëmwelt a Logement war de Franz Fayot aktiv. Mir wënschen dem Franz Fayot vun hei aus vill Satisfaktioun bei sengen neien Aufgaben an der Regierung.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op a fänke mat der Vérification des

pouvoirs an der Assermentatioun vum Här Pim Knaff un.

Den Här Eugène Berger ass den 21. Januar gestuerwen. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der DP aus dem Walbezierk Süden derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Pim Knaff, deen d'Mandat ugeholl huet.

Sou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert, am Fall wou et keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant a wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den 2. Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géif ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Pim Knaff virum 31. Januar 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Piècen ofginn huet:

- eng Kopie vu senger Carte d'identité fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an 18 Joer huet,

- ee Certificat de résidence fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert hien, datt hien net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vum Här Pim Knaff huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Pim Knaff seng zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt:

- den Här Pim Knaff d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

- den Här Pim Knaff vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vum Här Pim Knaff sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An dann däerf den Här Pim Knaff erakommen.

Här Pim Knaff, ech bieden Iech den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

M. Pim Knaff *(DP).*- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen! Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

(Brouhaha)

Mir géifen dann elo direkt zur Vérification des pouvoirs vun der Madamm Cécile Hemmen iwwergoen. Duerno géif ech dem Här Knaff d'Wuert ginn, fir seng Untrëttsried ze halen.

(Brouhaha)

Dann däerf d'Madamm Hemmen erakommen. A nee, nach net grad.

(Hilarité)

Elo komme mer zur Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Cécile Hemmen.

A sengem Bréif vum 29. Januar 2020 huet de Franz Fayot matgedeelt, datt hie vum 3. Februar dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Bezierk Zentrum derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Cécile Hemmen, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, soudatt d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere konnt.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems datt d'Madamm Cécile Hemmen virum 31. Januar 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi beim Här Knaff virdru genannte Piècen ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Cécile Hemmen huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrolle vun deene gesamte Piècen, datt:

- d'Madamm Cécile Hemmen d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

- d'Madamm Cécile Hemmen vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Cécile Hemmen sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An dann däerf och d'Madamm Cécile Hemmen erakommen.

Madamm Hemmen, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Je le jure.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Interruption et hilarité)

Wéi virdrun annoncéiert, wier et dann elo um Här Knaff, fir seng Untrëttsried ze halen. Här Knaff, ech ginn Iech elo d'Wuert.

Discours de début de mandat

M. Pim Knaff *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, et ass mir eng grouss Éier, haut virun Iech ze stoen, an awer géif ech alles derfir maachen, fir d'Emstänn vu menger Vereedegung als Deputéierte kënnen ze änneren.

„The games must go on." Dës fënnef Wierder hunn 1972 Geschicht geschriwwen, nodeems d'Olympesch Spiller zu München no engem bluddegen Attentat op israelesch Sportler virugefouert goufen. Ech wëll mir net umoossen ze wëssen, wat de betraffene Sportler a Responsabelen deemools duerch de Kapp gaangen ass, an awer weess ech haut, wéi et sech ufillt, wann et muss virugoen, obwuel d'Trauer nach net iwwerwonnen ass.

Nee, d'Land bleift net stoen. D'Erausfuerderungen, déi et ze léise gëllt, ginn net méi kleng. Den Eugène hätt als Allerleschte vun eis verlaangt, stoen ze bleiwen. Hien ass ni stoe bliwwen. Dat war net dem Eugène seng Aart a Weis ze schaffen, net seng Aart a Weis ze liewen. Dem Eugène säi Bléck war ëmmer no vir geriicht. Dësen Esprit, dës Wëllenskraaft, déi den Eugène bis op d'Spëtzt vum héchste Bierg gedriwwen huet, wëll ech als säin Nofollger an Éieren halen.

Den Eugène Berger war e Politiker an e Mënsch mat aussergewéinlecher Wäitsiicht. Et ass net ouni Grond, datt hie sech virun allem fir den Dossier vun der Digitalisatioun interesséiert huet. D'Digitalisatioun ass eist Minettäerz vu muer. Dovu war hien iwwerzeegt. Den Eugène huet an den neien Technologië virun allem d'Chance fir eis Gesellschaft a fir eist Land gesinn. Als neien Digitalisatiounsspriecher vun der DP-Fraktioun wäert ech dem Eugène seng Aarbecht viruféieren a mathëllefen, datt seng Iddien a Visioune Realitéit ginn.

„E méi gerecht Lëtzebuerg", dat war oft de Leetfuedem vum Eugène senge grousse Rieden an dësem Haus. Hie war houfreg op d'Erfolleger, déi d'DP an der Regierung duerchgesat huet: déi sozial gerecht Steierreform, d'Aféierung vun engem méi flexibele Congé parental oder d'gratis Kannererzéiung; fir just e puer Beispiller ze nennen.

Genausou houfreg war den Eugène awer och op déi Iddien, déi et vum DP-Walprogramm an de Koalitiounsaccord gepackt hunn. Hie war voller Virfreed op d'Steierreform 2.0, déi fundamental Ongerechtegkeeten an eisem aktuelle Steiersystem behiewe wäert. An och den Teletravail louch dem Eugène um Häerz. Hie war iwwerzeegt dervun, datt d'Aarbecht vu muer e Win-win ass fir d'Betriber an déi schaffend Leit. Als Member vun der Commission du Travail wäert ech alles drusetzen, datt mir als Politik dem Aarbechtsmarché déi noutwendeg Instrumenter matginn, fir dëst ze erreechen.

Als Affekot hunn ech an deene leschten 30 Joer Barreau esou munches erlieft. Dës gutt an heiansdo manner gutt Erfarunge wäert ech als Member vun der Commission juridique abréngen, fir eise Justizsystem nach méi effikass an den Zougang zur Justiz méi einfach ze maachen. Och dat ass eng Fro vu Gerechtegkeet.

Här President, léif Kolleegen, déi meescht vun Iech dierfte wëssen, datt d'Stad Esch eng besonnesch Plaz a mengem Häerz huet. No ville Joren Oppositiounsbänk am Escher Gemengerot ass mir 2017 dee grousse Wonsch erfëllt ginn, fir endlech kënne Matverantwortung fir meng Heemechtstad ze iwwerhuelen. Als Schäffe kann ech also elo konkreet matschaffen, fir eis schéi Stad op d'Zukunft virzebereeden.

Esch verbannen ech awer net nëmme mat Lokalpolitik. Als zweeten Entwécklungspol am Land spillen Esch a seng Nopeschgemengen eng wichteg Roll an der Entwécklung vun eisem Land. Den ugefaangene Wee vun der Dezentraliséierung muss konsequent weidergefouert ginn. Nëmmen esou kënne mir eise Wuelstand weider garantéieren a gläichzäiteg déi aktuell Problemer am Verkéier an um Wunnengsmaart léisen.

Ech wäert mech dofir an deenen nächste Joren derfir asetzen, datt déi geplangten Infrastrukturprojeten tëschent Esch an der Stad séier realiséiert ginn. Ech denken zum Beispill un de séieren Tram, awer och un d'Vëlospist, déi déi zwou Stied direkt matenee verbanne soll.

Méi kuerzfristeg steet Esch 2022 virun der Dier. Als Escher Kulturschäffe läit mir dëse Projet natierlech besonnesch um Häerz. Et ass eng eemoleg Chance fir eis Regioun a fir eist Land. En Aushängeschëld fir eis Geschicht, eis Kultur an d'Mënschen, déi bei eis liewen a schaffen. D'Kultur ass a mengen Ae kee Luxus, dee mer eis leeschten, mee e wichtegen Deel vun deem, wat eis Mënschen ausmécht. An der Kulturkommissioun wäert ech mech derfir asetzen, datt d'Kultur och an Zukunft déi Plaz an eiser Gesellschaft huet, déi se verdéngt.

Här President, léif Kolleegen, ech wëll mech net am Detail verléieren. Dir wäert an den nächste Wochen a Méint genuch Geleeënheeten hunn, fir meng Iwwerzeegungen a meng Iddie kennenzeléieren. Ech sinn e Mënsch, dee gär bereet ass, Kompromësser anzegoen, wa se der Saach déngen. Ech sinn awer och bereet, fir fir meng Iwwerzeegungen anzetrieden a fir meng Iddien ze kämpfen.

Ech freeë mech elo schonn op vill intensiv, awer fair Diskussioune mat Iech.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. A mir alleguer freeën eis op eng gutt Zesummenaarbecht.

6. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gilles Baum gëtt vun der DP-Fraktioun als Membre suppléant vum Bureau proposéiert.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Membre suppléant vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Fir de Poste vum Suppleant vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Gilles Baum ass domat zum Suppleant vum Bureau proklaméiert.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

Den Här Gilles Baum gëtt Member vun der Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État.

Den Här Claude Lamberty gëtt Member vun der Commission de vérification des pouvoirs.

D'Madamm Simone Beissel gëtt Member vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Den Här Gilles Baum gëtt Member vun der Commission de la Santé et des Sports fir de Volet « Sports ».

Den Här Pim Knaff gëtt Member vun der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.

Den Här André Bauler gëtt Member vun der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Den Här Guy Arendt gëtt Member vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

Den Här Pim Knaff gëtt Member vun der Commission de la Culture.

Den Här Gilles Baum gëtt Member vun der Commission des Finances et du Budget.

Den Här André Bauler gëtt Member vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace iwwerhëlt d'Madamm Cécile Hemmen de Volet « Protection des consommateurs » vum Här Franz Fayot an den Här Claude Haagen iwwerhëlt déi aner Voleten alleguer vum Här Franz Fayot. E gëtt deemno volle Member.

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Tess Burton den Här Franz Fayot.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Franz Fayot.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Gilles Baum.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Franz Fayot.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt den Här Claude Lamberty den Här André Bauler fir de Volet « Sécurité intérieure », an d'Madamm Cécile Hemmen ersetzt den Här Georges Engel, ausser fir de Volet « Défense ».

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Pim Knaff d'Madamm Lydie Polfer an d'Madamm Cécile Hemmen ersetzt den Här Franz Fayot.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Georges Engel.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Franz Fayot.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Dan Biancalana den Här Franz Fayot.

An der Commission du Logement ersetzt den Här Mars Di Bartolomeo den Här Franz Fayot.

A schliisslech, an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Pim Knaff den Här Claude Lamberty.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech géif Iech gär bei dësem Punkt och nach eng Informatioun matdeelen: An der Sous-

commission „Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite“ de la Commission de la Justice ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Franz Fayot.

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun den Delegatiounen ugeet, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

Den Här Gusty Graas gëtt effektive Member an den Här Gilles Baum gëtt Membre suppléant vun der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. An där selwechter Delegatioun ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Franz Fayot als Membre suppléant.

Den Här Gilles Baum gëtt effektive Member vun der Delegatioun bei der NATO.

Den Här Claude Lamberty gëtt effektive Member vun der Delegatioun beim COSAC.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Alex Bodry.

A beim CPI ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Franz Fayot.

Den Här Pim Knaff gëtt effektive Member an der Delegatioun vu Lëtzebuerg vun der Assemblée parlementaire vun der Francophonie.

A schliisslech gëtt d'Madamm Carole Hartmann effektive Member bei der Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Élection d'un Secrétaire général de la Chambre des Députés

Esou wéi den Artikel 168 vum Chambersreglement et virgesäit, wiele mer haut een neie Generalsekretär vun der Chamber. Dir krut eng Kandidatelëscht zougestallt. Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg: d'Madamm Isabelle Barra, den Här Jean-Christophe Burkel, den Här Benoît Reiter, den Här Laurent Scheeck, den Här Richard Seiwerath, den Här Jeff Stocklausen, d'Madamm Tania Tennina an den Här Mario Wiesen.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel. D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Walziedelen net betruecht ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballotage. Nëmmen déi zwee Kandidaten, déi déi meeschte Stëmmen am éischten Tour kritt hunn, huelen um Ballotage deel.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir déi zwee Kandidaten am Ballotage ze determinéieren. Hei geet déi relativ Majoritéit duer. Am Fall vun enger Stëmmegläichheet am Ballotage kënnt et zu engem supplementären Tour. Wann an dësem Tour nach ëmmer Stëmmegläichheet besteet, dann entscheet d'Lous.

Vote sur les candidats

Mir fänke mam Walvirgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongëlteg. D'Stëmmziedele sinn amgaangen, ausgedeelt ze ginn.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.01 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.08 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

- Total vun de Stëmmziedelen: 55;
- blank Stëmmziedelen: keen;
- ongülteg Stëmmziedelen: keen;
- gülteg Stëmmziedelen: 55;
- absolutt Majoritéit: 28.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt:

- d'Madamm Isabelle Barra: 8 Stëmmen;
- den Här Benoît Reiter: 4 Stëmmen;
- den Här Laurent Scheeck: 42 Stëmmen;
- d'Madamm Tania Tennina: 1 Stëmm.

Déi aner Kandidate krute keng Stëmm.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 42 Stëmmen den Här Laurent Scheeck zum Generalsekretär vun der Chamber gewielt. Domat gëtt den Här Laurent Scheeck neie Generalsekretär vun der Chamber an trëtt an nächster Zukunft d'Successioun vum Här Claude Frieseisen un.

Ech felicitéieren dem Här Laurent Scheeck am Numm vun eis alleguer a wënschen him vill Freed a Satisfaktioun a senger nobeler neier Charge. Ech hoffen op eng gutt an erfollegräich Zesummenaarbecht mat deene verschiddene parlamentaresche Gremien, mat all eenzelnem Deputéierten, mee och mat alle Mataarbechter vum Haus an de Mataarbechter vun de Fraktiounen a Sensibilitéiten. Ech wënschen him eng glécklech Hand fir déi vill a komplex Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen. Hie ka mat dësem Vott op eng breet Legitimatioun zréckgräifen.

10. Question élargie n° 25 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 25 vum Här Marco Schank iwwert d'Restrukturatioun vum RGTR-Reseau. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn eis all eens heibannen, datt d'Reorganisatioun vum RGTR vu weesentlecher Bedeitung ass fir d'Mobilitéit hei am Land. Mir brauchen ee kohärent, modernt Verkéiersnetz, fir datt d'Arrête systematesch matenee verbonne ginn an e flächendeckenden ëffentlechen Transport gewärleescht gëtt.

Wat mir als Fraktioun sécher och begréissen, ass, datt an deene vergaangene Méint de Ministère op e participative Prozess zréckgegraff huet. Bein, vill Gemengen hätte sech awer gefreet, an do gehéiert meng och dozou, wa mer e bësse méi Zäit gehat hätten, fir den Avis ze schreiwen. Ee Mount ass awer relativ knapps, besonnesch wann ee wëllt eng Informatiounsversammlung fir déi eege Leit maache respektiv och e regionalen, gemengeniwwergräifenden Avis nach probéiert hätt.

Här President, elo start en Donneschdeg, iwwermuer, d'Roadshow vum Minister zu Réide mat insgesamt zéng Owender am ganze Land. An do schreift de Minister a senger Circulaire un d'Gemengen, datt nieft enger Presentatioun vun deenen neien RGTR-Linnen och en Échange de vues stattfënnt.

Meng éischt Fro: Heescht dat, datt deen Échange de vues nach Ännerungen zouléisst? Oder anescht gefrot: Ass geplangt, e System oder e Mechanismus ze schafen, deen et erlaabt, déi Erfarungen, déi an den nächste Méint gemaach ginn, an deene 14 Méint bei der Ëmsetzung vun der Reform, ze sammelen an eventuell och Ännerungen zouzeloossen?

Et wier sécher schued, wann an der finaler Phas vun dësem Prozess déi positiv Demarche vu bis ewell géif a Fro gestallt ginn. Stéchwuert: méiglechst grouss Akzeptanz bei de Clienten. Mir mengen, datt misst séchergestallt ginn, datt opgrond vun den Alldagserfarungen, déi sech no an no astellen, vun de Clienten, nach Korrekture kéinte gemaach ginn. Duerfir meng Fro: Bleift hei nach d'Méiglechkeet respektiv d'Flexibilitéit fir nozebesseren?

An engem Bréif un de Ministère wollt de Mouvement écologique wëssen, ob et net opportun wier, datt bei der Virstellung vum Projet an deene verschiddene Regioune vum Land eng Hotline géif agefouert ginn, wou d'Clienten engersäits Informatiounen iwwert d'Reorganisatioun kéinte kréie respektiv selwer nach Suggestioune kéinte maachen. Meng Fro deemno: Ass esou eng Hotline geplangt?

Da bei der Pressekonferenz huet et geheescht, d'Ëmsetzung vun der Reform géif am Mee dëst Joer starten a géif bis de September 2021 daueren, deemno 14 Méint. Meng Fro dozou: Wéi ass d'Virgeeënsweis vun der Ëmsetzung an deene 14 Méint? Mat wat gëtt ugefaangen? Et kann een net alles beienee maachen. Geet et mat den Expresslinnen un? Kommen déi méi spéit? Éischter den Urbanzentrum? Éischter de ländleche Raum? Well mateneen, wéi gesot, geet et jo wuel net.

An der Kommissiounssëtzung vum 7. November goung och rieds vun engem geplangte Ruffbus. De Minister sot deemools, datt de Ruffbus ganz zum Schluss géif en place gesat ginn, dat heescht September 2021. An der Pressekonferenz, ech war net dobäi, mee ech mengen, datt do net rieds dovunner goung. Mee kéint een haut oder en cours de route eppes méi iwwert d'Konzept Ruffbus gewuer ginn? Eng weider Fro.

An da wollt ech och nofroen, well dat an der Kommissiounssëtzung deemools net esou geklongen huet oder net sécher war, d'Fro, ob de Lycéestransport ganz separat organiséiert gëtt vun deem aneren Transport.

A vläicht eng lescht Fro, déi awer wichteg ass fir d'Busentreprisen, zu den Ausschreiwunge fir d'Reseauen, wat jo op europäeschem Niveau muss gemaach ginn. An der Sëtzung vum 7. November, Här Minister, hutt Dir an deem Kontext gesot, datt den Appel d'offres virum Summer 2020 géif geschéien. Vläicht wier et méiglech, och hei eppes gewuer ze ginn, wou d'Akzenter gesat ginn, well dat jo wuel eng Erausfuerderung fir eis national Busentreprisen duerstelle wäert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert, de Mobilitéitsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, a Merci och dem Här Schank, fir d'Wuert an d'Initiativ ergraff ze hunn a fir déi vill Froen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass en, den neie Reseau.

(M. François Bausch montre un document.)

Ech weisen Iech en op där neier Kaart. Si ass frësch aus der Dréckerei erauskomm. Wann Der dat kuckt, da gesitt Der: Dee Reseau do, dat ass keng Landkaart, wat Der do gesitt, déi Strécher, dat sinn d'Buslinnen.

An ech defiéieren Iech - Dir kritt en och elo, ech deposéieren en herno, Dir kënnt Iech en awer och natierlech soss nach ufroen, wann Der nach Exemplare braucht -, ech defiéiere jiddwereen, mir iergendeng Regioun an Europa ze sichen, ech menge souguer doriwwer eraus, wou esou en dichte Busreseau wéi deen heite wäert bestoen.

Här President, ech ginn Iech en domadder och hei of. Mee, wéi gesot, Dir kënnt gären nach Exemplaren nokréien.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Busreseau hei, deen erlaabt et an Zukunft, datt all Uertschaft am Land siwen Deeg an der Woch an engem Zweestonnentakt vu moies bis owes spéit de Leit eng Offer bitt. Dat war déi grouss, ganz wichteg Neierung. Dat hate mer bis elo net. Dir hutt wierklech e kontinuéierlechen Taktsystem am ganze Land, an dat och samschdes an och sonndes. Virun allem samschdes a sonndes! Virun allem sonndes ass bal kee Service gefuer gi bis elo. Dat ass schonn extreem impressionant.

Mir hunn och e participative Prozess gewielt, dee mer 2017 ugefaangen hu mat enger Enquête, wou 38.000 Leit matgemaach hu bei der Enquête. Duerno hu mer zwee Tier gedréit mat enger Roadshow mat Atelieren, wou mer d'Leit mat agebonnen hunn. Mir hunn Ateliere gehat iwwert den Owesservice, d'Weekender, besser Ëmsteigungen, Expressbuslinnen, also ganz villfälteg. D'Bierger konnte sech mellen, fir do matzeschaffen iwwer zwee Joer. A mir hunn och, wéi dee Reseau duerno bis fäerdeg do stoung, déi éischt Fassung, d'Gemengen nach eng Kéier matagebonnen. Mir hunn de Gemengen e geschéckt an hinne gesot, si sollen eis nach eng Kéier en Avis ginn.

An ech muss och soen: Ech war e bëssen iwwerrascht! A verschiddene Gemengeréit war gemaach ginn, wéi wann dat schonn alles a Bëton gegoss wär. Mee ech hu jo de Gemengen e geschéckt, fir den Avis ze kréien, a selbstverständlech ass et och drëms gaangen, fir dann natierlech Saachen ze iwwerhuelen, déi mer vun de Gemenge kritt hunn. Wann ech vu vireran ukënnegen, datt ech e participative Prozess maache mat de Bierger, mat de Gemengen, ass et fir mech selbstverständlech, datt ech och Saachen duerno vun deenen iwwerhuelen, soss brauch ech se jo net fir en Avis ze froen. Soss ass et net Consultatioun, soss ass et einfach Informatioun! Hei war Consultatioun.

Mir kruten e Retour vun 81 Gemengen, 534 Commentairen, déi sinn en détail analyséiert ginn an deene leschte Méint. Déi wichtegst Punkte waren: 26 % vun den Avisen hunn eng zousätzlech Verbindung mat enger anerer Uertschaft oder Gemeng gefrot. Hei konnte mer d'Hallschent vun den Demandë berücksichtegen. 24 % vun den Avisen hunn zousätzlech Arrête gefrot. Hei hu mer 69 % vun de Propositioune berücksichtegt. A 16 % vun den Ännerungen, dat waren der um Horaire, den Takt, d'Auerzäit. Do sinn 58 % dovunner ugepasst ginn.

Dat heescht, mir hunn insgesamt also 60 % vun deene 534 Commentairen akzeptéiert. Dobäi muss een awer och nach wëssen, datt ganz vill Commentairë komm sinn, déi guer näischt direkt mat der Busverbindung ze dinn haten, mee déi éischter zum Beispill d'Busspuere betraff hunn, d'Busarrêten, wat souwisou an d'Gemengekompetenze fält. Mir hunn deelweis Gemengen, déi hunn eis geschriwwen iwwert den Amenagement vum Busarrêt. Dobäi misste si et selwer sinn, déi de Busarrêt mussen amenagéieren.

Also, wéi gesot, mir leien, wann een dat nach géif erausrechnen, bei wäit iwwer zwee Drëttel vun deem, wat mer erakritt hunn, wat mer respektéiert hunn.

Vun deenen 158 Linnen, déi mer de Gemenge proposéiert hunn, hu mer der 115 ugepasst an nach 21 nei Linne bäigesat duerch d'Avise vun de Gemengen. Den neie Reseau besteet also aus 179 Linnen, déi all mat hirem eegenen Tracé fueren. Um ale Reseau waren et der 180 mat awer 725 verschiddenen Tracéen. Dat heescht, et ass vill méi iwwersiichtlech a koordinéiert a kloer och de Besoinen entspriechend, wéi d'Land sech entwéckelt huet.

A puncto Kilometer, do gi mer vun haut ronn 52 Millioune Kilometer op 68 Millioune Kilometer an d'Luucht. Dat heescht, et ass e Plus vun 30 % par rapport zu deem, wat mer virdrun u Verbindungen haten. Virun allem owes an de Weekend fiert de Bus vill, vill méi.

Sonndes hu mer eng Croissance vu 400 %. Dir sot mer: „Dat ass jo verréckt!“, mee da soen ech Iech: „Dat ass, well sonndes bis elo bal näischt gefuer ass!“ 400 %! Virun allem am ländleche Raum! Ech héiere vill dobaussen, de ländleche Raum géif ëmmer ze kuerz kommen. Beim Busreseau hei ass extreem vill gemaach ginn am ländleche Raum, wou et virdru keng Verbindunge gi sinn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Et gëtt och keng Lokalitéit mat iwwer 20 Awunner - iwwer 20 Awunner! -, déi net méi un de Reseau ugebonnen ass. An et kréie ganz vill kleng Lokalitéiten, déi virdru just e puer Bussen am Dag haten, elo e propperen Takt bis owes 11 Auer. An dann, am Norde geet et souguer um 4 Auer moies schonn un.

Just fir Iech zwee Beispiller ze ginn:

- eent aus dem Norden: Mëtscheed, d'Gemeng Esch-Sauer, ronn 200 Awunner. Haut huet eng Linn op Mäerzeg an Uewerfeelen - dat si keng grouss Lokalitéiten - en Zwoustonnentakt hors pointe vu 6 bis owes 7 Auer. Duerno hu se eng Linn op Ettelbréck an op Esch-Sauer vu moies 4 bis owes 11 Auer am Stonnentakt an der Pointe, am Zwoustonnentakt hors pointe. Dat ass eng enorm Verbesserung fir de ländleche Raum par rapport zu deem, wéi et haut ass.

- am Osten, en anert Beispill: Bäerdref. D'Gemeng Bäerdref huet ronn 1.800 Awunner. Haut gëtt et just eng Linn op Iechternach an an d'Stad am Stonnentakt. Dëst weist schonn, wéi ongerecht den ale Reseau war. 200 Leit ass gläich den Takt vun 1.800 Leit. Duerno hu se zwou Linnen op Iechternach an an d'Stad - an der Spëtzt all hallef Stonn - an op Ettelbréck via Bäerdref all Stonn. Also och do eng weesentlech Verbesserung.

Ech hunn déi elo bewosst erausgeholl, wéi gesot, aus dem ländleche Raum, well de Busreseau jo och besonnesch wichteg ass fir de ländleche Raum.

Ausserdeem gëtt de Schülertransport méi staark vum normalen RGTR-Reseau getrennt. Dëst huet natierlech direkt e puer Virdeeler:

1. besser Flexibilitéit am Schoultransport, fir och op déi nei Defien ze reagéieren;
2. méi Fiabilitéit am normalen RGTR-Reseau;
3. d'Méiglechkeet, méi kleng Gefierer am ländleche Raum am RGTR anzesetzen, wat ekonomesch an och ekologesch méi sënnvoll ass;

4. eng besser Liesbarkeet vum normalen RGTR-Reseau.

Mir wäerten elo zéng Owender maachen, fir dee ganze Reseau ze presentéieren. Mir wäerten dann natierlech an de Regiounen eng Kéier deen nationalen Iwwerbléck ginn a spezifesch natierlech e Zooming maachen op d'Regioun, wou mer da grad sinn.

An zu der Fro vum Här Schank: „Wat heescht dat?" Mir sinn natierlech elo um Enn vun engem participative Prozess. Mir hunn esou vill consultéiert, mir mussen och eng Kéier decidéieren! Ech menge schonn, datt de Reseau, esou wéi mer en elo wäerte presentéieren, a senge grousse Linnen natierlech net méi wäert verännert ginn.

Mir presentéieren de Leit jo d'Resultat vum participative Prozess. Selbstverständlech, e Reseau ass souwisou ëmmer e „work in progress". Wann elo a Regiounen d'Bierger eis kleng Ännerungen oder Propositioune maachen, selbstverständlech si mer bereet, éischtens emol nozelauschteren an déi opzehuelen. A wa mer nach kënne Klengegkeeten änneren, wäerte mer dat selbstverständlech maachen. Dat ass iwwregens och no der Roadtour nach méiglech. Ech mengen, och Gemengen, déi Doleancen hunn, kënne selbstverständlech ëmmer dem Ministère schreiwen an da wäerte mer dat kucken.

Et ass och esou: Mir brauche keng extra Hotline anzeriichten. De Verkéiersverbond kann een ëmmer uruffen, fir do eranzetelefonéieren, wann een nach Suergen huet par rapport zu senger Linn.

Mir wäerten och am Osten ufänken an da gëtt graduell vum Oste bis am September 2021 de ganze Reseau agesat. Dat ass net anescht méiglech, wéi gesot, well een eeben net esou einfach kann e Reseau ëmklappe mat där Komplexitéit a mat deem Changement, dee mer och hei maachen. Well et ass jo wierklech e komplett neie Reseau, dee mer hei schafen. Dat ass wierklech, wéi gesot, net méiglech.

Ech géif proposéieren, datt mer - de September 2021 ass de Reseau jo ganz a Kraaft - eis d'Wuert ginn och heibannen, datt mer eis de September 2022 sollen hei eng Kéier Zäit huelen an der Chamber, fir driwwer ze schwätzen, de Bilan ze zéien no engem Joer, wann et bis ganz ëmgesat ass. Kee Problem, mee ech mengen, mir mussen der Saach awer elo emol fir d'éischt eng Chance ginn, fir datt et ka fonctionéieren.

Firwat hu mer net elo schonn e Ruffbus agesat? Ech hat Iech jo gesot virun e puer Méint, datt mer géifen drun denken, am ländleche Raum eventuell hors Spëtzestonnen e Ruffbus anzesetze par rapport zu engem Reegelbus.

Éischtens mengen ech, datt et besser ass fir d'Leit, wa mer de ganzen Dag iwwer de Leit e kadenzéierte Linnebussystem ubidden. Ech mengen, dat ass méi einfach. An der Praxis brauch een net méi ze telefonéieren an et weess een: Ech kréien all hallef Stonn oder all Stonn e Bus. Ech weess och genau, wou e fiert. A mir hu gesinn, datt d'Demande awer am ländleche Raum, och duerch dat, wat mer u Feedback zréckkritt hunn, méi grouss ass, och hors Spëtzestonnen, soudatt mer decidéiert hunn aus deene Grënn zwar dann an den Tëschen-Heure-creusen, an den Net-Spëtzestonnen, vläicht méi kleng Bussen anzesetzen, mee awer de Linnentakt oprechtzeerhalen, well dat méi Sënn mécht.

Doniewent gëtt et jo nach eng Rei Ruffbussystemer. Déi bleiwe selbstverständlech bestoen. Dat si jo och vill Initiativen, déi do geholl gi sinn. An ech schléissen och net aus, datt mer fir de Ruffbus, national gesinn, net nach awer eng Initiativ wäerten hunn an e puer Joer. Mee à ce stade fir de Reseau als solches, a fir och am ländleche Raum eng getaktet gutt Offer ze gi vu méindes bis sonndes, hu mer et méi sënnvoll fonnt, elo mol net op dee Wee hei ze goen.

Da wollt ech nämlech nach eppes soen zu dem Appel d'offres. Ech mengen, dee leeft bis de Summer un. Dat musse mer maachen. Mir si jo verflicht. Bon, selbstverständlech kann ech Iech net d'Detailer soen, wéi mer hei virginn.

Mir sinn an engem Appel d'offres. Ech mengen, mir mussen do d'Reegele respektéieren. Wat ech Iech awer ka soen, dat ass, datt de Ministère zwou Saache ganz grouss am Cahier des charges wäert héichhalen:

Dat Éischt ass natierlech d'Qualitéit vun der Offer, déi mer gären hätten, also vum Bussystem. Wat fir eng Busse mussen et sinn an esou weider an esou fort? An och, datt ee sech muss u verschidde Saachen halen.

An dat Zweet ass, an ech si frou doriwwer: De Kollektivvertrag ass jo elo ënnerschriwwe ginn am private Bustransport, soudatt mer kënnen an de Cahier des charges draschreiwen, datt deejéinegen, deen den Zouschlag kritt, sech verflichte muss, fir d'Kollektivvertragswiese vu Lëtzebuerg ze respektéieren.

Dat war wichteg. Ech hunn och elo net wéineg matgehollef, datt de Kollektivvertrag iwwerhaapt méiglech ginn ass, well ech awer eng Rei Saache gemaach hunn, datt et herno méiglech war, déi Ënnerschrëft drënnerzekréien. Dir wësst, datt dat laang geschleeft huet. An et ass elo ënnerschriwwen, an doriwwer sinn ech frou, well et garantéiert ass, datt mer zu Lëtzebuerg duerch d'Ausschreiwung op alle Fall kee Sozialdumping kënne kréien, datt d'Lëtzebuerger Sozialkonditioune musse respektéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister Bausch. Den Här Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, et sinn der eigentlech zwou.

Dat Éischt ass: Dir hutt gesot, Här Minister, et géif mam Osten ugoen. Ass et dann esou, datt am Osten alles gemaach gëtt an da kënnt déi nächst Regioun? Oder fuert Der mat enger Rei vun, ech soen emol, …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Nee!

M. Marco Schank *(CSV).*- … Expresslinnen oder wéi och ëmmer?

An dat Zweet ass: Dir hat de 7. November gesot, datt all Gemeng géif opgrond vun hirem eegenen Avis e Feedback kréien. Kënnt dat och?

Merci.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, also dat ass ënnerwee. Ech weess net … Ech gesinn den Alex Kies sëtzt douewen. Alex, ass et schonn do?

Ech héieren, et ass eraus. Also, jiddwer Gemeng kritt schrëftlech ganz kloer prezis beäntwert, wat se eraginn hunn a wat mer zréckbehalen hunn, a firwat mer wat och net zréckbehalen hunn, selbstverständlech.

Bon, mir fänken am Osten un. Dat ass elo eng technesch Explikatioun. Ech muss dat nochecken. Ech kann Iech dat elo éierlech net soen, firwat mer grad do ufänken. Mee et gëtt technesch Erklärungen. Et ass reng technesch ze gesinn. Et ass net aus engem politesche Grond.

Den Här Gloden ass vläicht frou, datt mer am Osten ufänken, mee et huet awer elo weeder eppes mat him ze dinn nach mat soss eppes. Et ass wierklech, well mer no technesch ëmsetzbare Krittären do ufänken, an da gëtt et graduell, awer net nëmmen an enger Regioun, mee kräiz a quier duerch d'Land, ëmgesat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

11. 7454 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MoU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018

Da komme mer elo zum Projet de loi 7454 iwwert d'Adoptioun vun engem Memorandum d'entente. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Graas, d'Madamm Empain, den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir wësst heibannen - well mir haten d'lescht Joer am Kader vum Anniversaire vun der NATO vill Geleeënheet, fir driwwer ze schwätzen -, dass mir eent vun de Grënnungsmembere vun der NATO sinn an dass eist Land d'Organisatioun och duerchgeeënd an deene ganze Joren ënnerstëtzt huet.

De Projet de loi, mat deem mer haut hei ze dinn hunn, deen approuvéiert e Memorandum of Understanding tëscht Lëtzebuerg an dem Generalquartéier vum Allied Command Transformation, deen den 18. Dezember 2017 zu Lëtzebuerg signéiert gouf, souwéi mam Grand Quartier général vun den Alliéierten an Europa - SHAPE -, ënnerschriwwen d'Joer drop, den 8. Februar 2018 an der Belsch zu Mons.

Deen MoU, fir et direkt am Ufank ze soen, bréngt zwar wuel elo keng substanziell Neierunge mat sech, an dach ass d'Ratifikatioun eng Opportunitéit, den Engagement vu Lëtzebuerg fir d'NATO, déi sech jo am Moment a kengen einfachen Zäite befënnt, nach eng Kéier ze reaffirméieren. Einfach gesot a pour rappel stellen d'NATO-Memberlänner, also och Lëtzebuerg, der NATO jo Truppen a Material zur Verfügung, déi dann ënnert den unifiéierten NATO-Kommando gestallt ginn, fir d'Missioune vun der Allianz kënnen ze erfëllen. Dat muss natierlech gereegelt ofgeweckelt kënne ginn.

De Status of Forces Agreement, och nach SOFA-Konventioun genannt, dee Lëtzebuerg 1954 ratifizéiert huet, dee reglementéiert justement de Statut vun den Truppen tëschent den alliéierte Länner. Dat a Situatiounen, wou d'Truppe vun engem Land fir, loosse mer soen, kuerz Missiounen oder awer och fir méi laang Stationnementer op den Territoire vun engem anere Land geschéckt ginn.

Lëtzebuerg huet weiderhin och erëm am Kontext vun där SOFA-Konventioun de sougenannte „Paräisser Protokoll" signéiert. Do geet et ëm de Statut vun de Quartiers généraux militaires internationaux. Dat ass also och vun eis ënnerschriwwe ginn. An den Artikel 16 vun deem Protokoll gesäit vir, dass d'Vertragsparteien och bilateral Accorde kënnen ofschléissen, fir elo déi praktesch Modalitéite vun dëse Relatioune festzeleeën.

An deen MoU, dee mer haut approuvéieren, ass justement esou e bilateralen Accord.

Ausgehandelt gouf en op Initiativ vun der NATO selwer. Dat geet schonn op 2013 zréck. Et goung drëm, fir zousätzlech Arrangementer mat de Memberlänner kënnen auszeschaffen; ëmmer op der Grondlag vun deem Protokoll.

Mir sinn elo hei net déi, déi virgeprescht sinn, well ëmmerhi si bis dato mat 27 Alliéierte schonn esou Arrangementer ausgehandelt ginn.

Wéi gesot, ännert dësen MoU an der Praxis net ganz vill. Et ginn elo keng nei substanziell Obligatioune geschaaft, mee et ass och wichteg - an déi Diskussioun hate mer och an der Chamberskommissioun -: Dëse Memorandum of Understanding ka Lëtzebuerg och net obligéieren, Truppe vun engem Land ze stationéieren oder duerch ze loosse respektiv Material ze stockéieren, wann dat net gewënscht ass. Dat heescht am Kloertext: Mir bleiwen och an Zukunft souverän an deenen Decisiounen.

Vill méi geet et an dësem MoU drëms, e generelle Kader fir déi Ënnerstëtzungsmesuren ze definéieren, déi een den alliéierten Truppen als Pays hôte soll ginn, an domat den administrativen Opwand ze verréngeren.

Spezifesch heescht dat, den Accueil vun NATO-a Koalitiounstruppen, déi ënnert dem Kommando an der Kontroll vun der NATO stinn, ze vereinfachen, wa se duerch eisen Territoire transitéieren oder zu Lëtzebuerg stationéiert sinn, respektiv déi méi genau Definitioun vun de Modalitéite vun där Ënnerstëtzung, déi generell Pays-hôten den NATO-Truppen am Kader vun der Ausféierung vu militäreschen Operatiounen, Exercicer an Aktivitéiten op hirem Territoire ginn.

Heibäi gi weiderhin - an ech betounen dat - d'Emstänn an d'Limitte vum Gastgeeberland respektéiert.

Vu dass den MoU eng Extensioun vum Protokoll vu Paräis ass, wéi ech éinescht gesot hunn, fanne mir et och gutt, an dat hu mer e puermol an der Kommissioun gesot, dass d'Chamber dësen MoU approuvéiert, och wann e keng nei substanziell Obligatioune schaaft.

Loosst mech just ganz kuerz zum Ofschloss op d'Aarbecht an der Kommissioun nach eng Kéier agoen.

An eiser Reunioun vum 18. Oktober (veuillez lire: 18. November) d'lescht Joer hu mer de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot am Detail analyséiert. De Staatsrot huet drop opmierksam gemaach, an dat wëll ech och hei nach eng Kéier resuméieren, dass déi englesch Versioun vum MoU net un de Projet de loi annexéiert war. Et ass awer wichteg, dass dat de Fall ass, well den Artikel 11 vum MoU am Fall vun enger Interpretatiounsdivergenz ganz ausdrécklech virgesäit, dass den engleschen Text justement zielt fir ze tranchéieren. An doweinst muss d'Chamber och déi englesch Versioun approuvéieren, déi duerno am Journal officiel mat publizéiert muss ginn.

Fir dëser Bemierkung zum Staatsrot Rechnung ze droen, gouf déi englesch Versioun den 19. November bei den offiziellen Text bäigesat, soudass mer och do komplett en règle sinn.

An ofschléissend bleift mir just nach, fir och den Accord vun der LSAP-Fraktioun mat op de Wee ze ginn a Merci ze soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech wëll ufänke mat engem grousse Merci un d'Madamm Rapportrice Lydia Mutsch, déi eis dee Projet de loi nach eng Kéier op eng ganz kompetent, detailléiert Manéier virgestallt huet. Ech kann och direkt soen, datt mir eisen Accord zu deem Projet ginn.

Ech wollt allerdéngs vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir ze soen, datt mer eigentlech, wéi mer hei virginn, mat all MoU solle virgoen. Hei gëtt en MoU duerch e Gesetz approuvéiert. Dir wësst, datt mer virun der Chrëschtvakanz eng länger Diskussioun haten, generell iwwert d'MoUen. An do ass eis ëmmer gesot ginn, déi MoUen, déi géife keen neien Engagement vum Staat comportéieren an duerfir bräicht kee Gesetz gemaach ze ginn.

Hei gesi mer justement, datt hei e Gesetz gemaach gëtt, obscho keen neien Engagement dran ass, wéi d'Madamm Rapportrice dat och elo op eng exzellent Manéier duergestallt huet. Duerfir, als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier den Appell un all d'Kolleege maachen, datt mer esou schnell wéi méiglech och um Niveau vun der Institutiounskommissioun an der aussepolitescher Kommissioun elo Neel mat Käpp maachen an eng definitiv Léisung fannen, net nëmme fir dësen MoU, mee fir all MoUen, déi d'Regierung an Zukunft wäert ënnerschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, iwwert d'NATO ass an deene leschte Wochen a Méint ganz vill diskutéiert ginn. Schonn 2017 huet den Här Trump jo gemengt, et wier eng obsolet Organisatioun. Den Här Macron huet kierzlech gesot, se wier gehierdout. Et ass also wichteg, datt mer awer der NATO déi néideg Ënnerstëtzung och an Zukunft wäerte ginn.

Wann esou Aussoe vum Här Macron kommen, verwonnert dat vläicht net onbedéngt. Wann een e bëssen an d'Geschicht zréckgeet, da weess ee jo, datt Frankräich ëmmer e bëssen e gespaltent Verhältnis zu der NATO hat, well jo de Général de Gaulle 1966 schonn decidéiert hat, fir aus der NATO erauszegoen. Den Här Sarkozy huet dann decidéiert, 2010 erëm zréckzekommen.

Mee onofhängeg vun deenen Aussoen, mengen ech, aus der Siicht vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg gekuckt, ass et awer wichteg, datt mer esou eng Gemeinschaft hunn, esou eng Verteidegungsgemeinschaft hunn. Besonnesch fir Lëtzebuerg ass dat vu grousser Importenz.

Mir sinn e Land, wat drop ugewisen ass, datt et eeben a villen internationalen Organisatiounen täteg ass. Duerfir ass dat hei fir eis, wann et och e klengt Gesetz ass, awer e wichtegt Gesetz. Mir leeschten domadder erëm e Bäitrag zu dem gudde Fonctionnement vun der NATO.

D'Demokratesch Partei wäert dat och deementspriechend ënnerstëtzen. Ech wëll awer och ofschléissend der Madamm Mutsch nach e grousse Merci soe fir hir verschidde Rapporten a bréngen, wéi gesot, selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech wollt och der Rapportrice villmools Merci soe fir hire Rapport vun dësem awer dach relativ techneschen Dossier.

Deem ass net ganz vill bäizefügen, ech wéilt awer just trotzdeem nach eng Kéier drop zréckkommen: Mir hunn eis och op dat, wat den Här Graas elo grad gesot huet … Mir sinn engagéiert an der NATO. Et geet drëm, an dësen Zäiten och dës Struktur ze stäerken. Mir sinn dem Multilateralismus verflicht. An als Land musse mer eis och als zouverlässege Partner vun der NATO presentéieren. Wann ee wëllt vu Sécherheet am Allgemenge profitéieren, da

muss een och säin Deel, säi Fair Share vum Burdensharing eeben iwwerhuelen.

Als Grënnungsmember vun der NATO komme mer eisen Engagementer zënter iwwer 70 Joer no. Dat ass scho gesot ginn. An ech mengen, dass mer heimadder, mat dësem klengen Dossier awer och e Punkt setzen, fir dat och an Zukunft weiderhin esou ze maachen.

Et ass, wéi gesot, e ganz techneschen Dossier, deem ech awer gäre géif méi e generelle Message hannendruschécken, nämlech dass och bei der militärescher Mobilitéit verstäerkt misste Klimaschutz-Consideratiounen eng Roll spillen. Obwuel gewosst ass, dass de Klimawandel eng vun deene gréisste Menacen ass, déi eis fir d'Zukunft erwaarden, spillt dat am Fong geholl nach keng grouss genuch Roll an den Iwwerleeungen. An hei misst d'NATO och mam gudde Beispill virgoen.

Une voix.- Jo!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ceci dit, ginn ech och vun der grénger Fraktioun eisen Accord fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Ech weess net, ob ech dee richtegen Toun elo ka geroden, well ech nach ënnert dem Androck sti vun de Lueweshymne vun der Sozialistescher Partei an deene Gréngen op d'NATO. Et ass eppes, wat ech viru Joren net fir méiglech gehal hätt.

(Hilarité)

Dofir sinn ech e bësse verwonnert a probéieren awer, déi puer Messagen eriwwerzebréngen, déi mir als ADR wëlle soen. An ech fänken u mat engem grousse Merci un d'Madamm Mutsch. Si huet wierklech e ganz komplette Rapport gemaach.

Et ass awer esou, datt ee muss wëssen, an do sinn ech och mam Här Mosar enger Meenung, datt e Memorandum of Understanding, geméiss der Jurisprudenz vun eisen héchste Geriichter, ëmmer muss der Chamber virgeluecht ginn, fir ratifizéiert ze ginn. Et ass hei gesot ginn, mir sollten dat nach eng Kéier diskutéieren an der Institutiounekommissioun an an den Affaires étrangères, mee u sech ass do net vill ze diskutéieren.

Mir als Parlament an och als ADR an dem Parlament wäerten drop halen, datt d'Prerogativë vun der parlamentarescher Demokratie hei respektéiert ginn. Wann d'Regierung en internationalen Accord trëfft, egal wéi dee genannt gëtt, gehéiert en an d'Parlament, fir datt d'Parlament kann dozou eng Decisioun huelen.

Eng zweet Bemierkung betrëfft den Inhalt vun deem, wat d'Madamm Mutsch eis beschriwwen huet. Dat ass den Artikel 7, mengen ech, vun deem Memorandum of Understanding, wou et ëm Indemnisatioune geet. An do ass et einfach wichteg, och am Sënn vun der Akzeptanz vun der militärescher Aktioun, vu Manöveren a vun aneren - dat ass vläicht eng Iddi fir Iech, Här Minister -, datt mer am Militärbudget ëmmer eng Linn hunn, déi speziell och Schied kann direkt a séier kompenséieren, déi beim Manöver entstinn.

Ech hat dat fréier emol matgemaach, wou ech selwer nach där Schied verursaacht hunn an enger anerer Funktioun. An ech kann Iech soen, datt vill Baueren net frou sinn, wa Gefierer vun der Arméi do derduerch fueren an e Schued verursaachen. An et dauert heiansdo ganz laang, bis Indemnisatioune kommen. Dat soll net sinn! Wann e Manöver iergendwou ass, da sollen de Leit, fir datt se dat och akzeptéieren, datt d'Militär do evoluéiert, Kompensatioune kënne ganz séier an onproblematesch bezuelt ginn.

En drëtte Punkt, deen ee vläicht kann ernimmen, ass déi Saach vun de Sproochen. Ech mengen, mir sollten eis drun erënneren, datt den NATO-Vertrag a sengem Artikel 14 ee Prinzip enoncéiert, nämlech datt Englesch a Franséisch « font foi ». Déi zwou Sproochen!

Et ass dofir eng Entwécklung, déi net ganz glécklech ass, wa mer elo higinn a mir hunn nëmmen nach Englesch als legal Grondlag am Fall vun Interpretatiounsdivergenzen. Dat entsprécht weeder der diplomatescher Geschicht nach eigentlech der Sproochereeglung an der NATO selwer. A mir sollten net higoen an eis an eng Situatioun erabréngen, wou eng Sprooch, déi net zu deenen administrative Sprooche vun eisem Land gehéiert, eis schlussendlech imposéiert gëtt, fir Differenzen ze negociéieren.

Ech mengen, et ass och e Franséisch … Ech weess net méi, ob et de Général de Gaulle war, et kann hien awer gewiescht sinn, dofir sinn ech virsiichteg bei der Citatioun, mee de Saz ass ganz gutt a mir sollten eis en och mierken: « Nous sommes des alliés […], mais nous ne sommes pas [des] alignés […]. » An ech mengen, an deem Sënn gesi mir och eis Participatioun an der NATO: Mir si gutt Alliéierter, awer mir sinn net alignéiert. Mir sinn net einfach Leit, déi dat maachen, wat anerer eis wëllen diktéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kann den Här Kartheiser berouegen: Am Géigesaz zu de sozialistesche Kolleegen an de Grénge wäerte mir him als Feindbild erhale bleiwen.

(Hilarité)

An eis NATO-Kritik, déi mer an der Vergaangenheet scho méi wéi eng Kéier geäussert hunn, huet nach ëmmer hir Berechtegung, op jidde Fall an eisen Aen.

Och wa mer et hei mat engem Gesetzestext ze dinn hunn, deen an der Realitéit keng grouss Implikatiounen op Lëtzebuerg wäert hunn, ass et nawell sou, datt en eng Affirmatioun an eng Confirmatioun zu deem Engagement innerhalb vun der NATO gëtt, wat mir, wéi gesot, sou an där doter Form net droe kënnen.

Der Madamm Empain hir Wierder, datt een och dem Klimawandel an der Oprëschtungspolitik soll gedenken oder dee mat consideréieren, fäerten ech ganz, wäerten an där aktueller Oprëschtungsspiral, leider Gottes, just waarm Loft sinn, well d'Empreinte écologique vum Militär ass alles anescht wéi virbildlech; wann een et just aus där doter Perspektiv wëllt kucken.

Duerfir, dëst gesot, och déi an der Vergaangenheet oft diskutéiert Verflichtung zum Oprëschten, zur Augmentatioun vun de Budgeten, zu där Lëtzebuerg sech och zënter 2014 beim Sommet vu Wales verflicht huet, deem sti mir extreem kritesch géintiwwer a wäerten dofir aus deene Grënn och dëse Projet net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci, Madamm Mutsch, fir den exzellente Rapport. Mir kënnen d'Regierung hei luewen, well se eng Kéier a voller Transparenz an an enger oppener Politik mam Dossier an och mam MoU an d'Chamber komm ass. Mir géifen eis wënschen, dass dat och an Zukunft wäert de Fall sinn an d'Chamber iwwer alleguerten déi MoUe kann decidéieren.

An deem Fall wäerte mir och wéi bei dësem Projet elo eis Zoustëmmung vun de Piraten ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Här President, Merci alle Riedner fir hire Bäitrag. Ech muss soen, ech wëll mech net amëschen elo an déi Diskussioun, déi an der Chamber leeft iwwert déi sougenannten MoUen a wéi d'Regierung déi muss publizéieren, ratifizéieren, ob se e Gesetz ginn oder net. Ech mengen, den Här Kartheiser huet elo eng Meenung gesot, et gëtt vläicht och nach anerer … warscheinlech och nach anerer. D'Chamber soll dat kucken an d'Chamber soll der Regierung soen, wéi se dat gären hätt.

Ech wëll Iech awer soen, datt et e weesentlechen Ënnerscheed gëtt tëschent deem MoU hei, dee mer an e Gesetz jo abréngen, an deem, wat do an der Diskussioun ass. Dir hutt hei en MoU, deem ass e Gesetz virausgaang, an zwar net dat mannst Gesetz. E Gesetz, wat mer effektiv iwwer en NATO-Accord hu missen … oder wat mer gestëmmt hunn, wou et ëm de Statut geet vun de Quartiers généraux militaires an hirem Personal.

Dat heescht, et gëtt eng gesetzlech Basis hei. An deen MoU, deen hei ënnerschriwwe ginn ass, deen eigentlech awer zwar elo näischt Weesentleches méi un deem Text ännert, dee just eng Rei Saache méi nach festleet, awer näischt Neies festleet, dee mécht eng direkt Referenz op eng besteeënd Gesetzgeebung oder op en internationalen Accord. An dat ass e groussen Ënnerscheed.

Duerfir hu mer hei missen higoen an effektiv deen MoU och an d'national Gesetzgeebung, déi besteet, integréieren. Also, dat ass ganz kloer eppes aneschters, wéi wann elo e Minister iergendwou higeet an en onverbindlechen MoU, wat jo eigentlech just eng Absichtserklärung ass zu eppes, ënnerschreift, wou et keng gesetzlech, weeder international nach national, Basis gëtt. Also, dat ass eng grouss Differenz. Mee bon, soit!

Ech wëll awer elo déi Diskussioun haut net féieren. Ech mengen, haut gi mer jo an deem Sënn deem gerecht, wat mindestens déi 60 Deputéiert oder, pardon, entschëllegt, déi 58 Deputéiert, déi hir Zoustëmmung ginn, gären hätten. Dofir wëll ech der Chamber Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7454. Den Text steet am Document parlementaire 7454[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7454 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7496 - Projet de loi relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval

Mir kommen elo zum Projet de loi 7496 iwwert d'Infrastrukturen an d'Ariichtungen zu Belval fir d'Kulturjoer 2022. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Pim Knaff, den Här Dan Biancalana, den Här Gast Gibéryen an den Här Baum Marc. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg geet et drëm, fir de Projet de loi 7496 hei virzestellen an dann och zum Vott ze kommen. Dee Projet de loi ass „relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval".

An deem Projet de loi mat véier Artikele geet et drëm, der Regierung d'Autorisatioun ze gi fir:

1. d'Realisatioun vun den Infrastruktur- an den Amenagementsaarbechten um Site vu Belval-West, déi noutwendeg sinn, fir d'Organisatioun vum Kulturevent Esch 2022 respektiv „Esch - Capitale européenne de la Culture 2022" duerchzezéien;

2. d'Infrastruktur- an Amenagementsaarbechte gi realiséiert vum Fonds Belval;

3. d'Enveloppe budgétaire ass fixéiert op 35,33 Milliounen, Bauindex Abrëll 2019;

4. an déi betreffend Ausgabe ginn imputéiert op Kreditter vum Budget des dépenses vum Ministère vun der Mobilitéit an den Travaux publics.

D'europäesch Haaptstied vun der Kultur ginn zënter 1985 järlech organiséiert mat dem Zil vum Rapprochement tëschent den europäesche Vëlker an dem kulturellen Austausch. Lëtzebuerg war 1995 fir d'éischte Kéier europäesch Kulturhaaptstad, dann 2007 eng zweete Kéier ënner Abezéiung vun der Grouss-regioun. Am Joer 2022 gëtt déi zweetgréisst lëtzebuergesch Stad, d'Stad Esch/Uelzecht, europäesch Kulturhaaptstad. Iwwregens - an dat steet elo net a mengem schréftleche Rapport - zesumme mat der zweetgréisster litauescher Stad Kaunas.

D'Auteure vum Projet de loi ënnersträichen am Exposé des motifs, datt „Esch - Capitale européenne de la Culture 2022" wäert eng nei Bün si fir d'Presentatioun vun der Regioun duerch déi vergréissert Visibilitéit um europäeschen Niveau an d'Opportunitéit, d'lëtzebuergesch Kulturzeen engem grousse Publikum zougänglech ze maachen, dëst - a wat net ze vergiessen ass - verbonne mat der Méiglechkeet, eis industriell Geschicht mat an d'Kulturevenementer anzebauen an och anzebannen.

Wat fir ee Standuert a wat fir eng Gebaier si vun dësem Projet de loi viséiert?

D'Disponibilitéit vun den Terrasse vun den Héichiewe vum Standuert West-Belval, deen Elementer vun eisem industrielle Patrimoine souwéi vun zäitgenëssescher Architektur begräift, sollten et erlaben, net nëmmen d'Programmer nëtzlech iwwert dee ganze Site ze verdeelen an d'Kulturprogramméierung an den Alldag vum Quartier ze integréieren, mee och fir een authentesche kulturelle Parcours auszeschaffen.

Déi kulturell Jore vun 1995 an 2007 hunn den Impakt bewisen, deen zougeschnidden Infrastrukturinvestitioune kënnen hunn. Déi kulturell an artistesch Programmer wäerten op deem ganzen urbane Site entwéckelt ginn, fir déi verschidde Plazen, Gebaier an Elementer vum industrielle Patrimoine op der Terrasse des hauts fourneaux zesummenzebréngen.

Um Site Belval-Ouest ass dofir virgesinn:

- d'Mëllerei. Ech erklären Iech och, wat Mëllerei ass: Dat ass déi Plaz, wou d'Matière première, dat heescht d'Eisenäerz an de Koks gelagert goufen an och gemëscht goufen, ier se an den Héichuewen eropgezu goufen;

- d'Massenoire, d'Gebai, wou d'Masse noire, also déi schwaarz Mass, zoubereet gouf, fir d'Coulées erëm zouzemaachen. Dat heescht, den Héichuewe gouf opgemaach an dann ass jo de Stol erausgelaf komm an dann huet dat jo erëm eng Kéier missen zougemaach ginn. An do gouf dann eng Masse noire benotzt. A wann der haut op Belval gitt, da gesitt Der, do ass ee Gebai, do steet „Massenoire", hu verschidde Leit mer gesot. Mee dat heescht u sech „Masse noire". Gutt!

- d'Surface vun der Coulée an d'Fundamenter vun den Héichiewen A an C nei ëmzebauen an ze restauréieren.

De Pavillon Skip, dee giele Pavillon, deen de Moment nach um Rond-point Raemerich steet, gëtt eropgeplënnert. Pour la petite histoire, och do eng Explikatioun: Skip waren déi Charioten, déi d'Eisenäerz an de Koks op den Héichuewe bruecht hunn.

Prefabrizéiert Strukture wäerten d'Ariichtungen an aner Wierker ergänzen.

Erlaabt mer a mengem Exposé hei d'Mëllerei, a speziell wat do soll oflafen, e bësse méi genee ze beliichten.

D'Mëllerei kritt d'Funktioun vun engem Digital Space a gëtt de Pôle culturel digital vun Esch 2022. De Süddeel vun der Mëllerei, deen nach net restauréiert ass, gëtt an een Digital Space amenagéiert. An deen erlaabt hei, eng interaktiv an transdisziplinär Approche ëmzesetzen. Et wäert d'Haaptplaz vun der kultureller Programmatioun ginn a soll et erlaben, eng ganz Panoplie vun Objektiver a Funktiounen ze assuréieren:

- Do denkt een natierlech an éischter Linn un Ausstellungen. Hei wäerten all méiglech digital Technike kënnen agesat ginn: Projekteren oder Beameren, LED-Ecranen, verschidde Liichtinstallatiounen.

- Dann Experimentéieren an Erfannen. Den Digital Space ass net nëmme virgesinn, fir mat neien digitalen Ausstellungsformen ze beandrocken, mee och eng ganz Kreativitéit a Kreatioun ze encouragéieren.

- Musek, Theater, Performancekonscht sollen hei vertruede sinn. Den Digital Space mat senger Transmedia-Vocatioun wäert den Inkubator vun neie kulturelle Forme sinn. Remix tëschent klassesche Genren.

- Eng weider Funktioun ass d'Eduquéieren. Den Digital Space wäert och als nei Quell vun Informatioun a Formatioun dénge mat senger Flexi-

bilitéit a sengen Inhalter. Zousätzlech zu der Funktioun vum digitale Kulturpol wäert d'Mëllerei an dësem Kontext och als pedagogesche Raum benotzt ginn, fir de Fonctionnement vum Héichuewen A ze erklären.

- Een Informatiounspunkt an een Ticketbüro ginn an der Haaptentrée installéiert, genee wéi och sanitär an technesch Raimlechkeeten.

- D'Mëllerei wäert eng Ausstellungsfläch vu ronn 375 m² op verschiddenen Niveauen ubidden. D'Gebai huet nämlech eng Héicht vun ongeféier 26 Meter.

- Eng Verbindungsbréck, gëeegent fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit, wäert och ee Lien tëschent dem Plancher vun de Coulées du haut fourneau A an der Mëllerei maachen.

Fir all déi aner viséiert Gebaier verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

De Conseil d'État huet bei dësem Projet keng Opposition formelle formuléiert. En huet awer eng Rei Recommandatioune legistescher Natur ausgeschwat. Déi Propositiounen huet d'Kommissioun och iwwerholl.

Dëse Projet de loi gouf den 12. November 2019 deposéiert. De Staatsrot huet den 20. Dezember 2019 säi favorabelen Avis dozou ofginn. An d'Kommissioun huet de schréftleche Rapport, deen Iech hei virläit, an der Sëtzung vum 30. Januar 2020 ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'éischt mol dem Rapporter villmools Merci fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, e war ganz detailléiert agaangen op déi eenzel Investitiounen, déi hei gemaach gi vum Staat, besonnesch dann eeben um Belval, eng Héichuewen-Terrass fir déi Infrastrukturen, déi kulturell virun allem do gebraucht ginn, fir Esch 2022 zu engem Succès ze maachen, fir déi eebe kënnen ze restauréiere respektiv eeben esou à jour ze setzen, datt se kënnen dann herno benotzt ginn an datt se och erhale bleiwen.

Dat ass jo, mengen ech, e ganz wichtegen Aspekt, datt et net just ass, wéi de President vun der ASBL dat gäre seet, fir ee Joer laang Party ze maachen, an duerno ass et eriwwer. Mee et soll eppes bestoe bleiwen. En huet ganz Recht domadder, sou wéi dat jo och de Fall war an der Stad 1995 an 2007. Zum Beispill d'Rotonden, déi erhale bliwwe sinn; fir nëmmen ee Beispill ze nennen. Ech mengen, hei sinn Investitiounen, déi iwwer 2022 wäerten erausgoen. An dat kënne mer natierlech nëmme begréissen.

An dofir ënnerstëtze mer dat a mir wënschen natierlech och vum Häerzen Esch 2022 e grousse Succès.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. An dann ass et um honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Escher Kulturschäffen ass dëst natierlech e Projet, dee mir besonnesch um Häerz läit. De Minett ass den Ursprong vun deem, wat mer haut Lëtzebuerg nennen. Ouni de Minett wär Lëtzebuerg a senger haiteger Form net virstellbar.

Esch 2022: Et ass déi drëtte Kéier, datt d'Kulturhaaptstad zu Lëtzebuerg op Besuch ass. 1995 huet et deemools erlaabt, d'Kultur hei am Land zerguttst ze relancéieren. De Secteur profitéiert haut nach dovunner.

2007 huet Lëtzebuerg dunn a Kollaboratioun mat der Groussregioun a mat Sibiu aus Rumänie fir d'zweet d'Kulturhaaptstad presentéiert.

Elo an zwee Joer wäert Esch dann zesumme mat den eelef Gemenge vum PRO-SUD, der Communauté des communes vun dem Pays Haut Val d'Alzette - d'Uelzecht huet hir Quell bei de franséischen Noperen -, a mat der litauescher Partnerstad Kaunas d'Kulturhaaptstad organiséieren.

Dat ass eng formidabel Erausfuerderung a gläichzäiteg eng Chance, fir d'Kultur an d'Kulturinfrastrukturen, ëm déi geet et jo hei an dësem Gesetzesprojet, mëttel- a laangfristeg ze pushen. All dat passt gutt zu deene grousen Investissementer an Efforten, déi d'Regierung mécht fir de Renouveau vun Esch a vum Süde vum Land.

Ech wëll an deem Kontext awer och ervirsträichen, datt d'Stad Esch hire Kulturbudget dëst Joer drastesch erhéicht huet: 25 Milliounen am Ordinaire - 14 % -, 30 Milliounen am Extraordinaire - 20 %.

De Projet Esch 2022 däerf een also net isoléiert betruechten. Et muss een och aner Projete mat abezéien, déi d'Regioun wäerten no vir brëngen. Ech denken do kuerzfristeg un d'Vëlos- an d'Foussgängerbréck tëschent Belval an dem Zentrum vun Esch, déi fir d'Kulturjoer soll fäerdeg sinn, méi laangfristeg un de Plang, fir Esch an d'Stad mat dem séieren Tram ze verbannen.

D'Stad Esch ass ee vun den Zentre vun der Lëtzebuerger Kultur, besonnesch wat déi Alternativ- a Jugendzeen betrëfft. Esch, direkt un der franséischer Grenz geleeën, war nach ëmmer e reegelrechte Meltingpot. Dat huet natierlech seng Auswierkungen op eng Kultur, déi zanter jeehier vun deene verschiddensten Aflëss gezeechent war. Dat ass Multikulturalitéit am beschte Sënn vum Wuert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kultur vum Minett ass déif verankert an de Minnen, an de Schmelzen, an der Stol- an Eisenindustrie. Op ville Plazen am Süde stinn haut nach d'Zeien, datt d'ARBED net nëmmen de wirtschaftleche Motor vum Land war, mee och eng national Institutioun.

Dës Zeie si virun allem Gebaier, grouss, markant an impressionnant Bauten, wéi zum Beispill d'Héichiewen, d'Killtierm oder nach d'Gebléishal zu Esch/Belval. Wéi kaum eppes aneres hunn dës Gebaier d'Landschaft am Minett geprägt. Se hunn iwwer laang Joren dëser Géigend hir Identitéit definéiert. A si sinn haut nach wichteg Zeie vun engem ganz wichtegen Deel vun der Lëtzebuerger Geschicht.

Déi industriell Kultur vun de Gemengen am Minett, sief et op dëser oder op där anerer Säit vun der Grenz, ass net ze trenne vun dësen architektonesche Vestigen. Am Kader vun den Aktivitéite vum Kulturjoer stellen d'Gebaier um Belval wéi d'Mëllerei, d'Massenoire, d'Héichiewen dofir zentral Elementer duer, déi gläichzäiteg Kuliss an och Objet vun der Ausenanersetzung sinn.

Duerch e geziilt Reamenagement ginn déi eenzel Gebaier revaloriséiert. Si kréie quasi en zweet Liewen. Ech denken hei zum Beispill un d'Mëllerei, déi am Moment jo nach net fir d'Effentlechkeet zougänglech ass. Well och dat ass e wichtegen Aspekt. Déi meescht kennen déi Gebaier vu baussen aus der Distanz, mee wuel déi mannst hate bis elo d'Chance, se eng Kéier vu bannen ze erliewen. Op déi Manéier ginn déi Gebaier am Kader vum Kulturjoer och fir d'Effentlechkeet opgemaach.

D'Mëllerei wäert mat hirem Digital Space d'Häerzstéck vun Esch 2022 ginn, wou e groussen Deel vun de kulturellen Aktivitéite wäert organiséiert ginn. Et ass och dat Gebai, wou déi opwändegst Embauaarbechte realiséiert ginn. Wéi den Numm et seet, wäert hei vill op déi digital Technologie gesat ginn.

Gläichzäiteg gëtt och d'Bréck geschloen tëschent Vergaangenheet an Zukunft, tëschent industrieller an digitaler Revolutioun. Déi alle béid d'Aart a Weis fir ze liewen an ze schaffen, jo, eis Kultur déif gräifend beaflosst hu respektiv beaflosse wäerten. Dës zentral Roll vun der Mëllerei spigelt sech och an de Käschten erëm, sou wéi se d'Fiche financière vun dësem Gesetzesprojet festhält. Mat hiren 12,3 Millioune stellt d'Mëllerei labber deen déckste Posten insgesamt an och méi wéi d'Hallschent vun de Baukäschten duer.

Ausser der Mëllerei ginn nach aacht weider Gebaier gebaut respektiv ausgebaut wéi d'Massenoire, déi jo elo scho genotzt gëtt fir Ausstellungen. An Zukunft wäert dat Gebai amenagéiert ginn an et kommen nach Installatiounen derzou.

Et ass e ganz wichtege Projet fir Esch an dee ganze Minett. An dofir géif ech am Numm vu menger Fraktioun och den Accord ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt virop dem Här Back Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ben, déi Invester, déi mer haut hei stëmmen, an Héicht vu 35,3 Milliounen Euro si wichteg, well se schlussendlech nieft der Kulturhaaptstad dem ganze Minett, der ganzer Südregioun fir 2022 zeguttkommen. An et gëllt jo nieft der kultureller Programmatioun och, d'Gebailechkeete kloer ze notzen. Mat dem Invest, deen de Staat hei tätegt, gëtt natierlech den industrielle Patrimoine um Site Belval weider valoriséiert a kritt zousätzlech Funktiounen, zousätzlech Affektatiounen, a grad dat eeben am Kader vum Kulturjoer.

Ech wéilt awer och ervirsträichen, dass et an deenen anere Gemengen, déi bei deem formidabele Projet vun der Kulturhaaptstad matmaachen, och eng Rei Gebaier gëtt, déi dem industrielle Patrimoine zouzeschreiwe sinn. An et gëllt, och déi fir 2022 a Betruecht ze zéien an och finanziell an hir Erhalung ze investéieren, well si ganz kloer zu der Identitéit vun der Südregioun, vum Kulturjoer an och doriwwer eraus bäidroen. Och si sinn Zeie vun der industrieller Vergaangenheet vun der Südregioun.

Also, haut ass eng eemoleg Chance fir de Minett mat deem Projet de loi, dee mer hei stëmmen. Mir setzen hei weider Akzenter a ginn deemno och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Carlo Back Merci soe fir säi gudde Rapport, deen en eis gemaach huet. Ech mengen, en ass esou an den Detail eragaangen, virun allem och hei am Mëndlechen, en huet dat formidabel gutt erkläert, soudatt een zum Projet selwer näischt méi brauch ze soen. An duerfir wëll ech och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung brénge fir dëse wichtege Projet, wat e wichtege Projet fir d'Kultur ass, net nëmmen am Süden, mee, ech géif mengen, fir eist ganzt Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt dann och dem Rapporter Merci soe fir seng Explikatiounen. Mer wëssen dann elo alleguer: Masse noire ass do, wou och „Massenoire" drop steet. Sou si mir am Minett: vun der Long op d'Zong. Sou einfach ass et.

(Hilarité)

Wou „Massenoire" dropsteet, ass och Masse noire dran.

(Hilarité)

Här President, ech si frou, datt mer dëse Projet vottéiere kënnen. Mir als Lénk wäerten deen natierlech och ënnerstëtzen. Et ass eng Investitioun an d'kulturell Infrastruktur vum Minett. Woubäi een awer vläicht kritesch bemierke kann, datt méi där Investitiounsprojeten eigentlech am Koalitiounsaccord drastounge fir de Süden, nämlech nach zwee weiderer: Dat war d'Gebléishal an d'Filmindustrie zu Diddeleng.

Zwee Projeten, déi aus ënnerschiddleche Grënn net realiséiert ginn, wat mer ganz staark bedaueren. Duerfir menge mer, datt dat hei zumindest awer en Invest ass fir Esch 2022 an domadder och fir déi ganz Südregioun, dee sech lount. Woubäi et, mengen ech, awer net einfach nëmme soll als Kompensatioun verstane ginn.

Dëst gesot, hoffen ech oder kann ee just hoffen, datt de President vum Verwaltungsrot vun Esch 2022 eppes anescht gemengt huet, wéi e virun e puer Wochen an engem Interview gesot huet, am Februar géifen eis alleguer d'Aen an d'Oueren opgoen, wa mer vun Esch 2022 héieren. Mir sinn de Moien d'Aen an d'Oueren opgaangen. An ech hoffen, datt en eppes anescht domadder gemengt huet wéi dat, wat ech haut héieren a gelies hunn.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An als leschte Riedner steet den Här Marc Goergen prett. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, als Awunner vun enger vun de Südgemengen, déi och bei Esch 2022 wäert matmaachen, der Gemeng Péiteng, sinn ech also net ganz neutral an dëser Diskussioun. An dobäi sinn ech och nach e Fan vum Projet a vun der Chance Esch 2022 fir eis Südgemengen, awer och fir eist ganzt Land.

Dofir ass et keng Iwwerraschung: D'Piraten wäerten dëse Projet fir d'Erweiderung um Belval natierlech matdroen. Hei kënnt als Bonus nach derbäi: Et handelt sech ëm eng Opwäertung vum Belval, an dat net nëmme fir Esch 2022, mee och fir duerno.

Dat passt och ganz kloer an eise Wonsch, fir méi dezentral am Land kënne Projeten ze realiséieren. De Site Belval soll, wéi och eng Nordstad oder eis Haaptstad, d'Stad Lëtzebuerg, d'Land ergänzen. Dofir ass et wichteg, an dës Zon ze investéieren. Dofir brauch een Infrastrukturen, déi herno vum Bierger a vum klenge Commerce kënne genotzt ginn.

Mir maachen awer och drop opmierksam: Et däerf een net de Feeler maachen, all d'Efforten nëmmen op Esch 2022 ze fokusséieren, mee och weider duerno an d'Entwécklung vum Belval ze schaffen. Virun allem soll sech d'Liewensqualitéit vun de Bierger nom Event um Belval verbesseren. Mir géifen eis dofir och wënschen, dass an Zukunft de Belval net nëmmen op internationale Commerce ausgeluecht ass, mee et eng Plattform ass, fir sech ze treffen, Spaass ze hunn an eppes ze erliewen. Et feelen hei zum Beispill nohalteg Shoppingkonzepter. An et wär zum Beispill denkenswäert, méi nohalteg Butteker op der Plaz ze ënnerstëtzen.

Et wär flott, wann een aus dem Belval en Erliefnis kéint maachen, och no Esch 2022. Dofir muss een nëmmen a verschidden aner Stied kucke goen, wéi si hir Industrieiewen a cooler Form verännert hunn.

Des Weidere wär et och immens wichteg, de Site Belval an Zukunft nohalteg opzestellen an als Staat derfir ze suergen, dass méi ëffentlech Verwaltungen um Site Belval ugesidelt ginn. Well et geet net nëmmen duer, Nation Branding um Site Belval ze bedreiwen, ouni d'Plaz selwer mat Liewen herno ze fëllen. Domadder schaaft ee keng Kultur. Kultur ass als éischt eng Ausdrocksform dovun, wéi Mënschen op enger Plaz liewen. Dofir muss d'Plaz awer mat Liewe gefëllt ginn. Dat géif dann och erëm dem Commerce zeguttkommen, well déi Fonctionnaren natierlech och do iessen an akafe ginn.

Dofir soe mir Piraten: „De Belval ausbauen, jo, mee derfir suergen, dass hannendrun nach eppes nokënnt." Zesumme baue mir also um Site Belval déi richteg Strukturen, fir esou der Geschicht an der Wichtegkeet vun eiser Stolindustrie och an Zukunft ze gedenken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Bausch, wannechgelift.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, a Merci dann den Deputéierte fir déi unanime Zoustëmmung fir dee Gesetzesprojet hei.

Ech mengen, dat ass e Projet, dee wierklech, wéi et och scho gesot ginn ass sougutt vum Rapporter, deem ech och Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, wéi och vun den Deputéierten alleguer, net nëmme fir 2022 wichteg ass, mee och fir de Belval. Well déi Projeten, déi mer hei maachen, hätte mer souwisou gemaach. De Fonds Belval hätt déi just méi spéit realiséiert. Mir hunn dat eebe wéinst 2022 virgezunn a well dat hei sech gutt erginn huet, fir do och ze kucken, den Haaptdeel vun de Kulturaktivitéiten do ze konzentréieren an deem, wat mer do vu Patrimoine hunn. Ech mengen, dat war eng gutt Léisung.

Dir wësst och, datt am Ufank vun der Legislaturperiod eng Rei aner Alternative gekuckt gi sinn.

An ech wëll dem Här Baum och soen - en huet d'Gebléishal ugeschwat -: Et stoung net am Koalitiounsaccord dran, datt mer schonn e fäerdege Projet fir do dran hätten. Dat Eenzegt, wat mer drastoen hunn, ass effektiv, datt mer d'Gebléishal wëllen erhalen, datt mer domadder eppes wëlle maachen.

An effektiv ass et och esou: Also, am Ufank hu mer gekuckt fir d'éischt, ob een net hätt kënne fir d'Kulturjoer eppes do dra maachen. Mee d'Analysen hunn awer erginn, datt dat, wat vun Aarbechten ze maachen ass an der Gebléishal, esou substanziell ass, datt mer dat net gepackt hätte bis 2022. An duerfir hu mer dunn no enger anerer Léisung gesicht. An duerfir, de ganz dynameschen Direkter vum Fonds Belval, deen och ganz kulturell interesséiert ass, huet mer eng Kéier déi heite Propos gemaach. An ech hunn déi mat der Kulturministesch ofgeschwat an du mat der Regierung. An dunn hu mer fonnt, datt dat doten eng gutt Léisung wär, och mam Escher Buergermeeschter zesummen, fir dat doten ze maachen.

An ech mengen, de Projet gëtt wierklech ganz flott. An deem Sënn erwaarden ech mer net nëmmen effektiv fir 2022 e flotten Espace, mee och fir doriwwer eraus flott Saachen.

Mee ech wëll Iech awer soen: Déi aner Saache sinn net vergiess. Mir schaffen och dru fir ze kucken, wat mer do kënne maachen. Well ech ginn Iech Recht: De Süden huet en immensen industrielle Patrimoine. An do sinn nach vill Plazen, wou mer villes domadder kënne maa-

chen, fir datt och am Süden d'Attraktivitéit vun der Regioun méi grouss gëtt.

Ech wëll och dem Här Goergen soen, wann en hei e Plädoyer mécht fir d'Dezentraliséierung a fir datt een op de Belval misst Verwaltunge setzen, ech wëll em soen: Do gëtt et scho Verwaltungen haut.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- An et kommen der nach derbäi!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- An et kommen der och nach derbäi.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Jo, mee dat ass awer elo net, well Dir dat awer hei verlaangt.

(Hilarité)

Wann Der e bëssen nogelauschtert hätt, da misst Der wëssen, datt et der schonn zwou gëtt: nämlech d'Ëmweltverwaltung an d'Administration des chemins de fer. Déi sëtze schonn um Belval. Elo kënnt d'Archivgebai nach derbäi; d'Archive kommen dohinner. An et kommen eng Rei aner Saachen dohinner. Also, d'Dezentraliséierung wäert och um Belval kommen.

A selbstverständlech - da gesinn ech, den Norde mellt sech och schonn, den Här Bauler -, selbstverständlech si mer och beméit, fir natierlech an der Nordstad Saachen hin ze placéieren. Och do si mer amgaangen, nach Analysen ze maachen.

Merci, wéi gesot, fir déi breet Zoustëmmung. An ech hoffen, datt de Projet esou flott gëtt, wéi ech mengen, datt e ka ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. An da ginn ech nach d'Wuert un d'Madamm Kulturministesch. Madamm Sam Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Ma Merci Iech alleguerte fir Är zolidd Ënnerstëtzung. Et ass wichteg. Dee Projet Kulturhaaptstad 2022 hat e bësse méi tumultuéis Ufäng, wat och mat sech bréngt, dass et fir d'Ekipp natierlech net esou einfach war an ass, well do och e gewëssene Retard opzehuele war. An dat heiten ass e wichtegt Zeechen och fir si, dass se d'Ënnerstëtzung hu vum ganze Parlament, fir elo hei kënne wierklech konkreet drop ze schaffen. Et ass jo schonn eng ganz grouss Viraarbecht geleescht ginn, och dank de Mataarbechter aus dem Ministère, dank dem Fonds Belval, fir dat heiten un d'Rullen ze bréngen.

Ech wollt awer nach e puer Saache soe par rapport zu deem, wat ech elo hei esou héieren hunn, notamment vum Här Baum. Fir ganz prezis ze sinn, gesäit den Accord de coalition vir, dass d'Gebléishal: « Une attention particulière sera portée sur [ce] bâtiment [...]. » An dat maache mer och. Do si mer amgaangen, eis ze concertéieren.

Mir wäerten do dat Gebai sécher net ignoréieren, well et ass e wichtegt Gebai. Mee där gëtt et der nach eng ganz Rëtsch anerer, am Süden an och au-delà. Duerfir hunn ech jo d'lescht Woch déi Konventioun ënnerschriwwe mat der ASBL CNCI, déi sech fir den Industriepatrimoine wäert staarkmaachen, déi och wäert d'Vernetzung maache vun deene besteeënde Sitten, déi schonn do sinn, mee déi och als Missioun huet, neier ze erschléissen, neier ze determinéieren, déi kënnen an deem dote Sënn gebraucht ginn. An ech weess, dass déi Leit, déi sech do engagéieren, och notamment d'Gebléishal ganz staark um Radar hunn.

Dir hutt och nach eng Kéier ugeschwat, dass jo haut Diskussioune gewiescht wieren an der Press. Ech mengen, Dir hutt dann och vläicht matkritt, dass e Communiqué komm ass am Laf vum … oder am Ufank vum Nomëtte vun der Kulturhaaptstad zesumme mat der Kulturfabrik, fir do kloerzestellen, dass dat net gradesou ass, wéi dat vläicht hätt kënne kléngen. Dat heescht, do gëtt et keen Dissens.

D'Kulturfabrik ass e wichtege Bestanddeel - d'ailleurs och als „ancien site industriel" - vun där Kulturhaaptstad. A si wäerten natierlech op Projete matschaffen. An et wäert och eng zentral Plaz sinn. Fir déi, déi interesséiert sinn: Se kënnen natierlech den Detail vun deem Communiqué kucken.

Just och nach eng Kéier, well jo awer heiansdo d'Fro gestallt gëtt, wou een drun ass. De Comité de lecture ass amgaangen, d'Projeten alleguerten ze analyséieren. Si sinn elo scho sechsmol zesummekomm zënter September 2019 an hu schonn 326 Dossieren evaluéiert vun deem Appel à projets, dee war. An et sinn der 265 validéiert ginn a preziséiert ginn, recentréiert ginn, ajustéiert ginn, kadréiert ginn - hu se mer hei geschriwwen.

Dat heescht, et ass eng ganz Sisyphusaarbecht, déi gemaach ginn ass. A si wäerte sech nach fënnefmol gesi bis Mee 2020, fir 280 aner Projeten ze kucken, soudass dann an enger zweeter Phas och déi 55 Propositioune vum CCPHVA, dat heescht vun der Groussregioun, kënne matconsideréiert ginn. Et sinn eng ganz Partie Krittären, déi sech opgestallt hunn, fir déi eenzel Projeten ze kucken, soudass dat leeft. Mee dat hei ass wichteg och fir d'Ekipp, fir déi aner méi grouss Projets d'envergure och kënnen ze kucken. Notamment och mat deem ganzen Digital Space, deen eng vun deenen Institutioune wäert sinn, déi nohalteg no 2022 och solle fir Esch a fir d'Regioun erhale bleiwen.

Merci fir Är grouss Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7496. Den Text steet am Document parlementaire 7496[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7496 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. Interpellation de M. Paul Galles sur la pauvreté et le risque de pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour ass d'Interpellatioun vum Här Paul Galles iwwert d'Aarmut an den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum, den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, et ass un Iech.

Exposé

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg e seriöe Problem mat der Aarmut. Dofir loosst mer haut de Mëtteg schwätzen iwwer Aarmut, iwwer Aarmutsrisiko, iwwert déi betraffe Mënschen, iwwert déi einfach Leit, déi sech oft hëlleflos fillen.

„Lëtzebuerg" an „Aarmut", dat sinn zwee Begréffer, déi fir vill Leit ganz schwéier mateneen ze verbanne sinn. Et ass onerwaart. An dofir gëtt et zwee gréisser Grënn. Deen éischte Grond ass deen: Vill Leit kennen de Problem einfach net oder si sech net bewosst, dass de Problem existéiert. An den zweete Grond ass deen: Wann de Problem bis bekannt ass, da gëtt en oft net seriö geholl, well Aarmut ass jo zu Lëtzebuerg e „Luxusproblem" an dem Land geet et jo gutt. Mir géifen eis op héijem Niveau bekloen an: „Si solle mol eppes schaffe goen!", da géif dat jo scho goen. Dat héiert ee jo leider oft genuch.

Lëtzebuerg an Aarmut: een däregen Dossier.

Ech hu Follgendes mat Iech an dëser Interpellatioun haut de Mëtteg vir:

An engem éischte Schrëtt wëll ech noweisen, woufir den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg esou immens seriö ass, woufir immens vill Leit betraff sinn a woufir net nëmmen de Grupp vun de Betraffene betraff ass, mee déi ganz Gesellschaft.

An engem zweete Schrëtt wëll ech e puer konkreet Politikfelder erausgräifen, un deenen exemplaresch gräifbar gëtt, wéi seriö de Problem fir vill Leit ass. An ech wäert och dobäi schonn eng Rei Virschléi maachen.

An engem leschte Schrëtt wäert ech konkreet Iddie proposéieren, wéi mer dat Ganzt am grousse Ganze kënnen upaken.

Éier ech an d'Theema eraklammen, wëll ech nach séier e puer Leit Merci soen: all deenen, déi a leschter Zäit d'Theema Aarmut op den Ordre du jour hei bruecht hunn. Well et goufe jo schonn eng Rei Interpellatiounen, Debaten a Gesetzer an dësem Raum zu spezifeschen Theemen an Erscheiungsforme vun Aarmut, déi ech nogelies hunn an déi beweisen, dass d'Theema der vill vun eis beschäftegt. An dat ass och mäi Wonsch, deen ech haut am Nomëtteg hei mat dëser Interpellatioun verbannen, dass mer zesummen deliberéieren, nodenken iwwert de Big Picture, iwwert déi grouss Fro vun Aarmut, déi am Hannergrond vun all deene méi konkreete Froe vun Aarmut steet.

Ech wëll och mengem Kolleeg Marc Spautz Merci soen, dee mech vill bei dësem Theema encouragéiert huet, well dëst Theema der DNA vun eiser Partei an eiser Fraktioun entsprécht. A menger Fraktiounspresidentin, dem Martine Hansen, déi mat hirem Usaz vum Well-Being de Kader fir eng nei Vue op eis Gesellschaft, op Gerechtegkeet an Egalitéit, een Usaz gemaach huet, deen och de Serge Wilmes a senger Interpellatioun iwwert de PIB du bien-être opgegraff huet an deen och de Rapporteur vum Budget, den Yves Cruchten, nach eng Kéier thematiséiert huet, dee sech iwwregens och ganz staark a konsequent mam Theema Aarmutsrisiko an Inegalitéite beschäftegt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass Aarmut? A woufir gëtt et se zu Lëtzebuerg? A wéi seriö ass se da wierklech?

Dat Éischt, wat ee muss soen: Aarmut ass multidimensionell. Wa mer haut den Nomëtteg hei iwwert den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg schwätzen, da menge mer natierlech, an zu Recht, virun allem déi materiell, finanziell a pekuniär Aarmut. Mee dës Erscheinungsform vun Aarmut ass systeemesch oft verbonne mat anere Forme vun Aarmut. Da schwätzt ee vu kultureller, psychologescher oder mënschlecher Aarmut, vun der Onfäegkeet, säi Liewen ze meeschteren, seng Fräiheet ze gestalten, un der Gesellschaft deelzehuelen, seng Gesondheet ze schützen. Da schwätzt een och vun Exklusioun an dovun, dass oft déi verschidde Forme vun Aarmut sech „verierwen".

Aarmut ass eng Fro, déi eis alleguerte beschäftegt. Dat ass dat Zweet. Dat ass eng Fro vun der ganzer Gesellschaft - an dat aus zwee Grënn -, net nëmme vun e puer Betraffener, déi mer vläicht guer net kennen oder wéineg begéinen, mee et gëtt ëmmer méi eng Fro vun der ganzer Gesellschaft, vum gesamtgesellschaftlechen Zesummenhalt, vun der Kohäsioun, vun der Stëmmung am Land an der Stëmmung tëschent de Leit.

Den éischte Grond ass deen heiten: Wat de Prozentsaz vum Aarmutsrisiko, deen am Moment bei 18,3 % läit, méi héich gëtt - an dat gëtt en an der Puerjoreskurv déi ganzen Zäit: 2003 louch e bei 11,9 %, 2011 bei 13,6 %, wärend en a villen anere Länner zréckgeet - a wou souguer eis Kanner an Enkelkanner sech hei zu Lëtzebuerg kee Logement méi kënne leeschten, da klappt d'Fro vum Aarmutsrisiko a senger éischter Erscheinungsform lues awer sécher och un eis eegen Dieren. Mir mierken: Iergendeppes stëmmt hei an dëser Gesellschaft net méi. An iergendwéi ass elo déi ganz Gesellschaft betraff.

An en zweete Grond, woufir d'Fro vum Aarmutsrisiko déi ganz Gesellschaft betrëfft, ass de Grond vun den Inegalitéiten, vun de méigleche Spannungen a vum Drock, deen op d'Gesellschaft ausgeüübt gëtt. Eng Etüd vum internationale Wärungsfong vum Januar 2018 huet gewisen, wéi vill d'Inegalitéiten d'Produktivitéit vun engem Land belaaschten a reduzéieren.

An do derzou gehéieren awer och nach aner Geforen, zum Beispill déi vun de sozialen Onrouen à la Diskriminatioun, Virurteeler oder méiglechem Rassismus. Wéi oft hunn ech mer a mengem Asaz fir d'Working Poor missen unhéieren, dat wären dach alleguerte faul Mënschen!

Nee, 93 % vun deenen, déi de Complément REVIS kréien, gi scho schaffen, si schonn aktivéiert, sinn net faul! D'Gefor vun de Virurteeler gëtt ëmmer méi grouss, wat den Aarmutsrisiko méi grouss gëtt.

Aarmut ass ee Barometer fir den Zoustand vun engem System a vun enger ganzer Gesellschaft, oder, wéi de Kolleeg Marc Baum et an der Heure d'actualité iwwert d'Jugendaarmut, ugefrot vun der grénger Fraktioun, gesot hat, „eng Fotografie vun der sozialer an ökonomescher Situatioun hei am Land".

A wann dat stëmmt, da musse mer zum Schluss och e klengt Wuert zum System verléieren. Mee elo ass awer de politeschen Usaz scho kloer: Wie sech als Éischt ëm déi Schwächst këmmert, dee mécht eng wierklech staark Politik, an zwar fir eis all.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi seriö ass dann elo also den Aarmutsproblem zu Lëtzebuerg, deen dann Auswierkungen op déi ganz Gesellschaft huet? Den opmierksamen Observateur vun der Lëtzebuerger Zeen huet gemierkt, dass an deene leschte Méint eng Diskussioun ugefaangen huet iwwert déi „richteg" Indicateuren, fir Aarmut ze moossen.

Ech weess, dass den Indicateur vum Aarmutsrisiko staark ëmstridden ass, dee fir d'Joer 2017 bei erschreckenden 18,7 % louch a fir d'Joer 2018 bei 18,3 %. De Statec schwätzt vun enger statistescher Stabilitéit. An erkläert emol iergendengem dobaussen, dat räicht klengt Lëtzebuerg hätt en Aarmutsrisiko vun 18,3 %. An trotzdeem, oder grad dofir, ass et deen Indicateur, vun deem mer, esou mengen ech, mussen onbedéngt ausgoen.

Erlaabt mer dofir ganz kuerz dräi illustrativ Erklärungen zu dësem Indicateur, fir dass et kloer ass, wat en ausseet a wat mer eigentlech domat mengen, a wat net, a fir ze verstoen, dass et eng Katastroph ass, dass en esou héich ass.

Déi éischt Erklärung: Den Aarmutsrisiko gëtt berechent als 60 % vum Medianakommes a läit hei bei ronn 2.000 Euro pro Mount. Wéi awer rechent een d'Medianakommes? Dat huet näischt, awer och guer näischt mat enger Moyenne ze dinn.

Plastesch kann ee sech dat esou virstellen: All déi, déi gerechent ginn, ginn an eng Rei gestallt, vun där enger Säit - soe mer emol lénks - mat deenen, déi dat héchst Akommes hunn, bis op déi aner Säit - soe mer emol riets - mat deenen, déi dat niddregst Akommes hunn. D'Medianakommes ass d'Akommes vun deem, dee genau an der Mëtt steet. Wann also duerch extreem héich Léin op där enger Säit d'Moyenne géif dramatesch an d'Luucht goen, bleift beim Medianakommes alles hoergenau d'selwecht.

Déi, déi behaapten, d'Medianakommes zu Lëtzebuerg an domadder och de Seuil vum Aarmutsrisiko, nämlech 60 % vum Medianakommes, wären zu Lëtzebuerg esou onverhältnisméisseg héich, well et esou vill onverhältnisméisseg héicht Akommes géif ginn, hunn näischt dovu verstanen. Si schwätze vun der Moyenne, awer net vum Median. An iwwregens, déi 18,3 % Aarmutsrisiko bedeiten an absolutten Zuele ronn 106.000 Mënschen! 106.000 Leit zu Lëtzebuerg am Aarmutsrisiko!

Reng mathematesch gesinn - dat ass elo reng mathematesch - ass d'Léisung vum Aarmutsrisiko eigentlech ganz einfach: Dës 18,3 % musse méi wéi 60 % vum Medianakommes kréien, ouni dass se méi hätte wéi d'Medianakommes. Da wäre se nach ëmmer op der rietser Säit, mee net méi ënnert de 60 % Medianakommes. Oder anescht ausgedréckt: Oh Wunder, mir hätten 0 % Aarmutsrisiko! Iergendwéi misst dat dach ze packe sinn oder zumindest eng Stoussrichtung sinn, an déi mer kéinten denken.

Interessant ass och, wann ee kucke geet, wou dann déi Leit leien, déi manner wéi déi 60 % hunn; also déi am Aarmutsrisiko sinn. Den Indicateur vum „écart relatif moyen" - deem seng Erklärung ech Iech elo hei erspueren - seet aus, dass d'Hallschent vun deenen Aarmen iwwer 75 % vum Seuil vum Aarmutsrisiko hunn, also méi wéi ronn 1.500 Euro. Déi aner Hallschent, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, huet manner. A wuel gemierkt: Mir schwätze vun 18,3 % no alle Sozialtransferten a Pensiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt Iech nach zwou weider kleng Illustratioune mat op de Wee ginn, fir méi däitlech ze maachen, wouvu mer beim Indicateur vum Aarmutsrisiko wierklech schwätzen.

Ee Kenner vun der Matière huet et follgendermoosse beschriwwen: „Et ass, wéi wann ee mat engem Auto mat véier ofgenotzte Pneuen op der Autobunn mat 130 Richtung", soe mer mol „Esch", well mer Esch haut den Nomëtteg

schonn esou vill haten, „briedert." Dat geet, och mat véier ofgenotzte Pneuen. Mee et ass riskant, well wann och nëmmen dat Geréngst geschitt, wann et ufänkt ze reenen oder et bremst ee viru mer oder et schneit ee mer de Wee oder et drängelt een, dann hunn ech mat deene véier ofgenotzte Pneue keng Chance. Ech beweege mech um Limitt vum Accidentsrisiko.

Aarmutsrisiko ëmschreift genau dat doten: Wann dat Geréngst geschitt, sinn ech „weg vom Fenster". Dat ass de Risiko, den Aarmutsrisiko. 18,3 % vun de Lëtzebuerger befanne sech an deem Aarmutsrisiko! A ganz vill vun hinnen an enger manifester Aarmut. Dat ass net akzeptabel!

An domat sinn ech och scho bei mengem drëtte klengen illustrative Beispill: dem faméise Verglach mat Rumänien. Et wär en Hon, en Aarmen zu Lëtzebuerg domat wëllen ze tréischten, dass et engem Rumän net besser geet. Déi Aarm zu Lëtzebuerg soll een net vergläiche mat deenen Aarmen aus anere Länner, mee mat deene Räichen zu Lëtzebuerg. Da ginn déi Inegalitéite kloer. 18,3 % ass enorm vill!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat bedeit, dass mer den Indicateur vum Aarmutsrisiko onbedéngt mussen immens seriö huelen, well e beschreift eng reell prekär Situatioun. En hänkt wéi en Damoklesschwäert déi ganzen Zäit iwwer eis. Ëmmerhin handelt et sech ëm en Indicateur, deen um europäeschen Niveau matenaner negociéiert ginn ass. Wien deen Indicateur géif verwerfen, dee verwerft e statistescht Instrument. An d'Statistik ass näischt aneschters, an dat wëssen aner Leit heibanne besser wéi ech, wéi déi Wëssenschaft, déi erlaabt, ee Staat ze féieren.

Ech fannen et dofir immens interessant, wann de Statec a sengem „Rapport travail et cohésion sociale" vun 2019 op Säit 4 driwwer nodenkt, de Prozentsaz vum Aarmutsrisiko vu 60 % op 65 % eropzesetzen. Dat bedeit, dass ee mat engem nach méi héijen Akommes trotzdeem schonn am Aarmutsrisiko ass oder, anescht gesot, dass nach méi Leit vum Aarmutsrisiko betraff sinn.

Um Lëtzebuerger Statistikportal kann een zum Beispill noliesen, dass 2017, wou de Risque de pauvreté bei 18,7 % louch, e bei de Kanner bei 22,8 % louch, bei den 18- bis 24-Järege bei 26,4 %, bei de portugisesche Matbierger bei 32,5 %, bei allen Auslänner am Duerchschnëtt bei 25 %, bei de Lëtzebuerger bei 12,1 %, bei de Monoparentalle bei 46,2 % an am Allgemenge fir eis alleguerten ouni Transferts sociaux an ouni Pensiounen a Witwerente bei enorme 47 %. 47 %! Si gi gedréckt duerch d'Transferts sociaux an d'Pensiounen an d'Witwerenten op 18,7 %.

Zu Recht gëtt dofir ëmmer gesot, den Indicateur vum Aarmutsrisiko géif virun allem eppes aussoen iwwert d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft. Well ob een Aarmut moosse kann oder net, ass eiser Meenung no total déi falsch Fro. Well richteg moossen, kann ee se wuel ni, mee et kann ee se seriö huelen, wann den Haaptindicateur dat noleet. An dat mécht e méi wéi däitlech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wat mer mat engem héijen Gini-Koeffizient, dee jo d'Ongläichheeten an enger Gesellschaft versicht ze moossen - wéi vill sech an den Hänn vu wéi wéinege Leit befënnt -, mat enger eenzeger Zuel vun 0,33 um Pabeier stoen hunn, kritt duerch den Indicateur vum Aarmutsrisiko Fleesch a Blutt. D'Inegalitéite kréien Nimm, d'Aarmut kritt op eemol e Gesiicht. Et si vill ze vill Mënsche betraff.

Iwwregens, den Gini-Koeffizient steet bei 0,33 no de Sozialtransferten. Virun den Transferte steet e bei ronn engem hallwe Punkt. An iwwregens, wat ech dann och nach niewebäi bemierke wëll: Den Gini-Koeffizient fir Bauland steet zu Lëtzebuerg bei 0,71 Punkten, also eng Konzentratioun vu ganz villem an den Hänn vu ganz wéinegen.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all aner Statistiken an Indicateuren hiewen also den Indicateur vum Aarmutsrisiko net op oder ersetzen en, mee si spezifizéieren, si erklären en am Detail. Et ass wouer, dass dee vill méi strengen a prezisen Indicateur vun der Déprivation matérielle, also en Indicateur, deen eng zimmlech extreem Aarmut ze ëmschreiwe versicht, zu Lëtzebuerg ganz déif ass: ongeféier 1,3 %. Dat ass gutt, en ass awer amgaang ze klammen.

Et gëtt also vill Indicateuren an och e Sträit ëm d'Indicateuren. Ganz spannend ass dobäi d'Ustrengung vun der Chambre de Commerce, fir duerch nei Indicateuren a Kombinatioun vun Indicateuren déi eenzel Problemer méi prezis ze faassen. Si proposéiert an hirem „Actualité & tendances" Nummer 21 vum leschte Joer sechs weider Indicateuren. Et dierf just net derzou féieren, dass mer deen enorm héijen Aarmutsrisiko doduerch vergiessen, deen all deenen doten Indicateuren a Mesurë virausgeet.

Domat äntwert d'Chambre de Commerce op eng, menger Meenung no, grouss Meeschterleeschtung vum Statec, nämlech de Referenzbudget auszerechnen: wivill Suen een zu Lëtzebuerg jee no Liewenssituatioun an Haushaltsstand brauch, fir e mënschewierdegt Liewen ze féieren, also et net ze kucke vun deem hier, wat ee kritt oder huet, sou wéi den Indicateur vum Aarmutsrisiko et mécht, mee et ëmzedréien an ze kucken, wat ee brauch - an dass déi zwou Saache beieneefannen. Well d'Grondreegel misst jo eigentlech kloer sinn: Mir kréien an hu genuch, fir eis dat ze leeschten, wat mer brauchen.

A wann ech virdrun ugedeit hunn, wéi de Problem vum Aarmutsrisiko reng mathematesch op eng relativ einfach Aart a Weis ze léise wär, wann nämlech all déi Betraffen tëschent 60 % an 100 % vum Medianakommes kréichen, sou deit sech hei eng ideal Léisung un, vun där anerer Säit a vun den absolutten Zuelen hier: Et misst esou sinn, dass d'Kombinatioun vu Loun - virun allem dem Mindestloun -, REVIS a Sozialtransferten dozou féiert, dass se den Niveau vum Referenzbudget erreecht. Dat ass leider nach laang net de Fall. An dann hu mer e Problem!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen all, dass et net gradesou einfach ass, mee et kéint awer eng Stoussrichtung sinn, an zwar zum Beispill mat follgenden dräi Schrëtt:

Éischtens, wa mer wëssen, dass et eng Kombinatioun vu Loun, REVIS a Sozialleeschtungen ass, da wäert een net eleng eesäiteg vun der Wirtschaft erwaarden, dës komplex Equatioun iergendwéi ze léisen. Da läit et och net eleng un der Politik. Da läit et un eis alleguerten, zesumme mat de Sozialpartner an der Gesellschaft. Da gëtt et eng offen Diskussioun doriwwer tëschent gläichberechtegte Partner. An ech mengen, déi doten Diskussioun, déi brauche mer.

Dann ass et, zweetens, och däitlech, dass de REVIS net héich genuch ass.

An drëttens ass och d'Erhéijung vum Mindestloun hannen um Enn net genuch, well de Referenzbudget ass ëmmer nach e gutt Stéck méi héich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou mengen ech, dass mer missten eis Indicateure liesen, an net anescht. Si soen eis: „Et ass héich Zäit, dass mer aus der Aarmutsbekämpfung eis Prioritéit maachen." Dat, wat mer kréien, an dat, wat et eis kascht, leien ze wäit ausenaner. An et betrëfft sou lues déi ganz Gesellschaft. Dat gëtt eis jo och bestätegt vun den Offices sociaux an den Organisatiounen, déi um Terrain schaffen. D'Zuel vun deenen, déi eis Servicer an Usproch huelen, gëtt ëmmer méi grouss. Dat huet de Budgetsrapporter och ganz gutt erausgeschafft.

Dofir wéilt ech elo an engem zweeten Deel e puer Iwwerleeunge maachen zu deem, wat mer kréien, nämlech iwwert d'Primärverdeelung, also de Revenu, d'Sekundärverdeelung, also d'Steieren, an d'Tertiärverdeelung, also d'Sozialtransferten. Hei si Saache geschitt: D'Monoparentalle kruten e Steierkreditt, fir d'Working Poor gouf et eng Erhéijung vum Mindestloun, et gouf gratis Sachleeschtungen. Mee d'Indicateure soen eis e klore Message an och d'Messagë vun deene betraffene Gruppe soen aus: „Dat alles geet net duer." D'Zuel vun deenen Aarme geet trotzdeem weider an d'Luucht.

An ech wëll och kuerz nodenken iwwert dat, wat et eis kascht, besonnesch dat, wat eis am meeschte kascht, nämlech de Logement. D'Zil ass ze kucken, wéi dat, wat mer hunn, an dat, wat et eis kascht, méi no beienaner kënne kommen. Ech wëll dobäi op zwee besonnesch wichteg Theeme méi geziilt agoen: de Logement an d'Sozialtransferten. An ech wëll um Beispill vun de Kanner illustréieren, wéi seriö de Problem ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2017 hate 36,8 % vun eise Menagë „lourdes charges financières" ze droe wéinst de Logementspräisser. 63,6 % vun deenen, déi am Aarmutsrisiko liewen, sinn dovu betraff, an ëmmer nach 31 % vun deenen, déi net am Aarmutsrisiko liewen. Tëschent 63,6 an 31 % leien 32,6 Prozentpunkten Ënnerscheed - Ausdrock vun enger enormer Ongläichheet an eiser Gesellschaft. Ausserdeem si 35,8 % vun de Locataire ren am Aarmutsrisiko, ongeféier dat Duebelt also wéi den allgemenge Wäert vun deemools 18,7 %.

Mir hunn eng absolutt Urgence! Eigentlech misste mer eng Urgence am Logement ausrufen. An zwar direkt! Ouni ze zécken an ouni ze waarden!

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll do nëmme verweisen op deen immens gudde Katalog vun 23 Mesuren, dee mer als CSV viru Kuerzem virgeluecht hunn an deen hëllefe kann, d'Logementskris ofzewenden: méi gënschteg, méi séier, méi Bauland, méi Wunnengen, méi Service!

Dozou gehéieren och Mesuren am Interessi vu méi abordabelem Wunnengsbau. Dozou gehéieren, aus sozialpolitescher Perspektiv awer och zentral Ulafstellen op regionalem Niveau, my-Logement-Infodesks. A woufir net och e Guichet unique fir all Demandeure vun abordabelem Wunnengsbau aféieren?

Ausserdeem muss onbedéngt d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement iwwerschafft ginn an eng eenheetlech Nomenclature definéiert gi fir „logement social" a „logement subventionné", wéi et de Budgetsrapporter iwwregens och virgeschloen huet. An et kéint een eng nei Koordinatiounsstell aféieren, fir d'Prozeduren ze beschleunegen. A schliisslech, woufir net, fir d'Spekulatioun anzedämmen, e Gesetz stëmmen, wat der „Lex Koller" an der Schwäiz méi no géif kommen?

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Bezuch op déi Mënschen, déi op der Strooss sinn an déi um Theema Logement scheiteren, ass et héich Zäit, fir dee mëttlerweil bewäerte Modell vum „housing first" systematesch duerchzesetzen. Et geet hei ëm e fundamentale Paradigmewiessel: als Éischt de Bäistand an dann déi méiglech Aktivéierung vun de perséinleche Ressourcen.

A wat dofir gebraucht gëtt, ass vill méi „logement encadré". An iwwregens misst een och vereinfacht Prozedure fannen, wéi mer déi Leit ënnerstëtzen, déi bei eis am Land ouni Couverture sociale liewen, wourun eis Organisatiounen, wéi d'Médecins du monde, ee reegelméisseg erënneren.

A wa mer scho beim Theema Logement am Zesummenhang mat der Obdachlosegkeet sinn, mengen ech, aus deenen éischten Erfarungen, dass dat ganz neit Gesetz iwwert d'Critères de salubrité, wat jo immens gutt gemengt ass, engem Géigencheck mat der Realitéit muss ënnerzu ginn, ob et wierklech bewierkt, wat et soll bewierken. An et wär Zäit, dee grousse Leerstand vu Wunnengen, déi am Besëtz vum Staat sinn, och ze änneren.

Iwwregens schéngt mer d'Kapitel vun den iwwerhéije Käschte vum Logement déi richteg Plaz ze sinn, fir en anert Theema kuerz unzeschwätzen: nämlech d'Iwwerschëldung. Vill Leit, deenen hire Loun gepfänt gëtt, leiden dobäi virun allem ënnert de Präisser vum Logement.

Fir et kuerz ze maachen an e puer Virschléi ze proposéieren: Mir mussen eis bewosst maachen, dass Mënschen, déi an d'Iwwerschëldung rutschen - an 2018 gouf et ëm déi 12.500 Pfändungen -, oft Mënsche sinn ouni Perspektiven, Mënschen, déi sech, wéi et eng Kéier e Kenner vun der Zeen ausgedréckt huet: „zu 99 % net selwer hëllefe kënnen".

Wéi kéinte mir hinnen e bësse besser hëllefen? Zum Beispill, andeems mer eng méi adequat Tabell ausschaffen, an där d'Kompositioun vum Haushalt bei der Pfändung och eng Roll spillt, doduerch dass mer sécherstellen, dass deen esou erreechte Fräibetrag duergeet fir e würdegt Liewen. An dann och doduerch, dass d'Indexéierung automatesch agerechent gëtt, well da kënne se nämlech méi behale fir ze liewen. Am Moment geschitt dat eeben net automatesch, mee et gëtt just heiansdo ugepasst. An d'Gesetz vun der Lounpfändung staamt iwwregens aus dem Joer 1970.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Logement kascht eis d'Aen aus dem Kapp. Et gëtt däitlech, dass dat, wat mer kréien, bei Wäitem net duergeet fir dat, wat mer mussen dofir a fir aner Saachen ausginn. Erlaabt mer dofir, ee klenge Bléck op dat ze werfen, wat mer kréien a wat mer hunn, an unzefänke mat der Primärverdeelung duerch Revenu an Aarbecht.

Et ass fir eis evident, dass d'Aarbecht, déi Primärverdeelung ass, d'Haaptsécherung géint d'Aarmut ass an dass dofir d'Lutte géint de Chômage eng Haaptprioritéit bleift. D'Entreprisë sinn erausragend Acteure géint d'Exklusioun, well se Aarbecht schafen, Cotisatioune bezuelen a Stabilitéit ubidden. Dat ass och dee klore Message, deen ech bei mengem Gespréich mat der Chambre des Métiers an de Gewerkschaften eraushéieren hunn.

Den europäesche Verglach gëtt awer fir eis ëmmer méi katastrophal. An net méi spéit wéi gëschter hu mer dat nach eng Kéier kënne liesen: Mir rutschen of! Mir sinn déi Zweetschlëmmst an Europa bei de Working Poor, oder vläicht enges Daags déi Schlëmmst, well an der Tëschenzäit d'Zuel vun de Working Poor bei eis am séiersten an d'Luucht geet.

U sech ass et eigentlech e schreckleche Constat: Deen, dee schaffe geet, kritt net méi onbedéngt genuch, fir sech a seng Famill kënnen ze ernieren. Ee Problem, deen iwwregens, dat muss ee soen, den Nicolas Schmit mat Bléck op Europa wëllt ugoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Gesellschaft geschitt d'Sekundärverdeelung iwwert d'Steieren. An och dozou e ganz klengt Wuert.

Déi nei Steierreform dierf keng verpasste Chance gi bei der Aarmutsbekämpfung. D'Haaptschlagwuert vun der Steierreform dierf net „Individualiséierung" sinn, mee Stäerkung vun deene Schwaachen, Ëmverdeelung, Gerechtegkeet, real, konsequent a courageiert Sozialpolitik, Bekämpfung vun den Ongläichheeten!

Et wär un der Zäit, mat de soziale Kompensatiounsmesuren unzefänken, éier déi éischt Mesurë vum Klima- an Energieplang ëmgesat ginn. Et ass un der Zäit, fir d'éischt de Leit eng Sécherheet ze ginn, éier mer eppes vun hinne verlaangen, zemools well et net falsch ass, dass déi „sozial Schwaach", wéi mer se nennen, am mannsten zum Problem bäidroen, mee als Éischt vun den Aschneidunge betraff sinn.

D'Aarmutsproblematik sollt eis, wann et ëm sozial Theeme geet, drun erënneren, dass mer eigentlech e fundamentale Paradigmewiessel brauchen: vun deenen Aarmen hier ze denken. An eréischt, wa sécher ass, dass si matkommen, eis Politik ronderëm déi Bedéngungen opbauen, déi garantéieren, dass keen nach weider an d'Aarmut rutscht. Ech soen et gären: „L'option préférentielle pour les pauvres", oder: „Wien als Éischt nom Schwächste gekuckt huet, dee mécht staark Politik."

Am Kader vun der Klimapolitik kéint dofir Follgendes geschéien: e Klimascheck aféieren oder, wéi et an der Schwäiz ass, all Bierger dee selwechte Betrag zréckerstatten, e Crédit d'impôt als Negativsteier virgesinn, d'Energieaarmut geziilt am A behalen a bekämpfen oder d'Allocation de vie chère reformëieren; just fir e puer Virschléi ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si mëtten dran am Theema. Wat kascht eis d'Liewen a wat hu mer, fir eis et ze leeschten? D'Tertiärverdeelung, nämlech d'Sozialleeschtungen, kucken ech mer gäre mat Iech aus dem Bléckwénkel vu besonnesch betraffene Mënschen un. Do ginn et ganz vill Méiglechkeete fir drop hinzeweisen, wéi a wou den Aarmutsrisiko tatsächlech Konsequenze fir konkreet Mënschen huet. Do kéint ee sech eenzel Gruppen erauspicken, zum Beispill d'Independanten oder d'Monoparentallen oder Leit mat wéineg Bildung, an deemno och eenzel Politikfelder, wéi zum Beispill d'Educatioun.

Nach deslescht war am „Lëtzebuerger Land" en interessanten Artikel iwwert d'Ursaache vum schlechte Resultat an der PISA-Studie. Aarmut „verierft" sech leider oft. A wann et net esou soll bleiwen, da si Bildung a Qualifikatioun déi entscheedend Moossnamen. Hei nach weider drop anzegoen, sprengt elo fir mech de Kader, mee anerer wäerten dat Theema vläicht opgräifen.

Ech wëll eng spezifesch Grupp vu vun Aarmut Betraffenen erauspicken, fir d'Theema an d'Wichtegkeet vun deene richtege Sozialtransferte méi däitlech ze maachen. Et geet mer ëm eis Kanner. Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand bedauert a sengem rezente Rapport 2019, dee mer virun zwou Woche virgestallt kruten, dat héicht Aarmutsrisiko bei Kanner an erkläert och, wat fir eng Situatiounen doraus entstoe kënnen a fuerdert „de développer des aides d'urgence pour éviter ces cas".

De LISER huet en Indicateur vun der „déprivation des enfants" ausgeschafft, wat vill méi krass ass wéi den Aarmutsrisiko. Do leie mer zu Lëtzebuerg bei 8 % vun de Kanner, wat, wéi ech fannen, vill ze vill ass. Mee wat opfält ass, dass et an de monoparentalle Familljen 30 % vun de Kanner sinn, déi betraff sinn, wärend et just 4 % vun deene Kanner sinn, déi an enger Koppel doheem sinn.

Den Ënnerscheed vun den 30 % a monoparentalle Familljen a vun den 8 % am Allgemenge bei de Kanner beleeft sech op 3,5-mol sou vill, dee sougenannte „ratio de risque". Dat ass bei Wäitem deen héchste „ratio de risque" a ganz Europa. An Italien ass en 1,1; a Frankräich 2,1; an Däitschland 2,3; der Belsch 2,5 an an Holland, deenen Zweetschlechtsten, 2,6. An da komme mir mat 3,5. Et gëtt och iwwert dëse Wee kloer, wéi prekär d'Situatioun vun de monoparentalle Familljen an hire Kanner ass.

Meng Zesummenaarbecht mat de Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg am Kader vum Pairing Scheme war dofir bewosst gewielt: Ech hu mat deene geschafft, déi sech fir d'Inegalitéiten interesséieren, besonnesch dofir, wéi se sech op eis Kanner auswierken.

Dat ass eigentlech Material fir eng weider Debatt, mee hei ass awer d'Plaz fir zwee fundamental Constaten, deen éischten: D'Kanner leiden enorm ënnert dem Aarmutsrisiko vun hiren Elteren. An deen zweeten: Dës Souffrance ass net eleng monetär, mee si ass och bedéngt duerch de Wiessel vun der sozialer Situatioun, duerch déi déi Kanner op eemol ganz anescht exposéiert ginn. Wann d'Elteren op eemol net méi do sinn, well se sech zum Beispill musse vrecktschaffen, feelt de Kanner de fundamentalen Ëmgang mat deenen alleréischte Bezuchspersounen.

An dat Hamsterrad ass dach eppes, wat eis misst ze denke ginn, besonnesch wa mer ëmmer erëm widderhuelen, dass d'Leit haut guer net méi anescht kënnen, wéi zu zwee schaffen ze goen! Dat ass schlëmm! Sou wéi eis Ëmwelt en Overshootday huet, sou wéi eis sozial Egalitéiten en Overshootday hunn, sou hunn och mir Mënschen en Overshootday. An ech begéinen ëmmer erëm Mënschen an ëmmer méi Mënschen, déi midd sinn, déi ës midd sinn, déi erschëpft sinn, genausou wéi eise Planéit.

Et gëtt Etüden, déi noweisen, wéi sech déi Effekter op Kanner am Beräich vun den Opmierksamkeetsdefizitter, vun der Gesondheet a vum Verhalen auswierken. An den USA, sou huet mer ee Proff vun der Uni Lëtzebuerg gewisen, gëtt et Etüden, déi dës affektiv Aarmut a Korrelatioun setzen zu Obesitéit, Krankheet, Suizidraten, souguer zur Liewenserwaardung, also zu allem, wat mer iergendwéi géifen als „malêtre" bezeechnen.

D'Individualiséierung, vun där mer jo grad en vue vun der Steierreform sou gäre schwätzen, ass op sozietalem Niveau eng Katastroph! Well d'Gesellschaft lieft vun de klengen a groussen Zelle vum Zesummeliewen, wou Mënsche sech bäistinn an Zäit fir enaner hunn.

Wann ech dat esou duerstellen, dann ass eis dach alleguerte kloer, dass de Congé parental, egal ob mer en elo „plus" oder „minus" oder wéi och ëmmer nennen, guer net d'Fro ass an och guer net d'Äntwert ass hannen um Enn. Hei geet et ëm e gesellschaftleche Wandel, deen den neoliberalen Tendenze muss entgéintwierken, dass Lëtzebuerg eng eenzeg grouss Entreprise gëtt, wou mer alleguerte mussen déi ganzen Zäit schaffe goen a mer alleguerte Rieder ginn an engem groussen, anonymme System.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer kënne mer am Zesummenhang mat eise Kanner elo als politesch Mesurë séier ergräifen? Ech wëll der hei e puer nennen.

Déi éischt: 2016 ass d'Kannergeld uniformiséiert ginn. Mir bleiwe bei eiser Fuerderung vun der Staffelung vum Kannergeld. Well do feelt eis am Usaz vun der Regierung déi entscheedend sozial Selektivitéit genau do, wou se gebraucht gëtt. Dofir bleift och eis Fuerderung vun der Allocation pour familles nombreuses aktuell. An ech wëll och nach eng Kéier eng Lanz brieche fir d'Allocation d'éducation, well si hat och eng sozial Komponent. Mat der Upassung vum Kannergeld musse mer dach net bis 2023 waarden. Kommt, mir maachen dat direkt! Ech erënneren un d'Motioun vum Gilles Roth, déi leider hei ofgeleent ginn ass.

Dat Zweet: Wat d'Monoparentaux ugeet - a mir schwätze vun 83 % Fraen; wa mer vun de Frae schwätzen, da schwätze mer grad hei vu Fraen -, hu mir als CSV schonn an eisem Walprogramm mam Bléck op d'Steieren derfir plädéiert, dass d'Iwwergangsjore vun dräi op fënnef sollen eropgesat ginn an dass de Montant exonéré fir d'Niddregléin an d'Luucht soll gesat ginn. Oder: Woufir net elo schonn de Steierkreditt erhéijen? Och domat musse mer dach net waarden, bis d'Steierreform kënnt. Ausserdeem ass d'Wëssen doriwwer, dass dee Steierkreditt iwwerhaapt zousteet, nach relativ wéineg verbreet. An ech fannen, de Staat huet hei eng Flicht, nach vill besser doriwwer ze informéieren.

An duerch de Fall vun de Monoparentaux gëtt och däitlech, dass mer préiwen an iwwerdenke mussen, ob et wierklech esou ass oder ka sinn, dass d'Kand mat just engem Monoparental just Beneficiaire vun hallef esou vill Congé pour raisons familiales ass, also zum Beispill dann an deem Moment, wou d'Kand krank ass.

An drëttens: Mir fuerderen och wierklech méi familljegerecht Aarbechtszäiten, fir dass d'Eltere méi Zäit mat hire Kanner verbrénge kënnen, mee ëmmer am Respekt virun der Gréisst vun den Entreprisen, an deene se schaffen. An ech erënneren och hei un eis Propose fir eng Reform vum Congé parental.

A fir dëse Punkt ofzeschléissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Et ass dach ganz däitlech, dass d'Etüd vum Ministère iwwert d'Kanner net méi dierf ëmschriwwe gi mat: „Wat kascht eis e Kand?", mee just nach mat: „Wat ass eis e Kand wäert?", oder: „Wat brauch e Kand?"

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll iwwert d'Theema vun de Kanner eraus nach eng Kéier zréckgoe bei de Bigger Picture vun alle Sozialtransferten, also de Sozialleeschtungen, also vun der Tertiärverdeelung. Wann de Statec a sengem „Rapport travail et cohésion sociale" vum Aarmutsrisiko schwätzt, da mécht en en Ënnerscheed, wéi deen Aarmutsrisiko géif ausgesinn, wann d'Pensiounen an/oder d'Sozialtransferten net mat a Betruecht geholl géife ginn. An d'Zuele si schrecklech. Si sinn desastréis! Ouni déi zwee si mer fir 2018 bei 46 % Aarmutsrisiko. Ouni Sozialtransferten, mee awer mat Pensioune si mer bei 27,5 %.

Et ass fantastesch, dass de Staat ronn 47 % vu sengem Budget an all déi dote Saachen investéiert. De Statec bezitt sech dobäi op eng Lëscht vun 42 Sozialtransferten. 42 Stéck! Sozialtransferten, an deenen d'Pensiounen net abegraff sinn. Et ass immens, dass mer esou vill verschidde Mesuren hunn, fir de Leit aus prekäre Situatiounen erauszehëllefen, mee déi aner Säit vun der Medail seet awer och zwou Saachen aus: éischtens, wéi immens déif a breet de Gruef vun den Inegalitéiten zu Lëtzebuerg ass. An dat Zweet ass - wann d'Zuel vum Aarmutsrisiko nach ëmmer esou enorm héich bleift -, dass d'Sozialtransferten esou de Problem leider net léisen. Leider!

Den OGB-L, den LCGB an d'CGFP haten am Virfeld vun eise Budgetsdebatten 2019 als Reaktioun op de Semestre européen drop higewisen, dass de Wierksamkeetsfacteur vun eise Sozialleeschtunge sech säit 2010 am fräie Fall befënnt: Wärend se 2010 eng Reduzéierung vum Aarmutsrisiko ëm 50,17 % bewierkt hunn, waren et 2017 just nach 35,52 %. En plus wierkt eis Redistributioun manner gutt wéi an aneren europäesche Länner.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mer nach e Bléck werfen, ee méi genaue Bléck op eis Sozialtransferten, a méi spezifesch op de REVIS. Ech hat virdru gesot, dass de Problem beim REVIS ass, dass en net duergeet an dass en ënner 25 Joer net gi gëtt. Woufir net e gestaffelte REVIS aféieren, deen een da bis 25 ganz géif kréien? An an deem Kontext ass et dach och kloer, dass mer eis missten iwwert déi nei Wunnformen, déi als gemeinsamen Haushalt unerkannt ginn, ënnerhalen.

A wann et da stëmmt, dass de REVIS déi Aarmutsgrenz ass, déi mir op engem demokratesche Wee hei an der Chamber festgeluecht hunn, also dee Montant, vun deem mir heibannen iwwerzeegt sinn, dass e misst bezuelt ginn, fir dass et de Leit gutt genuch geet, da misste mer eis eigentlech no der Debatt vun haut d'Fro stellen, ob mer do net eppes ännere mussen. An ausserdeem misste mer eis Gedanke maachen iwwert d'Sanktiounen, wa Leit hir Mesure gekënnegt oder de REVIS fir dräi Méint gestrach kréien, well se ee wichtege Rendez-vous verpasst hunn. De Prinzip vun der Proportionalitéit, dee muss och hei gëllen.

Ee ganz grondleeënde Problem an transversale Problem ass deen, dass ganz vill Leeschtungen eréischt da fléissen, wann de Bierger se aktiv ufreet. An do läit eng gewalteg Kromm an der Heck, well ganz vill Leit kennen dat net oder verléiere sech am Dschungel vun de Formulairen! Hei bräichte mer eng Simplification administrative nach dorop.

Woufir net gemeinsam mat Beneficiairen d'Onlinezougäng esou iwwerschaffen, dass et fir si accessibel ass? Oder fir e konkreet Beispill ze ginn, wat nach méi wäit geet: Woufir net d'Allocation de vie chère direkt mam REVIS ginn, amplaz nach eng extra Prozedur niewendru lafen ze hunn. A wann eng Gemeng och nach eng Allocatioun wëllt derbäiginn, da ka se dat och weiderhin automatesch maachen, well all Gemeng weess, wie bei hir de REVIS kritt.

Oder fir et nach méi einfach ze maachen: Woufir d'Allocation de vie chère net einfach vu virera schonn an de Barème vum REVIS matabauen, zemools well dës Allocatioun jo eigentlech de Beweis derfir ass, dass mer de REVIS vun Ufank un esou plangen, dass en net duergeet. Domat kéinte mer relativ séier opraumen.

An deem Sënn wëll ech eng Motioun hei deponéieren iwwert déi Mesuren, déi mer kéinte beim REVIS ënnerhuelen dee Moment, wou mer en evaluéieren.

Motion 1

« Évaluation REVIS »

La Chambre des Députés,

- considérant que la lutte contre la pauvreté est en grande partie une lutte pour l'emploi ;

- rappelant que le revenu d'inclusion sociale (REVIS) est entré en vigueur le 1er janvier 2019, succédant ainsi au revenu minimum garanti (RMG) qui avait été mis en place en 1986 ;

- saluant les améliorations ponctuelles de la législation sur le REVIS ;

- constatant par contre que la réforme manque son objectif initial, à savoir que tout un chacun, quelle que soit la situation dans laquelle il se trouve, doit pouvoir être aidé de telle manière à ne pas tomber à travers les mailles du système social ;

- sachant que certains bénéficiaires du REVIS connaissent une perte en termes de prestations suite à l'introduction du nouveau système d'immunisation dans le cadre de la réforme ;

- constatant encore que certains bénéficiaires sont pénalisés financièrement, alors qu'ils ne peuvent voir augmenter leur temps de travail pour des raisons personnelles, familiales ou de santé ;

- constatant in fine que les jeunes âgés de moins de 25 ans, qui vivent de manière autonome et ont un emploi, sont actuellement privés des possibilités de soutien du REVIS ;

- constatant encore que la structure institutionnelle et administrative de la mise en œuvre du REVIS et du suivi des demandeurs est très complexe ;

- constatant que le Conseil d'État a demandé dans son avis de prévoir la création d'un véritable « guichet unique » pour les demandes et le suivi des demandeurs du REVIS afin d'en assurer une meilleure compréhension tout en garantissant la simplification administrative pour les demandeurs concernés ;

- rappelant que le groupe parlementaire CSV avait déposé en date du 10 juillet 2018 une motion invitant le Gouvernement à présenter à la Chambre des Députés au plus tard deux ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du revenu d'inclusion sociale,

invite le Gouvernement

à proposer, à l'issue de cette évaluation, des ajustements relatifs au nouveau REVIS afin de tenir compte des situations énumérées ci-dessus.

(s.) Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat gëtt et bei de Sozialtransferten nach alles ze maachen? Am Regierungsprogramm steet dran, dass d'Allocation de vie chère soll reforméiert ginn. Wann dat wierklech geschitt, dann, wannechgelift, net eleng d'Montanten upassen, mee och d'Bedéngungen iwwerschaffen a kucken, dass nach méi Leit an de Genoss dovu kommen! Mee elo just ass se erëm fir d'Joer 2020 einfach verlängert ginn, mat deem selwechte Montant wéi säit - an elo haalt Iech un! - 2009. An ech hunn eigentlech keng Loscht, mat de soziale Mesuren op d'Enn vun der Legislaturperiod ze waarden, fir dass et da gutt ausgesäit.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Wat déi méiglech Altersaarmut ugeet, do hu mer als CSV ëmmer erëm thematiséiert, dass nach villes kéint gemaach ginn. Do läit elo e Gesetzesprojet vir, dee ganz spannend gëtt. Wéi wär et awer, wa mer iwwert dat alles eraus nach géifen nodenken doriwwer: d'Fraisen en fonction vun enger Tariffgrille un de Revenu vun de Persounen unzepassen an de Barème vum Complément accueil gérontologique un d'Realitéit vun 2020 unzepassen? A wéi wär et mat der Iddi vun der Bildung vun enger Seniorekommissioun an all Gemeng? Einfach just esou als Iddi, déi ech an de Raum werfen.

Oder en anert Theema: Bei de Sozialtransferte sinn d'Reklassementer am Kader vun der Invaliderent. Doduerch, wann zwee Dokteren eppes Ënnerschiddleches soen - engersäits d'Médecine du travail, anerersäits d'Kranken- oder d'Pensiounskeess -, geroden déi Leit an eng Pattsituatioun, aus där se net erauskommen, an hir Fraise lafen einfach weider.

Follgend weider Iddie wëll ech just stéchpunktaarteg an de Raum stellen, ouni se kënnen am Detail ze erklären:

An der Educatioun: am Curriculum vun de Coursen, eng Plaz fannen, wou d'Theemen Aarmut an Aarmutsrisiko geziilt behandelt ginn.

Och fir en neie Plan d'action kucke géint Obdachlosegkeet, Mal-logement, Exploitation économique an der Locatioun, dee jo no 2020 ausleeft. Do brauche mer en neien. A mir kéinten dee preziséieren an nach vill méi déif domat goen.

Fir de Benevolat, dee grad an der Sozialpolitik eng zentral Roll spillt, an de Schoulen derfir sensibiliséieren, an Upassung vum Congé, dee fir de Benevolat ka gi ginn, och fir de soziale Secteur oder fir soziaalt Engagement - an och dofir wëll ech hei eng Motioun deposéieren.

Motion 2

« Congé social et bourse du bénévolat »

La Chambre des Députés,

- sachant que la Ministre de la Famille et de l'Intégration vient de présenter le plan d'action national de mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées pour la période 2018-2023 ;

- notant que parmi les mesures proposées figure la création d'une « bourse du bénévolat » ;

- sachant que cette bourse est un instrument qui réunit les personnes désireuses de s'engager de manière bénévole et les personnes handicapées qui ont besoin d'un accompagnement ;

- saluant la mise en place d'une telle bourse pour le domaine du handicap ;

- donnant cependant à considérer qu'un tel instrument pourrait également trouver son application dans d'autres domaines ;

- rappelant encore que le bénévolat constitue un pilier important de notre société, sans lequel celle-ci ne saurait fonctionner ;

- considérant in fine que le bénévolat renforce la cohésion sociale et qu'il est dès lors important de le soutenir sans cesse voire d'en adapter son cadre réglementaire,

invite le Gouvernement

- à étendre l'idée de la bourse du bénévolat à d'autres domaines de la politique sociale telles la politique de la lutte contre la pauvreté, la politique du 3e âge et la politique d'accueil et d'intégration ;

- à procéder dans ce contexte à une adaptation de l'actuel « congé pour les bénévoles » en accordant un droit d'absence ou de congés payés aux salariés participant à des programmes et projets sociaux à destination de personnes qui ont besoin d'aide et/ou d'assistance sur le territoire luxembourgeois.

(s.) Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll a muss hei och d'Offices sociaux nach eng Kéier erwänen, obwuel mer an der Lescht jo vill iwwer si debattéiert hunn. Mir bleiwen der Meenung, dass et eng Harmoniséierung vun de Leeschtunge muss ginn. An den Zougang vun de Mënschen an de prekäre Situatiounen zu den Offices sociaux, wat jo de grousse Problem ass a wat e ganz laange Wee ass, muss eis Haaptsuerg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei mäi leschten Deel an domat och ganz séier zum Schluss. Dat waren elo eng Rei prezis a ganz konkreet Iddien. Mee dat Allerwichtegst ass ee systeemescht a systematescht Konzept derhannert. Dofir plädéiere mir als CSV fir ee „Plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté". An och an deem Sënn wëll ech hei eng Motioun deposéieren.

Motion 3

« Plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté »

La Chambre des Députés,

- considérant que la réussite économique du Luxembourg est synonyme de prospérité et d'un niveau de vie élevé, mais que celle-ci s'accompagne d'un accroissement des inégalités de revenus ;

- sachant que notre système social, par son ampleur et son universalité, permet certes de réduire la pauvreté ;

- notant cependant que notre État de providence ne permet pas toujours à nos concitoyens de sortir de la précarité, les causes de celle-ci n'étant pas combattues de manière suffisamment efficace ;

- rappelant que selon l'Eurobaromètre, pour 79 % de Luxembourgeois le logement est la principale cause de la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg ;

- sachant que cette estimation est confortée par plusieurs études pour lesquelles les inégalités de revenus et la précarité sont accentuées par le coût lié au logement ;

- rappelant que le logement représente pour de nombreux ménages le poste de dépense le plus lourd dans leur budget ;

- rappelant par ailleurs que le taux de risque de pauvreté est en augmentation, pour atteindre 18,7 % en 2017, plaçant le pays dans la moyenne des pays européens ;

- considérant que la pauvreté et le risque de pauvreté sont de nature multidimensionnelle impliquant d'une part un manque de revenus, mais aussi d'autre part, des privations éducatives ou sociales ;

- rappelant que le maintien de la cohésion sociale et le partage équitable de la prospérité sont des aspects essentiels du modèle socio-économique luxembourgeois ;

- estimant qu'il est nécessaire d'adapter notre modèle social, qui date du 20e siècle, afin de construire un État providence du XXIe siècle,

invite le Gouvernement

à mettre en place un « plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté » en vue de mieux lutter contre les inégalités et ainsi permettre une inclusion et une égalité des chances réelles.

(s.) Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Wat kéint zu dësem Plang alles derzougehéieren?

Éischtens, d'Chambre de Commerce huet hei eng wichteg Viraarbecht geleescht. Si stellt fest, dass et zu Lëtzebuerg keng chiffréiert Objektiver gëtt, kee Plan d'action, keng systematesch Evaluatioun, keng Indicateure fir d'Erreeche vun der Aarmutsbekämpfung. Dozou ee „Comité quadripartite Suivi de la pauvreté", zesummegesat aus Staat, Salariéen, ONGen a Patronat, begleet vum Statec, vun de Fuerschungsinstituter an der Uni, a - woufir net och? - vun der Chamber. Ech mengen, dass dat e ganz gudden Usaz ass.

Zweetens, woufir net eng wëssenschaftlech Strategie ausschaffen, zesumme mat eise Fuerschungsinstituter, virun allem wuel dem LISER, fir d'Affer an d'Situatioune vum konkreeten Aarmutsrisiko mathematesch an dank Algorithmen ze erfaassen? Änlech wéi et virun e puer Joer passéiert ass, wéi de CEPS gegrënnt gouf an opgrond sengen algorithmesche Berechnunge Recommandatioune gemaach gi sinn, fir en RMG anzeféieren a wéi héich deen eigentlech misst sinn.

Drëttens, dozou kann dann och en „Observatoire des inégalités" gehéieren, wéi am Budgetsrapport virgeschloen.

Véiertens, mir kéinten endlech en eenheetlechen Indicateur fir d'Aarmut versichen ze definéieren, fir dass mer eis net stänneg an deem Sträit verléieren.

Fënneftens, mir missten eis iwwerleeën, ob e regionale Referenzbudget Sënn mécht, well eeben an der Stad d'Wunnengspräisser méi héich si wéi net an der Stad, wärend anererséits d'Transportkäschten am Moment fir en Netstater nach méi héich si wéi an der Stad.

Sechstens, deem kéint een e Kadaster vun der regionaler Verdeelung vun de Sozialservicer uschléissen, well do, wou Nout ass, brauch een och Servicer an eng Offer, fir se ze behiewen. An do kéint een och eng Diskussioun an d'Iwwerdenke vun der ganzer Landschaft vun de soziale Beruffer uschléissen, well si maachen d'Aarmutsbekämpfung um Terrain. Mir brauchen do e kohärent Konzept, well hir Aufgab ass et net, Aarmut ze verwalten, mee Soziales an Empowerment ze gestalten.

Siwentens, mir missten och déi grondsätzlech Iwwerleeung woen, wéi een eise Sozialsystem oprechterhale kann, wann en net méi un de Wuesstum gekoppelt ass. Well dat ass déi Erklärung, déi ech oft héieren, woufir mir deen héije Wuesstum hei onbedéngt bräichten an och näischt géint seng Nodeeler ënnerhuelen: well mer soss de Sozialsystem net géife bezuelt kréien. Och dozou ginn et interessant Iddien an Usätz.

Aachtens a leschtens, dat wär och e gudden Ausgangspunkt, fir bei alle weideren Ännerungen an Upassunge vun de Sozialleeschtungen Etüde virauszeschécken, déi eisem Terrain an eiser Realitéit ugemooss sinn, an net wéi deemools bei der Reform vum Kannergeld op eng Schwäizer Etüd zréckzegräifen, déi näischt iwwer eise System an eis Familljeleeschtungen aussoe kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Sozialpolitik ass do, fir Aarmut ze bekämpfen. A Skandinavie fléisse vill Suen an d'Redistributioun an a staatlech Institutiounen, déi dann net op eng assistenzialistesch Aart a Weis Lächer stoppen, mee déi d'Allgemengheet systeemesch a systematesch stäerken. Lëtzebuerg kéint zu engem weltwäit gekuckte Laboratoire vun der Kohäsiounspolitik ginn. Woufir net eis ganz Politik emol eng Kéier systeemesch oprullen aus dem Bléckwénkel vun deenen, déi net matkommen? Ganz am Sënn vun deem Wäert, deen eiser Fraktioun a villen anere vill bedeit: „l'option préférentielle pour les pauvres".

An dann hätte mer och eng Upak, fir déi grouss Transitiounsfroe vun der noer Zukunft unzegoen, déi Froe vun der sozialekologescher Transformatioun: Wéi kann eise ganze System méi gerecht, méi nohalteg, méi gesond an och méi zukunftsträchteg sinn? Ee System, an deem d'Leit méi frou a méi glécklech sinn, wou op „social capital" gesat gëtt, wou et erëm Zäit gëtt, wou d'Ekonomie dem Wuelbefanne vum Mënsch déngt an net de Mënsch am Hamsterrad dréine muss, fir dass d'Ekonomie weiderdréint, wou d'Prioritéiten erëm stëmmen. Well eise System vum Moment, dee produzéiert seng eegen Aarmer! Mir produzéieren eis eegen Affer, an domat geet et duer. Mir hunn en Overshoot, en Overheat an eiser Gesellschaft, well d'Schéier ëmmer méi wäit auserneegeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et misst an et kéint nach sou villes gesot ginn. An der Virbereedung op dës Interpellatioun hunn ech immens vill Informatioune gesammelt, déi ech hei guer net verschaffe kann an déi ech an deenen nächste Wochen, Méint a Jore wäert weider versichen ze verwäerten, fir weider anzetriede fir déi, déi bei eis a mëtten ënner eis aarm dru sinn.

Ech hat Material, fir dräi Stonnen hei driwwer ze schwätzen. Dat hei ass d'Kuerzfaassung. Mäi ganze Rapport zum Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg wäerte mer vu muer un op CSV.lu zur Verfügung stellen. Ech wollt mat lech e klenge Wee goen duerch d'Indicateuren, d'Verdeelung vun dem Räichtum an de Revenuen an d'Käschte vum Liewen, fir unhand vun eise Kanner ze weisen, dass mer dréngend méi systeemesch a systematesch handele mussen.

Hei ass elo de Resumé: Dat Éischt, den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ass katastrophal héich an dat schaaft onheemlech Inegalitéiten an Exklusiounen a betréfft mëttlerweil déi ganz Gesellschaft. „Et ass ee Skandal!", gouf op engem vun den eminentesten Neijoerschpätt viru Kuerzem gesot. An et ass wouer: Dass et an dësem Land, an dësem räiche Land sou vill Leit am Aarmutsrisiko gëtt, ass näischt anescht wéi en handfeste Skandal. Dat léisst och eng auslännesch Chaîne wéi ARTE staunen.

Dat Zweet, mir kënnen un der Primär-, Sekundär- an Tertiärverdeelung schrauwen. An ech hunn zwou generell Stoussrichtunge virginn a vill Virschléi bei de Sozialtransferte versicht ze maachen.

Dat Drëtt, mir musse ganz séier urgemment am Logement schaffen.

Dat Véiert, mir brauchen e systeemeschen a systematesche Plang mat kloren Objektiver an engem Paradigmewiessel an der Sozialpolitik am Sënn vun enger „option préférentielle pour les pauves". Virun allem awer brauche mer eng Visioun. Méi Cash an d'Gesellschaft ze pompele léist offensichtlech de Problem net. Oder wéi eng Kéier e gudde Frënd a Kenner vun der Lëtzebuerger Zeen mer sot: „Wann een all d'Problemer eleng mat Sue probéiert ze léisen, da brauch ee keng Visioun."

A fënneftens a schliisslech, ronderëm dëst Theema dréine vill aner grouss Theemen, wéi zum Beispill d'Effikassitéit vun eiser sozialer Aarbecht, d'Transitioun vun eiser Gesellschaft oder och nach de qualitative Wuesstum. Mir kënne vill vu qualitativem Wuesstum schwätzen - obwuel mer dat jo leider hei elo net méi maachen -, mee de qualitativen Zoustand vun eiser Gesellschaft moosst sech dorun, wéi mer mat deene Mënschen ëmginn, déi aarm dru sinn.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Land géif et gutt goen, héieren ech oft. Ass d'Land de PIB? Oder wouraus besteet d'Land? Dach wuel éischter aus de Leit. An do geet et villen net gutt.

Fazit: Dem Land kann et esou net gutt goen. Oder: Dem Land geet et eréischt gutt, wann et de Leit gutt geet a wa se dat och mierken.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, u wat denkt Dir fir d'éischt, wann een Iech no Lëtzebuerg freet? Ech mengen, jidderee vun eis huet do eng aner Äntwert parat. Ech kann Iech awer verséchereren, dass jiddereen, deen nach ni zu Lëtzebuerg war, zimmlech warscheinlech un eppes denkt, an zwar dass Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz mat ville Banken an Investmentfongen huet an dass mir e räicht Land sinn.

Dat ass nach ëmmer eisen Image dobaussen. A jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a villen internationale Statistike sti mir mat ganz uewen op der Träppchen, zemools beim PIB a beim Akommes op de Kapp. Verstitt mech net falsch: Op dës Statistike kënnen, jo, solle mir houfreg sinn. Mee si spigelen awer net dat ganzt Bild erëm. Si kënnen d'Realitéit verzerren a verfälschen am positiven an awer och am negative Sënn. Ech kommen duerno nach eng Kéier heirop zréck.

Mee wéi gesäit et dann aus mam net verzerrten, net verfälschte Bild vu Lëtzebuerg? An nach méi wichteg: Wéi geet et de Mënschen, déi hei liewen? Mir dierften eis eens sinn, dass et eis am Verglach mat eisen europäeschen Nopere ganz gutt geet. Eis Ekonomie, déi dréit, suergt fir eng niddreg Aarbechtslosegkeet, héich Salairen an en allgemenge Wuelstand. Dat soll awer net verstoppen, dass et och an engem räiche Lëtzebuerg Mënsche gëtt, déi net esou gutt dru sinn, Mënschen, déi all Dag op en Neits kucke mussen, fir béid Enner beieneen ze kréien.

Här President, „Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit gutt goen", dat Zitat vun eisem Staatsminister Xavier Bettel ass antëscht e Leetfuedem vun der ganzer Regierungsaarbecht. Eent vun den Haaptziler vun der DP ass et, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, deenen et net esou gutt geet, deenen, déi riskéieren, an d'Aarmut ze falen, oder souguer scho vun der Aarmut betraff sinn.

Här President, wéi identifizéiere mir elo déi Leit, déi Hëllef brauchen? De Statistiker no gëllt jiddereen offiziell als aarm, dee manner wéi 60 % vum Salaire médian zur Verfügung huet. Dem Statec no wieren dat 18,3 % vun eisen Awunner. Dat ass bal all Fënneften. Dësen Taux ka schockéieren.

Mee déi wichteg Fro, déi ee sech muss stellen, ass, ob een Aarmut reng mathematesch definéiere kann. Dozou e klengt Gedankespill: Wann zu Lëtzebuerg op magesch Aart a Weis jiddereen 100-mol méi Akommes zur Verfügung hätt wéi bis elo, also kee Bierger sech méi misst Suerge maachen, net genuch Suen ze hunn, da géifen der offizieller Statistik no nach ëmmer 18,3 % vun hinnen als aarm gëllen. Dat wier mathematesch logesch, wann een Aarmut als eng reng Zuel definéiert, déi ënner engem Medianwäert läit.

Esou einfach, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et awer net. Dat gesinn och d'Vereenten Natiounen esou. An hirem Human Development Report gesi si nämlech vir, dass nieft dem Akommes och d'Liewenserwaardung, de Bildungsniveau an d'Participatioun um gesellschaftleche Liewe bei der Definitioun vun der Aarmut musse berücksichtegt ginn.

Dir gesitt, Aarmut ass e relative Begréff. En ass schwéier ze definéieren, well e vun ënnerschiddleche Facteuren ofhänkt. De Salaire eleng ka keng differenzéiert Ausso iwwert déi finanziell Situatioun vun de Leit maachen.

An hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun eisem Kolleeg Paul Galles huet d'Familljeministesch Corinne Cahen kierzlech preziséiert, dass sech en anert Bild ergëtt, wann den Taux de déprivation matérielle sévère gekuckt gëtt. An deem Fall wieren et nämlech nach 4,4 % vun de Leit, déi an der Aarmut liewen.

Eng aner Etüd vum Statec vum Oktober 2018 mam Titel „Travail et cohésion sociale" beschäftegt sech mam Budget de référence. Aus där Etüd geet zum Beispill ervir, dass d'Monoparentallen no der Reform vum REVIS net nëmmen iwwert dësem Budget de référence leien, mee och iwwert dem Seuil de risque de pauvreté.

Den Här Galles huet sech awer op d'Etüd vun der Chambre des Salariés bezunn, an där weeder de REVIS nach aner Reformen oder Sachleeschtunge berücksichtegt gi sinn. Mee och wann déi abstrakt Zuelen a Statistiken d'Realitéit net eent zu eent erëmspigelen, sou ännert dat näischt dorunner, dass d'Aarmut eng Realitéit vun eiser Gesellschaft ass. A genau dorëms geet et.

Här President, mir hunn zu Lëtzebuerg scho ganz laang ee vun de beschte Sozialsystemer op der ganzer Welt. Déi lescht Legislaturperiod hu mir de System nach méi performant gemaach. A mir wäerten dat, gleeft mer et, och an Zukunft maachen! Mir brauchen e staatlecht Sécherheetsnetz, dat esou enk gestréckt ass, dass kee méi derduerchfale kann. Ma et däerf net eist Zil sinn, fir just Sozialtransferten ze maachen an ze mengen, dass domat iergendee Problem geléist wier.

D'DP ass der fester Iwwerzeegung, dass et vill méi drëms geet, fir de betraffene Leit déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi se brauchen, fir aus der Aarmut erauszekommen. An déi Mënschen, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen, musse mir esou ënnerstëtzen, dass si net méi an eng Situatioun kommen, an där si op de Sozialsystem ugewise sinn.

Här President, Aarbechtslosegkeet ass natierlech ee vun den Haaptgrënn, firwat Mënschen dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Do ass et net verwonnerlech, dass d'Chômeuren nach ëmmer déi am stäerkste betraffe sozial Grupp sinn. Méi wéi d'Hallschent vun den Aarbechtslose riskéieren nämlech, an d'Aarmut ze falen. D'Haaptprioritéit muss et also sinn, de Leit bei der Sich no enger Aarbecht ze hëllefen.

D'Agence pour le développement de l'emploi ass do den éischten Uspriechpartner a bitt e méi personaliséierte Service, fir och Laangzäitaarbechtsloser an d'Beruffswelt ze reintegréieren. An dësem Kontext ass zum Beispill eng Weiderbildungsoffensiv lancéiert ginn. E Chômeur, dee schwéier ze placéieren ass, soll vun der ADEM bannent engem Mount e Weiderbildungsplang fir seng berufflech Zukunft kréien. D'Aschreiwung bei der Aarbechtsagence gouf doriwwer eraus vereinfacht an d'Leit kréien och en Accès, fir de REVIS unzefroen.

De REVIS ersetzt den RMG an ass eent vun den Haaptmëttel, fir géint déi finanziell Aarmut virzegoen. All Stot, dee bestëmmt Konditiounen erfëllt, huet d'Recht, de REVIS unzefroen, wann déi eege Revenuen am Mount net méi duerginn. Leit am Chômage, déi aktiv no enger Aarbecht sichen, ginn an deem Kontext mat der Allocation d'activation ënnerstëtzt.

Och hei ass d'Approche kloer: D'Zil däerf et net sinn, dass déi betraffe Leit op ëmmer an éiweg de REVIS bezéien. Eist Zil mat der Reform vum REVIS war et, fir si erëm ze aktivéieren a si geziilt um Wee zréck an d'Beruffsliewen ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Hei zu Lëtzebuerg ginn et awer och Leit, déi schaffen an awer Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, sougenannte „Working Poor".

2017 hate 85,5 % vun dëse Leit e festen Aarbechtskontrakt a 75,8 % vun hinnen hu Vollzäit geschafft. Déi rezent Erhéijung vum Mindestloun, déi zu zwee Drëttel vum Staat an zu engem Drëttel vun de Betriber finanzéiert gëtt, an déi verschidde Sozialleeschtunge sinn natierlech eng grouss Hëllef. De gratis éffentlechen Transport ab dem Mäerz 2020 oder déi gratis Schoulbicher am Secondaire wäerte respektiv hunn zu enger weiderer Entlaaschtung bäigedroen.

Jo, de gratis éffentlechen Transport ab dem 1. Mäerz dëst Joer ass net nëmmen eng ëmweltechnesch Mesure, mee och eng sozial Mesure. Ee Joresabo fir d'Laangstreck huet ëmmerhi 440 Euro kascht. Dat si vill Sue fir déi Leit, deenen et eebe finanziell schlecht geet.

Här President, virun allem bei de jonke Leit ass et awer och wichteg, fir hinne berufflech Zukunftsperspektiven ze bidden. An do muss ee scho ganz fréi an der Schoul ufänken. D'Chambre de Commerce ënnersträicht, dass d'Schoul méi soll op déi ënnerschiddlech Talenter vun de Schüler agoen. Et ass wichteg, dass d'Schoul sech un hir Schüler upasst an net ëmgedréint. Stéchwuert: ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Genau dat huet de Bildungsminister Claude Meisch gemaach. Dee ganze Bildungssystem soll sech um Prinzip vun der Chancëgläichheet orientéieren a méi sozial transparent ginn. Beispiller sinn déi fréi Förderung vun de Sproochen an de Crèchen, d'Differenzéierung am Enseignement secondaire général an d'Reform vun der Éducation différenciée.

Wann ee wëllt mat den Ufuerderungen um Aarbechtsmarché Schratt halen, muss een och reegelméisseg d'Contenue vun den eenzelne Formatiounen op de Leescht huelen an deenen haitege Realitéiten um Terrain upassen. Stéchwuert: Digitaliséierung.

D'Digitaliséierung verlaangt, dass d'Schüler esou fréi wéi méiglech spilleresch a kandgerecht un dat Digitaalt erugefouert ginn. Do sinn an der leschter Legislaturperiod scho vill Efforte gemaach ginn. Ech denken zum Beispill un d'Aféiere vun de „Future Hubs", un déi nei I-Sektioun, d'iPad-Klassen oder un de „one2one"-Investitiounsprogramm, fir dass all Schüler an Zukunft en iPad kritt. Och d'Beruffsausbildung gëtt ëmmer méi digital ausgeriicht. Wann ee gesäit, wéi nei, innovativ Beruffer am Handwierk entstinn - ech denken un den Techniker vun de Smart Technologies, de Gamedesigner, den 3D-Designer, de Gestionnaire vum E-Commerce -, dann ass dat bestëmmt och net vu Muttwëll.

Här President, déi Jonk kënne bei der Aarbechtssich Hëllef bei der Jugendgarantie froen, déi ënner anerem Informatiounen iwwert d'Emschoulung a Weiderbildung ubitt, wéi zum Beispill de Portail Lifelong Learning. De Referenzalter, fir vun der Jugendgarantie profitéieren ze kënnen, gouf jo op 30 Joer eropgesat.

Da gëtt et jonk Leit, déi net wëssen, wat si an hirem Liewe maache wëllen. Si verléiere vläicht

d'Motivatioun an der Schoul an am schlëmmste Fall brieche si d'Schoul of, ouni e Plang fir hir Zukunft ze hunn. Dofir existéiere Preventiouns- a Reintegratiounsmesurë wéi d'Maison de l'orientation an d'Antenne locale pour la jeunesse.

D'Stagegesetz wäert och deemnächst reforméiert ginn, soudass jiddereen, deen e Stage fir säi Studium maache muss, dësen och bezuelt kritt. Et ass leider heiansdo virkomm, dass den Abus mat de Stagë gemaach ginn ass, well vun de Stagiairen als bëlleg Aarbechtskräfte profitéiert ginn ass.

Ech wëll op dëser Plaz awer och ënnersträichen, dass et der DP ganz wichteg ass, dass sech d'Betriber esou e Stage och an Zukunft musse leeschte kënnen. Am schlëmmste Fall kéint et jo soss virkommen, dass d'Patrone keng Stagë méi ubidde kënnen. An domat wier jo wierklech kengem gehollef.

Et bleift och wichteg, dass an der Aarbechtswelt de CDI d'Reegel bleift, wärend de CDD nëmmen an Ausnamefäll däerf gëllen. Duerch d'Gesetz däerf e Contrat à durée déterminée och just a bestëmmte Situatiounen zum Asaz kommen, zum Beispill wann een Aarbechter muss fir eng kuerz Zäit ersat ginn. Dat muss an Zukunft nach méi kontrolléiert ginn.

Ënnert d'Bezeechnung „Working Poor" falen och vill Leit, déi Deelzäit schaffen, dorënner ganz dacks Monoparentallen, déi besonnesch vum Aarmutsrisiko betraff sinn. 2017 louch den Taux do bei 46,2 %, dat ass 2,5-mol méi héich wéi de generellen Taux fir déi lëtzebuergesch Populatioun insgesamt. Hei sinn et virun allem d'Fraen, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen. Och haut sinn et nach ëmmer éischter Frae wéi Männer, déi a manner gutt bezuelte Beruffer schaffen, a si bleiwen och nach méi dacks doheem bei de Kanner, huele sech dofir eng laang Auszäit oder hale souguer ganz op mat schaffen.

Dat ass och kee Problem, soulaang ee Partner weider schaffe geet. Et ass schliisslech jiddereng em iwwerlooss, wéi e säi Familljeliewen organiséiert. Mee wat geschitt, wann d'Bezéiung auserneebrécht, wann déi eng Pai, déi do war, op eemol ewechfält? Dann huet een zum Beispill d'Situatioun vun enger elengerzéiender Mamm, déi de Loyer bezuelen an hir Kanner ernäre muss. Si wäert mat héijer Warscheinlechkeet mussen eng Aarbecht fannen. Mee dat ass net ëmmer esou einfach, wann ee jorelaang net um Aarbechtsmaart war an nei Entwécklungen an der Beruffswelt verpasst huet. Ausserdeem muss ee jo dann och ee fannen, deen den Dag iwwer op d'Kanner oppasst. Och dat kascht Suen an da kann et finanziell ganz séier biergof goen.

Fir genee esou Situatiounen ze verhënneren, hu mir scho vill Géigemesuren an de leschte Joren ëmgesat. Dobäi wëll ech ënnersträichen, dass et net drëms geet, de Leit virzeschreiwen, wéi si hiert Familljeliewen organiséiere sollen. D'Mesurë suerge villméi derfir, dass jiddereen de Choix huet, dat selwer ze decidéieren. Fir eis steet déi finanziell Onofhängegkeet vun all Eenzelnem am Mëttelpunkt.

Un éischter Plaz steet do natierlech d'Reform vum Congé parental, wou de familljepolitesche Aspekt méi eng wichteg Roll iwwerholl huet. Déi gréisser Flexibilitéit dréit zu enger verbesserter „work-life balance" bäi. De Congé kann a Vollzäit, Deelzäit oder nach méi flexibel geholl ginn, ofhängeg vun der jeeweileger Aarbechtssituatioun vum Demandeur.

Wärend dem Elterecongé kritt ee vun der Zukunftskeess och en Ersatzrevenu ausbezuelt, deen zousätzlech an d'Luucht gesat ginn ass. Dovunner ofgesi verléiert een och net seng Pensiounsrechter. Well och dat muss ee bedenken: Wann ee jorelaang net schaffe gaangen ass, dann huet een och net an eng Pensiounskeess abezuelt, an dat si Suen, déi engem dann herno am Alter feelen.

D'Demokratesch Partei huet an hirem Walprogramm virgeschloen, fir de „Congé parental PLUS" anzeféieren. Sou kéinten d'Salariéë méi flexibel schaffen, ouni Angscht, dass si hir Pensioun verléieren. Dës Reform géif all deene Leit entgéintkommen, déi Deelzäit schaffen. De leschten Zuelen no ware 17,4 % vun hinne vum Aarmutsrisiko menacéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den neie Congé parental ass e grousse Succès. Wéi d'Zuele beleeën, ass de Congé parental och besonnesch gutt bei de Pappen ukomm. 2016 hunn nach 25 % vun de Pappen den Elterecongé ugefrot, 2017 waren et scho 45 %. Eng Hausse vun 20 % bannent engem Joer kann een definitiv als en Erfolleg bezeechnen. D'Pappe kënne méi Zäit mat hire Kanner verbréngen an de Mamme gëtt dat méi Flexibilitéit, fir Aarbecht a Famill ënner een Hutt ze kréien.

Nieft dëser gréisster Reform goufen och zousätzlech Servicer fir Familljе mat Kanner agefouert, dorënner déi 20 Stonne gratis Betreiung vun de Kanner an natierlech déi gratis Schoulbicher am Secondaire. Duerch dës Mesurë kënnen d'Familljen ëmmerhi bis zu 450 Euro pro Kand spueren. An Zukunft gëtt dann och weider an d'Familljе mat Kanner investéiert, andeems och an de Maisons relais d'Betreiung vun de Kanner an dem Fondamental wärend de Schoulwoche gratis gëtt.

Soss Sozialleeschtunge si reforméiert oder nei agefouert ginn: d'Wunngeld, d'Allocation de vie chère an de REVIS. Grad de REVIS berücksichtegt elo och d'Wunnsituatioun an d'Akommes vun engem Elengerzéiende bei der Berechnung.

Wann et ëm den Aarmutsrisiko an ëm d'Situatioun vun de Monoparentalle geet, da kënnt een net derlaanscht, fir vun der leschter Steierreform ze schwätzen. 2017 gouf schonn e grousse Schratt an déi Richtung gemaach. Duerch déi sozial selektiv Approche ass d'Steierreform besonnesch deenen zegutt komm, déi se am meeschte gebraucht hunn, nämlech de Kleng- an de Mëttelverdénger - hir Kafkraaft ass däitlech gestäerkt ginn -, mee och d'Monoparentalle krute besonnesch ënnert d'Äerm gegraff.

De Crédit d'impôt gouf zilgeriicht gehéicht. 2016 louch deen nach bei 750 Euro d'Joer. Zanter 2017 kritt en Elengerzéiende mat engem Revenu ënner 35.000 Euro elo 1.500 Euro d'Joer. De Steierkreditt gouf deemno fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft verduebelt. Bei deenen, déi do driwwerleien, gëtt de Betrag progressiv tëscht 1.500 a 750 Euro erofgesat.

Déi nächst Steierreform, déi am Finanzministère virbereet gëtt, wäert fir méi Gerechtegkeet suergen. Duerch d'Ofschafe vun den dräi Steierklasse wäert och déi éiweg Diskussioun iwwert d'Emklasséieren ophalen. An Zukunft wäert et da just nach eng Steierklass ginn.

Eng aner rezent Initiativ bei der Bekämpfung vum Aarmutsrisiko ass déi nei Assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Leit mat engem Handicap oder am Reclassement externe.

D'Office-socialle mussen och an dësem Kontext genannt ginn, well déi Büroen d'Sozialleeschtunge fir déi betraffe Persoune sécherstellen. Hei am Land ginn et 30 Sozialbüroen. Si beroden, gi Renseignementer a guidéieren d'Leit am sozioeducative Beräich, fir hinnen erëm zu méi Autonomie ze verhëllefen. An de Büroe gëtt och derfir gesuergt, dass d'Leit, déi et brauchen, Sachleeschtunge kréien a bei der Sozialversécherung affiliéiert ginn, fir just zwee Beispiller ze nennen.

Här President, et ass kee Geheimnis, de Logement dréit staark dozou bäi, dass et Leit zu Lëtzebuerg gëtt, déi Krämpes hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. Déi finanziell Belaaschtung duerch déi héich Wunnengspräisser ass grouss. D'Locatairen an d'Proprietären hei am Land mussen am Duerchschnëtt 24,5 % vun hirem Revenu fir hir Wunneng ausginn. Dëst ass d'Ausso vun enger Eurostat-Etüd, déi 2019 publizéiert gouf.

D'Offer um Wunnengsmaart ass am Verglach mat der Demande nach ëmmer vill ze kleng. Och de Staat an d'Gemenge mussen dofir vill zousätzlech Efforte maachen, fir subventionéiert Logementer zur Verfügung ze stellen.

Vum Aarmutsrisiko si besonnesch déi Leit betraff, déi e Loyer bezuele mussen, nämlech 35,8 %, am Géigesaz zu de Proprietäre mat 13,3 %. Et ass och wichteg, dass méi Immobilien op de Marché kommen, déi un d'Liewenssituatioun vun eelere Bierger adaptéiert sinn. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi al an dofir ginn Infrastrukture gebraucht, déi fir jiddereen abordabel bleiwe mussen.

Zu Lëtzebuerg ass den Taux vum Aarmutsrisiko bei der eelerer Bevëlkerung am europäesche Verglach nach niddreg. Fir dass déi eeler Leit och an Zukunft eng Plaz an engem Altersheem oder Fleegeheem bezuele kënnen, wäert d'Gesetz vum Accueil gérontologique op de Leescht geholl ginn. D'Subventioune vum Fonds de solidarité ginn analyséiert a wann néideg adaptéiert.

Eng Reform am Gesondheetssystem kéint zousätzlech zu enger sozialer Verbesserung bäidroen. D'Dokteschrechnunge bedeite fir vill Leit eng enorm finanziell Belaaschtung a si kënnen net esou laang waarden, bis si d'Sue vun der Krankekeess rembourséiert kréien.

Am Moment ass et fir Mënsche mat finanzielle Schwieregkeeten dofir méiglech, den „tiers payant social" unzefroen. D'Prozedur gesäit vir, dass een d'Demande fir den „tiers payant social" beim zoustännegen Office social maache muss. Mam Accord kritt een dann e Carnet mat gielen Etiketten, déi fir all Familljemember getrennt nom Numm gëllen. Dat ass net nëmmen ëmständlech fir déi betraffe Leit, mee vill vun de Betraffene wëlle sech och net déi Bléisst ginn, fir all Kéier bei den Office social ze lafen.

De Prinzip vum Tiers payant ass u sech e gudde System. D'DP huet virun de leschte Chamberwale gefuerdert, dass virun allem d'Käschte vun de Patiente musse reduzéiert ginn an dass d'Prozedur fir de Remboursement duerch d'CNS muss méi einfach a méi séier ginn. Ech sinn och frou, dass eis Iddi vun enger digitaler Gesondheetskaart hire Wee an de Koalitiounsprogramm fonnt huet. Do ginn an Zukunft net nëmme wichteg Informatioune fir de Patient gespäichert, mee domadder gëtt och d'Bezuele vun den Dokteschrechnunge méi einfach.

Här President, ech hunn et uganks vu menger Ried gesot, dass esou e räicht Land wéi Lëtzebuerg relativ aarm dru wier, wa mir näischt géifen ënnerhuelen, fir deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft eng Hand unzepaken. D'Aarmut ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg. Esou wéi et net deen ee Grond gëtt, fir an d'Aarmut ze rutschen, wäert et och net déi eng Zauberléisung ginn, fir d'Aarmut vun haut op muer aus der Welt ze schafen.

Duerch déi ernimmt Mesuren huet d'Regierung hir Verantwortung iwwerholl, fir dat soziaalt Netz méi enk ze strécken. D'Steierreform vun 2017, d'Erhéijung vum Mindestloun, de REVIS, d'Subvention loyer an esou weider hunn déi finanziell Situatioun vu ville Stéit verbessert. Do derbäi däerfe mir awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net stoe bleiwen.

D'Individualbesteierung, d'Indexéierung vun de Familljeleeschtungen zum Enn vun der Legislaturperiod an d'Reform vum Gesetz zum Accueil gérontologique si just e puer Projeten, déi nach an Zukunft ëmgesat solle ginn, fir dem Aarmutsrisiko entgéintzewierken. An d'DP ass prett, dëse Wee bis zum Schluss weiderzegoen, hin zu enger méi sozialer Gerechtegkeet an zu méi Liewensqualitéit fir all d'Leit zu Lëtzebuerg. De Koalitiounsprogramm gëtt kloer d'Richtung vir a mir setzen dat ëm.

An deem Sënn reechen ech am Numm vun der Koalitioun eng Motioun an, Här Chamberspresident, déi d'Regierung dozou opfuerdert, hir Ustrengunge géint den Aarmutsrisiko am Land weiderzeféieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- consciente que la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale demeure un réel défi au Luxembourg ;

- considérant les récents efforts déployés par le Gouvernement dans le domaine de la politique sociale, dont notamment :

• l'introduction du nouveau dispositif du Revenu d'inclusion sociale (REVIS) qui agit contre la pauvreté des enfants et des familles monoparentales, tout en favorisant une approche d'inclusion sociale ;

• l'augmentation du salaire social minimum avec effet rétroactif au 1er janvier 2019 ;

• la mise en place d'un nouveau congé parental plus flexible qui réduit davantage le risque de tomber dans la pauvreté ;

• la réforme de l'assurance dépendance ;

• la révision des critères d'éligibilité de la subvention loyer ;

• l'introduction d'une assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les personnes handicapées et en reclassement ;

• l'adaptation du barème et des critères d'attribution de l'allocation de vie chère ;

• la mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 qui a renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes ;

• l'introduction de la gratuité des transports publics à partir du 1er mars 2020 ;

• l'introduction de la gratuité des manuels scolaires pour les élèves de l'enseignement secondaire ;

• l'introduction de la gratuité de l'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'éducation plurilingue au niveau de la petite enfance ;

- considérant l'indexation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités au 1er janvier 2020, ainsi que l'ajustement des pensions et rentes à la même date ;

- considérant que le Gouvernement s'est clairement prononcé, dans l'accord gouvernemental pour le maintien du système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, contribuant à garantir une revalorisation du pouvoir d'achat des ménages ;

- saluant que l'accord de coalition accorde de nouveau une importance particulière aux mesures de lutte contre le risque de pauvreté, de précarité et de l'exclusion sociale,

invite le Gouvernement

- à poursuivre, d'une manière générale, ses efforts en faveur d'une politique sociale ambitieuse visant à réduire l'écart grandissant des revenus, à renforcer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, tout en portant une attention particulière à la structure des salaires et à une politique fiscale équitable ;

- à prendre en considération la gratuité de certaines prestations dans les indicateurs de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;

- à poursuivre ses efforts pour la protection des droits des salariés, la défense de conditions de travail dignes et la promotion de relations de travail stables, notamment par l'adaptation du droit du travail et de la sécurité sociale à l'évolution du numérique dans le monde du travail ;

- à œuvrer en faveur d'une couverture universelle afin d'assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, conformément à l'accord de coalition ;

- à poursuivre les efforts réalisés dans le domaine de l'éducation et de la formation pour réduire les inégalités à l'école et pour parvenir ainsi à une véritable égalité des chances ;

- à continuer sa démarche relative :

• à l'élaboration d'une réforme de l'accueil gérontologique en analysant, entre autres, les tarifs actuels et à procéder, le cas échéant, à une adaptation du barème ;

• au développement d'un concept de maisons de soins pour des personnes sans-abri vieillissantes ;

- à introduire, conformément à l'accord de coalition, la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires ;

- à réintroduire, conformément à l'accord de coalition, l'indexation des prestations familiales sans rattrapage en fin de législature ;

- à élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes et des familles monoparentales ;

- à accorder une attention particulière à la création d'emplois pour jeunes et pour les populations menacées de marginalisation ;

- à poursuivre le développement de projets innovants et l'évaluation externe de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2020/2021 ;

- à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré et abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes mettant en œuvre une politique ambitieuse de création de ce type de logements ;

- à faire des efforts pour que la rétention et la spéculation foncières soient contenues de façon à ne pas alimenter la hausse des prix et des loyers ;

- à renforcer l'arsenal des mesures contre la pauvreté énergétique afin d'inclure pleinement toutes les personnes à revenus modestes dans la transition énergétique.

(s.) Max Hahn, Gilles Baum, Djuna Bernard, Tess Burton.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Zu de ville Mesuren an dëser Motioun gehéieren ënner anerem d'Efforten an der Educatioun an an der Ausbildung, fir d'Inegalitéiten ze reduzéieren an d'Chancëgläichheet ze förderen, d'gratis Kannerbetreiung an de Maisons relais wärend de Schoulzäiten an d'Entwécklung vun engem Konzept fir Fleegeheemer fir Obdachloser. Ech hunn déi da grad hei deposéiert. A wéi gesot, jiddereen ass fräi, fir déi dann och natierlech nach däerfe mat ze ënnerschreiwen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech géif virun allem awer och dem Interpellant Paul Galles e ganz grousse Merci soen, dass hien eis déi Debatt hei op den Ordre du jour gesat huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Hahn, erlaabt Der, datt den Här Galles Iech nach eng Fro stellt?

M. Max Hahn *(DP).*- Selbstverständlech. Jo.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Och merci, Här Hahn, fir dee ganz interessanten Exposé. Zwou Saachen: Dat Eent, dat ass e Fait personnel, well Der mech genannt hutt mat där Etüd vun der Chambre des Salariés. Ech wëll nach eng Kéier

drop hiweisen, dass ech och déi aner, also Statec, Chambre de Commerce, awer och all déi aner Saache genannt hunn.

M. Max Hahn *(DP).*- Absolutt. Ech hat just op eng Question parlementaire higewisen. An do war déi eeben …

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Ganz gutt. Jo, jo, voilà! Well et och wichteg hei fir mech war ze soen: „Kommt, mir kucken dat emol eng Kéier vum Referenzbudget hier!"

M. Max Hahn *(DP).*- Absolutt.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Da si mer do bei der Chambre de Commerce a kucken, ob dat anert net do derbäiféiert.

Déi Saach, déi ech awer elo wollt froen, dat ass dat Gedankespillche mat deem 100-mol de Revenu erhéijen. Ass Iech bewosst, dass, wann Dir 100-mol de Revenu fir se alleguerten erhéicht a mer bei deenen 18,3 % bleiwen, mer dann och d'Inegalitéiten 100-mol erhéijen? Well déi 18,3 %, och wann Der elo mam Medianakommes spillt fir ze soen: „Da bleiwen et 18,3 %", soe jo eigentlech aus, wéi d'Inegalitéite bestinn, wéi grouss d'Inegalitéite sinn. Ass Iech bewosst, dass dat an dësem Fall eeben och sech géif verhonnertfachen, dass déi Inegalitéite géifen dann 100-mol méi grouss ginn, wuel wëssend, dass et zum Beispill géif de Problem léisen, dass et méi no géif bei de Referenzbudget kommen an héchstwarscheinlech souguer 98-mol driwwer?

Just fir Iech awer nach eng Kéier ze soen, dass een déi Zuel an deen Indicateur vum Aarmutsrisiko net däerf falsch verstoen. An ech hunn elo e bësse Bedenken oder Angscht, dass dat e Versuch war, en e bëssen ze denigréieren.

M. Max Hahn *(DP).*- Mat Sécherheet net. Wann dat Är Impressioun sollt gewiescht sinn, dat war ganz sécher net d'Zil. Ech hunn och probéiert, dat a menger Argumentatioun eropzebréngen. Ech hu just gesot, dass een net eleng dee Wäert kann huelen als Approche. An et ass jo och dat, wat international Statistike soen. Et war op alle Fall e bëssen dann dat, wat ech wollt domat matdeelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci nach eng Kéier, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 18,3 % vun der Bevëlkerung waren dem Statec no 2018 hei zu Lëtzebuerg dem Aarmutsrisiko ausgesat. 18,3 % - eng Zuel, déi u sech net vill iwwert d'Liewen, d'Schicksaler an d'Situatioune vun deene Leit ausseet, déi hannert dëser Zuel stinn. Niewent der Fro vum Moossinstrument vum Aarmutsrisiko ass eng domat verbonnen Analys awer vill méi wichteg: eng Analys, fir ze wëssen, wat d'Grënn an d'Auswierkunge vun deem Aarmutsrisiko sinn, wourunner et - laut dem Taux - ronn 110.000 Leit am meeschte feelt a wéi d'Politik, awer och d'Gesellschaft am beschte kënne reagéieren, fir dëser Zuel an de Problemer, déi sech dohannert verstoppen, entgéintzewierken.

Ouni de Problem wëlle klengzerieden a well den Här Galles jo och no der Façon adéquate freet, fir d'Aarmut ze berechnen, si mer der Meenung, dass et net eleng duergeet, den Aarmutsrisiko unhand vum Salaire médian ze berechnen.

D'Situatioun vum Aarmutsrisiko gëtt net eleng vun der Pai beaflosst, déi de Mënsch kritt. Doriwwer eraus entsprécht dësen Taux net der Wierklechkeet, well all déi sozial Leeschtungen, déi virun allem déi lescht Jore vun der Koalitioun ëmgesat goufen, net berücksichtegt ginn. Well grad dës Koalitioun geet konsequent op de Wee, fir de Leit an éischter Linn duerch Sachleeschtungen ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech denken hei zum Beispill un d'gratis Schoulbicher, un d'gratis Kannerbetreiung oder de gratis ëffentlechen Transport, deen an engem Mount Realitéit gëtt. All dës wichteg Hëllefe gi bei deem rigide Moosse vum Aarmutsrisiko, wéi mer en haut kennen, net matabegraff. Dofir tendéiere mir éischter dozou, fir an Zukunft nach op aner Indicateuren zréckzegräifen.

Eurostat rechent zum Beispill de Prozentsaz vun de Leit, déi sech an der Situatioun vun enger „privation matérielle grave" befannen. Dës Rechnung soll méi objektiv Krittäre begräifen. Eurostat geet hei vun néng Krittären aus. Erfëllt een der dovunner véier, fält ee laut Eurostat ënnert dës Privatioun. Wann een zum Beispill Problemer huet, säi Loyer ze bezuelen, net déi néideg Moyenen huet, fir doheem richteg ze hëtzen, plëtzlech Ausgaben net ka stäipen a sech keng Wäschmaschi ka leeschten, da befënnt ee sech an där Aarmutssituatioun, wéi Eurostat se definéiert.

2016 war zu Lëtzebuerg 1,3 % vun der Populatioun vun esou enger Situatioun betraff. Eng zimmlech niddreg Zuel. De Grand-Duché hat domadder a ganz Europa deen niddregste Prozentsaz vu Leit, déi an esou enger Situatioun waren.

D'Resultat ass virun allem duerch eis vill sozial Hëllefe bedéngt. Fir méi genee ze wëssen, wéi eng sozial Hëllefstellung deene betraffene Leit weider am beschte kéint aus hirer prekärer Situatioun eraushëllefen, sollt ee sech och dës Zuelen am Detail ukucken an analyséieren.

Nieft dësen Indicateure wär et awer och vläicht néideg, eng Kéier iwwer e spezifescht Moossinstrument fir Lëtzebuerg nozedenken, wat ënner anerem all eis Sozialleeschtunge mat consideréiere géif an esou op déi reell Situatioun hei zu Lëtzebuerg géif agoen.

Här President, bei all deem Gerechens muss een awer oppassen, dass een d'Leit, déi hannert deenen Zuele stinn, net vergësst. Jo, d'Geld kann engem d'Liewe méi einfach maachen. Mee d'Liewe besteet awer net nëmmen aus Geld. D'Leit sichen ëmmer méi no eppes anerem.

Mir stelle fest, dass mëttlerweil vill Salariéë bereet sinn, op eng gewëssen Zomm Geld ze verzichten, wa se dofir e manner wäite Wee op d'Aarbecht hunn. Et geet hinnen ëm d'Liewensqualitéit. Mir stelle fest, dass mëttlerweil ëmmer méi Leit no enger Aarbechtszäitreduzéierung froen. Och hei geet et de Leit ëm d'Liewensqualitéit. Si wëlle méi Zäit hu fir Famill an hir Kolleegen oder och fir d'Gesellschaft. Vill Leit engagéiere sech gären am Benevolat, sief dat am Sport, an der Kultur, an der Politik oder och grad am soziale Beräich. Fir deene wichtege gesellschaftlechen Engagementer nozekommen, sollte mir de Leit hei entgéintkommen.

Och wënsche sech d'Leit méi Zäit fir hir Famill, fir hei just d'Beispill vum Congé parental ze nennen, deen en enorme Succès säit der Reform huet.

Fir eis ass et wichteg, dass mir d'Realitéit am A behalen, net nëmmen iwwer Geld a Materielles schwätzen, mee kucken, wéi eng Besoinen de Leit ganz uewe leien. Net ouni Grond huet de Budgetsrapport vum Yves Cruchten sech ëm de PIBien-être gedréit. An och dës Woch hu mer nach eng Kéier d'Geleeënheet, eis domadder heibannen ze beschäftegen. Et ass wichteg, dass mir d'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vun de Leit bei all eisen Iwwerleeungen an d'A faassen, grad wa mer och iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass sécher wichteg a richteg, fir besser Outilen ze hunn, fir d'Aarmut ze moossen. Mee um Enn ass dat Wichtegst, dass ee sech bewosst ass, dass hannert deenen Zuele mënschlech Schicksaler stinn, dass et Leit hei zu Lëtzebuerg ginn, déi um Enn vum Mount Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dofir si mer als LSAP frou, dass deen heiten Debat haut de Mëtten hei stattfënnt. Merci, Här Galles! Dat gëtt eis och d'Geleeënheet, eis Iddien a Visiounen nees eng Kéier oppenzeleeën, an och d'Geleeënheet, fir déi geleescht Aarbecht vun der LSAP an de leschte Regierungen ervirzehiewen, well d'LSAP sech kontinuéierlech fir den Erhalt an den Ausbau vun eisem Sozialsystem agesat huet.

Eurostat bestätegt dës Beméiung. Den Taux vun de Leit, déi vun enger Privation matérielle grave betraff sinn, läit wéi gesot bei 1,3 %, an dat läit virun allem un deene Sozialleeschtungen, déi et hei am Land ginn an déi vun deene leschte Regierungen och duerch sozialistesch Virstéiss ëmgesat gi sinn.

Ech denken hei zum Beispill am Beräich vun der Educatioun un d'gratis Kannerbetreiung. Mir hunn d'gratis Schoulbicher am Secondaire agefouert an d'Studentebourse ass no soziale Krittären opgebaut ginn.

Am Beräich vun der Aarbecht denken ech un d'Eropsetze vum Mindestloun ëm 100 Euro, un d'Gesetz, fir dem Laangzäitchômage an dem Chômage vun eelere Leit entgéintzewierken, d'Loungläichheet zwësche Fra a Mann, déi am Gesetz verankert ginn ass, d'Jugendgarantie, déi agefouert ginn ass, eng éischt Aarbechtszäitverkierzung mam zousätzleche Congésdag a mam neie gesetzleche Feierdag, de Congé parental, dee méi flexibel gestalt ginn ass, wou och de Montant eropgesat ginn ass, de Pappecongé, deen ausgebaut ginn ass.

Weider Leeschtunge sinn d'Ännerung vun den Zougangsbestëmmunge bei der Allocation de vie chère, soudass méi Leit a Stéit dovunner profitéiere kënnen, d'Reform vum RMG, dem haitege REVIS, d'Reform vun der Assurance dépendance, d'Subvention loyer, déi agefouert ginn ass, d'Steierreform vun 2017 mat, ënner anerem, dem Crédit d'impôt monoparental an der Entlaaschtung vun de klengen a mëttlere Stéit, déi hei gestëmmt ginn ass, fir esou d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, fir just en Deel vun all dëse soziale Mesuren ze nennen, déi mat der LSAP an deene leschte Regierungen ëmgesat gi sinn.

Dass d'Ëmsetze vun all deene Mesurë richteg war, dat beleet souguer den dach rigiden Taux vum Aarmutsrisiko, well ouni all dës staatlech Interventiounen den Taux vun deene Leit, déi vum Aarmutsrisiko betraff sinn, net bei 18,3 % géif leien, mee bei 27,5 %. Dofir musse mer weider an dës Richtung schaffen, dass mer duerch e staarke Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg d'Leit virum Aarmutsrisiko rette kënnen an hinnen e würdegt Liewen hei zu Lëtzebuerg erméigleche kënnen.

Här President, wann ech vun engem „würdege Liewe" schwätzen, kommen ech net derlaanscht ze erwänen, dass déi vill Hëllefstellungen, déi de Staat bitt, dach fir vill Leit awer penibel sinn. Unzeerkennen: „Jo, ech sinn aarm", a sech dann op de Wee vun deenen néidegen Ämter ze maache bezéiungsweis sech plakeg auszedoen, all Akommes a seng ganz Situatioun oppenzeleeën, fir an den Usproch op déi eng oder aner Aide ze kommen, ass keen einfachen Akt.

Déi sozial Hëllefe si wichteg an och néideg. Mee d'Reegel muss et sinn, dass ee vu senger Aarbecht hei zu Lëtzebuerg uerdentlech liewe kann. An dat muss eist gemeinsaamt Zil sinn, dass mir an deem räiche Lëtzebuerg jidderengem aus eiser Gesellschaft e Liewen an Dignitéit erméigleche kënnen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, fir der Zuel 18,3 % e Gesiicht ze ginn, wien hei zu Lëtzebuerg vum Aarmutsrisiko betraff ass, da wären dat laut der Statistik jonk elengerzéiend Matbierger mat Migratiounshannergrond an enger gerénger Qualifikatioun, déi vum Chômage betraff wären.

Ier ech awer op dës Leit aginn, wëll ech virdrun nach kuerz d'Altersaarmut erwänen, well en aneren Deel vun eiser Populatioun, déi an Aarmut lieft, eis eeler Matbierger sinn. Den Taux de pauvreté ass statistesch gesi bei eisen eelere Matbierger méi niddreg wéi bei eiser ganzer Populatioun. Mee dëst Bild ass awer nëmmen zum Deel richteg, well et och hei zu Lëtzebuerg Altersaarmut gëtt.

Betraff sinn hei ënner anerem gescheete Fraen, déi hir berufflech Aktivitéit ënnerbrach hunn a keng oder keng komplett Pensiounskarriär hunn. Dofir ass et wichteg, dass mir derfir suergen, dass d'Frae gradesou wéi d'Männer an hirem Liewensprojet och déi eegen Existenz an hir Altersofsécherung net aus den Ae verléieren.

Dovun ofgesi gëtt et awer nach eng aner verstoppte Form vun Altersaarmut, well mir sinn der Meenung, dass et net däerf sinn, dass Leit, déi e Liewe laang geschafft hunn, um Enn musse fäerten, hiert Altersheem oder hir Fleeg net finanzéiert ze kréien. Mir kënnen an dierfen net akzeptéieren, dass Mënschen, déi net déi déckste Pensioun hunn, herno zum Assistéierte ginn.

Här President, ech wëll dann op d'Monoparentallen ze schwätze kommen. Si gehéieren nämlech zu där Kategorie, déi am meeschte vum Aarmutsrisiko betraff ass, an dat mat engem Taux vu 40 %. En Taux, deen allerdéngs liicht réckleefeg ass, wat ënner anerem mat den Ustrengunge vu Rout-Blo-Gréng ze dinn huet. Ech denken hei zum Beispill un d'Hausse vum Crédit d'impôt monoparental grad wéi un d'Nobesserunge beim REVIS fir Stéit, an deene Kanner mat just engem Elterendeel liewen.

E ganz schlëmmen Zoustand hei zu Lëtzebuerg ass dee vun der Kanner- a Jugendaarmut. Dem LISER no waren 2014 8 % vun enger Situatioun vun der Deprivatioun, déi ech virdrun erkläert hat, betraff. Kuckt een dann nach weider a gesäit, dass d'Kanner vu Monoparentallen zu 30 % betraff sinn, ass dat eng ganz schlëmm Situatioun. Den Ënnerscheed an der EU vum Taux tëscht Kanner mat zwee Elteren an deene vu Monoparentallen, déi vun enger Situatioun vun Deprivatioun betraff sinn, ass néierens esou grouss wéi hei zu Lëtzebuerg.

Déi familiär Situatioun, an domat de Portmonni vun den Elteren, dierf net iwwert d'Zukunft vun engem Kand decidéieren. Mir dierfen net zouloossen, dass den Trend „Aarmut verierft sech" Realitéit gëtt. Mir mussen deene Kanner hëllefen, de sozialen Opstig ze packen. D'Politik ass hei méi wéi jee gefuerdert. Eis Kanner sinn nämlech dat Wäertvollst, wat mir hunn. Si sinn d'Zukunft vun eisem Land. Si sollen d'Erausfuerderunge vu muer léisen an dofir musse mir si beschtméiglech dorop virbereeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Fir dëst ze erreechen, wëll ech op véier Punkten agoen: éischtens d'Educatioun, zweetens d'Aarbechtswelt, drëttens de Logement a véiertens de Klimawandel - ugefaange mat der Educatioun:

D'Schoul muss erëm zum Garant ginn, fir de sozialen Opstig ze packen. Eng gutt schoulesch Ausbildung ass nämlech d'Fundament fir d'Zukunft vun all Kand an de beschte Wee, fir net an d'Aarmut ze falen. Dofir muss an eiser Schoul all Kand, egal aus wéi enge Verhältnisser et kënnt, eng Chance hunn, fir op sengem Wee ze reusséieren. An dat kann nëmme geschéien, wann eis Schoule sech weider un eis ënnerschiddlech Schüler upassen an och de Rôle vun eisem Léierpersonal erëm gestäerkt gëtt, well si sinn dee wichtegste Facteur, dermat all Kand begleet gëtt, fir de Wee duerch eise System ze packen.

Et goufen déi lescht Jore vill Reformen an der Educatioun ëmgesat, déi elo musse gräifen. Mee mir musse weider un eisen Erausfuerderunge schaffen, dass mer garantéiere kënnen, dass een duerch d'Schoul de sozialen Opstig ka packen.

Här President, der Heterogenitéit vun eise Kanner muss, fir eng optimal Schoullafbunn, an der Educatioun Rechnung gedroe ginn. Dat gouf mat der Fréisproocheférderung ugefaangen, wou elo an all fréikandheetlecher Struktur déi franséisch. awer och déi lëtzebuergesch Sprooch muss gefërdert ginn. Och d'Offer un ëffentlechen internationale Schoulen, déi hir Dieren déi lescht Joren opgemaach hunn, ass e Schrëtt an dës Richtung.

Mee et ginn och Kanner, déi net an där normaler Schoul Fouss faasse kënnen, sief et, dass se einfach méi lues sinn, dass se dem Drock net gewuess sinn oder soss net an déi „normal Schabloun" passen. Dëse Kanner bleift meeschtens näischt aneres iwwreg, wéi entweeder op Privatschoulen oder Schoulen am Ausland auszewäichen, an dat obschonns mir eis d'Inklusioun op de Fändel schreiwen, woubäi et net nëmmen ëm behënnert Kanner a Schüler geet, mee och ëm déi, déi eebe misste méi individuell gekuckt ginn. Virun allem an de Lycéeë feelt et hei un där néideger Offer.

Och am Fondamental musse mer weider un der Inklusioun schaffen, dat an där formaler wéi och an der nonformaler Bildung. Mir brauchen hei méi Educateuren a Fachpersonal, fir mat deene Kanner ze schaffen an och esou den Enseignant ze entlaaschten, dass dee sech erëm méi op d'Schoulhale ka konzentréieren.

Doriwwer eraus muss och un d'Qualitéit vun de Maison-relaise geduecht ginn. Grad am fréikandlechen Alter ass et wichteg, dass d'Kanner Bezuchspersounen hunn an awer och emol zur Rou komme kënnen. Gradesou wichteg ass awer och hiert Doheem. Hei musse mir vläicht iwwer Moossnamen nodenken, wéi een och den Elteren erëm méi Zäit fir hir Kanner kéint ginn. Eng Aarbechtszäitreduzéierung wär hei eng Méiglechkeet, op déi ech gläich nach wëll agoen.

Här President, d'Chancëgläichheet muss an der Schoul zu 100 % gi sinn. De sozioekonomesche Background dierf keen Ënnerscheed maachen. Fir dass dat esou ass, muss d'Regierung weider Initiativen huelen. Eng dovunner dierft déi gratis Aide aux devoirs, also professionell Nohëllef, sinn, déi och am Koalitiounsprogramm steet. Et dierf net sinn, dass Kanner, déi mat Problemer an der Schoul ze kämpfen hunn, opgrond vum Portmonni vun den Eltere keng Nohëllef kënne kréien.

Nieft der Heterogenitéit vun eise Kanner, där Rechnung gedroe muss ginn, ass awer eist Léierpersonal de Schlëssel fir d'Reussite vun eise Kanner an der Schoul. D'Léierpersonal gëtt all Dag mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert. Oft sinn et verhalensopfälleg Kanner, déi dem Enseignant d'Schoulhale méi schwéier maachen. Kuckt ee sech de Background vun deene verhalensopfällege Kanner un, sinn et oft Kanner aus sozial schwaache Verhältnisser. D'Léierpersonal muss hei méi ënnerstëtzt ginn, dermat d'Schoulhalen zesummen - jo, zesummen! - mat dëse Kanner besser fonctionéiert.

Doriwwer eraus musse mer dem Léierpersonal déi Moyenen zoukomme loossen, fir dass si seriö Schoul hale kënnen. Hei spillt och déi administrativ Aarbecht vun den Enseignanten, déi déi lescht Joren zougeholl huet, eng Roll. Sécher ass se heiansdo noutwendeg. Mee och hei musse mer kucken, wéi mer d'Léierpersonal besser ënnerstëtze kënnen, dass hinne keng Zäit verluer geet, fir Schoul ze halen. Och d'Zesummenaarbecht mat deenen nei agefouerten Direktioune muss um Terrain nach verbessert ginn.

Schlussendlech musse mer och garantéieren, dass dat qualifizéiert Personal, wat an der Schoul gebraucht gëtt, och zur Verfügung steet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kanner sinn d'Zukunft. Si sinn déi Erwuesse vu muer. An ech hoffen, dass eis Kanner muer manner dem Risk vun der Aarmut ausgesat sinn, wéi dat haut nach de Fall ass. D'Educatioun leet do de Grondsteen, d'Educatioun ass den Aarmutsrisikobekämpfer Nummer eent an domadder och weiderhi fir d'LSAP eng Prioritéit.

No enger gudder schoulescher Ausbildung ass et wichteg, dass dee jonke Mënsch an der Aarbechtswelt Fouss faasst. All Mënsch soll eng sécher Aarbechtsplaz hu mat gudden Aarbechtskonditiounen an engem faire Loun, engem Loun, deen et engem erlabe soll, würdeg hei zu Lëtzebuerg ze liewen. D'Lutte géint de Chômage muss dofir konsequent weidergefouert ginn. D'Zil muss et sinn, dass jiddereen um Aarbechtsmaart eng Chance huet.

D'Eropsetze vum Mindestloun ëm 100 Euro am leschte Joer gradesou wéi d'Festhalen um Indexsystem si wichteg Mesuren, fir d'Salairen unzepassen an och deene klenge Leit méi Kafkraaft zoukommen ze loossen. D'Steierreform, déi d'nächst Joer kënnt, muss och hei nach eng Kéier noleeën a virun allem déi kleng Revenuen entlaaschten.

Här President, an der Aarbechtswelt bleift awer nach vill um Bien-être vun de Leit ze maachen, wéi zum Beispill och de leschte „Quality of Work Index" vun der Salariatskummer beleet. D'Arbeitneemer sinn absolutt Demandeur fir eng Aarbechtszäitreduzéierung. Sou wéilten d'Männer am Schnëtt an der Woch gären zwou Stonne manner schaffen, d'Frae souguer hir 40-Stonne-Woch ëm fënnef Stonne kierzen, dat, fir d'Organisatioun vun hirem Privatliewen, heescht och d'Erzéie vun hire Kanner, nees besser geréiert ze kréien an och einfach nees déi néideg Zäit fireneen ze hunn.

Wann een da bedenkt, dass duerch d'Digitalisatioun enorm vill Zäit an och Profitt gewonne ka ginn, da si mer der Meenung, dass ee vun deem Gewënn och de Salariéen eppes muss zeguttkomme loossen. Dass dëst méiglech ass, weise Projeten, wou esou Reduzéierungen net nëmme getest, mee och ëmgesat gi sinn. A Schwede beispillsweis gouf de Sechsstonnendag getest. D'Resultat: D'Leit ware manner krank, méi produktiv a méi zefridden. Hire Bien-être konnt domat enorm gesteigert ginn.

En anert positiivt Beispill liwwert Microsoft, déi a Japan e Weekend vun dräi Deeg agefouert hunn. D'Produktivitéit vun dëser amerikanescher Multinationall ass ëm 39,9 % geklommen. Dat beweist, dass och d'Kompetitivitéit vun de Betriber duerch eng Aarbechtszäitreduzéierung an d'Luucht ka goen.

Här President, ech sot et schonn e puermol: „Jiddweree soll vu sengem Salaire kënne liewen." Dat ass eist Zil, dat mir awer nach net erreecht hunn. En Trend, deen zouhëlt, ass dee vun de sougenannte „Working Poor", Leit, déi trotz Aarbecht Problemer hunn, fir vun hirem Salaire liewen ze kënnen. Mëttlerweil sinn et 13,5 % vun de Lëtzebuerger, déi vun dësem Problem betraff sinn a soumat natierlech der Aarmut direkt ausgeliwwert sinn. Lëtzebuerg huet hei den zweethéchste Prozentsaz an der Europäescher Unioun.

Här President, dësem Trend muss duerch fair a sécher Aarbechtsplaze mat entspriechende Léin entgéintgewierkt ginn. Den CDI muss d'Norm sinn an de CDD just a spezielle Fäll kënnen agesat ginn. Wichteg sinn hei och d'Reformen ëm d'Stagegesetz. Studenten, déi wärend hirer Ausbildung oder hirem Studium e Stage an enger Entreprise wëllen oder musse maachen, dierfen net als bëlleg Aarbechtskraaft genotzt ginn.

An, Här President, och déi lescht Joren iwwer hu mer eist Aarbechtsrecht ëmmer erëm gestäerkt. Ech denken hei zum Beispill un d'Gesetz, fir de Laangzäitchômage ze bekämpfen, awer och un d'Garantie pour la jeunesse, déi duerch de fréieren Aarbechtsminister Nicolas Schmit hei am Land, awer och europawäit agefouert ginn ass, fir deene Jonken eng séier Perspektiv a Form vun enger Aarbecht oder enger Formatioun kënnen ze bidden.

Fir den Aarbechtsmaart un d'Ufuerderunge vun haut unzepassen, waren awer och d'Bestëmmungen ëm den Teletravail souwéi d'Aféierung vun den Zäitspuerkonte wichteg Schrëtt. Elo gëllt et, den Aarbechtsmaart zesummen op déi nei Erausfuerderungen, déi och duerch d'Digitalisatioun wäerte kommen, virzebereeden.

Här President, ech hunn eng ganz Rei vun Hëllefen opgezielt, déi mer verbessert an zum Deel nei agefouert hunn. Dës Hëllefen alleguer wäerten awer à long terme näischt aneres méi si wéi eng Drëps op de waarme Steen, wa mer d'Haaptursaach vun der Aarmut net an de Grëff kréien. An dat ass de Problem vun eisem Logement.

Fir den Aarmutsrisiko ze berechnen, gi mer jo vu 60 % vum Salaire médian aus, mee souguer mat deem Salaire selwer, dee bei 3.300 Euro läit, gëtt et ëmmer méi eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir eppes ze lounen, net ze schwätze vun der Optioun, fir selwer Proprietär ze ginn. Dass 1.000 Proprietäre quasi iwwert d'Hallschent vun den Terrainen hei am Land besëtzen an déi als rengen Invest, also Spekulatiounsobjet, gesinn, wärend e Groussdeel vun eiser Populatioun, an dozou zielen zemools déi Jonk, sech keen Daach méi iwwert dem Kapp kënne leeschten, ass net ze akzeptéieren!

Här President, eppes, wat elo mat der Steierreform soll ëmgesat ginn, dat och esou am Koalitiounsaccord niddergeschriwwen ass, ass d'Ofschafe vun de Privileegie vun de sougenannten „FISen". Et geet heibäi ëm intransparent Fongen, Terrainen an Immobilien ze blockéiere mam Zil vun der Wäertsteigerung, also der Spekulatioun, an dorobber net vill Steieren ze bezuelen.

E weidere Moyen, fir extern Aflëss an domat verbonne Präishaussen um Wunnengsmarché ze limitéieren, wär déi sougenannt - si ass och schonn ugeschwat ginn - „Lex-Koller-Reegelung", déi mer och a lëtzebuergescht Recht wëllen ëmwandelen. Och hei wäert d'LSAP deemnächst konkreet ginn. Et geet drëms, eise Wunnengsmaart fir d'Spekulatioun aus dem wäiten Ausland zouzemaachen.

Fir eise Logementsproblem ze bekämpfen, mussen de Staat an d'Gemenge mat all de jeeweilegen Acteure schnellstméiglech fir bezuelbare Wunnraum suergen, dat mat alle Mëttelen: selwer bauen, Baulücken an eidel stoend Haiser duerch progressiv Steieren esou séier wéi méiglech aktivéieren an dobäi och iwwer nei Wunnformen nodenken a wann néideg legiferéieren. De Pacte Logement 2.0 setzt hei éischt Akzenter an déi richteg Richtung.

Här President, de Logementsproblem verschäerft net nëmmen den Aarmutsrisiko, mee léisst och d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi wäit auserneegoen. Dat beweisen och d'Zuele vum Statec aus dem leschte Joer: Grad fir den ënneschte Fënneftel vun de Menagë sinn d'Präisser vum Logement iwwerproportional séier geklommen, vill méi séier wéi hir Paien.

D'Iddi, dass d'Loyerspräisser nach maximal no der respektiver Inflatiounsrat dierfte klammen, wier hei also eng Optioun, déi ze préiwe wier. Präishaussë vum Loyer vun iwwer 10 %, wéi mer se mëttlerweil kennen, géifen et domadder net méi ginn.

E passend Beispill dozou koum Ufank des Joers aus Däitschland. Hei konnt een um Wunnengsmaart an enger Rei Groussstied a Metropolen eng liicht Entspanung um Logementsmarché feststellen. Dat heescht, dass d'Präisser net méi esou staark geklomme si wéi virdrun. Zu Berlin a Münche wieren d'Präisser bei den neie Locatiounsverträg souguer liicht zréckgaangen. De Grond ass déi reforméiert „Mietpreisbremse", déi hei gräift. Heizou sollte mer eis och enger Diskussioun zu Lëtzebuerg net verschléissen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, an der Lescht schwätze mer ëmmer méi iwwer „bezuelbare Wunnraum". Dobäi dierfe mer awer och net de soziale Logement aus den Ae verléieren, gradesou wéi déi Leit, déi weeder zu deem engen nach zu deem aneren Zougang hunn. Hei musse mer iwwert d'Konzept vum „housing first", wat och schonn ugeschwat ginn ass, probéieren, deenen Äermsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

A Pilotprojete gëtt scho probéiert, de Leit vun der Strooss Zougang zu engem dezente Logement ze ginn, fir dass si éischtens emol nees mat Würd kënne liewen, fir hinnen ze hëllefen, sech ze stabiliséieren an nees Fouss ze faassen, awer och, fir sech mat hirer Adress dann am beschte Fall nees eng Zukunft kënnen opzebauen.

De Problem vun eisem Logement ass eng absolutt Urgence. Mir mussen hei dréngend handelen, well Wunne muss e Grondrecht sinn!

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, zum Schluss wëll ech nach ganz kuerz op e Punkt agoen, deen d'Situatioun vum Aarmutsrisiko nach verschlëmmere kann: de Klimawandel.

Mir hunn déi lescht Woche scho vill iwwert de Sujet heibannen debattéiert. Et ass déi gréissten Erausfuerderung fir d'Mënschheet, an dat weltwäit. Mir alleguer mussen Efforte maachen, fir eis Klimaziler ze erreechen an eise Planéit ze retten. Mee dëst geléngt eis nëmmen, wa mer jiddereen mat an d'Boot kréien, och déi sozial schwaach Leit.

Dofir wollt ech just an Erënnerung ruffen, well dat gëtt an der Diskussioun dobaussen oft vergiess, dass mer dat eenzegt Land sinn, wou all Verännerung, all Reform, déi wéinst der Erausfuerderung vum Klimawandel néideg ass, sozial ofgefiedert wäert ginn. Doriwwer eraus wäerte gradesou vill Suen, also hallef-hallef, fir Klimaschutzmesuren a gläichzäiteg och fir sozial Mesuren agesat ginn.

Här President, den Här Galles huet a senger Demande d'interpellation och d'Fro opgeworf vun de soziale Strukturen an der Roll vun den Office-sociallen, vun enger besserer Koordinatioun a méi Kohärenz, fir d'Aarmut effikass ze bekämpfen.

Ech wéilt do, ier ech op déi Fro aginn, emol eng Kéier deene Leit alleguer Merci soen, déi an deenen Office-sociallen an an de soziale Strukture schaffen, …

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- … fir hir wäertvoll Aarbecht, déi si all Dag leeschten an engem net esou einfache Beräich. Si droen e ganz groussen Deel zu eiser sozialer Kohäsioun hei am Land bäi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, d'Aide sociale ass duerch d'Gesetz vun 2009 vu Grond op reforméiert ginn an huet e Recht vum Bierger op Sozialhëllef festgeschriwwen. D'Zil war et, fir e Guichet social unique ze schafen, eng zentral Ulafstell, fir Mënschen opzefänken, déi duerch d'Masche vun eisem am Fong awer performante Sozialsystem falen.

Esou fonctionéieren uechtert d'Land 30 Office-sociallen. No ronn zéng Joer gouf d'lescht Joer eng Etüd iwwert de Fonctionnement vun den Office-socialle veréffentlecht. Befrot goufen esouwuel Leit, déi sech un den Office social adresséieren, grad wéi d'Personal, wat do schafft, mee och Persounen, déi am Conseil d'administration sëtzen.

Am Resumé huet déi Etüd festgestallt, dass d'Gesetz vun 2009 grouss Verbesserunge bruecht huet, dass vill Leit do gehollef kréien - am beschte Fall a wann et méiglech ass -, fir nees op d'Been ze kommen an d'Situatioun selwer an de Grapp ze huelen. Am anere Fall gëtt et Hëllef, fir aus akuten Noutsituatiounen erauszekommen.

D'Etüd iwwert d'Office-sociallen huet awer och eng ganz Partie Punkte gewisen, wou nach muss nogebessert ginn. Dat fänkt u bei der Kommunikatioun an der Informatioun. Am Kloertext wëllt dat och heeschen, dass d'Office-sociallen nach ëmmer en Imageproblem hunn. Et kascht vill Leit ganz vill Iwwerwannung, fir sech zouzeginn, dass se net eleng eens ginn, dass se mussen ëm Hëllef froen, virausgesat, si wëssen iwwerhaapt, dass et déi Méiglechkeet gëtt. An natierlech spillt do och de Stolz eng gewësse Roll an och d'Suerg, wat dann d'Leit soen.

Dat sollt een net ënnerschätzen. Dat sollt een och net beurteelen oder bewäerten. Et ass einfach e Fakt. Däers muss ee sech bewosst sinn an et muss ee kucken, wéi een do dergéint ka virgoen.

En anere Volet ass d'Informatioun. Et si scheinbar nach ganz vill Leit, déi net wëssen, dass se kënnen Hëllef froen. Dobäi geet et längst net nëmmen ëm finanziell Hëllefen, mee ganz oft ëm Ënnerstëtzung bei Demarchen, bei administrative Virgäng, Hëllef, fir déi richteg Plaz ze fannen, wou ee ka beroden oder encadréiert ginn, an dat bei ganz verschiddene Problemer oder Froen.

Dann ass et scheinbar nach ëmmer esou, dass trotz engem allgemenge Recht op Sozialhëllef déi ugebuede Leeschtungen dann awer nees, jee nodeems wou ee wunnt, ganz staark kënne variéieren. Dat ass de Fall zum Beispill bei der Allocation de vie chère, wou verschidde Gemengen de Leit, déi esou eng Hëllef vum Staat kréien, nach eemol dat selwecht dropleeën. Bei anere Gemengen ass dat net de Fall oder op d'mannst net an deem selwechte Mooss.

Ënnerscheeder gëtt et och bei der Ënnerstëtzung fir Leit ënner 25 Joer, déi keng Ressourcen hunn. Ech denken, Autonomie communale hin oder hier, do sollt ee sech awer froen, ob een net misst méi eenheetlech virgoen an eng Linn drabréngen, fir d'Leeschtunge grad ewéi d'Krittären, déi ee muss erfëllen, op een Nenner ze kréien.

Et ass dobäi kloer, dass een Handlungsméiglechkeeten an Entscheedungsspillräim soll loossen an och bei Härtefäll d'Méiglechkeet fir Eenzelfallentscheedunge soll loossen. Mee et sollt a mengen Ae fir Reegelfäll keen Ënnerscheed gemaach ginn, wou ee wunnt. Och dat ass nämlech Chancëgerechtegkeet!

Eng weider Kritik betrëfft de Personalschlëssel, deen am Gesetz op een Assistant-social-Posten op 6.000 Awunner festgeluecht ass. D'Etüd iwwert d'Offices sociaux huet ervirgestrach, dass et vläicht sënnvoll ass, fir dëse Personalschlëssel un e „Sozialindex" ze bannen. Wéi dee soll genau ausgesinn an applizéiert ginn, sollt ee mat den Acteuren um Terrain diskutéieren. Op alle Fall awer sollt een dem Constat an der Propos aus der Etüd nogoen, bei där erauskoum, dass et wierklech extreem Ënnerscheeder gëtt an dass e pauschale Schlëssel vun engem Assistant-social-Posten op 6.000 Awunner jee nodeems kann ze vill oder och ze wéineg sinn.

An der Etüd gëtt och eng vereenheetlecht Dokumentatioun proposéiert, grad wéi eng besser Kooperatioun mat deenen anere soziale Strukturen. Dat ass eng weider Pist, wou ee soll a muss usetzen.

Iwwregens ass och am Regierungsprogramm virgesinn, dass d'Gesetz iwwert d'Aide sociale enger kritescher Analys wäert ënnerzu ginn - op Basis vun där Etüd an an Zesummenaarbecht mat de concernéierte Milieuen - an dass d'Roll vun de kommunale Strukturen am Beräich vun der Sozialpolitik wäert ugestouss ginn. Eng Partie vu Gemenge wären nämlech frou, fir selwer hiren Office social ze geréieren an dat net mussen iwwer en Etablissement public ze maachen. Ech denken, dass een do sollt de Gemengen de Choix ginn, fir dat ze maachen, wéi se dat wëllen.

D'Offices sociaux hunn iwwregens och eng Partie nei Defie missen ugoe mam REVIS-Gesetz, dat uganks d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass. An deem Kontext sollt een d'Roll vun den Office-sociallen awer nach eemol iwwerdenken. D'Agents régionaux sinn an deem ganzen Apparat nämlech méi Executant vun Decisiounen, déi op anere Plazen, bei der ADEM a beim Fonds national de solidarité, geholl ginn, obwuel jo d'Agents régionaux an den Offices sociaux déi sinn, déi am direkte Kontakt mat de Leit sinn a si an hir Besoine kennen. Do ass jo virgesinn, fir e Bilan no dräi Joer ze zéien. Bei där Geleeënheet grad wéi no där kritescher Analys vum Gesetz iwwert d'Aide sociale wäerte mer eis awer nach eemol kënnen hei am Detail domadder befaassen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Office-sociallen, déi sëllech Associatiounen an déi vill Benevollen, déi um Terrain schaffen, maachen eng extreem wichteg a wäertvoll Aarbecht. Et muss engem awer ze denke ginn, wann ee feststellt, dass ëmmer méi breet Deeler vun der Populatioun de Wee an den Office social fannen, dass ëmmer méi Leit mussen op Servicer wéi d'Épiceries sociales oder aner Strukturen am soziale Beräich zréckgräifen. Et kann nämlech net sinn, dass ëmmer méi Leit zu Bittsteller ginn, zu „assistés sociaux" ginn. Mir mussen derfir suergen, dass d'Leit nees vun hirem Akommes kënnen dezent liewen!

An dofir musse mer d'Aarmut bei der Wuerzel paken. Mir als LSAP wëlle weider derfir suergen, dass d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg ënner gudden Aarbechtskonditiounen, geschützt vun engem staarken Aarbechtsrecht an engem performante Sozialsystem zu fairen a gudde Léin kënne schaffen, dass d'Educatioun an d'Bildung wierklech fir Chancëgläichheet suergen an nees e Mëttel ginn, fir de sozialen Opstig ze packen, an dass mer dee Facteur, deen déi gréisst an dramateschst Auswierkungen op d'Aarmut an den Aarmutsrisiko huet, de Logement, an de Grëff kréien.

Et geet ëm d'Leit, ëm d'Mënschen hei am Land. Dofir ass et elo de Moment, fir d'Ideologien a parteipolitesche Calcul ewechzeloossen, Courage ze weisen a wierklech eppes ze maachen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Aarmut gëtt vun der OECD als verschiddenaartegt Entbiere vu mënschleche Grondbedierfnisser bezeechent. Dorënner falen nieft Narungsmëttel a Gesondheetsversuergung och d'Ausübe vu Rechter, d'Bildung, d'Gesondheetsversuergung - hat ech elo grad gesot -, d'Würd an d'Recht op Aarbecht. D'Aarmut bezitt sech also net just op finanziell Moyenen a wéi ee se kann notzen, mee och dorop, a Würd ze liewen a gesellschaftlech participéieren ze kënnen, also net ausgeschloss ze ginn.

Zousätzlech muss den Ënnerscheed tëscht der absolutter Aarmut, also dem Zoustand, an deem e Mënsch sech d'Erfëlle vu senge Grondbedierfnisser net leeschte kann, an der relativer Aarmut, bei där d'Verhältnis zum Ëmfeld vum jeeweilege Mënsch consideréiert

gëtt, gemaach ginn. Hei zu Lëtzebuerg schwätze mer bei der absolutter Aarmut vu Mënschen, déi an der „situation de privation matérielle sévère“ sinn, an dësen Taux läit bei 1,3 % vun der Bevëlkerung. Déi meescht Diskussiounen an Zuelen, déi kurséieren, handelen awer ëm den Taux de risque de pauvreté, deen 2018, an et gouf scho vun all menge Virriedner gesot, bei 18,3 % läit.

Den honorabele Kolleeg Deputéierte Paul Galles stellt am Ufank vu senger Demande fir d'Interpellatioun zu Recht d'Fro, wat Aarmut eigentlech ass an no wéi enge Krittären ee se definéiere muss. Engem rezente „Reporter“-Artikel no, genausou wéi och vum Här Galles selwer opgeworf, kann een nämlech d'Fro diskutéieren hisiichtlech vun der Legitimitéit vum Berechnungsmodell ronderëm déi 60 % vum Revenu médian vun eiser Gesellschaft, an ob dësen Taux am internationale Verglach kann d'Strooss halen.

De Statec benotzt e gemëschten Usaz, bei deem verschidden Indicateure matenee verknäppt ginn, fir d'Liewenskäschten ze ermëttelen a soumat e Referenzbudget fir verschidden Haushaltskonstellatiounen ze identifizéieren. Heibäi geet et da méi wäit wéi d'Grondbedierfnisser Narung, Gesondheet a Logement, mee reell ëm d'Fro vum Deelhuelen um gesellschaftleche Liewen. Dëse Punkt erschéngt mer an dëser Debatt kruzial, wëssend, dass d'Exklusioun ee grousse Facteur ass, fir den Uschloss um Aarbechtsmarché ze verléieren an och psychesch Krankheeten ze férderen.

Fir dësen a mengen Aen duerchaus pertinente Berechnungsmodell ze verbildlechen, weist de Statec fir 2019 déi aktualiséiert Zuelen op: En elengstoende Mann brauch 2.115 Euro pro Mount fir ze liewen, eng Famill mat zwee Kanner 4.213 Euro fir hir Liewenshaltungskäschten, an dat mat der Prise en compte vun de sämtleche Bedierfnisser, déi een esou als Famill muss ofdecken, en Elengerzéiende mat engem Kand tëscht 2.800 an 2.900 Euro. Heibäi sollt erwäänt sinn, dass et fir verschidde Konstellatioune vu Menagen, zum Beispill d'Monoparentalle mat dräi Kanner, nach keng Referenzbudgete gëtt. An dës sinn allerdéngs an Ausaarbechtung vusäite vum Statec, wéi am „Rapport travail et cohésion sociale“ vum Oktober 2019 ze liesen ass.

Den eréischt kierzlech reforméierte REVIS genausou wéi de Mindestloun sollen den Usproch halen, dem Budget de référence gerecht ze ginn. Dëst ass beim Mindestloun no Verdeelung vun de Sozialtransferte bal ëmmer de Fall, ausser beim Monoparental mat engem Kand; eng Statistik zum Monoparental mat zwee Kanner feelt nach.

Och beim REVIS ass dëst de Fall, sous condition, dass déi betraffe Persoun an de Mesures d'activation ass. Hei si besonnesch an dëser Debatt ronderëm d'Aarmut an am direkte Lien mat der Exklusioun d'Zuelen néideg vun deene Mënschen, déi inaktiv sinn, aus ganz verschiddene Grënn, an awer och zum Beispill vun deenen, déi en RPGH, also de Revenu pour personnes gravement handicapées, bezéien. Do feelen eis d'Zuelen, déi eis hei dës Debatt kënnen nach weider beliichten.

De Statec seet ganz kloer, dass nach ëmmer déi Familllje mat zwee Adulten, ob mat oder ouni Kanner, besser positionéiert sinn, fir e würdevollt Liewen ze féieren. Mënschen, déi elengstinn oder mat engem oder méi Kanner, kënnen hir Besoinen net komplett erfëllen an och deementspriechend net vollstens um gesellschaftleche Liewen deelhuelen.

Bei der Fro ëm d'Berechnungsmethod, déi dëser Debatt jo ufanks virsteet, gëtt de Statec allerdéngs och eng ganz positiv Perspektiv: De Centre commun de recherche de la Commission européenne huet viru Kuerzem e Projet entaméiert, deen en universellen Indicateur de pauvreté soll ausschaffen, dee sech op d'Budgets de référence vun den eenzelne Länner soll bezéien. Domat soll d'Miessen an awer och de statistesche Verglach matenee vereinfacht ginn, fir dass mer net an all Debatt als Éischt emol iwwert d'Legitimitéit vun den Zuele musse schwätzen, ier mer iwwert d'Ursaachen a virun allem iwwert d'Léisunge schwätze kënnen. Well dës Problematik ass ze urgent, fir dass mer eis hanner enger Diskussioun iwwer Zuelen an hir verschidden Zesummestellunge verstoppen dierfen.

Une voix.- Très bien!

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Mir mussen an dëser Debatt der Urgenz, der Wichtegkeet, dem Kär vun eisem „würdege Liewe“ gerecht ginn.

Erlaabt mer, Här President, op dëser Plaz dem Här Galles Merci ze soen, fir dëse Punkt haut op den Ordre du jour gesat ze hunn! Mir kommen alle béid aus deem selwechte soziale Secteur a sinn eis der oft dramatescher Realitéit vun de Betraffenen duerchaus bewosst.

Här President, aarm sinn zu Lëtzebuerg huet vill Gesiichter a Facetten, Liewensrealitéiten an Alldagssuerge wéi déi, déi engem oft instinktiv an de Kapp kommen. Mee d'Gesiichter vun Aarmut an Obdaachlosegkeet ginn et och hei an eisem Land. Eis Chamberskommissioun war virun zwou Wochen an der „Wanteraktioun“ an ech selwer hat d'Méiglechkeet, mech nach viru Kuerzem mat der Caritas auszetauschen a bei der „Stëmm vun der Strooss“ op Besuch ze sinn. An op dëse Plaze gesi mer d'Extreemfäll vun der Aarmut zu Lëtzebuerg: keng Bleif iwwert dem Kapp, oft net genuch z'iessen, schlechte Gesondheetszoustand a gesellschaftlech Isolatioun.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Si sinn déi schwächste Glidder vun eiser Gesellschaft an duerch hir Wunnengs- an Aarbechtslosegkeet oft déif verstréckt an der Isolatioun an ugewisen op eng ganz nidderschwelleg sozial Offer.

Si fannen dës bei deene ville verschiddene sozialen Träger an hiren differenzéierte Mesuren, ob d'Abris de nuit an d'„Wanteraktioun“, waarm Moolzechte bei der „Stëmm“, e Gespréich an e Kaffi mat engem Sozialaarbechter am „Streetwork“ oder de professionelle Suivi eraus aus der Obdachlosegkeet an d'therapeutesch Atelieren, encadréiert Wunnen an de psychosoziale Suivi.

An eisem subsidiäre Sozialsystem delegéiert de Staat seng sozial Verantwortung zu engem Deel un ONGen, ASBLen a Fondatiounen, déi sech cibléiert der Cause, de Vulnerabelsten ze hëllefen, ugeholl hunn. Si kennen d'Realitéiten am beschten. Si mierken, wou d'Problemer sech verlageren an och wou d'Outile gräifen. Si gesi beispillsweis de Succès vu klenge Schlofstrukturen an dem direkte Kontakt, fir esou den Zougang zum Betraffenen ze fannen. Si mierken, wéi een Impakt de Fait huet, seng eege Raim ze hunn. D'Konzept vum „housing first“ ass e wichtegen Usaz an der Sozialaarbecht.

D'Politik kritt Zuelen, mee och Temoignagen an d'Projete vum Terrain, ob dat nei Initiativen a Pilotprojete wéi de „Creamisu“ sinn, e kreative Begéignungsuert fir d'Mënschen op der Strooss, oder quasi schonn historesch a vill diskutéiert Strukture wéi de Foyer Ulysse an den Abrigado. Si, de soziale Secteur mécht e Constat um Terrain vun de Besoinen u Better, Personal an Infrastruktur, an dës gi sécher net muttwëlleg vun hinnen erfonnt an héich gehalen. Loosst eis si an hirer schwéierer, usprochsvoller, professioneller Aarbecht net eleng loossen, mee hir Doleancen eescht huelen an agéieren!

Aarmut zu Lëtzebuerg ass awer och liéiert zur Aarbecht, zum engen am Fall vun der Aarbechtslosegkeet, bei där de REVIS als sozial Mesure, fir d'Leit net op der Streck ze loossen, aspréngt a se gläichzäiteg awer zur Aktivatioun ureegt.

Ech wëll aus Zäitgrënn net weider op de REVIS agoen. Mir hunn an der Vergaangenheet ëmmer erëm iwwert dëse geschwat an hunn eis jo och hei den Optrag ginn, fir dëse reegelméisseg ze evaluéieren.

Dass Aarbechtslosegkeet ee vu ville Facteure vun Aarmut ass, dat wësse mer. An dowéinst gëllt et hei, alles ze maachen, fir d'Preventioun ze gestalten. Besonnesch am Fall vu Jonken - och vu menge Virriedner gouf schonn op si referéiert -, de sougenannten NEETs, déi „not in employment, education or training“ sinn, musse mer agéieren a kucken, fir Preventioun ze maachen. D'Schoule gi säit e puer Joer immens staark op dëse Sujet sensibiliséiert. An och d'nonformal Bildung huet sech dëser Problematik bei jonke Schoulofbriecher ugeholl an d'Garantie pour la jeunesse huet den Optrag, fir innerhalb vu véier Méint engem Jonken tëscht 16 a 24 Joer eng Perspektiv als Bildungswee, Volontariat oder Aarbecht ze garantéieren.

Hei gouf an deene leschte Joren ëmmer erëm driwwer geschwat, d'Garantie pour la jeunesse op den Alter vun 30 Joer ze erhéijen. De fréieren Aarbechtsminister an aktuelle Kommissär fir Aarbecht Nicolas Schmit huet dës Diskussioun och viru Kuerzem op europäeschem Niveau erëm ugestouss. Dat begréisse mer ausdrécklech.

E frustranten an immens erschreckende Phenomeen ass awer, wa mer vun Aarbecht schwätzen, dat vun de Working Poor. Et war och elo erëm rezent an der Press, an et muss och ëmmer erëm nei diskutéiert ginn, well et ass konfliktuell mat eisem gesellschaftleche Verspriechen, dass, wann ee genuch schafft, een och genuch verdéngt.

Mir kennen alleguerten hei zu Lëtzebuerg déi eng oder aner Famill, wou béid Elteren, an ech schwätzen hei bewosst nach net vun de Monoparentallen, béid Elteren am Niddreglounsecteur schaffen a mam Mindestloun eleng net un de Budget de référence erukommen. Et ass duerch d'Sozialtransferten, also d'Allocation de vie chère, d'Subvention loyer oder d'Allocation familiale, wou se eréischt do driwwerkommen. Mee mir wëssen och, dass dann d'Erhéijung vum Loyer, eng futtis Spullmaschinn oder en onerwaarte Chômage ka virkommen an dass dat eng ganz Famill kann an d'Prekaritéit stierzen.

Dowéinst kann ech ëmmer nëmmen ënnersträichen, wéi begréissenswäert d'Erhéijung vum Mindestloun am Ufank vun dëser Legislaturperiod war. Och d'Sozialtransferte mussen iwwerduecht ginn. D'Indexéierung vum Kannergeld an e puer Joer ass do ganz sécher dee richtege Schratt. An och déi geplangten Etüd zu de Käschte vun de Kanner am Stot gëtt Opschloss iwwer zousätzlech Pisten. Hei wier ech ganz gespaant, vun der Madamm Ministesch ze héieren, wou mer mat dëser Etüd dru sinn.

Komme mer zu engem leschte Beispill vun Aarmut zu Lëtzebuerg, e Beispill, dat mech perséinlech besonnesch beschäftegt! All eis Statistike weisen drop hin, dass Familljen, déi vun engem Elengerzéiende mat engem oder méi Kanner finanzéiert ginn, déi sinn, déi am meeschten ënnert dem Risiko vun Aarmut stinn.

Ech komme selwer aus esou enger Famill. Meng Mamm huet mech nom Doud vu mengem Papp eleng groussgezunn. Si hat keen, deen asprange konnt, wa se emol krank war oder Iwwerstonnen ze maache waren. Dat war deemools de Foyer de jour, ee vun deene wéinegen an der Zäit virun de Maison-relaisen, déi Kanner bis den Alter vun zéng Joer geholl hunn. An als Elengerzéienden ass een och eleng mam emotionale Stress, de Suergen ëm d'Zukunft, der Vereenbarkeet vu Famill a Beruff an ass konfrontéiert mat enger Duebel- an Dräifachbelaaschtung. Dës Situatioune sinn oft schwéier genuch a mussen net nach duerch finanziell Suergen a steierlech Belaaschtungen erhéicht ginn.

An nawell war et am Fall vu menger Mamm hir deemools esou wichteg, mäin Opwuessen net ze verpassen, dass si d'Decisioun geholl huet, fir à mi-temps ze schaffen. E Choix, dee sécherlech Repercussiounen op déi scho knapp finanziell Situatioun hat an haut, 20 Joer méi spéit, kaum ee sech nach erlabe kann.

D'Chambre des Salariés huet am Mee en Dokument erausginn, wat sech mat genau dësem Sujet auserneesetzt. Fraen, déi eleng verdéngen a liewen, kommen am Joer 2017 op en Taux de risque de pauvreté, no de Pensiounen a Sozialtransferten, vu 27,4 %. Am Verglach: Deen allgemengen Taux de risque de pauvreté läit an deem Joer bei 18,7 %.

Elo awer zu de Familljen, wou d'Fra elengerzéiend Mamm ass. Hei läit ee bei 46,2 % a soumat méi wéi 2,5-mol esou vill wéi bei der Gesamtbevëlkerung. An 93 % vun de Familles monoparentales ass et d'Fra, déi en charge vun de Kanner ass.

Op d'Facteure vun Aarmut sinn ech elo just scho gréisstendeels agaangen. Selbstverständlech gëtt et keen typesche Parcours oder ultimative Facteur, deen e Mënsch an d'Aarmut bréngt. Oft ass et e Cumul vu Situatiounen, mee virun allem awer dee feelende sozialen Halt a Support, oft an der Fachsprooch e „soziaalt Sécherheetsnetz“ genannt. Deementspriechend wichteg ass d'Förderung vun esou Kontakter am allgemenge gesellschaftlechen Alldag.

D'Caritas schwätzt hei vun der „holding matrix“ an nennt beispillsweis d'Famill, d'Noperschaft, d'Veräinsliewen, mee och d'Schoul an d'Ganzdagsbetreiung als Support fir d'Famill, an am leschte Beispill och fir d'Opwuesse vun de Kanner. Besonnesch an Transitiounsphasen, déi sech als besonnesch schwéier erweisen, kënne si oft nach dee leschten Halt gi virum Ofrutschen. Ech denken hei beispillsweis un déi Jonk, déi hire Schrëtt an d'Erwuesseneliewen, d'Elengwunnen, de Start op den Aarbechtsmarché maache sollen, oder Mënschen, déi aus dem Prisong erauskommen, oder nach Mënschen, déi an de Chômage falen.

Nieft dësem softe Supportsystem gräifen och d'Sozialmesurë vum Lëtzebuerger Staat. Sou ass et beispillsweis laut dem Statec esou, dass bei den 10 % vun de Stéit, déi am mannste verdéngen, nieft dem Revenu vun der Aarbecht 24 % vum Akommes duerch sozial Prestatioune vum Fonds de solidarité kommen, wéi zum Beispill d'Allocation familiale, d'Bourse d'étude oder de REVIS. Weider 22 % kommen als Revenu de compensation an d'Menagen, also duerch d'Pensiounen oder d'Assurance chômage.

Allgemeng gesi fält den Taux de risque de pauvreté duerch d'Sozialtransferten an der Gesellschaft vu 46 % op 18,3 %. An do gesäit een also, dass d'monetär Mesurë gräifen, an zousätzlech komme jo nach d'Sachleeschtunge wéi beispillsweis d'Chèques-services an der Kannerbetreiung, déi jo och an der kommender Zäit komplett gratis soll ginn, derbäi, awer och, net méi spéit wéi den nächste Mount, de gratis ëffentlechen Transport.

Fir d'Mënsche souwuel um soziale Plang ze begleeden, iwwert d'Hëllefen ze informéieren an ze orientéieren, hu mer 30 Office-sociallen hei zu Lëtzebuerg. An am Ofschlossbericht, deen och vun der Madamm Burton schonn erwäänt gouf, maache si eng Evaluatioun vum Sozialhëllefsgesetz vun 2009. An do gëtt am Fong zum Beispill opgeworf, dass d'Aarbechtszäit muss méi homogeen dokumentéiert ginn, fir besser Statistike kënnen opzestellen. No Récksprooch mat den Acteure vum Terrain si souwuel d'Auteure vum Bericht wéi ech selwer der Meenung, dass een och misst préiwen, awéifern een de Personalschlëssel vun den Office-sociallen un de Sozialindex vun der jeeweileger Gemeng liéiere muss. Net d'Gréisst vun der Gemeng dierf nämlech ausschlaggeebend sinn, mee d'sozial Struktur vun hire Bewunner. Mënschen, déi sech un e Service social wennen, dierfen a kënnen oft net wochen- a méintlaang waarden, fir den nächste Rendez-vous ze kréien.

E weidere Punkt bei den Office-sociallen ass d'Heterogenitéit ënnert de verschiddene Strukturen. Dës si ganz ënnerschiddlech vuneneen, well d'Gesetz zwar d'Aiden definéiert, et awer un enger gemeinsamer Methodologie an Handlungspraxis feelt. Si ass deemno ofhängeg vun der jeeweileger professioneller Betreiung, den Handlungslinne vun dem jeeweilegen Office social an awer och der Leedung vun de benevolle Membere vum Conseil d'administration an der benevoller Presidence.

Iwwregens en enormen zäitleche wéi inhaltlechen Defi fir e Benevollen! An op dëser Plaz mäi gréisste Respekt fir dat individuellt Engagement!

Och d'Evaluatioun vun de Beneficiairen ass a Bezuch op den Office social a säi Soutien zimmlech positiv. Eng méiglech Pist fir den Ausbau ass de kontinuéierleche Controlling vun dem Beneficiaire senger Liewenssituatioun. An dat ass eng Praxis, déi schonn a verschiddenen Office-socialle systematesch ugewannt gëtt a wou et och erëm net vu Muttwëll wier, fir esou Handlungspraxissen iwwert déi 30 verschidden Office-sociallen ze koordinéieren.

Här President, wéi meng héich geschätzte Fraktiounscheffin nach viru Kuerzem ervirgehuewen huet, sinn am Joer 2017 ganzer 104.195 Moolzechte vun der „Stëmm vun der Strooss“ zerwéiert ginn. 52.000 Persoune sinn an engem Office social ageschriwwen an ëm déi 600 Persoune goufen an engem Joer vu Médecins du monde ënnersicht, well déi Leit keng normal medezinnesch Prise en charge kënne bezuelen. An et muss onofhängeg vun der Debatt ronderëm de Prozentsaz vum Taux de risque de pauvreté ëm si alleguer goen, well all Eenzelnen ass een ze vill!

Gläichzäiteg muss awer ervirgestrach ginn, dass vun de Gesamtdepensen, déi de Staat fir 2020 virgesäit, 47 % de Sozialleeschtungen, den Transferten, Subsiden a Subventioune virbehale sinn. An och an Zukunft muss de Lëtzebuerger Sozialstaat sengem Numm gerecht ginn a sech konsequent op verschiddene Pläng fir eng besser sozial Verdeelungsgerechtegkeet asetzen an d'Leit ënnerstëtzen.

An ee Schlësselmoment, dat gëtt ganz sécher d'Steierreform, déi duerch d'Individualiséierung déi verschidde Familljemodeller a -forme besser entlaaschte kann. Fir eis muss et bei der Steierreform och dorëms goen, a Richtung vun engem Steiersystem ze goen, deen déi Biergerinnen a Bierger besonnesch staark ënnerstëtzt, déi duerch hir Familljekonstellatioun méi vulnerabel sinn, notamment d'Familllje mat ville Kanner an awer och déi vill elengerzéiend Pappen a Mammen dobaussen. Well dat ass d'Versprieche vun engem staarke Sozialstaat. An dëst Versprieche wëllen, nee, musse mir aléisen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir an dësem héijen Haus iwwert d'Theema Aarmut diskutéieren, da komme mer net derlaanscht, och iwwert de Klimawandel ze schwätzen. Mir wëssen aus villen Etüden, dass déi méi akommesschwaach Deeler vun eiser Populatioun manner CO_2 ausstoussen an dowéinst och am mannste fir de Klimawandel kënnen. Gläichzäiteg sinn et awer déi, déi am meeschten an am schlëmmste vum Klimawandel an der Degradatioun vun eiser Natur betraff sinn.

Dat ze änneren, dat ass och Klimaschutz. Klimaschutz heescht nämlech och sécherstellen, dass an Zukunft net just Besserverdénger vu klorer Loft a propperem Waasser an enger intakter Natur profitéiere kënnen. An do komme Klimaschutz- a Sozialpolitik beieneen. Alleguer-

ten déi, déi nämlech versichen, Wuelstand a Klimaschutz géinteneen auszespillen, hëllefen net deene Mënschen, déi vun Aarmut betraff sinn. Si hëllefe just, de Status quo ze erhalen. An dovunner profitéiere just déi ganz Déck, d'Automobillgiganten an d'Pëtrolsscheichen.

Mir wäerte beim Klimaschutz just dann erfollegräich sinn, wa mer akommesschwaach Familljen net op hiren ale Masuttsheizungen an op hiren ineffizienten an deieren Autoe sëtze loossen. An dat ass den Usproch, deem mir Gréng wëlle gerecht ginn. Et geet eis drëms sécherzestellen, dass och dës Familljen d'Klimatransitioun aktiv matgestalten. Jiddwereen, ob Aarm oder Räich, soll d'Méiglechkeet hunn, op méi energieeffizient Technologien ëmzeklammen. An dofir hu mir jo och eng ganz Rei vun Ënnerstëtzungsmesuren agefouert, fir d'Biergerinnen an d'Bierger bei der Transitioun ze ënnerstëtzen. Ech denken hei zum Beispill un d'Primme fir Autoen a Vëloen oder de gratis ëffentlechen Transport.

D'Leit ginn och bei der energeetescher Transitioun ënnerstëtzt, zum Beispill duerch de geplangte Klimabonus, deen Alternative fir al Masuttsheizungen oder besser Isolatioune fir Haiser matfinanzéiert. Am Transport huet de Statec och beispillsweis schonn ausgerechent, dass duerch de gratis ëffentlechen Transport en Haushalt am Joer duerchschnëttlech 100 Euro spuert.

De Logement, an e gouf vun all menge Virriedner zu Recht erwäänt, ass e ganz grousse Facteur, deen an dëser Debatt net dierf op der Säit stoen. Rezent Zuele vum Statec weisen, dass d'Wunnengspräisser den Aarmutsrisiko an d'Luucht dreiwen an derzou bäidroen, dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider auserneegeet. Ëmmer méi Famillje mussen iwwert déi duerchschnëttlech 40 % vun hirem Akommes fir hir Wunneng ausginn. A wien net vill huet, deem bleift duerno net méi vill.

Et ass dofir eng Prioritéit vun dëser Regierung, fir zesumme mat alle concernéierten Acteuren esou séier wéi méiglech d'Offer vu bezuelbarem Wunnraum bedeitend an d'Luucht ze setzen. Virun allem geet et drëms, fir méi Wunnengen ze bauen, déi der ëffentlecher Hand gehéieren, mam Schwéierpunkt am Beräich vun der Locatioun. De Staat muss säin Deel um Parc locatif onbedéngt an d'Luucht setzen, fir de Leit, déi drop ugewise sinn, Wunnengen zu sozialen a moderéierte Präisser kënnen unzebidden. An de Pacte Logement 2, wou de Gesetzestext grad ausgeschafft gëtt, soll genau an déi dote Richtung goen an de Gemengen déi néideg Hëllefstellunge ginn, fir am Beräich vum abordabele Wunnraum méi aktiv ze ginn.

Wa mer vum sozialen ëffentleche Wunnraum schwätzen, däerfe mer de Volet vum Suivi social awer besonnesch an dëser Debatt net vergiessen, well a verschiddene Fäll ass et néideg, déi Mënschen an hire ganz vulnerabele Liewenssituatiounen ze begleeden an net am Stach ze loossen. Hei stécht beispillsweis de Modell vun der Agence immobilière sociale besonnesch eraus, awer och vill aner änlech Projeten am Beräich vum Logement encadré, déi och a soziale Secteure vun eenzelnen Träger op d'Schinn gesat goufen. Och hei geet et drëms, dass mer weider um Ball bleiwen. Mir musse genuch Wunnraum fir dës méi spezifesch Offer fannen, an ech zielen do och staark op d'Engagement vun den eenzelne Gemengen.

Här President, mir schwätzen dës Woch weider iwwert de PIB du bien-être an dësem héijen Haus. Fortschrëtt gëtt mëttlerweil mat wirtschaftlechem Wuelstand gläichgesat. Awer am 21. Jorhonnert musse mer aner Weeër fannen, fir eis Liewensqualitéit ze verbesseren. An dat weist fir mech dës Debatt haut och ganz kloer op. Wierkleche Fortschrëtt fänkt domat un, wat keng Wëssensekonomie virgi kann: an zwar d'Verständnis dovun, wat et bedeit, gutt ze liewen, an zwar fir sämtlech Deeler vun der Bevëlkerung.

An deem Sënn wëll ech mat engem Zitat vum William Gibson schléissen. Hie seet: „D'Zukunft ass schonn do, si ass just net gläichméisseg verdeelt." Loosst eis dës konstant Erausfuerderung weider ugoen an der Preventioun vun den Inegalitéiten, duerch e staarke Sozialstaat an en Invest an e soziaalt Sécherheetsnetz, duerch sozial Kohäsioun an Zesummenhalt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir féieren haut eng Debatt, hannert där sech d'Politik net méi verstoppe kann, eng Debatt zur Aarmut, déi haut esou dréngend ass wéi nach ni virdrun. Duerfir fir unzefänken dem Här Paul Galles en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun.

Lëtzebuerg huet e seriöe Problem. Ëmmer méi Leit rutschen an d'Aarmut eran. D'Zuele si wierklech alarméierend. Iwwer 18 % vun der Bevëlkerung leien un oder ënnert der Aarmutsgrenz. Wäit iwwer 110.000 Leit kënne sech zu Lëtzebuerg kee wierdegt Liewe méi leeschten. Fir eis sozial Kohäsioun ass dat Gëft. Sozial Ongläichheeten huelen dramatesch zou, d'Spannungen an der Gesellschaft wuessen.

An do derbäi ass een Ëmstand ganz grav: Et gëtt ee souwuel an den Zeitunge wéi och an den offizielle Publikatiounen net midd ze liesen, datt d'Diskrepanz tëschent enger gutt floréierender Wirtschaft op där enger Säit an deem, wat d'Leit op där anerer Säit finanziell kréien, wou haaptsächlech fir déi Leit um ënneschte Wupp net vill eraussprëngt, datt déi Differenz ëmmer méi grouss gëtt.

„Die guten wirtschaftlichen und haushaltspolitischen Daten stehen im Kontrast zu den schlechten sozialen Werten vieler Bürger. (...) Reiches Land, arme Leute." Esou resuméiert et e „Wort"-Artikel vum 16. Dezember d'lescht Joer. Och eise leschte Budgetsrapport konnt sech net laanscht déi Asiicht drécken.

Mat 20,3 Milliarden Euro hu mer esou vill Einname wéi nach ni virdrun. Dës sollen och nach weider klammen. A wat kënnt dovunner bei eise finanziell méi schwaache Bierger un? Net ganz vill. An anere Wierder: Eisem Land geet et a wirtschaftlechen Zuele gekuckt gutt. Vun deem hier gekuckt, wat bei den ënneschte Leit, bei de Mannerbemëttelten, ukënnt, ass et dramatesch.

D'Schéier tëscht Aarm a Räich, trotz enger ganzer Rei vu Mesuren, déi mer net verkennen, geet mat enger Vitesse auserneen, déi engem Angscht mécht. Am selwechten Artikel liest een dann, datt de Besëtz vun deene räichsten zéng Prozent vun der Bevëlkerung 344-mol méi grouss ass wéi dee vun deenen ärmsten zéng Prozent vun der Bevëlkerung. „Gift für die soziale Kohäsion", esou den Artikel weider.

Datt dëst och mat enger grotesker Situatioun um Wunnengsmaart Hand an Hand geet, do wäert ech nach an dëser Ried drop agoen. Wann een also elo der neier OGB-L-Virsëtzender ka gleewen, da si vun 3.000 Hektar Bauland 65 % an der Hand vu Privatleit. De Wäert vun deem Land beleeft sech op 13,5 Milliarden Euro, woubäi sech ee Véierel dovunner an der Hand vun 159 Persoune befënnt, wat 21,4 Milliounen Euro op de Kapp ausmécht.

Ofgesi vun engem klenge Krees Leit, déi ëmmer méi besëtzen an déi all Interessi hunn, datt dës Situatioun och bestoe bleift, geet et de klenge Leit ëmmer manner gutt. Dramatesch ass an deem Kontext och, datt d'Mëttelschicht ëmmer méi dreet ze verschwannen.

Erlaabt mer, just hei op e puer Punkten anzegoen, well meng Zäit jo aneschters gesat ass wéi bei aneren. Et hätt ee ganz vill ze soen, mee ech wëll mech dann op e puer Punkte beschränken.

Wien ass de Verléierer vun där Entwécklung? Leider dacks Leit, déi hiert ganzt Liewe schaffen oder geschafft hunn. Lëtzebuerg huet direkt no Rumänien deen zweethéchsten Undeel u sougenannten „Erwerbsarmen" an der EU. Dat ass d'Konklusioun vum „European Social Policy Network" aus de leschte Joren. Schaffe schützt virun Aarmut net méi. De soziale Mindestloun läit, jee nodeem, ënnert där Zomm, déi de Statec berechent huet, déi ee brauch, fir wierdeg hei am Land ze liewen. Och dat ass Gëft fir eis Gesellschaft, wann éierlech an dacks haart Aarbecht kee Garant méi ass fir e Minimum u Liewensqualitéit.

Ëmmer méi betraff vun der Aarmut sinn och eis eeler Matbierger. Wéi vill Leit sëtzen an eisen Altersheemer, deene quasi keen Täschegeld méi bleift fir dat Noutwendegst, zum Beispill fir d'Bezuele vu Coiffer, Pedikür, Kleeder oder allméigleche Leeschtungen, déi sozial noutwendeg sinn, déi awer keng Keess iwwerhëlt? Dat sinn dacks Leit, déi hiert ganzt Liewen haart geschafft hunn. Och dat ass en Aarmutszeugnis!

Och eis Jugend ass ëmmer méi vun Aarmut betraff. Mir all heibanne sinn eis bewosst, datt d'Debatt iwwert d'Jugendaarmut vum leschte Joer mat Virsiicht ze genéissen ass. An awer, wann dervu rieds geet, datt all fënnefte Jonken aarmutsgefäerdet ass, da muss dat interpelléieren. Och hei sinn déi absurd Logementspräisser, mee sécher och de Verloscht vun der schoulescher Ausbildungsqualitéit en Haaptfacteur.

Bei de Monoparentallen ass den Aarmutsrisiko dramatesch. Mir kommen hei der 50-Prozent-Linn ëmmer méi no, déi an der Aarmut liewen. D'Grënn heifir si bekannt: Keen zweet Akommes an dës Persoune schaffen dacks Deelzäit, fir sech méi ëm d'Kanner ze këmmeren. Iwwerduerchschnëttlech dacks gi Monoparentallen och méi vun hirem verfügbaren Akommes fir d'Wunnen aus.

Dramatesch gëtt d'Aarmutsfal dann, wann ee Grondbedierfnisser net méi decke kann: 815 Persounen haten d'lescht Joer de gratis Déngscht vu Médecins du monde an Usproch geholl. 20 % vun deene Leit sinn duerch d'CNS verséchert, hunn awer kee Geld, fir Medikamenter ze kafen.

Här President, ech wëll mech sécherlech net zefridde gi mat enger einfacher Opzielung vu Mëssstänn, ouni op déi genee Ursaachen anzegoen. Déi wichtegst Ursaach fir dës dramatesch Entwécklung ass eise Wuesstumsmodell, deen déi Räich ëmmer méi räich an déi Kleng ëmmer méi aarm mécht.

De Statec hat sech Mëtt 2018 am Rapport d'Fro gestallt, ob de Wuesstum „pro-riches" ass. D'Äntwert hätt net méi däitlech kënnen ausfalen: « Sur les treize années passées en revue dans cette étude, les fruits que la croissance économique a déversés sur les ménages, a globalement favorisé les plus aisés. La croissance était donc pro-riche ! ». Méi däitlech kann een et net soen.

D'Majoritéitsparteien hunn ni e Geheimnis draus gemaach, datt si kloer op eng Politik vum stramme Wuesstum setzen, fir Gambia 2, wéi et schéngt, déi eenzeg Patentléisung. Da solle se sech och esou konsequent sinn a bei de Leit dobaussen och kee Geheimnis draus maachen, datt si kloer eng Politik fir déi „Gutbetuchten" - schwätz: fir déi Räich! - maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Dat wär nëmme fair.

Wéi mer all wëssen, kënne mer d'Logementsproblematik net lassgekoppelt vun der Wuesstumsdebatt féieren. Och hei sinn d'Zuele bekannt an alarméierend. Laut Statec sinn d'Depensë fir d'Wunnen tëschent 2012 an 2017 fir déi Schwaachst vun eiser Gesellschaft ëm 20 % an d'Luucht gaangen. 10 % vun de Stéit gi méi wéi 40 % vun hirem Akommes fir d'Wunnen aus, Tendenz steigend.

Ech betounen hei nach eemol d'Fuerderung vu mengem Fraktiounskolleeg Gast Gibéryen: Wann dës Regierung sech net eeschthaft mat der Wuesstumsdebatt auserneesetzt, da ka se sech net nëmme beim Logement hir Léisungsusätz un den Hutt spéngelen, mee och bei der Debatt ëm d'Aarmut. Et wäert dëst dann net méi si wéi eng Drëps op e waarme Steen.

Här President, wat kënne mer nieft enger grondsätzlecher Approche (veuillez lire: grondsätzlech anerer Approche) zum Wuesstum elo scho konkreet maachen, fir der Aarmut am Land entgéintzewierken?

Déi éischt a wichtegst Äntwert ass, datt d'Politik op allen Niveaue méi engagéiert hëllefe muss iwwerall do, wou Aarmut herrscht. De Betrag, fir an Dignitéit kënnen ze liewen, gëtt vum Statec ëm 2.000 Euro fixéiert - eng grouss Diskrepanz zum aktuelle Mindestloun. Hei musse grondsätzlech all Hëllefsmechanismen op de Leescht geholl ginn an, wann néideg, no uewe revidéiert ginn. Dat gëllt bei der Allocation de vie chère geneesou wéi bei den aktuelle Crédit-d'impôten. An ech denken hei virun allem un den CIM, de Crédit d'impôt monoparental, wéi och un den CISSM, de Crédit d'impôt salaire social minimum.

Zweetens, och d'Hëllefe fir den éischten Accès als Proprietär, d'Loyersubventiounen an d'Subventiounen a Primme fir d'Eegenheem missten op en Neits op de Leescht geholl ginn an, wann néideg, no uewe revidéiert ginn.

„Wann et dem Land gutt geet, soll et och de Leit gutt goen", esou d'Regierung. An deem Sënn wär et eng kloer Pist, fir Steierkreditter fir Leit, déi schaffe ginn, finanziell esou auszebesseren, datt engem Liewen an Dignitéit finanziell näischt entgéintsteet.

D'Politik muss e kloert Zeeche setzen, datt d'Aarbecht sech lount, datt éierlech Aarbecht erëm e Garant gëtt fir e gutt a wierdegt Liewen hei am Land. Mir mussen an deem Sënn erëm ufänken, an déi richteg Richtung ze goen amplaz an déi falsch.

D'Gesetz iwwert d'Dispositioune vun de Bankkreditter op Immobilieprête geet kloer an déi falsch Richtung: Hei traue mer de Bierger duerchaus zou, genuch Geld ze hunn, fir horrend Loyeren ze bezuelen, d'Politik traut de Leit awer net zou, op en Eegenheem zouzeschaffen a sech esou eng kleng materiell a finanziell Basis opzebauen. Dacks ass den Emprunt méi bëlleg wéi de Loyer, an awer gëtt dat net berücksichtegt. Wat fir en trauregt Signal vun der Regierungspolitik un all Leit, déi sech e Liewen a materieller Sécherheet wëllen opbauen! An dobäi kënnen déi eege véier Maueren nun eemol e wichtege Facteur sinn.

Hei misst d'Politik handelen. De Staat misst sech engagéieren, Garantien opzehuelen, fir datt och déi kleng Leit an d'Mëttelschicht sech et erëm leeschte kënnen, Besëtz opzebauen a sech esou finanziell an och materiell fir de spéideren Alter ofzesécheren. Awer der Regierung hir Politik schéngt dat net ze wëllen.

E Wuert zur rezenter Klimapolitik. E rezente Kommentar vun enger Journalistin huet et op de Punkt bruecht: „Klima muss ee sech leeschte kënnen!" Ideologesch an onsënneg Klimamesuren, déi politesch gesteiert Hausse vum Pëtrol, alles dat ass och eng Politik, déi virun allem déi kleng Leit trëfft. Net nëmmen, datt dës Politik dem Klima näischt déngt, et ass eng Politik, déi et den Aarmen an der Mëttelschicht nach méi schwéier mécht, iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'Liewe gëtt net nëmmen direkt méi deier, mee och nach indirekt, well vill Haussen op dat Néidegst wat ee brauch fir ze liewen ze erwaarde sinn. An déi Haussë vun de Pëtrolspräisser belaaschten och eis Entreprisen a Geschäftsleit, an déi ginn dës Käschte weider op den Endverbraucher. Mir hunn et mat enger ëmfaassender Deierecht vum Liewen ze dinn, déi ëmmer méi Leit op der Streck leie léisst, an dat politesch gewollt. Wéi eis Regierung dës Politik veräntwerte kann, bleift mer schleierhaft!

Mir vun der ADR hätte léiwer gesinn, wann een all Projet zu Enn géif denken, esou och dee vun der Klimapolitik an all senge Facetten. Elo gëtt emol de Präis vum Pëtrol an enger éischter Phas gehuewen, ouni op all déi aner Punkten anzegoen. Hei feelt nach den Detail. A wéi soll déi sozial Offiederung ausgesinn? Wann een dat am Gesamtkonzept géif gesinn, da kéint een déi eenzel Bausteng an hirer Gesamtheet richteg gesinn an da wäre vläicht aner Léisunge besser. An elo maache mer eppes a mir wëssen am Fong geholl nach net, wat hannen erauskënnt.

Ech vergläichen dat mat engem Bau vun engem Haus oder enger Schoul: Mir maachen haut emol d'Fundament an da kucke mer mol, wéi mer d'Gebai drop opsetzen. Da maache mer emol e Plang vum Gebai. Esou en änleche System gëtt hei bei der Klimapolitik gemaach.

Véiertens, fir déi Leit, déi sech trotz allem leider keen Eegenheem kënne leeschten, war et sécherlech och e falsche Schratt, d'TVA op Zweetwunnenge vun 3 % op 17 % ze erhéijen. E Schoss no hannen, well déi Käschte gi quasi integral op de Locataire iwwerdroen.

Datt einfach Léisungsusätz net ëmmer einfach ze fanne sinn, ass, denken ech, allen heibanne ganz kloer. Wat allerdéngs méi einfach misst sinn, wär, offensichtlech falsch Entscheedungen ze ënnerloossen. Alt erëm ass et ubruecht, all Mesure zu Enn ze denken!

Et gehéiert och zu eiser Verantwortung, net nëmmen als Politiker, mee och als Mënschen, de Solidaritéitsgedanken héichzehalen. Wann et eisem Land wirtschaftlech gutt geet, da misst d'Wuert vun der Altersaarmut hei tabu sinn. Et dierft et guer net ginn, dat wëll ech hei emol an aller Däitlechkeet soen!

Et däerf net sinn, datt, wann en Zëmmer am Altersheem de finanzielle Plaffong vum Fonds national de solidarité iwwerschreit, dës Leit dat vun hirem Täschegeld ofgezu kréien. Et däerf een net vergiessen, datt eeler Leit net ëmmer de Choix hunn, wat fir eng Zort Zëmmer si zougeschriwwe kréien. Et bestinn dacks Dréngleechkeetsfäll an d'Waardelëschte fir an d'Altersheemer si laang. Eeler Leit an enger finanziell prekärer Situatioun notzen hiert Täschegeld och net, fir Furri ze dreiwen, mee fir essenziell medezinnesch oder hygieenesch Bedierfnisser ofzedecken. De Coiffer, d'Medikamenter, déi net rembourséiert ginn, a Fleegeleeschtunge si just e puer vu ville Beispiller.

Wéi schonn dacks vu mir a menge Kolleegen hei betount gouf, läit de kompromëssloosen Asaz fir déi méi Schwaach an der Gesellschaft an der DNA vun der ADR.

Sechstens, d'Aarmut hält natierlech net mat de Landesgrenzen op. D'Fuerderung no engem europäesche Mindestloun, deen der ekonomescher Realitéit vum jeeweilege Land Rechnung dréit, war eng kloer ADR-Fuerderung bei den Europawalen. Och am internationale Kontext mécht sech d'Aarmut hei am Land bemierkbar: Zéngdausende Leit hu mussen a mussen nach ëmmer eist Land verloossen, well d'Liewe fir si hei ze deier ass. Och dat muss emol an där Debatt iwwert d'Aarmut ugeschwat ginn.

Fir vill vun den Aarmen ass eng Ënnerkonft an engem Foyer vun der Wanteraktioun dee leschten Auswee. Mir begréissen deen nobelen Engagement vun deene ville Leit, déi an esou Strukture schaffen, ausdrécklech! Leit, déi op esou Strukturen ugewise sinn, deene soll et hei esou gutt goe wéi nëmmen iergendwéi méig-

lech. Déi Leit sollen hire klenge Privatbesëtz sécher kënnen ënnerbréngen an engem Spint, ouni Angscht ze hunn, datt hinnen eppes kéint geklaut ginn. Dacks ass fir déi Leit de Mupp dat Eenzegt, wat hinnen nach bleift. D'Plaze sinn awer ganz limitéiert. Firwat also net dës Infrastrukturen ausbauen? Och déi Ärmst an eiser Gesellschaft mussen ëmmer e Recht op e waarmt Bett an eng Moolzecht hunn.

Et däerf op personeller Basis och net e Manktum u gutt ausgebilten Educateure ginn, fir sech ëm déi Leit méi intensiv ze këmmeren. Hei wier et och ubruecht, datt een déi Leit, déi an deem Milieu doheem sinn, laangfristeg begleet, fir si do erauszekréien. Dat wier am Fong geholl dat, wat do wënschenswäert wier, an dat kéim eis all zegutt. Och déi medezinnesch Grondversuergung an d'Recht op e soziale Kontakt mussen dozou gehéieren.

Erlaabt mer ofschléissend, als Vertrieder vum Norden, nach e Wuert iwwert d'Aarmut am ländleche Raum lasszeginn. Aarmut ass hei geneesou ze fanne wéi a gréissere Stied, just datt d'Situatioun fir déi vun Aarmut Betraffen am ländleche Raum nach weesentlech méi grav ass wéi an de Stied.

Am ländleche Raum ass et zum Beispill vill méi schwéier, en Cent Buttek ze erreechen. Sozial Hëllefsmoossname sinn ausgebaut, awer manner gutt wéi an de Stied. Et si prekär Wunnverhältnisser a Cafészëmmeren. Mee ech soen ëmmer, dat schlechtste Cafészëmmer ass ëmmer nach besser, wéi op der Strooss ze landen. Et ass zwar e schwaachen Trouscht, mee och dat misste mer upaken. An dat ass och eng Realitéit an de ländleche Gebidder. Och déi grouss Distanzen, déi am ländleche Raum zréckzeleeë sinn, fir vun A op B ze kommen, si fir déi Ärmst e grousse Problem.

Eng besser ofgestëmmten Infrastruktur an d'Sensibiliséierung fir Aarmut am ländleche Raum si Punkten, fir déi d'ADR sech net eréischt zanter gëschter asetzt. Ech huelen Iech just e Beispill vum „Resonord". An eisem Eck brauch de „Resonord" - dat ass eise regionalen Office-socials-Büro - bal 230 Wunnengen, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien, déi et bräichten. Just fir Iech dat emol mat op de Wee ze ginn, wéi ee Wunnengsbedarf och do herrscht.

Dir Dammen, Dir Hären, esou laang an eisem schäinbar räiche Lëtzebuerg d'Aarmut esou eng traureg Berüümtheet anhëlt, esou laang wäert d'ADR weiderkämpfe fir e Liewen an Dignitéit, an dat fir all ons Bierger.

Ech hunn et perséinlech materlieft: Wann een eng Kéier an der Spiral no ënnen ass hei am Land, da gëtt et keen Ophalen. Da geet et bis ganz ënnen, an do ass näischt ënnerwee, wat déi Leit opfänkt! Do muss een dat an dat, a wann een dat net mécht, da kritt een dat net! An et muss ee jo bedenken, datt déi meescht Leit, déi heivunner betraff sinn, kee Computer hunn an duerfir och keen Internetzougang hunn. Och dat muss ee sech an Erënnerung ruffen, wann een an déi Richtung geet.

Mir mengen och, oder mir hu festgestallt, datt et eng ganz Rëtsch Mesurë sinn - ech mengen, déi meescht hu se heibannen opgezielt -, awer si gräifen net. Da muss ee sech awer emol generell d'Fro stellen: Firwat hunn all déi Punkten, déi Mesuren, déi geholl goufen, net gegraff an d'Aarmut geet zousätzlech ëmmer méi erop?

Duerfir menge mir, et wier un der Zäit, fir dat generell ze iwwerdenken, fir deem gerecht ze ginn, am Interesse vum ganze Land an all senge Bierger.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, eng ganz Rëtsch Virriedner hunn zu Recht gesot, datt de Phenomeen vum Aarmutsrisiko a vun der Aarmut een ass, deen esou vill verschidden Aspekter huet, datt, mengen ech, bei jiddwerengem Eenzelnen d'Riedezäit, fir dat ze analyséieren, fir ze kucken, wat schifgelaf ass, an dann awer gläichzäiteg och Proposen ze maachen, wéi een dat misst ugoen, eigentlech ze kuerz ass an datt een ëmmer d'Gefill huet, datt ee Saache verkierzt.

Duerfir wëll ech och ganz zum Schluss eng Propositioun maachen, wéi mer déi Debatt vläicht eng Kéier anescht oder an engem anere Kader kënnen hunn a vläicht och méi an d'Déift kënne goen.

Ech wéilt awer als Alleréischt dem Här Galles Merci soe fir dës Interpellatioun iwwer d'Aarmut an den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg. An ech sinn och mat ganz villen Elementer vun deem, wat hie richteg analyséiert huet, averstanen. Och ganz vill Proposen, déi hie gemaach huet, treffen op jidde Fall op meng Zoustëmmung, à tel point, datt ech mer ee Moment geduecht hunn, ob een him net sollt eng Memberskaart ubidden, oder, wann net eng Memberskaart, dann zumindest eng Sympathisantekaart, well effektiv ganz vill Elementer a sengem Discours waren, déi ganz richteg waren.

(Brouhaha)

Déi Debatt hei ass elo déi véierte Kéier, datt mer an deene leschten zéng Joer a Form vun enger Interpellatioun iwwert dëse Sujet schwätzen. An et kënnt een net derlaanscht, wann ee sech dann déi lescht véier Debatte vun 2009 bis eeben elo ukuckt oder ulauschtert, et kënnt ee laanscht eng erschreckend Feststellung net derlaanscht, nämlech, datt sech an deene leschten zéng Joer d'Situatioun vu Joer zu Joer zu Lëtzebuerg weider zougespëtzt huet.

D'Zuele si bekannt an och ëmmer erëm genannt ginn: 18,3 % vun de Leit hei am Land sinn entre-temps dem Aarmutsrisiko ausgesat. Nach weesentlech méi héich ass den Undeel bei Jonken an Alengerzéienden. A wien „alengerzéiend" seet, seet nach ëmmer ganz dacks „Fraen", déi dovunner betraff sinn.

Och de Risiko vun der Altersaarmut huet sech an deene leschte fënnef Joer quasi verduebelt, och wann en nach ëmmer ënnert der Moyenne läit. D'Mindestrent, dat wësse mer, déi läit aktuell bei knapp ënner 1.900 Euro, also och ënnert der Aarmutsgrenz. An och do sinn et nach eng Kéier bei de Beneficiairë 44 % vun de Fraen, déi eng Mindestrent kréien, dogéint just 4,5 % vun de Männer. Also och do eng ganz staark Ongläichgewiichtung an der Repartitioun.

An och eng Aarbecht hunn, schützt zu Lëtzebuerg net méi virun Aarmut. Praktesch all Siwenten, dee schaffe geet, ass 2018 Gefor gelaf, an d'Aarmut ofzerutschen. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun an eiser Geschicht an an Europa. Et ass scho virdru gesot ginn: Just nach Rumänien ass méi schlecht opgestallt wéi Lëtzebuerg, a schlëmmer nach wéi déi plakeg Zuelen ass eeben, datt a kengem anere Land sech d'Situatioun esou rapid verschlechtert huet wéi zu Lëtzebuerg.

Mir hunn et also mat enger dramatescher Situatioun ze dinn, well hannert deene cruen a réien Zuele sti Leit, Eenzelner, Familljen, déi Dag fir Dag struewelen, fir hallefweegs éierbar iwwert d'Ronnen ze kommen. An et ginn der ëmmer méi.

An d'Fro vun der Aarmut ass eng gesellschaftlech Fro, déi de Kär vun der sozialer Kohäsioun beréiert, nämlech d'Dignitéit vum Eenzelnen. Ass déi Dignitéit duerch déi wirtschaftlech a sozial Organisatioun vun enger Gesellschaft a Fro gestallt, dann huet dës Gesellschaft definitiv e fundamentale Problem. Wann d'Aarmut an den Aarmutsrisiko zanter zéng Joer ongebrach klammen, dann ass dat net vum Himmel gefall! Et ass keen Herrgott, deen dat esou virbestëmmt huet. An et ass och keen Naturgesetz, wéi verschidden Ultraliberaler eis et gleewe wëlle maachen, well et ass d'Resultat vu politeschen Decisiounen.

Wann eng Gesellschaft also ëmmer méi ongerecht an ongläich gëtt, an zumindest dat weisen, mengen ech, d'Zuelen onbestreitbar, da gëtt et duerfir och politesch Verantwortung, déi et ze droe gëllt. Mee ech ginn heiansdo bei esou Debatten den Androck net lass, datt hannert deem allgemenge Konsens, datt jiddwereen dat jo awer iergendwéi schlëmm fënnt, awer oft manner de Versuch läit, d'Ursaache vum Problem ze verstoen, mee éischter versicht gëtt, de Problem ze relativéieren, klengzerieden.

An et ginn e puer Variante vun deem Klengrieden, déi mer ëmmer erëm an ëffentlechen Discoursen héieren. Éischtens héiere mer ëmmer nees, déi Berechnungsmethod wier net korrekt oder net de Realitéiten ugepasst. D'Zuele wiere just relativ Zuelen an et wier nach ëmmer besser, zu Lëtzebuerg dem Aarmutsrisiko ausgesat ze si wéi a Rumänien.

An do muss ech soen: Effektiv, dat ass eigentlech en Hon, wann een dat hei de Leit seet, well natierlech ass den Aarmutsrisiko e relative Wäert. En ass nämlech relativ zu deem, wat an enger Gesellschaft vu Räichtum erschafe gëtt an awéiwäit méiglechst vill Leit och eppes dovunner kënnen hunn. An et ass och d'ailleurs en international unerkannte Wäert, deen d'Lëtzebuerger Regierung och als Berechnungsmethod akzeptéiert huet. A virun allem muss ee soen, bei alle Relativéierungsversich: Déi Zuele ginn zu Lëtzebuerg ongebremst an d'Luucht. Mir mussen eis emol net mat anere Länner vergläiche fir festzestellen, datt d'Ongläichheeten hei am Land klammen.

En zweet Argument, wat ganz gäre vu wirtschaftsliberale Patronatskreesser benotzt gëtt, seet jo: „Et ginn zwar ëmmer méi Working Poor, mee dat ass normal, well Lëtzebuerg ass jo en Héichlounland." An och dat geet als Erklärung net duer, well et ginn an Europa zumindest zwee Länner, déi en änlechen oder souguer méi en héije mediane Revenu opweise wéi Lëtzebuerg, nämlech d'Schwäiz an Island. An do ass den Undeel vu Working Poor bal nëmmen hallef esou héich wéi zu Lëtzebuerg.

An dann héiere mer drëttens, datt d'Regierung vill Mesuren ëmgesat hätt, Krittären, déi sech nach net an de Chifferen erëmspigele géifen. Bon, déi aktuellst Zuelen, déi mer hunn, déi si vun 2018, also spigele se awer dat erëm, wat virdrun dann esou belobegend genannt ginn ass als eng vun de soziaalsten - scheinbar soziaalste - Steierreformen, déi jee gemaach gi wier. An déi Zuele spigelen och déi sozial Mesuren an déi sozial Politik erëm, déi dës Koalitioun an hirer éischter Mandatsperiod gemaach huet.

Véiertens an zu gudder Lescht gëtt ëmmer nees drop verwisen, datt d'Regierungspolitik net nëmmen aus Geldleeschtunge besteet, mee virun allem och aus Sachleeschtunge wéi gratis Schoulbicher, Schoulbetreiung et cetera. Dat ass sécher richteg. An dës Initiative fannen och net an deem Mooss hiren Nidderschlag an der Berechnung vum Aarmutsrisiko. Mee duerfir ass jo awer dee méi objektive Referenzbudget agefouert ginn, also d'Rechnung, wat een zu Lëtzebuerg brauch, fir dezent liewen ze kënnen.

An och do ass kloer, datt ee souguer mat engem Vollzäitjob mam Mindestloun an alle méigleche Sozialleeschtungen - wat a ville Fäll net de Fall ass, d'Kombinatioun vun deenen zwee - zum Beispill als Celibataire nach ëmmer net un dee Montant erukënnt, deen eigentlech gebraucht géif ginn, fir kënnen dezent ze liewen.

A bei där Debatt, mengen ech, muss een och ëmmer bäifügen, datt den Aarmutsrisiko och eng net monetär, net pekuniär Säit huet, déi verbonnen ass mat Exklusioun, Ausschloss aus dem sozialen, kulturellen oder gesellschaftleche Liewen.

Wéi een et dréint oder wéi een et kéiert, ëmmer méi Leit hunn hei zu Lëtzebuerg um Enn vum Mount Schwieregkeeten, déi zwee Enner zesummenzekréien. An dat zu engem Zäitpunkt, wou d'Ekonomie brummt, wou mer Héichkonjunktur hunn, mat ganz, ganz dichtege Wuesstumszuelen, wou d'Kris iwwerwonne schéngt an een dovunner kéint ausgoen, datt d'ganzt Land elo an der Rushhour vum Liewe wier. E ganz komeschen Term d'ailleurs, „Rushhour vum Liewen": Wann ech an der Rushhour sinn, da stinn ech virun allem am Stau. Duerfir mengen ech, datt dat net onbedéngt déi beschte Parabel ass, fir dat ze bezeechnen.

Ech mengen, datt een duerfir vläicht sollt versichen ze kucken, firwat, a wat dann d'Ursaache si vun enger Entwécklung, bei där een net eng eenzeg Regierung responsabel ka maachen oder een eenzelne Minister oder Ministère, mee déi eng Entwécklung ass, déi sech iwwert déi lescht 10, 15, 20 Joer gezunn huet.

Et kënnt een net derlaanscht ze soen, datt d'Austeritéitspolitik - mir hate fënnef Spuerpäck - besonnesch déi niddreg Revenuen am stäerkste getraff huet. Et muss een och feststellen, datt mer zu Lëtzebuerg en Nettomindestloun hunn, deen nach ëmmer ënnert dem Aarmutsrisiko läit an och ënnert deem, wat de Statec ausgerechent huet, wat ee brauch, fir dezent ze liewen. An ech mengen, datt an der Vergaangenheet oder och an deene leschte Méint do gläich e puer Zich verpasst gi sinn, wéi de Mindestloun ugepasst ginn ass, fir dësen Ecart wierklech kënnen ze behiewen.

Mir stelle fest, datt et eng inegalitär Entwécklung vun de Revenuen zu Lëtzebuerg ginn ass an deene leschten 10, 20 Joer. Och déi ass net vum Himmel gefall, mee déi ass d'Resultat vu politeschen Decisiounen. Nach ëmmer ginn d'Revenuen aus der Lounaarbecht weesentlech méi héich besteiert wéi d'Revenue vu Kapitalerträg. An innerhalb vun deenen eenzelne Lounkategorië sinn et déi ënnescht Léin, déi weesentlech manner séier klamme wéi déi ganz iewescht Léin. Dat ass Ausdrock vun där sozialer Schéier, déi eeben, wéi gesot, ëmmer méi wäit auserneegeet an déi zréckzeféieren ass op politesch Decisiounen.

Mir stelle fest, datt déi prekär Aarbechtsverhältnisser, also d'Zäitverträg, d'CDDen, Interimsaarbecht, weider zouhuelen, datt mer, obwuel ëmmer erëm dovunner geschwat gëtt, nach ëmmer kee méi restriktive legale Kader hunn, dee genau déi doten Zorte vun Aarbecht encadréiert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Uberiséierung ass esou e bëssen en Tabutheema zu Lëtzebuerg, wou ëmmer gesot gëtt: „Jo, dat hu mer hei net esou." Et ginn awer ganz vill Temoignagen a ganz vill Indicë vu Leit, déi eis éischter beonrouegen an déi soen: „Mee de Phenomeen vun Uberiséierung, deen ass och schonn zu Lëtzebuerg ukomm." An Uberiséierung heescht eng komplett Prekariséierung vun deene betraffene Leit.

An dann hu mer zu Lëtzebuerg - an do ass, mengen ech, och jiddwer Virriedner drop agaangen - natierlech d'Logementsproblematik! Och dat ass eng politesch Decisioun. Et ass eng politesch Decisioun gewiescht vun deene leschten 20 Joer, alles dem fräie Maart ze iwwerloossen, deen evidenterweis dorunner gescheitert ass, Léisungen ze entwéckelen.

Et feele Sozialwunnengen, well souwuel um Niveau vun der Regierung wéi och um Niveau vun de Gemengen de Courage gefeelt huet, fir wierklech massiv doranner ze investéiere souwéi insgesamt an d'Problematik vum ëffentleche Wunnengsbau. Mat der Konsequenz - all déi Saachen zesummen -, datt mer eng enorm Konzentratioun vu Räichtum erliewen, oder erlieft hunn an deene leschte Joren, op där enger Säit. Dat heescht, souwuel Patrimoine wéi och Revenue sinn op där enger Säit ganz staark konzentréiert ginn, deelweis a gigantesch Héichten, virdrun onvirstellbar Héichte geklommen op där enger Säit. An op där anerer Säit ass déi aner Säit vun der Medail eeben, datt och d'Aarmut zougeholl huet. An den Ecart tëschent deenen zwou Säiten ass ëmmer méi grouss ginn.

Och dat huet domat ze dinn, datt Lëtzebuerg an der Vergaangenheet eng Politik gemaach huet, wou se wollten immens aktiv si fir sougenannt „high net worth individuals", an datt aner Leit, sou huet et zumindest geschéngt, an de Politicke vun de leschte Regierunge vläicht net gradesou „worth individuals" waren.

Natierlech musse mer, wa mer iwwert d'Aarmut schwätzen, och op d'Sozialleeschtungen agoen an déi Mesuren, déi d'Regierung an deene leschte Jore geholl huet, respektiv dorop, wéi eng Adaptatioune se gemaach huet oder wéi eng Reforme se probéiert huet ëmzesetzen. An ech wëll - ech gesinn, d'Zäit leeft mer schonn erëm dovunner - just op zwou ganz kuerz agoen.

Dat ass éischtens de REVIS, wou mer feststellen, datt de Montant nach ëmmer ënnert der Aarmutsschwell läit. Bon, ech stellen och fest, datt ganz vill Leit, an dat hu mer och scho kritiséiert, nach ëmmer ausgeschloss si vun deene Mesuren, déi de REVIS eventuell zur Verfügung stellt, Leit ënner 25, fir elo nëmmen déi ze nennen. An dat, wat eis och éischter beonrouegt: Ëmmer méi Temoignagen, déi mer kréien, souwuel vu betraffene Leit wéi awer och vu Sozialaarbechter, temoignéieren eis, datt mat där neier Reform de REVIS vill méi coercitiv gi wier, dat heescht, datt d'Leit vill éischter Gefor lafen, de REVIS ofgeholl ze kréie bei där klengster Geleeënheet oder Méiglechkeet oder engem Vergoen, wat déi Leit eventuell gemaach hunn, an datt dat natierlech déi Spiral, déi Ofwäertsspiral no ënnen nach éischter weider ënnerstëtzt, wéi datt et hir entgéintwierkt.

E leschte Sujet, deen, mengen ech, just vun der Madamm Bernard gestreift ginn ass, ass d'Fro vun der universeller Gesondheetsversuergung. An do stelle mer och fest, datt, wien aarm ass, och oft ofhängeg vum Sozialsystem ass, mee gläichzäiteg ausgeschloss ass vu liewenswichtege Prestatioune wéi dem universellen Accès zur sozialer Gesondheetsversuergung. Also ech mengen, d'Médecins du monde hunn an hirem Rapport däitlech gemaach, datt 75 % vun hire Patiente keng Sozialversécherung haten. An den Taux de couverture vun der CNS, deen zu Lëtzebuerg 2002 nach bei 99 % louch, also bei der Quasitotalitéit vun der Populatioun, ass vun 2002 op 2015 op 95,2 % erofgaangen. Dat ass eng ganz, ganz bedenklech Entwécklung, déi mer do constatéiere mussen.

Och den Här Galles huet et zum Schluss gesot: Et géif nach vill ze soe ginn zur Aarmutsbekämpfung allgemeng respektiv zur sozialer Entwécklung hei am Land, wat de Kader vu menger Riedezäit definitiv sprengt.

„Aarmutsbekämpfung ass net d'Aufgab vun engem eenzege Ministère", hunn ech gesot. Et ass e Sujet, deen net nëmmen de Familljeministère betrëfft, mee gradesou d'Sécurité sociale, d'Santé, de Logement, Travail, Emploi, Educatioun, Steieren an esou weider.

Duerfir mengen ech, an domat wéilt ech dann och gären ofschléissen, datt mer als Chamber och an der Verantwortung sinn an datt mer och déi Verantwortung droe sollten an net méi ëmmer nëmmen op d'Initiativ, déi voluntaristesch Initiativ vun eenzelnen Deputéierte waarden, fir eng strukturéiert a geuerdent Debatt iwwert d'Sozialentwécklung an domadder verbonnen natierlech den Aarmutsrisiko ze féieren, mee datt mer eis sollen e méi seriöe Kader ginn, wou mer dat kéinte maachen, eng De-

batt, déi dann och an de parlamentaresche Kommissioune kéint preparéiert ginn, zesumme mat all deenen Acteuren, déi eis déi Zuele liwweren an déi och an der konkreeter Ausernanersetzung mat deene Fäll sinn.

Duerfir proposéiere mir oder deposéiere mir elo eng Resolutioun, déi genau dat do freet, nämlech eng reegelméisseg strukturéiert Debatt, déi preparéiert gëtt an de jeeweilege Kommissiounen an déi lassgeléist ass vun eenzelne Projeten.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu l'importance de la cohésion sociale dans l'élaboration des stratégies de développement du pays ;

- considérant le développement de la recherche sociale et de la publication d'études scientifiques par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics spécialisés ;

- considérant le travail d'analyse et de proposition réalisé par des acteurs de la société civile et des chambres professionnelles concernant la situation et les réponses politiques dans le domaine social,

décide

l'organisation régulière d'un débat public à la Chambre des Députés sur le développement social au Luxembourg, préparé en commission parlementaire en étroite concertation avec la société civile et la recherche scientifique.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ofschléissend wëll ech da just nach soen, datt et heiansdo erstaunlech ass, wann ee bedenkt, wéi eng Unanimitéit hei schéngt ze si bei all deene Froen. Jiddweree bedauert d'Entwécklung a jiddweree weist sech och betraff. Ech mengen, datt et héich Zäit gëtt, datt mer eis déi Moyenen an de Grapp ginn an och Konsequenzen aus där Analys zéien, well soss riskéiert och dës Debatt leider just eng Sonndesried gewiescht ze sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An deen zweetleschte Riedner, den Här Marc Goergen, steet scho prett. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dir Dammen, Dir Hären, Här President, wa mir haut iwwert d'Aarmut schwätzen, schwätze mir net iwwer e Begréff, mee allgemeng eng Alldagssituatioun, déi ganz schwéier ass fir d'Leit a wou engem all Dag op en Neits d'Liewen erschwéiert gëtt, jo, quasi onméiglech gemaach gëtt.

D'Aarmut ass en Theema, dat keen ignoréieren däerf. An et muss fir all verantwortleche Politiker en Zil sinn, d'Aarmut am Land ofzeschafen an alles derfir ze ginn, fir dëst Zil ze erreechen. Mir kënne bei der Aarmut ganz vill iwwer Rapporten, Statistiken, Zuelen a Meenunge schwätzen. D'Statistiken an de leschte Jore weisen och ganz kloer, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss ginn ass. A menger kuerzer Riedezäit wäert ech an den nächsten zéng Minutten op e puer Punkten dovun agoen.

Ech kann Iech soen, an all deene Joren, wou ech hëllefen, lessen auszeginn op der Strooss, do gesäit een déi schlëmmste Schicksaler, wou ee kéint mengen, am räiche Lëtzebuerg wär et guer net méiglech. Ma dach, et ass et!

Fir mat Virurteeler a Klischeeën opzeraumen: Ma ech kann Iech soen, an all deene Joren hunn ech do vill Leit kenne geléiert, déi hei gebuer an opgewuess sinn, eis Schoulen duerchgemaach hunn an duerch falsch Entscheedungen, Schicksal oder vläicht och ganz einfach Pech an d'Aarmut gerutscht sinn. Wa mir ee Bild am Kapp bleiwe wäert, dann ass et eng Fra, déi deeglaang ouni Schung duerch d'Stad gelaf ass. Natierlech krut si dunn direkt gehollef, awer net vum Staat, mee vun den éierenamtleche „Street Angels".

Wa mir zu Lëtzebuerg d'Aarmut méi genee ukucken, da fält op, dass et net nëmmen eng Zort Aarmut gëtt. D'Aarmut ka vill Facettë kennen, sief et als Kand, als Leit, déi schaffen an awer aarm sinn, oder am drëtten Alter, awer och als Independant. An net ze schwätze vun den Extreemsituatiounen, wéi déi vun de Persounen, déi op der Strooss liewen a schlofen. Mir gesinn, dass et net eng Zort Aarmer gëtt, mee verschiddenen Typpen. Jo, dat am räiche Lëtzebuerg, dat laanscht bei Chanel, Louis Vuitton oder wéi all déi Luxuslabelen heeschen, fir mech e Symbol fir d'Falschheet vun der Gesellschaft, wa virun der Dier Leit erhéngeren, souguer erfréieren, a banne keeft ee Posche vun e puer Dausend Euro, Poschen, déi souwisou kee brauch!

Dat passt awer symbolesch genau hei zum Theema Aarmut. Do, wou ee räich ass, ass op där anerer Säit ee richteg aarm. Den Aarmutsrisiko klëmmt a klëmmt an ëmmer méi Leit si betraff. D'Zuele léien net. Wéi de Statec richteg schreift: Zu Lëtzebuerg hunn déi räichsten zéng Prozent zéngmol méi Sue wéi déi äermsten zéng Prozent. De Bilan vun der Regierung Bettel an der Aarmutsbekämpfung ass also net esou positiv. Iwwer 13 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, riskéieren, an d'Aarmut ze falen. Domat si mer op der schlechter zweeter Plaz an Europa.

Ech wäert no menge Virriedner elo net nach eng Kéier op d'Rapporten an d'Statistiken agoen, well oft vergiesse mir dat Wichtegst hannert den Zuelen. Et geet nämlech hei ëm d'Liewe vu Mënschen, wou een net weess, wat den Dag muer brénge wäert, wou een net weess, ob ee muer kéint alles verléieren. Et ass e Liewensgefill verbonne mat der stänneger Angscht virum Versoen a virum Ofstuerz.

Wa mir vun Aarmut schwätzen, denke mir an éischter Linn meeschtens u Mënschen, déi keng Suen hunn. Dat ass och prinzipiell richteg, well d'Suen an eiser Gesellschaft decidéieren, ob een hei kann deelhuelen oder net. Mee et geet awer och ëm déi Leit, déi Sue verdéngen a wou et awer net duergeet a finanziell net opgeet. Eng Persoun ouni Suen oder mat wéineg Sue ka sech net an de Biorayon zerwéiere goen. Eng Erausfuerderung fir déi national Ziler vun 100 % Bio, wou u jiddweree geduecht muss ginn. Déi Bioprodukter wäerten d'Leit mat klengem Akommes sech net leeschte kënnen. Si wäerten also weiderhin op Masseprodukter zréckgräife mussen, fir kënne mat hirem klengen Akommes eppes z'iessen ze kafen.

Wou een och d'Aarmut am A behale muss: Kommen elo nach déi nei Akzisen um Diesel derbäi, grenzt een d'Leit mat klengem Akommes weider aus, well déi kënnen net waarden, bis se duerch iergendeng nach net bekannte Moossnam d'Geld zréckkréien, wann elo schonn all Mount net genuch Geld do ass.

Esou schnell wéi beim Akziseneropsetze war ee beim Index um Kannergeld leider net. Fir eis eng kloer Feelentscheedung! An den normale Bierger wäert de volle Präis fir den Diesel bezuelen, wärend d'Camionen eng déck Remise kréien. Dat ass keng fair Politik.

Leit, déi vun der Aarmut betraff sinn, déi tanke warscheinlech hiren alen Auto weiderhi mat Diesel oder Bensinn, net fir de Spaass, mee fir op hir Aarbecht ze kommen, well Elektro ass nun emol, trotz Primm, einfach net ze bezuelen. A wann een net vill Geld huet, kritt een och keng Wunneng do, wou den ëffentlechen Transport zumindest e bëssen attraktiv wär. Et ass en Däiwelskrees, deen d'Politik ëmmer weider undreift. Leit, déi hei am Land aarm sinn, ginn aarm an ëmmer méi aarm.

Duerch eise staarke Wuesstum, déi héich Nofro u Wunnengen an de rasanten Tempo vun eisem Liewe riskéieren ëmmer méi Leit, an d'Aarmut ze rutschen. Zu Lëtzebuerg ass et evident, dass bei den Ausgaben de Logement mat am héchsten an d'Keess schléit. D'Logementspolitik huet versot, an dat ass de Buedem fir weider Aarmut. Wa fir eng Famill mat engem Kand eleng fir d'Wunne mat alle Chargen e ganze Mindestloun dropgeet, spéitstens da wësse mir, dass eppes net stëmmt.

An da wëll ech och op de Problem vun der Steierpolitik fir elengerzéiend Elteren opmierksam maachen, déi vertréischt ginn op iergendeng zukünfteg Steierreform.

Wann eng Persoun an Aarmut hir Situatioun wëllt verbesseren an erëm an d'Schoul goen oder eng Formatioun maache wëllt, brauch se als Éischt emol Suen op der Säit als Reserv. Wann een déi awer net huet an d'Bank léint keng, well et net profitabel ass, dann hänkt déi Persoun do. Dat ass de Feeler an eisem profittorientéierte System: Déi Leit, déi d'Suen am meeschte brauchen, kréie se net geléint.

Dat ass eng Situatioun, wéi vill Leit se hei am Land hunn. Mir schwätze vun de sougenannte „Working Poor", deene Leit, déi a schwieregen Jobs fir de Mindestloun schaffen an domadder iwwert d'Ronne musse kommen. Dës Mënschen hu kee Choix. Si sëtzen an engem Hamsterrad, wou et heescht: „Laf weider oder fal an d'Lach!" A gleeft mir, wann ech soen: „Krank ginn ass och keng Optioun!"

Ech wëll eis Regierung dann och nach op déi sougenannt „Interimkontrakter" opmierksam maachen. Jo, wie kennt se net, dës Agencen, déi Aarbechter un Entreprisë verlounen? Si boomen. Et ass fir mech eng modern Sklaverei. Et schéngt e lukrative Business ze sinn. Mee fir wien? Net fir d'Mataarbechter! Baufirme maache Gebrauch vun dëser Offer, fir temporär Employéen anzestellen, wa si se brauchen, och fir Projeten ze bauen, wou d'Gemengen an de Staat bezuelen. Et sinn déi Leit, déi op eise Prestigechantieren déi dreckeg Aarbecht maachen, déi soss kee maache wëllt.

Lëtzebuerg ass net esou perfekt, wéi et sech gären no bausse gëtt. De ganzen Interim an d'Magouillen, déi um Réck vun den Aarbechter gedriwwe ginn, an dat alles ganz legal!

Leider kann ech net a menger kuerzer Ried all Zorte vun der Aarmut opdecken, mee dofir ass et mir awer wichteg, nach d'Aarmut am Alter eng Kéier ze erwänen. Et kann nämlech net sinn, dass eng Persoun, déi 40 Joer oder méi zu Lëtzebuerg geschafft huet, nëmmen de Mindestloun oder souguer manner als Rent kritt. De Rentesystem misst vill méi sozial opgestallt ginn an net wéi en Investmentfong betruecht ginn. Eng Persoun, déi 40 Joer geschafft huet, soll ouni Weideres kënnen eng Wunneng am Land lounen oder an en Altersheem goen.

Här President, ech kommen dann elo zu de Motiounen, déi ech haut wëll deposéieren. Mir hunn haut gesinn, dass een an eiser Gesellschaft Sue brauch, fir sech als Persoun kënnen ze realiséieren. Wann een nëmmen iwwert d'Aarbecht oder iwwert d'Kapital kann zu Sue kommen, da misst zur Verhënnerung vun der Aarmut op d'mannst Vollbeschäftegung herrschen.

Et ass och e Mythos ze gleewen, dass an enger ëmmer méi digitaler an automatiséierter Welt d'Vollbeschäftegung iergendwann zustane komme wäert. Well och dës Regierung keng Vollbeschäftegung wäert erreechen, fuerdere mir Piraten an dëser Motioun d'Regierung zu engem Systemwiessel op: Mir Piraten fuerderen e bedéngungsloost Grondakommes. Dofir deposéieren ech och haut dës Motioun, fir dass d'Weiche gestallt ginn, fir d'Gesellschaft ëmzekrempelen.

Motion 5

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- All Mënsch huet d'Recht op eng sécher Existenz a gesellschaftlech Participatioun. E Mënsch kann nëmmen a Würd liewen, wa fir seng Grondbedierfnisser gesuergt an him eng gesellschaftlech Participatioun méiglech ass. An eiser Geldwirtschaft ass dozou en Akommes noutwendeg.

- Wann en Akommes nëmmen duerch Aarbecht erziilt ka ginn, muss zur Sécherung vun der Würd vun alle Mënsche Vollbeschäftegung herrschen. Ënnert dëser Viraussetzung ass d'Vollbeschäftegung e grousst Zil vun der Wirtschaftspolitik, mee mir kënnen net aleng drop setzen, datt eng staark Ekonomie schonns iergendwéi fir Vollbeschäftegung suerge wäert.

- D'Nofro no Aarbecht gëtt op laang Siicht méi kleng. Duerch d'Automatiséierung an d'Optimiséierung verschwannen ëmmer méi Aarbechtsplazen an ëmmer méi Aarbecht gëtt vu Maschinne gemaach. Dëst bedeit, datt ëmmer manner Mënsche kënnen eng 40-Stonne-Woch leeschten. Als Konsequenz musse mir mat engem méi héijen Aarbechtslosentaux oder mat méi kuerzen Aarbechtswochen eens ginn. Mir brauchen dofir nei Léisungen, déi der steigender Automatiséierung an dem technesche Fortschrëtt gerecht ginn.

- Donieft detachéiert sech d'kulturell Produktioun vum Marché. Ëmmer méi kulturell wichteg Produiten, wéi zum Beispill d'Online-Enzyklopedie Wikipedia oder Open-Source-Projete wéi de Betribssystem Linux, baséieren op fräiwëlleger Aarbecht vun Dausende vu Contributeuren. Dëst ass en Trend, dee weist, datt vill Mënschen de Wonsch hunn, sech onofhängeg vun enger klassescher bezuelter Aarbecht ze betätegen. Hiren Engagement musse mir begleeden an esou derfir suergen, datt keen an d'Aarmut rutscht, obwuel en allgemeng wäertvoll Aarbecht leescht.

- Eng sécher Existenz schaaft Fräiraum fir selbstbestëmmt Educatioun a Fuerschung souwéi ekonomesch Innovatioun. Si erliichtert an erméiglecht éierenamtlecht Engagement, beispillsweis d'Fleeg vun eelere Persounen, d'Erzéiung vu Kanner, onofhängege Journalismus, politesch Aktivitéit oder d'Schafe vu Konscht a fräier Software. Heivunner profitéiert déi ganz Gesellschaft.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. datt si vun 2021 bis 2024 en Test fir ee bedéngungsloost Grondakommes zu Lëtzebuerg an d'Weeër realiséiert. Bei der Vergab vum Test-Grondakommes solle virun allem méi struktur- an akommesschwaach Gemengen an Haushalter prioriséiert ginn;

2. d'Experiment duerch eng interdisziplinär Ekipp vu Wëssenschaftler onofhängeg begleeden ze loossen. De geneeë Montant an d'Gréisst vun der Testgrupp vum Test-Grondakommes solle vum Conseil économique et social berechent ginn an un d'Käschte vun der jeeweileger Gemeng ugepasst ginn;

3. bis 2024 e jäerlechen Tëscherapport iwwert d'Entwécklung vum Experiment ze maachen an 2024 eng Impaktstudie virzeleeën.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- D'Theema Grondakommes kennt Dir vun de villen Tabronden a vun Infoveranstaltungen hei am Land, déi zu deem Theema ofgehale gi sinn. Esou ee Grondakommes verhënnert eiser Meenung no net de Räichtum, mee d'Aarmut. D'Grondakommes kann eng wichteg Roll spille bei der Aféierung vun 100 % Biolandwirtschaft. D'Grondakommes ka Chancë schafen, wou eisen aktuelle System u seng Grenze kënnt.

An dëser Motioun proposéiere mir, d'Grondakommes bis 2024 joerlaang ënner wëssenschaftlecher Begleedung zu Lëtzebuerg ze testen, fir dann 2024 e Bilan ze zéien, ob d'Grondakommes säin Zil géif erreechen.

Déi zweet Motioun, Här President: D'Politik muss de Logement upaken, an dat mat vill méi kreativen a wäitreechende Moossname wéi déi kleng, wierkungslos Plooschteren, déi am Moment virgeschloe ginn. Do froe mir Piraten ganz kloer, d'Variant aus der Schwäiz vun der „Lex Koller" och hei zu Lëtzebuerg unzewenden. Mat dëser Motioun fuerdere mir d'Regierung op, eng Machbarkeetsstudie auszeschaffen, fir zu Lëtzebuerg en änlecht Gesetz nom Schwäizer Modell op d'Been ze stelle mam Zil, d'Immobiliespekulatioun hei am Land ze bremsen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- tenant compte de la hausse considérable de 11,3 % du prix de l'immobilier au Grand-Duché, constatée par Eurostat en 2019 ;

- tenant compte de la question parlementaire n° 3885 des honorables Députés Franz Fayot et Yves Cruchten concernant les fonds d'investissement spécialisés (FIS) ;

- se basant sur la réponse à la question parlementaire mentionnée ci-dessus stipulant que « en ce qui concerne la question [...] sur le nombre de FIS investissant dans l'immobilier au Luxembourg, il n'existerait aucune statistique y relative » ;

- se basant sur la même réponse du Ministre des Finances qui précise que la liste des FIS enregistrés auprès de la CSSF est librement accessible, mais que celle-ci ne permet pas d'isoler ceux qui investiraient exclusivement ou partiellement dans l'immobilier au Luxembourg ;

- regrettant qu'une évaluation de l'impact des FIS sur le marché immobilier luxembourgeois s'avère « pas possible », selon le Ministère des Finances dans sa réponse à la question parlementaire n° 3885 ;

- considérant que la loi fédérale suisse « Lex Koller » du 16 décembre 1983 a comme objectif la limitation de l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger dans le but de prévenir l'emprise étrangère sur le marché immobilier suisse,

invite le Gouvernement

à évaluer la faisabilité et l'impact potentiel d'une loi comparable à la loi fédérale suisse communément appelée « Lex Koller ».

(s.) Marc Goergen.

Här President, erlaabt mer e klengt Schlusswuert! Wéi ech a menger Ried op e puer Plazen erwäänt hunn, existéiert net nëmmen een Typ vun Aarmut, mee e puer. An all hu se domadder ze dinn, dass et de Leit u Sue feelt, fir selwer kënnen iwwer hiert Liewen ze bestëmmen. Ugesiichts dovunner, dass d'Regierung Bettel zu Lëtzebuerg och no sechs Joer et net fäerdegbruecht huet, an enger gudder Wirtschaft d'Aarmut ze bremsen, muss een agesinn, dass den aktuelle Wirtschafts- a Sozialsystem zu Lëtzebuerg seng Grenzen erreecht huet.

Dofir wär et wichteg, wa mir haut zesummen d'Grondakommes an d'Weeër géife leeden, fir esou ze versichen, dass keen am Land sech méi aarm nenne muss. Dofir brauch een awer de politesche Courage. Mir Piraten hunn en, well mir denke fir d'éischt un déi wirtschaftlech Schwaach an duerno eréischt un d'Wirtschaft.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mäi Parteikolleeg, de Paul Galles, ass virdrun eng Kéier ganz emotional op de Problem vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg agaangen. En huet all déi Leit um Terrain besicht, en huet mat deene Leit geschwat, déi sech an där Situatioun befannen. An déi Leit spieren dat anescht wéi mir, déi hei am Dréchene sëtzen an déi elo kucken, wat mer kënne maachen, fir hinnen ze hëllefen. An et misst ee vläicht allkéiers, wa mer esou eng De-

batt féieren, am Virfeld eng Kéier d'Situatioun vun deene Leit kucke goen, fir dass ee sech och bewosst ass an enger Debatt, wat dat bedeit a wat déi Leit do alles matmaachen.

D'Schéier tëschent Räich an Aarm ass déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss ginn. A wann een de Rapport kuckt vun „Travail et cohésion sociale" vum Statec vun 2019, gesäit een dat. Verschidde Riedner hunn heibannen dervu geschwat, dass mer bei de Statistiken iwwerall virbäi sinn, an den europäesche Statistiken. En hat awer do vergiess ze soen, dass mir och beim Stau virbäi sinn: déi Leit, déi, fir op d'Aarbecht ze goen, am längsten am Stau sinn.

A mir sinn och, an dat ass geneesou, fir net ze soen, nach vill méi schlëmm, mir sinn och bei der Statistik, déi d'Aarmut ubelaangt, virbäi. Och dat si Punkten, wou dobaussen an der Effentlechkeet - an dat hu mer jo gemierkt, wéi déi europäesch Etüd erauskomm ass, dass mer do an der internationaler Press heiansdo erwäänt gi sinn - d'Leit awer iwwerrascht waren, dass d'Steierparadäis, d'Finanzparadäis, deen Éischte mam Wuesstum, deen Éischte mat de Paien, och esou en héijen Aarmutsrisiko huet.

An et ass jo esou, dass mer hei den Aarmutsrisiko jo moossen nom „Gini-Koeffizient". Dat ass de Koeffizient: „Deen een huet alles, an deen aneren huet näischt, an da gëtt eng Moyenne gerechent." An deen ass zanter de Krisejoren hei zu Lëtzebuerg ëmmer an d'Luucht gaangen. Et war eng liicht Stagnatioun ganz kuerzfristeg 2017, an duerno ass et riicht weidergaangen. A wa mer keng Sozialtransferten hätten, da wiere mer net bei 0,33, mee da wiere mer bei 0,52. Dat gëtt alles just opgefaange bei deem Koeffizient opgrond vun de Sozialtransferten.

De Revenu moyen vun den 10 % vun de räichste Leit hei am Land ass zéngmol méi héich wéi dee vun den 10 % vun deenen Ärmsten. Dës Inegalitéit beweist ganz kloer, dass d'Schéier ëmmer méi wäit auserneegeet an dass mer ëmmer méi Problemer dora kréien. Et muss ee wëssen, dass bei deenen 10 % räichste Leit d'Akommes duerch Aarbecht 74,4 % vum ganzen Akommes ausmécht, an dat war eng Hausse an deene leschte Jore vun iwwer 4 %, esou de Rapport vum Statec.

A wann ee kuckt, déi Leit, déi „nëmmen" nach - „nëmmen" tëscht Guillemeten - duerch d'Aarbecht e Revenu hunn, do sinn et 49,7 % an do ass eng Baisse amgaangen an dat geet ëmmer méi wäit erof. Domadder geet d'Schéier automatesch méi auserneen.

2018 hunn déi méi Räich, d'Hallschent, 50 % vun den Awunner hei zu Lëtzebuerg, 72,6 % vun alle Revenue verdéngt. Déi 10 % Allerräichst hu 24 % vun allem Akommes verdéngt an déi 10 ärmste Prozent nëmmen 2,4 % vun all deene Suen, déi hei a Lëtzebuerg komm sinn.

De Revenu moyen 2018 vun de Menagen zu Lëtzebuerg war 6.285. D'Hallschent vun de Menagen, 49,6 %, hunn awer en Akommes vun ënner 5.000 Euro. 10,4 % hunn en Akommes tëschent 1.500 an 2.500 Euro a 6,9 % hunn en Akommes ënner 1.500 Euro de Mount.

1.500 Euro de Mount, fir hei zu Lëtzebuerg ze liewen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech mengen, dat ass bal onméiglech! Ech op alle Fall, ech ka mer et net esou richteg virstellen, wéi déi Leit solle mat 1.500 Euro de Mount auskommen.

A wann een da kuckt ... Dofir soen ech bewosst: „D'Moyenne vun de Revenuen ass 6.285, d'Mediane ass 3.355", well dat ganz Ënnerscheeder sinn. Ech brauch Iech et net ze soen, Dir wësst et och alleguer. Mee et war nach eng Kéier gutt, dass och de Statec op den Ënnerscheed vun der Moyenne a vun der Mediane higewisen huet.

Den Taux de risque de pauvreté bei deene 60 % stoung 2018 bei 2.013 Euro de Mount (veuillez lire: Den Taux de risque de pauvreté läit bei 60 % vum Medianakommes, 2018 waren dat 2.013 Euro de Mount). 18,3 %, dee Chiffer huet bal all Riedner haut de Mëtten hei gesot, vun der Populatioun louchen hei drënner.

Do muss een awer dann och wëssen, wa mer schwätze vun deene 60 %, dass e Mann, ech mengen, deen d'Regierung ganz gutt kennt, d'Chamber kennt en och ganz gutt, en heescht Serge Allegrezza, a sengem Virwuert schreift, dass een am Fong, fir de Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg ze moossen, a wann een all déi Saache géif kucken, déi et hei am Lëtzebuerger Land gëtt, dann net méi vu 60 % dierft schwätzen, mee da misst ee 65 % huelen, fir den Niveau hei zu Lëtzebuerg ze kucken. Dat ass nach 5 % méi héich. Dat hunn net ech oder soss en anere gesot, mee keen anere wéi den Direkter vum Lëtzebuerger Statec a sengem Virwuert an deem Rapport.

An da muss ee sech och do Froe stellen. Wann de Statecsdirekter dorop hiweist, da kënne mir soen heibannen, wéi verschidde Leit dat de Mëtteg gemaach hunn: „Mir hunn hei gemaach, mir hunn do gemaach", mee ech kann lech soen: „D'Schéier ass awer ëmmer méi auserneegaangen!" An dofir ass et wichteg, dass mer do dat an Ugréff huelen, fir déi Schéier méi zesummenzekréien.

De Budget de référence - an ech mengen, et war d'Madamm Bernard, déi doriwwer geschwat huet, iwwert de Rapport vun der Madamm Franziskus, deen 2016 virgeluecht ginn ass, wéi et soll ausgesinn - ass 2019 nach eng Kéier ugepasst ginn. Do stelle mer awer fest, dass deen an d'Luucht gaangen ass vun 1.923 fir ee Mann op 2.115, fir eng Fra vun 1.908 op 2.105, fir eng Koppel an d'Luucht gaangen ass vun 2.598 op 2.912 a fir eng Koppel mat zwee Kanner vun 3.935 op 4.213.

Wivill Stéit ginn et dann hei am Land, Eltere mat zwee Kanner, déi net déi 4.213 Euro hunn, fir kënnen esou ze liewen, wéi dat am Rapport vun der Madamm Franziskus duergeluecht ginn ass?

Do geet et dann och ëm déi sozial Kontakter. Do geet et och drëm, ob déi Kanner och eng Kéier kënnen an den Theater goen, ob déi Kanner och eng Kéier kënnen e Concert lauschtere goen, ob déi Famill och eng Kéier ka sonndes an de Restaurant iesse goen an ob och déi Famill d'Méiglechkeet huet, zum kulturellen a sportleche Liewen hei am Land bäizedroen.

An déi Chifferen, déi 2016 jo vu kenger Säit contestéiert gi sinn, kënnen da jo och 2019 net esou falsch sinn, mee au contraire, mir gesinn, dass do de Problem ëmmer nach méi héich gëtt. An et ass dofir, dass mer do musse géigesteieren an eppes ënnerhuelen.

E Punkt, deen hei ugeschwat ginn ass, dat ass de Logement. D'CSV-Propositioun huet mäi Parteikolleeg, de Marc Lies, am Dezember hei op den Dësch geluecht, wat d'CSV wéilt am Logement änneren. Bon, de Logement ass ee vun den Haaptproblemer hei zu Lëtzebuerg. An ech hoffen dann, wann ech héieren hunn, wéi jiddwereen haut de Mëtteg hei iwwert de Logement geschwat huet - se hunn zwar déi Motiounen an déi Proposen ofgeleent -, mee dass dat eppes ass fir kënnen ze hëllefen. An dat sinn d'Iddie vun der CSV, wat mir wëlle maachen, fir dass um Wunnengsmaart eng Verbesserung kënnt.

Déi aner Proposen huet haut de Mëtteg mäi Kolleeg, de Paul Galles, op den Dësch geluecht: wat d'CSV gären hätt, wat soll aneschters gemaach ginn, fir dass mer de Problem vun der Aarmut an de Gréff kréien hei zu Lëtzebuerg. An ech hoffe jo elo, dass et net herno geet, wéi mer dat déi lescht Wochen a Méint gewinnt sinn, 31:29, mee dass ee sech wierklech och mat deene Proposen, déi de Paul Galles gemaach huet, beschäftegt an dass een net elo d'office seet: „Dat do kënnt vun der Oppositioun a mir wëllen näischt dovunner wëssen a fir eis ass dat net dran."

(Interruptions)

Well da weist ee jo konkreet, dass mer heibanne keng Sonndesrieden halen - ech weess net, ob et de Marc Goergen war oder ob et de Jeff Engelen war, dee vun de Sonndesriede geschwat huet -, mee da weise mer jo ganz kloer, dass mer eppes wëllen änneren an dass mer net nëmmen dovu schwätzen, fir hei eng Kéier iwwert d'Aarmut zesummenzekommen, fir d'Gewëssen ze berouegen, an duerno geschitt näischt, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn!

Wann een dann d'Montanten am Logement kuckt, huet den Observatoire de l'habitat - och eng Associatioun, mengen ech, déi jo net am Verdacht steet, eppes mat eis ze dinn ze hunn - drop higewisen, dass d'Loyerspräisser 2018 ëm 18,23 % geklomme sinn an dass de Loyer moyen hei am Land bei 1.858 Euro läit. Dat ass e Chiffer, deen aus dem Observatoire erauskomm ass.

Op engem Internetsite - atHome, fir keen Numm ze nennen -, wann een do d'Moyenne kuckt vun de Loyeren, déi am Dezember publizéiert gi sinn, do waren et fir e Studio hei zu Lëtzebuerg 1.092 Euro, fir en Appartement mat enger Kummer 1.390 Euro, mat zwou Kummere 1.703 Euro, mat dräi Kummeren 2.229 a véier Kummeren 2.983.

An ech stellen Iech dann d'Fro, wa mer schwätze vun enger Famill mat zwee Kanner, mat engem Jong a mat engem Meedchen, déi misste jo duerch d'Dispositiounen, déi mer an anere Logementsmesurë kennen, ab zwielef Joer getrennt Schlofzëmmeren hunn, da bräicht déi Famill jo eng Wunneng mat dräi Schlofzëmmeren, eent fir d'Elteren a jee eent fir d'Kanner, a si sollen da bezuelen - wéi hunn ech elo grad gesot? - 2.229 Euro, mat engem Revenu vu 4.393.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat si 50 % vun deem Revenu, déi da géifen dropgoen, fir dat ze maachen! An dofir ass et wichteg, dass mer déi ganz Saach op de Leescht huelen an dass mer och iwwert déi Seuile schwätzen. De Paul Galles huet et schonn de Mëtten ugedeit.

A wann ech dat soen: „iwwert déi Seuile schwätzen", da musse mer och de Courage hunn, Mesuren ze huelen, déi vläicht net esou gutt kléngen. An ech erkläre mech: Virdrun ass hei gesot ginn, d'Hausaufgabenhëllef stéing am Koalitiounsprogramm an dofir bräicht een net méi driwwer ze schwätzen. Ech ka mech erënneren, dass eng Partei de 25. Abrëll 2019 hei eng Motioun eraginn huet, wou se iwwert d'Hausaufgabenhëllef geschwat huet, an déi ass ofgebaatscht gi mat 31 zu 29 Stëmmen, well et geheescht huet, et stéing am Koalitiounsaccord a fir d'Rentrée wier et do!

Ech kann Iech soen: „D'Rentrée war jo am September!", oder ass gemengt gewiescht, d'Rentrée „ech-weess-net-wéini"? Mee si war op alle Fall am September, a mir haten et am Abrëll gefrot! Heibannen ass erëm eng Kéier drop higewise ginn, dass dat kéim. Dann ass d'Fro just: Jo, wéini kënnt et dann? Well déi leschte Kéier ass eis Motioun, wéi gesot, ofgebaatscht gi mat 31:29 vun der Majoritéit, an dat ass nach ëmmer net do, fir dass mer kënne schwätzen iwwert déi gratis Hausaufgabenhëllef.

Ech wëll hei nach e puer Iddie lancéieren. A well ech jo weess, dass d'office verschidde Saachen direkt mat der Motioun ... Oder ech iere mech vläicht, Dir kënnt mech herno vun eppes anerem iwwerzeegen, dass et net 31:29 gëtt. Ech hoffen dat nach ëmmer! Ech wëll awer och nach aner Punkten eng Kéier hei an de Raum geheien. Och wann den Här Engel elo mengt, ech géif dreemen, mee ech ginn d'Hoffnung fir d'lescht op!

Ech wëll just nach eng Kéier soen: Da misst een och driwwer diskutéieren, wéi et mat der Pension alimentaire geet, ob een do net eng Decisioun misst huelen, wann ee vun de Partner, obwuel e verurteelt ginn ass, déi net bezilt, ob de Staat déi net misst bezuelen, iergendeen Organ vum Staat an dee geet se bei de Partner zréck sichen. Well vill Leit vun deenen, déi an där Situatioun sinn an déi op déi Pension alimentaire waarden, déi hunn déi Suen net! An déi kënnen dann och prozesséiere soulaang wéi se wëllen, mee et dauert awer laang, bis se d'Sue kréien. Misst een dann net och do kucken, dass eng staatlech Stell dat iwwerhëlt, well beim Chômage hu mer jo änlech Saachen, do gëtt e Chômage virbezuelt, wa mer an enger Faillite sinn, an duerno geet de Staat sech d'Suen zrécksichen? Da misst ee sech och hei d'Fro stellen, ob mer dat net kéinte maachen.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net Majoratiounen op dem Kannergeld fir Kanner bei Elengerzéier missten aféieren. Ech weess, dass mer schonn esou eng Diskussioun heibannen haten, wéi de Montant unique komm ass, an dat ass net gär gesi ginn. Et muss ee wëssen, dass Kanner och mat derzou bäidroen, wann Der an där Situatioun sidd, dass de Räichtum net méi grouss gëtt, mee dass dat fir déi eng oder déi aner Famill zur Belaaschtung ka ginn.

Da muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net déi Evolutioun, wou d'Madamm Minister jo en Accord hat mat de Gewerkschaften, dass do eng Upassung misst kommen ... Zum Projet de loi huet duerno de Staatsrot fir d'éischt gesot, e wier superfetatoire. D'Madamm Minister huet e luewenswäerterweis zréckgezunn. Mee da misst een awer elo d'Fro stellen, wat dann elo do kënnt!

Ech hunn héieren, an an der Regierungserklärung ass dat jo och heibanne gesot ginn, et géif eng Upassung vum Kannergeld kommen, awer eréischt zum Enn vun der Legislaturperiod. Et géif jo awer da sécher dozou bäidroen, wa mer et direkt maachen, dass op d'mannst fir déi Famillen de Risiko e bësse méi kleng géif ginn. An dofir géif ech nach eng Kéier och vun dëser Plaz aus en Appell un d'Regierung maachen, net ze waarde bis dräi Woche virun de Walen, mee och elo schonn déi Upassung ze maachen, déi d'Regierung jo selwer ugekënnegt huet. Mee si soll se elo maachen an net dräi Joer waarden, da géif nämlech den Ënnerscheed op d'mannst fir déi Famillen elo emol méi kleng ginn.

Da misste mer eis d'Fro stellen, ob mer net d'Subventioune vun de Loyeren, déi et gëtt, missten un d'Präisentwécklung upassen. Ech hunn et virdru gesot: D'Loyere sinn ëm 18,6 % (veuillez lire : ëm 18,23 %) an d'Luucht gaangen. Misste mer dann eis net och d'Fro stellen, ob mer déi Primme missten upassen?

Da misste mer eis vläicht d'Fro stellen, ob mer dee Plaffong, deen dran ass fir Leit, déi eng Primm kënne kréien, deemno wéi d'Composition du ménage ass, net missten hannerfroen, well et ass eppes aneres, ob Der eng Kummer braucht oder ob Der der zwou oder dräi braucht. A mir missten eis d'Fro stellen, ob mer de Loyer de référence an der Berechnung vun der Subvention loyer net un d'Realitéite vum Lëtzebuerger Wunnengsmaart missten upassen. Den Observatoire mécht do déi Berechnung. Et ass jo mam Observatoire, dee jo awer och Relatiounen huet mat der Regierung an do, wou och Nominatiounen iwwert dee Wee komm sinn, dass een och do eppes muss maachen!

Well Logementspolitik ass an engem Land wéi Lëtzebuerg a mat där Situatioun, déi mer hunn, Sozialpolitik, an dat hat mäi Kolleeg, de Marc Lies, nach bei den Debatten am Dezember heibannen ënnerstrach.

Et misst een d'Fro stellen, wéi de Paul Galles et scho gesot huet, fir Jonker ënner 25 Joer. Ech weess, firwat gesot ginn ass: „Vun 18 bis 25 Joer musse mer aner Solutioune sichen, wéi einfach d'office ze soen: ‚Et gëtt de REVIS.'" Ech war an deenen Diskussioune mat derbäi an ech wëll elo hei net soen, ech wéilt näischt méi vun deem wëssen, wat ech deemools gesot hunn. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi mer déi Leit kënnen ofsécheren, wa se komplett eleng sinn, an net einfach soen: „Vun 18 bis 25 has de Pech!" Deemno, a wat fir enger Situatioun déi Leit sinn, sollt een och do eng Méiglechkeet, eng Ouverture maachen, fir deene Leit tëschent 18 a 25 Joer do kënnen ze hëllefen an och, fir do ze kucken, wéi dat leeft.

An dann eng lescht Remark zum REVIS. Ech mengen, et war virdrun de Marc Baum, dee schonn drop agaangen ass. Wat d'Strofbestëmmungen ubelaangt, do muss ee sech d'Fro stellen, ob et gutt ass, dass mer direkt alles ewechhuelen, oder ob mer net, änlech wéi et beim ONIS war, soen, e bestëmmte Pourcentage géif et erofgoen, amplaz de Leit direkt alles ewechzehuelen. Well mir wësse jo, wa mer hinnen alles ewechhuelen, dann ass et net onbedéngt deen, dee geruff gi war, deen drënner leit, mee éischter d'Fra oder d'Kanner - oder de Mann, deemno wéi eeben d'Familljesituatioun ass -, wann dat direkt ewechgeholl gëtt.

An da wollt ech och nach eppes aneres uleieren: Dat ass dat mat der Allocation de vie chère. Misste mer eis net och do d'Fro stellen iwwert de maximale Plaffong, ob deen nach gerechtfertegt ass bei véier Persoune bei 2.694, ob mer deen net och eng Kéier missten hannerfroen, ob deen nach zäitgeméiss ass, ob mer do net och missten driwwer nodenken, wat geschitt, wa fënnef oder sechs Leit do sinn, dass mer deen och trapeweis - ech weess, dass een deen net einfach ka generell an d'Luucht setzen -, mee trapeweis an d'Luucht setzen, deemno wéi d'Composition de ménage ass.

Da misste mer eis d'Fro stellen, wéi et ass: Wann déi Leit an där Situatioun sinn, hu se jo och heiansdo e Rechtssträit, ob mer do net och misste kucken, ob mer de System vun der Assistance juridique fir d'Benefisser vun der Pro deo (veuillez lire: fir vun engem Service pro deo kënnen ze beneficiéieren) an esou weider an esou fort, ob mer deen net och missten änneren, dass déi Leit Méiglechkeeten do hunn, fir op juristesch Hëllef kënnen zréckzegräifen.

De Barème vum Accueil gérontologique, misst deen net ugepasst ginn? Et ass heibanne scho vun e puer Kolleege gesot ginn, wéi et ass mat der Altersaarmut a wéi et ass mat den Altersstrukturen, an dass mer och do dee Problem vun dem Accueil gérontologique sollten ugoen.

D'Madamm Minister huet d'lescht Woch e Projet virgestallt, deen d'Tarifikatioun vun den Altersstrukturen ubelaangt, soudass do eng nei Struktur kënnt. Dorop wäerte mer jo am Detail nach eng Kéier heibannen, wa bis d'Avisen all virleien, zréckkommen, fir dass mer eis och do d'Fro stellen, wéi et mam Accueil gérontologique ass a wat mer alles misste maachen, fir och do de Leit d'Angscht ze huelen, dass se sech soen: „Ech gi léiwer net an eng Geriatrie", oder: „Ech gräife léiwer net op esou Servicer zréck, well ech weess net, mat wat ech et bezuelen, an d'Kanner, déi sollen net dofir do sinn, fir fir mech opzekommen."

Och do ass et wichteg - an do si Moossnamen, déi et gëtt, déi d'Regierung huet, mee déi bei de Leit net ëmmer bekannt genuch sinn, fir drop zréckzegräifen -, wéi mer dat kënne maachen, fir d'Leit dorop opmierksam ze maachen.

An da misste mer ufänken an der Aarbechtsmaartpolitik fir d'Vollbeschäftegung. Dat misst nach ëmmer eist Zil sinn - an ech mengen, dat ass et och, och wann elo de Chômage déi lescht Méint erëm eng Kéier an d'Luucht gaangen ass -, dass mer do virun allem op d'Formatioun setzen a Formatioun an nach eng Kéier Formatioun, a virun allem och op d'Weiderbildung fir Leit, déi eng Kéier eng Forma-

tioun kritt hunn! Well et ass net esou: Wann een eng Kéier eppes erreecht huet, da kann een déi nächst 40 Joer domat liewen. Wann dat och nach vläicht an der Generatioun vun de Babyboomer richteg war, dass déi an engem Betrib, an engem Beruff ugefaangen hunn an no 40 Joer an deem selwechte Betrib, deem selwechte Beruff an d'Pensioun gaange sinn, ass domadder Feierowend; soudass mer och dat elo schonn an d'Diskussioun bréngen, well soss kommen do och nach aner Leit, da schafe mer schonn erëm eng Kéier nei Aarmer an deenen nächste Generatiounen.

Fir dass mer et besser fäerdegbrénge mat de Schoulofbriecher, déi mat der Schoul ophalen, do gëtt et e Projet pilote, deen heescht „Outreach", dee gëtt a verschiddene Regioune vum Land gemaach. Mee do klappt et net mat der Kommunikatioun, wann do de 15. November een an der Schoul ophält, fir dass en direkt opgefaange gëtt, dass en direkt geholl gëtt an dass en net muss bis d'Fuesend oder d'Ouschtere waarden, bis ee bei e kënnt. Well wann e scho véier bis sechs Méint aus dem Tratt eraus war, dann ass et e bësselche méi schwiereg, fir erëm an den Tratt eranzekommen. Mee mir sollten derfir suergen, dass déi Leit, déi sozial engagéiert Männer a Fraen, déi bei Outreach schaffen, éischter déi Informatioune kréien - wie sinn déi Schoulofbriecher, wou wunne se a wéi kann ech mat hinnen a Kontakt kommen? -, fir se dann awer an eng aner Formatioun ze kréien respektiv och mat deenen ze kucken, wéi et ass mat enger Weiderbildung.

A wann ech dat do elo gesot hunn op dem méi jonke Marché (veuillez lre: gesot hu betreffend déi méi Jonk um Aarbechtsmarché), sou misste mer och eppes maache fir eis eeler Matbierger, déi an de Chômage kommen. Do hate mer scho vill Projeten an Iddien. An den Här Engel ass jo President vun der Commission du Travail vun der Chamber an do leien nach Projeten, déi awer elo schonn déi lescht Méint net méi virugaange sinn, dass mer och do géifen driwwer schwätzen: Wéi kréie mer déi eelerr Kolleeginnen a Kolleegen zréck an d'Beschäftegung? Wat fir eng Hëllefe kënne mer schafen, fir dass mer och déi, déi keng Aarbecht hunn, keng Beschäftegung hunn, erëm zréck an d'Beschäftegung kréien?

Dat hätte mer elo alles och kënnen a Motiounen erabréngen an da wier et 31 zu 29 ginn! Dofir wëll ech et awer hei gesot hunn, dass dat awer Iddie sinn, déi och d'Majoritéit mat virunhuele kann, an dass dat Iddie sinn, déi d'CSV géif mat ënnerstëtzen, fir deene Leit op déi Aart a Weis ze hëllefen.

An da misste mer och zesummen driwwer nodenken, ob et de richtege Wee ass, dat wat gemaach gi war am Logement mat der TVA Logement, ob dat dee richtege Wee war oder ob mer do net och eng - entre guillemets - „onnëtz" Deierecht provozéiert hu fir déi Leit, déi net op eege Wunnengen ugebaut sinn, mee virun allem déi Leit, déi keng Méiglechkeet méi hunn, beim Loyer ze schafen (veuillez lire: provozéiert hunn, net fir Leit, déi op eng eege Wunneng aus sinn, mee virun allem fir déi Leit, déi keng Méiglechkeet méi hunn, beim Loyer matzehalen). Och dat si Punkten, déi ee misst diskutéieren.

An ech soen et nach eng Kéier: Mir si bereet, all déi Diskussioune matzeféieren. Mee da muss och mat eis geschwat ginn an da mussen och déi Iddien, déi mir bréngen, mat berücksichtegt kënne ginn an an de Kader vun där Gesamtpolitik afléissen.

Ech weess net méi, wien et war, ech mengen, et war d'Madamm Bernard oder d'Madamm Burton, déi gesot huet, mir sollten hei keng Parteipolitik mam Theema Aarmut maachen. Ech wëll just soen: „Mir si bereet, dat alles mat unzegoen!" Dofir hu mer och hei d'Iddie gesot, ouni ze soen: „Hei, dat doten ass alles schlecht", oder: „Dat doten ass alles Kabes!"

Mir wëllen eng Hand mat upaken, fir de Problem vun der Aarmut an de Gréff ze kréien, well mir deen nëmme packe kënnen all zesummen an net mat enger 31:29-Mentalitéit. Well domadder hëllefe mer de Leit, déi an der Aarmut sinn, bestëmmt net, mee domadder, dass mer zesummen déi Situatioun bekämpfen an alles maachen, fir dass mer - mir si jo soss ëmmer gär virbäi an de Statistiken - bei der Statistik vun der Aarmut emol eng Kéier 20 oder 30 Plaze géifen zréckfalen, wann déi nächst europäesch Analys kënnt. Dann hätte mer eppes zesummen erreecht an dat am Interêt vun all deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären emol dem honorabelen Deputéierte Paul Galles villmools Merci soe fir d'Interpellatioun iwwert d'Aarmut elo de Mëtten. An ech mengen, mir hunn hei villes héieren, vill Usätz, vill Chifferen, vill Statistiken. An ech géif dann och elo mat enger Ziffer ufänken. Ech mengen, dat kéint een elo maachen ëm dës Zäit: Viru 40 Minutten huet d'Wanteraktioun nees opgemaach, wou d'Leit owes kënne schlofe goen, wou se owes eppes Klenges z'iesse kréien an ze drénken, wou se kënne schlofen a wou se moies och Kaffi kënnen drénke goen.

Ech soen dat, well mer virun net allze laanger Zäit mat der Chamberskommissioun och dee Foyer kucke waren, dee jo elo nei ass. Mir hunn eng nei Wanteraktioun, eng nei Struktur. An do si Leit, déi aus dem Ausland kommen an hiert Gléck hei probéieren. Et si Leit do, déi psychologesch oder psychiatresch Problemer hunn. Et si Leit an der Wanteraktioun, déi duerch d'Netz gefall sinn, well vill Onglécker beieneekomm sinn. Et si Leit an der Wanteraktioun, déi vläicht keng Pabeieren hunn.

Et si ganz verschidde Leit an der Wanteraktioun. Mee si hunn alleguerten eppes gemeinsam: Si sinn all vun der Aarmut betraff, soss wäre se net an der Wanteraktioun!

An do gesäit een dann, an esou Strukture wéi an der Wanteraktioun, dass et esou wichteg ass, déi Leit ze encadréieren, mat hinnen ze schwätzen. D'Sozialaarbecht ass wichteg fir ze kucken: Wéi kann ech deen Eenzelnen aus där prekärer Situatioun hei erauskréien? Well nieft all de Chifferen, vun deene mer schwätzen, schwätze mer virun allem iwwer Mënschen, iwwer Schicksaler, iwwer Leit, déi alleguerten en anert Schicksal hunn, déi duerch aner Begeebenheete sech op eemol an där Situatioun erëmfannen. An dofir mengen ech, ass eeben den Encadrement, an ech wäert och nach eng Kéier dorobber zréckkommen, esou essenziell, fir dass mer déi Leit begleeden an dass mer kucken, wéi mer d'Leit aus der Aarmut erauskréien.

Ech géif och gären all den Intervenanten de Mëtteg Merci soe fir hir konstruktiv Virschléi, souwuel vun der Majoritéit wéi och vun der Oppositioun, well Aarmut concernéiert ons alleguerten. Aarmut ass en Theema, wat ons all eppes ugeet. A mir mussen alleguerten eeben zesummen dru schaffen, dass d'Mënschen iwwerhaapt emol net an d'Aarmut kommen, a wa se dann awer dra sinn, dass mer se dann nees doraus erauskréien. An zwar esou séier wéi méiglech nees doraus erauskréien!

De Paul Galles huet gesot: „Wie sech ëm déi Schwächst këmmert, dee mécht eng Politik fir d'ganzt Land."

(Interruption)

Dat ass eisen Usproch. Eisen Usproch ass, eng Politik fir d'ganzt Land ze maachen. Eisen Usproch ass, eis ëm déi Schwächst ze këmmeren an eis deemno ëm d'ganzt Land an alleguerten d'Mënschen hei am Land ze këmmeren.

Jo, mir hunn Aarmut an, jo, mir hunn och Problemer besonnesch - a mir hunn et de Mëtten héieren - am Beräich vum Logement. Ech wëll net nach eng Kéier op all d'Chifferen agoe vum Salaire médian, wéi d'Aarmut berechent gëtt. Ech mengen, dat ass dacks genuch de Mëtteg gemaach ginn.

2013 hat mäi Virgänger, den deemolege Familljeminister Marc Spautz, dem Statec den Optrag ginn, e Budget de référence ze definéieren: Wat brauch een hei am Land, fir mënschewierdeg kënnen ze liewen?

Mir bauen dee Budget de référence elo nach weider aus a mir kucken: Wat sinn zum Beispill d'Käschte vun engem klenge Kand? Wat brauch e klengt Kand, fir hei am Land mënschewierdeg kënnen ze liewen? Wat brauchen eeler Mënschen, fir dignement hei zu Lëtzebuerg kënnen ze liewen?

A fir direkt dann op d'Fro vun der honorabeler Deputéierter Djuna Bernard ze äntwerten: Et ass en Aarbechtsgrupp, deen en place ass. Do sinn dran: de Statec, de Familljeministère, mee och d'Zivillgesellschaft, d'Associatiounen, fir dee Budget opzestellen. A mir erwaarden d'Konklusiounen elo fir dëst Joer 2020.

Fir méi e komplett Bild iwwert d'Situatioun vun de Leit ze kréien, muss ee verschidden Indicateure kucken, wéi zum Beispill den Taux vun der Privation matérielle sévère oder d'Intensité de travail vun de Menagen.

Leit, déi an enger Situatioun vu Privation matérielle sévère oder grave liewen, deene feelt et u ganz villem. Der Definitioun no feelen hinnen op d'mannst véier vun néng Elementer, déi ech elo hei opzielen. Et geet zum Beispill hei dorëms, de Loyer an d'Facturë kënnen ze bezuelen. Et geet drëms, säin Doheem kënnen ze hëtzen. Kann een déi Depensen, déi vläicht net virgesi waren, bezuelen? Kann een dofir opkommen? Kann een deen een Dag iwwert deen anere Fësch oder Fleesch iessen? Wéi ass et mam An-d'Vakanz-Goen? Ass dat méiglech eemol d'Joer? Wéi ass et mam Auto, der Wäschmaschinn, enger Tëlee, mat en Handy hunn?

A beim Taux de privation matérielle sévère, do sti mer dann, ech soen elo emol, „gutt" do, quitte dass ech mengen, dass all Fall een ze vill ass. Mir sinn do bei 1,3 %. An dëse Chiffer ass iwwert déi lescht Jore konstant bliwwen.

Mee ausserhalb vun de Statistike musse mer géint d'Aarmut eebe kämpfen, a géint all Forme vun Aarmut. Do schwätze mer jo net nëmme vun der finanzieller Aarmut, mee mir schwätzen och vun der sozialer Aarmut, mir schwätze vun der digitaler Aarmut a mir schwätze vun der Energieaarmut. An ech mengen, och déi huet haut hei de Mëtteg kee vergiess.

Et ass gesot ginn: „Deelhuelen um gesellschaftleche Liewen, participéieren." An ech wëll just eng Kéier kuerz agoen op d'Work-life-balance-Direktiv, déi mer amgaange sinn ëmzesetzen, wou mer amgaange sinn ze kucken, fir de Leit méi Zäit ze ginn, doduerch dass se ënner verschiddene Konditiounen e Recht kréien op Deelzäitaarbecht, fir sech besser kënnen ze organiséieren. Well d'Zil ass et natierlech, d'Leit an der Aarbecht ze halen, d'Leit an der Aarbecht ze loossen.

A mir schwätzen ëmmer vun de Monoparentallen, an zu Recht, wa mer vun Aarmut schwätzen. Abee, fir net an d'Aarmut ze kommen, ass déi beschte Léisung déi, net aus der Aarbecht erauszegoen als Erwuessenen, egal wéi d'Konstellatioun dee Moment am Stot ass, an dass jiddweree vläicht e bësselche manner schafft a sech ëm d'Kanner ka këmmeren, dass een Zäiten huet, wou ee manner schafft, dass ee Perioden huet, wou een e bësse manner schafft, mee dass een awer an der Aarbecht bleift. Well dat ass ee vun de Garanten, fir net an d'Aarmut ze falen, wann et am Stot schifgeet.

Wa mer vun der Aarmut schwätzen, da stelle mer fest, dass eenzel Mesuren eleng eis och net weiderhëllefen. D'Regierung huet dofir eng Gesamtstrategie. An ech géif gären op dat Gesamtkonzept eng Kéier hei agoen, wéi mir géint d'Aarmut kämpfen.

Mir wëlle jo eng inklusiv Gesellschaft. D'Zil ass, iwwerhaapt emol ze evitéieren, dass Leit an d'Aarmut kommen. Do fänkt d'Aarmutspolitik jo iwwerhaapt emol un. Dozou gehéiert natierlech emol d'Bildung, d'Kanner an d'Schoul schécken, jidderengem déi nämmlecht Zukunftschancë ginn, Bildungschancen, déi selwecht Startchancë fir jiddereen am Liewen. Mir mussen den Échec scolaire minimiséieren. Mir förderen d'Sproochen. Mir maachen eng modern Aarbechtsmaartpolitik. Mir wëllen d'Leit an d'Aarbecht bréngen, mee mir wëllen d'Leit och an der Aarbecht halen, wéi ech grad gesot hunn.

De Congé parental ass do, fir géint d'Aarmut ze kämpfen, well et muss een dann net méi wielen tëschent schaffe goen a Kanner erzéien, Kanner kréien. Et kann een déi zwee kombinéieren. Mir wëllen d'Leit eeben net incitéieren, fir aus der Aarbecht erauszegoen. D'Kannerbetreiung organiséiere mer ganz ronderëm. An do schwätze mer nees vu Monoparentallen, well mir wëlle si ënnerstëtzen, mir wëlle si stäerken, finanziell awer och organisatoresch, well mir wëssen, dass elengerzéiend Leit vill méi Schwieregkeeten hunn organisatoresch, virun allem, wann d'Kanner nach kleng sinn.

E Wuert da vläicht awer och zu den eelere Leit. Mir hunn am Koalitiounsaccord stoen - an dat wäerte mer och maachen -, dass mer den Accueil gérontologique op de Leescht wäerten huelen. Hei zu Lëtzebuerg ka jidderee sech et leeschten, an en Alters- oder Fleegeheem ze goen. Mee mir hu gesot als Regierung, mir géifen den Accueil gérontologique op de Leescht huelen, fir eeben ze kucken, ob deen nach zäitgeméiss ass, ob een do vläicht muss nobesseren an ob een do vläicht muss e bëssen nohëllefen, fir dass nees jidderee sech och weiderhi ka leeschten, an en Alters- oder Fleegeheem kënnen ze goen, wann dat néideg ass.

Deene Leit, déi a prekär Situatioune kommen, deene musse mer en Trampolin ginn, fir och doraus erauszekommen. Ech denken do zum Beispill un de REVIS, iwwert deen de Mëtteg jo vill geschwat ginn ass hei. Do geet et ëm sozial Aktivatioun, mee et geet och ëm professionell Aktivatioun. De REVIS, dee leeft elo e Joer a mir hunn net nëmmen d'Montanten eropgesat, mir hunn de ganzen Encadrement an d'Betreiung vun de Leit massiv verbessert.

Ech denken do un d'ARISen, un den ONIS, d'Zesummenaarbecht mat der ADEM, mat de Leit um Terrain, fir konkreet Mesurë kënnen unzebidden. An och do kämpfe mer géint d'Aarmut mam REVIS. Dat ass en Instrument, fir géint d'Aarmut ze kämpfen. Mir ënnerstëtzen d'Monoparentalle méi nach wéi déi aner, andeems mer d'Part enfant eropgesat hunn, an deen zweeten am Stot däerf och aktivéiert ginn, wat virdru beim RMG net méiglech war.

A well et zweemol gesot ginn ass a well ech fannen, dass ee keng Urban Legend soll einfach esou stoe loossen: Et war effektiv am RMG esou, dass d'Sanktioun déi war, dass een en direkt ewechgeholl krut. Beim REVIS ass dat net esou. Beim REVIS, do geet d'orange Luucht un an et gëtt gesot: „Pass op, maach dech konform!", an et kritt een 20 % ewechgeholl an net den totale Montant. Iwwregens: D'Part enfant, déi ass dovunner iwwerhaapt net betraff. Ech wollt dat awer och eng Kéier soen, fir dass mer eis hei awer richteg eens sinn.

D'Regierung ass och higaangen a si huet d'Sozialtransferten ausgebaut, sief et Saachen, déi mer gratis gemaach hunn, well mer wëllen, dass jiddereen déi selwecht, bescht Startchancë kritt. Ech denken do un d'gratis Kannerbetreiung, d'gratis Schoulbicher fir de Secondaire, ab Mäerz och de gratis ëffentlechen Transport, mee och Mesurë wéi d'Subvention loyer, déi ganz Betreiungsstrukture ronderëm d'Persounen, vun enger Agence immobilière sociale iwwert de LISKO fir d'Flüchtlinge bis hin zu den ARIS an dem ONIS an dem associative Milieu, dee mer weider ausgebaut hunn.

Mir hu probéiert, d'Aarmut duerch geziilt Mesuren esou ze evitéieren, dass de Leit hir Startchancen an d'Liewe besser ginn. Well Aarmut entsteet bewisenerweis doduerch, dass ee keen Zougang huet zur Bildung. An et gëtt och eng sozial Aarmut. Duerch déi Transferten hu mer eebe probéiert, déi Aarmut geziilt ze attackéieren, well se um Enn vum Dag eng reell Entlaaschtung am Portmonni vun de Mënschen duergestallt hunn.

Mir hunn och de Mindestloun erhéicht. Och dovun ass de Mëtteg geschwat ginn. Mir schwätzen hei vun de Working Poor, vu Leit, déi eng Aarbecht hunn an déi awer un der Aarmutsgrenz sinn.

Mir hunn d'Allocation de vie chère moduléiert. Contrairement zu deem, wat gesot ginn ass, ass se net méi d'selwecht wéi zanter 2009, well mir hu gekuckt, dass méi Leit an de Genoss komme vun der Allocation de vie chère. Déi verschidden Allocatioune wéi d'Kannergeld, d'Allocation de naissance, d'Rentrée scolaire, déi ginn elo net méi an d'Berechnung vun der Allocation de vie chère materageholl, soudass méi Familllen elo an de Genoss komme vun där Allocation de vie chère. Mir hunn ons awer och am Koalitiounsaccord engagéiert, déi och nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Parallell zum Mindestloun sinn iwwregens och de REVIS an den RPGH an d'Luucht gesat ginn.

E Wuert och: Wa mer vu Chancë schwätzen a vu gläiche Chancë fir jiddereen am Kampf géint d'Aarmut, géif ech awer och gären e Wuert zum Handicap soen. Leit mat enger Behënnerung hunn dacks vill méi Schwieregkeeten, eng Aarbecht ze fannen. Leit mat enger Behënnerung hu virun allem och dacks vill méi Schwieregkeeten, an der Aarbecht ze bleiwen. Dofir sinn ech immens frou, dass den 1. Februar elo d'Gesetz vum Assistant à l'inclusion dans l'emploi a Kraaft getrueden ass, fir dass mer och deene Leit et erméiglechen, um éischten Aarbechtsmaart an den Entreprisen eng Aarbecht ze fannen, an net nëmmen d'Aarbecht ze fannen, mee dank engem gudden Encadrement, net nëmme vun der Persoun, mee vum Betrib a vun den Aarbechtskolleegen, och hoffentlech nohalteg am Betrib ze bleiwen.

Mir hunn also d'Léin gestäerkt. Mir hunn d'Mënschen och entlaascht. De Problem, dee bleift, dat schreift och de Statec an do si mer ons, mengen ech, heibannen alleguerten eens, wann ech dat de Mëtteg richteg matkritt hunn, dat ass, wéi gesot, de Logement. Bezuelbaart Wunne gëtt fir ëmmer méi e groussen Deel vun der Populatioun e Problem. A besonnesch déi Äermst an der Gesellschaft leiden ënnert den héije Wunnengspräisser.

Dës Regierung ass sech der Urgence um Wunnengsmaart absolutt bewosst. Dofir gesäit de Regierungsprogramm en offensiven a breede Reformprogramm vir, fir d'Offer u bezuelbarem Wunnraum bedeitend an d'Luucht ze setzen. Un deem Programm gëtt aktuell intensiv geschafft. Virun allem geet et drëms, fir méi Wunnengen ze bauen, déi an ëffentlecher Hand sinn a bleiwen. Ech denken do zum Beispill un deen erschwéngleche Wunnraum, dee geschafe ginn ass virun 20 Joer, wou d'Leit eebe fir e bësse manner deier un erschwéngleche Wunnraum komm sinn, mee dee si

herno awer au prix fort du marché nees konnte verkafen. Mir sinn der Meenung, dass eeben déi Saachen an ëffentlecher Hand, déi dra sinn, och sollen dra bleiwen.

D'Réserve foncière an de Parc locatif vu Staat, Gemengen an ëffentleche Promoteuren, déi ginn ausgebaut. Dofir ginn déi ëffentlech Acteuren och gestäerkt. D'Gemenge kréien iwwert den neie Pacte Logement 2.0 méi geziilt gehollef, fir abordabel ze bauen. De Gesetzesprojet dozou soll nach virum Summer op den Instanzewee goen an och déi ëffentlech Wunnengsbaugesellschafte sollen an Zukunft méi bauen.

Gläichzäiteg gëtt déi sozial Begleedung an ëffentleche Locatiounswunnengen ausgebaut, well mir wëlle jo, dass d'Leit op déi eege Féiss kënne falen. An ech denken do zum Beispill un d'AIS, wou och eng sozial Begleedung ass, fir de Leit ze hëllefen, herno och selwer eens kënnen ze ginn ouni sozial Begleedung an ouni Subventiounen, souwäit dat da méiglech ass.

Déi individuell Hëllefe fir Leit, déi lounen a kafen, gi gehéicht. An den Accès zu subventionéierte Wunnenge gëtt méi breet opgemaach. A fir d'Locatairë besser ze schützen, gëtt och d'Mietgesetz iwwerschafft.

Déi Leit, fir déi ech als Familljeministesch zoustänneg sinn, dat si jo déi, déi wierklech vill Problemer hunn. Dofir hu mer d'AIS gestäerkt, d'Agence immobilière sociale. An et war gesot ginn, et war geschwat gi vun den ëffentleche Wunnengen, vun de Wunnengen, déi an der Hand si vum Staat. Ma mir hunn der AIS déi weiderginn, fir och déi dann u Leit kënnen ze verlounen, déi d'Moyenen net hunn, fir um private Marché eppes kënnen ze lounen.

An ech maachen hei en Opruff an ech profitéieren dovunner, hei ze sinn, wou vill Buergermeeschtere sinn, wou vill Schäffe sinn: „Sot de Leit ëmmer, dass et d'Agence immobilière sociale gëtt, déi verschidden Agence-immobilière-sociallen! Sot hinnen, wann hiert Appartement oder hiert Haus eidel ass, si sollen dach der AIS dat weiderginn! Si kréie garantéiert hire Bien nees zréck, wa se e gären zréck hätten. Si kréien e bësse manner Loyer, wéi dat vläicht um private Marché de Fall ass, mee d'AIS engagéiert sech och, op d'Haus oder op d'Wunneng opzepassen an och kleng Travaux kënnen ze maachen."

Ech mengen, Här President, d'Madamm Modert huet eng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Cahen, erlaabt Der, datt d'Madamm Modert Iech eng Fro stellt?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, da kann ech eng Schlupp drénken. Merci, Madamm Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci. Et ass och eng ganz kuerz Fro, Madamm Minister. Hëlt dann d'AIS och sämtlech Saachen un, déi se ugebuede kritt? Oder mécht si eng Auswiel vun deene Saachen? Oder seet se souguer: „Mir hunn de Moment net Capacitéite genuch, fir nach zousätzlech Wunnunitéiten opzehuelen"?

Merci.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci fir d'Fro. Et ass esou, dass d'AIS sech d'Saachen och ukuckt. Dat heescht, si huelen näischt, wou se net selwer wëllen och Leit dra logéieren, dat ass ganz sécher. A mir hunn d'Moyene vun der AIS eropgesat, souwuel de Familljeministère wéi och de Logementsministère hunn d'Posten an d'Luucht gesat, fir dass si sech eeben nach méi kënnen ausbauen.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass et och lokal Agence-immobilière-socialle gëtt, wéi zum Beispill am Kordall gëtt et eng, op déi een och kann zréckgräifen.

Dat heescht, et gi verschidden Aktiounen, et gi verschidden Agence-immobilière-sociallen uechtert d'Land och, an da gëtt et eeben „déi" Agence immobilière sociale. Mee si kucke sech natierlech d'Saachen un a mir kucken och, fir si ze ënnerstëtzen, fir dass se kënnen - eis, virun allem beim Familljeministère, ass de soziale Suivi vun de Leit och immens wichteg a preziéis - d'Leit och sozial begleeden, dass se kënne kucken, wéi d'Leit dann herno kënnen, no dräi Joer am beschte Fall spéitstens, um private Marché eppes kafen oder lounen, wéi se dat kënne maachen, fir eeben dat dann ze bezuele respektiv Suen ewechzeleeën. Voilà!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat heescht, d'AIS hëlt net systematesch sämtlech ugebuede Wunnechten un?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Si huelen net systematesch alles. Si gi sech d'Saache schonn ukucken an da kucke se, wat sech eegent par rapport zu der Demande, déi si natierlech och hu vu Leit a Familljen, déi da Wunnraum sichen, jo!

Vläicht awer och nach e Wuert zum Housing First. Den Housing First ass kee Pilotprojet méi. Den Housing First ass e Projet, deen et zanter 2013 gëtt an dee mer onbedéngt mussen an dee mer wëllen ausbauen. Et hat och ee Riedner et gesot, ech misst awer elo léien, fir ze soen, wien dat war.

Den Housing First ass eppes, wat essenziell ass, fir d'Leit ënnerdaach ze kréien, fir se ze stabiliséieren. A mir gesinn a mir mierken net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an Housing-First-Projeten a Kanada, a Finnland, an der Belsch, dass, wann een de Leit eng Wunneng gëtt, en Zëmmer, wou se kënne liewen, wou se bei sech doheem sinn, mat engem Buedzëmmer a mat enger Kitchenette, dass se da manner Droge konsuméieren, wa se zum Beispill drogenofhängeg sinn, dass se manner drénken, wa se vum Alkohol ofhängeg sinn, dass se sech einfach stabiliséiert kréien.

An ech mengen, den Housing First ass e Projet, dee mer onbedéngt zesumme mat eise Partner, ech denken un de CNDS, awer och un d'Caritas, wëlle weiderdreiwen. Mir hätte gäre méi Housing First: fir d'éischt eng Wunneng ouni Konditiounen, ouni sech mussen ze konforméieren un ze vill Reegelen, einfach fir dass d'Leit emol nees eng Stabilitéit kréien. Well bei Leit, déi laang, laang op der Strooss sinn, dat wësse mer och aus dem Ausland, do geet et emol fir d'éischt drëms, fir déi ze stabiliséieren.

Da géif ech awer och gären dovu profitéieren, dass esou vill Gemengepolitiker och hei am Sall sinn, fir nach e Wuert ze soen iwwert d'Haltes de nuit. Contrairement zu deem, wat ee vun den Deputéierte gesot huet, ass et esou, dass hei am Land kee brauch ze erhéngeren oder ze erfréieren. Mir hu Strukturen, ech hunn elo d'éinescht vun der Wanteraktioun geschwat. Mir hunn awer och Foyeren.

An dann hu mer och Halte-de-nuiten. An déi Halte-de-nuiten, dat ass och eppes, wat mer onbedéngt mussen ausbauen, fir d'Leit emol ze empfänken a fir mat hinnen och ze kucken, wou se am beschten ënnerdaach kënne kommen a wou se am beschten nees e Liewensprojet kënne fir sech entwéckelen. An ech denken do zum Beispill un eng Halte de nuit fir Fraen, déi mer onbedéngt wëlle maachen. An ech denken un eng Halte de nuit fir Jugendlecher.

A wann ech vu Jugendleche schwätzen, da schwätzen ech am Fong vu jonken Erwuessenen, vun deene mer mengen, dass mer déi awer scho sollte separat och betreien, fir och déi dann ze stabiliséieren. Déi hunn och da verschidde Grënn, firwat se net méi doheem liewen, firwat se och vläicht net wëssen, wou se hiwëllen. Ganz dacks ass et och esou, dass se sech net wëlle Reegelen ënnerwerfen, déi et da vläicht an engem Foyer fir Jugendlecher oder jonk Erwuessener gëtt. Mee da kann een an enger Halte de nuit ganz basic Leit einfach ophuelen iwwer Nuecht an da mat engem Sozialaarbechter emol lues awer sécher kucken, wéi een déi Leit stabiliséiert kritt a wéi ee ka kucken, fir déi nees an e Liewensprojet eranzekréien. Ech mengen, dat ass eppes, wat mer onbedéngt wëllen an onbedéngt musse maachen!

E Wuert dann zur Klimapolitik. Dat ass de Mëtteg jo och vill ugeschwat ginn. Et gëtt jo vill iwwert d'Akzise geschwat. An ech mengen, mir sinn eis do eens, dass dat net um Bockel däerf geschéie vun deene Leit, déi net vill hunn.

Ech erënneren awer hei gären un d'Bekämpfung vun der Energieaarmut, déi ech virun e puer Joer mam Camille Gira lancéiert hunn. Leit, déi Proprietär si vun engem Haus an awer net genuch Moyenen hunn, déi kënne gehollef kréien, fir zum Beispill hiren Daach ze isoléieren, fir sech eng nei Heizung ze kafen zum Beispill. Da kréie se do gehollef. A Leit, déi lounen, dat heescht, déi net Proprietär si vum Haus, wou se dra sinn, déi kënnen iwwert den Office social eng Hëllef kréien, eng ganz grouss Hëllef och, fir sech nei Apparater ze kafen, wa se zum Beispill e ganz ale Frigo hunn oder eng al Wäschmaschinn oder esou, déi ganz vill Stroum en plus consomméiert a verbraucht. Déi kréien do gehollef, fir sech eng nei Maschinn oder nei Maschinnen ze kafen. An ech mengen, dat ass benefique net nëmme fir d'Emwelt, mee et ass och benefique fir de Portmonni an d'Rechnunge mëttel- a laangfristeg, wou dann d'Elektreschrechnunge ganz sécher erofginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zanter 2013 huet d'Regierung massiv investéiert an de Kampf géint d'Aarmut. Mir hunn d'Posten am Beräich vun der Solidaritéit, am Kampf géint d'Obdachlosegkeet a géint d'Aarmut, mir hunn do d'Poste verduebelt am Secteur! Mir hu se am Fong méi wéi verduebelt! Dat geet awer net duer! Well zesumme mat eise Partner wëlle mer weider um Terrain sinn, fir d'Mënschen ze stäerken, fir se ze begleeden a fir géint d'Aarmut ze kämpfen.

Mir maache Politik aus engem Goss. Dozou gehéiert och d'Steierreform, vun där de Mëtteg geschwat ginn ass. An och an der Steierreform wäerte mer musse kucken, géint d'Aarmut ze kämpfen an d'Leit ze stäerken an all Situatioun. Dozou gehéiert awer och d'Klimapolitik an dozou gehéiert och d'Reform vun der Allocation de vie chère.

Ech hu gesot: „Hei am Land brauch keen ze erhéngeren oder ze erfréieren." Eisen Usproch ass deen, dass d'Leit net an d'Aarmut kommen. A wa se dann awer bis dra sinn, da wëlle mer hinnen hëllefen, finanziell, mee awer och iwwer aner Moyenen, fir séier nees aus der Aarmut erauszekommen.

An e puer vun de Virriedner de Mëtten hu gesot, si wären heiansdo um Terrain. Abee, schwätzt mat de Leit! Fäert se net, wann eng Kéier een dosëtzt ze heeschen! Wann een dosëtzt, gitt dohinner! Kommt, mir setzen eis niewendrun a mir schwätze mat de Leit! A mir wäerte gesinn - ech maachen dat jo reegelméisseg -: „Every once in a while" kann een engem hëllefen. Heiansdo dauert dat awer laang an heiansdo, mengen ech, wëllen d'Leit och net ëmmer direkt Hëllef unhuelen.

Mee ech denke mer awer, dass et d'Responsabilitéit vun alle Gewielten an Netgewielten ass hei am Land, fir ze kucken, wéi een de Leit kann hëllefen, aus der Aarmut, aus enger ganz prekärer Situatioun erauszekommen.

Et gi genuch Adressen, et gi genuch Ënnerdaachméiglechkeeten hei am Land, fir dass keen dobausse muss schlofen. Ech hunn d'Wanteraktioun elo d'éinescht ugeschwat, d'Halte-de-nuiten, déi verschidde Foyeren, Foyer Ulysse, den Abrigado, den Abrisud an esou weider. Ech hunn der bestëmmt elo nach vill vergiess.

Kommt, mir kämpfen alleguer zesumme géint d'Aarmut am Alldag, mee awer och politesch géint d'Aarmut, andeems mer d'Leit stäerken!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. A, erlaabt Der nach? Den Här Roth wollt Iech eng Fro stellen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Gären!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An den Här Galles.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Gären!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Madamm Minister, Dir hutt elo gesot, dass Der selbstverständlech géift bei de Steiere kucken, fir d'Aarmut ze bekämpfen. Ech géif Iech eigentlech froen, den Här Galles huet eng Rei vu Pisten opgezeechent de Mëtten a senger ganz treffender Interventioun, konkreet Pisten, wéi Der dozou stitt.

Duerfir meng Fro: Sidd Der da bereet, d'steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen? Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Sidd Der bereet um Niveau vun der Besteierung vun de Monoparentallen? Well déi sinn an der Aarmut, an den Här Galles huet mat Recht gesot: „Wann net d'Sozialtransferten do wären, da wäre 47 % vun de Monoparentallen an der Aarmut."

Ee vun den Deeler ass deen, dass se steierlech iwwerbelaascht sinn. Sidd Der also bereet, fir op déi Propos anzegoen - elo, ier Der eng generell Reform maacht -, dass d'Leit vun dräi op fënnef Joer vun der Steierklass 2 kënne profitéieren, ier se an d'Steierklass 1A oder 1 falen? Sidd Der bereet, op déi Piste matzegoen? Sidd Der bereet, fir direkt eng Indexéierung vun dem Kannergeld ze maachen?

Dat wiere konkreet Moossnamen, déi einfach legislativ ëmzesetze wieren a mat deenen Der deene Leit géift entgéintkommen a mat deenen Der Äre „Worten Taten folgen" kënnt loossen!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci fir déi Fro. Et ass esou, dass mer effektiv eise „Worten Taten folgen" wäerte loossen. An dat steet och esou an onsem Koalitiounsprogramm, deen Der jo bestëmmt gutt gelies hutt. Mir wëllen eng Individualisatioun. Mir wëllen net méi ee Familljemodell privilegéiere par rapport zu engem aneren. An dorunner si mer amgaangen ze schaffen. An ech mengen, soubal mer do de Scheema hunn, wéi et soll goen, wäerte mer Iech deen natierlech, respektiv de Finanzminister wäert Iech deen da ganz sécherlech virstellen.

Ech stelle fest: D'Kannergeld desindexéiert, dat hat jo d'CSV natierlech gemaach! Mir hunn elo ganz vill Avantage-en-naturen agefouert. D'Marie-Josée Jacobs hat domadder ugefaangen, andeems si de Chèque-service accueil agefouert hat. Mir sinn domadder weidergefuer. Mir hunn d'gratis Kannerbetreiung gemaach. Mir hunn an onsem Koalitiounsaccord stoen, dass mer weider wäerten och nach an d'Avantage-en-naturen investéieren, notamment a gratis Kannerbetreiung wärend de Schoulzäite vun de Foyer-scolairen. A wann dat fäerdeg ass, an dat steet och ganz kloer an onsem Koalitiounsaccord, wäerte mer dann um Enn vun der Legislaturperiod d'Kannergeld nees indexéieren; fir Iech dann och op déi Fro ze äntwerten.

An ech mengen, et war nach eng drëtt Fro, oder hat ech elo …?

(Interruption par M. Gilles Roth)

Ma, dat ass jo d'Individualiséierung do. Wann d'Steierreform da kënnt, da wäert de Finanzminister Iech déi da virstellen, wou mer net méi wëllen, dass nach ee Modell par rapport zu engem anere privilegéiert gëtt, mee wou mer wäerte kucken, dass jiddereen emol a priori gläich besteiert gëtt.

An da musse mer natierlech kucken, an ech mengen, do si mer ons och eens: Et kann net sinn, dass 46 % vun de Monoparentallen un der Aarmutsgrenz sinn! Dat ass net wierklech ze verkraften. Mee dofir ass awer och net ze verkraften, wann ech Sätz héiere wéi: „Et ass e Choix, net schaffen ze goen." Ech mengen, dass et haut kee Choix ass, net schaffen ze goen!

Et ass e Choix, fir manner ze schaffen. D'Worklife-balance ass wichteg. Et ass wichteg fir ons, dass mer kënnen Aarbecht a Kanner kréien a Kanner erzéie kombinéieren, mee et ass irresponsabel, haut de Leit ze soen, dass se sech et kënne leeschten, net ze schaffen, guer net schaffen ze goen, guer kee Kontakt méi mat der Aarbechtswelt ze hunn. Well, wann de Menage dann auserneegeet, da komme mer wierklech bei d'Aarmut vun de Monoparentallen.

An ech mengen, dofir muss een d'Leit stäerken an et muss een eng Politik maachen, mat där een déi zwou Saache ka kombinéieren, schaffe goen a Kanner kréien a Kanner erzéien, a wou déi zwee Partner gläichberechtegt responsabel si fir d'Kannererzéiung an engem Stot.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dann hat den Här Galles nach eng Fro.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. A merci, Madamm Minister, fir déi vill Saachen, déi Der gesot hutt. Elo hunn ech e Problem: Déi Saachen, déi Dir gesot hutt, kennen ech alleguerten! An trotzdeem si mer bei engem Aarmutsrisiko vun 18,3 %, trotzdeem bei engem Gini-Koeffizient vun 0,33!

Ech hu véier Froen un Iech. Déi éischt Fro ass déi: Passéiert no där Debatt vun haut de Mëtteg elo direkt eppes als Reaktioun dorop, dass déi Zuelen trotzdeem esou héich sinn, trotz all deene Saachen, déi mir als Deputéiert genannt hunn an déi Dir och elo just nach genannt hutt? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro, dorun uschléissend: Dir hutt och déi gratis Sachleeschtunge genannt, Dir hutt och déi Saache genannt, déi nach net an den Indicateuren dra sinn. Gitt Dir dovun aus, dass duerch déi Saachen, déi elo nach derbäikommen, déi Indicateuren eis d'nächst Joer oder spéitstens d'iwwernächst Joer weisen, dass se gehollef hunn? Gitt Dir fest dovun aus? An ass et fir Iech en Zil, d'Zuel vun deenen Indicateuren no ënnen hin ze revidéieren? - Zweet Fro.

Déi drëtt Fro ass: Dir hutt elo just gesot, dass natierlech als Familljeministesch Dir responsabel sidd fir all déi …

Ech kann Iech se och nach eng Kéier widderhuelen!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech huelen emol e Bic.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Déi drëtt Fro ass: Dir hutt elo just gesot, als Familljeministesch sidd Dir responsabel fir all déi Leit, déi besonnesch vill Problemer hunn. Elo mengen ech awer, dass d'Debatt vun haut den Nomëtteg eeben net nëmmen ëm déi Leit gaangen ass, déi besonnesch vill Problemer hunn - mir hu jo och eng ganz Rei Mesurë genannt, an do sinn och vill Emotionalitéiten dran, besonnesch well mer esou Leit begéinen a kennen -, mee deen anere Volet vun der Debatt vun haut de Mëtteg si jo awer d'Inegalitéiten.

Wie fillt sech da responsabel fir d'Inegalitéiten an dësem Land? A wie fillt sech dofir responsa-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

bel, dass déi net nach méi ausenanerginn, mee dass se manner ginn? Also net nëmme fir déi, deenen et wierklech dreckeg geet, mee och dofir, dass den Ënnerscheed tëschent deenen engen an deenen aneren net ëmmer méi grouss gëtt?

An ech mengen, dass een do och misst Theemen op d'Tapéit brénge wéi eeben esou Froe vun der Stëmmung an der Gesellschaft, wat och ronderëm Theeme wéi Diskriminatioun, Virurteeler, vläicht souguer Rassismus féiert, ouni dass ech elo wëssenschaftlech beleeë kann, dass dat elo wierklech interkonnektéiert ass. Mee et ass awer e Gefill, dass, wat d'Inegalitéite méi ausenanerginn, wat méi Leit nervös ginn a wat och d'Urteeler an d'Virurteeler vun engem géigeniwwer deem anere méi staark kënnen zouhuelen. Wie fillt sech dofir responsabel? A si mer och do am Spill dran, fir eppes do dergéint ze maachen?

An déi véiert Fro, dat ass: Dir hutt an engem Punkt Recht, do hunn ech mech geiert. Ech hunn nämlech gesot beim REVIS, dee kéint een ewechgeholl kréien. An ech hu gesot, dat kéint passéieren, wann een ee Rendez-vous verpasst. Dat stëmmt net. Et kann een de REVIS awer ewechgeholl kréien, wann ee ganz basic …, ganz wichteg Saachen, pardon, wann ee sech do vergeet. Dann ass et méiglech, dass een de REVIS och ganz ewechgeholl kritt. Et muss ee wierklech géint déi basesch Konditioune vum REVIS verstoussen.

Da si mer elo awer am Fall, dass dat sécherlech och bei Leit passéiert. An ech hat eng Kéier, mengen ech, bei menger alleréischter Interventioun hei an der Chamber geschwat vun der „Politik vun de Lücken". Well et gëtt an eisem soziale System ëmmer nach Lücken, et gëtt nach Lächer. Wat ass mat deene Leit, déi duerch déi Lächer derduerchfalen, och duerch eege Schold? An oft ass Eegeverschëldung vu Situatiounen och eng Aarmut, well ech mat mengen Liewen net eens ginn.

Dat selwecht, eng änlech Fro bezitt sech op déi Leit, déi zum Beispill an d'Wanteraktioun ginn an déi sech wärend der Wanteraktioun schwéier eppes zuschëlde komme loossen an déi dann erausfléien. Natierlech sinn déi sanktionéiert, an zwar relativ grav. Wien ass dann an deem Moment zoustänneg, fir op déi Leit nach opzepassen an no deene Leit ze kucken?

Erlaabt mer, nach eppes Fënneftes derbäizesoen, well bei der Indexéierung vum Kannergeld héieren ech dat natierlech oft, dass et dat Spillchen ass: jo, mir hätten et desindexéiert an … Dat ass mir egal! Déi Reindexéierung vum Kannergeld, mengen ech, ass elo - egal, wat wéini wou passéiert ass -, si ass elo „ein Gebot der Stunde"! An ech mengen, egal wie wéini wat gemaach huet, mir géifen zesumme gutt dorun doen, déi Reindexéierung vum Kannergeld elo direkt anzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci fir all déi Froen. Ech probéieren dann, op alles ze äntweren.

Jo, ech sinn der Meenung, dass d'Indicateuren … De REVIS zum Beispill ass an den Indicateuren nach guer net dra gewiescht. All déi Reformen, déi elo kuerzfristeg, also kierzlech, gemaach gi sinn, sinn an den Indicateuren nach net dra gewiescht. An ech mengen, et muss een dann elo effektiv och d'Chifferen ofwaarden, quitte dass ech jo ëmmer e bësse skeptesch si par rapport zu de Chifferen. Well ech soen Iech: Wann een an der Aarmut ass, dann ass et schonn een ze vill! An dofir sollt een awer och weiderschaffen, fir d'Leit aus der Aarmut erauszekréien.

Ech mengen, ech äntweren dann och direkt op déi lescht Fro: Mir hunn dat ganz kloer am Regierungsprogramm stoen, dass mer ons engagéieren, d'Kannergeld nees ze indexéieren um Enn vun der Legislaturperiod. An dat wäerte mer och esou maachen.

Ech sinn och der Meenung wéi Dir, dass d'Inegalitéiten derzou féieren, dass vläicht d'Problemer an der Gesellschaft och méi grouss ginn. An dofir musse mer dogéint kämpfen. Dofir musse mer kucken, dass d'Inegalitéiten eeben net méi grouss ginn.

An do, wou Der vläicht net ganz Recht hutt elo: Ech hunn effektiv an engem Saz gesot, dass ech als Familljeminister zoustänneg si fir déi, déi ganz aarm dru sinn. Ech mengen, dat war awer just e klengen Deel vu menger Äntwert haut op Är Interpellatioun.

Dat heescht, ech mengen, ech hat de Problem awer eng Kéier ganz ëmrass, well et ass effektiv esou: Wa mer vun Aarmut schwätzen, schwätze mer jo net nëmme vun deenen, déi keen Doheem hunn. Mir schwätze vun de Working Poor, vun deenen hunn ech geschwat. Mir schwätze vum Logementsproblem. Mir schwätze vum Klima.

Ech mengen awer, all d'Deputéiert, déi de Mëtten hei intervenéiert sinn, hunn eng Kéier de ganzen Tour gemaach, souwuel déi vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun. Dat heescht: Jo, ech hunn zwar och gesot, dass ech och responsabel sinn, a virun allem fir déi, deenen et wierklech ganz schlecht geet, mee ech mengen awer, de ganzen Tour eng Kéier gemaach ze hunn.

D'ganz Regierung ass natierlech responsabel, fir géint d'Aarmut ze kämpfen. Mir hunn iwwer Steiere geschwat. Mir hunn iwwer Klima geschwat. Mir hunn iwwer Logement geschwat. Et si bestëmmt nach aner Punkten, déi ech elo esou séier vergiessen.

Dann hutt Der mech gefrot: de REVIS. Et soll jo eng Warnung sinn, wann een 20 % ewechgeholl kritt. An mam Accompagnement social - well Dir hutt dat richteg gesot an ech sinn am Fong och ganz frou, dass Der dat gesot hutt iwwer eng Aarmut vun Organisatioun vläicht, wann ee seng Rendez-vousen net kann anhalen oder esou -, mee domat, mengen ech, musse mer dann deene Leit och hëllefen, andeems mer hinnen eeben ee proposéieren, deen hinnen hëlleft, sech ze organiséieren.

Do kann ech ëmmer nëmmen op den Office social hiweisen. Dat ass e Generalist. Et geet een haut net méi an den Office social, fir Suen ze kréien. 70 % vun de Leit ginn an den Office social, fir eng Hëllef ze kréien, e Formulaire auszefëllen, déi e Renseignement gären hätten, déi net wëssen, wou se vläicht eng Subvention loyer kënnen ufroen, wéi e Formulaire op myguichet.lu ausgedréckt gëtt oder esou.

Dat heescht, den Office social ass wierklech e Generalist, soen ech emol, fir Froen, déi een huet. Mee et ass och en Accompagnateur social. Do sinn Assistant-sociallen, déi och de sozialen Accompagnement maachen, wann dat néideg ass fir Leit. Am REVIS notamment ginn et och d'ARISen, déi elo bei den Office-socialle sinn, fir eeben d'Leit ze begleeden an hinnen ze hëllefen an hiren Demarchen.

A wéi gesot, et muss ee sech wierklech schonn eppes zuscholde komme gelooss hunn, fir iwwerhaapt 20 % ewechgeholl ze kréien. An dat hu mer eebe geännert par rapport zum RMG, dass mer net méi einfach de Montant ganz ewechhuelen, mee et sinn 20 % als orange Luucht fir ze soen: „Hei da komm …! Mir hëllefen och gären, mee da komm, mir kucken, dass mer ons nees konform setzen, dass, wat och ëmmer geschitt ass, net méi geschitt!", fir dass een nees de ganze Montant kritt.

Dann ass ganz interessant natierlech: „Jo, wat geschitt, wann ech an der Wanteraktioun erausfléien?" Fir an der Wanteraktioun net méi ugeholl ze ginn, ass een am Fong quasi, soen ech elo emol, eng Gefor fir anerer gewiescht, fir do iwwerhaapt virun d'Dier gesat ze ginn. Well an der Wanteraktioun gëtt kee jugéiert.

An der Wanteraktioun, déi Sozialaarbechter, déi do schaffen, déi kucken net: Vu wou kënnt een? Oder firwat ass een do? Quitte dass se och do sinn, fir Gespréicher ze féieren, virun allem daagsiwwer an der Wanteraktioun. An do flitt een och net direkt eraus. Do kritt een dann och emol gesot: „Géi vläicht emol eng Kéier an d'frësch Loft an da geet et der scho besser, wann s de dann an zwou Stonnen zréckkënns!" Déi Leit, an dat sinn der ganz, ganz wéineg gewiescht an deene leschte Joren, déi ganz exclu ware vun der Wanteraktioun, déi ware virun allem eng Gefor da fir déi aner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, domadder wieren d'Froen alleguer beäntwert. Merci villmools, Madamm Cahen. Merci och fir de Bic.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci och.

Motions

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an d'Resolutioun, déi zu dëser Interpellatioun deponéiert gi sinn.

Motion 1

Mir fänken u mat der Motioun Nummer 1, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass, betreffend d'Evaluatioun vum REVIS. Den Här Galles vläicht fir d'éischt als Auteur.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Här President, merci fir d'Wuert. Ech mengen, et ass eng Motioun, déi eigentlech eis Zoustëmmung misst fannen. Et geet drëms - eebe well et awer trotzdeem am Kontext mam REVIS eng Rei Schwieregkeete gëtt oder sech eng Rei Froe stellen -, wou mer eppes kéinte géint den Aarmutsrisiko maachen, eebe well bestëmmt Beneficiairen awer trotzdeem net op deen Niveau kommen, wou se kënnen dezent dermat liewen.

Déi Fro mat de 25 Joer, déi Fro vum administrativen Opwand, déi Fro vum Guichet unique, do stelle sech eng ganz Rei Froe ronderëm, wou mir einfach just proposéieren, dass mer an deem Moment, wou d'Evaluatioun geschitt, ganz geziilt och ausgi vun deenen dote Froen, d'Evaluatioun maachen an eis och „open minded" a mat oppenem Denken, ergebnisoffen drëms beméien, do ze kucken, ob mer net kënnen dann ajustéieren oder nobesseren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci. Mir hunn de Mëtten e ganz flotten a ganz sereinen Debat gefouert, deen extreem interessant ass, och am Respekt vun alle Riedner gefouert ginn ass.

Ech muss Iech soen, Här Galles, mir hunn den 10. Juli 2018 hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt, déi genau dat doten, wat Dir elo proposéiert hutt, erëmhëlt, nämlech mir sollten no dräi Joer d'Evaluatioun an dann Upassunge maachen. An dofir géif ech mengen, dass Är Motioun Nummer 1 superfetatoire wär. An ech géif de Kolleege proposéieren, Är Motioun hei net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen eppes dozou wëllt soen?

Ech mengen, da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Une voix.- Jo.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dervun aus, dass de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Une voix.- Et geet net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

M. Gilles Baum *(DP).*- Hei geet den Apparat net.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et geet net.

Une voix.- So, dat kompenséiert dat.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kréie mer déi 31 net zesummen.

(Brouhaha)

Une voix.- Mäi léiwe Gast!

(Brouhaha et hilarité)

Une autre voix.- Et geet net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann de Vote par procuration. O, déi meescht … De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun 1 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marc Lies), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Aly Kaes), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi iwwert de Congé social an d'Bourse du bénévolat. Den Här Galles huet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Also ech gesinn hei op där anerer Säit eng ganz Rei bedauernd Gesiichter, déi soen: „Mir hätte jo gäre matgestëmmt, mee et geet awer net." Dofir probéiere mer et nach eng Kéier.

D'Motioun iwwert de Benevolat: Also mir hu mat Freed festgestallt, dass eeben am Plan d'action handicap déi Bourse du bénévolat do virgesinn ass. A mir mengen, dat wär elo de Moment, fir eebe grad ausgeeënd vun deem gudde Beispill ze soen: „Kommt, mir deenen dat einfach aus!", well mer jo mierken an alleguerte selwer feststellen um Terrain, wéi wichteg de Benevolat ass um Terrain, fir sech kënne fir d'Leit ze engagéieren. An dee Benevolat soll eebe genausou och betruecht ginn an och da géigegewiichtet gi mat positive Géigeleeschtungen, wéi dat am Plang vum Handicap dran ass. Voilà!

An deem Sënn Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Dann nach eng Kéier den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech fannen, d'Propositiounen, déi den Här Galles gemaach huet, sinn interessant. Ech mengen, mir sollten déi awer verdéiwen.

Une voix.- Aha!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei sollten un d'Familljekommissioun verweisen, dass mer eis do eng Kéier kéinten Zäit huelen, fir effektiv alleguerten d'Facetten ze beliichten an dann dat Theema och esou ze verdéiwen, wéi et sech gehéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

Vote

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da gëtt déi Motioun an der Kommissioun diskutéiert.

(La motion n° 2 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3 iwwert den nationalen Aktiounsplang betreffend d'Preventioun an de Kampf géint d'Pauvretéit. Den Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Mir kommen der Saach jo méi no.

(Hilarité)

M. Gilles Baum *(DP).*- Lues a lues.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Jo. Da sinn ech elo mol gespaant.

Dat hei ass eng Motioun, déi eis ganz wichteg erschéngt, well et ass wouer, dass eeben iwwer ganz vill eenzel Mesurë geschwat gëtt, déi dann op verschidde Fäll ugewannt ginn. Mir mengen awer, et wär wichteg, dass ee systeemesch a systematesch eng Kéier wierklech de Problem vum Grond hier kuckt an eeben och mat aneren Acteuren zesummen déi ganz Pauvretéitsdebatt an d'Thematik eng Kéier analyséiert, fir dann doropshi kënne wierklech konkreet Mesuren ze ënnerhuelen, wéi mer eis an nächster Zäit orientéieren.

Dat heescht, mir probéieren hei, vill gutt Iddien, déi bestinn, an och déi Lacunnen, déi nach bestinn, einfach an ee ganze Plang eranzefaassen. An ech gräifen net vir op d'Motioun 4 - ech wäert nach dozou eppes soen -, mee do sti jo eng ganz Rei Saachen dran. Et ass jo praktesch eng Opzielung vun deene Saachen, déi do am Regierungsprogramm oder wou och ëmmer schonn drastinn.

Hei ass d'Iddi einfach fir ze soen: „Kommt, mir loossen et an ee Plan d'action fléissen!", well mer grad elo um Niveau vum Handicap gesinn hunn, dass e Plan d'action eeben, formell gesinn, eng ganz aner Envergure kritt wéi just eeben en Zesummesetze vun eenzelne Puzzlestécker. Dofir menge mer, dass dat eng Motioun ass, déi mer onbedéngt sollten zesummen unhuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Voilà! Et ass am Fong esou, dass mir net wierklech d'Plus-value gesi vun dësem Plan d'action national, ...

Plusieurs voix.- O!

M. Gilles Baum *(DP).*- … well mer eng Gesamtstrategie hunn, déi elo just douewen erkläert ginn ass: de Plan d'action national sans-abrisme, déi Mesuren, déi geholl gi sinn an déi nach wäerte geholl ginn am Wunnengsbau, de REVIS, deen evaluéiert gëtt, och d'Office-sociallen, déi ënnert d'Lupp geholl ginn, d'Allocation de vie chère, déi iwwerschafft gëtt.

An ech weess elo wierklech net, ob mer eis nach hei sollen e Plan d'action national zouleeën. Also ech géif menge Kolleege proposéieren, déi heite Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Galles nach eng Kéier, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Ech verstinn, dass ee sech seet: „Jo, do si jo schonn eng ganz Rei Plan-d'actionen am Spill", mee wann et drëms geet, oder wann eent vun deenen Ziler a vläicht souguer d'Haaptzil vun all deene Plans d'action ass, fir d'Aarmut ze bekämpfen, da mengen ech, da muss déi Aarmutsbekämpfung en tant que tel e Plan d'action kréien. Da geet et net, fir herno dann ze kucken: „Vläicht huet et och nach e bëssen drop gewierkt, dass d'Aarmut erofgaangen ass?"

Dofir si mer absolutt der Meenung, dass all déi aner Plan-d'actionen ënnerstëtzt musse gi vun esou engem Plan d'action, dee sech genau ëm d'Fro vun Aarmut an Inegalitéite këmmert an dorop ofziilt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, et ass alles gesot zu där Motioun. Da kënne mer zum Vott kommen. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, et geet erëm net duer.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass mat 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Claude Wiseler), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Aly Kaes), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Eieieiei!

(Brouhaha)

Wou ass d'Oppositioun?

(Hilarité)

Motion 4

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi, déi vum Här Hahn deposéiert ginn ass.

M. Gilles Baum *(DP).*- Fuer lass, fuer lass, Paul! Fuer lass!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Déi ass jo ganz interessant, déi Motioun. Leider ass se, an ech bedaueren dat, esou formuléiert, dass mir se net kënne matstëmmen.

Plusieurs voix.- Oo!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- An zwar si schonn am Beräich vun dem Considerant e puer Saachen derbäi, wou mer eis schwéier dermat gedoen hunn a wou mer et anescht gesinn.

An dann herno bei all deenen Invitatiounen un d'Regierung sinn awer e puer Saachen derbäi, wou mer décidément net dermat d'accord sinn. An ech ginn Iech just dräi Beispiller.

Dat éischt Beispill ass, dass mer, wann et ëm d'Educatioun geet, der Meenung sinn, dass do nach näischt Konkreetes geschitt ass, obwuel mer wëssen, dass den Indice socio-économique esou e staarken Effet huet op eis ganz Educatioun. Dat heescht, well do nach ëmmer näischt do ass an näischt geschitt ass, si mer der Meenung, dass et elo kee Wäert huet, hei einfach dat elo anzeféieren an dat elo ze verlaangen.

Deen zweete Grond ass d'Indexation vun de „prestations familiales sans rattrapage en fin de législature". Doriwwer hu mer geschwat an Dir wësst, dass mer dat anescht gesinn.

An en drëtte Grond, dee kënne mer och nach huelen, dat ass dee mat der „acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré et abordable". An dësem Budget gesäit ee kee Wëllen, fir dass do eppes Substanzielles soll passéieren.

Dofir gesi mer eis leider net an der Méiglechkeet, fir déi heite Motioun matzestëmmen. Wat interessant gewiescht wär, dat wär, wann dat heiten eng Motioun gewiescht wär, wou mer vu virera matagebonne gewiescht wären …

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- … an dann och d'Méiglechkeet gehat hätten, se mat ze ënnerschreiwen. Dann hätte mer och inhaltlech kënnen derzou bäidroen.

Merci villmools.

(Brouhaha et interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Dann ass nach eng Wuertmeldung do vum Här Gilles Baum.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Do louch awer d'Initiativ beim Interpellant!

(Interruptions)

Une voix.- Fir wat dann?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Fir eis zesummenzefannen op enger Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Voilà!

(Interruptions diverses)

Ech fannen d'Motioun an deem Sënn interessant, well se awer zu engem groussen Deel déi Saachen opféiert, iwwert déi de Mëtteg geschwat ginn ass, dat heescht dat, wat an der Period 2013-2018 ëmgesat ginn ass, an awer och en Ausbléck op dat gëtt, wat mer nach wëlles hunn ze maachen. An dofir wäert ech natierlech de Kolleegen op dëser Säit recommandéieren, d'Motioun hei matzedroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kéime mer zum Vott? Oder huet den Här Di Bartolomeo nach eppes ze soen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech wollt just dat selwecht …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir musst awer d'Wuert froen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech froen heimat. Merci, dass Der mer et gitt.

(Hilarité)

Ech wollt heimat soen: Wann den Interpellant gewollt hätt, dass mer eis zesummefannen op enger Motioun, hätt en ouni Weideres d'Initiativ do kënnen derzou huelen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass awer ni ze spéit, fir et gutt ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Voilà! Déi nächste Kéier. Déi nächste Kéier, Här Galles. Ech hëllefen och ganz gär mat.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wann een eng fraktiounsiwwergräifend Motioun virschléit, da soll een och d'Fraktiounen alleguer froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen iwwert d'Motioun Nummer 4.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Allez! Gitt Ärem Häerz e Ruck: „Oui!"

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vote électronique ass gefrot.

Une voix.- Keng Dommheeten hei!

Plusieurs voix.- Oui!

Plusieurs autres voix.- Non!

Vote sur la motion 4

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

Mme Simone Beissel *(DP).*- De Max Hahn ass blockéiert.

Une voix.- Wéi dann?

M. Max Hahn *(DP).*- Ech si blockéiert. Kuckt hei! Den Apparat geet net méi.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- En ass net programméiert.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

An dës Motioun ass mat 30 Jo-Stëmme …

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président.*- … géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Has du mat Jo gestëmmt, Max? Da wäerte mer dat korrigéieren, wat den Apparat net richteg zougelooss huet.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 31 voix pour et 29 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Aly Kaes), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruptions)

Motions 5 et 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, déi vum Här Goergen deposéiert ginn ass, iwwer e bedingungsloost Grondakommes. Den Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Also mat 30:29 komme mer der Saach wierklech ëmmer méi no.

Just heizou: Hei kënne mer leider net derzou bäidroen, dass déi heiten zwou Motioune gestëmmt ginn - éischtens déi mam Grondakommes. Wann dat elo stëmmt mat der Sympathisantekaart vun deene Lénken, misst ech natierlech do elo eng Kéier schéi mam Kapp wénken a frou sinn. Mee mir mengen, dass dat heiten elo fir dat wichtegt Theema, wat een awer misst ganz anescht diskutéieren, einfach vill ze séier an d'Ronn geworf ass.

An dat Zweet ass déi Motioun 6 - wann ech dat direkt däerf uschléissen, Här President, da soen ech dat direkt -: D'„Lex Koller" huet ganz interessant Deeler, ass awer multidimensionell. Do stinn och ganz aner Saachen dran. An ee Punkt, deen hei elo awer schwiereg ass, ass dee leschte Punkt op der éischter Säit, eeben dass se soll „personnes à l'étranger" ausschléissen. Dat ass natierlech eng Saach, déi mer kritesch gesinn.

Aner Punkten an der „Lex Koller" si sécherlech interessant. An doriwwer kéint een op anere Plazen diskutéieren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Jo, fir dass den Owend awer nach harmonesch ausgeet, géif ech soen, dass d'Demokratesch Partei sech deem ka ralliéieren, wat den Här Galles elo just gesot huet.

(Hilarité)

D'bedingungsloost Grondakommes steet net am Koalitiounsprogramm. Dofir mengen ech och net, dass mer dat elo hei sollten thematiséieren.

An d'„Lex Koller": Ech muss Iech éierlech soen, ech hätt e Problem, fir eng Motioun ze stëmmen iwwer eng „Lex Koller", déi ech awer net gelies hunn, déi ech net kennen a wou ech den Impakt dovunner net kennen. Ech mengen, meng Kolleegen op dëser Säit vun der Demokratescher Partei kennen déi och net.

Dofir géif ech proposéieren, déi zwou Motiounen net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum wannechgelift. An dann den Här Goergen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Här Galles brauch seng Sympathisantekaart net ofzeginn, well och déi Lénk si ganz kritesch zu deem Modell vum bedingungslose Grondakommes. Dat geet vu bis: Dat geet vun neoliberale Phantasmen, déi d'Ofschafung vun der Sécurité sociale als Corollaire hunn, bis hin zu Modeller, déi duerchaus kéinten interessant sinn.

Ech mengen, hei gëtt just vun engem Modellversuch geschwat, deen awer net weider explicitéiert gëtt, soudatt mer déi heite Motioun net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann den Här Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also fir d'éischt emol zum Grondakommes: Sécherlech ass dat diskutabel. An et

ginn déi verschidde Varianten. Deementspriechend hu mer eis och net festgeluecht an do der Regierung déi Fräiheet ginn, wéi eng Variant een da kann am Sozialen ëmsetzen.

Ech mengen, do ware jo och alleguerten déi Table-ronden, mee d'Meenung zum Grondakommes ass eebe gespalt, well dat e richtege Systemwiessel wär. Finnland zum Beispill hat et jo schonn eng Kéier probéiert, an aner Länner och. Dofir hate mir och just en Test virgeschloen an net, dass een elo jidderengem direkt d'Grondakommes afeiert, mee einfach en Test iwwer e puer Joer, wou een dat ka kucken.

Well mir sinn eeben och der Meenung, e bëssen anescht wéi d'Familljeministesch: Et ass net jiddereen am Land, dee sech en Altersheem ka leeschten, wéi dat virdru gesot ginn ass. Do hu mer och vu Fäll erzielt kritt, wou Leit sech keen Altersheem konnte leeschten.

Zu der zweeter Motioun, zur „Lex Koller": Also ech mengen, de Constat ass an Zwëschenzäit, dass duerch auslännesch Investisseuren d'Wunnengspräisser an d'Luucht gedréckt ginn. An deementspriechend hu mer jo déi Propos gemaach, ouni och do direkt ze vill anzeengen, dass een do iwwert déi Variant kéint schwätzen, wéi een et vun der „Lex Koller" kennt. Et ginn och änlech Varianten a Kanada.

An ech mengen, wann d'DP de Projet vun der „Lex Koller" bezéiungsweis d'Gesetzer nach net kennt, kënnt Der gäre bei der LSAP eng Kéier nofroen, well ech hu virdrun héieren, et ass awer eng Sympathie bei der LSAP do, fir eng Kéier op esou Weeër wéi „Lex Koller" ze goen an eng Kéier driwwer ze diskutéieren. D'Kolleegen an der Regierung erklären lech et bestëmmt gären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 5.

Une voix.- Non!

Vote sur la motion 5

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun 5 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 58 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marc Spautz), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Aly Kaes), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer direkt zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

De Vott fänkt un.

Une voix.- Non!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Och d'Motioun 6 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Résolution 1

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Marc Baum deposéiert ginn ass. Den Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President, an och merci de Kolleege vun der lénker Fraktioun. Mir si frou iwwert déi heite Resolutioun. Ech mengen, et ass dee richtegen Usaz, fir de Problem seriö ze huelen an och systematesch e bësse méi konkreet unzepaken a sech och do reegelméisseg dermat ausenanerzesetzen, grad well mer haut gemierkt hunn, dass et esou seriö ass.

Dofir stëmme mir dës Resolutioun mat.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Elo kritt Der eng „Golden Card".

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An dann och Merci fir d'Ënnerstëtzung vun der CSV. Ech mengen, déi Fro, déi mer opgeworf hunn hei, ass eeben déi: Wat ass de Kader vun esou enger Debatt?

Hei ass d'Propositioun, déi mer maachen, datt mer e puer Saache festhalen; éischtens, datt mer soen: „Et ass reegelméisseg", woubäi d'Reegelméissegkeet net definéiert ass - dat kann all zwee Joer sinn, oder esou. Do ka sech eventuell d'Kommissioun driwwer eens ginn oder och de Bureau sech eens ginn, wéi eng Form déi Reegelméissegkeet huet.

Mee virun allem ass wichteg, datt déi Debatt dann och an deenen zoustännege Kommissioune ka virbereet ginn, wou dann le cas échéant, wa Besoin do ass, och déi Leit, déi déi Zuele produzéieren, déi à la source vun deem wëssenschaftleche Material sinn, wat mer hei diskutéieren, och d'Méiglechkeet hunn, dat an der Chamberskommissioun ze presentéieren.

An ech mengen, datt et am Interêt vun der ganzer Chamber ass, wann een dat dote kéint esou op de Wee schécken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen, wannechgelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, ech faasse mech ganz kuerz. Ech mengen, iwwert déi heite Resolutioun bräicht een am Fong keng Diskussioun ze féieren, well ech gesinn einfach net an, datt een do kéint dergéint stëmmen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Oo!

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Da lauschter elo gutt, Gast!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech kann dem Här Gibéryen ausnamsweis ..., oder wéi esou oft net Recht ginn. Ech géif de Kolleege vun déi Lénk proposéieren - an dat steet hinne legislativ jo zou -, dat heiten op den Ordre du jour vun der Kommissioun ze setzen an dass mer et dann an der Kommissioun preparéieren. Et steet hinnen natierlech och zou, zu all Moment en Debat unzefroen. An et steet hinnen zou ... An, ech mengen, den État de la nation ass grad déi Plaz, wou mer grad iwwert d'Cohésion sociale, wou mer iwwert d'Ekonomie, d'Finanzen an de Bien-être schwätzen.

Also ech mengen, mir hätten hei dräi Méiglechkeeten, fir effektiv dat Theema do, wat wichteg ass, awer hei am Plenum ze debattéieren. An ech mengen, déi Resolutioun hei ass - a mengen Ae - superfetatoire, an ech géif proposéieren, se net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer iwwert déi Resolutioun ofstëmmen. De Vote électronique ass gefrot.

Plusieurs voix.- Non!

Vote sur la résolution 1

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Aly Kaes), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.35 heures.)

Sommaire de la séance publique nº 20

Ouverture de la séance publique	p. 293
Communications	p. 293
Ordre du jour	p. 293
Hommage à M. Franz Fayot	p. 293
Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés	p. 293-294
Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés	p. 294
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 294-295
Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales	p. 295
Élection d'un Secrétaire général de la Chambre des Députés	p. 295
Question élargie n° 25 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR	p. 295-296
7454 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MoU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018	p. 296-297
7496 - Projet de loi relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval	p. 297-299

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 11** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1563	Marc Spautz	Détournement de fonds auprès de la CNS
1681	Marc Spautz	Recours aux conseils externes
1720	Marc Goergen	Taxe sur les véhicules automoteurs
1726	Jeff Engelen	Littering
1744	David Wagner	Arrangement conclu entre l'ERSC et un groupe de presse privé
1750	Gilles Baum, Max Hahn	Timbres fiscaux
1760	Martine Hansen	Musée agricole
1774	Fernand Kartheiser	Électromobilité
1775	Sven Clement	Transport d'élèves à besoins spécifiques à l'étranger
1780	Jeff Engelen	Cahier des charges pour le transport public
1783	Sven Clement	Législation concernant la conservation des données
1784	David Wagner	Dommages environnementaux causés par des décharges sur le site dit « Crassier »
1786	Sven Clement	Impôt foncier
1787	Sven Clement	Abus sexuel et psychologique chez les jeunes
1790	Martine Hansen	Décentralisation d'administrations vers la « Nordstad »
1791	Max Hahn	Carsharing des CFL
1792	Simone Asselborn-Bintz	Concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire
1793	Roy Reding	Code de déontologie pour la radio socioculturelle 100,7
1794	Félix Eischen	Tram rapide entre Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette
1795	Marc Goergen	Visites de classes au zoo d'Amnéville
1797	Marc Spautz	Salariés handicapés
1798	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Marco Schank	Contournement
1799	Fernand Kartheiser	Achat de périodes d'assurance auprès des différents régimes de pension contributifs
1802	Mars Di Bartolomeo	Transport d'armes par Cargolux
1803	Sven Clement	Gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires
1804	Roy Reding	Admission dans un centre de réhabilitation
1806	Octavie Modert	Start-up
1808	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Contrats de bail
1809	Marc Hansen	Développement des compétences numériques dans l'enseignement fondamental
1810	Marc Goergen	Conditions de travail des ouvriers du pavillon luxembourgeois pour l'Expo Dubaï 2020
1812	Martine Hansen, Claude Wiseler	Plan national intégré en matière d'énergie et de climat
1814	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	Métiers et postes recherchés par les demandeurs d'emploi
1815	Yves Cruchten	Éducation aux médias des enfants
1818	Marc Goergen	Rôle du partenaire d'un membre du Gouvernement
1819	Yves Cruchten	Remise en état de fonctionnement d'un pylône de la Société de transport d'énergie électrique du Grand-Duché de Luxembourg (Sotel) détruit lors de la tornade du 9 août 2019
1820	André Bauler	Classification des édifices religieux
1821	Sven Clement	Subsides de la part du Service des sites et monuments nationaux (SSMN)
1822	Sven Clement	Infrastructures critiques
1823	Martine Hansen	Plan d'action national de la promotion de l'agriculture biologique
1824	Gusty Graas	Interdiction du jeu de tête pour jeunes footballeurs
1825	Marc Goergen	Service de transport personnel offert aux membres du Gouvernement
1826	André Bauler	Réforme de la Chambre d'Agriculture
1827	Max Hahn, Carole Hartmann	Systèmes anticollision pour poids lourds
1828	Martine Hansen	Prime pour jeunes agriculteurs
1831	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Étudiants sportifs
1835	Mars Di Bartolomeo	Plan de paix pour le Proche-Orient proposé par le Président des États-Unis
1839	Martine Hansen	Augmentation des accises sur le gazole non routier
1841	Max Hahn	Passages à niveau
1843	Claude Haagen	Délais à respecter pour une mise en bière
1844	Marc Goergen	Contournement de Dippach-gare
1845	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Conséquences du Brexit sur le bilan climatique de l'UE
1846	Octavie Modert	Décharges pour déchets inertes
1847	Gilles Roth, Laurent Mosar	Méthodes de surveillance du fisc belge
1850	Sven Clement	Apprentissage
1851	Marc Goergen	Poubelle pour déchets biodégradables
1852	Gusty Graas	2e Plan d'action du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
1855	Claude Haagen	Trafic routier à Diekirch
1857	Josée Lorsché	Langue des signes allemande
1864	Octavie Modert	Bureau de poste à Remich
1867	Sven Clement, Marc Goergen	Opération d'espionnage « Rubicon »
1868	Yves Cruchten	Opération d'espionnage « Rubicon »
1870	Sven Clement	Inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales
1874	Mars Di Bartolomeo	Rupture de stock de médicaments
1876	Sven Clement	Actifs immobiliers de la BCEE
1878	Sven Clement	Compteurs intelligents
1879	Viviane Reding	Parquet européen
1880	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Parcours d'intégration accompagné
1881	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Mines antipersonnel
1882	Tess Burton, Mars Di Bartolomeo	Grippe aviaire H5N8
1883	Jeff Engelen	Rupture de stock de médicaments
1884	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Guide des bonnes pratiques administratives dans la fonction publique
1885	Mars Di Bartolomeo	Réaffectation de la Villa Louvigny
1888	Sven Clement	Institut Max Planck Luxembourg
1889	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Présentation des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
1890	Jeff Engelen	Les cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite
1891	Jeff Engelen	Pénurie des marchandises provenant de l'Asie suite au coronavirus
1892	David Wagner, Marc Baum	Commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants
1893	André Bauler	Aides financières supplémentaires des communes de la Nordstad en cas de fusion
1894	Gilles Baum, André Bauler	Prise en charge des frais de conservation et de préservation des édifices religieux mis à la disposition du fonds
1898	Mars Di Bartolomeo	Hausse du prix de l'électricité
1899	Martine Hansen	Dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles
1900	Sven Clement	Citoyens luxembourgeois habitant en Rhénanie-Palatinat
1901	Marc Goergen	Chantier sur la route de Remich à Moutfort
1902	Sven Clement	Autonomie communale
1907	Fernand Kartheiser	Voitures électriques
1908	Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf	Délai de remboursement pour les médecins
1909	Sven Clement	Mesures d'intégration des communes
1910	Jeff Engelen	Contrats de travail dans la fonction publique
1911	Sven Clement, Marc Goergen	Conseil d'administration de la BCEE
1914	Jeff Engelen	Contrôle technique pour les tracteurs
1918	Laurent Mosar, Gilles Roth	Plafonnage du crédit immobilier
1919	Tess Burton	Marché de revente de tickets
1921	Sven Clement	Finances communales
1922	Sven Clement	Publicité des réunions des conseils communaux
1926	Francine Closener, Cécile Hemmen	Plans régionaux pour la mobilité

1927	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Reconnaissance d'un État palestinien
1928	Sven Clement	Informations concernant le coronavirus
1930	Françoise Hetto-Gaasch, Claude Wiseler	Concept pour la légalisation du cannabis récréatif
1931	Fernand Kartheiser	Institut Max Planck Luxembourg
1932	François Benoy	Détournements de fonds au sein de l'administration communale de Hesperange
1934	Viviane Reding	Taxation des GAFA
1935	Martine Hansen	Installation de biogaz
1936	Jeff Engelen	Conflit d'intérêts en relation avec le service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)
1940	Sven Clement	Réseau de télévision par câble
1946	Sven Clement	Études en parallèle à une activité professionnelle proposées par l'Université du Luxembourg
1951	Jean-Marie Halsdorf	Coronavirus
1954	Claude Haagen	Distributeurs de médicaments
1957	Marc Goergen	Abattage d'animaux
1958	Marc Goergen	Inspection vétérinaire
1959	Marc Spautz	Participation des pharmaciens à la « Table de la santé »
1961	Marc Goergen	Chasse au mouflon
1962 cf. 1964	Gusty Graas	Violences à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie
1964 cf.1962	Octavie Modert, Paul Galles	Situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine
1965	Fernand Kartheiser	Reconnaissance de certaines formations pour les carrières de la Police grand-ducale
1966	Sven Clement	Réaffectation des anciennes agences de la BCEE
1967	Marc Goergen	Conflits d'intérêts dans le cadre d'autorisations de construire
1968	Laurent Mosar	Société européenne des satellites
1970	Paul Galles	Regroupement familial
1974	Dan Biancalana	Plan volontaire d'insertion
1975	Fernand Kartheiser	Indemnisations des sinistrés de la tornade du 9 août 2019
1976	Carole Hartmann	Participation de la « Patientevertriedung » à la « Table de la santé »
1977	Nancy Arendt épouse Kemp	Bénévolat
1987	Josée Lorsché, Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Traumatismes auprès des réfugiés
1993	Marc Goergen	Nouvelle application pour le service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)
2070 urgente	Françoise Hetto-Gaasch, Claude Wiseler	Réouverture des chantiers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2107 urgente	Laurent Mosar, Gilles Roth	Conséquences de la nouvelle « Test-Strategie » du Gouvernement
2139 urgente	Diane Adehm	Réserve sanitaire médicale nationale
2143 urgente	Laurent Mosar, Gilles Roth	Financement de la stratégie de dépistage à large échelle
2171 urgente	Diane Adehm	Situation contractuelle future des étudiants du LTPS
2172 urgente	Sven Clement	Situation contractuelle future des étudiants du LTPS
2174 urgente	Josée Lorsché	Suivi des cas d'infection Covid-19 active connus au Luxembourg
2212 urgente	Fernand Kartheiser	Cellule logistique du Centre de crise

Question 1563 (04.12.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **détournement de fonds auprès de la CNS :**

Suivant les informations reçues, deux fonctionnaires de la Caisse nationale de santé (CNS) ont détourné des montants importants (supérieurs à deux millions). Il a été constaté que la majeure partie de ces détournements ont été effectués depuis plus de dix ans (depuis 2009). Les deux fonctionnaires ont reconnu les faits.

L'importance des deniers publics dérobés et de la durée pendant laquelle les faits se sont déroulés soulèvent un certain nombre de questions.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Pour quelle raison un contrôle des pièces justificatives n'a pas été fait, alors qu'il aurait permis de déceler la fraude sans autres délais, puisqu'il n'existait pas de pièces justificatives ?

2) Quels étaient les contrôles mis en place ainsi que le nombre des inspections/contrôles depuis 2009 ?

3) Pour quelle raison lesdits audits n'ont pas décelé lesdits détournements ?

4) Quel est le coût total supporté par la CNS dans le cadre des détournements constatés depuis 2009 ?

5) Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour assurer une meilleure gouvernance et pour éviter à l'avenir une dilapidation de l'argent public ?

6) Au-delà des sanctions disciplinaires prises à l'égard des fonctionnaires incriminés est-ce que d'autres mesures ont été prises au niveau des contrôles manifestement insuffisants ?

Réponse (21.01.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) + 2) Lors de la réunion de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui a eu lieu le 23 mai 2019, Monsieur le Président de la Caisse nationale de santé (CNS) a expliqué aux honorables Députés pour quelles raisons le système en place avait pu être contourné. Il a notamment dit que le système de contrôle interne ne prévoyait pas de contrôle sur l'exhaustivité des pièces justificatives et que dès lors il était perfectible.

Au sein de l'organisation interne de la CNS et au sein des systèmes d'information, de nombreux contrôles, respectivement règles à respecter, sont définis, permettant de détecter les irrégularités. Lesdits contrôles ont tous comme préalable nécessaire l'existence d'une facture.

Il s'agit en partie de contrôles manuels mais également de contrôles informatiques systématiques. Le nombre de contrôles est donc difficilement chiffrable puisque la CNS rembourse tous les ans presque cinq millions de factures soumises chacune à plusieurs contrôles.

Les procédures ont depuis été modifiées pour éviter ce contournement des procédures de contrôle.

ad 3) Jusqu'en 2018, il n'existait pas de fonction d'audit interne. Le projet de la mise en place d'un audit interne a été soumis au conseil d'administration de la CNS en été 2017 et a abouti à l'engagement d'un auditeur interne au 1er mars 2018. Dans un premier temps, l'auditeur a pris connaissance du fonctionnement de la CNS et a ensuite démarré son travail de vérification des contrôles en place sur base d'un plan d'audit. Le service, dans lequel les irrégularités ont été détectées, ne faisait pas partie de la première série des services à auditer.

Dans un cadre plus holistique, il y a lieu de souligner que la loi du 9 août 2018 modifiant 1. le Code de la sécurité sociale ; 2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ; 3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale, a apporté des modifications au niveau de la gouvernance des institutions de sécurité sociale. Ainsi, le fonctionnement et les structures internes des institutions ont été modernisés et améliorés. Ce nouveau cadre vise, entre autres, à renforcer la gestion des risques, y compris ceux liés à la fraude, et d'adapter les mesures existantes, respectivement de mettre de nouvelles mesures adéquates en place.

ad 4) Comme l'instruction judiciaire est en cours et que le principe de présomption d'innocence prévaut, il n'est pas possible de répondre à la question de l'honorable Député avec des chiffres détaillés. Ainsi, suivant les analyses internes et les informations publiés par le Parquet du Luxembourg en date du 12 juillet 2019[1] le montant est « estimé à deux millions d'euros ». Ce montant n'inclut pas les frais d'expertise et autres engagés par la CNS dans ce cadre. La CNS a toutefois initié les démarches nécessaires en vue de récupérer les montants en question.

ad 5) La CNS a chargé un expert externe de l'accompagner pour le développement et la mise en place de la gouvernance en termes de gestion des risques et compliance (GRC) et d'une approche basée sur trois niveaux de contrôle, tout en tenant compte du cadre légal existant.

De plus, le conseil d'administration de la CNS a décidé la création de la fonction de contrôleur interne afin de renforcer et de professionnaliser la deuxième ligne de contrôle. L'engagement d'un contrôleur interne est planifié pour 2020.

ad 6) Dès que les irrégularités ont été découvertes, la CNS a immédiatement chargé une équipe d'experts externes pour lancer des investigations de très grande envergure. Cette action a permis de confirmer qu'il s'agissait de deux cas isolés.

La même équipe a été chargée de proposer des améliorations du système de contrôle interne de la CNS sur base des constats faits dans le cadre de ses travaux d'investigation et la CNS a mis en place des améliorations en renforçant les contrôles de première et deuxième ligne de contrôle. L'organisation du département dans lequel les irrégularités ont été découvertes a été complètement revue et adaptée. De nouveaux contrôles ont immédiatement été mis en place et le processus de réorganisation, toujours en cours, sera clôturé pour mars 2020.

L'auditeur interne, ensemble avec les membres de la direction et les responsables métier, suivent de près l'exécution des recommandations que l'expert externe a remises à la CNS à la fin de la mission d'investigation en juillet 2019.

La CNS est également en train de dérouler une démarche structurée afin d'augmenter et de systématiser tous les contrôles de la première ligne de contrôle. À ce titre, elle s'est aussi impliquée dans la mission d'audit de l'IGSS réalisée sur demande du Ministre de la Sécurité sociale au sein de la CNS après la découverte des irrégularités. La CNS compte capitaliser sur sa propre démarche et sur celle de l'IGSS afin de structurer et renforcer au fur et à mesure les contrôles de la première ligne de contrôle pour englober l'ensemble des activités métier de la CNS.

Les programmes de formation aussi bien des gestionnaires que des responsables (direction et métier) vont être adaptés de sorte que chaque intervenant sache à quel niveau se situent ses responsabilités. Des ressources supplémentaires pour des profils spécifiques, comme par exemple l'expertise contrôle interne et les data analystes, ont également été demandées par la CNS fin 2019. Les effectifs seront attribués courant 2020 par une modification du règlement grand-ducal visé.

[1] Communiqué de presse du Parquet de Luxembourg du 12 juillet 2019 : https://justice.public.lu/fr/actualites/2019/07/communique-parquet-lux-escroquerie-cns.html#

Question 1681 (09.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **recours aux conseils externes :**

Les ministères et administrations ont parfois besoin de conseils externes quand leurs propres services n'ont pas les compétences ou l'expertise requises. Ils font alors souvent appel à des consultants externes. Ces prestations de conseil sont très diverses et peuvent être demandées dans le domaine des technologies de l'information, de la communication, de la gestion, de la recherche et du développement ou encore pour des conseils techniques et questions d'ordre juridique ou fiscal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les dépenses des ministères de la Mobilité et des Travaux publics au titre des services de consultation pour les exercices 2014-2019 ?

- Quel a été le montant total des prestations de conseil commandées par l'ensemble des administrations publiques luxembourgeoises pour les exercices 2014-2019 ?

Réponse commune (09.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il convient tout d'abord de préciser que le Gouvernement peut uniquement agir directement sur les dépenses de frais d'experts et d'études engagées au niveau des départements ministériels, des Services de l'État à gestion séparée (SEGS) et des fonds spéciaux. Ainsi, ces dépenses se présentent globalement comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Entre 2010 et 2018, les frais d'experts et d'études ont connu une croissance annuelle moyenne de plus 8 %.

À noter toutefois que ces dépenses n'incluent pas les frais d'experts et d'études liés à un projet d'investissement, car selon les règles de comptabilisation européenne (SEC), ceux-ci sont intégrés dans les dépenses d'investissement.

Pour ce qui concerne l'évolution des frais d'experts et d'études de l'actuel Département mobilité et travaux publics, celle-ci se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En moyenne annuelle, les frais d'experts et d'études ont connu une croissance de plus 5,7 % et représentent en moyenne 27 % de l'ensemble des dépenses de frais d'experts et d'études. Au cours de la période 2010 à 2018, la part des frais d'experts et d'études de l'actuel Département mobilité et travaux publics ont diminué en relation avec le total des frais d'experts en passant de 29 % en 2010 à 24 % en 2018. Cette diminution peut être observée à partir de 2014.

Question 1720 (15.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs :**

Viru ronn engem Mount huet den Energieminister ugekënnegt, dass ab dem 1. Mäerz vun dësem Joer d'Autosteier net méi nom NEFZ-Modell berechent gëtt, mee nom WLTP-Modell, wat eng Hausse vun dëser Steier zur Konsequenz wäert hunn.

Wéi den Energieminister an engem RTL-Interview vum 7. Dezember gesot huet, soll d'Steier awer just fir Neiween gëllen an net fir Autoen, déi schonns verkaf goufen.

Do stellt sech allerdéngs d'Fro, wéi d'Autosteier fir déi Keefer berechent gëtt, déi hire Kafkontrakt oder Devis schonns virun der Aféierung vun der Autosteier ënnerschriwwen hunn an hiren Auto erreischt dëst Joer ausgehännegt kréien, immatrikuléieren a bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, Energie a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun aus fir Keefer, déi virun der Aféierung vun der neier Autosteier eng Offer ënnerschriwwen hunn, mee den Auto eréischt am Joer 2020 ausgehännegt kréie bezéiungsweis dëse réischt am Joer 2020 immatrikuléieren? Falen dës Keefer ënnert de Regimm vun der vireger Autosteier oder ënnert de neie Regimm?

2. Wat ass den ausschlaggebende Krittär, fir dass d'Bestellung vun engem Auto am Joer 2019 ënnert de Regimm vun der vireger respektiv der neier Autosteier fält? Geet et duer een ënnerschriwwene Kafkontrakt oder Devis zum Zäitpunkt vun 2019 virzeleeën oder gëtt den Datum vun der éischter Immatrikulatioun vum Auto consideréiert?

3. Am RTL-Interview sot de Minister, dass Occasiounsautoen net vun der neier Steier wäerte betraff sinn. D'Steier gëllt deemno net fir „déi Autoen, déi ee schonn huet". Wéi rechtfäerdegt d'Regierung, dass Autosbesëtzer, déi genee dee selwechten Typ Auto mat der selwechter Motoriséierung hunn a jeeweils déi nämmlecht Quantitéit un Zäregaser ausscheeden, mat zweeërlee Mooss besteiert ginn?

Réponse commune (13.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'Ëmstellung vun der Berechnung vun der Autosteier op de WLTP („Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure") zielt den Datum vun der éischter Immatrikulatioun (date de la première mise en circulation). Konform zu dem europäesche Reglement 2017/1151 vum 1. Juni 2017, mat deem de WLTP-Testzyklus fir d'Homologatioun fir Gefierer agefouert gouf, muss all Land déi nei Bestëmmungen, wat Umelle vun Autoen ubelaangt, bis spéitstens den 31. Dezember 2020 ëmsetzen. De geplangte Stéchdatum zu Lëtzebuerg ass den éischten Dag vum Mount, nodeems d'Gesetz (Gesetzesprojet N° 7506) iwwert d'Applizéiere vun de WLTP-Wäerter am „Journal officiel du Grand-Duché dee Luxembourg" publizéiert gouf.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt fir all Auto, dee virum Stéchdatum fir d'éischte Kéier immatrikuléiert gouf (och am Ausland), d'Autosteier déi selwecht bleift. Bei dëse Gefierer gëtt d'Autosteier weiderhi mat den NEDC-Wäerter („New European Driving Cycle") berechent och wann d'Gefier weider als Occassiounsauto verkaf gëtt oder fir ee Moment net méi ugemellt war. Deemno gëtt et keng Retroaktivitéit bei Autoen, déi scho virun dem genannten Datum ugemellt waren.

Wann en Auto nom Akraafttriede vum Gesetz fir d'éischte Kéier ugemellt gëtt, esou gëtt d'Autosteier mam kombinéierte Wäert vun de CO_2-Emissiounen nom WLTP-Testzyklus berechent. An der Moyenne leien dës Wäerter ongeféier 20 % méi héich wéi déi entspriechend Wäerter vum NEDC, mee et ginn awer och Modeller wou de WLTP-Wäert méi niddereg oder d'selwecht héich ass. Deemno gëtt et keng generell Formel woumat d'Variatioun tëschent den zwee Ofgaswäerter fir all Auto kéint bestëmmt ginn. Et hänkt ëmmer vun Auto zu Auto of, wéi héich den Ënnerscheed tëschent dem NEDC- an dem WLTP-Wäert ass. Aus dësem Grond soll d'Berechnungsformel vun der Autosteier onverännert bleiwen a just den Ofgaswäert op den neie Préifzyklus adaptéiert ginn.

Esou bleift zum Beispill d'Autosteier bei engem Diesel mat 120 g CO_2/km nom NEDC onverännert géintiwwer engem Diesel mat 120 g CO_2/km nom WLTP. Hei sief awer drop higewisen, dass tatsächlech de selwechten Auto ka verschidden CO_2-Wäerter a Funktioun vum Ofgastest hunn, wouduerch d'Autosteier, bedéngt duerch den ënnerschiddlechen Ofgaswäert, fir en Auto, deen no dem Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt ginn ass, anescht ass, wéi fir en Auto dee virum Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt gouf.

Aus dësem Grond huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten och eng Informatiounscampagne (www.wltp.lu) gestart, fir d'Leit doriwwer ze informéieren. Esou sollen d'Leit mat deenen Informatiounen hiren Auto kafe kënnen. Aus dësem Grond ginn déi zwee Wäerter och transparent bei de Concessionnairen affichéiert, esou dass all Persoun, déi een Auto wëll kafen, sech am Detail informéiere kann.

Dëst bréngt mat sech, datt de Konsument beim Kaf vu sengem Auto méi realistesch Verbrauchswäerter ugewise kritt wouduerch hien, wann hie sech un den neie WLTP- Verbrauchswäerter orientéiert, bei enger duerchschnëttlecher Fuerleeschtung vun 13.000 km am Joer, bei engem Diesel bis zu 300 € a bei engem Bensinner bis zu 330 € ka spuere wat d'Tanken ubelaangt, dëst well den theoreeteschen an de reelle Verbrauch besser korreléieren.

Question 1726 (16.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **littering :**

De Littering, speziell laanscht eis Stroossen, hëlt leider ëmmer méi zou. Permanent gesäit een d'Leit vun der ëffentlecher Stroossebauverwaltung Offall oprafen. Och fir eis Bauere stellt de Littering e seriöe Problem duer, well den Offall - ënner anerem Glas oder och spatz Metallstécker vu Béchsen - am Fudder vum Véi lant, wat zu schlëmme Verletzunge ka féieren. Dacks stierft d'Véi esouguer dovun. Och déi sëlleche Sensibiliséierungscampagnen hunn, wéi et schéngt, kaum eng Wierkung gewisen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an den Här Minister fir ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Huet d'Regierung Zuelen, wéi vill Stonnen - zesummegefaasst vum ganze Land - Leit vun der Stroossebauverwaltung pro Joer - an opgesschlësselt op déi lescht sechs Joer - domat verbréngen, den Offall laanscht d'Stroossen opzerafen?

2. Huet d'Regierung Zuelen, wéi vill Tonnen Offall laanscht d'Stroosse pro Joer - an opgeschlësselt op déi lescht sechs Joer - hu missen entsuergt ginn?

3. Wat fir Mesurë proposéiert d'Regierung am Allgemengen, fir datt d'Ausmooss vum Littering endlech zeréckgeet?

4. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et beim Littering dréngend noutwendeg wär, vill méi Kontrollen duerchzeféieren, dëst op systematesch Aart a Weis? Wa jo, wéi sollen dës Kontrolle konkreet ausgesinn?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Strofe fir de Littering no uewe misste revidéiert ginn?

6. Kann d'Regierung sech virstellen, als Strofmooss fir de Littering op sozial Aarbechtsmesuren - wéi zum Beispill Dreck oprafe laanscht d'Stroossen - ze setzen, amplaz just op Strofe finanzieller Natur ze setzen, ewéi dëst aktuell de Fall ass?

Réponse commune (10.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Fir d'Äntwert op dës Fro kënnen ze ginn, si bei der Stroossebauverwaltung Recherchë gemaach ginn. Déi disponibel Zuele goufen entspriechend opbereet, den Detail kann awer net iwwerall esou geliwwert ginn, wéi vum honorabelen Deputéierte gefrot. Et ass allgemeng dozou ze soen, dass et, bis elo, net gefuerdert war, en zousätzlechen administrativen Opwand ze bedreiwen, fir esou Statistike kënnen ze liwweren.

Reng fir d'Landstroosse geet d'Stroossebauverwaltung vun engem Opwand vun 251.700 Aarbechtsstonnen iwwert déi lescht sechs Joer verdeelt aus.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung mécht reegelméisseg Analysen, fir ze bestëmmen, wéi eng Zorten Offall an der Natur landen. D'Resultater aus dëse Studien erméiglechen et dann, geziilt Mesuren ze ergräifen. Esou Studie sinn an de Joren 2008 an 2015 gemaach ginn, déi nächst Studie gëtt dëst Joer gemaach.

2015 sinn am Duerchschnëtt 103 Kilogramm Offall pro Kilometer laanscht d'Nationalstroosse gesammelt ginn (89 kg pro km am Joer 2008).

2015 sinn am Duerchschnëtt 216 Kilogramm Offall pro Kilometer laanscht d'Autobunne gesammelt ginn (309 kg pro km am Joer 2008), dës Quantitéite variéieren awer staark vu Joer zu Joer.

Et gi Käschte vun 1,2 Milliounen Euro d'Joer fir d'Botze laanscht national Stroossen an Autobunnen (inklusiv Botzen duerch Gemengeservicer) vum Lëtzebuerger Staat geschat, vun deenen 90 % Personalkäschte sinn, 4,8 % Sammlungs- an Transportkäschten a 5,2 % Entsuergungskäschte sinn.

Dousen, Glas- a Plastiksfläsche maachen, op d'Gewiicht gekuckt, 58 % vum Littering aus.

Déi detailléiert Resultater vun de Studie stinn op www.emwelt.lu.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung souwéi d'Ëmweltverwaltung organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall an der Natur (Littering) opzeklären. D'Campagne „Klengen Offall, grousse Problem" ass 2017 gemaach ginn, an 2018 widderholl ginn. 2019 ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn" lancéiert ginn, wou nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmotzung, och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert goufen.

Am nationalen Offall- a Ressourcëwirtschaftsplang (PNGDR) vun 2018 sinn eng Rei Ziler a Mesurë festgehalen. Dat allgemengt Zil vum PNGDR ass et, Offall ze vermeiden oder ze reduzéieren. Dëse Plang ënnerstëtzt d'Bestriewen zu enger zirkulärer Ekonomie. Sou solle méi nohalteg Léisungen ugebuede ginn, wéi zum Beispill d'Fërdere vu Méiweealternativen net nëmmen am Beräich vun de Verpakungen. Eng aner Mesure aus dem PNGDR gesäit vir, datt déi separat Sammlung vu verschiddenen Offallstréim soll ausgebaut ginn. Nëmmen duerch eng separat Sammlung kann herno och e qualitativ héichwäertege Recycling garantéiert ginn.

Momentan lafen d'Aarbechten, fir déi verschidden Direktiven, déi am Kader vum Paquet „Économie circulaire" ugeholl goufen, an d'Lëtzebuerger Legislatioun ze transposéieren. Dozou gehéiert och, datt déi nei Direktiven iwwert d'Eweeplastiker direkt mat ëmgesat gëtt. Duerch dës nei Direktive kommen dann och eng Rei vu neien Obligatiounen op Lëtzebuerg duer. Parallell zum Iwwerschaffe vun de Gesetzestexter gëtt och un enger Null-Offall-Strategie geschafft, déi ënner anerem och zum Zil huet, Eeweeverpakungen ze vermeiden oder ze reduzéieren.

ad 4. Lëtzebuerg huet am Kader vun der Stäerkung vu senger Gesetzgeebung e Katalog vu Sanktioune géint eng illegal Offallentsuergung ugeholl. Sou kënne Geldstrofe vu 49 Euro fir d'Ewechgeheie vu Pabeier oder engem Zigarettestomp bis hin zu 145 Euro fir den illegalen Depot vun engem elektroneschen Haushaltsapparat ufalen. An dem groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 ass de Katalog vun de Sanktiounen opgelëscht.

Am Kader vun der aktueller Iwweraarbechtung vun der Offallgesetzgeebung wäerten d'Dispositioune betreffend de Littering nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Donieft sief awer och drun erënnert, datt zënter Dezember 2015 et tëscht der Ëmweltverwaltung an der Douane eng Kooperatiounskonventioun gëtt, fir gemeinsam Inspektiounen a Kontrollen am Ëmweltberäich duerchzeféieren.

ad 5. D'Strofe fir Verstéiss géint Ëmweltgesetzer si generell niddereg. Dëst betrëfft och d'Gebitt vun der Offallwirtschaft a besonnesch dem Littering. Mir sinn eis dësem Problem bewosst, deen iwwregens och scho vun internationalen Institutiounen opgeworf gouf, sou wéi am Kontext vum GENVAL-Projet vum Conseil vun der Europäescher Unioun iwwert d'Ëmweltkriminalitéit oder wärend Diskussioune mat den zoustännege Servicer vun der OECD.

Aus dësem Grond sinn an neien Ëmweltgesetzer, wéi zum Beispill dem Gesetz iwwer Chemikalien a Biociden, Erhéijunge vu kriminelle Strofe virgesinn an och eng Verbesserung vun der Effektivitéit vum Strofsystem. D'Offallgesetzgeebung, déi kuerzfristeg weesentlech geännert wäert ginn opgrond vun neien europäeschen Direktiven an dësem Beräich, wäert méi héich an ofschreckend Sanktioune virgesinn, dat besonnesch, fir géint de Littering virzegoen.

ad 6. Awéiwäit esou sozial Aarbechtsmesuren en Impakt op de Littering hunn, bleift ze klären. Et muss een oppassen domat, net en onerwënschten Nieweneffekt ze kreéieren, andeems een d'Problematik vum Littering erofspillt, well et jo Leit ginn, déi den Offall asammele géifen.

Question 1744 (23.01.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**arrangement conclu entre l'ERSC et un groupe de presse privé :**

Depuis le jeudi 21 novembre, le groupe de presse Maison Moderne, par le biais de son magazine anglophone Delano, s'est vu attribuer un « slot » hebdomadaire dédié à la diffusion de l'actualité luxembourgeoise en langue anglaise.

Une partie des interrogations soulevées par ces faits ont déjà fait l'objet d'une question parlementaire n° 1511 du 22 novembre 2019, à laquelle Monsieur le Ministre a répondu le 18 décembre 2019. La réponse de Monsieur le Ministre ayant été quelque peu évasive, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communication et des Médias :

1) Comment se trouve-t-il que le Ministère des Communications et des Médias qui, en tant que ministère de tutelle de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle (ERSC), devrait veiller à la légalité des actes administratifs pris par ce dernier, ne soit au courant ni de l'existence ni du contenu du contrat qui lie manifestement cet établissement public au groupe de presse privé Maison Moderne depuis novembre 2019 ?

2) Quelle est la base légale de l'arrangement conclu entre l'ERSC et le groupe de presse privé Maison Moderne ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il vérifié si cet arrangement est susceptible de constituer un parrainage au sens de l'article 26 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, c'est-à-dire une « contribution d'une entreprise publique ou privée, n'exerçant pas d'activités de programmation télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement d'éléments de programme télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations » ? Dans ce cas, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment cet arrangement peut être conforme à la législation luxembourgeoise sur le parrainage d'émissions ? Pour rappel, l'article 9, alinéa 3, du cahier des charges de la radio 100,7 dispose que « des émissions individuelles ou régulières peuvent être parrainées dans les conditions fixées pour les programmes de télévision par l'article 28 de la loi [du 27 juillet 1991] et le règlement grand-ducal du 5 avril 2001 fixant les règles applicables en matière de publicité, de parrainage, de télé-achat et d'autopromotion dans les programmes de télévision réputés relever de la compétence du Luxembourg conformément à la directive "Services de médias audiovisuels" ». Or, la loi du 27 juillet 1991 dispose expressément en son article 28, alinéa 17, que « les journaux télévisés et les émissions d'information politique ne peuvent être parrainés ».

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'arrangement entre l'ERSC et le groupe de presse privé Maison Moderne, qui ne semble avoir fait l'objet d'aucun appel d'offres ni de mise en concurrence, est conforme à la législation luxembourgeoise en matière de marchés publics, ainsi qu'à la réglementation européenne en matière de marchés publics ?

5) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait, pour un établissement public, d'accorder un avantage à un opérateur économique choisi selon des critères peu clairs, est susceptible de constituer une aide d'État illicite susceptible d'enclencher un recours en manquement de la Commission européenne contre l'État luxembourgeois ?

Réponse (10.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

À l'heure actuelle, selon les informations du ministre, il n'existe pas de contrat entre l'ERSL et Maison Moderne et il n'a été convenu d'aucun

paiement. La diffusion de l'émission « The Jim Kent Show on radio 100,7 », qui est une émission de divertissement et non pas une émission d'information politique, et se trouve toujours en phase « test », repose sur une décision prise par le directeur dans le cadre de ses attributions.

Question 1750 (21.01.2020) de **MM. Gilles Baum** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **timbres fiscaux :**

Dans de nombreux cas de figure, comme par exemple lors d'une demande pour la conduite accompagnée, les citoyens sont obligés d'acquérir un timbre fiscal. Or, étant donné qu'« il n'y a pas envoi de timbres matériels », comme il est précisé par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) sur son site Internet, les citoyens sont contraints de se déplacer dans les bureaux de l'AED ou auprès de la SNCA pour récupérer le timbre requis.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à la quantité de timbres fiscaux, repartis par motif qui ont été délivrés au cours de l'année 2018 ?

- Est-il prévu de mettre en place une solution digitale pour la délivrance des timbres fiscaux afin d'éviter que les citoyens ne doivent se déplacer seulement pour cette raison ? Dans l'affirmative, pour quand celle-ci pourrait-elle être présentée au public ? Quelles solutions pourraient être proposées ?

- En Autriche, il est prévu de créer la possibilité de délivrer le permis de conduire ainsi que les documents de bord sur un support numérique, tel qu'une application mobile, jusque fin 2020. Une telle solution serait-elle également envisageable au Luxembourg ?

Réponse commune (09.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La loi du 26 mars 2014 visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects dispose à l'article 1er que : « Les taxes, droits et redevances acquittés au moyen de l'apposition de timbres mobiles "droit de chancellerie" peuvent être payés au moyen d'un virement ou d'un versement sur un compte bancaire spécifique de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Sous peine de refus par les autorités de contrôle respectives, la preuve de ce virement ou versement doit être établie par écrit et doit porter l'indication précise, dans la rubrique communication, des nom, prénom et domicile de l'administré pour compte duquel le paiement a été fait ainsi que le motif explicite du paiement de la taxe, du droit ou de la redevance. »

Ainsi, les taxes, droits et redevances précités peuvent être virés sur un compte bancaire unique, de manière à éviter le déplacement dans les bureaux de l'administration. Le site Internet de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) donne des détails supplémentaires concernant les informations à indiquer dans la « communication » du virement. Alors que la copie imprimée de l'extrait de virement tient lieu de preuve de paiement, aucun envoi de timbres matériels n'est nécessaire. Pour autant, l'alternative de se procurer matériellement un timbre mobile « droit de chancellerie » auprès de l'AED reste toujours possible. Au cours de l'année 2018, l'AED en a délivré 316.727, pour une valeur totale de 10.710.675 euros. L'AED ne dispose pas de statistiques relatives à leur répartition par motif.

Le saviez-vous ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

En ce qui concerne la délivrance du permis de conduire ainsi que les documents de bord en version électronique, il s'avère que pour le permis de conduire la directive européenne ne prévoit pas cette forme de délivrance. Partant, ces permis de conduire électroniques sont uniquement valables sur le territoire national du pays émetteur. En cas de déplacement à l'étranger il faut toujours être en possession d'un permis de conduire « classique ». Toutefois, la Commission européenne a annoncé une révision de la directive sur le permis de conduire qui pourrait introduire les permis de conduire électroniques au niveau européen. La proposition pour cette réforme ne sera vraisemblablement pas émise avant 2021. Concernant les documents de bord, il y a lieu de renvoyer à la directive 1999/37/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux documents d'immatriculation des véhicules. Bien que la directive précitée autorise les États membres à délivrer des cartes à puce dont les données relatives au véhicule peuvent être enregistrées, il y a lieu de préciser qu'actuellement aucun standard n'est établi en Europe en ce qui concerne la possibilité d'extraire les données. Partant, les documents de bord électroniques sont uniquement utilisables sur le territoire national du pays émetteur. En outre, il est également à relever que si un État membre opte quand même pour émettre des cartes à puce, l'État membre a l'obligation d'imprimer un grand nombre de données (presque l'entièreté des données imprimées actuellement sur les certificats d'immatriculation) sur la carte à puce.

Question 1760 (23.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **musée agricole :**

Landwirtschaft ass e wichtege Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Geschicht. Laut eisen Informatioune wieren de Landwirtschaftsministère souwéi och den Tourismusministère un der Realisatioun vun engem nationale landwirtschaftleche Musée interesséiert.

Dëse Projet wier wichteg, well d'Akerbauschoul deemnächst an hir nei Raimlechkeete plënnert, si awer hir sëllechen Exponaten, Archivalen an och Maschinne vu fréier, déi schonns zum Beispill renovéiert sinn, net op den neie Site ka mathuelen. Esou e Musée wier och déi richteg Plaz, fir generell historescht Material an Exponaten aus der Landwirtschaft auszestellen, ze schützen an ze erhalen. Sou kéinten zum Beispill och Objeten aus dem fréieren Agrozenter op sou enger Plaz ënnerbruecht ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft an dem Här Minister fir Tourismus follgend Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere bestätegen, datt si esou engem Projet vun engem landwirtschaftleche Musée géigeniwwer positiv gesënnt sinn?

2. Ass um aktuelle Site vun der Akerbauschoul zu Ettelbréck d'Realiséierung vun dësem Projet méiglech?

3. Wa jo, ass d'Regierung prett, esou e Projet op d'Been ze stellen?

4. Wann neen, gëtt et an der Nordstad en anderen appropriéierte Site, fir esou e Musée anzeriichten?

Réponse commune (10.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Ouni Zweifel sinn d'Secteure Landwirtschaft, Wäibau, Uebst- a Gaardebau wichteg Bestanddeeler vun der Lëtzebuerger Geschicht, hu si dach bis haut d'Gestaltung vun eiser Kulturlandschaft wéi och d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft, besonnesch an eise ländleche Raim, däitlech matgepräägt. Duerfir ass d'Iddi vun engem „nationale landwirtschaftleche Musée" sécherlech eng ganz interessant.

Bei enger Entrevue am Summer 2019 krute mir e Projet vun engem „nationale Landwirtschaftsmusée", a Form vun enger Konzeptiddi, vun engem Schüler aus der Akerbauschoul presentéiert.

Esou e Projet sollt am Kader vun engem enken Netzwierk mat deene sëlleche bestoende wéi geplangte lokalen a ländleche Muséeën am Land gesi ginn. Dobäi huet all lokale Musée oder Dokumentatiounszentrum uechtert d'Land seng ganz spezifesch an eenzegaarteg Creneauen. Dës solle sech am Interessi vum Visiteur mateneen ergänzen a verstäerken.

Vu datt bis haut weeder e fäerdegt a preziist Konzept nach en Träger fir esou e Musée definéiert ass, stellt sech fir de Moment d'Fro vun engem Site net.

Zu dësem Moment ass awer schonns gewosst, datt den aktuelle Site vun der Akerbauschoul zu Ettelbréck fir déi néideg Extensioun vum Technesche Lycée Ettelbréck virgesinn ass.

Question 1774 (24.02.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**électromobilité :**

An deene leschte Méint si verschidde Problemer mat elektresch bedriwwenen Autoen opgedaucht, déi esou gravéierend sinn, datt d'Opportunitéit vun der Elektromobilitéit iwwerhaapt nei a Fro gestallt gëtt.

Dobäi sinn et mol net déi gravéierend mënscherechtlech Aspekter, déi ech hei wëll uschwätzen, besonnesch beim Ofbau vu Kobalt a Lithium, mee Problemer am Beräich vum normale Betrib vun deenen Autoen.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. An e puer Fäll hunn a leschter Zäit elektresch Autoen am normale Betrib vun eleng Feier gefaang. Wéi grouss schätzt d'Regierung dëse Risiko statistesch an? Gëtt et dozou Etüden? Gouf et schonn esou e Fall zu Lëtzebuerg? Sollen Autoen, déi e Risiko vun enger Auto-Inflammatioun mat sech bréngen, iwwerhaapt zougelooss ginn? Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Elektromobilitéit technesch wäit genuch entwéckelt ass, fir kënnen als sécher ze gëllen?

2. Wéi grouss ass de Risiko, datt bei engem Accident en elektresch bedriwwenen Auto Feier fänkt, am Verglach zu engem Auto, dee mat engem fossille Brennstoff bedriwwe gëtt?

3. Wéi grouss ass déi statistesch Explosiounsgefor vun engem elektresch bedriwwenen Auto, besonnesch bei engem Accident? Gëtt et dozou scho statistesch zouverlässeg Donnéeën?

4. En elektreschen Auto, dee Feier fänkt, ass immens schwéier ze läschen. Wéi ass de lëtzebuergesche Rettungsdéngscht dorop virbereet? Huet de Rettungsdéngscht déi néideg Container an aner Equipementer?

5. Wéi reagéiert de Rettungsdéngscht op de Risiko, e Stroumschlag ze kréien am Fall vun enger Interventioun un engem accidentéierten, elektresch bedriwwenen Auto? Wat ass do u Formatioun virgesinn a wéi e Material gëtt gebraucht, fir kënnen a séchere Konditiounen ze intervenéieren? Huet de Rettungsdéngscht déi néideg Equipementer?

6. De Betrib vun Elektroautoe bei niddregen Temperaturen ass besonnesch schwiereg. D'Heizung an aner Systemer, déi vill Stroum verbrauchen, schränken den Operatiounsradius vun esou Gefierer an. Huet d'Regierung Statistike vum Effekt vun niddregen Temperaturen op d'Performance vun elektresch bedriwwene Gefierer?

7. Elektroautoen hu vill Komponenten, déi nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt, kënne recycléiert ginn. Accidentéiert Elektroautoe sinn zu engem groussen Deel Extraoffäll, déi wéinst hiren zum Deel gëftege Komponente bal net kënne verkaaft ginn. Wéi eng Komponente vun Elektroautoe kënne recycléiert ginn a wéi eng net? Wat geschitt mat accidentéierten Elektroautoen? Wéi eng Deeler sinn Extraoffall a wéi eng si gëfteg? Ginn esou Offäll zu Lëtzebuerg gelagert oder traitéiert? Kënnen elektresch Autoen, wéi aner Autoen och, an elektresche Stolwierker verschafft ginn? Wann nee, wéi eng Méiglechkeete sinn da virgesinn?

8. D'Ersatzdeeler vun elektreschen Autoen, wéi zum Beispill en neien Akku, schéngen zum Deel extreem deier ze sinn. Huet d'Regierung doriwwer Erkenntnesser? Missten d'Keefer vun elektresche Gefierer net beim Kaf extra dorop opmierksam gemaach ginn?

9. D'Regierung wëllt d'Elektromobilitéit massiv ausbauen. Schonn an deenen nächsten zéng Joer soll, dem Wëlle vun der Regierung no, bal d'Hallschent vun de Gefierer hei am Land kee Verbrennungsmotor méi hunn. Wéi grouss wär deen zousätzleche Stroumbedarf fir d'Elektromobilitéit am Joer 2030, wann d'Hoffnunge vun der Regierung sech géifen erfëllen? Wéi a wou soll dee Stroum hiergestallt ginn?

Réponse commune (24.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

All Auto, dee fir den europäesche Marché zougelooss ass, muss grondsätzlech héich Standarden erfëllen, wat d'Sécherheet vun de Passagéier ugeet. Dëst gëllt net nëmme fir Elektroautoen, mee och fir all aner Motorisatioun. Speziell fir Elektroautoe mussen alleguerten déi elektresch Komponenten „eegesécher" ausgeluecht ginn, dat heescht, datt de Stroumfloss vum Akku direkt muss ënnerbonne ginn, esoubal een Defekt optrëtt. Am Fall vun engem Accident gëtt den Akku direkt an automatesch vun allen Héichvoltkomponente getrennt. Den ADAC (Allgemeiner Deutscher Automobil-Club) geet dofir dervun aus, datt de Brandrisiko bei engem Elektroauto am Fall vun engem Accident vergläichsweis geréng ass. Fir d'Beschiedegung oder d'Deformatioun vum Akku bei engem Accident ze vermeiden, ginn d'Akkuen an der Reegel am Ënnerbuedem vun de Gefierer verbaut.

Laut ADAC wier vun den aktuellen Elektroautoe bis elo kee bei engem Crashtest negativ opgefall. Och wier d'Sécherheet bei engem Elektroauto am Verglach zu engem Auto mat thermeschem Motor duerch déi optiméiert Crashstruktur an deem méi niddrege Schwéierpunkt vum Gefier esouguer oft besser.

Dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) no leie bis ewell keng Statistike vir, mat deenen et méiglech wier, eng spezifesch Ausso iwwer Bränn vun Elektroautoen zu Lëtzebuerg ze maachen. Et sief awer och dorop higewisen, datt en Autosbrand no engem Accident relativ seelen ass.

Dem Ministère leien am Moment och keng aner Etüden oder zouverlässeg Statistike vir, déi beleeën, datt bei engem Elektroauto de Brandrisiko méi héich oder méi niddereg wier wéi bei engem Auto mat Verbrennungsmotor. Grondsätzlech geet een haut dervun aus, datt d'Brandgefor vun Autoe mat Verbrennungsmotor oder elektreschem Motor ongefeier d'selwecht ass.

Beim Läsche vun engem Elektroauto geet et grondsätzlech dorëm, e cheemesche Prozess ze ënnerbannen, andeems den Akku intensiv gekillt gëtt. Dëst geet am beschte mat Waasser. All Asazzenter vum CGDIS huet op d'mannst ee Läschcamion mat engem agebaute Waassertank, dee jee no Modell eng Capacitéit vun 800 bis 8.000 Liter Waasser huet. Des Weidere besëtzt de CGDIS uechter d'Land e puer Zëttären, déi eng Capacitéit vu jeeweils iwwer 8.000 Liter Waasser hunn, fir wa gréisser Quantitéiten u Waasser op enger Asazplaz gebraucht ginn. Ausserdeem besëtzt de CGDIS verschidde speziell equipéiert Tankween mat Sonderläschmëttel (Schaum, Polver, CO_2) a Sonderläschmethoden (ënner anerem „Cobra Cold Cut System", Héichdrockläschsystem, Drockloftschaum), déi kënnen agesat ginn, wann de Läschugrëff mat Waasser net géif funktionéieren.

De CGDIS verfüügt aktuell iwwer kee spezielle Container, fir Elektroautoen ze läschen, wéi se mëttlerweil am Ausland ugebuede ginn. Dës Container sinn aktuell och net standardiséiert oder virgeschriwwen. De CGDIS verfüügt awer iwwer Wiesselluedercamione mat Bennen, mat deenen een am Noutfall kéint en Elektroauto oftransportéieren a - wann néideg - och doranner fluten. Esou e Fall ass zu Lëtzebuerg bis elo allerdéngs net bekannt an och am Ausland éischter rar.

An dësem Zesummenhang ass och op den Aspekt vun der Entsuergung hinzeweisen: d'SuperDrecksKëscht ass am Fall vun engem Accident oder Brand vun engem Elektroauto och virbereet, fir eng verbrannte Batterie kéinten ze entsuergen.

Zënter Jore si modern Automobilstechnologië Bestanddeel vun der Sauvetage-Formatioun vun de Pompjeeën. Aktuell gëtt et an der Formation de base „FIS II", déi all neie Pompjee duerchlafe muss, e ganzen Dag zu de Sujete „Moderne Fahrzeugtechnologien", „Passive und aktive Sicherheitssysteme" an „Alternative Fahrzeugantriebe". An dëser Formatioun léieren d'Fraen a Männer Pompjeeën déi verschidde Geforen ze erkennen a wéi se richteg dorop kënne reagéieren, ouni sech selwer oder eng aner Persoun a Gefor ze bréngen. Dës theoreetesch Matière gëtt a prakteschen Exercicë verdéift.

2019 war de Sujet „Asatz mat Elektroautoen" och Bestanddeel vun der spezifescher Weiderbildungsformatioun vum Institut national de formation des secours (INFS), un där all Pompjee reegelméisseg deelhuele soll. Bei engem Accident vun engem Elektroauto kann nom haitege Wëssensstand dat nämmlecht Asazmaterial agesat gi wéi bei all anerem Autosaccident. Zousätzlech ass de CGDIS Member a verschiddenen internationalen Aarbechtsgruppen (zum Beispill dem Comité technique international de prévention et d'extinction de feu [CTIF]), fir sech iwwert d'Entwécklung an deem Beräich auszetauschen

an esou sécherzestellen, datt d'Material an d'Formatioun vum CGDIS ëmmer um neiste Stand sinn.

De Verbrauch vun engem Auto hëlt am Allgemenge bei méi kalen Temperaturen zou. Dëst ass engersäits drop zréckzeféieren, datt den Auto méi laang brauch, bis e waarm ass, eng Phas, an där den Auto däitlech méi verbraucht an Emissiounen ausstéisst, an anerersäits, datt méi Verbraucher (och elektrescher) mussen iwwert de Verbrennungsmotor mat Energie versuergt ginn. Dëst Verhalen ass och bei engem Elektroauto festzestellen. Den Ënnerscheed zum Auto mat Verbrennungsmotor ass deen, datt dee mat fossillem Kraaftstoff ugedriwwenen Auto sech, fir ze hëtzen, déi héich thermesch Verloschter vum Motor zu Notze mécht an déi Hëtzt, déi de Motor permanent ofgëtt, an dem Passagéierraum zirkuléiert, fir dësen opzewiermen. Dës Verloschter huet den thermeschen Auto allerdéngs iwwert dat ganzt Joer an ass dofir per se däitlech manner effizient wéi en elektresch ugedriwwenen Auto. De Verbrauch vun engem Elektroauto hëlt laut enger ADAC- Statistik am Wanter an der Moyenne, ofhängeg vum Fuerstil an externe Bedéngungen, tëscht 10 an 30 % zou. Dat läit dodrun, datt de Motor praktesch keng thermesch Verloschter huet an d'Hëtzt fir d'Heizung och elektresch generéiert muss ginn. Deen Nodeel ass zugläich awer och ee Virdeel, well déi schnell Wierkung vun den elektreschen Heizelementer den Auto och séier opwiermt. En Elektroauto huet och oft standardméisseg eng Standheizung agebaut, déi ka benotzt ginn, fir den Auto virzehëtzen an d'Fënsteren ze entdeeën, wann d'Batterie nach amgaangen ass, opgelueden ze ginn.

Fir d'éischt sief bemierkt, datt Laangzäittester mat Elektroautoe gewisen hunn, datt dës wäit iwwer eng Millioun Kilometer mat dem éischten Akku konnten zréckleeën. Akkuen, déi net méi leeschtungsfäeg genuch sinn, fir am Auto kënne benotzt ze ginn, mussen awer net onbedéngt entsuergt ginn. D'Batterië kënnen am sougenannte „Second Life" an engem stationäre Betrib a Gebaier weider benotzt ginn. Déi stationär Notzung huet och de Virdeel, datt d'Akkue vill manner extreeme Belaaschtungen ausgesat si wéi am Auto mat senge stännege Beschleunegungs- a Bremsphasen. Déi stationär Operatioun ass vill méi gläichméisseg an d'Oplueden an d'Entluede si méi schounend fir d'Akkuen. Éischt Miessungen am Labo hu gewisen, datt Akkuen am „Second Life" nach zéng bis zwielef Joer kënnen agesat ginn, wat bedeit, datt een Akku am Duerchschnëtt eréischt no ongefeier 20 Joer muss entsuergt ginn.

Wat de Recycling vun de Rostoffer wéi Lithium a Kobalt ugeet, gëtt et haut schonns erwise Methoden, fir dës wäertvoll Stoffer erëm ze verwäerten. Och wann dës Prozesser nach net op enger industrieller Echelle oflafen (och well et nach net genuch Autosakkue gëtt fir ze recycléieren), esou gëtt et awer schonn e puer Manéieren, fir Lithium-Ione-Batterien/-Akkuen a groussen Undeeler kënnen ze recycléieren. Déi europäesch Kommissioun huet och eng Evaluatioun vun der Direktiv 2006/66 iwwer Batterien an „Albatterien" duerchgefouert. Beim Iwwerschaffe vun dëser Direktiv sollen ënner anerem och méi streng Ufuerderungen un d'Recycléiere vun ale Batterien/Akkuen agefouert ginn. Och d'Initiativ fir eng „European Batteries Alliance" (EBA) ze schafen, déi als Zil huet, eng ganz Wäertekette fir d'Hierstellung vu modernen Zellen a Batterien/Akkuen an der EU ze assuréieren, ass Deel vun de politeschen Iwwerleeungen an der EU. Et ass ervirzehiewen, datt d'EU-Kommission och, net zulescht op Drock vu Länner wéi Lëtzebuerg, annoncéiert huet, nach dëst Joer eng Reegelung am Beräich vun de Batterië fir Elektroautoen op de Wee ze bréngen. Dëst huet d'EU-Kommissioun an hirer Kommunikatioun iwwert den neien Aktiounsplang zur Économie circulaire den 11. Mäerz bestätegt (COM [2020] 98 final).

Déi aner Deeler vun den elektreschen Autoe si grad esou recycléierbar wéi déi vun den net elektreschen Autoe (betreffend déi Stécker, déi et an engem elektreschen Auto ginn), wéi d'Eisen an aner Metaller aus der Karosserie an anere Bestanddeeler, Flëssegkeeten (Bremsflëssegkeet a Killflëssegkeet), aner eventuell Batterien/Akkuen, Plastiker, Pneuen. Et sief och un de Règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage erënnert, wou den Artikel 8 säit dem Joer 2015 d'Ziler vu 95 % setzt fir de gesamte Reemploi an d'Valorisatioun vun den alen Autoen, an datt och en Zil vu 85 % vu ReUse a Recyclage muss agehale ginn.

Zu Lëtzebuerg gi „véhicules hors d'usage" bei de „points de reprise" tëschegelagert, déi am Artikel 6 vum Reglement vum 17. Mäerz 2003 virgesi sinn, fir se dann an d'Belsch oder an Däitschland ze féieren, wou se entsuergt ginn. Dëst gëllt och fir elektresch Autoen. An deem Fall gëtt den Akku awer direkt erëm vum Autosproduzent zréckgeholl.

Et ass esou, datt d'Autoen net einfach nëmmen esou an engem Elektrostolwierk verschafft ginn, ob se elektresch sinn oder net. En Auto ass e komplexe Produit, deen aus ville verschiddene Materialien a Komponente besteet. Dofir gesäit den Artikel 7 vum Reglement vum 17. Mäerz 2003 Konditioune vir, wéi en alen Auto ze behandelen ass. D'Entsuergung vun engem alen Auto beinhalt dowéinst eng ganz Rei vun Aarbechtsschrëtter. Eng éischt Etapp ass d'Dréchelеeë vun engem Auto. Dorënner versteet een d'Eraushuele vun de flëssege Substanzen, wéi zum Beispill d'Bremsflëssegkeet, d'Killflëssegkeet, d'Autosbatterie mat hirer Schwiefelsaier, bei Verbrennungsmotoren och nach eventuell Reschter vun Diesel oder Bensinn. Duerno kommen Etappe vun Eraushuele vu verschiddene Komponenten, déi separat erëm ze benotzen oder ze recycléiere sinn. Als nächst Etapp gëtt d'Autoscarcasse an engem Schredder kleng gemaach. Aus dem Schreddermaterial gëtt dann eng Trennung gemaach tëscht der Liichtfraktioun (zum Beispill Isolatiounsmaterial) an deene verschiddene Metallarten (Eisen, Aluminium, Koffer). Just nach déi Komponenten, déi aus Eise bestinn, ginn an engem Stolwierk nees zu neie Produkter aus Eise verschafft. Déi aner Materialie ginn an déi fir si spezifesch Verwäertungs- oder Entsuergungsfilièren. Bei all dësen Aarbechtsschrëtter spillt et keng Roll, ob et sech ëm en Auto handelt, deen e Verbrennungsmotor huet oder en Auto, deen elektresch bedriwwen ass.

Den Entretien ass bedeitend méi gënschteg bei engem Elektroauto wéi bei engem Auto mat Verbrennungsmotor. Effektiv huet en Elektroauto manner Komponenten, déi mussen ënnerhale ginn. Esou fale Vidange, Filterwiessel oder Aarbechten un de Ventiller respektiv d'Wiessele vu Käil- a Verdeelerrimme beim Elektroauto ganz ewech. Och verschidde Verschläissdeeler, wéi Bremsen, musse manner oft bei engem Elektroauto gewiesselt ginn, well den Elektromotor selwer méi staark bremst, wann Energie recuperéiert gëtt. Wéi uewe beschriwwen, gëtt et mëttlerweil Laangzäittester, déi weisen, datt Autosbatterien/Autosakkuen eng laang Liewensdauer hunn. Verschidden Hiersteller bidden iwwregens och un, fir d'Batterie ze leasen, soudatt bei engem Batterieschued, deen net souwisou iwwer eng Garantie couvréiert wier, d'Batterië vum Hiersteller ersat gëtt.

Wat d'Fro vum zousätzleche Stroumbedarf fir d'Elektromobilitéit am Joer 2030 ugeet, esou kann op d'parlamentaresch Fro N° 1358 verwise ginn. Bei duerchschnëttlechen Uwendungen a Verbrauch kann een dervun ausgoen, datt Elektroautoen am Joer 2030 e Stroumverbrauch vun ongefeier 520 GWh pro Joer wäerten hunn. Wann een den Duerchgangsverkéier mat berécksiichtegt, kann een dervun ausgoen, datt nach emol 300 bis 400 GWh Stroumverbrauch pro Joer derbäi kommen. Dat si maximal 10-15 % vum aktuellen nationale Stroumverbrauch. Wéi och schonn an der parlamentarescher Fro N° 1358 erkläert gouf, ass et an deem Kontext och ervirzehiewen, datt net nëmmen de Verbrauch e wichtege Facteur ass, mee och d'Stroumspëtzen am Dag, déi musse berücksichtegt ginn. Dofir ass et wichteg, datt Opluedstatiounen, souwuel déi ëffentlech wéi och déi privat, an Zukunft kënne steierbar sinn, fir e gläichzäitegt Opluede besser am Stroumnetz kënnen ze geréieren. Et ass kloer, datt de Stroum fir d'Elektromobilitéit och an Zukunft wäert op erneierbarer Produktioun baséieren. Dee Stroum wäert an in- an auslänneschen erneierbare Stroumproduktiounen hiergestallt ginn an iwwert den integréierten europäesche Stroummaart och hei zu Lëtzebuerg verfügbar sinn.

Question 1775 (24.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant **le transport d'élèves à besoins spécifiques à l'étranger :**

Fir ze garantéieren, datt d'Kanner an d'Schoul kënne goen, egal wéi wäit hir Schoul vun hirem Doheem ewech ass, gëtt zu Lëtzebuerg vun ëffentlecher Säit aus e Mobilitéitsservice offréiert.

Am Reegelschoulberäich ass et esou, datt de Staat just fir Schoulen um lëtzebuergeschen Territoire e Busservice ubitt. Well awer eng gewëssen Unzuel u Kanner mat spezifesche Besoinen am Ausland beschoult gëtt, fueren e puer Busser och all Mueren iwwert d'Landesgrenzen eraus.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Education, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulen am Ausland gi vu Kanner mat besonnesche Besoinen, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, besicht? Ëm wéi vill Kanner handelt et sech hei?

2. Wat sinn d'Grënn derfir, datt dës Kanner Strukturen am Ausland besiche mussen? Feelt et an de lëtzebuergesche Strukturen u Schoulplaze fir dës Kanner, oder feelt et u passende Strukturen?

3. Wéi vill Aller-retouren, déi iwwert d'Landesgrenzen erausginn, gi pro Woch vum Schoulbusservice gefuer? Wéi vill Kilometer ergi sech esou an absolutten Termen an am Term vu Passagéierkilometer?

Réponse commune (24.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An dësem Zesummenhang ass wichteg ze preziséieren, datt den Educatiounsministère nëmmen d'Unzuel vun deene Kanner kennt, déi iwwert déi fréier Commission médico-psycho-pédagogique nationale (CMPPN) oder déi aktuell Commission nationale d'inclusion (CNI) an d'Ausland orientéiert gi sinn. Dëst, well Eltere vu Kanner, ob mat oder ouni spezifesch Besoinen, de Choix hunn, wou si hir Kanner aschoulen an den Educatiounsministère net mussen doriwwer informéieren.

D'CNI ass op den 1. Januar 2020 Gestionnaire vun 71 Dossiere vu Schüler gewiescht, déi entweeder vun der fréierer (59 Schüler) oder vun der aktueller CNI (12 Schüler) an eng spezialiséiert Institutioun oder eng Schoul am Ausland orientéiert gi sinn.

Vun dësen insgesamt 71 Schüler sinn:

- 41 Schüler an der Belsch scolariséiert, verdeelt op 16 verschidde Schoulen,

- 27 Schüler an Däitschland scolariséiert, verdeelt op 19 verschidde Schoulen,

- 2 Schüler a Portugal scolariséiert, verdeelt op 2 Schoulen,

- 1 Schüler ass a Spuenien scolariséiert.

ad 2. Zanter der Kreatioun vun de Kompetenzzentere gëtt vun der CNI, entspriechend dem Artikel 30 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 „portant création de centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire", just eng Beschoulung am Ausland proposéiert fir de Fall, wou keng adaptéiert Prise en charge vun engem Kompetenzzenter zu Lëtzebuerg proposéiert konnt ginn. Dëst betrëfft zum Beispill Kanner, déi keng vun den übleche Schoulsprooche beherrschen.

D'Zuel vun de Schüler, déi wéinst hire spezifesche Besoinen am Ausland scolariséiert ginn, ass an de leschte Jore réckleefeg a konnt wärend dem Schouljoer 2018-2019 weider reduzéiert ginn: Insgesamt 15 Schüler sinn hei nees an de Lëtzebuerger Schoulsystem integréiert ginn a profitéieren elo vun den Hëllefstellunge vun deenen neie Kompetenzzenteren.

ad 3. D'CAPABS-Transporter, déi den Transportdepartement fir Schüler mat spezifesche Besoinen organiséiert, desservéiere Schoulen an eisen dräi Nopeschlänner.

2019 goufen insgesamt 783.867 Kilometer an d'Ausland gefuer.

D'Unzuel vun de „prises en charge", dat heescht, wou d'Kanner betreit an de Bus gesat ginn, wann de Bus fortfiert, an empfaange ginn, wann de Bus ukënnt, läit 2019 bei 11.505.

Am Detail pro Land:

Richtung Belsch: 622.090 Kilometer, 8.808 Prises en charge,

Richtung Däitschland: 155.243 Kilometer, 2.489 Prises en charge,

Richtung Frankräich: 6.534 Kilometer, 198 Prises en charge.

Question 1780 (27.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **cahier des charges pour le transport public :**

Et héiert een aus dem Transportsecteur, datt d'Konventioune mat private Busbetriber, déi fir den RGTR (ëffentlechen Transport) fueren, auslafen an nei ausgeschriwwe ginn. Am Secteur gëtt et eng gewëssen Onsécherheet, well dës Ausschreiwung fir d'éischt op europäeschem Niveau gemaach gëtt. Do gëtt gefaart, datt d'Lëtzebuerger Betriber mat deene méi groussen auslänneschen net kënne mathalen.

An deem Kontext hätt ech véier Froen un den Transportminister:

1. Ass an der Ausschreiwung am Cahier des charges vun de Betriber vum Persounentransport verlaangt, datt d'Chauffere vun de Bussen op den RGTR-Linne sech mat de Passagéier op Lëtzebuergesch musse verstännege kënnen?

2. War dat an den Ae vum Här Transportminister net eng Fuerderung, déi géif hëllefen, de Konkurrenzkampf tëscht Lëtzebuerger an auslänneschen Transportbetriber auszegläichen?

3. Wann dës Fuerderung net am Lastenheft virgesinn ass, wat sinn heifir d'Ursaachen?

4. Gëtt et rechtlech Grënn, déi géint esou eng Fuerderung am Cahier des charges sinn?

Réponse (06.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Iwwert de Cahier des charges kënne mir keng Informatiounen erausginn. Hei si mir an enger Ausschreiwungsprozedur an d'Aarbechte fir de Cahier des charges si confidentiel. Haut ass awer schonn am aktuelle Kontrakt virgesinn, dass e Buschauffer mindestens eng vun den offizielle Sproochen (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch) muss beherrschen.

Et ass e Fakt, dass et och haut scho schwéier ass, fir Chaufferen ze fannen, déi eng vun den offizielle Sprooche kënnen. Ech kann dofir kee Virdeel doranner erkennen, fir esou eng Fuerderung an de Cahier des charges ze setzen.

Ech kann dozou keng aner Detailer ginn.

Question 1783 (27.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **législation concernant la conservation des données :**

Am Kader vun den Affären C-623/17, C-511/18, C-512/18 an C-520/18, déi vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg traitéiert goufen a sech mat der Konformitéit vun nationale Gesetzer zur Vorratsdatespäicherung mat den europäeschen Norme befaasst hunn, huet de Generalaffekot Campos Sánchez-Bordona sech derfir ausgeschwat, datt national Gesetzer sech mussen um État de droit moossen. Am Pressecommuniqué gëtt hien zitéiert mat de Wierder:

« Les moyens et les méthodes de la lutte antiterroriste doivent répondre aux exigences de l'État de droit. »

Déi Affären, déi hei traitéiert ginn, si véier Renvois préjudiciels, fir d'Rechtssécherheet nom Arrêt Tele2 ze kréien. A sengem Avis seet de Generalaffekot, datt déi national Gesetzer, déi hei examinéiert ginn, géint d'Proportionalitéit verstousse géifen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung déi véier Affäre suivéiert?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt aus dem Avis vum Generalaffekot och Konklusiounen iwwert d'Legitimitéit vun der lëtzebuergescher Virratsdatespäicherung gezu kënne ginn?

3. Plangt d'Regierung e Moratoire am Kontext vun der Virratsdatespäicherung, falls den Avis vum Generalaffekot vun der Cour géif bestätegt ginn? Falls nee, firwat net?

4. De Generalaffekot sot zum Erhale vum belsche Gesetz:

« Ce maintien ne peut durer que le temps strictement nécessaire pour remédier à l'incompatibilité susvisée. »

Wéi schätzt d'Regierung d'Kompatibilitéit vun der lëtzebuergescher Virratsdatespäicherung mat dem EU-Recht an?

Awéifern ënnerscheet déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung sech an dësem prezise Fall vun der belscher?

Envisagéiert d'Regierung d'Méiglechkeet, de lëtzebuergesche Gesetzestext vun der CJUE préiwen ze loossen, fir Rechtssécherheet ze kréien? Falls net, plangt d'Regierung den Text ze abrogéieren?

Réponse (28.02.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierten wëllt wëssen, wéi wäit d'Affäre C-623/17 (Groussbritannien), C-511/18, C-512/18 (Frankräich) an C-520/18 (Belsch) virun der CJUE en Afloss op déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung iwwert d'Datespäicherung hunn.

Fir ze verhënneren, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënnt, plädéiert Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstaate fir eng europäesch Léisung, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJUE. Déi Europäesch Kommissioun schafft den Ament un enger ausféierlecher Etüd, fir ze kucken, wéi esou eng Léisung op EU-Niveau kéint ausgesinn. Och d'Méiglechkeet vun enger legislativer Propositioun gëtt vun der EU-Kommissioun analyséiert.

Op EU-Niveau gëtt et e spezifeschen Aarbechtsgrupp (DAPIX), an deem och Lëtzebuerg

vertrueden ass, deen d'Evolutiounen an dësem Dossier suivéiert, mam Zil, fir eng méiglechst breet Harmoniséierung an deem Beräich op europäeschem Niveau ze kréien.

D'Regierung deelt iwwerdeems d'Aschätzunge vum Parquet a vum Staatsrot, deenen no d'Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff vun 2014 (Digital Rights) an 2016 (Tele2 Sverige) d'Directiv 2006/24/EG zwar invalidéiert, eist Gesetz vum 30. Mee 2005 dofir awer net ipso jure annuléiert hunn. Fir weider Detailer verweisen ech op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0791 vum 14. Juni 2019 vun den honorabelen Deputéierte Gilles Roth a Laurent Mosar.

Jidder Bierger huet natierlech d'Recht, déi national Legislatioun juristesch unzefechten. Et ass dann um Geriicht, fir doriwwer ze tranchéieren. Bis haut ass déi national Legislatioun ronderëm d'Datespäicherung net duerch en nationaalt Urteel a Fro gestallt ginn.

D'Konklusioune vum Generalaffekot, och wa se oft vum Europäesche Geriichtshaff iwwerholl ginn, sinn och net mat engem rechtskräftegem Urteel vun der CJUE gläichzesetzen. Dofir kënnen dorauser, wéinstens zu dësem Zäitpunkt, keng definitiv Konklusioune gezu ginn.

Wat d'Fro vun engem eventuelle Moratoire betrëfft, ass ze preziséieren, dass de Generalaffekot sech a senge Konklusiounen op d'CJUE-Jurisprudenz am Arrêt „Inter-Environnement" vum 29. Juli 2019 berifft. Dës erméiglecht et engem Geriicht, an aussergewéinleche Fäll bestëmmten Effete vun enger net EU-konformer Gesetzgeebung oprechtzeerhalen, ënnert der Konditioun, dass eng national Dispositioun dat och virgesäit. Esou eng Dispositioun gëtt et aktuell net an eisem Recht.

Question 1784 (28.01.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **dommages environnementaux causés par des décharges sur le site dit « Crassier » :**

En date du 14 janvier 2020 le journal en ligne reporter.lu a divulgué l'information sur l'existence d'une décharge non autorisée sur le site dit « Crassier » à Differdange. Selon l'article publié par reporter.lu cette décharge exploitée par ArcelorMittal serait utilisée pour stocker, voire éliminer des déchets potentiellement toxiques polluant ainsi la terre et les cours d'eau à proximité du site en question.

Lors d'une réunion de la Commission parlementaire de l'Environnement, Madame la Ministre a confirmé l'absence d'une autorisation étatique pour cette décharge et annoncé le lancement d'une procédure de sa mise en conformité. Dans ce contexte, Madame la Ministre a précisé que le principe du « pollueur-payeur » serait appliqué à l'exploitant de la décharge qui devrait prendre en charge les frais pour l'élaboration des études réalisées dans le cadre de la procédure de mise en conformité.

Lors de cette même réunion, il était également question d'une ancienne décharge dite « Lamesch » sur ce même site. Cette décharge ne serait plus exploitée, mais constituerait toujours un risque environnemental du fait que les déchets restants continuent de polluer les eaux à proximité du site.

La loi du 20 avril 2009 modifiée en 2014 a pour objet d'établir un cadre de responsabilité environnementale, fondé sur le principe du pollueur-payeur, en vue de prévenir et de réparer les dommages environnementaux. En suivant cette loi, le principe du « pollueur-payeur » évoqué par Madame la Ministre contraindrait les exploitants des décharges (actuelles et anciennes) non seulement à prendre en charge les frais des études environnementales à réaliser, mais également à financer les coûts des actions de prévention et de réparation des dommages affectant les sols et les eaux (article 9 de la loi précitée).

Ce principe du « pollueur-payeur » ne s'appliquerait ainsi pas uniquement à la décharge temporaire non autorisée, mais également aux autres décharges sur le site et aux dommages environnementaux potentiellement causés antérieurement et encore de nos jours.

Faire l'inventaire et comprendre l'ampleur des dommages environnementaux causés par des activités économiques n'est pourtant pas une tâche facile, d'autant plus que le site en question a hébergé des activités industrielles et des décharges associées depuis plusieurs décennies et qu'une prise en compte des dégradations progressives de la qualité des terres, de l'air et des cours d'eaux dans les alentours ainsi que leur impact sur la santé de la population potentiellement exposée sont difficiles à établir.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets prévoit dans ses articles 13 et 14 que l'exploitant d'une décharge n'est pas seulement obligé à mettre en œuvre un programme de surveillance et de contrôle de la décharge en phase d'exploitation et à notifier les autorités publiques des dommages environnementaux révélés par ce programme, mais qu'il doit également assurer l'entretien, la gestion et la surveillance des effets néfastes pour l'environnement de la décharge après sa désaffectation. Dans ce cas, l'exploitant reste responsable de mesures correctives ordonnées par les pouvoirs publics, aussi longtemps que ces derniers estiment qu'une décharge est susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre envisage-t-elle de faire appliquer le principe du « pollueur-payeur » dans son intégralité à la décharge non autorisée située au site dit « Crassier » à Differdange, en signifiant à l'exploitant qu'il devra prendre en charge les frais de l'analyse ainsi que de la réparation des dommages environnementaux potentiellement causés par la décharge depuis son entrée en service ?

2) De quelle façon Madame la Ministre entend-elle tenir compte des dommages potentiellement causés par cette décharge depuis son entrée en service, sachant que la procédure de mise en conformité prévoit l'élaboration d'études portant sur les risques environnementaux de l'implantation d'une activité économique sur un site et sur les mesures préventives à prendre pour atténuer cet impact, sans tenir compte des dégâts causés dans le passé par une activité économique non autorisée et sans inclure les mesures de réparation à mettre en œuvre ?

3) Le Ministère de l'Environnement dispose-t-il des moyens et compétences nécessaires pour réellement appliquer le principe du « pollueur-payeur », afin d'analyser l'ampleur de dommages environnementaux causés par une activité économique dans le temps et de chiffrer les mesures de réparation de ces derniers ?

4) Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'autres sites industriels dont des activités potentiellement polluantes ne sont pas autorisées et soumises à des contrôles par les autorités publiques, sachant que son ministère avait bien connaissance de l'existence d'une décharge non autorisée sur le site dit « Crassier » avant qu'elle a été portée à l'attention du public ?

5) Au vu de l'existence antérieure apparemment non autorisée d'une décharge dite « Lamesch » au site dit « Crassier » à Differdange dont les effets néfastes sur l'environnement sont encore mesurables environ vingt ans après la désaffectation et au vu de l'absence apparente de toute gestion ou de tout contrôle de la décharge par son exploitant, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une procédure judicaire s'impose, y compris en aval de la procédure administrative en cours ?

6) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une application plus stricte du principe du « pollueur-payeur » dans la prise en charge de dommages environnementaux causés par des activités d'entreprises pourrait à l'avenir inciter les exploitants de tels sites de se conformer aux prescriptions légales et ainsi prévenir l'apparition de dommages environnementaux ?

Réponse (05.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les réponses aux questions posées se basent sur l'hypothèse que par « le site dit "Crassier" à Differdange » l'honorable Député se réfère au site historique des dépôts de l'usine sidérurgique Hadir/Arbed se situant sur les territoires des communes de Differdange et de Sanem.

L'illustration suivante montre les diverses surfaces et leurs dénominations :

(illustration à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Avant de répondre aux questions posées, il me semble utile de rappeler en bref certains principes des législations dont il sera question dans mes réponses et de leur applicabilité dans le cas des différentes surfaces.

- La législation relative aux établissements classés (« commodo »)

En matière d'établissements classés (« commodo »), les installations d'élimination et de stockage de plus de 100 m^3 de déchets industriels n'étaient soumises à autorisation qu'à partir de mai 1990.

Tout exploitant d'un établissement classé dont la cessation d'activité a été effective après le 23 juin 1990 doit déclarer cette cessation d'activité à l'autorité compétente en matière d'autorisation. Selon l'article 13.8 de la loi en vigueur relative aux établissements classés, l'autorité fixe par la suite des conditions en vue de la sauvegarde et de la restauration du site, y compris la décontamination, l'assainissement et, le cas échéant, la remise en état et toutes autres mesures jugées nécessaires pour la protection des intérêts visés par la loi « commodo ».

Pour les établissements classés qui ont cessé avant le 23 juin 1990, aucune mesure de sauvegarde et de restauration ne peut être imposée sur base de l'article 13.8 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En 2001 une autorisation a été émise pour regrouper sur la surface dite « décharge historique » les boues des anciennes aciéries LDAC de ProfilArbed. À la suite, plusieurs autorisations ont été émises pour sécuriser ces dépôts de boues qui se sont avérées être thixotropes en y aménageant un étanchement de surface. Pour ce faire, un profilage de la surface est réalisé moyennant d'autres déchets provenant essentiellement d'anciens sites d'ArcelorMittal, nonobstant du fait que les terrains d'où proviennent ces déchets n'étaient entre-temps plus la propriété d'ArcelorMittal mais par exemple celle des communes.

- La législation relative aux déchets

La loi du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets, prédécesseur de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et qui fut la première législation spécifique en matière de gestion des déchets, soumettait à autorisation « l'implantation d'une installation servant au stockage, au traitement et à l´élimination de déchets ». L´arrêté d´autorisation pouvait exiger que le demandeur remette en valeur le sol après la cessation de l´autorisation.

Selon les informations dont disposent mes services, la décharge « Lamesch » a été implantée autour des années 1950, donc à une époque où une législation spécifique en matière de gestion des déchets, telle qu'elle est applicable aujourd'hui, n'existait pas encore.

Le principe du « pollueur-payeur » a été instauré par la loi précitée du 17 juin 1994. La loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, abrogeant la loi précitée du 17 juin 1994, dispose à ce sujet que « […] conformément au principe du pollueur-payeur, les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets ».

Les dispositions relatives à la remise en état du site en cas de cessation d'activité, prévues dans les législations en matière de déchets mentionnées ci-dessus, sont directement liées aux actes d'autorisation. Ces dispositions ne sont dès lors pas applicables aux cessations d'activités de décharges implantées avant 1980 tel qu'il est le cas par exemple de l'ancienne décharge « Lamesch ».

L'article 43 de la loi de 2012 habilite le ministre ayant l'environnement dans ses attributions de prendre toutes les mesures que la situation requiert en cas de risque imminent. Un risque imminent pour la santé humaine ou d'atteinte à celle-ci ou à l'environnement n'a actuellement pas été constaté, des investigations y relatives sont en cours.

La loi de 2012 prévoit par ailleurs le principe de l'autosuffisance et de proximité. C'est dans ce sens que des déchets provenant d'activités de la sidérurgie luxembourgeoise sont utilisés pour le profilage de la surface dite « décharge historique » plutôt que de transférer ces matières vers des éliminations sur des décharges à l'étranger.

Finalement, le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets fixe des exigences générales pour les décharges en matière entre autres de maîtrise des eaux et de gestion des lixiviats et de protection du sol et du sous-sol.

- La législation relative à la responsabilité environnementale

La loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale a pour objet d'établir un cadre de responsabilité environnementale fondé sur le principe du pollueur-payeur, en vue de prévenir et de réparer les dommages environnementaux.

Toutefois, cette loi a un champ d'application bien déterminé. Elle n'est ainsi pas applicable aux dommages environnementaux existants avant la date d'entrée en vigueur de la loi précitée, donc avant le 1er mai 2009, et elle ne s'applique également pas aux dommages environnementaux pour lesquels plus de trente ans se sont écoulés depuis l'émission, l'évènement ou l'incident ayant donné lieu à ceux-ci. En outre, la loi comporte une définition bien précise du dommage environnemental visé, en fonction notamment de l'impact à certains habitats protégés et en fonction des activités à l'origine du dommage.

- La législation relative aux émissions industrielles

Dans le contexte d'une activité de l'annexe I de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles soumise à autorisation, un rapport de base doit être présenté. Celui-ci détermine l'état du site (sol et eaux souterraines) afin de pouvoir constater, lors de la cessation d'activité de l'installation, l'ampleur et l'envergure de la pollution causée. Cette loi dispose qu'à la fin des activités, l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires visant à éliminer, maîtriser, confiner ou réduire les substances dangereuses pertinentes de sorte que le site cesse de représenter un risque. Ce rapport de base doit également être actualisé lors de changements d'exploitant, principe qui se retrouve également dans le projet de loi relative au sol. Lors d'un changement d'exploitant, il sera donc clair quelle pollution doit être attribuée à quel exploitant.

- Législation future relative au sol (projet de loi n° 7237)

Ce projet de loi fixe entre autres un cadre pour la reconversion de friches industrielles et une procédure pour le déroulement des investigations et de l'assainissement des sites dont la complexité et la durée sont en relation avec la situation de pollution réellement rencontrée.

Le projet de loi relative au sol introduit en outre la gestion des sites pollués basée sur l'évaluation des risques pour les pollutions historiques. La date butoir pour la définition de la pollution historique est la date de mise en vigueur de la loi. Il en découle par exemple que la plupart des pollutions sur les friches existantes seront à considérer comme sites à pollution historique.

La gestion basée sur l'évaluation des risques sera traduite en pratique par l'introduction de la notion de « pollution constituant une menace concrète ». La future loi définit l'objectif minimal d'assainissement d'une pollution historique comme la suppression de la menace concrète.

Par ailleurs, ce projet de loi attribue au ministre la possibilité de demander une étude de pollution du sol lorsqu'il existe des indications sérieuses qu'une pollution du sol est de nature à présenter une menace concrète. Ainsi, contrairement à la législation relative aux déchets, un risque imminent ne doit pas être constaté avant que le ministre ne puisse agir. Entre autres, et contrairement à la législation relative à la responsabilité environnementale cette disposition de la « décision du ministre » est applicable à toute pollution ayant le potentiel de constituer une menace concrète, indifféremment de la date d'origine de la pollution.

ad 1) Afin de clarifier les désignations, il convient de préciser que sur le terrain entre ArcelorMittal Differdange et la Kronospan on distingue les surfaces suivantes (voir illustration précédente) :

- la décharge autorisée pour déchets inertes fermée depuis 2008 dite « Décharge Pafewee (2) » ;

- les remblais autorisés avec des déchets inertes dénommés Gadderscheier (3) et Aleweier (7) ;

- les travaux autorisés de sécurisation sur la surface dite « décharge historique » (1) ;

- des sites de traitement de déchets sidérurgiques au nord des surfaces colorées (autorisés) ;

- l'ancienne décharge « Lamesch » (6) ;

- un dépôt temporaire de déchets sidérurgiques se situant sur l'emprise du projet de la décharge pour déchets sidérurgiques (5), dépôt temporaire non autorisé actuellement, mais pour les activités desquelles le ministre ayant l'environnement dans ses attributions a fixé des conditions et imposé la présentation d'une demande d'autorisation pour le 21 juillet 2020 ;

- une surface prévue pour le projet d'une décharge pour déchets inertes du type B (4).

De l'introduction fournie par l'honorable Député à sa question, nous déduisons que par la désignation « la décharge non autorisée au site "Crassier" de Differdange », il se réfère au dépôt temporaire de déchets sidérurgiques se situant sur l'emprise du projet de la décharge pour déchets sidérurgiques qui est repris sous le n° 5 sur l'illustration.

Le principe pollueur-payeur est inhérent aux législations précitées et est appliqué par les services compétents si celles-ci sont d'application.

Or, comme indiqué dans la réponse à la question 2, les études prévues dans le cadre de la législation relative aux évaluations des incidences sur l'environnement sur ce site, devront tout d'abord fournir des informations sur les dépôts existants et sur les risques éventuels y liés.

ad 2) Il y a lieu de distinguer entre divers aspects et procédures :

Comme précisé précédemment, c'est le dépôt temporaire de déchets qui ne dispose pas d'une autorisation d'exploitation. Les frais pour l'élaboration de la demande d'autorisation et pour les études nécessaires à cet effet sont à porter par le demandeur en autorisation.

Veuillez noter que mes services ont été saisis en 2017 d'un projet pour entre autres une décharge pour déchets sidérurgiques. Ce projet tombe sous les dispositions de la législation relative aux évaluations des incidences sur l'environnement (EIE).

Les études prévues dans le cadre de cette EIE devront fournir des informations sur les dépôts existants et sur les risques éventuels y liés.

L'EIE n'a pas encore été finalisée et une demande d'autorisation pour ces projets n'a pas encore été présentée.

ad 3) Dans le cadre des cessations d'activités en matière d'établissements classés et en matière d'émissions industrielles, le principe du pollueur-payeur est appliqué par les services compétents de sorte à déterminer les mesures qui s'avèrent nécessaires pour la sauvegarde et la restauration du site. Ce travail nécessite généralement au préalable l'élaboration d'études environnementales par des organismes agréés à cet effet. Les frais étant à supporter par l'exploitant.

ad 4) Vu le nombre élevé d'activités industrielles et vu les ressources humaines limitées des unités compétentes en la matière à l'Administration de l'environnement, il ne peut être exclu que des établissements exercent une activité sans les autorisations nécessaires.

Cependant, des contrôles sont fait régulièrement, et en cas de constat d'une activité illégale, les mesures qui s'imposent, dont notamment les mesures administratives prévues par les législations environnementales respectives, sont évidemment prises.

ad 5) Comme déjà expliqué, l'ancienne décharge « Lamesch » n'était pas soumise à autorisation à l'époque. L'Administration de l'environnement est actuellement en attente de résultats d'analyse des eaux de percolation du site. Des « effets néfastes » tels qu'évoqués par l'honorable Député n'ont à ce jour pas été confirmés. Les mesures nécessaires seront évaluées en fonction de résultats d'analyse susmentionnés.

À savoir que d'après les analyses des eaux effectuées en 2007 et de l'impact visuel lors d'une visite récente des lieux, les eaux de percolation sont probablement très basiques (pH > 12), fortement salines (précipitations blanches de sels) et leur concentration est élevée en arsenic et en fer (couleur brunâtre). La situation y rencontrée est une situation typique des eaux impactées par des scories ou des produits à base de scories. Dû au passé historique, cette situation est symptomatique pour les alentours des sites sidérurgiques vu la présence quasi ubiquitaire de scories à ces endroits.

ad 6) La loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale ainsi que les lois « commodo », « déchets » et « émissions industrielles » se basent sur l'application du principe du « pollueur-payeur ». Les dispositions y relatives sont rigoureusement et systématiquement appliquées dans les cas de figure y visés. Le projet de loi n° 7237, portant sur la protection des sols et la gestion des sites pollués, mentionné ci-avant, fournira pour le surplus le cadre juridique nécessaire à la prévention accrue de la pollution des sols et permettra de renforcer d'avantage le principe pollueur-payeur pour les pollutions nouvelles. Ce texte permettra de clarifier les responsabilités des différents acteurs et de gérer les pollutions historiques de façon contrôlée et transparente.

Question 1786 (28.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant **l'impôt foncier :**

D'Grondsteiér ënnerdeelt sech an zwou Haaptklassen: Den Impôt foncier A, dee Bëscher a landwirtschaftlech Surfacë betrëfft, an den Impôt foncier B, dee Wunnhaiser a Bauterraine concernéiert. Duerch nei Parameteren, déi nohalteg Bewirtschaftung vu Felder, Wéngerten oder Bëscher géifen a Consideratioun zéien, kéint een d'Biolandwirtschaft an d'nohalteg Forstwirtschaft steierlech encouragéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Interieur dës Froe stellen :

1. Här Minister, wéi stitt Dir der Iddi géigeniwwer, d'extensiv Bewirtschaftung vu Bëscher, Wéngerten oder Felder iwwert de Wee vun der Grondsteier A steierlech ze favoriséieren?

2. Den Impôt foncier B ënnerdeelt sech an eng Rëtsch Ënnerkategorien, firwat ass dat beim Impôt foncier A nach net de Fall, wëssend, datt een eng biologesch oder nohalteg Bewirtschaftung vun dëse Flächen iwwert dee Wee kéint favoriséieren?

3. Gesitt Dir zäitno eng méi nuancéiert Versioun vum Impôt foncier A vir?

4. Wëssend, datt et bei der Grondsteier eng sougenannten „dualité des compétences" gëtt, wéi kënnt Dir garantéieren, datt eng méi héich oder méi eng niddereg Besteierung, déi vum Finanzministère fixéiert géif ginn (valeur unitaire), net vun den eenzelne Gemenge mëttels hirer Autonomie absorbéiert géif ginn?

5. Wäert am Kader vun der Steierreform och iwwer eng Reform vum Impôt foncier A nogeduecht ginn?

Réponse (11.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Aktuell befaasst sech en interministeriellen Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum Inneministère mam Iwwerschaffe vum Berechnungsmodell vun der Grondsteier. D'Aarbechte konzentréieren sech an enger éischter Phas op déi bebaubar Terrainen, fir och ze analyséieren awéifern d'Grondsteier eng Äntwert op d'Präisentwécklung am Beräich vum Logement ka bidden. Et sief an deem Kontext rappeléiert, datt de neie Berechnungsmodell méi Transparenz schafen, mee virun allem fir eng méi gerecht Steier suerge soll.

Zu den Terrainen, déi an der sougenannter Zone verte leien, wou d'Grondsteier A momentan applizéiert gëtt, huet den Aarbechtsgrupp nach keng Conclusiounen zu méigleche Pisten opgefouert, well d'Analysen heizou nach net ofgeschloss sinn. Hei ass et awer wichteg ze erwänen, datt generell de Wäert vun engem Terrain, dee besteiert gëtt, net dovun ofänkt wéi den Terrain wierklech vum Proprietär genotzt gëtt, mee wéi den Terrain kann an duerf genotzt ginn. An deem Sënn muss d'Machbarkeet vun enger eventueller Berécksiichtegung vun der Aart vun der Bewirtschaftung vu Bëscher, Wéngerten a Felder am Berechnungsmodell nach gepréift ginn.

Am Kontext vun der Reform vun der Grondsteier wäert de Berechnungsmodell souwuel fir déi bebaubar Terraine wéi fir d'Zone verte iwwerschafft ginn. Dës Reform soll e Bestanddeel vun der gesamter Steierreform sinn.

Question 1787 (28.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**abus sexuel et psychologique chez les jeunes :**

Leider kënnt et ëmmer erëm vir, dass Professioneller aus dem sozioeducative Beräich feststelle mussen, dass Kanner oder Jugendlecher kierperlechem, sexuellem oder psychologeschem Mëssbrauch ausgesat sinn.

D'Personal aus de Crèchen, de Maisons relais, de Schoulen an de Lycéeë verbréngt vill Zäit mat de Kanner a gëtt esou oft zu engem éischten Uspriechpartner vu Jonken, déi Gewaltsituatiounen erliewen. Well gläichzäiteg awer vill Kanner, déi an engem abusiven Emfeld opwuessen, sech net trauen explizitt iwwer hir traumatesch Erliefnesser ze schwätzen, mussen déi Professionell aus de verschiddene Bildungs- a Betreiungsstrukturen och op bestëmmten Unzeeche bei de Kanner oppassen, déi als Signal fir eng Form vu Mëssbrauch ze verstoe kéinte sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mëssbrauchsverdachtsfäll u Kanner goufen an de leschte fënnef Joer pro Joer vu Säite vu Persounen aus dem Bildungs- an Erzéiungssecteur bei der Police gemellt?

2. Wéi séier reagéiert d'Police an esou engem Fall an der Moyenne? Geet d'Police all Verdachtsfall no?

3. Wéi vill Beamte këmmere sech bei der Police ëm Signalementer vu Mëssbrauchsfäll?

4. Wéi ginn d'Aarbechten an d'Fäll an dësem Beräich prioriséiert, wann eng Surcharge virläit? Ginn et do bestëmmten intern Richtlinnen?

5. Wéi vill Iwwerstonne sinn an deene leschte fënnef Joer pro Joer bei deene Beamten, déi sech ëm d'Aarbechten am Zesummenhang mat Signalementer vu Mëssbrauchsfäll këmmeren, ugefall?

Réponse commune (06.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Police féiert keng Statistik iwwert d'Zuele vun den Meldunge vu Mëssbrauchsverdachtsfäll u Kanner, déi vusäite vu Persounen aus dem Bildungs- an Erzéiungssecteur gemellt goufen.

ad 2. D'Reaktiounszäit vun der Police hänkt an dëse Fäll vun der Urgence of.

ad 3. All Polizeibeamte ka mat esou enger Affär betraut ginn.

ad 4. D'Aarbechten an d'Fäll an dësem Beräich ginn en accord mam Parquet traitéiert a prioriséiert.

ad 5. Esou eng spezifesch Statistik gëtt et net.

Am Kader vum Plan de recrutement extraordinaire, dee vum Minister initiéiert gouf, gëtt och de Service de police judiciaire an de kommende Jore verstäerkt.

ad 6. Iert ee Signalement gemaach gëtt, kann e Professionellen aus dem Bildungs- an Erzéiungswiese sech u säin Direkter oder Virgesetzten adresséieren, den Office national de l'Enfance oder ee vun de Servicer, déi dem ONE ënnerstinn, kontaktéieren. An de Lycéeë kann de SePAS en éischten Uspriechpartner sinn.

Dës Professionell schaffen op Basis vun enger ressourcen- a stäerktenorientéierter Approche, fir mam Jonke genau a konkreet ze definéieren, wat a sengem Alldag als belaaschtend a gefäierlech erlieft gëtt. E Mapping vun der Situatioun erlaabt et, e gudden Iwwerbléck vun de Vertrauenspersounen an de Risikosituatiounen ze kréien. Mat dëse Vertrauenspersoune ginn dann zesumme konstruktiv Léisunge gesicht, déi dat gewinnten Ëmfeld vum Kand esou mann wéi méiglech veränneren a seng Sécherheet garantéieren.

Soubal d'Sécherheet an d'Wuelbefannen net méi garantéiert ass, hunn déi Professionell, déi a Kontakt mat Kanner oder Jugendlecher sinn, legal Verflichtungen, deene si mussen nokommen. De Code pénal gesäit Strofe vir am Fall, wou déi Verflichtungen net respektéiert ginn.

Laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass all Professionellen, deen am Kader vu senger Funktioun vu Faite weess, déi als « Crime » oder « Délit » kéinte consideréiert ginn, verflicht, se beim Procureur d'État ze mellen. Géif en dat ënnerloossen, sou géif e sech strofbar maachen.

Méi allgemeng ass laut Artikel 410-1 vum Code pénal all Bierger derzou verflicht, enger Persoun, déi a Gefor ass, Hëllef ze leeschten.

Den Artikel 7 vun der loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse gesäit och vir, datt de Jugendriichter oder de Procureur d'État muss informéiert ginn, wann de Verdacht besteet, datt e Kand a Gefor ass.

Op Initiativ vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an a Kollaboratioun mam Justizministère a mam Gesondheetsministère gouf d'Broschür « Maltraitance de mineurs, procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse » zesummegestallt, an där Prozedure festgeluecht sinn, un déi déi Professionell am Beräich Kanner a Jugend souwéi all aner Professionell, déi a Kontakt si mat Kanner a Jugendlechen, sech sollen halen, wann e Kand hinne matdeelt, datt et maltratéiert gëtt, oder wa si Unzeeche vu Mëisshandlung bei engem Kand feststellen.

D'Broschür gesäit op institutionellem Niveau ënner anerem déi heite Moossname vir:

- säi Supérieur hiérarchique (Virgesetzten) informéieren;

- mat der Justiz Récksprooch huelen, wat de Signalement ubelaangt;

- mam Virgesetzten a mat der Ekipp Récksprooch huelen, wéi eng weider Moossname musse geholl ginn;

- den Avis vu spezialiséierte Servicer froen;

- d'Prise en charge vum Kand a senger Famill op medezinneschem, sozialem a psychotherapeuteschem Plang koordinéieren.

Et gëtt och drop higewisen: « Le seul moyen d'obtenir une analyse des faits par un expert judiciaire, d'identifier l'auteur de la maltraitance et de protéger tant la victime que d'autres victimes potentielles, est de signaler le cas aux autorités judiciaires. »

Question 1790 (29.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **décentralisation d'administrations vers la « Nordstad » :**

Aus der Äntwert op d'Fro N° 1670 vum 8. Januar 2020 iwwert de Bau vun engem neie Laboratoire vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) geet ervir, dass fir dëse Bau den initiale Site vun der ASTA zu Gilsdref, nieft der zukünfteger Akerbauschoul, soll reevaluéiert ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung gewëllt, dee komplette Projet, wou och d'Landwirtschaftskummer um Site virgesi war, ze reevaluéieren?

2. Wann nee, aus wei enge Grënn?

3. Ass d'Regierung gewëllt am Sënn vun enger Dezentraliséierung, weider Verwaltungen am Beräich vun der Landwirtschaft an d'Nordstad ze implantéieren?

Réponse commune (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. Am Abrëll 2019 huet d'Landwirtschaftskummer dem Landwirtschaftsministère schréftlech matgedeelt, dass si net drun interesséiert wier, an e gemeinsaamt Gebai mat der ASTA ze plënneren, sou wéi et nach 2017 geplangt war.

D'Landwirtschaftskummer erkläert an dësem Bréif, net wëllen op d'Virdeeler ze verzichte vun enger méi zentraler Lag, sou wei et aktuell zu Stroossen de Fall wier.

A Betruecht vun dëser Positioun, déi un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weidergeleet ginn ass, ass just virgesinn, de Laboratoire vun der ASTA op Gilsdref ze implantéieren.

ad 3. Fir de Moment ass just virgesinn, de Laboratoire vun der ASTA op Gilsdref ze implantéieren.

Question 1791 (29.01.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **carsharing des CFL :**

Fir alternativ Forme vun der Mobilitéit ze förderen, bidden d'CFL zanter Enn 2017 de Carsharing-Service „Flex" op ville Plazen am Land un. Am Laf vun de Jore konnt de Reseau u Parkstatiounen ausgebaut ginn. Donieft ass bis viru Kuerzem an engem Testprojet d'Offer vun engem „OneWay"-Service getest ginn. Dat bedeit, dass, anescht wéi bis elo, d'Clienten de geléinten Auto op enger anerer Plaz kënne stoe loossen, wéi do, wou si fortgefuer sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Flott vu Flex a puncto Motortyp zesummegesat? Ass virgesinn, an Zukunft op 100 % emissiounsneutral Gefierer iwwerzegoen?

2. Wéi gesäit de Bilan vum genannten Testprojet aus? Ass geplangt, dës Offer an Zukunft op méi Plazen auszedeenen?

3. Am Juli 2019 ass eng Zesummenaarbecht tëscht Flex an enger Privatfirma op der Cloche d'Or verëffentlecht ginn. Dowéinst wollt ech nofroen, ob nach weider Projeten, bei deene Flex mat engem privaten oder ëffentlechen Acteur zesummeschafft, virgesi sinn? Wéi vill där Partnerschafte ginn et am Moment?

4. Ginn et Gespréicher, fir mat Carloh, der zweeter Carsharing-Offer zu Lëtzebuerg, zesummenzeschaffen? Wann net, firwat net? Wa jo, wat ass den aktuelle Stand vun dëse Gespréicher?

5. Ass vu Säite vum Ministère virgesinn, souwuel Flex wéi och Carloh an d'Mobilitéits-App ze integréieren? Wa jo, bis wéini kéint dat realiséiert ginn?

Réponse (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Flex Carsharing geréiert aktuell eng Flott vun 99 Gefierer mat follgende Motorisatiounstypen:

- 78 bensinn bedriwwe Gefierer

- 14 elektresch bedriwwe Gefierer

- 7 Dieselgefierer

Aktuell ass et net virgesinn, fir kuerzfristeg op 100 % elektresch Gefierer iwwerzegoen. D'Ursaach dofir ass op déi héich Uschafungs- an Infrastrukturkäschten zeréckzeféieren, déi de Moment eng wirtschaftlech Notzung vun dëse Gefierer net méiglech maachen.

Allerdéngs ass Flex beméit, Léisungen ze sichen, fir an Zukunft esou vill ewéi méiglech op emissiounsneutral Gefierer iwwerzegoen.

ad 2. Och wann ee gesäit, dass dëse Service vun enger Rei vu Leit genotzt gëtt, ass et de Moment awer nach ze fréi, fir e Bilan ze zéien. Deemno ass och nach net virauszegesinn, ob dës Offer op méi Plaze wäert an Zukunft ausgedeent ginn.

Des Weideren ass Flex mam OneWay-Service Enn Oktober 2019 mat zéng Gefierer op siwe Statiounen a Betrib gaangen.

ad 3. Am Moment huet Flex 17 ënnerschiddlech Partnerschaften aus dem privaten an ëffentleche Secteur, dovunner siwe Gemengen. Weider Entreprisen a Gemenge weisen Interessi u Flex, an et ass geplangt, fir d'Unzuel vun esou Partnerschafte weider auszebauen.

ad 4. Am Laf vum leschte Joer goufen et verschidde Gespréicher mat Carloh, dem Carsharer vun der Ville de Luxembourg, souwéi och mat de Responsabele vun der Gemeng Lëtzebuerg, déi eng eventuell Zesummenaarbecht als Zil haten. Allerdéngs hunn dës Gespréicher nach net zu engem Ofschloss gefouert.

ad 5. D'Flex-Statioune ginn haut schonn als POI (Point-of-interest) an der CFL-App bei enger Trajetrecherche uginn.

Ab Abrëll 2020 wäert Flex eng Schnëttstell kënnen zur Verfügung stellen, déi et erméiglecht, fir d'Verfügbarkeet vun de Flex-Autoen op den eenzele Flex-Statioune souwuel iwwert d'CFL-App wéi och iwwert d'Mobilitéits-App unzeweisen.

Question 1792 (30.01.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant le **concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire :**

L'organisation et le déroulement des examen-concours pour la carrière du professeur de l'enseignement postprimaire sont définis par le règlement grand-ducal du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire.

Aucune disposition du règlement précité ne prévoit le cas où un candidat ne peut se présenter à une des épreuves pour cause de maladie. D'après mes informations, les candidats concernés sont écartés d'office des épreuves de l'examen-concours, même s'ils peuvent présenter un certificat médical.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les candidats qui sont malades le jour d'une épreuve sont écartés d'office ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette pratique crée des injustices ?

- Tenant compte de la pénurie actuelle d'enseignants qualifiés, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette pratique est contre-productive ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'amender le règlement grand-ducal en question afin de mieux régler des situations pareilles, par exemple en introduisant une journée de repêchage ?

Réponse (05.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je confirme que le règlement grand-ducal du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de renseignement postprimaire ne contient aucune disposition réglant le cas des candidats ne pouvant se présenter à une des épreuves pour cause de maladie, de sorte que les candidats en question se trouvent en effet écartés.

Comme les épreuves du concours servent à établir un classement des candidats, il s'agissait à l'époque de garantir des conditions identiques pour tous les candidats.

De nos jours, ladite pratique semble toutefois exagérément sévère ; aussi ai-je donné instruction à mes services de proposer une modification du règlement en question, ceci par l'introduction d'une journée de repêchage.

Question 1793 (30.01.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **Code de déontologie pour la radio socioculturelle 100,7 :**

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bieden ech Iech, dës parlamentaresch Fro un den Här Medieminister weiderzeleeden.

- Huet de Radio 100,7 als ëffentlech-rechtlech Institutioun en Deontologiekodex?

- Wa jo, ass deen ëffentlech zougänglech a wou kann een e fannen?

- Wann nee, firwat net?

- Wëllt de Radio 100,7 sech esou e Kodex ginn?

- Wa jo, bis wéini?

Réponse (10.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Redaktioun vum ëffentlech-rechtleche Radio ënnerläit dem Pressegesetz an dem Code de déontologie fir professionell Journalisten (http://www.press.lu/informations/deontologie).

Question 1794 (30.01.2020) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **tram rapide entre Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette :**

Am Juni 2018 huet den Här Minister de multimodale Projet vum „séieren Tram" op der Achs vun der A4 tëscht der Haaptstad an Esch virgestallt, dee soll bis 2035 realiséiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Har Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wéi sinn d'Planifikatioune fir dëse Projet säit 2018 virukomm?

- Goufe schonn Emprisë gemaach? Wa jo, zu wéi engem Präis?

- Wéi vill Prozent vum benéidegten Terrain sinn den Ament an der ëffentlecher Hand?

- Wéi gëtt d'Situatioun op den Autobunns- Op-an Offaarte gereegelt?

- Wëssend, dass et hei just ëm déi „Escher Streck" geet a wëssend, datt op den Achsen Tréier respektiv Arel déi selwecht Verkéiersproblemer bestinn, wollt ech wëssen, wat fir Mesuren hei ugeduecht sinn?

- Sinn den Ament Etüden amgaang gemaach ze ginn?

- Denkt de Minister, hei och evtuell un ee séieren Tram, eng Busexpressspuer oder soss un eng Alternativ?

- Ass de Minister weiderhin der Meenung, datt den Datum vun 2035 kann agehale ginn?

Réponse (06.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Säit 2018 si meng Servicer amgaang d'Etüden zum séieren Tram ze verdéiwen. Et geet am Moment virun allem drëm, ee Betriebskonzept, gëeegent Rullmaterial an d'Lag vun den Arrêten ze definéieren. Parallell gëtt déi méiglech Streckeféierung berechent.

Mir befannen eis am Moment am Stade vun enger Machbarkeetsetüd, déi am spéide Fréijoer 2020 misst ofgeschloss sinn. Emprisë ginn an der Reegel eréischt am Stade « Avant-projet détaillé » gemaach, wann déi genau Besoine feststinn. Ee gudden Deel vun den Terraine befanne sech awer schonn an ëffentlecher Hand, well gekuckt gëtt, d'A4 als ee gebündelte multimodale Korridor ze plangen, zesumme mat engem Vëlosexpresswee.

Wéinst der Sécherheet an der Schnellegkeet ass et eist Zil, bei den Autobunnsop- an -offaarten den Tram souwéi de Vëlosexpresswee kräizungsfräi ze plangen.

Am Kader vum Plan national de mobilité 2035, deen ech am Laf vum Joer 2022 wëll virstellen, wäerten do, wou et néideg ass, Mesuren ënnersicht ginn, fir d'Mobilitéit ze verbesseren an déi gëeegentst Verkéiersmëttel pro Korridor a pro Regioun ze förderen.

Question 1795 (30.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **visites de classes au zoo d'Amnéville :**

Enn 2019 sinn an der nationaler esou wéi internationaler Press eng Rei skandaléis Artikelen iwwert den Zoo zu Amnéville publizéiert ginn („Zoo von Amnéville auf der Anklagebank" aus dem „Lëtzebuerger Wort" vum 4. Dezember 2019 oder „Animaux morts enterrés, déversement d'eaux usées, liste noire... Un zoo de l'horreur à Amnéville" aus der franséischer Zeitung „La Dépêche du Midi"). Aus besoten Artikele geet ervir, dass am Amnéviller Zoo eng Rëtsch illegal Aktivitéite solle stattfonnt hunn, woubäi virun allem d'Wuel vun den Déiere mëssuecht ginn ass. Ex-Mataarbechter schwätzen dovunner, dass Déiere wéinst Feelere bei der Anästhesie gestuerwe sinn an dass Déierekadaveren heemlech begruewen oder am Ofwaasser entsuergt goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Bildungsminister dës Froe stellen:

1. Här Educatiounsminister, goufen an de leschte Joren Ausflich vu Schoulklassen an den Zoo vun Amnéville gemaach? Goufen dës Ausflich vum Ministère an/oder vun de Schoule selwer bezuelt?

2. Wäerten och dëst Joer Ausflich an den Amnéviller Zoo vum Ministère accordéiert an eventuell finanziell bezouschosst ginn?

3. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung géigeniwwer Strukturen, déi Déiere fir Ënnerhalungszwecker, gefaangen halen?

4. Ass fir d'Regierung de Besuch vun Zooen an Delfinarie mam Déiereschutz vereenbar?

5. Ass fir d'Regierung de Besuch vun engem Zirkus mam Déiereschutz vereenbar?

Réponse (03.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

A senger Fro bezitt den honorabelen Deputéierten sech op eng Rei vun Artikelen iwwert den Zoo vun Amnéville. Et sief virausgeschéckt, datt fir de Fall, wou dësen Zoo sech net un déi besteeënd Reglementatiounen a puncto Déierenhaltung sollt gehalen hunn, et an de Kompetenze vun de franséischen Autoritéite läit, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen a méiglech illegal Aktivitéiten ze ënnerbannen.

An de leschte Jore goufen et sécher vereenzelt Schoulklassen, déi eng Sortie an den Zoo vun Amnéville gemaach hunn. Allerdéngs gëtt op Säite vu mengem Ministère net Buch gefouert iwwert d'Ausflich vun de Schoulklassen. Och d'Autorisatioun an de Finanzement vu Klassereese fält net an den Zoustännegkeetsberäich vu mengem Ministère.

Wat de Fondamental betrëfft, sou mussen Ausflich, déi am Aklang mat den Objektiver vum Lëtzebuerger Plan d'études stinn, net extra autoriséiert ginn. D'Schoule sinn allerdéngs obligéiert, d'Direktiounen an d'Gemengen iwwer pedagogesch Sortien ze informéieren. De Finanzement vun de pedagogesche Sortië vun de Grondschoulklasse gëtt vun de Gemengen assuréiert, wann d'Schoulklassen net op déi pedagogesch Offer, déi vu menge Servicer ugebuede respektiv ënnerstëtzt gëtt, zeréckgräifen.

Am Secondaire ginn d'Schoulreese vun de jeeweilegen Direktiounen autoriséiert; och de Finanzement gëtt um Niveau vum eenzelne Lycée organiséiert.

An éischter Linn soll d'Léierpersonal pedagogesch Sortien ënnerhuelen, déi am Aklang sti mat den Objektiver vum Plan d'études vum Enseignement fondamental respektiv de Programmer vum Enseignement secondaire. Um Gebitt vun de Strukturen, déi Déieren halen, ginn et eng sëllechen Offeren, déi sech spezifesch u Schoulklasse riichten. Et ginn Aktivitéiten ugebueden, déi et de Schüler sollen erméiglechen, d'Déiere kennenzeléieren an och ee responsabelen Emgang mat dësen ze förderen. Et ass aus pedagogescher Siicht duerchaus sënnvoll, sech net eleng op d'Schoulmaterial ze beschränken, mee de Kanner d'Méiglechkeet ze ginn, direkt Erfarungen zum Beispill op engem pedagogesche Bauerenhaff oder an engem Déierepark ze sammelen.

Mäi Ministère ënnerstëtzt verschidden Initiative wéi zum Beispill d'Haus vun der Natur oder d'École Nature Lasauvage, déi pedagogesch Offeren ausgeschafft hunn, déi sech geziilt u Kanner aus de Lëtzebuerger Grondschoule riichten. Dobäi kommen natierlech nach déi sëlleche pedagogesch Projeten, déi de SCRIPT ënnerstëtzt an am Kader vun deenen och Sortien ugebuede ginn.

Question 1797 (30.01.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **salariés handicapés :**

Selon le droit luxembourgeois, les entreprises sont tenues d'embaucher des salariés handicapés, ce nombre étant défini en fonction du type d'entreprise (publique ou privée) et de la taille de l'entreprise.

Les établissements publics luxembourgeois (État, communes, chemins de fer, ...) sont tenus d'employer à temps plein des salariés reconnus salariés handicapés dans la proportion de 5 % de leur effectif total.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Combien de travailleurs handicapés sont affiliés à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser le nombre de travailleurs handicapés par ministère, administration et service administratif ?

Réponse commune (28.02.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Il n'est pas possible de chiffrer le nombre de travailleurs handicapés qui sont affiliés à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics vu que lors de l'affiliation il n'est pas considéré si la personne dispose du statut de salarié handicapé.

Le Ministère de la Fonction publique a recensé 912 travailleurs handicapés.

En 2019, le nombre total des 912 travailleurs handicapés se composait de 284 salariés, 627 employés ainsi que d'un fonctionnaire.

La répartition des travailleurs handicapés par secteur est la suivante :

- Administration générale (78,5 %)
- Éducation (12 %)
- Force publique (7,1 %)
- Justice (2,4 %)

Question 1798 (30.01.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Emile Eicher**, **Aly Kaes,** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen :**

En réponse à la question parlementaire n° 1497 du 20 novembre 2019, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique qu'un tracé définitif pour les contournements d'Ettelbruck et de Niederfeulen n'a pas encore été fixé. Ceci en raison du terrain dénivelé entre Ettelbruck et Niederfeulen qui rend inévitable la réalisation de plusieurs ouvrages d'art. Monsieur le Ministre estime nécessaire d'analyser au préalable les avantages et les désavantages des différentes possibilités de variantes avant de prendre une décision définitive.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les différentes variantes qui seront analysées ?

- Quand est-ce que ces analyses seront finalisées ?

- Dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une décision en la matière ?

Réponse (06.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le projet de construction relatif au contournement d'Ettelbruck et de Niederfeulen se trouve actuellement au stade d'analyse de faisabilité. Parmi différents tracés en étude, seulement une variante datée de 2017 est avancée jusqu'au stade de l'avant-projet détaillé.

Vu la morphologie du terrain et le dénivelé entre Ettelbruck et Feulen, et suite à la consultation du public dans le cadre des procédures relatives aux plans sectoriels, le tracé a été reconsidéré pour analyser d'autres variantes.

Comme les communes adjacentes sont intervenues auprès du ministère au cours de la législature précédente en 2018, une nouvelle enquête de trafic a été lancée au cours de l'année 2019, dont les résultats ne sont pas encore finalisés.

D'autres études relatives à la géotechnique et aux émissions sonores sont en train d'être mises en routes. Celles-ci sont nécessaires avant d'entamer les prochaines étapes au niveau procédural.

Question 1799 (30.01.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**achat de périodes d'assurance auprès des différents régimes de pension contributifs :**

Wann en Enseignant 40 Joer aktiv ass, huet en, nom Gesetz vum 25. Mäerz 2015, 180 Stonne Weiderbildung („formation continue") ze maachen, mee nom Gesetz vum 1. August 2019 sinn et der elo (40 x 16 =) 640. No deem méi rezente Gesetz ass also d'Zuel vun deene Stonne méi wéi verdräifacht ginn. Déi zousätzlech 460 Stonne Weiderbildung sinn net mat Avancementer verbonnen. Doriwwer eraus ass et esou, datt wann d'Enseignantë méi wéi 48 Stonne Weiderbildung an enger Referenzperiod vun dräi Joer gemaach hunn, da kënne si nëmme 16 Stonnen eriwwer huelen, all déi aner verfalen.

Dowéinst wollt ech dem Här Educatiounsminister an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. D'Gesetz vum 1. August 2019 schéngt net am Aklang mam Gesetz vum 25. Mäerz 2015 ze sinn. Gesinn déi Häre Ministeren do Kontradiktiounen oder Onkloerheeten? Kënnen déi Häre Ministeren erklären, wéi déi verschidde gesetzlech Bestëmmunge koherent ze liesen an ze interpretéiere sinn?

2. Wat justifiéiert déi Dispositioun, datt den Enseignant muss déi 640 Stonnen exklusiv a senger Virbereedungszäit maachen? Ass esou eng Virschrëft eng Aschränkung vun de Rechter vum Enseignant am Verglach zu anere Staatsbeamten an der A1-Karriär, bei deenen d'Formatioun an der „Aarbechtszäit" geschitt? Misst den Enseignant do net méi Flexibilitéit hunn?

Wat justifiéiert déi Dispositioun, datt den Enseignant muss bis zu 460 Stonne Weiderbildung méi maache wéi aner Staatsbeamten, bei deenen d'Weiderbildung och nach mat Avancementer verbonnen ass?

Fir de Fall wou Dechargë fir d'Weiderbildung vum Enseignant virgesi sinn, wéi sinn déi gerechent a ginn déi, an den Ae vun der Regierung, duer?

Wann eng Schoul eng Journée pédagogique samschdes mécht oder esou eng Aktivitéit am Ausland organiséiert, ass dann d'Participatioun och obligatoresch? Wéi eng gesetzlech Basis reegelt esou Situatiounen? Ass déi ministeriell Instruktioun no där eng Journée pédagogique „au sein d'un établissement" organiséiert gëtt, och op d'Lokalitéite bezunn? Wann nee, wéi eng Interpretatiounsméiglechkeete gëtt et a wéi sinn déi gesetzlech ofgeséchert?

Ass d'Ofhale vun enger Journée pédagogique op engem Samschdeg nach mam aktuellen Aarbechtsrecht iwwert d'Rouzäite kompatibel, wann en Enseignant muss méindes nees schaffe goen?

3. Wéi kann et sinn, datt wann d'Enseignantë méi wéi de Minimum u „formation continue" maachen, se dann nëmme 16 Stonnen an déi nächst Referenzperiod kënne mat eriwwer huelen? Gëtt et nach aner Karriäre beim Staat wou eng Weiderbildung verfält?

4. Ass et sënnvoll, datt den Enseignant muss bis zum Enn vu senger Aktivitéit eng Weiderbildung maachen? Bei wéi engen anere Karriäre beim Staat gëllen esou Reegelen? Wär et net sënnvoll speziell Dispositiounen an och avantagéis Dispositiounen, fir Fächer ze huelen, an deenen e rapiden techneschen oder wëssenschaftleche Progrès eng Weiderbildung wierklech néideg mécht?

5. Ginn d'Enseignanten an d'Beamten am Allgemenge genuch consultéiert fir si ze froen, wéi eng Course fir si iwwerhaapt sënnvoll sinn? Leider ass et esou, datt vill Leit sech beschwéieren, datt déi Coursen, déi si offréiert kréien, fir si net wierklech relevant sinn. Misst de Staat senge Beamten net offréieren, op anere Plaze kënne fir si sënnvoll a qualitativ héichwäerteg Coursen ze maachen, déi de Staat dann als Weiderbildung géif unerkennen?

Réponse commune (27.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. D'Dispositiounen zur Weiderbildung, déi an den zwee zitéierte Gesetzer stinn, hunn ënnerschiddlech Finalitéiten:

- D'Weiderbildung, déi am Gehälter-Gesetz vum 25. Mäerz 2015 steet, erméiglecht all den Agente vum Staat, fir an de Genoss vun der Promotioun an den „niveau supérieur" (zwielef Deeg Weiderbildung) an an de leschte Grad (30 Deeg Weiderbildung) vun der Karriär ze kommen. Dës Weiderbildung erlaabt also d'Weiderentwécklung vun der Remuneratioun.

- D'Gesetz vum 1. August 2019 ersetzt den Artikel 5 vum Gesetz vum 10. Juni 1980 an integréiert d'Weiderbildung (48 Stonnen an enger Period vun dräi Joer) an d'Tâche vun den Enseignantë vum Enseignement secondaire.

Et gëtt keng Kontradiktioun tëscht deenen zwee Gesetzer: déi Stonne Weiderbildung, déi en Enseignant vum Secondaire am Kader vu senger Tâche mécht, ginn ugerechent fir d'Promotiounen, déi am Gesetz vum 25. Mäerz 2015 virgesi sinn.

De CGPO wäert vum Oktober 2020 un, wann d'Ausnam, déi am Artikel 50 Paragraf 5, vum Gehältergesetz fir d'Enseignantë virgesinn ass, ewechfält, déi Stonne Weiderbildung, déi am Kader vum Gesetz vum 1. August 2019 virgesi sinn, urechne fir d'Promotiounen, déi am Gehältergesetz virgesi sinn.

ad 2.1) D'Gesetz vum 10. Juni 1980 beschreift explizitt, wéi eng Aktivitéiten zur Tâche vun den Enseignantë vum Enseignement secondaire gehéieren: als „Aarbechtszäit" gëllen net just déi Zäite vum Unterrecht an de Klassen, mee eng ganz Rei aner Aktivitéiten, dorënner och d'Virbereede vum Unterrecht. Eng „Virbereedungszäit" stricto sensu ass net am Gesetz vum 10. Juni 1980 definéiert; d'Gesetz vum 1. August 2019 bestëmmt dofir och net, datt d'Weiderbildung misst an der „Virbereedungszäit" gemaach ginn.

Doduerch, datt d'Tâche vun den Enseignantë vu Grond op anescht definéiert ass wéi déi vun den aneren Agente vum Staat, sinn déi zwou Situatiounen net vergläichbar: et besteet keng Aschränkung vun de Rechter vum Enseignant am Verglach zu anere Staatsbeamten an der A1-Karriär.

D'Enseignanten hunn eng grouss Flexibilitéit am Choix vun de Weiderbildungen, am Beräich vun den Theemen, vun de Formater, vun de Formatiounsinstituter an och vun den Horairen, souwäit et keng Interferenz mat den Unterrechtsstonne gëtt. Am Fall vun esou enger Interferenz kann den Enseignant just mat der Autorisatioun vum Direkter un der Weiderbildung participéieren (instruction ministérielle vum 22. Juni 2018).

ad 2.2) Wéi scho bei der Fro 1 gesot, beneficiéieren och d'Enseignantë vun den Avancementer, déi am Gesetz vum 25. Mäerz 2015 virgesi sinn, wann si déi gefuerdert Zuel vu Formatiounsdeeg gemaach hunn.

Den Educatiounsminister weist och explizitt op d'Roll vun der Weiderbildung wärend der ganzer Karriär fir déi professionell Weiderentwécklung vun den Enseignanten hin:

- Neierungen an de Schoulen, zum Beispill d'Aféiere vun de Cours de base - Cours avancés oder d'Digitaliséierung am Unterrecht duerch ënner anerem den Asaz vun elektroneschen Tablets, awer och d'Begleedung vu Kanner a Jonke mat spezifeschem Färderbedarf an déi spezifesch schoulintern Entwécklungen erfuerderen, datt d'Enseignantë sech lafend weiderbilden. Dës Entwécklunge betreffen net just eenzel Fächer, mee all Enseignant.

- D'Wichtegkeet vun der Weiderbildung fir d'Léiere vun de Schülerinnen a Schüler a fir eng erfollegräich Schoul gëtt duerch eng Rei wëssenschaftlech Studie beluecht, zum Beispill eng englesch Etüd, déi positiv Effekter op d'Léiere vun de Kanner a Jonke beleet, wann d'Enseignanten, nieft anere Facteuren, vill Stonne Weiderbildung maachen, sech reegelméisseg fir Concertatiounen treffen oder sech géigesäiteg an d'Klass besiche ginn (Hospitatioun) (Helmke, Andreas (2012): Unterrichtsqualität und Lehrerprofessionalität. Diagnose, Evaluation und Verbesserung des Unterrichts. Seelze: Klett Kallmeyer, S. 314-315).

Fir den ënnerschiddleche Besoine vun jidder eenzelen Enseignant a vun de Schoulen entgéintzekommen, bitt den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) eng ganz grouss Bandbreet vun Theemen un. Et ginn och ganz ënnerschiddlech Weiderbildungsformater proposéiert, vu Konferenzen iwwer Seminairen, Formatioune mat méi Modullen an dertëschent Praxisphasen, bis hin zu méi informelle Formater wéi Hospitatiounen, Austauschgruppen an Netzwierker, wou den Austausch an d'Mateneen- a Vuneneen-Léieren am Mëttelpunkt stinn.

ad 2.3) Et si keng Dechargë fir Weiderbildung vum Enseignant virgesinn. Sou wéi an den Äntwerten 1 an 2 gesot, ass d'Weiderbildung en Deel vun der Tâche vum Enseignant.

ad 2.4) An de ganz rare Fäll, wou eng Journée pédagogique samschdes stattfënnt oder am Ausland organiséiert gëtt, ass d'Participatioun net obligatoresch. An der Instruction ministérielle si mat au sein de l'établissement net d'Lokalitéite gemengt. Et ass gemengt, datt d'Journée pédagogique vun der Schoul a fir d'Schoul organiséiert gëtt.

Doduerch, datt d'Formation continue an also och eng Participatioun un enger Journée pédagogique, wéi an den Äntwerten 1 an 2 scho gesot, en Deel vun der Tâche vum Enseignant ass, applizéiere sech dofir déi allgemeng Bestëmmunge vun den Agente vum Staat, wat Ofsécherung, Aarbechtsongléck, Trajetsongléck a Frais de route ugeet, onofhängeg dovun, wéini an op wéi enger Plaz d'Weiderbildung ass.

ad 2.5) Souguer wann eng Journée pédagogique samschdes nomëttes wier, also mat fräiwëlleger Participatioun, géifen d'Dispositioune vum Artikel 18-5. vum Statut respektéiert ginn (Rouzäit vun op d'mannst 24 konsekutive Stonne wärend enger Period vu siwen Deeg, dozou nach eelef Stonne Rouzäit pro Dag).

ad 3. Dës Dispositioun war am Summer 2015 an Ofsprooch mat de betraffene Gewerkschafte festgehale ginn. Et geet drëms, ze assuréieren, datt d'Weiderbildung vun den Enseignanten e fortlafenden, kontinuéierlechen a reegelméissege Prozess ass.

ad 4. Dës Fro ass schonn am zweeten Deel vun der Äntwert op d'Fro 2.2) beäntwert.

ad 5.

a) Wat d'Enseignantë betrëfft:

Den IFEN consultéiert iwwer verschidde Weeër d'Enseignanten an d'Schoulen, wéi eng Weiderbildungen si sech wënschen:

- Zum Schluss vun all Formatioun, déi vum oder mam IFEN organiséiert gëtt, ginn d'Participantë gefrot, fir en Evaluatiounsformulaire auszefëllen. An deem Questionnaire ginn d'Participanten invitéiert, fir Ureegungen a Virschléi fir nei Weiderbildungen ze maachen, déi si interesséieren.

- Den IFEN ass am Kontakt mat all de Commissions nationales des programmes a Commissions nationales des formations a freet si, fir Iddien oder Propositioune fir Weiderbildungen anzereechen. Am Dialog mat de Kommissioune ginn dann entspriechend Weiderbildungen entwéckelt a proposéiert.

- Op Ufro vun de Schoule gi schoulintern Formatiounen op Mooss organiséiert, an enker Ofsprooch tëscht der Direktioun an de Weiderbildungsdelegéierte vum Lycée, de kompetente Formatricen a Formateuren, an dem IFEN.

Donieft bitt den IFEN pro Joer eng grouss Palett vun Theemen a Formater un, wou d'Enseignanten de fräie Choix hunn, déi Formatiounen, déi si als sënnvoll ugesinn, auszewielen, souwäit wéi Plaze fräi sinn. Am Schouljoer 2018/2019 ware 650 vun den am ganzen 2.211 Weiderbildungen nei Formatiounen.

D'Auswäertung vun den Evaluatiounsformulairë vum IFEN weist eng grouss Zefriddenheet vun de Participanten. Am Schouljoer 2018/2019 koume méi wéi 18.000 Formulairen zréck.

- 90,2 % vun de Participantë soen, si wieren „zefridden" oder „ganz zefridden" mat der Formatioun, déi si matgemaach hunn;

- 88 % vun de Leit soen, d'Inhalter vun der Weiderbildung wiere „genuch verdéift" ginn, an 83,3 % soen, d'Inhalter wieren an hir Beruffspraxis transposabel;

- D'Formatricen a Formateure gi vu 96,3 % vun de Participanten als kompetent ageschat, a 86,3 % soen, datt hir Erwaardunge wärend der Formatioun a Betruecht geholl goufen;

- 85 % vun de Participantë fannen, datt d'Formatioun si derzou ugereegt huet, iwwer hir professionell Praxis ze reflektéieren, a 87,4 % soen, si kéinten d'Inhalter aus der Formatioun uwenden.

D'Enseignantë kënnen nieft dem IFEN och bei anere Formatiounsinstituter Weiderbildunge maachen. Esou Weiderbildunge gi vun der Direktioun vum Lycée op Demande vum Enseignant an der Applikatioun eFormation validéiert.

Den IFEN bedeelegt sech un de Frais d'inscription fir de Fall, wou en Enseignant sech mat positivem Avis vu senger Direktioun an eng Weiderbildung bei engem anere Formatiounsinstitut aschreift, sou wéi et am Artikel 98 vum Gesetz vum 30. Juli 2015 virgesinn ass.

b) Wat d'Beamten am Allgemenge betrëfft:

Den INAP consultéiert och, wéi den IFEN, d'Beamten, fir hinne kënnen déi bescht méiglech Weiderbildung ze erméiglechen. An deem Kader gräift den INAP och op Evaluatiounsformulairen zréck, déi no all Formatioun un d'Participantë geschéckt gi fir auszefëllen. Esou gëtt de Contenu, de Formateur an awer och d'Organisatioun genee analyséiert, fir ëmmer weider de Besoinen ze entspriechen.

Fir d'Joer 2019 konnt den INAP ënner anerem follgend Statistiken zréckhalen:

- 91,29 % vun de Formatioune goufe vun de Participantë mat „ganz gutt" oder „gutt" evaluéiert;

- 6,43 % mat „zefridden",

- 1,39 % mat „onzefridden", an

- 0,89 % mat „ganz onzefridden".

All d'Ministèren an d'Administratioune kënne sech beim INAP mellen, fir hir spezifesch Besoinen an der Weiderbildung an engem individuell ofgestëmmte Plan de Formation opzestellen. Esou gi bestoend Formatiounen identifizéiert an och aner Demanden an der Weiderbildung, déi net am generelle Formatiounskatalog vum INAP opgezeechent sinn, berécksiichtegt.

Wann eng gewëssen Urgence besteet oder wa kee Besoin besteet, fir e ganze Plan de Formation ze elaboréieren, kann ee beim INAP och e Projet de service ufroen. Dat si spezifesch Formatiounen, déi net am generelle Formatiounskatalog vum INAP virgesi sinn, an déi fir ee bestëmmte Service vum Ministère oder vun enger Administratioun organiséiert ginn.

D'Beamten am Allgemenge kënnen nieft dem INAP och bei anere Formatiounsinstituter Weiderbildunge maachen. Esou Weiderbildunge gi vum INAP op Demande vum Beamten assimiléiert. Eleng 2019 goufe fir de Staatssecteur iwwer 7.000 Formatiounen assimiléiert. Bei deenen Assimilatioune gëtt gekuckt, wat eventuell och kann an de Katalog vum INAP opgeholl ginn. Et weist awer och, datt ganz spezifesch Demanden an der Weiderbildung bestinn, an datt dës iwwert de Wee vun der Assimilatioun och kënne berécksiichtegt ginn.

Question 1802 (30.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **transport d'armes par Cargolux :**

Selon des informations parues dans la presse, la compagnie luxembourgeoise de fret aérien Cargolux transporterait régulièrement des armements en direction de pays confrontés à des conflits.

Ainsi, il est question d'un transport de deux hélicoptères d'assaut vers le Nigéria.

- J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement s'il est au courant de ces transports.

- Quelle est en général la politique de la compagnie Cargolux, dont l'État luxembourgeois est actionnaire, en ce qui concerne les transports d'armements en général et des transports vers des régions en crise en particulier ?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière ?

Réponse commune (03.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Oui, le Gouvernement était au courant du transport vers le Nigéria.

ad 2) Il existe un contact régulier entre Cargolux et le Ministère des Affaires étrangères et européennes en ce qui concerne le transport de biens liés à la défense vers des pays sensibles afin de s'assurer qu'il n'existe pas de risque prépondérant que le matériel en question puisse porter atteinte à la paix et à la sécurité, ou pourrait servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire, et ce conformément à l'article 7 du Traité sur le commerce des armes.

ad 3) Le Luxembourg s'engage en faveur d'une politique responsable dans le domaine de l'exportation des armements. Au niveau international, le Luxembourg a signé et ratifié le Traité sur le commerce des armes (TCA). Ce traité est légalement contraignant et énumère un nombre de scénarios et de conditions qui obligent un État de refuser une exportation de matériel militaire (i. e. articles 6 et 7).

Au niveau européen, la question est régie par la décision du Conseil du 16 septembre 2019, modifiant la position commune du Conseil du 8 décembre 2008 relative au contrôle des exportations. Cette décision retient huit critères à prendre en compte lorsqu'un État membre de l'UE prend la décision d'accorder une licence d'exportation. Le Luxembourg participe aussi au groupe de travail du Conseil de l'UE « COARM », au sein duquel les États membres s'échangent sur les questions d'actualité dans ce domaine.

En sa capacité nationale, le Luxembourg s'est donné une nouvelle législation dans ce domaine, par sa loi du 27 juin 2018 sur le contrôle des exportations de produits liés à la défense et de biens à double usage. Il y a lieu

de souligner que le Luxembourg a incorporé dans sa législation nationale les huit critères susmentionnés. De façon générale, le Gouvernement applique une politique très restrictive en la matière.

Question 1803 (31.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires :**

Kannerbetreiung ass kontinuéierlech en aktuellt Theema zu Lëtzebuerg. Laut dem Koalitiounsvertrag 2018-2023 soll d'Kannerbetreiung och ausserhalb vun de Schoulvakanze gratis ginn.

„Neben der Reform des CSA-Systems soll zudem außerhalb der Schulferien die kostenlose Betreuung von Grundschülern in den Schülerhorten (Maisons relais) eingeführt werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ass dëse Projet an der Maach?

- Wa jo, ab wéini gëtt e presentéiert an ëmgesat?

- Wann nee, fir wéini ass d'Definéiere vun dësem Projet geplangt?

Réponse (05.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Zanter am Oktober 2017 am Klengkandberäich de Programme d'éducation plurilingue agefouert gouf, profitéiere Kanner vun engem bis véier Joer, déi an enger kollektiver Struktur betreit ginn, vu gratis Betreiungsstonnen, onofhängeg vum Akommes vun den Elteren.

De Regierungsprogramm 2018-2023 gesäit vir, datt och Schoulkanner, onofhängeg vum Revenu vun den Elteren, wärend der Schoulzäit solle kënne vu gratis Betreiungsstonne profitéieren.

Discussioune ronderëm d'Aféierung vun der Gratuitéit ab September 2021 am non formale Bildungsberäich fir scolariséiert Kanner wärend der Schoulzäit ginn aktuell gefouert. Déi concernéiert Servicer am Educatiounsministère schaffen un enger konzeptueller Ausriichtung, déi bannent deenen nächste Méint mat deenen implizéierten Acteuren negociéiert an no bausse kommunizéiert gëtt.

Question 1804 (31.01.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**admission dans un centre de réhabilitation :**

Mir ass kierzlech deen onerfreelechen Ëmstand zougedroe ginn, datt eng eeler Persoun no enger Operatioun un der Hëft keen Zëmmer an engem lëtzebuergesche Rehazenter zougewise konnt kréie mat der Begrënnung, si géife keng eeler Leit (d.h. Persounen iwwert 65 Joer) unhuelen.

An deem Kontext géif ech dem Här Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt et zu Lëtzebuerg bis dato schonn zu esou engem Fall respektiv zu änleche Fäll komm ass?

2. Wa jo, ass dat an den Ae vum Här Minister net eng intolerabel Diskriminatioun vu Persounen opgrond vun hirem Alter?

3. Wien entscheet a leschter Instanz, ob a wou eng Persoun e Rehazenter fir déi weider Behandlung zougewise kritt? Wien ass alles an dësem Entscheedungsprozess involvéiert? No wat fir enge Krittäre gëtt dat entscheet?

Réponse (02.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Op Basis vun der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 huet de Rehazenter (Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation) follgend spezifesch Missioun:

« Un service assurant la récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie de la personne adulte présentant un déficit neurologique, cardiaque au musculo-squelettique, en vue du retour ou maintien dans le milieu de vie du patient à la suite d'une maladie ou d'un événement de santé. »

D'Prozedur, fir als Patient an de Rehazenter opgeholl ze ginn, ass déi follgend: De Médecin traitant vum Patient, zum Beispill den Hausdokter oder de Spezialist am Spidol, stellt a Concertatioun mam Patient eng Demande un de Rehazenter. Am Fall vun engem Patient, dee stationär an enger Akutklinik läit, mécht de Médecin spécialiste en physique et de réadaptation (MPR) eng Visitt an der Akutklinik, fir sech iwwert de geneeën Dossier ze informéieren. Bei engem ambulante Patient kënnt et zu enger Consultatioun vum MPR am Rehazenter. Déi Entscheedung iwwer eng Opnam gëtt en fonction vun de Capacitéite vum Patient geholl, fir un dem multidisziplinäre Rehabilitatiounsprogramm deelzehuelen, an orientéiert sech ëmmer un den offiziellen Opnam- respektiv Ausschlusskrittären, an dat sinn déi follgend:

1. Besoin d'une PEC rééducation-réadaptation multidisciplinaire

2. Besoin de compétences multidisciplinaires spécifiques en rééducation et/ou matériels spécifiques

3. Stabilité état général en relation avec diagnostic principal

4. Absence de comorbidités limitantes (ex: insuffisance cardio-pulmonaire)

5. Absence de pathologie psychiatrique dominante et/ou non stabilisée/Addiction(s)

6. Consentement du patient et/ou entourage proche.

Den Alter vum Patient ass also kee Krittär, well si prioritär no hirem Gesondheetszoustand opgeholl ginn.

Duerch déi begrenzte stationär an ambulant Capacitéite vum Rehazenter kann et no der Consultatioun an der Decisioun fir eng Opnam an de Rehazenter allerdéngs zu Waardezäite kommen.

Am Joer 2018 hate 26,14 % vun de stationäre Patienten eng Altersmoyenne iwwer 70 Joer, am ambulanten Beräich louch de Pourcentage bei 12,64 %. Dës Zuele weise ganz däitlech, datt den Alter vun de Patienten net als Krittär geholl gëtt, fir iwwer eng Opnam an den Rehazenter ze decidéieren.

Question 1806 (31.01.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **start-up :**

Il y a quelques années le Luxembourg a lancé l'idée de devenir une « start-up nation ».

Or, comme le note la Fondation IDEA, il n'existe aucune définition stricte et arrêtée du concept de « start-up », de sorte qu'elle propose de considérer comme start-up une « jeune entreprise innovante ». Le caractère innovateur d'une telle entreprise peut se situer à différents niveaux : produit, procédé, marketing et organisation.

L'Observatoire de la compétitivité définit la start-up à partir de différents traits caractéristiques :

« The typical start-up has one owner (57 %), employs a maximum of 5 employees (85 %), provides business services (39 %) and is innovative (48 %, the highest value in the world). »

Dire que le Luxembourg est une nation de start-up n'aurait rien d'original au vu du poids du secteur des services dans l'activité économique globale, mais aussi du caractère innovateur de son économie.

Il ressort par ailleurs d'une réponse à la question parlementaire n° 0865 du 4 juillet 2019 que Luxinnovation aurait dénombré la création de 101 start-up innovantes en 2018, tandis que le nombre total de start-up innovantes présentes au Luxembourg en 2019 serait estimé à plus de 350 entreprises.

Au vu de tout ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Madame le Ministre de la Justice :

1) À partir de quels paramètres le Gouvernement considère-t-il une entreprise comme une « start-up » ? Quelle est la méthodologie appliquée par Luxinnovation pour identifier lesdites « start-up » ?

2) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le nombre de start-up existant au Luxembourg en 2019 en appliquant les différentes méthodologies décelées supra ?

- Comment ces chiffres ont évolué depuis 2015 ?

- Combien de ces start-up existent depuis moins de trois ans, plus de trois ans voire plus de cinq ans ?

- Combien de start-up créées depuis 2015 ont entre-temps (i) fait faillite ou (ii) été liquidées ?

3) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des détails sur lesdites start-up (nombre d'entreprises par secteur, par type d'activité, en fonction de leur caractère innovant (produit/procédé/marketing/organisation), nombre d'employés moyens de ces entreprises, etc.) ?

Réponse commune (17.03.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Le terme « start-up » est souvent utilisé au Luxembourg comme à l'international, car il est en lien avec un environnement économique où l'innovation joue un rôle de plus en plus important dans l'entrepreneuriat. Ce terme est fréquemment utilisé dans de multiples contextes et secteurs et n'a ainsi pas de définition globale.

Les start-up ne sont donc pas identifiées en tant que telles auprès du Registre de commerce et des sociétés (RCS), ce qui ne permet pas de dénombrer spécifiquement les faillites de start-up.

Le Ministère de l'Économie accompagne activement le développement des start-up moyennant ses différents régimes d'aides. À titre d'exemple, en 2019, 37 start-up, des entreprises à caractère innovant ou ayant un projet innovant et de moins de cinq ans, ont bénéficié d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour un montant total de 14,9 millions euros. Une évolution substantielle peut être relevée depuis 2015, année où 15 start-up avaient bénéficié d'aides RDI pour un montant total de 5,5 millions euros.

Comme premier point d'accueil et de support au Luxembourg pour les start-up innovantes et les porteurs de projets à caractère innovant, Luxinnovation a reçu en 2018 plus de 500 demandes de soutien et d'information provenant d'entrepreneurs. L'agence nationale de promotion de l'innovation en a soutenu activement 283 et 64 start-up innovantes ont été créées avec son soutien en 2018.

Depuis 2015 Luxinnovation recense annuellement les entreprises créées au Luxembourg considérées comme innovantes. Luxinnovation réalise ce recensement en se basant sur les entreprises rencontrées par ses services, des recherches spécifiques sur le web, mais aussi sur une veille des entreprises hébergées dans les principaux incubateurs ainsi qu'un suivi des start-up identifiées par les médias nationaux. Cette approche, non-exhaustive, a permis de relever une évolution positive du nombre de créations de jeunes entreprises innovantes au Luxembourg depuis 2015, comme détaillé ci-dessous :

- 2015 : 68 créations
- 2016 : 88 créations
- 2017 : 95 créations
- 2018 : 101 créations
- 2019 : 75 créations (chiffre provisoire).

Ces chiffres ont permis à Luxinnovation d'estimer en août 2019 qu'au moins 350 jeunes entreprises innovantes de moins de cinq ans étaient présentes au Luxembourg.

En collaboration avec le Ministère de l'Économie, Luxinnovation a aussi réalisé des mapping sectoriels, afin de mieux comprendre le profil et les spécificités des entreprises présentes sur le territoire dans des secteurs identifiés comme prioritaires pour la diversification économique du Luxembourg, tels que les technologies de la santé (https://www.luxinnovation.lu/wp-content/uploads/2019/07/healthtech-keyfigures.pdf) et la cybersécurité (https://www.luxinnovation.lu/wp-content/uploads/sites/3/2019/10/luxembourg-cybersecurity-ecosystem_mapping-2019-1.pdf).

Pour ce qui est de l'impact des start-up dans ces deux secteurs, cet exercice a permis d'identifier que 50 % des 131 sociétés actives dans le secteur des technologies de la santé en 2018 ont été créées depuis moins de huit ans, tandis que parmi les 304 entreprises actives dans la cybersécurité, 68 ont moins de cinq ans. Luxinnovation prévoit par ailleurs d'approfondir ce type d'analyse sectorielle, notamment en travaillant sur une cartographie de l'écosystème start-up dans le cadre de ses activités de « Market Intelligence ».

Question 1808 (31.01.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **contrats de bail :**

Le droit au bail est réglementé par les dispositions de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail d'habitations et par les articles 1713 et suivants du Code civil. L'article 3 de cette loi stipule que : « La location d'un logement à usage d'habitation ne peut rapporter au bailleur un revenu annuel dépassant un taux de 5 % du capital investi dans le logement. » Cependant, le bailleur n'a aucun moyen de savoir quel était le montant du capital investi et quel serait donc le loyer maximal pouvant être réclamé par le propriétaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de rendre obligatoire la mention du montant du capital investi dans les contrats de bail afin de protéger les locataires contre des loyers abusifs ?

- Dans le cas contraire, comment Monsieur le Ministre entend-il garantir plus de transparence dans la fixation des loyers ?

Réponse (05.02.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Je tiens à informer les honorables Députés que l'option de rendre obligatoire la mention du montant du capital investi dans les contrats de bail - afin de protéger les locataires contre des loyers abusifs - est en effet une des pistes qui sont en train d'être creusées en vue des adaptations que le Gouvernement entend apporter à la législation sur le bail à loyer. En effet, comme le programme gouvernemental le prévoit, « la législation existante sera modernisée pour mieux contrôler l'évolution des loyers » par une refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

Question 1809 (31.01.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **développement des compétences numériques dans l'enseignement fondamental :**

Dans l'accord de coalition de 2018, l'accent a été particulièrement mis sur le développement des compétences numériques des élèves pour les préparer aux défis actuels du monde du travail.

Or, selon un article paru récemment dans la presse nationale, l'enseignement de ces compétences est actuellement ancré d'une manière plus claire et cohérente dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement fondamentale. Tandis que dans les lycées, le recours aux nouvelles technologies a été systématisé à travers la généralisation progressive des tablettes, la situation dans les écoles fondamentales est moins claire.

D'une part, le plan d'études de l'enseignement fondamental prévoit actuellement qu'il revient à l'enseignant de décider dans quelle mesure il emploie les nouvelles technologies comme outils pédagogiques.

D'autre part, l'équipement informatique présente de fortes disparités selon les communes du fait que les investissements en la matière y varient considérablement. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0583 du 29 mars 2019, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse explique ceci par le fait que la mise à disposition des infrastructures et équipements informatiques revient aux communes et ce dans le cadre de l'autonomie communale. Il y confirme par ailleurs l'absence d'équité en matière d'offres numériques pour les élèves de l'enseignement fondamental sur l'ensemble du pays.

À l'occasion de la rentrée scolaire 2019-2020, le Ministère de l'Éducation nationale a annoncé d'intégrer le coding en 2020-2021 au cycle 4 dans les cours de mathématiques et d'introduire cette matière en 2021-2022 aux cycles 1 à 3 de manière transversale dans toutes les branches. En même temps, il a annoncé la création d'un nouveau profil d'enseignant, l'enseignant spécialisé en compétences numériques afin d'encadrer l'éducation aux et par les médias d'une manière plus ciblée. Il est prévu de recruter 15 enseignants de ce type, donc un par direction de l'enseignement fondamental, jusqu'à la rentrée 2020-2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quel est l'état d'avancement du processus de recrutement de ces enseignants spécialisés en compétences numériques ? Seriez-vous en mesure de disposer d'un enseignant spécialisé en compétences numériques par direction de l'enseignement fondamental à partir de la rentrée scolaire suivante ? Pourriez-vous nous donner plus de précisions quant à l'intervention de ces enseignants spécialisés en compétences numériques ?

2) Quelles autres compétences numériques à part le coding figureront à l'avenir au plan d'études de l'enseignement fondamental et à quels cycles seront-elles enseignées ?

3) Quel équipement informatique sera nécessaire pour que les élèves puissent acquérir les compétences ciblées ? Comment sera-t-il garanti que les conditions matérielles pour le recours aux outils numériques seront toujours données ?

4) Comment sera-t-il assuré que chaque élève dispose, au moment du passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire, des mêmes connaissances en la matière ?

5) Est-il possible que les élèves de l'enseignement fondamental seront amenés à faire emploi d'outils numériques dans le cadre de devoirs à domicile ? Le cas échéant, comment est-il assuré que chaque élève disposera d'un accès à l'équipement informatique adéquat en dehors des cours ?

6) D'une manière générale, comment les enseignants sont-ils préparés à initier les élèves au coding ?

Réponse (06.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Fin janvier 2020, des appels à candidatures pour le recrutement des futurs instituteurs spécialisés en compétences numériques (I-CN) ont été diffusés au personnel enseignant de l'enseignement fondamental et de la voie de préparation de l'enseignement secondaire. Une séance d'information à l'attention des candidats intéressés eut lieu fin février et les demandes devront parvenir au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) pour le 6 mars 2020. À l'heure actuelle, le nombre définitif de candidatures retenues n'est pas connu et il s'avère par conséquent difficile de juger si chaque direction de l'enseignement fondamental disposera d'un I-CN pour la rentrée 2020-2021. En cas de besoin, un second appel à candidatures sera lancé.

En ce qui concerne les interventions des I-CN, leur mission consiste à soutenir, conseiller et assister le personnel enseignant et éducatif ainsi que les autres acteurs faisant partie de la communauté scolaire dans toutes leurs démarches pédagogiques, et ceci dans le cadre de l'éducation aux et par les médias, de l'implémentation du coding et de la pensée computationnelle auprès des élèves. À ces fins, les I-CN soutiennent activement le personnel enseignant et éducatif en ce qui concerne les préparations et la mise en pratique des cours dispensés dans les classes au quotidien. En mettant ainsi l'accent sur de nouvelles approches méthodologiques et didactiques, ils soutiennent le personnel enseignant et éducatif et les écoles dans leur processus de développement scolaire en vue d'améliorer la qualité scolaire.

Les I-CN seront affectés au Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Dans l'exercice de leur fonction, ils agissent en étroite concertation et collaboration avec la ou les directions de région de l'enseignement fondamental qui aident à fixer les priorités en ce qui concerne les contenus à traiter et les équipes pédagogiques à soutenir.

ad 2) Pour l'instant, il n'est pas prévu de modifier le Plan d'études. Par conséquent, les compétences numériques qui sont prévues au chapitre « Éducation aux médias » (pp. 55-56, ci-annexées) sont toujours d'actualité. Ces compétences sont d'ailleurs reprises dans les cinq grands domaines décrits dans le « Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias : 1. informations et données, 2. communication et collaboration, 3. création de contenus, 4. protection de données et sécurité et 5. environnement numérique ».

Le coding fait appel à des compétences déjà couvertes dans de nombreux autres domaines d'apprentissage et repris au plan d'études, comme la modélisation et la structuration, qui sont des compétences transversales. Le coding, qui consiste en la formulation d'une séquence structurée d'actions (sous forme de texte ou à l'aide de symboles), fait appel à ces compétences transversales.

La réflexion sur la résolution de problèmes n'a rien de nouveau dans l'enseignement fondamental ; il s'agit seulement d'une nouvelle approche faisant appel à des démarches du domaine du coding.

ad 3) En juin 2019, le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) a élaboré un « Guide du matériel informatique recommandé dans les écoles fondamentales »[2] qui vise à conseiller les autorités communales en matière d'acquisition et de gestion d'équipements informatiques pour les besoins des écoles fondamentales.

En ce qui concerne le matériel requis pour assurer l'introduction du coding au cycle 4 dès la rentrée 2020-2021, le MENJE fournira aux écoles fondamentales des kits de démarrage comprenant des exemples de séquences d'enseignement ainsi que du matériel didactique adapté. Ceci garantit que toutes les écoles seront équipées de manière identique et que les communes n'auront pas de frais supplémentaires à supporter.

ad 4) L'introduction du coding au cycle 4 ne se fera pas de manière facultative, mais tous les enseignants du cycle 4 seront tenus d'intégrer des séances de coding dans les cours de mathématiques. De même, l'introduction du coding aux cycles 1 à 3 de façon transversale dans différentes disciplines à partir de la rentrée 2020-2021 constituera une obligation pour tous les enseignants, sachant que l'objectif est de mettre en place, de manière ludique, des séquences d'actions (algorithmes) de sorte qu'un autre humain ou une machine (robot) puisse les exécuter correctement. Les apprenants codent dans un langage basé sur des blocs et deviennent ainsi capables de façonner le monde numérique. Il est envisagé d'adapter les épreuves communes de mathématiques en y intégrant des exercices appropriés de coding et de pensée computationnelle afin de souligner l'importance qui y est attachée.

ad 5) Compte tenu de la situation hétérogène des élèves en ce qui concerne l'équipement informatique dont ils disposent à la maison, il n'est pas envisagé de leur octroyer des devoirs à domicile nécessitant l'emploi d'outils numériques. Ni le plan d'études, ni le « Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias » ne prévoient ce genre de devoirs à domicile.

ad 6) Des initiatives comme la Journée « edumedia » du 21 mars 2020, avec des ateliers pratiques pour enseignants et éducateurs autour des différents volets du « Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias », ou le « Coding Day » du 7 mai 2020, avec la présentation du coding et du matériel pédagogique aux enseignants des écoles fondamentales ainsi que des échanges de bonnes pratiques avec les écoles pilotes, servent à préparer les enseignants à ce nouveau défi. En outre, les enseignants seront soutenus et accompagnés dans la mise en œuvre du coding par les I-CN dès septembre 2020.

En parallèle, l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) élabore un dispositif de formation qui se compose des éléments suivants :

- Une formation de base, initiant les enseignants aux principes du coding et du « computational thinking ». Cette formation illustre la manière dont des éléments issus des domaines de développement et d'apprentissage du plan d'études des quatre cycles de l'enseignement fondamental peuvent être abordés sous l'angle de vue de la pensée informatique. L'objectif de la formation est d'initier de manière concrète les enseignants aux concepts de base, d'offrir un espace leur permettant de manipuler activement les outils mis à disposition et de concevoir des unités d'enseignement adaptées. Cette formation est actuellement en phase d'essai dans quatre écoles fondamentales et sera adaptée en intégrant les retours des participants. Une équipe de formateurs sera recrutée en vue de pouvoir offrir cette formation au 3e trimestre de l'année scolaire en cours et à partir de la rentrée scolaire de septembre 2020 à un grand nombre d'écoles.

- Des modules approfondissant l'intégration de la pensée informatique dans la pratique pédagogique (en cours de langues, en éducation artistique, etc.) seront proposés à partir de la rentrée scolaire 2020.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[2] https://portal.education.lu/Portals/3/Documents/guides€s/CGIE_Guide%20du%20mat%C3%A9riel%20informatique%20dans%20les%20%C3%A9coles%20fondamentales_Web.pdf

Q290

Question 1810 (31.01.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **conditions de travail des ouvriers du pavillon luxembourgeois pour l'Expo Dubaï 2020 :**

A virege parlamentaresche Froen (N° 0647 an N° 1567) hat ech d'Regierung ëm Informatiounen iwwert déi lëtzebuergesch Bedeelegung un der Weltausstellung zu Dubai gefrot. Iwwer meng Froe par rapport zum Aarbechtsrecht op der Weltausstellung verweist d'Regierung an zwou Äntwerten op méi streng a wäitgoend Aarbechtskonditiounen, déi den Organisateur a senger „Worker Welfare Policy"- Charta ernimmt. Den Organisateur gëtt selwer iwwerdeems un, dass wärend der Haaptbauphas iwwer 40.000 Bauaarbechter um Site vun der Weltausstellung wäerte schaffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kultur, Wirtschaft, Aarbecht an dem Ausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Aarbechter sinn um Bau vum lëtzebuergesche Pavillon bedeelegt?

2. Wéi vill Aarbechter sinn iwwer Sous-traitance-Entreprisen um Bau vum Pavillon bedeelegt (opgelëscht no Entreprise an Unzuel vun Aarbechter)?

3. Wat geschitt mat de Bauaarbechter nom Enn vun der Weltausstellung? Wäerten si fir änlech Bauprojete schaffen a falls jo, profitéieren si an deem Fall weider vun den Arbechtskonditioune vun der Weltausstellung?

4. Wéi vill Suen a wéi enger Wärung verdéngen d'Bauaarbechter, déi um Bau vum lëtzebuergesche Pavillon bedeelegt sinn

- pro Stonn a pro Mount?

- opgelëscht no Entreprise?

5. Wéi vill Stonnen däerfen d'Bauaarbechter maximal schaffen, opgelëscht

- pro Dag?

- pro Mount?

6. Wéi vill Stonne Repos hunn d'Aarbechter tëschent zwee Aarbechtsdeeg zegutt? Wéi oft gouf dëse Repos net agehalen?

7. Wéi vill Stonne Repos hunn d'Aarbechter tëschent zwou Aarbechtswochen zegutt? Wéi oft gouf dëse Repos net agehalen?

8 Wéi vill Iwwerstonne goufen um Schantje vum lëtzebuergesche Pavillon insgesamt erfaasst?

9. Sinn d'Aarbechter um Pavillon sozialversécher a falls jo, wéi eng Gesondheetsleeschtungen a Risike sinn duerch d'Sozialversécherung couvréiert?

10. Wou genee wunnen d'Bauaarbechter vum lëtzebuergesche Pavillon a wéi sinn d'Konditiounen an dëse Logementer (Gréisst vum Logement a m², Unzuel u Persoune pro Logementsunitéit?)

Réponse commune (04.03.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Zuel vun Aarbechter, déi um Chantier vum Lëtzebuerger Pavillon fir d'Expo Dubai 2020 schaffen ännert mat all Bauphasen. Aktuell schaffen 124 Aarbechter um Chantier vum Pavillon, hei drënner ass eng genee Oplëschtung op den 20. Februar 2020 vun der Baufirma wéi vill Aarbechter pro Entreprise um Chantier vum Lëtzebuerger Pavillon schaffen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Aarbechter si bei enger lokaler Baufirma ugestallt, déi och an Zukunft wäert op Bauprojete schaffen. Hir Aarbechtskonditioune sinn zu engem groussen Deel per Gesetz gereegelt an deemno sinn déi Aarbechtskonditiounen och no dësem Chantier, vum Lëtzebuerger Pavillon weiderhin ze applizéieren. Am Kader vun der Weltausstellung ginn d'Aarbechtskonditioune weesentlech méi komplett a kontinuéierlech kontrolléiert wéi dat soss méiglech ass. Et ass e kloert Zil vum Organisateur vun der Expo Dubai 2020, dass déi Reegelen, déi de Moment méi streng si wéi d'Gesetz, och an Zukunft an dat nationaalt Aarbechtsrecht iwwerholl ginn.

D'Gehälter vun den Aarbechter variéiere jee no Qualifikatioun, an dat bei all bedeelegter Entreprise. Dat niddregst Basisgehalt netto pro Mount läit bei 1.200 AED (ongeféier 300 EUR). Zousätzlech kréien d'Aarbechter e Logement gestallt, d'lessen an d'Kleeder gi gestallt, se hunn eng Krankeversécherung a kréien eng Rees pro Joer fir an hiert Heemechtsland bezuelt. D'Gehalt ass op een Aarbechtsdag vun 8 Stonne gerechent, an deem Montant sinn also keng Iwwerstonnen a keng Supplemente fir Iwwerstonnen dran. Iwwerstonne gi mat engem Supplement vun 100 % bezuelt.

Per Gesetz huet den normalen Aarbechtsdag 8 Stonne mat der Méiglechkeet, fir maximal 2 Iwwerstonnen ze maachen. Eng Woch huet 6 Schaffdeeg, deemno ass d'Reegelaarbechtszäit 48 Stonne pro Woch an déi maximal Aarbechtszäit ass 60 Stonnen.

Mat enger Schaffzäit pro Dag vun 8 Stonnen (an engem Maximum vun 10 Stonne mat den Iwwerstonnen), enger Paus vun 2 Stonnen am Laf vum Dag, an 2 Stonnen Trajet am Bus pro Dag, huet en Aarbechter an der Reegel 12 Stonne Rouzäit tëschent 2 Schaffdeeg (dëst si minimal 10 Stonne wann d'Iwwerstonne sollte voll genotzt ginn). Dës Zäite si bis ewell ëmmer agehale ginn, an Ausnamefäll ass et virkomm, dass den Trajet wéinst Verkéiersproblemer e wéineg méi laang gedauert huet.

Mat enger Aarbechtszäit vun 8 Stonnen den Dag, enger Mëttespaus vun 2 Stonnen, an 2 Stonnen Trajet pro Dag, kann ee vu 36 Stonne Rouzäit um Enn vun der Woch ausgoen, mat engem Minimum vu 36 Stonne falls 10 Stonne geschafft goufen. Dës Rouzäite sinn ëmmer agehale ginn. Et kann een, wéi den Organisateur et bestätegt, ausnamsweis zweemol de Mount, an dréngende Fäll, d'Aarbechter och Freides schaffe loossen. Dës Aarbecht gëtt als Iwwerstonne mat 100 % Supplement bezuelt. Dëst ass fir eenzel Funktiounen um Chantier vum Lëtzebuerger Pavillon och scho gefrot ginn.

All d'Aarbechter um Chantier vum Pavillon sinn obligatoresch sozialversécher. Generell ginn all méiglech Gesondheetsrisike vun den Assurancen an de Vereenegt Arabesch Emiraten (VAE) ofgedeckt, dozou gehéieren Traitementer am Fall vun Accidenter a Krankheete wéi och d'Hospitalisatiounen an de VAE.

D'Aarbechter wunnen op verschiddene Sitten, déi tëschent 10 an 20 Kilometer vum Site vun der Expo Dubai 2020 ewech leien. Alleguer déi Wunnenge sinn am Kader vun den Expo-Dubai-2020-Worker-Welfare-Reegelen an dem emiratesche Gesetz inspizéiert an approuvéiert. D'Zëmmeren hunn an der Moyenne 26 m² an all Aarbechter huet e Minimum vu 4 m² fir sech. Deemno sinn an esou engem Zëmmer maximal 6 Aarbechter. Et däerfe maximal 8 Aarbechter pro Zëmmer sinn, an och just wann de Krittär vun der néideger Surface pro Persoun erfëllt ass. All d'Zëmmere si klimatiséiert an hu fléissend Waasser, e gratis Internetaccès a si mat Miwwele voll equipéiert. Duschen an Toilettë si separat. Doriwwer eraus ginn et gemeinsam Iessberäicher, Openthaltsraim, Gebietsraim an Televisiounsraim.

Question 1812 (31.01.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **Plan national intégré en matière d'énergie et de climat :**

Déi final Versioun vum nationalen Energie- a Klimaplang sollt bis zum Enn vum Joer 2019 bei der Europäescher Kommissioun agereecht ginn. De Plang ass allerdéngs eréischt am Dezember am Plenum vun der Chamber diskutéiert ginn. An der Kommissiounssëtzung vum 17. Dezember 2019 huet d'Madamm Minister erkläert, am Januar nach wëllen eng Consultation publique ze organiséieren, bevir de Plang am Laf vum éischten Trimester soll op Bréissel geschéckt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Huet d'Consultation publique schonn ugefaang?

- Wa jo, ënner wéi enger Form? Wéi sollen d'Resultater mat an den nationalen Energie- a Klimaplang afiéissen?

- Wann nee, firwat huet d'Consultation publique nach net stattfonnt? Ënner wéi enger Form ass dës Consultatioun geplangt?

Réponse commune (07.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den nationalen Energie- a Klimaplang fir d'Period 2021 bis 2030 gouf den 7. Februar am Regierungsrot ugeholl.

D'Consultation publique gëtt den 12. Februar lancéiert. Wärend 45 Deeg kënnen all interesséiert Bierger an aner Acteuren hir Observatiounen a Suggestiounen zu dem integréierten Energie- a Klimaplang an dem dozougehéierende Rapport iwwert d'Ëmweltauswierkungen erareechen.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

D'Dokumenter kënne souwuel iwwer Internet (www.emwelt.lu), wéi och an de Bureaue vum Ministère fir Emwelt, Klima a nohalteg Entwécklung consultéiert ginn.

No dem Ofschloss vun der Consultation publique wäerten d'Observatiounen an d'Virschléi consideréiert ginn an déi final Versioun vum integréierten Energie- a Klimaplang dem Regierungsrot fir Approbatioun virgeluecht ginn. Uschléissend, sou wéi vum Reglement (EU) 2018/1999 iwwert de Gouvernance-System fir d'Energieunioun a fir de Klimaschutz verlaangt, wäert den definitiven Energie- a Klimplang un d'Europäesch Kommissioun geschéckt ginn.

Question 1814 (31.01.2020) de **MM. Georges Engel** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **métiers et postes recherchés par les demandeurs d'emploi :**

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) vient de publier la liste des dix métiers et profils les plus recherchés par les employeurs au Luxembourg.

Dans ce classement les métiers de l'informatique et de comptabilité sortent en tête.

1) Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre quels sont les métiers et postes les plus recherchés par les demandeurs d'emploi.

2) Quelles différences se dégagent de la comparaison de ces deux classements ?

3) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il contribuer à rapprocher l'offre et la demande en matière de l'emploi ?

Réponse (05.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le premier tableau ci-dessous renseigne les dix métiers les plus recherchés par les employeurs en 2019. Le deuxième tableau ci-dessous recense les dix métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi. Les métiers sont encodés selon le référentiel ROME, dont plus de détails sont disponibles à l'adresse suivante : https://adem.public.lu/fr/employeurs/declarer-poste-vacant/rome.html

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Pour l'interprétation de ces chiffres il convient de garder à l'esprit qu'un nombre élevé de postes déclarés ne signifie pas forcément qu'il s'agit d'un métier avec une pénurie de main-d'œuvre. De même, le fait d'observer un nombre élevé de demandes d'emploi ne signifie pas forcément qu'il s'agit de métiers sans perspectives où les demandeurs d'emploi ont beaucoup de difficultés à décrocher un poste.

Par ailleurs, les chiffres ci-dessus ne sous-entendent pas que tous ces candidats ont le profil ou les compétences requis par les employeurs. Le niveau de qualification, les compétences linguistiques ou l'expérience professionnelle des candidats ne correspondent pas forcément aux exigences des employeurs. D'un autre côté, certains métiers se caractérisent par des conditions de travail particulières, notamment en ce qui concerne les horaires.

ad 3) L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) propose des formations qui ont pour but de corriger certains déséquilibres qui existent. En se limitant aux métiers les plus recherchés, mentionnés ci-dessus, on peut notamment citer les formations suivantes :

- comptabilité : gestionnaire de salaire ;

- études et développement informatique : développeur web via la formation « Fit 4 Coding Jobs » ;

- secrétariat : secrétaire juridique, secrétaire médicale, secrétaire-comptable ;

- personnel de cuisine et service en restauration : cuisine, cuisine-pâtisserie, service-restauration ;

- nettoyage de locaux : agent de nettoyage.

Un aperçu sur toutes les formations organisées par l'ADEM est disponible via les rapports d'activité et via le portail de l'emploi : https://adem.public.lu/fr/demandeurs-demploi/Se-Former/formations-ADEM.html

L'ADEM organise également des cours de langues afin de réduire les barrières linguistiques. En 2019, un projet novateur a été lancé : Words 4 Work. Ce projet propose des cours de français, axés sur la langue et le vocabulaire utilisés dans un secteur spécifique. À l'heure actuelle les secteurs suivants sont couverts par ces formations : construction/bâtiment, commerce, Horeca et nettoyage.

L'ADEM aide aussi les jeunes demandeurs d'emploi via des mesures pour l'emploi ou des ateliers à définir un projet professionnel viable, compte tenu des opportunités d'emploi qui existent et du profil des candidats.

Le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) s'adresse aux employeurs qui désirent embaucher un demandeur d'emploi âgé de moins de 30 ans et lui offrir une formation pratique. Dans le cadre de cette mesure, où l'ADEM prend en charge une partie des frais salariaux, le jeune dispose au sein de l'entreprise d'un tuteur qui l'assiste et l'encadre et qui établit un plan de formation.

Question 1815 (03.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**éducation aux médias des enfants :**

Monsieur le Ministre a certainement pris conscience que le phénomène dangereux des Fake News prend de plus en plus d'ampleur. Ces fausses nouvelles, mensonges ou rumeurs font malheureusement partie de notre quotidien et les réseaux sociaux permettent de les répandre de plus en plus rapidement. Si pouvoir les déjouer est devenu un défi de tous les jours pour les adultes, qu'en est-il de nos enfants ? L'accord de coalition stipule que : « Afin d'assurer que les élèves deviennent des citoyens responsables et éclairés dans ce domaine, la compréhension et l'usage raisonné des nouveaux médias sera favorisé à tous les niveaux d'enseignement. » Certains pays européens ont intégré à cet effet le combat contre les fausses nouvelles dans leur programme scolaire dès le bas âge.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Est-ce que le Gouvernement s'est doté d'une stratégie pour l'éducation aux médias ? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette stratégie ?

2) Est-ce que les enseignants et professeurs sont sensibilisés à cette problématique ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre entend intégrer le combat contre les fausses nouvelles dans les programmes scolaires ?

Réponse (06.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Depuis 2014, le Gouvernement ambitionne, dans le cadre de la stratégie Digital Luxembourg, de renforcer et de consolider à terme la position du Luxembourg dans le domaine de l'ICT et de hisser le Grand-Duché en centre d'excellence High Tech. En mai 2015, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a présenté sa contribution à l'effort national avec un ensemble de mesures cohérentes reprises dans la stratégie Digital 4 Education.

La nouvelle initiative « einfach digital - Zukunftskompetenze fir staark Kanner », qui se décline en une série de mesures destinées à renforcer les compétences du 21e siècle, a été présentée début février 2020.

Étant donné que le monde de demain sera encore plus digital qu'aujourd'hui, l'école doit non seulement préparer les jeunes à leur future vie professionnelle, mais également à leur vie de citoyen. L'école doit donc aussi bien leur transmettre des compétences digitales que des attitudes proprement humaines, à savoir :

- la pensée critique ;

- la créativité ;

- la communication ;

- la collaboration ;

- le coding.

Ces « 5 c » orientent les priorités de la politique éducative en matière de digitalisation ; politique qui se place sous la devise « einfach digital ». Apprendre la langue digitale n'est pas particulièrement compliqué, cela peut se faire dès l'école fondamentale, grâce au jeu et à la stimulation intellectuelle.

En ce qui concerne plus spécifiquement le volet de l'éducation aux médias, je tiens à renvoyer au « Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias » (Medienkompass), disponible sur www.edumedia.lu. Ce guide a été élaboré par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et il est fondé sur le cadre de référence européen des compétences numériques pour les citoyens (Européen Digital Compétence Framework for Citizens). Dans le cadre d'un processus de recherche et de consultation de plusieurs années, le modèle européen a été débattu, retravaillé avec des experts du monde de l'enseignement et adapté par endroits au système éducatif luxembourgeois. Ces discussions ont conduit entre autres à la conclusion que la réflexion critique sur les informations ainsi que leur évaluation en conséquence s'avèrent essentielles.

Le guide a été présenté et discuté avec de nombreuses parties prenantes, notamment les commissions nationales de l'enseignement fondamental (CNEF), celles de l'enseignement secondaire (CNES), le collège des directeurs de l'enseignement fondamental et le ollège des directeurs de l'enseignement secondaire.

Le guide regroupe les compétences visées en cinq domaines :

- informations et données ;

- communication et collaboration ;

- création de contenus ;

- protection de données et sécurité ;

- environnement numérique.

Le sujet des fausses nouvelles fait clairement partie du volet « Informations et données » :

1.2 Analyser et évaluer des données, des informations et des contenus numériques

- Vérifier et comparer la crédibilité et la fiabilité de sources de données, d'informations et de contenus numériques

- Analyser et évaluer d'un œil critique des données, des informations et des contenus numériques

- Analyse et comparaison de sources de données (par exemple du point de vue de leur fiabilité et de leur caractère actuel)

- Types d'informations (par exemple publicité, reportage, parodie, bulletin d'informations)

- Désinformation (par exemple Fake News, canulars)

Je tiens à rappeler que l'éducation aux médias ne se fait pas dans une seule discipline, mais est traitée de manière transversale dans toutes les disciplines. Elle incombe donc à l'ensemble des équipes pédagogiques.

ad 2) La sensibilisation du personnel enseignant et éducatif à cette problématique se fait à travers un éventail d'initiatives et de manifestations.

Depuis plusieurs années, Bee Secure figure parmi les initiatives grâce auxquelles le Gouvernement entend répondre aux défis liés à Internet. Bee Secure est désormais coordonnée par le Service national de la jeunesse (SNJ), opérée par le SNJ et le Kanner-Jugendtelefon (KJT), en partenariat avec securitymadein.lu, le Ministère de l'Économie, le Ministère de la Famille, la Police grand-ducale ainsi que le Parquet général.

Au sein du Centre de jeunesse Marienthal, géré par le SNJ, une équipe pédagogique propose des activités de découverte des médias avec l'accent mis sur l'éducation à l'image. Sous le thème « Medien erliewen » sont proposées des activités dans deux domaines : la création avec les médias et l'analyse critique des médias.

Les activités dans le domaine de l'analyse critique des médias permettent aux jeunes de jeter un regard derrière les coulisses des différents formats (journal télévisé, publicités, montage photos) afin de comprendre les effets de la manipulation d'images, les techniques de la publicité et l'utilisation de différents stéréotypes pour atteindre un but très précis.

Les différentes activités dans ce domaine visent notamment à :

- renforcer l'esprit critique envers les médias ;

- renforcer les compétences des jeunes à reconnaître les motifs et les objectifs des différents médias dans leur couverture des évènements et à développer un esprit critique ;

- encourager les jeunes à mettre en question les sources lues/vues dans les médias ;

- se confronter aux questions éthiques de la manipulation d'image, voire par l'image.

Au cours de l'année scolaire 2018/2019, environ 40 groupes avec plus de 800 élèves ont participé à ces activités.

Pour l'année scolaire 2019/2020, Bee Secure a élaboré une campagne de sensibilisation autour des dangers de la désinformation et de la nécessité de remettre en question les informations véhiculées sur Internet : « #checkyourfacts - Gleef net alles um Internet ». Dans ce contexte sont traitées des questions comme : « Comment reconnaître la provenance et la qualité d'une nouvelle ? Comment la mettre en relation avec d'autres informations, collectées via d'autres canaux médiatiques ? Comment comprendre les enjeux des sujets d'actualités qui se relayent à grande vitesse ? »

Dans le cadre de cette campagne, Bee Secure a développé une toute nouvelle formation dédiée spécifiquement à la désinformation. Elle est d'ores et déjà dispensée par les collaborateurs de Bee Secure dans toutes les classes de 7e de l'enseignement secondaire. La formation est aussi disponible, sur demande, pour les autres classes de l'enseignement secondaire.

En 2019, Bee Secure a comptabilisé un total de 939 formations - 456 à l'enseignement fondamental et 483 à l'enseignement secondaire.

Le site www.edumedia.lu, qui sert de point de référence central pour l'ensemble des enseignants et pédagogues au Luxembourg, constitue un autre moyen de sensibilisation et d'information. On y trouve non seulement une explication du concept du guide des médias et du passeport médiatique, mais aussi et surtout des idées pratiques de cours, dont le sujet des fausses nouvelles fait partie intégrante.

En outre, la newsletter « eduMedia » rassemble chaque mois des informations, du matériel, des programmes et des applications intéressantes, ainsi que des manifestations et autres projets de dimension nationale ou internationale. Des informations sur des campagnes, outils ou méthodes didactiques afin de traiter la problématique des fausses nouvelles y sont communiquées.

De nombreuses offres de formations continues sur des thématiques d'éducation aux médias sont proposées en collaboration avec l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). Ces formations peuvent aussi bien être axées sur des programmes et applications spécifiques que sur les méthodes de transmission des compétences médiatiques. Plusieurs formations ont pour sujet notamment les« Fake News » (p. ex. « Manipulation durch Medien, Autorenrechte, Datenschutz und soziale Netzwerke - ein wichtiges Thema für Lehrer/-innen » ou « Suchmaschinen kennen und kritisch einsetzen - Vorschläge für die Unterrichtsarbeit »).

ad 3) Le volet des fausses nouvelles figure déjà dans les programmes scolaires actuels. Le plan d'études pour l'enseignement fondamental prévoit au chapitre « Éducation aux médias » (pp. 55-56) le développement de plusieurs compétences comme p. ex. « Reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias ». Le traitement du problème des manipulations et des fausses nouvelles en fait partie, tout comme dans le cours « Vie et société », notamment au cycle 3 dans le domaine « Kultur und Kommunikation (Die Macht von medialen Botschaften hinterfragen / Sich mit den Konzepten von Wahrheit, Wirklichkeit und ihrer Darstellung in den Medien kritisch auseinandersetzen »).

À l'enseignement secondaire, l'éducation aux médias, et donc par extension le problème abordé par l'honorable Député dans sa question parlementaire, fait partie de nombreuses disciplines, notamment des langues aux classes inférieures, de la philosophie ou encore de l'histoire. Comme à l'enseignement fondamental, le cours « Vie et société », et notamment le domaine « Culture et communication », se prête particulièrement pour traiter la question de la crédibilité et de la manipulation des informations propagées dans les médias. L'introduction de la nouvelle discipline « Sciences informatiques » aux classes inférieures à partir de 2021/2022 permettra également de couvrir ce volet.

Question 1818 (03.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **rôle du partenaire d'un membre du Gouvernement :**

De 24. Januar 2020 huet de Sonnerbeoptraagte vum Premierminister säi Rapport iwwert de groussherzoglechen Haff deposéiert. Am Rapport gouf nieft der Finanzgestioun nämlech och d'Organisatioun vum Haff an dorënner d'Roll vun der Grande-Duchesse ënnert d'Lupp geholl. Hei schreift de Rapporteur:

« (1) [...] le rôle de la Grande-Duchesse qui exerce une fonction purement représentative ne devrait pas être un sujet de discussion. » (Säit 30)

« (2) Notre Constitution ne prévoit pas de fonctions officielles pour l'épouse du Grand-Duc. Dès lors, c'est le Grand-Duc, Chef de l'État, qui devrait seul figurer dans l'organigramme de la Cour. » (Säit 32 vum Rapport)

D'Fro vun der Roll vum Partner vum Grand-Duc ass allerdéngs net nëmme beim groussherzoglechen Haff vun Interessi, mee generell bei alle Partnere vu staatleche Volleksvertrieder. Den Deontologiekodex vun der Regierung gesäit zum Beispill keng Reegele fir de Partner vun engem Minister vir, wann dësen de Minister an offizieller Missioun - zum Beispill op Auslandsreesen - begleet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Roll vum Partner vu Regierungsmemberen zu Lëtzebuerg gereegelt?

2. Am Fall wou Regierungsmemberen hire Partner op eng offiziell Rees mathuelen, wie bezilt d'Käschten, déi op dëser Rees fir dës Persoun ufalen (zum Beispill den Hotel, Restauranten, etc.)? Wéi eng Reegele gëlle generell fir d'Partner vu Regierungsmembere bei offizielle Reesen?

3. Falls keng offiziell Reegelen iwwert d'Roll vum Partner existéieren, ass de Premierminister der Opfaassung, dass d'Opstelle vun engem normative Kader zu méi Kloerheet an Transparenz bäidroe géif? Wäert d'Regierung heizou eppes ausschaffen a falls jo, bis wéini?

Réponse (05.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Roll vum Partner vu Regierungsmemberen ass net schréftlech gereegelt.

Wann d'Partner vu Regierungsmemberen op offiziellen Deplacementer vun deem Staat oder där Organisatioun, déi d'Invitatioun lancéiert hunn, mat invitéiert ginn a fir si dann och eng Roll am offizielle Programm virgesinn ass, a si déi Invitatioun unhuelen, kann de Staat d'Rees-, d'Iwwernuechtungs- an d'Iesskäschten iwwerhuelen, well si dann den Agente vum Staat assimiléiert ginn. Dëst ass net de Fall, wann dee Staat oder déi Organisatioun, déi d'Invitatioun lancéiert hunn, selwer fir déi Käschten opkommen. Dëst ass och net de Fall, wann e Partner e Regierungsmember op privater Basis fir en Deplacement begleet.

D'Regierung gesäit aktuell keng Ursaach, fir déi genannte Praxis ze änneren.

Question 1819 (03.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **remise en état de fonctionnement d'un pylône de la Société de transport d'énergie électrique du Grand-Duché de Luxembourg (Sotel) détruit lors de la tornade du 9 août 2019 :**

Suite à la tornade du 9 août dernier, en plus des nombreux dégâts causés aux immeubles des résidents des communes Käerjeng et de Pétange, des installations publiques et privées ont également été fortement endommagées. Notamment un des pylônes de la Société de transport d'énergie électrique du Grand-Duché de Luxembourg (Sotel) a été complètement détruit.

Il me revient que ce pylône et que les lignes à haute tension afférentes n'auraient toujours pas été remis en état de fonctionnement.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Est-ce que les travaux de réparation ont déjà été entamés ?

2) Dans l'affirmative, quand est-ce que ces travaux seront achevés ?

3) Dans la négative, quelles sont les raisons pour ces délais ? Est-ce que des autorisations (des autorités communales et/ou environnementales, du propriétaire des terrains, ...) sont nécessaires pour la réalisation de ces travaux ? Si tel est le cas, est-ce que toutes les autorisations ont été accordées dès à présent ?

4) Sachant que la société Sotel assure la transmission de l'électricité et la gestion de services spécialisés dans le cadre de l'approvisionnement en énergie pour des sites sidérurgiques d'ArcelorMittal, est-ce que la sécurité d'approvisionnement en électricité pour ladite entreprise est actuellement garantie ? Si oui, par quels moyens ? Si non, quel est l'effet de la rupture du moins partielle de l'approvisionnement en énergie électrique sur les sites d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

5) Quelles sont les différentes sources d'approvisionnement pour les entreprises ayant des besoins importants en énergie électrique au Luxembourg ?

6) Afin d'éviter des problèmes d'approvisionnement dans le futur (suite à des catastrophes naturelles p. ex.), des projets d'enfouissement des lignes électriques sont-ils prévus ?

Réponse (11.03.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1), 2) + 3) Sur demande, le gestionnaire du réseau industriel Sotel a confirmé les informations suivantes : ayant obtenu toutes les autorisations des autorités communales et nationales nécessaires pour le rétablissement de la ligne en question, dont au total quatre pylônes ont été endommagés, la commande pour la réparation a été passée fin 2019, sachant que certains composants étaient déjà commandés au préalable pour assurer la disponibilité de tout le matériel nécessaire dès réception de ces autorisations. La fabrication des charpentes a été lancée début 2020 et les travaux de réparation dans sur le terrain ont commencé début février, alors que des intempéries ont freiné quelque peu l'avancement du chantier.

Le planning idéal, selon Sotel, prévoit une mise en service de la ligne au courant du mois de mai 2020, tout en considérant des retards éventuels possibles engendrés par des conditions météorologiques défavorables en hiver.

ad 4) Depuis la tornade du 9 août, la quasi-totalité du réseau de Sotel est alimentée à travers la connexion transfrontalière de Sotel avec le réseau de transport français, alors que seulement quelques faibles charges ont pu être basculées sur le réseau public de Creos.

Les sites sidérurgiques ainsi que tous les autres clients industriels de Sotel sont ainsi alimentés sur cette base sous réserve que l'alimentation actuelle depuis la France reste opérationnelle. Une défaillance de cette connexion non redondante (n-1) nécessiterait en effet la mise en œuvre d'un backup ultime via le réseau Creos. La reconstitution rapide de la ligne endommagée est donc fortement indiquée.

ad 5) En fonctionnement normal, le réseau de Sotel est connecté aux réseaux français et belge, et les clients raccordés à ce réseau peuvent, via leur fournisseur, accéder aux marchés français et belge pour ce qui concerne l'approvisionnement de leurs sites. Le réseau de transport public géré par Creos est connecté via deux interconnexions à deux ternes, chacune indépendante de l'autre, au réseau de transport allemand. Les clients raccordés au réseau public peuvent, via leur fournisseur, accéder au marché allemand dans lequel le Luxembourg est intégré.

ad 6) L'envergure des travaux, les coûts y associés et l'impact environnemental et visuel de la mise en souterrain de lignes électriques à haute et à très haute tension étant très importants, la mise en souterrain systématique des lignes à haute ou à très haute tension n'est pas prévue ni par Sotel ni par Creos.

Dans ce contexte, il convient de citer certaines dispositions de la loi modifiée relative à l'organisation du marché de l'électricité qui prévoit notamment dans son article 39 que « sauf impossibilité technique ou coûts excessifs, les concessionnaires doivent procéder à une mise en souterrain des lignes à moyenne ou basse tension à l'intérieur des zones affectées à des destinations nécessitant en ordre principal des constructions immobilières sur la totalité de l'aire concernée [...] ». L'article 27, paragraphe 1 de la même loi stipule que l'« établissement, la modification, le renouvellement et l'exploitation de tout ouvrage électrique sont réalisés aux conditions économiquement les plus avantageuses par le gestionnaire de réseau qui conserve le choix quant au mode d'exécution » sachant que la mise en souterrain est une mesure qui est beaucoup plus onéreuse que la construction d'une ligne aérienne.

Pour les lignes à moyenne et basse tension, la situation est différente : il convient de souligner que la très grande partie des lignes à moyenne et basse tension sont déjà enfouies, ce qui représente une vraie mise en valeur et une distinction par rapport aux autres réseaux publics européens.

Question 1820 (03.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **classification des édifices religieux :**

Suite à l'application de la législation concernant les nouvelles relations entre l'État et les églises, il semble que les acteurs les plus divers concernés par la sauvegarde du patrimoine religieux préfèrent voir classés des édifices religieux comme monument national ou les voir mettre sur l'inventaire supplémentaire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle présenter des statistiques relatives au nombre d'églises, de chapelles, d'oratoires et d'autres édifices/maisons de prière classés comme monument national ou mis sur l'inventaire supplémentaire ?

• Quelle est l'évolution de ces dossiers depuis l'introduction de la nouvelle législation ?

• Combien de dossiers sont actuellement en cours en vue d'une classification ultérieure ?

• Dans quels/combien de cas la classification s'est-elle limitée au seul mobilier historique ?

• Est-ce que les classements se font surtout sur proposition du Service des sites et monuments nationaux ou plutôt sur l'initiative de communes, de personnes privées ou d'associations ?

Réponse (03.03.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que la protection nationale d'édifices religieux s'étend actuellement aux objets suivants :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Depuis la création du Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, la procédure de classement des édifices religieux s'est accélérée étant donné que le Conseil d'État n'émet plus d'avis relatifs à ces dossiers.

97 dossiers sont actuellement analysés en vue d'une éventuelle protection nationale.

L'église d'Itzig est à ce jour le seul cas où la protection s'est limitée au mobilier historique.

La majorité des demandes de protection se font sur l'initiative de personnes privées et de communes.

Question 1821 (04.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **subsides de la part du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) :**

E Gebai, wat ënner nationalem Denkmalschutz steet, kann - konform zum ofgeännerte Gesetz vum 18. Juli 1983 betreffend d'Conservatioun an d'Protektioun vun historesche Sitten - am Fall vun enger Restauratioun an de Genoss vu finanzielle staatlechen Aidë kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Subside sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt pro Joer, fir d'Restauratioun vun historesche Gebaier vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) verdeelt ginn?

2. Wéi verdeele sech dës Aiden opgeschlësselt no Gebaier ënner nationalem Denkmalschutz, lokalem Schutz an deenen, déi ënner enger anerer Form eligibel fir Aidë sinn?

3. Wat ass d'Maximalzomm, déi fir e Projet ausbezuelt gouf?

4. Wat sinn d'Krittäre fir d'Konformitéit mat de Standarde vum Denkmalschutz?

5. Wat geschitt, wann Aarbechten net no deene Krittären ausgefouert goufen? Wien iwwerpréift a wien iwwerwaacht dat?

6. Ginn et Oplagen, wat de Verkaf vu Gebaier, deenen hir Renovatioun/Restauratioun subsidéiert gouf, ugeet? Muss de Subsid do zréckbezuelt ginn oder en Deel vun der Plus-value un de Staat zréckgefouert ginn?

Wann net, gedenkt d'Regierung, dat ze änneren, fir d'Spekulatioun op historescher Bausubstanz ze ënnerbannen?

Réponse (04.03.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Am Tableau an der Annex I bieden ech den honorabelen Deputéierten, déi Subsiden ze fannen, déi de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) tëschent 2010 an 2019 fir déi verschidde Kategorië vu geschützte Gebaier ausbezuelt huet.

D'Maximalzomm, déi fir e Projet ausbezuelt gouf, läit bei 1.320.081 Euro. Et handelt sech heibäi ëm d'Schlass vu Meesebuerg.

Et kënne just Subventiounen accordéiert gi fir Aarbechten, déi déi historesch Bausubstanz erhale respektiv hiren Originalzoustand restauréieren, sou wéi zum Beispill Aarbechten un der Fassad oder dem Daach, d'Restauratioun vun Dieren oder Aarbechte bannen am Gebai.

D'Aarbechte gi begleet an iwwerpréift vum SSMN. D'Subventioun gëtt just dann ausbezuelt, wann d'Aarbechten esou ausgeféiert goufen, wéi se am Virfeld mam SSMN ofgemaach goufen.

Et ginn aktuell keng Oplagen am Fall vun engem Verkaf. Den Artikel 59 vum Projet de loi relative au patrimoine culturel gesäit vir, datt eng Subventioun da revoquéiert an un de Staat restituéiert ka ginn, wann de Proprietär e klasséierte Bien mat enger Plus-value verkeeft.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1822 (04.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **infrastructures critiques :**

D'Gesetz vum 28. Mee 2019 an de Règlement grand-ducal vum 21. Februar 2018 bezeie sech op d'kritesch Infrastrukturen, déi laut NIS-Direktiv 2016/1148 musse gesetzlech opgelëscht a pro Secteur/Sous-secteur kategoriséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wei vill Betriber sinn zu Lëtzebuerg als kritesch Infrastruktur (OES) klasséiert ginn?

Wei vill sinn dat der pro Secteur (Art. 1 vum Règlement grand-ducal)?

2. Wei vill signifikativ Teschefäll goufe bis ewell un d'CSSF an den ILR gemellt?

3. Goufe bis ewell Audite vu kriteschen Infrastrukturen duerchgefouert?

Wann net, ënner wei enge Konditioune ginn dës festgeluecht a fir wéini sinn déi éischt virgesinn?

Réponse (04.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Gesetz vum 28. Mee 2019 „portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 (directive NIS) du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale" huet eng europäesch Direktiv ëmgesat, déi Reegele virgesäit, fir eng héich Sécherheet vun den informatesche Systemer a Reseaue vu wichtege Servicer a verschiddene Secteuren ze garantéieren.

Dëst Gesetz definéiert den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) als nationale Point de contact unique an och als kompetent Autoritéit fir all d'Secteuren ausser de Finanzsecteuren. Dëst heescht konkreet, dass den ILR d'kompetent Autoritéit ass fir d'Secteuren Energie, Transport, Gesondheet, Verdeelung vun Drénkwaasser an digitalen Infrastrukturen. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) ass kompetent fir de Finanzsecteur.

An dësem Kontext huet den ILR d'Reglement „ILR/N19/1 du 5 novembre 2019 portant sur la fixation des services essentiels" geholl, fir déi eenzel Servicer an dëse Secteuren ze definéieren, déi als essenziell Servicer gesi ginn. Doropshin huet den ILR dann och déi verschidde Bedreiwer vun den essenzielle Servicer (opérateurs de services essentiels - OSE) designéiert, dat op Basis vun de Krittären, déi am Artikel 7 vum Gesetz vum 28. Mee 2019 definéiert sinn. D'CSSF huet hirersäits déi Servicer, déi als „essenziell" gëllen, bestëmmt, an huet och verschidde Krittäre festgehalen.

Den ILR huet am Total bis elo 44 OSE identifizéiert: Energiesecteur 12 OSE, Transportsecteur 8 OSE, Gesondheetssecteur 9 OSE, Verdeelung vun Drénkwaasser 10 OSE, an digital Infrastrukture 5 OSE. D'CSSF schätzt, dass manner wéi zéng Etablissementer ënnert déi vun hir festgehale Krittäre wäerte falen an als OSE klasséiert wäerte ginn. Déi definitiv Lëscht vun den Etablissementer, déi ënnert der Surveillance vun der CSSF stinn an déi als OSE kéinte klasséiert ginn, ass nach net aktéiert.

Dem ILR goufe bis elo keng signifikativ Tëschefall gemellt. D'CSSF huet eng Circulaire erausbruecht (CSSF 11/504), déi d'Etablissementer obligéiert, déi ënnert der Surveillance vun der CSSF stinn, all Frauden an Tëschefall, déi vun informateschen Attacke kommen, ze mellen. Am Kader vun dëser Circulaire, huet d'CSSF am Joer 2019 am Total 16 Notifikatioune krut. Et ass ze preziséieren, dass dës Notifikatiounen awer vum gesamte Finanzsecteur kommen, an dass de Perimeter vun den Tëschefäll, déi am Kader vun der Circulaire ze melle sinn, vun deem vun der Direktiv NIS ofwäicht. De Prozess fir d'Notifikatioune vun Tëschefall un d'CSSF gëtt nach finaliséiert.

Schlussendlech stellt den ILR de Bedreiwer vun engem OSE eng Plattform (serima.lu - Security-Risk-Management) zur Verfügung, mat där se kënnen, wéi am Gesetz virgesinn, eng Risikoanalys maachen. Déi Plattform, déi un déi eenzel Secteuren adaptéiert gëtt, ass amgaang elaboréiert ze ginn. Eng éischt Risikoanalys wäert an dësem Joer méiglech sinn. Audite sinn am Kader vum Gesetz vum 28. Mee 2019 méiglech, awer net zwéngend, soudass den ILR elo direkt net geplangt huet, fir Auditen ze maachen.

Question 1823 (04.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Plan d'action national de la promotion de l'agriculture biologique :**

Laut Regierungsprogramm solle bis 2025 op d'mannst 20 % vun der Agrarfläch biologesch bewirtschaft ginn. Dofir soll en neie Bio-Aktiounsplang opgestallt ginn. An dem Debat iwwert den nationale Klima- an Energieplang vum 19. Dezember 2019 huet den Här Landwirtschaftsminister informéiert, dass de Bio-Aktiounsplang quasi färdeg wier an dass en nach am Januar duerch de Regierungsrot sollt goen. Ausserdeem huet den Här Minister preziséiert, dass dertëscht mat de Partner nach eng Kéier diskutéiert géif ginn. Laut mengen Informatioune war de Bio-Aktiounsplang bis haut nach kee Sujet am Regierungsrot.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Ass de Bio-Aktiounsplang mëttlerweil färdeggestallt?

- Wien ass alles consultéiert ginn?

- Wéini gëtt de Plang publizéiert a wéini trëtt en a Kraaft?

Réponse (07.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Nieft dem Debat d'orientation sur l'agriculture biologique, deen den 2. an 3. Juli 2019 an der Chamber stattfonnt huet, hunn ech den 11. Juli 2019 ee sougenannte „World-Café" zum Plan d'action national (PAN-Bio 2025) organiséiert. Hei ware 50 verschidden Organisatiounen an Instanzen invitéiert, fir sech un der Ausaarbechtung vum PAN-Bio 2025 ze bedeelegen.

De Feedback vun den Teilnehmer huet gewisen, dass dës Aart vun Austausch begréisst ginn ass. Jiddereen hat des Weideren nach d'Méiglechkeet, den Ergebnispabeier ze kommentéieren, respektiv Verbesserungsvirschléi eranzereechen.

De PAN-Bio 2025 ass säit Dezember 2019 vu mir färdeggestallt a befënnt sech de Moment an der ministerieller Ofstëmmungsprozedur. Des Weidere fënnt nach virun der Fuesvakanz eng Diskussioun a Consultatioun mat der Landwirtschaftskammer a Vertrieder vum Biosecteur statt.

Zäitno gëtt dann de Regierungsrot mam PAN-Bio 2025 befaasst, deen ech dann uschléissend der Agrarkommissioun wäert presentéieren. Dono kann en direkt publizéiert an ëmgesat ginn.

Question 1824 (04.02.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**interdiction du jeu de tête pour jeunes footballeurs :**

En 2015, les États-Unis ont interdit le jeu de tête chez les jeunes footballeurs de moins de douze ans à cause du risque important de commotions cérébrales.

En janvier 2020, l'Écosse a décidé de suivre le même chemin, la Fédération écossaise de football devenant ainsi la première fédération européenne à introduire cette mesure.

En effet, d'après une étude de l'Université de Glasgow les anciens footballeurs auraient trois fois et demie plus de risques d'être atteints de démence, des impacts répétés d'un ballon contre la tête avant l'âge de douze ans étant un facteur contributif important.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Madame et Monsieur les Ministres, sont-ils au courant de cette décision de la Fédération écossaise de football ?

- Madame la Ministre de la Santé, combien de commotions cérébrales ont été constatées auprès de jeunes footballeurs les dernières années ?

- Quelle est la position de Madame et Monsieur les Ministres concernant l'interdiction du jeu de tête pour jeunes footballeurs ?

- Au lieu d'interdire le jeu de tête au football, il est possible d'utiliser des ballons plus légers, par exemple des ballons en mousse. Monsieur le Ministre des Sports, peut-il m'indiquer dans quelle mesure sont utilisés déjà de tels ballons aux entraînements ?

Réponse commune (11.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Le Gouvernement, qui a pris note de la décision de la Fédération écossaise de football de recommander à ses clubs de ne pas pratiquer le jeu de tête lors des entraînements des joueurs de moins de douze ans (Scottish FA Heading Guidelines), se montre généralement très attentif à toute étude scientifique touchant de près ou de loin à la santé des sportifs.

Dans la littérature médicale, il n'y a cependant pas de lien causal établi entre la réalisation de têtes au football et un risque accru de démence plus tard. L'étude de l'Université de Glasgow a comparé les cas de 7.676 joueurs ayant évolué d'antan dans les ligues professionnelles écossaises, tous ceux nés avant 1977, avec une population témoin de 23.028 personnes. La recherche a montré, d'une part, que les anciens footballeurs ont une espérance de vie plus longue que la moyenne, mais qu'en contrepartie ils ont trois fois et demie plus de chances d'être atteints de démence en vieillissant, sans que la cause exacte soit établie, par manque d'études, et pourrait par conséquent être liée à d'autres facteurs de mode de vie. Toujours concernant cette étude, il faut noter que depuis les années 60/70 la constitution des ballons a considérablement changé. En effet, alors que le poids des ballons de l'époque pouvait passer de 390 grammes à près de 600 grammes par temps de pluie, la technologie actuelle permet d'alléger considérablement les ballons devenus imperméables.

En ce qui concerne les blessures à la tête chez les enfants qui pratiquent le football, elles sont dues avant tout au contact entre joueurs. Le Ministère de la Santé ne dispose cependant pas de chiffres au sujet du nombre de commotions cérébrales constatées auprès de jeunes footballeurs au Luxembourg, comme ces données ne font pas l'objet d'une surveillance épidémiologique. La Fédération luxembourgeoise de football (FLF) y apporte en revanche une attention toute particulière en s'orientant notamment au protocole de détection des commotions « Sports Concussion Assessment Tool 2 », dit SCAT2. Ledit protocole, en permanente évolution, rediscuté tous les quatre ans aux réunions internationales et intersports dans lesquelles s'implique la Fédération internationale de football (FIFA), était jusqu'à présent mis à disposition des entraîneurs en formation à partir du niveau UEFA-B (EQF4) et le sera désormais à partir de la formation Grassroots Fundamentals (EQF2).

Toujours suivant les informations récoltées auprès de la FLF et plus précisément auprès de la structure de formation des entraîneurs, il est à noter qu'au Luxembourg l'entraînement du jeu de tête n'est préconisé qu'à partir de l'âge de 13 ans, au plus tôt, et ce en suivant méthodiquement la pratique d'apprentissage mise à disposition. Pour tout formateur désireux de débuter cet apprentissage plus tôt, il est vivement conseillé d'utiliser des ballons spéciaux, soit en mousse ou en caoutchouc léger. Le but n'étant, de toute façon, pas d'interdire, d'une manière générale, le jeu de tête mais d'apprendre aux enfants à le faire correctement. D'autre part, il est à noter que, d'une manière générale, les réformes des modes de jeu moderne dans les catégories de jeunes, amènent à ce que les séances spécifiques de jeu de tête ne soient plus d'actualité, du moins jusqu'à l'âge de 16 ans, favorisant le jeu au sol et l'apprentissage des techniques y relatives, comme c'est d'ailleurs le cas dans nos pays voisins. Finalement, la Commission médicale de l'Union européenne des associations de football (UEFA) préparerait actuellement des recommandations pour limiter les risques du jeu de tête chez les enfants, il n'y serait pas question d'interdiction du jeu de tête.

Question 1825 (05.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **service de transport personnel offert aux membres du Gouvernement :**

An engem RTL-Reportage vum 3. Februar 2020 huet den Ex-Wirtschaftsminister follgend Behaaptung gemaach:

„Dat Eenzegt, wat mir wäert feelen, ass, datt ech mech net méi hannen an den Auto sëtze kann a vir wäert ee fueren. Bis e Kolleeg mech drop opmierksam gemaach huet, dass ech och keen Auto méi hunn ab dem 5. An dat ass effektiv richteg, elo muss ech mech och nach dorëms këmmeren."

Et kéint een dës Ausso esou verstoen, dass d'Ministere fir all hir Deplacementer op e staatlechen Déngschtauto souwéi e perséinleche Chauffer zeréckgräife kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Mobilitéit follgend Froe stellen:

1. Däerf all Minister en Déngschtauto souwéi e Chauffeur fir seng privat Trajete benotzen?

2. Ass dëse Service Deel vum Traitement vun de Ministere a kritt all Minister dëse Service vum Staat zur Verfügung gestallt? Falls jo, bezuelen d'Regierungsmemberen, d'selwecht ewéi Salariéen et och bei Déngschtween vun Entreprisë maachen, Steieren op dësen Avantage?

Réponse commune (05.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Benotzung vun Déngschtween duerch Regierungsmemberen ass an den Artikelen 23 a 24 vum Arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction gereegelt.

D'Déngschtween gehéieren net de Regierungsmemberen, mee dem Staat a ginn an engem Park vu « Voitures de service au garage du Gouvernement » geréiert. D'Regierungsmembere kréie se fir d'Ausübung vun hirem Mandat zur Verfügung gestallt (Artikel 22 vum Arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction). Si sinn deemno keen Deel vum Traitement vun engem Minister.

Question 1826 (05.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réforme de la Chambre d'Agriculture :**

L'article 29 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective définit la tâche de la Chambre d'Agriculture comme suit : « La tâche de la Chambre d'Agriculture consiste à créer et à subventionner le cas échéant tous établissements, institutions, œuvres ou services d'utilité essentiellement agricole, à en féconder l'activité, à fournir des avis, à formuler des réclamations, à solliciter des informations et la production, de données statistiques. »

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois a annoncé une redéfinition des missions de cette chambre professionnelle datant de 1924 : « En concertation avec le secteur agricole, les missions de la Chambre d'Agriculture seront redéfinies afin qu'elle puisse au mieux répondre aux besoins du secteur et en particulier à ceux des jeunes agriculteurs, tenir compte aux développements récents et constituer une plateforme d'échanges pour ses membres. »

Dans le contexte de la décentralisation administrative au profit de la Nordstad, il avait été proposé, vers le début du siècle, de créer un centre de compétences agricole sur un nouveau site du Lycée technique agricole dans la Nordstad, en collaboration avec les acteurs du secteur et les administrations concernées. Le transfert des locaux de la Chambre d'Agriculture de Strassen en direction de la région Diekirch/Ettelbruck était alors également discuté afin de regrouper au maximum les différents acteurs du secteur agricole.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a-t-il déjà eu des échanges de vues avec les responsables de la Chambre d'Agriculture concernant la redéfinition de ses missions ? Dans l'affirmative, quelles ont été les vues de la Chambre d'Agriculture en cette matière et quelles mesures sont envisagées afin que la chambre professionnelle puisse mieux répondre aux besoins des jeunes agriculteurs et tenir davantage compte des développements récents ?

2) Dans la négative, des concertations avec la chambre professionnelle sont-elles prévues prochainement ?

3) En ce qui concerne un éventuel déménagement de la Chambre d'Agriculture, quels pourraient être des sites opportuns pour l'implantation de cette chambre professionnelle sur le territoire de la Nordstad ?

4) Est-ce qu'une intégration de la Chambre d'Agriculture sur le site à Gilsdorf à côté du futur Lycée technique agricole est envisageable ?

5) Dans la négative, est-ce que le château de Birtrange, classé monument national, ne pourrait pas constituer un site approprié dans ce contexte en trouvant ainsi une nouvelle destination ?

6) Le Gouvernement pourrait-il imaginer, entre autres, de s'engager à ce que la Chambre d'Agriculture puisse trouver de nouveaux locaux dans un éventuel projet réaménagé sur l'ancien site « Laduno » à Erpeldange-sur-Sûre ?

Réponse commune (06.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) En décembre 2019 a eu lieu une première réunion entre le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et la Chambre d'Agriculture pour discuter sur la redéfinition des missions de la Chambre d'Agriculture. Lors de cet échange, le comité de direction de la Chambre d'Agriculture a présenté au ministère les nouvelles orientations stratégiques de la Chambre. Celles-ci s'appuient sur une analyse fondée sur les perspectives à court, moyen et à long terme. Ces orientations répondent aux besoins du secteur et aux attentes exprimées dans l'accord de coalition. Parallèlement, la Chambre a présenté sa stratégie à l'ensemble des acteurs du secteur agricole afin d'adopter une version concertée.

Un processus est également en cours au niveau de la Chambre afin de réviser son fonctionnement et répondre ainsi de façon renforcée aux attentes des multiples et divers acteurs du secteur. Il devrait déboucher sur une mise à jour de la loi portant création de la Chambre et qui date encore de 1924 ainsi que sur son règlement d'ordre intérieur.

ad 3) En avril 2019, la Chambre d'Agriculture s'est manifestée auprès du Ministère de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural pour l'informer qu'elle ne serait pas intéressée de déménager vers la Nordstad dans un immeuble commun avec l'ASTA, tel qu'envisagé en 2017. En effet, la Chambre d'Agriculture considère qu'au vu de sa localisation actuelle à Strassen, qui offrirait plusieurs avantages, dont notamment la proximité par rapport aux centres de décisions et à leurs partenaires stratégiques situés à Luxembourg-ville et Esch-Belval, une relocalisation vers la Nordstad n'offrirait pas d'amélioration de sa situation actuelle.

En tenant compte de la prise de position de la Chambre d'Agriculture, la recherche de sites opportuns pour l'implantation de cette chambre professionnelle sur le territoire de la Nordstad n'a pas été poursuivie.

ad 4), 5) + 6) Eu égard à ce qui précède, ni les sites à Gilsdorf, ni à Erpeldange ou à Birtrange n'offriraient les avantages logistiques souhaités de la part de la Chambre d'Agriculture.

Question 1827 (05.02.2020) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **systèmes anticollision pour poids lourds :**

L'accident grave avec suites mortelles du 6 janvier causé par un camion entrant en collision avec les dernières voitures d'un bouchon a une fois de plus mis en évidence le danger potentiel émanant des poids lourds ainsi que la nécessité de faire des efforts supplémentaires en termes de sécurité routière. En effet, des accidents pareils se produisent régulièrement chez nos voisins allemands.

Depuis novembre 2018, les poids lourds nouvellement immatriculés dans l'Union européenne sont obligés de disposer d'un système anticollision qui réduit automatiquement la vitesse du véhicule de 20 km/h en présence d'un risque de collision, sans toutefois initier un arrêt complet de celui-ci. Par ailleurs, des contrôles en Allemagne ont révélé que ces systèmes sont souvent désactivés par les conducteurs.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun de rendre obligatoires des systèmes anticollision pour poids lourds qui arrêtent le véhicule complètement et d'interdire leur désactivation par les chauffeurs ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'augmenter le nombre de contrôles concernant le respect des prescriptions techniques ainsi que des normes de sécurité des poids lourds ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il utile de renforcer les sanctions relatives au non-respect des prescriptions techniques et des normes de sécurité afin de renforcer leur effet dissuasif ?

Réponse (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent sur l'introduction obligatoire de systèmes d'anticollision, capables d'arrêter un véhicule poids lourd en cas de détection d'un risque de collision, ainsi que sur les

contrôles réalisés par les autorités concernant le respect des prescriptions techniques.

Comme mentionné par les honorables Députés, la législation européenne prévoit actuellement seulement l'obligation de réduire automatiquement la vitesse d'un véhicule poids lourd en présence d'un risque de collision sans pour autant initier un arrêt complet du véhicule en cas d'une possible collision avec un véhicule à l'arrêt. En effet, le règlement n° 347 /2012 de la Commission européenne du 16 avril 2012 portant application du règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les prescriptions pour la réception par type de certaines catégories de véhicules à moteur en matière de systèmes avancés de freinage d'urgence, distingue entre deux situations différentes auxquelles le système d'anticollision d'un véhicule poids lourd doit être capable de faire face. Cependant, le règlement précité diffère entre une cible immobile et une cible en mouvement.

Conformément à la procédure d'homologation en vigueur, un système de freinage d'urgence, d'un véhicule poids lourd qui dépasse huit tonnes, doit parcourir trois phases consécutives en cas de détection d'un possible carambolage avec un obstacle à l'arrêt. Les deux premières phases consistent notamment dans un avertissement acoustique ou tactile du conducteur et une éventuelle réduction de la vitesse de 15 km/h ou de 30 % de la vitesse de croisière du véhicule. La troisième phase consiste finalement dans le freinage d'urgence avec une réduction minimale exigée de la vitesse de 20km/h en amont d'une possible collision. Pour un obstacle en mouvement, le système doit également parcourir ces trois phases, avec, comme principale différence, que le système doit être capable d'éviter toute collision avec une cible en mouvement, se déplaçant avec une vitesse constante de 12 km/h.

De ce qui précède, il y a lieu de relever que les systèmes d'anticollision, dont chaque véhicule poids lourd doit obligatoirement être équipé depuis le 1er novembre 2018 afin de pouvoir être immatriculé en Europe, disposent déjà aujourd'hui d'une performance accrue. Cependant, il est vrai qu'il serait désirable d'équiper tous les véhicules poids lourds de systèmes de freinage d'urgence permettant un arrêt complet dans toutes les conditions. D'ailleurs, conformément à la directive-cadre 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules, les États membres ne peuvent interdire, restreindre ou entraver l'immatriculation, la vente, la mise en service ou la circulation sur route de véhicules, de composants ou d'entités techniques, pour des motifs liés à des aspects de leur construction et de leur fonctionnement, s'ils répondent aux exigences des dispositions d'homologation européenne.

Ainsi le Luxembourg ne peut pas obliger les propriétaires ou détenteurs d'un véhicule poids lourd d'équiper leurs véhicules avec des systèmes de freinage encore plus sophistiqués. Toutefois, le Luxembourg s'engage en revanche à introduire des dispositions plus strictes aux niveaux européen et international pour prévenir des accidents graves, comme c'est également le cas pour le nouveau règlement 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques indépendantes de ces véhicules en ce qui concerne leur sécurité générale et la protection des occupants des véhicules et des usagers de la route non protégés.

En ce qui concerne les contrôles du respect des prescriptions techniques, les véhicules poids lourds doivent obligatoirement passer annuellement un contrôle technique. Si lors du contrôle technique une défectuosité mineure est constatée, l'échéance de la validité du certificat de contrôle technique est réduite à six mois. En cas de constatation d'une défectuosité majeure, un certificat de contrôle technique de 28 jours est émis. Uniquement après réparation, le véhicule peut être utilisé sur la voie publique jusqu'à l'échéance de ces 28 jours. Si une défectuosité critique est constatée, le véhicule ne peut plus être utilisé et doit, après sa réparation, être soumis obligatoirement à un contrôle complémentaire. Au-delà, et conformément à la directive 2014/47 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans l'Union, et abrogeant la directive 2000/30/CE, le Luxembourg s'efforce de réaliser un nombre approprié de contrôles techniques routiers, en proportion du nombre total des véhicules concernés immatriculés.

Le contrôle technique sur route vise le contrôle des véhicules poids lourds dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de leur circulation sur la voie publique. Il se focalise tout particulièrement sur des aspects relatifs à la sécurité routière (freins, pneus, éclairage) et à la protection de l'environnement (émissions, bruit).

À la suite de la signature d'un contrat de gestion avec l'État, les contrôles techniques routiers sont organisés en coopération entre, d'une part, la SNCT, dont les inspecteurs interviennent dans ces contrôles pour tout ce qui concerne le volet de l'inspection technique et, d'autre part, l'Administration des douanes et accises, dont les agents sont pourvus des prérogatives légales requises soit pour sanctionner les chauffeurs des véhicules déficients par le biais d'avertissements taxés, soit pour immobiliser les véhicules qui présentent des défectuosités trop importantes pour pouvoir continuer leur trajet sans réparation préalable. En 2019, le nombre de contrôles a porté sur 1.028 véhicules, dont 973 véhicules étaient conformes aux exigences réglementaires et 55 ont présenté des défectuosités ou des non-conformités majeures ou critiques.

Actuellement, il n'est pas prévu de renforcer les sanctions relatives au non-respect des prescriptions techniques et des normes de sécurité. Si lors d'un contrôle technique routier un véhicule révèle des défectuosités majeures ou critiques, les agents de l'Administration des douanes et accises peuvent, comme indiqué, sanctionner le conducteur. En outre, si lors d'un contrôle technique routier une ou plusieurs défectuosités ou non-conformités majeures ou critiques sont constatées, la circulation du véhicule concerné est interdite sur la voie publique. Le véhicule est immobilisé jusqu'à sa réparation ou sa mise en conformité, sinon son dépannage vers un atelier en vue d'y être réparé ou mis en conformité. Toutefois, la conduite d'un tel véhicule peut être autorisée jusqu'à l'un des ateliers de réparation les plus proches où ces défectuosités ou non-conformités peuvent être corrigées, à condition qu'il soit suffisamment remédié aux défectuosités ou non-conformités techniques en question pour qu'il parvienne jusqu'à cet atelier de réparation et qu'il ne constitue pas un danger immédiat pour la sécurité de ses occupants ou d'autres usagers de la route.

Question 1828 (05.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **prime pour jeunes agriculteurs :**

Den Junglandwirten wurde im aktuellen Agrargesetz eine Priorität eingeräumt. In diesem Sinne wurden verschiedene Instrumente und Maßnahmen eingeführt um Junglandwirten, Jungwinzern und Junggärtnern die Niederlassung zu erleichtem und ihre Agrarbetriebe auf eine solide Grundlage zu stellen. Eine solche Maßnahme stellt die Junglandwirteprämie dar. Sie dient als finanzielle Unterstützung und soll die Junglandwirte, Jungwinzer und Junggärtner in den ersten fünf Jahren bei einer Betriebsübernahme entlasten. Laut landwirtschaftlicher Fachpresse wurde diese Prämie für das Jahr 2019 spürbar reduziert. Als Grund werden ungenügende Finanzmittel angeführt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

- Kann der Herr Minister diese Informationen bestätigen?

- Was sind die Gründe dieser Kürzung?

- Über welche anderen Wege gedenkt der Herr Minister die Junglandwirte, Jungwinzer und Junggärtner gezielt zu unterstützten?

Réponse (03.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Ja, diese Information ist richtig.

Laut gemeinschaftlichen Bestimmungen entscheidet ein Mitgliedstaat über den für die Junglandwirteprämie verfügbaren EU-Rahmen. Dieser ist jedoch auf 2 % der Gesamtfinanzmittel der Direktzahlungen des ersten Pfeilers der GAP beschränkt. Luxemburg hat einen Finanzrahmen von 1,5 % festgelegt. Dies entspricht für das Jahr 2019 einer Summe von 501.000 EUR (2 % entsprechen 669.000 EUR).

Falls die erforderlichen Mittel nicht ausreichen, um die beihilfeberechtigen Antragsteller in vollem Umfang zu bedienen, so sehen die Bestimmungen folgendes vor:

- Die Teilsumme, die zwischen den Höchstwerten von 1,5 % und 2 % liegt, wird durch eine entsprechende Kürzung der Basisprämienbeträge kompensiert. Hierbei werden vorzugsweise die verfügbaren Mittel der nationalen Reserve herangezogen. Falls diese nicht ausreichen, erfolgt eine lineare Kürzung der Basisprämienbeträge.

- Die Summe, die den Höchstwert von 2 % übersteigt, führt zu einer entsprechenden linearen Kürzung der Junglandwirteprämienbeträge.

Für das Antragsjahr 2019 wurden insgesamt 151 beihilfefähige Anträge zurückbehalten. Die hierfür notwendigen Finanzmittel belaufen sich auf 979.710,46 EUR.

Aus diesem Grund musste wie folgt verfahren werden:

- Die Kompensierung der Teilüberschreitung zwischen 669.000 und 501.000 = 168.000 EUR konnte nur teilweise von der nationalen Reserve abdeckt werden. Eine zusätzliche provisorische Kürzung von 1 % musste auf den Basisprämienbeträgen angewandt werden. Diese Kürzung wird nach Rückführung ungenutzter Ansprüche in den Jahren 2018 und 2019 neu ermittelt.

- Die Überschreitung der absoluten Höchstgrenze von 979.710,46 - 669.000 = 310.710, 46 EUR führte des Weiteren zu einer linearen Kürzung der Junglandwirtepramie von 33 %.

Die vorgenommenen Kürzungen sind demnach durch die sehr hohe Anzahl an beihilfeberechtigen Junglandwirten/-winzer bedingt. Diese hohe Anzahl ist die Folge einer Regeländerung, welche ab 2018 vorsieht, dass jeder Beihilfeberechtigte die Prämie während fünf Jahren erhält. Diese Regel gilt ebenfalls rückwirkend für jene Antragsteller, die bereits vorher in den Genuss der Prämie gekommen sind und die nach der alten Regel für das Jahr 2019 ausgeschlossen waren. Ab 2020 hat die neue Regel keine rückwirkende Wirkung mehr, wodurch die Anzahl der Begünstigten wieder deutlich sinken wird (auf+/- fünfmal die Anzahl an jährlichen neuen Junglandwirten/-winzer bzw. Neueinsteiger). Der Beihilfebetrag wird folglich entsprechend wieder steigen.

Eine Auszahlung etwaiger ausstehender Beträge, um die jetzt erfolgte Kürzung auszugleichen, ist nicht möglich, da sie den festgelegten Finanzrahmen sprengen und somit gegen geltendes EU-Recht verstoßen würde.

Des Weiteren lassen die europäischen Bestimmungen keine nationale Kofinanzierung der Beihilfen des ersten Pfeilers der GAP zu.

Alle anderen Beihilfen zur Unterstützung der Junglandwirte im Rahmen des Agrargesetzes bleiben jedoch in vollem Umfang erhalten.

Question 1831 (05.02.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **étudiants sportifs :**

Les lignes directrices de l'Union européenne concernant la double carrière des athlètes, élaborées par la Commission européenne en 2013, s'intéressent entre autres aux mesures permettant d'aider les jeunes espoirs sportifs à concilier leur formation et le sport.

D'après l'accord de coalition, « le concept de la double carrière, sportive et scolaire, des élèves-sportifs les plus prometteurs continuera d'être soutenue et le dispositif sera constamment adapté à l'évolution des exigences en la matière ».

Le Sportlycée permet de soutenir la double carrière des jeunes sportifs talentueux au niveau de l'enseignement secondaire luxembourgeois.

Ceux qui poursuivent leurs études après l'obtention d'un diplôme de fin d'études et figurent toujours parmi les sportifs prometteurs doivent eux aussi pouvoir continuer à combiner études supérieures et sport.

En France et en Belgique, plusieurs universités ou écoles supérieures proposent à leurs étudiants-sportifs l'attribution d'un statut de sportif de haut niveau et le bénéfice d'avantages particuliers leur permettant de poursuivre leurs objectifs sportifs.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des lignes directrices de l'Union européenne concernant la double carrière des athlètes ?

2) Quelles sont, au Luxembourg, les mesures déjà existantes et quelles sont les mesures que Messieurs les Ministres entendent encore prendre pour aider les jeunes espoirs sportifs à trouver un équilibre entre éducation et sport ?

3) Quelles conclusions peuvent être tirées depuis l'ouverture du Sportlycée en ce qui concerne le soutien de la double carrière des jeunes sportifs talentueux au niveau de l'enseignement secondaire luxembourgeois ?

4) Est-il prévu, au-delà de la promotion du concept de la double carrière au niveau de l'enseignement secondaire, de prendre des mesures permettant d'aider les jeunes espoirs sportifs à trouver un équilibre entre études supérieures et sport ?

5) Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres sur le nombre de jeunes espoirs sportifs, qui ont accompli leurs études secondaires au Sportlycée et qui poursuivent leurs études supérieures à l'Université du Luxembourg ?

6) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des exemples de statuts de sportifs de haut niveau ou d'autres avantages particuliers attribués aux étudiants-sportifs par des universités de nos pays limitrophes ?

7) Les étudiants-sportifs les plus prometteurs du Luxembourg peuvent-ils actuellement bénéficier d'un statut ou d'avantages particuliers à l'Université du Luxembourg ?

Réponse commune (12.03.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) En guise de réponse à la question des honorables Députés, il y a lieu de revenir sur la genèse de ces lignes directrices.

L'élaboration des lignes directrices de l'Union européenne (UE) au sujet de la double carrière des athlètes fut lancée en 2009 par un groupe de travail au sein duquel le Grand-Duché de Luxembourg était représenté.

Le sujet de la promotion de la double carrière de sportifs était une des priorités lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE en 2015. Le sujet de la double carrière figurait, en effet, à l'ordre du jour de la réunion formelle des directeurs du secteur des sports du 15 septembre 2015 ainsi que d'une conférence organisée par la Présidence luxembourgeoise en date du 20 novembre 2015, événement qui s'est également tenu au Grand-Duché de Luxembourg.

Partant, les lignes directrices de l'Union européenne concernant la double carrière des athlètes n'ont pas échappé à la connaissance du Gouvernement.

ad 2) Le Ministère des Sports (MSP) et le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance (MENJE) soutiennent la promotion des jeunes espoirs sportifs des fédérations sportives conventionnées, notamment dans le cadre des centres de formation. Ces jeunes bénéficient d'un encadrement aussi bien sur le plan sportif que sur le plan scolaire, et ce depuis 1989, année de la création du premier centre de formation. Actuellement, 18 centres de formation sont soutenus par les ministères compétents dans le but d'assurer la scolarité des jeunes concernés tout en bénéficiant d'un entraînement adéquat.

Suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant des mesures spéciales et aménagements quant aux critères de promotion à l'intention d'élèves de l'enseignement postprimaire engagés sur le plan sportif ou musical dans un cadre de haut niveau, des mesures spéciales portant sur les programmes et l'organisation des études sont loisibles en faveur d'élèves de l'enseignement postprimaire engagés sur le plan sportif dans un cadre de haut niveau international et faisant valoir de bons résultats au niveau de compétitions sportives internationales.

Après la mise en place de classes à horaire aménagé et des classes sportives au Lycée Aline Mayrisch (LAML) en 2001, la création du Sportlycée en 2012 fût une étape importante dans la mise en place d'un environnement visant à soutenir les jeunes sportifs talentueux dans la réalisation de leur double carrière au niveau de l'enseignement secondaire.

En conclusion des discussions menées lors la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Ministère des Sports a recruté en 2016 un expert en matière de double carrière. Cette tâche a ensuite été confiée, depuis 2018, au Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) avec la création du service de « coordination double carrière » au sein du LIHPS, dont la mission est d'assurer la liaison avec les athlètes, les entraîneurs et les fédérations en matière de double carrière et de conseiller les sportifs, qui en font la demande, dans leurs projets de double carrière.

Il reste à ajouter que le LIPHS, constitué fin 2017 par le Ministère des Sports, le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) et la Société luxembourgeoise de médecine du sport (SLMS) - intégralement financé par l'État, par le biais d'une dotation du Ministère des Sports -, a pour objet le développement du sport de haut niveau et l'optimisation des ressources ainsi que des services destinés aux sportifs de haut niveau dont tout particulièrement la coordination « double carrière » des sportifs luxembourgeois.

Dans le cadre d'un accord de coopération entre l'établissement d'enseignement supérieur spécialisé Lunex University et le COSL, les athlètes de haut niveau ont la possibilité de bénéficier de certains aménagements spécifiques, par le biais d'un concept d'études flexible dont le but est de concilier de manière optimale sport et avenir professionnel.

En supplément des services proposés dans le cadre du Sportlycée, un dispositif de double carrière pour l'ensemble des élèves-sportifs de l'enseignement secondaire a été mis en place par le biais d'une convention signée le 11 septembre 2018 entre le MENJE et le LIHPS, en présence du COSL. Les élèves-sportifs luxembourgeois bénéficiant du dispositif, y compris, le cas échéant, ceux intégrés dans un système scolaire du secondaire à l'étranger, sont pris en charge par un tuteur dont la mission consiste à coordonner le parcours scolaire du jeune en tenant compte de son projet sportif. Les jeunes sportifs peuvent aussi bénéficier de mesures de soutien scolaire telles que des cours d'appui et des cours de rattrapage. Depuis la mise en œuvre de cette collaboration en septembre 2018, un total de 94 élèves-sportifs ont pu bénéficier de ce soutien.

À noter que la coopération du Sportlycée avec le Lycée technique de Bonnevoie permet de soutenir également les élèves-sportifs du cycle supérieur de l'enseignement secondaire général.

Pour ce qui est des mesures envisagées dans le cadre de la double carrière, il y a lieu de se référer au programme gouvernemental 2018-2023 qui dispose notamment que « le concept de la double carrière, sportive et scolaire, des élèves-sportifs les plus prometteurs continuera d'être soutenue et le dispositif sera constamment adapté à l'évolution des exigences en la matière ».

Il y a lieu de citer en outre la révision des modalités et critères d'accès à la section des sportifs d'élite de l'armée, visant notamment à en ouvrir l'accès à des sportifs de haut niveau poursuivant des études universitaires, alors que le Ministère des Sports élabore actuellement les modalités en vue de la mise en place d'une filière parallèle à l'armée pour ceux qui ne souhaitent pas intégrer celle-ci.

En tout état de cause et comme le prévoit d'ailleurs le programme gouvernemental, une concertation permanente et structurée sera de mise entre tous les acteurs concernés (ministères, COSL, LIHPS, fédérations sportives, Coque, Sportlycée, etc.) pour coordonner les efforts entrepris dans l'intérêt du sport de haut niveau, ce dans l'intérêt aussi bien des athlètes que de leurs fédérations. Cette mission incombera au nouveau Conseil supérieur des Sports, réformé afin de constituer un organe consultatif réunissant les parties prenantes en la matière.

Du point de vue infrastructures, et au vu de l'exiguïté du site au Fetschenhaff-Cents, le Gouvernement planifie la construction de nouvelles infrastructures pour le Sportlycée à Mamer.

ad 3) Depuis la mise en place du Sportlycée en 2012, il s'avère que les résultats des élèves-sportifs du Sportlycée, aussi bien sur le plan scolaire que sur le plan sportif, montrent que le concept mis en œuvre porte ses fruits.

Les résultats scolaires des élèves du Sportlycée sont évalués de façon objective par le biais des épreuves standardisées et se situent au niveau de la moyenne nationale, voire au-dessus. Il en est de même pour le taux de réussite au niveau de l'examen de fin d'études secondaires qui se situe chaque année au-dessus des 90 %.

Depuis sa création, les mesures d'aménagement proposées par le Sportlycée ont constamment évolué dans le but de créer un cadre favorable pour la promotion de la double carrière des jeunes sportifs.

Des réflexions sont actuellement menées pour adapter le concept pédagogique en vue d'une plus grande flexibilité.

ad 4) Rappelons que le LIPHS offre un service de « coordination double carrière » ayant comme mission de conseiller les sportifs qui en font la demande dans leurs projets de double carrière. Les consultations tournent souvent autour de projets de double carrière liés aux études postsecondaires.

ad 5) Outre le fait que ces chiffres ne sont pas disponibles notamment pour cause de contraintes en matière de protection de données, leur pertinence nous semble relativement peu prononcée.

ad 6) La situation des étudiants-sportifs de haut niveau varie selon les institutions d'enseignement supérieur de nos pays limitrophes. En France, les demandes des étudiants-sportifs de haut niveau sont étudiées par rapport à différents critères et il revient au recteur de l'université d'accorder le statut après avis du Comité « Sport de Haut Niveau ». En Belgique, le statut de sportif de haut niveau est octroyé par le ministre ayant le Sport dans ses attributions, sur base d'un avis d'une commission interne à l'université, composée d'experts et sur base d'un dossier remis par l'étudiant. En Allemagne, les étudiants-sportifs de haut niveau, membres d'un cadre olympique, disposent de quotas pour certains programmes d'études.

ad 7) Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, cette dernière n'enregistre pas systématiquement les étudiants-sportifs dans une catégorie distincte et n'accorde pas de statut particulier à ces étudiants, mais elle leur propose diverses options pour mieux combiner leurs études et leur carrière sportive.

Ainsi, la plupart des programmes d'études offrent la possibilité d'étudier à temps partiel. De plus, l'université est disposée à trouver des solutions flexibles, dans la mesure du possible, pour des cas individuels, pourvu que les autres critères liés à l'inscription et aux diplômes soient respectés.

Les jeunes étudiants-sportifs inscrits dans un programme de bachelor, comme tous les étudiants, doivent effectuer un semestre de mobilité obligatoire à l'étranger, mais dans bon nombre de cas, ils peuvent s'inscrire dans une université voisine de la Grande Région.

Question 1835 (06.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **plan de paix pour le Proche-Orient proposé par le Président des États-Unis :**

Le soi-disant plan de paix pour le Proche-Orient proposé par le Président des États-Unis favorablement accueilli par le côté israélien récolte une fin de non-recevoir de la part du côté palestinien et de fortes critiques notamment de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois pour sa non-conformité au droit international.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de quelle façon et selon quel agenda l'Union européenne entend réagir face aux propositions unilatérales faites par le Président des États-Unis.

2) En quoi ce plan se distingue-t-il de l'approche des « deux États » prônée par d'aucuns pays européens ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que face aux propositions déséquilibrées du Président américain une approche commune et réaliste respectant le droit international de la part de l'Union européenne serait de mise ?

Réponse (03.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, Monsieur Josep Borrell, a publié une déclaration dès le 4 février 2020, par laquelle il constate que l'initiative des États-Unis s'écarte des paramètres convenus au niveau international.

Plusieurs États membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg, ont fait des déclarations nationales pour rappeler leur attachement à la solution des deux États, fondée sur les frontières du 4 juin 1967 et le respect du droit international. Il faut néanmoins regretter une fois de plus l'absence d'accord sur une déclaration de l'Union européenne en tant que telle, sur un sujet si fondamental.

Face au risque d'annexion de la vallée du Jourdain et d'autres parties du territoire palestinien occupé par Israël, il ne suffit pas de se contenter de publier des déclarations. Il faut mieux utiliser la « boîte à outils » de la politique étrangère commune de l'Union européenne, pour défendre la solution des deux États et essayer de créer une situation plus équitable pour les deux parties.

C'est la raison pour laquelle j'ai insisté, avec plusieurs de mes collègues, pour que le processus de paix au Moyen-Orient soit inscrit en tant que point formel à l'agenda de la prochaine réunion ordinaire du Conseil des affaires étrangères, prévue le 23 mars 2020 à Bruxelles. Ce sera l'occasion pour l'UE de définir des actions concrètes pour défendre la solution des deux États fondée sur les frontières du 4 juin 1967.

ad 2) La reconnaissance de Jérusalem comme capitale « indivisée » d'Israël, la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les colonies de peuplement en Cisjordanie et la légitimation de l'annexion de la vallée du Jourdain, vont à l'encontre des paramètres convenus au niveau international, alors que l'Autorité palestinienne n'a pas été consultée dans l'élaboration de ce plan.

Il n'y aura pas de paix sans État palestinien souverain. Le Luxembourg soutient le règlement du conflit israélo-palestinien par la voie de la solution des deux États, fondée sur les frontières du 4 juin 1967 : Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, avec Jérusalem comme capitale des deux États.

Pour qu'elle soit viable, cette solution doit être négociée entre les parties et répondre aux aspirations légitimes des Israéliens et des Palestiniens. Elle doit être fondée sur le respect du droit international et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies, et sur les paramètres internationalement agréés.

ad 3) Le respect du droit international et la promotion des droits humains sont au cœur de l'action extérieure de l'Union européenne, et doivent l'être tout autant lorsqu'il s'agit de soutenir le processus de paix au Moyen-Orient. J'estime que l'Union européenne se doit de parler d'une voix forte et unie pour défendre un monde où ne règne pas la loi du plus fort, mais la force de la loi. Je m'y attèle avec tous les moyens diplomatiques à ma disposition.

Question 1839 (06.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**augmentation des accises sur le gazole non routier :**

An enger Entrevue mat Vertrieder vun der Bauerenzentral huet den Här Landwirtschaftsminister informéiert, dass déi am Kader vum nationale Klima- an Energieplang ugekënnegt Hausse vun den Akzisen och fir de „landwirtschaftleche Mazout" géif gëllen. Mat dëser Decisioun ginn onweigerlech de Baueren hir Produktiounskäschten an d'Luucht a gläichzäiteg hëlt de Konkurrenzdrock zou.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Ass en Ausgläich fir dës zousätzlech Belaaschtung fir Bauere virgesinn?

- Wa jo, wat ass genee ugeduecht?

- Wann nee, firwat net?

Réponse (25.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Eng generell Äntwert, déi eenzeg méiglech op déi gestallte Fro zu dësem Zäitpunkt, fënnt een am Projet de loi 1) relative au climat et 2) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement, Artikel 4, Punkt (5) : « Toute mesure de politique de protection climatique est évaluée quant à son impact sur l'équité sociale et, le cas échéant, complétée par un mécanisme de redistribution financière calculée en fonction de la situation sociale des personnes concernées. »

All klimaschutzpolitesch Moossnam gëtt deemno laut dem Artikel 4, Punkt (5) vum Gesetzesprojet N° 7508 betreffend d'Klima op hiren Impakt hisiichtlech der sozialer Gerechtegkeet evaluéiert.

Opgrond vun dëser Evaluatioun kann déi respektiv Mesure gegeebenefalls duerch e finanziellen Ëmverdeelungsmechanismus komplettéiert ginn, deen no der sozialer Situatioun vun deene betreffende Persoune berechent gëtt.

Question 1841 (06.02.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **passages à niveau :**

Bei villen Zuchiwwergäng sinn d'Barriäre sou agestallt, dass se relativ laang virun an nom Passage vum Zuch erof sinn, wat zu laange Waardezäite fir d'Automobiliste féiert.

Nieft der Tatsaach, dass dës laang Waardezäiten zu Staue kënne féieren, mat all den negative Repercussiounen op d'Leit, déi an der Géigend wunnen, d'Ëmwelt an d'Chauffere selwer, kann et och virkommen, dass Rettungsdéngschter am Asaz wäertvoll Zäit virun zoue Barriäre verléieren.

Wuel wëssend, datt d'Sécherheet ëmmer iewescht Prioritéit muss sinn, wollt ech der Madamm Inneministesch an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi eng modern technesch Méiglechkeete ginn et, déi d'Op- an Zoumaache vun de Barriäre méi flexibel a méi prezis mat der Positioun a Vitesse vum Zuch verbannen, fir d'Waardezäite virun de Barriäre sou wäit wéi méiglech ze reduzéieren?

2. Fir de Fall, wou et sou Technologië gëtt, ass den Här Minister gewëllt, dës Technologien och anzesetzen? Op wéi enge Plaze kéinten dës Technologië prioritär installéiert ginn? Bis wéini kéinten dës Systemer installéiert ginn?

3. Ginn d'Rettungsdéngschter am Asaz vun der CFL informéiert, wéi eng Barriäre wéini zou sinn, fir dass d'Rettungsdéngschter dee séierste Wee op hiren Asaz kënnen huelen?

4. Wann net, sinn d'Ministeren der Meenung, et wier sënnvoll, esou en Informatiounsaustausch en temps réel mat Hëllef vun den neien Technologien op d'Been ze stellen, fir dass d'Rettungsdéngschter méi séier op der Plaz kënne sinn?

Réponse commune (26.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Wann nëmme méiglech, ginn d'Barriärsanlagen iwwer Induktiounsschläifen, déi vum Zuch befuer ginn, ugesteiert. Den Emplacement vun deenen Uschaltpunkten ass ofhängeg vun der maximal op deem Streckenofschnëtt gefuerener Vitesse a vun der Unzuel vu Barriärsäerm. Hei handelt et sech ëm automatesch Anlage mat Uschaltpunkten.

Läit d'Barriär an enger Gare, esou ass déi Méiglechkeet net ëmmer ginn. Duerch d'Presenz vu Weichen, wou den Zuch d'Gleis wiessele kann, oder Gleiser, wou d'Zich hiren Depart huelen an dann eng Barriär befueren, kann een net ëmmer esou en Uschaltpunkt installéieren. An deem Fall ginn d'Barriäre mat dem Stellwierk gekoppelt. Wann eng Fuerstrooss agestallt gëtt, gëtt d'Barriär ageschalt. Sinn d'Äerm dann zou, gëtt dat un d'Stellwierk gemellt. D'Haaptsignal, dat d'Barriäre schützt, geet dann eréischt op Faart. Et handelt sech heibäi ëm eng sougenannt géigesäiteg Ofhängegkeet. Fir den Zuchtrafic fléissend ze halen, muss dëse Prozess fréizäiteg ageleet ginn, fir datt den Zuch net onnéideg bei engem zoue Signal un d'Hale kënnt.

Wat d'Ausschalte vun den automateschen Anlagen ugeet, esou geschitt dat ëmmer direkt duerch den Zuch, wann d'Barriär fräi gefuer ginn ass. D'Induktiounsschläifen am Gleis ginn déi néideg Informatioun un d'technesch Anlag weider. Déi kommandéiert dann d'Opmaache vun der Barriär.

ad 2. Fir bei signalofhängege Barriären den optimalen Zäitpunkt fir d'Astelle vun der Fuerstrooss ze fannen a fir datt d'Barriären net ze laang zou sinn, ginn op de Linne Lëtzebuerg–Waasserbëlleg, Lëtzebuer–Klengbetten, Beetebuerg–Esch/A–Péiteng a Péiteng–Lëtzebuerg elektronesch Systemer agesat, déi, jee no Kategorie vum Zuch, den optimalen Zäitpunkt fir d'Uschalte vun der Barriär wielen. Op der Linn Lëtzebuerg–Ettelbréck wäert esou e System am Hierscht 2020 a Betrib goen. Et handelt sech hei ëm eng sougenannt Zuchlenkung. Esou eng Anlag entsprécht dem leschte Stand vun der Technik.

ad 3. De CGDIS gëtt net informéiert, wann iergendwou am Land eng Barriär vun der CFL zou ass. De CGDIS gëtt par contre informéiert, wann e Passage à niveau wéinst engem Chantier eng länger Zäit gespaart ass. Déi Informatioun gëtt, wéi bei anere Chantieren, am Asazleedsystem vum 112 hannerluecht a gëtt bei der Alarméierung consideréiert.

ad 4. De reelle Notzen par rapport zum technesche Opwand, fir esou ee System anzeriichten, gëtt als éischter geréng ageschat. Situatiounen, an deenen d'Rettungsdéngschter länger Zäit virun enger Barriär waarde mussen, si seelen, awer natierlech ni ganz auszeschléissen. A ville Fäll verléiert ee manner Zäit, wann ee bei der zouer Barriär waart, wéi wann een e laangen Ëmwee a Kaf muss huelen. Et ass allgemeng méi effizient, wann d'Chauffeuren wa méiglech vu virera probéieren, e Wee ze huelen, op deem keng Barriär oder soss en Hindernis ass. Vu datt d'Zuchbarriären awer just eent vu ville méiglechen Hindernisser op der Strooss fir d'Rettungsdéngschter duerstellen, ass et net méiglech, all Hindernis am Viraus ze erkennen. D'Chauffere kennen an der Reegel och „hire Secteur" a wëssen, esou Situatiounen ze vermeiden.

Question 1843 (07.02.2020) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant **les délais à respecter pour une mise en bière :**

Lors des inhumations d'êtres humains, il y a certaines règles, obligations, prescriptions et des délais à respecter.

Ainsi, l'inhumation d'un corps humain doit avoir lieu entre la 24e et la 72e heure suivant le décès. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé au-delà de la 72e heure au vu d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur. Ceci vaut également pour les dépouilles mortelles qui seront incinérées. Elles ne peuvent être enlevées en vue de leur incinération avant la 24e heure, mais doivent l'être avant la 72e heure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Le procédé de la mise en bière et ainsi de l'exposition du corps humain sont-ils permis au Luxembourg et ainsi soumis à une autorisation ?

- Dans l'affirmative, quels sont les règles, obligations, prescriptions et délais à respecter pour une mise en bière ?

- Quels sont les règles, obligations, prescriptions et délais à respecter pour une mise en bière dans une église ou morgue publiques ?

- Quels sont les règles, obligations, prescriptions et délais à respecter pour une mise en bière dans un lieu ou immeuble privés ?

- Les ministères concernés peuvent-ils fournir des statistiques concernant les mises en bière ?

Réponse commune (16.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

- Par mise en bière, on désigne l'opération qu'effectuent les pompes funèbres en plaçant le corps d'un défunt dans son cercueil. Une telle mise en bière est obligatoire au Luxembourg (arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres). Une exposition de corps après mise en bière n'est pas spécifiquement mentionnée dans la législation.

Toujours est-il que dans un objectif de protection de santé publique, notamment pour éviter toute contamination, les autorités sanitaires refusent systématiquement de faire droit à toute demande d'ouverture du cercueil après la mise en bière.

- Une mise en bière doit être faite avant le transport de la dépouille mortelle. La législation ne définit pas de délais. En principe, les délais d'inhumation sont définis par le règlement communal sur les cimetières de la commune dans laquelle se fait l'inhumation.

- La commune peut régler des conditions particulières dans le cadre du règlement communal sur les cimetières.

- Comme une mise en bière est obligatoire avant tout transport, toutes les personnes décédées au Luxembourg sont mises en bière. Les ministres ne sont dès lors pas en mesure de fournir de tels chiffres.

Question 1844 (07.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **le contournement de Dippach-gare :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3845 vum honorabelen Deputéierte Max Hahn aus dem Joer 2018 hat de Minister Informatiounen zum Bau zum Contournement vun Dippech-Gare ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute weider Froe stellen:

1. Confirméiert de Minister, dass de Bau vum Contournement Dippech-Gare zäitlech verréckelt muss ginn, well eng Impaktstudie op Basis vum Naturschutzgesetz vun 2018 feelt? Wa jo, wat sinn d'Grënn, dass d'Verwaltung vum Minister, déi reegelméisseg mat esou Projete chargéiert ass, vergiess huet, déi néideg Autorisatioun(en) unzefroen, respektiv ze verlängeren?

2. Wéi warscheinlech ass et, dass de Projet eventuell bei déi fir Natura 2000-Zonen zoustänneg EU-Instanze geschéckt muss ginn?

3. Wéi warscheinlech ass et, dass eng nei Variant vum Tracé ausgeschafft muss ginn?

4. Wéi vill Jore Retard kritt de Bau vum Contournement der Aschätzung vum Minister no?

5. Si bis zur Fäerdegstellung vum Contournement Mesurë virgesinn, fir déi aktuell Verkéierssituatioun op der Dippecher Gare ze entlaaschten?

Réponse (17.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et ass richteg, dass, éier mam Bau vum Contournement Dippech-Gare kann ugefaange ginn, nach eng Impaktstudie op Basis vum ElE-Gesetz vun 2018 realiséiert muss ginn.

Well dëse Projet wéinst Empriseproblemer iwwer Jore blockéiert war, huet dëse missen an der Phas vum „avant-projet détaillé" liicht ugepasst ginn. Dofir ass, nodeems déi al Ëmwelt-Autorisatioun am Mäerz 2018 ofgelaf war, am August 2018 eng nei Demande fir dësen adaptéierte Projet säitens der Stroossebauverwaltung un den Ëmweltministère gestallt ginn. Den Ëmweltministère séngersäits huet am Mee 2019 op dës Demande geäntwert an eng Biotopwäertbilanzéierung gefrot. Am Januar 2020 huet sech erausgestallt, dass nach eng weider Impaktstudie (ElE) fir dëse Projet noutwendeg wär.

ad 2. Wa bei der Impaktstudie op Basis vum ElE-Gesetz en notabelen negativen Impakt op d'Natura-2000-Zon festgestallt gëtt, mussen déi zoustänneg EU-Instanzen informéiert ginn.

ad 3. D'Reglement vum 15. Mee 2018, wat d'Gesetz vum selwechten Datum exekutéiert, gesäit vir, dass e Projet wéi deen heiten, deen duerch en Natura 2000-Gebitt geet, enger „évaluation des incidences" mat Biergerbedeelegung ënnerläit. Am neien Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gëtt verlaangt, dass fir all Projet, deen e bedeitenden Afloss op en Natura-2000-Gebitt huet, eng „évaluation des incidences" muss gemaach ginn. Wann an dëser Evaluatioun en negativen Impakt net kann ausgeschloss ginn, muss och eng Evaluatioun vun alternative Léisunge gemaach ginn.

ad 4. Et war virgesinn, d'Soumissioun ze lancéieren, esoubal wéi d'Autorisatioune virgeleeën hätten, wat sech fir Ufank 2020 erwaart gi war, esou dass d'Aarbechten am Hierscht hätte kënnen ugoen. De Retard ergëtt sech also aus dem Imprevu, deen am Laf vun der Prozedur opgetaucht ass. Wann an der EIE keen notabelen negativen Impakt duerch de Projet op d'Natura-2000-Zon festgestallt gëtt, schätzen ech de Retard op ee Joer.

ad 5. Déi eenzeg kuerzfristeg denkbar an ëmsetzbar Mesure wär d'Iwwerpréiwe vun de Schléisszäite vun der Barriär. Well dës Schléisszäite sech awer duerch Sécherheetsvirschrëften am Betrib vun der Eisebunn erginn, wäert do awer kaum Spillraum bestoen.

Question 1845 (07.02.2020) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **conséquences du Brexit sur le bilan climatique de l'UE :**

En effet, selon la presse internationale, le Brexit risquerait de mettre en danger le bilan climatique de l'Union européenne : « Der Brexit gefährdet die Klimaziele der EU. » (« Die Welt », 1. Februar 2020) Et d'ajouter dans la « Welt am Sonntag » en citant un expert de « Aurora Energy Research » : « Großbritannien hat mit Abstand die beste Emissionsbilanz aller Industriestaaten. (...) Ob sich die EU die britischen CO_2-Erfolge weiterhin zurechnen könne oder nicht, mache einen erheblichen Unterschied. » Les autres États membres de l'UE devraient dès lors, selon le groupe énergétique « Steag », réduire leurs émissions de 136 millions de tonnes de CO_2 supplémentaires pour respecter toujours l'objectif de réduction actuel de 40 % des émissions au niveau de l'UE sans l'apport de Londres. Dans l'hypothèse d'une réduction de 55 % à l'horizon 2030, une réduction de 360 millions de tonnes de CO_2 serait même nécessaire.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer la mise en cause des précités objectifs de réduction de l'UE par le Brexit ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle également nous confirmer les efforts supplémentaires pour les États membres de l'UE ? Qu'en est-il pour le Luxembourg dans ce contexte ?

3) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur un éventuel maintien du Royaume-Uni dans le Système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) ?

Réponse (10.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier 2020, une période dite « période de transition » est d'application. Alors que le Royaume-Uni n'est plus représenté au sein des institutions, organes et organismes de l'Union européenne, le droit de l'Union continuera toutefois de s'appliquer au Royaume-Uni jusqu'à la fin de cette période de transition. Ceci vaut bien évidemment aussi pour le cadre législatif en place en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Durant cette phase de transition, l'Union européenne et le Royaume-Uni définiront les modalités de leur futur partenariat. Les directives de négociation y relatives, adoptées le 25 février 2020, retiennent la lutte contre le changement climatique comme un des éléments essentiels du partenariat envisagé. Ainsi, pour ce qui concerne le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, les directives de négociation prévoient la possibilité d'un « accord de liaison » en vertu duquel l'Union européenne et le Royaume-Uni associeraient leurs systèmes respectifs.

Question 1846 (10.02.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant **les décharges pour déchets inertes :**

Le Luxembourg souffre d'un manque chronique de décharges pour déchets inertes provenant de chantiers de construction, de rénovation ou de démolition et les quelques sites opérationnels présentent des capacités limitées. Or, la majorité des terres déposées sur les différentes décharges n'est pas contaminée et peut être revalorisée. Ainsi peut-on par exemple produire à partir de terres d'excavation des matériaux de construction tels du mortier et des briques de terre crues, et ce dans une logique d'économie circulaire.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

- Comment les déchets inertes non contaminés respectivement les terres d'excavation sont-ils traités et valorisés au Luxembourg ?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les quantités de terres d'excavation produites au Luxembourg ?

- Madame la Ministre peut-elle fournir le détail des capacités restantes début 2020 du réseau de décharges régionales pour déchets inertes et ce par site (décharge, remblais carrière) ?

Réponse (17.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Par définition, les déchets inertes ne sont pas contaminés et peuvent être composés de différents matériaux, tels que des matériaux de maçonnerie (béton, briques, tuiles), des terres excavées ou des pierres.

Les déchets inertes sont majoritairement traités au Luxembourg. Pour autant que ces déchets puissent être concassés afin d'en faire de nouveaux agrégats (roches, pierres, bétons, briques), cette méthode leur est appliquée, pour la plupart sur le chantier même. Ces matériaux sont alors réutilisés dans les travaux de construction et construction routière.

Les terres d'excavation, dont la nature géologique ne permet pas une telle valorisation, sont soit valorisées dans la réalisation de remblais, soit mises en décharge.

Dans la mesure où ces déchets présentent des contaminations dont les concentrations dépassent les seuils prévus pour les déchets inertes dans le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets, ils ne peuvent plus être considérés comme inertes. Étant donné que le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas de décharge pour déchets contaminés non dangereux ni pour déchets dangereux, ces déchets ne peuvent pas être éliminés au Luxembourg. En règle générale, ils sont exportés vers l'Allemagne pour être déposés en décharge autorisée pour ce type de déchets.

- Il n'est pas possible de fournir les quantités totales de déchets inertes produites au Luxembourg. En effet, tel qu'il a été mentionné ci-dessus, certains matériaux sont directement concassés sur le chantier même. Un relevé de ces quantités n'est pas fait.

La quantité de terres et cailloux excavés enregistrés en 2018 auprès de l'Administration de l'environnement correspond à presque 7,5 millions de tonnes. Ces quantités font que le Luxembourg figure en première position parmi les États membres de l'UE en ce qui concerne la production de terres d'excavation en relation avec le nombre de population.

Le secteur de la construction étant très actif au Luxembourg avec un marché de l'immobilier à prix très élevés, mais aussi à demande dépassant largement l'offre, beaucoup de constructions sont planifiées de sorte à maximiser l'utilisation du site dans les limites des règlements des bâtisses et des plans d'aménagement généraux. En conséquence, des sous-sols multiples sont planifiés, entraînant avec cela une génération de terres excavées qui épuisent les capacités des décharges et remblais à une vitesse plus élevée qu'initialement prévue.

- Le tableau suivant reprend les capacités restantes des décharges pour déchets inertes au Luxembourg. Il y a lieu de souligner que pour l'année 2019, les rapports annuels ne sont dus que pour le 31 mars 2020. Cette information n'est donc donnée qu'à titre provisoire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les valeurs des capacités restantes sont purement théoriques et ne sont pas forcément immédiatement disponibles car elles dépendent de l'activité du site, notamment au niveau des carrières où l'activité d'extraction ne doit pas être gênée par le remblayage du site et de travaux complémentaires.

Question 1847 (11.02.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **méthodes de surveillance du fisc belge :**

D'après un article paru la semaine dernière sur paperjam.lu, le fisc belge aurait recours aux nouvelles technologies et notamment la géolocalisation pour « traquer » les travailleurs frontaliers et pour mieux cibler leurs contrôles quant au respect de la tolérance des 24 jours que le frontalier belge employé au Luxembourg a « droit » de prester en télétravail. Le recours à de telles techniques de surveillance a de quoi interpeller, raison pour laquelle nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame le Ministre à la Grande Région :

- Le Gouvernement est-il au courant des méthodes appliquées par le fisc belge pour surveiller les frontaliers belges travaillant au Luxembourg ?

- Le Gouvernement est-il d'avis que l'approche du Gouvernement belge est conforme au règlement général sur la protection des données européen ?

- Le Gouvernement approuve-t-il la démarche des autorités belges ? À défaut, le Gouvernement a-t-il déjà fait part aux autorités belges de sa désapprobation ?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des informations sur l'état des négociations avec les autorités belges concernant une éventuelle augmentation de la tolérance des 24 jours en télétravail ?

- Le Gouvernement peut-il fournir une liste des administrations et services étatiques, paraétatiques (y compris les établissements publics) et communaux luxembourgeois ayant recours aux techniques de géolocalisation en précisant à chaque fois à quelles fins ces techniques sont employées ? À défaut, existe-t-il actuellement des administrations et services qui projettent d'y avoir recours ? Dans l'affirmative, à quelles fins ?

Réponse commune de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

Il relève de la responsabilité du fisc belge de choisir les méthodes qui lui semblent appropriées pour surveiller le respect de la tolérance des 24 jours par les frontaliers belges. L'Administration des contributions directes n'est pas au courant de cette pratique et n'a pas été impliquée dans quelconques discussions à cet égard.

Il ne revient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur la conformité des méthodes du fisc belge pour surveiller les résidents belges au règlement général sur la protection des données européen.

Pour ce qui concerne l'état des négociations avec les autorités belges sur une éventuelle augmentation de la tolérance des 24 jours en télétravail, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1506 du 21 novembre 2019 de l'honorable Député Léon Golden

concernant le « télétravail pour les frontaliers belges ».

Le repérage de communications est encadré par l'article 67-1 du Code de procédure pénale. Ce dernier prévoit que le juge d'instruction peut faire procéder au repérage, s'il estime qu'il existe des circonstances qui rendent ce dernier nécessaire à la manifestation de la vérité, et si les faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement. Pour ce faire il peut requérir au besoin le concours technique des opérateurs de télécommunications et/ou du fournisseur de services de télécommunications. L'article prévoit par ailleurs que la personne dont un moyen de télécommunication a fait l'objet d'un repérage devra être informée de la mesure ordonnée au cours même de l'instruction et en tout cas au plus tard dans les douze mois qui courent à partir de la date de l'ordonnance.

Question 1850 (11.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**apprentissage :**

D'Digitaliséierung huet e groussen Afloss op den Aarbechtsmarché. Grad am Beräich vun Ausbildungs- an Aarbechtsplazen op CCP-Niveau stellen automatiséiert Aarbechtsofleef eng Konkurrenz zum traditionelle Salarié duer, esoudass d'Unzuel u fräie Plazen ëmmer méi limitéiert ass. Fir Persounen trotz dësen aktuellen Erausfuerderungen den Zougang zu fräien Ausbildungsplazen ze vereinfachen, kënnen Interesséierter beim Beruffsinformatiounszentrum (BIZ) Dokumenter ufroen, op deene fräi Ausbildungsplazen opgefouert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Entitéit ass zoustänneg, fir d'Informatiounen aus den Dokumenter vum BIZ mat der tatsächlecher Offer un Ausbildungsplaze à jour ze halen?

2. Wéi oft ginn d'Dokumenter vum BIZ à jour gesat?

3. Ginn Ausbildungsplazen a Beruffer, déi iwwer e CCP an en DAP accessibel sinn, getrennt no de jeeweilege Formatiounen opgelëscht oder gëtt et eng gemeinsam Lëscht fir Ausbildungsplaze fir CCP- an DAP-Formatiounen?

Falls Leschtes de Fall ass, firwat gëtt hei net differenzéiert?

Réponse (18.03.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. De Service d'orientation professionnelle vun der ADEM ass fir d'Léierplazevermëttlung zu Lëtzebuerg responsabel. Dat ass dee selwechte Service, deem de Beruffsinformatiounszentrum (BIZ) gehéiert. De BIZ ass en Informatiounszentrum, deen e gratis Zougang zu enger ganzer Rei Print- an Onlinemedien ubitt, déi iwwert d'Theeme Beruffswal an Aarbecht informéieren. Vum Gesetz hier ass all Kandidat(in), deen/déi eng Léier wëll ufänken, verflicht, sech am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM anzeschreiwen, an all Ausbildungsbetrib ass obligéiert, all oppe Léierplazen an deem Service ze deklaréieren. Doropshi kann de Service de betreffende Kandidaten déi appropriéiert Léierplazofferen aushändegen.

ad 2. All Ausbildungsbetrib muss e Formulaire zwecks Léierplazemeldung ausfëllen, op deem de Betrib preziséiert, a welchem Apprentissageniveau CCP (Certificat de capacité professionnelle), DAP (Diplôme d'aptitude professionnelle), DT (Diplôme de technicien) oder TRF (Apprentissage transfrontalier) d'Léiermeedchen/de Léierbouf eng Beruffsausbildung kann absolvéieren.

Doropshin encodéiert de Service d'orientation professionnelle déi Léierplazoffer a senger Datebank an de/déi betreffend(e) Kandidat(in) kritt eng Léierplazoffer op Pabeier ausgehändegt, wourop den Ausbildungsberuff an den entspriechende Qualifikatiounsniveau (CCP, DAP, DT oder TRF) vermierkt sinn.

D'Léierplazoffer bleift an der Datebank vum Service d'orientation professionnelle sou laang aktiv, bis de betreffende Betrib schréftlech matdeelt, dass seng oppe Léierplaz vun engem Léiermeedchen/Léierbouf besat ginn ass oder dass hien d'Léierplazemeldung wëll annuléieren. An deem Fall gëtt déi oppe Léierplaz onverzüglech als reservéiert oder annuléiert an der Datebank erfaasst, soudass keen anere Kandidat méi dës Léierplazoffer kann ausgestallt kréien.

Zousätzlech dozou ruffen d'Mataarbechter vum Service d'orientation professionnelle an de Méint September an Dezember a sämtlechen Ausbildungsbetriber u fir nozefroen, ob hir deklaréiert Léierplazofferen nach ëmmer aktuell sinn an d'ADEM hinne weiderhi Kandidate soll vermëttelen.

Nei Léierverträg kënne just tëscht dem 16. Juli an dem 31. Oktober ofgeschloss ginn. Nom 31. Oktober si just Reprisë vu Léierverträg ausstellbar an zwar am Fall vun Apprentien, déi wärend hirem Parcours d'apprentissage de Léiervertrag gekënnegt kruten an dann en neien Ausbildungsbetrib musse fannen, fir mat hirer Léier weiderzefueren.

Et muss ee bemierken, dass de Service d'orientation professionnelle d'Kandidaten dorop hiweist, dass déi jeeweileg Léierplazofferen och anere Kandidaten ausgehändegt ginn, soudass et wichteg ass, schnellstens de Kontakt mam betreffenden Ausbildungsbetrib opzehuelen, fir senge Konkurrenten zäitlech zevirzekommen.

ad 3. Wéi schonn ënner ad 2. beschriwwen, gëtt tëscht CCP, DAP, DT oder TRF differenzéiert.

Question 1851 (11.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **la poubelle pour déchets biodégradables :**

D'Chamber hat de 16. Mee 2019 am Kader vun der Debatt zum Klima eng Motioun adoptéiert, alles ze ënnerhuelen, fir Lëtzebuerg zum Spëtzereider an der Offallvermeidung an Offallverwäertung ze maachen. Um Punkt 10 gëtt d'Regierung invitéiert „à assurer à ce que les collectes séparées obligatoires depuis 1994 soient mises en place partout au Luxembourg". D'Motioun nennt awer keen Datum, bis wéini dës Mesurë mussen ëmgesat ginn. Dee gläichen Dag gouf eng Motioun vun de Piraten ofgeleent, déi mam 1. Januar 2020 e konkreeten Datum fir d'Aféiere vun enger Biopoubelle am ganze Land gefuerdert hat an dat ënnert dem Virwand, dass de Punkt 10 vun der adoptéierter Motioun dëst géif virgesinn.

Aus den Äntwerten op meng parlamentaresch Fro N° 0903 vum 16. Juli 2019 goung ervir, dass nach net all Gemeng am Land senge Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet bitt, hir Bio-Offäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen, mee dass „déi meescht Gemenge bis 2020 eng Biopoubelle wäerten ubidden." D'Ministesch hat des Weideren ugemierkt, dass laut dem Offallwirtschaftsgesetz vum 21. Mäerz 2012 d'Gemengen an der Flicht sinn, eng Bio-Offallsammlung unzebidden. Den Delai, fir dëst ëmzesetzen, war 2014.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Inneministesch an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tonne Bio-Offäll gouf et am Joer 2019?

2. Wéi vill Tonne Bio-Offäll si säit 2014 am Reschtoffall gelant (opgelëscht pro Joer)?

3. Wéi eng Gemenge bidden hire Biergerinnen a Bierger, Stand 2020, keng Méiglechkeet, hir Bio-Offäll separat vum Reschtoffall ze entsuergen?

4. Wéi eng Gemenge sinn zënter dem Refus vun der Motioun vum 16. Mee 2019 nei am Reseau vun de Biopoubellen derbäi komm?

5. Wéi vill Entreprisë benotze Biopoubellen am Betrib?

Réponse commune (17.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Leider leien eis fir 2019 nach keng Donnéeë vir. D'Gemengen hunn nach bis den 31. Mäerz Zäit, fir der Ëmweltverwaltung hire Joresbericht eranzeschécken. D'Donneeë vun 2018 sinn nach amgaangen, validéiert an opbereet ze ginn, dofir kann zu dësem Zäitpunkt nach keng definitiv Ausso fir dat Joer gemaach ginn.

2017 goufen an de Gemengen insgesamt 32. 314 Tonne Bio-Offäll agesammelt. Opgedeelt op déi verschidde Gemengesyndikater waren et 941 Tonnen am SIDEC, 3.649 Tonnen am SIGRE a 27.724 Tonnen am SIDOR-Gebitt.

ad 2. D'Reschtoffallanalys, wou genau gekuckt gëtt, wéi eng Fraktiounen an der groer Poubelle ze fanne sinn, gëtt a reegelméissegen Ofstänn erneiert. Esou huet d'Reschtoffallanalys vun 2013/2014 erginn, datt, héichgerechent, d'Bio-Offäll ronn 30 % (Gewiicht) vum Reschtoffall ausmaachen. Dat si 67,9 Kilo pro Awunner a Joer.

D'Resultater vun der rezenter Reschtoffallanalys vun 2018/2019 weisen, datt den Undeel vu Bio-Offäll am Reschtoffall 32 % (Gewiicht) ausmaachen. Well awer déi spezifesch Quantitéit u Reschtoffall erofgaangen ass, stellt dëst nëmme méi nach 61,2 Kilo pro Awunner a Joer duer.

ad 3. Am SIDOR-Gebitt bidden zwou Gemengen nach keng Biopoubelle un, dat si Steesel a Walfer.

Am SIGRE-Gebitt bitt d'Gemeng Lenneng keng Biopoubelle un.

Am SIDEC-Gebitt si se amgaangen, d'Biopoubelle anzeféieren. Bis ewell gouf et nëmmen an de Gemenge Luerenzweiler an lerpeldeng eng Biopoubelle, dëst soll awer dëst Joer op all SIDEC-Gemengen erweidert ginn. Esou fänkt déi physesch Verdeelung vun de Poubellë Mëtt Mäerz an der Stad Dikrech un, fir dann no a no am ganze SIDEC ugebueden ze ginn. Ab Juli ginn dann déi éischt Biopoubellen am SIDEC eidel gemaach.

ad 4. Zënter dem Refus vun der Motioun vum 16. Mee 2019 ass d'Gemeng Wuermer derbäikomm. An anere Gemenge gëtt awer un der Aféierung geschafft.

ad 5. D'Ëmweltverwaltung huet keng Zuelen, wéi vill Entreprisen eng Biopoubelle hunn. Et ass awer gewosst, datt vun deene 5.419 Betriber, déi un d'SuperDrecksKëscht fir Betriber ugeschloss sinn an déi 60,7 % vun der aktiver Bevëlkerung beschäftegen (Source: Statec, 3. Quartal), 2.148 Betriber eng Biopoubelle hunn.

Question 1852 (12.02.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **2e Plan d'action du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme :**

Lors de sa séance du 11 décembre 2019, le Conseil de Gouvernement a approuvé le projet de PAN 2020-2022 du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme préparé par le groupe de travail ad hoc. Il s'agit de la deuxième édition d'un plan ayant pour but de donner suite aux engagements internationaux du Luxembourg de renforcer le respect et la promotion des droits humains.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire :

1) Quels sont les conditions, le cadre et le stade d'avancement de l'étude concernant l'élaboration éventuelle d'une base légale au Luxembourg ?

2) Quel processus de diligence raisonnable en matière de droits humains est introduit dans quels mécanismes de partenariats publics-privés ?

3) Dans quelle mesure le Luxembourg s'engage-t-il afin qu'une réglementation au niveau de l'Union européenne soit élaborée en cette matière ?

4) Quel est l'état de la mise en œuvre du règlement européen sur les minerais de conflit qui devra entrer en vigueur le 1er janvier 2021 ?

Réponse commune (12.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) L'accord de coalition 2018-2023 a retenu que « la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises luxembourgeoises domiciliées à Luxembourg sera étudiée ». Le 11 décembre 2019, le Conseil de Gouvernement a approuvé la deuxième édition du Plan d'action national « Entreprises et droits de l'homme » couvrant les années 2020 à 2022 (PAN 2) qui énumère, parmi ses actions concrètes, l'étude de la possibilité de légiférer sur un devoir de diligence.

Une première analyse interne effectuée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes a constaté que les initiatives et stratégies prises par les États membres de l'Union européenne en matière de conduite responsable des entreprises varient considérablement en termes de champs d'application et de portée. Il résulte de ces nombreuses initiatives non coordonnées une mosaïque qui soulève des questions en matière d'application uniforme entre États membres alors même que nos entreprises évoluent dans le cadre du marché unique, ce qui complique la mise en œuvre d'un véritable commerce responsable en Europe. De ce fait, une plus étroite coordination au niveau européen est souhaitable.

Comme annoncé par le Ministre des Affaires étrangères et européennes à la Chambre des Députés le 26 février 2020, une étude plus approfondie et complémentaire à la première sera effectuée. Cette étude sera réalisée par une partie tierce experte, avec pour objectif d'examiner les risques liés à la multiplication des initiatives diverses prises par les États membres. De même, une telle étude devrait porter sur l'impact potentiel qu'une législation au niveau national pourrait éventuellement avoir pour les entreprises concernées (en termes de coûts et de compétitivité) et sur le niveau du respect pour les droits de l'homme en général.

ad 2) Le 2e Plan d'action du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme prévoit d'introduire la diligence raisonnable en matière de droits humains dans les mécanismes de partenariats publics-privés.

Depuis 2016, la Coopération luxembourgeoise dispose, en partenariat avec la Chambre de Commerce et le Ministère de l'Économie, de la Business Partnership Facility (BPF). Il s'agit d'un outil de cofinancement, qui soutient des entreprises privées basées au Luxembourg et dans l'UE pour les inciter à mettre en œuvre des projets à impact durables dans les pays en développement et ceci en collaboration avec un partenaire local.

En 2019, le respect des droits humains a été introduit formellement comme un des critères de sélection dans le cadre de cette facilité. À partir de l'année 2020, cet aspect sera encore renforcé, et un engagement formel des entreprises sélectionnées de respecter les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme sera considéré comme un critère essentiel lors de la sélection des projets qui seront cofinancés, ce qui doit inciter les entreprises concernées à signer le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme », qui est actuellement en cours d'élaboration.

Ce Pacte national sera également présenté aux entreprises à participation majoritaire de l'État, dont notamment LuxDev et le Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF), qui seront incitées à le signer et à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies au sein de l'entreprise.

ad 3) Le Luxembourg s'est exprimé lors de la réunion du Conseil des Affaires étrangères en format Commerce du 21 novembre et du Conseil des Affaires étrangères du 9 décembre 2019 en faveur d'une initiative européenne pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales et pour garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur. La Commission européenne a été invitée à proposer un plan d'action de l'UE relatif à la conduite responsable des entreprises.

La Commission européenne a publié le 24 février 2020 une étude qui porte sur les obligations de diligence dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises (Study on due diligence requirements through the suppiy choin). Ce texte présente plusieurs pistes d'action tout en pointant vers l'utilité de l'introduction d'un devoir de diligence en tant que norme de conduite au niveau européen. Un tel cadre normatif harmonisé viserait, notamment, à garantir la sécurité juridique et à établir des règles de jeu équitables. Le Luxembourg va s'engager en vue d'un suivi de cette étude, et avait annoncé que le Ministre des Affaires étrangères et européennes entendait soulever ce point au Conseil Commerce du 12 mars 2020, Conseil qui vient toutefois d'être annulé en raison de la pandémie du Covid-19.

ad 4) Le 3 avril 2017, le Conseil des ministres de l'Union européenne a approuvé le règlement européen (UE) 2017/821 sur les minerais de conflit, qui fixe des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union européenne qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or (3TG). Le règlement est entré en vigueur le 8 juin 2017, mais la majorité des dispositions ne seront applicables qu'à partir du 1er janvier 2021.

Un avant-projet de loi pour la mise en œuvre du règlement sur les minerais de conflit, veillant à son application effective, est en cours de préparation par le Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Question 1855 (12.02.2020) de **M. Claude Haagen** *(CSV)* concernant **le trafic routier à Diekirch :**

Le ministère responsable, à l'époque le Ministère du Développement durable et des Infra-

structures, et la Ville de Diekirch ont d'un commun accord initié en 2018 une étude relative à la circulation au centre-ville de Diekirch. L'analyse du trafic routier avait comme objectif la réduction de la circulation interurbaine et le développement de la mobilité douce. L'étude en question a été réalisé entre le 10 janvier 2018 et le 9 juillet 2018. Le conseil communal de la Ville de Diekirch a avisé favorablement cette étude le 17 juillet 2018.

Actuellement, la Ville de Diekirch, en collaboration avec les ministères et administrations étatiques, est contrainte de prévoir à court terme un nombre important de projets routiers.

Or, il me revient que deux ans après le début de l'étude susmentionnée, les avis du Département de la mobilité et des transports ainsi que de l'Administration des ponts et chaussées ne seraient pas encore finalisés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que les deux avis, impatiemment attendus par la Ville de Diekirch, ne sont pas encore finalisés ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards ?

3) Dans quels délais les avis seront-ils finalisés ?

4) Les différentes conclusions et propositions énumérées dans l'étude en question sont-elles, vu les délais, toujours d'actualité à ce jour ?

5) Quel sera l'impact des conclusions de l'étude ainsi que des avis sur les différents projets d'infrastructures routières locaux voire régionaux en cours d'élaboration ?

Réponse (17.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Il est vrai que l'étude en question a connu des retards, or, malgré ces délais, les différentes conclusions et propositions intermédiaires faisant partie de l'étude sont toujours d'actualité.

La finalisation de l'évaluation des résultats de l'étude est prévue pour la fin du premier trimestre de l'année courante. Il importe de noter que l'impact sur les cinq projets suivants, se déroulant dans les alentours et à Diekirch, devra être considéré :

1) la partie 1 et la partie 2 du couloir multimodal (N7) entre Ettelbruck et Diekirch ;

2) la rue Clairefontaine (N17) ;

3) la rue du Pont (N14) ;

4) le CR351A : rue du Palais - rue des Tilleuls - rue de l'Industrie et

5) le nouvel accès « Härebierg ».

Les projets 2), 3) et 4) ont été classés en tant qu'urgents par les responsables de la Ville de Diekirch, ceci en raison de la nécessité de renouveler les réseaux d'infrastructures.

En tenant compte de tous ces projets, il est évident que l'évaluation de l'étude en question constitue un dossier complexe qui nécessite une analyse approfondie.

Question 1857 (12.02.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **langue des signes allemande :**

Die deutsche Gebärdensprache (DGS) wurde durch das Gesetz vom 23. September 2018 offiziell als eigenständige Sprache anerkannt, indem sie in das Sprachengesetz von 1984 eingetragen wurde. Gehörlose, Schwerhörige sowie Menschen, die nicht in der Lage sind, lautsprachlich zu kommunizieren, bekamen damit das Recht, in den Beziehungen zu öffentlichen Verwaltungen auf Gebärdensprache - und damit auf einen entsprechenden Dolmetscher - zurückzugreifen. Zur Zeit des Inkrafttretens des Gesetzes gab es in Luxemburg zwei Gebärdendolmetscherinnen.

Das oben genannte Gesetz sieht außerdem vor, dass hörgeschädigte Menschen sowie ihre Angehörigen und Partner je 100 Stunden Kurse in deutscher Gebärdensprache kostenlos in Anspruch nehmen können. Jedes betroffene Kind erhält darüber hinaus das Recht, dem Unterricht sowohl in der Grund- als auch in der Sekundarschule in Gebärdensprache zu folgen.

In diesem Zusammenhang habe ich folgende Fragen an die Ministerin für Familie und Integration sowie den Minister für Bildung, Kinder und Jugend:

1. Wie hoch liegt die Anzahl der aktuell in Luxemburg ansässigen Gebärdendolmetscher? In welchen beruflichen Tätigkeitsfeldern sind diese derzeit beschäftigt?

2. Wie hoch liegt die Anzahl der in Luxemburg niedergelassenen Gebärdendolmetscher, die ausschließlich der Gemeinschaft der erwachsenen Gehörlosen zu den gesetzlich vorgesehenen Übersetzungszwecken bei Behördengängen zur Verfügung stehen?

3. Mit welchen Maßnahmen gedenken die Minister, sowohl die Ausbildung als auch den Beruf des Gebärdensprachendolmetschers attraktiver zu gestalten und gesetzlich zu regeln?

4. Sehen die Minister in diesem Sinne vor, einen Lehrplan für die deutsche Gebärdensprache auszuarbeiten und planen sie, diesem eine legale Basis zu verleihen? Wird diese legale Basis gegebenenfalls für den Unterricht bindend sein und in welchem Maße wird dieses Fach in den Stundenplan der Grundschulen und Sekundarschulen integriert?

5. Von welchen Lehrkräften soll die deutsche Gebärdensprache unterrichtet werden und inwiefern werden die Lehrkräfte auf diese Aufgabe vorbereitet?

6. Ziehen die Minister in Erwägung, das Fach „Hörgeschädigtenkunde" im entsprechenden Kompetenzzentrum (Centre de logopédie) als eigenständiges Fach einzuführen, um die Schüler und Schülerinnen mit der Kultur und Lebenswelt Hörgeschädigter vertraut zu machen?

7. Ziehen die Minister in Erwägung, die Gebärdensprache als Kommunikationssprache in den Abschlussexamen der Sekundarschulen anzuerkennen?

Réponse commune (20.03.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Zurzeit gibt es drei in Luxemburg ansässige Gebärdendolmetscher.

Zwei sind im Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives (Centre de logopédie) beschäftigt und sind somit im schulischen Bereich tätig.

Die Handlungsfelder der Gebärdensprachdolmetscher des Centre de logopédie sind unter anderem:

- Arbeit mit Kindern in der Frühförderung, im vorschulischen und schulischen Bereich bis ins Jugendalter;

- Arbeit mit dem Lehrpersonal und mit den Eltern;

- Arbeit im Centre de logopédie und in den anderen öffentlichen Schulen Luxemburgs.

Die dritte Gebärdendolmetscherin ist bei der Vereinigung Solidarität mit Hörgeschädigten ASBL beschäftigt. Diese Gebärdendolmetscherin ist, unter anderem, für das Dolmetschen von Weiterbildungen, für die ein Antrag auf menschliche Hilfe gestellt werden kann, für das Dolmetschen von Bewerbungsgesprächen beim Staat, für Gespräche bei Ministerien und staatlichen Verwaltungen zuständig und wird vom Familienministerium über eine Konvention mit Solidarität mit Hörgeschädigten ASBL finanziert. Dieses Dolmetschen ist für hörgeschädigte Personen immer kostenlos.

Arztbesuche und sonstige private Termine werden von den hörgeschädigten Personen über die Geldleistungen für Hörgeschädigte der Pflegeversicherung bezahlt.

In Luxemburg gibt es keine Gebärdendolmetscher, die ausschließlich der Gemeinschaft der erwachsenen Gehörlosen zu den gesetzlich vorgesehenen Übersetzungszwecken bei Behördengängen zur Verfügung stehen.

Sind die in Luxemburg ansässigen Gebärdendolmetscher nicht verfügbar, organisiert die Hörgeschädigtenberatung Ersatzdolmetscher aus der deutschsprachigen Großregion.

ad 3. Die Regierung nimmt jede Gelegenheit wahr, für den Beruf des Gebärdensprachdolmetschers zu werben. Dies geschieht zum Beispiel anlässlich der jährlichen Foire de l'étudiant oder beim Praxis- und Kontakttag, den die Fakultät für Geisteswissenschaften, Erziehungswissenschaften und Sozialwissenschaften der Universität Luxemburg jedes Jahr organisiert. Die Informationsstelle für Studierende, CEDIES, stellt den Beruf des Gebärdensprachdolmetschers in ihren Veröffentlichungen vor und weist zum Beispiel in der Rubrik „Beruf des Monats" darauf hin.

ad 4. Innerhalb des Centre de logopédie arbeitet derzeit eine Arbeitsgruppe intensiv an der Entwicklung eines Lehrplanes für die deutsche Gebärdensprache in der Grundschule und in der Sekundarschule. Es wird angestrebt, dass die Arbeiten im Herbst 2020 fertiggestellt sind.

ad 5. Die deutsche Gebärdensprache soll von Förderschullehrern mit einem Aufbaustudium „deutsche Gebärdensprache" unterrichtet werden. Ebenso sollen fachkundige Personen oder Muttersprachler in deutscher Gebärdensprache die deutsche Gebärdensprache unterrichten, wenn sie die Bedingungen erfüllen, um an den öffentlichen Schulen zu arbeiten.

ad 6. Es ist nicht vorgesehen, „Hörgeschädigtenkunde" als eigenständiges Fach zu unterrichten. Es ist allerdings wichtig, die genannten Aspekte („Schüler und Schülerinnen mit der Kultur und Lebenswelt Hörgeschädigter vertraut machen") als transversale Kompetenzen in den Unterricht hörgeschädigter Kinder und Jugendlicher zu integrieren.

ad 7. Laut dem abgeänderten Gesetz vom 24. Februar 1984 über die Sprachen werden hörgeschädigte Schüler das Recht haben, ihre Grund- und Sekundarschulbildung in Gebärdensprache zu erhalten, gemäß den Bedingungen, die im Gesetz vom 20. Juli 2018 über die Einrichtung psychopädagogischer Kompetenzzentren für die schulische Inklusion festgelegt sind. Sie haben ebenso das Recht, angemessene Vorkehrungen zu beantragen, die es ihnen ermöglichen, ihren Bedürfnissen entsprechend die von ihnen erworbenen Fähigkeiten in Prüfungen oder Examen unter Beweis zu stellen. Die hierzu benötigten Vorkehrungen werden gemäß Gesetz vom 15. Juli 2011 über den Zugang zu schulischen und beruflichen Qualifikationen für Schüler mit Förderbedarf von der Kommission für angemessene Vorkehrungen beschlossen.

Question 1864 (13.02.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant **le bureau de poste à Remich :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Ufro N° 1728 iwwert de Postbüro zu Réimech huet de viregte Wirtschaftsminister Étienne Schneider geschriwwen, d'Ännerungen am Ugebuet vun de Servicer wäre mat de lokale Gemengenautoritéiten ofgestëmmt: „All dës Änneruge sinn an Zesummenaarbecht mat der Réimecher Gemeng op de Wee bruecht ginn."

Dëst bestreit de Schäfferot vun der Stad Réimech formell. An enger offizieller Stellungnam distanzéiert e sech vun dëser Äntwert a seet: „Dëst ass absolutt net de Fall. An enger Entrevue mat dem Schäfferot Enn vum Joer hunn déi Responsabel vu POST hir Pläng (iwwert d'Plënnere vum Postbüro an der Reduktioun vun de Servicer) matgedeelt. De Schäfferot war absolutt net frou driwwer, besonnesch net iwwert de Fait accompli (...). Et ass sech iwwer méiglech Verbesserungsvirschléi (...) auserneegesat ginn. (...) D'Vertrieder vu POST hunn dës Doleancen an Informatioune mat op de Wee geholl, allerdéngs ouni datt dës weeder kommentéiert nach schlussendlech gehéiert goufen."

De Schäfferot huet „dës Ännerung als kontraproduktiv fir d'Liewen am Zentrum vu Réimech charakteriséiert. Et ass sech iwwer méiglech Verbesserungsvirschléi, ewéi beispillsweis e ‚Point POST' an enger gewëssener Unzuel vu ‚boîtes postales' ënnen a Réimech auserneegesat ginn (esou wéi iwwert den) Defizit um Niveau vun den Telekommunikatiounsservicer."

Ech wëll dowéinst follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot stellen:

- Wéi positionéiert sech den Här Wirtschaftsminister Fayot zu der Äntwert vu sengem Virgänger Schneider, déi der Gemeng Réimech no d'Realitéit net erëmspigelt?

- Wéi steet den Här Minister Fayot zu de Verbesserungsvirschléi vun de Gemengeverantwortleche vu Réimech?

- Wéi steet den haitege Wirtschaftsminister dozou, datt POST Lëtzebuerg mat hirem Postscheck (CCP) ëmmer manner Finanzdéngschter ubitt, an dat op ëmmer manner Plazen am Land?

- Confirméiert de Wirtschaftsminister Fayot d'Politik vu sengem Virgänger Schneider am Beräich vum Postwiesen esou gutt wéi wat d'„Entreprise des Postes et Télécommunications" POST ugeet? Oder wéi gesäit seng Alternativpositioun aus?

Réponse (17.03.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Op Nofro hin huet POST bestätegt, dass d'Direktesch vu POST Courrier, d'Madamm Hjoerdis Stahl, zesumme mat der Responsabeler fir d'Relatioune mat de Clienten, den 23. Oktober 2019 perséinlech beim Réimecher Buergermeeschter war, fir him ze exposéieren, wat de Projet vu POST zu Réimech wier.

D'Direktioun vu POST seet, dass se no där Entrevue der Iwwerzeegung war, dass ee sech eens wier, dass d'Gebai vum Réimecher Postbüro, direkt an der Haaptstrooss mat vill Verkéier a wéineg Parkplazen, net ideal léich, virun allem, wann ee bedenkt, dass ëmmer méi Clienten op d'Post Päck siche kommen.

POST Courrier wäert, iwwert déi initial Propositioun eraus, eng Pack-Up-Statioun beim neie Postbüro zu Réimech opriichten an och de Réimecher Gemengeverantwortlechen hir Verbesserungsvirschléi préiwen.

CCP bitt net manner Finanzdéngschtleeschtungen, am Géigendeel: POST Finance huet de 6. Februar 2020 de Kontakt mam Client moderniséiert an déi nei E-Banking-Applikatioun „eboo" lancéiert. Esou huet de Client d'Méiglechkeet, zu all Ament an egal wou hie grad ass, vun all de Finanzdéngschtleeschtungen, och vun deenen, déi zesumme mat der Bank Raiffeisen ugebuede ginn, Gebrauch ze maachen.

Doriwwer eraus bitt POST och Finanzdéngschtleeschtungen doheem iwwert de Bréifdréier un. Dës Offer riicht sech virun allem u Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn.

De Wirtschaftsminister ënnerstëtzt d'Bestriewunge vu POST, fir de Betrib lafend ze moderniséieren a seng Servicer un d'Besoine vun de Clienten unzepassen.

Question 1867 (13.02.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**opération d'espionnage « Rubicon » :**

Aus den internationale Medien ass de Public an de leschten Deeg gewuer ginn, dass d'CIA an de Bundesnachrichtendienst (BND) iwwer eng Schäifirma an der Schwäiz mam Numnn Crypto AG a ronn 120 Länner souwuel Feind ewéi och Frënd ausspionéiert hunn. Dës Firma huet anere Länner Verschlësselungstechnik ugebueden an huet esou iwwer agebauten Hannerdieren - sougenannte „Backdoors" - Geräter a Softwareprogrammer vun de Clientë konnten ausspionéieren. Doduerch konnten den amerikaneschen an den däitschen Noriichtendéngscht verschlësselt Kommunikatioun iwwerwaachen a matliesen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister follgend Froe stellen:

1. Benotzt de Lëtzebuerger Staat aktuell Apparater oder Logicielle vun der Crypto AG? Ginn aner Servicer vun dëser Firma oder hiren Nofollger beusprocht?

2. Huet de Lëtzebuerger Staat an der Vergaangenheet Apparater oder Logicielle vun der Crypto AG kaf oder agesat? Goufen aner Servicer vun dëser Firma oder hiren Nofollger beusprocht?

3. Falls jo, wéi eng Konsequenzen zitt de Lëtzebuerger Staat aus der sougenannter Operatioun „Rubicon"?

Réponse (12.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De Lëtzebuerger Staat benotzt aktuell keng Apparater oder Logicielle vu Crypto AG oder vun hiren Nofollger.

Opgrond vun de geopolitesche Changementer an Europa nom Kale Krich an am Kader vun de Preparatioune fir d'Uglidderunge vun den zentraleuropäesche Staaten un d'Europäesch Communautéit, huet de Lëtzebuerger Staat an der Vergaangenheet punktuell Gebrauch gemaach vun Equipement vu Crypto AG. De Lëtzebuerger Staat huet awer keng Informatiounen déi dorop schléisse loossen, datt en Apparat zu Lëtzebuerg vun der Operatioun „Rubicon" betraff war. Déi zoustänneg Autoritéiten op däitscher an amerikanescher Säit goufen ëm eng Stellungnam gefrot.

Question 1868 (13.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**opération d'espionnage « Rubicon » :**

Récemment un pool transnational de journalistes d'investigation de l'émission télévisée suisse « SRF Rundschau », de la télévision allemande ZDF et du « Washington Post » ont mis la main sur 280 pages de documents classifiés. Ceux-ci attestent que le Service fédéral allemand de renseignement (BND) et la CIA ont scellé une alliance secrète pour espionner une centaine d'États dans le monde entre 1970 et 1993. Afin de mettre en œuvre cette opération baptisée « Rubicon », le BND et la CIA ont utilisé les technologies truquées de la société zougoise Crypto AG, championne du codage et du décodage des communications depuis le début de la guerre froide.

Selon les enquêteurs de ZDF, « Rubicon » constitue « l'une des opérations de renseigne-

ment les plus réussies de l'après-guerre ». Cette collaboration a permis l'écoute des « communications diplomatiques et militaires de nombreux pays du tiers-monde et d'Europe ».

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

- Le Service de renseignement de l'État (SREL) a-t-il également eu recours dans le passé au service de la société suisse Crypto AG (notamment dans la période entre 1970 et 1993), respectivement le SREL est-il à cette date toujours client de ladite entreprise ?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences Monsieur le Ministre d'État a-t-il ou envisage-t-il de tirer suite aux révélations récentes décrites ci-dessus ?

- Monsieur le Ministre d'État a-t-il des informations que le Luxembourg figurait parmi les cibles des actions d'espionnage concertées par le BND et la CIA ?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences entend-il tirer de cette affaire ?

- Sinon, Monsieur le Ministre d'État est-il en contact avec les responsables politiques suisses, allemands et américains afin de connaître plus de détails sur l'opération « Rubicon » ?

Réponse (12.03.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le Service de renseignement de l'État n'est pas client de l'entreprise Crypto AG et il n'existe actuellement aucun élément laissant présager que le Service de renseignement de l'État ait eu recours aux services de Crypto AG dans la période entre 1970 et 1993. À la suite des changements géopolitiques en Europe après la guerre froide et dans le cadre de la préparation de l'adhésion des pays d'Europe centrale aux Communautés européennes, le Service de renseignement de l'État a acquis une machine vendue par Crypto AG en 1997, qui, selon les informations disponibles à cette date, n'a plus été utilisée après 2003.

Il n'existe, selon les informations disponibles à cette date, aucun élément d'information laissant présager que le Luxembourg ait été visé dans le cadre de l'opération « Rubicon ». Cela étant, une prise de position à ce sujet a été sollicitée auprès des autorités allemandes et américaines compétentes.

Question 1870 (13.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales :**

Heimat géif ech gären op meng mëndlech Fro aus der Chamberssitzung vum 11. Februar zréckkommen. Meng Fro war, ob den Här Finanzminister bereet wier, en Inventaire vun den Entreprisen, Sociétés de portefeuille, Sociétés d'investissements an all anere Konstrukter, déi keng „personne physique" sinn an zu Lëtzebuerg am Besëtz vu Grond oder Immobilie sinn, ze ënnerbreeden - dat Ganzt op Basis vun de Kadasterdonnéeën. D'Kadasterdonnéeë sinn am Prinzip ëffentlech zougänglech an et wär fir deen Eenzelen eng Sisyphusaarbecht fir all dës Donnéeën eenzel unzefroen an ze bezuelen. Doweinst wier et méi einfach, wann den zoustännege Ministère dem LISER an/oder dem Observatoire de l'habitat dës exhaustiv Lëscht géif zur Verfügung stellen, op Basis vun där kéint eng Etüd ausgeschafft ginn, déi d'Besëtzverhältnesser um Logementsmarché zu Lëtzebuerg genee kéint opzeechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Héichschoul a Fuerschung a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Här Finanzminister, wiert Dir bereet dem LISER an/oder dem Observatoire de l'habitat de genannten Inventaire zur Verfügung ze stellen? Wann net, finwat net?

2. Här Minister fir Logement, wiert Dir bereet dem Observatoire de l'habitat d'Missioun ze ginn, eng Analys vun de Besëtzverhältnesser um Logements- an Terrainsmarché duerchzeféieren?

3. Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung, wiert Dir bereet dem LISER d'Missioun ze ginn, eng Analys vun de Besëtzverhältnesser um Logements- an Terrainsmarché duerchzeféieren?

4. Dir Häre Ministere fir Finanzen, Logement, Héichschoul a Fuerschung, wiert Dir bereet, a Concertatioun tëscht dësen dräi Ministèren, déi genee Modalitéite vun enger Etüd iwwer Besëtzverhältnesser um Logements- an Terrainsmarché ze diskutéieren an dann an Optrag ze ginn?

Réponse commune (12.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Am Kader vun de Besëtzverhältnesser um Immobilieemarché ginn eng Rei Froen iwwer eng méiglech wëssenschaftlech Etüd gestallt.

Am Februar 2019 huet den Observatoire de l'habitat eng éischt Etüd zum Theema vun de Besëtzverhältnesser veréffentlecht[3]. Zu gläicher Zäit krut de LISER am Kader vum Observatoire de l'habitat vum Wunnengsbauministère den Optrag, dës Etüd weiderzeféieren an ze verdéiwen, fir e besseren Iwwerbléck ze kréien, wéi sech d'Konzentratioun vum Immobiliebesëtz an de leschte Joren zu Lëtzebuerg entwéckelt huet. Den Optrag bezitt sech esouwuel op den Immobiliebesëtz vu Privatpersoune wéi och vu Gesellschaften.

Deementspriechend goufen déi dofir néideg Donnéeë beim Kadaster ugefrot. Am Moment gëtt gekuckt, ob an ënner wéi enger Form dës Informatiounen am Respekt vun de gesetzleche Bestëmmungen zum Schutz vu perséinlechen Donnéeë kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Fir déi gefroten Donnéeën a Statistiken ze generéieren a well d'Publicité foncière net als statisteschen Outil ugeluecht ass, muss gekuckt ginn, ob de Kadaster och mat den néidegen techneschen Applikatiounen ekipéiert ka ginn. An deem Kontext schafft d'Administratioun ganz enk mam CTIE zesummen.

Parallell muss eng weider Etüd iwwert d'Konzentratioun vum Immobilieebesëtz och de Bénéficiaire économique vun de Gesellschafte mat a Betruecht zéien. Am anere Fall géife weesentlech Aspekter ignoréiert ginn, besonnesch dann, wann Immobiliebesëtz an engem Grupp iwwer méi Gesellschafte verdeelt ass.

De Sujet, deen den honorabelen Deputéierte uschwätzt, gëtt also ganz enk mat de concernéierte Partie studéiert an d'Recherchë wäerten och an Zukunft weidergefouert ginn. D'Etüd wäert och kënnen am Kader vun der Konventioun tëschent dem Wunnengsbauminister an dem LISER realiséiert a finanzéiert ginn.

Question 1874 (13.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant **la rupture de stock de médicaments :**

Les grandes entreprises pharmaceutiques, pour des raisons de rentabilité, ont transféré dans une large mesure la production respectivement l'approvisionnement de substances actives à valeur ajoutée réduite dans des pays à coûts de production moindres, surtout en Asie.

La crise actuelle du coronavirus risque de compromettre l'approvisionnement, étant donné que certaines entreprises pharmaceutiques chinoises, pour des raisons sanitaires, ont dû interrompre leur production.

Or, certains médicaments connaissent déjà actuellement des ruptures de stock qui risquent de s'aggraver, étant donné la dépendance des producteurs occidentaux de matières premières venant des régions de crise.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si le Conseil des ministres est saisi de ces problèmes potentiels pour notre approvisionnement en certains médicaments.

- Quelles sont, le cas échéant, les réponses à une pénurie éventuelle ?

Réponse (17.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En raison de l'épidémie du virus corona, il ne peut pas être exclu que, par exemple, des vacances forcées, des quarantaines et des interruptions dans les itinéraires de livraison puissent entraîner des goulots d'étranglement pour l'approvisionnement en médicaments.

Même si certains médicaments font l'objet d'indisponibilités, à ce jour, la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé n'a reçu aucune notification de rupture d'approvisionnement directement liée à l'épidémie de Covid-19.

Les titulaires d'autorisations de mise sur le marché et les fabricants sont tenus par la législation de l'UE d'informer les autorités compétentes des États membres bien à l'avance en cas de rupture d'approvisionnement entraînant une pénurie ou une cessation du marché.

Par ailleurs, une analyse d'impact de l'épidémie de 2019-nCoV sur les chaînes d'approvisionnement pharmaceutique dans l'UE, et notamment sur les médicaments essentiels est actuellement en cours auprès de l'EMA (Agence européenne des médicaments) et du réseau des autorités compétentes HMA (Heads of Medicines Agencies) dont le Luxembourg fait partie.

[3] La note n° 23 de l'Observatoire de l'habitat : Le degré de concentration de la détention du potentiel foncier destiné à l'habitat en 2016

L'agence européenne des médicaments (EMA) a rappelé aux titulaires d'autorisations de mise sur le marché qui sont responsables de la continuité de l'approvisionnement de leurs médicaments qu'ils devraient veiller à ce que leurs chaînes d'approvisionnement soient suffisamment préparées pour résister aux ruptures d'approvisionnement. Parmi ces mesures, les firmes prévoient la détention de stocks supplémentaires ou la possibilité de recourir à un approvisionnement alternatif en produits et matériaux.

Les autorités sanitaires sont en communication quasi quotidienne avec l'EMA et les autres autorités compétentes de l'UE pour obtenir de plus amples informations, y compris des informations pertinentes sur les produits autorisés au niveau national.

Les mesures de remédiation aux pénuries actuellement en place à la DPM prennent en compte la durée de l'indisponibilité, le type de médicament concerné (par exemple caractère essentiel), la part de marché qu'il représente (nombre de patients concernés) et consistent à envisager des alternatives (par exemple autre substance active, autre voie d'administration, magistrales) ou bien des dérogations et importations.

Enfin, au sein du groupe HMA (auquel participe la DPM), l'EMA a mis en place un groupe de pilotage qui évalue l'impact de l'épidémie de coronavirus sur la disponibilité des médicaments à usage humain et vétérinaire afin de fournir une orientation stratégique en cas de pénurie de médicaments due au coronavirus nécessitant une intervention urgente.

Question 1876 (13.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **actifs immobiliers de la BCEE :**

D'Spuerkeess (BCEE) gehéiert zu 100 % dem Lëtzebuerger Staat. Vu datt de Logementsproblem zu Lëtzebuerg sech zouspëtzt an endlech muss gehandelt ginn, gëllt et erauszefannen, wéi vill potenzielle Wunnraum an Terrainen d'Spuerkeess momentan besëtzt. Net genotzten Terrainen a Wunnenge kéinten direkt dem Wunnengsbau an dem Wunnraum am Allgemengen zegutt kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Terrain besëtzt d'Spuerkeess (BCEE) an hir Duechtergesellschaften, déi am Bauperimeter vun enger Gemeng leien? (opgelëscht no de Gemengen)

2. Wéi vill Prozent vun der Gesamtfläch vu Gebaier, déi der Spuerkeess (BCEE) gehéieren, ginn aktuell vun der Spuerkees (BCEE) selwer genotzt?

3. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch gi fir Büroen oder Geschäfter verlount?

4. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch ginn als Wunnraum verlount?

5. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch ginn aktuell net genotzt?

6. Wéi vill Prozent vun dëser Gesamtfläch ginn als Déngschtwunneng zur Verfügung gestallt?

7. Wéi vill Immobilien zu Wunnzwecker ënnerhält d'Spuerkeess (BCEE) oder eng vun hiren Duechtergesellschaften aktuell? Wéi vill dovunner gi verlount a wat ass den Duerchschnëttsloyer pro Quadratmeter?

8. Ass d'Spuerkeess (BCEE) selwer aktuell als Promoteur um Immobiliemarché aktiv? Wa jo, wéi vill Quadratmeter Wunnraum huet d'Spuerkees (BCEE) oder eng vun hiren Duechtergesellschaften, an deene leschten zéng Joer, opgeschlësselt no Joer, zu wéi engem Duerchschnëttspräis pro Quadratmeter, verkaaft?

9. Inwiefern kéint d'Spuerkeess (BCEE) vu staatlechen Hëllefe fir de sozialen a lokative Wunnraum profitéieren?

10. Ass vu Säite vun der Spuerkeess (BCEE) geplangt, Terrainen, déi am Bauperimeter léien, fir de lokative Wunnraum ze notzen?

Réponse (12.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Laut dem Artikel 25 vum Gesetz vum 24. Mäerz 1989 iwwert d'Spuerkeess, exercéiert den Finanzminister d'„haute surveillance sur les activités d'intérêt général" vun der Bank. D'Spuerkeess ass kee Service public, mee en autonomen Établissement public, deen der Konkurrenz ënnerläit an deem seng Administratioun a Gestioun vun dem Verwaltungsrot an dem Comité de direction gemaach ginn (Artikel 7 vum Gesetz vum 24. Mäerz 1989). Dëst ass och schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N° 1863 vum 13. Februar 2020 vum honorabelen Deputéierten Marc Spautz a N° 1866 vum 13. Februar 2020 vun den honorabelen Deputéierten Francine Closener a Georges Engel preziséiert ginn.

Am Bezuch op déi verschidde Froen, déi vum honorabelen Deputéierte gestallt goufen, huet d'Spuerkeess follgend Äntwerte ginn:

« En application des dispositions de l'article 4 de la loi du 24 mars 1989 sur la BCEE telle que modifiée, la BCEE a pour objet de faire, dans les limites fixées par ou en vertu des lois et règlements applicables aux établissements de crédit, seule ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne, physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

Il en résulte que la BCEE n'est pas autorisée à exercer l'activité de promotion sur le marché immobilier luxembourgeois alors qu'une telle activité ne s'inscrit pas dans l'objet d'un établissement de crédit tel que prévu par les dispositions de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier telle que modifiée.

Concernant plus particulièrement les questions relatives à la gestion du patrimoine immobilier de la BCEE, la quasi-intégralité de la surface des immeubles appartenant à la banque est utilisée dans le cadre de l'exercice des activités bancaires et financières propres de la banque.

Aucun membre des organes dirigeants ou du personnel de la banque ne bénéficie d'un logement de fonction.

Le conseil d'administration et le comité de direction gèrent les actifs immobiliers dans l'intérêt de la banque en application des lois et règlements en vigueur et sous la supervision des autorités de surveillance compétentes. »

Question 1878 (14.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant **les compteurs intelligents :**

D'Gesetz vum 7. August 2012 an d'Gesetz vum 19. Juni 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché de l'électricité leeë fest, dass d'Gestionnairë vun de Stroumreseaue bis Enn 2019 d'Stroumzieler a ganz Lëtzebuerg austauschen an duerch nei Smartmeteren („Smarty") ersetze mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn zum aktuellen Zäitpunkt nach kee Smartmeter?

2. Wat geschitt, wa Persoune refuséieren e Smartmeter bei sech am Haus installéieren ze loossen?

Dierft oder misst de Stroumubidder an esou Fäll eng Coupure vum Raccordement électrique virhuelen?

Réponse (12.03.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am Kader vun hirer Missioun rapportéieren d'Netzbedreiwer reegelméisseg den aktuelle Stand vum Smartmeter-Deploiement. Fir den 31. Dezember 2019 gouf en Taux vun 91,5 % uginn, dat heescht vun insgesamt 312.067 installéierte Compteure waren 285.419 Smartmeter an 26.648 al Compteuren am Asaz.

ad 2. Mat der Modifikatioun vum Stroumgesetz gouf 2012 d'legal Basis geschaf, de Lëtzebuerger Energiesystem duerch Uschléss mat Smartmeteren a Richtung Smartgrid weiderzeentwéckelen. De Smartmeter ass en Outil-clef vun der Transition énergétique an erméiglecht dem Netznotzer ewéi och der Allgemengheet eng méi effizient an intelligent Énergienotzung. De Smartmeter erméiglecht dem Client, zum Beispill seng Consommatioun ze suivéieren a gegeebenefalls ze reduzéieren a facilitéiert de Wiessel vum Stroumubidder. En erméiglecht him, an Zukunft vun neien Tariffer ze profitéieren an un Energiecommunautéiten ze participéieren. Anescht wéi den analoge Compteur, gëtt de Smartmeter op Distanz ofgelies, ouni e Rendez-vous sur place organiséieren ze mussen a spuert nieft dem Zäitopwand säitens dem Client och Käschte fir all d'Netznotzer an.

Fir der Allgemengheet dës Virdeeler, déi e Smartgrid bidd, zougänglech ze maachen, huet de Legislateur den Netzbedreiwer opgedroen, den Uschloss vun all Notzer mat engem Smartmeter ze equipéieren. D'Stroumgesetz raumt dem Netzbedreiwer d'Entscheedungs-

muecht bezüglech dem Comptage an. Et ermächtegt hien, d'Modalitéiten an d'Konditioune vum Comptage a senge Conditions générales d'utilisations (CGU) ze definéieren. Déi gemeinsam CGU vun de Lëtzebuerger Netzbedreiwer, déi am Kader vun enger Procédure d'acceptation vum Institut luxembourgois de régulation (ILR) approuvéiert goufen, gesi vir, dass den Notzer zu kengem Zäitpunkt Proprietär vum Compteur ass a sech verflicht dem Netzbedreiwer Plaz zur Verfügung ze stellen, fir säi Compteur ze installéieren. D'Relatioun tëschent dem Netzbedreiwer an dem Notzer ass diesbezüglech kontraktueller an dohier privatrechtlecher Natur. Wéi eng Moyenen de Netzbedreiwer asetzt, fir dem Notzer seng Dezfaillance ze sanktionéieren, zum Beispill duerch Ofschalten, läit a sengem Ermoossenspillraum an ass, le cas échéant, vun engem Geriicht ze bewäerten.

Bis ewell ass awer kee Fall bekannt wou en Notzer opgrond vu sengem Refus e Smartmeter installéieren ze loossen, vum Netzbedreiwer ofgeschalt gouf. Au contraire berichten d'Netzbedreiwer, dass se am Fall vun engem Refus versichen, zesumme mam Notzer eng passend Léisung ze fannen, wat meeschtens och gelénգt. De Fokus läit hei bei ausféierlechen Informatiounsgespréicher, bei deenen de Notzer de Fonctionnement vum Smartmeter an d'Verwäertung vun de Verbrauchsdonnéeë méi am Detail erkläert kritt. Am Fall vun enger Elektrohypersensibilitéit kann den neie Compteur mat engem zousätzleche Filter ekipéiert ginn, fir déi wéineg Stralen, déi do sinn, weider ze reduzéieren. Zousätzlech ass ze bemierken, dass al Compteuren zousätzlech Käschte verursaachen, zum Beispill opgrond vum manuellen Ofliesen a Verschaffen. D'Héicht an d'Verdeelung vun dëse Käschte ginn aktuell evaluéiert.

Et sief an deem Kontext op Informatiounen zum Smartmeter op dem Site vu Luxmetering verwisen: https://www.luxmetering.lu/pdf/LM FAQ%20 Smart Meter pu DE.pdf

Question 1879 (14.02.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **Parquet européen :**

En effet, selon nos informations et selon la presse nationale, le Parquet européen - un nouvel organisme européen chargé de lutter contre la grande criminalité transfrontalière portant atteinte au budget de l'UE qui siégera à Luxembourg-Kirchberg et débutera ses activités, en principe, en novembre 2020 - souffrirait déjà d'un manque d'effectifs et de moyens financiers qui risquerait de mettre en danger son efficacité voire son fonctionnement. Selon wort.lu (11 septembre 2019), « le Parquet européen devait initialement avoir 118 emplois à plein temps, sans compter les 90 postes transférés de l'Office européen antifraude (OLAF) à Bruxelles, selon un accord conclu en 2015. 208 postes au total qui, vraisemblablement, ne verront finalement pas le jour ». La presse internationale fait même état du fait que seulement une trentaine de postes seraient prévus, la plupart pour la mise en place du système IT. Traiter des milliers de cas de fraude avec une poignée d'experts seulement mènerait à l'échec. Ceci d'autant plus que la plupart des États membres n'auraient prévu qu'un procureur à mi-temps pour faire le lien national avec l'institution européenne.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les précités problèmes relatifs à un manque d'effectifs et de moyens du nouveau Parquet européen avec siège à Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles initiatives du Gouvernement pour remédier à ces problèmes ?

Réponse commune (11.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Parquet européen, dont le siège est à Luxembourg, capitale judiciaire de l'Union européenne, aura pour mission de rechercher, de poursuivre et de renvoyer en jugement les auteurs des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE ainsi que des infractions qui leur sont indissociablement liées. Il devra à l'évidence disposer des ressources humaines et financières adéquates pour accomplir sa mission de manière efficiente et garantir une réponse pénale percutante.

Pour ce faire, le Parquet européen reposera dès le premier jour de son activité opérationnelle, prévu pour novembre 2020, sur une structure à double niveau, central et décentralisé.

À l'échelon central, le Parquet européen sera composé d'abord de la cheffe du Parquet européen et des procureurs européens, un par État membre participant (c'est-à-dire en l'état, 22 procureurs européens). Le bureau central reposera sur deux organes distincts, le Collège et les chambres permanentes. Ces dernières superviseront et dirigeront les enquêtes et les poursuites et elles assureront également la coordination des enquêtes et des poursuites dans les dossiers transfrontières. En outre, la cheffe du Parquet européen et les 22 procureurs européens seront assistés au niveau central par des fonctionnaires et agents qui constitueront un appui soit administratif (y inclus un directeur administratif et son équipe de soutien), soit juridique, soit opérationnel.

Le niveau décentralisé sera constitué par les procureurs européens délégués, qui seront affectés dans les États membres participants (ils ne seront donc pas affectés au bureau central). Ils seront chargés des enquêtes et des poursuites sur le terrain et agiront au nom du Parquet européen dans leurs États membres respectifs à partir des orientations et des instructions de l'échelon central. Chaque État membre participant compte au minimum deux procureurs européens délégués. Le règlement fondateur du Parquet européen prévoit expressément la possibilité d'une double attribution, c'est-à-dire qu'un procureur européen délégué pourra également exercer les fonctions de procureur national, pour autant que cela ne l'empêche pas de s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant que procureur européen délégué. Conformément au règlement fondateur, la cheffe du Parquet européen consulte et doit parvenir à un accord avec les autorités de chaque État membre participant sur le nombre de procureurs européens délégués. Ces discussions sont actuellement en cours dans chaque État membre participant.

La fiche financière révisée préparée par la Commission européenne en 2017, après qu'un accord ait été trouvé au Conseil de l'UE sur l'institution du Parquet européen en coopération renforcée, prévoyait dans son tableau d'effectifs 115 postes au niveau central (en 2023). Entre-temps, ces prévisions ont été revues légèrement à la hausse pour tenir compte du fait que deux États membres ont rejoint la coopération renforcée pour la porter à 22 États membres participants.

Cette fiche financière de 2017 se fonde sur l'hypothèse selon laquelle le Parquet européen assume sa mission de manière graduelle avant d'atteindre sa vitesse de croisière en 2023. Toutefois, ce modèle de mise en place progressive n'est pas adapté pour un organe de poursuites judiciaires avec une obligation d'agir dans le respect de délais de procédure. La fiche financière de 2017 est également basée sur une évaluation de la charge de travail qui doit être mise à jour en fonction des nouvelles statistiques qui sont collectées au sein des États membres participants, sur demande de la cheffe du Parquet européen, Madame Kövesi, sur le volume du contentieux entre 2016 et 2019 concernant les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

Ces développements seront à prendre en compte dans les discussions en cours sur la trajectoire budgétaire de ce nouvel organe de l'Union.

Dans le cadre des procédures budgétaires annuelles et des négociations pendantes sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027), le Gouvernement s'est engagé et continuera à s'engager activement en faveur d'une mise en place d'un Parquet européen fort et indépendant qui disposera dès le premier jour de son activité opérationnelle de tous les moyens nécessaires pour lutter contre les infractions « PIF » (Protection des intérêts financiers de l'Union).

De façon générale, en tant qu'État hôte de ce nouvel organe de l'Union, le Luxembourg continue à collaborer étroitement avec le Parquet européen dans l'objectif d'assurer les conditions nécessaires à son bon fonctionnement.

Question 1880 (14.02.2020) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant le **parcours d'intégration accompagné :**

Le développement de dispositifs facilitant l'accueil et l'intégration des demandeurs de protection internationale est un des deux domaines d'action du Plan d'action national d'intégration.

Lancé en 2017, le Parcours d'intégration accompagné (PIA) est un des programmes phares à cet égard. Il s'agit d'un programme d'intégration ciblé spécifiquement aux demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. Les deux éléments intégrants du PIA sont l'apprentissage des langues nationales et administratives ainsi que la compréhension du fonctionnement de la vie quotidienne au Luxembourg.

Le parcours est divisé en trois parties, le PIA1, le PIA2 et le PIA3, les deux premières phases étant entrées en vigueur en 2017 et 2018 respectivement. Le lancement de la troisième phase du PIA était planifié pour mars 2018, mais n'a pas encore eu lieu selon nos informations.

Dans le cadre du PIA2, plusieurs ateliers ont été développés et organisés par le Département de l'intégration (anciennement OLAI) en collaboration avec l'ASTI, Caritas, Croix-Rouge et CEFIS au cours de 2018. Selon le rapport d'activités de 2018 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, un bilan de ces ateliers aurait dû être établi en 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre :

1) Combien de personnes ont participé aux deux premières phases du PIA en 2019 ? Combien de fois les différents modules ont été offerts au cours de l'année 2019 ? Quels ateliers thématiques ont été organisés au cours de l'année 2019 ?

2) Une évaluation des deux premières phases du PIA, et notamment des ateliers thématiques, a-t-elle été entreprise ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre serait-elle en mesure d'en partager les principales conclusions ? Dans la négative, endéans quel délai cette évaluation sera-t-elle entamée ?

3) Madame la Ministre est-elle en mesure de confirmer que la troisième phase du PIA n'a jusqu'à présent pas été lancée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quel est le calendrier probable pour la mise en œuvre de cette troisième phase ?

Réponse (25.03.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Plan d'action national d'intégration fournit le cadre pour les programmes et outils en faveur de la cohésion sociale entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois. Dans ce cadre général, le Parcours d'intégration accompagné (PIA) est un dispositif qui pose les bases de l'intégration des demandeurs de protection internationale (DPI) ainsi que des bénéficiaires de protection internationale (BPI).

Le PIA a été mis en œuvre par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le PIA met l'accent sur l'apprentissage des langues ainsi que sur la compréhension du fonctionnement de la vie quotidienne au Luxembourg. Par ailleurs, le Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organise des séances de guidance individuelles, notamment pour les demandeurs de protection internationale âgés de 18 à 24 ans.

En 2019, 649 personnes ont commencé leurs parcours. En outre, 152 DPI âgés de 18 à 24 ans ont pris part aux séances de guidance individuelles du SECAM.

Le MENJE organise des cours de langues de deux niveaux (ILI et IL2) ainsi que des cours d'alphabétisation ; pour l'année scolaire 2018/2019, les nombres d'inscrits ont été les suivants :

- IL1 : 748 personnes ;

- IL2 : 589 personnes (inscriptions en français langue étrangère/FLE) ;

- cours d'alphabétisation : 382 personnes.

En 2018, neuf ateliers ont été développés et organisés dans le cadre du PIA2, en collaboration avec la société civile. Depuis, un certain nombre de modules ont été repris par les partenaires dans les structures d'hébergement. Le PIA a été organisé en trois étapes, la dernière visant plus spécifiquement les BPI. La mise en œuvre a montré que, dans la pratique, une distinction entre les différentes phases ne pouvait être réalisée en fonction du statut de la personne, mais plutôt sur base de son niveau de connaissances et de son degré d'autonomie. Sur base de ces conclusions, le contenu et l'organisation des mesures d'intégration font actuellement l'objet d'une révision approfondie. Dans ce contexte, les appels à projets réalisés en 2019 et 2020 dans le cadre du Plan d'action national d'intégration permettent également de recueillir des démarches et des contenus innovants afin de mettre en place un programme plus global d'intégration des nouveaux arrivants au Luxembourg.

Question 1881 (14.02.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **mines antipersonnel :**

Le Président des États-Unis vient d'autoriser l'armée américaine à utiliser de nouveau des mines antipersonnel en levant les restrictions imposées depuis 2014.

Ces mines sont connues pour leur terrible impact sur les populations civiles.

Ceci est en contradiction flagrante avec la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel signée par 121 pays.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois, de l'UE et de l'OTAN face à cette décision mettant en péril des civils innocents dans des conflits armés et ayant un effet invalidant terrible.

Réponse (10.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

À l'instar de ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg est un État partie à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, conclue le 18 septembre 1997 à Oslo et ouverte à la signature du 3 au 4 décembre 1997 à Ottawa, dite « Convention d'Ottawa ». La convention compte à l'heure actuelle 133 États signataires et 164 États parties. À l'exception des États-Unis, tous les alliés de l'OTAN l'ont ratifiée. Le Luxembourg a aussi signé et ratifié le Protocole II de la Convention sur certaines armes classiques, c'est-à-dire le protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996.

Le Luxembourg condamne sans équivoque tout emploi de mines antipersonnel. Il s'agit d'armes inhumaines et aveugles et leur utilisation est incompatible avec les normes établies du droit international en particulier du droit international humanitaire. Le Gouvernement luxembourgeois regrette donc fortement la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'autoriser à nouveau l'utilisation de mines antipersonnel par les forces militaires américaines en dehors de la péninsule coréenne.

Le Luxembourg souscrit à la déclaration faite le 4 février 2020 par le porte-parole du Service européen pour l'action extérieure, qui se lit comme suit : « La décision du Gouvernement américain d'autoriser à nouveau l'utilisation de mines antipersonnel par les forces militaires américaines en dehors de la péninsule coréenne sape la norme mondiale contre les mines antipersonnel. Une norme qui a sauvé des dizaines de milliers de personnes au cours des 20 dernières années. La majorité des victimes de mines sont des enfants. La conviction que ces armes sont incompatibles avec le droit international humanitaire a conduit 164 États à adhérer à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, y compris tous les États membres de l'Union européenne. Leur utilisation partout, à tout moment et par tout acteur reste totalement inacceptable pour l'Union européenne. L'UE et les États-Unis sont tous deux des donateurs importants pour l'aide à la lutte antimines dans le monde, soutenant le déminage, l'éducation aux dangers des mines, l'assistance aux victimes et la destruction des stocks. L'autorisation à nouveau de l'utilisation des mines antipersonnel est non seulement une contradiction directe avec ces actions mais affecte également négativement l'ordre international fondé sur des règles. L'UE compte sur les États-Unis pour rester un partenaire et l'un des principaux fournisseurs d'assistance antimines. »

Pour sa part, le Luxembourg continue de contribuer au financement de projets de déminage, d'éducation aux risques et d'assistance aux victimes.

Question 1882 (17.02.2020) de **Mme Tess Burton** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **grippe aviaire H5N8 :**

À l'ombre de l'épidémie du Coronavirus qui fait la une des médias, la Suisse vient de qualifier le risque d'une réapparition de la grippe aviaire en Europe comme étant grand et a formulé en même temps un certain nombre de recom-

mandations et mesures préventives en relation avec les élevages de volailles.

En effet, des cas de grippe aviaire H5N8 sont apparus dans des élevages en Pologne, Hongrie, Slovaquie, Roumanie et République tchèque.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural si les autorités luxembourgeoises et de l'UE partagent l'appréciation des autorités suisses.

- Quelles sont, le cas échéant, les mesures qui ont été prises ou seront prises pour se préparer à la réapparition de cette grippe ?

Réponse (26.02.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Depuis le début de l'année, plusieurs États membres de l'Union européenne ont notifié des cas de grippe aviaire parmi la volaille domestique et les oiseaux sauvages. Il s'agit notamment des pays suivants : Allemagne, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, République tchèque, le dernier en date étant la Bulgarie. Lors des derniers épisodes de grippe aviaire, on a pu observer que cette dernière s'est répandue rapidement d'un point de vue géographique, affectant les différents pays de manière plus ou moins intense. Le Luxembourg a connu un épisode de grippe aviaire en 2017 au niveau de plusieurs exploitations de volaille. Vu la transmission de la maladie de façon directe par le transport de volailles vivantes ou les migrations d'oiseaux sauvages, un nouvel épisode de grippe aviaire au niveau national ne peut être exclu.

À titre préventif, les détenteurs doivent respecter scrupuleusement les mesures de biosécurité comme par exemple limiter l'accès des personnes étrangères aux exploitations, éviter le contact des volailles avec les oiseaux sauvages (une obligation de confinement peut être prescrite en cas de risque avéré), respecter l'hygiène des équipements et du matériel qui constituent une source de transmission du virus de la grippe aviaire.

- En cas de détection du virus au niveau national, le règlement grand-ducal modifié du 11 mai 2006 établissant les mesures de lutte contre l'influenza aviaire prévoit les mesures de lutte contre cette maladie.

Question 1883 (17.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant **la rupture de stock de médicaments :**

Den däitsche Gesondheetsminister huet rezent annoncéiert, datt et an der Europäescher Unioun zu Enkpäss kéint kommen, wat d'Versuergung mat Medikamenter ugeet. Hannergrond war hei de Coronavirus, wéinst deem am asiatesche Raum eng sëlleche Fabricken zougemaach goufen, déi Wierkstoffer fir Medikamenter produzéieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Besteet am Zesummenhang mat deenen uewe genannten Entwécklungen och eng Gefor fir Lëtzebuerg, wat d'Versuergung mat Medikamenter ugeet?

2. Wa jo, wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze huelen, fir engem méiglechen Enkpass vu Medikamenter zu Lëtzebuerg entgéintzewierken?

Réponse (23.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Ech verweisen den honorabelen Deputéierten op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1874.

Question 1884 (17.02.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **guide des bonnes pratiques administratives dans la fonction publique :**

Dans son rapport d'activité pour l'année 2015, l'Ombudsman avait recommandé l'introduction d'un guide des bonnes pratiques administratives dans la fonction publique s'inspirant du Code européen de bonne conduite approuvé par le Parlement européen.

Ce guide devait avoir comme but

- d'établir des lignes de conduite permettant d'orienter les agents des administrations dans leurs relations avec le public,

- de faire connaître aux administrés les normes administratives qu'ils sont en droit d'attendre des administrations et

- de servir de référentiel au médiateur dans l'appréciation du caractère ou des réclamations qui lui sont soumises.

Suite à une motion appuyant cette recommandation, adoptée par notre Chambre des Députés en date du 7 juillet 2016, le Gouvernement a publié en date du 13 janvier 2017 les « Lignes de bonne conduite administrative ». Le Gouvernement s'était engagé à la même occasion à promouvoir activement ces lignes de conduite dans le secteur public étatique.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique par quelles initiatives ce code de bonne conduite a été promu parmi le personnel de la fonction publique.

- De quelle manière le grand public, donc les administrés ont-ils été informés de leurs droits à un suivi personnel, une prise de décision transparente et claire, une information complète et une bonne accessibilité?

- Comme ces lignes de conduite insistent aussi sur le droit des administrés de faire valoir leurs griefs, d'obtenir le redressement de décisions non conformes, le droit à réparation en cas de de préjudice ou dysfonctionnement ainsi que la possibilité d'émettre des critiques ou des propositions en vue de l'amélioration des services nous voudrions savoir combien de citoyens ont fait valoir ces droits depuis l'introduction des lignes de conduite.

Réponse (12.03.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Le Ministère de la Fonction publique a intégré les principes de bonne conduite administrative dans la formation générale des fonctionnaires stagiaires et employés en période d'initiation auprès de l'État.

Ainsi, dans le cadre du module du tronc commun de la formation générale libellé « Gestion publique », les stagiaires sont sensibilisés sur les cinq piliers de bonne conduite administrative et le lien inhérent avec les valeurs du service public.

Au niveau de la formation continue, les formations en ressources humaines abordent la thématique d'un service centré sur l'usager et les principes d'une bonne conduite administrative.

Les lignes de bonne conduite administratives sont consultables pour tous les citoyens sur le site web « Portail de la fonction publique » sous la rubrique « Documentation ».

La procédure administrative non contentieuse prévoit un ensemble de règles destinées à protéger les citoyens dès l'élaboration de la décision administrative. Le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État pris sur base de cette loi détermine l'ensemble des règles nécessaires à la mise en œuvre de ces principes légaux.

Le Ministère de la Fonction publique ne dispose pas de statistiques concernant l'application de ces principes au sein de la fonction publique.

Chaque administration et agent est tenu de tenir compte de ces principes en cas d'interaction avec l'usager.

Question 1885 (17.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **réaffectation de la Villa Louvigny :**

Suite à la décision du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé de quitter leurs locaux actuels situés dans la Villa Louvigny, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Où et endéans quels délais le ministère et l'administration seront-ils relogés ?

2) Quelle sera l'affectation future de la Villa Louvigny et endéans quels délais ?

Réponse (26.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) D'après les informations reçues de la part du Ministère des Finances, le Ministère de la Santé sera relogé début 2022 dans une partie du bâtiment situé rue Charles Darwin à Luxembourg-Gasperich.

La Direction de la santé déménagera dans le bâtiment administratif Greensquare sis 13, rue de Bitbourg à Luxembourg et partiellement dans deux étages supplémentaires dans le bâtiment EIPSO, 20, rue de Bitbourg lequel est déjà partiellement occupé par d'autres services de la Direction de la santé. Il s'avère difficile, à ce stade, d'avancer une date exacte pour le déménagement alors que l'État, en tant que locataire de ce bâtiment, devra attendre l'achèvement de travaux d'aménagement intérieur ordonnés par le propriétaire dudit bâtiment. Par ailleurs, il convient de prendre en compte le temps nécessaire pour l'installation complète des équipements informatiques par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ainsi, il était envisagé de pouvoir débuter les démarches de relocalisation au plus tôt pour avril 2020 pour l'EIPSO et juin 2020 pour le Greensquare.

Or, ce calendrier prévu devra être adapté aux circonstances actuelles de fermeture des chantiers en conséquence de la déclaration de l'état de crise ainsi qu'au disponibilités de la Direction de la santé.

ad 2) Conformément à l'accord de coalition la Villa Louvigny sera affectée au Ministère de la Culture, qui est actuellement en train d'élaborer un programme de construction détaillé.

Tel qu'annoncé dans la motion relative aux grands projets d'infrastructures de l'État, adoptée par la Chambre des Députés en 2016, mes services ont chargé un bureau d'architectes de l'élaboration d'une étude de faisabilité du projet de rénovation et d'assainissement de la Villa Louvigny.

Étant donné que le site de la Villa Louvigny a été classé monument national en 2018, ces études sont faites en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux.

Dès validation définitive du programme de construction, la planification du projet pourra démarrer ainsi que la phase d'avant-projet qui nécessitera environ deux ans.

D'après le planning prévisionnel, le chantier pourra démarrer mi-2023.

Question 1888 (17.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**Institut Max Planck Luxembourg :**

Virun engem Joer sinn an de Medie Berichter opgetaucht iwwer Mobbingvirwërf a psychesch Belästegung am Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg. Säitdeem soll, wéi aus Informatioune vun der Direktioun vum Institut ervirgeet, probéiert gi sinn, d'Aarbechtsklima ze verbesseren duerch eng méi enk Zesummenaarbecht tëscht der Personalvertriedung an der Féierungsspëtzt.

De lëtzebuergesche Max-Planck-Institut gëtt zu 100 % vum Staat finanzéiert a ka pro Joer bis zu zwielef Milliounen Euro (Index 2013) aus de Staatskeesen erhalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Euro si säit 2014 vu staatlecher Säit aus pro Joer an d'Finanzéierung vum Max-Planck-Institut gefloss?

2. Ginn et Pläng, d'Mëttele vum Max-Planck-Institut ze erhéijen?

3. Ginn et Pläng, déi staatlech finanziell Mëttele fir de Max-Planck-Institut u Qualitéitsevaluatiounen ze bannen, déi ënner anerem och Krittäre wéi Personalmanagement a Mobbingpreventioun consideréieren?

Réponse (12.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Zwëschent 2014 an 2019 krut de Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg vu staatlecher Säit follgend Dotatiounen:

Joer	Dotatioun
2014	8.050.000
2015	10.819.320
2016	11.045.000
2017	11.865.000
2018	10.965.000
2019	11.485.000

Am Budget pluriannuel 2020 bis 2023 si follgend Montante fir de Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg virgesinn:

Joer	Dotatioun
2020	10.939.000
2021	11.151.000
2022	12.587.000
2023	13.562.000

De Kooperatiounsvertrag vum Mee 2009 mat der Max-Planck-Gesellschaft gesäit e „Fachbeirat" vir, dee reegelméisseg déi wëssenschaftlech Evaluatioun vum Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg a vu sengen Direkteren duerchféiert. Déi lescht wëssenschaftlech Evaluatioun ass 2019 duerchgefouert ginn an dozou gehéiert och zum Deel de Volet vun der Verwaltung a vum Personalmanagement.

Question 1889 (17.02.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **présentation des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) :**

D'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO/OMS) presentéiert allgemeng, mee besonnesch och am Kontext vun där aktueller Situatioun ronderëm de Coronavirus, Statistiken no „Countries, territories or areas". An deenen Oplëschtunge steet China als eng Sammelbezeechnung, déi, wéi eng Foussnott renseignéiert, och Hongkong, Macao an Taipei (Taiwan) ëmfaasst. Dëse Choix ass am Prinzip konform zu der „Ee-China-Doktrinn".

Lëtzebuerg huet awer intensiv an differenzéiert ekonomesch a kulturell Relatiounen, och mat deene genannten Entitéite vun ënnerschiddlechem rechtlechem Statut, wei zum Beispill am Beräich vun der Loftfracht. Ënnert dem Androck vun der gesondheetlecher Kris a vläicht zevill summaresche Statistike vun der WHO sinn an der leschter Woch zum Beispill falsch Meldungen an der Press opgetaucht, déi vun enger Annulatioun vun de Volle vun der Cargolux op Taiwan geschwat hunn.

Duerch déi ondifferenzéiert Klassifizéierung vun Taiwan zesumme mam kontinentale China ass Taiwan an enger „Héich-Risiko-Kategorie" agestuuft, wat déi wierklech Situatioun op der Insel awer net korrekt reflekteiert. Et gëtt do aktuell nëmmen 18 Fäll ouni Risk op eng méi grouss Verbreedung. Déi global Astufung vu verschiddenen Entitéiten als „China" kann also zu net faktuell justifizéierten Decisioune féieren, déi och deene lëtzebuergeschen ekonomeschen Interesse potenziell schueden.

Dowéinst wollte mir d'Madamm Gesondheetsministesch, den Här Aussen- an Europaminister an den Här Wirtschaftsminister froen:

1. Ass d'Regierung bereet, fir bei der WHO ze interveneieren, fir d'Situatioun am kontinentale China an an Taiwan separat ze renseignéieren a separat Risikoevaluatiounen ze ginn, dëst awer am Kader vun enger Presentatioun, déi d'Doktrinn vun der „Ee-China-Politik" politesch net a Fro stellt?

2. Huet d'Regierung Informatiounen iwwert d'Annulatioun vu Fluchverbindungen tëschent Europa an Taiwan (zum Beispill an Italien), déi op esou globale Risikopresentatioune vun der WHO berouen?

3. Gëtt et eng Verantwortung vum Staat géintiwwer privaten Entreprisen, déi wéinst falschen, well zevill summaresche Risikopresentatioune vun internationalen Organisatiounen, bei deene Lëtzebuerg Member ass, hir ekonomesch Relatiounen, zum Beispill mat Taiwan, op eng fir si nodeeleg Manéier verännere?

Réponse commune (17.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot ,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Weltgesondheetssorganisatioun (Word Health Organisation - WHO) huet effektiv d'Volleksrepublik China am Kader vun der Covid-19-Epidemie als en „Héich-Risiko-Land„ agestuuft, wat mat sech bruecht huet, dass och Hongkong, Macao an Taiwan d'selwecht agestuuft goufen, obwuel si méi robust Gesondheetssystemer hunn. Et ass aus e puer Grënn awer net néideg, fir bei der WHO ze intervenéieren: éischtens schafft d'WHO op engem technesche Niveau mat dem Center for Disease Control (CDC) vun Taipei zesummen, soudass d'Agence iwwert déi néideg Informatioune verfüügt; zweetens huet d'WHO bis elo just recommandéiert, méi streng Grenzkontrollen a China anzeféieren, awer net, dass den internationale Fluchtrafic misst ageschränkt ginn. Dat bezitt sech also och op Taiwan. An drëttens baséiere sech d'Fluchgesellschaften an der Reegel net nëmmen op d'Risikoevaluatioune vun der WHO, mee och op e sëllechen aner Sourcen, déi hinnen zur Verfügung stinn. Doriwwer eraus hält Lëtzebuerg natierlech un der „Ee-China-Politik" fest.

ad 2. Den italienesche Gesondheetsministère huet sech eisen Informatiounen no effektiv op

d'Aussoe vun der WHO beruff. Doropshin hu si decidéiert, keng Landeerlabnis méi ze gi fir déi Flich aus deene betraffene Regiounen. Wat Taiwan ugeet, sinn Direktflich vu China Airlines an EVA Air betraff. Dëse Verbuet huet esou gutt fir Passagéier- wéi och fir Cargoflich gegollt. Nom Protest vum taiwaneschen Ausseminister ass de Verbuet op d'Cargoflich dunn awer erëm opgehuewe ginn, mee dee fir d'Passagéierflich ass nach ëmmer en vigueur. Italien huet dës Decisioun unilateral geholl, am Kader vun engem „state of national emergency". Et ass wichteg, hei ze bemierken, dass an dësem Fall déi italieenesch Regierung d'Decisioun geholl huet an net eng Fluchgesellschaft. Nieft Italien ass eis kee Fall bekannt vun enger Annulatioun op der Basis vun de Risikoevaluatioune vun der WHO.

ad 3. Privat Entreprisen, wéi an dësem Fall Fluchgesellschaften, huelen hir Decisiounen op der Basis vun enger ganzer Rei vu Krittären a baséiere sech net nëmmen op d'Risikoevaluatioune vun internationalen Organisatiounen. Duerch hir Erfarung an hir Presenz an deene verschiddene Länner, déi si ufléien, sinn dës Fluchgesellschaften an der Lag, Situatiounen zu all Moment anzeschätzen an déi néideg Decisiounen ze huelen.

Question 1890 (18.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant **les cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite :**

Vum 1. Mäerz u gëtt den Adapto-Service, zesumme mam gesamten ëffentlechen Transport, gratis. An deem Kontext mussen déi Leit, déi weiderhin den Adapto-Service an Usproch huelen, en neit Abonnement ofschléissen. Laut Pressematdeelung vum Mobilitéitsministère hate bis de leschten Donneschdeg 1.356 Leit eng nei Kaart ugefrot.

An dësem Kontext géif ech gär déi follgend Fro un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

- Wéi vill vun deenen 1.356 Demandë goufe refuséiert?

Réponse (24.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Vun deene gefroten 1.356 Demandë fir eng Adapto-Kaart goufen der exakt 284 net accordéiert.

Question 1891 (17.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **pénurie des marchandises provenant de l'Asie suite au coronavirus :**

Opgrond vum Coronavirus, dee sech am asiatesche Raum rapid ausbreet, hu schonn eng sëllege Firmen an deem Gebitt hir Produktioun - zumindest temporär - agestallt. An deem Zesummenhank wiisst och an der Europäescher Unioun d'Suerg, datt eng reell Gefor vun engem Enkpass vu Gidder aus Asie besteet, déi awer fir déi europäesch Wirtschaft - an domat och fir den Endverbraucher - noutwendeg sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Ass den Här Minister bis dato iwwer e méiglechen Enkpass vu Gidder aus Asien informéiert?

2. Wa jo, ëm wéi eng Gidder handelt et sech hei a wéi gedenkt d'Regierung der Gefor vun engem Enkpass entgéintzewierken?

Réponse commune (01.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Déi aktuell Kris vum Covid-19 huet queesch duerch d'Wirtschaft e groussen Impakt. Vum Enkpass vu Gidder aus Asien sinn eenzel Betriber punktuell betraff, zum Beispill am Fall wou hire Fournisseur aus Asie Faillite gemaach huet. Flachendeckend kann een awer soen, dass d'Industrie manner betraff ass wéi aner Betriber an aner Secteuren an et nach net zu kriteschen Enkpäss vu Gidder aus Asie fir déi meescht Produktiounsbetriber komm ass.

Wann en industrielle Betrib d'Produktioun muss zréckschrauwen, sief et wéinst engem Enkpass vu Gidder aus Asien oder aus anere Grënn, da kann hien op d'Moossname vum der Deelzäitaarbecht (chômage partiel) zréckgräifen.

Q302

Question 1892 (17.02.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants :**

En août 2017, de nouvelles dispositions concernant la procédure de désignation des membres ainsi que la présidence des commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants sont entrées en vigueur. En effet, les modifications effectuées visent la simplification des procédures de nomination des membres des commissions des loyers intercommunales, notamment par la substitution du vote lors de réunions jointes des conseils communaux par un vote par correspondance. L'installation des commissions des loyers intercommunales aurait dû être achevée au 31 décembre de l'année des élections des conseils communaux.

Les commissions des loyers pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants du Grand-Duché de Luxembourg sont instituées par règlement grand-ducal. Elles se composent d'un(e) président(e) et de deux assesseurs dont un est choisi parmi les bailleurs et l'autre parmi les locataires domiciliés dans la zone de compétence territoriale de la commission. La présidence des commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants est assurée par un fonctionnaire désigné par le Ministre ayant le logement dans ses attributions. Cette nomination suite aux élections communales d'octobre 2017 a été effectuée le 17 août 2018 par arrêté ministériel.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Toutes les commissions des loyers intercommunales se sont-elles constituées tel qu'il est prévu par la loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ? Les commissions ont-elles toutes pu être installées avant le 31 décembre 2017 ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de fois que les différentes commissions des loyers intercommunales constituées selon l'article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation se sont réunies depuis leur installation suite aux élections communales de 2017 ?

3) Combien de demandes de règlement de litige ont été traitées par les différentes commissions des loyers intercommunales depuis leur installation ?

4) Comment Madame et Monsieur les Ministres expliquent-ils que le président et le secrétaire des commissions des loyers intercommunales installées suite aux élections communales de 2017 n'ont été nommés par arrêté ministériel que le 17 août 2018 ? Les commissions des loyers intercommunales ont-elles pu se réunir en attendant la nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire ? Dans la négative, des commissions ont-elles été saisies dans la période entre le 31 décembre 2017 et le 17 août 2018 et comment ces demandes de règlement de litige ont-elles pu être traitées durant ladite période ?

5.) Vu que la date des prochaines élections des conseils communaux a été avancée à juin 2023, Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils de modifier la loi précitée afin de garantir que les commissions des loyers intercommunales soient installées dans les meilleurs délais suite aux élections ?

Réponse commune (17.03.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Suite aux élections communales d'octobre 2017 et à l'application de la nouvelle procédure de désignation de candidats pour les postes d'assesseurs et d'assesseurs suppléants pour les différentes commissions des loyers intercommunales, il s'est avéré qu'uniquement cinq des douze commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants - prévues par le règlement grand-ducal du 19 février 2008 déterminant la zone de compétence territoriale et le siège des commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants - ont pu être constituées dans les délais légaux, faute de proposition de candidats en nombre suffisant par les communes concernées.

Par conséquent, à l'heure actuelle, uniquement les commissions des loyers intercommunales suivantes fonctionnent :

- la commission des loyers du canton d'Esch-sur-Alzette,

- la commission des loyers du canton de Grevenmacher,

- la commission des loyers du canton de Luxembourg,

- la commission des loyers du canton de Mersch, et

- la commission des loyers du canton de Redange.

ad 2) Depuis les élections communales du 8 octobre 2017, onze affaires ont été adressées aux commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants.

Trois de ces onze affaires ont donné lieu à des réunions de deux commissions des loyers intercommunales (affaires concernant des logements situés dans les cantons d'Esch-sur-Alzette et de Mersch).

Deux de ces onze affaires ont pu être traitées par voie téléphonique ou électronique (problème de moisissures respectivement demande d'informations sur la législation en matière de bail à loyer).

Six de ces onze affaires concernaient des commissions des loyers intercommunales qui n'ont pas pu se réunir faute d'assesseurs nommés en nombre suffisant (affaires concernant des logements situés dans les cantons de Capellen, d'Echternach, de Remich et de Clervaux).

ad 3) Presque toutes les 28 demandes traitées par les commissions des loyers intercommunales constituées depuis l'abolition des districts en septembre 2015 concernaient une demande de fixation du loyer ou des charges locatives. Cinq de ces 28 demandes n'ont pas été traitées par les commissions des loyers concernées, et ceci pour des causes d'incompétence matérielle. En effet, des problèmes concernant des moisissures, le remboursement d'une garantie locative, les troubles de voisinage ou des incohérences dans le décompte des charges relèvent de la compétence des tribunaux civils.

Lors de chaque réunion d'une commission des loyers intercommunale, le président et ses assesseurs essaient de concilier les parties, et donc d'arriver à un règlement de litige déjà lors de l'audience. Dans environ la moitié des cas, une conciliation est intervenue entre parties à l'audience ou dans les jours ayant suivi une audience d'une commission des loyers intercommunale.

ad 4) Suite à l'abolition des districts en septembre 2015, le président et le secrétaire des commissions des loyers intercommunales avaient été nommés par un arrêté ministériel du 7 octobre 2016, donc bien avant les élections communales d'octobre 2017.

Or, il a été constaté plusieurs mois après les élections communales et suite à l'élection des membres assesseurs des commissions des loyers intercommunales qu'il était également nécessaire - pour une raison de sécurité juridique - de procéder à une nouvelle nomination du président et du secrétaire desdites commissions des loyers intercommunales (nomination faite par un arrêté ministériel du 17 août 2018). Il n'y a eu aucun impact sur une quelconque affaire car la première demande adressée à une commission des loyers intercommunale et ayant nécessité la tenue d'une réunion d'une commission est entrée au secrétariat le 21 septembre 2018.

ad 5) Au vu du fait que seulement cinq des douze commissions des loyers intercommunales fonctionnent actuellement faute de proposition de candidats en nombre suffisant par les communes concernées après les élections communales de 2017 et au regard de l'accord de coalition qui prévoit que la « législation existante [relative au bail à loyer] sera modernisée pour (...) renforcer le rôle et les compétences des commissions des loyers », la Ministre de l'Intérieur et le Ministre du Logement sont d'avis qu'il convient de préciser dans la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation la procédure de désignation de candidats pour les postes d'assesseurs et d'assesseurs suppléants pour les différentes commissions des loyers intercommunales. Toujours est-il que l'avancement de la date des élections communales en 2023 n'est pas de nature à imposer cette modification, alors que le texte de l'article 6 est formulé de manière générale, sans se référer à des dates fixes, de sorte qu'il peut être appliqué quelle que soit la date des élections générales des conseils communaux.

Question 1893 (17.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **aides financières supplémentaires des communes de la Nordstad en cas de fusion :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1368 concernant les finances communales de la Nordstad, Madame la Ministre de l'Intérieur a précisé qu'« [en] 2018, la somme des décomptes des cinq communes en question s'évaluait à 68 millions d'euros. En cas de fusion des cinq communes avec effet au 1er janvier 2018, le décompte se serait élevé à 79,6 millions d'euros, soit une augmentation de 11,6 millions (plus 17 %) ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- En cas de fusion, Madame la Ministre prévoit-elle, a priori, des aides financières supplémentaires pour les communes concernées, à part l'augmentation de la dotation étatique ?

- Dans l'affirmative, quels pourraient être, à titre d'exemple, des projets bénéficiant d'une telle aide ?

Réponse (09.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert d'aides financières en cas de fusion des cinq communes de la « Nordstad ».

Dans sa séance du 9 décembre 2016 le Conseil de Gouvernement avait décidé de prolonger le régime des aides étatiques en matière de fusions de communes de l'époque pour deux années supplémentaires. De nouveaux projets de fusions de communes s'annoncent de sorte que le Gouvernement est amené à se prononcer très prochainement sur les nouvelles modalités de ces aides sur base d'un modèle que mes services ont élaboré et qu'ils sont sur le point de finaliser.

Une fois que le Conseil de Gouvernement aura délibéré, les communes seront informées sur les aides financières avec lesquelles l'État encouragera les fusions de communes à l'avenir.

Question 1894 (17.02.2020) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **prise en charge des frais de conservation et de préservation des édifices religieux mis à la disposition du fonds :**

Selon l'article 14 de la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes (ci-après « la loi »), le fonds assume les frais de fonctionnement et d'entretien courant des édifices mis à sa disposition.

L'article 15 de la loi précise que la conservation, l'entretien constructif et la remise en état [...] des édifices religieux qui servent à l'exercice du culte catholique [...] sont toutefois assurés par leur propriétaire dans l'intérêt de leur préservation, sauf le cas de leur démolition ou de leur transformation intervenant dans les conditions légales.

Or, il nous revient que plusieurs communes, qui ont mis à la disposition du fonds par voie de convention des édifices religieux dont elles sont le propriétaire, s'inquiètent de la préservation du patrimoine de ces édifices (mobilier, statues, autel, orgue(s), etc.), classé très souvent comme monument national ou mis sur l'inventaire supplémentaire. À noter dans ce contexte que la commune a l'obligation d'entretenir ces monuments religieux une fois qu'ils sont classés.

En effet, vu la suppression des articles budgétaires relatifs à l'entretien des bâtiments religieux, dont notamment les frais de chauffage, une certaine température intérieure minimale, indispensable à la sauvegarde de ces biens, ne peut plus être garantie.

Puisque les communes se voient refuser de contribuer aux frais de chauffage de ces édifices et vu les problèmes qui en résultent, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Mesdames les Ministres sont-elles au courant de cette situation ?

2) Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle expliquer pourquoi les articles budgétaires ayant un lien avec les frais de chauffage et d'électricité des édifices religieux ont été supprimés des projets de budget communaux en question ? Dans l'affirmative, combien de communes tombent actuellement sous ce scénario ?

3) Mesdames les Ministres sont-elles d'avis qu'une contribution communale aux frais de chauffage et d'électricité se laisse justifier dans l'intérêt de la préservation du patrimoine religieux, en particulier si ce dernier a fait l'objet d'un classement par le Gouvernement ?

Réponse commune (19.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Les honorables Députés interrogent les ministres sur les obligations respectives des communes et du Fonds de gestion des édifices reli-

gieux et autres biens relevant du culte catholique, dénommé ci-après « le Fonds », en tant que propriétaire ou occupant des édifices religieux mis à la disposition du Fonds par voie de convention.

La loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes a pour objet, entre autres, de régler la propriété des édifices religieux du culte catholique et de fixer le cadre des relations financières entre le Fonds et les communes.

Les communes peuvent mettre à disposition du Fonds les édifices religieux dont elles sont propriétaires et qui sont censés servir au service cultuel, par voie de convention et moyennant une indemnité annuelle de 1.000 à 2.500 euros à la valeur de l'indice semestriel des prix de la construction applicable au 1er octobre 2016. L'article 14, alinéa 4 de la loi précitée, en prévoyant que « Le Fonds assume les frais de fonctionnement et d'entretien courant des édifices mis à sa disposition », a mis ces frais à la charge exclusive du Fonds. Y appartiennent les frais pour la consommation d'énergie tels que le chauffage, l'électricité et d'autres consommables. Il n'est pas permis aux communes d'y participer. Selon l'article 6 de la loi précitée « […] une contribution au financement des activités du Fonds par les communes est exclue, et le Fonds ne peut recevoir aucune contribution de la part d'une commune en dehors des interventions financières destinées à rémunérer les fournitures et services que le Fonds peut, le cas échéant, effectuer pour compte d'une commune ».

Le Ministère de la Culture n'a été, jusqu'à présent, saisi par aucune commune quant à une éventuelle dégradation d'un patrimoine mobilier classé comme monument national, due à un entretien insuffisant d'un édifice religieux mis à disposition du Fonds. Étant donné que les dispositions de la loi précitée s'appliquent également aux édifices classés comme monument national, il convient de noter que l'entretien de ces édifices protégés incombe au Fonds.

Étant donné que les crédits budgétaires que certaines communes ont prévus pour participer aux frais de fonctionnement et d'entretien d'édifices religieux mis à disposition du Fonds ne sont pas conformes à la loi, les budgets de ces communes ont été redressés sur base de l'article 124 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Des budgets prévoyaient sous le code fonctionnel « Cultes » des crédits pour la participation à des frais d'entretien ou de fonctionnement. Lorsqu'il a apparu que des participations non conformes à la loi ont été inscrites sous d'autres codes fonctionnels, tels que « Patrimoine » ou « Bâtiments communaux », les budgets ont également été redressés. Au total 51 budgets communaux sont concernés.

Des circulaires explicatives sur l'application pratique de la loi précitée du 13 février 2018 ont été transmises aux communes sous les références 3560 et 3698 en date des 18 avril 2018 et 10 mai 2019.

Question 1898 (19.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **hausse du prix de l'électricité :**

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a relevé dans son communiqué de presse du 13 février 2020 une hausse importante du prix de l'électricité facturé aux résidents du Luxembourg. En effet, le prix a augmenté en moyenne de 10 % en janvier 2020 par rapport à l'année précédente.

Selon l'ILR ces augmentations sont dues aux coûts de production (+13 %), aux tarifs d'utilisation des réseaux (+7 %) et à l'augmentation des taxes et redevances (+10 %).

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelles sont les raisons exactes qui légitimeraient une telle augmentation substantielle du prix de l'électricité et plus particulièrement des taxes et redevances.

2) Une telle hausse ne risque-t-elle pas de compromettre nos efforts en matière d'e-mobilité ?

3) Quel est l'impact de cette hausse sur l'indice des prix à la consommation national ?

Réponse (11.03.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Pour mieux élucider l'évolution du prix total de l'électricité (appelé « prix intégré »), il est indiqué de rappeler que le prix global de l'électricité est composé des éléments suivants :

- l'énergie électrique véritablement consommée,
- les frais d'utilisation de réseau,
- la taxe électricité et
- la contribution au mécanisme de compensation.

L'énergie proprement dite constitue environ un tiers du prix intégré de l'électricité alors que les frais d'utilisation du réseau constituent entre 45 et 50 % du prix intégré et les taxes et redevances représentent encore à peu près 20 % de ce prix. La taxe électricité, qui n'a pas été adaptée les dix dernières années, représente par elle seule moins que 1 % du prix intégré.

En effet, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a constaté dans sa communication du 13 février dernier que les prix d'électricité intégrés facturés aux clients résidentiels ont subi une hausse de près de 10 % par rapport à 2019. Cette augmentation est due à

- une hausse moyenne de 13 % du prix de l'énergie fournie par le fournisseur du client,
- une augmentation de 7 % des tarifs d'utilisation du réseau, qui couvrent l'acheminement de l'électricité par les infrastructures du réseau et
- une augmentation de 10 % des taxes et redevances, dont surtout la contribution au mécanisme de compensation, c'est-à-dire une redevance légale servant à financer les subventions accordées aux centrales de production d'électricité sur base d'énergies renouvelables ou de la cogénération à haut rendement.

Il convient dans ce contexte de préciser que l'augmentation moyenne (+13 %) du prix de l'énergie tel qu'offert par les fournisseurs d'électricité agréés au Luxembourg est surtout due à l'évolution des prix sur les marchés européens sur lesquels les fournisseurs s'approvisionnent. Néanmoins, comme l'ILR le souligne correctement dans sa communication, les clients peuvent comparer les offres des différents fournisseurs actifs sur les sites respectifs des fournisseurs ou mieux encore sur le site www.calculix.lu. En effet, dépendant de la situation de départ et du nouveau produit choisi, des économies qui peuvent varier entre 50 et 100 € par an peuvent être réalisées.

L'évolution des tarifs d'utilisation du réseau dépend des investissements et coûts opérationnels des gestionnaires de réseau. L'ILR en tant qu'autorité de régulation dans le secteur de l'énergie, est chargé de fixer en toute indépendance les méthodes de détermination des tarifs d'utilisation des réseaux. Ces méthodes prennent notamment en compte les amortissements calculés sur la base des investissements

réalisés, la durée d'utilisation usuelle des installations et la rémunération appropriée des capitaux tout en considérant les besoins d'investissements afin que les gestionnaires de réseau développent leur réseau pour satisfaire à la demande prévisible du marché.

Les taux pour la contribution au mécanisme de compensation, un mécanisme qui est destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau les charges en relation avec les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération, est géré par l'ILR. Il calcule tous les ans les coûts liés aux rémunérations prémentionnées ainsi que la somme des contributions au mécanisme facturées aux utilisateurs de réseau tout en considérant la contribution directe de l'État pour fixer et publier, pour chaque année à venir, les nouveaux taux de contribution au mécanisme. Il convient de souligner que l'État a, pour l'année 2020, contribué au mécanisme de compensation à hauteur de 49,5 millions d'euros.

ad 2) D'emblée, il faut préciser que les prix de l'électricité au Grand-Duché de Luxembourg, avec un taux de TVA de 8 %, sont très compétitifs par rapport à l'étranger. Les coûts d'entretien ainsi que les coûts opérationnels liés aux voitures électriques étaient et seront encore nettement inférieurs aux coûts liés aux voitures thermiques. Ainsi, les frais liés aux véhicules électriques sont de 3 à 4,5 € par 100 km en dessous de ceux engendrés par les voitures à carburants fossiles.

ad 3) Suivant les informations du Statec et conformément à leur publication « Statnews n° 4 » du 14 février, l'impact, donc la contribution, de la hausse du prix de l'électricité sur l'indice des prix à la consommation national (IPCN), s'est élevé à 0,17 point de pourcentage au taux d'inflation annuel.

À noter que la contribution résulte de l'évolution mensuelle des prix mais aussi du poids de chaque position au sein du panier de biens et services. Le poids de l'électricité dans l'IPCN s'élève à 1,65 % pour l'année 2020.

Question 1899 (19.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant **les dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles :**

Laut mengen Informatiounen hu verschidde Jeeër géint de Lëtzebuerger Staat geklot a kierzlech och Recht kritt, well si net bereet waren, fir de Wëldschued op hirem Juegdlous an der Réserve naturelle Prënzebierg (Giele Botter) opzekommen, dat op landwirtschaftlechen Terrainen innerhalb vun der Réserve naturelle. Argumentéiert gouf mat verschiddenen Oplagen aus dem Règlement grand-ducal du 20 novembre 1991 déclarant zone protégée la réserve naturelle Prënzebierg englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Differdange et de Pétange, déi d'Aktivitéit vun der Juegd wuel net verbidden, ma däitlech aschränken.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Huet d'Madamm Minister Kenntnis vum uewe genannten Urteel?
- Wéi eng Konsequenze sinn duerch dat Urteel ze erwaarden?
- Ass Wëldschued innerhalb vu Réserves naturelles elo direkt un de Staat ze riichten, esou wéi dat de Fall ass bei Schued duerch geschützten Aarten?
- Gi Bestëmmungen an de spezifesche Reglementer iwwer Réserves naturelles, déi d'Aktivitéit vun der Juegd aschränken, adaptéiert?
- Falls de Staat net bereet ass, d'Dispositiounen zur Aktivitéit vun der Juegd an de Réserves naturelles ze änneren an decidéiert, géint dat Urteel an Appell ze goen, ass virgesinn, datt de Staat dee Moment d'Juegdgeld op deene concernéierten Terraine fir de Pächter begläicht?

Réponse (16.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Déi éierbar Deputéiert referéiert sech op een Urteel, wat net rechtskräfteg ass. De Staat huet den 30. Januar 2020 Appel géint dat Urteel gemaach. Ech waarden op de Rechtssproch an zweeter Instanz, ier ech mech positionéiren.

Question 1900 (19.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **citoyens luxembourgeois habitant en Rhénanie-Palatinat :**

Den Zuele vum „Ausländerzentralregister des Bundesverwaltungsamtes" an den Informatioune vum „Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz" no, ass d'Zuel vu lëtzebuergesche Staatsbierger, déi an d'Regioun Tréier wunne gaange sinn, staark ugewuess. Zesummegerechent ass an de verschiddene Verwaltungsbezierker (Landkreis Bernkastel-Wittlich, Eifelkreis-Bitburg-Prüm, Landkreis Vulkaneifel a Landkreis Trier-Saarburg) d'Zuel vu Lëtzebuerger Staatsbierger vun am Joer 1990 insgesamt 805 op 8.280 am Joer 2018 eropgaangen. Dëst entsprécht enger Croissance vu bal 1.000 %.

D'Gesamtbevëlkerung, onofhängeg vun der Nationalitéit, ass op dësem Territoire, tëscht 1990 an 2018, ëm just 9,7 % an d'Luucht gaangen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Groussregioun an Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

- Wat sinn der Madamm Ministesch an dem Här Minister no d'Ursaache fir dës Emigratioun a Richtung Däitschland?
- Ginn et Etüden, déi dëse Phenomeen analyséieren?

Réponse commune (20.03.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Mir reagéiere mat dëse Prezisiounen op dem Deputéierte seng Froen am Zesummenhank mat de Lëtzebuerger Staatsbierger, déi an d'Regioun Tréier wunne ginn:

Et gi schon eng ganz Rei Etüden, déi dëse Phenomeen analyséieren. De LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) a säi Virgängerinstitut, de CEPS/Instead, analyséiert zanter ongefeier zéng Joer ganz geziilt de Phenomeen vun der Mobilitéit an all senge Facetten, an dozou gehéiert och déi residentiell Mobilitéit vun de Lëtzebuerger Staatsbierger a Richtung vun den Nopeschregiounen, sief dat d'Lorraine, d'Wallonie oder, wéi vum Deputéierten a senger Fro ugeschwat, Rheinland-Pfalz an d'Saarland. Och eng Rei Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg befaasse sech mat dësem Phenomeen, deen ausserdeem um Niveau vun der Universitéit vun der Groussregioun, am Kader vum „Center for Border Studies", vu Fuerscher aus alle Partneruniversitéiten ënner engem pluridisziplinäre Bléckwénkel ënnersicht gëtt.

Ausserdeem gouf de LISER beoptraagt, eng Machbarkeetsstudie fir d'Kreatioun vun engem „Observatoire transfrontalier du logement" duerchzeféieren.

D'Iddi wier, fir ee Reseau vu Strukturen ze schafen, déi sech schonns mat där Thematik beschäftegen. Den Objektiv wier, entspriechend Daten a Statistiken an der Groussregioun zesummenzestellen an ze harmoniséieren, fir datt duerno Analysen iwwert de Logement an der Groussregioun duerchgefouert kënne ginn.

Domat kéint ee wichteg Informatiounen iwwert de grenziwwerschreidenden Immobiliemaart kréien, d'Envergure vun deem Wunnengsmaart konkreet verstoen an d'Beweegunge vun de Frontalieren ënnersichen, och déi vun den atypesche Frontalieren, also vun deene Lëtzebuerger, déi an d'Groussregioun wunne ginn a weider bei eis am Land schaffen.

Question 1901 (19.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **le chantier sur la route de Remich à Moutfort :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1656 hat ech de Minister ëm Informatiounen zu den Aarbechten op der Route de Remich (N2) gefrot. An der Äntwert verweist de Minister dorop, dass d'Ponts et chaussées net zoustänneg fir d'Strooss sinn an dass d'Gemeng Conter Prezisiounen zu menge Froe liwwere kann. E puer Deeg drop huet d'Buergermeeschtesch vun der Gemeng dunn an engem Artikel vum 11. Februar 2020 am „Lëtzebuerger Wort" behaapt, dass een net eleng der Gemeng d'Schold opdrécke kéint ugesiichts dovunner, dass et sech ëm eng Nationalstrooss handelt an d'Ponts et chaussées bei Problemer zoustänneg sinn.

Aus den Äntwerte vum Minister souwéi der Riposte vun der Gemeng Conter ass bis dato net erkennbar, wie fir den desolaten Zoustand vum Stroossebelag an déi doduerch entstane Beanträchtegung vun der Liewensqualitéit fir d'Awunner zoustänneg ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng Fro, ob d'Bréiwer vun den Awunner traitéiert goufen, schreift de Minister, dass dës un d'Gemeng Conter weidergeleet goufen, fir d'Problemer ze behiewen. D'Gemeng Conter verweist am „Wort"-Artikel op d'Responsabilitéit vun de Ponts et chaussées, well et sech bei der N2 ëm eng Nationalstrooss handelt. Ass de Minister der Meenung, dass d'Kommuniktatioun tëschent dem Ministère an der Gemeng Contern zefriddestellend ass?

2. Wéi ass et ze erklären, dass weeder d'Gemeng nach de Ministère de concernéierte Bierger zu Mutfert eng zefriddestellend Léisung zum Problem vum Stroossebelag ubidde konnten?

3. De Minister schreift a senger Äntwert, dass de Stroossebelag zu Mutfert um Enn vun alle Baumoossname wäert hiergestallt ginn. Kann de Minister erklären, wien derfir suergt, dass de Stroossebelag nom Enn vun alle Schantercher erëm hiergestallt gëtt?

4. Aus der Äntwert vum Minister ass dovunner auszegoen, dass all d'Bauhäre vun der oppener Strooss zu Mutfert profitéiert hunn, fir hir Aarbechten duerchzeféieren. Mussen alleguerten d'Bauhären dann och finanziell fir den neie Stroossebelag opkommen oder iwwerhëlt d'Ponts et chaussées dëse Service? Falls déi zweet Optioun zoutrëfft, firwat?

Réponse (25.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad1. Bei dësem Projet sinn et ganz kloer d'Gemeng Conter an d'Concessionairen, déi d'Responsabilitéit droen. D'Stroossebauverwaltung huet weeder Afloss op d'Organisatioun nach op den Oflaf vum Chantier selwer. De Chantier ënnerläit enger Permission de voirie, konform zum Gesetz vum 21. Dezember 2009 „relative au régime des permissions de voiries", an deem festgehale gëtt, ënner wéi enge Konditiounen en Demandeur, an dësem Fall also d'Gemeng Conter an d'Concessionairen, d'Aarbechten duerchzeféieren hunn, an dass den Demandeur och responsabel fir déi korrekt Ausféierung vun den Aarbechten ass.

ad 2. Well et sech net ëm e Chantier vun der Stroossebauverwaltung handelt, gëtt och keen detailléierte Suivi vum Chantier respektiv vun den Aarbechte vu staatlecher Säit aus gemaach. Et ass kloer e Chantier vun der Gemeng an de Concessionnairen, deen iwwer eng Per-

mission de voirie geneemegt ass, an domadder sinn dann och d'Bauhären déi richteg Uspriechpartner, fir eng Äntwert op dës Fro ze liwweren.

ad 3. D'Erneierung vum Stroossebelag gëtt och iwwer eng Permission de voirie gereegelt a muss vum Bauhär realiséiert ginn.

ad 4. D'Bauhäre si verantwortlech, fir de Stroossebelag an d'Rei ze maachen. Wat déi finanziell Bedeelegung vun de jeeweilege Bauhären ubelaangt, huet de Ministère keng Informatiounen.

D'Stroossebauverwaltung kéint, a Konformitéit mam Artikel 7 vum Gesetz vum 21. Dezember 2009 „relative au régime des permissions de voiries", op ministeriellen Uerder an am Interessi vun der Qualitéit vun der Reparatur vun de Stroossen, eng „remise en état" duerchféieren, dëst awer op Käschte vum Demandeur vun der Permission de voirie.

Question 1902 (19.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**autonomie communale :**

D'kohärent Weiderentwéckele vun den urbane Raim ass een zentraalt Element vun der Landesplanung. Baséierend um Programme directeur vun 2003 an dem IVL, hat de fréieren Inneminister Jean-Marie Halsdorf (CSV) d'Konzept vun de Communautés urbaines presentéiert. Dës Communautés urbaines sollten u sech d'politesch Ambitiounen en termes vun der Dezentraliséierung an enger kohärenter Landesplanung an den urbane Raim combléieren.

Wéi aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1767 ervirgeet, ass d'Regierung net gewëllt, d'Communautés urbaines nach eng Kéier op den Ordre du jour ze setzen. D'Inneministesch huet dowéinst an hirer Äntwert op meng Fro d'Instrument vun de Conventions de coopération territoriale État-communes ernimmt. Zanter 2005 bitt dëst Instrument de Gemengen an dem Staat d'Méiglechkeet, gemeinsam interkommunal Strategien auszeschaffen. D'Instrument vun de Conventions de coopération territoriale État-communes ass manner contraignant wéi dat vun de Communautés urbaines an d'Gemengen an de concernéierte Gebidder profitéiere weiderhi vu wäitreechender Autonomie a vitale Beräicher wéi dem Logement an der Mobilitéit. All Gemeng an de Ballungsgebidder (an och all aner Gemeng) schaaft weiderhin hiren eegene PAG aus. Den Artikel 26 vum Gesetz zum Aménagement du territoire gesäit zu de Conventions de coopération territoriale Follgendes fir:

« Le ministre peut, suite à l'accord du Gouvernement en conseil, conclure des conventions de coopération territoriale État-communes avec plusieurs communes, avec des communes membres d'un parc naturel ou avec un syndicat de communes. Ces conventions ont pour objet d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales ou transfrontalières et de contribuer à la mise en œuvre des plans et programmes de l'aménagement du territoire. »

De Pierre Majerus hält a séngem Wierk „L'État luxembourgeois" betreffend den Artikel 107 vun der Constitutioun fest, datt d'Automie communale „relative" ass. Deemno schreift hien:

« La Constitution, en établissant le principe de l'administration autonome des communes en ce qui concerne les affaires purement communales, a cependant voulu éviter que cette autonomie relative ne porte atteinte aux intérêts nationaux. » A weider : « elle ne doit pas être attentatoire aux intérêts nationaux. »

Aus deem Grond hat ech a menger Question parlementaire N° 1767 d'Fro opgeworf, ob d'Gemengenautonomie am Liicht vun der aktueller Logementskris an den domat verbonnenen Erausfuerderunge fir déi eenzel Gemengen an den dräi Ballungsgebidder nach zäitgeméiss ass. Dorop krut ech leider keng Äntwert, ma ech gouf wéi schonn an der Vergaangenheet op de Pacte Logement 2.0 souwéi op d'Charte européenne de l'autonomie communale verwisen. D'Ministesch schreift des Weideren an hirer Äntwert:

„Doriwwer eraus ass et och haut scho méiglech, ouni Communautés urbaines, PAGe mateneen ofzestëmmen, fir eng gemengeniwwergräifend Planung ze verwierklechen, och wann all Gemeng weiderhi säin eegene PAG wäert hunn. Déi zukünfteg Plans sectoriels erlaben aus deem Grond och eng Koordinatioun vun der Politik an de Beräicher vum Wunnengsbau, der Mobilitéit, der Émwelt an den Aktivitéitszonen."

Dës Zesummenaarbecht ass a bleift awer weiderhin a wäiten Deeler d'Decisioun vun all eenzel Gemeng. Et sinn d'Gemengen, déi decidéiere wat se op hirem Territoire realiséieren. Et gëtt also keng Obligatioun. D'lokal gewielte Vertrieder an de jeeweilege Gemenge musse weiderhin Decisiounen op kommunalem Niveau huelen, déi awer op d'mannst deelweis am nationalen Interessi leien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, Mobilltéit, Wunnengsbau a Landesplanung dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, sinn den Amenagement du territoire, d'Mobilitéit an de Logement an Ären Aen eng Responsabilitéit déi weiderhin, am aktuelle Mooss, vun de Gemengen an den dräi Ballungsgebidder soll souverän gedroe ginn?

2. Ass d'Ministesch net der Meenung, datt d'Theeme wéi Logement, Mobilitéit an Landesplanung, op d'mannst mol an den dräi Ballungsgebidder vum Land, a virun allem am Kontext vun enger Logements- an Mobilitéitskris, vun nationalem an net kommunalem Interessi sinn? Misst ee sech hei net iwwerleeën, dem Artikel 107 vun der Constitutioun Rechnung ze droen, an op d'mannst an den dräi Haaptagglomeratiounen d'Gemengenautonomie méi differenzéiert ze apprehendéieren, wéi dat am Rescht vum Land de Fall ass?

3. Här Minister fir Logement, Madamm Inneministesch, Här Minister fir Mobilitéit an Här Minister fir Landesplanung, wéini ass fir lech perséinlech d'Grenz erreecht, wou déi genannte Beräicher vu nationalem an net méi kommunalem Interessi wieren? Wéi gesäit Ärer Meenung no eng Situatioun aus, an där „Incentives" a „Bottom-up-Prozesser" net méi duer ginn a missten „Top-down-Decisiounen" geholl ginn fir de Logements-, Mobilitéits- an Landesplanungsproblem resolut unzegoen?

4. Wat ass dem Minister fir Landesplanung säi Bilan betreffend d'Conventions de coopération terrotoriale État-communes? Wéi vill Gemengen hu vun dësem Outil bis ewell profitéiert? Huet de Ministère wëlles, dëst Konzept weider auszebauen?

5. Um Beispill vun der Nordstad - wéi zefridden ass d'Madamm Ministesch mam Projet Nordstad? Ass dat erreecht ginn, wat ee sech virgeholl hat?

6. Hält d'Madamm Ministesch Gemengefusiounen an de concernéierten Arealer fir onëmgänglech oder ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt Fusiounen net onbedéngt néideg wieren, fir datt zum Beispill de Projet Nordstad an Zukunft als Succès wäert kënne betruecht ginn?

7. Madamm Ministesch, firwat schléisst Dir d'Communautés urbaines aus den aktuellen Bestriewungen an Iwwerleeungen, en termes vum Logement, der Mobilitéit an der Landesplanung weiderhin aus?

Réponse commune (31.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. Net d'Landesplanung, mee d'kommunal Planung an d'Stadentwécklung sinn d'Missioune vun de Gemengen, déi se och weiderhin autonom sollen erfëllen, konform zum Subsidiaritéitsprinzip. Autonomie heescht net, dass d'Gemenge souverän sinn, mee datt si, wéi de Staat, am allgemengen Intressi mussen handelen a sech an engem gesetzleche Kader beweegen dee se mussen anhalen, wat och duerch de Staat kontrolléiert gëtt, well d'Inneminstesch d'PAGe vun de Gemenge muss approuvéieren, ier se kënnen a Kraaft trieden an applizéiert ginn (Legalitéitsprinzip).

Et ass ausdrécklech vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 betreffend d'kommunal Planung an d'Stadentwécklung virgesinn, dass d'Organisatioun vum Gemengenterritoire, am Sënn vum allgemengen Interessi, sech um Programme directeur de l'aménagement du territoire (PDAT) orientéieren soll, wéi och d'Dispositiounen an d'Objektiver vun de Plans directeurs sectoriels an d'Plans d'occupation du sol iwwerhuele soll. Doriwwer eraus, mussen d'PAGe generell d'Objektiver vun der Landesplanung berücksichtegen, déi am Artikel 1 vum Landesplanungsgesetz vum 17. Abrëll 2018 opgelëscht sinn. Wann e PAG vun enger Gemeng net deene Krittären entsprécht, kann d'Inneministesch refuséieren, fir de PAG ze approuvéieren.

D'Mobilitéit an de Logement um nationale Niveau si Mëttelen déi sech, d'selwecht wéi d'kommunal Planung an d'Stadentwécklung, u Prinzipien aus dem PDAT vun der Landesplanung orientéieren, virun allem un d'Armature urbaine. Dës Armature, also de System vun den Attraktiouns- an Entwécklungszentren, ënnerscheet zwëschen dräi Niveaue vun Zentren. Um ieweschte Niveau befënnt sech d'Stad Lëtzebuerg, den urbane Raum „Nordstad" an Esch/Uelzecht zielen zum mëttlere Niveau. Zousätzlech gesäit d'Armature urbaine nach eng ganz Rei regional Zentre vir. Dës Zentren hunn als Haaptresponsabilitéit, d'Noversuergung vun hirem Émland ze garantéieren a sollen och prioritär entwéckelt ginn, virun allem d'Mëttelzentren. Engersaits féiert d'Konzentréiere vun der ganzer Entwécklung op d'Haaptstad iergendwann zu engem méi héije Verkéiersopkommes an anerersäits verstäerkt eng diffus Entwécklung an de ländleche Räim net nëmmen eng staark Zounam vum Autosverkéier, mee och eng Verschandelung vun der Landschaft an der Liewensqualitéit an eisen Dierfer.

ad 2. Wat d'kommunal Planung an d'Stadentwécklung ugeet, bezitt d'Inneministesch sech op d'Äntwert op déi éischt Fro. Logement a Mobilitéit sinn esouwuel vu kommunalem wéi vu nationalem Interessi an d'Gemenge wäerte weiderhin an deene Beräicher täteg sinn. D'Gemengen hunn hei Kompetenzen, déi hinne vun der Constitutioun a vu Gesetzer garantéiert sinn an déi een hinnen net einfach kann ewechhuelen. Mee souwuel d'Constitutioun wéi die europäesch Charte iwwer d'lokal Autonomie gesi vir, dass d'Gemengegestioun duerch Gesetzer encadréiert ka ginn: dat ass de Fall vun der kommunaler Planung. Den Artikel 8 Paragraf 2, vum Landesplanungsgesetz preziséiert, dass de PDAT d'Decisioune vun de Gemengen orientéiert (virun allem am Kader vun der Elaboratioun vun de PAGen). Dëst erméiglecht awer net d'Gemenge verschiddenaarteg kënnen ze behandelen, ausser d'lokal Entwécklung géif manifest géint d'Prinzipie vum PDAT, deen jo am allgemengen Interessi opgestallt gouf, goen. Eng „Differenz an der Appréciatioun vun der Gemengenautonomie" op reng geografesche Krittären ass also aus verfassungsrechtleche Grënn kaum virstellbar, am Géigesaz zu engem Contrôle de légalité vun de kommunalen Akten op Basis vun objektiven a prezise Krittären.

ad 3. D'Kompetenze vun de Gemengen an d'Autonomie an deene si, ënnert der Surveillance vum Staat, ausgeféiert ginn, si keng Froe vu perséinlecher Appreciatioun, mee rechtlecher Natur. Kommunal Planung ass eng vun den obligatoresche Missioune vun de Gemengen, déi vun der Landesplanungspolitik, déi am Kader vum PDAT definéiert ass, orientéiert gëtt. D'Landesplanungspolitik gëtt awer och unhand vu verschiddene landesplanereschen Instrumenter, (déi eng op enger konventioneller Basis, wéi zum Beispill Conventions territoriales État-communes - déi aner op enger contraignanter Basis, wéi zum Beispill Plans directeurs sectoriels a Plans d'occupation du sol) definéiert. Momentan si véier sektoriell Pläng, vun deenen der zwee de Logement an den Transport concernéieren, an der reglementaresch Prozedur a ginn demnächst vum Staatsrot aviséiert.

ad 4. D'Conventions de coopération territoriale ginn de Gemenge säit 2005 d'Méiglechkeet mam Staat zesumme Projeten auszeschaffen an ëmzesetzen. Am Ganzen hu bis elo 31 Gemengen aus de stättesche Raim vun dësem Instrument profitéiert. Et ass weiderhi virgesinn, dass Projeten, déi d'Ziler vun enger nohalteger landesplanerescher Entwécklung ëmsetzen, kënnen ënnerstëtzt ginn. Dat sinn zum Beispill Projeten, déi an der Südregioun am Kader vum Unesco-Programm „Man and Biosphere" entwéckelt ginn oder Projeten déi den Entwécklungspol Nordstad stäerken oder gemengeniwwergräifend Projete ronderëm d'Stad Lëtzebuerg.

ad 5. An der Fro geet rieds vun engem Projet Nordstad ouni ze preziséieren, wat genee domat gemengt ass. Hei muss een ënnerscheeden tëschent der Convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad, déi den deemolege Minister fir Landesplanung 2014 mat de Nordstadgemengen ënnerschriwwen huet an dem Fusiounsprojet, dee vun de Gemengen Ettelbréck, Dikrech, Ierpeldeng un der Sauer, Bettenduerf a Schieren, an Zesummenaarbecht mam Interieur lancéiert ginn ass. D'Regierung begréisst d'Initiativ fir dës Fusioun well eng beschtméiglech integréiert Entwécklung vun engem neie regionalen Zentrum am Norde vum Land méiglech gëtt, a wäert si och do dran ënnerstëtzen.

ad 6. D'Regierung huet sech allgemeng fir Fusioun op fräiwëlleger Basis ausgeschwat an ënnerstëtzt déi finanziell a steet de Gemengen iwwert den Interieur berodend zur Säit.

ad 7. D'Inneministesch bezitt sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1767, wou schonn drop agaange ginn ass, firwat d'Communautés urbaines am Moment keen Theema sinn.

Question 1907 (20.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **voitures électriques :**

D'Regierung wëll d'Elektromobilitéit massiv ënnerstëtzen, Elo, no dem Autosfestival, ass vläicht e gudden Ableck, fir e Bilan ze zéien.

An deem Kontext hätt ech folglend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wéi vill Autoen, déi ganz elektresch respektiv hybrid ugedriwwe ginn, sinn aktuell vu private Stéit ugemellt?

2. Wéi vill vun deene Stéit hunn nach zousätzlech een oder méi Autoen, déi mat fossiller Energie bedriwwe ginn?

3. Wéi vill Firmen hunn en elektrescht, respektiv hybrid Gefier ugemellt? Wéi vill vun deene Gefierer sinn utilitaire?

Réponse (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Laut de Statistike vun der SNCA waren Enn Januar 2020 bei den 100 %- Elektroautoen 1.047 Gefierer (45,76 %) op Privatpersounen an 1.241 Gefierer (54,24 %) op Firmen ugemellt. Bei de Plug-in-Hybrid-Autoe waren 832 Gefierer (30,93 %) op Privatpersounen an 1.858 Gefierer (69,07 %) op Firmen ugemellt. Bei den 100 % elektresche Camionnette waren dräi Gefierer (1,27 %) op Privatpersounen an 234 Gefierer (98,73 %) op Firmen ugemellt. Bei Firmenzouloossungen handelt et sech ëm all d'Gefierer, déi op eng „personne morale" ugemellt ginn. Heirënner falen zum Beispill och Autoen, déi geleast ginn an awer vu Privatpersoune fir privat Zwecker benotzt ginn. Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 1690 vum Här Deputéierte Jeff Engelen erkläert, gëtt vun der SNCA keng méi differenzéiert Oplëschtung vun Autoen, déi op eng „personne morale" ugemellt ginn, gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Well, wéi uewen erkläert, bei Autoen, déi geleast ginn, de Benotzer vum Auto net bei der Umeldung hannerluecht gëtt, mee d'Gefier op d'Leasingsgesellschaft zougelooss gëtt, ass et op Basis vun de Statistike vun der SNCA net méiglech eng kloer Ausso ze ginn, wéi d'Zesummestellung vum Fuerpark vu Stéit oder Firmen ass. Zousätzlech kënnt derbäi, datt bei Méifamilljenhaiser déi selwecht Adress hannerluecht ass an dowéinst och net kloer kann analyséiert ginn, wéi vill Gefierer pro Stot ugemellt sinn.

Well de gréissten Deel vun den elektresche Gefierer réischt déi lescht Joren ugemellt goufen, sinn d'Haushaltsbefroung vum Statec vun 2011 oder d'Mobilitéitsenquête Luxmobil vun 2017 net rezent genuch, fir eng kloer Ausso iwwert den Undeel vun Elektroautoen am Fuerpark vu Familljestéit oder Firmen ze ginn.

Question 1908 (20.02.2020) de **MM. Claude Wiseler** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **délai de remboursement pour les médecins :**

Aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro geet ervir, dass den nationale Remboursement fir de Beneficiaire (Patient) vun der Gesondheetskeess (CNS) innerhalb vun engem Dag ofgeschloss ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

- Wat sinn d'Délais moyens vun de Remboursementer fir de Prestataire (Dokter), ab dem Zäitpunkt, wou de Relevé (en bonne et due forme) bei der Krankekeess erageschéckt ass?

- Gëtt et eng konkreet Zilvirgab, innerhalb vu wéi engem Delai d'Doktere musse rembourséiert ginn?

Réponse (10.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Aktuell gesäit den Artikel 61 Alinea 5 vun der Konventioun tëschent der Associatioun vun den Dokteren an den Zänndokteren (AMMD) an der Gesondheetskeess vir, datt am Kader vum „tiers payant" d'Rechnunge vum jeeweilegen Dokter eemol de Mount en bloc un d'Gesondheetskeess transferéiert ginn. Dësen Transfert kann entweeder am Ufank, an der Mëtt

oder um Enn vum Mount vum Dokter gemaach ginn.

Den Artikel 61 Alinea 8 vun der nämmlechter Konventioun gesäit vir, datt, nodeems d'Rechnungen un d'Gesondheetskeess geschéckt goufen, dës bis spéitstens um Enn vum Mount drop musse vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn. Falls d'Gesondheetskeess deen Delai net respektéiert, da muss d'Gesondheetskeess op de Montant, deen den Dokter ze kréien huet, Zënse bezuelen. Dëst ass an der Konventioun mat der AMMD gereegelt.

Fir den Traitement vun deene Rechnungen an doriwwer eraus vun all aner Rechnung zäitno kënnen ze maachen, huet de Minister fir d'sozial Sécherheet en Aarbechtsgrupp op d'Been gestallt, fir dat d'Gesondheetskeess soll kënnen innerhalb vun e puer Sekonnen d'Dokumenter digital kréien, den Traitement maachen an d'Iwwerweisung lancéieren. Dëse wichtege Projet ass Deel vum Digitalisatiounsprozess vun de verschiddenen Organisme vun der sozialer Sécherheet, deen de Minister fir d'sozial Sécherheet lancéiert huet.

Question 1909 (20.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures d'intégration des communes :**

D'Integratiounsgesetz vum 16. Dezember 2008 verflicht all Gemeng, eng „commission consultative communale d'intégration" ze hunn. De Règlement grand-ducal vum 15. November 2011 preziséiert, dass dës Kommissioun véiermol d'Joer aberuff an de Rapport vun deem Zesummekommen un de Ministère fir Integratioun geschéckt sollt ginn.

En anert Instrument, wat vun de Gemenge benotzt ka ginn, ass de „Plan communal intégration" (PCI).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen

- hunn dem Ministère am Joer 2019 déi virgeschriwwe Rapporten zoukomme gelooss;

- sinn hire Verflichtungen nokomm an hunn déi véier Versammlungen aberuff?

2. Wéi vill Gemengeréit sinn de Missioune vum Artikel 1 (2) vum Reglement nokomm?

3. Wéi kontrolléiert de Ministère, ob den Avis vun der Kommissioun bezüglech follgende Punkte gefrot ginn ass:

- den Opnam- an Integratiounsmesuren an der Gemeng,

- der Sensibiliséierung vun de Migranten, un de Gemengewalen deelzehuelen,

- d'Matdeele vun de Reglementer ivwert d'Benotze vun de sportlechen a kulturellen Infrastrukture vun der Gemeng?

4. Wéi vill Gemengen hunn e PCI opgesat a wéi vill hunn an deem Kader vun enger finanzieller Hëllef profitéiert?

5. Ass et virgesinn, dass d'Gemengen hiren erfollegräiche PCI mat anere Gemengen deelen?

6. Gëtt d'Integratiounsgesetz an noer Zukunft un déi haiteg Erausfuerderungen ugepasst? Wa jo, wéini?

Réponse (25.03.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Am Joer 2019 hunn d'Integratiounskommissiounen aus 22 Gemengen dem Ministère déi virgeschriwwe Rapporten zoukomme gelooss. Dobäi huet eng Rei vun dësen Integratiounskommissioune méi Sëtzungen aberuff, wéi dat vum Règlement grand-ducal virgesinn ass, woubäi aner Gemengen sech un de Minimum vu véier Sëtzunge gehalen hunn.

ad 2. + 3. De Familljeministère huet dës Informatioun net, well et net méiglech ass, un Hand vu Rapporten ze wëssen, wéi vill Gemengeréit de Missioune vum Artikel 1 (2) vum Reglement nokomm sinn, respektiv ob den Avis vun der Integratiounskommissioun zu deene genannte Punkte gefrot gouf.

Den neien Integratiounsdepartement vum Familljeministère huet sech awer duerch d'Schafe vun engem Posten, dee sech nëmmen ëm d'Gemengen këmmert, d'Moyene ginn, fir enk mat de Gemengen zesummen ze schaffen, si ze ënnerstëtzen an an hire Beméiungen, d'Zesummeliewen op lokalem Niveau weiderbréngen, ze begleeden an och um Terrain aktiv ze sinn. Sou ka sech e Bild gemaach ginn iwwer dat, wat d'Gemengen aktuell schonn ëmsetzen; et kënne Verbesserunge virgeschloe ginn, Iddie vun enger an déi aner Gemeng weidergi ginn an et kann och identifizéiert ginn, wat déi eenzel Besoinen um Terrain sinn.

ad 4. - 6. Am Moment hunn 39 Gemengen am Land e PCI opgesat oder sinn amgaang drun ze schaffen. Vun dëse Gemengen hunn der bis elo 16 vun enger finanzieller Hëllef profitéiert. Eng Rei anerer hunn hire Wëlle matgedeelt, op de Wee vun engem PCI ze goen. Vill Gemenge sinn elo scho ganz aktiv am Beräich vun der Integratioun, och wa si hir Aktioune bis elo nach net an engem méi formelle PCI strukturéiert hunn.

Wa Gemengen dat froen, dann ënnerstëtzt de Familljeministère déi Gemengen, déi e PCI hunn oder amgaang sinn een auszeschaffen. Och déi Gemengen, déi wëlles hunn, e PCI ze maachen, kënne vum Familljeministère ënnerstëtzt ginn. Eng Rei Gemengen, déi als „Syndicat intercommunal" respektiv als Entente zesummeschaffen, deelen esou hir Erfarunge mam PCI.

2018 ass de « Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau Local (GRESIL) » an d'Liewe geruff ginn, un deem virun allem Vertrieder aus den Integratiounskommissiounen deelhuelen. Hei hunn d'Vertrieder aus deene verschiddene Gemengen net nëmmen d'Geleeënheet, sech iwwer Aktivitéiten a Projeten an hire jeeweilege Gemengen auszetauschen, mee si kréien och Instrumenter an Iddie mat op de Wee, déi si sou oder an enger un hir Gemeng ugepasster Form kënne bei sech ëmsetzen.

D'Reform vum Integratiounsgesetz steet am Regierungsprogramm a wäert och duerchgefouert ginn.

Question 1910 (26.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **contrats de travail dans la fonction publique :**

A menger Chamberisnterventioun vum 13. Februar iwwert de Bien-être op der Aarbecht hunn ech dem Här Aarbechtsminister eng Rei Froen iwwert d'Natur vun den Aarbechtskontrakter bei der ITM a beim Staat gestallt. Ech hu mat Bedauere misse feststellen, datt den Här Minister net op meng Froen agaangen ass. Den Här Minister huet am Laf vun der Debatt och betount, datt - ech zitéieren - „(…) d'Natur vum Kontrakt vum Travail (...) vu gréisster Wichtegkeet" ass. Doweinst wëll ech meng Froen nach eemol iwwert de schrëftleche Wee formuléieren:

Och d'Sécherheet iwwer eng laangfristeg Ofsécherung vun der Aarbechtsplaz kann zum Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz bäidroen.

An deem Kontext wëll ech enger Rei Aussoe vum Här Aarbechtsminister besonnesch op den Zant fillen.

A senger rezenter Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg Marc Spauz (N° 1654) iwwert d'Natur vun den Aarbechtskontrakter seet den Här Minister:

„D'Regierung ass wéi den honorablen Deputéierten der Meenung, dass CDIen d'Reegel an CDDen d'Ausnam um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart solle bleiwen."

De Kolleeg Spautz freet da weider: „Gi Betriber déi systematesch op CDD zréckgräifen, vun der ITM - also der Gewerbeinspektioun - kontrolléiert, op dat keng definitiv Aarbechtsplaz misst sinn?"

Den Här Aarbechtsminister äntwert dorop:

„Wa Verdachtsfäll bestinn, dass Dispositioune vum Code du travail net respektéiert ginn, mécht d'ITM déi néideg Kontrollen. Dat zielt och fir Dispositiounen, déi CDDe betreffen."

An deem Sënn war et mol wichteg ze wëssen, a wéi engem Kontrakt déi Leit selwer stinn, déi bei der Gewerbeinspektioun schaffen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Hunn d'Mataarbechter vum ITM iwwerhaapt selwer all en CDI?

2. Wéi vill Leit vun der ITM hu keen CDI mee en CDD?

3. Wéi vill Persoune beschäftegt de Lëtzebuerger Staat, déi keen CDI hunn?

Réponse commune (30.03.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Op der ITM hu 85,5 % vun den Agenten een CDI.

ad 2. D'ITM huet aktuell 26 Agenten am CDD. Dëst mécht 14,5 % vum Effectif vun der ITM aus.

Dëst huet domat ze dinn, dass d'Personal vun der ITM an de leschte Méint, opgrond vu politeschen Decisiounen an och allgemeng politeschem Konsens an der zoustänneger Chamberskommissioun, drastesch an d'Luucht gesat ginn ass an och nach wéider wäert erhéicht ginn.

ad 3. 2020 sinn an der Fonction publique eng 541 Agenten an engem CDD beschäftegt.

Op déi ganz Fonction publique gerechent maachen d'CDDen 1,83 % vum Gesamteffectif aus.

Question 1911 (21.02.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **conseil d'administration de la BCEE :**

Am Kader vun der Fermeture vun de sëlleche Guicheten uechtert d'Land goufe vun alle Parteie parlamentaresch Ufroe gestallt a beäntwert. D'Decisioun, d'Guicheten zouzemaachen, ass am Conseil d'administration vun der Spuerkeess (BCEE) gefall. D'Statute vun dësem Organ sinn iwwerdeems der Dageszeitung „Le Quotidien" no, zanter 1989 net adaptéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wei vill Vertrieder vum Staat hunn am Conseil d'administration vun der Spuerkeess (BCEE) fir d'Fermeture vun de Guichete gestëmmt? Wei vill Vertrieder vum Staat hunn dergéint gestëmmt?

2. Här Minister, gouf et virum Vott eng Concertatioun tëscht de Verwaltungsrotsmemberen an dem Ministère? Wa jo, wéini?

3. Wat ass de geneeë Wuertlaut vum Punkt iwwert deen de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE) ofgestëmmt huet an dee schlussendlech d'Fermeture vun de Guicheten aktéiert huet?

4. Här Minister, gëtt envisagéiert, d'Statute vum Conseil d'administration vun der Spuerkeess (BCEE) ze modifiéieren?

Réponse (11.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op e Presseartikel, deen d'Situatioun net ganz korrekt duerstellt. De Conseil d'administration, als Organ vun der Bank, huet keng eege Statuten. En huet awer e „règlement d'ordre intérieur", deem seng aktuell Versioun vun 2019 datéiert. D'Bank selwer huet iwwregens och keng Statute wéi eng privat Gesellschaft, mee als „établissement public autonome" gëtt hire Fonctionnement vun engem Gesetz bestëmmt.

Sou wéi an deem Gesetz virgesinn, leien d'Gestioun an d'Administratioun vun der Bank an den Hänn vum Comité a vum Conseil d'administration, an deenen hir Aarbecht de Minister sech net amëscht. Dëst ass och schonn an den Äntwerten op d'Froen N° 1876 vum 13. Februar 2020 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement, N° 1863 vum 13. Februar 2020 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz, N° 1865 vum 13. Februar 2020 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen, N° 1866 vum 13. Februar 2020 vun den honorabelen Deputéierte Georges Engel a Francine Closener, N° 0371 vum 14. Februar 2019 vum honorabelen Deputéierte Marc Lies, N° 2834 vum 14. Mäerz 2017 vum honorabelen Deputéierten Aly Kaes an N° 2567 vum 17. November 2016 vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden, preziséiert ginn.

D'Diskussiounen am Conseil ënnerleien dem „secret des délibérations", wéi am Artikel 17 vum Gesetz virgesinn.

Wéi schonn an den Äntwerten op d'Froen N° 1863 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz, N° 1866 vun den honorabelen Deputéierte Georges Engel a Francine Closener an N° 1886 vum honorabelen Deputéierte Marc Lies uginn, gouf d'Decisioun an dësem Fall eestëmmeg geholl.

Question 1914 (21.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **contrôle technique pour les tracteurs :**

Am Fréijoer 2020 mécht d'SNCT hir Dieren zu Maarnech op. Dëst fält méi oder wéineger zäitgläich zesumme mat der Schléissung vun der SNCT-Kontrollstatioun zu Wëlwerwolz.

An engem offizielle Schreiwes gouf elo matgedeelt, datt zu Maarnech och periodesch nach géife Camionen an Traktere kontrolléiert ginn. Mir ass elo awer vun enger Rei concernéierter Bauere matgedeelt ginn, datt zu Maarnech keng Kontrolle vun Trakteren duerchgefouert ginn.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister riichten:

1. Ass um Site vun der Kontrollstatioun zu Maarnech prinzipiell virgesinn, datt do kënne Camionen an Traktere kontrolléiert ginn? Wa jo, ab wéi engem Zäitpunkt wäert dat méiglech sinn?

2. Am Fall wou dat net méiglech ass: Op wat fir enger offizieller Kontrollstatioun hunn d'Baueren aus dem Norden d'Méiglechkeet, fir hir Traktere kontrolléieren ze loossen, ausser zu Colmer-Bierg an zu Sandweiler?

3. Hunn d'Baueren och d'Méiglechkeet, hiert Gefier op enger privater, offiziell zertifiéierter Kontrollstatioun préiwen ze loossen?

Réponse (04.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Virbereedungsaarbechte fir de Bau vun der Kontrollstatioun zu Maarnech hunn Ufank 2019 ugefaangen. An der Tëschenzäit sinn d'Bauaarbechten ofgeschloss an d'technesch Ariichtunge ginn installéiert, soudatt d'Statioun méiglecherweis Enn Mäerz respektive Mëtt Abrëll 2020 hir Dieren opmaache kéint.

Soubal d'Statioun zu Maarnech wäert opgoen, gëtt d'Capacitéit vun der Kontrollstatioun zu Wëlwerwolz kontinuéierlech reduzéiert an op Maarnech redistribuéiert.

An der Kontrollstatioun zu Maarnech sollen all Kategorië vu Gefierer, vu privaten a kommerzielle Clienten, kënne kontrolléiert ginn.

Konform zu der nationaler Gesetzgebung wäert d'Statioun zu Maarnech wéinstens 40 Stonnen an der Woch op sinn, woubäi eng Capacitéit vun 100 Gefierer pro Dag méiglech ass. Ofhängeg vun der Demande vun de Clientë ginn och Plagë fir d'Kontroll vu Camionen an Traktere reservéiert.

D'Kontrollstatioun zu Biissen, an där praktesch ausschliisslech Schwéiergefierer kontrolléiert ginn, bleift operationell an dëst wochendaags vu 7 Auer bis 16 Auer. Zousätzlech dozou bidde verschidde Garagen an Zesummenaarbecht mat der SNCT, oder och den zwou anere Societéiten (DEKRA, LUKS), d'technesch Kontroll vu Camionen an Trakteren un.

Question 1918 (24.02.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **plafonnage du crédit immobilier :**

Selon un article publié dans le journal « d'Lëtzeburger Land » du 21 février 2020, la directrice de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a salué devant la presse l'instrument « hard limits » dont l'application pourrait être introduite prochainement dans le cadre des crédits immobiliers résidentiels.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer de plus amples détails sur les allégations faites à la presse par la directrice de la BCEE?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'un plafonnage du crédit immobilier est effectivement envisagé?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous donner son avis sur l'effet de cet instrument quant à l'acquisition de biens immobiliers dans le futur?

Réponse (31.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les honorables Députés se réfèrent à un article de presse qui fait lui-même référence à une interview de radio et demandent des précisions sur les propos tenus dans ce contexte par la directrice de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) relatives à l'instrument « hard limits » dans le cadre des crédits immobiliers résidentiels. L'interview en question peut être écoutée dans son intégralité à l'adresse suivante : https://www.100komma7.lu/podcast/289507.

D'une manière générale, l'article 59-14bis de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier prévoit que la CSSF peut prendre certaines mesures afin de fixer des conditions pour l'octroi de crédits relatifs à des biens immobiliers à usage résidentiel situés sur le territoire du Luxembourg. Le même article soumet l'activation de ces mesures à une série de conditions dont notamment celle que la CSSF ne peut agir en l'occurrence qu'après adoption d'une recommandation par le Comité du risque systémique.

Le Comité du risque systémique suit le marché immobilier résidentiel de près et évalue si

l'évolution de certains indicateurs (hausse soutenue et persistante des prix immobiliers et du volume d'emprunts hypothécaires, détérioration significative, lors de l'octroi de crédits, des rapports visés au paragraphe 2 dudit article 59-14bis) indique un dysfonctionnement du système financier national ou un risque pour la stabilité financière nationale.

Question 1919 (24.02.2020) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **marché de revente de tickets :**

Ces dernières années des plateformes en ligne de vente de tickets de « second marché » d'événements sportifs, de concerts, etc. ont connu un essor énorme. Or, de plus en plus de problèmes avec ces plateformes de vente de tickets en ligne se font jour, allant d'internautes arnaqués jusqu'à des organisateurs lésés.

En Allemagne des premières tentatives d'interdire la vente de tickets à des prix abusifs ont été entreprises. Déjà aujourd'hui certains organisateurs refusent l'entrée aux personnes en possession de tickets acquis sur ces « seconds marchés ». Cette situation engendre des efforts organisationnels et des coûts supplémentaires aussi bien pour les opérateurs que pour les acquéreurs de ces billets.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'incidents en rapport avec ces marchés de revente au Luxembourg ?

2) De quels moyens le Gouvernement dispose-t-il pour protéger les consommateurs, ainsi que les organisateurs d'évènements contre cette sorte d'abus ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle une réforme législative pour empêcher ces pratiques, i. e. la revente de tickets à prix exagérés ?

4) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de personnes/organisations qui achètent un grand nombre de tickets pour des événements au Luxembourg afin de les survendre par la suite ?

Réponse (19.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'honorable Députée a une série de questions au sujet du marché de revente de tickets.

ad 1) Mes services ont bien connaissance d'incidents liés à la revente de tickets sur les marchés secondaires, principalement des reventes à des prix de loin supérieurs aux prix de vente initial. De telles pratiques sont régulièrement relatées par la presse lors de concerts de grande envergure.

ad 2) Il n'existe actuellement pas de législation spécifique pouvant contrecarrer de telles pratiques. Toutefois, le Code de la consommation permet de faire cesser des pratiques commerciales déloyales lorsqu'elles sont commises par des professionnels luxembourgeois. Il faut préciser que la revente de tickets, même à des prix bien supérieurs à ceux affichés, ne constitue pas une pratique déloyale en tant que telle. Il faut néanmoins que le revendeur indique clairement les caractéristiques du ticket, par exemple qu'il s'agit d'une revente, qu'il peut y avoir des restrictions d'accès en cas de revente…

Par ailleurs, il est possible, dans le cadre de la coopération entre autorités en charge de l'application du droit de la consommation, de demander aux autorités d'autres pays de l'Union européenne ou de l'espace économique européen d'agir contre des pratiques déloyales de professionnels établis sur leur territoire.

ad 3) À ce stade, nous n'envisageons pas de légiférer sur la revente de tickets à prix exagérés. Une modification sera néanmoins apportée à la législation nationale par la transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Celle-ci modifie la directive 2005/29/CE sur les pratiques commerciales déloyales en ajoutant en tant que pratique commerciale déloyale en toutes circonstances l'action de « revendre des billets pour des manifestations à des consommateurs si le professionnel les a acquis en utilisant un moyen automatisé de contourner toute limite imposée au nombre de billets qu'une personne peut acheter ou toute autre règle applicable à l'achat de billets ».

ad 4) Mes services n'ont pas connaissance de personnes ou organisations qui utiliseraient de tels procédés.

Question 1921 (24.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **finances communales :**

D'Gesetz vum 14. Dezember 2016 reegelt ënner anerem d'Krittären, no deenen d'Gemenge finanziell aus dem Fonds de dotation globale des communes alimentéiert ginn. De Sold, dee vum Fonds de dotation globale des communes un d'Gemenge verséiert gëtt, verdeelt sech a Funktioun vu fënnef Kategorien: der Populatioun (82 %), der Unzuel un Aarbechtsplazen an der Gemeng (3 %), nom Indice socio-économique (9 %) an der Unzuel u Sozialwunnengen an der Gemeng (1 %).

Déi aktuell Erausfuerderungen an de Beräicher Logement, Mobilitéit a Landesplanung invitéieren zu enger integrativer Approche an dëse Beräicher. Iwwert d'Gemengefinanzéierungsgesetz ass et méiglech, d'Gemenge spezifesch do ze stäerken, wou hiert Potenzial läit.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, ass geplangt, d'Gemengefinanzen nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an de Verdeelungsschlëssel ze änneren? Wa jo, wat genee sinn Är Iwwerleeungen? Wann nee, firwat net?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zu der Iddi vun enger nach méi differenzéierter Approche beim Verdeele vun de Gelder aus dem Fonds de dotation globale des communes?

Réponse (10.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Gemengefinanzreform ass mam ofgeännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 « portant création d'un Fonds de dotation globale des communes » den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden. Dës Reform soll, esou wéi et am Koalitiounsaccord festgehalen ass, am Joer 2020 evaluéiert ginn.

D'Evaluatioun wäert vun der lëtzebuergescher Zentralbank (BCL) realiséiert ginn, déi ech dozou beoptraagt hunn.

Esoubal de Finanzminister de Sold vun 2019 vum Fonds de dotation globale des communes (FDGC) arrêtéiert huet, wäert d'BCL mat der Analys vun de Joren 2017, 2018 an 2019 ufänken.

Politesch Iwwerleeunge sollte sech op d'Resultat vun dëser objektiver Evaluatioun baséieren, dofir proposéieren ech, d'Aarbechte vun der Zentralbank ofzewaarden.

Question 1922 (24.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **publicité des réunions des conseils communaux :**

D'Sitzunge vun de Gemengeréit zu Lëtzebuerg sinn an der Reegel ëffentlech. Leider ass et fir en Normalstierfleche kaum méiglech, un de Sitzunge vu sengem Gemengerot deelzehuelen, well e muss schaffe goen. Verschidde Gemenge maachen detailléiert Rapporte vun de Sitzungen a publizéieren dës an hirem Gemengebuet. Anerer, virun allem méi grouss Gemenge, hu souguer e Livestream ageriicht. Och sinn a ville Gemengeréit Lokaljournaliste present. Dëse Méi un Transparenz an d'Presenz vu geschoulte Journalisten an de Gemengeréit suergen derfir, datt e Contôle vun der Exekutiv an de jeeweilege Gemengen, bis zu engem gewëssene Mooss, assuréiert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wëssend, datt et fir vill Zeitungen eng grouss finanziell Laascht ass, hir Leit an d'Gemengeréit ze schécken, ass geplangt, d'Medienhaiser geziilt ze ënnerstëtzen, fir datt och weiderhin assuréiert ass, datt an de Gemengeréit Journaliste present sinn?

2. Madamm Ministesch, ass geplangt, Verbatime vun de Gemengeréit obligatoresch ze maachen, wëssend datt déi meescht Biergerinnen a Bierger net d'Geleeënheet hunn, physesch an e Gemengerot ze goen, wärend hirer Aarbechtszäit?

3. Madamm Ministesch, gedenkt Dir, d'Gemengen ze encouragéieren, Livestreame vun hire Gemengerotssitzungen ze maachen?

4. Wéi stitt Dir zum Fait, Dir Dammen an Häre Ministeren, datt d'politescht Geschéien an de Gemengen zum Deel net vu Journaliste ka couvréiert ginn? Gesitt Dir hei eng Gefor fir eis Demokratie, wëssend, datt d'Press eng elementar Roll am Contrôle vun der Exekutiv spillt, och um Gemengenniveau?

Réponse commune (27.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. Am Kader vum Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press ass zu Lëtzebuerg eng staark finanziell Ënnerstëtzung fir déi professionell Dages- a Wochepress virgesinn. Dëst Gesetz soll, wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, reforméiert ginn - et ass an et bleift awer e wichtege Krittär, dass d'Medien d'Flicht hunn, déi national an international Aktualitéit an den Zentrum vum Contenu ze setzen.

ad 2. Déi aktuell gesetzlech Reegele fir de Fonctionnement vum Gemengerot ginn am Kader vun der Reform vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 iwwerschafft. Mir wäerten, an der participativer Approche, déi mir dofir scho lancéiert hunn, d'Gemengen zu dësem Sujet consultéieren.

ad 3. Ob d'Gemengen e Livestream vun de Gemengerotssëtzunge maachen oder net, ass hinnen am Kader vun der Gemengenautonomie selwer iwwerlooss. Am Kader vun den Upassungen, déi wéint der Menace vum Verbreede vum Coronavirus néideg goufen, gehéiert och, dass Videokonferenze fir Gemengeréit méiglech sinn an de Vott valabel ass.

ad 4. Et ass eis net bekannt, dass d'Press soll systematesch Schwieregkeeten hunn, fir Gemengerotssëtzungen ze couvréieren. Reegelméisseg kann een an der Press Rapporte vun ëffentleche Sëtzunge liesen. Verschidden Affären, déi am Laf vum leschte Joer fir gewëssen Turbulenzen am Gemengesecteur gesuergt hunn, sinn ausgibeg vun der Press couvréiert ginn. Doriwwer eraus steet de Gemengerot ënnert dem politesche Contrôle vun de Wieler, déi Accès zu senge Sëtzungen hunn. Et gëtt och en administrativen an e juridictionelle Contrôle iwwert d'Akten an/oder d'Organer vun de Gemengen. Doduerch kann een dovun ausgoen, dass d'Demokratie um lokalen Niveau net a Gefor ass an dass déi gesetzlech a politesch Contrôlen duerginn, fir d'Demokratie ze garantéieren.

Question 1926 (24.02.2020) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant **les plans régionaux pour la mobilité :**

Dans le but notamment de limiter la part de trafic individuel et de maximiser la part des transports en commun et surtout de la mobilité douce (trajets effectués par vélo ou à pied), le développement de plans régionaux serait envisagé. D'après nos informations, un transfer un tel plan régional (transfrontalier) existerait déjà pour onze communes du sud du pays en collaboration avec huit communes françaises limitrophes. Le développement d'un plan régional pour la Nordstad serait en cours.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives aux plans régionaux pour le sud du pays et pour la Nordstad ?

- Monsieur le Ministre peut-il donner plus de détails sur les objectifs respectivement les processus d'élaboration de tels plans régionaux ?

- Bien que de plus en plus des pistes cyclables soient aménagées au fur et à mesure dans la région Centre respectivement dans la ville de Luxembourg, un concept cohérent semble y faire défaut, ce qui se manifeste au quotidien par un vivre-ensemble difficile entre automobilistes, vélos et piétons. Est-ce que l'élaboration d'un plan régional pour la région Centre respectivement pour la ville de Luxembourg est prévue ?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'à part les responsables communaux et étatiques, les citoyen(ne)s sont également invité(e)s à participer aux échanges afin de prendre également en compte les idées et les expériences pratiques de ceux-ci ?

- Dans quel délai un tel plan pour la région Centre et la ville de Luxembourg pourrait-il voir le jour ?

Réponse commune (25.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du Territoire et Ministre de l'Energie :*

Au vu du développement démographique et économique exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg, du caractère multimodal de la mobilité au 21e siècle et du souhait d'offrir à la population et aux travailleurs frontaliers une mobilité de qualité dans un contexte de décarbonisation des transports, la planification de la mobilité dans notre pays demande effectivement une approche nouvelle, anticipative, basée sur les projections du Statec et le scénario de développement du territoire « organisé et harmonieux », tel qu'il a été retenu par la Chambre des Députés lors du débat de consultation du 28 février 2018.

Partant d'un premier principe qu'il faut planifier non pas pour combler les déficits actuels, mais pour satisfaire la demande future, et d'un deuxième principe qu'il convient d'avoir une vue d'ensemble du puzzle avant d'en poser, à coup d'investissements publics lourds, les pièces, le Département de la mobilité et des transports est en train d'élaborer, pour l'ensemble du territoire national et en tenant compte de la mobilité transfrontalière, le Plan national de mobilité pour l'horizon 2035 tel qu'il a été annoncé par l'accord de coalition 2018-2023.

Ce Plan national de mobilité, aux principes de planification desquels le public sera invité à contribuer lors de workshops régionaux en mai 2020, identifiera les principaux déficits d'offre en mobilité à l'horizon 2035. Il proposera des réponses qu'il conviendra de commencer à mettre en place dans les années à venir. Toutes les offres en mobilité n'étant pas d'importance ou d'envergure nationale, la cohérence des planifications sera assurée ensuite par une série de plans de mobilité régionaux qui couvriront l'ensemble du territoire. Ces plans de mobilité régionaux, à caractère évidemment multimodal, affineront le Plan national de mobilité. Ils seront élaborés avec la participation des communes et, sans doute, des citoyens. La présentation du plan au Gouvernement, à la Chambre des Députés et au public, est prévue pour début 2022.

Cette approche structurée ne signifie cependant pas que toute réflexion d'ordre régional doive être mise en veille. Au contraire, de telles réflexions et études pourront alimenter, voire accélérer les études régionales du Plan national de mobilité 2035.

Ainsi, certains concepts de mobilité entamés par le Département de l'aménagement du territoire (DATer) du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire analysent, pour des régions précises, certains aspects de la mobilité. En effet, depuis 2016, le DATer et la Cellule mobilité douce ont mandaté un bureau spécialisé en vue de mener des études approfondies concernant l'optimisation de la cyclabilité au Grand-Duché de Luxembourg. Cinq études ont ainsi été menées :

2016-2018 : dans les communes membres des espaces conventionnés « DICI » et « Uelzechtdall » ;

2018- : dans les communes membres de la Nordstad ;

2018-2019 : dans les communes membres du syndicat intercommunal PRO-SUD ;

2018-2019 : dans les communes françaises membres du GECT Alzette-Belval en extension à l'étude concernant PRO-SUD.

En ce qui concerne la Nordstad, le DATer, en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées, la Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ et la Nordstad, a lancé une étude de cyclabilité dans les six communs membres dans le souci d'encourager l'usage du vélo pour les déplacements quotidiens. L'objectif de l'étude est d'inciter les acteurs communaux à aménager le réseau routier de manière à faciliter l'accès aux cyclistes, même débutants. L'intérêt d'une telle étude consiste à évaluer l'état des voiries existantes et à proposer des mesures à court voire à long terme qui permettent d'améliorer la sécurité du réseau (inter)communal.

Par ailleurs, le DATer a lancé fin 2019 les travaux concernant l'élaboration d'un « Leitbild » pour la Nordstad. L'objectif principal consiste ainsi à définir, d'une part, une stratégie de développement territorial opérationnelle aux horizons 2035 et 2050 et, d'autre part, à faire émerger des projets de développement tout en préservant et en améliorant le cadre de vie des citoyens. La vision territoriale Nordstad devra promouvoir à la fois un développement urbain durable et innovateur et le respect de l'équilibre entre la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers. En outre, la planification devra veiller à proposer une utilisation rationnelle du sol en conciliant développement urbain et économique, la planification de la mobilité, l'offre en services adaptés, la mixité sociale et fonctionnelle, mais aussi à accompagner les grandes transitions : écologique, énergétique, digitale... De fait, cette vision doit, à

terme, permettre de guider les décisions de tous les acteurs ayant une répercussion sur le futur développement de ce territoire. C'est à cet effet qu'à terme, les grandes orientations stratégiques et les objectifs chiffrés de la vision territoriale seront intégrés dans le nouveau Programme directeur de l'aménagement du territoire (PDAT) actuellement en cours de refonte.

En ce qui concerne la région Sud, et plus précisément le territoire couvert par le syndicat intercommunal PRO-SUD, la mobilité, en particulier la mobilité durable, est au cœur des actions du syndicat. Avec le soutien du DATer et en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées et la Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ, le syndicat a lancé le 18 septembre 2018 une étude de cyclabilité dans ses onze communes membres.

Par ailleurs, le Groupement européen de coopération transfrontalière GECT Alzette-Belval a été associé à l'étude précitée du PRO-SUD. En effet, dans sa volonté de promouvoir une mobilité active à travers un réseau cyclable national, intercommunal et transfrontalier sur le territoire du GECT, l'étude précitée a été étendue aux huit communes françaises faisant partie du groupement. Le but étant de favoriser le développement de la mobilité active sur le versant français et de contribuer à la construction de l'agglomération transfrontalière du Sud. Elle propose ainsi des mesures en vue d'améliorer le niveau de cyclabilité sur les voiries actuelles et formant le réseau cyclable opérationnel. Ce dernier doit permettre les déplacements actifs au sein de chaque localité et entre les communes.

Par ailleurs, le GECT Alzette-Belval est le chef de file du projet Interreg VA Grande Région « ABACTIV, Alzette Belval à vélo et à pied ! ». Il prévoit de développer sur cette agglomération transfrontalière un véritable réseau aménagé et sécurisé de voies cyclables et piétonnes et ses services annexes.

De façon générale, les travaux et réflexions menés sous la conduite ou en coopération avec le DATer au sein des coopérations intercommunales initiées dans le cadre des conventions État-communes accordent une importance tout à fait particulière à la thématique de la mobilité sous tous ses aspects.

Question 1927 (24.02.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **reconnaissance d'un État palestinien :**

Dans un article paru sur tageblatt.lu le 19 févier 2020, il y est question d'un dîner secret que le Ministre Jean Asselborn aurait tenu au sujet d'une possible reconnaissance d'un État palestinien souverain.

Pour rappel, deux motions ont été approuvées à ce sujet par la Chambre des Députés le 17 décembre 2014, de même qu'une résolution du Parlement européen, appuyant le principe d'une solution des deux États.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer l'origine, les auteurs et la raison de cette initiative ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser si cette initiative émanait du Ministère des Affaires étrangères seul ou s'il s'agissait d'une décision prise en commun accord avec le Premier Ministre ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser, d'un côté, avec qui il s'est concerté dans le contexte de cette initiative, et d'un autre côté, nous préciser la liste des invités à ce dîner et nous expliquer le choix de cette liste ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire s'il y existe un rapport quelconque avec le plan américain pour régler le conflit israélo-palestinien du mois de janvier 2020 ?

- Considérant la motion de la Chambre des Députés ainsi que la résolution du Parlement européen adoptées le même jour, à savoir le 17 décembre 2014, réaffirmant leur appui sans réserve à la solution des deux États, Monsieur le Ministre peut-il nous faire part des finalités de ce dîner et des conclusions qui y ont été tirées, le cas échéant ?

Réponse (10.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Le 16 février 2020, à la veille de la réunion du Conseil affaires étrangères de l'Union européenne, j'ai invité plusieurs de mes collègues européens à un dîner informel à Bruxelles. Il s'agissait de faire le suivi de la discussion qui avait eu lieu au sujet du processus de paix au Moyen-Orient lors du déjeuner du précédent Conseil affaires étrangères, le 20 janvier 2020.

Le dîner du 16 février s'est tenu à mon initiative en tant que ministre responsable de la mise en œuvre de la politique étrangère luxembourgeoise. J'y ai invité mes collègues des États membres dont les positions concernant le processus de paix se rapprochent de celle du Luxembourg.

L'échange de vues informel a permis d'évoquer les récents développements dans le processus de paix, dont la présentation, le 28 janvier, de la vision américaine pour la paix entre Israéliens et Palestiniens, et la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies du 11 février sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, à laquelle a participé le Président palestinien Mahmoud Abbas.

J'ai fait part à mes collègues de la conviction du Luxembourg qu'au vu de son importance fondamentale, le processus de paix visant à régler le conflit israélo-palestinien doit être maintenu à l'ordre du jour du Conseil affaires étrangères de l'Union européenne. C'est ce que j'ai proposé, le lendemain au Conseil, au Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, Josep Borrell, avec le soutien de plusieurs États membres, et c'est ce qui a été retenu.

Comme le Haut représentant Borrell l'a dit dans sa déclaration du 4 février 2020, nous sommes particulièrement préoccupés par les déclarations sur la perspective d'une annexion par Israël de la vallée du Jourdain et d'autres parties de la Cisjordanie. Au prochain Conseil affaires étrangères, le 23 mars 2020, il s'agira dès lors d'identifier ce que l'Union européenne peut faire pour contribuer à préserver la solution des deux États fondée sur les frontières du 4 juin 1967 : Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, avec Jérusalem comme capitale des deux États. Pour qu'elle soit viable, cette solution doit être négociée entre les parties et répondre aux aspirations légitimes des Israéliens et des Palestiniens. Elle doit être fondée sur le respect du droit international et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur les paramètres internationalement agréés.

Question 1928 (24.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **informations concernant le coronavirus :**

Den 22. Februar huet d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) gemellt, dass 77.794 Covid-19-Infektioune weltwäit rapportéiert goufen, wourënner leider och 2.359 Fäll waren, déi déidlech verlaf sinn.

D'WHO mellt gläichzäiteg, dass an der Grippesaison 2019-2020 méi ewéi 103.080 Persounen sech mat der Gripp (Influenza) infizéiert hunn. Dës Zuele vun der WHO enthale just déi gemellten a confirméiert Fäll. D'Donkelziffer läit warscheinlech vill méi héich. An der Grippesaison 2018-2019 sollen et knapp 200.000 Persoune gewiescht sinn.

Och d'Influenza ka reegelméisseg déidlech ausgoen. Esou huet de Robert-Koch-Institut fir d'Saison 2017-2018 geschat, dass et eleng an Däitschland zu 25.000 Doudesfäll duerch Influenza koum, woubäi 1.674 Fäll am Labo confirméiert konnte ginn. Och an der leschter Grippesaison 2018-2019 goufen et eleng an Däitschland 954 confirméiert Doudesfäll duerch d'Gripp.

Mëttlerweil ass dovunner auszegoen, datt de Covid-19-Ausbroch en negativen Effekt op d'Weltwirtschaft och op Lëtzebuerg huet. Bedreiwer vun asiatesche Restaurante kloen iwwerdeems iwwer manner Clienten an d'Rapporte vu xenophoben a rassisteschen Aussoe géigeniwwer Leit mat asiateschen Originne ginn an d'Luucht.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Am Kontext vum strategeesche WHO-Objektiv an am Kader vun der Covid-19 Bekämpfung „Communicate critical risk and event information to all communities and counter misinformation" - wéi plangt d'Madamm Ministesch, de Leit d'Angscht ze huelen an d'Desinformatiounen ze bekämpfen?

2. D'WHO mécht aktuell follgend Recommandatioun u Reesender:

"WHO does not recommend any specific health measures for travellers. In case of symptoms suggestive of respiratory illness either during or after travel, travellers are encouraged to seek medical attention and share their travel history with their health care provider."

Ginn et Pläng vun der Regierung, fir der WHO hir Recommandatiounen u Reesender méi breet ze kommunizéieren?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt d'Recommandatioun vun der WHO beim Covid-19 änlech Mesuren ze huele wéi an der Grippepreventioun duergeet?

4. D'WHO huet am Kader vun engem Ausbroch vu Covid-19 eng Informatiounsbroschür erausginn, fir Stress- an Angschtsituatiounen ze meeschteren:

coronaviruse/coping-with-stress.pdf">https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/coping-with-stress.pdf

souwéi

coronaviruse/helping-children-cope-with-stress-print.pdf">https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/helping-children-cope-with-stress-print.pdf

Plangt d'Madamm Ministesch de Public - änlech wéi d'WHO - ze informéieren, wéi een de Stress an d'Angscht, déi duerch en Ausbroch vum Covid-19 kënnen optrieden, meeschtere kann?

5. Wéi eng Mesurë wäert d'Regierung huelen, fir de Public zu Lëtzebuerg ze sensibiliséieren an rassistesch oder xenophob Verhalensweisen ze vermeiden?

6. Plangt d'Madamm Ministesch d'Populatioun besser iwwert déi relativ Gefor vum Covid-19 opzeklären?

Réponse (31.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Äntwerten op d'Froe vum éirewäerten Députéierten ergi sech zum gréissten Deel aus de Mesuren déi d'Regierung ergraff huet, fir d'Verbreedung vum Covid-19 ze bekämpfen.

Zenter dem Ausbroch vun der Kris huet de Santésministère grouss Efforte gemaach, fir d'Populatioun beschtméiglech opzeklären. Um Niveau vun der nationaler Krisenzell sinn du sämtlech Kommunikatiounsservicer vun de betraffene Ministèren aktivéiert ginn, fir zesummen un enger flächendeckender Kommunikatiounsstrategie ze schaffen.

D'Regierung leet och grousse Wäert drop, fir reegelméisseg Informatiounen un d'Press weiderzeginn, fir eng gréisstméiglech Transparenz ze garantéieren.

Question 1930 (25.02.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **concept pour la légalisation du cannabis récréatif :**

Informatioune vum Radio 100,7 no läit e provisorescht Konzept vum Gesondheetsministère um Dësch, wat awer nach net vum Regierungsrot ugeholl gouf. Hei wiere verschidde Mesurë virgesinn, wéi zum Beispill, datt eng Persoun 30 Gramm Cannabis pro Mount ka kafen, 14 Verkafspunkten uechtert d'Land virgesi wieren etc. Et wier awer nach onkloer, wéi d'Legaliséierung mam internationale Recht kann an Aklang bruecht ginn.

An dësem Kontext géife mer gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Stëmmt et, datt esou e provisorescht Konzept existéiert?

- Wa jo, kann d'Regierung d'Informatioune vum Radio 100,7 confirméieren?

- Ass et méiglech, datt d'Deputéiert dat provisorescht Konzept kréien?

Réponse (02.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et läit effektive e Projet vun engem Konzept iwwert d'Reglementatioun vum Zougang zu rekreativem Cannabis vir. Allerdéngs handelt et sech heibäi ëm e provisorescht Aarbechtsdokument, wat op Expertniveau ausgeschafft ginn ass a wourop och weiderhi geschafft gëtt. D'Konzept gouf bis elo nach net der Regierung virgeluecht.

D'Informatioune vum Radio 100,7 iwwert den Inhalt vum Konzept stëmmen zu engem groussen Deel mam aktuelle Contenu vum Konzeptprojet iwwereneen. Et sief bemierkt, dass den Inhalt vum Konzeptprojet allerdéngs reegelméisseg ännert, an och iwwert déi nächst Méint nach ännere kann. D'Ministèrë vun der Santé a vun der Justiz hunn decidéiert, d'Consultatioune souwuel op internationalem Niveau wéi op interministeriellem Niveau ze verdéiwen. Vu dass et sech aktuell nach ëm en Avantprojet handelt, gëllt d'Prioritéit der Finalisatioun vun engem rigouréise Konzept.

D'Chamber wäert offiziell mat den Iwwerleeunge vun der Regierung zur Legaliséierung vum Cannabis befaasst ginn, wann d'Consultatioune bis ofgeschloss sinn an den Text sproochräif ass.

Question 1931 (25.02.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'Institut Max Planck Luxembourg :**

De Max-Planck-Institut (MPI) fir Verfarensrecht um Kierchbierg huet an der Lescht eng Rei vun interne Problemer. An deem Kontext huet reporter.lu (13. Februar 2020) op eng Rei vu Froen opmierksam gemaach, déi direkt de Lëtzebuerger Staat concernéieren. Dowéinst wollt ech den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung froen:

1. Wéi eng Zomme krut de MPI a wéi engem Budgetsjoer vum Staat? Gëtt et dofir e besonnesche Budgetsartikel? Wann nee, firwat net?

2. Ass dee Bäitrag an der Héicht justifizéiert, wann aner Fuerschungsariichtungen, déi substanziell méi Mataarbechter hunn, en änleche Bäitrag kréien?

3. Misst de MPI, deen zu 100 % vum Staat finanzéiert gëtt, net derzou invitéiert ginn, seng Finanzen a senge Rapporten transparent a komplett duerzestellen?

4. Firwat gëtt et bis haut nach keen Departement fir Verfarensrecht a Reguléierung um MPI? Wat ass an där Hisiicht virgesinn?

5. Wéi reagéiert d'Regierung op déi administrativ Defizienze beim MPI?

6. Wéi reagéiert d'Regierung op déi Virwërf vu Mobbing um MPI?

7. Ass d'Regierung am Dialog mat der Max-Planck-Gesellschaft am Zesummenhang mat deene Kriticken um MPI um Kierchbierg? Wa jo, mat wéi enge Resultater?

8. Wéi evaluéiert d'Regierung déi Aarbecht, déi bis elo vum MPI fir Verfarensrecht geleescht gouf? Wéi eng Publikatiounen oder Konferenze vun enger reeller, internationaler Bedeitung huet den Institut bis elo Opweises? Wéi gesäit d'Regierung de wëssenschaftleche Ruff vum MPI?

9. Wéi evaluéiert d'Max-Planck-Gesellschaft hir Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg, allgemeng an och speziell, wat den MPI fir Verfarensrecht ugeet?

Réponse (23.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Zwëschen 2012 an 2020 krut de Max-Planck-Institut (MPI) zu Lëtzebuerg vu staatlecher Säit follgend Dotatiounen iwwert de Budgetsartikel 03.1.41.010:

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Joer	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotatioun (M€)	1,00	3,37	8,05	10,82	11,05	11,87	10,97	11,49	10,94

De Kooperatiounsvertrag vum Mee 2009 an den Zouwendungsvertrag vum Juni 2012 mat der Max-Planck-Gesellschaft (MPG) gesinn eng dauerhaft an onbedéngten honnertprozenteg Grondfinanzéierung vir, déi iwwert d'Budgetsgesetz festgeluecht gëtt. Mam Finanzéierungsgesetz vum 25. November 2014, wat mat 54 Jo-Stëmmen an dräi Abstentioune vun der Chamber ugeholl gouf, kann de Lëtzebuerger Staat järlech den MPI zu Lëtzebuerg an enger Héicht bis zu zwielef Milliounen Euro (Index 775,17) finanzéieren.

D'Max Planck Institute Foundation Luxemburg ass eng Stëftung a muss deemno laut Artikel 34 vum modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1928[4] all Joer dem Justizministère seng Konten a säi Budget matdeelen. Am Aktivitéitsrapport 2016-2018 vum MPI zu Lëtzebuerg, deen een op der Internetsäit vum MPI zu Lëtzebuerg erofluede kann, ginn op 322 Säiten am Detail d'Strategie, d'Struktur an Organisatioun, d'Fuerschungsaktivitéiten, d'Kooperatiounen, d'Infrastrukturen an de Wëssenstransfer beschriwwen.

Den drëtten Departement fir Verfarensrecht a Reguléierung um MPI zu Lëtzebuerg gëtt et nach net, well de Rekrutéierungprozess vum Direkter net konnt erfollegräich ofgeschloss ginn. Op Propositioun vun der MPG gouf dës Rekrutéierung säit 2019 op Äis geluecht, wat ech begréissen am Kontext vun de rezenten Entwécklunge beim MPI zu Lëtzebuerg.

D'MPG huet mengem Ministère matgedeelt, dass den 1. Mäerz 2020 um MPI zu Lëtzebuerg eng nei Verwaltungsdirektesch ugefaang huet, déi direkt dem Verwaltungsrot vun der Max Planck Institute Foundation Luxemburg ënnersteet. Ech erwaarde mir, dass domat d'Verwaltung, y inclus d'Personalverwaltung, méi professionell opgestallt gëtt. Den 9. Mäerz 2020 hate Beamte vu mengem Ministère en Austausch mam Verwaltungsrot vun der Max Planck Institute Foundation Luxemburg. Do gouf festgehal, dass d'MPG en detailléierten Audit duerchféiert betreffend d'Virwërf vu Mobbing an engem vun den Departementer um MPI zu Lëtzebuerg.

D'Regierung evaluéiert net déi wëssenschaftlech Aarbecht vum MPI zu Lëtzebuerg, mee déi gëtt vun engem vun der MPG opgesate „Fachbeirat" duerchgefouert, dee reegelméisseg déi wëssenschaftlech Evaluatioun vum MPI zu Lëtzebuerg a vu sengen Direkteren duerchféiert.

Déi lescht wëssenschaftlech Evaluatioun ass 2019 duerchgefouert ginn. De „Fachbeirat" attestéiert dem MPI zu Lëtzebuerg als jonk Fuerschungsinstitutioun, „outstanding" an hirem Beräich ze sinn, an ass impressionéiert vun de Fuerschungsaktivitéiten a Publikatiounen, der Qualitéit vun der Bibliothéik an de jonke Fuerscher, dem Austausch mat aneren internationale Fuerscher an der akademescher Visibilitéit.

An de leschten aacht Joer gouf eng Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg an der Europäescher Cour de justice zu Lëtzebuerg opgebaut. De Wëssenstransfer, deen heiraus resultéiert an dee vum „Fachbeirat" als positiv evaluéiert gouf, gëtt am Aktivitéitsrapport 2016-2018 vum MPI zu Lëtzebuerg beschriwwen.

Question 1932 (25.02.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **détournements de fonds au sein de l'administration communale de Hesperange :**

Suite à l'affaire de détournement de fonds par deux fonctionnaires communaux de l'administration communale de Hesperange, le collège échevinal avait commandé un audit afin d'identifier les dysfonctionnements qui avaient mené à ces détournements de fonds à hauteur de plusieurs millions d'euros sur une période de 20 ans.

Comme reporté dans la presse, l'audit a entretemps été achevé et transmis au collège échevinal de la commune de Hesperange. De plus, la commune de Hesperange aurait envoyé une série de recommandations au Ministère de l'Intérieur concernant une amélioration de la loi communale et de la plateforme SIGI.

Encore concernant l'audit susmentionné, le bourgmestre de la commune de Hesperange a déclaré en public qu'il n'envisage pas de rendre l'audit public. Or, conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, les personnes physiques et morales ont un droit d'accès aux documents détenus par les communes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les clarifications suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Le Ministère de l'Intérieur peut-il confirmer avoir reçu des recommandations de la part de la commune de Hesperange ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle de les rendre publiques ?

2) Le Ministère de l'Intérieur demandera-t-il une copie de l'audit susmentionné dans sa fonction de contrôleur des finances communales ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle rendre l'audit public ?

3) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le fait de ne pas rendre public l'audit susmentionné est contraire à l'article 1er de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ?

Réponse (19.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur la publicité et la communication des résultats d'une mission d'audit sur les procédures de passation de commande et de paiement de factures à l'administration communale de Hesperange, audit que le collège des bourgmestre et échevins a commandé suite aux détournements qui ont eu lieu à la recette communale.

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hesperange ne m'a pas transmis l'audit, mais un document « Power Point » intitulé « Présentation des conclusions principales concernant la revue de conformité ». Il ne m'appartient pas de rendre public ce document alors qu'il est détenu par une commune à laquelle il incombe d'en apprécier l'accessibilité. Le même principe vaut pour l'audit.

Lorsque j'étais confrontée à la question de l'accessibilité de l'audit dont j'ignorais le contenu, j'avais recommandé au bourgmestre de la commune de Hesperange de saisir la Commission d'accès aux documents instituée par la loi modifiée du 14 décembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte qui a pour mission, entre autres, de conseiller les administrations publiques sur l'application de la loi précitée et donc sur l'accessibilité des documents qu'elles détiennent. Ladite commission a rendu son avis en retenant que l'administration communale n'est ni obligée de publier l'audit, ni de le communiquer.

L'avis de la Commission peut être consulté en ligne :

https://cad.gouvernement.lu/dam-assets/avis/demande-de-conseil/2020/Avis-1-2020-Adm-communale-Hesperange.pdf

Question 1934 (25.02.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **taxation des GAFA :**

Fin janvier, les 137 pays engagés depuis plusieurs années, sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans la négociation d'un accord sur la taxation des multinationales actives dans le domaine numérique se sont mis d'accord pour aboutir à un tel accord d'ici la fin 2020.

Selon une analyse économique dévoilée le 13 février par l'OCDE, une taxation harmonisée des GAFA pourrait augmenter les recettes de l'impôt sur les sociétés au niveau mondial de 4 % soit 100 milliards de dollars par an.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur peut-il confirmer ce chiffre de recettes supplémentaires au niveau mondial ?

- Combien la taxe sur les activités numériques pourrait rapporter au Luxembourg ?

- Combien d'entreprises seraient concernées par une telle taxation au Luxembourg ?

Réponse (31.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il importe de relever d'emblée que le champ d'application contemplé des mesures actuellement discutées à l'OCDE va au-delà de la seule problématique d'une « taxation harmonisée des GAFA » mentionnée par l'honorable Députée. L'analyse économique à laquelle est fait allusion dans la question parlementaire a été effectuée par le secrétariat de l'OCDE dans l'objectif notamment d'éclairer les négociations actuellement en cours. Cette analyse économique, présentée le 13 février 2020 par le secrétariat de l'OCDE, parvient à la conclusion provisoire que la refonte du cadre de la fiscalité internationale des entreprises en discussion serait susceptible de rapporter 100 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires par an au niveau mondial. Cette estimation doit cependant être maniée avec précaution dans la mesure où le secrétariat de l'OCDE a lui-même indiqué que de tels chiffres sont par essence de nature provisoire et dépendent notamment directement des caractéristiques de conception le cas échéant retenues in fine pour les piliers 1 et 2.

Tel que déjà relevé dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 1759, les propositions en discussion à l'OCDE pourraient impacter davantage les pays ayant une économie ouverte et disposant d'un marché national relativement réduit. Il n'est donc pas exclu que les propositions de l'OCDE puissent le cas échéant impliquer pour le Luxembourg un impact budgétaire dont l'ampleur précise reste à être appréciée en fonction de la teneur exacte des propositions finalement adoptées ainsi que de l'effet dynamique induit par une telle réforme.

Le nombre d'entreprises établies au Luxembourg qui seraient concernées par cette réforme n'est pas déterminable à l'heure actuelle, alors que le champ d'application personnel des piliers 1 et 2, dont notamment la question d'un éventuel seuil d'entrée, n'est pas encore définitivement arrêté.

Question 1935 (27.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**installation de biogaz :**

Eng Biogasanlag, déi nieft der Stroumproduktioun och Ofwäermt benotzt, fir ëffentlech Gebaier ze hëtzen an ënner Dispositioune vum groussherzogleche Reglement vum 1. August 2014 iwwer Stroumproduktioun duerch erneierbar Energie fällt, gesäit sech verschidde Schwieregkeeten ausgesat, well si op d'mannst fir e Joer net méi vun engem duerch dëst Gesetz virgesinne Bonus profitéiert.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Energieminister follgend Froe stellen :

- Kann d'Regierung mir dës Informatioune bestätegen?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass déi bestoend Reglementatioun nach sënnvoll ass?

- Ass d'Regierung bereet eppes dorunner ze änneren?

- Wann d'Biogasanlag géif zougemaach ginn, wéi ginn an Zukunft dann déi ëffentlech Gebaier, déi do drun hänken, mat Hëtzt versuergt?

Laut mengen Informatioune sinn déi favorabel Aspeisetariffer bei Biogasanlagen nëmmen sou laang garantéiert bis d'Anlag ofgeschriwwen ass. Duerno fällt de Präis fir de Stroum op en Niveau, wou et net méi rentabel ass Biogasanlage weiderzebedreiwen.

- Ass dëst Reglement am Kader vun onendlechem Ressourcëverbrauch nach sënnvoll?

- Ass ugeduecht, déi méi favorabel Aspeisetariffer an Zukunft méi laang lafen ze loossen?

- Wei héich muss en neien Investment an eng bestoend Biogasanlag sinn, fir erëm vun de méi favorabelen Aspeisetariffer kënnen ze profitéieren?

Réponse (31.03.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

2008 ass eng Reegelung fir Anlagen, déi virum 1. Januar 2007 a Betrib gaange sinn, agefouert ginn, fir méi en héijen Aspeisetarif fir de produzéierte Stroum ze kréien. Fir dee méi héijen Tarif ze kréien, huet den Anlagebedreiwer eng Erhéijung vun der Leeschtung an der Stroumproduktioun missen duerchféieren. Dëse Produktiouns-Seuil ass 2014 op Nofro vum Secteur no ënnen ugepasst ginn. Wann de Produktiouns-Seuil fir ee Joer net erreecht gëtt, ass am Reglement virgesinn, datt de concernéierte Bedreiwer d'Differenz tëschent deem alen an deem méi héijen Tarif muss zréckbezuelen. Am Fall vun engem Cas de force majeure oder wann duerch eng Interventioun vum Netzbedreiwer d'Anlag net aspeise kann, besteet d'Méiglechkeet eng Demande beim Regulateur eranzereechen, fir deem Rechnung ze droen.

Wann déi honorabel Deputéiert mat hirer Fro e Fall viséiert, dee rezent an der Presse war, dann ass et esou, datt dës Demande och beim Regulateur gemaach gouf, wat zu engem Prozess virum Verwaltungsgeriicht gefouert huet an no engem Uerteel an éischter Instanz kee Cas de force majeure virläit. Dëst gouf mir och sou vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) bestätegt.

Wat déi produzéiert Hëtzt an de Verkaf vun dëser Hëtzt ugeet, sou ass d'Hëtztversuergung tëschent engem Hëtztproduzent an engem Hëtztclient eng Relatioun, déi op engem Kontrakt tëschent zwou Parteie berout. Am Normalfall sollte sou Kontrakter och Saache wéi Redundanz, Backup-Léisungen oder och Komplettausfall no beispillsweis enger Faillite, respektiv déi weider Hëtztliwwerung bei enger Reprise, reegelen. Dozou kann ech hei keng Ausso maachen.

Biogas wäert weiderhin eng zukunftsweisend Energiequelle bleiwen. Fir de Biogas besser ze ënnerstëtzen an den Émwelt- a Waasserschutzaspekter Rechnung ze droen, muss de wirtschaftleche Kader reforméiert ginn. Opbauend op enger technescher a wirtschaftlecher Analys vum Biogas-Secteur, gëtt eng Strategie ausgeschafft, fir och déi net energeetesch Virdeeler vum Secteur besser wäertzeschätzen. Sollten Ännerungen an der bestoender Reglementatioun néideg ginn, wäerten dës selbstverständlech gepréift ginn. D'Regierung setzt d'Prioritéiten op d'Verwäertung vu Gülle a Mëscht, souwéi lokal a régional Bio-Offäll an aner Reschtstoffer. Aktuell gi ronn 10 % vum theoreetesche Gülle- a Mëschtpotenzial energeetesch verwäert. D'Ënnerstëtzung vum Biogas ass des Weideren een Deel vun der Methanstrategie.

Bestoend Biogasanlagen, bei deenen den Aspeisevertrag no enger Dauer vu 15 bezéiungsweis 20 Betribsjoer ausleeft, hunn elo schonn d'Méiglechkeet, en neie Vertrag mat enger „rémunération résiduelle" fir eng weider Dauer vun zéng Joer unzefroen. Zousätzlech besteet d'Méiglechkeet, e Renouvellement vun der Biogasanlag ze maachen an e Vertrag mat der méi héijer Remuneratioun vun Neianlagen, fir eng weider Dauer vu 15 Joer ofzeschléissen. Den Energieministère ass och aktuell am Echange mat der Biogasvereenegung a mat eenzelnen Acteuren, an analyséiert ob e virzäitege Renouvellement vun de Biogasanlagen eng méiglech Léisung kéint sinn. Ausserdeem kuckt den Energieministère ob et Méiglechkeete ginn, bei den Anlagen déi unhalend finanziell Problemer hunn, duerch en Audit, dee vum Ministère pilotéiert gëtt, d'Problemer erauszefannen a bei hirer Léisung eng Hëllefstellung ze leeschten.

Wat de Renouvellement vun enger Biogasanlag betrëfft, sou mussen alleguer d'technesch Komponente vun der bestoender Biogasanlag ersat ginn, a verschidden Elementer vum Grosœuvre ersat respektiv moderniséiert ginn. D'Investissementer fir e Renouvellement sinn anlagespezifesch. Si leien ënnert den Investitiounskäschte vun enger neier Biogasanlag mat equivalenter Leeschtung. No engem Renouvellement kënnt sou eng Biogasanlag an de Genoss vun enger neier Vergütung déi équivalent zu där ass vun enger neier Anlag.

Question 1936 (26.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant **le conflit d'intérêts en relation avec le service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto) :**

Ab Ufank Mäerz 2020 gëtt d'Organisatioun vum Adapto-Transport iwwert d'Mobilitéitszentral gereegelt. An deem Kontext notzt d'Mobilitéitszentral e Computerprogramm, deen déi jeeweileg Faarte verdeelt. Mir ass zougedroe ginn, datt eng Lëtzebuerger Busentreprise finanziell un der Entreprise, déi de Programm geschriwwen huet, bedeelegt ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Gouf et vusäite vum Ministère eng offiziell Ausschreiwung fir d'Entwécklung vun dësem Programm?

2. Wa jo, wie krut den Zouschlag fir d'Programmatioun? Ënner wéi enge Krittäre gouf d'Entscheedung fir den Zouschlag fir déi jeeweileg Firma getraff?

3. Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatioun confirméieren, datt eng Lëtze-

[4] Loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994.

buerger Busentreprise finanziell mat bedeelegt ass um Gewënn vun der Programmatiounsfirma?

4. Wa jo, ass dës Situatioun an den Ae vum Här Minister net deontologesch problematesch, a wéi ka séchergestallt ginn, datt kee finanziellen Interessekonflikt bei der Verdeelung vun de Faarten opkënnt?

Réponse (24.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Transportdepartement huet am Hierscht 2019 en detailléierte Cahier des charges opgestallt. Esou wéi d'Gesetz iwwert d'Marchés publics et virgesäit, goufe verschidden Offere gefrot, an zwar bei véier verschiddene Fournisseuren an net just bei dräi. D'Offere sollten ënnert dem gesetzleche Plafong vun 120.000 Euro HTVA leien.

ad 2. Vun de véier Fournisseuren hunn der dräi eng Offer gemach. Dovunner gouf dee wirtschaftlech am beschte Placéierten erausgesicht, dëst war déi lëtzebuergesch Firma „Utopian Future Technologies SA" (UFT). D'Krittären, fir d'Offeren ze evaluéieren, ware wéi follgt:

Besoins fonctionnels: 350 points

Aspects non-fonctionnels: 150 points

Coûts de la solution: 350 points

Réduction des coûts du service: 150 points.

ad 3. Ech ka bestätegen, dass eng Lëtzebuerger Busfirma virun dëser Ausschreiwung mat der Firma UFT en anere Projet ënnerstëtzt hat, an zwar, fir e grenziwwerschreidende Ruffbussystem ze erméiglechen. An deem Projet, dee sech „Kussbus" genannt huet, huet UFT dat technologescht Wëssen a puncto Algorythme fir eng Ruffbusapplikatioun agesat, an d'Busfirma huet d'Transportleeschtung assuréiert. UFT gouf finanziell och als Startup vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt. Entre-temps ass de Projet Kussbus awer agesallt ginn. D'Busfirma huet haut just nach e ganz klengen Deel Parte bei UFT (5,8 %).

ad 4. D'Plattform, déi fir den Adapto benotzt gëtt a mat där d'Faarten och verdeelt ginn, ënnersteet ganz der Kontroll vum Transportdepartement. Meng Servicer kënne flexibel an onofhängeg vun UFT déi verschidde Parametere selwer astellen, wéi Faarte verdeelt ginn, ob zum Beispill ee méi oder manner groussen Ëmwee mat engem Client gefuer gëtt, oder wéi Leerfaarten ausgerechent ginn, fir e Client sichen ze goen. Soumat ass all finanziellen Interessekonflikt tëschent UFT an dëser Busfirma aus dem Wee geraumt.

Question 1940 (27.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **réseau de télévision par câble :**

Wéi d'Plattform broadbandtvnews.com an engem Online-Artikel vum 25. Februar bericht, wäert eng zu Lëtzebuerg féierend Firma am Telekommunikatiounsberäich vun enger belscher Telekom-Grupp iwwerholl ginn. Dat Nennenswäert bei dëser Iwwernam ass, dass POST ugekënnegt huet, seng 34 % Undeelsaktie vun der lëtzebuergescher Firma wäerten un de belsche Grupp ze verkafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, datt duerch dës Transaktioun déi belsch Firma eng dominant Positioun um Koax-baséierte Reseau anhuele wäert?

2. Gouf dës Transaktioun virdrunner vum Conseil de la concurrence aviséiert?

3. Existéiere Garantië fir d'Clienten, datt duerch d'Quasi-Monopoliséierung vun den nationale Koax-Réseauen d'Konkurrenz garantéiert bleift? Plangt de Ministère d'Instrumenter, déi him zur Verfügung stinn, ze notzen, fir Konkurrenz a Konsumentechoix ze garantéieren?

4. Ass geplangt, dem neien Acteur änlech Konditiounen opzeerleeë wéi POST, wat den Accès vun Drëtten op hire Reseau iwwer eng sougenannten „wholesale offer" ubelaangt?

Réponse (03.04.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. D'Eltrona gëtt net vum Grupp Telenet iwwerholl. D'Aktionäre vun der Eltrona bleiwe majoritaire an der Entreprise. Déi fréier Coditel an d'Eltrona ginn awer fusionéiert an engem Betrib.

De gesetzleche Kader zu Lëtzebuerg attribuéiert d'Kompetenz, fir Marchéen ze analyséieren an domat eng dominant Positioun festzestellen net dem Minister, mee dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

Am Kader vun den „analyses de marché", déi den ILR op Basis vum Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwer elektronesch Kommunikatiounsreseauen a Servicer (loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques) reegelméisseg duerchféiert, stellt den ILR fest ob en Operateur eng besonnesch Stäerkt („entreprise puissante sur le marché") op engem vun deene verschiddene Marchéen am Beräich vun de „communications électroniques" anhëlt.

ad 2. De Conseil huet a sengen Attributiounen d'Applikatioun vun den Artikelen 3 (interdiction des ententes) a 5 (interdiction des abus de position dominante) vum Konkurrenz-Gesetz (loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence). An deem heite Fall handelt et sech awer ëm en Transfert vun Aktiva tëscht verschiddenen Entreprisen. Dësen Typ Transaktioun gëtt net als en Accord tëscht Entreprisen ugesinn op deen de genannten Artikel 3 sech géif applizéieren. Et handelt sech vill méi ëm eng Fusioun (opération de concentration), déi dozou féiert, dass gewëssen Aktiva, déi separaten Entreprisë gehéiert hunn (Eltrona Interdiffusion SA a Coditel SARL), elo an der selwechter Gesellschaft wäerte konzentréiert sinn. De Conseil huet keng Kompetenz a Saache Fusiounskontroll.

ad 3. Doduerch datt den ILR reegelméisseg d'Marchéen analyséiert an eng Rei vun Moyenen huet, fir enger Monopolsituatioun entgéint kënnen ze wierken, ass sécher gestallt, datt keng Monopolsituatioun sech hei forméiere kann.

Um Beispill vum Internetzougang huet den ILR eeben dësen Aspekt betreffend déi technesch Méiglechkeeten, déi den Consommateur huet, analyséiert. Bei der Analys (graphique 6-5 de l'analyse de Marché 3a/2014 et 3b/2014 https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-1461723625-732.pdf) huet sech erausgestallt datt 47,5 % vun de Lëtzebuerger Haushalter de Choix hunn tëscht dräi Reseauen (Koffer, Glas a Koax). 23,6 % vun de Stéit hu keen Uschloss un e Kabelreseau. Déi Situatioun, wou de Client nëmmen de Choix vun engem Kabelbedreiwer huet, ass bei ënner 1 % vun de Stéit de Fall. Aus där selwechter Analys huet den ILR och geschloss, datt quasi 88 % vun de Stéit d'Méiglechkeet hunn, e schnellen Internetzougang mat méi wéi 100 Mbit/s ze kontraktéieren.

Op der Säit vun de Kabelreseauen ass et esou dass déi verschidde Reseauen lokal a separat Territoiren ofdecken, an dofir d'Kabelbedreiwer net direkt a Konkurrenz zouenee stinn. Wa „Monopoliséierung" d'Evolutioun vun engem Marché vun enger Konkurrenzsituatioun zu enger Monopolsituatioun heescht, kann an deem heite Fall keng Ried si vu Monopoliséierung.

Och a besonnesch de Verkaf vu POST hirer Participatioun am Konkurrenzbetrib Eltrona, kann d'Konkurrenz op de Marchéé fir elektronesch Kommunikatiounsservicer nëmme stäerken. De Conseil de la concurrence huet a sengen Avise festgehalen, dass « la participation de POST à raison de 34 % dans le capital de la première entreprise CATV du pays n'est pas de nature à stimuler la concurrence entre les réseaux » (Avis du Conseil de la concurrence N°2018-AV-05, page 5).

Aus dëse Grënn gëtt et weeder aus der Siicht vum ILR nach vum Conseil de la concurrence e Grond, fir Mesuren zum Schutz vun der Konkurrenz oder vum Consommateur ze ergräifen.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert zu der éischter Fro beschriwwen, fält d'Feststelle vun der Existenz vun enger eventueller „entreprise puissante sur le marché" an den Aufgabeberäich vum ILR, deen eng onofhängeg Reguléirungsautoritéit ass. Am Fall wou den ILR dann esou eng Situatioun feststellt, kann den ILR verschidde Mesuren décidéieren, fir deem entgéintzewierken.

A senger leschter Analys vun dëse Marchéen huet den ILR och d'Kabelreseaue mat analyséiert. Den ILR ass an dëser Analys zum Schluss komm, dass keng „position dominante" bei de Kabelsreseaue festgestallt konnt ginn.

Question 1946 (27.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **études en parallèle à une activité professionnelle proposées par l'Université du Luxembourg :**

Fir hir perséinlech Kompetenzen och no enger éischter Ausbildung wärend dem Beruffsliewen nach auszebauen, entscheeden ëmmer erëm Léit sech fir weiderféierend beruffsbegleedend Studiegäng.

Och op der Uni Lëtzebuerg gouf et eng Offer un esou Formatiounen. De Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschaften, de Bachelor an den Erzéiungswëssenschaften an de Master an der Gerontologie konnte beispillsweis op der Uni hei am Land beruffsbegleedend gemaach ginn.

Leider ass op der Websäit vun der Universitéit awer ze liesen, dass fir d'Studiejoer 2020/2021 keng nei Studente fir de beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschafte wäerten ugeholl ginn, obwuel eng Umeldefrist vum 1. Abrëll bis den 31. Mee 2020 ugi gëtt, an dass fir de beruffsbegleedende Bachelor an den Erzéiungswëssenschaften a fir de Master an der Gerontologie d'Umeldunge schonns clôturéiert sinn, obwuel se fir dëst Joer nach net op waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass fir d'Studiejoer 2020/2021 keng Studente fir de beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschafte wäerten ugeholl ginn?

Kann de Minister bestätegen, dass Studente sech fir d'Studiejoer 2020/2021 net fir de beruffsbegleedende Bachelor an den Erzéiungswëssenschaften umelle kënnen?

Kann de Minister bestätegen, dass Studente sech fir d'Studiejoer 2020/2021 net fir de beruffsbegleedende Master an der Gerontologie umelle kënnen?

2. Wéi erkläert de Minister, dass dës Studiegäng net méi ugebuede ginn, obwuel grad am Beräich vum Fleegemanagement, vun der Educatioun a vun der sozialer Aarbecht e grousse Besoin un héichwäerteg qualifizéiertem Personal besteet?

3. Wéi eng aner beruffsbegleedend Studiegäng ginn op der Uni Lëtzebuerg fir d'Studiejoer 2020/2021 ugebueden?

Wéi eng aner Studiegäng goufen op der Uni Lëtzebuerg am Joer 2019/2020 nach ugebueden a gi fir d'Studiejoer 2020/2021 net méi ugebueden?

4. Ass et méiglech, dass déi Studiegäng, déi fir d'Joer 2020/2021 net méi ugebuede ginn, fir d'Joer 2021/2022 erëm zu der Offer vun der Uni Lëtzebuerg gehéiere wäerten?

5. Wéi bréngt de Minister d'Sträiche vun dëse Studiegäng mat den Ziler aus dem Koalitiounsaccord, d'Ausbildungsofferen an d'Méiglechkeete vum Lifelong Learning weiderzeentwéckelen an Aklang?

Réponse (25.03.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

De beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschaften op der Universitéit Lëtzebuerg, deen 2017 zesumme mat der Salariatskummer lancéiert gouf fir dräi Kohorte vu Studenten, gëtt 2020/2021 fir ee Joer ausgesat, soudass d'Organisatioun an de Format vum Programm kënnen iwwerschafft ginn. Vu dass d'Zuel vun de Kandidaten erofgaangen ass, gesäit d'Universitéit Lëtzebuerg vir, de beruffsbegleedende Bachelor an de reguläre Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschaften ze integréieren, woumat déi akademesch Qualitéit vum Deelzäitprogramm op d'laang Dauer garantéiert gëtt. Den Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg no kënnen d'Kandidate fir de beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschafte sech fir d'Wantersemester 2020/2021 an de reguläre Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschaften Deelzäit aschreiwen an da fir d'Wantersemester 2021/2022 an den neie beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erzéiungswëssenschafte wiesselen.

De beruffsbegleedende Bachelor an den Erzéiungswëssenschaften, deen 2016 lancéiert gouf am Kader vum Ofschafen vum Reliounsunterrecht am Enseignement fondamental, wor vun Ufank u fir dräi Joer konzipéiert ginn. Mam Ofschloss vun der leschter Kohort gëtt dëse Programm zougemaach.

De beruffsbegleedende Master an der Gerontologie ass en Deelzäitprogramm, dee sech op aacht Semester streckt. De Programm adresséiert sech un eng kleng Zuel vu Kandidaten an dofir ginn d'Aschreiwunge generell nëmmen all zwee Joer op. Déi nächst Kandidate kënne sech also fir d'Studiejoer 2021/2022 aschreiwen.

Fir d'Wantersemester 2020/2021 gi ronn 25 beruffsbegleedend Programmer op der Universitéit Lëtzebuerg a verschiddenen Domäner ugebueden, an dat vum Zertifikat iwwert de Bachelor bis hin zum Master. Eng komplett Lëscht kann ënnert dësem Link consultéiert ginn: https://wwwfr.uni.lu/formations/formations continues. D'Offer entsprécht de Besoine vum soziale Secteur a vun den Entreprisen an Organisatiounen, déi hirem Personal d'Méiglechkeet wëlle ginn, fir sech weiderzebilden. Ofschléissend kann een och bemierken, dass en Deelzäitstudium an de meeschte reguläre Bachelor- a Masterprogrammer vun der Universitéit Lëtzebuerg méiglech ass. Ausserdeem bitt den „University of Luxembourg Competence Center", den Nofollgeinstitut vum IUIL (Institut Universitaire International Luxembourg), eng vast Palett vu Weiderbildungen um Héichschoulniveau un, an dat am Sënn vun der permanenter Weiderentwécklung vun de Méiglechkeete vum Lifelong Learning.

Question 1951 (28.02.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **coronavirus :**

Im Rahmen der aktuellen Verbreitung des Coronavirus sind im „Centre Hospitalier de Luxembourg" (CHL) spezielle Isolierräume vorgesehen für Patienten, bei denen der Verdacht auf eine Infektion besteht. Das Gesundheitsministerium rät allen Patienten, die befürchten, betroffen zu sein, dringend davon ab, zum Hausarzt zu gehen oder sich in eine Notaufnahme zu setzen, sondern sich telefonisch bei den Behörden zu melden.

Meinen Informationen zufolge gab es aber kürzlich einen Fall, bei dem ein Patient nach einem Aufenthalt in Süd-Korea Symptome aufzeigte und sich ins CHL begab. Dort wurde der Patient jedoch abgewiesen, woraufhin er sich zu seinem Hausarzt begab. Erst in der Folge und nach etlichen Telefongesprächen zwischen Verantwortlichen des Gesundheitsministeriums und dem CHL sei es zu einer adäquaten Betreuung gekommen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Ministerin für Gesundheit stellen:

- Kann die Regierung meine Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wie ist dies zu erklären?

- Gibt es eine Kontrolle, wie und ob sämtliche Akteure im Gesundheitsbereich die Guideline des Gesundheitsministeriums befolgen?

- Wie will die Regierung garantieren, dass solche Zwischenfälle in Zukunft vermieden werden?

Réponse (02.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Der beschriebene Fall ist dem Gesundheitsministerium bestens bekannt.

Wie der ehrenwerte Abgeordnete richtig schreibt, rät die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) in Luxemburg seit Ausbruch der Epidemie Anfang des Jahres, dass eventuelle Verdachtsfälle von Coronavirus sich telefonisch an die Gesundheitsinspektion (Inspection sanitaire, Abteilung der Direction de la santé, Telefonnummer 478-85650 oder via 112) wenden und in keinem Falle direkt und selbstständig ein Krankenhaus oder eine Arztpraxis aufsuchen sollen. Das Ziel dieser Maßnahme besteht darin, jegliches Infektionsrisiko für Patienten im Krankenhaus oder in einer Praxis zu vermeiden.

Die betroffene Person hat sich jedoch nicht an diese Anordnung gehalten und hat sich auf direktem Wege ins CHL begeben. Ebenso wenig hat sie die Anzeigen im Bereich der Eingangshalle des CHL, welche die Empfehlungen der Gesundheitsbehörde nochmals anmahnen, berücksichtigt. Sie wurde demzufolge in angemessener Weise vom Krankenhaus abgewiesen. Leider hat sich die betroffene Person danach immer noch nicht an die Gesundheitsinspektion gewendet, sondern telefonisch an eine Arztpraxis.

Die Arztpraxis, welche über die Anweisungen der Gesundheitsbehörde informiert hatte sein müssen (Rundschreiben an alle Ärzte vom 24. Januar 2020), hat wiederum versucht, das CHL telefonisch zu erreichen, bevor sie versucht hat, über die Notrufnummer 112 und danach auf direkten Weg, die Gesundheitsinspektion zu informieren. Der Anruf wurde schließlich, auf Anfrage der Praxis, an den Leiter der Gesundheitsbehörde weitergereicht, welcher sofort die betroffene Person an ihrem Arbeitsplatz angerufen hat und die Anweisung ins CHL angeordnet hat. Ein Coronavirustest wurde noch am selben Tag durchgeführt und erwies sich als negativ. Die betroffene Person konnte somit das Krankenhaus verlassen.

Dieser Fall zeigt, dass die Anweisungen der Gesundheitsbehörde hier nicht beachtet wurden. Um ähnliche Fälle in Zukunft zu vermeiden, haben das Gesundheitsministerium und die Gesundheitsbehörde entschieden, weitergehende

Informationskampagnen zu starten, zum Beispiel über eine verbesserte Webseite und über soziale Medien. Ein weiteres Rundschreiben wurde zudem an alle Ärzte geschickt. Das Ministerium hat zusätzlich zwei Pressebriefings in der letzten Woche abgehalten.

Die Flowchart für Antworten bei coronavirusbedingten Anrufen beim Notruf 112 wurde ebenfalls überarbeitet.

Auch wenn dieser Einzelfall sicherlich bedauerlich ist, muss man darauf hinweisen, dass über die letzten Tage hunderte Anfragen über Coronavirus schnell, effizient und zielsicher, sowohl von der Notrufnummer 112 als auch von der Gesundheitsinspektion über die Nummer 2478-5650, abgewickelt wurden. Zusätzlich muss man hervorstreichen, dass das „Service national des maladies infectieuses" am CHL zusammen mit dem diagnostischen Labor von „Laboratoire national de santé" hervorragende Arbeit leistet, um alle Verdachtsfälle schnellstmöglich abzuklären.

Question 1954 (28.07.2020) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **distributeurs de médicaments :**

En Belgique, il existe des distributeurs automatiques de parapharmacie qui permettent d'acheter des produits comme par exemple des dentifrices, préservatifs, du lait pour bébé, etc. Ces distributeurs automatiques se trouvent toujours près d'une pharmacie. Ainsi, en accord avec le pharmacien, il est possible de retirer un médicament en dehors de l'officine à l'aide d'un distributeur automatique. Le client, qui n'a pas la possibilité de se rendre à la pharmacie pendant les heures d'ouverture, s'identifie en utilisant un code. Ce système permet donc l'accès aux médicaments tout en garantissant que le client de la pharmacie ait reçu les conseils nécessaires sur le médicament en question.

Au Luxembourg, la commande en ligne de médicaments sans prescription existe déjà. Le client passe la commande et le médicament arrive directement chez lui.

Toute pharmacie en ligne doit être liée à une pharmacie physique, avec un pharmacien qui contrôle les commandes. Étant donné que ces pharmacies en ligne connaissent un certain succès, on peut estimer que les distributeurs automatiques de parapharmacie pourraient améliorer l'accessibilité des médicaments.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) L'installation de même que l'exploitation de distributeurs automatiques de parapharmacie est-elle autorisée au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les conditions et obligations légales requises ?

3) Par analogie avec la commande de médicaments sans prescription en ligne, l'exploitation de distributeurs automatiques de médicaments sous la responsabilité de pharmacies pourrait-elle être autorisée au Grand-Duché ?

Réponse (02.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'installation et l'exploitation de distributeurs de produits de parapharmacie ne sont pas réglementées au niveau national.

Contrairement aux médicaments, la vente de produits de parapharmacie n'est pas réservée aux seules officines ouvertes au public. Dans la mesure où de surcroît ces produits sont largement diffusés à travers le commerce, il n'y a, a priori, pas de besoin de les rendre également accessibles par distributeur.

Question 1957 (02.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**abattage d'animaux :**

Op de soziale Medien zirkuléiert ee Video, an deem d'Schluechtprozedur an engem Schluechthaus zu Lëtzebuerg opgeholl gouf. D'Zeen gouf verstoppt gedréint a weist de Raum, wou d'Déieren zerluecht ginn. Am Video ass kloer ze gesinn, wéi eng Kou ouni Betäubung dout gemaach ginn ass. De Video weist, wéi d'Déier, wat nach gelieft huet an nach zuckt, bei vollem Bewosstsinn den Hals opgeschnidde kritt.

Den Artikel 9 vun eisem Déiereschutzgesetz leet fest:

« (1) La mise à mort d'un animal ne peut être effectuée qu'après étourdissement. Cette disposition ne s'applique pas en matière de chasse, de pêche récréative et de lutte contre les organismes nuisibles. Lors de la mise à mort d'un animal, toute douleur, détresse ou souffrance inutile doit être évitée. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi ass et dem Minister no ze erklären, dass een Déier ouni Betäubung an engem Schluechthaus dout gemaach gouf? Kann de Minister ausschléissen, dass et reegelméisseg zu esou Tëschefäll an de Schluechthaiser zu Lëtzebuerg kënnt? Falls jo, wéi kann hien dat beleeën?

2. Opgelëscht no Déierenaart a Joer, wéi vill Déiere sinn an de leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg geschluecht ginn?

3. Wéi vill Stonnen den Dag däerf an de Schluechthaiser geschluecht ginn?

4. Wéi vill Leit schaffen an de Schluechthaiser zu Lëtzebuerg a wéi huet sech d'Unzuel un Aarbechter an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

5. Wéi eng Formatioun mussen d'Schluechter an de Schluechthaiser zu Lëtzebuerg hunn, fir Déieren dierfen dout ze maachen?

6. Wéi oft sinn d'Schluechthaiser an de leschten dräi Joer vun der Veterinärsinspektioun kontrolléiert ginn? Wéi vill Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz goufen an där Period festgestallt? Falls keng oder wéineg Verstéiss festgestallt goufen, kéint ee Grond dofir sinn, dass net genuch Kontrollen duerchgefouert ginn?

7. Wär et aus Transparenzgrënn an am Sënn vun engem konsequenten Déiereschutz bei der Hierstellung vu Fleeschprodukter net wichteg, Kameraen op de Schluechtsitten ze installéieren? Falls dëst schonn de Fall ass, wien traitéiert dat Videomaterial a wéi vill Verstéiss goufen iwwert dee Wee nodréiglech festgestallt?

8. Wéi eng weider Schrëtt wäert de Minister ënnerhuelen, fir dass d'Déiereschutzgesetz agehale gëtt an d'Wuel vum Déier och an de Schluechthaiser garantéiert ka ginn?

Réponse (19.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Den Deputéierte Marc Goergen huet a senger Question parlementaire geschriwwen, datt an engem Schluechthaus zu Lëtzebuerg eng Kou ouni Betäubung bei vollem Bewosstsi geschluecht gi wier, an datt een dat géif däitlech op engem Video aus de soziale Medie kënnen erkennen.

Kee vun den doropshi kontaktéierten Experte konnt dat awer confirméieren, soudatt et sech hei ëm eng Falschinformatioun handelt, déi benotzt ginn ass, fir d'Bierger ze täuschen.

De Video, op deen den Här Goergen sech bezitt, weist een normalen Oflaf vun der Schluechtung vun engem Randbéischt an engem Lëtzebuerger Schluechthaus. Nodeem d'Déier an deem Fall betäubt ginn ass, gëtt et iwwer en Treuil op d'Schluechtlinn gehaang, fir dann an engem virgeschriwwenen Delai geblitt ze ginn, wat zum Doud vum Déier féiert, an der Anästhesie. De Respekt vum Bien-être animal à l'abattage ass duerch eng spezifesch europäesch Legislatioun (règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort) an eist nationaalt Déiereschutzgesetz bis an de leschten Detail gereegelt. Et gëtt eng Rei Sécherheetsbarriären a Kontrollmechanismen, fir dës Dispositiounen ze kontrolléieren. Op éischter Plaz huet d'Schluechthaus d'Flicht, déi Iwwerwaachung duerch eege Kontrollen ze garantéieren.

Dëst geschitt mat Checklëschte vum Service technique a Service qualité souwéi automateschem Opzeechne vun essenzielle Parameteren.

Weider besteet eng permanent Kontroll duerch Veterinärinspektere vun der Veterinärsverwaltung vum ganze Schluechtungsprozess, vum Ofluede vun de liewegen Déiere bis an de Frigo nom Schluechten.

Et ginn och reegelméisseg Auditte vun Inspektere vun der Europäescher Kommissioun duerchgefouert fir ze iwwerpréiwen, ob déi national Autoritéiten déi europäesch Legislatioun respektéieren. Bis elo krut Lëtzebuerg bei dësen Auditte betreffend de Respekt vum Bien-être animal à l'abattage ëmmer eng gutt Zensur ausgestallt.

Zousätzlech ginn och reegelméisseg Auditte gemaach vun Auditfirme wéi IFS, Qualitéitslabelen a grousse Clienten, an deenen den Déiereschutz ëmmer méi eng wichteg Roll spillt.

ad 2. Dës Zuele kann een an de jeeweilege „Rapports d'activités" vum Ministère noliesen.

ad 3. Hei si keng direkt Limitte festgehal, mee et zielen natierlech déi allgemeng Reegele vum Aarbechtsrecht, déi musse respektéiert ginn. Ganz oft ass de Facteur limitatif vun den Zuele vu Béischten, déi kënne geschluecht ginn, bedéngt duerch d'Frigoscapacitéiten, well d'Schluechtkierper mussen an enger gewëssener Zäit op eng Temperatur ënner 7 °C gekillt ginn, fir d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren an och d'Qualitéit vum Fleesch ze optimiséieren.

ad 4. Dës Zuele sti menge Servicer net zur Verfügung.

ad 5. Eng Partie vun de Mataarbechter hunn eng Formatioun als Metzler, mee an deene meeschte Fäll ginn dës am Betrib selwer ausgebilt, well jo déi verschidde Schluechthaiser verschidden Techniken uwenden, fir déi een op der Plaz forméiert gëtt.

Zudeem sinn d'Schluechthaiser wéi all Liewensmëttelbetriber verflicht, reegelméisseg Formatioune fir hir Mataarbechter ze maachen, ënner anerem am Beräich Liewensmëttelsécherheet.

Fir Mataarbechter, déi mat liewegen Déiere schaffen, ass eng obligatoresch Formatioun am Beräich „Déiereschutz" virgesinn, ee sougenannte „Certificat de compétence".

Den Inhalt an den Oflaf vun der Formatioun sinn am Reglement (CE) n°1099/2009 gereegelt.

ad 6. D'Schluechthaiser stinn ënner permanenter Kontroll vun der Veterinärsinspektioun, well déi europäesch Legislatioun virgesäit, dass während der ganzer Aktivitéit ee Veterinärinspekter offiziell present muss sinn. Mir hunn an eise Schluechthaiser een oder zwee Veterinärinspekteren, déi ganzdaags do schaffen an och hir Büroen do hunn an déi zousätzlech vun enger gewëssener Zuel vu Veterinärpraktiker ënnerstëtzt ginn, déi verschidden Aufgaben iwwerhuelen.

Nieft den Hygiènekontrollen, déi am Kader vun der Liewensmëttelsécherheet gemaach ginn, gëtt op all Déier eng „Inspektioun ante mortem" gemaach, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Deier gesond ass, den Déiereschutz respektéiert ass an zudeem ob d'Déier korrekt identifizéiert ass mat Ouermarken, fir nom Schluechten d'Traçabilitéit vum Fleesch kënnen ze garantéieren.

Op der Schluechtkette selwer gëtt op all eenzel Schluechtkierper eng „Inspektioun post mortem" gemaach, fir eventuell Veränneruнge festzestellen, déi dozou féieren, dass dat Fleesch net an de Konsum kënnt, mee zerstéiert muss ginn.

Betreffend den Déiereschutz kann ee festhalen, dass an deene leschten dräi Joer keng gréisser Verstéiss festgestallt goufen, wat sécher net op eng mangelnd Frequenz vun de Kontrollen zeréckzeféieren ass.

ad 7. An eise Schluechthaiser sinn op deene kritesche Plaze Kameraen installéiert, déi et méiglech maachen, eventuell Verstéiss ze dokumentéieren.

Am Fall vun engem Verdacht oder Ofwäichunge vun der Norm ginn déi Opzeechnunge vun de Responsabele vum Schluechthaus, zesumme mat de Veterinärinspekteren, déi all Moment Zougréff zu deenen Donnéeën hunn, benotzt an ënnersicht.

ad 8. Vu dass d'Schluechthaiser ënner konstanter Kontroll vu verschiddenen Instanze stinn, wat de Respekt vum Déiereschutz betrëfft, si keng weider Schrëtter néideg.

D'Aarbecht vun de Veterinärinspekteren an de Schluechthaiser garantéiert souwuel de „Bien-être animal" wéi och d'Liewensmëttelsécherheet.

Question 1958 (02.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**inspection vétérinaire :**

Mam Gesetz vum 14. Juli 2015 ass d'Veterinärsinspektioun an d'Liewe geruff ginn. Dës Verwaltung huet als Missioun ze kontrolléieren, dass déi bestoend Gesetzer iwwert den Ëmgang mat Hausdéieren, Notzdéieren an och Déiereprodukten agehale ginn. D'Aufgabefeld vun der Veterinärsverwaltung ass deementspriechend grouss an d'Erausfuerderungen am Alldag oft ganz verschidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Personalbestand bei der Veterinärsinspektioun säit der Grënnung entwéckelt?

2. Wéi vill Verstéiss goufe säit hirer Grënnung vun der Veterinärsinspektioun festgestallt? Wat waren déi gängegste Verstéiss?

3. Wéi vill Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz vun 2018 goufen an deene jeeweils leschten zwee Joer festgestallt? Wat waren déi gängegste Verstéiss?

4. Wéi sinn d'Kontrolle bei der Veterinärsinspektioun organiséiert? Waart d'Veterinärsinspektioun, bis se op ee Fall opmierksam gemaach gëtt, oder fueren d'Beamte systematesch op eegen Initiativ eraus? Wéi vill Aarbechtsstonne goufen an de leschte fënnef Joer mat Kontrollen um Terrain verbruecht?

Réponse (19.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Am Virfeld sief drop hinzeweisen, dass dat urspréinglecht Gesetz, dat d'Kreatioun vun der Veterinärsverwaltung an der haiteger Form betrëfft, zeréckgeet op d'Joer 1976. Mee och schonns virun dësem Datum gouf et offiziell Veterinärskontrollen, déi zeréck gi bis Ufanks vum 19. Joerhonnert, déi hu sech deemools haaptsächlech op d'Iwwerwaachung vun den Déierekrankheete beschränkt.

D'Gesetz vun 2015 huet zu enger Reorganisatioun vun der Veterinärsverwaltung gefouert, déi zanter hier a fënnef Divisiounen ënnerdeelt ass.

De Personalbestand huet sech zanter deem net vill geännert, mat der Ausnam, dass zanter dësem Joer ee Veterinär agestallt gouf, dee sech ëm d'Koordinatioun am Beräich „Déiereschutz" këmmert.

ad 2. Vun 2015 bis haut goufe bei 616 Plainte respektiv Kontrollen 208 Verstéiss festgestallt. Déi gängegst waren ee feelenden oder inadequaten Ennerdaach, eng feelend oder net vollstänneg Identifikatioun vun den Déieren a feelend oder inadequat Fudder.

ad 3. Vun 2018 bis haut goufe bei 260 Plaintë respektiv Kontrollen 92 Verstéiss festgestallt. Déi gängegst waren eng feelend oder net vollstänneg Identifikatioun vun den Déieren, feelend oder inadequat Fudder an eng feelend oder inadequat medezinnesch Betreiung.

ad 4. Wat d'Kontrollen am Beräich „Déiereschutz" betrëfft, gëtt et e gewëssene Prozentsaz, dee vun der Legislatioun virgeschriwwen ass, an anerer, déi un Hand vu Plaintë gemaach ginn. Déi virgeschriwwe Kontrolle ginn op Basis vun enger Risikoanalys definéiert, iwwert d'Joer geplangt a vun de Veterinärsinspekteren duerchgefouert. Wat d'Plaintë betrëfft, ginn dës all an enger Datebank opgeholl. All dës Plaintë kréien ee Suivi, andeem se iwwer en Telefonsgespréich gereegelt ginn oder, falls et sech als néideg erweist, eng Kontroll op der Plaz duerchgefouert gëtt, bei där déi eventuell Nonkonformitéite festgehalen an déi néideg Mesuren an d'Weeër geleet ginn. Eng genee Zuel vun Aarbechtsstonnen, déi mat Kontrollen um Terrain verbruecht goufen, ass schwéier ze nennen.

D'Zuel vun de Kontrollen an eng detailléiert Beschreiwung kann een am Rapport d'activités vun der Veterinärsverwaltung noliesen.

Question 1959 (02.03.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **la participation des pharmaciens à la « Table de la santé » :**

D'Apdikteschen an d'Apdiktere si wichteg Acteuren am Gesondheetssystem, well si de Patienten déi néideg Informatiounen zu hire Medikamenter ginn. Eng Rei Leit ginn och oft am Krankheetsfall fir d'éischt an d'Apdikt vun hirem Vertraue froen, wéi se kënne behandelt ginn.

Esouwäit ech weess, sinn d'Apdikter net um Gesondheetsdësch vertrueden.

Aus dëse Grënn géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Firwat sinn d'Apdikter net um Gesondheetsdësch vertrueden?

- Op wéi engen Niveauen am Santésberäich gëtt op d'Wëssen an d'Experienz vun den Apdikter zréckgegraff?

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt d'Apdikter als e wichtegen Acteur am Gesondheetsberäich missten um Gesondheetsdësch vertruede sinn?

Réponse commune (16.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Op der Reunioun vum 14. Februar 2020, wou de Gesondheetsdësch offiziell lancéiert gouf, waren eenzeg an aleng déi Acteuren ageluede ginn, déi bei der Reunioun vum 26. Juli 2019 derbäi waren, wou de Prinzip vun der Organisatioun vun engem Gesondheetsdësch festgehale ginn ass. Dës Acteure sinn déi, déi an der Nomenklaturkommissioun a senger Kompositioun „actes et services des médecins et médecins-dentistes" sinn, dat heescht d'AMMD, d'FHL, d'Gesondheetskeess, de Ministère fir

d'sozial Sécherheet an de Gesondheetsministère. Aus deem Grond waren d'Vertrieder vun den Apdikter beim Lancement de 14. Februar 2020 net derbäi.

Et war awer vu virera vun de Ministere virgesinn, déi betraffen Acteuren an déi theematesch Aarbechtsgruppe mat anzebannen, vun deene si besonnesch concernéiert sinn. Esou eng Invitatioun ass duerch en offiziellt Schreiwes vum 28. Februar 2020 un den Daachverband vun den Apdikter geriicht ginn. D'Apdikter gehéieren zu de Grondpfeiler vum Gesondheetsberäich an hiert Matwierken am Gesondheetsdësch ass wichteg, genausou wéi dat vun den aneren Acteuren.

De Gesondheetsministère gräift reegelméisseg op d'Wëssen an d'Experienz vun den Apdikter zréck. Esou zum Beispill gëtt hiren Avis fir all Gesetzesprojet oder soss Initiative vum Ministère, déi hire Beruff betreffen, ugefrot. Et schaffen och eng Rei Apdikter an der Divison de la pharmacie et des médicaments vun der Direction de la santé, fir sécherzestellen, dass och intern déi néideg Kompetenz virläit, fir dem Ministère seng politesch Aktiounen am Virfeld mat wëssenschaftlechem Wëssen ze fidderen. Dat selwecht gëllt fir de Ministère vun der sozialer Sécherheet, ënnert deem senger Tutelle souwuel beim Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet wéi och an der Gesondheetskeess Aptikter an enker Zesummenarbecht mat den Acteuren aus der Divison de la pharmacie et des médicaments vun der Direction de la santé souwéi och mat den Apdikter um Terrain zesummeschaffen, esou wéi dat an hire jeeweilege Missiounen am Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn ass.

Question 1961 (02.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **chasse au mouflon :**

A menge leschten dräi Question-parlementairen wollt ech méi Informatiounen zu der Juegd op d'Muffelen am lechternacher Bësch an an den anere Géigende vum Land, wou dës Déiere liewen, hunn. De Weekend vum 29. Februar huet eng Juegd op d'Muffele stattfonnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Muffele goufe säit dem 29. Februar op de Juegte bei lechernach dout gemaach?

2. Goufe bei dëser Juegd och weiblech Muffele geschoss? Wa jo, wéi vill a wéi vill dovun hunn zu deem Zäitpunkt Klenger am Bauch gehat?

3. Wat ass mat de rechtleche Muffelen, ginn déi konsequent weider gejot? Wa jo, ënner wéi enger Form vu Juegd soll dat stattfannen a vu wéini bis wéini?

4. Madamm Ministesch, wat passéiert mat de Kadavere vun den doutgemaachte Muffelen? Ass geplangt, d'Fleesch weider ze verwäerten? Wa nee, firwat net?

5. Dir schreift an Ärer Äntwert op d'Question parlementaire N° 1746, datt d'Muffelproblematik e juegdleche Problem ass an deemno och sollt als solche betruecht ginn. D'Afänken ass ärer Äntwert no gepréift ginn, ma ass weiderhi keng Optioun, ausser d'Joe géif „aus wat fir Grënn och ëmmer net funktionéieren". An deem Fall wier d'Afänken „duerchaus eng Méiglechkeet". Wat ass de Fazit vun der rezenter Juegd a réckt an Àren Aen d'Optioun vum Afänken elo méi no?

Réponse (31.03.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Bei der Juegd vum 29. Februar 2020 huet et sech ëm eng privat Juegd gehandelt. Et wor keng staatlech (administrativ) Juegd.

Vu dass et sech bei deene geschossenen Déieren awer zum Deel ëm Muffele gehandelt huet, an de Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 relatif (a) à l'établissement d'un plan de tir pour certaines espèces de grand gibier, (b) aux modalités du marquage, (c) à l'organisation et au mode de fonctionnement des commissions cynégétiques régionales virgesäit, dass all geschossene Muffel direkt zwecks méigleche Kontrolle muss der ANF gemellt ginn, ginn et dozou Zuelen. Et goufen néng Muffele geschoss.

D'ANF kontrolléiert ob déi gemellte Muffelen tatsächlech geschoss goufen an ob et sech ëm erwuesse männlech Muffelen (Marquage MM) oder ëm aner Muffelen (weiblech Déieren, subadult Déieren, souwuel männlech oder weiblech, Marquage MA) handelt.

Vum 1. Mäerz u gëllt eng Schounzäit bis de 15. Abrëll inclus. Et goufen also keng weider Muffele geschoss.

ad 2. Bei dëser Juegd goufe fënnef erwuesse männlech Muffelen (MM) a véier aner Muffelen (MA) geschoss. Et ass net bekannt, ob déi eventuell weiblech Muffele gedroen hunn.

ad 3. Vum 1. Mäerz u gëllt eng Schounzäit bis de 15. Abrëll inclus. Wéi scho gesot, huet et sech bei der Juegd vum 29. Februar 2020 ëm eng Privatjuegd gehandelt. Déi administrativ Juegd wäert stattfannen no dem 16. Abrëll 2020, an zwar net, fir all Muffelen ze schéissen, mee, fir mat den Ofschosszuele vum Plan de tir kohärent ze sinn. Wéi scho puermol erkläert ginn ass, gëtt déi staatlech Juegd exklusiv vum Usëtz (Hochsitz) an op der Pirsch gemaach. Eng Klappjuegd ass net virgesinn.

ad 4. Wat op der Privatjuegd vum 29. Februar 2020 mat de Kadavere passéiert ass, ass net bekannt. Bei der staatlecher Juegd ass virgesinn, fir d'Fleesch vun de geschossenen Déieren ze verwäerten an ze verkafen.

ad 5. Vu dass déi zitéiert Äntwerte sech op déi geplangten administrativ Juegd bezéien, déi wäert nom 16. Abrëll 2020 stattfannen a vu dass déi Privatjuegd vum 29. Februar 2020 näischt mat der administrativer Juegd ze dinn huet, ass déi Fro de Moment nach net ze beäntwerten. D'Optioun vum Afänke bleift dofir weiderhi bestoen, mee ass mat ville Schwieregkeete verbonnen, notamment wat déi ressourcenintensiv an déiereneethesch zweifelhaft Aspekter vum Afänken, Transport an Aspäre vu wëllen Déiere betrëfft.

Question 1962 (02.03.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **violences à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie :**

Les organisations L'Équipe Flüchlings- a Sozialhëllef Paroisse Saint Esprit - lewescht Syr et l'ASBL Catch a Smile viennent d'adresser une lettre ouverte à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la violence des autorités croates contre les réfugiés à la frontière entre la Bosnie et la Croatie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Le Ministre des Affaires étrangères et européennes est-il au courant d'un traitement violent des gardes frontières croates à l'encontre de réfugiés et migrants qui tentent le passage de la Bosnie vers la Croatie ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis des organisations signataires que la Croatie agit de cette façon pour empêcher ces personnes à passer la frontière avec l'UE et afin de préparer son entrée dans l'espace Schengen ?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'intervenir aux niveaux compétents de l'UE pour que ceux-ci prennent contact avec les autorités croates pour remédier à cette situation ?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant l'ouverture de la frontière entre la Turquie et la Grèce par les autorités turques et la réaction des forces armées grecques vis-à-vis des réfugiés et migrants qui tentent de passer la frontière en direction de l'UE ?

Question 1964 (02.03.2020) de **Mme Octavie Modert** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine :**

La « route des Balkans » est théoriquement fermée depuis mars 2016. Pourtant, des milliers de réfugiés continuent d'avancer sur les routes de la région. La situation humanitaire est de plus en plus désespérée, et les gens sur places informent du traitement violent inacceptable à l'encontre de réfugiés et de migrants qui tentent le passage de la Bosnie vers la Croatie. Ces actes violent la Convention de Genève sur la protection des réfugiés et la souveraineté territoriale bosnienne. La législation internationale sur l'asile donne le droit à toute personne de demander protection et lui accorde le droit que cette demande soit analysée de façon impartiale. Malgré un appui financier de dix millions d´euros de la part de l'Union européenne, la Bosnie-Herzégovine est dépassée face à la capacité de personnes voulant franchir la frontière.

La décision de la Turquie de ne plus retenir les réfugiés risquent d'engendrer un nouvel afflux sur la route des Balkans aggravant la situation humanitaire à la frontière croato-bosniaque.

Face à un traitement aussi atroce à une frontière de l'Union européenne au 21e siècle, et ce de façon continue et systématique de la part de forces publiques d'un État membre de l'UE, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Quelle est la position du Luxembourg face à la situation à la frontière croato-bosniaque et également en ce qui concerne les violences ainsi rapportées ?

- Monsieur le Ministre prévoit-il d'adresser ces problématiques lors du prochain Conseil des Ministres JAI (Justice et affaires intérieures) pour trouver une solution dans les meilleurs délais ?

- Quelles mesures concrètes sont envisagées aux niveaux compétents de l'Union européenne mais aussi vis-à-vis de la Croatie pour i) mettre fin à ces pratiques indignes et ii) parvenir en aide aux autorités bosniaques?

Réponse (27.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les faits relatés dans la lettre ouverte du 1er mars 2020 signée par plusieurs associations et dans différents reportages en amont de cette dernière sont des plus consternants. Comme souligné dans sa lettre du 4 mars 2020, le ministre condamne fermement tout acte de violence à l'encontre de migrants aux frontières extérieures de l'Union européenne. Le contrôle de la migration doit s'opérer dans le respect des procédures et non pas par le recours à la force.

Alors que le ministre continue à thématiser le sujet avec ses homologues européens, il revient d'un point de vue institutionnel, dans une première instance, à la Commission européenne d'assurer le suivi du dossier. Cette dernière a déjà appelé à une enquête judiciaire indépendante et demandé des explications au Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, à savoir l'agence Frontex. Dans un État de droit, il est de notre devoir d'attendre les résultats des enquêtes en cours. L'occasion de discuter des faits au niveau du Conseil se présentera par la suite.

En date du 28 février, le Gouvernement turc a annoncé par communiqué officiel la fin des efforts pour contrôler les flux migratoires vers la Grèce, comme prévu dans la déclaration UE-Turquie de mars 2016. Le ministre regrette cette décision et appelle à ce que les engagements qui découlent de la déclaration soient respectés. Alors que la situation s'est depuis fortement stabilisée, le dialogue entre la Turquie et les acteurs européens doit se poursuivre.

Alors que les migrants sont les vraies victimes de cette manœuvre, le ministre condamne toute violence et manquement au respect du droit international et des droits de l'homme en particulier.

Le ministre attire encore l'attention sur l'arrêt récent N.D. et N.T. (requêtes nos 8675/15 et 8697/15) rendu par la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme, d'après lequel les personnes qui cherchent protection entrent sur le territoire d'un État membre de façon régulière et demandent l'asile à un point de passage frontalier officiel.

Question 1965 (02.03.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **reconnaissance de certaines formations pour les carrières de la Police grand-ducale :**

Et ass mir zu Ouere komm, datt verschidde Membere vun der Generalinspektioun vun der Police constatéiert haten, datt verschidde Formatiounen, déi si als fréier Membere vun der groussherzoglecher Gendarmerie gemaach hunn, net an hirem perséinlechen Dossier renseignéiert waren. Dëst kéint negativ Konsequenzen op de Verlaf vun hirer Karriär hunn.

Dowéinst wollt ech dem Har Minister fir déi bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt a verschiddene Personaldossieren Donnéeën iwwer fréier Formatiounen an der Gendarmerie feelen? Wéi vill Membere vun där aktueller Police, respektiv vun där aktueller Generalinspektioun vun der Police, sinn dovu betraff?

2. Wann den Här Minister dee Mëssstand sollt kënne confirméieren, wat sinn da senger Meenung no d'Ursaache vun där Situatioun?

3. Wéi eng Inzidenzen op d'Karriär vun deene betraffene Leit kéint dës Situatioun hunn?

4 Wat wëll den Här Minister, wann néideg, ënnerhuelen, fir déi Donnéeën nees ze retabléieren respektiv fir ze verhënneren, datt lacunaire Dossiere kéinten negativ Effekter op de Verlaf vun der Karriär vun deene betraffene Polizisten hunn?

Réponse (01.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Enn lescht Joer huet e fréiere Beamte vun der Police, dee säit dem Joer 2016 bei d'Inspection générale de la police (IGP) detachéiert war a lo do affektéiert ass, un de Generaldirekter vun der Police geschriwwen, well verschidde Formatiounen net op senger Fiche individuelle de formation opgelëscht wieren. An deem Kontext huet hie verschidde Formatiounen erwäänt, déi hien an der Gendarmerie gemaach hätt, an déi net op där Fiche géife figuréieren.

D'Fiche individuelle de formation gëtt opgestallt op Basis vun den Donnéeën, déi an der Datebank SAP-HR agedroe sinn. Andeems bei der Aféierung vun dësem System am Joer 2001 awer net sämtlech Formatiounen, déi d'Beamte bis dohinner suivéiert haten, réckwierkend konnten encodéiert ginn, feelen dës Formatiounen haut op dëser Fiche. Et handelt sech dobäi virun allem ëm Formations de tir a Formations continues, déi vun all Beamte suivéiert gi sinn.

Sämtlech Beamten, déi virum Joer 2000 bei der Gendarmerie oder der fréierer Police ugestallt waren, si vun dëser Situatioun betraff.

ad 3. Wéi vill aner Beamten aus dem Groupe de traitement C1 vum Cadre policier, konnt dee Beamten aus der IGP, deen Enn lescht Joer reklaméiert hat, dass seng Fiche net komplett wier, den 1. Januar 2020 vun engem Wiessel an de Groupe de traitement B1 profitéieren iwwert de Mechanismus vun der Voie expresse, deen am Artikel 30 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Inspection générale de la police virgesinn ass, respektiv am Artikel 94 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale.

Domadder konnt hien, wéi aner Beamten och, vum Grad F7 an de Grad F8 wiesselen, an dono ass all Joer ee weidert Avancement méiglech.

Wat souwuel den Accès an den Niveau supérieur (grade F10) ubelaangt, wéi och d'Promotioun an de leschte Grad (grade F12), gesäit den Artikel 14 (1ter) vum Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Traitementer an d'Avancementer bei de Staatsbeamte fir, datt ee mindestens zwielef Deeg respektiv 30 Deeg Formation continue muss gemaach hunn.

Bei den allermeeschte Beamten dierft dëst kee Problem duerstellen.

Souguer wa beim Wiessel an de leschte Grad keng 30 Deeg Formation continue dokumentéiert wieren, kënnen déi Beamten, déi iwwer 50 Joer al sinn, en entspriechende Supplément personnel de traitement zougestane kréien opgrond vun den Artikelen 28 (6) an 51 (5) vum Traitementsgesetz.

ad 4. Andeems en Opschaffe vun den Donnéeën, déi iwwer 20 Joer zréckleien, mat engem net justifiéierbaren Aarbechtsopwand verbonne wier, wier et all Beamten unzeroden, seng eege Situatioun selwer ze iwwerpréiwen an ze dokumentéieren. Wann et dann nach néideg sollt sinn, wier et méiglech op de Wee vun enger Dispens ze goen, sou wéi se am Artikel 14 (1ter) vum Traitementsgesetz virgesinn ass.

Question 1966 (03.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **réaffectation des anciennes agences de la BCEE :**

D'Spuerkeess (BCEE) huet rezent annoncéiert, eng ganz Rëtsch Guicheten uechtert d'Land zouzemaachen. Wëssend, datt d'Spuerkeess zu 100 % dem Lëtzebuerger Staat gehéiert, stellt sech d'Fro, wat elo mat de Gebaier geschitt, déi zukünfteg net méi als Agence genotzt ginn. De Logements- a Mobilitéitsproblem zu Lëtzebuerg spëtzt sech zou. Deemno kéint d'Spuerkeess (BCEE), als Établissement public, ee vun den Acteure sinn, déi e soziale Rôle an dëse Froen iwwerhuele kéinten.

Schonn am Joer 1929 huet d'Spuerkeess (BCEE) e Rôle social assuméiert. Op der Internetsäit vun der Spuerkeess (BCEE) ass dozou Follgendes ze liesen: « En 1929, la Caisse d'Épargne se voit adjoindre un nouveau service, celui des Logements populaires, créé par la loi du 26 avril 1929. Ce nouveau service, placé sous l'autorité du Gouvernement et administré par la Caisse d'Épargne pour le compte et sous la garantie de l'État, a pour mission d'octroyer des prêts à taux d'intérêt réduit pour la construction d'habitations à bon marché pour ainsi faciliter l'accession à la propriété immobilière également aux classes sociales moins fortunées. »

Wëssend, datt d'Taux d'intérêt haut historesch déif sinn, kéint d'Spuerkeess (BCEE)

beispillsweis iwwer eng Contributioun sociale en nature, a Form vun enger Cessioun vun hiren Immobilien un d'Gemengen oder de Staat, op en Neit e Rôle social erfëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wat passéiert an Zukunft mat de Gebaier, déi bis ewell als Agencë gedéngt hunn?

2. Här Minister, ass geplangt, d'Gemengen aktiv an d'Reaffektatioun vun dëse Gebaier anzebannen ? Wa jo, ënner wéi enger Form?

3. Ass geplangt, déi desaffektéiert Gebaier um Privatmarché ze verkafen oder ze verlounen?

4. Här Minister, wéi stitt Dir der Iddi géigeniwwer, déi Gebaier, déi net méi als Agence genotzt ginn, zukünfteg als Coworkingspace ze notzen an op deem Wee den Teletravail auszebauen?

5. Här Minister, wéi stitt Dir der Iddi géigeniwwer, déi Gebaier, déi net méi als Agence benotzt ginn, zukünfteg als ëffentleche Wunnraum ze notzen, respektiv gratis un en ëffentlechen Träger ze iwwerginn (z. B. SNHBM oder de Fonds du logement)?

6. Här Minister, wéi stitt Dir der Iddi géigeniwwer, déi Gebaier, déi net méi als Agence benotzt ginn, zukünfteg als ëffentleche Wunnraum ze notzen, respektiv zu engem reduzéierten Tariff un en ëffentlechen Träger ze iwwerginn (z. B. SNHBM oder de Fonds du logement)?

7. Wëssend, datt d'Spuerkeess schonn am Joer 1929 e soziale Rôle gespillt huet a Saache Logement, kann de Minister sech virstellen, der BCEE och am Joer 2020 eng änlech Roll zoukommen ze loossen? Wa jo, ënner wéi enger Form? Wann nee, firwat net?

8. Kann de Finanzminister sech virstellen, der Spuerkeess (BCEE) iwwer e Gesetz, änlech wéi dat vun der „loi du 26 avril 1929 concernant la création d'un organisme pour l'allocation de crédits à taux d'intérêt réduit pour habitations à bon marché, biens ménagers et jardins ouvriers et pour l'amélioration hygiénique des logements", e soziale Rôle ze attribuéieren an op deem Wee d'Wunnengproblematik unzegoen?

Réponse (11.03.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Sou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 1876 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement preziséiert, leien d'Gestioun an d'Administratioun vun der Bank - zu där och d'Gestioun an d'Administratioun vun der Bank hiren Immobilie gehéiert - an den Hänn vum Comité a vum Conseil d'administration, an deenen hir Aarbecht de Minister sech net amëscht.

An der Äntwert op d'parlementaresch Ufro N° 1869 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen gouf schonn explizéiert, dass d'Spuerkeess, zesumme mat de Gemengen, no Léisunge sicht, „fir déi zukünfteg eidel Agencë méiglechst sënnvoll ze notzen, zum Beispill fir soziale Logement oder fir nei Geschafter." Och aner Iddien, déi den honorabelen Deputéierten nennt, sinn denkbar. Wa bei de Gemenge keen Interesse bestoe géif, déi Gebaier ze iwwerhuelen, kënnen och Gespréicher mat der SNHBM oder dem Fonds du logement an d'A gefaasst ginn.

Den honorabelen Deputéierte mécht Referenz op e Gesetz vun 1929, dat « des prêts à taux d'intérêt réduit pour la construction d'habitations à bon marché pour ainsi faciliter l'accession à la propriété immobilière également aux classes sociales moins fortunées » virgesäit. Déi Tauxen, déi deemools op där Basis festgeluecht goufen, louchen allerdéngs nach iwwert deenen, déi haut um Marché üblech sinn.

Och haut ginn et reduzéiert Zënssätz fir Leit, déi finanziell manner gutt dostinn, wa si e Logement kafen, bauen oder renovéieren, dëst iwwert de Wee vun de « subventions d'intérêt ». Méi Informatiounen doriwwer gëtt et am Guichet unique des aides au logement an op guichet.lu.

Donieft sief drun erënnert, dass d'Spuerkeess, anescht wéi 1929, haut eng systeemesch Bank ass, déi ënnert der direkter Supervisioun vun der Europäescher Zentralbank steet.

Dofir schéngt et weeder néideg nach opportun, d'Gesetz, sou wéi vum honorabelen Deputéierte suggeréiert, ofzeänneren.

Question 1967 (05.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant des **conflits d'intérêts dans le cadre d'autorisations de construire :**

D'ofgeännert Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert d'Gemengebauten an d'urban Entwécklung gesäit am Artikel 37 vir, dass d'Buergermeeschteren d'Autorisatioune fir Baugeneemegungen an enger Gemeng erdeelen. Deemno dotéiert d'Gesetz d'Gemengepappen a -mamme mat enger gewëssener Entscheedungsmuecht an och engem gewëssen Insiderwëssen iwwert d'Bauprojeten an der Gemeng. Muecht ass an enger Demokratie awer ni absolutt an esou gëllen och um Gemengenniveau d'Prinzippie vun der géigesäiteger Kontroll vun den Instanzen, an dësem Fall duerch de Gemengerot an den Inneministère.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Gesäit déi aktuell Gesetzgeebung Aschränkunge vir, dass Buergermeeschtere wärend hirem Mandat oder déi Joren dono selwer kënnen a Bauprojeten investéieren, fir déi si eng Geneemegung ginn? Falls nee, wéi kann een ausschléissen, dass Buergermeeschteren hir Schlësselpositioun vum Artikel 37 fir Eegeninteresse benotzen?

2. Falls ee Buergermeeschter als Privatpersoun eng Immobilie keeft oder baue léisst, existéieren heizou iergendwellech gesetzlech Grondlagen, déi de Präis vun esou enger Transaktioun berechnen? Falls nee, wéi ass auszeschléissen, dass Buergermeeschtere Bauten zu Sonderpräisser ugebuede kréien?

3. Sinn der Inneministesch Fäll bekannt, dass verschidde Gemenge Grondstécker opkafen, se duerno un ee Promoteur weiderverkafen an de Buergermeeschter um finale Bauprojet selwer och Immobilie keeft?

4. Sinn der Inneministesch Fäll bekannt, wou ee Buergermeeschter Wunnengen, fir déi hien eng Baugeneemegung ausgestallt huet, keeft, an dat mam Zweck, dës ze verlounen?

5. Wéi eng Instrumenter stinn der Inneministesch zur Verfügung, fir méiglech Interessekonflikter um Gemengenniveau festzestellen? Existéiert zum Beispill ee Meldesystem, dee Buergermeeschteren oder aner Bierger benotze kënnen? Gesäit d'Ministesch et als sënnvoll un, dass Buergermeeschteren, déi wärend hirer Amtszäit oder kuerz dono Immobilie kafen, dëst dem Public deklaréiere sollten? Ass esou eng Mesure fir den neie Gemengen-Deontologieskodex geplangt?

6. Wou kënnen d'Bierger eng konsolidéiert Versioun vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert d'Gemengebauten an d'urban Entwécklung fannen?

Réponse (19.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwer Immobilientransaktioune vun de Buergermeeschteren.

Buergermeeschteren hunn déi selwecht Capacité juridique wéi aner Persounen, fir Immobilien ze kafen. Et gëtt do keng Limitt, ausser dass et der Buergermeeschtesch oder dem Buergermeeschter, op Basis vum Artikel 1596 vum Code civil, net erlaabt ass, weeder perséinlech nach par personne interposée e Bien vun der Gemeng ofzekafen. Zivillrechtlech ass sou e Kaf automatesch ongülteg.

Och um Niveau vun der Präisgestaltung vun enger Immobilientransaktioun, bei där d'Buergermeeschtesch oder de Buergermeeschter Keefer oder Bauhär ass, gëtt et keng Ausnam zum allgemeng gültege Recht an och keng per Gesetz fixéiert Präisser.

De Code pénal gëtt gewësse Garantien, fir Faiten ze verhënneren, wou d'Buergermeeschtesch oder de Buergermeeschter sech kéint Avantagë verschafen an dës Prise illégale d'intérêts a Korruptioun ze bestrofen. Wann ech Kenntnis vun esou Faite kréie sollt, ginn ech se un de Parquet weider.

Ausserdeem däerf d'Buergermeeschtesch oder de Buergermeeschter, wéi all déi aner Conseilleren, net un Decisioune vum Gemengerot deelhuelen, un deene si selwer oder ee vun hire Familljemembere bis zum 3. Grad een direkten Interêt hunn.

Fäll, déi an de Froen 3. a 4. zitéiert ginn, si mir net bekannt.

E Meldesystem fir Immobiliegeschäfter vu Buergermeeschteren existéiert net. Mam Gesetzesprojet N° 7514 soll, ënner anerem, eng legal Basis fir eng Charte fir Gemengemandatsträger geschaf ginn. De Contenu vun dëser Charte wäert zesumme mat de Gemengen ausgeschafft an iwwer groussherzoglecht Reglement fixéiert ginn.

Eng consolidéiert Versioun vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 fënnt een op legilux.lu am Code communal.

Question 1968 (03.03.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Société européenne des satellites :**

Les responsables de la SES viennent d'annoncer qu'ils sont en train de mener des réflexions sur la création d'une deuxième société ayant l'objectif d'attirer des venture capitalists sur le secteur « Networks » qui est en pleine croissance.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le Gouvernement est-il au courant des réflexions menées par les responsables de la SES ?

2) Le Gouvernement a-t-il marqué son accord à la création d'une nouvelle société sans la participation de l'État ?

3) Dans l'affirmative, pour quels motifs ?

4) Le Gouvernement accompagnera-t-il les réflexions à mener ?

5) Cette décision ne risque-t-elle pas d'avoir des répercussion négatives sur la SES, notamment sur le cours de l'action à la bourse ?

Réponse (03.04.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) L'État luxembourgeois est informé des réflexions menées en sa capacité d'actionnaire de SES. De manière plus générale, le Gouvernement est également en échange régulier avec la société pour discuter des défis qui se posent pour l'industrie satellitaire en général.

ad 2) SES a annoncé un programme de transformation stratégique visant à mieux concentrer ses compétences clés, et devant permettre à la société de confirmer son rôle de leader dans un secteur en pleine mutation. Le Gouvernement soutient ces réflexions stratégiques, indispensables pour assurer la pérennité et le développement futur de la société.

Dans ce cadre, SES a annoncé l'intention d'analyser la faisabilité et le bien-fondé d'une séparation structurelle de son activité « data », à fort potentiel de croissance, des autres activités de l'entreprise.

Néanmoins, la forme et les modalités d'une telle séparation - si tant est qu'elle soit réalisée - ne sont pas encore arrêtées et demeurent en cours d'analyse et il n'appartient pas à l'État de préjuger des analyses en cours. Cependant même dans l'hypothèse où la séparation prenait la forme d'une filialisation des activités « data », l'État resterait un actionnaire indirect de cette filiale par le biais de sa participation dans SES.

ad 3) Le Gouvernement accompagnera l'analyse stratégique menée par la société en tant qu'actionnaire et par le biais de sa représentation au conseil d'administration.

ad 4) L'intention du programme de transformation stratégique est de permettre à SES de mieux saisir les opportunités futures dans ses marchés clés. Une décision concernant une séparation structurelle ne sera prise qu'après l'évaluation détaillée de l'analyse en cours. En tout état de cause, le Gouvernement ne peut se prononcer sur des répercussions éventuelles et non prévisibles sur les marchés financiers internationaux.

Question 1970 (04.03.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **regroupement familial :**

D'Konsultativ Mënscherechtskommissioun proposéiert, datt Refugiéen, déi hei am Land hiren Asyl accordéiert kritt hunn an ënnert dem internationale Recht geschützt sinn, sollten e méi laangen Delai wéi dräi Méint kréien, fir e Regroupement familial unzefroen. Laut Accord de coalition heescht et an deem Kontext och: « Quant aux bénéficiaires de protection internationale, le délai prévu à l'article 69 (3) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration sera porté à six mois. »

An dësem Kontext wollt ech dem Här Immigratiounsminister follgend Fro stellen:

- Wéini gedenkt den Här Minister op de Wee ze goen, den Delai vun aktuell dräi Méint op sechs Méint ze verlängeren?

Réponse (25.03.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

De Koalitiounsaccord gesäit vir, den Delai vum Artikel 69 (3) aus dem Immigratiounsgesetz vun dräi op sechs Méint eropzesetzen.

D'Regierung ass amgaang en Avant-projet de loi mat verschiddenen Ofännerunge vum Immigratiounsgesetz auszeschaffen. D'Ofännerung vum Artikel 69 (3) ass mat dobäi.

Question 1974 (05.03.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **Plan volontaire d'insertion :**

La loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire a eu comme objectif principal « de pouvoir mieux préparer les futurs ex-détenus à mener une vie sans crime ». Le texte de la loi prévoit que l'instrument le plus important prévu à cette fin serait le Plan volontaire d'insertion, visant à responsabiliser davantage les détenus et de contribuer ainsi à une meilleure réinsertion des détenus dans la société.

Dans ma question parlementaire n° 0342 du 11 février 2019, j'ai demandé certaines informations afin de pouvoir évaluer l'impact de ladite réforme. Néanmoins, l'ancien Ministre de la Justice n'a pas pu m'apporter des réponses précises et chiffrées, mais m'a assuré que « dès que toutes les modalités seront arrêtées je serai évidemment disponible pour les présenter à l'honorable Député ».

Ainsi, je me permets de reposer, une bonne année plus tard, les mêmes questions à Madame la Ministre de la Justice :

1) Depuis la mise en vigueur de la loi, combien de détenus se sont vus proposer un plan volontaire d'insertion au Centre pénitentiaire de Luxembourg et au Centre pénitentiaire de Givenich ?

2)

a) Combien de détenus ont accepté le plan en question ?

b) Combien de détenus ont refusé leur participation à l'élaboration d'un plan volontaire d'insertion ?

c) Pour quelles raisons ?

d) Quelles en sont les conséquences dans le cadre de leur traitement pénologique ?

3) Quels sont les éléments pris en compte pour définir le Plan volontaire d'insertion ?

4) Quelles sont les conséquences pour le détenu concerné en cas de non-respect du Plan volontaire d'insertion ?

5) Quel impact le Plan volontaire d'insertion peut-il avoir dans le cadre de la prise de décision concernant l'aménagement de la peine ?

6) Comment se met en œuvre l'articulation entre le service psychosocial et socio-éducatif et l'agent de probation du service central d'assistance sociale au niveau du plan d'insertion ?

7) Combien de sorties temporaires accompagnées furent accordées par le directeur du Centre pénitentiaire de Givenich ? Quelle fut la nature de ces sorties ? Qui est en charge de l'accompagnement ?

Réponse (26.03.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Durant la période du 15 septembre 2018 au 10 mars 2020, 242 condamnés se sont vus proposer un Plan volontaire d'insertion (PVI) au CPG.

En ce qui concerne le CPL, la situation est la suivante :

- 13 détenus ont été transférés au CPG avec un PVI ;

- 4 détenus ayant signé et réalisé un PVI ont été libérés du CPL ;

- 4 détenus ont demandé un PVI, mais la mise en œuvre n'a pas eu lieu ;

- 2 détenus ont achevé le PVI ;

- 22 détenus suivent à l'heure actuelle différentes mesures dans le cadre d'un PVI ;

- 2 détenus n'ont pas encore signé le PVI ;

- 4 PVI sont en état d'élaboration.

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

ad 2)

a) Dans la même période, 68 personnes, soit 39 % des condamnés ont demandé et obtenu un PVl.

b) 174 condamnés n'ont pas opté pour demander un PVl.

c) Les raisons sont liées à la situation du condamné. 16 personnes n'ont pas demandé de profiter d'un PVl puisque la peine restante a été inférieure à deux mois, 49 personnes n'ont pas opté pour un PVl puisqu'ils travaillaient en semi-liberté dès leur entrée au CPG. 41 détenus ont eu l'accord de la semi-liberté dès leur entrée au CPG et se sont concentrés sur la recherche d'un emploi et 28 détenus avaient un emploi en vue dans un futur proche. 40 détenus ont eu d'autres raisons pour ne pas demander un PVI (pas d'intérêt, refus de collaboration, ...).

d) Les condamnés qui ne demandent pas un PVI, n'ont pas un désavantage au niveau de leur traitement pénologique. Ils obtiennent le traitement pénologique standard qui comprend des mesures générales. Le PVI donne accès à une prise en charge plus approfondie et plus ciblée. Ce travail d'insertion sociale se base sur des évaluations multidisciplinaires pour définir les mesures spécifiques adaptées à la situation individuelle du condamné.

ad 3) Une évaluation multidisciplinaire est réalisée avec la participation active du détenu et répétée tout au long de la détention. Elle comprend des évaluations de la situation sociale, de la situation psychologique et de la situation psychocriminologique. Ces évaluations sont prises en compte pour définir les propositions de mesures spécifiques adaptées à la situation individuelle du détenu et pour établir le PVI.

ad 4) Dans le cadre du traitement pénologique, le détenu est exclu de la mesure spécifique en question en cas de non-respect (absences non justifiées et non-excusées, comportement inadéquat envers le groupe ou les professionnels lors de la mise en œuvre de la mesure, ...). Un non-respect du PVI est communiqué lors de la Commission consultative à l'exécution des peines (CCEP) au Service central d'assistance sociale (SCAS) et au Service de l'exécution des peines du Parquet général.

Les conséquences éventuelles dans le cadre de l'exécution de la peine sont de la compétence du Parquet général.

ad 5) L'impact sur la prise de décision concernant l'aménagement des peines est de la compétence du service de l'exécution des peines du Parquet général. Cependant, la loi du 20 juillet 2018 modifiant le Code de procédure pénale concernant l'exécution des peines précise dans l'article 673 (2) que « pour l'application de ces modalités, le procureur général d'État tient compte [...] du respect du Plan volontaire d'insertion ».

ad 6) L'élaboration et la mise en œuvre du PVI sont coordonnées par le Service psychosocial et socio-éducatif (SPSE) des centres pénitentiaires. Dans le cadre des évaluations et tout au long de la détention, le SPSE implique les propositions des agents de probation du SCAS dans l'élaboration du PVI. L'articulation se fait via les contacts directs entre conseiller en insertion du SPSE et agent de probation du SCAS et via les discussions au sein de la CCEP. Les agents de probation du SCAS obtiennent une copie du PVI et des adaptations du PVI éventuellement réalisées.

ad 7) Depuis la mise en vigueur de la loi, 1.172 sorties temporaires accompagnées ont été accordées par le directeur du Centre pénitentiaire de Givenich. Il s'agit de sorties dans le cadre d'activités sportives, d'activités culturelles et d'activités sociopédagogiques.

Lorsque le condamné ne se trouve pas encore dans les délais légaux pour obtenir un congé pénal, des sorties temporaires accompagnées ont aussi été réalisées pour entreprendre des démarches administratives ou en relation avec l'emploi.

Les membres du SPSE-CPG sont en charge de l'accompagnement de ces sorties.

Question 1975 (05.03.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **indemnisations des sinistrés de la tornade du 9 août 2019 :**

An der leschter Zäit sinn ech e puermol vu Leit ugeschwat ginn, déi Affer vum Tornado an de Gemenge Käerjeng a Péiteng waren. Wann och vill Leit sech mat der Hëllef, déi si kruten, zefridden an dankbar gewisen hunn, ginn et awer ëmmer nach Leit, bei deenen d'Schied bis elo net reparéiert goufen. Heiansdo erkläre sech Versécherungsgesellschafte fir net zoustänneg oder verweisen einfach op eng staatlech oder kommunal Hëllef. Verschidde Versécherunge schécken zwar en Expert, dëst dacks eréischt no laangen Delaien, a melle sech duerno awer anscheinend net méi. Verschidde betraffe Leit fille sech an esou enger Situatioun iwwerfuerdert an am Stach gelooss.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Familljeminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll kennt d'Regierung, an deenen d'Tornadoschied nach net reparéiert goufen? Wat ass do virgesinn an a wéi engen Delaien?

2. Wat kënnen déi betraffe Leit, bei deenen de Schued nach net reparéiert gouf, maachen? U wie kënne si sech an dëser Phas adresséieren, fir Hëllef ze kréien?

3. Gëtt et en Dialog tëschent der Regierung an de Versécherungsgesellschaften, fir nach onkloer oder ëmstridde Situatiounen ze klären?

Réponse (20.03.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. De Familljeministère ka sech just äusseren zu deene Fäll, déi eng Ufro fir Sozialhëllef am Kader vum Tornado gestallt hunn.

De Familljeministère krut bis dato 81 Demandë fir eng Sozialhëllef. Dovunner sinn 28 Dossieren nach net ofgeschloss, well déi definitiv Äntwert vun der Versécherung nach net virläit.

Am Moment sinn nach verschidden Dossiere bei de Versécherungsgesellschaften net ofgeschloss, well eng Rei Reparaturen eréischt am Fréijoer bei besserem Wieder kënne virgeholl ginn. D'Dossiere ginn eréischt clôturéiert bei der Versécherung, wann all d'Schied reparéiert goufen.

ad 2. Dëse Leit gëtt geroden, am enke Kontakt mat hirer Versécherung a mat de beoptraagten Handwierker ze bleiwen.

Am Fall vun engem Litige mat der Versécherung kënne Betraffener sech un de „médiateur en assurances" wenden.

ad 3. De Familljeministère ass reegelméisseg a Kontakt mat deenen eenzele Versécherungsgesellschaften, fir Froen zu den individuellen Dossieren ze klären.

Question 1976 (05.03.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant **la participation de la « Patientevertriedung » à la « Table de la santé » :**

En date du 14 février 2020, le « Gesondheetsdësch » s'est réuni pour la première fois, rassemblant les partenaires sociaux, l'Association des médecins et médecins-dentistes, la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Santé. Dans ce contexte, certains acteurs ont regretté que le patient, voire l'assuré, ne fut pas représenté. Notamment le président de la « Patientevertriedung » a exprimé de la critique.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle expliquer pour quelles raisons la « Patientevertriedung » ne fut pas invitée à la première réunion du « Gesondheetsdësch » ?

- Est-ce que la « Patientevertriedung » sera invitée aux prochaines réunions du « Gesondheetsdësch » ?

- Selon Madame la Ministre, quel est le rôle du patient, voire de la « Patientevertriedung », dans le cadre du « Gesondheetsdësch » ?

Réponse commune (16.03.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

À l'occasion de la réunion de lancement officiel du « Gesondheetsdësch » qui s'est tenue le 14 février 2020, seuls les acteurs qui avaient également participé à la réunion du 26 juillet 2019, lors de laquelle le principe d'organiser un « Gesondheetsdësch » avait été retenu, ont été conviés. Il s'agissait là uniquement des membres de la Commission de nomenclature dans sa composition « actes et services des médecins et médecins-dentistes », c'est-à-dire de représentants de l'AMMD, la FHL, la Caisse nationale de santé, le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Santé. Cela explique pourquoi la « Patientevertriedung » n'a pas été invitée à la réunion du 14 février 2020 puisqu'elle n'est pas membre de la Commission de nomenclature.

Cependant, il est effectivement prévu d'associer la « Patientevertriedung » aux travaux menés au sein des sous-groupes de travail thématiques du « Gesondheetsdësch » en fonction des sujets qui la concernent. Un courrier dans ce sens lui a été adressé en date du 28 février 2020. D'ailleurs, la « Patientevertriedung » nous a d'ores et déjà fait parvenir les noms des représentants qu'elle a désignés pour participer aux différents sous-groupes.

La « Patientevertriedung » constitue l'un des partenaires privilégiés du Ministère de la Santé et il est indispensable qu'elle soit impliquée dans les travaux autour des défis actuels du système de santé. En effet, la politique est soucieuse de mettre le patient au centre de ses préoccupations afin de lui permettre le meilleur accès aux soins possible.

Question 1977 (05.03.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **bénévolat :**

Et ass säit Jore bekannt, datt et an de Sportfederatioune grad esou wéi an de Veräiner Problemer ginn, well net méi genuch Benevoller do sinn, fir d'Organisatioun an den Oflaf vun enger Rei Manifestatiounen ze garantéieren, oder nach den Encadrement vun de Kanner, grad esou wéi déi ganz Gestioun an administrativ Aufgaben an de Comitéën. Esouwäit ech weess, ass d'Fechtfederatioun am Moment, zesumme mam COSL, amgaang verzweifelt no Benevollen ze sichen, fir de gudden Oflaf vun engem Qualifikatiounstournoi fir d'Olympesch Spiller vun Tokyo ze assuréieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung ze hëllefen, fir datt dëse wichtege Qualifikatiounstournoi ka garantéiert ginn?

- Wat fir Mesurë goufe konkreet an de leschte fënnef Joer geholl, fir de Benevolat am Sport ze ënnerstëtzen?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt weider Mesuren néideg sinn?

- Wa jo, wat huet de Minister wëlles ze ënnerhuelen?

Réponse (03.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Déi honorabel Deputéiert stellt eng prinzipiell Fro iwwert den Benevolat, besonnesch am Sport, a bezitt sech dobäi op ee punktuellen Event ufangs Mäerz dëst Joer.

Wat elo konkret déi Froe vun der Organisatioun vun deem Event ugeet, huet et sech dobäi ëm e Weltcup- a Qualifikatiounstournéier fir Tokyo 2020 am Säbel fir Männer gehandelt dee vum 6. bis den 8. Mäerz, mat Hëllef vu vill Engagement an groussem Asaz vun der Fechtfederatioun an vu villen anere Benevollen, ouni Zuschauer, zu Lëtzebuerg stattfonnt huet. Nodeems dëse Wettkampf net konnt an Italien (Padua) an och net an Däitschland (Tauberbischofsheim) stattfannen, huet déi international Fechtfederatioun de Lëtzebuerger Verband gefrot, fir dëst kuerzfristesch zu Lëtzebuerg ze organiséiren.

Sonndes, den 1. Mäerz ass de Sportsministère ewéi och den COSL dunn, per Mail, offiziell doriwwer a Kenntnis gesat ginn, den 2. Mäerz koum dunn den Avis fir de Go vun der Direction de la Santé; d'Evenement ass deemools als „risque faible" agestuuft ginn.

Et ass wuel net evident an esou kuerzer Zäit esou een Event mat ronn 190 Fechter plus den Entourage zu Lëtzebuerg ze organiséiren, geschweig dann nach esou vill Benevollen, fir esou een internationalen Event esou kuerzfristesch ze mobiliséieren. Mat groussem Asaz vun der Federatioun a mat Hëllef och vum COSL ass déi Manifestatioun dunn zu Lëtzebuerg iwwert d'Bün gaangen. An dofir wollt ech och op dësem Wee mäi Respekt fir dës Leeschtung ausdrécken.

Ewéi gesot, war dëst eng punktuell a kuerzfristeg international Organisatioun, déi net generell mat der Fro vum Benevolat ze dinn huet.

D'Regierung huet d'Wichtegkeet vun dëser Matière erkannt, an dofir soen ech der honorabeler Deputéierte Merci fir hir Froen, wat mer dann erlaabt, op déi verschidden Aktioune vun der Regierung am Beräich vum Benevolat, en général, an absënns am Sport, anzegoen.

Wat elo generell den Benevolat ugeet, esou ass sech d'Regierung bewosst, dass de Benevolat eng immens wichteg Roll an eiser Gesellschaft spillt. De Benevolat spigelt d'Participatioun vun den Bierger um gesellschaftleche Liewen erëm an ass Deel vun der sozialer Solidaritéit, wat mir grad elo an dëse schwéieren Zäiten am Kampf géint de Coronavirus all Dag erëm zerguttst gesinn.

Gemäss hirem Programm, wäert d'Regierung, no der Ausaarbechtung vun engem klore Konzept, eng Etüd an Optrag ginn, fir d'Besoine vun den ASBLe besser ze verstoen an esou den Engagement vun den Bierger méi effikass ze maachen. Mat der Hëllef vun der Agence du bénévolat an iwwert de Wee vun engem strukturéierten Dialog mat den Associatiounen wäert eng Strategie fir d'Promotioun vum Benevolat ausgeschafft ginn.

Fir 2021 huet d'Agence du bénévolat och eng Sensibiliséirungscampagne fir de Benevolat am Sport geplangt.

Op déi konkreet Mesuren, déi an de leschte fënnef Joer geholl gi sinn am Beräich vun der Ënnerstëtzung vum Benevolat am Sport, an an den nächste Joren nach wäerte verstäerkt ginn, wäert ech dann elo agoen.

Do ass un éischter Stell d'Professionaliséierung vun de Strukture vun de Federatiounen.

Ech erlabe mer do den Artikel 3 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 ze zitéieren:

« L'État soutient le bénévolat en contribuant à l'encadrement de l'organisation sportive sur les plans sportif et administratif. »

Esou sinn an den leschte fënnef Joer, an besonnesch markant ab 2019, déi finanziell Hëllefe fir Federatioune staark ugehuewe ginn, virun allem wat de Subventionnement vun techneschem an och administrativem Personal ubelaangt. Den Tableau seet dat kloer aus a weist wat an de Joren 2015 bis 2019 am Beräich vum Personal un d'Federatiounen ausbezuelt ginn ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Iwwer fënnef Joer gekuckt, bedeit dat eng Augmentatioun vun 41,59 % am Verglach zu 2015.

Fir dës Legislaturperiod dann, hält de Regierungsprogramm fest, dass déi finanziell Moyene fir den Sport insgesamt progressiv an konsequent an d'Lut wäerte goen. An eebe just am Beräich vun de Strukture vun de Federatiounen erlaben ech mer dann och de Regierungsprogramm ze zitéieren:

« Le renforcement en moyens des structures fédérales et du COSL - voire celles du Ministère des Sports et du futur INEPS - constituera une priorité majeure pour garantir un fonctionnement viable et efficace du mouvement sportif. Pour ce faire, un plan quinquennal de renforcement des structures techniques et administratives du mouvement sportif dans son ensemble sera mis en œuvre ».

A genau dat huet dës Regierung gemaach mat enger Erhéijung vun, an der Moyenne, zéng Poste pro Joer wat dësen Tableau méi wei däitlech wäert weisen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dëst bedeit dann eng méi wéi Verdueblung par rapport zu de konkreeten Zuele vun 2018!

Fir de Federatiounen eng finanziell Planungssécherheet ze ginn, an dëst gëllt dann och besonnesch an dëse schwéieren Zäiten, si Konventioune mat hinnen ausgeschafft ginn an och schonn zum Deel ënnerschriwwen ginn, déi bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod wäerte gülteg sinn.

Eng aner Mesure, déi dem Benevolat och entgéint kënnt, ass d'Assurance Casco. Zanter Jore rembourséiert de Sportministère dem COSL d'Fraise fir eng Assurance Casco fir déi benevoll Dirigeantë vu Federatiounen a Sportsveräiner. D'Participatioun vum MSP beweegt sech do all Joer ëm déi ronn 80.000 €.

Och d'Bezuele vum Congé sportif, besonnesch fir Dirigeantë vun de Federatiounen ass eng Mesure fir den Benevolat am Sport. Bei der leschter Revisioun vum groussherzogleche Reglement iwwert de Congé sportif ass de maximale Kontingent pro Joer a pro Federatioun fir d'Dirigeantë vu 25 op 50 Deeg gehuewen ginn, engersäits, fir international Evenementer zu Lëtzebuerg kënnen ze organiséieren, an anerersäits, fir u Reunioune vun internationale Gremie kënnen deelzehuelen, an deene si Lëtzebuerg vertrieden.

Esou ewéi am Regierungsprogramm virgesinn, gëtt am Moment aktiv un enger Ännerung vum Congé sportif geschafft, fir dem Benevolat och am Beräich vun de Veräiner nach méi

entgéintzekommen. Dës nei Bestëmmunge sinn ewéi gesot an Ausaarbechtung. Och wäert de Volet „Sport" vum Congé jeunesse an déi nei Modalitéite vum Congé sportif integréiert ginn.

Da sief och un de Subside qualité+ erënnert. Matt der Aféierung vum Subside qualité+ am Joer 2017 ass en Outil geschaaft ginn, deen et erlaabt bei de Sportsveräiner de Manktem u benevollen Traineren opzefänken. Op där enger Säit ginn déi Leit, déi scho säit Jore benevoll u Formatiounen deelgeholl hunn, belount, an anersäits ginn déi Leit incitéiert weider Formatiounen ze maachen, fir dass déi jonk Sportler ënner 16 Joer vu gutt ausgebilten Traineren encadréiert ginn.

Wann dat am Joer 2017 nach 2.189.550 € waren, sou si fir 2019 ronn 3.400.000 € un d'Veräiner ausbezuelt ginn.

Zanter 2009 ginn och d'„Bénévoles sportifs de l'année" geéiert. Och wann dës Aktioun éischter e symboleschen an punktuelle Charakter huet, sou ass et awer eng Unerkennung fir déi Leit, déi sech jorelaang benevoll an de Veräiner oder an enger Federatioun engagéieren. Dës Initiativ gëtt och weider gefouert, wann och an enger anerer Form, fir déi Leit, déi hiert Liewen an den Déngscht vum Sport stellen, nach méi an de Virdergrond ze stellen an deem Ganzen e méi nohaltege Charakter ze ginn.

Question 1987 (10.03.03) de **Mmes Josée Lorsché, Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **traumatismes auprès des réfugiés :**

Parmi les demandeurs de protection internationale (DPI) qui arrivent au Luxembourg et vivent dans les structures d'hébergement gérées par l'Office national de l'accueil se trouvent des personnes psychiquement très fragiles, atteintes de traumatismes ou souffrant de troubles psychiatriques concomitants ou préalables à leur exil ayant rarement faits l'objet de diagnostic et de prise en charge antérieurs.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, les conflits, la violence ou encore la maltraitance sont fortement associés aux comportements suicidaires et les taux de suicides sont élevés dans les populations vulnérables confrontées à la discrimination, telle que celle des réfugiés. Ces traumatismes affectent également fortement les enfants qui ont pour la plupart grandi dans des conditions de guerre avec des conséquences négatives sur leur santé mentale, leur scolarisation et leur vie quotidienne.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 3696 traitant entre autres des soins psychiatriques accordés aux DPI, les ministres compétents ont fait part de leur intention de mettre en place un projet de prise en charge des soins pour migrants souffrant de troubles psychiatriques. Dans le contexte de ce projet, il était prévu de mettre à disposition douze places dans des logements encadrés repartis géographiquement selon les besoins, ainsi que de mettre en place un accès à d'autres structures du secteur conventionné de la psychiatrie extrahospitalière.

Par ailleurs, afin d'offrir une prise en charge ambulatoire au sein des trois phases de structures d'hébergement pour DPI, l'extension de l'offre ambulatoire était planifiée. Le nombre de postes nécessaires, le financement de l'équipe mobile et le ministère de tutelle étaient encore à déterminer selon la réponse des ministres.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Existe-t-il des chiffres concernant le nombre, voire la proportion de DPI au Luxembourg souffrant de troubles psychiatriques ? Comment ce chiffre a-t-il évolué dans les dix dernières années ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concernant les suicides ou les tentatives de suicide de DPI au Luxembourg ? Quelle a été l'évolution de ces chiffres au cours des dix dernières années ?

3) Quels ont-été les principaux changements dans la détection de DPI souffrant de troubles psychiatriques et de leur prise en charge depuis 2018 ? Où en sont les projets de prise en charge psychiatrique précités (logements encadrés et prise en charge ambulatoire) ?

4) Le nombre de psychologues et de psychiatres disponibles pour encadrer les DPI nécessitant des soins psychologiques ou psychiatriques est-il suffisant au moment actuel ?

5) Existe-t-il un personnel spécialisé pour proposer aux enfants DPI en complément à une scolarisation adéquate des prises en charge psychologiques ou psychiatriques adaptées à leurs besoins ?

6) Comment l'interprétariat dans les soins psychologiques et psychiatriques pour DPI est-il organisé ? Existe-t-il un nombre suffisant d'interprètes dans les langues requises dans ce contexte ?

7) Quelles formations sont disponibles pour les différents interlocuteurs agissant dans la détection de DPI souffrant de troubles mentaux ou psychiatriques ainsi que dans les soins de ces derniers, notamment en ce qui concerne des aspects comme le soins suivant des expériences de migrations ou guerres traumatisantes, l'ethnopsychiatrie et la transculturalité ?

8) Qu'est-ce qui change au niveau des modalités de prise en charge psychologique ou psychiatrique d'un DPI une fois que le statut de bénéficiaire de protection internationale lui est accordé ?

Réponse commune (02.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) Il n'existe pas de statistiques par rapport aux chiffres demandés. D'une part, les personnes concernées n'informent pas systématiquement le personnel de l'Office national de l'accueil (ONA) ou les encadrants psycho-sociaux des partenaires gestionnaires des structures d'accueil en cas de problème de santé mentale. D'autre part, les médecins, psychiatres et psychologues sont tenus au secret professionnel et ne sont pas autorisés à transmettre les informations concernant l'état de santé des personnes qui ont sollicité leurs services.

ad 3) La détection de DPI souffrant de troubles psychiatriques et leur prise en charge sont invariablement effectuées tout au long de la procédure par les équipes encadrantes des structures d'hébergement, y compris par l'équipe ethnopsychologique de la Croix-Rouge du Centre de primo-accueil et par le personnel spécialisé de l'ONA. S'y ajoute le dépistage effectué par l'inspection sanitaire lors du contrôle sanitaire obligatoire à l'accueil des DPI mais aussi celui effectué lors des consultations, qui ont lieu à la demande des résidents, à tout moment de la procédure. Les professionnels des domaines médical, psychiatrique et psychologique s'occupent de la prise en charge de la santé mentale des intéressés.

Les agents de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont formés pour détecter, dans la mesure du possible, les personnes vulnérables et, le cas échéant, la procédure est adaptée à l'état physique et mental du demandeur.

Le projet de prise en charge des soins pour migrants souffrant de troubles psychiatriques est actuellement en cours de réalisation par un groupe de travail, composé d'agents du Ministère de la Santé, de l'inspection sanitaire et de gestionnaires de structures d'hébergement pour DPI (Caritas et Croix-Rouge). D'ailleurs, la Direction de la Santé élabore les détails au niveau du financement du projet et des négociations en vue de la coordination du projet avec les procédures de la Direction de l'immigration sont en cours.

Huit lits sont réservés auprès de la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale (Ligue) et quatre lits auprès de Liewen dobaussen, pour prendre en charge des migrants souffrant de troubles psychiatriques, indépendamment de leur statut.

Les personnes désireuses peuvent fréquenter les foyers de jour de la Ligue ou de Liewen dobaussen sans passer par l'ONA. Elles sont également libres de prendre contact et de fréquenter les structures offertes à la population résidente.

À part des questions d'organisation et de financement qui restent à être clarifiées, la réalisation du projet nécessite du temps à cause de la présentation du projet à la population cible. Il n'y a pas d'obligation pour la personne concernée de bénéficier du projet, elle peut décider librement si elle désire être suivie par des services spécialisés ou non. Par contre, le cas échéant, la personne concernée doit être d'accord de déménager vers un foyer de la Ligue ou de Liewen dobaussen, ce qui n'est pas toujours le cas.

Actuellement, il y a une personne DPI qui habite dans une structure de la Ligue.

ad 4) Les DPI ont accès aux soins médicaux et au domaine de la santé mentale comme tous les autres résidents.

ad 5) En cas de besoin, les enfants DPI sont pris en charge par les services de psychologie existant au Luxembourg.

ad 6) L'ONA a recours au service interprétariat de la Croix-Rouge pour les consultations internes. Les hôpitaux et les services de santé mentale disposent de leur propre budget pour organiser l'interprétariat des soins psychologiques et psychiatriques pour DPI.

ad 7) Nous renvoyons à cet égard à la réponse à la question parlementaire n° 3696 en date du 17 avril 2018.

ad 8) Une fois le statut de la protection internationale octroyé, le bénéficiaire de protection internationale (BPI) peut faire les démarches pour pouvoir bénéficier du Revenu d'inclusion sociale (REVIS). Initialement, le BPI couvre ses propres frais relatifs aux soins psychiatriques, mais il peut introduire une demande de remboursement auprès de la Caisse nationale de santé. Au besoin, il peut recourir au dispositif du tiers payant social, disponible pour chaque assuré à revenus modestes.

Question 1993 (11.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant **la nouvelle application pour le service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto) :**

Nodeems d'Gratuitéit fir den Transportservice Adapto op Drock vun e puer Deputéierte souwéi am Kader vun enger Petitioun agefouert gouf, gëtt elo de ganze Service vum Adapto ëmstrukturéiert. An deem Kontext gouf en neie Reservatiounssystem op d'Bee gestallt an och eng nei Adapto-App gouf erstallt, mat där d'Passagéier hir Trajete reservéiere kënnen. D'App selwer gouf vun enger Privatfirma entwéckelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat gouf bei der Entwécklung vun der App op eng extern Firma zréckgegraff an net op den Knowhow vum CTIE?

2. Wéi vill huet d'Entwécklung vun der neier Adapto-App kascht?

3. Gouf et fir d'Entwécklung vun der App eng ëffentlech Ausschreiwung?

Réponse (25.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De CTIE huet am Transportberäich a besonnesch am Ruffbusapplikationeberäich keng Erfarung. Dofir sinn ech op de Wee gaangen, fir Offere bei externe Fournisseuren ze froen, déi all an dësem Beräich täteg sinn a vun deenen ech ausgaange sinn, dass si a relativ séierer Zäit eng Plattform fir eis Usprëch kéinte liwweren.

ad 2. Dee Fournisseur, deen den Zouschlag krut, huet fir d'Entwécklung vum Projet a fir d'Lizenzen en Total vun 69.590.- gefrot (HTVA). De Kontrakt an d'Lizenze lafen an dëser Pilotphas bis den 31. Dezember 2020.

ad 3. Fir déi lescht Fro beruffen ech mech op meng Äntwert, déi ech op dem honorablen Deputéierte Jeff Engelen seng nämmlecht Fro Nummer 1936 vum 26. Februar ginn hunn.

Question urgente 2070 (22.04.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **réouverture des chantiers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

La semaine dernière, le Gouvernement a décidé d'autoriser la réouverture des chantiers à partir du 20 avril 2020.

Dans ce contexte, un règlement grand-ducal publié vendredi soir est venu préciser une série de mesures en matière de sécurité et santé au travail. Si ce règlement a entre autres précisé les obligations incombant aux employeurs, les responsabilités incombant aux architectes et ingénieurs n'ont pas été abordées. Or, ces derniers agissent en tant que conseiller indépendant du maître d´ouvrage pour le bon déroulement de son projet et de médiateur de tous les acteurs concernés.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Le Gouvernement envisage-t-il d'approcher l'ordre des architectes et ingénieurs pour définir ensemble avec ce dernier des lignes de conduite à adopter, voire des hiérarchies de responsabilités et ce en fonction du type de chantier concerné ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur l'impact de l'actuelle crise sur des contrats en cours et notamment sur les délais d'exécution convenus de part et d'autre ?

Réponse commune (11.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En effet, le règlement grand-ducal du 17 avril 2020 portant introduction d'une série de mesures en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a introduit une série d'obligations spécifiques qui sont à appliquer par les employeurs et par les salariés afin d'assurer davantage la protection de la sécurité et de la santé de tous.

Ces mesures sont d'ailleurs également applicables aux architectes et ingénieurs agissant en tant qu'employeurs respectivement en tant que salariés. Tous les employeurs, y inclus les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, sont tenus de prendre les mesures requises afin de respecter les obligations de ce règlement grand-ducal

L'État, en tant que maître d'ouvrage pour ses chantiers d'infrastructures publiques, est soumis à différentes obligations en vertu du Code du travail concernant les plans généraux de sécurité et de santé au travail. Il assume les prédites obligations par le biais d'un « coordinateur de sécurité », et pour les chantiers de moindre envergure, par l'intermédiaire d'un agent habilité à cet effet. Ces tâches n'incombent dès lors pas aux membres de l'ordre des architectes et ingénieurs-conseils.

Dans cet ordre d'idées, les architectes et ingénieurs qui sont engagés par le maître d'ouvrage par un contrat visant notamment la conception et l'exécution de projets, de travaux et de chantiers de construction, devraient pouvoir continuer à exécuter leurs missions telles que définies dans lesdites conventions et réglementées par la profession.

La crise sanitaire que traverse notre pays à l'heure actuelle n'est pas de nature à bouleverser le régime de ces conventions, ni le rôle, ni encore moins les responsabilités incombant à ces professions.

Bien évidemment, comme dans toute relation contractuelle, les parties peuvent, sous certaines conditions, demander une adaptation de leurs obligations. Encore faudrait-il que les dispositions visées en l'espèce soient indiquées.

Il échet encore de préciser que les travaux sur chantiers ont repris le lundi 20 avril, alors que dans nos pays voisins, les travaux sur chantiers n'ont en principe pas été arrêtés en dépit de l'épidémie du Covid-19. Dès lors, s'il est fait abstraction des circonstances ayant précédé la fermeture des chantiers et des mesures sanitaires à mettre en place par les employeurs dans le chef des architectes et ingénieurs-conseils, la situation de réouverture des chantiers ne diffère guère de celle d'une reprise des activités après les congés collectifs annuels.

Par conséquent, le but recherché par les maints courriers et courriels envoyés aux différents membres du Gouvernement par l'Ordre des architectes et ingénieurs et formulé maintenant dans une question parlementaire est difficilement compréhensible.

À toutes fins utiles, il échet de remarquer que le règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers impose au maître d'ouvrage de désigner un coordinateur en matière de sécurité et de santé pour tout chantier où interviennent au moins deux entreprises. La mission de ce dernier consiste entre autres d'établir et de tenir à jour un plan général de sécurité et de santé (PGSS) qui est basé sur une évaluation des risques liés aux travaux à réaliser. Ainsi, ce PGSS a dû être adapté pour l'ensemble des chantiers dont l'activité a repris le 20 avril dernier en tenant compte des mesures sanitaires imposées par le règlement du 17 avril 2020. Les stipulations de ce PGSS sont imposées aux entreprises travaillant sur chantier. Il incombe également au coordinateur de sécurité et de santé, qui exerce sa fonction en pleine indépendance, de coordonner la surveillance de l'application correcte des procédures de travail et de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises.

Les mesures sanitaires proposées par les acteurs du chantier sont à discuter et à apprécier par l'ensemble des responsables du chantier (maître d'ouvrage, bureaux d'architectes et d'ingénieurs, coordinateur de sécurité et de santé) par rapport à la faisabilité, aux spécificités des travaux en question ainsi que de la situation et de l'état d'avancement du chantier en général.

Le Gouvernement a élaboré le règlement grand-ducal concernant les mesures de sécurité et santé au travail et le Gouvernement a mis en place toute une série de recommandations en sanitaire pour les différents secteurs dont la construction.

En ce qui concerne l'impact de l'actuelle crise sur des contrats en cours et notamment sur les délais d'exécution convenus de part et d'autre, il serait prématuré de se prononcer à l'heure actuelle. Il est par ailleurs peu probable que l'ensemble des chantiers soit impacté d'une manière égale et qu'une réponse générale puisse être apportée à cette question alors que les impacts éventuels devront être appréciés en fonction des circonstances de chaque cas précis.

En effet, il importera de différencier suivant la taille, l'état d'avancement et la complexité des chantiers respectifs, ainsi que du volume et spécificité de chaque marché en cours qui engendreront, à côté des frais d'immobilisation, des frais de remobilisation plus ou moins importants pour l'ensemble des marchés en cours. Il conviendra donc d'évaluer les frais réellement exposés ayant un lien direct avec la fermeture des chantiers de construction.

Il est prématuré d'avancer des chiffres concrets, mais toutes les parties concernées sont en train de se concerter en vue de faire des premières estimations y relatives. Ici encore, il conviendra d'analyser et d'apprécier au cas par cas et d'adapter la durée des prestations prévues dans les différents contrats en modifiant les contrats d'un commun accord dans le respect des conditions légales

Question urgente 2107 (29.04.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conséquences de la nouvelle « Test-Strategie » du Gouvernement:**

Dans son communiqué de presse intitulé « Eine Exit-Strategie begleitet von sanitären Maßnahmen und Forschung » du 28 avril 2020, le Gouvernement note en effet : „Für negativ getestete Personen werden die Beschränkungen des Lockdowns aufgehoben. Positiv getestete Personen müssen sich in Isolation begeben. Ihre Kontakte werden zurückverfolgt und auch getestet und unter Quarantäne gestellt um die Infektionskette zu unterbrechen." Ce qui, à nos yeux, entraînerait de nombreuses incertitudes juridiques voire des inégalités constitutionnelles.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous confirmer qu'un résultat négatif lors d'un test au coronavirus entraîne automatiquement une libération des restrictions du confinement du citoyen concerné ?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous confirmer également qu'un résultat positif lors d'un test au coronavirus entraîne automatiquement une mise en quarantaine de la personne concernée ?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous exposer la base légale et la justification politique des inégalités constitutionnelles présumées qui résulteraient des précités automatismes relatifs aux résultats des tests au coronavirus ?

Réponse (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Un résultat négatif lors d'un test de recherche de virus par la méthode de qRT-PCR pour Covid-19 n'a aucune conséquence directe sur le confinement du citoyen. Il reste soumis aux restrictions applicables à la population générale.

Par contre un premier test positif pour Covid-19 entraine une mise en isolement de la personne par ordonnance du directeur de la santé en application de l'article 10 de loi modifiée sur l'organisation de la Direction de la santé. L'isolement de la personne infectée dure en principe 14 jours. L'inspection sanitaire contactera la personne infectée et procédera à un relevé des contacts potentiellement infectieux que cette personne a pu avoir. Les contacts à haut risque d'infection seront par la suite mis en quarantaine pour une durée limitée à sept jours, sous réserve d'obtenir un test de dépistage négatif au cinquième jour de la quarantaine et de rester sans symptômes.

Question urgente 2139 (04.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **réserve sanitaire médicale nationale :**

Le Ministère de la Santé peut, en cas de nécessité et en vertu de la loi du 8 décembre 1981, recourir à son droit de réquisition à l'égard des professionnels de la santé pour faire face à une « crise internationale grave », telle que celle constituée par la pandémie Covid-19.

Afin de constituer une telle « réserve sanitaire médicale nationale » et pour parer à une éventuelle pénurie de professionnels de la santé, un médecin libéral ou une personne exerçant une profession de santé à titre libéral peuvent conclure un contrat d'employé de l'État à durée déterminée à partir du 4 avril jusqu'au 29 mai 2020.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes :

- Combien de personnes sont actuellement engagées dans le cadre de la réserve sanitaire ?

- Quelle est la qualification de base de ces personnes ?

- S'agit-il de salariés ou d'indépendants ?

- Sur combien d'heures de travail hebdomadaires à prester portent les contrats de travail des personnes concernées ?

- Combien de personnes de la réserve sanitaire médicale nationale travaillent actuellement sur le terrain et combien se trouvent en mode « stand-by » ?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que toutes ces personnes disposent d'un contrat de travail à durée déterminée comme employé de l'État ? En cas de réponse négative, sous quel autre statut ces personnes ont été engagées et quelles en sont les raisons ?

- Quel est le coût de ces contrats d'employé de l'État à durée déterminée ?

Une reprise graduelle des activités du secteur médical est prévue à partir d'aujourd'hui, 4 mai. Or, l'article 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit en son point 5 que : « Il est interdit au fonctionnaire d'exercer une activité commerciale, artisanale ou industrielle, une profession libérale ou une activité rémunérée du secteur privé sans l'autorisation préalable du ministre du ressort prise sur avis préalable conforme du Ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative. »

- Partant de cette interdiction et sachant que les contrats de travail au niveau de la fonction publique pour la réserve sanitaire nationale courent jusqu'au 29 mai 2020, quelle est la position de Madame la Ministre quant à une reprise éventuelle, même partielle, de leurs activités par les personnes concernées ?

Réponse (07.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De prime abord, il importe de rappeler les circonstances exactes de la crise sanitaire autour de la mi-mars, début des discussions qui ont mené à la décision de mettre en place une réserve sanitaire nationale.

Notre pays se trouvait à cette époque devant un défi majeur : faire face à une crise provoquée par un nouveau virus dont on savait quels étaient les dommages qu'il avait causés dans les pays déjà touchés et dont la vitesse de propagation était croissante au niveau des personnes quotidiennement infectées.

Ainsi, est-il utile de rappeler qu'au moment de la mise en place de la réserve sanitaire et de la décision du volume qu'elle engloberait, le Luxembourg avait une courbe de trajectoire du virus qui ne cessait de croître et ce de manière irréfrénée. En effet, les chiffres disponibles à cette époque démontraient que le nombre de cas doublait parfois du jour au lendemain avec des piques atteignant les 200 voir plus (242 cas pour le 23/03, 263 cas pour le 26/03). La situation s'aggravant chaque jour, le virus étant inconnu, nul ne savait dans quel laps de temps les mesures de confinement prises par le Gouvernement allaient porter leurs fruits. Selon les chiffres quotidiens, la tendance indiquait que notre pays aurait pu atteindre un pique de 300 nouvelles infections par jour avec un risque de saturation des lits en soins intensifs.

Le deuxième élément qui a fortement influencé les modalités de constitution de la réserve sanitaire était la crainte et l'inquiétude quant au personnel de santé venant de l'étranger. Ainsi qu'il a été rappelé à plusieurs reprises, notre pays est tributaire du personnel soignant de nos voisins frontaliers. À ce moment, le virus y faisait également rage avec à la clé une forte probabilité de fermeture des frontières dans les deux sens de telle manière à ce que ces derniers n'auraient pas pu venir travailler au Grand-Duché. S'ajoutait les risques de réquisition du personnel soignant dans leur pays de résidence. La fermeture des frontières respectivement la réquisition du personnel frontalier auraient abouti à une crise non érable, de sorte que la constitution d'une large réserve sanitaire s'imposait.

En date du 5 mai 2020, 1.489 personnes sont engagées en tant qu'employé de l'État au sein de la réserve sanitaire. Sont éligibles pour contracter un tel contrat à durée déterminée avec la seule condition d'être titulaire d'une autorisation d'exercer dans une des professions suivantes :

- médecins ;
- médecins-vétérinaires ;
- psychothérapeutes ;
- infirmiers et infirmiers gradués ;
- kinésithérapeutes ;
- masseurs ;
- podologues ;
- rééducateurs en psychomotricité ;
- orthophonistes ;
- ostéopathes ;
- diététiciens ;
- ergothérapeutes ;
- sages-femmes ;
- assistants sociaux ;
- aides-soignants.

Le CDD d'employé de l'État s'adresse donc à toutes les professions de santé réglementées par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ainsi que celles relevant de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, respectivement de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute.

L'incertitude de la situation et le risque pour notre population face à une pandémie croissante et meurtrière n'ont laissé d'autres choix que de prendre le maximum de précautions pour éviter une catastrophe sanitaire surtout eu égard au fait que le personnel médical soignant était et reste le facteur déterminant pour pouvoir gérer une telle crise.

La réserve sanitaire est alimentée par deux voies :

En premier lieu, le Ministère de la Santé a engagé de manière proactive des profils indispensables dans la crise sanitaire (p. ex. infirmiers, aides-soignants), et sans activité professionnelle (homme/femme au foyer, retraités, etc.) par le biais des contrats d'employé de l'État à durée déterminée. Par ailleurs, les étudiants en médecine ainsi que les étudiants du LTPS ont été engagés sous CDD sur base d'une autorisation d'exercer temporaire. Les étudiants ont ainsi été autorisés à exercer temporairement la profession d'aide-soignant, voire la profession de l'infirmier pour les étudiants en médecine à partir de la quatrième année d'études. Les tâches de ces contrats à durée déterminée varient entre 20 heures et 40 heures par semaine.

Ensuite, afin de disposer d'une réserve sanitaire activable à tout moment, un CDD d'employé de l'État d'une tâche de 40 % (« CDD de 16 heures ») a été proposé début avril aux professionnels de la santé qui exercent actuellement à titre libéral et qui, pendant la durée du contrat à durée déterminée en tant qu'employé de l'État, n'ont pas de relation contractuelle en tant que salarié avec une tâche mensuelle supérieure à 50 %. Ceci s'applique également au congé parental supérieur à 50 %. Ces contrats sont traités via une démarche MyGuichet.

Les professionnels de santé bénéficiant de ce CDD sont donc à disposition de la réserve sanitaire pendant 16 heures par semaine. À souligner que les tâches attribuées dans le cadre de la réserve sanitaire peuvent diverger des attributions professionnelles respectives. En effet, le contrat précise que « en sus des prestations de soins prévues dans ses attributions professionnelles propres, l'employé peut être chargé temporairement en raison de l'état de crise sanitaire, de tâches administratives, logistiques, de brancardage et de participation aux soins de base auprès des patients ou des résidents tels que la communication, l'alimentation et l'hydratation, la mobilisation, les soins d'hygiène et de confort ».

L'ensemble des contrats à durée déterminée sont réalisés sous le statut de l'employé de l'État. À l'heure actuelle, environ 700 personnes ont été affectées sur le terrain, que ce soit dans un hôpital, un réseau ou une maison de soins ou un CSA. Ce chiffre est sujet à modification vu que chaque jour des professionnels de santé sont encore affectés aux différents travaux à réaliser.

Il est également important à souligner qu'un nombre de contrats sont également résiliés d'un commun accord que ce soit par exemple pour des étudiants pour lesquels les cours reprennent ou pour des professionnels de santé qui veulent se consacrer à nouveau à temps plein à leur activité libérale.

Question urgente 2143 (05.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **financement de la stratégie de dépistage à large échelle :**

Dans le cadre de sa stratégie de sortie, le Gouvernement luxembourgeois, en collaboration notamment avec la Task Force Covid-19, a décidé de mettre en place une stratégie de dépistage à large échelle basée sur un test de diagnostic volontaire accessible à la population, y compris les frontaliers de la Grande Région.

Monsieur Paul Wilmes, professeur auprès de l'Université du Luxembourg et membre de la Task Force Covid-19, vient d'affirmer sur l'antenne de RTL Radio Lëtzebuerg lors de l'émission « Invité vun der Redaktioun », que le programme de dépistage représenterait un coût de 40 millions d'euros. Or, tout engagement financier qui impacte le budget de l'État de plus de 40 millions d'euros doit être autorisé par une loi de financement spécifique, et ce conformément à l'article 80, paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État.

Le Gouvernement luxembourgeois a certes décrété l'état de crise en date du 18 mars 2020 et la Chambre des Députés a en effet prorogé pour trois mois ledit état de crise via la loi du 24 mars 2020. Or, ni la déclaration de l'état de crise ni la loi de prorogation ne sauraient constituer une base appropriée pour le financement de la stratégie de dépistage que vient de décider le Gouvernement.

Dans le cadre de ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre des Finances :

- Le Gouvernement peut-il confirmer que la mise en place de la stratégie de dépistage à large échelle telle qu'annoncée impactera le budget de l'État de plus de 40 millions d'euros ?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il aurait fallu autoriser le financement dudit programme via une loi spécifique conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État ?

- Quand le Gouvernement entendra-t-il déposer un tel projet de loi ?

- Le dépôt tardif d'un tel projet aura-t-il des conséquences sur la mise en œuvre concrète de ladite stratégie ? Risque-t-elle de devoir être reportée ? Si oui, quelles sont les conséquences sur le déconfinement proprement dit ? Pourra-t-il être mis en place comme convenu ?

Réponse commune (06.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Dans leur question urgente, les honorables Députés font référence à une affirmation d'un membre de la Task Force Covid-19, selon laquelle le Gouvernement aurait autorisé un programme de dépistage à large échelle représentant un coût de 40 millions d'euros.

Dans sa séance du 24 avril 2020, le Conseil de Gouvernement a approuvé une stratégie de monitoring proactif, incluant la mise en œuvre d'un dispositif de testing PCR à large échelle. En ce qui concerne le financement dudit dépistage à large échelle, il convient toutefois de préciser que le Conseil a marqué son accord avec les dépenses liées à la mise en œuvre du projet, tout en précisant que celles-ci ne pourront dépasser le montant de 39,5 millions d'euros. Le montant retenu correspond donc à une enveloppe maximale. S'agissant d'une limite supérieure, il va de soi que des efforts sont entrepris pour maintenir les coûts effectifs le plus bas possible.

Étant donné que le montant retenu dans la décision du Conseil de Gouvernement pour le financement de la stratégie de dépistage à large échelle est inférieur au seuil de 40 millions d'euros prévu à l'article 80, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État, ledit finan-

cement ne doit pas faire objet d'une loi spécifique de financement.

Question urgente 2171 (08.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **situation contractuelle future des étudiants du LTPS :**

Dans la réponse à ma question parlementaire urgente n° 2139, Madame la Ministre de la Santé fait savoir que « un nombre de contrats [CDD d'employé d'État dans le cadre de la réserve sanitaire] sont également résiliés d'un commun accord que ce soit par exemple pour des étudiants pour lesquels les cours reprennent ou pour des professionnels de santé qui veulent se consacrer à nouveau à temps plein à leur activité libérale ».

Toujours selon la réponse de Madame la Ministre « les étudiants en médecine ainsi que les étudiants du LTPS ont été engagés sous CDD sur base d'une autorisation d'exercer temporaire. Les étudiants ont ainsi été autorisés à exercer temporairement la profession d'aide-soignant, voire la profession de l'infirmier pour les étudiants en médecine à partir de la quatrième année d'études ».

Selon un article apparu sur woxx.lu en date du 7 mai 2020, des témoignages de personnes concernées donnneraient une autre image de la situation sur le terrain : « Neben Ärzt*innen waren von dieser Maßnahme eine ganze Reihe anderer Gesundheitsberufe betroffen, zum Beispiel Veterinär*innen, Psychotherapeut*innen, Krankenpfleger*innen - und nicht zuletzt Schüler*innen des Lycée technique pour professions de santé (LTPS). Doch deren Bezahlung soll am 11. Mai aufhören, obwohl sie weiterarbeiten sollen: Im Rahmen eines Praktikums statt eines CDD. Die Situation ist unklar und chaotisch, einige fühlen sich ausgebeutet. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

- Vu ces déclarations différentes et contradictoires, Madame la Ministre peut-elle nous donner des informations supplémentaires en ce qui concerne la situation contractuelle future des étudiants du LTPS ?

Réponse (05.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Sur décision des ministres compétents, les contrats à durée déterminée des étudiants du Lycée technique pour professions de santé affectés à la Réserve sanitaire des professions de santé, sont maintenus et courent jusqu'à l'échéance initialement prévue du 29 mai 2020. Il s'agit des étudiants devant effectuer des stages dans le cadre des formations suivantes :

Spécialisations infirmiers :

1re année d'études infirmier en anesthésie et réanimation (B1SA)

2e année d'études infirmier en anesthésie et réanimation (B2SA)

1re année d'études assistant technique médical en chirurgie (B1SC)

2e année d'études assistant technique médical en chirurgie (B2SC)

1re année d'études infirmier psychiatrique (B1SY)

2e année d'études infirmier en pédiatrie (B2SP)

Formations initiales :

3e année d'études de l´infirmier responsable de soins généraux (B1SI)

1re année d'études sage-femme (B1SF)

2e année d'études sage-femme (B2SF)

3e année d'études sage-femme (B3SF)

2e année d'études assistant technique médical de radiologie (B2SR)

3e année assistant technique médical de radiologie (B3SR)

Lors de la continuation des contrats, les objectifs de l'enseignement clinique des formations du LTPS seront poursuivis, les étudiants seront encadrés par les professionnels du terrain et par les enseignants du LTPS, de façon à leur permettre de développer les compétences visées par leur programme de formation.

Toutefois, il est entendu que les contrats des étudiants reprenant les cours au lycée prennent fin.

Question urgente 2172 (08.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **situation contractuelle future des étudiants du LTPS :**

Op rtl.lu ass haut op der Haaptsäit ze liesen, dass d'Infirmiersschüler, déi wärend der Coronakris iwwer en CDD vum Staat agestallt goufen, fir ze hëllefen, hire Kontrakt gekënnegt kruten. De Gesondheetsministère huet erklärt, datt d'Aarbechtskontrakter fräiwëlleg vum LTPS gekënnegt goufen, well d'Schüler nach hir Formatioun ofschléisse missten an deemno hir Stagë misste fäerdeg maachen, fir d'Joer ze packen. Den LTPS huet zur selwechter Zäit e Mail u seng Schüler geschéckt, wou rieds dran ass, dass den LTPS keen Afloss op d'Decisioun hat, well déi vum Ministère koum.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Déi Dammen an Häre Ministeren: wéi eng vun deenen zwou Versiounen entsprécht der Wourecht a firwat sinn d'Aussoe vu béiden Instanze kontradiktoresch?

2. Opgrond vu wéi engen Dispositioune kann en Employeur ouni den Accord vum Employé en CDD virum Enn vun der Frist einfach esou kënnegen?

3. Wäert d'Regierung de Schüler, déi hir Zäit, Aarbecht a Gesondheet fir d'Wuel vun der Bevëlkerung agesat hunn, ob d'mannst d'Indemnisatiounen, déi hinne bis de 29. Mee zoustoungen, ausbezuelen?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Eng ganz Rei vu Studente vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) goufen am Kader vun der aktueller Krise ronderëm de Covid-19 mat engem Zäitkontrakt an d'Réserve sanitaire des professions de santé affektéiert.

En CDD hält de plein droit um Enn vum Kontrakt op oder kann pour faute grave resiliéiert ginn, respektiv d'un commun accord opgeléist ginn.

Weil d'Aktivitéiten an de Schoulen haut Méindeg, 11. Mee nees ufänken, kruten d'Studenten iertemlecherweis eng Mail, fir hinne matzedeelen, datt hir Kontrakter missten opgeléist ginn.

Op De cisioun vun den zoustännege Ministere lafen dës Kontrakter weider bis zum Zäitpunkt, deen urspréinglech virgesi war, dat heescht bis de 29. Mee 2020. Esou laang leeft och d'Indemnisatioun vun de Studente weider. Dovu betraff sinn d'Studenten aus follgende Léiergäng:

Spécialisations infirmiers:

1re année d'études infirmier en anesthésie et réanimation (B1SA)

2e année d'études infirmier en anesthésie et réanimation (B2SA)

1re année d'études infirmier psychiatrique (B1SY)

2e année d'études infirmier en pédiatrie (B2SP)

Formations initiales:

3e année d'études de l'infirmier responsable de soins généraux (B1SI)

1re année d'études sage-femme (B1SF)

2e année d'études sage-femme (B2SF)

3e année d'études sage-femme (B3SF)

2e année d'études assistant technique médical de radiologie (B2SR)

3e année assistant technique médical de radiologie (B3SR)

D'Studente maachen hir Stagen am „enseignement clinique" sou wéi geplangt an op deene Plazen, wou sie elo sinn; dobäi gëllen déi normal Objektiver vum „enseignement clinique" weider. Si gi vun de Gesondheetsberuffler vum Terrain a vun den Enseignanten aus dem LTPS encadréiert, soudatt si hir Formatioun normal kënne weidermaachen an déi Kompetenze léieren ëmzesetzen, déi am Formatiounsprogramm stinn.

Iwwert de Weekend sinn d'Studenten per Mail doriwwer informéiert ginn.

Déi zoustänneg Ministere soen de Studenten en ausdréckleche Merci fir hir virbildlech Aarbecht an hiren Asaz am Déngscht vun der Allgemengheet.

Question urgente 2174 (11.05.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **suivi des cas d'infection Covid-19 active connus au Luxembourg :**

Afin d'assurer un suivi efficace en matière de prévention et de limiter la propagation du virus Covid-19, le Ministère de la Santé réalise un monitoring régulier des infections et décès y liés.

Pour être en mesure d'estimer le nombre de personnes risquant d'être infectées à court terme par les personnes malades ou même devoir être hospitalisées en soins intensifs, il s'agit entre autres d'inventorier les infections actives, à savoir celles qui sont actuellement contagieuses. Ce nombre est quotidiennement publié sur le site ministériel qui informe également sur l'évolution du nombre d'infections actives. Ainsi, il fait savoir qu'en date du 1er avril 2020, le Luxembourg comptait 2.331 infections actives par rapport à 199 cas comptés en date du 9 mai 2020 ce qui constitue une nette diminution. Néanmoins, la publication des tendances révélant le pourcentage de malades actifs susceptibles d'être hospitalisés en raison de leur vulnérabilité fait encore défaut.

Un deuxième volet central et décisif concerne le taux de reproduction (Rt) qui permet de définir la transmission du virus à partir d'un malade, c'est-à-dire le nombre de personnes qu'un malade infecte. En Allemagne et en France, la méthode de calcul de ce taux et les paramètres y relatifs ont été communiqués et publiés par les autorités compétentes.

Considérant que d'une part, le secteur hospitalier a intérêt à être averti du taux probable d'occupation des services de soins intensifs à court terme et que d'autre part, la communication du mode de calcul du taux Rt n'a pas encore eu lieu, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les cas d'infection active connus au Luxembourg sont-ils systématiquement analysés quant aux catégories d'âge des patients, aux anamnèses, aux comorbidités diagnostiquées, à l'évolution respective de la maladie et en conséquent au taux de risque global ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la communication des résultats de ces analyses approfondies s'avère incontournable afin de fournir les informations nécessaires au secteur hospitalier, voire à la collectivité ?

2) Les paramètres pris en compte pour définir les futures mesures de déconfinement tiennent-ils compte des analyses susmentionnées des infections actives afin d'identifier plus clairement le nombre de personnes vulnérables et non vulnérables, voire le taux de risque global au niveau des infections actives ?

3) Quel est exactement le mode de calcul du taux de reproduction (Rt) appliqué au Luxembourg ? Madame la Ministre entend-elle communiquer ce mode de calcul à court terme afin de permettre aux acteurs impliqués de le comparer aux modes de calcul appliqués dans d'autres pays ?

Réponse (12.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Toutes les personnes infectées par Covid-19 sont systématiquement contactées par l'inspection sanitaire de la Direction de la santé afin de mettre en place un isolement. À cette occasion, les personnes sont interrogées sur un nombre de paramètres en lien avec leur infection et des maladies préexistantes. Les personnes sont contactées à nouveau au jour 3, jour 7 et jour 14 de leur infection afin d'obtenir des informations sur l'évolution de la maladie. À part l'âge et le genre, aucune donnée recueillie n'a été analysée de façon systématique à ce jour. Une analyse en profondeur de tous les paramètres recueillis, à l'image de ce que l'Autriche vient de faire sur un large échantillon de leurs infectés, pourra se faire secondairement mais nécessitera des ressources supplémentaires en personnel avec des compétences en épidémiologie appliquée. Les analyses d'âge et de genre des infectés sont publiées journalièrement.

ad 2) Les simulations qui sont établies en vue de fournir une aide aux décisions à prendre par les pouvoirs publics dans le contexte du déconfinement progressif sont basées sur un modèle qui considère des taux de patients développant, en fonction de leur âge, des symptômes graves avec des récupérations longues du Covid-19. À cet égard, le modèle inclut l'âge comme facteur de risque, mais dans sa forme actuelle, il ne prend en compte aucune comorbidité en dehors de la corrélation entre le nombre de comorbidités et l'âge. L'évolution du nombre de cas positifs au Covid-19, le nombre de patients Covid-19 en soins intensifs ainsi que le nombre de décès au Luxembourg se voient également intégrés dans le modèle.

ad 3) Le taux de reproduction (R) est une mesure permettant de décrire l'état de la dynamique d'une épidémie qui dépend des propriétés d'infection du virus et des interactions sociales parmi la population. Il existe différentes approches pour estimer ce nombre de reproduction qui dépend également de l'état des épidémies :

- R0 : Au début d'une épidémie, la valeur R0 (également appelée taux de reproduction de base), décrit le nombre de personnes qu'une personne infectée va en moyenne infecter. Cette valeur fait généralement référence à l'augmentation exponentielle du nombre de personnes infectées. Au début de l'épidémie de Covid-19, cette valeur se situait autour de trois au Luxembourg.

- Rt : Pendant les épidémies, la dynamique change en raison des mesures potentielles qui ont été mises en place pour réduire les interactions sociales et en raison du pourcentage croissant de personnes immunisées dans la population. La valeur Rt (également appelée taux de reproduction net) décrit donc le taux de reproduction à un moment donné. Une valeur de Rt pure reflètera la propagation potentielle basée sur les interactions sociales. Toutefois, elle ne tient pas compte du taux d'immunisation de la population. Au début de l'épidémie, elle coïncide avec le taux de reproduction de base, mais diffère par la suite. Ce coefficient reflète les effets des politiques et des comportements de la population sur la propagation de l'épidémie, et - contrairement au taux de reproduction de base - il devrait rester inchangé, si ces conditions ne changent pas. En date du 9 mai 2020, la valeur Rt était de 0,994 au Luxembourg.

Différents pays publient également le taux de reproduction effectif (Reff), c'est-à-dire le nombre moyen de personnes qu'une personne infectée va infecter en tenant compte du pourcentage de personnes dans la population qui sont susceptibles de contracter le virus. Ce taux de reproduction effectif peut être estimé à partir du nombre de cas détectés, mais ces estimations présentent généralement une plus grande incertitude et sont plus sensibles aux fluctuations des données. En date du 9 mai, la valeur Reff était de 0,74. Les détails d'un modèle de calcul pour le taux de reproduction effectif adapté aux données luxembourgeoises peuvent être consultés sur le site : https://github.com/daniele-proverbio/Covid-19/blob/master/R_t-estimation.ipynb.

Question urgente 2212 (14.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Cellule logistique du Centre de crise :**

Ewéi aus menger parlamentarescher Fro (N° 2029) ervirgeet, ass d'ADR besuergt iwwert d'Méiglechkeet, datt et zu enger Penurie bei verschiddene Medikamenter kéint kommen, wat och vun der Regierung confirméiert gouf. An deem Sënn freet d'ADR sech, ob et wierklech sënnvoll ass, elo schonn déi logistesch Krisenzell opzeléisen, wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, oder ob et net besser wär, dës nach bestoen ze loossen an hir nei Aufgaben, zum Beispill am Beräich vun der Versuergung vum Land mat wichtege Medikamenter, ze ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Aus wéi enger Motivatioun eraus huet d'Regierung decidéiert, déi logistesch Krisenzell elo schonns opzeléisen?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et sënnvoll wär, wann eist Land och weiderhin eng Krisenzell hätt an dëser, wann néideg, nei Kompetenzen ze ginn, ewéi zum Beispill am Beräich vun der Versuergung vum Land mat wichtege Medikamenter?

Réponse (19.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Situatioun ronderëm d'Covid-19-Kris an dem domat verbonnene Risiko vun enger Penurie vu verschiddene Medikamenter huet sech entretemps an Europa erëm berouegt an domat ass et net méi néideg, eng speziell Cellule logistique mat dësen Aufgabe weider ze chargéieren.

Wéi ech a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2029 schonns gesot hunn, gëtt vill vun den Aarbechte ronderëm déi kritesch Medikamenter intern vun der Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun gemaach, wärend der Covid-Kris zesumme mat der Cellule logistique. An dësem Beräich ginn d'Aufgabe vun der Cellule logistique elo erëm ganz vun der DPM iwwerholl.

D'Penurie vun de Medikamenter bléift awer ee generelle Problem, och ausserhalb vun all Kris. Dofir huet de Gesondheetsministère jo och d'Schafe vun enger spezieller Agence luxembourgeoise des médicaments et dispositifs médicaux virgesinn (projet de loi 7523). Domat wäert Lëtzebuerg dann och besser opgestallt sinn, fir déi recurrent Problemer vu Penuriën unzegoen.

Le saviez-vous ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

N°12
2019-2020

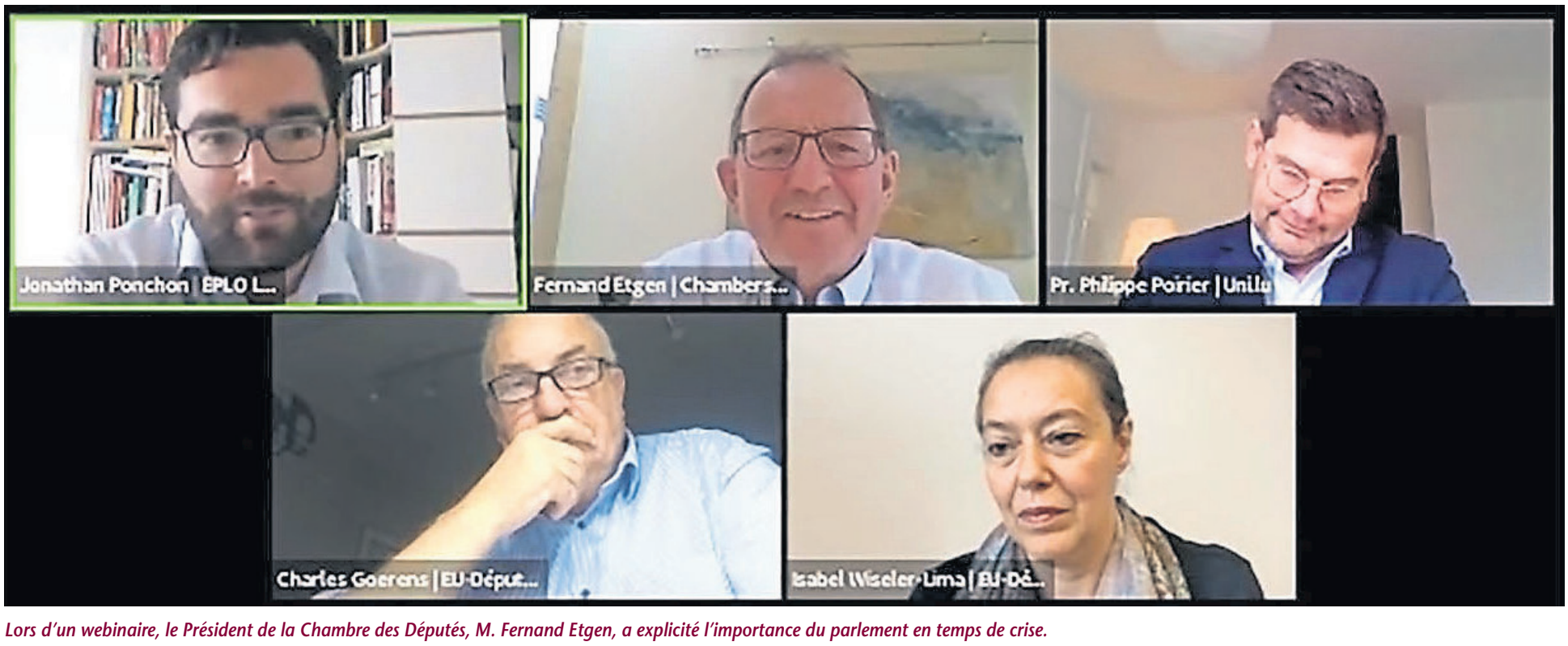
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 12 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

PIB du bien-être	p. 328	Sommaire des séances publiques nos 21 à 23	p. 357	21e séance	Mercredi 5 février 2020
Développement des régions excentrées du pays	p. 343	Sommaire des questions parlementaires	p. Q317	22e séance	Jeudi 6 février 2020
Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher	p. 354			23e séance	Mardi 11 février 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

« La Chambre assume une double responsabilité »



Lors d'un webinaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a explicité l'importance du parlement en temps de crise.

« Le Parlement est en train de travailler dans son intégralité - majorité et opposition confondues - sur la stratégie de sortie de crise ».

Tel fut le constat du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'un webinaire public le 5 juin 2020 sur le rôle des parlements en temps de crise.

Stratégie de sortie de crise

M. Etgen a expliqué que les députés sont étroitement liés à l'élaboration des deux projets de loi qui doivent mener le pays dans une période post-état de crise. « C'est dans l'enceinte de la Chambre que nous faisons un exercice de haute voltige, c'est-à-dire trouver l'équilibre entre la protection de la population contre les risques liés au virus Covid-19 et le respect des droits fondamentaux des citoyens », a-t-il ajouté.

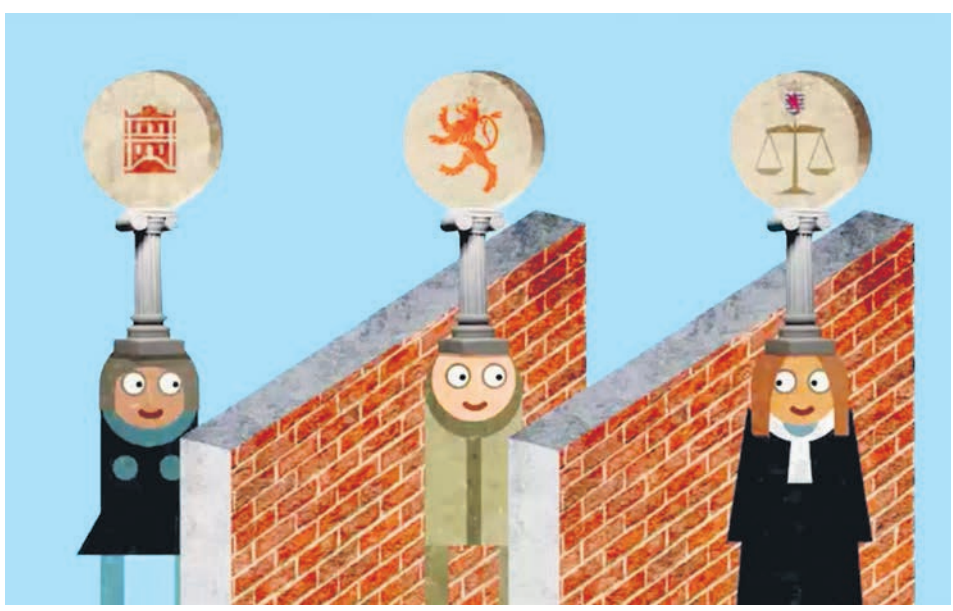
Au Grand-Duché, l'état de crise, en vigueur depuis le 18 mars, prendra officiellement fin le 24 juin.

Ce dispositif légal permet au pouvoir exécutif de prendre des décisions rapides et urgentes sans devoir passer par le vote de la Chambre des Députés.

Importance du contrôle parlementaire

M. le Président a souligné l'importance particulière du contrôle parlementaire alors que les crises sont généralement des périodes où le gouvernement se trouve en position de force. Ce constat a été partagé par les autres participants du webinaire organisé par le Bureau de liaison du Parlement européen au Luxembourg, les députés européens Mme Isabel Wiseler-Lima (PPE) et M. Charles Goerens (Renew Europe), de même que M. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg. Le Président de la Chambre a rappelé la « double responsabilité » que le Parlement a assumée pendant la crise sanitaire : d'un côté, rester pleinement opérationnel pour assurer ses fonctions démocratiques et, de l'autre, montrer l'exemple. C'est dans cette perspective que la Chambre avait déménagé au Cercle municipal pour les séances plénières et que les réunions des commissions parlementaires sont tenues majoritairement par visioconférence.

La Constitution expliquée de manière ludique



À l'heure où les députés travaillent sur une révision de la Constitution actuelle, découvrez une nouvelle vidéo animée qui répond de manière ludique aux questions essentielles concernant la loi fondamentale. La vidéo est disponible en français, luxembourgeois, allemand et anglais sur le site Internet de la Chambre (www.chd.lu - Actualité - Vidéos - Vidéos explicatives).

Wilhelmus an Heemecht virun der Chamber

D'Militärmusek huet am Kader vun de Preparative fir Nationalfeierdag eng musikalesch Sequenz opgeholl. Déi gëtt an ee Video integréiert, deen den 23. Juni op de soziale Reseauen diffuséiert gëtt. Am Ganzen hunn 11 Gruppe vun der Militärmusek op 24 Plazen am Land Opname gemaach.



Séance plénière du CPI: Retour aux frontières ouvertes



La Chambre des Députés était représentée par Mme Carole Hartmann et M. Charles Margue.

C'est en formation réduite des délégations et en poursuivant les règles de distanciation et d'hygiène qu'a eu lieu, le 5 juin 2020, la 64e Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Sarrebruck.

Les autres membres des délégations et de nombreux invités ont pu suivre les discussions en direct par vidéo.

Au centre des débats se trouvait une résolution sur les conséquences de la crise du coronavirus que le Président du CPI, M. Stephan Toscani, avait déposée au nom de tous les Présidents des Parlements de la Grande Région.

La résolution adoptée à l'unanimité s'adresse aux Gouvernements nationaux et à ceux de la Grande Région.

Les différents orateurs ont souligné à quel point la crise constitue un moment difficile dans la Grande Région.

La fermeture des frontières nationales n'a pas aidé à endiguer la propagation du virus, mais a eu un effet néfaste sur l'économie et la vie quotidienne. Cependant, il y a également eu des signes de solidarité.

Ainsi, des malades de la région du Grand Est ont pu être traités en Allemagne et au Luxembourg.

Dans sa résolution, le CPI propose de mettre en place une « task force pandémie » pour les crises futures et demande au Sommet de la Grande Région de procéder, avec le concours des structures d'experts de la Grande Région, telles que le Comité économique et social (CESGR), la Task Force Frontaliers ou le Center for border studies, à une analyse des conséquences de cette crise.

L'ouverture des frontières et le retour à la mobilité transfrontalière sont d'autres revendications centrales du CPI.

Parmi les sujets des autres résolutions votées à l'unanimité se trouvent une meilleure coopération entre les services d'urgence en cas de crise, un nouvel instrument juridique européen visant à simplifier la coopération transfrontalière, la formation commune en viticulture et la promotion de l'agriculture solidaire.

Les deux dernières résolutions furent présentées par la députée luxembourgeoise Mme Carole Hartmann, Présidente de la Commission de l'Environnement et de l'Agriculture du CPI.

Comité permanent de l'OTAN: Plateforme d'échange virtuel

Suite à l'annulation de la réunion du Comité permanent de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) qui devait se tenir au Luxembourg fin mars et dans l'impossibilité de se réunir physiquement en ce contexte de pandémie liée au Covid-19, l'APOTAN continue d'offrir à ses membres une plateforme permettant d'échanger des vues à l'échelle internationale.

Le Comité permanent de l'APOTAN s'est donc réuni virtuellement pour discuter de sujets d'actualité comme la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences, les réponses des États membres et celles de l'OTAN, notamment la contribution des forces armées à la gestion de la crise. Les discussions ont également porté sur d'autres sujets non liés au Covid-19, tels le futur de l'accord « Open Skies » ou la période de réflexion sur le renforcement de l'Alliance.



Mme Nancy Arendt épouse Kemp a participé à la visioconférence.

NOUVELLES LOIS

Lutte contre la fraude au sein de l'UE

7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal. S'inscrivant dans le mouvement d'harmonisation et de consolidation des normes pénales au niveau des États membres en matière de protection des intérêts financiers de l'Union européenne, ce projet de loi se propose d'aligner la législation pénale luxembourgeoise à ladite directive et se voit en complément du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 ayant institué le Parquet européen. L'importance de la transposition de cette directive, par le présent projet de loi, se traduit par le fait qu'elle définit les compétences du Parquet européen.

La directive (UE) 2017/1371, à transposer, entend établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales, des sanctions et des délais de prescription en matière de lutte contre la fraude et les autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne.

Il s'agit plus précisément des infractions portant préjudice au budget de l'Union européenne dont notamment la corruption active et passive, blanchiment de capitaux, utilisation abusive intentionnelle de fonds structurels européens, détournement de fonds, ainsi que la fraude à la TVA transfrontalière au sein de l'Union européenne impliquant des dommages supérieurs à 10 millions d'euros. Les premières réflexions à une coopération étroite entre les États membres et les institutions européennes à ce sujet ont été entamées dans les années 70 pour aboutir en 1995 sur la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, basée sur l'article K.3 du traité sur l'Union européenne (ci-après « la Convention »), et en 1996 et 1997 sur des protocoles également établis sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne (ci-après les « Protocoles »), ces derniers visant plus particulièrement la lutte contre la corruption des fonctionnaires européens.

S'en est suivie la ratification de la Convention et des Protocoles par la loi du 30 mars 2001.Au vu de la généralité des dispositions de la Convention et de la non-ratification de cette dernière par certains États membres, l'élaboration d'une directive et d'un règlement a été lancée au niveau européen se parachevant, d'une part, par la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017, qui est proposée d'être transposée par le présent projet de loi, et d'autre part, du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017.

Le présent projet de loi s'articule en premier lieu par l'apport d'ajustements ponctuels des définitions des infractions visées par la directive, étant donné que toutes les infractions sont déjà actuellement visées par la législation nationale. Au-delà des ajustements, le projet de loi propose d'expliciter, d'une part, les personnes, dont l'agissement criminel ou délictuel au nom et dans l'intérêt de la personne morale, fait que la responsabilité pénale de cette dernière peut être engagée, et d'autre part, que les personnes visées par l'article 240 du Code pénal sont pénalement punissables pour le chef de détournement direct ou indirect de fonds publics ou privés et cela de façon à porter atteinte aux intérêts publics.

Par ailleurs, le présent projet de loi entend introduire l'article 251-1 du Code pénal punissant pénalement les crimes ou délits prévus aux articles 240 et 246 à 252 du Code pénal lorsqu'ils sont commis dans le cadre d'une organisation criminelle avec un minimum de peine doublée pour les peines d'emprisonnement et élevée de deux ans en cas de réclusion à temps.

Le présent projet de loi prévoit également d'incriminer la tentative de certaines infractions n'étant pas visées à l'heure actuelle par le droit luxembourgeois, telles que l'utilisation ou la préservation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets en vue d'obtenir ou de conserver une subvention, indemnité ou autre allocation indue.

En outre, le projet de loi propose d'adapter, en accord avec la directive, les dispositions légales relatives aux sanctions en matière de fraude à la TVA, régies par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée à l'article 80, en augmentant la peine d'emprisonnement maximale pour fraude fiscale aggravée de trois à quatre ans et en envisageant une circonstance aggravante dans le cas d'une fraude fiscale à la TVA commise par une organisation criminelle. Dans ce dernier cas de figure, la peine d'emprisonnement encourue est fixée au minimum à deux ans.

Finalement, le même article est étoffé par le paragraphe 4, qui prévoit une compétence internationale des tribunaux luxembourgeois pour connaître des faits constitutifs de fraude à la TVA selon le droit luxembourgeois qui ont été commis à l'étranger, même si le pays où ils ont été commis ne punit pas la fraude et même sans plainte de la partie offensée ou sans dénonciation du pays où l'infraction a été commise.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.02.2019

Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

15.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.02.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2020

Loi du 12 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 153, page 1

SÉANCE 21

MERCREDI
5 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt
- *M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Marco Schank - Mme la Ministre Carole Dieschbourg*

3. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants
- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Carlo Back) (dépôt de l'amendement 1) - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Gilles Roth)*
- *Amendement 1 : M. Fernand Kartheiser*

4. 7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite)
- *Amendement 1 (suite) : M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. François Benoy) - M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Carole Dieschbourg, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt

Da kéime mer direkt zur erweiderter Fro Nummer 24 vum Här Marco Schank iwwert de Klimabonus fir eis Bëscher. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eng eventuell Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Lëtzebuerger Bësch geet et schlecht! An et muss een och net fäerten, fir de Begréff „dramatesch schlecht" ze benotzen.

Wann een d'Zuele kuckt vun Ufank November, déi d'ANF, also d'Natur- a Bëschverwaltung, ermëttelt huet, da muss ee sech schudderen: Bannent engem Joer ass den Undeel u schwéier geschiedegten oder doudege Beem vun 31% op 50 % geklommen. 1984 goufen nach 80 % vum Bëschbestand zu Lëtzebuerg als gesond agestuuft. Bannent nëmme 35 Joer, wat jo wéineg ass, goung dee Wäert op ganzer 13,4 % zréck. An ech huelen un, datt déi Aart a Weis, fir ze moossen, nach ëmmer déi selwecht ass.

Waren deemools just 3,5 % vum Bestand als dout oder schwéier geschiedegt agestuuft, sou ass dat haut d'Hallschent vum Bësch. Et ass deemno wichteg, datt an éischter Linn géint Klimaverännerung a Loftverschmotzung virgaange gëtt respektiv datt mer et fäerdegbréngen, d'Widderstandsfäegkeet vun den Ökosystemer vum Bësch ze verbesseren.

D'Regierung huet am November e Programm virgestallt, de sougenannte „Klima-Bonus fir de Bësch", agedeelt an dräi Beräicher - ech kommen elo gläich derzou -, dëst fir de Bëschbesëtzer an de Bëschbewirtschafter en vue vun enger nohalteger Gestioun vun de Bëscher ze hëllefen. Ech erënneren an deem Kontext un all déi positiv Déngschtleeschtunge vun eise Bëscher iwwert d'Holznotzung eraus: also als Sauerstofffabricken, CO_2-Späicher, Waasserfilter, Liewensraum an eeben och Arbeitgeeber.

Laut Pressekonferenz a Communiqué vum Ëmweltministère vum November 2019 geet et un éischter Plaz beim Klimabonus ëm eng Stäerkung vun de Berodungscapacitéite fir déi privat Bëschbesëtzer, an dëst an Zesummenaarbecht mat der ANF. Dëst en vue vun enger besserer Diversitéit, fir datt eis Bëscher sech besser kënne géint d'Klimaverännerunge wieren, respektiv ënner anerem och mat der Ëmwandlung vu renge Fichtebestänn.

Eng éischt Fro dozou: Déi Stäerkung vun de Berodungsressourcen, geschitt déi just um Niveau vun der Verwaltung, der ANF, oder och um Niveau beispillsweis vum Groupement des sylviculteurs?

Un zweeter Plaz soll de Bëschbesëtzer finanziell ënnert d'Äerm gegraff ginn, dëst fir déi geschiedegt Flächen ze restauréieren. An do soll de Règlement grand-ducal vun 2017 d'urgence adaptéiert ginn. Oder ass et schonn deelweis geschitt? Meng Fro dozou: Wou ass déi approfondéiert Revisioun vum Règlement grand-ducal drun?

Hei geet ënner anerem rieds, wa mer vu Primme schwätzen, vun enger, ech zitéieren: „prise en charge [...] totale par l'État des travaux de restauration des écosystèmes forestiers endommangés", zum Beispill beim Wëldschutz, fir de Bau vun Zénk, d'Fleeg vum jonke Bësch, d'Naturverjüngung respektiv d'Nobesserung vu Planzungen, déi duerch d'Dréchent geschiedegt goufen. An och do meng Froen derzou: Wéi wäit ginn déi verschidden Aiden? Respektiv: Kann een eppes gewuer ginn, zu wéi enge Konditiounen dës Primm ze kréien ass?

Eng aner Hëllef ass déi sougenannt „indemnité forfaitaire pour perte de revenu". Wat elo dës Indemnité forfaitaire ubelaangt, sinn hei, wann ech richteg informéiert sinn, 5.000 Euro den Hektar virgesinn, dëst fir d'Flächen, déi wéinst dem Käfer musse gehae ginn. An d'Bëschbesëtzer argumentéieren allerdéngs an deem Fall, datt déi 5.000 Euro manner wéi 20 % vum Verloscht wieren, an dat wier bei Wäitem eebe keen Ausgläich fir dat entgaangent Akommes.

Dann hunn ech vun enger Primm gelies an enger PowerPoint, an dat kléngt ganz spannend: Bei der Adaptatioun vun den Aidë géif och eng nei Primm derbäikommen, an zwar eng Primm fir bis ewell net honoréiert Ökosystem-Déngschtleeschtunge vun de Bëscher a fir d'Adaptatioun un de Klima. An, wéi gesot, dat kléngt spannend. An ech wollt froen, wéi dës Primm soll ausgesinn.

Dann un drëtter Plaz - ech hu virdru vun dräi Beräicher geschwat - goufen Entscheedungshëllefe fir de Choix vu standuertgerechte Bamzorten an Aussiicht gestallt. An där Optik géif d'Regierung de Bëschbesëtzer ee „fichier écologique des essences" zur Verfügung stellen, dëst um Site vum nationale Geoportail. Dorunner soll och eng Kartografie vun de Bëschparzellen hänken. Meng Fro dozou: Ech wollt wëssen, ob dëst schonn en place ass, a wann net, wéini datt dat soll geschéien.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt emol wëll ech dem Här Marco Schank e grousse Merci soen, dass en dat wichtegt Theema vu Klimakris a Bësch hei op den Ordre du jour gesat huet. E pertinent Theema, well mir wëssen, an en huet et a senger Ried gesot, dass et notamment laut deem leschte Rapport iwwert den Zoustand vun eise Bëscher 50 % vum Bësch wierklech net gutt geet.

Dat heescht, dass mer musse schnell ëmdenken, neidenken, d'Bëschgestioun iwwerdenken, och déi nohalteg Gestioun, déi mer haut scho maachen: Wivill Alholz brauche mer? Well Alholz ass e ganz wichtege Späicher och vu Fiichtegkeet. De Bësch huet en eegene Mikroklima. A wéi kréie mer d'Leit do net nëmme besser beroden, wéi kréie mer hinnen och uerdentlech ënnert d'Äerm gegraff? An de Beräich vun der Recherche an de standuertgebonnenen Aarten ass natierlech do en eminent wichtegt Element.

Ech wëll op déi éischt Fro agoen, wou et drëm geet, wéi mer wëllen d'Berodung verstäerken. An do ass et ganz kloer, dass mer souwuel déi Konventioune mam Privatbësch wëllen, déi jo d'PEFC-Zertifizéierung maachen; déi sinn an deene leschte Jore vun 219.000 Euro op 290.000 schonn eropgesat ginn; 290.000 Euro am leschte Joer. An do wëlle mer kontinuéierlech an eng gutt Formatioun vun de Leit investéieren um Niveau vum Privatbësch. D'ailleurs huet och den FSC méi Aidë kritt. Do si mer eropgaange vu 34.000 Euro Aiden op 50.000 Euro. An dat soll natierlech an deene Schinnen och weider renforcéiert ginn.

En zweete Volet, wou muss méi gemaach ginn - an do hu mer eis engagéiert -: dass d'Natur- a Bëschverwaltung d'Gestioun an och d'Formatioun nach méi renforcéiert fir ze garantéieren, dass mer eng optimal Wëssensvermëttlung hunn. Mir wëssen, dass à ce stade 80 % vun de Monokulturen am Privatbësch-Besëtz sinn. An dofir menge mer, dass mer do wierklech mussen en Zant zouleeën am Sënn vun der Bekämpfung vun der Klimakris an der Biodiversitéitskris.

En zweete grousse Volet, deen ech awer wëll ernimmen, ass, dass mer och d'Gemengen iwwert den Naturpakt zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung ... Et ass jo haut schonn esou, dass d'Natur- a Bëschverwaltung hiren Knowhow fir gutt Gestiounspläng zur Verfügung stellt, mee och d'Gemenge wëlle mer iwwert den zukünftegen Naturpakt, un deem mer jo um Schaffe sinn, och finanziell ënnerstëtzen, fir dass se nach méi nohalteg kënne schaffen.

Zu där Fro vun den Aiden, jo, de Bäihëllefen: Do ass et jo esou, dass mer 2017 eng éischt gréisser Verbesserung gemaach hunn, fir ekosysteemesch Leeschtungen an eng nohalteg Bëschgestioun verstäerkt an de Fokus ze huelen. Déi éischt Upassung 2019 - Här Schank, dat hat Der ganz richteg gesot - war a sech, d'Bäihëllefen am Beräich vun de Planzungen ze verduebelen.

En zweete Jet hu mer dunn an der Urgence als Reaktioun op dee massive Borkenkäferbefall Enn des Joers gemaach. Dëse Règlement hu mer d'urgence ginn, well mer wëllen direkt reagéieren. Hei geet et drëm, eis Aiden ze verduebelen am Beräich vum Entretien vun Neiplanzungen, am Beräich vum Schutz géint Wëldverbëss a bei der Naturverjüngung, an natierlech och opgrond vun der Erkenntnis, dass déi Noplanzungen net direkt ukommen, fir dass mer och do nach eng Kéier méi hëllefen.

An dee leschte Volet gouf och vun Iech erwäänt: dee vun der Indemnité de perte. Jo, déi ass bei 5.000 Euro den Hektar. Do léisst sech elo driwwer streiden. Mee ech mengen, et ass eng éischt ganz substanziell Hëllef, déi mer hei de Bëschbesëtzer ginn. Et ass och d'ailleurs en neie Wee, dee mer bis ewell a bis dato am Bësch esou hei zu Lëtzebuerg net haten!

An elo kënnt déi spannend Etapp 2020. Mir hunn zesumme mat de Privatbëschbesëtzer, déi mer direkt vun Ufank u mat an d'Boot geholl hunn ... Si hunn eis eng Etüd gemaach, wéi mer dann elo déi ekosysteemesch wichteg Leeschtungen, also de Klimabonus, dee konkreeten, dee mer elo nei maache wäerten an dësem Joer, wéi mer dee kënne richteg ugoen. Mir hunn dat parallell an der Verwaltung an am Ministère och gemaach. A ganz kloer ass et, dass, wa mer hei esou eng Aide maachen, déi mer tatsächlech „Klima-Bonus fir de Bësch" nennen, da mussen och all Fonctiounen, déi eise Bësch an deenen Ekosystemer huet, berücksichtegt ginn.

Dat heescht, de Bësch - a mir gi jo dovun aus -, deen ass en CO_2-Späicher: pro Hektar Bësch fënnef Tonnen CO_2 gespäichert, bei engem Zouwuess vun zéng Meter Kibb Holz den Hektar d'Joer. Da kann ee sech de Präis ongeféier ausrechnen, wat dee Volet vum Klimaschutz kéint bedeiten.

Mee nieft dem Klimaschutz ass awer ganz wichteg, dass eeben och déi wichteg Fonctioune vum Bëschbuedem, deen en eminent

wichtege Filter ass fir zum Beispill de Waasserschutz, awer eeben och de Liewensraum Bësch, dass déi mat a Consideratioun geholl ginn an dass mer hei schwätze vu Bëschparzellen, wou mindestens 50 % Lafholz sinn, wou mer standuertgerecht Planzungen hunn. Dat heescht, dat wäert e Bonus ginn, deen a) substanziell ass, awer b), wou mer all déi wichteg Leeschtunge consideréieren, déi de Bësch eis bréngt, fir méi resilient ze ginn, als Liewensraum ze fonctionéieren an och als Garant fir e Mikroklima. Well am Bësch ass et e Stéckchen esou: Wa mer e gudde Bësch hu mat vill Alholz, da späichert sech do d'Waasser an da kréie mer an deem Bësch e Mikroklima, deen ass onvergläichlech. An ech mengen, dat ass et derwäert, belount ze gi fir d'Leit.

An dann, wichteg: dass mer déi richteg scientifique Donnéeën hunn, fir herno Entscheedungen ze treffen. E Privatmann muss och kënne wëssen: Wat ass da fir mäi Bëschbuedem standuertgerecht? Dofir hu mer eng Buedemkartéierung gemaach. A mir wäerten am Laf vun dësem Joer - do äntweren ech Iech dann op d'Fro - net nëmmen déi Kaart zur Verfügung stellen iwwert d'Bëschbiedem, mee eeben och dee Fichier, wéi eng Bamaarten op wéi engem Standuert da richteg wären. Well de Bësch ass jo dee Beräich, wou mer d'Nohaltegkeet als Eischt entdeckt hunn, scho viru ganz laanger Zäit. De Begréff vun der Nohaltegkeet kënnt grad aus engem Secteur, wou ee laang brauch, wou dës Generatioun fir déi nächst Generatioun virschafft.

Dofir gëllt et, net nëmmen de Leit déi richteg Outilen ze ginn, nee, mir hunn och an der leschter gemeinsamer Kabinettssëtzung mat Rheinland-Pfalz dervu profitéiert, fir och d'Fuerschung mat Rheinland-Pfalz iwwert d'Geneetik vun eise Bëscher ze verschäerfen. An ech mengen, dat ass eeben och e Volet, dee mer net däerfen aus den Ae verléieren. Mir kréien a mir brauchen ëmmer nach nei Erkenntnisser, fir de Leit beschtméiglech zur Säit ze stoen, wann et drëm geet, dass eise Bësch fit ass fir d'Zukunft, resilient ass, dass en ugepasst ass an dass e virun allem déi wichteg Fonctioune vun der Noerhuelung fir jiddereen och weiderhi kann huelen a mer e gesonde Bësch kréien.

Domat soen ech Iech Merci fir dës Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch. Den Här Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt am Fong just froen, well d'Regierung weess jo heiansdo, wat de Staatsrot mécht oder wat e wëlles huet ze maachen: Mir waarde jo all op d'Bëschgesetz, an ech mengen, dat ass schonn am Februar 2018 deposéiert ginn. An dat Lescht, wat ech gelies hunn, wann ech mech net geiert hunn, dat ass en Avis vun der Chambre de Commerce, deen am Mäerz 2018 koum. An duerno koum näischt méi. Vläicht wësst Dir eppes méi, Madamm Minister?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, Här Schank, op déi Fro kann ech perséinlech Iech leider net äntweren. Ech héieren awer, dass massiv un deem Bëschgesetz geschafft gëtt, wat mer dréngend brauchen a wat eis dee richtege Kader wäert ginn, fir e gudden Accès a fir genau déi dräi Fonctioune vun der Nohaltegkeet och kënnen ze garantéieren, déi vun der ekologescher Gestioun, dem ekonomeschen Notzen an och der Erhuelung, fir deene Saache gerecht ze ginn. An ech hoffen, dass mer geschwë kënnen an dësem héijen Haus iwwert dee Projet diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Dieschbourg. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

3. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7474 iwwert déi persistent organesch Schuedstoffer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, „polluants organiques persistants", dat si gëfteg Stoffer, déi ganz laang an der Ëmwelt bleiwen a schwéier bis guer net ofbaubar sinn.

Mir fanne se op Plazen, déi wäit ewech sinn, zum Beispill an der Arktis oder och an de Bierger, wou eng héich Konzentratioun vun dëse Gëftstoffer ass, an dat obwuel keng Leit do sinn, déi mat deene Gëftstoffer ze dinn haten. Dat ass eeben de Fall bei dëse Polluants organiques persistants, déi zum Beispill vun Industrieanlage fräigesat kënne ginn oder och als Pestizid an déi sech verstäerkt a kale Regiounen usammelen, obwuel se nëmme wéineg an dëse Regioune virkomme respektiv do produzéiert gi sinn. Dat ass wéinst där globaler Destillatioun, déi een och kann en „Heespréngereffekt" nennen, dat doduerch, dass déi Partikele vu méi waarmen a méi kal Regiounen transportéiert ginn, wou se da kondenséieren.

Dat erkläert eeben och, firwat een eng immens héich Konzentratioun vun dëse Gëftstoffer an der Arktis fënnt, obwuel do zum Beispill keng Landwirtschaft ass an also keng héich Konzentratioun duerch Pestiziden op där Plaz kann ausgedroe ginn. D'Kierperbelaaschtung vun de Leit an dëse Regiounen ass awer zum Deel héich, zum Beispill an der Mammemëllech, soudass si awer mat de gesondheetleche Konsequenze vun engem irresponsabelen Ëmgang mat deene Chemikalien ze dinn hunn.

A mat dem Gesetzesprojet 7474 exekutéiere mir eeben en europäescht Reglement, an zwar 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants, an onst Gesetz. E Reglement, wat den Ëmgang mat dëse Gëftstoffer reegelt. E Gesetz also hei haut, wat fir de Schutz vun onser Ëmwelt an de Mënsche vu gréisster Wichtegkeet ass!

Wat sinn elo nach eng Kéier genau „polluants organiques persistants", also persistent organesch Schuedstoffer oder laanglieweg organesch Schuedstoffer? Et si gëfteg Substanze mat spezifeschen Eegenschaften. Si gi fräigesat a wa se fräigesat ginn, da bleiwe se laang an der Ëmwelt a sinn nëmme ganz schwéier ofzebauen. Si bioaccumuléiere sech och. Dat heescht, iwwert d'Zäit baue se sech weider a liewegen Organismen op, also och zum Beispill iwwert de Mënsch. A si accumuléiere sech iwwer eeben d'Narstoffketten. Dat heescht, déi héchst Konzentratioun fanne mer uewen an der Ketten an domadder si se och eng grouss Gefor fir d'Mënschen a fir déi wëll Déieren.

Duerch d'Loft, duerch d'Waasser an d'Déiere verbreede se sech also och an der ganzer Welt. An iwwerall op der Welt fënnt een och där Polluant-organique-persistanten, déi fréier an der Landwirtschaft, an der Industrie oder och am Gesondheetswiese benotzt gi sinn. Rezent eréischt goufen där Polluant-organique-persistanten an den déifste Grief vun den Ozeaner fonnt oder och op de Bierger, wäit ewech vun alleguerten den Industriegebidder, wou se benotzt gi sinn an och wäit ewech vun all mënschlechem Afloss.

Wou kommen d'Polluants organiques persistants elo genau hier?

Do kann ee generell vun dräi Sourcë schwätzen:

- engersäits d'Pestiziden, zum Beispill den DDT, ee vun deene warscheinlech bekanntste Pestiziden, dee laang an der Landwirtschaft genotzt ginn ass, oder och fir d'Malaria ze bekämpfen. Do kënnt en haut nach zum Asaz;

- et fënnt een awer déi Chemikalien och an der Industrie, zum Beispill a PCBen, also organesche Chlorverbindungen, déi zum Beispill an Transformateuren, mee och a Lacken oder an Isolatiounsmaterialie benotzt ginn;

- da komme se awer och vir an ongewollten Nieweproduiten, zum Beispill an Dioxinnen, wou se entstinn, wann zum Beispill Offall oder Holz net uerdentlech verbrannt gëtt.

A si hunn op alle Fall gesondheetlech ganz negativ Effekter, wat d'Auswierkungen ugeet, zum Beispill op d'Reproduktioun. Do si se eng speziell Belaaschtung fir d'Mamm, d'Kanner oder de Fötus. Si kënnen och zu endokrinne Stéierunge féieren, also eng negativ Auswierkung op onsen hormonelle System hunn. An et gëtt och e Lien mat dem Typ 2 vun dem Diabetes.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat dem Gesetzesprojet 7474 hu mer also hei elo e Projet de loi virleien, deen d'europäescht Reglement 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants an onst Gesetz exekutéiert. Et ass eng Refonte vum fréiere Reglement iwwert d'Polluants organiques persistants an also och dem Gesetz vum 12. Mee 2011.

D'Europäesch Unioun huet zwee international Accorden iwwert d'Polluants organiques persistants ënnerschriwwen: engersäits den Aarhus-Protokoll an anerersäits d'Stockholmer Konventioun. An zesumme gi si ons e legale Kader, fir géint d'Produktioun, de Verkaf an d'Benotze vun de Polluants organiques persistants virzegoen, an also fir de Mënsch an d'Natur ze schützen!

D'Regierung huet de Gesetzesprojet den 3. September (veuillez lire: 2019) deposéiert an am selwechte Mount krute mer och d'Avise vum Staatsrot, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. An der Ëmweltkommissioun hu mer d'Texter de 16. Oktober duerchgeholl an de Rapport de 27. November ugeholl.

D'Reglement, wat mer hei also exekutéieren, definéiert verschidden Definitiounen nei. Et kommen och nei Definitioune bäi, respektiv si ginn adaptéiert. Et ginn nei Dispositiounen, wat de Stockage ugeet, Prezisiounen zu de Kontrollen an den Derogatiounen. Et sinn Annexen, déi ugepasst ginn. Et sinn zum Beispill zwou Substanzen, déi net méi däerfe produzéiert ginn. An d'europäesch Chemikalienagence kritt och en neie Rôle.

An am Gesetzesprojet geet et eeben drëms, dat Reglement, wou et drëms geet, hei an nationaalt Recht ze exekutéieren. Do geet et engersäits ëm d'Kompetenzen: Den Ëmweltminister respektiv d'Ëmweltministesch gëtt hei kompetent, fir déi Tâchë vum Reglement ze koordinéieren, d'Ëmweltverwaltung kritt Tâchen, wéi zum Beispill de Contrôle, de Monitoring oder och den Informatiounsaustausch. Et ginn Detailer iwwert den Ëmsetzungsplang. Et geet och ëm administrativ Mesuren, also wéi eng administrativ Mesurë kënne geholl ginn, wann ee sech net u verschidden Artikele vum Reglement hält: zum Beispill, dass e Site kann zougemaach ginn oder dass d'Fabrikatioun ka verbuede ginn. Et ginn awer och Ännerungen an de Sanktiounen oder och an de Recoursméiglechkeeten.

De Contrôle gëtt awer och geännert. Do geet et ëm d'Pouvoire vun de Leit, déi kontrolléieren, respektiv de Constat vun den Infraktiounen. Et geet also drëm, wat fir eng Officiers de police judiciaire zoustänneg sinn. An et ass och e Volet Formatioun am Gesetz mat dran, well déi Leit brauchen natierlech déi richteg Formatioun.

Den Avis vum Staatsrot: Et goufen eng ganz Rei ... e puer Remarke gemaach, notamment op Referenzen oder Formulatiounen. An et gouf och eng Opposition formelle, wou et ëm d'Prezisioun geet. Där hu mer natierlech Rechnung gedroen. Wat de Recours ugeet, do hu mer elo zréckbehalen, dass mer an der Kohärenz mat aneren Ëmweltgesetzer bleiwen, also en Delai vu 40 Deeg och hei virgesinn.

A fir a Kohärenz mat dem Staatsrot sengen eegene Remarken ze sinn, wat d'OPJen ugeet, huet d'Kommissioun de héijer Kierperschaft den 22. Oktober e Bréif gemaach fir eng zousätzlech technesch Ännerung.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll awer kuerz op den Niveau vun de penale Sanktiounen ze schwätze kommen. An engem Rapport vun dem Europäesche Conseil zur rezenter géigesäiteger Evaluatioun vum Ëmgang mat der Ëmweltkriminalitéit hei zu Lëtzebuerg, déi duerchgefouert ginn ass vun enger internationaler Delegatioun, déi mat Representantë vun dem Justizministère, dem Ëmweltministère, dem Parquet, der Ëmweltverwaltung, der Police an der Douane geschwat huet, goufen eng ganz Rei Konklusioune gezunn. Notamment och, wat d'Sanktiounen ugeet, wou mer d'Recommandatioun kruten, dass mer d'Sanktiounen am Beräich vun den Ëmweltdelikter an der -kriminalitéit mussen eropschrauwen, fir eeben hirem repressiven an och dissuasive Rôle gerecht ze ginn am Beräich vun héich gëftege Substanzen, déi, wa se eemol an der Ëmwelt fräigesat ginn, net méi einfach do ewechzekréie sinn an awer en extreem negativen Afloss op d'Natur, awer och d'Gesondheet vu Mënsch an Déier hunn.

Awer och, fir dass mer déi speziell Techniken hunn (veuillez lire: Awer och eng weider Recommandatioun war, dass mer eis déi speziell Technike solle ginn), déi mer brauchen, fir eng seriö Enquête ze maachen, zum Beispill, wat eng systematesch Beobachtung ugeet an d'Iwerwaachung, déi immens wichteg sinn, fir an deem Beräich vun der Ëmweltkriminalitéit virzegoen, well grad d'Ëmweltkriminalitéit dacks eng verstoppte Form vu Kriminalitéit ass.

An Eurojust huet an engem Rapport vun 2014 och nach eng Kéier gesot, dass d'Ëmweltkriminalitéit oft eng grenziwwerschreidend Dimensioun huet an oft kriminell Organisatiounen derhannert stiechen. A mam illegalen Handel mat Offall respektiv dem illegalen Dumping vun Offall léisst sech vill Geld maachen. Mir mussen eis also hei d'Moyene ginn, fir Ëmweltdelikter opzedecken, d'Leit ausfindeg ze maachen, déi hanner esou engem illegalen Dumping oder illegalen Handel mat Dreck stiechen!

Virdru waren hei aacht Deeg bis ee Mount Prisong virgesinn. An elo setze mer hei d'Strofe vun aacht Deeg bis dräi Joer.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Ëmweltverschmotzunge mat Polluants organiques persistants sinn, wéi ech elo gesot hunn, keng Klengegkeet, mee si kënne bei Mënsch an Ëmwelt grouss Schied uriichten. An dofir ass et och richteg, dass mer eis hei d'Moyene ginn, fir Ëmweltdelikter besser ze verfollege respektiv och deenen Delikter besser nozegoen, déi laang vernoléissegt gi sinn. An dofir ass et richteg a wichteg, dass mer eis hei déi néideg Moyenen dofir ginn!

Gläichzäiteg musse mer awer och den zoustännege Verwaltunge méi Leit ginn, fir eeben deenen Ëmweltdelikter nozegoen; eng weider Recommandatioun aus deem Rapport, vun deem ech elo grad geschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 7474 exekutéiere mer d'europäescht Reglement 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants an onst Gesetz. Et geet hei ëm Kompetenzen, ëm Detailer vun dem Ëmsetzungsplang, ëm administrativ Mesuren, ëm Sanktiounen, ëm Recoursméiglechkeeten. Et geet awer och drëm, de Contrôle ze verbesseren, andeems déi Leit, déi kontrolléieren, méi Pouvoir kréien, awer anerersäits och de Constat vun Infraktiounen.

Polluants organiques persistants si gëfteg Substanze mat speziellen Eegenschaften. Wa se bis eng Kéier fräigesat sinn, da bleiwe se laang an der Ëmwelt a si baue sech nëmme ganz schwéier of. Dofir ass dat heiten e wichtegt Gesetz fir de Schutz vun onser Ëmwelt an also och vun de Mënschen!

An ech profitéieren och direkt dervun, fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporter, dem François Benoy, Merci soe fir säi gudde mëndlechen, och säi schréftleche Bericht. En huet de Leit dat - eng komplex Matière - och gutt erkläert, ëm wat et hei wierklech geet.

Et ass effektiv eng Duerchféierung zu Lëtzebuerg vun enger europäescher Reglementéierung, déi déi sougenannt organesch Schuedstoffer betrëfft. Et ass och keen Neiland, well mir hunn e Gesetz zënter 2011 iwwert déi heite Matière. Mee mir mussen nobesseren. Firwat? Mee well an der Zwëschenzäit eng europäesch Reglementatioun komm ass.

An ech soen et virop: D'CSV huet selbstverständlech weeder mat dem Prinzip nach mat dem Inhalt, wat déi ëmwelttechnesch Moossname vun dësem Gesetz ubelaangt, e Problem. Mir hunn awer Bedenken iwwert d'Manéier, wéi dës Reglementéierung a Lëtzebuerger Recht ëmgesat an duerchgefouert gëtt.

An ech ginn do op zwee Punkten an. Dat ass engersäits d'Strofmoossnam, déi vun engem Mount op dräi Joer an d'Luucht gesat gëtt - an de François Benoy ass virdrun dorobber agaangen. An deen zweete Punkt, wou mer eis Bedenken hunn, dat ass d'Formatioun vun deene Leit, déi dës Vergoe sollen op dem Terrain aanden.

Ech kommen zu der Strofmoossnam. Et ass richteg, dass gesot gëtt, dass elo déi Strofmoossnamen, wéi se de Moment an dem Gesetz stinn, vun engem Mount - aacht Deeg bis ee Mount -, dass déi bis op dräi Joer Prisong an d'Luucht gesat ginn. An do, muss ech soen, hu mer dach Bedenken. Well et muss ee soen: Firwat gëtt dës Strofmoossnam op dräi Joer an d'Luucht gesat? Et gëtt an d'Luucht gesat, fir dass een eng Rei vu sougenannte „mesures d'investigation particulières", wéi se an eiser Strofprozessuerdnung zënter Mee 2009 drastinn, kann duerchféieren.

Ëm wat handelt et sech hei? Mee, et geet ëm d'Oflauschteren, Ecoutten. Et geet ëm Observatiounen, Beobachtunge vu Leit, déi potenziell Täter vun esou Strofhandlunge wieren. De François Benoy ass drop agaangen. An et geet och souguer ëm Infiltratiounen. Also dat ass net eng Piqûre, déi ee kritt, mee dat heescht ënner

anerem: verdeckt Ermëttlungen, fir Zuwidderhandlunge géint dëst Gesetz ze aanden.

An do soen ech ganz éierlech, dass mir e Problem hunn! An et ass och en Onverständnis, well ech war selwer Rapporter vun deem Gesetz am Mee 2009 iwwert déi sougenannt „méthodes particulières de recherche". An dunn - et war kuerz virun de Walen, déi waren deemools nach am Summer, am Juni 2009 -, du waren et dach gréisser Diskussiounen an der Justizkommissioun ginn an och an dem Parlament, wéi mer e Mount virun de Walen iwwert dat Gesetz deemools ofgestëmmt hunn.

Wat huet dat Gesetz virgesinn? Majo, dat Gesetz huet virgesinn, dass een eigentlech den Arsenal vun den technesche Méiglechkeeten, déi een den Ermëttlungsautoritéiten, an dësem Fall der Police, géif ginn, den neien Technologien - Internet, Handyen, Kommunikatiounen, déi kryptéiert wieren - géif upassen.

Do hat, net zu Onrecht, déi deemoleg Oppositioun, un der Spëtzt d'Colette Flesch, fréier Justizministerin vun der DP, gesot: „Mee mir mussen oppassen, dass mer en Equiliber hunn an engem Rechtsstaat zwëschent deene Mëttelen, déi mer der Police zur Verfügung stellen, an der Gravitéit vun deene jeeweilege Strofdoten."

An net ënner anerem, mee ënnert där Remark, déi parteiiwwergräifend gedeelt gouf, ass sengerzäit festgehale ginn: „Mee mir erloosse verdeckt Ermëttlung" ... Verdeckt Ermëttlung, dat heescht e V-Mann - mir sinn net bei den James-Bonden! Mee e V-Mann, deen een aschleist, fir Strofdote kënnen ze ermëttelen, Leit ofzelauschteren, Leit ze observéiere bis an hir Proprietéiten eran. Dat géife mer nëmmen zoulooss bei ganz bestëmmten Infraktioune mat engem gewëssenen Degré de gravité, zum Beispill organiséiert Kriminalitéit, zum Beispill Terrorismus, zum Beispill Kannerhandel, zum Beispill Mënschenhandel.

An ech mengen, deemools huet jiddweree partei- a fraktiounsiwwergräifend dat déi richteg Approche fonnt, fir ze soen: „Bei deenen Infraktiounen", dat heescht, bei deene Strofdote vun enger grousser Gravitéit, „do muss een och den Arsenal vun den investigative Mëttelen, déi der Police zoustinn, upassen", well dat si grav Zuwidderhandlungen, wou och Mënscheliewen op dem Spill stinn.

Mir hunn dat zréckbehalen an nawell huet - an dat hu mer sengerzäit respektéiert - grad déi gréng Fraktioun dat Gesetz net matgestëmmt, well si gesot hunn: „Et geet eis nach ze wäit."

An ech erlabe mer, hei aus der Ried vum Mee 2009 ze zitéiere vun dem deemolege justizpolitesche Spriecher vun déi gréng, dee gesot huet, an net zu Onrecht: Mir musse „sécherstellen, dass déi heite Methoden", dat heescht net nëmmen d'Oflauschteren, mee d'Infiltratioun, d'Observatioun, „déi heite Méthodes policiaires effektiv och nëmmen an deenen Ausnamefäll ugewannt ginn, wou se ubruecht sinn, wou se also am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit", also der Verhältnismëissegkeet, „Sënn maachen, dass also net mat Methode geschafft gëtt fir kleng Delikter oder Verbriechen, déi eigentlech an engem Rechtsstat, wou de Prinzip vun der Proportionalitéit ëmmer soll gëllen, net dierften op der Dagesuerdnung stoen." Dat war net den CSV-Spriecher vun deemools, deen dat gesot huet, mee et war de Spriecher vun där gréngер Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Dat sinn eelef Joer hier!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... dat sinn eelef Joer hier.

(Interruptions diverses)

An Dir sot dat richteg, ...

(Brouhaha et interruptions)

... mee, Här Back, ech géif soen: „Mir fannen dat als CSV, och wa mer d'Säite leider hu missen zweemol wiesselen, haut an '21 nach ëmmer richteg!" Mee blouss, bei deene Gréngen, do ass dat - a wéi esou oft! -: Bei deem, wat se an der Oppositioun der deemoleger Regierung wollte virhalen, do ass e Sënneswandel komm! Well si haten elo ... An Dir sot dat: „Dat sinn elo eelef Joer hier." Ma, Här Back, Dir hat elo schonns geschloen aacht Joer d'Méiglechkeet, well Der de Justizminister, den Ëmweltminister gestallt hutt, fir dat ze änneren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Fir dat, wat Der deemools de Leit gepriedegt hutt, fir dat, wat Der deemools der deemoleger Regierung virgehalen hutt als Spigel - an ech soen: „Emol net zu Onrecht!" -, fir dat och an der Praxis ëmzesetzen! Den Worten Taten folgen lassen! A grad dat hutt Der net gemaach! Grad dat, wat Der de Leit virgehalen hutt am Ëmweltberäich, grad dat, wat Der de Leit an der Energiepolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Finanzpolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Justizpolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Dateschutzpolitik virgehalen hutt, grad dat hat Der d'Méiglechkeet, mat alle Mëttelen - ech gesinn nach den Här Turmes hei stoen: „D'héicht Haus, dat grousst Haus, dat gehéiert eis elo mat eisem ganzen Arsenal vu Beamten!" -, grad dat hutt Der net ëmgesat!

An an dem sensibelste Beräich vun dem Schutz vun der Privatsphär, do geet et jo och ... Et geet sécherlech, en Deel vläicht emol, ëm organiséiert Kriminalitéit. Mee wann et ëm organiséiert Kriminalitéit geet, da poursuivéiert een net op de sougenannte „POPen", mee da poursuivéiert een op deene Strofdoten, déi d'organiséiert Kriminalitéit an dem Code pénal virgesinn (veuillez lire : déi am Code pénal fir d'organiséiert Kriminalitéit virgesi sinn). An do si Strofmoossnamen elo schonns virgesinn, déi genau déi Héicht erlaben, fir dass een op déi Prinzippien hei kann zréckkommen.

Mee ech muss lech ganz éierlech soen: Dass ee muss e Bauer oflauschteren, dass ee muss gegeebenefalls bei engem Bauer mat verdeckter Ermëttlung schaffen, dass ee gegeebenefalls bei engem Bauer muss kucken, fir sech ze infiltréieren, ob deen elo dat richtegt Düngemëttel hëlt oder net, vläicht souguer nach an der Onachtsamkeet vun der Persoun!

(Interruption)

Dir hutt och d'Landwirtschaft hei ernimmt!

(Interruptions)

Do si mer der Meenung, dass dat eng Disproportioun ass. An duerfir hu mir eigentlech eis gréisser Bedenken, fir hei d'Strofmooss - grad aus deenen doten Ursaachen! - vun engem Mount Prisong op dräi Joer Prisong an deem heite Fall an d'Luucht ze setzen.

Et geet jo net nëmmen heidrëms, mee Dir geheit déi ganz Struktur vun de Strofmoossnamen, wéi mer se an dem Code pénal hunn, total duerjerneen. Dir hutt iwwerhaapt keng Verhältnismëissegkeet zwësche Strofmoossnamen, déi an dem Ëmweltberäich stinn, zwësche Strofmoossnamen, déi an anere Beräicher stinn, an zwësche Strofmoossnamen, déi et am generelle Code pénal ginn. Do hu mer also eis Bedenken.

An déi Bedenken, Dir Dammen an Dir Hären, déi kéinte vläicht zum Deel nach dissipéiert ginn. Zum Deel kéinte se dissipéiert ginn, wa mer Leit hätten, déi géifen déi eventuell Zuwidderhandlungen zu dëser Gesetzgeebung, zu anere Gesetzgeebungen am Ëmweltberäich och mat där néideger Virsiicht, mat där néideger Circonspectioun a mat deem néidegen Equiliber uwenden. Mee grad dat schalt Der hei aus!

Grad dat schalt Der hei aus, well et gëtt nach eng aner Dispositioun an dësem Gesetzesprojet. Dat ass nämlech déi, dass niewent der Police, der Douane och d'Beamte vun der Ëmweltverwaltung, also administrativ Beamten, kënne Constatatioune vun Zuwidderhandlunge maachen. Domadder hu mir als CSV och kee Problem. Mir hunn awer e Problem, dass Der ee Passus, deen haut am Gesetz steet, dass déi Leit mussen och eng Formatioun an eng Formation continue kréien, net nëmmen iwwert d'Recherche an d'Constatatioun vun Infraktiounen, mee iwwert d'Portée vun deene Sanctionpénallen, dass Der dee ganz einfach aus dem Gesetz eraushuelt.

An Dir, Här Benoy, hutt virdru vun engem Bericht erzielt iwwer eng sougenannt „Evaluierung", déi gemaach gouf op europäeschem Niveau, iwwert d'Praxisse vun Zuwidderhandlungen an Zuwidderhandlungsbekämpfungen an dem Ëmweltberäich. Ma mir kënnen dat nëmmen ënnerschreiwen! Jo, och fir d'CSV sinn Zuwidderhandlungen am Ëmweltberäich kee Kavaléiersdelikt. Mee et ass awer net, dass een do an engem rechtsfräie Raum kann handelen. Mir sinn och do net an engem Polizeistaat, mee mir sinn an engem Rechtsstaat! An elementar rechtsstaatlech Prinzippien, déi mussen och am Ëmweltberäich zielen.

An ech erlabe mer, och grad dee Bericht, Här Benoy, deen Dir elo ugefouert hutt, och unzeféieren. An do steet dran, an dee Bericht ass nach net allze al, deen ass vum 27. Mee 2019: « L'équipe d'évaluation recommande par conséquent aux autorités luxembourgeoises de mettre en place », elo lauschtert gutt no, « une formation spécialisée continue pour [...] les acteurs impliqués dans la lutte contre la criminalité environnementale : la police judiciaire et locale, les magistrats, et les autorités administratives. »

Dat heescht, Dir invoquéiert, Här Benoy, e Bericht, an déi aner Konklusiounen, déi am Bericht stinn, nämlech, dass soll eng Formatioun si vun dem administrative Personal, dat déi Constatatioune vun Zuwidderhandlungen zu deene Gesetzer aus dem Ëmweltberäich soll feststellen, déi ignoréiert Der.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat, wat d'Recommandatioun ass, Dir maacht just de Contraire! Ma Dir huelt dat hei eraus, dat, wat elo am Gesetz steet, nämlech dass déi Beamte vun der Ëmweltverwaltung mussen déi Formatioun hunn. A Gott sei Dank solle si se hunn! An dat soll net nëmmen eng Formation unique sinn, mee dat muss eng Formation continue sinn. Déi huelt Der, aus welche Grënn och ëmmer, aus dem Gesetz hei eraus. An do muss ech lech ganz éierlech soen: Mat där Konklusioun kënne mir net d'accord sinn!

An ech verstinn eigentlech net, souguer politesch, firwat dass Der op dee Wee do wëllt goen, well grad déi rezent Vergaangenheet, déi och politesch hei an der Chamber, hei an dësem Sall heftegst kommentéiert gouf ... Ech kommen dann zréck, ech soe keen Numm, mee zréck op déi ominéis „Gaardenhaischenaffär", wat sech awer net just op e Gaardenhaische reduzéiert.

Här Benoy, Dir sidd President vun der Ëmweltkommissioun, et sinn eng ganz Rei Kolleegen hei, déi an der Ëmweltkommissioun mat dra waren: Mee hutt Der lech dach déi Kakofonie unhéieren - déi Kakofonie, well et ass net aneschters ze beschreiwen! - vun enger Opfaassung, déi d'Ministesch op enger Pressekonferenz méindes hat vu Bestëmmungen aus dem Gesetz iwwert den Naturschutz!

Déi Kakofonie vu Beamten an der Ministesch, déi an der Sitzung vun der Ëmweltkommissioun deen Dag duerno just de Contraire gezielt hu vun deem, wat se nach deen Dag virdrun op der Pressekonferenz erzielt hunn! An dat an engem Beräich vun dem Naturschutzgesetz, vun Dispositiounen, déi, wéi d'Ministesch selwer gesot huet, dausendfach an engem Joer, iwwer Joren, zur Uwendung kommen.

Wa mer et do emol net fäerdegbréngen, fir ze soen, wat d'Portée vun enger Infraction pénale ass, och déi vu Bestëmmungen aus dem Ëmweltberäich, ma wéi solle mer et dann an deenen heite komplexe Matièrë vun de sougenannte „POPen", déi aus enger europäescher Reglementéierung hierkommen, ma wéi solle mer dat aanden?

An ech muss soen, wann ech an Ärer Plaz gewiescht wier, Madamm Ministesch, dann hätt ech mech hei géint d'Beamten agesat an ech hätt gesot: „Voilà, wann een de Pouvoir kritt, fir Leit, ob dat e Bauer ass, ob dat organiséiert Kriminalitéit ass, fir mat engem Procès-verbal als Officier de police judiciaire ..." E Procès-verbal ... An et si fënnef Juristen hei vun der DP, vun der Oppositioun. Déi wëssen als Affekoten, wat dass ee muss maachen, géint eng Constatatioun, déi e Polizist an engem Procès-verbal festhält, deen als OPJ gehandelt huet! Do muss een d'Preuve contraire a „jusqu'à inscription de faux" virbréngen!

Also wann een de Beamten déi Pouvoire gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass de Minimum, deen ee verlaangt, dass een och eng Ausbildung, eng Formatioun an eng Formation continue op deem Plang kann noweisen!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. A mir loosse „Worten Taten folgen"! Mir hätte gären duerfir als CSV - an ech hoffen, dass dat awer am Interessi vun der Saach applizéiert gëtt -, dass déi Leit, déi als Beamten niewent Police an Douane de Pouvoir kréien, fir Infraction-pénalle kënne festzestellen, wou d'Sanktioun drop bis zu dräi Joer Prisong ass, wou kënne Leit net nëmmen ofgelauschtert ginn, mee wou Leit kënnen Infiltratioune kréien, wou Observatioune kënne gemaach ginn, wat an engem Rechtsstaat grav Agréffer an d'Privatsphär vu Leit sinn, dass déi Beamten zumindest dofir mussen eng Formatioun hunn, wéi et haut an dësem Gesetz an a villen anere Gesetzer iwwregens nach virausgesat gëtt.

Här President, an ech erlabe mer an deem Sënn en Amendement virzeleeën.

Amendement 1

Le paragraphe 3 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit :

« Les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1er doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la présente loi. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal. »

Commentaire de l'amendement

À l'instar d'autres textes de loi récemment adoptés en matière de protection de l'environnement, le présent projet de loi impose de lourdes sanctions pénales[1] aux contrevenants, ces sanctions pouvant prendre la forme d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 à 750.000 euros, voire une de ces peines seulement.

Fixer les seuils à de tels niveaux n'est pas anodin. En effet, cela a une incidence directe sur les moyens d'enquête des autorités de poursuite :

- Une observation (article 48-12 et suiv. du Code de procédure pénale) peut être décidée par le procureur d'État ou le juge d'instruction lorsque les conditions du paragraphe 1er de l'article 48-13 et suiv. du Code de procédure pénale sont remplies et qu'il existe des indices graves que les infractions sont de nature à emporter une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement.

- Une opération d'infiltration (article 48-17 et suiv. du Code de procédure pénale) peut être décidée à titre exceptionnel, si l'enquête ou l'instruction préparatoire l'exige et que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce, par le procureur d'État ou le juge d'instruction saisi, si la poursuite pénale a pour objet un fait emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.[2]

Or, comme le note l'équipe d'évaluation du Conseil de l'Union européenne dans son rapport sur le Luxembourg établi dans le cadre de sa huitième série d'évaluations mutuelles « Mise en œuvre pratique et fonctionnement des politiques européennes en matière de prévention de la criminalité environnementale et de lutte contre celle-ci »[3] :

« [l]a lutte contre la criminalité environnementale est tributaire des inspections et enquêtes réalisées.

Si l'évolution législative, les activités de prévention et d'information ainsi que le développement de la collaboration internationale ne sont pas accompagnés par :

- une évolution adéquate des moyens humains pour assurer un service d'enquête et d'investigation efficace et proportionné,

- une révision des moyens humains au niveau des services administratifs de contrôle qui doivent notamment assurer à la police et au parquet le soutien technique et scientifique nécessaire,

alors, les efforts qui seraient consentis en matière d'adaptation de la législation et les actions diverses, telles que la mise en place d'une structure de formation des agents, des actions de sensibilisation et des actions de collaboration internationale et nationale, ne peuvent pas être suivis par des actions répressives proportionnelles, dissuasives et efficaces. »

L'équipe vient à la conclusion :

« Actuellement le Luxembourg ne dispose pas de structure établie assurant les formations spécifiques en matière d'environnement. Il y a donc lieu d'encourager le Luxembourg à développer une structure de formation spécifique qui s'adresserait à tous les niveaux d'intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales. »

Il ne fait donc pas de doute que la formation des personnes appelées à rechercher et poursuivre les infractions à la loi sous rubrique n'est pas à la hauteur des défis, de sorte que nous proposons de compléter le dispositif en place en y intégrant la connaissance des dispositions pénales matérielles applicables, à l'instar des textes de lois suivants :

- la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère,

- la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets,

- la loi du 28 juillet 2011 portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE)

[1] Conformément à l'article 14 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de sanctions à l'égard de contrevenants. Le règlement lui-même ne définit pourtant pas quels types de sanctions à instituer, sauf à préciser que celles-ci doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

[2] Ces explications ont été données par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable dans le cadre du projet de loi n° 7477.

[3] https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7947-2019-REV-1/fr/pdf

n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE,

- la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

- la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, et modifiant 1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ; 2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht ; 3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ; 4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur,

- la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne,

- la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché,

- la loi du 27 août 2012 a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone, b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale,

- la loi du 5 juin 2014 a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux, b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux,

- la loi du 31 août 2016 concernant le transfert national de déchets,

- la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages,

- la loi du 20 juillet 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation,

- la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature.

Le Gouvernement ne saurait d'ailleurs pas se soustraire à son obligation de correctement former son personnel en se servant d'arguments fallacieux, i. e. que les dispositions spécifiques des différentes législations seraient similaires d'une loi environnementale à l'autre, ou que les agents concernés auraient une bonne connaissance desdites dispositions pénales[4]. Il ne peut pas non plus procéder à un nivellement vers le bas sous prétexte de ne pas trouver de formateurs. Le Gouvernement doit se donner les moyens pour organiser des formations adéquates.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

An ech hoffen, dass deen Amendement net mat där berüümter Reegel 31 géint 29 ofgeschmettert gëtt, well hei geet et ëm fundamental Prinzippie vun dem Rechtsstaat.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, waarde mir, ier mer eis definitiv Positioun als CSV festhalen, wéi déi Ofstëmmung zu dësem Amendement wäert sinn. Fir de Rescht soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter, deen esou komplett war a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport, dass ech him Merci ka soen an och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Merci.

[4] cf. commentaire de l'article 14 du projet de loi n° 7477

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An dann huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Als LSAP gesi mir d'Schütze vun der mënschlecher Gesondheet als eng primordial Aufgab vum Staat. An de PCB, de polychloréierte Biphenyl, huet noweislech negativ Repercussiounen op d'mënschlech Organer, wéi d'Liewer, mee och op d'Reproduktioun an op de Wuesstem. Den HCB, den Hexachlorbenzol - dat sinn zwee Produiten u sech vun deem „dreckigen Dutzend", wéi se och genannt ginn -, dee wierkt virun allem op den Nervesystem vum Kierper a kann d'Produktioun vun Hormoner an der Schilddrüs bremsen.

Well sech den HCB besonnesch laang kann am mënschleche Kierper stockéieren, véier bis aacht Joer, kann eng geréng Expositioun mam HCB iwwer e längeren Zäitraum am schlëmmste Fall zu Kriibs an der Liewer, der Nier oder der Schilddrüs féieren.

Et muss also onmëssverständlech kloer sinn, dass déi mënschlech Gesondheet an eng intakt Émwelt iewescht Prioritéit hunn. Zu Lëtzebuerg hunn d'Emissioune vum PCB tëschent 1990 an 2013 ëm 93 % kënne reduzéiert ginn. Beim HCB läit de Réckgang bei 7 %. Dat, déi manner grouss Reduktioun beim HCB, léisst sech virun allem duerch de kontinuéierlech wuessenden Trafic op eise Stroossen erklären.

D'Evolutioun vun den Emissioune vun de POPen ass vu POP zu POP ënnerschiddlech. D'Emissioune vu POPen ënnerleien an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg grousse Schwankungen. Tëschent 2010 an 2011 sinn d'Emissioune vun der héich kriibserreegender Famill vun den Dioxinnen aus der Metallindustrie ëm 55 % zréckgaangen, well an där Zäitfënster ee Site vun der Stolindustrie seng Dieren zougemaach huet.

De Fait, dass d'POPe laang iwwerliewe kënnen, stellt eis natierlech viru gréisser Erausfuerderungen. Allkéiers wann e Bagger Buedem ausgruewe geet oder wann Héichwaasser an enger Regioun ass, riskéieren d'POPen, och wa se entre-temps verbuede gi sinn, awer erëm un d'Uewerfläch respektiv an d'Otemloft ze kommen. Aus deem Grond ass et esou wichteg, dass mir eng streng Reglementatioun hunn, déi reegelméisseg un déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser ugepasst gëtt, fir dass se eis Gesondheet an eis Émwelt effektiv schütze kann.

Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet, well net jiddwereen hei am Land sech ka biologesch Liewensmëttel reegelméisseg leeschten, och wann déi vläicht manner vu verschiddene POPe betraff sinn. Et ass eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet, well d'POPen, wéi scho virdru gesot ginn ass, eng ganz laang Liewensdauer hunn, bis se sech ofgebaut hunn, an dofir all POP, deen haut manner produzéiert muss ginn, och an 20 Joer déi nächst Generatioune manner hypothekéiere wäert.

Fir d'LSAP stëmmt also d'Ausriichtung vun der Politik a vun dësem Gesetz och hei. An dofir stëmmt meng Fraktioun dann och derfir. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och e Merci un den Här Benoy fir dee ganz gudde Rapport, deen en eis gemaach huet, e ganz interessante Rapport. An ech wéilt bei deene Mercien och direkt den Här Gilles Roth ernimmen, deen e brillanten Exposé gemaach huet vun enger Rei vun Elementer, op déi ech och zum Deel wäert zréckkommen.

Déi éischt Observatioun, déi mer wëlle maachen, ass eng, déi mer dacks hei maachen: Firwat musse mir hei e Reglement ëmsetzen? Dat ass nämlech eppes, wou mer ëmmer erëm eng Konfusioun hunn. Déijéineg, déi den Droit européen kennen, wëssen, datt e Reglement normalerweis d'application directe ass. An eng Direktiv ass awer dat, wou mir nach e gewëssene Spillraum hunn, zum Beispill beim Festleeë vun engem Strofmooss oder esou, wat an enger nationaler Kompetenz läit. Dat heescht, u sech ass dat hei schonn eppes, wat ee vum Europarechtlechen hier kann hannerfroen: Wann e Staat eng Appreciatioun, eng Marge d'appréciation huet, fir eng Transpositioun ze maachen, soll dat iwwert de Wee vun der Direktiv geschéien an net iwwert de Wee vun engem Reglement. Et ass awer ganz interessant, fir dat festzestellen.

Den Här Benoy huet och gesot a senger Beschreiwung vun deenen dauerhafte cheemesche Produiten, ëm déi et hei geet, datt et eng Saach ass vu Gesondheetsschutz. Do si mir och komplett mat him d'accord als ADR. Et ass ganz wichteg, datt déi Produite sollen aus der Natur an aus dem Mënsch erausgehale ginn, déi wierklech zu engem Schued kommen.

Awer d'Realitéit ass och do e bësse méi komplex.

Den DDT zum Beispill huet an der Bekämpfung vu Malaria en essenzielle Rôle haut nach. An et ass eeben och eng Tatsaach, Dir hutt et gesot, datt, wann een heiansdo déi Produiten „net" benotzt, och Mënscheliewen a Gefor sinn a vill Leit stierwen, wann déi „net" gebraucht ginn.

Also och do ass d'Wourecht heiansdo an der Mëtt an et ass eng Saach, dacks, vun d'Opportunitéit préiwen. Et ass eng Saach vun der Doséierung, vun engem kontrolléierte Gebrauch, vun engem verantwortungsvolle Gebrauch. Mee et ass net eng Saach vu radikale Positiounen. Mee et ass ëmmer eng Ofweiung ze maachen. Eis éischt Prioritéit muss ëmmer sinn: d'Gesondheet vum Mënsch, an do verantwortungsvollt Handelen.

Mee déi Haaptdiskussioun, déi mer haut féieren - an den Här Roth huet se och schonn ugeschwat -, dat ass iwwer eng Rei vu juristeschen Aspekter. An ech fänken emol u mat der Formatioun.

Wësst Der, d'Formatioun, dat ass eppes, wat an der Fonction publique ... An och do muss ee kucken, wéi et an der Fonction publique allgemeng ass hei am Land: Normalerweis leeë mir e grousse Wäert op d'Formation continue vun eise Beamten. Ech nennen als Beispill d'Professeren. D'Professeren, wann ech mech gutt erënneren, wéi et bei hinnen ass, déi musse 640 Stonnen - wann ech mech gutt erënneren - Formation continue an hirer Karriär maachen. Och wa se franséisch Grammaire enseignéieren, an déi evoluéiert elo net esou séier. Oder et gëtt aner Beispiller a Fächer, wou elo d'Evolutioun net terribel rasant ass, mee trotzdeem besteet déi Obligatioun vun der Formation continue.

Hei ass awer e Beräich, wou d'Wëssenschaft extreem séier virugeet, wou ëmmer nei Produiten entwéckelt ginn, wou Lëschte vu Produiten, cheemesche Produiten, déi musse kontrolléiert ginn, permanent ugepasst ginn. Hei imposéiert sech d'Formation continue an hei gëtt se net gemaach! Hei kréie mer gesot: „Jo, déi Leit, déi hu jo eng Kéier eng Formatioun kritt." Mee wéi laang ass déi gutt? An dat ass jo - an och am Gesamtverhältnis vun der Fonction publique - net ze vertrieden. An et ass besonnesch net ze vertrieden, wann een drun denkt, datt déi Leit, déi déi Kontrolle solle maachen, eng Qualitéit hunn als Officier de police judiciaire mat enger ganzer Rei vu Kompetenzen. An et muss een dann hannerfroen: Wéi laang ass iwwerhaapt hire Wëssensstand gutt, wa se dann als Officier de police judiciaire do agéieren?

Mir hunn och e Problem dermat - contrairement zu de Kolleege vun der CSV, déi sinn do méi flexibel. Mee mir hunn an der Tëschenzäit eng grouss Zuel vun Agente vum Staat a verschiddene Ministèren, déi kënnen als Officier de police judiciaire optrieden. Et wär besser, mir géife kucken, fir dat ze reduzéieren, fir dat ze konzentréieren: zum Beispill eng anstänneg, gutt ekipéiert, staark Émweltpolizei am Kader vun der Police opstellen, déi eleng dofir zoustänneg wär, déi Constatatiounen ze maachen. Dann hu mer eppes, wat an engem rechtsstaatleche Kader kloer encadréiert ass, wou all d'Prozedure kloer sinn, d'Formatioun ka garantéiert ginn, amplaz datt mer ëmmer méi eng grouss Proliferatioun vun Agenten hu mat diverse Kompetenzen an, wéi mer et haut och feststellen, mat ganz ënnerschiddlechen Niveauen an der Formatioun.

Mee den Haaptproblem ass eigentlech dee vun der Proportionalitéit vun de Strofen an dem Equiliber, an dat huet den Här Roth ganz gutt beschriwwen, dem Equiliber tëschent der Strof, wéi de Rechtsstaat domadder ëmgeet, an dem eigentlechen Delikt. Well an deem Rapport, deen den Här Roth och zitéiert huet, ass och kloer erausgestrach, datt mer eigentlech bis elo där do Problemer hei am Land keng hunn. Och dat steet do dran. Mee, natierlech: Et weess een ni, et kéint jo sinn! Mee och do hu mer jo elo schonn en Instrumentarium, wat kann intervenéieren, wann et néideg ass, a wat zum Droe kënnt.

De Problem ass awer ganz kloer, fir och dat erauszesträichen: Wéi an opgrond vu wat ass eigentlech déi Inspektioun, dee Rapport do gemaach ginn, mat deem mer haut konfrontéiert sinn?

Wësst Der, mat deenen Direktiven - oder deene Reglementer, wéi et dann am Ausnamsfall ass - ass et u sech eng national Kompetenz, fir d'Strofmooss festzeleeën, conformement zu eisem Rechtsstaat, wat mir huelen. Den Här Roth wor Rapporteur vun deem leschte Gesetz. An do huet dëst Parlament d'Dispositioune geholl, fir eng gewësse Strof virzeschreiwen. Dat ass de Wëlle vum Lëtzebuerger Vollek, dee mir hei als Parlament decidéiert hunn, well mer gewielt sinn.

Elo ass et awer esou, datt dee Mechanismus, deen an der Tëschenzäit ageféiert ginn ass ... Do sinn eng Rei bestëmmt ganz sympathesch a ganz kompetent Leit aus dem Ausland komm. Dat wor eng Damm, déi an der Belsch, an der Wallonie „fonctionnaire sanctionnateur" ass - wat dat och ëmmer soll sinn -, en Här aus Portugal, deen do Polizist ass, an e Staatsanwalt aus Däitschland an nach zwee Beamte vum Conseil. Déi sinn da komm, déi sinn awer net gewielt vum Lëtzebuerger Vollek, déi hunn dann eng Evaluatioun hei gemaach a si woren der Meenung ...

„Opgrond vu wat?", ass meng éischt Fro. Wat gëtt deene Leit d'Kompetenz, iwwert d'Strofmooss hei zu Lëtzebuerg ze befannen, wat dat Lëtzebuerger Parlament fir iergend e Fait iwwerhaapt agesat huet? Déi sinn net vum Lëtzebuerger Vollek gewielt! A si decidéieren - fein, sympathesch Leit -, datt hirer Meenung no d'Strofmooss zu Lëtzebuerg net héich genuch wär, well dann eeben déi speziell investigativ Techniken hei net kéinte benotzt ginn, wéi d'Infiltratioun an esou weider an esou virun. Och den Här Roth hat se scho genannt. Et ass wierklech e bëssen d'Schreckenskammer vun der Verfollgung: d'Ecoute, de Contrôle vun den Telekommunikatiounen, d'Captation de données informatiques, d'Oppeleeë vun de Bankgeschäfter, Prélèvement de cellules humaines sous contrainte physique; also dat geet extreem wäit! An dann ass also esou eng Delegatioun, déi seet: „Ma fir dat doten, fir d'POPen", wou mer eigentlech de Problem am Land nach guer net hunn, dat steet am selwechte Rapport, „mussen elo déi dote Methode méiglech sinn." Ma wou si mer?!

Heiansdo wonnert ee sech. Et liest ee jo vill an der Press an et héiert een och heibanne vu Leit, déi sech iwwert de Brexit wonneren: Mee Westminister - Westminster, dat brittescht Parlament - léisst sech esou eppes net gefalen! D'Souveränitéit vun de Britten a vun engem Parlament gëtt do respektéiert. A mir hätten och gär als ADR, datt hei d'Souveränitéit vum Parlament respektéiert gëtt. Dat ass eng normal Saach!

Mir hunn e Strofmooss festgeluecht, a wann dat soll geännert ginn, dann ass dat eng Diskussioun ënner eis. Awer et ass net, bei allem Respekt virun deene Leit, déi komm sinn, un iergendengem Conseil oder un auslänneschen Experten, fir ze mengen, datt hei fir e Problem, deen nach net existéiert, d'Strofmooss net héich genuch wär an doduerch den Equiliber an eisem rechtsstaatlechen Instrumentarium soll verännert ginn op eng Manéier, déi fundamental Konsequenzen huet. Fir eis net akzeptabel!

Mir wëllen, datt déi Ëmweltdelikter staark bestrooft ginn, wa se existéieren, proportional zu der reeller Gravitéit vum Fait. An net méi wéi dat. Mir wëllen, datt déi Ëmweltdelikter kohärent mat anere rechtsstaatlechen Dispositiounen am Staat behandelt ginn, net méi schlëmm, net manner schlëmm wéi dat, wat se wierklech duerstellen. Den Här Roth huet Beispiller genannt, wou sech esou investigativ Technike justifiéieren: Mënschenhandel an aner Saachen, déi gravissimm Faite sinn. Wann e Bauer en Dëppche vun iergendeppes doheem stoen huet, dann ass dat net an där Kategorie vu Fait, vun där mer hei schwätzen.

Mir hunn hei also och e grousse Problem. Mir hunn elo nach déi Amendementer vun der CSV net gesinn. Mee ech huelen un, nodeem mer hinnen nogelauschtert hunn, datt dat genau an déi Richtung geet, déi mir eis och als ADR virstellen. An a priori wäerte mir dat dann och ënnerstëtzen, wat d'CSV seet.

Mee eppes ass ganz kloer: Hei ... An et ass och traureg fir ze gesinn, wéi d'Kolleege vun der DP a vun der LSAP op dat heite reagéieren, well ech sinn iwwerzeegt, datt wéinstens bei der DP am déiwen Häerz, wann ee kraze geet, den Accord fir dat, wat hei proposéiert ass, net do ass. Well et ass nach eng Partei, sou wéi mer se kennen hei, déi awer méi mam Rechtsstaat verbonnen ass wéi dat, wat mer haut hei héieren hunn.

Mee wat hei um Spill steet, dat ass einfach déi Fro: Wéi gi mir mam Rechtsstaat ëm?! Wéi gi mir mam Rechtsstaat ëm? A sou wéi dat heite presentéiert gëtt, déi verharmlosend Manéier, wéi déi gréng heihinnerkommen an eis drakonesch Strofe proposéieren, dat ass fir eis net akzeptabel! Et ass e Schrëtt weider a Richtung Ökodiktatur. Mir als ADR ginn deen net mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert net vun Ökodiktatur schwätzen, well mir si ganz wäit ewech dovun. An Ökologie an Diktatur hu ganz wéineg mateneen ze dinn. Et kann een och de Géigendeel erliewe vun enger sougenannter Ökodiktatur. Dat ass zum Beispill d'Regierung a Brasilien, déi vum Här Bolsonaro, déi vläicht der ADR vill méi gefält. Mee déi féiert dozou, datt e ganze Bësch ...

(Interruption)

O, ech weess net!

... e ganze Bësch futtigemaach gëtt a Leit, déi do liewen, stierwe mat!

(Interruption)

Jo.

(Interruptions diverses)

Ma déi kënnen eng Kéier condamnéieren. Well dat hunn ech nach net héieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Bolsonaro ass wéinstens gewielt.

(Coups de cloche de la présidence)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- En ass gewielt!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- E gefält lech! E gefält lech!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert!

(Brouhaha et interruptions)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- En Unhänger vun enger ehemoleger Militärdiktatur gefält lech.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

An Dir schwätzt vun Diktatur!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Nee! Jo, jo, jo, mir sinn eis eens! Mir sinn eis eens! Voilà!

(Brouhaha)

Bon, mir stëmmen hei e Gesetzesprojet, deen, ech muss soen, tatsächlech an eisen Aen als déi Lénk zu enger vill méi grousser Effikassitéit fir d'Natur a fir d'ëffentlech Gesondheet wäert bäidroen. Mir hunn déi Ëmsetzung vun deene Reglementer an der Kommissioun matgedroen a mir droe se weiderhin och hei an dësem Plenum mat.

Der Wirtschaft, der Industrie musse Grenze gesat ginn, iergendeng Kéier. Ech mengen, dat erkläert vläicht och d'Attiüd vun der DP. Ech mengen, si stëmmen dat gäre mat, well jiddwereen an der Gesellschaft, net nëmmen déi Jonk, net nëmmen déi Jonk ... Ech mengen, ech sinn ëmmer dergéint, wann ee seet: „Et ass e Generatiounskonflikt." Ech mengen, et ass éischter e Konflikt vu Betraffenen a manner Betraffenen, vu Leit, déi méi Mëttelen hunn, fir sech ze protegéiere vis-à-vis vun Ëmweltverschmotzung an Ëmweltproblemer a -skandaler, par rapport zu Leit, déi déi Méiglechkeeten net hunn. Et ass éischter eng Fro: Wien huet déi finanziell a materiell Méiglechkeeten a wien huet se net? Dat ass keng Generatiounsfro onbedéngt.

Mee op jidde Fall gëtt et elo ... Well mir gesi jo d'Auswéchs vum Laxismus aus deene leschte Jorzéngten, aus deene leschte Jorhonnerte vläicht, wou och ëmmer gesot gouf: „Jo, d'Ëmwelt ass wichteg. Dat muss ee respektéieren. Et muss een Efforte maachen ...", mee dann huele mer keng ze vill strikt Mesuren. Mir kennen d'Resultat. Mir kennen d'Resultat! Et féiert zu guer näischt!

Et ass genausou wéi ... Well et sinn oft déi, déi der Meenung sinn, et misst een iwwerall an all Quartier Kameraen opsetzen, fir d'Kriminalitéit oder souguer d'Klengdelinquenz ze iwwerwaachen, déi ganz streng Mesurë wëllen ëmsetzen, iwwerstreng Mesurë vläicht heiansdo och wëllen ëmsetzen, wat Klengkriminalitéit oder Klengdelinquenz ugeet, déi dann déi selwecht sinn, déi, mengen ech, der Meenung sinn, datt een awer bei der Ëmwelt, bei Ëmweltdelikter voire bei der Ëmweltkriminalitéit misst laxistesch sinn.

Ech wéilt just soen, datt ee kann doriwwer philosophéieren, inwiefern wat fir eng Mëttelen - duerch justement déi Strofen - kënne benotzt ginn, wéi den Här Roth dat beschriwwen huet, wat fir eng Mëttelen ee kéint asetzen. An da gëtt natierlech d'Bild vum klenge Bauer geholl, dee sech vläicht e bëssen iert an deen e Pestizid oder deen e Produit benotzt, ouni et ze wëssen, an esou weider.

Ech denken awer net onbedéngt un de klenge Bauer, mee ech mengen, och e klenge Bauer muss sech awer och kënnen u Virschréften halen. Jiddwereen, all Beruff muss sech u Virschréften halen, a Wierklechkeet. En Infirmier muss sech un d'Virschréften halen, well soss geschéie Saachen, enfin, bon, soit!

Mee ech mengen, ech denken awer och un d'Industrie. A wann een déi verschidde Skandaler gesäit: Mir haten elo - et geet zwar elo net onbedéngt ëm d'Polluants organiques, mee - déi Saach vum Crassier zum Beispill do zu Déifferdeng. Do gesäit een, wat geschitt, wann een e bësse laxistesch ass.

Ech denken awer och justement grad un déi gréisser Industrie. An do soen ech mer: „Déck Strofen an och Investigatiounsmëttelen, déi e bësse méi effikass sinn!", well déi grouss Gruppen, déi kënne sech verteidegen. Mir wëssen, wann Ëmweltverbänn, wa Biergerverbänn heiansdo versichen, hanner gewësse Machenschaften ze goen, wat mat deene geschitt, deemno wéi! Net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mee am Ausland, an den USA an esou weider, datt gewësse Bierger ruinéiert gi vu gréissere Multinationallen, déi alles verpeschten, alles verdrecksen, an d'Leit gi krank. D'Leit stierwen och! Well Pollutioun féiert zu Krankheet a kann och zum Doud féieren! A meeschtens betréfft dat déi, déi sech am mannste kënne verteidegen.

Dofir sinn ech der Meenung, datt d'Fro sech stellt, ob mer genuch Mëttelen hunn, fir déi Mesuren ëmzesetzen. Dat ass eng aner Fro.

Ech mengen, d'lescht Joer ass e Bericht erauskomm - ech mengen, et war d'lescht Joer - vun der UNO, eeben de Rapport mondial environnemental, dee beseet, datt 25 % vun allen Doudesfäll, déi prematuré sinn a Krankheetsfäll op der Welt, déi si verursaacht duerch d'Pollutioun. 16.000 Kanner vu manner wéi fënnef Joer stierwen all Dag op dëser Welt, dovunner ee Véierel un der Pollutioun. Dat sinn ongeféier 4.500 Kanner, déi all Dag un de Follge vun der Pollutioun op dëser Welt stierwen!

Et ass kee Kavaléiersdelikt. D'Pollutioun ass kee Kavaléiersdelikt! Et ass eng ganz grav Saach. An et si meeschtens justement déi grouss Multien, déi egal wat maachen, déi sech et och erlabe kënnen, well se duerno och e Staat ënner Drock kënne setzen. Wann e Stolproduzent egal wat mécht an esou weider an e weess, datt de Staat ofhängeg ass, an e weess, datt duerno de Staat awer muss kucken, datt en net ze ferm mat deem ëmgeet, well esou vill Honnerten, voire Dausenden Aarbechtsplazen dovunner ofhänken ...!

Voilà, dat ass déi Situatioun, an där mer sinn. Dofir si mer der Meenung, datt e Staat grad Mëttele brauch, fir justement géint esou Machenschafte virzegoen.

Et kann een och soen: „Jo, den DDT ... Et soll een net alles zesummen duerjerneepuchen. Den DDT kann och benotzt ginn, fir géint Krankheeten ze goen." Selbstverständlech! De Morphium, dee gëtt jo och a Spideeler benotzt, fir datt d'Péng erofgeet. Dat heescht awer elo net, datt mer all Opiater einfach esou fräi verdeele ginn!

(Brouhaha)

Et gi jo Differenze gemaach. Et kann een och den Notze vun der Radiologie agesinn, ouni fir Atomkraaftenergie ze sinn. Ech mengen, den Här Back, dee wäert mir do net widderspriechen. Ech mengen also, et kann een awer den Ënnerscheed maachen, wat den Asaz ugeet vu gewëssene Produiten, an net alles zesummepuchen, fir Saache kënnen ze diskreditéieren.

Ech hätt just e puer Froen duerno, well, wa mer schonn dobäi sinn: De Glyphosat, mir wäerten deen endlech verbidden ab 2021. Ech hu gelies, datt ongeféier d'Hallschent vun de Baueren awer schonn opgehalen hunn, deen ze benotzen. D'Fro stellt sech, ob et och schonn transitoresch Mesurë gëtt, net datt nach iwwert dëst Joer, ech weess net, vläicht nach schnell vill Glyphosat benotzt gëtt. Ech weess net, ech si gefrot ginn, fir déi Fro ze stellen, an ech maachen dat och, da kréien ech hoffentlech och eng Äntwert. Da kréien ech och Merci gesot.

(Hilarité)

Dann, finalement, wa mer scho bei de Bauere sinn: Et geet net drëms ..., de Problem ass déi europäesch Landwirtschaft an d'Baueren an Europa, haaptsächlech nom Zweete Weltkrich, déi sinn domadder konfrontéiert ginn, a gewëssene Länner, duerch déi Politique agricole commune, déi dozou gefouert huet, datt déi intensiv Landwirtschaft ënnerstëtzt gouf, mat alle Produiten, déi deemools benotzt gi sinn, well deemools ware mer richteg laxistesch an déi meescht Bauere woussten emol net, wat fir en Impakt dat kéint hunn. Si krute gesot: „Benotzt dat! An da kritt Der Subsiden, da kënnt Der och méi produzéieren, da geet et lech och besser."

Ma selbstverständlech hu se et benotzt! An et kann een hinnen dat och net virwerfen. Dorëms geet et net. Si hu jo och net decidéiert, datt dee System misst en place gesat ginn. D'autant plus, datt virdrun hiert Liewe jo och wierklech bei Wäitem net einfach war. Mir wëssen dat zu Lëtzebuerg gutt, well warscheinlech hunn 80 % oder vläicht méi vun alle Lëtzebuerger iergendeng Kéier Baueren an der Famill gehat.

De Problem ass awer deen, datt mer esou wäit sinn, datt mer eraus musse kommen, aus där Logik, déi d'Baueren u sech vläicht och drängt, eng intensiv Landwirtschaft ze maachen, mam ganze Rateschwanz, deen derhannert ass, vu Chimie an esou weider.

A wann een iwwert d'Biolandwirtschaft schwätzt - wat u sech déi normal Landwirtschaft ass -, mee da mussen natierlech - dat hunn ech oft hei gesot - d'Bauere sech déi och leeschte kënnen! D'Mënschen och!

Dat heescht, do muss een a Richtung vun anere Subside goen, vun Ënnerstëtzung, seriö Ënnerstëtzung vun Häff, fir an déi Richtung ze goen. Mee ech waarden nach gespaant op dat, wat d'Regierung eis wäert presentéieren. An da muss een awer vläicht och - net vläicht -, da muss een och vun där Logik erofkommen, datt een all Landwirtschaftsproduit absolutt, net nëmme fir de Gebrauch hei zu Lëtzebuerg, fir de Konsum, den Eegekonsum muss produzéieren, mee och fir den Export muss produzéieren. Well wien „Export" seet, seet „intensiv a vill produzéieren" a seet, an deem Sënn, „ganz wéineg Biolandwirtschaft". An dofir muss een och, an deem Kader, weiderhin iwwert d'Handelsofkommessen diskutéieren, well dat jo dat ass, wat gefërdert gëtt. An do si mer an enger gréisserer Inkohärenz.

Dat gesot, wäerte mer dëse Projet de loi ënnerstëtzen, well mir och der Meenung sinn, datt een awer all Méiglechkeet muss benotzen, fir déi gréisser Ëmweltdelikter an Ëmweltkriminalitéit kënnen ze bekämpfen, sou wéi een dat och an anere Beräicher mécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Regierung d'Wuert. D'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Häre Deputéierten, fir d'éischt emol wëll ech dem François Benoy e ganz grousse Merci soe fir säi flotten an och virun allem informative mëndlechen awer och schréftleche Rapport, well en a ganz flotter, einfacher Sprooch u sech duergestallt huet, ëm wat et geet. An dat ass net manner wéi d'Gesondheet, wéi eis Gesondheet, déi vun den Déiere ronderëm eis, wa mer iwwert déi heite POPen, wéi se ofgekierzt heeschen, schwätzen, an dass mer eis dann déi néideg Moyene ginn, fir dat och kënnen uerdentlech ze verfollegen. An do ass d'Beispill - an den David Wagner huet dat d'ailleurs och, mengen ech, flott duergeluecht - net dat richtegt, dat vun deem klenge Bauer.

An ech mengen, Här Roth, wann Der éierlech sidd, da wësst Der och, dass et jo hei elo net dee klengen OPJ ass, deen alles beschléisst, mee dass mer duerchaus Reegelen a Prozeduren hunn, wou net deen entscheet, ob ofgelauschtert gëtt.

Da musse mer eis haut ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Souguer d'Deputéiert hei ginn ofgelauschtert!

Une voix.- Jo.

M. Roy Reding *(ADR).*- Voilà!

(Interruptions diverses)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Da musse mer eis éierlech d'Moyene ginn ...

(Interruptions)

Also, do kann een natierlech driwwer diskutéieren. A mir haten, d'ailleurs, an der Chamberskommissioun och eng Diskussioun driwwer, déi awer, mengen ech, kontrovers, awer och ganz strukturéiert war, iwwert d'Wichtegkeet, dass mer en Ëmweltdelikt net als e Kavaléiersdelikt gesinn, mee dass mer eis d'Moyene ginn, grad well et sech hei ëm Substanzen handelt, déi ee vläicht net direkt gesäit, erkennt, grad well et sech och ëm cheemesch Substanzen handelt, wou mer duerchaus mat groussen Entreprisen ze dinn hunn, wou ee sech déi néideg Moyene muss ginn, déi och kënnen uerdentlech ze verfollegen. An dat geschitt an dëser Emsetzung vun dësem EU-Reglement.

An natierlech musse mer schwätzen iwwert dee Bericht, dee Rapport - d'ailleurs eng Aart Serie vun esou Evaluatiounen an Europa, déi iwwert d'Länner gemaach gëtt -, wéi mer eis dann och an Zukunft wëllen opstellen, fir datt déi spezifesch Ëmweltlegislatioun och kann agehale ginn, wéi mer kënnen d'Kontrolle verbesseren.

An dozou gehéiert och ..., an do verschléissen ech mech guer kenger Diskussioun, well am Rapport, op der Säit 10, steet natierlech, dass mer eis méi Moyene musse ginn, dass mer och d'Strofe mussen eropsetzen, wat mer haut maachen, mee och, dass et zu Lëtzebuerg kee spezialiséierten Zentrum fir Formatioun gëtt fir Ëmweltdelikter. Do geet also de Rapport e Stéck méi wäit.

Dat ass eng Diskussioun, déi sollte mer unhuelen, déi sollte mer féieren, fir dass mer an Zukunft nach besser preparéiert kënnen iwwer an op Ëmweltdelikter reagéieren, déi eiser aller Gesondheet kënnen a Gefor bréngen.

An dofir soen ech all deenen, déi hei elo zoustëmmen, e grousse Merci, datt se en Deel derzou bäidroen, dass mer kënnen uerdentlech hei zu Lëtzebuerg schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Amendement 1

Ier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7474 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, fir de Paragraf 3 vum Artikel 4 ofzeänneren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt hat ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Entschëllegt, Här President, dass ech lech ënnerbriechen! Dat ass net onhéiflech, mee mir hunn deen Amendement net hei leien. An et wär awer interessant, en ze gesinn, ier mer driwwer ofstëmmen.

(Interruptions et brouhaha)

Une voix.- Huelt deen nächste Projet!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gutt. Da kéime mer zum nächste Projet. An dann, an der Tëschenzäit, huet jiddereen Zäit, fir iwwert den Amendement ze kucken.

4. 7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7444 iwwert déi klasséiert Etablissementer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporter vun deem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Häre, an dem Gesetzesprojet 7444 iwwert d'Établissements classés, dee mer virleien hunn, geet et ëm kleng Upassungen ...

(Brouhaha)

... an deem Gesetz vun dem 10. Juni 1999, also dem Kommodosgesetz. An hei geet et ënner anerem drëm, fir den E-Kommodo weiderzebréngen an dat an den Texter unzepassen an och Changementer beim Delai unzehuelen. Et ass also e Gesetz, fir de Leit an den Entreprisen, déi mam Kommodo ze dinn hunn, d'Liewe méi einfach ze maachen. A parallell dozou korrigéiere mer och eng Rei Erreur-matériellen.

Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen: Am Kader vum Koalitiounsaccord ass och virgesinn, eng méi komplett Revisioun vun deem Gesetz ze maachen. Dat ass mat där heiter Saach, mat deem heiten Text, dee virläit, nach net de Fall.

En Établissement classé, dat ass eng Ariichtung, also zum Beispill eng Entreprise, déi e gewëssenen Impakt kann hunn op d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Salariéen, der Noperschaft oder der Allgemengheet. An dofir brauch dat Etablissement eeben eng Autorisatioun, déi d'Konditioune festleet a puncto Ëmweltschutz,

Sécherheet vun de Salariéen, der Noperschaft an der Allgemengheet. Also de „Kommodo".

An déi Etablissementer, déi „incommode" sinn, brauchen eeben, jee no hirer Klasséierung, eng Autorisatioun, fir den Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt sou kleng wéi méiglech ze halen, dat am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung. An déi Autorisatioune variéieren natierlech jee no Klassifizéierung, déi een huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Ëmweltministesch huet de Gesetzesprojet 7444 iwwert d'Établissements classés de 24. Mee zejoert deposéiert. An hei maache mer Modifikatioune vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 zu den Établissement-classéen.

D'Haaptuleies ass, fir eng Erreur matérielle ze korrigéieren, déi bei der leschter Upassung vum Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktstudie de 15. Mee 2018 gemaach gouf. Do war e Saz ersat ginn, dee just hätt completéiert solle ginn. An an deem Saz ass et drëms gaangen, dass d'Autorisatioun vum Ëmweltminister d'Konditioune vum Amenagement an der Exploitatioun bestëmmt. Et geet also hei ëm de Schutz vun der Loft, dem Buedem, der Fauna a Flora an der Offallvermeidung an esou weider.

An da gëtt awer och dervu profitéiert, fir eng Rei Aktualisatioune respektiv Prezisiounen ze maachen. Eeben d'Demande d'autorisation ass elo och online disponibel, den E-Kommodo. Dat ass zënter 2017 de Fall, am Kader vun der Strategie Kommodo 5.0, fir eeben déi ganz Prozedur vun den Établissements classés ze digitaliséieren. An den E-Kommodo gëtt erweidert op alleguerten déi verschidden Zorten, also Typpe vun Demanden. Bis elo war dat limitéiert op déi grouss Entreprisen, also d'Dossiers de demande vun de Classes 1, 1A an 1B mat Enquête publique.

Et ginn awer och Prezisioune gemaach zu de Pièces, déi dem Dossier vun der Demande d'autorisation musse bäigeluecht ginn, ënner anerem d'Parzellnummer an och d'Luxembourg Reference Frame, also d'LUREF.

Et ginn awer och Ännerunge vum Delai gemaach, an deem d'Ëmweltverwaltung hir Decisioun zum Dossier huele muss. Bis elo ass deen ugelaf bei der Receptioun vum Dossier. Elo leeft en awer un, wann den Dossier komplett ass, also wann och d'Conclusion motivée vun der Ëmweltimpaktstudie an den Avis vun der Gemeng do sinn.

Et ginn awer och Ännerunge gemaach, wat d'Coopération transfrontalière ugeet. En Établissement classé, deen op der Grenz ass, muss un d'Nopeschgemenge kommunikéiert ginn. Bis elo huet d'Kommodosgesetz d'Coopération transfrontalière fir dräi Texter assuréiert. Zwee vun deenen hunn elo mëttlerweil hir eege Gesetzer, wou d'Coopération transfrontalière mat dran ass. A mam virleienden Text gëtt d'Zesummenaarbecht op der Grenz an deem Sënn aktualiséiert a preziséiert.

An der Ëmweltkommissioun hu mer de 27. November dee Gesetzesprojet, grad wéi alleguerten déi verschidden Avisen duerchgeholl, wou keng gréisser Remarke waren.

Wat d'Piècen, déi dem Dossier vun der Demande d'autorisation musse bäigeluecht ginn, ubelaangt, huet d'Kommissioun dem Conseil d'État senge Remarken op deem Punkt net Rechnung gedroen. D'Kommissioun huet awer decidéiert, d'Formulatioun vun de LUREF-Coordonnéeë bäizehalen, well dat eebe méi eng verständlech Formulatioun ass.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi gesot, dat heite si kleng Upassunge vun dem Gesetz zu den Établissements classés vum 10. Juni 1999, also dem Kommodosgesetz, wou et drëms geet, fir eng Erreur matérielle ze verbesseren - dat ass am Fong d'Haaptuleies -, gradesou den E-Kommodo weiderzebréngen, d'Texter unzepassen, an e Changement beim Delai. Et ass also e Gesetz, wat fir de Leit an den Entreprisen, déi mam Kommodo ze dinn hunn, d'Liewe méi einfach mécht.

An ech profitéieren dann och dervun, fir Iech net nëmme Merci ze soe fir d'Nolauschteren, mee och fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Et ass wouer, de Rapporter huet et gesot: An der Ëmweltkommissioun ware keng gréisser Remarken ze maachen. Dofir wëll ech dat och hei net maachen. Ech soen awer dem François Benoy Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Just zwou ganz kleng Bemierkungen. Déi eng ass: Ech si frou ze héieren, dass dat Theema, wat och am Regierungsprogramm dran ass, wat hei dann nach net exhaustivement behandelt ginn ass, nach op de Leescht geholl gëtt.

An zweetens wëll ech einfach drun erënneren, dass awer trotzdeem esou en Theema wéi d'Établissements classés keen onschëllegt Theema ass. Do si mer an engem ganz wichtege Beräich. Dat just, fir nach eng Kéier dorun ze erënneren.

An deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci och vu menger Säit. E grousse Merci dem Rapporter fir seng zwee Rapporten. An ech ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An déi nächst Minutt ass fir den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci dem Här Benoy fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn och heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An da wier et schonn um honorabelen Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Och e grousse Merci un den Här Benoy. Ech si frou, datt ech elo ka soen, datt en eis bei dësem Projet komplett iwwerzeegt huet. Et wär schued, wann en elo géif mat deem Androck erausgoen, datt mir eng systematesch Oppositioun géife maachen. Also déi Kéier ass d'ADR ganz op senger Säit a mir stëmmen de Projet mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Well et esou schéin ass, wollt ech och nach d'Zoustëmmung vun eiser Sensibilitéit zu dësem ...

(Hilarité)

... Projet de loi ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, da schléissen ech mech deene ganze Mercien un, virun allem dem François Benoy fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech freeë mech, datt mer eis an der Chamber eens sinn, dass mer de Kommodo no an no verbesseren. Déi grouss Veränerunge kommen, wéi mer och an der Chamberskommissioun scho gesot hunn, mat deem grousse Jet, wou mer dee ganze Kommodo op de Leescht huelen. Dat hei ass awer e wichtege Schrëtt a Richtung Digitaliséierung an Transparenz.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7444. Den Text steet am Document parlementaire 7444[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7444 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7444 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Tess Burton) et Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite)

Da komme mer zréck bei de Projet de loi 7474, wou mer da fir d'éischt iwwert den Amendement vun der CSV-Fraktioun ofstëmmen, deen als Objet huet, de Paragraf 3 vum Artikel 4 ofzeänneren. Den Här François Benoy huet d'Wuert gefrot.

Amendement 1 (suite)

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Hären, ech wollt awer nach profitéieren, fir op dräi Punkten anzegoen.

Fir d'éischt, kuerz, d'Landwirtschaft. Ech wëll elo nach eng Kéier soen, dass et witzeg ass, wann ech dat Wuert Landwirtschaft an de Mond huelen. Da ginn déi verrécktste Saachen do bei verschiddene Leit duerch de Kapp. Ech hu kloer gesot, dass dat heite Produite sinn, déi an der Landwirtschaft net méi benotzt ginn. Fir de Rescht wär et awer interessant, wa verschidde Leit mer besser a mengen Ausféierungen iwwert d'Landwirtschaft géifen nolauschteren, well dat si ganz konstruktiv Virschléi, wéi mer d'Landwirtschaft kënnen op d'Zukunft preparéieren.

An deem Sënn géif ech hoffen, dass Der mer an Zukunft bei menge Propositiounen, wat dat ugeet, besser géift nolauschteren.

En zweete Punkt, op deen ech ...

(Exclamations et interruptions)

En zweete Punkt ass dee vun der Formatioun. Ech mengen, et ass jo och dat, wourop den Amendement, deen eis virläit, ageet. Ech proposéiere menger Fraktioun, fir den Amendement net ze stëmmen. An ech soen Iech och elo … ech erklären Iech och elo, firwat dass dat ass.

Et ass jo net, wéi wa mer hei an engem Beräich wären, wou et keng Formatioune géif ginn. Et gëtt jo kloer eng Formation spéciale, wou et eeben ëm d'Recherche an d'Constatatioun vun Infractioune geet. An déi Leit, déi um Terrain all Dag an deem heite Beräich schaffen, also déi OPJen, déi kennen d'Matière a sinn och informéiert hei. A mir brauchen elo eigentlech deene Leit net nach eng zousätzlech Formatioun derzou ze ginn, well dat géif déi Leit nëmmen dervun ofhalen, um Terrain hir Aarbecht ze maachen.

Wéi gesot, et ass um Terrain eng Ekipp, déi sech an der Matière auskennt. An dat hei géif jo bedeiten, dass fir all neit Gesetz ..., a mir haten der eleng schonn an deem leschte Joer eng ganz Rei. Wéi gesot, um Terrain ass et esou - dat hate mer jo och schonn an der Kommissioun e puermol diskutéiert -, dass d'Leit sech auskennen. A mir brauche se jo och um Terrain an net a Formatiounen, wa se sech mat de Saachen auskennen.

Ech wëll just och nach preziséieren, dass de Staatsrot, grad wat deen heite Punkt ugeet, an dem Avis zu deem heite Gesetz och näischt weider méi derzou gesot huet. Dat heescht, fir hien ass dat och an der Rei esou mat dem Text, wéi en elo virläit.

Just nach eng Kéier kuerz op déi Fro vun den Ëmweltdelikter. Also, mir si wierklech der Meenung, dass dat heite keng Kavaléiersdelikter sinn. Dat si Saachen, wou ee sech wierklech d'Moyene muss ginn, fir dergéint virzegoen. Et ass, d'ailleurs, och dat, wat dee Rapport, deen ech zitéiert hunn, kloer an däitlech gesot huet, wou gesot gëtt, dass d'Sanktioune mussen eropgeschrauft gi wéinst dem repressiven an dissuasive Rôle, fir deem eebe gerecht ze ginn, an och, dass een déi Techniken huet, fir d'Enquête ze maachen. An et ass eebe genau dat, wat mer maachen. Et huet eebe grad dermat ze dinn, dass mer d'Proportionalitéit an den Equiliber halen, fir eis eeben déi Moyenen ze ginn. An dat maache mer mat deem Gesetz.

An dofir géif ech och un alleguerten d'Kolleegen appelléieren, fir den Text, wéi e virläit, ze ënnerstëtzen, well mer eebe genau dat domat maachen, dass mer soen: Ëmweltdelikter sinn eis net egal. Et ass eis net egal, wann d'Natur verschmotzt gëtt. Et ass eis net egal, d'Gesondheet vun de Leit ass eis net egal a mir wëllen do dergéint virgoen.

A just och nach eng Kéier fir ze soen: Et ass jo net, wéi wann d'OPJe sech och an engem loftleere Raum géife beweegen. Déi si jo souwisou och nach ënnert dem Contrôle vun der Justiz, vun de Juge-d'instructionen. An an deem Sënn mengen ech wierklech, dass ...

(Interruption)

... den Text, wéi en hei virläit, dat hoffen ech op alle Fall, d'Ënnerstëtzung vun deem Haus hei fënnt, well en an déi Richtung geet, wéi mer et brauchen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt ufänken, fir der CSV Merci ze soe fir dësen Amendement. Deen ass wäertvoll a mir wäerten deen och matstëmmen.

Ech wollt zwee oder dräi Wierder derzou soen. Den Här Benoy huet gefrot, mir sollen him soen, wéi mer d'Landwirtschaft op d'Zukunft solle virbereeden.

Ma, Här Benoy, Här President, wann Der erlaabt, datt ech iwwer Iech dem Här Benoy soen: Ma, ech mengen, et ass un de Baueren, fir dat ze wëssen! Well mir hu vill ze vill an der Politik déi Tendenz, fir de Bauere wëlle virzeschreiwen, wat fir si gutt ass oder wéi si hir Zukunft solle plangen.

Beim Respekt virum Bauer ass emol dat Alleréischt, datt mer him vertrauen an datt hie selwer seng Zukunft festleet, no deene Parameteren, déi hie fir richteg fënnt. Dat heescht, mir solle manner staatlechen Dirigismus hunn a méi Vertrauen an eis Baueren.

Dat Zweet ass dat mat der Formatioun. Dat ass jo och den Amendement, dee mer hei diskutéieren. Wësst Der: Äert Argument gefält mer! Wann ech et richteg verstanen hunn - soss korrigéiert mech, wannechgelift! -, sot Dir: „Mir maache keng Formatioun, well mir d'Leit um Terrain brauchen."

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Nee. Dat hunn ech net gesot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, sot mer dann nach eng Kéier, wéi Der et genau mengt! Well: „Mir wëlle se ofhalen, hir Aarbecht ze maachen, wa mer eng Formatioun maachen." Ech mengen, dat wor dat, soss musse mer d'Band lauschteren.

Mee ech soen Iech, Här Benoy: Dat kann all Professer soen! Dat kann all Fonctionnaire beim Staat soen! „Mir brauche keng Formatioun, well da si mer net op eiser Aarbechtsplaz."

Wat ass dat da fir eng Iddi?! D'Formatioun soll jo derzou déngen, datt d'Aarbecht besser gemaach gëtt. An zemools an engem Beräich, wéi ech et virdru gesot hunn, wou d'Wëssenschaft permanent virugeet, dauernd nei Produite kommen, ëmmer nei Erausfuerderungen. An der Technik, an der Wëssenschaft ass eng Formation continue onverzichtbar!

An déi Leit kënnen hir Aarbecht net maachen, wa se net eng permanent Formatioun hunn. Dat ass d'Wourecht! An net dat komescht - pardon! - Argument, fir ze soen: „Mir forméieren d'Leit léiwer net, well déi Zäit si se dann net um Terrain."

Dann, wësst Der, d'Ëmweltkriminalitéit, do si mer komplett mat Iech d'accord! Jo, Ëmweltkriminalitéit ass kee Kavaléiersdelikt! Dat gesi mir genau d'nämmlecht!

Awer Ëmweltkriminalitéit muss proportional zu deem jugéiert a bestrooft ginn, wat et wierklech duerstellt. An et ass einfach, an dat huet den Här Roth gesot, dat soe mir och am Numm vun der ADR: Et geet drëm, fir eng rechtsstaatlech Infrastruktur, e Gläichgewiicht tëschent verschiddenen Delikter a Crimmen hei

net duerjerneenzebréngen. Dat ass awer genau dat, wat hei geschitt. An dofir gi mir net mat op de Wee, deen Dir eis proposéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*-Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da freet nach eng Kéier den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Här Benoy gesot huet. Ech kann dat awer net novollzéien. Ech soen Iech riicht eraus: Wann ee seet „Ech ginn d'Constatatioun vun Infraktioune maachen", jo, da muss ech och wëssen, wat d'Tragweit vun enger normaler Dispositioun am Ëmweltberäich oder soss enzwousch ass! Well, wann ech dat net weess, wéi wëll ech da soen: „Ass dat elo eng Infraktioun, déi virläit, oder net?"?

An d'Affekoten, ech mengen, Dir waart souguer an der Justizkommissioun, do waren d'Representantë vum Barreau d'lescht Woch, de Mëttwoch de Moien, do hunn d'Affekote gesot: „Ma mir hätte gären, dass mir genau d'Portée wëssen, zum Beispill vun den Dispositiounen, déi nei erakommen an dem Wäiss-wäsche vu Suen, dass mer eis eege Membere vun dem Barreau, déi all Dag mat den Disposition-pénalle konfrontéiert sinn, kënnen instruéieren iwwert d'Portée vu Strofbestëmmungen an iwwert d'Portée: Wéini läit e Wäiss-wäsche vu Sue vir oder net?"

Also, ech muss Iech ganz éierlech soen: Op deem, wat war an där berüümter Gaardenhaischen-Affär, déi Kakofonie, déi mer héieren hunn, déi nach net mat alle politesche Konsequenzen, jee nodeem, wéi d'Verwaltungsgeriicht en Urteel sprécht, derduerch ass! Ech wëll dat haut an dem Plenum soen.

Wa mer gesinn, wat fir eng ënnerschiddlech Liesaarten - et waren emol keng Interpretatiounen -, Liesaarten, déi emol net dem Text entsprach hunn, vun erfuerene Beamten op der Plaz do gemaach goufen, da muss ech Iech soen, dann hätt ech, als politesche Responsabelen ... Op jidde Fall fuerdere mir als CSV, dass een eng Formatioun an eng Gesetzesbestëmmung draschreift.

Iwwregens steet se dran! An Dir kommt elo mam Argument vum Conseil d'État: „De Conseil d'État huet näischt méi gesot." Ma de Conseil d'État huet fortwärend, wärend x Joren op deem dote Punkt, iwwert déi leschte Joren, ëmmer nëmme monéiert: „Mee Dir musst déi Formatioun virgesinn." Mee wann en dat 20-mol schreift, jo, da seet en eng Kéier: „Mee maacht, wat Der wëllt!"

Dir maacht, wat Der wëllt! Dir stëmmt, wat Der wëllt! Mir hätten dee Gesetzesprojet hei gäre matgestëmmt. Mee wann Der emol net d'accord sidd, fir e Jota, mat eppes, wat, mengen ech, de bon Sens commandéiert! An ech géif souguer sou wäit goen: Wann hei all Deputéierten ouni Fraktiounszwang kéint ofstëmmen, dat, wat e géif richteg fannen, da géif dëse Gesetzesprojet hei keng Majoritéit fannen. Dir braucht nëmmen d'Gesiichter ze kucke vun de Leit ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... vun der liberaler Partei a vun de Sozialisten, dann hunn ech Iech d'Äntwert ginn. Op jidde Fall, wann Dir den Amendement net matstëmmt, da soen ech Iech och gradesou gutt: Mir gesinn, als CSV, gradesou kloer wéi Dir, dass Verstéiss géint d'Ëmwelt keng Kavaléiersdelikter sinn.

O, Dir kënnt elo de Kapp rëselen, neen, da soen ech et nach eng Kéier „haut et fort", am Numm vun 21 Deputéierte vun der CSV, dass och dee Leschten dat notéiert huet: Mee wann Der net d'accord sidd op deem Minimum hei, wat de bon Sens commandéiert, da wäerte mer eis bei der Ofstëmmung vun dësem Gesetzesprojet, op Är Reaktioun hin, enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung vum Amendement Nummer 1 kommen.

Vote sur l'amendement 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

(Interruption et hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass bei 26 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement 1 est rejeté par 33 voix contre et 27 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Text vum Artikel 4 bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 7474 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7474[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7474 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

De Projet de loi 7474 ass bei 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7289 iwwert d'Reglementéiere vun den Aarbechtszäiten an de Beräicher vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau an der Gäertnerei. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Aly Kaes, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. De Projet de loi 7289 ass, wéi den Här President richteg gesot huet, e Projet, deen ëm d'Durée de travail vun de Salariéë geet, déi am Secteur vun der Agriculture, vun der Viticulture a vun der Horticulture agestallt sinn. En ass den 23. Abrëll 2018 deposéiert ginn.

(Brouhaha)

Et sinn eng Rei vun Amendementer gemaach ginn. Eng Rei Hin an Hier mam Staatsrot ass de Projet gaangen.

An e geet also drëm, fir d'Aarbechtszäit ze reegelen an deenen dräi Domänen, déi ech elo genannt hunn, well dat si Beräicher, déi d'Partikularitéit hunn, dass se deels grouss Variatioune beim Aarbechtsopwand an der Intensitéit hunn, well et saisonal bedéngt Aarbechtsberäicher sinn. An déi froen no enger gewëssener Flexibilitéit fir de Patron an och fir de Salarié, fir sech do kënnen drun unzepassen.

De Problem ass, dass den Artikel 211 (2) am Code du travail virgesäit, dass d'Aarbechtszäit an deene klenge Familljebetriber an deem Beräich, deen ech eebe genannt hunn, iwwer Spezialgesetz soll gereegelt ginn; wat allerdéngs bis elo nach net geschitt ass. An duefir dëst Gesetz, fir eng juristesch Sécherheet ze hunn, dat zum Wuel vum Salarié an och zum Wuel vum Patron, well dat ass ëmsou méi néideg, well soss den Droit commun applikabel ass, deen awer dann de Spezifissitéite vum Secteur net Rechnung dréit.

(Bouhaha)

Dat neit Gesetz soll deemno ee spezifesche Regimm aféieren, fir d'Aarbechtszäit an deene Beräicher ze reegelen, dat an Uleenung zum Artikel 211 (6) vum Code du travail iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun an d'Referenzperioden.

Dir wësst, hei hate mer schonn doriwwer rieds. D'Aarbechtszäit ass duerchschnëttlech 8 Stonnen den Dag a 40 Stonnen d'Woch, iwwer eng bestëmmt Period gekuckt. An déi muss dann och agehale ginn.

Dobäi gëllt awer e Maximum vun 10 Stonne pro Dag an 48 Stonnen an der Woch, deen am Prinzip net dierf iwwerschratt ginn. Wat déi Referenzperiod, iwwert déi den Duerchschnëtt berechent gëtt, méi laang ass, wat dann och méi eng grouss Flexibilitéit besteet. An dëst gëtt op där anerer Säit da mat méi Congé, mat supplementarem Congé, belount.

An der Praxis bedeit dat am Droit commun, grad wéi och prinzipiell an deenen heite Beräicher: Wann d'Referenzperiod méi laang ass wéi ee Mount a bis zu zwee Méint, da kritt de Salarié annerhallwen Dag Congé bäi. Bei enger Referenzperiod vun zwee bis dräi Méint, do gëtt et dräi Deeg Congé bäi. A bei enger Referenzperiod vun dräi bis véier Méint gëtt et dräi an en hallwen Dag bäi.

Dat war dat, wat bis elo besteet. Bis dohinner hält sech dann d'Aarbechtszäitreegelung un den Droit commun.

An deen heite Projet de loi gesäit awer, wéinst dem Besoin vu Flexibilitéit an deene Beräicher, eng weider Bestëmmung vir. An déi geet dohinner, dass mer eng Referenzperiod vu véier bis maximal sechs Méint derbäi setzen, an an deem Fall kritt dann de Salarié véier Deeg Congé.

Da muss een och nach soen, dass, fir déi limitéiert Period vu sechs Wochen am Joer, iwwert déi dote Reegelung, iwwer 6 Wochen am Joer och maximal 12 Stonnen den Dag kënne geschafft ginn, an och 60 Stonnen d'Woch do kënne geschafft ginn. Mir wëssen, dat si saisonal Betriber, an déi brauchen zu gewëssenen Zäiten eebe méi eng grouss Flexibilitéit. An duerfir muss deem dann och heimat Rechnung gedroe ginn.

Mir haten eng Rei Hin an Hier mam Staatsrot, wat d'Referenzperiod ugeet an och de supplementare Congé. Et war eis als Kommissioun schonn absolutt kloer, dass een hei net kéint ënner Bestëmmunge goen, déi elo am Droit commun waren. Wann ee méi eng grouss Flexibilitéit wëllt, da brauch een natierlech, am Sënn vum Salarié, och méi eng grouss Contrepartie, an dat ass dann hei ee supplementare Congé. Dee geet dann hei also bis véier Deeg.

Ech denken, dass déi Léisung, déi mer hei fonnt hunn, souwuel d'Rechter vun deene schaffende Leit an deene vum Secteur schützt, a gläichzäiteg och den Entreprisen an deene Beräicher d'Méiglechkeet gëtt, méi flexibel ze schaffen an dann och kënnen deene saisonbedéngte Picken entgéintzekommen.

Een zweet Element an dësem Projet de loi ass en Amendement vum Gesetz iwwert d'Actitivé d'assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Salariés handicapés a Salariéen am Reklassement. Do hat sech nämlech en Oubli dra geschlach, an et geet dann hei drëms, fir deen ze redresséieren. Et geet do ëm d'Krittären a Saache Beruffserfarung. A gewollt ass, dass een, fir de Beruff vum Assistant à l'inclusion kënnen auszeüben, muss eng professionell Erfarung vun dräi Joer an deem Beräich hunn. An dat hätte mer an dësem Projet heimat da redresséiert.

Voilà. Ech mengen, dat hei ass e Projet, dee souwuel, wéi gesot, de Salariéë wéi och de Patronen hei zegutt kënnt. Méi Flexibilitéit, an op där anerer Säit méi Congé. Ech ginn heimadder och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Merci wëll ech dem honorabele Rapporter soen, dem Här Georges Engel, fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Esou wéi hien et och schonn a sengen Ausféierunge gesot huet: De Secteur vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau an natierlech och, jo, vun de Wënzer, brauch ganz einfach méi Flexibilitéit, well dee Moment, wou d'Aarbechten ufale respektiv wou d'Recolten zeideg ginn, da muss een déi Recolte virhuelen. An da kann een net einfach nëmme soen: „Mir schaffen 8 Stonnen a 40 Stonnen!" Mee da muss déi néideg Flexibilitéit do sinn.

Dat Gesetz hei gëtt, wéi och de Rapporter et scho gesot huet, méi eng grouss Sécurité juridique, esou gutt fir déi eng Säit, wéi och fir déi aner Säit. Ech mengen, dat ass och dran. A wat awer och nach muss gesot ginn, dat ass, datt effektiv och d'Wieder an all deene Beräicher, déi genannt gi sinn, eng enorm Roll spillt. An et kann een net, wann ee gesäit, datt Nout um Mann ass, fir et esou ze formuléieren, einfach soen: „Ma, elo gi mer emol heem an da kucke mer muer weider!" Well den Dag drop kann dat jo fir eng Recolte, déi do ass, fatal Follgen hunn; fir déi Recolte. An duerfir muss déi Flexibilitéit, déi och schonn erwäänt ginn ass, absolutt bestoen.

An duerfir wëll ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporter Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport. D'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau waren, sinn a bleiwe wichteg Piliere fir eist Land. Et sinn haaptsächlech Familljebetriber, déi eis Bierger mat exzellente lokale Produite versuergen. Et ass e Secteur, deen een net mat anere vergläiche kann. D'Ëmwelt hëlt hei en immensen Afloss. D'Joreszäiten an d'Wieder wierke sech op d'Produktioun an esou och op d'Aarbechtszäiten an dëse Betriber aus.

Saisonal Spëtzenzäiten, wou vun de Salariéë méi Aarbecht verlaangt gëtt, balancéiere Perioden aus, wou manner Aarbecht ufält. Op dat ganzt Joer gekuckt, bedeit dat, dass an dësem Secteur déi traditionell 40-Stonne-Woch net ëmmer kann agehale ginn. Et ass dëst eng Besonneschheet vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau, déi ze respektéieren an och ze consideréieren ass.

De Code du travail gesäit fir dëse Secteur vir, dass d'Aarbechtszäiten an de Familljebetriber vu spezielle Gesetzer oder Kollektivverträg gereegelt musse ginn. Dëse Kader gouf et awer nach net bis haut. A mat dem Gesetzesvirschlag, deen haut debattéiert gëtt, gëtt dës Lacune eeben opgehuewen an e spezifesche Kader fir d'Aarbechtszäiten an dëse Betriber gesat.

De Projet de loi geet dobäi vum sougenannte PAN-Gesetz aus, dat heescht, dem Gesetz iwwert d'Organisation du temps de travail, dat 2016 hei an der Chamber gestëmmt gouf.

Wéi am Droit commun vum Aarbechtsrecht schafe mir fir d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau och hei Referenzperioden. Esou Referenzperioden erméiglechen et den Entreprisen, dass hir Salariéë wärend engem fixéierten Zäitraum déi legal Limitt vun 8 Aarbechtsstonnen den Dag respektiv 40 Aarbechtsstonnen d'Woch iwwerschreide kënnen, dat ënnert der Konditioun, dass wärend der fixéierter Period d'Moyenne vun de geleeschte Stonnen net iwwer 40 Stonne läit.

Dëse System erméiglecht et also, eng gewësse Flexibilitéit un den Dag ze leeën, dat virun allem, wann et saisonal Variatioun respektiv aarbechtsintensiv Zäiten an de Betriber gëtt. De Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau huet, a verschiddene Joreszäiten an dem Wieder entspriechend, Perioden, wou méi geschafft gëtt. Wa beim PAN-Gesetz Referenzperiode vu bis zu 4 Méint festgehale goufen, sinn an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau mat dësem neien Text Periode vu bis zu 6 Méint méiglech.

Wa sech fir eng Referenzperiod vu bis zu sechs Méint entscheet gëtt, kënnen d'Salariéen aus der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau wärend dëser Phas bis zu 10 Stonnen den Dag respektiv 48 Stonnen d'Woch schaffen. Wärend maximal 6 Wochen am Joer ka souguer bis zu 12 Stonnen den Dag oder 60 Stonnen d'Woch geschafft ginn.

Ech denken dobäi natierlech direkt un d'Zäit vun der Drauwelies, wou et an eise Wéngerte laanscht Musel a Sauer wärend dëser Period zu méi laange Schaffdeeg ka kommen.

Esou wéi och am normalen Aarbechtsrecht, bleift et awer och bei dësem neien Text de Patronen iwwerlooss, ob si eng Referenzperiod vun iwwer engem Mount festleeë wëllen. Wa se dat maachen, musse se nämlech och hei hire Salariéë weider Congésdeeg accordéieren. Bei der spezifescher Referenzperiod vu sechs Méint mussen dem Salarié souguer véier zousätzlech Congésdeeg accordéiert ginn. Well déi zousätzlech Congésdeeg virun allem fir kleng Betriber - an am Secteur, iwwert dee mir hei schwätzen, hu mer haaptsächlech kleng Betriber - eng zousätzlech Charge duerstellen, gëllt et, genausou wéi beim PAN-Gesetz, ze suivéieren, ob d'Betriber och vun de méigleche Referenzperiode profitéieren, oder ob si, par contre, esou weiderfuere wéi bis elo.

Fir d'Demokratesch Partei ass et nämlech wichteg, dass d'Betriber och an Zukunft d'Moyene kréien, fir produktiv ze schaffen an um Marché kompetitiv ze bleiwen. Mee dat Ganzt soll awer natierlech och der „work-life balance" vun de Salariéen zegutt kommen. Den Equiliber tëschent den zwou géigesätzleche Positiounen ass net ëmmer einfach ze fannen. Grad de Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau brauch awer déi néideg Flexibilitéit.

Dëst Joer wäert eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum PAN-Gesetz gemaach ginn. Mir wäerten dës Evaluatioun nach net iwwert den heite Gesetzesprojet kënne matmaachen, sollten awer och an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau ganz genau suivéieren, ob a wéi vun der verlängerter Referenzperiod Gebrauch gemaach gëtt, fir, wann et hei néideg wär, och bei dësem Text nozebesseren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a menger Interventioun net op den Detail vum Projet de loi agoen, dat hu meng Virriedner an och d'Virriednerin an de Rapporter scho ganz gutt gemaach. Wéi gesot, et ass relativ detailléiert, wat mer hei ofstëmmen.

Ech wollt a menger Interventioun e puer méi generell Iwwerleeunge maachen an dësem Kontext. Mir hunn zu Lëtzebuerg ee gutt reglementéierten Aarbechtsmarché an deem Zesummespill tëschent Salariéen a Patronen, dat fonctionéiert, wéi gesot, effikass an deem Zesummespill tëschent de Salariéen a Patronen.

Dat verdanke mir virun allem eisem gudden Aarbechtsrecht, dat d'Rechter an d'Flichten, un déi de Patron an d'Salariéë sech hale mussen, kloer reegelt. Ee wichtegt Zil vun eisem Aarbechtsrecht ass, ënner anerem, a muss et och sinn, jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, virun Abusen ze schützen, egal ob d'Persoun een CDI huet oder just temporär zu Lëtzebuerg schafft.

D'Saisoniersaarbechter, déi et betrëfft, wéi mer jo hei elo beschwat hunn, gëllt et hei besonnesch ze schützen, well et handelt sech ëm eng kleng Minoritéit, déi an der alldeeglecher Politik vläicht manner Gehéier fanne wéi anerer, wou notamment och d'Gewerkschaften da present sinn, wat net ëmmer an deem heite Secteur de Fall ass.

Si maachen zesumme mat den Interimsaarbechter effektiv nëmmen 1,6 % vum Salariat zu Lëtzebuerg aus. Dat ass ënnert dem Duerchschnëtt vun der EU, dee läit bei 2,2 %. Si si besonnesch vulnerabel, well vill vun hinnen, aus enger finanzieller Noutlag eraus, vu wäit hier bei eis schaffe kommen. A well se hei natierlech weesentlech méi verdénge wéi an hirer Heemecht.

Och wann et sech ëm eng Minoritéit handelt, esou leescht de Saisoniersaarbechter ee wichtege Bäitrag, notamment fir eis Landwirtschaft a fir de Wäibau an eisem Land, déi ouni dës Main-d'œuvre net kënnte fonctionéieren an déi op d'Flexibilitéi vun der Saisonsaarbecht ugewise sinn.

Mat dësem Projet de loi schafe mir, um Niveau vum Aarbechtsrecht, en dréngend noutwendege gesetzleche Kader fir d'Saisonsaarbecht. Gläichzäiteg gëtt derfir gesuergt, dass d'Saisonsaarbecht op déi Domäne beschränkt bleift, wou dës Zort vu Beschäftegung tatsächlech Sënn mécht an noutwendeg ass.

Merci dem Rapporter fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt bäizefügen.

Ech mengen, et geet hei ëm eng Saach, wou saisonal Aarbecht, déi och nach wiederbedéngt e bëssen ofhängeg ass, gereegelt gëtt op gesetzlecher Basis. An et gëtt och de Leit, déi do schaffen, eng gewësse Rechtssécherheet.

An ech géif dann d'Zoustëmmung vun der ADR-Partei bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat mer haut hei vottéieren, ass manner anodin, wéi et op den éischte Bléck schéngt. Mir reguléieren hei d'Aarbechtszäiten an engem Secteur vu Salariéen, déi, am Géigesaz zu anere Secteuren, keng grouss Lobby hunn, déi meeschtens och net gewerkschaftlech organiséiert sinn. Mee et si Saisonieren. Dat heescht, vun der Natur vun der Saach aus sinn et ganz dacks Leit, déi och net hei zu Lëtzebuerg dauerhaft wunnhaft sinn.

A mer maachen eng Extensioun vun der Aarbechtszäit, vun deem, wat legal méiglech ass, bis hin zu 6 Woche laang 60 Stonne schaffen. 60 Stonnen! Wuelverstanen, an deem heite Beräich heescht 60 Stonnen haart kierperlech schaffen. Dat ass net egal wat. An och aus der Perspektiv vun de Salariéë muss een dofir, mengen ech, richtegerweis de Schutz an d'Interesse vun deenen och jeeweils am A hunn.

An dësem Gesetz gëtt proposéiert, fir dat ze kompenséieren, dee Surplus u Flexibilitéit, deen do ofverlaangt gëtt, doduerch, datt bei der maximaler Referenzperiod véier Deeg Congé - Congé payé evidenterweis - bäikommen. Mir kënnen eis mat dëser Propositioun vun der Regierung, déi awer och eng gewëssen Demarche an der Chamber hat, ralliéieren.

Mir mengen dat virun allem aus zwee Grënn. Éischtens: Mir hate bis elo eng relativ grouss Insécurité juridique, déi doranner bestanen huet, datt d'Geriichter, duerch déi Insécurité juridique, an der Vergaangenheet konträr Decisioune geholl hunn. Am Ufank war d'Philosophie: „Iwwerall do, wou näischt gereegelt ass, kann een eigentlech maachen, wat ee wëllt!" Duerno sinn d'Geriichter awer op déi Decisioun zréckkomm an hu gesot: „Ma nee, iwwerall do, wou et net gereegelt ass, gëllt den Droit commun!" An dat wier dann déi klassesch 40-Stonne-Reegel gewiescht.

Nawell ass et esou, datt mer mengen, datt dee Vide juridique net am Interêt vun deene betraffene Salariéen ass, wat ee Grond ass, firwat mer mengen, datt dat hei eng Propos ass, déi duerchaus Sënn mécht a wou et jo och eng Contrepartie fir de Salarié gëtt.

Ech mengen awer och, an dat ass an den Diskussiounen an der Kommissioun och erauskomm, datt mer och nach eng Kéier als Kommissioun bestätegt hunn, datt fir all déi aner Beräicher den Droit commun, wuelverstanen, weiderhi gëllt. Dat heescht, dat gëllt och fir Froen, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, wou den Droit commun zielt, wat virdrun och Interpretatiounssaach gewiescht ass. Ech mengen, datt mer dat heiten heimadder klariféiert hunn, wouriwwer mer dann och frou sinn, a wat den zweete Grond ass, firwat mer dat hei mat vottéieren.

Mer mengen, datt dann an Zukunft, grad an esou engem sensibele Beräich, wou, wéi gesot, bis zu 6 Woche 60 Stonnen haart kierperlech ka geschafft ginn, do d'ITM an Zukunft eng Verantwortung wäert kréien, fir och gegeebenefalls ze iwwerpréiwen, ob do keng Abuse geschéien. Ech mengen, dat gehéiert als Contrepart natierlech och derzou.

An als lescht Bemierkung wëll ech just soen: Mir haten d'Diskussioun schonn ënnert der leschter Regierung ugefaangen. Am Juni 2018, wann ech mech richteg erënneren, war den Nicolas Schmit eng éischte Kéier, nom éischten Avis vum Staatsrot, an d'Chamberskommissioun komm, wou an der Chamberskommissioun kontrovers diskutéiert ginn ass, wéi ee mat deenen Opposition-formellë sollt ëmgoen.

A mir als Lénk haten eng Propos gemaach, déi sech ralliéiert huet un déi vun der Salariatskummer. An am Ufank war d'Begeeschterung an der Chamberskommissioun net grad esou grouss fir dës Propositioun. A mir sinn awer frou, datt dat sech iwwert déi lescht Sëtzunge geännert huet an datt domadder also déi véier Deeg Congé plus bäikomm sinn. An et hätt een, kann ech elo vläicht soen, dee Prozess kënne verkierzen, andeems Der direkt op eis Propositioun an déi vun der Salariatskummer agaange wäert.

Et huet ee Moment méi laang gedauert. D'Haaptsaach, mir vottéieren et elo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, e juristesche Kader fir d'Aarbechten am Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau gouf et bis ewell net. D'Sozialpartner probéiere säit Laangem, e Kollektivvertrag fir dëse Secteur op d'Been ze stellen, deen de besonneschen Ufuerderunge vun dësen Aarbechtsfelder gerecht kéint ginn, leider awer ouni Erfolleg. Dofir begréisse mir explizitt d'Ustrengungen, fir hei e gesetzleche Kader ze schafen, och, wa fir eis e puer Punkten nach Froen opwerfen.

Här President, de Beruff vum Bauer, vum Wënzer a vum Gäertner ass mat villen Erausfuerderunge verbonnen, déi jee no Joreszäit variéieren. Eng gewësse Flexibilitéit bei den Aarbechtsstonnen ass dofir, zu gewësse Joreszäiten, noutwendeg. D'Fro stellt sech awer, ob dës Flexibilitéit wierklech esou wäit muss goen, wéi deen heite Projet virgesäit.

Och wa mir Pirate léiwer eng 32- oder 36-Stonne-Woch hätten, gëllt aktuell zu Lëtzebuerg de Prinzip vun der 40-Stonne-Woch. Mat dem Gesetz sollen elo am Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau Ausnamereegelungen agefouert ginn, mat deenen, jee no Joer, Referenzperiod, zéng oder souguer zwielef Aarbechtsstonne pro Dag legal sinn, obschonn eng Woch mat 60 Aarbechtsstonnen an engem kierperlech belaaschtende Secteur ewéi deem vun der Landwirtschaft awer ganz no un der Grenz vun deem läit, wat een engem Aarbechter gesondheetlech iwwerhaapt zoumudde kann.

Sécher, et soll sech just ëm eng Ausnam handelen. Mee wéi ka séchergestallt ginn, dass d'60-Stonne-Woch just da gebraucht gëtt, wann et wierklech néideg ass? Wéi ka garantéiert ginn, dass d'Patronen net vun Zäit zu Zäit dervu profitéieren, hir Aarbechter méi laang schaffen ze loossen, obwuel d'Saison e Pic vun den Aarbechtszäiten net noutwendeg implizéiert?

Op dësem Punkt bleift de Gesetzesprojet e bësse stomm. Et gouf net definéiert, wéi eng Konditioune genau erfëllt musse ginn, fir legitimmerweis eng Ausnam vum Aachtstonnendag kënnen ze maachen. Aussergewéinlech saisonal Feldaarbechten oder zum Beispill d'Lies solle Grënn duerstellen, fir d'Aarbechtsdeeg temporär ze verlängeren, awer net fir eng Profittmaximiéierung. Fir d'Wuel vun den Aarbechter ze assuréieren an ze garantéieren, dass d'12-Stonnen-Deeg net zur Reegel ginn, muss d'ITM reegelméisseg spezifesch Kontrolle maachen.

Trotz de genannte Problemer wäerte mir dëse Projet haut matstëmmen, an der Hoffnung, dass d'Regierung assuréiert, dass d'Personal effektiv bei der ITM esou gestäerkt gëtt, dass si hire Verflichtungen nokomme kann, d'Employéen aus dem Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau virun Abusen ze schützen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech géif mech de Wierder vun alle Fraktiounssprecher oder Sensibilitéitssprecher uschléissen an dem Rapporter e grousse Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, deen e gemaach huet, wou en, mengen ech, och inhaltlech op dat agaangen ass, wat mer elo bei dësem Gesetzesprojet hei zur Diskussioun hunn.

Heiansdo ass et esou, dass een e Gesetzesprojet an de Plenum muss bréngen, op deen ee ganz gäre verzicht hätt, notamment am Droit du travail. An hei ass esou e Gesetzesprojet. Leider, an et ass och elo grad ugeschwat ginn, hunn d'Sozialpartner et net fäerdegbruecht, en Arrangement ënner sech ze fannen, soudass de Gesetzgeeber hei gefuerdert war, fir eng Insécurité juridique ze besäitegen.

Mir hunn, mengen ech, hei e flotte Kompromiss fonnt, wou engersäits d'Ufuerderunge vum Secteur respektéiert ginn an anerersäits awer och d'Droits vun de Salariéë behalen oder souguer ausgebaut ginn. Ech mengen, dass dat e Kompromiss war, dee fir jiddweree liefbar ass, an dofir ass dat och e gudde Kompromiss. An ech si frou, dass mer och hei an der Chamber jo eigentlech hei eng Eestëmmegkeet fannen, fir dëse Projet de loi dann och ze stëmmen.

Ech wëll awer nach ganz kloer soen, dass ech dat deelen, wat elo vu verschiddene Riedner hei gesot ginn ass. Et geet net duer, e Projet um Pabeier ze hunn. Et muss een och nach kucken, wéi en an der konkreeter Praxis ëmgesat ginn ass. Mir wëssen, dass dat e Secteur ass, dee ganz vulnerabel ass. Mir wëssen och, dass mer e relativ grousse Wildwuchs an deem Secteur haten, wat d'Aarbechtszäiten ugeet. Och dat heite bréngt eng gewësse Securitéit era fir d'Salariéen. An dofir ass et a mengen Aen e gudde Gesetzesprojet. A mir wäerten op eiser Säit derfir suergen, dass d'ITM personell esou opgestockt gëtt, wéi se et soll sinn, fir dass se hiren Aufgaben och kann nokommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7289. Den Text steet am Document parlementaire 7289[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7289 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7289 ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7289 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Aly Kaes), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi

Da komme mer elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7491, enger Ofännerung vun engem Artikel vum Code du travail iwwert d'Organisatioun vun der ADEM. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, a Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei effektiv ëm e Projet de loi, deen déi legal Basis schaaft fir de Poste vun engem drëtten Directeur adjoint bei der ADEM, der Agence pour le développement de l'emploi.

1976 ass d'ADEM, deemools d'Administration de l'emploi, geschafe ginn. A bis 2012 huet d'Direktioun nëmmen aus enger Persoun bestanen. 2012 gouf dann dunn d'Fonctioun vun engem Directeur adjoint iwwerhaapt emol geschafen. Dat deemolegt Gesetz ass et bis haut ginn, an et gëtt och dann där bäigeuerdneter Direkteren zwee.

Zanterhier, also zanter 2012, huet d'ADEM eng ganz Rei vun Aktivitéiten entwéckelt, déi a Richtung vun den Demandeurs d'emploi wéi och a Richtung vun den Direktioune vun den Entreprisë ginn. D'ADEM, d'Agence pour le développement de l'emploi, huet näischt méi mat der ADEM, der Administration de l'emploi vun 1976, ze dinn.

Et gëtt haut e personaliséierte Parcours d'accompagnement. Et gëtt en Encadrement individuel vun all Demandeur d'emploi gemaach, fir ze kucken, dass op hir Besoinen hin an op hir Capacitéiten hin Aarbechtsplazen u sech zougeschnidde solle ginn oder dass déi hire Besoinen entspriechen. An déi sollen natierlech als Zil hunn, dass se hiert Potenzial esou kënnen entwéckelen an dass se och eng Plaz um Aarbechtsmaart fannen, no enger laanger Sich fir eng Aarbechtsplaz, déi normalerweis fir déi dann och de Fall ass.

Dofir ass et och wichteg, fir déi Kompetenzen ze entwéckelen, déi d'Patronen dann och sichen, an dobäi muss een den Demandeur d'emploi dann och ënnerstëtzen.

En zweete Schwéierpunkt läit doran, dass ee Formatiounsprogrammer ubitt, déi zesumme mat deenen dräi groussen Acteuren dann och ugebuede ginn an och ausgeschafft goufen. Déi dräi grouss Acteuren: d'Chambre des Salariés, d'House of Training an d'Chamber des Métiers, wou och déi Projete vum Fonds social européen matfinanzéiert ginn.

Fir d'Leit nees an d'Aarbecht ze kréien, ass et och wichteg, op där anerer Säit och de Kontakt mat den Employeuren ze sichen. Wa mer gären hätten, datt d'Leit eng Aarbechtsplaz kréien an Entreprisen, muss een natierlech och kucken, sech da mat den Employeuren do eens ze ginn an e gudde Kontakt opzebauen. Déi mussen och Vertraue kréien an déi Placeuren. An dat ass och eng weider Aufgab vun der ADEM haut.

Vun 2012 u gouf et awer och eng ganz Rei nei Aufgaben: d'Reform vum Reklassement, d'Schafung vun Aarbechtsplaze fir d'Insertioun vun eelere Chômeuren, d'Kreatioun respektiv d'Ännerung vun de verschiddene Mesurë fir den Emploi an d'Insertioun, ganz rezent och nach d'Reform vum REVIS, wou d'ADEM och ëmmer méi eng ganz staark Roll ze spille kritt. An dann, wéi mer et virdrun an deem Projet de loi haten, och d'Assistance à l'inclusion de l'emploi fir Leit mat Behënnerungen oder Leit am Reklassement, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn.

D'Personal vun der ADEM huet och staark zougeholl, soudass am Moment 500 ETPen do schaffen, wouvun och iwwregens 23 % vun de Leit, déi do schaffen, Leit sinn, déi de Statut vum Travailleur handicapé oder de Statut vum Salarié en reclassement hunn. 23 %, do kënne sech eng ganz Rei vun anere staatlechen Administratiounen oder Gemengen eng Scheif erofschneiden oder e Beispill drun huelen, well ech sinn iwwerzeegt, dass dat nach laang net jiddwereen huet.

An domadder ass et nach net gedoen. Eng ganz Rei vun Defie stelle sech der ADEM och nach an Zukunft. Et gëtt ëmmer méi verschidde Profiller vu Leit, déi sech bei der ADEM mellen. Da muss een och kucken, wéi déi digital an déi technesch Evolutioun sech um Aarbechtsmaart bemierkbar wäert maachen. Duerfir ass de Projet pilote Digital Skills Bridge ëmsou méi wichteg. An deen huet och gewisen, datt an deem Beräich och nach e ganz grousst Aktiounsfeld ass, wou een drop muss schaffen a wou souwuel d'Employeure wéi och d'Salariéë begleet musse ginn, fir dass se de Chômage hei proaktiv kënne verhënneren.

An da gëtt et och nach weider Defien, notamment och alles, wat d'Protection des données ugeet. Et gëtt awer och den Impakt vun all deene Mesurë géint de Chômage, déi een och muss moossen an déi een och muss analyséieren. An dofir muss een e Monitoring permanent maachen, fir ze kucken, ob déi Mesuren dann och dee gewënschten Effekt hunn.

An dann, net dee mannsten Defi: Dir wësst, datt bei der EU am Moment Diskussioune sinn, dass d'Demandeurs d'emploi, déi Frontaliere sinn, sech och an deem Land, wou se dann och geschafft hunn, bei der Agence pour le développement de l'emploi solle mellen. Do gëtt et Bestriewungen, fir dat ze maachen. Dat géif heeschen, dass op d'ADEM eng ganz grouss zousätzlech Charge géif duerkommen an dass mer quasi op eng Verduebelung vun den Demandeure géife kommen. An dat géif natierlech och eng ganz Rei vu weidere Mesurë fir d'ADEM selwer heeschen.

Da wäert d'Personal musse weider wuessen. An déi intern Organisatioun muss dann och weider ugepasst ginn. An dofir muss dann och d'Direktioun matugepasst ginn an och matwuessen. Déi soll méi pluridisziplinär sinn a muss sech och mat verschiddene Profiller a Kompetenzen ergänzen. An dofir geet dat hei an déi dote Richtung, dass mer deen drëtte bäigeuerdneten Direkter hei wëlle schafen. An ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass, fir de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, kënne méi kompetent, nach méi kompetent an nach besser ze hëllefen.

Duerfir ass dat heiten e Projet, deen Der alleguerte sollt matstëmmen. An ech ginn och den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. A sou wéi virdrun ass och den Här Aly Kaes deen éischten ageschriwwene Riedner. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier dem Här Engel villmools Merci soe fir och dëse schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir sinn als CSV där selwechter Meenung, datt u sech d'Agence pour le développement de l'emploi ëmmer méi komplex Aufgabe kritt. Se si vum Rapporter genannt ginn. An duerfir ass et och wichteg, wann een déi Aufgabe wëllt wouerhuelen, da muss een zousätzlech Leit astellen. Och dat ass geschitt. An da mussen déi Leit och …, jo, da muss u sech den Organigramm adaptéiert ginn, fir et da global ze soen. Och dat geschitt heimadder.

Wann een u sech quasi e Liewe laang mat Leit schafft, déi keng Aarbecht hunn, a versicht, déi Leit erëm op d'Pist ze brëngen, wann een dat kann esou soen, an deene Leit erëm eng sécher Aarbechtsplaz, eng normal Aarbechtsplaz wëllt verschafen, da weess een, datt de Wee ganz dacks oder virun allem iwwert d'Formatioun geet - ganz kloer! An duerfir ass dat e Volet, deen natierlech och bei der Agence pour le développement de l'emploi extreem ausgebaut ginn ass. Dat ass ee Volet.

Deen anere Volet, deen net genannt ginn ass, mee deen, mengen ech, awer och ganz wichteg ass, dat ass deen: Mir wëllen d'Digitaliséierung virubréngen. Och dat ass e Volet, deen dann och muss gräifen an der Agence. Och do muss ee sech drëm këmmeren. Et muss een driwwer nodenken, wat een nach alles un Alternative kann ubidden, fir dem Patron wéi och de Leit selwer ënnert d'Äerm ze gräifen.

Alles dat, mengen ech - an et ass genannt ginn, datt mer eng Diskussioun féieren, wou d'Leit da schlussendlech a vu wiem entschiedegt ginn, am Fall, wou se an de Chômage falen -, ass e Pak Geschier, wou mer déi néideg Leit mussen hunn, fir dat ze begleeden. An an deem Sënn brauche mer einfach en drëtten Adjoint, fir sech dann och ëm ee vun deenen Deeler ze bekëmmeren.

Erlaabt mer dach awer ze soen, datt ech och an där Hisiicht, an der Vergaangenheet: Mir sinn iergendwéi als Beschäftegungsinitiativ Forum pour l'emploi houfreg - et seet ee jo houfreg an net stolz -, datt mer viru Joren eng Persoun genau op dee Posten un d'Administration oder d'Agence pour le développement de l'emploi konnten ofginn.

An ech mengen, hei gëtt eng weider Persoun an där Hisiicht agestallt. A wa se da genau déi selwecht Dynamik bréngt, wéi dat de Fall ass vun där Persoun, déi ech kennen, dann dierft do kee Problem sinn.

An deem Sënn oder dat gesot, géif ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wär et un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dann nach eng Kéier dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, meng Virriedner hunn am Fong bal alles gesot. Mir hunn eng ADEM, déi sech säit 2012 staark entwéckelt huet, personell, an haut iwwer 500 Mataarbechter huet. Ech mengen, dass et do Sënn mécht, dass mer hei en drëtte bäigeuerdenten Direkter stëmmen.

An duerfir ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, och vun eiser Säit aus ee Merci un de Rapporter, dee scho ganz komplett war iwwert dëse Projet de loi an och d'Aktivitéite vun der ADEM opgewisen huet, déi ganz villsäiteg sinn. Dovunner wëll ech eng ervirsträichen, déi ganz weesentlech ass, mengen ech : Dat ass zum Beispill Aktivitéit no baussen, sech zesumme mat Chômeure begéine vläicht an och virun allem mat den Employeuren, fir déi ze begéinen an och ze encouragéieren, de Chômage esou kleng wéi méiglech ze halen.

Mir hunn natierlech ganz ambitiéis Ziler. Mir wëllen de Chômage esou kleng wéi méiglech halen am Land a virun allem, wat jo dat Weesentlecht ass, deem Eenzelen, deen am Chômage ass, esou schnell wéi méiglech hëllefen, fir aus dem Chômage erauszekommen. Mir hate gëschter hei eng ganz interessant Diskussioun iwwert d'Aarmut. An ech mengen, wann een an de Chômage kënnt, ass ee gewëssene Risiko do, a virun allem, wann dee Chômage sech géif verlängeren. An do denken ech virun allem un déi Mënschen, déi e bëssen am Laangzäitchômage sinn, deene musse mer natierlech ganz schnell hëllefen, och effikass hëllefen. Wéi gesot, et ass eng breet Debatt, déi mer gëschter haten an déi och op dee Problem higewisen huet.

Wéi gesot, wann déi heite Mesure, a mir hoffen dat, derzou ka bäidroen, eisem ambitiéisen Zil, wéi gesot, fir de Chômage klengzehalen a virun allem deem Eenzelen esou schnell wéi méiglech kënnen ze hëllefen, eng Aarbecht ze fannen, dann, natierlech, solle mir dat heiten och ënnerstëtzen. A mir maachen dat och. An domat ginn ech och den Accord vun der gréngер Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An da géife mer d'Diskussioun vun dësem Projet ofschléisse mam honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Här Georges Engel och Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass net vill bäizefügen.

Ech mengen, et ass nëmme gerechtfertegt, datt een enger Administratioun hir Aufgaben, déi déi lescht 30 Joer ganz vill geännert hunn, strukturell, wéi se och méi villfälteg gi sinn, dann och no uewe muss upassen.

An deem Sënn do stëmme mir deem zou. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Dann huet nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir begréissen och, dass d'ADEM sech moderniséiert huet a méi effikass opgestallt ass.

Mir hannerfroen zwar e bësse kritesch, ob et wierklech nach e Poste vun engem Direkter muss sinn, ob een net dee Budget hätt kënnen e bësse méi déif asetzen, fir net e grousse Waasserkapp do ze schafen. Mir wäerten dem Projet awer zoustëmmen, mat dem Vertrauen an d'Regierung, dass deen Direkter da wäert déi richteg Mesuren huelen, wéi och schonn ugeklongen ass, fir op den digitale Wee ze goen an d'ADEM weider fit ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech mengen, de Rapporter huet op eng magistral Aart a Weis hei virdemonstréiert, …

Plusieurs voix.- O!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- … wat déi villfälteg …

Dat ass esou!

(Brouhaha général)

Luef, wiem Luef gebüürt. Dat ass jo kee Problem.

Nee, ech mengen, en huet awer kloer demonstréiert, wat déi villfälteg Aufgabe vun eiser ADEM sinn. An ech sinn och frou iwwert dee positiven Echo, dee vun deene verschiddene Bänke kënnt.

Et ass eis Ambitioun, ech wëll dat hei ganz kloer soen, fir aus der ADEM …, well fréier war et u sech e Büro, wou d'Leit, wa se an de Chômage komm sinn, dann hir Rechter virgelies kritt hunn a wou se dann och nach e Chômage ausbezuelt kritt hunn. Mee si ass wäit iwwert dee Stadium eraus. An et ass eis Ambitioun, fir lues a lues an eng Situatioun ze kommen, wou d'ADEM praktesch e weidert Formatiounsinstitut wäert ginn, well mer eeben net méi waarde wëllen, bis d'Leit an de Chômage erakommen, mee eis och d'Moyene ginn, fir preventiv an de Betriber kënnen ze wierken, fir dass d'Leit iwwerhaapt net an de Chômage falen.

D'Stéchwuert Digitaliséierung ass gefall. D'Erausfuerderunge si villfälteg. An an deem Sënn ass et, mengen ech, nëmmen normal, dass mer probéieren, eis organisationell esou opzestellen, dass mer all deene villfältegen Aufgabe kënnen nokommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7491. Den Text steet am Document parlementaire 7491[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7491 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Projet de loi 7491 ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7491 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener,

MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.12 heures.)

SÉANCE 22

JEUDI 6 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier
- *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*

3. 7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite)
- *Exposé (suite) : M. Serge Wilmes (intervention de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie)*
- *Débat (suite) : M. André Bauler - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert) - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel et M. Gast Gibéryen) - M. Sven Clement - M. Paul Galles (dépôt de la motion 4)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. Paul Galles)*
- *Motions 1 à 3 : M. Yves Cruchten*
- *Votes sur les motions 1 à 3 (adoptées)*
- *Motion 4 : M. Yves Cruchten - M. Paul Galles - M. David Wagner (motion renvoyée en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 28 vum Här Laurent Mosar iwwert den Impakt vum Brexit op de Finanzsecteur. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell eng Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten Zäit fir d'Äntwert. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, säit dem 1. Februar vun dësem Joer ass Groussbritannien also dann net méi Member vun der Europäescher Unioun. An an den nächste Wochen a Méint soll dann en neien Handelsaccord zwëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien ausgehandelt ginn. An ech sinn duerfir och frou, datt d'nächst Woch den Här Barnier an d'Chamber kënnt, wat sécherlech eng ganz interessant Reunioun wäert ginn. An ech ginn emol dervun aus, datt ech änlech Froe wéi déi, déi ech elo dem Finanzminister stellen, och d'nächst Woch dem Här Barnier wäert stellen.

Am selwechte Kontext hu mer awer och de leschte Méindeg an der aussepolitescher Kommissioun eng Reunioun gehat, wou et u sech ëm de CETA gaangen ass, de Fräihandelsaccord mat Kanada. An do hu mer gesot kritt, datt am CETA d'Services financiers géifen erauskommen, wat zwar elo net onbedéngt ganz gënschteg a ganz glécklech ass. Mee ech huelen dann elo emol Akt dovunner.

Et ass awer esou, datt ee sech natierlech d'Fro muss stellen, ob dat elo eng generell Politik gëtt vu Fräihandelsaccorden, datt do ëmmer d'Service-financieren erausgeholl ginn, well dat natierlech net onbedéngt am Interêt vun deene grousse Finanzplaze wär.

Et kënnt derbäi, an dat ass mäi lescht explikatiivt Argument, datt den englesche Finanzminister virun e puer Deeg an Interviewen erklärt huet, si, d'englesch Regierung, géif sech net méi un den Acquis communautaire a Finanzfroe gehale gesinn, eng wichteg Ausso, déi natierlech dann eng ganz Rei vu Konsequenze kann hunn op d'Finanzpolitik vun der Europäescher Unioun, awer natierlech och op d'Finanzplaz Lëtzebuerg, wéi par ailleurs och op aner Finanzplazen.

An aus deene puer Explikatiounen ergi sech fir mech eng Rei konkreet Froen, déi ech och dem Finanzminister de Mëtteg wollt stellen, déi awer an éischter Linn natierlech och mat der Finanzplaz Lëtzebuerg ze dinn hunn.

Den éischte Punkt ass natierlech deen, an dat ass sécherlech eng Fro, déi elo net nëmmen de Finanzminister eis ka beäntweren, awéifern deen Handelsaccord, deen dann elo mat Groussbritannien ausgehandelt wäert gi bis Enn des Joers, dat ass jo emol virgesinn, quitte datt dat mer äusserst optimistesch schéngt ze sinn, vun all eenzelnen EU-Parlamenter approuvéiert soll ginn.

Zweet Fro, déi sech natierlech dorunner unhänkt: Wéi ass et mam Mandat, wat déi eenzel EU-Memberlänner un de Chefverhandler, de Michel Barnier, ginn? Wéi ass et notamment do mam Mandat, wat d'lëtzebuergesch Regierung gëtt? An do spriechen ech natierlech virun allem d'Finanzplaz u mat all deem, wat och do fir d'Finanzplaz um Spill steet.

An an deem Kontext - an duerfir hunn ech och aleedend gesot, datt dat mer u sech e bësselche Suerge mécht, wann hei deen Handelsaccord net géif an all eenzelnem EU-Land zur Diskussioun an zur Approbatioun kommen - stellt sech natierlech d'Fro, wann et do ëm dee ganze Volet Finanze geet, an un de Finanzen hänke Steierpunkten, wéi et dann do nach mam Vetorecht ass, wat schlussendlech awer nach ëmmer e fundamentaalt Recht ass, wann iergendwéi u Steierschrauwe gedréit gëtt.

Dann déi Fro iwwert den Acquis communautaire. Do wëll ech vum Finanzminister wëssen, wéi dat virugeet, wann et wierklech esou wäit géif kommen, datt Groussbritannien den Acquis communautaire, just wat d'Finanzfroe betrëfft, net méi wëllt iwwerhuelen. Géif dat dann heeschen, datt mer deen einfach géife fale loossen an datt et da just nëmmen en Handelsaccord wéi elo mat Kanada géif ginn, wou alleguerten déi dote Froen ausgeklamert sinn?

Dann eng sechst Fro, an do beruffen ech mech op en Interview vun eisem neie Wirtschaftsminister haut am „Lëtzebuerger Wort", wou dee seet, datt e sech wierklech och Froen an deem dote Kontext géif stellen, wat de Level-Playingfield betrëfft, well wann dat esou geet, wéi dat och vun ëmmer méi Observateure gesi gëtt, datt London amgaange wär, Richtung vu Singapore-on-Thames ze goen, stellt sech natierlech d'Fro, wat dat fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz à moyen an à long terme bedeit.

An déi lescht Fro: Wéi gedenkt d'Europäesch Unioun, mat esou enger Politik vum Här Johnson a senger Regierung ëmzegoen? Well ech mengen, et wär och net gutt, wann direkt op de Grenze vun der Europäescher Unioun esou e Singapore-on-Thames sech géif nidderloossen.

Ech soen elo schonn dem Finanzminister am Viraus e grousse Merci fir all déi Äntwerten, déi e mer wäert op meng sëlleche Froe ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, d'Fro vun der Sortie vum Vereenegte Kinnekräich huet eis dräi an en halleft Joer beschäftegt. A mir wëssen, wéi kompliziéiert dass dat war.

Dat Éischt, wat ech wëll soen: Mir sollen eis freeën, dass et eng Sortie ass mat Accord an dass mer doduerch, wéi bei Persounen, en „divorce par consentement mutuel" hunn, wat op d'mannst mat sech bréngt, dass ee keng Recriminatiounen aus dem Passé mathëlt an d'Verhandlung, déi elo ugeet. Well elo geet jo eng nei Verhandlung un, an zwar eng Verhandlung, déi d'Relatiounen zwëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Unioun regéiere wäert à partir vum nächste Joer.

Fir d'éischt och nach eng kleng Bemierkung. Mir hunn als Lëtzebuerg - ech setzen dat zwëschent Gänseféisercher - en „avantage à court terme" gehat vum Brexit, well mer iwwer 60 Entreprisen am Beräich Banken, Gestion de fortune op där enger Säit, Fongen, Assurancen, FinTech, iwwer 60 Gesellschaften hunn, déi sech entweeder hei niddergelooss hunn oder verstäerkt hunn. Dat ass gutt, mee mir sinn eis bewosst, dass deen Avantage, dee mer à court terme, à moyen terme hunn, eis net soll verblenden, an dass mer Interêt hunn, an ech kann lech versécheren, d'Regierung an ech selwer wäerten eis dofir immens asetzen, dass mer eng gutt Relatioun mat London als Finanzplaz a mam Vereenegte Kinnekräich wäerte wëlle behalen.

Nu si mer do net eleng am Boot. Mir sinn zu 27 État-memberen, well elo, vun haut un, vum 1. Februar un, si mer nach just zu 27 État-memberen, a mir sinn amgaangen, d'Relatioun, wéi se soll muer ausgesinn, mat dem Vereenegte Kinnekräich ze preparéieren, an dofir muss e Mandat ausgeschafft gi fir d'Europäesch Kommissioun.

Dat Mandat soll de 25. Februar, dat heescht, elo an zwou, dräi Woche verabschit ginn. Dat heescht, wéi dat Mandat genau ausgesäit, wësse mer haut nach net. Dofir, Är Fro ass ganz berechtegt. Se kënnt e bësse fréi, mee se kënnt awer gënschteg, well ech kann lech nämlech soen, wat Lëtzebuerg an där Verhandlung vertrëtt als Positioun.

An dat ass ganz einfach. Mir sinn der Meenung, an dat hunn ech scho virdru gesot, och hei op dëser Tribün, dass mir d'UK a London net wëlle bestrofen, well se erausginn.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir wëlle se net bestrofen. A mir wëllen awer och net, dass, well se erausginn, si sech all d'Roséngen aus dem Kuch kënne picken, eraussichen, déi hinne gefalen, an dann e Menu à la carte maachen an engem Accord de libre-échange. Weeder dat eent nach dat anert. Mee do an der Mëtt ass ganz vill Plaz. Do an der Mëtt ass ganz vill Plaz.

Mir verteidegen - an dat ass d'Positioun vum Jean Asselborn, et ass meng, et ass déi vun der Regierung, déi mer zesummen ausgeschafft hunn -, mir verteidegen d'Positioun, dass et am Interêt vun der Unioun ass, dass an deem Fräihandelsofkommes, wat mer als Zil hunn ze verhandelen, dass am Mandat drasteet, dass dat Fräihandelsofkommes esou breet wéi méiglech ass. A Lëtzebuerg vertrëtt dat. Am Conseil affaires générales vertrëtt de Jean Asselborn dat. Ech vertrieden dat, wann ech d'Geleeënheet kréien, am ECOFIN och. A mir hätten also gär, dass alles dran ass, dat heescht, d'Bienen, d'Servicen an d'Services financiers.

Nu kann ech hei matdeelen, et ass och kee Geheimnis, dass d'Kommissioun a verschidden État-membere soen: „Well d'Zäit esou kuerz ass bis Enn des Joers, hätte mer léiwer, mir géifen elo fir d'éischt emol esou eng Verhandlung maachen nëmmen iwwert d'Gidder an och nach d'Fëscherei derbäi an d'Agrikultur, an de Rescht kucke mer." Mir fannen dat keng gutt Approche.

80 % vun der Wirtschaft an der EU si Servicen. Mir géifen also 80 % ausschléissen an eis konzentréieren op d'Gidder. Mir mengen net, dass dat eng gutt Approche ass. D'Äntwert dorop vun der Kommissioun, awer och vun eise brittesche Frënn ass: „Majo bei de Service-financieren, do musse mer en anere System huelen, e System vun den Equivalenzen." A wéi fonctionéiert dat? Ech kommen elo drop.

An Här Mosar, ech muss Iech soen, ech kann op Är aacht Froen an zéng Minutten net all eenzel Fro beäntweren. Mee ech versichen, e Bild hei ze ginn.

Eis englesch Kolleege soen, an d'Kommissioun ass d'accord domat: „Da kommt, mir kucken, an deenen nächste Méint eng Bestandsopnam ze maachen, wéi dann d'Situatioun" - ech bleiwen elo bei de Services financiers - „an der EU ass a bei eis op der Insel. An dann am Juni hu mer do eng Bestandsopnam, iwwert déi mer eis eens sinn."

Ech mengen, ech kann Iech hei verroden haut, mee et ass wierklech kee Geheimnis, dass mer do wäerten zur Konklusioun kommen, dass hire System dee selwechten ass wéi eisen. Dat ass jo och ganz normal, si si säit 47 Joer Member an der Europäescher Unioun, soudass déi Reegelen déi selwecht sinn. Ech gesinn net, wéi déi kéinte ganz vill anescht sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mee op där Basis, wéi mer da weiderfueren, do besteet eng grouss Onsécherheet. An ech hu mer nach haut gi gelooss, an ech sinn hei ganz transparent, wat an der Déclaration politique vum 17. Oktober 2019 drasteet iwwert d'Services financiers. Ech recommandéieren Iech déi Lektür. Ech huelen elo d'Zäit net an Usproch, fir déi hei virzeliesen, dat sinn dräi Paragrafen.

A mir sinn an enger Verhandlung amgaangen iwwer e Mandat, wou déi dräi Paragrafen erëmgeholl ginn, awer ofgeschwächt. An ech ginn d'Gefill net lass, dass op béide Säiten, op béide Säiten, souwuel opsäite vun der Kommissioun an opsäite vum Vereenegte Kinnekräich, versicht gëtt, wat d'Equivalenzen ubelaangt, wat jo den Enjeu ass, fir do de richtegen Equiliber ze fannen, an een heiansdo d'Schwieregkeet huet, ze verstoen, ob d'Zil wierklech ass, de System vun den Equivalenze mat dem UK méi staark ze maache wéi dat, wat mer haut hunn, méi transparent ze maachen, méi oppen, méi effikass wéi dat, wat mer haut hunn, oder ob et d'Zil ass, et ze maachen, wéi et nach ëmmer war bis haut mat deene Länner, wou mer dat gemaach hunn, dat heescht en fait, relativ unilateral a relativ ontransparent.

Ech kennen d'Äntwert net. Ech kann Iech just soen: Lëtzebuerg wäert sech asetzen, fir dass, op wellechem Wee och ëmmer, ob dat am Fräihandelsofkommes ass oder iwwert de System vun den Equivalenzen, de System esou transparent an effikass wéi méiglech ass, am Interêt vun den zwou Säiten.

Déi, déi mengen, dass mer Interêt hunn, dass d'Relatioune mat deem ale Partner méi schwaach solle ginn, do mengen ech, dass dat kee gudde Wee ass. Déi op där anerer Säit, déi mengen, dass een da kéint eng privilegiéiert Positioun hunn a bannen a bausse sinn an engems, wëlle mer och net.

An ech soen dat, ech begréissen och de britteschen Ambassadeur, deen hei ass, deen eis Sprooch och beherrscht, fir em ze soen, fir em ze soen, dass Der hei mat Lëtzebuerg e Partner hutt, deen natierlech solidaresch ass mat der Positioun, déi d'EU wäert ergräifen a mat deem Mandat, deen do wäert ofgeschloss ginn. A Lëtzebuerg wäert dat, wat an der Déclaration politique vum 17. Oktober 2019 ausgehandelt ginn ass op EU-Säit, weider verteidegen an derfir suergen, dass mer muer eng Relatioun hunn, wou déi Autobunnen an déi Brécken, déi mer gëschter mat der Finanzplaz London haten, wou mer wëssen, dass déi muer net méi méiglech sinn, mee wou mer awer nach Bréckelcher hunn, Passerellen hunn, dass mer kënne Business matenee maachen.

An ech freeë mech, dass Dir och de Michel Barnier wäert d'nächst Woch gesinn. Ech wäert en och begéinen, zesumme mam Premierminister, a mir wäerten dem Här Barnier déi Froen och kënne stellen.

Zur Saach CETA. Am CETA ass ganz wéineg iwwert d'Services financiers dran. D'Services financiers, dat ass eppes esou Komplizéiertes, dass et meeschtens net an de Fräihandelofkommes dran ass. Mee an der EU hu mer eng gemeinsam Basis geschaaft. Do hu mer en Acquis communautaire an deen ass ganz wäertvoll.

A wann dann eventuell muer - mee wie kann an der Zukunft liesen? - d'Vereenegt Kinnekräich géif de Wee aschloen, fir wëllen den Acquis communautaire an den Domäne vun de Services financiers ze verloossen, jo, da leeschte si sech selwer och kee gudden Déngscht! Well wa se deen Acquis communautaire verloossen, dann hu mer jo keng Equivalenz méi. An dee Pad do dertëschent, tëschent enger Equivalenz an Unerkennung vun der europäescher Säit, dass eis Reegele grosso modo déi selwecht sinn, an engem autonomen oder komplett onofhängege Wee, ze goen, dat mussen eis Kolleegen op der Insel selwer decidéieren, wou se wëllen higoen.

Mee wichteg, an ech mengen, als Fazit zu all Äre Froen, ass et, dat heiten ze soen: Mir plädéieren derfir, dass den Dialog, dee mir muer mat eise Partner vum UK hunn, esou transparent, esou kooperativ wéi méiglech ass, am Interêt vun deenen zwou Säiten.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci fir all déi Explikatiounen, Här Finanzminister. Ech sinn och mat Ärer Approche averstanen. Dir hutt mer zwar awer op déi eng oder déi aner wichteg Fro net prezis genuch geäntwert.

An déi éischt, dat ass awer eng weesentlech Fro. Dat ass deen Handelsaccord, deen elo do iergendwéi wäert ofgeschloss ginn, wou dann, an ech mengen, dat ass Äre Wonsch, an ech deelen dee Wonsch, d'Service-financiere sollen, wa méiglech, mat dra sinn. Gëtt deen den EU-Parlamenter virgeluecht? Wann dat nämlech net de Fall sollt sinn, stellt sech menger Meenung no eng reell Fro, wat d'Vetorecht betrëfft a Steierfroen, déi natierlech ganz enk verbonne si mat de Service-financieren. Do wär ech also frou, wann Dir mer wannechgelift eng prezis Äntwert géift ginn.

An dann den Acquis communautaire. Natierlech ass et schlussendlech de Choix vun eisen englesche Frënn, op wat fir e Wee datt se ginn. Mee meng Fro war jo eigentlech, wann dat esou wier, wéi de brittesche Finanzminister - wat jo awer net iergendwéi een ass - ganz kloer gesot huet, hie wär der Meenung, den Acquis communautaire an de Service-financieren, deen dierft net méi do mat a Verhandlung kommen. Da gi mir op en anere Wee. An da stellt sech awer reell d'Fro, wéi eng Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg mat enger grousser Finanzplaz sech wäerte situéiere par rapport vun engem, wéi gesot, Singapore-on-Thames, wéi dat am Moment genannt gëtt, wat dann awer eng ganz Rei vu konkurrenziellen Avantagen op eng Finanzplaz Dublin, op eng Finanzplaz Lëtzebuerg huet.

An ech ginn Iech just ee konkreete Punkt, deen awer net onwichteg ass. Mir hu virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun e Projet de loi iwwert de Regëster vun de Fiducien duergeluecht kritt. An do hunn ech Ärem exzellente Beamten déi Fro gestallt, wéi et dann do wär mat den Trusten. An do huet deen exzellente Beamte mer geäntwert, datt warscheinlech d'Englänner dat doten net méi géife ratifizéieren, mam Resultat, datt mer also op där enger Säit hei Fiducien hunn, déi engem ganz strikte Regëster soumettéiert sinn, an op där anerer Säit hu mer Trusten, déi eigentlech kënne maachen, wat se wëllen. An dat riskéiert awer à moyen an à long terme um Niveau vum Level-Playingfield, eis gréisser Problemer ze stellen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, ech kann hei roueg op all déi Sujeten agoen. De deux choses l'une. Dat Eischt emol: Et hänkt villes vun der Attitüd vun der brittescher Regierung of. Si kënnen net op deenen zwee Tableaue spillen. Deen een Tableau, op deem se elo haut spillen, a wou se soen: „Mir hätte gären e System vun den Equivalenzen, deen effikass an transparent ass a wou ee ka previsibel wëssen, wat geschitt", do soen ech direkt: Jo, solle mer maachen. Punkt 1.

Punkt 2. Wa se awer an engems soen: „Mir wëllen total d'Libertéit hunn, fir eis kënne vum Acquis communautaire ze verabschiden", jo, da si mer ganz séier an engem Scheema, wou d'Equivalenz net méi ginn ass. An dofir kann ech Iech net äntweren, wat besser ass fir d'Europäesch Unioun, well Lëtzebuerg eleng bestëmmt jo net, wéi d'Relatioun mat dem Vereenegte Kinnekräich muer ass. Dat ass eng Attitüd, déi déi 27 zesumme mat der Kommissioun wäerte maachen.

Ech kann elo méi konkreet ginn: Wa Singapore-on-Thames, wann also d'Finanzplaz London de Wee géif aschloen, fir sech ze distanzéiere vun enger ganzer Rëtsch Froen - Dir hutt elo technesch Froe gestallt, mir kënnen awer och iwwer Fiskalitéit schwätzen -, wa si do ganz aner Weeër ginn, mee dann ass d'Resultat, dass hire System net méi equivalent ass. A wann hire System net méi equivalent ass, jo, da kënne si den Accès an d'Europäesch Unioun an de Marché unique guer net méi genéissen.

Et ass elo eng Affär vu Gradatioun. Wat si sech méi verabschiden, wat si méi wäit ewechgi vum Acquis communautaire, wat hiren Accès un de Marché unique méi kleng gëtt, vice versa. Fir Lëtzebuerg ass dat net onbedéngt eng gutt Noriicht, mee dat ass dann esou. Dat heescht, eisen Accès an eis Verbindunge mat der Finanzplaz London gi méi schwaach.

Wann awer eis brittesch Kolleege wielen, relativ no beim Acquis communautaire ze bleiwen, majo, da kann ee sech Passerellen a Brécke virstellen. Bon!

Dofir, mir kënnen d'Zukunft net liesen. Ech weess jo och net, wat, dans toute sa sagesse et dans toute sa souveraineté, dann d'UK muer mécht. Dat ass hire Choix. Ech mengen, mir als Europa a mir als Lëtzebuerg solle soen, dass, wa si sech no bei eis befannen, an deen Acquis, dee mer haut zesummen hunn, wa si dee schätzen an dee weider wëlle féieren, majo, da wäerte mer eng Verbindung hunn, déi nach ganz staark ass.

Zur Fro, wat an den Accord kënnt. Et ass esou, a mir hunn déi Erfarung mat CETA gemaach a mir maache se mat all anerem Accord de libreéchange: Dat kann heiansdo eng Compétence mixte ginn, ass awer meeschtens keng. Et ass meeschtens eng Competence vun der Europäescher Kommissioun. Den Ëmwee, iwwert deen et kann eng Compétence mixte ginn, dat ass, wa Saachen an en Accord kommen, déi mat Investissementer ze dinn hunn an eeben Deeler vu Politik, déi net exklusiv communautaire sinn, d'Fiskalitéit evidemment och.

Do si mer awer elo de Moment guer net. An et kéint een déi Fro och dem Här Barnier stellen, ob et net eng Intentioun vun der Kommissioun wier, fir ze soen: Kommt, mir limitéieren de Champ d'application vun deem Fräihandelsofkommes, soudass mer dat justement kënnen ouni Agräife vun États membres maachen. Fragezeichen?

Mee wann ee weess, dass de CETA, also den Accord mam Kanada, dee wäitgräifendsten ass, deen d'Europäesch Unioun ofgeschloss huet mat Drëttlänner, wou jo och Environnementsfroen dra sinn, wou keng Fiskalitéitsfroen dra sinn, mee Environnementsfroen dra sinn an Investissementsfroen dra sinn, deen ass och dofir mixte op deenen Aspecten. Dat mécht natierlech déi ganz Verhandlung méi komplex.

Dofir, am Fazit, wat Lëtzebuerg als Positioun verteidegt, ech mengen, dat ass jo Är Fro, an déi ass och ganz legitimm. Wat ass dann de gréissten Interêt fir Lëtzebuerg? Mee deen ass, als Finanzplaz, ganz einfach. Wat eis Relatioune mat London méi einfach, transparent an effikass sinn, wat besser. Mee dat ass awer elo net en Zil eleng. Wann dat géif heeschen, dass op där anerer Säit ee sech ka verabschide vun den Haaptreegele vun Europa, mee da geschitt dat net. An da si mir dat net, déi dat decidéieren. Dat sinn déi 27 Länner zesumme mat der Kommissioun, déi dat wäerten decidéieren.

Mee vläicht als Konklusioun zu dëser Debatt. Eis läit et drun, dass mer en Dialog mat dem UK maachen, deen esou konstruktiv an transparent wéi méiglech ass, dee méi wäit geet - dat ass eis Positioun -, dee méi wäit geet wéi dat, wat mer mat aneren Drëttlänner hunn, well d'Vereenegt Kinnekräich ass net en Drëttland wéi en anert. Et ass en Drëttland, dat vun der EU fortgeet, wat also en Acquis huet a wat elo eng Gesetzgeebung huet, déi eiser ganz änlech ass. An deem muss ee Rechnung droen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Finanzminister.

3. 7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7356 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Lutte géint den Terrorismus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen. An den Här Charles Margue ass scho prett, fir eis de Rapport vun deem Projet ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, Rue de Rennes, Rue des Rosiers, Attentater zu Paräis an den 80er-Joren. Déi Zäit war ech, an e puer anerer aus dësem Haus, zu Paräis op der Uni. Dat war fir mech eng éischt direkt Konfrontatioun mat Terrorismus respektiv virun allem mat sengen Auswierkungen am Alldag, mat ville Kontrollen, zougeschweeste Kanaldeckelen, kengen ëffentlechen Dreckskëschte méi, mat verstäerkter Presenz vu Police an Arméi an de Stroossen a virun allem virun de Schoulen an de Synagogen. E Prozess, wou jiddweree fir sech, awer och d'Bevëlkerung als Kollektiv geléiert huet, net an der Angscht ze vergoen, net geläämt ze sinn an duerch d'Weiderliewe mat engem net méi esou ganz normalen Alldag ze resistéieren.

Natierlech goufen et och schonn Attentater an de 70er. D'Olympesch Spiller zu München wëll ech hei just ernimmen, live op der Tëlee; net nëmmen déi Münchener kënne sech erënneren. Et gouf och d'Rote Armee Fraktion, d'Action directe a Frankräich, d'baskesch Separatiste vun der ETA, d'Attentater an Nordirland an esou weider.

An du koum den 11. September 2001 mat ronn 3.000 Doudegen an iwwer 6.000 Blesséierten an den USA, d'Twin Towers. Haut, scho bal 20 Joer nom 11. September, ass et evident, dass den Terrorismus sech zanter de 70er-Joren a sengen Ziler an a senger Organisatioun komplett geännert huet. Déi ganz Problematik, souwuel wat d'Ursaachen, d'Motiver an natierlech d'Bekämpfung ugeet, ass eng ganz aner ginn. Déi éischt grouss europäesch Attack an dësem neie Kontext hu mer scho bal vergiess. Dat war d'Bommenattentat 2004 zu Madrid mat bal 200 Doudegen. An et sollt leider net déi lescht bleiwen.

A wa mer gutt zéng Joer weider sprangen, si mer zu Bréissel bei der Schéisserei vun 2014 am jiddesche Musée. 2015, de 7. Januar, „Charlie Hebdo". Deen Dag stounge mer owes op Spontaninitiativ vun e puer Journalisten hei virun der Chamber, fir den Affer ze gedenken. Sonndes, den 11. Januar, war ech zu Paräis op der grousser Manifestatioun derbäi, wou a ganz Frankräich a villen anere Stied an och hei zu Lëtzebuerg Millioune vu Leit op d'Strooss goungen. Dat selwecht Joer wéi gesot, den 13. November 2015, freides, sinn ech mat Frënn owes aus engem Concert zu Paräis komm. A wéi mer eis Handyen ugemaach hunn, hate mer e lauter Informatiounen, Nofroe vu Frënn a Famill, ob eis näischt geschitt wär.

Gutt Bekannte vu mir waren deen Owend net wéi geplangt an de „Le Petit Cambodge" iessen. D'franséisch Frënn hu Familljememberen am „Bataclan" verluer. Sonndes hunn d'Paräisser erëm de Courage fonnt, erauszegoen an d'Stroosse vun hirer Stad, op e Maart ze goen, mat hire Kanner op d'Spillplaz ze goen, de Metro ze huelen. Ech kann Iech soen, dass e Respekt, en Deele vun Trauer, eng Solidaritéit ënnert de Leit waren déi Deeg, déi ech nach net erlieft hat bis dohinner! Déi Rou an dat géigesäitegt Matgefill vu jiddwerengem hu Kraaft ginn ze liewen, riicht ze stoen a virun allem sech net klengkréien ze loossen.

Firwat dës aleedend Wierder? Haut huele mer de Projet de loi 7356 un, deen e weidere Schrëtt ass no villen aneren, fir den Terrorismus a senger neier Komplexitéit ze bekämpfen, an och e weidere Schrëtt an der Logik vun enger internationaler Harmoniséierung vun de legalen Texter iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus. Well mir mussen em d'Stier bidden, nach éier e Schued konnt uriichten. An esou gesäit de Projet de loi vir, dass de rechtleche Kader, fir déi Persounen ze belaangen, déi duerch hir Gesten anerer ënnerstëtzen, fir terroristesch aktiv ze ginn, verstäerkt gëtt.

Ech wéilt kuerz op de Werdegang vum Projet de loi agoen, éier ech nach méi detailléiert op den Inhalt zréckkommen.

De Projet 7356 gouf den 13. September 2018 vum Justizminister Braz deposéiert. De Conseil d'État huet säin Avis de 5. Februar 2019 ginn. An der Justizkommissioun hunn d'Memberen doropshin de Projet de loi an der Sitzung vum 6. Mäerz presentéiert kritt. Wärend dëser Sitzung hu mer de Rapporteur genannt an de Projet Artikel par Artikel analyséiert souwéi och den Avis vum Staatsrot.

De Staatsrot huet a sengem Avis zwou Oppositions fomelles formuléiert. Déi éischt dovu betrëfft d'Aféiere vun engem neien Artikel 135 (18), fir den Artikel 13 vun der Direktiv ëmzesetzen. Deen Artikel gouf vum Staatsrot als iwwerflësseg gewäert, well déi Dispositioune schonn an de besteeënden Texter erëmzefanne waren an en zousätzlechen Artikel

just eng „insécurité juridique“ als Konsequenz gehat hätt.

Déi zweet Opposition formelle war den Artikel 3 aus der Direktiv, deen eng Lëscht vun Akte virgesäit, déi d'Memberstaaten an hiren Texter mussen als „infractions terroristes“ deklaréieren. Well vill vun deenen Infraktioune souwisou an eisen Dispositiounen iwwert den Terrorismus scho festgehale waren, huet de Staatsrot insistéiert, e geneeë Verglach ze maachen an och ze préiwen, dass bei deene betraffenen Infraktiounen d'Konditioun vun der Peine maximale, also mindestens dräi Joer, déi d'Direktiv virgesäit, erfëllt ass. Et huet sech erausgestallt, dass effektiv fënnef Infraktiounen dës Konditiounen net erfëllt hunn.

Den 22. November 2019 goufen eng Rei Amendementer, Regierungsamendementer adoptéiert, déi den Ureegunge vum Staatsrot Rechnung droen. Den 20. Dezember 2019 huet de Staatsrot säin Avis complémentaire ginn an domadder d'Opposition-formellen opgehoff. Den 8. Januar 2020 huet d'Justizkommissioun d'Amendementer an den Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert an déi Woch drop, de 15. Januar, de Rapport vun dësem Projet de loi 7356 ugeholl.

Zousätzlech zum Avis vum Staatsrot gouf et bei dësem Projet de loi Avise vun der Cour supérieure de justice, dem Bezierksgeriicht aus der Stad, dem Parquet vu Lëtzebuerg, dem Parquet vun Dikrech an dem Parquet général.

Resümmee vun all dësen Avisen: De Projet de loi gëtt begréisst an déi selwecht Kritikpunkte wéi déi vum Staatsrot goufen ervirgehuewen.

Wourëms geet et?

Mam Projet 7356 transposéiere mer eng europäesch Direktiv iwwert de Kampf géint den Terrorismus. Et geet an der Haaptsaach drëm, d'Definitioune vun den Terrorismus-bezunnenen Infraktiounen op europäeschem Niveau ze harmoniséieren an d'Lëscht vun den terroristeschen Aktivitéiten oder déi vu sengem Finanzement ze ergänzen.

Am Artikel 28 vun der Direktiv war den Delai fir d'Transpositioun den 8. September 2018. Dat heescht, mir sinn a Verspéidung a kruten dat och scho matgedeelt. An duerfir ass et gutt, dass mer haut de Projet de loi zum Vott brëngen.

An eisem Code pénal hu mer d'Terrorismusinfraktiounen 2003 per Gesetz ageféiert. Dës Dispositioune goufen zanterhier e puermol adaptéiert a preziséiert. A bal ëmmer war dobäi en internationalen Text d'Basis fir dës Modifikatiounen. Mat dësem Gesetzesprojet schafe mer elo eng weider Etapp a Richtung vun enger internationaler Harmoniséierung.

Well, wéi schonns aleedend ugedeit, de Charakter vum Terrorismus huet sech am Laf vun der Zäit ganz konkreet verännert. D'Logistikkette fir de Rekrutement vu Persounen, hirem Training, d'Beschafe vu Material a vu Finanzmëttele ginn ëmmer méi komplex. Nei Technologien a Kommunikatiounsmëttele gi vun terroristeschen Organisatioune gekonnt agesat, soudass mer och eist legislatiivt Arsenal mussen upassen, net just hei am Land, mee international. Gemeinsam Norme sinn hei wichteg Viraussetzung.

D'Lëscht vun den Actes terroristes, déi an der Direktiv definéiert sinn, ass extensiv. D'Intentioun ass et, fir wäit an d'Logistikkette vun der Preparatioun vun terroristeschen Aktivitéiten an Attacke virzedréngen a se ze penaliséieren. Dobäi muss d'Attentat awer net stattfonnt hunn, wat, wéi Der all wësst, awer keng Neierung vun dësem Projet de loi ass. Persounen, déi Informatiounen oder aner materiell Moyenen zur Verfügung stellen, den Accès dozou facilitéieren, wëssend, dass se derfir geduecht sinn, terroristesch Aktivitéiten ze ënnerstëtzen, maache sech strofbar.

Déi selwecht Iwwerleeunge gëllen iwwregens fir d'finanziell Logistik a fir Persounen, déi de Rekrutement oder d'Reese vu Leit facilitéieren, wëssend, dass den Hannergrond en terroristeschen ass.

Ech kommen zum Schluss.

Eng Verschäerfung gëtt et dann och fir all dës Akten, wa se Mannerjäreger betreffe respektiv un engem Mannerjärege verüübt ginn. Do ass d'Strofmooss an Zukunft fënnef bis zéng Joer Prisong. Dir gesitt, wéi eng Akzenter an dësem Text gesat sinn: Jiddwereen, dee wëssentlech Afloss hëlt op déi potenziell Ausféierung vun engem Attentat, mécht sech strofbar.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der gréngер Fraktioun. Ech soen Iech Merci, an natierlech och all deenen, déi um Ausschaffe vun dësem Text bedeelegt waren am Justizministère, an der Chamber, an der Fraktioun an och all den Auteure vun den Avisen zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem President vun der Justizkommissioun, dem Här Margue, Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

En huet hei en Exkurs gemaach aus senger Studentenzäit. Ech hunn eigentlech geduecht, wa säi Papp, den Här Georges Margue, de Maître Georges Margue, wann deen zu dësem Projet Stellung geholl hätt, dann hätt e méi wéi gegrommelt an där Zäit, well mer jo hei eigentlech eppes maachen, wat een am Rechtsverständnis vun deemools - an de President ass dorop agaangen - ni hätt kënnen novollzéien, nämlech dass einfach Acte-préparatiffe scho strofbar gemaach géife ginn, ouni dass iwwerhaapt eng Endinfraktioun, an dësem Fall en Attentat, géif zustane kommen.

Mee en huet mat Recht drop higewisen: Trotz aller Grausamkeet, déi d'Actes terroristes och schonns an de 70er-, 80er-Joren haten, geet d'Technik natierlech och an de Preparative virun. An ech mengen, duerfir muss sech och den Arsenal vun de Méiglechkeeten, fir strofrechtlech géint esou Handlunge virzegoen, deem adaptéieren.

An aus deem Grond stëmmt d'CSV-Fraktioun selbstverständlech dësem Gesetzesprojet zou. Nach eng Kéier Merci fir Är Presentatioun. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der Fraktioun vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Als Éischt wéilt ech dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

An der leschter Legislaturperiod hu mer hei an der Chamber och schonn en Text gestëmmt, deen déi provokativ Akten, déi Preparatioun vun Terrorismusakten och scho bekämpft. Ech mengen, dat heite geet op europäeschem Niveau an déi selwecht Richtung. Mir kommen eisen Obligatiounen no, andeems dass mer déi Direktiv hei ëmsetzen. A mir harmoniséieren eis Gesetzgeebung op europäeschem Niveau, grad well Terrorismusakten dee supranationalen, jo deen internationale Charakter hunn.

Do ass d'DP absolutt an där Linn. An duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. A fir déi nächst Minutt geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Virop wéilt ech emol dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen exemplaresch war.

Bon, ech mengen, mir wëssen alleguerten heibannen, dass den Terrorismus verschidde Facetten, verschidde Formen huet an eeben halt ëmmer méi komplex Verhalensmuster opweist, an den Terrorismus an all sengen Erscheinungsformen evoluéiert. Terroristesch Aktivitéiten diversifiéiere sech, schafen nei Geforen, vun der Planung hi bis och zur konkreeter Ëmsetzung. A wat d'Terrorismusbekämpfung ugeet, virdrun ass et jo och gesot gi vum Rapporter, ass eise Code pénal zimmlech komplett an ass och iwwert déi lescht Jore reegelméisseg adaptéiert ginn, soudass mer am Fong just e puer Dispositiounen hei vun där Direktiv iwwerhuele mussen.

Am Fong gëtt eist besteeënd repressiivt penaalt Arsenal engersäits ausgeweit, wat d'Actes préparatifs an de Finanzement ugeet, an anererséits ginn awer zousätzlech Sanktioune verschäerft, notamment wat den Embrigadement vu Mineuren eeben haut ugeet, well dat gëtt als „circonstance aggravante“ ugesinn, well grad Mannerjäreger beaflossbar sinn an och do Internetplattformen ganz kloer als Outil an deem Kader genotzt ginn.

An ech fannen et ganz begréissenswäert, dass mer an Europa probéieren, eis eng gemeinsam juristesch Äntwert ze ginn, well et schliisslech ëm de Schutz vun eise Bierger geet, och wa mer hei zu Lëtzebuerg manner exposéiert si wéi an der Belsch an och a Frankräich.

Mee op alle Fall ginn ech vun dëser Plaz aus den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech fänken och u mat engem Merci un den Här Margue fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet.

D'ADR ass selbstverständlech och eng Partei, déi sech ganz staark asetzt fir de Kampf géint den Terrorismus. Ech mengen, dat ass eng Evidenz, dat brauch een hei net extra ze betounen. Mee mir soen awer och gläichzäiteg derbäi: Wa mer dat maachen, musse mer de Rechtsstaat integral respektéieren!

An dat heiten ass an deem Kontext keen harmlose Projet! Ech mengen, den Här Roth hat a senge Bemierkungen dat schonn ugedeit. Mir hunn hei éischtens déi Notioun vun der preventiver Repressioun, déi extreem wäit interpretéiert gëtt. En anere Kolleeg hat elo just gesot, datt et eeben och duergeet, wann een iergendwéi do bedeelegt ass an der Virbereedung vun engem Attentat, ouni misse vun iergendengem speziellen Attentat ze wëssen. An dat Element vun der Intentioun ass do net kloer, an dat vum Wëssen ëm de strofrechtleche Charakter vun deem, wat ee mécht, oder d'Intention dernière, ass och net esou evident. Dat heescht, mir mussen hei wierklech kloermaachen, datt dat heiten e Gesetz ass, wou de Rechtsstaat en tant que tel interpelléiert ass.

Mir maachen do e puer Iwwerleeungen.

Déi éischt ass, an dat ass eng, wou ech mech driwwer freeë mat e bëssen och Schmunzelen, datt déi gréng hei zouginn, den Här Margue ass jo e Gréngen, a sengem Rapport, dofir, an dat ass eng vun deenen Ursaachen, firwat en eis esou gutt gefält, datt den Terrorismus profitéiert, steet hei, vun de Flux migratoires!

Wa mir dat gesot hunn, huet et ëmmer geheescht: „Ma neen! Ma neen! Dat sinn alles Refugiéen an déi sinn hei gebuer!“ Zum Deel och, dat ass wouer. Mee et ass schéin ze gesinn, datt elo hei och déi gréng schwaarz op wäiss soen: Neen, d'Flux migratoires kënnen och eng Cause si vun Infiltratioun vun Terroristen.

Mee d'Natur vum Terrorismus sinn net nëmmen déi massiv Attentater, déi den Här Margue eis rappeléiert huet - dat sinn tragesch Evenementer -, mee den Terrorismus gëtt ëmmer méi asymmeetresch! Et ass elo esou, datt einfach Messerattentater, déi si bal net ze verhënneren. Dat ass extreem schwiereg. A mir als ADR soen: Mir musse selbstverständlech d'Police, de Geheimdéngscht stäerken, fir kënne preventiv ze schaffen, ëmmer strikt am Kader vum Rechtsstaat a vun deene Mëttelen, déi do méiglech sinn.

Et gëtt och an deem Rapport opmierksam gemaach op de Rekrutement. An och do soe mer: Beim Rekrutement hu mir zu Lëtzebuerg hei och e bëssen d'Aen zougemaach. Mir haten d'Diskussioun als ADR ugestouss bei der Reform vum Nationalitéitegesetz, wou mer eis gefrot hunn: Gëtt et dann net Ursaachen, fir engem d'Nationalitéit ewechzehuelen, zum Beispill wann een higeet an et geet een an eng Arméi, eng irregulär Arméi oder eng ausländesch Arméi, déi aktiv géint Lëtzebuerger Interesse virgeet? Ass dat net eng Ursaach oder wéi ass eise Rechtsinstrumentarium, fir mat esou Situatiounen ëmzegoen? Eng net kloer Fro an eiser Legislatioun, an och do musse mer dann emol eng Kéier nobesseren.

An dann en nächste Komplex, wou mer mussen driwwer nodenken: Déi Direktiven, déi mer hei kréien, sinn déi eigentlech nach ëmmer am Aklang mam Rechtsstaat a mat eisen Interessen, esou wéi mir eise Rechtsstaat interpretéieren?

Mir hate gëschter eng Diskussioun hei ëm d'Ausweidung vun eisem Strofmooss op dräi Joer, vun engem Mount op dräi Joer - ech iwwerdreiwen elo e bësse karikatural -, wann een en Dëppchen iergendeppes, eng Substanz doheem stoen huet. Et ass eng Iwwerdreiwung, ech ginn dat zou. Mee just fir Iech ze soen, wa mer bis ufänken, iergendwou d'Strofmooss wäit auszedeenen, ass de Risiko ganz grouss, datt dat en Effet huet, deen dann ëmmer méi wäit ëm sech gräift.

An hei ass dat och vläicht esou. Mir hunn eis gefrot: Déi Direktiv, ass déi nach den Droit fir d'Demokratie oder ass et den Droit, deen d'demokratesch Rechter e bëssen a Fro stellt? Mir hunn dat bei der Meenungsfräiheet. Mir hunn et och e bëssen hei.

Ech mengen, de Parquet général huet hei geschriwwen: « […] le texte de la directive 2017/541 (UE) dépasse amplement les principes fondamentaux qui régissent le droit pénal notamment en matière de participation, de complicité […] », an esou weider. Wou sinn nach d'Éléments constitutifs vun enger Strofdot? Dat sinn Interrogatiounen, déi de Parquet stellt an déi weisen, datt dat Rechtsinstrument, wat mer hei sollen ëmsetzen, absolutt kann a souguer muss hannerfrot ginn!

Et sinn aner Dispositiounen dran, do hunn da verschidde Geriichter gesot, bon, oder Parqueten, dat wär net néideg, et wär eng Insécurité juridique. Mee ech mengen, dat zentraalt Element ass einfach, datt mer hei net méi genee kënnen de Strofbestand wierklech delimitéieren. An dat ass awer e prinzipiellt, e fundamentaalt Prinzip vum Rechtsstaat, datt mer genau do mussen oppassen, datt eng Strofdot extreem prezis beschriwwen ass, fir eng Rechtssécherheet kënnen ze hunn.

Dann ass eis och opgefall, ee Geriicht huet geschriwwen, mir sollten dat dann awer unhuelen. Deen Avis war sech och bewosst, datt do vill Insecuritéiten dra sinn an esou weider. An do schreift dann e Geriicht a sengem Avis, mir sollten et awer unhuele « pour éviter des discussions superflues au niveau européen ». « … pour éviter des discussions superflues » ! Mee do ass eis Äntwert: Wann et ëm d'Verdeedegung vum Rechtsstaat an d'Verdeedegung vun de Mënscherechter geet, gëtt et keng „discussions superflues“, och net mat Bréissel!

Mir hunn eis derfir anzesetzen, an eis Magistratur, eise Pouvoir judiciaire huet sech och derfir anzesetzen, datt d'Fräiheeten, d'Demokratie respektéiert ginn.

Mir stëmmen dat hei mat, well eng Rei vun den Dispositiounen, déi besonnesch diskutéiert waren, zemools dee Paragraf 135 (18), herno net méi am Text waren. Mee mir froen eis awer och, ob net iergendwéini elo an nächster Zäit e Prozess géint Lëtzebuerg ugestiwwelt gëtt, datt mir déi Direktiv net komplett ëmgesat hätten, an datt dann hei erëm eng Diskussioun opkënnt, an datt dann dëst Parlament dat, wat et elo déi Kéier net wollt, vläicht dann unhëlt, well mer vläicht e Prozess virum Europäesche Geriichtshaff kréien.

Mir warnen als ADR, mir hunn eis absolutt der Lutte géint den Terrorismus verschriwwen, awer mir wäerten als Partei ëmmer oppassen, datt dobäi déi grondleeënd rechtsstaatlech Prinzippien net a Fro gestallt ginn. A mat engem Text wéi deem, dee mer haut virleien hunn, besteet de Risiko a mir si ganz no drun. Dofir, mir stëmmen et mat, awer mir warne gläichzäiteg a mir wäerte ganz gutt oppassen, datt dat an Zukunft net méi wäit geet wéi dat hei.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir Piraten stelle mat Besuergnis fest, dass dëst Gesetz an dës Direktiv awer e bëssen iwwert d'Zil vun der Saach erausschéissen. Mir si jiddefalls net déi Eenzeg, déi dat denken, well schonns op europäeschem Niveau huet d'Fraktioun vun de Piraten an awer och vun de Gréngen, déi am Europaparlament zesummeschaffen, sech am EU-Parlament bei dësem Vott am Joer 2017 enthalen.

D'Fro, déi ee sech am Kader vun der Bekämpfung vum Terrorismus stelle muss, ass, ob d'Proportionalitéit tëschent de Mesuren an dem Zweck, deen een domat erreeche wëllt, gerechtfertegt ass.

Natierlech si mir Piraten derfir, dass d'Ausbildungscampen an d'Propagandavideoe fir Gruppe wéi den ISIS agegrenzt a streng bestrooft solle ginn. Allerdéngs muss ee sech froen, wéi d'Emsetzbarkeet vun dëse Mesuren ass a bis wouhinner eng Persoun fir en Attentat ka responsabel gemaach ginn. Ass déi Persoun, déi 2016 dem Attentäter e Laptop verkaaft huet, onbewosst an indirekt matschëlleg um Attentat, dat en anere gemaach huet, just well dee vläicht säi Computer benotzt huet fir Mailen? Ass eng Persoun, déi e Server bedreift, iwwert deen een Attentäter seng E-Mailen an enger friemer Sprooch oder souguer kryptéiert ofschéckt, mat schold u sengen Doten?

Als Digitalpartei sinn aus eiser Siicht esou Definitioune wäit hiergegraff a geféierlech, well wa mir de Fakt ënner Strof stellen, dass eventuell eng Intentioun do kéint sinn, an dat duergeet, fir kënnen ze bestrofen, da geheie mir all Prinzipie vun der Onscholdsvermutung iwwer Bord. Da bestrofe mir an Zukunft all Eventualitéiten an och Leit, déi vum Attentat näischt konnte wëssen, ouni dass mir um Attentat selwer eppes kënnen änneren.

Mir Piraten gleewen, dass een net dem Bierger seng Rechter a Fräiheete kann torpedéieren an dobäi emol net mat 100%eger Sécherheet ka soen, dass een d'Terroristen dann och afänkt. Dat ass fir eis Piraten puer Schéimolerei, fir d'Leit dobaussen ze berouegen, ouni awer dass doduerch d'Terrorcamps an d'Internetpropaganda kënne gestoppt ginn.

Mir Piraten schléissen eis dofir der Positioun vun den Europäesche Piraten an den Europäesche Gréngen un a wäerten eis bei dësem Vott enthalen.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Merci, Här President. Fir d'éischt emol Merci, Här Rapporter, fir deen ausféierlechen, deels historesche Rapport, deen nach eng Kéier erkläert huet, firwat et wichteg ass, dass mer eis déi néideg Moyene ginn, fir den Terrorismus ze bekämpfen.

A firwat ass et wichteg, dass mer dat och op europäeschem Niveau maachen? Well den Terrorismus ass hautdesdaags … An do geet et net ëm déi Flux migratoires, op déi Dir normalerweis uspillt, Här Kartheiser, mee ëm Flux migratoires en général, déi mer an enger globaliséierter Welt nëmmen allze gutt kennen, an ouni iergendwellech anerwäerteg fragwierdeg Ënnerstellungen, wat dat doten ubelaangt.

Et geet einfach drëm, dass mer an engem Europa liewen, an enger Welt liewen, wou d'Leit ganz einfach vun A op B kënne kommen a wou mer also mussen uniformiséiert, harmoniséiert Instrumenter op europäeschem Niveau hunn, fir géint deen Terrorismus virzegoen.

Mir änneren hei näischt Fundamentales un eisem Code pénal, contrairement zu deem, wat elo vläicht konnt gesot ginn. Et gi virun allem Notioune preziséiert. Den Här Margue huet dat virdrun am Detail duergeluecht. An et kommen effektiv Saachen derbäi.

Dat eent ass, wann een engem hëlleft, sech an d'Ausland ze deplacéieren „en vue de commettre une infraction", eng vun den Infraktioune fir den Terrorismus, da weess ee schonn, ëm wat et geet. Et weess een, dass et ëm Terrorismus geet. Et ginn nach weider aner Notiounen hei am Text méi genau beschriwwen.

Beim Finanzement gëtt nach erkläert, wat nach ënner Finanzement ka falen. A virun allem kënnt eng Circonstance aggravante derbäi, wann et ëm Mineure geet, dat heescht, wann ee Mineuren incitéiert, terroristesch Akten ze begoen oder eebe sech zum Beispill an d'Ausland ze deplacéieren, fir esou Akten ze maachen.

Ech sinn der Meenung, dass deen Text hei deem Rechnung dréit. Ech hunn alles héieren, wat Der gesot hutt. Ech maache mer hei keng Suerge fir eise Rechtsstaat. Ech mengen, dass dat hei en Text ass, dee gutt ass fir d'international Kollaboratioun. An ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung, déi den Text kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Madamm Tanson.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7356. Den Text steet am Document parlementaire 7356[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7356 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7356 ass mat 52 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7356 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite)

De leschte Punkt vum Ordre du jour ass d'Suite vun der Debatt iwwert d'Interpellatioun vum Här Serge Wilmes iwwert de PIB vum Bien-être. Dës Debatt gouf jo duerch den Doud vun eisem Kolleeg Eugène Berger ënnerbrach. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et bleiwen nach ageschriwwen: den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo fir d'éischt awer den Interpellant, den Här Serge Wilmes, deen eis e Resümmee vu senger Interventioun mécht. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé (suite)

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen effektiv emol villmools Merci a mengem Numm, mee ech huelen och direkt den Här Bauler mat, datt mer d'Méiglechkeet kréien, effektiv eng Kéier op eis Riede kënnen zréckzekommen, déi soss awer vläicht e bëssen a Vergiessenheet gerode wären, datt Der eis erlaabt, eeben nach eng Kéier eng verkierzte Versioun op jidde Fall kënnen ze maachen.

An ier ech meng Ried ufänken, wéilt ech awer och gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem neie Minister ze felicitéieren an och all Guddes ze wënschen. Virun zwou Woche souzt Der nach hei, hutt awer ganz intensiv nogelauschtert. An dowéinst erwaarde mer eis natierlech och vill vun Iech elo als neie Minister.

Ech mengen, datt Iech dee Sujet hei jo ganz vill um Häerz läit. Dir sidd jo schonn a verschiddenen Interviewen dorobber agaangen. An dofir, mengen ech, ass dat och fir Iech eng gutt Geleeënheet, dann elo direkt schonn emol hei bei Ärer éischter Interventioun, gréisserer Interventioun an der Chamber Iech jo och ze positionéiere par rapport zum Wirtschaftswuesstum an eeben och deem Sujet, iwwert dee mir haut schwätzen, dem PIB du bien-être. Dowéinst nach eng Kéier all Guddes an Ärer schwéierer Missioun, déi net einfach gëtt, an Iech nëmmen dat Bescht do gewënscht!

Wéi gesot, Här President, ech hat ugefaange virun zwou Wochen emol ze soen, datt Lëtzebuerg jo gären als Erfollegsmodell duergestallt gëtt. Dat maache mer gären heibannen an och dobaussen. De Premierminister ass jo elo mëttlerweil bekannt gi mat sengem Saz, datt e gesot huet: „Dem Land geet et gutt. A wann et dem Land gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen." Wann en do vum Land schwätzt, verweist e vläicht e bëssen abstrakt op eppes, wat een net richteg ze faasse kritt.

Meeschtens ass domadder d'Wirtschaft gemengt. Op jidde Fall ass et esou, wéi et ëmmer duergestallt gëtt, well mer dacks op de Wirtschaftswuesstum hiweisen, dee jo vu Joer zu Joer effektiv klëmmt. Vu Joer zu Joer gëtt méi Valeur ajoutée geschafen, gi méi Aarbechtsplaze geschafen. Mee d'Fro, déi sech stellt an eisen Aen, ass: Ass et wierklech eng Valeur ajoutée fir de Mënsch?

Ëmmer méi Matbierger vun onsem Land, mee och ons Frënn aus der Groussregioun hannerfroen dës Siicht dorobber, an dat och lassgeléist vum wichtege Sujet vum Klimawandel. Dat kënnt natierlech nach mat derbäi, mee hinne schloen am Alldag déi negativ Auswierkunge vum Wuesstumsmodell ëm d'Oueren. Si stinn am Stau, et ass ëmmer méi schwéier, fir iwwerhaapt nach eng abordabel Wunneng ze fannen. Si liewen ëmmer méi am Stress, an engem Hamsterrad, wat ëmmer méi séier dréit, erliewen allgemeng eng Aart Kontrollverloscht, ëmmer manner Zäit fir sech, fir hir Famill, fir hir Aarbecht oder fir hir Fräizäit.

An esou stelle sech der ëmmer méi vun hinnen d'Sënnfro, ganz besonnesch och déi Jonk. A mir hunn och nach fir d'Preparatioun fir dës Debatt jo mat Jonker geschwat, déi vun der nationaler Studentevertriedung, vu Youth for Climate, mat Studenten, déi sech ganz kritesch domadder auserneesetze bei hinnen an der Schoul, mee net nëmmen, och allgemeng, well se awer hannendru kucken, hannert dee Wirtschaftsmodell a se selwer eebe fir sech fannen, datt de wirtschaftleche Succès net alles ass an net alles ka sinn.

En huet eeben net nëmme positiv Säiten. U sech ënnerstëtze se dann och dat Uleies, wat mer haut hei wëlle gären ubréngen an zesummen diskutéieren, nämlech datt een net nëmmen, wann ee vum Succès schwätzt, de Wirtschaftswuesstum soll kucken, dee sech graff gesinn op de PIB erofbrieche léisst, mee datt een och soll e Bolsmiesser hu vum Zoustand vun onser Gesellschaft, well de Mënsch, an dat deelt jo och den neie Wirtschaftsminister, ass net un éischter Stell en Homo œconomicus, hien ass virun allem emol einfach Mënsch.

An de Mënsch soll am Mëttelpunkt vun onser Politik stoen. Dat soll a muss och weider den Usproch vun ons Politiker sinn, well Politik ass eppes zudéifst Mënschleches. Et gëtt gemaach vum Mënsch fir d'Mënschen.

Ech hat gesot, dat kléngt ganz banal. Et ass eng ganz einfach Wourecht. Mee dacks verléiere mer awer de Bléck an de Sënn fir dat Weesentlecht an eisem Liewen.

Wéi gesot, de Succès vu Lëtzebuerg gëtt dacks un deenen dräi Buschtawe PIB, dem Produit intérieur brut eebe gemooss. Dat sinn dräi Buschtawen, déi wéi esou an e Stee gemeesselt sinn, well se jo och op der ganzer Welt vun all de Regierunge praktesch benotzt ginn, fir sech drun ze orientéieren a sech och kënne mateneen ze vergläichen.

De PIB ass näischt aneres wéi datt en déi wirtschaftlech Leeschtung vun engem Land moosst iwwer ee gewëssenen Zäitraum, dat heescht also de Wäert vun alle Gidder an Déngschtleeschtungen, déi eng Vollekswirtschaft iwwert déi Period produzéiert huet.

Mir brauchen also och dee PIB, well eise ganze Wirtschaftsmodell dorobber opgebaut ass. En ass, wéi gesot, op internationalem Plang einfach unerkannt an erlaabt et, sech kënne mateneen ze vergläichen.

An engems a gläichzäiteg ass awer de PIB als Aussokraaft iwwert den Zoustand och vun engem Land mat Virsiicht ze genéissen. An dat ass ganz besonnesch fir Lëtzebuerg de Fall, well mer e klengt Land sinn, eng oppen Ekonomie, mir hänken extreem vun der internationaler Konjunktur of. Dat ass eng bekannte Wäisheet, déi mer jo och gären hei ëmmer erëm widderhuelen. An dowéinst sinn och PIB-Projektioune ganz schwéier ze maachen, fir Lëtzebuerg scho bal wéi e Bléck an eng Glaskugel.

Zweetens: Wat ee sech och muss bewosst sinn, dat ass, datt d'PIB-Daten eréischt véier Joer nom Ofschloss vun dem betreffende Kalennerioer u sech definitiv sinn, véier Joer, wéi gesot, dat ass bal eng ganz Legislaturperiod! An do kommen nach weider Schwieregkeeten derbäi, wéi zum Beispill d'Iwwergewiicht vu grousse Multinationallen an eiser Ekonomie, deenen hiert Behuelen awer ëmmer méi schwéier virauszegesinn ass. Deenen hir Transaktiounen, wann déi se maachen oder net maachen, kënnen e ganz groussen Impakt op eeben de PIB a senger Gesamtheet hunn.

An dann, mir sinn zwar wuel weltwäit dat drëtt Land gemooss um PIB pro Awunner hannert dem Katar a Macao, viru Singapur an Irland, mee dat ass awer, well mer d'Frontaliere mataberechnen, den Apport vun de Frontalieren. Wann een déi géif erausrechnen, da géif u sech d'Wäertschëpfung vum PIB ëm 40 % ënnert dem aktuelle Wäert leien.

Dat alles beweist u sech, datt et kee Sënn mécht, sech nëmmen eleng op de PIB ze konzentréieren. Ech hat gesot, PIB-Fetischismus ze bedreiwen, sech eleng dorun ze orientéieren, géif och bedeiten, de Mënsch just nëmmen op e Produktiounsfacteur ze begrenzen.

De Mënsch ass natierlech vill méi wéi dat. Dat ass awer e Message, deen nach net ëmmer bei eis alleguerten och ukomm ass, well mer jo och heibannen am Haus dacks ëmmer erëm de PIB als de Gradmiesser vun der Politik benotzen. Zum Beispill wa mer eis Sozialsystemer an d'Finanzéierung dovunner gäre wëlle rechtfertegen, da soe mer: Mir brauchen x Prozent Wuesstum, fir x Prozent Aarbechtsplazen ze kréien, fir dann domadder déi Sozialsystemer och kënnen ofzesécheren.

Dat heescht, datt am Endeffekt de Wuesstum zu engem Axiom eebe verkënnt, zu engem Grondsaz, dee mer ouni Beweis ons zu eege maachen, wat awer dacks d'Politik läämt, well mer eis wierklech dovunner dreiwe loossen op der Sich no ëmmer méi Wuesstum; also Hamsterrad, wéi ech virdru gesot hunn.

An der Vergaangenheet war et vläicht méi einfach, sech och hannert dem Wirtschaftswuesstum kënnen ze verstoppen, well ee vläicht net ëmmer konnt esou virausgesinn, a wéi eng Dynamik mer géife kommen. Mee dat ass awer elo u sech net méi de Fall, well mer gesinn, zu wat et och ka féieren. Mir hunn dat awer gäre gemaach, well mer ëmmer dovunner ausgaange sinn, datt, wa mer u sech ëmmer méi Leit hunn, déi sech dann och ëmmer méi e groussen Deel vum Kuch kënnen deelen. Mee da kënnt net onbedéngt méi fir jiddwereen dobäi hannen eraus.

Däers war sech och den Erfinder vun dem PIB bewosst - oder soe mer, deejéinegen, deen déi treffendst Berechnunge gemaach huet, déi dann zum PIB gefouert hunn -, nämlech de Simon Kuznets. Dat war en amerikanesche Wëssenschaftler, deen an der Suite vun der grousser Depressioun an op Commande hin, och op d'Fro hi vun der amerikanescher Regierung, vum Kongress e Mëttel, en Instrument entwéckelt huet, fir emol iwwerhaapt d'Wirtschaftsleeschtung vum Land kënnen ze moossen, well se festgestallt haten zu deem Zäitpunkt, datt se net genuch Informatiounen iwwert d'Ekonomie haten.

An hien huet dat vun Ufank u gesot. Hie war sech ganz genau bewosst, datt en net géif un engem Instrument schaffen, fir d'Liewensstandarden an d'Liewensqualitéit vun den Amerikaner ze moossen, mee un engem Instrument, fir Politik domadder ze maachen.

An en huet och vun Ufank u jiddwerengem, deen et wollt héieren, gesot, datt de PIB mat Virsiicht ze genéisse wier, datt e Limitten hätt, well en zum Beispill kruzial Dimensioune vun enger Ekonomie oder vun enger Gesellschaft op der Säit léisst, nämlech all déi Leeschtungen, déi net a Geld gefaasst ginn, déi net dem monetäre System entspriechen, wéi d'Erzéiung, déi ech doheem maachen, wéi wa sech eng Gesellschaft géigesäiteg ënnerstëtzt mat soziale Mesuren, d'Aarbecht, déi zum Beispill a Clibb, am Benevolat gemaach gëtt. Dat gëtt jo net a Sue gefaasst, dowéinst gëtt et och net vun der Ekonomie, vun dem PIB gemooss.

An deen Deel ass awer ganz wichteg eebe fir d'Wuelbefanne vun enger Gesellschaft. An deen ass also do net matabezunn. Dat heescht, et ass u sech e verfälscht Bild, wann een nëmmen eleng de PIB kuckt. An dat huet en och an der Konklusioun vu sengem Rapport, deen en dem Kongress deemools ginn huet, gesot, wou en, ech zitéieren en, gesot huet: „De Wuelstand vun enger Natioun ka kaum vun engem Moosse vum nationalen Akommes ofgeleet ginn."

Et ass, an dat muss een och einfach esou huelen, en Instrument, e Moossinstrument vun der wirtschaftlecher Aktivitéit vun engem Land, net méi an net manner. Dobäi däerfe mer awer eppes net aus den Ae verléieren, nämlech datt all wirtschaftlech Aktivitéit vum Mënsch gemaach gëtt, an zwar als Mëttel zum Zweck an net ëmgedréit. Déi wirtschaftlech Aktivitéit soll u sech dozou bäidroen, dem Mënsch senge Besoinen esou gerecht ze ginn, datt säi Liewen an deem ganze Prozess ka méi räich a besser ginn.

An domat ass u sech deen eigentleche Sujet vun dëser Debatt also net de Wirtschaftswuesstum, mee d'Leit, de Mënsch, ëm déi et geet, de Mënsch a senger ganzer Komplexitéit an net de Mënsch als ekonomesche Méiwäert eleng.

Well wann de PIB op där enger Säit Wuelstand, wirtschaftleche Wuelstand bedeit, wat awer eppes ganz Abstraktes ass, wat net wierklech bei de Leit nëmmen eleng ukënnt, well Suen eleng maachen net glécklech, wéi et jo esou schéin heescht, musse mer deem dowéinst de PIB du bien-être vläicht un d'Säit stellen, well dee bedeit am Allgemenge „Wuelbefannen" oder wuertwiertlech iwwersat géif et u sech heeschen: Gutt-sinn, „bien-être", wann ee gutt ass.

Bon, wéini datt een dat ass, dat ass natierlech och net nëmmen objektiv ze erfaassen, mee et huet och ganz vill subjektiv Indicateuren, dat soen ech och nach eng Kéier elo, dat ass och vläicht eng vun de Schwächte vun deem PIB.

Mee déi ganz grouss Stäerkt vum PIB du bien-être, seng ganz grouss Stäerkt ass et awer nun eemol, datt en de Fokus op de Mënsch leet, datt en de Bléck hélt vun dem Mënsch senge Besoinen, an de PIB ass u sech de Bléck op d'Wirtschaft, op d'Croissance, eeben déi wirtschaftlech Aktivitéiten. Dat ass eng ganz aner Vue, déi hei ageholl gëtt.

An e weidert Argument fir de PIB du bien-être ass, datt et och de Produit ass vu ganz wichtegen Acteuren hei am Land. Well en ass jo zesummen entwéckelt ginn tëschent 2009 an 2013 vun op där enger Säit dem CES, also de Sozialpartner, op där anerer Säit dem CSDD, dem Conseil supérieur pour un développement durable, also der Zivillgesellschaft.

An ech mengen, datt een och muss, an dowéinst hat ech eng éischt Motioun déi leschte Kéier virun zwou Wochen deposéiert, déi Acteuren och weiderhi mat u Bord halen, wann et drëms geet, elo de PIB du bien-être nach eng Kéier op de Leescht ze huelen oder e weiderzeentwéckelen: Wat mécht seng Stäerkt aus?, datt déi dat eeben och entwéckelt hunn an datt se bewisen hunn, datt se fäeg sinn, an Zäiten, wou dat jo dacks ugezweifelt gëtt, kënne Kompromësser wéinst der Saach jo och ze maachen.

An dofir solle jo och weider déi zwee Haaptacteuren do mat u Bord sinn, niewent dem Statec selbstverständlech, dee sech als „cheville ouvrière" gesinn huet. Dat war en och, well en den techneschen Knowhow geliwwert huet, deen natierlech och indispensabel ass, fir de PIB du bien-être kënne weider dann och ze entwéckelen.

Dee PIB, esou wéi en 2013 deposéiert gi war, besteet aus eelef Kategorien, 63 Indicateuren. Dat sinn der ganz vill. Zu deene Kategorië gehéieren da klassescherweis zum Beispill d'Beschäftegung oder de Wunnengsbau oder d'Sécherheet. Dat sinn also net alles Saachen, déi eréischt nei entwéckelt gi sinn. Et si ganz vill Indicateure geholl ginn, déi jo schonn existéieren. Dat sinn der vill. De Statec-Direkter hat an eiser Entrevue gesot, dat wär doduerch e relativ schwéierfällege Modell. Dat ass vläicht net ganz falsch.

Mee op där anerer Säit ass awer nun eemol d'mënschlech Natur ganz komplex. An d'Wuelbefanne ka sech net einfach mat eleng objektiven oder engem eenzegen Indicateur moossen. Dofir muss een der vill méi eeben hunn. An et ass eeben d'Zesummespill, wat dann och d'Stäerkt awer kann ausmaachen. Mee et ass natierlech méi schwéier, eng Zuel erauszekréien, mat där ee sech ka vergläichen, wat jo erëm d'Stäerkt ass vum PIB.

Mee et ginn awer Beispiller wéi d'OECD mat hirem Better Life Index. Déi hunn eng änlech Demarche gemaach, déi hunn do e bësse manner Indicateuren a virun allem hu se dat och visuell flott opgeschafft op engem Internetsite, wou se sech dann op déi Haaptindicateure fokusséiert hunn, wou ee ka kucken a wou een dat och ka ponderéieren, well déi Indicateure si jo natierlech net fir eis alleguerten d'selwecht wichteg.

Fir deen een ass vläicht déi sozial Dimensioun méi wichteg, deem aneren ass den Ëmweltschutz méi wichteg, deem aneren ass vläicht de Logement méi wichteg. Dat kéint eng Inspiratioun sinn, wann ee wéilt op dee Wee goen, wann een dat och gäre visuell wéilt duerstellen, kéint ee sech do vläicht inspiréieren.

Well ech mengen, et ass eebe ganz wichteg, datt mer et och zougänglech maache fir eis Matbierger. Et däerf net just nëmmen eppes reng Akadeemesches sinn, wou mer ze vill technesch driwwer schwätzen, well mer gären hätten, datt et op där enger Säit vun der Politik benotzt gëtt, fir eis Politik och besser upassen ze kënnen un dat, wat mer brauchen, wat eis Matbierger brauchen.

Dat ass natierlech wichteg als Instrument, mee mir musse genausou och derfir suergen, datt et ukënnt bei de Matbierger, datt déi verstinn, wat mat deem PIB du bien-être gemengt ass, wat wierklech déi reell Plus-value ass. Dowéinst muss et vulgariséiert ginn an et muss och zougänglech gemaach ginn, och an einfache Sproochen, fir datt se dat och kënnen novollzéien. Soss dréie mer just ronderëm ons selwer.

An dann ass, mengen ech, mat eng ganz wichteg Aufgab, déi an den nächste Méint och muss gemaach ginn, datt ee kuckt, datt och déi Donnéeën, mat deene jo dat ganz berechent gëtt an den eenzelne Kategorien, wa méiglech reegelméisseg à jour gesat ginn. Do ginn et awer zum Beispill Indicateuren, déi all sechs Méint, anerer all dräi Méint, anerer nëmmen eng Kéier am Joer respektiv verschiddener souguer nëmmen eng Kéier an där ganzer Zäit erhuewe gi sinn. An dat geet natierlech net duer, wann ee gär herno eng zouverlässeg Interpretatioun dovu wëllt maachen.

A fir all déi Donnéeën ze kréien, ass et wichteg - an dat huet de Statecdirekter eis an der Entrevue gesot -, datt natierlech och jiddwereen déi Informatiounen zur Verfügung stellt, déi dofir gebraucht ginn, ganz besonnesch och d'Verwaltungen. Dat wär awer net ëmmer de Fall, wou et am Statec sengem Gesetz eeben drasteet, datt de Statec sech soll emol haaptsächlech op Donnéeë kënne baséieren an zréckgräifen, déi vu Ministèren an aus de Verwaltunge kommen. An dowéinst misst een och emol dat maachen, ier een dann Enquêtë mécht a Studie mécht, dat ass awer net onbedéngt iwwerall de Fall.

Dowéinst, mengen ech, sinn do ganz besonnesch all d'Regierungsmemberen och gefuerdert, fir nach eng Kéier vläicht hannert d'Verwaltungen ze goen an ze soen: „Gitt déi Donnéeën!", fir datt de Statec da kann déi Berechnunge maachen, déi gebraucht ginn, fir datt dee PIB du bien-être och aussagekräfteg ass. An deem Sënn hat ech och eng zweet Motioun hei deposéiert.

An à propos Statec: Virun zwou Wochen hat de Statec dunn och rechtzäiteg zur Debatt - an dat war jo och ganz gutt - eng Etüd erausbruecht, wou en d'Korrelatioun tëschent Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg a Wuelbefanne vun 1981 bis 2015 gekuckt huet. An en ass do zur Konklusioun komm, datt, obwuel de Wirtschaftswuesstum ëmmer erëm an d'Luucht gaangen ass vu Joer zu Joer iwwert déi ganz Period, d'Wuelbefannen awer net onbedéngt am selwechte Mooss geklommen ass.

Dat heescht also, datt d'Zefriddenheet vun eisem Liewen net onbedéngt zesummenhänkt mat dem wirtschaftleche Wuesstum, u sech och mat deem, wat mer herno am Portmonni erëmfannen. Dat eleng geet net duer, fir datt mer zefridde si mat eisem Liewen. Dat ass ganz interessant. Also kënnt et erëm op dat un, wat ech gesot hunn, wat hei an der Debatt am Mëttelpunkt steet, nämlech de Mënsch.

An nach méi interessant waren u sech déi Recommandatiounen, déi e gemaach huet un ons Politiker, wou en u sech virschléit, datt mer eis solle manner ëm déi Fro dréien, ob mer elo sollen Decroissance oder Croissance hunn, mee méi dorëms, wat déi Mesurë sinn, déi mer kënnen huelen, fir d'Zefriddenheet an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen ze stäerken.

An ech kucken do op d'Madamm Polfer, mat där ech jo zesummen an der Stad verantwortlech sinn, well dem Urbanismus - dat ass eng vun de Mesuren, déi eis bevirstinn - kënnt eng ganz wichteg Roll do zou, well et drop ukënnt an de Stied …

Den Här Fayot ass net esou onbedéngt domadder averstanen. Dat kann e mer awer herno och gären hei soen.

Den Här Fayot ass net esou onbedéngt domadder averstanen. Dat kann e mer awer herno och gären hei soen.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Dach, ech si komplett domadder averstanen. Ech fannen et just …

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Et ass awer ganz wichteg, iwwert d'Liewensqualitéit …

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Ech fannen et just interessant, Här Wilmes, dass Der d'Stad Lëtzebuerg do als Beispill gitt.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Sot dat herno, Här Fayot, wannechgelift! Dir hutt jo herno Ar Riedezäit, da loosst mech just mäi Punkt elo fäerdegmaachen!

Dat ass awer eeben determinant, datt mer ëffentlech Plazen hunn, déi attraktiv sinn, datt mer Parken hunn, datt mer Spillplazen, Vëlospisten hunn. An all de Gemengen natierlech, net nëmmen an de Stied. An ech mengen, dat ass eppes, do muss de Fokus weider drop geluecht ginn, well et do net nëmmen da kann zu sozialen Interaktioune kommen, mee et och wichteg ass, fir kënnen einfach emol dobausse sech opzehalen, wat also och eist Wuelbefanne ka steigeren.

Wéi gesot, dat sinn déi Recommandatiounen, déi mer eis gären zu Häerzen huelen, mee wou mer schonn aktiv, mengen ech, och an eise Gemengen an an de Stied drunner schaffen.

An dann hat ech nach an der Ried gesot, datt mer natierlech net eleng dosti mat deem heite Prozess. Et gi jo scho ganz vill Länner, déi och op dee Wee gaange sinn. Ech hat do zitéiert, rezent - 2017 - huet zum Beispill Schweden och esou en Indicateur agefouert respektiv 2019, d'lescht Joer eréischt, Island. Et ginn awer och änlech Beweegungen an der Belsch, Däitschland a Frankräich.

Da gëtt et Neuseeland mat dem „Wellbeing Budget", dat alles fir ze weisen, datt mer do net wierklech eleng sinn, mee mir schreiwen eis an an eng international … An ech kommen dann och direkt zum Schluss, Här President, wann Der mer et erlaabt, well ech sinn do. Ech hu probéiert, esou séier wéi méiglech ze maachen. Mir sinn, wéi gesot, net eleng. Mir schreiwen eis an eng international Beweegung an. Et mécht also Sënn, och do vläicht Synergië sichen ze goen.

Wéi gesot, Här President, wann et dem Land gutt geet, da soll et jo de Leit nach besser u sech goen. Dat ass en Optrag gewiescht vum Premier u sech a seng Regierung. Et ass e Verspriechen, dat awer bis haut net komplett ageléist ginn ass, well Fakt ass, datt et de Leit jo awer net onbedéngt wierklech besser geet. D'Leit stinn nach wie vor am Stau, Logement gëtt net wierklech méi abordabel, d'Klimapolitik ass net wierklech equilibréiert a sozial gerecht. Dat heescht, obschonns eise PIB nach ëmmer wiisst a wiisst, stagnéiert awer d'Wuelbefanne vun de Leit, an dat riskéiert, sech nach weider ze degradéieren.

Duerfir gëtt et wierklech awer héich Zäit, datt mer d'Weichen och aneschters kënne stellen. An an där Hisiicht ass einfach de PIB du bien-être e wichtegt Instrument, e Gradmiesser, well en eeben dozou féiere kann, de Bléck ze änneren, nämlech op dat, wat mer brauchen, nämlech op de Mënsch an eis Besoinen, an net just eleng eis nëmmen ze fokusséieren op d'Plus-value, déi geschaaft gëtt vun der Wirtschaft, déi och wichteg ass. Dat eent ass net kontradiktoresch zu deem aneren. Et soll Hand an Hand goen. Et ass complementaire, dee ganzen Usaz.

Et soll also alles och parallell lafen, fir datt mer dann net nëmmen herno en Triple-A kënne kréien - hat ech gesot - um Budgetsniveau, mee och en Triple-A social kënne kréien. An ech mengen, mir sinn eis dann och eens, mir wëlle jo gär, datt eist Land weiderhin en Erfollegsmodell soll bleiwen. Mee bei dëser Debatt hei vum PIBien-être, do geet et net abstrakt eeben ëm eist Land, mee et geet ganz konkreet ëm d'Leit, ëm alleguerten d'Leit, déi hei wunnen a schaffen a virun allem hei liewen.

Mee Liewen ass eeben ni just nëmme makroekonomesch, et ass virun allem perséinlech am Alldag. An dofir musse mer eis als Politik erëm mat deem befaassen, firwat mer och gewielt gi sinn, firwat mer do sinn, an dat sinn nun eemol d'Leit. Dat heescht: d'Leit an hiren Alldag, d'Leit an hir Ëmwelt am breede Sënn vum Wuert, d'Leit an hiert Wuelbefannen, dat musse mer besser moosse mat zum Beispill engem PIB vum Wuelbefanne fir eng besser Politik am Sënn vun onse Matbierger.

Dofir ass dem Premierminister säin entre-temps bekannte Saz, jo, säi Versprieche vläicht op kuerz Siicht richteg, mee op laang Siicht misst et awer heeschen: „Wann et de Leit gutt geet, da geet et och dem Land gutt!"

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. Den honorabelen Här André Bauler, deen als éischte Riedner ageschriwwe war, mécht eis och ee klenge Resümmee vu senger Interventioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwou Wochen, den 21. Januar, huet eis déi traureg Noriicht vum onerwaarten Doud vun eisem fréiere Fraktiounschef Eugène Berger erreecht. Dës Nouvelle ass hei am Plenum ukomm, wärend ech meng Ried gehalen hunn. D'Chamberssitzung ass doropshin aus Respekt virun dem Verstuerwenen opgehuewe ginn, an domadder ass och dann den Debat iwwert de PIB du bien-être, deen de Serge Wilmes ugefrot hat, ënnerbrach ginn.

D'Diskussioun gëtt also haut weidergefouert. Dofir erlaabt mer kuerz et à toutes fins utiles, d'Positioun vun der Demokratescher Partei ze rappeléieren, andeems ech an e puer Wierder meng Ried zu dësem Sujet kuerz zesummefaassen!

Fir eis als DP ass et evident, dass d'Politik dem Wuel vum Lëtzebuerger Land verflicht ass an dowéinst déi eenzel Decisiounen och ëmmer dozou bäidroe sollen, dass de Leit konkreet gehollef gëtt, datt d'Liewensbedéngunge vun de Bierger hei am Land verbessert solle ginn.

De PIB du bien-être ass sécherlech en interessanten theoreeteschen Outil, dee weist, dass d'Wuelsi vun enger Gesellschaft net eleng am materiellem Räichtum, um Revenu oder um Besëtz also, läit. Awer ass et fir eis kloer, dass virun allem dat zielt, wat no dësem theoreeteschen Exercice ënnerholl gëtt, wat schlussendlech och bei de Leit ukënnt an hinne konkreet hëlleft.

Sécherlech, en Indicateur wéi de PIB du bien-être kann hëllefen, e méi ëmfaassenden oder eventuell méi ganzheetlechen Iwwerbléck ze kréien iwwert déi global Situatioun vun engem Land oder an engem Land.

Deen Exercice ass dowéinst och wichteg a sënnvoll. Am Endeffekt ass een awer virun allem ëmmer mat follgende Froe konfrontéiert: Wat gëtt gemaach, fir dass et de Leit gutt geet, fir datt se sech méi wuel fillen? Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir dass et sech besser heiheem liewe léisst? Et ass um Ennpunkt dat, wat d'Leit interesséiert a wat eist Land effektiv weiderbréngt.

D'Politik huet net nëmmen iwwert d'Wuelbefannen nozedenken, si muss virun allem och eppes Gräifbares maachen, fir dass et de Leit besser geet an dass hir Problemer, hir alldeeglech Problemer geléist ginn.

Stéchwuert: Reform vum Elterecongé.

Stéchwuert: Teletravail, do wou den Teletravail Sënn mécht an ëmsetzbar ass.

Stéchwuert: administrativ a wirtschaftlech Dezentraliséierung, an domat Reduzéierung vum Stau, méi Zäit fir Kanner a Famill. Ech denken ëmmer un déi 250.000 eidel Autossëtzer, déi all moies an d'Stad gefuer kommen, wann ech un d'Theema vun der Dezentraliséierung denken. An ech si ganz frou doriwwer, dass eise Kolleeg Léon Gloden d'nächst Woch och zu deem Theema an zur Entwécklung vum ländleche Raum eng Interpellatioun ugefrot huet.

Stéchwuert: Digitaliséierung vun de Verwaltungen a Vereinfachung vun administrative Prozesser.

Stéchwuert: Verbesserung vun eisem Gesondheetssystem a virun allem dem Noutdéngscht, besonnesch och dem Noutdéngscht am ländleche Raum. Dat sinn nëmmen e puer ganz konkreet Felder, op deenen d'Chamber an den Executif Akzenter setze mussen, wann et ëm de sougenannte Bien-être vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land geet.

Ech hat a menger Ried och nach betount, datt de klassesche PIB zanter dem Zweete Weltkrich den Indicateur par excellence ass, fir d'Leeschtungsfäegkeet an d'Wirtschaftskraaft vun enger Ekonomie ze moossen. Et ass en Indicateur, deen et erlaabt, fir Vergläicher ze zéien, souwuel am Raum, also tëscht de Länner, wéi och an der Zäit. Mee de PIB ass e quantitativen Indicateur, et ass eng statistesch Konstruktioun mat e sëlleche Schwächten. Denke mer nëmmen un de Passage vum PIB en valeur zum PIB en volume, dee schwéier ze bewierkstellegen ass, virun allem a grad an engem klenge Land, an enger klenger Ekonomie!

De PIB vun enger Natioun gëtt, wéi gewosst, keng Informatiounen iwwert déi sozial an ekologesch Entwécklung. Et ass also keen Indicateur, fir d'Wuelgefill vun der Bevëlkerung vun engem Land a vu senge Bierger méi oder manner prezis ze moossen.

Mir brauchen endlech e gemeinsaamt Instrument, fir de PIB du bien-être op europäeschem, op EU-Niveau ze moossen. Dat Instrument soll esou fein wéi méiglech sinn, fir datt mer en zimmlech zouverlässegt Bild vum Entwécklungsstand vun enger Vollekswirtschaft zeechne kënnen. Dorunner muss also eiser Meenung no nach geschafft ginn.

Mir sollten an Zukunft vill méi iwwert déi Facteuren diskutéieren an nodenken, déi zu eisem Wuelbefanne bäidroen, wéi iwwert de materiellen oder de quantitative Wuesstem u sech. De Statec huet sou zum Beispill preziséiert, datt am Beräich vun der urbaner Organisatioun d'Erfarung gemaach gouf ... De Serge Wilmes, deen elo net méi heibannen ass, gesinn ech, hat dat awer elo ugeschwat, wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet. Ech géif elo en anert Beispill nach huelen.

Also de Statec, deen zum Beispill preziséiert, datt am Beräich vun der urbaner Organisatioun d'Erfarung gemaach gouf, datt den Amenagement vu Gréngraim, Foussgängerzonen, Shared Spaces, wéi zum Beispill zu Bartreng bei mengem Fraktiounskolleeg Frank Colabianchi, Vëlosweeër oder och nach eng Verbesserung vun der Qualitéit vum ëffentlechen Transport dozou bäidroen, datt d'Leit sech méi wuel fillen.

Esou Initiativen erméiglechen, datt d'Leit sech manner gestresst spieren a sou sozial Relatiounen entwéckele kënne bezéiungsweis Reseauen opbauen. Empiresch Studien - a wann ech mech gutt erënnere kann, hat de Serge Wilmes dat och a senger Ried virun zwou Woche mentionéiert -, empiresch Studien hunn nämlech gewisen, dass d'Liewenszefriddenheet mat der Qualitéit vun de Bezéiungen an dem Vertrauen tëscht den eenzelne Bierger wiisst.

Laangfristeg, sou soen d'Etüden, wier den Impakt vum Vertrauen tëscht de Leit op d'Liewenszefriddenheet bal zweemol esou staark wéi den Impakt vum wirtschaftleche Wuesstum, esou de Statec. Dowéinst wéilt ech ofschléissend nach eemol ënnersträichen: Och wann et wichteg ass, fir de PIB du bien-être als Moossinstrument ze entwéckelen an ze verfeineren, sou sollte mer eis dach bewosst sinn a

bleiwen, datt d'Plus-value vun esou engem Indicateur nëmmen da geséchert ass, wa se an der Politik konkreet ëmgesat gëtt.

De PIB du bien-être ass also a bleift en Theema. Konzeptualiséieren a Studéieren ass an deem Kontext natierlech gutt, och wat d'Verfeinerung vun deem Moossinstrument ugeet. De Serge Wilmes hat et virdrunner evoquéiert. Ech géif mer awer erlaben, als Ekonomist ze bedenken ze ginn, datt mer net all Joer kënnen dorunner kniwwelen oder fummele goen, wéi de Lëtzebuerger seet, well soss hu mer iwwerhaapt keng Vergläichsméiglechkeet méi. An dat sollte mer awer tunlechst vermeiden.

Konkreet Handelen ass also ëmmer nach besser wéi just Konzeptualiséieren a Studéieren.

Dat ënnerstrach, soen ech Iech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren a freeë mech dann op eng weider interessant Debatt hei am Plenum och a grad a Presenz vun eisem neie Wirtschaftsminister, dem Här Franz Fayot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner fir haut de Mëtteg ass den honorabelen Här Yves Cruchten agedroen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et concertation interne)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Et ass jo eigentlech keng nei Debatt, déi mer haut féieren. A wéi déi leschte Kéier och schonns de Serge Wilmes gesot huet, hate sech jo d'Regierungsparteien - d'CSV an d'LSAP - schonns am Joer 2009 op de Fändel geschriwwen, d'Wuelbefannen ze moossen an e Complement zum PIB ze erstellen.

An obwuel zanterhier vill wäertvoll Aarbecht geleescht gouf, sief et vum Statec oder vum Conseil économique et social oder nach vum Conseil supérieur pour un développement durable, sou huet sech awer bis haut kee kloren, fir jidderee verständlechen, awer virun allem gesellschaftlech akzeptéierten Index erausgeschielt, dee géif reegelméisseg aktualiséiert ginn.

A mengem Rapport zum Budget hat ech mer jo dëst als Theema geholl an ech hu probéiert, hei eng Debatt ze relancéieren. Aus dësem Grond a well ech mech net gäre widderhuelen, ginn ech net méi weider op alles an, wat ech viru knapps engem Mount gesot hunn.

Et ass mer awer en Uleies, fir dem Interpellant, dem Serge Wilmes, op dëser Plaz nach eemol e grousse Merci ze soe fir dës Debatt haut an him och ze gratuléiere fir, fannen ech, eng ganz remarkabel Interventioun, déi en hei hat, an där hien et fäerdegbruecht huet, a kuerzer Zäit all d'Enjeue vun dëser dach komplexer Diskussioun ze resuméieren. An déi Debatt haut, déi erlaabt et eis, nach eemol a méi déif gräifend op d'Fro vum PIB du bien-être anzegoen, dat Ganzt eebe lassgeléist vun dem budgetärpolitesche Kontext.

Ech wëll och direkt virausschécken, dass de Serge Wilmes an ech eis net ofgeschwat haten. Mee dass mir eis onofhängeg vuneneen déi selwecht Gedanke gemaach hunn, ënnersträicht vläicht och d'Wichtegkeet vun dëser Debatt.

An et ass och scho gesot ginn: Mir sinn net eleng, déi eis déi Froe stellen. Ob am Vereenegte Kinnekräich, a Frankräich, Italien oder an Neuseeland, iwwerall gëtt iwwert de Bienêtre, de Well-Being, also d'Wuelbefannen diskutéiert.

Fir Lëtzebuerg ass et awer vläicht nach méi wichteg wéi fir anerer, där Fro op de Fong ze goen. Déi kontrovers Diskussiounen an de leschte Jore ronderëm de Lëtzebuerger Wuesstumsmodell féieren der Politik virun Aen, dass d'Leit d'Fro nom Sënn vum Wuesstum stellen.

A wa mer éierlech sinn, da musse mer eis och agestoen, dass bis dato d'Politik keng zefriddestellend Äntwert konnt ginn. Well déi richteg Äntwerte sinn dach méi komplex, wéi just eleng ze soen, de Wuesstum sollt gebremst ginn, oder wa mer eis just eleng mat de Konsequenze vum Wuesstum, also dem Verkéier an de Wunnengspräisser ofginn. A wa mir dann iwwert de Wuesstum schwätzen, da schwätze mer ëmmer, bal ëmmer nëmmen iwwert de klassesche PIB.

Fir alle falschen Iddien direkt aus dem Wee ze goen: De PIB soll net ersat ginn. Mir brauchen de PIB, well sech eng ganz Partie Donnéeë vum PIB ofleeden. De PIB gëtt no europäesche Reegele gerechent a moosst d'Valeur ajoutée vun den Aktivitéiten, déi op engem Territoire stattfannen.

Wann ech zum Beispill muer en Accident hu mat mengem Auto, deen ech an d'Garage ginn, fir e flécken ze loossen, da geet de PIB automatesch erop. Op där anerer Säit ass et awer esou, dass, wann ech zum Beispill eng wäertvoll Aarbecht doheem oder a mengem Quartier fir meng Famill oder fir meng Nopere leeschten, dës Aarbecht net an deen normale PIB afléisse kann.

De Problem ass hei net de PIB u sech. De Problem ass, dass d'Erwaardungen, déi iwwerall op der Welt an de PIB gestach ginn, wäit iwwert dat erausginn, wat en eis ka soen. Et brauch also nieft deem klassesche PIB en anert Instrument, wat eis Opschloss gëtt iwwert d'Wuelbefanne vun de Bierger.

All Land ass hei anescht a senge Viraussetzungen, senge Virstellungen, senge politesche wéi och senge gesellschaftleche Realitéiten. Dofir ass et och normal, dass all Land seng eegen Äntwerte sicht a seng eegen Approche definéiert. All Land mécht seng Gewiichtung, well et an all Land ënnerschiddlech Virstellunge vu Wuelbefanne gëtt. An all Land huet vläicht och e liicht anere Contrat social.

Well all Land anescht ass, kënne mir eis et net einfach maachen an e Modell aus dem Ausland kopéieren, mee mir mussen eis eegen Approche definéieren. Dat verhënnert awer net, dass ee sech an d'Ausland eppes ukucke geet, sech inspiréiere léisst. Ech denke grad wéi de Serge Wilmes, dass déi Iddi vun Neuseeland interessant ka si fir eis.

Déi neuseelännesch Regierung huet den 30. Mee e Budget virgestallt, deen esou munches op d'Kopp stellt. Dréi- an Aangelpunkt ass hei d'Wuelbefannen. E fousst op sechs politesche Prioritéiten, dorënner d'Lutte géint d'Kanneraarmut an d'Verbessere vun der mentaler Gesondheet vun de Leit. Konkreet heescht dat zum Beispill, dass bis zum Horizont 2024 an Neuseeland 325.000 Leit weider sollen Accès kréien zu engem neie Service fir déi mental Gesondheet.

De Budget vun Neuseeland huet eng ganz Rei weider chiffréiert Ziler fir de moyen Terme a verdeelt déi finanziell Mëttelen no dësen thematesche Prioritéiten an Objektiver. D'Budgetsartikele vum Staat sinn also net en fonction vu Ministèrë ventiléiert, mee en fonction vun de Politikfelder. Am Virfeld vun hirem Budget sinn duerfir interministeriell Comitéen zesummekomm, fir Mesuren auszeschaffen am Sënn vun de sechs Prioritéiten, déi deemools festgehale goufen. An dëst transversaalt Denken, dat sollte mer eis virun Ae behalen.

Et ass och ze begréissen, dass d'Regierungscheffinne vun Island a vu Schottland, d'Madamm Jakobsdóttir an d'Madamm Sturgeon, sech mat der neuseelännescher Premierministesch concertéiert hunn - hei elei dräi Fraen -, fir zesummen eng Well-Being-Initiativ ze huelen. Déi islännesch Regierungscheffin huet dann och den 3. Dezember zejoert ugekënnegt, an Zukunft nei sozial Indicateuren ausschaffen ze loossen. Dës kënnen an der zukünfteger Budgetsplanung vun hirem Land berücksichtegt ginn, och virum Hannergrond, dass duerch de Klimawandel en Deel vun den natierleche Ressourcë vun Island, zum Beispill den Okjökull-Gletscher, wuertwiertlech ewechschmëlzen.

Interessant ass och, dass Groussbritannie fir hiren National Well-being Dashboard e Sousindicateur benotzt, dee moosst, wivill Prozent vun de Leit op d'mannst eemol Benevolat gemaach hunn an de leschten zwielef Méint. Dat ass doduerch interessant, well e klassesche PIB ni déi wäertvoll Aarbecht ka moossen, déi onentgeldlech gemaach gëtt, zum Beispill aus Solidaritéit zu de Matmënschen.

De Lëtzebuerger PIB du bien-être hat, wéi de Serge sot, 63 Sousindicateuren. Deen engleschen National Well-being Dashboard huet der 43. De Canadian Index of Wellbeing huet der 64 an den italieenesche Benessere equo e solidale huet der 130. Dëst weist eis kloer, wéi ënnerschiddlech un déi Saach erugaange gëtt.

An deem Kontext wéilt ech awer och Folgendes umierken: De Statec hat a sengem 244 Säite laange Rapport „PIBien-être: The report" de synthetiséierte Luxembourg Index of Well-Being mat verschiddene Gewiichtunge vun de Sousindicateure gerechent, nämlech no de Rankingen, déi d'OECD fir Frankräich, Däitschland an d'Belsch fir hir Better Life Initiative benotzt huet.

An egal wéi eng Gewiichtung vun der OECD de Statec fir seng Berechnunge genotzt huet: D'Evolutioun vum Lëtzebuerger Index of Well-Being iwwert den Zäitraum 2009-2015 war ëmmer déi selwecht an d'Resultater hunn dobäi nëmme ganz, ganz liicht variéiert.

Am Resümmee kann een also feststellen, dass d'Konklusioune vun engem Index vum Wuelbefanne méi zolidd sinn, wéi Eenzelner eis dat heiansdo wëlle soen.

Nieft deene méi objektiven, moossbare Sousindicateure spillen awer och déi méi subjektiv Sousindicateure beim Erfaasse vum Wuelbefannen eng fundamental Roll. De World Happiness Report, eng Publikatioun, déi eemol am Joer vum United Nations Sustainable Development Solutions Network erstallt gëtt, probéiert, nei Erkenntnisser ze kréien iwwert d'Facteuren, déi zum Wuelbefanne vum eenzelne Bierger féieren.

An der Editioun vun 2019 kënnt Lëtzebuerg op eng ganz respektabel 14. Plaz tëschent 156 Länner. Wann een allerdéngs méi an den Detail geet, da stellt ee fest, dass bei deene sechs ugefouerten Determinante Lëtzebuerg zwar op eng exzellent 2. Plaz kënnt beim PIB pro Kapp, mee just nach op eng ganz mëttelméisseg 62. Plaz kënnt, wann een dee méi subjektiven Determinant „positive affect" bei der Enquête kuckt, also d'Fro, ob déi befrote Persoun deen Dag virun der Enquête zum Beispill eng Kéier richteg laache konnt.

Wann een de Lëtzebuerger Kontext vun engem iwwerduerchschnëttleche materielle Räichtum kennt, da weess een, wéi wichteg et ass, sech net op reng objektiv oder monetär moossbar Indicateuren ze verloossen. Si ginn eis net eleng Opschloss iwwert d'Wuelbefanne vun de Leit. D'Wichtegkeet vun engem equilibréierten Indicateur vum Bien-être och mat subjektiven Elementer wéi der perséinlecher Sécherheet, de soziale Kontakter oder dem Gefill vum Secheleng-Fille gëtt dann och an der sechster Recommandatioun vum Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi ervirgestrach.

Insgesamt huet de World Happiness Report an enger statistescher Regressioun all d'Äntwerten aus den 156 Länner ausgewäert. En huet dobäi festgestallt, dass dee méi subjektiven Indicateur vun der sozialer Stäip, also d'Fro, ob een am Noutfall eng Persoun huet, där ee sech kann uvertrauen, dass dësen Indicateur d'Satisfaktioun op enger Skala vun 0 bis 10 ëm 2,4 Punkten erhéicht, wann een d'Fro vun der Presenz vun enger sozialer Stäip ka mat Jo beäntweren.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Wann ee wéilt d'Satisfaktioun mam Liewen ëm déi selwecht Gréisstenuerdnung duerch de PIB pro Kapp eropsetzen, misst dee sech, statistesch gesinn, mam Facteur aacht multiplizéieren. Ganz einfach ausgedréckt: Et ass statistesch bewisen, dass de materielle Räichtum eleng eng Gesellschaft net méi glécklech maache kann.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir de Konsum. De Konsum eleng kann héchstens kuerzfristeg Satisfaktioun brëngen. Sou kann ech mech zwar nach ëmmer freeë wéi e klengt Kand, wann ech en neien Auto kréien, mee et ass näischt am Verglach mat der laangfristeger Zefriddenheet, déi ech selwer kréien oder ka mat aneren deelen, wann ech mech zum Beispill an engem Veräin engagéieren, Sport maachen, Musek maachen oder soss eppes.

Bei menger Virbereedung op haut hunn ech nach eemol a mengem Budgetsrapport gebliedert, well ech jo eebe wollt verhënneren, nach eemol genau dat selwecht ze zielen. An dunn ass mer awer opgefall, dass ech een Aspekt zwar ugeschnidden hat, nawell hätt dësen et verdéngt gehat, dass ech mech méi am Detail domat beschäftegt hätt. Et ass dee vun der Wichtegkeet, an ech mengen, de Serge hat et zum Deel och scho gesot, der Wichtegkeet vun der gesellschaftlecher Akzeptanz.

Als Parteie kënne mir haut doriwwer diskutéieren, wivill Indicateuren dass mer brauchen a virun allem wat fir eng Indicateure mir solle festhalen, eventuell och wat fir eng Gewiichtung mer deene solle ginn. Dat wär ganz sécher interessant. Fir meng Partei ass et selbstverständlech déi grouss Fro vun Ongläichheeten, d'Fro vun der Verdeelung vum Räichtum, d'Fro awer och vun der Aarbecht, hirer Qualitéit, hirer Vereenbarkeet mam Familljeliewen oder d'Fro vun der perséinlecher Sécherheet, der Gesondheet, vun enger intakter Ëmwelt, vun de soziale Kontakter oder och nach insgesamt den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

Mee méi wichteg ewéi dat ass et, egal wéi een zukünftege PIB du bien-être soll ausgesinn, dass e gedroe gëtt vun de Mënschen, ëm déi et jo hei geet. Nëmme wann et e breede Konsens doriwwer gëtt, wat mer moossen, kann esou en neit Instrument, fir d'Wuelbefanne festzestellen, och en Erfolleg ginn. Wann et herno just en Instrument gëtt fir d'Politiker a fir d'Experten, dann ass dat Ganzt zum Scheitere verurteelt.

Mir Politiker hunn allze dacks d'Tendenz, dass mer mengen ze wëssen, wat eis Bierger genee denken, wat fir si wichteg ass. Dat ass awer net ëmmer de Fall.

Op Initiativ vum däitsche Bundestag huet déi däitsch Regierung am Joer 2015 wärend sechs Méint mat dem Biergerdialog „Gut leben in Deutschland - was uns wichtig ist" net manner wéi 200 Workshoppen organiséiert, wou eng 8.500 Biergerinnen a Bierger matgemaach hunn. Bei ronn 50 vun dëse Workshoppe konnte si mat Regierungsvertrieder diskutéieren. Donieft gouf eng Plattform ageriicht, fir Onlinekommentaren ofzeginn, mee och iwwer Postkaarte konnten d'Leit der Regierung schreiwen an hir soen, wat hinne wichteg ass.

D'Leit si souwuel gefrot ginn, wat fir si perséinlech an hirem Liewe wichteg ass, mee och wat si mengen, wéi d'Liewensqualitéit generell bei hinnen an Däitschland kéint verbessert ginn. Opgrond vun all dëse Questionnairen, perséinleche Postkaarten, Biergerdialogen ass dunn eng wëssenschaftlech Auswäertung gemaach ginn. An eréischt duerno ass en nationalen Indicateur zum Wuelbefannen ausgeschafft ginn.

Interessant ass heibäi festzestellen, dass dëst eng iwwerparteilech parlamentaresch Initiativ vun de véier grousse Fraktiounen am Bundestag war, der CDU/CSU, der SPD, der FDP an deene Gréngen. E breeden, iwwerparteileche Konsens misst och hei méiglech sinn, well keng Partei de Monopol op d'Wuelbefanne vun de Leit huet, mee och, well d'Leit e Recht drop hunn, hir Doleancë fir e gutt Liewen zum Ausdrock ze bréngen.

Ech kéint mer perséinlech gutt virstellen, dass esou eng Initiativ fir eng méi participativ Approche och vun der Lëtzebuerger Chamber kéint ausgoen. Hei kéint nieft der Zivillgesellschaft, de Gewerkschaften, de sozialen oder karitativen Associatiounen an Ëmweltverbänn jiddweree matmaachen a säint bäidroen.

A vläicht ass et eis souguer méiglech, dass all am Parlament vertruede Parteien dës Initiativ ënnerstëtzen. Et wär e staarkt Zeechen no baussen, fir ze weisen, dass et, och bei allen Ënnerscheeder tëschent de Parteien, bei alle verschiddene Meenungen an Opfaassungen, awer nach méiglech ass, bei grousse Froen, déi eist Land an eis Gesellschaft beschäftegen, iwwert d'Parteien ewechzekucken an dat Weesentlecht am A ze behalen.

Mir géifen eis domat och als Chamber opwäerten, wa mer eis selwer abréngen an net alles op d'Regierung ofwälzen. Wa mir et an der nationaler Politik fäerdegbréngen, zesummen eng breet Diskussioun ze féiere mat de Bierger iwwer wat fir eis d'Kärelementer vun enger gesonder, glécklecher Gesellschaft sinn, enger Gesellschaft, déi gutt fonctionéiert, an där jiddweree seng Plaz huet, well se solidaresch ass, da brénge mir et och fäerdeg, an enger zweeter Etapp en Indicateur opzestellen, dee Joer fir Joer moosse kann, ob mir dëse Prioritéite méi no kommen oder ob mer eis dovun ewechbeweegen.

Wa mir et fäerdegbréngen, dass all Sousindicateur all Joer aktualiséiert gëtt an esou all Joer e synthetiséierte „Luxembourg Index of Well-Being" ka gerechent ginn, da wiere mer virun allem och an der Evaluatioun vun der Effikassitéit vun eise Politicken e grousst Stéck méi wäit, well da kënne mer Joer fir Joer vergläichen, wéi eng Beräicher vum Liewen, Aarbecht, Logement, Ëmwelt et cetera, a wéi eng Richtung evoluéiert hunn. Doropshi kënne mir eis Politicken ajustéieren amplaz heiansdo awer eng Navigation à vue ze maachen.

Wéi de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et schonn treffend op de Punkt bruecht huet, ech zitéieren en: « Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait ; or, si les mesures sont défectueuses, les décisions peuvent être inadaptées. » Jo, wa mir dat fäerdegbréngen, da brénge mir et vläicht och fäerdeg, eng Äntwert ze ginn op déi essenziell Fro: Wéi ee Wuesstum wëlle mer fir eist Land?

Kloer ass awer, dass Wuesstum kee Selbstzweck duerf sinn. D'Politik ass derfir do, d'Jalonen esou ze setzen, dass de Wuesstum jiddwerengem zeguttkënnt. Mir musse mat eisem Wuesstum et fäerdegbréngen, d'Ongläichheeten tëschent de Leit erofzedrécken an esou en inklusive Wuesstum ze hunn.

Brénge mir et net fäerdeg, alle Bierger am Land e Liewen an Dignitéit ze erméiglechen, da wäerten der ëmmer méi de Kapp réselen, wa si héieren, de PIB wier eropgaangen, awer perséinlech fillen, dass et nom Bezuele vum Loyer och dëse Mount erëm knapps gëtt, fir déi zwee Enner beienanerzekréien.

Et geet hei also och ëm d'Vertrauen, dat d'Bierger an eis Institutiounen hunn. De PIB du bien-être, wann en all Joer kéint aktualiséiert ginn, gëtt den Alldagssuerge vun de Leit eng nei Visibilitéit, grad ewéi där wäertvoller Aarbecht, déi zum Beispill de Statec elo schonn zum Bien-être mécht, zum Beispill am Rapport travail et cohésion sociale.

Erlaabt mer nach eng Kéier de Rapport Stiglitz ze zitéieren: « Il semble souvent exister un écart prononcé entre, d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques comme la croissance, l'inflation, le chô-

mage, etc., et, d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités. […] Ce phénomène a, dans certains pays, sapé la confiance à l'égard des statistiques officielles […] et a une incidence manifeste sur les modalités du débat public sur l'état de l'économie et les politiques à conduire. »

De PIB du bien-être hëlleft deemno de politesche Mandatairen, déi reell Problemer am Liewe vun de Leit méi séier ze erkennen. Och gëtt en e méi zouverlässegt Bild iwwert d'Liewen hei zu Lëtzebuerg.

Eng gutt Gouvernance mat enger sachlecher Ausenanersetzung iwwert déi Problemer, déi mir ënner anerem och duerch de PIB du bien-être feststelle kënnen, ass de Garant derfir, dass d'Biergerinnen an d'Bierger net d'Gefill kréien, dass si net méi eescht geholl ginn. Et ass also och de Garant derfir, dass mir muer net erwächen an enger Welt, wou déi, déi am häerteste bläre mat hiren einfache Léisunge vum ee géint deen aneren déi ëffentlech Debatt dominéieren a sech esou e Vertrauensverloscht bei de Bierger zunotze maachen.

Ech mengen, et sollt eis alleguerten zesummen deen Effort wäert sinn, an dësem Sujet weiderzekommen an dem Statec an aneren Instanzen déi néideg Mëttele bereetzestellen, fir dësen Erwaardunge gerecht kënnen ze ginn.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Bruttoinlandsprodukt oder PIB, dat Wuert kléngt, wéi wann de Fleeschfaserzouwuess an enger Héngerziichterei géif gemooss ginn", stoung an engem däitschen Artikel ze liesen. An effektiv fonctionéiert de PIB op eng änlech Manéier. Dat heescht, beim Bruttoinlandsprodukt geet et, fir bei dësem Beispill ze bleiwen, weeder ëm d'Qualitéit vum Fleesch nach ëm eng aartgerecht Déierenhaltung. Et geet eenzeg an eleng ëm d'Quantitéit vum Fleesch, wat zu Lëtzebuerg produzéiert, verkaaft a giess gëtt. Dat heescht, wat d'Hénger méi gemäscht ginn a wat mir méi Fleesch iessen, wat eise PIB méi eropgeet.

En anert Beispill, wat d'Absurditéit vum PIB als Moossgerät vum Wuelstand souzesoen ënnersträicht, ass follgend: Wann zwee Brëllendréier ze vill Miseler Wäin drénken, sech fatzeg zerklappen an hire Brëll duerno flécke musse loossen, steigere se de PIB. An dat direkt dräimol: doduerch, datt se de Lëtzebuerger Wäibau ukuerbelen, doduerch, datt se dem Optiker Aarbecht verschafen, an doduerch, datt se therapeutesch Servicer an Usproch mussen huelen, fir hire Suchtproblem an de Gréff ze kréien.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Zeen war richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An och en Hoerschnëtt, Här Gibéryen, dréit zum PIB bäi.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat ass awer gutt.

A wa mir an der Logik vum PIB weiderhi bleiwen, dann ass et och richteg ze behaapten, datt all Autosaccident eiser Wirtschaft zeguttkënnt, well mat der Reparatur vun Autoe verdéngen d'Garagiste jo net nëmme Geld a schafen Aarbechtsplazen, se droen och zum Wuesstum bäi.

An net anescht ass et bei enger Fabrik, déi d'Ëmwelt mat Chemikalie verseucht. Dës Fabrik steigert déi wirtschaftlech Leeschtung vum Land am selwechte Mooss wéi en änleche Betrib, deen ëmweltschounend produzéiert. An dobäi kommen dann déi spezialiséiert Servicer a Betriber, déi agesat musse ginn, fir d'Pollutioun nees ze behiewen. An och si kuerbelen de PIB un.

Dat heescht, souguer d'Ëmweltverschmotzung wierkt sech positiv op d'Bruttoinlandsprodukt aus, onofhängeg dovun, wivill Ressourcen zerstéiert ginn, onofhängeg dovun, wivill Krankheeten doduerch entstinn a wat dës Krankheeten de Sozialsystem kaschten, an onofhängeg dovun, wéi héich de Betrag ass, deen d'Steierzueler laangfristeg fir net geleeschten Ëmweltschutz musse bezuelen.

An deem Kontext huet dat däitscht Bundesëmweltamt ausgerechent, datt eng Tonn Feinstëbs Ëmwelt- a Gesondheetsschied an der Héicht vun 59.700 Euro verursaacht. Dat heescht, datt déi 2.660 Tonne Feinstëbs, déi an engem Joer zu Lëtzebuerg verzeechent ginn, e Schued vun iwwer 158 Milliounen Euro verursaachen.

Änlech ass et och bei den Emissioune vum Stéckoxid, wou eng Tonn zu engem Schued vu 15.000 Euro féiert. Bei iwwer 12.000 Tonnen am Joer ginn dat iwwer 180 Milliounen Euro, déi direkt oder indirekt op de Steierzueler entfalen, fir d'Schiednis ze behiewen oder ze kompenséieren. A wann ech vu Steierzueler schwätzen, da mengen ech domat eis alleguer.

Eng aner Zuel, déi och net vum PIB erfaasst gëtt, sinn d'Krankheets- an d'Stierffäll, déi duerch d'Ëmweltverschmotzung verursaacht ginn. Esou huet déi europäesch Ëmweltagence an hirem kierzleche Rapport vun 2019 drop higewisen, datt d'Loftverschmotzung an eisem Land zu ganzer 576 fréizäitege Stierffäll gefouert huet. Dat kënnt duerch chronesch Longen- an Häerzkreeslafkrankheeten, wou d'Leit méi séier verstierwen, wéi wa se an enger propperer Loft liewen an déi Krankheete guer net kréien. Dat si wäit méi Affer wéi déi, déi mer am Stroosseverkéier ze verzeechnen hunn. Wéi gesot, all dës alarmant Zuele spillen am PIB net déi geréngste Roll.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een dann op där anerer Säit bedenkt, datt Phenomeener wéi Prostitutioun, Mënschenhandel an Drogekriminalitéit d'Bruttoinlandsprodukt duerch all hir negativ Nieweneffekter an d'Luucht dreiwen, da weess een och, datt de PIB definitiv net als Gradmiesser vum Wuelstand an eisem Land kann ugesi ginn, dat ëmsou méi, well och d'Gerechtegkeet bei der Verdeelung vum Räichtum keen Afloss op de PIB huet, oder, anescht ausgedréckt, de PIB klëmmt och dann, wa bei der breeder Mass vun der Bevëlkerung kaum eppes ukënnt.

Net vum PIB erfaasst ginn awer och déi alternativ Asazméiglechkeete vu ville Spezialisten, Beschäftegten a Servicer - misste se hir Zäit net domat verbréngen, d'Schied vum onkontrolléierte Wuesstum nees ze behiewen. Op deene Gebidder ass de PIB ganz einfach blann. An en ass och blann, wann et drëms geet, de Wäert vun der héich qualifizéierter Aarbecht a vum Wëssen ze erfaassen, op dat eis Wirtschaft an eis Gesellschaft kënnen opbauen.

Doriwwer eraus gëtt och de Wäert vun der onbezuelter Care-Aarbecht, der Fleeg a vum Benevolat net am PIB erfaasst - ech mengen, och den Yves Cruchten huet dat ënnerstrach -, obwuel dës Aarbechtsformen eigentlech eng grouss Plus-value fir eis Gesellschaft a fir hire sozialen Zesummenhalt duerstellen.

Här Minister, alles dat sinn déi fir eis zu Recht kritiséiert blann Flecken op der Landkaart vum PIB. An awer ass dësen Indicateur nach ëmmer allmächteg, kann ee bal soen, wann et ëm d'Bewäertung vun eisem Räichtum geet, och am internationale Kontext!

Här President, soulaang wéi déi wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land nom Zweete Weltkrich rasant biergop gaangen ass a wéi och de private Wuelstand an de Konsum an engem historesche Mooss gewuess sinn, war dat u sech kee Problem. An dunn huet d'Fro sech och wäit manner gestallt wéi haut. Mee mat der Uelegkris ass d'Diskussioun lassgaangen. Mat der Uelegkris an de Joren 1973/1974 sinn ëmmer méi Ekonomisten, Politiker, awer och Bierger sech bewosst ginn, datt d'Entwécklung sech net onbehellegt verlängere léisst, virun allem net dann, Dir Dammen an Dir Hären, wa se vun natierleche Ressourcen ofhänkt an doriwwer eraus zu sozialen Ongerechtegkeete féiert.

Déi steigend Uelegpräisser an den 1970er-Joren hu jo net nëmmen d'Energiekäschten um Niveau vun der Stolproduktioun massiv an d'Luucht gedriwwen, si hunn eng massiv Stolkris carrement bewierkt. Si hunn dozou gefouert awer och, datt d'Kris op d'Käschte vun de Salariéen ausgedroe ginn ass, mam Resultat, datt e massive Sozialkonflikt entstanen ass, deen den 9. Oktober 1973 zum Generalstreik gefouert huet. Spéitstens dee Moment stoung eppes fest. Et stoung fest, datt d'Politik et verpasst hat, schonn deemools, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir déi wirtschaftlech Entwécklung an déi richteg Bunnen ze lenken. A se hat et och verpasst, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir ressourcëschounend ze produzéieren an d'Wirtschaft ze diversifizéieren.

Ech mengen awer och domat Instrumenter, déi d'Alarmklacke lauden dinn, wann d'Schéier tëschent Aarm a Räich ufänkt ze wuessen, wa se ëmmer méi grouss gëtt, onofhängeg vun der jeeweileger Konjunktur.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, et läit mëttlerweil op der Hand, datt mir esou Instrumenter brauchen. Si kënnen de PIB sécherlech net ofléisen. Si kënnen a mussen de PIB awer ergänzen, fir datt déi ekonomesch Entwécklung, déi sozial Gerechtegkeet an d'Wuelbefanne vun de Bierger Hand an Hand ginn a sech net wéi an der Vergaangenheet géigesäiteg am Wee stinn.

Domat sinn ech beim Wuert, ëm dat et haut geet, beim PIB du bien-être oder Wuelstandsindex, deen, wéi gesot, net just de finanzielle Wäert vun de produzéierte Wueren a Servicer an eisem Land zréckspigelen däerf. Och de Raubbau, deen op d'Käschte vun eiser Gesellschaft, der sozialer Gerechtegkeet an der zukünfteger Entwécklung vun eisem Planéit geet, muss gemooss ginn.

Fir eise reelle Wuelstand finanziell ze berechnen, missten eigentlech d'Follgekäschten an d'Schied vun der Entwécklung, déi ech virdru genannt hunn, monetär bewäert ginn an nees vum Bruttoinlandsprodukt ofgezu ginn, esou zum Beispill d'Follgekäschte vun de Feinstëbs- a Stéckstoffemissiounen, déi ech virdru jo kloer chiffréiert hunn. Eréischt dee Moment kéime mer op dee Wuelstandsindex, deen der Realitéit vun eiser Ekonomie entsprécht.

Dat ass natierlech net esou séier gemaach wéi gesot. An dowéinst ass et och duerchaus verständlech, datt a ville Länner scho jorzéngtelaang un alternative Modeller an Indicateure gebastelt gëtt, fir de PIB du bien-être an all sengen Dimensiounen ze definéieren.

Quitte datt nach keen neie Modell sech um internationale Parquet konnt duerchsetzen, esou ass et awer positiv, datt ëmmer méi Länner entspriechend Indicateuren ausschaffen an déi Indicateuren och schonn zum Deel applizéieren.

De Kolleeg Yves Cruchten ass a sengen Ausféierungen am Detail op déi Länner agaangen an och op d'Methoden, déi se uwennen. Ech nenne just emol Neuseeland, wou d'Regierung sech mat de sougenannte Well-Being-Priorities eng nei Prozedur ginn huet. Wat Frankräich ugeet, wat jo eist direkt Nopeschland ass, esou ass schonn am Joer 2008 eng Kommissioun an d'Liewe geruff gi mam Numm « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social ». Hir Missioun besteet doran, déi ekonomesch kollektiv Leeschtung net méi just duerch e quantitative Brëll ze kucken, mee och qualitativ a sozial ze bewäerten.

An och en anert Nopeschland, wat direkt un der Dier ass, dat ass Däitschland. Däitschland huet e Wuelstandsindicateur definéiert, dee sech kloer vum Wuesstumsfetischismus distanzéiert, wéi e Journalist sech an der „Süddeutsche Zeitung" ausgedréckt huet. Konkreet bezitt dësen Indicateur sech op dräi Theemefelder mat 63 verschiddenen Indicateuren, op déi ech awer elo net wëll am Detail agoen.

Aner Länner, déi ganz aktiv sinn och, sinn Island a Schottland, déi zesumme mat Neuseeland eng gemeinsam Initiativ gestart hu mam Numm Well-Being-Economy Governments. Dat heescht, eng international Zesummenaarbecht gesi mir och als ganz sënnvoll un.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann all dës Initiativen nach méi oder manner an de Kannerschong stiechen a virun allem nach net weider evaluéiert gi sinn, wou ech den Alex Bodry wéilt zitéieren, deen an der Budgetskommissioun erkläert huet, datt een eréischt kéint esou e Modell förderen, wann ee wéisst, datt en an anere Länner gegraff huet, menge mir, datt awer och Lëtzebuerg direkt misst hei lassleeën an datt un der Daseinsberechtegung vum PIB du bien-être eigentlech keen Zweifel méi däerf bestoen, och wann en nach muss weider entwéckelt ginn an evaluéiert ginn.

Op alle Fall sinn dës Initiative wichteg, fir politesch Entscheedungen endlech op Basis vun ekonomeschen, ekologeschen a sozialen Indicateure bewäerten ze kënnen a fir e Moossinstrument ze schafen, wat der Politik eng Orientéierungshëllef an Decisiounshëllef bitt, éier et ze spéit ass.

Dës Indicateure sinn awer och vun Notzen, wann et drëms geet, Dir Dammen an Dir Hären, eng Evaluatioun vun de Politiques publiques virzehuelen, esou wéi d'Chamber sech dat jo op de Fändel geschriwwen huet. D'Zil vun där geplangter Evaluatioun, iwwert déi mer jo nach de leschten Dezember hei rieds haten, déi mer och an enger Motioun respektiv an enger Resolutioun ugeholl hunn, d'Zil vun där Evaluatioun besteet jo notamment doran, déi bestoend Gesetzer op hir Effikassitéit hin ze analyséieren a gegeebenefalls unzepassen. A mir mengen, datt eeben dee Moment och de PIB du bien-être net däerf vergiess ginn.

Domat sinn ech dann zu Lëtzebuerg ukomm, vum internationalen op den nationalen Niveau, dee jo haut am Mëttelpunkt sollt stoen. D'Diskussioun zu Lëtzebuerg ass bekanntlech net nei. Dat ass schonn ernimmt ginn. Si geet zréck virun allem politesch gesinn op d'Regierungserklärung vun 2009, wou d'Mise en place vun engem PIB du bien-être, mengen ech, scho versprach gi war.

Fir deem nozekommen, hunn de Conseil supérieur pour un développement durable, wann ech mech net ieren, an de Conseil économique et social zesumme mam Statec sech an de leschte Joren ëmmer méi intensiv mat där Matière befaasst. An ech géif emol mengen, wat aus där Aarbecht entstanen ass, ass net näischt!

Et ass de sougenannte „Luxembourg Index of Well-Being", wéi si et dann op schéi Lëtzebuergesch ausdrécken, en Aggregat vun Indicateuren, dee fir d'Joren 2009 bis 2015 berechent gouf.

Zanter 2015 aktualiséiert a publizéiert de Statec och reegelméisseg eng Rei Sousindicateuren, déi dem PIB du bien-être zugronn solle leien. Dat ass awer elo vläicht nach net alles, wat gemaach muss ginn. Et feelt nach d'Aktualiséierung vum PIB du bien-être a senger Gesamtheet, dëst op Basis vun neien Erkenntnisser an Entwécklungen, virun allem um Niveau vun Ëmwelt- a Klimaschutz, mee och nach wat aner Facteuren ugeet. Dëst am Hibléck natierlech op d'Opstellung vun enger transparenter Dokumentatioun, déi ëffentlech zougänglech ass, mat alle Beräicher a konkreete Krittären, déi de Bien-être zu Lëtzebuerg sollen definéieren.

An an deem Sënn begréisse mer wierklech den Engagement vum Statec, méi en einfache Modell auszeschaffen, en allgemeng verständleche Modell. An do kann ech dem Yves Cruchten nëmme Recht ginn, wann e seet: „Et muss bei de Bierger ukommen, wat mer hei maachen. Et huet kee Wäert, iwwer Theorien ze schwätzen, wann een normale Mënsch dobaussen net versteet, wat domat geduecht ass."

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wéi gesot, de Statec wäert och am Mäerz e Colloque zu deem Theema organiséieren, wat gradesou begréissenswäert ass.

Ech wéilt awer och dem Kolleeg Serge Wilmes dann endlech Merci soen, dat hunn ech nach net gemaach, datt en dës Interpellatioun ugefrot huet. An ech si frou festzestellen, datt mer hei parteiiwwergräifend un engem Strang zéien, an ech mengen, och nëmmen da kënne mer an där Matière hei virukommen.

E weidere Merci, deen ech awer nach wéilt lassginn, geet un den Yves Cruchten als Budgetsrapporter, well en eebe grad dëst Theema schonn a säi Budgetsrapport afléisse gelooss huet an domat wichteg Erkenntnisser op den Dësch geluecht huet, virun allem wat dee ganz breet gefächerte Beräich vun der sozialer Gerechtegkeet an eisem Land ugeet, wou et ganz kloer ass, datt dat eng vu méi Viraussetzunge vum Bien-être ass.

Dir Dammen an Dir Hären, an deem Beräich huet sech och am Budgetsrapport ee Message ganz kloer erausgeschielt. Et ass deen, datt d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg tëschent 2009 an 2015 ëm bal 1 % gefall ass, wärend de PIB an där selwechter Zäit ëm iwwer 5 % gewuess ass. De Beweis, datt de wirtschaftleche Räichtum vun engem Land an d'Wuelbefanne vu senger Bevëlkerung net onbedéngt proportional zuenee wuessen, muss also net méi geliwwert ginn.

An déi selwecht Erkenntnis liwwert och eng Etüd vum Statec, déi net méi spéit wéi den 20. Januar vun dësem Joer publizéiert gouf. An där Etüd geet rieds vum sougenannte „paradoxe d'Easterlin". Dee seet notamment aus, datt en héije Wirtschaftswuesstum d'Bierger mat der Zäit net onbedéngt méi zefridde mécht an déi sozial Kohäsioun souguer a Gefor ka bréngen, wann de geschafene Räichtum ongerecht verdeelt gëtt.

Datt dat an der Vergaangenheet net de Fall war, beweist d'Aarmutsschéier natierlech, déi trotz der floréierender Konjunktur zu Lëtzebuerg auserneegaangen ass. An ech schwätzen hei vum Gini-Index, dee mer jo net méi spéit wéi virgëschter hei am Kontext vun der Debatt iwwert d'Aarmut och thematiséiert hunn. An och den Aarmutsrisiko ass virgëschter thematiséiert ginn. Ech widderhuelen et: Trotz héije Wuesstumsraten an eisem Land huet och den Aarmutsrisiko awer alarmant zougeholl - Stéchwuert: Working Poor -, wou mer am europäesche Ranking op der bedauerlecher zweeter Plaz landen!

An deem Sënn läit et natierlech fir eis op der Hand, datt all Effort a Richtung méi Verdeelungsgerechtegkeet sech nohalteg wäert lounen.

An ech kommen net derlaanscht, och nach eng Kéier e Wuert zum Logement ze soen, well zu där Gerechtegkeet gehéiert notamment och den Accès zu enger Wunneng, wat net ëm-

men e Grondrecht muss sinn, mee och eng wichteg Viraussetzung ass vum Bien-être. Well wéi kann e Mënsch glécklech liewen a sech wuelfillen, wann e keen Daach iwwert dem Kapp huet? Oder wann e grad wéinst sengem Daach iwwert dem Kapp an d'Iwwerverschëldung geréit?

Evidenterweis ass dowéinst och all Moossnam, déi d'Schafe vun erschwénglechem Wunnraum férdert, eng Moossnam fir d'Steigerung vum Bien-être zu Lëtzebuerg.

En anere Schlësselfacteur, deen ech och ëmmer erëm zitéieren, ass dee vun den Inegalitéiten um Niveau vum Patrimoine. An ech mengen, och do sinn ech op enger Linn mam Budgetsrapporter, virun allem wann et ëm de Patrimoine immobilier geet, woumat ech de Besëtz och vu Bauland mengen.

Dës Inegalitéite si laut Budgetsrapporter vill méi schwéier ze moosse wéi d'Inegalitéiten um Niveau vum Revenu. Se sinn awer net manner relevant, well se eis Populatioun carrement an zwee deelen, mat op där enger Säit enger klenger Minoritéit, déi duerch Spekulatioun op hirer Proprietéit am Schlof exponentiell räich gëtt, an op där anerer Säit enger wuessender Majoritéit, déi net emol e Quadratmeter Wunneng ka kafen.

Wa mir d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg wëlle verbesseren, Dir Dammen an Dir Hären, da musse mer weiderhi konsequent un de Stellschrauwen dréien, an et ass dat, wat dës Regierung mécht, och am Hibléck op d'Steierreform.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, an deem Kontext erënneren ech nach eemol un de Wirtschaftsrapport vun der OCDE fir d'Joer 2019, dee grad ewéi de Regierungsprogramm eng Rei Pisten opweist, déi et erlaben, méi Gerechtegkeet an de sensibele Beräich vum Patrimoine immobilier a vum Logement ze kréien. An ech mengen, dee Beräich ass zu Lëtzebuerg nach méi sensibel wéi an anere Länner.

An eng änlech Richtung ginn och d'Recommandatiounen eebe grad vum Yves Cruchten a sengem Rapport bei der Opstellung vum PIB du bien-être. Och do däerfen déi Recommandatiounen net vergiess ginn.

Eng Iddi, déi mir an deem Kontext gutt gefält an déi ech hei wéilt ernimmen, ass déi vun der Kreatioun vun engem Observatoire des inégalités als Géigepaart zum Observatoire de la compétitivité.

Wa mir nämlech op där enger Säit wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et mat der Kompetitivitéit um héijen Niveau vun der Ekonomie ausgesäit, da musse mer op där anerer Säit och wëssen, wéi et mat den Inegalitéite bei de Leit um Terrain ausgesäit.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Eng gutt Politik fänkt nämlech domat un, datt een d'Problemer erkennt, fir se kënnen ze behiewen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann nach zu engem anere fir mech ganz relevante Pilier, deen ech awer net esou wäit entwéckelen, well mer deemnächst eng Debatt hei wäerten doriwwer féieren. Et ass de Volet vum Bien-être au travail. Datt mënschlech gerecht a sécher Aarbechtsbedéngungen eng wichteg Konditioun si fir déi mental a physesch Gesondheet vun de Salariéen, läit op der Hand. Ech mengen, do brauche mer net ze diskutéieren.

Och an deem Beräich huet de Budgetsrapporter d'Fanger an d'Wonn geluecht a weist op déi wuessend Risiken hin, déi mer bei der Opstellung vum PIB du bien-être mussen a Consideratioun zéien. Stéchwuert: Travail atypique, Deelzäitaarbecht, Contrats « zéro heure », Contrats à durée déterminée, Travail de plateforme an esou weider an esou fort, mee och de wuessende Risiko vum Verloscht vun Aarbechtsplazen duerch d'Digitaliséierung an d'Angscht eebe grad, déi bei all Eenzelnen domat verbonnen ass.

Beim Bien-être au travail geet et also net drëm, de Leit e Spinning-Vëlo an de Betrib ze setzen, fir schlecht Remuneratiounen a schlecht Aarbechtskonditiounen ze kompenséieren.

Une voix.- E Spinning-Vëlo, dee wär an der Rei.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- E Spinning-Vëlo ass an der Rei, wann déi aner Konditiounen och an der Rei sinn. Jiddefalls ass et emol an éischter Linn wichteg, den Aarbechtsmaart un d'Erausfuerderunge vum digitalen Zäitalter unzepassen, ouni datt d'Salariéen zu de Verléierer vum Fortschrëtt ginn. An do kann e Spinning-Vëlo nun emol net hëllefen.

Dozou gehéiert och d'Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitverkierzung, wou ech just eng kleng Remark wéilt maachen, nämlech déi, datt déi gréng Fraktioun scho viru laanger, laanger Zäit eng 35-Stonne-Woch fir hir Mataarbechter agefouert huet, an dëst mat vollem Lounausgläich!

Am Kontext vum PIB du bien-être au travail wéilt ech awer och déi rezent Etüd vun der Chambre des Salariés, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, ervirsträichen, fir de wuessende Phenomeen vun den Depressiounen zu Lëtzebuerg ze analyséieren, also just de Géigendeel vun deem, wat mer mam PIB du bien-être wëllen erreechen.

Une voix.- Décidément!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dës Etüd kënnt zur Konklusioun, datt de Gros vun den Depressiounen op schlecht Aarbechtsbedéngungen zréckzeféiere sinn, woubäi ee muss wëssen, datt d'Zuel vun den Depressiounen effektiv net erof-, mee eropgeet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu engem anere wichtegen Theemefeld. Dir kënnt lech denken, ëm wat et geet.

Une voix.- Neen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Da loossen ech lech roden. Et ass dat vum …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech loosse mech iwwerraschen.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et geet mat Ëmwelt un an et hält mat Schutz op.

Plusieurs voix.- O!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- De Klima gehéiert awer och dozou.

Plusieurs voix.- A!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Datt Ëmwelt- a Klimaschutz Hand an Hand mat der sozialer Gerechtegkeet muss goen, läit fir eis op der Hand. A well d'Ekologie an d'Sozialpolitik net per se zesummepassen, muss d'Politik déi zwee zesummebréngen. An et ass dat, wat d'Regierung mat engem sozialverträgleche Klimaschutzplang wëllt maachen.

Wann ech vun Ëmwelt- a Klimaschutz schwätzen, da mengen ech domat awer och Gesondheetsschutz. Well wa mir de Glyphosat ab dem Januar 2021 zu Lëtzebuerg verbidden, da maache mir jo net nëmme vill fir d'Ëmwelt, da maache mir och ganz vill fir d'Gesondheet vun eise Biergerinnen a Bierger an domat och fir hiert Wuelbefannen.

Et ass nämlech längst eng Tatsaach, datt Ëmweltaflëss en Impakt op d'Liewensqualitéit, op d'Liewenserwaardung, op d'Gesondheet an op d'Wuelbefannen hunn. An do erënneren ech och un dat Gesetz, wat mer nach gëschter hei gestëmmt hunn, wat och Gesondheetsschutz bedeit huet, wat de François Benoy hei presentéiert huet.

An et ass och eng Tatsaach, datt héich Ëmweltbelaaschtungen net nëmmen d'Gesondheet gefäerden an d'Wuelbefannen aschränken, si sinn och e wuessende Käschtefacteur an eisem Gesondheets- a Sozialsystem.

An elo drénken ech eng Schlupp.

Une voix.- Prost!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och dat gehéiert zur Liewensqualitéit.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Esou och beim Problem vun der Loftverschmotzung. Ech mengen, heibannen ass se och net immens gutt, soss hätt ech elo eng besser Stëmm.

(Hilarité)

All Reduktioun vu Feinstëbs a Stéckstoffbelaaschtung an der Loft ass e Gewënn fir d'Ëmwelt an ass e Gewënn fir d'Gesondheet vun eis all an domat och e Gewënn fir de Gesondheetssystem. Aus deem Grond ass d'Mobilitéitspolitik vun dëser Regierung net nëmmen eng Politik, déi d'Mobilitéit dauerhaft soll verbesseren, et ass och eng Politik, déi d'Gesondheet an d'Wuelbefanne mëttel- a laangfristeg steigert, well se déijéineg Transportmëttel férdert, déi d'Loft am mannsten oder guer net belaaschten. Stéchwuert: Elektromobilitéit, Tram, Zuch a Vëlosreseauen, déi alleguer massiv ausgebaut ginn, fir emissiounsfräi Alternativen zum Bensinn- an Dieselauto ze schafen.

En Afloss op d'Gesondheet an op d'Wuelbefannen huet natierlech och de Kaméidi.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Erwisenermoossen ass de Kaméidi vum Stroossefacteur den Haaptschëllegen an där doter Fro a stellt e grousse Stressfacteur duer. D'Konsequenze sinn Häerzkreeslafproblemer bis hin zu Depressiounen duerch de Kaméidi. An och dat liwwert de Beweis, datt eng nohalteg Mobilitéitspolitik virun allem den ëffentlechen Transport an déi duuss Mobilitéit am Kontext vum PIB du bien-être muss berücksichtegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëscht vun den Ëmweltfacteuren ass net erschëpft, mee ech kann elo net esou weiderfueren, soss schwätzen ech nach zwee Deeg vun all deenen Ëmweltfacteuren, déi en negativen Impakt op d'Wuelbefannen hunn. Se ass immens grouss.

Net manner grouss ass op där anerer Säit awer och den Erhuelungswäert vun der Natur am Hibléck op dat psychescht Wuelbefannen, mee och op déi tëschemënschlech Relatiounen. An deem Kontext weisen international Etüden drop hin, datt d'Natur am direkte Kontakt eng stabiliséierend, entspanend a berouegend Wierkung huet a souguer en therapeuteschen Notze kann hunn, woumat ech net wëll behaapten, datt d'Natur d'Medezinn ersetze kann. Si kann allerdéngs eng medezinnesch Prise en charge ënnerstëtzen a Krankheete virbeugen.

Dat gëllt iwwregens och fir d'Stäerkung vun der Gesondheet a vum Wuelbefanne bei de Kanner am Fall, wou d'Kanner vill an der Natur erliewen a sech vill an der Natur beweegen, wat och hiren Immunsystem vu Klengem u stäerkt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wéi Dir wësst, hëlt d'Natur a Finnland eng grouss Plaz an. A grad dowéinst ass et keen Zoufall, datt Finnland am internationale Ranking vun der Zefriddenheet am beschten ofschneit, et läit carrement op der éischter Plaz. Laut dem World Happiness Report vun der UNO - ech mengen, den Yves Cruchten huet och drop higewisen, en ass 2019 an 156 Länner duerchgefouert ginn an den 2. Januar war e gréisseren Artikel an der „Libération" doriwwer ze liesen -, laut deem Rapport sinn d'Finnen déi glécklechst Mënschen op der Welt, wann een et esou ausdrécken däerf.

Fir d'Chercheure vun der UNO läit ee vun den Haaptgrënn eebe grad doran, datt de finneschen Territoire mat sengen 188.000 Séien an engem Gesamttaux vu 70 % Bëscher eng Naturbeloossenheet opweist wéi kaum en anert Land op der Welt.

An obwuel de World Happiness Report sech net speziell op d'Natur konzentréiert, esou betounen d'Wëssenschaftler vun der UNO awer, datt de reegelméissege Kontakt zu enger intakter Natur d'Wuelbefanne ganz kloer steigert.

Eng weider Konklusioun aus deem Rapport ass déi, datt och de géigesäitege Respekt, d'Oppenheet ee vis-à-vis vun deem aneren an dat géigesäitegt Vertrauen a Finnland méi staark entwéckelt si wéi an deene meeschten anere Länner. An och dat huet natierlech Ursaachen am Sënn vum Wuert. Erkläert gëtt dës positiv Haltung doduerch, datt d'Finne sech an der Moyenne 170-mol am Joer an der Natur beweegen, also all zweeten Dag, an datt se an deem Kontext och sozial Kontakter knäppen.

D'Léier, déi mir als Lëtzebuerger doraus kënnen zéien, ass sécher net déi, datt mer zréck op d'Beem solle klammen. Mir sinn en industrialiséiert Land mat groussem Potenzial a mir sollen der Entwécklung och kee Rigel virschiben. Mir kënnen eis och zu Lëtzebuerg keng finnesch Verhältnisser schafe mat Naturflächen, déi 70 % anhuelen oder 80 % vun eisem Territoire. Do misste mer verschidde Gemengen einfach emol ewechhuelen, dat ass net méi méiglech.

Allerdéngs kënne mer eis u Finnland inspiréieren an deem Sënn, datt mer eis Naturschutzgebidder, déi mer hunn, beschtméiglech erhalen. Dat bedeit, datt d'Extensioun vun de Bauperimeter an de Gemengen op e Minimum soll reduzéiert ginn an datt mer weiderhin, wéi d'Landesplanung dat och virgesäit, op d'Banneverdichtung solle setzen, esou wéi et och an de Plan-sectorielle soll geschéien. Well wat mir méi Naturflächen erhalen, wat et fir d'Biergerinnen an d'Bierger méi einfach ass, de Kontakt zu der Natur oprechtzeerhalen als wichteg Viraussetzung vum Bien-être. D'Finne maachen eis et vir.

Här President, dat féiert natierlech zu der Fro, ob e Mënsch an enger Stad net glécklech liewe kann. An och do liwwert Finnland eng Äntwert, och am World Happiness Report. Et ass déi, datt ganzer 230.000 Awunner wéi zu Tampere op enkem Raum ganz zefridde kënnen zesummeliewen, allerdéngs just, wann et hinne méiglech ass, sech ouni Auto an der Stad ze beweegen a wann et hinnen doriwwer eraus och méiglech ass, mam ëffentlechen Transport oder mam Vëlo an d'Natur ze kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Domat weist sech eemol méi, datt den Auto näischt aneres ass wéi e Stressfacteur, deen alles aneres wéi glécklech mécht.

(Interruptions)

An et weist sech eemol méi, datt all Schrëtt, deen d'Ofhängegkeet vum Auto reduzéiert, e Schrëtt a Richtung Wuelbefannen ass. An ech géif och mengen, wa mer hei vun ëffentleche Plaze schwätzen, déi sollen entwéckelt ginn am urbane Raum, mee och déi Plazen, den Här Wilmes huet se virdru genannt, déi ëffentlech Plazen an de Stied sollen net nëmme belieft ginn, se ginn och ëmmer méi attraktiv, wat manner Autoen op deene Plazen ënnerwee sinn, eeben och zu Lëtzebuerg an net just a Finnland.

Dir Dammen an Dir Hären, de Schutz vun der Natur a vun den natierleche Ressourcen, dem Buedem, dem Waasser an der Loft, huet awer nach en aneren Zweck. De Buedem- a Ressourcëschutz ass och d'Viraussetzung derfir, datt qualitativ héichwäerteg a gesond Liewensmëttel produzéiert kënne ginn. A gesond Liewensmëttel sinn hirersäits eng wichteg Viraussetzung fir Wuelbefannen a Gesondheet, ugefaange bei de Kanner, wou d'Ernärung eng grouss Roll an der Entwécklung spillt vun deem Moment un, wou se nach am Bauch sinn, kann ee scho bal soen.

Déi eenzeg Landwirtschaft, déi esou Liewensmëttel produzéiert an d'Ëmwelt net belaascht, ass déi biologesch Landwirtschaft. A grad aus deem Grond ass och de Landwirtschaftsminister, och wann en net hei ass, beim PIB du bien-être gefuerdert, fir datt mir d'Zil vun 20 % Biolandwirtschaft um Horizont 2025 erreeche kënnen, mat der Vue op d'Joer 2050, wou bestëmmt vill aner Leit heibanne sëtzen, wou mer bei 100 % solle landen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, e leschten Theemeberäich, op deen ech nach kuerz wéilt agoen, ass dee vun den Institutiounen, der Bildung, de Mënscherechter an der Gläichberechtegung. Dat sinn och eiser Meenung no wichteg Elementer vum Bien-être. Och an dësem Feld huet Finnland d'Nues vir. Och dat ass net iwwerraschend. Finnland ass bekannt fir säi staarke Sozialstaat oder besser gesot säi Wuelfaartsstaat, den État-providence. Dësen huet dozou gefouert, datt d'Finnen en extreemt grousst Vertrauen an hir Institutiounen entwéckelt hunn a sech effektiv am Wuelfaartsstaat wuelfillen, esou wéi den Numm et eigentlech scho viraussetzt.

Deem géinteniwwer steet Lëtzebuerg, wou ech op eng Etüd vum Statec wëll hiweisen, déi seet, datt d'Vertrauen an d'Institutiounen zu Lëtzebuerg signifikativ ofgeholl huet, vu 75,3 % am Joer 2009 op 64,4 % am Joer 2016.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Erausfuerderung ass also déi, d'Vertraue vun eise Bierger a Biergerinnen an d'Institutiounen nees ze stäerken, andeems mer se einfach emol méi vertraut mat hinne maachen an de Kontakt zu den Institutioune férderen, am beschte vu Klengem un, wou ech den Zentrum fir politesch Bildung wéilt nennen, well deen eiser Meenung no eng wichteg Roll an där Matière spillt.

Ech mengen awer och, datt d'Gemengen als Institutioun do e wichtege Partner sinn.

Op d'mannst esou wichteg ass et awer och, de Leit déi néideg Sécherheet, den néidege Réckhalt an déi néideg Virsuerg ze garantéieren, well och aner Etüden drop higewisen hunn, datt d'Zefriddenheet net onbedéngt mat der Hausse vum PIB du bien-être (veuillez lire : PIB pro Kapp) zesummenhänkt, mee éischter mat der Méiglechkeet, bis an den héijen Alter eran autonom Choixen ze treffen.

Zu der Educatioun wéilt ech dann nach just soen, datt och do …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi disziplinéiert! Merci villmools.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci.

Datt och do Finnland d'Nues vir huet, dat ass bekannt. Dir wësst et och eleng schonn duerch d'PISA-Etüd. An do muss ee soen, datt Finnland dat éischt Land war, wat de Courage hat, de Bildungssystem mat Ganzdagsschoulen, mat transversaler ganzheetlecher Bildung a mat der Erzéiung zur Nohaltegkeet matzen an der Natur auszestatten. Dës Approche war net nëmmen innovativ, si huet och d'Wuelbefanne vu Kanner a Jonke gesteigert an huet zu noweisleche bessere Schoulresultater gefouert, mat alle Konsequenzen op dat spéidert Liewen als Erwuessenen.

Vun der Gläichberechtegung soen ech elo net allze vill, just nëmmen ee Wuert. Finnland huet zu deenen éischte Länner gehéiert, déi Quoten agefouert hunn, souwuel an der Politik wéi och an der Wirtschaft. A komescherweis läit Finnland och um Index vun der Gläichberechtegung op der éischter Plaz.

Erlaabt mer ofschléissend nach just e puer kritesch Froen opzewerfen, déi am Kontext vum PIB du bien-être reegelméisseg optauchen!

Déi éischt ass déi, ob mer richteg maachen, wa mer ..., oder et gëtt gefrot, ob een hei net versicht, eng komplex Welt souzesoen an een eenzegen Index ze pressen. Dozou ass ze soen, datt de PIB du bien-être d'Bruttoinlandsprodukt net soll ersetzen a guer net rigid a festgefruere soll bleiwen. E soll ganz einfach eng Orientéierung ginn, fir de PIB anescht ze orientéiere wéi bis elo an déi néideg Krittären dohinzeleeën, fir datt mer d'Wirtschaft an déi richteg Richtung kënne kréien.

Eng zweet Kritik, an déi ass och net onberechtegt. Si bezitt sech op d'Inhalter an op d'Krittären, déi vun internationalen Instituter benotzt ginn, fir d'Wuelbefanne jee no Land ze moossen a fir d'Länner ze vergläichen. Wann een déi Ëmfroe kuckt, da muss een d'Froestellung ganz kloer am A behalen. Just e Beispill. Am Happy Planet Index, dee vun der brittescher New Economics Foundation ausgeschafft ginn ass an op Ëmfroe berout, do leie Länner wéi Costa Rica, Vietnam, Nicaragua, Jamaika an Irak virun Däitschland.

Lëtzebuerg ass hei net erfaasst ginn, mee ech géif mengen, mir géifen och hannert deene genannte Länner leien. Firwat? Ganz einfach, well de Respekt vun de Mënscherechter am Happy Planet Index net berücksichtegt gëtt, obwuel de Respekt vun de Mënscherechter natierlech eng wichteg Konditioun vum Bien-être an enger Gesellschaft duerstellt. Domat wëll ech just soen, datt déi international Etüden net ëmmer déi richteg Realitéit zréckspigelen.

Eng drëtt Kritik kënnt dann aus dem Lager vun deenen, déi keng Plus-value am PIB du bien-être gesinn, well dësen Index sech net exklusiv op Statistike berifft, mee op Sondagen. Dëser Approche gëtt heefeg virgehäit, datt de PIB du bien-être mat Wäerturteeler operéiert, déi an der Ekonomie näischt ze sichen hunn, dat heescht, datt d'Wuelbefannen eigentlech jo da just e subjektive Parameter ass, dee vu Mënsch zu Mënsch variéiert. Dës Kritik heescht an anere Wierder, de PIB du bien-être katapultéiert d'Ekonomie aus dem objektive Beräich vun der Wëssenschaft eraus an déi ekonomesch Entwécklung kann net méi neutral bewäert ginn.

Hei muss een entgéintsetzen, datt och d'Zesummesetzung vum traditionelle PIB op subjektiven Entscheedunge berout, déi ganz anescht a virun allem méi nohalteg kéinten ausgesinn. Egal wéi de PIB du bien-être schlussendlech berechent gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, géif fir eis de gréisste Feeler dora bestoen, dem klassesche PIB wéinst feelenden Alternative weiderhin d'Feld ze iwwerloossen. An duerfir si mer frou, datt mer alleguer an déi dote Richtung wëlle goen an eis Käpp zesummestrecken.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Éier ech elo hei d'Riednerpult verloossen, kucken ech op den neie Minister, de Franz Fayot, a wéilt him awer och eng glécklech Hand wënsche bei der Ausübung vu senger wichteger Fonctioun, an der Hoffnung natierlech, datt eis Ekonomie ëmmer méi gréng an ëmmer méi nohalteg gëtt, esou wéi Dir Iech et jo selwer wënscht, Här Minister, an dat geet och mat Lëtzebuerger Jugurt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Erlaabt Der, datt d'Madamm Modert Iech eng Fro stellt, Madamm Lorsché?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Madamm Lorsché, däerf ech Iech just eng kuerz Fro stellen?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir kënnt och eng laang Fro stellen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wéi héich ... Wësst Dir, wéi héich d'Selbstmordrat a Finnland ass?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Déi ass ..., déi war ganz héich. Déi lescht Rapporte weisen drop hin, datt d'Selbstmordrat a Finnland kloer no ënne weist. Mee ech hu jo och zum Schluss gesot, datt déi international Etüden am A behale musse ginn a genee gekuckt muss ginn, wat gemooss gëtt. D'Selbstmordrat ass a Finnland doduerch ze erklären, datt och déi Deeg, wou et laang hell ass, respektiv déi Deeg, wou et laang däischter ass, d'Leit oft, soe mer, an den Desequiliber bréngen. Mee ech sinn awer frou festzestellen, datt d'Selbstmordrat a Finnland an der Lescht wierklech massiv erofgaangen ass. A mer hoffen, datt dat natierlech esou bleift.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- An awer méi héich nach ass wéi bei deenen anere Länner. Och dat ass natierlech am Kontext Bien-être mat ze considéreieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et muss een alles relativ kucken. Mee op d'mannst huet de World Happiness Report ganz, ganz wichteg Krittären opgezeechent, wou ech awer mengen, datt Finnland do awer gutt dosteet an all deene Krittären, déi do opgezeechent gi sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Woch féiere mer am Fong hei an der Chamber zwou Debatten, déi eng hu mer scho gefeiert, déi aner si mer amgaangen, déi sech a grouss Linnen, géif ech soen, iwwerschneiden an och am Weesentleche mateneen ze dinn hunn.

Haut hu mer d'Interpellatioun vum Kolleeg Serge Wilmes iwwert de PIBien-être an en Dënschdeg hate mat d'Interpellatioun vum Kolleeg Paul Galles, dee sech méi spezifesch mat der Aarmut befaasst huet. Déi zwee Theeme gi souwisou aneneen, an ech sinn duerfir frou, datt mer déi och kënnen an enger Woch behandelen. An ech wëll deenen zwee Interpellanten och ausdrécklech Merci soe fir hir Initiativen, déi se haut geholl hunn.

Wann ee sech d'Fro stellt: E PIBien-être, musse mir als Politiker esou eppes hunn? Misste mir als Politiker net wëssen, wéi gutt oder wéi schlecht et de Leit am Land geet?

Mir stellen eis dacks déi Froen iwwert d'Aarmut, doriwwer hu mer eng Interpellatioun gehat. Mir schwätzen iwwer Stauen, mir schwätzen iwwer Logement, alles Punkten, déi an dee Perimeter Bien-être erafalen. Mee wann ee sech mam Theema befaasst an et richteg kuckt, da gesäit een, datt dat vill, vill méi wäit geet, wéi datt et sech op e puer Punkte limitéiert.

An duerfir, mengen ech, ass et scho ganz gutt, datt mer eng Debatt doriwwer féieren an och hoffentlech déi richteg Konklusiounen doraus zéien, fir neit Wëssen doduerch fir eis a fir d'Gesellschaft ze schafen, mat der Hoffnung, dann och duerno politesch Decisiounen ze huelen, déi deem entgéintwierken, wou mer eis heibannen alleguer eens sinn, wou misst eppes geännert ginn.

Prinzipiell gëtt international ëmmer vum Wirtschaftswuesstum, vum PIB geschwat an de Räichtum vun engem Land oder d'Pro-Kapp-Akommes vun den Awunner gëtt op dësem, op dem Wirtschaftswuesstum berechent, dem Wuesstum, dem PIB berechent.

Lëtzebuerg läit an dëse Statistike ganz vir bäi a gëtt duerfir als eent vun deene räichste Länner vun der Welt bezeechent, wat d'Pro-Kapp-Akommes ubelaangt. Wuel wëssend, an dat ass scho gesot gi vu menge Virriedner, datt déi Berechnung net ganz richteg ass, well se déi iwwer 200.000 Frontalieren, déi all Dag an d'Land era schaffe kommen an déi zum Wuesstum an domadder zum Räichtum bäidroen, awer bei der Pro-Kapp-Berechnung vun den Awunner logescherweis net matarechent. Géife mer dat maachen, wier d'Resultat sécherlech bäi Wäitem net esou gutt.

Mee d'Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Wat bedeit de Wuesstum, de PIB fir deen Eenzelnen? Sécherlech, fir een Deel vun de Leit ass dat finanziell positiv. Awer nach laang net alle Leit geet et besser, wann de PIB klëmmt. An do si mer bei der genereller Wuesstumsdebatt ukomm, de Konsequenze vun engem onkontrolléierte Rekordwuesstum.

Wat bréngt de Wuesstum u Positivem a wat un Negativem fir den eenzelne Bierger mat sech? Wéi gëtt den zousätzleche Räichtum berechent (veuillez lire : verdeelt)?

An eisen neie Wirtschaftsminister - ech war frou, ech hunn dat haut a sengen Interviewe gelies - wëllt am Fong op dee Wee goen, fir de Wuesstum méi nohalteg ze maachen, fir ze kucken, wat fir ee Wuesstum, wat déi eng ënner intellegentem, déi aner ënner qualitativem Wuesstum ustriewen. Alleguer menge mer warscheinlech dat selwecht, datt mer soen: „Mir kënnen net einfach blannemännches weiderwuessen."

Mir mussen op eisen Terrain, op eis Ressourcen an op déi positiv, awer och op déi negativ Konsequenze vun deem Wuesstum kucken, ier mer dann eng Decisioun huelen, fir nei Betriber hei am Land unzesidelen, well all déi Saachen hunn och Konsequenzen op d'Wuelbefannen an op dat, wat mer hei an eisem Land hunn.

Säit 2009 setzen de Wirtschafts- a Sozialrot, den Nohaltegkeetsrot an de Statec sech zesummen a beschäftege sech mat dëse Froen. De Statec seet a senge Konklusiounen a sengem Rapport 8 (veuillez lire: Regards n° 8) vum Juni 2018 iwwert de PIBien-être: « La croissance économique est-elle pro-pauvres ou pro-riches ? Sur les treize années passées en revue dans cette étude, les fruits que la croissance économique a déversés sur les ménages, a globalement favorisé les plus aisés. La croissance était donc pro-riche ! »

Et ass am Fong d'Analys, déi déi dräi Organisatiounen en revue vun de leschte siwe Joer (veuillez lire: leschten 13 Joer) als Konklusioun zéien. Am Kloertext soe se: „De stramme Wuesstum ass net bei de klengen an normale Leit ukomm."

„De Gruef tëschent Aarm a Räich gëtt ëmmer méi grouss", dat soe vill Leit, och mir heibannen, an och de Budgetsrapporter huet dat dëst Joer kloer zum Ausdrock bruecht a säi Budgetsrapport an dee Kontext gestallt.

Dofir ass et och sécher wichteg, dass mir eis net nëmmen op en ekonomesch berechente PIB baséieren, mee och op de PIBien-être, dëst och a virun allem an der Wuesstumsdebatt. Well de Räichtum vum Land an dem eenzelne Mënsch a senger Famill huet och nach aner gradesou wichteg Konsequenze wéi exklusiv d'Geld, wat ee Land wirtschaftlech an engem Joer erschafft a wat dann einfach pro Kapp op eng Moyenne ëmgerechent gëtt. An dat soll am PIBien-être errechent ginn.

An duerfir schaffen, wéi gesot, de Conseil économique et social, de Conseil supérieur pour un développement durable mam Observatoire de la qualié (veuillez lire : de la compétitivité) um sougenannte PIBien-être. Hei soll zum Beispill och gekuckt ginn: Wéi ass d'Liewensqualitéit fir den Eenzelnen a seng Famill an deene verschiddenste Beräicher, déi et an eiser Gesellschaft gëtt? Jidderee wäert sech an esou engem PIBien-être erëmfannen, deen ee méi, deen anere manner.

Och Leit, déi finanziell besser dostinn, si wéi all anere Mënsch engem negativen Afloss op hir Liewensqualitéit ausgesat, wa se zum Beispill am Stau stinn. Vläicht sti se mat méi engem décken Auto am Stau, mee se stinn am Stau. Am Géigendeel si se awer net deem Risiko ausgesat wéi zum Beispill 30 % vun de Kanner vun elengerzéiende Mammen, déi sech bäi Wäitem net alles, wat als normal ugesi gëtt an eiser Gesellschaft, kënne leeschten.

Wéi soll dann esou ee PIBien-être fonctionéieren? E soll praktesch all d'Facettë vun eisem normale Liewen ëmfaassen.

Dat geet u beim Staatsapparat, bei de Gemengen: Wéi biergerno si se? Wéi frëndlech, wéi hëllefsbereet ass eng Verwaltung? Wéi sinn d'Delaien, d'Transparenz? Wéi dezentraliséiert si se duerch d'Land? Wéi no kommen d'Leit a wéi séier kommen d'Leit u se erun?

D'Natur- oder Wunnkonditiounen: Wéi gi mer mat eiser Natur ëm? Wéi betonéiere mer d'Land zou? Kann all Mënsch genuch vun der Natur profitéieren? Huet en och Zäit, fir vun der Natur ze profitéieren? A wéi gutt ass d'Loft, an där e sech muss beweegen?

De Logement: Ass d'Wunnen e Recht vun all Mënsch hei am Land oder muss hien an d'Grenzregioun wunne goen? Kann all Mënsch sech iwwerhaapt eng Wunneng leeschten? Oder muss hie fir deier Loyere léine goen (veuillez lire : loune goen)? Kann eng Famill an engem Haus wunne mat e bësse Grénge ronderëm, wéi dat ëmmer Traditioun hei am Land war? Oder muss eng Famill muer op engem fënneften oder sechste Stack mat 50 oder 60 m² mat hire Kanner liewen?

Alles dat si Froen, déi een an engem PIBien-être kann opwerfen.

D'Mobilitéit: Den ëffentlechen Transport, ass e flächendeckend? Mir hu gëschter vum zoustännege Minister eng nei Landkaart gewise kritt, déi sécherlech méi positiv wäert sinn. Alles dat ass an der Iwwerleeung vum Bien-être vun de Leit mat ze berücksichtegen, datt e siwen Deeg d'Woch fiert, 24 Stonnen den Dag. Hu mer Vëlosstrecken iwwert d'ganzt Land, déi vernetzt sinn, wou ee sech wierklech kann ausser Gefor fräi beweegen?

Zur Liewensqualitéit zielt och déi Zäit, déi ee brauch, fir op d'Aarbecht ze fueren. Wéi laang steet een am Stau? Mussen d'Leit moies um sechs Auer opstoen, dann d'Kanner an d'Crèche féieren, dann eng Stonn mam Auto fueren an da komme se op hirer Aarbecht un? Ass dat déi Liewensqualitéit, déi mer wëlle weiderféieren? Hunn d'Leit Zäit, fir och Fräizäit ze hunn, fir mat hirer Famill u Fräizäitaktivitéiten, kulturellen Aktivitéiten deelzehuelen, an de Kino ze goen, akafen ze goen, Fräizäit zesummen an eiser Gesellschaft ze verbréngen? D'Stauen hunn ech ugeschwat am Verkéier. Den ëffentlechen Transport, deen heiansdo net richteg geet, wéi mer e gären hätten.

Och de materielle Wuesstum: Huet d'Famill, wa se de Loyer oder hir Schold all Mount bezuelt huet, nach genuch Geld iwwreg, fir kënnen de Rescht vum Mount mënschewierdeg ze liewen? Och muss ee wëssen, wat de Staat de Familllen ofhëlt iwwert de Wee vu Steieren an Taxen, an net nëmmen de Staat, och d'Gemengen, well vun deene meescht Leit héiert een och haut, datt d'Gemengen an hiren Taxen ëmmer méi héich ginn. An déi Buergermeeschter heibannen, déi wäerte jo och emol kënne mat hire Receveure schwätzen a feststellen, datt d'Retarden, déi d'Leit hunn, fir hir Rechnunge bei der Gemeng ze bezuelen, ëmmer méi grouss ginn.

Och dat ass en Zeechen, wéi d'Situatioun vu ville Leit hei am Land ass. Eng Gesellschaft, wou villes vun de Leit verlaangt gëtt a ganz dacks dann d'Leit finanziell net méi iwwert d'Ronne kommen. An d'Gemenge sinn dann eebe vläicht ee vun deenen éischten, déi dat ze spiere kréien. E gudde Parameter: Wann d'Leit net méi flëssteg genuch sinn, fir hir Rechnungen ze bezuelen, fänke se ganz dacks bei de Gemengen un.

Steieren an Taxen, déi mer aféieren. Ech denken och do un déi nei Steieren, déi mer elo aféieren: d'CO_2-Steier, d'Akzisenerhéijung, déi mer maachen. Dat hëlleft net onbedéngt, fir de finanzielle Volet vum Wuelbefannen, de Leit hire Portmonni, ze begënschtegen. Virun allem méi sozial schwaach Leit wäerten do méi Problemer kréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Sinn d'Aarbechtskonditiounen esou, datt den Eenzelnen an d'Famill genuch Zäit hunn, fir zesummen hir Fräizäit a Familljeliewe kënnen ze organiséieren? Kann ee sech all Vakanz Fräizäit huelen oder eng Vakanz leeschten oder zesummen emol iesse goen? Vill Famille kënnen dat net méi hei am Land.

Kënnen d'Kanner un alle schouleschen, gesellschaftlechen, sportlechen a kulturellen Aktivitéiten deelhuelen? Mir ass bekannt, datt deelweis Elteren hir Kanner emol net méi kënne mat a Vakanzenaktivitéite schécken, wann do Participatioune gefrot ginn. Och do mussen d'Gemenge kucken, datt se oppassen, datt all Kanner kënnen onkomplizéiert un esou Aktivitéiten deelhuelen.

Erzéiung a Formatioun: Huet all Kand d'Méiglechkeet, där Formatioun nozegoen, fir déi et sech beruff fillt? Huet all Erwuessenen d'Méiglechkeet, sech weiderzebilden? Huet all Famill de Choix, hir Kannererzéiung esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg fënnt, Beruff a Famill mateneen ze verbannen? Huet eng Famill, déi seet: „Ma mir géife gären ee vun eis zwee doheem bleiwe fir d'Kannererzéiung", huet se dee Choix? Oder huet se en net?

Geet de Staat net hin a gräift ze vill do an d'Familljeliewen an, andeems e virschreift, andeems e seet: „Ma Dir musst schaffe goen, Dir musst Är Kanner a Crèchen, a Maison-relaise ginn!", an net der Famill de Choix gëtt, fir datt se kann och eventuell doheem bei hire Kanner bleiwen?

Et gëtt wuel gesot: „D'Famill huet de Choix." Nee, se huet de Choix net! Se huet just de Choix, finanziell Ënnerstëtzung ze kréien oder keng ze kréien. Awer se huet net de Choix, fir kënnen ze decidéieren, et bleift een doheem, well dann eeben déi finanziell Ënnerstëtzung ewechfält. A wat fir eng Famill ka sech haut erlaben, op esou eng finanziell Ënnerstëtzung ze verzichten?

D'Gesondheet: Sinn d'Konditioune fir d'medezinnesch Betreiung an der Rei? Hu mer déi zentral Strukturen? Hu mer spezialiséiert Strukture genuch? Wéi sinn d'Ëffnungszäiten? Wéi kommen d'Leit dohinner? Wéi sinn d'Waardezäiten? Alles dat dréit dozou bäi.

D'Prestatioune vun der Gesondheetskeess: Kann all Mënsch sech dat leeschten, wat e sech misst leeschte kënnen? Brëller, nei Zänn, och dat si Punkten, déi vill Leit sech net méi kënnen hei am Land leeschten, wou ee sech dach Froe stellt: Wéi ass et méiglech, datt an esou engem räiche Land Leit soen: „Ma ech ka mer kee Gebëss leeschten, dat ass einfach ze deier, well ech net genuch vun der Krankekeess bäikréien."?

Den Aarmutsrisiko: Wéi grouss ass den Aarmutsrisiko hei am Land? Mir schwätzen hei dovun, datt en all Joers an d'Luucht geet, trotzdeem soe mer, mir wieren eent vun deene räichste Länner op der Welt. 18,3 % vun der Populatioun falen ënnert d'Grenz vun dem Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg.

D'sozial Ofsécherung am Allgemengen: Huet all eeler Persoun finanziell Méiglechkeete genuch, fir an e Fleege- oder an en Altersheem ze goen? Mir mengen, dat ass net méi de Fall. Ech hunn nach déi leschte Kéier op der Televisioun e Reportage gesinn, wou Leit gesot hunn: „Ma

mir hu wuel eist ganzt Liewe geschafft gehat, mer hunn elo eng Pensioun, mat där mer kënnen doheem liewen, mee mat där Pensioun kënne mer net méi an en Altersheem oder an e Fleegeheem goen." Oder, wann de Staat bäileet, kréie se eng Hypothéik op hiert Haus gemaach, wat d'Leit zréckschreckt.

Well déi, déi gutt verdéngt hunn, déi vill verdéngt hunn, déi hunn net een Haus, déi hunn e puer Haiser a se hunn och genuch Geld an der Pensioun, fir an e Fleegeheem ze goen. Awer déi Leit, déi hiert Liewe laang schwéier geschafft hunn, fir e klengt Haischen ze kréien, déi wëllen net, datt dat Haus hypothekéiert gëtt an et op d'Käschten da vun hire Kanner geet. Och dat muss ee bedenken, datt all Mënsch an engem Land wéi Lëtzebuerg misst kënnen an e Fleegeheem goen, ouni datt en dat, wat en a sengem Liewen erschafft huet, säin Haischen, misst afferen.

D'Garantië beim Verloscht vun der Aarbechtsplaz: Ëmmer méi Leit hunn Angscht. Obwuel et esou boomt hei am Land, obwuel mer en ekonomesche Wuesstum hunn, e Rekordwuesstum hunn, héiert een ëmmer méi Leit, déi net méi sécher sinn, datt se hir Aarbechtsplaz behalen. D'Ongläichheeten op der Aarbecht an an der Gesellschaft.

An een anert Theema, wat een och muss an esou e PIBien-être mat eranhuelen, dat ass d'Fro vun de Suiciden. Se ass virdrun ugeschwat ginn. An och do muss ee soen: „Lëtzebuerg, e räicht Land, dat sech am Fong alles ka leeschten. Wa mer d'Statistike kucken, läit Lëtzebuerg leider do ganz virbäi." An och dat gëtt en Androck, wéi zefridden d'Leit hei am Land sinn, wann esou vill Leit decidéieren, fräiwëlleg aus dem Liewen ze scheeden.

All dës Punkten a sécherlech nach vill méi missten an esou engem PIBien-être berücksichtegt ginn esou wéi beim Indexwuerekuerf, wou bestëmmt Wueren an Aktivitéite berücksichtegt ginn, déi eng wichteg Roll am dagdeegleche Liewen duerstellen, an och d'Gewiichtung vun deenen eenzelne Produkter oder Aktivitéite misst an esou engem PIB festgeluecht ginn.

Et gëtt also schonn Usätz, fir dat ze maachen. Ech hu virdru gesot, datt dräi Groupementer, de Statec, den Nohaltegkeetsrot (veuillez lire: an de Wirtschafts- a Sozialrot), sech domadder beschäftegen. Mee mir mengen, et sollt een als Politik higoen an e gesetzleche Kader schafen, e Gesetz schafen, wou eebe kloer dee PIBien-être agefouert gëtt, wou e seng Strukture kritt, säi Personal kritt an och d'Fonctiounsméiglechkeeten, wéi e soll fonctionéieren.

Mir schwätzen eis also ganz kloer fir esou e PIB du bien-être aus. E soll reegelméisseg Resultater publizéieren. An doduerch, datt dat reegelméisseg kënnt, fënnt et Afloss an d'Diskussioun vun der Gesellschaft a vun der Politik a mir kréien Texter a Resultater, wou mer alleguer iwwert dat selwecht schwätzen an dann och hoffentlech bereet sinn, déi richteg Konklusiounen dorauser ze zéien. Besonnesch och an der Wuesstumsdebatt a bei der Opstellung vum Staatsbudget, an deenen Diskussiounen ass et enorm wichteg, och wéi bei den Diskussiounen iwwert d'Lag vun der Natioun, datt mer esou Dokumenter kréien, déi kloer sinn an déi eis guidéieren an eiser politescher Diskussioun an Decisioun.

Et geet net duer, ons als Land ëmmer nëmmen als déi Gutt an déi Räich dohinnerzestellen, mee mir mussen och de Courage hunn, déi ganz Wourecht ze soen an eis kritesch ze hannerfroen an dann déi richteg Konsequenzen aus den Diskussiounen ze zéien.

De PIBien-être soll besonnesch mam Zil agesat ginn, d'Aarmut generell ze bekämpfen, d'Forschett tëschent Aarm a Räich méi kleng ze maachen, déi sozial Kohäsioun vun enger Gesellschaft an de Mëttelpunkt vun eisem politeschen Denken an Handelen ze stellen an d'allgemengt Wuelbefanne vum eenzelne Mënsch ze stäerken.

All Mënsch muss kënnen an engem Land wéi Lëtzebuerg mënschewierdeg liewen. Eis Flicht muss et ginn, bei all eise politeschen Diskussiounen, Iwwerleeungen a besonnesch Decisiounen de Mënsch erëm an de Mëttelpunkt ze stelle virun allem aneren.

De Premierminister huet ëmmer gesot: „Wann et dem Land gutt geet, da geet et och de Leit gutt." Ech weess net, ob dat richteg ass. Ech géif éischter soen: „Wann et alle Leit gutt geet, da si mer an engem Land, deem et och gutt geet."

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hu missen elo schmunzelen, well den Här Gibéryen huet tout à fait Recht, wann e seet, datt et hei zu Lëtzebuerg immens schwéier ass, fir Zänn oder Brëller zréckerstatt ze kréien, wat immens wichteg ass. Par contre homeopathesch Kamellen, dat kriss de zréckerstatt. Dat hunn ech ni verstanen, mee dat seet vläicht och eppes aus.

Et ass mer awer och eng kleng Freed, well am Prinzip hätt ech net sollen zu deem Sujet schwätzen, vu datt et mengem Kolleeg Marc Baum säin Domän ass, mee en ass elo kuerz empêchéiert ginn. Mee dofir hunn ech och d'Éier, fir bei der éischter Debatt vum Här Franz Fayot als Wirtschaftsminister kënnen dobäi ze sinn. Do hat de Marc Pech.

(Hilarité)

Här President, et läit awer eng gewëssen Ironie doranner, datt d'Initiativ fir dës Interpellatioun vun enger Partei kënnt, déi zumindest an hirer laanger Regierungstätegkeet awer bal alles dem materielle Wirtschaftswuesstum ënnergeuerdent huet. Mee dat hëlt der Diskussioun awer net hir Wichtegkeet ewech an et weist och, datt e puer Joer Oppositioun duerchaus gutt kënne si fir de Bien-être vun enger Partei.

D'Diktat vum PIB, also déi eesäiteg Fixéierung vun der Politik op déi quantitativ Wirtschaftsentwécklung ass fir eis eng vun den zentralen Ursaache vu ville Feelentwécklungen, wéi zum Beispill der sozialer Ausbeutung, der ëmmer méi bedrolecher Émweltzerstéierung oder de klammenden Inegalitéiten. Dofir begréisse mir als déi Lénk natierlech d'Mise en place vum PIBien-être och als ee Bäitrag zu der méi déif gräifender Noutwendegkeet, den Dogma vun der ekonomescher Profittmaximéierung a Fro ze stellen.

Elo kann een op techneschem Niveau iwwer vill Saache streiden. Wéi pertinent sinn déi Indicateuren? Brauch een der vill oder wéineg? Musse se agreéiert, méiglechst vollständneg oder just einfach ze kommunizéiere sinn?

Et muss een awer feststellen, datt souwuel de Statec wéi och de Wirtschafts- a Sozialrot wéi awer och den Nohaltegkeetsrot sech scho laang domadder beschäftegen, eng enorm Aarbecht, déi, dat muss ee leider réckbléckend feststellen, bis elo net an deem Mooss gewierdegt ginn ass, ausser haut an dëser Debatt.

Et huet een nämlech d'Gefill, wéi wann et bei deem Projet vum PIBien-être, dee virun zéng Joer ugefaange gouf, virun allem drëms gaangen ass, sech un enger internationaler Diskussioun ze bedeelegen, déi deemools stattfonnt huet, ee Gadget vläicht, dee grad a Moud war an deen elo, nodeems och d'Diskussioun op internationalem Niveau ofgeflaacht ass, op eemol net méi esou interessant ass an dofir lues a lues an der Versenkung verschwënnt. Natierlech ginn et Ausnamen. Neiseeland, déi Regierung dohannen huet dat erëm revitaliséiert. Et ass och vill iwwer Finnland geschwat ginn. Et kéint een och iwwer aner Länner schwätzen.

Ech war véier Deeg laang a Finnland, et huet vläicht eppes mam Klima ze dinn, mee ech war awer frou, erëm zréck ze sinn.

(Hilarité)

No offense fir d'Finnen. D'Leit ware ganz agreabel, zemools well hire Wodka exzellent ass.

(Hilarité)

Dat huet vill gehollef.

(Interruptions)

Ben, ech hunn et op jidde Fall net vergiess. Nee, nee.

(Hilarité)

Une voix.- Dat huet e positiven Afloss!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee bon, dobäi ass d'Theema warscheinlech esou aktuell wéi ni virdrunner. D'Cassure tëscht der ekonomescher Entwécklung an der Liewensqualitéit gëtt net nëmmen hei am Haus reegelméisseg thematiséiert, mee och an der Bevëlkerung. D'Theema ass am Alldag ukomm, d'Mënsche mierken ëmmer méi, datt d'Band tëscht Wuesstum a Wuelstand gerass ass, datt vun deem hemmungslose Profittstriewe virun allem eng Minoritéit profitéiert, wärend de Rescht muss struewelen, datt mat der eesäiteger Fixéierung op de PIB weeder déi sozial Ongerechtegkeete wäerte verschwannen nach de Klimawandel ka gestoppt ginn.

An och déi Leit an der Bevëlkerung, déi keng materiell Suergen hunn, well se uerdentlech bezuelt ginn, stellen ëmmer méi dat Hamsterrad a Fro, an deem se Dag fir Dag dréinen. Den Här Galles hat virgëschter dat Hamsterrad jo och thematiséiert, datt d'Leit ëmmer méi schaffe mussen, ëmmer méi dem Diktat vun der Produktivitéit ënnerleien, op der Aarbecht selwer d'Liewensqualitéit drastesch ofhëlt, wéi mer och elo nach ëmmer gesi beim Aarbechtskampf beim Cactus zum Beispill, well dat ass en Element, Aarbechtsqualitéit, Liewensqualitéit op der Aarbecht, déi huet och op esou Plaze staark ofgeholl. An dat schéngt awer kënne méiglech ze sinn. Dat alles produzéiert natierlech och nach e Rateschwanz vu Problemer.

Déi eenzeg, déi bei dësem Modell gutt ewechkommen, sinn awer eng Handvoll Räicher, wéi ëmmer. Duerno muss ee sech d'Fro stellen: Muss dat Hamsterrad ëmmer méi produktiv sinn, musse mer ëmmer méi schaffen, aacht Stonnen, néng Stonnen, zéng Stonnen, dee Beschte sinn an esou weider? Ech gleewe souwisou net esou richteg dorunner, datt e Mënsch zéng Stonnen um Büro och ëmmer intensiv schafft an och ëmmer dat produzéiert, wat néideg ass. Ech verweisen do op d'Aarbechte vum Här Graeber, David Graeber, iwwert d'Bullshit Jobs och innerhalb vun der neoliberaler Ekonomie.

A mir gesinn och ëmmer méi, datt dee Modell u sech vun der grousser Majoritéit vun de Leit net méi gedroe gëtt an zu quasi revolutionäre Situatioune ka féieren - wéi a Frankräich zum Beispill - oder prerevolutionäre Situatiounen. Dat si Wierder, déi elo och an de Medien dohanne benotzt ginn. An do kann och déi franséisch Regierung dann esou Iwwerleeunge maachen iwwert de Bien-être, mee wann s de anerersäits eng antisozial an antidemokratesch Politik hues, hues de näischt geschafft.

Heiansdo huet een awer och e bëssen den Androck, datt esou Instrumenter wéi de PIBien-être just heiansdo gutt sinn fir Leit, déi nach net verstanen hunn, datt eisen ekonomeschen a politeschen, also dee kapitalistesche System einfach net fonctionéiert. Well déi meescht Leit brauchen deen Indicateur net fir ze wëssen, datt dee System faul ass a souwuel Mënsche wéi Émwelt och futtimécht.

Här President, mat deem PIBien-être ass natierlech och d'Fro vum Wuesstum verbonnen. Dës Fro geet awer wäit iwwert dat eraus, wat gewësse Vertrieder heiansdo an och politesch Formatioune vun der Rietser alldeeglech vu sech ginn, déi soss näischt maachen, wéi all Problemer vum Land op d'Migratiounsfro erofzebriechen, fir besser kënnen auszegrenzen. A vun de reelle Problemer net ze schwätzen.

Et ass kloer, datt et heibäi ëm vill méi geet wéi just ëm e Kuerf Indicateuren oder d'Roll vun enger komplementarer politescher Moosseenheet. Well d'Diskussioun, déi domadder verbonnen ass, ass eng vun den Haapttrennlinne vun der politescher Ausenanersetzung, nämlech wéi déi dräi Piliere vun der Nohaltegkeet, wéi dat genannt gëtt, ekonomesch, sozial an ökologesch, ze gewiichte sinn a wéi sech déi zuenee verhalen.

Här President, aus all deene Grënn plädéiere mir och derfir, dëse Projet vum PIBien-être awer erëm opzegräifen a mat der néideger Seriositéit weiderzeféieren. Et ass kee Problem vun der technescher Émsetzbarkeet, well, wéi gesot, de Conseil économique et social an de Conseil supérieur pour un développement durable hu jo an hirem Avis festgehalen, datt een d'Indicateure reegelméisseg muss upassen an nei evaluéieren. Si beschäftege sech och domadder.

Virun allem muss een awer och emol wëssen a festhalen, wat ee mat deem Indicateur iwwerhaapt wëllt bezwecken a wéi een e wäert gebrauchen. Wann et just drëms geet, en obskure PDF an enger verstoppter Rubrik um Site vum Statec ze publizéieren, wa méiglech och nach op Englesch, soudatt kee Mënsch méi et versteet oder ganz wéineger, da kann ee sech den Exercice tatsächlech erspueren.

Wann een dat seriö hëlt, da muss et no all Publikatioun zu enger handfester Debatt och hei an der Chamber kommen, wat dann och dozou géif féieren, datt déi zivillgesellschaftlech Acteuren deem eng Wichtegkeet zoumoossen an dat am Virfeld kommentéieren. Mir kéinten eis dofir och virstellen, datt d'Publikatioun vum PIBien-être mat der alljäreger Debatt zur Lag vun der Natioun zesummegeluecht géif ginn, wann dat och eventuell nëmmen all zwee Joer ass. Well dorëms geet et jo.

Et moosst jo net … Also, et hätt een eng Resolutioun driwwer kënnen maachen, mee mir sinn an der Tëschenzäit zum Schluss komm an der Lénker, datt der Majoritéit hirer Fantasie heiansdo keng Grenze gesat sinn, fir eis Resolutiounen net unzehuelen.

(Hilarité)

Nee, net ëmmer, heiansdo gi se an d'Kommissioun vertaagt.

(Interruption)

Bon! De PIBien-être kann déi politesch Ausenanersetzung net ersetzen, mee awer déi gesellschaftlech Debatt ureegen a begleeden. Mir stellen eis gären der Diskussioun iwwert d'Liewensqualitéit, iwwert d'Verdeelung vum Räichtum, iwwert d'Necessitéit vum Wuesstum, iwwert d'Balance tëschent Fräizäit an Aarbecht, der demokratescher Matbestëmmung an de sozialen Interaktiounen. Dat ass alles richteg.

Här President, de PIBien-être ass bestëmmt keng eenzeg Léisung, mee dat wësse mer jo all, fir eis sozial a gesellschaftlech Problemer. E kann awer dozou déngen, fir e Wirtschaftsmodell, dofir wier et wichteg, dat kënnen hei ze diskutéieren, deen op Räichtumsakkumulatioun zugonschte vun Eenzelne berout, a Fro ze stellen an awer och déi domadder verbonnen demokratesch Fro ervirzehiewen.

Op jidde Fall ass de PIBien-être als Moossinstrument fir d'Wuelergoe vun de Mënsche schonn en interessant Instrument, awer bäi Wäitem net déi eenzeg politesch Mesure. Dat heescht awer och konkreet, wann ee sech dat e bësse méi konkreet ukuckt, wat dat fir en Impakt kéint hunn an der reeller Politik a wat fir en Impakt dat kéint hunn zum Beispill an der Wirtschafts- an an der Industriepolitik, datt ee warscheinlech ganz aner Weeër kéint aschloen.

Et kann ee laang a breet iwwert de PIBien-être schwätzen. Wann et just e Gadget bleift, dann ass et just eng intellektuell Beschäftegung, déi ouni Konsequenze bleift ënnert dem Motto: „Et ass jo schéin a gutt, mee kommt, loosst eis seriö bleiwen a mir maachen elo weiderhi seriö Wirtschaftspolitik wéi virdrun!"

Ech géif e puer konkreet Beispiller huelen, well a mengen Ae si se sënnbildlech dofir. Zum Beispill de Projet Google: Ganz ofgesi vun der Energiefro, vun der Fro vum Waasserkonsum - et kritt ee jo och all zweet Woch eppes aneres erzielt - stellt sech d'Fro, ob et richteg ass, datt Lëtzebuerg vun enger Nisch op déi aner hopst. Als klengt Land muss ee warscheinlech op Nische setzen.

Mee muss een ëmmer op Nische setzen, déi net onbedéngt déi beschte sinn, wat déi mënschlech Entwécklung ugeet?

Datt ee sech, zweetens, engem GAFA-Gigant ausliwwert, dee weltwäit méi Afloss huet wéi esou munch Staaten a sécher méi wéi Lëtzebuerg?

An drëttens, engem GAFA-Gigant, dee Milliarde mat privaten Donnéeë mécht. Dat sinn awer och Froen. An ech mengen, do wäert sech näischt drun änneren.

Véiertens, engem GAFA-Gigant, dee beim weltwäite Steierdumping matmécht.

Fënneftens, engem GAFA-Gigant, dee verhältnisméisseg wéineg Leit wäert astellen.

Wa mer de PIBien-être géifen eescht huelen, da mengen ech, wier dee Projet a Fro gestallt, ganz onofhängeg vun der Energiefro a vum Waasserkonsum. Et misst ee vläicht och eis strateegesch Wirtschaftsrelatioun mat gewësse lusche Staaten, wéi de Vereenegten Arabeschen Emiraten, awer och op Äis leeën - net d'Relatiounen op Äis leeën, mee strateegesch Wirtschaftsrelatiounen op Äis leeën - a vläicht ophalen, eis Jugendlecher dohinner op d'Rees ze schécken.

Ass de PIBien-être vereenbar mat enger Reduzéierung vun der Steierlaascht zugonschte vum Kapital? Dat gesi mer jo bei der nächster Steierreform. Mir mengen net!

Ass de PIBien-être vereenbar mat der Ratifizéierung vu gewëssene Fräihandelsaccorde wéi dem CETA deemnächst? Absolument net! Absolument net!

Ass de PIBien-être vereenbar mat mega Projete wéi dem Royal Hamilius zum Beispill? Bestëmmt net!

An den Här Wilmes - ech kann et net aneschters maachen -, mäin éischte Schäffen, huet jo e bësse vun der Stater Politik geschwat, ëmmerhin ee Fënneftel vun der Landesbevëlkerung. Wann ech mer awer d'Rieden iwwert d'Croissance vu senger Partei och unhéieren an d'Riede vum Finanzschäffen an der Stad iwwert de Wuesstum unhéieren, Dir sidd jo net all am Stater Gemengerot, mee lauschtert Iech se un! Dat ass awer eng ganz aner Klack! Här Mosar! Hie steet och dozou, den Här Mosar. Mir streiden all Kéiers doriwwer.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass esou schéin, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass esou schéin! Mee do geet et drëms, allez, Betriber sollen an d'Stad kommen, weider, weider, weider, ëmmer méi Betriber, ëmmer méi Betriber. Mee mir komme schonn net méi no an der Stad. Mee dat ass awer d'Politik vum Stater Schäfferot, …

Mme Simone Beissel *(DP).*- Lalalala!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … déi awer och vun der Stater ADR ënnerstëtzt gëtt. Dat wollt ech och nach niewebäi soen.

Ech mengen, do si mer meilewäit ewech vun enger Politik am Sënn vum Bien-être. Ouni Poleemik ass eng Debatt och heiansdo langweileg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- War dat do da Poleemik?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- O emol net!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn dat net esou ugesinn, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Maja, ma Dir stitt dozou. Mee nee, wann een A seet, muss een och B soen. An ech mengen, mir si ganz wäit ewech dovunner, well de Problem ass deen, an dat betrëfft jo net nëmmen d'Stad, et betrëfft d'ganzt Land, mir sinn amgaangen, eis an ee Land ze verwandelen, wat nach just fir Räicher oder fir Besserverdénger gëeegent ass. Dat ass eng Realitéit! An dat ass net nëmmen e Phenomeen an der Stad!

Mir gesi jo och zum Beispill an der zweetgréisster Stad, zu Esch, wéi d'Geschäftswelt och Schwieregkeeten huet. Dat ass, well déi och ufänken, déi selwecht Problemer wéi mir ze hunn. Dat heescht, eise Modell funktionéiert net, an dee muss grondsätzlech geännert ginn. An dann, wann eng aner Finanzkris kéim, d'Ekonomiste soen all, si kéim, vu riets no lénks, se soen all: Iergendeng Kéier kënnt déi Finanzkris. Si waarden dorobber. Ech weess net, wéini se kënnt. Warscheinlech kënnt eng. Et kéint gutt sinn, datt se nach méi elle gëtt wéi 2008.

Et kéint gutt sinn, datt dat och eis Finanzplaz wäert staark treffen. An da wäerte mer gesinn, wat fir e Präis mer bezuelen, nodeems mer net geléiert hunn an eis Finanzplaz jo weiderhin opgeblosen hunn an nach ëmmer méi ofhängeg gi si vun der Finanzplaz, da weess ech net, da wäerte mer gesinn, ob mer och an den anere Felder wéi de Service-publicken a wéi dem Transport, wéi der Ëmverdeelung vum Räichtum an esou weider, richteg gehandelt hunn, well dat ass dat Eenzegt, wat eis nach wäert iwwreg bleiwen. An ob mer richteg diversifizéiert hunn.

An dann, mengen ech, wäert Lëtzebuerg nach weiderhin erofrëtschen, wat den Aarmutsrisiko ugeet, mat deem mir eis natierlech net kënne bretzen a wou ee sech heiansdo d'Fro stellt: Mee firwat hu mer dat alles gemaach, déi komesch Nischepolitik? Mir soen ëmmer: „Mir liewe gutt dovunner", a mir gesi schlussendlech, datt ee kee Loyer méi bezuele kann.

Den Här Gibéryen hat virdrun e Lapsus gemaach, mengen ech, wou e sot: „Et muss ee bal e Prêt maachen, fir e Loyer ze bezuelen." Ech hunn dat esou verstanen. Jo, et war e Lapsus. Mee et war e Lapsus révélateur, well ech mengen, iergendeng Kéier kënnt et souwäit, wa mer esou weiderfueren.

Voilà! Op jidde Fall wënschen ech mer a mir wënschen eis als déi Lénk, wéi gesot, eis Propos ass do, datt mer dat och mat der Lag vun der Natioun kënne verbannen. Ech mengen, dat géif d'Diskussioun e bësse méi spannend maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir méiglechst objektiv Entscheedungen ze treffen, orientéiere mer eis gären u Fakten. Eng wueliwwerluechten Decisioun soll sech op Daten an Informatioune baséieren, déi am beschte Fall direkt e puermol onofhängeg vunenee validéiert goufen. An der Wëssenschaft schwätzt een och gäre vum Peerreview. Wat eegent sech do also besser als Orientéierungshëllef wéi konkreet Zuelen? Rechnunge sinn entweeder falsch oder se si richteg. Ass eng Berechnung richteg, da stëmmt se, an zwar ëmmer, ausser an Zäite vu Fakenews, wéi dat heiansdo ganz gären emol gesot gëtt. Mee am Endeffekt, d'Wëssenschaftlechkeet soll héichgehale ginn, eng Rechnung, déi stëmmt, déi stëmmt, eng Rechnung, déi falsch ass, ass falsch.

(Interruption)

Grad a sozialen a politesche Froen, wou et oft schéngt, wéi wann et keng eendeiteg Äntwerte géif ginn, kënnen Zuelen duerch hir Einfachheet dofir schnell bestiechen. D'Bruttoinlandsprodukt mécht et vir.

Verschidde Länner mat hire jeeweilegen nationalen a lokalen Eegeschaften ze vergläichen, ass net einfach. D'PIBe vun zwee Länner géintiwwerzestellen, dat ass awer einfach.

Här President, d'Beispill vum PIB mécht awer och däitlech, wat de Problem vun Zuelen an der Politik ass. Zuele sinn einfach Wäerter fir komplex Realitéiten. Et geléngt hinnen ni, e Problem am Ganzen duerzestellen. An och Zuelen, déi rechneresch richteg sinn, kënne falsch sinn, wa se am Endeffekt net wierklech dat ermëttelen, wat ee wollt.

Dat kenne mir zu Lëtzebuerg nëmmen allze gutt. Mam PIB, an dat soten eis d'Virriedner haut e puermol, soll d'wirtschaftlech Leeschtung vun engem Land ermëttelt a Wuesstumsschwankungen erkannt kënne ginn. Wat zu Lëtzebuerg awer haaptsächlech mam PIB erkannt gëtt, ass eng Verzerrung vum Wäert duerch eng héich Unzuel u Frontalieren an duerch d'Leeschtung vun e puer Spëtzenentreprisen, well de PIB a klenge Länner extreem ofhängeg vun der Performance vun e puer grousse Firme ka sinn.

Dat ass e grousse Problem, well et zu Lëtzebuerg esou un engem statistesche Mooss feelt, deen iwwert déi tatsächlech ekonomesch an awer och sozial Leeschtung vun all den Entreprisen, an net just vun deenen zéng gréissten, informéiert.

Dat ass awer nach ëmsou méi bedenklech, well oft eng implizitt Gläichstellung tëscht wirtschaftlechem Wuesstum a Wuelstand gemaach gëtt. Ob et de Mënschen an engem Land gutt geet, hänkt awer net dervun of, wéi vill produzéiert gouf, mee dovun, wéi eng Liewensqualitéit hire Staat hinne bidde kann. Genee wéi et an der Wirtschaft sougenannt „gestrandet Investitioune" gëtt, kann et trotz héijem PIB zu „gestrandete Mënsche" kommen.

Dass d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg net iwwert de PIB gemooss ka ginn, war och schonns der fréierer LSAP- an CSV-Regierung bewosst. Aus deem Grond ass, wéi mir haut schonns e puermol héieren hunn, och d'Ausschaffe vun engem PIB du bien-être als Zil an den deemolege Koalitiounsaccord festgeschriwwe ginn.

Tëscht 2010 an 2013 ass um Projet vum PIB du bien-être och tatsächlech geschafft ginn, an no enger Paus vun e puer Joer koum am Joer 2017 och den éischte Rapport vum Statec zu dësem Theema eraus. Säitdeem ass et awer erëm e bësse méi roueg ëm d'Theema ginn. Alles, wat mir bis elo hunn, ass déi besote Publikatioun vum Statec aus dem Joer 2017, also schonn dräi Joer méi al, a Form vun enger zimmlech grousser Excelstabell, déi säit deemools zu engem Deel, mee bäi Wäitem net ganz, mat méi rezenten Daten ergänzt gouf.

Hei fanne sech op eelef verschiddene Sheets divers Indicateuren, déi fir den interesséierte Lieser net nëmme wéinst hirer Mass zum Deel just schwéier duerchzegoe sinn, mee zum Deel och onverständlech sinn, well et bei enger ganzer Rei Punkten un Erklärunge feelt.

Esou fënnt ee beim Indicateur „Bruit" beispillsweis just eng Prozentzuel. Ob am Joer 2017 elo awer 21,9 % vun de Befrote sech um Kaméidi gestéiert hunn, net gestéiert gefillt hunn oder gesot hunn, dass Kaméidi fir si eng grouss Influence op hiert Wuelbefannen huet, dat geet aus där Tabell net ervir. Obwuel et tatsächlech eng extra Kolonn gëtt, wou een esou eng Remark hätt kënnen draschreiwen, gouf se einfach net ausgefëllt. Well déi verschidden Donnéeën aus deem Dokument also zum Deel och nach aus verschiddene Sourcë stamen an domadder aus verschiddenen Erhiewungen, aus verschiddene Grondgesamtheeten, bref, ech kéint Iech elo hei e Statistikscours halen, …

Une voix.- Maacht et!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … mierkt ee ganz séier, dass déi Donnéeën net esou fiabel sinn, wéi een op den éischte Bléck kéint mengen. Et erméiglecht eis et nämlech net, op Basis vun dësem engen Dokument d'Korrelatiounen ze ermëttelen. Esou ass et och net méiglech, ëmfaassend Aussoen doriwwer ze treffen, wéi eng Problemer d'Leit, déi uginn, mat hirer Situatioun am Liewen onzefridden ze sinn, am meeschte belaaschten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir den Outil vun engem lëtzebuergesche PIB du bien-être sënnvoll notze wëllen, da musse mir also reegelméisseg Daten erhiewen an auswäerten an och d'Bereetstellung vun dësen Date verbesseren.

Et däerf ee sech net op den Ustrengunge vu virun dräi Joer ausrouen. Geneesou wéi beim richtege PIB soen och déi eenzel Indicateure vum PIB du bien-être eleng net vill aus. E Wäert eleng kann nämlech just schwéier interpretéiert ginn. Dës Zuele maachen nëmme Sënn am Verglach, dat heescht am Rapport mat de Wäerter aus anere Länner oder par rapport zu viregten Zäitraim. Nëmmen am Verglach kann een erkennen, ob e Wäert héich ass, déif ass, steigt oder fält, an esou Aussoen iwwert d'Performance vun engem Land treffen.

Et ass dofir essenziell, dass mir de PIB du bien-être zu Lëtzebuerg reegelméisseg publizéieren, fir Entwécklungen erkennen ze kënnen. Wann an de kommende Méint also weider un der Ausschaffung vun dësem PIB du bien-être geschafft gëtt, da soll de Fokus op d'Vergläichbarkeet geluecht ginn an no enger Léisung gesicht ginn, wéi statistesch Daten doriwwer eraus fir de Public méi accessibel gemaach kënne ginn.

Wann de Statec d'Resultat vu sengen Enquêten a Form vun Tabellen an Diagrammer publizéiert, ass dat fir e Public, dee sech just séier wëllt informéieren, ewell eng gutt Source. Zousätzlech muss awer fir Studenten, Wëssenschaftler oder aner interesséiert Matbierger och d'Méiglechkeet bestoen, ouni gréisseren Opwand op Mikrodaten zougräifen ze kënnen, fir hir eegen Analyse kënnen ze maachen.

Wat anonymiséiert statistesch Date méi einfach fir jiddwereen zougänglech sinn, wat méi Persounen dës Donnéeë fir hir Aarbecht notze wäerten an esou méi Mënsche vun hire Resultater profitéiere kënnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mir an de kommende Méint an doriwwer eraus nach eng ganz Rei Erausfuerderunge virun eis hunn, fir d'Konzept vum PIB du bien-être ze verbesseren, däerf eis awer net dovunner ofhalen, schonns elo op eng Rei Punkten, déi bei den éischten Ausaarbechtunge vum PIB opgefall sinn, anzegoen.

D'Zuele vun 2015 hu gewisen, dass just 3 vun 102 Gewässer zu Lëtzebuerg an engem gudden ekologeschen Zoustand waren. An dat ass ëmsou méi alarméierend, wann ee sech d'Problemer mat de Kläranlagen aus dem leschte Joer nach eemol virun Ae féiert. Hei gëtt et nach vill ze maachen. Souguer wa mer d'Verbesserung vun 100 % verbuche kéinten, wäre mer nach ëmmer traureg wäit vun engem gudde Resultat ewech, well 100 % Verbesserung bei 3 vun 102 Gewässer, dat wären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 6 vun 102 Gewässer, wat nach ëmmer penibel schlecht wär.

Hei muss net gewaart ginn, bis en neie Sondage nees beweist, dass mir e Problem mam Waasserschutz hunn an dass d'Leit onzefridde sinn, wann hir Gewässer net propper sinn. Hei muss esou séier wéi méiglech eppes fir d'Verbesserung vun der Waasserqualitéit gemaach ginn.

Déi selwecht Approche sollt ee consideréieren, wann et ëm de Logement an ëm d'Besteierung vun den Elengerzéienden a Wittleit geet. Och hei muss een net laang Etüden ofwaarden, fir ze wëssen, wou et Problemer ginn, déi en Afloss op d'Wuelbefannen hunn. De Staat muss méi an de soziale Wunnengsbau investéieren a fir zéng Euro de Meterkaree maximal verlounen, an déi diskriminéierend Steierklass 1A gehéiert ofgeschaaft. Dat ass säit Laangem an der Diskussioun. Dat ass awer genausou laang net gemaach ginn. Insgesamt wär et wënschenswäert, wann d'Politik eng proaktiv Approche géif envisagéieren, wann et ëm d'Wuelbefanne vun den Awunner zu Lëtzebuerg geet.

Och wann de Projet vun engem PIB du bien-être fir Lëtzebuerg e wéineg an d'Stocke komm ass, weess ee schliisslech och schonns elo, wéi een d'Liewenskonditiounen zu Lëtzebuerg verbessere kéint.

Niewent de schonns ugeschwate Problemer vum Logement an der Ëmweltbelaaschtung sinn do zum Beispill och d'Gesondheetsversuergung oder d'politesch Participatiounschancen essenziell Punkten, wann et ëm d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit an eisem Land geet.

Wat de Gesondheetssecteur ugeet, muss de generaliséierten Tiers payant esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn an e Fokus op d'Problematik vun de psycheschen Erkrankunge geluecht ginn. Depressiounen a Burnout si grad zu Lëtzebuerg, wéi, mam Wuesse vun der nationaler Ekonomie an domadder vum normale PIB, och d'Logementspräisser an domadder den Drock, fir um Aarbechtsmarché ze reusséieren, geklommen. Deementspriechend klëmmt leider och de psycheschen Drock op jiddwer Eenzelnen. Dës Krankheete weisen exemplaresch, dass eng floréierend Wirtschaft net automatesch zu enger Verbesserung vun de Liewenskonditioune vun de Mënsche bäidréit an ënnersträichen esou nach eemol, firwat de PIB als statistescht Mooss hei net gräift.

Wat d'Recht op politesch Participatioun ugeet, musse mir eis virun allem am Kontext vun der Lisibilitéit vu Gesetzestexter verbesseren. Ech klängen heiansdo wéi eng Plack, déi hänke bliwwen ass, mee d'Lisibilitéit vu Gesetzestexter ass en Theema, wat mer wierklech um Häerz läit, well et kann net sinn, dass mer d'politesch Participatioun vu Leit, déi e 40-Stonnen-Job hunn, doduerjer nach méi komplizéiert maachen, dass mer et an Zäite vun Digitaliséierung nach ëmmer net fäerdegbréngen, fir zumindest informell konsolidéiert Fassunge vun eise Gesetzesprojeten ze publizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, et ass mer mat de grad genannte Beispiller gelongen, duerzestellen, dass mer eigentlech net op nach e weideren Index ugewise sinn, fir ze wëssen, wou de Schong dréckt. Dat soll awer net heeschen, dass en nationale PIB du bien-être net awer e gudden Outil ka sinn, fir déi traditionell Indicateuren an Indexen ze complementéieren, awer net forcement ze ersetzen.

D'Aarbechten un dësem neie statistesche Mooss sollten op alle Fall weidergefouert ginn, mee mir sollten an dëser Diskussioun eeben net vergiessen, dass och aner Moosszuelen, an déi goufen haut och scho genannt an erklärt, wéi den Gini-Koeffizient an den Happy Planet oder de Well-Being-Index, eis eigentlech elo schonns genuch Erausfuerderungen opweisen.

Et kann ni schueden, e Problem, deen ee léise wëllt, vun alle Säite ganz am Detail ze kennen. An dofir begréissen ech d'Aarbecht vun engem PIB du bien-être och. Mee d'statistesch Erfaassung vun engem Problem ass nach laang keng Léisung vum Problem. Déi statistesch Ustrengunge mussen dofir onbedéngt vu konkreete Mesurë begleet ginn.

Well mir d'Chance hunn, schonns haut op eng ganz Rei Resultater aus auslännesche Studien zréckgräifen ze kënnen, kënne mer de Resultater vun engem nächste Sondage fir de lëtzebuergesche PIB du bien-être deemno schonns e bësse virgräifen an esou elo schonns zu enger Verbesserung vum Wuelbefannen zu Lëtzebuerg bäidroen.

Den Happy-Planet-Index, bei deem mir op der zweetleschter Plaz gelant sinn, huet zum Beispill gewisen, dass Lëtzebuerg e klore Problem mat sengem Carbon-Footprint huet. Lëtzebuerg verbraucht Onmengen un Energie an eisen Overshootday réckelt ëmmer méi no un den Ufank vum Joer an hält eis esou eisen enorme Ressourcëverbrauch ënnert d'Nues.

2018 war den Overshootday den 19. Februar. 2019 waren eis Ressourcen awer schonn dräi Deeg éischter, nämlech de 16. Februar, verbraucht. An och dëst Joer si mer just nach e puer Deeg dovunner fort, all eis Ressourcë fir dëst Joer opgebraucht ze hunn an de Rescht vum Joer op Kreditt vun anere Mënschen op dësem Planéit ze liewen.

Wärend sech eng Grupp vun Experten drusetze wäert, sech ze iwwerleeën, wéi een de lëtzebuergeschen ekologesche Foussofdrock am beschte moosse kann, sollt sech dofir eng aner Ekipp drusetzen, Léisungen ze fannen, fir d'Liewen an d'Wirtschaften zu Lëtzebuerg méi ëmweltfrëndlech ze maachen. Ech begréissen, dass do éischt Piste getraff goufen, mee et geet nach net duer.

Nëmme wann d'Resultat vu statisteschen Analysen och zu konkreete Reaktiounen opsäite vun der Politik féiert, kënne mer eppes erreechen. Essenziell ass dobäi, dass éierlech mam nationale Verbrauch ëmgaange gëtt an d'Zuelen net schéigerechent ginn. Dat bedeit zum Beispill och, dass mer an eiser Zäregasbilanz och d'Importer misste consideréieren. Wat huet et fir e Sënn, wa mer eis selwer beléien a soen, mir hätten null Emissiounen duerch eis Elektromobilitéit, wann de Stroum fir eebe genau dës aus däitsche Kuelekraaftwierker kënnt? Da sti mir als Lëtzebuerg vläicht gutt do, mee eise Planéit sécher net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, dass mer alleguerten eens sinn, dass nach genuch Aarbecht virun eis läit, mee mir hunn och d'Moyenen, fir op déi aktuell a kommend Erausfuerderungen anzegoen. Mir hu méi Informatiounen an Date wéi all Generatioun virun eis.

Une voix.- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ni goufe méi statistesch Erhiewungen a wëssenschaftlech nei Auswäertunge gemaach wéi haut. Et läit un eis, eppes dorauser ze maachen, op déi Viraarbecht opzebauen an domadder net nëmmen iwwert de PIB du bien-être ze schwätzen, mee de Bien-être ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den honorabelen Här Paul Galles d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir haten elo dës Woch eeben déi zwou Interpellatiounen, déi iwwert de PIB du bien-être haut den Nomëtteg an déi virun zwee Deeg iwwert den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg. An et ass vun deenen, déi geschwat hunn, ëfters widderholl ginn, dass déi zwou Interpellatioune ganz staark mateneen zesummen ze dinn hunn. An ech fannen, dass et interessant ass ze gesinn, wat fir eng Kontinuitéit mer awer am Theema elo haten.

An ech huelen awer och nach eng Kéier de Budgetsrapporter mat sengem Budgetsrapport, deen eeben op eng ganz intensiv Aart a Weis och schonn an deenen Theemen ënnerwee war. An do fënnt sech jo am Moment awer eng Thematik, déi eis alleguerte ganz wichteg ass, einfach well mer gesinn hunn, dass déi zwou Interpellatioune mateneen ze dinn hunn, well och zum Beispill widderholl gouf vum Kolleeg David Wagner, dass déi dräi Saile vun der Nohaltegkeet aneneespillen.

A well mer beim PIB du bien-être genau déi dräi Sailen hei virun eis stoen hunn, a well mer gesinn hunn, dass mer einfach e puer Schrëtt wëlle weidergoen, wëll ech eng Motioun deposéieren. Et ass elo relativ spontan gewiescht, an ech hoffen, ech maachen elo dee richtege Wee, dass dat alles esou ass, dass et och Ar Approbatioun fënnt.

An e puer vun eise Rieden, bezéiungsweis deene Saachen, déi mer gesot hunn oder scho geschriwwen hunn, ass deen Observatoire des inégalités virkomm. Mir haten en am Budgetsrapport stoen als Propos. A schonn do hunn ech dat eng ganz interessant Propos fonnt. Ech selwer hat et genannt an der Interpellatioun iwwert den Aarmutsrisiko als eng méiglech Saach, déi ee kéint virgesinn, wann ee méi strateegesch, méi strukturell a méi systeemesch de Problem ugeet. An och d'Madamm Lorsché huet et haut den Nomëtteg an hirer Ried iwwert de PIB du bien-être genannt, an ech fannen dat ganz wichteg, dass et eeben aus esou villen Ecker kënnt, wou ëmmer erëm deen Observatoire des inégalités virkënnt.

Dës Motioun ass genau dofir gemengt: nämlech, esou eng Kreatioun vun engem Observatoire des inégalités ze proposéieren an domat och unzestoussen. An ech géif et wierklech immens gutt fannen an ech géif et staark fannen, wa mer elo géifen all déi Efforten, déi mer an deene leschten Deeg hei gemaach hunn, fir iwwert d'Thematiken nozedenken, wa mer déi géifen zesummefaassen an där Iddi, fir esou en Observatoire des inégalités op de Wee ze brëngen, well mer, mengen ech, alleguerten heibannen der Meenung sinn, dass esou en Observatoire eis wierklech kéint hëllefen.

Deen Observatoire, deen hätt grosso modo dräi Missiounen, jee nodeem dräi Schrëtt, „voir, juger, agir", fir eeben ze kucken: Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi evaluéieren d'Inegalitéiten? Wat fir eng Typpe vun Inegalitéite gëtt et? Dat fir de Volet „voir".

Fir de Volet „juger" ze kucken: Ginn d'Inegalitéiten ausenaner? Wat bedeite se? Fir wie si se relevant? Op wie fale se zréck? Wat hunn d'Inegalitéiten héchstwarscheinlech och ze dinn eebe mam Bien-être? Ganz vill Leit, wéi de Kolleeg Serge Wilmes, hunn dann och de Mënsch an de Mëttelpunkt vun dëser Interpellatioun gestallt.

An am drëtte Schrëtt „agir", deen Observatoire des inégalités dann och ze froen, dass e géif konkreet Moossnamen, Propose maachen, wat dann déi nächst Mesurë kéinte sinn, fir an dësem Sënn d'Inegalitéiten zu Lëtzebuerg méi kleng ze maachen.

An dësem Sënn deponéieren ech am Numm vu menger Fraktioun dës Motioun fir en Observatoire des inégalités an ech soen Iech dofir villmools Merci.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les inégalités sociales ne cessent de croître y compris au Luxembourg ;

- considérant que pour lutter efficacement contre les inégalités sociales, il est impératif de disposer de moyens et d'instruments adéquats permettant en tout premier lieu de rassembler des données pertinentes et complètes afin de dresser un état des lieux précis de la situation d'égalités ou d'inégalités sociales au Luxembourg et de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre ;

- considérant que seule une analyse des causes et origines des inégalités sociales permettra de nourrir les débats de manière efficiente ;

- constatant qu'un tel mécanisme d'analyse fait défaut au Luxembourg ;

- constant que d'autres pays européens se sont dotés quant à eux d'organismes leur permettant de mieux appréhender le phénomène des inégalités sociales, notamment la France, en instaurant un « Observatoire des inégalités » ;

- considérant qu'il est essentiel de se doter d'un tel instrument,

invite le Gouvernement

- à prévoir la mise en œuvre d'un tel organisme en s'inspirant, quant aux missions et principes de base, de l'« Observatoire des inégalités » français ;

- en tout état de cause, à améliorer la collecte des données ayant trait aux inégalités sociales et partant l'analyse de celles-ci ;

- à publier régulièrement, de préférence tous les deux ans, les données et conclusions en question permettant ainsi aux acteurs concernés, et notamment au Parlement, de se saisir de la thématique et de proposer des mesures concrètes afin de diminuer les inégalités sociales constatées sur le terrain.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Marc Lies, Marc Spautz, Serge Wilmes.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An elo huet d'Regierung d'Wuert, de Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Léif Deputéiert, et ass e bëssen e spezielle Moment fir mech haut, …

Une voix.- Dat gleewe mer!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- … well ech an engem fir mech ganz wichtegen Debat ka schwätzen, deen ech ugefaangen hunn als interesséierten Nolauschterer an deen ënnerbrach ginn ass duerch déi tragesch Nouvelle, déi mer alleguerte kennen. An dofir kann ech dës Interventioun och net ufänken ouni e Gedanken un eise léiwe Kolleeg Eugène Berger.

Ech géif virop gären dem Serge Wilmes Merci soe fir dës Initiativ, déi de PIBien-être an den Zentrum vun der Diskussioun stellt an déi natierlech no dem Yves Cruchten sengem Budgetsrapport kënnt, wou dat och en zentraalt Theema war.

Wann ee sech gären d'nohalteg Wirtschaft op de Fändel schreift, wéi dës Regierung dat gemaach huet, a wéi och dëse Wirtschaftsminister dat gäre mécht, dann ass de PIBien-être e ganz zentraalt Element an där Diskussioun.

Firwat muss een ewechkomme vun deem klassesche PIB hin zu engem PIBien-être oder op alle Fall d'Diskussioun elargéieren? Et ass scho ganz vill dozou gesot ginn haut de Mëtteg. An ech géif gären all den Orateuren, all de Riedner, Merci soe fir hir Kontributioun zu dësem, wéi ech fannen, ganz räichen Debat, wou wierklech bal all d'Facettë vun der Diskussioun ofgedeckt goufen.

Firwat also eriwwerkommen op e PIBien-être, dee mer och alleguerte seriö huelen an deen net just e Gimmick ass, e Gadget, Här Wagner?

De klassesche PIB, dat gouf scho gesot, de klassesche PIB moosst net d'Wuelbefanne vun enger Gesellschaft. E war och ni dofir geduecht. De Simon Kuznets, de Serge Wilmes huet dorun erënnert, huet et selwer gesot: De PIB moosst den industriellen Output vun enger Natioun. En ass eleng vill ze vill simplistesch, fir eppes auszesoen.

An trotzdeem huet ee gesinn, dass et den internationale Standard ginn ass. Firwat war dat esou? Ma dat war, well e politesch dankbar war, well et ass ganz einfach, dat ze moossen. Et ass och politesch dankbar, fir ze soen: „Mir hu plus 1, plus 2, plus 3 % PIB." Dat léisst sech gutt duerstellen. An dofir huet deen Indice sech och duerchgesat. En ass trotzdeem awer och pertinent, well e moosst, wéi gesot, den nationale Räichtum. E moosst dat, wat vun de 35.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg a vun hiren Honnertdausende Salariéë produzéiert gëtt.

D'Contrepartie vum PIB, dat ass de Mëtteg net esou oft gesot ginn, dat sinn d'Revenuen an d'Sozialleeschtungen, déi mer domadder kënnen ausbezuelen. Mee natierlech musse mer de PIB mat zousätzlechen Indicateure vervollstännegen. An dofir brauche mer dee PIBien-être, deen effektiv jo säin Ursprong hëlt an dem Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi aus dem Joer 2007 oder 2008, ech ka mech elo net erënneren, wéini et genee war.

De PIBien-être huet 63 Indicateuren. Dat sinn der vill. Dat sinn der héchstwarscheinlech vill ze vill. Et kéint een elo op de Wee goe vun engem syntheeteschen Indicateur. Dat wär eng Méiglechkeet, mee dat géif warscheinlech grad esou feelschloe wéi dee klassesche PIB. Dat géif vereinfachen a géif net d'ganz Realitéit an hir ganz Komplexitéit duerstellen.

A Realitéit ass de PIBien-être eng Geschierkëscht, déi der Regierung, mee och de Sozialpartner et soll erméiglechen, eng besser Politik ze maachen. An et ass e ganz wichtegen Input fir de Sozialdialog a fir de Lëtzebuerger Modell.

De PIB war e Produkt vun enger Zäit, vun der Zäit nom Zweete Weltkrich, wou Wuesstum a Wuelbefanne ganz enk matenee verbonne waren, wou se quasi identesch waren.

Haut ass et vill méi komplex. Et gëtt méi Facetten a mir mussen anescht moossen. Am Kader vum PIBien-être huet de Statec viru Kuerzem an deem Rapport, deen och schonn ernimmt ginn ass, dës subjektiv Zefriddenheet an d'Wuelbefanne gekuckt. An en huet dobäi dräi Constate gemaach, wat d'Prioritéite vun de Leit ugeet, wat se gesot hunn, wat fir si wichteg ass.

Deen éischte Punkt, dat ass e verfügbaart Akommes, dat ass d'Kafkraaft, d'Méiglechkeet, Saachen ze kafen, Produiten a Servicer ze kafen an ze consomméieren.

Deen zweete Punkt, dat ass eng gutt Aarbecht, eng Aarbecht wou een uerdentlech verdéngt an déi een och zefriddestellt.

An dann ass en drëtte Punkt, deen och schonn de Mëtteg vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn ass, deen en fait nach bal dee wichtegste war an deen net mat plakegen Zuelen ze moossen ass: Dat sinn déi sozial Bezéiungen, déi sozial Bezéiunge mat Noperen, mat Aarbechtsklibb, mat Aarbechtskolleegen am Klub. Dat hunn d'Leit gesot. Dat ass nach bal dat Wichtegst an eisem Wuelbefannen.

De PIBien-être huet de Meritt, dass et e gëtt opgrond vun den Aarbechte vun dem Conseil économique et social a vum Conseil national du développement durable. En ass 2017 vum Wirtschaftsministère virgestallt ginn, deemools vum Francine Closener. An et muss ee soen, dass et gutt ass, dass et e gëtt, mee dass dee PIBien-être wéineg Opmierksamkeet krut dobaussen, dass en och vun de Medien net wierklech wouergeholl gëtt an dass en dofir net attraktiv ass fir de Moment an, wéi gesot, net richteg verstane gëtt.

Elo ass d'Fro: Wat maache mer mat deem PIBien-être? Ech hunn do d'Intentioun - well ech, wéi gesot, mengen, dass et en extreem wichtegt Instrument ass an enger nohalteger Wirtschaftspolitik -, ech hunn d'Intentioun, de Conseil économique et social ze froen, dee PIBien-être ze iwwerschaffen, éischtens, fir manner Indicateuren ze kréien, an och, fir et hinzekréien, dass dee PIBien-être méi séier disponibel ass.

An e ganz wichtege Punkt, deen ech och speziell à l'attention vum Yves Cruchten soen, och well ech fréiere Budgetsrapporter sinn a weess, wéi frustrant et ass, dass een intelligent Saache seet, déi duerno net opgegraff oder realiséiert ginn, a sengem Rapport, …

(Hilarité)

… hunn ech d'Intentioun, zesumme mam Finanzminister ze kucken, dass mer dee PIBien-être integréiert kréien an de Staatsbudget.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- A well ech mengen, dass, wa mer dat wierklech seriö huelen, da musse mer en och an déi seriö Texter eraschaffen, erawierke loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass déi national Dimensioun. An da gëtt et déi europäesch Dimensioun. Dat ass och e puermol gesot ginn. Fir komparabel ze sinn, muss de PIBien-être och op europäeschem Niveau änlech ëmgesat ginn. An dofir musse mer kucken, dass mer en an de Semestre européen erakréien, an de Pacte de stabilité a méiglecherweis an de PNR.

Och do gëtt et éischt encourageant Signaler. Et gëtt do e Communiqué vun der Presidentin vun der Kommissioun vun Dezember 2019, Annual Sustainable Growth Strategy 2020. Déi seet, dass ee muss higoen an déi Elementer vum Développement durable, déi an den nationale Staate schonn existéieren, muss huelen a kucken, dass ee se an de PNR, dat heescht an de Programme national de réforme, an och méiglecherweis an de PSC erafléisse léisst.

Dat ass natierlech eppes, wou mir als Regierung komplett dohannertstinn, wat mer gäre wëlle weiderdreiwen, a wou mer mengen, dass eng Chance besteet, dass mer och um europäeschen Niveau domadder weiderkommen.

Dat muss ee weiderentwéckelen. Et muss een och reegelméisseg driwwer kommunizéieren, jo, och op méi eng attraktiv Aart a Weis wéi dat, wat mer fir de Moment maachen, wou en effektiv am Rapport vum Statec steet, mee wou soss keen et richteg wouerhëlt. Et ass vu puer Leit gesot ginn, dass dat op anere Plazen, zum Beispill bei der OCDE, vill méi attraktiv ass, grafesch duergestallt, a vill méi flott ausgesäit. An ech mengen, dat sollte mer och zu Lëtzebuerg maachen. Et ass e wichtegen Indicateur fir nohalteg Politik am Déngscht vum Bierger.

An dann ass natierlech déi ganz Diskussioun liéiert mat dem Theema vun der Croissance, vum Wuesstum. Dat ass och vu munche Leit hei gesot ginn. Dat ass e rekurrent Theema, wat mer säit Joren hei an der Chamber diskutéieren. Heiansdo hunn ech d'Impressioun, dass mer eng Debatt no där anerer iwwert de Wuesstum féieren an iwwert déi Fro, wat de qualitative Wuesstum ass. Wat ass dat?

Et gesäit een haut, dass ganz vill Leit de Wuesstum hannerfroen, dass souguer munch Leit reklaméieren, dass een de Wuesstum soll carrement stoppen. D'Leit akzeptéieren ëmmer manner déi negativ Impakter op d'Emwelt, op d'Mobilitéit, de Stau, op d'Präisser vun de Wunnengen. An et gesäit een, dass dee Räichtum, dee geschaaft gëtt an eiser Ekonomie, net méi esou ukënnt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, an dass d'Nuisancen haut oft méi grouss si wéi d'Zefriddenheet, déi doduerch geschaaft gëtt.

Mee mir brauchen trotzdeem staatlech Recetten. 50 % vun eise Recettë ginn ëmverdeelt fir d'Haushalter, géint d'Ongläichheeten. A mir musse verhënneren, dass d'Gesellschaft gespléckt gëtt. Jo, d'Evolutioun bei eis ass och net an déi gutt Richtung. Den Aarmutsrisiko geet erop an de Fait, dass an den Nopeschlänner nach méi Aarmutsrisiko ass, ass just e schwaachen Trouscht. Mee kee Wuesstum, dat heescht, keng staatlech Recetten. Also gëtt et hei keng Wonnerléisung an dëser Fro.

An dofir ass déi grouss Fro, déi sech stellt, déi grouss Fro, déi sech haut stellt fir mech, dat ass d'Fro, wéi mer wëlle wuessen. Wat ass d'Äntwert op déi Fro? An ech mengen, dass de Schlëssel zu där Fro d'Produktivitéit ass.

Et ass éischtens d'Produktivitéit vun der Aarbecht. Mir musse méi effizient schaffen. Mir mussen d'Digitalisatioun notzen. Mir musse méi kënne produzéiere mat manner Leit.

An déi zweet Äntwert am Theema vun der Produktivitéit läit bei de Ressourcen. Mir musse mat manner Energie a mat manner Rostoffer auskommen. Mir mussen dofir innovéieren. Mir brauchen d'Recherche an d'Innovatioun. A mir musse wierklech vill méi staark nach, wéi mer dat elo maachen, a Richtung vu Kreeslafwirtschaft goen. Mir mussen ewechkomme vun deem lineare Modell, an deem mer fir de Moment ëmmer nach dra sinn an dee justement provozéiert, dass mer am Februar eisen Overshootday schonn erreechen.

Mir schaffen net effikass genuch. Mir produzéieren op eng linear Aart a Weis a mir consomméieren och esou. An dat ass definitiv net d'Zukunft.

Et gëtt eng Rei aner Iddien a Pisten, déi mer gesinn an déi mer de Meritt haten ze entwéckelen an deene leschte Joren. An dem Rapport iwwert déi drëtt industriell Revolutioun, am Rifkin-Rapport sinn déi richteg Froe gestallt ginn an et sinn eng ganz Rei interessant Impulser dran. Et ass eng Visioun op zéng bis zwanzeg Joer, an dat ass eng Reflexioun, déi mer brauchen. An enger Zäit vun technologeschem an ekologeschem Ëmbroch, wou alles sech ännert, musse mer doriwwer nodenken, wéi eis Ekonomie, wéi eis Gesellschaft sollen ausgesi muer an iwwermuer.

Mir brauchen also Zukunftsvisiounen, mir brauchen Zenarien. An ech sinn och fest decidéiert, fir dës Reflexioun, déi mer ugefaangen hunn a wou mer schonn éischt Konklusioune gezunn hu mat der drëtter industrieller Revolutioun, fir déi och weiderzefëieren a fir se nach weider ze verdéiwen an deenen nächste Joren.

D'Zil muss sinn, de Portefeuille vun eise Wirtschaftsaktivitéite permanent ze erneieren. An dat ass näischt aneres wéi déi ekonomesch Diversifikatiounspolitik. Jo, do kann ee soen, dat ass, Här Wagner, déi Nischepolitik, déi mer ëmmer gemaach hunn. Mee ech mengen, dass mer justement mussen ewechkomme vun där Nischepolitik. Mir hunn dat schonn, mengen ech, gutt fäerdegbruecht an deene leschte Joren doduerch, dass mer Wirtschaftsbranchen identifizéiert hunn, déi Sënn maache bei eis hei zu Land.

Ech mengen, dass mer deen Effort musse weidermaachen. Mir mussen dat reegelméisseg evaluéieren. Mir mussen dat préiwen, eng nei Gewiichtung fannen an do ajustéieren. Mee dat ass dat, wat ee muss, mengen ech, an enger gudder Wirtschaftspolitik maachen. D'Zil muss sinn, e qualitative Wuesstum ze kréien, en nohaltege Wuesstum, eng intelligent Entwécklung vum Land.

Wuesstum, dat ass e Resultat, wou eng ganz Rei Facteure matspillen. Éischtens sinn do Entreprisen an hir Salariéen, déi wëlle produzéie-

ren, déi Servicer ubidden, déi wëlle méi effizient ginn.

Da geet et och drëm, nei Betriber unzezéien, well mer, jo, well mer zum Deel méi kompetitiv si wéi eis Nopeschlänner. Bei der Kompetitivitéit, do spillt natierlech d'Fiskalitéit mat. Mee et spillt do nach vill méi mat: qualifizéiert Personal, gutt Schoulen, Sécherheet, Stabilitéit, Liewensqualitéit, e performante Sozialsystem an natierlech eng gutt Infrastruktur. Och alles Saachen, déi am PIB natierlech net gemooss ginn.

Mee Kompetitivitéit kann een net diktéieren an och net imposéieren.

Derbäi kommen nach dem Wirtschaftsministère seng Efforte vun Diversifikatioun, vu Promotioun a vun Opbau vun enger Rei Secteure wéi notamment de Space-Secteur, de Secteur vun den ICT oder den Ekotechnologien an nach munch anerer.

Kuerzfristeg, an dat wëll ech och hei ganz kloer an éierlech soen, gëtt et schwéier, d'Croissance ze steieren. Et huet hei keen en Zauberstaf, och keen e Knäppchen, ech net an och soss keen aneren. Mee et kann een awer déi Evolutioun beaflossen. Et kann ee richteg Impulser ginn an en Ëmfeld fir dee qualitative Wuesstum do schafen.

Une voix.- Op alle Fall!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Et gëtt do eng Rei Instrumenter, déi ee kann aktivéieren.

Dat éischt, dat si Subventiounen. Et kann ee Subventioune steieren a Richtung vun Innovatioun, Recherche, Ëmweltschutz an Energiespueren.

An da kann een, zweetens, passend Betriber vill méi geziilt unzéien, also eng cibléiert Prospektiounspolitik maachen.

Dréttens kann een nei Modeller ausschaffen. Ech sot et elo éineschters, mir mussen ewechkomme vun deem lineare Produktiounsmodell, mir mussen higoen a Richtung Kreeslafwirtschaft. Mee och aner Modeller sinn interessant. Et gëtt zum Beispill de Modell vun der Économie de la fonctionnalité. Ech hunn elo kee Lëtzebuerger Term, pardon, Kolleege vun der ADR, ech hu kee Lëtzebuerger Term derfir, mee dat ass u sech dat, wat doranner besteet, dass Betriber Produiten net méi verkafen, mee verlounen, dat heescht, dass ee Servicer verkeeft. Doduerch kritt een am Fong och en anere Produktiounsmodell. Domat kritt een automatesch en Impakt op d'Liewensdauer vun de Produiten, et kritt ee méi durabel, méi dauerhaft Produiten, déi manner schnell obsolet ginn. An dann ass natierlech och nach d'Pist vun der Économie du partage, déi och fir mech ganz villverspriechend ass.

Kolleeginnen, Kolleegen, wann ee vum PIBien-être schwätzt, da muss dat en Element sinn, wat zousätzlech ass zum klassesche PIB, fir eise Wuesstum ze analyséieren a fir en an déi richteg Richtung ze steieren. De qualitative Wuesstum, do muss d'Liewensqualitéit am Mëttelpunkt stoen, well de Wuesstum soll kee Selbstzweck sinn. E soll am Déngscht vum Mënsch a vun der Gesellschaft sinn. E soll de Leit zegutt-kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Ech géif och nach gären zum Schluss eppes zu deene Motioune soen, déi eis virleien. Ech mengen, Dir hutt dat eraushéieren aus menger Ried, ech hunn u sech kee Problem mat deenen dräi éischte Motiounen. Dat ass eppes, wat ech souwisou wëll weiderdreiwen, souwuel wat d'Kollekt vun den Informatiounen ugeet, déi duerch de Statec eeben, fir de PIBien-être do besser ze maachen, mee och fir den Tableau des indicateurs ze iwwerschaffen, zesumme mam Statec, an natierlech och, cela va de soi, fir hinnen déi néideg Ressourcen ze ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Bon, voilà! Dat heescht, ech hu kee Problem mat deenen dräi éischte Motiounen, déi Der do hannerluecht hutt. D'Chamber ass do Meeschter. Mee ech géif proposéieren, dass déi géifen ugeholl ginn.

(Interruption)

An dann ass déi véiert Motioun mam Observatoire des inégalités. Do géif ech gäre Follgendes soen.

Et ass jo esou, dass de Statec u sech elo schonn eng ganz Rei Etüde mécht zu der Fro vun den Inegalitéiten, och zu der Fro vun der Aarmut. E mécht Notten doriwwer, e mécht reegelméisseg säi Rapport cohésion sociale, soudass ech Iech géif proposéieren, dass ech géif do e Comité de pilotage asetzen ënnert der Presidence vun enger externer Personalitéit, déi déi Aarbecht vum Statec do suivéiert, déi se och evaluéiert an dann eventuell Konklusiounen doraus zitt.

Ech mengen, dat kéint e Mëttel sinn, fir am Sënn vun deem, wat gefrot ginn ass, wat och am Yves Cruchten sengem Budgetsrapport stoung, eppes ze maachen, ouni elo necessairement en neien Observatoire ze kreéieren, mee fir dat, wéi gesot, mat engem Comité de pilotage ënnert der Presidence vun enger externer Personalitéit ze accompagnéieren.

Voilà! Dat ass meng Propos un Iech. Ech soen Iech Merci, wéi gesot, fir dee flotten Debat a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann och zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et ass nach net zur Motioun iwwregens. Ech wollt nach just dem Här Minister eng Fro stellen, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, dass e vum PNR a vum PSC geschwat huet a gesot huet, dass en an deem Kontext wéilt deen Usaz vum PIB du bien-être mat betruechen, oder wéi och ëmmer een dat da vokabularesch elo richteg géif gesinn.

Ech wollt den Här Minister just froen, ob e schonn eng Iddi huet, wéi en dat wëllt maachen, wuel wëssend, dass de PNR an de PSC jo zwou Saache sinn, déi mat der Kommissioun zesummen ofgeschwat sinn; wuel wëssend, dass am Moment, mengen ech, um Niveau vun der Kommissioun do kee Konsens géif bestoen, fir de Bien-être als en zousätzleche Krittär anzeféieren; wuel wëssend, dass um Niveau vun der OECD eng ganz Rei Leit sinn, déi immens prominent a ganz intensiv un deem Theema awer schaffen.

Ech wollt just den Här Minister froen, ob e sech do schonn eng Kéier Gedanken driwwer gemaach huet, wéi en op europäeschem Niveau wëllt mat där Saach ëmgoen, ob e sech dat iergendwéi anescht virgestallt huet.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ben, jo, den Här Galles huet Recht. Dat sinn effektiv europäesch Modeller, déi gewëssen Normen hunn, souwuel de PSC wéi de PNR, am Kader vum Semestre européen. An ech hu gesot, dass mer elo dans un premier temps zesumme mam Finanzminister géife kucken, dass mer de PIBien-être an eisen nationale Budget erakréien, mee dass dat doten eng europäesch Diskussioun ass an dass mer eis als Regierung géife staarkmaachen, dass dat dote géif um europäeschen Niveau am PNR an/oder am PSC och respektéiert ginn, dat heescht d'Normen, déi zesummenhänke mam PIBien-être.

Wéi gesot, do gëtt et dat Dokument vun der Madamm von der Leyen, wat ech mentionéiert hunn. An do steet eng Recommandatioun dran, dass d'Kommissioun sech soll inspiréiere um Progrès op den Objectifs de développement durable, déi an de PNRe géife gemaach ginn, an dat u sech da mat en compte huelen an där europäescher Dimensioun.

Mee Dir hutt Recht, dat ass eng europäesch Diskussioun. Mee et gesäit een och, dass do eng Evolutioun ass. An ech mengen, et ass net auszeschléissen, dass muer och do an deem Semestre européen déi Dimensiounen zur Geltung kënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Fayot. Dann ass d'Diskussioun elo definitiv ofgeschloss.

Motions

Mir kënnen zum Ofstëmme vun de Motioune kommen. Fir d'éischt d'Motioun 1. Ass do eng Wuertmeldung do? Den Här Cruchten, wannechgelift.

Motions 1 à 3

(Les motions 1 à 3 de M. Serge Wilmes ont été déposées le 21 janvier 2020.)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Wann Der erlaabt, schwätzen ech direkt zu deenen dräi éischte Motiounen, da brauch ech net dräimol opzestoen.

Den Här Minister huet gesot, dass hien eigentlech déi dräi Motioune géif guttheeschen, well se och a sengem Sënn sinn an an deem, wat hien amgaangen ass ëmzesetzen a sengem Ministère. Ech mengen, dass mer eis deem kéinte ralliéieren.

Ech wéilt allerdéngs gäre preziséiere fir déi, déi mer nogelauschtert hu virdrun, nodeems ech hei en Appell gemaach hunn, dass mer eis als Chamber net sollen aus där Diskussioun do herno erauszéien an dat alles just op d'Regierung an op d'Verwaltunge ginn a soe: „Maacht Dir emol!", mee ech géif menge Kolleege recommandéieren, déi Motiounen ze stëmmen, mee dass mer awer eis selwer als Chamber och nach ëmmer saiséiert fille vun deem Dossier an dass mer selwer eis nach matabréngen, well ech mengen, dass dat eng breet gesellschaftlech Debatt brauch. An do däerf d'Chamber net dra feelen. Duerfir, fir déi dräi éischt Motioune géif ech menge Kolleege recommandéieren, déi ze stëmmen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Ech mengen, da kënne mer iwwert déi dräi Motiounen ofstëmmen. Fir d'éischt d'Motioun 1. Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Vote sur la motion 1

Wien ass d'accord mat der Motioun Nummer 1?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Motioun 1 eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 2

D'Motioun 2 och par main levée.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och d'Motioun Nummer 2 eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 3

D'Motioun Nummer 3 och par main levée.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint? Keen!

Wien enthält sech? Keen!

Dann ass och d'Motioun 3 eestëmmeg ugeholl.

Da kéime dann zur Motioun Nummer 4. Den Här Cruchten, wannechgelift.

Motion 4

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President, nach eng Kéier. Zur Motioun 4, do wëll ech elo net … Selbstverständlech sinn ech jo och der Meenung, dass mer sollen en Observatoire des inégalités kréien. Ech mengen, dass de Minister awer eng interessant Propos hei gemaach huet, déi derwäert wär, dass ee sech domadder sollt beschäftegen. Ech fannen, dass dat vläicht awer elo ze kuerz géif kommen, wa mer elo einfach hei ratzfatz déi Motioun ofstëmmen.

Dofir géif ech proposéieren, Här Galles, wann Der domadder averstane sidd, dass mer d'Motioun mathuelen an d'Kommissioun, fir eng Kéier mam Minister am Detail - mir mussen em natierlech vläicht och e bëssen Zäit ginn, dass e sech kann aschaffen an dat, wat en eis hei annoncéiert huet, scho ka virbereeden - a méi engem breede Kader kënnen doriwwer ze schwätzen an eventuell, wann et dann néideg ass, nach eng Kéier domadder zréck an d'Kommissioun (veuillez lire: an de Plenum) ze kommen. Mee ech géif proposéieren, dass mer se net elo hei ofstëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Ech gesinn, den Här Galles ass d'accord.

Une voix.- Nee.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et ass schéin, Här President, dass Der meng Gedanke probéiert ze liesen. Also no der Reaktioun vum Här Minister hunn ech mer geduecht, dat wär tatsächlech héchstwarscheinlech eng richteg an eng gutt Iddi, fir et an d'Kommissioun eranzehuelen an dann och einfach ze kucken, ob ee se an deem Sënn och kéint ëmänneren, soudass se an déi Richtung da geet, wéi den Här Minister proposéiert huet, a well ech mengen, dass mer eigentlech schonn e Konsens hunn. A wa mer dann nach e bessere kéinte fannen, da kéinte mer en och esou determinéieren.

Déi Fro, déi sech elo just stellt, ass - mir sinn hei elo am Wirtschaftsberäich, ech hunn et elo praktesch aus der Kommissioun vun der Famill, wou ech da Member sinn, eraus proposéiert -, ob een eng Jointe mécht, well et eeben déi zwee Theemen ofdeckt. Dat wär fir mech dann eng ganz gutt Iddi. Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, déi Motioun 4 vum Här Galles fanne mir natierlech och interessant. Natierlech, wa mer eis eens ginn, datt dat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, an ech mengen, den Här Galles huet all Souveränitéit iwwer seng eege Motioun, da maache mer dat och. Heiansdo ass et tatsächlech och méi interessant, iwwer Motiounen an der Kommissioun ze diskutéieren.

Ech wollt just drobber opmierksam maachen, well justement dat, wat interessant ass, ass, iwwert d'Inegalitéiten ze schwätzen. Ech mengen, ee vu menge Virgänger, ech weess awer net méi genau, wien dat war, den André Hoffmann oder de Serge Urbany oder déi zwee vläicht, ech weess et net, …

(Interruptions et hilarité)

… déi hunn ëmmer esou d'Iddi hei och erabruecht, datt ee misst u sech eng Aart Kadaster maache vum Räichtum. Well och an der Soziologie an iwwerhaapt ginn oft den Aarmut an déi méi aarm Leit analyséiert souzesoen, mee de Räichtum ganz seelen.

De Problem ass, déi zwou Saachen hänke mateneen zesummen. Et kann ee schwéier iwwert d'Aarmut schwätzen, wann een net iwwert de Räichtum schwätzt. Et ass scho quasi esou en Effet miroir. An ech wënsche mer an ech hoffen, datt mer vläicht och an déi …, ech mengen, et geet warscheinlech och an déi Diskussioun, datt, wa mer déi Diskussioun féieren …, Ekonomieskommissioun, datt ass mäi Kolleeg Marc Baum, dee wäert dat da maachen, mee egal. Datt mer wierklech Wäert drop leeën, dass mer och hei zu Lëtzebuerg wëssen, anonym natierlech, wéi d'Besëtzverhältnisser hei zu Lëtzebuerg sinn.

Wien huet a wien huet manner, dat ass a mengen Ae ganz interessant. Mee et geet jo e bëssen an déi Richtung. Well wann ee vun Inegalitéit schwätzt, da schwätzt ee jo doriwwer. An ech mengen, de Wirtschaftsminister huet scho ganz gutt verstanen, op wat ech wëll erausgoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da kënne mer doriwwer ofstëmmen, ob mer déi Motioun Nummer 4 an d'Kommissioun verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

Wien ass derfir, deen hëft d'Hand an d'Luucht?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun Nummer 4 an d'Kommissioun verwisen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge sinn den 11., 12. an 13. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.43 heures.)

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas, la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

SÉANCE 23

MARDI
11 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

- *M. Gilles Roth - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense*

Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. André Bauler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. André Bauler)*

Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- *M. Dan Biancalana - M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*

Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances

- *M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Carlo Back - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement

- *M. Laurent Mosar - M. Henri Kox, Ministre du Logement*

Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

- *M. Mars Di Bartolomeo - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie*

Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances

- *M. Sven Clement - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Sven Clement (fait personnel) (interventions de Mme Simone Beissel et M. André Bauler)*

Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Georges Engel - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*

Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Marco Schank - M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Mme Octavie Modert - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen (interventions de Mme Octavie Modert)*

6. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural

- *Exposé : M. Léon Gloden (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Lex Delles et M. le Ministre François Bausch) (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : M. André Bauler - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Léon Gloden) - M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire*
- *Motion 1 : M. Léon Gloden - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel (intervention de M. Dan Biancalana) - M. Gilles Baum (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) - M. Léon Gloden*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

7. 7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

- *Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden*
- *Discussion générale : Mme Simone Beissel - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la proposition de révision de la Constitution*

9. 7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

A senger Reunioun vum 7. Januar 2020 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierte Joëlle Elvinger den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

Plusieurs voix.- Jo, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et esou decidéiert. Där neier Éierendeputéierten eis Felicitatiounen.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 février 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7523** - Projet de loi portant création de l'établissement public « Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) »*

Dépôt: M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 06.02.2020

***7524** - Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :*

1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11.02.2020

3) Les demandes de pétition ordinaire et publique suivantes ont été déposées :

***1493** - Demande de pétition publique : Semaine de travail de quatre jours à Luxembourg*

Dépôt : Mike De Carvalho, le 07.02.2020

***1494** - Demande de pétition ordinaire : Fir en Déierekierfecht hei zu Lëtzebuerg*

Dépôt : Lydie Develter, le 07.02.2020

***1495** - Demande de pétition publique : Comment les jeunes auront-ils la possibilité de s'acheter une maison ou un appartement aux conditions qu'on a maintenant !*

Dépôt : Nanci Marques Da Silva, le 08.02.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut dem Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 90 vum Här Gilles Roth un den delegéierte Minister fir

Verdeedegung iwwert d'Causa Schleck. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Dezember 2019 an dem Kader vun der Froestonn vun dem Parlament an am Kontext vun der sougenannter „Causa Schleck" huet de Minister Kox op dëser Tribün Follgendes op eng Fro vun der Madamm Empain a vu mir gesot - et ass rieds gaange vun engem Treffe mat dem Här Schleck a senge Virgesetzten, an do sot de Minister -: „An den 3. Juni 2019", sot den Här Kox, „gouf dee Formulaire", also deen iwwert d'Versetzung, „nodeems en dann ausdiskutéiert gouf duerch déi ënnerschiddlech Parteien, och signéiert an e gouf och vum Virgesetzte vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen […]."

E bësse weider seet den Här Kox: „En ass jo d'accord. Dat ass e géigesäitegen Accord. Dat ass keng Versetzung. Ech mengen net, dass et eng Versetzung ass. Wann et zesummen ënnerschriwwe gëtt op engem Pabeier, dann ass et keng Versetzung."

An engem Communiqué vum 6. Februar 2020 schreift déi national representativ Gewerkschaft an der Fonction publique, d'CGFP: „Fakt ist, dass sich Henri Kox am 3. Dezember 2019", also dat, wat ech elo zitéiert hunn, „im Parlament zu der Aussage hinreißen ließ, dem SPAL-Präsidenten Christian Schleck sei ein neuer Arbeitsplatz in einem ‚einvernehmlichen Abkommen' zugewiesen worden."

An da fiert d'CGFP virun: „Die Vermutung der CGFP, dass es ein derartiges Dokument überhaupt nicht gibt, hat sich inzwischen bestätigt."

Här President, duerfir meng Froen un de Minister:

Kann de Minister eis dann haut dëse schréftlechen Accord, vun deem en deemools geschwat huet, vum Här Schleck zu senger Versetzung virleeën? Wa jo, tant mieux!

Mee wann net, da froe mer awer, firwat net. Firwat huet de Minister den 3. Dezember 2019 hei am Haus behaapt, et géif esou e Schréftstéck ginn? Ass de Minister der Meenung, dass hie getäuscht ginn ass? Wa jo, vu wiem? Wat fir eng Konsequenzen zitt de Minister aus dësem Ëmstand?

Sollt de Minister net getäuscht gi sinn, firwat huet hien hei am Plenum, also virun der Chamber, net d'Wourecht gesot, fir net ze soen, gelunn? Wéi eng Konsequenzen zitt de Minister aus deem Ëmstand, dass en der Chamber net d'Wourecht gesot huet?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den delegéierte Minister fir Verdeedegung huet d'Wuert. Här Kox, et ass un Iech.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Chamber ass mer ganz wichteg an ech géif mer net erlabe wëllen, d'Chamber op falsch Pisten ze féieren an och d'Chamber hei wëllen ze beléien.

A säit November ass fir mech keen neie Moment direkt dobäikomm. Deemools hunn ech mech, op Basis vun engem Bréif vum Generol, deen ech jo och hei deposéiert hunn, op de Questionnaire d'évaluatioun vum Här Schleck beruff, an en hätt deen ënnerschriwwen, wat ech jo och eng Woch duerno gesot hunn.

Leider hunn ech mech och bei där Geleeënheet schlecht oder onglécklech ausgedréckt, wat ech jo schliisslech a sëlleche Reunioune vis-à-vis vun der Gewerkschaft, awer och schonn an enger Chamberskommissioun gesot hunn. Datt den Här Schleck deen Evaluatiounsbréif ënnerschriwwen huet, heescht jo net, dass en domat d'accord war. An och dat ass an enger Chamberskommissioun de 7. Januar wärend der Sëtzung mam Här Bausch a mir selwer gesot ginn.

Sou, ech sinn och do ganz offen, et fält mer och keen Zack aus der Kroun, dass ech dee Moment jo meng Entschëllegung gesot hunn an esouguer den Här Gloden … Et ass keng Entschëllegung fir mäin Akt hei, mee vläicht eng Erklärung, dass ech wierklech nach net allze laang am Amt war an dass ech an deenen Ausserungen, déi ech gemaach hunn, wat ech eng Woch duerno hei an der Chamber op Interventioun vum Här Goergen och gesot hunn, dass ech mech an där Sitzung den 3. Dezember onglécklech ausgedréckt hunn an dass ech bei Wäitem net wollt soen, dass den Här Schleck eppes ënnerschriwwen hätt, wou hien d'accord ass.

Ech hu mech just op dee Bréif beruff, an dat war déi Woch duerno, beim Här Goergen, wéi mer d'Debatt iwwert de Pacte Logement haten, do hunn ech och nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass ech just de Bréif dee Moment zur Verfügung hat an och näischt aneres wéi dee Bréif, deen ech hei deposéiert hunn, vum Här Duschène. An ech hu mech och ausschliisslech dorobber baséiert.

Nach eng Kéier, meng Aussoen deemools waren net glécklech, fir net ze soen, hunn dann eng falsch Interpretatioun gemaach. Ech hunn dat awer a sëlleche Reuniounen, sief et hei an der Chamber déi Woch drop, sief et mat der Gewerkschaft, mat der CGFP, wou mer dat nach eng Kéier beschwat hunn, sou och kundgemaach.

An et deet mer leed, ech géif mer net erlaben, lech hei falsch Informatiounen ze ginn, an ech hunn lech dat dee Moment, mengen ech, no mengem Gewëssen och erkläert, dass et net ganz glécklech war, meng Aussoen op eppes ze bezéien, woubäi ech just de Bréif hat vum Här Duschène.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 91 vum Här André Bauler un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Bettercapacitéit vun de Spideeler a Rettungsdéngschter a ländleche Regiounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn eng Fro un d'Madamm Ministesch vun der Gesondheet betreffend de medezinneschen Noutdéngscht am ländleche Raum an d'Capacitéit vun de Better an de Spideeler. Ech hunn an der Lescht méi dacks héieren, datt d'Capacitéit vun de Better an de Spideeler zu Ettelbréck an zu Wolz net duergeet, fir d'Leit aus den Urgencen opzehuelen. Patienten, déi deelweis mat héijen Infektiounswäerter an d'Klinik kommen, mussen dowéinst dacks erëm heemgeschéckt ginn.

D'Patiente sinn iwwert dës Situatioun natierlech besuergt a si maache sech och Gedanken iwwert den Noutdéngscht am ländleche Raum, besonnesch am Norden. Et kann nämlech heiansdo ganz laang daueren, bis en Dokter kënnt, wann e Patient net méi transportfäeg ass. Dat gëllt zemools, wann d'Wieder schlecht ass a keen Helikopter fléie kann.

Duerfir wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob si weess, wéi et de Moment mat der Capacitéit vun de Better an dëse Spideeler ass, wéi et dorëms steet. Wat fir eng Klinicke si vun Engpäss betraff? Si just Spideeler am Norde concernéiert oder am ganze Land? An ass der Madamm Ministesch bewosst, datt den Noutdéngscht am ländleche Raum net optimal fonctionéiert? Ass geplangt, fir dës Situatioun endlech op de Leescht ze huelen an en deementspriechend Konzept am Interêt vum ländleche Raum auszeschaffen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Problemer sinn der Regierung effektiv bekannt. Mir hunn Zuele virleie vun de Better, déi op d'Joer 2017 zréckginn. Déi vun 2019 sinn aktuell an der Beaarbechtung. Dat ass e Punkt, wou mer hoffen, an Zukunft méi eng schnell Dokumentatioun kënnen ze hunn. Et muss een och wëssen, dass bei deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, eng kleng Verfälschung dran ass, well d'Zuel vun den Dageshospitalisatiounen, dat si ganz vill Better, déi ass do net dran agerechent.

Et muss een awer wëssen, dass d'Zuel vun den Dageshospitalisatiounen ëmmer méi eropgeet, doduerch dass vill méi Actes ambulatoires gemaach ginn, soudass mer effektiv wierklech Transparenz brauchen op der Betterbeleeung, fir och deementspriechend kënnen ze reagéieren.

Virop wollt ech betounen, dass Lëtzebuerg nach ëmmer an der Moyenne läit vun de Better vun der OECD. Mir si mat 4,7 Better op 100 Awunner an där Moyenne, déi an der OECD eebe gängeg ass, soudass do keng extreem Urgence ass. Mee nichtsdestotrotz ass d'Situatioun net esou, wéi mer se ideal gären hätten.

Den Taux zu Ettelbréck ass jiddefalls méi héich wéi am Rescht vum Land. Do hu mer wierklech e Problem, notamment am Beräich vun der Rééducation gériatrique. An ech sinn och ganz frou, kënne matzedeelen, dass Kontakter si mat Servior, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi een deen dote Problem ka behiewen an Zukunft a Léisunge fannen, fir schnellstméiglech en Zousaz u Better ze kréien.

Eisen Taux d'occupation général hei zu Lëtzebuerg läit nach ënnert dem maximalen Taux, deen och vun der OECD virginn ass. Deen ass op 85 % vun de sougenannte „lits aigus", dat heescht, mir sinn an der Rumm vun deem, wat als normal ugesi gëtt, mee awer fir dat, wat mir eis virhuelen, net do, wou mer gäre wären. Et ass effektiv en Dossier, dee bekannt ass, wou mer op ville Säite mussen usetze fir ze kucken, wéi een deem Problem do ka bäikommen.

Mir erwaarden eis besser Transparenz iwwert de Projet vun der Documentation hospitalière. Dee wäert et erlaben, dass een zäitno oder quasi instantané Informatiounen huet iwwert d'Betterbeleeung, wat engem dann och erlaabt, kuerzfristeg Ëmschichtungen ze maachen, wat am Moment eebe vun den Donnéeën hier nach net esou méiglech ass.

Et ass och richteg, dass d'Urgencen an dem Ettelbrécker Spidol immens eropgaange sinn, also d'Taux-d'attenten, d'Délai-d'attentë si vum Joer 2018/2019 ëm 6 % eropgaangen. Dat heescht, do ass schonn akuten Handlungsbedarf. Dat sinn awer déi Theemen, muss ech Iech direkt soen, déi elo wierklech akut wäerten uleien och um Gesondheetsdësch, deen net méi spéit wéi de 14. Februar wäert gestart ginn, wou mer eebe justement déi Dossiere behandelen, déi mer prioritär musse behandelen, an dozou gehéieren d'Urgencen, d'Délai-d'attenten, dozou gehéiert déi Aart a Weis, wéi am ländleche Raum den Accès zu de Servicer garantéiert ass. Dat si grad Theemen, déi wierklech identifizéiert sinn an déi mer och uginn, notamment ronderëm eng Reflexioun, déi gefouert gëtt ronderëm d'Médecine primaire.

Eng grouss Roll kënnt effektiv der Médecine primaire am ländleche Raum zou. Wat déi besser opgestallt ass, wat mer besser kënnen offänken, och Urgencen entlaaschten. Et si Reflexiounen, déi mam Secteur amgaange sinn, a wou ech och hoffen, dass mer iwwert déi nächst Méint schnell wäerte virukomme mat Léisungsusätz.

Ech wollt awer och soen, dass mer fir déi véier Service-d'urgencen am Norde 15 Milliounë labbergemaach hunn u Gelder, déi wäerten investéiert ginn an d'Infrastrukturen, notamment d'Iwwerwaachungsbetter. Dat ass ee Problem, et war e Mangel un Iwwerwaachungsbetter, déi wäerten elo vu véier op sechs (veuillez lire: vu véier op sechs pro 100 Awunner) eropgoen. Dat ass schonn en Drëttel, deen dat eropgeet, elo kuerzfristeg. Dat heescht, eng ganz Rei Projete lafen, mee et ass ee vun den Dossieren, wou haaptsächlech elo wäert drop geschafft ginn, wou mer méi eng systeemesch Léisung musse fannen, fir effektiv de ländleche Raum besser ze desservéieren.

Voilà! War dat eng Äntwert op Är Fro? Oder ass nach en Aspekt, deen net ofgedeckt war?

M. André Bauler *(DP).*- Ech weess net, ob ech nach däerf eppes froen, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. Dat gesäit d'Prozedur net vir.

M. André Bauler *(DP).*- Nee! Dont acte. Ech wousst et, ech wousst et.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da maache mer dat am Gank, wann Der nach Froen hutt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- En Aide-mémoire fir d'Madamm Ministesch ass awer erlaabt.

(Hilarité)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Da komme mer elo zur Fro Nummer 92 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Verwendung vun de bloe Luuchte vu Privatambulanzen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt vir, datt och déi privat Ambulanzdéngschter eng urgent Faart hunn, eng Faart, déi sech en cours de route och kann emol als urgent erausstellen. Dëst kann de Fall sinn, wann e Patient no enger éischter Versuergung, déi e scho kritt huet, an d'Ausland muss transferéiert ginn oder an en anert Spidol. An deem Kontext kann et noutwendeg sinn, datt e privaten Ambulanzdéngscht mat der bloer Luucht fuere muss. Privat Ambulanzdéngschter si jo och mat dëser Technik ekipéiert.

Mir ass rezent zougedroe ginn, datt een Ubidder vun dëse privaten Ambulanzdéngschter vun der Police eng Geldstrof krut, well dësen am Déngscht mat der bloer Luucht gefuer ass.

An deem Kontext hätt ech da follgend Froen un den Här Minister:

Kann den Här Minister mer dëse Fait confirméieren oder änlecher?

Däerf e privaten Ambulanzdéngscht op d'blo Luucht zréckgräifen?

An dann déi lescht Fro ass: Wéi sinn déi gesetzlech Dispositiounen, wat d'Benotze vun der bloer Luucht bei de privaten Ambulanzdéngschter ubelaangt, genee gereegelt?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, an och dem Här Engelen fir seng Froen. Ech wëll em awer direkt am Ufank soen, e ka sech jo sécher virstellen, datt ech selbstverständlech net ka wëssen an och net dierf wëssen, ob do e Protokoll gemaach ginn ass a wien dat ass an esou weider an esou virun. Mir hate jo awer elo vill Diskussiounen doriwwer. Ech hoffen, datt e versteet, datt ech em elo net ka soen, ob do eng Kéier e Protokoll gemaach ginn ass oder net. Dat geet mech näischt un.

Do maachen d'Servicer hir Aarbecht, a wann eppes net rechtméisseg ass, da gëtt et duerfir aner geriichtlech Instanzen, fir dat ze kontrolléieren. Mee et ass ganz sécher net um Minister, fir dat ze jugéieren.

Ech kann Iech awer drop äntweren, wéi dat am Gesetz virgesinn ass par rapport zu de privaten Ambulanzen. Dir hutt de Code de la route, Artikel 39 a 44, deen definéiert ganz genau, wien an ënner wat fir engen Ëmstänn d'blo Luuchten an och d'Sireen dierf huelen. Dat ass d'Police grand-ducale, dat ass d'Douane-an-Akzisen-Administratioun, dat ass d'Arméi, dat ass d'Administration des services de secours, also CGDIS, dann de Service incendie, d'Aide médicale urgente an dann natierlech och verschidde Vehicullen, déi Blutt zum Beispill transportéieren, an dann natierlech och Ambulanzen, ëffentlecher oder privater, wa se als Ambulanzen immatrikuléiert sinn.

Dat heescht, dee wichtegste Punkt, dat ass, als wat dat Gefier immatrikuléiert ginn ass, well dat ass och d'Definitioun, déi da par rapport zum Code de la route wichteg ass. Wéi gesot, ech kann deen dote Fall net jugéieren, well ech deen net kennen. Mee hei ass, wéi d'Reegele sinn. A jiddwereen, dee sech un déi Reegelen hält, deen dierft normalerweis jo dann och kee Protokoll kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 93 vum Här Dan Biancalana un de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet iwwert d'Policegewalt zu Lëtzebuerg. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, ech hunn eng Fro un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'Polizeigewalt. A Frankräich sinn am Kader vun de Manifestatioune vun de Gilets jaunes eng Rei brutal Iwwergréffer an Derapagë vun der Police enregistréiert ginn, wat déi franséisch Regierung dozou beweegt huet, ufanks dëses Joers ze reagéieren, andeems se e klore Rappell un d'Exemplaritéit, un d'Deontologie vun der Police a virun allem un de proportionellen a verhältnisméissegen Usage vun der Polizeigewalt huet misse maachen.

D'franséisch Regierung huet bezüglech dësem Verhalen a mat der Referenz op de Rechtsstaat carrement vun engem Croche-pied säitens der Police vis-à-vis vun der Eethik geschwat.

Am September 2019 gouf vum Kriminologiedepartement vun der Ruhr-Universitéit Bochum eng interessant wëssenschaftlech Studie publizéiert iwwer Kierperverletzungen, déi an Däitschland vun der Police zougefüügt goufen, an iwwer rechtswiddreg Polizeigewalt a Willkür, déi zum Virschäi bréngt, dass Affer ganz oft keng Plainte maachen - d'Donkelziffer ass also grouss -, dass se nieft de kierperleche Verletzungen och ënner psychesche Follge leiden, a wann eng Plainte gemaach gëtt, wéineg poursuivéiert gëtt, an dass dës Zort vu Virfäll a

Gewalt a Groussstied a bei gréissere Manifestatioune stattfannen.

De Maintien d'ordre - mir wëssen et - an d'Ausübung vun der Staatsgewalt ass net ëmmer einfach. Et ass e Spagat, eng Gratwanderung tëschent legitimmer an illegitimmer Gewalt. Poliziste schaffen an engem schwieregen Emfeld, musse Situatiounen a Kontexter aschätzen, wou de Respekt virun der Uniform ofhëlt an och ëmmer méi Gewalt hinne géigeniwwer ausgeübt gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg awer hunn d'Bierger am Verglach zum europäeschen Niveau méi Vertrauen an eis Police. Dat weisen de Statec an och den Eurobarometer, dat ass ganz positiv. An aus dem Deontologiekodex fir d'Police, dee kierzlech erstallt gouf, wat jo och begréissenswäert ass, geet och ervir, dass d'Poliziste sech beherrsche mussen. Et geet rieds vum „contrôle de soi" an och iwwert den „usage de force", déi proportionell muss agesat ginn an nëmmen dann, wann et noutwendeg ass.

Am Rapport annuel vun der Inspection générale de la police vum Joer 2018 - 2019 ass jo nach net eraus - kann een noliesen, dass 75 Enquête-judiciairë gemaach goufe vun der IGP an 62 weidergeleet goufen un de Parquet. An 38 vun deenen Affäre géigeniwwer Poliziste ware wéinst „coups et blessures volontaires" an 9 wéinst „mauvais traitements, violences policières". Ech widderhuelen hei d'Terminologie vun der IGP.

An deem Kontext follgend Froen: Wou sinn dës Affären drun, souwuel bei der IGP wéi och bei de Geriichtbarkeeten? Gouf et disziplinaresch Sanktiounen a penal Verurteelungen? Wa jo, wéi eng?

War 2018 am Verglach zu de Jore virdrun eng Hausse vun den enregistréierten Affären. Wéi gesäit et fir 2019 aus?

An aféifern - dat ass déi drëtt Fro - erwaart Der Iech, dass de Code de déontologie esou e Verhalen ënnerbanne kann? A wat gëtt et do nach als aner Moyenen an Outile fir Polizisten am Asaz?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci och dem Här Biancalana fir seng Interventioun, seng Froen. An et ass sécherlech e Sujet, deen eng ganz grouss Attentioun verdéngt, an dat net nëmmen, well mer eng Rei Fäll haten, effektiv, an der Vergaangenheet, déi Der och opgezielt hutt, wou ech Iech awer direkt ka soen, datt ech Iech natierlech do keng Auskunft hei ka gi wéint dem Secret de l'instruction. Dir musst wëssen, dat gëtt genausou behandelt …, also d'IGP behandelt dat onofhängeg an déi mécht hir Instruktioun an dann iergendwann eng Kéier kréie mer bekannt gemaach, wat dann d'Urteel ass.

Datt mer awer vill dorobber wëlle schaffen oder dorobber schaffen, dat hu mer net méi spéit wéi déi lescht Woche bewisen, wéi mer de Code de déontologie virgestallt hunn, deen et net ginn ass an der Police bis elo. Deen hu mer misse maachen, well mer och duerch international Obligatiounen an déi Richtung gedréckt gi sinn oder verflicht gi sinn, fir dat ze maachen.

Mee dat war awer net deen eenzege Grond. Deen anere Grond war awer och deen, deen Dir och elo beschriwwen hutt, datt et wichteg ass, datt d'Policebeamten, déi jo am Fong den Executant si vun der ëffentlecher Muecht … De Staat huet jo de Gewaltmonopol an der Gesellschaft. An déijéineg, déi de Gewaltmonopol exercéieren, dat ass d'Police oder d'Arméi, déi musse sech bewosst sinn, datt se ganz sensibel domadder mussen ëmgoen an datt se do eng immens Responsabilitéit hunn.

An et ass och ganz strikt reglementéiert, ënner wéi enge Konditiounen d'Policebeamten de Recours à la force dierfe maachen, also wou se méi muskléiert, loosse mer et dann emol esou ausdrécken, kënnen intervenéieren, datt dat muss proportionell sinn an datt et ënner ganz spezifesche Bedéngungen nëmme ka sinn. Alles dat ass och am Code de déontologie mat Referenz natierlech op déi betreffend Gesetzgeebungen a respektiv disziplinaresch Reegelen, déi et bei der Police gëtt, vermierkt.

Dann huet d'Police och am Kader vum Code de déontologie decidéiert, fir all Joers preventiv Saachen ze maachen. Dat heescht, mir huelen all Joers elo ee Schwéierpunkt eraus an da mécht d'Generaldirektioun vun der Police eng ganz spezifesch Sensibilisatioun dorobberhin. Dat gesi mer als e wichtege preventiven Aspekt un.

Et ass och esou, datt de Code de déontologie an all déi ganz Reegelen, déi do ronderëm sinn, och méi eng grouss Wichtegkeet wäerte kréien an der Formation de base vun der Police an och an der Formation continue. Dat heescht, datt mer reegelméisseg wierklech transversal duerch all Servicer vun der Police dorobber wëlle schaffen.

Et ass och esou, datt natierlech duerch d'Reform vun der Inspection générale de la police, déi jo parallell mat der Reform vun der Police bei der IGP gemaach ginn ass, d'IGP haut e ganz anere Stellewäert huet. Et ass jo och eng Magistratin, déi Generalinspekter ass vun der IGP. Dat heescht, de Stellewäert ass e ganz anere vun der IGP wéi virun där Reform. An et ass och esou, datt haut d'Bierger och d'Méiglechkeet hunn, d'Bierger selwer, Reklamatioune kënnen ze maachen, Plainten ze maache bei der Inspection générale de la police. Dat gëtt och vill gemaach. Et ass net ëmmer alles berechtegt, mee dat ass egal. Et gëtt dat Instrument, an dat ass wichteg, datt natierlech de Polizist och dobausse weess, datt, wann en eppes mécht, wat net deem entsprécht, wat säi Code de déontologie him virschreift, dee Bierger bei der IGP eng Plainte ka maachen an dann och eng Enquête ganz kloer doropshi gemaach gëtt.

Bon, ech mengen, 2016 hat d'IGP 16 penal Dossieren opgemaach wéinst Violences policières op engem Ensembel vu 76 Dossieren, déi se haten, dat sinn elo d'Zuele vun 2016, déi ech hunn, dat heescht 21 % dovunner. Mee wéi gesot, déi Dossieren, dat sinn normal Instruktiounen, déi sinn net ofgeschloss. Duerfir kann ech haut elo nach näischt doriwwer soen.

Mee de Fait vun all deene Saachen, déi mer an der leschter Zäit gemaach hunn iwwert de Code de déontologie an och, wat fir eng Konklusioune mer dorauser gezunn hunn, beleet, datt mer e ganz grousse Stellewäert dorobber wäerte leeë fir ze sensibiliséieren, datt dat doten net méi virkënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 94 vum Här David Wagner un de Finanzminister iwwert d'Tariffpolitik vun de Finanzinstituter. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Am Juni 2017 huet dës Chamber e Gesetz gestëmmt, dat jo eng Direktiv ëmgesat huet, déi et ënner anerem erlaabt, d'Fraise vu verschiddene Banke matenee kënnen ze vergläichen. An am Kader vun dëser Debatt hat ech deemools och gefuerdert, sou wéi d'Direktiv et och ausdrécklech erméiglecht, datt d'Banke wéinstens fir gewësse Servicer d'Gratuitéit misste spille loossen, zemools fir vulnerabel Persounen.

Leider si mer net esou wäit komm. Duerno, d'Joer drop, huet dunn eng Petitioun fir d'Gratuitéit vu Basisoperatiounen de Quorum vu 4.500 Ënnerschréften erreecht gehat a mir haten hei och am Plenum eng Diskussioun doriwwer.

Leider si mer nach ëmmer esou wäit, datt d'Banke weiderhi Fraise froe fir Basisservicer, dat heescht, datt d'Banke Geld froe fir eng Aarbecht, déi se souwisou maache missten. Et ginn awer Länner wéi Frankräich, Irland, Éisträich oder d'Belsch, déi esou Dispositioune scho geholl hunn. Dat hate mer deemools och gesot. Et ass d'ailleurs och an der Direktiv virgesinn, datt d'Staate vun de Kredittinstituter Systemer kënne fuerderen, déi zemools fir méi vulnerabel Persoune méi favorabel Konditioune kënnen offréieren.

Dofir wollt ech vum Finanzminister wëssen, an dat wier meng éischt Fro, ob hie wëlles hätt, d'Gesetz vun 2017 esou ze modifizéieren, datt d'Kredittinstituter d'Gratuitéit vu gewëssene Bankoperatioune garantéiere sollen.

Zweetens, an dat wär mäi leschte Punkt: Dobäi gouf jo och festgehalen, datt iergendeng Kéier e „simulateur en ligne" misst geschafe ginn, wou jiddereen unhand vu senger perséinlecher Situatioun d'Vir- an d'Nodeeler vun de jeeweilege Kredittinstituter matenee kéint vergläichen. An do ginn et awer och scho Länner, déi dat gemaach hunn, wéi Frankräich oder d'Belsch. Zu Lëtzebuerg, zwee an en halleft Joer nodeem d'Gesetz gestëmmt gouf, gëtt et dee Simulateur nach ëmmer net.

Dofir och meng lescht Fro: Huet den Här Finanzminister wëlles, esou schnell wéi méiglech en transparenten a benotzerfrëndleche Simulateur opstellen ze loossen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Villmools Merci, Här Wagner. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen, Dir Häre Deputéiert, dat hei ass eng Fro, déi elo schonn ëfters hei an der Chamber diskutéiert ginn ass. An ech wäert elo hei net mat Iwwerraschunge kommen oder mat neien Noriichten.

Vläicht zwee Haaptpunkten: Mir sinn hei zu Lëtzebuerg an enger Gesellschaft an an enger Ekonomie, déi net interventionistesch sinn. Dat heescht, mir gleewen drun, dass d'Konkurrenz gutt Resultater bréngt. A vu dass mer eng Rei Petitiounen haten a ganz vill Demanden, hunn ech och d'Initiativ geholl, fir de Bankesecteur ze mobiliséieren, fir déi beschtméiglech Konditioune vum selwen ze brénge. A wann ech d'Resultat kucken, wat hei um Marché disponibel ass vun Offeren, da soen ech Iech: D'Clienten hei hunn effektiv eng exzellent Wiel vun de Servicen, déi se kënne kréien, a si hunn dat mat relativ vill Transparenz.

Verschiddener hätte gäre gratis Virementen, anerer hätte gäre beim Guichet d'Méiglechkeet, gratis opzehiewen. Bref, ech kéint Beispiller vun deem, wat d'Clienten alleguerte gären hätten, hei opzielen. An ech kann Iech soen: „Een, deen all déi Servicer gär gratis zu Lëtzebuerg wëllt kréien, dee fënnt dat." Dee fënnt dat, e fënnt just net alles bei engem. Wann dat him esou wichteg ass, dass e beim Guichet näischt bezilt oder beim Bancomat näischt bezilt oder op anere Servicer näischt bezilt, dat kann en alles fannen. Mee et ass net um Staat, fir de Banken ze soen, wéi se hir Tariffpolitik solle maachen.

Nun ass et och esou, dass mir hei eng riseg Offer hunn, wéi et der ganz wéineg op der Welt gëtt, well mer vill Konkurrenz hunn, well mer vill inlännesch Banken hunn a vill auslännesch Banken. An de Client kann also wielen.

A mir inspiréieren eis an der Ëmsetzung vun der Direktiv méi nom nërdleche Modell, nom däitsche Modell wéi nom franséischen oder belschen oder südlännesche Modell.

Leschte Punkt: D'Banke mussen och kucken, dass se iwwerliewe kënnen, dass se kënne Profitter maachen. An et ass erëm eng Kéier net um Staat fir ze intervenéieren, wéi se dat solle maachen.

D'Banken hu vill méi Responsabilitéiten, vill méi Oplage kritt iwwert déi lescht Joren. Zu Recht, zu Recht, well se onvirsiichteg waren. Mee haut sinn d'Oplagen immens héich, zweetens sinn d'Zënsen immens niddreg. An och domadder musse se eens ginn. Et ass also net um Staat ze intervenéieren, wéi se dat sollen handhaben, et ass komplizéiert genuch.

Zum Punkt vum Comparateur: De Comparateur ass do.

(Interruption)

De „Comparateur" nennen ech et, well et dat ass, wat d'CSSF gemaach huet. Si huet e Comparateur gemaach, deen all Mount à jour gesat gëtt. An do kann ee jo dann alleguerten d'Präisser matenee vergläichen!

An op där Basis, mengen ech, erfëlle mer genau dat, wat d'Direktiv wëllt maachen. Mir hätten och gären, dass eise Superviseur, d'CSSF, neutral an där ganzer Debatt do ass. Et soll net drëms goe fir d'CSSF, fir d'Leit ze dirigéieren op deen een oder op deen aneren. Dofir e Comparateur an net e Simulateur.

An dat wäert mäi leschte Punkt sinn. Mat deem Comparateur, deen d'CSSF op d'Bee gesat huet, och op Drock vun der Direktiv, op Drock vun der Union des consommateurs, op Drock vun der Regierung selwer erfëlle mer d'Direktiv 100%eg.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Finanzminister. An da komme mer un d'Fro Nummer 95 vum Här Carlo Back un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert déi aktuell Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Regierungsvertrieder, Här Minister Bausch, zanter der Aktualisatioun vun 2018 baséiert eis national Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0 op neien, prezis chiffréierten Objektiver, zum Beispill fir de Modalsplit, den Occupatiounstaux vun de Gefierer, d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport, fir den Zäithorizont 2025. Et gouf méi e räicht an aktuellt Zuelematerial benotzt, notamment d'Etüd Luxmobil 2017. A virun allem gouf och mat enger méi preziser, effikasser Planungsmethod geschafft. Ech denken hei speziell un dat neit Instrument fir d'Käschtennotzerechnung vun de verschiddene Mobilitéitsprojete respektiv vun den eenzelnen Alternativen.

Am Kär vun der Strategie steet awer och d'Ambitioun, fir ab 2025 aus der Logik vum Nohuelbedarf erauszekommen an den zukünftege Mobilitéitsbedarf ze anticipéieren. Am MoDu 2.0 gëtt hei den Zäithorizont 2035 erwäänt.

An dësem Sënn wëll ech vun Iech wëssen, Här Minister: Wéi ass deen aktuelle Stand, wat de MoDu 2.0 ugeet, speziell och wat de Rôle vun deene verschiddenen Acteuren ugeet - do gesinn ech véier Stéck: d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Gemengen, d'Employeuren an d'Schoulen an natierlech och de Staat?

Wéini ass déi nächst Evaluatioun respektiv Aktualisatioun vun der Strategie, de Moossnamen an de konkreete Projete virgesinn? Wéi gitt Dir vir, fir d'Projektioune vun de Besoine fir den Zäithorizont 2035 opzestellen? Gëtt et och do schonn eventuell konkreet Pläng?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci och dem Här Back fir dës Fro. Mir hunn am Mobilitéitsministère direkt ufanks vun der Legislaturperiod d'Ekippe verstäerkt an nei opgestallt, fir de MoDu 2.0, dee mer an der leschter Legislaturperiod jo fäerdeggestallt hunn, nach op en aneren Niveau, Level kënnen ze bréngen.

D'Planifikatiounsekipp vun der Mobilitéit am Ministère ass nach eng Kéier verstäerkt ginn a mir hunn e Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht, direkt, fir d'Schafung vun enger Administration des transports publics, wou mer jo, bon, op dem Staatsrot säin Avis waarden. Mir haten d'Gesetz schonn an der Kommissioun virgestallt. Dat sinn déi Planifikatiounsadministratiounen, -cellullen, déi mer brauchen, fir datt mer déi nächst Etapp, déi mer elo wëlle maachen, och richteg a gutt hikréien. Dat Éischt, wat wäert geschéien, do schaffe mer schonn drun, dat ass d'Schafung vun engem Observatoire de la mobilité.

Firwat brauche mer deen? Mee mir hätte gären, datt déi Zuelen, déi mer 2017 bei där grousser Etüd gesammelt hunn, reegelméisseg iwwert d'Asammele vun Daten iwwert den Observatoire de la mobilité aktualiséiert ginn, soudatt mer en Instrument kréien, e permanent Instrument kréie vun Daten an der Mobilitéit, déi eis erlaben, d'Planung och méiglechst gutt ze maachen.

An dann natierlech schaffe mer um Plan de mobilité fir 2035. Wat ass dat? Mee dat ass net elo e MoDu 3.0, mee dat ass eigentlech eng Erweiderung vum MoDu 2.0. De MoDu 2.0, dat ass jo virun allem e ganz groussen éischten Deel gewiescht vun engem strateegesche Konzept, wéi mer an Zukunft d'Mobilitéit solle plangen, wou d'Multimodalitéit beschriwwe gëtt, d'Acteuren, déi et gëtt, wat fir eng Änderunge mer virhuelen an der Planung. An da war hannen e leschten Deel an deem Plang, dat waren d'Infrastrukturaarbechten, déi ginn, géif ech soen, bis 2026, 2027, 2028. Mee de Gros dovunner wäert bis 2024/2025 gebaut si respektiv ofgeschloss ginn.

An dann hate mer jo am MoDu 2.0 ee grousse Prinzip festgehalen, dat ass, datt mer an der Zukunft e Paradigmewiessel wéilte kréie vun enger Logik ewech vum Ophuele vum Retard zu enger Logik vun der Anticipatioun. Dat heescht, datt mer elo kucken: Wéi entwéckelt sech Lëtzebuerg eiser Meenung no bis 2035? Do schaffe mer och mam Landesplanungsministère enk zesummen. An dann, op Basis vun der Vorausschau, maache mer e Plang fir d'Mobilitéit 2035, wou mer soen: Dat hei ass dat, wouvu mir mengen, datt et direkt an Ugréff geholl misst ginn, fir datt mer eeben 2035, wann déi Entwécklunge gemaach sinn, net erëm hannendrulafen, mee datt mer am Fong d'Mobilitéitsinfrastrukturen oder d'Mobilitéit vum 21. Jorhonnert, déi mer brauchen, och dostoen hunn.

Dat wëlle mer awer genausou participativ ugoen, wéi mer och zum Beispill de Busreseau reforméiert hunn, wou mer jo 2016 ugefaangen hunn. Ech wäert am Mee 2020, also wann ech meng Roadshow fäerdeg hunn am Kontext vum Bus, da wäert ech eng zweet ufänken, an dat ass déi, wou et sech ëm d'Mobilitéit bis 2035 dréit, also dee Plan national de la mobilité bis 2035. Hei hu mer der elo eelef mam Bus, mee do brauche mer elo keng eelef, mee do wäerte mer véier, fënnef - mer musse kucken - sou grouss Veranstaltunge maachen.

Do eraus sollen och Aarbechtsgruppe gegrënnt ginn, wou och d'Bierger sech kënne melle fir

matzeschaffen. An da gi mer an déi nächst Etappen iwwer, fir eeben d'Mise à jour ze maache vum MoDu 2.0. An do gëtt e ganz grousse Schwéierpunkt an deem Plan national de la mobilité bis 2035 och op déi regional Aspekter geluecht. Mir hätte gären, datt mer ganz kloer de regionalen Aspekt nach méi verstäerkt drakréien, esou e bësse wéi mer et beim Bus och elo gemaach hunn. An ech hu mer zum Zil gesat, fir Enn 2021, Ufank 2022 de Plang fäerdeg ze hunn, domadder an d'Regierung kënnen ze goen an dann natierlech selbstverständlech och an d'Chamber ze kommen an en de Leit da kënne virzestellen.

Déi Infrastrukturprojeten, déi doraus wäerten ervirgoen - dat ass esou, mir hunn och eng ganz Rei Etüden de Moment scho lafen -, dat sinn der lauter, déi natierlech net méi an dëser Legislaturperiod ëmgesat ginn, mee déi ginn iwwert dës Legislaturperiod eraus ëmgesat. Et ass allerdéngs esou, datt, wa mer dann dës Legislaturperiod fäerdeg hunn, mer där nächster Regierung, egal wéi se dann ausgesäit, e ganz prezise Plang bis 2035 iwwerginn, deen dann eebe mécht, datt mer an Zukunft net méi sollen hannendrulafen, mee déi Infrastrukture schafen, déi mer brauchen, fir datt d'Land en vue vu senger Entwécklung, demografesch, ekonomesch, regional, lokal, och deementspriechend mobilitéitsméisseg gutt ka fonctionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 96 vum Här Laurent Mosar un de Wunnengsbauminister iwwert d'Virkafsrecht. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz vun 2008 iwwert de Pacte Logement gesäit e Virkafsrecht fir d'Gemenge vir. Dëst Virkafsrecht gëtt besonnesch an de leschte Wochen a Méint ëmmer méi erschwéiert duerch allméiglech Artificen, déi Vendeure sech afale loossen, fir datt d'Gemengen hiert Virkafsrecht net méi kënnen ausüben.

Elo ass et awer esou, datt den 20. Januar vun dësem Joer och nach en Arrêt komm ass vun der Cour administrative, wat d'Saach nach méi komplizéiert mécht, well laut deem Arrêt ass d'Decisioun, fir d'Virkafsrecht auszeüben, elo eng Decisioun, déi virun de Juridiction-administrativë contestéiert ka ginn.

En plus ginn och hei eng Rei vun Delaie festgeschriwwen, déi maachen, an ech soen och all de Kolleeginnen a Kolleegen dat, déi hei kommunal Responsabilitéiten hunn, quasiment den Exercice vum Virkafsrecht vun de Gemengen onméiglech an der Praxis.

Wa mer wëssen, wéi staark mer besonnesch dorobber ugewise sinn, fir déi ambitiéis Ziler vun der Regierung, an ech menge vun all Mënsch, och am Pacte Logement ze realiséieren, muss ech lech soen, datt ech net méi weess, wéi mir an Zukunft als Gemeng iwwerhaapt deen Droit de préemption nach kënnen exercéieren.

An duerfir meng Froen de Mëtten un den Här Logementsminister. D'Virgängerin hat sech scho ganz intensiv och mat där doter Problematik befaasst, déi keng nei ass. Mir wëlle wëssen: Wat ass do virgesinn? Wéi schnell kënnt en neit Gesetz eventuell op de Leescht? Well ech mengen, mir mussen hei eng Rei vu Modifikatiounen am aktuelle Gesetz virhuelen.

Zweetens wëll ech och nach eng Kéier froen, vu datt eng absolutt Urgence ass, well eng ganz Rei vu Gemengen am Moment och mat esou Demandë vun Droit-de-préemptione confrontéiert sinn: Wéi kënnen d'Gemengen do virgoen, fir déi trotzdeem kënnen ausezüben?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Hären, éischtens wëll ech dem Här Mosar Merci soe fir déi Fro. Effektiv ass et eng Urgence, déi och duerch deen Arrêt elo nach eng Kéier komm ass. Vläicht wëll ech d'Äntwert a véier Punkte regruppéieren. Dat Éischt ass, u sech, et ass gesot ginn, d'Virgängerin huet schonn eng Kéier intensiv dru geschafft, effektiv gëtt et do en Aarbechtsgrupp tëschent der Stad Lëtzebuerg, dem Interieur an dem Logement. Effektiv ass och dat Gesetz jo mam Pacte Logement agefouert ginn oder d'Reglement, fir dass d'Preemptioun ka gezu ginn, an et ass och nach eng Kéier ginn duerch d'Omnibusgesetz.

D'Aufgabestellung un dee Grupp ass, éischtens, den Inventaire ze maachen, wat, wou a wéi net funktionéiert. Ech mengen, do si schonn eng ganz Rei vu ganz wichtegen Elementer komm, och Point-faiblen. Et ass elo ee Punkt gesot ginn: Wéi ass et, wann elo op eemol Regruppementer gemaach ginn, wou deen een ënnert den Droit de préemption fält an deen aneren net? Do ginn eng Rei vun Tricken erausgezunn.

Wichteg ass awer och, dass mer an deem neie Reglement oder Gesetz den Intérêt général e bësse besser definéieren, well wa mer nach gär wëllen aner Reserve-foncièrë maache wéi am Urbanisteschen, am Sozialen oder an der Ëmwelttechnik, wou mer Terraine brauchen, ass et vläicht wichteg, dass mer dat och spezifizéieren.

Dann en zweete Punkt, dat ass effektiv d'Cour. Ech mengen, am Aarbechtsgrupp war scho kloer, dass et eeben en Acte administratif détachable ass, wéi dat heescht, dass et eeben uklobar vis-à-vis vun der Cour administrative ass, well et ass jo de Secteur public, deen intervenéiert, wann tëschent dem privé an dem public do natierlech verkaf oder akaf gëtt. Dann ass et wichteg, dass och deen dann, deen en Terrain muss oftrieden, awer d'Chance huet, dat och an engem Rechtsstaat kënnen anzekloen.

Dat huet natierlech zur Konsequenz, dass mer eis iwwert déi Terminologien, iwwert d'Zäit, déi mer dem Secteur public zur Verfügung stellen, eens musse sinn. Insbesondere ass dat jo en Akt, deen duerch de Gemengerot muss goen. Do brauch een eng gewëssen Zäit. Also déi Zäite musse ganz kloer do matageschriwwe ginn, wéi dat dann exercéiert ka ginn. Also d'Prezisioune mussen dohinnerkommen, dat ass ganz wichteg.

Wéi geet et weider? Ganz kloer: Deen Aarbechtsgrupp wäert elo Enn Februar nach eng Kéier zesummekomme mat der Stad Lëtzebuerg, mam Interieur, fir genau op deenen eenzelne Punkten dat dann unzegoen. An Dir hutt et selwer gesot. Ech mengen, dass et net am Kader vum Pacte Logement 2.0 reforméiert soll ginn, mee dass et vläicht hei wichteg ass, well et jo och vläicht fir aner Beräicher wichteg ass, net nëmme fir de Logement, dass mer en eegent Gesetz wäerten deposéieren.

Bon, wat d'Längt ugeet: Mir maachen elo prioritär de Pacte Logement an duerno wäerte mer e Preemptiounsgesetz definéieren, wou mer alles zesummekréien. Kommt, mer hoffen, dass mer dat esou séier wéi méiglech hei kënnen diskutéieren!

Wat kënnen d'Gemenge maachen, ech mengen, fir d'Preemptioun ze zéien? Bon, aus menger Erfarung war et och ëmmer ganz wichteg, als Gemeng oder als Entité publique fréizäiteg un de Bierger, un de Proprietär erunzetrieden, well villen ass net bekannt, dass, wann eng Proprietéit wiesselt vum Privaten direkt un de Staat, een d'Plus-value net ze besteiere brauch. Dat ass eppes, wat net vill bekannt ass. Domadder kéinte mer éischter besser Präisser oder präiswäert Terraine kréien.

Dat stéiert vläicht de Finanzminister e bëssen, well e keng zousätzlech Steieren erakritt. Awer ech mengen, dat ass en Instrument, wat mer méi offensiv sollten ugoen, fir rechtzäiteg bei de Proprietär ze goen, fir dass d'éffentlech Hand, sief et d'Gemeng, sief et de Staat, och éischter un d'Terraine kënnt, fir do de Kaf ze maachen. Mee et ass ganz wichteg, mir wäerte schnellstméiglech dorunner schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 97 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Minister fir Energie iwwert d'Extensioun vun der Liewensdauer vum Atomkraaftwierk zu Cattenom. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen a Kolleeginnen, déi franséisch Regierung huet elo hire Wëlle bestätegt, fir bis 2035 den Undeel vun der Atomenergie vu 70 % op 50 % ze senken an duerch erneierbar Energien ze ersetzen.

Bekannt ass och elo definitiv plus/minus d'Lëscht vun deene 14 Reakteren, déi op 7 Sitte progressiv bis 2035 ausgeschalt solle ginn. D'grande Absente op där Lëscht ass d'Zentral vu Cattenom op eiser Grenz. Si soll net nëmmen net zougemaach ginn, mee hir Lafzäit soll ëm 10 bis 20 Joer weider verlängert ginn, dat heescht, dass se net 40 Joer, mee 50, gegeebenefalls 60 Joer soll fonctionéieren. An dat trotz all eisen Efforten, trotz all eise Protester, trotz all eisen diplomateschen Initiativen, déi déi successiv Regierunge geholl hunn.

Dës Tatsaach war och d'Theema bei der lëtzebuergesch-franséischer Commission mixte iwwert d'Sécurité nucléaire, déi déi lescht Woch stattfonnt huet a Frankräich.

Meng Froen un den Energieminister: Wat fir Méiglechkeete bleiwen eis, vu déi Gewëssheet, déi sech elo lues a lues awer breetmécht, datt déi franséisch Säit net wäert bougéieren? Et schéngt eng Gewëssheet ze sinn, dass mer nach laang Zäit mat Cattenom musse liewen.

En ordre subsidiaire: Wat fir eng Investitioune sinn zu Cattenom säit der Katastroph vu Fukushima gemaach ginn? A wat fir Sécherheetsmoossname sinn nach geplangt, fir dee Risiko wéinstens op e Minimum ze senken?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här President, léiwe Mars Di Bartolomeo, merci fir d'Fro. Ech mengen, dat, wat a Frankräich leeft ronderëm Atom, ass effektiv ganz besuergneserreegend, mee mir als Regierung probéiere wierklech, e Maximum ze maache géint Atomkraaft, op allen Niveauen.

Et gëtt en Niveau Europa. Dir musst wëssen, dass et am Dezember op engem Sommet ronderëm d'Klima e grousse Match ginn ass zwësche Frankräich, Tschechien, Slowakei op där enger Säit - déi wollte Gelder aus dem EU-Budget fir Atomkraaftwierker - an op där anerer Säit dem Xavier Bettel fir Lëtzebuerg an Éisträich. A mir hunn dee Match eigentlech gewonnen, well op deem Sommet decidéiert ginn ass, dass et keng EU-Gelder gëtt fir Atomkraaft.

Mir hunn och als Lëtzebuerger Regierung véier EU-Gesetzer am Moment blockéiert, well do och nach e Wording dran ass, dee seet, dass Atom eng wichteg Roll soll spille beim Klimaschutz an Europa, an eeben och nach eng Kéier op déi Fro ageet vun de Finanzen. A mir probéieren am Moment mat Éisträich, Litauen, Spuenien an aneren eng Majoritéit opzebauen, fir dass déi Texter do blockéiert bleiwen, soulaang bis eeben déi schlecht Textdeeler do erauskommen.

Dann zréck op dee spezifesche Fall mat Cattenom. Ech mengen, mir si jo elo net déi éischt Regierung, déi do aktiv ass. An ech mengen, dass mer hei net nëmmen am Numm vun der Regierung schwätzen, mee am Numm vun engem ganz, ganz groussen Deel vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung oder vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Mir hunn elo rezent an deem ganze Prozess, deen aktuell a Frankräich gelaf ass iwwert dat, wat een technesch „programmation pluriannuelle de l'énergie" nennt, dat ass eigentlech en Deel vun hirem Energie- a Klimaplang, do hate mer intervenéiert. Do hu mer eeben och scho gesot: „Mir gesinn net an, firwat mir sollen do de Risiko droen, dass Cattenom weiderleeft." A mir haten do och schonn drop higewisen, dass mer eigentlech gären hätten, dass Cattenom soll zougemaach ginn.

A Frankräich ass de Match natierlech: Déi aktuell Regierung, Macron an och de Premierminister, déi sinn zimmlech proatom. De Premierminister war zum Beispill virdrun de Pressespriecher vun Areva. Dat heescht, et ass am Moment net einfach, fir do weiderzekommen.

An dat, wat mer elo maachen, ass, mir hunn e politeschen Differend, si wëlle Cattenom weiderlafe loossen a mir soen „no way". Dat heescht, mir kucken elo, mir mussen elo prozedural e Fouss an d'Dier kréien. An et war och dat, wat elo geschitt ass. De 4. Februar, wéi déi Commission franco-luxembourgeoise war, hunn eis Beamten do kloer Wierder fonnt. An zwar geet et do am Sträit drëm, d'franséisch Regierung seet: „Mir brauche keng extra Geneemegung ze gi fir Cattenom", well am Atomstaat Frankräich alles esou gedréit ass, dass d'Atomreaktere kënne weiderlafen, ouni dass eng extra nei Geneemegung muss sinn, a mir soen, dass et zwou international Verflichtunge gëtt, un déi Frankräich sech muss halen.

Dat eent ass eng EU-Direktiv iwwert d'grenziwwerschreidend Ëmweltimpakter. An da gëtt et och nach eng Konventioun, déi heescht Espoo. Espoo ass eng Stad a Finnland, wou viru Joren eng Konventioun ënnerschriwwe ginn ass, déi och Frankräich verflicht, dass geféierlech Industrieanlagen, a Cattenom ass eng geféierlech Industrieanlag, och grenziwwerschreidend musse gekuckt ginn. An dat ass elo am Moment eisen institutionelle Sträit mat Frankräich, wou mer awer gutt Kaarten hunn, deen ze gewannen, well et souwuel eng EU-Gesetzgeebung gëtt wéi en internationale Vertrag, déi op eiser Säit sinn, an d'Fransousen net derlaanschtkomme wäerten, fir eis quasi ze froen elo an där Prozedur vun der Verlängerung vu Cattenom.

Firwat ass dat wichteg? Well all - an ech betounen „all"! - Atomreakter ass e Risiko. An al Atomreaktere sinn natierlech nach méi e grousse Risiko. An ech soen ëmmer: „Stellt Iech emol vir, viru 40 Joer, do sinn Deux-chevauxe gebaut ginn! Géift Der haut nach mat 130 an enger 40 Joer aler Deux-chevaux bis op Nice fueren?"

(Brouhaha)

Ech mengen, do géife vill Leit sech iwwerleeën, ob dat sécherheetstechnesch nach gutt ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Turmes, Dir musst sou lues zum Schluss vun Ärer Äntwert kommen.

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech kommen zum Schluss. Also, mir wäerten alles drusetzen. An dat Wichtegst, ee vun de wichtegste Bausteng ass dat Gesetz, wat elo heihinnerkënnt iwwert d'Haftung. Wa mir bis dat Haftungsgesetz hunn, dann ass kloer, wann eng Kéier zu Cattenom géif eppes geschéien, dann ass do net en Deckel um Risiko vun 100 Milliounen - dat ass d'Gesetzgeebung am Moment. Fukushima huet 100 Milliarde Schued. Mee wa mir d'Haftung maachen, da gëllt deen Deckel vun 100 Millioune Schued net méi. Dat gëtt vill méi.

An dat zwéngt dann och de Bedreiwer vu Cattenom, d'EDF, sech wierklech nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën: „Wëll ech deen Atomreakter weider bedreiwen?"

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. Mir kommen elo zur Fro Nummer 98 vum Här Sven Clement un de Finanzminister iwwert den Inventar vun den Immobilien a Firmebesëtz.

- Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Präisser vun den Terrainen, Appartementer an Haiser gi weider an d'Luucht. D'Alarmluuchte gi sou lues parteiiwwergräifend un, wa se net schonn u sinn.

De Logement ass e reelle Problem. Dat ass mëttlerweil, mengen ech, jiddwerengem heibanne bewosst. A mir Piraten begréissen, datt d'Chamber sech dorëm wëllt këmmeren, wa mer iwwer Logement, mee eeben och iwwer Aarmut schwätzen.

Leider gesi mer awer och, datt dës räisseresch Theeme ganz séier a bëllege Populismus kënnen ofdriften, wou deen ee géint deen anere kann ausgespillt ginn, wou gesot gëtt: „Deenen enge gehéiert dat eent, deenen anere gehéiert näischt." Mee d'Fro stellt sech: Wiem gehéieren da wierklech d'Terrainen zu Lëtzebuerg?

De LISER huet an der Vergaangenheet relativ heefeg Etüde gemaach, déi d'Besëtzverhältnisser sollte méi kloer maachen. Si hunn drop higewisen, wéi wéineg Terrainen am Besëtz vum Staat sinn. Si hunn awer keng Analys konnte maachen, wéi vill Terrainen am Besëtz vu wéi vill Firmen oder finanzielle Konstrukter sinn. Well ech mengen, dat ass déi grouss Fro!

D'Fro stellt sech net: Huet eng Firma een Terrain? Da stellt sech d'Fro nämlech: A wéi grouss? Mee et stellt sech och d'Fro: Wéi eng Firmen oder Fongen hu ganz vill Terrainen? An ech mengen, an deem Kontext muss ee sech ganz bewosst d'Fro stellen. Mir hunn iwwert de Kadaster d'Méiglechkeet, d'Proprietéitsverhältnisser erauszefanne vun den Terrainen.

Wär de Minister bereet, dem Kadaster d'Missioun ze ginn, dës Donnéeën an enger adequater Form dem LISER zur Verfügung ze stellen, fir esou eng Etüd ze maachen, déi kloerstellt, wéi vill Betriber wéi vill Terrainen hunn? Dat heescht am Kloertext fir ze gesinn, ob d'FISen eng reell Unheefung vun Terrainen duerstellen oder ob se tatsächlech ëmmer nëmme fir eenzel Projete benotzt ginn.

Ech mengen, mir brauchen e faktebaséierten Debat, an dofir wär esou eng Etüd néideg. An dofir wollt ech de Minister ganz konkreet froen, ob e bereet wär, dës Donnéeën der Etüd zur Verfügung ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Wuert huet den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir dës Fro. Ech muss se awer elo vläicht nach eng Kéier liesen, well wann ech elo d'Explicitatiounen héiere vun der Fro, war dat do guer net erauszehéieren.

(Interruption)

A jo, jo, jo: „ [...] géif ech gären dem Finanzminister eng Fro stellen zu engem Inventaire vun den Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg Immobilie besëtzen, dat Ganzt op Basis vun de Kadasterdonnéeën." An zum Schluss vun Ärer Interventioun hutt Der d'Wuert „FIS" gebraucht.

Jo, wann dat de Sujet war, da wär ech Iech dankbar, dat Wuert op d'mannst an der Fro opzewerfen. Also, ech muss soen, ech si wierklech elo iwwerrascht gewiescht. E Minister däerf am Fong geholl ni iwwerrascht sinn, mee ech war iwwerrascht!

(Hilarité générale)

Une voix.- Et ass awer schéin, datt en et seet!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Majo, ech ginn dat gären zou. Dat hat ech doranner net gelies. An dofir hat ech eng Äntwert virbereet, déi ech och wäert soen.

(Hilarité générale et interruptions)

An ech wäert awer och op d'FISen äntwerten. Also zu de FISe kommen ech dann am zweeten Deel.

Am éischten Deel wollt ech soen, dass mer eng immens oppe Politik hunn am Kadaster. Ech muss Iech soen, à tel point, dass ech heiansdo hannerfrot hunn, ob dat gutt wier, dass dat esou op ass. Ech hu mech natierlech missen iwwerzeege loossen, wéi dat mer heiansdo geschitt, dass Transparenz d'Wuert vun dësem Joerzéngt ass an dass alles transparent ass. An da soll et och am Kadaster esou sinn, soudass jidderee kann do froen, wie Proprietär ass vun engem Terrain, wie Proprietär ass vun engem Gebai, an da kritt een déi Informatiounen, ouni musse berechtegt ze sinn, firwat oder einfach aus Virwëtz: „Wien ass Proprietär vum 16, avenue de la Gare?", an da kritt een dat gesot.

Dat ass jo wonnerbar! Also méi schéi geet et net! An dann hu mer e Geoportail, dee gratis ass. Et ass ee vun deene modernsten op der ganzer Welt a mir wäerten och weider de Kadaster moderniséieren.

Bref, ech hat geduecht, dat wär den Angle vun der Fro, an ech wollt Iech nach villes driwwer erzielen, dat erzielen ech Iech elo net, well dat war jo net den Objet.

Den Objet ass den FIS, de Fonds d'investissement spécial. Den I ass also Fonds „d'investissement" an net „immobilier", mee natierlech kann een Immobilien an engem Fonds d'investissement spécial detenéieren. An et steet am Koalitiounsaccord, an ech kann Iech och soen: „Mir schaffen drop, fir déi Abusen, déi an deem Domän geschéien, ze ënnerbannen."

Et ass esou, dass effektiv Immobilien an esou speziell Investitiounsfonge gesat ginn an dass een dat kann zu Konditioune maachen, déi, fiskalesch gesinn, extreem avantagéis sinn, iwwerdriwwen avantagéis. An dofir wäerte mer dat änneren.

Wann dat Är Fro war, kann ech Iech berouegen, dat wäert geännert ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Fro war zwar, ob Dir d'Donnéeë vum Kadaster dem LISER fir eng Etüd eeben zur Verfügung géift stellen, agregéiert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ma elo, wou ech d'Fro héieren an dat Wuert LISER héieren, wat och net hei drasteet, soen ech Iech just: Ech wäert dat nokucken, an op Basis vun Informatiounen, déi ech vu béide Säite kréien, wäert ech Iech nach eng Kéier gären op déi Fro äntweren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Ech wëll just rappeléieren: Wann ee gären eng prezis Äntwert hätt, da muss een eng prezis Fro stellen.

(Interruptions)

An domadder komme mer elo zur Fro Nummer 99.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, et ass eng mëndlech Fro, keng schréftlech Fro. An d'mëndlech Fro war, mengen ech, ganz prezis formuléiert, ob d'Donnéeën un de LISER géife kommunizéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann ee gären eng prezis Äntwert hätt, da misst een awer och dem Minister d'Méiglechkeet ginn, fir am Fong geholl d'Elementer ze hunn, fir kënnen dorobber ze äntweren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech muss deem widderspriechen. Eng mëndlech Froestonn ass eng mëndlech Froestonn. Wa mer elo ufänken, hei d'Froen ze maachen ...

(Brouhaha général)

Fait personnel, wann Der et esou wëllt wëssen.

(Exclamations)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Esou eng Prozedur gëtt et net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A, do sinn der wuel e puer getrëppelt!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Esou eng Prozedur gëtt et net!

(Interruptions diverses)

M. André Bauler *(DP).*- Dat hei ass awer kee Pingpong.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, kuckt d'Reglement an da reegt Der Iech, wannechgelift, manner op!

(Hilarité générale)

An domadder komme mer zur Fro Nummer 99 vum Här Georges Engel ...

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... un d'Justizministesch an un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Embauaarbechte vum Centre pénitentiaire zu Schraasseg. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Eng anstänneg Fro.

- Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà, meng schréftlech Fro war genau dat, wat ech och mëndlech wäert hei froen, …

(Hilarité)

… sou wéi dat sech och gehéiert.

An deene leschten Deeg war an der Press ze liesen, dass Schraasseg soll renovéiert ginn. An et gouf dozou e puer Iwwerleeungen. Éischtens wär et d'Méiglechkeet, dee Bau a Phasen ze renovéieren. Dat heescht, no an no déi eenzel Gebaier ze renovéieren an dann anerer am Fonctionnement ze loossen. An eng aner Iddi wär, dass een dat besteeënd Gebai oder déi besteeënd Gebaier alleguer géif ofrappen an e ganz neit dohinner géif bauen.

Dat ass och gutt esou. Gutt Infrastrukture si wichteg fir e gudde Strofvollzuch. Déi Leit, déi jo do an deenen Institutiounen elo liewe wärend enger Zäit, déi komme jo och méi spéit erëm eng Kéier eraus, an et muss ee se jo och da fir d'Liewen a Fräiheet erëm eng Kéier virbereeden a se och uerdentlech an d'Gesellschaft kënne reintegréieren.

Beim Bau vun der Untersuchungshaftanstalt um Uerschterhaff gouf heibanne gesot vum Justizminister Félix Braz, dass dee Bau exklusiv fir Untersuchungshäftlinge wär. Elo konnt een awer liesen op där enger oder anerer Plaz, dass elo d'Méiglechkeet géif bestoen, dass, wa Suessem géif opgoen, een dann alleguer d'Häftlinge kéint vu Schraasseg op Suessem plënneren an dass da géif dovunner profitéiert ginn, fir dann entweeder en Neibau oder d'Renovatioun ze maachen.

Dofir dräi Froen - ech weess net, ob Der kënnt direkt drop äntweren, mee ech stelle se awer emol.

(Hilarité)

Éischtens, gëtt et en Timing fir souwuel d'Renovatioun wéi och d'Ofrappe vu Schraasseg? Gëtt et eventuell e Präis? A bleift et dobäi, dass den Uerschterhaff just fir Untersuchungshäftlingen ass an net dozou genotzt gëtt, fir verurteelt Häftlingen dohinnerzebréngen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här Engel, fir Är Froen, op déi ech mech ganz gutt konnt preparéieren, en vue vun deem, wat Der eraginn hat. Ech sinn och frou, dass ech dozou elo Positioun kann huelen, well dat jo de Weekend e Sujet war.

Also, mir sinn hei am Stadium vu Reflexiounen, sou wéi ech dat och an deem Interview gesot hat, deen den Ursprong vun deem Ganze war virun enger Woch am „Quotidien". Dunn ass dat vum „Lëtzebuerger Wort" opgegraff ginn de Samschdeg an dunn huet dat esou säi Wee gemaach. An d'Story, wéi dat ëmmer esou geet, huet sech dunn iergendwéi au fur et à mesure e bësse verselbstständegt. Duerfir ass dat gutt, fir elo hei kënnen e puer Saache kloerzestellen.

Mir schwätzen hei vun engem Projet à moyen terme. Dir frot no engem Datum, dem Delai, fir dat Ganzt fäerdegzestellen. Mir sinn emol nach net bei engem Avant-projet sommaire. Dat heescht, mir sinn elo bei de Reflexiounen. Mir schwätze vun 20 Joer. Dat ass wierklech e grousse Projet. Duerfir kann ech Iech och elo nach kee Präis nennen, ausser dass et een ass, dee sécher hei mat engem Gesetzesprojet debattéiert wäert ginn, well et natierlech eng grouss Envergure wäert hunn.

Firwat musse mer dat maachen? Mir hunn e Prisong, dee kënnt aus den 80er Joren. Deen ass net méi konform, souwuel wat international Normen ugeet wéi awer och wat déi Gesetzgeebung ugeet, déi mer eis selwer virun annerhallwem Joer ginn hunn, fir e bessere Strofvollzuch ze erméiglechen, fir also de Prisonéier och erëm Perspektiven ze bidden am Strofvollzuch selwer, dat heescht Formatiounen unzebidden an engem adequate Kader. Dat heescht awer och, d'Populatioun uerdentlech kënne vuneneen ze trennen, fir separat mat deenen engen oder anere kënnen ze schaffen.

Wann ech bedenken, mir schwätze vill vu Mineuren am Prisong, mee et gëtt och Jonker, jonk Erwuessener am Prisong, déi aner Besoinen hunn an en aneren Encadrement brauche wéi en Erwuessenen, e laangjäregen erwuessene Prisonéier, e Stroffällegen, dee wierklech schonn eng ganz Karriär hanner sech huet. Dat heescht, mir sinn do gefrot, fir aner Moyenen ze bidden. Och d'Fraen am Prisong; mir hunn am Moment 28 Fraen am Prisong. De Prisong ass net gutt esou organiséiert, dass d'Frae vun deene selwechte Saache kënne profitéiere wéi d'Männer.

An da kënnt nach dobäi: Mir hunn och ganz vill Leit, déi do schaffen. An och déi schaffen haut net a gudde Konditiounen do. Mir hu keng generell Kameraiwwerwaachung. Dat heescht, vun der Sécherheet hier ass et relativ komplizéiert fir si. D'Gäng sinn immens enk. Och d'medezinnescht Personal, wat do schafft, schafft net an uerdentleche Konditiounen do. Jee, mir brauchen nei Lokaler.

Mir hunn eis gefrot: Solle mer et renovéieren oder solle mer et nei bauen? A mir sinn zur Konklusioun komm - mir haten eng ganz gutt Visitt, de Finanzminister, de Bauteminister an ech selwer op der Plaz -, dass mer op de Wee wëlle goen, fir wierklech a Phasen nei ze bauen.

Firwat ass dat elo akut? Well den Uerschterhaff 2023 opgeet. Mee net well mer da wëllen alleguerten d'Detenuen op den Uerschterhaff transferéieren, well da verlagere mer jo just de Problem, dee mer eigentlech elo léisen domat, dass endlech e Prisong opgeet fir Untersuchungshäftlingen, mee well mer da relativ vill Plaz fräi kréien.

Mir hu Stand haut 508 Prisonéier, dovunner sinn der 260 an der Détention préventive, déi sinn also dee Moment fort. A vun där Plaz kënne mer profitéieren, fir da Regruppementer ze maachen, fir a Phasen de Prisong nei ze bauen. Voilà!

Ech mengen, ech hat ausgemaach mam Bauteminister, dass dat dann och eis Äntwert wär, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass tipptopp esou. Merci der Madamm Justizministesch. Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 100 vum Här Marco Schank an un d'Fro Nummer 101 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert den Adapto. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, d'Reform vum Adapto gëtt am Moment vill diskutéiert. Zu Wuert gemellt hu sech och Interessevertriedunge wéi d'Zefi ASBL, Trisomie21 Lëtzebuerg, Parkinson Lëtzebuerg, d'Patientevertriedung an anerer. Meng éischt Fro dréit ëm den neie Formulaire, fir eng nei Kaart ze kréien.

Ass deen neie Formulaire zesumme mat der Zivillgesellschaft am Beräich Handicap gekuckt gi respektiv ass ënner Ëmstänn och mat den Doktere geschwat gi beim Ausschaffe vum Formulaire?

Een Utilisateur huet mir gesot, säin Hausdokter hätt him gesot, hie géif dee Certificat médical net ausfëllen, aner Doktere géifen dat och net maachen. Dont acte.

Eng aner Kritik ass de Fait, datt d'Zäit knapps wier, fir déi Demarchen ze maachen, fir deen neie Formulaire eranzereechen. An an deem Kontext soll een Deel vun de Clientë provisoresch an deen neie System eriwwergeholl ginn a bis den 30. Abrëll misst d'Demande fir d'Erneierung gemaach ginn.

Meng Fro: Wéi eng Utilisateure sinn dat?

Dann: An Zukunft soll och d'Mobilitéitszentral den Dispatching maachen an net méi d'Exploitanten. Duerfir meng Fro, ob d'Personal vun der Zentral och forméiert gouf am Hibléck op d'Besoine vun den Utilisateure mat spezifeschem Handicap.

Eng aner Fro ass déi, ob d'Utilisateuren, deenen nach eng „Aptitude à conduire un véhicule" bescheinegt gëtt, gläichzäiteg op den Adapto-Service zréckgräife kënnen? A gëtt den Utilisateure geholl ef, wa Problemer beim Ëmgoe mat där neier App a puncto Reservatioun entstinn?

Eng aner Fro ass déi, wéi et ëm d'Formatioun steet fir d'Exploitantë respektiv d'Chauffeuren. Ass déi amgaangen opgrond vun deem neie Logiciel? An an enger Reunioun vum 22.1. tëschent Ministère an Exploitanten ass och gesot ginn, et wier nach keng Léisung, déi siichtbar wier beim Pooling respektiv de kombinéierten Transporter.

An ee Wonsch vun den Entreprisen ass an där Reunioun och geäussert ginn, wou gesot ginn ass, et wier wichteg, an Zukunft einfach, direkt a séier kënne mat der Leetstell ze kommunizéieren. Et wier versprach ginn, dat géif gemaach ginn.

An eng lescht Fro vun Info-Handicap: Wéi ass et mat de Leit, déi nëmmen en zäitlech begrenzten Handicap hunn, zum Beispill no enger Operatioun? Fir déi, déi e puer Méint op de Rollstull ugewise sinn, do géif et nach e Flou ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29. Januar huet d'Kolleegin Martine Hansen eng parlamentaresch Fro gestallt iwwert déi organisatoresch Dispositioune vum Adapto-Transport, dëst am Hibléck op de Fait, datt dësen ab dem 1. Mäerz gratis gëtt. Si ass ënner anerem och op d'Fro agaangen, ob d'Beneficiairë vum Adapto-Transport erëm beim Dokter passéiere mussen, ier se déi nei Kaart kréien.

E puer Deeg drop war awer an der Press ze liesen, datt d'Benotzer vum Adapto-Transport erëm musse beim Dokter passéiere fir eng nei Kaart, an dat an enger Frist vu véier Wochen. Dëst gouf vun der Patientevertriedung wéi och vum Konsumenteschutz kritiséiert. Wéi géifen déi Leit alleguerten an deem Delai do beim Dokter kënne passéieren? An dann och nach an enger Zäit, wou souwisou déi meescht Dokteschpraxisse souwisou schonn iwwerlaascht sinn duerch déi saisonal Erkrankungen.

Et muss een och wëssen, datt fir verschidden Notzer de Besuch beim Hausdokter net duergeet, fir eng Kaart ze kréien. Et muss ee bei engem Spezialist passéieren, an do kann dat bis en halleft Joer daueren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister: Éischtens emol, firwat mussen all dës Leit, déi eng Kaart hunn, erëm beim Dokter passéieren? Dat ass erëm en zousätzleche Käschtepunkt. Rechent nëmmen, dat sollen anscheinend 10.500 Persoune sinn, déi heivunner betraff sinn. Wann een dat ëmrechent, da kascht dat herno d'Krankekeess eleng eng hallef Millioun Euro.

Ech mengen, dat si Saachen, a si hu jo déi Kaart souwisou schonn. An da muss een erëm e Rendez-vous hunn, an och den Trajet, alles dat muss ee jo mat arechnen. A wann ee bei e Spezialist geet, da geet deen Delai vu véier Wochen net duer.

Zweetens, ass den Här Minister sech dëser Problematik bewosst?

Meng drëtt Fro: Aus wéi engem Grond ass den Delai, fir den Dokter opzesichen, fir Adapto-Beneficiairen esou knapp bemooss?

A véiertens, gedenkt d'Regierung, déi zäitlech Dispositioune fir de Besuch beim Dokter ze iwwerdenken an un d'Realitéit vun de Waardezäiten unzepassen, soudatt de Benotzer vum Adapto-Transport net ënner Drock geréit?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. D'Wuert huet den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci dem Här Schank an dem Här Engelen fir déi Froen. Dat erlaabt mer, vill Saachen, déi behaapt gi sinn oder och geschriwwe gi sinn a leschter Zäit, richtegzestellen, well déi net ëmmer esou sinn, wéi dat da lénks a riets geschriwwe gëtt.

Bon, fir d'éischt emol wëll ech soen, datt et mech eigentlech e bëssen erstaunt, datt mer eis net méi freeën iwwert dat, wat mer den 1. Mäerz aféieren. Ech hu bis elo d'Impressioun hei zu Lëtzebuerg, datt dat e Sport ginn ass, wa mer eppes Neits aféieren - ech wëll drun erënneren, hei féiere mer e gratis Service an, en Door-to-door-Service, dee an Zukunft gratis ass -, datt mer eis net emol driwwer freeën. Ech op alle Fall mengen, et wär awer derwäert, datt ee sech freet iwwert dee Service, well ech hu mech och e bëssen ëmgekuckt an Europa. Ech hu kee Land fonnt, wou et dee Service gëtt, dee mer elo hei aféieren.

Mee dat awer niewebäi gesot, ass déi Diskussioun, wéini mer et aféieren, de Stéchdatum, jo net eréischt gëschter bekannt ginn. Mir diskutéieren elo scho bal e Joer driwwer, iwwert de Stéchdatum, eigentlech vum September un.

(Interruption)

Ech mengen, wéi hei d'Petitioun war - pardon, am Juli war et, richteg -, do hunn ech ugekënnegt, datt mer et den 1. Mäerz géife gratis maachen. A mir hunn och de Wee ugekënnegt. Et sinn x Communiquéë schonn erausgaangen entre-temps.

An den Haaptproblem, dee mer hei hunn, dat ass, datt mer natierlech mussen eng nei Datebank erstellen, well déi Datebank, op déi mer haut opbauen, dat ass eng, déi ass schonn extreem al. Do si Leit dran, déi guer net méi dovu profitéieren, fir net méi ze soen, vum System. An dat mécht einfach kee Sënn, op Basis vun esou enger Datebank an en neie System iwwerzegoen, deen en plus eng ganz aner Nues huet wéi dee virdrun.

An dat ass de Grond, firwat mer geduecht hunn, datt et awer méi sënnvoll ass, datt mer elo eng nei Datebank opbauen, déi dann och kloer ass a fiabel ass an esou weider.

Da kënnt derbäi, datt mer eng ganz Rei Leit ugeschriwwen hunn, dat sinn alles Leit, déi ganz rezent d'Kaart eréischt kritt hunn. Mir hunn entre-temps schonn 1.200 nei Kaarten ausgestallt, wëll ech lech soen. Et ass net, wéi wann nach näischt geschitt wär. Mir hunn do eng ganz Rei Leit, wou mer woussten, déi doten hu jo eréischt Certificaten eraginn, selwer ugeschriwwen, fir datt se et net nach eng Kéier misste maachen. Déi kruten d'office hir nei Kaart ausgestallt.

Et ass awer esou, datt d'Leit sech musse mellen, well déi 1.200, déi hu sech och gemellt. An dat ass och mäin Appell, deen ech haut hei wëll maachen eng Kéier. D'Leit solle sech mellen - telefonesch geet schonn duer -, sech telefonesch mellen an da soen: „Hei lauschtert emol, ech hunn eng Kaart gehat. Wéi gesäit et elo aus, wat muss ech maachen?" An da kréie se och weidergehollef an deem ganze Kontext.

Ech muss och soen, ech sinn erstaunt. Hei ass eng Patientevertriedung, déi schwätzt vun 10.500 Leit. Ech weess net, wou déi un déi Fichiere kommen. Ech kommen op alle Fall net un d'Fichieren, glécklecherweis. Ech weess just, datt ech just kann eng Datebank opbauen - an déi muss strikt geheim bleiwen - op Basis vun deem, wat ech eragereecht kréien. Bon, wann déi déi hunn, ech weess net, da solle se mer se emol eng Kéier weisen. Ech weess et net. Mee op alle Fall ass et esou, datt et normal ass, datt ee sech awer hei nach eng Kéier muss frësch mellen an och dee Wee goen, fir datt mer eng seriö Datebank kréien.

An da wëll ech och soen, datt mer wäerte flexibel sinn, datt meng Leit deen Optrag vu mir kritt hunn. An ech wëll dat dann och haut offiziell soen: Den 1. Mäerz ass de Stéckdatum. Mir hu jo missen e Stéchdatum wielen. Mir konnte jo nëmmen dee wielen, wou och de gratis Transport agefouert gëtt. Wann ech elo gesot hätt, et wär den 1. Juni, da wär warscheinlech gewaart gi bis zum Allerleschten, bis den 1. Juni. Dann hätte mer déi nämmlecht Diskussioun gehat ronderëm den 1. Juni.

Mee dat ass jo keen Drama. Mir wëllen de Leit jo hëllefen an eppes Guddes maachen. An duerfir wëlle mer och zwee Méint Zäit ginn, wou déi al Kaarten nach gutt sinn. Awer ech wëll soen, dat wichtegst ass, datt d'Leit net sollen elo mengen: Elo waarden ech erëm zwee Méint mat menger anerer Kaart. Si sollen telefonesch uruffen, sech mellen, datt mer dat kënnen ophuelen, datt mer wëssen, wien dat ass, an datt mer de Leit och kënne weiderhëllefen, wéi se an deen neie System herno kënnen erakommen.

Da gëtt et och eng ganz Rei Leit, déi verwiesselen einfach Saachen. Dat ass esou. Dat ass jo e super Service, dee mer maachen, fir Leit, déi och verdéngt hunn, et ze kréien, déi eng Behënnerung hunn. Mee et gëtt och Leit, déi mengen, eleng de Fait, datt se e gewëssenen Alter hätten, géif duergoen, fir den Adapto ze huelen. Mee duerfir ass en net gemaach. Et ass kee Service fir eeler Leit. Duerfir hu mer den normalen ëffentlechen Transport. Duerfir ass et och scho virdru Sonderbedéngunge gi fir deen. Hei ass e spezifeschen Transport fir Leit, déi eng gewësse Behënnerung hunn. An duerfir ass et och normal, datt ee muss e Formulaire ausfëllen an och e Certificat médical muss virweisen.

An et ass jo och esou, datt mer d'Reegelen an deem Sënn änneren - an Zesummenaarbecht iwwregens mat den Associatiounen hu mer dat gemaach -, datt mer eng Kommissioun wäerte schafen, wou net nëmmen d'Ministèren dra vertruede sinn, mee wou een Dokter drasëtzt, wou och ee Vertrieder wäert sëtze vun den Associatiounen, déi fir d'Leit mat Handicap zoustänneg sinn. An déi maachen herno d'Evaluatioun vun deene Saachen, déi erakommen.

De Formulaire ass an engem Aarbechtsgrupp ausgeschafft ginn, wou Vertrieder vu mengem Ministère sëtzen, vun allen zoustännegen anere Ministèren - Aarbecht, Famill, Sécurité sociale, en Dokter sëtzt dran aus dem Gesondheetsministère. A mir hunn de Formulaire, déi Propos, déi mer gemaach, ausgeschafft haten, dunn och iwwert de Familljeministère un de Conseil supérieur des personnes handicapées geschéckt. Déi hunn eis dunn och nach eng Rei Ännerunge proposéiert, déi mer selbstverständlech iwwerholl hunn, soudatt de Formulaire ausgeschafft ginn ass zesumme mat all deenen aneren.

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, ech hu vun zwee Deputéierte Froe gestallt kritt. Ech mengen, datt et awer net anormal wär, datt ech dann awer och muss kënnen all d'Froe vun deenen zwee Deputéierte beäntwerten, wann Der erlaabt. Ech hu kee Problem, dann halen ech op. Da beäntwerten ech d'Froen net fäerdeg.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir misst esou séier wéi méiglech zum Schluss kommen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, mee bon, ech kréien hei zwielef Froe gestallt, dann, wann ech net …

(Brouhaha)

Ech kann awer och ophalen. Dat ass, wéi Dir wëllt.

Bon, dann ass ze soen, datt och nach Froe gestallt gi sinn iwwert déi App. Bon, déi App, déi gëtt natierlech och behënnertegerecht ausgeschafft. Op dat ass alles opgepasst ginn. An déi App ass jo och net dat Eenzegt, wat een notzt. Et kann ee jo och nach ëmmer den Telefon notzen. Dat gëtt, géif ech soen, souguer ganz vill benotzt vu Leit, déi eng Begleetpersoun hunn, well déi iwwert dee Wee dat warscheinlech méi einfach kënnen dann organiséieren.

Et ass och esou, datt déi Formatioune lafe mat de Chauffeuren. Alles dat leeft. An och d'Mobilitéitszentral gëtt natierlech mat deem néidege Personal ekipéiert, déi déi ganz Zentral do wäerte maachen. Elo soen ech: „Warscheinlech wäert et hei net anescht si wéi bei anere grousse Reformen, déi mer maachen, datt eng Iwwergangszäit kënnt, wou vläicht net alles direkt klappt." Mee ech mengen, dat muss een awer verstoen. Mir maachen hei eng grouss Ëmwälzung an deem Ganzen. An ech hoffen, datt mer do op d'Verständnis kënnen ziele vun de Leit.

Bon, wa Problemer sinn, da sollen d'Leit uruffen an d'Zentral a soen: „Hei gëtt et deen an dee Problem." Da wäerte mer eis deem unhuelen. Wéi gesot, mir wëllen hei eppes maachen, wat fir d'Leit ass an net géint d'Leit. An duerfir wäerte mer och all Schwieregkeeten a Problemer, déi sech hei kënne stellen, berechtegter oder vermeintlecher, oder Suggestiounen, déi nach kommen, och herno berücksichtegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Ech mengen, aus Zäitgrënn kënne mer déi lescht Fro vun der Madamm Octavie Modert net méi zouloossen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Déi Zäit ass awer scho laang iwwerschratt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Mir haten an der Conférence des Présidents ausgemaach, wa mer eng Trame, wéi se virgesinn ass opgrond vun de Riednerzäiten, ugefaangen hätten, géife mer dat fäerdeg maachen. An dem President seng Aufgab ass et och, fir den Equiliber tëscht de Froe vun der Oppositioun an der Majoritéit am ofwiesselnde Rhythmus ze suergen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, wann d'Ministere méi laang schwätzen, wéi se d'Recht hunn, dann ass et natierlech dem leschte Froesteller net méi méiglech, seng Froen och ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng Froestonn dauert normalerweis 60 Minutten. A mir haten an der Conférence des Présidents, am Ufank vun dëser Period, well mer méi politesch Formatiounen hunn, ausgemaach, datt …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- An déi lescht Fro, déi ass schonn no hallwer gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen wollt eppes soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, Här President, …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wann d'Ministere sech net aschränken, brauche mir et och net ze maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … ech denken, datt Der lech da musst e bësse méi genau un den Timing halen, well vill Riedner hu ganz laang iwwerzunn. Do war et schonn däischterrout ginn, ech mengen, scho beim éischte Riedner. Wa mer do ganz strikt wären, da wär definitiv elo nach Zäit gewiescht fir d'Madamm Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wa mer nokucken, dann ass u sech ganz, ganz wéineg iwwerzu ginn, exception faite bei där leschter Fro.

(Protestations)

An dat awer, well et eng duebel Fro war, aus verständleche Grënn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Zwee Ministere scho mol gläich.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An d'Reglement gesäit dat awer ganz kloer vir. An och d'Decisioun, déi mer an der Conférence des Présidents geholl hunn, huet dat preziséiert a bestätegt.

An da kéime mer elo zur Interpellatioun …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Am leschte Joer war dat nach net de Fall. Wéini ass dat do dann entscheet ginn?

(Brouhaha)

6. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut, dat ass d'Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Entwécklung vun den ofgeleeënen a ländleche Regioune vum Land. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Léon Gloden.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech stellen dann herno der Madamm Modert hir Fro mat.

(Hilarité)

Här President, et ass d'Geschicht vun engem klenge Jong, nenne mer e Klein Leo, deen 2010 an enger beschaulecher Uertschaft am ländleche Raum wunnt. De klenge Leo gëtt vu senger Mamm op d'Post geschéckt, bei de Bäcker, bei de Metzler, an d'Librairie an an den Zeitungsbuttek.

2020, de klenge Leo ass an Zwëschenzäit grouss ginn, ass e bëssen an der Weltgeschicht erëmkomm, kënnt zréck a seng beschaulech Uertschaft an de ländleche Raum a seet zu sengem klengen Tom: „Géi mer op d'Post en Timber kafen, bei de Bäcker e Pond Brout an an d'Epicerie e Liter Mëllech."

Leider muss an der Tëschenzäit de grousse Leo feststellen, datt säi klengen Tom net méi esou einfach déi Kommissioune maache ka wéi hien nach zéng Joer virdrun. De klengen Tom - wann hie Chance huet, ass nach eng Post an der Uertschaft, mee net méi am Zentrum, mee iergendwou uewen op der Kopp vun der Uertschaft -, den Tom muss also schonn de Bus oder de Vëlo huelen, fir seng Kommissioune kënnen ze maachen.

Doduerch, datt d'Post net méi am Zentrum ass, huet de Bäcker zougemaach, de Metzler zougemaach, d'Epicerie zougemaach, d'Kleedergeschäft an d'Librairie zougemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Konsequenz vu blo-rout-grénger Politik am ländleche Raum.

(Exclamations et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- A wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

Une voix.- O, dat do ass awer traureg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

(Brouhaha et hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden huet d'Wuert a soss keen.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, …

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Wat géif de klengen Tom dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här grousse Leo, sot eis, wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet elo eleng den Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här Mars Di Bartolomeo, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, loosst lech net stéieren, fuert einfach virun!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll just dem Här Mars Di Bartolomeo äntwerten: „D'Madamm Tess Burton war Presidentin vum Geschäftsverband vun där Uertschaft."

(Brouhaha)

Mir sinn e klengt Land an no bausse verkafe mer eis als Land vun de kuerze Weeër, e Land, wou jiddweree seng Plaz soll hunn. D'lescht Woch hu mer hei vum PIB vum Bien-être geschwat a vum Aarmutsrisiko. Dacks ass de Saz gefall: „Wann et dem Land gutt geet, da geet et senge Leit gutt." Mee da kommt, mir kucken emol de PIB vum Bien-être am ländleche Raum!

Am Koalitiounsaccord steet: « Les zones rurales seront soutenues par une revalorisation des noyaux villageois par le biais d'une politique d'encouragement pour y implanter des services élémentaires. » „Pour y implanter des services élémentaires"! Et muss ee feststellen, datt just de Contraire geschitt: keng Post, kee Policekommissariat, keng Guichete vun de Banke méi - Échec total!

Den 8. Juni hunn ech e Bäitrag am „Lëtzebuerger Wort" geschriwwen: „Neuer Osten, neue Zukunft". Deen do opgeféierte Sachverhalt an d'Léisungsvirschléi kann een op de ganze ländleche Raum ausweiden.

Der CSV läit d'Entwécklung vum ländleche Raum um Häerz. Mir hu schonn deemools als CSV Osten diesbezüglech eng Kongressresolutioun geholl, wou mer eng Rei Léisunge virgeschloen hunn. An ech liesen, Här President, datt den DP-Deputéierten aus dem Norden André Bauler an dem Dialog mam Anouk Boever-Thill vun der CSV den 29. Januar am „Lëtzebuerger Wort" dee selwechte Constat an déi selwecht Suergen huet.

Här Bauler, wëllkomm an der CSV!

(Exclamations, brouhaha et hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Galles ass jo scho bei där Lénker.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, eng besser Regionalpolitik, sprécht eng méi pousséiert Dezentralisatioun, géif och den Traficsproblem an d'Direktioun Stad Lëtzebuerg léisen an d'Liewensqualitéit vu jiddwerengem hei am Land méi grouss maachen.

Mäi Beispill vu virdru weist den dagdeeglechen Challenge vu ville vun eise Matbiergerinnen a Matbierger am ländleche Raum. Jo, an deene gréissere Stied vum ländleche Raum gëtt et nach eng Rei Service-publicken, ginn et nach Geschäfter, gëtt et nach e Postguichet an nach e Policekommissariat. Mee a ville klengen Uertschafte gëtt et dat net méi, well einfach alles ofgezu gëtt.

D'Regierung ass sech net ëmmer bewosst, datt, wann een all déi Saachen ofzitt, et dann zum Ausstierwe vum gesellschaftleche Liewen am ländleche Raum kënnt. Et muss zu engem regionalpoliteschen Ëmdenke kommen, wa mer

vum Bien-être schwätzen, also vu Liewensqualitéit, Wuelbefannen, jo, harmoneschem Zesummeliewen. Kommt, mir hëllefen de Leit am ländleche Raum, datt de „country lifestyle", dee jo vill Leit gären de Weekend am ländleche Raum sichen, eng Zukunft huet!

Ech wëll net, datt de ländleche Raum zu engem Fräiliichtmusée am Stil Ekomusée oder „Roscheider Hof" gëtt. Realpolitik fir de ländleche Raum amplaz Hochglanzbroschürepolitik fir de ländleche Raum!

E puer Constaten a Léisungsvirschléi an éischtens, d'Service-publicken: Nee an nach eng Kéier nee zum Ofbau vun de Service-publicken am ländleche Raum! Jo, net all Uertschaft ka staatlech Verwaltungen ophuelen. Mee a gréisseren Uertschaften am ländleche Raum musse sech besonnesch déi Ministèren a Verwaltungen, déi mam ländleche Raum dagdeeglech schaffen, am Kader vun enger pousséierter Dezentralisatioun kënnen nidderloossen.

Huele mer d'Beispill vum Labo vun der ASTA. Dee sollt bei d'Ackerbauschoul kommen. D'Pläng si fäerdeg, mee Dir, d'Regierung, huet de Projet gestrach. D'Naturverwaltung ass mat hiren Antennen um richtege Wee. An an deem Kontext sollen nach méi Antenne vu landwirtschaftleche Verwaltungen an d'ländlech Regioune gesat ginn.

Et ass dem Michel Wolter säin alen, awer politesch nach ëmmer jonke Landesplanungsprinzip vun der dezentraler Konzentratioun, deen hei muss spillen.

En anert Beispill: D'Kadasterverwaltunge sinn ofgezu ginn am ländleche Raum. Deemools ass eis gesot ginn, dat géif keng Roll spillen, iwwert d'Informatik géif dat haut gradesou schnell geschéie wéi deemools, wéi Leit physesch present waren an den Uertschaften. Ech soen Iech: „Dat ass falsch!" Fréier krut een nach eng Kadasteropmiessung innerhalb vun engem Mount. Haut waart Der siwen, aacht Méint, fir iwwerhaapt emol d'Ausmoossung ze kréie vun de Grondstécker. Bravo Logementspolitik!

D'Ewechhuele vun de Service-primairen - Dir kënnt laachen, Här Bausch -, …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Et war guer net …

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- … mee dat ass d'Doudesurteel fir de Business am Zentrum vun den Uertschaften. Wann d'Service-primairë fort sinn, hält de Bäcker op, hält de Metzler op an hält och d'Librairie op. Op d'Policekommissariater wëll ech haut net agoen, do steet nach eng weider Debatt un. Nëmmen esou vill: Och d'Sécherheetsgefill am ländleche Raum ass wichteg!

A wa mer déi richteg Schrëtt zu der richteger Dezentralisatioun maachen, kënnt et och zu enger Verkéiersentlaaschtung an deene grousse Stied. Schaffen a Wunne musse beieneekommen, och am ländleche Raum.

A wann dann d'Digitalisatioun ugefouert gëtt als Argument, fir datt een net méi Service-publiquen an den Uertschafte bräicht, da muss d'Digitalisatioun awer och eng Chance si fir de ländleche Raum: Teletravail, Homeoffice.

E puer Froen un d'Regierung: Wat ass haut de Pourcentage vum Teletravail? Wéi gesäit konkreet d'Strategie aus vun der Regierung? Ech erënneren hei un d'CSV-Motioun vum 25. Abrëll 2019.

Jo, d'Digitaliséierung bitt reell Chancë fir de ländleche Raum, well an der digitaler Welt gëtt et eigentlech keen Zentrum a keng Peripherie méi. Den Zentrum ass iwwerall do, wou mäi Computer a mäin Handy ass. Hei gesinn ech also e risegt Potenzial och fir de ländleche Raum.

An e waarmen Appell: De ländleche Raum besteet aus vill Natur - e klore Jo zum Naturschutz! -, mee d'Leit wëllen och do liewen, schaffen a sech wuelfillen. Iwwerdriwwenen an ideologeschen Natur- an Ëmweltschutz laanscht d'Leit féiert zu Frust bei de Leit an zur Ofleenung vu souguer gutt gemengten Naturschutzinitiativen.

An et ass dach halluzinant: A grousse Stied wéi hei an der Stad gi Pilotprojeten initiéiert, wou mer wëllen d'Generatiounen erëm beieneen op enger Parzell zesummeliewe loossen, mam Argument fir ze soen: „Mir mussen dat Duerfgefill, dat Gefill vun der Duerfgemeinschaft erëm heihinnerkréien!" An do, wou et natierlech besteet, am ländleche Raum, gëtt dat Duerfgefill duerch d'Regierungspolitik ofgeschaaft. C'est ridicule!

Zweete Punkt, komme mer zur Mobilitéit! 2000 hunn ech eng hallef Stonn gebraucht, fir an d'Stad ze kommen. Haut brauch ech annerhallef Stonn. Et si vun de Kolleegen de tous bords vill Question-parlementairë gestallt ginn iwwert den ëffentlechen Transport. An och - notamment op Drock vun der CSV - muss ech dem Minister felicitéiere fir d'Iwwerschaffung vun dem RGTR-Plang, dee mir ënner anerem gëschter am Oste virgestallt kritt hunn.

De Kolleeg Marco Schank hat nach d'lescht Woch, mengen ech, eng Question élargie, wou de Minister eis erkläert huet, datt et zu enger richteger Kooperatioun komm ass tëschent sengem Ministère, de Gemengen an och ville Privatleit, déi mat ganz ville gudden Iddie komm sinn.

Ech hunn héieren, esou eng Versammlung war och schonn zu Réiden. Do war et net gradesou lues erofgaange wéi gëschter bei eis zu Gréiwemaacher. Mee op d'mannst fir den Osten, Här Minister, ass do mat e puer Exceptiounen - ech denken u mäi Kolleeg Buergermeeschter vu Manternach - eng ganz gutt Aarbecht geleescht ginn. Et muss elo just eng reegelméisseg Evaluatioun gemaach ginn an awer och vläicht gekuckt ginn, datt nach no eelef Auer owes besonnesch fir d'Jugend kéinte Bussen an Zukunft fueren, well léiwer hallef besate Bussen an d'Stad fir déi Jugendlech wéi en doudege Jugendlechen op der Strooss de Weekend.

Dann déi Uertschaften, déi laanscht d'Grenze leien, jo, an do ginn ech dem Minister Recht, mir hunn do net alles selwer an der Hand. Zum Beispill de Moselaufstieg. Wann eis däitsch Kolleegen net nozéien, da kënnt dee Moselaufstieg net. Duerfir kann och d'lëtzebuergesch Regierung net.

Mee do, wou mer et selwer an der Hand hunn, musse mer et awer kënne fäerdegbrëngen, an engem räsonabelen Delai eppes ze ënnerhuelen, wéi zum Beispill fir d'Securisatioun vun der N7, de Contournement vun Dippech - de Max Hahn ass elo net do -, de Contournement Iechternach, den Trafic duerch d'Enzegaass zu Réimech, Madamm Ministesch, de Contournement Nordstad an de Contournement Hesper. Alles Projeten, wou ee laang driwwer schwätzt a wou nach näischt geschitt ass!

Drëtte Punkt, d'wirtschaftlech Entwécklung. D'Madamm Anouk Boever-Thill vun der CSV huet et an deem Interview gesot: „Mir brauche Kleng- a Mëttelbetriber, mir brauche Zone-artisanallen a mir brauche regional Guicheten, déi d'Gemengenautoritéiten ënnerstëtzen." Do wier nach Handlungsbedarf fir esou Guicheten an de Regiounen à l'image vun de Verwaltungen, vun den Naturverwaltungen, fir do den Entreprisen an de Gemengen zur Säit ze stoen, fir d'Prozeduren esou schnell wéi méiglech iwwert den Dësch ze kréien.

Bürosgebaier besonnesch laanscht d'Grenz, wa mer wëllen de Coworking an den Teleworking ënnerstëtzen. D'Chineese bauen an dräi Wochen e ganzt Gebai. Mir bauen emol net an zéng Joer zwee Bürosgebaier.

(Interruption)

Wëll ee Léisunge schafen, Här Minister, brauch een och Verkéiersstudien. Ech muss soen - an do schwätzen ech als Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher -: „Ech sinn entäuscht!" Mir hunn eng grouss Verkéiersstudie gemaach, fir den Trafic uewe mat der Opfaart Autobunn, fir déi ganz Regioun mat der Wecker-Gare, SES ze encadréieren. Mir kruten do mëndlech gesot, mir géifen dat matbezuelt kréie vun Iech. Elo krute mer e Bréif vun Iech, do géife keng finanziell Mëttelen derfir zur Verfügung stoen. Ech si sécher, no menger Ried kuckt Der dat nach eng Kéier no.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Sot mer mol, wéini ech Iech dat mëndlech gesot sollt hunn!

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Mir kruten dat vun engem Beamte vun Ärer Verwaltung gesot.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat hutt Der awer net vu mir gesot kritt. Da sot wannechgelift awer d'Wourecht. Dat ass awer vläicht en Ënnerscheed.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Jo, mee da musst Der … Ech sinn net responsabel fir d'Organisatioun vun Ärem Ministère, Här Minister.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, mee wësst Der, nach deci…

(Brouhaha)

Also ech wëll Iech just soen, Här Gloden, et ass nach ëmmer esou am Staat, datt d'Regierung decidéiert an net d'Beamten!

(Interruption)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- … eng besser Vernetzung och tëschent deene verschiddenen Zones industrielles, artisanales, commerciales an de Garen, wéi mer dat och probéiere mat der Wecker-Gare ze maachen. Do si mer an engem ganz konstruktiven Dialog mat Ärem Ministère.

Dann och nach e Punkt zum Kadaster vun de Commercen. Ech hat do eng Kéier eng Fro gestallt. Leider krut ech do keng zefriddestellend Äntwert vum Här Minister. Et wier wichteg, ech bleiwen dobäi, e Kadaster vun de Commercen an den Uertschaften ze féieren, datt ee weess, wat feelt, an datt ee geziilt kann do, och zesumme mat anere Gemengen, eng aktiv Politik bedreiwen.

Da véiertens a vläicht zu deem wichtegste Punkt, deen zu der Liewensqualitéit am ländleche Raum soll bäidroen: d'medezinnesch Versuergung. Gefillten 200 Joer blo-rout Gesondheetspolitik war en totalen Echec am ländleche Raum. Keng eng Maison médicale am Osten! D'Ambulanzdéngschter musse verbessert ginn. Säit 2009, säit ech hei an der Chamber sinn, zesumme mat ville Kolleeginnen a Kolleegen aus alle Parteien, kämpfe mer fir eng weesentlech besser Versuergung am medezinnesche Beräich am ländleche Raum.

De bloe Minister huet näischt gemaach an déi rout Ministeren hunn näischt gemaach. Duerfir hunn ech awer misse schmunzelen, Madamm Hartmann, datt Der an der Budgetsdebatt d'lescht Joer op eemol d'medezinnesch Versuergung fir de ländleche Raum entdeckt hat.

A wann et elo medezinnesch Antenne sollte ginn am ländleche Raum, siefen dat Maisons médicales oder Antenne vu Spideeler, dann ass et jeeweils deene Buergermeeschteren a Kombinatioun mat Privatinvestoren a mat deene Spideeler ze verdanken, datt et do elo soll virugoen. An, ech bleiwe fair, e bëssen dank dem viregte Gesondheetsminister, deen erkannt hat, datt do Nohuelbedarf ass. An duerfir, Madamm Ministesch, eng Fro un Iech: Wou kommen elo genau déi geplangte Spidolsantennen am ländleche Raum hin?

Fënneftens, jo, et ginn och Uertschaften a Landschaften am ländleche Raum, wou et net méiglech ass, all dat hinzesetzen, well d'geografesch Gegeebenheeten eeben esou sinn, datt do Akerland ass, Wéngerten, geschützte Bëscher, geschützte Landschaften. An ech kommen op d'Fuerderung vun der CSV zréck am Kader vun der Gemengefinanzreform: Dës Gemenge musse finanziell ënnerstëtzt gi mat engem aneren Ëmverdeelungsschlëssel, wéi dat haut an de Gemengefinanze virgeschloe ginn ass.

Ech wéilt och, Här President, eng Motioun hannerleeën, déi all dës Punkten opwerft.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance croissante de l'aménagement du territoire suite à l'évolution démographique importante de ces dernières années ;

- constatant que nombreux sont ceux qui souhaitent habiter dans les milieux ruraux ;

- considérant que les énormes flux de trafic encombrant nos réseaux routiers sont dus à une trop grande concentration d'emplois autour de la capitale et des grandes villes ;

- constatant cependant que la qualité de vie dans les milieux ruraux est en déclin suite à la politique gouvernementale des dernières années ;

- considérant qu'il est impératif de mieux coordonner les domaines logement, lieu de travail, transports ainsi que protection des espaces naturels ;

- considérant qu'il y a un potentiel de croissance économique durable dans les régions excentrées du pays ;

- considérant que de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) seraient disposées à s'installer dans les régions excentrées du pays, sachant que les prix des terrains y sont encore plus abordables ;

- constatant toutefois que les connections du réseau des transports publics entre les communes rurales ne sont pas toujours adaptées aux besoins de la population et des entreprises qui souhaiteraient y habiter respectivement s'y implanter ;

- considérant que le télétravail devient de plus en plus une option intéressante pour les entreprises au motif que de nombreux salariés - en particulier les frontaliers - ne souhaitent plus passer leur temps précieux dans les embouteillages ;

- constatant cependant qu'à titre d'illustration l'accord de principe de 2019 entre la Belgique et le Luxembourg ayant pour objectif de porter à 48, au lieu de 24, les jours autorisés de télétravail, semble avoir du mal à être appliqué concrètement ;

- constatant encore que des services de base tels que les bureaux de poste, les agences bancaires ou les commissariats de police ne sont plus assurés dans de nombreux villes/villages ruraux ;

- constatant in fine qu'il existe une inégalité au niveau de l'accès aux soins des personnes suivant qu'elles habitent en milieu rural ou urbain, et ce au détriment des premières,

invite le Gouvernement

- à réévaluer la politique du Gouvernement en faveur des régions rurales ;

- à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire qui englobe toutes les régions du pays ;

- à élaborer une stratégie de développement économique des milieux excentrés du Grand-Duché ;

- à prendre en compte et à valoriser les facteurs « nature et paysage » dans le financement des communes à travers le Fonds de dotation globale des communes ;

- à œuvrer pour trouver un juste équilibre entre la protection de l'environnement et la mise en œuvre des procédures administratives permettant la création de zones artisanales, commerciales et industrielles dans les régions rurales ;

- à autoriser davantage de zones économiques pour PME dans les régions rurales ;

- à continuer les efforts à organiser un réseau des transports publics en assurant des lignes directes d'une cadence plus ou moins régulière entre les communes rurales d'une part, et entre les villages/villes ruraux, d'autre part ;

- à organiser une meilleure coordination des lignes de transport entre gares régionales et les centres économiques régionaux ;

- à évaluer régulièrement, par exemple tous les deux ans, la réorganisation du réseau RGTR ;

- à réaliser dans les meilleurs délais les contournements Nordstad, Dippach, Hesperange et Echternach ;

- à réaliser la mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL ;

- à réaliser la mise à 2 x 2 voies du tronçon entier de la N7 ;

- à multiplier les efforts nécessaires afin de promouvoir le télétravail ;

- à implanter plus d'antennes des administrations publiques dans les régions rurales ;

- à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste ou agences de banque ;

- à promouvoir de manière accentuée la décentralisation des soins médicaux de base en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales ou antennes hospitalières disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence.

(s.) Léon Gloden, Emile Eicher, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes, Octavie Modert, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech kommen zur Konklusioun. Mir ginn als Land weider a Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat. E groussen Deel dovunner wäert och an Zukunft wëllen am ländleche Raum wunnen an hoffentlech an Zukunft och do kënne schaffen. Jo, de PIB vum Bien-être soll de Gradmiesser fir Lëtzebuerg ginn. Lëtzebuerg, dat ass Stad a Land a virun allem seng Leit, deenen et iwwerall soll gutt goen. Et geet eis also net ëm eng reng ländlech Raumromantik vu virgëscht, mee et geet ëm eng ländlech Raumpolitik a -visioun mat de Leit fir muer, an dat mat gräifbare Resultater um Terrain.

Duerfir, Här President, steet d'CSV fir eng verbessert Liewensqualitéit am ländleche Raum, well et eeben net just e Raum ass, mee e Stéck Heemecht an och e staarkt Stéck Gemeinschaft vun deem, wat mir Lëtzebuerg nennen, eng Gemeinschaft, an där d'Leit an hiert Liewen am Mëttelpunkt stinn. A genee esou muss och eng nei Zukunftspolitik fir de ländleche Raum sinn: keng Politik just fir de Raum, mee fir a mat de Leit am ländleche Raum.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schwätzen hei fir d'DP-Fraktioun.

(Hilarité)

D'Fläch vu Lëtzebuerg, dat sinn, wéi mer alleguer wëssen, 2.586 Quadratkilometer, also territorial gekuckt am Fong esou vill wéi eng grouss europäesch Stad mat Émgéigend. Bei dëser Gréisst geet et awer net eleng drëm, e groussen Zentrum ze entwéckelen an de Rescht auszeblenden. Mir mussen eist Land als e Ganzt kucken, wa mer gären hätten, dass et sech och an Zukunft hei gutt liewe léisst. A virun allem musse mer dat traditionellt Zentrumsdenken hannert eis loossen.

Dacks ass de Wee vun der Stad an de ländleche Raum gefillsméisseg méi wäit wéi de Wee vum ländleche Raum an d'Stad. Mir sinn awer als Land e Ganzt! All Regioun huet hiren eegene Wäert, all Géigend huet hiert eegent Potenzial. Duerfir musse mer an Zukunft méi dezentral plangen. Mir mussen d'Haaptstad, sprëch den Zentrum vum Land, entlaaschten an Aktivitéiten och ausserhalb dovunner usidelen, well Dezentraliséierung steet och a grad fir méi Liewensqualitéit - ee sécherlech an der Lescht iwwerstrapazéierte Begréff, ma hei trëfft en zou.

Wann d'Leit manner Zäit am Stau verbréngen, dann hu se méi Zäit fir Famill, fir Kanner, méi Fräizäit. A wann et dem lokale Commerce gutt geet an eis Foussgängerzonen erëm méi belieft sinn, dovunner profitéiere mer letzten Enns alleguer.

Laang Zäit huet sech eis wirtschaftlech Entwécklung virun allem op d'Stad an den Zentrum konzentréiert. D'Problemer, déi domadder verbonne sinn, besonnesch an der Mobilitéit, sinn hilänglech bekannt. Mir kënne se all Dag erliewen, denke mer nëmmen un déi 250.000 eidel Autossëtzer, déi all Schaffdag an d'Stad eran- an erausfueren.

Et geet awer net nëmmen ëm d'Neiorganisatioun vun der Mobilitéit. Et stellt sech gradesou d'Fro no der Valorisatioun vun de ländleche Géigenden. Ech denken natierlech speziell un den Norden, mee dat gëllt gradesou fir déi aner Regiounen: fir de Süden, den Osten an de Weste mam Réidener Kanton.

D'Unzéiungskraaft vum Zentrum huet am Éislek an den 80er Joren dozou gefouert - och schonn an de 70er -, dass vill Jonker d'Regioun hu misse verloossen, fir an a ronderëm d'Stad schaffen a liewen ze goen. D'Konsequenz dovunner war e Réckgang vun der Bevëlkerung, wat net dozou bäigedroen huet, dass d'Nordspëtzt sech weider entwéckele konnt. Och wann deen Trend entre-temps gebremst gouf an d'Éislek zënter enger Rei Joren erëm en demografeschen Opschwong erlieft, bleift de Sujet awer aktuell.

Wichteg Froen, déi sech haut ënner anerem stellen, sinn zum Beispill déi vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun vum Land an um Land, vun engem performanten Noutdéngscht am ländleche Raum an déi vum Iwwerliewe vun de klenge Geschäfter.

Wa mer also haut vun engem Zentralismus an a ronderëm d'Haaptstad wëlle fortkommen, dann heescht de Maître-mot „Dezentraliséierung". Et ass eng Approche, déi sech op ville verschiddenen Eebenen deklinéiere léisst. Ech wäert am Follgende méi am Detail op déi verschidden Aspekter agoen.

Un éischter Stell ass et essentiel, dass an Zukunft nieft der Stad och déi zwee aner grouss Polen, d'Minettregioun, notamment Esch, an d'Nordstad als regional Zentren entwéckelt ginn. An der Vergaangenheet si schonn eng Rei Efforte gemaach ginn, fir och dës ze beliewen. Dës Ustrengunge musse weidergefouert ginn. Denke mer zum Beispill un d'Uni Lëtzebuerg mat hire Fuerschungszentren oder och nach u Verwaltunge wéi d'Waasserwirtschaftsamt respektiv d'ADEM, déi schonn eng Zäit um Belval implantéiert sinn an déi no an no dozou bäigedroen hunn, dass aus där aler Industriebrooch haut e liewege Quartier konnt gemaach ginn.

Vergiesse wëll ech och net d'Nationalarchiv, ech hunn et schonn d'lescht Woch gesot, dat och op Esch/Belval soll kommen. Donieft gëtt dëse Site mat Esch 2022 an deenen domadder verbonnenen Investitiounen an déi kulturell Infrastrukturen zousätzlech opgewäert.

Och an der Nordstad goufen et bis ewell Efforten, fir méi Verwaltungen unzesidelen. Beispiller sinn hei ënner anerem d'Naturverwaltung, d'Inspektorat vum Bildungsministère, dat op Ettelbréck an de Garer Quartier plënnere soll, oder och nach d'Verlagerung vun engem Deel vum État-major vun der Arméi aus der Stad op den Dikrecher Härebierg.

Dëst sinn, wéi gesot, alles wichteg Initiativen, déi an Zukunft weidergefouert musse ginn. De Staat kann hei mat senge Verwaltungen Akzenter setzen, wouduerch natierlech engersäits d'Stad entlaascht gëtt, mee virun allem well op dësem Wee Ureizer geschaaft ginn, fir dass aner Firme sech e Beispill huelen, nozéien a méi a méi an d'Regioun investéieren, wat natierlech och eng positiv Auswierkung op de lokale Commerce huet.

À propos Commerce: Et ass an den Ae vun der DP onverzichtbar, dass d'Politik konkreet Ustrengunge mécht, fir dem Commerce an de Foussgängerzonen ënnert d'Äerm ze gräifen - dat geschitt jo och scho mat den Initiative vum Mëttelstandsminister -, well och dat mécht de Charme vun enger Stad aus; et ass dat, wat se beliewen hëlleft.

Esou sinn zum Beispill Pop-up-Butteker eng flott Iddi, fir Geschäfter, déi zäitweis eidel stinn, ze animéieren. Parallell dozou kënnen och déi jeeweileg Gemengen eidel Lokaler kafen oder lounen a se deene Butteker zur Verfügung stellen, déi an hiren Aen onverzichtbar fir d'Beliewung vun der lokaler Geschäftswelt sinn.

Dëst soll awer elo net heeschen, dass déi aner Géigenden ausserhalb vun der Nordstad an Esch/Belval vernoléissegt ginn, ganz am Géigendeel. E gutt Beispill fir eng territorial equilibréiert Entwécklung sinn eis Lycéeën, déi queesch duerch d'Land verdeelt sinn. Fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen: Wolz, Clierf, Réiden, Jonglënster, Gréiwemaacher a geschwënn och Munneref.

Wann d'Kanner d'Méiglechkeet hunn, fir méi no bei sech an der Géigend an d'Schoul kënnen ze goen, da sëtze se manner laang am Bus. Fir déi Leit, déi schaffe fueren, ass et am Fong hoergenee dat selwecht. D'Dezentralisatioun entlaascht net nëmmen d'Stroossen, si erhéicht och spierbar d'Wuelgefill vun de Leit, wa se just eng Véierelstonn ënnerwee sinn amplaz annerhallef a méi.

Dank modernen Technologië brauche vill Leit haut nach bal just hire Computer fir ze schaffen. Ob se duerfir bei sech doheem oder an der Stad sëtzen, ass jo u sech egal, soulaang e gewëssene soziale Kontakt bestoe bleift an dat Ganzt och rechtlech kloer gereegelt ass. De Staat geet hei mam gudde Beispill vir.

An der Fonction publique leeft am Moment e Pilotprojet mam Zil, dass all Mataarbechter, bei deem et méiglech ass, d'Recht kritt, eng bestëmmten Unzuel u Stonne pro Woch vun doheem aus ze schaffen. Duerch steierlech Ureizer sollen och Privatfirmen an Zukunft encouragéiert ginn, fir op dee Wee ze goen.

Dernieft ginn och déi sougenannten „Open-Office-Strukturen" ëmmer méi beléift: Amplaz vun doheem aus ze schaffen, geet een einfach op de Büro bei sech an der Géigend, wou een dann och d'Bürosmaterial, dat ee brauch, zur Verfügung gestallt kritt. D'Zukunftskeess, fir et nach eng Kéier ze widderhuelen, huet als eng vun den éischte Verwaltungen dee Schrëtt gemaach. D'Mataarbechter kënne bis zu zwee Deeg an der Woch entweeder op Clierf oder Iechternach schaffe goen, amplaz an d'Stad ze fueren.

Och am Privatsecteur gräifen ewell vill Entreprisen op dee Modell zréck. Eréischt déi lescht Woch war e Reportage um Fernsee iwwer eng grouss international Firma mat Sëtz um Ban de Gasperich, déi hiren Employéen déi selwecht Méiglechkeet bitt.

Här President, mir sinn och der Meenung, dass dëst ganz wichteg Piste si fir ze hëllefen, de ländleche Raum opzewäerten. D'Regierung setzt haut scho konkreet Mesuren ëm, fir alleguerten d'Géigende vu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen a fortzekomme vun engem Wuesstum, dee bal exklusiv op eis Haaptstad fokusséiert ass.

Am Koalitiounsaccord gouf dann och festgehalen, dass souwuel eng administrativ Dezentraliséierung virugedriwwe muss gi wéi och eng Dezentraliséierung vun der Wirtschaft gefërdert soll ginn.

Perséinlech fannen ech, dass d'Kreativwirtschaft am Éislek an och am Oste vill Sënn mécht. Ech nennen an deem Kader ëmmer gären d'Beispill vun engem Betrib zu Housen, dee Brëllegesteller produzéiert. Zu Elwe gëtt et och en Uergelbauer, deen huet virun e puer Joer an enger fréierer Autosgarage - dat richt e bëssen no Silicon Valley - ugefaangen an huet sech mëttlerweil op d'Restauréiere vun historeschen Instrumenter an Uergelpäife spezialiséiert. Ech betounen: Uergelpäifen! An zu Veiane gëtt et ee Konschthandwierker, dee Gittare baut.

Prinzipiell huet de Staat d'Méiglechkeet, duerch national Aktivitéitszonen ze steieren, wat fir e Betrib sech wou néierléisst. An där Hisiicht gëllt et, an Zukunft Jalonen ze setzen an de Spillraum ze notzen, deen do ass, fir déi ländlech Wirtschaft ze diversifizéieren an der Kreativwirtschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Staat huet jo och finanziell Méiglechkeeten, fir de ländleche Raum ze ënnerstëtzen. Fréier huet d'Europäesch Kommissioun d'Projete fir d'Entwécklung vum ländleche Raum kofinanzéiert. Mëttlerweil gëtt et en neie Fong, de sougenannte FOESA. Dëse gëtt exklusiv aus dem nationale Budget finanzéiert. De Budget heifir beleeft sech fir d'Period 2014-2020 op 16 Milliounen Euro. Dat geet vun der Elaboratioun vu kommunalen Entwécklungspläng iwwert d'Schafe vu Fräizäitstrukturen an touristeschen Aktivitéiten am ländleche Raum bis hin zum Erhalen an zum Valoriséiere vum Patrimoine culturel an naturel vun eisen Dierfer.

Wat mech awer stutzeg gemaach huet, dat ass, dass vun deene 16 Millioune bis ewell knapp iwwer eng Millioun ofgeruff gouf. Duerfir hätt ech den Här Schneider, eise Landwirtschaftsminister, gefrot, wann en hei wier, ob hie sech scho Gedanke gemaach huet, fir Ureizer ze schafen, fir dass déi concernéiert Gemengen, interkommunal Syndikater, lokal Associatiounen, lokal Kleng- a Mëttelbetriber méi vun deene Sue profitéieren, déi hinnen zur Verfügung stinn, fir de ländleche Raum opzewäerten.

Et kéint ee sech och d'Fro stellen, ob et Sënn géif maachen, en Observatoire du développement rural ze schafen, wéi et en zum Beispill a Frankräich gëtt. Dëse kéint nieft der Kollekt vu statisteschem an anerem Material als zentral Ulafstell déngen, wou d'Betriber all déi verschidden Hëllefen op ee Bléck fannen.

Wann eng Kéier den Här Landwirtschaftsminister hei ass, da kënne mer dat nach eng Kéier gäre verdéiwen. Ech ginn elo weider net op dat Theema an.

En anere Sujet ass d'Digitalisatioun. Fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi och vill am ländleche Raum ze fanne sinn, stellt d'Digitaliséierung eng Mussesaach duer an zugläich eng grouss Chance. De Kolleeg Léon Gloden huet dat jo scho virdrunner pertinent bemierkt.

Ech war Schräinerbetriber am Éislek an am Mierscher Raum besichen, wéi ech Budgetsrapporteur war. Do hunn ech gesinn, wéi nei Technologien am Handwierk agesat kënne ginn, fir e Betrib fit fir d'Zukunft ze maachen, dat heescht, och méi effikass, méi responsabel mat Ressourcen ëmzegoen an och via den Onlinehandel Clienten aus der ganzer Welt ze fannen. Fir nach eng Kéier op de Brëllegestellsproduzent vun Housen zréckzekommen: Dee verkeeft seng Brëller souguer un US-amerikanesch Museker a Schauspiller. Ech weess net, ob Der de Snoop Dogg oder de Samuel L. Jackson kennt. Mee déi kafen hir Brëller zu Housen!

(Hilarité et brouhaha)

Ech lauschtere méi Johann Sebastian Bach. Duerfir sinn ech elo schlecht drun, déi weider ze beschreiwen.

(Interruptions et hilarité)

E ganz wichtege Sujet fir d'Leit an de ländleche Géigenden ass a bleift awer déi medezinnesch Versuergung. D'Telemedezinn bitt villversprriechend Usätz, fir grad a Géigenden, wou ee méi wäit fuere muss, fir bei den Dokter ze kommen, eng besser Offer ze erméiglechen. Si ka virun allem bei manner graven, bei manner schlëmme Problemer - „Bobboen", wéi dat esou schéin heescht am Volleksmond - agesat ginn, fir mat engem Dokter iwwer Distanz ze kommunizéieren oder och nach am Suivi vu chronesche Krankheeten.

An dach bleift de perséinleche Kontakt mam Dokter dat Wichtegst. Ech wëll elo net ze vill an den Detail goen. Dräi Punkte si mer awer wichteg.

Primo, d'Spideeler musse méi entlaascht ginn. Et musse méi Maisons médicales kënne geschaaft ginn an déi Fäll, déi net an d'Urgence gehéieren, mussen op déi Plaze geleet ginn.

Secundo, mir mussen de Medezinnstudium méi attraktiv maachen an derfir suergen, dass genuch Leit dee Beruff léieren, fir genuch Dokteren am an um Land, sprëch am ländleche Raum, ze hunn.

Tertio, zesumme mam Dokter Mertens, deen Der jo nach alleguer gutt kennt, …

Une voix.- A!

M. André Bauler *(DP).*- … si mer als DP-Fraktioun nach ëmmer der Iwwerzeegung, dass en Dokter sollt kënnen - a verzeit mer dat, Här Transportminister, ech kommen nach eng Kéier drop zréck - eng blo Luucht kréien, grad am ländleche Raum, fir méi séier bei seng Patienten ze kommen, wann eng Urgence ass, quitte - ech si mer däers bewosst - dass mer duerfir de Code de la route mussen ofänneren, wat an Éisträich scho laang de Fall ass. Firwat soll dat net hei zu Lëtzebuerg goen? Schliisslech geet et ëm d'Rettung vu Mënscheliewen!

Den Dokter Edy Mertens huet eis heibanne méi wéi eng Kéier geschildert, ënner wat fir enge schwierege Bedéngungen hie bei Wand a Wieder huet missen erausfueren, bei Schnéi, Reen a Stuerm a bei déckstem Niwwel, fir op de leschte Stëppel engem Mënsch an Nout ze hëllefen, jo d'Liewen ze retten. Wann do en Dokter vu Guedber muss ënner schlechte meteorologesche Konditiounen op Huldang, Houfelt oder Helze gerannt kommen, ma da kann ech just soen, à la bonne heure, da kann dat eemol schifgoen!

Och d'Sécherheet ass en Theema, dat aktuell bleift. Fir eis als DP ass et wichteg, dass d'Leit sech sécher fillen an dass d'Police Presenz weist, egal wou ee wunnt. D'Policereform hat jo grad d'Zil, fir Ressourcë besser ze notzen, fir dass méi Patrullen agesat kënne ginn an d'Presenz um Terrain erhéicht ka ginn.

Et ginn ewell eng 13 Policekommissariater iwwer Land. Déi hu ronderëm d'Auer op. Ausserdeem kënnen haut schonn iwwert den E-Commissariat eng ganz Rei vun Demarchen online gemaach ginn, wéi zum Beispill eng Plainte deposéieren oder en Accident mellen.

Allerdéngs bleift et wéi bei der Santé och eng Fro vum Personal, fir dass d'Police hir Aufgabe gutt ka maachen. Ganz vill Poliziste mussen eeben zeg Iwwerstonne maachen. Duerfir ass et gutt, dass de Staatsbudget, dee mer am Dezember gestëmmt hunn, finanziell Mëttele virgesäit, fir den Effectif vun der Police substanziell ze erhéijen.

Erlaabt mer, als leschte Punkt nach e puer Wuert zur Mobilitéit ze verléieren. Besonnesch am ländleche Raum ass et wichteg, mobill ze sinn, sief et fir op d'Aarbecht ze kommen, fir akafen ze goen oder an der Fräizäit. Den Auto spillt dobäi eng wichteg Roll. Gläichzäiteg ass et eisen Usproch, dass all Bierger am Land Accès zu engem gudden a performanten ëffentlechen Transport huet. Bus an Zuch sollen eng gläichwäerteg Alternativ zum Auto duerstellen, ouni dass dëse komplett vun der Bildfläch muss verschwannen.

Dat ass am Moment leider nach net iwwerall an och net ëmmer de Fall. De gratis ëffentlechen Transport ass geduecht, fir Bus an Zuch méi attraktiv ze maachen, mee gläichzäiteg ass eis natierlech kloer, dass och weider un der Qualitéit muss geschafft ginn. An dat geschitt jo och. Ab 2021/2022 wäert dat och um Zuchreseau, fir nëmmen e Beispill ze nennen, spierbar sinn.

Déi substanziell Investitiounen, déi d'Regierung Joer fir Joer an den ëffentlechen Transport stécht, wäerten awer à terme dozou bäidroen, dass d'Situatioun sech also verbessert. Den Zuchreseau gëtt ausgebaut a mat den neie Waggonen, déi bestallt ginn oder sinn, wäert och d'Passagéiercapacitéit däitlech an d'Luucht goen. Dernieft hoffe mer, dass d'Reorganisatioun vum RGTR, déi jo grad d'Offer iwwer Land verbessere soll, et de Leit méi einfach mécht, fir op de Bus ëmzeklammen.

Ech wëll op dëser Plaz och d'Kolleege vun der CSV berouegen, well zu Donkels fueren no der RGTR-Reform ganzer dräi Buslinnen: Nummer 130, 140 an 141. Och wa se net direkt bis an d'Stad fueren, kënnt een awer domadder facilement bis op Wolz op d'Gare, an da kann ee jo do den Zuch huelen.

Besonnesch ervirhiewen awer wëll ech zum Schluss och d'Expressbuslinnen. Mat wéineg Arrêten an engem héijen Takt bréngen dës Expressbuslinnen also d'Leit séier an d'Stad eran an eraus.

Här President, et ass wichteg, dass all d'Regiounen am Land valoriséiert ginn. Ech hu jo virdru gesot, mir sollten d'Land als e Ganzt betruechten, als e Ganzt gesinn. D'Regierung, denken ech, huet dat och erkannt a si handelt deementspriechend. Schliisslech si mer jo am Fong näischt anescht wéi eng grouss Stad. Duerfir nach eemol: De Wee vun der Stad an d'Éislek oder op Iechternach an - fir dem Här Gloden eng Freed ze maachen - op Gréiwemaacher ass net méi wäit wéi ëmgedréit. Et lount sech, méi dezentral ze denken. Duerfir kommt, mir paken et un!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech dem Léon Gloden Merci soe fir seng Initiativ, déi derfir suergt, dass mer eis haut an der Chamber Zäit huelen, fir iwwert d'Entwécklung am ländleche Raum ze schwätzen. Vu dass ech selwer am Oste vum Land wunnen, kennen ech d'Situatioun an der Regioun natierlech ganz gutt. An eng Rei Doleancë vu Leit aus dem Oste sinn déi selwecht wéi déi vu Leit aus dem Norden oder aus dem Westen.

Et héiert een oft, dass d'Leit aus deene Regiounen d'Gefill hunn, vun der Politik vernoléissegt ze ginn, dass hir Bedierfnesser manner berücksichtegt gi wéi déi vu Leit, déi an a ronderëm d'Haaptstad oder an de Ballungsgebidder am Süde wunnen.

D'Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Geleeënheet, verschidden Aspekter ze beliichten an ze kucken, ob an där Kritik e Kär vu Wourecht ass a wou gegeebenefalls Verbesserungen ze maache sinn.

Ugefaange bei der éischter Fro: Wéi soll eis Landesplanung ausgesinn, wa mer déi ländlech Regiounen net wëlle par rapport zu de Stied benodeelegen?

Ee grousst Zil vun der Landesplanung ass d'Dezentraliséierung, dat heescht, dass eeben net all d'Aktivitéiten an d'Servicer sollen an der Stad konzentréiert sinn. Dat Zil hu mer eis scho mat deem éischte Programme directeur vun 2003 gesat gehat. Mir kennen hei all d'Konzept vun der Deconcentration concentrée, dat regional Entwécklungszentre virgesäit, déi qualitativ héichwäerteg Servicer fir d'Uertschafte ronderëm mat ubidden. D'Ëmsetzung vun den Ziler vun der Landesplanung ass awer an der Praxis net esou einfach, well d'Ëmsetze vun deenen Ziler oft laang dauert. E gutt Beispill heifir sinn d'Plan-sectoriellen, déi elo awer an der leschter Prozedur sinn.

Wa mer also méi Aarbechtsplaze wëllen an déi regional Zentren zéien a méi Wunnraum am urbane Raum schafen, fir dass d'Leit méi no un hirer Aarbechtsplaz kënne wunnen, da brauche mer staark Initiative vum Staat.

Här President, et wäert ëmmer esou bleiwen, dass een an enger Stad aner Virdeeler huet wéi um Land. Grondleeënd Servicer, déi all Mënsch brauch, mussen awer fir jiddweree garantéiert ginn. Déi ländlech Entwécklung soll eng aner si wéi déi urban, mee alle béid musse se gläichermoossen ënnerstëtzt ginn. Wann urban Zentre méi finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir d'Konsequenze vum Wuesstum ze verkraaften, da mussen am ländleche Raum méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir trotz enger méi schwaacher Besiidlung iwwerall gutt Servicer kënnen unzebidden.

A wa mer vum ländleche Raum schwätzen, dann däerfe mer d'Landwirtschaft an de Wäibau net vergiessen, déi dës Regioune prägen. Déi sinn e weesentlechen Acteur am Émweltan am Landschaftsschutz an net zulescht déi, déi den Tourismus attraktiv maachen.

D'Bauere sinn awer net un éischter Stell Landschaftsgäertner, mee si féiere Produktiounsbetriber, déi ënner extreem schwierege Bedéngunge schaffe mussen. D'Unerkennung vun hirer villfälteger Leeschtung a geziilt Hëllefen, fir dass eis Betriber ënner Bedéngungen, déi andauernd ännere kënnen, iwwerliewen, sinn e wichtege Bausteen an der ländlecher Entwécklung.

Här President, déi wirtschaftlech Entwécklung ass wichteg fir de Wuelstand och am ländleche Raum. Betriber am ländleche Raum schafen Aarbechtsplazen an duerch hir Aktivitéit kréien d'Gemenge Recetten, den Impôt commercial. Mat dëse Gelder kënnen d'Gemengen an d'Servicer an an d'Infrastrukturen investéieren, wat direkt de Leit erëm zeguttkënnt. Déi wirtschaftlech Entwécklung vun enger Regioun spillt domat eng ganz wichteg Roll an der Liewensqualitéit vun de Leit.

D'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum bedéngt och, dass genuch Zones d'activités économiques zur Verfügung stinn. Grad am ländleche Raum si vill vun de klengen a mëttelstännesche Betriber ugesidelt, a fir dass dës Betriber sech entwéckele kënnen, brauche se och deen néidege Raum, wou se sech entfale kënnen. Ech denken hei virun allem och un déi regional Aktivitéitszonen. D'Regierung gesäit mat de Plan-sectoriellen Extensioune fir regional Zone vir an och nei Zonen.

Här President, déi wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum hei zu Lëtzebuerg ass besonnesch awer och markéiert vum Tourismus. Mir dierfen hei net vergiessen, dass den Tourismussecteur zurzäit 6,5 % vum PIB a ronn 20.000 direkt an indirekt Aarbechtsplazen duerstellt. Fir eisen Aarbechtsmarché ass dëse Secteur also vun zentraler Bedeitung. Aus deem Grond ass et wichteg, dass d'Politik d'Hänn net an de Schouss leet. An dat mécht se och net! Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Francine Closener: Si huet als Staatssekretärin d'Strategie Tourismus 2022 lancéiert gehat mat engem Plan d'investissement vu 60 Milliounen Euro bis 2022.

Eng vun deene gréissten Erausfuerderungen am Tourismus wäert sinn, fir d'Iwwernuechtungscapacitéiten am ländleche Raum oprechtzeerhalen. Vill Betriber hu Problemer, eng Relève ze fannen. Do muss och d'Regierung versichen, dës Betriber ze ënnerstëtzen, dass se net komplett vun der Bildfläch verschwannen.

Mee all Effort an den Tourismus gëllt als Opwäertung vun der Regioun, net nëmme fir den Tourist, mee virun allem och fir d'Awunner selwer.

Här President, de lokale Commerce profitéiert sécherlech och vum Tourismus. Allerdéngs wier et fir d'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum wichteg, dass mer op eng Dezentraliséierung vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten hischaffen, well do, wou Aarbechtsplaze sinn, gëtt och mat enger gewëssener Reegelméissegkeet méi consomméiert, wat fir de lokale Commerce onerlässlech ass.

De Commerce an de Foussgängerzonen huet schwéier ze kämpfen. D'Akafsverhale vun de Leit huet geännert. Den Onlinehandel gëtt ëmmer méi staark. Mee och déi breet Offer un Akafsméiglechkeete mécht deene klenge Commerçanten d'Liewen net einfach. E weidere Problem vu Foussgängerzonen zum Beispill ass de Flux vu Leit. Grad well am ländleche Raum manner Leit schaffen, verbréngen och deemno manner Leit hir Zäit daagsiwwer an der Regioun.

D'Leit am ländleche Raum, an deene klenge Stied musse méi sensibiliséiert ginn, dass si sech bewosst sinn, wou se an Zukunft akafen, dass si och de lokale Commerce mussen ënnerstëtzen, wa se wëllen, dass an Zukunft nach Geschäfter an hirer Stad sinn. Well grad esou Foussgängerzonen an deene klenge Stied sinn d'Häerzsteck vun de Stied, de sozialen Treffpunkt vun der Gesellschaft, dee mer net ausstierwe loossen dierfen. Hei ass net nëmmen d'Regierung gefuerdert, mee och d'Gemengen a jiddwer Eenzelnen.

Wat den Onlinehandel betrëfft, wëll ech hei nach kuerz d'Initiativ „LetzShop" vum Wirtschaftsministère erwänen, déi zesumme mat der Confédération luxembourgeoise du commerce a mat der Chambre de Commerce an d'Liewe geruff ginn ass, fir de Commerçanten eng Onlinevitrinn zur Verfügung ze stellen.

Här President, ech wëll hei op dëser Plaz och eng Kéier déi wichteg Aarbecht, déi déi verschidde LEADER-Strukturen duerch d'Land maachen, ënnersträichen. Hiert Zil ass et, déi ländlech wirtschaftlech Entwécklung ze förderen, a si lancéiere ganz vill Projeten, déi eng ganz grouss Plus-value fir d'Regioune sinn. Duerfir musse mer oppassen, dass mat där neier europäescher Agrarpolitik garantéiert gëtt, dass dës Strukture weiderhi genuch europäesch Gelder zur Verfügung hunn, fir weiderhin esou Projeten ze lancéieren, déi der ländlecher Entwécklung eppes bréngen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, d'Digitaliséierung ass grad fir de ländleche Raum eng grouss Chance. Duerch d'Digitalisatioun kënne verschidden Aarbechte vun doheem aus och gemaach ginn. Ech wëll hei den Teletravail uschwätzen. De Koalitiounsaccord gesäit vir, dass an der Fonction publique den Teletravail promouvéiert gëtt. Gläichzäiteg soll och am Privatsecteur den Accord interprofessionnel vun 2003 evaluéiert ginn, fir den Teletravail auszebauen.

Op dës Aart a Weis wäerten erëm méi Leit kënnen och daagsiwwer am ländleche Raum bleiwen, gradesou wéi d'Digitaliséierung et méiglech mécht, a Coworkingspaces ze schaffen. Et gëtt do eng Rei Projeten no un de Grenzen. D'Zäit, déi ee brauch, fir all Dag op seng Aarbechtsplaz ze kommen, ass ganz sécher ee vun deene Facteuren, déi sech am stäerksten op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswierken. Den Teletravail an d'Coworking-Spaces si sécher Méiglechkeeten, fir dee Problem ze reduzéieren.

D'Digitaliséierung mécht et méiglech, dass d'Leit net méi permanent physesch mussen an der Zentral sinn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. Dës Konzepter mussen onbedéngt ausgebaut ginn. An natierlech muss eist Aarbechtsrecht dëse Verännerunge Rechnung droe fir sécherzestellen, dass de Schutz vum Salarié op deem selwechten héijen Niveau bleift wéi bis elo.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir iwwert d'Gesondheetsversuergung am ländleche Raum schwätzen, dann ass et wichteg, drop anzegoen, wéi eng Déngschter d'Patienten direkt niewent hirer Dier brauchen, an dat zu wéi engen Auerzäiten. Dann ass et awer och wichteg ze kucken, wéi eng zousätzlech medezinnesch Servicer et sënnvoll wär, och am ländleche Raum unzebidden, a wéi eng intakt Noutfallversuergung soll fonctionéieren.

Ugefaange bei deem Leschten, der Noutfallversuergung: Et ass wichteg, dass all Mënsch, egal wou e wunnt, déi selwecht Chancen huet, op e performante Rettungsdéngscht kënnen zréckzegräifen. Ech wëll hei un d'Reform vun de Rettungsdéngschter erënneren, déi virun enger Rei Joren den deemolegen Inneminister agefouert huet an aus där den haitegen CGDIS entstanen ass.

Zil vun dëser Reform war et, flächendeckend e bessere Rettungsdéngscht unzebidden, dermat esou keng Regioun vernoléissegt gëtt. Souwäit ech weess, ass d'Inneministesch amgaangen, eng Evaluatioun vun der Reform ze maachen, soudass mer och do geschwënn éischt Resultater kënne kréien.

Här President, natierlech wënscht de Patient sech säin Hausdokter direkt niewent der Dier, gradesou wéi e sech wënscht, dass säin Dokter och ausserhalb vun deenen normale Schaffzäiten erreechbar ass. D'Basis fir d'Bereetschaft vun den Dokteren ass, dass iwwerhaapt en Dokter an der Gemeng usiesseg ass. Eng ganz Rei vun Etüden a kierzlech nach de Profil de santé vu Lëtzebuerg am Kader vu „State of Health in the EU", iwwert dee mer jo nach deemnächst wäerten hei diskutéieren, weisen, dass mer, wat d'Presenz vun Dokteren a virun allem vu Generalisten ugeet, net iwwerall d'selwecht gutt opgestallt sinn.

De Generalist huet awer nach ëmmer selwer de Choix ze decidéieren, wou hie seng Praxis wëllt opmaachen. Mee trotzdeem mussen och e Staat an d'Gemengen d'Implantatioun vun Dokteren an de Regiounen am A behalen. Sou ginn och ëmmer méi Gemengen op de Wee, den Doktere Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen oder se finanziell ze ënnerstëtzen, fir dass si an hir Gemeng kommen. Ech denken do un e puer konkreet Beispiller, wéi zu Réimech an zu Jonglënster, wou elo grad ganz aktuell d'Gemenge gehollef hunn, fir op de Wee vu Gemeinschaftspraxen ze goen.

Eng Gemeinschaftspraxis, wou méi Doktere beienee sinn, kann nämlech vill Virdeeler fir de Patient bréngen. Zum engen ass d'Presenz vun engem Dokter zu den normale Schaffzäite garantéiert, och wann een Dokter emol ausfält. Zum anere kënnen d'Schaffzäiten, wou Dokteren do sinn, awer och méi ausgedeent ginn.

Och d'Regierung wollt op dee Wee goen a Gemeinschaftspraxe finanziell ënnerstëtzen, wa se mindestens zu véier Dokteren géifen zesummegoen. Dëse Budget ass bis haut awer nach net ausgelaascht, mee vläicht och ganz einfach, well net jiddereen dat weess. Do ass also nach Aarbecht bei den Dokteren ze maachen a se ze encouragéieren, fir sech zesummenzedoen. Well d'Zil ass et, grad am ländleche Raum den Zougang zu der Grondversuergung ze verbesseren, zesumme mat engem System vu Permanence.

An deem Kontext wëll ech och gären d'Maison-médicallen uschwätzen, där et dräi Stéck hei am Land gëtt: eng am Norden, eng am Zentrum an eng am Süden. Grad hei fille sech vill Leit aus dem Osten oder dem héijen Norden vernoléissegt géigeniwwer deenen anere Regiounen.

Déi ursprünglech Iddi vun de Maison-médicalle war et, d'Klinicken ze entlaaschten. Duerfir sinn déi Maison-médicallen och direkt niewent d'Klinicke gesat ginn. D'Leit hunn do d'Méiglechkeet, eng Consultatioun bei engem Generalist ze kréien, entweeder sur place oder duerch eng Visitt vum Dokter doheem, dat owes ab 20.00 Auer bis moies 7.00 Auer, weekends an och d'Feierdeeg.

Viru bal zéng Joer huet den deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo mat der AMMD eng Konventioun ënnerschriwwen, déi de Fonctionnement vun de Maison-médicalle reegele soll. All Dokter bis 55 Joer muss a sengem Gebitt eng gewëssen Unzuel u Gardë pro Mount an deene jeeweilege Maison-médicalle garantéieren.

Wann ee bedenkt, dass an enger Maison médicale just owes, weekends oder wa Feierdag ass geschafft gëtt, da kann ee sech jo virstellen, dass d'Begeeschterung bei den Dokteren net allze grouss ass, wa se niewent hiren normale Schaffzäiten an der Woch och nach owes, weekends oder wa Feierdag ass musse schaffen. Derbäi kënnt, dass, wann d'Dokteren an der Nuecht schaffen, se net onbedéngt den Dag drop moies hir Praxis opmaache kënnen. Duerfir ginn och vill Dokteren hir Garden of un zum Beispill méi jonk Dokteren.

Et ass also net esou einfach, nach zousätzlech Maison-médicalle bäizesetzen. Opgrond vun där geografescher Lag vum Oste géif et emol guer net duergoe mat enger Maison médicale, et bräicht een der éischter dräi: eng zu Réimech, eng zu Gréiwemaacher an eng zu Iechternach. Derbäi kënnt, dass et am Oste keng Klinik gëtt, wour d'Patienten a méi schlëmme Fäll direkt weidergeleet kënne ginn.

Zum engen ass personalméisseg esou eng Couverture vun der Grondversuergung ausserhalb vun de Schaffzäiten einfach net méiglech. An duerch déi geografesch Lag vum Oste muss een awer och soen, dass den Accès zu deenen anere Maison-médicallen an zu de Klinicke vun der Distanz hier nach gutt erreechbar ass.

Gradesou kéint ee sech froen, wisou et zu Wolz niewent der Klinik net och eng Maison médicale gëtt, fir esou eng zweet Maison médicale am Norde fonctionéieren ze loossen. Mee och hei missten déi Garden duerch déi normal Hausdoktere garantéiert ginn, wat awer net esou einfach ass, well net déi Mass vun Dokteren do ass.

Niewent Gemeinschaftspraxen, déi déi normal Effnungszäiten ausweide kënnen, wär awer och e Service de permanence, sou wéi et deen emol am Osten an dräi Gemenge gouf, eng Léisung. Dat war an de Gemenge Mäertert, Gréiwemaacher a Wuermer, wou d'Doktere sech selwer zesummegedoen haten an hire Patienten eng Bereetschaft bis 20.00 Auer an der Woch garantéiert hunn. All Dag hat en aneren Dokter dës Bereetschaft an huet bis 20.00 Auer Visitte gemaach bei klengen Noutfäll. Dee System ass awer rezent erëm ofgeschaaft ginn, well sech op eemol net méi all Dokter dorunner bedeelegt huet an och, well net genuch jonk Dokteren do sinn, fir dës Bereetschaft ze garantéieren.

Grad dëse Service, dee bis elo fräiwëlleg vun den Dokteren ugebuede ginn ass, sollt een an Zukunft och méi ënnerstëtzen.

Här President, wat am ländleche Raum gebraucht gëtt, si souzesoen Annexë vun de Maison-médicallen, sprécht Gemeinschaftspraxen, dass d'Leit, egal wou se wunnen, eng Garantie hunn, dass all Dag en Dokter zu deenen normale Schaffzäiten do ass an dass op der Plaz méi Doktere sech duerch verschidde Schaffzäiten ergänze kënnen, dass zum Beispill bis owes 20.00 Auer oder samschdes moies e reduzéierte Service och do fonctionéiere kann.

Här President, e weidere Punkt, fir déi medezinnesch Versuergung och am ländleche Raum ze verbesseren, ass den Accès zu Doktere mat enger Spezialisatioun. Éischter selte gëtt et Spezialisten am ländleche Raum. Dës Doktere sinn éischter ronderëm d'Klinicken ugesidelt, wat normal ass, fir esou weider Ënnersichunge mat Apparater maachen ze kënnen oder iwwerhaapt Operatiounssäll mat deem néidege Personal zur Verfügung ze hunn.

Ech wëll hei awer e Pilotprojet uschwätzen, dee sécher Potenzial huet, fir ausgebaut ze ginn. Et gëtt eng Klinik, déi säit Juni 2019 Consultatioune vun hire Spezialisten an zwou Regiounen ubitt. Dat ass zu Miersch an zu Gréiwemaacher. Dës Offer ass ofgeschwat gewiescht mat deene jeeweilege Generalisten aus deene Regiounen, fir och d'Besoine vun hinne gewuer ze ginn an hir Offer dorop ze adaptéieren.

An deene Praxiszentre gi wärend gewëssenen Deeg Consultatioune vu Spezialisten ugebueden. Hei ginn éischt Ënnersichunge bei de Leit gemaach a jee no Besoin ginn d'Patienten dann un d'Klinik weidergeleet fir weider Ënnersichungen oder awer si gi sur place behandelt.

Dës Offer gëtt ganz positiv bei de Leit ugeholl. Si mussen also net direkt an eng Klinik fueren, fir eng éischt Ënnersichung gemaach ze kréien. Dëst ass sécher e Projet, deen een och kéint zesumme mat anere Klinicken an anere Regiounen ausweiden, dass d'Spezialiste vun Zäit zu Zäit Consultatiounen am ländleche Raum ubidden. Duerfir sollt een och mat esou engem Projet versichen, déi medezinnesch Versuergung am ländleche Raum esou ze verbesseren.

Här President, schlussendlech kënne mer nëmmen eng medezinnesch Versuergung garantéieren, wa mer dat néidegt Fachpersonal hunn. Dat betrëfft zwar net nëmmen d'Regioun an déi ländlech Géigenden, mee et betrëfft och d'Stied respektiv den Zentrum. Nëmme wa mer genuch Dokteren a Gesondheetspersonal hunn, kënne mer och derfir suergen, dass och iwwerall e gudden Zougang zu der Gesondheetsversuergung garantéiert ass.

De Moment kritt Lëtzebuerg duerch d'Band gutt Bewäertungen, wat d'Gesondheetsversuergung ugeet, mee natierlech, wann ee selwer oder ee vu senge Léifsten e Problem huet oder vun enger Urgence betraff ass, dann ass all Kilometer, deen een ze fueren huet, all Minutt, déi ee muss waarden, natierlech nëmme ganz schwéier ze erdroen. An duerfir ass et wichteg, e séieren a gudden Zougang zu de sougenannte Soins primaires iwwerall am Land ze garantéieren.

Domat wier ech bei engem anere Sujet ukomm, deen den Här Gloden ugeschwat huet: d'Sécherheet am ländleche Raum. Et goufen am Laf vum leschte Joer eng Rei Questions parlementaires ronderëm d'Zoumaache vu Kommissariater, wou d'Gefill entstanen ass, dass d'Police am ländleche Raum manner present wär. Mee et ginn och Äntwerten op dës Froen, déi eigentlech de Contraire soen: dass duerch d'Reform eng besser Policepresenz um Terrain assuréiert gëtt.

Ech denken hei u Kommissariater, déi minim besat waren, déi och net vill Leit haten, déi bei si op de Büro komm sinn, déi zougemaach gi sinn. Hei hunn ech gëschter nach mat engem Buergermeeschter aus dem ländleche Raum

geschwat, bei deem an der Gemeng dat de Fall war. Hien huet gemengt, dass dat wuel nach guer kee matkritt hätt, well dës Kommissariater awer nach op Demande bedriwwe kënne ginn, dass awer nach keng esou eng Demande bis elo do war, wat an deem Sënn erëm derfir schwätzt, dass dës Polizisten elo alleguer op enger Plaz regruppéiert gi sinn an doduerch méi present um Terrain kënne sinn.

Och déi Leit, déi fir déi administrativ Aarbecht sollten agestallt ginn, fir esou d'Poliziste bei hirer administrativer Aarbecht ze entlaaschten, schéngen och hir éischt Friichten ze droen, soudass d'Policereform sécher Verbesserunge bruecht huet. Mee do wär et wichteg, konkreet Donnéeë vum Ministère dozou ze kréien an och ze kucken, wéi een Androck d'Leit no der Reform hunn. Mee do wäerte mer eis geschwë jo nach eng Kéier méi am Detail domadder beschäftegen. Menges Wëssens ass en Débat de consultation vum Här Bausch ugefrot, fir iwwert d'Policereform ze schwätzen.

Wichteg ass, dass d'Leit, egal wou se wunnen, e gewëssent Sécherheetsgefill hunn, dass si wëssen, dass, am Fall wou se d'Police brauchen, se och do ass respektiv hinnen e Gefill vu Sécherheet gëtt, andeems se am Alldag present um Terrain ass. D'Presenz um Terrain ass dann och deen éischte Facteur, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, onofhängeg dovun, ob dat am ländlechen oder am urbane Raum ass.

Här President, ee vun deene ganz groussen Challengen, deen de ländleche Raum méi betrëfft wéi den urbane Raum, ass d'Ubannung un den ëffentlechen Transport. Et läit an der Natur vun der Saach, dass et méi schwiereg ass, en effiziente Gemeinschaftstransport a ländleche Géigenden ze organiséiere wéi an dicht besidelte Gebidder. Et gëtt do einfach manner Leit, déi zur selwechter Zäit dee selwechten Trajet hunn an d'selwecht vun enger kollektiver Offer profitéieren. Et mécht kee Sënn, fir am 15-Minutten-Takt Busser fueren ze loossen, an deene just zwou oder dräi Persounen drasëtzen. Anerersäits muss et awer och eng confortabel a reegelméisseg Offer ginn, fir dass d'Leit tatsächlech den Auto stoe loossen an de Bus oder den Zuch huelen.

D'Zäit, déi ee brauch, fir all Dag op seng Aarbechtsplaz ze kommen, ass ganz sécher ee vun deene Facteuren, déi sech am stäerksten op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswierken. Den Teletravail an d'Coworkingspaces si sécher eng Méiglechkeet, fir de Problem ze reduzéieren. Trotzdeem wäerten och an Zukunft ganz vill Leit musse pendelen an déi brauchen eng gutt Offer am ëffentlechen Transport.

Als LSAP begréisse mir d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau a si ganz frou, dass dës Reform net vun uewen erof ausgeschafft ginn ass, mee zesumme mat de Gemengen, souguer zesumme mat de private Leit. D'Zil vun der Reorganisatioun ass ënner anerem eng däitlech Verbesserung vun der Ubannung vu méi klengen Uertschaften un den ëffentlechen Transport, an zwar net nëmmen zu Stousszäiten, mee och owes an de Weekend.

Da bleift awer och nach e Wuert iwwert den Zuch ze soen, deen d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport ass a bleift an deen optimal muss op d'Busverbindungen ofgestëmmt ginn. Och Park & Ridë sinn néideg, fir den ëffentlechen Transport ze vervollstännegen.

Wat beim Transport wichteg bleift, wat den Här Bauler och schonn ugeschwat huet: dass mer permanent den Echange hu mat den Utilisateure vum ëffentlechen Transport an dass mer bereet sinn, de temps en temps och Adaptatiounen ze maachen.

Voilà, Här President, ech kommen zum Schluss. Et ass wichteg, dass mer weider déi ländlech Entwécklung förderen. Dezentraliséierung kann eng Rei vun eise Problemer léisen, mee et fuerdert awer och Efforten.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, léif Regierungsvertrieder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis wonnerschéi Musel, de ganzen Oste wéi och d'Éislek an de grénge Weste sinn an hirer Villfältegkeet an Eenzegaartegkeet net ze ënnerschätzen. Mir hunn en eemolege Patrimoine, deen eise ländleche Raum ausmécht, a mir mussen en Entwécklungszenario usteieren, deen eis Landschaften engersäits esou wäit wéi méiglech intakt hält an anersäits d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit zesummeféiert. Et geet drëms, en attraktive Raum ze erhalen, deen nieft senger Eenzegaartegkeet och fir seng Eegestännegkeet bekannt ass.

Fir dës verschidden Aspekter iwwereneenzebréngen, ass et wichteg, dass d'Entwécklung vum ländleche Raum gesteiert gëtt. Net all Duerf kann a soll op déi nämmlecht Manéier a mat där selwechter Vitess wuesse wéi d'Stad Lëtzebuerg.

Fir e besseren Equiliber mat de grousse Stied hierzestellen, musse mer weiderhin op eng konzentréiert Dezentraliséierung setzen. Mir mussen d'demografesch, d'wirtschaftlech an d'kulturell Roll vun urbanen Zentren am ländleche Raum stäerken. Ech nennen zum Beispill Réimech, Gréiwemaacher, Réiden, Clierf oder Jonglënster. Wann d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit méi no beieneerutschen, bedeit dat fir d'Awunner och eng besser Liewensqualitéit.

Domadder wëll ech net soen, dass ländlech Gemenge sech net entwéckele sollen. Éischter gëllt et, ländlech Gemengen an hirer Eenzegaartegkeet ze förderen an hir spezifesch Räichtümer an Entwécklungspotenzialer no vir ze bréngen.

Ech wäert mech an den nächste Minutten op e puer Sujete beschränken, wuelverstanen, dass et nach vill weider spannend a wichteg Theemen am Beräich vun der Entwécklung am ländleche Raum gëtt.

Ech wëll als Éischt op den Ëmweltaspekt agoen. De ländleche Raum leescht eisem Land onersetzbar Ëmweltservicer: D'Bëscher sinn d'Longe vum Land a sinn natierlech extreem wichteg am Kampf géint de Klimawandel duerch d'Banne vum CO_2. D'Naturlandschaften an eise méi rurale Géigende sinn zudeem en Zentrum vun der Aartevillfalt. D'ländlech Gemenge sinn de Wiechter vun engem natierleche Patrimoine, deen net nëmmen duerch seng Schéinheet schützenswäert ass, mee och, well en eng Hellewull ekosysteemesch Leeschtunge fir d'Land bréngt.

Duerfir ass et wichteg, e gudden Equiliber tëschent der Entwécklung an der wirtschaftlecher Aktivitéit an awer och dem Schutz vun der Natur ze fannen. An duerfir ass et och wichteg, dass d'ländlech Gemenge fir de Schutz vun eisen natierleche Räichtümer ënnerstëtzt ginn. Si kënnen an duerfen net de Verléierer vun der Landesplanung sinn!

Da kommen ech op déi wirtschaftlech Entwécklung. Eiser Meenung no solle kleng a mëttelgrouss Betriber am ländleche Raum eng Chance kréien, fir déi nohalteg a regional Produktioun an deem Raum ze förderen, esou zum Beispill am Secteur vum Handwierk, mee och wat d'Hierstellung vu lokale Produiten ugeet.

Duerch de Patrimoine um Niveau vun der Natur, der Architektur oder och dem Wäibau op der Musel hu mer en immens attraktiven a spannende ländleche Raum, deen alles anescht wéi langweileg ass. Duerfir ass och den Tourismus e Secteur, deen e wichtege Bäitrag beim Schafe vun neien Aarbechtsplaze leeschte kann an esou zu enger positiver ekonomescher a sozialer Entwécklung vum ländleche Raum, mee och vum Lëtzebuerger Land am Allgemenge bäidroe kann.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence)

Vun 2018 bis 2022 investéiert d'Regierung bis zu 60 Milliounen Euro an den Tourismussecteur. Dat ass genau een Drëttel méi, wéi dat nach an der Period virdru war.

Fir hei e puer Beispiller ze nennen, déi elo scho gräifen a Succès hunn: Mir hu fënnef regional Tourismusbüroen, déi fir d'Promotioun vum Tourismus am ländleche Raum zoustänneg sinn. D'LEADER-Projete sinn e wichtege Bestanddeel an der Entwécklung vum ländleche Raum. Hei gi Brécken tëschent dem Acteur an der Regioun gebaut, deelweis och grenziwwergräifend, fir Iddien a Projeten ëmzesetzen an en attraktive Raum ze schafen. Den Aktivtourismus mat eise sëlleche Wander- a Vëlosweeër huet en enormt Potenzial. An dann och eis lokal Produiten. Ech hiewen elo emol einfach eise Wäibau ervir, deen exzellente Qualitéitswäin a Cremant opweises huet. Och d'Zil vun 20 % Biolandwirtschaft bis 2025 wäert derzou bäidroen, eis landwirtschaftlech Produite „Made in Luxembourg" méi attraktiv ze maachen, wat sech och nees positiv op de ländleche Raum auswierke wäert.

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Dann e weidere Sujet, wa mer vun der Entwécklung am ländleche Raum schwätzen: Den Accès zu de wichtege Servicer am Gesondheetsberäich ass natierlech och e ganz wichtege Punkt. Am Koalitiounsaccord gi fir de Santésberäich ënner anerem follgend grouss Prioritéite festgehalen: « donner la priorité aux soins primaires » an « assurer l'égalité d'accès aux soins ». Dës si fir de ländleche Raum besonnesch relevant, well d'medezinnesch Versuergung natierlech fir all Bierger déi selwecht Qualitéit muss hunn. Déi kann net ofhängeg dovunner sinn, ob de Patient an der Stad, op den Éisleker Koppen oder op der Musel wunnt. Besonnesch muss een hei dorobber oppassen, dass eisen Drëtten Alter en einfachen, qualitativ héichwäertegen Accès zu de Gesondheetsservicer behält.

Besonnesch bei de Soins primaires besteet awer Handlungsbedarf, well eis Generalisten ongläichméisseg iwwert d'Land verdeelt sinn an d'Tendenz hunn, sech an den urbane Ballungsgebidder ze konzentréieren. Fir där Tendenz entgéintzewierken, gesäit de Koalitiounsaccord vir, eng Hëllefstellung fir d'Kreatioun vu Gemeinschaftscabinete vu Generalisten a Cabinets multidisciplinaires ze bidden. Eng Hëllefstellung gëtt et schonn zanter 2017, mee wéi et schéngt, ass dës Mesure nach net populär. Dat kann engersäits um Montant vun der Aide leien, awer och un de Konditiounen, déi un dës Aide gekoppelt sinn. Et wier wichteg, dësen Outil geschwënn ze evaluéieren an och ze iwwerschaffen.

Mat deene Gemeinschaftspraxe kann eng Prise en charge vum Patient och da garantéiert sinn, wann ee vun de Medezinner grad net am Déngscht ass, an dat zu enger gréisserer Plage horaire, wéi wa just een eleng am Cabinet schafft. Dës Virdeeler sinn natierlech iwwerall am Land wichteg. Mee am ländleche Raum si se nach vill méi pertinent an e wichtegt Element, fir eng Prise en charge ze garantéieren.

Eng gutt medezinnesch Grondversuergung huet dann och den Nieweneffekt, dass d'Urgencen entlaascht ginn. Dat Theema ass jo och en Dauerbrenner.

Eng weider Pist, déi ee muss verfollegen, ass déi vun der Organisatioun vun de Soins extrahospitaliers. D'Fro, déi sech stellt an déi och an deene leschte Méint intensiv an der Press thematiséiert ginn ass, ass déi vun der Auslagerung vu verschiddene Servicer aus dem Spidol eraus an dezentraliséiert Strukturen. Hei muss d'Politik Äntwerte ginn, déi souwuel de Solidaritéitsgedanke vum Lëtzebuerger Gesondheetsmodell stäerken an déi deene verschiddene Besoine vum Patient wéi och vun den Acteure vum Gesondheetssecteur entgéintkommen.

Schliisslech gesi mer dann och an der Telemedezinn e wichtegt Element, fir d'medezinnesch Versuergung insgesamt, mee besonnesch am ländleche Raum ze verbesseren. D'Consultatioun vun engem Dokter à distance fir eng éischt Aschätzung vum Patient sengem Gesondheetszoustand kann eng sënnvoll Ergänzung vun dëser Offer sinn. Heiduerch kënnen onnéideg oder schwiereg Deplacementer evitéiert ginn an d'Offer kéint och ausserhalb vun den normale Consultatiounshorairë funktionéieren.

Zu gudder Lescht wëll ech nach op d'Mobilitéit agoen, e spannend Theema an dëser Diskussioun!

Et ass evident, dass d'Leit aus dem ländleche Raum sécher méi op den Auto ugewise si wéi een, deen an enger Stad wunnt a wa méiglech och do schafft. Duerfir war d'Ëmstrukturéierung vum RGTR-Reseau e ganz wichtege Bausteen, fir de Leit eng besser Mobilitéit ze garantéieren a fir engem och emol de Choix ze loossen, den Auto kënnen doheem stoen ze loossen.

Just fir e puer Beispiller opzezielen: Ab deem Moment, wou d'Ëmsetzung vum neien RGTR-Reseau bis a Kraaft ass, fueren d'Busser moies éischter an owes méi laang, an de Stousszäite ginn d'Kadenzen an d'Luucht, weekends fuere se méi oft. An iwwerhaapt schwätze mer hei vun engem Busreseau, deen esou dicht ass, wéi een et keng zweete Kéier an Europa fënnt. Mee fir dass och de Bus net mam Auto am Stau steet, ginn extra Buscouloiren amenagéiert oder och intelligent Luuchtesystemer ginn installéiert, soudass d'Prioritéit effektiv awer och beim Bus läit. An nieft den Expressbuslinnen hunn och d'Uertschaften ënner sech e besseren Accès ënnereneen.

Fir d'Entwécklung vum Raum matzegestalten, kënnen a sollen natierlech nieft dem Staat och déi eenzel Gemengen Eegeninitiativen huelen. Hei e flott Beispill vun der Gemeng Wormer, déi mat hirem „Riesling Express" ëmmer méi Succès huet. Heibäi handelt et sech ëm eng Aart Ruffbus, deen d'Bierger an der Gemeng selwer hin- an hierféiert, mee och an d'Nopeschgemenge bréngt, fir dann do akafen ze goen, un Aktivitéiten deelzehuelen oder an de Sport ze goen.

Fir dann nach ganz kuerz bei der Mobilitéit ze bleiwen: Och de Vëlo kann hei gären net just als Fräizäitbeschäftegung, mee als vollwäertegt Transportmëttel ugesi ginn. Wann ech Kommissiounen am Duerf ze maachen hunn oder wann ech emol an d'Duerf niewendrun an de Restaurant wëll goen, wéisou dat Deplacement net mam Vëlo maachen amplaz mam Auto?

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Nieft dem rezent gestëmmte Gesetz iwwert den nationale Vëlosreseau hunn hei d'Gemengen hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir op kommunalem Niveau attraktiv a sécher Vëlospisten ze amenagéieren an déi un déi national unzebannen, woufir se jo och eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat kréien.

Dëst Beispill vun der Mobilitéit weist, dass de Staat an d'Gemengen Hand an Hand schaffe mussen. De ländleche Raum kréie mer also just valoriséiert an d'Liewensqualitéit erhalen, wann d'Efforte vum nationalen a vum kommunalen Niveau openeepassen. Op där enger Säit muss de Staat mat senge Moyenen de Gemengen déi néideg Instrumenter an Hëllefstellung bidden an op där anerer Säit sollen d'Gemengen dës Instrumenter dann och aktiv notzen.

Jiddweree muss also seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, well mer nëmmen esou déi beschtméiglech Offer fir eis Bierger a fir d'nohalteg Entwécklung vun eise ländleche Regioune garantéiert kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Gary. An dann hu mer ...? Déi zwee Engelen!

(Interruption)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kommen awer eleng.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Kolleeg Léon Gloden fir dës Interpellatioun. Dir verstitt, denken ech, all, datt ech als Norddeputéierte bei der Debatt iwwert d'Entwécklung vum ländleche Raum e besonnesche Schwéierpunkt op den Norde leeë wëll, ouni awer den Osten ze vergiessen. Meng Usiichte wäerten, denken ech, och allgemeng op de ländleche Raum bezu kënne ginn.

Dat, wat mäi Frënd Koeppe Jemp scho viru bal zwee Jorzéngte sot, ass leider nach ëmmer wouer: „D'Tatsaach, datt den Norden an och den Oste keng staark politesch Lobby hunn, mécht et fir dës Regioune méi schwéier."

Une voix.- Si hunn eis jo awer!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Gelift?

La même voix.- Si hunn eis awer.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Jo.

(Hilarité)

27 % vun de Leit wunnen am Land op 65 % vun der Fläch, ech mengen, dat wollt ech och emol eng Kéier hei soen. An op den ongerechte Walsystem wëll ech haut hei net agoen.

Et ass kee Geheimnis, datt den Norden an den Osten et vill méi schwéier hunn, fir gläichwäerteg Liewensbedéngungen iwwerall anzefuerdere wéi aner Regiounen. Dat bescht Beispill ass d'Nordstrooss. 30 Joer gouf fir dës bluttnoutwendeg Verkéiersachs gekämpft respektiv sech staarkgemaach. Mee hei an der Chamber ass se jo dunn awer zu gudder Lescht nach gestëmmt ginn. Dat war e Schratt an déi richteg Richtung. Et hätt just vill méi fréi misse kommen! An deem selwechte Kontext ass och d'Transversal zu Clierf ze gesinn.

Mir brauchen eng gesond Mëschung vu Wunnen, Schaffen a vu Fräizäit an alle Regiounen. Mir sinn ee Land an alles gehéiert zesummen. Nord- an Ostproblemer sinn och Landesproblemer an ëmgedréit!

Zu enger liewensfäeger Regioun gehéiert zu alleréischt e gesond wirtschaftlecht Ëmfeld, well anerefalls näischt leeft. Virun iwwer 30 Joer waren eis ländlech Regiounen nach geprägt duerch den Agrarsecteur an den Tourismus, wat haut net méi esou ass, an deem musse mer Rechnung droen.

Baséierend op enger gudder Zesummenaarbecht vun de Gemengen an och duerch eenzel Gemengefusiounen huet sech am Norden déi lescht 30 Joer villes zum Gudde gedoen, andeem si sech zum groussen Deel selwer gehollef hunn. Gegrënnt goufen eenzel Gemengesyndikater wéi de Réidener Kanton, d'Nordstad, SICLER, Guichet unique, d'Naturparken, an d'LEADERen net ze vergiessen an nach villes méi. Si hunn a virbildlecher Zesummenaarbecht villes zum Gudden erreecht fir ons ländlech Regioun. Geschafe goufen Aarbechtsplazen am ländleche Raum, wat virun 30 Joer an nach méi net esou war.

Trotz deene ville positive Punkte musse mer och feststellen, datt eenzel Punkten am ländleche Raum net esou positiv sinn, wéi zum Beispill d'Gesondheetswiesen, d'Verkéiersinfra-

strukturen, ëffentlech Verwaltungen. Eenzel Post-, Police- a Kadasterbüroe maache lues awer sécher zou, och leider eenzel Banken, trotzdeem datt och an de ländleche Regiounen en Zouwuess u Leit ze verzeechnen ass. D'ëffentlech Hand huet hei net matgezunn, just de Contraire.

Erlaabt mer, a menger Riedezäit eng Rei Punkten unzeschwätzen, déi mer besonnesch um Häerz leien!

Éischtens, eng erfollegräich Dezentraliséierung heescht, datt een d'Verkéiersinfrastrukturen an alle Géigende vum Land gläichwäerteg ausbaut. Datt een dës un d'Realitéit vum Verkéiersopkommes upasst, dat misst engem dee gesonde Mënscheverstand soen. Leider si mer nach wäit ewech vun där Usiicht! An deem Kontext muss ee follgende Fazit zéien: Mir bauen haut u Stroossen nach net emol déi, déi mer haut brauchen, an déi, déi mer muer brauchen, dat steet nach an de Stären. An dat bei engem stramme Wuesstum, dee vun onser Regierung esou gewollt ass!

Opgrond vun dëser Feststellung ass et onerklärlech, datt de véierspueregen Ausbau vun der gesamter Nordstrooss bis haut nach net an d'Wee geleet gouf!

Une voix.- Ganz richteg!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- An dat mat schäinhellegen Argumenter! Och an Zukunft soll sech dorun näischt änneren, esou de Wëlle vun der Regierung. Hätte mir dee selwechte Fall am Süde vum Land, da wär dës Strooss scho laang véierspuereg ouni Diskussioun.

(Interruption)

D'Leit, déi all Dag op dës vëlleg iwwerfëllte Stroossen ugewise sinn, soe Merci!

D'ADR wäert hir Fuerderung nom véierspueregen Ausbau vun der gesamter Nordstrooss ënner allen Émstänn bäibehalen! Mir begréissen an deem Kontext de Contournement vun Housen. De véierspueregen Ausbau vun der Nordstrooss ass net nëmme fir d'Leit aus der Regioun, mee och fir déi Dausende vu Leit, déi all Dag aus der Belsch bei ons schaffe kommen, well och si droen zu eiser ekonomescher Entwécklung bäi, speziell déi aus der Baubranche an aus dem Handwierk. Well si all brauche mer, fir eisem stramme Wuesstum gerecht ze ginn.

Zweetens, zu eisen Aktivitéitszone wëll ech och ee Wuert verléieren. An zwar weist d'Erfarung, datt et der nach net genuch sinn. Verschidde Betriber, déi nach an eisen Dierfer hir Aktivitéit hunn, géife sech och gären an enger Zon néierloossen, fannen awer net ëmmer dat richtegt Gehéier bei eisen Institutiounen. Domadder geet dëse Betriber respektiv eiser ganzer Ekonomie vill u Kapital verluer, wat da ganz oft vun auslänneschen Offerten opgefaange gëtt.

Hei musse mer schnell an onbürokratesch dëse Wënsch Rechnung droen. D'Geneemegungsprozedure si vill ze laang. Hei musse ganz kloer Friste gesat ginn. Ee Betrib, deen ausbaue wëllt, muss dat an enger relativ kuerzer Zäit kënne maachen, well anerefalls seng Clientèle sech anerwäerteg bedéngt.

Drëttens, Dezentraliséierung a Gläichbehandlung vum ländleche Raum misst och heeschen, datt all Bierger dee selwechten einfachen Zougang zu medezinnesche Strukturen huet. Als ADR fuerdere mir schonn zanter datt et eis gëtt, datt mir eis medezinnesch Infrastrukturen am Norde stäerken. An dobäi geschitt de Contraire.

D'Servicer vum Wëlzer Spidol goufe monter reduzéiert. D'Wëlzer Maternité hat en exzellente Ruff, deen iwwert d'Grenze vum Land erausgaangen ass. Traureg, datt dës haut net méi besteet. Ëmmer méi Servicer sinn op Ettelbréck verluecht ginn. Vill Leit kënnen e Lidd sange vun där mangelhafter Koordinatioun tëschent de Spideeler. Hei weess déi eng Hand dacks net, wat déi aner mécht.

D'Maison médicale zu Ettelbréck muss elo Deeler vum Bezierk Oste mat versuergen, well hei nach keng Maison médicale existéiert; zum Nodeel vun der Qualitéit vum Service. Et muss een awer och fairerweis soen, datt och d'Gemengen dacks eng onrümlech Roll bei dëser Entwécklung spillen. D'Apdikt, déi soss zu Clierf ze fanne war, ass mam Accord vun der Gemeng op Maarnech verluecht ginn, dëst obwuel net emol fënnef Minutte méi wäit, och un der Nordstrooss, déi nächst Apdikt ze erreechen ass.

Och eis Gemenge stinn hei an der Verantwortung, déi kleng Commercen ze förderen an d'Aktivitéiten am ländleche Raum net eesäiteg an oniwwerluecht ze zentraliséieren. Och misst eng Relance kommen, fir eis Kantonalstied erëm mat Liewen ze fëllen, well soss brauche mer och muer keng Touriste méi. An ech mengen, dat misst och emol gesot ginn.

Och wat eis staatlech Servicer hei ugeet, mussen d'Awunner aus dem Norde wéi aus dem Osten ëmmer vun eesäiteger Zentraliséierung schwätzen an net vun Dezentraliséierung. Dovun ass keng Spuer.

Ëmmer méi staatlech Servicer ginn zentraliséiert, sou zum Beispill den Enregistrement vun Iechternach oder dee vu Clierf. Dee vu Clierf gouf jo op Dikrech ofgezunn, mat der Folleg, datt déi Leit, déi hei geschafft hunn, all Dag elo mussen op Dikrech fueren, an hir Clientë fueren all Dag hannendrun. An dann als Merci kréie se praktesch bal keng Parkplaz zu Dikrech. An da wonnere mir eis, datt ëmmer méi Verkéier opkënnt!

Grad an de ländleche Regioune misste staatlech Servicer och zur Offerte gehéiere fir hir Awunner, besonnesch och an Zäiten, wou mer vun Teleaarbecht vun doheem aus schwätzen. Bei der Dezentraliséierung vu Verwaltunge missten och eng Kéier den Norde wéi den Oste berücksichtegt ginn.

Här President, den Tourismus bleift e wichtege Pilier an der Ekonomie vun eisem Land allgemeng, an am Osten am Besonneschen. Net nëmmen, datt Zegdausende Leit hei schaffen an deem Secteur, mee den Tourismus bréngt och mat sech, datt mer vill Geld an d'Land erakréien an dat och heibleift.

Den Tourismus, eis schéin Natur, eis Bëscher, ons Baachen a Flëss, Buergen a Schlässer - och dat ass e Räichtum vum Norden a vum ländleche Raum allgemeng. E klengt Beispill: Mir hunn zu Clierf eng eenzegaarteg Ausstellung vum Här Edward Steichen, déi wonnerbar am Schlass ënnerbruecht ass, mee mir kréie se awer net richteg verkaaft.

An ech mengen, iwwert den Tourismus kéint een nach ganz vill soen, mee ech gesinn, meng Zäit ass zimmlech um Enn, an duerfir kéim ech dann elo zum Schluss.

Als ADR setze mir eis an, datt eise landschaftleche Räichtum erhale bleift. Wa mer Betriber an d'Land huelen, déi e Ressourcëverbrauch hunn, deen esou héich ass, datt mer ganz Landstrécher musse mat Wandmillen zoubetonéieren, fir dat ze kompenséieren, da wiere mir eis vehement dergéint, wann dat op d'Käschte vun der Attraktivitéit an dem Charme vun eisem ganze ländleche Raum geet. Et ass fir d'ADR kee Widdersproch, noutwendeg Infrastrukturen auszebauen an dobäi de charmante Charakter vum ländleche Raum bäizebehalen.

Här President, et wär nach villes ze soen: Lycéeë speziell am Raum vun der Nordstad, Schwämmen, speziell och fir eis Touristen. Fir den Oste gëllt och nach besonnesch, datt eis Grenzuertschafte mat Brécken, haaptsächlech Iechternach, Waasserbëlleg, Gréiwemaacher, Wuermer, Réimech, Schengen, fuerchtbar ënnert deem ëmmer méi intensive Pendlerverkéier leiden an doriwwer eraus. Och dofir misst eng Kéier eng Léisung envisagéiert ginn.

Ech mengen, ech wier dann um Schluss ukomm. Dat ass den Optrag vun de Wieler an ech wäert mech och weider derfir asetzen, fir deen no beschtem Wëssen a Gewëssen auszeféieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Engelen. An deen nächste Riedner ass den Här Marc „Boam".

(Interruptions)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här vu Bartolomeo.

(Hilarité)

Här President, wéi mer d'Demande fir dës Interpellatioun virun eis leien haten a gelies hunn, hu mer eis an eiser Fraktioun e puer Froe gestallt, well mer net esou richteg woussten, wat mer domadder sollten ufänken.

(Interruptions)

Et geet scho lass mam Begréff „régions excentrées", deen eis am lëtzebuergesche Kontext dann awer vläicht e bëssen iwwerdriwwe schéngt. Mee bon, dat läit och vläicht dorunner, datt den David Wagner an ech och vläicht net gradesou „Exzentriker" si wéi de „klenge Leo".

(Hilarité)

Här President, et gi sécherlech Lokalitéiten hei am Land, déi méi wäit vun der Stad ewech leie wéi anerer. Mee esou wéi dat Wuert a Frankräich oder an Däitschland benotzt gëtt, nämlech fir strukturschwaach Regiounen ze benennen, déi vun der ëffentlecher Hand komplett vernoléissegt ginn, wou et wäit a breet keng Aarbechtsplaze ginn, wou keng Ubannung un d'Verkéiersnetz besteet a wou et keng Doktere méi ginn, vun där Situatioun si mer hei zu Lëtzebuerg awer glécklecherweis nach ewech.

Dat soll net heeschen, datt et am ländleche Raum keng Problemer ginn. Mee d'Situatioun bei eis ass awer eng ganz aner wéi an eisen Nopeschlänner. Jo, deelweis sinn déi Entwécklungen am ländleche Raum carrement contraire zu deenen Entwécklungen am ländleche Raum, déi mer a Frankräich oder an Däitschland kennen. Am Géigesaz zu deenen hire ruralen a ganz dacks och strukturschwaache Regioune gëtt et zu Lëtzebuerg keng Landflucht. Dat heescht, d'Bevëlkerungszuele vu Gemengen, déi méi wäit ewech vun der Stad leien, ginn nämlech net zréck, mee si wuesse bestänneg, an zwar deelweis méi séier wéi déi an zentral geleeëne Gemengen.

Gläichzäiteg zu deene klammenden Awunnerzuele muss een awer feststellen, datt vill Gemengen an Dierfer riskéieren, keen eegent Duerfliewe méi ze hunn. Geschäfter maachen zou oder gi verdrängt vu grousse Chaînen, déi sech net onbedéngt an der Stad néierloossen, mee entweeder an neie ruralen Zentren oder, schlëmmer nach, iergendwou matzen op der grénger Wiss.

Mir stellen och fest, dass ëmmer méi ëffentlech Ariichtungen a Servicer aus verschiddene Gemenge verschwannen, wéi d'Post, d'Spuerkeess, Zuchguicheten, an dëst aus soi-disant „Effizienzgrënn".

A mir stellen drëttens fest, datt d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an de Landgemengen net an deem Mooss klëmmt wéi d'Awunnerzuel. An dëst féiert dann derzou, datt vill Gemenge riskéieren, zu Schlofgemengen ze ginn ouni eegent Duerfliewen. Dat heescht, datt trotz deem objektive Wuesstum, deen et an de Gemenge gëtt, ganz vill Leit dacks d'Gefill hunn, oder éischter d'Gefill hu vun engem Declin, vun engem Réckgang, well d'Musek effektiv entretemps anzwousch anescht spillt.

An da si mer matzen am eigentleche Sujet vun dëser Interpellatioun, nämlech deem vun der Landesplanung, an an dësem Fall dem Paradox vu méi Awunner an de ländleche Regioune bei gläichzäitegem Réckgang vun Aktivitéiten a verschiddene Gemengen.

A mir haten hei an der Chamber viru knapp zwee Joer eng Consultatiounsdebatt gefouert iwwert d'Landesplanung. Dat war nodeems den normative Kader vun der Landesplanung votéiert war a wärenddeems d'Regierung am ganze Land mat de Bierger Consultéierungsdebatten iwwert d'Landesplanung gefouert huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Bon, net grad zwee Joer duerno muss ee feststellen, datt d'Situatioun a Saache Landesplanung no deem ganze Prozess net vill besser ass. A bon, do muss ee vläicht der Eierlechkeet halber awer soen, datt d'Landesplanung eppes ass, wat sech net a Jore miesst, mee éischter a Jorzéngten. Duerfir mengen ech och, datt all déi Versäumnisser, déi an deene leschte sechs Joer vläicht geschitt sinn, net onbedéngt nëmmen op dës Regierung zréckzeféiere sinn, well, wéi an där Debatt virun zwee Joer den Här Wolter richteg gesot huet, ass Landesplanungsminister e ganz ondankbaren Job, well ee ganz seelen d'Auswierkunge vu senger Politik selwer als Minister nach feststelle kann.

Mir hunn d'Gefill, datt et nach ëmmer keng wierklech kohärent Virstellung gëtt, wéi déi geografesch Entwécklung op nationalem Niveau verlafe soll. Duerfir sinn doniewent och all déi Problemer a Blockagen, déi domadder verbonne sinn, kengesweegs verschwonnen.

Ländlech Gemenge wuessen ënner anerem, well de Logement mat der Distanz zur Stad méi abordabel gëtt. An „abordabel" muss een an dësem Fall wierklech tëschent Gänseféisercher setzen, well déi Präisser, déi entre-temps och um Land gefrot gi fir en Appartement oder en Haus, sinn onvirstellbar par rapport zu där Situatioun, wéi mer se nach virun 20 Joer hei am Land kannt hunn.

Dëst féiert dann awer och an deene ländleche Gemengen zu neien Ofhängegkeeten, wat d'Mobilitéit ugeet, wat den Transport ugeet. Och nei Besoinen entstinn, nei ëffentlech Servicer ginn an de ländleche Gemenge gebraucht, an och nei Problemer - also, Problemer … -, nei Erausfuerderungen entstinn an deene Gemengen.

Mir hate virun enger Woch eng Debatt hei iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg. An et ass jo och esou, datt duerch déi Tendenz, ausgeléist duerch d'Logementskris, och ëmmer méi sozial schwaach Familljen quasi gezwonge sinn, an d'ländlech Regiounen ze plënneren, wou een eng ganz aner sozial Struktur och op eemol an de ländleche Regiounen erëmfënnt, wéi dat eventuell nach virdrun de Fall war. Dat sinn Erausfuerderunge fir déi jeeweileg Gemengen, déi déi Problemer och bewältege mussen.

Et kann een also eigentlech haut bei där Debatt op déi selwecht Elementer zréckkommen, déi mer och scho virun zwee Joer diskutéiert hunn.

Éischtens, deen iwwerdriwwene Stellewäert vum Privatbesëtz behënnert a ganz weesentleche Punkten de Fortschrëtt vun der Landesplanung. Besonnesch visibel ass dat natierlech beim Logement an och do bei der Konzentratioun vun deem Privatbesëtz. Mir hate virdrun an der Froestonn och nach eng Kéier virun Ae gefouert kritt, wat dat och wierklech bedeit. A soulaang déi individuell Privatbesëtzer géigeniwwer vun der Allgemengheet um laangen Hiewel sëtzen, komme mer net strukturell virun.

Zweetens, de finanzielle Spillraum vun den Haaptacteuren, nämlech de Gemengen, iwwert déi bis elo ganz wéineg geschwat ginn ass, ass ganz dacks limitéiert, fir och kënnen eng effektiv Planung virzehuelen. An et huet mech schonn e bësse gewonnert, datt eng vun deenen zentrale Walkampfukënnegunge vun der CSV, nämlech d'Gemengefusiounen, an dësem Kontext net zur Diskussioun gestallt si gi vum Orateur vun der CSV, well d'Argument jo ëmmer doranner bestanen huet: Wat d'Gemenge méi grouss sinn, wat och méi eng Masse critique do ass, fir kënne Servicer unzebidden, fir kënnen och erëm en eegent Liewen an d'Gemengen zréckzebréngen.

An et muss een do och soen: Wat déi ekonomesch Entwécklung vum ganze Land ugeet, hunn d'Gemengen och eng Verantwortung, déi ganz dacks nefaste ass, nämlech datt mer eis an enger Steierkonkurrenz tëschent deenen eenzelne Gemengen zu Lëtzebuerg befannen. Dat ass den absolutte Wansinn bei engen e bësse méi wéi 100 Gemengen, datt déi steierlech matenee konkurréieren, fir Betriber unzezéien. Dat ass jo géint all Logik vu Landesplanung, wat och an der Vergaangenheet ëmmer erëm opgegraff ginn ass. An ech mengen, datt mer och do musse virukommen an eis och do nei Weeër mussen iwwerleeë fir virunzekommen, well soss kënne Gemengen net an der permanenter Konkurrenz eng zu där anerer existéieren.

Drëttens, de Stellewäert vun de Bien-communen, also vun deenen ëffentleche Gidder an Déngschtleeschtungen, dee gëtt an eisen Aen och nach ëmmer net genuch berücksichtegt. Wéi kënne mer eis gemeinsam natierlech Ressourcen effektiv schützen? Wéi solle wichteg ëffentlech Déngschtleeschtungen organiséiert an iwwert den Territoire verdeelt ginn? A wéi soll den ëffentleche Raum ausgebaut a genotzt ginn?

An do ass awer e Paradox bei verschiddenen Orateure gewiescht. Et kann een net op där enger Säit e geblimmelt Bild mole vun deene wonnerbare Bëscher a wonnerbare Flëss, déi mer hunn, an op där anerer Säit den Ausbau vun enger véierspuereger Strooss fuerderen. Ech mengen, datt dat e Widdersproch ass, deen net einfach esou ze léisen ass.

Véiertens, d'Entwécklung vun den Infrastrukturen an den ëffentleche Servicer ass net synchroniséiert mat der ekonomescher Entwécklung vum Land. Dat heescht, anescht ausgedréckt: D'Politik leeft dem Wuesstum stänneg hannendrun. Fir d'Liewensqualitéit ze erhalen, muss een entweeder de Bau vu Wunnengen, ëffentlechem Transport, Schoulen a Spideeler beschleunegen - wat awer schwiereg ass -, oder awer probéieren, de Wuesstum ze steieren. Nokucken, wéi all déi Diskrepanzen ëmmer méi grouss ginn, ass mat Sécherheet déi allerschlechtsten Optioun.

Fënneftens, nach ëmmer gëtt et praktesch keng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. An dat huet mech wierklech gewonnert, well keen Orateur huet dat ugeschwat. Grad déi exzentresch Regioune si jo déi, déi am nooste bei der Grenz sinn. An déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht misst een Essor, mengen ech, sinn, wann een iwwert déi Regioune schwätzt, well déi deelweis vill méi ze dinn hunn, souwuel wirtschaftlech wéi och, wat den Aarbechtsmarché ugeet, mat deene limitrophë Regiounen. An do misst een eng gemeinsam kohärent Visioun och entwéckele kënnen.

Här President, dat si fir eis déi fënnef zentral Elementer, déi eng méi kohärent Entwécklung vum Land behënneren oder onméiglech maachen. A wann een an deene Beräicher e Paradigmewiessel géif aleeden, da kéint een déi Problemer wierksam ugoen, déi d'Leit souwuel an den Dierfer wéi awer och an de Stied verspieren an déi jo eigentlech guer net esou verschidde sinn.

Här President, mir hate vum Interpellant eng ganz Country-Style-Ried héieren, wou een heiansdo gemengt huet, mir wieren am Arizona. Ech mengen awer, datt mat deenen … Also, am Arizona, wou een da Stonne fiert, fir an dat nächst Duerf ze kommen.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Ech mengen, datt d'Problemer net gradesou grav sinn, an ech mengen, datt een net bei allem muss ëmmer nëmmen aus der Hëft schéissen, fir iergendeppes ze geroden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Här President, mir diskutéieren haut iwwert d'Erausfuerderunge fir de ländleche Raum. Et kann immens flott sinn, um Land ze liewen. Et ass e gesond, flott Liewen no bei der Natur. Um Land kennt ee sech, et hält een zesummen. De ländleche Raum ass awer och mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert.

Ech ginn a menger Ried gären op e puer vun dësen Erausfuerderungen an, ouni awer wëllen nach eng Kéier all dëst ze widderhuelen, wat hei gesot gouf, wou och vill Richteges a Guddes schonn derbäi war.

Fir eis Piraten ass et wichteg, dass jiddereen iwwert d'ganzt Land verdeelt kann um Räichtum vun der Lëtzebuerger Ekonomie deelhuelen. Eng modern a fair Landesplanung ass dofir immens wichteg.

Den éischte grousse Punkt, deen ech am Bezuch op de ländleche Raum wëll umierken, ass d'Mobilitéit. De Wee op d'Aarbecht ass fir vill Leit aus de ländleche Géigenden oft eng Erausfuerderung. D'Weeër an d'Ballungsgebidder si vu Stau zougesat, de Bus oder den Zuch alt iwwerfëllt. D'Biergerinnen an d'Bierger aus deene Gebidder brauchen oft laang, fir op hir Aarbecht ze kommen.

Dëst bedeit natierlech och en Aschnëtt an hir Liewensqualitéit a si hu manner Zäit fir sech an hir Famill, déi dës Leit momentan Dag fir Dag an engem ëffentlechen Transport verbréngen. Owes spéit nach heemkommen ass net esou einfach - besonnesch fir déi Jonk eng frustrant Realitéit.

Wat d'Mobilitéit ugeet, erhoffe mir Piraten eis vun der Reform vum RGTR eng kloer Verbesserung vun dësen Ëmstänn. Doriwwer eraus brauche mir massiv Investitiounen an d'Infrastrukturen. Mir Piraten denken do beispillsweis un d'Schinn am Norden an Osten, awer och un eng N7, un där säit Jorzéngte gedoktert gëtt.

Mir brauche flexibel Busservicer fir Jonk an Al. Jo, och Carsharing, Fuergemeinschaften an digital Servicer mussen am ländleche Raum gefërdert an ausgebaut ginn. A wisou net mat méi digitale Léisungen änlech wéi Uber de ländleche Raum besser ubannen?

Den ëffentlechen Transport gëtt elo gratis. Dat fanne mir super! Mir si frou, dass och dës laangjäreg Piratefuerderung endlech an d'Realitéit ëmgesat ginn ass.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Mir brauchen awer en effikassen ëffentlechen Transport, deen net nëmme gratis ass.

Wie ländleche Raum seet, dee seet och Veräinsliewen. De Benevolat war an ass wichteg fir de ländleche Raum. D'soziaalt Liewe fënnt zum groussen Deel an de Veräiner statt. Haut an enger Zäit, wou jidderee muss zu zwee schaffe goe fir ze iwwerliewen, muss ee sech iwwerleeën, wéi een d'Benevolat laangfristeg erhalen a stäerke wëllt. Ouni dës Strukturen ass de gesellschaftlechen Zesummenhalt am ländleche Raum a Gefor.

Duerfir fuerdere mir Piraten, endlech e Congé bénévolat anzeféieren, deen et de Biergerinnen a Bierger erlaabt, sech a Veräiner ze engagéieren an op deem Wee zur Gesellschaft bäizedroen. Um Duerf seet ee sech nach Moien. Dat ass flott, et ass keng anonym Gesellschaft, et kennt ee sech. A mir Piraten wëllen duerfir, dass d'Duerfliewen erhale bleift. Eis Dierfer solle liewen.

En anere Problem, deen ech och gäre géif uschwätzen, ass dee vun der Zersiidlung. Och am ländleche Raum gëtt vill gebaut, mee net ëmmer ganz intelligent. Amplaz déi schéin Ecker vun eisem Land zouzebetonéieren, sollt ee sech iwwerleeën, wéi ee kéint méi schounend mat eiser Ëmwelt an eisem Buedem ëmgoen. Stéchwuert: nohaltegen a qualitative Wuesstum.

Mir Piraten wëlle kloer, dass méi dezentraliséiert gëtt. Et ass fuerchtbar, wann ee gesäit, dass d'Séil an de Charakter vun eisen Dierfer heiansdo futtigemaach ginn duerch grujeleg Baute vun esou munche Promoteuren, déi sech net an d'Landschaftsbild afügen, awer de gréisste Profitt bréngen. Hei sollte mer kucken, dass mer eis u landesplaneresche Richtlinnen orientéieren.

Ech wëll hei och eng Kéier op d'Iddi hiweise vun eisem fréiere Péitenger Buergermeeschter Jean-Marie Halsdorf, deemools Inneminister, deen d'Iddi vun de Communautés urbaines virgestallt hat. Dëst Konzept, wou e puer Gemengen zesummen e PAG ausgeschafft hätten, hätt kënne fir eng méi modern an homogeen Entwécklung vun de Ballungszentren, beispillsweis an der Nordstad, suergen.

D'Gemengenautonomie erlaabt leider weiderhin e konzeptloost Zoubetonéieren. Och d'Gemengefinanze musse méi geziilt op d'Gemengen zougeschnidde ginn. Et mécht kee Sënn, iwwerall nëmmen op Wuesstum ze setzen. Wieren d'Communautés urbaines Realitéit ginn, hätte mir haut eng dezentral Organisatioun vum Land a méi Liewensqualitéit fir d'Biergerinnen a Bierger aus dem ländleche Raum. Hei hätte kënne staatlech Verwaltungen ugesiidelt ginn a qualitativ Aarbechtsplazen an d'ländlech Regioune bruecht ginn. Deemools war deenen aktuelle Regierungsparteien all Grond recht, fir d'Iddi vum Här Halsdorf ze bombardéieren, alles wéinst der Gemengenautonomie.

Mir Piraten komme mat konkreeten Iddie wéi dem Teletravail, fir dee mir eis säit Joren asetzen. Och dat bedeit fir d'Bierger an d'Biergerinnen, déi net an enger Stad wunnen, e Plus u Liewensqualitéit, manner Trajeten, méi Zäit fir sech an hir Famill.

D'Gemengen am ländleche Raum sollen ënnerstëtzt ginn, fir de Leit, déi all Dag de Wee a Richtung Ballungsgebidder op sech huelen, Raimlechkeete kënnen zur Verfügung ze stellen, wou si kënne schaffen, also gedeelt Bürosflächen. Mir kennen dës Gebaier aus dem Grenzgebitt, mee firwat net och am ländleche Raum? Och dëst kéint zum Wuelbefanne bei der Bevëlkerung aus dem ländleche Raum bäidroen.

Loosst mech kuerz op d'Entwécklung agoen, déi eis sollt Suerge maachen an eis motivéiere sollt, endlech ze reagéieren. De Bulletin Nummer 2 vun 2017 vum Statec zeechent en alarmant Bild. D'Gemengen am ländleche Raum weisen aktuell net nëmmen den héchsten Taux u Monoparentallen op, d'Gemengen am Norden a Süde vum Land haten 2017 och den héchsten Taux u Leit, déi am Chômage oder am RMG waren. D'Tauxe vun RMGiste sinn an dëse Géigenden deelweis méi wéi sechsmol esou héich wéi am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg.

Och d'Qualifikatioune vun de Salariéë si laut dem Rapport an de Regiounen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg vill méi niddreg wéi soss iergendwou.

Am däitlechsten ass et awer a Saache Paien. Hei weist sech kloer, dass déi Leit mat niddregem Akommes gezwonge sinn, an de ländleche Raum ze plënneren. Kuckt ee sech den Indice socio-économique un, mierkt een, dass de ländleche Raum de Raum vun de Leit zu Lëtzebuerg ass, déi manner finanziell Mëttelen hunn.

Op der Kaart vum Statec gesäit dat dann esou aus, dass alles bis op e puer Ausname rout ass, ausser der Stad Lëtzebuerg an hirem Speckgürtel. Déi héich Logementspräisser dreiwen déi Leit, déi manner hunn, ëmmer méi an d'ländlech Regioun. Déi Problemer, déi elo schonn do sinn, ginn domadder nach verstäerkt: schlecht Verbindunge beim ëffentlechen Transport, mangelnd Infrastruktur, keng flächendeckend medezinnesch Versuergung an eng Joboffer, déi quasi nëmmen op Niddregqualifikatiounsjobs baséiert.

Loosst eis eppes am Logement maachen! Loost eis dezentraliséieren! Loosst zou, dass d'Mënschen hei am Land, egal wou se liewen, dat selwecht Recht op Bildung, medezinnesch Versuergung, eng héich Liewensqualitéit an eng sécher Zukunft hunn!

Här President, an de Stied drénkt ee Waasser aus dem Stauséi, Cremant vun der Musel, et ësst ee Fleesch vu Knapphouschent. Kommt, mir loossen d'Leit aus dem ländleche Raum och deelhuelen um Räichtum vun eisem Land! Kommt, mir ginn hinnen eppes zréck!

Wann et der Stad gutt geet, soll et de Leit um Land och gutt goen!

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.-* Merci, Här President. Ech wëll och dem Landesplanungsminister Merci soen, datt e mech virschwätze léisst, well ech dann nach meng Rendez-vouse ka wouerhuelen, déi ech herno hunn. Duerfir géif ech dann op déi Punkten agoen, déi mech betreffen, haaptsächlech d'Mobilitéit, déi jo och vill ugeschwat ginn ass an deem Sujet de Mëtteg.

Ech wollt awer zwou Virbemierkunge maachen, well mech awer eng Rei Saache stutzeg gemaach hunn am Interpellant sengen Ausféierungen. Dat Éischt ass: En huet hei geschwat, wéi wann am Fong déi Entwécklung, déi mer zu Lëtzebuerg haten an deene leschten 20 Joer, wéi wann et déi net ginn hätt. En huet Lëtzebuerg verglach a puncto wivill Zäit ee brauch, fir sech vun A no B aus dem ländleche Raum an de stättesche Raum ze deplacéieren, par rapport zu deem vu viru 15, 20 Joer. En huet och nach aner Saachen opgezielt. Mee en hätt awer dann och missen derbäisoen, datt viru 15, 20 Joer Lëtzebuerg ongeféier 400.000 Awunner hat, haut 600.000 Awunner, datt Lëtzebuerg virun ongeféier 20 Joer ëm déi 100.000 Frontalieren hat, haut 220.000 Frontalieren. Dat heescht, datt mer vun engem ganz aneren Undeel vun Awunner an iwwerhaapt Leit schwätzen, déi sech haut an deem Land hei ophalen!

A wann ech haut natierlech méi Zäit brauch oder méi Stauen hunn op de Stroossen, dann huet dat näischt dermat ze dinn, datt an deene leschten 20 Joer ... A kuckt emol, wéi fein ech mat Iech sinn! Ech géif jo wierklech net woen ze behaapten, d'CSV hätt virun eiser Zäit an der Mobilitéit näischt gemaach, well mäi Frënd Claude Wiseler huet sech vill Méi ginn an där Zäit, wou hie Mobilitéitsminister war. Dat wëll ech hei absichtlech ënnersträichen. Ech géif mech net trauen ze soen, do wär näischt geschitt.

Duerfir, déi Problemer, déi mer haut hunn, déi hunn domadder ze dinn, datt d'Land sech an enger Dynamik entwéckelt huet, an engem Wuesstum entwéckelt huet, deen einfach kolossal ass, deen a ganz Europa sengesgläiche sicht, wou de Bevëlkerungswuesstum op engem Niveau geklommen ass wéi néierens, a kenger Regioun an Europa, wou iwwerhaapt d'Aarbechtsplaze gewuess sinn an d'ekonomesch Entwécklung gewuess ass wéi néierens an Europa.

A kommt, mir schwätzen nach eemol doriwwer, well et ass dat den Haaptgrond, firwat datt zum Beispill an der Urbanitéit tëschent dem stättesche Raum an dem ländleche Raum an innerhalb vun dem stättesche Raum esou vill Problemer bestinn. An do musse mer och usetzen, fir dat an de Gréff ze kréien.

An do muss ech soen, datt deen zweete Punkt, dee mech stutzeg gemaach huet, deen ass, wann ech gesinn an der Motioun vun der CSV, déi den Här Gloden hei deposéiert huet, wat alles zum ländleche Raum gehéiert: Ech liesen hei, Hesper gehéiert neierdéngs zum ländleche Raum.

(Brouhaha)

Hesper ass eng vun deene gréissten ...

(Hilarité)

Den aarmen Här Lies, en deet mer leed, de Buergermeeschter vun Hesper! Dir stitt an der Motioun hei opgezielt. Duerfir, ech muss soen, ech ka mech nëmme wonneren, wéi wäit een eng Definitioun ka strapazéieren an e Sammelsurium an enger Motioun hei zesummeschreiwen, ...

(Brouhaha)

... déi eigentlech mam Sujet jo awer net ganz schrecklech vill ze dinn huet. Ech sinn och fir de Contournement vun Hesper. Mee ech mengen, Hesper ass awer stättesche Raum. Ech wëll dem Här Lies dat net undinn, fir dat esou wäit erofzeschrauwen.

Ech mengen, den Här Baum huet eigentlech eng exzellent Interventioun gemaach. En huet villes gesot, ech hunn em gesot, wéi e fäerdeg war, eigentlech wéisst ech net méi, wat ech elo nach sollt soen, well hien hätt alles gesot, wat ech am Fong och hätt wëlle soen hei.

Une voix.- A!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.-* Duerfir hunn ech déi Interventioun esou richteg gutt fonnt. An ech sinn och frou, datt déi vun engem Oppositiounsdeputéierten hei gemaach gëtt. An ech mengen, datt déi ganz Entwécklung vu Lëtzebuerg, ob et de ländlechen oder de stättesche Raum ass, eigentlech e Sujet ass, deen een net soll benotze fir Parteipolitik.

Mir hunn nëmmen ee Land, an dat Land ass am Fong vun der Gréisst hier wéi e gréissert Ballungsgebitt ze betruechten. Duerfir ginn och Infrastrukturen, déi mer bauen am stättesche Raum, oft gebaut zugonschte vum ländleche Raum. Wa mer an der Stad Lëtzebuerg bei der Eisebunnsstreck op Waasserbëlleg d'Biisserbréck op zwee Gleiser verbreedert hunn, dann hu mer dat jo net gemaach, well d'Leit vum Belair dovunner wäerte profitéieren, mee dat sinn d'Leit vu Waasserbëlleg a vun der Muselgéigend, déi dovu profitéieren, respektiv déi aus dem Norden, déi dovunner profitéieren. Well doduerch, datt mer do eng Entflechtung gemaach hunn, kommen déi Leit besser a méi séier op hir Aarbechtsplazen. Also hu mer dat zwar investéiert an der Stad oder ronderëm d'Stad, mee zugonschte vum ländleche Raum.

Dat nämmlecht ass d'Verduebelung vun der Eisebunnsstreck vu Sandweiler op Éiter. Dat hu mer net gemaach wéinst de Leit zu Sandweiler oder wéinst der Stad Lëtzebuerg. Dat gëtt gemaach, well mer natierlech doduerch méi Zich kënnen asetze vu Waasserbëlleg an d'Stad Lëtzebuerg. Dat hu mer jo och gemaach am Dezember, also huet de ländleche Raum dovu profitéiert.

A wa mer 170 Milliounen Euro an d'Gare Ettelbréck investéieren: 170 Milliounen an d'Gare Ettelbréck, rechent Iech emol aus, nëmmen eleng pro Awunner vun der Uertschaft oder vun der Nordstad, wivill datt dat ausmécht, wat mer do an de ländleche Raum investéieren! Da maache mer dat jo awer net wéinst dem stättesche Raum, wéinst der Haaptstad, mee da maache mer dat effektiv, fir datt d'Nordstad eng Entwécklung soll kréien an doduerch och déi Regioun besser kann dovunner profitéieren.

A wa mer 200 Milliounen an d'Securisatioun tëschent Ettelbréck an der Wemperhaart investéieren, fir d'Securisatioun vun der N7 - 200 Milliounen! -, wa mer dat emol géifen ëmrechnen op de Pro-Kapp par rapport zum Norden, da soen ech Iech: „Wa mer all déi Investitiounen zesummenzielen, sinn ech iwwerzeegt, ...", an ech maachen dat eng Kéier, an zwar elo relativ séier, well eigentlech ...

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Pro Kapp rechnen ass net richteg.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.-* Jo, nee, dat wëll ech Iech och soen, well dat mech einfach nervt, déi Diskussioun, déi ëmmer gefouert gëtt, wéi wa mer an den Investissementer géife méi investéieren an de Süden an an den Zentrum! Ech sinn net fir déi Diskussioun. Ech fannen, mir hunn ee Land a mir solle kucken, datt dat Land sech entwéckelt mat all senge Regiounen.

Mee ech maachen awer eng Kéier bewosst deen Exercice fir Iech virzerechnen, datt mer pro Kapp gesi bei Wäitem méi - bei Wäitem méi! - an d'Nordregioun an an d'Ostregioun investéiere wéi an den Zentrum an an d'Südregioun. Just fir Iech dee Gefalen ze maachen, fir Iech dat eng Kéier ze ënnersträichen.

Duerfir, ech mengen, datt mer sollen ophalen, esou ze diskutéieren. Dat bréngt eis net weider. Mir hunn ee Land. Dat ass iwwregens och de Grond, firwat ech fir ee Walbezierk si bei Walen. Well ech mengen, dat géif eis vill hëllefen, datt mer vun där absurder Diskussioun ewechkéimen, wéi wann et en immensen Ënnerscheed géif ginn tëschent dem Norden an dem Süden an dem Osten an dem Zentrum. Et gëtt sécherlech Ënnerscheeder vun de Suerge vun de Leit. Dat ass an der Rei. Do zweifelt kee Mënsch drun. Mee an deem, wat d'Regierung mécht, räsonéiert d'Regierung net no Walbezierk, mee et ass d'Regierung vum ganze Land. Duerfir ginn d'Investissementer och esou opgestallt an esou getätegt, datt d'ganzt Land dovu profitéiert.

D'Gare Lëtzebuerg, do baue mer e fënneften an e sechste Quai. Dat si riseg Investissementer, bal 200 Milliounen. Dee fënneften an dee sechste Quai, déi ginn net gebaut wéinst den Awunner vun der Stad Lëtzebuerg, well déi fuere jo net an der Gare Lëtzebuerg op an of. Mee déi baue mer, well effektiv d'Zich vum Norden an de Süde sollen duerchgebonne ginn, a vum Osten an de Westen, fir datt mer méi Capacitéit kréien a fir d'Kamouditéit vun de Leit ausserhalb vun der Stad. Duerfir ginn all déi Investissementer do, wéi gesot, an deem Sënn getätegt.

Mee ech maachen deen Exercice, ganz kloer, fir datt Der emol eng Kéier gesitt, wivill datt dat pro Awunner mindestens ausmécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maache ganz vill, a wat an där Motioun do vun der CSV steet, wann ech elo mäi Beräich kucken, dat sinn alles Saachen, déi amgaange si gemaach ze ginn. Ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung, wa mer do ënnerstëtzt ginn, selbstverständlech. An ech soe jo och Merci, datt oft hei an der Chamber déi Projeten, déi mer an där Hisiicht hei erabréngen, meeschtens hei mat Unanimitéit gestëmmt ginn. Merci duerfir och un d'CSV. Mee et ass awer näischt Neits, wat hei steet.

Hei liesen ech keng eng Fuerderung ... Ausser, dach, entschëllegt, mee dat ass keng nei, dat ass eng al Fuerderung! Mee do si mer net enger Meenung, dat ass, datt Dir gär hätt, datt vun Ettelbréck op d'Wemperhaart op zweemol zwou Spuere soll ausgebaut ginn. Mir sinn do enger anerer Meenung, dat ass bekannt. Mee all dat anert, wat Der hei fuerdert un Infrastrukturen, dat ass „work in progress", dat leeft. An Dir wäert gesinn, an den nächsten dräi, véier Joer wäerte mer éis dann och kënnen zesummen hannert d'Bändche stellen, wa mer verschidde Saache wäerten aweien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Wolter Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt Parole après ministre froen, well ech op deen éischten Deel vum Här Bausch senger Interventioun wëll agoen, wou en e bëssen esou mécht, wéi wa mer iwwerrascht gi wiere vum Developpement vun eisem Land a vun dem Fait, dass mer elo ganz vill Leit hunn.

Ech ka mech erënneren, dass d'Regierung viru 15 Joer en Dokument publizéiert huet, no zwee an en halleft Joer Viraarbechte mat enger ganzer Rei vun Universitéiten hei aus ganz Europa, an dat huet IVL geheescht: Integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept. Do waren Zenarien dran, wéi sech eist Land géif developpéieren. Et waren Awunner- a Pendlerzenarien, et ware schwaachen, mëttelen, staarke Wuesstum dran. Wësst Der, wat d'Reaktioun war, och vu Leit aus Äre Kreesser? Dat war déi, dass d'Regierung dat nëmme géif maachen, fir wëllen ze justifiéieren, dass se Stroosse misst bauen zu Lëtzebuerg.

Dat waren d'Reaktioune viru 15 Joer. An duerch déi Reaktiounen an duerch eng Blockagepolitik, déi bis haut weidergeet ..., well dat, wat dës Woch geschitt ass zu Dippech, ass soss weider näischt wéi eng total Blockagepolitik vun enger gewëssener Aart a Weis vun der Politik.

Fir Politik ze maachen, hu mer 15 Joer an der Landesplanung verluer! Mir hate viru 15 Joer d'Iddien alleguerten um Dësch a mir hu vill Zäit verluer doduerch, dass vu gewëssener Säit, a virun allem vun der Säit, déi den Här Bausch representéiert, viru 15 a virun 20 Joer dee selwechte Reflex war wéi deen, deen haut war: sech nämlech net op d'Zukunft ze preparéieren an net eng Politik ze maachen, déi 20 a 25 Joer no vir kuckt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, et war zwar keng Fro an deem, wat den Här Wolter gesot huet, mee ech wëll awer …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu Parole après ministre gefrot.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Gutt! Dann äntwerten ech op Är Parole après ministre.

Éischtens hätt ech gär, datt Der mer hei virleet, wéini ech eng Kéier eng Ried soll gehalen hunn an der Vergaangenheet - ech defiéieren Iech, dat ze maachen -, wou ech par rapport zu dem IVL-Konzept, wat deemools ausgeschafft ginn ass, esou eppes gesot soll hu wéi dat, wat Dir mir elo hei ënnerstallt hutt. Déi fannt Der net! An Dir wësst dat och ganz genau.

Déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass an der Zäit, do waart Dir iwwregens net deen éischte Landesplanungsminister, dee sech scho Gedanke gemaach huet. Den Alex Bodry huet sech schonn an den 90er Jore Gedanke gemaach am Kontext vun den Diskussiounen - deemools waren et zum Beispill Gedanke ronderëm d'Nordstrooss -, wéi d'Land sech sollt entwéckelen. An dat ass genausou wéineg seriö geholl gi wéi Saachen, déi Dir proposéiert hutt, wéi Saachen, déi de Claude Wiseler proposéiert huet, déi ech proposéiert hunn. An de Claude Turmes, ech weess net, ob et him vill besser wäert goen. Dat huet dermat ze dinn, dat wësst Der ganz genau, well d'Landesplanung leider en Tiger ouni Zänn ass an eisem Land an net déi Bedeitung huet, déi se sollt hunn.

Mee dat ass awer elo net d'Schold vun deenen eenzelne Regierungen. Do gëtt et Widderstänn an allen Ecken, iwwerall. Ech kann Iech soen: „Ech hunn hei fënnef Joer an deem Parlament verbruecht, mat Iech ze diskutéieren iwwer en neit Landesplanungsgesetz, wat mäi Virgänger schonn eng Kéier ausgeschafft hat ënner vill Méi, wou duerno sech erëm erausgestallt huet, datt et awer nach net dat Richtegt war. Ech hu fënnef Joer gebraucht, fir dat duerch déi eenzel Instanzen ze kréien. Ech weess net, wivill Opposition-formellen datt ech hat. An et sinn ëmmer déi nämmlecht Saachen, déi do erëmkomm sinn!" A vill vun deenen huet den Här Baum opgezielt, déi erëmkomm sinn, déi de Gros vum Problem ausmaachen. Duerfir, dat ass näischt Neits!

Ech wëll Iech awer soen, Här Wolter: „Äert IVL-Konzept vun deemools, do waren effektiv zwee Zenarie beschriwwe ginn. Do ass virausgesot ginn, datt jee nodeem, wat ee géif maachen, Lëtzebuerg sech géif entwéckelen an engem Awunnerzenario, datt d'Awunner géife wuessen, oder an engem Pendlerzenario. An do hätt missen deemools d'Regierung e Choix treffen, a wéi eng Richtung datt se wéilt goen. Weeder déi Regierung nach déi Regierung duerno hunn de Choix getraff."

Mee souwisou, et huet näischt geännert. Ech wëll Iech soen, datt méi fréi wéi dat, wat virausgesot gi war, wéi et géif goe par rapport zu engem Zenario, déi zwee Zenarie sech entwéckelt hunn. Dat heescht, mir hunn de Pendlerzenario mam Awunnerzenario gläichzäiteg realiséiert, an dat an enger Rekordzäit, vill méi séier wéi dat, wat all déi grouss Wëssenschaftler, déi deemools mat dodru geschafft hunn, konnte viraussoen. An duerfir ass et richteg an et ass kloer, datt ee muss behaapten, datt mir eng Entwécklung hunn, ...

Dat ass net eng Entschëllegung. Ech wëll domadder weeder mech nach iergendeen entschëllegen. Mee dat ass eng Realitéit. Dat ass d'Realitéit, datt dat Land sech an enger Vitess entwéckelt huet wéi néierens Regiounen an Europa! Zum Deel hu mer materiell dervu profitéiert, mee mir hu vill Nodeeler doduerch kritt, immaterieller an awer och anerer. An déi, déi mer hei diskutéieren, sinn en Deel dovunner. Dat ass e Fait an dat kann een net niéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bausch. An de Minister, zoustänneg fir Mëttelstand an Tourismus, den Här Lex Delles, iwwerhëlt direkt de Relais.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President. Ech wëll och villmools Merci soe fir dës Interpellatioun, och alleguerten deenen, déi heizou geschwat hunn. Ech muss soen, ech si ganz frou gewiescht, wéi ech den Ufank vun der Interpellatioun vum honorabelen Deputéierte Gloden héieren hunn, well ech sinn e bëssen a mäi fréiere Beruff erëm zréckversat ginn, wéi e gesot huet vum klenge Leo, dee spéider mat sengem klengen Tom geschwat huet. Eng Geschicht, déi awer ganz léif war, just verschidde Prezisiounen huet dee grousse Leo deem klengen Tom vergiess ze soen.

Ech mengen, et kann een op ganz vill Saachen agoen: natierlech op déi Faarwevillfalt, déi och an der Interventioun vum Här Gloden war, mat blo-rout-rout, rout-blo-gréng, eng Datz ausdeelen an esou weider. Ech mengen net, dass dat pedagogesch ganz wäertvoll ass, esou mat jonke Kanner ze schwätzen, besonnesch, wann ee se wëllt schécken, fir en Timber kafen ze goen.

(Hilarité)

Ech mengen, dass et ganz interessant wier, wa mer eebe grad a besonnesch an deenen Theemen - an dat ass en Detail, deen och vläicht hei den Här Gloden vergiess huet, ech selwer si Mëttelstands- an Tourismusminister - do d'nämmlecht an d'Vergaangenheet zréckginn a kucken, fir et an där nämmlechter Faarwevillfalt ze gesinn, wéi den Här Gloden dat gemaach huet: Da gesinn ech do just schwaarz! Dat ass net ganz faarweg.

(Hilarité)

Mee ech mengen awer, dass et hei net ëm d'Faarwe geet, mee dass et hei ëm eng reell Diskussioun soll goen. Duerfir schätzen ech ëmsou méi déi Diskussiounen, déi duerno gefouert gi sinn, wou eebe grad op de Contenu Wäert geluecht ginn ass an och Pisten developpéiert gi sinn, déi ee ka maachen. Well natierlech, wann een iwwert de Commerce, den innerstättesche Commerce am ländleche Raum schwätzt, däerf een net vergiessen, dem klengen Tom ze soen, dass d'Gemengen och eng Responsabilitéit hunn. An et ass och ganz flott, dass ech als Mëttelstandsminister mat ganz ville Gemengen do am Kontakt sinn, déi eebe grad probéieren, hire Bierger Alternativen ze bidden, an och mat hinne ganz flott Konzepter ausschaffen.

D'Responsabilitéit: Natierlech ass et ëmmer ganz schwiereg ze soen, deen ass schold, oder deen ass schold. Ech mengen, dat ass och net de Sënn. Hei geet et wierklech drëm, dass jiddwereen Hand an Hand soll schaffen, besonnesch fir d'Beliewe vun de bannenzege Stied. Do ass et d'Responsabilitéit vun de Gemengen, zum Beispill iwwer PAGen, iwwer Amenagementer vun hirem Stadkär, iwwer Manifestatiounen. An d'Visibilitéit, déi Gemenge kënnen hirer Geschäftswelt bidden, ass e ganz wichtegen Deel, wou och an Zesummenaarbecht eebe grad mam Mëttelstand ka geschafft ginn, wou mer extra verschidde Weeër hunn, wéi mer déi Saache kënnen ënnerstëtzen, a wou mer och elo scho ganz vill Gemengen hunn, mat deene mer schaffen, déi mer och kënne subventionéiere bei verschiddenen Amenagementer, Manifestatiounen, fir hir Visibilitéit, souwuel iwwert den Tourismus wéi op där anerer Säit awer och iwwert de Mëttelstand.

D'Madamm Burton huet an hirer Interventioun e ganz wichtegen Aspekt gesot: „De Client decidéiert mat." Jo, et ass esou, dass de Client, den Awunner selwer, och matdecidéiert, wouhinner e wëllt akafe goen a wouhinner net. Och dat ass en Deel vun der Fro, déi ee sech ka stellen. An grad duerfir hu mer als Ministère zesumme mat der Chambre de Commerce a mat der clc de Cadastre du commerce op d'Bee gestallt, wou mer eebe grad en Outil hunn.

A wann Der sot, Här Gloden, ech hätt Iech net genuch op d'Question parlementaire geäntwert: Ech hat awer schonn hei eng Question élargie an et goufe schonn aner Question-parlementairen iwwert de Cadastre du commerce. Et ass eebe grad en Outil, fir op där enger Säit de Leerstandsmanagement kënnen ze suivéieren, fir ze kucken, wéi eng Geschäfter ech iwwerhaapt elo scho bei mir an der Gemeng hunn, wéi eng ech vläicht nach brauch, fir och do kënne proaktiv mat de Commerçanten ze schwätzen. An elo geet et drëm, deen Outil a Musek ëmzesetzen.

Duerfir hu mer fënnef Pilotgemengen an dobäi si mer, just fir et eng Kéier ze soen, am ganze Land. A wa mer ëmmer erëm, wéi een de Mëtteg héieren huet, vum Norden, vum Osten, vum Süden, vum Westen, vum Zentrum schwätzen, mengen ech, dass ee Lëtzebuerg - gradesou wéi och den Här Minister Bausch et gesot huet - muss als Globalitéit gesinn.

Mir hu Gemenge geholl, déi grouss sinn, fir eeben dee Pilotprojet vum Cadastre du commerce ze maachen, mir hu Gemenge geholl, déi méi kleng sinn. Mir hunn der aus dem Norden, aus dem Süden, aus dem Oste geholl - dat sinn d'Gemengen Dikrech, Réimech, Diddeleng, Bartreng an Esch -, fir do wierklech kënnen aus deem Projet verschidde Saachen erauszezéien, déi mer duerno ganz ville Gemenge kënnen zur Verfügung stellen.

Den Här Bauler, dee fir d'DP-Fraktioun geschwat huet haut de Mëtteg, huet iwwert d'Digitaliséierung geschwat. Och do gëtt et e ganz flotte Projet, dee vum „LetzShop", wou et eebe grad drëm geet, de Geschäfter en Outil zur Verfügung ze stellen, fir dass se sech kënnen digitaliséieren. Elo kann ëmmer erëm d'Fro opkommen: Wivill gëtt doriwwer verkaaft oder net? Mir wäerten an noer Zukunft och an d'Chamberskommissioun kommen, fir déi Zuelen eng Kéier ze weisen. Mee et geet haaptsächlech net nëmmen ëm Zuelen. Et geet drëm, deem klenge Geschäft en Outil kënnen ze ginn, fir sech ze digitaliséieren, fir entweeder eng digital Aart a Weis ze hunn, fir seng Gestion de stock ze maachen, oder fir eng Presenz op den digitale Medien ze hunn a fir sech och anescht kënnen ze weisen. Duerfir ass „LetzShop" wichteg.

Et gëtt och de ROPO-Effekt: de Research-online-Purchase-offline-Effekt, wou ee sech eeben um Internet wëllt informéieren. A jo, de Client vun haut informéiert sech anescht wéi vläicht virun 20 Joer, a grad duerfir ass „LetzShop" e ganz interessanten Outil, woubäi ech och op dëser Plaz nach eng Kéier wëll alle Gemengen, déi do matmaachen, felicitéieren. Mee ech mengen, ech wäert do net weider drop agoen, well et e ganz bekannte Projet ass.

Dann hu mer awer och nach um Ministère d'Fit-4-Programmen, op där enger Säit de Fit 4 Digital, an elo ganz nei de Fit 4 Digital Packages, wou et drëm geet, deene klengen Entreprisen am ländleche Raum kënnen direkt eng Hëllef ze ginn, ouni laang Consultance, mee direkt eppes zur Verfügung ze stellen.

Dann d'LEADER-Projeten: Am Norden hu verschidde Gemenge sech iwwer e LEADER-Projet zesummegedoen, fir de Guichet unique PME ze kreéieren, wou déi Gemengen haut nach zesummeschaffen an enger dezentraler Aart a Weis. Och dat, mam Ministère zesummen, eng ganz flott Initiativ am Norde vum Land!

Et ass iwwert d'Zone-d'activitéë geschwat ginn, wou, mengen ech, ganz kuerz eng Kéier gesot ginn ass, dass et ganz schwiereg ass, dass et ganz laang dauert, dass d'Prozeduren ze laang sinn, wann e Betrib, dee besteet, wëllt ausbauen. Bon, do muss ech awer soen: „Do si mer ganz kloer an der Autonomie communale, wou nach ëmmer d'Gemeng selwer iwwert de PAP eng Baugeneemegung erausgëtt a keen aneren. Dat ass nach eng vun deene Saachen, wou de Buergermeeschter eleng ënnerschreift, am Accord natierlech mam PAG." A virdrun ass och iwwert d'Gemengenautonomie geschwat ginn. Fir mech ass d'Gemengenautonomie e ganz wichtegen Deel.

Eebe grad an de Zone-d'activitéë sinn iwwert de Plan sectoriel ganz vill Terrainen ausgewise ginn. Op där anerer Säit ass et wichteg, dass mer elo eng Bestandsopnam maachen, fir kënne genau ze gesinn, wou mer nach Terrainen hunn, wéi eng Terraine vläicht an deenen nächste fënnef bis zéng Joer fräi ginn, fir da grad do méi adequat kënnen e Matching ze maachen, wann op där enger Säit eng Entreprise en Terrain oder e Gebai sicht a mer op där anerer Säit e Gebai hunn oder en Terrain, deen nach kann zur Verfügung stoen.

Ganz kuerz nach iwwert den Tourismus, an dann halen ech op. Et ass wichteg, hei ze soen, dass och do d'Gemeng e ganz wichtege Partner ass. Eng Gemeng, déi an den Tourismus investéiert, investéiert an d'Liewensqualitéit vun hiren Awunner. Do si mer amgaangen drun ze schaffen, fir eebe grad den Tourismus am ländleche Raum, esou wéi et och am Regierungsaccord steet, ze stäerken. A Groupe-de-travaillë sinn alleguer d'Acteuren, vun der Hotellerie bis zu den ORTe bis zu de Restaurateuren zesummen, fir den Developpement, natierlech mat de Gemengen zesummen, ze kucken, fir kënnen den Tourismus am ländleche Raum weiderhin ze developpéieren a fir do e Paper erauszekréien, wou mer da kënne ganz konkreet nach aner Saache maachen.

Et ass iwwert d'Strategie 2022 geschwat ginn. Dat ass eng Strategie, déi relativ iwwer verschiddene Saache steet. Et geet elo drëm, en Tourismusentwécklungsplang ze maachen, fir do konkreet kënne Pisten ze hunn, fir dee weiderzebréngen. Et si ganz vill flott Projeten, déi d'Gemenge maachen, déi mer am Tourismus ganz gären ënnerstëtzen. A wann ee vun där schéiner Natur schwätzt a vun deene schéine Schlässer schwätzt: Och do ginn et ganz vill engagéiert Leit, déi am Benevolat schaffen a wou mer ganz frou sinn, dass mer do kënnen zesummeschaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. An den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot steet scho prett, fir de Relais ze iwwerhuelen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech géif gären agoen op déi Fro, déi den Interpellant soulevéiert huet iwwert de wirtschaftlechen Developpement an de ländleche Géigenden.

Eppes, wat mech e bësse frappéiert huet an der Interpellatioun, mee awer och an den Interventiounen, déi duerno komm sinn, dat ass u sech, wéi wéineg iwwer ee Secteur geschwat ginn ass, dee sech awer zimmlech opdrängt, wann een iwwert den Developpement vun de ländleche Regioune schwätzt: An dat ass dee vun der Landwirtschaft, en Theema, iwwert dat mer jo oft a gären hei diskutéieren.

An ech soen dat vläicht stellvertriedend fir mäi Kolleeg Romain Schneider, de Landwirtschaftsminister: Ech mengen, wann ee gären iwwert d'Beliewung vum ländleche Raum schwätzt, da muss ee fir d'alleréischt iwwert d'Landwirtschaft an d'Bauere schwätzen. Da muss ee soen, dass een et am Fong och zu enger Prioritéit mécht, fir weiderhin ze kucken, dass d'Baueren, an dat ass schonn des Éfteren hei gesot ginn, ëmmer nach weider Terraine fannen; och fir eis Natur, fir eis schéi Géigenden, iwwert déi mer hei de Mëtteg gäre geschwat hunn, mee och fir d'lokal Produktioun, fir kuerz Transportweeër an eeben och fir eng Beliewung vun der Landwirtschaft.

En zweete Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, dat ass dee vun de Zones d'activités. Mir kréien elo geschwënn e Plan sectoriel « Zones d'activités », an deem d'Konzept vun de regionalen Aktivitéitszone wäert eng méi grouss Roll spillen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Dës regional Zone sinn u sech och eng Äntwert fir en nohaltege wirtschaftleche Wuesstum an de Regiounen. D'Objektiv hei ass et, gréisser zesummenhängend Aktivitéitszonen ze maache plutôt wéi méi kleng verspreeten Zonen ouni Koordinatioun, an dat justement mat der Iddi, fir der Landschaftszersiidlung entgéintzewierken. D'Prioritéit läit hei op nationalen a regionalen Aktivitéitszonen an op interkommunaler Kooperatioun ënner Form vu Gemengesyndikater, fir regional Zonen ëmzesetzen an ze verwalten.

Et soll duerch deen neie Plan sectoriel « Zones d'activités économiques » garantéiert ginn, dass d'wirtschaftlech Entwécklung op Plaze geschitt, déi Sënn maachen, an och equilibréiert a koordinéiert iwwert den Territoire geschitt.

D'Zil muss sinn, den Trafic net esou staark an d'Haaptstad oder an de Süden ze drainéieren

an d'Leit méi no un hir Aarbechtsplaz erunzebréngen, woubäi zu Lëtzebuerg effektiv och nach d'Erausfuerderung vum Flux vun de Frontaliere matspillt. An do ginn ech an deem Kontext dem Marc Baum absolutt Recht, wann hie seet, dass déi Dimensioun vun der Groussregioun eng determinant Roll spillt.

Ech mengen, wa mer gären iwwert d'Entwécklung vun dësem Land schwätzen, och an de ländleche Géigenden, da musse mer déi Composante vun der Groussregioun materanhuelen. Mir kënnen net maachen, wéi wann eist Land, seng Entwécklung, géif un eise Grenzen ophalen. Mir mussen dee Codeveloppement matmaachen. Mir sinn eng Metropol, déi erausstraalt iwwert d'Grenze vun eisem Land. An egal, ënner wat fir enger Form mer dat gäre maachen, dat ass eng Diskussioun, déi mer nach mussen an den nächste Jore weiderféieren.

Eng zweet Dimensioun vun deenen Zonen ass déi vun der Kreeslafwirtschaft. D'Surfacë vun dësen Aktivitéitszonen, déi jo rapid zréckginn, mussen och optimal genotzt ginn. Duerfir huet de Wirtschaftsministère eng Methodologie entwéckelt, fir esou Zonen no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze entwéckelen. Dës Methodologie ass e Modell, bei deem d'Wirtschaft an de Respekt virun der Ëmwelt an de Ressourcen Hand an Hand ginn.

D'Zone sollen engersäits attraktiv fir d'Entreprisë sinn an anerersäits och eng staark Akzeptanz bei der Populatioun an de Gemenge ronderëm fannen. Si sollen den Awunner ronderëm hir Liewensqualitéit net aschränken, mee beschtefalls opwäerten. Mat Hëllef vun der Économie circulaire mussen eis Zone besser an hiert Ëmfeld integréiert ginn, amplaz autark Inselen an der Landschaft ze sinn. Si solle qualitativ héichwäerteg gestalt ginn an et solle Synergien entstoen, souwuel tëschent den eenzelne Betriber wéi mat de Gemengen an den Awunner.

Här President, zum Schluss géif ech nach gären op eng Partie global Spiller agoen, also grouss Betriber, déi am ländleche Raum och Wuerzele gefaasst hu bei eis. Et gëtt do eng Rei Beispiller vu Virreiderprojeten, déi een hei, mengen ech, sollt ernimmen. Dat ass engersäits d'Aktivitéitszon um Fridhaff, wou vill Betriber vun Dikrech do sinn, déi och esou Plaz maache fir de Residentiell. En anert Beispill, dat ech hei gär géif nennen, dat ass den HPC, den High-Performance-Supercomputer, deen an den Datenzentrum vu LuxConnect op Biisse kënnt. En anert Beispiller ass d'Zon Lentzweiler, wou et Betriber gëtt wéi Faymonville oder Tarkett, dee Buedembeläg fabrizéiert, och no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft.

An da schlussendlech ee Beispill vun engem globalen Technologieplayer am ländleche Raum, dat ass Circuit Foil zu Wolz, déi annoncéiert hunn, dass se géife 35 Milliounen investéieren, fir hir Produktiounscapacitéit ëm 35 % auszebauen. Alles dat si Beispiller vu gudde Praxissen, vun neien, novateuren industrielle Konzepter am ländleche Raum.

Voilà! Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Debatt ass villschichteg an d'Zäit leeft. Ech probéieren, mech kuerzzefaassen, obwuel de Gesondheetssecteur an d'Theema vun der Gesondheet hei zu Lëtzebuerg natierlech en zentraalt an dëser Debatt ass. Et ass vun alle Säiten ugeschwat ginn an et ass och richteg, dass eise Gesondheetssystem am Wandel ass.

En ass am Wandel, bon, éischtens, well d'Medezinn sech ännert, mee virun allem well d'Begeebenheete sech änneren. Mir sinn zu méi an dësem Land. Mir sti viru groussen Erausfuerderungen. An hei am Land genau wéi an eisen Nopeschlänner hu mer e Problem vu Ressources humaines. Dat heescht, mir hunn eng Etüd virleien, Dir kennt déi, déi ass Enn d'lescht Joer presentéiert gi vun der Madamm Marie-Lise Lair, déi eis kloer opweist, dass mer wierklech an Zukunft wäerte Problemer kréien, fir eis Servicer ze besetzen, fir déi néideg Dokteren ze fannen an eisem Land, soudass mer op ville Pläng gefuerdert sinn. „Démographie médico-soignante" nennt een dat. Dat ass déi gréissten Erausfuerderung.

Effektiv, mir mussen e Gesondheetssystem kréien, dee qualitativ héichwäerteg bleift, an natierlech déi Leit fannen, déi och bereet sinn ze kommen. An do kënnt erëm de ländleche Raum mat an d'Spill, well effektiv genau dës Etüd och opweist, dass grad am Norden an Osten notamment, dat heescht wierklech am ländleche Raum, de Problem méi zougespëtzt ass wéi vläicht am Zentrum. Do feelt et u Spezialisten, et feelt och u Generalisten.

Et ass vläicht manner attraktiv fir d'Dokteren, sech do nidderzeloossen, soudass mer gefuerdert sinn, iwwer nei Formen nozedenken, wéi ee kann zesummeschaffen. An och do ass de System erëm eng Kéier am Embroch. Ech mengen, Dir wësst, et sinn eng ganz Rei Iddien um Dësch, wéi ee kann eise System anescht opbauen. Et ass vill Viraarbecht gemaach ginn an ech géif och vläicht direkt op déi iwwergoen.

Mir wäerten elo prett sinn, fir d'nächst Woch deen ominéise Gesondheetsdësch ze lancéieren. Well wa mer eise System wëllen iwwerdenken a virun allem dat, wat een de „virage ambulatoire" nennt, dat heescht, déi ganz Iwwerleeung, ob ee verschidden Déngschtleeschtungen, déi am Moment exklusiv a Spideeler gemaach ginn, soll auslageren an de Secteur extrahospitalier, dat sinn déifgräifend Diskussiounen, déi musse geféiert ginn, an déi kënnen net top-down gemaach ginn, do muss ee sech, sou wéi dat fir eise Gesondheetssystem hei Traditioun ass, zesummesetze mat de Partner. Dat heescht, de Gesondheetsdësch, dee wäert déi eenzel Partie-prenanteën zesummebréngen, wou mer matenee wäerten iwwerleeën, wéi eng Piste gangbar si fir Lëtzebuerg.

Eng ganz Rei Pilotprojete si lancéiert. Mir hunn de Modell vun der Maison médicale. Bon, et ass virun allem am Beräich vun de Garden, wou deen aktivéiert gëtt, fir zu gewëssenen Auerzäiten an iwwert de Weekend den Accès zu enger Garde ze facilitéieren. Dat ass awer sécher net eng Äntwert op alles. Notamment am Osten ass eng Maison médicale zurzäit net denkbar, well do kee Spidol ass. Ech muss och soen, wann haut kee Spidol do ass am Osten, dann ass dat, well dat net gëschter, mee éischter och virgëschter net op der politescher Agenda war. Esou e Spidol plangt sech laang am Viraus an dat war net ugeduecht. Mir hunn awer d'lescht Joer en neit Spidolsgesetz kritt.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Et war e Spidol do. D'rout Ministeren hunn et zougemaach zu Maacher!

(Interruptions)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, justement, well eeben eng vun den Iwwerleeungen am Hospitalier ass, fir eng héichwäerteg Qualitéit ze kréien.

Une voix.- An den 80er Joren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Lëtzebuerg ass e grousst Ballungsgebitt. A grad eng Gesondheetspolitik muss ee global denken. Et muss ee se global denken an och kucken, fir d'Qualitéit héich ze halen am Secteur hospitalier. Dat huet dozou geféiert, dass eeben d'Spideeler selwer vläicht méi konzentréiert zesummegeluecht ginn, fir dass mer do Qualitéit an och Sécherheet fir de Patient kënne bidden.

Haut musse mer jo och eng ganz Rei Ramebedingunge respektéieren, fir eng gutt Medezinn kënnen ze leeschten. Dat mécht natierlech déi ganz Debatt ëmsou méi aktuell fir ze kucken, wéi dës Spideeler kënne mat den Dokteren, déi dann eeben dezentral sëtzen, zesummeschaffen, fir dass mer d'Déngschtleeschtunge méi no un de Patient kënnen erubréngen.

An där Hisiicht sinn eng Rei Mesurë schonn 2017 geholl ginn, mat deene mer déi Gemeinschaftspraxen, wéi ee se nennt, dat si Praxe vu méi wéi véier Dokteren, wollten ënnerstëtzen. Wéi d'Tess Burton richteg gesot huet, sinn do finanziell Mëttele fräigesat ginn, eng Ënnerstëtzung vun 10.000 Euro, fir konkreet ze sinn. Bis haut ass keng Demande eragaangen, soudass mer ganz kloer mussen och um Gesondheetsdësch nodenken, firwat dat esou ass a wéi eng aner Hiewele kënnen aktivéiert gi fir déi Pist, fir wierklech eis Dokteren dozou ze kréien, sech zesummenzesetzen an doduerch och kënnen zu aneren Zäiten ze schaffen, vläicht aner Typpe vun Déngschtleeschtungen kënnen unzebidden, wéi een dat kann aktivéieren a wat et dofir brauch, wéi eng Form dat muss unhuelen. Dat sinn alles Theemen, déi wierklech elo identifizéiert si fir dee Gesondheetsdësch, deen usteet.

Mir hunn och, wat d'Aktivitéite betrëfft, déi haut de Spideeler reservéiert sinn, en neie Moment, doduerch dass rezent Urteeler virleie ronderëm den „IRMs-Dossier", wéi een en nennt. Dat ass eng nei Donnée, déi ass elo do. Dat heescht, mir hunn elo u sech d'Elementer um Dësch, fir wierklech kënne mat eise Partner zesummen nozedenken, wéi ee sech am beschten opstellt, no wéi engem Modell ee ka fueren a wéi een och wierklech dat, wat eise System ausmécht, nämlech de Conventionnement, bäibehält an trotzdeem op e Wee kënnt, wou ee kann am Partenariat mat den Dokteren am ländleche Raum zesummeschaffen.

D'Fro ass gestallt ginn: „Wou kommen d'Antennen hin?" Ma déi Fro kann een haut net beäntweren. An ech mengen, ech muss der Chamber net erklären, dass, wa mer a Richtung ginn, fir den Extrahospitalier ze reegelen, dat iwwert de Wee vum Gesetz geet. Mir sinn hei am Beräich vun enger Matière réservée. Dat heescht, déi éischt Etapp ass, eis eens ze ginn. An dat maache mer net just als Regierung, mee mir sinn hei op engem Terrain vu Quadripartite. Dat musse mer mat eise Partner zesummen aushandelen, beschwätzen, wéi een do wäert virgoen. Wa mer do bis en Accord hu ronderëm de Gesondheetsdësch, da muss legiferéiert ginn. Dat heescht, dat ass eppes, wat awer nach e laangen Otem wäert kréien. En attendant kucke mer, fir schnell Weeër ze fannen, fir déi Gemeinschaftspraxen unzekuerbelen, fir dass ee mat verschiddene Vitessen eebe virukënnt. Mee den Extrahospitalier, wéi gesot, dat kënne mer net aus dem Aarm rëselen.

Ech kréien d'Auer gewisen. Ech wollt nach just ganz kuerz drop hiweisen, dat Grenziwwerschreidend ass ugeschwat ginn: Bei der Noutfallversuergung schaffe mer schonn an deem Sënn. Dat heescht, mir hunn Accorden am Kader vu Benelux an och mat eisen Nopeschlänner, wou mer wierklech eng grenziwwerschreidend Serviceleeschtung elo scho kënnen ubidden.

Voilà, dat war et an e puer Wierder, well den haaptconcernéierte Minister soll d'lescht Wuert hunn. An ech mengen, d'Zäit ass ëm, ech gesinn hei rout viru mer. Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lenert. Et bleiwen dem zoustännege Minister fir d'Landesplanung déi dräi an eng hallef Minutten, déi den Här Bausch gebraucht hat, fir op dem Här Wolter säi Kommentar ze reagéieren. Här Turmes, wannechgelift.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Gutt! Vläicht dann a geraffter Form dat, wat d'Landesplanung mécht. Ech mengen, mir sinn ee Land. Mir sinn en dynamescht Land. An an deem Land musse mer probéieren, dass mer eng equilibréiert Entwécklung kréien. Dat Éischt, wat wichteg ass, nieft der Stad Lëtzebuerg brauche mer zwee aner Zentren, déi funktionéieren: de Süde vum Land an d'Nordstad. A virun allem an der Nordstad, wou jo och elo déi Dynamik ass vun der Fusioun, musse mer méi Dynamik kréien, well dat jo dann deem ganze ländleche Raum do ronderëm hëlleft.

Dat Zweet sinn Uertschafte wéi Réiden, Clierf, Jonglënster, Réimech, Miersch, Gréiwemaacher, dat, wat mer technesch nennen „centres de développement et d'attraction". An ech ginn lech Réiden als ee positiivt Beispill fir dat, wat mer zesumme gepackt hunn déi lescht Joren. Zu Réiden hu mer eng Schwämm, mir hunn eng Schoul, mir hunn en Altersheem, mir hunn eng Musekksschoul, mir hu ganz gutt Geschäftsinfrastrukturen. Dat heescht, mir hunn eng Uertschaft, déi ass vun 2.000 op 3.000 Awunner gewuess a si ass de Centre d'attraction a vun de Servicer vun där ganzer Géigend.

An ech denken, deen zweete CDA, dee gutt fonctionéiert, dat ass Jonglënster, déi jo och eng ganz Rei Infrastrukture gemaach hunn. An et ass dat, wat mer musse fäerdegbréngen: Et wäerten net méi an all Duerf all Infrastrukture sinn an duerfir brauche mer déi zéng, zwielef Centres de développement et d'attraction, fir eeben do d'Servicer unzebidden.

Dat Drëtt, de Franz Fayot huet vum Plan sectoriel vun den Industriezone geschwat. Dir musst wëssen, 46 % - 46 %! - vun allen Aktivitéitszone sinn am ländleche Raum. Dat heescht, dass mer doriwwer natierlech och ganz vill Aarbechtsplazen dohinner bréngen.

De véierte Punkt ass: D'Naturparke si par excellence en Entwécklungsinstrument am ländleche Raum. An ënnert dem Impuls vum Carole Dieschbourg ass och elo en drëtten, den Naturpark Mëllerdall, entstanen. Am Marco Schank sengem Naturpark, do gëtt et e Guichet unique, deen hëlleft de klengen a mëttleren Entreprisen. A mir maachen och elo en extraen Ekonomieservice regional am Mëllerdall, Här Gloden, fir och am Osten do am ländleche Raum e gutt Angebot ze hunn.

Mir schaffen awer och iwwert d'Grenzen eraus. A grad op der Musel schaffe mer mat den Nopeschgéigenden am Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", fir eeben unhand vun zwielef konkreete Projeten de ganze ländleche Gemenge lénks a riets vun der Musel ze hëllefen.

Zum Schluss: Ech mengen, dass de Marc Baum haut eng exzellent Ried gehalen huet an en huet zwou Saachen no vir gestallt:

(Brouhaha)

Mee et geet drëm, wéi mer am Zäitalter vun der Digitaliséierung en Duerfliewe behalen. An duerfir musse mer an Zukunft tëschent de Gemengen an der Regierung kreativ zesummeschaffen, fir dass Liewen ass an den Dierfer. A wann dat net méi d'Geschäfter sinn, da musse mer eis do eppes anescht iwwerleeën.

An dat Zweet ass déi sozial Schéier. Jo, et ass eng Realitéit, dass eebe grad Leit, déi ganz wéineg Revenuen hunn am Land, op d'Dierfer ginn, wou d'Wunnengen nach e bësse méi bëlleg sinn. Mee Dir musst awer fairerweis soen, wann Der elo sot: „Do ass näischt geschitt!", dass an der leschter Gemengefinanzreform e Koeffizient ass, deen och dat Soziaalt opgräift, also hunn déi Gemengen deelweis och méi Revenuen, fir do entgéintzekommen. An den Henri Kox wäert och am Pacte Logement op déi Fro agoen.

Zum Schluss, also dat ländlecht Gebitt vum klenge Leo ..., oder ech hunn heiansdo geduecht, ech wier beim Little Joe, also an iergendengem Bonanza-Film ...

(Hilarité)

Mir sinn hei net am déifsten Texas. Hei stëbst et och net, wann ee vun engem Duerf an dat anert geet. Mir sinn en attraktiivt Land - a wéi d'Chantal Gary gesot huet - mat attraktiven, schéine Landschaften. An duerfir loosst eis net dat Land hei méi schlecht maachen, wéi et ass! A mir si virun allem net am déifsten Texas oder Arizona, little Leo!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu dëser Interpellatioun deponéiert gouf.

Une voix.- Leo, wat maache mer domat?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass eng Wuertmeldung do zur Motioun?

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Et ass alles gesot!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass alles gesot. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen. De Vote …

(Interruptions)

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt awer just e puer Wierder zu där Motioun soen. Éischtens, bei de Considerante fanne mer et awer bedauerlech, dass dosteet, dass d'Liewensqualitéit am rurale Milieu doduerch am Declin wär, dass dës Regierung eng schlecht Politik mécht. Dat fanne mer eng pauschal Accuséierung, déi mer net gëlle loossen. Ech mengen, déi Leit, déi dat do formuléiert hunn, waren nach ni an engem Naturpark ënnerwee, sinn nach ni duerch d'Wéngerte getrëppelt, waren nach ni um Stauséi an der Vakanz, well dat ass och Vakanz zu Lëtzebuerg, a si waren och nach net am Westen an eise schéinen, onberéierte Bëscher. An duerfir invitéiere mer se emol, e klengen Tierchen ze dréien, éier se esou pauschal Ënnerstellunge scho praktesch hei formuléieren.

Wat elo d'Invitten ubelaangt, do wéilt ech éischter déi Beräicher da kommentéieren, déi eis Ressorte betreffen, haaptsächlech d'Mobilitéit an d'Landesplanung, wou ech muss soen, dass dat do jo e ganz schéine Fourre-tout ass, kann ee bal soen, vu fromme Wënsch, déi zum Deel och ganz sënnvoll sinn. Mee grad déi sënnvoll Wënsch sinn amgaange realiséiert ze ginn. Et geet notamment ëm eng Landesplanung, déi d'Strooss hält, wou ech och nach eng Kéier wéilt drop hiweisen, dass mer eis ganz a Kohärenz befanne mat deem, wat de Claude Wiseler selwer ëmmer wollt, nämlech e Landesplanungsgesetz op d'Bee stellen a realiséieren, wat eng equilibréiert Entwécklung vum Land soll hikréien. Genee dat ass gemaach ginn.

Mir hunn d'Landesplanungsgesetz vum Claude Wiseler missen iwwerschaffen op Basis vu juristeschen Erkenntnisser, déi duerno eréischt komm sinn, wou ech elo kee wëll accuséieren, mee et war nun emol juristesch net ganz honnertprozenteg an der Rei, soudass mer en neit Gesetz gemaach hunn, doropshin och véier Plan-sectoriellen ausgeschafft hunn, déi eeben och als Zil hunn, sämtlech Regioune matanzebezéien an eisen Territoire equilibréiert ze entwéckelen.

Dass eisen Territoire, wéi de Marc Baum gutt gesot huet, vill a Privatbesëtz ass, ech mengen, dat ass net elo dës Regierung, déi dat decidéiert huet, mee dat ass souzesoen de gréisste Problem, mat deem mer hei konfrontéiert sinn. An dee kënne mer nëmmen zesumme léisen. An do géif ech awer och da jiddwereen invitéieren, mat op dee Wee ze goen, wann et

drëms geet, do déi néideg Hiewelen a Beweegung ze setzen.

Mir hunn och, wat d'Mobilitéit ubelaangt, och erëm opbauend eebe grad um MoDu 0 vum Claude Wiseler, zwee Weider MoDu-Konzepter, MoDu 2.0 a MoDu 3.0, elo scho presentéiert kritt, wou mer mengen, dass och dat erëm déi néideg Kohärenz an déi ganz Mobilitéitspolitik bréngt.

An da wéilt ech nach eng Kéier drun erënneren, dass och de François Bausch hei ëmmer erëm Gesetzer deposéiert, déi mer hei unanime stëmmen, well mer all der Meenung sinn, dass dat dee richtege Wee ass. Duerfir kënne mir net novollzéien, dass op eemol esou eng Oppositioun do entsteet op Theemen, déi mer eigentlech bis elo ëmmer zesummen ugepaakt hunn. A mir mengen, dass mer déi Problemer, déi bestinn, nëmmen zesumme kënne léisen.

An deem Sënn fanne mir déi Motioun do einfach net an der Rei. Éischter ass et eng Frechheet a mir wëllen déi net unhuelen!

Plusieurs voix.- O!

Une voix.- Egal wat!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Ech mengen, et schéngt alles gesot ze sinn. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun kommen.

Nee, den Här Engel wëllt awer nach eppes soen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, ech schléisse mech zum Deel dann de Wierder vun der Madamm Lorsché un.

Une voix.- Zum Deel, jo!

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hunn dat net gesot, duerfir hunn ech jo ...

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Zum Deel! En Deel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Duerfir loosst mech mäin Deel hei och soen! An där heiter Debatt komme mer net virun, wa mer probéieren, d'Land ze splécken. Hei komme mer nëmme virun, wa mer den Effort zesumme maachen a wa mer eis zesummen eens sinn, dass mer fir dat Land hei wëllen eppes Globales maachen.

An ech mengen, de Minister huet et ganz gutt gesot: Wann Investissementer am Zentrum gemaach ginn, dann heescht dat net, datt se net och fir déi aner Regioune gemaach ginn. Wann och Investissementer am Norde gemaach ginn, dann heescht dat, dass se fir d'ganzt Land sinn, gradesou wéi am Süden, am Osten an am Westen.

Zur Motioun ganz kuerz. Hei ass e relativ gutt Beispill fir ze weisen, wéi dass een eng Motioun net soll maachen. A wann ee gären eng Motioun ... Eng Motioun mécht ee jo net, fir e politesche Clivage hei eranzebréngen, mee et wëll ee jo mat där Motioun eppes fir d'Land, fir datt et besser geet, maachen. A mat Ärem véierte Considerant hutt Der Iech am Fong geholl do schonn direkt ofgeschoss. Duerfir ka jo een Deel vun deene Leit, déi heibanne sëtzen, dat net matstëmmen. Duerfir, wann een also net méi wëllt, dass heibanne Motioune solle gestëmmt gi mat 31:29, da muss Der vläicht ... Da läit et och vläicht un der Aart a Weis, wéi dass een d'Motiounen hei presentéiert.

Duerfir wäerte mir dës Motioun hei net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Genau wéi meng zwee Virriedner bedaueren ech de Considerant 4, well ech fannen, dass awer eng Rei vun Iddien opgelëscht sinn, un deenen dës Regierung an dës Koalitioun amgaangen ass ze schaffen. Ech denken un den Teletravail, ech denken un d'Protection de la nature, ech denken un d'Reorganisatioun vum RGTR, deem mer elo emol sollen eng Chance ginn. Ech denken un den Ausbau vum Schinnennetz, dat eropféiert, wou dru geschafft gëtt. Ech denken un d'Contournementen, déi opgezielt ginn.

Ech géif Iech awer mat op de Wee ginn, dass mer eis och musse Gedanke maachen iwwert d'Stad Réimech. Duerch d'Stad Réimech fueren all Woch méi wéi 100.000 Autoen, also pro Woch. An och do musse mer eis Gedanke maachen, fir déi Situatioun ze verbesseren duerch e Contournement.

Dann déi medezinnesch Versuergung, wou déi nei Madamm Minister douewen e ganz flotten Ableck ginn huet an dat, wat hir Defien an den nächste Jore wäerte sinn. Ech kann lech soen, Madamm Minister: „Dir kënnt lech op d'Ennerstëtzung vun der Demokratescher Partei freeën. Mir wäerten lech do aktiv mathëllefen, fir eis anzebréngen."

(Brouhaha)

Da sinn awer, muss ech soen, verschidde Saachen, déi Der geschriwwen hutt, déi einfach net méi éierlech sinn an och net méi zäitgeméiss sinn. Wann een d'Bankewiesen haut kuckt an et kuckt een d'Postwiesen haut an et kuckt een d'Digitalisatioun a kuckt, wéi dat sech alles entwéckelt huet, dann, mengen ech, ass et awer normal, dass am Bankewiesen an am Postwiesen och verschidde Reorganisatioune sinn.

Da fuerdert Der am grousse Stil regional Industriezonen. Bon, do kréie mer jo e Plan sectoriel, ...

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Méi kann ech net soen.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... wéi et gesot ginn ass. Mir sinn awer net der Meenung, dass een an all Gemeng soll Industriezone maachen. An deene klenge Gemenge sollen natierlech Geschäfter kënnen entstoen, Bäckereie kënnen entstoen, Epicerië kënnen entstoen, wat zur Liewensqualitéit bäidréit. Dat wier natierlech eng gutt Entwécklung. Mee Industriezonen am grousse Stil an de klenge Gemengen, ech mengen net, dass dat de richtege Wee ass.

Wann een och de Choix hëlt - ech mengen, den Här Gloden kennt den Oste genausou gutt wéi ech -, wann een de Choix hëlt, fir op Lenneng wunnen ze goen, op Berdorf, op Manternach, op Wellesteen oder op Bous, da weess een: „Ech kann do net déi Servicer hunn, déi ech zu Gréiwemaacher, zu Iechternach, zu Jonglënster hunn"!

(Interruptions)

Dann ass een eeben op den Auto ugewisen. An et ass kuerz ugedeit ginn och, dat vun der Entwécklung vun de CDA-Gemengen, wou Jonglënster, Réimech, Maacher an Iechternach derzou zielen. Ech mengen, dat ass eng Entwécklung, déi mer sollten an deem heiten Dossier weiderverfollegen. A mir sollten net déi kleng ländlech Gemengen, vun deenen douewe gesot ginn ass, dass mer se grad gären hunn, dass se grad flott sinn duerch déi Natur, déi sollte mer, mengen ech, net duerch Industriezonen zoubauen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da kënnt den Här Gloden nach.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Éischtens muss ech soen, dass ech d'Remark vun der Spriecherin vun deene Gréngen total deplacéiert fannen, mee déi lescht Zäit schéngt dat d'Aart a Weis ze si vun der grénger Spriecherin.

(Brouhaha)

Zweetens, all déi Invitten, déi hei an där Motioun stinn, wann ech d'Question-parlementairë kucke vun alle Parteien hei am Parlament versammelt - d'Post, souguer den Här Delles, deemools als Buergermeeschter, huet der nach doriwwer gestallt, d'Policekommissariater an esou virun -, dat ass hei vun all Partei gefrot ginn. Duerfir verstinn ech elo hei net d'Bemierkung vum Spriecher vun der DP-Fraktioun.

Wann et just um véierte Considerant hänkt, ...

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee!

(Interruptions)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Dach! Kommt, passt op, wat Der sot! Wa mer de véierte Considerant eraushuelen ... Do hunn d'Spriecherin vun der grénger Fraktioun an de Spriecher vun der LSAP-Fraktioun gesot, dat wier en absolutten No-Go; ech si bereet, deen erauszehuelen an da kann d'ganz Chamber dës Motioun stëmmen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Ech mengen, elo ass awer definitiv ...

(Interruptions)

... alles gesot. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

Mir kommen elo zum Projet de loi 7411 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv an nationaalt Recht betreffend d'Lutte géint d'Steierhannerzéiung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7411 handelt et sech, wéi de President scho gesot huet, ëm d'Transpositioun a lëtzebuergescht Recht vun der europäescher Direktiv 2017/1371 iwwert d'Sécherung vun de finanziellen Interête vun der Europäescher Unioun.

Déi genannten Direktiv a soumat och dëse Projet verfollegen d'Zil, fir um Niveau vun de Memberstaaten eng Harmoniséierung a Konsolidéierung vun de penalen Normen iwwert d'Frauden an dësem Beräich ze erreechen. Fir dass an Zukunft d'finanziell Interête vun der EU besser geschützt kënne ginn, gëtt d'Direktiv ënner anerem d'Mindeststandarde bei den Definitiounen a bei de Sanktioune vu verschiddene penalen Infraktioune vir.

Besonnesch wichteg ass hei de Kontext, an deem dës Direktiv vun der Europäescher Kommissioun proposéiert ginn ass. Am Joer 2017 ass dat europäescht Reglement 2017/1939 a Kraaft getrueden, dat den europäesche Parquet institué iert huet. Dës Direktiv an hir Transpositioun complementéieren dëst Reglement.

Den europäesche Parquet wäert mat dësem Gesetzesprojet iwwert déi néideg Kompetenze verfügen, fir d'Infraktioune poursuivéieren ze kënnen, déi d'EU finanziell schiedege kéinten.

Dat gesot, wat gëtt dann elo genau mat dësem Projet de loi ëmgesat?

Vu dass d'Integralitéit vun den Infraktiounen, déi vun der Direktiv virgesi sinn, schonn an eisem Code pénal erëmzefanne sinn, kënnt et nëmmen zu punktuellen Ajustementer bei den Definitioune vun de verschiddenen Infraktiounen. Engersäits geet et ëm den Artikel 240 iwwert d'Verontreiung vu Gelder, Objeten oder Dokumenter duerch Persounen, déi eng ëffentlech Funktioun hunn an déi duerch hiert Handelen den Interêt public schiedegen.

Als Reaktioun op d'Avise vum Staatsrot, de Parqueten aus der Stad a vun Dikrech an dem Parquet général ass am Projet de loi effektiv preziséiert ginn, dass d'Verontreiung géint den Interêt public muss goen. Anerersäits sinn d'Artikelen 246 bis 252 vum Code pénal viséiert, an deenen d'Korruptioun an den Trafic d'influence vu Persounen an ëffentleche Fonctioune souwéi d'Intimidéierung vun anere Persounen an enger ëffentlecher Fonctioun virgesi sinn.

D'Direktiv gesäit och vir, dass d'Tentative vun diverse Bedruchsinfraktioune muss strofbar ginn. Duerfir setze mer am Kapitel iwwert d'Escroquerie an d'Tromperie en Artikel bäi, dee fir déi viséiert Delikter och d'Tentative virgesäit. Bei de Crimmen, also de méi schlëmme Strofdoten, brauche mer dat net ze preziséieren, well do d'Tentative d'office vum Gesetz hier strofbar ass.

Do dernieft redefinéiert dëse Gesetzesprojet d'Persounen, duerch déi d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales kann engagéiert ginn. Eng Personne morale wäert an Zukunft och kënne responsabel gemaach ginn, wann eng Persoun deliktuell oder kriminell Agissementer am Numm an am Interêt vun dëser Personne morale gemaach huet.

Als Suite vun den diversen Avisen, déi zum Projet de loi erakoumen, ass nach méi däitlech preziséiert ginn, dass hei souwuel d'Agissementer vum Dirigeant de droit wéi och vum Dirigeant de fait viséiert sinn.

E weidert wichtegt Element vum Projet de loi ass d'Verschäerfung am Virgoe géint déi organiséiert Kriminalitéit. Wann déi viregt genannte Bedruchsinfraktioune vun enger krimineller Organisatioun begaange ginn, mussen déi Schëlleg bei de Prisongsstrofe fir Delikter op d'mannst mat enger Verduebelung vun der Strof a bei Prisongsstrofe fir Crimmen op d'mannst mat zwee zousätzleche Joer Strof rechnen.

Am selwechten Esprit gëtt d'TVA-Gesetz vum 12. Februar 1979 um Niveau vum Artikel 80 erweidert. Déi maximal Prisongsstrof fir d'Fraude à la TVA aggravée geet mat dësem Projet de loi vun dräi op véier Joer erop. A wann dës Fraude am Kader vun enger Organisation criminelle verüübt gëtt, gëtt déi virgesinne Prisongsstrof an Zukunft op minimum zwee Joer festgeluecht.

Da kritt dee selwechten Artikel 80 nach en neie Paragraf. D'lëtzebuergesch Geriichter kréien hei eng international Kompetenz bei engem TVA-Bedruch am Sënn vum Lëtzebuerger Gesetz, dee vun enger Persoun mat Lien zu Lëtzebuerg begaange ginn ass. Viséiert sinn och Faiten, déi am Ausland stattfonnt hunn, an dat esouguer, wann dës Frauden an deem Land net bestrooft ginn.

Här President, de Staatsrot hat a sengem Avis vum 5. Abrëll 2019 e puer Bedenken, vun deenen ech déi wichtegst erausgestrach hunn. Am Avis complémentaire vum 10. Dezember 2019 huet de Staatsrot no e puer Adaptatiounen, déi um Text gemaach goufen, du gréng Luucht gi fir dëse Projet.

Duerch d'Avise vun den Autorités judiciaires wéi vun der Cour supérieure de justice, dem Stater an dem Dikrecher Parquet an dem Parquet général konnten hei wichteg Remarken ervirgehuewe ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hire respektiven Avise keng Awänn formuléiert, dëst gëllt och fir d'Stater Bezierksgeriicht a fir d'Escher Friddensgeriicht.

Fir den Detail renvoyéieren ech Iech op mäi schréftleche Rapport. Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vu menger Fraktioun den Accord fir dëse Projet.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Gilles Roth mécht dat fir den Här Mosar.

Une voix.- Dat gëtt schwéier.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir hire komplette Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Och ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Ech schléisse mech de Virriedner un a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen als President vun der Kommissioun der Madamm

Hartmann Merci, fir de Rapport ugeholl ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. An dann ass ageschriwwen: den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit Merci un d'Rapportrice. Ech mengen, et geet hei net ëm näischt. Et gi wierklech extreem vill Sue verluer duerch Frauden an der TVA an och bei Subventioune vun der Europäescher Unioun. Dogéint muss ganz stramm virgaange ginn. Duerfir befürworte mir och als ADR dësen Text.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Et feelt nach just den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Hartmann fir deen exzellente Rapport. An och mir Piraten ginn eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Majo, ech soen Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung. Och ech soen der Rapportrice e ganz grousse Merci. Ech mengen, si huet hei ganz kloer an detailléiert duergeluecht, ëm wat et geet. Ech brauch deem näischt méi bäizefügen.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Tanson.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7411. Den Text steet am Document parlementaire 7411[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7411 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

Als Nächst hu mir d'Verfassungsofännerung 7414B iwwert d'Arrêtéë vum Verfassungsgeriicht. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun der Verfassungsännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Huele mer u fir e Moment, mir hätten e Gesetz hei zu Lëtzebuerg, wat de Verkaf vu rouden Äppel wärend de Méint Februar a Mäerz géif autoriséieren an de Verkaf vu grénge Äppel d'ganzt Joer.

Une voix.- Da géif de klengen Tommy net ...

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Elo huet den Här Schmit nëmmen Äppelplantagë mat rouden Äppel, also kann dee par rapport zu sengem Noper, dem Här Müller, seng Äppel nëmme wärend zwee Méint verkafen an den Här Müller ka seng Äppel d'ganzt Joer verkafen. Den Här Schmit klot elo an dee Prozess geet bis bei d'Verfassungsgeriicht.

Haut, opgrond vum Gesetz vum 27. Juli 1997, wann den Här Schmit do Recht kritt an d'Verfassungsgeriicht seet: „Dat Gesetz ass anticonstitutionnel, well et net op dem Gläichheetsprinzip baséiert!", ka just den Här Schmit seng rout Äppel wärend dem ganze Joer verkafen.

(Interruption et hilarité)

Mat dëser Verfassungsännerung wäert jiddwereen, all Bauer, dee rout Äppel huet, d'ganzt Joer kënne seng Äppel verkafen, ouni dass e muss erëm eng Kéier dee selwechte Prozess féiere wéi den Här Schmit.

Komme mer da kuerz zur Chronologie vun dësem Gesetz. D'Chronologie huet ugefaange mat der Proposition de loi Nummer 6030, wou mer am Kader vun der Verfassungsreform virgesinn haten, dass op där enger Säit Suppleanten am Verfassungsgeriicht géife bäikommen an eeben den Effet vun den Arrêten, vun den Urteeler vum Verfassungsgeriicht sech souwuel inter partes, dat heescht tëschent de Parteien, wéi och erga omnes, mat engem Effet op déi Leit, déi an där selwechter Situatioun sinn, bezéie géif.

Mir hunn dunn opgrond vun den Diskussiounen, vun der Evolutioun vun der Diskussioun deen Artikel iwwert d'Verfassungsgeriicht virgezunn a mir hunn eng Proposition de révision 7414 doraus gemaach, wou déi zwee Punkten, d'Suppleanten an den Effet vun den Arrêten, dra virgesi sinn. Opgrond vun enger Ürgenz - ech ginn do elo net méi drop an - hu mer de Vott iwwert d'Suppleantë virgezunn a mir hunn hei an der Chamber den 10. Oktober d'lescht Joer deen zweete Vott iwwert dee Passus gestëmmt, soudass d'Cour constitutionnelle elo och Suppleanten huet.

Mir haten an dem Passus iwwert d'Effete vun den Arrête virgesinn, dass den Arrêt a Kraaft trëtt deen Dag no der Publikatioun vum Arrêt am Journal officiel, ausser d'Cour constitutionnelle géif am Arrêt soen, den Effet géif bis zu zwielef Méint erausgezögert ginn. Mir kruten dorobberhin eng Kritik vun der Commission de Venise an och vum Staatsrot, déi gesot hunn, et wier net kloer, ob dat dann och en Effet erga omnes, dat heescht en Effet fir all betraffe Leit vun där selwechter Situatioun wier.

Mir haten eis deemools baséiert op d'Dispositioun aus der éisträichescher Verfassung. Mir hunn dunn a Consultatioun an der Institutiounskommissioun decidéiert, eis un der franséischer Legislatioun ze inspiréieren, a mir hunn deen Delai vun zwielef Méint dunn erausgeholl.

Fir eis ass et wichteg, an duerfir sinn ech och a mengem schréftleche Rapport do ganz prezis drop agaangen, wann den Effet vun dem Arrêt net soll direkt deen Dag no der Publikatioun vum Arrêt am Journal officiel a Kraaft trieden an den Effet vun esou engem Arrêt eeben an der Zäit ka versat ginn, dass d'Cour constitutionnelle an hirem Arrêt selwer dat motivéiert, éischtens wéinst dem Respekt vum Principe du contradictoire an zweetens si och dann d'Motivatioun ugëtt.

Ech hunn do eng Rei Recherchë gemaach an eng ganz Rei Jurisprudenzen opgezielt an Doktrinnen a mengem schréftleche Rapport an en Tablo zum Rapport annexéiert, wou eng ganz Rei Decisioune vum franséische Conseil constitutionnel dran opgezielt ginn, fir och eng Guidance ze ginn, wat esou eng Motivatioun kéint sinn, wéi zum Beispill den Effet utile vun enger Dispositioun oder d'Motiv vun dem Ordre public oder der Sécurité publique.

Ech soen awer och ganz kloer op dëser Plaz, dass mat dëser Verfassungsännerung d'Parlament konsequent an d'Responsabilitéit gezu gëtt. Bis elo hu mir als éischte Pouvoir ni - ni! - e Gesetz geännert, wann d'Cour constitutionnelle eng Dispositioun aus dem Gesetz verfassungswiddreg erkläert huet. Dat ass keng Rumaktioun fir dëst Haus!

(Interruption)

Oder eng, vläicht eng. Mee konsequent hu mer et net gemaach. An duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch dës Verfassungsännerung mussen och mir an Zukunft konsequent dorobber oppassen. A mir hate jo eng Diskussioun, dass een hei e Regëster féiert fir de Suivi vun de Motiounen, vun de Resolutiounen.

Mir mussen, Här President, an Zukunft och dorobber oppassen, wann eng Dispositioun vun der Cour constitutionnelle inconstitutionnel deklaréiert gëtt, dass mer hei de Suivi maachen, well et ass ganz kloer keng mauvaise Volonté vum Parlament. Et ass héchstwarscheinlech en Oubli. Mir mussen dat konsequent och duerchzéien am Sënn vum Rechtsstaat a vun der Rechtssécherheet fir d'Bierger an d'Biergerinnen dobaussen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop mäin häerzleche Merci dem Léon Gloden fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir boucléieren haut eng Boucle a Saache Stäerkung vun dem Lëtzebuerger Verfassungsgeriicht. Dir erënnert Iech, 2019 hu mer d'professionell Magistraten opgestockt. Niewent deenen zéng effektive Magistraten hu mer siwe Suppleanté gemaach, fir dass se konnten à tout moment schaffen.

Haut ass e ganz wichtegen Dag, well mir sollen haut eng ganz däreg Fro léisen, déi scho säit ganz laange Jore besteet, wann ee kuckt, dass d'Verfassungsgeriicht 1997 gegrënnt ginn ass. Enger däreger Fro eng Äntwert ginn, dat heescht: Wéi a wéini gräifen déi richtungsweisend Urteeler vun der Cour constitutionnelle?

De Rapporter huet Iech elo proposéiert, wat mer dann no laangen Diskussiounen an der Verfassungskommissioun zréckbehalen hunn.

Effet entweeder een Dag no der Publikatioun oder awer - an et ass dat, wat ech déi däreg Fro nennen -, wa Risiko ass, dass duerch en Urteel an enger Affär géif Schued entstoen no besteeënde Situatioune vu virdrun, soll d'Cour constitutionnelle, an déi kritt do eng enorm Responsabilitéit, selwer decidéieren, wéini dann den Effet vun hirem Arrêt, dee se dee Moment erga omnes hëlt, dat heescht vis-à-vis vun all de Leit an net nëmme vis-à-vis vun de Parteie vum Prozess, soll Bestand kréien.

Här President, dat setzt am Prinzip, wa mer dat do elo hikréien, en Enn dem Frust net nëmme vum Verfassungsgeriicht, wat säit laange Joren exzellent a gutt formuléiert Arrête gemaach huet, déi awer leider ouni Effet waren an der ganzer Legislatioun, just ëmmer nëmme fir déi Parteien, déi am Prozess waren. An et setzt en Enn dem Frust vun de Parteie selwer, de Justiciables, well déi hu ganz oft missen à grands frais iwwert dee selwechte Problem erëm eng Kéier e Prozess virum Verfassungsgeriicht ufänken, fir eeben do Recht ze kréien.

Mee elo kënnt et, dofir soen ech, eng däreg Fro: Dat do gëtt nëmmen eppes ënnert der Konditioun, déi ass vital, dass, wann en Arrêt kënnt, dee wierklech seet, en Artikel oder e ganzt Gesetz ass net verfassungskonform, dann awer net nëmmen de Léon seet: „Mir sinn an der Responsabilitéit", well mir sinn de Legislatif, mee dass de Legislateur - an de Legislateur ass d'Regierung an d'Chamber -, mir all zesummen …

(Interruption)

Nee, nee, nee, nee! De Legislateur ass den Executif an d'Chamber; de Legislatif ass d'Chamber.

A mir mussen all zesummen d'Responsabilitéit huelen, wann do Arrête kommen, fir dass dat do eppes gëtt, fir dass dann eeben awer och dat Verfassungsgeriicht kontrolléiert gëtt. An ech hat Diskussioune mat Riichteren nach net méi spéit wéi haut de Mëtteg. A si hu gesot: „D'Gretchenfrage ass awer: Follegt de Legislateur dann elo?" A wie mécht d'Kontroll, ob mer dann an deem Delai, deen d'Verfassungsgeriicht eis alleguerten imposéiert, dat och maachen?

Also, et hänkt alles dovun of. Dat do ass eng immens Verbesserung. Mee et hänkt un eis alleguerten zesummen, dass mir déi néideg Schrëtt huelen, fir eng Verbesserung vun der ganzer Legislatioun ze maachen iwwert déi Punkten, wou dat iewescht Geriicht hei zu Lëtzebuerg seet: „Kanner, passt op, dat do ass net an der Rei!"

An an deem Kontext soen ech, Affaire à suivre. A bien entendu bréngen ech den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel.

An da wier et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'éischt emol Merci dem Rapporter, dem Léon Gloden, fir déi kloer a verständlech Aart a Weis, wéi en eis dës Propositioun fir eng Deelännerung vun eiser Verfassung presentéiert huet.

Et ass net ëmmer esou evident, dass een déi richteg Wierder fënnt, fir dass jiddwereen et versteet. Dat Beispill mat de grénge a mat de rouden Äppel ass gutt gewielt fir ze weisen, wéi verschidden eng Situatioun ka sinn a wéi negativ déi sech kann auswierken.

Dës Ännerung vun der Verfassung stellt zwar nëmmen ee Paragraf am Artikel 95ter vum Grondgesetz duer, mee stäerkt awer eist Verfassungsgeriicht a sengen Urteeler ganz däitlech.

Urspréinglech sollt déi Propositioun, déi den Alex Bodry am Numm vun der Institutiounskommissioun abruecht huet, och d'Basis schafen, fir der Cour constitutionnelle an Zukunft zousätzlech oder méiglechst zousätzlech Missiounen ze ginn. Opgrond vum Avis vum Conseil d'État hu mer drop verzicht, fir dem Verfassungsgeriicht déi zousätzlech Missiounen, jiddefalls an dësem Moment, ze ginn. Et ass ënner anerem drëm gaang, fir d'Validatiounsprozedur vun der Chamber vun Europawalen ze kontrolléieren. Bon, mir hunn dat dee Moment si gelooss.

Den Text, deen eis elo virläit, huet et trotzdeem a sech! An ech deelen do d'Meenung vu menge Virriedner, well déi Klarifikatioun, déi mer hei ginn iwwert den Impakt vun engem Urteel vum Verfassungsgeriicht, ass net anodin. An et ass schwéier ze erklären an och ze vertrieden, dass an der Vergaangenheet, wa kloer Urteeler iwwert d'Verfassungswiddregkeet vun engem Gesetz erauskomm sinn, wuel dann, nodeem d'Virfro, d'Question préjudicielle bei enger Plainte beim Verwaltungsgeriicht agaang ass, d'Cour constitutionnelle gesot huet: „Jo, déi Plainte, déi ass berechtegt, well se op engem Text baséiert, deen net constitutiounsgerecht ass." Dann ass se zréckgaang bei d'Verwaltungsgeriicht an d'Verwaltungsgeriicht huet déi Decisioun annuléiert. Point, à la lettre!

Déi Texter, déi sinn awer net beréiert ginn! A wann anerer net geklot hunn an awer mat Decisioune konfrontéiert gi sinn, déi op deenen dote Gesetzer baséiert hunn oder op deene Reglementer baséiert hunn, hate se dräimol Pech, well se nach a Kraaft waren.

An dofir, dat, wat d'Madamm Beissel an och wat de Léon Gloden soen, ass ganz richteg. Hei kritt d'Verfassungsgeriicht nei Kompetenzen. Et kann decidéieren, ob d'Follge vun deem Urteel direkt no Veröffentlechung vum Urteel a Kraaft trieden oder ob et speziell Situatioune sinn, wou een en Delai ka ginn. Mee an der Zukunft kann et net esou sinn, dass ee weiderhin esou mécht, wéi wann dat Urteel net géif virleien.

An dofir, mengen ech, si mer alleguer a Verantwortung, op där enger Säit d'Exekutiv, op där anerer Säit d'Legislativ, fir de Suivi vun deenen Urteeler ze maachen. A wann eppes verfassungswiddreg ass, dann däerf et net weiderliewen! Da musse mer alles maachen, fir dass et verfassungswiddreg gëtt. Voilà! An dat ass den Impakt vun …

Plusieurs voix.- Konform!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- … fir dass et verfassungskonform - merci, merci! - gëtt.

(Brouhaha)

Dat gesot, wëll ech hei de Jo vun der LSAP-Fraktioun abréngen, ouni ze vergiessen, dem Rapporter nach eng Kéier Merci gesot ze hu fir déi kloer Duerstellung vun dem Text.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt mech de Mercien uschléissen un den Här Léon Gloden, deen eis jo ganz billerräich a pedagogesch Erklärunge geliwwert huet zu dëser Verfassungsännerung, déi natierlech dann nach ergänzt gi si vun de Kolleege Simone Beissel a Mars Di Bartolomeo.

Ech wéilt den Accord gi vun der grénger Fraktioun. An nach eng Kéier Merci un déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi wierklech gutt fonctionéiert, och ënnert dem neie President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dat heiten ass eng Saach, déi mer scho säit ganz, ganz ville Joren um Häerz läit.

Une voix.- O!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et huet ee jo … Neen! Et huet ee jo de Privileeg, als Deputéierten dierfen heiansdo Question-parlementairen ze stellen. An direkt nodeem ech gewielt war, 2013, hunn ech eng Question parlementaire gestallt. A mir hunn deemools festgestallt, datt d'Cour constitutionnelle bis zu deem Zäitpunkt 104 Arrête geholl hat an an deenen 104 Arrête ware 35 Affären, wou Gesetzestexter verfassungsfeindlech deklaréiert gi sinn. An zu deem Zäitpunkt war keen eenzegt vun deene Gesetzer geännert ginn!

An ech ginn de Kolleegen do ganz Recht: Et ass eis Flicht als Legislateur, datt dat net geschitt.

Ech wëll der Madamm Beissel soen, d'Verfassungsgeriicht seet net: „Kanner, passt op!" D'Verfassungsgeriicht seet: „Kanner, Dir hutt e Gesetz gestëmmt, wat eiser Verfassung widdersprécht!" Et ass also vill méi grav!

Mir hunn eng Kéier ee Gesetz heibanne geännert, wat verfassungsfeindlech deklaréiert ginn ass, dat war den Artikel 1595 vum Code civil, dee seet, « la vente entre époux » wier verbueden. An ech ka mech gutt erënneren, dat war ugangs 2014, do hu mer misse kämpfen an der Justizkommissioun, well den deemolege Justizminister absolutt deen Artikel net wollt abrogéieren, wou aner Artikele vum Mariage geännert hunn. A mir soten deemools als Oppositioun, an ech denken, mir kënnen eis dat urechnen: „Mir ginn net als Deputéiert ee Gesetz nach eng Kéier stëmmen, nach eng Kéier confirméieren, wat 2010 schonn als anticonstitutionnel deklaréiert gouf!" An doropshi gouf deen Artikel abrogéiert, an dat war richteg esou.

A wa mer elo kucken, wéi vill Arrêten et gëtt, wou verfassungsfeindlech Texter sinn, déi nach ëmmer net abrogéiert sinn!

Ech erënneren einfach nëmmen un de Partage agricole. Dat sinn Arrête vum 27. Juni 2008, vum 25. Mee 2007. An deemools huet de Justizminister mer op meng Question parlementaire geäntwert: « Les réflexions sont en cours. » An do musse mer einfach soen: „Do musse mer den Executif court-circuitéieren a mir mussen eis Responsabilitéit huelen als Legislateur, an da maache mir Proposition-de-loien, wou mer dat doten änneren."

Et kann net sinn, datt 2007, 2008 en Text verfassungsfeindlech deklaréiert gëtt vun eisem ieweschte Geriicht an 2020 sinn déi nach ëmmer en vigueur! Ergo ass déi heite Verfassungsreform extreem gutt, well se dat doten an Zukunft ausschléisst. An all Affäre sinn elo déi Texter net méi applikabel, och wann net expressis verbis de Recours um Verfassungsgeriicht geholl gëtt.

Da wëll ech awer profitéiere vun der Geleeënheet fir ze rappeléieren, datt mir als ADR wëllen d'Saisine vun der Cour constitutionnelle och ausweiden.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Bis elo kann d'Cour constitutionnelle jo nëmme befaasst ginn an engem konkreete Fall vun enger vun de Parteien. A mir hätte gären, an ech denken, mir sollten doriwwer seriö nodenken, datt d'Verfassungsgeriicht och kann a priori saiséiert ginn, vun enger gewëssener Unzuel Deputéiert zum Beispill, déi Zweifel hunn un der Verfassungsméissegkeet vun engem Gesetzestext. Dat géif eise Rechtsstaat wierklech stäerken.

Mir sinn also als ADR frou iwwert dës Reform. Et ass en éischte Schrëtt. Et ass e wichtege Schrëtt. Mir stëmmen dat mat. Mee eis Reflexioun sollt hei net ophalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding.

Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dëser neier Bestëmmung, wéi d'Madamm Beissel dat virdru ganz kloer an, mengen ech, och nach eng Kéier anschaulech duergestallt huet, gi mer eis u sech Reegelen, wéi mer an Zukunft domadder ëmginn, wann e Gesetz net verfassungskonform ass.

Den Här Gloden huet zwar ganz ausféierlech an och pedagogesch wäertvoll vun den Äppel geschwat a vun den Äppelverkeefer, woufir ech him och Merci soen, well et huet dat Ganzt och nach eng Kéier bildhaft verwierklecht, firwat et wichteg ass, déi Reform hei ze maachen. Et ka jo net sinn, datt mer e Gesetz hunn, dat verfassungswiddreg ass, dat einfach esou am Vide weiderexistéiert!

Une voix.- An applizéiert gëtt!

M. Sven Clement *(Piraten).*- An applizéiert gëtt!

De méi problematesche Fall ass natierlech deen, wou d'Cour constitutionnelle zum Schluss kënnt: „Dat Gesetz ass zwar verfassungswiddreg, mee wa mer et muer abrogéieren, dann hu mer e Vide juridique." Wat maache mer dann?

Ech mengen, dee Kompromëss, dee mer elo hei fonnt hunn, fir ze soen: „Mir ginn deem enk Limitten", ass dee richtegen, datt mer wierklech eis eng Chance ginn als Legislateur, zesumme mat der Regierung, als Chamber, déi Gesetzer op de Leescht ze huelen. Dat däerf awer keng Excuse sinn, fir dat duerno schleefen ze loossen an op d'Regierung ze waarden! Mir mussen als Chamber eis Responsabilitéit dann iwwerhuelen an déi Arrête suivéieren.

Ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer duerfir dann och an der Chamber e Service hätten, dee sech dorëm géif këmmeren an deen automatesch déi Gesetzer dann och géif un d'Justizkommissioun oder zumindest un déi zoustänneg Kommissioun weiderginn, wann en Arrêt vun der Cour constitutionnelle do ass. Dat géif et eis erméiglechen, déi Aarbecht ze maachen, déi eis elo mat där neier Reform zoukënnt.

Ech hoffen, datt mer net allze vill Gesetzer virun der Cour constitutionnelle rejetéiert kréien, mee et kënnt vir. An da sollte mer gewappnet sinn. Domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, nach eng Kéier e grousse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung an och fir de Rapport vum Léon Gloden, deen, dat ass jo schonn erwäänt ginn, ganz pedagogesch hei virgaangen ass. Ech géif awer och ënnersträichen: Wat vläicht nach méi, nach besser illustréiert wéi elo dat Beispill, wat Der ginn hutt, dat ass déi Méi, déi Der lech gemaach hutt an Ärem Rapport, fir d'Beispiller vum franséische Conseil constitutionnel unzehänken, wou ee ganz gutt gesäit, firwat et esou wichteg ass, dass een dem Verfassungsgeriicht eng Marge de manœuvre gëtt bei der Appreciatioun.

Et gi ganz ënnerschiddlech Fäll, wou een och net bei en alleguerte kann, Stand elo, virausgesinn, wéi eng Gesetzer kënnen an déi dote Situatioun kommen. Duerfir ass et wichteg, dass de Riichter, d'Riichter, déi iewescht Riichter herno d'Méiglechkeet hunn ze appreciéieren, fir ze soen, wéini dann e Gesetz wierklech net méi kann a Kraaft sinn.

Ech fannen, dat hei ass e wichtege Schrëtt fir d'Rechtssécherheet hei am Land. Et ass e System, deen eiser Cour constitutionnelle déi richteg, néideg Moyene gëtt a se och op deen Niveau hieft, wou se higehéiert. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7414B. Den Text steet am Document parlementaire 7414B[2]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution 7414B

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de révision 7414B ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun am éischte Vote constitutionnel ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et ass also esou decidéiert.

9. 7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7236 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto, d'Madamm Simone Asselborn, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Här President, et geet bei dësem Projet ëm déi nei Institutioun vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher oder kuerz den OKJ.

Éier ech an den Detail vum Projet ginn, wéilt ech awer nach op e ronne Gebuertsdag opmierksam maachen, deen nawell vill mat dësem Projet an domat och mat der Aufgab vum zukünftegen Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ze dinn huet. Viru Kuerzem gouf nämlech den 30. Gebuertsdag vun der UNO-Kannerrechtskonventioun gefeiert. Dës Konventioun gouf den 20. November 1989 zu New York adoptéiert a gëllt zënterhier als dat am meeschte ratifizéiert Mënscherechtsinstrument weltwäit. Et war am Joer 1993, wéi Lëtzebuerg dat och ratifizéiert huet. Zënterhier hu mir eis hei am Land deene 54 Artikele vun der Konventioun voll a ganz verschriwwen.

D'Kannerrechtskonventioun berout jo op véier Grondprinzippien, nämlech éischtens dem Prinzip vun der Gläichbehandlung vun all Kand, zweetens dem Prinzip vum Wuel vun all Kand, drëttens dem Prinzip vum Kand sengem Recht op Liewen an Entwécklung a véiertens dem Prinzip vum Recht, dem Wouerhuelen an dem Abezéie vum Kand senger Meenung.

Grad wat de leschte Punkt ugeet, ass d'UN-Kannerrechtskonventioun eenzegaarteg, well d'Konventioun de Mannerjäregen net nëmme Rechter zouschwätzt, mee si eeben och als aktiv an eegestänneg Träger vun deene Rechter wouerhëlt an definéiert.

D'Kanner sollen d'Méiglechkeet hunn, um Duerchsetze vun deene Rechter matzewierken an dës Rechter selwer kënnen aktiv anzefuerderen. An anere Wierder: D'Kannerrechtskonventioun gëtt de Kanner eng Stëmm.

Ech wëll een Artikel vun der Kannerrechtskonventioun ervirhiewen, nämlech den Artikel 3, dee bei all Decisioun, déi Kanner betrëfft, ëmmer am Vierdergrond steet. Dat ass den Intérêt supérieur de l'enfant.

Dësen Intérêt supérieur vum Kand huet bis haut den ORK a senger Aarbecht guidéiert. E guidéiert awer och eis als Legislateur, d'Regierung, wa se Reglementatioune betreffend Kanner ëmsetzt, souwéi och eis Geriichter, déi sech reegelméisseg an hiren Decisiounen, déi Kanner betreffen, op den Intérêt supérieur de l'enfant bezéien.

Ech hu virdru vun 196 Länner geschwat, déi d'Kannerrechtskonventioun ratifizéiert hunn. Kleng Klammer: Perséinlech hunn ech d'Hoffnung nach net opginn, datt och dat lescht Land, nämlech d'USA, sech och eng Kéier zu dësem Text bekennt an och zu de Wäerter vun der Kannerrechtskonventioun. Klammer zou.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da wëll ech awer zum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand kommen. Dëse gouf de 25. Juli 2002 hei am Land institutionaliséiert, dat si bal 18 Joer hier. Den ORK ass also geschwë grousssjäreg. Wann ee seng Missioun misst an zwee Wuert beschreiwen, da géif ee soen, datt hien derfir suergt, datt d'Rechter an d'Prinzippie vun der Kannerrechtskonventioun hei am Land applizéiert an och respektéiert ginn. Dat ass eng nobel Aufgab, déi och hei am Land net vu Muttwëll ass.

Et geet bei eis zwar Gott sei Dank net ëm déi graavste Violatioune wéi d'Ausnotze vu Kanner als Krichszaldoten a Krisegebidder, ëm d'Exploitatioun oder och ëm d'Traite. An awer ass seng Aufgab noutwendeg. Hie weist mam Fanger dorobber, wat och bei eis nach net esou klappt, wéi et sollt.

Aus sengem annuelle Rapport, dee mir elo rezent virgestallt kruten, geet ervir, dass den ORK d'lescht Joer 129 nei Dossieren opgemaach huet. Dat huet am Ganze ronn 250 Kanner betraff.

De Besoin fir esou eng Instanz ass also ouni Zweifel do. Hei zu Lëtzebuerg spillt virun allem och d'Berodung, d'Sensibiliséierung an d'Begleedung vun de Kanner an de Familljen eng wichteg Roll.

Här President, ech hu virdrun d'Groussjäregkeet vum Ombuds-Comité ugeschwat. Mat der Groussjäregkeet komme meeschtens eng Rei Changementer. Dat ass bei de Jugendlechen esou an dat ass an dësem Fall och beim ORK esou. Ech wëll direkt derbäi soen, datt mam neien Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher awer näischt iwwer Bord geheit gëtt, wat fréier gutt funktionéiert huet. Ganz am Géigendeel.

Den ORK seet selwer a sengem Avis, datt hie léiwer net vun enger neier Struktur schwätze wëllt, mee den OKJ éischter als eng Verbesserung an eng Zort Reorganisatioun vum Ombuds-Comité gesäit. Si selwer gesinn dat Ganzt also éischter am Sënn vun der Kontinuitéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum Fong vun dësem Projet. Mat dësem Gesetz gëtt d'Missioun vum fréieren ORK revaloriséiert. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gëtt un d'Chamber rattachéiert. Dat ass ee vun den Haaptënnerscheeder vum fréieren ORK. Dëst erlaabt dem Ombudsmann an Zukunft, seng Aufgaben a voller Onofhängegkeet zu dem Executif a mat den néidege Ressourcen ze erfëllen. Dobäi behält hien natierlech seng Missioun, fir en An op d'Applizéieren an de Respekt vun der Kannerrechtskonventioun ze werfen.

Den Ombudsmann kann dofir Reklamatiounen unhuelen a Recommandatioune formuléieren, fir Situatiounen, an deene sech Kanner a Jugendlecher befannen, ze behiewen. Dat ka souwuel mëndlech wéi och schrëftlech gemaach ginn.

An den Avisen, déi mir kruten, an eiser parlamentarescher Kommissioun ass doriwwer diskutéiert ginn, wien esou eng Reklamatioun un den Ombudsmann ka weiderginn. Dat sinn an éischter Linn d'Mineure selwer. Do dernieft war ugangs virgesinn, dass nëmmen den Titulaire vun der Autorité parentale kéint beim OKJ reklaméieren. Mir hunn op dësem Punkt awer op d'Avise vum Staatsrot, der Commission des droits de l'homme an dem ORK reagéiert an d'Reklamatioune fir Elteren, Familljememberen, de Partner a souguer och Tiersen opgemaach. Falls dës Persoune mengen, datt engem Kand seng Rechter net respektéiert ginn, kënne si eng Reklamatioun un den Ombudsmann weiderginn.

An dann hate mer iwwert d'Modalitéite vu senger Saisine nach eng weider Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun ëm d'Fro, ob den OKJ sech och sollt kënne selwer saiséieren. D'Kommissioun war majoritär der Meenung, datt dat sollt de Fall sinn.

De Staatsrot hat dozou gemengt, datt, wann d'Kommissioun dës Autosaisine wéilt festhalen, dëst awer op d'mannst, änlech wéi a Frankräich beim Défenseur des droits, misst strikt limitéiert ginn. A Frankräich dierf den Défenseur des droits sech nämlech just dann autosaiséieren, wa keen Ayant droit, also kee Représentant légal vum Kand sech do dergéint opposéiert.

An der Kommissioun ass decidéiert ginn, dës Propositioun vum Staatsrot net ze suivéieren. Mir waren der Meenung, dass esou eng Dispositioun den Handlungsspillraum vum Ombudsmann ze vill géif limitéieren. Huele mir un, den zukünftegen Ombudsmann géif vun enger Situatioun gewuer ginn, wou ee Mineur am Spill ass an d'Eltere sech der Interventioun vum Ombudsmann opposéieren. An deem Fall wieren dem Ombudsmann ganz einfach d'Hänn gebonnen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

D'Kommissioun ass also zur Konklusioun komm, datt et am Interêt vum Kand besser wier, dës Méiglechkeet vun der Autosaisine am neien Text stoen ze loossen. Niewent de Recommandatioune behält den Ombudsmann och säi Rôle fir ze beroden, ze sensibiliséieren an allgemeng d'Rechter vum Kand ze promouvéieren. Hien intervenéiert awer och an der legislativer an exekutiver Prozedur. Hien ass nämlech gebieden, fir all Projet a Proposition de loi respektiv fir all Règlement grand-ducal säin Avis ofzeginn, falls den aviséierten Text sollt en Impakt op Kanner hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Ënnerstëtzung vum Ombudsmann ugeet, esou schaaft dëse Projet de loi och een Office vum Ombudsmann, deen aus him selwer an Agente besteet. Donieft kann hien och, wann néideg, Rot bei Experte froen. Zum Ombudsmann selwer ass vläicht nach ze soen, datt dësen op Propositioun vun der Chamber vum Grand-Duc genannt gëtt. Säi Mandat dauert aacht Joer an ass net erneierbar.

Här President, ech hunn elo e bëssen den Tour gemaach. Et kéint een nach e puer weider Detailer ernimmen, d'Zäit dofir leeft mir awer fort. Ech verweisen awer gären op mäi schréftleche Rapport, deen de ganze Projet hei beliicht.

Wichteg ass, wéi gesot, datt den neien Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher mat dësem Text méi Moyenen zur Verfügung gestallt kritt an duerch de Rattachement un d'Chamber dësen Aufgaben a voller Onofhängegkeet kann nogoen. Duerch déi Initiativ hieft d'Regierung nach eng Kéier de Stellewäert, dee si de Kanner an dem Schutz vun hire Rechter zoukomme léisst.

Här President, ech wéilt ofschléissend am Numm vun eis alleguerten dem Här Schlechter, senger Ekipp, dem ganzen ORK, Merci soe fir déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi Dir an de leschte Jore gemaach hutt a mat där Dir de Kanner, déi awer oft dat schwaacht Glidd sinn, eng Stëmm ginn hutt. Eisen déifste Respekt.

Merci.

Dëst gesot, wëll ech awer och de Memberen aus der Educatiouns- an der Institutiounekommissioun Merci soen, déi bei dësem Projet gutt zesummegeschafft hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'alleréischt der Rapportrice, dem Carole Hartmann, e grousse Merci fir hiren explizitte Rapport an och Exposé, dee si eis hei gehalen huet.

Wéi elo grad gesot, stëmme mir also haut e Gesetz, mat deem d'Rechter vun de Kanner, vun de Jugendlechen nach méi staark solle respektéiert an och protegéiert ginn. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, eng Institutioun, déi mat dësem Gesetz kreéiert gëtt, iwwerhëlt also d'Relève vum aktuellen ORK, dem Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand. Et hätt ee kënne beim Numm ORK bleiwen, well dee scho gutt bekannt ass a well den Term „Jugendlecher" net onbedéngt muss am Numm figuréieren, well am Artikel 1 vun der Kannerrechtskonventioun steet, dass de Begréff „Kand" am Fong geholl fir all Mënsch ënner 18 Joer ass.

Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher kritt also elo eng institutionell Onofhängegkeet, andeems en der Chamber rattachéiert gëtt. Onofhängegkeet par rapport zur Regierung ass nämlech ee vun den Haaptkrittären, déi eng Mënscherechtsinstitutioun erfëlle muss.

Donieft kritt den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher méi Missiounen, méi Ressourcen, budgetär Autonomie, eng eegen Administratioun mat méi Personal, fir Avisen ze redigéieren an d'Gestioun vun de Plainten an Ugréff ze huelen, fir Campagnen auszeschaffen an de Leit, déi Rot bei him oder bei hir sichen, weiderzehëllefen.

Heiduerch kritt den Ombudsmann natierlech och méi eng grouss Visibilitéit an e ka méi effikass schaffen. Den OKJ schafft am Interessi vun der Kannerschaft enk, ganz enk mat Experte vum Terrain zesummen. E schafft als Médiateur-conciliateur mat deenen aneren Instanzen zesummen, mécht selwer Visitten um Terrain, fir sech e Bild ze maachen, fir ze verstoen a fir dann duerno kënne Recommandatiounen auszeschaffen.

Et ass weesentlech, dass d'Ëffentlechkeet ëmmer erëm fir d'Rechter vum Kand sensibiliséiert gëtt an dass een et och dem Kand zougesteet, dass et sech selwer kann ausdrécken zu Froen, déi hatt concernéieren.

Nei ass och, dass den Ombudsmann op Propositioun vun der Chamber vum Grand-Duc nominéiert gëtt, wéi gesot ginn ass, fir en eemolegt Mandat vun aacht Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Intérêt supérieur vum Kand an ëffentlechen oder private Strukturen um Niveau vun der Justiz, bei Verwaltungen oder de Gesetzesorganer muss ëmmer Virrang hunn. Dëst schreift ënner anerem den Artikel 3 vun der UNO-Kannerrechtskonventioun vir, déi Lëtzebuerg natierlech ratifizéiert huet.

An anere Wierder: Wa mir, déi Erwuessen, Entscheedungen treffen, déi och Kanner a Jugendlecher concernéieren, da musse mir Erwuessener ëmmer emol fir d'alleréischt un d'Wuel vum Kand denken, e Prinzip, deen eigentlech misst selbstverständlech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert dëse Projet ganz kloer matstëmmen. Mir si frou, dass den Text och elo virgesäit, dass den OKJ vu Persounen dierf saiséiert ginn, déi d'Autorité parentale net hunn, dat heescht, a Scheedungsfäll kann och deen Elterendeel, deen d'Autorité parentale net huet, den OKJ saiséieren, wann en dat fir noutwendeg fënnt.

D'Reconnaissance vum Lien biologique ass e Recht, dat den Artikel 7 vun der Kannerrechtskonventioun ausdrécklech accordéiert. Mir sinn och frou, dass d'Regierung mat op de Wee gaangen ass, dem OKJ zouzegestoen, sech selwer dierfen ze saiséieren. Dëst war en explizitte Wonsch vum fréieren ORK, an et erlaabt hinne ganz kloer, enger Affär nozegoen, wann hinnen da gewëssen ongesond Situatiounen zougedroe ginn.

Absolutt ze begréissen ass och, dass jiddwereen - jiddwereen! -, dee feststellt, dass engem Kand seng Rechter net respektéiert ginn, an dobäi spillt et keng Roll, ob en am Alldag mam Encadrement vum Kand ze dinn huet oder net, dass déi Persoun sech beim OKJ dierf berode loossen, wat se iwwerhaapt ka maachen.

Wichteg ass och, dass den OKJ, änlech wéi och beim Médiateur scolaire, ee Feedback iwwert d'Suitte vu senge Recommandatioune kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wënschen dem zukünftegen Ombudsmann an allen, déi mat him oder fir hie schaffen, eng glécklech Hand an hoffen, dass d'Wuel vum Kand oder dem Jugendlechen, esou wéi dëst Gesetz et dann och virschreift, bei allen Handlungen déi héchste Prioritéit huet.

Et ass eis Aufgab, Kannerrechter ganz eescht ze huelen, se ze respektéieren a se net lénks leien ze loossen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Iech, Här Schlechter, villmools Merci fir Är Aarbecht an, wéi gesot, deem neien Ombudsmann eng ganz glécklech Hand.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch.

Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schonns am Joer 1923 huet d'ONG Save the children eng Erklärung a fënnef Punkten ugeholl iwwert d'Kannerrechter ënnert dem Numm Déclaration de Genève. D'Joer 1979 ass dunn zum Internationale Joer vum Kand deklaréiert ginn an 1989 huet d'UNO d'International Konventioun vun de Kannerrechter ugeholl - wat d'Madamm Carole Hartmann och scho gesot huet -, ier mer dann 1993 hei zu Lëtzebuerg am Parlament dës Konventioun och gestëmmt hunn. An 2002 ass dunn den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand geschaaft ginn. E laange Wee also.

Nieft dem Ombudsmann, dem Centre de médiation civile et commerciale an dem Médiateur scolaire ass den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand e ganz wichtegen Acteur an eiser Gesellschaft. Dëse Kommitee gëtt haut mam Projet de loi 7236 reforméiert an duerch den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ersat.

Här President, grad eis als LSAP ass et immens wichteg, der Gesellschaft, de Leit, an zemools deene méi Schwaachen ënner hinnen eng Stëmm ze ginn. Dat huet den ORK iwwert d'Joren exemplaresch gemaach. En huet déi Jugendlech an d'Kanner vertrueden a gläichzäiteg och a sengem alljärleche Rapport der Politik de Spigel virgehal an drop opmierksam gemaach, wat nach ze maachen ass a wou et dann och emol heiansdo an eise Systemer happert.

Ech denken hei zum Beispill u verschidde Recommandatiounen, déi den ORK a sengem leschte Bericht zur Éducation inclusive oder awer och zu den Inegalitéiten an eise Schoule ginn huet.

Well mir d'Wichtegkeet vun dëser Institutioun unerkennen a si stäerke wëllen, läit dëse Projet de loi der LSAP wierklech um Häerz. Wéi d'Madamm Carole Hartmann an hirem gudde Rapport, fir deen ech hir och hei Merci soen, scho gesot huet, geet et drëm, mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher eng komplett onofhängeg Instanz ze schafen, déi d'Promotioun, de Schutz an d'Stäerke vun de Rechter vum Kand als Leitmotiv huet. Den ORK selwer begréisst jo dës Verännerungen a seet sech frou doriwwer, dass si elo déi néideg Moyene wäerte kréien.

2019 ware ronn 250 Kanner a Kontakt mam ORK. Och déi Zuel weist nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun dësem Kommitee op, zemools wann ee bedenkt, dass d'Welt fir eis Kanner net méi einfach gëtt. Ëmmer méi si vu Stress an der Schoul oder och doheem, zum Beispill bei Scheedungen, bis zu och méi neiaartegen Entwécklungen, wéi zum Beispill dem Cybermobbing, bedrot.

Well mir all wëssen, wouhin dat féiere kann, a wéi schrecklech et fir e Kand ass a muss sinn, keen Uspriechpartner ze hunn, ass et eis Flicht, de Kanner mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher déi Plaz ze ginn, wou se Hëllef an Antwerte fannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kanner an déi Jugendlech kréien duerch deen heite Projet de loi en Uspriechpartner an eng Stëmm, déi si an hire Rechter onofhängeg wäert vertrieden an der Politik hoffentlech weider duerch en alljärleche Bericht, awer och duerch seng Avisen zu Gesetzestexter de Spigel virhält.

An aus all dëse Grënn kann ech nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. An ech soen och op dëser Plaz dem ganzen Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand en décke Merci fir hir geleeschten Aarbecht.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz.

An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Keen Ofkommes zum Schutz vu Mënscherechter ass esou oft ratifizéiert gi wéi d'Kannerrechtskonventioun vun de Vereenten Natiounen aus dem Joer 1989, wat schonn eleng déi weltwäit Akzeptanz vun deem Ofkommes ënnersträicht.

Wéi d'Rapportrice Carole Hartmann richteg gesot huet, sinn et 196 Staaten, déi sech mat hirer Ratifikatioun dozou engagéiert hunn, d'Konventioun eigentlech integral an nationaalt Recht ëmzesetzen, an dat war e groussen Defi. Esou och Lëtzebuerg, wou jo am Joer 1993 d'Konventioun ratifizéiert ginn ass a wou zanterhier och ganz vill Positives geschitt ass.

Ech muss awer och soen, dass nach munches ze di bleift, soss géife mer haut net hei stoen. Well och zu Lëtzebuerg sinn déi tatsächlech Liewensbedingunge vun enger Rei Kanner a Jugendlechen nach ëmmer alarmant, dat heescht, och bei eis ginn et nach ëmmer Kanner, leider, déi kierperlech oder psychesch mësshandelt ginn, déi net genuch an Decisiounen agebonne ginn, déi se selwer betreffen, déi awer och diskriminéiert oder vernoléissegt ginn, an och Kanner, déi keng verlässlech Bezéiungen an hirem familiären Emfeld kënnen opbauen.

A leider wuessen och ëmmer méi Kanner zu Lëtzebuerg an der Aarmut op, soudass net emol hir elementar Grondbedürfnisser erfëllt kënne ginn, wou ech u gesondheetlech Preventioun a Familljen denken, u gesond Ernärung, un adequat Wunnkonditiounen an hir Sécherheet ronderëm.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wëll ech doudsécher net soen, dass zu Lëtzebuerg d'Kannerrechter mat Féiss getrëppelt ginn, ganz am Contraire. Mir hu jo schonn 2002 den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand hei zesummen decidéiert, wou ech zwar nach eng Kéier drop zréckkommen. Mee ech mengen, vun do un ass wierklech ganz vill an déi Richtung geschafft ginn a gutt geschafft ginn. An ech woen och net ze behaapten, dass an eiser Gesellschaft kee Bewosstsäi fir d'Rechter vu Kanner a Jonker besteet.

Allerdéngs mussen um legalen Niveau nach eng Rei Schrëtt ënnerholl ginn, fir dass eebe grad eis Gesetzgeebung un d'UN-Kannerrechtskonventioun ugepasst gëtt an hir op allen Eebene gerecht gëtt. An dee wichtege Schrëtt, dee mer haut maachen, decidéiere mer gläich, an ech mengen, unanime.

U sech féiere mir haut genee dat an, wat eise leider verstuerwene Kolleeg Camille Gira schonn den 11. Juni 2002 bei der Kreatioun vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand op dëser Plaz gesot huet. An ech si frou, de Moment hei un hie kënnen ze denken. En huet en onofhängegt Gremium fir d'Verdeedegung vun de Kannerrechter gefuerdert mat enger eenzeger Persoun un der Spëtzt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A senger Ried huet de Camille Gira och op d'Wichtegkeet vun enger breet gefächerter Aktiounsfräiheet fir dat Gremium higewisen, déi net onbedéngt ginn ass, wann et ënnert dem Zepter vun engem Minister steet.

Déi selwecht Fuerderung koum fënnef Joer méi spéit, am Joer 2007, och vum grénge Kolleeg Claude Adam, dee sech doriwwer eraus och fir déi finanziell Onofhängegkeet vum ORK ausgesprach huet a genuch a méi Mëttele fir dat Gremium an enger Motioun gefuerdert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech also virstellen, dass déi gréng dëse Projet de loi mat béiden Hänn ënnerschreiwen, well e genee an déi Richtung geet, déi mir vun Ufank u fir déi richteg gehalen hunn. A wéi sot de Wilhelm Busch esou schéin: „Ausdauer wird früher oder später belohnt - meistens aber später."

Ausdauer hat awer och déi fréier Presidentin vum ORK, d'Madamm Marie Anne Rodesch-Hengesch, déi ech awer och hei wéilt ernimmen. An hirem Rapport vun 2007 huet si och schonn op d'Onofhängegkeet vun deem Gremium higewisen an op d'Wichtegkeet dovun, grad wéi och hiren Nofollger, de René Schlechter, deen dat éfters widderholl huet.

Am Januar 2013 huet d'Madamm Rodesch dunn der parlamentarescher Institutiounskommissioun ee Reflexiounspabeier mat néng Punkten op den Dësch geluecht, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, mam Zil, eebe grad en onofhängegen Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand ze schafen, also genee dat, wat mer haut wäerte maachen.

Ech ginn elo net op weider Detailer vun deem Projet de loi an, wéilt der Madamm Hartmann awer e grousse Merci soe fir hir gutt Aarbecht an der Kommissioun an och fir de Rapport, dee se hei presentéiert huet.

Wichteg ass mir allerdéngs nach ze betounen, dass mir mat dësem Projet de loi endlech och op der Linn leie mat de Prinzippien, déi d'UNO 1993 zu Paräis approuvéiert huet fir sécherzestellen, dass eng Mënscherechtsinstitutioun effektiv onofhängeg schaffe kann. Mir fannen dat ganz wichteg. Dozou gehéiert jo net just e klore Gesetzestext, dozou gehéiert och e Mandat, dat esou ausgedeent wéi méiglech ass. An dësem Fall sinn dat jo dann aacht Joer.

Dozou gehéieren och onofhängeg Prozedure beim Choix vun der Persoun hei vum Ombudsmann, dee jo dann un d'Chamber iwwerdroe gëtt. Dozou gehéiert e reegelméissegen an effikasse Fonctionnement, dee mer eis natierlech erwaarden, a mir sinn iwwerzeegt, dass e wäert kommen. An donieft eng komplett Onofhängegkeet vis-à-vis vum Pouvoir exécutif mat genuch finanzielle Ressourcen, esou wéi dëse Projet de loi se och virgesäit.

Begréissenswäert ass och, dass den zukünftegen Ombudsmann sech zu alle Gesetzesprojete muss äusseren, déi a Relatioun si mat Kanner a Jugendlechen. Mir fannen dat eng ganz wichteg Decisioun, natierlech och ënnert der Bedéngung, dass deen Avis dann och eescht geholl gëtt a wäert respektéiert ginn.

Erlaabt mer fir ofzeschléissen, Dir Dammen an Dir Hären, de Jean-Jacques Rousseau ze zitéieren, dee mer iergendwéi aus dem Häerz schwätzt. Scho virun 300 Joer huet e beschriwwen, ëm wat et an der Erzéiung muss goen. Dozou just dräi Zeilen. E sot: « Toute méchanceté vient de faiblesse ; l'enfant n'est méchant que parce qu'il est faible ; rendez-le fort, il sera bon. »

Här President, mat dësem Projet de loi maache mir d'Kanner awer net nëmme méi staark. Mam neien Ombudsmann gi mer de Kanner och nach méi eng haart Stëmm a mir stelle méi Mëttele prett, fir se viru Gewalt, Diskriminatioun an Exklusioun ze schützen. A mir ginn hinnen d'Recht, hir Rechter selwer anzekloen, wat natierlech viraussetzt, dass se dat Recht och kennen.

Domat ginn ech zum Schluss den Accord vun der grénger Fraktioun, soe Merci fir d'Nolauschteren, an der ganzer Ekipp ronderëm den Här Schlechter och nach eng Kéier e grousse Merci fir de Risenasaz an de leschte Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Hartmann fir dee Rapport, dee si gemaach huet. Et ass interessant gewiescht, datt Der op déi amerikanesch Positioun do ze schwätze komm sidd, well mir hate just virdrun hei iwwer e Projet de loi diskutéiert, oder eng Proposition de loi - wat war et? -, fir eng Verfassungsännerung do duerchzesetzen, wou mer gesot hunn, et ass wichteg, datt mir als Legislateur d'Urteeler vum Verfassungsgeriicht respektéieren.

Wann ech mech awer elo gutt erënneren, huet den amerikanesch Supreme Court en Urteel geholl, no deem de Staat net däerf an d'Relatioun tëschent den Elteren an de Kanner agräifen. An domadder ass dat eent vun den Haaptargumenter gewiescht fir den amerikanesche Legislateur fir ze soen: „Mir kënne se net ratifizéieren, well mir géifen eis do géint en Urteel vun eisem héchste Geriicht stellen." Do ass also eng Logik, déi mir jo hei och wëllen aféieren.

An dat Zweet ass dat Spannungsverhältnis tëschent dem internationalen ëffentleche Recht an dem nationale konstitutionelle Recht, wou ëmmer e Spannungsverhältnis besteet, wat eigentlech prevaléiert. An ech mengen, datt also déi Diskussioun nozevollzéien ass, déi an den USA iwwert dee Sujet geféiert gëtt, och kontrovers, mee ech mengen, et si staark Argumenter do.

Dat Gesetz, wat mer haut hei sollen diskutéieren, dat huet sécher Virdeeler, d'Onofhängegkeet vum neien Ombuds-Comité an esou weider, vum neien Ombudsmann.

Mee et muss ee wëssen, mir diskutéieren haut net esou iwwert d'Situatioun vun de Kanner, mee iwwert d'Prozeduren an iwwer eng rechtlech Stellung vun engem Kommitee. Et ass also eng aner Diskussioun. Datt mer eis alleguer ëm d'Situatioun vun de Kanner Suerge maachen, ass dobäi evident.

Mee mir schwätzen iwwer Prozeduren a Mëttelen. An do sinn awer eng Rei Suergen. Déi éischt ass, datt mer eng Proliferatioun vun Institutiounen hunn. Mir hunn en Ombudsmann, mir hunn en Ombudsmann an der Schoul, mir hunn elo en Ombudsmann fir d'Rechter vun de Kanner an de Jugendlechen, mir hunn e Kommitee fir d'Égalité de traitement, mir hunn nach eng Rei aner Mënscherechtsinstitutiounen.

An do stelle sech dann och Problemer vu Kompetenzen an Ofgrenzungen. An de Staatsrot huet dat opgeworf, wéi e gesot huet: „Et ass net ganz kloer." Wien ass dann elo fir wat kompetent? Kann een déi alleguer matenee saisiéieren? Misst dat net vill méi däitlech ofgegrenzt ginn? Gëtt et do eng Sequenz, wien als Éischten oder als Zweete muss ugeruff ginn? Wat ass, wa kontradiktoresch Konklusioune gezu ginn?

An dofir mengen ech, wär et méi sënnvoll gewiescht, mir hätten eng Ofgrenzung virgeholl. Ech verstinn, datt do verschidde Vuë waren. Mee mir hunn einfach eng Multitude vun Institutiounen, an et ass scho gutt, fir do eng gewëssen Uerdnung eranzekréien.

Da kritt de Kommitee ganz staark Rechter. En Droit d'accès aux locaux. Dat kann e bëssen assimiléiert ginn, mee et ass net genau d'nämmlecht, mat deem, wat en Officier de police judiciaire ka maachen, en Agent régional, en Agent vun der ASFT, vu Sociaux-, Familiaux- an Therapeutiques-Aufgaben.

Dat ass ganz staark an et muss een oppassen, datt ee bei all deene Saachen d'Rechtsstaatlechkeet net verléisst. Et kann heiansdo zu enger Vermëschung kommen. Wann een an eng Minicrèche geet, wou och privat Lokalitéite sinn, kënne sech Problemer vun Ofgrenzunge stellen. Et muss een oppassen.

Dat selwecht gëllt fir den Droit d'accès aux documents. Och deen ass ganz wäit definéiert. Mee do sinn oft ganz privat Donnéeë vu Leit concernéiert. De Secret professionnel ass net esou staark an deem Gesetz do preziséiert. An och ginn déi Leit jo net informéiert, deenen hir Privatdonnéeën eventuell un den Ombudsmann gi ginn. Dat ass alles relativ vag. Do gëtt eng Kompetenz ageféiert, awer déi ass net ganz staark encadréiert. An ech mengen, do kann ee sech scho Froe stellen, wéi eng Rechter mer do ginn.

D'selwecht mat der Autosaisine. Dir hat opportunement rappeléiert, datt a Frankräich do kloer Limitte gesat gi sinn, wéini esou e Kommitee sech ka selwer saisiéieren. Hei ass dat net gemaach ginn. De Staatsrot huet souguer gesot, et ka géint de Prinzip vun der Mediatioun goen, well dee Prinzip jo genau viraussetzt, datt déi zwou Partië mussen d'accord sinn. Hei ass also d'Autosaisine, déi vill méi wäit geet, wéi dat a Frankräich ass. Och do stelle mer eis d'Fro: Ass dat wierklech sënnvoll? Mir hätte léiwer gehat, et wär reglementéiert gewiescht.

Et gëtt och eng Obligation de réponse ageféiert. De Particulier, „toute personne physique ou morale" steet am Artikel 3, huet eng Obligatioun fir ze äntweren. Elo muss een awer wëssen: Den Ombudsmann ass weeder e Geriicht nach eng Verwaltung! Dat heescht, och do gi mer ganz wäit an Obligatiounen, déi géintiwwer Leit ageféiert ginn.

Déi grondsätzlech Froen, déi sech stellen, iwwert d'Kompetenzen eraus, sinn natierlech déi, déi och an Amerika aktuell waren. Dat ass d'Roll vun den Elteren. An Amerika ass et eeben dat iewescht Geriicht, wat gesot huet, de Staat dierft sech net amëschen.

An hei ass - hei an an anere Gesetzer - eng Tendenz do, datt mer probéieren, en direkt Autoritéits- a Schutzverhältnis vum Staat op d'Kand hierzestellen, an dobäi d'Famill iwwerginn, d'Eltererechter. Hei ka sech zum Beispill den Ombudsmann saisiéieren, och géint d'Oppositioun vun den Elteren. Elo kann dat a verschiddene Situatiounen eventuell mam Intérêt supérieur de l'enfant gerechtfertegt ginn, dat muss awer net sinn.

Also, et ass komplizéiert, et ass e Spannungsverhältnis, wat juristesch, awer och mënschlech ganz interessant ass a wou mir als ADR och soen: „Mir mussen d'Famill respektéieren un éischter Plaz." Déi Tendenz, fir d'Famill ze iwwergoen, ass eng, déi mir net guttheeschen.

Och d'Onscholdsvermutung: Wann de Kommitee eng Enquête mécht, dann ass dat och net gesot, et gëtt keng prozedural Reegelen à charge ou à décharge. Et gëtt einfach enquêtéiert, wéi dat dann eebe virgesinn ass.

D'Mëttele si ganz grouss, déi e kritt, vläicht ze vill grouss. Ech weess net, wéi d'Aarbechtsbelaaschtung reell ass.

Mee fir eis als Chamber stellt sech och eng Erausfuerderung - an domadder halen ech op -, dat ass nämlech déi einfach Fro: Mir hunn elo all déi Organismen, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, alleguer si se onofhängeg, alleguer hu se hir eege Verwaltung. An et ass un eis, Här President, fir ze kucken, ob mer déi Reegelen, och wat d'Kontabilitéit ugeet, och wat d'Gestioun vum Personal ugeet, ob mer dat net kënnen iergendwéi zesummefaassen an och ob mer net kënnen, bei allem Respekt fir d'Verschiddenaartegkeet vun den Aufgabe vun deene verschiddene Gremien, vläicht um administrative Plang awer Synergië feststellen an déi an eist Reglement ophuelen.

Ech soen Iech Merci. D'ADR wäert dëse Projet mat enger Enthalung begleeden. Mir sinn natierlech bei all deenen ëmmer derbäi, déi d'Rechter vun de Kanner wëlle verdeedegen an drëm besuergt sinn, datt et de Kanner gutt geet. Awer et sinn esou vill Bedenken, wat d'Prozeduren an d'rechtlech Situatiounen an dësem Text ugeet, datt mer en net kënne matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner … Nee, den Här David Wagner fir d'éischt. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech deen heite Projet de loi mat ënnerstëtzen, well mer justement och der Meenung sinn, datt e grouss Progrèse mécht. D'Possibilitéit elo och vun enger Autosaisine, datt den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, elo den zukünftegen OKJ, och eng Autosaisine ka maachen, begréisse mir wierklech.

Ech mengen, mir kënnen de Parallell net zéie mam Ombudsmann, mam Mediateur, wéi mer deen och elo kennen, well hei schwätze mer jo och grad vu Mineuren, déi an enger Situation de dépendance si par rapport zu Elteren. An esou wichteg d'Famill och ka sinn, d'Famill ass net ëmmer perfekt. A mir wësse jo och all, datt et leider oft virkënnt, datt och an de Familljе ganz schlëmm Saache geschéien, an heiansdo ass et dann och gutt, aner Instanzen ze hunn, wéi zum Beispill de Staat, déi d'Kanner virun der eegener Famill protegéiert.

Do kann ee sech natierlech op Urteeler vun dem Supreme Court an den USA beruffen, mee ouni deene wëllen ëmmer ze no ze trieden: Heiansdo sinn hir Urteeler och ideologesch staark belaascht. A mir wëssen, wat dat och an den USA ka bedeiten an Hisiicht vu verschiddene Formen, Facettë vu Fanatismus.

Duerno begréisse mer natierlech och ganz staark, datt de Mineur selwer och eng Saisine ka maachen. Mir fannen et och ganz gutt - enfin, mir fannen et ganz gutt, mir si jo selwer an der Kommissioun dobäi -, datt mer net, wéi d'Madamm Hartmann dat och gesot huet zu Recht, dem Conseil d'État gefollegt sinn, datt e Processus duerch eng Reklamatioun blockéiert kéint ginn. Mir fannen, datt dat e bëssen eng konservativ Approche war vum Staatsrot.

A schlussendlech wäert een och gesinn, wat dat an der Praxis wäert bréngen, déi nei Prerogativen, déi den OKJ wäert kënnen hunn. Ech hu missen drun denken, well mer jo gëschter an der aussepolitescher Kommissioun och déi Motioun deposéiert haten als Lénk iwwert de Centre de rétention an doriwwer diskutéiert haten, datt och Mineuren iwwer dräi Deeg laang do dragestach ginn.

An ech kann nëmmen drun erënneren, datt och den ORK dat schonn deemools bedauert hat. An och bei der gesetzlecher Modifikatioun vun 2017, wou mer et erlaben, datt Kanner, Mineuren amplaz dräi elo siwen Deeg kënnen an de Centre de rétention gestach ginn, hat den ORK schonn deemools seng Suerge matgedeelt an engem Rapport iwwert d'Kanner an de Foyeren.

Mir hate gëschter an der Kommissioun gefuerdert, datt och wéinstens e Moratoire kéint ausgeschwat ginn, soulaang keng nei speziell Struktur geschafe gëtt. Ech hunn net den Androck gehat, datt d'Regierung an déi Richtung geet, quitte datt eng nei Struktur soll entstoen. Mais on verra! Mee an der Tëschenzäit wäerte weiderhi Kanner dragestach kënne ginn. Mee mir wäerten nach iwwert déi Motioun - ech hu se net zréckgezunn - hei an dësem Plenum diskutéiere kënnen. Op jidde Fall kéint dat awer och e praktesche Fall si fir den OKJ, well, ech mengen, grad och déi Mineuren an och hir Elteren oft net onbedéngt an där richteger Situatioun sinn, fir sech kënnen hei ze verteidegen, zemools wann d'Rechter vu Kanner net onbedéngt esou respektéiert ginn.

A mir mengen, datt d'Madamm Hartmann zu Recht gesot huet: Zu Lëtzebuerg ginn et keng Kanner, déi an de Krich geschéckt ginn, glécklecherweis natierlech, mee et gi Kanner, déi awer agespaart ginn, dat gëtt et och, well mer eng speziell Asylpolitik hunn, déi mir net matdroen. An ech mengen, dat ass awer och eng Saach, iwwert déi ee wäert vläicht nach kënnen diskutéieren.

Ceci étant dit, mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi natierlech. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wollt ech natierlech der Rapportrice Merci soe fir den exzellente Rapport. Da wollt ech awer och dem Här Schlechter Merci soe fir déi Aarbecht, déi en déi lescht Joren an deem wichtege Feld vum Kanner- a Jugendschutz geleescht huet.

D'Piraten freeë sech iwwert de virleiende Gesetzesprojet, duerch deen de Schutz vun de Kannerrechter finanziell a personell Ressourcen zougesprach kritt. Den aktuellen Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand setzt sech zum gréissten Deel aus Persounen zesummen, déi sech dëser Tâche parallell zu enger anerer Aarbecht gewidmet hunn, well d'finanziell Mëttele bis elo gefeelt hunn.

Duerch de virleiende Projet ginn elo awer eng ganz Rei nei Poste geschafen, déi sech vollzäit der Protektioun an der Sensibiliséierung an der Matière vun de Kannerrechter a Jugendrechter zouwende kënnen. Dat ass e wichtege Schrëtt. Déi bescht Gesetzer a Konventioune sinn nämlech näischt wäert, wann net kontrolléiert gëtt, ob a wéi dës Reegelen agehale ginn.

Obwuel ee sech eigentlech denkt, datt zu Lëtzebuerg d'Mënschen- a ganz besonnesch d'Kannerrechter groussgeschriwwe ginn, hunn déi rezent Diskussiounen ëm d'Reform vum Jugendschutzgesetz gewisen, datt et an eisem Land ëmmer nach Verstéiss géint d'Kannerrechtskonventioun gëtt an datt eng Sensibiliséierung vun de betraffenen Acteuren zwéngend noutwendeg ass.

Mir hoffen, datt déi nei Instanz vum Ombudsmann a senge Mataarbechter a Mataarbechterinnen de Kannerrechter an Zukunft déi Bedeitung zoukomme léisst, déi Lëtzebuerg hinne scho laang hätt misse bäimoossen.

Här President, trotz der Freed iwwert dës Stäerkung vun der Visibilitéit an der Verdeedegung vun de Kannerrechter gëtt et am Kontext vun dësem Gesetzesprojet awer och en extreem negative Punkt, iwwert deen ech net einfach ewechkucke kann, och wann dat vun den Auteure vum Text vläicht genee sou geplangt war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säitdeem ech an d'Chamber gewielt gouf, ginn ech net midd ze betounen, wéi wichteg et ass, datt d'Gesetzer lieserlech sinn, datt se vun de Leit dobausse kënnen novollzu ginn. Dëst Gesetz dréit zum Krittär vun der Transparenz an der Liesbarkeet awer absolutt erëm näischt bäi!

An dëse Gesetzesprojet huet sech nämlech e klengen Artikel veriert, dee beseet, datt den Office national de l'enfance ab elo dann och nach en Direkter an en Adjoint soll kënnen hunn. Dës Dispositioun steet am Zesummenhang mat Kanner, dat ginn ech Iech gären zou, steet awer net direkt am Zesummenhang mat der Mise en place vun engem Ombudsmann fir d'Kannerrechter an d'Jugendrechter, an huet duerfir a mengen Aen an deem Gesetz hei direkt näischt ze sichen.

Wéi soll eng interesséiert Persoun, déi sech iwwert d'Legislatioun am Zesummenhang mam ONE informéiere wëllt, op d'Iddi kommen, datt se tëscht den Artikelen iwwert den Ombudsman fir Kanner an Jugendlecher Dispositioune fir eebe genau dës Instanz fanne kéint?

Och de Conseil d'État huet a sengem Avis ugemierkt, datt dat eng Virgeeënsaart wär, déi an Zukunft evitéiert misst ginn. D'Entschëllegung, datt et sech hei ëm eng wichteg Dispositioun handelt, déi néideg ass, fir d'Aarbechtsofleef vum ONE ze koordinéieren, kann net einfach erbäigezu ginn, fir e Vermësche vun Theemen, déi direkt an och indirekt näischt mateneen ze dinn hunn, ze excuséieren.

Wann et muss séier goen, da musse mer séier schaffen. Jo! Aus Zäitmangel awer en Duerjerneen ze kreéieren, deen zu gänzlech onliesbaren Texter féiert, ass inakzeptabel. Sämtlech Reegelen, déi den ONE betreffen, hätte sech besser an engem separate Projet erëmfonnt. Déi heite Virgeeënsaart bréngt eis elo an eng Situatioun, an där mir ontransparent Methoden toleréiere mussen, wa mer enger Stäerkung vun de Kannerrechter net am Wee wëlle stoen.

Mir wäerten dëst Gesetz duerfir haut noutgedrongen a mat e bësse Bauchwéi wéinst dëser Dispositioun matstëmmen, …

Plusieurs voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … mee net ouni e fermen Appell un eis alleguerten hei an der Chamber, mee virun allem och un d'Regierungsbänk auszeschwätzen, datt d'Gesetzestexter lieserlech an theemebezu sollte sinn. E Gesetz ass keng Sammelplaz fir allerlee vergiessen Dispositiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll mech deene Felicitatiounen un d'Rapportrice, d'Carole Hartmann, uschléissen, dat de Projet dach ganz am Detail erkläert huet.

Ee wichtege Punkt dobäi ass sécherlech déi Onofhängegkeet, déi den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand a vum Jugendlechen elo kritt duerch de Rattachement un d'Chamber.

Et war an de leschte sechs Joer meng Ambitioun op jidde Fall, datt, och wa bis elo den ORK ënnert d'Kompetenz fir alles, wat d'budgetär an administrativ Begleedung ubelaangt huet, vu mengem Ministère gefall ass, se an hirer Aarbecht esou eng Onofhängegkeet gespuert hunn! An ech denken och, datt dat eis gelongen ass. Trotzdeem fannen ech et richteg, datt mer deen dote Schrëtt maachen, dee jo och scho vun Eenzelnen heibanne virun enger Rei vu Jore gefuerdert gouf.

Domadder stäerke mer symbolesch, awer net nëmme symbolesch d'Wichtegkeet vun de Kannerrechter och nach emol hei am Land, andeems mer dee Rattachement do un d'Chamber maachen, eeben un déi héchste gewielten Instanz hei am Land.

Déi aner Punkten, déi hei mat geännert goufen, baséieren eigentlech op der Erfarung aus der Aarbechtsrealitéit vun de leschte Joren. An duerfir ass et och esou, datt déi vun eis aus beim Erstelle vum Projet de loi matbegleet goufen. An ech sinn eigentlech och ganz frou, datt d'Chamber, d'Chamberskommissioun, mee awer och eng breet Majoritéit hei am Haus, ganz reflektéiert op déi eenzel Avisen a Meenungen dach reagéiert huet a sech do och net beiere gelooss huet, fir eigentlech am Zentrum d'Kannerrechter, jo, am Zweifelsfall ze stäerken a se eeben net anzeengen, an duerfir dem Ombudsmann do maximal Fräiheet fir ze agéieren zougesprach huet.

Ech wëll mech deene Mercien awer och nach eng Kéier uschléissen un de bisheregen ORK ronderëm de René Schlechter, deen, denken ech, eis alleguerten an der Regierung, am Parlament an op villen anere Plazen, och an enger ganzer Rei vu Verwaltungen, ëmmer erëm rappeléiert huet, wat am Mëttelpunkt sollt stoen, an eis ganz oft absolutt berechtegt Denkustéiss ginn huet, fir déi eng oder aner Praxis dach ze iwwerdenken. An ech denken, datt deen Effort net däerf ophalen.

Dat ass e permanenten Effort, deen noutwendeg ass, fir d'Kannerrechter dauerhaft och duerchzesetzen, dee mer Dag fir Dag mussen zesummen ugoen. An och déi nei geschafe Struktur wäert sécherlech an Zukunft an den nächste Joren a Joerzéngten hir Aarbecht hunn. Et wäerte sech nei Erausfuerderunge stellen an et wäerte sécherlech och nei Punkte musse ginn, déi dann duerno och an enger politescher Aktioun, sief et hei vum Parlament aus, sief et vun der Regierung aus, dann opgegraff ginn, fir d'Kannerrechter an der Realitéit, an der Liewensrealitéit vum Kand dann dauerhaft kënnen ze stäerken.

Ech soen nach eng Kéier Merci fir déi breed Zoustëmmung hei am Parlament fir deen dote Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7236. Den Text steet am Document parlementaire 7236[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7236 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7236 ass bei 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Viviane Reding), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.43 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 21, 22 et 23

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 316

Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt p. 316-317

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants p. 317-320

7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 320-321

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite) p. 321-322

7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe p. 322-324

7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi p. 324-325

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 325

Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier p. 325-326

7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil p. 326-328

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite) p. 328-337

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 338

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 338

Communications p. 338

Ordre du jour p. 338

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense p. 339

- Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 339

- Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 339

- Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 339-340

- Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances p. 340

- Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 340-341

- Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement p. 341

- Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 341

- Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances p. 341-342

- Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 342

- Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

- Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 342-343

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural p. 343-352

7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal p. 352-353

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution p. 353-354

7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille p. 354-357

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 12** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1781 cf.1830	Carlo Back	Promotion de la mobilité hydrogène
1830 cf. 1781	Marc Goergen	Promotion de la mobilité hydrogène
1796	Martine Hansen	Stratégie nationale du Lifelong Learning
1833	Francine Closener	Projet « Entrepreneurial Schools »
1834	Marc Goergen	Trafic dans le nord du pays
1836	Francine Closener	Prévention du cancer
1848	Claude Lamberty	Piste cyclable entre Schoenfels et Mersch
1856	Guy Arendt, Gusty Graas	Peste porcine
1858	Cécile Hemmen	Société à responsabilité limitée simplifiée
1859	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
1875	Guy Arendt, Gusty Graas	Peste porcine africaine
1897	André Bauler	Réaménagement de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff »
1903	Marc Goergen	Contrats de travail intérimaire
1905	André Bauler	Impact du coronavirus sur l'économie
1913	Yves Cruchten	Surélévation de bâtiments
1915	Marc Goergen	Parc automobile de l'État
1917	Lydia Mutsch	Cybersécurité des aéroports
1920	Marc Goergen	« Blitzmarathon »
1933	Martine Hansen	Interdiction du glyphosate
1937	André Bauler	Emplacements de stationnement au lieu-dit « Schinker »
1938	Gilles Roth	Flux du trafic entre Mamer et Bertrange
1939	Jeff Engelen	Passerelle cycliste sous le Pont Adolphe
1942	Georges Engel	Vêtements produits de manière responsable
1944	Roy Reding	Cellule de renseignement financier
1945	Jeff Engelen	Accidents sur la N12 entre Troisvierges et Wiltz
1948	Gilles Roth, Laurent Mosar	Projet « Europa-Cloud Gaia-X »
1949	Jeff Engelen	Site de la SNCA dans le nord du pays
1952	Martine Hansen	Impact sur l'équité sociale des mesures de politique de protection climatique
1953	Marc Goergen	Impact de la gratuité des transports publics
1955	Martine Hansen	Utilisation de produits phytosanitaires sur les terrains de l'État
1960	Jeff Engelen	« Mobilitéitszentral »
1963	Léon Gloden	Bail à ferme
1969	Sven Clement	Ligne éditoriale pour les bulletins communaux
1971	Laurent Mosar, Gilles Roth	Opération de phishing auprès d'une banque de la place
1972	Sven Clement	Annulation de la conférence « Well-Being 2020 »
1973	André Bauler, Gusty Graas	Production de fruits et légumes
1979	Marc Goergen	Égalite des chances entre les femmes et les hommes
1981	Stéphanie Empain	Liberté religieuse des bahaïs en Iran
1982	Yves Cruchten	Fonds d'investissement spécialisés (FIS)
1983	Josée Lorsché, Marc Hansen	Annulation d'événements dans le cadre de l'épidémie de Covid-19
1986	Marc Goergen	Outils de communication des membres du Gouvernement
1989	Stéphanie Empain	Projet d'extension d'une partie de la route B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck
1990	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier des avertissements taxés
1991	Carole Hartmann, Gusty Graas	Acquisition d'un appareil PET-Scan
1995	Marc Goergen	Lac de la Haute-Sûre
1997	Jeff Engelen	Origine de l'électricité consommée au Luxembourg
1999	Sven Clement	Statut d'établissement autonome de la BCEE
2002	Georges Mischo	Perturbation éventuelle d'Esch 2022 par le chantier des archives nationales
2010	Marc Baum	Fermeture de maisons communales due à l'expansion du coronavirus
2012	David Wagner	Situation de logement et d'accès à la fourniture d'énergie des personnes économiquement vulnérables dans le contexte des précautions prises par le Gouvernement face à la pandémie Covid-19
2022 et	Marc Baum	Moyens de procuration de soins aux plus démunis couverture médicale universelle
2023	Marc Spautz, Marc Lies	Formalités à remplir par les entreprises souhaitant bénéficier du chômage partiel
2025	Martine Hansen, Octavie Modert	Travailleurs saisonniers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2032	Paul Galles	Université du Luxembourg
2033	Paul Galles	Accueil des réfugiés par les États membres de l'Union européenne
2034 urgente	Marc Hansen	Distribution de masques respiratoires dans certaines communes aux citoyens 65+
2045	Viviane Reding	Soutien proposé par Taïwan dans la lutte contre le coronavirus en Europe et au Luxembourg
2053	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Planning familial
2108	André Bauler, Gusty Graas	Service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner »
2163	Serge Wilmes	Nomination d'un nouveau directeur général à la tête du groupe Luxair
2269 urgente	Marc Spautz	Éligibilité du secteur Horeca quant au chômage partiel
2274 urgente	Sven Clement	Contrôles douaniers
2275 urgente	Marc Goergen	Demande de congé pour raisons familiales dans la fonction publique
2315 urgente	Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth	Utilisation de logiciels de télésurveillance à l'Université du Luxembourg
2330 urgente	Marc Spautz	CIPA Blannenheem
2367 urgente	Paul Galles	Situation des sans-abri vulnérables
2368 urgente	Gusty Graas, Max Hahn	Quarantaine de deux semaines pour toute personne revenant en Allemagne de Suède
2371 urgente	Laurent Mosar, Mme Martine Hansen, Gilles Roth	Logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg
2382 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Question 1781 (27.01.2020) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **promotion de la mobilité hydrogène :**

Am Kader vum Autosfestival 2020 gëtt an de Medien an och an der Öffentlechkeet verstäerkt iwwert déi verschidden Undriffssystemer diskutéiert. Heibäi héiert ee reegelméisseg Aussoen iwwert d'Waasserstofftechnik a seng vermeintlech Virdeeler am Verglach zu Batterie-elektresche Gefierer. Vu munche Säite gëtt an deem Kontext behaapt, datt dës Technologie zu Lëtzebuerg vernoléissegt géif oder datt déi staatlech Subventiounen net „technikneutral" wären.

Esou goufen an enger rezenter Radiosemissioun vu politescher Säit ënner anerem folgend Aussoen zur Mobilitéits- an Energiepolitik gemaach: „Zu Lëtzebuerg ginn et keng Primme fir Waasserstoffautoen"; „d'Lëtzebuerger Regierung verweigert als dat eenzegt EU-Land d'Participatioun un der europäescher Waasserstoffstrategie", „et gëtt keng Bereetschaft, fir eng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg anzeriichten".

A Bezuch op déi uewen zitéiert Behaaptungen ass et mir e wichtegt Uleies, eng Rei Prezisiounen zum Theema Waasserstoffförderung vun den Häre Ministere fir Energie a Mobilitéit ze kréien:

1. Op wéi eng Manéiere gëtt de Waasserstoff am Beräich vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg gefërdert?

2. Wéi wäit ass de Projet fir d'Ariichte vun enger Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg fortgeschratt?

3. Stëmmt et, datt Lëtzebuerg als eenzegt EU-Land net un der europäescher Waasserstoffstrategie participéiert?

4. Zanter wéini participéiert Lëtzebuerg, de Fall gesat, un dëser Strategie?

Question 1830 (05.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion de la mobilité hydrogène :**

An de parlamentaresche Froen Nr. 0340, 0733, 1293 a 1781 hunn eng Rëtsch Deputéierten Informatiounen zu der Strategie vun der Regierung par rapport zu der Waasserstofftechnologie am Transportsecteur krut.

Am Uschloss un dës Froe wéilt ech dem Energie- an dem Mobilitéitsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Waasserstoffautoe sinn de Moment zu Lëtzebuerg immatrikuléiert?

2. Wëssend, dass et aktuell nach keng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg gëtt, wou tanken dës zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Autoen?

3. Wéi d'Regierung annoncéiert huet, wäert bis Enn vun dëser Legislaturperiod déi éischt Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Wéi vill wäert de Bau vun dëser Tankstell kaschten?

4. Plangt d'Regierung zu Lëtzebuerg Strukturen, fir Waasserstoff an Zukunft hei am Land aus erneierbaren Energien ze produzéieren? Falls jo, wéi vill Megawattstonne Stroum misste produzéiert ginn, fir all déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Autoen ze beliwweren? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (08.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen, op Englesch „Fuel Cell Electric Vehicles" (FCEV), produzéieren, genau wéi 100 % Elektroautoen, keng lokal CO_2- Emissiounen an doweinst gëtt den Neikaf vun engem FCEV, genee wéi dee vun engem 100 % Elektroauto, mat enger Primm an der Héicht vu 5.000 € vun der Regierung gefërdert. An der nämmlechter Logik, gëtt am Fall wou den Employeur sengem Employé esou en FCEV fir net professionell Zwecker zur Verfügung stellt, den net geldwäerte Virdeel („avantage en nature") vum Employé pro Mount mat dem gënschtegste Prozentsaz vun 0,5 % vum Neiwäert vum Gefier berechent.

Laut de Statistike vun der SNCA waren Enn Januar 2020 nach keng waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen zu Lëtzebuerg ugemellt. Am Moment gëtt et nëmmen dräi FCEV-Autosmodeller ze kafen, respektiv ze leasen. Och leien d'Uschafungspräisser an déi lafend Käschte vun dëse Gefierer an der Reegel wäit iwwert deene vu vergläichbaren 100 % Elektroautoen oder Autoe mat Verbrennungsmotoren. Wat d'lafend Käschten ugeet, erkläert sech dëst dodouerch, datt ee bei der Hierstellung vu Waasserstoff dräimol méi erneierbare Stroum brauch, wéi wann een erneierbare Stroum direkt an engem Elektroauto asetze géif. Laut dem „European Alternative Fuels Observatory" vun der Europäescher Kommissioun waren Enn 2019 an der ganzer EU nëmmen 1.037 waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen ugemellt.

Wéi schonn an de parlamentaresche Froen Nr. 0340, 0733 an 1293 geschriwwen, lafen am Moment mat engem Konzessiounsbedreiwer vun der enger Autobunnstankstell Gespréicher, fir am Kader vum Projet „H_2Benelux" eng ëffentlech zougänglech Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg ze installéieren. Wëll bis ewell kee finalen Accord fonnt gouf, kënne Froe wat d'Käschte vun dëser Infrastruktur a wat d'Plaz vun der Produktioun vum Waasserstoff ubelaangt nach net beäntwert ginn.

Lëtzebuerg participéiert un der europäescher Waasserstoffstrategie, déi vun Éisträich lancéiert ginn ass. Lëtzebuerg huet dës Deklaratioun zum Zäitpunkt vun der Presentatioun op engem informelle Sommet am Joer 2018 ënnerstëtzt.

Den Transport- an den Energieminister setzen sech zesumme mat aneren EU-Memberstaate fir déi weider Erfuerschung an Notzung vu Waasserstoff an, deen op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt. Dëst ass eng wichteg Konditioun, well soss fossill Energien oder Atomkraaft nees duerch d'Hannerdier gefërdert ginn an de Waasserstoff da just eng „Mogelpackung" ass.

Lëtzebuerg participéiert och um Niveau vu Benelux an dem „Pentalateral Energy Forum" (eng Kooperatioun vu siwen europäesche Staaten am Beräich vun der Energiepolitik) u konkreeten Initiativen am Beräich vum Waasserstoff op Basis vun erneierbaren Energien.

Op internationalem Plang setzt sech den Energieminister am Kader vun der „Internationaler Vereenegung fir erneierbar Energien" (IRENA) aktiv fir den erneierbare Waasserstoff an an huet op der leschter Generalversammlung vun dëser Vereenegung e ministeriellen Echange zu dësem Sujet moderéiert.

Wéi an der parlamentarescher Fro N° 1293 erkläert, ass et nëmmen interessant Waasserstoff, deen op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt, ze förderen. Just dann ensteet e Virdeel fir d'Klima.

Question 1796 (30.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **stratégie nationale du Lifelong Learning :**

Le 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a approuvé le livre blanc « Stratégie nationale du Lifelong Learning » (S3L) qui lui a été soumis par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Mady Delvaux-Stehres. Le livre blanc propose huit mesures dont cinq concernent l'éducation et la formation des adultes et trois le Lifelong Learning dans son ensemble. Parmi les mesures proposées figurent à titre d'exemple la création d'une instance nationale d'accréditation pour la certification des organismes de formation et leurs programmes de formation, le développement de la qualité en matière de formation des adultes ou encore la concentration de toutes les informations sur le Lifelong Learning sur une même plateforme.

Selon l'actuel accord de coalition : « Une analyse approfondie de la qualité de l'offre en formation ainsi que du partage des rôles entre les différents acteurs de la qualification et de la requalification des jeunes et adultes sera menée. La possibilité de reconnaître des attestations émises par les chambres professionnelles ou des centres de compétences professionnels sera assurée [...]. Le concept d'une plateforme commune "skills bank" des acteurs de la formation initiale, de l'insertion professionnelle, de la formation continue et de la requalification sera élaboré, afin de profiter pleinement des compétences respectives des différents acteurs. [...] »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning ?

2) L'analyse approfondie, telle qu'annoncée dans l'accord de coalition, est-elle terminée ?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

4) Les propositions du livre blanc ont-elles été aussi réexaminées dans le cadre de cette analyse approfondie ?

Réponse (08.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Nombre de recommandations ont été suivies et des mesures mises en œuvre au cours des dernières années :

- CLQ : mise en œuvre du cadre luxembourgeois des qualifications ;

- Plate-forme lifelong-learning.lu qui regroupe toutes les formations professionnelles continues offertes par les diverses structures de formation. Le site a connu une évolution importante entre 2013 et 2019, à la fois sur le plan des contenus qu'au regard des données chiffrées :

• nombre d'organismes de formation membres multiplié par 2,3

• nombre de formations référencées multiplié par 1,5

• nombre de visites par mois multiplié par plus de 4

• nombre de pages consultées par mois multiplié par près de 4,5

• nombre d'inscriptions à la newsletter multiplié par plus de 1,6

- VAE : dispositif de validation des acquis de l'expérience fonctionnant grâce à une orientation préliminaire avec le SFA (Service de la formation des adultes) et un accompagnement par la Cellule VAE avec la CSL (Chambre des Salariés) ;

- DAES/DAEU (Diplôme d'accès aux études supérieures/Diplôme d'accès aux études universitaires) offert par l'ENAD (École nationale pour adultes) et la CSL.

ad 2) Sous l'impact de la digitalisation, de nouveaux défis se présentent. Les dispositifs en place tels que le CIF (congé individuel de formation) ou le cofinancement des formations offertes par les entreprises à leurs salariés (soit en interne, soit en ayant recours à des organismes de formation externes) permettent d'y faire face. Afin de soutenir davantage les efforts publics et privés en matière de reskilling/upskilling, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire coordonnent actuellement leurs efforts de concertation afin de finaliser la stratégie LLL.

ad 3) L'analyse approfondie est en cours (cf. réponse 2).

ad 4) Le livre blanc date de 2012. La situation économique du pays ainsi que le monde de la formation professionnelle continue ont évolué sous l'influence, entre autres, de l'accélération de la digitalisation. Dans le cadre de l'analyse approfondie, les mesures du livre blanc sont réexaminées et, le cas échéant, adaptées au nouveau contexte.

Question 1833 (06.02.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **projet « Entrepreneurial Schools » :**

Lancé en 2016 par un accord de partenariat entre le Ministère de l'Économie et le SCRIPT et entre-temps encadré par l'association « Jonk Entrepreneuren Luxembourg », le projet pédagogique « Entrepreneurial Schools » a pour mission de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes, à développer des compétences transversales et à fournir des soft skills leur permettant de relever ainsi des défis économiques et sociaux. Dans une première phase, quatre lycées se sont lancés dans un processus de trois ans, au terme duquel 70-80 leçons d'entrepreneuriat par année scolaire sont supposées avoir été mises en place. Ces initiatives s'inscrivent aussi dans le programme européen de « You(th) Start - Entrepreneurial Challenges », qui prévoit quelque 150 challenges. En plus, un objectif formulé était de rédiger, en collaboration avec les différentes chambres luxembourgeoises, dix défis originaux adaptés au contexte luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1) Quels sont les premiers résultats de ce projet ?

2) Y a-t-il d'autres lycées candidats pour participer aux « Entrepreneurial Schools » ?

3) Comment les chambres professionnelles sont-elles intégrées dans l'élaboration des défis luxembourgeois et quelles sont leurs contributions respectives ?

4) Quelles sont les répercussions sur l'entrepreneuriat et l'image de l'entrepreneuriat au Luxembourg de ce programme ?

5) Quels sont les « soft skills » propagés par les « Entrepreneurial Schools » et comment le Luxembourg peut en profiter ?

Réponse commune (08.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Le projet, qui fut lancé en 2016, a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des élèves de l'enseignement secondaire. Les « Entrepreneurial Schools » (ES) au Luxembourg, à savoir le Lycée technique de Lallange (LTL), l'École de Commerce et de Gestion (ECG), l'École privée Marie-Consolatrice d'Esch-sur-Alzette (EPMC) et le Lycée Ermesinde (LEM), encouragent la mise en relation du monde de l'éducation avec le monde économique et social. L'objectif est de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes, de développer des compétences transversales (la créativité, la coopération, la prise d'initiative et de responsabilités ainsi que la maîtrise des technologies de l'information et de la communication) et des soft skills, leur permettant de relever ainsi les défis du monde contemporain. Ainsi, les élèves sont amenés à acquérir les compétences du 21e siècle, nécessaires à une participation réfléchie et responsable aux débats sociétaux.

ad 1) Les premiers résultats montrent que les « You(th)Start Entrepreneurial Challenges » font partie des activités courantes dans la plupart des quatre écoles entrepreneuriales. Les « You(th)Start Challenges » s'appuient sur le modèle « EntreComp » (The Entrepreneurship Competence Framework) de l'Union européenne. Même dans des écoles ne portant pas le label ES, la tendance affiche un intérêt croissant pour l'utilisation de ces challenges. On constate une participation régulière des écoles entrepreneuriales aux diverses initiatives d'éducation entrepreneuriale.

Une première évaluation du projet Erasmus + « You(th) Start Entrepreneurial Challenges » illustre que les élèves bénéficiant régulièrement de ces initiatives font preuve d'une amélioration dans le développement de leur compétences personnelles (http://youthstartproject.eu/results/).

L'évaluation a porté sur 107 écoles secondaires (13.081 élèves) et 84 écoles primaires (5.281 élèves) dans quatre pays (Autriche, Luxembourg, Portugal et Slovénie). Les résultats montrent que le programme a une influence très positive sur la confiance des étudiants dans l'acquisition de multiples compétences entrepreneuriales, et qu'il augmente leurs intentions entrepreneuriales ainsi que leur capacité à s'adapter à des situations imprévues. De plus, le programme a une influence positive sur le niveau d'engagement scolaire des élèves. Les résultats montrent également que le projet favorise le développement de compétences qui sont souvent identifiées comme les raisons pour lesquelles les filles sont plus réticentes à devenir entrepreneuses indépendantes, comme par exemple la littératie financière et économique ainsi que la gestion des ressources et de l'incertitude.

ad 2) À partir de la rentrée 2020-2021, l'accès pour se doter du label ES sera ouvert à tous les établissements secondaires. En fonction du nombre des challenges réalisés, des projets initiés et des activités réalisées, les établissements auront accès au labels « Start-up » (niveau 1), « Entrepreneurial progression » (niveau 2), « Entrepreneurial culture » (niveau 3).

Le coordinateur des écoles entrepreneuriales identifiera les nouvelles écoles ayant le potentiel de participer en tant que « Entrepreneurial School ».

ad 3) En ce qui concerne l'implication des chambres professionnelles dans le projet, il est à noter que la Chambre de Commerce, et notamment le « House of Entrepreneurship », ont collaboré dans l'élaboration de challenges pour les écoles entrepreneuriales. En outre, des échanges réguliers ont lieu entre les partenaires du projet et les chambres professionnelles. De leur côté, les chambres implémentent des activités en faveur de l'esprit entrepreneurial par le biais de formations, d'ateliers, de visites et de présentations.

La Chambre de Commerce propose, pour les classes de l'enseignement secondaire, deux ateliers en faveur du rapprochement entre le monde économique et celui de l'éducation tout en proposant aux élèves une aide en matière d'orientation professionnelle : « L'économie luxembourgeoise - Did you know ? » et « L'Entrepreneuriat - Ready for business ? » (https://www.cc.lu/ree/). Tandis que le premier atelier vise à présenter de manière ludique les facettes et priorités de l'économie luxembourgeoise, le deuxième atelier sensibilise à la création d'entreprise.

La « Matinée création d'entreprise - Pitch your business » fait office d'introduction aux démarches liées à une création d'entreprise et comporte un atelier intitulé « Pourquoi devenir indépendant ? » avec un focus particulier sur les avantages et les contraintes du choix de carrière en tant qu'indépendant.

Ce programme vise également à faire découvrir aux enseignants les secteurs économiques d'avenir. Par son « Teachers meet businesses », la Chambre de Commerce, en collaboration avec l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), propose aux enseignants des visites dans des entreprises luxembourgeoises. D'une part, il s'agit d'une occasion de découvrir un secteur prometteur de l'économie luxembourgeoise et, d'autre part, de mieux connaître les qualifications et les qualités recherchées.

ad 4) Étant donné que le projet « Entrepreneurial Schools » n'a pas encore été évalué au Luxembourg, il s'avère difficile d'estimer avec exactitude ses répercussions sur l'entrepreneuriat. Ce n'est d'ailleurs pas le but du projet d'impacter directement sur l'entrepreneuriat, mais plutôt de favoriser un développement des compétences entrepreneuriales auprès des élèves. Il est pourtant probable qu'à long terme, ceci aura un effet positif sur l'entrepreneuriat, puisque des jeunes adultes qui sont sensibilisés à l'esprit entrepreneurial et qui ont développé les compétences nécessaires sont plus susceptibles d'avoir le courage de créer leur propre entreprise et de la gérer de façon à en garantir le succès mérité.

ad 5) Les soft skills propagés par les « Entrepreneurial Schools » sont notamment les compétences du 21e siècle (donc les 4C : créativité, communication, collaboration et pensée critique). Les compétences recherchées sont la capacité d'appliquer des connaissances et d'utiliser un savoir-faire pour accomplir des tâches et résoudre des problèmes dans un environnement multidisciplinaire.

Les jeunes sont amenés à évaluer les conséquences et l'impact de leurs idées, de leurs opportunités et de leurs actions. Ils réfléchissent à la durabilité de leurs objectifs sociaux, culturels et économiques à long terme et à la manière de les atteindre afin d'agir de manière responsable. Les jeunes sont déterminés à transformer les idées en actions et résistent à la pression, à l'adversité et à l'échec.

Les élèves prennent des initiatives, agissent et travaillent de manière indépendante afin d'atteindre les objectifs fixés et réaliser diverses tâches. En outre, les jeunes sont préparés à la vie professionnelle et sociétale par le développement de compétences transversales fondamentales dont la créativité, la coopération, la prise d'initiative et de responsabilités et la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Question 1834 (06.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **trafic dans le nord du pays :**

Aus der Äntwert vum Minister op d'Question parlementaire N° 1408 vum honorabelen Deputéierten André Bauler betreffend d'Contournementen am Norde vum Land geet Follgendes ervir:

« Les projets de contournement liés seront rapidement réalisés, comme par exemple (...) Ettelbruck et Feulen, Hosingen et Heinerscheid, afin de garantir que la réduction du trafic dans une localité ne se fasse pas aux dépens des citoyens d'une autre localité. »

De Koalitiounsaccord bezeechent déi genannte Projeten, a virop déi, déi un der villbefuerener a geféierlecher Nord-Süd-Oder N7 leien, als „maillon important dans la sécurisation de la route nationale N7 entre le lieu-dit Fridhaff et la frontière belge."

All Dag fuere ronn 20.000 Autoen duerch d'Uertschaften Hengescht, Housen, Houschter-Déckt. D'ganz N7 soll duerch Reamenagementer (Echangeuren, Leitplanken etc.) an noer Zukunft geséchert ginn. De Contournement Housen ass an deem Kontext ee wichtegt Puzzle-

stéck. Allerdéngs wäerte vill Kilometer vun der N7 och weiderhin duerch kleng Uertschafte féieren an d'Liewensqualitéit vun de Leit weider belaaschten. Dierfer wéi d'Houschter-Déckt wäerten och weiderhi staark iwwerlaascht bleiwen, notamment duerch den Transitverkéier.

Wëssend, datt d'N7 eng „europäesch Strooss" ass, déi net nëmmen den Norden an den Zentrum vum Grand-Duché matenee verbënnt, mee och d'Liaisoun Maastricht–Liège–Lëtzebuerg assuréiert, kann een d'Fro vun der Securisatioun an dem Ausbau vun der N7 net als lokale Problem betruechten. Et ass villméi e Projet, dee misst Hand an Hand mat de belschen Autoritéiten duerchduecht ginn.

Säit enger ganzer Rëtsch Joren ass den Ausbau vun der N62 an der wallounescher Regioun bei Sankt Vith geplangt. Dës Strooss géif eng direkt Verbindung tëscht der Autobunn E42, der E421 an dem Rond-point Schmëdd hierstellen. An engem Artikel aus dem „Grenzecho" vum 29. Mäerz 2017 ass dozou ze liesen:

„Im Herbst 2013 hatte der damalige wallonische Straßenbauminister Carlo Di Antonio

(CDH) aus drei noch verbleibenden Routen die sogenannte Trasse 10 ausgesucht. Sie führt - ausgehend von einem neu anzulegenden Kreisverkehr in Grüfflingen-Hohenbusch - über 8,9 Kilometer westlich an Thommen, aber östlich am Thommener Weiher vorbei, dann im Bereich des Eulensteins über eine 400 Meter lange Brücke über das Ulftal und östlich an Espeler vorbei durch den Espeler und Dürler Wald Richtung Kreisverkehr Schmiede."

De Minister François Bausch huet sech an der Vergaangenheet méimoleg ofleenend géigeniwwer dem Ausbau vun der N7 op véier Spuere geäussert an huet an deem Kontext ëmmer betount, datt dëst den Transitverkéier op der Nord-Süd-Achs géif massiv verstäerken. Hei sief ugemierkt, datt d'Belscht souwisou plangt, genee dësen Transitverkéier op laang oder kuerz duerch de Grand-Duché ze féieren. Dëst geet aus dem uewe genannten Artikel och däitlech ervir:

„So viel zum Verlauf der Strecke, über die in einigen Jahren der größte Teil des Transitverkehrs Richtung Großherzogtum laufen soll."

An engem méi rezenten Artikel am „Grenzecho" vum 3. Juli 2019 mam Titel „Und täglich grüsst die Blechlawine" heescht et:

„Vor allem das Lkw-Aufkommen sei gerade in den letzten Jahren erheblich gestiegen. Es war ja zuletzt sogar Thema eines TV-Beitrags der ZDF-Sendung Wiso, dass Lkw-Fahrer im Transitverkehr gezielt einen kleinen Umweg über Luxemburg in Kauf nehmen, um im Ländchen günstig tanken zu können."

Aktuell ass de Projet N67 nach net am Mobilitéits- an Infrastrukturplang 2019-2024 vun der wallounescher Regioun virgesinn. D'Etüde lafen awer op Héichtouren an et ass probabel, datt den Ausbau vun der N67, no méi wéi 65 Joer Sträit, awer wäert realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, der Madamm Ministesch fir d'Groussregioun an dem Här Minister fir Energie a Landesplanung dës Froe stellen:

1. Här Minister, wëssend, datt de Contournement Housen (Prioritéit 1) an Hengescht (Prioritéit 2) zäitno wäerten an Ugréff geholl ginn, wéi steet de Minister zum Fait, datt an der Houschter-Déckt kee Contournement geplangt ass? Ass dëst an den Ae vum Minister kohärent? Wa jo, firwat?

2. Här Minister, goufen oder ginn et Gespréicher mat der wallounescher Regioun betreffend dem Ausbau vun der N67? Wa jo, wat waren d'Konklusioune vun dëse Gespréicher? Wann nee, sinn an Zukunft Concertatiounen tëscht de lëtzebuergeschen an de wallouneschen Autoritéite geplangt?

3. Madamm Ministesch, goufen et um Niveau vun der Groussregioun Gespréicher betreffend den Ausbau vun der N67?

4. Wëssend, datt de Verkéier zu Lëtzebuerg wäert zouhuelen, falls den Ausbau vun der N67 Realitéit géif ginn, bleift Dir dobäi, datt een Ausbau vun der N7 op véier Spuere keng Optioun ass?

5. Ass geplangt, datt Lëtzebuerg d'wallounesch Regioun finanziell ënnerstëtzt, fir de Projet vun der N67 ze realiséieren?

6. Wéi vill Camionen, déi aus Richtung Bréissel/Maastricht/Liège kommen, fueren, dem Minister senger Meenung no, aktuell en Ëmwee iwwer Lëtzebuerg, just fir ze tanken? Kann de Minister eng Aschätzung dozou ofginn?

7. Ass de Minister der Meenung, datt déi aktuell Akzisenerhéijung um Diesel d'N7 wäert entlaaschten, wëssend, datt et der Regierung hirer konkreeter Doleance entsprécht, den Tanktourismus anzedämmen a soumat dem Camionstrafic - notamment deem aus der Richtung vu Sankt Vith - entgéintzewierken?

8. Ass de Minister, wëssend, datt en am Kontext vun der véierspuereger N7 oft an deem Sënn argumentéiert huet, der Meenung, datt d'Realiséiere vum Ausbau vun der N67 wäert zu méi Transitverkéier op der N7 féieren?

9. Ass de Minister net der Meenung, datt den Ausbau vun der N67 zu nach engem méi massive Verkéiersopkommes am Norde vu Lëtzebuerg wäert féieren? Gedenkt de Minister, dësem Fait elo schonn antizipativ entgéintzewierken, andeems en aner Dierfer, déi um Tracé vun der N7 leien, adequat mat den deementspriechenden Infrastrukturen equipéiert?

10. Wat ass a Saache grenziwwerschreidenden ëffentlechen Transport op der Streck Sankt Vith–Wemperhaart geplangt?

Réponse commune (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du Territoire :*

E Contournement vun der Houschter-Déckt ass de Moment net virgesinn. Et ass dozou ze soen, dass et sech bei Housen an Hengescht ëm Uertschaften handelt a bei der Houschter-Déckt ëm e „lieu-dit", wat déi ënnerschiddlech Prioritéits-Niveauen erkläert.

Wat de Projet betreffend den Ausbau vun der Nationalstrooss N62b ugeet, hat d'Stroossebauverwaltung scho Récksprooch mam „Service public de Wallonie infrastructures routes bâtiments", fir sech iwwer hir Pläng an de weidere Verlaf ze informéieren. Dobäi ass gekuckt ginn, wéi een deen nei geplangten Tracé un de Lëtzebuerger Stroossereseau kann ubannen a wéi een den Trafic an Zukunft geréiere kann. Doropshi goufen Etüden an Ugréff geholl, fir den zukünftege Verkéier vun der Schmëdd iwwert d'Wemperhaart nei ze analyséieren a fir de Stroossereseau deementspriechend kënnen unzepassen. Laut engem offizielle Schreiwes vum „Service public de Wallonie infrastructures routes bâtiments" ass dëse Projet awer net an hirem Infrastrukturplang vun 2019-2024 zréckbehale ginn, esoudass op belscher Säit dës nei Verbindung virun 2024 net weider studéiert gëtt.

Wann d'Verwierkleche vun der N62b Realitéit géif ginn, géif dat e Verlagere vum Trafic op d'N7 tëschent der Schmëdd an der Wemperhaart mat sech bréngen. Méi Grenzgänger wäerten awer doduerch warscheinlech net iwwert eis Stroossen an d'Land erafueren. Am Moment gi ronn 17.000 Beweegungen a béid Richtungen zu Housen op der N7 gezielt. Eng dräispuereg Strooss huet awer eng Capacitéit vu bis zu 30.000 Beweegunge pro Dag, esoudass eventuell zouhuelende Verkéier trotzdeem gutt kéint opgeholl ginn. Deen aktuelle Projet vun der N7, deen d'Iwwerschaffe vun den Iwwerhuelabschnëtter mat abezitt an och d'Baue vun de Contournemente wäerten derzou féieren, dass d'Unzuel vun den dräispuerege securiséierte Stroossenofschnëtter op der N7 erhéicht gëtt. Doduerch kann och e gesécherte Verkéiersfloss op dëser Strooss garantéiert ginn. En Ausbau op véier Spueren ass deemno net néideg.

Et sief awer ze bemierken, dass et konzeptuell net ugeduecht ass, iwwert dës Verbindung e Bypass zum auslänneschen Autobunnsreseau ze offréieren, an och net, fir Transitverkéier a Schwéierverkéier unzeziéien, sief et an Nord-Süd-Richtung oder Ost-West-Richtung.

Et ass net geplangt, dass Lëtzebuerg de Bau vun der N62b finanziell ënnerstëtzt.

Zu der Unzuel vun de Camionen, déi en Ëmwee iwwer Lëtzebuerg fueren, ka keng Ausso gemaach ginn, well keng pezis Zuelen dozou virleien.

D'Zil vun der Regierung ass et, national an europäesch zu enger Decarboniséierung vum Transport bäizedroen, fir dass eis Loftqualitéit besser gëtt, d'Klima besser geschützt gëtt a Lëtzebuerg net duerch eng Dumping-Politik am Beräich vun den Akzise Camionsverkéier aus ganz Europa unzitt.

Wat den Transitverkéier am Allgemengen ubelaangt, ass et esou, dass deen hei am Land prinzipiell dee séierste Wee op d'Autobunn muss sichen, an dann op der Autobunn muss bleiwen. Duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 5. Mee 1994 „limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique" däerfe keng Camione Lëtzebuerg a Richtung Norden, spriech iwwert d'N7, verloossen, esoudass a Richtung Belsch theoreetesch keen Transitverkéier dierft sinn. Dëst gëlt allerdéngs net fir déi aner Richtung, well et fir déi Camionen, déi op der belscher Autobunn vu Léck (Liège) aus op d'N7 kommen, keng reglementaresch Aschränkung gëtt; dëst well dat en Afloss op de gesamten transitäre Camionstrafic vun der Areler Strooss zu Stengefort (N6) bis op d'lechternacherbréck (N11) hätt. Den Transitverkéier vun der Wemperhaart erof a Richtung Lëtzebuerg ass deemno net ze vermeiden an doriwwer, wéi dee sech méiglecherweis entwéckele wäert no enger eventueller spéiderer Verwierklechung vun der N62b, kann een zurzäit keng Ausso machen. Ausser dem Contournement vun Housen a vun Hengescht sinn am Moment keng weider Moossnamen an den Dierfer, déi um Tracé vun der N7 leien, geplangt.

Et ass awer ervirzehiewen, dass duerch d'Reorganisatioun vum RGTR an de gratis ëffentlechen Transport d'Offer am Beräich vu Bus an Zuch weider méi attraktiv gëtt. Esou ass zum Beispill am neien RGTR-Reseau fir 2022 d'Linn 173 virgesinn, déi an de Spëtzestonnen am 60-Minutten-Takt vu Sankt Vith iwwert d'Wemperhaart op Ëlwe fuere wäert.

Question 1836 (06.02.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **prévention du cancer :**

Dans son communiqué de presse publié à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer, le Gouvernement a lancé un message de sensibilisation mettant l'accent sur la prévention. En effet, selon les données publiées, en adoptant un mode de vie plus sain - « avec en premier lieu, le refus du tabac et la consommation modérée de l'alcool et en favorisant une alimentation saine et activité physique régulière » - 40 % des cancers pourraient être évités.

Ces informations correspondent à celles ressortant du « profil de santé par pays 2019 » concernant le Luxembourg publié dans le cadre de l'initiative « State of Health in the EU » et selon lequel les principaux risques de santé au Luxembourg sont le tabagisme, la consommation d'alcool excessive et l'obésité.

À côté du deuxième Plan national cancer (2020-2024), une série d'autres actions de la Direction de la santé - dont le Plan national tabac, le Programme de sevrage tabagique, le programme mammographie, le Plan d'action national « Gesond iessen, méi beweegen » ou le Programme de dépistage organisé du cancer colorectal - visent à agir sur ces différents facteurs.

Or, selon le « profil de santé 2019 » sur le Luxembourg, le taux des dépenses de santé du Grand-Duché consacrées à des programmes de prévention se situe en dessous de la moyenne de l'UE : en effet, au Luxembourg, seulement 2,2 % des moyens alloués à la santé sont réservés à la prévention, contre 3,1 % en moyenne dans l'UE.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé si elle envisage de mettre un accent plus important sur la prévention, sachant que des investissements plus conséquents à ce niveau pourront avoir des répercussions positives sur l'état de la santé de la population et par conséquent sur la situation financière du système de santé.

Réponse (06.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Il est sans doute vrai que partout en Europe, y inclus au Luxembourg, nous devons continuer à intensifier nos efforts en vue de favoriser davantage la prévention des maladies et la promotion de la santé.

Nos systèmes de santé sont en effet typiquement orientés vers la médecine thérapeutique et négligent les éléments de médecine préventive. Il est cependant difficile de comparer avec précision entre pays les taux de dépenses consacrées à la prévention car le relevé et la ventilation des dépenses de santé sont loin d'être standardisés entre pays, même en Europe.

L'honorable Députée mentionne à raison un certain nombre de programmes d'actions nationales qui comportent des éléments de prévention. Une liste plus complète des programmes d'actions en cours est disponible sur le site sante.lu sous politique de santé, plans d'actions. La plupart des plans ont été initiés ces quatre dernières années, ce qui traduit une prise de conscience progressive de l'autorité de santé de l'importance de la prévention, et une volonté de mettre en place des actions concrètes sur le terrain.

Par ailleurs, l'accord de coalition 2018 à 2023 consacre un chapitre entier dans la section « santé » à des actions à mener pour la prévention et le dépistage des maladies. Je compte mettre en œuvre avec détermination cet accord de coalition et obtenir un financement supplémentaire pour les actions de prévention et de promotion de la santé.

Question 1848 (11.02.2020) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **piste cyclable entre Schoenfels et Mersch :**

Wéi aus engem rezenten Artikel aus der geschriwwener Press ervirgeet, ass et bei den Aarbechte vun der Vëlospist Schëndels-Miersch zu engem kuerzfristege Baustopp komm, well eng Etüd fir en Deelabschnitt vun 20 Meter, wou d'Vëlospist duerch de Bësch geet, géif feelen. Allerdéngs hat den Ëmweltministère schonn am August 2019 den Accord ginn, fir dass mat den Aarbechte vun der zweeter Phas ugefaang kéint ginn. Effektiv ass zanterhier schonn en Deel vun den Aarbechten op dësem Abschnitt gemaach ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch d'Informatiounen aus dem genannten Artikel bestätegen? Sinn d'Gemengeresponsabel vu Miersch réischt nom Ufank vun den Aarbechten informéiert ginn, dass nach eng Etüd feelt? Wa jo, wat ass de Grond heifir?

- Wéi ass et méiglech, dass den Ëmweltministère eng Autorisatioun gëtt, wann den Dossier net komplett ass?

- Sinn der Ministesch nach aner Projete bekannt, wou den Ëmweltministère kierzlech de Bauhär op eng feelend Ëmweltimpaktetüd opmierksam gemaach huet?

- Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch sou eng Situatioun, wéi déi uewegenannten, an Zukunft ze evitéieren an déi betraffe Leit matzäit iwwert déi néideg Autorisatiounen ze informéieren? Ass et am deem Kader net méiglech, all Bauhär um Ufank vun engem Bauprojet eng komplett Lëscht ze ginn, mat allen Informatiounen iwwert déi néideg Autorisatiounen?

Réponse (15.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Ech kann d'Informatiounen, op déi den éierbaren Deputéierte sech baséiert, net confirméieren.

Falls et ee Baustopp gëtt, ass deen net op eng feelend Ëmweltimpaktstudie zréckzeféieren. Et ass kee Baustopp vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a nohalteg Entwécklung (MECDD) ausgeschwat ginn. Méiglecherweis huet d'Stroossebauverwaltung (PCH) selwer an aus anere Grënn décidéiert, de Chantier ze ënnerbriechen.

Richteg ass, datt den MECDD schonn am August 2019 den Accord fir déi zweet Phas vum Bau vun der Vëlospist ginn huet, an dëst op Basis vun engem kompletten Dossier. D'Autorisatioun ass, wéi meeschtens, u Konditioune gebonnen, déi de Bauhär anhale muss. Dorënner och déi, datt zerstéiert Bëschfläch muss kompenséiert ginn, entweeder vum Bauhär selwer oder duerch Abezuelen an den nationalen ökologesche Kompensatiounsfong.

Mengen Informatiounen no, gëtt et e praktesche Ofstëmmungsbedarf tëschent den technesche Verwaltunge vu Staat a Gemeng um „Deelabschnitt vun 20 Meter" (deen éischter 60 bis 70 Meter laang ass), well op dësem Abschnitt an de leschten zéng Joer och verschidden technesch Infrastrukture verluecht goufen an elo verschidden Obligatiounen ufalen.

Question 1856 (12.02.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **peste porcine :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1618 concernant la peste porcine, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a répondu aux quatre premières questions, mais a semble-t-il omis de répondre aux deux autres. Pensant qu'il s'agit d'un simple oubli, nous nous permettons de poser de nouveau les deux questions concernant la zone blanche qui sont restées sans réponse :

1) Est-ce que la mise en place de la clôture autour de la zone blanche a eu un impact sur l'évolution des dégâts de sangliers dans les champs avoisinants ?

2) Est-ce que des indemnisations sont prévues pour les locataires des lots de chasse concernés qui sont confrontés à certaines contraintes liées à la mise en place de la zone blanche et de la clôture mais qui paient la totalité du relaissement sans pouvoir bénéficier des revenus provenant des sangliers pris aux pièges et chassés dans cette zone ?

Réponse (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Aucune augmentation des dégâts causé par les sangliers n'a été signalée auprès de l'Ad-

ministration de la nature et des forêts depuis la construction de la clôture autour de la zone blanche.

ad 2) Les locataires de chasses reçoivent une indemnité sanitaire de 100 € pour chaque sanglier tiré par eux-mêmes dans cette zone.

Pour les sangliers pris aux pièges aucune indemnisation n'est payée. Comme le piégeage et le transport ultérieur de ces carcasses au centre de collecte sont assurés par les agents de l'Administration de la nature et des forêts, il n'y a aucun effort supplémentaire à faire pour les locataires de chasse.

Le fait que l'installation de la clôture peut poser certaines contraintes n'entraine pas d'indemnisation, comme le droit de chasse est loué aux risques et périls du locataire. Celui-ci ne pourra pas présenter une réclamation en vue d'obtenir une réduction du loyer pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse (voir article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse).

Question 1858 (12.02.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **société à responsabilité limitée simplifiée :**

À l'instar de ses voisins belges ou français, le Luxembourg s'est doté par le biais de la loi du 23 juillet 2016 relative à la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) d'un outil facilitant aux futurs entrepreneurs de constituer leur affaire en s'affranchissant d'un formalisme jugé trop contraignant et de la constitution d'une trésorerie qui pouvait être trop élevée au regard du projet à porter.

Si son objet social doit rentrer dans le champ d'application de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, force est de reconnaître que certaines règles ont été assouplies.

En effet, par rapport à une société à responsabilité limitée « classique », l'intervention d'un notaire au moment de la constitution de la société ne s'avère pas nécessaire et le capital social minimum ne doit être compris qu'entre un et 12.000 euros.

La SARL-S vise le profil des travailleurs indépendants désireux de se mettre à leur compte. Il s'agit en premier lieu de consultants et, de manière plus large, de professions intellectuelles nécessitant peu d'équipements matériels, donc peu d'investissement initial.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Combien de SARL-S ont été créées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 y relative ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y ait un risque de concurrence déloyale vis-à-vis des SARL « classiques » au regard des règles assouplies s'appliquant aux SARL-S ? Le risque décrit n'est-il pas particulièrement élevé pour des professions devant faire face à une demande élevée du marché, en premier lieu la profession de l'agent immobilier ?

- Qu'en est-il du taux de faillites des SARL-S en général et plus spécifiquement de celles relatives à la profession des agents immobiliers ?

- Ne conviendrait-il pas de revoir les exigences relatives à l'obtention d'une autorisation d'établissement pour les professions visées par la loi du 2 septembre 2011 ?

Réponse (15.04.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Entre le 16 janvier 2017 (date d'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 ayant introduit dans la loi modifiée du 10 août 1915 la société à responsabilité limité simplifiée (SARL-S)) et le 16 janvier 2020 (soit trois ans exactement après l'entrée en vigueur de la loi précitée) 2.655 SARL-S ont été immatriculées au Registre de commerce et des sociétés.

À titre de comparaison, on notera que sur la même période, 18.880 SARL ont été constituées, ce qui représente un pourcentage de 64,85 % des sociétés nouvellement inscrites à la section B du RCS qui regroupe toutes les sociétés commerciales.

Dans la période du 16 janvier 2014 au 15 janvier 2017, le nombre de SARL constituées a été de 19.616 ce qui représente un pourcentage de 69,19 % des sociétés inscrites à la section B du RCS.

La raison de cette baisse relative de la proportion que représente la SARL est difficile à expliquer au vu des chiffres dans la mesure où des données objectives ne sont pas recueillies quant à la motivation ayant incité les fondateurs à choisir telle ou telle forme de société commerciale.

On pourra néanmoins relever que la création de la nouvelle forme de la SARL-S même si elle avait un lien avec la baisse relative de la proportion de SARL dans le nombre total de sociétés inscrites au LBR ne permettrait pas à elle-seule à expliquer la baisse du nombre de SARL ainsi constituées.

On notera ainsi qu'une autre forme de société, à savoir la société anonyme, a connu une baisse nettement plus sensible sur la même période. Par contre, la forme de la société en commandite spéciale a connu elle une nette progression dans la même période, mais il serait également hasardeux d'en tirer des conclusions quant à la baisse du nombre de constitution de SARL.

Quant au risque de concurrence « déloyale », il y aurait lieu de relever qu'avant même l'institution de la forme de la SARL-S, d'autres formes de sociétés commerciales pouvaient être créées par acte sous seing privé ou sans capital minimum. D'ailleurs, il est également à relever que la SARL-S est sujette à certaines contraintes que la SARL ne connaît pas, notamment quant au nombre de SARL-S dans laquelle une personne peut avoir des parts (une seule), quant au fait que les associés doivent obligatoirement être des personnes physiques, etc.

En ce qui concerne l'utilisation de la SARL et de la SARL-S pour exercer l'activité d'agent immobilier on relèvera que sur 18.880 SARL, 244 (soit 1,29 %) exercent cette activité d'après le code NACE enregistré, tandis que sur les 2.655 SARL-S, 96 (soit 3,61 %) exercent cette activité. Le faible pourcentage relatif ne permet pas de tirer des conclusions pertinentes à ce stade.

Pour le bon ordre, il y a lieu de préciser que les entreprises qui exercent plusieurs activités sont classées suivant l'activité principale. Une entreprise qui exerce l'activité d'agent immobilier en tant qu'activité secondaire ne sera pas repris sous le code NACE correspondant à l'activité d'agent immobilier.

Pour ce qui est du taux de faillite, 49 SARL-S constituées dans la période précitée de 2017 à 2020 ont été déclarées en faillite (soit 1,84 % des SARL-S) tandis que 78 SARL constituées dans la même période ont été déclarées en faillite (soit 0,41 %). Parmi ces sociétés, trois SARL et une SARL-S exerçaient l'activité d'agent immobilier.

En ce qui concerne la question de savoir s'il y a lieu de revoir les exigences relatives à l'obtention d'une autorisation d'établissement pour les professions visées par la loi du 2 septembre 2011, nous nous permettons d'informer l'honorable Députée qu'une réforme de la loi en question est en cours d'élaboration auprès de la Direction générale des classes moyennes. À noter cependant que la vérification des conditions de qualification et d'honorabilité du requérant pour l'obtention d'une telle autorisation se fait uniquement en fonction de l'activité visée, indépendamment de la forme juridique.

Ci-après sont fournies les statistiques plus détaillées quant aux sociétés immatriculées au RCS pendant les périodes considérées.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1859 (12.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0971 hat ech d'Inneministesch iwwert d'verspéit Nobezuelunge beim CGDIS befrot. An hirer Äntwert schreift d'Ministesch:

„Fir déi Asätz, déi tëschent dem 1. Juli 2018 an dem 1. Juli 2019 gefuer gi sinn, huet de Verwaltungsrot vum CGDIS, de 27. Juni 2019, no der Analys vun den disponibelen Donnéeën, der Direktioun den Optrag ginn, fir de Sold vum Budget ‚prorata' op d'Unzuel vun Asätz pro Member opzedeelen an auszebezuelen. [...] Ugangs August krut d'Firma, déi fir de Programm fir d'Gestioun vun den Interventiounen (LuxDoc) zoustänneg ass, den Optrag, fir all d'Donnéeën, déi néideg si fir d'Ausbezuele vun den Asätz, aus dem LuxDoc ze zéien. No engem Contrôle vun den Zuele kënnen d'Indemnitéiten iwwerwise ginn, woubäi och all déi Memberen eppes kréien, déi net u feste Garden oder Permanencen deelgeholl hunn, mee bei enger ‚alerte générale' op den Asaz waren."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Inneministesch dës Froe stellen:

1. Sinn, Stand haut, all deemools ausstoend Indemnitéiten ausbezuelt ginn? Falls net, wéi vill Suen, opgeschlësselt no Typ vun Indemnitéit, si bis haut net un d'Pompjeeën ausbezuelt ginn an aus wéi engem Grond net?

2. Wéi vill Euro/Stonn hunn d'Benevolle beim CGDIS zegutt,

- déi Bereetschaftsdéngscht (Status 2) maachen,

- a wéi vill déi, déi Kasärendéngscht maachen?

3. Existéieren, nieft deem vun der Ministesch ugeschwaten interne Reglement, aner Dokumenter, an deenen d'Fräiwëlleger vum CGDIS noliese kënnen, wat si als Indemnisatiounen zegutt hunn? Falls net, wär et fir d'Fërdere vun enger gudder interner Kommunikatioun tëschent der Direktioun an de Fräiwëllege beim CGDIS net opportun, esou een Informatiounsblat opzestellen?

Réponse (07.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Op den 31. Mäerz 2020 si sämtlech Indemnitéiten, wéi de Verwaltungsrot vum CGDIS se am Règlement d'indemnisation festgehalen huet a se vum Regierungsrot approuvéiert goufen, un déi fräiwëlleg Fraen- a Männerpompjeeën iwwert d'Budgetsjoer 2019 ausbezuelt ginn.

D'Iwwerweisunge fir d'zweet Semester 2019 sinn den 30. Mäerz 2020 gebucht ginn.

D'Indemnitéiten 2019 deele sech follgendermoossen op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Fir eng Stonn „permanence en astreinte", also vun doheem aus, kritt de Fräiwëllegen 1 €, fir eng Stonn „permanence en garde casernée", also aus der Kasär aus, 10 €.

ad 3. Säit dem 16. Januar 2020 ass en neie Règlement d'indemnisation a Kraaft, deen, nieft den opgeléschten Indemnitéiten an der Fro 2, eng Enveloppe fir d'Indemnisatioun vun zousätzlechen Aarbechten, ausserhalb vun de Garden a Permanencen, virgesäit.

De CGDIS huet fir d'Asazzenteren an d'Spezialgruppen en Dokument ausgeschafft, dat de Règlement d'indemnisation erkläert, an dat um Internetsite vum CGDIS (www.112.lu) fir jiddereen zougänglech ass.

Question 1875 (13.02.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **peste porcine africaine :**

Heureusement le Luxemburg n'est toujours pas touché par la peste porcine africaine (PPA). Or, si un jour le virus est détecté au Luxembourg, des mesures pour arrêter une propagation doivent rapidement être mises en place. Ces mesures auront forcément des répercussions aussi bien sur les propriétaires des forêts concernées que sur les locataires des lots de chasse. Vu que les 621 nouveaux lots de chasse seront mis aux enchères sous peu, il serait intéressant de savoir quelles conséquences la PPA pourrait avoir sur les lots de chasses.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles mesures seront mises en place pour arrêter une propagation de la PPA si le premier cas positif est constaté au Luxembourg ?

2) Est-ce que l'accès aux forêts touchées par la contamination sera interdit complètement ? Est-ce qu'une exception sera faite pour les propriétaires, pour les locataires de chasse ou les personnes possédant un chalet de chasse ou une résidence secondaire dans la forêt concernée ?

3) Est-ce que l'exercice de la chasse y sera restreint, voire même interdit complètement ? Dans l'affirmative, à qui incombera-t-il dès lors de supporter les coûts engendrés par les dégâts de gibier si le locataire de chasse ne pourra pas exercer son droit de chasse ? Toujours dans l'affirmative, le locataire de chasse sera-t-il toujours tenu de payer son loyer ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En cas d'apparition d'un premier cas de peste porcine africaine (PPA) au Luxembourg, les mesures seront différentes selon que le cas affecte le cheptel porcin ou la population nationale de sangliers.

En cas de confirmation d'un test positif dans une exploitation porcine, tous les porcs de cette exploitation seront mis à mort. Autour de l'exploitation, une zone de protection de trois kilomètres et une zone de surveillance de dix kilomètres seront définies et toutes les exploitations porcines de ces zones seront placées sous surveillance officielle. Les mouvements de porcs au niveau national seront fortement réglementés et l'exportation de porcs vivants sera interdite.

En cas de détection d'un foyer de PPA parmi la population de sangliers, une zone potentiellement infectée sera définie et dans cette zone toute activité professionnelle (travaux en forêt) et de loisir (promenade, chasse) pouvant entraîner une dispersion de la maladie seront interdites. Dans un premier temps, une des mesures prises dans la zone infectée sera la prospection, c'est-à-dire la recherche des cadavres en vue de leur destruction, afin de limiter la propagation du virus. Dans un deuxième temps, tous les moyens devront être mis en œuvre afin de diminuer la population de sangliers en vue d'une dépopulation totale de la zone infectée. Autour de la zone infectée seront définies des zones à risque au niveau desquelles on surveillera l'apparition potentielle du virus, tout en engageant des actions de destruction des sangliers afin d'obtenir une réduction drastique de leur population et d'éviter ainsi une extension de la zone infectée.

ad 2) L'accès aux forêts dans la zone infectée sera complètement interdit. Aucune exception ne sera faite pour les propriétaires, ni pour les locataires de chasse, ou les personnes possédant un chalet dans la forêt concernée.

ad 3) Dans la zone infectée, l'exercice de chasse, comme toute autre activité en forêt, sera interdit.

Comme l'article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse le prévoit, la chasse est louée aux risques et périls du locataire, c'est-à-dire que le locataire de chasse sera toujours responsable des dégâts causés par le gibier et de payer le loyer.

« [….] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Question 1897 (19.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff » :**

Dans le cadre du réaménagement projeté de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff », des perturbations du trafic routier sont très probables. Ainsi un élargissement des ponts de contournement existant pourrait assurer une meilleure fluidité du trafic routier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Un éventuel élargissement des ponts de contournement est-il techniquement possible ? Dans l'affirmative, un tel agrandissement est-il envisagé par les études et planifications actuelles ?

- Serait-il également recommandable de construire, dans la mesure du possible, un deuxième pont de contournement passant par la vallée d'Ingeldorf afin d'élargir ainsi la B7 en cet endroit ? Quel serait le coût approximatif d'un tel ouvrage d'art ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'avant-projet détaillé de la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et d'Ettelbruck vient d'être approuvé.

Ce projet prend son origine dans l'actuelle zone de rabattement en aval du viaduc de Colmar-Berg et se poursuit jusqu'à l'échangeur d'Ettelbruck. Il inclut également la construction d'un nouvel ouvrage de franchissement attenant à l'actuel viaduc de Schieren.

Un élargissement du viaduc d'Ingeldorf ne fait pas cadre des études actuelles et n'a pas été analysé.

Question 1903 (20.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrats de travail intérimaire :**

A senger parlamentarescher Fro N° 1654 huet den honorabelen Deputéierte Marc Spautz den Aarbechtsminister iwwert d'CDDe befrot. Nieft de CDDe gesäit dat lëtzebuergescht Aarbechtsgesetz allerdéngs och déi sougenannten Interimskontrakter vir.

D'Aarbechtsgesetz definéiert de Salarié intérimaire wéi follegt:

« le salarié qui s'engage dans le cadre d'un contrat de mission pour être mis à la disposition provisoire d'un ou de plusieurs utilisateurs pour l'accomplissement d'une tâche précise et non durable autorisée par ou en vertu de l'article L.122-1. »

A verschiddene Branchen an Entreprisen ass festzestellen, dass systematesch op den Interim als Aarbechtskraaft zeréckgegraff gëtt, och fir Tâchen, déi u sech permanent sinn. Esou ginn et konkreet Fäll, wou Salariéen iwwer ee ganzt Joer ewech Interimskontrakter mat jeeweils enger Dauer vun enger Woch ugebuede kréien an dat, obwuel d'Salariéë fir déi nämmlecht Firma eng spezifesch Aufgab ausféieren. Salariéen, déi sech an dëser Situatioun befannen, si ganz oft ofhängeg vun hirer Aarbechtsplaz a fäerten dowéinst, der ITM dëst ze mellen oder juristesch Schrëtt géint dësen Abus anzeleeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Interimskontrakter goufen insgesamt an de leschte fënnef Joer ofgeschloss? Wéi eng Dauer haten d'Interimskontrakter, déi an de leschte fënnef Joer ofgeschloss goufen, opgelëscht no follgende Krittären:

- manner wéi 1 Mount;
- 2 bis 6 Méint;
- 7 bis 12 Méint;
- méi wéi 12 Méint?

2. Op den drëtte Punkt vun der Fro N° 1654 äntwert de Minister:

„Wa Verdachtsfäll bestinn, dass Dispositioune vum Code du travail net respektéiert ginn, mécht d'ITM déi néideg Kontrollen. Dat zielt och fir Dispositiounen, déi d'CDDe betreffen."

Wéivillmol huet d'ITM an de leschte fënnef Joer Kontrollen op Basis vu Verdachtsfäll duerchgefouert? Wéivillmol ass d'ITM an der selwechter Zäit op Abusen opmierksam ginn?

3. Wéi huet sech d'Verhältnis um Aarbechtsmaart tëschent Interimskontrakt, klasseschem CDD a CDI iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

4. Wéi vill Kontrolle realiséiert d'ITM alljoers bei Kontrakter vun Interimsfirmen?

5. Ass de Minister der Meenung, dass Interimsagencë méi streng misste kontrolléiert ginn, fir Abusen op e Minimum ze reduzéieren?

Réponse (07.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Unzuel an Dauer vun den Interimskontrakter säit dem Joer 2015:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. D'ITM ass ënner anerem och zoustänneg fir ze kucken, dass d'Dispositioune betreffend den Interim agehale ginn.

Am Moment ginn et 53 autoriséiert Interimsfirmen, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn.

Den Tableau ënnendrënner weist d'Unzuel vun den Interimsfirmen, déi tëscht 2016 an 2019 kontrolléiert goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nieft dësen alldeegleche Kontrollen huet d'ITM an der Zäit tëscht Mee a Juli 2018 am Kader vun der europäescher SLIC-Campagne (Senior Labour Inspectors Committee) 2017-2019, „Safe and healthy work for temporary jobs" nach bei 15 aneren Interimsfirmen a 15 „entreprises utilisatrices" an 103 Salariéë Kontrolle betreffend d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht duerchgefouert.

ad 3. Den Tableau ënnendrënner weist d'Verhältnis um Aarbechtsmaart vun den Interimskontrakter par rapport zu de klassesche CDIen a CDDen iwwert déi lescht zéng Joer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Am Kader vun hire Kontrollen an den Interimsfirmen iwwerpréift d'ITM, ob d'Dispositioune betreffend d'Aarbechtskonditiounen (Salaire, Aarbechtszäiten, Rouzäiten, Congé etc.) an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht respektéiert ginn. D'Unzuel vun de Kontrollen, déi an de leschte Jore bei Interimsfirme gemaach goufen, fënnt een an der Äntwert op d'Fro 2 erëm.

Wat d'Kontrakter vun den Interimsfirme mat de Salariéë betrëfft (contrats de mission), esou mussen déi spéitstens zwee Schaffdeeg nom Ufank vun der Aarbecht bei der Entreprise utilisatrice schréftlech opgestallt ginn. Den Nonrespect vun dëser Dispositioun ass strofbar.

Wat dat systematescht Zréckgräifen op den Interim als Aarbechtskraaft betrëfft, och fir Posten, déi u sech permanent sinn, ass d'Aarbechtsgeriicht zoustänneg fir eng eventuell Requalificatioun vun engem Interimskontrakt an e CDI.

ad 5. Enn des Joers 2019 huet den Aarbechtsministère un all 53 aktiv Interimsfirmen eng Circulaire (cf. Annex) verschéckt, an där kloer dorop opmierksam gemaach ginn ass, dass sämtlech Verstéiss géint d'Aarbechtskonditioune vun der ITM kontrolléiert a poursuivéiert wäerte ginn an dass am extreemste Fall den Aarbechtsminister souguer d'Autorisatioun zréckzéie kann a wäert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1905 (20.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact du coronavirus sur l'économie :**

Le Fonds monétaire international a communiqué que la croissance économique mondiale sera négativement impactée de l'ordre de 0,1 à 0,2 points par l'épidémie du coronavirus. Dans ce contexte, la Chine, qui est particulièrement touchée par le virus, souffre actuellement d'un recul sensible de sa production et, partant, de ses exportations.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution des relations économiques entre la République populaire de Chine et le Grand-Duché de Luxembourg depuis 2015 ?

- Quels sont les produits et services négociés avec ce pays ?

- Quels sont les principaux acteurs luxembourgeois qui sont présents sur le marché chinois ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'expansion du coronavirus en Chine est à l'origine d'effets négatifs pour notre économie nationale ? Dans l'affirmative, quelles sont les informations qui nous parviennent à ce sujet depuis le début de l'année en cours ?

- Le recul éventuel des échanges avec la Chine aura-t-il un impact tangible sur notre croissance économique et sur l'emploi ?

Réponse (08.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'honorable Député demande si l'expansion du coronavirus Covid-19 en Chine et le ralentissement de l'économie chinoise sont à l'origine d'effets négatifs sur l'économie nationale, et quel sera l'impact tangible sur l'économie luxembourgeoise. Puisque les données sur l'impact économique du coronavirus Covid-19 sur les relations économiques entre la Chine et le Luxembourg ne sont pas encore disponibles à ce jour, il n'est pas possible d'apporter une réponse chiffrée à cette question. Lorsque de telles données seront disponibles, elles seront publiées par le Statec.

Il est cependant indubitable que l'impact du coronavirus Covid-19 sur l'économie du Grand Duché est considérable et va bien au-delà de répercussions qui seraient en lien avec un ralentissement de l'économie chinoise.

À l'heure actuelle, l'impact précis de la crise du coronavirus Covid-19 sur l'économie mondiale et nationale fait l'objet d'hypothèses et de projections mais reste incertain puisque l'issue de la crise et l'horizon des mesures de confinement ne sont pas encore connus. Le Statec a d'ores et déjà réalisé deux publications apportant certaines clarification au sujet de l'impact économique immédiat et potentiel de la crise du coronavirus Covid-19: une édition de « Regards » qui prend notamment en compte la Chine dans les échanges luxembourgeois https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2020/PDF-03-2020.pdf ainsi qu'une édition du « Conjoncture Flash » https://statistiques.public.lu/catalogue publications/conioncture-flash/2020/PDF-Flash-03-2020.pdf.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député relatives à l'évolution dans le temps des relations économiques du Grand-Duché avec la Chine, il est à noter que les exportations de biens du Luxembourg vers la Chine ont atteint, fin 2019, une valeur de 199 millions EUR (contre 232 millions en 2015) alors que les importations en provenance de la Chine se sont élevées à 219 millions EUR (117 millions en 2015). Les trois premières catégories de produits les plus importantes, pour ce qui est du volume des exportations, étaient, en 2019, les machines et appareils électriques suivies par les métaux communs et ouvrages en ces métaux ainsi que les matières/produits textiles. S'agissant des importations, la catégorie des machines et appareils électriques était suivie par celle des matières/ouvrages plastiques et celle des métaux communs et ouvrages en ces métaux.

Les échanges de services entre le Luxembourg et la Chine ont atteint 1,18 milliards EUR (dont 22 % en services financiers) en 2018 contre 1,61 milliards EUR (dont 15 % en services financiers) en 2015. En y incluant Hong Kong, les échanges de services entre le Luxembourg et la Chine ont atteint 3,33 milliards EUR (dont 58 % en services financiers) en 2018 contre 4,12 milliards EUR (dont 55 % en services financiers) en 2015.

Concernant l'évolution, depuis 2015, des relations économiques entre la Chine et le Luxembourg, il y a lieu de procéder à une distinction sectorielle :

- Le secteur financier : Sept des plus grandes banques chinoises sont maintenant établies au Luxembourg (Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, China Merchants Banks, Bank of Communications et China Everbright Bank). En juillet 2018, la vente de la BIL à Legend Holdings a été clôturée, l'investisseur chinois ayant reçu tous les agréments réglementaires (de la Banque centrale européenne, de la CSSF ainsi que du régulateur suisse FINMA). En septembre 2019, la BIL a inauguré son bureau de représentation à Beijing, devenant ainsi la première banque luxembourgeoise à disposer d'un tel bureau en Chine.

Le Luxembourg a été le premier pays européen à adhérer en mars 2015 à la nouvelle Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures (AIIB), créée à l'initiative de la Chine.

Depuis deux ans, la Bourse de Luxembourg a fortement étendu ses activités en Chine à travers des coopérations avec les bourses de Shanghai et de Shenzhen et moyennant le lancement du Luxembourg Green Exchange, où sont listées notamment des obligations vertes d'émetteurs chinois.

- Le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie : le groupe ArcelorMittal est présent sur le marché chinois et possède des participations importantes dans China Oriental Steel et dans VAMA. Fin 2017, VAMA est entré en joint-venture avec le groupe espagnol Gonvarri et a ouvert quatre usines produisant des tôles automobiles en Chine. La société Paul Wurth y est établie depuis 1995 avec un siège à Beijing et des ateliers à Shanghai.

- Le secteur automobile : La société IEE produit essentiellement des capteurs pour les systèmes de ceintures de sécurité et les airbags. IEE est établie près de Beijing depuis 2007. Début 2014, IEE a été vendue à un consortium d'investisseurs chinois. L'entreprise pratique aussi le développement de produits pour l'Asie. CEBI (anciennement ELTH) a également une usine près de Shanghai.

- Le secteur des transports et de la logistique : Dans le domaine du fret aérien, les aéroports de Hong Kong, de Zhengzhou et de Shanghai figurent parmi les destinations les plus importantes de Cargolux, dont 35 % des parts sont détenues par une société chinoise HNCA, basée à Zhengzhou (Henan), qui est aussi le deuxième hub de Cargolux. Le « Chengdu-Europe Express Railway » relie Chengdu en Chine au hub logistique de Bettembourg.

Question 1913 (21.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **surélévation de bâtiments :**

Dans l'avenue de la Gare à Luxembourg-ville, un projet de surélévation est momentanément en train d'être réalisé, c'est-à-dire qu'un immeuble existant est exhaussé de quelques étages.

Dans le rapport « La maîtrise des coûts du foncier dans les opérations de construction » rédigé par Jean-Luc Lagleize, rendu au Premier Ministre français Édouard Philippe, la surélévation est vue comme moyen pouvant entre autres « créer rapidement des logements de qualité, au cœur des zones tendues ».

Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire vient de proclamer récemment qu'il voit la ville de Vienne comme « notre modèle ». La capitale de l'Autriche est la référence en ce qui concerne la surélévation, mais aussi à Londres, la surélévation est pratique courante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre, Monsieur le Ministre envisagent-ils de favoriser la surélévation des bâtiments, notamment sur le territoire de la ville de Luxembourg, voire au « cœur des zones tendues » ?

- Dans l'affirmative, par quels moyens le Gouvernement entend-il soutenir cet objectif ?

- Existe-t-il une stratégie en ce qui concerne la surélévation, notamment pour les bâtiments protégés qui représentent près d'un tiers des immeubles de notre capitale. Est-ce que des exceptions sont prévues pour les immeubles protégés en ce qui concerne la surélévation ?

- À Vienne une commission spéciale est chargée exclusivement d´accorder les autorisations pour la surélévation d'immeubles. Est-il prévu d'instaurer une telle commission spéciale au Luxembourg ?

- Y a-t-il des échanges avec d'autres capitales et villes quant à leurs expériences liées à la réalisation de tels projets ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

La surélévation d'immeubles existants peut constituer un moyen adéquat en termes de ressources pour procéder à une densification de nos localités, dont en particulier nos villes, cela dans le contexte actuel d'une pénurie de logements au Grand-Duché, et ceci en particulier à proximité des principaux pôles d'emploi, dont celui de la ville de Luxembourg.

En ce qui concerne plus spécifiquement le cadre légal et réglementaire en la matière, il importe de rappeler que pour les communes disposant d'un plan d'aménagement général (PAG) de la nouvelle génération « mouture 2011 », c'est essentiellement au niveau du Plan d'aménagement particulier (PAP) « quartier existant » que sont réglés tant le potentiel que l'envergure des travaux relatifs à une surélévation d'un immeuble existant. En effet, les règles urbanistiques relatives à la hauteur de constructions, au nombre de niveaux, au nombre de logements et, le cas échéant, aux éléments des constructions existantes à sauvegarder lors des travaux de transformation y sont ancrées.

Les PAP susmentionnés sont élaborés et adoptés par les autorités communales, qui bénéficient en matière d'urbanisme d'un droit d'appréciation très étendu en vertu du principe de l'autonomie communale, tel qu'inscrit à l'article 107 de la Constitution. Il m'importe dans ce contexte de souligner que ce sont les communes, qui sont le mieux outillées pour évaluer les incidences qu'un cadre réglementaire favorable à une densification substantielle, voire à la surélévation d'immeubles existants risque d'engendrer dans les divers quartiers ou localités. À titre d'exemple, il s'avère essentiel de vérifier les capacités des infrastructures techniques, dont le réseau pour l'évacuation des eaux usées, ou encore les besoins supplémentaires en matière d'emplacements de stationnement dans le quartier, avant toute adoption permettant une densification en termes de logements en ces lieux.

Il n'en reste pas moins que le Gouvernement est convaincu qu'une densification harmonieuse de nos villes et villages, adaptée aux infrastructures publiques, permet non seulement de participer à la lutte contre la pénurie de logements, mais d'améliorer également la qualité de vie dans les quartiers d'habitation, sachant qu'il est généralement reconnu qu'une densité de construction soutenue, mais non excessive, permet de créer des espaces publics attractifs et d'accueillir davantage des services de proximité dans nos quartiers.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration et de la procédure d'adoption des PAP précités, mes

services, dont la Cellule d'évaluation des PAP, sont en charge de l'analyse de la conformité de ces plans à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, qui prône notamment une utilisation rationnelle du sol ainsi qu'un développement harmonieux des structures urbaines et rurales existantes et conseillent dans ce contexte régulièrement les communes de sorte à favoriser une certaine densification dans les quartiers qui se prêtent à un tel développement.

Question 1915 (21.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **parc automobile de l'État :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0347 wollt ech Informatiounen iwwert de Fuerpark vum Staat an der Regierung wëssen. Ech krut doropshin Zuele fir d'Joren 2014 bis 2019 geliwwert. Des Weidere krut ech d'Informatioun, dass d'Regierungsmembere prinzipiell mat Plug-in-Autoe fueren. Déi hunn - laut der viregter NEFZ-Norm - ee méi niddrege Verbrauch an CO_2-Ausstouss.

D'Ekonomie vun de Plug-in-Hybride variéiert allerdéngs staark, jee no Farstil a Verkéierssituatioun. Duerch déi nei europäesch Ausstoussnorm WLTP ginn d'Verbrauchs- an d'Emissiounswäerter allerdéngs staark relativiséiert. Den theoreeteschen CO_2-Ausstouss vu Plug-in-Autoe geet duerch de WLTP-Berechnungsmodell staark an d'Luucht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor goufen 2019 fir de Fuerpark vum ëffentlechen Déngscht kaaft?

2. Wéi héich waren d'Ausgabe fir de Fuerpark vun den eenzelne Ministèrë vum ëffentlechen Déngscht am Joer 2019?

3. Bei den Autoe vun de Regierungsmemberen handelt et sech prioritär ëm Hybrid- a Plug-in-Hybridautoen, wéi d'Ministere mir an der vireger Fro äntweren.

1. Wéi vill Plug-in-Limousinne sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

2. Wéi vill Diesel- oder Bensinnsautoe sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

3. Wéi vill Diesel- oder Bensinnsautoe mat engem Mild-Hybrid sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

4. Wéi vill reng Elektroautoe sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

5. Wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung am Duerchschnëtt?

4. 2018 louch d'Moyenne vun CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km. Fir d'Joer 2020 an 2019, opgelëscht no der NEFZ- an der WLTP-Ausstoussnorm:

- Wéi vill Emissiounen CO_2 stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus?

- Wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark am Duerchschnëtt?

5. Fir wéi ee Joer ass geplangt, de Fuerpark vun der Regierung emissiounsfräi ze kréien?

6. Ass geplangt, d'Autoen, déi fir den Empfang vun auslännesche Gäscht benotzt ginn, an noer Zukunft duerch Elektroautoen ze ersetzen? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (15.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'Joer 2019 goufen insgesamt 223 Déngschtautoen, Fourgonnette oder Fourgone kaaft. Den Tableau ënnendrënner schlësselt pro Motorisatioun a Benotzung vum Gefier dës Zuel op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, ass zënter 2018 virgeschriwwen, datt Déngschtautoen, déi benotzt ginn, fir sech am Land oder am Ausland ze deplacéieren, mussen 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybride sinn.

2019 ware vun deenen 51 Gefierer, déi akaaft goufen, 20 Stéck 100 % elektresch an 18 Stéck Plug-in-Hybriden. Well 13 Gefierer enger spezieller Notzung ënnerleien oder spezifesch Ekipementer gebraucht ginn (Attache-Remorque, Ambassaden a Länner ouni Luedinfrastruktur, Douane, Autoe fir Prouwentransport etc.), ginn et fir dës Gefierer am Moment nach keng adequat Alternativen am Beräich vun elektresche Gefierer.

Deemno goufe fir dës speziell Gefierer Derogatioune vum Ministère fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwecklung ausgestallt an Autoe mat engem Verbrennungsmotor kaaft. Aus deem selwechte Grond goufen nach de Gros vun de 4 x 4-Gefierer mat thermeschem Motor kaaft, dëst ware gréisstendeels Spezialgefierer vu verschiddenen technesche Verwaltungen. Des Weidere gouf 2019 ee groussen Deel vum Fuerpark vun der Police grand-ducale ersat, dorënner ware véier Autoe fir reng administrativ Zwecker, fir déi 100 % Elektroautoe kaaft goufen. Säit 2018 leeft ee Pilotprojet bei der Police mat 100 % Elektroautoen, vun deenen der och als Patrulleween benotzt ginn.

Fir Fourgon oder Fourgonnette gouf et déi lescht Jore wéineg adequat 100 % elektresch oder Plug-in-Hybrid-Alternativen an doweinst och keng Obligatioun, fir dës Gefierer fir d'Servicer vum Staat ze kafen. Et ass awer ugeduecht, der rezenter Evolutioun vum Marché Rechnung ze droen an hei an Zukunft verstäerkt op elektresch Gefierer ze setzen.

Am Tableau ënnendrënner stinn d'Käschten, opgeschlësselt no Ministère, déi de Staat 2019 fir de Fuerpark ausginn huet. D'Käschte vun den Administratiounen oder der Police grand-ducale sinn dem jeeweilege Ministère zougeuerdent.

Et ass allerdéngs ze soen, datt d'Exploitatiounskäschten, déi sech aus den Entretienskäschten, dem Carburant, den Assurancen etc., zesummesetzen, d'Depensë vun allen Zorte vu Gefierer enthalen, also nieft den Déngschtautoen och déi vun de Camionnetten, de Camionen an den Trakteren. Dat ass zréckzeféieren dorop, datt fir de Moment d'Budgetsartikele mat de Coden 12.020 keen Detail fir déi eenzel Typpe vu Gefierer hunn an een duerfir keng Informatioun aus der Comptabilitéitssoftware iwwer verschiddene Kategorië vu Gefierer kann erauszéien.

Um Niveau vun den Acquisitiounskäschten ass et allerdéngs méiglech, just d'Ausgabe vun den Autoen ze erfaasse, well hei d'Budgetsartikele mat de Codë 74.000 den Detail fir d'Autoe virgesinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Vun den insgesamt 17 Autoe vun de Regierungsmembere sinn der 10 Plug-in-Hybrid-Limousinnen. Déi verbleiwend 7 Gefierer setze sech aus 3 Diesel an 2 Bensinner an 2 Hybrid-Bensinner zesummen. Aktuell befanne sech keng reng Elektroautoen am Fuerpark vun de Regierungsmemberen. D'Autoen hunn an der Moyenne 209 KW, wat ronn 284 PS entsprécht.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, louchen d'Duerchschnëttsemissioune vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km. Säitdeem ass dëse Wäert duerch d'Ersetze vu 4 Verbrenner duerch 4 Plug-in-Hybriden op aktuell 106,37 g CO_2/km gefall. Dësen Duerchschnëttswäert ass nach nom alen Testzyklus NEDC berechent. Fir 5 Gefierer vum aktuelle Fuerpark gouf allerdéngs och schonn den neien Testzyklus WLTP bei der Homologatioun applizéiert. Dëst ware 4 Plug-in-Hybriden, wou d'CO_2-Emissioune bei 49 g/km leien an ee renge Bensinner mat Emissioune vun 249 g CO_2/km. Deemno läit Moyenne vun dëse 5 Autoen, fir déi eng WLTP-Valeur virläit bei 89 g CO_2/km.

Den Duerchschnëttsverbrauch vun den 3 Dieselgefierer läit nom Testzyklus NEDC bei 4,6 l/100 km, bei 8,25 l/100 km fir déi 4 Hybrid-Bensinner a Bensinner a bei 2,22 l/100 km fir d'Plug-in-Hybrid-Bensinner.

D'Regierung huet sech d'Zil gesat, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere mëttelfristeg total CO_2-emissiounsfräi ze kréien. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, solle prioritär Hybriden a Plug-in-Hybride kaaft ginn, soudatt déi duerchschnëttlech CO_2-Emissioune weider fale wäerten. Et gëtt och gepréift, fir an noer Zukunft 100 % Elektroautoen ze kafen.

Et ass och geplangt Autoen, déi fir den Empfang vun auslännesche Gäscht benotzt ginn, schrëttweis duerch Elektroautoen ze ersetzen.

Question 1917 (24.02.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **cybersécurité des aéroports :**

97 des 100 plus grands aéroports du monde, dont celui de Luxembourg, présentent des risques liés à la cybersécurité, selon un nouveau rapport d'un expert suisse. Cela ferait deux ans déjà que le Forum économique mondial tirerait la sonnette d'alarme concernant ces nouvelles menaces qui pèsent sur le secteur aérien.

Le Luxembourg est rentré cette année pour la première fois dans ce classement. Seuls Amsterdam-Schiphol aux Pays-Bas, Helsinki-Vantaa en Finlande, et Dublin en Irlande « peuvent servir d'exemple, non seulement à l'industrie aéronautique, mais aussi à toutes les autres industries », notent les auteurs du rapport. Pour tous les autres aéroports, dont l'Aéroport de Luxembourg, les cybercriminels pourraient envisager d'attaquer les hubs aériens involontaires pour mener des attaques en chaîne des voyageurs ou du trafic de fret, ainsi que de viser directement les aéroports pour perturber les infrastructures nationales critiques.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance dudit rapport ?

- Quels sont les principaux reproches qui y sont formulés à l'égard de l'Aéroport de Luxembourg, notamment en matière de la sécurité du site web principal, de la sécurité des applications mobiles ainsi de l'exposition sur le « dark web », de la sécurité de référentiels de codes publics et de la sécurité de leur(s) cloud(s) ?

- Quelles conclusions Messieurs les Ministres tirent-ils de cette étude ?

- Quel est le budget de l'État investi en matière de cybersécurité en général et en matière de cybersécurité pour l'aéroport en particulier ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le Ministère de la Mobilité ne dispose que très peu de renseignements inhérents au contenu de la soi-disant étude sur la cybersécurité de 100 aéroports mondiaux à laquelle Madame la Députée fait référence.

Cette étude a été diligentée par l'entreprise suisse ImmuniWeb qui développe et commercialise des systèmes et solutions de protection contre la cybercriminalité. On peut en conséquence déduire que ce rapport ne constitue guère plus qu'un propos publicitaire dépourvu de tout fondement pertinent. Ainsi, ni les prétendues conclusions du rapport d'étude, ni la méthodologie précise ne sont accessibles publiquement. La liste des 100 aéroports listés se base par ailleurs sur les données des évaluations des utilisateurs du site « Skytrax » qui ont ainsi retenu les « 100 meilleurs aéroports du monde ».

D'après des informations échangées avec la Société de l'aéroport lux-Airport SA, cette dernière n'était pas informée ni impliquée durant ou après ces tests d'intrusion mentionnés dans l'article de presse. On ne dispose en conséquence pas d'informations détaillées sur les failles potentielles dans le système luxembourgeois.

Je peux par contre vous informer que l'Administration de la navigation aérienne du Luxembourg (ANA) dédie une partie du budget sécurité à la thématique « cybersécurité ».

Afin d'assurer une continuité des activités de prestataire de service de navigation aérienne, elle a mis en place depuis quelques années un « security management system » composé de plusieurs éléments pour permettre de se prémunir contre les attaques et menaces liées à la sûreté et à la cybersécurité. Au niveau des infrastructures, l'ANA a séparé les réseaux en deux parties cloisonnées de façon à différencier totalement les réseaux administratifs du réseau opérationnel. Le réseau adminsitratif est géré en partenariat avec le CTIE et le GovCert. L'ANA participe aussi activement aux dialogues avec les instances nationales concernées par la thématique.

Suite à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation européenne (règlement d'exécution (UE) 2017/373), le département certification de l'ANA doit répondre, dans le security management system, à des exigences supplémentaires pour tenir compte des menaces « cyber » et d'en analyser les risques liés.

Question 1920 (24.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **« Blitzmarathon » :**

D'Etüd „Speed Limit Enforcement and Road Safety" vum IZA Institute of Labor Economics an Däitschland huet gekuckt, wat fir en Impakt massiv Vitesskontrollen - sougenannte Blëtzmarathonen - op déi allgemeng Stroosseséchерheet hunn. En gros soen d'Fuerscher Folgendes:

"Using register data on the universe of police reported accidents in a generalized difference-in-differences approach, we find that SLMO reduce traffic accidents and casualties by eight percent. Yet, immediately after the SLMO day, all effects vanish. Further evidence suggests that people drive more slowly and responsibly on SLMO days to avoid fines; providing information on the dangers of speeding does not alter driving behaviour in a more sustainable way." (Abstract)

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ugesiichts den Erkenntnisser vun dëser Etüd, wäerten an Zukunft weider Blëtzmarathone stattfannen? Falls jo, firwat hält de Minister un dëser Positioun fest a wéi eng wëssenschaftlech Erkenntnisser schwätze fir esou Aktiounen?

2. Wéi vill Infraktioune wéinst der Iwwerschreidung vun der Vitesslimitt goufen an de leschte véier Joer constatéiert?

3. Wéi vill Infraktioune wéinst der Iwwerschreidung vun der Vitesslimitt goufen an de leschte véier Joer op den Deeg vun deenen eenzelne Blëtzmarathone constatéiert?

Réponse (06.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Ze héich Vitess ass eng vun den Haaptursaache vun de Verkéiersaccidenter a reegelméisseg Kontrolle vun der Vitess sinn e wichtege Bestanddeel an der Lutte géint d'Geforen am Verkéier. D'Resultater vun där vun Iech genannter Etüd weisen, dass wärend den „SLMOen" d'Accidenter ëm 8 % erofginn („We find that SLMO reduce traffic accidents and casualties by eight percent."). „SLMOe" minderen also zumindest punktuell de Risiko vu Verkéiersaccidenter. Wärend Perioden, wou Accidenter méi warscheinlech sinn, brénge sou Aktiounen also déi néideg Sécherheet. D'Blëtzmarathone fannen am Abrëll statt, wou wéinst dem Ufank vum Fréijoer en erhéichte Risiko fir Verkéiersaccidenter ass. Domat schéngt et kloer, dass a firwat sou Kontrolle weiderhi wäerten duerchgefouert ginn. D'Zil vun esou Verifikatiounen ass net, méiglechst vill Infraktioune festzestellen, mee méi allgemeng den Usager och op d'Problematik vun der héijer Vitess opmierksam ze maachen a punktuell d'Sécherheetsmoossnamen ze verstäerken. Dofir sinn esou Kontrollen och e wichtegt Element vun enger ganzer Partie Mesuren, déi dozou bäidroen, déi allgemeng Verkéierssécherheet ze verbesseren. Dat ass och d'Ursaach, firwat mir net just Kontrolle maachen, déi ausschliisslech den Netrespekt vun de Vitesslimitatioune viséieren, mee och aner Problematike betreffen.

ad 2. An de leschte véier Joer, dat heescht 2016 bis 2019, sinn am Total 1.091.049 Infraktioune wéinst dem Depasséiere vun der Vitesslimitt festgestallt ginn.

ad 3. Follgend Unzuel un Infraktioune gouf während de leschte véier Joer wärend Blëtzmarathone (jeeweils 24 Stonnen) constatéiert:

2016: 967

2017: 741

2018: 1.191

2019: 1.191

Et sief awer ze bemierken, dass et schwiereg ass, ee Joer mat deem aneren ze vergläichen. 2016 gouf et zéng automatesch Radaren, an 2019 waren et der 24.

Question 1933 (25.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Mëtt Januar huet de Landwirtschaftsminister op enger Pressekonferenz annoncéiert, dass Lëtzebuerg als éischt Land an der EU den Asaz a Verkaf vum Herbizid Glyphosat ab den 1. Januar 2021 definitiv géif verbidden. Dëse Verbuet gëllt da fir Privatpersounen, Betriber an och landwirtschaftlech Betriber. Um EU-Niveau ass den Asaz vum Herbizid Glyphosat momentan bis Dezember 2022 geneemegt.

E gudde Mount no dëser Annonce ass am Mémorial vum 14. Februar 2020 dat néit groussherzoglecht Reglement vum 11. Februar 2020 iwwert d'Landschaftsprimm publizéiert ginn. Landwirtschaftlech Betriber hunn dräi Méint Zäit, fir d'Entschiedegungsprimm an der Héicht vun 30 €/ha Akerland beim fräiwëllege Verzicht op Glyphosat unzefroen.

Dës Primm gëtt awer just nach fir d'Kulturjoer 2020 ausbezuelt well ab dem 1. Januar 2021

de generelle Verbuet vum Glyphosat zu Lëtzebuerg a Kraaft trëtt.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen.

1. Firwat gëtt d'Entschiedegungsprimm beim fräiwëllege Verzicht op Glyphosat net bis zu deem Datum ausbezuelt, wou op EU-Niveau d'Geneemegung vum Glyphosat ausleeft dat heescht bis Dezember 2022?

2. Wat ass déi genee Exitstrategie vun der Regierung a Saache Glyphosat?

3. Ginn et schonn éischt Tëscheresultater an Erkenntnisser vum Fuerschungsprojet ANGEL dee vun 2019 bis 2021 leeft a wou méiglech Alternativen zum Glyphosat an der Landwirtschaft ënner reelle Bedingunge gepréift a bewäert solle ginn?

4. Gëtt bei den CFL schonn ab 2020 op glyphosathalteg Produite verzicht oder réischt ab dem Joer 2021?

Réponse commune (07.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et kann nëmmen eng Entschiedegung ausbezuelt gi fir Agrarëmwelt- a Klimamoossnamen, déi méi contraignant si wéi den obligatoresche Kader, sief dat um europäesche wéi och um nationalen Niveau. Dat bedeit, datt zu Lëtzebuerg keng Entschiedegungsprimm, fir de fräiwëllege Glyphosatverzicht méi duerf ausbezuelt ginn, wa Planzeschutzmëttel mat Glyphosat net méi zu Lëtzebuerg zougelooss sinn, dat heescht ab dem 1. Januar 2021.

Fir d'Period nom 1. Januar 2021 kënnen awer bestoend Flächeprimmen am zweete Pilier liicht adaptéiert ginn, ënnert der Konditioun, datt mer am Kader vun hirer ekonomescher Justifikatioun bleiwen. Eng Primm, déi sech besonnesch ubitt fir sou eng Adaptatioun, ass d'Ausgläichszoulag fir Gebidder mat engem natierlechen Handicap.

Doriwwer eraus ginn och zum Beispill Spezialmaschinne fir mechanesch Onkrautbekämpfung ënnerstëtzt.

ad 2. D'Strategie besteet aus follgende gläichzäiteg lafende Mesuren:

- dem Réckzuch vun all den Zouloossunge vu Sprëtzmëttel mat Glyphosat,

- duerch intensiv Berodung an d'Duerchféierung vu Fuerschungsprojete wéi zum Beispill ANGEL,

- der Promotioun vun der net cheemescher Onkrautbekämpfung.

ad 3. De 5. September 2019 gouf eng éischt Feldbegehung am Kader vum Projet ANGEL ofgehalen, wou ee konnt feststellen, datt déi mechanesch Onkrautbekämpfungsvarianten, notamment de Plou, sech net schlecht presentéiert hunn.

Den 3. Mäerz 2020 huet d'Landwirtschaftskummer e Rapport vum Joer 2019 zum ANGEL un d'ASTA geschéckt. D'Resultater vum Joer 2019 eleng erlaben awer nach keng kloer Aussoen zu den Alternativen zum Glyphosat ze maachen. Allerdéngs ginn et éischt Tendenzen, déi weisen, datt zumindest am Joer 2019, an am Mais, eng fréizäiteg Grondbuedembeaarbechtung déi beschte Resultater erreecht huet a puncto Onkrautreguléierung. Éischt Tëscheresultater ginn deemnächst um Landwirtschaftsportal publizéiert.

ad 4. D'CFL verzichte fréistens ab dem Joer 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat, kucke sech awer stänneg no Léisungen ouni Glyphosat ëm, a wëlle sou séier ewéi méiglech ouni dës Substanz auskommen.

Am Beräich vun der Eisebunn gëtt et aktuell e puer Pilotprojeten op den Nopeschréseauen, bei deenen Alternativen zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produite getest ginn, awer dovun ass bis elo keng derbäi, déi direkt asazfäeg ass an déi dat selwecht Resultat liwwere kann.

Question 1937 (26.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **emplacements de stationnement au lieu-dit « Schinker » :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3949 Monsieur le Ministre avait indiqué être disposé à aménager des emplacements de stationnement supplémentaires pour soutenir le recours au covoiturage au lieu-dit « Schinker » dans la commune de Parc Hosingen, s'il s'avérait nécessaire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Des comptages ont-ils été effectués depuis 2018 afin de vérifier, le cas échéant, un besoin accru d'emplacements à l'endroit en question ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il faire aménager des emplacements supplémentaires ? Si tel est le cas, combien d'emplacements supplémentaires pourraient être envisagés ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne les comptages effectués depuis 2018, deux compteurs sont installés aux alentours du lieu-dit « Schinker », à savoir le compteur 610 qui se situe au sud de Dickt, et le compteur 939 qui se situe au nord de Hosingen sur la route nationale N7.

Les chiffres récents qui en résultent sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Comme on peut déduire du tableau ci-dessus, la variation des chiffres du trafic qui passe au lieu-dit « Schinker » est négligeable, étant donné que la moyenne journalière du trafic dans les deux directions a uniquement légèrement augmenté de l'année 2018 à l'année 2019. Ainsi, un besoin accru d'emplacements à l'endroit en question ne semble pas exister à l'heure actuelle.

Le parking actuel a été aménagé en 2018 et dispose d'une trentaine d'emplacements pour véhicules individuels. Vu qu'il n'existe pas de besoins accrus à l'heure actuelle, la capacité du parking existant est estimée suffisante et il n'existe pas de projet d'extension.

Question 1938 (26.02.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **flux du trafic entre Mamer et Bertrange :**

Il s'avère que d'importants bouchons se forment quotidiennement dans la montée du Tossebierg sur la N6 entre Mamer et Bertrange. Ces files sont liées à une programmation peu satisfaisante des feux de signalisation situés au croisement N6/rue de Mamer/Belle Etoile à Bertrange.

Rappelons dans ce contexte que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait dans sa réponse à ma question parlementaire n° 2559 du 16 novembre 2016 (!), de l'époque fourni les explications suivantes :

« En ce qui concerne le réglage insatisfaisant de l'installation de feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tossebierg dans la commune de Bertrange, ce réglage est dû à un dysfonctionnement à l'époque de certains détecteurs de trafic suite à des travaux routiers. Ces détecteurs ont été réparés entre-temps par une entreprise spécialisée sous la régie du Service électromécanique de l'Administration des ponts et chaussées et l'installation de feux tricolores fonctionne suivant la programmation initialement prévue, avec une phase verte pour le flux de Mamer vers Bertrange de 19-60 s en fonction du trafic. »

Avant d'ajouter :

« La Division de la voirie de Luxembourg est en train de planifier un projet concernant l'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34. Ce projet, dont le dossier de soumission est actuellement en cours de finalisation, prévoit l'optimisation de cette section par l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34 ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers. »

Or, rien de notable n'a été réalisé à ce jour dans cette zone.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il exclure que les bouchons susmentionnés sont artificiellement créés ?

2) Dans la négative et avant que le projet d'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34 ne voie enfin le jour, Monsieur le Ministre peut-il concevoir comme mesure de court terme d'allonger la phase verte des feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tossebierg dans la commune de Bertrange pour fluidifier le trafic passant par Mamer au cours des heures de pointe matinales ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état du dossier de soumission qui aurait dû être finalisé au plus tard au début de l'année 2017 ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la soumission n'ait pas plu aux responsables des Ponts et Chaussées et que de ce fait le dossier est à la traîne ? À défaut, quelles sont les raisons du retard ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) En 2017, l'Administration des ponts et chaussées a réalisé un comptage sur le croisement en question. Il ressort des résultats de ce comptage que le croisement est saturé aux heures de pointe du matin du fait de la configuration actuelle des voies et du trafic accru pendant ces heures de pointe : 2.050 véhicules/heure ont été comptés sur le croisement, dont 1.130 véhicules/heure en provenance de Mamer. De plus, face à une croissance du trafic qui est estimée à environ 2 % par an, le trafic sur ce croisement a depuis lors très certainement augmenté. Les embouteillages ne peuvent donc pas être évités, même en adaptant la programmation des feux tricolores.

ad 2) Une augmentation des temps verts en provenance de Mamer n'aurait pas d'effet considérable, étant donné que l'entrée du giratoire située 200 mètres en aval serait alors saturée avec les mêmes effets sur le trafic en provenance de Mamer.

ad 3) Le dossier de soumission pour le génie technique relatif à l'installation et la programmation des feux tricolores est dorénavant finalisé et les procédures d'approbation sont en cours avant la mise en soumission par procédure ouverte.

ad 4) L'Administration des ponts et chaussées, en tant qu'administration du Département des travaux publics du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, a une mission de service public et son personnel et les responsables du projet sont soumis aux règles de la fonction publique et exercent leurs fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans la planification des projets, il ne peut être question d'émotions ou de préjugés, mais il s'agit de trouver des solutions qui donnent satisfaction aux problèmes posés d'un point de vue technique et économique.

En ce qui concerne les causes du retard, le projet comporte deux volets distincts, à savoir un volet « génie civil » et un volet « génie technique », planifiés par des équipes différentes auprès de l'Administration des ponts et chaussées. En raison de différences d'avancement des deux volets, le projet d'ensemble n'avait pas pu être finalisé dans les délais envisagés.

En ce jour, le dossier de soumission du projet d'ensemble est en cours d'approbation.

Question 1939 (26.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **passerelle cycliste sous le Pont Adolphe :**

D'Vëlospasserell ënnert der neier Bréck war elo kierzlech de Mëttelpunkt vun enger Aktioun, bei där si mat geheekelten Häerzer verschéinert ginn ass. Tëschent den Häerzer waren awer och déi éischte Schlässer ze fannen, déi vu jonke Koppelen do als Zeeche vun hirer Léift ubruecht gi sinn. Dës goufen an der Tëschenzäit awer nees ewechgeholl. Et ass just dee Brauch, deen zu Paräis, wou e warscheinlech jo entstanen ass, fir Gefor a vill Aarbecht suergt. Ëmmer nees ginn do Schlässer ewechgemaach an da kommen erstaunlech 40 Tonne Schrott, nëmme fir d'Grillen um Pont Neuf, un der Statu vum Henri IV an op der Spëtzt vun der Île de la Cité (Artikel vum „Le Parisien", http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-40-tonnes-d-amour-a-la-ferraille-03-04-2018-7644360.php). 2014 war esouguer d'Gelänner vum Pont des Arts an d'Seine gefall, esou beluede war et mat deene Schlässer.

Duerfir wéilt ech dës Froen un de Bauteminister stellen:

1. Ass bei de Berechnunge fir d'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck un d'eventuell Méibelaaschtung duerch esou Klauschtere geduecht ginn?

2. Wéi vill därer Schlässer kann d'Passerell verkraaften, an zwar um Niveau vum Drotnetz, dat als Sécherheet gespaant ass, um Niveau vun der Passerell selwer an um Niveau vun de Strukture vun der Adolphesbréck, un där deen Ensembel hänkt?

3. Ass d'Konstruktioun vun der Passerell, déi ënnert der Adolphesbréck hänkt, e Modell, dee statesch problematesch ass, oder ass de Risiko vergläichbar mat de Seine-Brécken?

4. Sinn de Wand an eng eventuell ongläich Gewiichtsverdeelung op deenen zwou Säite vun der Bréck Parameteren, déi d'Aschätzung vun der Gefor nach méi komplizéiert maachen?

5. Wat fir eng Belaaschtung fir d'Passerell gëtt duerch d'Gewiicht vun 1.000 Schlässer verursaacht a wéi vill Schlässer kann d'Konstruktioun an deem Fall problemlos verkraaften?

6. Ass eventuell dru geduecht, deen diskreeten Drot duerch e visuell méi stéierend Material ze ersetzen, dat d'Ophänke vu Schlässer géif onméiglech maachen?

7. Sollt et an Zukunft néideg ginn, Schlässer aus Sécherheetsgrënn vun der Bréck ewechzemaachen, wien hëlt déi Decisioun a wie féiert d'Aarbechten aus?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Bei de Berechnunge fir d'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck ass déi eventuell Méibelaaschtung duerch Klauschteren um Gelänner net mat aberechent ginn. Dës stellt nämlech keen offizielle Belaaschtungsfall no den aktuellen europäeschen Normen duer an ass deementspriechend och net zu Lëtzebuerg virgesinn.

Bei Brécken am Ausland, déi an engem änleche Fall sinn, gi Klauschteren duerfir wann et vum Gewiicht hier zevill kéint ginn, haaptsächlech fir d'Gelänner selwer, erofgeholl. Bei eis stellt sech de Problem bis elo net, a sollten der opgehaang ginn, gi se direkt erofgeholl.

ad 2. D'Gelänner a Kombinatioun mam Drotnetz ass drop ausgeluecht, de Foussgänger an de Vëlosfuerer virum Stuerz an d'Déift ze schützen. Ganz allgemeng kann een awer soen dass e puer där Klauschteren net problematesch sinn. D'Passerell genee ewéi d'Verbindung vun dëser un d'Adolphesbréck sinn dorop ausgeluecht, Mënschenusammlungen an och esouguer e liicht Gefier (ënner dräi Tonnen, dëst fir Noutfäll oder Entretiensaarbechten) ze droen.

ad 3. D'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck ass statesch gesi kee kritesche Modell an ass no den aktuellen Norme berechent ginn.

ad 4. Fir d'statesch Berechnung vun der Vëlospasserell ass no den aktuellen Normen och de Laaschtfall vum Wand betruecht ginn. An deene Berechnunge sinn och déi ongënschsteg Laaschtfäll betruecht ginn, ewéi zum Beispill eng ongläich Gewiichtsverdeelung op der Passerell.

ad 5. Dës Fro stellt sech net, well se, wéi gesot, erofgeholl ginn.

ad 6. D'Wiel, fir hei en dezenten Drot ze benotzen ass d'Resultat vun engem architektonesche Konzept. Hei ass bewosst eng filigran Ausféierung gewielt ginn, déi engersäits dem Foussgänger an dem Vëlosfuerer d'Méiglechkeet gëtt, déi faszinant Blécker erof an de Péitrussdall ze genéissen, an anerersäits beim Bléck aus dem Péitrussdall erop praktesch net sichtbar ass.

ad 7. Eng Méibelaaschtung duerch Klauschteren ass net erwënscht, dofir gi Schlässer, wann der iwwerméisseg vill do hänken, duerch d'Agente vun der Stroossebauverwaltung ewechgeholl.

Question 1942 (27.02.2020) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **vêtements produits de manière responsable :**

Le 11 février dernier à Paris, Brune Poirson, Secrétaire d'État auprès du Ministère de la Transition écologique et solidaire, réunissait plusieurs dizaines d'acteurs du textile pour leur présenter son projet d'affichage de critères environnementaux permettant d'identifier les vêtements « les plus responsables ».

À l'instar de l'étiquette énergétique dans le domaine de l'électroménager, l'affichage environnemental relatif au secteur du textile d'habillement sera obligatoirement apposé sur les habits neufs vendus en magasin. L'objectif de cette mesure, issue de l'article 15 de la loi française relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, consiste à donner au consommateur, au moment de son achat, une indication sur l'empreinte écologique du vêtement. La note décernée au vêtement ira de A pour les bons élèves parmi le secteur, à E pour les moins ambitieux en matière de responsabilité écolo-

gique. Cette note passera au crible neuf critères, qui englobent tout le cycle de vie du produit, des matières premières à la fin de vie en passant par la distribution.

Dans son rapport de 2017 intitulé « A new textiles economy: Redesigning fashion's future », la « Ellen MacArthur Foundation » a relevé qu'en 2015, l'industrie de l'habillement a représenté pas moins de 2 % des émissions globales de gaz à effet de serre, dépassant ainsi les émissions des secteurs de transport maritime et aérien réunis. Suivant les projections dudit rapport, au rythme actuel, la filière pourrait peser plus du quart du budget carbone de la planète d'ici à 2050.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement si elle a pris connaissance de l'initiative du Gouvernement français décrite ci-dessus ?

- Est-ce que Madame la Ministre envisage de suivre l'exemple français afin de permettre au consommateur de faire ses choix de manière plus éclairée ?

- Dans l'affirmative, est-ce que les critères pris en ligne de compte pour la note apposée à l'habit, dans un souci de considérations d'ordre social, concerneraient également les conditions de travail dans les usines de production ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Dans sa question, Monsieur le Député fait référence à l'impact environnemental de l'industrie de la mode et aux mesures prises en France pour créer une plus grande confiance à l'attention des consommateurs et consommatrices. Une initiative analogue existe en Allemagne avec le « Grüner Knopf ». Ce label public a comme objectif d'informer les consommateurs et consommatrices et de créer une confiance à l'attention de ceux et celles qui veulent acheter des vêtements durables.

De plus en plus de consommateurs pensent que la mode durable est importante. Ils ne veulent pas porter un T-shirt qui a été cousu dans des conditions inacceptables pour un salaire de famine ou qui a été teint avec des produits chimiques toxiques.

Il est primordial de se donner des critères tant environnementaux que sociaux. Dans le cadre de l'initiative « Der grüne Knopf », 46 normes sociales et environnementales en tant qu'exigences contraignantes pour protéger les personnes et l'environnement, ont été fixées.

La mise en place d'un tel système ne peut avoir lieu qu'en coordination étroite et cotravail avec les acteurs et le secteur concernés.

La demande existe aussi au Luxembourg. Ainsi en coopération étroite avec « EBL - Ëmweltberodung Lëtzebuerg », le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a fait élaborer le site www.nobe.lu. Sur ce site, les personnes - notamment les administrations dans le cadre des marchés publics durables - trouvent des informations nécessaires en vue de l'achat de fournitures durables. Une rubrique est consacrée aux vêtements de travail avec des explications sur leurs impacts sociaux, environnementaux et de sécurité et les critères de durabilité. Les consommateurs et consommatrices désireux(ses) d'acheter des vêtements durables y trouvent aussi des informations par voie de fiches explicatives sur les achats durables de textiles et sur les labels existants.

En septembre 2017, la Direction de la coopération et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a mandaté « Fairtrade Lëtzebuerg » et la « Fondation Caritas Luxembourg » pour mettre en place une campagne intitulée « Rethink your clothes ». Cette campagne textile vise à sensibiliser le grand public luxembourgeois et les responsables d'achats mais aussi de vente aux défis sociaux et environnementaux de l'industrie du textile, et plus particulièrement à promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs et travailleuses dans la filière de production et d'approvisionnement du secteur textile et de la mode. Il s'agit dès lors de mettre en lumière les dysfonctionnements humains et environnementaux liés au secteur, et à proposer des alternatives.

En raison des résultats atteints par ce mandat (2017-2019), une procédure est en cours pour le prolonger lors d'une seconde phase (2020-2021). Dans un esprit de continuité de la première campagne, il s'agira de mettre l'accent sur les défis sociaux et environnementaux du secteur textile, les alternatives sociales et écologiques, et la responsabilité et le pouvoir des consommateurs et consommatrices, des politiciens et politiciennes, des entreprises.

Au niveau européen, le commerce de la filière textile est suivi par la Commission européenne et régi en fonction des pays de provenance par des accords de libre-échange ou bien par des systèmes de préférences généralisées. Ces accords contiennent des dispositions visant la ratification et la mise en œuvre effective des conventions essentielles dans le domaine du droit du travail, des droits de l'homme, de l'environnement et de la bonne gouvernance.

Par ailleurs, la Commission a publié le 24 février 2020 une étude sur les obligations de diligence dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises. Cette dernière présente plusieurs pistes d'action en vue de la mise en œuvre d'une réglementation au niveau européen en matière de diligence raisonnable. Développé par les Nations Unies, le devoir de diligence a été étendu par les Principes directeurs de l'OCDE en ce qui concerne les entreprises multinationales aux domaines tels que l'environnement, le changement climatique et les intérêts des consommateurs. Le Gouvernement estime que l'analyse susmentionnée doit servir de base pour une action européenne concertée afin de prévenir et d'atténuer les impacts négatifs dans ces domaines. En complément aux initiatives nationales décrites ci-dessus, le Luxembourg compte donc soutenir les actions permettant de promouvoir un commerce responsable en Europe.

Question 1944 (27.02.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **Cellule de renseignement financier :**

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bieden ech lech, dës parlamentaresch Fro un de Justizminister weiderzeleeden.

Et gëtt beim Parquet eng „Cellule de renseignement financier" - kuerz CRF genannt.

1. Wéi eng Persounen oder Institutioune kënnen dës CRF mat enger Denonciatioun befaassen? Wei vill där Denonciatioune gouf et 2017, 2018 an 2019 (no Joer opgeschlësselt) duerch Banken, wéi vill duerch Affekoten, wéi vill duerch Nottären a wéi vill duerch aner Acteuren?

2. Wéi gëtt déi Flut vun Denonciatioune bewältegt a wéi gëtt kontrolléiert, ob d'Aarbecht vun der CRF qualitativ gutt ass?

3. An enger rezenter Konferenz huet d'CRF, wat Nottären ubelaangt, eng Statistik gewisen, aus där ervirgeet, datt 6 % vun den Denonciatiounen duerch Nottären hir Ursaach an enger „escroquerie" hunn, 4 % engem „abus de faiblesse", 4 % an enger Infraktioun géint d'Steierrecht, 6 % an enger aktiver Korruptioun a 6 % am Benotze vu gefälschten Dokumenter.

74 % awer waren do aklasséiert als „non déterminé". Wéi ass et méiglech, datt dräi Véierel vun allen Denonciatiounen emol net enger vun de Kategorien, déi d'Gesetz virgesäit, zougeuerdent kënne ginn? Heescht dat, datt dräi Véierel vun allen Denonciatioune vu Bierger duerch hiren Nottär keng legal Basis hunn?

4. Wie héich ass de Prozentsaz vun CRF-Denonciatiounen, déi effektiv zu Poursuitte féieren? Fir wéi eng Infraktiounen (no Prozenter)?

5. No enger CRF-Denonciatioun ginn de betraffene Bierger hir Bankkonten duerchliicht. Ginn déi Bierger dat gewuer? Wéi oft kënnt et vir, datt Donnéeën, déi op deem Wee fonnt ginn an a guer kengem Zesummenhang zur CRF-Denonciatioun stinn, benotzt gi fir aner Zwecker respektiv aner Poursuitten?

6. Wéi vill Persoune goufen op Basis vun enger CRF-Denonciatioun menacéiert, ënner Tutelle oder Curatelle gesat ze ginn, oder goufen tatsächlech als onmëndeg erkläert?

7. Gëtt et iergendeng Kontroll iwwert déi Denonciatiounen, déi liichtfankeg gemaach goufen? Ginn déi betraffe Bierger gewuer (no Ofschloss vun der Enquête), datt eng Persoun oder Institutioun X si denoncéiert hat? Wann nee, sidd der net der Meenung, datt betraffe Bierger missten au courant gesat ginn, fir hinnen et ze erméiglechen, de Responsabele fir déi fälschlech Denonciatioun unzesichen? Gëllt an der Matière vun den CRF-Denonciatiounen net de Gesetzestext iwwert d'„dénonciation calomnieuse"?

8. Gëtt et iergendwellech Rekursméiglechkeete fir betraffe Bierger?

9. Mir ass zu Ouere komm, datt eng Bank, un där de Lëtzebuerger Staat eng Participatioun vu 34 % hält, besonnesch äerdeg ass am Denoncéiere vun hire Clienten, oft fir Viremenger, déi ënnert d'Intimliewe vun enger Famill falen. Stëmmt dat?

10. Gëtt eng Kontroll gemaach, wann dës oder déi Bank par rapport zu hire Konkurrente besonnesch oft denoncéiert respektiv besonnesch oft denoncéiert, ouni datt un der „Affär" eppes drun ass? Gëtt et do Sanktiounen? Wann nee, firwat net?

11. Sidd Dir insgesamt der Meenung, datt d'Qualitéit an d'Quantitéit vun den CRF-Denonciatioune wierklech dem urspréngleche Zil vun dëser Mesure - dem Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen aus kriminellen Aktivitéiten an dem Kampf géint d'Finanzéierung vun Terrorismus - gerecht ginn?

Réponse (06.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Den Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 betreffend d'Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung (d'Gesetz) zielt 26 Kategorië vu Professionellen op, déi ënnert d'Gesetz falen. De Joresbericht vun der CRF (fräi ze consultéieren ënnert justice.public.lu/fr/organisation-justice/crf.html»>https://justice.public.lu/fr/organisation-justice/crf.html) zielt genee op, wéi vill Deklaratiounen déi verschidde Kategorië vu Professionelle gemaach hunn, mat jee Ënnerdeelungen no Sous-secteur an Typ vun der Deklaratioun.

ad 2. D'CRF kritt all Deklaratiounen elektronesch, iwwer eng geséchert online Plattform (goAML), eran. All Deklaratioun gëtt no enger Risiko-Approche klasséiert, a jee nodeem behandelt; bei engem nidderege Risiko fënnt nëmmen en Informatiounsaustausch mam Ausland statt (dat ass besonnesch de Fall beim elektroneschen Handel mam EU-Ausland); bei engem mëttlere Risiko behandelt en Analyst d'Deklaratioun a sicht zum Beispill no weidere Verbindungen; bei engem héije Risiko ginn eng komplett Analys an e Rapport gemaach. Op déi Aart a Weis setzt d'CRF hir Mëttelen och do an, wou d'Risiken am héchste sinn. D'Qualitéit vun der Aarbecht vun der CRF gëtt, ënner anerem, bei der Evaluatioun vum GAFI gekuckt. Beim Immediate Outcome 6 gëtt evaluéiert, ob déi relevant Informatioune vun der CRF, vun de kompetenten Autoritéiten, am Beräich vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung gebraucht ginn.

ad 3. En héijen Taux vun „onbestëmmten" Deklaratioune weist net op e Mëssstand hin, mee bedeit, dass déi Professionell hir Obligatioune richteg uwennen. Den Artikel 5 (1) b) vum Gesetz verflicht nämlech déi Professionell, der CRF all „soupçon" ze mellen. De Professionelle qualifizéiert keng Strofdot. Dat bedeit, dass et duergeet, wann engem Professionellen de Client, eng Operatioun oder d'Emstänn verdächteg virkommen.

A ville Fäll kann och net direkt eng Strofdot op d'Deklaratioun vum Professionelle gesat ginn. Wann d'CRF dann awer aner Informatioune kritt, sief et vun anere Professionellen, vun CRFen aus dem Ausland oder vu Lëtzebuerger Autoritéiten, gëtt den Dossier méi kloer an e Soupçon vun enger Strofdot stellt sech eraus. Dëst ass d'Roll vun enger CRF: Informatiounen zesummebréngen, fir Liicht a suspekt Operatiounen a Verhalensmuster ze bréngen.

Doduerch, dass Krimineller an de Finanzen oft vill verschidde Produkter benotzen, ass et wichteg, Soupçone vun all Professionellem gemellt ze kréien, fir de Puzzel komplett ze kréien. Eng Deklaratioun un d'CRF bleift och da berechtegt, wann et spéider net méiglech ass, en Artikel vum Code pénal op d'Deklaratioun ze setzen, well d'Deklaratioun jo net op enger Strofdot, mee op engem „soupçon" berout.

ad 4. Doduerch, dass ganz vill Deklaratioune Soupçone vu Strofdoten am Ausland betreffen, ass et net méiglech, prezis Statistike fir dëse Punkt ze hunn. Iwwer d'Poursuitten am Ausland, déi no der uwennbarer Prozedur aus dem jeeweilege Land lafen, kritt d'CRF oft keng Informatioune méi. Et ginn awer Iwwerleeungen - och op europäeschem Niveau -, dëse Feedback ze verbesseren.

Déi national Statistike kann een am Joresbericht vun der CRF noliesen. Fir de Rapport vun 2018 ass dat d'Sektioun 4.1 (Säit 101).

ad 5. Nee, dat wier géint déi gängeg GAFI-Reegelen (Recommandatioun 21), d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung, wéi och géint déi europäesch Direktiven[1], déi all virgesinn, dass de Professionellen net däerf dem Client oder engem Drëtte matdeelen, dass hien eng Deklaratioun gemaach huet oder wäert maachen.

D'Donnéeë gi vun der CRF just fir den Zweck vum Bekämpfe vun der Geldwäsch, de betraffene Strofdoten (infractions primaires sous-jacentes) a vun der Terrorismusfinanzéierung un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet, zum Beispill un de Parquet fir d'Verfollege vun enger Strofdot oder un eng Autorité de contrôle, wéi d'CSSF, fir hir Missioun am Beräich vun der Preventioun. Wann d'Informatiounen dem Zil net déngen, bleiwe se bei der CRF an et gëtt keen aneren eppes dovu gewuer. Dat ass d'Ursaach, firwat onofhängeg CRFe gegrënnt gi sinn, fir dass d'Nimm vun de Betraffenen net an de Fichiere vu Police a Justiz optauchen, wa sech spéider erausstellt, dass eng Deklaratioun net relevant wor (wat net heescht, dass d'Deklaratioun net berechtegt wor).

ad 6. D'CRF huet kee Pouvoir, fir Leit ënner Tutelle oder Curatelle ze setzen.

Sollt et bei enger Analys vun der CRF Unhaltspunkte fir en Abus de faiblesse ginn, géif d'CRF e Rapport un de Parquet maachen, deen da muss decidéieren, innerhalb vu senge Kompetenzen, fir déi néideg Schrëtt anzeleeden.

ad 7. + 8. Den Artikel 5 (4) vum Gesetz schützt déi Professionell, déi a „guddem Glawen" eng Deklaratioun gemaach hunn, virun all Zort vu Poursuitten. De Contraire vu „guddem Glawe" wier eng Deklaratioun net am Sënn vum Gesetz, mee fir engem aneren, absichtlech, ze schueden. An deem Fall wier et méiglech, de Professionellen ze poursuivéieren. Et wier virun allem de Parquet, dee kéint feststellen, ob et hei en Abus gouf. Och de Betraffene géif, wann et zu Poursuitte kéim, gewuer ginn, dass et e Rapport vun der CRF an dem Dossier gëtt.

Am Fall, wou d'CRF decidéiert, e Kont ze blockéieren, huet déi betraffe Persoun d'Méiglechkeet, e Recours virun der Chambre du conseil anzeleeën.

ad 9. + 10. D'Statistiken iwwert d'Zuel vun den Deklaratioune vun deenen eenzelne Professionelle sinn net ëffentlech. D'Zuel vun den Deklaratiounen am Finanzsecteur ass vu Bank zu Bank verschidden, dat hänkt vun der Zuel an den inherente Risike vun der Clientèle a vum Geschäftsmodell vun der Bank of.

Wann et géif Anomalien tëschent der Zuel vun den Deklaratiounen an dem Risikoprofil vun enger Bank ginn, kéint sech d'CRF mam Professionellen zesummesetzen, fir déi Saach ze diskutéieren, mee et bleift um Enn ëmmer um Professionellen, selwer ze entscheeden, wat fir hie suspekt ass.

ad 11. D'Deklaratioune vun de Professionellen un d'CRF déngen dem Zil vun der Deductioun vun der Geldwäsch an der Terrorismusfinanzéierung. D'Deductioun ass en Deel vun engem méi breede Konzept, wat och déi national Koordinatioun, d'Preventioun, d'Poursuitten an déi international Kooperatioun ofdeckt. D'Zesummewierke vun dem Ganzen ass ausgeluecht, fir méiglechst effizient der Geldwäschan der Terrorismusfinanzéierungbekämpfung gerecht ze ginn.

Question 1945 (27.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **accidents sur la N12 entre Troisvierges et Wiltz :**

Op der N12 tëschent Wolz an Ëlwen koum et déi lescht Joren ëmmer erëm zu schwéieren Accidenter.

1. Wéi vill Doudeger respektiv schwéier Blesséierter gouf et déi lescht 30 Joer op dëser Streck?

2. Wéi dacks war bei all dësen Accidenter e Bam mat eng vun den Ursaachen?

3. Wär et, fir all déi schwéier Accidenter op e Minimum ze reduzéieren net sënnvoll, fir op dëser Streck méiglechst vill Leitplanken unzebréngen?

[1] Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/U

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An dësem Zesummenhang sief fir d'éischt dorop higewisen dass déi prezis Plazen op deenen en Accident geschitt ass eréischt säit der Reform vun de Verkéierisstatistiken 2012 vun der Police an dem Statec an den Datebanke festgehale ginn. Aus dësem Grond ass et net méiglech fir Donnéeën zur Lokalisatioun vun Accidenter, déi virun 2012 geschitt sinn, an deem gewënschten Detail aus der Datebanke vum Statec ze zéien.

Genee esou ass de System Multipoll vun der Police, an deem d'Accidenter erfaasst ginn, net fir esou eng Recherche respektiv prezis Statistik ausgeluecht.

Déi Donnéeën déi zur Verfügung stinn, erginn deemno säit 2012 follgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei dësem Tableau bléift nach ze vermierken, dass et sech bei den Zuele vum Joer 2019 just ëm provisoresch Zuelen handelt.

Et geet aus dësen Donnéeën och net ervir, wat d'Ursaach vun den Accidenter war an a wéi enge Fäll d'Doudesursaach respektiv eng schwéier Blessur, op d'Kollisioun mat engem Bam zeréckzeféiere ass.

Wat d'Ubrénge vu Leitplanke virun de Beem ubelaangt, muss ee wëssen dass eng Leitplank ee Wierkungsberäich huet, dee fräi vun Hindernisser muss sinn, fir dass déi Leitplank optimal funktionéiere kann. Wann d'Beem also ze vill no un der Strooss stinn, dann ass et schwiereg a plazeweis esouguer onméiglech, dës Plaz mat enger Leitplank ofzesécheren. Dëst ass awer ëmmer vu Fall zu Fall ze kucken, ofhängeg vun der Situatioun um Terrain.

Am Kader vun deenen aktuelle Leitplanken-Ausschreiwungen ass d'Stroossebauverwaltung amgaang duerch d'ganzt Land weider Strecke mat Leitplankesystemer ze equipéieren.

Et sief nach drun erënnert, dass grondsätzlech all Accident mat méi grave Suitte vum Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" analyséiert gëtt, fir eventuell duerch baulesch Moossnamen d'Stroossesécherheet nach ze verbesseren.

Et bleift an dësem Kontext nach ze soen, dass duerch eng méi héich Unzuel vu Leitplanken d'Sécherheet vun anere Verkéiers-Participanten, sief et de Foussgänger oder de Vëlo, duerch eng Anengung vum Verkéiersraum erofgeet. Deemno ass d'Installéiere vu Leitplanken am Eenzelfall och ëmmer eng Ofweiung tëschent verschiddenen Ziler an Contrainten.

Question 1948 (27.02.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **projet « Europa-Cloud Gaia-X » :**

Am 19. Februar 2020 ist Frankreich der von Deutschland eingeleiteten Cloud-Allianz, dem sogenannte Projekt „Europa-Cloud Gaia-X", beigetreten. Das Ziel von Gaia-X besteht in der Schaffung einer europäischen Dateninfrastruktur und eines Sicherheitsnetzwerks von außereuropäischen Regulierungen und „extra-territorialen" Ansprüchen. Die europäische Dateninfrastruktur soll insbesondere kleinen und mittelgroßen örtlichen Unternehmen die Vorteile einer Cloud-Lösung verschaffen, ohne dass diese ihre „Datensouveränität" aufgeben müssen. Der europäische Cloud-Verbund bietet als Vorteile nicht nur die Interoperabilität und die Rechtssicherheit, sondern auch das Vermeiden missbräuchlicher Datenabgriffe.

Aufgrund dessen möchten wir folgende Fragen an die Herren Wirtschaftsminister und Minister für Digitalisierung stellen:

- Können die Herren Minister uns mitteilen ob Luxemburg zur Beteiligung am Europa-Cloud-Gaia-X-Projekt angefragt worden ist?

- Beabsichtigt die Regierung am Projekt Europa-Cloud Gaia-X teilzunehmen? Wenn ja, wie sieht der Zeitplan und der Onboarding-Prozess aus?

- Wer wird nach Kenntnis der Herren Minister das Projekt sowie auch das Personal der zentralen europäischen Organisation, die Gaia-X umsetzen soll, finanzieren?

- Wird das Projekt Gaia-X nach Kenntnis der Herren Minister finanzielle Unterstützungen aus EU-Handelsmitteln erhalten? Wenn ja, in welcher Höhe?

- Haben die Herren Minister Kenntnis darüber, welche Rechtsform Gaia-X erhalten soll? Wenn nein, welche Rechtsform wäre nach Auffassung der Herren Minister am geeignetsten?

- Im Fall Luxemburgs Beitritt zur vorgenannten Cloud-Allianz, welches Ministerium beziehungsweise welche Behörde wird nach Kenntnis der Herren Minister auf nationaler Ebene federführend verantwortlich für die Umsetzung von Gaia-X sein?

- Im Fall Luxemburgs Beitritt zur vorgenannten Cloud-Allianz, verfügt das federführende Ministerium nach Kenntnis der Herren Minister über eine geeignete Menge an qualifizierten IT-Fachkräften? Wenn nein, wie soll diese personelle Lücke geschlossen werden?

-Wann soll nach Kenntnis der Herren Minister der endgültige Launch vom Projekt Gaia-X erfolgen?

- Sind die Herren Minister der Meinung, dass es offensichtlich und nötig ist, die Daten unserer Bürger in transparenten und rückführbaren Datenzentren in Luxemburg sowie in der europäischen Union zu bewahren und zu speichern?

- In diesem Kontext, können die Herren Minister erläutern wie die lokale „Datensouveränität" im Großherzogtum im Moment aussieht?

- Können die Herren Minister verdeutlichen, welche Cloud-Angebote in Luxemburg vom Sicherheitsstandpunkt geeignet sind um eine eigenständig Cloud-Lösung aufzubauen?

Réponse commune (09.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Das Projekt Gaia-X wurde in Deutschland vom Bundesminister für Wirtschaft und Energie Peter Altmaier in November 2019 veröffentlicht. Am 19. Februar 2020 ist Frankreich der von Deutschland eingeleiteten Cloud-Allianz, des sogenannten Projektes „Europa-Cloud Gaia-X", beigetreten.

Luxemburg ist über das Gaia-X-Projekt informiert. Das Ziel von Gaia-X besteht in der Schaffung eines souveränen, offenen und europäischen Data- und AI (artificial intellegence) Ökosystems und somit einer Dateninfrastruktur und eines Sicherheitsnetzwerks, die weniger von außereuropäischen Regulierungen und von „extraterritorialen" Ansprüchen abhängig sind. Gaia-X soll ein europäisches Innovationsökosystem mit Could-Diensten und vertrauenswürdigen Leistungsservices auf bestehenden europäischen Infrastrukturen und Technologien aufbauen. Im Rahmen vom EuroHPC Joint Undertaking, wo Luxemburg vertreten ist und dessen Ziel der Aufbau einer vernetzten HPC Infrastruktur in Europa ist, wird ebenfalls über vernetze Cloud-Lösungen diskutiert.

Am Gaia-X-Projekt können private Verbände und Unternehmen teilnehmen. Regierungen und Ministerien können nicht direkt Mitglied von Gaia-X werden. Das Projekt soll von der Privatindustrie umgesetzt werden. Das Projekt soll also auch hauptsächlich direkt von der Wirtschaft über Mitgliedsbeiträge finanziert werden. Unternehmen und Verbände sollen in der Startphase Fördermittel für Gaia-X beantragen können.

Im ersten Halbjahr 2020 soll eine Organisation gegründet werden, Ende 2020 soll es erste Anwendungen geben. Mögliche Optionen für diese Organisation werden zurzeit noch diskutiert, eine solche Möglichkeit wäre die Gründung einer „Europäischen Genossenschaft".

Neben der technischen Datensicherheit (sichere Übertragung, Speicherung und Verarbeitung von Nutzerdaten) wird die Datensouveränität in Zukunft von größerer Bedeutung sein. Unter Datensouveränität versteht man eine aktive Befähigung der Dateneigentümer zum selbstbestimmten Umgang mit ihren Daten. In diesem Zusammenhang hat der Staat als Gesetzgeber und Regulierer eine entscheidende Rolle zu erfüllen. Der Staat steht als Garant für die Einhaltung von Datenschutzbestimmungen, dies umso mehr da der öffentliche Raum immer digitaler wird.

Sichere Datenzentren, die eine transparente Datenlokalisierung garantieren, sowie Datenschutzbestimmungen die in einem europäischen Datenraum festgelegt und umgesetzt sind, stellen elementare Bausteinen für eine funktionierende Datenwirtschaft und digitale Gesellschaft dar.

Luxemburg verfügt über eine hohe lokale Datensouveränität. Die bestehenden nationalen Regulierungsbehörden erfüllen ihre Aufgaben. Luxemburg ist aber auch ein Teil einer europäischen, globalen Datenwirtschaft.

In Luxemburg gibt es eine Reihe eigenständiger Cloud-Anbieter. Diese Cloud-Anbieter verfügen über einen hohen Sicherheitsstandpunkt basierend auf den neuesten Technologien und deren Mitarbeiter verfügen über die erforderlichen Kompetenzen. Die Datenwirtschaft funktioniert jedoch global, so müssen auch luxemburgische Anbieter ihren Kunden weltweite Dienstleistungen anbieten.

Question 1949 (28.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **site de la SNCA dans le nord du pays :**

Den Här Mobilitéitsminister huet an enger rezenter Versammlung iwwert den Ausbau vum RGTR-Netz betount, datt den Norden - am Hibléck op déi aner Bezierker am Land - gläichberechtegt behandelt gëtt, och wat d'Investissementer ugeet. Och weist sech d'Regierung bereet, strukturell Entwécklungen am ländleche Raum ze förderen.

Dëst steet allerdéngs am Géigesaz zu rezenten Entwécklungen am Norden, notamment wat de Service vun der SNCA (Société nationale de circulation automobile) ugeet. Wéi d'SNCA nach zu Wëlwerwolz vertruede war, war et nach méiglech, kleng Kontrollen duerchféieren ze loossen, zum Beipsill bei der Umeldung vu Pneuen, beim Kontrolléiere vum Gewiicht vun enger Remork an esou weider.

Nodeems d'SNCA hir Dieren zu Wëlwerwolz zougemaach huet an zu Maarnech eng nei Zweigstell opgaangen ass, ass dëst net méi méiglech. Op d'Nofro hinn huet d'SNCA confirméiert, datt een zu Maarnech just nach de reng administrativen Akt maache kann. D'Leit aus dem Norde sinn also elo och bei Klengegkeete gezwongen, bis op Sandweiler ze fueren. Och am Hibléck op de Wëllen no enger ëmweltfrëndlecher Politik schéngt dëst kontradiktoresch.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Aus wat fir enger Motivatioun eraus ass zu Wëlwerwolz d'SNCA ofgezu ginn, ouni datt déi selwecht Leeschtungen duerno zu Maarnech konnten ugebuede ginn?

2. Ass et an den Ae vum Här Minister net eng onglécklech Situatioun, datt d'Bierger aus dem Norden elo bis op Sandweiler fuere mussen - an dat och fir Klengegkeeten?

3. Wa jo, envisagéiert den Här Minister eppes un där onglécklecher Situatioun ze änneren, soudatt d'Bierger net méi esou wäit Strecken zréckleeë mussen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Mesurë gerechent ginn?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zënter dem 6. Januar sinn d'Servicer vun der Société nationale de circulation automobile (SNCA) am Norden vu Wëlwerwolz op Maarnech transferéiert ginn. Den neie Site vu Maarnech huet am Géigesaz zu dem ale Site vu Wëlwerwolz eng besser Ubannung un den ëffentlechen Transport, huet eng méi héich Capacitéit, mat elo sechs Guicheten, wat och derbäi e positiven Impakt op d'Waardezäiten huet.

Déi Servicer, déi laut der Fro vum honorabelen Deputéierten net méi méiglech wieren, ginn et nach ëmmer zu Maarnech, just neierdéngs an enger optimiséierter Prozedur. D'Androe vu Felgen a Pneuen op der „groer Kaart" zum Beispill gëtt och zu Maarnech gemaach, an dat genau esou wei op den anere Site vun der SNCA. D'Gefier brauch net méi presentéiert ze ginn, d'Virleeë vun den techneschen Dokumenter geet zënter ee puer Méint duer. Fir op d'Beispill vum honorabelen Deputéierten anzegoen, wat d'Ophuele vum Gewiicht vu Remorken ubelaangt, ass ze soen, dass dëst och schonn zu Wëlwerwolz technesch net méiglech war.

Zu Maarnech kann een och schwéier Gefierer, wei Sattelschlepper, Trakteren oder Bussen umellen, wa se eng europäesch Homologatioun hunn. Fir d'Identifikatioune vu Gefierer, an deene Fäll wou et néideg ass, ass och eng speziell Stellplaz vun der SNCA, um Site vu Maarnech gelount ginn, déi direkt bei der Sortie de service ass an et dem Techniker vun der SNCA erméiglecht, dës Identifikatioun um Gefier ze maachen.

Deemno ass zu Maarnech e vollwäertege moderne Service fir den Norden organiséiert ginn, dee géigeniwwer vun deem vu Wëlwerwolz eng däitlech Verbesserung duerstellt.

Question 1952 (28.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**impact sur l'équité sociale des mesures de politique de protection climatique :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1839 vum 6. Februar 2020 preziséiert den Här Landwirtschaftsminister, dass all klimaschutzpolitesch Moossnam op hiren Impakt hisiichtlech der sozialer Gerechtegkeet géif evaluéiert ginn. Opgrond vun dëser Evaluatioun kéint déi getraffe Moossnam gegeebenefalls duerch e finanziellen Ëmverdeelungsmechanismus komplettéiert ginn, deen no der sozialer Situatioun vun deene betreffende Persoune berechent gëtt.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Wéini a wéi gëtt eng klimaschutzpolitesch Moossnam op hiren Impakt hisiichtlech der sozialer Gerechtegkeet evaluéiert?

- Ënner wei enge Konditioune gëtt eng klimaschutzpolitesch Moossnam duerch e finanziellen Ëmverdeelungsmechanismus komplettéiert?

- Wei gëtt déi sozial Situatioun berücksichtegt?

Réponse commune (17.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Genee wéi déi aner fir Zäregasemissioune relevant Beräicher stellt den integréierten Energie a Klimaplang (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, PNEC) och d'Landwirtschaft virun eng Rei vu Chancen an Erausfuerderungen, déi et gëllt, an den nächste Jore gemeinsam unzegoen.

An dësem Kontext sief och ugemierkt, datt de Projet de loi relatif au climat (Klimagesetz) sech de Moment um Instanzewee befënnt. Et ass deemno momentan nach net méiglech, Detailer zum Zäitpunkt vum Akraafttriede vum Gesetz an och net zu der Ëmsetzung vun deene verschiddene Mesuren ze ginn. Dëse Gesetzesvirschlag gesäit dräi Gremie vir, an deenen dës Mesurë par rapport zu hirer Klimawierksamkeet, hirem finanziellen Impakt an der sozialer Gerechtegkeet analyséiert ginn, an zwar en interministerielle Comité, eng Plattform fir den Austausch mat der Zivilgesellschaft an e wëssenschaftlechen Observatoire vum Klima.

Wat d'Evaluatioun vun der sozialer a wirtschaftlecher Situatioun vun der Landwirtschaft ubelaangt, an hei besonnesch de méiglechen Impakt vum PNEC op d'Produktiounskäschten an der Landwirtschaft, ass et kloer, datt de Service d'économie rurale (SER) dës Aufgab op der Säit vum Landwirtschaftsministère wäert iwwerhuelen. Déi zentral Aufgab vun der Abteilung Buchführung a Berodung vun dësem Service ass déi wirtschaftlech Buchführung. Déi hei erfaassten a verschafften Date stellen d'Ausgangsbasis souwuel fir d'Wirtschaftsberodung wéi och fir d'Auswäertunge vun der sozioekonomescher Situatioun vun der Landwirtschaft duer. Donieft wäerten natierlech déi virdrun zitéiert Gremien aus dem Klimagesetz eng wichteg Roll an deem Kontext spillen.

De Landwirtschaftsministère mat senge Servicer ass deemno gutt opgestallt, fir dës Evaluatioun ze maachen. En parallèle zur der Ëmsetzung vun den eenzelne Moossnamen aus dem PNEC wäerten déi genee Konditiounen zu deene gegeebenefalls noutwendegen Ënnerstëtzungsmechanisme kënnen ausgeschafft ginn, sou wéi dat am Klimagesetz virgesinn ass.

Question 1953 (28.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact de la gratuité des transports publics :**

Op der Facebook-Säit vun enger vun de Regierungsparteien huet eng Persoun eng Fro iwwert d'Finanzéierung vum gratis ëffentlechen Transport gestallt, dee jo ab dem 1. Mäerz 2020 gëlle soll. An der Äntwert vun der Regierungspartei ass Follgendes ze liesen:

« Par l'introduction de la gratuité des transports publics, une partie des recettes pourra être compensée par l'élimination des contrôles à bord et de la vente de billets. »

Implizitt kléngt dat esou, wéi wann e Käschtenofbau duerch en Ofbau vum Personal geplangt wär. Et gouf awer bis elo gesot, dass mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport keng Persoun hir Aarbecht wäert verléieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass duerch d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport den 1. Mäerz keng Plaze bei den CFL ofgebaut wäerte ginn an dass déi concernéiert Aarbechter wuelverstanen an aner Servicer affektéiert ginn?

2. Kann de Minister erklären, wéi vill Käschten duerch d'Eliminéierung vun de Kontrollen an den Zich an dem Verkaf vun Ticketen ewechfalen? Ugeholl, datt d'Persoune reaffektéiert ginn, bleiwen dës Käschten ënnert der Form vun enger anerer Prestatioun (Guidage op de Quaien z. B.) erhalen?

3. A wéi enge Servicer a fir wéi eng prezis Aufgabe ginn déi aktuell Kontrolleren a Guichetsaarbechter ab dem 1. Mäerz agesat?

Réponse (06.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Duerch d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport goufe keng Plaze bei den CFL ofgebaut. Déi Leit, déi an de Guichete geschafft hunn, déi dunn zougemaach gi sinn, kruten dräi Alternativen ugebueden, an zwar entweeder:

- sech op e Posten als Agent d'accueil oder Chef de surveillance op de Quaien ze mellen;

- weiderhin an deenen anere Guicheten ze schaffen, oder

- eng Kandidatur ze stellen, fir an engem anere Service op der Eisebunn ze schaffen.

16 Guichetsaarbechter goufen an deem Kontext an aner Servicer vun den CFL weidergeleet.

ad 2. Well d'Sécherheet nach ëmmer virrangeg ass an den Zich an och op de Quaien an d'Kontrolle vun de Billjeeën an der éischter Klass nach weiderhi musse geleescht ginn, ass den Effektiv vun den Zuchbegleeder konstant bliwwen. Et entfalen deemno keng direkt Käschten, well och keen eenzegen Zuchbegleeder ofgebaut gouf. D'Missioune vun den Zuchbegleeder goufen zesumme mat de Sozialpartner nei definéiert, fir nach eng besser Informatioun a Qualitéit vum Service an den Zich kënnen unzebidden.

16 Guichetsaarbechter goufen an deem Kontext an aner Servicer vun den CFL weidergeleet. Déi entspriechend Lounkäschten entfalen an der Aktivitéit Verkaf, ausserdeem entfalen d'Betribskäschte fir d'Lokaler vun de Guicheten.

ad 3. Déi betraffe Guichetsleit goufe vum Service recrutement et mobilité a verschidde Servicer weiderorientéiert an zwar a follgend Servicer:

- Exploitation Infrastructure,

- Projets Infrastructure,

- Ingénierie Infrastructure,

- RH au Personnel, Division des pensions et Division Entraide médicale an

- Secrétariat général.

Déi Mataarbechter kruten an hirem neie Service Aarbechten, déi hirem Profil, Kompetenz, Karriär a Grad entspriechen.

Question 1955 (02.03.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation de produits phytosanitaires sur les terrains de l'État :**

Rezent goufen d'Baueren an d'Wënzerbetriber vum Enregistrement ugeschriwwen, datt ab elo kee Planzeschutzmëttel méi dierf op Staatsfläächen agesat ginn, an déi lafend Pachtverträg deementspriechend ugepasst ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre foligend Froen un d'Madamm Ministesch an den Här Minister stellen:

1. Wéi vill Betriber si vun där neier Dispositioun betraff? Wéi vill Hektar Staatsfläch gëtt aktuell landwirtschaftlech genotzt a befënnt sech innerhalb vu sougenannte FLIK-Parzellen?

2. Sinn alleguer d'Planzeschutzmëttel, obwuel se vum Landwirtschaftsministère eng offiziell Zouloossung hunn, op dëse Flache verbueden oder ginn hei Ausname gemaach? Wa jo, wéi eng a firwat?

3. Gëllt dëse Verbuet fir all staatlech Flächen, och fir déi, déi net landwirtschaftlech genotzt ginn (Verwaltungen, Établissements publics)?

4. Ginn Entschiedegunge bezuelt fir Betriber, déi ab elo op engem Deel vun hire Fläche mussen op Planzeschutzmëttel verzichten an a sougenannte 5-Jores-Kontrakter vu fraiwëllege Programmer gebonne sinn, wou déi nei Konditiounen op engem Deel vun de Fläche kënnen derzou féieren, datt beispillsweis e Rotatiounsprogramm net méi kann assuréiert ginn, dat heescht, dass si d'Konditioune vun de Kontrakter net méi kënnen erfëllen?

5. Sinn dës Ännerunge vun de Pachverträg laut dem Pachtgesetz méiglech? Ginn d'Pächter doriwwer informéiert, dass och bei lafende Pachtverträg och ouni Weideres kënnen Ännerunge gemaach ginn?

6. Laut mengen Informatioune ginn et Verträg, wou d'Baueren ee verbëllegte Loyer vum Enregistrement zougestane kruten, well se un Extensivéierungsmesuren deelhuelen. Ass am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Betriber ee reduzéierte Loyer bei dëser Ännerung vun de Kontrakter virgesinn?

Q326

Réponse commune (17.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Aktuell si 402 Betriber vun deenen neie Konditioune vun de Pachtverträg betraff. Wéi schonn d'lescht Joer, am Zesummenhang mat der parlamentarescher Ufro N° 0481 vum 12 Mäerz 2019 kommunizéiert, huet de Staat 20,85 km² landwirtschaftlech Terrainen. Dëst entsprécht 1,6 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch.

ad 2. De Gebrauch vu Planzeschutzmëttel, déi ënnert de Règlement européen (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques falen, ass op alle Flächen, déi de Staat verpacht, verbueden.

Ausgeholl vun dem Verbuet si Planzeschutzmëttel, déi an der Annexe II vum Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques opgelëscht sinn. Dës kënnen no de Reegelen aus deem selwechte Reglement benotzt ginn.

ad 3. Den Artikel 11 Paragraf 3 vum Planzeschutzmëttelgesetz vum 19. Dezember 2014 verbitt säit dem 1. Januar 2016 d'Ausbrénge vu Planzeschutzmëttel op den ëffentleche Plazen (Espaces publics).

De Staat gëtt an dësem Fall senger Virreiderroll weider gerecht an de Regierungsprogramm gëtt ëmgesat: « Dans le même esprit que les initiatives des communes, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sera interdite à travers des stipulations expresses dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l'État est propriétaire. »

ad 4. De Landwirtschaftsministère ass zesumme mam Finanzministère amgaangen, ee genauen Inventar vun de betraffe Flächen a Betriber duerchzeféieren, wéi och den Impakt op d'Betriber ze analyséieren.

Wa bestoend Kontrakter am Kader vu Klima- an Agrarëmweltprogrammer duerch dës Ännerung net méi sollte kënnen assuréiert ginn, kënnen déi betraffe Betriber Kontakt mat deenen zoustännege Servicer vum Landwirtschaftsministère a Finanzministère ophuelen, fir no enger Léisung ze sichen. Dëst gëllt och fir all aner Fäll, wou de Planzeschutzmëttelverbuet ee gréisseren Impakt op d'Betribsféierung hätt.

ad 5. Staatlech Terraine falen net ënnert d'Pachtgesetz (Artikel 1 vum Pachtgesetz vum 18. Juni 1982). D'Kontrakter lafen am Prinzip all Joer den 1. November un, mat enger Lafzäit vun engem Joer an enger stëllschweigender Verlängerung vu Joer zu Joer.

Wéi jiddereen aneren och, mussen d'Parteie sech un de Kontrakt halen an dofir kënnen Ännerunge wärend der Lafzäit vum Pachtvertrag net eesäiteg imposéiert ginn. Et handelt sech hei awer net ëm eng Ännerung vu bestoende Pachtverträg, mee et ginn nei Pachtverträg ugebueden. Et steet dem aktuelle Piechter fräi, zu den neie Konditiounen ze kontraktéieren oder net. De Verbuet vun Planzeschutzmëttel applizéiert sech also vum nächste Fällegkeetsdatum u fir déi Leit, déi an Zukunft nach staatlech Fläche beaarbechte wëllen.

ad 6. Aktuell ass et virgesinn, datt déi nei Kontrakter de Loyer iwwerhuelen, deen opgrond vun de viregte Kontrakter bezuelt ginn ass. Déi verbëllegt Loyeren, déi vum Enregistrement zougestane goufen, applizéiere sech nëmmen op spezifesch Fäll, déi vum Zoustand vum Terrain respektiv vu spezifesch obligatoresche Bewirtschaftungsmethoden ofhänken.

Question 1960 (02.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **« Mobilitéitszentral » :**

Vum 1. Mäerz u gëtt den Adapto-Service gratis ugebueden. Et ass och nei, datt déi betraffe Leit, fir den Adapto kënnen ze benotzen, hir Demande ënner anerem och iwwer Telefon bei der Mobilitéitszentral stelle kënnen. Mir ass awer zougedroe ginn, datt et schwéier ass, um Telefon een ze erreechen, well dacks keen ophieft. Dëst ass fir déi betraffe Leit immens schwiereg.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hu virun der Reform bei der Mobilitéitszentral geschafft?

2. Wéi vill Leit schaffen elo nom 1. Mäerz do?

3. Ass virgesinn, fir hei zousätzlecht Personal anzestellen, an a wat fir engem Zäitraum?

Réponse (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Virun der Reform hu 16 Leit am Service „Mobilitéitszentral" vum Verkéiersverbond geschafft, wat ee reellen Effectif (ETP) vu 14,05 ausmécht. Dat ass bedéngt duerch Temps-partiellen. Deenen hir Tâchë konnte graff a follgend Kategorien agedeelt ginn:

- Guichet (Mobilitéitszentral Lëtzebuerg-Gare a Belval-Université)

- Callcenter

- Backoffice

- mPass

ad 2. Nom 1. Mäerz hunn, bedéngt duerch ee Congé sans solde, deen den 1. Mäerz 2020 ugefaangen huet, nach 15 Leit an der Mobilitéitszentral geschafft, wat ee reellen Effectif vun 13,25 ausmécht.

Vum 1. Mäerz 2020 un huet d'Personal vun der Mobilitéitszentral sech aus dem Guichet vu Belval zréckgezunn, deen nach just vun Agente vun der CFL bedéngt gëtt. De Guichet an der Gare Lëtzebuerg gëtt deemno weiderhi vum Personal vun der Mobilitéitszentral bedéngt.

ad 3. Nodeems festgestallt ginn ass, datt déi geplangte Capacitéiten net duerginn, ass an enger éischter Phas op Interimairen zréckgegraff ginn. Ier d'Decisioun geholl gëtt, ob zousätzlecht Personal noutwendeg ass, muss eng Analys gemaach ginn. Et sinn zwee Facteuren, déi berücksichtegt musse ginn:

- D'Aufgabe vun der Mobilitéitszentral wäerte sech verlageren, an da ginn zousätzlech Ressourcë fir de Callcenter fräi.

- D'Entwécklunge vun den Uriff fir den Adapto. Dëst muss iwwer ee längeren Zäitraum gekuckt ginn, fir eng Analys vum reelle Besoin ze maachen.

Question 1963 (02.03.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bail à ferme :**

La loi du 2 juillet 2018 portant modification de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et de certaines dispositions du Code civil stipule en son article premier : « Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi les baux portant sur les biens ruraux appartenant à l'État et aux communes. » Il paraît que le Ministère de l'Agriculture s'est oralement exprimé qu'étant donné que les syndicats intercommunaux ne sont pas expressément visés par l'article premier de la loi susmentionnée, ceux-ci ne puissent pas bénéficier des dérogations et avantages y prévus. Cette interprétation semble être surprenante alors que les communes puissent expressément en profiter.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est la position des ministres par rapport à ces explications ?

2) Au cas où les ministres confirment cette constatation orale, est-ce que les ministres entendent y légiférer afin d'inclure les syndicats intercommunaux dans l'article 1er de la loi susmentionnée ?

Réponse commune (17.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) L'article 1er, alinéa 3, de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme qui soustrait au champ d'application de la loi l'État et les communes constitue une disposition d'exception. En raison de la maxime que les exceptions sont d'interprétation stricte, la disposition ne devrait pas s'appliquer à d'autres personnes juridiques que celles qui y sont énumérées, étant toutefois entendu que l'interprétation de la loi est de la compétence du pouvoir judiciaire.

ad 2) Jusqu'à présent le besoin de soustraire les baux ruraux conclus par les syndicats de communes n'a pas été identifié. Cela pourrait tenir au fait que les syndicats de communes, constitués en vue de la réalisation d'un ou de plusieurs objets déterminés, ne sont pas propriétaires de biens ruraux susceptibles d'être donnés à bail dans la même mesure que l'État ou les communes.

Question 1969 (04.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **ligne éditoriale pour les bulletins communaux :**

Déi meescht Gemengen zu Lëtzebuerg publizéiere reegelméisseg e Gemengebuet. Dëst Blat ass nieft dem Internetsite vun der Gemeng fir d'Biergerinnen a Bierger déi eenzeg Informatiounsquell, déi se iwwer hir Gemeng hunn. D'Ligne éditoriale vun dëse Gemengebueten ass oft net ganz kloer an et gi seele kloer Krittären, déi festleeën, wien an engem Gemengebuet dierf publizéieren, wat an e Gemengebuet gehéiert a wat net.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien an Interieur dës Froe stellen:

1. Ënnerläit e Gemengebuet iergendengen deontologesche Reegelen, wat de Contenu an d'Selektioun vun de Bäiträg betrëfft, déi an dësem Blat figuréieren?

2. Kënnt Dir ausschléissen, datt a Gemengebueten Inhalter publizéiert ginn, déi géint d'Dignitéit vum Mënsch verstoussen? Wa jo, wéi kënnt Dir dat garantéieren?

3. Ass geplangt, e „Leitfade" fir d'Gemengen auszeschaffen, dee reegelt, wat an ee Gemengebuet gehéiert a wat net?

4. Ginn et, Dir Dammen an Häre Ministeren, iergendeng Krittären, déi déi Leit an de Gemengen, déi sech ëm de Contenu vum Gemengebuet këmmeren, musse respektéieren?

5. Dir Dammen an Häre Ministeren, schléisst d'Gemengenautonomie eng contraignant Reglementatioun säitens der Regierung an dësem Beräich aus?

Réponse commune (06.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Haaptinformatiounsquelle vun der Bevëlkerung iwwert d'Gemenge sinn normalerweis den Internetsite an de Gemengebuet. Gesetzlech gereegelt ginn et donieft och nach de klasseschen oder den elektronesche Reider, d'Recht op Consultatioun vum Deliberatiounsregëster vum Gemengerot an op d'Publikatioun oder d'Kommunikatioun vun administrativen Dokumenter op Basis vum Gesetz vum 14. September 2018 iwwert d'Administration transparente et ouverte. Ausserdeem kommunizéieren eng ganz Rei Gemengen op de soziale Medien oder iwwer elektronesch Déngschter ewéi sms2citizen, eng App a sou weider.

ad 1. Dat ofgeännert Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 erwäänt de „[...] bullletin communal distribué périodiquement à tous les ménages" am Artikel 82, reglementéiert en awer net. De Gemengerot kann dat awer am Règlement d'ordre intérieur maachen.

ad 2. Mir hu keng Kenntnisser vun Inhalter, déi d'Dignitéit vum Mënsch verletzen. Beim Gemengebuet handelt et sech ëm eng Publikatioun, wouvunner d'Gemengenautoritéiten den Éditeur sinn a woufir si och d'Verantwortung droen. Dofir si mir zouversiichtlech, dass de Gemengebuet net méssbraucht gëtt, fir Inhalter, déi d'Dignitéit vum Mënsch verletzen, un d'Éffentlechkeet ze bréngen. Sollt dat trotzdeem emol de Fall sinn, da wäerten eventuell strofbar Faiten dem Parquet matgedeelt ginn, esou wéi et eis Flicht ass.

ad 3. D'Gemengepublikatioune respektiv d'Informatioun an d'Kommunikatioun sinn e Sujet, deen am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz och schonns undiskutéiert gouf. Sollt vum Secteur de Wonsch geäussert ginn, zesummen esou e „Leitfaden" ze erstellen, verschléisse mir eis deem net. Aktuell ass dëst awer nach net de Fall gewiescht.

ad 4. D'Legislatioun vum Gemengesecteur gesäit keng speziell Krittäre fir de Contenu vum Gemengebuet vir. D'Gesetz iwwert d'Liberté d'expression dans les médias, mat ënner anerem Dispositioune betreffend d'Protection de la réputation et de l'honneur an och engem Devoir d'exactitude et de véracité, applizéiert sech op de Gemengebuet wéi och op all aner Publikatioun.

ad 5. Eng Reglementatioun ass net prinzipiell ausgeschloss, muss awer kompatibel mat der Gemengenautonomie sinn.

Question 1971 (04.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**opération de phishing auprès d'une banque de la place :**

Le journal en ligne, paperjam.lu, titrait le 28 février 2020 : « La finance européenne s'allie

contre les cybermenaces ». Quelques jours plus tard, la presse relate une opération de phishing auprès de la BGL BNP Paribas. 14 clients en _seraient devenus victimes.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 2836, Monsieur le Ministre de l'Économie avait souligné que :

« Les initiatives de l'État en matière de cybersécurité ont souvent précédé les besoins des entreprises en les alertant sur des dangers qu'elles n'avaient pas encore perçus. »

Monsieur le Ministre avait par ailleurs expliqué que l'un des problèmes majeurs des entreprises côté menaces en matière de sécurité informatique serait « le "vol" et l'usurpation des mots de passe, via des attaques dites de "phishing", qui sont facilités par le manque de rigueur et de bonnes pratiques lié à la gestion et l'utilisation des mots de passe. »

À cet égard, il est utile de se fonder sur des affirmations d'un des clients lésés par l'opération du phishing, lequel dénonce en effet des failles au niveau du processus d'identification et d'accès aux comptes en ligne de la banque même.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que l'établissement de crédit en question était au courant de l'imminence d'une cyberattaque depuis au plus tard le 21 février 2020 ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer pour quelles raisons les clients n'avaient pas été informés de manière plus proactive ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les codes d'accès LuxTrust restent disponibles pendant trois minutes (donc même après que le code d'accès ne soit plus visible sur l'écran Token) ? Ne faudrait-il pas réduire ce temps pour minimiser le risque d'une cyberattaque ?

- Existe-t-il un code de bonnes pratiques sur la place financière pour ce qui est du processus d'identification et d'accès aux comptes en ligne de la banque même ? À défaut, ne faudrait-il pas accentuer et intensifier les échanges en la matière ?

- Est-ce que la CSSF a été saisie d'une plainte de la part des clients concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si seul un établissement de crédit a été visé par cette cyberattaque ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les autorités de poursuite disposent de suffisamment de moyens humains et techniques pour mener à bien d'éventuelles enquêtes pénales ? Combien de personnes travaillent actuellement au sein de la section « Cybercriminalité » du Service de police judiciaire ? Comment les effectifs de service ont-ils évolué depuis 2013 ?

Réponse commune (08.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dans leur question parlementaire concernant une récente attaque d'hameçonnage ou de « phishing » opérée auprès d'une banque de la place, les honorables Députés soulèvent des questions par rapport à la politique de gestion de la sécurité informatique et de la politique de communication de l'établissement concerné.

Il échet de noter que la mise en place de la politique interne en matière de cybersécurité et de la politique de communication externe y afférente relève du ressort direct des établissements de crédit, en respect avec les exigences légales et réglementaires en la matière. Les ministères n'ont dès lors pas connaissance, ni de la politique de communication propre à l'établissement concerné, ni des informations détenues par l'établissement au sujet de la cyberattaque à laquelle il est fait référence.

En ce qui concerne la procédure d'identification permettant l'accès aux comptes en ligne, les honorables Députés font référence à l'utilisation d'un code d'accès (One Time Password (OTP)) généré par un opérateur privé, à savoir LuxTrust. Il ressort des informations disponibles publiquement que la validité du code d'accès est limitée à 162 secondes. La maîtrise des risques de cyberattaque est assurée par le caractère « à usage unique » de l'OTP. En effet, comme son nom l'indique, l'OTP ne pouvant être utilisé qu'une fois pendant cette période, l'utilisateur devra générer un nouvel OTP pour toute nouvelle opération jugée sensible par la banque. En principe, la durée de validité ne doit pas être trop longue pour des raisons de sécurité mais ne doit pas être trop courte non plus pour permettre une utilisation aisée par le client.

Les exigences de sécurité en matière d'authentification du client et d'accès aux comptes en ligne, telles que définies par la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ainsi qu'en vertu de la directive (UE) 2015/2366 sur les services de paiement et le règlement délégué y afférent, s'appliquent à tous les prestataires de services de paiement. Ces exigences strictes visent à réduire, dans toute la mesure du possible, les risques de fraude et de cybercriminalité. La CSSF veille à leur application. Par ailleurs, les prestataires de la place se concertent régulièrement sur des sujets liés à la cybersécurité et échangent des bonnes pratiques en la matière.

La CSSF n'a pas été saisie d'une plainte par les clients concernés.

En ce qui concerne les moyens humains et techniques des autorités, il est à noter qu'en 2013, la section nouvelles technologies du Service de police judiciaire comportait un total de 13 personnes, toutes carrières confondues. Dans le cadre de la réforme de la police, la section nouvelles technologies fut répartie sur deux sections nouvellement créées : la section nouvelles technologies et la section cybercrime. Toutes les deux comptent actuellement 20 personnes. Le « Plan de recrutement extraordinaire » initié par le Ministre de la Sécurité intérieure, prévoit que le Service de police judiciaire sera également renforcé substantiellement dans les prochaines années.

Le Parquet de Luxembourg compte pour sa part trois substituts spécialisés dans le domaine de la cybercriminalité.

Question 1972 (04.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**annulation de la conférence « Well-Being 2020 » :**

Vum 18. bis den 21. Mäerz sollt d'Well-Being-Konferenz zu Lëtzebuerg stattfannen. Dës Konferenz, déi vum Statec organiséiert ginn ass, gouf wéinst der Covid-19-Epidemie ofgesot. Dës Ukënnegung kënnt iwwerraschend, well de Gesondheetsministère an senge Recommandatiounen op sengem Website Folgendes schreift,

« Le Gouvernement recommande-t-il de restreindre certaines activités commerciales ou visites en raison de la situation sanitaire liée au nouveau coronavirus ? Non. Le Gouvernement n'a émis aucune directive à ce sujet. Les activités commerciales, les visites et le tourisme peuvent être poursuivis. »

an d'Gesondheetsministesch no enger Chamberskommissioun vum 3. Mäerz nach eng Kéier betount huet, dass d'Betriber sech de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun alignéiere sollen an et heescht, datt de Moment keng Evenementer wéinst dem Virus mussen annuléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Hat de Statec Récksproch mat der Inspection sanitaire, éier d'Konferenz annuléiert gouf?

2. Huet de Finanzministère eng aner Approche zum Covid-19 ewéi de Gesondheetsministère an d'WHO? Falls jo, firwat?

Réponse (08.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Konferenz „Well-Being 2020" gouf net ofgesot, mee se ass verréckelt ginn op Mäerz 2021.

Op dëser Konferenz sollten 100 Participanten aus der ganzer Welt beieneekommen. Als Reaktioun op d'Menace duerch de Coronavirus Covid-19 huet den Organisatiounscomité d'Membere vum Comité scientifique ëm hir Meenung gefrot wéi och d'Haaptriedner vun der Konferenz, déi net hei am Land wunnen. D'Leit, déi gefrot goufen, hu gesot, dass se léiwer net wéilte reesen, mee hunn hir Disponibilitéite matgedeelt fir e spéideren Datum vun der Konferenz, wann d'Kris bis eriwwer wier. Bal 80 % vun de Participante sote souguer, dass si net wéilten oder net kéinten op Lëtzebuerg kommen. Eng Rei vun de Participante soten, dass si net méi d'Méiglechkeet hätten, fir ze reesen, oder dass se riskéiere géifen, a Quarantän gesat ze ginn um Wee zréck heem. Et läit op der Hand, dass eng Konferenz ënnert deenen doten Emstänn e groussen Deel vun hirem Interêt verluer hätt souwuel fir déi akadeemesch Welt wéi och fir déi breet Effentlechkeet.

Et war also net néideg d'Inspection sanitaire ze consultéieren, éier den 3. Mäerz 2020 d'Decisioun geholl gouf, d'Konferenz ze verleeën.

Question 1973 (04.03.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **production de fruits et légumes :**

La production de fruits et de légumes au Luxembourg semble rester une production de niche. Dans l'accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois a annoncé que la diversification de l'agriculture sera soutenue, notamment dans les domaines de la culture de fruits et de légumes. De plus, il a précisé que : « Le Luxembourg s'engagera pour la promotion des modes d'exploitation agricoles durables, qui non seulement préservent la biodiversité, protègent les ressources en eau et la fertilité des sols en limitant l'usage de pesticides, mais favorisent aussi l'emploi et respectent le bien-être des animaux. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'évolution de la production de fruits et de légumes au Luxembourg pendant les dix dernières années ?

2) Quels efforts ont été entrepris par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pour promouvoir davantage la production de fruits et de légumes au Luxembourg ?

3) Quels efforts ont été entrepris par le ministère pour aider ces deux secteurs à utiliser moins, voire pas du tout de produits phytosanitaires ? Combien d'engins de précision destinés à une cultivation plus durable ont été subventionnés lors de l'actuelle période de la loi agraire ?

4) Des projets de recherche étudiant des pratiques agricoles plus durables sont-ils en cours ou planifiés dans un futur proche ? Dans la négative, le ministère s'appuie-t-il sur des projets de recherche étrangers afin d'aider ces secteurs à limiter davantage l'utilisation de produits phytosanitaires ?

Réponse (14.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1)

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les graphiques 1 et 2 montrent le nombre de producteurs et la surface utilisée pour la production de légumes et de fruits. C'est surtout la production maraîchère qui s'est fortement développée au cours de la dernière décennie. Cet accroissement provient principalement de cultures comme les salades, carottes et oignons qui peuvent être cultivées à grande envergure. La production de fruits croît plus lentement. La croissance bien plus modérée de la production fruitière s'explique probablement par le fait que les investissements sont plus lourds et ne s'amortissent qu'au bout de 15 à 20 années. Dans l'absolu, ces deux activités gardent cependant une envergure modeste par rapport aux autres secteurs de l'agriculture. Ainsi pour l'année 2019, seuls 87 des 1.872 exploitations agricoles enregistrées au Service d'économie rurale étaient engagées au moins en partie dans la production de fruits et légumes.

L'expérience de la crise Covid-19 a montré l'intérêt stratégique d'une production nationale de fruits et de légumes. En effet, même si les taux d'autosuffisance restent en général modestes, la mobilisation rapide et efficace des stocks de nos producteurs a été utile pour faire face à la demande énorme de la part des consommateurs.

ad 2) La promotion de la filière des fruits et légumes par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se fait à plusieurs niveaux. Ainsi, pour la sensibilisation des consommateurs le ministère soutient financièrement la Foire agricole d'Ettelbruck, où le stand du ministère a mis pendant les éditions 2018 et 2019 en évidence la production maraîchère et fruitière. Dans le cadre du programme « Schoulmëllech- a Schouluebstprogramm », les élèves sont sensibilisés à la production et à la consommation du lait et des fruits et légumes.

Des séminaires destinés aux producteurs existants et à ceux qui seraient intéressés à le devenir ont été organisés par un groupe d'action au sein duquel collaborent l'Administration des services techniques de l'agriculture, le Service d'économie rurale, le Lycée technique agricole, la Chambre d'Agriculture et le « Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg. » Ainsi des thèmes très divers ont pu être couverts, comme les différentes possibilités de commercialisation, des aspects techniques sur la culture, le choix de la forme juridique, les aides allouées par la loi agraire ou l'accès à l'eau.

Les aides à l'investissement, la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, ou l'aide pour les primes d'assurance en relation avec les phénomènes climatiques défavorables aident au développement du secteur. Dans le cadre du plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 », il est aussi prévu d'augmenter les primes pour la production biologique de fruits et de légumes.

ad 3) La protection des cultures est un aspect particulièrement important dans une grande partie des cultures maraîchères et fruitières. Une des clés pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires est la disponibilité de services de conseil compétents et non liés à la vente des produits phytosanitaires. Ainsi, au cours des dernières années le conseil pour les cultures spécialisées a été développé ensemble avec la Chambre d'Agriculture. Pour la production fruitière, la collaboration avec le « Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum Rheinpfalz » (DLR) permet à nos fruiticulteurs d'avoir accès à un conseil spécialisé.

Le progrès technique dans les machines utilisées pour l'épandage de produits phytosanitaires est constant. De même, le contrôle technique officiel de ces machines a été amélioré considérablement pour les machines utilisées dans la culture des fruits. Le recours au « precision farming » reste probablement limité dans la production de fruits et légumes au Luxembourg. En tout cas, il est difficile de discerner de tels équipements subventionnés à travers la loi agraire. Un frein à l'utilisation de telles technologies est certainement leur coût élevé. Pour y remédier, il est prévu d'augmenter le taux d'aide et le plafond du montant subventionnable pour de telles machines.

ad 4) Le secteur des fruits et légumes au Luxembourg est extrêmement diversifié, que ce soit au niveau des nombreuses cultures ou des modes de production, comme la production intégrée ou biologique, en plein air ou protégée. Il est donc difficile de planifier des projets de recherche qui intéressent une grande partie des producteurs. À travers la collaboration avec le DLR, des projets de recherche sont soutenus. Un projet du DLR subventionné vise à identifier des porte greffes pour le pommier qui sont résistants au puceron lanigère du pommier, qui pose des problèmes considérables notamment aussi dans la production biologique. Un autre projet étudie l'introduction d'acariens prédateurs dans des cultures de pommiers pour contrôler les tétranyques. Ce projet est en partie réalisé chez des cultivateurs luxembourgeois.

Question 1979 (09.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**égalite des chances entre les femmes et les hommes :**

De Ministère fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer huet rezent eng nei Informatiounscampagne gestart, an där d'Stereotyppe vu genderspezifesche Verhalensweisen opgebrach solle ginn. D'Ministesch huet heizou erwäänt, dass et nach 308 Joer kéint daueren, bis eng absolutt Gläichheet tëschent de Geschlechter erreecht kéint ginn.

Et ass effektiv esou, dass Fraen a ville Liewensberäicher wéineg bis guer net representéiert sinn. A menger parlamentarescher Fro N° 1270 hat ech d'Ministesch op de Fakt opmierksam gemaach, dass Fraen an der kathoulescher Reliioun wéinst hirem Geschlecht net kënne Paschtouer ginn. D'Ministesch huet an hirer Äntwert argumentéiert, dass eng Gläichheet vu Fra a Mann am reliéise Glawenskonstrukt d'Grondrecht op Reliounsfräiheet géif aushielegen.

D'Fro, déi sech an deem Kontext stellt, ass, ob dat konstitutionell virgesat Zil vun der Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra ab dem Moment onméiglech gëtt, an deem d'Reliounsfräiheet spezifesch Geschlechter fir gewëssen Aktivitéiten ausschléisst. Wann engersäits an der Verfassung steet, dass de Staat d'Eliminéierung vun den Ongläichheeten tëschent de Geschlechter virundreiwe muss an anerersäits d'Reliounsfräiheet dësem verfassungsrechtlechen Zil Grenzen opsetzt, dann ass d'Ennerfaange vun der „absolutter Gläichstellung", vun där d'Ministesch schwätzt, wéinst der Géigesätzlechkeet vu béide Grondgesetzartikelen eventuell zum Scheitere verurteelt.

Dës Kontradiktioun vu béiden Artikele schléit sech deemno och an eise Gesetzer erëm, esou zum Beispill am Aarbechtsgesetz. Hei gesäit den Artikel L.252-1 Ausnamebestëmmunge vir, an deenen Diskriminéierunge méiglech sinn. Zum Beispill läit keng Diskriminéierung vir, wann:

« (1) en raison de la nature d'une activité professionnelle ou des conditions de son exercice, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée. »

Oder wann:

« (2) Si dans les cas d'activités professionnelles d'églises et d'autres organisations publiques ou privées dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions, une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne est prévue par des lois ou des pratiques existant au 2 décembre 2000, celle-ci ne constitue pas une discrimination lorsque, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée eu égard à l'éthique de l'organisation. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass et méiglech, dass Betriber an Organisatiounen, am Liicht vum Artikel L.252-1 vum Aarbechtsgesetz, Fraen opgrond vun hirem Geschlecht ausschléisse kënnen? Falls jo, wéi eng Beruffer zu Lëtzebuerg stinn ënnert dësen Dispositiounen aktuell net fir Fraen op?

2. Op rtl.lu gëtt d'Ministesch fir Gläichstellung wéi follegt zitéiert:

„Oft kënnt och aus de Gespréicher eraus, dass deen ee Beruff fir si méi fir d'Fraen ass an deen anere méi fir d'Männer. Mee eigentlech sollten d'Beruffer jidderengem zoustoen. Jiddereen, dee Loscht huet, dat ze maachen, soll och d'Chance an d'Méiglechkeet kréien, dat ze maachen."

Ass d'Ministesch politesch der Iwwerzeegung, dass dëse Prinzip och fir de Paschtouerberuff gëlle misst?

3. Gesäit d'Regierung en Handlungsbedarf, fir déi genannte Grondgesetzartikelen an en Aklang ze bréngen? Falls nee, ass d'absolutt Gläichstellung, wéi d'Ministesch se genannt huet, an dem Fall iwwerhaapt ze erreechen?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Als Éischt wëlle mer den honorabelen Deputéierten dorobber opmierksam maachen, dass am Artikel L.251-1 (1) vum Code du travail d'Geschlecht net als Krittär opgefouert ass.

Op där Basis däerf also kee Mënsch, opgrond vu sengem Geschlecht, eng Aarbechtsplaz refuséiert kréien.

Am Commentaire des articles zum Projet de loi n° 5518 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique ; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal ; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, aus deem d'Antidiskriminatiounsgesetz vum 28. November 2006 entstanen ass, steet dozou Follgendes:

« Le paragraphe (1) de l'article 5 prévoit une exception au principe de l'égalité de traitement.

En effet, dans des circonstances très limitées, une différence de traitement peut être justifiée lorsqu'une caractéristique liée à la religion ou aux convictions, à l'handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, la race ou l'origine ethnique constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante; pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

Cette exception permet par exemple à un chef d'entreprise de refuser d'embaucher un postulant mal voyant pour un travail pour l'exécution duquel une bonne vue est indispensable (par exemple chauffeur de bus, vigile qui doit surveiller les enregistrements vidéos d'un système de sécurité, ...).

Le paragraphe (2) de l'article 5 tient compte du fait que l'Union européenne a reconnu explicitement dans sa déclaration n° 11 relative au statut des Églises et des organisations non confessionnelles qu'elle respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les Eglises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres et qu'elle respecte également le statut des organisations philosophiques et non confessionnelles.

C'est dans cette perspective que la directive précise dans son article 4 (2) que les États membres peuvent maintenir leur législation nationale en vigueur au moment de l'adoption de la directive ou consolider dans une législation future les pratiques nationales existantes en vertu desquelles, dans le cas des activités professionnelles d'églises et d'autres organisations publiques ou privées dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions ; une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne ne constitue pas une discrimination lorsque, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée eu égard à l'éthique de l'organisation.

À défaut de législation nationale en vigueur, le projet fait usage de la possibilité de dérogation de l'article 4 (2) de la directive en reprenant les pratiques nationales existantes au moment de l'adoption de la loi en se basant sur les principes généraux du droit du travail et sur les pratiques existant à la date de l'entrée en vigueur de la future loi.

Ainsi, la possibilité de créer de nouvelles restrictions à la liberté de religion et d'expression est exclue.

En disant expressément que dans le cas des activités professionnelles en question, une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne peut ne pas constituer une discrimination, si, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée, l'article 5 (2) du projet ne fait que consolider légalement les pratiques nationales existantes sans rien changer à la situation de fait actuelle. »

Méi generell ass a bleift d'Regierung der Meenung, dass d'Ursaach vun den Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer zu Lëtzebuerg net am legislative respektive reglementairë Kader ze sichen ass, mee am gelieften Alldag, deen nach ganz oft geprääagt ass vun enger klassescher Opdeelung tëschent de Geschlechter, déi op virgefäerdegte Meenungen, Rollebiller a Virurteeler baséiert.

Eist Zil ass et, dass d'Jongen an d'Meedercher sech vun deene psychologesche Barrièrë solle befreien an déi Studien, dee Beruff an dee Familljemodell solle wielen, déi hiren Talenter, Kompetenzen a Wënsch entspriechen.

Mir ënnerstëtzen déi Jonk dobäi, andeems eng geziilt Informatiouns- a Sensibiliséierungsaarbecht déi traditionell Geschlechterstereotyppen hannerfreet an a Fro stellt.

Iwwert de Wee vun enger pluriannueller Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an der Uni Lëtzebuerg ginn dës Beméiungen duerch Fuerschungsprojeten am Beräich vun de Geschlechterstereotyppe bei de Jonken ënnerstëtzt.

Nëmmen zesummen erreeche mer e besseren Equiliber tëschent Fraen a Männer op allen Niveauen an an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft.

Question 1981 (09.03.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **liberté religieuse des bahaïs en Iran :**

L'Iran a récemment changé ses règles pour l'obtention d'une carte d'identité, obligeant les iraniens à choisir parmi les religions officiellement reconnues par le Gouvernement iranien, dont le bahaïsme ne fait pas partie. En effet, la Constitution iranienne accorde une protection à trois minorités religieuses, à savoir le judaïsme, le christianisme et le zoroastrisme. Le bahaïsme n'y est pas reconnu comme religion puisqu'il a ses origines dans l'islam. Selon des estimations non officielles, il y aurait aujourd'hui environ 300.000 bahaïs en Iran.

Il s'avère pourtant que la détention de cette carte d'identité est indispensable pour mener sa vie quotidienne en Iran. Elle est obligatoire notamment si on veut avoir un permis de conduire ou un passeport international, acheter un bien immobilier, se voir accorder un crédit ou pour se faire soigner. Par conséquent, la minorité des bahaïs, afin de recevoir une carte d'identité et de mener une vie normale, se voit obligée à choisir une religion qui est différente de la leur.

Notons par ailleurs que l'Iran s'est engagé à respecter la liberté religieuse en adhérant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté en 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'avec les nouvelles règles pour obtenir une carte d'identité, le Gouvernement iranien viole la liberté religieuse des bahaïs ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre condamne-t-il la manière d'agir du Gouvernement iranien ?

3) Comment et endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser cette question au sein des organes internationaux respectifs, dont notamment l'ONU ?

Réponse (06.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans son dernier rapport en date au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/61), le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Monsieur Javaid Rehman, fait état de sa préoccupation continue devant le traitement de membres de minorités ethniques et religieuses, notamment les bahaïs.

Parmi d'autres mesures répressives, légales et administratives, la décision des autorités iraniennes de forcer des membres de minorités religieuses non reconnues à choisir une religion autre que la leur constitue en effet une violation de la liberté de religion et de conviction des bahaïs. Et ce d'autant plus que dans la religion bahaïe, il est par principe interdit de renier sa foi ou de mentir au sujet de son appartenance religieuse.

Malgré le fait qu'il a ratifié le Pacte international sur les droits civils et politiques, l'Iran n'a pas ratifié le protocole facultatif instituant le Comité des droits de l'homme, ce qui aurait été un moyen de plus pour appeler les autorités iraniennes à respecter la liberté de religion.

ad 2) Je condamne toutes les violations et abus des droits humains, notamment de la liberté de religion et de conviction, donc également la manière d'agir du Gouvernement iranien dans le présent cas. J'ai fait une déclaration publique à ce sujet le 17 mars 2020 :

https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2020/03-mars/17-declaration-asselborn.html

ad 3) Le Luxembourg évoque régulièrement la situation des droits humains des bahaïs, en Iran mais également au Yémen, lors des débats au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. En tant que Ministre des Affaires étrangères et européennes, j'aborde la question lors de mes contacts avec les autorités iraniennes.

La diplomatie luxembourgeoise est engagée de longue date pour la liberté de religion et de conviction et pour la protection des droits de tous, y inclus les minorités religieuses. Ainsi, le Luxembourg plaide pour avoir le langage le plus inclusif possible dans le cadre des négociations sur la résolution « Liberté de religion ou de conviction » que l'Union européenne présente annuellement au Conseil des droits de l'homme.

Lors du dernier examen périodique universel (EPU) de l'Iran au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, qui a eu lieu le 8 novembre 2019, le Luxembourg a notamment émis la recommandation suivante : « mettre fin à la persécution des minorités religieuses, notamment les bahaïs, en raison de leur participation à des activités sociales, éducatives et communautaires qui font partie de leurs pratiques religieuses ». Lors de chacun des deux cycles précédents de l'EPU de l'Iran, le Luxembourg a émis des recommandations visant à améliorer la protection des droits humains des bahaïs.

Question 1982 (09.03.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **fonds d'investissement spécialisés (FIS) :**

En vertu de l'article 1er de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales : « Nul ne peut, dans un but de lucre, exercer, à titre principal ou accessoire, une activité indépendante dans le domaine du commerce, de l'artisanat, de l'industrie ou des professions libérales visées par la loi sans être titulaire d'une autorisation d'établissement. »

L'article 2 clarifie que les agents immobiliers ainsi que les promoteurs immobiliers tombent dans le champ d'application de ladite loi. Ainsi, afin de pouvoir exercer en tant qu'agent immobilier ou promoteur immobilier, le dirigeant doit disposer d'une autorisation d'établissement. Cette autorisation d'établissement n'est délivrée que si le dirigeant remplit les conditions légales d'honorabilité professionnelle requise et justifie de l'assurance responsabilité civile obligatoire. Deux critères qui visent à garantir l'intégrité de la profession ainsi que surtout la protection des futurs contractants et clients.

Les investisseurs et promoteurs immobiliers, résidents et non résidents, utilisent de plus en plus des fonds d'investissement spécialisés (FIS) afin de structurer leur activité immobilière et surtout de mettre leurs plus-values à l'abri du fisc. La Chambre des Salariés du Luxembourg (CSL) l'a précisément formulé dans la note « Logement » du 25 février 2020 : « Les actionnaires des FIS peuvent "parquer" leurs propriétés foncières importantes à l'intérieur des FIS et mettre les plus-values générées, soit par l'évolution des prix fonciers, soit par le développement et la promotion des terrains, à l'abri du fisc. »

De ce qui précède, je voudrais demander à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Est-ce que Messieurs les Ministres pourraient me confirmer que l'activité pratiquée par les FIS est conforme à la loi du 2 septembre 2011 ?

Les FIS sont aussi à considérer comme des fonds d'investissement alternatifs (FIA) s'ils remplissent les critères de l'article 1 (39) de la loi du 12 juillet 2013, portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Chaque FIA doit avoir une politique d'investissement conforme à la loi précitée et aux lignes directrices émises par la European Securities and Markets Authority (ESMA). Selon ces lignes directrices de l'ESMA l'une des caractéristiques d'un organisme de placement collectif au sens de la directive 2011/61/UE, donc d'un FIA, est de ne pas avoir un objet commercial ou industriel général.

Ainsi, je voudrais demander :

- Est-ce que des FIS/FIA qui acquièrent régulièrement des terrains pour les développer et pour vendre des immeubles dans un but de lucre, ne violent pas l'interdiction faite à un FIA d'avoir un objet commercial ou industriel général ?

- Est-ce que la CSSF, voire l'administration de l'Enregistrement et des Domaines ont les moyens nécessaires en termes d'effectifs pour détecter toute activité commerciale abusive des FIA ?

La loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés réserve les titres ou parts d'intérêts des FIS aux « investisseurs avertis ». Cependant, dans la pratique les coûts de gestion importants ainsi que la forme sociétale majoritairement choisie par les FIS-SICAV, à savoir la Société en commandite par actions (SCA), font que le FIS, avec tous ses avantages fiscaux, est un instrument qui est seulement accessible aux investisseurs et aux propriétaires fonciers importants. Les investisseurs moins fortunés doivent utiliser des formes légales fiscalement moins avantageuses, comme par exemple la Société civile immobilière (SCI).

- Messieurs les Ministres partagent-ils mon avis que cette situation crée une concurrence déloyale entre les différents contribuables actifs sur le marché de l'immobilier ?

L'accord de coalition prévoit que : « Le Gouvernement veillera à contrecarrer les abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux SICAV-FIS dans le secteur immobilier au Luxembourg. »

- Sur quel horizon de temps le Gouvernement entend-il légiférer afin de contrecarrer lesdits abus ?

Réponse commune (16.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, un FIS, peu importe qu'il se qualifie de fonds d'investissement alternatif (FIA) ou non, a comme objet exclusif le placement collectif de ses fonds en valeurs dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les investisseurs des résultats de la gestion de ses actifs.

Dans ses orientations relatives aux notions essentielles de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF ou ESMA) indique qu'une entité exerçant un objet commercial ou industriel général est susceptible de ne pas se qualifier d'organisme de placement collectif et donc de FIA. Le terme d'« objet commercial ou industriel général » y est défini notamment comme la poursuite d'une stratégie d'entreprise se caractérisant par

la conduite à titre principal d'une activité industrielle impliquant la construction d'immeubles.

Ainsi, tout FIS doit se donner une politique d'investissement qui ne peut pas être assimilée à la poursuite d'une stratégie d'entreprise se caractérisant par la conduite à titre principal d'une activité industrielle impliquant la construction d'immeubles.

La législation européenne et nationale, tout comme les orientations de l'ESMA, n'interdisent pas à un FIA d'investir dans l'immobilier et donc d'acquérir des terrains ou des immeubles pour les revendre par la suite.

Le respect des dispositions évoquées ci-avant est une condition sine qua non pour l'obtention et la conservation par le FIS de l'agrément de la CSSF.

L'article 69 de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés attribue la responsabilité du contrôle fiscal à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Si, lors de ses contrôles, l'AED constate que ces fonds se livrent à des opérations qui dépassent le cadre des activités autorisées par la loi, les dispositions régissant la taxe d'abonnement cessent d'être applicables aux fonds concernés.

Le Gouvernement est conscient de certains abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux SICAV-FIS investissant dans le secteur immobilier au Luxembourg. Conformément à l'accord de coalition de 2018, le Gouvernement élaborera des solutions pour contrecarrer ces abus au Luxembourg endéans la période législative actuelle.

Question 1983 (09.03.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**annulation d'événements dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 :**

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, l'Italie a annoncé la mise en quarantaine de 15 millions de personnes. Plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont annoncé l'interdiction d'événements rassemblant plus de mille personnes. Au Luxembourg, plusieurs décisions d'annulation d'événements majeurs ont été communiquées au grand public, dont celle du Relais pour la vie qui aurait dû avoir lieu le weekend du 21 au 22 mars. Un outil d'évaluation des risques est mis à disposition des organisateurs d'événements sur le site d'information du Gouvernement relatif au Covid-19 via lequel ils peuvent demander l'avis du Ministère de la Santé quant à la tenue de leur événement.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont actuellement les critères respectivement les combinaisons de critères qui entraînent un avis d'annulation d'un événement ?

2) Cet outil d'évaluation des risques en ligne est-il suffisamment connu et utilisé par les organisateurs d'événements ? Cet outil a-t-il été proactivement communiqué aux fédérations et associations ?

3) Combien de demandes ont été introduites via ce canal et endéans quel délai les demandes sont-elles traitées ?

4) Ne serait-il pas utile de mettre à disposition des organisateurs un arbre décisionnel, afin qu'ils puissent eux-mêmes décider de l'annulation ou non de leur événement ?

Réponse (14.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les critères appliqués étaient ceux du Robert-Koch-Institut en Allemagne. Contrairement cependant à l'Allemagne qui proposait aux organisateurs d'évènement sune auto-évaluation du risque, cette évaluation a été accompagnée au Luxembourg par des conseils de mes services. Quelque 300 demandes ont été ainsi traitées en quelques jours seulement, avant l'interdiction par le Gouvernement des rassemblements de masse, successivement à différents niveaux de participants. Le délai de réponse était souvent de moins de 24 heures avec pour certains évènements au maximum deux ou trois jours. Souvent, les délais étaient dus au fait que l'organisateur avait fourni initialement des informations peu précises, ne permettant pas une évaluation de risque correcte, et nécessitant des précisions supplémentaires dans une deuxième étape.

Notre expérience, même si elle était réduite dans le temps, a clairement montré que la plupart des organisateurs étaient reconnaissant de l'aide fournie par mes services dans l'exercice d'interprétation du risque.

Question 1986 (10.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **outils de communication des membres du Gouvernement :**

Ëmmer erëm kënnt et vir, dass héich politesch Vertrieder oder Privatpersounen hiren Telefon gehackt kréien. Dat weist, dass souguer Persounen op héije Poste kënnen ausspionéiert ginn, wann hir Kommunikatioun net verschlësselt ass. D'Donnéeën, déi den Datendéif an deem Fall klaut, kënnen, wa se an déi falsch Hänn geroden, e grousse Schued uriichten. Virun allem ëffentlech Mandatsdréier, wéi Ministeren, sinn engem héije Risiko ausgesat, ausspionéiert ze ginn. Aus deene Grënn ass et wichteg, dass Volleksvertrieder op héije Posten hir Kommunikatioun verschlësselen, zum Beispill duerch Cryptohandyen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Benotzen d'Regierungsmembere fir hir Kommunikatioun normal Handyen oder benotze si Cryptohandyen?

2. Benotzen d'Regierungsmembere méi wéi een Handy oder Telefon am Alldag?

Falls jo, benotzen all dës Handyen eng verschlësselt Kommunikatioun?

3. Mat wéi enge weidere Mesurë schützen d'Ministeren d'Donnéeën, déi d'Sécherheet vum Lëtzebuerger Staat a Gefor brénge kéinten?

Réponse (07.04.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Sämtlech Ekipementer, déi de Regierungsmembere vum staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) zur Verfügung gestallt ginn, sinn entspriechend preparéiert, fir optimal mat den informateschen Infrastrukture vum Staat funktionéieren ze kënnen.

Sämtlech Smartphonen an Tabletten, déi de Regierungsmemberen zur Verfügung gestallt ginn, ginn iwwer eng zentral Management-Infrastruktur (MDM) verwalt an ageriicht. Heiduerch ass et méiglech, dass Endgeräter duerch eng adequat Verschlësselung protegéiert sinn. D'Sécherheet vum Endgerät gëtt duerch déi zentral Management-Infrastruktur garantéiert an och duerch spezifesch Sécherheetsreegele renforcéiert.

Falls Regierungsmembere méi ewéi ee Smartphone oder Tablet mat Accès op déi informatesch Infrastrukture vum Staat am Alldag benotzen, ginn déi zousätzlech Endgeräter och vum CTIE preparéiert an duerch déi zentral Management-Infrastruktur (MDM) verwalt.

Sämtlech Kommunikatiounen, déi tëschent de mobillen Endgeräter an den informateschen Infrastrukture vum Staat, wou op intern Informatiounen zougegraff gëtt, gi verschlësselt a mat Authentifizéierung duerchgefouert. Am Fall, wou een Endgerät verluer geet oder geklaut gëtt, kann dëst iwwert d'zentral Management-Infrastruktur (MDM) geläscht ginn.

Question 1989 (12.03.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **projet d'extension d'une partie de la route B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck :**

Au début des années 1990, en préparation de la construction de la B7 actuelle, des fouilles archéologiques avaient déjà révélé des vestiges romains en bordure de la route du Nord B7 à hauteur de Schieren. Lors des travaux de préparation pour la mise à 2 x 2 voies, qui devrait mordre sur l'aile nord de la villa, des fouilles archéologiques approfondies ont donc dû être entreprises. Il s'est rapidement avéré que les dimensions de la villa étaient impressionnantes. En outre, elle a livré aux archéologues d'exceptionnelles fresques polychromes ainsi que des stucs décorés qui ont été prélevés dans le cadre des mesures conservatoires.

Évidemment, l'envergure des fouilles et l'importance des découvertes ne pouvaient pas rester sans impact sur le calendrier prévu du projet d'extension de la B7. Une deuxième phase de fouilles, de 2019 à 2023, se concentre désormais sur le bâtiment principal qui se développerait sur environ 4.000 m².

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1327 du 14 octobre 2019, Monsieur le Ministre avait indiqué que l'avant-projet détaillé du projet d'extension à 2 x 2 voies de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck serait finalisé et en cours de vérification et de validation par les différents services du ministère.

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Dans quelle mesure est-ce que le projet d'extension a dû être modifié en raison de ces découvertes archéologiques importantes ?

2) Est-ce que l'avant-projet détaillé a déjà été approuvé par Monsieur le Ministre ? Dans l'affirmative, quelles sont les prochaines échéances ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Comme déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 3840 du 30 mai 2018 concernant le site de la villa gallo-romaine à Schieren, formulée ensemble avec le Ministre de la Culture, les récentes découvertes archéologiques n'ont pas d'impact sur le tracé de la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre Schieren et Ettelbruck. La conservation du site de la villa gallo-romaine était pressentie comme contrainte de la planification du projet routier de l'extension de la route B7, le tracé tel qu'il était toujours prévu et actuellement à l'étude ne nécessitera donc pas de modifications.

ad 2) L'avant-projet détaillé a été approuvé en date du 10 mars 2020. La prochaine étape est dès lors l'élaboration du projet de loi de financement sur base de l'avant-projet détaillé. Avant la finalisation du projet de loi, la Commission d'analyse critique devra encore valider le projet.

Question 1990 (10.03.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fichier des avertissements taxés :**

Lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure de jeudi dernier, il est apparu que les avertissements taxés pour stationnement interdit et payés, etc. ne sont pas supprimés du fichier AT et ce malgré des affirmations antérieures de Monsieur le Ministre.

Dans une lettre du 5 mars 2020 à l'attention du directeur général de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre demande à ce dernier « de supprimer, avec effet immédiat, les avertissements taxés contenus dans le fichier AT dès qu'ils ont été acquittés et également d'amender vos prescriptions de service dans ce sens ».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que sa lettre a enfin été suivie d'effet, i. e. que les AT sont supprimés du fichier AT dès leur acquittement et que les prescriptions de service ont été adaptées en ce sens ?

2) À défaut, pour quelles raisons l'instruction de Monsieur le Ministre n'a pas encore été suivie d'effet ?

3) Toujours dans la négative, endéans quel délai l'instruction ministérielle pourra-t-elle être matérialisée au niveau du fichier AT et des prescriptions de service ?

Réponse (10.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les travaux nécessaires afin de dépersonnaliser certaines catégories d'AT du fichier « avertissements taxés » (AT) ainsi que du fichier « contrôle et sanctions automatisés » (CSA) ont été entamés suivant mon ordre écrit du 5 mars 2020 adressé au directeur général de la police. Mon ordre fut suivi en date du 12 mars 2020 d'un courrier adressé au Ministre d'État et Ministre de la Digitalisation ainsi qu'un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, ministères de tutelle du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) respectivement de l'Administration des ponts et chaussées (PCH), qui ont la qualité de sous-traitants de la police, dans lesquels je leur fourni des précisions quant aux adaptations nécessaires.

ad 2) Il convient de noter que le « règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points » contient un catalogue des avertissements taxés, établi conformément à l'article 15 de la « loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques », qui regroupe plus de mille différentes contraventions qui peuvent donner lieu à un AT. Il échet également de constater que la législation relative à la circulation routière ne connaît pas le concept de « contravention mineure » ou « d'avertissement taxé standard » en tant que tel, et bien entendu il existe un certain nombre de contraventions qui en raison de leur gravité, des conséquences qu'elles entraînent ou de la possibilité de la récidive ne peuvent pas faire l'objet d'une dépersonnalisation dès l'acquittement de l'AT.

Il convient également de mentionner que bien que la Police grand-ducale ait la qualité de responsable du traitement des fichiers AT et CSA, ceux-ci sont exploités au niveau technique par le CTIE, respectivement la PCH, qui ont la qualité de sous-traitants.

Vu la complexité de la matière, il est nécessaire de préciser quels AT sont susceptibles de faire l'objet d'une dépersonnalisation dès leur acquittement et lesquels doivent être maintenus. J'ai donc adressé en date du 12 mars 2020 un courrier au Ministre d'État et Ministre de la Digitalisation ainsi qu'un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics dans lesquels je leur propose de communiquer certaines adaptations relatives aux délais de conservation au CTIE respectivement à la PCH. Je leur propose dans une première phase la façon de procéder suivante :

Concernant le fichier AT, j'ai proposé comme action immédiate dans une première phase la dépersonnalisation des avertissements taxés résultant d'une infraction en matière de stationnement, d'arrêt ou de parcage tel que prévu par le règlement grand-ducal du 26 août 1993 précité dès l'acquittement de l'avertissement taxé, si le paiement est intervenu dans un délai de 45 jours à compter de la constatation de l'infraction. Sont également visés les AT émis dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés tel que prévus par la « loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés », qui sont enregistrés dans le fichier AT, si le paiement est intervenu dans le délai imparti.

Concernant le fichier CSA, j'ai proposé que les avertissements taxés résultant d'une infraction en matière de contrôle et de sanction automatisés tel que prévus par la loi du 25 juillet 2015 précitée, soient dépersonnalisés au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé, si le paiement est intervenu dans un délai de 45 jours à compter à partir de la date du courrier constatant l'infraction. Les deux semaines s'expliquent par les dispositions de l'article 4(1) du « règlement grand-ducal modifié du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés », qui dispose que les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé, ainsi que par le droit d'accès y relatives que les personnes concernées peuvent exercer.

Suite à mon courrier, l'Administration des ponts et chaussées, sous-traitant pour le fichier CSA, m'a informé qu'elle n'est pas en mesure de procéder elle-même aux adaptations souhaitées. Celles-ci nécessitent l'intervention de l'entreprise externe qui a fourni le logiciel utilisé pour l'exploitation du fichier. L'entreprise visée a été sollicitée d'intervenir par la PCH, or en raison de la situation actuelle cette intervention n'a pas encore eu lieu. Quant au fichier AT, le CTIE a entamé les travaux d'adaptations des délais de conservation pour les AT en matière d'arrêt, de stationnement et de parcage, qui seront dépersonnalisés après leur acquittement.

Dans une deuxième phase et après une analyse approfondie du catalogue des avertissements taxés par les services compétents de la police, j'envisage de fournir des instructions supplémentaires à la police et leurs sous-traitants visant d'autres avertissements taxés qui sont susceptibles d'être dépersonnalisés dès leur acquittement. Suite à ma demande, les services compétents de la police travaillent également à l'établissement d'une liste reprenant les infractions qui en raison de leur gravité, des conséquences qu'elles entraînent (p. ex. réduction de points) ou de la possibilité de la récidive ne peuvent pas faire l'objet d'une dépersonnalisation dès l'acquittement de l'AT.

ad 3) Je tiens à souligner que les travaux relatifs aux délais de conservation dans le fichier AT et CSA ont continué en dépit de la situation actuelle liée à la pandémie du Covid-19. Vous comprendrez cependant que pour cette même raison et indépendamment de ma volonté, les travaux nécessaires prennent un certain retard. Néanmoins, je vous assure ma détermination de poursuivre les adaptations des délais de conservation concernant les fichiers susmentionnés dans les meilleurs délais.

Question 1991 (11.03.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**acquisition d'un appareil PET-Scan :**

En date du 16 janvier 2018, des membres de notre groupe parlementaire avaient posé une question écrite (n° 3555) à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale concernant l'implantation éventuelle d'un deuxième PET-Scan (Positron Emission Tomography) au Luxembourg.

À l'époque, Madame et Monsieur les Ministres avaient jugé que l'acquisition d'un deuxième appareil PET-Scan n'était pas justifiée.

Or, il nous revient que les délais pour l'obtention d'un rendez-vous au Centre national PET ont sensiblement augmenté, les patients devant actuellement attendre jusqu'à trois semaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils confirmer que les délais d'attente ont augmenté ? Dans l'affirmative, peuvent-ils nous fournir des statistiques ?

- En vue d'une population vieillissante et de la progression des maladies cancéreuses, Madame et Monsieur les Ministres, ne jugent-ils pas opportun d'envisager dès maintenant l'acquisition d'un deuxième appareil PET-Scan ?

- Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle jugeant que « l'établissement d'une liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical constitue une restriction à l'exercice de la profession libérale de médecin », où en est le remaniement de la liste des équipement et appareils qui peuvent être installés dans un cabinet médical privé ? Le PET-Scan figurera-t-il également sur cette liste ?

Réponse commune (15.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Les délais d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous d'examen diagnostique au Centre national PET sont d'environ cinq à dix jours calendrier et sont réduits en cas d'urgence médicale à moins d'une semaine.

Afin de pouvoir faire face à l'augmentation de l'activité du Centre national PET, un nouveau scanner beaucoup plus rapide et moderne (Philips Vereos PET-CT) a été acquis en 2017 par le CHL en remplacement de son « ancien model ».

L'activité annuelle a ainsi pu augmenter d'environ 12 % depuis 2017 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Par ailleurs, le projet de construction du Nouveau bâtiment Centre du CHL prévoit une surface dédiée à l'installation d'un deuxième PET-scan dans le Centre national PET.

En outre, ce deuxième PET-scan installé au Centre national PET pourra également servir de backup au premier.

Le PET-scan (tomographie par émission de positons) figure non seulement au règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical mais aussi à l'annexe 3 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière consacrée aux équipements nationaux dont l'exploitation est réservée aux seuls établissements hospitaliers.

Les discussions à venir dans les groupes de travail du « Gesondheetsdësch » et qui ont dû être suspendues pour le moment alors qu'un grand nombre d'acteurs y participant sont engagés dans le cadre de la crise sanitaire relative à la lutte conte le Covid-19 porteront également sur les équipements médicaux à exploiter dans le secteur hospitalier et le secteur extra-hospitalier.

Les cadres légaux y correspondant seront adaptés aux conclusions de ces discussions.

Q330

Question 1995 (11.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **lac de la Haute-Sûre :**

De Stauséi déngt säit 1961 als Drénkwaasserreserv fir grouss Deeler vum Lëtzebuerger Land, ma ass awer och e Point d'attraction fir den Tourismus, dat Ganzt an enger eenzegaarteger Natur. Am Joer 1991 ass de Stauséi fir d'Iescht eidel lafe gelooss ginn, fir Entretiensaarbechten duerchzeféieren. Haut sinn et also bal 30 Joer hier, datt de Stauséi engem gréisseren Entretien ënnerzu gouf. Säit 1961 huet d'Demande no Drénkwaasser iwwerdeems, wéinst dem Bevëlkerungszouwuess, konstant zougeholl. Wat den Tourismus betrëfft, zitt de Stauséi och haut, besonnesch am Summer, Touristen aus der ganzer Groussregioun un. D'Demande no neien touristeschen Attraktiounen ass grouss.

Schonn Ufank vum Millennium koum säitens der Stauséigemeng de Wonsch no enger Hängebréck iwwert de Stau op, mam Zil, besonnesch den duussen, ökologeschen Tourismus ze förderen. D'Stauséigéigend ass am Groussen a Ganzen eng Géigend mat immens vill Potenzial, ma et ass awer virun allem wéinst sengen Drénkwaassercapacitéiten eng Liewensquell fir d'ganzt Lëtzebuerger Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Minister fir ëffentlech Aarbechten, dem Minister fir Tourismus an dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, wéini steet deen nächste groussen Entretien vum Stauséi un, wou de Stau muss auslafe gelooss ginn?

2. Mat wéi enge Käschte rechent Dir an deem Zesummenhank a mat wéi enge gréisseren Aarbechten ass an deem Kontext ze rechnen?

3. Madamm Ministesch, wéi gedenkt Dir an der Iwwergangsphas, wann de Stau eidel wäert sinn, d'Drénkwaasserversuergung weiderhin ze assuréieren?

4. Dir Dammen an Häre Ministeren, ass geplangt, no Drénkwaasserreserven am noen Ausland ze sichen, fir där héijer Demande vum Grand-Duché an Zukunft gerecht ze ginn?

5. Madamm Ministesch, geet d'Produktiounscapacitéit vum Stau a Saachen Drénkwaasser, wann d'Bevëlkerung weider wiisst, duer? Bis wéini géifen déi aktuell Capacitéite bei gläichbleiwendem Wuesstem duergoen?

6. Ass geplangt, Madamm Ministesch, d'Drénkwaasserproduktioun an d'Luucht ze schrauwen? Wa jo, wéi, vu wéi engem Volume géife mer do schwätzen?

7. Um Stau gëtt och duerch Waasserkraaft Elektrizitéit produzéiert. Wat huet dëst fir een Afloss op de Volume vum produzéierten Drénkwaasser? Gëtt duerch d'Produktioun vun Elektrizitéit de Volume u produzéiertem Drénkwaasser beaträchtegt?

8. Här Minister, ass säitens dem Tourismusministère geplangt, weider Attraktiounen an d'Stauséigéigend ze bréngen? Wa jo, wéi eng?

9. Här Minister, wéi stitt Dir zu der Iddi vun enger Hängebréck beim Stauséi, änlech wéi där vun der „Hängeseilbrücke Geierlay"? Géift Dir esou eng Attraktioun finanziell ënnerstëtzen?

10. Dir Dammen an Häre Ministeren, ass geplangt, d'Geschicht vum Duerf, wat deelweis ënnert dem Waasser vum Stau versenkt gouf, souwéi déi eenzegaarteg Flora a Fauna vun der Géigend fir Touristen an Intresséierter, duerch konkreet Projeten en valeur ze setzen?

Réponse commune (17.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Momentan ass keen Auslafe vum Stau am Kader vun Entretiensaarbechte virgesinn. Et wäert awer eng „inspection décennale" stattfannen, bei där den Zoustand vun der Staumauer, inklusiv d'Elementer ënner Waasser, wäert kontrolléiert ginn. Dës Kontroll wäert also, ewéi och schonn am Joer 2012, ouni Vidange vum Barrage erfollegen. Den aktuelle Planning gesäit vir, dass dës Aarbechten am Laf vum Joer 2023 solle stattfannen.

ad 2. Well esou Kontrolle just all zéng Joer stattfannen, ass et schwiereg, d'Käschte fir dës Moossnam anzeschätzen. Den Émfang vun den néidegen Aarbechten un der Staumauer wäert eréischt duerch d'„inspection décennale" festgestallt ginn.

ad 3. D'Eventualitéit, dass d'Drénkwaasserversuergung duerch Stauséiwaasser géif ënnerbrach ginn, ass mat an der Strategie zur laangfristeger Ofsécherung vun der nationaler Drénkwaasserversuergung consideréiert ginn. Den Drénkwaasserversuerger SEBES kann elo schonn op Noutléisungen zréckgräifen. Ab dem Moment, wou déi nei Anlag fäerdeg ass, besteet engersäits d'Méiglechkeet Waasser aus der Sauer ënnerhalb vun der Staumauer ze prelevéieren. Op där anerer Säit ginn et véier Standuerter am Land, wou Grondwaasser duerch Déifbuerunge ka gepompelt ginn. Déi kuerzfristeg Capacitéite vun zwee vun deene Standuerter sollen deemnächst erhéicht ginn.

D'Strategie vun der laangfristeger Ofsécherung vun der nationaler Drénkwaasserversuergung baséiert op dräi Standbeen:

I. De Schutz vun der Drénkwaasserqualitéit duerch Ausweisung an Ëmsetzung vun den Drénkwaasserschutzzonen. Zënter 2013 goufe 55 Projete vu groussherzogleche Reglementer op den Instanzewee bruecht, wat ongefeier 90 % vun den Drénkwaasserressourcen entsprécht. De Schutz vun dëse Ressourcen ass äusserst wichteg, well aktuell Drénkwaasserefaassungen (Quellen, Buerungen), déi ronn 75.000 Leit versuergen, kéinten ausser Betrib sinn, well d'Waasser mat Réckstänn vun Ofbauproduiten (Metaboliten) vu Planzeschutzmëttel an Nitrater belaascht ass.

II. Notzung vun bisweilen net genotzte Ressourcen. D'Prioritéit läit hei op der Opbereedung vu Muselwaasser, souwéi Recherchen no Grondwaasserreserven an der Ëmgéigend vum Atert- an Warkdall.

III. Spuerstrategie fir de Waasserverbrauch pro Awunner a pro Kapp ze reduzéieren.

ad 4. Et ass prioritär, déi national Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg net vu Reserven aus dem Ausland ofhängeg ze maachen. Dofir gëtt sech op d'Sich vun zousätzleche Reserven hei am Land konzentréiert.

ad 5. D'Produktiounscapacitéit vum Stauséiwaasser hänkt staark vun der Waasseropbereedungsanlag vum Drénkwaasserversuerger SEBES of. Dës Anlag gëtt bis Enn 2021 komplett erneiert an op Eschduerf verluecht. Wann dës Anlag bis fäerdeg ass, wäerte Produktiounscapacitéite vu ronn 72.000 m³/Dag op 110.000 m³/Dag eropgeschrauft ginn. Och wäert d'Opbereedung vum Réiwaasser vill méi performant sinn (zum Beispill Erausfiltere vu Mikrospuerestoffer).

Déi dräi Standbee vun der Strategie fir déi laangfristeg Ofsécherung vun der Drénkwaasserversuergung (Äntwert op Fro 3) musse bis spéitstens 2040 ëmgesat ginn. Et ass warscheinlech, datt an Zäite vum Spëtzenverbrauch (zum Beispill no längeren Hëtztwellen) lokal a regional Capacitéite schonn an den nächsten Jore kënnen zäitweis iwwerschratt ginn.

ad 6. No den aktuellsten Zuele misst d'Drénkwaasserproduktioun bis 2040 ëm eng Gréissenuerdnung vu 40.000 m³/Dag am Verglach zu de Capacitéiten, déi d'Land wäert Enn 2021 (Fäerdegstellung vun der neier Opbereedungsanlag SEBES zu Eschduerf) an Luucht goen. Dës Zuel kann awer signifikant ofhängeg vu verschiddene Facteure schwanken. Niewent dem Impakt vum Klimawandel hänkt et virun allem och dovunner of, ewéi konsequent Moossnamen an den Drénkwaasserschutzzonen an d'Aspuere vum Waasserverbrauch ëmgesat ginn, awer och dervun, ob zousätzlech grouss Verbraucher (zum Beispill Industrie, Landwirtschaft) géifen derbäi kommen, wat e relativ grousse Bedarf u Waasser géif mat sech bréngen. Eng konsequent Emsetzung vum Waasserschutz, een nohaltege Verbrauch vum Waasser bedeiten e manner grousse Volume vun zousätzleche Reserven, dee gebraucht gëtt. Dëst ass eng Prioritéit fir d'Regierung.

ad 7. Säit 2003 existéiert en Accord tëscht dem Lëtzebuerger Staat an dem Produzent vun der Elektrizitéit, deen d'Notzung vum Stauséi duerch festgesate Grenze limitéiert. Ënner anerem sinn do minimal a maximal Niveaue vum gestaute Waasser festgehalen, an och soll garantéiert ginn, datt nach e Mindestabfluss u Waasser aus dem Stau erausfléisst. Am Joer 2019 gouf mat alle concernéierten Acteuren ënnert der Leedung vun der Waasserverwaltung (AGE) ee „Plan de gestion barrage lac de la Haute-Sûre" opgestallt, deen et zu all Moment erlaabt ze evalueieren, ob de verfügbare Volume alle Besoine gerecht gëtt an, wann net, wou d'Prioritéite musse geluecht ginn. Domadder soll souwuel d'Versuergung mat Drénkwaasser wéi och eng gutt Waasserqualitéit vun der Sauer hannert der Staumauer garantéiert ginn.

ad 8. Den Tourismusministère ass net de Projektträger vun eenzelen touristesche Projeten, mee ënnerstëtzt notamment via den 10. Programme quinquennal vun den touristeschen Infrastrukturen (loi du 1er août 2018 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique) all touristesch Initiativen. An dësem Kontext goufen eng „extension et modernisation des infrastructures du centre récréatif du lac de la Haute-Sûre" an den „aménagement d'une aire de jeux aquatique" als eligibel zréckbehalen. Zousätzlech kann iwwert d'Tourismusdirektioun all „aménagement et modernisation d'infrastructures et acquisition d'équipements de sports-loisirs" um Stauséi subventionéiert ginn.

ad 9. Bis elo huet nach kee Projektträger sech offiziell un de Ministère adresséiert, fir esou ee Projet ëmzesetzen. Esou ee Projet kéint interessant fir den Tourismus sinn, mee opgrond vun der primärer Vocatioun vum Stauséi kann esou ee Projet just da subventionéiert ginn, wann all Legislatioun am Beräich vum Ëmwelt- a Waasserschutz respektéiert gëtt, fir der genannter primärer Vocatioun, nämlech d'Drénkwaasserproduktioun um Stauséi, net ze schueden.

ad 10. Den Tourismusministère huet bis dato keen esou ee Projet virleien, mee all Projet, deen eng touristesch Opwäertung respektiv eng Plusvalue fir den Tourismus duerstellt, gëtt vum Tourismusministère begréisst a kann iwwert de Programme quinquennal ënnerstëtzt ginn.

Question 1997 (11.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**origine de l'électricité consommée au Luxembourg :**

Déi vun der Regierung gefërdert Elektromobilitéit féiert logescherweis zu engem héije Stroumverbrauch. Am Hibléck op eng nohalteg Ëmweltpolitik spillt et sécherlech och eng Roll, wou dëse Stroum aktuell hierkënnt.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Energieminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus nuklearen Energiequellen?

2. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus hydroelektresche Quellen?

3. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Biomassquellen?

4. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Kuelekraaftwierker?

5. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Gasverbrennungsanlagen?

6. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus erneierbaren Energiequellen?

Réponse (07.05.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Generell muss een dorop hiweisen, datt de Stroum, deen op den ëffentleche Borne geliwwert gëtt, fir Elektroautoen opzelueden, an de Stroum, deen een doheem verbraucht am Haus oder an der Garage, fir säin Elektroauto opzelueden, zu 100 % vun erneierbaren Energië staamt.

Wat d'Zesummesetzung vum Stroum zu Lëtzebuerg ugeet, kann op déi parlamentaresch Fro N° 1358 vum 18. Oktober 2019 verwise ginn. Hei muss nämlech ënnerscheet ginn tëschent dem Stroum, dee vun den Endclienten zu Lëtzebuerg akaaft gëtt, an dem Stroummix, dee physesch am kontinentaleuropäesche Stroumnetz fléisst. An da muss een och nach ënnerscheeden tëschent dem Stroum, dee vun den Haushalter consomméiert gëtt, an dem Stroum, deen am industrielle Secteur verbraucht gëtt.

Den Etiquetage vum Stroum, deen iwwert de Règlement grand-ducal vum 21. Juni 2010 reglementéiert ass a vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) iwwerpréift a validéiert gëtt, gëtt esou festgeluecht, dass gekuckt gëtt, wéi ee Stroum all eenzelne Fournisseur, deen Endclienten zu Lëtzebuerg beliwwert, selwer akaaft huet.

Dobäi gëtt am Detail gekuckt, wéi dëse Stroum hiergestallt gouf. D'Originn vum Stroum kann nëmmen da sécher festgestallt ginn, wann de Stroum zum Beispill direkt bei engem Stroumproduzent akaaft gëtt oder wann de Stroum mat Certificate versinn ass, déi genau festleeën, aus wéi enger Anlag dëse Stroum kënnt. Dës Certificate ginn och nach „garantie d'origine" (GO) genannt. Fir all de Stroum, deen e Fournisseur op enger Stroumbourse akeeft an deen net kloer engem Produzent zouzeschreiwen ass, ka keng eendeiteg Originn festgeluecht ginn. Fir dëse Reschtstroum wennt den ILR e Mix un, dee „mix résiduel" genannt gëtt.

Den nationale Stroummix am Joer 2018, also dee Stroum, deen all eenzelne Fournisseur un all d'Endclienten, also souwuel Industrie- wéi Haushalts- an Entrepriseclienten, zu Lëtzebuerg verkaaft huet a sou wéi am ILR sengem Reglement ILR/E19/31 vum 8. Juli 2019 (portant publication de la composition et de l'impact environnemental du mix national pour l'année 2018) gewisen, huet aus 55,5 % erneierbarem

Stroum, 34,0 % fossiller Energie an 10,4 % Atomstroum bestanen. De Stroum fir d'Haushalter besteet zu Lëtzebuerg aus 100 % erneierbaren Energien, woubäi sech deen aus ënnerschiddlechen Hierkonften, wéi zum Beispill Sonne-, Wand-, oder Waasserenergie kann zesummesetzen. Zousätzlech ass ze soen, datt duerch d'Offensive am Beräich vun de Wandenergie- a Fotovoltaikanlagen zu Lëtzebuerg den Undeel vu Stroum, deen duerch déi national Produktioun vun erneierbaren Energie kann ofgedeckt ginn, konsequent eropgeet. Esou war am Mäerz vun dësem Joer bedéngt duerch dat sonnegt Wieder eng héich national Stroumproduktioun duerch d'Fotovoltaikanlagen ze notéieren.

An der Tabell hei drënner gesäit een den Detail vum nationale Stroummix an de Mix vum Stroum, deen am kontinentaleuropäesche Stroumnetz physesch fléisst. Dëse kontinentale Stroummix ass allerdéngs och just eng Berechnung opgrond vun de Produktiounsanlagen, déi a Kontinentaleuropa stinn, an et ass net matagerechent, dass och nach e klengen Deel vu Stroum vun anere Länner ausserhalb vu Kontinentaleuropa (z. B. Skandinavien, UK etc.) importéiert gëtt. An der drëtter Kolonn ass och nach de Produktmix, deen all Haushaltsclient zu Lëtzebuerg kritt, duergestallt.

Et gesäit een an der Tabell, datt den Undeel vun erneierbaren Energien am Stroummix zu Lëtzebuerg am Verglach mam EU-Mix héich ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1999 (12.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **statut d'établissement autonome de la BCEE :**

An der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1911, betount de Minister fir Finanzen, datt d'Spuerkeess (BCEE) en Établissement public „autonome" ass. De Fonctionnement vun der Bank gëtt deemno iwwer e Gesetz gereegelt. Doriwwer eraus ënnersträicht den Här Minister a senger Äntwert, datt hie sech, wéi vum Gesetz virgesinn, net an d'Gestioun an an d'Administratioun vun der Bank amëscht. Dorop hat den Här Minister sech och well an den Äntwerten op divers Question-parlementairen, tous partis confondus, beruff. D'Fro, ob et eng Concertatioun tëscht dem Minister respektiv Vertrieder vun der Regierung oder Vertrieder vum Finanzministère mam Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE) gouf, bevir d'Decisioun gefall ass, fir eelef Agencen uechtert d'Land zouzemaachen, bleift weiderhin onbeäntwert. Den Här Minister betount och, datt d'Sitzunge vum Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE) dem „secret des délibérations" ënnerleien. Trotzdeem verréit de Minister eis, datt d'Decisioun vum Conseil an dësem Fall eestëmmeg geholl gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wat ass déi genee Definitioun vun „autonome"?

2. Wat genee ass den Ënnerscheed tëscht der Spuerkeess (BCEE) hirem Statut, als „établissement public autonome", an deem vun aneren Établissement publics, déi jo zum gréissten Deel och finanziell an administrativ „autonome" sinn? Gëtt et do eng kloer Distinctioun?

3. Här Minister, goufen et virum Vott iwwert d'Fermeture vun den Agencë Concertatiounen tëscht Iech, Vertrieder vun der Regierung oder Vertrieder vum Finanzministère mat Membere vum Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE)?

4. Wëssend, datt Dir an Ärer Äntwert op d'Question parlementaire N° 1911 de „secret des délibérations" vun de Sitzunge vum Conseil vun der BCEE partiellement opgehuewen hutt, andeems dir d'Unanimitéit vum Vott präisginn hutt, wiert Dir bereet och de geneeë Wuertlaut vum Punkt iwwert deen de Verwaltungsrot ofgestëmmt huet, an dee schlussendlech d'Fermeture vun de Guicheten aktéiert huet public ze maachen? Wann net, firwat net?

Réponse (08.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten stellt Froen iwwert de Sënn vum Wuert „autonome" am Gesetz vum 24. Mäerz 1989 iwwert d'Spuerkeess.

D'Änwert dorobber fënnt sech am entspriechenden Dossier parlementaire (N° 3095). Sou preziséiert den Exposé des motifs vum Gesetz: « Le présent projet de loi consacre d'emblée dans son article 1er cette autonomie de l'établissement, qui est indispensable à la bonne exécution de sa mission dans un environnement national et international fortement concurrencé. S'il ne s'agit certes pas d'une innovation, l'histoire mouvementée de l'établissement illustre à suffisance l'opportunité de souligner et de consacrer solennellement cet élément fondamental du statut de la Caisse d'Épargne. » De Commentaire vum Artikel 1 preziséiert, dass d'Spuerkeess en „établissement public autonome" ass am Sënn vun engem „établissement qui s'administre lui-même".

Am Exposé des motifs gëtt och dorobber higewisen, dass d'Spuerkeess säit hirer Grënnung geplot war mat « relations parfois complexes, pour ne pas dire tendues, entre la direction de l'établissement et les instances politiques du pays. Le Conseil d'État, en son avis du 6 avril 1928, a fait écho à ces difficultés en constatant que "c'est à bon droit que Monsieur le Directeur de la Caisse d'Épargne se plaint de ce que le Gouvernement aurait (...) constamment empiété sur les attributions réservées à la direction et au Conseil, en revendiquant le droit de prescrire les directives générales auxquelles le conseil (d'administration) avait à se conformer". »

An deem Sënn schreift de Conseil d'État 1989 a sengem Avis iwwert de Projet de loi N° 3095: « Ce qu'il importe d'assurer avant tout, c'est l'autonomie de gestion de la direction dans les affaires courantes. Il faudra donc conférer à (la) direction une liberté d'action, une souplesse et une flexibilité sufflsantes, pour qu'elle puisse affronter avec succès la concurrence dans les années à venir. » Weider ënnersträicht de Conseil d'État: « L'État, son seul propriétaire, accordera aux organes de la banque toute l'autonomie dont elle doit disposer dans l'exercice des activités d'une banque universelle. » An hie kënnt zur Conclusioun, dass de Staat « se cantonnera dans son rôle de propriétaire, comme le ferait l'assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme ».

Ee vun den Objektiver vun der Reform vun 1989 war deemno sécherzestellen, dass d'Regierung, an domadder de Finanzminister, sech net méi kéint an d'Gestioun vun der Bank amëschen oder der Direktioun respektiv dem Conseil, entspriechend Instruktioune ginn. Et ass ausserdeem evident, dass den Ordre du jour vun de Reunioune vum Conseil d'administration vun enger Bank, oder och nëmmen Deeler dovunner, net an d'Éffentlechkeet gehéieren. Dat beäntwert dem Deputéierte seng aner Froen.

Question 2002 (12.03.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **perturbation éventuelle d'Esch 2022 par le chantier des archives nationales :**

Mengen Informatiounen no plangt d'Regierung déi nei Nationalarchiven op Esch Belval fir 2023 fäerdegzestellen. Dowéinst wäert an den nächste Joren e grousse Chantier op deem Site sinn, deen am selwechte Quartier ass, wou „Esch Kulturhaaptstad 2022" wäert oflafen.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann de Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wéi gëtt garantéiert, datt Esch 2022 net duerch de Chantier vun den Archive massiv gestéiert gëtt, souwuel duerch Knascht wéi och duerch Kaméidi a Chantiersgefierer?

- Gi speziell Sécherheetsmesurë geholl, fir de Chantier ofzesécheren, wa grouss Mënschemassen an dem Quartier ënnerwee sinn?

- Ass virgesinn, de Chantier mat visuellen oder änleche Mëttelen ze maskéieren, fir datt d'Besicher vun Esch 2022 net op e Chantier musse kucken?

Réponse commune (15.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass wichteg, op dëser Plaz ze rappeléieren, datt de Bau vun engem neien Archivgebai fir dës Regierung eng Prioritéit ass. Zanter Jore stoussen d'Nationalarchive schonn un hir Limitten. Ons kollektiv Memoire muss an adaptéierte Raimlechkeete versuergt ginn. D'Iwwerschwemmung vum Depot um Helleg-Geescht-Plateau am Summer 2019 verdäitlecht d'Urgence an där hei gehandelt muss ginn.

Dofir soll de Chantier soubal wéi méiglech an Ugréff geholl ginn, a kéint sech deemno, jee no de Repercussioune vun der aktueller Kris, och mat der Kulturhaaptstad 2022 iwwerschneiden. Fir den Impakt vum Chantier op déi kulturell Aktivitéiten awer esou kleng wéi méiglech ze halen, gi verschidde Mesurë geholl an et si Concertatiounen tëschent de Vertrieder vun Esch 2022, vum Fonds Belval a vum Kulturministère virgesinn, fir d'Contrainten, déi duerch de Chantier entstinn, ze bespriechen.

Nodeems de Gesetzesprojet zu dësem Bauprojet vum Regierungsrot de 6. Mäerz 2020 approuvéiert gouf, ass elo d'legislativ Phas amgaangen, déi zum Vott vum Gesetz féiere soll. De viraussiichtleche Planning vum Projet gesäit den Ufank vum Chantier am zweete Semester 2021 vir, wann de Vott vun der Chamber viru Mëtt 2020 stattfënnt, an eng geschaten Dauer vun den Aarbechte vu 36 Méint, bei normalem Verlaf vum Chantier an den Ausschreiwungsprozeduren. Dobäi ass natierlech ze bemierken, dass den aktuelle Krisestatus op dës genannten Datumer an Dauer beträchtlech Auswierkunge kéint hunn.

D'Organisatioun vum Chantier ass drop ausgeluecht, d'Aarbechten ouni gréisser Beanträchtegungen duerchzeféieren, déi den Oflaf vun de kulturelle Manifestatioune vun Esch 2022 um Site Belval kéinte stéieren.

Dofir sinn den Accès an d'Sortie vum Chantier esou geplangt, dass Camionen an aner Gefierer net mussen iwwert d'Avenue du Rock'n'Roll fueren. Duerch dësen Tracé kënne Sécherheetsproblemer mat Visiteuren esou wéi akustesch an aner Belästegunge reduzéiert ginn.

Et ass virgesinn, de Chantier esou ze amenagéieren, dass de Geräischpeegel niddreggehale gëtt, andeems zum Beispill déi Deeler, déi kee Kaméidi verursaachen (Chantiersbuden a Lagerflächen), laanscht d'Avenue des Hauts-Fourneaux installéiert ginn; zousätzlech besteet d'Palissad vum Chantier aus zolitten an zouenen Elementer a garantéiert domat d'Sécherheet vun de Leit laanscht de Chantier an dréit derzou bäi, d'Perturbatioune fir de Site Belval ze minimiséieren.

All Chantierszon ass en zouene Beräich, dee fir d'Éffentlechkeet net zougänglech a vun enger Palissad ëmginn ass; den Zougang gëtt permanent iwwerwaacht a vun enger Sécherheetsfirma geréiert. Zousätzlech Mesurë wéi gëeegent Beliichtung a reegelméisseg Kontrolltoure ronderëm de Chantier droe weider zu enger verstäerkter Iwwerwaachung vum Bausseberäich vum Chantier bäi.

Et gëtt eng Chantiersclôture aus massiven onduerchsichtegen Elementer installéiert, soudass de Chantier aus kuerzer Distanz net direkt sichtbar ass. Do besteet d'Méiglechkeet, bei der Finitioun vun der Palissad drop ze uechten, dass se sech gutt an d'stättescht Ëmfeld integréiert, besonnesch am Kontext vun de kulturelle Manifestatioune vun Esch 2022, soudass zum Beispill Planen, Zeechnungen, Molereien, Affichen oder aner visuell Elementer kéinten drop fixéiert ginn.

Question 2010 (16.03.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **fermeture de maisons communales due à l'expansion du coronavirus :**

Les autorités communales de Helperknapp, de Mertert-Wasserbillig et de Contern ont annoncé la fermeture des services communaux et des maisons communales qui ne sont désormais plus accessibles au public.

Ainsi, face à l'ensemble de contraintes dues aux mesures prises contre l'expansion de la pandémie Coronavirus/Covid-19, il faudrait poser la question de la maintenance de certaines missions de service public de proximité que les communes devraient en principe assurer. La fermeture complète des services communaux que certaines communes ont appliquée ne semble pas la solution appropriée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle été informée par les autorités communales de Helperknapp, de Mertert-Wasserbillig et de Contern avant l'annonce de la décision de fermeture des maisons communales ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle conseillé les autorités des trois communes de ne pas fermer leurs services, tout en sachant que les communes sont autonomes dans la gestion de leurs affaires quotidiennes ? Dans la négative à la question 1), Madame la Ministre est-elle entre-temps intervenue auprès des responsables des trois communes concernées ?

3) Cette décision n'est-elle pas contraire à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 mars 2020 portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, qui dit notamment que « les services administratifs qui participent à l'exercice de prérogatives de puissance publique » devraient être maintenus ?

4) De façon générale, quel est le rôle des communes dans les plans « pandémies » ?

Réponse (24.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les communes ont été informées par le biais de diverses circulaires publiées sur le site du Ministère de l'Intérieur et accessibles via le lien https://mint.gouvernement.lu/fr/actualites/2020/03-mars/Coronavirus.html. quant aux mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19 décidées par le Gouvernement. Le rôle des communes y a également été défini afin d'offrir aux 102 communes luxembourgeoises des lignes directrices pour leur permettre de mieux s'organiser et de savoir quels services essentiels devraient être maintenus.

En effet, l'arrêté ministériel du 16 mars 2020 portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 a une influence sur les activités des autorités communales, mais aussi et surtout le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Par conséquent, les communes ont été informées qu'en principe les services publics doivent fonctionner de manière régulière et sans interruption. Toutefois, en période de crise, comme il en est le cas actuellement, les communes peuvent se retrouver dans une situation où, pour diverses raisons, la multitude des services qu'elles offrent en temps normal ne peut être assurée. Pour identifier au mieux les services essentiels, qui doivent être maintenus, les communes ont été informées de l'importance de constituer un plan de continuité d'activité communale, afin de garantir les services de protection de la population, du personnel communal et de continuer certaines activités de la commune. Le plan de continuité d'activité communale est établi en fonction de la capacité de la commune à exercer ses services et de la nature de ceux-ci.

Ainsi, certains services communaux ne peuvent pas être suspendus et les communes sont obligées de les organiser de manière autonome avec des moyens appropriés à la situation de pandémie à laquelle le Luxembourg doit faire face. Parmi les services administratifs et industriels des communes figurent le bureau de la population, l'état civil, la fourniture d'énergie, la distribution d'eau potable, l'assainissement des eaux usées, l'enlèvement des déchets et les transports publics.

La fermeture pure et simple de l'administration communale ne peut avoir lieu. Les autorités communales pourront toutefois aménager les horaires d'ouverture et les locaux recevant du public ainsi que prévoir des procédures administratives adaptées à la situation de crise. Concernant la réception du public, le Ministère de l'Intérieur encourage les communes à envisager l'offre de certains services administratifs sur rendez-vous à prendre par téléphone et d'arranger l'accueil physique des administrés dans des conditions permettant autant que possible la protection des agents de la commune.

Toutefois, les infrastructures communales où se déroulent des activités culturelles, sociales, festives, sportives et récréatives suspendues par le règlement grand-ducal précité doivent être fermées.

Je tiens finalement à ajouter que le Ministère de l'Intérieur soutient les communes et se tient à leur disposition pour toute question relative à la mise en œuvre des mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

Question 2012 (21.03.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **situation de logement et d'accès à la fourniture d'énergie des personnes économiquement vulnérables dans le contexte des précautions prises par le Gouvernement face à la pandémie Covid-19 :**

L'état de crise sanitaire dans lequel nous nous trouvons risque de placer des personnes économiquement vulnérables dans une situation de détresse sociale aggravée. Étant donné que la situation sur le marché locatif est déjà tendue en temps normal, la crise sanitaire et ses corollaires socio-économiques, risquent de placer un grand nombre de personnes dans une difficulté accrue ou dans l'impossibilité de

régler leurs loyers. Dans ce sens, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Logement et de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre du Logement entend-il prendre des mesures, dans le cadre et dans la durée de l'état de crise, permettant de garantir le règlement des loyers en fonction d'un certain nombre de critères tels qu'une baisse de revenu, une mise au chômage ou autres ?

2) Monsieur le Ministre du Logement entend-il prendre des mesures interdisant, dans le cadre et la durée de l'état de crise, l'exécution des déguerpissements à l'encontre des locataires en défaut de paiement de leurs loyers ?

3) Le Gouvernement entend-il assurer que pour la durée de l'état de crise aussi bien l'approvisionnement en eau qu'en électricité ainsi que la possibilité de se chauffer soient garantis, qu'il n'y aura pas de coupures à cause de défaillance de paiement ?

Réponse commune (07.04.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le Gouvernement a mis en œuvre une série de mesures protégeant les salariés de l'effet économique des mesures dues à la crise sanitaire engendrée par la pandémie du coronavirus. Ainsi, afin de maintenir l'emploi et, par conséquent, d'éviter des licenciements suite aux répercussions sur la vie des entreprises et de leurs salariés, une procédure facilitée et accélérée de demande de chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du Covid-19 a été mise en place. Les demandes des entreprises qui ne peuvent plus exercer leurs activités suite aux décisions gouvernementales de mars 2020 seront directement traitées par l'ADEM. Dès que la demande est acceptée, l'ADEM versera une avance aux entreprises. Cette avance correspond à 80 % des salaires des agents touchés par le chômage partiel et permettra aux entreprises d'obtenir rapidement des liquidités.

En complément, il a été décidé que l'indemnité de compensation qui correspond en principe à 80 % du salaire normal de référence plafonné à 250 % du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, ne peut être inférieure au montant du salaire social minimum pour salariés non qualifiés. Une éventuelle différence entre le montant de l'indemnité de compensation et le salaire social minimum non qualifié sera prise en charge par le Fonds pour l'emploi.

Par ces mesures, le Gouvernement espère préserver dans la mesure du possible la capacité des ménages locataires à revenus modestes de subvenir à leurs obligations de paiement de loyer.

ad 1) Parallèlement, le Gouvernement a décidé de répondre aux situations d'urgence de locataires qui subissent des baisses de leur revenu dues à la crise sanitaire engendrée par la pandémie du coronavirus et d'avancer l'adaptation prévue de la subvention de loyer dont peuvent bénéficier les ménages à faible revenu, revenu à la hausse.

Initialement, il était prévu d'adapter au 1er janvier 2021 les barèmes relatifs à la subvention de loyer. Toutefois, suite aux mesures d'arrêt affectant beaucoup de secteurs économiques dues à la pandémie du coronavirus et au risque d'un nombre croissant de personnes devant subir une perte de revenu, il a été décidé d'avancer la mise en vigueur de cette adaptation des tableaux au 1er avril 2020. En effet, dans l'état de crise actuel, adapter le barème des loyers de référence et les plafonds retenus pour la subvention de loyer est une réponse adéquate aux restrictions économiques auxquelles sont confrontés les locataires ne bénéficiant que de faibles revenus.

Finalement, le Ministre du Logement a lancé un appel aux bénéficiaires d'une aide au logement de faire valoir leur droit au recalcul des aides en cas de baisse de revenu et de s'adresser à cet effet au Service des aides au logement.

ad 2) Pour ce qui est des déguerpissements à l'encontre des locataires en défaut de paiement de leurs loyers, le Gouvernement a adopté dans le contexte de l'état de crise le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales qui prévoit que les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial sont suspendus (voir article 5(1)).

Q332

ad 3) En ce qui concerne l'approvisionnement en électricité ainsi qu'en gaz, les lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation des marchés de l'électricité (« Loi électricité ») respectivement du gaz naturel (« Loi gaz »), ainsi que la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, prévoient des procédures précises à suivre par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ainsi que par les autorités communales en matière d'organisation de l'aide sociale. La loi de 2009 organisant l'aide sociale contient notamment un chapitre qui est réservé à la fourniture minimale d'énergie domestique et d'eau, et qui définit la prise en charge des clients résidentiels vulnérables en défaillance de paiement.

Ainsi, la Loi électricité et la Loi gaz disposent toutes les deux qu'un fournisseur informe par écrit, après avoir envoyé un premier rappel de paiement, le client en défaillance de paiement de son intention de le faire déconnecter dans les 30 jours. Une copie de cette information est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social de la commune de résidence du client défaillant. L'office social compétent entame ensuite de son côté une procédure de prise en charge, pour autant que le défaillant remplit les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale. Dans tous les cas, l'office social informe le fournisseur de la suite réservée au dossier dans les dix jours de la réception de la copie de l'information. En cas de prise en charge du client en défaillance de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

Que ce soit en état de crise ou non, les fournisseurs cherchent toujours à trouver des arrangements avec les clients résidentiels défaillants en leur proposant le cas échéant des paiements échelonnés avant de demander une déconnexion par le gestionnaire de réseau concerné.

Pendant la durée de l'état de crise, les gestionnaires de réseaux ont été conviés à limiter leurs visites chez les clients raccordés à leur réseau à un strict minimum, et surtout pour des raisons de sécurité, afin de limiter les contacts physiques entre les personnes et protéger ainsi leurs agents et leurs clients et limiter la propagation du virus Covid-19 dans la population.

Question 2022 (02.04.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **moyens de procuration de soins aux plus démunis et couverture médicale universelle :**

D'après nos informations relayées par la presse, Médecins du monde Luxembourg manquerait de moyens pour traiter ses patients, notamment ceux qui présentent des symptômes d'infection du Covid-19. Les équipes de l'organisation ne fonctionneraient actuellement qu'avec des bénévoles et autant que possible via téléconsultation. Médecins du monde réclamerait notamment la possibilité de pouvoir tester dans leurs locaux de consultation respectifs les patients souffrant de symptômes liés au Covid-19, afin d'éviter d'autres contaminations, du fait que leurs patients, personnes démunies, doivent se déplacer vers les centres de test souvent par les transports en commun. Or, Médecins du monde ne disposerait à ce stade pas des moyens adéquats, notamment des blouses et lunettes de protection, pour procéder à ces tests. L'organisation ayant fait part de son appréciation de la mesure prise par la Ministre de la Santé de garantir à toute personne en demande de soins une prise en charge gratuite, elle revendique qu'elle reste effective après l'état de crise. De fait, par l'accès gratuit aux soins des personnes démunies et non couvertes par une couverture sociale, la couverture médicale universelle est du moins non officiellement appliquée.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris connaissance du manque de moyens de Médecins du Monde Luxembourg ? Le cas échéant, est-il prévu d'y remédier, notamment en les habilitants à pouvoir procéder à des tests Covid-19 dans leurs locaux de consultation respectifs ?

2) De même, Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place officiellement, pendant la crise sanitaire et durablement après la crise, la couverture médicale universelle ?

3) En reprenant les mots de Madame la Ministre quant à la prise en charge des personnes en demande de soins quel que soit leur statut et leurs moyens financiers, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si ce principe pourrait également s'étendre à l'ensemble de la population, notamment en instaurant le remboursement intégral des frais de soins ?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En date du 26 mars 2020 mes services ont procédé à un recensement des besoins en matériel de protection contre la propagation du Covid-19, notamment auprès de Médecins du Monde Luxembourg. Sur base de ce recensement, l'association visée a pu réceptionner le matériel demandé, y compris des blouses de protection jetables et des lunettes de protection.

ad 2) Le Ministère de la Santé soutient, dans la mesure du possible, le principe de la couverture médicale universelle dont la réalisation relève de la compétence du Ministre de la Sécurité sociale.

ad 3) Dans le contexte de la crise sanitaire due au SARS-CoV-2, le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour soutenir toute la population et notamment la plus vulnérable, y compris sur le plan financier. Toutefois, alors que ces mesures ont été prises dans l'urgence, la mise en place d'un système qui devra perdurer doit être élaborée de manière holistique et en concertation avec toutes les parties prenantes. Par conséquent, ceci ne peut être réalisé dans le cadre de la présente crise.

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit d'ailleurs dans la partie « sécurité sociale » que : « Le principe de l'assurance obligatoire garantit un accès égal et solidaire aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. » (p. 109 de l'accord de coalition 2018-2023)

C'est ainsi que le Ministre de la Sécurité sociale a pris l'initiative de laisser analyser par ses services les différentes options envisageables pour venir au soutien de toutes les personnes en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, y compris celles qui ne sont pas affiliées à l'assurance maladie. Les travaux ont débuté courant 2019 et de premiers échanges ont eu lieu avec quelques parties prenantes. Toutefois, les travaux ont évidemment été retardés par l'actuelle crise sanitaire, mais seront repris dans les meilleurs délais.

Question 2023 (03.04.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant les **formalités à remplir par les entreprises souhaitant bénéficier du chômage partiel :**

D'après nos informations, de nombreuses entreprises qui ont adressé leur demande à l'ADEM afin de pouvoir bénéficier du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus, se sont vues informées que leur demande n'avait pas pu être traitée, alors que des informations importantes faisaient défaut ou étaient illisibles. Ces entreprises, voire ces employeurs, ont été invités à utiliser le nouveau formulaire en ligne sur MyGuichet.lu.

Il est rappelé dans ce contexte que ces entreprises/employeurs ne peuvent plus exercer d'activités suite aux décisions gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, et qu'elles sont toutefois dans l'obligation de payer des salaires à leurs employés. De nombreux employeurs se retrouvent dans une situation de liquidités précaire. Obliger les employeurs et les entreprises à utiliser le nouveau formulaire revient à leur demander d'introduire une nouvelle demande. Pour les employeurs et entreprises concernés, il s'agit d'une perte de temps considérable qui peut, le cas échéant, s'avérer néfaste pour l'avenir de leur activité.

Dans le cadre de ce qui précède, nous aimerions demander à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi,

- si Monsieur le Ministre est au courant de telles situations.

- En tout état de cause, combien de demandes ont été envoyées à l'ADEM par les entreprises/employeurs afin de bénéficier du chômage partiel ? Combien de demandes ont été introduites avant le 27 mars 2020 via fax, courrier ou e-mail ? Combien de demandes ont été introduites depuis le 27 mars 2020 via le formulaire online ? Parmi les demandes introduites, combien n'ont pas pu être traitées par l'ADEM en raison de l'absence de certaines données voire de leur illisibilité ? Parmi les demandes non traitées, combien ont été introduites avant le 27 mars 2020 et combien depuis le 27 mars 2020 ?

- Depuis quand le formulaire online est-il disponible ?

- Dans la mesure où avant le 27 mars 2020, les employeurs/entreprises pouvaient envoyer leurs demandes via courrier, e-mail ou fax, Monsieur le Ministre pense-t-il que les employeurs/entreprises étaient suffisamment informé(e)s de toutes les démarches à accomplir et notamment de toutes les informations à transmettre ?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, face à la situation de crise inouïe dans laquelle nous nous trouvons, une autre solution consistant à faire l'avance des frais salariaux et à demander à l'entreprise de verser dans un délai rapproché les informations manquantes, aurait été plus simple et surtout plus bénéfique aux entreprises ?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre afin d'éviter que des situations comme celles que nous venons de décrire ne se reproduisent ?

Réponse (07.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Avant la crise, les demandes de chômage partiel concernaient en moyenne 25 à 30 entreprises par mois. Les entreprises devaient faire leurs demandes pour le 12e du mois précédant le mois du chômage partiel (c'est-à-dire par exemple pour le 12 février si l'entreprise devait mettre les salariés au chômage partiel en mars) et un certain nombre de conditions devaient être remplies.

Lorsque la crise est apparue, le Gouvernement a décidé d'accorder à un grand nombre de secteurs le recours au chômage partiel afin de maintenir les salariés dans l'emploi et de modifier le système de traitement en vue de permettre le versement des avances aux entreprises et de pallier ainsi le manque de liquidités.

Il était tout de suite évident qu'il y a eu un besoin de mettre en place une nouvelle procédure permettant le traitement rapide des milliers de demandes. À ce moment-là, il n'était cependant pas possible de savoir avec précision combien de temps le développement d'une telle procédure informatisée et automatisée pouvait prendre, surtout en prenant en compte le temps nécessaire pour recevoir les données fournies par d'autres administrations et le fait que les équipes de l'ADEM devaient travailler le plus possible en télétravail afin de respecter les précautions sanitaires.

Dans un but d'accélérer la procédure de traitement des dossiers, il a été décidé de maintenir la possibilité pour les entreprises de faire une demande sous l'ancienne procédure, même si elle n'était pas à 100 % adaptée et en tenant compte que les informations demandées par l'ancien formulaire ne correspondaient pas exactement à ce dont l'ADEM avait besoin pour la nouvelle procédure.

La nouvelle procédure a pu être mise en place dans un temps record, mobilisant non seulement les équipes de l'ADEM mais également celles du CTIE, du Centre commun de la sécurité sociale et de la Trésorerie de l'État. Le nouveau système a été mis online le vendredi 27 mars 2020 à 17.00 heures sur MyGuichet.

Ce système vise deux objectifs :

- à faciliter au maximum la procédure pour les entreprises. Le nouveau formulaire en ligne ne demande que des informations essentielles de la part de l'entreprise de manière à ce que le formulaire puisse être rempli rapidement ;

- à mettre en place les contrôles nécessaires aussi bien au niveau des données fournies par les entreprises qu'au niveau des comptes bancaires sur lesquels les avances sont versées.

À la date du 6 avril 2020, près de 8.500 demandes pour le chômage partiel ont déjà été faites sur MyGuichet.

Le secrétariat du Comité de conjoncture a reçu 16.000 demandes sous l'ancien formulaire. Face à l'impossibilité de traiter ces demandes manuellement et en coopération étroite avec l'ADEM, il a été décidé de mettre en place une collaboration, à titre gracieux, avec une entreprise du secteur privé afin de traiter ces demandes à l'aide de techniques innovantes et d'un personnel dédié.

Le fichier comportant ces demandes a été livré au secrétariat du Comité de conjoncture et à l'ADEM le mercredi 1er avril 2020.

Après avoir écarté les doublons, 13.000 demandes sont restées. De ces 13.000 demandes, 6.000 ont pu être transférées à l'ADEM pour traitement. Les autres 7.000 demandes n'ont pas pu être traitées soit parce que les formulaires n'étaient pas lisibles, soit parce qu'il manquait des informations importantes qui n'ont pas pu être complétées par les données dont disposait déjà l'ADEM (comme par exemple des numéros de compte bancaire validés dans le cadre d'autres paiements étatiques). Ces 7.000 entreprises ont été immédiatement contactées par l'ADEM le 2 et 3 avril 2020 afin de les informer que leurs demandes n'ont mal-

heureusement pas pu être traitées, malgré tous les efforts entrepris par les équipes de l'ADEM pour trouver les informations manquantes. Par conséquent, ces entreprises ont été invitées à refaire une demande sur MyGuichet.

Lors du traitement de cette nouvelle demande, la date de la première demande sera prise en compte pour le calcul du chômage partiel de sorte à ce que les entreprises ne subissent pas de désavantage.

À la date du 6 avril 2020, près de 2.500 demandes pour plus de 37.000 salariés ont déjà pu être traitées par l'ADEM, sachant que le coût s'élève à 57,3 millions d'euros. À cela se rajoutent les 2.500 demandes validées par le Comité de conjoncture durant sa réunion du 6 avril 2020 pour plus de 35.000 salariés et un coût de 86,9 millions d'euros.

En ce qui concerne les décomptes mensuels que les entreprises doivent soumettre à l'ADEM, un nouveau système online sur MyGuichet est en cours de développement. Il sera disponible dans les prochaines semaines. Les entreprises devront utiliser ce nouveau système de manière exclusive, ce qui permettra le maximum de simplification administrative tout en mettant en place des contrôles informatisés nécessaires afin de réduire tout risque de fraude et d'abus.

Question 2025 (06.04.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **travailleurs saisonniers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Och, an esouguer grad, an der aktueller Coronakris ass et wichteg, datt d'Awunner mat gudden an héichwäertege Produkter aus der regionaler Landwirtschaft a Produktioun versuergt ginn. Fir datt dës Versuergung awer ka funktionéieren ass d'Landwirtschaft, grad eréi de Wäibausecteur, wärend verschiddene Periode vum Joer op zousätzlech Aarbechtskräften ugewisen. Eisen nationalen Aarbechtsmaart kann dëser Nofro net nokommen, soudatt mir op Saisonsaarbechter aus dem Ausland ugewise sinn.

An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, hunn déi politesch Verantwortlech elo Ausnamereegelunge mat klore Krittäre festgehalen, ënnert deenen d'Saisonsaarbechter kënnen areesen a beschäftegt ginn.

Iwwert d'Situatioun fir Lëtzebuerg wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

- Wéi gedenkt d'Regierung, de betraffenen Acteuren ze hëllefen an domat ze garantéieren, datt déi national Liewensmëttelversuergung och a Krisenzäite funktionéiert a garantéiert gi kann?

- Géif d'Regierung esou eng Léisung generell halen, oder d'Länner limitativ opzielen, wou Saisonsaarbechter hierkomme géifen?

- Wéi steet d'Regierung zur Reegelung, déi an Däitschland agefouert ginn ass?

- Kann d'Regierung Zuelen nennen, wéi vill Mënsche sech op jobswitch.lu ageschriwwen hunn, an am Besonneschen, fir an der Landwirtschaft an am Wäibau auszehëllefen? Passen d'Reegele vum „prêt temporaire de main-d'œuvre" op dës Fäll?

Réponse (15.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Et ass richteg, dass d'Landwirtschaft, a virun allem de Wäibau- an de Gaardebausecteur, wärend verschiddene Periode vum Joer op zousätzlech Aarbechtskräften ugewisen ass. Jee no Produktioun variéieren den noutwendegen Zäitpunkt vum Besoin wéi och de Profill vum Saisonsaarbechter.

D'Situatioun bei den Saisonsaarbechter ass hei zu Lëtzebuerg awer net mat där an Däitschland ze vergläichen. De Moment besteet hei am Land kee groussen Bedarf, an op all Demande konnt och eng Äntwert fonnt ginn. Dofir mécht et och de Moment zu Lëtzebuerg kee Sënn, sech u Reegelungen ze orientéieren, déi am Moment an Däitschland diskutéiert a schonn zum Deel ëmgesat sinn.

Sou ass zum Beispill hei zu Lëtzebuerg eng nei Plattform https://www.jobswitch.lu online, op där d'Betriber hir Besoine kënne publizéieren. Zesumme mat der Landwirtschaftskummer sinn do verschidde Profiller vu Leit ausgeschafft ginn. Déi aktuell Situatioun ass sou, dass wäit méi Offertë vu Bewerber virleien, wéi vum Secteur Leit nogefrot ginn. Dofir sinn déi gefrote Profiller och viru Kuerzem erëm vum Site erofgeholl ginn. De Ministère ass ausserdeem am enke Kontakt mat verschiddenen Acteure wéi dem MBR-Lëtzebuerg. Och hei konnt bis elo op all Demande reagéiert ginn, an et sinn och nach eng ganz Rei vun Betribshelfer an der Reserv an zu all Zäit opruffbar.

Ech hu mech och derfir agesat, datt d'Grenze mat eisen Nopeschlänner weiderhin op sinn, an och op europäeschem Niveau sinn ech a permanentem Kontakt mat mengen Homologen, fir ofzesécheren, datt d'Aarbechter, déi an engem „essenzielle" Secteur schaffen, zu deem d'Landwirtschaft gehéiert, op hir Aarbechtsplaze kommen.

De Landwirtschaftsministère wäert d'Situatioun weiderhi genau verfollegen. Sou sinn ech an dëser aktueller Kris a permanentem Kontakt mat eise Betriber an och mam Secteur agroalimentaire, fir zu all Moment kënne proaktiv ze reagéieren.

Question 2032 (07.04.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**Université du Luxembourg :**

Am Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'„organisation de l'Université du Luxembourg" beschreift den Artikel 36 (3) d'Modalitéite vun der Evaluatioun vun de Studiejoren. Wie manner wéi 50 % vun den ECTS-Kreditter erreecht, dierf sech nach eng Kéier an dat selwecht Joer aschreiwen, wien iwwer 50 % erreecht, dierf sech an dat nächst Joer aschreiwen, mee tëscht 50 a 70 % muss dës Inscriptioun duerch den „directeur de programme" validéiert ginn.

Wéi den Artikel 36 (2) 1° an den Artikel 36 (9) et virgesinn, kann deen, deen am éischte Joer manner wéi 50 % erreecht, sech net méi fir dat neit Joer aschreiwen, mee gëtt definitiv excluéiert a misst d'Universitéit wiesselen, falls dee Betraffenen dat selwecht Studium weidermaache wéilt.

Et ass wichteg ze verhënneren, dass Studéierender vun der Uni Lëtzebuerg, déi a Schwieregkeete sinn an duerch den „état de crise" zousätzlech benodeelegt sinn, fir de Coursen ze follgen (z. B. duerch schlecht Internetverbindungen), manner wéi 50 % erreechen an doweinst aus hirem Studiegang ausgeschloss ginn.

Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech follgend Froen dem Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

2. D'Universitéitsgesetz gesäit keng Ausnamen, geschweige denn een „état de crise" vir, déi vun de Bestëmmungen derogéiere géifen.

- Wéi eng Moyene gesäit de Minister vir, fir der Uni ze hëllefen, dës Ausnamen ze geréieren?

3. An der Pressekonferenz iwwert d'Mesurë vum Educatiounsministère am Zesummenhang mam „état de crise" huet den Här Minister gesot, dass déi am Artikel 36 (1) vum Universitéitsgesetz viséiert Reegelung, dass all Student/in sech maximal véiermol der Evaluatioun vun engem Cours stellen dierf, fir dat aktuellt Semester ausgesat ass. En Examen, deen net gepackt gëtt, gëtt net als ee vun deene véier gezielt.

- Gouf dës Informatioun scho säitens der UNI ratifizeiert an un d'Studente weiderginn duerch eng offiziell Kommunikatioun vu Säite vun der Universitéit?

4. Et ass vu Säite vun de Studéierenden drop higewise ginn, dass vill vun hinnen a prekäre Verhältnesser liewen an op d'Suen ugewise sinn, déi se entweeder iwwert d'CEDIES-Boursen an/oder duerch sougenannte Studentenjobs verdéngen, fir sech de Studium ze finanzéieren.

- Gesäit den Här Minister finanziell Hëllefe fir concernéiert Studente vir?

Réponse (07.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet säit Ufank Abrëll, a Concertatioun mam Héichschoulministère, eng Adaptatioun vum Studiereglement un déi aktuell Krisesituatioun ausgeschafft, wou eng Rei Dispositioune betreffend d'Evaluatioun an d'Progressioun vun de Studente fir d'Summersemester 2019-2020 ugepasst goufen. Dat gëllt fir déi Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi am Summersemester 2019-2020 ageschriwwe sinn an déi sech fir d'Wantersemester 2020-2021 nees aschreiwen. Esou soll verhënnert ginn, dass Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg duerch déi exzeptionell Ëmstänn bedéngt duerch d'Coronakris benodeelegt ginn oder am schlëmmste Fall aus dem Studieprogramm ausgeschloss géifen. De Paragraf 8 vum Artikel 36 vum Gesetz vum 27. Juni 2018 gesäit fir verschidde Fäll, déi am Studiereglement preziséiert ginn, eng Suspensioun vun de Studie vir. Dës Mesure erlaabt et den uewen definéierte Studenten, déi net déi néideg ECTS-Kreditter erreecht hunn oder déi d'maximal Zuel vun Examen oder Studiesemester ausgeschëpft hunn, net aus dem Studieprogramm ausgeschloss ze ginn a sech am Wantersemester 2020-2021 nees aschreiwen ze kënnen.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet dës exzeptionell Adaptatiounen hire Studenten den 10. Abrëll matgedeelt, an de Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg huet de 24. Abrëll d'Ännerungen am Studiereglement ugeholl, déi ech de 5. Mee approuvéiert hunn.

Wat d'Fro vun de Studenten a prekäre Verhältnesser ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, dass d'Studiebäihëllefe vum Héichschoulministère fir d'Summersemester 2019-2020 normal an zäitno ausbezuelt goufen. Zousätzlech fir d'Studenten, déi net an de Genoss vun den Aides financières kommen, hu mir mat der Universitéit Lëtzebuerg eng järlech Conventioun an Héicht vun 420.000 Euro (Budgetsartikel 03.2.41.012) ofgeschloss, déi et erméiglecht, Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi a prekäre Verhältnesser liewen, finanziell ze ënnerstëtzen. D'Universitéit Lëtzebuerg huet och vu verschiddene Fondatioune fir d'Summersemester 2019-2020 zousätzlech iwwer 200.000 Euro erhalen, fir Studenten ze hëllefen, déi an enger schwiereger Situatioun sinn.

Question 2033 (07.04.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**accueil des réfugiés par les États membres de l'Union européenne :**

Lëtzebuerg geet elo mam gudde Beispill vir, wat d'Ophuele vu mannerjärege Flüchtlinge vun de griicheschen Inselen ugeet. Dat gëtt och international sou gesinn. Mee an der Coronakris ass d'Situatioun vun de Flüchtlingen allgemeng nach méi dramatesch. De Risiko, datt d'Covid-19-Infektioune grad an de Flüchtlingscampen immens zouhuelen, ass besonnesch grouss. Den 2. Abrëll 2020 sinn elo déi dräi Visegrád-Staate Polen, Ungarn an Tschechie vum Europäesche Geriichtshaff schëlleg geschwat ginn, am Joer 2015 wärend der sougenannter „Flüchtlingskris", déi éischter eng Solidaritéitskris war, net dee Kontingent vu Flüchtenden opgeholl ze hunn, zu deem se laut EU-Recht an EU-Decisioune verflicht waren.

An deem Kontext géif ech dem Här Ausseminister gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi eng politesch Konsequenzen zitt den Här Minister aus dësem Urteel? Kann et hëllefen, an änleche Fäll, an Zukunft all EU-Memberstaaten derzou ze bréngen, hire proportionelle Kontingent opzehuelen? Gesäit den Här Minister nach aner Hiewelen, fir politeschen Drock op Länner auszeüben, déi sech bis elo enger gerechter Verdeelung verschloss hunn?

2. Gesäit den Här Minister doriwwer eraus an deem Urteel eng realistesch Chance, fir d'Flüchtlingslageren op de griicheschen Inselen opzeléisen an déi ronn 40.000 Flüchtlingen, déi do ënner miserabele Konditioune liewen, op d'Memberstaate vun der EU ze verdeelen?

3. Wéi eng Ausweeër gesäit den Här Minister soss aus där schwiereger Situatioun an der Flüchtlingsfro? Wéi wäit si mir virun dësem Hannergrond mat der Asylreform vun de sougenannten Dublin-Reegelen?

4. Wat d'Ophuele vun de mannerjärege Flüchtlingen ugeet, bei deem Lëtzebuerg mam gudde Beispill virgeet, wéi eng Nouvellen huet den Här Minister hei, wat dat konkreet Ophuelen och vun anere Länner, déi sech heizou bereet erkläert hunn, ugeet?

Réponse (06.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Urteel vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär EU-Kommissioun / Polen, Ungarn, Tschechie vum 2. Abrëll 2020 bestätegt, datt keen EU-Memberstaat sech der Ëmsetzung vun de Relokalisatiounsdecisoune vun 2015 entzéie kann, andeems e sech op seng Responsabilitéiten am Kader vum Oprechterhale vun der ëffentlecher Uerdnung an der nationaler Sécherheet berifft. E generellen Dysfonctionnement vum Relokalisatiounsmechanismus ass och vun den EU-Riichter widderluecht ginn. Dëst Urteel ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Respekt vum Prinzip vun der loyaler Kooperatioun souwéi vun der Solidaritéit, déi och en Equiliber tëschent Rechter a Flichte vun de Memberstaate mat sech bréngt. Wann d'Kommissioun entscheet, d'Vertragsverletzungsprozedur weiderzeféieren, kéint et zu enger Geldstrof fir déi dräi Memberstaate kommen.

Am Allgemenge muss een elo ofwaarden, wat d'EU-Kommissioun deemnächst am Kader vun hirem Migratiounspakt iwwer Relokalisatioun wäert proposéieren.

ad 2. Esoulaang wéi d'Ëmverdeelung op enger fräiwëlleger Basis soll geschéien, ass dat leider keng realistesch Perspektiv.

ad 3. D'EU-Memberstaate waarden, wéi gesot, op d'Reformvirschléi vun der EU-Kommissioun am Kader vum Migratiounspakt, deen nach am 1. Semester soll virgestallt ginn. Lëtzebuerg gesäit do e klore Besoin u méi Solidaritéit an der Europäescher Unioun, fir eng fair Opdeelung vun de Flüchtlingen tëschent de Memberstaaten ze erreechen.

ad 4. Aktuell hu sech eelef Memberstaate bereet erkläert, bis zu 1.600 Kanner aus Griicheland am Kader vun enger Relokalisatioun opzehuelen. Lëtzebuerg huet als éischte Memberstaat zwielef mannerjäreg Flüchtlingen den 15. Abrëll opgeholl. Dat waren zwee Syrer an zéng Afghanen, am Alter vun eelef bis 15 Joer, dorënner ee Meedchen. Däitschland ass kuerz no Lëtzebuerg als zweet Land nogezunn an huet 47 Kanner (vun insgesamt 350 vulnerabele Kanner an hire Familljememberen) den 18. Abrëll opgeholl. Des Weidere sti follgend Engagementer, déi allerdéngs eréischt no der aktueller Covid-19-Kris ëmgesat schéngen ze ginn:

Finnland: bis zu 130 vulnerabel Flüchtlingen (Kanner a Familljen);

Frankräich: bis zu 400 vulnerabel Flüchtlingen (Kanner a Familljen);

Bulgarien: 50 mannerjäreg Flüchtlingen;

Litauen: 2 mannerjäreg Flüchtlingen.

Des Weideren hunn d'Belsch, Irland, Kroatien, Portugal a Slowenie sech engagéiert, nach ouni konkreet Zuelen ze nennen. Nieft de Memberstaaten huet d'Schwäiz, associéierte Schengen-Staat, bestätegt, an deenen nächste Wochen 20 mannerjäreg Flüchtlingen afléien ze loossen. Norwegen huet och Interêt gewisen.

Question urgente 2034 (08.04.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **distribution de masques respiratoires dans certaines communes aux citoyens 65+ :**

Il m'est rapporté que certaines communes distribuent des masques respiratoires à leurs citoyens âgés de 65 ans ou plus. Le courrier accompagnant le masque mis à disposition explique qu'il doit être porté au cas où le bénéficiaire se déplace à un endroit à risque afin de se protéger soi-même et les autres. La distance de sécurité de deux mètres est également rappelée.

Or, tous les experts concordent que le port du masque ne constitue pas une mesure de protection pour la personne qui l'utilise, mais est uniquement efficace pour protéger les autres de ses propres gouttelettes contaminées. Une protection pour le porteur lui-même n'est avérée que dans l'hypothèse où toutes les personnes en porteraient. Ceci est cependant encore impossible étant donné la pénurie globale de masques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que la devise « Restez à la maison » est toujours de mise et ceci surtout pour les personnes vulnérables dont les citoyens 65+ ?

2) Cette distribution de masques est-elle coordonnée avec le Ministère de l'Intérieur ou le Ministère de la Santé, voire les deux, et est-elle en concordance avec l'effort collectif fourni par toute la population confinée dans un esprit de solidarité ?

3) Quel est le type de masque distribué ? Le courrier évoquant « un masque » au singulier, s'agit-il du type en étoffe, lavable et réutilisable ? Le masque est-il accompagné d'une notice expliquant son utilisation correcte ? Ou, s'agit-il d'un seul masque chirurgical qui servirait alors à une seule sortie, puisqu'il n'est pas réutilisable ?

4) Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis que la distribution d'un masque aux personnes vulnérables, accompagnée d'informations incorrectes quant à sa capacité à les protéger du SARS-CoV-2 et non accompagnée d'un rappel de toutes les mesures de sécurité en vigueur en matière de prévention et de précaution est potentiellement dangereuse pour les personnes concernées et celles se trouvant en contact avec elles ?

5) Est-ce que ce genre de campagne ne pourrait pas induire un faux sentiment de sécurité aux citoyens 65+ ?

6) Les communes sont-elles de façon générale appelées à s'investir dans la distribution de masques aux résidents de leur territoire, voire à des professionnels y travaillant ? Quelles sont, le cas échéant, les missions qui leur incombent actuellement ?

Réponse commune (14.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les consignes du Gouvernement n'ont pas changé et la devise « Restez à la maison » est toujours de mise et doit être respectée scrupuleusement par la population. Le Gouvernement le rappelle d'ailleurs régulièrement dans des messages à la radio et la Police grand-ducale procède à des contrôles afin d'assurer une application stricte des mesures du confinement.

La distribution de masques dans certaines communes n'a été faite ni en concertation avec le Ministère ou la Direction de la santé, ni avec le Ministère de l'Intérieur. Les ministères ne disposent pas d'information officielle sur le type de masque distribué. Par ailleurs, il est important de soulever que l'envoi d'un masque chirurgical, comme évoqué par l'honorable Député, se relève être difficilement exécutable sans courir le risque potentiel de contaminer ledit masque chirurgical.

Afin de garantir une information correcte de toute la population, le Ministère de la Santé a publié en date du 8 avril 2020 une note sur l'utilisation des « masques barrière ». Le document annexé fournit plus d'informations à ce titre.

Il est effectivement indispensable que le grand public dispose d'informations complètes et correctes sur le port des masques et la protection que cela peut apporter aux personnes considérées comme étant saines. Il est également important d'informer la population sur les limites de protection qui concernent le porteur du masque même, et la nécessité de respecter en toute occasion les autres consignes d'hygiène et de distanciation interpersonnelle.

Il échet de rappeler que le port du masque est un moyen complémentaire aux gestes barrière, qui permet de réduire la dissémination des gouttelettes porteuses du virus. Toutefois, il peut aussi présenter un risque supplémentaire d'infection lorsqu'il n'est pas correctement manipulé. C'est la raison pour laquelle l'Organisation mondiale de la santé considère que l'usage généralisé du masque dans l'ensemble de la population n'est justifié que si les autres mesures barrière sont impossibles ou difficiles à mettre en place.

En outre, tant que l'approvisionnement en masques médicaux reste difficile à l'échelle mondiale, ceux-ci seront réservés aux médecins et soignants.

Si les communes souhaitent s'investir dans la distribution de masques non médicaux (en tissu, ou autres…), elles devront veiller à bien communiquer vis-à-vis de la population sur l'usage correct de tels masques et de ne pas créer un faux sentiment de sécurité. À cette fin, il peut être particulièrement utile pour les communes d'utiliser la documentation fournie par le Ministère de la Santé.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2045 (14.04.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **soutien proposé par Taïwan dans la lutte contre le coronavirus en Europe et au Luxembourg :**

En effet, selon une lettre du « Taipei Representative Office in the European Union and Belgium » du 6 avril 2020, Taïwan s'est déclaré « prêt à se consacrer au combat contre le coronavirus dans les trois domaines suivants : […] 1) Soutien pour la fourniture de masques […] 7 millions de masques seront envoyés en Europe, dont 5,6 millions à destination de 9 États membres de l'UE y compris le Luxembourg. […] 2) Soutien dans la production de produits pharmaceutiques […] Nous fournirons aux pays qui en ont besoin (de quinine) un soutien approprié. 3) Appui technologique […] : savoir-faire en matière du système électronique de quarantaine […], technologies sur la prévention de la maladie ».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment le Gouvernement a répondu ou entend répondre aux précitées offres de soutien de la part de Taïwan ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer en l'occurrence si le Luxembourg a déjà reçu des masques de protection offerts par Taïwan ? Dans l'affirmative, en quel nombre et à qui ces masques ont-ils été distribués ? De quel type s'agit-il ? Dans la négative, où se trouvent ces masques actuellement ?

3) Monsieur le Ministre peut-il tout autant me renseigner sur la réponse luxembourgeoise à l'offre de soutien en matière de produits pharmaceutiques, notamment en ce qui concerne la livraison de quinine, ainsi que sur la réaction gouvernementale à l'offre d'appui technologique ? Qu'en est-il, dans ce contexte, de la coopération en matière d'analyse et de prévention de pandémies ?

4) Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me dire si une réponse coordonnée au niveau de l'Union européenne est également envisagée à la précitée offre de soutien ?

Réponse (06.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans le contexte de la lutte contre la pandémie de Covid-19, le Gouvernement a accepté l'offre de soutien des autorités de Taïwan.

ad 2) Le Luxembourg a déjà reçu les masques offerts par Taïwan. Il s'agit d'un don de 200.000 masques chirurgicaux. Ils ont été livrés le 9 avril 2020 par un avion de fret aérien en provenance de Taipei, qui a atterri à l'aéroport de Luxembourg avec des masques destinés à plusieurs États membres de l'Union européenne. Dans un premier temps, les 200.000 masques précités ont été transportés dans un centre de soutien logistique. Ils ont ensuite été distribués à la population et aux personnels de santé.

ad 3) En ce qui concerne les produits pharmaceutiques, le Luxembourg s'est procuré des médicaments sur le marché taïwanais. Avec l'appui du « Luxembourg Trade and Investment Office » à Taipei, de l'hydroxychloroquine a ainsi été acquise et des antibiotiques ont été commandés auprès de sociétés pharmaceutiques taïwanaises. Par ailleurs, le Luxembourg suit de près le développement de tests de diagnostic rapide sur lesquels plusieurs centres de recherche taïwanais travaillent à l'heure actuelle.

ad 4) Les États membres de l'Union européenne concernés par l'offre de masques de Taïwan se sont concertés et ont envoyé une lettre commune de remerciements à la Présidente de Taïwan par le biais de leurs bureaux à Taipei. Des remerciements pour ce geste de solidarité ont aussi été exprimés au nom de l'Union européenne par la Présidente de la Commission européenne.

Question 2053 (15.04.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **planning familial :**

An engem Artikel am „Tageblatt" vum 14. Abrëll 2020 mat dem Titel „(Krisen)mission: vorbeugen, erklären, helfen" an an deem et ëm de Planning familial geet, steet ënner anerem dëst:

„Die zweite der beiden nötigen Abtreibungspillen kann unter verschiedenen Auflagen mittlerweile zu Hause eingenommen werden, unter anderem vorausgesetzt, dass eine weitere Person anwesend ist."

An deem Zesummenhang wollte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng gesetzlech oder reglementaresch Basis gëtt et fir déi Praxis, déi hei vum Planning familial an deem Artikel als „Erfolleg" beschriwwe gëtt? Zënter wéini gëtt et déi Reegel?

2. Wéi eng Berodunge si virgesi respektiv virgeschriwwen, fir de Fall, wou eng Fra sech decidéiert, fir Ofdreiwungspëllen ze huelen? Wéi erfëllt de Staat an deem Zesummenhang seng Flicht, dat ongebuer Liewen ze schützen?

3. Gëtt et elo, wärend der sanitärer Kris, besonnesch Reegelen am Kontext vun der Ofdreiwungsproblematik?

4. Wéi eng Gesondheetsrisike fir d'Fra si mat dem Anhuele vun Ofdreiwungspëlle verbonnen?

5. Huet d'Regierung en lwwerbléck doriwwer, wéi vill där Pëlle pro Joer zu Lëtzebuerg geholl ginn?

6. Ginn d'Käschte fir Ofdreiwungspëlle vun der Gesondheetskeess bezuelt?

7. Sinn der Regierung medezinnesch Noutfäll hei am Land bekannt, déi duerch d'Anhuele vun Ofdreiwungspëllen entstane sinn? Wa jo, wéini, vu wéi enger Zort a wéi vill?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et gouf hei absolutt näischt geännert säit der Revisioun vum Dezember 2014 vun der « loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse ». D'Reegele fir d'medikamentéis IVG si säit 2014 déi selwecht.

D'Prozedur besteet aus dem Anhuele vun zwee Medikamenter, dat éischt ass d'Substanz „Mefipriston", déi d'Schwangerschaft beendegt, an dat zweet Medikament ass de „Misoprostol", deen d'Ausscheedung vum doudegen Embryo erlaabt. Dat zweet Medikament gëtt zwëschent 36 an 48 Stonnen no deem éischte geholl a kann an enger Dokteschpraxis oder doheem ageholl ginn, bäi engem ambulanten Ofbroch. Dëst ass eng international gängeg Praxis, déi och esou vum Lëtzebuerger Gesetz erlaabt ass.

Den Artikel 12 vum reviséierte Gesetz vun 1978 gesäit d'Informatiounsprozedur vir, déi muss agehale ginn am Fall vun engem Wonsch, fir eng Schwangerschaft ze ënnerbriechen.

Et gi wärend der Covid-19-Pandemie keng besonnesch Prozedure betreffend de Schwangerschaftsofbroch.

Den Haaptrisiko vun engem medikamentéise Schwangerschaftsofbroch ass, dass et eventuell zu Bluddunge géif kommen. Dofir ass et wichteg, dass d'Fraen informéiert ginn, dass si bäi méi schwéiere Bluddungen direkt an e Spidol solle goen, dëst kënnt awer bäi manner wéi 0,1 % vun de Fäll vir.

D'Käschte fir d'Medikamenter gi vun der Gesondheetskeess bezuelt. 2019 goufe vun der Gesondheetskeess eng 992 Traitementer mat dëse Medikamenter bezuelt.

Question 2108 (29.04.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner » :**

Il est à supposer que le service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner » a été fortement sollicité ces dernières semaines en raison des conséquences de la pandémie Covid-19.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le recours à ce service depuis début mars 2020 ?

2) Quelles étaient les questions les plus fréquentes posées par les demandeurs les plus divers ?

3) Le ministère propose-t-il de mettre en place une sorte de « hotline » réservée tout particulièrement aux problèmes en relation avec la crise actuelle telle qu'elle a été revendiquée par les milieux concernés ?

Réponse (08.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il y a eu deux contacts, un au mois de mars et un au mois d'avril.

ad 2) Les échanges avec les demandeurs sont anonymes et confidentiels.

ad 3) Dès le début de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face à la propagation du coronavirus, la continuité des services et des administrations sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été assurée.

Le contact permanent avec le secteur agricole et celui de la transformation agroalimentaire nous a permis :

- de répondre directement aux questions posées ;

- de pouvoir réagir rapidement en cas de perturbation des marchés respectivement du fonctionnement de la chaîne de production ;

- de publier un dossier « Covid-19 » sur notre portail agriculture spécialement dédié au secteur agricole, viticole et horticole avec, entre autres, une série de questions/réponses (FAQ) ;

- d'établir un système de monitoring permettant une analyse permanente et détaillée des effets de la crise sur le secteur agricole et celui de la transformation agroalimentaire luxembourgeoise.

Question 2163 (07.05.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **nomination d'un nouveau directeur général à la tête du groupe Luxair :**

An enger Pressematdeelung vum 24. Abrëll 2020 huet et vu Säite vu LuxairGroup geheescht, dass hiren aktuelle Generaldirekter den 1. Juni 2020 a Pensioun géif goen.

Zéng Deeg drop gouf du schonn den neie Generaldirekter proposéiert. Am offizielle Communiqué heescht et dozou :

« Monsieur Giovanni Giallombardo, Président du conseil d'administration de LuxairGroup, a le plaisir d'annoncer, après concertation avec les actionnaires, qu'il entend faire la proposition de nommer lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration qui se tiendra très prochainement, Monsieur Gilles Feith en tant que directeur général de LuxairGroup à partir du 1er juin 2020.

Monsieur Gilles Feith, actuellement Coordinateur général de la défense auprès du Ministère des Affaires étrangères et européennes - Direction de la défense, sera appelé à mener LuxairGroup dans cette période de changements. Il apportera à LuxairGroup son expérience confirmée de gestionnaire pour faire face aux défis futurs. »

Well de Lëtzebuerger Staat bal 40 % vum Kapital vun deem Grupp hält a well en eiser Meenung no vun nationalem Interessi ass, erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ze stellen:

- Kann de Minister mir erklären, ob den Depart vum aktuelle Generaldirekter op den 1. Juni 2020 vu laanger Hand geplangt war oder net?

- Hat de Minister Kenntnis vu méigleche personelle Changementer um Niveau vum Management vu LuxairGroup an deem Moment, wéi de proposéierte Generaldirekter als Responsabele fir d'Logistik vun der Cellule de crise Covid-19 genannt ginn ass?

- Gouf et fir d'Neibesetzung vum Poste vum Generaldirekter eng Ausschreiwungsprozedur?

· Wa jo,

wier et méiglech, dozou méi Detailer gewuer ze ginn?

Hate sech och nach aner Kandidate fir dee Poste gemellt?

Waren ënnert de Kandidaten och Leit vu LuxairGroup selwer?

Wéi ee Profil huet LuxairGroup spezifesch gesicht, i. e. wéi eng Qualifikatiounen, Kompetenzen an Erfarungswäerter sollt de Successeur virweise kënnen?

· Wann nee,

firwat net?

Wier et net méi „normal" gewiescht, sech an turbulenten Zäiten, an och fir d'Sortie de crise ze preparéieren, méi Zäit ze loosse beim Choix vun engem Nofollger?

Wann net, firwat huet dat Ganzt misse sou séier goen?

- Huet den Här Minister de proposéierte Kandidat selwer an d'Spill bruecht? Gouf et dofir e Regierungsbeschloss, respektiv war d'Neibesetzung vum Poste vum Generaldirekter e Sujet am Regierungsrot? Wa jo, wéi eng Positioun huet d'Regierung dozou ageholl?

- Wéi hu sech d'Hären Éischte Regierungsrot a Regierungskommissär fir d'Luxair SA zu der Kandidatur positionéiert?

· Gouf et am Virfeld eng Ofsprooch tëscht béide Vertrieder vum Staat an dem Minister?

· Gouf et irgendwellech Direktive vum Minister un dës staatlech Vertrieder?

Wa jo, wéi eng?

Wann nee, gëtt de Minister net am Virfeld iwwer sou Virgäng informéiert? Gëtt de Minister de Beamten ni Direktive mat op de Wee?

- Wëssend, dass de proposéierte Generaldirekter aktuell Direkter vun der Défense ass, kënnt et bei LuxairGroup zu enger neier strateegescher Ausriichtung a Richtung Militär? Wéi eng

strateegesch Neiausriichtung erwaart de Minister sech vu LuxairGroup?

Réponse (08.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Depart vum aktuelle Generaldirekter war net vu laanger Hand am Viraus geplangt.

Dofir huet et an der aktueller Krisesituatioun musse séier goen, fir eng Léisung ze fannen, LuxairGroup duerch d'Kris ze bréngen an d'Ulafe vun den Operatiounen ze assuréieren.

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Decisiounen iwwert d'Gestioun vum Personal vun enger privatrechtlecher kommerzieller Gesellschaft vun den dofir responsabelen Organer a Comitéen, am Respekt vun de Gesetzer a vun hire Statuten, musse geholl ginn.

D'Regierung huet vollst Vertrauen, dass déi kompetent Comitéen, an a leschter Instanz de Verwaltungsrot, déi am aktuelle Kontext neideg Decisiounen huele wäerten, selbstverständlech am Interessi vun der Gesellschaft.

De Minister ass informéiert ginn, datt d'Actionnairen an de Verwaltungsrot de Kandidat wéilte proposéieren, an de Minister huet dozou näischt anzewende gehat.

Wat déi strateegesch Ausriichtung vu LuxairGroup ugeet, sou gëtt déi vun de kompetente Gremie behandelt an decidéiert, sou wéi d'Gesetzgeebung iwwert d'kommerziell Gesellschaften dat virgesäit.

Question urgente 2269 (26.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**éligibilité du secteur Horeca quant au chômage partiel :**

En effet, le secteur Horeca en général et la restauration en particulier sont parmi les branches les plus touchées par la crise actuelle du Covid-19. Jusqu'à présent, les quelque 20.000 salariés du secteur étaient éligibles pour le chômage partiel. Après les récentes déclarations du Gouvernement, de nombreuses questions se posent cependant. D'autant plus que, selon le président de l'Horesca (RTL, 26 mai 2020), seulement 30 ou 40 % des clients habituels retourneraient aux restaurants dans une première phase.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser si les salariés du secteur Horeca seront encore éligibles pour le chômage partiel après les ouvertures partielles des restaurants annoncées par le Gouvernement pour cette semaine ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles autres pistes de solutions pour les salariés du précité secteur ?

Réponse (29.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Le Gouvernement étant bien conscient que le secteur Horeca a été particulièrement touché par la pandémie et par la fermeture de nombreux établissements du secteur, il a été retenu qu'ils resteront, en cas de besoin, éligibles au chômage partiel pour les mois à venir et que pour le mois de juin ils continueront à recevoir des avances.

À partir du mois de juillet ces mêmes établissements pourront solliciter le chômage partiel de source structurelle par une application simplifiée et il sera procédé par voie de décomptes mensuels.

Par ailleurs, les établissements du secteur Horeca pourront également profiter des aides prévues par le Fonds de relance et de solidarité.

Question urgente 2274 (26.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles douaniers :**

Wärend de Grenzkontrollen am Kader vun der Covid-19-Pandemie un der däitscher Grenz, goufen d'Donnéeë vu Biergerinnen a Bierger erhuewen, déi d'Land Richtung Däitschland verloosse wollten. Zu dësen Donnéeën gehéieren, laut der Äntwert vum Minister op d'Fro N° 2074, den Numm an de Virnumm vum Chauffer, Gebuertsdatum, Plackennummer an de Grond fir de grenziwwerschreidenden Deplacement. Dës Donnéeën sinn, der Äntwert op d'Fro N° 2074 no, op „Ufro vun den däitschen Autoritéiten" erhuewen ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Här Minister, firwat war et esou wichteg, dës Donnéeën ze erhiewen?

2. Här Minister, ënner wéi enger Form ënnerscheeden sech d'Consignen fir déi lëtzebuergesch AN déi däitsch Douanieren, jee no Gebitt wou kontrolléiert ginn ass? Goufen et beispillsweis fir déi Kontrollen nërdlech vun Iechternach aner Consignen, wéi fir déi südlech vun Iechternach a wa jo, inwiefern? Wéi eng Donnéeë goufe jee no Grenziwwergang erhuewen?

3. Kann den Här Minister eng Pièce virleeën, déi attestéiert, datt déi däitsch Autoritéiten déi besoten Donnéeë vun der lëtzebuergescher Säit gefrot hunn?

4. Kann den Här Minister confirméieren, datt déi däitsch Bundespolizei just statistesch Donnéeë gefrot huet?

5. Kann den Här Minister garantéieren, datt keng perséinlech Donnéeën un Drëtter, ënner anerem däitsch Autoritéiten iwwermëttelt goufen? Falls net, iwwer wéi e Wee goufen dës kommunizéiert? Op wat fir enger gesetzlecher Basis ass dëst geschitt?

Réponse (29.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir unzefänke sief drun erënnert, sou wéi dat schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2074 beschriwwen ass, dass d'Grenziwwergäng vunVeianen an Dasburg zoubliwwe wären, ouni der Douane hir Interventioun, well déi däitsch Autoritéiten net virgesinn haten, op deene Plaze selwer ze kontrolléieren. Dës zwee Grenziwwergäng waren och déi eenzeg op deenen eis Douane déi däitsch Autoritéiten énerstëtzt huet.

Am Kader vun der „coopération administrative" tëscht béide Länner krut d'Douane d'„Einsatzbefehle zur Intensivierung grenzpolizeilicher Massnahmen an den Binnengrenzen zu Luxemburg" zougestallt, an huet déi op deenen zwee Grenziwwergäng entspriechend ëmgesat. Dës Dokumenter sinn allerdéngs „VS - Nur für den Dienstgebrauch" markéiert, a kënnen dofir net public gemaach ginn. Zousätzlech sinn et reegelméisseg mëndlech Echangen iwwert déi Prozedure ginn. D'Douane huet keng Informatiounen doriwwer, wéi eng Consignen déi däitsch Beamten op allen anere Plazen haten.

D'Féiere vum Relevé zu Veianen an Dasburg war néideg aus enger Rei Grënn, an am Besonneschen deenen hei:

- Si waren Deel vun de Prozeduren, déi déi däitsch Autoritéite virgesinn haten, an domadder eng Konditioun fir d'Opbleiwe vun deenen zwee Iwwergäng. D'Bundespolizei huet op däitschem Territoire an op anere Grenzposte Kontrollen duerchgefourt. De Réckgréff op Donnéeën aus dem Register vun der Douane hätt et erlaabt, zum engen sécherzestellen, dass d'Kontrollen effektiv gemaach gi sinn, an zum aneren, Leit ze detectéieren, déi probéiert hätten, entweeder op verschiddene Plazen, oder laanscht d'Kontrollen, op den däitschen Territoire ze kommen, ouni dofir d'Konditiounen ze erfëllen.

- Et war néideg, déi Donneeën ze hunn, am Fall wou et Reklamatioune gi wären.

Vu dass d'Grenze säit dem 15. Mee vu Mëtternuecht u rëm fräi passéierbar sinn, stellen déi Froen sech net méi.

Den Accès op d'Donnéeë war, sou wéi dat schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2074 beschriwwen ass, op déi zoustänneg Douanieren an hir Hierarchie limitéiert.

Et gouf exakt eng Ufro vun den däitschen Autoritéiten (der Bundespolizei) iwwer eng Persoun, déi op däitschem Territoire ugehale ginn ass. Dës Ufro ass mëndlech un de Chef vun der Inspection des opérations sécuritaires vun der Douane gaang, a gouf vun dësem och mëndlech beäntwert. Dëst war méiglech op Basis vum Artikel 49 vum RGPD, dee sou en Echange vun Informatiounen erlaabt wann en „nécessaire pour des motifs importants d'intérêt public" ass, a vum Artikel 13 vum Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République édérale d'Allemagne relatif au contrôle frontalier en commun et à la création de gares communes et d'échange à la frontière germano-luxembourgeoise vun 1962, dee virgesait: « … les agents des Parties Contractantes se prêtent assistance, dans la mesure du possible, en particulier pour prévenir et pour rechercher les infractions aux prescriptions légales et réglementaires relatives au franchissement de la frontière. À cet effet, ils se communiquent aussi rapidement que possible les renseignements qui présentent un intérêt pour l'exécution du service ».

Et si soss keng Informatioune mat den däitschen Autoritéiten oder soss engem Drëtte gedeelt ginn.

Question urgente 2275 (27.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande de congé pour raisons familiales dans la fonction publique :**

Den Aarbechtsminister huet mir op meng dringend Fro N° 2261 iwwert d'Demande de congé pour raisons familiales (Covid-19) Folgendes geäntwert: „Et ass kloer, dass all déi vum honorabelen Deputeierten opgezielten administrativ Demarchen net ëmmer an engem Dag kënne gemaach ginn, dofir ass et och méiglech de Certificat, bezéiungsweis d'Piècen déi dozou gehéieren, nozereechen, fir den Dossier ze completéieren. De Certificat, deen de Patron spéider geschéckt kritt, ass par contre unzegesi wéi e Krankeschäin am Sënn vun den Artiklen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail, soudass de Salarié vun engem méigleche Licenciement wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, geschützt ass." Dëst ass sécherlech wouer am Fall, wou de Congé pour raisons familiales accordéiert gëtt. Beim Refus vun enger Demande existéieren allerdéngs nach gewëssen Ongewëssheeten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat engem Employé, dee säi Congé pour raisons familiales Covid-19 refuséiert krut an déi Deeg, wou en net schaffe war, keen esou e Certificat virweise kann?

2. Ass den Employé am Fall vun engem Refus selwer Schold, dass hien net schaffe war oder ass hie geschützt doduerch, dass d'Demarche net schnell genuch konnt beaarbecht ginn? Kréien d'Leit an deem Fall hiren aktuelle Congé pour raisons familiales verlängert?

3. Wéi ass et mat deene Leit, wou een Elterendeel net schafft awer wéinst sengem Gesondheetszoustand (z. B. bei chronescher Péng) net op d'Kanner oppasse kann. Kritt de Partner an deem Fall säi Congé pour raisons familiales unerkannt?

Réponse (08.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'groussherzoglecht Reglement vum 20. Mee 2020 (règlement grand-ducal portant dérogation aux dispositions des articles L.234-51 et L.234-53 du Code du travail) gesäit den Ament dräi Fäll vir wou d'Salariéën Usproch op e Congé pour raisons familiales hunn; fir d'Salariéen déi e vulnerabelt Kand doheem hunn, fir d'Salariéen déi Kanner hunn déi ab dem 1. September 2015 gebuer sinn a fir d'Salariéen déi Kanner hunn déi manner wei 13 Joer al sinn an déi net an d'Schoul ginn, well se nach zou ass, respektiv well keng Course kënne gehal ginn wéinst der aktueller Kris.

D'Konditioune sinn domat kloer definéiert a soubal eng vun deenen dräi Konditioune virläit, huet de Salarié och Usproch op de Congé pour raisons familiales. De Salarié muss da säin Employeur sou fréi wéi méiglech informéieren, vu wéini u bis wéini hien oder si de Congé pour raisons familiales huele muss.

Et sief och drop higewisen, dass et sech net ëm eng Ufro handelt, déi am Virfeld muss accordéiert ginn, mee de Salarié huet e Recht op de Congé pour raisons familiales soubal ee vun den uewegenannte Fäll sech applizéiert.

De Certificat, deen als Beweis déngt, dass de Salarié eng vun den uewen opgezielte Konditiounen erfëllt, ewéi och den néidege Formulaire, deen ausgefëllt an ënnerschriwwe muss sinn, mussen dann och nodréiglech sou séier wéi méiglech un d'Gesondheetskees, ewéi och un de Patron geschéckt ginn.

De Salarié huet géintiwwer sengem Patron eng Obligatioun seng Absencen ze begrënnen. Dofir ass et wichteg, dass de Salarié sech am Virfeld gutt informéiert ob hien oder si och effektiv eng vun den dräi Konditiounen, déi am Reglement vum 20. Mee 2020 stinn, erfëllt. Dës Konditioune stinn och nach explizitt op dem Formulaire an de Salarié muss och dee Fall, deen op hien oder si zoutrëfft, ukräizen. Sämtlech Absencen, déi net vum Salarié begrënnt kënne ginn, kënnen natierlech aarbechtsrechtlech Konsequenzen hunn an dann applizéieren sech d'Dispositiounen déi am Code du travail stinn.

ad 2. Wéi schon uewen erwäänt, sinn d'Konditiounen am Reglement vum 20. Mee 2020 uginn, ewéi och kloer am Formulaire opgelëscht, dee vum Salarié ënnerschriwwe muss ginn, soudass de Salarié och kloer novollzéie kann ob hien oder si Recht op de Congé pour raisons familiales huet oder net. Wann dat de Fall ass, dann ass de Salarié natierlech och virun engem méigleche Licenciement geschützt och wann hien oder si den Dag vun senger Absence nach kee Certificat virweise kann. Dëst gëllt iwwregens grad esou am Krankheetsfall, wou de Salarié säin Employeur direkt informéieren an dann de Krankeschäin noreeche muss. Wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2262 beschriwwen, kënnen déi néideg Piècen nodréiglech un de Patron an un d'Gesondheetskees geschéckt ginn.

ad 3. Wann een Elterendeel net schaffe kann, well hien oder si am Krankeschäin ass, da kann deen aneren Elterendeel op de Congé pour raisons familiales zréckgräifen.

Question urgente 2315 (02.06.2020) de **M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**utilisation de logiciels de télésurveillance à l'Université du Luxembourg :**

Il nous revient que des réflexions sont actuellement menées au sein de l'Université du Luxembourg pour l'utilisation de logiciels de télésurveillance lors des épreuves à venir.

Ces réflexions ne sont pas nouvelles, sachant que des débats à ce sujet ont déjà eu lieu dans d'autres pays par le passé. Des étudiants, académiciens et experts en matière de protection de la vie privée et des données ont été très critiques vis-à-vis de telles initiatives.

Les logiciels auxquels il est généralement recouru demandent aux étudiants de donner accès aux caméras, aux micros et à d'autres fonctionnalités de leurs ordinateurs et traitent les données en ayant recours à l'intelligence artificielle. Les étudiants dont le comportement durant les épreuves ne serait pas en phase avec l'algorithme du programme utilisé risquent d'être sanctionnés pour avoir triché.

Il se pose donc en premier lieu la question du principe même de la télésurveillance en milieu universitaire. Se posent ensuite des interrogations en relation avec les modalités d'organisation de cette surveillance.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des réflexions menées au niveau de l'Université du Luxembourg à ce sujet ? Ces réflexions ont-elles déjà abouti ? Dans l'affirmative, quels sont les cursus concernés ?

- Quels sont les logiciels auxquels l'Université du Luxembourg entend recourir ? L'Université a-t-elle conclu un ou plusieurs contrats et dans l'affirmative, pour quel prix et pour quelle durée ?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que des mesures moins attentatoires aux libertés fondamentales auraient pu être mises en place pour assurer le bon déroulement des épreuves concernées ? Les responsables de l'université ont-ils été en contact avec les services de l'État pour étudier des solutions alternatives, y compris des épreuves avec présence physique dans le plein respect des prescriptions sanitaires ?

- Étant donné que de nombreuses questions se posent en termes de protection des données personnelles, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que la Commission nationale pour la protection des données a été étroitement associée au processus de mise en place de la télésurveillance, si applicable ?

- Le règlement européen sur la protection des données est-il respecté à tous égards ? Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir tous le détails à ce sujet ?

- L'installation d'un logiciel constitue-t-elle une condition sine qua non pour la participation aux épreuves universitaires ?

• Dans l'affirmative, peut-on réellement parler de consentement libre au sens du Règlement général sur la protection des données ?

• Dans la négative, comment l'étudiant qui ne souhaite pas procéder à l'installation du logiciel peut-il passer ses épreuves ?

- Le responsable du traitement de l'université a-t-il procédé à une analyse d'impact des risques associés à l'utilisation de tels logiciels ?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

En date du 5 juin 2020, le recteur a décidé que pour le moment et jusqu'à clarification de cer-

tains aspects liés à la protection des données, l'Université du Luxembourg n'aura pas recours à l'usage du logiciel de télésurveillance à distance, et que la question est ainsi sans objet.

Question urgente 2330 (04.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CIPA Blannenheem :**

Laut Information des „Tageblatt" vom 4. Juni 2020, erheben sowohl Bewohner wie auch die „Patientevertriedung" schwere Vorwürfe gegen die Direktion des „Blannenheem" in Rollingen. So ist zum Beispiel die Rede von Impfungen gegen den Willen des Patienten, Personalentlassungen, Sparmaßnahmen, gestrichenen Essensrationen, fehlender Respekt und einer eisigen Atmosphäre.

„Nicht der Mensch. Sondern die Zahlen" stünden im Mittelpunkt so die Aussagen einiger Familienangehörigen. Andere sprechen sogar von „gefängnisähnlichen Zuständen" im Heim.

Angesichts der Schwere der Vorwürfe, möchte ich folgende Fragen an die Frau Familienministerin stellen:

- Sind dem Familienministerium eebefalls solche Missstände im „Blannenheem" zugetragen worden?

- Wenn ja, welche und wie gedenkt das Ministerium der Situation im Heim so schnell wie möglich entgegenzuwirken?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Die von den 30 Familien gesammelten und im „Tageblatt" vom 4. Juni 2020 erhobenen Vorwürfe, sind dem Familienministerium nicht zugetragen worden.

Nur der auch im „Tageblatt" beschriebene Fall der Familie Heirens war dem Familienministerium bekannt, da die Familie dem Ministerium im November 2019 offiziell einen Brief zugestellt hat, in dem sie ihren Fall schilderte. Im Februar 2020 erhielt das Ministerium zudem einen Brief einer Anwaltskanzlei, die von der Familie Heirens zwischenzeitlich eingeschaltet wurde, um sich des Rechtsstreits mit der „Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung" anzunehmen.

Aufgrund der genannten Vorwürfe unternahm das Ministerium im März 2020 eine Zulassungskontrolle im „CIPA Blannenheem". Bei dieser Kontrolle wurde festgestellt, dass die vom ASFT-Gesetz vorgesehenen Zulassungsbedingungen erfüllt waren. Die von Familie Heirens hinterfragte Preispolitik stellt keine Zulassungsbedingung im Sinne des genannten Gesetzes dar.

Der Verwaltungsrat der „Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung" hat das Ministerium darüber informiert, dass es die von den Familien erhobenen Vorwürfe untersucht. Die diesbezüglichen Entscheidungen wurden in einer Stellungnahme seitens des Trägers mitgeteilt.

Question urgente 2367 (10.06.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des sans-abri vulnérables :**

De Message vun der Regierung, datt eeler a besonnech gesondheetlech vulnerabel Leit trotz dem Deconfinement sou gutt wéi meiglech doheem sollte bleiwen, ass a bleift nach ëmmer aktuell. Et ginn awer Leit, déi keen Doheem hunn an op der Strooss liewen. Eisen Informatiounen no logéiert e Grupp vu schwéier vulnerabelen, well chronesch kranke Sans-abrisen am Alter tëscht 60 a 67 Joer de Moment an engem Hotel um Findel, fir den eventuellen Ustiechungsgeforen ze entgoen, déi kéinten an der Wanteraktioun oder an den „night shelters" laueren. Si hu keng Couverture sociale a stamen aus Rumänien a Polen. Si ginn am Hotel vun enger Association bénévole betreit, déi och d'Käschte fir den Openthalt dréit. Déi Leit mussen awer elo geschwënn (et gëtt geschwat vum Méindeg, 15. Juni) do eraus an zréck op d'Strooss, wou si enger Ustiechung mam Covid-19-Virus besonnech ausgesat sinn.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch stellen:

1. Kënnen déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch eis dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, hunn déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch Zuelen, wéi vill obdachlos vulnerabel Persounen hei zu Lëtzebuerg op der Strooss liewen?

3. Wéi eng Méiglechkeete vu Logementer ginn dëse Mënschen zur Verfügung gestallt, fir sech an der aktueller Situatioun virum Virus kënnen ze schützen?

4. A virun allem: gesinn déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch eng Méiglechkeet, wéi d'Regierung dëse besonnesch vulnerabelen obdachlose Mënschen elo séier ab dem 15. Juni kann hëllefen? Kann dës Hëllef entweeder an engem Logement bestoen, deen zur Verfügung gestallt gëtt, oder am Iwwerhuele vun de Käschte vum weidere Verbleiwen an deem besoten Hotel?

Réponse commune (11.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Situatioun vun dëse sechs Persounen ass dem Gesondheetsministère an dem Familljeministère bekannt. Et besteet och en Echange mat der ONG, déi sech ëm dës Leit bekëmmert.

ad 2. Déi meescht Mënschen, déi op der Strooss liewen, si vulnerabel well se chronesch Krankheeten hunn, alkohol- oder drogenofhängeg sinn a well d'Liewen op der Strooss se gezeechent huet.

Et gëtt am Moment kee systematesche Recensement vun de Mënschen, déi op der Strooss liewen, och net iwwer hire Gesondheetszoustand oder ob se spezifesch vulnerabel sinn, fir sech mam Covid-19 unzestiechen.

Wat d'Wanteraktioun ugeet kann een awer soen, datt an der Moyenne 130 Leit pro Nuecht do geschlof hunn.

ad 3. Zënter dem 1. Dezember 2019 a bis den 30. Juni 2020 ass d'Wanteraktioun am neie Gebai um Findel do, fir deene Mënschen, déi op der Strooss liewen, eng Méiglechkeet ze ginn en Ënnerdaach ze hunn, dräimol am Dag eng Moolzecht ze kréien a fir sech kënnen ze duschen an hir Kleeder wäschen ze loossen.

Niewent der Wanteraktioun gëtt et awer och e ganze Reseau vu verschiddene Strukturen, déi och soss d'ganzt Joer op sinn, a wou Leit ouni Dag iwwert dem Kapp kënne schlofen, sech ophalen an och eng sozial Begleedung kënne kréien. Dat sinn Haltes de nuit, Foyeren, spezialiséiert Foyere fir drogenofhängeg Leit, Logementer déi nom Prinzip vum „housing first" funktionéieren oder sougenannte „logements encadrés/accompagnés".

Hei sief och nach gesot, datt vum 1. Juli un, eng Halte de nuit vun der Croix-Rouge am Gebai B vun der Wanteraktioun um Findel wäert opgoen. Dës Better an den Haltes de nuit si reservéiert fir besonnesch vulnerabel Leit.

D'Leit, déi Symptomer hunn an déi op d'Resultat vun engem Covid-19-Test waarden, kënne sech um éischte Stack vum Gebai B vun der Wanteraktioun an Eenzelzëmmeren isoléieren; Leit déi Covid-19 positiv sinn, ginn zu Kolpech fir d'Dauer vun hirer Krankheet betreit.

ad 4. De Familljeministère ass am Kontakt mat der ONG an hëlleft hir, dës besonnesch vulnerabel Leit an eng bestoend an adaptéiert Struktur ze orientéieren. Dës Leit brauchen awer och e Suivi social a médical; all Mënsch, deen e medezinnesche Problem huet, gëtt en charge geholl a wann et muss sinn, och an der Klinik.

Question urgente 2368 (10.06.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **quarantaine de deux semaines pour toute personne revenant en Allemagne de Suède :**

Depuis le 29 mai la compagnie aérienne Luxair a repris ses vols passagers, dont entre autres vers Stockholm. Or, récemment la Suède a dépassé le nombre de 50 nouvelles infections par 100.000 habitants pendant les sept derniers jours, un taux de nouvelles infections qui est de loin le plus élevé en Europe.

En raison de cette évolution alarmante, plusieurs « Länder » allemands, sur recommandation du Gouvernement fédéral, ont décidé de mettre en quarantaine pour deux semaines toute personne revenant en Allemagne de Suède.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que le Gouvernement partage la position retenue par les « Länder » allemands ?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend mettre en place des mesures de sécurité pour toute personne revenant de Suède par l'Aéroport de Findel ?

- Toujours dans l'affirmative, en quoi pourraient consister ces mesures ?

Réponse (11.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bien que le seuil appliqué en Allemagne de 50 infections par 100.000 populations sur sept jours pour définir un pays à haut risque d'infection Covid-19 soit un seuil défini de façon arbitraire et ne reposant pas sur une base scientifique et épidémiologique solide, il est vrai que la Suède a actuellement un taux inquiétant de nouvelles infections Covid-19, la plaçant en première position des nouvelles infections en Europe.

De ce fait, le Gouvernement fédéral allemand vient de recommander aux « Länder » de mettre en place une quarantaine de 14 jours pour tout voyageur en provenance de Suède et la quasi-totalité des « Länder » a suivi cette recommandation fédérale.

Il est à noter que d'autres pays en Europe exigent la mise en quarantaine (ou en autoquarantaine) des voyageurs en provenance de Suède : la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche (sauf si test Covid-19 récent négatif) et la France (autoquarantaine volontaire), notamment.

Dans ce contexte, un projet pilote a été mis en place depuis la reprise du trafic passagers aérien, où tout voyageur atterrissant à Luxembourg reçoit un bon pour un test PCR Covid-19 gratuit, à réaliser soit directement à l'aéroport, soit dans un laboratoire d'analyses médicales de son choix. Une réflexion est en cours pour étendre le projet à d'autres portes d'entrée pour voyageurs internationaux (p. ex. gare ferroviaire ou gare routière internationales).

Le Ministère et la Direction de la santé renforceront leurs efforts d'information aux voyageurs, afin de les rendre attentifs au risque d'infection, de les motiver pour réaliser un test de dépistage à leur retour et d'observer une autoquarantaine volontaire, particulièrement s'ils reviennent d'un pays avec une recrudescence importante des infections. Le Gouvernement souhaite - à ce stade - responsabiliser les voyageurs et éviter des mesures contraignantes (p. ex. tests obligatoires, quarantaine obligatoire) pour lesquelles il n'existe d'ailleurs pas de base légale.

Question urgente 2371 (10.06.2020) de **M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le(s) **logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg :**

Nous avons l'honneur de revenir à notre question urgente n° 2315 du 2 juin 2020. Nous nous sommes en détail enquis au sujet de logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg. Dans leur réponse, Messieurs les Ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des Communications et des Médias se sont limités à indiquer que la question serait devenue sans objet, alors que le recteur aurait décidé que « pour le moment et jusqu'à clarification de certains aspects liés à la protection des données, l'Université du Luxembourg n'aura pas recours à l'usage du logiciel de télésurveillance à distance. »

Nous nous permettons dès lors de revenir à la charge de Monsieur le Ministre en reposant nos questions.

- Quels sont les logiciels auxquels l'Université du Luxembourg a envisagé de recourir ? L'Université a-t-elle conclu un ou plusieurs contrats et dans l'affirmative, pour quel prix et pour quelle durée ?

- Les responsables de l'université ont-ils été en contact avec les services de l'État pour étudier des solutions alternatives, y compris des épreuves avec présence physique dans le plein respect des prescriptions sanitaires ?

- Que signifie la précision que « pour le moment et jusqu'à clarification de certains aspects liés à la protection des données » l'Université du Luxembourg n'aura pas recours au logiciel en question ? Quels sont les aspects qui nécessitent clarification ? La renonciation « pour le moment » au recours du logiciel en question concerne-t-elle l'année académique 2019-2020 ?

- Étant donné que des questions se posent en termes de protection des données personnelles, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que la Commission nationale pour la protection des données est étroitement associée au processus de mise en place de la télésurveillance ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que les députés seront tenus informés, en temps utile, des évolutions dans le dossier en question ?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

À titre de remarque liminaire, nous tenons à rappeler que, selon l'article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, l'université est dotée de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, cette dernière a examiné l'opportunité d'avoir recours au logiciel de télésurveillance Proctorio pour la surveillance à distance d'examens en ligne. Ce logiciel a été présenté le 26 mai 2020 aux doyens, vice-doyens et à la délégation des étudiants, ainsi qu'aux représentants des services de protection des données et à l'équipe informatique. Lors de cette présentation, de nombreuses questions ont pu être abordées et discutées. Les termes du contrat avec un fournisseur sont confidentiels.

Dans le contexte actuel marqué par la pandémie du Covid-19, requérant la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de sécurité sanitaire évidentes, l'Université du Luxembourg encourage en effet fortement l'usage de modalités alternatives à l'examen traditionnel (sur table), qui requiert une surveillance en temps réel. Des modalités telles que l'examen oral ou une dissertation à écrire en temps limité (rendue sur un logiciel d'identification du plagiat) sont tout à fait acceptables et ne requièrent pas de logiciel de surveillance à distance. En tout état de cause, la surveillance en ligne serait donc réservée à un usage strictement limité.

Dans une approche proactive en matière de politique de protection des données à caractère personnel, les questions relatives à la protection des données à caractère personnel liées à l'usage d'un tel logiciel ont été évoquées avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) lors de deux réunions en avril 2020. Les discussions y relatives sont toujours en cours.

Question urgente 2382 (11.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 :**

Den 20. Abrëll haten den Här Premier- a Staatsminister an d'Madamm Gesondheetsminister en éischten informellen Austausch mam Ad-hoc-Grupp (bestoend aus aacht Perséinlechkeeten aus der Zivillgesellschaft) fir d'Begleedung vun de Moossnamen, déi d'Regierung fir d'Bekämpfung vun der Covid-19-Pandemie erlooss hat.

Muer Freideg, 12. Juni, soll eng véiert Entrevue mat dem Ad-hoc-Grupp stattfannen an et soll méi spezifesch ëm d'Covid-19-Gesetzer goen.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister stellen:

- Kann d'Regierung d'Entrevue vu muer confirméieren?

- Wier et méiglech d'Remarken an d'Konklusioune vum Ad-hoc-Grupp zu de Covid-19-Gesetzer (Gesetzesprojeten 7606 an 7607) ze kréien?

Réponse (15.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Am Kader vun der Lutte géint d'Covid-19-Pandemie huet d'Regierung Mesurë missen huelen, déi am Verlaf vun der Kris ëmmer nees hu missen ugepasst, respektiv konnten opgehuewe ginn. Nieft den Experten, déi dës Mesuren aus medizinnescher a wëssenschaftlecher Vue begleet hunn, war a bleift et der Regierung wichteg och aner Meenungen a Vuen ewéi notamment déi vun de Sozialpartner ze héieren.

Ausserdeem gouf och en informelle Grupp gegrënnt mat Experten aus der Zivillgesellschaft, déi ënnerschiddlech Profiller a professionell Erfarungen hunn. Dëse sougenannten „Ad-Hoc-Grupp" huet, wéi vun den honorabelen Deputéierte richteg beschriwwen, och e Freideg den 12. Juni 2020 iwwert d'Gesetzprojeten 7606 an 7607 mam Staatsminister an der Gesondheetsministesch diskutéiert.

Dësen Echange war ganz oppen an éierlech an déi verschidde Vertrieder hunn an hirem perséinlechen Numm eng Analys vun der aktueller Situatioun gemaach an eenzel Aspekter vun de respektiven Texter diskutéiert.

Et si keng Konklusiounen an och keng definitiv Meenungen als Grupp zréckbehale ginn.

N°13
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 13 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

« Covid-19 » - Déclarations et débat p. 393
Bien-être au travail p. 378
Conférence sur l'avenir de l'Europe p. 360

Sommaire des séances publiques nos 24 à 26 p. 403
Sommaire des questions parlementaires p. Q337

24e séance Mercredi 12 février 2020
25e séance Jeudi 13 février 2020
26e séance Mardi 17 mars 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

60 lois votées et 200 réunions en commission



Le 24 juin 2020 à minuit, l'état de crise a pris fin. Retour sur une période exceptionnelle et prévisions des travaux à venir.

C'était la fin d'une période de trois mois hors du commun pour le Parlement luxembourgeois. L'état d'urgence, déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prolongé par un vote unanime par la Chambre des Députés pour une durée maximale de trois mois à partir du 24 mars 2020, a autorisé le Grand-Duc à prendre les mesures d'urgence exigées par la situation.

L'objectif était de permettre à l'organe exécutif de prendre rapidement les mesures nécessaires pour lutter contre la propagation du coronavirus sans passer par les étapes législatives traditionnelles (Chambre des Députés et Conseil d'État). À l'heure où le Parlement a récupéré ses pleins droits, le constat de son Président, M. Fernand Etgen, était clair : « Cette délégation des pouvoirs n'était pas un chèque en blanc pour le Gouvernement », a-t-il déclaré en séance publique. « Je suis fier de constater que la Chambre a travaillé étroitement avec le Gouvernement et le Conseil d'État, de manière solidaire et exemplaire, tout en restant critique. La Chambre a pleinement rempli ses missions législatives et de contrôle », a-t-il ajouté.

18 réunions jointes du Bureau et de la Conférence des Présidents furent organisées lors desquelles les membres du Gouvernement ont fait le point sur la gestion et l'évolution de la pandémie au Luxembourg.

21 séances publiques, 189 réunions en commission parlementaire

Contrairement à bon nombre de parlements à l'étranger, la Chambre est restée pleinement opérationnelle tout au long de l'état d'urgence. Quelques chiffres en témoignent : les députés ont voté une soixantaine de projets de loi au cours des trois derniers mois dont notamment les deux « lois Covid » qui prévoient les règles de conduite pour continuer la lutte contre le virus. 21 séances publiques ont été organisées. Au départ, les députés étaient répartis dans plusieurs salles afin de pouvoir respecter les distances interpersonnelles requises. Puis, les séances plénières ont été transférées temporairement du « Krautmaart » au Cercle municipal. Plus grande que la salle des séances plénières de l'Hôtel de la Chambre, ce déménagement temporaire a permis de réunir l'ensemble des députés dans une même pièce.

Au quotidien, le travail parlementaire s'est poursuivi de manière intensive : les députés ont été réunis en commission parlementaire à 189 reprises sur les trois derniers mois ; s'y ajoutent dix réunions de la Conférence des Présidents. La plus grande partie de ces réunions se sont tenues par visioconférence.

Lois Covid : la Chambre a repris le flambeau pour le suivi

Les nouvelles lois Covid (projets de loi 7606 et 7607) sont en vigueur depuis le 25 juin 2020 pour la durée d'un mois. C'est à la Chambre de décider de la suite, de voir si de nouvelles règles sont éventuellement à prévoir même avant l'échéance du 25 juillet, date à laquelle les deux lois Covid expirent, et de définir les règles à adopter par la suite. Elle fera le suivi en étroite collaboration avec les services du Ministère de la Santé qui sont susceptibles de rédiger les projets de loi de suivi.

De nouvelles lois Covid devraient effectivement prendre le relais à partir du 25 juillet 2020. Le Président de la Commission de la Santé et des Sports, M. Mars Di Bartolomeo, a indiqué les pistes éventuelles : alléger les règles sanitaires en cas d'une nette amélioration de la situation ou bien prendre des mesures plus strictes dans le cas d'une deuxième vague.

La crise est « un défi pour notre démocratie »

Dans son discours à l'occasion de la fête nationale, M. Fernand Etgen a lancé un appel à la responsabilité de tous.

La solidarité était le mot d'ordre de cette journée de fête nationale en période de crise pandémique - et le sujet central du discours du Président de la Chambre des Députés. « La solidarité est existentielle - hier, aujourd'hui et aussi demain », a constaté M. Fernand Etgen lors d'une cérémonie officielle en comité restreint au monument national de la Solidarité luxembourgeoise (Kanounenhiwwel) le 23 juin 2020.

« Cette solidarité signifie aussi être là les uns pour les autres. Une solidarité entre générations, entre voisins, entre amis, entre personnes qui souvent ne se connaissent même pas. La solidarité du peuple luxembourgeois vaut pour chacun. » Le Président de la Chambre a remercié tout particulièrement celles et ceux qui ont combattu le Covid-19 en première ligne de front. « Celles et ceux qui ont contribué à protéger la santé publique et qui de ce fait souffrent de problèmes économiques et psychologiques ont besoin de notre soutien », a-t-il souligné.

M. Fernand Etgen a lancé un appel à ce que chacun fasse désormais preuve de responsabilité individuelle : « Tôt ou tard, la crise du Covid-19 sera un chapitre de l'histoire. Pour l'instant, l'écriture de ces pages n'est pas finalisée et nous devons tous apprendre à vivre avec le virus. La responsabilité individuelle est le facteur le plus important à cet égard », a-t-il constaté.

Le Président du Parlement a rappelé que la crise est « un défi pour chaque démocratie ». À son avis, le Luxembourg a réussi à relever ce défi : « Je suis heureux qu'au Luxembourg, nous ayons réussi à rester solidaires sur le plan politique également, sans que l'indispensable esprit critique nécessaire ne se soit perdu au Parlement.

Il est fondamental, surtout en période de crise, que chaque député, mais aussi chaque citoyen, puisse exprimer librement son opinion à tout moment. Il s'agit là aussi d'un baromètre de la qualité de notre démocratie. »

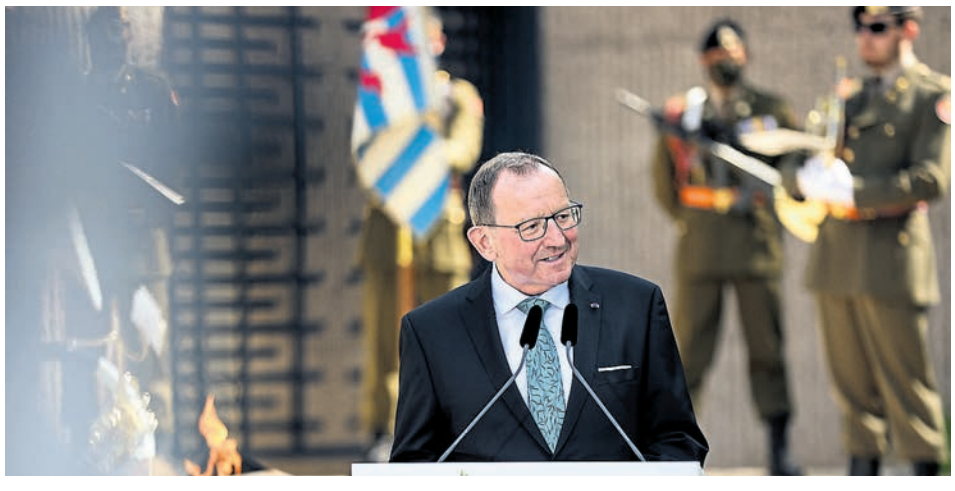
L'Europe « sans frontières »

La fête nationale a été l'occasion pour le Président de la Chambre des Députés de formuler un regret par rapport à la gestion de crise au niveau européen : « Le virus a aussi attaqué l'Union européenne.

Au début de l'épidémie, certains pays ont précipitamment pris des décisions politiques qui n'étaient pas bonnes pour l'Union.

Nous aimerions récupérer notre Europe de Schengen sans frontières. »

M. Fernand Etgen a exprimé l'espoir que la coopération européenne s'intensifie suite à la crise : « Il nous faut plus d'Europe. Notre espoir repose sur le "green deal", un "white deal" pour le secteur sanitaire et social, et avant tout sur la préservation de nos libertés et droits fondamentaux européens. »



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son discours à l'occasion de la fête nationale. *© SIP*



Le Premier Ministre, S.A.R. le Grand-Duc et le Président de la Chambre ont assisté à la cérémonie officielle au « Kanounenhiwwel ». *© SIP*

Visite de travail des Commissaires européens Thierry Breton et Nicolas Schmit

« L'Europe n'abandonnera pas son programme social »



M. Nicolas Schmit



M. Thierry Breton

Relance économique, chômage, nouvelles technologies - la gestion européenne des répercussions économiques et sociales de la crise et les mécanismes de relance ont dominé l'échange de vues entre les députés et les deux Commissaires européens Thierry Breton (Marché intérieur) et Nicolas Schmit (Emploi et Droits sociaux), le 6 juillet 2020 au Cercle municipal.

« Quand je regarde ce qui se passe sur les autres continents, notamment l'américain, je crois pouvoir dire que c'est l'Europe qui a le mieux géré cette crise », a estimé M. Thierry Breton d'emblée. Le Commissaire responsable du marché intérieur a expliqué la réaction de la Commission européenne aux députés. Les réponses européennes sont survenues au bout d'une quinzaine de jours après le tout début de la crise marqué par un certain repli sur soi, dont certains États membres ont fait preuve selon le Commissaire.

Un salaire minimum européen proposé en octobre

« L'Europe a limité plus au moins les dégâts sociaux », a ajouté M. Nicolas Schmit, Commissaire européen en charge de l'emploi et des droits sociaux. « L'impact sur le chômage est relativement limité. Nous devons désormais tout faire pour éviter un chômage de masse et un chômage qui affecte beaucoup les jeunes », a expliqué le Commissaire européen au cours de l'échange avec les députés. Les jeunes pourraient devenir les premières victimes des circonstances actuelles qui font que les entreprises ne vont pas embaucher parce qu'elles ne savent pas comment l'économie va évoluer.

Le Commissaire d'origine luxembourgeoise a présenté plusieurs mesures européennes qui visent à y remédier, comme une garantie de la jeunesse renforcée et le programme « YES - Youth Employment Support ». M. Schmit a affirmé qu'il fallait également subventionner les entreprises pour l'embauche d'apprentis, ceci dans une perspective d'investir dans la formation. À son avis, cette nécessité a été comprise par les partenaires sociaux au Luxembourg, selon lui, comme le montrent les premiers échos de la tripartite de la semaine passée.

Plus généralement, le Commissaire a assuré que « l'Europe n'abandonnera pas son programme social » en temps de crise. Interrogé sur l'harmonisation des systèmes de sécurité sociale au sein de l'UE, M. Nicolas Schmit a expliqué que les négociations concernant la question de savoir à qui il incombe de payer les indemnités de chômage des travailleurs frontaliers sont toujours en cours. Les propositions en vue d'un salaire minimum européen sont annoncées pour le mois d'octobre.

825 milliards d'euros d'investissements à rattraper

Un des objectifs majeurs est de rattraper un retard dans les investissements de la part des entreprises européennes estimé à 825 milliards d'euros. D'où l'importance des mesures de relance dont le plan européen qui prévoit 500 milliards d'euros de subventions pour les entreprises et 250 milliards d'euros destinés à refinancer les États membres qui doivent s'endetter pour soutenir la sortie de cette crise.

« La crise n'a qu'amplifié l'importance des trois principaux axes de la politique industrielle européenne », a constaté M. Thierry Breton au cours de l'échange de vues avec les députés : réussir le pacte vert (« green deal »), la transition numérique et l'autonomie stratégique du marché européen.

Pour mesurer l'impact de la crise et mettre en place la politique industrielle, le Commissaire européen a identifié 14 écosystèmes stratégiques (comme les secteurs de l'automobile, du tourisme, de la culture, etc.).

Télétravail, 5G et un mécanisme d'ajustement carbone

Un autre constat lors des discussions fut que la crise a amplifié la transition numérique du monde de travail. Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a évoqué les nombreux bénéfices du télétravail qu'il faudra pourtant encadrer : « Il nous revient d'accompagner cette opportunité par une législation. » Afin de garantir des conditions de production plus justes et des standards environnementaux comparables au sein de l'Europe et de prévenir une certaine concurrence déloyale, M. Thierry Breton a souligné l'importance d'un « level playing field ». En réponse à une question des députés, il a notamment évoqué la possibilité d'introduire des mécanismes d'ajustement carbone.

En ce qui concerne la souveraineté technologique, les députés se sont notamment intéressés aux réseaux 5G et la question d'une harmonisation européenne. La sécurité de cette technologie étant « primordiale », la Commission européenne a défini une « boîte à outils » pour la gestion de la 5G par les États membres, a expliqué M. Breton. Cette « tool box » devrait par exemple permettre d'identifier un fournisseur à risque. « L'Europe est aujourd'hui le premier continent de la 5G », a-t-il encore affirmé.

Le tour des Commissaires européens

La visite des deux Commissaires européens fut la première depuis le début de la crise sanitaire. Elle s'est inscrite dans la volonté de la Commission européenne (2019-2024) présidée par Mme Ursula von der Leyen de rapprocher l'Europe en renforçant les liens entre les citoyens et les institutions européennes. Dans ce sens, les membres de la Commission européenne font le tour des capitales européennes pour rencontrer la société civile et les membres des parlements nationaux.

Jusqu'à présent, les députés ont rencontré :

- le Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, qui a présenté les grandes lignes du programme de travail de la Commission européenne à l'ensemble des députés ;

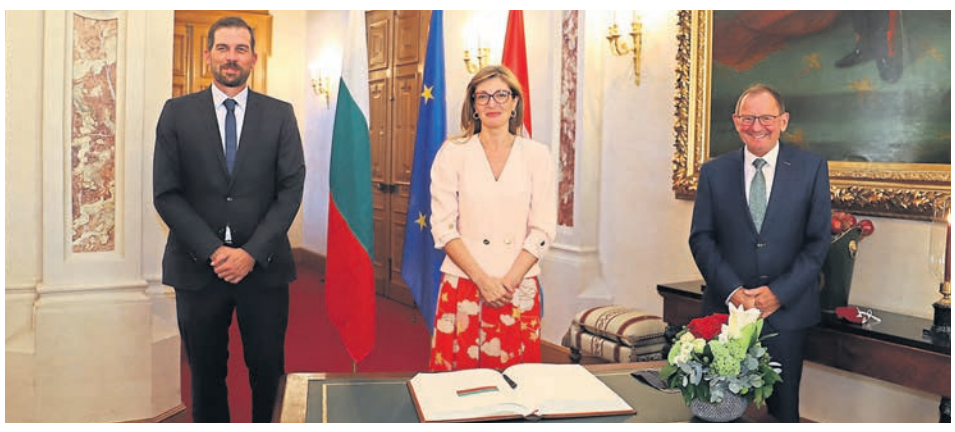
- le chef de la taskforce pour les relations entre les 27 États membres de l'Union européenne et le Royaume-Uni, M. Michel Barnier ;

- la Vice-Présidente de la Commission européenne responsable du portefeuille de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica.



Les députés ont posé des questions aux Commissaires européens.

Visite de la Ministre des Affaires étrangères bulgare



Mme Ekaterina Zaharieva entourée de M. Fernand Etgen et M. Yves Cruchten (à gauche).

Les relations diplomatiques entre le Luxembourg et la Bulgarie datent de 1956. Accueillie à la Chambre des Députés, Mme Ekaterina Zaharieva, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères bulgare, s'est réjouie de l'attitude positive du Luxembourg envers son pays. Le Luxembourg est d'ailleurs le premier pays qu'elle visite depuis le début de la crise du Covid-19.

Lors d'une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Yves Cruchten, Mme Zaharieva a exprimé le souhait d'une adhésion de la Bulgarie à l'Union bancaire, en tant que premier pas vers une accession à l'euro, ainsi qu'à l'espace Schengen. M. Fernand Etgen a déclaré que le Luxembourg est en faveur d'une adhésion de la Bulgarie à l'espace Schengen et que son pays est fier de partager avec la Bulgarie les mêmes valeurs de liberté des médias et de l'État de droit.

Bien que les relations économiques bilatérales entre le Luxembourg et la Bulgarie soient relativement faibles, le Luxembourg est le troisième plus important fournisseur d'investissements directs en Bulgarie.

La Ministre des Affaires étrangères bulgare a encore recommandé de tirer des enseignements de la crise actuelle au vu de la grande quantité de produits manufacturés à l'extérieur de l'Union européenne. Pour terminer sa visite, elle a lancé un appel concernant les pays des Balkans occidentaux en invitant le Luxembourg à soutenir leurs réformes.

Révision constitutionnelle en cours

La Constitution actuelle date de 1868. L'objectif de la révision constitutionnelle est de moderniser le texte en l'adaptant à la réalité d'un État démocratique du XXIe siècle.

Adapter le texte de 1868 à la réalité d'aujourd'hui

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle travaillent sur une révision substantielle des différents chapitres de la Constitution en vigueur qui se fait par étapes et par blocs, et en fonction des priorités arrêtées par la Commission. Quatre députés - représentant les groupes politiques LSAP, DP, déi gréng et CSV - chapeautent les travaux en tant que corapporteurs, responsables des différents blocs thématiques :

- M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) : État, Grand-Duc et Gouvernement

- Mme Simone Beissel (DP) : droits et libertés

- M. Charles Margue (déi gréng) : Chambre des Députés et Conseil d'État

- M. Léon Gloden (CSV) : Justice, Communes et établissements publics.

La proposition de révision du chapitre consacré à la Justice est désormais déposée et soumise au Conseil d'État pour avis (document parlementaire 7575). Les quatre corapporteurs analysent comment intégrer les idées retenues dans une liste provisoire de révisions ponctuelles dans le texte actuel de la Constitution. En d'autres mots, les corapporteurs devront élaborer plusieurs propositions de révision pour modifier ponctuellement la Constitution, tout en essayant de garder la même structure.

En parallèle, le monde politique mène des réflexions concernant une éventuelle réforme du système électoral, du cumul des mandats ou encore du statut des députés.

La nouvelle Constitution redevient une Constitution révisée

Depuis 2005, les députés travaillaient sur une refonte totale de la Constitution actuelle. Ces réflexions ont été menées au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (document parlementaire 6030) et ont abouti à un projet d'une nouvelle Constitution et un rapport adopté en juin 2018.

Or, en été 2019, le consensus obtenu en 2018 a été remis en question, de sorte qu'il a fallu s'accorder sur une feuille de route alternative.

Il a été décidé d'abandonner la refonte totale au bénéfice d'une révision substantielle du texte initial de 1868, tout en intégrant les idées proposées par les citoyens dans le cadre des différentes auditions publiques (par exemple : renforcer les droits des enfants et des animaux).

Deux réunions virtuelles de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Gestion de la crise du Covid-19 et défis économiques communs

Les députés membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) ont participé à un webinaire, le 2 juin 2020, avec le Lieutenant-général M. Fernando López del Pozo de l'Armée espagnole sur l'aide apportée par les forces armées espagnoles pendant la crise du Covid-19.

Le rôle des forces armées dans la gestion de la crise

Quelque 90 participants - parlementaires et fonctionnaires - ont eu des échanges avec le Lieutenant-général sur la façon dont le personnel militaire a soutenu les efforts civils en Espagne, par exemple en mettant en place des hôpitaux de campagne, en désinfectant des installations et en fournissant un pont aérien militaire. M. del Pozo a notamment souligné comment les Alliés et les outils de l'OTAN ont aidé l'Espagne dans sa réponse face à la crise.

Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APOTAN, avait représenté la Chambre des Députés à cette conférence en ligne.

Comment amorcer la sortie de la crise ?

Le 19 juin 2020, les législateurs de l'APOTAN ont échangé leurs points de vue avec M. Álvaro Santos Pereira, directeur du Département des affaires économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les perspectives économiques mondiales et les réponses des différents pays membres de l'OCDE face au Covid-19.

M. Pereira a noté que toutes les économies de l'OCDE étaient en récession, beaucoup d'entre elles avec des récessions à deux chiffres, et que la reprise serait lente et incertaine. À ses yeux, le fait que pratiquement tous les catalyseurs potentiels de la croissance souffraient simultanément était particulièrement inquiétant.

M. Pereira a conclu que la situation économique posait des défis politiques extrêmement complexes, d'autant plus que les Gouvernements finiraient par faire face à un fardeau de la dette plus lourd. Plus que jamais, les États membres de l'OCDE devraient mobiliser les recettes fiscales de manière efficace.

Du côté de la Chambre des Députés, Mme Semiray Ahmedova et M. Sven Clement avaient participé à cette visioconférence.



Am Kader vun der „Luxembourg Pride Week" war d'Chamber eng Woch laang a Reeboufaarwe beliicht. *© Rosa Lëtzebuerg*

NOUVELLES LOIS

Accord de réadmission Arménie-Benelux

7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018

Le projet de loi a pour objet de porter approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 Juin 2018.

Les Accords de réadmission admettent comme principe général que chaque État contractant réadmet sur son territoire ses propres nationaux qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre État contractant.

Ainsi, un Accord de réadmission a pour objet de définir les conditions ainsi que les modalités pratiques de la procédure de réadmission. Le but recherché par cette mesure est de faciliter pour autant que possible l'émission de documents de voyage en vue du retour d'une personne en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

25.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.02.2020

Loi du 11 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 147, page 1

Améliorations pour fonctionnaires communaux

7445 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition dans le secteur communal de plusieurs points de l'avenant du 15 juin 2018 à l'accord salarial conclu en date du 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) pour la Fonction publique étatique.

Pour les jeunes, les améliorations suivantes seront réalisées :

- réduction du stage à deux ans ;

- abolition de la règle dite « 80-80-90 » ; pour les stagiaires admis au service provisoire depuis le 31 août 2017 : traitement rétroactif au 1er janvier 2019 comme avant l'introduction de ladite règle ;

- instauration « du principe que la nomination est considérée comme étant intervenue un an plus tôt pour les agents qui, à partir du 1er septembre 2017, ont été admis au service provisoire d'une durée de trois ans (ou de quatre ans, en cas de service à temps partiel), d'une durée inférieure en raison d'une réduction du service provisoire ou d'une durée supérieure en raison d'une prolongation du service provisoire » ;

- en cas de nomination définitive : calcul du traitement de début de carrière comme avant la réforme de 2017 ;

- prise en considération des années de service prestées dans le secteur privé.

Un autre volet d'améliorations est celui de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale :

- dans le cadre de la réforme des congés extraordinaires, dont la prolongation du congé de paternité de deux à dix jours : ces congés sont comptabilisés au compte épargne-temps avec effet rétroactif au 1er janvier 2019 ;

- les mêmes dispenses de service que celles applicables dans la fonction publique étatique sont accordées aux agents communaux (article 1er, 4° du projet de loi).

Par ailleurs, le projet de loi modifie une série de dispositions légales applicables aux agents communaux en vue d'y adapter certaines terminologies, pour les rendre plus cohérentes et pour apporter certaines adaptations nécessaires.

La future loi n'aura pas d'incidences sur le budget de l'État en raison du fait que les mesures y prévues s'appliquent aux fonctionnaires communaux et toute charge financière qui en résulte sera dès lors assumée par les entités du secteur communal.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 11.06.2019

Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

27.06.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

28.11.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20.12.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

16.01.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13.02.2020

Loi du 11 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 155, page 1

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

SÉANCE 24

MERCREDI
12 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Changement de composition de la Sous-commission « Informatique » du Bureau
   - *M. Fernand Etgen, Président*
3. Question élargie n° 27 de Mme Viviane Reding relative à la participation luxembourgeoise à la Conférence sur l'avenir de l'Europe
   - *Mme Viviane Reding - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
4. Question urgente n° 1849 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au coronavirus
   - *M. Jean-Marie Halsdorf - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Jean-Marie Halsdorf (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
5. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la participation luxembourgeoise à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe
   - *Exposé : M. Claude Wiseler (dépôt d'une résolution) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)*
   - *Débat : M. Gusty Graas (interventions de M. Claude Wiseler, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. André Bauler, M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler) - M. Yves Cruchten (intervention de M. Claude Wiseler) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. Sven Clement - Mme Viviane Reding (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Fernand Kartheiser)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Fernand Kartheiser, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Roy Reding)*
   - *Résolution 1 : M. Yves Cruchten - M. Claude Wiseler - M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser (renvoi de la résolution 1 en commission)*
6. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient
   - *Exposé : M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)*
   - *Débat : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - M. Yves Cruchten - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (dépôt de la motion 2)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. David Wagner - M. le Ministre Jean Asselborn*
   - *Motion 1: M. Yves Cruchten - M. Sven Clement (intervention de M. Claude Wiseler) (retrait de la motion 1)*
   - *Motion 2: M. Yves Cruchten - M. David Wagner - M. Claude Wiseler - M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner*
7. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président*
8. 7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

   et

   7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018
   - *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
   - *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
   - *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Jean Asselborn et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Changement de composition de la Sous-commission « Informatique » du Bureau

Éier mer zum Punkt 1 vum Ordre du jour kommen, géif ech Iech matdeelen, datt den Här Laurent Mosar den Här Marc Spautz an der Sous-commission « Informatique » vum Bureau ersetzt.

3. Question élargie n° 27 de Mme Viviane Reding relative à la participation luxembourgeoise à la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Mir fänken d'Sitzung ...

(Brouhaha)

... vun haut de Mëtteg mat der erweiderter Fro Nummer 27 vun der Madamm Viviane Reding iwwert déi lëtzebuergesch Bedeelegung un der Conférence sur l'avenir de l'Europe un. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng eventuell Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, Här President vun der Regierung, Här Ausseminister, viru Joren hate mer de Konvent iwwert d'Zukunft vun Europa. An do souzen héichkaräteg Leit dra vun de Regierungen a vun de Parlamenter, déi wierklech eppes vun den Institutioune verstanen hunn. Do ass et jo och drëm gaangen, fir nei Traitéen ze maachen.

Dës Kéier solle mer eng Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa hu mat enger anerer Finalitéit, nämlech mat der Finalitéit: Wat ass Europa? Wat soll nei sinn an deem, wéi et sech weiderentwéckelt? Wat musse mer stoppen? Wat musse mer pushen? An do sollen d'Bierger haaptsächlech agebonne ginn. A mat Recht esou, well 83 % vun de Mënschen, vun de Bierger, vun de Leit hei an Europa sinn der Meenung, datt si solle méi Gehéier fannen.

Elo ass déi Affär vun de Biergerdialoge jo näischt Neits. Ech selwer hunn deen éischten organiséiert. Dat war de 27. September 2012 zu Cádiz. Firwat zu Cádiz? Well do déi éischt europäesch Constitutioun geschriwwe ginn ass. An dunn ass dat esou virugaangen. Ënnert der Juncker-Kommissioun zum Beispill gouf et 1.850 Biergerdialoger an de Joren 2015 bis 2019. Hei zu Lëtzebuerg si jo och esou Diskussioune gestart ginn an en Deel huet stattfonnt.

Déi nei Kommissioun an dat neit Europaparlament wëllen elo frësch urappen. An do soll dann e Konzept opgestallt ginn, Biergerdialoge stattfannen. An aus deenen zwou Saache soll eng Konferenz entstoen, fir Decisiounen ze huelen.

D'Europaparlament ass virgeprescht. Et huet eng gutt Aarbecht virgeluecht. An zwar de 15. Januar 2020, wou dann och eng Assemblée plénière soll bestoen, wou selbstverständlech d'Europaparlament, mee awer och de Conseil an déi national Parlamenter mat zwee bis véier Leit pro Nationalparlament sollen deelhuelen. An dat Ganzt ënnert der Fiederféierung vun engem Comité de pilotage, wou awer déi Nationalparlamenter guer net virgesi sinn.

D'Kommissioun huet den 22. Januar och hir Kommunikatioun zu deem Theema op den Dësch geluecht. Si seet, et soll een op zwee Weeër goen: Reflexiounsgruppen, méi mat Experten, Biergerdialogen, an déi zwee sollen dann en Input gi fir déi grouss Konferenz. An déi grouss Konferenz, déi soll den 9. Mee 2020 ufänken. Sou!

De Conseil: De Conseil des ministres européens, deen huet zwar den 12.12.2019 eeben ënner „Divers" e bëssen doriwwer gepotert an du gemengt: „Majo, et soll een dann déi kroatesch Presidence domat beoptragen, do eppes ze maachen." An d'Ambassadeure waren de 6.2.2020 zesummen. Déi hu gesot, déi ware sech iwwer alles oneens, just iwwer zwou Saachen net: keng Ännerunge vum Traité, an d'Parlament, d'Europaparlament soll net déi éischt Roll spillen.

An hei zu Lëtzebuerg, jo, hei zu Lëtzebuerg wësse mer et nach net esou richteg! Ech hunn de 6. Januar eng parlamentaresch Fro erageréecht. Do ass den 10. Februar eng Äntwert komm. An do seet eis Regierung dann, datt mer mussen eis Bierger associéieren. Do ass jo jiddwereen dermat averstanen. An ech zitéieren: « Le Gouvernement soutient aussi une participation active des Parlements nationaux dans la Conférence et se tient à disposition de la Chambre des Députés pour un échange au sujet de cette initiative. »

An dat, Här Premierminister, Här Ausseminister, muss sinn, well wann nämlech dat Grousst elo schonn ugeet, den 9. Mee, an dat ass iwwermuer, da gëtt et héich Zäit, datt mir wëssen, wat mer hei an Europa, wat mer hei zu Lëtzebuerg maache mat där ganzer Saach!

An, well ech nëmme fënnef Minutten hunn, kann ech Iech elo net en détail soen, wat ech dann alles gären dodra géif gesinn. Nëmmen, ech géif gäre vun der Regierung héieren: Wat leeft? Wat fir eng Biergerdialoger kommen? Zu wat fir engen Theeme ginn déi organiséiert? Wéi ginn d'Leit dofir invitéiert? Wie ka sech do mellen? Wie kann do matschaffen?

Well, ech mengen, dat, wat eis muss alleguerten um Häerz leien: Mir Lëtzebuerger waren derbäi, wéi Europa gebaut ginn ass. A mir Lëtzebuerger sollen derbäi sinn, mussen derbäi sinn, wann Europa weider gebaut gëtt. An zwar mat eiser konstruktiver a positiver Kontributioun, déi mer iwwert d'Jorzéngten ëmmer geleescht hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. D'Regierung huet d'Wuert, de Premier- a Staatsminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, haut mam Ausseminister kënnen och an der Chamber ze sinn, fir mat lech iwwert déi Question élargie an och duerno iwwert dee Punkt, deen den Här Wiseler soulevéiert huet, iwwert d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa, hei kënnen en Echange ze hunn.

Et ass wichteg, iwwert d'Zukunft vun Europa ze diskutéieren. Mee ech wëll awer och direkt, ab initio, soen, dass et och immens wichteg ass, sech ze erënneren, wat Europa eis bruecht huet. Ganz oft schwätze mer iwwert d'Zukunft. Ech wor virun e puer Woche mam Grand-Duc zu Auschwitz. Ech wor virun e puer Wochen op anere Plazen, wou et wichteg ass, sech ze erënneren, wat Europa eis bruecht huet.

Dat heescht: Wann een iwwert d'Zukunft schwätzt, soll een och seng Vergaangenheet net vergiessen. An ech mengen, dass et och wichteg ass fir ons alleguerten, dass mer eis drun erënneren, wat eis Europa déi lescht Jore vun Acquise matbruecht huet.

Mir kenne ganz Generatiounen, déi näischt aneres kannt hu wéi déi Acquisen, déi mer iwwert déi Jorzéngten erschafft hunn. An ech mengen, dass et och ganz, ganz wichteg ass ze erënneren, dass Europa virun allem och e Friddensprojet ass. A wa mer haut a Fridde kënne liewen, solle mer och net vergiessen, dass dat och e grousse Meritt vun eiser Europäescher Unioun ass.

Am Moment, jo, tatsächlech lafen d'Preparativen. An déi sollen och op enger Konferenz, den 9. Mee zum 70. Anniversaire vun der Schuman-Deklaratioun, presentéiert ginn. Déi Aarbechte solle sech iwwer zwee Joer etaléieren. De Conseil européen, esou wéi d'Madamm Reding et och scho gesot huet, huet der kroatescher Presidence am Dezember d'Mandat ginn, fir eng Positioun vum Conseil och auszeschaffen. D'Europäescht Parlament huet de 15. Januar eng Resolutioun adoptéiert, fir seng Positioun och ze presentéieren. An d'Kommissioun huet hir Vuen, ënnert der Form vun enger Kommunikatioun, den 22. Januar presentéiert.

Lëtzebuerg huet sech vun Ufank un och aktiv mat abruecht. A mir hunn och e gemeinsame Pabeier, deen ënner Lëtzebuerger Presidence an elo ënner hollännescher Presidence färdeg ausgeschafft ginn ass, eng Benelux-Positioun zu deem Ganze ginn.

Dëse Positiounspabeier soll eng initial Kontributioun och zu deem Debat sinn. A mir wäerten dës Positioun souwuel als Lëtzebuerg wéi och zesumme mat eise Benelux-Partner au fur et à mesure, wéi d'Konferenz Fortschrëtter mécht, weider elaboréieren an och weider adaptéieren. Do brauch een eng gewësse Flexibilitéit.

Mir schaffen, wéi gesot, op all deene Punkten, op Positioune vum Conseil, déi am Moment nach verhandelt ginn, zesumme mat eise belschen a mat eisen hollännesche Kolleegen.

E kruziale Punkt fir dës Konferenz, an ech hunn dat och scho gesot: Mir dierfen net eng Bréisseler Bulle schafen, déi iwwer zwee Joer sech just zesummefënnt, dat heescht, e Waasserkapp géif erfannen. An ech mengen, d'Erwaardunge si grouss. An, esou wéi d'Madamm Reding et och gesot huet, mir hu bei de leschten Europawale gesinn, dass eng Rëtsch vu Leit an eng Majoritéit vun den Europäer un Europa gleewen!

Ech wëll just drun erënneren, dass virun den Europawale jiddweree gesot huet: „Elo kënnt eng Majoritéit vun Euroskeptiker, déi Europa wëlle futtimaachen." Neen! D'Europäer hunn an der Majoritéit gewielt fir Europa, fir dee Friddensprojet, fir an deem Punkt zesummenzeschaffen. Dat heescht: Et ass och immens wichteg, d'Bierger matanzebannen.

Jo, mir sollen d'Bierger matabannen, an zwar souwuel déi Sujeten identifizéieren, déi och fir de Bierger eng europäesch Valeur ajoutée hunn, mee och méi horizontal kucken iwwert déi demokratesch Legitimitéit, Transparenz an Effikassitéit vum deegleche Fonctionnement. Ech muss Iech soen: Säitdeem ech zu Bréissel sinn, hunn ech Brexit, Griicheland, d'Flüchtlingen, ganz vill Krise gehat, andeems mer och wéineg kommunizéiert hunn iwwert dat Positiivt, wat mer awer och zesummen erreecht hunn. Dat ass och an der Kommunikatioun, mengen ech, ee Punkt, mee dat ass net dat, wat mer haut sollen hei als grousse Prinzip huelen, dass mer just dat Negatiivt promouvéieren a vergiessen, iwwert dat Positiivt ze schwätzen. Mee et soll een et awer och net vergiessen.

Jo, déi Consultation-citoyennen hu mer schonn organiséiert. An et sinn der elo nach. Sauf erreur de ma part wäert den 11. Mee déi nächst sinn, hei zu Lëtzebuerg och, wou mer zesumme mat Vertrieder vun der Kommissioun wäerten och nees en Dialogue citoyen kënnen hei zu Lëtzebuerg féieren. Dat heescht, direkt nodeems deen Anniversaire vun der Schuman-Deklaratioun komm ass.

Wat d'Sujeten ubelaangt, muss, wéi gesot, och op deene verschiddenen Institutiounen zesummegeschafft ginn. Dir hutt et virdru gesot: D'Kommissioun ass en Deel, de Conseil ass en Deel an d'Europaparlament ass en aneren Deel.

Mir sinn eis bewosst, dass e Sujet wéi d'Klimapolitik, wéi d'Wirtschaft, wéi eng Energiepolitik, wéi ee besser d'Reseaue kann ubannen an erneierbar Energie vun do, wou se produzéiert gëtt, bis do, wou se consomméiert gëtt, hibréngt ... An ech ka mech erënneren um Conseil, wou dat ganz schwéier war mat de Pyrenäen, wou verschidde Länner eeben déi Interkonnektivitéit, déi do awer gebraucht gëtt, net schrecklech wäit matgedriwwen hunn, dass een am Fong sech un déi Saachen upasst.

Mee net nëmmen dat! Wann ech bedenken, dass mer haut eng Diskussioun hunn iwwert de Rechtsstaat, muss dat och zu deenen Diskussioune gehéieren. Mir kënnen net nëmmen Europa op Wirtschaft oder op Gidder oder esou Saache reduzéieren. Ech mengen, de Grondprinzip vun der Europäescher Unioun muss och dee si vum Rechtsstaat. An dofir ass et wichteg, dass mer och deen dote Sujet mat de Leit zesummen diskutéieren.

D'Fräiheeten, d'Rechter vun de Bierger an och d'Digitalisatioun net ze vergiessen! Dass déi och wäert en Impakt op eis hunn. An ech muss lech awer och soen, dass mer do tëschent Amerika an Asien awer gequëtscht sinn. Dat heescht, mir schwätze ganz oft global, mee mir agéiere meeschtens national op deenen dote Punkten. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer weider doru schaffen.

An engem éischte Block vun den Aarbechte vun der Konferenz soll do iwwert déi multilateral Weltuerdnung an all déi Saachen diskutéiert ginn. En zweete Block soll sech mat den transversalen Theemen och beschäftegen, déi hëllefe sollen, d'EU an hire Fonctionnement méi no bei d'Bierger ze brëngen. Hei wäert och justement iwwert d'Oflafe vun de Walen diskutéiert ginn. An d'Iddi, d'Beispill vum Spëtzekandidat, vun transnationale Lëschte si jo Sujeten, déi abordéiert gi sinn, déi wäerten och zur Diskussioun stoen. An awer och Sujete wéi Transparenz, Subsidiaritéit, d'Abanne vun den nationale Parlamenter souwéi d'Wäerter, fundamental Rechter an och d'Rechtsstaatlechkeet mussen do Sujet sinn.

Wat elo d'Organisatioun vun der Konferenz ubelaangt, ginn et e puer Punkten, déi der Lëtzebuerger Regierung wichteg sinn.

Éischtens sollen all d'Institutiounen, mee awer och all d'États membres gläichwäerteg behandelt ginn. Ech hunn dat och nach eng Kéier dem Conseilspresident net méi spéit wéi de Moien an enger Tëleekonferenz rappeléiert. Et kann net sinn, dass mer am Fong bal d'Gefill kréien, dass een e Conseil de direction huet an Europa an dann duerno Administrateuren oder Aktionären, déi duerno géifen informéiert ginn iwwert dat, wat aner Leit decidéiert hunn, vun e puer Länner. Hei muss all - all - Land gläichbehandelt ginn an där Diskussioun, wéi Europa sollt ausgesinn, an net déi Grouss op där enger Säit an déi Kleng op där anerer Säit.

Fir eis ass et wichteg, d'Parlament och matanzebannen. Mee, wéi gesot, am Moment ass nach, ech muss et zouginn, net esou vill Konkreetes, fir kënnen elo laang Diskussiounen ze féieren, wéi dat sollt muer kënnen ausgesinn. Mee mir si bereet, ob dat den Här Asselborn oder ech sinn, dofir si mer och zu zwee hei, well um Niveau vum Conseil européen geschwat gëtt, mee awer och um Niveau vun den Ausseministere geschwat gëtt. An dofir wollte mer och, fir komplett ze sinn, eis zwee haut virun Ärer Chamber presentéieren.

Drëttens soll d'Konferenz och transparent an effikass schaffen. Et soll vill op digital Moyenen zréckgegraff ginn. Ech wëll awer just soen, dass d'digital Moyenen nach ëmmer net Mënschekontakter ersetzen an dass et och wichteg ass, op deem dote Punkt nach mat de Leit zesummenzekommen. An d'Dokumenter sollen och accessibel sinn.

A véiertens sollen d'Bierger aktiv an d'Diskussioune matagebonne ginn. Hei soll, wéi gesot, iwwert déi positiv Experienzen, déi mer iwwert d'Consultation-citoyennë gemaach hunn, weidergeschafft ginn. An do, wann ech vu Bierger schwätzen, dann ass dat net de Stereotyp vun deem engen. Et musse Leit si mat verschiddene Backgrounden, et musse Leit si mat verschiddene Liewensleef, vu verschiddenen Alterskategorien an och verschidde Meenungen. Et ass net nëmmen, dass mer Leit kréien, déi dohinnerkommen, fir ze klappen, fir ze soen, si wieren all begeeschtert. Et ass och wichteg, fir kënne kritesch Froe mat de Leit zesummen ze beäntwerten.

D'Lëtzebuerger Regierung ass der Meenung, dass d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa keng nei Konventioun soll sinn, déi sech mat endlosen institutionellen Diskussioune beschäftegt, déi am Fong och deene meeschte Bierger, wann ech muss éierlech sinn, zimmlech egal sinn.

Par contre si mer der Meenung, dass d'Bierger sech, mat Recht, och méi vun enger Europäescher Unioun erwaarden, an dat besonnesch an deene Beräicher, an deenen et op der Hand läit, dass reng national Léisungen näischt brëngen oder à terme zum Echec verdaamt sinn.

Op deem Punkt, wou Europa virun enger ganzer Rei konkreeten historeschen Defie steet, déi dëst Jorhonnert präge wäerten, froen d'Bierger ganz bestëmmt net no institutionelle Revisiounen, mee hu konkreet Proposen, wéi mäin Europa muer méi effikass ka schaffen, an net onbedéngt, wéi e President gewielt gëtt, ob et eng transnational Lëscht ass oder deen een oder deen anere Punkt.

Selbstverständlech musse mer och vigilent sinn; dat wäert e Punkt sinn, deen den Här Wiseler duerno wäert abordéieren. Mir mussen och vigilent sinn iwwert déi ganz Reformen, wann institutionell Reforme kommen. Et sinn dat Punkten, déi wichteg si fir Lëtzebuerg, fir d'Presenz am Europaparlament.

Ech wëll just drun erënneren, dass och schonn Demandë woren, fir d'Zuel vun den Europadeputéierten erofzesetzen. Et woren Demanden, fir d'Kommissärenzuel erofzesetzen. Et woren Demanden, bei verschiddene Froen, ob een do net kéint méi locker ofstëmmen, fir verschidde Saachen ze maachen. Et sinn eng Rëtsch vu Froe scho komm, wou mer der Meenung sinn, dass mer do ganz vigilent musse sinn iwwert déi verschidde Positiounen.

An do géif ech gären, do kënne mer och gären eng Kéier an d'Kommissioun kommen, fir do wierklech kënnen och en Echange de vues ze hunn iwwert déi verschidde Pisten, mam Ausseminister, mat mir selwer, wou mer dann och Är Meenung kënne kréien iwwert déi verschidde Punkten, déi déi dote Punkte concernéieren.

Mee, wéi gesot, also, fir der Madamm Reding konkreet ze soen: Mir wëllen dat mat de Bierger maachen. Mir wëllen aus de Forum-citoyenen dat weiderféieren. Wéi gesot, dat Digitaalt, do si mer eis alleguerten eens, dass mer dat och wëlle weiderdreiwen. Mir wëllen déi Saachen organiséieren, ob dat a méi klenge Gruppen ass oder ob dat a méi grousse Gruppen ass. Op jidde Fall mat deene Bierger, déi derfir Interessi hunn.

Mir waarden elo of, wéi gesot, wat déi nächst Wochen och presentéiert gëtt vun deene verschiddenen Initiativen, déi um Niveau vum Europaparlament, um Niveau vum Conseil, um Niveau vun der Kommissioun gemaach ginn.

Fir mech: evitéieren, dass et e Waasserkapp gëtt, evitéieren, dass et Poterstuffe ginn, evitéieren, dass mer duerno de Leit d'Gefill ginn, mir hätten Europa geännert, andeem mer just Zäit verluer hätte fir institutionell Froen, déi dem Bierger zimmlech egal sinn.

Hei geet et drëms, de Leit - ech widderhuelen, wat ech schonn am Ufank gesot hunn - nach eng Kéier ze soen, wat eis Europa bruecht huet. Dass, säitdeem mir och an Europa sinn, mir méi staark sinn. Dass et hautdesdaags awer an Europa verschidde Problemer gëtt. Dass d'Rechtsstaatlechkeet, wann ee bedenkt, dass mer haut mussen iwwert dee Socle vun den Droits ...- an ech mengen, dat ass een, deen lech jo awer ganz wichteg ass, an Dir hutt jo och an Ärer Zäit als Kommissärin do wierklech agéiert -, dass net ka bradéiert ginn iwwert déi fundamental Wäerter, mee dass virun allem och mat de Bierger muss kënne gekuckt ginn, wou de Schong dréckt.

An, wéi gesot, e Fiasko vun esou enger Reunioun, just eng Bréisseler Bulle, wou just diskutéiert géif ginn, géif mat sech bréngen, dass d'Euroskeptiker Recht hätten, dass mer net kënnen eens ginn. Wa mer konkreet ginn, wa mer kënne weisen, dass mer eens ginn an déi gemeinsam Problemer duerch nëmme gemeinsam Léisungen och kënne léisen ..., dat wor déi lescht Zäit, muss ech zouginn, Här President, net ëmmer evident. Net ëmmer evident!

Mee mir bréngen et awer meeschtens fäerdeg, Léisungen ze fannen. An ech sinn iwwerzeegt, dass och d'Europhilie am Moment esou héich ass wéi nach ni. An et ass schued, dass e Land eis huet missen verloossen, fir dass verschidde Leit realiséieren, wat eis Europa all Dag bréngt!

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

4. Question urgente n° 1849 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au coronavirus

Mir kommen dann elo zur Question urgente Nummer 1849 vum Här Jean-Marie Halsdorf iwwert de Coronavirus. Den Här Jean-Marie Halsdorf huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno, no der Äntwert vun der Ministesch, eng eventuell Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir op d'Fro ze äntwerten. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dës Question urgente iwwert de Coronavirus gëschter géint Mëtteg an d'Chamber eraginn, wéi ech gelies hunn, dass de Generaldirekter vun der WHO, der Organisation mondiale de la santé, beim Opmaache vun engem Seminär viru 400 Chercheuren zu Genève festgestallt huet, dass de Coronavirus - esou heescht en: de Coronavirus - eng « très grave menace pour le monde » wär. Eng « très grave menace pour le monde »! Et géifen 42.000 Fäll a China ginn, dovu 14 % seriö an 3 % kritesch.

Déi Zuelen, déi si manner wichteg. Méi wichteg ass am Fong geholl den Inhalt vun dëser Ausso vun engem grousse Spezialist, vun engem Referenzinstitut. Ech hat nämlech scho virdrun zwou Question-urgentë gestallt un de Ministre de la Santé an och un den Transportminister. Dës Kéier ass et d'Ministerin, un déi ech déi Fro stellen, si ass och responsabel fir de Verbraucherschutz.

An déi zwou Question-urgenten, déi ech gestallt hat, dat war den 21. Januar. An eng zweet hat ech mam Spautze Marc zesumme sechs Deeg méi spéit, de 27. Januar, gestallt.

Den 21. Januar hat ech gefrot, wéi d'Regierung d'Lag géif aschätzen, ob et en Noutfallplang géif ginn a wéi mer mat der Problematik vun de chineesesche Touristen hei an der Stad hei zu Lëtzebuerg géifen ëmgoen. Den 23., du krut ech geäntwert, et wier ... Et war am Fong u sech eng éischter defensiv Äntwert mat Zuelen an Aussoen, wéi zum Beispill, et géife keng Hiweiser ginn, dass dëse Virus vu Mënsch zu Mënsch kéint iwwerdroe ginn. Haut wësse mer jo awer, dass dat net esou ass.

An da stoung och dodran, ausser China géif et net vill Fäll ginn, an d'Warscheinlechkeet vu reesassociéierte Fäll zu Lëtzebuerg wär ganz geréng. Da stoung och nach do, d'WHO an den ECDC, dat ass den European Centre for Disease Prevention and Control, déi géifen dat Ganzt iwwerwaachen, an d'Koordinatioun tëschent de Länner géif iwwert den Health Security Committee OK gemaach ginn. Da stoung och dran, mir hätten ee Pandemie-Plang an den Import duerch chineesesch Touriste vum Coronavirus wier net auszeschléissen.

Den 31. Januar krut ech op meng Fro vum 27. Januar geäntwert, dass den Import vum Coronavirus moderéiert wär. Et kéint een awer net ausschléissen, well mer zwar keng Direktfluchverbindung hunn, dass Leit aus China iwwer aner Flughäfen op Lëtzebuerg kéinte fléien. Da stoung och nach dran, Zhengzhou, wou d'Cargolux hiflitt, wär 500 km vu Wuhan ewech. A well wéineg Personal u Bord wär, wär eng potenziell Iwwerdroung reduzéiert. D'Cargolux hätt Virsiichtsmoossname geholl. Et géif ee Code de bonne pratique ginn an e systematesche Contrôle vun den Temperature vum Equipage, an doriwwer eraus wär dat net opportun, esou eppes ze maachen. An et stoung nach dran, et géif och e systemateschen nationalen Informatiounsaustausch ginn tëschent den Acteuren an och ganz kloer Prozeduren, wa suspekt Fäll géife kommen.

Ech krut also, wann ech dat, summa summarum, däerf soen, eng detailléiert Äntwert mat engem positiven, berouegende Background. Ech sinn och der Meenung, dass Panik net ubruecht ass, jo. Mee, ass dës Risikoaschätzung richteg, wann zum Beispill an Italien, wou d'Cargolux och present ass, een duerch Temperaturscanner muss goen? Wann zu Wien an a Russland zum Beispill dat selwecht geschitt? Wa Fluchgesellschafte China net méi ufléien?

Duerfir stellen ech Iech d'Fro, Madamm Minister: Sidd Der der Meenung, dass dës passiv Approche duergeet, wann d'WHO justement elo vun enger ganz schlëmmer Gefor fir de Rescht vun der Welt schwätzt? Ech weess och net, wat dat heescht, mee dat kléngt awer net ganz gutt.

Ech hunn zwar gelies, muer sidd Der zu Bréissel, well déi europäesch Gesondheetsministere sech treffen, fir Moossname géint d'Verbreedung vum Coronavirus an der EU ze huelen. Mee Tatsaach ass awer och, dass et de Moment keng konkreet Virsiichtsmoossnamen hei zu Lëtzebuerg gëtt, weeder um Flughafen nach wann all Dag chineesesch Touristen an eist Land kommen oder an der Groussregioun sinn. Hei gëtt net objektiv kontrolléiert. A sollt do emol eng Kéier ee voll derbäi sinn, e sougenannte Porteur sain, wou een net ëmmer gesäit, dass en da krank ass, da geet et lass, wéi bei enger Gripp.

An duerfir stellen ech och d'Fro: Geet am Fong geholl eise Pandemie-Plang dann duer? Ech weess et net. Duerfir stellen ech Iech déi Fro och. Well ech hunn och gelies, dass den däitsche Gesondheetsminister Jens Spahn en Debat iwwert d'Restriktioune fir an d'EU eran a méi Kontrollen un de Grenzen an der EU géif fuerderen. Dat kënnt jo net vun näischt.

An duerfir meng Fro un Iech, Madamm Minister: Wat huet d'Regierung, oder wat hutt Dir hei virgesinn, fir dëse Problem hei zu Lëtzebuerg beschtméiglech unzegoen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Halsdorf. D'Regierung huet d'Wuert. D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Ech si ganz frou fir déi Fro, well et ass normal, dass Leit sech Suerge maachen. Wann ee gesäit, wéi de Coronavirus ëm sech schléit a China, da soll engem dat och Suerge maachen.

Ech kann Iech awer och berouegen an där Hisiicht, dass dat, wat Der resuméiert hutt vun Aarbechten, absolutt en ligne ass mat de Recommandatioune justement vun der WHO. Mir als Lëtzebuerg si bekannt, Multilateralisten ze sinn. A mir halen eis normalerweis och un dat, wat vun den internationalen Experte virgi gëtt. Et ass net eis Absicht, do en „Alleingang" ze maachen. Au contraire! Mir si ganz staark beméit, eis op dat ze alignéieren, wat eis recommandéiert gëtt. A mir sinn och a ganz enkem Kontakt mat eisen Nopeschlänner.

A vläicht zum Theema vun haut: De Coronavirus illustréiert ganz gutt, firwat Europa do ass. Déi Gremien, déi Der grad zitéiert hutt, de Kommitee, den europäesche Kommitee fir d'Gesondheetssécherheet genau wéi den Zentrum, den europäeschen Zentrum fir Contrôle a Preventioun vun ustiechende Krankheeten, dat sinn déi Instanzen, mat deenen eis Leit vun de Verwaltungen, déi an der Responsabilitéit sinn, dagdeeglech am Moment a Kontakt sinn. Mir sinn dagdeeglech a Kontakt. Mir halen eis um Lafenden, wat recommandéiert gëtt. An deementspriechend adaptéiere mer eis Prozeduren.

Mir hunn onsen eegene Plang. Deen ass amgaangen, deployéiert ze ginn, ass och ganz effizient. Ech kann och soen op haut, dass mer nach ëmmer kee Fall, Gott sei Dank, hei zu Lëtzebuerg hunn. Mee mir haten awer eng Rei Alertë vu Leit, wou Verdachtsfäll waren. An dat huet eis gewisen, dass mer immens gutt preparéiert sinn. D'Ekippe sinn agespillt. Et ass alles prett. Den LNS ass prett, fir ganz schnell kënnen, bannent e puer Stonnen, en Diagnostik ze maachen. D'Better si prett, fir Leit ze isoléieren, wann et muss sinn. D'Transportweeër si prett.

Wat elo Är Fro betrëfft, den internationalen Transport, do ass et esou, dass d'Recommandatioune vun der WHO am Fong geholl an zwou Richtunge ginn. Dat eent ass, dass een net soll dramatiséieren. Si roden am Fong geholl of, ze vill restriktiv ze sinn an ze vill generell ze sinn. A si recommandéieren, dass een e Fokus soll huelen op déi Direktvollen, déi aus deene Géigenden an d'Länner kommen.

Bon, elo ass et esou, dass Lëtzebuerg keng Direktvollen huet an och d'Cargolux keng Passagéiertransporter mécht. Dat heescht, u sech stellt sech déi Thematik, Kontrollen op de Passagéier, net fir eist Land, well mer déi Direktflich net hunn.

D'Cargolux huet hir Flich an déi Géigenden drastesch erofgesat. A si hunn och intern ganz streng Richtlinnen, fir d'Leit ze kontrolléieren.

Wouvunner d'WHO eebe justement ofréit, ass, ze vill en Ëmschlag ze maachen an alle Leit d'Temperatur ze huelen, well dat ganz ierféierend am Moment ass. Et muss ee wëssen, dass mer matten an der Grippenzäit sinn. Dat heescht, do sinn immens vill Leit, déi potenziell drënnerfalen. Dat mécht Panik. An et kënnt nach derbäi, dass Leit, déi justement e bësse Féiwer hunn, d'Tendenz hunn, moies eng Paracetamol ze huelen, an dann hu se keng Féiwer, wa se duerch d'Kontroll ginn, soudass dat net ganz opschlussräich ass.

Do, wou mer de Fokus sollen dropsetzen, an dat maache mer och, ass op eng ganz gutt Informatioun. Ech mengen, do hu mer ons gutt opgestallt. D'Inspection sanitaire huet eng Linn, déi all Dag och ugeruff gëtt, wou d'Leit sech kënnen informéieren. Dat hu mer iwwert d'Press och verbreet.

Op eisem Site steet, wéi ee sech soll verhalen. Dat heescht, mir setzen op eng komplett Informatioun, dass d'Leit wëssen, wa se Symptomer hunn, wou se sech kënnen hiwenden an dass se do och wierklech gutt en charge geholl ginn, dass se déi néideg Instruktioune kréien, wéi se sech solle verhalen, wou se sollen higoen, fir da kontrolléiert ze ginn, ob e Problem ass oder net.

Asoufern ass d'Situatioun nach net onbedéngt ze dedramatiséieren. Mir hunn zwar och éischt Indicateuren, Dir hutt et haut vläicht an der Press gelies: Déi nei Infizéierungen a China si mëttlerweil vu 4.000 op 2.000 pro Dag erofgaangen. Dat sinn nach ëmmer erschreckend Zuelen. Mee nawell huet et sech halbéiert. Dat heescht, et kann een dovunner ausgoen, dass awer vläicht elo d'Kéier e bësse geholl gëtt, mat där ganzer Saach. Mee dat ass net virauszesoen. Et ass en neie Virus an deen huet nun eeben emol ..., et gëtt keng honnert Prozent Garantie, wéi dat weidergeet. An ech mengen, dass beim Stand vun haut och keen dat ka genau viraussoen. Mir si jiddefalls, menger Aschätzung no, beschtméiglech preparéiert.

An nach eng Kéier, fir op Europa ofschléissend zréckzekommen: Dir hutt et scho gesot, ech fuere muer op Bréissel. Do ass eng extraordinär Reunioun vun de Gesondheetsministeren aberuff ginn, justement fir ons ze alignéieren, fir ons briefen ze loossen, wat de leschte Stand ass. An ech wäert selbstverständlech d'Chamber an och d'Éffentlechkeet au courant halen, wann do een neie Moment ass a wa mer eis Prozedur missten ajustéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, just fir drop hinzeweisen, dass den Här Claude Haagen, d'Madamm Francine Closener an ech selwer den 31. Januar eng Question urgente gestallt hunn, nodeem d'OMS d'Urgence sanitaire ausgeruff hat, an d'Madamm Minister um Datum vum 5. Februar schonn d'Äntwert op déi Fro ginn hat.

Bon, et ass ni ze vill, wann een iwwert déi dote Problematik schwätzt. Mee ech wollt just drop hiweisen, dass d'Urgence sanitaire net eréischt virun e puer Deeg ausgeruff ginn ass, mee schonn Enn Januar, an dass och d'Madamm Minister op all déi Froen, déi mat der Urgence sanitaire zesummenhänken, schonn eng Kéier geäntwert hat.

Merci.

(Interruptions diverses)

Dat war zum Ordre du jour.

(Interruptions diverses)

Selbstverständlech! Majo selbstverständlech! Hei ass eng Question urgente ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, ech muss zwar och soen, datt ech d'Prozedur net erkannt hunn.

(Hilarité)

An ech wéilt am Fong geholl bieden, datt d'Madamm Gesondheetsministesch mat hirer Interventioun virufiert. Mir sinn de Moment amgaangen, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Déi ass fäerdeg. Si war fäerdeg!

(Brouhaha général)

Här President, da war et Parole après ministre!

(Protestations)

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Bei der Question urgente ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir musst Iech vläicht dann och eens sinn, fir wat datt Der wëllt d'Wuert ergräifen.

(Brouhaha général)

Dir sidd Iech jo net eens. Dat gëtt mir ëmsou méi d'Geleeënheet, fir d'Madamm Ministesch ...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mee ech kann Iech ...

(Interruption)

Här President, ech kann Iech awer drop hiweisen, dass am Reglement ...

(Brouhaha général et hilarité)

... dass am Reglement ...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hutt Der héieren, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- ... dass am Reglement, ...

(Interruption par M. Gast Gibéryen et brouhaha général)

... dass am Reglement bei de Froe ganz kloer definéiert ass, wéini dass eng Fro ka gestallt ginn. Wann eng Fro, déi quasi identesch ass, scho beäntwert ass, ka se net nach eng Kéier an där selwechter Sessioun gestallt ginn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Voilà! Also, Prezisioun zum Reglement!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert de Moment, a soss keen!

(Brouhaha général)

An den Här Halsdorf huet am Fong geholl nach d'Wuert gefrot, fir eng Zousazfro ze stellen, wat am Reglement ausdrécklech virgesinn ass!

An duerfir, Här Di Bartolomeo, géif ech Iech bieden, den Här Halsdorf seng Zousazfro stellen ze loossen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo. Question urgente?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech fannen, Här President, ...

(Brouhaha)

... ech fannen, mer sollten eis elo nees un d'Prozedur halen. Ech verstinn ëmmer, dass ee gären am Mëttelpunkt steet a gären e bësse Show mécht, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt dat elo just bewisen!

(Brouhaha)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Wat soll ech?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt dat elo just bewisen! Eng beäntwert Fro nach eng Kéier stellen!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här Bartolomeo, Dir hutt mer just net gutt nogelauschtert, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Di Bartolomeo!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, Dir hutt mer net gutt nogelauschtert, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, Här „Hals"!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- ... soss hätt Der net déi Show do gemaach.

Well ech hunn eppes gesot, an esou ass meng ganz Question urgente ugaangen: Gëscht de Moien, um zéng vir zwielef, huet den Direkter, Generaldirekter vun der World Health Organization, un déi mer eis halen, wat d'Madamm gesot huet, gesot, an dat hat e bis virdrun ni gesot - ni gesot! -: « une très grave menace pour le monde ». Ce n'est pas rien ! Wann Dir fannt, dass dat dat selwecht ass, wéi Dir virun e puer Deeg gefrot hutt, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- « Une urgence sanitaire ! »

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- ... da fannt Dir dat. Ech fannen, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- O!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Wann ech an der Press liesen: « une très grave menace pour le monde », da ginn ech eraus.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Da stellt Der déi selwecht Fro nach eng Kéier!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech sinn erausgaangen ... Ech wier och frou, wann Der mech géift ausschwätze loossen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, Här „Dorf"!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech soen Iech just, neen, ganz éierlech, « une très grave menace pour le monde », ce n'est pas rien! An duerfir sinn ech erausgaangen, soss hätt ech näischt gemaach. Mee « une très grave menace », Dir kënnt jo Franséisch, Dir wësst jo, wat dat heescht, et ce n'est pas rien.

An duerfir sinn ech erausgaangen an ech wollt der Madamm och soen, der Madamm Minister, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Der Madamm Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- ... dass ech effektiv Är Approche deele kann. Mee ech maache mer awer Suergen, well mir sinn e Land, dat anescht ass wéi aner Länner. Mir si kleng. Mir hu ganz vill Transit. Mir hu ganz vill Leit, déi aus Däitschland a soss hierkommen.

(Brouhaha)

Une voix.- Sch!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- An um Flughafe kommen och vill Leit eran, well mir fléie jo net vill un. Et kënnt villes vu baussen eran. A wa mer do guer kee Mechanismus hunn, deen iergendwéi kontrolléiert, dat mécht mer Suergen, ganz éierlech. Vläicht well ech Apdikter si vu Beruff aus a well ech an där Branche sinn. Mee dat mécht mer Suergen, dass do Leit era kënne komme vu München, vu Berlin, vu Frankfurt, vu Paräis, vun Amsterdam a mer hu kee Mechanismus.

An och, well mer wëssen, dass mer vill Asiaten hunn, déi hei zu Lëtzebuerg eist Land, eist schéint Land kucke kommen, mécht dat mer wierklech Suergen. Ech wëll net de béise Mann un d'Mauer molen, mee ech wollt dat awer onbedéngt hei soen. An ech fannen, dass meng Fro honnertprozenteg berechtegt ass. An déi Aart a Weis, wéi déi kommentéiert ginn ass vu verschiddene Leit, déi deelen ech iwwerhaapt net ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... an ech fannen dat souguer guer net gutt! Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo. Ech wollt just betounen, dass ech déi Suergen, dass d'Regierung déi Suergen absolutt deelt. An ech wäert déi och natierlech mat op Bréissel huelen. Ech mengen, et ass justement duerfir, wou esou eng Reuniouun aberuff ginn ass, dass ee ka seng Spezifissitéiten och als Land abréngen an déi Froen, déi eis beschäftegen, mat op de Wee huelen. An deem Sënn geet déi Suerg sécher mat op Bréissel.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

5. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la participation luxembourgeoise à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Claude Wiseler iwwert déi Lëtzebuerger Bedeelegung un der Conférence sur l'avenir de l'Europe. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur*.- Merci! Merci, Här President. Trotz allem, wat erreecht ginn ass - an de Staatsminister huet seng Ried och domadder ugefaangen, oder seng Äntwert op d'Fro vun der Madamm Reding domadder ugefaangen -, 70 Joer Fräiheet, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet, Liewensqualitéit a Liewensniveau, si mer awer haut an Europa an enger Phas vu Selbstzweifel, e wéineg Zukunftsangscht och, respektiv enger gewëssener Biergerferne. Vill Leit, vill Politiker d'ailleurs stelle sech d'Fro: Wéi geet et weider? War et dat mat Europa oder ass Europa an enger Zort Midlife-Crisis?

Wann ech gesinn, wat ronderëm eis lass ass, da soen ech mer, meng éischt Äntwert ass, datt mir - Lëtzebuerg, déi aner Länner an Europa - méi Europa an deenen nächste Jore brauchen, well dat den Zukunftswee ass, dee mer mussen hunn, wa mer d'Weltgeschéien dobausse beobachten.

Ech ginn also dovun aus, datt Europa an enger zolitter Midlife-Crisis ass, déi awer ëmmer mat sech bréngt, datt een d'Perspektive soll änneren an datt een eng Rei Saache soll a Fro stellen. A wann Europa eng Persoun wär a wär an enger Midlife-Crisis, an ech misst där eng Rei Rotschléi ginn, da géif ech Europa, oder där Persoun, véier Rotschléi ginn.

Deen éischte Rotschlo, dat ass, datt een eraus muss aus der Routine. Och an engem gewëssenen Alter aktiv bleiwen, sech beweegen, sech nei Defie setzen, nei ufänken an eng Rei Saachen an dem Dagdeeglechen änneren, fir aus der Routine erauszekommen.

Den zweete Punkt, dat ass: De Bléck méi wäit werfen, wéi een en an de leschte Jore geworf huet. Den Horizont erweideren, de Frëndeskrees, an dat ass vläicht haut besonnesch wichteg, de Frëndeskrees erweideren, kucken, zousätzlech Frënn ze kréien.

Den drëtte Punkt, dat wär: Deng Partner, deng Famill matabezéien, nolauschteren an zesummen op de Wee goen, mat deene Leit, déi mat der am Boot sëtzen.

An dee véierte Rotschlo, dat wär: Och wann een en neie Rhythmus hëlt, och wann een nei Experimenter vläicht ka maachen, sech awer ëmmer an deem, wat een ass, an deem, wéi ee sech definéiert, wéi ee sech gesäit a wat ee wëllt sinn, och trei bleiwen an deenen nächste Joren.

Dat géif ech enger Persoun soen. Dat géif ech am Fong och eis, Europa, soen an eise Politiker, déi sech ëm Europa bekëmmeren. Prinzipie bäibehalen, nei Challengen, nei Weeër goen, zousätzlech Partner a Frënn sichen a jiddweree matabezéien op deem Wee, dee mer amgaange sinn ze goen.

Elo huet d'Kommissioun d'Iddi vun enger Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa proposéiert. E groussen, neie Wee, dee sollt - an der Theorie zumindest ass dat d'Beschreiwung - fir Begeeschterung an Zukunft suergen.

Ech soen Iech elo éierlech, déi éischt Phas elo, wou ech hei sinn, ass dat éischter bei mir e Gefill vun enger gewëssener Skepsis, wat sech ausdréckt. Et ass nämlech net déi éischte Kéier, datt mer eng Rei Experimenter an deem do Sënn maachen.

Ech erënnere mech ganz gutt drun, 2002, datt mer schonn eng gréisser Konferenz iwwer Europa aberuff haten. Verschidden anerer kënne sech och drun erënneren. Déizäit hunn den Här Giscard d'Estaing an den Här Dehaene dat presidéiert, mat der Zilsetzung, eng nei grouss Verfassung auszeschaffen. Déizäit sinn d'Charte des droits fondamentaux an den Traité constitutionnel entstanen an enger neier, fir déizäit, participativer Form, déi d'Akzeptanz vun deenen neien Texter da sollt an Europa méi grouss maachen.

Mat dem Resultat, datt d'Referendumen an Holland an a Frankräich negativ waren, datt mer zu Lëtzebuerg vill gekämpft hunn, fir e positiivt Resultat sengerzäit ze kréien. An datt mer 2007 dann, Joren duerno, zu engem Traité vu Lissabon komm sinn, deen zwar 2009 a Kraaft getrueden ass, mat ville Schwieregkeeten. An de Wee, dee gewielt ginn ass sengerzäit, mengen ech - op jidde Fall ass dat meng Analys -, huet eis net vill gehollef weiderzekommen.

Dat Zweet, dat ass scho virdru genannt ginn, dat ass, datt d'Kommissioun Juncker eng ganz Rei Consultation-citoyennë gemaach huet an notamment och e „White Paper" erausginn huet. „White paper on the future of Europe" heescht et, huet et sengerzäit geheescht virun zwee Joer. Deen ass elo nach net ernimmt ginn. Fir mech ass dat awer ee vun deene wichtegste Punkten, politesche Punkten aus deene leschte Joren, well den Här Juncker a seng Kommissioun doranner wegweisend fënnef Zenarien opgezeechent hunn, wéi ee gemengt huet, datt Europa kéint weidergoen.

An en huet am Fong d'Regierungen déizäit gefrot: Mee Dir sollt elo emol wielen, wat dann dee richtegen Zenario ass, wéi mer sollen an Zukunft Europa gestalten, op wat fir ee Wee mer solle goen. Well en am Fong es sat hat, datt en ëmmer gesot krut vun de Regierungen, datt Europa misst méi maachen, an dann awer hannendru gesot krut, alles, wat net geet, wär Europa a Schold. A wann e Moyene gefrot huet, sinn d'Moyene refuséiert ginn, fir datt Europa kéint eppes maachen. Dofir sinn déizäit d'Regierunge gefrot ginn, si sollten emol Positioun huelen, zu wat fir engem Zukunftszenario se sech da wéilten an deenen nächste Jore beweegen.

A wat ass geschitt? Selbstverständlech näischt! Selbstverständlech hu sech déi eng oder aner Regierungen iwwert dee White Paper vum Här Juncker an iwwert de Choix vun de fënnef Zenarien ausgedréckt. Mee en fin de compte huet de Conseil ni eng Decisioun geholl. An dat ass lues a lues am Sand verlaf. Well et ass jo méi einfach, Europa d'Schold ze ginn!

Drëtte Punkt, dat sinn déi Dialogue-citoyenen, déi mer an deene leschte Joren haten. Ech hunn dat flott fonnt, déi Reuniounen, well se e gewëssenen Dynamismus ausgestraalt hunn. Et waren der an der Kommissioun Barroso 51. D'Madamm Reding huet virdru schonn dovunner geschwat. Et waren der ënnert der Kom-

missioun Juncker 1.850, mat 218.000 Leit. Dat ass net näischt, als Ziffer! Dat muss de emol hikréien, fir et ze organiséieren.

Mam Resultat, datt mer awer elo do sinn, wou mer sinn. An dat huet en fin de compte, bei deene Leit, déi komm sinn, e gewëssenen Dynamismus vläicht ausgeruff, mee et sinn der awer nëmmen, wann ech mech esou zu Lëtzebuerg däerf ausdrécken, awer nëmmen 218.000 komm. Mir hunn der awer e puer méi an Europa. An Dynamismus ass awer net eriwwerkomm, esou wéi mer et gär gehat hätten.

D'Europaparlament huet och eng ganz Rei Initiative geholl, wou et mat Unien, Thinktanken an aneren internationalen Institutioune breet Diskussiounen ugeluecht huet an e ganz interessante Pabeier de 16. Februar 2017 op den Dësch geluecht huet an am Fong 145 - 145! - Propositioune gemaach huet, déi et derwäert ass ze liesen. A mir sollte se vläicht eng Kéier liesen, nees eng Kéier, wa mer déi Diskussiounen hei an eise Kommissioune weiderspanen. 145 Propositiounen, wéi Europa verbessert kéint ginn am Kader vum Traité vu Lissabon, dee mer momentan hunn, ouni Traitésännerung. 145 Propositiounen; net vill driwwer geschwat ginn!

Dee selwechten Dag, 16. Februar 2017, huet d'Europaparlament eng aner Motioun verabschit, wou et 85 Propositioune mécht, wat ee kéint maachen, wann ee wéilt den Traité änneren. Dat heescht, déi hunn direkt déi zwou Schinne mat Propositiounen dohinnergeluecht. Och ganz interessant! An zu engem Deel, soen ech Iech, datt elo an deenen Debaten, déi mer wäerte féieren, alles dat do, d'Propositiounen, déi schonn en long et en large diskutéiert gi sinn, erëm eng Kéier wäerten zréckkommen. An ech soen emol, et ass och gutt esou, well si sinn derwäert, datt mer emol am Detail driwwer diskutéieren.

Fënnefte Punkt, dat ass, datt och d'Europaparlament 20 Debaten organiséiert huet tëschent 2018 an 2019, wou et am Parlament 20 Premierministeren invitéiert huet, fir hir Vuen iwwert d'Zukunft vun Europa ze developpéieren a mat hinnen doriwwer ze diskutéieren a fir dann eng Konklusioun ze zéien, wéi dann d'Visiounen - déizäit huet dat och scho geheescht - vun „Zukunft vun Europa" solle sinn. D'ailleurs, eise Premier, den Här Bettel, war, wann ech mech gutt erënneren, den 30. Mee 2018 och am Europaparlament, fir seng Vuen duerzeleën a mam Europaparlament zesummen ze diskutéieren.

Ech hunn dat alles positiv fonnt. Dat Eenzegt, wat ech ëmmer vermëssen an där ganzer Geschicht, dat ass, datt mer duerno definitiv Konklusiounen draus zéien an dann no deene Konklusiounen agéieren. Ech hunn heiansdo d'Impressioun, et géif bei der Diskussioun bleiwen. Well d'Diskussioun esou schéin ass. Ech diskutéieren och schrecklech gär mat, mee en fin de compte mussen awer eng Kéier Konklusioune gezu ginn.

Elo sti mer da virun enger neier Konferenz, wou eis gesot gëtt, datt mer an enger éischter Etapp emol sollte richteg nolauschteren, wat d'Leit eis dann ze soen hunn. An dës Konferenz, wann ech kucken, wou se hierkënnt, ass am Fong gebuer aus enger Iddi vum Här Macron an engem Moment, wou en haaptsächlech Nee gesot huet zum Weiderféiere vun den Adhesiounsdiskussioune mat Albanien an Nordmazedonien a gesot huet: „Mee éier mer déi do Adhesioune weiderféieren, wär et emol gutt, mir géifen iwwert d'Zukunft vun Europa an iwwert dat, wat mer sinn a wéi mer weiderfueren, diskutéieren, datt mer eis doriwwer eens wären."

Ech hunn dat am Fong en negative Punkt fonnt. Ech hunn éischtens fonnt, datt déi Decisioun vum Här Macron en historesche Feeler ass, dee mer sengerzäit gemaach hunn. Ech fannen et richteg falsch, wat do decidéiert ginn ass. An ech hat d'Impressioun - mee dat ass awer just meng perséinlech Impressioun, déi just mech engagéiert -, datt dat virgeschobe ginn ass, déi Geschicht hei, well een doheem Problemer huet a well ee wollt déi Diskussioune mat Nordmazedonien a mat Albanien net opmaachen aus rengen Interieursgrënn vu Frankräich. An datt een doraus elo eng Diskussioun iwwer Europa declenchéiert, dat huet just als Avantage, datt se emol eng Kéier vun engem Member vum Conseil kënnt, deen et declenchéiert, mee ansonste fannen ech et eng relativ komesch Approche.

Bon. Ech wëll awer do soen: Elo hu mer den Exercice a mer sollen den Exercice och net als Virwand benotzen, mee mir sollen en eescht mengen.

Dat Eenzegt, wéi gesot, wat mech optimistesch stëmmt, dat ass, datt et elo eng Iddi ass, déi vum Conseil kënnt. Well ech sinn an der Analys vun all deem, wat an deene leschte Joren hei geschitt ass, der Meenung, datt vill Initiative vun der Kommissioun an deene leschte 15, 20 Joer komm sinn, datt och vill Initiative vum Europaparlament komm sinn, mee datt et ëmmer, a ganz oft, de Conseil, an dat ass op jidde Fall meng Analys, datt et ganz oft de Conseil war, deen an all deenen Initiative gebremst huet, konstant gebremst huet, deen am Fong de schwaachen Element an där Ketten do war, well do ganz oft national Interesse waren a well een huet misse mat den internen nationale Strategië rechnen.

Ech hunn an alle Pabeieren, déi ech gelies hunn, d'Kommissioun an d'Europaparlament weesentlech méi dynamesch fonnt. An ech hunn de Conseil als Brems empfonnt an all deenen Diskussiounen.

D'Regierung ass vläicht do enger anerer Meenung. Et géif mech net wonneren, wa se enger anerer Meenung wär. Mee ech soen Iech just: Dat ass meng Impressioun aus deenen Diskussiounen, déi ech an der leschter Zäit analyséiert hunn.

A wann ech elo kucken, wat dann zu dëser Diskussioun d'Bäiträg vun deenen engen an deenen anere sinn, da stellen ech fest, datt de Conseil nach ganz wéineg gesot huet doriwwer, par contre d'Kommissioun schonn hir Propositiounen op den Dësch geluecht huet, an haaptsächlech d'Europaparlament schonn en long et en large gesot huet, wéi si sech da géifen déi Konferenzen an deenen nächste Méint, an deenen nächste Jore virstellen.

Ech hunn och déi Pabeiere mat extreemem Interessi gelies. D'Madamm Reding ass virdru schonn drop agaangen. Dat soll transparent an oppe sinn. An et soll och emol haaptsächlech nogelauschtert - nogelauschtert! - ginn. Ech soen Iech och do eng, mee wéi gesot, perséinlech Remark. All déi Pabeiere vun der Kommissioun a vum Europaparlament gi ganz wéineg op den Inhalt an, maachen e puer Punkten - ech ginn duerno drop an -, gi ganz wéineg op den Inhalt an, well se soen: „Et ass emol Zäit fir nozelauschteren."

Wësst Der, mir hate jo vill där Tournéeën, wou mer iwwer Europa an iwwer aner Sujete geschwat hunn, wou mer nogelauschtert hunn. A wann een nolauschtert, dat ass jo och positiv, da kritt ee ganz oft vill Suergen erkläert, et kritt ee gesot, wou de Schong dréckt, mee et kritt een awer ganz wéineg operationell Propositioune gemaach.

Ech mengen, datt ee sollt nolauschteren. Mee ech soen Iech awer och ganz kloer, datt ech d'fundamental Responsabilitéit vun der Politik a vum Politiker doranner gesinn, datt en och Virschléi mécht, datt en déi Virschléi verteidegt, datt en de Courage huet, seng Meenung op den Dësch ze leeën, ze diskutéieren, se dobaussen ze verteidegen an enger offener Debatt. Net just nolauschteren, mee och soen, wat ee gär hätt! An net sech hannert dem Nolauschtere verstoppen, fir näischt ze soen, oder well ee sech net traut, eppes ze soen, oder wann een näischt ze soen huet! Et soll ee seng Meenung soen, och als Politiker! An da soll ee se zur Diskussioun stellen. An da soll een d'Responsabilitéit derfir iwwerhuelen an et soll ee se verteidegen!

Ech hu mat ganz vill Freed viru 14 Deeg en Artikel am „Lëtzebuerger Wort" gelies vum Ben Fayot iwwert dës Konferenz. Ech liesen Iech d'Konklusioun dovunner vir, well se mer richteg gutt gefall huet. De Ben Fayot war par ailleurs laang Jore mäi Proff. Dofir hunn ech ëmmer e gewëssene Respekt virun deem, wat e schreift. Den Här Fayot seet: « La politique ne peut se résigner à des parlottes, si intéressantes et stimulantes qu'elles puissent être. L'heure, pour la politique, est donc de monter au créneau pour mettre l'Union européenne à même de résoudre les problèmes du temps, de faire son choix et de le défendre plutôt que de se taire en écoutant béatement. »

Bon, ech kann déi Konklusioun vum Här Fayot zu honnert Prozent deelen. Mir mussen oppassen, datt dat, wat mer elo hei organiséieren, keng Usine à gaz gëtt, an datt mer net an deenen übleche Froe vun de Politiker ënnerginn, wou et emol haaptsächlech drëm geet, wien da wat an esou enger Konferenz ze soen huet, wie wat fir ee Posten da kritt a wien a wat fir enger Konferenz wou ze sëtzen huet. An dat huet scho gutt ugefaangen, wann ech gesinn de Sträit oder d'Diskussioune vun deenen, déi sollen déi Konferenz hei leeden, ob dat dann elo den Här Tajani, den Här Sassoli, den Här Verhofstadt soll sinn. Et geet elo op den Här Verhofstadt warscheinlech hin. Dat ass da besonnesch nei. An dat ass jo da sécher vun Erfolleg gepräägt, wa mer dat esou maachen. Ech soen Iech, dat ass awer net fir mech wichteg! Dat ass net fir mech wichteg par rapport zu deem Prozess, dee mer amgaange sinn, hei ze starten.

An da soen ech och: Mir hunn och, d'Presidente vun eisen Aussekommissiounen an de Parlamenter, hunn dann och e Bréif geschriwwen, ...

(Interruption)

... fir, jo, fir dann ze soen, wat hire Bäitrag ass. An ech, ech hu jo näischt géint dee Bréif, soen ech ganz éierlech, mee wann eisen eenzege Message elo als Lëtzebuerger Chamber an als President vun der Aussekommissioun deen ass, datt mir esou vill, oder d'Nationalparlamenter esou vill Deputéierten an där Konferenz mussen hunn, wéi d'Europaparlament der dran huet, an datt dat extreem wichteg ass, datt dat paritéitesch opgedeelt ass, wa mer soss keen anere Message hunn, mengen ech, datt mer et falsch upaken, well dorëms geet et nun awer wierklech net.

Ech verstinn awer, datt e mat ënnerschriwwe ginn ass, ech contestéieren dat och absolutt net, mee ech soen: Kommt, mer hale vläicht awer op, iwwert déi do Saachen ze diskutéieren, well dat nervt d'Leit richteg, wann et just ëm Poste geet a wann et just drëm geet, wien elo wat wéi besetzt!

Mir brauchen eng Diskussioun an an iwwer Europa. Mir brauche Participatioun. Mir brauche Politiker, déi Responsabilitéit iwwerhuelen, déi hir Meenung soen, déi hir Meenung verteidegen, déi Leadership iwwerhuelen, déi iwwerzeegen, a mir brauchen, wa mer dann zu enger Decisioun komm sinn, wa mer endlech dohi komm sinn, fir ze decidéieren, wat mer wëllen, dann och Aktioun hannendrun.

Zum Inhalt e puer Saachen, déi mer och um Häerz leien, déi ech wichteg fannen.

D'Kommissioun an d'Parlament, net de Conseil, hunn eng Rei Propositioune gemaach, wou se soen, déi Diskussioune sollen an zwee Volete goen. Dat Eischt, dat ass dann de grousse strateegesche Volet mat den Objektiver, déi mer hunn. An dat Zweet, dat ass dee méi institutionelle Volet. Dat ass dat, wat d'Kommissioun seet. Et ass net vill, mee et ass alt schonn dat.

D'Parlament, d'Europaparlament geet e wéineg weider. D'Europaparlament géif gär schwätzen iwwert d'Valeuren, iwwert d'Libertéiten, iwwert d'Droit-fondamentallen, iwwert d'Demokratie, d'Institutiounen, iwwert d'Enjeu-environnementallen, iwwert d'Justice sociale, iwwert d'Question-économiquen, iwwert d'Transformation numérique, iwwert d'Sécurité, le rôle de l'Union dans le monde, an ass op, fir nach tabulos iwwer all aner Sujeten ze schwätzen.

Ech fannen, datt d'Europaparlament déi Haaptenjeue richteg, an hirer Generalitéit zwar, mee richteg beschriwwen huet, datt dat effektiv déi Sujete sinn, déi mer sollen an deenen nächste Méint ugoen.

Mir mussen eis an Europa ..., an dat ass, mengen ech, déi zentral Fro, an dat ass och dat, firwat d'Leit sech haut relativ desesperéiert par rapport zu Europa fannen, well se am Fong gesinn, datt dat, wat Europa virun 10, 20 Joer bedeit huet an der Welt, haut anescht ginn ass, net well Europa anescht ginn ass, mee well d'Welt anescht ginn ass. A vläicht well just Europa et net fäerdegbruecht huet, do matzehalen.

Mir sinn haut an enger anerer Welt, wéi mer virun 10, 20 Joer waren. Dat huet ugefaangen 2014, wéi an Europa erëm iwwer militäresche Wee Territoiren an der Ukrain occupéiert gi sinn. Dat war scho laang net méi esou, ass en neit Phenomeen. Dat ass erëm méiglech bei eis um Kontinent!

Mir hunn e Land, wat aus Europa erausgeet. Dat hu mer net fir méiglech gehalen. Dat ass erëm méiglech bei eis um Kontinent.

Mir hunn d'Vereenegt Staaten, déi sech aus dem Multilateralismus erauszéien, déi Europa als absolutte Konkurrent dohinnerstellen an déi ophalen, d'Roll ze spillen als Protecteur du monde libre. Och dat ass nei fir eis, dréckt eis an eng nei Roll eran.

Mir hu China, dat ekonomesch staark ginn ass, mee haaptsächlech wat eng geopolitesch Strategie amgaang ass, weltwäit duerchzeféieren. Och dat ass nei, war virun 10, 15 Joer nach net esou.

A mir hunn den Nationalismus, deen net nëmme ronderëm Europa, mee deen och mëtten an Europa ufänkt, lues a lues Form ze kréien, ëmmer méi Gewiicht ze huelen. Och dat ass nei fir Europa.

A mir sinn an enger neier Weltuerdnung. A wann ech dat Wuert „Weltuerdnung" do huelen, dann ass dat, well ech et esou mengen! Mir sinn an enger neier Weltuerdnung a mir mussen eis dorunner gewinnen. A mir musse kucken, wéi Europa sech an där neier Weltuerdnung opstellt a wat fir eng Roll a wat fir eng Positioun et hëlt. Mir mussen dorobber reagéieren.

A wat de Leit heiansdo, mengen ech, d'Flemm andreift, dat ass, datt Europa op déi do Erausfuerderunge keng Äntwert huet. Datt mer am Fong haut nach reagéieren, wéi wa mer virun 10 oder 15 oder 20 Joer wären, well mer net gesinn, oder gesinn hunn, datt d'Zeeche vun der Zäit geännert hunn.

Mir brauchen e staarkt Europa. Mir plädéiere fir e staarkt Europa. An ech soe relativ kloer, datt all déi Diskussiounen iwwer Transparenz a Participatioun, déi d'Leit elo solle begeeschteren, dat ass vläicht eppes. Mee d'Leit si begeeschtert, wann Europa Succès huet. A wann s de gär eppes erreechs, dann ass et just, wann s de Succès hues, wou s de Leit kanns hannendrunzéien, déi matmaachen an déi vun eppes begeeschtert sinn. Begeeschterung léis de net aus, wann s de der konstant Froe stells an net weess, wou s de hi wëlls goen. Begeeschterung léis de aus, wann s de Reussite hues. An da kommen d'Leit der hannendrun. An dofir géif ech léiwer un der Reussite vun Europa schaffe wéi un all deene Froen, déi mer eis konstant an dauernd stellen.

De Succès ass dat, wat d'Leit begeeschtert. An dofir brauche mer e staarkt Europa, en ekonomesch staarkt Europa, en Europa, wat staark op den Iddien an op de Wäerter ass an och en Europa, wat militäresch staark an der Welt seng Positioun kann huelen.

Mir mussen diskutéieren iwwer eng staark Ekonomie, iwwer Europa, iwwer europäesch Championen, iwwer en neit Konkurrenzrecht an Europa, iwwert d'Recherche a wéi mer se developpéieren, wéi mer Fongen drakréien, iwwert d'Universitéitswelt an Europa, déi mer mussen zesummeschléissen an déi muss och weesentlech méi effikass ginn, well mer ginn ofgehaange vun den asiateschen Universitéiten, de chineeseschen notamment, an den amerikaneschen.

Mir brauchen eng Transformation numérique, dat ass eng absolutt Evidenz, a mir brauchen och Reaktiounsméiglechkeeten, wat den Handelskrich oder déi verschidden Handelskricher, déi sech deklaréiert hunn, ugeet. Alles dat sinn Diskussiounen, déi mussen elo gefouert ginn.

Mir musse staark op den Iddie sinn. A wa mer vum Rechtsstaat schwätzen, da muss et och evident sinn, wa mer eis definéieren als e Kontinent, wou d'Wäerter grouss sinn, all déi Froe vum Rechtsstaat, notamment déi, déi an eisen eegene Länner sech stellen, déi de Rechtsstaat net respektéieren, datt Europa dat net kann zouloossen, net kann akzeptéieren, an datt déi Prozeduren, déi vum Artikel 7 declenchéiert gi sinn, wou d'Madamm Reding d'Initiativ sengerzäit géint dat eent oder dat anert Land geholl hat, datt déi och musse bis zum Schluss gefouert ginn. Ansonste kënne mer eis selwer net seriö huelen, wa mer dat net maachen.

A véiertens sinn ech och der Iwwerzeegung, datt déi Diskussiounen iwwert déi militäresch Kooperatioun an déi Zesummenaarbecht och musse weesentlech an deenen nächste Jore weidergeféiert ginn, well dovun hänkt och d'Kredibilitéit vun deenen anere Punkten of.

An da musse mer eis, als nächste Punkt, ëm Diskussiounen an ëm Suerge bekëmmeren, déi d'Leit am Alldag hunn: ëm déi sozial Ongerechtegkeeten, ëm europäesche Mindeststandard, europäesch Aarmutsbekämpfung, ëm de Klimaschutz, evidenterweis. An ech war richteg frou, datt d'Madamm von der Leyen de Green New Deal an den Zentrum als éischte Punkt vun hirer Politik gestallt huet. An ech hoffen, datt se och duerchkënnt domadder!

An et mécht mech rosen, wann ech gesinn, datt op deem éischte Conseil schonn dat eent oder dat anert Land, ëmmer déi selwecht, amgaang sinn, dorobber ze blockéieren. Ech hätt gär, mir hätte gär, datt dat soll weiderlafen, well et sinn d'Suerge vun de Leit. Mir gesi jo déi Jonk, déi op der Strooss sinn. Selbstverständlech sinn et berechtegt Suergen.

A mir mussen och d'Immigratiounspolitik zu enger Léisung féieren, déi nëmme kann iwwert d'Solidaritéit geschéien. A wa mer déi Sujeten net ugi wärend där Konferenz, da verpasse mer dat, wat déi Konferenz eis ka bréngen.

D'Inhalter sinn also kloer. An ech muss och kloer an däitlech soen, ech brauch awer fir déi do Inhalter net ee Joer Nolauschterphas, well iwwerall, wou mer op Versammlunge ginn, wou s de mat Leit schwätz, kriss de déi do Sujeten ugeschwat. Mir wëssen, wat de Leit um Mo läit, wou se Problemer domadder hunn. Mir kréien et all Dag gesot!

A géife mer et net gesot kréien, da brauch een nëmmen d'Statistike vun Eurostat ze kucken, déi och ganz kloer an däitlech sinn an déi engem soen, wat d'Problemer sinn. Mir wëssen et, dofir brauche mer net laang driwwer ze diskutéieren. Ech hätt gär, datt mer iwwert déi

Froen do diskutéieren a mer Léisunge fannen an net just doriwwer grouss Diskussioune veranstalten.

An da soen ech hannendrun: Mee et gëtt vläicht eng Rei Froen, wou de Konsens an Europa net méiglech ass oder schwiereg ass. Dat, wat ech an deene leschten 20 Joer gesinn hunn, dat ass, wann s de kee Konsens fënns an den europäesche Länner, da lees de de Sujet emol op d'Säit. An da geschitt emol näischt wärend enger Rei vu Joren. An ech soen, dat ass awer genau dat, wat mer eis iwwerhaapt net méi kënnen erlaben op enger Rei Sujeten!

An ech huelen elo emol déi brennendst hei. Ech huelen de Klimaschutz. Mir sinn eis net eens ginn zu 27 Länner, well der zwee oder dräi blockéiert hunn. Ech weess och net, ob mer eis eng Kéier eens ginn. Wann ech kucken, datt verschidde Länner … An ech verstinn dat jo och: Polen, déi op Kuelen, momentan, nach sinn, déi extreem Schwieregkeeten hunn ëmzeschalten; Frankräich op där anerer Säit, wat voll op Nuklearenergie setzt, an Däitschland, wat decidéiert huet, aus der Nuklearenergie erauszeklammen. Do ass et och schwéier, e Konsens ze fannen. Et soll ee probéieren, een ze fannen.

Mee ech soen awer hannendrun: Wann et awer net geet, da musse mer eis awer och iergendwou eng Kéier eens ginn, datt mer dann net einfach stoe bleiwen a soen: „Mir fanne kee Konsens", mee da musse mer déi Méiglechkeeten, déi den Traité eis haut gëtt, benotzen, fir mat deene Länner, déi wëllen, awer trotzdeem weiderzefueren. Stoe bleiwen ass genau dat, wat mer net däerfen, net sollen an net kënnen eis méi an deenen nächste Joren erlaben.

Immigratiounspolitik ass fir mech genau dat selwecht Beispill. Et sinn eng Rei Länner, déi a priori wäit vum Schoss sinn, well se net direkt eng Grenz hunn, wou Refugiéen direkt erakommen, mee déi bereet sinn, wéi Lëtzebuerg, Leit opzehuelen. Et sinn aner Länner, déi manner bereet sinn oder guer net bereet sinn, der opzehuelen. Et si Leit, déi op de Grenze sinn an iwwerrullt gi vu Refugiéen, déi all Dag a Masse bei se erakommen. D'Situatioune sinn anescht.

An et ass och schwiereg, eng Politik ze fannen, déi jiddwereen zefriddestellt a wou jiddweree kann direkt domadder liewen. Et ass jo schwiereg, dofir komme mer och net weider! Mee ech soen: Wann ee kee Konsens dra fënnt, kann dat awer och kee Grond sinn, fir ze soen: „Elo maache mer näischt, elo fuere mer net weider." Da muss een déi Weeër, déi den Traité eis gëtt, huelen.

A mir hunn net fir näischt an dësem Traité déi Coopération-renforcéeë stoen, déi mer kënne benotzen. Mir hu se beim Euro benotzt. Mir hu se bei Schenge benotzt. A wa mer net weiderkommen, da musse mer kucken, eis e Wee ze ginn, fir trotzdeem mat deene Länner, déi wëllen, weiderzekommen, fir eis net bremsen ze loossen, fir net alles erëm an den Tirang ze leeën. Well ech mengen, et ass genau dat, wat d'Leit net méi akzeptéieren, ob dat um Militäreschen ass, ob dat um Ekonomeschen ass, ob dat um Sozialen ass oder ob dat op der Integratiounspolitik ass.

Mäi leschte Volet, dat ass dee vum Institutionellen. Et ass jo och ëmmer eng grouss Fro, dat Institutionellt, an et gëtt besonnesch gär vu Politiker diskutéiert: Wéi sinn eis Strukturen? Wien ass wou wat wéi? Wat fir eng Decisioun kann en huelen? Ech soen: Ech menge ganz éierlech, datt dat d'Leit weesentlech manner interesséiert, wéi et d'Politiker interesséiert, an datt s de sécherlech kee kanns begeeschteren, wa mer elo eng Spëtzekandidateprozedur maachen oder mir maache keng. Well elo, éierlech, obwuel ech den Här Weber ganz gär hunn, mee wa mer an Europa froen: Wien ass de Manfred Weber?, mengen ech net, datt eng grouss, grouss Majoritéit genau weess, wien et ass. Sou!

Asoufern, soen ech mer, ass dat eng politesch Diskussioun, déi mer ënner Politiker mat Pleséier féieren, a se ass och wichteg gefouert, mee mir brauchen eis awer keng Illusiounen ze maachen, datt d'Leit vu Begeeschterung vum Stull sprangen, wa mer transnational Lëschte géife maachen. Dat interesséiert se, mengen ech, relativ wéineg.

Trotzdeem e puer Gedanken doriwwer.

Beim Spëtzekandidat, fannen ech, datt een de Wielerwëlle sollt respektéieren. Dat ass net gemaach ginn. Ech war relativ onfrou doriwwer, well ech fonnt hunn, datt haaptsächlech den Här Macron do sech mat enger gewëssener franséischer Superbe driwwer ewechgesat huet. Bon, dat ass elo esou. Ech mengen trotzdeem, datt mer eis solle kloer, am Rechtsakt festgehale Reegele ginn, wéi mer e Spëtzekandidat d'nächste Kéier designéieren.

Ech hu vill méi Suerge mat den transnationale Lëschten, well ech eent vun de Fundamenter doranner gesinn, datt d'Europadeputéierten un hir Länner gebonne sinn, datt se eng gewëssen Assise hunn, datt se och gedroe gi vun hire Wieler an datt se eng europäesch Identifikatiounsfigur an hire Länner solle sinn. Dofir, mat transnationale Lëschten, do kann een driwwer diskutéieren, mee ech hunn do eng gewëssen Distanz dozou, well ech net onbedéngt weess, zu wat dat eis féiert.

Ech sinn, par contre, absolutt dovunner iwwerzeegt, datt d'Europaparlament muss en Initiativrecht an deenen nächste Jore kréien. All Parlament an Europa huet en Initiativrecht. A wa mer d'Europaparlament seriö huelen, muss d'Europaparlament och d'Initiativrecht kréien.

Ech sinn der Meenung, datt d'Rechenschaftsflicht géintiwwer de Bierger vun der Kommissioun muss duerch aner Kontrollméiglechkeeten, déi d'Europaparlament par rapport zur Kommissioun huet, och massiv gestäerkt ginn.

Ech sinn der Meenung, datt d'Europaparlament sech schonn eng ganz Rei inhaltlech Rechter geholl huet an der Gestaltung vun engem Programm vun der Kommissioun. Ech ka mech erënneren un all déi Diskussiounen, déi d'Europaparlament mat deenen eenzelne Kommissären hat, wou et se gedréckt huet um Programm, d'Madamm von der Leyen gedréckt huet an déi eng Richtung an en anere Grupp an déi aner Richtung. A si huet e Programm zesummegestallt, deen am Fong doraus besteet, datt och d'Soucien, d'Suerge vun deenen eenzelne Gruppe matintegréiert gi sinn. Ech fannen, dat ass de richtege Wee, datt se och esou verstäerkt ginn.

Ech fannen, datt och d'Europaparlament muss iwwert d'Implementatioun vun den europäesche Politicken e ganz anere Bléck kënnen drop werfen. An ech fannen, datt mer eng Diskussioun brauchen iwwert den Zesummeschloss vum President vun der Kommissioun an dem President vum Conseil.

A schlussendlech, dat ass mäin néngte Punkt, mengen ech, datt mer och iergendwou eng Kéier mussen eng Decisioun huelen iwwert dee White Paper vum Här Juncker, deen nach ëmmer opsteet a wou nach ëmmer fënnef Zenarie beschriwwe sinn, a wou mer nach ëmmer net gesot hunn, wou mer da schlussendlech wëllen higoen, wou mer awer eng Äntwert schëlleg sinn. Well éier mer déi do Äntwert net ginn, komme mer souwisou net weider! Mir sollen dach eng Kéier decidéieren, a wat fir eng Richtung den Zuch soll fueren, well soss fiert en an all Richtungen a mer kréien en net méi uerdentlech zesummen.

Dës Konferenz wäert eis an deenen nächste Méint beschäftegen. Ech hu meng Skepsis driwwer ausgedréckt. Mee ech soen awer och ganz kloer: Wa mer et scho maachen - wa mer et scho maachen! -, da solle mer et awer och uerdentlech maachen! Well elo en Exercice ze maachen, just fir en Exercice ze maachen, elo bei d'Leit ze goen a soen: „Mir kommen zwar bei Iech, mee dat ass, well déi vu Bréissel soen", si mer net kredibel. An nach een an de Sand ze setzen, mengen ech, kënne mer eis absolutt net erlaben.

Ech sinn also der Meenung, wa mer e maachen, da solle mer e wierklech seriö maachen. Da solle mer en effikass maachen. Wann ech gelies hunn, wat elo an de Pabeiere steet, datt ee muss Groupe-de-travail-élargië maachen, Plateforme-numériquë maachen, datt alles soll multilingue ginn, datt mer Agora citoyens, Agora jeunesse an e Comité de pilotage fir all Agorae maachen, da fannen ech dat schéin a gutt, mee do komme mer awer och kee Millimeter weider. Dat ass typeschen Eurojargon.

Ech fannen, da soen ech Iech dat ganz éierlech, datt mir hei zu Lëtzebuerg eng Responsabilitéit hunn an eng Responsabilitéit als Chamber! Den Här Bettel huet eis virdru gesot, wat d'Regierung wëllt maachen. Ech soen Iech ganz kloer, mir hunn och als Chamber eng Responsabilitéit! Kuckt emol, wat d'Europaparlament mécht, wéi déi d'Initiativ huele par rapport zur Kommissioun! Ech fannen, datt mir als Chamber gemeinsam, zesumme sollen dohinnergoen a soen: „Mir iwwerloossen der Regierung dat do net als Initiativ." D'Regierung soll hir Initiativen huelen. Mir hunn als Chamber och eng Missioun doranner! Mir sinn d'Vertrieder vum Vollek dobaussen! An ech fannen, datt mir solle bei d'Leit goen an déi Diskussioune féieren. D'Regierung ka jo matgoen, wa se da wëllt.

(Hilarité)

Mee ech fannen, datt mir et solle maachen! Ech fannen, datt dat eng fundamental Missioun vun der Chamber ass, notamment wat déi europäesch Demokratie an den europäesche Fortschrëtt an déi Weeër, déi mer an Europa ginn, ugeet, datt mir dat explizéiere ginn.

An ech géif ganz einfach d'Chamber bieden: Kommt, mer huelen déi Missioun, déi mer elo kréien, dann och un! Kommt, mer setzen eis eng Kéier an der Kommissioun gemeinsam zesummen a mer decidéieren, wéi mir dat do wëllen ugoen! Wat fir eng Versammlunge mir maachen, wéi mer se maachen, wou mer se maachen, wéi mer schwätzen.

An ech fannen, et wär och e Message, dee ganz anescht géif eriwwergoen, wann s de tous partis confondus an der Chamber zesummen op den europäesche Wee géifs goen a wa mer dat kéinte gemeinsam maachen.

Jiddweree gebraucht hei a senge Rieden all Kéiers an dauernd dat Wuert „zesummen"! „Zesummen", „alles zesummen a gemeinsam maachen". Ech soen: Hei ass eng Missioun, déi mer kënnen zesumme maachen! Hei ass wierklech eng Missioun, déi mer kënnen zesumme maachen, als Chamber.

Dofir ginn ech eng Motioun of, wou mer froen, datt mer eis en Organisatiounsgremium hei an der Chamber ginn. Ech hunn et elo eng Commission des Affaires européennes genannt. Dir kënnt et awer och anescht nennen, well ech weess, …

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Gitt Der eng Motioun of?

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Eng Resolutioun! Dir hutt absolutt Recht, mech ze korrigéieren, well et ass genau dat, wat ech hätt misse soen. Ech ginn eng Resolutioun of, wou d'Regierung net driwwer matzeschwätzen huet, mee wou d'Chamber driwwer …

(Hilarité et brouhaha)

… eleng decidéiert, wéi mir eis organiséieren. Datt mer eng europäesch Kommissioun eis hei ginn, datt mer all déi Resolutiounen, déi mer gemeinsam scho geholl hunn, fir d'europäesch Politik besser ëmzesetzen, datt mer dat och nach besser an Zukunft maachen, an datt mir eis drëm bekëmmeren, fir Débat-publicken ouvert ze maachen, fir Echangë mat dobaussen ze organiséieren, ënnert der Responsabilitéit vun der Chamber.

Ech ginn Iech déi of.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en 2006, la Chambre des Députés avait adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens pour répondre aux défis se posant à l'époque,

- qu'en 2017, la Chambre des Députés avait adopté une résolution à caractère innovateur pour améliorer sa procédure européenne,

- qu'en 2020, plus précisément le 9 mai, la Conférence sur l'avenir de l'Europe du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne lancera un nouveau débat important sur l'avenir des citoyens de l'Union européenne - et donc aussi du Luxembourg - qui s'achèvera, selon toutes les prévisions, en 2022,

s'engage à accompagner proactivement la Conférence sur l'avenir de l'Europe à travers

- la création d'une nouvelle Commission des Affaires européennes,

- la mise en œuvre plus conséquente de sa résolution européenne de 2017,

- une prise en considération plus large des questions européennes au niveau du travail parlementaire,

- une coopération plus étroite avec le Gouvernement pour discuter en amont la position luxembourgeoise relative à la précitée Conférence,

- l'organisation de débats publics ouverts et structurés sur l'avenir de l'Europe d'un point de vue luxembourgeois,

- l'organisation d'un échange structurée avec la société civile luxembourgeoise sur les défis de la précitée Conférence,

- la popularisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe dans un esprit démocratique.

(s.) Claude Wiseler, Emile Eicher, Viviane Reding, Marc Spautz, Michel Wolter.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech hätt selbstverständlech gär, wa se géif gestëmmt ginn. Ech verstinn awer och - ech soen dat elo direkt, obwuel een dat eréischt duerno normalerweis seet -, wann net kann direkt driwwer decidéiert ginn. Ech hu kee Problem, wa mer se eng Kéier gemeinsam diskutéieren, wa mer se vläicht changéieren, wa mer vläicht aner Weeër ginn. No problem vu mir.

Ech hätt just gär, well de Sujet mer wierklech eescht gemengt ass, datt mer eis als Chamber eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer déi Saach do upaken, well ech mengen, datt et derwäert ass, fir et ze maachen. An ech mengen, wann dat hei schonn entsteet, da solle mer déi Geleeënheet net verpassen. D'Politik, net nëmmen zu Lëtzebuerg, huet schonn eng Rei Geleeënheete verpasst. An esou vill kréie mer der net méi! Dofir kommt, mer huele se! An dat ass déi Offert, déi ech Iech wëll am Numm vu menger Fraktioun hei maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. September 1946 huet den deemolegen Oppositiounschef aus Groussbritannien, de Winston Churchill, eng historesch Ried zu Zürich gehalen. Déi stoung ënnert dem Motto: „Let Europe arise!" An dat war u sech eng ganz wichteg Ried, eng Ried, déi groussen Zukunftscharakter hat. Dorauser si vill Konsequenze fir Europa entstanen.

Den Churchill war nämlech der Meenung, datt den Drama vum Zweete Weltkrich op kee Fall sech nach eng Kéier dierft widderhuelen. An hien huet duerfir fir d'Vereenegt Staate vun Europa plädéiert. Dat war ouni Zweifel e Visionär. Zumindest ass direkt dorauser och d'Schafe vum Conseil de l'Europe de 5. Mee 1949 zu London entstanen.

E besonnesch groussen Dag war jo awer du fir Europa de 25. Mäerz 1957, wéi d'Réimesch Verträg guttgeheescht goufen a wou och e Land, wat sech Lëtzebuerg nennt, deemools derbäi war. Et war de Startschoss fir eng ganz erfollegräich Entwécklung vun Europäescher Unioun a vun enger Staategemeinschaft, déi hiresgläichen an dësem Joerhonnert op dësem Planéit ouni Zweifel sicht.

An ëmmerhin hate mer et gepackt bis den 31. Januar 2020, fir 28 Member un där Gemeinschaft do ze bedeelegen. Leider, wéi gesot, ass d'Europäesch Unioun elo ëm ee Memberstaat méi aarm ginn. Leider och net dee mannsten. Groussbritannien gehéiert, dat ass jo keng Noriicht, elo net méi der Europäescher Unioun un. Dat ass eng politesch Katastroph, kann ee roueg soen.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ob et och eng wirtschaftlech Katastroph ass, dat iwwersteigt de Moment meng bescheide Kenntnisser an deem Beräich. Mee dat wäerten déi nächst Joren awer och weisen.

Wa mir elo d'Europäesch Unioun e bësse Revue passéiere loossen déi lescht Joren, da musse mer leider feststellen, datt aus deem fréiere staarken Héichhaus awer elo dach e bësse méi en normaalt Eefamilljenhaus ginn ass. Ungarn a Polen, zum Beispill, sinn haut Memberstaaten, déi déi grondsätzlech Valeure vun der Europäescher Unioun net méi an deem Mooss respektéieren.

Och op der internationaler Bün muss ee feststellen, datt d'Europäesch Unioun net ëmmer déi Roll spillt, déi ee sech virstellt. A virun allem bei gréissere Konflikter gëtt dat ëmmer siichtbar; Stéchwuert Libyen. Do musse mer gesinn, datt d'europäesch Memberstaaten net un engem Strang zéien; fir Italien als Beispill hei ze nennen. An dat ass net gutt! Dat schuet dem Image vun Europa. An duerfir muss do onbedéngt och nogebessert ginn.

An trotzdeem solle mer dat net alles ze vill negativ gesinn. Trotzdeem sinn ech der Iwwerzeegung, datt Europa nach wie vor e ganz wichtegen Acteur net nëmmen um europäesche Kontinent ass, mee doriwwer eraus och um Niveau vun der Weltpolitik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa lieft. Mee Europa brauch awer, ouni Zweifel, e bëssen zousätzleche Sauerstoff. De Moment ass duerfir och komm, fir sech grondsätzlech Gedanken ze maachen, wéi sech d'Europäesch Unioun an deenen nächste Jore soll entwéckelen. An eppes ass ganz weesentlech fir eis als Demokratesch Partei: datt virun allem d'Vertrauen, d'Vertraue vun de Bierger an Europa nees klëmmt.

An duerfir muss een awer der Kommissiounspresidentin, der Madamm von der Leyen, Recht ginn, datt se bei hirer Ried, dat war de 16. Juli 2019, virum Europaparlament eeben dës Konferenz ugekënnegt huet, well mer och der Meenung sinn, de Moment ass komm, wou déi Reflexioune mussen, ouni Zweifel, asetzen. Dës Interpellatioun hei gëtt jo och elo dann d'Geleeënheet, fir sech Gedanken ze maachen, am Numm vun deene jeeweilege Parteien, wéi dann Europa soll muer ausgesinn.

Erlaabt mer awer trotzdeem, eng kleng Remark hei ze maachen un d'Kolleege vun der CSV! Ech muss awer éierlech soen, ech sinn e bësse verwonnert iwwert de Kurs vun der CSV. Eng CSV-Deputéiert stellt eng Question écrite, wat hiert gutt Recht ass. Si kënnt haut virun d'Chamber, se stellt zum selwechten Theema nach eng Question orale. A fënnef Minutten drop, neen, zéng Minutten drop, wou den Här Halsdorf nach e klengen, zwar e wichtegen, Intermezzo hat, kënnt dann eng Interpellatioun. Do muss ech allerdéngs soen: Dat ass eng Logik, déi schwéier nozevollzéien ass. Klammer zou.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Dat sinn d'Tatsaache vum Calendrier, dee mir net esou zesummegeluecht hunn.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo! Neen, Här Wiseler, dat Argument do huelen ech Iech awer allerdéngs elo net of. Wann Der en anert Argument bruecht hätt, hätt ech ...

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Et huet kee gesot, Dir misst et ofhuelen.

M. Gusty Graas *(DP).*- ... vläicht iwwerluecht, ier ech Iech eng Äntwert ginn hätt. Mee dat do war elo net onbedéngt dat allerbescht Argument. An Dir musst awer ...

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Et war awer dat, wat wichteg ass.

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, nee! Dir musst awer zouginn, dat hei ass awer ... Ech si jo och alt schonn e puer Joer elo an der Chamber, ech muss awer ganz éierlech soen: Zu engem Sujet dräi verschidden Initiativen am selwechten Dag praktesch hunn ech awer nach net hei erlieft. Mee et sief!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Normalerweis kréie mer op keng Initiativ eng Äntwert. Da probéiere mer et alt e puermol.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, dach, Dir hutt Äntwerte kritt, well d'Madamm Reding huet nach gëschter oder virgëschter eng Äntwert vum Premier kritt. Mee soit. Kommt, ech mengen, et geet jo haut net dorëms! An awer soll dat hei gesot ginn, datt et awer e bëssen eng Virgeeënsweis ass, déi liicht iwwerraschend ass, fir net méi ze soen.

An trotzdeem, Här Wiseler, dann awer och fir méi e verséinlechen Toun hei elo ze bréngen, begréissen ech awer Är Initiativ virun allem, datt mer eng Interpellatioun haut hunn, well et eebe wichteg ass. An dat ass och aus Ären Ausféierungen hei erauskomm.

Et ass wichteg, datt virun allem d'Chamber sech och an dee Prozess hei matabréngt! An duerfir, wéi gesot, erlaabt et dann och net nëmmen der DP, mee alle Parteien heibannen, fir e puer Pisten opzezeechnen, wéi d'Europäesch Unioun soll muer ausgesinn, ouni allerdéngs déi grondleeënd Philosophie vun der Europäescher Unioun a Fro ze stellen. An ech ginn och dovun aus an ech hoffen och, datt keen heibannen dorunner zweifelt.

Ech begréissen och, datt d'Regierung awer schonn eng gewësse Viraarbecht geleescht huet, contrairement zu deem, wat hei scho gesot ginn ass. A virun allem, datt sech awer och mat eise Partner um Niveau vum Benelux zesummegeschloss ginn ass, datt do awer och scho sech Iddie gemaach ginn, wéi sech Europa muer entwéckele kann. Well grad mir als Lëtzebuerg hunn all Interêt, eis ëmmer Verbündeter ze sichen. A wien ass eise beschte Verbündeten an enger Staategemeinschaft? Mee dat ass ouni Zweifel de Benelux.

Fir eis als Demokratesch Partei steet allerdéngs an deem Reflexiounsprozess ganz uewen den Dialog mam Bierger. Dat dierft och weider net verwonneren. Ech mengen, mir hu gespuert an deene leschte Joren a Méint, datt awer e gewëssent Vertrauen an d'Europäesch Unioun verluer gaangen ass. Dat ass elo net als dramatesch unzegesinn, mee trotzdeem ass et awer wichteg, datt mer d'Bierger erëm méi iwwerzeegt kréie vun der Europäescher Unioun.

An et ass hei scho gesot ginn: D'Europäesch Unioun huet zënter 1957 ganz, ganz villes net nëmme fir Lëtzebuerg gemaach, mee doriwwer eraus fir, ech géif scho bal soen, de ganze Kontinent Europa.

Et sinn awer och positiv Elementer ze erkennen. Zum Beispill d'Participatioun bei deene leschten Europawalen. Déi war ëm 8 % par rapport zu 2014 an d'Luucht gaang. An da wëll ech och op d'Denkfabrik European Council on Foreign Relations hei ze schwätze kommen, déi gesot hunn, datt den Interessi un den Theemen, un deene wierklech puren europäeschen Theemen och an d'Luucht gaang ass.

An da muss een och nach hei ënnersträichen, datt jo d'Europäesch Kommissioun ëmmer en Eurobarometer publizéiert, ech referéiere mech hei op dee vum leschten November 2019: Ronn 83 % vun de Gefroten hu sech do derfir ausgeschwat, datt den Dialog mat de Bierger nach méi gefleegt muss ginn.

A grad dat wëlle mer! Well mir als Politiker musse jo ganz vigilent sinn. Mir spiere jo awer, datt et gewësse Kräfte gëtt an Europa, déi Europa wëllen zerstéieren, déi destruktiv Iddie verbreeden, wat ouni Zweifel net am Sënn ass vun enger weiderer positiver Entwécklung vun der Europäescher Unioun. A grad déi Leit, déi dat Brennholz fir dat gefëierlecht Feier liwweren, déi musse gestoppt ginn. An duerfir bidden eeben och esou Plattforme wéi déi hei d'Méiglechkeet, fir de Leit dobaussen ze erklären, wéi wichteg datt et ass, datt mer eng gëeenten Europäesch Unioun och fir d'Zukunft hunn. An dowéinst, an deem Sënn ass eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, datt d'Biergerbedeelegung nach verbessert muss ginn.

Wa mer, wéi gesot, de Bierger Europa méi no wëlle bréngen, da muss déi nächst Joren all Kraaft genotzt ginn - all Kraaft genotzt ginn! -, fir och dat Zil ze erreechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Konferenz soll jo breet gefouert ginn. Bon, wat heescht „breet féieren"? Dat heescht natierlech, eng ganz Rei vu Sujeten op de Leescht huelen. Woubäi ech allerdéngs der Meenung sinn, mir sollten an enger éischter Phas trotzdeem awer e gewëssene Kader setzen.

An et däerf een natierlech och net vergiessen, eis Gesellschaft huet immens evoluéiert. Ech ginn zum Beispill ze bedenken, datt de Vertrag vu Lissabon elo zéng Joer al ass! An den Här Wiseler huet dat och zu Recht hei gesot: Eis Gesellschaft huet an deenen zéng Joer enorm evoluéiert. Et si ganz vill nei Entwécklungen derbäikomm an deene muss och elo Rechnung gedroe ginn. Soudatt ee sech och Gedanke ka maachen, awéifern vläicht e Lissabonner Vertrag ugepasst muss ginn, awéifern iwwerhaapt och aner Verträg adaptéiert musse ginn.

Wa mer natierlech iwwer Verträg schwätzen, da si mer och séier bei der Stëmmverdeelung. Dat ass natierlech och e ganz heikle Sujet, besonnesch och fir esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg. D'Fro muss allerdéngs gestallt ginn: Musse mer an allen Domäne bei der Unanimitéit bleiwen? Muss net emol a verschiddenen Domänen, wou elo nach d'Unanimitéit virgeschriwwen ass, vläicht eng relativ oder eng qualifizéiert Majoritéit agefouert ginn?

An dann och, fir zum Beispill ze verhënneren, datt an Zukunft Länner, déi déi elementar europäesch Wäerter net méi vertrieden, grad do muss awer de Prinzip vun der Unanimitéit ofgeschaaft ginn, well soss verstoppen déi sech jo ëmmer hannendrun. A si gi sech jo awer ganz vill zou a se wësse jo, si kënne sech praktesch alles erlaben, wa keng Méiglechkeet besteet, se do ofzebremsen oder Sanktiounen anzeféieren.

Duerfir si mer och der Meenung, datt gewësse Konditioune geschafe musse ginn, datt esou Sanktioune kënne méiglech ginn. Ech denken zum Beispill drun, datt och iwwert de Strukturfong vun 2021 bis 2027 dee Moment Aschränkunge fir emol dat eent oder dat anert Land virgeholl kënne ginn, wann et sech net un déi elementar Reegelen hält.

D'Unanimitéitsreegel an aussepolitesche Froen an entwécklungspolitesche Froe muss och iwerduecht ginn, well och an der Aussepolitik komme mer net virun, wann ëmmer, wéi gesot, jiddweree mat allem d'accord muss sinn.

Ech wëll och an deem Kontext hei op de Rapport Brok-Bresso hiweisen, dee jo och opzeechent, a wéi enge prezise Fäll zum Beispill de Conseil gegeebenefalls e Vote majoritaire kann huelen, ouni datt eng Vertragsännerung gemaach muss ginn.

Dann däerf natierlech d'Europäesch Unioun och net zu engem sougenannte „Souk" verkommen. De Volet Solidaritéit muss an Zukunft vill méi staark matspillen. Et kann net sinn, datt jiddwereen Eenzele sech à la carte alles hei erauspickt. An dat gëllt awer besonnesch fir d'Flüchtlingspolitik. Ech mengen, dat ass e Volet, wou een eleng scho ganz vill hei driwwer kéint diskutéieren. An dat, wat mer an deene leschte Méint virun allem erlieft hunn - ouni elo dat eent oder dat anert Land hei mam Numm ze nennen, dat ass jiddefalls inakzeptabel. Dat ass e Manko u Solidaritéit an dat kann esou an Zukunft net méi de Fall sinn.

Och wat eng zukünfteg Memberschaft an der Europäescher Unioun ubelaangt, si mer der Meenung, datt d'Krittäre vu Kopenhagen am Fong vill méi streng mussen applizéiert ginn. En neie Kandidat, dee wëllt an d'Europäesch Unioun erakommen, dee muss sech bewosst sinn, datt en déi elementar Wäerter vun der Europäescher Unioun muss à la lettre respektéieren, sief dat d'Norme vun engem Rechtsstaat, sief dat de Respekt vis-à-vis vu Minoritéiten, sief dat souguer eng gewësse reliéis Offenheet. An all déi Elementer si ganz wichteg, wann ee gär wëllt Member vun der Europäescher Unioun ginn.

Ech weisen awer och drop hin, datt an der Vergaangenheet gewëssen Decisioune geholl goufen, ouni datt awer elo all Land déi mat ënnerstëtzt huet. A grad am Fong geholl dat, wat de Pilier vun der aktueller Europäesch Unioun ausmécht - de Schengener Vertrag, den Euro -, dat si grad Decisiounen, déi geholl gi sinn, wou net jiddwereen dermat d'accord war a priori!

Wéi sot Der, Här Staatsminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ma voilà, merci!

(Brouhaha et hilarité)

Jo, dat kléngt esou fein an engem ...

(Interruption)

... sengen Oueren. Mee et ass awer, mengen ech, effektiv esou - an och däers muss ee sech fir d'Zukunft bewosst sinn -, datt mir also bei grondleeënden Decisiounen net méi op jiddwereen Eenzelen dee Moment kënnen zréckgräifen, wann en anerer Meenung ass, well soss komme mer net virun!

Wat wier dann haut eng Europäesch Unioun ouni den Euro? Wat wier dann haut eng Europäesch Unioun ouni de Schengener Raum? Ma si wier vill méi aarm! Si hätt am Fong geholl net déi Substanz, déi se haut duerstellt. An dowéinst soll dat och fir eis Ursaach genuch sinn, fir sech Gedanken ze maachen: Wéi kënne mer an Zukunft, wann esou grondleeënd Decisioune musse geholl ginn, awer och ënner engem anere Modus déi Decisiounen huelen?

Ech mengen, fir eis als Demokratesch Partei sinn natierlech eng Rei Aspekter vu ganz grousser Wichtegkeet, et wäert och kee verwonneren: den ekonomesche Volet natierlech. Ech mengen, den europäesche Bannemaart ass ouni Zweifel eng grouss Reussite. Mir sinn och der Meenung, datt deen an Zukunft nach méi ënnerstëtzt soll ginn. Ech referéiere mech hei och op de sougenannte „Monti-Rapport", aus deem dat ervirgaangen ass. Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt gewësse lännerspezifesch Restriktioune mussen ophéieren. Et kann zum Beispill net sinn, datt de Lëtzebuerger Commerce a verschiddene Punkte sech net kann direkt vun engem Fournisseur beliwwere loossen, datt e muss iwwer en Ëmwee fueren. Dat ass elo en Detail, mee et ass awer keen onwichtegen Detail, soudatt also och do muss vill méi eng Oppenheet kommen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Eurozon - ech hunn dat virdru schonn ugeschnidden -, bei der Eurozon, déi ouni Zweifel e ganz weesentlecht Element ass vun der Successstory vun der Europäescher Unioun. An duerfir ass et och wichteg fir eis, datt am Geescht vun Europa déi demokratesch Kontroll vun den Aktivitéite vun der Wirtschafts- a vun der Wärungsunioun vun der EU nach soll verbessert ginn.

D'Fro ass och ze stellen, ob an der Eurozon net sollen nach zousätzlech extrabudgetär Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir eebe just, wa Krise kommen, nach besser gewappnet ze ginn. Dat selwecht gëllt och fir eng Verstäerkung fir den europäesche Stabilitéitsmechanissem, den ESM.

En anere weideren Aspekt, wichtegen Aspekt, an ech mengen, besonnesch aus Siicht vu Lëtzebuerg, ass natierlech de Finanzsecteur. Ech mengen, dat brauch ech kengem heibannen ze soen, wat d'Finanzplaz fir Lëtzebuerg duerstellt. Mir sinn der Meenung, datt an Zukunft och d'Finanzzentren insgesamt um Niveau vun der Europäescher Unioun nach méi kompetitiv musse ginn, dat besonnesch, wéi gesot, och elo nom Brexit. An duerfir menge mer och, datt d'EU nach méi innovativ muss ginn, wat d'Finanzinnovatioun ugeet. Duerfir mussen och nei Entwécklunge reglementéiert ginn, wéi de Crowdfunding, de Crowdinvesting, Cloudbanking, d'Kryptowärungen a Kryptofongen an esou weider. D'Europäesch Unioun ka jiddefalls ouni Zweifel do och eng Virreiderroll spillen.

A ganz nom Subsidiaritéitsprinzip, deen nach wie vor fir eis awer eng ganz grouss Wichtegkeet muss hunn, ass et och esou, datt déi entspriechend Autorisatiounen, déi ausgestallt ginn, an och virun allem d'Iwwerwaachung dovunner nach ëmmer sollen an den Hänn vun den nationalen Autoritéite bleiwen.

Et dierft keen iwwerraschen, an et ass och wichteg an et ass och gutt esou, datt et och fir eis als Demokratesch Partei evident ass, datt virun allem de Klimaschutz hei an engem zukünftegen Europa eng ganz weesentlech an eng ganz wichteg Roll muss spillen. Et ass natierlech keen neien Theema, mir schwätze schonn 10, 20, 30 Joer doriwwer.

Ech wëll dat awer ganz kloer hei soen: Et ass virun allem ville jonke Leit awer och ze verdanken, datt deen Theema awer elo op der Prioritéitelëscht ganz uewe steet. An duerfir soll och vun dëser Plaz aus deene Leit fir hiren Engagement Merci gesot ginn a si sollen och encouragéiert ginn, och wann een net ëmmer ka mat allen Iwwerleeungen d'accord sinn. Mee et ass awer wichteg, datt se déi Initiativen do bäibehalen an deen Engagement, fir un eis a besonnesch déi Leit, déi an der Verantwortung sinn, ëmmer erëm ze appelléieren, wat mer awer musse maachen, fir datt dee Klimawiessel, dee sech jo awer ëmmer méi ukënnegt, net zu dramatesche Konsequenze wäert féieren.

Duerfir begréisse mer eeben och déi Aussoen, déi elo vun der neier Europäescher Kommissioun gemaach gi sinn. Et ass en ambitiéise Programm opgestallt ginn: de Green Deal. Allerdéngs hoffe mer, datt et elo net nëmme bei Aussoe bleift, mee datt och do natierlech Dote wäerten derbäikommen. Dat heescht natierlech och, datt mer iwwert d'Europäesch Unioun eraus déi Problematik mussen ugoen. Virun allem de Kontakt mat de Schwellelänner ass ganz wichteg.

Et gëtt natierlech eng Rei aner Punkten, déi och fir eis wichteg sinn. Ech wëll dat e bësse méi am Telegrammstil maachen, well mer jo awer hei net kënnen deeglaang iwwert déi ganz Problematik diskutéieren.

Zum Beispill d'Sécherheet: Mir sinn der Meenung, datt do ganz vill Potenzial nach ass. Mir sinn zwar als Lëtzebuerg - an och als vill europäesch Länner - an enger Verteidegungsgemeinschaft, der NATO - eng NATO, déi iwwerhaapt net soll a Fro gestallt ginn -, mengen awer, datt een och vläicht um europäeschen Niveau nach méi d'Potenzial do kann ausschëpfen.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt eenzel Regierungscheffen, an net déi mannst, d'Madamm Merkel zum Beispill, haart driwwer nogeduecht hunn, fir och eng europäesch Arméi ze schafen. Ech mengen, dat sinn Iddien, déi zumindest sollten undiskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun der Interpellatioun haut ass natierlech déi Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa. An da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi soll déi Konferenz oflafen? Dat ass ee vun de Kärpunkte vun dësen Diskussiounen. Ech mengen, et schénge jo do scho munch Decisioune gefall ze sinn, déi a priori och gréisstendeels ënnerstëtzenswäert sinn. Dat Ganzt soll jo um Niveau vun enger Assemblée plénière stattfannen, déi sech an éischter Linn aus aktive Politiker zesummesetzt. Mir sinn natierlech der Meenung als Lëtzebuerger, datt awer eist Land, esou kleng et och ass, do och adequat soll vertruede sinn. Dat ass ganz evident. Mir sinn och der Meenung, datt do eng gewësse Paritéit soll sinn zwëschent Majoritéit an Oppositioun, wa méiglech och eng Paritéit zwëschent Männer a Fraen. Et soll allerdéngs elo net hei d'Meenung opkommen, d'DP wier op eemol fir eng Quot, dat net!

(Interruption)

Mee awer scho wier et allerdéngs ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat ass dann do den Ënnerscheed?

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat héiert Dir gär, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat ass den Ënnerscheed tëschent der Paritéit an der Quot, an Ären Aen?

M. Gusty Graas *(DP).*- O, dat ass e grousse: D'Paritéit ass eng Propos, déi mer maachen, d'Quot ass eppes, wat Der musst respektéieren. An Dir wësst jo: E Liberale léisst sech net gär eppes virschreiwen. Scho guer net.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Jo. O ...!

(Interruptions)

Et sinn awer och schonn aner Zäite ginn, Här Di Bartolomeo!

(Hilarité)

Et si schonn aner Zäite bei Iech och ginn, mee et sief!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Wat dann awer, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et ass ni ze spéit, fir et gutt ze maachen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, jo! Mee mir brauche keng Quot an eiser Partei, bei eis geet dat vum selwen.

A wéi gesot, wat awer ...

(Interruptions et hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Den Här Graas huet d'Wuert, eleng den Här Graas.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Wat allerdéngs wichteg ass, dat ass awer och de reegelméissegen Austausch hei. An ech mengen, de Virriedner huet dat och schonn duerchblécke gelooss, an do sinn ech ganz op Ärer Linn och, Här Wiseler: Den Austausch muss och um Niveau vun der Chamber stattfannen, sief dat reegelméisseg, datt den Ausseminister, de Staatsminister an d'aussepolitesch Kommissioun kënnt.

Ech muss allerdéngs hei awer ënnersträichen, ech mengen, wann awer een ëmmer omnipresent ass an ëmmer, wa mer e ruffen, do ass, dann ass et eeben den Här Ausseminister. Den Här Staatsminister och, mee et läit eeben an der Natur vun der Saach, datt den Ausseminister méi oft do ass, soudatt ech do absolutt kee Problem gesinn, datt deen Echange permanent och wäert an deenen nächsten zwee Joer stattfannen.

Wat allerdéngs ganz wichteg ass, dat ass natierlech, datt déi dräi Haaptacteuren um europäeschen Niveau, dat heescht d'Kommissioun, de Conseil an d'Parlament, mussen op enger Aenhéicht gesi ginn. Och do muss natierlech d'Kollaboratioun zesumme ganz gutt klappen.

An, wéi gesot, bei där Interpellatioun haut däerf et natierlech net bleiwen. Et mécht een e puer Parallellen och zu fréier. Ech denken zum Beispill och un Informatiounscampagnen, déi stattfonnt hunn an déi och vun der Chamber organiséiert gi waren am Kader vun dem Referendum. Ech ka mer och virstellen, datt d'Chamber och dës Kéier erëm op déi Manéier aktiv gëtt, hoffentlech allerdéngs mat méi engem grousse Succès wéi déi leschte Kéier!

Eng gutt Plattform sinn natierlech ouni Zweifel déi sozial Medien, och déi musse maximal genotzt ginn, an dann awer och direkt Gespréicher mat héichrangege Politiker. An ech maachen hei nach eng Kéier eng Referenz op dat Gespréich, wat de Staatsminister Xavier Bettel - ech mengen, et war 2018 - mam Emmanuel Macron, dem franséische President hat, wéi deen hei op Besuch war. Dat war jo e Risesuccès!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Do hätte mer nach misse vill méi e grousse Sall hunn. An och dat ass awer de Beweis, datt den Interesse do ass, datt och direkt ka mat héichrangege Vertrieder diskutéiert ginn. An, Här Staatsminister, ech ginn dervun aus, datt Der déi Formule mat Sécherheet wäert ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

... och nach bäibehalen.

(Interruption)

Nee, dat war ... O nee, nee. Dat war Zoufall.

(Hilarité et interruption)

An dann en aneren Acteur, dee vläicht ze vill oft ënnerschat gëtt, dat ass de Comité européen des régions, do wou mir als Lëtzebuerg jo elo e sechste Sëtz erëm zréckkréien. Mir haten der ëmmer nach sechs. Mir hunn ee verluer, duerch de Brexit kréie mer elo erëm een erëm. De Comité des régions gesinn ech als eng wichteg Bréck zwëschent de Bierger an hire Gemengen an hire Regiounen an den Institutiounen. An dowéinst muss deen eeben och verstäerkt agebonne ginn. Dat selwecht gëllt iwwregens och fir de Conseil économique et social européen.

Wa mer eis, an dat ass virdrun och schonn hei ugeschnidde ginn, e bëssen zréckversetzen an déi Zäit 2002, 2003, wou jo den Europäesche Konvent stattfonnt huet, wat u sech, nach wie vor, och réckbléckend, aus menger Siicht eng exzellent Initiativ war, eng exzellent, a leider, leider duerch zwee Referendume ganz séier zum Scheitere veruerteelt war ... Mee dat soll eis awer net dervun ofhalen, och dës Kéier erëm mat voller Energie ...

(Interruption)

Et ass net en direkt e Konvent, mee e bëssen ass awer eng Parallell ze erkennen.

Et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn: Wie soll dann elo déi Konferenz presidéieren? Sécher, den Här Wiseler huet duerchblécke gelooss, dat wier alles zweetrangeg, mir sollten net ze vill iwwer Poste schwätzen. Ech gesinn dat e bësse méi nuancéiert, Här Wiseler. Mir musse fir d'éischt eng Struktur ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Jo, mee mir mussen awer fir d'éischt eng Struktur hunn. Mir kënnen eréischt diskutéieren, wa mer awer fir d'éischt emol e klore Kader setzen a wa mer och Leit hunn, déi dee Kader beweegen. Also ass et awer fir mech eng ganz normal Diskussioun, datt mer eis Gedanke maachen, wien déi Konferenz do soll presidéieren! Ech mengen awer, an der CSV ass dat net aneschters. Ech ka mer kaum virstellen, datt do op eemol Diskussioune gefouert ginn an Dir hutt net iergendeen - Dir hat dat jo jorelaang gutt bewisen -, deen do d'Zepter schwéngt. Et geet eeben net aneschters. Dat ass esou.

(Interruption)

Oder ass et vläicht, well d'Wal eeben elo gréisstendeels op de Guy Verhofstadt, de fréiere belsche Premier, gefall ass, deen a mengen Aen, an ech mengen net nëmmen a mengen Aen, awer wierklech - awer wierklech! - déi Kompetenze matbréngt, fir déi Roll ze erfëllen? Net nëmmen, well en aus enger gudder politescher Famill kënnt, dat wëll ech hei soen, ...

(Brouhaha)

... mee well en awer virun allem ganz grouss Erfarung huet. A wann den Här Verhofstadt dat soll presidéieren, mengen ech, ass dat eng ganz gutt Saach.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer awer ...

(Brouhaha)

... zum Schluss - hei steet zwar néierens eppes vun enger Auer, et gesäit een näischt ...

Une voix.- Da kuckt net dorobber ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, et deet mer leed, Här President, mee d'Auer geet net. Hei flackert alles. An do ...

(Interruptions)

Bon!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Gusty Graas *(DP).*- Selbstverständlech. Déi sinn ëmmer ganz interessant.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass en Defi, Här Graas. Ech wollt Iech villmools Merci soen, och fir Är Ausféierungen, déi Der entwéckelt hutt iwwer méiglech Vertragsännerungen. An eng dovunner betrëfft déi rechtsstaatlech Dimensioun vun der Europäescher Unioun. An Dir hutt do och an Erwägung gezunn, datt ee vläicht net iwwerall sollt d'Eestëmmegkeet hunn.

An elo ass meng Fro un Iech: Wéi kënnt Der Iech da virstellen, datt an deem Beräich do soll eng Traitésännerung kommen, wann zwee, op d'mannst zwee Länner genau wëssen, datt se vläicht viséiert wären? Kënnt Dir Iech virstellen, datt déi zwee Länner mat enger Traitésännerung averstane wären?

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass eng ganz pertinent an eng ganz gutt Fro. An dat ass och de Problem. Dir hutt och Recht. Mee ech hu virdrun allerdéngs op de Bericht higewisen - ech muss nach eng Kéier d'Nimm kucken, do war emol d'Madamm Bresso derbäi, dat weess ech, a Brok, mengen ech -, déi hu jo awer do iergendwéi duerchblécke gelooss, ënner wat fir enger Form datt ee kéint gegeebenefalls fir verschidde Punkten eng Unanimitéit net virgesinn, ouni datt ee misst e Vertrag änneren. Ech sinn net Spezialist genuch, fir Iech nach zousätzlech Erklärungen ze ginn, mee richteg ass, ...

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- ..., jo, Dir hutt Recht!

M. Gusty Graas *(DP).*- Voilà. An den Här Wiseler seet, ech hätt Recht. Also hunn ech mat Sécherheet eppes ...

(Hilarité)

Dann hunn ech mat Sécherheet eppes Intelligentes gesot. A gläichzäiteg eng gutt Äntwert op Är gutt Fro. Mee vu datt de President gesot huet, ech misst ...

Une voix.- Merci, Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- ... zum Schluss kommen: Et ass jo virgesinn, datt déi Konferenz hei soll den 9. Mee starten. Ech fannen dat eng immens gutt Iddi. Dat ass vun der Symbolik hier dee beschten Dag, deen ee ka wielen. Iwwregens, Lëtzebuerg huet do e Feierdag - dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, dat den 9. Mee bis elo als Feierdag erkläert huet.

Déi zwee Joer, déi virgesi sinn, dat ass fir eis och e räsonabelen Timing. Ech mengen, d'Demokratesch Partei jiddefalls ass och prett, fir en Obolus ze leeschten. Ech hoffen an ech sinn och iwwerzeegt, datt mer haut fir d'éischt hei geschwat hunn, mee mat Sécherheet net fir d'lescht jiddefalls. Dës Konferenz muss e Succès ginn, muss beweisen, datt mer méi wéi jee d'Europäesch Unioun brauchen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zejoert war jo e wichtege Rendez-vous fir Europa. Europa hat nämlech am Mee Rendez-vous mat senge Bierger. An et war e gudde Rendez-vous, well d'Walbedeelegung, dat gouf scho gesot, déi bei iwwer 50 % louch, war esou héich wéi zanter 25 Joer net méi. Gutt 8 % méi héich wéi viru fënnef Joer. Dat beweist eis jo awer, dass d'Bierger interesséiert sinn un der Europäescher Unioun an och zouversiichtlech sinn, wat hir eegen Zukunft an der EU ugeet.

Dëst gëtt nach eemol ënnermauert vun de leschten Eurobarometer-Émfroen: 61 % vun den EU-Bierger kucken optimistesch an déi gemeinsam europäesch Zukunft; deen héchste Wäert zanter der Finanz- a Wirtschaftskris am Joer 2009.

Déi nei Kommissioun ënnert der Madamm von der Leyen hat duerno allerdéngs keen esou en einfache Start, sinn dach wärend Wochen a Méint d'Spëtzekandidate vun alle Parteien duerch Europa getingelt, fir mat de Bierger iwwer hir politesch Prioritéiten ze schwätzen, fir sech dann um Enn mat un der Spëtzt vun der Kommissioun der Madamm von der Leyen erëmzefannen, déi selwer awer net kandidéiert hat. Net wéineg hunn dat kritiséiert a fonnt, esou eng Prozedur, déi der europäescher Politik sollt e Gesiicht ginn, déi misst och gesetzlech verankert ginn.

Den Demokratiedefizit vun Europa koum eklatant a fir jidderee siichtbar op d'Tapéit.

Wann d'Kommissioun en holprege Start hat, sou huet si awer direkt duerno iwwerrascht mat kéngen an ambitiéise Programmer. Kaum een hätt et fir méiglech gehalen, dass an esou kuerzer Zäit déi nei Kommissioun mat dem Green New Deal esou en ëmfaassenden an déif gräifende Programm zur ökologescher Émstellung vun eiser Industriegesellschaft kéint presentéieren.

Eng zweet bedeitend Ukënnegung war dunn d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa. Heimat sollt net just d'Fro vun de Spëtzekandidaten ee fir alle Mol gereegelt ginn, mee et sollt e breeden Dialog mat de Bierger organiséiert ginn, fir no Äntwerten zur Zukunft vun der europäescher Demokratie ze sichen.

Et muss een der Kommissioun vun der Madamm von der Leyen felicitéieren, datt si dës Initiativ hélt, grad zu dësem Moment, wou engersäits d'Zoustëmmung fir d'Europäesch Unioun grouss ass an zum selwechten Ablack awer och eng gewëssen Onsécherheet, jo, eng Ongewëssheet besteet. Dofir fanne mir d'Iddi, eng Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa ze lancéieren, zu dësem Moment och ganz pertinent. A mir fannen och, dass Lëtzebuerg hei aktiv involvéiert muss sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Den Här Wiseler an d'Madamm Reding hu ganz Recht, dass mer eis als Lëtzebuerger Parlament haut scho mat all de Froe beschäftegen, déi ronderëm dës Konferenz dréien. Mee ech muss awer och zouginn, dass et mer e bësse gaangen ass oder dass et eis an der Fraktioun gradesou gaangen ass, wéi den Här Graas et virdru gesot huet. Wéi mer den Ordre du jour vun haut gekuckt hunn an déi zwee Punkten zum selwechte Sujet op dem Ordre du jour erëmfonnt hunn, hu mir eis gefrot: „Schwätzen déi iwwerhaapt nach mateneen an der CSV?"

(Interruption)

An enger éischter Etapp geet et drëms ze kucken, wat d'Modalitéite vun där Konferenz solle sinn. Wéi gëtt déi Konferenz organiséiert? Iwwer wat gëtt geschwat? Wie participéiert? Wéi gëtt herno de Suivi gemaach?

An hei wäert et jo eng Déclaration conjointe vun deenen dräi EU-Institutioune ginn, déi eeben d'Froen zur Zilsetzung, dem Fonctionnement an dem Émfang vun der Konferenz beäntwerte wäert. Dës Deklaratioun soll, wann ech richteg informéiert sinn, Enn Februar sinn.

Et wier dann effektiv och eng schéi Symbolik, d'Konferenz op den 9. Mee ze leeën, den Europadag, deen Dag, wou mir hei zu Lëtzebuerg e Feierdag hunn.

Hei hunn d'Europaparlament an d'Kommissioun hir Positioun zu dëse Froen am Januar publizéiert, wärend d'Diskussiounen am Conseil nach lafen. D'EU-Parlament huet bis elo déi detailléiertst Propos fir d'Kompositioun vun der Konferenz virgeluecht. Hei ginn eng Plenière, mee och sougenannt „Agorae" vu Bierger, Jonke souwéi e „steering committee" an en exekutive Koordinatiounskommitee proposéiert.

(Interruption)

Souwuel d'Kommissioun an de Conseil bleiwen op all dëse Punkten e gutt Stéck méi vag.

Effektiv schwätzen eng Rëtsch EU-Memberlänner, dorënner och eis Regierung, wann ech d'Äntwert op déi Question parlementaire kucken, déi gestallt gouf, sech éischter fir eng méi einfach, schlank Gouvernance vun dëser Konferenz aus. Wann esou eng Approche den Ambitioune ka gerecht ginn, ass dogéint och näischt ze soen. D'LSAP deelt op jidde Fall d'Meenung, dass d'Leit am Mëttelpunkt vun der Konferenz stoe mussen, dass mer eng sougenannt Bottom-up-Approche brauchen, also vun ënnen erop. Wa mer de Leit eng Stëmm iwwert d'Prioritéiten an d'Zukunft vun der EU wëlle ginn, mussen d'Experten, d'Politiker an d'Beamte fir d'éischt emol nolauschteren. Esou ongeféier huet et och d'EU-Parlament gesot.

D'EU-Institutioune wéi och d'national Acteuren hunn all Zorte vu Rapporten, strateegesche Pabeieren, Aarbechtsprogrammer an esou weider erstallt, wou d'EU soll hin a wat se prioritär soll maachen. Dat heescht net, dass all dës Dokumenter onwichteg wieren. Am Géigendeel. Mee wa mer frësche Wand erabrénge wëllen, solle mer eiser Meenung no an enger éischter Phas de Bierger d'Wuert ginn, ier ee gezwongenermoossen an e méi en institutionaliséierte Kader iwwergeet an herno diskutéiert. Dann eréischt sollten eigentlech d'Politiker an d'Experte sech an d'Diskussioun amëschen.

Europa ass haut fir vill Leit eppes, wat wäit ewech ass, eeben eppes fir Experten a Politiker. Mee Europa, dat si virun allem 450 Millioune Bierger. An déi mussen erëm d'Gewëssheet kréien, dass si bestëmmen, wou d'Rees higeet. D'Politik soll dofir, wéi ech gesot hunn, an enger éischter Phas de Bierger nolauschteren, wéi si d'Zukunft an d'Prioritéite vun der Europäescher Unioun an hir eegen Zukunft an dëser Unioun gesinn. A mir däerfen eeben net méi als Politiker schonn am Virfeld alles virknaen. Dat war déi Zort vu Politik an déi Zort vun Dialog, déi mer an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn, an eebe grad solle mer vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir eppes Neits ze maachen.

Déi jonk Leit sinn eis dofir an deem Exercice besonnesch wichteg. Et ass jo selbstverständlech, dass grad déi, déi d'Zukunft vun Europa duerstellen, déi Jonk, e besonnescht Wuert matzeschwätze kréien, wann et drëms geet, dës hir Zukunft, ze preparéieren an ze gestalten. An eisen Ae missten déi Jonk duerch dee ganze Prozess iwwer matagebonne ginn an net nëmme punktuell consultéiert ginn.

Ech erënneren drun, dass et net déi jonk Wieler waren, déi a Groussbritannie fir den Austrëtt aus der Europäescher Unioun gestëmmt hunn. Et ware virun allem déi eeler Semesteren, déi dat wollten.

(Brouhaha)

Et ass also ëmsou méi wichteg, déi jonk Leit hei zu Wuert kommen ze loossen. Dëst schéngt eis eng vun den zentralen Hausaufgaben ze si bei dëser Konferenz, an eis Regierung soll sech onbedéngt dofir asetzen.

Mee geneesou wichteg ass et, d'Bierger insgesamt fir dësen Exercice ze mobiliséieren. Et mécht nëmme Sënn, wann d'Diversitéit vun Europa sech och an de Consultatiounen herno erëmspigelt. Dozou gehéieren och déi méi europakritesch Stëmmen. Et ass effektiv net ëmmer flott, sech mat esou Perspektiven ausenanerzesetzen, virun allem, wa se och nach net konstruktiv sinn. Nawell fanne mer awer, dass mer esou gutt wéi méiglech op alleguer d'Leit solle kucken a wéi d'EU zu Léisunge vun hire Problemer bäidroe kann, amplaz déi euroskeptesch Stëmmen einfach auszeklameren.

Mir sinn dovun zu Lëtzebuerg zwar manner betraff, mee mir wëssen alleguer, dass antieuropäesch Stëmmungen an engem eenzege Land déi ganz Europäesch Unioun affektéiere kënnen, Stéchwuert hei: Brexit.

Do mussen déi richteg Formater fonnt ginn, fir dass d'Leit iwwert déi zwee Joer matagebonne sinn, an dass hir Apporten den Debat och effektiv fidderen. Oder wéi d'EU-Parlament et an hirer Propos nennt: Et muss e Feedbackloop ginn, deen assuréiert, dass d'Konklusioune vun den Agoraen och an der Plenière herno kënnen diskutéiert ginn.

Interessant ass d'Iddi vum Europaparlament, laangfristeg e méi e permanente Mechanismus opzesetzen, an deem d'Leit sech mat der Zukunft vun Europa engagéiere kënnen. Dat hei ass e gudden Ament, fir iwwert d'Zukunft vun Europa nozedenken. Mee déi Froen, déi wäerten eis eigentlech ëmmer a stänneg begleeden.

Eng Erausfuerderung wäert natierlech sinn, d'Ambitioun vun der Konferenz praktesch ëmzesetzen, fir d'Meenungen an d'Recommandatioune vun de Bierger aus 27 Memberlänner ze strukturéieren an ze formuléieren, fir dass se

um Enn och iergendwéi kënnen ëmgesat ginn. De Risiko, dass d'Dynamik vun den Eventer an d'Diskussiounen um Terrain herno an dee bekannten EU-Speak ëmgewandelt ginn, also eng Sprooch, déi kaum en normale Bierger nach versteet, dee Risiko ass natierlech do, awer och vläicht net ganz ze verhënneren.

Mee et muss een och d'Erwaardungshaltung geréieren. Alles ze verspriechen, fir dass et duerno wéineg Impakt huet, kann och kontraproduktiv sinn an d'Gefill verstäerken, dass d'Bierger keng wierklech Stëmm hunn. Dofir wäert d'Kommunikatioun och eminent wichteg sinn. Hei muss sécherlech op digital Plattformen zréckgegraff ginn. Mee mer denken, dass d'national Regierungen an d'national Parlamenter do eng Roll spille mussen, fir de Relais mat de Bierger ze maachen.

D'Regierung huet sech jo schonn engagéiert, d'Debatt iwwer Europa mat de Bierger ze verdéiwen, zum Beispill duerch déi Biergerconsultatiounen zu verschiddenen Theemen. Esou eng Approche kann een am Kader vun der Konferenz sécherlech ausbauen.

Als LSAP si mir och der Meenung, dass d'national Parlamenter duerchaus e wichtegen Apport brénge kënnen. Si sinn am Endeffekt nach méi no un hire Bierger a kennen d'Realitéite bei sech. Am Kader vun der Konferenz kéint d'Chamber och als Intermediaire tëscht den EU-Institutiounen an de Bierger agéieren, Evenementer organiséieren a koordinéieren. Ech mengen, et ass och dat, wat den Här Wiseler proposéiert huet. Mee och d'Kommunikatioun beim Bierger kënne mir als Chamber ënnerstëtzen. Dofir mussen déi national Parlamenter natierlech agebonne sinn. An dofir hoffe mer, dass sech eis Regierung och an deem Sënn asetzt.

Als President vun der aussepolitescher an europäescher Kommissioun hunn ech bei der Reunioun vun der COSAC zu Zagreb e Bréif matënnerschriwwen, dee freet, dass d'national Parlamenter a Chambere souwuel en Deel vun der Konferenz an hirem Organe directeur misste sinn wéi och am Agendasetting.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Well an eisen Ae sinn eeben déi national Parlamenter och responsabel fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

(Interruption)

Am selwechte Bréif gëtt dann och, Här Wiseler, effektiv gefuerdert, dass d'national Parlamenter gradesou vill Membere schécke kënne wéi d'Europaparlament.

An et kann een net, Här Wiseler, engersäits soen: „Déi national Parlamenter mussen an d'Diskussioun matagebonne sinn!" an dann déi Leit op d'Schëpp huelen, déi sech derfir asetzen, dass dat dann och am Praktesche geschitt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech hu just gesot, wat d'Reaktioune vun de Leit dobausse wären. An ech versti ganz gutt, datt Dir frot, datt d'Lëtzebuerger Parlament soll derbäi sinn. Mee ech soe just: „Kommt, mir passen op, wat fir eng Reaktioune mer dobausse suscitéieren!" C'est tout. Et war net, fir Iech op d'Schëpp ze huelen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Also, mir si jo elo eigentlech an enger Phas vun der Preparatioun vun där Konferenz. An d'Fro, ëm déi et sech haut an an dësen Deeg am Moment dréit, dat ass: Wéi organiséiere mer se? Wéi setze mer se openeen?

Mee d'Fro ass jo elo net, schonn direkt de Contenu ze liwweren. Natierlech musse mir an enger spéiderer Phas och doranner agebonne ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass een am Kader vun dëser Konferenz vläicht och generell eng Kéier iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter an der Europäescher Unioun diskutéiere sollt. Zanter dem Lissabon-Traité hunn d'national Parlamenter jo schonn d'Méiglechkeet, mam sougenannte „carton jaune" sech géint eng Propos vun der Kommissioun ze stellen, wa se géint de Subsidiaritéitsprinzip verstéisst. Och huet den Dialog tëscht nationalen an EU-Parlamentarier zougeholl, wat derzou bäidroe kann, EU-Initiativen aus engem anere Bléckwénkel ze gesinn an en éierlechen Austausch ze hunn.

Ënnert der Juncker-Kommissioun gouf et zum Beispill och vill méi Visitte vun de Kommissären an den nationale Parlamenter. Dat war eng positiv Evolutioun. A mir sinn och frou, dass d'Madamm von der Leyen dat weiderféiert a verstäerke wëllt.

Da kann ech och vläicht vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir unzekënnegen, dass mer de Mueren d'Confirmatioun kritt hunn, dass déi chargéiert Vizepresidentin vun der Kommissioun an d'Kommissärin, déi zoustänneg ass eebe fir dës Konferenz, d'Madamm Šuica, den 11. Mäerz wäert op Lëtzebuerg kommen, an dass mer och d'Zouso kritt hunn, dass se sech wäert mat eis an der Chamber treffen, fir dass mer kënne mat hir eeben deen Austausch verdéiwen, deen elo scho vu menge Riedner hei verlaangt ginn ass.

Dir gesitt, Här Wiseler, mir maachen eis Aufgaben. An de President vun der Kommissioun, dee gëtt säi Bescht, fir dass mer ...

(Interruption)

... déi Debatt hei gutt a seriö kënne preparéieren, mat all deenen Acteuren, déi concernéiert sinn.

D'Propos ass och scho gemaach ginn, fir den Här Verhofstadt an d'Chamberskommissioun ze ruffen. Och dorunner wäerte mer schaffen. Wa mer déi Geleeënheet hunn, wäerte mer dat och maachen.

Also, Dir gesitt, Dir sidd net aleng mat Ären Doleancen. An et ass net nëmmen d'CSV, déi sech mat deem Sujet hei wëllt beschäftegen, mee ech mengen, alleguerten d'Parteien hei am nationale Parlament hunn erkannt, wéi wichteg dës Diskussioun ass.

Mir gesinn och hei an der Chamber permanent, wa mer eisen Ordre du jour kucken, dass e groussen Deel vun de Gesetzer, déi mer hei stëmmen, d'Ëmsetzunge vun EU-Direktive sinn, ouni dass mer awer onbedéngt vill konnte matschwätzen. Do gi mer dacks viru fäerdeg Tatsaache gestallt. D'Cellule européenne an de Coordinateur am EU-Parlament si gutt Outilen, déi eiser Meenung no nach méi effikass agesat kënne ginn.

An natierlech hu mer eis Europadeputéiert. Et gëtt dacks gesot, dass Bréissel a Stroossbuerg esou wäit ewech wieren. Op d'mannst zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall. Eis Europadeputéiert, vun alle Parteien, maachen e gudde Relais a brénge Bréissel och zréck op Lëtzebuerg.

Ech wëll op dëser Plaz eis Europadeputéierter dofir luewen, déi sech reegelméisseg Zäit huelen, fir zum Beispill an eis Kommissioun ze kommen a mat eis iwwert d'Aktualitéit vu Bréissel a vu Stroossbuerg ze schwätzen. An dat wëlle mer och bäibehalen.

De Koalitiounsaccord gesäit vir, eng „gréng Kaart" anzeféieren, eng Zort Initiativrecht fir national Parlamenter, wéi et jo och fir d'Europaparlament ugeduecht ass. Mat esou enger Prozedur wier et enger Grupp vun nationale Parlamenter méiglech, eng konstruktiv Propos fir legislativ Recommandatiounen ze maachen, déi d'Kommissioun dann och consideréiere misst.

Sécherlech sinn d'Bierger jo an éischter Linn duerch hir Europadeputéiert zu Bréissel vertrueden. An et ass och net onbedéngt erwënschenswäert, nach eng Kusch Komplexitéit dropzeleeën, andeems mer den nationale Parlamenter eng ze grouss, eng ze wichteg Roll ginn. An nawell fanne mer, dass et derwäert ass, d'Fro vun den nationale Parlamenter an der EU ze diskutéieren. Mat eeben där Iddi vun där grénger Kaart géifen déi national Parlamenter net méi just d'Méiglechkeet kréien, eppes ze blockéieren oder eppes ze verhënneren, mee si kéinten aktiv a konstruktiv matschaffen. Aus enger éischter passiver, bremsender Roll géif also eng aktiv Roll, an där mir am Endeffekt mat un der Renkel sëtzen.

Iwwert der Konferenz zur Zukunft vun Europa steet d'Fro, wouriwwer diskutéiert wäert gi respektiv wat mir als Lëtzebuerg als Apport kënne ginn. Och wa mer d'Struktur vun der Konferenz, wéi gesot, nach net kennen, esou wäerte mer dach duerch d'Regierung, duerch eis Europadeputéiert, mat allen Awunner an idealerweis eeben och duerch d'Chamber en Input kënne ginn.

Mir fannen d'Propositioun vun der Kommissioun, engersäits iwwer institutionell Froen ze diskutéieren, an anerersäits iwwer substanziell strateegesch Froen a Prioritéiten ze schwätzen, keng schlecht Approche.

Da komme mer wuel och net derlaanscht, iwwer e puer Grondsazfroen op d'mannst nozedenken, wéi Europa an den nächste Jore soll ausgesinn.

Ass de Lissabon-Traité nach ëmmer dee richtege Kader, wann ee bedenkt, dass en 2009 ugeholl gouf an domat verschidden Erausfuerderungen, déi mer haut kennen, net consideréiere konnt? D'Fro gëtt dofir opgeworf, ob Ännerungen um Traité musse kommen, fir méi effikass ze handelen. Aus eiser Siicht sollte mer dëser Fro net virgräifen. Mir sollen d'Méiglechkeet net kategoresch ausschléissen, mee mir sollen eis och an dësem Stadium net just eleng dorobber fokusséieren. Falls eng Ännerung vum Traité eis weiderbrénge kann, et erméiglecht, eis strateegesch Ziler besser ze erreechen, da musse mer och oppe sinn dofir. Mee gläichzäiteg dierf et awer kee Selbstzweck sinn.

De Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, deen d'Juncker-Kommissioun 2017 erausginn huet, proposéiert fënnef verschidden Zeenarie fir d'Zukunft an d'Orientéierung vun der EU. Fir déi Approche gouf et vu Verschiddenen, oder déi gesamt Approche gouf vu Verschiddenen hefteg kritiséiert, well et eebe keng Richtung virgëtt. Wärend een déi Kritik vläicht kann novollzéien, fanne mer et awer och erfrëschend, dass et eng Debatt iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun Europa gëtt, dass och am Kontext vun europakritesche Stëmmen - déi eng méi, déi aner manner nuancéiert - net erëm just vu „méi Integratioun" geschwat gouf.

Aus eiser Siicht ass méi Integratioun keen Zil u sech. An der Nokrichszäit huet d'Integratioun garantéiert, de Fridden ze erhalen. Méi spéit huet eng ëmmer méi staark wirtschaftlech Integratioun zu Wuelstand a wirtschaftlecher Entwécklung gefouert. An eisen Aen ass dofir d'Integratioun e Mëttel zum Zil. An am Moment schénge mer net dat eent iwwergeuerdnet Zil, den Endpunkt vun enger Strategie, ze hunn, mee éischter verschidden Ambitiounen. Zum Beispill, d'Klimakris ze bewältegen, d'Digitalisatioun human ze gestalten, d'EU krisefest ze maachen a méi sozial ze gestalten, eis Wäerter ze stäerken an international och ze verdeedegen. Och wa vill vun deenen Ziler zesummenhänken, muss een awer en nuancéierten Debat driwwer féieren, wéi d'EU sech opstelle soll, wéi eng Mëttele se sech muss ginn, fir effikass ze funktionéieren.

Wann ech virdru gesot hunn, dass d'Politik als Alleréischt emol soll nolauschteren, da versteet et sech jo vum selwen, dass ech haut net scho wëll der eigentlecher Diskussioun virgräifen an ze vill konkreet Proposen zu dëser Debatt duerleeën. Wat mer allerdéngs haut scho kënne maachen, ass, déi Froen, déi eis beonrouegen, ze nennen, fir dass se an der Diskussioun herno mat de Bierger net vergiess ginn.

Wat eis beonrouegt ass, dass mer virun allem an aussepoliteschen Dossieren dacks handlungsonfäeg sinn, well mer et am Conseil net fäerdegbréngen, eng gemeinsam Positioun ze fannen. Eng geopolitesch Kommissioun wäert nëmme ganz schwéier méiglech sinn, wa mer a Krisen net séier a bestëmmt agéiere kënnen.

Eng zweet Saach, déi eis beschäftegt, ass d'Fro vun eise Grondwäerter. Mir sinn zu Recht houfreg drop, dass d'EU eng staark Traditioun vun Demokratie, Rechtsstaat a Mënscherechter huet, déi d'Bierger a villen Hisiichte schützt an hinne Fräiheete garantéiert. Eng Welt, déi dës Norme respektéiert, ass eng méi sécher Welt. Dofir steet d'EU op der Weltbün. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass dat heiheem vun de Memberstaate virgelieft gëtt.

An der Lescht ginn dës Prinzipien awer ëmmer méi dacks ënnergruewen, esou virun allem duerch déi problematesch Reform vum Justizsystem a Polen an d'Situatioun vun de fundamentale Fräiheeten a vun der Zivillgesellschaft an Ungarn.

(Interruption)

En anert Beispill sinn d'Mësshandlunge vu Refugiéen op der kroatescher Grenz.

Wa mer wëllen, dass d'EU eng Wäertegemeinschaft bleift an dass mer glafwierdeg esou Wäerter international promouvéiere kënnen, da musse mer deem entgéintwierken a mir musse méi effikass Prozedure fannen, déi eng méi ofschreckend Wierkung hunn a virun allem méi séier kënnen ëmgesat ginn. Hei denke mer virun allem drun, dass ee méi séier a méi wierksam Sanktioune géint Länner ausschwätze kann, déi géint de Rechtsstaat a fundamental Wäerter verstoussen. Dëst si Froen, déi, nieft villen aneren, an eisen Aen onbedéngt wärend der Konferenz mussen diskutéiert ginn an hoffentlech zu neie Léisunge féieren.

Erlaabt mer, um Enn eng méi perséinlech Meenung lasszeginn, an ech hat och schonn d'Geleeënheet, mat deem engen oder aneren heibannen déi Diskussioun ze féieren! Ech mengen, de Sven Clement, dee weess schonn, wat elo kënnt.

Et gëtt vill vu Politikverdrossenheet geschwat, vun engem Desinteressi un der europäescher Saach. Vläicht war och an der Vergaangenheet net ëmmer alles esou perfekt, wéi mir dat haut mengen. Wat awer haut anescht ass ewéi fréier, ass, dass d'Europäesch Unioun fir de Bierger haut wéineg bis kaum gräifbar Ziler méi huet. An den Ufanksjore stoung d'Sécherstelle vum Fridden an Europa ganz uewen op der Agenda. Duerno ass um gemeinsame Bannemaart geschafft ginn. An duerno sinn d'Grenzen ewechgefall an d'Bierger, grad wéi d'Wueren, konnte sech fräi beweegen um ganze Kontinent. E Meilestee war sécherlech och d'Aféierung vun enger gemeinsamer Wärung. Alles, wat ech elo opgezielt hunn, ware konkreet Ziler, un deene geschafft gouf an déi alleguerte gräifbar ware fir d'Bierger an Europa.

Et geet net duer, just dervun ze schwätzen, wat een alles erreecht huet an de leschte 70 Joer. Mir stinn haut viru groussen an akuten Erausfuerderungen. D'Digitaliséierung, de Klimawandel, d'Kompetitivitéit, déi grouss Sozialfroen, dofir léisst sech am Endeffekt just eng Léisung op EU-Niveau fannen. Mee mir hunn et nach net fäerdegbruecht, fir op där Basis eng nei Missioun, en neit, gräifbaart Zil fir d'EU auszeruffen, en Zil, en Objektiv, dat jiddweree versteet, an deem sech och jiddweree kann erëmfannen.

D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa selwer kann net dat Zil sinn, mee et kann awer d'Geleeënheet sinn, fir nei gemeinsam Ziler ze fannen an duerno unzestriewen. Dat wier op alle Fall meng grouss Hoffnung bei dësem ganzen Exercice.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Hei flackert et nach ëmmer, ech gesinn dann elo net, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech passen op.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Okay.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa dierft ee vun de markantste Projete vun dëser Kommissioun ginn. D'EU steet jo virun enger ganzer Partie Erausfuerderungen an et geet ëm net manner wéi Theeme wéi de Klimawandel, d'Digitaliséierung, eis Positioun op der Weltbün, Konflikter an eiser Noperschaft, Migratioun oder och den Zesummenhalt an der Gesellschaft.

Och nom Brexit sinn d'Froen net manner ginn: Wéi brénge mir d'EU erëm méi no un d'Bierger? Wéi kënne mir d'EU méi demokratesch gestalten? A wéi kënne mir sécherstellen, dass esou en Desaster wéi de Brexit - well dat war en - sech net nach eng Kéier widderhëlt?

Et steet ganz vill um Spill. A wa mir vun engem ergeebnisoffene Prozess schwätzen, da soe mir automatesch och, dass eng Ännerung vun den europäesche Verträg kéint een Outcome sinn. An dat wier déi éischte Kéier säit dem Lissabonner Vertrag vun 2007.

Mir Gréng sinn op alle Fall der Meenung, dass dës Konferenz eng Chance kéint sinn, Antwerten op wichteg Froe vun haut ze fannen. Andeems mir d'Zivilbevëlkerung mat an de Prozess abannen, gesi mir och eng Chance, fir d'Leit an d'EU erëm méi no zesummenzeféieren.

Wat den Timing fir d'Konferenz ugeet, si mir elo an enger Phas, wou et wichteg ass, dass och déi eenzel Memberstaate sech abréngen. Et ass wichteg, dass d'Konferenz op allen Niveaue mat där néideger Suergfalt virbereet gëtt, an dat och um nationale Plang. An dofir wollt ech dem Här Wiseler och villmools Merci soen, dass hien dës Debatt haut hei an der Chamber initiéiert huet, an och fir seng interessant Iwwerleeungen iwwert d'Roll vun eis an der Chamber am Allgemengen.

Fir eis Gréng sinn an der Debatt zwee Punkte besonnesch wichteg. Dat wieren engersäits d'Abanne vun der Zivillgesellschaft an dëse Prozess, an och déi konkreet Theemen, déi solle beschwat ginn. An domadder einhergeeënd natierlech och, wien déi Theemen definéiert, wien den Agendasetting mécht.

Loosst mech kuerz eng Kéier de Kader stiechen, an deem mir eis hei beweegen! À la base steet jo d'Fro, wéi een Europa mir gären hätten. D'EU steet haut viru groussen Erausfuerderungen, wéi scho gesot. Se huet awer a ganz ville Fäll net déi richteg Geschierkëscht oder deen néidege Budget, fir dës Erausfuerderungen alleguerten unzegoen. A wichtege Froen, wéi der Migratioun, der Aussepolitik, dem Klimaschutz an esou weider, steet se sech och oft selwer an de Féiss. Dofir wier et wichteg, schonn emol all déi Politikfelder erauszekristalliséieren, an deenen et keng national Léisunge gëtt a bei deenen nëmmen e gemeinsamen europäeschen Usaz erfollegversprechend ka sinn.

D'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa huet, wéi schonns gesot, an eisen Ae ganz vill Potenzial. Si bitt eng Chance, Europa nei ze denken an d'Leit erëm méi no un Europa erunzebréngen.

Dozou gehéiert och, dass déi nächst EU-Wale méi demokratesch a méi europäesch ginn.

Et besteet allerdéngs och nach ëmmer d'Gefor, dass d'Konferenz herno net zu konkreete Resultater féiert. Dëst wier an eisen Aen immens kontraproduktiv, well d'Bierger an d'Biergerinnen däerfen op kee Fall d'Gefill kréien, dass hei just eng Alibiveranstaltung organiséiert gëtt. An ech sinn dofir och frou, dass mam Daniel Freund, engem ganz engagéierten a kompetente Politiker, eng Persoun do ass, déi d'gréng EU-Fraktioun am Europaparlament an deem Aarbechtsgrupp fir d'Zukunft vun Europa vertrëtt. Den Daniel Freund setzt sech zënter senger Nominatioun an dësem Grupp mat ganzer Kraaft a virun allem immens proaktiv derfir an, dass d'Konferenz hirem Potenzial herno ka gerecht ginn an och net zu Enttäuschunge bei de Bierger féiert. An dëst ass enorm wichteg.

Nieft den Erausfuerderunge vun der Klimakris, der Digitalisatioun, Konflikter an esou weider, déi mir nëmme geschlossen als EU kënnen upaken, huet de Brexit eis gewisen, dass d'EU, déi jo urspréinglech als Friddensprojet ugefaangen hat, dobausse längst net méi als deen erstriewenswäerte Projet gesi gëtt, wéi dat emol de Fall war.

Och wann haut d'Vertrauen an d'EU erëm esou héich ass wéi zënter 2014 net méi, dat gouf jo och grad ugeschwat, a wa mer bei de leschten EU-Wale gesinn hunn, dass den Interesse vun de Bierger an de Biergerinne geklommen ass an d'Walbedeelegung vun iwwer 50 % historesch héich war, esou muss et engem awer ze denke ginn, dass nëmme 45 % vun de Leit e positiivt Bild vun der EU hunn, a just knapps iwwert d'Hallschent vun de Leit, nämlech 55 %, zefridde sinn, wéi d'EU um demokrateschen Niveau funktionéiert.

Dat gesot, gëtt et mir awer och Hoffnung, dass trotzdeem nach 61 % vun de Bierger der Meenung ass, dass d'EU eng positiv Zukunft kann hunn.

De Message ass awer, mengen ech, ganz kloer: D'EU mat hiren Institutioune muss erëm méi no un d'Zivilbevëlkerung réckelen an Äntwerte liwweren, déi de grousse Froe vun eiser Zäit gerecht ginn. D'EU ass net just en technokrateschen Apparat, mee eng Institutioun, déi op enger gemeinsamer Visioun, op gemeinsame Wäerter berout, an déi aus der lwwerzeegung gewuess ass, dass eng aner Welt méiglech ass, eng Welt, an där Konflikter anescht geléist kënne ginn an an där ee méi erreecht, wann een zesummeschafft a Brécke baut.

Haut sti mir viru ganz aneren Erausfuerderungen, an trotzdeem deelen ech dee Constat haut nach ëmmer: Zesumme si mir méi staark, an zesumme musse mer derfir suergen, dass d'EU no bannen am Sënn vun de Mënsche schaffe kann, mee och, dass se no baussen déi Acquisen droe kann an Ausstralungskraaft huet.

Komme mer zu enger vun den Haaptfroen, déi eis hei musse beschäftegen! Dat ass d'Biergerbedeelegung. An ech géif virop hei derzou soen, och als Äntwert op dat, wat den Här Wiseler gesot huet: Also, fir mech geet et net drëm, eng Usine à gaz ze kreéieren oder dass mir als Politiker eis eiser Verantwortung entzéien. Dat absolutt net. Mir hunn als Politiker e Mandat, d'Mënschen ze vertrieden, an net just eis Meenung ze verteidegen. Mee nolauschteren heescht eeben och, déi Iddie materanhuelen a se mat an d'Waagschale ze werfen, ouni dass ee sech domadder senger Responsabilitéit ganz entzéie muss.

D'Biergerbedeelegung ass essenziell, besonnesch an enger Zäit, wou vill Leit der Politik skeptesch géintiwwerstinn a vläicht och méi informell Weeër sichen, fernab vun all Parteipolitik, fir sech op engem méi direkte Wee oder engem anere Wee, engem digitale Wee, matanzebréngen an de Prozess matzegestalten.

De Plang gesäit jo och vir, d'Bierger an d'Biergerinnen aktiv ze bedeelegen. Mee wéi kënne mer effektiv sécherstellen, dass mir hei vun enger reeller Biergerbedeelegung schwätzen an net just vun engem eventuellen Exercice fir d'Galerie? Mir Gréng wollte vum Ufank vun dësem Prozess un, dass dës Konferenz déi gréisstméiglech Legitimitéit géif kréien an an de Genoss vum Vertraue vun den europäesche Bierger a Biergerinne géif kommen. Dofir ass et eis wichteg, dass d'Biergerinnen an d'Bierger vun Ufank un Entscheedunge mattreffe kënnen an net als „nice to have", am Rande, eng éischter passiv Roll anhuele sollen.

Et ass och net egal, wéi dës Biergerforen opgestallt sinn, well et ass wichteg, dass se de gesamte Gesellschaftsspektrum ofdecken an dass all interesséierte Mënsch soll d'Méiglechkeet kréien, digital oder live matzemaachen. Et ass wichteg, dass se paritéitesch opgestallt sinn an dass all Altersklass representéiert ass.

Et ass och wichteg, dass déi Jonk vertruede sinn, well d'Decisiounen, déi mir haut huelen, grad bei Theeme wéi Klimawandel, Ëmweltverschmotzung etc., hunn dee gréissten Impakt eebe just op déi jonk Generatioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Grad déi europäesch Gréng hu sech mat Erfolleg fir eng méi staark Abannung vun de Bierger a Biergerinnen agesat, soudass déi sougenannte Biergerversammlungen iwwerhaapt eng méi eminent Roll spille sollen.

Esou huet d'EU-Parlament elo proposéiert, dës Konferenz op zwou Sailen opzebauen. Also éischtens d'Biergerversammlungen, déi aus representativ ausgelouste Bierger a Biergerinnen aus ganz Europa solle bestoen. Dës géife sech dann a bis zu sechs Versammlunge gesinn a Recommandatiounen ausschaffen, déi dann an enger zweeter Etapp géifen an eng zweet, institutionell Sail weidergeleet ginn. Dës zweet Sail géif aus Vertrieder aus der Kommissioun, dem Rot, dem Europaparlament an den nationale Parlamenter bestoen, wou jo dann och erëm eng Participatioun vun eis hei gefrot wier.

Op dësem Niveau sollen dann d'Recommandatiounen aus de Biergerversammlungen a konkreet Gesetzesvirschléi oder souguer Ofännerunge vun de Verträg münden. Déi europäesch Gréng waren also maassgeeblech dru bedeelegt, dass d'Parlament Mëtt Januar eng gutt Resolutioun ugeholl huet.

Ech wëll awer och dozou soen, dass d'Resolutioun vum EU-Parlament an deem Beräich vun der Biergerbedeelegung hätt kënnen, an eisen Aen, nach e bësse méi breet ausfalen. Déi europäesch Gréng haten nämlech proposéiert, dass d'Participatioun vun der Zivillgesellschaft méi wäit géif goen. Et war nämlech gefrot ginn, dass och véier stellvertriedend ONGe géifen e Stëmmrecht kréien, wat awer net géint d'Stëmme vu Chrëschtdemokraten, Konservativen an enger Rei Liberale konnt duerchgesat ginn.

(Interruption)

Appreciatiounssaach!

(Interruption)

Dëst ass fir mech, éierlech gesot, net verständlech, net nëmmen aus der Perspektiv eraus, dass et de Prozess legitiméiert hätt an d'Zivillgesellschaft och gestäerkt hätt, mee och aus der Perspektiv eraus, dass ONGen och wichteg Ambassadeure fir dee ganze Prozess hätte kënne sinn, a mir eis domadder einfach déi Méiglechkeet geholl hunn, aus engem fir eis net erklärbare Grond.

A wa mer vun der Zivillgesellschaft schwätzen, da wier et och nawell interessant, op eng méiglech Roll vun de Spezialisten aus dem akademesche Beräich anzegoen. Et handelt sech jo bei dësem Exercice ëm e groussen demokrateschen Exercice, deen een net einfach emol esou aus dem Aarm rësele kann. Et gëtt Wëssenschaftler, déi hu sech jorelaang mat esou Froen a Reformvirschléi ausenanergesat. Si hei an esou e Prozess ze integréieren, wier mat Sécherheet net verkéiert.

Esou hunn och 109 Leit aus der Wëssenschaft effektiv den 1. Februar en oppene Bréif un d'Presidente vun EU-Parlament, -Conseil a -Kommissioun geschéckt. An dësem Bréif, deen iwwregens och vun engem Wëssenschaftler vun der Uni Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, ginn eng Rei Piste proposéiert, déi ganz interessant wieren. Si warnen zum Beispill virdrun, dass hei kee „Youthwashing" bedriwwe soll ginn, andeems jonk Leit quasi eng Illusioun vu Participatioun presentéiert kréien, ouni am Endeffekt wierklech eng Stëmm an deem ganze Prozess ze hunn. An där selwechter Optik weise se drop hin, dass de Risiko besteet, dass d'Biergerbedeelegung an der aktueller Propositioun méi um Pabeier existéiert, wéi dass se e reellen Impakt kann hunn. Well effektiv, wann d'Bierger sech just sollen u sechs Versammlungen ausdrécke kënnen an dat och nach zu Theemen, déi vun uewen erof diktéiert gi sinn, dann ass dat eng Top-down-Approche, déi eigentlech dem Esprit vun deem ganzen Exercice widdersprécht. Si plädéieren dofir derfir, dass d'Zivillgesellschaft stëmmberechtegt an dësem Prozess gëtt. Si warnen och virdrun, déi methodologesch Approche esou am Vagen ze halen.

Ech ka se hei rejoignéieren. Quitte dass et eppes quasi Romantesches huet, dat ginn ech gär zou, dëse Prozess um 9. Mee ze lancéieren, esou ass et awer wichteg, dass mer hei näischt iwwert de Knéi briechen, well ech mengen, den Enjeu ass hei einfach ze grouss. Et ass wichteg, dass déi wichteg Froe gekläert sinn, ier et lassgeet.

An e weidere Punkt, dee si uschwätzen, an dee mir ganz relevant erschéngt, ass, dass d'Biergerbedeelegung keen „nice to have" ass, deen op enger On-off-Basis soll fonctionéieren.

Wa mir hei op Biergerbedeelegung setzen, da solle mir dat och als Sujet op den Ordre du jour setze vun de Sujeten, déi eebe sollen herno traitéiert ginn, fir dass d'Participatioun vun de Bierger a Biergerinnen och nohalteg kann institutionaliséiert ginn.

An da si mer och bei den Theemen, déi sollen oder kënnen op den Ordre du jour kommen. Mir hunn eis grad derfir ausgeschwat, dass de Prozess natierlech soll oppe sinn an dass d'Bierger an d'Biergerinne sollen e Wuert doranner kréien. Deem wëll ech dann och net allze vill virgräifen.

Mee wann een eis géif froen, wéi eng Punkte fir eis wichteg wieren an déi mir gären traitéiert géife gesinn, da wär et natierlech esou, dass mer souwuel institutionell Froe wéi eeben och déi politesch Froe mussen trennen an eenzel op de Leescht huelen.

Wa mer mat den institutionelle Froen ufänken, do gehéiert an eisen Aen natierlech och d'Fro vun den transnationale Lëschten an dem Spëtzekandidateprinzip op den Ordre du jour.

Mir Gréng fuerderen, datt déi nächst EU-Wale méi demokratesch a méi europäesch ginn. An dat erfuerdert wichteg Verännerungen, och am Walrecht.

Mir hätte gären, dass de Spëtzekandidateprinzip souwéi och d'transnational Wallëschte fest verankert ginn. Domadder geet och parallell eng Stäerkung vun den europäesche Parteien einher, well et ass jo kloer, soulaang d'Wale fir d'Europaparlament vun 28 verschiddenen - ...

(Interruption)

... naja, wivill och ëmmer - nationale Gesetzgeebunge kadréiert ginn a vun engem komplett nationale Kader a vun nationale Programmer bestëmmt ginn, soulaang wäert et fir d'Biergerinnen an d'Bierger onverständlech an net novollzéibar bleiwen, dass d'Membere vun de selwechten europäesche Parteifamilljen deelweis - net ëmmer, awer deelweis - mat sech widderspriechenden nationale Programmer untrieden an dës herno awer trotzdeem an enger gemeinsamer Fraktioun mat widderspréchlechen Usätz iergendwéi mussen ënner en Hutt kréien.

D'selwecht plädéiere mer derfir, dass en Deel vun de Sëtz am EU-Parlament fir Kandidaten a Kandidatinne vun transnationalen a gesamteuropäesche Lëschte reservéiert bleiwen.

Zu den institutionelle Froe gesellt sech natierlech och d'Fro vum Ofbau vun de Vetorechter, fir d'EU op wichtegen Theemen erëm méi entscheedungsfäeg ze maachen. A schlussendlech wëlle mer och driwwer schwätzen, wéi dat eenzegt direkt demokratesch gewieltend Organ an der EU, nämlech d'Europaparlament, gestäerkt ka ginn.

Wat elo déi politesch Froe betrëfft, do gehéieren der ganz vill dozou, déi an eisen Aen hir Daseinsberechtegung hätten. Fir der e puer opzezielen, hu mer de Kampf géint d'Ëmweltverschmotzung an de Klimawandel, méi sozial Gerechtegkeet a Gläichberechtegung, d'Duerchsetze vun europäesche Wäerter a fundamentale Mënscherechter, déi europäesch Steier- a Sozialpolitik, den Ëmgang mat der Digitaliséierung, d'Roll vun der EU an der Welt, d'Migratioun, d'Ausriichtung vun der europäescher Agrarpolitik an esou weider.

A grad hei wéilt ech och erëm de Bou zu de Bierger spanen an der Wichtegkeet, dass si den Ordre du jour matbestëmme kënnen. Ech denken hei un Theeme wéi de Plastikverbuet, een Theema, dat ville Bierger immens um Häerz läit a wou et wichteg wier, dass eng ambitionéiert europäesch Léisung fonnt gëtt, déi wäit iwwert dat erausgeet, wat aktuell um Dësch läit. D'Bierger géifen esou engem wichtege Sujet eventuell eng aner Urgence zouweisen, wéi dat aktuell de Fall ass.

Dann denken ech awer och grad u Sujeten, déi der Bevëlkerung immens um Häerz leien, bei deene vill Leit hei an der Chamber an an der Regierung sech awer eens sinn, dass mir musse gesamteuropäesch Léisunge fannen. Leider ass et dann awer och emol esou, dass iergendwou de Suivi feelt an d'Gefor besteet, dass de Sujet dann am Endeffekt weeder op nationalem nach op EU-Niveau mëttelfristeg opgegraff ka ginn.

Ech si mer zum Beispill sécher, dass, wann d'Bierger den Ordre du jour kéinte matbestëmmen, dann Theeme wéi wäit Déierentransporter, e Pelzverbuet - e Sujet, fir dee ganz vill Interessi besteet, wat jo och déi rezent Petitioun gewisen huet a wou mir och op EU-Léisunge verwisen hunn - oder den Devoir de diligence géifen op d'Tapéit kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- D'Bierger géifen der Europäescher Unioun och e kloren Optrag ginn, an dëse Beräicher relativ schnell ze handelen an ze legiferéieren. Ech si mir awer net sécher, ob dës Punkten op engem Ordre du jour wieren, wann een d'Bierger net un dem Agendasetting bedeelegt.

(Interruption)

Et ass also net egal, wien d'Theemen definéiert. A wa mir de Leit wierklech wëllen d'Gefill ginn, dass Matschaffen eppes bréngt, dann dierfe mir hei keng Top-down-Approche hunn.

Zur Konklusioun: Wéi gesot, d'EU steet aktuell virun enormen Erausfuerderungen. Et geet drëm, endlech derfir ze suergen, dass d'Europäesch Unioun déi richteg Kompetenzen, Entscheedungsmechanismen a Mëttele kritt, fir dës Erausfuerderungen erfollegräich unzegoen. Et geet des Weideren drëm, den Image vun der EU bei de Bierger an de Biergerinnen opzepäppelen, quasi um Markebild vun der EU ze schaffen. Dat ass einfach gesot, awer en enorm schwieregen Exercice, dee ganz, ganz gutt duerchduecht muss ginn. Et ass virun allem wichteg, dass och déi national Regierungen a Parlamenter sech hei matabréngen a sech fir hir Visioun vun der Zukunft vun Europa asetzen.

Ech mengen, Lëtzebuerg huet et bis elo ëmmer fäerdegbruecht mat senger dach relativ klenger Gréisst, sech Gehéier ze verschafen a grad a wichtegen Theeme wéi déi vun der Migratioun oder dem Ëmweltschutz fir gemeinsam Léisungen ze kämpfen. Duerfir ass et wichteg, dass mir ons och hei ganz aktiv an dëse Prozess mate Modalitéite wéi och herno wann et drëm geet, eis Bevëlkerung ze animéiere matzemaachen a jidderee wäitgeeënd matanzebannen a mat op de Wee ze huelen.

Nach sinn d'Modalitéiten net all kloer. D'Parlament huet mat Hëllef vun der grénger EU-Fraktioun eng ganz ambitionéiert Propositioun gemaach, déi elo nach mam Rot a mat der Kommissioun muss verhandelt ginn. Bis elo schéngt et, wéi wann de Rot an deels och vläicht d'Kommissioun nach enorm Virbehalter hunn, wann et ëm den Agendasetting an de Rôle, dee mer de Biergerinnen an de Bierger sollen zougestoen, geet.

Mir halen awer drop, dass d'Handschréft vun der Zivillgesellschaft am Endresultat kloer erkennbar ass. Dëse Prozess muss ergeebnisoffe sinn. An an deem Kader géif ech den Här Ausseminister gär froen, wéi seng Aschätzung ass, wat d'Opmaache vun den europäeschen Traitéen effektiv ubelaangt.

Ech mengen, et ass eng Tatsaach, dass mer hei mussen nobesseren an dass verschidde Grondsazfroe fréier oder spéider mussen ugepak ginn. Anerersäits gesi verschidde Regierungen an och Wëssenschaftler dat skeptesch, well se virsiichteg sinn, zu grad dësem Zäitpunkt d'Traitéen eventuell opzemaachen a Froen opzewerfen, déi elo vläicht zu anere Konklusioune komme wéi deenen, déi mer eis géife wënschen. An deem Kader géif ech da wierklech gäre froen, wéi Dir d'lëtzebuergesch Positioun an deem Kader gesitt.

Ech mengen, op där enger Säit ass et ganz kloer, dass mir hei als Demokraten d'Ergeebnis jo net wëllen negativ beaflossen, mee op där anerer Säit ass et awer och esou, dass mer a ville Länner e gewësse Rietsruck hunn, dass mer eng gewëssen Europaskepsis hunn, deenen ee warscheinlech just kann entgéintwierken, wann ee justement d'Traitéen ännere geet a wann een da jo d'Méiglechkeet gëtt, deem Europaskeptizismus entgéintzewierken. An trotzdeem wëlle mer net d'Gefor agoen, dass mer hei d'EU méi an d'Bredouille brëngen, wéi se elo ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech géif och ufänke mat engem Merci un den Här Wiseler, datt en deen Theema hei op den Ordre du jour gesat huet. An ech mengen, et ass wierklech, wéi déi Interventioun bis elo gewisen huet, en extreem wichtege Sujet. Et huet een e bëssen den Androck, datt elo, wou d'Vereenegt Kinnekräich aus Europa, aus der Europäescher Unioun, net aus Europa, erausgaangen ass, Verschiddener gesinn hunn, datt do vläicht eng Méiglechkeet besteet, fir hir Agenda virunzedreiwen, wat net méiglech war, soulaang d'Vereenegt Kinnekräich Member war.

An et muss een do awer oppassen, datt een d'ëffentlech Meenung net falsch aschätzt. Et gëtt eng immens Skepsis an Europa géintiwwer der Europäescher Unioun. Den Här Premierminister huet virdru vun enger Europhilie geschwat. Déi ass schwéier ze erkennen. Et gëtt

déif Rëss an Europa: an der Migratiounskris, an der Euro-Situatioun, och an anere Froe wéi dem Rechtsstaat - dat ass haut schonn ugeschwat ginn. An eng Walbedeelegung vu knapp iwwer 50 % beim europäesche Parlament ass kee ganz staarke Beweis fir eng grouss enthusiastesch Stëmmung, déi eis géif erlaben, elo Europa fundamental ze reformëieren.

Et däerf een net simplistesch ënnerscheeden zwëschent Proeuropäer, dat wären dann déi, déi fir méi Integratioun sinn, an Antieuropäer, dat wären déi, déi méi skeptesch wären, wat d'Integratioun ugeet. Mee et geet drëm, dee richtege Wee fir Europa ze fannen, well mir bekennen eis alleguer zu Europa. Mir wëllen Europa zesummenhalen. An dat ass eigentlech dee groussen Defi, deem mer eis am Ableck musse stellen.

Den Här Staatsminister huet haut hei an der Chamber vun Auschwitz geschwat. En huet dat op e puer Plazen ëmmer erëm gemaach. Mee ech mengen, datt dat net zur Diskussioun steet, hei op jidde Fall net, net zu Lëtzebuerg an net hei am Haus, datt een esou eppes net méi däerf zouloossen. An datt mer alleguer hoffen a matschaffen, datt dat net méi entsteet. Europa als Friddensprojet steet net zur Diskussioun! Net hei am Land. Mee wat mer diskutéieren, dat ass: Wéi en Europa hätte mer gär, fir dauerhaft esou eng Friddensarchitektur op eisem Kontinent ze erméiglechen?

An de Federalismus, wéi mir en am Ableck gesinn, ass warscheinlech net dee beschte Wee, fir dat Zil ze erreechen. E Staat wéi dat Vereenegt Kinnekräich wollt seng Souveränitéit zréck. Wa mer Europa anescht ausgestalt hätten, wa mer och vläicht verschiddene Wënsch vun hinnen entgéintkomm wären, wär et net zu deem Austrëtt komm. Et ass och heiansdo deen iwwerdriwwe federalisteschen, deen iwwerdriwwen zentralisteschen Usaz, dee riskéiert, Europa futtizemaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hu jo och erlieft mat deem Traité, deen a Frankräich an an Holland refuséiert gouf, den Traité constitutionnel, datt ee ganz gutt muss oppassen, eebe just fir Europa zesummenzehalen.

Mir denken, de Wee fir eng dauerhaft akzeptéiert Architektur, eng bestänneg Architektur an Europa ass fir eis als ADR de Wee vum Europa vun den Natiounen. An ech mengen, an dat soen ech houfreg, datt dat, a mengen Aen op jidde Fall, exzellent Walresultat vun der ADR bei deene leschten Europawalen och weist, datt hei am Land ëmmer méi Leit mengen, datt dee Wee dee richtegen ass, dee mir virschloen, nämlech Europa vun den Natiounen an net de Federalismus.

Lëtzebuerg soll an eisen Aen net eng Erënnerung herno sinn, net e Bundesland vun iergendeppes, net einfach en Territoire, mee e souveräne Staat bleiwen, deen an Europa seng Stëmm behält.

Dat ass och net, wéi den Här Wiseler et fäert, en Ausdrock vun Nationalismus an Europa, mee éischter, wat een op ville Plaze gesäit, datt en neie Patriotismus do ass, wat u sech näischt Schlechtes ass, a virun allem och vill Realismus.

A wann een déi Conférence sur l'avenir de l'Europe do mat Realismus gesäit, sou wéi se vun der Kommissioun, vum Här Macron, vun der Madamm Merkel an aneren envisagéiert gëtt, da muss een och dat realistesch gesinn, datt zwee Ziler verfollegt ginn. Dat éischt ass, d'Muecht vun deene klenge Länner op déi méi grouss ze verlageren. Den Här Premierminister hat dat och opgezielt virdrun, e bësse summaresch, d'Stëmmverhalen am Conseil, d'Besetzung vun der Europäescher Kommissioun an och aner Saache wéi d'Mandater am Europaparlament an esou weider, mee dat si fir eis Sujete vun zentraler Wichtegkeet!

An dat zweet Zil ass, dem europäesche Parlament méi Rechter ze ginn duerch eng Änderung vun der elektoraler Legislatioun, sief et um europäesche Plang oder an den Nationalstaaten.

Mee d'Ausféierunge vum Här Premierminister hunn eis eng Äntwert net ginn. An ech hunn em gutt nogelauschtert. Wär Lëtzebuerg bereet oder net, Traitésännerungen ze akzeptéieren oder net? Well da schwätze mer normalerweis vun enger Conférence intergouvernementale. An dovunner ass hei keng Ried. Et geet rieds vun engem Prozess mat breeder Biergerbedeelegung an esou weider, deen net ganz kloer ass.

Och eis gréng Kolleegin, wéi si geschwat huet, huet elo gesot: „D'Leit musse kënne matdecidéieren!" An: „Dat ass en demokratesche Prozess!" Mee opgrond vu wat? Mat wéi engem Mandat? An eisen Ae sinn et nach ëmmer déi national Regierungen an enger Conférence intergouvernementale an dann déi national Parlamenter, déi sech doriwwer ausschwätzen. An dat ass déi verfassungsméisseg Uerdnung. An déi musse mer respektéieren.

Mir kënnen net higoen an de Risiko elo agoen, datt mat deem Argument vun enger breeder Biergerbedeelegung eigentlech probéiert gëtt, net méi Demokratie hierzestellen, mee d'Demokratie ze ëmgoen. Déi demokratesch representativ Demokratie, déi mer hunn an eise Länner, muss respektéiert ginn. A mir mussen d'Parlamenter froen, wann et zu Ännerunge kënnt. A mir mussen och dermat rechnen, datt et a verschiddene Staaten zu Referende kënnt. An ech weess, datt vill Leit dat net gär hunn, och hei am Land net. Awer mir als ADR soe kloer: „Och mir als iwwerzeegten Demokrate bekennen eis zum Instrument vum Referendum." A wann et zur Traitésännerung sollt kommen, ass dat och eng gutt Iddi, fir dee Wee ze goen.

D'Europäesch Unioun seet, si wär demokratesch, géif jidderee respektéieren. Ob et esou ass, ass ëmmer eng aner Diskussioun. D'Europäesch Kommissioun huet en Optrag als Gardienne des traités. U sech e ganz neutralen Optrag. Mee mir erkennen awer, datt se och hir eege politesch Agenda ëmmer méi huet, datt se selwer hir Interessen an d'Interesse vun europäeschen Institutioune wëllt no vir dreiwen aux dépens vun de Positioune vun de Memberstaaten.

Konkreet si geplangt - an den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun seet dat jo och -:

- d'Aféierung vun engem legislativen Initiativrecht fir dat europäescht Parlament, wat awer eng fundamental Änderung wär vum institutionelle Gläichgewiicht an der Europäescher Unioun.

An ech wëll d'Kolleege vun der CSV och froen, well si si jo och derfir, den Här Wiseler huet dat jo och gesot: Wat géif dat dann heeschen, dat Initiativrecht vum europäesche Parlament, zum Beispill fir de Siège vu Lëtzebuerg? Zum Beispill fir d'Fiskalitéit? Ech mengen, wann ech mech gutt erënneren, war am Walprogramm vun der CSV fir d'Europawalen eng Dispositioun, änlech wéi bei de sozialistesche Kolleegen, datt een d'Eestëmmegkeet a Fiskalfroe kéint iwwerdenken. Mee wa mer d'Initiativrecht dem europäesche Parlament ginn, da si mer awer wäit an eng Richtung, déi eise fundamentalen ekonomeschen, nationalen Interessie ka schueden. Et muss een de Risiko vun deenen Entwécklungen awer gesinn an uschwätzen.

- Spëtzekandidatesystem. Deen huet elo net fonctionéiert. An et ass dach e bëssen eng Ironie, datt ausgerechent d'Madamm von der Leyen do elo dat proposéiert, wat an hirem Fall net agehale ginn ass. Dat ass de Präis, deen d'Madamm von der Leyen huet misse bezuelen, fir am Europaparlament confirméiert ze ginn. Mee et ass awer net eppes, wat mir bereet sinn ze bezuelen. Et ass net dat. Si muss do vläicht hir Konzessioune maachen. Mir maache se net!

Fir eis ass dat kloer, datt all Verlagerung vu Muecht an der Europäescher Unioun muss iwwer eng Traitésännerung goen. An dat heescht och mam Accord vun dëser Chamber.

Den 9. Mee 1950 gëtt als Symboldatum geholl. 70 Joer Déclaration Schuman. Mee da loosse mer mol kucken, wat an der Déclaration Schuman steet! Et ass derwäert, eis dat an Erënnerung ze ruffen, wa mer hei iwwer Institutioune schwätzen. « La Haute Autorité commune », seet den Här Schuman, « chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire », vun de Staaten, also jiddereen ass do dran, « par les Gouvernements », net duerch d'Europaparlament, « un président sera choisi d'un commun accord par les Gouvernements. » Näischt vu Spëtzekandidaten. Déi Leit, déi sech vun europäeschen Deklaratioune leede loossen, vun der Déclaration Schuman zum Beispill, déi wären awer och berode fir ze liesen, wat do drasteet!

Mir sinn domat d'accord. An ech soen Iech: Ech sinn iwwerzeegt, datt d'ADR mat hirer Politik méi no um Geescht vun der Europäescher Unioun steet, wéi d'Grënnungspappe se wollten, wéi verschidde Leit vun haut, déi sech op dës Deklaratioune wëlle beruffen.

Wësst Der, déi europäesch Demokratie, dat ass fir eis och eppes, wat heescht, datt all Memberstaat muss weider kënnen e Wuert matschwätzen. Wa mir higinn a mir soen, datt no Awunnerzuel soll decidéiert ginn, dann ass e Staat wéi eisen, mat 600.000 Awunner, komplett marginaliséiert. Dat ass … Fir eis kënnt dat net a Fro. An ech héieren hei Leit, déi e bëssen an déi Richtung denken, an deene verschiddenen Interventiounen. Mee et ass eng Schizophrenie.

Virgëschter - oder wéini? - hate mer och eng Diskussioun oder mir hu se ëmmer erëm, zum Beispill an der Brexit-Diskussioun, wéi den Här Barnier hei war. An hei am Parlament ware mer eis praktesch all eens, huelen ech un, oder bal all, fir ze soen: „Ma mir mussen och oppassen, datt eis Interessien als Finanzplaz bei deenen Diskussioune respektéiert ginn!" A mir hu gesot: „Ass et en Accord mixte?" Mir ware besuergt ëm d'Matsproocherecht vun dësem Parlament.

Ma da loosse mer dach net esou maache bei der Diskussioun iwwert den Avenir de l'Europe, als wär dat op eemol net méi wichteg! Well wann et drëm geet, fir eis Interessen ze verdeedegen, eise Wuelstand, eise soziale System, da si mer jo awer och drun interesséiert, datt mer eist Matsproocherecht behalen. Ma da loosse mer eis konsequent sinn!

Mir als ADR sinn eis konsequent. Mir ginn net op, datt Lëtzebuerg säi Wuert matzeschwätzen huet.

Déi transnational Lëschte sinn eng Illusioun.

Ech hu keng Zäit hei, Här President. Ech weess net, wou ech dru sinn. Well …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Se ass schonn ofgelaf!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd am roude Beräich, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Am roude Beräich? Ma d'Sozialiste soen, da wär ech gutt. Da kann ech nach eng Minutt schwätzen.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Zënter zéng Sekonnen am roude Beräich.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt. Dann, déi aner Kolleegen, déi virdru geschwat hunn, hunn och all iwwerzunn, mee ech kommen dann …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. Bei deene meeschte war et am Fong eng Punktlandung.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir musst just nach e bëssen üben.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Da wëll ech nach vläicht ganz séier e puer Saache soen.

Déi transnational Lëschten. Et si jo e puer Plazen am Europaparlament elo dofir reservéiert. Dat ass eng Illusioun. D'Illusioun besteet doran, datt et géif en europäescht Walvollek ginn. Dat gëtt et net. D'europäescht Parlament ass eng Assemblée parlementaire, zesummegesat aus nationalen Delegatiounen. Dat ass d'Realitéit. Transnational Lëschte berouen net op enger Realitéit. Si wëllen en Demos schafen, wou et eigentlech kee gëtt.

Ech mengen, fir ofzekierzen an Iech eng Freed ze maachen, Här President, wëll ech also …, an och der Regierung eng Freed ze maachen, och der Regierung eng Freed ze maachen, wëll ech hei eng Ukënnegung maachen: Wann et zu engem Changement vun den Traitéë kënnt, da wäerte mer eis derfir asetzen, datt dat engem Referendum och hei am Land virgeluecht gëtt. Mir wäerten eis derfir asetzen. Mir hätte gär, datt europäesch Demokratie gelieft gëtt.

An ech weess, …

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, ma dat ass fein. Da si mer eis jo eens. Da kënne mer jo vläicht zréckbehalen, Här Premierminister, datt mer eis haut schonn eens sinn, datt, wann et zu enger Ännerung vum Traité kënnt, mer e Referendum maachen hei zu Lëtzebuerg. Eng Konklusioun, déi ech gär elo mat Iech zesummen huelen.

Ee lescht Wuert. Vill Leit hunn hei iwwert de Rechtsstaat geschwat an Europa.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Ech si mat Iech d'accord. Très bien! Mee wat ech dann net verstinn, wat ech net verstinn, dat ass, datt déi selwecht Parteien - ausser der ADR - all nach ëmmer derfir sinn, datt d'Tierkei Member vun der Europäescher Unioun soll ginn, wa se sech iwwer Polen an Ungarn opreegen. Wësst Der, et gëtt eng Saach vu Proportionalitéit. An ech mengen, wann ee vu Rechtsstaat schwätzt, …

(Coups de cloche de la présidence)

… da gëllt dat fir eis, fir Polen, fir Ungarn a fir d'Tierkei.

Une voix.- Ech mengen, Är Zäit ass eriwwer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Viru ronn fënnef Joer huet den deemolege Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker gesot, datt seng Kommissioun d'Kommissioun vun der leschter Chance wier. An ech mengen, datt ee fënnef Joer duerno muss festhalen, datt de gudde Mann Recht hat. D'Europäesch Unioun ass ëm ee Memberstaat méi aarm ginn. Net egal wéi een, mee e ganz groussen, dee viru Kontinentaleuropa läit. An an deene fënnef Joer ass et net nëmmen zu deem Brexit komm, mee zu enger anerer ganz grousser Kris, déi d'demokratesch Fundamenter, an eisen Aen op jidde Fall, a Fro gestallt huet, nämlech d'Kris ëm Griicheland a wéi d'Europäesch Unioun mat där Kris ëmgaangen ass.

Elo kënnt d'Ursula von der Leyen mat enger Propos, fir eng Konferenz iwwer Europa ze maachen, wat schonn e bëssen un Hybris erukënnt, well eigentlech ass jo gemengt, datt se eng Konferenz iwwert d'Europäesch Unioun wëllt maachen an iwwert d'Zukunft vun där Europäescher Unioun. An et gëtt ganz vill iwwer Demokratie an och Demokratiedefiziter geschwat, déi ee probéiert ze behiewen, an iwwer Biergerbedeelegung. An alleguer d'Intervenantë bis elo a virun allem och den Interpellant, deem ech Merci soe fir dës Initiativ, sinn dorobber agaangen. A wann ech driwwer nodenken, da fält mer eigentlech just e Goethe-Zitat an, nämlech: „Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube."

Wësst Der, fir déi Lénk …, mir stinn zënter eiser Grënnung fir Biergerbedeelegung, fir eng reell demokratesch Matbestëmmung a fir d'Opbriche vu festgefuerene Muechtverhältnisser. Mer géife gären, wierklech ganz gären eng basisdemokratesch Diskussioun gesinn iwwert de Fonctionnement an d'Politik vun der Europäescher Unioun. Eleng eis feelt de Glawen, datt et sech heibäi ëm eppes aneres handelt wéi ëm e bësse méi e sophistiquéierte PR-Exercice.

Well déi zentral Fro bei där ganzer Saach ass jo, an domadder hu mer eis jo zum Deel elo och ausenanergesat, wat duerno mat deene Resultater aus där Consultatioun da geschitt. Well wann et just drëms geet, fir zwee Joer laang onverbindlech ze diskutéieren, an duerno flitt méi oder manner alles an d'Poubelle, dann hätt ee sech dat och kënne spueren.

D'EU-Kommissioun, also déi Instanz, déi dat Ganzt proposéiert, ass zimmlech virsiichteg bei där Fro. Si schreift: « La commission est disposée à tenir compte des retours d'information et des propositions des citoyens lors de l'établissement de son programme législatif. » Also se ass bereet, relativ zaghaft deene Proposen, déi dann an deene Foren do gemaach ginn, Rechnung ze droen, wa se dann hire Programm ausschafft. Also couragéiert kléngt dat net grad!

D'Europaparlament sengersäits, dat bei esou Saache weesentlech méi voluntaristesch ass a wat och eigentlech déi éischt Emanatioun duerch d'Wale vun de Bierger aus der Europäescher Unioun ass, geet méi wäit a seet: « s'engage », dat heescht, d'Europaparlament « s'engage à assurer sans attendre un véritable suivi de la conférence, assorti de propositions législatives qui mettent en chantier des modifications aux traités ou d'autres changements […] » Just datt d'Europaparlament jo nëmme ganz begrenzte Méiglechkeeten huet, esou Modifikatiounen iwwerhaapt unzestoussen, geschweige denn ëmzesetzen.

A wat seet dann elo dat Gremium, wat an der EU d'Soen huet, also de Conseil? Deen huet bis elo nach net terribel vill dozou gesot. Eng gemeinsam Positioun soll jo eréischt ausgeschafft ginn. Virleefeg kléngt dat awer net gradesou ambitionéiert. Um Sommet am Dezember huet de Conseil d'Kommissioun emol fir d'éischt drun erënnert, datt se besser Saachen hätt, ëm déi se sech këmmere misst. Zitat: « Le Conseil européen rappelle que la priorité devrait être donnée à la mise en œuvre du programme stratégique arrêté en juin. »

Also mat ganz vill Zréckhalung reagéiert de Conseil dorobber, also mat enger ganz gudder Portioun Skepsis. An natierlech gouf och festgehalen, datt dat Ganzt muss geschéien am Kader vun der aktueller Muechtverdeelung an der EU. Also wat näischt aneres heescht, wéi datt de Conseil selwer wëllt d'Hand drop behalen op dee soi-disant demokrateschen Opbroch.

Här President, mir als Lénk loossen eis an där Hisiicht gären iwwerraschen. Mee et wär

schonn erstaunlech, wann déi Biergerconsultatiounen, wa se da stattfannen, och nëmme minimal eppes un der aktueller Politik an um Fonctionnement vun der Europäescher Unioun verännere géifen.

Wann elo dobäi erauskënnt, datt d'Biergerinnen an d'Bierger mat enger grousser Majoritéit zum Beispill fir d'Aféiere vun enger Finanztransaktiounssteier wieren oder sech ganz kritesch géifen ausschwätzen iwwert déi aktuell Form vun Handelspolitik vun der Europäescher Unioun, wien heibanne gleeft dann eeschthaft, datt doranner an duerch déi Consultatiounen eppes dorunner géif geännert ginn?

A mer fäerten, datt vill méi um Enn déi onerwënschte Propose vun de Leit klammheemlech vum Dësch verschwannen, wärend déi Saachen, déi op enger Linn si mat der offizieller Politik, als direkte Biergeroptrag gefeiert ginn.

Et ass deen e bëssen naive Versuch vun der Madamm von der Leyen, d'Leit erëm fir d'EU ze interesséieren an ze begeeschteren, andeems een den Uschäi gëtt, et géif een op se lauschteren. Mee mir fäerten, datt dat schifgoe wäert.

Well falls dat tatsächlech esou eng Alibiveranstaltung sollt ginn, da kann een nëmmen do virdru warnen. Dat wäert soss näischt bréngen, wéi zousätzlech Illusioune schafen, déi enttäuscht ginn. An de Gruef tëschent de Bierger an der EU ass net zulescht dowéinst ëmmer méi breet ginn, well an der Vergaangenheet systematesch de Wëlle vun de Bierger ignoréiert gouf.

Ech erënneren un d'Referenden 2005 iwwert d'Verfassungstraitéen a Frankräich an Holland oder de Referendum an Irland iwwert den Traité vu Lissabon, déi einfach ënnert den Dësch gekiert goufen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz richteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- 2015 huet dat griichesch Vollek och ofgestëmmt, nämlech Nee zu enger Austeritéitspolitik, déi vun der Europäescher Unioun ausgaangen ass. An och dat ass ignoréiert ginn. Ech erënneren och un déi Biergerpetitioun géint den TTIP, also dee Fräihandelsaccord mat den USA, déi Milliounе vun Ënnerschréften hat, just fir duerno vun der Kommissioun als net recevabel klasséiert ze ginn. Ëmmer dann, wann d'Bierger net op enger Linn leie mat den Elitten, si Weeër fonnt ginn, fir sech deem ze entzéien.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz richteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Fir eis läit de fundamentale Problem vun der EU an den Traitéë selwer begruewen. Eebe just an deenen Traitéen, déi esou vill Leit deemools ofgeleent hunn. Dës Texter hunn eng ganz bestëmmte Politik a Stee gemeesselt. Eng neoliberal Wirtschaftsuerdnung, Austeritéit, Sozialofbau, Kompetitioun amplaz Kooperatioun an Dumping tëschent den europäeschen Natiounen, Militariséierung an ultraliberale Fräihandel. Alles dat ass eeben net méi dem demokrateschen Debat ënnerworf, kann net méi mat Walen a mat Biergerconsultatioune geännert ginn, well et festgeschriwwe steet an den Traitéen. An d'Leit wëssen dat och.

Si wëssen, datt dem demokratesche Wëllen op EU-Niveau enk Grenze gesat sinn. An och dowéinst verspiere si kee wierklechen Enthusiasmus an, ech mengen, och keng wierklech Europhilie géintiwwer där doter europäescher Konstruktioun.

D'EU-Kommissioun kann nach esou vill drop insistéieren, datt d'Walbedeelegung bei de leschten Europawale geklommen ass, Fakt bleift awer, datt d'Hallschent vun den europäesche Biergerinnen a Bierger net gewielt hunn. An dat ass eeben och keen Zoufall.

Wéi gesot, als Lénk sti mer fir Biergerbedeelegung an demokratesch Matbestëmmung. Mee wann een dat wierklech eescht hëlt, da kann een déi Diskussioun iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun net just innerhalb vun deem enken aktuelle Kader féieren, da muss een deen nämlech och weesentlech méi breet opmaachen.

Da muss et, wann een et seriö géif huelen, eigentlech esou eppes gi wéi en demokratesche Verfassungskonvent, dee vu grondop alles op de Leescht hëlt an deen am Zentrum steet vun enger grousser Debatt mat de Biergerinnen a Bierger. Virun allem awer muss vu virera kloer sinn, datt d'Resultater vun deem dote Prozess och engem paneuropäesche Referendum ënnerworf ginn.

Ënnert deene Viraussetzunge krit een nämlech wierklech eng demokratesch Debatt iwwert d'Zukunft vun der Unioun zustanen. Eng Debatt, déi iwwerall géif gefouert ginn: an de Betriber, op de Stroossen, an de soziale Reseauen, an den traditionelle Medien, an de Sportsveräiner, de Gewerkschaften, den ONGen an den Associatiounen. An dat misst d'Viraussetzung si vun enger wierklecher gesellschaftlecher Debatt.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Konferenz fir all eenzelne Bierger aus der ganzer Europäescher Unioun. Net manner huet sech déi nei Kommissiounspresidentin virgeholl, wéi se deklaréiert huet, dass um Europadag eng zweejäreg Konferenz mat europawäiter Biergerbedeelegung ugoe soll. Dat ass ambitiéis.

Dat ass awer och néideg. Well duerch verschidde participativ Diskussiounsronnen, Aarbechtsgruppen an Onlinetools sollen d'Biergerinnen a Bierger aus der EU hir Iddie fir d'Zukunft vun Europa an hir Kritiken um aktuelle Fonctionnement vun der EU zum Ausdrock bréngе kënnen. Sämtlech Diskussiounen zu Bréissel solle gefilmt a live iwwerdroe ginn an duerno als Video opgeruff kënne ginn. Esou soll all Bierger d'Chance kréien, d'Zukunft vun Europa matzegestalten. Sollt dat geléngen, wär et e Grondstee fir participativ Demokratie an Europa.

Fir datt dëse Projet gelénge kann, ass et awer wichteg, dass all d'Memberlänner aus der Unioun matmaachen an hire Bierger mat konkreeten nationale Projeten op europäeschem Niveau eng Stëmm ginn. Niewent de Projeten, déi vun der EU koordinéiert ginn, huet Lëtzebuerg d'Chance, eegen Initiativen opzesetzen an esou zu méi politescher Participatioun bäizedroen.

Dofir soen ech dem Claude Wiseler Merci, dass hien dës Interpellatioun ugefrot huet a mer esou en Austausch zu dësem wichtegen Theema kënnen hunn.

Här President, bei aller Euphorie, déi een dësem Projet géintiwwer kann hunn, däerf een awer och net vergiessen, wéi eng Émstänn iwwerhaapt dozou gefouert hunn, datt d'Europäesch Kommissioun decidéiert huet, eng participativ Konferenz an d'Liewen ze ruffen. De Kolleeg Marc Baum huet virdru gesot, de Jean-Claude Juncker hätt seng Kommissioun schonn zur „Kommissioun vun der leschter Chance" deklaréiert. Ma da muss ee sech d'Fro stellen: Vun der wivillter Chance ass déi heiten dann?

Den Ëmgang mat der Finanz- a Wirtschaftskris, der Flüchtlingskris an domat verbonnen déi europäesch Onfäegkeet, koordinéiert a gëeent ze reagéieren, hunn den Europäer hiert Vertrauen an d'Europäesch Unioun erausgefuerdert.

Et ass net nëmmen a Groussbritannien, wou d'Biergerinnen an d'Bierger lues a lues d'Vertrauen an den europäesche Projet verluer hunn, en erodéiert ëmmer méi. Wann esou héich Prozentzuelen, wéi virdrun zitéiert, vu Biergerinnen a Bierger soen, datt se dach wëlle méi matschwätzen, méi wëlle gehéiert ginn, da sollt dat net en Unzeeche vu Freed bei eis sinn, da sollt eis dat éischter Angscht maachen. Well dat heescht, datt se sech net gehéiert fillen, datt d'Biergerinnen an d'Bierger, déi 83 %, déi soen, si wëllte méi Gehéier fannen, sech haut net genuch gehéiert fillen.

Dofir hu warscheinlech bei der leschter Europawal mat enger Walbedeelegung, déi säit 20 Joer net méi esou héich war, d'Biergerinnen a Bierger gewisen, datt hinnen eppes um Projet läit, mee datt se awer wëlle matdiskutéieren. Ech mengen, ech maachen elo hei keng Walanalys iwwer, wat d'Wielerinnen a Wieler wëllen, dat ass nämlech esou eppes relativ Opaques an ëmmer schwéier erauszefannen. Wat een awer ka feststellen, ass, datt d'Biergerinnen a Bierger interesséiert sinn, datt se wëllen hir Zukunft matgestalten.

Mee amplaz de Wielerwëllen oder zumindest den Ausdrock vu Participatiounswëllen eescht ze huelen an de Spëtzekandidateprinzip, dee jo grouss ugekënnegt gouf, och unzewennen, hunn d'EU-Institutiounen d'Vertraue vun de Bierger eng weider Kéier erausgefuerdert an dës Kéier souguer wierklech ënnergruewen. Et muss ee kee Frënd vun dësem Prinzip sinn, mee wann ee virun de Walen eppes seet, sollt een et no de Walen halen.

Eng Kandidatin, déi virun der Wal a kengster Weis thematiséiert gouf, krut um Enn de Poste vun der Kommissiounspresidentin. Datt dës Presidentin, déi an hirem Amt also net op eng demokratesch Legitimatioun zréckgräife konnt, elo d'Demokratie stäerke wëllt, ass also méi eng Noutwendegkeet wéi puren Idealismus. Et kann ee bal soen: „Mir sinn um Buedem ukomm." Wann d'EU d'Bierger nach weider virun de Kapp stéisst, dann ass och dee leschte Fonke Vertraue verluer an dann ass et net méi ofzegesinn, wat aus dem Projet vun der EU wäert ginn.

Dat heescht, dës Zukunftskonferenz ass vläicht eis allerlescht Chance, aus de Feeler aus der Vergaangenheet ze léieren an den Engagement fir den europäesche Projet erëm opliewen ze loossen.

An dat heescht och, datt et wichteg ass, dëse Projet net zu enger purer Scheinparticipatioun verkommen ze loossen. Bierger politesch participéieren ze loossen heescht net, einfach nëmmen all hir Iddien a Kritицken ze sammelen, fir duerno awer genee dat ze maachen, wat ee vun Ufank u maache wollt, just mat der Legitimatioun, datt ee jo elo awer wierklech de Bierger gefrot hat. Biergerparticipatioun muss sech souwuel op en den Agendasetting wéi och op d'Entscheedungsprozesser erstrecken.

D'Konzept vum Bierger setzt Souveränitéit an domat d'Muecht, Entscheedungen treffen ze kënnen, viraus an dat däerf an dësem Projet fir d'Zukunft vun Europa net vergiess ginn. Politesch Participatioun virzespillen, wou a Wierklechkeet just al Muechtstrukturen am Hannergrond oprechterhale ginn, steigert d'Frustratioun vun de Biergerinnen a Bierger a verletzt hiert Vertrauen an eis Demokratie nach weider.

Dofir ass et wichteg, datt Europa, mee och Lëtzebuerg sech gutt op déi kommend Conférence sur l'avenir de l'Europe virbereede fir ze verhënneren, datt zwee Joer laang d'Biergerinnen a Bierger probéieren, sech politesch anzebréngen, just fir duerno ze erkennen, datt se sech am Kär awer fir näischt engagéiert hunn, well sech näischt geännert huet. Ech denken, esou eng Entwécklung wär mat engem Vertrauensverloscht verbonnen, dee fir laang Joren irreversibel wär.

Zu wéi enge Konsequenzen d'Zukunftskonferenz an zwee Joer och komme wäert, et ass also onerlässlech, datt d'Resultat an enger offizieller Wal muss bestätegt ginn, fir d'Souveränitéit vun de Bierger ze garantéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn also eng Aufgab virun eis, déi net einfach ass. Dofir freeën ech mech, wéi gesot, awer ëmsou méi, datt mer haut zesummekommen, fir dëse wichtege Sujet ze debattéieren, an hoffen, um Enn vun der Regierung schonns éischt Piste presentéiert ze kréien, fir gewuer ze ginn, wéi Lëtzebuerg säin Deel zu dësem europäesche Projet bäidroe wäert.

Ech mengen, de Premier huet en éischte Jet vu méi abstrakte Pisten opgeworf. Et ass elo de Moment fir déi méi konkreet Pisten. D'Méiglechkeete vum digitalen Zäitalter bidden hei natierlech eng ganz Rei Opportunitéiten. Déi sollte mer net op der Säit loossen. Als Ergänzung zu traditionelle Konferenzen, un deene Bierger physesch deelhuelen kënnen, erméigleche Liveiwwerdrounge mat Onlinechats et de Mënschen, vun doheem aus politesch aktiv ze ginn.

Iwwerdeems kéint een op Websäiten iwwer länger Zäitraim Ëmfroe maachen. Et kéint ee souguer Ëmfroe widderhuelt bei deenen nämmlechte Leit maachen, fir ze gesinn, wéi iwwert déi zwee Joer hir Meenung zu verschiddene Punkten evoluéiert. Dat Ganzt, ouni datt mer an enger „Zäitelitt" gefaange sinn. Et ass wichteg, datt jiddweree sech un dëser Konferenz bedeelege kann, an net nëmmen déi, déi Zäit hunn, fir sech ze deplacéieren, déi Zäit hunn, fir sech Saachen an engem Livestream unzekucken, mee et muss méiglech sinn, dat Ganzt och asynchron esou ze consomméieren an esou dann och ze participéieren, wéi déi eenzel Leit Zäit hunn.

Ech mengen, et ass vill ze dinn. Kommt, mir paken et un! Ech mengen, datt d'Resolutioun, déi de Claude Wiseler deposéiert huet, e puer Pisten dofir opweist, wéi och d'Chamber dat méi aktiv kéint begleeden. Ech sinn nach net mat alle Punkten dorauser zu honnert Prozent averstanen, mee ech mengen, et ass eng gutt Ausgangsbasis, fir en Debat ze hunn, wéi dës Chamber hir Responsabilitéit an esou engem grousse Projet dach selwer ka wouerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten agedroene Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, dräi Stonnen Debatt, déif, seriö an hirer Diversitéit, hu gewisen, wéi noutwendeg et war, datt mer dat doten op den Ordre du jour setze gelooss hunn. An ech mengen, dat ass en Ausgangspunkt, wou mer elo ufänken, hei an der Chamber ze schaffen an ze kucken: Wéi kréie mer dat doten hin?

Fir dat e bësse manner Seriöt, also déi Fro: „Schwätze se an der CSV nach mateneen?", well se zwou Saachen op den Ordre du jour setzen, wollt ech nëmme soen: „Majo just! A si schaffe souguer Hand an Hand. Well deen éischte Punkt ass nämlech iwwert d'Struktur gaangen: Wat ass virgesinn ze maachen, konkreet an där Aart a Weis, wéi dat hei opgebaut gëtt? An dat Zweet war: Wat ass den Inhalt, dee mir als CSV där Saach do wëlle ginn?"

An ech mengen, dorëms geet et jo finalement: Wéi wëlle mir eis hei zu Lëtzebuerg abréngen? Well mir hunn eis - gutt, wéi déi aner 26 dat maachen, dat soll hir Saach sinn -, mee mir hunn eis Responsabilitéit hei zu Lëtzebuerg!

An do sinn e puer Iwwerleeungen, déi ech och elo méi zum Inhalt wollt bréngen, an dat ass Follgendes: Wann 61 % vun de befrote Leit an Europa sech optimistesch weisen, datt d'EU en Zukunftsprojet ass, da fannen ech dat ganz gutt, well et muss een d'Progressioun gesinn, wivill datt et der virdru waren.

Wat ech awer schlëmm fannen, dat ass, firwat datt der elo op eemol esou vill fannen: „Jo, d'Europäesch Unioun ass eisen Zukunftsmodell." Et hu missen Trump a Brexit kommen, bis datt d'Leit erwächt sinn! An dat ass och schonn e puermol hei ugeschwat ginn: Mir kommen ëmmer aus deem Negativen an Europa zu enger Aktioun. An et wär vläicht Zäit, mir géifen dat ëmdréien a mir géifen aus deem Positiven zu der zukünfteger Aktioun kommen. Dat hunn e puer Kolleegen hei gesot.

An ech mengen, wann eppes derbäi erauskomm ass de Mëtteg, dann deen doten Usazpunkt: net ëmmer aus enger Kris a mir léisen déi Kris. An dat muss ee jo maachen, an dat huet Europa jo oft gemaach a gutt gemaach. A mir hu jo déi Krisen, déi mer ze bewältegen haten, bal alleguerte fest an d'Hand kritt an et positiv kënne maachen.

Ech hu gesot „bal all", Här Ausseminister! Also mir wëssen och, wou et schifgaangen ass oder manner gutt gaangen ass. Mee ëmmer aus dem Negativen eng Aktioun, fir dat Negatiivt ze léisen! Ech géif mengen, mir solle versichen an deenen nächste Méint, hei zu Lëtzebuerg wéinstens vun deem Positiven auszegoen an ze kucken: Wéi kënne mer dat Positiivt méi konkreet, méi gräifbar, méi fir all Leit dobausse verständlech maachen?

Well et stëmmt, jo!, an den Här Wiseler huet et jo kloer an däitlech gesot: „D'Welt ronderëm huet sech geännert a mir an Europa eigentlech net an deem selwechte Mooss." Mee mir hunn awer verstanen, zënter Brexit an Trump, datt d'Geopolitik net eppes ass fir déi aner, mee datt et eppes ass fir eis. Wa mir wëllen, datt Europa fir eis Kanner a Kandskanner nach eent ass, wou mir, wou si selwer kënnen Decisiounen treffen iwwert déi Aart a Weis, wéi se schwätzen, wéi se iessen, wéi se zesummeliewen, da musse mir haut derfir suergen, datt mer eis och an der Geopolitik abréngen. A fir d'CSV gehéiert do net nëmmen den Handel derzou, mee och d'Sécherheetsfroen, déi mer bis ewell ëmmer deenen anere esou praktesch iwwerlooss hunn a wou mer an Zukunft musse selwer drop schaffen.

Selbstverständlech, alleguerten déi Punkten, déi och scho vum Europaparlament a vun der Kommissioun abruecht goufen, d'Wirtschaftsfroen, dat Soziaalt an, ech mengen, déi Diskussioun, déi mer gefouert hu mat enger Interpellatioun iwwert déi Fro, dat ass net nëmmen eng Diskussioun fir Lëtzebuerg, dat ass eng Diskussioun fir Europa am Allgemengen. Mir gesi jo an allen Ëmfroen, datt dat, wat de Leit uewelàit, zum Beispill déi Fro ass: Si mer amgaangen, eng Generatioun grousszezéien, där et manner gutt geet wéi et eis gaangen ass? An dat ass eng ganz wichteg Fro, wou mer drop mussen äntwerten.

De Green Deal, ech mengen, doriwwer wäerte mer nach vill musse schwätzen, dann deen digitale Volet vun eiser Entwécklung, dat jo ongewinnt ass a wou mer eis nach net esou staark an deene leschte Joren - an deene leschte Méint vläicht schonn - drop konzentréiert hunn a wou mer eis mussen drop konzentréieren.

Mee ech wëll op eppes hiweisen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Op all deene Punkten, déi mer do ënnerstrach hunn, waren et weeder d'Kommissioun nach d'Europaparlament nach déi national Parlamenter, déi gebremst hunn. Et war ëmmer nees dee selwechten, dee gebremst huet, an dat ass de Conseil vun den europäesche Ministeren! An do hu mer e reelle Problem an deem Conseil: Well dee schafft nämlech hannert verschlossenen Dieren. Do gëtt kee gewuer, wat dann ass! D'Parlamentsiwwerdroungen, déi si public. An der Kommissioun si permanent Pressekonferenzen no allem, wat decidéiert ginn ass. Am Conseil, do geschitt dat net. An ech mengen, do kënnt dann och déi Fro derbäi: Wéi solle mer dann dat doten an Zukunft maachen?

Ech géif emol fir d'éischt mengen: d'Responsabilitéit vun deenen nationale Parlamenter. Kuckt emol, et huet ee vun de Kolleege gesot - ech weess elo net méi, wien et war -, datt mer am Fong geholl hei an der Chamber jo ëmmer nees aktiv ginn, wann den Hues gelaf ass: nämlech wann d'Direktiv diskutéiert, bestëmmt ginn ass a wa mir se nach just ëmsetzen oder wa mer bei engem Reglement nach just kënnen eng Kéier mam Kapp wénken, awer näischt méi dozou ze soen hunn.

Ma dat ass ganz einfach, well déi Aart a Weis, wéi mer schaffen, net richteg ass! Wou ginn d'Entscheedunge getraff, vu Lëtzebuerg an Europa? Selbstverständlech vun eisen Europadeputéierten - an déi maachen eng wonnerbar Aarbecht, egal aus wat fir enger Partei se kommen - an hire Fraktiounen. Selbstverständlech och vum Lëtzebuerger Kommissär. A mir hate jo ëmmer Kommissären, déi eng konstruktiv Aarbecht gemaach hunn. Mee awer och vun eiser Chamber, ex ante! All Chamber huet als Aufgab, hir Regierung ze kontrolléieren. Dat maache mer jo och, wann et ëm Lëtzebuerger Gesetzer geet. Maache mer et dann, wann et ëm europäesch Gesetzer geet? Nee, mir maachen et net!

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Mir maachen et eréischt, wann alles eriwwer ass! An ech mengen, d'Chamber selwer, an dat ass eng Aufgab fir d'Chamber, misst hei ëmdenken a sech abréngen, wa wien och ëmmer - et sinn der jo, déi gefrot hunn, datt d'Parlament, d'Europaparlament dat och soll maachen, mee fir den Ament ass et d'Kommissioun -, wann d'Kommissioun e Projet op den Dësch leet. Dann ass et un eis als Chamber - an un deenen anere Parlamenter d'selwecht, mee iwwert déi kënne mer net bestëmmen -, fir derfir ze suergen, datt d'Aarbecht vun eise Vertrieder zu Bréissel am Conseil genau nokontrolléiert gëtt. Dat ass zum Beispill eng Aarbecht, wou mir als Volleksvertrieder eiser Roll kënne gerecht ginn als Kontroll vun der Regierung; net nëmme vun deem, wat se hei zu Lëtzebuerg mécht, mee wat se och an Europa mécht.

An dat ass elo net e Mësstraue fir Är Beamten, Här Ausseminister oder Här Premierminister. Awer wierklech guer net! Mee ech mengen, dat gehéiert zu den ursprénglechen Aufgabe vun all Parlament. D'Welt dobaussen huet geännert. Mir hunn net nëmme méi Lëtzebuerger Gesetzer. Da solle mer och eis Aarbecht als Chamber änneren an ex ante dru schaffen, datt dat, wat mer gären hätten, dann och zu Bréissel verdeedegt gëtt. Iwwregens, et gi Chamberen a Systemer an Europa, wou dat esou funktionéiert. Mir kënnen eis dat emol vläicht ofkucke goen.

An dann deen Dialog, dee mer elo solle féieren, ech mengen, dozou si ganz vill gutt a ganz vill richteg Saache gesot ginn. Eppes däerfe mer net maachen - de Premier war deen Éischten, deen et gesot huet, en huet gesot: „Dat soll elo keng Poterstuff ginn." Dann hunn d'Kolleegen och nach gesot, dat sollt keng „PR-Veranstaltung" ginn a keng „Scheinparticipatioun". An si hunn absolutt Recht! Well soss gëtt d'Frustratioun méi grouss do duerno wéi se virdrun ass.

Dat heescht, dat musse Moyene ginn, wou d'Bierger sech kënnen abrengen, wuel wëssend, datt deen, deen d'Verantwortung dréit, fir Propositiounen herno ze maachen: Dat ass d'Chamber! An dofir froen ech mech wierklech, ob et dann net gutt wär, datt d'Chamber selwer hei géif Initiativen ergräifen, fir an déi dote Richtung ze goen an deenen nächsten zwee Joer. Den Här Wiseler huet eng Resolutioun abruecht. Do sinn e puer Propositiounen dran. Ech mengen, mir sollen eis zesumme Gedanken driwwer maachen: Wéi ass déi bescht Aart a Weis, wéi d'Chamber sech an där doter Saach kann abréngen?

An dann ass eent vun den Elementer, dat mir immens wichteg ass a wou mer leider e Konstruktiounsfeeler hunn. An dat ass d'Element vun der Wäerteunioun. Mir si jo net nëmmen e wirtschaftleche Maart mat enger sozialer Dimensioun. Mir sinn net nëmmen en Handelsimperium, wou mer jo dann och déi aarbechtsrechtlech an déi ëmweltpolitesch Froe materabréngen, mee mir sinn op Wäerter baséiert.

Elo ass et jo esou, datt e Staat, éier e ka Member vun der Europäescher Unioun ginn, muss gewisen hunn, opgrond vun de Kopenhagen-Krittären, datt en déi Wäerter a senger Konstruktioun - zum Beispill onofhängeg Geriichter, fir nëmmen dat ze soen - interiorséiert huet. An e gëtt op Häerz an op Niere gepréift. An dofir ass et heiansdo esou komplizéiert an esou laang, vill méi komplizéiert a méi laang wéi mat de wirtschaftleche Froen, fir datt ee Staat ka Member vun der Unioun ginn.

Also: Wa se Member vun der Unioun ginn, musse se gewëssen institutionell a Wäertekanonen an hir Praxis integréiert hunn. Wa se bis eng Kéier Member sinn: näischt! Et ass näischt virgesinn an den Traitéen! Well dee Moment, wéi d'Traitéë geschriwwe gi sinn, kee Mënsch sech konnt virstellen, datt eng Kéier een, deen esou vill Schréck no vir gaangen ass, dann op eemol esou vill Schréck géif zréckgoen. An dat ass e Problem, dee mer haut hunn a mat deem mer mussen eens ginn, wann Europa sech soll virunentwéckelen!

Kuckt emol, 1999 hu mer net nëmmen den Traité vu Lissabon kritt! Mee den Traité vu Lissabon, ugegliddert ass d'Charta ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- 2009!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Pardon, pardon! Richteg!

2009 hu mer net nëmmen den Traité vu Lissabon kritt, mee den Traité vu Lissabon, ugegliddert d'Charta vun de Grondrechter, vun de Grondwäerter. An déi Charta - ne vous méprenez pas! -, déi huet Traitéscharakter! Déi huet dee selwechte Wäert wéi d'Traitéen. D'ailleurs: Den Europäesche Geriichtshaff geet a bal all sengen Urteeler op d'Charta vun de Grondrechter an.

Ma, da kommt, da gebrauche mer déi dach och emol an eisen Debatten! A mir kënnen dat wierklech maachen! Mer hunn et jo gemaach a ville vun de Gesetzer, déi Europa duerchbruecht huet. Kommt, mer maachen dat verstäerkt a mer erklären et och verstäerkt!

Ech war viru Kuerzem an Amerika, wou jo Wäerter net esou staark op der Dagesuerdnung stinn, a wou se amgaange sinn, sech schrecklech Gedanken ze maachen och iwwert déi Evolutioun vun deenen neien Technologien. An do hu se quasiment op de Knéie gesot: „Maacht et dach, fir déi Wäerter anzebrengen!" Fir zum Beispill an der artifizieller Intelligenz oder an aneren Elementer, déi kënne gefeierlech gi fir de Bierger, fir do en Eethikkonzept op den Dësch ze leeën an dat dann och ze exportéieren. E bëssen, wéi mer et gemaach hu mam Dateschutz, dat sech aus engem europäesche Grondrecht lues a lues zu engem weltwäite Standard entwéckelt.

Also, ech si schonn der Meenung, datt mer dat kënne maachen. Musse mer dat ëmmer mat deene 27 zesumme maachen? Ma neen!

Eis Traitéë gesi vir, datt mer systematesch op verschiddene Punkten, wéi zum Beispill an der Justiz, mee awer och op anere Punkten, kënnen eng verstäerkt Zesummenaarbecht maachen. An dat ass och gemaach ginn, awer net genuch. Ech sinn der Meenung, datt mer an Zukunft, wa mer net kënnen eis Wäerter a Gesetzer, europäesch Gesetzer, iwwersetzen, op allen Domänen, sief et am Sozialen, sief et an der Ëmwelt, sief et an der Justiz, sief et an der Wirtschaft, sief et am Digitalen, datt mir sollen eis Alliéierter sichen, mir Lëtzebuerger, a ganz kloer eng verstäerkt Zesummenaarbecht froen.

Dat ass gemaach ginn. Ech ginn Iech e puer Beispiller. Dat ass zum Beispill an alle Justizfroe gemaach ginn. Dat ass och gemaach ginn elo fir deen neien europäesche Staatsanwalt, dee jo dëst Joer nach soll op de Kierchbierg kommen, fir deen ze maachen. Et ass selbstverständlech an der Vergaangenheet gemaach ginn: mam Euro a mat Schengen.

Also, kommt, mer gräifen dach verstäerkt op déi dote Saachen zréck! An da kommt, mer maachen och net, wéi wa mer elo missten d'Rad nei erfannen! Eis Kolleeginnen a Kolleegen am Europaparlament hu mat deenen 165 Propositiounen, wéi een ouni Ännerung vun den Traitéë kann e Fortschrëtt erreechen, eng Viraarbecht geleescht.

Mir kënnen déi huelen an emol analyséieren: Wat ass do dra fir eise spezifesche Lëtzebuerger System? Wat kënne mer do gebrauchen? Wat fir eng Initiativen ergräife mer?

A vu datt mer jo e Parlament sinn, wat en Initiativrecht huet, da kommt, mer gebrauchen dat! A kommt, mer weisen de Wee! Lëtzebuerg huet oft de Wee gewisen an Europa. Ech mengen, hei si mer op engem Punkt ukomm, wou och e ganz klengt Land mat gudden Iddie kann deenen anere weisen, wou et higeet. Mer hunn elo zwee Joer, dat ze maachen. Kommt, mer gebrauchen déi Zäit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, däerf ech der Madamm Reding eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Den Här Kartheiser wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, a merci, Madamm Reding, datt Der mer dës Geleeënheet gitt. Ech wollt op Är Iddi zréckkommen, fir d'Charta vun de Grondrechter ze gebrauchen. An Dir kennt dat Dokument jo ganz gutt. Dir hutt Iech jo vill derfir agesat a vill dermat geschafft. Mee ech si mer net sécher, datt eis Rechtsinterpretatioun déi nämmlecht ass. Duerfir wollt ech Iech déi froen.

Fir mech, wa meng Erënnerung richteg ass, gëtt et en Opt-out fir d'Republik Polen. An et ass och esou, datt déi Grondrechtercharta vun der Europäescher Unioun d'Organer vun der Europäescher Unioun bënnt an d'Memberstaaten, souwäit se europäescht Recht applizéieren.

Dat gëllt also zum Beispill net fir nationalstaatlech Reegelunge vun de Memberstaaten. Duerfir gesinn ech net, datt a verschiddenen Diskussiounstheemata, déi haut an dem Kader vun der Applikatioun vum Rechtsstaat an Europa diskutéiert ginn, d'Grondrechtercharta en direkten Impakt kéint hunn. Mee Dir hutt vläicht do eng qualifizéiert Meenung, déi eis hëlleft, Är Iddie besser ze verstoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Reding.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. Den honorabelen Deputéierten huet un den Artikel 51 vun der Grondrechtercharta geduecht, wou drasteet, datt déi Charta sech op Froen applizéiert, wou Europa reglementéiert huet.

Elo ass et awer esou, datt Europa jo, och zënter dem Traité vu Lissabon an zënter där Charta, reglementéiert oder Gesetzer mécht op Domänen, déi et virdrun nach net esou ginn huet, éier déi Charta bestanen huet an éier den Traité vu Lissabon bestanen huet. Dofir konnt ech zum Beispill als Justizkommissärin Saache maachen, déi virdru komplett ondenkbar gewiescht wären.

Dat heescht, do huet sech vill erneiert. An dofir huet dat och ganz vill mat Justizfroen ze dinn, mat Grondrechter ze dinn, déi, an do braucht Der nëmmen déi vill Decisioune vun der Cour de justice de l'Union européenne nozeliesen, déi ganz déif gräifend Effete wäerten hu fir eis Leit dobaussen, fir eis Staaten dobaussen. Et ass net bekannt genuch dobaussen, datt dat esou ass.

An ech mengen - iwwregens eng Propos, déi een och kéint maachen -: Ech géif et gutt fannen, Här Ausseminister, wann an eise Schoule géif déi Lëtzebuerger Verfassung gelies ginn, analyséiert ginn an déi europäesch Charta vun de Grondrechter. Dat wär zum Beispill eppes, wat mer och kéinten den 9. Mee proposéieren an och an eise Schoulen duerchféieren. Dat wär eng gutt Kontributioun, fir och ze wëssen, datt mer Grondrechter hunn, déi net nëmmen national sinn, mee déi och europäesch sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Reding. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, ech mengen, haut ass den Dag vun der Chamber hei, wat Europa ugeet. An et ass eng Éier fir mech, mam Premier, Iech nogelauschtert ze hunn, hei ze sinn an natierlech och e klengen Input ze ginn, wou ech an och de Premier eis e wéineg zréckhalen elo.

Mee, Här Wiseler, merci fir déi Initiativ. An ech géif mengen, dass mer jo elo an engem Mount en Debat hunn iwwert d'Aussepolitik an d'Europapolitik, an do kënne mer och e wéineg méi, wann Der wëllt, op de Fong goen.

Ech mengen, awer e puer Saachen, also ganz kuerz, vu menger Säit. Dee gréisste Friddensprojet aus dem 20. Jorhonnert ass d'Europäesch Unioun. An ech mengen och, dass et eis verdammte Flicht ass, fir dee Friddensprojet duerch d'ganzt 21. Jorhonnert ze féieren, am Interêt, jo, vum Fridden, awer och vun eise Kanner a vun eise Kandskanner.

Wann Der erlaabt, géif ech mengen, dass et net falsch wier ze soen, dass Europa, fir Lëtzebuerg, eng Aart Raison d'État wier: eis Geschicht, eis Gréisst, eis geografesch Lag. An ech mengen och, dass, glécklecherweis, hei am Parlament do och e grousse Konsens besteet.

All Kéier, wa mer een Debat hunn, e fundamentalen Debat iwwer Europa, muss ee sech jo d'Fro stellen: Firwat ass dat Europa do gegrënnt ginn? Dat Europa ass gegrënnt ginn, fir dass déi Däitsch an d'Fransousen net erëm Kricher féieren. Dat war jo d'Haaptursaach. An all déi aner Länner an Europa, déi wollten, si matgeholl ginn op deem Wee. A Kricher net méi féieren, net duerch Traitéen, well mer hu gesinn, wat Traitéë wäert sinn, mee doduerch, dass mer an Europa Wäerter geschaaft hunn, fundamental Wäerter geschaaft hunn. De Respekt virun deene Wäerter, virun der Rechtsstaatlechkeet, dat ass d'Fundament vun der Europäescher Unioun.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Elo hu mer haut diskutéiert. Mer hate schonn an der Kommissioun eng Kéier kuerz doriwwer geschwat, de Premier huet och, mengen ech, de Kader gesat, wat an Europa leeft. Vläicht vu menger Säit einfach en Ableck an dat, wat d'Bierger vun der Europäescher Unioun verlaangen.

Dat Éischt, dat ass, ech mengen, wa mer elo déi Foren hunn, da kann ech mer net virstellen, dass et ee Bierger an Europa gëtt, egal wou, deen net wëllt, dass Europa sozial ass, dass een an Europa ka vu sengem Loun, deen ee verdéngt, wann ee Salarié ass - an dat sinn déi meescht -, liewen. An duerfir ass et zum Beispill esou wichteg, dass mer et elo och fäerdegbréngen an Europa, ee Mindestloun hinzekréien. An Dir wësst, dass de Kommissär, deen zoustänneg ass, den Nicolas Schmit, dorunner schafft.

Ech mengen och, dass an Europa all Mënsch d'accord ass, wa mer d'Bierger froen, fir dass mer déi héich Standarde bäibehalen am Beräich vun der Ëmwelt, vun der Gesondheet, vum Konsumenteschutz. A wa mer „Ëmwelt" soen: D'Leit wëllen an Europa, dass mer eis un déi Paräisser Ofkommessen halen, dass mer och wëllen déi Neutralitéit, wat den CO_2 ugeet, 2050 erreechen, dass mer de Green Deal ëmsetzen.

Da kënnt eppes, wou och elo jo vill driwwer geschwat ginn ass, ech mengen, vun der Madamm Reding: d'Rechtsstaatlechkeet. A gleeft mer: Wann een, wéi meng Wéinegkeet elo, vun 2004 un an deem Conseil do ass - ech war ni op enger anerer Plaz wéi am Conseil vun de Ministeren -, dann ass et scho schwéier ze akzeptéieren, dass et op eemol no 2010 - an ech kann Iech den Datum soen, no 2010! - Länner gëtt, wou d'Pressefräiheet net méi garantéiert ass, wou d'Séparation des pouvoirs net méi garantéiert ass a wou natierlech och, wéi mer dat alleguerte wëssen, d'Onofhängegkeet vun der Justiz net méi garantéiert ass.

Et ass matzen an Europa, wou dat sech entwéckelt huet! An dat ass grav, extreem grav! Mir waren als Europa ëmmer eng Muecht. Mir waren eng Referenz fir d'Mënscherechter, fir d'Rechtsstaatlechkeet. An dat hu mer verluer! Dat musse mer feststellen. Duerfir: Ech sinn en Europäer, deen Europa verteidegt bis hannenhinner. Mee op deem Punkt hei musse mer soen, dass Europa versot huet an dass mer erëm musse kucken, fir dat erëm hierzestellen.

Ech ka mer och net virstellen, dass et Bierger gëtt, déi an iergendengem Memberstaat soen: „Mir sinn e klengt Land. Mir sinn zefridde mat manner Rechter wéi déi aus de grousse Staaten. Mir mussen d'Bierger schützen, no baussen an och an eise Grenzen."

An ech mengen och, dass et immens wichteg ass, dass mer de Wieler verspriechen, dass mer eis un d'Fundament vun deem halen, wat d'international Gemeinschaft gemaach huet nom Zweete Weltkrich, nämlech de Multilateralismus. Et gëtt ee Contraire zum Multilateralismus. An dat ass 2016 ugaangen am November: nämlech ee falsche Patriotismus, dee gepriedegt gëtt.

Mir wëssen an Europa, wat Patriotismus ass. Mir wëssen, wat d'Evolutioun an den 30er Jore war an zu wat dass dat gefouert huet: zu där gréisster Katastroph, déi et jee op der Welt ginn ass, wat d'Mënscherechter ugeet, wat den Haass ugeet, wat d'Intoleranz ugeet a wat natierlech och d'Zuel vu Millioune vun Doudegen ugeet. An duerfir gleeft mer: Mir däerfen net, och wann et vun deem gréisste Land vun der Welt kënnt, eis op de Multilateralismus trëppele loossen! Dat ass Gëft fir d'international Communautéit! An do muss Europa e Schëld sinn, wat sech do dergéint wiert.

Da wollt ech och soen, dass mer, mengen ech, kee Mënsch fannen, an Europa, an iergendengem Land, dee seet: „Mir brauche keng Immigratiounspolitik, Migratiounspolitik", wéi Der et wëllt, „Asylpolitik, déi net europäesch gedroen ass."

Mir gesinn, dass ee kapitale Feeler gemaach ginn ass, am Conseil européen - dat war am Juni 2018 -, wéi verschidde Leit gepushed hunn, fir op eemol alles volontär ze maachen. Dir kennt d'Resultat vum Volontär. Kuckt, wann d'Schëffer ukommen an Italien oder op Malta, wivill Länner et sinn, déi mathëllefen! Eng hallef Dosen, wann et gutt geet! Déi aner kucken an d'Luucht oder op déi aner Säit.

Dat ass net dat Europa, fir dat eis Pappen an eis Mammen an eis Grousspappe gekämpft hunn! Et war ëmmer gesot: „Europa ass opgebaut op Verantwortung an op Solidaritéit." An och hei

mengen ech, wa mer déi Foren hunn a wa mer déi Biergerforen hunn, musse mer och e wéineg d'Leit dorobber pushen, dass hei mussen Ännerunge kommen. Well hei hu mer och zum Deel versot.

Ech géif elo vläicht, fir et kuerz ze maachen, soen, dass, et ass ugeschwat ginn: Et däerf natierlech keen Alibi ginn, déi Biergerforen. Dat ass kloer. Mee ech mengen, et muss ee se esou organiséieren, wéi mer dat jo och schonn hei gemaach hunn, dass et interessant ass fir d'Leit, dass se dohinnerkommen, an dass mer och vläicht mat méi Spezialisten, wéi der vläicht hei an der Chamber sinn, wëssen, wéi mer d'Leit och agebonne kréien an alleguerten déi Diskussiounen, déi mer do féieren.

Ech wëll och soen, dass mer jo als Regierung - de Premier huet et gesot - versicht hu mat de Belsch a mat den Hollänner, an, ech mengen, dat war eng Initiativ, déi zesummen ausgeschafft ginn ass, ze kucken, fir dass mer esou e Kader schafen. A wat hu mer do festgehalen? Dass mer an där Konferenz solle setzen op Transparenz, op d'Ëmsetze vun den Acquisen an op d'Abanne vun den nationale Parlamenter. Also, vun Ufank un hu mer eis op deem Punkt do och fixéiert.

Ech wëll vläicht soen, wat d'nationaalt Parlament ugeet: Déi Propositioun vum Claude Wiseler, also, déi ass gutt, mee ech géif mengen, mir kéinte se nach besser maachen, andeem dass mer elo higinn a mir konzentréieren eis op déi dräi lescht Punkten. Dat si wichteg Punkten. Déi solle mer akzeptéieren. A mengen Aen; ech hu mech net ze vill dranzemëschen. Et ass jo eng Affär vun der Chamber.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Et ass schlussendlech eng Resolutioun.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Mee ech mengen awer, dass déi dräi lescht Punkten déi wichtegst sinn. An déi véier éischt, ech mengen, dat ass eppes, wou een och kéint schaffen, ouni déi ze hunn.

Sou! Elo vläicht e Wuert, wat jo gefrot ginn ass, och vun der Madamm Empain, iwwert d'Traitéschangementer an där Diskussioun. Also mir ginn an déi Diskussioun eran, wéi déi meescht Länner, ouni Lignes rouges. Mir hu keng rout Linnen. Mir kucken, wat do kënnt. An da musse mer natierlech drop reagéieren.

Wann ee mech freet, wéi Dir gefrot hutt, Madamm Empain, wat ech dovunner halen, da muss ech natierlech fir d'éischt wëssen: Wat wëlle mer dann änneren am Traité? Wann ee mech freet, ech wéisst eppes, wat mer géifen änneren. Direkt! Dat ass: d'Unanimitéit ewechhuele beim Artikel 7.

Dat heescht do, wou mer d'Stëmmrecht missten ewechhuelen, wou d'Rechtsstaatlechkeet net méi respektéiert gëtt, dass mer dat net méi als Unanimitéit considéréieren, mee dass mer do versichen, ee Modus ze fannen, wann déi meescht Länner domadder d'accord wieren, hein, dass mer eng grouss Majoritéit hätten, dass mer dat kéinte maachen.

Well ech soen Iech, och wat d'Madamm Reding proposéiert, dass een iergendwéi zu engem Käreuropa kënnt: D'Traitéé si kloer. Mir bréngen als Europäesch Unioun näischt fäerdeg, wa Länner net op Solidaritéit an op Responsabilitéit setzen a si blockéieren dat. Dir hutt gesinn, wéi et ëm Polen gaangen ass, huet den Här Orbán direkt gesot: „Soulaang ech do sinn, geschitt de Polen näischt. A vice versa och." An da si mer blockéiert! Ech mengen, déi, déi 2000 am Konvent souzen, hu sech net kënne virstellen, dass mer eng Kéier an der Europäescher Unioun op esou eng Situatioun kéimen. Et misst een doriwwer eng Decisioun huelen.

Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Asselborn, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Asselborn als Ausseminister froen: En huet hei higewisen op eng Rei vu Länner, wou d'Rechtsstaatlechkeet net méi respektéiert gëtt, wou Minoritéite verfollegt ginn, wou d'Justiz net respektéiert gëtt, d'Press net respektéiert gëtt, ob en do net e Land vergiess huet opzezielen. Nämlech Lëtzebuerg, wou eng Regierung en Deputéierte wollt virun d'Geriicht huelen a wou Prisongsstrof drop stoung, well e seng Aarbecht gemaach huet a wou, Gott sei Dank, den Deputéierte Recht krut an net d'Regierung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, ech sinn do dépassé par les événements. Mee ech ka mer net virstellen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Bettel ass do.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ... dass dat Land hei mat esou enger staarker Chamber a mat esou enger Justiz, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, nee.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ... déi weess, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, nee.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ... wat se ze maachen huet, an och eng Regierung, déi op d'Rechtsstaatlechkeet hält, dass esou eppes geschitt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da frot den Här Bettel emol!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da frot den Här Bettel emol!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Sou!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Séparation des pouvoirs! Ech respektéieren d'Urteeler vun engem Geriicht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

Plusieurs voix.- O, o, o!

(Hilarité)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat selwecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hoho!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass awer de Minimum!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An Dir wësst jo ganz genau ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gëtt och nach respektéiert ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mee selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat wier och nach de Combel, wann Der dat emol nach net géift respektéieren!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Geriichter hunn eppes decidéiert.

(Coups de cloche de la présidence)

Also et ass jo ... Hei gëtt jo gemaach, wéi wann de Premier ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sou ass et och.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... den Här Gibéryen ugesicht hätt.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Esou ass et!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Genausou ass et.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Esou ass et. Esou ass et.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, Här President, et huet kee Wäert, doriwwer ze diskutéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- O dach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fait personnel!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Rechtsstaatlechkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen kritt d'Wuert zréck.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här President, dat do ass elo de Combel, datt den Här Staatsminister dat doten hei äntwert. Aus den Dokumenter, déi mer hunn, déi vun dem Parquet zesummegesat sinn, geet ganz kloer eraus, datt et de Premierminister vu Lëtzebuerg war, deen d'Direktesch vum SREL ugestallt huet, dat ze denoncéiere beim Parquet. Ech kann Iech dat ginn, wann Der et net méi sollt wëssen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat ass am Dossier pénal.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass am Dossier pénal ganz kloer festgehalen, datt et de Premier vu Lëtzebuerg war, ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... deen deen Uerder ginn huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just drun erënneren ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech mengen, Dir sidd hei President, Här President!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just drun erënneren: Dat huet näischt mam Debat ze dinn.

(Interruption)

Här President, just wann e Fait pénal do ass, hunn ech eng Obligation légale, en ze denoncéieren.

(Interruptions par MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo ginn ech d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

(Brouhaha)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci. Sou! Also ech wëll awer hei och eppes Seriöes dozou soen. Mir ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vergiesst an Zukunft net, Lëtzebuerg derbäi ze nennen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee. Nee. Also, Här Gibéryen, haalt op domadder!

Mir sinn hei ...

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Mir sinn hei konfrontéiert ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet den Här Ausseminister.

Une voix.- Haalt op mat deem Folklor doënnen.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert domadder ni ophalen. Vergiesst Dir et just net!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass net ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Der mam Fanger op déi aner weist, weist och op Lëtzebuerg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Et ass net un Iech, fir engem Deputéierten ze soen, wat en ze soen huet oder net!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Elo huet definitiv den Här Ausseminister d'Wuert.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir och net!

(Hilarité)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, ech wollt hei just soen, dass mer hei musse ganz gutt oppassen. Hei vermësche mer Saachen, déi net ze vermësche sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ohoho!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Hei ass ee Land oder zwee Länner, déi hu keng fräi Justiz méi, well d'Regierung d'Riichter kontrolléiert a kontrolléiert, wat d'Riichter maachen. A wa se net dat maachen, wat se solle maachen, da gi se bestrooft. Här Gibéryen, haalt elo op!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ... Hohoho!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Sou! Dann dat Zweet, wat ass: ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- O!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Wa mer hei Faiten, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... déi wierklech eng ganz aner Envergure hunn, ...

Une voix.- Nee.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ... einfach duerjenanergeheien ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, nee. Nee, nee.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Gibéryen, Dir kënnt dat maachen op Ärer Braderie.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Nee, nee.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Maacht dat net ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Nee, nee, nee, nee. Nee, nee. Nee, nee.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass e Geriichtsurteel, wat dem Här Gibéryen Recht ginn huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech bieden ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, sidd Der nach do?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech bieden ëm Disziplin.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Sou!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, ech mengen, et hätt dat meescht hei gesot, wat ech ze soen hat.

(Hilarité)

Ech wënschen eis nach, Här Wiseler, an der Chamber wéi och an der Regierung, dass mer eis wierklech d'Méi gi fir dat Europa, et ass eng Chance fir eis elo mat deem Debat iwwert d'Zukunft, dass mer dat anstänneg upaken. Ech mengen, de Wëllen ass do, souwuel vun lech hei an der Chamber; op jidde Fall vun där allergréisster Majoritéit, déi et hei bal gëtt, vun deenen, déi d'Demokratie nach eescht huelen. An duerfir géif ech mengen, dass mer do eng Aarbecht fäerdegbréngen, déi net nëmmen am Interêt ass vu Lëtzebuerg, mee och am Interêt vun Europa.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Résolution 1

Mir kommen elo zur Resolutioun, déi zu dëser Interpellatioun vum Här Wiseler deponéiert gouf. Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Also, zu der Resolutioun, ech mengen, do huet schonn deen een oder deen aneren eppes derzou gesot. Den Här Wiseler hat selwer eigentlech, wéi en d'Resolutioun deposéiert huet, proposéiert, dass ee sech vläicht awer sollt, à tête reposée, eng Kéier domadder ausenanersetzen, well et geet jo ëm méi wéi dat, wat elo reng hei an der Resolutioun steet.

Et geet jo och ëm déi Fro: Wéi wëlle mir eis hei als Chamber organiséiere fir déi Debatt, vun där mer jo alleguerten haut gesot hunn, dass mer eis se erwënschen? Wéi solle mer déi organiséieren? Ech mengen, dat géif bedeiten, dass mer eis an der Kommissioun eng Kéier Zäit huelen, fir d'Resolutioun ze kucken an eis och déi Gedanken ze maachen, wéi mer déi Debatt hei kënnen am beschte preparéieren. Ech mengen, dat si mer de Leit schëlleg, op jidde Fall no dëser Debatt.

An dofir géif ech d'Propos, déi den Här Wiseler eigentlech selwer gemaach huet, widderhuelen, fir d'Resolutioun mat an d'Kommissioun ze huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber mat där Flexibilitéit, déi den Här Wiseler schonn ugekënnegt hat a wat elo och vum Här Cruchten confirméiert ginn ass, d'accord? Mee den Här Wiseler wëllt virdrun nach eppes soen.

M. Claude Wiseler *(CSV), interpellateur.*- Ech wollt just ganz kuerz soen, datt ech selbstverständlech nach ëmmer hanner menger Propos stinn, mee datt ech dem Här Cruchten seng Wierder esou interpretéieren, datt dat Engagement, fir seriö driwwer ze diskutéieren, och seriö gemengt ass, an datt mer eng uerdentlech Diskussioun driwwer kréien, an datt ech hoffen, datt de Wëlle vun der Majoritéit do ass, datt mer och e gemeinsame Wee fannen, fir d'Chamber un deem dote Prozess matzebedeelegen. Ech ginn dovunner aus, datt dat net nëmmen ass, fir se ënnert den Dësch ze kréien, mee datt mer eng seriö Diskussioun kënne maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Cruchten, wannechgelift.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Selbstverständlech, wann ech eppes seriö soen, da mengen ech et och seriö. Dat gehéiert sech esou. An ech wäert derfir suergen, dass mer eis an der

Kommissioun déi néideg Zäit huelen, fir all d'Aspekter dovunner ze diskutéieren. Maacht Iech keng Gedanken!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. An ech soen och dem Här Wiseler Merci fir déi Resolutioun, déi en eis hei presentéiert huet. Natierlech si mir och bereet fir eng Diskussioun an der Kommissioun, wéi och hei.

Ech wéilt just prinzipiell soen, datt, wann eng Resolutioun hei an der Chamber diskutéiert gëtt, d'Meenung vun der Regierung do net maassgeeblech ass. An ech wier einfach frou, wann d'Ministeren, déi hei sinn, géifen d'Parlament respektéieren an eis eis Resolutioun esou diskutéiere loossen, wéi mir et fir richteg halen, ouni datt mer do onbedéngt mussen d'Meenung vun enger Regierung dozou héieren. Mir kënnen dat hei diskutéieren, an enger Kommissioun diskutéieren, mee et ass d'Aarbecht vum Parlament.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Kënne mer à main levée ofstëmmen, fir d'Resolutioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann diskutéiert d'aussepolitesch Kommissioun iwwert déi dote Resolutioun.

(La résolution n° 1 de M. Claude Wiseler est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass, dass d'Chamber de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Mënscherechtsverletzungen am Noen a Mëttleren Oste féiert, déi déi politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. Als éischte Riedner kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert, deen dës Aktualitéitsstonn ugefrot hat.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mënscherechtsverletzunge gëtt et schonns geneesou laang, wéi et d'Mënscherechter selwer gëtt, vläicht souguer méi laang.

Obwuel d'Konzept vun de Mënscherechter op der Iddi baséiert, dass et Rechter gëtt, déi jiderengem eleng opgrond vu senger Existenz als Mënsch zoukommen, huet d'Realitéit ëmmer erëm gewisen, dass mam Mënschsinn eleng leider nach laang keng Garantie vun de Mënscherechter ginn ass. Villméi hänkt et um Wëlle vun deenen, déi d'politesch Muecht hunn, ob si sech derfir asetzen, dass d'Mënscherechter an hirem Staat respektéiert ginn, oder net.

Wien an engem Staat lieft, deen d'Mënscherechter respektéiert, hält et vill ze oft fir selbstverständlech, dass jiddereen an de Genoss vu senge Rechter kënnt. Wien awer ënnert de Mënscherechtsverletzunge vu sengem Regimm ze leiden huet, muss heefeg um eegene Kierper spieren, wéi ofhängeg seng Rechter als Mënsch vun deene Rechter sinn, déi de Staat, an deem hie lieft, him accordéiert.

Ëmsou méi wichteg ass et, dass et Persoune gëtt, déi de Courage hunn, sech fir hir Rechter wéi déi vun hire Matmënschen anzesetzen. Dofir wëll ech un dëser Stell explizitt och all deenen e grousse Merci soen, déi sech weltwäit fir d'Verteidegung vun de Mënscherechter asetzen. Si gi mat hirem perséinlechen Engagement heefeg héich perséinlech Risiken an, well si duerch hiren Aktivismus net seele selwer zur Zilscheif vu Repressioune ginn.

Grad wann et ëm politesch Meenungs- a Versammlungsfräiheet geet, gi politesch Aktivisten an Demonstranten oft ënnert dem Virwand vun der Terrorismusbekämpfung an der Staatssécherheet vun hire Rechter ausgeschloss. Aus dem Irak an dem Iran hunn eis an de vergaangene Méint a Wochen ëmmer erëm Meldungen erreecht vun Demonstratiounen, déi vu staatlecher Säit aus mat Gewalt zerschloe goufen an eng grouss Zuel u Blesséierten an Doudegen zur Konsequenz haten an och zu enger héijer Unzuel u Verhaftunge gefouert hunn.

Dat selwecht gëllt fir vill aner Länner am Noen a Mëttleren Osten. D'Berichter vun ënner anerem Amnesty International a Human Rights Watch si vill ze laang.

A Saudiarabien gi regimmkritesch Journaliste festgeholl an am Oman Zeitungen zougemaach. An Ägypte gëtt haart géint Oppositioneller virgaangen an am Bahrain sëtze vill Persounen opgrond vun hire politeschen Iwwerzeegungen a Prisongen, an deene si Mësshandlungen ausgesat sinn a keng oder nëmmen eng onzouräichend medezinnesch Versuergung erhalen, wärend si op hir Verhandlung viru Geriicht waarden.

E faire Prozess erwaart se dobäi nëmmen an deene seelenste Fäll. D'Recht op eng fair Procédure judiciaire an op Rechtsbäistand gëtt duerch Masseverhandlungen ënnergruewen an och mënscherechtswiddreg Strofe wéi d'Doudesstrof an den Entzuch vun der Staatsbiergerschaft ginn ëmmer nach verhaangen.

Virun e puer Wochen eréischt huet eisen Ausseminister an enger Äntwert op eng Question parlementaire vu mir bestätegt, dass den 8. Januar schonn erëm zwou Persounen, de Mohamed Ramadhan an den Hussain Ali Moosa, am Bahrain zum Doud verurteelt goufen.

Et ass wichteg, dass mir bei esou Urteeler net roueg bleiwen. Et ass wichteg, dass mir eis ëmmer erëm a kloer géint Strofe wéi d'Doudesstrof oder Denaturaliséierungen ausschwätzen. Mir hunn dat an der Vergaangenheet gemaach a mir sollten dat och an der Zukunft maachen.

Duerch Denaturalisatioune gi Mënsche staatelos a verschwanne mam Verloscht vun hirer Citoyennetéit aus dem ëffentlechen a gesellschaftleche Liewen. Si kënne keng Aarbechtskontrakter méi agoen, sech legal keng Haiser kafen oder lounen, sech net bestueden an hir Kanner oft net an d'Schoul schécken. Well Staatelosegkeet souguer verierft ka ginn, heescht dat, dass mer se hei generatiounelaang vun hire Mënscherechter ewechhalen.

All déi kleng Momenter, an deene mir ouni grouss driwwer nozedenken eis Carte d'identité oder eise Pass presentéieren, stelle fir staatelos Persounen indepassabel Barriären duer.

Wéi mer an der Kommissioun iwwer Immigratioun an Asyl geschwat hunn, war dat nëmmen e klengt Theema. Et ass zu Lëtzebuerg kee grousse Problem, an dach gëtt et ëmmer erëm Leit, bei deene keng Nationalitéit méi virläit.

Weltwäit sollen no Schätzunge vun der UN ronn véier Millioune Mënsche staatelos sinn. Vill vun dëse Persoune waren awer net, wéi am genannte Beispill, Affer vun enger mënscherechtswiddreger Denaturalisatioun, mee goufe schonn als staatelos Persoun gebuer oder sinn duerch aner äusserlech Emstänn staatelos ginn. Et ass also wichteg, hei eng Differenzéierung ze maachen. Mee och d'Virenthale vun enger Staatsugehéieregkeet ass eng Mënscherechtsverletzung.

Dëse Problem weist sech zum Beispill am Fall vun de „Bidun", déi keen offizielle Status als Bierger vum Kuwait hunn an heefeg keng Identitéitspabeiere besëtzen an esou vun de Biergerrechter ausgeschloss ginn. Esou ass am Land eng Zwouklassepolitik entstanen, déi Mënscherechtsverletzunge vun enger Klass toleréiert, wärend déi aner begënschtegt gëtt.

En änlechen, wann awer fir déi Regioun och ganz spezifesche Problem gëtt et an Israel. Och hei ass de Problem vun der Staatelosegkeet net onbekannt an d'Recht op eng Citoyennetéit, d'Verbuet vun Diskriminéierung an d'Recht op e Liewen a Fräiheet gi villfälteg ageschränkt, wärend eng Zweestaateléisung ëmmer méi extreem onwarscheinlech schéngt.

Här President, ech sinn an e puer Minutte grad op sechs verschidde Länner agaangen, deenen eigentlech jeeweils eng eegen Aktualitéitsstonn oder eng Interpellatioun kéint gewidmet ginn. An et wäerten nach eng Rei Beispiller aus weidere Länner kommen.

Wann ech hei an zéng Minutten en Tour duerch de Mëttleren an Noen Oste maachen, da geet et mer net drëm, en Urteel doriwwer ze fällen, wou et déi schlëmmste Mënscherechtsverletzunge gëtt; da geet et mer net drëm, d'Mënscherechtsverletzunge vun engem Staat duerch d'Duerstellung vun anere Verstéiss an engem anere Staat ze relativéieren oder souguer ze excuséieren.

All Mënsch, dee wéinst senger politescher Iwwerzeegung am Prisong sëtzt, dee wéinst senger sexueller Orientéierung gefoltert gëtt, dee keen Eegentum a keng Bildung kritt oder dee sech net fräi beweege kann, well en deen Territoire, an deem e lieft, net verloossen däerf, ass een ze vill. Hannert all Beispill vu Mënscherechtsverstéiss stiechen individuell Schicksaler a keen Eenzelfall relativéiert een aneren.

Wann ech haut esou vill Beispiller ufëieren, da maachen ech dat an der Hoffnung, dass eist Bewosstsi fir d'Situatioun am Noen a Mëttleren Osten doduerch méi konkreet gëtt. Wann een an de Medie vu Gewalt géint Fraen an Afghanistan héiert an ee liest, dass am leschte Rapport vun Amnesty International steet, dass 3.500 Meedercher am Joer 2017 a vun Taliban besate Gebidder net méi an d'Schoul konnte goen, da verschwënnt hannert der Abstraktheet vun den Zuelen an der Mass vun de Fäll vill ze oft dat perséinlecht Leed vun all eenzelne Mënsch.

Et feelt eis haut net un Informatiounskanäl, fir eppes iwwer Mënscherechtsverletzunge gewuer ze ginn! Wat eis feelt, ass e Bewosstsinn derfir, wat mir do iwwerhaapt héieren a gesinn. Wann an de Medie Berichter sinn iwwer Bombardementer a Syrien oder a Libyen, iwwer eng Millioun syresch Flüchtlingen am Libanon oder iwwert d'humanitär Kris an d'Presenz vu Kannerzaldoten am Jemen, dann huele mir dës Informatiounen oft just nach niewebäi wouer. Da riicht eise Bléck sech net op déi Mënschen, da gesi mir just eng Iwwerschréft méi an der Zeitung, déi ausgesäit wéi der schonns esou vill virdrun.

Jo, d'Mënscherechter an d'Zuel vun hire Mëssuechtunge sinn abstrakt. Déi ganz konkreet an aktuell Mënscherechtsverletzunge sinn et awer net. Duerfir däerfe mer net ewechkucken! All Eenzelnen heibannen an och all Eenzelnen dobaussen huet d'Méiglechkeet, duerch seng Stëmm a säi Bléck an dem Noen a Mëttleren Osten en Ënnerscheed ze maachen. De Fait, dass Exekutiounen an aner am Westen ëmstridden Urteeler am Bahrain oder a Saudiarabie beispillsweis oft op Deeg geluecht ginn, an deenen d'westlech Opmierksamkeet tendenziell geréng ass, weist, dass et dëse Länner net egal ass, wéi anerer iwwer si denken.

Dass eist Land kleng ass an eis Stëmm eleng net vill Gewiicht huet, entbënnt eis net vun eiser Flicht, eise Bäitrag ze leeschten. Duerfir hunn ech dës Aktualitéitsstonn haut ugemellt, well et méi wéi jee aktuell ass, dass d'Mënscherechter am Noen an am Mëttleren Oste mat Féiss getrëppelt ginn. Demonstranten, déi fir hir Demokratie oder fir hir demokratesch Rechter op d'Strooss ginn, gi vu Militärpolizisten niddergeknëppelt, ginn agespaart, a Masseverurteelunge verurteelt an duerno erschoss, gekäppt, gestengegt. Bref, de Mënsch ass innovativ, wann et drëm geet, anere Leit Leed oder den Doud zouzefügen.

Schlussendlech géif ech mech awer nach freeën, wann de Minister a senger Äntwert um Schluss vun dëser Aktualitéitsstonn nach e bëssen Zäit géif fannen, fir op e puer méi konkreet Froen ze äntwerten:

Ginn et oder kéinten et an Zukunft vu lëtzebuergescher Säit aus Offere ginn, fir Mënscherechtsverdeedeger, déi opgrond vun hirem Engagement Repressiounen ausgesat sinn, humanitär Visaen auszestellen?

Wär et an deem Kontext souguer denkbar, Mënscherechtsverdeedeger déi lëtzebuergesch Nationalitéit unzebidden, falls si denaturaliséiert goufen?

Wéi gëtt mat staatelose Persounen ëmgaangen, déi zu Lëtzebuerg ukommen? Wéi gëtt gekläert, ob dës Persoune wierklech keng Citoyennetéit méi hu respektiv wéi se dës kéinte recouvréieren?

Wéi kënnen déi eenzel Biergerinnen a Bierger, déi de Mënscherechtsverdeedeger an Affer vu Repressiounen am Noen a Mëttleren Oste gären hir Ënnerstëtzung wëllen zoukomme loossen, dat dem Minister senger Aschätzung no am beschte maachen?

Dat sinn e puer konkreet Froen. Ech hunn awer och nach e puer konkreet Opfuerderungen un d'Regierung, wann et ëm d'Mënscherechter geet, nämlech de Kontakt ze siche mat deene Länner, bei deene Länner derfir ze intervenéieren, dass se mat mënscherechtswiddrege Praktiken ophalen, den Drock oprechtzeerhalen a gläichzäiteg da reegelméisseg der Chamber Rapport doriwwer ze ginn. Duerfir deposéieren ech dann nach eng Motioun, Här President.

Motion 1

D'Deputéiertechamber,

- virum Hannergrond vum internationale Pakt iwwert d'Droits civils a politiques an der UN-Mënscherechtskonventioun;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Oman d'Recht op fräi Meenungsäusserung duerch d'Zoumaache vun Zeitungen an d'Festhuele vu Journalisten ënnergruewe gëtt;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass an Ägypten d'Recht op fräi Meenungsäusserung duerch d'Inhaftéiere vu Journalisten ënnergruewe gëtt;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Bahrain d'Recht op eng Staatsbiergerschaft, e faire Prozess an d'Recht op Fräiheet vu Folter a Mësshandlung mëssuecht ginn;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Irak d'Rechter op Meenungs-, Vereenegungs- a Versammlungsfräiheet an op e faire Geriichtsprozess staark ageschränkt sinn;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Kuwait d'Recht op eng Staatsbiergerschaft mëssuecht gëtt;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass an Israel d'Recht op Beweegungsfräiheet a Wunnen ënnergruewe gëtt;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass an Afghanistan d'Gewalt géint Fraen a Meedercher zouhëlt;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Iran d'Rechter op Meenungs-, Vereenegungs- a Versammlungsfräiheet staark ageschränkt sinn;

- op Basis vum leschte Rapport vun Amnesty International iwwert d'weltwäit Situatioun vun de Mënscherechter, aus deem ervirgeet, dass am Libanon géint d'Rechter vun Aarbechtsmigrante verstouss gëtt;

- mat Verweis op d'UN-Antifolterkonventioun;

- d'Repressiounen a Persecutioune vu Mënscherechtsverdeedeger am Noen a Mëttleren Osten an d'Konditiounen, deene si a Gefaangeschaft ausgesat sinn, verurteelend;

- d'Denaturalisatioun als mënscherechtsverletzend Praktik an d'Doudesstrof als héchsten a grausaamste Strof, déi eng Verletzung vum Recht op Liewen duerstellt, ofleenend,

invitéiert d'Regierung,

- verstäerkt op internationalem Niveau hir Besuergnis auszedrécke géigeniwwer de Mënscherechtsverstéiss am Noen a Mëttleren Osten,

- sech derfir anzesetzen, dass d'Zeechnungspartner vum Roumstatut am Noen a Mëttleren Osten, bei deenen eng Ratifikatioun vum Status nach aussteet, dës Ratifikatioun esou séier wéi méiglech an d'Weeër leeden,

- sech schréftlech un d'Ambassadeure vu Länner aus dem Noen a Mëttleren Osten, an deene Mënscherechter mëssuecht ginn, ze adresséiere fir duerzestellen, dass Lëtzebuerg déi aktuell Mënscherechtsverletzungen an de concernéierte Länner ofleent,

- der Kommissioun fir Aussenugeleeënheeten an Europa ab dem Joer 2021 e järleche Bericht ze presentéieren, aus deem ervirgeet, wéi an a wéi enge Fäll d'Regierung sech konkreet fir eng Verbesserung vun de Mënscherechter am Noen a Mëttleren Osten agesat huet a wéi eng Konsequenzen dëst Engagement hat.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An dann, villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just ufänke fir ze soen, datt ech schlecht dru si bei enger Debatt, wou ech fënnef Minutten hunn a wou an enger Heure d'actualité gefrot gëtt, mir sollten en général iwwert d'Mënscherechtssituatioun am Noen Osten an am Mëttleren Oste schwätzen. Also entweeder mir schwätzen driwwer, an da schwätze mer wierklech driwwer! Awer et genéiert mech, a fënnef Minutten iwwert d'Mënscherechtsverletzungen an enger Géigend ze schwätzen, wou säit Joerzéngte Krich ass, Biergerkrich ass, wou Regioune sinn, wou ee vu Mënscherechter säit Joren iwwerhaapt net emol ka schwätzen, well strictement keng do sinn, wou politesch Fräiheeten, Demokratie, Expressiounsfräiheet, Reliounsfräiheet (veuillez

lire: Reliounsfräiheet inexistent sinn), wou Ënnerdréckung, Verfollgung vu Minoritéiten, Ënnerdréckung vu Fraen, Ënnerdréckung vu Kanner kurant an all Dag ass.

Ech si mat allem d'accord, Här Clement, wat Der gesot hutt, ech si mat allem d'accord an ech gesinn och net an, datt een dat elo nach eng Kéier soll widderhuelen an all Detail. Ech soen Iech, datt an deene Länner, ob dat elo Syrien ass, ob dat Saudiarabien ass, ob dat Libyen ass, ob dat Jemen ass, ob dat wat och nach ëmmer ass - Vereenegt Arabesch Emirater, Iran, Bahrain, op deen Der agaange sidd -, selbstverständlech do all Dag, dagdeeglech Mënscherechtsverletzunge sinn, keng Demokratie. Dat ass eng Evidenz.

An ech soen Iech just awer eppes: „Wa mer iwwer Mënscherechtsverletzunge schwätzen an deenen do Gebidder, wa mer iwwerhaapt iwwer Mënscherechter schwätzen a wa mer dat op eise Fändel schreiwen, grouss: ‚Mir sinn déi, déi dat verteidegen!', da soen ech, datt een dann awer muss op véier Saachen oppassen!

Dat Éischt, wou ee muss drop oppassen, dat ass, datt een dat dann och ëmmer an iwwerall mécht, datt een dat bei alle Mënscherechtsverletzunge gradesou seet, wéi een et elo hei gesot huet, an net nëmme bei deene klenge Länner, wou mer keng kommerziell Relatiounen hunn, mee datt een et och bei deene grousse Länner mécht, wou et vläicht méi schwéier ass: datt mer och iwwert d'Uigure schwätzen, déi a China ënner ganz grave Mënscherechtsverletzunge leiden. Net nëmmen déi eng, mee och déi aner Sujeten! Och wann et heiansdo aus ekonomeschen Interesse ka Problemer ginn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: „Wann ee vu Mënscherechter am Allgemenge schwätzt, da muss ee soen, datt Mënscherechter universell sinn", och wann net jiddwereen dat esou gesäit. D'Mënscherechter sinn, an eisen Aen, universell. A Mënscherechtsverletzunge kënnen net entschëllegt ginn, andeem ee se entschëllegt mat Traditiounen oder mat u sech Saachen, Traditiounen, déi an anere Länner dann existéieren, wéi zum Beispill Ënnerdréckung vu Fraen, wéi zum Beispill Lapidatioun vu Fraen, e Mariage vu Kanner, genital Mutilatiounen ... D'Mënscherechter sinn universell a Mënscherechtsverletzunge sinn iwwerall an ëmmer ze condamnéieren, och wa se eng Geschicht hunn. Mee dat muss, mengen ech, och fir eis kloer sinn.

Mäin drëtte Punkt, dat ass: Wann ee vu Mënscherechtsverletzunge schwätzt, da muss ee se och condamnéieren, wann déi eng oder déi aner Kéier do, wou se geschéien, vläicht e politesche Regimm oder e Land engem méi sympathesch ka sinn. Et muss een och, wann ee bei deene Lénken dann ass, condamnéieren, wann eppes a Venezuela derniewentgeet op Basis vun de Mënscherechter, an dat och kloer an däitlech soen.

An ech considéiere mech als groussen Transatlantiker, dee wierklech d'Relatioune mat Amerika op eng ganz positiv Aart a Weis gesäit, mee ech muss dann och soen - an ech soen dat och -, datt ech fannen, wann op der amerikanesch-mexikanescher Grenz Kanner vun de Familljen ewechgeholl ginn, fir an de Prisong gestach ze ginn, datt dat net geet! Do gëllt et an an deenen anere Länner gëllt et, wann eent et mécht, bei deene groussen, bei deene klengen, ëmmer an iwwerall!

A véiertens, da muss een et och bei sech selwer soen. Ech schwätzen elo net iwwert dat, wat den Här Gibéryen virdrun opbruecht huet. Ech schwätzen awer trotzdeem iwwert dat, wat an Europa geschitt, wou eng Rei Länner manifestement Mënscherechter, ob dat d'Pressefräiheet, ob dat d'Expressiounsfräiheet, ob dat d'Independenz vun der Justiz a wat och ëmmer ass, déi dozou gehéieren, amgaang sinn, lues a lues ze ënnergruewen. An da musse mer dat och an aller Däitlechkeet soen, wann dat a Polen a wann dat a Rumänie geschitt, och wann a verschiddene Länner Parteien un der Muecht sinn, déi an där eegener politescher Famill sinn, wou mir och dra sinn. An haaptsächlech da muss een et soen! Haaptsächlech da muss een et soen, well dann huet ee méi Recht, et nach ze soen, wéi wann een op enger anerer Plaz géif sëtzen.

An haaptsächlech och a Länner, wou zum Beispill Journalisten, wéi dat op Malta geschitt ass, ënner Drock gesat ginn - d'Daphne Galizia, wat ermuert ginn ass virun zwee Joer, well et amgaang war, Saachen ze kucken -, do hu mer jo politesch Konsequenzen draus gezunn. Och da muss een et soen an aller Däitlechkeet! An och dann däerf een net ophalen, fir dat unzesichen, unzekloen, fir deem nozegoen an net opzehalen, bis een da Resultater domat erreecht.

Fënnef Minutte ginn net duer. Ech ginn dem Här Clement mat allem Recht. Ech hätt just gär, datt mer eis an anerer Form iwwert déi do Froen ënnerhalen. An ech wëll dem Här Clement just als Rot ginn: „Wann Der gär eng uerdentlech Diskussioun mat eis hätt, ënner enger Heure d'actualité oder enger anerer Form, wär ech just frou, wann Der an Ärer Fro géift uginn, iwwer wat Der vläicht méi prezis wéilt schwätzen."

(Interruption par M. Sven Clement)

Da kéint ee sech anescht virbereeden, wéi elo hei awer méi oder wéineger ze improviséieren op engem Sujet, dee mer wichteg ass a wou een net soll improviséieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss am Fong geholl do weiderfueren, wou den Här Wiseler och ugefaangen huet respektiv opgehalen huet.

Den Här Clement, dee jo awer e Mann ass, dee vill duerch d'Welt kënnt, dee weess jo, wat dat heescht, den Noen an de Mëttleren Osten. Dat geet vun der orientalescher Mëttelmierküst bis op d'Linn vum Iran, bis erof bis Pakistan. Dann hu mer direkt 20, 25 Länner. A wa mer do e Bléck op déi Länner geheien, da fanne mer bal keent, fir net ze soe keent, wat eeben deene Rechtsnormen no fonctionéiert, esou wéi mir eis dat an Europa hei virstellen.

Ech mengen, Är Initiativ u sech ass ze begréissen. Mee ech hätt awer och gär gehat, wa mer dat am Virfeld e bësse méi kloer cernéiert hätten, wa mer gewosst hätten, op wat fir ee Land datt mer eis spezifesch vläicht sollte méi konzentréieren. Da wier et och méi einfach gewiescht, och wann et nëmme fënnef Minutte sinn, sech vläicht e bësse méi intensiv ze preparéieren.

Ech mengen, mir sinn eis bewosst, datt besonnesch an deem Raum natierlech d'Mënscherechter alles aneschters wéi respektéiert ginn. Et gëtt Länner, Saudiarabien, Irak, Iran, déi Musterbeispiller sinn an der Netanhalung vu Mënscherechter. Ech mengen, Saudiarabien huet zum Beispill d'lescht Joer am Abrëll eleng an engem Dag 37 Leit ëmbruecht! Gefoltert gëtt do souwisou. Schiitesch Regimmkritiker ginn an de Prisong gesat. Vu Fraerechter ass bal net ze schwätzen. Saudiarabien seet, datt dat e Fortschrëtt ass, wann d'Fraen d'Recht kréien, de Fürerschäin ze maachen. Doriwwer musse mir natierlech méi wéi schmunzelen.

(Interruption)

Mee alles dat seet villes aus. Wat schlëmm ass, datt et a Länner wéi dem Iran zum Beispill Strofe gëtt vum Auspeitschen, vu Kierperverstümmelung, vu Blannmaachen. Ech mengen, méi primitiv geet et net an enger Gesellschaft! Och zënter datt d'Mullahs 1979 d'Muecht iwwerholl hunn, ass d'Situatioun net besser ginn. An och ënnert dem aktuelle Regierungschef, dem Hassan Rohani, gesäit d'Situatioun nach eemol wéi d'anert esou aus.

Da gëtt natierlech an deene Länner och versicht, fir d'Zivillgesellschaft esou kleng wéi méiglech ze halen. Si hu keng Méiglechkeet, sech géint de Regimm ze opposéieren. Am Iran zum Beispill ginn Honnerte vun Azeris an arabeschen Ahwazis verfollegt, well se sech fir hir Rechter agesat hunn, well se sech fir eng Minoritéit agesat hunn. D'Zensur géint den Internet ass souwisou schonn eppes, wat do op der Dagesuerdnung ass.

Et kéint een, wéi gesot, déi Rei an déi Lëscht vu Länner hei nach bal eng Stonn laang weiderféieren. Ech mengen, de Libanon ass och e Land, wat eis muss an der Lescht méi interpelléieren, well och do erëm Onrouen opkommen, obwuel awer och do trotzdeem gewësse Fortschrëtter ze erkenne sinn. Ënner anerem sinn zum Beispill déi gläichgeschlechtlech Koppelen awer elo net méi esou diskriminéiert, wéi dat fréier de Fall war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech och eng Gratwanderung, wa grad mir Lëtzebuerger iwwer Mënscherechter schwätzen a grad mir Lëtzebuerger awer vill och mat Länner a Kontakt sinn, virun allem wirtschaftlech Relatioune fleegen, wou d'Mënscherechter net ëmmer esou à la lettre respektéiert ginn. Et sinn elo gutt 14 Deeg hier, du war eng héichrangeg Delegatioun, virun allem mat Wirtschaftsvertrieder, vu Lëtzebuerg an de Vereenegten Arabesche Emiraten. Dat ass e Land, wat ganz interessant ass. Ech war selwer elo kierzlech do. Mee et muss ee sech awer ëmmer bewosst sinn, wéi de Regimm, de politesche Regimm do ass!

An dann ass natierlech d'Fro ze stellen: Solle mir als Lëtzebuerg keng Relatioune mat esou Länner fleegen oder solle mer trotzdeem, wa mer wëssen, datt hei d'Mënscherechter net respektéiert ginn, awer mat deene Leit wirtschaftlech Relatiounen oprechterhalen? Ech sinn éischter fir déi zweet Alternativ, fir déi zweet Optioun. Aus deem ganz einfache Grond: Eeben duerch wirtschaftlech Relatioune kann awer och e sënnvollen, e gudde Kontakt entstoen, kënne gutt Relatiounen entstoen, wou dann awer och d'Fro vun de Mënscherechter kann diskutéiert ginn. A si muss a si soll och undiskutéiert ginn.

Ech mengen, den Oktober geet zu Dubai d'Weltausstellung un. Lëtzebuerg huet e grousse Pavillon do. Ech fannen dat och richteg. Mir sollen net abseits stoen, mee mir sollen awer och de Courage hunn - an net nëmme wéinst der Kosmetik -, an déi Méiglechkeet bitt sech eis, fir dann awer och déi Länner drop hinzeweisen, datt hire Regimm net an deem Mooss fonctionéiert, wéi mir eis dat virstellen.

Et kéint een nach, wéi gesot, eng Rei aner Länner hei opzielen. Ech wëll virun allem de Bahrain nennen - ech mengen, Dir hat deen och schonn hei zitéiert -, wou d'Situatioun natierlech ganz schlëmm ass. An do, mengen ech, muss och eng Trennungslinn gezu ginn, datt mir eis awer och als klengt Land bewosst musse sinn, datt mer net kënne mat all Regimm awer wirtschaftlech Relatiounen oprechterhalen, wa mer wëssen, datt op där anerer Säit emol net e Minimum - emol net e Minimum! - vu Mënscherechter respektéiert ginn!

Dir hutt dann ee Punkt ugeschnidden, Dir hutt vun der Oferkennung vun der Nationalitéit geschwat vis-à-vis vun deene Leit, déi verfollegt ginn. Jo, dat ass e graven Akt! An ech wëll och hei op de Conseil de l'Europe kuerz ze sprieche kommen, deen nämlech elo rezent eng Recommandatioun ausgesprach huet, déi souguer esou wäit gaangen ass, datt e sech dann derfir ausgeschwat huet, datt souguer Terroristen net dierften d'Nationalitéit ofgeschwat kréien. Dat ass e Punkt, iwwert deen ee kéint och vill diskutéieren.

Ech sinn allerdéngs ganz kloer der Meenung, datt Leit, déi wéinst politeschen Aussoe verfollegt ginn, politeschen Aussoen an deem Sënn, datt se awer sech asetzen zum Beispill fir normal rechtsstaatlech Prinzipien, op kee Fall dierften eng Nationalitéit oferkannt kréien, mat all deenen negative Konsequenzen, déi Der hei richtegerweis opgelëscht hutt.

Här President, et deet mer leed, mee hei leeft keng Auer. Et weess een net, wou een drun ass.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Et ass scho laang ëm.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ass et scho laang eriwwer? Ech hätt awer nach ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd 30 Sekonnen am ...

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Wat hunn ech elo nach?

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... roude Beräich.

M. Gusty Graas *(DP).*- Watgelift?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Schonn 30 Sekonnen am roude Beräich.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et wier vläicht net schlecht, wann een erëm eng Kéier déi Auer hei un d'Goe krit. Bon.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Ofschléissend nach eng Kéier: Et ass eng interessant Debatt, déi een hei ka féieren, déi ee soll féieren, och als klengt Land.

Mee nach eng Kéier: Ech mengen, et wier awer der Saach méi dénglech, wann een an Zukunft esou Heure-d'actualitéen ufreet, datt een dat am Virfeld méi kloer spezifiéiert. Da weess een och méi am Detail, iwwer wat datt ee schwätzt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Mir geet et och net vill aneschters wéi menge Virriedner. Ech hat och Schwieregkeeten, mech op déi Debatt hei virzebereeden. An natierlech sinn déi fënnef Minutten einfach net genuch, fir déi wichteg Fro hei ze thematiséieren. Mee ech probéieren et dann awer. Ech hunn och eppes preparéiert.

An enger Demokratie ass jo eng politesch Oppositioun d'Normalitéit, jo, ech mengen, souguer eng Noutwendegkeet.

Une voix.- Merci!

(Brouhaha)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Och hunn d'Bierger d'Recht an d'Méiglechkeet, hir Meenung fräi auszedrécken an, zum Beispill, op d'Strooss ze goen, fir friddlech ze manifestéieren.

Et si Mënscherechter, déi am internationale Recht verankert sinn. Den Artikel 19 vum ICCPR garantéiert d'Recht op Meenungsfräiheet. Den ICCPR, dat ass den Internationale Pakt iwwer biergerlech a politesch Rechter. D'Artikelen 21 an 22 assuréieren d'Recht op Versammlungs- a Vereenegungsfräiheet. Mee mir wëssen alleguer, dass dat net den Normalzoustand ass uechtert d'Welt. Sech politesch ze engagéieren oder seng Meenung fräi ze soe bezilt een, deemno wou, mat senger Fräiheet, heiansdo souguer mat sengem Liewen.

De World Report 2020 vu Human Rights Watch, dee viru ganz Kuerzem publizéiert gouf, huet eis dës Realitéit alt erëm eng Kéier kloer virun Ae gefouert. Sou zum Beispill am Noen an am Mëttleren Osten, enger Regioun, déi op reliéisem, politeschem an eethneschem Plang immens divers ass an déi een a fënnef Minutten net mat der néideger Suergfalt kann traitéieren. Am Laf vum leschte Joer sinn Dausende Mënschen am Iran, Irak, Libanon an op der ganzer Welt op d'Strooss gaangen, fir géint verschidde Méissténn a fir eigentlech eng besser Zukunft ze protestéieren.

Dës Protester goufen deelweis brutal ënnerdréckt: Am Iran sinn Amnesty International no ëm déi 300 Leit ëmkomm, dorënner Kanner. Am Irak waren et der Human Rights Watch no op d'mannst 350. Honnerte méi goufen der festgeholl.

Vun dëse grousse Protester ofgesinn, benotzen d'Regierungen eng Rëtsch Taktiken, fir Regierungskritiker, ONGen a Mënscherechtsaktiviste monddout ze maachen, dacks am Numm vun der nationaler Sécherheet oder hannert där fauler Excuse vun der Bekämpfung vum Terrorismus. Dat Ganzt engersäits duerch Gesetzer, déi et den ONGe méi schwéier maachen, fir ze schaffen. Och kënnt et ëmmer nees zu Masseprozesser, wou Standarde vu faire Geriichtsprozesser net agehale ginn a wou och d'Doudesstrof ausgeschwat gëtt! Dat zum Beispill an Ägypten oder nach am Bahrain.

Eng aner Mesure, déi virun allem och vu Golfstaate benotzt gëtt, ass déi vun der Denaturaliséierung - dat hat de Gusty Graas jo och schonn erwäänt an och de Froesteller -, also dem Fait, engem seng Nationalitéit ewechzehuelen.

Dëst ass eigentlech eng ural Mesure, déi et scho bei den ale Griichen a bei de Réimer gouf. An an deene leschte Jore gouf se och vu westleche Länner reegelméisseg applizéiert, meeschtens géint muslimesch Matbierger. Et ass e ganz politeschen Akt, wou e Staat decidéiert, wien zum Land gehéiert a wien net. Virun allem féiert en dacks dozou, dass Leit staatelos ginn, wat géint internationaalt Recht verstéisst a fir déi Persoune ganz negativ Repercussiounen huet.

D'Hannah Arendt hat d'Recht op d'Nationalitéit bekannterweis als „the right to have rights" konzipéiert, also dat Recht, dat all aner Mënscherechter erméiglecht. Dës Relatioun ass, legal gesinn, komplizéiert. An dach gesäit ee praktesch, dass et fir déi Leit, déi hir Nationalitéit verléieren, méi schwéier ass, Zougang zur Bildung, zur Aarbecht oder zum Gesondheetssystem ze kréien. An dacks hu se manner legal Protektiounen.

Am Bahrain gouf et der SALAM Organisation for Democracy and Human Rights no 743 esou Fäll. An den International Centre for Justice and Human Rights constatéiert, dass d'Autoritéiten an de Vereenegten Arabeschen Emiraten arbiträr d'Nationalitéit revoquéieren, dacks vun Aktivisten, Mënscherechtsverdeedeger a Politiker. An et ass just eng vu ville Moossnamen, déi d'Liewe fir d'Kritiker schwéier maachen.

Als LSAP wëlle mir kloer op der Säit vun deene stoen, déi ënnerdréckt ginn an déi hir Mënscherechter verweigert kréien, och wann dat politesch heikel ka sinn. All Land huet d'ailleurs Obligatiounen ënnert dem Droit international, ënnert deem et universell Mënscherechter garantéiere muss. A fir déi Rechter solle mer mat deem néidegen diplomatesche Gescheck astoen, och a méi komplexe Situatiounen. Duerfir musse mer awer och déi verschidde Länner, Gesellschaften an Dynamike verstoen.

Als klengt Land hu mer natierlech begrenzte Méiglechkeeten. Duerfir spillt d'Europäesch Unioun fir eis eng wichteg Roll, fir eis Stëmm ze verstäerken an eis méi Gehéier ze verschafen. Mee nawell kënne mer och an nationaler Kapazitéit agéieren. An internationale Foren, wéi dem Conseil des droits de l'homme, schwätzt Lëtzebuerg eng ganz Rei Problemer

un an nennt Länner och mam Numm! Lëtzebuerg ass am Coregroup vun der Resolutioun iwwert d'Mënscherechter am Jemen! „Naming and shaming" kënnt zwar net onbedéngt gutt un, mee ass awer an eisen Aen batter néideg.

Wichteg bleift awer virun allem den Dialog, op EU-Niveau, mee och bilateral. Aus eiser Siicht musse Problemer kloer ugeschwat ginn. Wirtschaftlech Interessen oder Kooperatioun a Saache Sécherheet oder Migratioun däerfen net géint d'Mënscherechter ausgespillt ginn. Anersäits si mer der fester Iwwerzeegung, dass Mënscherechtsverletzungen eis och net dovun ofhale sollen, eis mat anere Länner ze engagéieren an en Dialog ze hunn, wa mer dann och éierlech a konsequent op d'Mëssstänn opmierksam maachen. Et ass effektiv nëmmen am Dialog, wou esou eng Situatioun ka verbessert ginn.

A wann ech zum Schluss nach dierft eppes bäifügen, dann ass et eng Iddi, déi mer scho méi laang duerch de Kapp geet: Den Här Clement appelléiert un d'Regierung, wat d'Regierung sollt maachen. Ech wëll emol nach eng Kéier drun erënneren, dass mir hei als Parlament och Saache kënnen an d'Hand huelen! A mir kënnt eng Initiativ an de Kapp, déi ech emol einfach wëll hei an de Raum geheien, fir dass mer eng Kéier doriwwer diskutéieren, déi et am Däitsche Bundestag gëtt, wou däitsch Deputéiert d'Méiglechkeet hunn, fir e Parrainage ze huelen iwwer Mënscherechtsaktivisten oder politesch Prisonéier am Ausland.

A mir Deputéiert, mir si jo dacks a villen internationale Gremien a verschiddene Länner ënnerwee, an da solle mer no deene Leit froen. Da solle mer froen, wou an deene Länner ...

(Interruption par la présidence)

Ech kommen zum Schluss! ... politesch Gefaangener sinn a wou mer kënnen, wou mer solle bei eisen Interventiounen, bei eisen internationale Reesen - an, Här Clement, Dir sidd jo och vill ënnerwee - an deene Staaten op déi Situatioun opmierksam maachen, fir deenen ze weisen, dass mer se am A hunn an dass mer dat net vergiessen. An dass mer virun allem net déi Leit vergiessen, déi dacks zu Onrecht am Prisong sëtzen!

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech hu mer meng Auer emol matbruecht ...

(Brouhaha)

Voilà, wat soll ech soen, nodeems schonn esou oft drop higewise ginn ass? Ech hunn e puermol ugefaangen, hei eppes ze preparéieren, an allkéiers hunn ech mech net grad ganz positiv gefillt, well ech ëmmer d'Gefill hat, ech géif d'Theema e bëssen ofmurksen.

Ech géif Iech trotzdeem Merci soen, dat op den Ordre du jour gesat ze hunn. Et huet op d'mannst de Meritt, dass mer d'Theema net aus den Ae verléieren an eng Kéier kuerz driwwer schwätzen. Mee et ass quasi en onméiglechen Exercice. An dofir géif ech einfach emol fir unzefänke mer et e bëssen einfach maachen a mech dem Gros ralliéieren, wat bis elo gesot ginn ass - da wär dat schonn emol ofgehaakt -, a vläicht op Beispiller agoen, déi nach net opgezielt gi sinn.

Grondleeënd fir eng Demokratie ass et, dass jiddweree säi Liewe fräi liewe kann a seng Meenung fräi zum Ausdrock brénge kann, ouni ëm seng Sécherheet fäerten ze mussen. Bon. Et gëtt leider genuch Beispiller, net just am Noen a Mëttleren Osten, wou dës Basisrechter wäit vu garantéiert sinn.

An ech mengen, hei ass et wichteg, sech virun Aen ze halen, wat de mënschlechen Aspekt do hannendrun ass, well et gëtt Aktivisten, déi sech trotzdeem trauen, op d'Strooss ze goen, déi sech trotzdeem trauen, hir Stëmm ze erhiewen. An ech mengen, dass keen hei am Raum sech iergendwéi och nëmme virstelle kann, wivill Courage gefrot ass, fir esou eng Zivillcourage ze weisen, wann ee weess, wat um Spill steet, dass ee säi Liewen oder seng Fräiheet op d'Spill setzt oder eeben - d'Beispill vum Bahrain ass genannt ginn -, dass ee carrement seng Nationalitéit och ewechgeholl kritt.

Ech géif vläicht och en anert Beispill, d'Situatioun am Iran an am Irak, erauspicken, fir eng Kéier kuerz dorobber anzegoen, well dat awer zwee Länner sinn, déi därmoossen och vu Konflikter gebeutelt sinn zënter ganz ville Joren an an deenen d'Gesellschaft scho ganz laang guer keng stabill Ramebedéngunge méi huet a wou sech Leit, wéi gesot, trotzdeem och nach haut trauen, op d'Strooss ze goen a sech fir méi Demokratie anzesetzen.

A wat hei u sech esou schued ass, oder en plus nach vill méi schued ass, dat ass, dass et usazweis awer esou eppes wéi, ech weess net, ob een et „Liichtblécker" kann nennen, awer esou eppes wéi Liichtblécker gouf, well et grouss Protestbeweegunge gouf vu Leit, déi sech géint Korruptioun, géint de staarken Afloss och vum Iran am Irak ausgeschwat hunn.

A mir hunn et fäerdegbruecht, respektiv vläicht net onbedéngt mir, mee déi amerikanesch Interventioun am Irak, wou se de Generol Soleimani exekutéiert hunn, huet et fäerdegbruecht, d'Situatioun nach vill méi onstabill ze maachen, zu enger Situatioun ze kommen, wou dann effektiv och d'NATO sech aus dem Gebitt erauszitt, wou e risege Vide entsteet, wou den IS erëm kann erstaarken. A mir wësse jo alleguerten, wat dat och erëm fir en Impakt op d'Mënscherechtssituatioun am Allgemengen huet, net nëmme fir den Iran oder fir den Irak, mee eeben och fir d'ganz Regioun am Allgemengen.

Leider hunn d'USA mat där Attack genee dat erreecht, wat se eigentlech net wollten, nämlech dass d'Schiiten aus der Regioun sech géint de Feind aus dem Weste ralliéieren. Et waren net nëmmen hir Unhänger, mee och déi gesamt Oppositioun. Bon, mëttlerweil huet d'Situatioun sech vläicht e Minimum berouegt, mee trotzdeem ass mat där Attack en Usaz vun enger Beweegung fir méi Demokratie am Irak zousätzlech gefäerdet ginn.

D'Situatioun am Iran presentéiert sech och extreem komplizéiert. Hei sinn zënter November och vermeert d'Leit op d'Strooss gaangen. Och hei ass Protest net ouni Risiko. Amnesty International schwätzt vun iwwer 200 Doudegen eleng am Mount November 2019. Organisatioune wéi Human Rights Watch dierfen zënter Joren och guer net méi an d'Land.

Alles dat misst eis eigentlech zur Konklusioun bréngen, dass d'Leit och nëmmen drop waarden, gehollef ze kréien. Dofir ass et ëmsou méi schwiereg, elo ze akzeptéieren, dass d'Zivillbevëlkerung sech zu engem groussen Deel erëm hannert hir Regierunge gestallt huet a Protestaktiounen néiergebottert gi sinn.

Wéi eng Konklusiounen zéie mer heirauser?

Ech mengen, et geet jo och e bëssen drëm ze kucken: Wéi eng Roll kënne mir hei spillen? Ech mengen, et läit op der Hand: Blannen Aktivismus ass kontraproduktiv. Mir kënnen net higoen a schlëmm Situatiounen herno nach schlëmmer maachen. A mir mussen eis als Land weiderhi fir eng staark a glafwierdeg europäesch Diplomatie asetzen.

Mir musse Mënscherechtsverletzungen oppen uschwätzen. Dat ass och elo schonn e puermol gesot ginn. A mir musse souwuel vun den USA wéi och vun de Konfliktregiounen, mee iwwerhaapt allgemeng um internationale Plang vun de Mënschen a vun den nationale Partner als zouverlässege Partner ugesi kënne ginn, deem seng Stëmm och wouergeholl gëtt, a wa mer e Muechtwuert schwätzen, dass dat och seriö geholl gëtt.

Villes hänkt dovun of, wéi eng Roll d'EU allgemeng an der Baussepolitik wäert anhuele kënnen oder wëllen. An ech mengen, hei schléisst sech de Krees och iergendwou erëm zu der Diskussioun, déi mer virdrun haten, wou et ëm d'Zukunft vun Europa gaangen ass. Mir mussen eis fir e méi staarkt Europa asetzen, fir en Europa, dat an der Lag ass, basic Mënscherechter an der Welt eeben net nëmmen unzeprangeren, mee och ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn natierlech dee selwechte Problem wéi mir alleguer. Ech géif och wierklech eis Kolleege vun de Piraten invitéieren, wa se wëllen hei e Sujet, zemools esou e seriöe Sujet, zur Sprooch bréngen, fir eis d'Méiglechkeet ze ginn, prezis ze wëssen, ëm wat et soll goen. Mee selbstverständlech kënne mir eis als ADR och deenen allermeeschte Saachen hei uschléissen, déi bis elo gesot gi sinn. Mir si kloer mat all deene solidaresch, déi sech onageschränkt fir d'Verdeedegung vun de Mënscherechter asetzen.

Ech wéilt vläicht e puer Kommentare maachen, ënner all deene Kategorien, déi bis elo genannt gi sinn, a speziell och d'Chrëschten am Noen Osten ernimmen an och soen, datt mer musse géint Mënschenhandel virgoen, géint Schleiser, wéi a Libyen an op anere Plazen. Ech mengen, och do si gravéierend Mënscherechtsverletzungen.

An deem Bréif, dee mer vun de Kolleege vun de Piraten kruten, gouf och iwwert d'Denaturaliséierung geschwat. Dofir wëll ech vläicht kuerz dorobber agoen, ënnert dem Bléckwénkel vum internationale Recht.

Et gëtt am Artikel 15 vun der Mënscherechtskonventioun e Recht vum Individuum op eng Staatsbiergerschaft. Et gëtt awer, ëmgekéiert, keng Obligatioun vun de Staaten, fir engem déi Staatsbiergerschaft ze ginn. Et ass an dem Ermiessungsspillraum vun de Staaten, fir engem d'Nationalitéit ze ginn oder ewechzehuelen. Et gëtt just opgrond vun de Konventioune vun 1954 an 1961 iwwert de Status vun den Apatriden d'Aschränkungen, datt se net däerf geholl ginn aus arbiträren oder diskriminatoresche Grënn. Sinn déi Konditiounen erfëllt, ass et engem Staat fräigestallt, d'Nationalitéit ewechzehuelen, wéi et och vill westlech Staate maachen, zum Beispill, wann ee vun hire Staatsbierger sech an enger friemer Arméi engagéiert.

Ech mengen, dat ass d'Rechtssituatioun. Mee datt do extreem vill Problemer bestinn an der Praxis, dat steet ausser Zweifel. Dir hutt selwer Beispiller genannt, wou de Krittär vum Arbiträren oder Diskriminatoreschen erfëllt ass, wat fir eis selbstverständlech net unzehuelen ass oder net ze akzeptéieren ass.

Ech wëll vläicht ... Wivill Zäit hunn ech nach, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir hutt elo eng Minutt ...

Une voix.- Eng Minutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... a 50 Sekonnen. An Dir hutt dann nach véier Minutten, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wonnerbar. Wann ech nach véier Minutten hunn, da wëll ech ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... well jiddwereen hat bal eng Minutt iwwerzunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wonnerbar. Villmools merci. Da wëll ech vläicht d'Geleeënheet huelen, fir éischtens e Kommentar ze maachen zu Ärer Resolutioun an da speziell op déi Situatioun a Palästina anzegoen.

Är Resolutioun ass gutt gemengt, mee si rennt oppen Dieren an.

Une voix.- Et ass eng Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Eng Motioun.

Är Motioun ass gutt gemengt, mee oppen Diere ginn agerannt. Et ass u sech e „Kärgeschäft", wann ech mech esou däerf ausdrécken, vun der Europäescher Diplomatie. An ech mengen, hei sinn ech warscheinlech mam Här Asselborn eng Kéier d'accord - en historeschen Ableck - fir ze soen, datt mer dat do permanent maachen an der Diplomatie. A mir baséieren eis do net nëmmen op Rapporte vun Amnesty International, mee op eis Missiounen, déi mer do hunn op de Plazen, d'Ambassaden, d'Missiounen, d'Aussevertriedunge vun dem Europäeschen Baussepoliteschen Déngscht an esou weider.

Déi ganz Panoplie vun Elementer, Zeieberichter, alles dat fléisst an. An als Europäesch Unioun, an domadder och als Lëtzebuerg, engagéiere mer eis konsequent a permanent fir d'Mënscherechter an all deene Staaten, déi Dir opgezielt hutt. Dat ass also eng Motioun, déi mir zwar deelen an hirer Orientéierung, an hirer Zilrichtung, mee dat ass d'Praxis. Dat ass elo näischt, wat mer musse fuerderen. An eisen Aen ass dat alldeeglech Praxis, datt mer eis, Gott sei Dank, als Europäesch Unioun konsequent fir d'Verdeedegung vun de Mënscherechter an der Welt asetzen, a selbstverständlech och am Noen an am Mëttleren Osten.

Déi Situatioun a Palästina ass eng, déi besonnesch besuergniserreegend ass, an zwar aus enger Rei vu Grënn. Et ass eng ganz interessant Situatioun, well et gëtt ganz vill apatrid Palästinenser. Ganz vill. Milliounen! An dat huet eng Rei vun Ursaachen. A mir mussen eis och politesch domadder auserneesetzen, well d'Nodeeler vun der Apatridie, vun der Staatelosegkeet, sinn ugeschwat ginn, och wann d'Konventioun vun 1961 probéiert, déi Nodeeler esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren oder ze eliminéieren.

Mee déi Situatioun ass eng ganz komplex. Dat Éischt ass, datt déi Palästinensesch Autoritéit kee Staatsbiergerschaftsgesetz bis haut ugeholl huet. Et gëtt keen Nationalitéitegesetz vun der Palästinensescher Autoritéit. 1995 gouf do en Entworf gemaach. Deen Entworf ass awer ni an e Gesetz ëmgewandelt ginn. Dat heescht, mir hunn do eng Situatioun, déi net kloer gereegelt ass.

En zweet Element, wat do spillt, dat ass, datt mer ganz vill Leit aus engem Territoire, soe mer emol Palästina - wéi deen dann och ëmmer definéiert ass - an arabesche Staaten an enger Diaspora hunn. An déi arabesch Staate begënschtegen net d'Integratioun vun deene Leit, ginn deenen net d'Staatsbiergerschaft, aus engem politesche Grond, well se wëllen d'Recht op d'Zréckgoen domadder bestätegen. Mee dat verhënnert praktesch, datt se sech kënnen an déi Gesellschaften integréieren, an deene se sinn. An a verschiddene Staaten, och aus politesche Grënn, wéi am Libanon, hunn déi Leit wierklech Problemer, fir kënnen integréiert ze ginn, well de Libanon dat net wëllt. Dat huet eng Rei vun historeschen Ursaachen, opgrond vun de politeschen Aktivitéite vu palästinensesche Refugiéen an där Géigend.

En anert Argument ass dat, wéi d'UNRWA fonctionéiert. Et ass ee vun deene Grënn, firwat mir als ADR soen: „Mir hätte gär d'UNHCR", well d'UNRWA ass net gebonnen un d'Apatridiekonventioun vun 1954 an och net un d'Flüchtlingskonventioun. Déi palästinensesch Flüchtlingen, déi vun der UNRWA administréiert ginn, déi hunn eng hereditär, patrilinear - fir d'Feministinnen heibannen interessant -, eng patrilinear Verierwung vum Flüchtlingsstatut, wat et soss néierens gëtt, wat awer och derzou féiert, datt d'Zuel vun de Flüchtlinge sech natierlech am Laf vun der Zäit multiplizéiert, obschonn déi meescht vun deenen ni do waren, wou se mengen, datt se als Flüchtling hierkommen. Och dat ass eng politesch Situatioun, déi derzou féiert, datt d'Zuel vun den Apatride wiisst, awer net onbedéngt opgrond vun enger diskriminatorescher oder iergendenger anerer Dispositioun.

Mir mussen also kucken, politesch, och bei verschiddene Saachen, datt mer net nëmmen déi Konventiounen applizéieren, déi mer hunn, mee och politesch op verschidde Regierungen awierken oder Autoritéiten awierken, datt déi Situatiounen, déi zur Apatridie a Regioune féieren, datt mer déi reduzéieren.

(Interruption par la présidence)

Nach e lescht Wuert: Wa mer vun der Apatridie a palästinenseschen Territoirë schwätzen, schwätze mer u sech nëmme vu Gaza an der Westbank, well no dem Accord vun Oslo vun 1994 hunn déi Leit vun Ostjerusalem eigentlech d'Recht op e jordanesche Pass. Den Här Asselborn weess dat. Voilà.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. An engem exzellenten Artikel vum „Lëtzebuerger Land" de leschte Freideg sot den ehemolegen Direkter vun den Operatioune vum SREL, deen elo zu Dubai sëtzt: « Je préfère vivre dans une monarchie absolue. Je me sens plus en liberté que chez nous .»

Ech wëll mat menger Interventioun op d'Duebelmoral vun eisen internationale Bezéiungen opmierksam maachen a meng Interventioun op eis strateegesch Bezéiung mat enger brutaler Diktatur, nämlech de Vereenegten Arabeschen Emirater, konzentréieren.

Déi Duebelmoral hänkt vun e puer Facteuren of. Natierlech, deen éischte Facteur ass e geopoliteschen: Et hänkt ganz dovunner of, op wat fir enger Säit s de bass, geopolitesch, dann ass d'Diktatur manner schlëmm. Mir hunn dat am Kale Krich gesinn, wou déi schlëmmste Monsteren un d'Spëtzt vu latäinamerikanesche Länner gesat gi sinn, well se soi-disant de Kommunismus bekämpft hunn. Soit.

(Interruption)

Virdru sot den Här Gusty Graas, datt et vill méi interessant wier, ganz enk Bezéiunge mat Diktaturen, ënner anerem mat de Vereenegten Arabeschen Emirater, ze hunn, well dat géif hëllefen, datt se géifen a Richtung méi Demokratie goen. Mir mierken, wéi gutt dat mat China funktionéiert huet! A China gëtt et ëmmer méi schlëmm, a Wierklechkeet!

Ech mengen, dat ass en Argument, eng Aart a Weis, fir sech seng Séil fräizekafen, mee et ass net esou. An et gëtt jo och en Ënnerscheed téschent Bezéiungen ze hu mat engem Staat an eng strateegesch verdéifte Bezéiung ze hunn. Dat ass eppes ganz aneschters.

En zweete Facteur, an deen ass enk mam geopolitesche Facteur verbonnen, ass dee vum Big Business. Wann s de Fric mat enger bluddeger Diktatur maache kanns, dann ass alles an der Rei. An dat mécht Lëtzebuerg, mat senger strateegescher Partnerschaft mat de Vereenegten Arabeschen Emirater. Dann ass et natierlech egal, ob d'Mënscherechtsaktivisten, d'Fraerechtlerinnen oder Homosexueller jorelaang an de Prisong kommen.

Här President, wéi den Här Finanzminister zu Dubai war viru Kuerzem, huet hie permanent een eenzege Mantra ëmmer erëm repetéiert: „Dräi vu véier Fongen zu Dubai si Lëtzebuerger Fongen." Eis enk Bezéiunge mat deenen Emirater hunn och eng kleng Géigesäit, eng lokal Géigesäit: de Royal Hamilius zum Beispill. Matzen an der Wunnengskris, maja, do ginn iwwerdeier Wunnenge fir Räicher gebaut. An dee gehéiert wiem? Ma der Abu Dhabi Investment Authority, der ADIA. Dat gehéiert deenen.

Mee net nëmmen de Royal Hamilius. Dubai huet och d'Stäreplaz opkaaft. Et ass keng Neiegkeet. Mee dat gëtt ganz, ganz seele gesot. Dat ass déi aner, d'Kehrseite vun dëser Medail.

Fir et op de Punkt ze brëngen: Eis Regierung verdéift hir wirtschaftlech Bezéiunge mat enger brutaler, awer räicher Diktatur, fir e puer Räicher aus Lëtzebuerg e Pleséier ze maachen. An am Géigenzuch keeft Dubai Lännereien zu Lëtzebuerg op, fir Luxuswunnengen ze baue fir Räicher aus aller Welt. Kee Wonner, datt mer Nationbranding brauche mat eiser Aussepolitik, fir iergendwéi e bësse korrekt auszegesinn.

Här President, ech hunn nëmme fënnef Minutten; well et kéint ee laang iwwert d'Verstréckungen tëschent dem Finanzmilieu zu Lëtzebuerg an dem Finanzmilieu zu Dubai schwätzen.

De Problem ass deen, datt all déi grouss wirtschaftlech Interessen zu Dubai dozou féieren, datt déi Vereenegt Arabesch Emirater gréng Luucht hunn, fir Mënscherechtler anzespären, Fraerechtlerinnen anzespären, Homosexueller anzespären, Leit ze torturéieren an auslännesch Aarbechter aus aarme Länner reegelrecht versklaven ze kënnen.

An d'Kiischt op dem Kuch ass d'Weltausstellung, fir Dubai och nach en Uschäi vu Respektabilitéit ze ginn an de Witz uechtert d'Welt ze erzielen, datt doduerch d'Situatioun vun de Mënscherechter sech géif verbesseren. Mee grad am Géigendeel! Grad am Géigendeel, si kréien e Blanc-seing.

Här President, an de Vereenegten Arabeschen Emirater kënnt et zu reegelméissegen an arbiträre Festnamen an zu truquéierte Schauprozesser géint Oppositioneller, déi mat erzwongene Geständnisser veruerteelt ginn. Ech nennen hei just nëmmen zwee Nimm: den Ahmed Mansour an den Nasser bin Ghaith, déi allen zwee zu zéng Joer Prisong verurteelt gi sinn, well se d'Mënscherechtssituatioun um Internet kritiséiert hunn. Dat sinn déi bekanntst, all Mënscherechtsorganisatioun, y compris d'UNO, schwätzt vun hinnen, mee et gëtt der vill, vill, vill méi!

Ech wëll och drun erënneren, datt Lëtzebuerg en Aktiounsplang a Saachen Entreprisen a Mënscherechter huet, de sougenannte „Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme". Doranner ass festgehalen, datt d'Regierung bei Wirtschaftsmissioune systematesch wëllt iwwert d'Mënscherechtssituatioun am jeeweilege Land informéieren a sensibiliséieren.

Ech wéilt dofir dem Här Ausseminister gären d'Fro stellen, inwiefern datt d'Mënscherechtsverstéiss am Virfeld vun dëser Wirtschaftsmissioun an der Delegatioun ugeschwat goufen, inwiefern datt dës Froe mat de Regierungsvertrieder vun den Arabeschen Emirater diskutéiert goufen a firwat et net zu enger offizieller Stellungnam an deem Kontext komm ass.

Doriwwer eraus wiere mir och frou, wann den Här Minister kéint alle politesche Prisonéier an den Emirater seng Solidaritéit ausdrécken a sech fir hir Fräiloossung kéint asetzen.

Awer fir Neel mat Käpp ze maachen an ze beweisen, datt mir Lëtzebuerger d'Fro vun de Mënscherechter a vun der Demokratie a vun dem Rechtsstaat, wou virdru vill driwwer geschwat ginn ass, eescht huelen, deposéieren ech hei och eng Motioun, déi d'Regierung oprifft, sech fir d'Fräiloossung vun de Mënscherechtsaktivisten an den Emirater anzesetzen an dat och der Regierung vun den Emirater matzedeelen, an och fir den Erhalt vun der Déclaration universelle des droits de l'homme sech anzesetzen.

Ech mengen, mir mussen och heiansdo konsequent sinn. A vu datt mer jo esou gutt Bezéiungen hu mat där Regierung, wäerte se bestëmmt immens vill Verständnis hunn, ...

(Interruption)

... datt mir d'Fro vun de Mënscherechter och ganz eescht huelen. Voilà. Ech deposéieren déi heite Motioun. Wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats et les documents préparatifs du 3e cycle de l'examen périodique universel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les Émirats arabes unis de 2018 qui mettent entre autres en évidence la pratique de détention arbitraire de défenseurs des droits humains aux Émirats arabes unis et leurs conditions de détention inhumaines, ainsi que le non-respect du droit à la liberté d'expression ;

- considérant les multiples appels du groupe d'experts de l'ONU sur les droits humains dénonçant la détention arbitraire de défenseurs des droits humains aux Émirats arabes unis et leurs conditions de détention inhumaines, le dernier datant de mai 2019 ;

- considérant la résolution du Parlement européen du 4 octobre 2018 sur les Émirats arabes unis qui prie notamment dans son point 8 les autorités des Émirats arabes unis « de cesser d'entraver et de harceler les personnes qui s'investissent dans les divers mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies » et dans son point 9 « de garantir la protection de la liberté de parole, de pensée et d'expression » ;

- considérant les rapports consécutifs de l'ONG Human Rights Watch et notamment le Rapport mondial 2020 qui met en évidence entre autres la détention arbitraire de défenseurs des droits humains aux Émirats arabes unis et leurs conditions de détention inhumaines ;

- considérant les nombreux rapports et appels consécutifs de l'ONG Amnesty International faisant état de nombreux cas de détention arbitraire aux Émirats arabes unis et de nombreux cas de personnes incriminées pour les seules raisons d'avoir pacifiquement exercé leurs droits à la liberté d'expression,

invite le Gouvernement

- à s'engager auprès du Gouvernement des Émirats arabes unis en faveur de la libération de toutes les personnes placées en détention pour avoir pacifiquement exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion ;

- à s'engager auprès du Gouvernement des Émirats arabes unis pour le plein respect des droits humains tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et notamment pour le droit à la liberté d'expression.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also ech mengen, dass déi Froestonn vun de Kolleege vun de Piraten net onwichteg ass. A wann der d'accord sidd, da géif ech mech konzentréieren op dee Punkt vun den Denaturalisatiounen, well dat schéngt mer trotzdeem eppes ganz Wichteges ze sinn.

Dir wësst, dass mer hei vun enger Regioun schwätzen, déi am globalen Index vun der Demokratie meeschtens net gutt ofschneit, dass ganz dacks systematesch Leit verfollegt ginn, schikanéiert ginn, agespaart ginn an och dout gemaach ginn. An de Problem, de Phenomeen vun der Denaturalisatioun ass jo deen, dass all Mënsch d'Recht huet op eng Citoyennetéit. Dat ass den Artikel 15 vun der universaler Erklärung vun de Mënscherechter. An dat heescht, dass kee kann arbiträr seng Citoyennetéit ewechgeholl kréien oder se verbuede kréien. Dat geet iwwerhaapt net, och net, seng Citoyennetéit ze änneren. A laut dem Kommissär vun de Flüchtlinge vun der UNHCR gëtt et aktuell Milliounen - Milliounen! - vu Leit, deenen dëst Recht verweigert gëtt. An dat ass ganz schlëmm, well eleng an Europa gëtt geschat, dass et hei 600.000 Apatride gëtt, also an Europa.

A verschiddene Länner vum Mëttleren Osten ass et esou, dass eng arbiträr Politik vun der Denaturalisatioun ugewannt gëtt. Am Bahrain - dat ass en typescht Beispill - gëtt geschat, dass zanter 2012 900 Leit hir Staatsbiergerschaft oferkannt kritt hunn, oft als Bestrofung ënnert där Legislatioun, déi ëmmer géllt: d'Antiterrorlegislatioun.

Dëst huet ganz schlëmm Konsequenze fir d'Leit, fir d'Apatriden. Den Zougang zu de Basisrechter, wéi zum Beispill Educatioun, Logement, medezinnesch Verfleegung an esou weider, dee kréie se net, an hir Beweegungsfräiheet ass och total ageschränkt. Bon.

Et gëtt zwou Konventiounen, ech mengen, den Här Kartheiser huet se hei ugefouert, vun de Vereenten Natiounen, déi vun 1954 iwwert de Statut vun der Staatelosegkeet, Apatridie, an déi vun 1961 iwwert eeben d'Reduktioun vun der Staatelosegkeet. Lëtzebuerg huet déi zwou Konventioune ratifizéiert. Allerdéngs ass et esou, dass dat nach net all Land gemaach huet. Et sinn eréischt 75 Länner, déi déi Konventioune ratifizéiert hunn iwwert d'Staatelosegkeet. An zanter 2014 schafft elo d'UNHCR dorobber, fir d'Staatelosegkeet bis 2024, dat ass hiert Zil, ganz ze eradiquéieren.

Bon, mir hate schonn ënner eiser Presidence 2015 am Conseil och Konklusiounen adoptéiert, fir d'Zesummenaarbecht an deem Beräich ze verstäerken.

Wat elo Lëtzebuerg ugeet - ech mengen, Dir hutt dat jo och indirekt gefrot gehat -: Wat kënne mir do maachen? Wéi kënne mer do hëllefen?

Also, mir hunn den Artikel 31 vun eisem Gesetz vum 8. Mäerz 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, dee seet, dass eng erwuesse Persoun, déi de Statut vum Apatrid huet, d'Lëtzebuerger Nationalitéit ka kréien opgrond vun dräi Konditiounen, déi erfëllt musse sinn: fënnef Joer hei wunnen, wéi jiddwereen, deen eis Nationalitéit wëllt hunn, déi néideg Lëtzebuergeschkenntnisser hunn, an dann eeben och dee Cours „Vivre ensemble au Grand-Duché" gemaach hunn. An de Kandidat muss och bei senger Wunnsëtzgemeng dann den Dossier eraginn an eng Déclaration d'option maachen.

Duerno mécht dann de Justizminister e Contrôle a posteriori vum Dossier, innerhalb vu véier Méint. A wann deen Dossier net komplett ass, da kann eeben nogefrot ginn an eventuell och annuléiert gi vum Justizminister, wann déi Deklaratioun dann innerhalb vun der Frist muss gemaach ginn. A wann den Dossier an der Rei ass, da kritt déi Persoun d'Lëtzebuerger Nationalitéit.

(Interruption)

Wéi gëtt mat staatelose Persounen ëmgaangen, déi zu Lëtzebuerg ukommen? Dat hutt Der jo och gefrot. Also ech mengen, ech géif Iech do proposéieren, well dat ass zimmlech komplex, dass ech Iech dat géif schréftlech ginn. Mir hunn do verschidde Linnen. Mee fir dat elo hei virzedroen, ech mengen, dat ass e wéineg ...

Bon, elo méi allgemeng vläicht och vu menger Säit: Dir wësst dat, Moyen Orient, wann een ufänkt, gëtt een net fäerdeg, mee vläicht déi zwee Länner, déi Der speziell erwäänt hutt, den Irak an och den Iran.

Bon, am Iran wësst Der, wat do lass ass. Do sinn iwwer 300 Leit jo bei deene leschte Manifestatiounen ëmkomm. An am Irak nach méi: Do goufe 460 Doudeger festgestallt an iwwer 15.000 Blesséierter vum Oktober bis elo; wou d'Leit do gelidden hunn.

An d'Situatioun gouf jo och scho vun dem Här Wiseler an dem Här Mosar an enger parlamentarescher Fro vum November thematiséiert. A wéi Der wësst, ass och déi ekonomesch Situatioun an deem Land extreem schwiereg, och opgrond eebe vun den US-Sanktiounen am Iran. Den Iran kënnt geschwënn op e Punkt, wou net méi genuch Pëtrol exploitéiert gëtt, fir dass se kënnen en normaalt Liewe féieren. An déi Leit sinn natierlech ganz staark mam Réck widdert der Mauer. Net nëmmen déi mat de Bäert, mee och déi aner. Duerfir ass dat eng Situatioun, wou virun allem d'Leit, d'Iraner, d'Bierger ganz staark ënnert där Situatioun do ze leiden hunn. An Dir wësst jo och, dass den Ofschoss vum Fliger vun där ukrainescher Airline den 8. Januar net grad zur Éier vun deem Land war.

D'Leit mussen e Recht hunn, och an deene Länner, fir legitimm Doleancë virzebréngen, an d'Violatioun vun der Meenungsfräiheet, och am Moyen Orient, muss kritiséiert kënne ginn. Duerfir huet och de Josep Borrell, de Vizepremier vun der Kommissioun an Haut Représentant, eng Deklaratioun gemaach am Dezember, wou e seet, dass et absolutt inakzeptabel ass fir d'Europäesch Unioun, dass de Gebrauch vu Gewalt agesat gëtt géint Leit, déi eeben op der Strooss protestéieren.

Mir thematiséieren, an dat wëll ech vläicht allgemeng soen, och fir den Här Wagner, mir thematiséieren d'Froe vun de Mënscherechter bei allen Echangen, déi mer hunn, mam Iran, mee och mat anere Länner. Am Kader och vum UNO-Mënscherechtsrot zu Genève, vun der drëtter Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung zu New York ënnerstëtze mer all Joer déi Resolutiounen, déi op d'Situatioun vun de Mënscherechter am Iran opmierksam maachen.

Ech wëll Iech och soen, dass ech perséinlech och ganz staark mat implizéiert sinn, wat d'Defense vun de Rechter vun de Bahai ugeet. Dat si Leit, déi extreem am Iran verfollegt ginn, well se eeben eng aner Relioun hunn, wann Der esou wëllt. A mir hunn och versicht, an eenzelne Fäll scho Leit vun de Bahai hei zu Lëtzebuerg opzehuelen an do ze hëllefen.

Och am Irak, dat wësst Der, ass d'Situatioun erëm dramatesch. Ech war virun zwee Joer am Kuwait. Do war eng grouss Konferenz, fir den Irak erëm opzebauen. Do ass kloer festgehale ginn, dass am Irak d'IS keng Territoirë méi dominéiert. Bon, wann dat esou weidergeet, wéi et elo ass, dann ass dat vläicht geschwënn net méi de Fall. An duerfir, esou wéi och am Irak elo de Moment virgaange gëtt ... Dir wësst, dass fënnef Manifestanten a verschiddene Stied viru Kuerzem erschoss gi sinn, wat absolutt inakzeptabel ass. A bei déi Doudeg a Blesséierter kommen och vill Leit, déi verschleeft gi sinn, an duerfir sinn och forcéiert Disparitiounen am Irak op der Dagesuerdnung.

Am Aklang mat der Constitutioun an deem Land hunn d'Leit e Recht drop, hir legitimm Doleancë fräi kënnen auszedrécken. Et ass eng Constitutioun, déi ass ugeholl ginn no 2003, also nom Krich am Irak, vun de Schiitten a vun de Sunnitten an och vun de Kurden. An dat gëtt haut, kann ee soen, net méi respektéiert. Et ginn och verschidden Televisiounschaînen, déi am Irak verbuede gi sinn.

Elo vläicht nach e Wuert zu de Mënscherechtsverdeedeger. Wat kënnen déi maachen? Déi kënne sech abréngen. Ech mengen, do kann ech vläicht vu menger Säit just soen - ouni elo hei Professer ze spillen -, dass et esou ass, dass mer zu Lëtzebuerg eng Rei vun Organisatiounen hunn, déi an deem Beräich eng exzellent Aarbecht leeschten an déi een och muss kënnen ënnerstëtzen. Déi hunn och eng Plattform, déi heescht defenders.lu.

De Problem vun der Staatelosegkeet, wëll ech och hei soen, ass effektiv vläicht net ee Begréff fir all Mënsch an net all Mënsch weess, wat fir negativ Konsequenzen dass dat huet fir d'Leit. Mee och hei kann ee sech engagéieren, um Site vun der HCR an zum Beispill mat engem oppene Bréif kann ee sech do abréngen. Et kann een och bei hirer Campagne op de soziale Medie matmaachen. An et kann een och gratis Onlineinformatioune kréien, fir méi iwwert dee Problem ze léieren.

Dann zu den Emirater. Ech hunn alles verstanen, wat gesot ginn ass vum Här Wagner. Ech war elo net op der Ausstellung an och net op enger Mission économique, mee ech war invitéiert op d'Conférence diplomatique vun den Emirater, well mer eng gutt Relatioun do hu mat den Autoritéiten, iwwer eis Ambassade. An ech kann Iech just versécheren, dass dat eent vun deene Länner ass, wann ee mat e wéineg Fangerspëtzegefill virgeet an dat net duerch den Haut-parleur mécht, wou mer och do kënne Saachen erreechen.

Ech weess, dass Der domadder net zefridde sidd. Mee ech kann Iech versécheren, dass et awer a mengen Aen ee Land ass - bei deene villen op der Welt, wou ee jo eigentlech net méi dierft higoen -, mee dass et ee Land ass, wou een awer eng Hoffnung huet, dass mer eng Influenz hunn.

An ech sinn net der Meenung, wéi Dir sot, dass déi Ausstellung, wou praktesch 150 Länner vertruede sinn, dass dat net eng Influenz kritt och op déi intern Evolutioun vun de Mënscherechter an den Emirater. Et ass e Land, dat soen ech hei, wat awer besser dosteet - dat seet och Amnesty -, wéi verschidde Länner an där Regioun do.

Ech mengen, Dir wësst, wat fir Länner do leien: Do läit de Bahrain, Saudiarabien ... Bon, ech wëll elo keng Vergläicher maachen, och Katar, ech wëll keng Vergläicher maachen, mee ech mengen awer, dass dat hei e Land ass, wou kann en Degel kommen. An dee musse mer diplomatesch ugoen. Mir kënnen deen net, mengen ech, hei mat Motiounen oder Resolutioune léisen. Mee ech hunn Iech verstanen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. Mir kéimen dann elo zu deenen zwou Motiounen, déi bei dësem Punkt deponéiert goufen. Fir d'éischt déi Motioun vun de Piraten, vum Här Sven Clement.

(Interruption par M. David Wagner)

Den Här Wagner freet d'Wuert, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Entschëllegt. Merci. Et deet mer och e bësse leed, well wësst Der, an där ganzer Geschicht mat Dubai ass nach eng Fro - well ech hat eng Fro gestallt an ech sinn net zefridde mat der Äntwert. U sech hunn aner Ministèrë warscheinlech nach méi Responsabilitéite mat där Situatioun. Et ass schued, datt de Wirtschaftsminister net do ass, zemools well deen neie Wirtschaftsminister vläicht eng méi grouss Sensibilitéit huet fir Mënscherechter wéi säi Virgänger. Mee egal!

De Problem ass deen: Mir hunn dee Plan d'action national. Ech ka mer virstellen, datt vläicht eis Delegatiounen dohinnerginn a vläicht tëschent Dier an Aangel engem Emirati soen: „Hei, d'Mënscherechter, dat wier ganz schéin, wann Der se géift e bësse méi respektéieren." Ech sinn awer e skeptesche Mënsch. An ech mengen och, dee Plan d'action, dee seet, datt am Virfeld vun enger Wirtschaftsdelegatiounsmissioun muss e Plang opgebaut ginn, dat heescht, do kënnt et zu Versammlungen: Wat solle mer diskutéiere mat deene Leit? An duerno gëtt och e Briefing gemaach, dat heescht, do mussen och Dokumenter sinn. An da wier et och interessant ze gesinn, ob et eng offiziell Deklaratioun gëtt. Well wann ech gesinn, wat fir eng offiziell Communiquéen et gouf - et gouf der dräi, de 27. Januar, den 28. Januar an den 29. Januar -, do geet et ni iwwert d'Mënscherechter.

Also, ech kann natierlech dem Här Ausseminister vertrauen, datt dat vläicht iergendeng Kéier tëschent Dier an Aangel beschwat ginn ass, mee gouf et do eng Systematik, eng Virbereedungsphas, eng Nobereedungsphas? Wat gouf gesot? Wat krut een als Äntwert? Gëtt et do Dokumenter? Et wär awer interessant, dat ze gesinn. À la limite kann ee se och à huis clos kucken, wann et déi Dokumenter gëtt. Dat war u sech meng Fro, déi ech gestallt hat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech hunn den Här Wagner ganz gutt verstanen. Ech wëll vläicht eppes soen zu där Responsabilitéit vun de Betriber, wat d'Mënscherechter ugeet - an Dir hutt dat gesot -: „Do hu mer jo als eent vun deenen éischte Länner an der Europäescher Unioun elo en zweete Plang virgeluecht. Mir als Ausseministère hunn do d'Koordinatioun. Mir sinn am Gespréich mat den ONGen an natierlech och mat deene Leit, déi d'Betriber vertrieden, Betriber, Wirtschaftsbetriber, Finanzbetriber."

A wann Der erlaabt, hat ech wëlles - den Datum ass zwar nach net fest elo -, an d'Kommissioun ze kommen an Iech ze soen, wat an deem Plan d'action ass a wéi mer och dee Plan d'action wëlle weiderféieren. Dat ass jo net eppes, wat dann dosteet, wat geschriwwen ass. Mir mussen dat jo och weiderféieren! An ech mengen, et ass awer en Ufank, dee mer hunn. Mir sinn do, dat soen ech hei, d'ONGen an eeben elo den Ausseministère, net an engem totale Konsens. Dat si mer net!

(Interruption)

Mee et ass awer esou, dass et an deem Plan d'action awer Saache gëtt, déi eis zesummebréngen. An ech wëll probéieren ze kucken, soubal wéi dat elo geet, fir eng Kéier an d'Kommissioun ze komme fir d'éischt.

Dee Plang ass vun der Regierung ugeholl ginn - ben, de Plang, dat ass e klengt Buch -, dat ass ugeholl ginn, am Dezember schonn. An da kucke mer och, wéi mer dat nach kënne verbesseren, mat eeben de Leit, déi sech ëm d'Mënscherechter këmmeren, deenen ONGen, déi sech ëm d'Mënscherechter këmmeren, wéi mer do kënnen dann och eventuell zu engem Konsens kommen.

Dir musst wëssen, dass et do zwou Dynamike gëtt: Déi eng ass drop aus, fir eventuell déi ekonomesch Saachen an de Vierdergrond ze setzen. An dann, de Géigendeel dovunner ass eebe fir ze kucken: Wat fir eng Responsabilitéit hu mer dohannen, wat d'Mënscherechter ugeet?

Et ass näischt Onméigleches. Mir sinn och, fir dat ofzeschléissen, an der Europäescher Unioun eent vun deene puer Länner, déi wëllen um europäesche Plang do e Kader kréien. Do ass Finnland derbäi, Holland ass derbäi a mir. A mir kucken, fir do an der Europäescher Unioun och virunzekommen an eppes do ze maachen. Mee sou wäit si mer nach net.

Bon. Also, ech komme bei Iech an d'Chamber an d'Kommissioun an da kucke mer, wéi mer déi Saach kënne weiderbréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister.

Motions

Da kéime mer elo zu deenen zwou Motiounen, fir d'éischt déi Motioun, déi vun de Piraten deponéiert gouf. Den Här Cruchten huet d'Wuert gefrot.

Motion 1

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Och merci de Piraten, dass se sech d'Méi ginn hunn, en Text hei ze proposéieren. Et mierkt een awer schonn, wann een den Text liest, dass se sech och schwéiergedoen hunn. Elo fannen ech en hei grad net erëm ... Hei ass en!

Obwuel ech wëll luewen, dass se déi Initiativ geholl hunn, mengen ech awer, dass déi Motioun hei vill ze kuerz gräift fir dat komplext Theema, wat mer awer hunn. An de Minister huet och schonn eng Partie Äntwerten dorobber ginn, wéi hien a sengem Alldag an an der Diplomatie sech asetzt um internationalen Niveau fir d'Mënscherechter. Den Här Kartheiser huet a senger Äntwert och Iech gesot, déi Saachen do, dat wäre Saachen, déi souwisou géife gemaach ginn.

Ech géif Iech froen, dass Der déi Motioun géift zréckzéien. An ech géif Iech a Konterpartie proposéieren, dass mer eis eng Kéier - vläicht net elo direkt, well d'Kommissioun ass immens beschäftegt am Moment an dat hei leeft jo och elo net direkt fort, och wann et eng wichteg Saach ass -, dass mer eis Zäit huelen, fir eng Kéier méi ëmfaassend an der Kommissioun iwwert d'Mënscherechtssituatioun iwwerhaapt ze diskutéieren, vläicht a méi engem zouene Kader, wou mer dann och wierklech eppes Gemeinsames kéinten op d'Bee stellen an diskutéieren, wat mir och vläicht als Chamber kéinte maachen.

Dat géif ech Iech proposéieren. Am anere Fall misst ech leider menge Kolleege proposéieren, déi Motioun hei ze refuséieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Cruchten. Ech mengen, Dir hutt e bëssen den Nol op de Kapp getraff, wann Der sot, datt déi Motioun par la force des choses relativ kuerz gräift. Mir kënnen net d'Mënscherechter mat enger Motioun hei an der Chamber muer retten. Si ass geduecht als en Denkustouss. Deementspriechend kann ech ganz gutt domadder liewen, datt mer eis an enger Kommissioun mat deem Theema eng Kéier méi laang auserneesetzen.

Ech wëll awer och ganz kuerz profitéieren, fir nach eng Kéier drop anzegoen, wat virdrun am Debat e puermol gesot gouf: datt keng Zäit gewiescht wär, fir sech ze preparéieren. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 16. Januar kruten Är Fraktiounen eng E-Mail, wou drastoung, datt et ëm Iran, Irak, d'Denaturaliséierungen an d'Konsequenze vum politeschen Engagement géif goen.

Vu datt kee vun de Fraktiounssekretären telefonéiert huet oder eng E-Mail zréckgeschéckt huet, géif ech dann awer gäre mol eng Kéier an Äre Fraktiounen nohaken, wou dat hänke bliwwen ass, well Dir krut se vu Chambermail op Chambermail. Och wann d'Auer hei heiansdo net geet, denken ech, datt dat awer nach klappe misst. Soss hu mer vläicht aner Problemer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kënnt se vläicht awer och an Är Fro selwer schreiwen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech wollt et iwwregens och ofkierzen. Ech wollt och iwwregens bewosst eng Heure d'actualité wielen, well se an enger zäitlecher Proximitéit zu der Deklaratioun zur Aussepolitik ass, déi jo an noer Zukunft och vum Här Ausseminister wäert hei gehale ginn, an deementspriechend net mat enger längerer Interpellatioun do scho virgräifen.

Ech mengen, ech sinn domadder averstanen, d'Motioun zréckzezéien, ënnert där Konditioun, datt mer an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

(La motion 1 de M. Sven Clement est retirée.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dës Motioun ass also domadder zréckgezunn.

Da kënne mer zur Motioun, déi vum Här Wagner deposéiert ginn ass, kommen. Ass do eng Wuertmeldung do?

Jo, den Här Yves Cruchten, wannechgelift.

Motion 2

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Bon, also déi heite Motioun, déi ass méi prezis. Allerdéngs hat ech och elo an deene fënnef Minutten net d'Zäit, fir all déi Referenzen do ze kontrolléieren. Da muss ech elo emol dovunner ausgoen, dass dat alles stëmmt, wat an de Considerante steet. Mee virun allem ass se och esou formuléiert, dass ee kéint dorauser liesen, wéi wann d'Regierung ni eppes géif maachen oder bis elo näischt géif maachen. An dat fannen ech net gutt.

Dofir géif ech och d'Kolleege vun déi Lénk froen, dass mer eis vläicht an der Kommissioun Zäit huelen, wa mer schonn déi Diskussioun, eppes Ëmfaassendes, Gemeinsames maachen, dass mer dat doranner integréieren an dat heiten awer haut net géifen ofstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Jo, et ass e bëssen onglécklech, datt mir relativ ëmmer um Enn schwätzen. Dofir hat ech awer och d'Motioun e bëssen am Virfeld ginn. An den Här Ausseminister krut se och, ier ech se deposéiert hunn. Mee ech ginn zou, datt et e bësse kuerz ass. Mee ech kann awer den Här Cruchten berouegen: Déi Referenze sinn all korrekt, well mir hu se selwer gechecked a mir maache jo net egal wat.

Ech si mer bewosst, et ass eng prezis Motioun. An ech weess, et kann een iwwer alles an der Kommissioun diskutéieren. Ech sinn awer der Meenung, datt een heiansdo och muss Akzenter setzen. Ech zitéiere just vun der Säit vum Ausseministère, vun hirer Homepage: « En appuyant inlassablement la cause des droits de l'homme et de l'État de droit, dans le but de défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de dignité de toutes les personnes, contre la tyrannie et l'arbitraire, le Luxembourg mène une politique étrangère solidaire et responsable pour contrer les inégalités et les injustices. » Déi fënnef Zeilen, déi sinn einfach ze schreiwen, mee déi si schwéier ze respektéieren.

An ech weess, datt dat komplizéiert ass mat den Emirater. Mir wësse jo ganz genau, op wat fir eng Wonn mer drécken. Well vill Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi hei am Staat eppes ze soen hunn, déi net onbedéngt hei sëtzen, well déi, déi wierklech Muecht hunn, déi sëtzen net onbedéngt hei, leider, ...

(Hilarité)

... déi hunn déck Interesse mat deem Staat. An dofir gëtt jo och déi ganz Diskussioun an déi ganz Legend opgezunn, datt ëmmerhin d'Emirater awer an der Géigend déi manner Schlëmm vun deene Schlëmmste wieren an datt eng gewëssen Ëffnung si kéint verbesseren.

Dat ass eng Legend. Dat ass net wouer! Fir méi schlëmm wéi Saudiarabien ze sinn oder wéi Nordkorea, fir do méi schlëmm wéi déi ze sinn, do muss ee sech wierklech seriö ustrengen. Ech mengen, et ass net schwéier, fir manner schlëmm wéi déi ze sinn.

(Interruptions)

Hm? An dann ... Jo, mee voilà, ech mengen, et kann ee soen: „Op der Welt gëtt et Saudiarabien an Nordkorea. Also dat sinn d'Top 2 vun de Länner wierklech, wou guer näischt méi klappt." Fir méi schlëmm ze si wéi déi, do muss ee sech wierklech ustrengen.

D'Emirater sinn net um Wee vun der Besserung. Do gëtt et eng gewëssen Oligarchie, déi do herrscht an déi sech doranner bestätegt fillt, datt grouss wirtschaftlech international Interesse si ënnerstëtzen. An ëmsou méi, well et jo awer grouss Inegalitéite gëtt, ganz riseg Inegalitéite gëtt an deem Land a well och ëmmer méi Emiratien an awer och vill Auslänner, déi do keng Rechter hunn, sech Gedanke maache fir ze streiken, ze rebelléieren, muss d'Regierung nach méi ferm sinn.

(Brouhaha)

Voilà. Dat heescht, ech sinn der Meenung, datt mer déi heite Motioun mussen unhuelen an datt mer och eng Kéier musse weisen, wa mer permanent vun de Mënscherechter schwätzen a wa mer och soen, datt d'Mënscherechter méi wichteg si wéi de Big Business, datt mer dat och beweisen.

Ech mengen, dat wier wierklech e Schrëtt no vir. Si ass ganz kloer, déi heite Motioun, mengen ech. Do gëtt et net vill ze diskutéieren. An et wier mol interessant, well ech mengen, et géif Lëtzebuerg ganz gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat géife maachen. An ech mengen, mir géife gutt erauskommen, och international, wa mer dee Courage géifen opweisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zwou Saache wëll ech soen. Ech wëll nach iwwert déi éischt Motioun - déi ass zwar elo zréckgezunn - trotzdeem dem Här Clement soen, wann e seng Froe propper stellt, da brauch en och keng Mailen nozeschécke fir ze erklären, wat en da wollt soen. A wann ech da seng Motioun liesen an héieren, wat a sengem Mail dann anscheinend stoung, wat e wollt soen, da stinn awer ganz aner Saachen an der Motioun, déi Der frot, wéi Der am Mail geschriwwen hutt. Also et muss ee wëssen, wat ee wëllt. Entweeder et schwätzt een iwwer eppes, da schwätzt ee seriö doriwwer an da mécht een net eng Motioun, wou een iwwer 20 aner Saachen nach mat schwätzt.

An ech hätt souwisou déi Motioun hei och net kënnen unhuelen, well Der och nach eng ganz Rei vun deene Saachen, wou Der zwar selwer driwwer geschwat hutt, iwwerhaapt net an d'Motioun geschriwwen hutt. Dat heescht, wann Der eng Rei Länner opzielt, da musst Der och Syrien, Saudiarabien, Jemen, Palästina, d'Vereenegt Arabesch Emiraten - iwwert déi mer elo dauernd geschwat hunn, déi awer mol net an der Motioun virkomme vum Här Clement -, d'Türkei, Katar an esou weider erwänen. Ech mengen, et ass total inkomplett och par rapport zu deem, wat Der wollt.

Sou, elo zu deene Lénken, dat wollt ech am Fong soen. Ech mengen, wann een an engem Land Mënscherechtsverletzunge feststellt, da soll een dat haart an däitlech kënne soen. Dat heescht jo net, datt ee keng Relatioune mat deem Land kann hunn. Dat heescht jo net, datt een net méi mat em schwätzt. Dat heescht och net, datt een net och kommerziell Relatioune mat em kann hunn.

Géife mer dat maachen, géife mer net méi mat ville Länner schwätzen. Ech fannen, datt mer déi Relatiounen duerchaus kënne mat engem Land hunn, ...

(Interruption)

... an deem mer awer och eis Meenung iwwert dat, wat do geschitt, all ganz däitlech ausdrécken. Well dat esou ass a well dat relativ prezis och iwwert d'Vereenegt Arabesch Emiraten hei an der Motioun vun de Lénke steet, kéinte mer se matstëmmen, wann den Här Wagner se oprechterhält. Ech hunn awer elo net verstanen a senger dräiminutteger oder véierminutteger Ried, ob e se dann elo zréckzitt oder oprechterhält.

(Interruption par M. David Wagner)

Är Konklusioun, wat Der wollt soen ... Dat heescht, Dir wëllt, datt driwwer ofgestëmmt gëtt. Wann driwwer gestëmmt gëtt, stëmme mer se mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, ech wollt nach eng Kéier just soen: „Also ech hunn déi Offer, déi ech jo elo gemaach hat, dass mer an der Kommissioun méi eppes Ëmfaassendes iwwert d'Mënscherechter formuléieren. Wa mer och elo haut déi Motioun hei wäerten ofleenen, da wëll ech mech awer engagéieren, dass natierlech och de Fall vun de Vereenegten Arabeschen Emirater wäert an där Diskussioun zur Sprooch kommen a gegeebenefalls och an en Text afléissen."

Dofir, dat heiten ass ... Et ass eebe just, wat mech stéiert, dat ass: Hei gëtt gemaach, wéi wann eis lëtzebuergesch Regierung ni eppes géif maachen a mir missten elo endlech eppes maachen. An dat stëmmt manifestement net!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. An ech soen och de Kolleege vun deene Lénke villmools Merci fir déi Motioun, déi se eis hei presentéieren.

Ech mengen, mir sinn hei am Beräich vun der Diplomatie. An ech entschëllege mech oder ech bieden Iech, mech ze entschëllegen, wann ech e bëssen eng Déformation professionnelle hei elo weisen. Mee ech denken, datt, wann een en Text esou formuléiert, datt en anere Staat op déi Manéier ugegraff gëtt, mer wéinstens sollten Zäit hu fir ze kucken, wat d'Referenze sinn an déi ze kontrolléieren, ob mer kënnen domadder d'accord sinn.

Mir wären als ADR och bereet, dat hei ze stëmmen. Ech bieden awer déi Lénk fir ze soen, datt mer de Vott vläicht bei där nächster Session plénière huelen, fir datt mer wéinstens kënne kucken, ob mer kënne mat allem d'accord sinn, wat hei drasteet. Wa mer et nogepréift hunn an d'accord sinn, dann ass et vun eis aus och eng Selbstverständlechkeet, datt mer dat hei kënnen ënnerstëtzen.

Awer ech wär frou, wann déi Lénk eis wéinstens géifen Zäit ginn, fir dat elo net direkt, direkt mussen ze maachen, mee datt mer eis kënne mat der Problematik ausenanersetzen an dann nach eng Kéier driwwer schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wat seet den Här Wagner zu där neier Propositioun?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also, wéi gesot, mir halen drop, datt déi Motioun ofgestëmmt gëtt, also dat ass eis wichteg. Mir verstinn, dat ass eeben esou, datt een net vill Zäit

hat, alles ze liesen, well do si vill Elementer dran. A wann d'Demande do ass, fir se an enger nächster Sessioun eeben ofstëmmen ze loossen, nodeems ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Muer!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà! A, et ass muer? A jo! Ech duecht, mir wiere schonn donneschdes. Ech si schonn ... Nee! Ma dann eebe muer. Da si mer komplett domat averstanen, absolutt. Dann eebe muer.

(Interruptions)

Jo! Très bien!

7. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord, datt mer dann eeben de Vott vun der Motioun op muer zréckversetzen?

(Assentiment)

Okay, dann ass dat esou decidéiert. Da komme mer muer dorobber zréck.

(Le vote sur la motion 2 de M. David Wagner est reporté à la séance publique du 13 février 2020.)

8. 7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018

Mir kéimen dann elo zu deem leschte Punkt vum Ordre du jour, wou mer d'Projet-de-loie 7413 a 7429 géifen zesumme behandelen. Dat ass eemol de Projet de loi 7413 iwwert d'Adoptioun vum Protokoll tëschent der Ukrain an de Benelux-Staate betreffend d'Readmissioun vu Mënschen an enger onreegelméisseger Situatioun. An de Projet de loi 7429 ass dat selwecht, just tëschent zwee aneren: Armenien an de Benelux-Staaten.

Den Detail vun dësen zwee Projet-de-loie wäert eis am Fong elo d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch, erklären. An duerno sinn ageschriwwen zu dësen zwee Projeten: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement.

An elo huet d'Wuert d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President, a virun allem dofir, dass Der mer d'Méiglechkeet gitt, fir déi zwee Projeten hei zesummen ze presentéieren. Si iwwerschneide sech effektiv. Et sinn zwee Accords de réadmission, wou den Text komplett vergläichbar ass, an dofir mécht dat wierklech Sënn.

Tatsächlech brauche mer och am Kader vun enger globaler Approche zur Migratioun an der Bekämpfung vun der irregulärer Migratioun eng effektiv an och human Réckféierungspolitik. Déi éischt Prioritéit bleift natierlech déi, fir deene Mënschen, déi vu Konflikter a Persecutioun betraff sinn a Protektioun brauchen, Schutz ze bidden. Dat ass souwuel an der Wäerte-DNA vun der EU a vu Lëtzebuerg wéi och eng Obligatioun ënner internationalem Recht. A wéi mer wëssen, gëtt et nach vill Sputt, fir dee System ze verbesseren. Mee fir dass den Asylsystem fonctionéiert, gehéiert et och dozou, fir déi Leit, déi kee Recht drop hunn, an der EU ze bleiwen, an hir Hierkonftslänner zréckzeféieren.

Den aktuelle System, deen op der sougenannter „Retour-Direktiv" baséiert, léisst a puncto Effektivitéit allerdéngs ze wënschen iwwreg. 2017 goufe just 36,6 % vun den Net-EU-Bierger, déi opgefuerdert goufen, d'EU ze verloossen, effektiv och zréckgeféiert. En Deel vun der Léisung ass eeben eng verbessert Kooperatioun mat Net-EU-Länner am Kader vun der Réckféierung.

D'Accords de réadmission sinn an deem Kontext en Outil, fir duerch prezis a géigesäiteg Obligatiounen d'Réckféierung vu Leit en séjour irrégulier an hiert Hierkonftsland oder Transitland ze vereinfachen. Dës Accorden definéieren d'Konditiounen an déi praktesch Modalitéite vun der Réckféierungsprozedur, sou wéi zum Beispill d'Prozeduren, fir eng Persoun en séjour ze identifizéieren an hir d'Reesdokumenter auszestellen, Kontaktpersounen oder Instanzen, déi an der Prozedur kompetent sinn, an d'Delaien, déi an deem Fall agehale musse ginn.

Deen ee Projet de loi approuvéiert de Protokoll tëscht Armenien an de Benelux-Länner, deen en Accord de réadmission vun der EU mat Armenie vun 2013 applizéiert. D'Accorde selwer mussen iwwregens net vun den EU-Memberlänner ratifizéiert ginn. A Gläiches gëllt och fir deen anere Projet de loi, also den Accord de réadmission mat der Ukrain.

Verschiddener vun Iech wäerte sech och vläicht erënneren, dass mer esou Projeten an der Chamber scho gestëmmt hunn, zum Beispill d'Protokoller mat Georgien a Moldawien.

Praktesch gëtt et natierlech och eng Kooperatioun mat deene Länner, och ouni dass et esou spezifesch Accorde wéi déi heite gëtt. Och do gi Réckféierungen organiséiert vu Leit, déi sech an enger irregulärer Situatioun befannen. Allerdéngs stellt sech awer eraus, dass ouni prezis Accorden a Modalitéiten, wéi mer se haut stëmme wäerten, déi Fäll ëmmer ganz komplizéiert iwwert d'Bün ginn.

Mee d'Accords de réadmission solle jo grad och dozou bäidroen, déi Kooperatioun ze verbesseren an d'Modalitéiten eebe grad méi prezis festzeleeën. Dat ass also Sënn an Zweck vun deenen zwee Accorde vun haut.

D'Basis vun den Accorden ass ëmmer de Prinzip, dass d'Vertragsparteien hir Ressortissanten, déi sech irregulär um Territoire vun enger anerer Vertragspartei befannen, zréck op hiren Territoire sollen huelen. Dëst gëllt net just fir Persoune mat der Nationalitéit vun deem Staat, dee gefrot gëtt, se zréckzehuelen, mee ënner gewëssene Konditiounen och fir Leit aus Drëttstaaten oder ouni Nationalitéit.

En Accord de réadmission spillt och eréischt dann, wann eng Persoun net oder net méi d'Conditions d'entrée et de séjour vun engem Staat erfëllt.

Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, well dat wichteg ass: Esou en Accord bedeit selbstverständlech net, dass e Staat sech net méi un d'Mënscherechter muss halen an d'Leit ouni Weideres an d'Ausland kann zréckschécken. D'Protektioun vun de Mënscherechter spillt an deem Kontext effektiv ëmmer eng ganz wichteg Roll, well d'Migranten natierlech scho vu sech aus an enger ganz vulnerabeler Situatioun sinn.

Säit 2004 goufe méi explizitt Referenzen dozou an d'Accorden agebaut. Déi gi vu generelle Referenze bis hin zu detailléierten Oplëschtunge vu spezifesche Konventiounen an och internationalen Obligatiounen. Oft ginn d'Demandë vun enger Exemptioun vu Visa och un d'Accords de réadmission geknäppt. Mat Armenie war dat de Fall.

De Conseil vun der EU huet der Kommissioun bis elo 22 Mandater ausgestallt, fir esou Accorden ze verhandelen. 17 sinn der schonn en vigueur. Ee mat Wäissrussland kann a Kraaft trieden, wann déi néideg Prozeduren ofgeschloss sinn. A mat Marokko an Tunesie gëtt am Moment verhandelt. Mat Algerien a China hunn d'Verhandlungen nach net ugefaangen, mee si si virgesinn.

Et ass ëmmer méiglech, op bilateralem Niveau esou Accorden ofzeschléissen, soulaang wéi de Conseil der Kommissioun kee Mandat ginn huet. Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext - an dat mécht och absolutt Sënn - mat senge Benelux-Partner zesummegesat. Déi dräi Länner hu bis elo 19 Accords de réadmission ofgeschloss.

Ech wëll zum Schluss och nach eng Kéier ervirhiewen, dass mer, souwäit et och méiglech ass, assuréiere wëllen, dass d'Réckféierungen op volontärer Basis duerchgefouert ginn, sou wéi et och am Koalitiounsaccord festgehale ginn ass. Ech wëll Iech e puer Zuele ginn an och Merci soen, dass ech déi Zuele krut an hei ka soen.

Am Fall vun Armenie gouf et 2017 ee Retour forcé a kee Retour volontaire, 2018 zwee Retour-volontairen a kee Retour forcé, an 2019 ee Retour volontaire. An am Fall vun der Ukrain gouf et 2016 zwielef Retour-volontairen a kee Retour forcé, 2017 d'nämmlecht: zwielef Retour-volontairen, an ee Retour forcé. An 2018 25 Retour-volontairen, dovunner eng Persoun, déi an den Aserbaidschan rapatriéiert gouf. A bis elo hate mer (veuillez lire: hate mer 2019) fënnef Retour-volontairen a keng Retours forcés.

An da ganz zum Schluss nach ee Wuert zu der Aarbecht an der Kommissioun: An der Reunioun vum 25. November hu mer iwwert den Text vun deenen zwee Projet-de-loie geschwat. De Staatsrot, dee säin Avis den 12. November zu deenen zwee Projete ginn huet, huet keng weider Observatioune gemaach. An d'lescht Woch e Méindeg hu mer déi zwee Rapporte gestëmmt, soudass Der wierklech, mengen ech, deenen heiten zwee Projeten Är Zoustëmmung kënnt ginn.

Ech op alle Fall ginn hei d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun fir déi zwee Projete mat op de Wee a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice vun deenen zwee Projeten, der Madamm Lydia Mutsch. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen der Madamm Mutsch och villmools Merci fir déi Aarbecht, déi se gemaach huet. Déi zwee Accords de réadmission sinn einfach eppes, wat Lëtzebuerg brauch, wat utile ass. An dofir gi mer selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Effektiv, déi zwee Gesetzer hei hunn awer eppes ganz Wichteges u sech an deem Sënn, datt d'Réckféierung besser organiséiert gëtt. Mir sinn duerfir och als Demokratesch Partei zefridden, datt déi zwee Accorden elo hei konnten ënnerschriwwe ginn. Ech wëll der Madamm Mutsch och nach Merci soe fir hir verschidde Rapporten a bréngen, wéi gesot, den Accord vun der DP.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech géif mech dann de Mercie ralliéieren an heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. D'Wuert geet weider un den honorabelen Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech sinn net gradesou séier wéi d'Kolleegen, awer ech wëll och un éischter Plaz der Madamm Mutsch Merci soen. Si huet eis iwwerzeegt. Mir stëmmen déi zwee Projete mat.

Mee ech wéilt awer profitéieren, och dovun datt den Här Asselborn hei ass, fir vläicht e puer Bemierkungen ze maachen iwwert déi Funktiounsweis fir d'Identifizéierung vu Persounen. Et ass elo esou: Wann eng Personne en situation irrégulière hei ass a mir hu Problemer erauszefannen, wien dat ass, vu wou déi Persoun ass, da ginn déi dacks op Bréissel gefouert, fir do d'Identifikatioun ze maachen. Ech mengen, datt dat net gutt ass an net richteg ass.

Mir hunn hei eng Rei vun Ambassaden, déi sinn zu Lëtzebuerg akkreditéiert. Och déi Konsule sinn zu Lëtzebuerg akkreditéiert. Et ass net tolerabel, datt Verschiddener vun deenen d'Zesummenaarbecht refuséieren! Mir hu Méiglechkeeten an der Diplomatie, fir engem d'Akkreditatioun ze entzéien. Mir hunn d'Méiglechkeet ze protestéiere bei deem Staat, vu wou een hier ass. Ech mengen, mir sollten eis als souveräänt Land einfach op eis Rechter besënnen an deem Kontext an deenen Diplomaten oder konsularesche Vertrieder vun deene Länner, déi zu Bréissel sinn, soen, datt se sollen heihinnerkommen, an och drop insistéieren.

Et ass och esou, datt d'Diplomaten och kënnen déi konsularesch Funktioune maachen, wann d'Konsulen et refuséieren. Ech mengen, mir hunn einfach Méiglechkeeten. A mir sollen och dee Respekt virun eis selwer hunn, fir dat wierklech och duerchzesetzen. Datt mir Leit mat der Police op Bréissel féiere loossen, ënner legal ëmmer zweifelhafte Konditiounen, ënner Sécherheetskonditiounen, déi net ganz kloer sinn, ass einfach keng gutt Prozedur.

Wann elo Länner wierklech och refuséieren, Leit ze identifizéieren, ma dann hu mer och aner Méiglechkeeten, déi och aner Staate maachen. Bei der Kooperatioun, zum Beispill. Mir hu Staaten, mat deene mer d'Kooperatioun maachen, déi mer staark ënnerstëtzen, déi awer net bereet sinn, eis ze hëllefe bei der Réckféierung vun hiren nationale Ressortissanten. Dat ass net normal! Ma da muss een do soen, datt do Konsequenze kënne geschéien.

Bei Länner, déi staark drop halen, gutt ekonomesch Relatioune mat der Europäescher Unioun ze hunn, wéi zum Beispill d'Maghrebstaaten - an Algerien ass e besonnesche Fall vun engem Staat, dee sech ëmmer verweigert -, jo, da muss ee soen, datt dat ka Konsequenzen hunn! Well mir hunn als Staat einfach och dat Recht a mir schëlden et dem Respekt virun eis selwer, datt mer drop insistéieren, datt déi Konventiounen, déi diplomatesch a konsularesch Relatioune reegelen an eis Rechter ginn, och agehale ginn.

An dat wëlle mir als ADR dem Här Minister mat op de Wee ginn: Mir ënnerstëtzen Iech, Här Minister, wann Der do eis Rechter wëllt duerchsetzen, a mir bieden Iech, dat och konsequent ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da géif ech dem honorabelen Här David Wagner d'Wuert ginn.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, zwou Saachen: Mir wäerten eis bei deenen zwee Projet-de-loien enthalen. Ech wollt dat awer eng Kéier kuerz erklären.

Mir sinn natierlech net dergéint, datt, wann e Retour gemaach gëtt, deen esou gutt wéi méiglech kann organiséiert ginn. An dat ass jo dat, wat déi Protokoller kënnen organiséieren, wa mer schonn an der Logik si vun engem Retour.

Allerdéngs hu mer e Problem prinzipiell och, dat wësst Der, mat der Aart a Weis, wéi an der EU oder och hei zu Lëtzebuerg d'Asylpolitik bedriwwe gëtt. Et ass warscheinlech eng diametral opposéiert (veuillez lire: eng diametral opposéiert Attitüd) par rapport zu där vun der ADR.

De Problem ass deen: Et gëtt oft Fäll, et gëtt jo Prozeduren, et gëtt Geriichter, déi decidéieren, ob eng Persoun hei ka bleiwen oder muss erëm zréckgoen. An d'Decisioune vun de Geriichter kënnen a ganz verschidde Richtunge goen. Mee, an ech weess et selwer, mir wëssen oder mir kennen oft Fäll an der Vergaangenheet - bei mir ass et éischter an der Vergaangenheet, a leschter Zäit war ech manner domadder konfrontéiert -, datt een esou „auf Messers Schneide" ass, datt d'Leit zum Beispill … Wat weess ech?

Ech ka mech erënneren un eng russesch Famill vun der Krim, deemools war nach kee Krich, déi wollt hei zu Lëtzebuerg bleiwen, well se vun tatareschen Organisatiounen drangsaléiert ginn ass. D'Haus ass ofgebrannt ginn an esou weider. Et geet net drëms ze jugéieren, wat richteg ass, mee dat war d'Situatioun do. An et gouf gesot: „Jo, mee et ass awer keng geféierlech Géigend." Et war kee Krich an esou weider. An dunn hätte se sollen zréck op Kiew goen. A si soten: „Jo, op der Krim hu mer näischt verluer." An dat Land, dat ass liicht méi grouss, d'Ukrain, wéi Lëtzebuerg, wësst Der. An da sidd Der op enger Plaz, wou Der guer net kënneg sidd, ouni näischt!

Ech kéint vill esou Saachen erzielen. Mir wëssen awer och, datt et d'Méiglechkeet gëtt - an den Här Ausseminister, deen notzt se och aus, an zu Recht -, fir Leit ze hëllefen, wa se an esou enger Situatioun sinn. Wat ganz legal ass, d'ailleurs.

Bon. Dat ass déi eng Saach. An dofir freet ee sech: „Jo, mee wa se zum Beispill an d'Ukrain …", well et si jo ëmmer Länner, a mir schwätze vun der Ukrain, mir schwätze vun Armenien haut, et ass vun Aserbaidschan geschwat ginn an esou weider, dat si Länner, wou een duerchaus richteg Ursaachen huet, fir fortzegoen! An duerno, wann een zréckgeschéckt gëtt, wat garantéiert, datt een net op der Strooss lant? Datt ee wierklech - wat weess ech? - zu Erevan iergendwou do hänkt an et ass een emol net aus der Géigend, et huet een iergendeng Ursaach …, oder zu Kiew iergendwou do hänkt, wat garantéiert, datt ee säi Liewen tatsächlech do kann erëm opbauen?

Mir zweifelen oft dorun. Well et gouf och geschwat vun de Retours volontaires. Ech wier frou, wa mer géifen déi Terminologie … Et ass elo net ironesch, ech mengen, déi Terminologie muss een änneren, well déi Retour-volontairë si keng Retour-volontairen. Et ass net wouer. Et ass net wouer! Dem Orwell géif et gefalen. Wat ass et a Wierklechkeet? Jo, d'Retour-volontairen, dat ass, do kritt déi Persoun gesot: „Entweeder flitts de fort, einfach esou, oder du kriss vum Staat esou an esou vill", eng kleng Hëllef, eng Indemnitéit an esou weider, „an du flitts trotzdeem."

Dat ass kee Retour volontaire! Wann ech zéng Joer laang decidéieren, a Japan liewen ze goen, an no zéng Joer hunn ech d'Flemm an ech wëll zréck op Lëtzebuerg kommen, einfach esou, dat ass e Retour volontaire. Mee wann ee mech zwéngt a seet: „Du muss esou oder esou, entweeder mat Geld oder ouni Geld", dat ass net volontaire, kee Retour volontaire. An dat ass de Problem!

Dir schwätzt ëmmer vu Retours volontaires. Ech géif dat ersetzen. Ech weess net, et kéint ee sech aner Wierder afale loossen: e „retour obligatoire indemnisé"? Dat wär wéinstens vill méi éierlech wéi „retour volontaire", well et ass net wouer, wann een dat Wuert benotzt.

Voilà. Dat ass d'Ursaach, firwat mer eis enthale wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten agedroene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat qualifizéiere mer als illegal Migratioun? Migranten, déi illegal d'Grenzen iwwerschreiden an hei illegal Handlunge beginn, andeems se eppes klauen oder een iwwerfalen? A verschiddene Fäll: jo. A villen aneren: nee.

Et kann hei net esou einfach pauschaliséiert ginn. Illegal Migratioun betrëfft nämlech och déi Leit, déi sech fir hir Famill a sech selwer eng besser Zukunft wënschen. A ville sécheren Hierkonftslänner ass de Liewensstandard geréng an den Aarmutsrisiko ganz héich. Well d'Leit aus dëse Länner oft keng Chance hunn, fir op legalem Wee ze immigréieren, bleift hinnen eng illegal Immigratioun oft als leschten Auswee.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa Migrante kriminell sinn, ass et wichteg, datt mer duerch international Accorde Reegelen hunn, déi festhalen, wéi mat dësem Problem ëmgaange gëtt. Eise Strofrechtssystem an eis Infrastrukture mussen esou aktuellen Erausfuerderungen ugepasst ginn. Wa géint eis Gesetzer verstouss gëtt, musse Réckféierungen envisagéiert kënne ginn. Awer just dann.

Dann ass et och kee Retour volontaire, mee dann ass et e Retour involontaire, voire forcé, eng Expulsioun.

Här President, ech gleewen un e Recht op Fräiheet, un d'Recht, fräi bestëmmen ze kënnen, wou ee liewe wëllt a wéi ee liewe wëllt, am Respekt vum Gesetz. An ech fannen et net richteg, wa mir fir eis selwer dës Fräiheete fuerderen a se anere gläichzäiteg net zouerkennen. Et ass richteg a wichteg, datt mir eis duerch international Accorden en Outil an d'Hand ginn, fir kloer Reegelen opzestelle fir Fäll, an deene Migrante sech duerch reell kriminell Handlunge strofbar maachen.

An dëse Fäll muss d'Justiz hirer Aarbecht nogoen an et muss am Fall vun enger Verurteelung iwwerpréift ginn, wéi eng Ausweisung oder eng Aushändegung un de Justizapparat aus dem Heemechtsland vum Verurteelte kann duerchgefouert ginn. Fir esou Fäll sinn Accorde wéi dee virleienden hei zweckméisseg; fir Persounen an hirem Recht op e fräit Liewen anzeschränken net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten d'lescht Woch eng Interpellatioun iwwert de Bien-être. An dës Woch och. Mir suergen eis ëm wuessend Ongläichheeten, ëm Mënschen an der Aarmut an ëm eis Work-Life-Balance. Mir suergen eis ëm eis Liewensqualitéit. Wuelgemierkt, „eis" Liewensqualitéit! Dir mierkt et: Et ass ee „mir" an net ee „si".

Zäitgläich zu dësen Interpellatioune solle mer dës zwee Protokoller duerchwénken, fir Mënschen aus der Ukrain an aus Armenie méi einfach ofschiben ze kënnen. An dat betrëfft net nëmmen déi Leit, déi duerch kriminell Aktivitéiten hei am Land opgefall sinn, mee alleguerten déi, deenen hir Pabeieren net stëmmen, well se um legale Wee net op Lëtzebuerg konnte kommen, well eis aktuell Gesetzer hiert Recht op Fräiheet a Selbstbestëmmung aschränken.

Engersäits jéimere mer, wéi schlecht d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass, an anerersäits schécke mer Leit zréck, déi fannen, datt d'Situatioun hei awer ëmsou munches besser ass wéi do, wou si hierkommen, a mir schécke se zréck a vill méi insupportabel Situatiounen. Ech géif soen, dat kéint een als Lëtzebuerger Hypokrisie vum Feinste bezeechnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wäert Iech elo net iwwerraschen, wann ech Iech soen, datt d'Piraten dëse Projet, an deen aneren och, net matstëmme wäerten. Sech fräi ze beweegen däerf net illegal sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, däerf ech eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Kartheiser wëllt Iech awer nach eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dajee alt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz séier. Här President, an och Här Clement, léif Kolleegen, entschëllegt, mee et ass mer einfach wäertvoll fir nozefroen: Sinn d'Piraten dann der Meenung, datt et en onageschränkt Recht op Migratioun gëtt? Datt jiddweree ka sech dat Land eraussichen, wou e wëllt wunnen, an datt de Rechtsstaat zu Lëtzebuerg an deem Sënn net méi soll ausgeféiert ginn, wann eng Situatioun ass, wou een irregulär hei ass, a mer dann net eis Gesetzer ausféieren?

A wann dat de Fall ass, a wéi engem Fall mengt den Här Clement dann, a mengen d'Piraten, datt mer eis Gesetzer sollen applizéieren, an a wéi engem net? Fir e Rechtsstaat eng interessant Fro. Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Kartheiser, wann Der meng Ried nogelauschtert hutt, da kennt Der d'Äntwert. Merci.

(Hilarité générale)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat do war kloer an däitlech. An domadder géif ech d'Wuert …

(Brouhaha général)

… un d'Regierung ginn, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, also ech wëll op déi zwou Saachen äntweren.

(Brouhaha)

Fir d'éischt, wat den Här Kartheiser gesot huet: fir op Bréissel ze fueren. Leider gëtt et Fäll - an ech si jo elo schonn e puer Joer do derbäi -, wou mer mussen op Bréissel fueren, fir eng Äntwert ze kréien, fir erauszefannen, wou déi Leit hier sinn. Do muss heiansdo den Dialekt gekuckt ginn, fir dass mer do och dat Richtegt maachen. Et ass och esou, dass mer all Kéier mussen Interpreten derbäi hu vun deene jeeweilege Länner. Denkt un déi afrikanesch Länner!

Wou ech Iech Recht ginn - bon, an dat ass eng Affär vun Europa -, dass et verschidde Länner gëtt, wou mir zwar keng Kooperatioun maachen, virun allem am Norde vun Afrika, déi zimmlech zéi sinn. A wann d'Europäesch Unioun als Europäesch Unioun géif do handelen, anstatt dass bilateral verhandelt gëtt vun den Däitschen, vun de Fransousen, vun den Italieener, da wier déi Aufgab och vill méi einfach.

Mir probéieren natierlech, well et fir d'Leit méi einfach ass, well et och fir d'Beamte méi einfach ass, och fir d'Polizisten, dass se net brauchen op Bréissel ze fueren. Mee et gëtt Fäll, an ech kann Iech ee Land nennen, ech maachen et net ganz gären, mee et ass zum Beispill och, well mer vill Leit aus Afghanistan hei hunn. Et ass fir déi Leit heiansdo eng Plo, déi net eemol, mee zweemol, dräimol, mol méi dacks mussen dohinnerfueren. Do gi Leit vun ONGe mat dohinner an dann op eemol fält de Frang, fir dass déi Leit e Pass kréien! Et ass alles an der Theorie richteg, wéi Der sot, mee an der Praxis leeft et e wéineg anescht.

Ech wëll dem Här Clement just äntweren: Also, ech mengen, et war d'Madamm Reding, déi huet geschwat vun der Charte des droits fondamentaux. An an där Charte vun den Droits fondamentaux ass d'Convention de Genève vun 1951 dran. A Lëtzebuerg, wéi alleguerten d'europäesch Länner vun der Europäescher Unioun, huet déi Charte vu Genève ze applizéieren.

An där Charte vu Genève steet dran, wat d'Konditioune sinn, fir dass ee kann als Migrant an engem europäesche Land ugeholl ginn. A souguer wa Lëtzebuerg wéilt déi Charte do - ech weess net … - zerrappen, wéi de Gaddafi eng Kéier d'Charte vun den Nations Unies zerrappt huet, wa mir och dat géife maachen, wiere mer nach ëmmer mam Problem konfrontéiert! Mir hunn eis an der Europäescher Unioun un europäescht Recht ze halen! An dat ass och Lëtzebuerger Recht!

Dat heescht: Wann e Mënsch d'Konditioune vun der Charte vu Genève respektéiert huet, ass en hei wëllkomm.

Wie kontrolléiert dat? Och do, ech hunn dat schonn eng Kéier hei viru kuerzer Zäit explizéiert, ech soen et nach eng Kéier: Dat ass eng administrativ Prozedur. A wann déi schlecht ausgeet, hunn d'Leit ee Recours, éischt Instanz, zweet Instanz. An de Staat, dee bezilt och d'Affekoten do derfir. An da gëtt eng Decisioun geholl vum Riichter. An dann ass et déi Decisioun, am Prinzip, déi da spillt.

Sou! Dat huet näischt ze di mat iergendenger Verkrampfung. Mee wann een dat natierlech elo do refuséiert, da musst Der higoen a kucken, dass mer d'Charte vu Genève änneren. Et ass schonn ee ginn, dee sech eng Kéier mat mer hat, deen heescht Salvini. Dee wollt d'Charte änneren, mee an engem ganz anere Sënn.

(Interruption par M. Sven Clement)

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7413. Den Text steet am Document parlementaire 7413[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7413 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7429. Den Text steet am Document parlementaire 7429[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7429 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

Ee schéinen Owend!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls! Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.07 heures.)

SÉANCE 25

JEUDI
13 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet du bien-être au travail

- *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Charles Margue (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. le Ministre Dan Kersch*
- *Motion 1 : M. Marc Baum*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. Georges Engel - M. Marc Spautz - M. le Ministre Dan Kersch - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL)

- *Exposé : M. Fernand Kartheiser*
- *Débat : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)*
- *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Motion 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Jean-Marie Halsdorf*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 7445 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Guy Arendt - M. François Benoy - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient (suite)

- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

6. Communication de M. le Président

- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet du bien-être au travail

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'Interpellatioun vum Här Marc Spautz iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Marc Spautz.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn all Mënschen an dofir si mer och alleguerten ënnerschiddlech. Déi eng empfannen eppes als Stress a Mobbing, wat anerer als normal empfannen. Déi eng kennen hir Stäerkten an hir Schwächten an hir Grenzen, an anerer net. Déi eng wëssen, wéi a wou se hir Zäit am beschten investéieren an hir Stäerkten optimal asetzen, a si wëssen, a wat fir engem Beräich si manner begaabt sinn an op Hëllef ugewise sinn. Dat gëllt am Privatliewen an am Beruffsliewen.

D'Aarbechtsplazen, Kolleeginnen a Kolleegen, hu sech déi lescht Joerzéngten ausseruerdentlech geännert. Et ass e Wandel gewiescht an eiser Ekonomie an d'Erausfuerderungen un déi jeeweileg Leit si grondverschidde ginn.

Den 31. Juli hat ech dës Interpellatioun ugefrot. Deenen engen huet dat elo ze laang gedauert, bis et op den Ordre du jour komm ass, déi aner hu fonnt, et wier genau dee richtegen Zäitpunkt, anerer fannen, et misst méi séier goen (veuillez lire: et wier ze séier gaangen). Ob et elo méi séier soll goen oder net, sief dohigestallt. Mee fir mech war et wichteg an och gutt, dass dat hei am Kader stattfënnt, nodeem mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, seng Interpellatioun hat iwwert de Bien-être generell an och mäi Kolleeg, de Paul Galles, d'Interpellatioun hat iwwert d'Aarmut, well awer alles an déi Gesamtdiskussioun vum Bien-être eragehéiert.

De Bien-être au travail gëtt vun all Beschäftegten, vun all Kader, vun all Mënsch aneschters interpretéiert. Ech hu mech schonns a menger Zäit als haaptamtleche Gewerkschaftssekretär mat där Thematik beschäftegt. 1992 hu mer als LCGB eng Broschür erausgi gehat, déi huet geheescht „Humanisierung der Arbeitswelt", wou mer eis inspiréiert haten un de Kolleegen aus Däitschland an aus Frankräich, wou mer an der Groussregioun driwwer geschwat hunn, well d'Industrie an den Aarbechtsmaart sech ëmmer aneschters entwéckelt hunn an eng Dynamik kritt hunn, déi ee virdrun net kannt huet.

Et gëtt och villes iwwert dat Theema an der Literatur, wou et Bicher ginn an alle Sproochen. Et gëtt d'Diskussioun iwwert d'Etüden, déi den ILO gemaach huet, den internationale Gewerkschaftsbond, beim BIT. Et gi Publikatioune vu Stëftungen a Centre-de-recherchen. Wann ech dat soe vu Stëftungen, ass dat net nëmme bei Stëftunge vu Gewerkschaften, mee et ginn och Stëftunge vum Patronat - bei der „Stiftung Familienunternehmen" aus Däitschland, fir nëmmen déi als Beispill ze huelen -, wou sech och domat beschäftegt ginn ass, wéi wichteg e gutt Wuelbefannen op der Aarbecht ass.

Hei zu Lëtzebuerg war et d'CSL, d'Chambre des Salariés, déi zesumme mat der Uni Lëtzebuerg de „Quality of Work Index" erstallt huet, dee mer säit 2013 hei zu Lëtzebuerg kennen, wou och all Joer e Bilan gezu gëtt an deen ëmmer eng grouss Opmierksamkeet fënnt an och ëmmer an den Zeitungen an an der Press, wat och wichteg ass, an der Effentlechkeet kommentéiert gëtt.

D'OMS, iwwert déi mer gëschter jo an engem anere Kader och heibanne rieds haten, d'Weltgesondheetsorganisatioun beschreift de Bien-être als: « un état d'esprit caractérisé par une harmonie satisfaisante entre d'un côté les aptitudes, les besoins et les aspirations du travailleur et de l'autre les contraintes et les possibilités du milieu de travail ». Esou wäit d'OMS.

De Larousse ëmschreift et e bëssen aneschters. Am Larousse heescht et, le bien-être est un «état agréable résultant de la satisfaction des besoins du corps et du calme de l'esprit ». Mir gesinn, dass d'Definitioun, wat de Bien-être ass, grondverschidden ass, souwuel an der Literatur wéi an der Wëssenschaft wéi och, wéi jiddwereen et selwer empfënnt. De Bien-être ass net nëmmen eng Saach vun der Gesondheet, mee och vun der Ergonomie a vun de materielle Konditiounen, déi een huet um Aarbechtsmaart fir ze schaffen, an de Begleeterscheinungen.

Op der Schaff, am Betrib, am Alldag ginn et verschidden Dimensiounen: D'Verhale vum Management - ganz interessant ass hei eng Etüd vu Gallup aus Amerika, déi seet, dass d'Aussoe grondverschidde sinn. Bei hinnen - et ass zwar e grousst Land, wat och breet ass -, ob s de vun där enger Küst oder vun där anerer Küst bass, ass d'Empfanne vun de Leit, wat Wuelbefanne bedeit, grondverschidden. Bei deenen engen ass et méi och dat Finanziellt. Bei deenen aneren ass et méi: Wéi harmonéiert et zwëschent Privatliewen a Beruffsliewen?

Eng Etüd vum „manager magazin" aus Däitschland huet drop higewisen, dass et jo ganz vill Invester gëtt an de Kaderen, fir Wellness-Weekender ze maachen, fir Preventioun ze maache géint de Burnout, dass awer an deene selwechte Betriber, wann et méi erof geet op der Leeder, ëmmer manner an dee Moyen investéiert gëtt, fir net ze soen, iwwerhaapt näischt do ass, an dass dat wichteg wier, dass dat géif änneren. Souwäit de „manager magazin", wat jo net eng Zeitung ass, déi dem Salariat ganz no steet.

D'Relatioun zwëschent Privatliewen a Beruffsliewen huet och eng ganz grouss Bedeitung, ob ee sech ka mat sengem Betrib familiariséieren, identifizéieren oder och net. Och dat huet mat der Gesondheet, mat der Motivatioun ze dinn, wéi dat opgeholl gëtt.

Dann ass eng grouss Fro dodran den Aarbechtsrhythmus. Den Aarbechtsrhythmus: Wéi schaffen ech? Schaffen ech an enger Coulée continue? Hunn ech aner Aarbechtskonditiounen? Wéi schaffen ech: Mat engem Client oder gesinn ech just all Dag meng Maschinn? Och dat ass eppes aneschters an och do reagéiert all Mënsch grondverschidden.

Wéi sinn d'Relatiounen ënnert den Aarbechtskolleegen: ënnert den Aarbechtskolleegen op der Aarbecht, ënnert den Aarbechtskollegen och an der Fräizäit? Och dat spillt mat, wéi ee sech fillt op der Aarbecht oder och net.

An dann natierlech och d'Gefill, am Betrib gebraucht ze ginn an eng sënnvoll Aarbecht ze maachen. An enger Etüd, déi 2018 vun der JOB AG gemaach ginn ass, hu se drop higewisen, dass heiansdo Leit sech d'Fro stellen, firwat se eng Aarbecht musse maachen, well déi Aarbecht, déi se do ugestallt ginn, net ëmmer grad deem gréisste Sënn entsprécht.

Moies kriss de gesot: „Elo dréis de de Sak an dee lénken Eck! A wann s de se alleguerten dohinnergestallt hues, dann huel se erëm ewech, dann dréis de se an dee rietsen Eck!" Oder an anere Betriber, méi administrativ, gëss de an e Büro gesat mat engem Schreifdësch a soss näischt an da kriss de gesot: „Kuck, dass de déi aacht Stonnen erëmkriss!" Och dat gëtt et an dat ass bei enger Etüd, net hei zu Lëtzebuerg, mee vun der JOB AG aus Däitschland, erauskomm.

An do ass et wichteg, wann Der mat de Kolleege vun der Mobbing ASBL schwätzt, déi eis drop hiweisen, dass een do am Fong sech keng Grenze ka virstellen, wat verschiddene Leit afält, fir heiansdo, wann een net frou mat deem engen oder deem aneren ass, fir deen dann, fir et emol esou auszedrécken, ze kujenéieren!

Et ass wichteg, dass een e gesonden Equiliber huet bei deem, wat ee soll maachen, an och e Gefill huet, dass ee gebraucht gëtt, well anerefalls ass dat net gutt fir d'Moral an domadder och net gutt fir d'Motivatioun.

Bei all deene Studien, mat deenen ech mech elo dat lescht Joer beschäftegt hunn, an och heiansdo virdrun, fält ëmmer erëm op, dass een ëmmer erëm bei eise skandinavesche Kolleege lant fir festzestellen, wéi et am beschten ass a wéi een et soll maachen. A wann een de „World Happiness Report" vun der UNO kuckt, stellt een och fest - dëst Joer sinn et eis finnesch Kolleegen, virun dräi Joer waren et déi norwegesch, virdru waren et erëm eng Kéier déi finnesch -, dass si eng aner Approche hunn, wéi ee mat deene Saachen ëmgeet a wat et bedeit, Famill a Beruffsliewen an och Kollegialitéit a Frëndschaft iwwert den Aachtstonnendag eraus an de Mëttelpunkt ze setzen.

D'Wirtschaft muss dem Mënsch déngen an net de Mënsch der Wirtschaft. Ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt, wann ee schwätzt iwwert de Bien-être au travail. Dat muss ee wëssen, dass ëmmer do nach de Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen. A fir dass de Mënsch kann am Mëttelpunkt stoen, brauch en eng Schaff.

Participatioun an eng Schaff (veuillez lire: Participatioun um Aarbechtsmaart) ass ee vun de Grondbedierfnisser vun all Mënsch, an all Mënsch wëllt sech och deem Grondbedierfnis um Aarbechtsmaart stellen. A mir hunn e Chômage, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wou mir nach verwinnt sinn am Verglach zu anere Länner. Mee et ass och do wichteg, dass jiddwereen eng Aarbecht huet, déi sënnvoll ass, déi hëlleft, säi Liewen ze gestalten, an déi gläichzäiteg och eng Satisfaktioun gëtt.

An dofir gëllt et och, dass mer nach alles mussen drusetzen, fir dass mer dee Prozentsaz - obwuel mer hei zu Lëtzebuerg scho beschäftegungsméisseg gekuckt an Europa e gudde Prozentsaz hunn - nach méi an d'Luucht gesat kréie respektiv de Prozentsaz vun de Chômagezuelen nach méi erofgesat kréien.

Fréier war an der Industrie Plaz fir all Mënsch. Ech huelen d'Beispill vun der Siderurgie. Dir hat op där enger Säit Plaz fir de Budewäerter, deen d'Vestiairen an der Rei gehalen huet, an dir hat Plaz fir en Affekot. Dir hat op där anerer Säit Plaz fir de Kopiemann, dee soss näischt gemaach huet de ganzen Dag wéi Kopien, déi gebraucht gi sinn, bis zum Ekonomist. An op där anerer Säit hat der Plaz fir de Léierbouf bis zum Ingenieur.

An esou Betriber, wou Der all Mënsch ënnerdaach brénge konnt, gëtt et haut an eiser schnellliewer Zäit bal keng méi, fir net ze soen, et gëtt keng méi, wou jiddwereen och d'Méiglechkeet huet, no senge Capacitéite beschäftegt ze ginn. An och dat ass wichteg, dass mer eis däers bewosst sinn an dass mer do alles drusetzen, fir dat kënnen ze änneren a fir deene Leit ze hëllefen, op eng Aarbecht ze kommen, och wann do manner Intellekt oder manner Feinfülegkeet verlaangt ass, mee dass mer och deene Leit kënnen eng sënnvoll Beschäftegung ginn.

Och d'Aus- an d'Weiderbildung hunn ëmmer méi e groussen Afloss. An der Zäit huet een an engem Betrib mat schaffen ugefaangen an no 40 Joer ass een an deem selwechte Betrib an d'Pensioun gaangen. Och do stelle mer ëmmer méi fest: Dat gëtt et net méi! An ëmmer méi stelle mer och fest, dass d'Leit ganz oft de Patron musse wiesselen. An dat selwecht gëllt fir déi Beruffer, déi d'Leit haut erléieren: Wou sinn déi an zéng Joer? Gëtt dee Beruff an zéng Joer nach gebraucht oder ass dee Beruff dann opgehuewen an entsprécht net méi deem Beruffsbild, sou wéi et haut de Fall ass?

Dofir sinn d'Aus- an d'Weiderbildung vu ganz grousser Wichtegkeet, an dat gëllt net nëmmen op dem nationale Spektrum, mee dat gëllt och an de Betriber.

Och d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht musse groussgeschriwwe ginn. Mir wëssen, dass scho verschidde Reforme ge-

maach gi sinn, anerer sinn ugeleiert ginn. Ech erënnere just drun: Bei der Assurance accident war et fréier pro Wirtschaftssecteur, wou dee Koeffizient gerechent ginn ass, de Prozentsaz, deen e Betrib muss bezuelen. Haut ass et global. Do misste mer eng Kéier driwwer diskutéieren, och wann dat haut net de Moment ass, fir ze kucken: Huet dat all Secteur guttgedoen oder deenen enge méi an deenen anere manner? Well déizäit war den Ënnerscheed bis zu 8 %, deen déi eng hu misse bezuelen, well do d'Mortalitéit respektiv aner Problemer vill méi grouss waren. Well all Invest an d'Gesondheet an d'Sécherheet ass e gudden Invest an ass wichteg och fir d'Leit, déi do schaffen, an ass och wichteg fir de Betrib. An do muss een och heiansdo sensibiliséieren.

Ech maachen dann hei - tëschent Guillemeten - e „mea culpa". Ech ka mech ëmmer erënneren, an engem Betrib - en heescht haut anescht, d'Cegedel - huet et ëmmer geheescht: „Du muss den Helm undoen!" Ech kann lech awer soen, wann de Chef net an der Géigend war, war dat Éischt, wat gemaach ginn ass, den Helm ofdoen. A wann e komm ass, huet ee gepaff, an dann huet jiddweree säin Helm ugedoen. Dat ass elo e Beispill, wou ech net wëll iergendeen aneren eranzéien, mee wou ech ka vu mir selwer zielen. An ech mengen, dass et och nach haut esou Problemer gëtt, wou ee souwuel de Salarié heiansdo muss rappeléieren, wat d'Sécherheetskonditioune sinn, wéi och de Betrib muss drun erënneren, dass en alles muss maachen, fir de Salariéen déi Sécherheetsmoyenen och zur Verfügung ze stellen.

An eiser ëmmer méi schnellliewege Zäit ginn et ëmmer méi Leit, déi net méi kënnen ofschalten, ofschalte vun deem, wat se op der Aarbecht erlieft hunn, a se huelen dat mat heem. An de Stau, déi zwou Stonnen oder déi eng Stonn fir heem, dréit nach eppes Weideres dozou bäi.

Murks op der Aarbecht, Stress, Mobbing a Burnout, dat alles si Konsequenzen dovun. A wann ee liest, dass tëschent 16 % an 18 % vun de Leit dem Risiko ausgesat si vun engem Burnout, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann heescht et, dass mer doranner eppes mussen ënnerhuelen, fir dass dat net méi de Fall ass.

Ech hat Gespréicher mat der Mobbing ASBL. Och an deem heite Fall hu se mer erklärt, wat et do alles vu Fantasië gëtt, souwuel op der Salariatssäit wéi och op der Patronatssäit, wat een do erlieft an deem Kader, an dass et och do wichteg ass, deem e Reedel virzeschiben. Well alleguerten dee Misär, deen een huet am Beruff, deen hëlt ee mat an d'Famill, an dat, wat net klappt an der Famill, hëlt ee mat an de Betrib. An et ass do wichteg, dass mer do alles maachen, fir dass dat besser leeft an dass dat vill méi verzaant aneneen agräift.

An och d'Konsequenze vun all deem op d'Krankekeess si ganz grouss. Wann ech schwätze vun der Krankekeess, schwätzen ech vu Krankeschäiner an Absenteismus an ech schwätze vun de Medikamenter. Ech hat am Virfeld vun dëser Debatt un de Minister Romain Schneider eng Fro gestallt, e soll eis emol d'Lëscht vun de Medikamenter ginn, déi am meeschte verschriwwe ginn, a wat fir eng Medikamenter dat dann esou sinn. Dat geet u vu Berouegungsmëttel bis op Opputschmëttel, well moies huele mer e Berouegungsmëttel, ier mer schaffe ginn, an duerno huele mer d'Opputschmëttel. Dann huele mer owes eng Schlofpëll, fir och kënnen ze schlofen.

M. André Bauler *(DP).*- Ween ass mir?

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- An dann ...

Nee, d'Leit, wann s de d'Statistik kucks, Änder!

(Hilarité et interruptions)

Ech muss der éierlech soen: „Ech hunn dee Problem net."

Da muss ee sech och d'Fro stellen, wann een déi Lëscht liest, déi Medikamenter fir Mo an Daarm a Gal - hei si Leit, déi méi vun de medezinnesche Saache versti wéi ech -, dass dat och domat bedeit, dass een eng Onzefriddenheet huet, dass een dofir och mat deenen Organer Schwieregkeete kritt.

An alles dat belaascht d'Gesondheet vum Patient, vum Schaffenden an awer och gläichzäiteg d'Finanze vun eiser Sozialversécherung. Dofir ass et wichteg, dass mer eis méi intensiv mam Wuelbefannen op der Aarbecht beschäftegen an och déi richteg Akzenter setzen an der Preventioun. A wann ech soe „Preventioun", dann ass dat souwuel op der Aarbecht wéi och soss an der Gesondheet, wou dat muss wichteg sinn.

Déi Preventioun wäert eppes kaschten, mee dat ass en Invest, dee sech herno zréckbezilt. Wa mer nämlech duerno manner mussen investéieren an den Heelungsprozess a fir dat erëm alles réckgängeg ze maachen, dann hu mer eppes gemaach souwuel fir d'Keess vun der Krankekeess wéi awer och fir déi betraffe Leit an och fir déi Betriber, déi mat deene Leit ze dinn hunn.

Well alles dat, wann d'Wuelbefannen op der Aarbecht gutt ass, ass souwuel zum Virdeel vum Salarié wéi och vum Betrib. Zefridde Mataarbechter si souwuel méi produktiv a méi effizient wéi Mataarbechter, déi scho moies schlecht gelaunt a mat Widdermut op d'Aarbecht ginn. Déi bréngen et net fäerdeg, eng Dynamik ze entwéckelen, déi och fir de Betrib gutt ass.

D'Wuelbefannen ass fir de Mënsch souwuel kierperlech wéi och geeschteg, an et muss am Aklang stoe mat sengem Ëmfeld. Et gi Leit, déi brauche Stress. Dann ass dat e positive Stress an déi Persoune gesinn dat als Motivatioun un. Ech kennen der heibannen e puer esou, fir et dann direkt ze soen.

(Hilarité)

Aner Leit kréie bei Stress aus deene verschiddensten Ursaache Konzentratiounsschwieregkeeten an automatesch fält och d'Produktivitéit. An et gëllt dofir, en Aarbechtsëmfeld ze schafe bei alle Mataarbechter, fir dass se gäre schaffe kommen. Et ass wichteg, dass mer de Facteur Wuelbefannen och am Betrib, op der Schaff asetzen.

A wat gehéiert dozou? Éischtens, d'Wäertschätzung vun de Virgesetzten an den Aarbechtskolleegen, heescht gläich de Respekt.

Zweetens, e Betribsklima, wat gutt ass. Mir mussen e Vertraue schafen zwëschent deenen eenzelne Leit, déi am Betrib sinn, soudass een och Vertrauen huet zu deene Leit, mat deenen ee schwätzt, an de Respekt och gutt ass.

Drëttens, eng ugemiesse Belaaschtung. Wat heescht dat? Net dass deen een Aarbecht moies kritt fir zéng Stonnen an deen anere fir zwou Stonnen, an da musse se kucken, iwwert d'Ronnen ze kommen, déi aacht, déi nach bleiwen, well déi Leit hu jo e Problem mat där Iwwerfuerderung.

Eng effektiv Kommunikatioun, dass och jiddweree weess, wat a sengem Betrib leeft.

Erlaabt mer, eng Klammer opzemaachen! Ech mengen, haut de Moie sinn der vill op der Spuerkeess erwächt a waren e bëssen erstaunt, wéi se matkritt hunn, dass hir Agence zougemaach gëtt. Mee eng gutt Kommunikatioun wär net schlecht gewiescht, fir dass d'Salariéen, déi do schaffen, och am Virfeld wéissten, wat lass ass. Och dat ass e Problem.

D'Chance op eng Weiderentwécklung. A wann ech soe „Weiderentwécklung", dat ass nämlech déi fënneft vun deene Moossnamen, déi ech wollt soen, bei der Weiderentwécklung ass dat, dass de och gesäis an dem Betrib, dass de weiderkënns an dass de eng Chance hues, och un deenen neie Produktioune matzeschaffen.

Et musse Méiglechkeete bestoen, sechstens, Opstigsméiglechkeeten ze hunn, fir betribsintern eng Chance ze hunn, och virunzekommen, an eng Perspektiv ze hunn, och aner Saache maachen ze kënnen.

Siwentens ass d'Ergonomie, well och bei der Ergonomie ass et wichteg, dass een doran investéiert, well herno ass de Réck futti, de Kapp futti, d'Knéie futti, deemno wat fir eng Aarbecht ee mécht. An heiansdo wär et do méi einfach, dee richtege Stull ze hunn, dat richtegt Aarbechtsgeschier ze hunn.

Aachtens, d'Uerdnung. Och d'Uerdnung ass ganz wichteg. Déi eng brauchen e bësse Chaos, déi aner manner, mee dass ee sech och do erëmfënnt bei der Aarbecht, déi ee mécht.

An natierlech och, néngte Punkt, d'Propretéit an d'Hygiène, well och dat ass wichteg. Well wann de Büro oder d'Plaz, wou s de schaffs, ëmmer knaschteg ass, hues de keng Loscht fir dohinnerzegoen, well da bleifs de léiwer doheem an du méchs léiwer aner Saachen. An dat féiert dann zu Frust op der Aarbecht an dat féiert och automatesch, wat Frust bedeit, och gläichzäiteg zum Krankeschäin. An dat ass e Punkt, wou et gëllt, dergéint virzegoen.

Déi Lëscht mat deenen néng Punkten, déi ech elo gesot hunn, ass net limitativ. Do kann een nach zeg aner Punkten drasetzen, mee dat sinn déi Haaptpunkten, déi ëmmer erëm beim BIT, der ILO, an och bei Gallup - dat ass de leschte Bericht, deen ech gelies hunn - erëmkommen. Et sinn der plazeweis 15 oder plazeweis 10, mee et sinn ëmmer déi doten 9, déi sech als Haaptpunkten erausstellen.

Et ass wichteg, dass mir mat all eise Beschäftegten doriwwer schwätzen an dass mer se och domadder motivéiert kréien. An och mat deenen neien Aarbechtsforme wéi Teletravail an Homeworking kommen nei Erausfuerderungen op déi Beschäftegt duer. Et ass sécher eng Erléisung, deemno wou s de wunns, wann s de moies keng zwou Stonne méi brauchs, fir op d'Aarbecht ze kommen. Mee mir mussen och oppassen op dat, wat nach an der digitaler Welt ka passéieren.

D'Trennung zwëschent Privat- a Beruffsliewen ass ganz wichteg. An do muss et och d'Méiglechkeet ginn, dass ofgeschalt gëtt. Dir alleguerten oder mir alleguerten heibannen hunn esou e klengen Apparat an der Täsch, an domadder bass de 24 Stonnen op 24 Stonnen, siwen Deeg an der Woch erreechbar. All Mail gëtt samsdes an der Nuecht beäntwert oder sonndes moies fréi. Mir bréngen et net méi fäerdeg ofzeschalten, mee et ass awer wichteg, dass och do d'Leit net dem Patron 24 Stonnen den Dag, siwen Deeg d'Woch an 365 Deeg am Joer zur Verfügung musse stoen, mee dass do d'Méiglechkeet besteet, deen Apparat auszemaachen an net direkt mussen ze äntweren. An ech mengen, do ass et wichteg, dass mer och legislativ Initiativen huelen, wéini ee muss a wéini een net muss dem Patron zur Verfügung stoen.

Och aner Problemer bréngen den Teletravail an den Homeworking mat sech. Mir mussen och do, iwwerspëtzt formuléiert, d'Leit viru sech selwer schützen, wa se nämlech eng Aarbecht kréien a si mengen, si missten déi ëmmer nuets maachen, fir dann am Delai fäerdeg ze sinn. Och do ass et wichteg, dass mer deene Leit déi Hëllefe ginn, déi se brauchen, dass se wëssen, wéi se sech organiséiert kréien. Well ech kenne Leit, déi hunn op eemol d'Erlaabnis kritt, vun doheem aus ze schaffen, a si hu freides missen ofliwweren, an do ass dann donneschdes Nuetsschicht gemaach ginn, fir dass déi Aarbecht och freides konnt ofgeliwwert ginn, well ee méindes an dënschdes aner Prioritéite gestallt huet. Do ass et och wichteg, de Leit déi Formatioun ze ginn, fir dat ze léieren, an net einfach ze soen: „Vu muer u kanns de vun doheem aus schaffen", a se wëssen net, wat do alles vun Enjeu a Geforen hannendrun ass.

Et ass och wichteg, dass mer iwwerleeën, wat mat der Informatiounsiwwerflutung ass. Ech hunn d'Beispill virdru ginn, jiddweree vun lech kritt am Dag Mailen, wou ee sech heiansdo d'Fro stellt: „Firwat hunn ech deen dote Mail kritt?"

(Hilarité)

Wat dann ass: „reply to all". An dann äntwert een „to all" an dann huet een heiansdo Saachen drop, wou ee sech Froe stellt: „Wat soll dat?!" An aner Mailen, déi vläicht wichteg wieren, déi ee misst liesen, liest een net méi, well een d'office bei där Persoun oder deem Gremium, wat Der do eppes schéckt, „delete" mécht, oder et leet ee se emol op d'Säit.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, och do ass et wichteg, dass mer eis domadder beschäftegen an der Kommunikatioun, wéi mer dat alles hikréien. Dat huet deelweis mat der Formatioun ze dinn an dat huet awer och deelweis domat ze dinn, dass mer dee richtege legale Kader dofir schafen. An de Mail huet och eppes aneres matbruecht, wat alles aneres wéi positiv ass. Deemno wou Der schafft, schaffen dräi Stéck op deem selwechte Stack. An der Zäit si se opgestanen, dann ass ee bei deen aneren an de Büro gaangen an huet seng Fro gestallt. Haut bleiwe se sëtzen an ee mécht deem aneren eng Mail ...

(Hilarité)

... fir ze froen: „Hues de dat scho fäerdeg?"

An och dat ass net gutt. An och dat gëllt et ze bekämpfen, well och do gëllt et, de Leit emol bewosst ze maachen, schonn eleng och, dass se déi Beweegung maachen, dass se net eintöneg bleiwen, dat ass éischtens gutt fir deen, deen déi Fro wëllt stellen, mee et ass och emol gutt fir deen, deen d'Fro gestallt kritt, dass en net déi ganz aacht Stonne just viru sengem Schierm sëtzt an op all déi Mailen äntwert, mee dass och emol vläicht ee mat em schwätzt. Och dat ass wichteg an och dat huet mam Wuelbefannen ze dinn.

An och do, dat eent kann ee mat engem legislative Kader léisen, mee dat anert geet just mat gesondem Mënscheverstand an dat geet och just doduerch, dass een d'Leit souwuel aus de Betriber wéi och déi Beschäftegt do mat virunhëlt.

Mir brauchen dofir eng Sensibiliséierung fir de Bien-être au travail, an do ass et net nëmmen eng Lëscht, déi den Aarbechtsminister soll muer de Moie realiséieren. Well ob en de gesonde Mënscheverstand zwee Leit op engem Büro bäibréngt, weess ech net, ob en dat kann. Mee dat wäert en eis herno sécher selwer soen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, dass do verschidde Betriber sech musse weiderentwéckelen an all deene Saache vum Bien-être, genausou wéi d'Leit, genausou wéi d'Delegatiounen, dass och déi aner Aufgabe weisen, an och dodrop higewise ginn, wéi wichteg et ass, déi Problemer do unzegoen.

Den Aarbechtsklima-Index, och dat eppes, wat et an Däitschland gëtt, och hei zu Lëtzebuerg - ech hunn et virdru gesot, wou d'CSL an d'Uni amgaange sinn -, déi weisen drop hin, wat d'Prioritéite si vun de Leit. An et stellt ee fest, wat se am Kader méi héich ginn, dann ass et ëmmer manner d'Pai, mee dann ass et ëmmer méi oft d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff an och d'Méiglechkeet, seng Aarbechtszäite selwer ze gestalten, wat méi wichteg ass wéi d'Gehalt.

Bei den ënneschte Lounkategorië stellt ee fest, dass et virun allem d'Pai ass an d'Pai ass an d'Pai ass, mee dat hänkt grondverschidden dovun of, an ech mengen, dass et och do wichteg wier, dass mer eng Kéier verschidde Pilotbetriber géifen eraushuelen, fir och do emol ze kucken, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass.

Sécherlech ass de Rapport vun der CSL a vun der Uni Lëtzebuerg eng interessant Hëllef dodran, mee do gëtt et der méi iwwer Alterskategorië generell. Mee dass een och emol vläicht an engem Betrib kuckt, wat dat bedeit a wéi do d'Empfannen hei zu Lëtzebuerg ass, well och dat dréit jo dozou bäi, fir d'Prioritéiten an der Politik ze setzen, soudass et wichteg wier fir eis heibannen, dat och ze wëssen.

Ech hu mer einfach erlaabt ze soen, dass souwuel den däitschen Aarbechtsmaart wéi och de belschen Aarbechtsmaart an de franséischen Aarbechtsmaart dach awer deelweis och d'Bedierfnisser wäerten hei vu Lëtzebuerg erëmginn, och wa mer wëssen, dass d'Paien do méi niddreg sinn, mee dofir ass d'Wunne méi bëlleg, mee dass een dann och do gesäit, wat do alles erauskënnt. An do wëll ech just soen, dass dat Allerwichtegst bei alleguerten deenen Ëmfroen de „Wohlfühlfaktor" war an de Faktor, gebraucht ze ginn, dee louch souwuel an der Belsch bei 38 % a bei den Däitsche bei 40 %; dat Gefill ze hunn, dass de gebraucht gëss an dass fir déi Aarbecht, déi s de méchs, och wierklech eng Wäertschätzung do ass, souwuel vum Betrib wéi vum Client. An ech muss soen, dat beweist jo awer och, dass d'Leit interesséiert sinn un hirer Aarbecht, mee dass se och wëllen, dass een och versteet, wat déi Aarbecht ass, déi se maachen.

Ech mengen, dass et ganz wichteg wier, dass mer do zesumme géife sensibiliséieren, a wann ech soen „zesumme sensibiliséieren", dass dat muss heeschen, souwuel an de Betriber, d'Betriber selwer, d'Betribscheffe wéi och d'Salariéen, fir sech däers och bewosst ze sinn an och fir alles doran ze investéieren, dass de Bien-être eng Wichtegkeet huet.

An ech, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wëll och soen, dass et mer eng agreabel Freed ass, dass eng Motioun, déi mer proposéiert haten, vun de Kolleege vun der LSAP-Fraktioun, der DP-Fraktioun, deene Gréngen, vun de Kolleege vun der ADR, vun de Piraten matgedroe gëtt ...

(Interruption)

... an dass mer do zesumme virginn.

Eis Kolleege vun déi Lénk hunn nach e Problem domat, mee dat wäerte si eis herno selwer soen. Mee et ass och wichteg, dass mer en Akzent no bausse ginn, wou mer kënne soen: „D'Chamber geet gär geschlossen an där Debatt iwwert de Bien-être vir."

Ech hätt mer gewënscht, beim Paul senger Interventioun iwwert d'Aarmut wier et d'selwecht gewiescht, mee Wënsch an Dreem däerf een ëmmer hunn. Domadder kann ee sech och Ziler setzen.

Mee an där Motioun wëlle mer soen, dass et wichteg ass, dass mer eng Promotioun maache fir de Bien-être an dass et och wichteg ass, dass mer iwwer all déi Saache schwätzen an ee legislative Kader schafen, wéi den Teletravail, dass mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit, dass et méiglech ass, d'Beruffsliewen an d'Betribsliewe besser mateneen ze verbannen, wuel wëssend, dass all Betrib do aner Virstellungen huet an all Betrib och aner Besoinen huet.

Ech mengen, een, dee Méimaschinne verkeeft, brauch am Dezember – obwuel, wat dëst Joer lass war! - manner Leit, an een, dee Schnéischëppe verkeeft, brauch och vläicht keen am Juli. Et ass dofir, dass ech soen, dass een och ëmmer individuell muss kucken, wat do verlaangt ass.

Et geet drëm, dass mer méi maachen, nach méi investéieren an d'Preventioun fir d'Gesondheet a géint d'Accidenter, dass mer, an de Minister hat dat scho beim Budget ugekënnegt, och de Sécherheetsleit, dat heescht der ITM, méi Méiglechkeete ginn, souwuel ... Et geet net duer eleng beim Personal, mee et ass och wichteg, dass mer e Kader schafen, wat se

alles kënne kontrolléieren a wéi se et solle kontrolléieren, fir dass och d'Aarbechtssécherheet eng grouss Roll do spillt.

Et ass wichteg, an dat hunn d'Kolleege vun der Mobbing ASBL mer wéivillmol gesot, dass mer endlech e legislative Kader kréie beim Antimobbing, dass et och do wichteg ass, dass jidderee weess, wat dat eent ass a wat dat anert ass, well do leien och dat eent an dat anert oft no beieneen. Deen een empfënnt et als Mobbing, wann e gesot kritt: „Du muss eppes schaffen!"

(Hilarité)

Bei deem aneren ass Mobbing eppes ganz aneres, an dee gëtt an den Eck gedréckt an dee kritt aner Problemer. Dofir ass et och ëmmer wichteg an dofir ass et och net esou einfach, dat vun haut op muer ze léisen. Mee jiddwereen huet do en anert Gefill. All Mënsch, all Persoun fillt dat, wat em geschitt, aneschters.

Deen een, wann s de zu deem sees: „Allez, rapp dech nach eng Kéier!", deen empfënnt dat schonn als Attack. Deen anere seet: „Majo, dat brauch ech heiansdo, fir rappeléiert ze ginn." An och do ass et wichteg, dass mer eis bewosst sinn, et ass wéi um Schwebebalken am Turnen, do muss de genau wëssen, wou s de dech beweegs. An et ass och dat, wat d'Erausfuerderung wäert si bei engem Antimobbinggesetz, dass de net dat eent oder dat anert méchs.

Et ass och wichteg, dass mer d'Konventioun vum BIT iwwert d'Violence an den Harcèlement, déi vum leschte Joer ulässlech der Honnertjoerfeier vun dem Bureau international du travail, kënne ratifizéieren.

Et ass wichteg, dass mer d'Aarbechtsmedezinn renforcéieren an dass mer och do déi néideg Moyene ginn, fir dass een do iwwert d'Gesondheet op der Aarbecht ka matdiskutéieren, an och de legislative Kader do méi streng maachen, an dass mer och kucken - ech hat et virdru gesot -, dass ee mat anere Moyene beim Droit de déconnexion d'Méiglechkeet huet, dat legal auszemaachen, soudass een dann net brauch ze fäerten: „Majo, ech hunn der dat awer de Freideg um zéng Auer geschriwwen an du hues et elo nach net gemaach!", wann s de méindes moies um sechs Auer schaffe kënns.

Och do muss een oppassen, a gläichzäiteg ass et wichteg, dass mer eis mat allen Inegalitéite beschäftegen. Et ass och do wichteg, dass alles ënnerholl gëtt. A wann ech soen „Inegalitéiten", dann ass dat souwuel zwëschent Fraen a Männer, wat de Loun an d'Aarbechtskonditiounen ubelaangt, mee, Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn och d'Inegalitéiten, déi eis Leit erliewen, déi à mobilité réduite, déi net méi gradesou mobill sinn, dass mer och do alles drusetzen, fir déi kënne mat an d'Aarbechtsliewen eranzebréngen.

An domadder, Här President, géif ech Iech d'Motioun ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que dans le cadre notamment des changements technologiques intervenus et à intervenir dans le monde du travail, le bien-être au travail constitue un objectif qui gagne de plus en plus en importance ;

- constatant que le bien-être au travail est lié à de nombreux enjeux sociaux, économiques et environnementaux ;

- constatant que tous les aspects du bien-être au travail doivent garantir aux salariés une meilleure qualité de vie et à l'entreprise des salariés plus motivés et partant plus performants,

invite le Gouvernement

- à s'investir dans la promotion du bien-être au travail à tous les niveaux et à prendre les mesures qui s'avéreront nécessaires, notamment en renforçant le dialogue social ;

- à promouvoir dans ce contexte également les différentes formes de travail à distance dont le télétravail et les espaces partagés de travail (coworking spaces) ;

- à revoir les dispositions en matière d'organisation et de temps de travail afin de permettre aux salariés de mieux concilier leur vie familiale/privée et vie professionnelle ;

- à promouvoir une approche de prévention de santé et d'accidents dans les entreprises avec si nécessaire des indicateurs de rendement permettant une évaluation régulière ;

- à renforcer la sécurité au travail en mettant à disposition de l'Inspection du travail et des mines des moyens supplémentaires à des fins de contrôle ;

- à entamer les travaux en vue de l'adoption d'une loi antimobbing en s'inspirant notamment de la Convention relative au harcèlement et à la violence au travail conclue entre partenaires sociaux dans le cadre du dialogue social ;

- à prévoir la ratification de la Convention de l'Organisation internationale du travail C190 sur la violence et le harcèlement, adoptée en configuration tripartite par la Conférence internationale du travail le 21 juin 2019 ;

- à renforcer la médecine du travail ainsi que les organes de contrôle en matière de santé ;

- à adapter la législation en matière de maladies professionnelles (burnout, etc.) ;

- à étudier, sous certaines conditions, la possibilité de rendre les allocations de chômage accessibles aux personnes qui ont démissionné de leur poste de travail, tout en prévenant les abus ;

- à prévoir des dispositions spécifiques en matière de droit à la déconnexion ;

- à mettre en œuvre une campagne de sensibilisation quant aux risques potentiels liés à la digitalisation et la dépendance de nouvelles technologies ;

- à combattre de façon décidée et à tous les niveaux les inégalités de traitement et de salaires entre femmes et hommes.

(s.) Marc Spautz, Sven Clement, Georges Engel, Jeff Engelen, Carole Hartmann, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, ech gi jo dovunner aus, well se alleguer ënnerschriwwen hunn, dass de Minister ..., ech wëll em och soen, dass et fir eis wichteg ass an der Kommissioun, mir hate schonn eng Debatt doriwwer, dass mer eis nach eng Kéier och mat där Thematik do beschäftegen, well et wierklech wichteg ass am Interêt vum Aarbechtsmaart, dass mer de Bien-être au travail och do an de Mëttelpunkt stellen.

Ech weess, dass et ganz vill Prioritéite ginn, dass mer ganz vill legislativ do musse schaffen an dass dat net alles vun haut op muer geet. Verschidde Saache si schonn an der Pipeline, verschidde Saache wäerten nach kommen. Mee ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer virun allem e Message haut aus der Chamber erausginn, dass mer déi Saachen do am Dialogue social fäerdegbréngen, dass deen Droit de déconnexion diskutéiert muss ginn ënnert de Sozialpartner. Mee et muss awer genausou kloer sinn, wann d'Sozialpartner sech net eens ginn, dass dann d'Regierung respektiv d'Chamber muss hir Responsabilitéit huelen an dass mer dat net ëmmer kënne virun eis drécken.

Dat wäert och an all anere Punkten esou sinn, och bei der Santé, der Securité an aneren, wou een alles am Sozialdialog ka probéieren, mee et muss awer duerno kloer sinn, wann dat net machbar ass, da musse mir als Chamber eis Responsabilitéit huelen. An ech mengen, op alle Fall bei dëser Debatt, déi elo nofollegt, opgrond vun där Zoustëmmung bei der Motioun, déi mer zesummen ausgeschafft hunn, dass mer et do och wäerte fäerdegbréngen, déi néideg Akzenter dobaussen ze ginn iwwert de Bien-être au travail, an dass dat eis domadder geléngt.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, ech ginn Iech d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass allgemeng bekannt, datt déi wichtegst Saachen am Liewen net mat Suen ze bezuele sinn. Nieft Léift, Gléck a Gesondheet trëfft dëst och op d'Zefriddenheet op der Aarbecht zou. Et erfuerdert Efforten, déi et awer och derwäert sinn, gemaach ze ginn, well wann et de Leit gutt geet, da geet et och de Betriber gutt.

Motivéiert Aarbechter schaffe besser a fale manner oft stressbedéngt aus. An et dréit och zur Attraktivitéit vun enger Aarbechtsplaz bäi, wann ee weess, datt d'Leit do motivéiert higinn. Et ass also och am Interêt vun de Betriber, d'Wuelbefanne vun hire Leit ze verbesseren.

Den 10. Oktober 2012 gouf hei an der Chamber dee leschten Debat iwwert de Bien-être au travail gefouert, dëst als Reaktioun op eng Etüd vun der Chambre des Salariés, déi am Abrëll 2012 veröffentlecht gouf. An dëser Etüd goufe fënnef Haapttheemen identifizéiert, déi en Afloss op d'Wuelbefanne vun den Aarbechter huelen: d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, d'Gesondheet an d'Hygiène, d'psychosozial Belaaschtung, d'Ergonomie an de Lieu de travail.

Och haut sinn all dës Aspekter nach wichteg, wann d'Zefriddenheet op der Aarbecht analyséiert gëtt. Selbstverständlech goufen awer nach eng Rei aner Facteuren ernimmt, mee leider waren net ëmmer genuch Informatiounen disponibel, déi weider Interpretatiounen zougelooss hätten. Dëst war zum Beispill de Fall fir d'Punkten Autonomie et pouvoir a Situation familiale.

Am Juli 2017 koum dunn eng weider Etüd vun der Chambre des Salariés eraus, déi sech mam Stress op der Aarbecht, dem Mobbing, den Depressiounen an dem Burnout auserneegesat huet. D'mental Belaaschtung ass hei als éischt Ursaach vun Aarbechtsstress opgezielt ginn. Op dësen Aspekt wäert ech méi spéit a menger Ried nach eng Kéier agoen.

Op dëser Plaz wëll ech fir d'éischt den zweete Punkt vun der Etüd vun 2017 uschwätzen, an zwar de Konflikt tëschent dem professionellen an dem private Liewen.

Här President, an deene leschte Joren huet sech ëmmer méi e Mentalitéitswiessel bemierkbar gemaach. Et ass nach net allze laang hier, du war den „nine-to-five"-Job nach d'Reegel. Dat heescht, et huet ee praktesch ëmmer zu den nämmlechten Zäiten op der selwechter Plaz geschafft. Wollt eng Koppel eng Famill grënnen, da war et selbstverständlech, datt d'Mamm doheem beim Kand bliwwen ass. De Papp ass weider schaffe gaangen. Et gouf eng ganz kloer Rolleverdeelung an eng Pai ass an der Reegel och fir een Haushalt duergaangen.

Déi nei Generatiounen hunn aner Erwaardungen un d'Aarbecht wéi hir Elteren. Si wëllen net entweeder d'Famill oder de Beruff wiele mussen. Si wëlle béides matenee verbanne kënnen. Der DP ass et wichteg, dëse jonke Leit dobäi ënnert d'Äerm ze gräifen. All Koppel mat Kanner soll d'Méiglechkeet behalen, weiderhin zu zwee schaffen ze goen, egal ob si dat einfach esou wëllen oder well si dat mussen.

Genau aus dësem Grond gëtt de Wonsch no méi Flexibilitéit op der Aarbecht och ëmmer méi grouss. Dorop léisst schonn eleng den immense Succès vum neie Congé parental schléissen. D'Pappe profitéieren ëmmer méi dovunner, grad well dëse méi flexibel ka geholl ginn. Si musse sech esou keng Gedanken iwwer hir berufflech Perspektive maachen an trotzdeem kënne si Zäit mat hire Kanner verbréngen.

Virun allem gëtt awer d'Wuelbefanne vun de Mamme verbessert, schliisslech waren et an der Majoritéit d'Fraen, déi soss de Choix hu misse maachen, ob si eng Famill grënne wëllen oder sech op hir berufflech Karriär konzentréieren. Den neie Congé parental bitt de Mamme vill méi Méiglechkeeten an och méi berufflech a finanziell Sécherheet.

An d'Demokratesch Partei wëllt net hei ophalen. Mir hunn dofir an eisem leschte Walprogramm proposéiert, e Congé parental PLUS anzeféieren, deen d'Eltere kéinte bis zu 18 Méint huelen. Dovunner wiere sechs Méint zwar onbezuelt, mee de Staat géif d'sozial Cotisatiounen iwwerhuelen, fir datt keen op senger Pensioun verléiert.

Eng méi flexibel Aarbechtsorganisatioun ass awer net nëmmen dann interessant, wann een eng Famill grënne wëllt. Ganz allgemeng ginn et ëmmer méi Leit, déi entweeder Deelzäit schaffe wëllen oder vun doheem aus, an dat kann aus ganz ënnerschiddleche Grënn sinn.

Verschidde Leit wëlle sech hir Fräizäit besser opdeele kënnen. Si hätte gäre méi Zäit, fir sech mat hire Frënn ze treffen, fir Sport ze maachen oder fir hiren Hobbyen nozegoen. Vläicht wëlle si och einfach méi Zäit fir den Haushalt hunn, fir net nach alles owes no engem laange Schaffdag oder de Weekend ze maachen.

Kuerz gesot, déi jonk Leit vun haut wënsche sech, datt sech d'Aarbecht, souwäit dat och méiglech ass, no hinne riicht an net ëmgedréit. Si wëllen net liewe fir ze schaffen. Si wëlle schaffe fir ze liewen.

De Luxembourg Institute of Socio-Economic Research huet d'lescht Joer am August an enger Etüd matgedeelt, datt Leit, déi den Teletravail notze kënnen, méi zefridde si wéi déi, déi keen Teletravail maachen. Dat bestätegt och de „Quality of Work Index", deen 2019 vun der Chambre des Salariés erausbruecht gouf.

56 % vun de Befrote ginn un, a ganz héijem Mooss oder an héijem Mooss mat hirer Aarbecht zefridden ze sinn. Nëmmen 11 % soen de Géigendeel. Déi Leit, déi méi flexibel schaffen oder tëschent verschiddenen Aarbechtspläng wiele kënnen, sinn op hirer Plaz am zefriddensten. Do läit den Taux bei 66 % respektiv bei 61 %. Déi Zefriddenheet hänkt warscheinlech domat zesummen, datt ee méi Zäit gewënnt, well ee manner laang am Stau stoe muss. Dat erhéicht d'Motivatioun, wouduerch ee besser schafft, amplaz scho schlecht gelaunt op der Aarbecht unzekommen.

De Lieu de travail selwer huet awer, wéi d'Etüd vun der CSL 2012 betount huet, och en Afloss op d'Wuelbefannen. Teletravail kann an dezentraliséierten, externe Büroe gemaach ginn, a sougenannte „coworking spaces", mee et kann een awer och den Homeoffice wielen. Deenen enge gefält et doheem am beschten, do fille se sech wuel an dowéinst si si do méi motivéiert fir ze schaffen. Anerer wëlle sech zwar de laangen Aarbechtswee spueren, mee si schaffe léiwer vun engem externe Büro aus, well se doheem ze vill ofgelenkt gi vun der Famill oder vun der Hausaarbecht.

Den Teletravail u sech hëlt keen direkten Afloss op d'Wuelbefannen. D'Zefriddenheet gëtt doduerch verbessert, datt d'Aarbechter de Choix kréien, fir Teletravail ze notzen an ënner wat fir enger Form. De Choix hunn, also selwer entscheede kënnen, wéi ee schaffe wëllt, souwuel zäitlech wéi och raimlech, dréit zu méi Wuelbefanne bäi. An anere Wierder muss et also dorëms goen, d'Autonomie vun de Leit ze stäerken.

Dat geet och aus der Etüd vun der Chambre des Salariés ervir, wou d'Eegeverantwortung als ee Facteur identifizéiert gouf, deen zu engem niddregen Niveau u Stress bäidréit.

Fir d'Demokratesch Partei spillt d'individuell Fräiheet vu jidderengem eng zentral Roll. Dowéinst wëlle mir de Leit déi néideg Mëttele bereetstellen, fir hiert Liewe fräi gestalten ze kënnen. Jidderee weess selwer, wéi en optimal schaffe kann a wat am beschte bei säi Liewensstil passt. Dowéinst sollen d'Salariéen och d'Méiglechkeet hunn, fir nëmmen Deelzäit ze schaffen, do wou et méiglech ass, no méi flexibelen Horairen ze schaffe respektiv méi vum Teletravail kënnen ze profitéieren. E Pilotprojet an der Fonction publique huet iwwregens am Teletravail ganz positiv Resultater gehat.

Zu Lëtzebuerg leeschten d'Salariéen am EU-Duerchschnëtt verhältnisméisseg vill Iwwerstonnen. 46 % ginn un, méi ze schaffen, wéi an hirem Kontrakt festgeluecht ass. Dowéinst si mir als Demokratesch Partei och der Meenung, datt d'Leit vu sougenannten „Zäitspuerkonte" solle Gebrauch maachen. Iwwerstonnen oder iwwerfällege Congé soll kënne gesammelt ginn an zu engem spéideren Zäitpunkt, nämlech wann een e wierklech gebrauche kann, genotzt ginn.

An eisem Walprogramm hate mir an dësem Zesummenhang och d'Aféiere vun enger järlecher Aarbechtszäit proposéiert. Dat ass besonnesch da praktesch, wann ee gäre méi laang vun der Aarbecht fräigestallt wëllt ginn, fir entweeder eng Weiderbildung oder eng länger Rees ze maachen. Dës Mesurë géifen net nëmmen d'Eegeverantwortung vun de Leit stäerken, mee si géife se och an hirer Selbstentwécklung ënnerstëtzen. Och dat ass e weesentlechen Aspekt, dee sech positiv op dat berufflecht Wuelbefannen auswierke kann.

Här President, d'Autonomie vun de Leit kann awer och duerch intern Reglementatioune vun den Entreprisë gestäerkt ginn. An enger Zäit, wou et a verschiddene Beruffssparten haut schonn oder an Zukunft Penurien an der Main d'œuvre ginn, wäerte sech déi Entreprisen demarkéieren an déi meeschte Mataarbechter unzéien, déi hire Salariéen déi interessantst Conciliatioun tëschent Vie privée a Vie professionnelle ubidden.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg schonn eng ganz Rei Entreprisen, déi hire Salariéë Flexibilitéit an interessant Aarbechtskonditioune bidden. Mat esou Mesuren droen och d'Employeuren zum Bien-être au travail vun hire Mataarbechter bäi.

Et ginn awer och Beruffssparten, bei deene Flexibilitéit méi schwéier oder souguer leider net ëmzesetzen ass. Ech denken do zum Beispill un den Horesca-Secteur, un eis Bäckeren, Metzler oder soss handwierklech Beruffer. Mir sollten och dës net vergiessen an hinnen näischt operleeën, wat si net ëmsetze kënnen.

Do wou flexibelt Schaffe méiglech ass, bréngt dëst och nëmmen da Virdeeler, wann et richteg ëmgesat gëtt. Déi intern Aarbechtsorganisatioun muss zum Deel staark ugepasst ginn an d'Personalféierung muss nei Methoden uwenden, fir e gutt Aarbechtsklima ze garantéieren. Och hei muss d'Politik den Entreprisen ënnert d'Äerm gräifen, si bei dëse Veränneerungen ënnerstëtzen an déi néideg Informatioune bereetstellen.

Engersäits muss de soziale Kontakt tëschent den Aarbechtskolleegen oprechterhale ginn, zum Beispill duerch gemeinsam Aktivitéiten. Anersäits setzt en autonoomt Schaffe vun de Salariéen eng effizient Kommunikatioun an eng kloer Definitioun vun den Aufgaben a Kompetenzfelder viraus. D'Lifelong-Learning-Plattform bitt dofir och Weiderbildungen un, déi sech mat genee dësem Sujet befaassen.

Eng kloer Kommunikatioun an nei Managementmethode kënnen och an den Entreprisen, wou et net méiglech ass, Teletravail ze notzen oder flexibel Aarbechtszäiten unzefroen, d'Zefriddenheet vun den Employéë verbesseren. Wichteg ass eng individuell Adaptatioun vun der Aarbechtsorganisatioun jee no Profill vun der Entreprise.

Am Ufank vu menger Ried hat ech d'mental Belaaschtung ernimmt. Intensive Stress iwwer laang Dauer huet en negativen Afloss op d'Wuelbefanne vun de Leit. Am schlëmmste Fall kënnt et zur Verschlechterung vum Gesondheetszoustand an et fale Leit aus. Stress op der Aarbecht ka ganz verschidden Ursaachen hunn: en héijen Aarbechtspensum ënner staarkem zäitlechen Drock, wat sech och zu engem Burnout entwéckele kann. E kann och vu Mobbing ausgoen oder der Angscht, seng Plaz ze verléieren an enger kompetitiver a globaliséierter Welt.

Psychosozial Risike ginn an der Aarbechtswelt an an der Politik ëmmer méi eescht geholl. Am Mee d'lescht Joer huet d'Weltgesondheetsorganisatioun de Burnout offiziell als Syndrom an den internationale Klassifikatiounssystem fir Krankheeten opgeholl.

Zu Lëtzebuerg kënne Leit, déi ënner Stress, Mobbing oder Burnout leiden, d'psychologesch Offer vun den aarbechtsmedezinnesche Gesondheetsservicer an Usproch huelen. D'Vereenegunge Stress ASBL a Mobbing ASBL, déi vum Staat kofinanzéiert sinn, informéieren, sensibiliséieren a bidde Preventiounsmoossnamen un. Zënter 2009 gëtt et och d'Convention relative au harcèlement et à la violence au travail, déi tëschent de Sozialpartner ausgehandelt gouf. Do ass festgehalen, datt den Employeur responsabel ass fir d'Sensibiliséierung an d'Preventioun a sengem Betrib, fir d'Gestioun am Fall, wou Mobbing virkënnt, souwéi fir d'Sanktiounen an de Schutz vu sengen Employéen.

An Zukunft muss et verstäerkt dorëms goen, d'Preventioun souwéi de Remboursement vu Berodungen an ambulanten an therapeutesche Behandlungen duerch d'Krankekeess auszebauen.

Am Déngschtleeschtungs- a Finanzsecteur ass d'mental Belaaschtung immens ausgeprägt. 2018 goufen hei 239 Fäll vu Burnout gezielt. Dat ass eng Hausse vu 37 % am Verglach mat 2017. D'Vereenegung fir Gesondheet op der Aarbechtsplaz an dësem Secteur huet de Programm „Phénix" agefouert, dee psychologesch Berodung a Behandlungen ubitt. Des Weidere gëtt en interdisziplinäre Preventiounsprogramm vum GesondheetsZentrum ugebueden.

D'Betriber kënnen hiren Deel dozou bäidroen, andeems se intern Aktiounspläng implementéieren, d'Managementmethoden optimiséieren, zum Beispill wat Feedback an Unerkennung ugeet, oder bei Konflikter op d'Mediatioun zréckgräifen. Sollt de Salarié sech no all dëse Moossnamen nach ëmmer net wuelspieren op senger Aarbecht oder d'Gefill hunn, net gehollef ze kréien, da misst d'Méiglechkeet bestoen ze demissionéieren, ouni Ängscht, a finanziell Schwieregkeeten ze geroden, ze hunn.

D'DP huet an hirem Walprogramm dofir proposéiert, datt jiddereen eemol a senger Karriär soll demissionéiere kënnen an trotzdeem de Chômage bezuelt kréien. Da kann een ouni finanziell Suergen no enger Aarbecht sichen, op där ee sech méi wuel spiert.

Ee wichtegen Aspekt hunn ech a menger Ried bis elo nach net ugeschwat. Dobäi verännert en d'Aart a Weis fir ze schaffe ganz grondleeënd. Gemengt ass natierlech déi véiert industriell Revolutioun oder d'Digitaliséierung vun eiser Aarbechtswelt. D'Veränneru ngen, déi duerch d'Digitaliséierung ugestouss ginn, si grouss Erausfuerderungen un eis Gesellschaft. Si geschéien esou séier, datt et schwiereg ass, sech u se unzepassen a mat de weideren Entwécklunge Schratt ze halen.

Obwuel mir déi nei Technologien oft gären unhuelen, well se eis a ville Beräicher vum Liewen d'Liewe méi einfach maachen, féiert et an der Aarbechtswelt bei ville Leit zu Veronsécherungen, well si sech Suerge maachen, net virbereet ze sinn an hir Plaz ze verléieren.

Dës Erausfuerderungen huele mir an der Demokratescher Partei ganz eescht. Mee mir erkennen awer och déi nei Chancen, déi sech presentéieren an déi der ganzer Gesellschaft zeguttkomme kënnen. Verschidden Aarbechtsplaze wäerte mat der Digitaliséierung verluer goen oder sech veränneren. Mee dat muss awer net bedeiten, datt sech fir déi betraffe Leit keng aner Opportunitéite bidden. Weider- oder Ëmbildunge wäerten dozou bäidroen, déi meescht Leit fir déi nei Ufuerderunge prett ze maachen.

2018 goufen zum Beispill Seminäre vum Aarbechtsministère a vum Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi au Luxembourg organiséiert, déi sech genau mat dësem Sujet befaasst hunn. Et kéint ee consideréieren, nach eng Kéier esou e Programm op d'Been ze stellen.

Nei Technologië kënnen och de Risiko vun Accidenter reduzéieren, wou vill kierperlech Aarbecht gefrot ass. Daachdecker notzen am Ausland zum Beispill Dronen, fir Diecher virun enger Sanéierung ze inspizéieren. Esou muss keen Handwierker op den Daach klammen a sech dem Risiko aussetzen, sech ze blesséieren.

Ech hat virdru scho gesot, datt d'Flexibiliséierung an der Aarbecht viraussetzt, datt eng gutt Kommunikatioun tëscht de Mataarbechter besteet. Kooperatioun, Ënnerstëtzung a Feedback musse weiderhi garantéiert bleiwen. D'Digitaliséierung bitt och hei Méiglechkeeten duerch ëmmer nei a méi performant Softwaren, sougenannten „Tools".

Gläichzäiteg musse mir natierlech derfir suergen, datt d'permanent Konnektivitéit an der Beruffswelt net onverhältnismëisseg zouhëlt. Sou géif de Stress, deen duerch d'Flexibiliséierung ofgebaut gi wär, op eng aner Manéier erëm nei entstoen. D'Recht op Deconnexioun wäert dofir agefouert ginn, fir dësem Risiko entgéintzewierken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbechtswelt an d'Gesellschaft sinn an engem permanente Wandel. Do ass et schwiereg, allen Erwaardungen a Wënsch gerecht ze ginn. D'Demokratesch Partei ass awer der Meenung, datt een d'Zefriddenheet op der Aarbecht virun allem da verbessere kann, wann een de Leit déi néideg Mëttelen an d'Hand gëtt, fir hiert Aarbechtsëmfeld sou gutt et geet selwer matzegestalten. Schliisslech ass all Mënsch eenzegaarteg a blitt an ënnerschiddleche Konditiounen op. Déi eng schaffe gären eleng doheem, déi aner fille sech wuel an engem grousse Büro, ëmgi vun Aarbechtskolleegen. Et gi Leit, déi schaffe léiwer moies, anerer sinn Nuetseilen.

D'Digitaliséierung, d'Flexibiliséierung, de Congé parental, d'gratis Kannerbetreiung, Weider- an Ëmbildunge sinn alles Hëllefsmëttel, déi vill Positives bewierke kënnen, wa se richteg agesat ginn. Innovativ Entreprisen hunn hei e wichtege Rôle ze spillen. Eng effizient Kommunikatioun, konstruktive Feedback, Unerkennung vu gudder Aarbecht an e Matsproocherecht bei der Aarbechtsorganisatioun maachen eng Entreprise net nëmmen attraktiv fir nei Talenter. Ee Betrib, dee sech dëst zu Häerz hëlt, baut e Vertrauensverhältnis mat sengen Employéen op a suergt fir e gutt Aarbechtsklima, wou d'Leit gäre bleiwen. Esou kann een d'Zefriddenheet op der Aarbecht verbesseren. An dat kënnt dann net nëmmen dem Eenzelnen zegutt, mee och eise Betriber an eisem ganze Land. An dobäi wäert d'DP si ganz aktiv begleeden.

Ech wëll dem Marc Spautz Merci soe fir seng Interpellatioun an ech soen Iech an engems Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Wochen hate mer hei an der Chamber eng Partie Debaten iwwert d'Aarmut an iwwert de PIB du bien-être. A wann een och nach de Rapport iwwert de Budget mat derbäihëlt, ass et vill iwwert de PIB gaangen, an haut jo och erëm. An de Marc Spautz huet dat jo och virdru gesot.

„Les nouveaux pauvres" war den Titel vun engem rezenten Theemenowend op ARTE iwwert de Phenomeen vun de Working Poor. An deen huet op eng ganz frappant Aart a Weis gewisen, wat eng exzessiv Dereguléierung a Liberaliséierung vum Aarbechtsrecht fir Auswüchs mat sech brëngt: déi sougenannt „nei Aarbechtsformen", „le travail atypique", wat vläicht net esou schlëmm kléngt, a Realitéit awer e Synonym ass fir prekär, onsécher Aarbechtsverhältnisser, Leit mat Zäitkontrakter, déi ënner Plattformaarbecht mat Nullstonnekontrakter oder als falsch Independantë schaffen, déi permanent mussen op Abruf bereet sinn, nëmme bezuelt ginn, wa se schaffen, ouni Recht op Congé, ouni Recht op Krankegeld, sech selwer musse sozial ofsécheren - Maladie, Accident a Pensioun - an natierlech och nach hiert Aarbechtsmaterial selwer organiséieren a finanzéieren. An dat Ganzt déi meescht Zäit och nach zu engem Hongerloun!

Als Sozialist sinn dat Situatiounen a Verhältnisser, déi mech revoltéieren. Jo, ech weess, dass den Theema vun dëser Interpellatioun haut de Bien-être au travail ass, mee et ass ganz kloer esou, dass d'Sécherheet vun der Aarbechtssituatioun, eng gutt sozial Ofsécherung an d'Bezuelen och Facteure sinn, déi e staarken Afloss hunn op de Bien-être au travail.

Et gëtt esou munches, wat verbesserungsfäeg ass zu Lëtzebuerg. Mee wat den Travail atypique ugeet, muss ech soen, dass ech frou sinn, dass dat hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis e Randphenomeen ass. Lëtzebuerg huet säin Aarbechtsrecht net liberaliséiert an net dereguléiert. An dat ass och gutt esou!

Zu Lëtzebuerg bleift en onbefristete Kontrakt, den CDI, d'Reegel. Wéi de „Rapport travail et cohésion sociale" vum Statec vun 2019 gewisen huet, schaffen nëmmen 10 % vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg ënner CDD, also mat engem befristete Kontrakt. Dass den Taux esou niddreg ass, dat läit net zulescht un eiser strenger Gesetzeslag. Effektiv limitéiert eise Code du travail d'Praxis vun Zäitkontrakter op eng Rei ganz prezis Situatiounen. Dass den Taux esou niddreg ass an dass an deem Beräich esou streng Bestëmmunge gëllen, dofir huet d'LSAP sech an de leschte Joren a Joerzéngte staarkgemaach. Dat wëll ech hei behaapten: Dat kënne mir als LSAP eis ouni ze zécken op de Fändel schreiwen.

Fir déi 10 %, déi ënner Zäitkontrakt schaffen, ass dat natierlech e schwaachen Trouscht. Deen Taux weist iwwert déi lescht Jore leider och eng Tendenz no uewe bei eis un, an am meeschte betraff vun deem Zouwuess sinn d'Grenzgänger. An et verwonnert eigentlech net, dass Leit, déi vum Travail temporaire betraff sinn, méi engem groussen Aarmutsrisiko ausgesat sinn - 26,4 % - wéi d'Salariéen, déi en CDI hunn. Dat sinn „nëmmen" - nëmmen ënner Gänseféiserchen - 15 %. Dat steet och am „Rapport travail et cohésion sociale" vun 2019. A fir si musse mir och weider derfir suergen, dass sech hir Situatioun verbessert. Dozou méi spéit nach e puer Wuert.

Wat d'Flexibiliséierung ugeet, hu mir als LSAP och derfir gesuergt, dass dat net eesäiteg passéiere kann. Bei der Reform vun der Aarbechtszäitorganisatioun am PAN-Gesetz ënnert dem Nicolas Schmit als Aarbechtsminister an och viru Kuerzem nach ënnert dem Dan Kersch als Aarbechtsminister war et dofir evident, dass bei Uwendung vun enger méi laanger Referenzperiod wéi ee Mount, par rapport zu där den Duerchschnëtt vu 40 Stonne gerechent gëtt, och zousätzlech Avantagen a Form vun zousätzleche Congésdeeg fir d'Salariéë missten d'Contrepartie sinn.

Mir mussen eis bewosst sinn, an dat huet engem den Documentaire iwwer „Les nouveaux pauvres" nach eemol virun Ae gefouert: E gutt an e staarkt Aarbechts- a Sozialrecht ass leider keng Selbstverständlechkeet. Et ass keen Acquis, op deen ee sech ze vill sollt verloossen, well et wäert ëmmer an ëmmer erëm Tendenze gi fir ze dereguléieren, mat dem Argument, dass dat si muss, fir dass d'Produktivitéit weider klammen, d'Kompetitivitéit weider zouhuelen an eis Ekonomie weider wuesse kann.

D'LSAP wäert och weider derfir astoen, fir d'Kollektivvertragswiesen ze stäerken, fir dass et staark Personalvertriedunge gëtt, déi hiert Wuert ze soen hunn, fir d'Rechter vun de Salariéë virunzebréngen, ze schützen an ze stäerken.

D'LSAP wäert weider d'Aarbechts- an d'Sozialrecht stäerken, ausbauen an upassen, fir dass och Mënschen, déi ënnert de sougenannten „neien Aarbechtsforme" schaffen, ofgeséchert sinn, voire Mindestloun, Maladie, Accident a Pensiounen. An deem Beräich musse staark Contrainten a Konditioune gëllen. Et gëtt do kee Wee derlaanscht fir eis. An am beschte soll dat am europäesche Kader geschéien, an do sinn déi Initiative vum EU-Kommissär Nicolas Schmit och déi richteg, fir de Mindestloun an der EU anzeféieren, an dat muss och weidergoen.

Fir eis als LSAP ass et net ze akzeptéieren, dass Mënschen, déi schaffen, duerch esou Aarbechtsverhältnisser an ëmmer méi prekär Liewenssituatioune kommen, dass et fir si nach vill méi onméiglech gëtt wéi fir anerer, e Logement ze fannen, dass si keen Zougang zu medezinnescher Versuergung hunn an dass si och am Alter trotz liewenslaanger Aarbecht zum Sozialfall ginn. Dat ass fir eis inakzeptabel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht ass Source de revenu fir d'Besoins primaires an d'Besoins secondaires kënnen adequat ofzedecken. Vill an haart schaffen, fir e bëssen uerdentlech kënnen ze liewen, dat ass haut net méi. Et ass net méi am Zäitgeescht, fir sech e Liewe laang ze kristillegen op der Aarbecht an dann och nach musse Merci ze soen, dass een esou duerf liewen. Et muss een net säi ganzt Liewe laang Buusse tun, an d'Aarbecht an och nach aner Saachen am Liewen duerfen och Spaass maachen. An et duerf, jo, et soll ee sech op senger Aarbechtsplaz och kënne wuelfillen. Wuelbefannen an Aarbecht, dat ass net onbedéngt eng Kontradiktioun.

Idealerweis soll engem d'Aarbecht fir d'éischt emol erméiglechen, fir decemment kënnen ze liewen. Dat ass leider net ëmmer de Fall. Dofir huet d'LSAP sech och agesat fir fair an adequat Léin. D'Augmentatioun vun 100 Euro fir de Mindestloun op eis Initiativ war e wichtegen a richtege Schratt an déi Richtung. An och bei der nächster Steierreform mussen Niddregléin weider entlaascht ginn. Dofir wäerte mir als LSAP an och dës ganz Koalitioun scho suergen!

Aarbecht soll - op d'mannst idealerweis - awer och sënnstëftend sinn. Am beschte Fall kann eng gutt Aarbecht eisem Liewe Sënn ginn, wa mir eis zesumme mat anere Mënsche fir eng Cause, fir en Zil oder fir e Projet asetzen, wa mir mat aneren zesummen un enger oder fir eng Saach schaffen, un déi mer gleewen. An deem Fall kann ee sech als Deel vun engem Ganze gesinn a fillen, an dat kann och extreem opbauend sinn.

Am Rapport „Quality of Work" vun 2018 soten een Drëttel vun de Befroten, dass d'Aarbecht fir si de gréissten Deel vun der Zefriddenheet an hirem Liewen ass. 45 % hunn uginn, dass d'Aarbecht op d'mannst deelweis zu hirer Entfalung bäidréit. Net dass mer eis falsch verstinn: D'Aarbecht ass sécherlech net alles am Liewen, ganz kloer net. Eng Rei tragesch Evenementer hei an eisem Ëmfeld an där leschter Zäit hunn eis drun erënnert, dass et nach vill aner a vill méi wichteg Saachen am Liewe gëtt an dass mir och dat net solle vergiessen. Mee ech mengen, wann et engem op der Aarbecht gutt geet, wann d'Aarbecht nach kann zum Wuelbefanne bäidroen, dann hëlleft dat awer scho ganz vill.

Leider ass dat an der Realitéit awer allze oft net de Fall. An do ass d'Fro dann och, wat mer kënne maachen, fir dass d'Wuelbefannen op der Aarbecht eropgeet. Et si vill Facteuren, déi dorobber Afloss hunn:

Sou dat sakrosankt Produktivitéitsgebot - de Mënsch a seng Aarbecht ginn dacks reng als Produktiounsfacteur consideréiert, Taylorism léisst gréissen! De Mënsch gëtt net méi gesinn; e Mënsch ass net ëmmer d'selwecht produktiv, net ëmmer d'selwecht gutt drop an net ëmmer d'selwecht gutt a Form. Et ginn Ups an Downs. Et muss een dem Mënsch och zougestoen, dass en emol eng Kéier manner gutt drop ass. Mënsche si keng Maschinnen a si hu Phasen, wou se besser a méi schaffe wéi an aneren, Phasen, wou ee méi séier ass, an och Phasen, wou ee méi lues ass, wou een dann awer vläicht méi an d'Déift ka goen, wou een Knowhow an Experienz kann opbauen a wou een deen Knowhow an déi Experienz och ka viruginn. D'Produktivitéitsgebot baut just Drock op an dee ka liicht kontraproduktiv sinn.

D'Digitalisatioun, esou vill Chancë se och mat sech brëngt an esou vill se kann d'Aarbecht an och d'Beruffsofleef erliichteren, ass awer och gläichzäiteg e Facteur, mat deem vill negativ Aflëss verbonne sinn. Duerch d'Digitalisatioun ass alles méi séier a méi dicht ginn. Mir sinn dacks wéi gedriwwen: Mir mussen ëmmer méi maachen a virun allem ëmmer méi séier. Et gëtt eng Verdichtung vun der Aarbecht. Am „Quality of Work Index" 2019 hunn 43 % vun de Befrote gesot, si hätte reegelméisseg d'Impressioun, dass se eng Course géint d'Zäit musse maachen. 31 % fille sech gestresst op der Aarbecht a 46 % ginn un, dass se reegelméisseg Iwwerstonne maache mussen.

Derbäi kënnt dann, dass d'Grenzen tëschent berufflechem a privatem Liewe verschwammen. De Marc Spautz ass och schonn dorobber agaangen. Et ass och eng Belaaschtung, wann een ëmmer muss erreechbar sinn, och ausserhalb vun der Aarbechtszäit. Ech denken, dass een dat iergendwéi agrenze muss an och reegele muss. An ech kommen och dorobber nach eng Kéier méi spéit zréck.

D'Digitaliséierung baut och nach zousätzlech Drock op, well vill schaffend Leit am Hannerkapp hunn, dass hir Aarbecht, hir Aarbechtsplaz sech an enger méi oder manner noer Zukunft wäert komplett veränneren a vläicht och ganz ka verschwannen. Dat si Virgäng, déi vill Aarbechtsofleef an der Digitaliséierung och wäerte vereinfachen an déi zu engem groussen Deel net opzehale sinn. Nach suerge se deelweis och fir grouss Onsécherheet an et muss een och kucken, dass een déi schaffend Leit virbereet, se begleet an hinnen hëlleft, fir dass se den Uschloss hei net verpassen.

Drock a Stress féiert dann och ganz oft zu Burnout an Depressiounen, mee och am Allgemengen zu méi Ufällegkeet fir Krankheeten, Viren an aner Beschwerden. D'psychesch Gesondheet a Krankheet, déi gëtt och vill ze wéineg an Uecht geholl a consideréiert. Wann een

en Aarm oder e Bee gebrach huet, da gesteet een engem zou, dass e krank ass. Mee ass ee psychesch ënner Drock oder ënner Stress, da kann een och dowéinst krank ginn. Dofir muss een och do de Leit hëllefen, fir aus där Situatioun erauszekommen. An da kann een och an da soll een haaptsächlech och preventiv schaffen. Do kann ee ganz vill op deem Punkt maachen.

Konkurrenz an Individualismus suergen och fir Drock, fir Stress an och ganz oft, et ass schonn ugeschwat ginn, fir Mobbing. An do muss een och konsequent dergéint virgoen. Am Regierungsaccord steet: « Un projet de loi sur la prévention du harcèlement moral sera déposé dans les meilleurs délais. » Doru gëtt geschafft. A vläicht kann de Minister eis jo och nach dozou, zum Mobbing, e puer Wuert soen.

De Marc Spautz huet a senger Demande och de Sujet vum Absenteisme erwäänt. Dat ass eng Diskussioun, bei där ech ëmmer awer e bësse Bauchwéi kréien. Et gi sécherlech schwaarz Schof an et muss ee sech och Moyene ginn, fir de Mëssbrauch ze verhënneren. Ech ginn awer emol dovun aus, dass déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi schaffe ginn, éierlech sinn an dass se och wierklech krank sinn, wa se sech krank mellen. An ech fannen och, dass een net soll eng Legislatioun dorobber ausriichten, fir nëmmen déi schwaarz Schof erauszepicken. Well domadder géif een nëmmen déi Leit penaliséieren, déi wierklech krank sinn.

An et bréngt och näischt, wa Leit sech krank fillen a wa Leit krank sinn, dass se sech op de Büro schleefen. Et kann een dovun ausgoen, dass déi Leit, déi krank sinn, dann och net esou gutt schaffen, dass hinne Feeler ënnerlafen, dass se manner produktiv sinn, dass se riskéieren, deemno wéi eng Krankheet se hunn, déi ze verschleefen, dass se dann doduerch och eng méi schlëmm Krankheet kréien an och nach hir Kolleegen a Kolleeginnen ustiechen.

Dee Phenomeen ass awer allem Uschäin no net esou seelen, well et gëtt eng Etüd vun der AOK vun 2018, dass 21 % vun de Leit an dem Joer 2018, wéi se krank waren, awer viru schaffe gaange sinn, géint de Rot vun hirem Dokter. Et kann een dovun ausgoen, dass dat zu Lëtzebuerg net anescht ass. An dee selwechte Rapport weist interessanterweis, dass Mënschen, déi zefridde sinn a sech wuelfillen op hirer Aarbecht, manner oft krank si wéi déi Leit, wou dat net de Fall ass.

Wat muss een ännneren? Wat brauch ee fir méi Bien-être op der Aarbecht? Bon, wéi scho virdrun erwäänt, gutt Aarbechtskonditiounen, stabill Aarbechtsverhältnisser, e staarkt Aarbechts- a Sozialrecht droe sécher derzou bäi. Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht ass den A an O, d'Regierung huet dat erkannt an d'Verbesserunge vun der Gesondheet an der Sécherheet op der Aarbecht als Prioritéit genannt. „Zéro accident de travail" ass hei eng Strategie an duerfir brauche mer och eng gestäerkt ITM. Och do mussen d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheetsvirschrëften agehale ginn, an duerfir ass d'ITM déi richteg Plaz.

Mir brauchen och en anert Bewosstsi fir d'Relatioun tëschent de Mënschen op der Aarbecht. Gestion des ressources humaines, dat muss méi si wéi nëmme Paien ausrechnen.

Bei Ëmfroe koum eraus, dass och, mee net nëmmen eleng d'Pai oder d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz maachen, dass et engem gutt geet op der Aarbecht, mee och an zu engem ganz groussen Deel e gutt Aarbechtsklima, gutt Relatiounen tëschent den Aarbechtskolleegen, mat de Virgesetzten, eng gutt Kommunikatioun, wéi de Marc Spautz och gesot huet, dass engem seng Meenung gefrot an och gehéiert gëtt, dass ee valoriséiert gëtt an dass een Unerkennung kritt.

Et kann een d'Salariéen och net bis zum leschten ausquetschen an auslaaschten, soss bleift och keng Zäit an Energie méi fir Initiativ a fir Kreativitéit.

All dës Facteure wierke sech, wéi virdru schonns erwäänt, positiv op d'Wuelbefannen an domadder och op d'Motivatioun vun de Mataarbechter aus. Si sinn doduerch manner krank a sécher och éischter bereet, sech ze engagéieren an hiert Bescht ze ginn. An deem Sënn ass net kontinuéierlech méi, mee am Allgemenge manner Drock, dee sech positiv op d'Aarbecht auswierkt.

An heiansdo sollt een d'Mataarbechter och emol einfach froen, wat se wëllen a wat se brauchen, fir sech besser op der Aarbechtsplaz ze fillen. Verschidde grouss Entreprisen hu speziell Rouraim. Vill Mataarbechter appreciéieren och d'Geleeënheet, an der Paus emol dat ze maachen, wat se wëllen, Sport ze maachen, an duerfir muss een och Vestiären an Duschen hunn. Gréisser Entreprisë sollten och vläicht iwwerleeën, eng Crèche anzeriichten, well och dat gehéiert zum Wuelbefanne vun de Leit.

(Interruption)

Une voix.- Jo, jo.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Gréisser Entreprisen, hunn ech gesot.

(Brouhaha)

An och e gudden Zougang zur Formatioun vum Lifelong Learning ass net nëmmen am Zesummenhang mat der Digitaliséierung en absolutte Must, mee hëlleft och dem Mataarbechter, fir sech weiderzebilden a seng Aarbecht besser kënnen ze maachen.

Positiv gëtt awer och empfonnt, wann d'Aarbechtszäit, d'Gestioun an d'Organisatioun engem entgéintkënnt. Beim „Quality of Work Index 2019" soten 43 % vun de Befroten, dass si Problemer hätten, fir hiert Familljeliewen an hiert Beruffsliewe mateneen ze vereinbaren. 2014, also fënnef Joer virdrun, waren et just 30 %. Elo sinn et der schonn 43 %.

D'Flexibilitéit bei der Aarbechtszäitorganisatioun kann eng Win-win-Situatioun sinn, Employeuren a Salariéë kënnen dobäi gewannen, wa séchergestallt ass, dass d'Besoine vun deene béide Säiten och zum Zuch kommen. An dat kann dann och duerch zousätzlech Virdeeler a Form vu Congésdeeg bei méi laange Referenzperiode geschéien. An do muss awer och geséchert sinn, dass den Droit à la déconnexion geséchert ass.

Déi aktuell Regierung huet fir eng éischt Aarbechtszäitverkierzung gesuergt duerch en zousätzleche Congésdag an en zousätzleche Feierdag. Mee mir sinn als LSAP awer och der Iwwerzeegung, dass d'40-Stonne-Woch net a Stee gemeesselt ass. Eng ganz Partie Projeten am Ausland hu gewisen, dass ee mat manner Stonne pro Dag oder pro Woch, mat awer voller Pai natierlech, dee selwechten Aarbechtspensum erleedege kann an awer méi zefridde si kann.

An de Regierungsaccord, dee gesäit och vir, dass Diskussioune mat de Sozialpartner solle gefouert ginn iwwert d'Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit an e Recht op Deelzäit aus familiäre Grënn mat der Méiglechkeet, fir duerno nees zréck a Vollzäit ze goen. Ech si frou, dass d'Carole Hartmann vun der DP dat beim Congé parental gesot huet wéi och beim Recht op Deelzäit, wat eng Fuerderung vun der LSAP war. An ech fannen et gutt, dass mer do un engem Strang zéien an och kucken, fir da Kompensatiounen ze fanne fir déi feelend Zäit beim Pensiounsrecht, fir eis dann och do zesummen anzesetzen.

Och den Teletravail ka ganz positiv Aspekter hunn. Eng Gemeng, déi ech gutt kennen, huet dat als Pilotprojet agefouert, a mir si vun den éischte Konklusiounen do ganz positiv iwwerrascht.

De Marc Spautz huet och vun der „churn rate", vun der Abwanderungsquot geschwat. Jo, eng Entreprise brauch nei Mataarbechter, et ass awer net gutt, wann op anere Plazen op eemol ganz vill Leit géife fortgoen an nach just d'Hallschent vun deene Leit do wär, déi Erfarung hunn. Do muss een e gudde Mix fannen tëschent Leit, déi Erfarung hunn, an tëschent den neie Leit, déi eng Entreprise brauch. Och do musse mer kucken, an der Politique des âges virunzekommen. Och dat ass wichteg, dass mer déi Memoire, déi mer an engem Betrib hunn, erhalen, dass mer déi Experienz halen an dass mer awer och nei Elementer kënnen do mat erabréngen.

Ech kommen zur Konklusioun. De Bien-être au travail ass keen „nice to have", mee eminent wichteg, souwuel fir d'Salariéë wéi och, an dat soll och eng Kéier hei kloer gesot ginn, fir d'Patronen. Mir hunn ënner LSAP-Impuls vill hei gemaach, mee mir brauche méi Opmierksamkeet a weider Efforten, fir déi verschidde Beräicher, déi mam Wuelbefannen op der Aarbecht ze dinn hunn, nach kënnen ze verbesseren.

D'Wuelbefannen op der Aarbecht, dat ass en Defi, deen all eenzelne Mënsch betrëfft. Dat ass e Facteur, deen d'Santé publique betrëfft, an et ass och e Facteur vu Kompetitivitéit. Méi Opmierksamkeet a Moyene fir d'Wuelbefannen op der Aarbecht, dobäi hu mer alleguerten ze wannen. A wann d'LSAP, d'Lëtzebuerger sozialistesch Partei vun der Aarbecht, sech net derfir asetzt, da wäre mer hei feel op der Plaz.

Ech géif dem Marc Spautz Merci soe fir déi Interpellatioun. Ech géif em och Merci soe fir déi Motioun, déi mer heimadder, well mer se och ënnerschriwwen hunn, géifen ënnerstëtzen, an em och nach eng Kéier Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi en un déi Motioun hei erugaangen ass. Dat ass déi richteg Aart a Weis. Esou kréie mer hei keen 31:29, mee warscheinlech eng ganz grouss Majoritéit.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier Merci un d'Interpellante vun der CSV, déi eis déi lescht Wochen d'Geleeënheet ginn hunn, iwwer gesellschaftspolitesch Theemen hei am Land ze schwätzen.

E Land, deem et gutt geet, ass e Land, wou et de Mënschen, déi an deem Land liewen, gutt geet. An esou laang dat net fir d'Leit all de Fall ass, hu mer nach vill Verantwortung, fir dat ze änneren. Ech mengen, dat ass ëmmer méi e Konsens ginn déi lescht Wochen an den Debatten hei an der Chamber. Ech freeë mech doriwwer.

Meng Virriedner hunn elo vill Theeme behandelt wéi Digitalisatioun, Work-Life-Balance, Teletravail, Santé au travail a Burnout. Do ginn ech elo weider net drop an, obschonn ech beim Burnout aus perséinlecher Erfarung kéint schwätzen.

Bei de Grénge gëtt et zënter laange Joren an der Fraktioun d'35-Stonne-Woch bei vollem Loun. Mir passen och gutt drop op, dass d'Mataarbechter net ze vill Iwwerstonne maache respektiv matschleefen. Mir sinn och ëmmer op an der Fraktioun fir d'Demandë vun Deelzäitaarbecht, fir dass d'Pappen an d'Mammen hiert Aarbechts- a Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- D'Schicksalsschléi aus de leschten zwee Joer hu bei eis natierlech Alarm ausgeléist an d'Fro vum Wuelbefannen ass eng Prioritéit. Mir schaffen un engem Plang vu preventive Moossname fir d'Mataarbechter an d'Deputéiert, fir se vun ongesondem Stress ze befreien a soss fit ze maachen, fir mat Stress ëmzegoen a virun allem fir gesond ze liewen, souwuel physesch wéi mental.

Hei nach en Zitat aus engem Interview vum „Lëtzebuerger Wort" vum Psychotherapeut Gilles Michaux dëser Deeg iwwert de Stress bei Politiker: « La profession d'homme politique génère sans aucun doute de plus en plus de stress. Nombreux […] sont ceux […] qui ne parviennent plus à gérer leur agenda comme ils l'entendent, et deviennent ainsi » - de Marc Spautz huet et ugedeit - « prisonniers du calendrier de leurs rendez-vous. De plus, les élus sont aujourd'hui plus que jamais exposés sous les feux de la rampe ; ils doivent toujours veiller à peser consciencieusement chaque mot prononcé, sans quoi la tempête médiatique pourrait les emporter.

Au cours d'une négociation ou dans un dossier délicat, il peut arriver que la personne concernée doive réprimer des émotions négatives de plus en plus puissantes, tout en continuant à donner une image positive à l'extérieur. Cette dualité ne peut pas durer longtemps, et conduit à un moment donné à l'épuisement émotionnel. » An da seet en zum Schluss: « Les politiciens restent aussi avant tout des êtres humains. » Esou vill fir pro domo.

D'Haaptindicateuren, et ass gesot ginn, aus dem Work-Life-Monitor vun der Salariatskummer sinn net nëmme stabel an de leschte Joren, mee se sinn dat och op héijem Niveau. Dat soll ee soen. Ech schwätze vum Zefriddenheetsgrad a vun der Aschätzung vum Wuelbefannen.

Dat ass natierlech eng positiv Erkenntnis, dat solle mer wierklech am Hannerkapp hunn, wa mer vun de Problemer schwätzen. Mee d'Indicateuren iwwert d'physesch Gesondheet op der Aarbecht si weesentlech méi niddreg, okay, mee se sinn an enger negativer Dynamik, an déi, déi et trëfft, leiden, an hir Familljе mat.

Mir kënne kurativ dorunner erugoen, dat solle mer och onbedéngt. All Initiativen an deem Sënn si gutt. Mee dat léist awer net de Kär vum Problem.

De Franz Fayot, eisen Ex-Chamberskolleeg an neie Wirtschaftsminister, huet et op de Punkt bruecht d'lescht Woch hei op dësem Pult um Enn vun der Diskussioun iwwert de PIBien-être, wéi hie vu sënnvoller Aarbecht geschwat huet, Aarbecht, déi Sënn huet a Sënn mécht, meng Virriedner hunn dat och schonn ugedeit.

De Mënsch brauch nieft senger wuelverdéngter Pai op der Aarbecht och d'Gefill, dass hie sënnvoll an nëtzlech Aarbecht leescht an dofir respektéiert gëtt. D'Wirtschaft ass do fir de Mënsch an net ëmgekéiert.

An dee selwechte Mënsch soll geféiert, begleet gi vun anere Mënschen op der Aarbecht an net gemanaged oder geréiert ginn. „Gestion des ressources humaines", wéi kléngt dat! De Mataarbechter am Betrib managed een net, nee, et ass e Mënsch, deen een eescht hëlt.

Mir liewen an enger Gesellschaft, wou mer eis zwar net exklusiv, mee ganz weesentlech iwwert d'Aarbecht definéieren, jiddweree sech selwer, mee et ass awer och de Brëll, mat deem mer op deen anere kucken. Wat méchs de? Wou schaffs de? Wat ass däi Plang?

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, wat bis elo net gemaach ginn ass, wéi schwiereg et ass fir déi Mënschen am Chômage, fir déi, déi keng Aarbecht hunn. Dat ass am Fong eng Aart „double peine": kee geséchert Akommes a weesentlech manner Unerkennung.

Glécklecherweis ännert dat sech, well jiddweree mëttlerweil Frënn oder Famill huet - oder selwer am Fall war -, déi hir Aarbecht verluer hunn oder nach keng Aarbecht hunn, wéi munnech vun eise Jonken, oder laang op der Sich sinn. Hinnen hiert Wuelbefannen ass warscheinlech zimmlech geréng.

Interessant ass, wéi d'Englänner doriwwer schwätze bei engem Chômeur, enfin oft. Si schwätze vun enger Persoun zwëschent zwou Aarbechtsplazen, „between jobs". Dat ass awer och eng Verdäitlechung am Sproochgebrauch, wéi de soziale Stigma iwwert dem Chômeur hänkt.

De Sënn vun der Aarbecht, hunn ech scho gesot, ass e weesentleche Facteur vum Bien-être au travail. Virun allem fir déi nei Generatioun, d'Generatioun Y, gëtt dëse Facteur ëmmer méi wichteg. Si wëllen net nëmmen eng Aarbecht, déi Sécherheet an e gereegelt Akommes bitt. Si wëlle virun allem eppes maachen, wat e positiven Impakt an der Gesellschaft huet.

Am Kader vun enger europäescher Etüd 2017 vu YoungCapital mat der Uni Utrecht hunn zwee Drëttel vun de Jonken tëschent 17 a 36 Joer gesot, en interessanten Job wär hinne weesentlech méi wichteg wéi en Topgehalt. Zwee Drëttel kucken och méi genee, wéi de Betrib sech behëlt, wat deem seng sozial Verantwortung ugeet.

An et ass interessant, an do wäerte mer eis och nach an der Kommissioun dermat befaassen, dass sechs vun zéng soen, si hätte léiwer en CDD, also en zäitbegrenzte Vertrag, wéi en definitive Kontrakt. Ze hannerfroen! Als Grond awer an där Ëmfro koum eraus, fir sech definitiv net a jonke Jore brauchen ze bannen.

De Finanz- an Assurancësecteur ass mat ee vun deene Secteuren, wou de Bien-être au travail zu Lëtzebuerg am déifsten ass, an dat obwuel et e Secteur ass, deen déck bezuelt ass. D'Personalcheffen aus de Banken, déi kënnen Iech e Liddchen dervu sangen, wéi schwiereg et ginn ass, no de Jore vun der Finanzkris, no 2008 iwwerhaapt nach Leit ze fannen, fir bei si schaffen ze kommen. D'Vertrauen an de Secteur war definitiv gebrach a bleift beschiedegt.

D'Big Four hunn hir Astellungspolitik misse komplett änneren an de leschte Joren. Soss hu si sech déi Jonk erausgesicht, fir net ze soen erausgepickt, déi bei si sollten an d'Mille schaffe kommen. Elo sichen déi Jonk sech eraus, bei wie si an de Secteur schaffe ginn.

Just d'Situatioun bei de Businessaffekoten-Etüden, do ass et nach esou, dass déi Jonk do musse Schlaang stoen, fir ënnerdaach ze kommen.

2004 hunn ech schonn ugefaang, mech mat deenen Theeme vu Mataarbechter a Wuelbefannen auserneenzesetzen, berufflech. Ech soen Iech elo zwee Beispiller, déi all public gemaach goufe sengerzäit.

2004 huet d'ABBL en neie Kollektivvertrag ausgehandelt am Bankesecteur. Dee jëtzege President vum Conseil économique et social, de Jean-Jacques Rommes, war deemools Direkter do. Hie wollt wëssen, wat d'Suerge vun de Leit am Secteur waren, déi do schaffen. Wat ass erauskomm? Weider Fuerderungen no méi Congé oder Geld? Nee, do huet de Schong wierklech net gedréckt.

E Smartphone gouf et nach net, mee et war d'Zäit vun de Mailen, deene berüümte Mailen. D'Salariéen hunn deemools kloer ausgedréckt, dass se an eng nei Aarbechtsorganisatioun a -kultur wéilten, wou e respektvollen Ëmgang wär, deen amgaang war, verluer ze goen, wou si autonom kéinten hir Aarbecht organiséieren. An et war am Fong den Ufank vun deem, wat mir haut ënnert der Problematik vum Droit à la déconnexion gesinn.

D'Mataarbechter hu méi Vertrauen a manner Kontroll vun hire groussen a ville klenge Cheffe gefuerdert. Et wär och déi legitimm Fuerderung no engem léiwe Merci, no engem Feedback op dat, wat ee richteg oder net esou richteg mécht. An anere Wierder, d'Fuerderung

vun engem mënschlechen Ëmgang, fir sech wuelzefillen.

2012 war ech berufflech aktiv am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlungen am Bausecteur. Ech erënnere mech nach drun, et war eng richteg spannend Geschicht. Et ass virun allem iwwer Flexibilitéit - muncher vun Iech wëssen dat - a Paie gaangen, notamment méi am Summer ze schaffen a manner am Wanter. Et ass e Secteur, deen net topp bezuelt gëtt, an d'Leit soen dat och.

Mee et ass e Secteur, wou d'Adhesioun, d'Zougehéieregkeetsgefill zum Betrib déi héchsten ass, déi ech jee gemooss hunn, a wierklech sensibel méi grouss.

Do gëtt et fënnef Indicateuren: Bass de zefridden op der Aarbecht? Géifs de engem roden, dohinner ze goen? Géifs de nach eng Kéier do ufänken? Wéi ass d'Motivatioun vun de Kolleegen? A wéi geet et dem Betrib, déi ekonomesch Bewäertung?

Firwat ass d'Zougehéieregkeetsgefill esou héich? Ma ganz einfach. Et gëtt Ekippegeescht, et gëtt kleng Strukturen, et ass Respekt do, Consideratioun vun de private Suerge vun den Aarbechter, Chef-d'équippen, déi mat de Leit kënnen ëmgoen, déi am Fong Leader sinn an déi dat Vertrauen och vun hire Patrone kréien, fir hir Ekipp autonom ze leeden.

A schlussendlech - dee Benefiss huet net jiddweree vun eis -: Wann Der op engem Chantier schafft, da gesitt Der och, wat Der geleescht hutt, wat Dir kënnt a wat nëtzlech a sënnvoll Aarbecht ass. Ech woen ze soen, dass dat och fir d'ganz Handwierksbetriber gëllt, no den Echoen, déi ech aus deem Secteur hunn.

Dofir wëll ech och vun hei aus all de Jonken, déi sech grad froen, a wéi eng Richtung se solle goen, soen, sech ze trauen, an d'Handwierk ze goen, wa se domadder iergendwéi eppes um Hutt hunn. An ech wéilt virun allem hir Elteren encouragéieren, hir Kanner dobäi ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Et ass e Secteur mat Zukunft, wat d'Aarbechtsplazen ugeet, a wou Der e Sënn an Ärer Aarbecht fannt a wou Är Jugend frou gëtt. Donieft, aus gréngem Mond net ze verkennen, ass et och e Secteur, deen an der Energietransitioun eng weesentlech Roll wäert spillen an an deem Sënn och Sënn mécht.

D'Wuelbefanne vun de Mataarbechter, et ass schonn hei gesot ginn, ass rentabel, lount sech. Dat ass eng Ausso, déi ech am Mee 2017 beim „Paperjam" selwer gemaach hunn. Rentabel, ech weess, dat huet eng Conotatioun. Mee rentabel fir wien? Fir de Betrib, fir d'Wirtschaft am Allgemengen, fir d'Gesellschaft, well et ass jo gesot ginn, et ass e Motor vum sozialen Zesummenhalt, mee awer virun allem rentabel fir de Mataarbechter selwer.

Ech hat elo déi lescht Méint och nach eng Kéier d'Geleeënheet, um Ausschaffe vun enger Etüd mat HEC Montréal an der Catho, der Uni vu Lille, iwwert de Sënn vun der Aarbecht derbäi ze sinn. 1.500 Leit si befrot ginn a Frankräich, dovunner 450 Kaderleit, déi anerer encadréieren.

E puer Resultater erausgegraff: An Zäiten, wou mer iwwer Aarbechtsorganisatioun wéi Teleaarbecht an Deelzäitaarbecht schwätzen - d'Carole Hartmann huet et och ugedeit -, bleiwen d'Relatioune mat den Aarbechtskolleegen eng weesentlech Motivatioun, also där Plazen, där Raim musse wierklech erhale bleiwen, och wann d'Leit net all Dag zäitgläich op der Aarbechtsplaz sinn.

Interessant ass, d'Chef-d'entreprisen, d'Dirigeantë sinn zimmlech ënner Drock, méi a vill méi oft wéi se dat normalerweis zouginn. An da si mer erëm bei der Fro vum Épuisement émotionnel. Si hu Schlofstéierungen, si hunn oft Verloscht u Selbstvertrauen an d'Depressiounen heefe sech.

An de Konklusioune steet: « Le blues des chefs d'entreprise se traduit dans leur degré de mobilisation au travail. En effet, à peine 30 % se disent très engagés dans leur travail. Alors que les chefs d'entreprise affichent des symptômes importants de doutes, les cadres intermédiaires constituent une catégorie comme prise en étau entre les dirigeants stressés et ceux qu'ils doivent encadrer. » Si sinn also tëschent Hummer an Amboss. An déi Cadre-intermédiairen, zum Beispill e Chef de service, e Chef d'infirmiers, si vill méi gereizt, genervt a beonrouegt, an da solle se awer hir Truppe motivéieren.

Kloer erauskomm sinn dräi Kärelementer, fir Sënn an der Aarbecht ze fannen, also sech wuelzespieren:

- e gudde Produit oder Service, also mat enger héijer Qualitéit hierzestelle respektiv e Service ze liwweren,

- de Wonsch, de Client zefriddenzestelle mat engem Produit, dee gebraucht gëtt an nëtzlech ass an

- d'Bestriewen no Liewensqualitéit op der Aarbecht.

« Ces trois motifs rendent au travail toute sa noblesse, son utilité et son efficacité », ass d'Konklusioun vum Bericht. Dat ass also och d'Basis, wat d'Leit mer viru laange Jore gesot hunn, wann ech gefrot hunn, wat se ënner RSE, also der sozialer Verantwortung vun de Betriber verstinn, laang ier mer iwwer Nohaltegkeet geschwat hunn, wou déi ekologesch Dimensioun och elo mat dran ass.

Haut, um Ufank vun dem neie Joerzéngt, 2020, ass et un der Zäit, e Stéck méi wäit ze goen. « "La RSE traditionnelle doit faire place à la responsabilité morale des entreprises." […] 2020 doit être une décennie décisive pour le changement de système économique. Face au dérèglement climatique, à l'effondrement de la biodiversité et à la montée des inégalités, les entreprises ont un rôle à jouer mais doivent bouleverser leurs business models. Et les directeurs développement durable sont aux avant-postes. » Dat seet de Chef, den Directeur du développement durable vu Bouygues, wat jo kee klenge Betrib a Frankräich ass.

Hie seet weider: « Ces dernières années ont vraiment permis une prise de conscience de la part de tous les acteurs économiques et financiers. » Si si sech bewosst ginn. « Mais cela n'a pas permis de modifier leurs modèles d'affaires. 50 ans après le rapport du Club de Rome, notre modèle de développement est toujours basé sur la prédation du vivant et des ressources naturelles pour améliorer le confort matériel d'une minorité de terriens sans forcément contribuer à leur bonheur. En cela, […] la responsabilité sociétale traditionnelle, c'est-à-dire de conformité, est clairement insuffisante. Elle doit être rapidement remplacée par […] la responsabilité morale des entreprises. »

„Solle mer elo moralesch ginn?", freet deen, deen den Interview do gemaach huet. „Et huet dach geheescht, mir solle performant ginn an den Entreprisen." Dunn huet e geäntwert: « Il s'agit de pouvoir regarder ses enfants ou les générations futures dans les yeux. Nous vivons une période de crise majeure en termes de climat, de biodiversité, d'inégalités sociales … Ne pas agir ou faire semblant d'agir peut aujourd'hui être assimilé à un crime contre l'humanité », dixit den Direkter vu Bouygues.

Déi lescht Woch waren d'Isabel Wiseler, de Charles Goerens an ech selwer mam Dominique Potier, e franséische sozialisteschen Deputéierte vun Toul, deen ech gutt kennen, zesumme beim Kardinol, dee President vun der europäescher Bëschofskonferenz, der COMECE, ass. Mir hunn eis do iwwert d'Problematik ënnerhale vum Devoir de vigilance vun de Betriber. Dat heescht, dass d'Betriber sollen derfir suergen, dass bei hinnen an och bei hire Liwweranten net géint Sozial-, Ëmwelt- a Mënscherechter verstouss gëtt.

Den Dominique Potier hat deen Dag och d'Geleeënheet, e Rendez-vous beim Minister Franz Fayot ze hunn. Den Dominique Potier ass ee vun de Pappen a Frankräich vum sougenannte Rana-Plaza-Gesetz, genannt nom Numm vun der Textilfabrik am Bangladesch, wou 2013 1.132 Mënsche gestuerwe sinn, wéi hiert Gebai zesummegefall ass.

Mir kënnen haut net just iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht an eise Betriber zu Lëtzebuerg schwätzen. Den Anstand an d'Solidaritéit mat alle schaffende Leit, egal a wéi engem Land se liewen a schaffen, verlaangt dat. Si hunn och e Recht op Bien-être au travail, an hei schwätze mer net just vu Bien-être, mee carrement vun elementare Mënscherechter.

An deem Sënn solle mer schnell eise Koalitiounsprogramm ëmsetzen an, wéi virgesinn am PAN, d'Etüd fir e Gesetz vum Devoir de vigilance an Optrag ginn. Et geet, wéi gesot, virrangeg ëm d'Verdeedegung vu Kanner- a Mënscherechter, d'Verdeedegung vum Aarbechtsrecht an den Ëmweltschutz an all deene Länner.

Lëtzebuerg soll do carrement exemplaresch a couragéiert virgoen! Ech komme gläich zum Schluss, Här President. Aner Länner si schonns op deem Wee, national wéi och op EU-Niveau. Ech wier frou, wa mer eis an enger Jointe vun e puer Chamberskommissioune mat deem Theema befaasse géifen. Ech hat scho gëschter mam Ausseminister an deem Sënn geschwat. An ech sinn och frou, dass hien nächstens an d'Chamber kënnt. D'Justiz, d'Ekonomie an den Travail wären am Fong och gutt bei deem Rendez-vous derbäi.

Ëm wat geet et? Mir hunn zu Lëtzebuerg zum Beispill Betriber, déi sensibel Aktivitéiten direkt oder indirekt am Minnebau hunn op ville Kontinenter. D'Reputatioun vun eisem Land riskéiert, béis beschiedegt ze ginn, wa sech erausstellt, dass bei deenen Aktivitéite Sozial-, Ëmwelt- a Mënscherechter verletzt ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi bei der Elektromobilitéit zum Beispill.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Et hat schonn ee mer geflüstert, dass déi Remark do kéint kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, wat äntwert Der dann dorobber?

Une voix.- Dat selwecht wéi ëmmer.

Une autre voix.- Hien ass scho preparéiert.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Margue, den Här Kartheiser huet Iech indirekt eng Fro gestallt. Dir musst net drop äntweren.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Dat wäert ech och net maachen!

(Hilarité)

Wéi schonns gesot, sinn ëmmer méi Leit besuergt, eng Aarbecht ze hunn, déi Sënn mécht, an dat an engem Betrib, dee sozial verantwortlech handelt, also am Déngscht vum Mënsch ass, an oppasst, wou e seng Wueren akeeft.

Dat ass ee vun de Fundamenter vum Bien-être au travail. A wat nach zum Bien-être au travail bäidréit, ass, wann d'Mataarbechter an d'Decisiounsprozesser abegraff ginn an och wa se um Benefiss vum Betrib bedeelegt ginn. An deem Sënn solle mer ewechkomme vun enger kuerzfristeger Shareholderekonomie hin zu enger méi wäitsichteger Stakeholderekonomie, also vun enger Ekonomie ewechkommen, déi just fir d'Aktionären do ass, zu enger Ekonomie, déi all bedeelegt Persoune respektéiert a schützt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, dem Marc Spautz fir d'Interpellatioun an d'Motioun, déi e virbereet huet an déi mer konnten am Konsens verabschieden. An ech soe menge Mataarbechter aus der Fraktioun Merci fir hiren Input.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, mir liewen haut an enger stresseger an hektescher Welt. Do sinn d'Gefore grouss, datt et zu enger Iwwerbelaaschtung kënnt, mat de Follge vu Burnout, Depressiounen an esou weider, mat der Folleg dann hannendru vu Krankmeldungen.

D'Wuelbefannen op der Aarbecht ass e Sujet, deen e groussen Deel vun der Bevëlkerung betrëfft an dowéinst och ganz wichteg ass. Awer d'Wuelbefannen op der Aarbecht kritt trotzdeem leider nëmme seelen déi néideg Opmierksamkeet, déi et géif brauchen. Duerfir dem Marc Spautz en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun.

Et ass kee Geheimnis, datt et de Leit ëmmer méi schwéier fält, fir hir Aarbecht als Salarié an hiert Privatliewen ënner een Hutt ze kréien, ouni datt dat eent oder dat anert wierklech drënner leit. Work-Life-Balance ass hei d'Stéchwuert. Dëst geléngt de Leit ëmmer wéineger, well et hinnen einfach un Zäit feelt. Wann een eleng lieft oder wann een an der Koppel zu zwee schaffe geet a wa méiglech nach eng Famill grënne wëllt, gëtt d'Aarbecht am Haus an alles, wat do ufält, wéi och d'Suerge fir d'Kanner logescherweis virun an no der Aarbechtszäit gemaach.

E Salarié verléiert zousätzlech nach eemol vill vu senger sougenannter „Fräizäit", well e sech all Dag duerch eis bekannt Stauen am Land schleefe muss, an dat fir den Trajet op d'Aarbecht a fir nees heem. Do ass d'Rechnung vun der Fräizäit séier gemaach.

Wat zielt alles zum Sechwuelbefannen op der Aarbecht? Fänke mer emol ganz vir un: Et geet scho bei der Ustellung un an do misst och folgende Facteure Rechnung gedroe ginn - mee dat kann een net ëmmer no Wonschdenke maachen, dat ass mer bewosst -: Passt déi Aarbechtsplaz op de Facteur vum anzestellende Mënsch? All Mënsch huet jo bekanntlech seng eege Biologie, hien iwwerhëlt gäre Gewunnechten, ass entweeder en Nuetsmënsch oder e Morgenmuffel. Ass den Dagesoflaf vun där Aarbecht, déi him offréiert gëtt, him ugepasst an esou weider? All Mënsch ass aneschters. Wou ass seng Produktivitéit am héchsten? A wou ass se am déifsten?

Do derbäi spillen och nach aner Facteuren an der Aarbechtswelt eng Roll: Ass d'Aarbecht dobaussen? Ass se dobannen, an enger Hal, am Keller? Kënnt hie mat Clienten a Kontakt, jo oder nee? Well et si jo och Salariéen, déi gäre Kontakt hu mat anere Leit, anerer manner gären. Dat wier och zudeem zwar ... Wuel ass dat d'Viraussetzung vun der perséinlecher Beruffswiel, dat ass mer bewosst.

Zweetens, zum Wuelbefanne gehéiert och engem säi Wee fir op d'Aarbecht an erëm heem. Wéi vill Stonne steet de Salarié am Stau fir op d'Aarbecht an heem? Bei enger normaler Schaffzäit vu moies 8.00 Auer bis owes 17.00 Auer bedeit dat dacks, um 5.00 oder 6.00 Auer opzestoen, fir um 8.00 Auer op der Aarbecht ze sinn, oder um 6.00 Auer opzestoen, fir tëschent 7.00 an 8.00 Auer an der Crèche oder an der Maison relais ze sinn, an duerno op d'Aarbecht. An owes dee selwechte Wee erëm fir heem.

Mee ech betounen och: Dat ass net ëmmer wéinst dem Stau. Ech ka mech erënneren, datt ech selwer bal zwielef Stonne vun doheem fort war, fir aacht Stonnen ze schaffen. Mee dat hunn ech siwe Joer matgemaach an - och dat soll een net vergiessen - ech si mam ëffentlechen Transport gefuer an et war kee Stau déi ganzen Zäit! Och dat wëll een emol eng Kéier hei mat erageheien. Dat geet natierlech op d'Käschte vun der Liewensqualitéit, der Fräizäit an der Famill. Mee do huet ee jo och dacks keng Wiel.

Zum Wuelbefanne gehéieren och d'Aarbechtszäiten an déi jeeweileg Kontrakter. Do muss ee sech d'Fro stellen: Sinn déi jeeweileg Aarbechtszäite flexibel, jo oder nee? E wichtege Punkt fir d'Wuelbefannen op der Aarbecht ass d'Gewëssheet, eng laangfristeg Ofsécherung vun der Aarbechtsplaz ze hunn. Ech mengen, mir hunn dat jo erëm erlieft, datt ëmmer eng ganz Partie Leit dagdeeglech zidderen: „Hunn ech muer nach meng Aarbechtsplaz?" Mir hunn et jo elo gesinn haut de Moien an der Press, datt d'Spuerkeess erëm eelef Filialen zoumécht. Hir Aarbecht ass zwar garantéiert, si geet net eriwwer, mee si wëssen awer, et gëtt eng Ëmstellung an hirer perséinlecher Aarbechtszäit.

Da kommen a leschter Zäit och ëmmer méi Zäitkontrakter op, wat déi eenzel Salariéë weesentlech aschränkt an hirer Liewensplanung. An deem Kontext wéilt ech dann och gären eng Rei Aussoe vum Aarbechtsminister hannerfroen. A senger rezenter Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg Marc Spautz seet de Minister nämlech, Zitat: „D'Regierung ass wéi den honorabelen Deputéierten der Meenung, dass d'CDlen d'Reegel an d'CDDen d'Ausnam um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart solle bleiwen."

De Kolleeg Marc Spautz freet da weider: „Gi Betriber, déi systematesch op CDDen zréckgräifen, vun der ITM", also der Gewerbeinspektioun, „kontrolléiert, ob dat keng definitiv Aarbechtsplaze misste sinn?" Den Här Aarbechtsminister äntwert dorop, Zitat: „Wa Verdachtsfäll bestinn, dass Dispositioune vum Code du travail net respektéiert ginn, mécht d'ITM déi néideg Kontrollen. Dat zielt och fir Dispositiounen, déi CDDe betreffen."

A well mer dat besonnesch um Häerz läit - a menger Beruffszäit hunn ech ganz dacks mat Leit geschafft, déi nëmmen en Zäitkontrakt haten, an ech weess deenen hir Suergen nëmmen ze gutt -, wéilt ech awer och emol gäre vum Aarbechtsminister wëssen, ob hie mer op folgend Froen äntwere kann. Ech fänken a sengem Ministère un: Hunn d'Mataarbechter vum Aarbechtsministère, der Gewerbeinspektioun an der ADEM iwwerhaapt selwer all en CDI? Wéi vill Leit vun der ITM an och deenen anere ronderëm hu keen CDI, mee en CDD? Wéi vill Persoune beschäftegt de Lëtzebuerger Staat, déi en CDD hunn? Och dat wier emol eng Kéier interessant ze wëssen, ob mir eis selwer un déi Reegelen halen, déi mir deenen anere ginn.

An da véiertens, zum Wuelbefanne gehéieren och vill kleng Saachen. Ech wëll se hei nëmme kuerz ernimmen, well meng Zäit leeft geschwënn of. Mee ech mengen, vill kleng Saachen hunn och eng grouss Wierkung. Do wieren emol d'Abannen an de Betrib allgemeng, awer och wat d'Responsabilitéit ubelaangt, d'Sécherheet am Betrib, de Kaméidi, mënschlech behandelt gi vun de Virgesetzte wéi och vun de Kolleegen an ënnert de Kolleegen, geséchert Karriären - ginn et do eenheetlech Reegelen? -, de Stressfaktor, zum Beispill mat der Stoppauer stoppen, fir eenzel Aarbechten auszefëieren, ouni der Qualitéit oder dem Aarbechtsvolume Rechnung ze droen.

Ech mengen, an de Fabricke war dat gang und gäbe, datt ee mat der Stoppauer kontrolléiert gouf. D'Infirmièrë ginn och quasi esou kontrolléiert an d'Raumfleegerinnen op ville Plazen och. Alles dat féiert net zu engem gudden Aarbechtsklima, dréit net dozou bäi. An dann

d'Angscht ëm seng Aarbechtsplaz, ech hat et d'éinescht ugeschnidden.

Wat awer och wichteg wier, dat wier, Coursen unzebidden, am Interesse vum Betrib, vum Wuelbefannen, och vun der Digitalisatioun, well och do wier nach villes ze soen.

Misst een net och emol soen: „Kleng Pausen aleeën." Dat wier och eng Saach, déi ee kéint maachen, zum Beispill wéi hei an der Chamber: Do hu mer eng Terrass hei an der Chamber um éischte Stack an do hunn ech dann déi Deeg Follgendes gelies, dat huet mech gefreet: « La terrasse est une aire de repos et de bien-être au travail. Prière de respecter la propreté des lieux. » Ech mengen, mir hunn dat schonn hei am Haus, an da géif een dat och recommandéieren, op anere Plazen Änleches ze maachen.

Une voix.- An iwwerdaacht, wann et geet.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An iwwerdaacht. Jo, okay!

(Hilarité)

Och emol, wat och wichteg ass, Privates austauschen, och e Luef ausspriechen un déi eenzel Mataarbechter, och d'Sprooch. Ech war op enger Aarbecht, do war ech dann aacht Stonnen - ech hat zwar kee Problem domat -, mee wann ech owes no der Schicht heemgaange sinn, dann hat ech aacht Stonne geschafft a kee Wuert Lëtzebuergesch kënne schwätzen. Kee Wuert Lëtzebuergesch kënne schwätzen - dat war net tragesch, mee dat ass esou! Ech gouf och gutt eens dermat. Mee mir wëssen awer alleguerten, datt och eenzel Leit am Land nach ëmmer, och Jonker a Leit mëttleren Alters an a mengem ... - also ech si jo schonn e bësse méi al -, och „Schichte" vu virdrun, heiansdo Schwieregkeeten hunn, fir sech a franséischer Sprooch auszedrécken. Ech hat keng Problemer, mee ech wollt dat och emol mat op de Wee ginn.

A wat och wichteg ass: Och emol no der Aarbecht sech bei engem Pättche gesinn an austauschen.

(Exclamations)

Ech hunn ëmmer festgestallt, wann ech dann och emol e Pättchen drénke goung oder wann ech duerch Zoufall dobanne war, dann hunn aner Aarbechtskolleege sech do ausgetosch an déi hunn zum Betrib gehale wéi Pech a Schwiewel, an dat ouni datt de Patron derbäi war. An ech mengen, dat ass eng wichteg Saach, dat gehéiert einfach zum Liewen derbäi an och zur Liewensqualitéit!

(Brouhaha)

De Mobbing ass en heikelt Theema, deem sollt iewescht Prioritéit ageraumt sinn.

Meng Zäit ass bal eriwwer, duerfir kéim ech dann elo eriwwer heizou: All deene Facteuren, déi ech elo ënner Punkt véier gesot hunn, misst Rechnung gedroe ginn an et wier och flott, wann all Virgesetzten oder Patron sech periodesch géif Zäit huelen, fir individuell mat deenen eenzelne Salariéen ze diskutéieren. Et geet jo drëm, fir de Salarié korrekt ze behandelen. An d'Resultat sinn da manner Krankmeldungen, well dacks sinn ënner anerem Depressiounen een Auswierkungsfacteur.

Här President, well haut dat Finanziellt ëmmer méi Iwwerhand hëlt, bleift de Facteur Mënsch op der Streck. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi individuell respektiv de Mënsch gëtt ëmmer méi isoléiert. Dat gesäit een an alle Beräicher vum Liewen. Eng adequat Remuneratioun, mënschewierdeg, sozial gerecht a sécher Aarbechtsbedingunge wënscht sech wuel all Salarié, an dat zu Recht. Mee dat trëfft awer nach laang net bei jidderengem zou.

Dat weist sech och schliisslech am Gesondheetsbild. Ëmmer méi heefeg féieren d'Aarbechtsbedingungen an -ëmstänn zu engem Burnout oder enger Depressioun. An dobäi, an dat soll een net vergiessen, steet a fält e Betrib an d'Produktivitéit mat der mentaler a kierperlecher Gesondheet vun all Salarié, déi en huet. All Salarié gëtt gebraucht, ob Professer, Ingenieur oder Dokter, bis hin zum Handwierker an zum Raumfleeger, well alles spillt aneneen an ee brauch deen aneren. Well mir hunn all eppes gemeinsam: Mir mussen eppes Wierkungsvolles an eppes Sënnvolles maachen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, wann ee sech iwwert de Bien-être au travail, also d'Wuelbefannen op der Aarbecht, Gedanke mécht, da stellt ee ganz séier fest, datt dat eigentlech e Sujet ass, dee ganz grouss, ganz vast a ganz komplex ass. A mir hu jo virdrun och an deenen eenzelne Beiträg vun de Virriedner d'Plenitude vun all deenen Elementer e bëssen eraushéieren, wat alles do derzougehéiert.

Fir Uerdnung doranner ze kréien, lount et sech eiser Meenung no, un dem Karl Marx seng Iwwerleeungen iwwert d'Emanzipatioun vun de Mënschen an der Aarbecht ze erënneren. Hien huet geschriwwen, datt d'Aarbecht sech vum Kapital emanzipéiere misst an d'Mënsche sech vun der Aarbecht. Dës Reflexioun weiderféierend oder opgräifend, erméiglecht eis dat, fir eis zentral Froen ze formuléieren, déi am Kader vun der Qualitéit vun der Aarbecht wichteg sinn, nämlech: Ënner wéi engen ekonomesche Bedingunge gëtt geschafft? An dorunner uknäppend d'Fro: Wéi vill respektiv wéi laang gëtt geschafft? De Bien-être op der Aarbecht kann een esou an e méi breede sozioekonomesche Kontext setzen.

Wuelbefannen op der Aarbecht, dat sinn zwee Begréffer. D'Wuelbefannen ass am Aarbechtskontext e Konzept, wat a wëssenschaftlechen Analyse ganz schwéier quantifizéierbar ass, an och qualitativ Analyse stousse relativ séier un hir Grenzen, well d'Wuelbefanne bei all Mënsch anescht zustane kënnt an immens vill Krittäre gemeinsam dorobber awierken.

Zu Lëtzebuerg ginn et interessant Etüden zu där Thematik, déi vun der Salariatskummer zesummegestallt gi sinn, verschiddenerweis an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg. An d'Erkenntnisser sinn duerchaus interessant a liwweren eis och Piste fir Iwwerleeungen, déi iwwer just kleng homeopathesch Mesuren am strikte kontraktuellen Aarbechtskader erausginn.

Doru schléisst sech d'Fro un, wat da mat „op der Aarbecht" gemengt ass. Och dat kléngt vläicht trivial, mee fir eis ass et dat net. An déi Aspekter ginn och zum Deel ganz staark an den Etüde vun der CSL an der Uni ugeschwat. An d'Wuelbefannen op der Aarbecht gëtt och beaflosst duerch d'Liewen nieft der Aarbecht: awéifern d'Aarbecht engem Mënsch nach e Liewen nieft der Aarbecht iwwerhaapt erméiglecht.

Déi ganz Infrastruktur a Servicer, déi déi bezuelten Aarbecht iwwerhaapt emol méiglech maachen, wéi den Transport, d'Kannerbetreiung oder méi allgemeng déi - oft onbezuelt - Careaarbechten, den Accès zu wichtege Servicer bei der Aarbechtsplaz oder beim Wunnuert gehéiere fir eis mat an dës Perspektiv derbäi.

Mir mengen, datt nëmmen esou eng méi inklusiv Erugoensweis et erméiglecht, usazweis ze begräifen, wéi d'Wuelbefannen op der Aarbecht zustane kënnt a wéi een et verbessere kann. Well mécht een dat net a konzentréiert ee sech exklusiv op dat, wat an deene véier Wänn vum Büro oder dem Atelier passéiert, da gräift een ze kuerz an de Spillraum, fir politesch Fuerderungen oder politesch Proposen ze formuléieren, gëtt och dann deementspriechend méi kleng.

Här President, ech wëll just op e puer Aspekter agoen, ugefaange mat engem éischte Punkt, deen eis wichteg schéngt, nämlech der Relatioun tëschent dem Wuelbefannen op der Aarbecht an dem Chômage. An Zäiten, wou et wéineg Chômage ginn ass, war d'Wuelbefannen op der Aarbecht e wichtegt Uleies an et goufen och weesentlech Fortschrëtter erkämpft, besonnesch wat d'Penibilitéit vun der Aarbecht ugaangen ass, d'Sécherheet op der Aarbecht an och d'Gesondheet, déi mat der Verriichtung vun der Aarbecht verbonnen ass.

Et kann een an deem Zesummenhang also vun engem „cercle vertueux" schwätzen: Also de Kampf géint de Chômage wierkt sech ëmmer strukturell positiv aus op d'Qualitéit vun der Aarbecht an d'Qualitéit vun der Aarbechtsplaz.

Domat zesummen hänkt eng Erkenntnis vun der Etüd vun der Salariatskummer vun 2012 iwwert d'Satisfaktioun op der Aarbecht. Leit mat penibelen Aarbechten, also kierperlechen Aarbechten, déi physesch Problemer an Accidenter kënnen no sech zéien, maachen déi oft ganz schwéier Aarbechtsbedingunge manner aus, wéi een dat elo vläicht an engem éischte Bléck unhuele kéint. Dat läit awer - wann ee weiderliest - de Chercheuren no dorunner, datt déi Leit oft scho resignéiert hunn, also datt se sech op hirer Aarbecht a vun hirer Aarbecht schonn eigentlech näischt Besseres méi erwaarden.

Mir mengen, datt dat awer och eng Konsequenz ass vun de wirtschaftlechen Entwécklunge vun deene leschte Joerzéngten, wou Standuertkonkurrenz, Privatiséierung a wuessend Muecht vun Investoren a Finanzmäert d'Aarbechtswelt nohalteg verännert hunn. D'Aarbecht ass dereguléiert a flexibiliséiert ginn an den Drock op d'Léin an d'Aarbechtsleeschtung ass geklommen. A ville Beräicher a fir vill Leit huet dat zu enger bestëmmter Form vu Perspektivlosegkeet gefouert.

Déi ekonomesch Entwécklungen hunn och nei Managementpraktiken no sech gezunn. A bestëmmte Betriber konkurrenzéieren entretemps Departementer ënnerteneen. Verschidde Beräicher musse selwer rentabel sinn, fir net ofgeschaaft ze ginn oder ausgelagert ze ginn. Jiddweree gëtt permanent evaluéiert, muss sech all Dag op en Neits beweisen. A ville Firmen, dat hu mir zougedroe kritt, geet et souguer esou wäit, datt d'Salariéen emol kee Büro méi hunn. Dat bedeit all moies op en Neits, „Reise nach Jerusalem" spillen, fir eng Schaffplaz ze hunn. Hei ass de Kampf ëm seng Plaz op d'Spëtzt gedriwwen a manifestéiert sech och physesch.

De Constat an den Etüde vun der Uni an der CSL ass dann och däitlech: D'Wuelbefannen ass grad an deene Secteure schlecht, wou et déi Praktike vill ginn, an der Finanz- an der Versécherungswelt an am ICT-Secteur.

Den Zäit- a Leeschtungsdrock ass héich an d'Adequatioun tëschent de Wäerter vun de Leit an hirer Aarbecht oder d'Kommunikatioun an d'Atmosphär loossen ze wënschen iwwreg. Fir bei esou engem Aarbechtsëmfeld vu Bien-être ze schwätzen, brauch ee scho vill Fantasie, an do hëlleft och de Smoothieautomat am Accueil net wierklech weider!

Ech hunn d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht virdru schonn ugeschwat. Et kann een elo net an all Detail drop agoen. Mee och hei schwätzen d'Erkenntnisser aus den Etüde vun der Salariatskummer an der Uni eng däitlech Sprooch: Wat d'Aarbechtszäit méi flexibiliséiert gëtt, wat d'Aarbechtszäit och méi laang gëtt. Et gëtt eng ganz kloer Adequatioun an deene Recherchen tëschent dem Degré vu Flexibiliséierung vun der Aarbecht an der Aarbechtszäit, déi geleescht gëtt, ouni remuneréiert ze ginn an ouni kënnen herno recuperéiert ze ginn.

An derbäi kënnt d'Digitaliséierung, déi besonnesch riskéiert, dës Flexibiliséierung nach weider ze verschäerfen an d'Salariéen domadder ze belaaschten. Stéchwuert „permanent Konnektivitéit", permanent Connexioun, Erreechbarkeet an domadder erëm weider klammenden Drock an net méi ofschalte kënnen - ofschalten an dësem Zesummenhang wierklech souwuel am Wuertsënn wéi am iwwerdroene Sënn.

D'Konzept vum Bien-être au travail gëtt heiduerch nach méi op d'Prouf gestallt, well ee sech froe muss, wou d'Aarbecht iwwerhaapt ufänkt a wou d'Aarbecht ophält. Eng nach vill méi komplizéiert Erausfuerderung wäert sinn, fir d'Aarbecht op an iwwer Onlineplattformen hei matanzebezéien.

Zu Lëtzebuerg gëtt et dat schonn, wann och nach weesentlech manner wäit entwéckelt wéi an anere Länner. Mee mir wësse jo awer och, datt et eenzel Ministere ginn, déi duerchaus eng Affektioun hunn, fir Entreprisë wéi Uber op Lëtzebuerg wëllen ze kréien. D'Bien-être-Konzept fir d'Fuerer vun Uber géif ech op alle Fall gär liese wëllen. De Problem ass, datt et dat awer net gëtt, well déi Fuerer iwwerhaapt emol net als Salariéen ugesi sinn.

Här President, ofschléissend wëll ech nach kuerz op d'Zesummespill tëschent der Aarbecht an dem Liewen ausserhalb vun der Aarbecht agoen. Den Interpellant, den Här Spautz, deem ech d'ailleurs Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en hei gemaach huet, schwätzt et a senger Motioun och un. D'Aarbecht ass mat ville sozialen, ekologeschen an ekonomesche Froe verbonnen. Dat läit an der Natur vun der Aarbecht.

D'Wuelbefannen op der Aarbecht hänkt mam Wuelbefannen am Liewen, och nieft der Aarbecht, zesummen. An natierlech ass an deem Kontext net alles politesch, mee séier a bequeem Transportweeër, gënschteg Wunnengen, Accès zu Kannerbetreiung op der Aarbecht oder no beim Doheem sinn awer Erausfuerderungen, déi politesch ze léise sinn a wichteg kënne si fir d'Wuelbefannen op der Aarbecht.

D'selwecht ass et bei der Careaarbecht. D'ILO setzt d'Opwäertung vun der Careaarbecht, der bezuelter an och der onbezuelter, direkt a Relatioun mam Bien-être au travail. Soumat kéint d'Wuelbefanne fir jiddwereen op der Aarbecht verbessert ginn duerch universell a gratis Servicer am Beräich vun zum Beispill der Kannerbetreiung, enger sozialer Sécherheet, d'Opwäertung vun de Léin, ëffentlech Investissementer an Infrastrukturen, déi d'Liewenskonditioune bidde fir eng qualitativ héichwäerteg an egalitär Careaarbecht. Dozou gehéiere fir d'ILO natierlech alt erëm gënschteg Logementer, flächendeckend Verkéiersnetzer, déi d'Mobilitéit vereinfachen.

Här President, wa mer iwwert de Bien-être au travail schwätzen, da sti fir eis als Lénk zwee zentral Elementer natierlech am Vierdergrond. Dat eent ass d'Reduzéierung vun der Aarbechtszäit, d'Reduzéierung vun där Zäit, wou een an deem Lien de subordination par rapport zu engem Patron steet, dat heescht: Stéchwuert Aarbechtszäitverkierzung.

An zweetens, an dat hunn ech och probéiert ze weisen, déi zweet grouss Erausfuerderung ass, de Kampf géint de Chômage weiderzeféieren, konsequent weiderzeféieren, an net op deem Niveau, wou en am Moment - bei 5-Kommaeppes Prozent - zu Lëtzebuerg awer läit, stoen ze bleiwen. Mee dat ass, mengen ech, eng vun deene groussen Erausfuerderungen, déi och an deenen nächste Joren op eis wäerten duerkommen.

Här President, dëst gesot, de Bien-être au travail ass awer och net ze verwiessele mat engem anere Konzept, engem anere fortschrëttleche Konzept, nämlech deem vun der Selbstverwierklechung mat der Aarbecht an der Selbstverwierklechung op der Aarbecht, dat och, mengen ech, eng ganz eegen Interpellatioun wäert wier.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech och als Éischt dem Marc Spautz als Interpellant Merci soen, datt en dës Interpellatioun ugefrot huet, soudatt mer d'Chance hunn, och nach eng Kéier iwwert de Bien-être, wann och dës Kéier iwwert de Bien-être au travail ze schwätzen!

Ech mengen, datt de Bien-être eis déi lescht Wochen nawell genuch beschäftegt huet an datt dat en Zeechen duerfir ass, datt et e wichtegt Theema ass, an net eppes, wat een op déi liicht Schëller soll huelen.

De Bien-être au travail, bezéiungsweis d'Wuelbefannen op der Aarbecht, ass e ganz facettëräicht Theema. Meng Virriedner hunn et, mengen ech, op verschidde Facetten erofgebrach. Vill verschidde Facteure spillen eng Roll, wann et drëms geet, ob en Employé sech op senger Aarbechtsplaz gutt spiert.

Graff geschwat léisst sech d'Wuelbefannen an dräi grouss Dimensiounen ënnerdeelen:

Éischtens, d'Perséinlechkeet vum Employé. Wien ass déi Persoun, déi schafft, mat all hire Motivatiounen an Ängscht?

Zweetens, d'Aarbechtskonditiounen. Wéi eng Méiglechkeeten an Aschränkunge bitt den Aarbechtsposten aus materieller an immaterieller Siicht?

Drëttens, d'soziaalt Ëmfeld. Wéi eng Bindung entwéckelt sech zwëschent den Employéen a vis-à-vis vum Patron?

Mir als Politiker mussen eis duerfir d'Fro stellen, wou genee de Staat an dësem multikausale Geflecht am beschten d'Hiewelen usetze kann, fir d'Wuelbefannen op der Aarbecht esou ze erhéijen.

D'Ausgangssituatioun fir déi meeschte Leit am Land ass aktuell déi, datt si schaffe ginn, fir Suen ze verdéngen, Suen, déi et hinnen da sollen erlaben, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Natierlech, Geld ass net alles. Verschidde Leit maachen aus hirem Beruff och eng Passioun, och wa se mat hirer Aarbecht keng Millionäre ginn oder um Enn vum Mount et knapps opgeet.

Mee fir déi meeschte Leit ass et esou, datt si schaffe ginn, well se d'Sue brauchen, fir hiert Liewe gestalten ze kënnen. Mee se brauchen e Salaire, fir hire Loyer oder Prêt ze bezuelen, lessen ze kafen oder de Kanner Kleeder ze kafen.

Fir eng steigend Zuel u Persounen hei am Land geet de Salaire awer ëmmer méi oft net duer. Déi lafend Käschte si méi grouss wéi déi lafend Akommessen. Dat wierkt sech natierlech och op d'Wuelbefannen op der Aarbecht aus.

Wie 40 Stonnen d'Woch schafft an awer säi Liewen net finanzéiere kann, dee fillt sech éischter wéi e Sklav an net wéi e Salarié op Aenhéicht a senger Entreprise. En Aarbechter, dee 40 Stonnen d'Woch ënner haarde Konditioune säi Kierper belaascht, fir um Enn vum Mount ëmmer nees mat engem eidele Kont dozestoen, well näischt Rescht bleift fir ze spueren, dee kann a sengem Beruff nëmme schwéier Erfëllung fannen.

D'Working Poor sinn zu Lëtzebuerg trotz engem Bruttomindestloun vun iwwer 2.000 Euro leider keng Seltenheet. Eurostat no ass méi wéi all zéngt Persoun mat enger Aarbecht zu Lëtzebuerg aarmutsgefäerdet. Domadder leie mer op där traureger zweeter Plaz an der EU.

Dat ass ëmsou méi schockéierend, wann ee sech gläichzäiteg virun Ae féiert, datt d'Ongläichheeten tëschent de Räichsten an den Äermsten an eiser Gesellschaft weider zouhuelen.

Laut dem Statec hunn déi räichsten 10 % zéngmol méi Suen zur Verfügung wéi déi äermsten 10 % hei am Land. Et ass evident, datt hei de Sozialstaat mat senge solidareschen Ëmverdeelungsmechanismen intervenéiere muss. Aktuell bleift bei ville Leit och no de Sozialtransferten um Enn vum Mount näischt méi um Kont iwwreg. Och déi rezent Hausse konnt dorunner net vill änneren. Duerfir war se dann awer ze geréng. Fir dem Phenomeen vun de Working Poor entgéintzewierken, brauch et also méi politesch Initiativ.

E gudde Salaire geet awer natierlech laang och nach net duer! D'Wuelbefannen op der Aarbecht geet schliisslech och domadder anhier, wéi ee sech op senger Aarbechtsplaz fillt. Mir all verbréngen e groussen Deel vun eisem Liewen, wann net souguer de Groussdeel dovunner, wou mer waakreg sinn, op eiser Aarbechtsplaz. Dobäi kënnen eng ganz Rei vu Facteuren eng Roll spillen, fir dass e Salarié sech schnell onwuel spiere kann.

Eng schlecht Ambiance mat Cheffen a Kolleegen oder d'Presenz vu gesondheetsbeanträchtegende Facteure sinn do nëmmen zwee Beispiller. Et ass evident, datt mir als Gesetzgeeber net kënnen an tëschemënschlech Relatiounen agräifen, mir kënnen den Entreprisen och net virschreiwen, wéi se hir Personalpolitik wëllen ausriichten. Wat mir allerdéngs maache kënnen, ass, derfir ze suergen, datt all Salarié esou schaffe kann, datt seng physesch an och seng psychologesch Gesondheet op der Aarbechtsplaz respektéiert gëtt.

Et muss ee sech zu Lëtzebuerg d'Fro stellen, ob am Beräich vun der Preventioun vun Accidenter wierklech genuch ënnerholl gëtt, fir d'physescht Wuelbefanne vun de Salariéen ze garantéieren. Aus den Donnéeë vum Statec zu den Aarbechtsaccidenter aus dem Industriesecteur geet ervir, datt et 2018 zu Lëtzebuerg méi wéi 19.500 Aarbechtsaccidenter gouf, vun deenen der 15 leider déidlech ausgaange sinn. Dat sinn der ze vill!

An net nëmmen dat physescht Wuelbefanne kann op der Aarbecht gefäerdet sinn, mee och dat séilescht Wuelbefannen ass a ville Fäll zu Lëtzebuerg alles aneres wéi gutt.

De Risiko, datt Aarbechter bei eis am Land an eng Depressioun falen, ass mat ee vun deenen héchsten a ganz Europa. D'Grënn duerfir sinn erëm villschichteg: Zäitmangel, e Mangel u Wäertschätzung duerch Aarbechtskolleegen oder dem Patron bis hin zu Mobbing op der Aarbechtsplaz. Hei muss de Staat sensibiliséieren a bei Gesetzesverstéiss haart duerchgräifen. Wie seng Aarbechter physesche Geforen oder psychescher Gewalt aussetzt, muss bestrooft ginn.

Wat d'Theema Mobbing ugeet, goufen an de leschte Jore schonn eng ganz Rei Fortschrëtter gemaach. Engersäits, wat d'Visibilitéit vum Problem ugeet. An Zukunft musse mer awer och nach verstäerkt op der Preventioun schaffen. Obwuel Mobbing duerch eng Villzuel vun Artikelen aus internationalem an nationalem Recht an och duerch de Règlement grand-ducal vun 2009 verbueden ass, kënnt et a lëtzebuergesche Betriber ëmmer nach zu Situatiounen, an deenen Aarbechter humiliéiert, degradéiert a psychologesch fäerdeggemaach ginn. Do kann och de gutt gemengte Rotschlo vun der ITM, deen op hirer Websäit ze fannen ass, net wierklech weiderhëllefen, well dee seet - Zitat: « Au niveau de l'agresseur, montrer des limites en criant aussi fort que lui. »

Ma, bon, wann et e Conseil ass, fir sech bei Mobbing duerch haart Jäizen zur Wier ze setzen, dann, mengen ech, hu mer nach e groussen, e ganz, ganz grousse Wee virun eis!

Mir als Gesetzgeeber hunn hei d'Méiglechkeet anzegräifen. Viru méi wéi 17 Joer gouf an der Chamber de Gesetzesvirschlag 4979 „relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail" deposéiert, deen 2014 vun der deemools Deputéierter Madamm Taina Bofferding iwwerholl gouf. Den Dossier ass och elo nees an d'Kommissioun verwise ginn. Geschitt ass awer weider näischt!

Do musse mer méi aktiv ginn! Mir sollten et zu Lëtzebuerg net bei enger Konventioun an engem Règlement grand-ducal beloossen, mir brauchen e Gesetz, dat Mobbing konkreet als Infraktioun uféiert, fir esou en Outil ze hunn, fir de Problem ze ënnerbannen.

Esou Gesetzer existéieren zum Beispill schonn an der Belsch, wou de Mobbing op der Aarbechtsplaz och kloer definéiert gëtt. Mir Piraten fannen, datt Lëtzebuerg dee selwechte Wee sollt aschloen.

Här President, ech hunn Iech net méi spéit wéi haut e Bréif geschriwwen - jo, e physesche Bréif op Pabeier mat Ënnerschrëft, wéi mer dat hei heiansdo maachen -, fir datt dee Gesetzesvirschlag 4979 erëm opgegraff gëtt, weidergefouert ka ginn an un déi zoustänneg Kommissioun verwise gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent dem Schutz vun den Aarbechter viru psychescher Gewalt sollte mer eis an Zukunft och nach verstäerkt dem Ausbau vun alternative Schaffmodeller, wéi zum Beispill dem Teletravail, der Kompatibilitéit vum Familljeliewe mat der Aarbechtswelt an och dem Theema vun der Erwuessenebildung, widmen.

Dir verstitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zéng Minutte ginn net duer, fir de ganze Spektrum, deen een am Aarbechtsrecht misst ugoen, ze thematiséieren. Loosst mech awer zum Schluss nach een Theema uschwätzen, wat mir perséinlech um Häerz läit, nämlech d'Matbestëmmungsrecht vun den Aarbechter an hire Betriber!

Et ass esou, datt zu engem gudden Aarbechtsklima an zu enger wierklecher Verwierklechung am Betrib och dozou gehéiert, datt ee sech „empowered" fillt, datt ee sech fillt, wéi wann een en Deel vun engem grousse Ganzen wär, an datt een och vun de Friichte vun dëser Aarbecht ka profitéieren.

Am Ausland ginn et eng ganz Rëtsch Modeller, wéi Entreprisen, déi an d'Hand vun hire Mataarbechter geluecht ginn oder wou Mataarbechter e gréisseren Deel um Kapital herno matdroen, erméiglecht ginn. Ech schwätzen do net vun de Stock-Options, déi haaptsächlech am Startup-Secteur en Theema sinn, ech schwätzen do ganz konkreet vun de Méiglechkeeten, aus de Mataarbechter net nëmmen e Mataarbechter ze maachen, mee e Mataktionär, e Matbestëmmer am Betrib.

Duerfir, Här President, erlaabt mer, Iech dës Motioun ze iwwerreechen, an där ech ënner anerem eng Etüd iwwert den Impakt vun esou engem Actionnariat salarié fuerderen a gläichzäiteg awer och de Finanzminister invitéiere géif, fir bei der Reform vun de Steieren dat Theema nach eng Kéier unzeschwätzen, fir eventuell Betriber, déi zu engem Groussdeel vun hire Salariéë gehale ginn, steierlech ze begënschtegen!

Motion 2

D'Deputéiertechamber,

- feststellend, dass déi meeschte Mënsche schaffe ginn, fir Suen ze verdéngen, Suen, déi et hinnen erlaben, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen;

- des Weidere feststellend, dass d'Aarbechtsëmfeld matentscheedend ass, fir d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter ze influenzéieren;

- iwwerzeegt dovunner, dass d'Implizéieren an d'Ermächtegung (Empowerment) vu Mataarbechter ee motivéierend Aarbechtsëmfeld schafen an dozou bäidroen, dass Mataarbechter sech motivéiert fir eng gemeinsam Cause asetzen;

- gläichzäiteg iwwerzeegt, dass d'Matbestëmmung sech net eleng op de politesche Plang reduzéiere soll, mee dass eis demokratesch Wäerter queesch duerch d'Gesellschaft an dofir och um Niveau vun den Entreprisen ausgelieft solle ginn;

- ugesiichts vun innovativen a basisdemokratesche Gesellschaftsformen, déi op d'Matbestëmmung an d'Ermächtegung vu Mataarbechter setzen, andeems dës Undeeler a Form vu Mataarbechteraktien ausgestallt kréien, déi se un de Gewënner vun der Firma bedeelegen an hinne gewëss Matsproocherechter sécheren („actionnariat salarié"),

invitéiert d'Regierung,

1. eng Etüd opzestellen, déi analyséiere soll, wéi d'Konzept vum „actionnariat salarié" zu Lëtzebuerg implementéiert kéint ginn, an dës Etüd bei Ofschloss der Chamber ze presentéieren,

2. am Kader vun der Steierreform d'Méiglechkeet ze analyséieren, Firmen, déi een „actionnariat salarié" ubidden, steierlech ze entlaaschten.

(s.) Sven Clement.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert: den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz, fir d'Initiativ vun dëser Interpellatioun geholl ze hunn, a virun allem och merci fir déi ganz prezis Froestellung, déi mir et erméiglecht huet, mech och gutt op dës Diskussioun kënne virzebereeden.

Déi éischt Fro, déi gestallt ginn ass: „Wat sinn d'Effete vun der Aarbecht op de Mënsch?"; ech mengen, do gëtt et eng Definitioun, déi vläicht ganz interessant ass, sech an deem Kontext unzekucken, an zwar eng vum Comité mixte vun der OMS a vun der OIT vun 1995, déi u sech dräi Objektiver festleet:

Éischtens, d'Erhalung an d'Ausweitung vun der Gesondheet vum Mënsch a vu senger Fäegkeet, ze schaffen, an - da sinn ech och direkt beim Här Baum a sengem Kolleeg Karl Marx - domadder och, duerch d'Erhale vun der Fäegkeet ze schaffen, dann och d'Fäegkeet, sech als Mënsch vun den anere Liewewiese kënnen ze ënnerscheeden.

Dat Zweet ass d'Verbesserung vum Aarbechtsëmfeld, dat esou muss organiséiert ginn, dass et favorabel fir d'Sécherheet an d'Gesondheet ass.

An dat Drëtt ass e ganz wichtegen Aspekt, nämlech d'Ausaarbechtung vun enger richteger Sécherheets- a Gesondheetskultur op der Aarbecht.

Dat also, wéi gesot, d'Definitioun vum Comité mixte vun der OMS a vun der OIT vun 1995.

Deen zweeten Aspekt, deen den Här Spautz uschwätzt, ass d'Perceptioun vum Bien-être au travail. Dat hänkt natierlech, an och den Här Spautz huet dat virdru ganz kloer gesot, vun der eenzelner Persoun of. Et ass heiansdo eng ganz subjektiv Aschätzung, déi do matspillt, an och ganz subjektiv Empfindungen, déi bei där Perceptioun do matspillen.

Et gëtt bestëmmt vun Entreprise zu Entreprise Ënnerscheeder, mee et gëtt awer och Ënnerscheeder an enger eenzelner Entreprise, jee nodeem wéi eng Fonctioun een an där Entreprise anhëlt. Dat heescht awer och, dass Salariéen, déi an der nämmlechter Entreprise op der nämmlechter Plaz schaffen, heiansdo ganz ënnerschiddlech Aschätzunge kënnen huelen, wat hire Bien-être ugeet.

Et ass awer och wichteg ze wëssen, dass déi eenzel Entreprise ka positiv op d'Empfanne vun deem Eenzelnen awierken, duerch hir eege Charakteristiken, déi se huet, hir Gréisst, hire Secteur d'activité, an deem se dran ass, och duerch d'Emfeld, wat si sech selwer schaaft, d'Schéinheet vun de Lokalitéiten ass ugeschwat ginn, den allgemengen Environnement, deen een huet, awer och déi physesch Integritéit vun deem Eenzelnen, déi muss garantéiert bleiwen.

Anerersäits kann een duerch den allgemengen Aarbechtsklima natierlech och Afloss huelen op d'Empfanne vun de Leit. Dozou zielen d'Relatioune mat de Kolleegen, d'Relatioune mat der Hierarchie, och d'Kommunikatioun, wéi matenee kommunikéiert gëtt, a selbstverständlech och d'Méiglechkeet vun der Participatioun vun deem Eenzelnen un den Entscheedungsprozesser.

Weider allgemeng Mesuren en faveur vum Bien-être, déi kënne geholl ginn, sinn am Beräich vun der Formation continue, am Beräich vu Sensibilisatioun op d'Risiken, am Beräich vun der Conciliatioun vun der Vie professionnelle mat der Vie familiale, an anerersäits natierlech och duerch weider äusserlech Ëmstänn: D'Natur vum Contrat de travail ass vu gréisster Wichtegkeet, an awer och de Fait, ob d'Aarbecht kann interessant gestalt ginn oder net.

D'Penibilitéit vun der Aarbecht ass e weidert Theema, wat och schonn haut hei ugeschwat ginn ass. Et ass net ondifferenzéiert fir ze kucken, ob een entweeder e gereegelten Aacht-Stonnen-Dag huet zu festen Aarbechtszäiten oder ob ee muss Nuetsaarbecht leeschten, Schichtaarbecht leeschten, Risikoaarbechte verriichten oder ob een an engem Betrib schafft, deen alles mécht, fir Accidenter a Blessuren ze vermeiden, par rapport zu engem Betrib, deen dat eeben net mécht.

De Rhythmus an d'Intensitéit vun der Aarbecht sinn eng weider Donnée, déi ee muss am A behalen. D'Surcharge de travail war en Theema, Iwwerstonnen, déi musse geleescht ginn, déi néideg Konzentratioun, déi ee fir deen een oder aneren Job muss mat opbréngen, alles dat si Saachen, déi ze berücksichtege sinn.

Et muss een och zougestoen, dass een eng gewëssen Autonomie kann an deem Betrib iwwerhuelen, och dat ass, mengen ech, ganz wichteg, an och eng gewëssen Entscheedungsfräiheet deenen Eenzelnen ze iwwerloossen, zum Beispill wat d'Horaire-de-travailen ugeet, zum Beispill wat d'Planifikatioun vun der Aarbecht ugeet, an och d'Méiglechkeet fir ze innovéieren an engem Betrib. Wann een de Leit d'Méiglechkeete gëtt, fir dat ze maachen, dann huet een erfarungsgeméiss och e ganz gudden, e ganz gudden Echo vun hinnen.

Aner Facteure si fir de Betrib selwer méi schwéier ze beaflossen. Dat sinn déi soziodemografesch Charakteristike vun deem eenzelne Salarié, säi Geschlecht, säin Alter, awer och säi Bildungsniveau. Dann natierlech och d'Familljeliewe vun deem Eenzelnen an den allgemenge Gesondheetszoustand an d'Personalitéit vun deem Eenzelnen, déi do ze berücksichtege sinn.

E weidert Theema, wat vum Här Spautz gefrot ginn ass, sinn déi professionell Risiken an hir Konsequenzen op de Bien-être an op d'Gesondheet. Déi professionell Risike sti ganz oft an der Relatioun mat schlecht maitriséierter Aarbecht a sinn dofir och den Originn vu Krankheeten oder Kierperleide souwuel am psychesche wéi och am physesche Beräich.

Déi professionell Risike kënne vill Sourcen hunn; mechanescher, physescher, cheemescher, biologescher, radiologescher, psychologescher Natur kënne se sinn. An ech mengen, dass ech der souguer nach eng Rei vergiess hunn. Mee virun allem déi leschtgenannte si ganz interessant, well mer einfach feststellen, dass se wierklech praktesch quasi duerch d'ganz Aarbechtswelt ze fanne sinn a praktesch an allen Aktivitéite vun der Aarbechtswelt optauchen an, dat muss ee leider feststellen, och zouneemend méi oft optrieden.

D'Kaderdirektiv vun 1989, déi duerch d'Gesetz vum Juni 1994 a Lëtzebuerger Recht ëmgesat gouf, huet en éischten Ustouss gi fir en Ëmdenken an deem ganze Beräich a war fir d'Lëtzebuerger Aarbechtswelt, mengen ech, och e Meilesteen. Hei ass et wierklech drëm gaangen, eng nei Kultur vun der Preventioun duerchzesetzen, déi lues a lues och hire Wee gemaach huet.

D'Dispositiounen am Beräich vun der Sécurité/Santé hu kloer Objektiver fixéiert, souwuel fir d'Salariéë wéi och fir d'Employeuren. Sou ass et kloer, dass et den Employeur ass, deen d'Securitéit an d'Gesondheet vun de Salariéë muss assuréieren, an zwar duerch d'Gestioun vun de Risiken, d'Analys vun den Aarbechtsprozesser, fir déi Risiken ze detektéieren an entspriechend Géigemoossnamen en place ze setzen, mam Zil, d'Aarbechtsaccidenter an d'Beruffskrankheeten ze reduzéieren, voire ze vermeiden.

Den Employeur muss och fir déi néideg Adaptatioune suergen, wann d'Ëmstänn vun den Aarbechten änneren. D'Direktiv gesäit hei ganz kloer eng Hierarchiséierung vun de Mesurë vir an et muss kloer d'Ennzil verfollegt ginn, dass d'Ëmännerunge vun den Aarbechtsplazen an dat, wat se mat sech bréngen, an allen Hisiichte mussen dozou féieren, dass d'Aarbechtsplaz méi sécher a méi flott gëtt, fir drop ze schaffen. En Employeur muss also all Mesuren huelen, fir d'Protektioun vun der physescher a psychescher Gesondheet vun den Employéen ze assuréieren.

Mee och d'Salariéen hunn Obligatiounen. An zwar, och si mussen alles maachen, fir hir eege Sécherheet a Gesondheet ze schützen, mee awer och déi vun hiren Aarbechtskolleegen. Anerersäits hunn d'Salariéen d'Recht zougesprach kritt, fir vun enger geféierlecher Aarbecht Ofstand ze huelen oder sech zréckzezéien.

D'Employeure mussen d'Salariéen iwwer geféierlech Aarbechten opklären an d'Salariéen hunn d'Recht, Propositiounen ze maachen, wéi ee preventiv Mesurë kéint en place setzen, fir eeben dee Geforepunkt ze reduzéieren.

Ausserdeem muss all Salarié, éier en ufänkt mat schaffen, en Examen médical maachen, fir kënnen ze klären, ob en dee briguéierte Posten och ka packen. Den Employeur muss a sengem Betrib, zesumme mat der Aarbechtsmedezinn, déi Posten deklaréieren, déi als Poste à risques gëllen oder wou extra physesch oder mental Tensiounen ze erwaarde sinn.

Et ass wichteg ze soen, dass dëst alles schonn haut an eisem Gesetz steet an dass Infraktioune kënne mat Prisong bis zu sechs Méint a Geldstrofe bis zu 25.000 Euro bestrooft ginn.

An deem Kontext ass et awer, mengen ech, och wichteg a richteg ze erwänen, dass de Koalitiounsaccord virgesäit, dass eng Analys soll gemaach ginn, ob d'Santé au travail an Zukunft soll beim Gesondheetsministère ugedockt bleiwen, wéi et haut ass, oder soll bei de Ministère du Travail kommen. Dir wësst, dass et am internationale Verglach déi zwou Schoule gëtt, mat Avantagen an Desavantagë bei béide Léisungen. Wat Lëtzebuerg betrëfft, huet d'Regierung hir Analys ofgeschloss an d'Entscheedung geholl, dass d'Santé au travail an Zukunft bei de Ministère du Travail wäert ugedockt ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mir wäerten ënnerhalb vu kierzester Frist e Gesetzesprojet presentéieren, deen dësen administrativen Transfer erméiglecht, mam Zil, d'Santé au travail bis den 1. Januar 2021 an de Ministère du Travail ze integréieren. Déi Zäit awer bis dohinner, bis mer deen administrativen Transfer organiséiert hunn, wäerte mir notzen,

fir mat de Sozialpartner e weidere Projet de loi auszeschaffen, an deem d'Santé au travail op Basis vun zwee Experteberichter vun 2012 an 2018/2019 wäert moderniséiert an adaptéiert ginn.

Loosst mech nach e Wuert soen, an et ass gutt, eng Iwwerleedung ze fannen op den drëtten Aspekt vum Här Spautz senger Interpellatioun.

Zënter dem Joer 2000 hu mir eng ganz besonnesch Dispositioun am Code du travail am Artikel 245 (1) bis Artikel 245 (8) stoen, nämlech déi iwwert den Harcèlement sexuel. Et ass eng besonnesch Dispositioun, well se eng Inversioun vun der Charge vun der Preuve virgesäit, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. Hei ass virgesinn, dass de Patron sech natierlech selwer muss vun alle sexuelle Belästegungen enthalen an awer och derfir suergen, dass, soubal wéi e Kenntnis kritt vu sexuelle Belästegungen, en alles muss maachen, fir dat ze ënnerbannen.

Dat féiert mech, wéi gesot, zu deem drëtten Aspekt vum Här Spautz senger Interpellatioun, déi psychosozial Risiken: Mobbing ass genannt ginn, den Harcèlement moral, de Burnout, de Boreout an esou weider. Och hei wëll ech mat enger wëssenschaftlecher Definitioun ufänken.

Déi psychosozial Risike ginn als Risk fir déi physesch a mental Gesondheet vun de Salariéen ugesinn. Hir Ursaache leie souwuel bei den Aarbechtskonditiounen, awer och bei de Facteuren am Zesummenhang mat der Aarbechtsorganisatioun an de Relatiounen op der Aarbechtsplaz. Si kënnen, an ech mengen, hei ass dat u sech dat Wichtegst, all Entreprisen ëmfaassen, onofhängeg vun hirer Gréisst oder hiren Aktivitéitssecteuren.

D'Facteuren, déi Problemer ervirbréngen, sinn oft genannt ginn. Ech wëll der hei nëmmen 12 ernimmen:

1. déi allgemeng Aarbechtsrelatiounen, do ass schonn driwwer geschwat ginn;

2. d'Schwieregkeeten, déi et gëtt an der Hierarchie, mam Chef also, awer och,

3. d'Schwieregkeeten ënner Ëmstänn mat de Subordonnéen;

4. géif ech dann nennen d'Iwwer- oder d'Ënnerbelaaschtung vun deem Eenzelnen am Betrib;

5. eng ze vill héich Aarbechtskadenz;

6. penibel Tâchen oder geféierlech Aarbechten, stänneg Perturbatiounen, en defavorabelt physescht Environnement an Zesummenhang mat Kaméidi, Hëtzt, Mangel u Plaz an esou weider;

7. d'Aarbechtsorganisatioun u sech, also: Wéi sinn d'Aarbechtszäite gereegelt? Ass et méiglech, physesch ze recuperéieren?;

8. widderspréchlech Uweisungen, déi fir deen Eenzelne kommen, wou en net weess, wat e soll maachen, keng objektiv Zilsetzung;

9. ze vill oder ze mann Responsabilitéit.

Als 10. Facteur eng falsch Politik vun de Ressource-humainen, wat mat sech bréngt, dass d'Selbstwäertgefill vum Salarié kann ugegraff ginn, dass keng gutt Beruffsperspektive fir deen Eenzelnen do sinn, dass eng Ënner- oder Iwwerqualifizéierung do ass oder insgesamt net genuch Bezuelung oder schlecht Aarbechtszäiten. Dat kënnt also als Argument och ëmmer erëm.

Als 11. an deem Kontext natierlech och d'Onsécherheet am Kontext vu Changementer, déi an engem Betrib ustinn.

An als 12., awer net als Lescht, och wann et hei als Lescht genannt gëtt, d'Gewalt op der Aarbecht, sief et intern am Betrib oder duerch extern Facteuren, déi an de Betrib eragedroe ginn.

Et sinn dëst bäi Wäitem net all d'Facteuren, déi ze berücksichtege sinn. An et muss ee virun allem och soen, dass et oft e puer Facteure sinn, déi matenee spillen, déi dann d'Faass zum Iwwerlafe bréngen.

D'Effete vun de Riske sinn, mengen ech, ganz nefast. Engersäits fir d'Entreprisen: eng Augmentatioun vum Absenteismus ass genannt ginn - ech wollt duerno nach e Wuert zum Term „Absenteismus" soen -, en héijen Taux u Personalrotatioun, den Netrespekt vun den Horairen, déi virgeschriwwe sinn, oder vun de Qualitéitsufuerderungen, Disziplinnproblemer allgemeng am Betrib, d'Erofgoe vun der Produktivitéit, méi a méi schlëmm Accidenter oder Incidenten am Betrib, allgemeng Degradatioun vum Aarbechtsklima an den Image vum Betrib, deen insgesamt ka geschiedegt ginn.

Mee och fir deen Eenzelne sinn d'Konsequenze vu ganz schlëmmer Natur. Mir gesinn zouneemend Problemer, gesondheetlech Problemer am musculosquelettiquë Beräich, kardiovaskulär Krankheeten, déi zouneemend optrieden, a virun allem awer och déi mental Gesondheetsproblemer, déi ufänken, sech ganz, ganz séier ze verbreeden: depressiv Episoden, Angschtzoustänn, Stress, posttraumatesch Stéierung, Selbstmordgedanken, Psychosen an esou weider. Alles dat sinn Theemen, déi zouneemend d'Aarbechtsmedezinn beschäftegen. An natierlech och d'Verschlëmmerung oder d'Rechute vu chronesche Krankheeten, déi deen Eenzelne schonn hat, éier en an de Betrib erakomm ass.

Och hei ass et derwäert, e Wuert iwwert de bestoende Cadre légal ze soen. An et ass eeben net esou, wéi dat oft duergestallt gëtt, dass mer hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich iwwerhaapt näischt hätten. Zum Beispill huelen ech de Beräich Mobbing. An et ass virdru schonn ugeklongen. Zwar hu mer actuellement nach kee Spezialgesetz, obschonns dat an eisem Koalitiounsaccord ugekënnegt gëtt, mee mir hunn awer e Règlement grand-ducal vun 2009, wat eng Déclaration d'obligation générale ëmgesat huet vun der Konventioun, déi OGB-L an LCGB mat der UEL getraff hu géint den Harcèlement a géint d'Gewalt op der Aarbecht.

Wéi gesot, et ass ugeduecht, dass mer a kierzester Zäit wäerten e Gesetzesprojet zum Mobbing virleeën. An deem Kontext wëll ech erwänen, dass de Ministère du Travail eng Konventioun huet mat der Mobbing ASBL, Leit, déi um Terrain vill Erfarung gesammelt hunn, eng gutt Aarbecht geleescht hunn an déi a mengen Aen duerfir och mussen an d'Ausaarbechtung vun deem Gesetz matagebonne ginn. Aus deem Grond hunn ech och mat der Mobbing ASBL en Avenant zu eiser Konventioun gemaach, wou si sech bereet erklären, eng éischt Ebauche vun esou engem Gesetz auszeschaffen.

Fir mech ass dat ganz kloer: Ech wëll mech domadder net aus menger Verantwortung drécken. Et wäert e Projet de loi ginn, deen d'Regierung wäert virleeën. Mee ech soen et ganz kloer: „Déi Leit, déi d'Erfarung um Terrain gesammelt hunn, sollen hei net ausgeschloss ginn." An duerfir hu mer deen dote Wee gewielt. Et ass also mäin erkläertene Wëllen, nach dëst Joer duerch de Regierungsrot mat engem Projet de loi iwwert de Mobbing kënnen ze goen.

Wann eis dat geléngt, da si mer am Beräich vum Harcèlement insgesamt relativ gutt opgestallt, well dann hätte mer nämlech e Gesetz zum Harcèlement moral, mir hätten e Gesetz iwwert den Harcèlement sexuel, dat, wat ech virdru genannt hu vum 26. Mee 2000, mir hätten e Gesetz iwwert den Harcèlement discriminatoire, an zwar dat vum 28. November 2006, a mir hätten a Gesetz iwwert den Harcèlement obsessionnel, dee sougenannte Stalking, vum 5. Juni 2009.

Ech wëll awer och net verstoppen, dass an deenen Diskussioune ronderëm dat Gesetz iwwert de Mobbing eng Gretchefro ze beäntwerte bleift. An dat ass déi, déi verschidde Leit scho gestallt hunn, déi der Meenung sinn, dass mer beim Harcèlement moral op deen nämmlechte Wee misste goen, wéi mer dat beim Harcèlement sexuel gemaach hunn, nämlech dee vun der Inversioun vun der Charge vun der Preuve.

Ech muss Iech soen, dass ech selwer e bësse retizent si bei där Approche, einfach aus Grënn vun den allgemenggültege Rechtsprinzippien hei am Land. Ech wär frou, an enger nächster Sitzung vun eiser Kommissioun och do d'Meenung vun deenen eenzelne Fraktiounen ze héieren.

Als Véiert huet den Här Spautz ugedeit, dass e wéilt iwwert d'Repressioune vum Turnover an engem Betrib schwätzen. Dat ass e ganz interessant Theema an et brauch ee wuel net ervirzeträichen, dass mer an enger Ekonomie liewen, déi sech doduerjer charakteriséiert, dass mer eng Penurie vum Emploi qualifié hunn, wat e grousse Problem fir vill Betriber duerstellt.

Ech brauch och net hei extra ze soen, dass e Betrib mat engem héijen Turnover normalerweis och wéineg attraktiv ass. D'Grënn sinn esou villfälteg, wéi mer se och schonn hei an der Diskussioun beschwat hunn: schlecht Aarbechtskonditiounen, Stress op der Aarbecht, schlecht Bezuelung, schlecht Beförderungsaussiichten, vill Konflikter ënnereneen. Alles Saachen, déi net direkt vum Code du travail sanktionéiert ginn, mee déi awer insgesamt zu engem schlechten Image vun engem Betrib bäidroen.

An et ass kloer, dass e Betrib, deen e schlechten Image huet, Problemer wäert hu fir ze rekrutéieren. An e Betrib, dee Problemer huet ze rekrutéieren, wäert dann och Problemer hunn, fir déi nämmlecht Qualitéit vu Servicer oder Produiten unzebidden, wéi aner Konkurrenten dat maachen.

Als fënneften Diskussiounspunkt ass den Term „Absenteismus" genannt ginn an och d'Fro, wat mer kënne maachen, fir d'Käschten ze reduzéieren.

Ech hat virdru gesot, ech wéilt mech eng Kéier kuerz mat deem Term ausenanersetzen. An ech begréissen u sech dat, wat och schonn de Georges Engel gesot huet. Et ass nun einfach emol esou, dass deen Term „Absenteismus" eng negativ Konnotatioun huet. Et gëtt ënnerschwelleg ënnerstallt, dass hei exzessiv Absencen do wieren, déi iwwerhaapt net ze motivéiere wieren, an den Term „Abus" gëtt an deem Kontext ganz oft an d'Spill bruecht.

Ech wëll hei kloerstellen, dass déi allermeescht Absencen op enger vum Dokter festgestalltener Krankheet berouen an duerfir a mengen Aen den Term „absence pour cause de maladie" vläicht besser appropriéiert ass. Dat wëllt awer net heeschen, dass et keng Abuse géif ginn. Mee d'Abuse sinn net eesäiteg bei de Salariéen, et gëtt der mat Sécherheet och bei den Employeuren a leider och bei den Dokteren.

Mee d'Abuse sollten net als Virwand gëllen, fir erwuerbe Rechter erëm réckgängeg ze maachen. Propositioune wéi d'Aféierung vun engem Karenzdag, wou also deen eenzelne Salarié am Fall vun engem Krankeschäin deen éischten Dag misst selwer bezuelen, sinn, mengen ech, déi falsch Konzepter. Konzepter, déi wierklech Kranken hir Rechter beschneiden, well anerer Abuse maachen, si Konzepter, déi eise Gesondheetssystem net méi gesond, mee éischter méi krank maachen.

Als Rappell nach eng Kéier déi aktuell legal Situatioun. De Salarié, deen aus Krankheetsgrënn net ka schaffen, huet d'Urecht op d'Integralitéit vu sengem Salaire an deenen aneren Avantagen, déi aus sengem Aarbechtskontrakt ervirginn, bis un d'Enn vun deem Mount, wou sech de 77. Dag vu senger Incapacitéit ergëtt, an dat an enger Referenzperiod vun 18 Méint. Duerno iwwerhëlt d'Caisse nationale de santé. D'Urecht op d'Indemniséierung duerch d'Krankekeess ass op 78 Woche begrenzt, gerechent op eng Referenzperiod vun 104 Wochen.

Genau wéi bei engem iwwerduerchschnëttlechen Turnover hunn iwwerduerchschnëttlech héich Krankmeldungen och negativ Repercussioune fir d'Betriber, well se héich Käschte verursaachen. Mee se hunn awer och ganz oft déi nämmlecht Ursaachen: schlecht Aarbechtskonditiounen, vill Stress op der Aarbechtsplaz, wéineg Beruffsperspektiven, Konflikter op der Aarbechtsplaz, keng gutt Relatioune mat der Hierarchie; also och erëm Grënn, déi net vum Aarbechtsrecht direkt ofgedeckt ginn, mee déi awer an hirer Zesummesetzung e Problem duerstellen.

Trotzdeem géif ech dervir warnen, fir d'Problematik vun de Krankmeldungen exklusiv vun der Säit vum Käschtefacteur aus ze beliichten.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Een erhéichte Krankestand an engem Betrib, an engem Secteur ass ganz oft och Indiz derfir, dass et deene Leit, déi do schaffen, net wierklech gutt geet. An dat sollt eis, a mengen Aen, méi Kappzerbrieches maache wéi eleng d'Fro vun de Käschten.

Als sechsten Aspekt sinn ech gebiede ginn, de Lien tëschent dem Bien-être au travail an der Performance ze beliichten. D'Ursaache vu schlechter oder ënnerduerchschnëttlecher Performance hu ganz oft déi nämmlecht Originnen: en Desengagement oder e Verloscht vu Motivatioun vum Salarié, ee Verloscht vu Vertrauen an d'Organisatioun insgesamt vun der Aarbecht oder an d'Entreprise oder an de Representant vun der Entreprise.

Et kënnt also hei ganz oft op d'Féierung un, op de Management an engem Betrib, wéi si et fäerdegbréngen, hir Virstellung vum Betrib ze kommunikéieren, wéi si et fäerdegbréngen, eng adaptéiert Manéier ze entdecken, fir hir Visiounen, hir Wäerter un de Mann respektiv un d'Fra ze bréngen, a wéi si hir Strategie, fir e Betrib ze féieren, esou erklären, dass se och fir jiddwer Mataarbechter verständlech ass.

De Bien-être au travail an d'Qualitéit op der Aarbecht kréien esou eng evident ekonomesch Komponent! Motivéiert Salariéen an engem angeneemen Aarbechtsklima hunn, an dat weisen all national an international Studien, een direkten Impakt op d'Produktivitéit an domadder och op d'Resultat vun engem Betrib. An deem Sënn ass et also och vun absolutten eegenen Interessen, wa Betriber duerch villfälteg Initiative probéieren, d'Motivatioun vun hire Mataarbechter a Mataarbechterinnen ze förderen.

Komme mer bei dat siwent Theema vum Här Spautz senger Interpellatioun, nämlech d'Chancen an d'Risiken an d'Effete vun der Digitalisatioun an de Konzept vun der Déconnexion digitale. Dat Theema kéint eleng, mengen ech, eng ganz Interpellatioun féllen. Mee ech sinn awer total der Meenung vum Här Spautz, dass et natierlech och an de Kader vun dëser Interpellatioun gehéiert.

Mir wëssen, dass d'Digitalisatioun d'Aarbechtswelt wäert staark verännere, jo revolutionéieren! An dat ass e Prozess, deen net eréischt an deenen nächste Jore wäert op eis duerkommen, mee dat ass e Prozess, dee scho voll amgaangen ass. A jo, et wäerten duerch den Digitalisatiounsprozess eng Rei vun Aarbechtsplazen ewechfalen, vläicht och eng Rei vun Aarbechtsplazen, déi mer haut als éischter penibel Aarbechtsplazen ugesinn. Anerersäits wäerten awer och eng ganz Rei vun neien Aarbechtsplazen entstoen, ganz bestëmmt zum Beispill am sozioeducative Beräich, wou engersätis d'Erwaardungen an anerersäits d'Necessitéite steeteg klammen.

Et wäert eng Komponent mat Sécherheet ëmmer méi wichteg ginn, dat ass déi mënschlech Komponent am Aarbechtsliewen. Déi sougenannt Soft Skills wäerten ëmmer méi wichteg ginn, well nei Technologië sech wäerten duerchsetzen, déi déi technesch Aufgabe besser kënne léisen, wéi d'Mënschen et duerch hir natierlech Limitten eventuell kéinte bewältegen.

D'Erausfuerderung fir d'Politik besteet also haut mat Sécherheet net dran, fir blann géint eng net opzehalend Digitaliséierung ze lafen, mee villméi doranner, déi Leit, déi haut eng Aarbecht hunn, duerch d'Formation continue esou fit ze maachen, dass se och an engem geännerten Ëmfeld, sief et an hirem Betrib oder an engem anere Betrib, eng Chance hunn, fir eng nohalteg Aarbechtsplaz ze kréien oder ze behalen.

De Pilotprojet vun der Digital Skills Bridge huet, mengen ech, hei eng ganz Rei vu wäertvollen Indikatioune geliwwert, déi mir wëllens sinn, am Kader vun der Reform vun der Gesetzgeebung iwwert de Plan de maintien dans l'emploi an iwwert d'Plans sociaux erëm ze institutionaliséieren.

Ech gesinn och, dass déi Erkenntnis bei de Patronatsorganisatioune ganz wäit fortgeschratt ass, an ech wäert mech kuerzfristeg mat hinnen treffen, fir notamment zum Theema Reskilling Pisten ze entwéckelen. D'Aféierung vun engem Droit à la formation sollt een do och am Kontext vun der Penurie vu qualifizéierten Aarbechtskräfte beliichten.

Et kann een net iwwert d'Digitaliséierung schwätzen, ouni net awer och iwwert den Droit à la déconnexion ze schwätzen. Duerch déi nei Technologien, a virdrun ass et praktesch mat deenen nämmlechte Wierder gesot ginn, ass et haut theoreetesch méiglech, 24 Stonnen op 24, siwen Deeg op siwen Deeg am direkte Kontakt mat sengem Betrib ze stoen.

Mir mussen eleng aus Grënn vun der Conciliatioun vu Beruffs- a Familljeliewen, mee och aus evidente Grënn vun der Gesondheetsfleeg derfir suergen, dass eng Trennung erëm méiglech ass. Wann d'Grenzen tëschent Aarbecht a Familljeliewen duerch Smartphone, Tablet, portabelen Ordinateur ëmmer méi verwëscht ginn, muss d'Politik derfir suergen, erëm Grenzen ze setzen. Den Droit à la déconnexion ass en etabléiert Theema, dat an der Tëschenzäit vu bal kengem méi contestéiert gëtt. Ob een esou wäit muss goen, fir och eng Obligation de déconnexion mussen ëmzesetzen, bleift ze diskutéieren.

D'Chambre des Salariés huet viru Kuerzem eng interessant Konferenz zu deem Theema organiséiert, déi éischt Iddie lancéiert huet. Zu Lëtzebuerg gëtt et, wéi gesot, aktuell keng Bestëmmungen an eisem Code du travail iwwert d'Deconnexioun. Allerdéngs gëtt et awer éischt Kollektivverträg, déi sech genau deem doten Theema ugeholl hunn. Och do kann ee sech drun orientéieren, wa mer allgemeng Léisungen am legale Kader diskutéieren.

A wa mer et diskutéieren, dierf een eppes net vergiessen: An Ofwiesenheet vu spezifeschen Texter ass et am Prinzip den Droit commun, dee sech applizéiert. Deemno heescht dat, dass, wann e Salarié eng E-Mail oder eng SMS op sengem Smartphone beäntwert oder säin Tablet opmécht, fir mat sengem Patron a Relatioun ze kommen, dat eng Prestation de travail ass, déi vun hirem Wiesen hier zur Aarbechtszäit gehéiert.

An da spille ganz kloer och d'Schutzbestëmmungen, déi allgemeng Schutzbestëmmungen, wat d'Reegelung vun den Aarbechtszäiten ugeet. Ech brauch se hei net ze widderhuelen: 10 Stonne pro Dag, 48 Stonnen an der Woch, mindestens 11 Stonne Recuperatioun an och eemol an der Woch mindestens 44 Stonne Recuperatioun.

Aus Zäitgrënn wäert ech probéieren, d'Froestellung Nummer 8 an Nummer 9, d'Elabora-

tioun vun enger Boîte à outils, déi de Bien-être au travail soll favoriséieren, oder d'Journée thématique bien-être, an enger Äntwert ze beäntwerten.

Allgemeng wëll ech soen, dass et, mengen ech, kee Wonnermëttel gëtt. Wann et och schwéier ass, de Bien-être als Ganzt gesetzlech ze reegelen, et huet een et ganz oft hei mat Mentalitéiten ze dinn, et huet awer och ganz vill mat géigesäitegem Respekt ze dinn, mat mënschleche Komponenten also, fir déi et ganz schwéier ass, se vun uewen erof ze dekretéieren. Et kann een awer en Ustouss ginn. An ech mengen, dass dës Debatt, dës konstruktiv Debatt e ganz gudden Ustouss ass, fir eis weider Iwwerleeungen ze maachen.

Et ass och méiglech, iwwer Kollektivvertrag eng Rei Saachen ze reegelen oder zum Beispill eng järlech Journée du bien-être an engem Betrib ze organiséieren. Eng Rei Betriber huelen och schonns haut vu sech aus d'Initiativ, fir sougenannt „Teambuildingdeeg", jo souguer „Teambuildingwochen" hunn ech schonn héieren, ze organiséieren. Anerer hu reegelrecht Fitnesszentre fir hir Leit opgebaut. Si maachen dat aus Iwwerzeegung am Interêt vun hire Leit, mee och, well se verstanen hunn, dass si als Betrib à la longue domadder gagnant sinn.

Als Ministère hu mir och enger SIS, also enger Société d'impact sociétal en Agrement ginn, déi Workshoppen a Formatiounen ubitt, notamment fir de Bien-être vun de Mataarbechter an den Ekippen ze verbesseren, wat, wéi gesot, essenziell ass fir déi individuell a kollektiv Performance vun engem Betrib. Hir Offer beinhalt interaktiv Konferenzen, taktesch Formatiounsprogrammer, fir de perséinlechen Developpement ze förderen, an den Engagement vu jiddwerengem, fir dat Ganzt ze stimuléieren.

Och den zéngte Punkt vum Här Spautz senger Interpellatioun passt bei déi lescht zwee Punkten: d'Kreatioun vun engem Wellness-Programm op der Aarbecht. Hei sinn der Fantasie u sech keng Grenze gesat an et gëtt villes, wat an der Praxis de Wee weist, wat och d'Aschätzung an d'Ënnerstëtzung vun dëser Regierung fënnt.

A wa mer schonns vun der Regierung schwätzen, da muss ech natierlech och op de Regierungsprogramm verweisen an och op dat, wat d'Regierung an der vergaangener Legislaturperiod geleescht huet.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- De Regierungsprogramm gesäit vir, méi flexibel a modern Aarbechtszäiten ze förderen, dorënner den Teletravail, fir Familljen- a Beruffsliewe besser ze conciliéieren. Ausserdeem bestätegt de Koalitiounsprogramm, dass eng gutt Gesondheet, d'Wuelbefannen an d'Motivatioun wichteg Facteure fir eng gutt Performance a virun allem fir d'Satisfaktioun op der Aarbecht sinn.

D'Satisfaktioun vun de Salariéë gëtt och hautzudaags nach ganz vill iwwert d'Pai an iwwert d'Aarbechtszäiten definéiert, wéi een et och aus där schonn oft zitéierter sechster Etüd vun der CSL „Quality of Work Index Luxembourg" kann erausfannen. Och, an dat muss een awer och soen, wann aner Aspekter zouneemend u Wichtegkeet gewannen.

D'Regierung konnt also guer net falschleien, wéi se decidéiert huet, de Mindestloun réckwierkend op den 1. Januar 2019 ëm 100 Euro netto an d'Luucht ze setzen, an d'Regierung konnt och net falschleien, wéi se beschloss huet, d'Aarbechtszäit, déi zu Lëtzebuerg am Verglach mat den Nopeschlänner zimmlech héich ass, ze reduzéieren duerch d'Erhéijung vun engem Mindestcongé vu 25 op 26 Deeg oder duerch d'Aféiere vun engem zousätzleche Feierdag op den 9. Mee.

A wa mer och iwwert d'Bezuelung schwätzen, muss ech nach e Wuert zum Prinzip vun der Gläichbehandlung soen. Mir kënnen houfreg sinn op e Gesetz, dat mer eise Kolleege Lydia Mutsch an Nicolas Schmit ze verdanken hunn. Mir kënnen houfreg sinn op e Gesetz, wat kloer virschreift, dass et fir déi gläich Aarbecht och déi gläich Pai muss ginn, an dat ouni Diskriminatiounen. Et passt e bësse bei eis Lëtzebuerger Bescheidenheet, dass mer dorauser kee grousse Cas gemaach hunn an net ewéi aner Länner, ech mengen, et waren eis islännesch Kolleegen, eng grouss international Campagne gestart hunn a gesot hunn: „Mir waren déi Éischt, déi dat realiséiert haten!"

Fest steet, dass si net déi Éischt waren, well wéi si et decidéiert haten, hate mir et scho laang an eisem Gesetz stoen! Ech mengen, et ass och net esou wichteg, wien deen Éischte war, d'Haaptsaach ass, et steet an eisem Gesetz, an d'Haaptsaach ass, mir strengen eis un, fir dat, wat um Pabeier steet, och an déi konkreet Realitéit ëmgesat ze kréien.

Ech wëll net verhehlen, dass mer och zu Lëtzebuerg enger leschter Etüd no nach bei ronn 5 % - 5,4 %, ech gesinn d'Taina Bofferding dosëtzen -, bei 5,4 % Problemer hunn, wou opgrond vum Geschlecht oder enger anerer Gegeebenheet net jiddwereen d'nämmlecht bezuelt gëtt. Mat deene 5,4 % si mer international d'Spëtzt. Keen anert Land huet esou wéineg - ënner Anführungszeichen „esou wéineg" - Problemer wéi mir. Mee dat wëllt awer net heeschen, och do sinn ech mam Taina Bofferding eens, dass mer eis dem Problem duerfir net bräichten unzehuelen! Hei geet et net ëm d'Prozenter, mee hei geet et ëm Prinzippien, déi mer wëllen zesummen ëmsetzen. An duerfir sinn ech mer mat der Ministerin Taina Bofferding och eens, dass mer wäerten eng Campagne an deem dote Sënn starten.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier hei jiddwerengem e Merci soen, deen un dëser Diskussioun deelgeholl huet. Duerch säi Bäitrag an duerch déi konstruktiv Aart a Weis, wéi mer hei mateneen diskutéiert hunn, kënne mer eist Aarbechtsgesetz méi staark maachen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

Den Här Spautz wëllt nach eng Fro stellen.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Neen, Här President, ech wollt just eppes kloerstellen, well ech mengen, souwuel beim Här Minister wéi och beim Här Engel ass ee Saz e bësse falsch verstane ginn.

Den Absenteismus: Mir stellen net d'Krankeschäiner a Fro! Mir wollte just mam Absenteismus soen, wann een déi selwecht Käschten, déi dat verursaacht, an d'Preventioun géif investéieren, a wann een dat de Leit gëtt fir ze hëllefen, dass mer da manner Krankeschäiner hätten an domadder och géifen d'Krankekeess entlaaschten. Mee da misste mer fir d'éischt an d'Preventioun goen. Dat war d'Remark, déi domadder sollt gemaach ginn. Net dass dat falsch verstane gëtt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Jo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Aarbechtsminister.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech huelen d'Wuert, fir einfach mäi Consentement mam Här Spautz auszedrécken. Et ass genau dat, wat ech och gemengt hunn. Also si mer eis eens.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass domat d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen, déi zu dëser Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Ech hu bei där éischter Motioun, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass, eng breet Zoustëmmung eraushéieren. Duerfir wëll …

Den Här Baum wëllt awer nach eppes soen.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et deet mer jo leed, fir déi breet Zoustëmmung e bëssen ze nuancéieren. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen aus virun allem engem Grond. Et sti ganz vill richteg Saachen dran. Et sinn och ganz vill Saachen dran, déi am Regierungsprogramm stinn an déi d'Regierung jo souwisou wëlles huet ze maachen.

Ech mengen, datt mer net grad an deem Mooss déi allgemeng Euphorie fir deen zweeten Tiret deelen, nämlech « à promouvoir dans ce contexte […] les différentes formes de travail à distance dont le télétravail et les espaces partagés de travail », also Coworkingspaces. Ech mengen, datt dat awer eng méi déif Diskussioun géif brauchen, wat dat da wierklech bedeit.

Teletravail ka sécherlech eng ganz Rëtsch positiv Effekter hu fir d'Salariéen, fir déi dat wierklech eppes Positives ka sinn. Et kann awer och ganz vill negativ Aspekter hunn. A vu datt et awer an dësem Kontext éischter ganz allgemeng gehalen ass, kënne mer deen dote Punkt net mathuelen a géifen eis duerfir bei der Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

Vote sur la motion 1

Kënne mer par main levée iwwert déi do Motioun ofstëmmen, net ouni awer nach eng Kéier dem Här Spautz e breede Merci auszespriechen?

(Assentiment)

Wien ass mat dëser Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass dann, bei zwou Enthalungen, ugeholl.

(La motion n° 1 de M. Marc Spautz est adoptée à main levée avec l'abstention des membres de la sensibilité politique déi Lénk.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun, déi vun de Piraten deponéiert gouf. Ass do eng Wuertmeldung do?

Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och wa mer et u sech sympathesch fannen, wann een d'Salariéen an der Entreprise bënnt a se domadder och un de Benefisser géif bedeelegen, esou wéi dat zum Deel jo och hei an der Motioun vun de Piraten gefrot ass, muss ech de Piraten soen, dass op der Säit 120 vum Accord de coalition drasteet, dass d'Regierung dat wëlles huet. Duerfir ass déi Motioun hei superfetatoire, a mir géifen duerfir proposéieren, se net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Also déi Motioun vun de Piraten ass eis sympathesch. Si schreiwen do vun „analyser". Ech mengen, dass souwuel eis Kommissioun do concernéiert ass wéi och d'Finanzen. An dofir géif ech den Här Bauler an den Här Engel froen, ob et net méi einfach wier, mir géifen eng Jointe maachen an eng Kéier doriwwer diskutéieren. Dat ass e Virschlag, wou een dat vläicht kéint an d'A faassen, well et net nëmmen den Travail ass, et huet jo och mat de Finanzen ze dinn a mat deem, wat soll kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech mengen, et soll ee sech ni deem entgéintstellen, dass eppes an enger Kommissioun diskutéiert gëtt. Ech wëll awer vläicht nach eng Kéier op dat agoen, wat den Här Engel virdru gesot huet.

Effektiv steet ganz kloer am Regierungsprogramm dran, an zwar op där Säit, wou den Här Engel et elo gesot huet, dass mer wäerten e System en place setzen - et ass also praktesch schonn eng Decisioun, déi mer wëllen huelen -, fir genau „la participation des salariés aux bénéfices de leurs entreprises" ze favoriséieren.

Ouni elo wëllen de Piraten hei total de Wand aus de Seegelen ze huelen, mee ech mengen awer, dass d'Regierung hei méi wäit ass wéi dat, wat Dir wëllt maachen.

An da virun allem - a virun allem! - mengen ech, dass och dat Konzept, wat mer hei probéieren ze promouvéieren, e weesentlech bessert Konzept ass wéi dat, wat Dir hei wëllt promouvéieren, well et d'Risike fir deen Eenzelne weesentlech wäert erofsetzen.

Wa mer an enger Logik si vu Participatioun um Aktionariat, si mer an enger ganz anerer Logik wéi an där vun enger Participatioun um Benefiss. Well d'Participatioun um Aktionariat heescht natierlech och d'Participatioun um Risiko, wat fir deen eenzelne Patron vläicht net ëmmer muss e Problem sinn, well deen aner Moyenen huet, mee wat fir deen eenzelne Salarié awer ganz dramatesch Konsequenze kann hunn.

An duerfir si mer also éischter der Meenung, dass dat Konzept, wat vun der Regierung hei virgeschloe ginn ass, dat bessert Konzept ass. Wéi gesot, wann Der et nach eng Kéier wëllt an der Kommissioun diskutéieren, j'en veux bien. Mee, wéi gesot, mir sinn der Meenung, dass eist Konzept dat bessert ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir ass déi Motioun awer nu ganz a guer net sympathesch, well d'Iddi vum Aktionär-Salarié ass eng aus der neoliberaler Mottenkiste, wou et drëm geet, Leit net méi iwwer Loun ze entlounen, mee iwwer Aktienundeeler. A mir mengen, datt mer an der Participation aux bénéfices eigentlech elo schonn en zimmlech zolitte Moyen hunn, an dat sinn d'Léin. D'Léin, wou och d'Leit contribuéieren zur Sozialversécherung, wat bei Aktienundeeler net de Fall ass.

Also, un déi relativ vag Formulatioun vu „participer aux bénéfices", déi d'Regierung an hirem Koalitiounsprogramm huet, kënne mer nach adheréieren, wou een da genau muss kucken, wéi ee Modell dat dann ass, fir am Detail ze sinn. Mee awer d'Iddi vun engem Aktionär-Salarié ass eis wierklech net sympathesch, ganz am Géigendeel!

Den Här Clement huet seng Ried ugefaangen domadder, datt en iwwert d'Working Poor geschwat huet. A wann ee sech all Analysen iwwer Working Poor uliest, ass déi Beruffskategorie vun deene Leit, déi deem am meeschten ausgesat sinn, dat si ganz dacks kleng Selbstständeger, déi een, zwee Salariéen hunn. A wann dann och nach eng Kéier sollen eventuell Benefisser net méi iwwer Loun ausbezuelt ginn, mee iwwer Aktienundeeler, dat ass fir eis op jidde Fall net akzeptabel.

Ech hunn näischt dergéint, datt een doriwwer an der Kommissioun och vläicht nach am Detail schwätzt. Mee wa se hei zum Vott kënnt, stëmme mir dergéint.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wier et nach um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech mierken eleng um Debat, dee sech jo awer elo hei ronderëm déi Motioun lancéiert huet, datt et wäit vu superfetatoire ass a wäit vu scho giess ass, dat Theema, mee datt et do nach Diskussiounsbedarf gëtt! Duerfir och vu mir den Appell un déi zwee zoustänneg Kommissiounspresidenten: Ech géif et ganz gären nach eng Kéier an enger Jointe zum Debat bréngen, eleng schonn, well dat e flotten Debat ass.

Ech mierken esou e bëssen, datt d'Majoritéitsparteien do eng ofleenend Haltung hunn, fir dat an der Kommissioun ze debattéieren. Ech muss ganz éierlech soen, ech hunn de Koalitiounsaccord gelies. Mir hunn e matgestëmmt. An eis geet déi Dispositioun net wäit genuch, déi d'Regierung sech do drageschriwwen huet.

Mir denken, datt reng eng Participation aux bénéfices eppes ganz Vages ass. Den Här Baum hannert mer huet et ugeschwat. Dat kann engersäits natierlech duerch Loun goen, dat kann duerch e Boni goen, dat kann duerch d'Gratt, den 13. Mount voire méi goen. Dat ass eppes relativ Vages.

Wat mir hei mat där Motioun u sech wëlle bezwecken, ass net d'Risikoverlagerung vum Salarié oder op de Salarié. Hei ass et éischter drëm gaangen, e Matbestëmmungsrecht ze schafen, well dorëms geet et! Et geet net ëm d'Participation aux bénéfices. Dat soll den Employé souwisou hunn! Wann et engem Betrib gutt geet, soll et och de Salariéë gutt goen, well soss gi se fort. Ech mengen, et ass dat, wou mer eis alleguerten eens sinn, datt e Salarié soll um Profitt vu sengem Betrib participéiere kënnen. E soll awer och a sengem Betrib kënne matentscheeden.

A wann den Här Kersch hei seet, dat wier eng Risikoverlagerung, deem muss ech widderspriechen, well wann eng Firma faillite geet, da sëtzt den Employé virun der Faillite - ob e mat Aktionär ass oder ob e just Salarié ass, dat mécht dee Moment keen Ënnerscheed - op der Strooss.

Et geet also hei net ëm d'Verlagerung vun engem Risiko. Et geet drëm, e Matbestëmmungsrecht an domadder en Empowerment vun den Eenzelnen ze schafen. Wann Der dergéint sidd, dont acte. Ech géif léiwer driwwer diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Ech mengen, et ass alles gesot, soudatt mer zum Vott kommen iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 2

De Vote électronique ass gefrot.

(Interruption)

Ech bieden Iech. De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel,

Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Paul Galles).

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de COPRAL. Déi politesch Sensibilitéit ADR huet dës Debatt ugefrot gehat. Et hu sech ageschriwwen: den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Marc Baum, den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Kartheiser als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit ADR. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de COPRAL - Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise - ass e Pilotprojet vun der Éducation nationale an der Arméi, deen aktuell am technesche Lycée zu Ettelbréck leeft. De Projet huet zwee Ziler: jonk Leit besser op den Opnameexamen an d'Opnametester fir d'Arméi virzebereeden an hinnen domat besser Zukunftsperspektiven ze ginn.

A well déi jonk Leit, déi sech an dee Cours aschreiwen, dacks schonn e méi schwierege schoulesche Parcours hannert sech hunn oder aus anere Grënn fragiliséiert sinn, ass de COPRAL och en interessant Mëttel, fir géint de schouleschen Ofbroch, also de sougenannten Décrochage scolaire virzegoen. Vum gesellschaftlechen a sécherheetspolitesche Standpunkt aus soll domat gehollef ginn, de Rekrutementsproblem vun der Arméi e bësse méi kleng ze maachen.

Déi Echoen, déi ee vun deene COPRALs-Coursë kritt, souwuel vun de Professere wéi och vun de Schüler, si majoritär ganz positiv. D'Demande, fir an eng COPRALs-Klass ze kommen, war och bis elo méi grouss wéi d'Offer. Och fënnt de Sujet e gudden Uklang an en Interessi bei villen interesséierte Leit, bei de Gewerkschaften aus dem Beräich vun der Force publique, mee och hei am Parlament. Niewent der ADR hunn och Kolleege vun anere Parteien an deene leschte Méint parlamentaresch Froen zu deem Theema gestallt.

De Pilotprojet COPRAL soll elo evaluéiert ginn. Dat ass awer elo méi schwéier ginn, well d'Tester, fir an d'Arméi opgeholl ze ginn, fundamental verännert goufen. Net méi Franséisch, Däitsch an Arithmeetik ginn elo gefrot, mee virun allem sti psychotechnesch Tester niewent dem Sport am Vierdergrond.

Et muss een also feststellen, datt d'Musterung geännert gouf, ouni op d'Evaluatioun vum COPRAL ze waarden.

Opgrond vu wéi enge Krittäre soll de COPRAL dann elo evaluéiert ginn? A mat wéi enger Finalitéit hunn déi Coursen nach eng Existenzberechtegung?

Och muss ee sech froen, ob d'Ännerung vun de Modalitéite vun der Musterung wierklech am laangfristegen Interessi vun den Zaldoten ass. Sécher, et ass elo méi einfach, fir an d'Arméi opgeholl ze ginn, a kuerzfristeg kommen doduerch warscheinlech méi Zaldoten an d'Instruction de base, mee wat sinn awer déi De-facto-Repercussioune vun der Erofsetzung vum Niveau bei der Selektioun op d'Chancë vun deene jonken Zaldote bei der Rekonversioun, also um Enn vun hirer Déngschtzäit?

Et schéngt esou ze sinn, datt e Problem vun enger ze niddreger Qualifikatioun einfach nëmmen no hanne verlagert gëtt an doduerch riskéiert, fir déi Concernéiert éischter méi schlëmm ze ginn. Et däerf een ni e méiglechen Echec no hanne verlageren, mee et muss ee probéieren, d'Chancë fir eng Reussite vun Ufank un ze verbesseren.

Fir herno eng Plaz ze kréien, mussen d'Zaldoten e gewëssenen Niveau an deenen dräi Verwaltungssprooche vum Land an an der Arithmeetik hunn. An och wärend hirer Déngschtzäit brauche si relativ gutt Kenntnisser a Franséisch, Däitsch, Lëtzebuergesch souwisou, awer och Englesch, déi jo déi wichtegst international Sprooch ass. Déi vill international Engagementer vun der Arméi maachen dëst néideg.

Fir d'Arméi fir fräiwëlleg Zaldote méi attraktiv ze maachen am Hibléck op hir laangfristeg Karriärschancen, ass also d'Erofsetze vum Niveau net dee richtege Wee, ganz am Géigendeel. Vill méi wichteg wär et driwwer nozedenken, wéi de Militärdéngscht selwer kéint nach méi interessant gemaach ginn a virun allem fir nees méi Exklusivitéits- a Prioritéitsrechter fir fréier Zaldoten am ëffentlechen Déngscht anzeféieren.

Wann den Déngscht an der Arméi méi attraktiv ass a méi Chancen op eng sécher Karriär bitt, kommen och nees méi Fräiwëlleger. De COPRAL däerf een also net als isoléierte Pilotprojet analyséieren, mee am Kontext vun der Entwécklung an de Besoine vun eiser Gesellschaft an och vun eiser Schoul.

Här President, eis Gesellschaft ännert sech permanent, leider net ëmmer zum Gudden. Onbestridden ass, datt virun allem am Sécherheetsberäich ëmmer méi Erausfuerderungen op eis zoukommen. Den Terrorismus, iwwert dee mir hei esou dacks schwätzen, ass dofir en iwwerzeegend Beispill. Dat Gefill vun Onsécherheet, och an eisem Land, wiisst. Dat heescht, datt tendenziell ëmmer méi Leit gebraucht ginn, déi speziell fir de Sécherheetssecteur ausgebilt ginn. E Passage an der Arméi ass do sécher en Atout.

Mee déi Entwécklunge sollen eigentlech och Konsequenzen op eise Schoulsystem hunn. Esou wéi et Filière fir Ekonomie, Wëssenschaften, Gesondheetsberuffer, Musek, verschidden Handwierker, Mathematik oder Sprooche gëtt, muss ee sech d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wär, fir eng extra Filière fir Beruffer am Sécherheetsberäich an eise Schoulen anzeféieren. Dat géif heeschen, de Pilotprojet COPRAL definitiv an eise Schoulsystem ze integréieren a progressiv auszebauen. Esou eng Filière kéint jonk Leit op eng Karriär am gesamte Sécherheetsberäich virbereeden als integrale Bestanddeel vun eisem Schoulsystem.

Fir esou eng Filière opzebauen, kann een op eng Rei vun Iddien zréckgräifen, déi ëmmer nees an deene leschte Joren an der Politik diskutéiert goufen, zum Beispill déi Iddi vun enger Treizième policière oder enger Filière en uniforme, wéi eng Gewerkschaft et proposéiert huet, oder e Militärlycée, dee schonn zur Zäit, wou de Jean-Marie Halsdorf nach Minister war, diskutéiert gouf.

Alles dat sinn Unhaltspunkten, un deenen ee sech kann orientéieren an inspiréieren, wann een drun denkt, fir deem ëmmer méi wichtege Sécherheetsberäich och eng Plaz an eise Schoulen ze ginn.

Eng ganz Rei vu Verwaltungen a private Patrone kéinten un esou enger Formatioun interesséiert sinn: d'Arméi, d'Police, d'Douane, de Lëtzebuerger Rettungsdéngscht, d'Administration pénitentiaire, privat Sécherheetsdéngschter; fir nëmmen déi ze nennen. Mir brauchen an deem Beräich och net nëmmen héich Technologie a Spezialisten. Mir brauche virun allem och méi manner spezialiséiert Leit fir deen normalen Déngscht um Bierger, awer och fir de „Vigilnat" bei Naturkatastrophen an esou virun. An och si mussen optimal op hire Beruff preparéiert sinn.

D'Formatioun kéint dowéinst zesumme mat deenen interesséierte Verwaltungen a privaten Entreprisen organiséiert ginn. Och am Abléck scho maachen zum Beispill d'Schüler vum COPRAL een Dag an der Woch e Stage um Härebierg. Esou eng Formatioun sollt och flächendeckend ugebuede ginn an net nëmmen am Lycée technique vun Ettelbréck an hir Dauer sollt net, wéi bis elo, op dräi Semester beschränkt sinn, mee sech un de Besoine vun de Sécherheetsberuffer an un der Struktur vun deenen anere Filièren an eise Schoulen orientéieren.

Déi Formatioun sollt och op verschiddenen Niveauen ugebuede ginn, fir spezifesch op d'Karriäre wéi Brigadier, Kaperol, Ënneroffizéier oder Offizéier kënne virzebereeden. Aktuell wëllt eise Schoulsystem jo och diversifizéiert optrieden. Dann ass dës Iddi sécher wëllkomm a kéint net nëmmen de Sécherheetsinteressie vun eisem Staat entgéintkommen, mee och ganz vill jonk Leit interesséieren.

De Sécherheetssecteur ass net nëmme wichteg, mee en ass och als Beruff extreem interessant a spannend. Well an de Sécherheetsberuffer déi physesch Konditioun wichteg ass, kéint natierlech och dem Sport a senger medezinnescher Begleedung an esou enger Filière eng grouss Bedeitung zoukommen. An enger Zäit, wou vill Jonker sech net méi genuch beweegen, ass dat sécher och e Virdeel.

Och déi sozial Kompetenze sinn an deene Beruffer besonnesch gefrot, eppes, wat an eiser Gesellschaft vun haut sécher néideg ass. Den Aus- an Ëmbau vum Pilotprojet COPRAL an eng richteg Filière géif och de Sécherheetssecteur a besonnesch natierlech d'Arméi nach besser an eis Gesellschaft verankeren an d'Wëssen iwwert d'Arméi verbesseren. Datt esou e Wonsch besteet am breede Public, gouf nach an engem rezente Sondage ënnerstrach.

D'ADR hofft, datt dës Diskussioun hëlleft, fir d'Wichtegkeet vun engem Projet wéi dem COPRAL ze ënnersträichen, an dozou féiert, datt de Pilotprojet weider ausgebaut a progressiv zu enger Filière fir d'Beruffer am Sécherheetsberäich ausgebaut gëtt.

Mir soe Merci fir déi Geleeënheet, haut doriwwer ze diskutéieren, a mir freeën eis op déi verschidde Kontributioune vun de Kolleegen hei am Sall.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rekrutement bei der Arméi ass a bleift eng permanent Suerg vun eiser Arméi. Eis Arméi brauch eng 350 fräiwëlleg Zaldote pro Joer, dat sinn der 44 oder souguer 47 pro Sessioun; sou steet et am Fischbach-Rapport aus dem Joer 2012. An dat ass haut nach ëmmer wouer. 350 Leit, fir déi operationell, national a multinational Missiounen, déi ufalen, ze meeschteren.

An et ginn e puer Méiglechkeeten, fir de Rekrutement an der Arméi ze steieren. An eng dovun ass eeben den Exame fir an d'Arméi, de COPRAL, iwwert dee mer haut och sollen diskutéieren. Eng aner ass iwwert d'Erscheinungsbild vun eiser Arméi, also de Marketing respektiv d'Perspektiven, déi d'Arméi engem bitt.

Fir d'éischt kommen ech dann emol zum COPRAL, also zum Exame fir an d'Arméi eran. De COPRAL gouf am Joer 2016 oder am Schouljoer 2016/2017 agefouert. A justement dësen neie Virbereedungscours fir d'Arméi sollt als Projet pilote, wat e jo nach ass, de Rekrutement verbesseren, souwuel qualitativ wéi quantitativ.

D'Bewerber sollten e bessert Bild vun der Arméi kréien. Déi Leit, déi rekrutéiert ginn als fräiwëlleg Zaldoten, sollen an deem Sënn méi motivéiert sinn, d'Instruction de base besser meeschteren. An dësen erhoffte Qualitéitssprong sollt dann och méi Rekrutementer bréngen.

Déi, déi d'Selektiounstester net déi éischte Kéier packen, kënnen eng zweete Kéier untrieden, nodeem se ee Schoulkursus gemaach hunn. Esou kréien d'Schüler eng zweet Chance, hiren ënnerbrachene Studium weiderzeféieren. Esou kritt d'Arméi eng sozial Roll an hëlleft bei der Beruffsaglidderung.

Dëst war eng gutt Iddi, se bréngt just net déi quantitativ Resultater, déi erwaart goufen. De Minister sot et selwer: „De COPRAL huet keng Erhéijung vun der Zuel vu Rekrute bruecht." An deem Kontext goufen och e puer Questionparlementairë gestallt, ënner anerem vun der Madamm Adehm, wou de Minister vill Zuelen opgeféiert huet, déi verschidden Tendenze weisen. Mee d'Zäitspan vum Projet ass a sech ze kuerz, fir wierklech verbindlech Konklusiounen ze zéien. Et sinn dräi Joer an en halleft.

An eisen Ae soll d'Initiativ weidergeféiert ginn, eleng schonn och fir ze kucken, wat d'Neiopstellung vun den Examen - säit dem Januar 2020 gëtt et jo keng Theorie méi an et gëtt méi flexibel Horairen - bréngt. An et muss ee jo och dovun ausgoen, dass déi Leit, déi sech elo engagéieren an déi et packen, en anere Profill hu wéi bis elo an esou, wa se d'Arméi verloossen iwwert d'Rekonversioun, dann och anescht d'Arméi verloossen an domat vläicht mat bessere Resultater vermëttelt kënne ginn no der Rekonversioun.

De Pourcentage vun de fräiwëllegen Zaldoten, déi am ëffentlechen a private Secteur vermëttelt goufen, läit säit 2015 tëschent minimal 81 % am Joer 2018 a maximal 95 % 2019. Ob d'Zuelen duerch dëst neit COPRAL-Verfare besser ginn, dat gesi mer eréischt an e puer Joer.

Ech mengen, et sollt een och am Sënn vum Rekrutement an der Attraktivitéit vun eiser Arméi analyséieren, wat nieft engem COPRAL eng zweet Schinn, zum Beispill eng reegelrecht uniforméiert akadeemesch Filière, brénge kéint, well de Lycée militaire, iwwert dee mer och scho geschwat hu viru Joren, ech mengen, deen ass fort. Mee déi zweet Schinn wär eng Iddi. An dat kéint och an déi Richtung goen, wéi den Här Kartheiser gesot huet, dass et fir am Sécherheetsberäich wär. Mee et sollt ee kucken, ob een net do aner Schinne kann aféieren.

A wa mer scho beim Schoulesche sinn, wëll ech och dervu profitéiere fir ze begréissen, dass och déi Suggestioun aus dem Fischbach-Rapport, d'Militärschoul an de Lycée Ettelbréck an deen nationale Schoulsystem ze externaliséieren, dass dat eng gutt Saach war; muss ech éierlech soen. Dat gi wierklech besser Méiglechkeeten an der Formatioun, an der Begleedung an am Coaching vun deenen Eenzelnen. An do wäerten och Resultater kommen.

Eng lescht Iwwerleeung, déi ech awer och nach wollt bréngen, dat ass déi - ech weess net, ob deen aktuelle System dat hiergëtt, obscho jo de COPRAL d'Leit, déi schoulesch decrochéiert hunn, sollt opfänken -: Een, deen als fräiwëllegen Zaldot untrëtt, soll soulaang am militäresche System kënne bleiwen, bis en ee Schoulofschloss huet. Dat wär fir mech eng gutt Iddi. Dat kann en technesche sinn, dat kann eng Léier sinn, well esou kéim eis Arméi och hirer sozialgesellschaftlecher Verantwortung entgéint. Ech mengen, dat kéint ee sech emol iwwerleeën.

Beim Rekrutement spillt, wéi gesot, net nëmmen, wéi ee rekrutéiert, dat hunn ech elo grad beschriwwen, mee och wien iwwerhaapt bereet ass, sech duerch d'Arméi rekrutéieren ze loossen. An hei spillt den Image vun der Arméi, un deem scho vill geschafft ginn ass. Ech denken do zum Beispill un de Büro um Boulevard Royal an déi divers Campagnen, déi lancéiert gi sinn. Et gëllt, déi Efforte konsequent weiderzeféieren an d'Perspektive fir d'Leit, déi sech gären engagéieren, weider ze verbesseren.

Dir wësst et, bis 1999 war et esou: „Geess de bei d'Arméi, da kriss de duerno eng Plaz beim Staat." Dat ass eriwwer. An de Staat bitt ëmmer manner Plazen un, sou muss de Privatsecteur hierhalen, fir d'Leit opzefänken, zum Beispill am Beräich vun de Buschaufferen.

D'Perspektiven hu changéiert, a grad do misst een, mengen ech, usetzen, och wann aktuell vläicht nëmmen 10 % vun de Leit schwéier oder guer net, loosse mer soen, nom Arméisdéngscht ënnerkommen. Duerfir d'Iddi, d'Attraktivitéit vun der Arméi nees iwwer e méi uspriechende Sprong an d'Beruffswelt ze verbesseren. Dëst kéint geschéien, wann déi ëffentlech Schinn beim Staat méi géif opgemaach ginn, entweeder duerch nei Weeër oder duerch eng méi grouss staatlech Verwaltung, déi an de leschte Jore vill gewuess ass. Mir wëssen et.

Mir hunn elo zwee Prisongen, also hu mer méi Giischtercher, mer hu méi Polizisten a mir hunn och eng staatlech Verwaltung zum Beispill fir eis Rettungsdéngschter. Ech hat gesot: „nei Weeër". De Minister wëllt jo do de Service de gardiennage beim Staatsministère an an der Chamber fir d'Arméi opmaachen. Dat ass eng gutt Iddi.

Eng méi grouss staatlech Verwaltung, dat heescht jo da méi Leit. Hei kéint dann och de militäresche Profill - d'Hierarchie, d'Pünktlechkeet, d'Disziplinn an esou weider - vun de fräiwëllegen Zaldoten an dëse Beräicher eng Plusvalue sinn. Et sollt ee sech duerfir weider Pisten iwwerleeën, wou een attraktiv Plaze beim Staat fir Zaldote kéint opmaachen.

Dëst kéint duerch predefinéiert Quote geschéien. An esou Quote kéint een och nach zum Beispill am Beräich vun de Gemengen, dat heescht vu Buschauffere beim TICE, bei der CFL, bei der Ville de Luxembourg, aféieren. Ech mengen, dat wär eng gutt Iddi, fir am Fong geholl eis Arméi méi attraktiv ze maachen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Lëtzebuerg brauch eng Arméi, net fir Kricher ze féieren, net fir eist Land ze verdeedegen, mee an éischter Linn fir u wichtegen internationale Missiounen deelzehuelen. An déi Kooperatioun mat deenen internationalen Organisatiounen, an ech wëll virun allem hei d'NATO stellvertriedend nennen, déi verlaangt natierlech um militäresche Plang och eng gewësse Leeschtung vun eisem Land. Mir kënnen net de Parasitt spillen, an do läit fir eis als DP ouni Zweifel eng grouss Erausfuerderung fir déi aktuell Militärpolitik.

Ech mengen, eis Arméi, do si mer eis alleguer eens, ass numeresch bescheiden. Mee mir kën-

nen awer houfreg sinn op déi Arméi, déi mer de Moment hei zu Lëtzebuerg hunn. An duerfir ass et och gutt, datt mer reegelméisseg hei an der Chamber iwwert d'Arméi schwätzen. An ech wëll och duerfir dem honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser Merci soen, datt en dës Heure d'actualité ugefrot huet, wat engem eemol méi d'Méiglechkeet gëtt, sech e puer grondsätzlech Gedanken iwwert de Fonctionnement vun der Arméi ze maachen.

En Haaptproblem ass natierlech, an ech mengen, dat ass hei scho vu menge Virriedner och ugeschnidde ginn, de Rekrutement. Mir hunn de Moment plus ou moins, wann een alles zesummerechent, 1.000 Leit an der Arméi. Den autoriséierten Effectif vun der Arméi ass jo duerch dat ofgeännert Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Organisatioun vun dem Militär festgehalen. Wa mer allerdéngs déi eenzel Effectiver elo consideréieren, fanne mer jo ganz schnell eraus, datt mer u sech a kenger Karriär bis elo déi méiglech Seuilen erreecht hunn.

Mir wëssen och, datt et haut net einfach ass, fir jonk Leit ze motivéieren, fir an d'Arméi ze goen. Dowéinst ass et och wichteg, datt d'Arméi eng offensiv Politik no bausse mécht. Si mécht dat och. Ech wëll och un de Büro hei erënneren, dee virun e puer Joer opgemaach ginn ass um Boulevard Royal. Se geet verstäerkt an d'Medien, an d'Press, fir d'Arméi positiv duerzestellen, wat u sech och dee richtege Wee ass.

Eng vun deenen Ursaachen, déi natierlech och derzou bäidroen, datt d'Attraktivitéit vun der Arméi e bëssen ofgeholl huet, dat ass eeben, datt zënter 1999 deen Droit de priorité exclusif fir fräiwëlleg Zaldoten ofgeholl huet. Wat heescht dat? Ma eeben, ech mengen, dat huet den Här Halsdorf och schonn hei duerchblécke gelooss, datt net méi déi Prioritéit direkt besteet, wann een d'Arméi gemaach huet, datt een d'office also eng Plaz an der Fonction publique kritt.

Fréier war et, wéi gesot, eng Garantie, wann een an d'Arméi gaangen ass, datt een an der Fonction publique och eng Plaz kritt huet. Mee mir hunn entre-temps natierlech aner Ausbildungsweeër kritt, sief dat d'Police, sief dat d'Douane, an dat huet natierlech dann och dozou bäigedroen, datt eeben net méi déi Méiglechkeete fir potenziell Plazen an der Fonction publique bestinn.

Dowéinst ass effektiv d'Iwwerleeung ze maachen, ob mer net awer musse kucken, fir nei Debouchéen do ze entwéckelen, fir datt och d'Arméi u sech vun deem Standpunkt hier méi attraktiv géif ginn.

D'Formatioun ass natierlech immens wichteg. An haut solle mer da méi spezifesch och iwwert de COPRAL schwätzen. Ech mengen, dat ass e Pilotprojet vum Educatiounsministère. Ech ginn elo net an d'Detailer an, wéi de COPRAL u sech organiséiert ass. Mir wëssen, datt dat u sech dräi Trimester sinn. Dat si véier Deeg d'Woch, wou dräi Amtssprooche geléiert ginn, Arithmeetik, plus Stage eemol an der Woch, wou de Rekruten dann och u sech sollen déi sozial Kompetenze méi bäibruecht ginn, wat och immens wichteg ass, ënner anerem Disziplinn, ënner anerem Pünktlechkeet. Ech mengen, dat sinn Atouten, déi en Zaldot einfach - net nëmmen en Zaldot iwwregens - soll hunn.

D'COPRAL soll jiddefalls d'Erfollegschancë vun de Kantidaten an den Auswaltester verbesseren, de Militärdéngscht méi attraktiv maachen, den Image vun der Arméi verbesseren. A wat och wichteg ass, datt och Schoulofbriecher hei eng zweet Chance op eng berufflech Zukunft kréien. Et kann een also och vun enger École de la 2e Chance hei schwätzen.

Tëschent 2016 an 2019 hu sech insgesamt 197 Schüler ageschriwwen. 76 vun hinnen hunn d'Coursë matgemaach an hu se och bestanen, a 57 Kandidaten haten d'Auswaltester bestanen.

Deen neie System erlaabt dann eeben elo, den Test militaire d'aptitude physique ze widderhuelen, falls een en, wéi gesot, net direkt gepackt huet.

D'Previsioune fir 2020, hunn ech mer soe gelooss, déi wieren de Moment awer guer net esou schlecht, well iwwer 80 Kandidate schonn den Exame gepackt hätten. Et ass natierlech zu dësem Zäitpunkt vläicht ze fréi, fir en definitive Bilan iwwert de COPRAL ze maachen.

Ech sinn awer ganz mat menge Virriedner d'accord. An och d'Demokratesch Partei ass op, fir natierlech Diskussiounen ze féieren, awéifern mer gegeebenefalls Adaptatioune maache kënnen. Ech mengen, hei si Pisten opgezeechent ginn, fir vläicht och nach aner Secteure vun den Déngschtleeschtunge materanzehuelen. Dat ass eng Pist, déi een natierlech och soll duerchdiskutéieren. Mir verschléissen eis deem net, mee et däerf een net vergiessen: Mir sinn natierlech an enger permanenter Evolutioun, an dowéinst ass et also wichteg, datt mer déi Iwwerleeung och an Zukunft féieren.

Ech wëll och hei ganz kloer ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei nach wie vor hannert der Lëtzebuerger Arméi steet. Mir wëssen, datt nei Erausfuerderungen op eis duerkommen. Dat heescht also och gegeebenefalls, datt de legislative Kader muss ugepasst ginn. Mir verschléissen eis kenger Diskussioun, wann et soll heeschen, fir den Image an d'Effikassitéit vun der Lëtzebuerger Arméi nach ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Preparatiounscoursë fir d'Arméi, de COPRAL, goufe jo Mëtt 2016 - an den Här Kartheiser huet et jo gesot - als Pilotprojet agefouert, an dat och ënner anerem ënnert dem Impuls vun der LSAP mat der Staatssekretärin Francine Closener an och zesumme mam Educatiounsministère, an hat jo en duebelen Objektiv. Engersäits sollen d'Kandidaten op déi schréftlech a physesch Tester virbereet ginn, fir domadder den Taux de réussite ze erhéijen, an och soll iwwert deen dote Wee ganz kloer den Image vun der Arméi verbessert ginn.

Et ass kee Geheimnis, mir wëssen, dass et eng gewëssen Erausfuerderung ass beim Rekrutement fir fräiwëlleg Zaldoten. Dat huet natierlech verschidden Ursaachen, mee eng dovunner ass deen héijen Taux d'échec bei dësen Tester.

2016, virun der Aféierung vum COPRAL, hate 60 % de schréftlechen Test gepackt a vun deene just 35 % - just 35 %! - de physeschen, also de sportlechen Deel. Do ginn natierlech vill Kandidature verluer. An de COPRAL soll eis also Ofhëllef leeschten an d'Kandidate geziilt op dës Tester virbereeden.

Anerersäits huet awer dëse Pilotprojet och eng ganz kloer sozial Dimensioun. Et ass e ganz kloert Beispill, e Moyen, fir géint den Décrochage scolaire virzegoen. Deen ass zwar der EU-Kommissioun no am europäesche Verglach - bon 6,3 % hei zu Lëtzebuerg géint 10,6 % an der Europäescher Unioun - relativ niddreg, mee déi Zuele muss een och relativiséieren, well effektiv den Educatiounsministère an enger Etüd vun 2018 deen Taux op 12,4 % gesat huet par rapport zum Joer 2016.

Vu dass en Diplom immens wichteg ass, fir an der Aarbechtswelt Fouss ze faassen, dierf een dëse Phenomeen also net ënnerschätze mat all senge sozialen a perséinleche Konsequenzen. Andeem se also ganz kloer deene Jonken e Wee gëtt, fir hinnen duerno och den Antrëtt an d'Aarbechtswelt ze erliichteren, hëlt hei d'Arméi iwwert d'Militärformatioun, iwwert de COPRAL hire soziale Rôle kloer wouer. An déi Kandidaten, déi hiren Test net packen, gi wärenddeem erëm an engem schoulesche Curriculum ageschriwwen, soudass se hir schoulesch Ausbildung erëm ophuelen a weiderféiere kënnen. Och dat ass deementspriechend positiv.

Elo no bal véier Joer geet et also drëms fir d'Regierung och ze kucken, wéi dëse Pilotprojet evaluéiert huet, sou wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, an em le cas échéant eng gesetzlech Basis ze ginn. An eisen Aen ass et heibäi wichteg, dass dee Prozess net nëmmen duerch déi concernéiert Acteure gedriwwe gëtt, mee dass eng Expertise vu bausse muss erageholl ginn. Och eng extern Evaluatioun soll gemaach ginn iwwert dëse Pilotprojet. An am Kontext vun dëser Evaluatioun mussen natierlech och, an dat ass vun de Virriedner ugeschwat ginn, déi Veränneruge bei den Opnamtester gesi ginn.

Et ass jo esou, dass effektiv déi schréftlech Tester duerch psychotechnesch, duerch psychologesch Tester ersat goufen. Dat huet natierlech och en Impakt op d'Preparatiounscoursen, déi dann och ugepasst ginn. Fir eis sinn awer dës Verännerungen net onbedéngt eng Ofschwächung vun de Mindestufuerderungen, déi een hëlt bei dëser Approche, mee et ass jo d'Fonction publique, déi generell dës psychologesch Tester agefouert huet an dat och bei der Selektioun beim Staat reflektéiert. Mee bei dësen Tester muss awer de Suivi gemaach ginn an och gekuckt ginn, wéi dës Tester applizéiert ginn.

Et muss een natierlech awer och soen, an och dat ass eng Realitéit, dass de Projet COPRAL an absolutten Zuele keng Auswierkung op de Rekrutement huet. D'Zuele sinn an deene leschte Jore souguer erofgaangen. An och d'Unzuel vun den Zaldoten, déi assermentéiert goufen, ass vun 2007 (veuillez lire: 2017) un erofgaangen.

Op där anerer Säit ass d'Demande grouss. D'Statistike vum Februar 2017 weise ganz kloer, dass déi Kandidaten, déi de COPRAL duerchlaf hunn, e méi groussen Taux de réussite haten am Verglach zum Rescht. 2018 huet sech dës Tendenz bestätegt an et geet och weider.

An dat weist och eng ganz interessant Aarbecht vum Pascale Bettel, déi jo Proff gouf, an, mengen ech, eng ganz qualitativ Aarbecht do gemaach huet, och kloer eraus. Dës Zuelen deiten also ganz kloer dohin, dass dëse Pilotprojet Potenzial huet. An natierlech brauche mer och fir eng richteg Evaluatioun méi komplett Donnéeën an och méi eng déif gräifend Analys.

Als LSAP si mer allerdéngs och der Meenung, dass dee Projet och net just op haart Zuele reduzéiert däerf ginn, mee och de sozialen Apport muss gekuckt ginn. Eng qualitativ Émfro, wéi gesot, am Kader vun deem Travail de candidature fir Proffen - an d'Madamm Bettel - huet gewisen, dass souwuel d'Enseignantë wéi och d'Schüler de Pilotprojet als nëtzlech empfannen.

Eng Majoritéit vun de Schüler seet ganz kloer, si wieren zefridden, si fille sech motivéiert, fir Ziler ze erreechen, fir aktiv am Liewen ze ginn a fir och doranner ze investéieren. An och wann déi meescht net zréck op de Wee vun enger schoulescher Ausbildung ginn, ass et immens ermutegend, ze gesinn, dass si an engem strukturéierte Kader positiv Erfarunge maachen a sech esou kloer eng Perspektiv fir d'Zukunft kënne virstellen an déi och erschaffe kënnen.

Dofir kënne mer eis als LSAP duerchaus virstellen, dass am Kader vun dëser Evaluatioun de Projet COPRAL regionaliséiert kéint ginn. Fir de Moment ass e just am Lycée technique zu Ettelbréck. Natierlech ass och do ze wëssen: Aus wéi enge Regioune kommen d'COPRAL-Schüler hier? Natierlech sinn dann och organisatoresch Erausfuerderungen, déi deementspriechend bleiwen.

De soziale Volet soll awer och bei dëser Evaluatioun consideréiert ginn. Vill COPRAL-Schüler, a mir wëssen et, kommen aus ganz schwierege Situatiounen, aus ganz schwierege Verhältnisser, an oft hu se e ganz niddrege Bildungsniveau. Genau fir dës Jonk bitt dëse Projet eng Chance, fir erëm am Liewe Fouss ze faassen, hir Perséinlechkeet, hir Kompetenzen an hiert Wësse weider ze entwéckelen, fir eng gewëssen Disziplinn ze hunn an och no Reegelen ze agéieren. An dat hunn d'Schüler och iwwregens vu sech selwer gesot, wéi se evaluéiert goufen: Si fille sech motivéiert.

Wa mer engersäits den Décrochage scolaire hunn, da kann een hei ganz kloer soen: « Ils accrochent ! » Dëse Projet ass also ganz kloer eng Zort École de la 2e Chance, wou d'Arméi hir sozial Roll iwwerhëlt. Déi Jonk gesinn et als Sprangbriet a bréngen et fäerdeg, ganz kloer eng Rei Qualitéite virzeweisen. An an den Ae vun der LSAP musse mer dat weider ënnerstëtzen a stäerken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et un der honorabeler Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et ass e bësse speziell, wann een als Fënneft zu deem Theema schwätzt. Jiddwereen huet iergendwéi déi selwecht Quelle gehat. Ech widderhuelen dann nach eng Kéier de Gros vun deem, wat scho gesot ginn ass, vu dass et preparéiert ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir lauschteren lech och gären no.

Plusieurs voix.- Ech och.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ëmmer gären. Dofir extra fir lech.

(Hilarité)

Den allgemenge Constat, dee mer hunn, ass jo, dass de Rekrutement an der Arméi eng gewëssen Erausfuerderung ass, dass et schwéier ass, déi néideg Leit ze fannen, déi mer brauchen, fir eise Missiounen an dem Fonctionnement vun der Arméi gerecht ze ginn. An de COPRAL ass e Projet pilote, deen deem entgéintwierke soll, deen do hëllefe soll, wou Coursen ugebuede ginn, déi potenziell zukünfteg Zaldoten op d'Épreuves de sélection eebe virbereede sollen.

Dëse Projet verfollegt en duebelt Zil. Engersäits sollen de Kandidaten hir Chancen, dës Testes de sélection bei der Arméi ze bestoen, duerch eng adequat Preparatioun erhéicht ginn a si och schonn e bësselchen am Virfeld mam Militärmilieu bekannt maachen. Anerersäits ass dëse Projet awer och ee wichtegt Element am Kampf géint den Decrochage, deen elo scho ganz oft ugeschwat ginn ass, andeems d'Kandidaten eebe begleet ginn op hirem Wee an oder zréck an d'Beruffsliewen.

D'Coursë ginn am Lycée technique vun Ettelbréck ofgehalen. Se riichte sech u Kandidaten am Alter tëscht 17 a 24 Joer an d'Formatioun besteet eeben aus véier Deeg an der Schoul, am Lycée, an engem Dag, dee se dann um Härebierg verbréngen. De Contenu vun de Coursen ass adaptéiert un d'Krittären, fir eeben herno d'Épreuves de sélection ze bestoen. A bon, wat eeben och wichteg ass: Et ginn awer och e puer elementar Notioune vu Sozialkompetenze vermëttelt - den Här Graas huet et schonn ugeschwat -: Disziplinn, Pünktlechkeet, Gruppenaarbecht, Organisatioun, Zouverlässegkeet, wat jo bekanntlecherweis och Notioune sinn, déi awer net vu Muttwëll sinn, wann ee sech herno op d'Sich no enger Aarbecht mécht ausserhalb vum militäresche Milieu.

Ausserdeem kréie se och am Beräich Sport eng Formatioun ugebueden. An ech mengen, dat ass och net vu Muttwëll, wann ee grad just kuckt, dass mer do vun enger Zilgrupp schwätzen, deenen hir physesch Konditioun net ëmmer esou ass, wéi een dat fir Leit an deem Alter erhoffe kann. Do ass déi sportlech Formatioun mat Sécherheet och een Atout.

Wa mer elo zur Evaluatioun vun deem Ganze kommen, bon, et ass de Moment nach relativ schwiereg zu engem konkreete Bilan ze kommen. Mir kënne festhalen, dass dës Coursen …

(Brouhaha)

Et ass iergendwéi e bësselche schwiereg grad …

(Coups de cloche de la présidence)

Dat ass léif. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Wéi gesot, et ass relativ schwiereg, en definitive Bilan ze zéien. Mir kënne festhalen, dass d'Coursen hëllefen, d'Visibilitéit an d'Attraktivitéit vun der Arméi als Employeur ze erhéijen, wat wichteg ass, wa mer eeben eis Rekrutementsziler wëllen erreechen.

Wa mer vu Kampf géint den Décrochage scolaire schwätzen, dann ass dëse Projet och en Element, wat op en Neits déi sozial Roll vun der Arméi ënnersträicht, well se sech aktiv engagéiert, enger Partie Jonker eeben de Wee zréck an d'Beruffsliewen ze erméiglechen.

U konkreeten Zuele ka Follgendes genannt ginn: Tëscht dem September 2016, dem éischte Schouldag vun dem COPRAL, bis zum September 2019, hu sech 197 Schüler ageschriwwen. 76 vun hinnen hunn dës Coursen erfollegräich ofgeschloss, a vun hinnen hunn der erëm 57 dunn d'Selektiounstester fir d'Arméi tatsächlech bestanen.

Bon, wéi gesot, et ass schwiereg, elo schonn déif gräifend Konklusiounen zéien ze kënnen. Mee et ass awer festzehalen, wat de Volet vum Taux de réussite ubelaangt, dass do … An ech mengen, ech hunn do aner Zuele wéi déi, déi den Här Biancalana genannt huet, well mat deenen Zuelen, déi ech hunn, wann ech déi vergläichen, dann ass do kee groussen Ecart zum Taux de réussite ze verzeechne par rapport zu deenen, déi iwwert den normale Wee, also ouni d'COPRAL-Coursen, d'Tester absolvéiert hunn.

Mee och wann d'Formatioun op deem Niveau keen direkten Impakt op den Taux de réussite huet, bleift awer, dass esou Programmer sënnvoll sinn, fir géint den Décrochage scolaire virzegoen. An ech géif och soen: Et geet hei net drëm, d'Defaiten no hannen ze verlageren, mee et geet drëm, Leit opzefänken. Echecke ginn et nun emol, ob een et wëllt oder net. Hei elo en Netz drënner ze spanen heescht jo net, dass ee parallell dozou net och Efforte mécht, fir Echecken ze verhënneren. Mee mir schwätzen hei vun enger Win-win-Situatioun, wou mer engersäits der Arméi hëllefen, hir Ziler ze erreechen, an op där anerer Säit e Sécherheetsnetz spane fir jonk Leit, déi eventuell hire Parcours e bësselche verlooss hunn.

Bon, elo ass d'Phas vum Projet pilote eriwwer an elo geet et drëm, deem Ganzen eng juristesch Basis ze ginn, zum Beispill, andeems se an de Kader vun deene Classes à objectifs spéciaux integréiert ginn.

D'Fro ass, wéi eng Nues mer deem Ganzen elo ginn. Fir d'Arméi eleng, mengen ech, mécht et éischter wéineg Sënn, de COPRAL auszebauen, mee et kéint interessant sinn, dem Minister an dësem Gesetz d'Méiglechkeet ze ginn, esou Klasse méi allgemeng och fir aner Beräicher

kënnen ze schafen, natierlech och ëmmer en vue, fir dem Décrochage scolaire eebe méi allgemeng entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De COPRAL-Projet, deen 2016 als Pilotprojet agefouert ginn ass, hat jo eng duebel Missioun an eng duebel Zilsetzung. Déi eng, an doriwwer ass ganz vill geschwat ginn, déi huet doranner bestanen, fir géint d'Rekrutementsproblemer bei der Arméi virzegoen. An déi zweet, dat war eeben, fir géint den Décrochage scolaire virzegoen.

Mat deem éischten Objektiv hu mir eis als Lénk natierlech e bësse méi schwiereg gedoen, well mer net onbedéngt mat der Ausriichtung vun der Arméi esou 100%eg averstane sinn, och net 100%eg adheréieren zu deene strateegeschen Zilsetzungen, wéi se formuléiert sinn an deene respektiven Dokumenter wéi Défense 2025, soudatt mer do éischter mat enger gewëssener Skepsis dat Ganzt am Ufank gekuckt hunn an eis awer virun allem op deen zweete Volet du fokusséiert hunn: Mee wat huet dat da wierklech bruecht, wat den Décrochage scolaire ugeet?

Am Koalitiounsprogramm steet ganz richteg, datt soll eng Evaluatioun vun deem Pilotprojet gemaach ginn. Déi Evaluatioun an där Form ass am Moment nach net do. Mee wat et gëtt, an dat ass déi selwecht Source, wéi den Här Biancalana a warscheinlech och d'Madamm Empain sech zu Rot gezunn huet, ass den Travail de candidature vun der Madamm Bettel, déi op 150 Säite relativ exhaustiv besonnesch op dee Volet Décrochage scolaire agaangen ass. An déi 150 Säiten hunn ech och ganz gutt gelies. Se ware fir mech eng Zort Formation continue an ech sinn eng ganz Rëtsch Saache gewuer ginn, déi ech och selwer virdrun net wosst.

Deen éischte Constat, wat de Rekrutement bei der Arméi ugeet, ass effektiv deen, datt d'Zuelen net esou massiv an d'Luucht gaange sinn. Am Géigendeel, se sinn éischter souguer relativ konstant bliwwen. An och déi nei COPRAL-Coursen hunn do elo näischt bewierkt, datt sech un der Rekrutementsfront immens vill beweegt hätt.

Wat awer erauszeliesen ass, an dat ass, mengen ech, e positiivt Element, dat ass, datt et en Taux de réussite gëtt, deen, wat den Opnameexamen, fir bei d'Arméi ze goen, net weesentlech méi héich ass wéi deen normalen, mee datt sech hannert deem soi-disant Taux d'échec eigentlech och en Taux de réussite nach eng Kéier verstoppt: Nämlech all déi Leit, déi dann decidéiert hunn, no där Erfarung, no engem Trimester oder no zwee Trimester, eventuell net bei d'Arméi ze goen, dee COPRAL-Cours ofzebriechen, net fir dann erëm näischt ze maachen, mee well se gesinn hunn an deem Trimester, an deene Wochen, datt se motivéiert gi sinn, fir entweeder eng Léier fäerdeg ze maachen oder en aneren Ausbildungswee, eng regulär schoulesch Ausbildung, erëm unzefänken. An dat ass, mengen ech, een Deel vun engem Taux, vun enger Reussite vun deem Projet, dee ganz interessant ass an aus deem sech an eisen Aen och nach eng Rëtsch aner Froen erginn.

Et gi Best Practices, aus deenen ee léiere kann. Ech mengen, eng besteet doranner, esou konnt een et op jidde Fall liesen, dee relativ enke Kontakt tëscht der Schoul, also tëscht der Schoul zu Ettelbréck, an dem Employeur, dem zukünftege soi-disant méiglechen Employeur, nämlech um Härebierg, wou eng ganz enk Betreiung vun deene Schüler do war, wat dann eeben derzou gefouert huet, datt dat Ganzt awer in globo bei enger net onbedéngt einfacher Schoulpopulatioun zu engem relativ gudde Resultat gefouert huet.

An ech mengen, datt dat dat Element vun deem COPRAL-Projet ass, wou een, mengen ech, och fir d'Zukunft kéint weiderdenken, ob deen Employeur an Zukunft dann ausschliisslech den Härebierg soll sinn. Wéi gesot, an eisen Ae kéint ee sech do nach aner Saache virstellen. Mee dee Modell, fir a ganz enker Partnerschaft, a ganz enker Zesummenaarbecht mat engem méigleche „futur employeur" kënnen eppes opzebauen, huet an eisen Aen op jidde Fall absolutt sënnvoll erschéngt. An dat ass dann déi Dimensioun, déi een och, bei aller Skepsis par rapport zur Arméi, net niéiere kann, nämlech déi sozial Roll, déi d'Arméi dann effektiv spillt.

An do ass dann als Ofschloss vläicht d'Fro un den Arméisminister: Am Regierungsprogramm steet relativ lapidar an onverbindlech, datt déi sozial Roll vun der Arméi soll iwwerpréift, analyséiert a verstäerkt ginn. An ech wéilt da froen, wou dat dann elo ass, annerhalleft Joer nodeems den Arméisminister da gewiesselt huet, an ob et do da schonn eventuell Konklusioune ginn, wat déi sozial Roll ugeet.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. De COPRAL. Ech hu mech emol e bëssen an dat Theema mussen aliesen. Wann een net esou an deene Kreesser ënnerwee ass, dann huet een do d'Kenntnisser net. Et ass awer e ganz interessante Projet, muss ech Iech soen.

Mir hu festgestallt, dass et de richtege Wee ass, fir verschiddene Leit eng zweet Chance ze ginn. Wa se an der Schoul hir Problemer haten, kann de COPRAL se um richtege Wee virbereeden, fir an der Arméi hir zweet Chance unzepaken.

Et ass awer och esou - et iwwerrascht Iech wéineg -: Mir géifen eis awer och wënschen, dass de COPRAL och verstäerkt op déi digital eenzel Kompetenze géif setzen, well mer wëssen, dass an der Arméi Projete wäerte kommen, wou déi digital Kompetenzen, sief et mat Dronen oder anere Computeren, verstäerkt gefrot sinn.

E bëssen iwwerrascht si mer iwwert d'Ukënnegung vum Här Generol gewiescht, dass d'schréftlech Tester géifen ofgeschaaft ginn an dat Ganzt duerch psychologesch Tester ersat soll ginn. Do hu mer eis natierlech déi Fro gestallt, wéi et da mat dem COPRAL weidergeet, woubäi mir awer do gesinn, dass esou oder esou de COPRAL e Méiwäert duerstellt. Och wann herno keen Test do ass, kann en awer nach eng Kéier d'Qualitéit vun der Arméi stäerken, iert d'Leit dann herno an hir Musterung ginn.

Déi aner Fro, déi mer eis gestallt hunn, an do kann den Här Minister eis vläicht herno eng Äntwert ginn, ass, firwat dass de Rekrutement am Moment op d'EU-Bierger limitéiert ass. Fir eis Piraten kéint een do iwwer eng Ouverture schwätze bei der Arméi, dass een higeet an et seet een: „Mir limitéieren et net nëmmen op EU-Bierger, mee wann e Britt oder Schwäizer", et sinn dräi Joer, wou een hei muss liewen, „dräi Joer hei lieft, weess ech net, wat do géif verhënneren, dass dee sech an der Arméi géif engagéieren."

(Interruption)

An zweete Punkt: Beim Rekrutement, wat mer e bëssen och eropgestouss ass, ass den Alter. Am Moment ass et esou: Bis 26 Joer kann ee bei d'Arméi goen. Ech weess elo net, ob ee mat 27 Joer net méi fit genuch wär. Dofir hu mer och deementspriechend eng Motioun matbruecht, well dat fir eis eng Diskriminatioun duerstellt, dass een eng Kéier sollt iwwert den Alter diskutéieren, well mat 27, 28, oder verschidde Leit si souguer nach mat 40 méi fit wéi anerer mat 20, ob een net wëllt higoen an de Rekrutement opmaache fir Leit iwwer 26.

Motion 1

D'Deputéiertechamber,

- feststellend, dass d'Opnamebedéngunge fir de Fräiwëllegendéngscht an der Arméi den Héchstalter op 26 Joer festleeën;

- wëssend, dass den Alter vun enger Persoun net hir physesch Gesondheet erëmspigelt an dofir net als Krittär fir eng Aarbecht gëlle sollt;

- ugesiichts vum Koalitiounsofkommes vun dëser Regierung, an deem et heescht: « La lutte contre toutes formes de discrimination en constitue un élément essentiel. »[1]*;*

- zum Zil huelend, dass all Form vun Diskriminéierungen an eiser Gesellschaft muss ofgebaut ginn, ob tëschent Geschlechter, op Basis vum Alter oder aneren;

invitéiert d'Regierung,

- d'Héchstaltersbeschränkung vu 26 Joer vum Fräiwëllegendéngscht an der Arméi ofzeschafen an d'Selektioun no Krittären ze gestalten, déi den Ufuerderunge vun der Aufgab als Zaldot entspriechen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Une voix.- Mir ginn och nach.

(Hilarité)

[1] Säit 53 vum Koalitiounsaccord 2018-2023

M. Marc Goergen *(Piraten).*- En zweete Punkt: Wann de COPRAL d'Leit gutt virbereet a se dann duerch d'Arméi mat gudden Notten an enger gudder Ausbildung herno op de Beruffsmarché kommen, si mer och der Meenung, dass ee sollt higoen a soen, dass déi beim Staat erëm verschidde Prioritéiten hunn. Eis gefält de Projet immens gutt, fir dass d'Chamber soll an dëse Formatiounen herno mat beschützt ginn, well op enger Säit stellt et eng Entlaaschtung fir eis Police duer. Op där anerer Säit brauch eis Arméi nieft den Auslandsasätz och nach herno berufflech Perspektiven, déi mer den Zaldote bidden, well d'Zaldoten, wa se sech fir d'Arméi entscheede mussen, dann herno jo och eng Sécherheet mussen hunn, op wéi ee Wee dass hir berufflech Karriär geet.

A fir méi Leit op d'Arméi virzebereeden, géife mer eis wënschen, wéi och schonn ugeklongen ass, dass an de Lycéeën am Viraus eng gewësse Filière géif op Beruffer mat Uniform virbereeden. Do kann ee jo iwwer CGDIS, Arméi, Police an anerer diskutéieren.

Allgemeng stinn d'Piraten immens positiv zum COPRAL. A mir géifen eis och wënschen, dass nom Pilotprojet de COPRAL géif weidergefëiert ginn.

An nach e klengt Wiertchen zur Arméi: D'Piraten stinn och positiv zur Arméi, awer wa se zu Friddensasätz an zu Hëllefsasätz agesat gëtt.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. An och merci dem Här Kartheiser, fir déi Initiativ geholl ze hunn, an och allen Deputéierte fir hir Beiträg.

Ech wëll vläicht am Ufank e puer Virbemierkunge maachen, ier ech dann zu dem COPRAL selwer e bëssen och unhand vun den Zuelen eppes wëll soen, och Zuelen am Verglach mat deenen, déi iwwert den normale Wee fueren.

Mee mir mussen eis bewosst sinn: Och wa mer natierlech alleguerten der Meenung sinn, datt d'Arméi och eng gewësse sozial Fonctioun ze erfëllen huet, de Leit eng zweet Chance ze ginn an esou weider an esou fort, esou ass d'Arméi jo awer an alleréischter Instanz eng wichteg Administratioun fir d'Sécherheet vum Staat, déi am Beräich vun der Sécherheet muss aktiv sinn, déi international Aufgaben huet. An d'Aufgaben, déi do verlaangt ginn, dat, wat do verlaangt gëtt, gëtt ëmmer méi komplex an ëmmer méi technesch. Ëmmer méi digital Kompetenze gi verlaangt. An duerfir, bei allem, wat mer eis all wënschen, datt mer natierlech hei Leit eng zweet Chance wëlle ginn, musse mer awer oppassen, datt mer den Haapt-, de Core Business vun der Arméi hei behalen.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt bei deem Rekrutement vun der Arméi an Zukunft Leit gebraucht ginn, fir datt d'Arméi och ka fonctionéiere mat deenen Aufgaben, déi se huet, déi eng gutt Ausbildung, souguer eng héich Ausbildung hunn. Dat geet vun normalen Zaldote bis Ënneroffizéier, Offizéier, déi mat deenen technesche Moyenen, mat deene se schaffen, mussen eens ginn, déi déi Missiounen och kënnen erfëllen, déi vun hinne verlaangt ginn.

Wann Der Iech emol eng Kéier e bëssen ukuckt, wat de Moment zum Beispill an der NATO vun Diskussioune sinn iwwert d'Sécherheet a wat fir eng Saachen an der internationaler Sécherheet eng Roll spillen, da gesitt Der, datt dat extreem komplex Saache sinn. Dat ass net méi wéi nach viru 40, 50 Joer, datt et just drëms geet, fir ze soen: „Mir mussen ee mat engem Gewier trainéieren an da muss deen an den Asaz goen." Mee do si ganz aner Saache verlaangt.

Duerfir wëll ech domadder soen, datt mer eis däers eebe musse bewosst sinn, wa mer iwwert deen heite Volet schwätzen. Dat wëllt awer natierlech net heeschen, datt esou Initiative wéi déi, déi geholl gi sinn, fir dee COPRAL an d'Liewen ze ruffen, oder och aner Initiative scho virdrun, datt déi schlecht sinn. Mee mir sollen eis jo awer och keng Illusioune maachen.

Wann Der d'Zuele kuckt, da musst Der wëssen, datt bei der Arméi 91,3 % vun den Zaldoten éischter aus de Classes inférieures kommen, dat heescht, ganz schwaach Klassen: Septième bis Cinquième. A wann Der Iech d'Zuelen ukuckt, da stellen ech fest: Bei 197 COPRAL-Schüler der et 57 an d'Arméi gepackt hunn. Dat sinn 30 %. Wann ech den normale Wee kucken, 120 Jonker, déi iwwert den normale Wee selektionéiert sinn, do sinn der plus ou moins 50, déi an d'IB komm sinn. Dat sinn och 30 %.

Dir gesitt also, datt et guer keen Ënnerscheed gëtt tëschent deenen engen an deenen aneren. Dat huet mat där éischter Zuel ze dinn, déi ech genannt hunn, datt eeben 91,3 % einfach eng ganz schlecht, fir net ze soe keng Ausbildung hunn, wa se probéieren oder wa se an d'Arméi wëlle goen. Mee, wéi gesot, dat ännert awer näischt drun, datt mer sollen all Efforte maachen, fir ze kucken, datt déi Situatioun an Zukunft aneschters gëtt.

Ech muss awer soen, datt mer och mussen oppassen, datt mer hei net Saache fuerderen, déi an der Praxis schwéier ëmsetzbar sinn. Wann zum Beispill gesot gëtt: „Mir mussen eng Filière schafen an der Schoul" - do wäert de Claude Meisch drop agoen -, mee wann Der dann och nach sot: „Mir maachen dat am ganze Land, op alle Schoulen" - mir musse wëssen, mir brauchen hei eng Proximitéit zum Härebierg -, ass dat komplizéiert herno, fir dat ze organiséieren. Mee, wéi gesot, de Claude Meisch kann dozou herno awer nach e puer Saache soen.

Da wëll ech awer och nach eppes soen zu deem Test. Et gëtt gesot: „Deen neien Test fir de Rekrutement, dee mécht d'Saach méi schwéier." Nee, dat ass net wouer.

Éischtens ass den Test, dee mer maachen, ugepasst un deem, wat an der Fonction publique de Moment souwisou de Standard ass. A virun allem gëtt Wäert geluecht op en Test de capacité cognitive. Dat heescht, et ginn awer och eng Rei kognitiv Saache gekuckt. Dat wëllt awer net heeschen, datt et doduerch méi schwéier ass, eranzekommen. Wierklech net. An dat huet och näischt ze di mam COPRAL. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dat Eent ass den Test, fir an d'Arméi ze kommen. Dat anert ass eng spezifesch Ausbildung vun der zweeter Chance, wéi et hei richtegerweis genannt gëtt, fir ze kucken, déi Leit fit ze maachen, fir datt se herno den Test eventuell kënne packen.

Mee mir musse kucken, datt mer natierlech bei den Tester, déi gemaach ginn, awer eng Rei Fäegkeeten, do ginn ech dem Här Kartheiser Recht, déi awer wichteg si fir d'Arméi, net kënne vernoléissegen: Fitness, Sport an esou weider an esou virun. Mir musse se virun allem dorobber virbereeden; well et geet een nach ëmmer an d'Arméi. Ech mengen, wat mer wëssen: Arméi heescht awer nun eemol, datt ee muss eng gewësse Fitness mat sech bréngen, well soss dat Ganzt, wéi gesot, kee Sënn mécht.

Dann zu dem soziale Rôle. Et ass gefrot gi vum Här Baum, wat mer bis elo gemaach hunn. Mee ech mengen, mir si jo amgaangen, oder mir hu jo schonn definéiert, datt mer eng Rei nei Karriären am Staat wëlle schafen, wou eebe grad Leit wéi déi heite kënnen erakommen. Dat sinn haaptsächlech Gardiensformatiounen an esou weider. Mir wëllen och méi Wäert leeën op d'Arméi an hir Aufgaben am ziville Beräich, bei Stiermasätz oder zum Beispill, wa mer en Zonk zéien. Dat si jo zivill Aufgaben, déi d'Arméi do mécht, mee wou d'Arméi awer gewësse Fäegkeeten huet, fir dat relativ schnell an effikass ze maachen. Ech mengen, alles dat gehéiert zu deem soziale Beräich.

Dann nach zu der Fro mam Alter. Här Goergen, ech mengen, Dir hutt och eng Motioun hei gemaach, wou Der verlaangt, datt den Alter soll ofgeschaaft ginn. Ech kann Iech soen: Déi kann ech gär unhuelen, well mir maachen dat. Am Gesetz wäerte mer et virgesinn. Mir sinn amgaangen, um Gesetz ze schaffen, der Loi organique vun der Arméi, a mir wäerten déi Alterslimitt ofschafen. Déi ass och beim Stat jo eng Kéier ofgeschaaft ginn - dat ass nach e Relikt vu fréieren Zäiten, firwat dat nach hei dran ass -, an duerfir gëtt dat gemaach. Ech hunn awer kee Problem. Wann d'Chamber déi Motioun wëllt unhuelen, kënne mer déi unhuelen, mee déi ënnerstëtzt eis an eppes, wat mer souwisou amgaang sinn ze maachen.

Voilà, ech wëll elo mol do ophalen. Ech mengen, ech muss dem Här Meisch och nach, éischtens, e bëssen Zäit loossen, an hie wäert dann nach e puer Wuert soen iwwert dee méi schouleschen Deel an dee méi pedagogeschen Deel vum COPRAL.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. An de Relais iwwerhëlt direkt den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht als Complement zu deem, wat den Defenseminister, de Fränz Bausch, gesot huet, wëll ech nach eng Kéier preziséieren, datt, och wann d'Rekrutementskrittären op der Säit vun der Arméi geännert hunn, dat net onbedéngt mat sech bréngt, datt den Niveau geännert hätt vun deene COPRAL-Coursen. Do

wäerten d'Contenue grosso modo nach ëmmer déi selwecht sinn, och wann een natierlech Elementer ka mat afléisse loosse vu Preparatioun op esou e psychologeschen Test. Mee dat ass jo keng Matière, déi ee léiert iwwer Méint ewech. Dat ass jo éischter en Test, deen allgemeng Fäegkeete wëllt ofpréiwen.

Eng Saach war mer net ganz kloer, wat hei an der Fro eigentlech opgeworf ginn ass. Mir schwätze vun de COPRAL-Coursen, wou mer an der Reegel Contenue vermëttelen, déi um Niveau, soe mer mol, vun enger Cinquième am Enseignement secondaire général vermëttelt ginn. Da kommen awer gläichzäiteg Froen op: Misste mer net eng ganz Filière maachen?

Ben, um Niveau vun enger Cinquième hu mer nach keng Spezialiséierung. Do geet et jo ëm eng breet Ausbildung, eng allgemeng Ausbildung, sief dat sproochlech Kompetenzen, sief dat Mathematik, sief dat technesch, naturwëssenschaftlech Kompetenzen, an hei ganz besonnesch mat engem Fokus natierlech op déi sportlech Kompetenzen, well dat jo awer dann dat ass, wat herno d'Arméi zum groussen Deel och als Spezialitéit ausmécht.

Wann een dat wëllt diskutéieren, wat Dir opgeworf hutt vun enger ganzer Filière, ass dat jo dann éischter eppes um Niveau vun enger Troisième oder vun enger Première, mee wat dann awer op aner Responsabilitéiten um Niveau vun der Arméi oder och vun anere Sécherheetsberuffer géif hiféiere wéi dat, wat de COPRAL haut mécht.

Ee kuerzt Wuert vläicht zur Fro vun der Evaluatioun vun deem Projet. Ech denke schonn, wéi ech prinzipiell der Meenung sinn, datt, wann een eppes Neies an der Educatioun aféiert, een dat och no enger gewëssener Zäit soll evaluéieren. Et muss een awer ëmmer kucken, par rapport zu wat een et evaluéiert. Den Här Kartheiser huet richteg gesot, datt mer hei Jonker unzéien an déi COPRAL-Coursen, déi ganz oft schonn en Echec virdrun haten. Et kann ee se sécherlech net mat der Moyenne vun enger Schülerpopulatioun vergläichen. Et muss ee scho wëssen, datt dat heite fir si eng zweet Chance ass an datt fir si vläicht och en zweeten Echec méi probabel ass wéi an der Moyenne vun enger ganz normaler duerchschnëttlecher Schülerpopulatioun.

Wann ee wëllt vergläichen, da misst een eigentlech kucke goen: Wat ass de spéidere Parcours? Wa se an d'Arméi erakomm sinn, wat fir e Wee hu se duerno gemaach? Wann da vläicht aner Weeër ageschloe goufen - an do ginn ech dem Marc Baum Recht, well se och vläicht gemierkt hunn, datt se aner Kompetenzen entwéckelt hunn, déi se och direkt eriwwer an eng aner Formatioun oder an en anere Beruff, an eng aner professionell Aktivitéit gezunn hunn -: Wat war hire Wee duerno? An et misst een dat vergläiche mat deene Jonken, déi vläicht schonn eng Kéier decrochéiert haten an dann net an de Genoss vun esou enger COPRAL-Formatioun oder enger änlecher konnte kommen. An do, denken ech, gesi mer dann, wat déi reell Plus-value vun där Initiativ hei ass.

An da gesi mer och, datt et jo hei eppes ass, wat wuel an enker Zesummenaarbecht mat der Arméi entstanen ass - och op Demande hi vun der Arméi an aus der Erfarung eraus, datt der ganz vill do bei de Rekrutementsepreuven eeben echouéiert hunn, fir déi besser ze preparéieren -, mee datt et eng Formatioun ass, déi allgemeng e Wäert huet an doduerjer eigentlech och, denken ech, egal wéi d'Rekrutementsprozedure vun der Arméi sech géife weiderentwéckelen, hire Bestand sollt hunn, an et deene Jonken, déi bis elo op jidde Fall dovunner konnte profitéieren - déi 197, och déi 76, déi et gepackt hunn, déi d'Coursen also bestanen hunn -, sécherlech e weideren Horizont opgemaach huet fir hir perséinlech an hoffentlech och berufflech respektiv schoulesch Entwécklung.

An do ass et jo awer och esou, datt dat net deen eenzege Projet ass, dee mer esou hunn. Mir hunn eng École nationale des adultes. Mir hunn Aktivéierungsservicer vum Service national de la jeunesse. Mir hu ganz vill Initiativen, déi géint den Decrochage ... oder sech fir de Raccrochage scolaire engagéieren. An dat heiten ass een dovunner.

Dat ass e bëssen och d'Äntwert op déi Demande hin: Musse mer dat doten elo regionaliséieren? Ech mengen, aus zwee Grënn net onbedéngt: Well mer op anere Plazen och änlech Ugeboter hunn, a mer awer och hei d'Proximitéit zum Härebierg brauchen an och d'Disponibilitéit vum Härebierg brauchen. Mir kënnen an der Kasär net däitlech méi Jonker hei mat begleede fir änlech Formatiounen, wéi dat momentan do de Fall ass.

Ofschléissend vläicht nach just zwou Remarken, Här President.

De Personalbesoin an der Arméi ënnerscheet sech net grondsätzlech vun deem a ganz villen anere Secteuren hei am Land. An da kann et och net esou sinn, datt eng Formatioun oder just eng Äntwert op déi Erausfuerderung do déi richteg ass. Mir schwätze vu Personalbedarf an de Soinen, am Gesondheetsberäich. Mir schwätze vu Personalbedarf am Handwierk, ganz breet. Mir schwätze vu Personalbedarf a villen Domäner vun der Fonction publique, och bei der Police a bei der Arméi. Mir schwätze vu Personalbedarf am Enseignement. Mir schwätze vu Personalbedarf an der IT-Branche. An och do musse mer kucken, wéi mer als Land dorobber reagéieren an net just allkéiers sektoriell.

Wat hei flott war, dat war virun allem och déi Zesummenaarbecht, déi stattfonnt huet tëschent dem Lycée technique vun Ettelbréck mat enger Ekipp vu ganz engagéierten Enseignanten, fir dee Programm do kënnen en place ze setzen, an awer och mat de Leit vun der Lëtzebuerger Arméi, an och dee Rapprochement do, dat géigesäitegt Verständnis: Wat ass d'Schoul? Wat kann d'Schoul? A wat ass awer och d'Arméi mat hirem Beruffsëmfeld a wat muss d'Schoul leeschte fir d'Arméi?

Dat, denken ech, ass eng ganz grouss Plus-value. An do soll ee wierklech net ausschléissen, fir dat och ze kopéieren op aneren Niveauen, op aner Beruffsberäicher, fir déi Integratioun do punktuell hinzekréien an och deene Jonke méiglechst fréi de Kontakt mat der reeller Beruffsaktivitéit kënnen hierzestellen, fir sech selwer e Bild ze maachen, fir sech selwer an där Aktivitéit och ze gesinn an dann och nach eng Kéier zousätzlech motivéiert ze sinn, fir alles dat opzesaugen, wat se brauchen, fir dann do kënnen eranzekommen.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Den Här Fernand Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech mengen, no dëser Debatt konnte mer jo feststellen, datt mer alleguer heibannen e ganz oppene Geescht hunn, fir iwwert dee COPRAL nozedenken, iwwer seng Virdeeler nozedenken, seng sozial Roll, seng Plus-value fir d'Arméi. An ech wollt Iech alleguer dofir häerzlech Merci soen, der Regierung an alle Parteien heibannen, déi gesinn, datt et wichteg ass, datt mer dee sozialen Engagement an och deen Engagement fir d'Sécherheet vum Land hei zesumme viruféieren.

Ech wëll mech och deene Mercien uschléissen, déi genannt gi si fir d'Madamm Pascale Bettel an hiren Travail de candidature, deen eis, mengen ech, alleguer inspiréiert huet an deen eng gutt Grondlag ass fir weider Diskussiounen och an deem dote Beräich.

Wat mer just an der Diskussioun opgefall ass, dat ass dat Argument, wat déi zwee Häre Ministeren hei genannt hunn: Dat ass d'Proximitéit vum Härebierg. Elo wëll ech net poleemesch ginn, mee ech mengen, et misst méiglech sinn, en Autobus ze organiséieren. Mir maachen dat och fir anerer, déi mussen ..., fir Kanner, déi iergendwou higefouert ginn. An ech mengen net, datt an eisem Land elo 10 Kilometer oder 15 Kilometer vum Härebierg e Problem sinn, dee mer sollten als en insurmentabelen Obstacle ugesinn, fir do Stagen ze organiséieren. Dat ass eng Fro vun Organisatioun, vu Logistik.

A wann dee COPRAL eng Kéier net nëmme Pilotprojet ass, mee en integralen Deel vun enger Filière oder vun enger institutionaliséierter Form fir d'Virbereedung op d'Sécherheetsberuffer an och als en Instrument de lutte géint den Decrochage, mengen ech, ass et méiglech, datt och d'Arméi méi Ressourcë bereetstellt, fir Stagen ze organiséieren. Ech mengen, dat ass wierklech elo net e Problem, dee mer per se sollten als esou grouss ugesinn, datt en eis sollt dovun ofhalen, op deem Wee weiderzedenken, deen hei ugeduecht ginn ass.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier villmools Merci. All Partei huet hei en oppene Geescht bewisen, all Partei war konstruktiv, a vun eiser Säit aus dofir e Merci u se alleguer. Mir freeën eis drop, mat Iech zesummenzeschaffen, fir de Projet weider no vir ze bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser, fir de Merci. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

Motion 1

Da kéime mer nach just zur Ofstëmmung vun der Motioun.

D'Madamm Stéphanie Empain huet d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt just am Fong geholl dat bestätegen, wat scho gesot ginn ass. Mir hunn eis dat elo hei ganz am Detail ugekuckt a wierklech näischt fonnt, wat eis gréisser Suerge bereet. Mir kéinten dann ënnert der Kloerstellung, dass dat awer alles souwisou schonn an der Pipeline ass, dës Motioun och esou akzeptéieren an hei matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Dann huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert gefrot.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Jo, ech stelle fest, dass an eisen Nopeschlänner, mat deene mer zesummeschaffen, notamment an der Belsch an och mat de Fransousen, dass et do Altere gëtt, déi awer méi héich si wéi déi, déi mir hunn. Dat heescht, wa mer an déi heite Richtung ginn, dass mer do expressis verbis 26 Joer setzen, woumat mir kënne liewen. Da muss ee sech awer herno e Kader ginn, un deem ee sech orientéiert par rapport zu eise belschen an de franséischen Noperen, besonnesch zu eise belschen, well mer jo och mat hinnen zesummeschaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf.

Kënne mer dann dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass mat dëser Motioun averstanen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

4. 7445 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7445 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Guy Arendt, den Här François Benoy, den Här Gast Gibéryen, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7445 zum Statut vun de Gemengefonctionnairen, iwwert dee mer haut befannen, wäert virun allem verschidden Dispositiounen, déi de 15. Juni 2018 am Kader vun der Modifikatioun vum Accord salarial vun 2016 getraff gi sinn, deen tëschent der Regierung an der CGFP ausgehandelt gouf, am Gemengesecteur haut ëmsetzen.

Dir wäert Iech erënneren, dass mer virun e puer Méint - den 19. November, fir ganz genau ze sinn - de Projet de loi 7418 hei gestëmmt hunn. Dësen Text huet bis op e puer Ausnamen déi selwecht Elementer fir d'Fonction publique beim Staat ëmgesat.

Fir de Parallelismus tëschent der Fonction publique vum Staat an de Leit, déi an de Gemenge schaffen, oprecht ze halen, muss deen Accord och am Gemengesecteur applizéiert ginn.

An dësem Kontext huet jo de Staat ëmmer d'Nues vir, d'Gemengen zéien no. An dofir war et halt wichteg, den Delai, den Ecart tëschent de Votte vun dësen zwee Gesetzer esou kleng, esou kuerz wéi méiglech ze halen. Deem ass haut also och esou.

D'Gemengen, déi sinn e wichtegen Acteur a Partner vum Staat. Si mussen ëmmer méi Aufgaben erfëllen, déi gläichzäiteg am Alldag och ëmmer méi komplex ginn. A si sinn et och, déi mat hirem Personal no um Bierger sinn an him am Alldag a ville Situatiounen zur Säit stinn.

Et ass och a jiddwerengem sengem Interêt, eng gutt Fonction publique communale ze hunn. Dëse Projet de loi dréit also kloer derzou bäi, de Gemengesecteur méi attraktiv ze gestalten an och d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren.

Haaptsächlech ginn hei dräi Punkten ëmgesat:

- De Stage gëtt vun dräi zréck op zwee Joer gesat.

- De Prinzip, dee virgesäit, dass d'Nominatioun vun deene Leit, déi hire Service provisoire ab dem 1. September 2017 ugefaangen hunn, also ënnert der Dispositioun, déi nach en Dräi-Joer-Stage virgesinn huet, gerechent gëtt, wéi wa se schonn e Joer éischter agetruede wier.

- An deen drëtten: Fir d'Period virum 1. Januar 2019 ginn d'Parts patronales a salariales vun de Cotisatioune fir d'Pensioun nei gerechent, fir deenen zwou Mesuren - déi effektiv, déi ech elo genannt hunn - Rechnung ze droen. Heibäi iwwerhëlt den Employeur d'Differenz tëschent deenen zwee Montanten.

Déi aner Mesure phare, nämlech d'Ofschafung vun der sougenanntener 80-80-90-Reegel, wäert iwwer Règlement grand-ducal gereegelt ginn.

Weiderhin ännert d'Gesetz e puer Dispositioune bezüglech de Gemengebeamten a mécht och e puer Ajoutten.

Et gëtt virun allem och hei versicht, eng besser Vereenbarkeet - net onwichteg! - vu Beruff a Famill ze erméiglechen. Sou ginn d'Dispenses de service un déi vun de Staatsbeamten ugepasst a Leit am Service provisoire kënnen elo och hire Congé parental méi flexibel huelen.

An och wéi beim Projet de loi 7418 gëtt elo d'Beruffserfarung aus dem Privatsecteur integral unerkannt.

Loosst mech vläicht hei och kuerz op d'Aarbecht vun der Kommissioun agoen!

Den Text gouf de 27. Juni an der Kommissioun vun der Madamm Ministesch Bofferding presentéiert.

Den 28. November huet d'Kommissioun dunn den Avis vum Staatsrot analyséiert an och eng Rëtsch Amendementer diskutéiert. Allgemeng sinn dës Amendementer zu engem groussen Deel déi selwecht wéi déi, déi um Projet de loi 7418 gemaach gi sinn, eeben halt par rapport zum Parallelismus.

Duerch den Timing vum Depot vum Projet de loi konnt den initialen Text d'Amendementer, déi um Text vum Projet de loi 7418 gemaach goufen, net an deen heite Projet integréieren. Dorop huet de Staatsrot a sengem Avis higewisen, a mir hunn eis och par rapport zum Projet de loi respektiv zum Gesetz 7418 alignéiert.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis zwou Oppositions formelles gemaach zu der Dispositioun, déi initial besot huet, dass d'Admissioun vum Gemengeservice fir Kandidate refuséiert ka ginn, deenen hire Contrat d'employé communal oder de salarié communal duerch eng „décision motivée" resiliéiert gouf. D'Formulatioun „décision motivée" ass dem Staatsrot no net prezis genuch a féiert zu enger Insécurité juridique, soudass mer och där Formulatioun vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

Am Artikel 3 zu den Transitiounsmesuren huet de Staatsrot festgestallt, dass ënnert der Formulatioun vum Paragraf 4, wou et ëm d'Cotisatioune fir d'Pensioune geet, net all d'Agenten, déi an de Paragrafen 1-3 viséiert sinn, couvréiert wieren, wat doweinst géint de Prinzip vun der Egalitéit an der Verfassung géif verstoussen. Och deen Text, dee Volet hu mer deementspriechend amendéiert.

Déi aner Amendementer setzen zum Beispill och d'Dauer vun der Suspension vum Service provisoire op maximal zwielef Méint fest.

Och en aneren Amendement ass méi spezifesch op de Gemengesecteur fokusséiert. Esou ginn am Artikel 3 zu den Transitiounsmesuren Dispositioune bäigesat, déi den Accessoires de traitement vun de Gemengefonctionnairen an den Accessoires d'indemnité vum Gemengenemployé Rechnung droen.

Ausserdeem gouf och enger Observatioun vum Syvicol Rechnung gedroen, dee säin Avis den 10. Juni 2019 publizéiert huet. Am initialen Text hätt ee kënnen interpretéieren, dass eng definitiv Nominatioun duerch d'Gesetz eleng automatesch a Kraaft trëtt, nodeems ee säin Exame gepackt huet. De Syvicol verweist hei op d'Gesetz vun 1985 zum Statut général vun de Gemengefonctionnairen, dat virgesäit, dass d'definitiv Nominatioun op Basis vun engem Vott am Gemengerot a Kraaft trëtt. Deem hu mer och als Kommissioun Rechnung gedroen. An och hei gëtt d'Gemengenautonomie da respektéiert.

Den 20. Dezember koum dunn en Avis complémentaire vum Staatsrot. Deen hu mer och an der Kommissioun de 16. Januar analyséiert.

Wärend de Staatsrot seng viregt Oppositions formelles opgehuewen huet, huet en nei Oppositions formelles formuléiert, déi en och hätt kënnen a sengem éischten Avis formuléieren,

par rapport zu der Hiérarchie des normes. An awer och do hu mer Amendementer gemaach par rapport zu deenen zwou Oppositions formelles.

D'Ministesch huet och an där selwechter Sitzung matgedeelt, dass effektiv beim Volet Formatiounszäit per Règlement grand-ducal och d'Formatiounsstonne wäerten zréckbehale ginn: 120 Stonnen.

Net méi spéit wéi elo en Dënschdeg hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl. An dass mer haut de Projet an der Chamber stëmmen, ass wichteg fir d'Gemengen, fir dass si och dës Ëmsetzung esou schnell wéi méiglech kënne maachen, well mer och wëssen, dass am Gemengesecteur e gewëssenen Drock och deementspriechend ass.

An natierlech ass hei awer och ze soen, dass duerch d'Ofschafung vun der 80-80-90-Reegel och wäerte Käschten an administrativ Aarbecht op d'Gemengen duerkommen. Dat ass kloer. Well dat de Moment schwéier anzeschätzen ass, wësse mer nach net genau, wivill dass dat kaschte wäert.

Op jidde Fall huet d'Ministesch eis zougesécher, dass se och bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz de Gemengen eng Circulaire wäert zoukomme loossen - wat begréissenswäert ass -, wéi se effektiv dëst Gesetz sollen an der Praxis mat hire Fonctionnairen, Beamten ëmsetzen.

Et muss een awer och dëse Projet an e méi largë Kader setzen, fir d'Gemenge generell méi attraktiv an och zukunftsfäeg ze maachen. Si hu villfälteg a komplex Aufgaben, sinn no bei de Besoinen an de Suerge vun de Bierger. An et gëllt déi mat motivéiertem a gutt forméiertem Personal esou gutt wéi méiglech am Interêt vun der Gemeng an am Interêt vun de Bierger ëmzesetzen.

An heimadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Kolleeg Dan Biancalana Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Deem ass net allze vill bäizefügen.

Ech wollt awer och drop hiweisen, wat immens gutt ass, datt mer et fäerdegbruecht hunn, nëmmen zwee Méint nodeem mer schonn d'Ëmsetzung gemaach hu fir d'Fonction publique beim Staat, dann och elo bei de Gemengebeamten deen Avenant vun dem Accord salarial tëschent der CGFP an der Regierung vum 5. Dezember 2016 ëmzesetzen.

Mir begréissen dat ëmsou méi, well dat do jo och eng Fuerderung vun de Gewerkschaften ass, fir déi Ëmsetzung méi schnell virzehuelen. Mir wäerten och dëse Gesetzesprojet ënnerstëtzen a votéieren.

Ech wollt awer nach op eng Fro zréckkommen, déi an der Kommissioun gestallt ginn ass, nämlech déi, firwat net d'Bonification d'ancienneté d'selwecht gereegelt ginn ass wéi bei der Reform vun de Schoulmeeschteschkarriären. Et ass effektiv esou, datt ab dem 1. Januar vun dësem Joer all déi nei Fonctionnairen, déi bei d'Gemenge kommen, hir Karriär, déi se ausserhalb vu Staat a Gemenge gemaach hunn, komplett unerkannt kréien all déi Joren, wou se geschafft hunn. Dat ännert awer elo net fir déi Leit, déi virdru geschafft hunn. Do bleift alles beim Alen.

D'Remark soll awer dann och nach erlaabt sinn - ech maachen dat dann och nach e bësselche an enger anerer Funktioun oder mat enger anerer Kap -, datt mer eis géife freeën, wann d'Regierung déi nächste Kéier och de Syvicol géif mat un den Dësch huelen, wa Verhandlunge gefouert gi mat de Gewerkschaften, fir datt mir och eis Usprécher kënne mat an déi Gespréicher erabréngen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Eicher. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Dan Biancalana fir säin ausféierleche Rapport. Et ass näischt méi bäizefügen. Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Arendt. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, ech wëll ufänken an dem Dan Biancalana villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass e wichtegt Gesetz, dat mer hei stëmmen. Nodeems mer positiv Ännerungen hate fir d'Leit, déi beim Staat schaffen, maache mer dat elo och bei de Gemengen.

Et geet also hei och ëm d'Zefriddenheet op der Aarbecht, Bien-être au travail, wat haut schonn eng Kéier um Ordre du jour war. Nodeems mer dat beim Staat gemaach hunn, maache mer dat elo bei de Gemengen, déi och eebe mam gudde Beispill virginn, fir hire Leit gutt Aarbechtskonditiounen ze ginn, grad och fir eng gutt „work-life balance" vun de Leit, déi do schaffen. Et geet also och ëm d'Valorisatioun vu Leit, déi engagéiert schaffen an all Dag am Déngscht si vun de Bierger.

Et hëlleft awer och, de Gemengesecteur, mengen ech, méi attraktiv ze maachen. E Secteur, deen zum Deel och Schwieregkeeten huet, fir Leit ze fannen, dat ënner anerem jo och doduerch, dass mer de Leit, déi aus dem Privatsecteur kommen, hir Zäit urechnen an d'Stagezäit och reduzéiert gëtt, an op där anerer Säit och d'Conciliatioun tëschent Famill a Beruffsliewen hei verbessert gëtt.

Ech ginn dofir den Accord vun de Gréngen, well mer mat deem heite Gesetzestext d'Konditioune fir d'Leit, déi an de Gemenge schaffen, däitlech verbesseren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit dem Kolleeg Dan Biancalana e Merci fir säi Rapport. Ech mengen, en huet e wierklech an allen Detailer hei erkläert an en huet och virun allem nach d'Differenzen erkläert, wat tëschent dem Accord, dee mer am November hei fir d'Fonction publique gestëmmt hunn, vis-à-vis elo vun deem fir d'Gemengen nach geännert ass, soudatt deem am Fong näischt bäizefügen ass.

Mir hunn am November den Accord fir d'Fonction publique gestëmmt an et ass och nëmmen eng Selbstverständlechkeet, datt mer och haut dem Accord fir d'Gemengen zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, et gëtt näischt bäizefügen. Dat maachen ech dann och net an ech ginn den Accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Huet den Här Goergen nach eppes bäizefügen?

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och merci dem Här Dan Biancalana fir säin exzellente Rapport. An och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An elo huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, als Éischt emol merci un de Rapporteur an och un déi Leit, déi awer hei d'Wichtegkeet vum Gemengesecteur elo an de Vierdergrond gestallt hunn.

Effektiv, mat dësem Projet hei suerge mer fir Verbesserunge fir d'Gemengepersonal a maachen eng Gläichstellung zur Fonction publique. Mir alignéieren eis hei bei der Transpositioun zu 100 % zu deem, wat eeben do ëmgesat ginn ass. An en net onweesentleche Volet ass awer och nach, dass mer hei awer d'Gemengen als attraktive Patron gesinn, déi och fir gutt Aarbechtskonditioune suergen.

Zu de Froen, déi den Här Eicher gestallt huet.

Jo, de Syvicol ass net bei de Verhandlungen derbäi. Do muss ee soen, bei dësem Projet de loi geet et jo elo emol ëm d'Ëmsetzung, eeben d'Transpositioun vum Accord salarial. Dat heescht, mir maache jo dat, wat do ëmgesat ginn ass, eent zu eent.

Dir wësst awer - an do begéine mer eis jo och reegelméisseg - an der Commission centrale, alles, wat de Gemengesecteur betrëfft, wou mer selwer kënne verhandelen, dass mer eis do reegelméisseg begéinen, fir kënnen ze diskutéieren. An dat ass fir mech och dee richtege Wee, dat eeben op deem Niveau ze maachen, fir, wéi mer ëmmer soen, de Sozialdialog am Gemengesecteur héichzehalen.

Zu Ärer zweeter Fro vun der Bonifikatioun vun den Zäiten am Privatsecteur. Do gëtt et ab dem 1. Mäerz elo dëst Joer genee wéi beim Staat gemaach. Et gëtt zu 100 % esou ëmgesat. Och hei gëtt et keng Differenz, well mer eis hei jo komplett alignéieren.

Fir de Rescht soen ech jiddwerengem nach eng Kéier Merci, deen hei matstëmmt. Dir wësst, mir sinn am Interieur amgaangen, um Gemengegesetz ze schaffen, fir et ze reforméieren. Och dat heite gehéiert eeben zu eisem Prinzip vun de moderne Gemengen. Dozou gehéiere Leit, déi motivéiert sinn, déi qualifizéiert sinn, déi, wéi virdrunner scho gesot ginn ass, am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger all Dag stinn. An duerfir nach eng Kéier e grousse Merci. Ech mengen, dat heiten ass och haut e wichtegt Zeeche fir de Gemengesecteur.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7445. Den Text steet am Document parlementaire 7445[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7445 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7445 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7445 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient (suite)

Ier mer dës Sëtzungswoch ofschléissen, stëmme mer nach iwwert d'Motioun Nummer 2 vum Här David Wagner of, déi gëschter am Kader vun der Aktualitéitsstonn iwwert d'Mënscherechtsverletzungen am Noen a Mëttleren Osten deposéiert gouf.

Ass nach eppes zu där Motioun ze soen?

(Négation)

Soss kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen ofgeleent ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

6. Communication de M. le Président

Ech wëll just drop hiweisen, datt dëst virleefeg déi lescht offiziell Sitzung mam Generalsekretär Claude Frieseisen ass.

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mee mir wäerten awer nach an ëffentlecher Sitzung mat enger Honorifikatioun op dem Claude seng verdéngschtvoll Aarbecht an dësem héijen Haus zréckkommen.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, dat maache mer zu engem spéideren Zäitpunkt. Him awer jiddefalls haut emol ee virleefege Merci fir säi fantastescht Wierken an dësem héijen Haus.

(Applaudissements)

Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19. an 20. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen. An Iech alleguer eng flott Fuesvakanz a briecht Iech näischt am Wantersport!

(La séance publique est levée à 18.13 heures.)

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

SÉANCE 26

MARDI
17 MARS 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Déclarations de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, concernant le Coronavirus Sars-CoV-2 « Covid-19 », suivies d'un débat
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Déclarations : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Débat : Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Lydie Polfer) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.04 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 mars 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7525** - Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2) de la loi du 15 décembre 2019 portant modification 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5) de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 20.02.2020

***7526** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005*

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 20.02.2020

***7527** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) et

2. de la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.02.2020

***7528** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 25.02.2020

***7529** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo, le 17 juillet 2018*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.02.2020

***7531** - Projet de loi portant :*

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27.02.2020

***7532** - Projet de loi relatif à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises en difficulté financière temporaire*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.03.2020

3) Les demandes de pétition ordinaire et de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1496** - Demande de pétition publique : Non à la fermeture des agences de la BCEE*

Dépôt : Daniel Codello, le 13.02.2020

***1497** - Demande de pétition publique : Dat nämmlecht Iessensgeld fir jiddereen an all Secteur*

Dépôt : Ronny Lommel, le 14.02.2020

***1498** - Demande de pétition publique : All Petitioun misst an déi dräi offiziell Landessproochen iwwersat a veröffentlecht ginn*

Dépôt : Ronny Lommel, le 14.02.2020

***1499** - Demande de pétition publique : Pour un cadre légal, un contrôle et une réglementation stricte du métier d'agent immobilier et des pratiques des agences immobilières en général*

Dépôt : Alexandre Petruzzi, le 17.02.2020

***1500** - Demande de pétition publique : Pause de travail incluse dans les 8 heures de travail journalier dans le secteur public et privé*

Dépôt : Ernad Rastoder, le 18.02.2020

***1501** - Demande de pétition publique : Décharge du comité de direction de la Spuerkeess pour manque d'intérêt du bien-être de la population*

Dépôt : Bruno Gomes, le 18.02.2020

***1502** - Demande de pétition publique : Alternativen zum Elektroauto / Alternatives pour les voitures électriques*

Dépôt : François Zeien, le 22.02.2020

***1503** - Demande de pétition ordinaire : Tarife für Anwälte und Notar*

Dépôt : Paulette Bollendorff, le 25.02.2020

***1504** - Demande de pétition publique : Demande de démission du Premier Ministre et tout le Gouvernement luxembourgeois*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 27.02.2020

***1505** - Demande de pétition publique : Coronavirus - interdiction d'envoyer les enfants aux écoles et aux crèches si les parents sont en quarantaine en raison d'un voyage dans les zones contaminées*

Dépôt : Sarah Tausendfreund, le 27.02.2020

***1506** - Demande de pétition publique : Fir eng besser Busverbindung an der Regioun Naturpark Öewersauer am Kader vun der RGTR-Reform - Pour une meilleure accessibilité des transports en commun jusqu'à la région du Lac de la Haute-Sûre dans le cadre de la réforme du réseau RGTR*

Dépôt : Jeff Gangler, le 29.02.2020

***1507** - Demande de pétition publique : Fir eng Mandatstrennung zu Lëtzebuerg bis spéitstens 2023 / Pour un non-cumul des mandats politiques jusqu'en 2023*

Dépôt : Georges Sold au nom de CSJ, Jonk Demokraten, JSL, déi jonk gréng, ADRenalin, Jonk Piraten, elo!, le 02.03.2020

***1508** - Demande de pétition ordinaire : Pétition interdisant les animaux de compagnie dans les complexes d'appartements mais uniquement dans les maisons individuelles (chalets, maisons individuelles, etc.)*

Dépôt : Achillefs Papanastasopoulos, le 06.03.2020

***1509** - Demande de pétition publique : Solidarité avec les hommes, femmes et enfants grecs. Frontière grecque.*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 06.03.2020

***1510** - Demande de pétition publique : Stop tabac*

Dépôt : Irene López Arranz, le 06.03.2020

***1511** - Demande de pétition publique : Faire du jour international de la femme un jour férié*

Dépôt : Catia Margarida De Almeida Fernandes, le 08.03.2020

***1512** - Demande de pétition publique : Rupture des relations diplomatiques, commerciales et consulaires avec la Turquie. Agression de la Turquie contre l'UE*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 09.03.2020

***1513** - Demande de pétition publique : Demande au Gouvernement pour la démission du Ministre des Affaires étrangères*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 10.03.2020

***1514** - Demande de pétition publique : Coronavirus - quarantaine dès maintenant*

Dépôt : Helmi Adam, le 10.03.2020

***1515** - Demande de pétition publique : Les résidents du Grand-Duché de Luxembourg demandent des mesures incisives et immédiates pour contraster la diffusion du Covid-19*

Dépôt : Emanuela Schiavoni, le 11.03.2020

***1516** - Demande de pétition publique : Gradsou wéi de Schouldokter soll e Psycholog all zwee Joer an d'Schoule kommen*

Dépôt : Sarah Thoss, le 11.03.2020

***1517** - Demande de pétition publique : ++ de cours de luxembourgeois à Esch-sur-Alzette*

Dépôt : Nora Mallim, le 13.03.2020

***1518** - Demande de pétition publique : Cesser les devoirs à domicile au sein de l'école fondamentale (1ère à la 6ème classe)*

Dépôt : Domenico Laporta, le 15.03.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Déclarations de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, concernant le Coronavirus Sars-CoV-2 « Covid-19 », suivies d'un débat

Dës Woch huet d'Chamber just ee Punkt um Ordre du jour: eng Deklaratioun vum Premierminister Xavier Bettel an der Gesondheetsministesch Paulette Lenert iwwert de Coronavirus mat uschléissender Debatt.

Erlaabt mer virewech e puer Remarken, wat d'Chamber ubelaangt:

D'Chamber bleift op a bleift voll handlungsfäeg. All d'Kommissiounssëtzunge fir dës Woch sinn ofgesot, an dat aus follgende Grënn:

- fir d'Verbreeden a besonnesch d'Vitess vum Verbreeden ze verhënneren an esou déi operationell Capacitéit vum Gesondheetssecteur ze erhalen,

- fir déi operationell Capacitéit vun der Chamber mëttel- a laangfristeg ze erhalen,

- fir d'Uweisunge vun de kompetenten nationalen Autoritéiten ze respektéieren.

Et ass der Chamber wichteg, datt hir konstitutionell Roll zu all Moment kann erfëllt ginn. Mir mussen derfir suergen, datt den éischte Pouvoir och muer an iwwermuer funktionéiert a sengem Rôle als Pouvoir législatif a senger Kontrollfunktioun kann nokommen.

Mir mussen all zesummestoen an déi sozial Kontakter op e strikte Minimum reduzéieren, soudatt jiddereen, dee medezinnesch Hëllef brauch, dës Hëllef och ka kréien.

D'Gesetzesprojeten, déi mat der aktueller Situatioun ze dinn hunn, wéi zum Beispill de Gesetzesprojet iwwert de Régime d'aides fir d'PMEen, déi temporär finanziell Schwieregkeeten hunn, wäerten natierlech net reportéiert ginn.

An d'Chamber ass prett, fir all Zenario fir dës schläichend Naturkatastroph ënner Kontroll ze bréngen!

Fir déi recommandéiert Sécherheetsdistanzen ze respektéieren, gi jeeweils zwee Sëtzer tëschent all Deputéierte fräigelooss. Déi aner Kolleeginnen a Kolleege suivéieren d'Debatt aus Kommissiounsraim a si mat eis verbonnen. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen, déi zur vulnerabeler Kategorie gehéieren an net hei sinn, sinn automatesch entschëllegt.

D'Situatioun ass eescht. A mir musse Responsabilitéit ergräifen, andeems mir eis Aktivitéiten zréckstellen an esou anerer iwwerzeegen, fir et och ze maachen. D'Chamber bleift voll a ganz funktiounsfäeg a wäert weiderhin an engem enken Dialog mat der Regierung stoen.

Eise kollektive Merci gëllt deem ganze Gesondheetssecteur an alle Bedeelegten um Krisemanagement. Merci och allen Initiateure vun de Solidaritéitsaktiounen!

Här Premierminister, Dir hutt elo d'Wuert.

Déclarations

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir hunn zu Lëtzebuerg eng aussergewéinlech Situatioun, eng Situatioun, wéi et se am Land hei nach net ginn ass. Dat Allerwichtegst, an ech widderhuele mech, dat ass, dass mer d'Verbreedung vun deem Virus mussen aschränken. Dir hutt d'Zuele matkritt vun haut: 140 infizéiert Persounen. Wann Der et vergläicht mat den Zuele vu gëschter, gesitt Der, dass wann een net zesummen agéiert, mer richteg Problemer wäerte kréien.

Mir sinn an der Lutte géint e Virus a mir musse besonnesch déi méi vulnerabel Persoune vun

onser Gesellschaft maximal schützen. Mir alleguerten hunn eng Verantwortung, net nëmmen heibannen, jiddweree vun eis, all Resident hei am Land, all Persoun, déi heihi schaffe kënnt. All Eenzelen ass en Deel vum Problem, wann e sech net un d'Reegelen hält, an en Deel vun der Léisung, wann e sech drun hält.

Ier ech op den Detail vu verschiddene Mesuren aginn, wëll ech och ganz däitlech eppes soen: „Bleift doheem! Dat ass deen allerwichtegste Prinzip. Bleift sou vill et geet, sou laang et geet, maximal doheem!"

Jo, et gëtt Exceptiounen. Mee d'Grondhaltung muss sinn, dass jiddwereen déi meeschten Zäit doheembleift a kee Kontakt mat anere Leit huet. Kee Kontakt! Oder sou mann Kontakt mat anere Leit och kritt.

Wat sinn déi eenzeg Exceptiounen?

Professionell Deplacementer, souwäit dat néideg ass. Also, wann een net ka vun doheem aus schaffen.

Medezinnesch Rendez-vousen, déi urgent sinn an net kënne verluecht ginn. Dofir och en Appell: Urgent medezinnesch Traitementer! Net eppes, wat kann an engem Mount, an zwee Méint, an dräi Méint organiséiert ginn.

Liewensmëttel akafe goen. Essenziell Rendezvousen, déi net kënne verluecht ginn.

Op eng Bank goen. Wann een eng Kaart huet, kann een dat och alles iwwert de Bancomat maachen. Et muss een net eragoen. Et muss och eng wichteg Aktioun sinn, fir dohinnerzegoen.

Et dierf een och an d'Natur. Awer et soll een eleng an d'Natur goen. Et soll een net zu dräi, zu véier, zu fënnef an d'Natur goen a sech zesummen treffen, fir sech ze gesinn. Dat ass dat falscht Zeechen, wou verschidde Leit mengen, dass een dann zesummen eppes ënnerhëlt.

Ech weess, mat deem Wieder, dass ee Loscht huet, aner Saachen ze maachen, dass ee Loscht huet, den Noper ze invitéieren an e Barbecue ze maachen, dass ee Loscht huet, e Picknick ze maachen, dass ee Loscht huet, op eng Spillplaz ze goen an do mat de Kanner Stonnen ze verbréngen. Dat ass alles falsch! Et muss verstane ginn, dass déi direkt sozial Kontakter op en absolutte Minimum musse reduzéiert ginn!

D'Activité économique en général gëtt net ënnerbrach. D'Fabricke fonctionéiere weider, well et wichteg ass, dass och d'Versuergung am Land ka garantéiert ginn.

D'Regierung huet awer festgehalen haut de Moien, dass d'Chantiere mussen zougemaach ginn. Dat bedeit, dass all Chantier dobausse vun elo un nach ka clôturéiert, ofgeséchert ginn an dann zou ass. Dat kann Zäit an Usproch huelen. An dofir kënne mer net soen, dass dat ab muer de Fall wäert sinn, mee et geet elo drëms, dass all Chantier ka sécher a propper zougemaach ginn a spéitstens e Freideg den Owend um fënnef Auer muss zou sinn.

Wichteg ass heibäi och ze ënnersträichen, dass d'Handwierksbetriber kënne weider schaffen an och en Depannage a Reparatiounen assuréieren, awer net méi op Chantiere kënne schaffe goen.

All d'Spillplaze sollen zougemaach ginn. D'Gemenge sinn hei opgefuerdert, dat och ëmzesetzen. An ech hunn och scho matgedeelt kritt, dass d'Gemeng Lëtzebuerg déi Decisioun och de Moie getraff huet.

Mir sinn eis der Envergure vun dëse Mesuren och fir ons Wirtschaft bewosst. An ech kann lech versécheren, dass d'Regierung hei keen am Ree stoe léisst a mir alles maachen, fir dës Kris och op engem ekonomesche Plang ze iwwerstoen. De wirtschaftlechen Impakt vun dëser Kris wäert grouss sinn, mee de Schutz vu Mënscheliewe steet viru Wirtschaftsinteressen.

Et ass net onwarscheinlech, dass d'Welt, an domadder och onse Grand-Duché, duerch d'Ausfäll vun de leschten an den nächste Wochen an eng Rezessioun erarutscht. Mir maachen alles, fir och den Impakt dovunner kleng ze halen. An deem Kontext ass et gutt a berouegend ze wëssen, dass Lëtzebuerg eng staark Wirtschaft an zolidd Staatsfinanzen huet an domadder och finanzielle Spillraum huet, fir dës Kris am beschten ze probéieren ze meeschteren.

D'Zil ass et, dass d'Entreprisen esou gutt wéi méiglech duerch dës Kris kommen an dass d'Aarbechtsplazen an domadder och d'Akommes vun de Leit geséchert gëtt. Eise Finanzsystem ass zolidd, eis Banke si gutt kapitaliséiert an hunn d'Lektiounen och vun der Kris vun 2008 geléiert.

De Staat kënnt de Bierger an de Betriber och entgéint, wat d'Bezuele vun de Steieren ugeet. Grad fir dass dës Liquiditéiten an de Betriber bleiwen a si och domadder schaffe kënnen, ass et ganz wichteg, dass:

éischtens, Firmen an Independanten, déi Liquiditéitsproblemer hunn, wäerten zousätzlech Delaie kréien, fir hir sozial Cotisatiounen an och hir Steieren ze bezuelen. Konkreet kann all Firma an all Independant bei der Steierverwaltung eng einfach Demande maachen, fir d'Avancë vum éischten an zweeten Trimester 2020 annuléiert ze kréien. D'Avancë brauchen elo vum éischten a vum zweeten Trimester net bezuelt ze ginn, op einfach Demande.

Si kënnen och en zousätzlechen Délai de paiement vu véier Méint ufroen, wärend deem och keng Zënse lafen, fir all Bulletin, wou d'Echeance nom 29. Februar 2020 entfält. Dës Demandë ginn ouni Delaien accordéiert. Fir de klenge Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, ass den Enregistrement ugewisen, nach dës Woch all Solde créditeur an der TVA ënner engem Montant vun 10.000 Euro ze rembourséieren. Iwwer 20.000 Betriber wäerte vun dëser Mesure kënne profitéieren. Par ailleurs, an dëst „de manière générale", gëtt den Delai, fir d'Steiererklärung anzereechen, op den 30. Juni geréckelt, an dat fir all Betrib a fir all Persoun.

De Finanzminister wäert dës Woch och méi op d'Detailer agoen an och iwwert déi Mesuren informéieren an och déi generell Modalitéite bekannt ginn. Do derniewent hu mer Krisemesuren, wéi gesot, de Chômage partiel, wou 80 % vun de Salairë vum Staat iwwerholl ginn. An dee Mechanismus ass och op aner Secteuren ausgewäit gi wéi just d'Industrie, déi am Moment déi Eenzeg war, déi dovunner kéint profitéieren.

Mir wäerten och den Independanten ënnert d'Äerm gräifen. Mir maachen de System vun den Hëllefe vun de PMEen op fir all Entreprise. An de Plaffong gëtt op 500.000 Euro pro Entreprise eropgesat. Mir hunn och Modifikatiounen am Text iwwert d'Artistes professionnels an d'Intermittanten ugeholl an d'Zuel vun de Schaffdeeg pro Mount erofgesat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten de Moie Regierungsrot. Nom Regierungsrot hunn ech och gefrot, fir d'Institutiounen ze gesinn, de Staatsrot an d'Conférence des Présidents. No engem Gespréich mam Grand-Duc komme mer net derlaanscht, fir och exceptionell Mesurë matzedeelen.

Mir wäerten den Artikel 32 (4) vun onser Verfassung invoquéieren an den État de crise zu Lëtzebuerg deklaréieren. Dat ass en absolutt aussergewéinlecht Instrument. En Instrument, wat virgesinn ass fir e Fall wéi deen heiten, wou mer Mesurë mussen huelen, fir déi Kris schnellstméiglech kënnen och an de Gréff ze kréien.

Mir schafen e klore Kader am Aklang mat der Verfassung. Et ass definéiert, wat dee Kader ass, an et ass limitéiert op déi Mesuren, déi net iwwert déi normal legislativ Prozedur kënne geholl ginn. A maximal zéng Deeg, nodeems mer dësen Text ugeholl hunn an de Staatsrot seng Zoustëmmung ginn huet, muss d'Chamber och den Text hei validéieren, an dee gëllt fir eng maximal Zäit vun dräi Méint. D'Parlament kann dat zu all Moment réckgängeg maachen oder och ënnerbriechen. An et gëtt och eng parlamentaresch Kontroll, an déi ass wichteg. A mir hunn eis och engagéiert vis-à-vis vun den Deputéierten, dass, wa Mesurë geholl ginn, mir och selbstverständlech d'Chamber direkt informéieren.

Jo, Här President, mir sinn an enger Kris. Mee mir packen déi Kris, wa mer eis richteg verhalen an déi richteg Mesuren zum richtegen Zäitpunkt och huelen. Deen Zäitpunkt ass elo an et ass wichteg, dass jiddwereen och seng Verantwortung iwwerhëlt.

Et ass mer nach wichteg ze ënnersträichen, dass Lëtzebuerg, dass de Staat, dass eis Institutioune fonctionéieren, esou wéi Der dat elo just virdrun och fir d'Chamber erwäänt hutt. D'Geschäfter gi beliwwert. D'Grenze ginn zum Deel kontrolléiert, mee mir hunn d'Garantie kritt op jidde Fall, dass se net sollten zougemaach ginn.

Mee erlaabt mer fir d'éischt och nach e grousse Merci, Här President, e grousse Merci der ganzer Ekipp ënnert der Madamm Lenert am Gesondheetsministère, dem Personal an deene verschiddene Spideeler, dem ganze Personnel médical, all deene Leit, déi schaffe mussen, fir dass mer eeben och nach kënne probéieren, esou gutt wéi méiglech en normaalt Liewen ze hunn, all deene Benevollen. Ech kréie Messagen: „Ech kann hei proposéieren ..." - „Kann ech do hëllefen?" - „Ech hunn hei eng Méiglechkeet ze hëllefen", ... Deen Élan de générosité deet engem gutt!

Ech ka mech net erënneren, dass mer esou eng Kris hate wéi déi, déi mer haut erliewen. A mir kënne se och nëmme packen, wa mer eis alleguerten un déi Reegelen halen, déi mer lech ginn. Déi Reegele sinn net fir d'Madamm Lenert oder fir mech, déi si fir ons alleguerten. Déi sinn am Interêt vun all eenzelem Bierger. Se net anzehalen, ass en Deel Egoismus, well et gefäert een net nëmme sech, mee et ass een och eng Gefor fir déi aner.

Mir packen dës Kris just zesummen, Här President, wa mer déi Reegele respektéieren, wa mer solidaresch sinn an och zesummenhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen.

Mir héieren dann elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert, déi eis eng zousätzlech Deklaratioun iwwert de Coronavirus wäert maachen. Madamm Gesondheetsministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech hunn d'Wuert. Als Éischt géif ech dovunner profitéieren, fir nach eng Kéier dat ze rappeléieren, wat scho gesot ginn ass, wat oft gesot ginn ass a wat awer zu dësem Zäitpunkt net oft genuch ka gesot ginn: Firwat huele mer Mesuren?

Mir huele Mesuren, well mer grad an deene Wochen, déi elo kommen, wou mer op dee Pic vun deem Virus zouginn, do wëllen eis Aktivitéit esou wäit wéi méiglech erofdrécken. Dat ass extreem wichteg. An et ass extreem wichteg, dass dat elo geschitt!

Firwat huele mer nach déi Mesuren? Ma fir dass mer eise Gesondheetssystem gestäerkt kréien, dass mer déi Leit, déi do schaffen, esou stabill wéi méiglech halen an dass mer do kënne fonctionéieren, dass mer wierklech kënnen do si fir déi, déi eis elo wäerte brauchen am Gesondheetssecteur.

D'Situatioun ass grav. D'Zuele schwätze fir sech. Mir si bei 140 Fäll haut. Mir hunn ugefaange mat ganz wéineg. Et huet een dat nach net wierklech eescht geholl, mee et geet steeteg erop. D'Courbe gesäit bei eis net anescht aus wéi an anere Länner.

Elo gëtt gesot: „Déi Zuelen, dat seet näischt aus." Ech weess. Déi Zuele kann een nach net richteg vergläiche mam Ausland. Mir hunn net genuch Donnéeën. Et gëtt ënnerschiddlech getest. Mir sinn eisen informellen Informatiounen no am Teste wäit iwwert deem, wat d'Ausland mécht. Ech kann dat awer och net richteg behaapten haut. Mir hu just Telefonsechangen. Dofir gëtt gesot: „Okay, d'Zuele sinn dofir bei eis da méi héich. Wa mer méi testen, dann hu mer och méi Positiver."

Egal wéi et ass: Dee Virus ass matzen an Europa a Lëtzebuerg läit matzen an Europa. A mir hunn alarmant Zuelen. Dat soll jiddwerengem haut kloer sinn.

Hospitaliséiert si vun deenen 140 positiv geteste Fäll zu dësem Zäitpunkt just sechs Leit. Et sinn der Gott sei Dank nach net vill. An ech kann och haut soen, dass mer just een hunn, deen am Moment op der Intensivstatioun läit.

Ech ginn oft gefrot: „Wivill Leit si scho geheelt?" Do hu mer nach keng ganz impressionant Zuelen, well nun eeben emol d'Saach esou ass, dass een no 14 Deeg eréischt als geheelt consideréiert ass. A viru 14 Deeg hate mer nach net ganz vill Fäll, also hu mer och haut nach net ganz vill ze berichten, wat elo d'Heelung ugeet. Dat kënnt awer. Au fur et à mesure gëtt dat méi transparent.

Wou ech elo wollt drop agoen, dat ass dat, wat méi spezifesch am Secteur vun der Santé leeft bei eis, fir lech do ze informéieren, wat ee sech do muss drënner virstellen.

Ech rappeléieren, dass déi interministeriell Aarbechten ugelaf sinn ënner mengem Virgänger, an zwar den 12. Januar mat der Annonce, wou deemools 3.200 Fäll a China waren. Zu deem Zäitpunkt ass de Krisestab informell aberuff ginn. A säithier gëtt och dorobber geschafft bei eis. Mir ginn natierlech net au fur et à mesure eraus fir ze alarméieren, mee geschafft gëtt vun Ufank un am Hannergrond, an intensiv.

Säit gëschter, muss ech soen, ass bei eis am Haus, am Ministère de la Santé, absolutte Krisestab. Dat heescht, mir maache soss näischt méi wéi wierklech Corona an engem Fonctionnementsmodus, deen e Krisestabmodus ass. An deementspriechend setze mer och eis Prioritéiten.

Déi sinn also net méi op Projet-de-loien am Moment, mee wierklech op där Kris hei. Mir probéiere wierklech all eis Moyenen, well och bei eis si Leit, déi krank sinn. Mir schaffen och net mat 100%eger Capacitéit, genau wéi an deenen anere Betriber. Jiddwereen, deen do ass, ass mobiliséiert, fir heirobber ze schaffen. A mir si verstäerkt gi vun aneren Haiser, soudass mer wierklech alles maachen, wat mer kënnen, fir hei sou gutt wéi méiglech derduerchzekommen.

Wat bedeit dee Krisemodus elo konkreet? Dat bedeit, dass mer dagdeeglech Echangen hu mat eisen Acteuren, mat de Spideeler, mat den Dokteren, mat deenen eenzele Corps-de-métieren, déi am Asaz sinn, mam CGDIS. Dat heescht, et gëtt dagdeeglech ofgeschwat, fir dass mer am Haus eng Vue hunn op dat, wat um Terrain leeft.

Mir schaffen och permanent un eise Recommandatiounen a Circulairen. Mir hunn där eng ganz Rei op eisem Site fir déi Professionell, och Kommunikatiounsmaterial fir de grand Public. Do si mer dagdeeglech mat eiser Hotline am Kontakt mam Secteur fir ze héieren: Ass eppes net kloer? Kënne mer d'Kommunikatioun verbesseren? Dat heescht, dat dréit duerchgeeënd. Wou mer héieren: „Et gëtt eppes net richteg verstanen", probéiere mer, dat ze adaptéieren. Mir kucken d'Froen, déi d'Leit hunn. D'FAQen adaptéiere mer deementspriechend.

De Monitoring, dee mer wëllen en place setzen, dat leeft ab haut. Dat ass wierklech eng Vue, déi mer dagdeeglech hunn op d'Zuel vun de Rehabetter, op d'Personal an den Haiser, op d'Material, wat do ass, op d'Besoinen.

Mir hunn e Recensement gemaach vu sämtleche Besoinen, déi am Secteur sinn, vu vir bis hannen, alles, wat se brauchen, fir dass mer kënne ganz schnell a flexibel reagéieren an do asprangen, wou eppes gebraucht gëtt. D'Besoins en matériel, dorënner versti mer: den Équipement technique natierlech, dee gebraucht gëtt, mee och d'Protektioun, Masken, déi ganz Saachen, déi elo eeben op der Plaz gebraucht ginn.

Mir monitoren och d'Tester. Jiddwer Labo, deen Tester mécht ... Am Ufank war et just d'Inspection sanitaire, déi se ordonéiert huet, du si se iwwert den LNS gemaach ginn. Entretemps si mer, Gott sei Dank, opgestallt, all eis Privatlaboe kënnen och Tester maachen. Dat erkläert och, firwat d'Zuel op eemol ganz schnell eropgaangen ass. Do hu mer och eng Vue drop. Mir wësse genau, wivill getest gëtt. Mir sinn entre-temps op 1.500 Tester, déi gemaach gi sinn. Mir hunn ugefaange bei engen 20, enger Dosen. Dir gesitt och do: Dat leeft alles wierklech op de Capacitéiten erop.

Firwat maache mer dee Monitoring? Ma fir dass mer kënne ganz flexibel an deenen Deeg a Wochen, déi kommen, reagéieren: dohinner Saache bréngen, wou se grad gebraucht ginn, och vläicht ëmschichten, an eeben esou beschtméiglech e Service oprechterhalen.

Ech hunn et schonn e puermol gesot: „Mir schaffe mat engem Stock national." Ech weess, dass dat dobausse fir ganz vill Opreegung suergt. D'Leit maache sech Suergen, ob se Maske kréien, ob se alles hunn, wat se brauchen. Et ass net alles iwwerall do, wou d'Leit et gären hätten. A firwat ass dat esou? Mee dat ass esou, well mer e limitéierte Stock hunn.

Gläichzäiteg soen ech awer: „Mir hunn immens vill Commandë lafen. Mir hu säit Woche Commandë lafen." Dat heescht, dat, wat mir ageplangt hunn a wat mer och kënne bezuelen - a wat iwwerhaapt keen Theema ass, dass mer dat bezuelen -, dat ass wierklech vill. Mee ech muss dat haut an aller Däitlechkeet soen: „Et si Retarde bei der Liwwerung. Et si Saachen, déi kommen net erbäi. A mir waarden op déi Commanden. Mee déi Commandë lafen." A soulaang mer eeben net d'Sécherheet hunn, wéini e Fliger lant mat Material, bleiwe mer virsiichteg an eiser Distributioun mam Material a mir féieren dat wierklech geziilt dohinner, wou et gebraucht gëtt.

Et ass och esou, Dir hutt mech am Ufank ëmmer héiere soen: „Mir si bei deem europäesche Procurement derbäi." Si mer och. Do hu mer ganz vill Commandë lafen. Dat ass awer nach net ukomm. Ech wär frou, wann dat alles do wär. Et ass awer net do! Ech kann et net heihinnerzauberen.

Dat heescht, mir hunn ons kuerzfristeg wierklech selwer op d'Socke gemaach a mir si wierklech amgaange mat alle Moyenen, mat eisen Ambassadë sur place, mat eise Fluchgesellschaften, wierklech alles, wat mer iergendwou fannen u Material, erbäizekréien. An dat leeft gutt. Ech muss soen: „Dat mécht mech zouversiichtlech!" Ech kann haut net behaapten, wéini dass dat ukënnt, mee mir sinn haut de Moien an enger Situatioun, wou mer wierklech kënne soen: „Mir wäerten dat Material kréien." An da si mer wierklech gutt ausstafféiert domadder a mir kënne vill méi breet domadder erausgoen.

Mee Dir musst verstoen, dass et eis wichteg ass, en A op dee Stock ze hunn, well e muss dohinner, wou en am néidegste gebraucht gëtt. A wa mer et net schnell genuch erbäikréien, ass et extreem wichteg, dass mer déi Priorisatioun bäibehalen.

Mir sinn och amgaangen, eis Capacitéiten eropzesetzen. Eis Spideeler hunn hir Capacitéite ganz kloer. Mir hunn och eng Vue dorobber.

Déi kënnen ëmschichten. Mir kënnen d'Capacitéiten eropsetzen, andeems een Interventiounen, déi elo net esou noutwendeg sinn, zréckschrauft a wierklech Better fräi mécht fir d'Urgencen. Dat heescht, do ass nach Sputt.

Mir sinn awer amgaangen, intensiv Zousazstrukturen opzeriichten, souwuel ronderëm de CHL - also Zousazstrukture fir d'Urgencë wuelverstanen -, wou mer wierklech dee ganzen Ekipement dann dramaachen, fir déi urgent Rehabetter hinzekréien. Dat si mer amgaangen intensiv ze plange ronderëm de CHL. An och d'Luxexpo ass amgaangen evaluéiert ze ginn. Do wäert och esou en Zentrum virgesi ginn. Mir hoffen natierlech alleguerten, dass mer net mussen dorobber zréckgräifen, mee dat ass an der Planung. Dat leeft op vollen Touren alles.

Donieft si mer amgaangen, zousätzlech Capacitéiten anzeriichte fir d'Centres de traitement. Déi sinn accordéiert ginn, och vun der Regierung. Ee wäert op Kolpech kommen an een op Mondorf an den Domaine thermal. Do ass mat der Gemeng scho Kontakt opgeholl ginn. Wat ass dat? Dat si Centre-de-traitementen, wuer mer kënnen hospitaliséiert Leit hileeën, déi awer elo net eng Reha brauchen, déi méi einfach kënne betreit ginn. Dat heescht, do sinn zwee Centres de traitement ugeduecht. Dat leeft alles. Déi wäerten deemnächst prett sinn.

Mir gi mat eisem Material och ab haut an eng Stratégie de distribution eriwwer. Ech hu mech bis elo ëmmer bedeckt gehalen, well dat onkloer war mat eise Commanden. Mir haten drop gezielt, dës Woch scho Saachen hei um Territoire ze hunn, déi awer net ukomm sinn. Stand haut si mer méi zouversiichtlech. Duerch ons Eegeninitiativen hu mer ganz vill kënne mobiliséieren. Och vu menger Plaz e ganz grousse Merci: Immens vill Experten, Doktere vun dobaussen, jiddwereen huet gehollef, seng Kontakter ze aktivéieren, déi onméiglechst Kontakter zum Deel; mee ech mengen, mir hunn dat hikritt. Mat allem, wat mer um Lafen hunn, sinn ech zouversiichtlech, dass dat Material elo hei wäert ukommen.

An dat erlaabt eis, och haut eppes ze maachen, wat mer souwisou wëlles haten. Mir hu selbstverständlech eng Stratégie de distribution vun eisem Material. A mir sinn och elo op deem Punkt, wou mer soen: „Elo kënne mer déi deployéieren." Mir hunn en Deploiement ugefaange mat de Masken, notamment do, wou et am wichtegsten ass: bei der Médecine primaire.

Dat heescht, mir hu schonn eng 120.000 Masken d'lescht Woch ausgeliwwert un d'Dokteren. Déi brauche se am dréngendsten, d'Spideeler selbstverständlech och. A mir kënnen elo lues a lues nozéien. Dat heescht, mir ginn elo op déi Schinn, dass mer wierklech erausgi mam Material, well déi kritesch Wochen och elo kommen; an der staarker Hoffnung, dass mer geschwë kënnen eist Material um Flughafe begréissen, wat dann ukënnt.

Wat déi Strategie ugeet - ech wäert dann och drop agoen, dat ass wichteg, dat interesséiert d'Leit och notamment aus dem Secteur -, do fuere mer mat Kategorien, och do mat enger Priorisiérung. Et ass och net méi esou, dass een déi elo muss bei eis siche kommen an d'Villa Louvigny. Mir hunn d'Arméi säit gëschter am Asaz. Déi féieren d'Material eraus, au fur et à mesure, eeben no deem Plan de déploiement, dee mer en place hunn.

Do sinn aacht Kategorien, déi elo prioritär wäerten au fur et à mesure beliwwert ginn:

- Dat sinn d'Dokteren an d'Infirmieren, ça coule de source.

- D'Apdikter natierlech och. Ech weess, dass do ganz vill Onrou am Secteur ass, dass d'Leit sech do Suerge maachen. Si sinn natierlech verstäerkt presuméiert, mat Leit a Kontakt ze kommen, déi eventuell krank sinn.

- Dann hu mer dee ganze professionelle Secteur de soins.

- D'Masseuren, d'Kinéen, d'Zänndoktere brauche Material. Dat ass ganz evident.

- Dann och natierlech d'Personal am Spidol, d'Urgencen an Intensivservicer.

- Mir hunn d'Soins à domicile, déi och wäerte beliwwert ginn.

- Mir hunn d'Transporteur-sanitairen, déi an där Strategie dra sinn.

- An d'Laboratoiren, dat heescht, déi Leit, déi wierklech am Kontakt och sinn, déi ronderëm déi Resultater schaffen.

Dat heescht, dat ass e klassesche Plan de déploiement, dee mer en place hunn, ganz änlech wéi Der en och a Frankräich gesitt, wann Der do op de Site kucke gitt. Et ass net, dass mer dat net haten, mir hunn et just nun eeben emol zréckgehalen, bis mer wierklech eng gewësse Sécherheet hu fir ze soen: „Okay, mir kënnen elo iwwert dat absolutt Prioritäert erausgoen an ufänken, méi massiv erauszegoe mam Material." Well mer anerersäits eeben … Déi Sécherheet hätte mer einfach gäre gehat. An ech mengen, dat ass och e räsonabele Choix.

Fir aner Leit, déi a Guichete schaffen, weess ech, dass och ganz vill Suerg ass. Mir kréie vun alle Säiten d'Fro gestallt: „Wéi ass et an der Keess? Wéi ass et am Guichet?" Dat ass zu dësem Zäitpunkt nach net déi allerprioritäerst. Mir hunn déi aacht Kategorien, déi consideréiere mer elo als prioritär. Firwat? Majo, well wa mer eis Gestes barrières seriö huelen, da kënnen déi och do wierken. An déi kënnen net nëmmen do wierken, déi wierken och do: Dir stitt net eng Véirelstonn an der Keess am Cactus an och net op manner wéi zwee Meter, op alle Fall net cumuléiert!

An dat ass nach ëmmer de Krittär vun engem Contact étroit, dass een - wéi ee sech dat virstellt - ronderëm e Reuniounsdësch oder op enger Bänk am Park ass. Dat si Contact-étroiten, wou ee wierklech no beieneen ass, an dat iwwer eng Véirelstonn eraus.

Am normale Guichetsgeschehen ass dat net de Fall. Do ass dat relativ kuerz. Dat heescht, dat kënne mer nach halen. Wa mer natierlech … Mir hunn immens vill bestallt, muss ech soen. Mir hunn alles geholl, wat mer elo kruten op de Commanden. Wa mer bis wierklech immens vill hunn, kënne mer och do nach méi erausgoen. Mee à ce stade kucke mer wierklech: Wat kréie mer eran? An da gi mer no de Prioritéiten eraus mam Material, fir et esou sënnvoll wéi méiglech op d'Plaz ze kréien.

D'Geste-barrièren: also ganz wichteg och fir d'Leit am professionelle Secteur, déi a Kontakt si mat Leit. Respektéiert se! Jiddweree soll se respektéieren, mee och do ass et natierlech wichteg. Dir sidd vill méi do am Kontakt mat Leit. Et ass extreem wichteg, dorobber opzepassen, tëschenduerch d'Hänn ze wäschen, net an d'Gesiicht ze goen, wann ee Suen ugepaakt huet an esou weider. All déi Saachen, déi mer eigentlech wëssen.

Da wollt ech op eis Maison-medicallen agoen. Ech kann haut soen: „Déi wäerte muer opgoen, muer um 8.00 Auer. Dat steet." Mir schaffe mat eise Maisons médicales existantes elo ab muer. Dat sinn déi am Norden, am Zentrum an am Süden. Déi sinn ab muer 8.00 Auer op, an zwar fir déi Filière „Respiratoire" oder „Corona" oder wéi och ëmmer mer se wëllen nennen. Mir sinn am Moment esou am Operationellen, dass eis d'Inspiratioun ausgaangen ass, fir e flotten Numm ze fannen. Mee bis muer hu mer deen och nach.

Wat ass de Sënn vun deene Maison-médicallen? Ma dat ass, fir d'Fluxen ze separéieren. Et geet drëm, all Leit, déi Ootmungsbeschwerden hunn, an eng Filière ze kréien, wou mer an där Filière kënne maximal Sécherheetsstandarden en place setzen, fir d'Leit ze behandelen, fir d'Personal ze schützen a fir och wierklech e sécheren Diagnostic ze kréien. Op deene Plaze gëtt selbstverständlech massiv getest, systematesch getest. Mir hunn och ganz vill Tester bestallt. Also iergendwou kënne mer elo wierklech an dee Modus eriwwergoen, wou mer ufänken, flächendeckend a méi systematesch virzegoen. Déi Filièrë wäerte verstäerkt ginn.

Am Zentrum si mer der Meenung, dass d'Maison médicale ze kleng ass. Do wäerte mer um INS eppes kënnen ariichten. Dat ass jo elo eidel. Do leeft näischt méi. Do sinn Infrastrukture vun Dokteren. Dat heescht, um INS, do hu mer och gutt Parkingsméiglechkeeten. Do wäert fir den Zentrum esou eppes en place kommen.

A fir den Osten, do kënnt mat Sécherheet och eppes. Mir hunn zwee, dräi Sitten an der Evaluatioun, wou eis Leit amgaange sinn ze kucken, wou et am beschte Sënn mécht. Mee ech ka ganz rassurant sinn: Mir wäerte Solutioune fannen am Osten. Déi sinn amgaange gekuckt ze ginn, elo grad am Moment, wou mer wierklech och op haut den Owend oder muer spéitstens wäerte kënnen an dat Operationellt eriwwergoen an och do eppes en place hunn.

Voilà! Da gëtt et och nach Drive-in-Solutioune vun de private Laboen, déi mer kënnen ausbauen. Also, et wäert net un Infrastrukture feelen. Do kann ech Iech wierklech ganz berouegend soen: „D'Plaze wäerten do sinn. D'Personal ass prett." A Garantie op de Commandë kann ech och haut nach net ginn, mee, wéi gesot, awer e bësselche méi zouversiichtlech sinn, wéi dat déi lescht Deeg de Fall war.

Da ganz wichteg - et ass och de Moie vun den Dokteren iwwert de Radio gesot ginn -, wat d'Cabinet-médicallen an och d'Zänndokteren ugeet, dass dat net falsch verstane gëtt: Déi sinn net zou, mee mir fueren do och eriwwer op e ganz anere Mode de fonctionnement. Dat heescht, mir hunn et méiglech gemaach iwwert d'CNS, op d'Teleconsultation iwwerzegoen. An dat soll de Prinzip sinn.

Natierlech musse vulnerabel Leit hiren Dokter kënne consultéieren. Déi Praxe fonctionéieren, mee am Prinzip iwwer Teleconsultation. An de But vun der Teleconsultation ass, fir e propperen Triage dann ze maachen. Dat heescht, am Gespréich mam Dokter gëtt gekuckt: Ass et eng Urgence, déi net ka waarden?

Et gëtt e Rendez-vous gemaach idealerweis, oder d'Leit ginn orientéiert an d'Maison-médicallen, wa se déi Symptomer hunn. Mee de But ass och do, de Kontakt erofzekréien. Dat heescht: massiv an d'Teleconsultatioun. Do si mer och amgaangen, mat den Dokteren ze kucken, wéi mer dat esou einfach wéi méiglech kënne kréien. Dat Ganzt mat der Zilsetzung, en anstännegen Triage hinzekréien, dass mer dat Wichtegt kënnen trenne vun deem, wat vläicht net onbedéngt elo esou noutwendeg ass a wat ka verschiibt ginn.

Da schaffe mer och intensiv - dat sinn eis CNS an eis eSanté, déi dorobber sëtzen -, och zesumme mam Secteur, fir ze kucken: Wéi eng Solutiounen hu mer am digitale Beräich, fir dee ganze Flux vun deenen Teleconsultatiounen esou einfach an onkomplizéiert wéi méiglech ze maachen? Och do si mer derhannert.

Mir hu Solutiounen um Lafen. Verschidde Strukturen hu scho gutt Modeller en place. D'Iddi ass, eng Salle d'attente virtuelle ze kreéiere mat engem Tool, engem Outil, dee mer kënnen ubidden, wou jiddweree kann iwwert déi Salle d'attente virtuelle eebe beschtméiglech déi Consultatiounen ofwéckelen.

Dat si Saachen, déi mer am Beräich eHealth ugeduecht haten, déi ech elo natierlech precipitéiert hunn. Dat huet jo och heiansdo eppes Guddes: Da kréie mer dat elo ganz schnell en place an dann hu mer dat och hoffentlech fir an der Zukunft als gudde Modell, op dee mer kënnen opbauen.

Ech wollt ofschléissen - et ass herno un Iech, mat Froen nach ze kommen - mat deenen Erausfuerderungen, déi mir perséinlech am wichtegsten, Stand haut, sinn. Dat ass, nach eng Kéier - an dat ass, mengen ech, dat Schwieregst fir eis alleguerten -, déi ominéis Distance de sécurité tëscht deem engen an deem aneren. Et erwëscht ee sech ëmmer erëm selwer, dass een et net respektéiert.

Ech mengen, mir hunn alleguerte matkritt, dass mer net méi sollen d'Hand ginn oder eng Bise ginn. Dat ass relativ schnell gaangen. Mee déi Distance de sécurité, dat ass wierklech schwiereg. Mir mussen eis druginn, dat ze observéieren an och aner Leit drop opmierksam ze maachen, wa mer et gesinn.

Och do wëll ech drop opmierksam maachen, dass d'Leit vun der Police intensiv ënnerwee sinn, queesch duerch d'Land. Dat ass net, well mer an en Arméistaat iwwerginn, mee et ass hir Charge am Moment, et och de Leit, wa se gesinn, dass et net respektéiert ass, ze rappeléieren.

Ech mengen, et sëtzt och warscheinlech net déi ganz Bevëlkerung wierklech ëmmer virum Fernsee fir all d'Aktualitéiten. Ech ginn dervun aus, dass vill Leit dat awer vläicht nach net richteg verstanen hunn, matkritt hunn. Dat ass och elo haut an deenen Deeg de Rôle vun der Police, fir ronderëmzegoen an och ze froen. Vläicht och, d'Police freet heiansdo: „Wuer gitt Der hin? Ass dat wierklech néideg?" Dat ass, mengen ech, wichteg an dëser Zäit. Si kann do e ganz wichtege Rôle spillen, fir wierklech present ze sinn an ëmmer erëm an Erënnerung ze bréngen, wat Sënn an Zweck dovunner ass, an déi Leit, déi et vläicht net matkritt hunn, drop opmierksam ze maachen.

Dann hu mer meng nächst Prioritéit, dat ass dann déi - dat hutt Der verstanen -, déi sécherlech deem Material gëllt. Dat ware wierklech meng prioritär Beméiungen iwwert déi lescht Deeg, fir déi Commanden erauszekréien, d'Material ze orten, dat op Lëtzebuerg ze kréien.

An dann, et ass schlëmm, et mussen ze soen: „Mir wäerten dat ganz brutal musse sécherstellen!" Ech soen et haut fir d'éischt, ech hunn et nach net iwwert de Mikro gesot: „D'Material gëtt geklaut esou séier, wéi ee kucke kann." Et ass entre-temps surveilléiert vun der Arméi. An ech wäert och net soen, wou mer et lageren, mee mir hunn e Plang, wou mer et lageren op verschiddene Plazen. Duerch d'Arméi gëtt dat geséchert.

An där Hisiicht: Alarmant, wéi wäit ee kënnt! Mee berouegend an deem Sënn kann ech Iech soen: „Mir maachen alles, wat mer kënnen, fir dat Material ze sécheren an och sécherzestellen, dass et dee Moment, wou et gebraucht gëtt, wierklech ka via d'Arméi dohinner bruecht ginn, wou et gebraucht gëtt."

Dann, drëtte Volet, deen allerwichtegsten: eist Personal am Gesondheetssecteur an am Secteur de soins au sens large. Dat sinn déi Leit, déi mer elo mussen op de Bee behalen. Do musse mer alles drusetzen. Och si kënne krank ginn. Ech brauch Iech net ze soen, wat fir Suerge mer hunn am Hibléck op Nouvellen, déi eis esou eragetrollt komme vu Grenzen, déi zouginn. Mir hunn alles drugesat, Léisungen ze fannen an eis Pendler weiderhin an d'Land ze kréien. Op diplomateschem Plang hu mer alles gemaach, wat mer do kënnen. D'Leit hu Certificaten an ech hoffen, dass dat wäert klappen.

Netdestotrotz hu mer parallell deen Appell gemaach, dat hutt Der gëschter matkritt, fir Hoteller fräizeschalten. Um 12.00 Auer ass dee ganze Courrier erausgaangen un dee ganze Secteur. All déi Frontalieren, deene mer kënnen entgéintkommen an déi mer kënnen hei zu Lëtzebuerg logéieren, souguer mat hirer Famill, mat hire Kanner - da maache mer dat!

Mir hu ganz vill Zëmmere fräigemaach kritt an enger Rekordzäit. Dat heescht, Logement sur place: Et ass eng Offer do. De Sondage vun de Besoinen ass amgaangen a mir hoffen, dass mer do och eng Rei Leit wierklech hei op eisem Territoire vläicht kënnen halen, fir dass mer de Risiko net hunn, dass se iergendwann net erakomme moies.

Crèchen, am selwechte Sënn: Mir hunn néng Crèchen, déi fonctionéiere ronderëm eis Spidolsstrukturen, fir justement eisem Personal, wat keng Méiglechkeet huet, d'Kanner versuergt ze kréien, et awer méiglech ze maachen, schaffen ze kommen. Och dat ass gutt um Rullen, hunn ech mer soe gelooss.

A mir si parallell amgaangen, eis Liste-de-réserven opzestellen, well beim Personal - maache mer eis näischt vir! - wäerten och do Ausfäll sinn. Leit gi krank, och am Gesondheetssecteur. Et si Mënsche wéi mir alleguerten. Soudass mer och intensiv amgaange sinn, och zesumme mat der Fonction publique, Liste-de-réserven opzestelle vu potenzielle Leit, déi mer kënnen an den Asaz bréngen.

Voilà! Dat war et fir mäin Tour d'horizon. Ech wollt ofschléisse mat engem Appel à la solidarité, engem Appell zu der Disziplinn, wannechgelift, an eis alleguerte Courage wënschen. D'Liewe wäert weidergoen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech ginn der Madamm Gesondheetsministesch Akt vun hirer Deklaratioun. Ech soen hir Merci fir hir Ausféierungen.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll meng Ried ufänke mat Gedanken un déi Leit, déi schonn um Coronavirus gestuerwe sinn. An ech denken och un hir Familljen. A gläichzäiteg wëll ech un alleguer déi Leit denken, déi krank an infizéiert sinn, an hinnen eis Solidaritéit an eist Matgefill ausschwätzen an och eis Hëllef zouspriechen, wa mer och nëmme kënnen.

An da wëll ech och direkt um Ufank vun Häerzen all deene Leit Merci soen - an do schléissen ech mech de Mercie vum Här Staatsminister un -, déi sech ëm eis krank Leit bekëmmeren, déi se erëm gesond maachen, déi se fleegen, allen Dokteren, allen Infirmieren, alle Leit aus de Klinicken, aus dem Fleegesecteur, aus de Laboen, de Rettungsdéngschter, de Sécherheetsdéngschter, der Police, de Pompjeeën, den Ambulancieren, alle Benevollen, awer och alle Botzfraen, alle Beamten an och der Regierung, déi u Léisunge schaffe fir eist Land a fir d'Leit.

An ech mengen, si kréie vun eis alleguer de Réck gestäipt. Ech denken, datt ech do fir eis alleguer heibanne ka schwätzen.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de „Charakter weist sech an der Kris", dat sot eemol den Helmut Schmidt. An een zentraalt Element vun dësem Charakter ass d'Verantwortung, och d'Verantwortung an der Politik an och an der Chamber. Well egal wou mer elo sëtzen, an der Kris sëtze mer alleguer an engem Boot an d'Kris mécht keen Ennerscheed tëschent de Grenzen, tëschent der Nationalitéit, a scho guer net tëschent de Parteikaarten oder soss iergendwelleche weltanschaulechen Ennerscheeder.

An duerfir gesi mir als CSV dës Debatt als ee Moyen, fir der Chamber et ze erlaben, zesummen d'Verantwortung fir d'Land a fir d'Leit matzeiwwerhuelen, fir matzehëllefen, fir matzedenken, fir matzeproposéieren an awer och fir matzedecidéieren. Well Verantwortung als Oppositioun iwwerhuelen heescht och, wann et noutwendeg an zilféierend ass, eventuell op Problemer hinzeweisen, awer och gläichzäiteg

konkreet Verbesserungsvirschléi op den Dësch ze leeën an, Här Staatsminister, wann et muss sinn, och ganz séier kënnen ze decidéieren. Well de Virus ass, wéi gesot, méi séier wéi eisen normalen Instanzewee. An duerfir musse mer d'Liewen zu Lëtzebuerg zwar entschleunegen, mee mir mussen eis Decisiounen, den Instanzewee beschleunegen.

Duerfir begréisse mir och d'Decisioun vun der Regierung, fir den État d'urgence hei ze froen. Als CSV soe mer ganz kloer: „Mir sinn an enger Kris. Mir hunn eng Urgence. Mir sinn am Noutstand. Et musse kënne séier Decisioune geholl ginn. Den Instanzewee muss kënne verkierzt ginn." An da musse mer eis déi Moyene ginn, déi eis Verfassung virgesäit, wéi gesot, mam Artikel 32 (4): den État d'urgence.

An, Här President, meng éischt Ausso ass kloer an däitlech déi vun der nationaler Unioun an déi vun der nationaler Solidaritéit, awer och déi vun der Solidaritéit am Allgemengen, well de Virus kann zwar eisen Immunsystem attackéieren, mee en däerf net eise Gesellschaftssystem attackéieren an och net eis Fräiheet.

Mir mussen elo zesummestoen, well just esou packe mer de Virus a just esou hu mer eng Chance, fir d'Zuel vun den Doudegen, déi et onweigerlech wäert ginn, esou kleng wéi méiglech ze halen. Well ech géif mengen, an dësen Zäite si mer alleguer an der Oppositioun, an zwar an der Oppositioun géint de Virus a géint d'Leed.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wierklech potenziell zerstéieresch Kraaft, déi an dësem Virus ka leien, weist sech allze kloer. An de Covid-19, dee wäert net einfach esou verschwannen. Mir mussen elo alles drusetzen, fir de mënschleche Schued esou kleng wéi méiglech ze halen. An ech wäert och elo net no hanne kucken, mee mir kucken no vir. A mir kucken, wat mer elo an Zukunft musse maachen. An duerno, wann d'Kris eemol, an dat hoffentlech esou séier wéi méiglech, eriwwer ass, da kann een e Bilan maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 70, déi Zuel huet, leider Gottes, a leschter Zäit u Bekanntheet gewonnen. 70 ass déi Zuel, déi d'Madamm Merkel, awer och verschidde Virologe genannt hunn: 70 % vun der Bevëlkerung gi fréier oder spéider mam Virus infizéiert. Infizéiert heescht natierlech net onbedéngt krank ginn. Ech maachen och elo hei keng Berechnung, mee jiddweree kann dat selwer maachen.

Wat feststeet: Et ass dramatesch eescht! « Nous sommes en guerre », sot den Här Macron gëschter Owend. An dee klore Message muss dobaussen ukommen. Eng kloer, däitlech, bestëmmend Informatioun a Kommunikatioun ass noutwendeg. Keng Panik, awer och keng Schéimolerei, mee eng maximal Protektioun brauche mer doduerch, datt d'Leit wierklech den Eescht vun der Situatioun kennen an och erkennen. An et ass kloer: Et muss séier, effikass an entschlossen agéiert ginn.

Den italieeneschen Expremier Renzi sot, Italie wär iwwerrullt gi vum Coronavirus, well d'Regierung net séier genuch gehandelt hätt. An engem „Spiegel"-Interview warnt hien déi aner EU-Länner: „Verschwendet keine Zeit!" A genau dat däerfe mer net maachen.

An deem Sënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer kucken, fir déi 70 % - ech mengen, dat ass scho méi wéi eemol gesot ginn - esou wäit wéi méiglech no hannen ze verréckelen, fir datt d'Leit net matenee krank ginn an datt virun allem déi schlëmm Fäll zäitlech a raimlech kënnen opgedeelt ginn.

A mir musse pragmatesch kucken, fir eise Gesondheetssystem oprechtzeerhalen. Ech mengen, d'Madamm Lenert huet dat an aller Klorheet och hei gesot. An dat heescht definitiv och, d'Course ophuele mam Virus, fir esou séier wéi méiglech eis Santé op déi steigend Unzuel vu Patiente virzebereeden.

Mir musse garantéieren, datt nieft dem Gesondheetssecteur och alleguer eis aner vital Servicer kënnen oprechterhale ginn, an dat zu all Moment. An dozou gehéiert och eis Liewensmëttelsécherheet, eis Sécherheet am Allgemengen, och eis Versuergungssécherheet mat Waasser, mat Energie, an ënner anerem och eis sozial Sécherheet. Well ech mengen, op kee Fall däerf de Coronavirus déi sozial Ongläichgewiichter an eiser Gesellschaft nach verstäerken. An op kee Fall däerfe mer déi sozial Schwaach vergiessen.

A véiertens däerfe mer natierlech och net eis Wirtschaft vernoléissegen - de Premier ass drop agaangen -, well de Coronavirus ass net nëmmen eng sanitär Kris, mee et ass och eng Wirtschaftskris. An och hei däerfe mer all eis Betriber, grad eis Kleng- a Mëttelbetriber, net eleng an der Kris loossen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op déi eenzel Punkten nach eng Kéier kuerz agoen.

Et muss alles gemaach ginn, fir de Wuesstum vun der Krankheet ze entschleunegen. An dat geet eeben, wéi gesot, nëmme mat enger Entschleunegung vun eisem Liewen, vun eisem Alldag duerch manner Kontakter. De Premier sot: „Bleift doheem!" Nëmmen esou kënne mer d'Kontakter reduzéieren. An dat betrëfft eis all, net nëmmen déi Vulnerabel. Ech hunn an deene leschten Deeg méi dacks Diskussioune gehat, well awer nach Leit mengen, et géif virun allem déi Vulnerabel betreffen. Neen! Et betrëfft eis all! Mir hunn alleguer eng Verantwortung fir eis, awer virun allem och fir eis Matbierger.

An duerfir begréisse mer ausdrécklech déi dach aschneidend Mesuren, déi de Premier haut annoncéiert huet, fir d'Kontakter op en absolutte Minimum ze reduzéieren. Et geet net anescht! A mir soen och: „De Kontakt tëschent de Leit muss nach weider reduzéiert ginn, well soss hu mer keng Chance." A well dat net selbstverständlech ass, musse mer och eng verstäerkt Ausgangsspär mat klore Reegelen ausschwätzen, mat manner an och kloer definéierten Ausnamen.

Et war vläicht de Mëtteg elo e bësse séier gaangen, duerfir weess ech net genau, ob mir elo dat selwecht decidéiert hu wéi a Frankräich, eng awer zimmlech strikt Ausgangsspär. Mee ech mengen, do kënne mer jo herno nach Kloerheet kréien. Fir eis ass et definitiv sécher: Mir brauchen eng u sech zimmlech strikt Ausgangsspär, net fir d'Leit ze schikanéieren, mee fir hinnen ze hëllefen. A mir musse resolutt agéieren, och bis hin zu engem Shutdown, wann et da muss sinn. An natierlech zesumme mat eisen Noperen, net zögerlech, mee entschlossen. Mir kënnen als Lëtzebuerg net als Insel funktionéieren. An dës Kris muss definitiv groussregional zesumme gekuckt ginn an et muss groussregional zesummen agéiert ginn.

E puer Froen hätt ech nach zu de Grenzen, well och do et mer nach net ganz kloer ass.

D'Madamm Merkel sot am Prinzip, datt d'Grenze fir déi wichteg Beruffer géifen opbleiwe fir d'Nopeschlänner. Den Här Macron war, a mengen Aen, net esou kloer. Hie sot, datt jiddwereen obligatoresch misst doheembleiwen, ausser fir essenziell Beruffer. Wat heescht dat do konkreet, fir eist Fleegepersonal zum Beispill? An allgemeng d'Fro: Hu mer e Plang B, wa mer Problemer mat de Pendler kréien?

Den Teletravail huet de Premier och kuerz ugeschwat. Ech mengen, et ass evident, den Teletravail muss elo zu enger Normalitéit ginn. Jiddweree muss och do mam gudde Beispill virgoen.

Ech wollt och nach kuerz op d'Tester agoen. U sech wollt ech méi laang op d'Tester agoen, mee ech kierzen. Als CSV géife mer et kloer begréissen, wann erëm all Verdachtsfall kéint getest ginn. Mir hunn och net richteg verstanen, firwat datt dat net gemaach ginn ass, virun allem och zum Beispill fir Leit aus Risikoregiounen. D'Madamm Minister sot jo, et wären Tester elo bestallt. Dann denken ech, datt dat elo erëm gemaach gëtt. Wéi gesot, mir géifen dat definitiv begréissen, fir all Verdachtsfall ze testen. Or, wa mer dat net maachen, da kréie mer keen objektiivt Bild, wéi wäit de Virus an eiser Gesellschaft verbreet ass. An ech mengen, datt och dat immens wichteg wier.

A virun allem wëlle mer, datt d'Dokteren, d'Fleegepersonal, all déi, déi mat vulnerabele Leit, och mat kranke Leit a Kontakt sinn, reegelméisseg getest ginn, fir hire Schutz, awer och fir de Schutz vun de Patienten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho méi dacks gesot ginn: „Mir mussen als Alleréischt déi vulnerabel Leit schützen." An u sech krute si jo als Éischt eng Ausgangsspär an den Altersheimer an an de Fleegeheimer; wat och richteg ass. Si kruten och elo recommandéiert, ganz staark recommandéiert, fir doheemzebleiwen, wat och richteg ass. Mir mussen elo all Moyenen ëmsetzen, fir datt d'Leit och kënnen doheembleiwen.

Ech mengen, e Liwwerservice mat Liewensmëttel ass ugeschwat ginn, dat ass eng gutt Saach. Vläicht muss een och nach esou e Liwwerdéngscht fir Medikamenter an esou weider organiséieren. Ech denken, do hu mer nach e puer Chantieren, déi mussen ugepaakt ginn. A virun allem, wëll ech awer soen, hu mer eng ganz grouss Solidaritéitswell dobaussen, déi sech zum Deel online organiséiert oder awer och soss organiséiert huet. An och do soen ech all deene Leit villmools Merci.

Da wëll ech och eise Gemenge Merci soen an dem Syvicol Merci soen. Si hunn eng virbildlech Aarbecht geleescht an dëser Kris, déi definitiv net einfach war. Vun e puer Säiten hunn ech héieren, dat ass dann ee klenge Bemoll, datt se sech méi konkreet Consignë vun der Inneministesch erwaart hätten.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst waren elo eng Partie Mesuren am Prinzip, fir déi Infektiounskurv esou flaach ewéi méiglech ze halen oder no hannen ze verréckelen, eeben duerch manner Kontakt, wou - an ech mengen, dat kann een net dacks genuch soen - jiddweree seng Verantwortung muss huelen, net nëmmen déi vulnerabel Leit. Esou mann wéi méiglech Kontakt!

Dernieft ass et, ech hunn dat och schonns gesot, absolutt noutwendeg, eise Gesondheetssystem oprechtzeerhalen. An duerfir muss prioritär, och dat sot d'Madamm Lenert, eist Personal geschützt ginn. D'Madamm Lenert sot: „Mir musse se op de Bee behalen", hunn ech mer opgeschriwwen. Well si sinn zesumme mat den Dokteren u sech déi richteg Helde vun dëser Kris a mir mussen hinnen all Hëllef ginn, all Ënnerstëtzung ginn, déi se brauchen. Duerfir hu mer eis gefrot, ob et och hei kloer, kohärent a spidolsiwwergräifend Richtlinne gi fir d'Dokteren a fir d'Fleegepersonal.

Allgemeng wënsche mer eis vun der Regierung, fir alles ze maachen, fir d'Sécherheet vun eisem medezinneschen a Fleegepersonal sécherzestellen - d'Distributiounsstrategie, déi elo annoncéiert ginn ass, ass ze begréissen, d'Material ass bestallt -, wierklech alles ze maachen, datt d'Stocken esou wäit opgestockt ginn, datt all Infirmier, all Dokter ka Masken droen, datt mer Tyvek-Kostümer hunn an den Urgencen an eeben, wéi gesot, och esou vill wéi méiglech Tester.

Da muss eise Gesondheetssystem virbereet ginn op déi usteigend Unzuel vu Patienten, well mir kréie se net verhënnert. Do freet ee sech och direkt: „Hu mer genuch Personal?" An do hunn ech eng Fro: „Ass do zum Beispill scho mat de Medezinnstudente geschwat ginn, fir si matanzebauen? Ass do eventuell schonn e geziilten Trainingsprogramm opgestallt? Wéi wäit sinn déi Diskussiounen? A wéi wäit ass dat organiséiert?"

Mir begréissen och - ech hunn dat de Moien um Radio héieren -, datt d'Teleconsultatioune kënnen elo effikass fonctionéieren. Dat ass immens wichteg. Mir begréissen och d'Derogatiounen, datt kënne Crèchen opgemaach gi fir déi Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen. Ech denken, datt een dat vläicht nach misst ausweiden op alleguer eis vital Servicer, och d'Police zum Beispill, awer warscheinlech ginn et och nach anerer, datt een deene Leit och d'Méiglechkeet gëtt, well och do brauche mer Leit um Terrain.

Mir brauchen d'Fleegepersonal an der Fleeg, also musse mer iwwerall kucken do, wou se kënnen duerch een aneren ersat ginn, datt mer se do kënnen ersetzen. Ech hunn och elo de Mëtteg héieren, datt d'Arméi agesat gëtt. Ech wollt zum Beispill hei froen, ob d'Arméi kéint och hëllefen an de Klinicken, fir d'Temperatur ze moossen, oder och soss op ville Plazen. Ech mengen, datt mer op den Hëllefsasaz vun der Arméi mussen zréckgräifen. A wéi gesot, ech si jo och frou, datt dat de Mëtteg annoncéiert ginn ass.

Mir begréissen och, datt déi zousätzlech Behandlungszentren opmaachen, wat eng noutwendeg Saach ass. An ech hunn u sech awer eng Fro mat de fräie Better. Mir hu jo alleguer gestaunt, Eenzelner hunn och gelaacht, wéi se gesinn hunn, datt d'Chineesen et an enger extreem kuerzer Zäit fäerdegbruecht hunn, fir eng Klinick opzeriichten. Bon, ech wollt u sech froen, ob mer elo eng zousätzlech Klinick géife brauchen. D'Madamm Lenert huet gesot, si wären um plangen, fir och d'Foireshalen ze gebrauchen. Ma mir kënnen Iech nëmmen ënnerstëtze bei dëser Decisioun a soen: „Maacht et esou séier wéi méiglech, fir datt mer et prett hunn, wann den Noutfall kënnt!" An och hei kann een, wéi gesot, d'Arméi abannen.

Déiselwecht Fro stellt sech fir d'Beootmungsgeräter. Dat sinn immens wichteg Geräter, déi mer brauchen. Och do hat d'Madamm Lenert an enger vun deene leschte Pressekonferenze gesot, et kéint een der nach kafen. Wéi gesot: Esou vill wéi méiglech kafen, well déi decidéieren am Prinzip iwwer Liewen an Doud!

Dir Dammen an Dir Hären, mir hu virun allem eng sanitär Kris an d'Mënsche mussen eis éischt Prioritéit sinn. Mir däerfen awer och d'Wirtschaft net vergiessen, well d'Coronakris ass, wéi gesot, en Ufank vun enger Wirtschaftskris, a mir hunn iwwerhaapt kee Schimmer, wéi eng Follgen datt dat kann hunn.

Duerfir soen ech elo nach eemol: „D'Sue musse prioritär an d'Bewältegung vun dëser Kris an an d'Rettung vu Mënscheliewen investéiert ginn. An eise Betriber muss séier an onkomplizéiert an onbürokratesch gehollef ginn." Duerfir begréisse mer och déi annoncéiert Mesuren, wéi zum Beispill de Verzicht op d'TVA, Steieren, Echelonnement vun de soziale Chargen, méi Bäihëllefe fir d'Betriber an esou weider. Ech hunn net alles kënnen opschreiwen, et war e bësse séier gaangen. Mee all d'Mesurë si wichteg, all Mesurë begréisse mer.

Ech weess net, ob déi do Mesuren duerginn. Zum Beispill Garantien iwwerhuele vum Staat, vun der SNCI; d'Regierung soll sech, mengen ech, nach asetzen, datt d'EU-Reegelen, fir direkt Bäihëllefe kënnen ze kréien, gelabbert ginn.

Den Teletravail, do ass schonn een Accord mat der Belsch, dat ass richteg gutt. Mir brauchen elo nach Accorde mat deenen anere Länner. Et ass immens wichteg fir eis.

Wéi gesot, d'Bäihëllefe fir d'Kuerzaarbecht kënne mer nach erhéijen. An och eise Liewensmëttelbetriber muss onkomplizéiert kënne gehollef ginn, well wéi sensibel d'Leit op Liewensmëttel sinn, weist sech oder huet sech dee leschte Weekend definitiv gewisen.

Mee och dat sinn u sech nëmme Beispiller. Mir mussen och am Beräich vun der Wirtschaft resolutt an direkt handelen, fir datt eis Wirtschaft net zesummebrécht. Mir brauchen e ganze Package vu Moossnamen, well, an ech mengen, dat soll ee Prinzip sinn, keng Entreprise soll Faillite musse maache wéinst der Kris, an dëst vum Restaurateur iwwert de Coiffeur, iwwert d'Maartleit - déi hu mech de Moien nach ugeschwat -, iwwert d'Handwierker. Mir dierfen hei keen am Ree stoe loossen. Ech géif mengen, de Prabbeli misst hei direkt opgespaant ginn.

A mir mussen eis och elo schonns virbereeden op d'Zäit no der Kris an der Wirtschaft, déi hoffentlech esou séier wéi méiglech kënnt. Well eppes steet fest: D'Ekonomie um Liewen hale kascht Suen, an déi musse mer elo investéieren. An och hei ass Solidaritéit gefuerdert.

Här President, nach ee Wuert zur Globaliséierung an eisem Wuesstumsmodell virum Hannergrond vu Corona. Hei soe vill Experten eis, de Corona géif e „game changer" ginn an der Globaliséierung. D'FAZ huet getitelt: „Globalisierung auf der Intensivstation". An dat ass am Prinzip och gutt gesinn.

Ech mengen, datt mer heibannen alleguer mussen eise Wuesstumsmodell a Fro stellen, d'Globaliséierung an alle Beräicher hannerfroen, awer ouni eis Fräiheeten anzeengen, a virun allem d'Outsourcen, d'komplett Outsourcë vu strateegesch wichtege Beräicher: Liewensmëttel, Medikamenter, Energie, Kommunikatioun, an och wat eis Industrie a Produktioun allgemeng an Europa ugeet. An ech mengen hei net „Europa first", sécherlech net, mee ech mengen e gesond Selbstbewosstsinn an eng iwwerluechte Produktioun, déi net just op d'Maximéierung vum Benefiss, mee och op d'Ofsécherung vun eisem Liewe kuckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Message ass kloer: Mir ënnerstëtzen d'Regierung bei alle Mesuren, déi musse geholl ginn. Mir mussen alles maachen, fir Liewen ze retten, andeems datt mer eist Alldagsliewen op e Minimum reduzéieren. An ech maachen hei nach eemol en Appell u jiddwereen zur Verantwortung, zur Disziplinn, zum Respekt an zur Solidaritéit. Mir mussen de Message kloer eriwwerbréngen: Bleift doheem!

Et ass un der Zäit vum Zesummenhalen u sech als Land, awer vum Auserneebleiwen tëschent de Leit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Weltgemeinschaft war nach ni mat enger Pandemie konfrontéiert, déi sech esou séier verbreet huet, wéi dat aktuell beim Covid-19, dem Coronavirus, de Fall ass. D'Situatioun ass eescht, och hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll duerfir am Ufank e grousse Merci lassginn un alleguerten d'Leit, déi Dausende Leit, déi am onermiddlechen Asaz hiert Bescht ginn, fir deene Betraffenen an dëser schwiereger Situatioun ze hëllefen. Si verdéngen eisen héchste Respekt an eis Unerkennung.

Et ass natierlech virop d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal, et sinn d'Dokteren, d'Aidesoignanten, d'Infirmièren, d'Rettungsdéngschter, d'Leit aus de Laboen, d'Apdikter, déi d'Stonnen net zielen an Dag an Nuecht un éischter Front stinn, fir de Virus ze bekämpfen. Merci hinnen all fir hiren heldenhaften Asaz an dëse schwieregen Zäiten!

Et sinn och d'Leit am Callcenter, déi d'Uriff vun deene besuergte Bierger entgéinthuelen. Et

sinn déi sëllechen Initiative vun de Gemengen, d'Veräiner, Organisatiounen, Privatleit, déi sech organiséieren, fir eisen eelere Matbierger ze hëllefen: fir si akafe ginn oder mat hirem Hond spadséiere ginn. Dat alles verdéngt eisen héchste Respekt.

Et spiert een de Wëllen an der Gesellschaft, an den Dierfer, dat heite wëllen zesummen unzegoen. D'Land steet zesummen. D'Hëllefsbereetschaft an d'Solidaritéit sinn immens grouss an dat stëmmt mech optimistesch fir déi nächst Wochen.

D'Regierung proposéiert, den Noutstand auszeruffen. Dëse Schratt ass aussergewéinlech, mee richteg, well et der Gravitéit vun den Ëmstänn ugepasst ass. Den 13. Oktober 2017 hu mir an dësem Haus zesummen den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung esou ëmgeännert, dass d'Regierung an engem État d'urgence séier an onkomplizéiert déi néideg Mesurë kann huelen, fir d'Interessien an d'Liewe vun all eise Bierger ze schützen.

Deemools si mer dovun ausgaangen, dass den État de crise no engem Attentat kéint ausgeruff ginn. Haut wësse mer, dass e Virus vill méi Liewe bedréit wéi den internationalen Terrorismus. Den Artikel 32 (4) gesäit déi néideg parlamentaresch Kontroll no spéitstens zéng Deeg nom Ausruffe vum Noutstand vir. De Rechtsstaat an eis parlamentaresch Demokratie sinn also net ausgesat, ganz am Géigendeel.

D'DP-Fraktioun vertraut dëser Regierung, déi richteg Decisiounen am Interêt vun eisem Land a vun all eise Bierger ze huelen.

Zënter leschter Woch befanne mer eis och hei am Land an enger absolutter Ausnamesituatioun. Sech agestoen, dass mir eis an enger Kris befannen, huet näischt mat Panik ze dinn, ganz am Géigendeel. E konsequent an determinéiert Handelen, fir d'Ausbreede vum Virus auszebremsen an iergendwann ze stoppen, ass déi eenzeg responsabel Entscheedung, déi mir huele kënnen.

Déi absolutt Prioritéit ass et elo, Mënscheliewen ze retten. Mir mussen alles derfir maachen, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen. Dat ass eng Fro vu Solidaritéit, et ass eng Fro vu Mënschlechkeet. A jidder Eenzelne vun eis wäert an den nächsten Deeg a Woche säin alldeeglecht Liewen op déi eng oder aner Weis aschränke mussen. Jiddweree vun eis huet och eng Verantwortung ze droen a jiddweree vun eis muss säin Deel dozou bäidroen, dass mer dës Kris iwwerstoe kënnen.

Aussergewéinlech Ëmstänn erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen. An et gi leider keng einfach Entscheedungen, déi en Allheelmëttel géint de Coronavirus duerstellen. Duerfir muss ech der Regierung Merci soe fir hire Courage an hir Determinatioun, déi si an de leschten Deeg gewisen huet, andeems si ganz schwiereg Decisioune getraff huet. Si huet Mesurë geholl, déi eisen Alldag a sengem Kär beaflossen. De Staatsminister Xavier Bettel a seng Ekipp hunn an de leschten Deeg gewisen, dass se mat dëser schwiereger Situatioun ëmgoe kënnen, mat hirer Kompetenz, mat Rou a mat konsequenter Kommunikatioun. Transparenz a Vertrauen an d'Autoritéite si grad an dësen Zäiten immens wichteg.

Ech begréissen natierlech och, dass d'Oppositioun sech un enger konstruktiver Virgeeënsweis bedeelegt. Och dat ass wichteg an néideg. Hei geet et nämlech net ëm e Projet de loi, hei geet et ëm Mënscheliewen. An esou Krisenzäiten huet Lëtzebuerg ëmmer zesummegehalen, an dat gëllt och bei de politesche Parteien.

D'Schoulen zoumaache war mat Sécherheet keng einfach Entscheedung, mee et war déi eenzeg richteg. Et schéngt wéi wann de Virus eise Kanner net géif allze geféierlech ginn. An awer stiechen och Kanner sech mam Virus un a verbreeden e weider. Et geet beim Zoumaache vun de Schoulen also net an éischter Linn drëm, fir d'Kanner ze schützen, mee einfach fir d'Iwwerdroe vum Virus op aner Leit esou gutt wéi méiglech ze evitéieren.

Ech stellen awer och fest, dass d'Enseignantë sech ganz vill Méi ginn, fir déi Zäit esou sënnvoll wéi méiglech mat de Kanner ze iwwerbrécken. Och dem Corps enseignant wëll ech vun hei aus e ganz grousse Merci fir säin Engagement soen. Et war sécherlech net einfach, de Léierplang vun haut op muer ëmzestellen, mee si alleguerten, d'Kanner, d'Elteren an d'Enseignanten, wäerten duerch dës drastesch Mesurë wuessen an un Erfarung gewannen.

Här President, ech wëll an dësem Kontext nach eng Kéier e waarmen Appell maachen un alleguer d'Elteren an dat widderhuelen, wat gesot ginn ass: dass een d'Kanner wärend dem Homeschooling net soll bei d'Grousseltere goe loossen! Dat wier dat falscht Zeechen, dat Falschst, wat ee ka maachen! Profitéiert vum Congé pour raisons familiales, deen d'Regierung erweidert huet, schwätzt mat Ärem Employeur op der Aarbecht a kuckt, wat Dir vun doheem aus kënnt schaffen!

Ech hu selwer dräi Teenager doheem an Dir kënnt Iech virstellen, wéi et ass bei deem dote Wieder, fir déi doheemzehalen. Et ass elo de Moment, fir déi sozial Kontakter op den absolutte Minimum ze reduzéieren. Léif Jugendlecher, léif Teenager, follegt wannechgelift, bleift doheem!

Et war sécherlech och keng einfach Decisioun, fir d'Visitten an den Altersheemer, an de Klinicke bis op Weideres auszesetzen. Mee och dës Mesure ass wichteg a richteg, fir déi Vulnerabelst ze schützen. Mir mussen alleguer elo solidaresch si mat eeleren a kranke Leit an eisem Ëmfeld a si do ënnerstëtzen, wou et méiglech ass, fir dass si keng onnéideg Deplacementer musse maachen.

Mir sollen eis näischt virmaachen: Alleguer déi Mesuren, vun deene mer virdru geschwat hunn, déi wäerten eis eppes kaschten. An ech schwätzen net nëmme vu Suen. Honnerte Veräiner, Benevollen an engagéiert Leit hunn déi lescht Wochen a Méint vill Stonnen Aarbecht an Evenementer investéiert, déi elo mussen ofgesot ginn. Dëst sinn Affer, déi mir als Gesellschaft elo zesumme musse bréngen. Dat ass net flott, et ass awer och keng Katastroph, well et ass alternativlos, wa mir d'Liewe vun de Risikogruppe wëlle schützen.

D'Experte si sech eens, dass mer nëmmen duerch d'Aschränke vum ëffentleche Liewe verhënnert kréien, dass eise Gesondheetssystem iwwerlaascht gëtt. Et gëtt dovu geschwat, fir d'Kurv ofzeflaachen, dat heescht, dass manner Leit sech zum selwechte Moment sollen ustiechen, fir dass mir och d'Aarbecht an eise Klinicke packen.

An Italie gesi mer, wat d'Konsequenze vun engem iwwerlaaschte Gesondheetssystem sinn. Dat kann engem Angscht maachen. An awer! An Italie gesi mer och, wat d'Kraaft vu Solidaritéit a Matmënschlechkeet ka bewierken. D'Leit verfalen net a Panik. Si hale sech un d'Instruktioune vun den Autoritéiten an hëllefen hire Matmënschen.

Wa mir als Land zesummenhalen, da wäerte mir et och fäerdegbréngen, dës Kris ze meeschteren. Jiddweree muss elo säin Deel dozou bäidroen, dass de Coronavirus esou mann Schued zu Lëtzebuerg uriicht wéi méiglech.

A Lëtzebuerg muss sech natierlech och un der Recherche no engem effikassen Impfstoff bedeelegen. Mee mir däerfen eis näischt virmaachen: De Coronavirus wäert eis nach eng Zäitche beschäftegen, bis dass esou e Vaccin hiergestallt ass. An duerno wäerte mer d'Auswierkunge vum Virus op eis Wirtschaft spieren.

Här President, de Coronavirus huet och d'Weltwirtschaft infizéiert. D'Symptomer spiere mer mëttlerweil och bei eis heiheem. Eis PMEen hu Féiwer. Hei geet et ëm Existenzen, ëm Liewensdreem, déi op eemol riskéieren, vun haut op muer, ouni dass ee selwer schold ass, op der Kipp ze stoen. A wa mer vu PMEe schwätzen, da schwätze mer vun ëmmerhi 35.000 Betriber an 210.000 Aarbechtsplazen hei am Land. Dat soll ee sech ëmmer virun Ae féieren. An net fir näischt gëtt ëmmer gesot, d'PMEe wären de Motor vun eiser Ekonomie.

D'Politik ass elo gefuerdert, derfir ze suergen, dass de Motor och an dëser schwiereger Zäit genuch Spritt kritt, fir dass eis Ekonomie um Dréie bleift. Besonnesch däitlech sinn d'Repercussiounen natierlech elo schonn am touristesche Secteur, an der Horeca, am Evenementiel ze spieren. Et bleiwe Buchungen aus. Et gi Reesen ofgesot. Et bleiwe Foireshalen eidel. Dann huet dat selbstverständlech en Impakt op dee ganze Secteur. Wéi gesot, dat sinn onprevisibel Aboussen, déi dëse Secteur viru vill Kappzerbrieches stellen.

D'Regierung huet sech séier an effikass där Saach ugeholl an direkt staatlech Hëllefen an Aussiicht gestallt. Sou wéi de Mëttelstandsminister Lex Delles d'lescht Woch ugekënnegt huet, ass zum Beispill och de Secteur vun der Hotellerie fir déi éischte Kéier eligibel fir de Chômage partiel. Dat ass immens wichteg an néideg. Erënnere mer eis un d'Joer 2009 zréck, an deem de Chômage partiel e wichtegt Instrument war an der Finanzkris an de Leit gehollef huet, ze iwwerbrécken an an engem Aarbechtsverhältnis kënnen ze bleiwen.

Wat den Teletravail ugeet, ass natierlech ze begréissen, dass de Finanzminister Pierre Gramegna séier eng pragmatesch Léisung mat eise belschen Nopere fonnt huet. Dat dréit dozou bäi, den Infektiounsrisiko vun de Frontalieren ze minimiséieren. Wann déi belsch Frontalieren Teletravail maachen, ass nämlech bis op Weideres déi 24-Deeg-Reegel ausser Kraaft gesat a si kënnen ouni Bedenke vun doheem aus schaffen. A mir hoffen a mir schaffen och drun an do sinn ech och iwwerzeegt, dass mer séier och Accorde fanne mat Frankräich a mat Däitschland.

Zënter e Méinden Hallefnuecht si bal alleguerten déi kommerziell an artisanal Aktivitéite vun de Precautiounsmesurë betraff: Restauranten, Caféen, kleng Butteker, Geschäfter bleiwe bis op Weideres zou. Apdikten, Supermarchéen, Epicerien - alles dat, wat fir d'Alimentatioun néideg ass - bleiwen dergéint op. Et geet drëms, dat soziaalt Liewen op e Minimum ze reduzéieren zum Schutz vum Salarié, vum Client; dat huet allerhéchste Prioritéit.

Dat Ganzt wäert wirtschaftlech Repercussiounen op all eis Betriber hunn. A fir déi ofzefiederen, huet de Regierungsrot kierzlech en neie Projet de loi ugeholl, fir e complementairë Régime d'aides en place ze setze fir déi PMEen, déi an temporäre finanzielle Schwieregkeete sinn. Dëst soll de Betriber erlaben, eventuell Liquiditéitsengpäss ze iwwerbrécken.

Et ass och ze begréissen, dass déi Europäesch Kommissioun en Hëllefspak fir d'Wirtschaft an Aussiicht gestallt huet, fir d'Repercussiounen op eis Wirtschaft ofzefiederen. Och déi zougestane Flexibilitéit am Kader vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt ass ze begréissen. Hei brauche mir Solidaritéit ënnert de Memberlänner.

Ech hu ganz am Ufank vu menger Ried gesot, dass d'Welt esou eng Pandemie wéi déi heiten nach ni gesinn huet. Och wa mir bis elo gutt op dës Kris reagéiert hunn, solle mer alles derfir maachen, an Zukunft nach besser opgestallt ze sinn. Dozou gehéiert an éischter Linn, dass eise Gesondheetssystem nach méi effikass opgestallt gëtt. Mir brauche genuch Gesondheetspersonal, wat elo muss geschützt ginn, genuch Dokteren, d'Zréckgräifen op d'Telemedezinn, opgefëllte Stocke vu liewenswichtegem medezinneschem Material. All dat si Saachen, wou mir keng Zäit däerfe verléieren.

Och déi international Kooperatioun muss verstäerkt ginn. Ech kann Iech just soen: „Ouni international Kooperatioun, ouni déi vill Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg komme fir ze schaffen an ze hëllefen, mengen ech, géife mir dës Kris ganz, ganz schwéier eleng gemanaged kréien."

Eng grouss Majoritéit vun eisem Gesondheetspersonal wunnt net zu Lëtzebuerg. Dat eleng ass Beweis genuch fir d'Ofhängegkeet vu Lëtzebuerg vun engem gesonden a gutt fonctionéierenden Europa mat oppene Grenzen. An d'Iddi, fir de Frontalieren an hire Familljen en Hotelszëmmer zu Lëtzebuerg zur Verfügung ze stellen, ass an dëser Noutsituatioun ouni Zweifel ze begréissen. Hoffe mer, dass vill Leit dat Angebot wäerten unhuelen!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ofschléissend wëll ech nach eng Kéier eppes ganz däitlech soen: De Virus verbreet sech am Moment wéi Fixfeier a mir sinn alleguerte potenziell Fixspéin, déi entweeder ugestach ginn oder selwer ustiechen. Fallbeispiller aus dem Ausland weisen, wou d'Rees higeet, wa mir net seriö a konsequent d'Consignë respektéieren.

D'Situatioun ass eescht. Et ass e Stresstest fir eise Gesondheetssystem. Et ass e Stresstest fir eis ganz Gesellschaft. Bei allem, wat mir maachen, sollte mer duerfir un eis Léifsten denken, un eis Bopien a Bomien, a si kengem onnéidege Risiko aussetzen.

J'aimerais, du fond du cœur, remercier aussi toutes celles et tous ceux, qui, jour après jour, franchissent la frontière belge ou française pour venir travailler dans nos hôpitaux et tout le secteur de la santé. Merci pour votre engagement exemplaire et sans faille en ces jours difficiles. Vous êtes nos héros !

Ich möchte mich von ganzem Herzen bei allen bedanken, die Tag für Tag aus Deutschland zu uns kommen, um in unseren Krankenhäusern oder dem gesamten Gesundheitswesen zu arbeiten. Danke für euren unermüdlichen Einsatz in diesen schwierigen Tagen. Ihr seid unsere Helden!

Zesumme si mer staark an zesumme packe mir dat hei!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léiwer eidel Schoulen, eidel Caféen an eidel Restaurante wéi voll Spideeler a voll Reanimatiounssäll!

Europa ass deen neien Epizentrum vun der Coronapandemie. Aktuell Zuelen: weltwäit 182.000 Infizéierter, 7.154 Doudeger, dat war d'Zuel vun esou ëm de Mëtteg. An awer och 79.433, déi recuperéiert hunn. Italien: 28.000 Infizéierter, 2.158 Doudeger. Frankräich: 6.633 Infizéierter, 148 Doudeger, 1.212 nei Fäll an deene leschte 24 Stonnen an dorënner och nach 21 Doudeger.

Lëtzebuerg ass keng Insel a mir hunn haut 140 Infizéierter. Fakt ass, dass et nach kee Medikament an nach keng Impfung gëtt géint de Covid-19, mee et gëtt e wierksamen an en effikasse Schutz, an deen heescht Preventioun! „Bleift doheem!", huet de Premier gesot, an ech mengen, dass dat och de Moyen ass, fir dës Pandemie an de Grëff ze kréien.

Elo ass d'Santé publique alleréischt Prioritéit. Si muss am Vierdergrond stoen. De Gilles Baum huet et virdrun och gesot: „Aussergewéinlech Situatiounen erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen."

Elo an dëser Phas mussen all aner Decisioune sech der Suerg vun der Gesondheet ënneruerdnen. D'Zil ass bekannt: Déi sozial Kontakter an domat déi potenziell Iwwerdroungsméiglechkeete mussen op e Minimum reduzéiert ginn, fir d'Progressioun vun den Ustiechungen an den Ausbroch vun der Pandemie hei zu Lëtzebuerg méi lues ze maachen. „Flattening the curve" ass jo e bekannten, mëttlerweil e bekannte Begréff ginn. Entschleunege musse mer - solle mer vläicht och duerno bäibehalen, doriwwer sollte mer eis eng Kéier gutt Gedanke maachen -, fir dann esou sécherzestellen, dass all déi Leit, déi et brauchen, och déi néideg gutt Prise en charge an eise Spideeler kënne kréien.

Mir wëllen déi Situatioun vun Italien onbedéngt verhënneren, wou d'Spideeler iwwerfëllt sinn, wou de Gesondheetssystem quasi zesummegebrach ass, mat alle Follgen, déi dat fir d'Coronapatienten, awer och fir alleguer déi aner Patienten huet, déi aner Krankheeten hunn an déi op ganz liewensnoutwendeg Behandlungen an Traitementer an Operatioune waarden.

Dat hei sinn Ännerungen, déi mer elo froe fir jiddwereen - dës Situatioun, déi verlaangt eis vill of -, mee si sinn onbedéngt néideg. Et ass en Zeeche vu Solidaritéit mat deene Schwaachen aus eiser Gesellschaft, déi et ëmsou méi brauchen. An do brauche mer jiddwereen, deen eis dobäi hëlleft.

Déi vulnerabel Persounen, eeler Persounen, krank Persoune musse geschützt ginn, well fir si kann de Virus geféierlech a fatal sinn. An och, wann e fir e groussen Deel vun der Bevëlkerung net esou geféierlech an net esou fatal ass, musse se sech alleguerten drun halen.

An duerfir wëll ech hei ganz kloer soen, dass mer der Regierung eis voll Ënnerstëtzung ausschwätzen. Si hu bis elo e gudden an e rouege Krisemanagement gemaach. Si waren transparent, waren och ganz glafwierdeg, hunn opgrond vun Evidenze gehandelt. Si hunn der Wëssenschaft getraut a sech der Weltgesondheetsorganisatioun ugeschloss an hire Mesuren. Si hu progressiv Mesurë geholl, si hunn déi och progressiv kommunizéiert, déi der Evolutioun dann och vun der Situatioun entsprach hunn.

D'Mesurë sinn deenen engen ze séier, ze wäit gaangen, deenen aneren ze lues an net wäit genuch. Hei ass et, mat deem Lëtzebuerger Spréchwuert gesot: „Gutt Réit a schlamm Geessen, déi komme meeschtens ze spéit!" An hei ass et och ganz schwéier ..., oder ganz einfach, am Nachhinein ze soen, et hätt ee missen hei an et hätt ee missen do maachen, wéi dat esou oft a Krisesituatiounen de Fall ass. Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung hei ganz richteg a ganz konsequent a ganz gutt gehandelt huet.

Et duerf een dës Kris och net mëssbrauchen, fir politescht Kapital draus ze schloen a Poleemik ze maachen. Dat huet bis elo heibannen och, mat enger ganz klenger Ausnam, ganz gutt geklappt. A kommt, mir zéien och weider un engem Strang a kucken esou gutt wéi méiglech alleguer zesummen a solidaresch eist Bescht ze maachen, fir mat dëser schwéierer Situatioun eens ze ginn! Hei wënnt een näischt, wann ee Poleemik mécht.

D'Mesuren, déi geholl goufen, déi si richteg, ëmmer der spezifescher Situatioun hei zu Lëtzebuerg an dem entspriechende Moment ugepasst a konform zu de Virgaben an de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Mee virun allem waren a sinn et och Mesuren, déi novollzéibar ware fir d'Populatioun, wat immens wichteg ass, fir dass d'Moossnamen och verstanen a gréisstméiglech respektéiert ginn.

Et war, hunn ech fonnt, bis e Sonnden och de Fall. Elo sinn d'Mesurë méi strikt ginn. An ech mengen, dass och elo mussen nach weider Mesurë geholl ginn. An do sinn och eng ganz Rei vun Initiative jo schonn amgaangen, déi hëllefen, an déi dote Richtung ze kommen; ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Déi Mesurë sinn en phase mat der Evolutioun vun der Krankheet hei zu Lëtzebuerg. D'Regie-

rung huet bis elo déi Mesurë geholl op Basis vu Gesetzestexter, déi schonn eng Zäitchen hier sinn. An ech hunn och vollst Verständnis derfir, dass d'Regierung sech Gedanke mécht - a si huet et jo och elo haut ugekënnegt - iwwert d'Méiglechkeet, d'Verfassung hei ze beméien, den Artikel 32 (4), fir den État de crise auszeruffen an domadder dann och handlungsfäeg ze bleiwen an dat och mat der néideger Rechtssécherheet. Doranner géif ech d'Regierung och stäerkstens ënnerstëtzen, an där Virgeeënsweis, fir do den Artikel 32 (4) ze beméien.

D'Mesuren zu Lëtzebuerg sinn awer esou wäit wéi méiglech dann och ze kucken en phase mat den Nopeschlänner, mat de Mesuren an deenen anere Länner an Europa mat vergläichbarer Situatioun. Dat ass net ëmmer einfach, well eis Nopeschlänner an d'Länner europawäit net ëmmer genee d'selwecht reagéieren a fonctionéieren. An do, nach eng Kéier - ech widderhuele mech -, ass et wichteg, dass mer eis hei un d'Recommandatioune vun der WHO halen. Mir beweegen eis hei jo mat allem, wat mer maachen, an engem europäesche Kontext, mat allen Implikatiounen, déi dat och huet, a mir mussen och mat eisen europäesche Partner hir Mesuren analyséieren op den Impakt, deen déi op Lëtzebuerg dann och hunn. Dat ass bei engem Land mat esou engem groussen Undeel vun Aarbechtskräften aus dem Grenzgebitt absolutt vital.

Nieft de Gesondheetsmoossnamen a parallell zu deene musse mer kucken, fir wirtschaftlech a finanziell Begleetmoossnamen en place ze setzen, fir d'Auswierkungen ofzefiederen an eise Betriber, deene groussen an awer och virun allem, géif ech emol soen, deene klengen, an den Independanten ze hëllefen, fir mat dëser Krisesituatioun fäerdegzeginn, an och fir Aarbechtsplazen ze erhalen.

Déi Mesuren, déi haut ugekënnegt goufen, déi sinn och richteg an déi ginn an déi richteg Richtung. Och dat ass en nationalen Interêt. An duerfir si jo och schonn eng ganz Rei vu Mesuren ënnerwee, ënner anerem wat de Wirtschaftsminister Franz Fayot ugedeit huet. Et wäert alles gemaach ginn, fir dass och do déi néideg Mesurë gräifen an dass se och séier a pragmatesch ëmgesat ginn. Hei brauch elo jiddwereen, deen an deem Fall ass, eis Hëllef an eis Solidaritéit. An dat soll och dann onkomplizéiert a séier gereegelt ginn.

Mir begréissen och d'Mesuren, déi elo geholl goufen um Niveau vun der Sécurité sociale, dass d'Cotisatioune vun den Entreprisen a vun den Independanten am Centre commun méi spéit kënnen elo bezuelt ginn an dass de Remboursement vun de Patrone fir de Congé pour raisons familiales elo scho Mëtt Abrëll kann ugefrot an ausbezuelt ginn. Dat ass gutt fir d'Liquiditéit vun den Entreprisen, déi se absolutt elo brauchen. Och do merci dem Romain Schneider, dass dat esou séier konnt goen.

D'Situatioun zu Lëtzebuerg, déi ass eemoleg. De Flux transfrontalier ass enorm grouss. Iwwer 40 % vun de Beschäftegten hei zu Lëtzebuerg si Frontalieren. Ouni si géife ganz Wirtschaftssecteuren hei zu Lëtzebuerg zesummebriechen, dat a ganz ville Beräicher.

Mir mussen an dëser Kris duerfir onbedéngt eng transfrontalière Approche hunn. An d'Iddi, déi ech mat op de Wee kéint ginn, wa se net schonn ëmgesat ass, ass, ob mer net sollen eng regional Cellule de crise lancéieren a kucken, wéi mer an der Groussregioun zesummen och an Zukunft esou Krise kënne reegelen. Den Echange hei an der Groussregioun schéngt mer wierklech immens, immens wichteg ze sinn.

Am Gesondheets- a Fleegesecteur, do kommen 62 % vum Fleegepersonal a bal 50 % vun den Dokteren aus dem Ausland. A grad an dëser Krisesituatioun ass et duerfir eminent wichteg, dass d'Grenzen net oder op d'mannst net ganz zougemaach ginn, fir dass déi Activités essentielles a virun allem déi an deene Secteuren, déi ech elo genannt hunn, weider kënnen optimal fonctionéieren. Dat huet d'Regierung jo och vun Ufank u betount.

D'Paulette Lenert huet et virdru gesot: Mir brauchen a mir hunn hei am Land eng gutt Koordinatioun, fir eeben de Fonctionnement vum Gesondheets- a Fleegesecteur ze assuréieren, an dat um Niveau vum Personal, vum Material, vun der Planifikatioun an och vun den Infrastrukturen. An alles, wat do muss verbessert ginn, dat solle mer och an Zukunft verbesseren.

Et gëtt eng grouss Mobilisatioun an alle Beräicher, fir flexibel a proaktiv Léisungen ze sichen op Situatiounen a Problemer, déi sech erginn an déi net ëmmer am Viraus ze gesi sinn. Jo, dat hei ass eng Situatioun fir d'ganz Welt, fir Europa an natierlech och fir Lëtzebuerg, déi ganz nei ass, virun allem an hirem Ausmooss. An duerfir musse mer och aus dëse Situatioune léieren.

Dës Situatioun weist eis awer och ganz kloer an op eng ganz konkreet Aart a Weis d'Grenze vun der Globaliséierung op; d'Martine Hansen huet et virdru gesot. An ech hoffen, dass se eis och d'Aen opmécht, fir eis erëm op dat ze besënnen, wat eis wierklech géif hëllefen: net fir all Präis eis Autonomie an eis Eegestännegkeet an der Versuergung an och nach an anere Beräicher opzeginn, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … net auszelageren, fir zwee Cent ze spueren, mee vläicht bei eis ze produzéieren an eis op eis regional a lokal Kräften ze besënnen.

Gradesou weist et eis och, dass mer déi Beruffer, déi elo hei staark gefuerdert sinn, nämlech d'Gesondheetsberuffer, musse valoriséieren a se attraktiv maachen a se och fir eis Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, esou attraktiv maachen, dass mer se kënne mat méi engem grousse Prozentsaz hei vu Lëtzebuerg bedéngen.

Dat soll op alle Fall awer net déi Leit, déi elo bei eis schaffe kommen, an hiren Asaz schmäleren. Absolutt net! Ech si ganz frou, dass mer ganz vill Leit aus der Grenzregioun hunn, déi eis hei an eiser Situatioun extreem hëllefen haut.

Och d'Haus vun der Demokratie hei, eis Chamber, huet eng Decisioun missen huelen. Mir soen de Leit dobaussen: „Maacht keng Reuniounen, sëtzt lech net zesummen!", a mir sëtzen eis awer an dësem Raum hei - zu manner, mee an awer - zesummen. Mir hunn awer gemengt, dass den éischte Pouvoir am Land net sollt virun där Situatioun kapituléieren an all seng Reuniounen ofsoen. Ech mengen, dass dat wichteg ass, dass mir haut dëst Zeechen och setzen an eis hei zesummesetzen, mee awer och assuréieren, dass d'Perennitéit vun dëser Institutioun assuréiert ass. An duerfir sinn eng Rei vu Saache jo och ofgesot ginn.

An ech hoffen och, dass mer a ganz ville Beräicher déi pragmatesch Erugeeënsweis, déi mer elo hunn, och wëlle weiderféieren, well déi pragmatesch Erugeeënsweis ass gutt an déi ass och richteg an déi hëlleft de Leit och um Terrain. An och wa plazeweis oder momenterweis Leit wuel a Panik gerode sinn an net ganz rational oder rücksichtsvoll gehandelt hunn - mir hunn iwwregens hei kee Versuergungsproblem, mee mir hunn en Hamsterproblem zu Lëtzebuerg -, esou muss een awer soen, dass een am grousse Ganzen elo eng ganz grouss Well vu Solidaritéit an Hëllefsbereetschaft gesäit, an dat op allen Niveauen. Dat kann een hoffnungsvoll a positiv stëmmen, dass mer all esou gutt duerch dës Zäiten dann och wäerte kommen.

Duerfir e grousse Merci un alleguer déi Leit aus de Gesondheetsberuffer, d'Transporteuren, déi vum ëffentlechen Transport, déi, déi an de Geschäfter derfir suergen, dass net alles hei zesummeklappt zu Lëtzebuerg, d'Sécherheetsleit, awer och d'Gemengen, déi mat vill Spontaneitéit a mat villen Initiativen eis hei hëllefen, all déi Mesuren, déi en place gesat ginn, och konkreet um Terrain ëmzesetzen. Iwwregens sinn d'Spillplaze quasi an all de Gemengen am ganze Land elo zou. Duerfir jiddwerengem, deen zum Oprechterhale vun enger ganzer Rei vu Mesuren hei am Land, déi noutwendeg sinn, bäidréit, e grousse Merci.

« Nous sommes en guerre », sot de President Macron. Mir sinn am Krich, net géinteneen, mee géint e Virus. An dee Virus, deen huet kee Verstand, mee mir hunn es awer. Mir sinn net hei ee géint deen aneren, mee zesumme géint de Virus! Et ass net d'Pescht an et ass net d'Cholera. Et ass ze packen, wa mer dat solidaresch uginn, wa mer dat zesummen uginn. An ënnëmmen zesumme wäerte mer hei och dee Match wannen!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mäin éischt Wuert riicht sech un déi Krank an un hir Familljen, deenen ech d'Solidaritéit vun der grénger Fraktioun wëll ausdrécken. Dës Solidaritéit an e grousse Merci gëllt och deene Beruffstätegen, awer och de Fräiwëllegen, deene ville Leit, déi sech mat vollem Asaz fir d'Gesondheet vun eiser Populatioun asetzen an op ville Plazen am Land ënnerwee sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Bierger a Biergerinne kréie mer vu Stonn zu Stonn nei Nouvellen an erliewe quasi live, wéi eng Pandemie sech exponentiell verbreet. A grad wéi an anere Länner gëtt och zu Lëtzebuerg alles gemaach, fir d'Verbreedung weiderhin ze verhënneren. Et ass eng Envergure, déi et nach ni an eisem Land gouf.

An, jo, de Premier wëllt den État d'urgence declenchéieren, fir datt d'Regierung nach méi handlungsfäeg gëtt a méi séier op d'Entwécklung ka reagéieren. An ech kann lech versécheren, Här Premierminister, dëse Schrëtt wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun voll a ganz ënnerstëtzen, ganz einfach, well e geduecht ass, fir Liewen ze retten.

Natierlech wierkt déi Entwécklung bedenklech a si ass beängschtegend. An awer gëtt et nach ëmmer kee Grond zur Panik a kee Grond fir Hamsterkeef, well den Approvisionnement ass weiderhin assuréiert an e wäert dat och nach bleiwen. A mir brauchen och net esou vill Toilettëpabeier anzeleeën, datt et duergeet, fir eng ganz Wunneng dermat ze tapezéieren.

An och um Niveau vum Gesondheetswiesen huet d'Regierung d'Situatioun nach am Gréff, trotz de groussen Erausfuerderungen, déi d'Madamm Lenert eis virdrun nach eng Kéier virun Ae gefouert huet, mat deene se konfrontéiert ass. Mee net nëmme si, och déi ganz Regierung. Trotz der bedenklecher Entwécklung vun der Situatioun musse mer nach net panikéieren. Mir mussen éischter, zesumme mat der Regierung, alles maachen, fir d'Verbreedung vum Virus ze entschleunegen, an zwar doduerch, datt Jonk a manner Jonk sech ausnamslos un d'Reegelen halen. An et kann een dat net oft genuch widderhuelen!

Konkreet stellen déi Reegelen eis natierlech, heibanne wéi dobaussen, virun eng grouss Verantwortung an et bedeit och d'Opgi vu léiwe Gewunnechten, déi fir eis bis haut selbstverständlech waren. Et heescht Distanz zum Vis-à-vis anhalen, wat mer net gewinnt sinn, a sozial Kontakter raimlech ënnerbannen.

Jo, et heescht esouguer, déi berufflech Aktivitéiten un d'Besoine vun eiser Bevëlkerung unzepassen, mam Resultat, datt d'Beruffswelt souzesoen an zwee gedeelt ass, mat op där enger Säit deenen, déi weiderhi schaffen an extreeme Belaaschtungen ausgesat sinn, virun allem am Gesondheets- a Fleegesecteur. An et sinn déi Leit, deenen ech wierklech wëll e grousse Respekt an e grousse Merci ausdrécken, well si hunn et zu dësen Zäite ganz schwéier.

Op där anerer Säit befanne sech déi, déi hir berufflech Aktivitéit zum Deel mussen astellen a beschtefalls iwwer Teletravail mat der Beruffswelt verbonne bleiwen, fir wichteg Missioune vun doheem aus ze erfëllen. An ech wëll och do de ganze Schoulsecteur net vergiessen, dee sech a kuerzer Zäit huet missen ëmstellen, an der Hoffnung, datt eis Kanner och an dësen Zäiten nach bei de Bicher sëtzen. Och si verdéngen eise Merci.

D'Zil ass bekannt an et ass an alle Länner identesch. Et besteet doran, d'Courbe vun den Neiinfizéierungen no engem rasanten Ustig nees erofzebréngen a se méiglechst flaach ze halen. Eis absolutt Prioritéit muss dobäi sinn, déi vulnerabel Populatioun ze schützen an alles ze maachen, fir datt d'Prise en charge vun all betraffenem Mënsch garantéiert bleift. An et ass dat eist absolutt Zil, ouni awer déi Patienten ze vergiessen, déi wéinst anere Krankheeten och op eng gutt Behandlung ugewise sinn.

A fir dëst Zil kënnen ze erreechen, Dir Dammen an Dir Hären, muss d'Solidaritéit groussgeschriwwe ginn. Un éischter Stell mengen ech domat d'Solidaritéit vun de Biergerinnen a Bierger. All Mënsch, deen d'Méiglechkeet huet ze hëllefen, soll dat maachen. An et ass schéi festzestellen, datt dës Hëllef net op sech waarde léisst: schonn eleng déi héich Zuel vu Fräiwëllegen, dorënner och ganz vill Jonker, ech wëll och d'Scouten net vergiessen, déi sech de leschte Weekend an de sozialen Netzwierker massiv zu Wuert gemellt an hir Hëllef ugebueden hunn! Et ass déi Säit, Dir Dammen an Dir Hären, déi mir och de leschte Summer erlieft hunn, wéi en Tornado d'Gemenge Péiteng a Käerjeng verwüüst huet. Wann ech vun där Säit schwätzen, da mengen ech domat déi schéinste Säit vu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, Solidaritéit brauche mir awer och mat de Betriber an an de Betriber, de Geschäfter, dem Horeca-Secteur an all deene Servicer an Instituter, déi hir Dieren aus Grënn vu Gesondheetsschutz mussen zoumaachen. A wie weess, wéi laang! Si alleguer kommen duerch d'Coronakris un hir finanziell Limitten. An duerfir begréisse mer och am Numm vun deene Gréngen ausdrécklech, datt d'Regierung decidéiert huet, déi finanziell Verloschter a ville Secteuren zu engem gudden Deel ze kompenséieren. Ech ginn net op d'Detailer an, si sinn e puermol erklärt ginn. Duerfir e grousse Merci.

Ech wéilt awer och de Secteur vun den Intermittents du spectacle ervirhiewen. All déi Intermittents stinn elo virun zouenen Theateren a Kulturhaiser a kënnen hire Beruff, aus gudde Grënn, net méi ausüben. Och un déi muss geduecht ginn. An duerfir merci, datt se net vergiess gi sinn an Ären Iwwerleeungen.

Solidaritéit muss awer och um politesche Plang bestoen. D'Coronaepidemie - oder „Coronapandemie" muss ee soen - ass ganz sécher net de Moment, fir sech parteipolitesch Klengkricher ze erlaben. An duerfir begréissen ech op dëser Plaz, datt dës Debatt an aller Serenitéit gefouert gëtt an datt mer och an de leschten Deeg, an der leschter Woch konstruktiv mateneen diskutéiert hunn an datt mir de Premier a senge schwéieren Decisioune parteiiwwergräifend ënnerstëtzen, an domat och déi ganz Regierung.

Här President, jo, et ass richteg, d'Coronapandemie ass geféierlech a kascht vill Leit d'Liewen. De Covid-19 demoléiert awer och d'Wirtschaft a weist, datt den internationalen Handel och am 21. Joerhonnert keng Selbstverständlechkeet ass. En huet souguer d'Muecht, d'Riederwierk vun der Globaliséierung am Laf vu kuerzer Zäit ze läämen. U sech kann een d'Coronakris mat der Kris vun de Lehman Brothers aus dem Joer 2008 vergläichen, mam Ënnerscheed, datt d'Lehman Brothers d'Banken infizéiert hunn an de Coronavirus d'Mënschen an domat och eise ganze Gesellschafts- a Wirtschaftssystem. De Brand, deen dëse Virus ausgeléist huet an dee geläscht muss ginn, leeft vum Bistro um Eck bis bei de globalen Autosfabrikant a China.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Pandemie liwwert awer och de Beweis, datt d'Wëssenschaft an d'Fuerschung och am 21. Joerhonnert nach ëmmer fatzeg op d'Prouf gestallt ginn, wann nei Vire wéi aus dem Näischt optauchen, an datt se eis liberal Demokratien a Gesellschaften an d'Sozialsystemer gradesou treffe wéi en autokratesche Regimm wéi China.

Besonnesch erschreckend ass fir eis awer als Gréng, datt d'Pandemien net nëmme Vire verbreeden, mee och politescht Gëft. Well änlech wéi bei der Spuenescher Gripp, der Asiatescher Gripp, der Chineesescher Gripp geet et eenzelne politeschen Decideure weltwäit - an ech schwätzen net vu Lëtzebuerg - och bei dëser Pandemie drëms, de Virus souzesoen ze nationaliséieren. D'Sprooch iwwert d'Krankheet gëtt zu enger Sprooch iwwert de politesche Géigner, deen dobausse muss bleiwen. Natierlech mam Zil, Feindbiller opzebauen, fir vun der eegener Verantwortung oder der Machtlosegkeet ofzelenken. Dir wësst, vu wiem ech schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richteg, den internationale Rees- an Transitverkéier streng ze limitéieren, fir de Schutz vun der Gesondheet, fir d'Verbreedung vum Virus och ze entschleunegen a beschtefalls ze stoppen; dat stelle mir doudsécher net a Fro. Et kann awer net sinn, datt e President wéi den Donald Trump aner Natiounen zum Feind mécht, wann et ëm de Krich géint e Virus geet. Dat nennt sech net Schutz, mee Ofschottung an domat och Diskriminatioun vun all deene Mënschen, déi ausserhalb vun engem sengen eegene Grenze liewen. Vun esou enger Politik wëlle mir eis hei ganz kloer distanzéieren.

Wa verschidde Leit sech, och zu Lëtzebuerg, op d'Säit vun de Brandstëfter schloen an d'Frontalieren als déi Schëlleg ugesinn, da schloe mir eis op déi aner Säit. An zwar op d'Säit vun der grenziwwerschreidender Solidaritéit a vun der Unerkennung vun deene ville Mënschen, déi nach ëmmer iwwert d'Grenze bei eis schaffe kommen, och an dëse Konditiounen, an déi eise Gesondheets- a Fleegesecteur an der Riicht halen. An net nëmmen deen! Donc, ech maachen et wéi de Kolleeg Gilles Baum, e puer Wierder un eis Kolleegen: Un grand merci à nos amis de la Grande Région ! Unseren Freunden aus der Großregion gilt unser Dank!

Op där selwechter Säit steet och d'Regierung. An dat begréisse mir ausdrécklech!

Dir Dammen an Dir Hären, wann et haut ee Standuertfacteur fir Lëtzebuerg gëtt, da muss et dee si vum Zesummenhalt. An duerfir wëll ech alle bedeelegte Ministeren d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun zousécheren an natierlech lech, Madamm Gesondheetsministesch. Dir hutt et a kuerzer Zäit zu enger effikasser Krisemanagerin gepackt a gitt onopgereegt, faktebaséiert a kompetent zu Wierk. All Respekt!

Dozou gehéiert och d'Approche, sech net vun der Angscht leeden ze loossen, mee vun de Richtlinne vun der WHO, a mat de Gesondheetsministeren aus anere Länner zesummenzeschaffen. A grad well d'Zuel vun den Infektiounen amgaang ass massiv eropzegoen, ass et méi wéi jee wichteg, sech bewosst ze ginn, wat de Begréff „sécurité sanitaire" iwwerhaapt bedeit. Mir hunn de Begréff schonn oft héieren, mee mir hunn eis nach net oft Gedanken driwwer gemaach.

Am Fong wuerzelt dee Begréff jo doran, datt et gesondheetlech Risike gëtt, virun deenen ee sech net eleng ka schützen. De Schutz virun deene Risike verlaangt villméi en organiséierten

a solidareschen Effort vun der Gesellschaft. Un der Politik ass et, dëse kollektiven Effort mat klore Reegelen ze encadréieren, dës Reegele gutt no baussen hin ze kommunikéieren an un déi kollektiv Verantwortung ze appelléieren. Also genee dat, wat dës Regierung mécht!

An ech invitéieren d'Regierung, zu dësem Moment och d'Kommunikatioun konsequent op Däitsch, Franséisch, Englesch an allméiglech Sproochen ze diffuséieren, wat Der warscheinlech elo scho maacht. Et geet jo drëms, all eis Matbierger a Matbiergerinnen ze erreechen, an dat sinn net nëmme Lëtzebuerger. An dat ass och gutt esou.

Doriwwer eraus musse mir eis och spéitstens elo bewosst ginn, datt d'Gesondheet eng grondleeënd Konditioun vun der Fräiheet ass. Och doriwwer denke mer net oft genuch no. Well nëmme wann d'Gesondheet stëmmt, kënne mir fräi liewen. A fir déi Fräiheet ze garantéieren, brauche mir e staarke Gesondheetssystem.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Net nëmmen zu Lëtzebuerg, wou der Penurie am Beräich vun de Professions de santé entgéintgesteiert muss ginn - mir hate schonn éfters doriwwer rieds -, mee wou och de Problem vun den Urgencë muss mat alle Mëttele bekämpft ginn. An och dat ass der Regierung bewosst. Méi wéi jee muss den Triage gutt fonctionéieren. A mir begréissen all Effort, Madamm Minister, deen Dir an déi Richtung maacht. Dir hutt d'Efforte virdrun hei presentéiert, och am Beräich vun der Telemedezinn.

Och am internationale Kontext brauche mir e staarke Gesondheetssystem, wou mir als Gréng e gewëssen Nohuelbedarf feststellen. Dir Dammen an Dir Hären, eis Suerg ass follgend: An der EU gëtt et nach ëmmer keng Institutioun, déi eng verbindlech europäesch Äntwert op eng europäesch Gesondheetskris ka liwweren. De Grond läit doran, datt de Gesondheetssecteur just als ënnerstëtzende Secteur, als „compétence d'appui" ugesi gëtt an domadder als Secteur, an deem all Staat eigentlech seng eegen Zopp ka kachen.

An anere Wierder: Déi europäesch Traitéen hunn zwar zu engem Europa vun der Ekonomie a vun de Finanze gefouert, mee net zu engem Europa vun der Gesondheet!

Eng éischt Léier, déi een aus dëser Kris also kann zéien, ass zu dësem Moment déi, datt mir och op EU-Niveau mussen handelen an en iwwergeuerdent Gremium fuerdere mussen, wat en harmoniséierten europäesche Krisemanagement op d'Bee stellt. Dëst op Basis vun de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun, un deene Lëtzebuerg an aner Länner sech schonn haut orientéieren, an dat och mat Recht. Dës Recommandatioune musse verbindlech ginn an dem Schutz viru Pandemien nach méi geziilt Rechnung droen.

Här President, och wa mir nach matten an der Kris sinn, weist dëst Beispill, datt mir haut scho kënne bäiléieren. Esou och an der Ekonomie, wou ech de franséische Wirtschaftsminister Bruno Le Maire wëll zitéieren, dee Follgendes gesot huet: « Il y aura, dans l'histoire de l'économie mondiale, un avant et un après coronavirus. » Mir stelle fest, datt de Coronavirus an der Weltekonomie eng Saach radikal ënnersträicht: Alles, wat a China passéiert, betrëfft och eis - an ëmgedréit. Dat mécht eise Wirtschaftssystem ganz vulnerabel an ufälleg fir Stéierungen. An ech sinn net dat Éischt, wat dat haut hei esou seet.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt kleng Netzwierker a regional Wirtschaftskreesleef vill méi resilient a krisesécher si wéi déi grouss, komplex Riederwierker. An deem Sënn invitéiert de Coronavirus eis fërmlech dozou, méi kleng, dezentral a regional Strukture weiderhin ze förderen, esou wéi mer dat scho maachen, fir eis méi onofhängeg vu grousse Konzerner a vu laangen Transportweeër ze maachen. Well laang Transportweeër féiere ganz oft zu Retarden. An och dat huet d'Madamm Ministesch hei erkläert.

Dëst net just um Niveau vun der Liewensmëttelproduktioun, déi hei nach garantéiert ass, mee virun allem och um Niveau vun de Medikamenter a vun hirem Approvisionnement. Als Gréng hoffe mir, datt dem Bruno Le Maire säin „après coronavirus" wäert bedeiten, datt och d'EU sech där doter Problematik wäert unhuelen an datt d'EU et fäerdegbréngt, dezentral Produktiounsbackuppen an der Pharmaindustrie opzebauen, wärend mir op eiser Säit musse versichen, eis Quellen a Liwweranten ze diversifiéieren.

E weidere Punkt, deen ech nach kuerz wéilt ervirsträichen, betrëfft eise Gesondheetssecteur a Relatioun mat der Recherche, déi mat an d'Boot muss geholl ginn, fir eis Pandemiepläng ze iwwerdenken an ze adaptéieren an d'Erfarunge mam Coronavirus an deem Kontext ze notzen. Dat heescht, datt méiglechst vill Donnéeë gesammelt an ausgewäert musse gi fir erauszefannen, wéi een nach méi effikass mat Epidemië respektiv mat Pandemië kann ëmgoen, falls mer nach eng Kéier sollten an esou eng Situatioun geroden.

Inspiréiere kënne mer eis un den ostasiatesche Länner wéi Japan, Taiwan, Singapur, Thailand an Hongkong. Wéi dës Länner 2003 mat der Sars-Epidemie konfrontéiert waren, hu se hir Pandemiepläng adaptéiert an hunn an dësem Fall besser op de Covid-19-Virus reagéiert wéi de Rescht vun der Welt. Notamment konnte se d'Infektiounskurv vun Ufank u flaach halen. Anescht ausgedréckt: Wann e Land schonn eemol esou eng Bedroung erlieft huet, léiert et doraus. D'Fro ass just, wéi den Apprentissage weltwäit kann diffuséiert ginn.

Eng Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech ofschléissend nach wéilt zéien, ass déi, datt de Coronavirus eppes beweist. E beweist och: Wou e Wëllen ass, gëtt et e Wee.

A kuerzer Zäit brénge mir et zu Lëtzebuerg fäerdeg, bis haut bal ondenkbar Moossnamen ze ergräifen, fir d'Liewensgefor anzedämmen a Liewen ze retten. An d'Bevëlkerung mécht mat. Trotz alle Suergen ass dat e positiven Aspekt. A wann dat ëffentlecht Liewen an deenen nächste Wochen e puer Gäng erofgeschalt gëtt, brénge mir et vläicht nees fäerdeg, eis op dat Weesentlecht an op eis Grondwäerter ze besënnen.

An duerfir soen ech och de Kolleegen a Kolleeginnen aus alle Fraktiounen a politesche Gruppen e grousse Merci, datt se bereet waren, och de Chambersprogramm drastesch ze reduzéieren an e praktesch op null ze setzen, fir d'Perennitéit vun der Chamber ze garantéieren. Well och op dëser Plaz muss der Multiplikatioun vum Virus virgebeugt ginn. An d'Chamberpersonal muss esou gutt geschützt gi wéi de Rescht vun der Bevëlkerung.

Domat hu mir d'Liewen an d'Gesondheet gëschter zu der éischter Prioritéit vun der Chamber deklaréiert. Dat war fir eis e ganz wichtege Schrëtt. An ech denken, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäre schlecht beroden, wa mer no der Erhuelung vun der Kris nees zum Business-as-usual géifen iwwergoen, esou wéi wann näischt geschitt wär. Mir mussen eis Léieren doraus zéien an dat op allen Eebenen.

Domat wëll ech ofschléissen. Ech soen Iech e grousse Merci a wënsche jiddwerengem bon Courage, heibanne wéi dobaussen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat der Regierung an hinne Merci soe fir déi Deklaratiounen, déi se haut hei gemaach hunn. Ech mengen, hei si wichteg Saachen ugekënnegt ginn, déi mer elo kënnen diskutéieren.

Ech wéilt awer och vu virera soen, datt mir als ADR all Moossnamen ënnerstëtzen, déi derzou bäidroen, der Urgence vun der Situatioun Rechnung ze droen a Mënscheliewen ze schützen. Dat ass eis éischt Prioritéit. An ech wëll mech och hei all deene Gedanken un déi krank Leit uschléissen an dem Merci un all déi vill Leit a medezinneschen a paramedezinnesche Secteuren, déi Onheemleches leeschten, fir dat Bescht ze maachen, fir de Leit ze hëllefen.

Och an anere Verwaltunge gëtt Grousses geleescht. Mir hunn hei e Merci ausgedréckt, eng immateriell Unerkennung. Ech géif Iech och encouragéieren, iwwer eng materiell Unerkennung nozedenken, Prime-de-risquen an aner Saachen, déi sollen e bëssen dat kompenséieren, wat am Ableck un Aarbecht och do geleescht gëtt, un Aarbechtszäit. Ech mengen, mir mussen och eng Gerechtegkeet an där Saach am A behalen. Mir däerfe kee Grupp an eiser Gesellschaft vergiessen, keen engem onnéidege Risiko aussetzen.

An och hei wëll ech soen, datt d'ADR konstruktiv a solidaresch wëllt matwierken. D'Parteie stinn hei effektiv net géinteneen, mee et ass eng gemeinsam politesch Verantwortung, fir eist Land gutt duerch dës Kris ze kréien, Mënscheliewen ze schützen esou gutt wéi et geet. Mir wëssen nach net, wéi laang déi Kris dauert a wat alles op eis duerkënnt, mee mir wëssen, datt mer all eis Awunner musse beschützen, eist gesellschaftlecht Zesummeliewe garantéieren, eis Ekonomie ënnerstëtzen an eis laangfristeg Resilienz als Staat an als Natioun garantéieren.

Mir mussen och d'Defizienzen erkennen a Léieren zéien, e Stéck Realismus léieren. Och zu Lëtzebuerg musse mer a verschiddener Hisiicht eng Sécherheetskultur entwéckelen, déi vläicht nach net staark genuch war. Schutzmoossname goufe geholl. Ech hu gesot, mir ënnerstëtzen déi. Mir kënnen nach un aner Moossnamen denken, wéi zum Beispill och de Leit aner Zäite ginn, jee no Risikoexpositioun, fir an d'Geschäfter ze goen. Firwat net e bestëmmte Creneau reservéiere fir Leit, déi a Risikokategorië sinn, wou se dann net konfrontéiert gi mat anere Leit? Alles dat kann ee sech iwwerleeën.

Den Här Staatsminister huet eis haut ugekënnegt, datt d'Regierung drun denkt, fir dem Grand-Duc ze recommandéieren, den Noutstand auszeruffen. Dat kënne mir matdroen, aus enger Rei vun Ursaachen. Mee mir wëllen awer och soen, an dat huet näischt mat politescher Poleemik ze dinn, datt mir an eisem demokratesche Rechtsstaat och mussen derfir suergen, besonnesch als politesch Oppositioun, datt déi Reegelen, déi an engem Noutstand geholl ginn, ëmmer proportionéiert sinn, justifiéiert sinn, limitéiert sinn an der Portée an an der Zäit, well et geet hei och ëm Grondwäerter.

A mir hunn dofir gesot: „De Fonctionnement vum Parlament muss dat dote begleeden. An all d'Parteie musse kënnen do matschwätzen a kucken, datt déi Moossname vun der Regierung och permanent enger demokratescher Kontroll ënnerleien." Dat ass ganz wichteg. Mir insistéieren dorop. Den Här Premierminister oder en anere Spriecher hat virdru gesot, oder d'Madamm Minister hat gesot: „Et ass net agreabel, wann d'Polizei freet: ‚Vu wou kommt Der?' - ‚Wouhi gitt Der?' " Dat gehéiert u sech net an eise Staat. An esou Moossname musse ganz, ganz enk gefaasst ginn. An ech mengen, jiddweree kann novollzéien, datt se begrënnbar sinn, awer jiddweree muss och kënnen novollzéien, datt déi politesch Oppositioun muss derfir suergen, datt dat do a ganz enke Grenzen och bleift.

Och an deene Rieden, déi mer héieren hunn, si ganz kloer Defiziter zur Sprooch komm. Dat ass net de Problem elo vun där aktueller Ministesch, awer vu villen Diskussiounen, och am Gesondheetssecteur, déi mer an deene leschte Joren haten. Wa mer se haut géife féieren oder haut nach eng Kéier kucken, wat vläicht viru fënnef, sechs Joer hei gesot ginn ass iwwert de Spidolssecteur - Reduzéierung vu verschiddene Better an esou weider -, da géife mer déi Diskussioun haut nach an engem ganz anere Liicht gesinn, wéi mer se schonn deemools gesinn hunn. Mir hunn einfach e Land, wat wiisst. Et ass eng gemeinsam Verantwortung ze kucken, datt déi Spidolsinfrastrukturen do sinn. An et ass eng gemeinsam Verantwortung, fir d'Koordinatioun ze assuréieren.

D'Madamm Minister huet haut zweemol gesot: „Vun haut u maache mer dëst." - „Mir maachen de Monitoring vun haut un."- „Vun haut un hu mer dëst en place." Dat si Saachen, déi ee laangfristeg muss denken. Dat si Saachen, déi mer scho missten op der Plaz hunn!

D'Koordinatioun tëschent de Spideeler: Bis virun e puer Deeg ass tëschent de Spideeler praktesch per E-Mail korrespondéiert ginn, well keng Telefonspermanence 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 hätt kënnen dat assuréieren, wat d'Madamm Minister virdru beschriwwen huet, eng Verdeelung no Prioritéiten an esou weider.

Mir hunn Defiziter! A wa mer solle léieren aus dëser Kris, ass dat ee vun deenen éischte Beräicher, wou mer dat musse maachen. Mir encouragéieren d'Regierung, mir begleeden Iech op dësem Wee, mir ënnerstëtzen Iech. Awer et muss gemaach ginn!

Bei der Versuergung hate mer Hamsterkeef. Och dat ass eppes, wat net soll an eisem Land geschéien. Mir mussen och do léieren a kucken, datt mer mat de Geschäfter, mat de Verdeeler hei am Land zesumme kucken, datt mer Reserven zur Verfügung stellen. An der Schwäiz huet jiddwereen eppes doheem; dat kann ee sech iwwerleeën. Mir kënnen och Plazen zur Verfügung stellen, wou strateegesch wichteg Gidder deposéiert ginn, wou mer wëssen, datt jiddwereen am Land weess, datt mer fir ee Mount oder esou Reserven hunn. Da brauchen d'Leit sech keng Suergen ze maachen. Och do musse mer léieren.

Mir haten als ADR schonn e puermol gesot: „Mir musse kucken, datt mer Pëtrolsproduiten hei am Land hunn." Da gëtt ëmmer gesot: „Brauche mer net", aus politesche Grënn, well d'Gemengen dat vläicht net onbedéngt wëllen. „Mir hunn eis Reserven zu Rotterdam. Mir hu se zu Antwerpen." Haut gesi mer, datt déi Perspektiv vun zouene Grenzen net aus der Loft gegraff ass! Also musse mer léieren. Also musse mer kucken, datt mer op der Plaz dat hunn, wat mer onbedéngt brauchen.

Bei den Apdikten a Klinicken ass et änlech. Mir haten net genuch Stocke vu Masken. Dofir hu mer elo déi Präisexplosioun. Dat hu mer jo. Mir haten net genuch Medikamenter, Desinfektiounsmëttelen, Tenuen, all déi aner Saachen.

A mir hunn nach eppes anescht, wat mer musse léieren aus dëser Kris. Mir hunn an der leschter Zäit dacks d'Doktere kritiséiert. Net mir als ADR, anerer. Zum Beispill beim Tiers payant: Wat hu mer do missen héieren iwwert d'Dokteren an hir Absichten an esou weider! Mir musse kucken, datt mer erëm dat Vertrauen an dat positiivt Beruffsbild och hunn. Lëtzebuerg muss attraktiv si fir Dokteren! Haut gesi mer et jo! An ech mengen, dat, wat mer och an der Vergaangenheet als Diskussiounen haten, soll eis eng Warnung sinn. Mir brauchen en Ëmfeld, wou et och fir en Dokter attraktiv ass, hei zu Lëtzebuerg ze schaffen. Mir mussen dat politesch erëm hierstellen.

Den ëffentlechen Transport mat de Frontalieren. Mir kennen de Problem. En ass beschriwwe gi vun de Virriedner. Ma firwat dann elo net d'Buscapacitéiten huelen, well mer kee Schoultransport méi assuréieren? Mir kënnen d'Leit jo net an deenen iwwerfëllten Zich eleng do loossen, wou en enorme Risiko besteet. Loosse mer déi Bussen huelen, déi mer hunn, Busservicer ariichten an d'Leit och encouragéieren - eppes, wat dëser Regierung vläicht net gefält -, mee den Auto ze huelen! Well am Auto, wa se och eleng am Auto sëtzen, gi se wéinstens net ugestach vun engem aneren. Dat sinn alles Méiglechkeeten, déi mer elo an dëser Kris sollten huelen. Net nëmme vun Zuchfrequenzen iwwerleeën an esou weider, mee och aner Verkéiersmëttel promouvéieren, fir eeben de Risiko méi kleng ze halen.

Den Adapto ass och eng Saach, déi ech wéilt kuerz ernimmen - net fir iwwert déi aktuell Poleemik ze schwätzen -: Mee wann een elo higeet an iwwer eng Mobilitéitszentral probéiert, esou vill wéi méiglech Leit an e klenge Bus ze setzen, Leit, déi schonn eeler sinn, Leit, déi scho gesondheetlech Problemer hunn, da brauch ee sech net ze wonneren, wann och do en neie Risiko geschaaft gëtt! Den Adapto hat fréier vill individuell Transporter. Dat kann een hannerfroen. Mee haut wär et e Virdeel! Also loosse mer och kucken, datt mer vläicht do op dee System zréckkommen, wéinstens soulaang dës Kris dauert!

An de Schoulen huet net jiddwereen eng informatesch Infrastruktur doheem. A mir mussen hei kucken, datt eis Schüler, datt keen do am Stach gelooss gëtt. An dat ass och en Effort, dee muss gemaach ginn. Mir mussen d'Versuergung vun alle Kanner garantéieren. Dacks gëtt déi Alterslimitt vum Congé pour raisons familiales vun 13 Joer kritiséiert, déi agefouert ginn ass, déi wär ze niddreg. Da loosse mer iwwerleeën, ob mer se net kënnen eropsetzen!

Mir hunn eng ganz Rei Moossnamen héiere fir d'Ënnerstëtzung vun der Ekonomie. Dat ass ganz positiv. Mir ënnerstëtzen dat vollkommen. Besonnesch am Handwierk, d'Horeca, d'Independanten, alles dat kéint een elo am Detail diskutéieren, dozou feelt mer d'Zäit. Awer just fir den Haaptmessage: Vergiesst keen an der Ekonomie! Mir wëssen, datt dat deier gëtt. Mir wëssen et! Awer huelt all déi Moossnamen, déi mer brauchen, fir eis Ekonomie um Liewen ze halen! No e puer Woche brauche mer se erëm. Mir musse se an der Riicht halen.

A mir brauchen och eng ekonomesch Situatioun vun de private Stéit, déi garantéiert ass. Remboursement vu Prêten: Kuckt mat de Banken, datt déi Prête kënnen ausgesat ginn, datt mer vläicht eng Loyershëllef ginn. A vill aner Saachen. D'Steieravancen hutt Der ernimmt. Awer mir mussen de Leit hëllefen. Mir kënnen net der Gesondheetskris nach eng Logementskris oder aner Krise mat dropsetzen, sozial Krisen. Dat musse mer alles verhënneren.

D'Informatioun vun de Leit muss kompetent sinn. Mir haten e puer Accidenter, déi beschwat goufen an de Medien, wou einfach falsch Rotschléi gi si ginn. Dat däerf net geschéien. Mir musse kucken, datt mer kompetent Leit do hunn. Net Formation ad hoc, och dat ass e laangfristegen Effort. Vläicht medezinnescht Personal an der Pensioun, vläicht Medezinnstudenten. Awer mir musse kucken, datt mer déi Berodung vun de Leit, well dat ass wichteg, esou kompetent wéi méiglech kënnen duerchféieren.

Och sproochlech iwwregens, well vill Leit … Mir hunn eeben e Land, an deem vill Sprooche geschwat ginn, an och d'Lëtzebuerger fille sech net onbedéngt wuel, wa se op Franséisch musse froen an Erklärunge kréien. Also mir mussen do wierklech en Effort maachen am Beräich vun der Berodung. Merci jiddwerengem, deen do mathëlleft!

Mee den Haut-Commissariat à la protection nationale kéint och do hëllefen, fir Lëschten ze féiere vu Leit, déi ee kéint erufëieren un eng

Berodung, wann et esou wäit ass. De Benevolat, d'Scoute sinn ernimmt ginn; dat fannen ech ganz gutt, datt se déi Servicer do offréieren. Dat ass ganz gutt. D'ADEM: D'ADEM, Här Premierminister, kéint vläicht och hir Clienten uschreiwen, ob do net Leit sinn, déi wéilte bei deem Genre Noutstandsaarbechten, déi elo do gefrot sinn, fir de Leit ze hëllefen, ob do net Leit derbäi wären, déi dat wéilte maachen.

Mir kéinten och bei dem Benevolat laangfristeg Lëschten uleeën, och iwwert den Haut-Commissariat zum Beispill, wou Leit kéinten uginn, wou dann hir Kompetenze leien, ob dat an der Informatik ass, ob dat am Gesondheetssecteur ass, am sproochleche Secteur, am Handwierk oder am Militäreschen, wat och ëmmer gebraucht gëtt. An da Lëschten uleeë vu Leit, déi eventuell bereet wären, ze hëllefen.

Eis Ekonomiepolitik ass och wichteg. Mir däerfen déi Delokaliséierung net einfach nokucken. Mir brauchen och Pharmaindustrie hei an Europa.

An ech wéilt och derbäisoen: „Mir brauchen och e ganz verantwortlechen Emgang mat der Verscholdungspolitik vum Staat." A Krise wéi elo brauche mer Spillraum. An dofir appelléiere mir nach eng Kéier, fir an normalen Zäiten eis Scholden zréckzebezuelen, fir eise Staat kënne flësseg ze halen, wa mer déi Sue brauchen.

Infrastrukturen, e Wuert iwwert d'Militärspidol. Mir hunn elo héieren, datt Ausstellungshale solle virbereet ginn an esou weider. Mir wëssen awer, datt mer ënner Drock stinn, fir 2 % vun eisem Bruttonationalprodukt fir Defenseprojeten auszeginn. Elo gëtt gesot: „D'Militärspidol gëtt eng Traumatologie zu Esch." Dat ass ganz gutt. Mee wa mer dee Projet géife grouss upaken, an et gëtt Iddien an deem Sënn, dann hätte mer Reserven, wéi aner Leit dat och hunn, u Better, u Personal, un Isoléierungsméiglechkeeten an un all deene Saachen, déi eis am Ableck am dréngendste feelen.

(Interruption par la présidence)

Mir mussen och d'Méiglechkeet hunn … Ech komme geschwënn zum Schluss, Här President.

Mir mussen och d'Méiglechkeet hunn, fir Gesondheetskontrollen do duerchzeféieren, wou et muss sinn, wéi zum Beispill um Flughafen.

Ee lescht Wuert vläicht iwwert d'Baussepolitik. D'Madamm Lorsché hat dat och ugeschwat. Et gëtt EU-Dispositiounen, déi ech hei wëll an Erënnerung ruffen. Et gëtt eng Decisioun vun 2013 iwwert d'Ofwier vu schwéiere grenziwerschreidende Gefore fir d'Gesondheet op EU-Niveau. An et ass eeben d'Fro: Huet dat iwwerhaapt iergendeppes gedéngt? Et kann ee sech et froen, zemools beim Approvisionnement vu medezinneschem Material, wou mer gesinn elo an dëser Zäit: „Jeder ist sich selbst der Nächste." An et si vill Länner, déi eis einfach näischt wëlle ginn, well se et fir sech selwer wëlle behalen.

(Interruption par la présidence)

An domadder kommen ech zum Schluss, well den Här President mer dat an Erënnerung rifft.

Ech soen et awer mat engem Saz, an dat musst Der entschëllegen, well als ale Militär soen ech dat awer, Här President, dat ass, datt mer heiansdo, och am militäresche Beräich, Zaldote méi néideg brauche wéi Satellitten. Mir hunn haut héieren, datt d'Arméi eng ganz wichteg Roll spillt. Si bewaacht d'Stocken, si verdeelt Saachen. A mir brauchen einfach genuch Leit och an deene Servicer, an d'Regierung wär gutt beroden, fir d'Rekrutéierungspolitik an deene Beräicher besser opzestellen.

Dat gesot, nach eng Kéier vun eiser Säit aus eis Ënnerstëtzung. Mir wäerten dat kritesch begleeden. Mir wëllen d'Grondfräiheete bewaren.

(Interruption par la présidence)

Mir wäerten d'Grondfräiheete bewaren. A fir de Rescht ënnerstëtze …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … mer d'Politik …

M. Fernand Etgen, *Président.*- … Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … vun der Regierung. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mir befannen eis alleguer an enger Situatioun vun enger grousser Gravitéit. Eist alldeeglecht Liewen ass op eng Aart a Weis beschnidden, wéi mer eis dat nach virun e puer Wochen net konnte virstellen. Schoulen a Crèchë sinn zou gradesou wéi Bistroen, Restauranten, an d'Chantiere ginn elo och zougemaach. Evenementer sinn ofgesot an d'Leit sinn opgefuerdert, esou vill wéi méiglech doheemzebleiwen. Kuerz: D'ëffentlecht Liewen ass op en absolutte Minimum zréckgefuer.

Eist Land a ganz Europa sinn am Grëff vun engem Virus, dee sech zur globaler Pandemie entwéckelt huet, fir deen et nach keen Impfstoff gëtt an dee riskéiert, wéi an anere Länner eise Gesondheetssystem un d'Grenze vun der Belaaschtbarkeet ze bréngen. E Virus, deen déi Vulnerabelst am schlëmmsten trëfft, an éischter Linn eeler Leit, Mënschen, déi gesondheetlech ugeschloe sinn an och Mënschen, déi net d'Geleeënheet an d'Méiglechkeet hunn, sech esou ze schützen, wéi se dat bräichten.

D'Regierung huet bis elo déi Mesurë geholl, déi d'Weltgesondheetsorganisatioun proposéiert huet, a si mécht dat och weider, fir d'Propagatioun vum Virus anzedämmen an erauszezögeren, also fir Zäit ze gewannen. Mir liewen also alleguer an enger Zort Ausnamezoustand.

Haut de Mëtten huet de Premierminister ugekënnegt, datt d'Regierung vun hirem verfassungsméissege Recht Gebrauch wëllt maachen, den Artikel 32 (4) ze invoquéieren, deen et fir eng bestëmmten Dauer erméiglecht, datt d'Regierung ka Gesetzer maachen oder Reglementer huelen, déi Gesetzeskraaft hunn, respektiv bestoend Gesetzer änneren. Dat ass e ganz wäitgoende Schrëtt. An ech mengen, datt mir alleguerten als Parlamentarier eiser Kontrollfunktioun nach eng Kéier weesentlech méi staark mussen nokomme fir ze kucken, datt och d'Proportionalitéit vun deene Mesuren, déi d'Regierung do hélt, garantéiert ass, fir dann an engem Delai vun zéng Deeg nach eng Kéier zesummenzekommen an och déi Mesuren ze evaluéieren.

Här President, wann ee sech ëmlauschtert, da mierkt een, datt eng grouss Veronsécherung bei de Mënschen ass. Veronsécherung a plazeweis carrement Angscht! Angscht ass mat dat schlëmmste Gefill, wat e Mënsch kann hunn. An Angscht mécht irrational. Dat hu mer gesi bei deenen irrationalen Hamsterkeef vum leschte Weekend. An dobäi ass e klore Kapp genee dat, wat mer alleguer elo bräichten, fir dëser Situatioun ze begéinen. Duerfir mussen d'Chamber an d'Regierung all déi Mesuren ergräifen, fir nieft der Verbreedung vum Virus och d'Verbreedung vun der Angscht anzedämmen.

Dozou gehéiert nieft deene sanitäre Precautiounen, där adequater Virbereedung vun de Spideeler op nach méi Patienten och d'Reaktioun vun der Regierung op déi ekonomesch a sozial Kris, déi elo schonns däitlech ze erkennen ass.

Duerfir menge mer, datt nieft deene sanitären a medezinnesche Precautiounen d'Regierung dréngendst misst weider ekonomesch a sozial Mesuren huelen, fir d'sozial Situatioun vun de Salariéen an d'ekonomesch Noutlag vu klenge Betriber opzefänken.

Éischtens ugefaange bei deene Schwächste vun deene Schwaachen, nämlech den Obdaachlosen. Si si ganz vulnerabel, si kënnen net doheem a Quarantän bleiwen. An eis Strukture si momentan net drop ausgeriicht, hinnen e ganzdaglecht Encadrement unzebidden. Mir brauche ganz dréngend zousätzlech Strukturen, och fir si opzefänken.

Zweetens, et muss onbedéngt assuréiert ginn, datt all déi Leit, déi weider an dëser Situatioun all Dag ëmmer ënner immens schwierege Bedéngungen elementar Servicer fir eis Gesellschaft leeschten, esou gutt wéi méiglech virum Virus geschützt sinn. Dat gëllt natierlech an éischter Linn fir d'Leit am Gesondheets- a Fleegesecteur, mee awer och fir d'Botz- an d'Hygiènepersonal, Bus-, Zuch-, Tramschaufferen an d'Leit, déi an de Commercë schaffen, déi weider opbleiwen an och opbleiwe mussen.

Drëttens, de Chômage partiel misst zumindest op Dauer vun deenen exceptionnelle Mesurë vun 80 % op 100 % eropgesat ginn. Am Géigesaz zu anere kapitalistesche Kriseperiode sinn et dës Kéier an alleréischter Linn d'kleng an d'klengst Entreprisen, déi dovunner Gebrauch maache mussen. Dee ganzen Horeca-Secteur ass dovunner betraff, eleng do 12.000 Leit; den Eenzelhandel, an dat sinn net nëmme grouss Chaînen, mee virun allem och kleng Betriber, wou d'Salariéë meeschtens kee Kollektivvertrag hunn, déi um Mindestloun agestallt sinn. Si bräichten an eisen Aen de komplette Lounausgläich, wéi dat och an anere Länner schonns ugekënnegt ginn ass.

Mir wëssen alleguer, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg net duergeet, fir dezent ze liewen. Duerfir, 80 % vun ze wéineg ass vill ze wéineg! Déi Leit hu blank existenziell Ängscht. Hinne musse mer direkt hëllefen.

Véiertens, d'Hëllefe fir kleng a ganz kleng Betriber musse séier an onbürokratesch opgestockt an och verdeelt ginn. D'Regierung huet do scho Mesuren ugekënnegt, déi eis ganz optimistesch stëmmen, datt dat och ka geschéien. Et muss just och onbürokratesch kënne gemaach ginn.

Fënneftens, Entreprisen, déi elo gehollef kréien, däerfen net entloossen! Dat selwecht gëllt fir Entreprisen, déi weider Benefisser maachen. Si sollen net dierfen aus ekonomesche Grënn entloossen.

Sechstens, mir brauchen dréngend adequat Moossnamen, fir d'Independanten ze ënnerstëtzen. Hir Aktivitéite si quasi op null gefuer a mir wëssen elo schonns, datt bei hinnen den Undeel vun de Working Poor am héchsten ass.

Siwentens, vill Betriber sinn am Chômage technique oder maachen Teletravail. Vill Salariéen a Betriber leeschten awer och iwwerliewenswichteg Servicer, wéi zum Beispill an der Alimentatioun. Och hinne misste mer et erméiglechen, nieft dem Fleegesecteur, op ëffentlech Kannerbetreiung kënnen zréckzegräifen, fir genee déi dote Servicer, déi mer alleguer an der Gesellschaft awer esou dréngend brauchen, kënnen ze garantéieren.

Aachtens a leschtens, mir mussen op europäeschem Plang déi absurd Budgetsreegelen ausser Kraaft setzen. Wann héich industrialiséiert Länner wéi Italien, Frankräich a Spuenien e medezinneschen Noutstand hunn, dann huet dat och ganz vill domadder ze dinn, datt déi Länner gezwonge waren, wärend deene leschten zéng Joer hir Gesondheetssystemer futti ze spueren. Elo kréie mer alleguer d'Rechnung!

Här President, dat si just e puer Mesuren, déi eiser Meenung no d'Regierung dréngend misst huelen. Si huet och elo am État d'urgence d'Moyenen, fir dat ganz séier kënnen ze maachen, éischtens. An zweetens ass, mengen ech, keng aner Ekonomie esou gutt opgestallt, fir dee kuerzfristege Schock vun där Kris, an där mer dra sinn, opzefänke wéi déi hei, wéi déi lëtzebuergesch.

Et gëtt awer och nach vill aner Froen, déi dës Kris opwerft, a vill Léieren, déi mer dorauser ze zéien hunn, zumindest an e puer Wochen, wann dat Schlëmmst - hoffentlech! - iwwerstanen ass.

Mir mussen iwwert d'Ursaache vun der Kris schwätzen. Mir mussen eis bewosst ginn, datt eisen ökonomesche System matverantwortlech drun ass, wann natierlech Habitater weltwäit zerstéiert ginn an doduerch ëmmer nei Iwwerdroungsweeër vu Viren entstinn. Mir mussen eis bewosst ginn, datt d'Massendéierenhaltung weltwäit ënnerbonne muss ginn. A mir mussen eis bewosst ginn, datt déi wansinneg Fräihandelspolitik dozou féiert, datt mer an enger geckeger Spiral no ënne sinn, wat sozial, Emwelt- an och sanitär Standarden ugeet. An et ass schonns e bëssen eng Ironie vun der Geschicht, datt mer eigentlech haut hätte missen driwwer diskutéieren, datt de CETA-Fräihandelsaccord an den Accord mat Singapur votéiert gi sinn, wat genau déi Fräihandelslogik weidergesat hätt.

Mir mussen och diskutéieren iwwert d'Aart a Weis wéi mer produzéieren. Am däitlechsten ass dat, a verschidde Virriedner hunn dat scho gesot, am Pharmaberäich. Et kann net sinn, datt mer driwwer diskutéiere mussen, ob mer nach basesch Medikamenter an Europa hunn, well d'Pharmaindustrie grouss Deeler vun hirer Chaîne de production ausgelagert huet. Reng op Lëtzebuerg bezu musse mer kucken, dréngend eng Couverture maladie universelle hierzestellen an den Hëllefruff vu Médecins du monde eescht huelen.

An eng grouss Léier aus der Kris muss awer och sinn: Mir brauchen als Lëtzebuerger eng seriö Politik vun der Groussregioun. Spéitstens wann eis Nopere riskéieren, hir Grenzen zouzemaachen, wësse mer, datt hei näischt méi ouni déi Leit aus der Groussregioun, déi hei schaffen, leeft.

Här President, déi allergréisste Léier aus dëser Kris ass awer, datt mer staark ëffentlech Servicer brauchen. An un alleréischter Plaz e staarken ëffentleche Gesondheetssystem! An do sinn ech net averstane mat deenen Aussoe vu mengem Virriedner. An ech ka just hoffen, datt, wann déi heite Kris eriwwer ass, sech all déi nach dorunner erënneren, wat déi Leit an deem ëffentleche Gesondheetssystem geleescht hunn, wann et driwwer hiergeet, datt verschidde Gesondheetsservicer solle privatiséiert ginn oder verschidde Gesondheetsprestatioune solle geoutsourced ginn! Just e staarken ëffentleche Gesondheetssystem ass de Garant derfir, datt mer mat dëser Kris kënnen eens ginn!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, eis Gesellschaft ass op d'Prouf gestallt a mir kënne just aus där Kris erauskommen, wa mer zesummenhalen. Mir mussen d'sozial Isolatioun vun eise Matmënsche verhënneren. Et ass an der Lescht vill vu sozialer Distanzéierung geschwat ginn. An ech fannen, datt dat e ganz onglécklecke Begrëff ass, well eigentlech ass gemengt, datt een eng physesch Distanz zu senge Matmënschen opbaue muss, zumindest fir déi Zäit, wou dee Virus virulent ass. Sozial brauche mer, mengen ech, keng Distanz, mee Zesummenhalt. Solidaritéit ass de Mot d'ordre!

Här President, de Premier huet haut hei nach eng Kéier den Appell gemaach: „Bleift doheem!" Duerfir wéilt ech awer ophalen, andeem ech gäre mäin déif empfonnte Respekt ausdrécke géif vis-à-vis vun all deene Leit, déi net doheembleiwe kënnen an net doheembleiwe sollen, mee schaffe mussen. Si hunn an deene leschten Deeg deelweis Iwwermënschleches vollbruecht. Si sinn elo schonns d'Heldinnen an d'Helde vun dëser Kris. Si sinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft. An hinne gehéiert eise Respekt.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An als leschte Riedner steet den honorabelen Här Sven Clement scho prett. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci all deene Leit, vum Techniker bis bei d'Infirmière an den Dokter, iwwert de CGDIS, de Bauer an d'Police, jo, och all déi, déi an der Mobilitéit schaffen, déi de Fonctionnement vun eisem Zesummeliewen, dem Gesondheetssystem, der Alimentatioun an der Sécherheet weiderhin assuréieren. Ech kann elo net nach all anere Beruff opzielen, déi och schaffe mussen, ech mengen, mir hunn dat haut schonn e puermol héieren, mee jiddwereen, deen elo dobaussen ass a säi Bäitrag leescht, fir aus dëser Kris erauszekommen, verdéngt eisen déifste Respekt.

E Merci och un all déi, déi sech fräiwëlleg dobaussen engagéieren, fir de Leit ze hëllefen. Fir eis ass et wichteg, datt dësen Engagement och iwwert d'Deeg vun der Coronakris eraus nach wäertgeschätzt gëtt. Mir wënschen eis och, datt all déi Beruffer, sief et am Gesondheetssecteur, am Beräich vum Nettoyage oder an de Grande-surfacen, an Zukunft endlech dee Stellewäert kréien, deen hinnen zousteet an dee se dës Zäit beweisen.

Här President, de Coronavirus ass zu Lëtzebuerg ukomm an dat an enger Envergure, déi virun e puer Wochen nach kaum ee sech ausgemoolt hätt. Mir sinn am État de crise. Europa an eist Land sti viru groussen Erausfuerderungen. D'Regierung huet déif gräifend Aschnëtter an d'Liewen an an den Alldag vun de Biergerinnen a Bierger decidéiert. Dëst ass eng Ausnamesituatioun, däers sollte mer eis alleguerte bewosst sinn! Dës Situatioun musse mer eescht huelen! Ma ech wëll awer och virewech soen: Mir wäerten och dës Kris zesumme meeschteren! A mir Piraten wënschen eis, datt mir als Gesellschaft gestäerkt a mat de richtege Konklusiounen aus dëser Kris erausginn.

Dëst ass eng Bewärungsprouf, net nëmme fir Lëtzebuerg, och fir Europa a fir eist Zesummeliewen als solcht. Vun Ufank dëser Woch u gëllt: Bleift doheem!

Här President, mir schléissen eis de Consignë vun der Regierung un a ruffen all d'Biergerinnen an d'Bierger op, sech net nëmme selwer, mee virun allem och all déi Schwaach an der Gesellschaft ze schützen. Dofir ass Solidaritéit ënnerenee gefrot. Den Hashtag #FlattenTheCurve oder den Hashtag, deen dann och elo lancéiert gouf vun der Regierung: #BleiftDoheem, ass e Kommunikatiounsoutil, fir dat kloerzemaachen. D'Verbreedung vum Virus muss esou séier wéi méiglech méi lues gemaach ginn. Ganz stoppen, mengen ech, déi Illusioun huet kee vun eis heibannen. Et geet elo drëm, en ze verlangsamen an derfir ze suergen, datt esou mann wéi méiglech Leit sech weider ustiechen.

Mir sinn eis bewosst, datt et fir d'Regierung net einfach ass, a Krisenzäiten déi ganz Panoplie u Mesuren, déi misste geholl ginn, heiansdo och gefuerdert ginn, ze iwwerblécken; all Véierelstonn ännert d'Welt. Mir wëllen, datt d'Chamber der Regierung dofir déi néideg Moyene gëtt, fir Entscheedungen ze huelen, Entscheedunge séier ze huelen, ouni awer hire parlamentaresche Contrôle opzeginn.

Ech si ganz frou, datt mer haut de Moien do unanime Léisunge fonnt hunn, wéi mer mat där eemoleger Situatioun hei zu Lëtzebuerg ëmgoe sollen. Et ass net d'Zäit vun der Parteipolitik, et ass d'Zäit vun der Kooperatioun.

Wann ech soe „Kooperatioun", da muss ee mat deene Leit, mat deenen ee kooperéiere wëllt, natierlech schwätzen, kommunizéieren. An ech mengen, datt do en Deeleffort scho gemaach gouf, datt awer den Effort vun der Kommunika-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

tioun nach weider ausgebaut ka ginn. Et ass zwar bis elo gutt an der Form, mee heiansdo feelt et, mengen ech, am Fong.

Vill Leit si sech dem Eescht vun der Situatioun net bewosst, well se net verstinn, firwat verschidden Decisiounen esou oder anescht oder elo an net zu engem aneren Zäitpunkt getraff goufen. Et gëllt also hei, net nëmmen ëmmer ze erklären, wat ze maachen ass, mee heiansdo och méi de Firwat.

Ech war ganz frou, wéi ech bei der Gesondheetsministesch op hirer leschter Pressekonferenz dann och net nëmmen #FlattenTheCurve gesinn hunn, mee och eng Erklärung, firwat dat esou wichteg ass. Ech mengen, datt mer vill méi edukativ musse virgoen, vill méi kloer mussen erklären, firwat verschidde Mesuren néideg sinn, an net nëmmen, datt se néideg sinn.

Och an de Geschäfter, ob Alimentatioun oder Baumäert, ass et nach net bei jiddwerengem ukomm, firwat déi Mesuren esou dréngend néideg sinn. Et kann dach net sinn, datt mer op där enger Säit soen: „Bleift doheem!", an op där anerer Säit Leit d'Schlaang maachen, fir bei enger grousser Baumaartkette virun der Dier Faarf ze kafen, fir doheem d'Kummer unzesträichen! Ech mengen, et gi méi wichteg Saachen am Moment, wéi kënnen e Liter Faarf an engem Geschäft ze kafen. Et muss kloer sinn, datt mer domadder net nëmmen eis selwer, mee jiddweree ronderëm eis a Gefor bréngen an datt mer déi Leit, déi do schaffen, zousätzlech belaaschten, ouni grouss Valeur ajoutée.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell Mesuren, fir de Virus a seng Ausbreedung anzedämmen, wäerten déi kleng a mëttelstännesch Betriber treffen. Dat gouf gesot. Eng ganz Rëtsch vun de Mesurë goufen thematiséiert. Loosst mech dofir nach eng Kéier op d'Independanten agoen! D'Independantë sinn déi, déi - Stand haut de Moien - eeben net vun engem Chômage partiel kënne profitéieren, déi net kënne vun aneren Aidë profitéieren. Hei geet et drëm, séier a kloer ze kommunizéieren, wéi mer all deenen hëllefen, déi sech getraut hunn, eppes fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ze maachen.

Et kann net sinn, datt op där enger Säit d'Leit net kënne schaffen, op där anerer Säit awer misste schaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Hei si pragmatesch a séier Léisunge gefuerdert. Och do geet et wäit iwwert d'Kommunikatioun eraus.

Här President, d'Coronakris zwéngt eis elo dozou, Mesuren, iwwert déi mer ewell laang schwätzen, fréizäiteg ëmzesetzen. D'Madamm Ministesch huet d'Salle d'attente virtuelle ugeschwat, mee ech nennen elo emol just d'Beispill vum Teletravail. Laang hu mer eis missen unhéieren, datt den Teletravail dach esou schwéier wär an datt eng ganz Rëtsch vu Betriber ni am Liewe kéinten Teletravail maachen, well, jo well …, dat Argument ass ëmmer e bësse schwaach gewiescht. Haut gesi mer, datt duerch eng Kris, wann e Wëllen do ass, och e Wee do ass, fir Teletravail vill méi wäit ze generaliséieren.

Jo, mir wäerten ni an déi Zäit kommen, zumindest net esou séier, wou de Pilot am Fliger op eemol seet: „Moien, ech schaffen haut vun doheem aus", oder wou d'Caissière am Geschäft remplaçabel gëtt. Mee all déi Beruffer, déi haut schonn zu der Wëssensgesellschaft gehéieren, déi haaptsächlech virun engem Ecran stattfannen, weisen an dëser Zäit, datt et geet! Dëst weist déi grouss Noutwendegkeet, sech permanent un den digitale Wandel unzepassen, fir eeben och esou a Krisenzäiten déi Outile kënnen ze benotzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwerall an Europa ginn d'Grenzen zougemaach. Däitschland bunkert Medikamenter prioritär fir däitsch Staatsbierger, Frankräich mécht dat selwecht mat Otemschutzmasken. Ëmmer méi europäesch Staate bauen op sanitär Sécherheet duerch zoue Grenzen. Dobäi misst een dach grad elo, wou ganz Europa vum Coronavirus iwwerrannt gëtt, op europäesch Solutioune bauen!

D'Coronakris weist eis, datt Lëtzebuerg ee Land ass, dat méi wéi all anert Land an Europa op seng Nopeschlänner ugewisen ass. Zu engem Moment, wou eise Gesondheetssystem virun enormen Erausfuerderunge steet, gëtt eis dat ëmsou méi bewosst. E Groussdeel vun de Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, haart schaffen, kommen aus der Groussregioun. Och am Secteur vun der Alimentatioun leeschten d'Frontalieren an d'Lëtzebuerger gemeinsam en onschätzbare Bäitrag zum Iwwerliewe vun eisem Land. Wann Europa iergendwou gelieft gëtt, dann hei zu Lëtzebuerg!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kris zwéngt eis zu engem Paradigmewiessel. Mir mussen eis bewosst ginn, wéi wichteg d'Kooperatioun fir e Land wéi Lëtzebuerg ass. Mir brauchen d'Kooperatioun an alle Beräicher, sief dat d'Recherche, d'Mobilitéit, de Logement oder Froe vun der Fiskalitéit.

Den Donald Trump schwätzt dovun, en Impfstoff exklusiv fir d'USA ze entwéckelen. Ech fannen dat degueulasse!

Une voix.- Nei Tester …

M. Sven Clement *(Piraten).*- An Zäite wéi dëse musse mer zesummestoen an eis un d'Uweisungen halen, déi mer vun internationalen Institutiounen un d'Häerz geluecht kréien, internationalen Institutiounen, déi zu engem groussen Deel aus deene leschte grousse Krisen eraus entstane sinn!

Fir et an de Wierder vum Albert Camus ze soen: « Le bien public est fait du bonheur de chacun. » Kommt, mir schwätzen net nëmme vu Solidaritéit! Kommt, mir liewe se, an dat op allen Niveauen! Ech denken an dëse schwéiere Stonne besonnesch un déi eeler Leit, déi schwaach Leit, déi Leit, déi wierklech am Moment doheem sëtzen an Angscht hunn. Mir bieden Iech nach eng Kéier: „Bleift doheem! Passt op Iech op!"

Mir packen dat, wa mer zesummestinn! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, de Premierminister Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. Mee ech wëll virun allem och all den Deputéierte Merci soe fir déi konstruktiv, fir déi onpolitesch Bäiträg, fir déi Suggestiounen, déi komm sinn, fir deen Toun, dee fonnt ginn ass. Dat beweist, dass mer déi Stäerkt hunn zu Lëtzebuerg, Här President, dass mer, wa mer an enger Kris sinn, zesummenhalen.

An dat wor Stäerkt an dësem Land net fir d'éischt! An ech sinn houfreg op dee Reflex an och houfreg op dat, wat gesot ginn ass iwwer all déi Solidaritéit, déi mer bei de Lëtzebuerger erëmfannen, dass, wann et engem schlecht geet, mer zesumme bereet sinn, Projeten ze maachen, fir nees ze wuessen, fir nees grouss ze ginn, fir nees en normaalt Liewe kënnen ze fannen.

Ech wëll dofir Iech alleguerte Merci soen, ech hunn et virdru gesot, der Gesondheetsministesch, dem ganze Personal, an ech mengen, Dir hutt alleguerten opgezielt, wivill Leit hei schaffen. Ech hunn och den Här Feller, den HCPN, all Minister … Haut sti just d'Madamm Lenert an ech virun Iech, mee all Minister, d'ganz Regierung steet, schafft déi ganzen Zäit hannert deene Mesuren, déi mer och mussen huelen! An ech wëll och all hire Beamten, wierklech all Administratioun Merci soen, en général de Beamten alleguer, ob dat um Gemengenniveau ass oder um staatlechen Niveau, fir déi Aarbecht, déi geleescht gëtt.

Erlaabt mer elo just, op d'Froe wëllen alleguerten eng Kéier anzegoen, op d'Informatiounen, déi gemaach gi sinn!

Fir d'éischt d'Madamm Hansen. D'Grenzen: Am Moment wësse mer, dass jo an Däitschland Limitatioune gemaach gi sinn, dass se och gesot hunn, firwat d'Leit géifen erausgoen. Mee ech wëll och just soen, dass a Frankräich och eng indirekt Limitatioun gemaach ginn ass, well jo am Fong genau dee selwechte Prinzip wéi bei eis, de „Bleift doheem, sauf …!" mat den Exceptiounen, de Prinzip a Frankräich ass.

An a Frankräich hu se jo eng Attestatioun preparéiert. Dofir hu mir scho prophylaktesch - esou wéi mer och mat den däitsche Kolleegen ausgemaach haten, dass mer et esou géife maachen -, amplaz dass et da méi laang dauert, esou eng Attestatioun och gemaach fir ze evitéieren, dass d'Leit musse justifiéieren an erklären, wou se schaffen, wéi se schaffen, fir dass et mat där Attestatioun och méi séier soll goen.

Mat de belsche Kolleegen hu mer gesot, dass se am Moment näischt virgesinn hunn. Mee ech hunn an 31 Minutten e Conseil européen iwwer Telekonferenz, wou ech justement mat de Kolleegen iwwert déi verschidde Punkten och wëll do diskutéieren.

Et sinn nach anerer, den Här Baum, et sinn nach eng Rëtsch vun aneren honorabelen Deputéierten, déi iwwert den europäeschen Aspekt geschwat hunn. Ech muss Iech soen, dass et tatsächlech am Moment traureg ass, dass mer et net fäerdegbréngen, gemeinsam Léisungen op e gemeinsame Problem ze fannen!

Mir haten d'lescht Woch schonn e Conseil européen, wou mir insistéiert hunn als Lëtzebuerger, fir eng gewësse Koordinatioun ze kréien, wou ech awer muss soen, dass déi schwiereg stattfonnt huet, dass mer nach an där Situatioun waren d'lescht Woch, wou et souguer an zwee Länner bei verschiddene Produiten net kloer war, ob ee se kéint kréien oder net; wat hei zitéiert ginn ass vum Här Clement. Dat ass opgehuewe ginn. Et ass d'Garantie komm, ech mengen, d'Madamm von der Leyen huet och dës Woch kommunizéiert, dass dat fäerdeg ass. Dat heescht, dass mer awer gemeinsam eng Approche och brauchen an där heiter Situatioun.

Mee, wéi gesot, mat de Grenzen, mir sinn a permanentem Kontakt. An ech wäert déi Fro an den nächste Minutten, also an 30 Minutten och deenen anere Kolleege stellen, well mir wëssen, dass mir, wa mir d'Grenzen zouhunn, erstécken, dass eise System futtigeet. A wa verschidden aner politesch Responsabel dat akzeptéieren an droen, muss ech soen, dass dat problematesch fir eis ass. Mee mir hu bis elo Garantië kritt, ob dat mam franséische President ass, ob dat mat den däitsche Kolleegen ass, dass ëmmer eng Exceptioun géif do bestoen am Moment fir d'Pendler, a wann et sech eng Kéier géif reduzéieren, dass awer op d'mannst de Secteur médical fir eis eppes ass, wat wierklech muss ëmmer duerchkommen.

Dir hutt vum Teletravail geschwat. Jo, den Teletravail ass fir eis déi bescht Alternativ. An haut soe mir et och: „Iwwerall do, wou Teletravail méiglech ass, maacht Teletravail, zéckt net!" Do wou et méiglech ass am Teletravail, dat ass: de Computer mathuelen, den Dossier mathuelen, all déi verschidde Situatiounen, wou den Teletravail ka gemaach ginn. Et si verschidde Situatiounen, wou den Teletravail net geet.

Mee mir hunn de Problem tatsächlech an der Groussregioun, dass do déi Reegele si mat 19 oder mat 29 Deeg, wéi laang ee ka schaffen. Mat de Belsch hu mer direkt en Accord fonnt, dass eeben déi Zäit elo vun deene Limitatioune vun Deplacementer, déi do sinn, ausgesat gëtt, a mir waarden nach ëmmer op eng Äntwert aus Däitschland an aus Frankräich. An ech hoffen, dass den Här Gramegna dës Woch och positiv Nouvellë ka matbréngen. Mee ech wäert och deen dote Punkt vun der Fiskalitéit beim Teletravail op mengem Conseil européen an 28 Minutten dann ervirhiewen.

Dir hutt virdru gefrot: „Wéi ass den Ënnerscheed tëschent Frankräich a Lëtzebuerg?" Et gëtt keen. Et gëtt keen! De Prinzip ass genau dee selwechten, just dass se a Frankräich e Certificat gemaach hunn, dat heescht, dass d'Leit dee Certificat musse kënne virweisen, wa se ugehale géife ginn, wou dropsteet: Ech ginn akafen, ech gi bei meng Groussmamm, ech ginn eigentlech … Mee et ass genau dee selwechte Prinzip, dee mir och hei hunn: Bleift doheem! Bleift doheem, ausser Dir hutt keen anere Choix!

An hei ass eppes gesot ginn, wat ech och ganz wichteg fannen, well et ass delikat ze soen: „Bleift doheem!", an da seet een awer: „Dir musst awer schaffe goen." Mee mir kënnen net zesummen an enger Gesellschaft iwwerliewen, wa mer net awer déi essenziell Beruffer och kënne garantéieren.

Virdrun ass och geschwat gi vum Syvicol. Ech wëll Iech just soen, dass d'Madamm Inneministesch - si ass elo net hei - awer den 2. Mäerz déi éischt Circulaire erausginn huet, d'Nr. 3775, zum Theema vum Covid-19, déi justement iwwert d'Comportementer an d'Geste-barrièren an d'Preventioun informéiert. An dat ass iwwert d'Santé zesummen ausgeschafft ginn. Do ass d'Telefonsnummer vun der Hotline och kommunizéiert ginn, iwwert d'Gemengen.

Den 8. Mäerz huet d'Inneministesch zesumme mat der Santésministesch d'Membere vum Syvicol och gesinn, fir mat hinnen de Plan de continuité des activités kënnen auszeschaffen.

Den 12. Mäerz 2020 ass e Guide un all Gemengenentitéit geschéckt ginn, deen zesummen ausgeschafft ginn ass tëschent dem Syvicol an der Gemeng Lëtzebuerg, fir zesummen eeben de Gemenge kënnen ze soen: „Hei sinn d'Guidelinen, esou musst Der schaffen!" D'Gemengen, déi kënne justement op deem Guide …, well et sinn nach ëmmer autonom Identitéiten, awer op deem Guide kann een dat fixéieren, wat muss gemaach ginn, wat net muss gemaach ginn. Dat huet eis wierklech gehollef, also et huet wierklech de Gemengen och gehollef, fir do d'Guideline ze hunn.

Parallell zu de Recommandatioune stoung de Ministère 24 Stonnen op 24 bal zur Dispositioun, wa Froe waren.

De 15. Mäerz sinn all d'Gemengenentitéite per Circulaire 3784 iwwert d'„Effets sur la gestion des ressources humaines des communes et des entités assimilées" informéiert ginn.

A schlussendlech de 16. Mäerz huet d'Inneministesch op Initiativ vum Syvicol sech och nees eng Kéier mat de Vertrieder vun der Santé an de Membere vum Bureau zesumme getraff. Dowéinster, fir ze soen, dass do d'Gemengen total eleng gelooss gi wieren, ass net richteg. An dat wollt ech awer och hei soen.

Et si verschidde Froen och gestallt gi vun der Madamm Hansen iwwert d'Entreprisen. Den Här Gramegna wäert dës Woch wierklech am Detail dorop zréckkommen an eng Pressekonferenz organiséieren. A mir wëllen d'Independanten net vergiessen! Mir sinn eis bewosst, wéi wichteg et och ass, fir dass d'Independanten eng Ënnerstëtzung kréien. Iwwert déi ass wéineg geschwat ginn. Mir kënnen déi net am Ree stoe loossen.

Et ass och vun de Vulnerabele geschwat ginn an och vum Akafegoen. Ech muss Iech soen, dass déi Biller, déi ee gesinn huet an de Supermarchéen, engem Angscht gemaach hunn; wann een de Leit erklärt: „Probéiert, Distanzen ze hunn!", an d'Leit ginn all zesummen an de Supermarché akafen!

Et gi verschidde Supermarchéen, déi scho Reegele gemaach hunn. Dat heescht, dass d'Leit eng gewëssen Distanz bei de Keese sollen hunn. Am Ausland si Supermarchéen, déi soen: „Hei, wann et voll ass, ass et voll, da kommt Dir net méi eran, da waart Der, bis dass Der duerno erakommt." Et gi Supermarchéen, wou et och de Selfscan gëtt, dat heescht, wou een eng Maschinn huet, wou ee selwer ka bipen, wou ee selwer ka mat enger Maschinn och d'Produiten erascannen. Dat si Méiglechkeeten, fir de Kontakt souguer ze evitéieren. Dat heescht, et steet een net an enger Schlaang, et ass een am Fong selwer deen, deen och do déi Aarbecht mécht. Et gi Méiglechkeeten, mee do brauch een och eng gewëssen Disziplinn, déi mer eis alleguerte musse ginn.

Mir sinn amgaangen - an den Här Delles wäert dat muer oder iwwermuer presentéieren, mengen ech, wann et net schonn haut fäerdeg ass -, ee ganze System op d'Been ze stellen, fir d'Leit doheem mat Produiten ze beliwweren, och mat frësche Produiten fir d'Personnes vulnérables, fir souguer ganz ze evitéieren, dass déi duerno mussen erausgoen.

A wann ech op de soziale Medie liesen an Demandë kréie vu Leit, déi mer soen: „Här Bettel, wéi kënne mir hëllefen akafen ze goen an de Leit dat ze bréngen?", dat deet engem gutt, déi Solidaritéit, déi een och an deem heite Fall fënnt!

Den Här Baum huet och vun de Schoule geschwat. Jo, Här Baum, d'Schoulen, am Fong déi Jonk a virun allem déi nach méi Kleng sinn dee gréisste Vecteur, well dat sinn déi, déi sech net ëmmer d'Hänn wäschen, et sinn déi, déi de Kontakt mat deem aneren awer sichen, wou een deen aneren awer upaakt, wou d'Distanz eppes ass, wat déi net kennen a wat hinnen och ganz schwéier ze erklären ass. Dofir war et och wichteg, dass mer an de Schoulen an iwwerall do, wou d'Leit am Fong a grousser Zuel zesumme confinéiert sinn, och géifen dat annuléieren.

Dir hutt den Enseignantë Merci gesot, ech schléisse mech Äre Wierder un. Et ass ganz wichteg: Et ass keng Vakanz! Et ass keng Vakanz, et soll eng Méiglechkeet sinn, fir vun doheem aus och kënnen ze léieren.

Dir hutt vu Coût geschwat. Jo, de Coût gëtt grouss. De Coût gëtt grouss! Mee ech hunn lech virdru gesot: „E Mënscheliewe geet vir!" A mir packen et duerno, nees zesumme fit ze ginn. An ech muss soen, dass ech jo net gewinnt sinn, dass den Här Baum seet, dass am Fong de Wirtschaftssecteur zu Lëtzebuerg och gutt ass. Dat ass eeben, well mer zesummen dat och fäerdegbruecht hunn.

(Interruption)

Mir hunn heiansdo Mesurë geholl, déi net populär waren. Mee dat huet awer erméiglecht, dass mer haut fit sinn an dass mer haut d'Méiglechkeeten hunn, och déi Investissementer ze maachen. An ech sinn och ganz frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, wierklech jiddwereen zesummen, ze soen: „Hei geet et drëms, déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir och déi Demanden, déi haut do sinn, kënnen ze erfëllen."

Dir hutt virdrun - et war nom Här Baum, et war den Här Engel -, Dir hutt geschwat vun de vulnerabele Persounen: Ech wëll keng Angscht maachen, well et ass wierklech net de Moment, fir Angscht ze maachen, dat huet den honorabelen Här Baum och virdru gesot, mee mir hunn haut och Fäll vu Leit, déi keng 65 Joer al sinn. Mir hunn och Fäll vu Leit, déi op der Intensivstatioun sinn, déi vill méi jonk sinn. Dat soll een net vergiessen! Dat heescht, déi vulnerabel Leit hunn en Taux de mortalité, dee vill méi héich ass, mee den Taux d'infection a vu Komplikatiounen ass net nëmme fir Personnes vulnérables. Dofir soll een ophalen ze mengen, et concernéiert just déi eeler Leit. Déi si méi vulnerabel, mee wéi gesot, dat concernéiert och déi aner.

Virdrun huet d'Madamm Lorsché och vun der Beruffswelt geschwat. Jo, déi ass am Moment an zwee gedeelt: déi, déi net kënnen, an déi, déi mussen. An ech sinn, wéi gesot, och ganz frou, dass mer et fäerdegbréngen, do dee Modus vivendi fonnt ze hunn, dass awer d'Gesellschaft weidergeet.

An Dir hutt och d'Suggestioun gemaach mat de Sproochen. Zum Beispill déi Interventioun, déi Pressekonferenz, déi Point-pressen, déi mer zesumme mat der Madamm Ministesch och haten, waren och mat enger Interprétation simultanée op Franséisch. Mir hunn och d'Gebäerdesprooch, déi een duerno kann hunn. An déi meescht Dokumenter fënnt een duerno och iwwersat an anere Sproochen.

Den Här Kartheiser huet eng Fro gestallt, déi och ganz richteg ass: „Wéi laang dauert et?" Mir wëssen et net. Mir wëssen et net! An dofir ginn ech och just e Conseil: „Déi Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn, sollen, wa se kënnen, esou séier wéi méiglech zréckkommen." Ech weess net, wéi et weidergeet mat de Flich. Doméinster ass dee Message wichteg, dass déi, déi am Ausland sinn an déi nach kënnen - well et gëtt schonn eng Rëtsch vu Restriktioune weltwäit -, och zréckkommen.

Den Här Kartheiser huet och - an ech wëll dat och hei soen - de Moie gesot: „Jo, mat de Parteien …" Also, wéi Dir Iech heibannen organiséiert mat der Conférence des Présidents, dat ass interne Business. Dir verstitt, dass d'Regierung sech net amëscht a Chambersaarbecht. Mee fir mech ass et immens wichteg, dass mer hei dee Consensus weiderbehalen. An doméinster hunn ech mech och engagéiert, dass mir als Regierung d'Chamber an d'Conférence des Présidents dann och direkt informéieren, soubal mer Mesuren huelen, déi eeben do vum Prinzip derogéieren.

Mir hunn - den Här Baum huet dat gesot - déi „Angscht". D'Leit dierfe keng Angscht hunn, mee si musse sech bewosst sinn - keng Angscht, mee bewosst sinn! Sech bewosst sinn, dass mer alleguerten en Deel - en Deel - vum Problem kënne sinn, wa mer eis net un d'Reegelen halen, an en Deel vun der Léisung sinn, wa mer eis un déi Reegelen halen. Dat hunn ech virdru scho gesot, mee et stëmmt!

An dass haut eng Wirtschaft do ass, e Lëtzebuerger …, well et ass hei vill iwwer „Lëtzebuerger Modell" geschwat ginn. Ech muss Iech just soen, wa mer awer och net déi Situatioun hätten, kéinte mer eis ganz vill Saachen net erlaben! Dann hätte mer haut och net Spideeler, déi awer gutt ekipéiert sinn, déi awer an engem Zoustand sinn, déi awer och … Bei deem engen oder anere si jo nach nei Spideeler virgesinn oder Renovatioune virgesinn. Mee ech mengen, dass mer awer och déi Investissementer kënne maachen, well mer awer eng Wirtschaft hunn, déi fonctionéiert! Da soll een awer och net soen, dass mer keng Wirtschaft an Zukunft méi brauchen. Mee ech mengen, mir brauchen eng Wirtschaft, déi och ordonéiert geet. An Dir wësst jo, dass dës Regierung och fir e Wuesstum ass, deen intelligent sollt sinn an deen eeben och déi Repercussioune vun engem Wuesstum mat analyséiert.

Da just fir Iech och ze soen: D'Ministesch Cahen ass och a Kontakt mam Roude Kräiz fir déi Fäll vun Obdachlosen, fir dass si och direkt do de Lien maachen, wann do e Fall positiv wier. Dat heescht, et ass och un déi geduecht ginn, wann esou e Fall positiv wier, fir do kënne mat hinnen zesummenzeschaffen.

Den Här Clement - ech wëll dat och soen - huet virdrun dat gesot vum Hashtag „#BleiftDoheem". Also wa mer et fäerdegbréngen, dass den Owend jiddweree verstanen huet, dass de „BleiftDoheem" de Message ass, dee soll duerchgoen - soll duerchgoen! -, dann hu mer gutt geschafft. Dann hu mer gutt geschafft!

Ech hunn Iech virdrun och dat gesot iwwert déi verschidde Punkten, déi Der genannt hutt, Här Clement, och vun der Kommissioun, wou mer eeben diskutéieren an 18 Minutte mam Conseil européen, fir do eeben ze kucken, méi Koordinatioun ze kréien, méi Produiten, och als Kommissioun Saache kënnen ze bestellen, och Repartitioune kënnen ze organiséieren.

Ech wollt just, Här President, ofschléissend awer wierklech der Chamber Merci soe fir déi konstruktiv Debatt, fir déi net poleemesch Debatt, fir dee Fait, dass jiddwereen dobausse muss verstoen - muss verstoen! -, dass dat heiten eng Period ass, déi ganz schwéier ass fir eis alleguerten. Alleguerten! Et geet ëm Gesondheetsfroen. Et geet ëm Fäll, wou mer wëssen, dass mer riskéieren, se ze verléieren, wa mer net déi adequat Moyenen hunn, fir se kënnen ze fleegen.

An esou wéi d'Madamm Ministesch et virdru gesot huet: „Eise But ass, fir e Palier kënnen ze kréien an net Picken ze kréien." A mir sinn all en Deel vun der Solutioun, wa mer eis un déi Reegelen halen, all. Alleguerten! Mir sinn all responsabel. A sech net drun ze halen, ass total irresponsabel!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Premierminister, d'Madamm Hansen wëllt Iech nach eng Fro stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech froen nach eng Kéier no a puncto Ausgangsspär. De Premierminister huet gesot, de Prinzip wär dee selwechte wéi a Frankräich. Ech hunn a Frankräich séier nogekuckt, do ass et awer en allgemenge Verbuet fir erauszegoen, ausser fir verschidde Beruffer. Fir mech ass d'Fro: Wie kann eraus? Wie schafft? Dir hat och gesot: „Déi essentiell Beruffer". Wat leeft virun? Wat leeft net virun? Gëtt kontrolléiert? A Frankräich steet dran, et gëtt kontrolléiert sous peine, dat heescht mat Strofen, wann ee sech net drun hält.

Wat heescht dat heiten? Ech hunn et nach ëmmer net ganz verstanen an ech fäerte just ganz, wa mir et net ganz verstinn, da verstinn d'Leit dobaussen et och net. An d'Leit musse verstoen: „Bleift doheem!"

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif Iech just proposéieren, Här President, ech hunn dee franséische Modell, mee dee fënnt een um Site vum Ministère de l'Intérieur, um Regierungssite. Do steet ganz genau drop: Dat ass bei den Dokter goen, dat ass akafe goen, dat ass erausgoe spadséieren, awer net en groupe vu méi wéi fënnef. Dat sinn all déi Saachen, déi bei der franséischer Regierung och ze fanne sinn.

Dat si genau déi selwecht Prinzippien, déi mir hunn. Dat heescht, de Prinzip ass: Bleif doheem! Ausser du muss schaffe goen, ausser du muss bei den Dokter goen, ausser du muss eppes Essentielles maachen, all déi verschidde Punkten, wéi mir se opgezielt hunn; an ech hunn och elo vläicht deen een oder anere vergiess. Mee de Prinzip ass: Bleif doheem! A wann s de net eraus muss: Bleif doheem! A wann s de net schaffe muss: Bleif doheem!

Dat doten ass d'Reegel. A Frankräich genau d'selwecht. Si hu just, wéi gesot, nach eng Kéier d'Leit gefrot, fir eng schréftlech Deklaratioun auszefëllen. Mir sinn der Meenung, dass, wann een op der Strooss een unhält - ob dat elo schréftlech muss sinn?, well et ass jo déi Persoun, déi et ënnerschriwwen huet -, et fir eis besser ass, dass de Patron eng Attestatioun gemaach huet, déi jo och op Internet ze fannen ass, dass deen och schafft fir deen een oder fir deen aneren, dat heescht, dass déi Attestation de travail do soll sinn, wéi dass d'Persoun unilateralement eppes ënnerschreift. A wann een ugehale gëtt, wann ee gefrot gëtt, da kritt een eebe genau déi selwecht Fro gestallt, déi do op deem franséischen Attest gefrot gëtt. Dat ass genau déi selwecht Situatioun.

Mee, Här President, ech si selbstverständlech bereet, der Chamber, soubal ech hei fäerdeg sinn, dat och zoukommen ze loossen. Et si genau déi selwecht Konditioune wéi zu Lëtzebuerg (veuillez lire: déi selwecht Konditiounen a Frankräich wéi zu Lëtzebuerg).

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen nach eng Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wollt just nach eng Kéier nofroen: Gëtt dat dann och kontrolléiert? A wien däerf schaffe goen? Geet jiddwereen nach schaffen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also wéi gesot, bei eis ass et den Essentiell, alles wat essentiell ass. Mir hu jo eng Oplëschtung gemaach vun deenen, déi solle schaffe goen. Dat heescht, mir wëllen evitéieren, dass d'Leit a Confinementer kommen. Mir hunn haut d'Chantieren zum Beispill zougemaach. Mee mir brauchen d'Servicer, déi essentiell sinn. An déi aner sollen op den Teletravail zréckgräifen. An do, wou den Teletravail net méiglech ass, an do, wou d'Activité économique et freet, esou wéi et a Frankräich ass, mussen d'Leit kënne schaffe goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Polfer huet nach eng Fro.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Kéint ech vläicht kuerz dorop äntweren?

Ech mengen, dat wat essentiell ass, ass am Règlement grand-ducal vun 2018 festgehalen, wou ganz kloer drasteet, wat am Kader vun enger Pandemie als essentiell Servicer muss considéréiert ginn.

An dofir huet d'Stad Lëtzebuerg eeben och dee Plan de pandémie - mir haten dee schonn, mir hunn deen natierlech nach méi verfeinert -, an deen ass eeben och gedeelt ginn iwwert de Syvicol. Well am Fong misst all Gemeng esou e Plan de continuation du service hunn, wou eeben déi essentiell Servicer musse garantéiert bleiwen. Dat ass den État civil, dat ass Eau asw., also ech mengen, dat ass ganz kloer definéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also fir kloer ze sinn - well ech gesinn, Madamm Hansen, wourop d'Fro soll erauskommen -: Do wou keen Teletravail méiglech ass a wou et net verbuede ginn ass - wou et net verbuede ginn ass! -, kënnen d'Leit schaffe goen. Mee do, wou et verbuede ginn ass, do wou déi Konditiounen net erfëllt sinn, do wou d'Mesures de sécurité net erfëllt sinn: Stopp!

Am Moment wäert och zum Beispill den ëffentlechen Transport reduzéiert ginn. Dee wäert och reduzéiert ginn. Dat heescht, mir kucken, do op dat Essentiellt erofzegoen. An eis Demande ass och un d'Patronen: Do wou et méiglech ass, Teletravail ze maachen, soll en och gemaach ginn!

Ech hunn Iech virdrun zum Beispill och gesot: Bei den Handwierker, d'Reparatioune kënne jo och gemaach ginn. Een, deen a sengem Atelier eleng doheem schafft, oder mat Leit, mee wou de Respekt vun deenen Distanze garantéiert ass, dee muss jo kënne weider schaffen. Mee wéi gesot, dofir d'Activité économique. Ech ka jo net zum Beispill elo soen, dass iwwerhaapt näischt méi dierf produzéiert ginn hei an dësem Land. Mir musse jo awer och eng Garantie hu vu Beliwwerung an dass iwwerhaapt nach Material kann hei zu Lëtzebuerg och zur Verfügung stoen.

Dat heescht, de grousse Prinzip: Teletravail! Do, wou den Teletravail net méiglech ass an et och soss keng aner Méiglechkeet gëtt, sollen d'Leit och kënne schaffe goen. A wéi gesot, et sinn eng Rëtsch vu Punkten, wou mer selwer och decidéiert hunn, se zouzemaachen, an dee leschte waren elo d'Chantieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Premierminister Xavier Bettel a bonne Chance bei der Videokonferenz!

An ech ginn elo d'Wuert un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Diskussioun huet d'ganz Schwieregkeet vun der Situatioun illustréiert. Villes ännert vun Dag zu Dag. Et ass komplizéiert. Mir probéieren, en Equiliber ze kréien. An dat ass eng vun de Schwieregkeeten.

Et ass virdrun eng Fro gestallt ginn zu de Verdachtsfäll. Mir hunn net d'Testphilosophie geännert. Mee et ass awer esou, dass d'Definitioun vum Verdachtsfall, esou wéi se vun der Weltgesondheetsorganisatioun virginn ass, en fonction vun de Phase variéiert, wou een dran ass. An d'Definitioun vum Verdachtsfall war an där éischter Phas, wou mer nach wierklech am Containment waren, eng aner wéi se elo ass, wou mer an enger Pandemiesituatioun sinn. Dat heescht, mir haten eng ganz laang Zäit eng duebel Konditioun, wéini een e Verdachtsfall war: dee Moment, wou een aus engem bestëmmte Gebitt komm ass a gläichzäiteg Symptomer hat. Dat war ganz schwéier ze verstoen. Et si vill Leit, déi dat net direkt verstanen hunn. Et ass och iergendwéi komplex.

Haut si mer an enger anerer Situatioun. Mir hu jo elo net méi déi Gebidder, déi esou ausgewise sinn, well déi Pandemie hei ass. Dat heescht, mir ginn elo an der Definitioun vum Verdachtsfall an eng aner Richtung, wou ee wierklech drop geet: …

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … War e Kontakt mat engem Infizéierten oder si Symptomer, déi wierklech eendeiteg an déi Richtung ginn? Dat heescht, dat variéiert. An dat ass wierklech komplizéiert. An dat bréngt och mat sech, dass et fir eis ganz schwéier war, et no baussen ze kommunikéieren. Mir hu probéiert, dat esou kloer an esou einfach wéi méiglech ze maachen, och iwwert d'Toutes-boîtes a Material, wat mer en ligne hunn.

Mee et ass och ganz schwiereg gewiescht, dat fir eis Leit op der Hotline ëmmer korrekt aktualiséiert ze hunn. Well, Dir hat et matkritt, eis Hotline ass jo op engem Niveau ukomm, dee mer an deem Land hei nach ni haten, wou mer ganz kuerzfristeg och hu missen op Fräiwëlleger zréckgräifen, deenen hiren Alldag et net ass, déi Hotline ze maachen. An do sinn natierlech och Erklärungen erausgaangen, déi vläicht net ëmmer verständlech waren. Dat heescht, et war fir d'Leit dobaussen net ëmmer kloer. Et ware Momenter, wou et warscheinlech fir eis Leit op der Hotline och net kloer war.

An dofir ass den Appell och nach eng Kéier, dat hu mer ganz oft gesot: „Am Zweifelsfall, wann Der gesot kritt: ‚Zitt Iech zréck, well Dir sidd e Verdachtsfall!', am Zweifelsfall an am Interessi vun deene Leit, déi et hei ze schütze gëllt, am Zweifelsfall bleift doheem, well et ass e Risiko!"

A mir hunn net déi honnertprozenteg sécher Kommunikatioun am Moment. Dat ass kloer, däers si mer eis bewosst. Mir schaffen déi ganzen Zäit drun. An och mat deenen Decisiounen, déi elo de Moie geholl gi sinn, déi laang diskutéiert gi sinn am Regierungsrot, sinn d'Leit schonn amgaang, e Flyer auszeschaffen, well et immens wichteg ass, dass mer erëm mat engem Toutes-boîtes kommen. Deen ass amgaang gemaach ze ginn. A sämtleche Sproo-

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas, la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Sommaire des séances publiques nos 24, 25 et 26

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 358

Changement de composition de la Sous-commission « Informatique » du Bureau p. 358

Question élargie n° 27 de Mme Viviane Reding relative à la participation luxembourgeoise à la Conférence sur l'avenir de l'Europe p. 358-359

Question urgente n° 1849 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au coronavirus p. 359-360

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la participation luxembourgeoise à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe p. 360-371

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient p. 371-376

Ordre du jour p. 376

7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

et

7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018 p. 376-377

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 378

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet du bien-être au travail p. 378-388

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) p. 388-391

7445 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique p. 391-392

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient (suite) p. 392

Communication de M. le Président p. 392

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 393

Communications p. 393

Ordre du jour p. 393

Déclarations de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, concernant le Coronavirus Sars-CoV-2 « Covid-19 », suivies d'un débat p. 393-403

che wäert deen och ... Also a fënnef Sproochen hu mer en iwwersat, esou wéi d'leschte Kéier, well mer eis däers do bewosst sinn.

Et ass net einfach! Et ännert! Et ännert vun haut op muer! Et ass komplizéiert! Et ass net jiddwereen, deen dat och do en toute tranquilité op den Internet liese geet Zeil fir Zeil. Dat geheiert zu där Situatioun hei. Dofir - fir op Är Fro anzegoen -, mir wäerten effektiv och déi Mesurë vun de Moien an eis FAQen erabréngen. Mir probéieren, dat esou kloer wéi méiglech, esou genau wéi méiglech eriwwerzekréien. De Prinzip ass dee vun der Richtlinn: Bleift doheem!

Et si Saachen, déi sollen net méi sinn, déi si verbueden, déi si kloer an enger Interdiktioun ausgedréckt. Da sinn aner Saachen, wirtschaftlech Aktivitéiten, déi kënne lafen, mee do ass den Opruff, dass all Patron fir sech soll kucken erofzefueren. Dat heescht, et sinn zwou verschidde Chaînen. Et ass schonn iergendwou komplex a schwéier ze verstoen. Do hu mir och wierklech elo Comm-Leit (veuillez lire: Leit aus dem Kommunikatiounsberäich) zesummegesat, fir sech Gedanken ze maachen: Wéi kënne mer dat dote kloer verständlech eriwwerbréngen?

Voilà! Ech wollt awer - ech weess, dass d'Zäit dovunnerleeft - eppes ganz Wichteges soen: „Ech hat virdru gesot, eis Maison-médicallen, mir hunn et hikritt, si si muer op. Ech muss awer e klenge Bemoll setzen: Si fänken net um 8.00 Auer muer un, mee um 10.00 Auer, well verschidde Blusen eréischt fir 9.00 Auer wäerte kënne geliwwert ginn. Mir wäerten och nach e Communiqué dozou maachen. Also net 8.00 Auer, wéi ech virdru gesot hunn, mee et wäert 10.00 Auer ginn, ier mer prett sinn. An dann ab do misst dat kënne lafen."

Ech hat mer nach e puer Froen erausgeschriwwen, déi wichteg sinn. Ech wollt nach eng Kéier insistéieren an e ganz grousse Merci soe fir d'Solidaritéit dobaussen an der Bevëlkerung selbstverständlech. Et ass oft gesot ginn: „Dat ass remarkabel!" Mee och interministeriell e ganz grousse Merci vun hei aus un d'Kolleegen an och do grad un den Inneministère. Mir schaffen immens enk zesumme ronderëm déi Hotline. Ganz vill Kolleegen hu spontan Personal liberéiert, fir de Ministère de la Santé verstäerken ze kommen. E ganz grousse Merci dofir. Och do hu mer eng grouss Solidaritéit. Et ass keen, deen do, wéi soll ech soen, e Blat an dräi diebelt. Jiddwereen ass do fir ze hëllefen a steet do.

Da war nach eng Fro zu dem Personal an de Crèchen. Do hu mer, genau wéi an eisen Nopeschlänner, eng Prioritéit elo wierklech, fir déi Crèchëplaze fir de Gesondheetssecteur am Sens large ze reservéieren. Mir hunn awer schonn diskutéiert: En fonction vun dem Zoulaf, deen et huet, wäerte mer eist Méiglechst maachen, fir dat och op aner Servicer auszedeenen, wou Personal wierklech néideg ass. Mir sinn amgaang, dat ze evaluéieren, och ze kucken, wou do Besoine wären. Dat si Reflektiounen, déi sinn amgaang.

Fir d'Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, och do ass eng Solutioun en place. Mir hunn där scho ganz vill gehat op der Hotline. Et gëtt ëmmer Leit, déi net à même sinn, sech doheem ze isoléieren, no sech ze kucken. Do hu mer Opfänkstrukturen. Do ass mat de Gemenge gekuckt ginn: Wou kënne mer déi Leit ënnerbréngen? An och fir d'Sans-abrien hu mer eng Solutioun mat der Croix-Rouge, wou mer eng Telefonsnummer hunn op eiser Hotline, déi direkt kann aktivéiert ginn, wa mer esou e Fall hunn. Dat ass leider och schonn oft de Fall gewiescht. Mee wéi gesot, do ass eppes virgesinn.

An da géif ech nach eng Kéier ofschléissend soen, wéi gesot: „E bësse Gedold mat der Kommunikatioun, mir maachen eist Bescht." Et ännert ganz schnell. Mir schaffen dorunner. Soubal eppes Neies do ass, ass eng ganz Ekipp, déi sech zesummesetzt a probéiert, dat a Wierder ze bréngen, déi verständlech sinn. An an deem Sënn wierklech: Mir sinn ons bewosst, dass hei e groussen neie Moment ass, wat d'Verhalen ugeet, wat mer eis erwaarde vun de Leit. An do wäert och en Toutes-boîtes kommen, deen dat dann hoffentlech - an do sinn ech ganz zouversiichtlech - och gutt wäert no baussen erklären.

A vu menger Säit och nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Debaten hei gelaf sinn. Déi Solidaritéit deet gutt an dësem Moment. Mir sinn alleguerten zesumme gefuerdert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt nees zesummen, soubal wéi d'Ëmstänn et erfuerderen. D'Sitzung ass opgehuewen. Bleift alleguer gesond!

(La séance publique est levée à 16.55 heures.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 13** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1816	David Wagner, Marc Baum	Poste d'apprentissage dans le cadre du Certificat de capacité professionnelle
1854	Nancy Arendt épouse Kemp	Poupées sexuelles d'enfants
1860	Nancy Arendt épouse Kemp, Félix Eischen, Marc Spautz	Contournement de Dippach-gare
1862	Nancy Arendt épouse Kemp	Violences sexuelles dans le sport
1895	Josée Lorsché	Création de centres familiaux
1906	Jeff Engelen	Produits offerts dans la restauration collective
1923	Sven Clement	Fermeture de routes communales
1941	Max Hahn	Installations sanitaires pour les chauffeurs de bus
1978	Martine Hansen, Marco Schank	Accès aux transports en commun pour les personnes à mobilité réduite
1984	Gusty Graas	Implantation du futur Centre d'incendie et de secours commun des communes de Bettembourg et Dudelange
1985	Marc Spautz	Éducateurs
1994	Marc Spautz	CNFPC d'Esch-sur-Alzette
1996	Jeff Engelen	Consommation d'énergie de voitures électriques
2000	Marc Spautz	Nouvel organigramme du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
2003	André Bauler	Contournement de Hosingen
2005	Marc Goergen	Covoiturage
2007	Max Hahn, Claude Lamberty	Détecteur de fumée pour sourds
2008	Fernand Kartheiser	Barrière à Dippach
2013	Fernand Kartheiser	Accord de libre-échange CETA
2014	Marc Baum	Situation des personnes en détresse sociale et demandeurs de protection internationale hébergés dans des foyers, dans le contexte des précautions gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19
2016	Roy Reding	Actes notariés immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2017	Jeff Engelen	Association sans but lucratif « ProActif »
2018	David Wagner	Soutien de la Coopération luxembourgeoise aux pays partenaires dans la lutte contre la pandémie
2019	Laurent Mosar, Gilles Roth	Programme de stabilisation de l'économie
2020	Fernand Kartheiser	Sécurité dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2021	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Droit de visite et d'hébergement dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2027	Octavie Modert, Marc Spautz	Allocation familiale liée à l'exercice d'une activité salariée dans un État membre par un travailleur frontalier dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2028	Jeff Engelen	Résidence secondaire à l'étranger dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2038	Diane Adehm	Contrôles à la frontière avec l'Allemagne
2039	Jeff Engelen	Soutien aux entreprises et indépendants impactés par le coronavirus
2041	Paul Galles	Demandeurs de protection internationale
2044	Jeff Engelen	Soutien aux entreprises et indépendants impactés par le coronavirus
2047	Marc Spautz, Marc Lies	Charge de travail de l'ADEM dans le cadre du traitement des demandes de chômage partiel en relation avec le Covid-19
2052	Diane Adehm	Les délais en matière de concours, d'engagement, de formations ou encore de la gestion par objectifs dans le cadre de la fonction publique
2054	Marc Spautz	Fiscalité des entreprises et des indépendants au Grand-Duché de Luxembourg
2073	Laurent Mosar	Difficultés des médias et plus particulièrement de la presse écrite suite à la pandémie du Covid-19
2097	David Wagner, Marc Baum	Composition des task forces dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2098	Marc Goergen	Faille de sécurité dans l'application Mail d'iOS
2100	Martine Hansen	Stratégie de sortie du confinement
2106	Françoise Hetto-Gaasch	Reprise des activités des vétérinaires
2111	Marc Goergen	Refus de l'argent liquide
2379 urgente	Simone Asselborn-Bintz	Recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées
2418 urgente	Jeff Engelen	Rémunération des professionnels de santé qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19
2424 urgente	Martine Hansen	Fin des classes séparées
2433 urgente	Marc Goergen	Foyer du Covid-19 dans un grand abattoir en Allemagne
2435 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Nouveaux cas d'infection au Covid-19 dans différents établissements de l'enseignement secondaire du pays
2440 urgente	Sven Clement	Nouveaux cas d'infection au Covid-19 dans une école de l'enseignement fondamental dans le nord du pays
2450 urgente	Michel Wolter, Marc Spautz	Avenir de Guardian Bascharage

Question 1816 (03.02.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **poste d'apprentissage dans le cadre du Certificat de capacité professionnelle (CCP) :**

Selon des informations qui nous ont été transmises par des jeunes en formation pour obtenir le Certificat de capacité professionnelle (CCP), la recherche d'un poste d'apprentissage semble compromis par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, pour les élèves en voie de formation CCP, les barrières d'accès à un poste d'apprentissage semblent être en lien avec le niveau de qualification auquel donne droit le Certificat de capacité professionnelle. En tant que diplôme de base de la formation professionnelle, le CCP semble aux yeux de certains patrons formateurs un garant insuffisant de qualité, ce qui les pousserait par conséquent à refuser de former des jeunes en voie de formation CCP. Pourtant, les charges patronales sont les plus basses dans le cadre d'un contrat d'apprentissage engagé avec un jeune en formation CCP. De manière générale, des dissonances existent quant à l'accès à l'apprentissage et à l'emploi entre les trois voies de formation professionnelle menant respectivement au CCP, Diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), Diplôme de technicien (DT). En effet, le rapport publié en septembre 2019 de l'Observatoire de la formation sur la transition école - vie active (TEVA) des jeunes issus de la formation professionnelle, montre que les détenteurs d'un DAP accèdent plus fréquemment à un premier emploi directement après l'école (68 %) que les détenteurs d'un CCP (55 %) ou d'un DT (33 %). Pour le DT, il s'agit de la formation professionnelle la plus poussée et la plus longue donnant accès aux études supérieures, mais ne prévoyant pas de formation en apprentissage, ce qui semble constituer une barrière à l'emploi pour les diplômés d'un DT qui ne poursuivent pas leurs études. Pour les jeunes en formation de CCP ou DAP, il existe un risque de se retrouver hors du circuit scolaire, sans formation et sans emploi, comme l'apprentissage se compose dans le cadre de ces parcours de deux parties non dissociables, à savoir la formation à l'école et la formation en entreprise. De fait, la fin du contrat d'apprentissage entraîne aussi la fin de la formation scolaire et vice versa. En cas de résiliation de son contrat, l'apprenti doit dans le mois qui suit trouver un nouveau patron formateur, sous peine de se retrouver évincé du système scolaire.

Les apprentis en difficulté, dont nous disposons de certaines informations, ont également fait l'expérience d'offres d'apprentissage non valables, car clôturées. Ils ont obtenu ces informations concernant les postes d'apprentissage vacants via le Centre d'information professionnelle de l'ADEM.

Compte tenu des problématiques évoquées ci-dessus, nous voudrions poser les questions suivantes respectivement à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il nous dire si le Centre d'information professionnelle faisant partie du Service d'orientation professionnelle de l'ADEM dispose d'un système de contrôle de la validité des offres d'apprentissage ?

2) Dans l'affirmative, comment fonctionne exactement ce procédé de contrôle ?

3) Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il nous assurer que les annonces de postes d'apprentissage vacants sont régulièrement mises à jour et nous communiquer les statistiques actuelles de postes d'apprentissages vacants ?

5) De même, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il nous informer sur les données sur lesquelles reposent ces statistiques ?

6) Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse disposent-ils de données récentes sur la transition entre formation et vie professionnelle pour les jeunes issus de la formation professionnelle ?

7) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse peut-il nous renseigner sur les mesures prévues pour améliorer l'accès à l'apprentissage et à l'emploi d'élèves en formation CCP ?

8) De même, quelles mesures sont prévues pour améliorer l'accès à l'emploi des détenteurs d'un Diplôme de technicien ?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1), 2), 3), 4) + 5) Les employeurs formateurs déclarent au Service d'orientation professionnelle de l'ADEM leurs offres de poste d'apprentissage entre mars et octobre. À partir du mois d'avril, le Service d'orientation professionnelle délivre au demandeur d'apprentissage initial les offres adéquates après avoir vérifié que l'entreprise formatrice est autorisée à former des apprentis et que le jeune demandeur d'apprentissage remplit les conditions d'accès scolaires nécessaires afin de commencer la formation professionnelle dans la profession d'apprentissage de son choix.

Au moment de la remise au demandeur d'apprentissage initial d'une ou des offres de poste d'apprentissage, la liste ainsi remise est actuelle et mise à jour.

Les demandeurs d'apprentissage sont invités à contacter sans délai les entreprises formatrices qui leur ont été indiquées.

En cas d'une intention d'embauche de l'employeur formateur, ce dernier remplit le formu-

laire « déclaration de poste d'apprentissage », qui est disponible sur le site Internet de l'ADEM, en indiquant les coordonnées du demandeur d'apprentissage de son choix. Le Service d'orientation professionnelle encode dans sa base de données que le poste en question est réservé pour le candidat respectif, ce qui entraîne que cette offre ne peut plus être proposée à une autre personne.

Toute conclusion d'un nouveau contrat d'apprentissage est à effectuer entre le 16 juillet et le 31 octobre.

Tout employeur formateur qui veut annuler une offre de poste d'apprentissage déclarée communique cette information par téléphone, courriel ou voie postale au service d'orientation professionnelle. Les agents du Service d'orientation professionnelle contactent une première fois en septembre et une deuxième fois en décembre tous les employeurs formateurs ayant déclaré des postes d'apprentissage vacants supplémentaires au sein du service d'orientation professionnelle afin de clarifier si l'employeur formateur reste à la recherche d'un apprenti adéquat.

Actuellement, 268 postes d'apprentissage (29 CCP ; 215 DAP ; 9 DT et 15 transfrontaliers) sont proposés dans la base de données du Service d'orientation professionnelle de l'ADEM.

Étant donné qu'entre le 1er novembre et le 16 juillet uniquement des assignations en vue d'une reprise de contrat d'apprentissage peuvent être émises, le Service d'orientation professionnelle vérifie par le suivi téléphonique en décembre que les employeurs formateurs sont disposés à engager des apprentis qui nécessitent une reprise de contrat d'apprentissage du fait que leur contrat précédent a été résilié avant la réussite de leur parcours d'apprentissage.

ad 6) L'étude « Transition école - vie active - TEVA », menée par l'Observatoire de la formation, pôle d'activité de l'INFPC, vise à analyser le début de carrière des élèves primo-sortants du système éducatif.

La population actuellement à l'étude est celle des jeunes diplômés de l'année scolaire 2014-2015.

La dernière publication émise par l'INFPC se concentre sur l'accès à l'emploi des jeunes ayant terminé un cursus complet organisé dans le cadre de la formation professionnelle initiale pendant l'année scolaire 2013-2014, et peut être consulté sous le lien suivant :

https://www.lifelong-learning.lu/bookshelf/documents/infpc_teva_indicateurs_2014-2017.pdf

ad 7) Outre les promotions des conseils de classe à la fin des classes du cycle inférieur, le conseil de classe des classes d'initiation professionnelle (CIP), à l'instar des classes d'initiation professionnelle à divers métiers (IPDM), peut décider d'une promotion en fonction des compétences de chaque élève. Ainsi le règlement grand-ducal du 20 juillet 2018 stipule en son article 6quater. - La promotion en classe d'initiation professionnelle au point b : « (…) l'élève est admissible à une seule formation, à plusieurs ou à toutes les formations de la formation professionnelle de base ».

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en collaboration étroite avec les chambres professionnelles, sensibilise les entreprises à la création de postes d'apprentissage au niveau du CCP et espère par ce biais favoriser l'embauche de jeunes détenteurs du Certificat de capacité professionnelle.

Par ailleurs, un élève en formation CCP peut avoir recours à la cellule d'orientation de son lycée pour toute demande relative à l'emploi ou à la recherche d'un poste d'apprentissage. Les offres de postes d'apprentissage sont accessibles dans le fichier élève et peuvent être consultées en présence du jeune. La cellule d'orientation peut également aider le jeune à rédiger son CV ou à se préparer à son premier entretien d'embauche.

ad 8) Au niveau du cadre luxembourgeois des qualifications, le Diplôme de technicien se situe au niveau 4, à même échelle que le Diplôme de fin d'études secondaires générales, voire classiques. S'il est vrai que la formation du technicien et le diplôme y relatif visent majoritairement une insertion au marché de l'emploi, il s'avère que de plus en plus de jeunes optent pour les modules préparatoires donnant accès à des études supérieures. Avec la réforme de la formation professionnelle de juillet 2019, les programmes des formations ont été adaptés afin de correspondre au mieux aux attentes du secteur économique. L'adaptation des programmes est la principale mesure ayant comme objectif la maximisation de l'employabilité.

Q338

Question 1854 (12.02.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **poupées sexuelles d'enfants :**

An Dänemark soll de Kaf vu kanneränleche Sexpoppe verbueden an ënner Strof gesat ginn.

Dat gouf elo rezent vun der Regierung decidéiert. Den Hannergrond vun dëser Entscheedung wier eng nei Bewäertung vum dänesche Kannerschutzverband „Save the Child". Den entscheedende Faktor war d'Genesis vun de Poppen, déi ëmmer méi echt ausgesinn. D'Sexualiséierung vun esou kanneränleche Poppen ass kaum ze iwwersinn an et besteet de Risiko, datt de sexuelle Mëssbrauch u richtege Kanner heiduerch gestäerkt gëtt. Laut Informatiounen huet de Verkaf an Dänemark vun dëse Poppen an der Lescht staark zougeholl.

An dësem Kontext wëll ech dem Här Educatiounsminister an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Zuelen iwwert de Verkaf vun esou Poppen hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng Positioun huet d'Regierung zu dëser Problematik, wëssend datt de Verkaf vu kanneränleche Sexpoppen e falsche Message un eis Gesellschaft ass?

3. Wëll d'Regierung et der dänescher Initiativ gläichmaachen an den Import an de Verkaf vun esou Poppe verbidden?

4. Wann net, wat sinn d'Grënn dofir?

Réponse (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Poppen, déi eng erwuesse Persoun duerstellen a vun Erwuessene kaaft ginn, fir hire sexuellen Driff ze befriddegen, gëtt et schonns laang. Souwuel de Kaf ewéi d'Benotze vun dëse Poppen ass net illegal, well se eng sexuell Aktivitéit simuléieren, déi mat engem erwuessene Partner normal wier.

Neierdéngs ginn awer am Handel Poppen ugebueden, déi vun der Gréisst hier, vun de Kierperproportiounen hier a vum Gewiicht hier, Kanner imitéieren.

ad 1. Zuelen iwwert de Verkaf vun esou Poppen leien dem Educatiounsministère net vir.

ad 2. Wéi d'honorabel Deputéiert treffend bemierkt, si kanneränlech Poppen, mat deenen de Geschlechtsverkéier ka simuléiert ginn, e falsche Message un d'Gesellschaft. Doriwwer eraus gesäit den Artikel 384 vum Code pénal Follgendes vir: « Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros, quiconque aura sciemment acquis, détenu ou consulté des écrits, imprimés, images, photographies, films ou autres objets à caractère pornographique impliquant ou présentant des mineurs. » Dëst kann esou interpretéiert ginn, datt d'Uschafung an de Besëtz vu Poppen, déi Mannerjäreger duerstellen an déi fir sexuell Aktivitéite geduecht sinn, strofbar sinn.

ad 3. + 4. Zu de Froen 3 a 4 kann den Educatiounsministère keng Aussoe maachen. Grondsätzlech ënnerstëtze mir als Signataire vun der UN-Kannerrechtskonventioun de Schutz an d'Rechter vum Kand.

Question 1860 (12.02.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Félix Eischen** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **contournement de Dippach-gare :**

An de leschten Deeg ass an de Medie vill iwwert de Contournement vun Dippech-Gare riets gaangen, deen duerch feelend Autorisatiounen am Ëmweltberäich, net wéi ursprénglech geplangt, dëst Joer kann ugefaange gi mat bauen. Dësen Ëmstand wier ënner anerem enger mangelnder Kommunikatioun tëschent de verschiddene Verwaltunge geschëlt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ginn et nach aner Bauteprojeten, déi änlech gelagert si wéi de Fall vum Contournement Dippech-Gare, wou Autorisatiounen am Ëmweltberäich ausgelaf sinn an net erneiert goufen an doduerch riskéiere Verspéidung ze kréien?

2. Wéi gedenkt d'Regierung sou Fäll an Zukunft ze verhënneren a wéi wëll d'Regierung géint dat Silo-Denken a verschiddene Verwaltunge virgoen?

3. Laut der Madamm Ëmweltminister wier d'Ëmweltautorisatioun am Mäerz 2018 ausgelaf, firwat ass bis d'Joer 2020 gewaart ginn, fir mat enger neier Ëmweltstudie unzefänken?

4. Gëtt et op Verwaltungsebene keen automatiséierte System dee sou Problemer am Virfeld kéint ënnerbannen?

Réponse commune (28.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Zanter dem Akraafttriede vum Naturschutzgesetz vun 2018 muss all Biotopenzerstéierung nom System vun den Ekopunkte berechent a kompenséiert ginn. Dat ass de Fall fir all neie Projet a fir all Projet, dee keng gülteg Autorisatioun méi huet.

Eis ass zu dësem Zäitpunkt keen anere Stroossebauprojet mat der nämmlechter Problematik wéi am Fall vum Contournement Dippech-Gare bekannt.

ad 2. Fir all gréissere Bauprojet gëtt et een Aarbechtsgrupp tëschent de verschiddenen implizéierte Verwaltungen, fir sech ofzestëmmen. Dësen Aarbechtsgrupp ass 2014 an d'Liewe geruff ginn. Och gouf de Contournement Dippech-Gare am Hierscht 2019 an enger interner Sëtzung thematiséiert. Ech gesinn also kee Silo-Denken a verschiddene Verwaltungen. Mat der fortschreitender Digitaliséierung vun de Prozedure kënnen an Zukunft och automatesch Alarmmechanisme matt virgesi ginn.

ad 3. Am August 2018 ass eng nei Autorisatioun nom Naturschutzgesetz ugefrot ginn, allerdéngs war den Dossier net komplett, soudatt en net konnt beaarbecht ginn. Bei den Diskussiounen tëschent dem Bauteministère an dem Ëmweltministère ass kloer ginn, datt duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwer Ëmweltimpaktevaluatiounen a vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert den Natur- a Ressourcëschutz, nei europäesch Ufuerderunge betreffend d'Bedeelegung vun der Éffentleechkeet an d'Ëmweltetüde vum Bauhär ze erfëlle sinn. Déi feelend Ëmweltetüde sinn Ufank 2020 beoptraagt ginn a si momentan an der Exekutioun.

ad 4. Bei der Strossebauverwaltung gëtt et momentan nach keen informatesche Gestiounssystem, fir esou Problemer fréizäiteg ze detektéieren. Et ass dozou awer och ze soen, dass am Joer 2018 zwee nei Gesetzer a Kraaft getruede sinn, deenen hier Ëmsetzung virausgesat huet, den Impakt op dei eenzel Projeten an déi nei Virgoensweis ze verstoen, fir duerno déi néideg Schrëtter anzeleeden.

Question 1862 (12.02.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **violences sexuelles dans le sport :**

Sexuelle Mëssbrauch kennt vill Gesiichter. Ëmmer nees erreechen eis Nouvellë vu sou Virfäll, och am Sport. An engem rezenten Artikel aus dem „Luxemburger Wort", gëtt de Fall vun enger franséischer Héichleeschtungssportlerin am Äiskonschtlaf duergeluecht.

Am Artikel geet rieds vu jonken Athleeten, déi oft eng ganz enk Relatioun mat hirem Trainer hunn, deem och d'Eltere vertrauen an hëlleflos ausgeliwwert sinn. Wann et Matwësser ginn, géifen déi och net agräifen. Et géif eng Aart Ömertà herrschen. Am virgenannten Artikel gëtt déi franséisch Psychiaterin, Muriel Salmona mat follgendem Saz zitéiert: « Le sport est un univers surreprésenté dans les cas de violences sexuelles. »

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un d'Häre Ministere fir Educatioun, Kanner a Jugend, fir bannenzeg Sécherheet a fir Sport riichten:

1. Deelt d'Regierung d'Duerstellung vun der Madamm Salmona oder ass d'Regierung der Meenung, datt et sech hei just ëm e puer eenzel Fäll handelt?

2. Wéi vill Fäll vu sexueller Gewalt am Sport sinn de Police- respektiv Justizautoritéiten déi lescht Joren iwwer gemellt ginn? Op wéi een Zäitraum bezéien sech dës Virfäll?

3. Wéi vill Persoune goufen am Endeffekt ugeklot a verurteelt? Wéi vill vun deene Persoune si Recidivisten? Wann een Numm e puermol fält, ginn da speziell Moossname geholl och wann d'Faite verjäert sinn?

4. Ginn hei net enorm vill Fäll am Donkele gehalen oder net bekannt, well den Datum, fir een unzekloen ofgelaf ass? Wéi héich schätzt d'Regierung d'Donkelziffer an dësem Beräich?

4. Plangt d'Regierung eng Sensibiliséierungscampagne am Beräich sexuelle Mëssbrauch am Sport?

5. Den ORK verweist a senge Publikatioune reegelméisseg op eng Publikatioun vun der ONG ECPAT op de sougenannte „référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences". Et ass en Outil, dee sech och u Sportsclibb riicht an deen et de Clibb soll erméiglechen eng Aart Auto-Evaluatioun duerchzeféieren. Awéifern sinn d'Ministeren der Meenung, dass dëse Referentiel e wichtegen Outil fir d'Sportsclibb kéint duerstellen? Hunn déi eenzel Federatiounen a Clibb Kenntnis vun dësem Referentiell? Gräife se reegelméisseg op dësen Outil zréck?

6. Wéi oft hunn d'Sportsclibb an d'Federatiounen déi leschte Joren op de Bulletin N° 5 vum Casier judiciaire beim Rekrutement vu Leit, déi a reegelméissegem Kontakt mat Mannerjärege stinn, zréckgegraff?

Réponse commune (28.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Esou ewéi de Sportsminister schonn an senger Äntwert vum 29. Januar 2019 op déi parlamentaresch Fro N° 0014 vum honorabelen Deputéierte Dan Biancalana zu dësem Sujet ënner anerem gesot huet, an ech invitéieren d'Froestellerin dës Äntwert nozeliesen, wär et senger Meenung no falsch de Sport hei speziell ze stigmatiséieren. Hie sot des Weideren, dass et ganz sécherlech Abusen, am Ëmgang mat de Kanner och am Sport ginn, mee de Sport ass do net lassgeléist ze gesi vun der gesamter Gesellschaft.

ad 2) Déi viséiert Infraktiounen, déi an der parlamentarescher Ufro thematiséiert ginn, bezéie sech haaptsächlech op de „viol" (Vergewaltegung) an den „attentat à la pudeur" (Ugréff op Schamhaftegkeet). Et ass ze preziséieren, datt den „sexuelle Mëssbrauch" (abus sexuel) en tant que tel am lëtzebuergesche Strofrecht als juristesch Notioun net bekannt ass.

Et ass souwuel de Police- wéi och de Justizautoritéiten net méiglech een exakte Chiffer, respektiv eng pertinent Statistik am Beräich vu sexueller Gewalt am Sport ze liwweren. De Fait, datt d'Infraktioun am Sportsmilieu stattfonnt huet, ass weeder ee Bestanddeel nach een erschwéierten Ëmstand vun den ernimmte Strofdoten a gëtt deemno och net informatesch vun de jeeweilegen Autoritéite festgehalen.

Fir eng Gréissenuerdung ze ginn, ouni awer prezis oder exhaustiv wëllen ze sinn, erënneren sech déi zoustänneg Memberen vum Parquet un zirka fënnef bis sechs Fäll, an deene leschte fënnef Joer. Dorënner eng lafend Affär, eng Affär déi verjäert war, wéi bis Plainte gefouert ginn ass, een Dossier, dee klasséiert gouf, an eng Verurteelung.

Natierlech dierf een net vergiessen, datt d'Justizautoritéiten nëmme vun Zuele schwätze kënnen, wou och tatsächlech Plainte gefouert ginn ass an deemno weess een net wéi héich eng eventuell Donkelziffer, speziell an dësem Beräich, souwéi och generell an eiser Gesellschaft ass.

ad 3. Et ass deemno och net méiglech fiabel Statistiken ze liwweren, weeder wat Zuele vun den ungekloten an de verurteelte Persounen ugeet, nach wat d'Zuel vun de Recidivsten ugeet. Zum Numm dee fällt, muss een ënnersträichen, datt nëmme wann ee vun enger Denonciatioun oder enger Plainte ausgoen kann, d'Police- an d'Justizautoritéiten och adequat handele kënnen.

ad 4. Et ass net méiglech ze wëssen, wéi vill Fäll net denoncéiert gi wéinst enger ofgelafener Verjärungsfrist an deemno kann d'Regierung och net mat Schätzungen déngen. Erfarungsgemäss betounen d'Justizautoritéiten awer, datt wann een Affer de Choix mécht, keng Plainte ze deposéieren, dann ass et net well d'Faite verjäert sinn, mee well d'Affer sech net wëll engem strofrechtleche Prozess ënnerzéien, wat sécherlech eng Epreuve duerstellt fir all Affer.

ad 5. Wat elo d'Fro vun der Sensibiliséierungscampagne ubelaangt, esou ass am Moment en interministerielle Grupp amgaangen, zesumme mat aneren Acteuren aus dem Kannerrecht, esouwuel un enger Sensibiliséierungscampagne, déi sech baséiert op déi Initiativ vum Europarot „Start to talk" ze schaffen, wéi och un engem „code de conduite" respektiv enger Charte betreffend Kannerrechter am Sport, déi natierlech och ënner anerem de Volet vum sexuelle Mëssbrauch traitéiert.

ad 6. De Referentiell vum ORK ass verschidden Acteuren am Sportberäich bekannt, ma gëtt mat Sécherheet net systematesch benotzt. Am Kader vun den Aarbechten an deem schonns genannten interministerielle Grupp gëtt och gekuckt ob a wéi een dee Referentiell ka mat abauen.

ad 7. Wat d'Fro vum Zréckgräifen op de Casier judiciaire ubelaangt, läit dat an den Hänn vun de jeeweilege Sportsclibb a Federatiounen an dat mécht et gläichzäiteg och onméiglech ze retracéieren, well net all Club oder Federatioun statistesch festhält, wat bei engem Rekrutement

verlaangt gëtt. Säitens vum Casier judiciaire heescht et datt de Bulletin N° 5 meeschtens vun der betraffener Persoun selwer oder mat Prokuratioun vun enger drëtter Persoun ugefrot gëtt. Vu Sportsclibb oder Federatioune sinn nach keng Bulletinen N° 5 ugefrot ginn. Et weess een allerdéngs net ob déi ausgestallte Bulletinen net awer un e Club oder eng Federatioun weidergereecht ginn.

Question 1895 (18.02.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **création de centres familiaux au sein des services d'éducation et d'accueil :**

Comme stipulé dans le cadre de référence de l'éducation non formelle, la mission principale des services d'éducation et d'accueil (SEA) consiste actuellement à mettre en place des programmes d'apprentissage de qualité afin d'aider les enfants à exprimer leurs intérêts et à se confronter activement à leur environnement. Or, d'après le programme de coalition, ce concept sera élargi pour ouvrir ces structures aux parents et privilégier les contacts et échanges entre les professionnels et les parents, ceci en vue de créer de véritables centres familiaux locaux.

Considérant que le bon fonctionnement de tels centres sera tributaire de la mise à disposition de personnel qualifié en la matière et de moyens financiers suffisants, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Les professionnels de l'éducation qui seront en charge de l'accueil des parents et de la mise en place de mesures de soutien pour l'accomplissement de leurs missions de parents, seront-ils tenus de suivre une formation spéciale, dont notamment une formation continue en thérapie familiale, voire systémique ou autres ?

2) Vu la durée et l'envergure de la formation offerte dans ce domaine par le Centre de formation UFEP, ne s'avère-t-il pas utile d'informer d'ores et déjà le personnel éducatif des SEA des conditions requises au niveau de la formation pour que les personnes intéressées puissent acquérir les compétences nécessaires en temps utile ?

3) Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il soutenir les SEA afin de leur permettre d'étendre leurs attributions de façon à créer des espaces destinés à l'accueil des parents et à un encadrement de qualité ?

4) La création de centres familiaux au sein des SEA sera-t-elle liée à un agrément spécifique qui sera attribué par le ministère ? Quels seront le cas échéant les critères à respecter ?

Réponse (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La mission principale des services d'éducation et d'accueil (SEA) sont les activités liées à l'éducation non formelle des enfants, bien que la participation des parents, considérés comme des principaux partenaires dans l'éducation des enfants, constitue un principe fondamental inscrit dans le cadre de référence nationale de l'éducation non formelle des enfants.

Actuellement, des réflexions sont menées à différents niveaux concernant l'orientation et la mise en œuvre de centres familiaux. L'objectif du « Centre familial » ne sera pas de se substituer aux services thérapeutiques existants, mais d'accueillir les parents et de leur faciliter l'accès aux informations relatives aux mesures de soutien et d'accompagnement existantes. À cet effet, il convient de disposer de personnel se prévalant d'une formation éducative et sociale. Vu le caractère nouveau de l'offre il convient de noter que le profil des professionnels évoluera en fonction des besoins qui émergeront de la pratique professionnelle.

ad 2), 3) + 4) Afin d'analyser les questions relatives aux dispositions légales et la mise en œuvre d'un centre familial, un groupe de travail a été créé. Des concertations avec des experts et représentants des secteurs éducatif et social sont prévues en vue de traiter les questions concernant les attributions, la mise en œuvre et la qualification du personnel y impliqué. À ce stade, il est prématuré de communiquer plus de détails à ce sujet.

Question 1906 (20.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **produits offerts dans la restauration collective :**

Am Joer 2017 gouf eng Petitioun an der Chamber diskutéiert, datt méi Lëtzebuerger Produkter sollen a privaten, ewéi och an den ëffentleche Kantinnen ugebuede ginn. Betraff wieren zum Beispill Kantinnen an de Klinicken, Altersheemer, Schoulen an an de verschiddenste Kannerbetreiungsstrukturen. Laut dem Educatiounsminister goufen deemools ronn 32 % Lëtzebuerger Produkter an de Restopolis-Kantinne vun de Secondairesschoulen ugebueden.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill ëffentlech a privat Kantinne ginn an de Klinicken, Altersheemer, Schoulen an an de verschiddenste Kannerbetreiungsstrukturen am Land bedriwwen?

2. Wéi vill vun dëse Kantinnen offréieren ausschliisslech lëtzebuergesch Produkter?

3. Wéi vill Kantinne bidden zum Deel lëtzebuergesch Produkter un a wéi vill Prozent mécht dëst - opgeschlësselt jee no Kantin - par rapport zu den net Lëtzebuerger Produkter aus?

4. Ginn et nach Kantinnen, wou quasi keng oder ënner 10 % Lëtzebuerger Produkter ugebuede ginn?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. An all Spideeler ginn et Personalkantinnen a Servicer, déi d'Organisatioun vum lesse fir d'Patienten assuréieren.

An den 52 Strukture fir eeler Leit (Maisons de soins a CIPA) gëtt et an all Haus e Restaurant an oft och nach eng Cafeteria.

Restopolis, de Restauratiounsservice vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, bedreift 80 Schoulkantinnen an 52 Cafeteriaen an ëffentleche Lycéeën, den ëffentlechen internationale Schoulen an op der Uni Lëtzebuerg. Donieft geréiert de Service och nach fënnef Restauranten an „DayCare"-Services d'éducation et d'accueil, d'Restauranten a véier Internater an zwee Foodtrucken.

Eng vun den obligatoresche Prestatiounen, déi all Service d'éducation et d'accueil (SEA) ubidde muss, ass d'Offer vun enger gesonder, ausgeglachener an altersgerechter Ernärung, déi op frësche Produite baséiert.

D'SEA gi vu privaten a konventionéierte Gestionnairen (ASBLen oder Gemengen) bedriwwen. D'Organisatioun vun der Restauratioun fält an hir Verantwortung. Jee no Struktur besteet d'Méiglechkeet, op der Plaz ze kachen oder d'lesse liwweren ze loossen.

Um pedagogesche Volet mussen am Beräich vun der non-formaler Bildung déi pedagogesch Prinzippie vum Bildungsrahmenplang („Nationaler Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter") ëmgesat ginn, dëst och an der lesssituatioun. Hei gëtt net méi vu Kantin geschwat, mee vu Restaurant. Et geet dorëms, en agreabele Kader, fir d'lessituatioun ze schafen, wou d'Kand als kompetent Individuum am Mëttelpunkt steet.

ad 2., 3. + 4 . D'Organisatioun vun der Restauratioun an de Klinicken ënnerläit der Verantwortung vun der Direktioun vun de Spideeler. Si gëtt entweeder intern geréiert oder d'Leeschtunge sinn iwwer e Kontrakt mat externe Fournisseure festgeluecht. An deem Kontext huet de Gesondheetsministère och keng direkt spezifesch Informatiounen iwwert d'Benotzung vu Bioprodukter oder lokale Produkter.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1765 vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo erwäänt, mécht den Etablissement public Servior zanter 2014 an der Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg" mat an huet d'Offer vu Lëtzebuerger Produkter vergréissert. Déi 15 Haiser an de Service „Repas sur roues" vu Servior bidden op d'mannst zweemol d'Woch e Menü op Basis vu Lëtzebuerger Produiten un.

An de vu Restopolis bedriwwene Restaurante ginn alleguer d'Platen op der Plaz gekacht. Déi aktuell Kontrakter vun der Schoul- an Unirestauratioun imposéieren en Taux vun 30 % fir lokal Produkter. Deen Taux ass an de leschte Joren op 32 % gesteigert ginn a kéint an deenen nächste Joren nach klammen. Déi landwirtschaftlech Produktioun zu Lëtzebuerg, virun allem de Geméiss- an Uebstubau, entsprécht net de Besoine vun der Schoul- an Unirestauratioun. E ganze Koup wichteg Liewensmëttel, déi Restopolis fir d'Zesummesetze vu senge Plate brauch, feelen op nationalem Plang. Eng Zilsetzung, an der Schoul- an an der Unirestauratioun 100 % Produkter vu lokale Produzenten unzebidden an ze verschaffen, ass deemno illusoresch. Géif Restopolis haut nëmme mat 100 % lokale Produkter kachen, da géif de Service eng Monotonie um Teller kreéieren, déi sech negativ op d'Gesondheet vun de Gäscht auswierkt. Restopolis engagéiert sech, senge Gäscht eng Diversitéit u lokale Produkter an e Liewensmëttelgläichgewiicht ze garantéieren.

An den nächste fënnef Joer wëll Restopolis de Prozentsaz vun de lokale Produkter an senge Restauranten a Cafeteriae progressiv bis d'Joer 2025 vun 30 % op 50 % eropsetzen. Restopolis encouragéiert all déi lokal Produzenten, an deenen nächste Joren hir Produktiounscapacitéiten an d'Luucht ze setzen, fir datt méi lokal Produkter an deene Quantitéiten op de Maart kommen déi néideg sinn, fir datt an de Kantinnen a Cafeteriaen déi 50 % erreecht kënne ginn.

All d'Kantinnen a Cafeteriae vu Restopolis bidden e grousse Choix u lokale Produkter un, wéi Rëndfleesch, Schwéngefleesch, Moschtert, Hunneg, Esseg, Téi, Eeër, Miel, saisonal Uebst a Geméis, Ueleg a Gedrénks. Praktesch 100 % vun de Mëllech- an de Bakprodukter, déi all d'Gäscht an de Restopolis-Restauranten a -Cafeteriaen ze kafen an z'iesse kréien, komme vu lokale Produzenten. All d'Kantinnen an d'Cafeteriae vu Restopolis verkafen a verschaffen e Minimum vun 30 % lokale Produkter.

D'Organisatioun vum lessen an den SEA fält ënnert d'Responsabilitéit vum Gestionnaire. Nieft dem Bildungsrahmenplan, dee pedagogesch Aspekter opgräift, hunn de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugendlecher an de Gesondheetsministère zesummen e Guide ausgeschafft, wou, ënner anerem, Recommandatiounen ausgeschwat ginn, fir lokal a saisonal Produiten ze benotzen.

Question 1923 (24.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fermeture de routes communales :**

A ville Gemengen uechtert d'Land ginn ëmmer méi Nieweweeër, déi am Besëtz vun der Gemeng sinn, duerch „circulation interdite"-Schëlder zougemaach fir de Public - dëst, nodeems dës Stroosse mat kommunale Gelder a staatleche Subventioune frësch gemaach goufen. D'logesch Konsequenz heivun ass, datt just nach Riverainen dës Weeër duerfe benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Inneministesch dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi stitt Dir dem Fait géigeniwwer, datt Stroossen, déi mat ëffentleche Gelder frësch gemaach goufen, kuerz drop fir de Public gespaart ginn?

2. Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, wéi gesitt Dir de Fait, datt momentan queesch duerch d'Land Feldweeër geteert ginn, déi dono awer net vum Public duerfe benotzt ginn? Ass dëst an Ären Aen een onnéidegen Agréff an d'Natur?

Réponse commune (22.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Gemengen hunn op Basis vum Artikel 5, Paragraf 3, vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Verkéiersreglementatioun op allen ëffentleche Stroossen d'Méiglechkeet, fir de Verkéier op hirem Territoire ze reglementéieren. Hei gëllt de Prinzip vun der „autonomie communale" ënnert der Surveillance vum Staat, déi an dësem Fall souwuel vun der Inneministesch wéi vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten assuréiert gëtt. Verkéiersreglementer an all d'Ofännerungen heivunner mussen, bis op e puer Ausnamen, vu béide Ministeren approuvéiert gi sinn, ier se kënnen applizéiert ginn.

Déi staatlech Verkéierskommissioun gëtt am Virfeld een Avis iwwert d'Verkéiersreglementer, woubäi si ënner anerem iwwerpréift, ob dëst Reglement konform zum Code de la route an zum bestoende Verkéiersreglement ass, an ob et keng Inkohärenzen zu bestoende Beschëlderunge gëtt.

Bei all nei ugefroter „circulation interdite" hält d'Verkéierskommissioun sech un de Prinzip, datt op esou eng Mesuren nëmme soll zréckgegraff ginn, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, wéi zum Beispill am Fall, wou eng Strooss reegelrecht als Schläichwee genotzt gëtt. Dëst mat der Begrënnung, datt d'Strooss „publique" ass an op fir all Bierger soll sinn.

Stroossen, déi aus der Lokalitéit op Felder oder an de Bësch féieren, oder Vëlosweeër, wou den normale Verkéier net méi méiglech ass, gi gemengerhand och duerch eng „circulation interdite, excepté cycles, cavaliers, etc." ugewisen.

An deene leschten zwee Joer hu sechs Gemengen eng nei „circulation interdite" reglementéiert. Heibäi goufen aacht nei „circulation interdite" op Feldweeër agefouert. Siwen nei „circulation interdite" goufen op Gemengestroossen agefouert, fir dem Schläichverkéier entgéintzewierken.

ad 2. E geteerte Feldwee ass eng Konstruktioun am Sënn vum Naturschutzgesetz (Artikel 3, Ziffer 26). All nei Konstruktioun an der Gréngzon muss an hirer Finalitéit dem Artikel 6 vum ofgeännerten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 entspriechen. En neie Wee gëtt ëmmer fir e bestëmmten Zweck autoriséiert. Dat kann, vereinfacht gesot, entweeder fir landwirtschaftlech Zwecker sinn oder awer am ëffentlechen Interessi.

De Bauhär gëtt a senger Demande den Zweck vum Wee un a liwwert och d'Argumentatioun, firwat de Wee muss asphaltéiert sinn.

Vum Ëmweltminister gëtt nëmmen dat autoriséiert, wat als indispensabel ugesi gëtt, dat gëllt souwuel fir de Wee u sech, den Tracé, wéi och d'Ausféierung, dat heescht, ob de Wee muss impermeabiliséiert sinn (Asphalt oder Beton) oder net (Kies-Sand-Verbundschicht).

Gëtt e besteeënde landwirtschaftleche Wee zu enger ëffentlecher Strooss ëmfunktionéiert, esou ass dat e „changement d'affectation", deen dem Artikel 7 vum Naturschutzgesetz no och muss autoriséiert ginn. An esou engem hypotheetesche Fall géif analyséiert ginn, wéi grouss den Trafic op der Strooss wär a wéi en Impakt dobäi op d'Natur entstoe géif.

Et ass am Sënn vum Ëmweltschutz, esou wéineg wéi néideg Feldweeër a Stroossen ze bauen an esou mann wéi méiglech Kaméidi a Stéierungen an der Landschaft ze hunn.

Question 1941 (26.02.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **installations sanitaires pour les chauffeurs de bus :**

D'Diskussioun ëm den Accès zu sanitären Infrastrukture fir Buschaufferen op de Bustermini zitt sech säit längerer Zäit. Quitte dass et sech heibäi a priori ëm eng Gemengekompetenz handelt, huet den Här Minister sech 2017 bereet erkläert, d'Installéiere vun 79 Toilette wärend dräi Joer zu 50 % ze kofinanzéieren. Insgesamt ware fir dës Aarbechte 660.000 Euro am Staatsbudget virgesinn.

Den FNCTTFEL-Landesverband huet allerdéngs rezent op enger Manifestatioun kritiséiert, dass d'Chauffere vum TICE op den Endstatioune vu verschiddene Linnen an de Gemengen Déifferdeng a Péiteng nach ëmmer keng Toiletten zur Verfügung hätten.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi vill vun deene geplangten 79 Toilette si schon opgeriicht ginn? Wéi vill sinn amgaangen, opgeriicht ze ginn? Bei wéi villen hunn d'Aarbechten nach net ugefaangen?

- Falen ënnert déi geplangten 79 Toiletten och déi aus de Gemengen Déifferdeng a Péiteng? Wa jo, fir wéini ass geplangt, dass se gebaut ginn?

- Falls net, ass den Här Minister a Kontakt mat de Responsabele vum TICE respektiv de betraffene Gemengeresponsabelen, fir eng Léisung an dësem Fall ze fannen?

- Sinn dem Här Minister nach weider Reklamatiounen an dëser Hisiicht bekannt?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass et am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR, bei där jo nei Buslinnen agefouert ginn, noutwendeg ass, zousätzlech Toilette fir Buschaufferen ze installéieren?

- Wa jo, wéi vill zousätzlech Toilette wieren dat a wou géifen déi hikommen?

- Ginn et scho Gespréicher mat de jeeweilege Gemengeresponsabelen? Wa jo, kann den Här Minister schonn eppes iwwert d'Resultater vun dëse Gespréicher soen?

Réponse (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tatsächlech waren am Budget 2017 eng éischte Kéier 660.000 Euro virgesinn, geneesou wéi an de Joren 2018 an 2019. Fir 2020 stinn nach 100.000 Euro am Budget.

Säit 2017 hunn ech reegelméisseg Circulairen iwwert de Kommunikatiounsreseau vum Inne-

minister un d'Gemenge gemaach, fir se opzefuederen, eng Initiativ ze ergräifen, an ech hunn och dat Joer 17 Gemengen direkt ugeschriwwen, well ech déi als prioritär betruecht hunn. Leider huet am éischte Joer keng Gemeng eng Subventioun gefrot.

Follgend Gemenge kruten eng Subventioun:

- 2018:

Differdange (ZA Hahneboesch): 8.045 Euro

Hesperange (Alzingen): 14.144 Euro

Wincrange (Asselborn): 1.343 Euro

Leudelange: 25.000 Euro

- 2019:

Wiltz: 22.386,71 Euro

Luxembourg: 15.786,34 Euro

E puer Gemengen hate sech manifestéiert, bei fënnef Gemenge war e Projet envisagéiert ginn, just dass et net zur Emsëtzung koum, woubäi d'Grënn mir net ëmmer bekannt sinn.

Mat der Gemeng Péiteng gouf et an dësem Kontext keen Echange mat menge Servicer. Mir ass och net bekannt, dass et Reklamatioune gi wieren. Dem TICE ass awer bekannt, dass de Landesverband de Sujet Toiletten op hirem Protestpiquet thematiséiert huet, respektiv duerno an hirem Gespréich de 6. Februar 2020 mam President.

Déi Responsabel vum TICE haten awer mat de Gemenge Péiteng an Déifferdeng Kontakt.

Zu Péiteng huet d'Gemeng proposéiert, dass d'Chauffere vum TICE um Terminus „Op Gehren" déi ëffentlech Toilette (op ca. 250 m) solle benotzen. Zu deem Zäitpunkt nom Protestpiquet de 4. Februar 2020 an am Gespréich mat deenen dräi Vertrieder vum Landesverband de 6. Februar 2020 wosst den TICE awer nach net, dass am Gespréich war, fir een temporairen Accès an d'Gemengenatelieren zu Lamadelaine ze kréien. Op der Linn 3 vum TICE um Terminus „Schwemm", wou hir Chaufferen aktuell Zougang op Toilette vun der PiKo hunn, kreie si nach Zougang op Toilette vum Fussballsterrain, fir och ausserhalb vun de PiKo-Effnungszäite kënne vun enger Toilette ze profitéieren.

Virum Confinement goufen TICE-Zylindere fir Paarten un d'Gemeng ausgeliwwert. D'Mesurë kéinten nom Lockdown kuerzfristeg ëmgesat ginn.

Den MMTP huet der Gemeng Déifferdeng e Subsid ginn, fir am ZA Hahneboesch de Chauffere vum RGTR e fräien Zougang ze ginn. Déi Toilette kënnen d'Chauffere mat hirer elektronescher Kaart opmaachen, déi se och fir hire Busdéngscht benotzen.

Den TICE fiert aktuell net an den Hahneboesch. Den TICE hat awer eng Reunion mat der Déifferdenger Gemeng, fir no Méiglechkeeten ze kucken, den Terminus „Déifferdeng Schoul" vun enger oder där anerer Linn (Linn 2, 6 a 14) ewechzehuelen, andeems d'Streckeféierung géif upgepasst ginn. Do si verschidde Méiglechkeete mam Bus getest ginn, déi awer ze emständlech sinn, entweeder vum Fueren oder vum Zäitopwand hier.

Den honorablen Deputéierten huet och Recht, fir d'Reorganisatioun vum RGTR-Busnetz ze erwänen. Et mécht net vill Sënn, fir nach laang bei Gemengen ze insistéieren, eng Toilette ze bauen, wann no der Reorganisatioun eventuell guer keen Terminus op der Plaz ass. Meng Servicer wäerten dofir och, elo wou d'Aarbechte vum neien Netz quasi ofgeschloss sinn, de gesamten Inventaire vun den Termini, deen 2015 gemach gouf, elo iwwerschaffen, fir un déi nei Situatioun unzepassen. Heizou ginn et awer nach keng konkreet Gespréicher an och nach keng Zuelen, wéi vill zousätzlech Toiletten dat géif bedeiten. Och tëschent dem TICE an dem RGTR-Busnetz soll d'Busnetz nach optimiséiert ginn.

Question 1978 (06.03.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**accès aux transports en commun pour les personnes à mobilité réduite :**

Säit dem 1. Mäerz ass den ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg gratis, mam Zil, datt ëmmer méi Leit sollen op den Auto verzichten an op déi ëffentlech Verkéiersmëttel ëmklammen. Leider muss een awer feststellen, datt nach net all Garen, Arrêten oder soss Infrastrukturen esou amenagéiert sinn, datt Leit mat reduzéierter Mobilitéit ongehënnert kënnen Zougang zum gratis ëffentlechen Transport hunn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten, un d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun an un d'Madamm Minister fir Chancëgläichheet stellen:

- Weess d'Regierung genau, op wéi enge Plazen den Accès zum gratis ëffentleche Verkéier muss verbessert gi fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit?

- Ass säitens dem Ministère en Aktiounsplang virgesinn, wéini d'Garen a Busarrêten accessibel sinn? Wann nee, firwat net?

- Aktuell sinn d'Gemenge responsabel, fir d'Arrêts de bus an d'Arrêts de gare behënnertegerecht ze gestalten. De Minister hat ugeduecht, dëse Ressort an Zukunft un de Ministère ze attachéieren, fir datt an all Gemeng den nämmlechte Standard, wat d'Accessibilitéit ugeet, garantéiert ka ginn. Kann de Minister eis soen, ob dës Propos ëmgesat soll ginn? Wa jo, wéini?

- Gedenkt de Minister, sech an deem Kontext u positive Beispiller am Ausland ze orientéieren (cf. Barrierefreiheit - Stadt Trier)?

Réponse commune (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Familljen- an Integratiounsministère huet de 27. Juli 2018 de Gesetzesprojet N° 7346 iwwert d'Accessibilitéit vun den ëffentleche Plazen, vun den ëffentleche Weeër a vun den Appartementsgebaier deposéiert. De Gesetzesprojet gouf vun der Familljekommissioun vun der Chamber amendéiert a gouf dem Staatsrot fir Avis geschéckt.

Zil vum Gesetzesprojet ass et, ënner anerem, d'Accessibilitéit vun den ëffentleche Plazen ze garantéieren, dëst besonnesch fir déi follgend Deeler (Art. 2 an 3 vum Projet de loi n° 7346):

- den Accès zu de Plazen an zu de Servicer, déi do ugebuede ginn;

- den Accueil;

- d'Raimlechkeeten an d'Equipementer;

- d'Zirkulatiounsweeër;

- d'Beschëlderung.

De Gesetzesprojet ass och applikabel bei Konstruktiounen a gréisseren Transformatioune vun ëffentleche Weeër, esou zum Beispill och bei den Arrêtë vu Bussen a vum Tram (Art. 5 vum Projet de loi n° 7346). De Gesetzesprojet gëllt iwwregens net fir d'Zucharrêten, well d'Zich den europäeschen Normen ënnerleien.

Op Basis vu dësem Gesetzesprojet souwéi der Ratifizéierung vun der Konventioun vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerungen, déi duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2011 ugeholl ginn ass, sollen a Zukunft och d'Busarrêtë barriärfräi no engem gewësse Standard, deen eng minimal Ausstattung souwéi eng Basisausstattung festschreift, amenagéiert ginn, soudatt och Persoune mat ageschränkter Mobilitéit vollwäerteg um Liewe vun der Gesellschaft an der Wirtschaft deelhuele kënnen.

Och am Gesetzesprojet N° 7490 iwwert den ëffentlechen Transport ass virgesinn, datt d'Gemengen zoustänneg si fir den Amenagement an den Ennerhalt vu Busarrêten. Et ass also un de Gemengen, fir ze entscheeden, wéi eng bestoend Arrêtë prioritär solle behënnertegerecht ëmgebaut ginn. Wann dës Arrêten um nationale Stroossereseau leien, gi si iwwer eng Permission de voirie vun der Stroossebauverwaltung autoriséiert, dat no de Standarde vun der Accessibilitéit fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit. Dobäi sollen déi bestoend Arrêtë mëttel- bis laangfristeg ëmgebaut ginn, dat op Basis vun der Unzuel vun de Passagéier an der Korrespondenz souwéi der Lag vum Arrêt. Wat d'Lag vum Arrêt betrëfft, sollen déi Arrêten, déi no bei enger Ariichtung leien, déi ëfters vu Persoune mat ageschränkter Mobilitéit oder soss enger Beanträchtegung opgesicht ginn, virgezu ginn. Dozou zielen zum Beispill Spideeler, Alters- a Fleegeheemer, Dageszenteren an esou weider.

Allgemeng soll all neien Arrêt souwéi all Arrêt, deen am Kader vun Infrastrukturaarbechte muss ëmgebaut ginn, no de Standarden amenagéiert ginn, déi e barriärfräien Accès erméiglechen.

Question 1984 (09.03.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**implantation du futur Centre d'incendie et de secours commun des communes de Bettembourg et Dudelange :**

La décision de retenir un terrain sis dans la zone d'activités économiques nationale « Riedgen » à proximité de la société « Husky » pour l'implantation du futur Centre d'incendie et de secours (CIS) commun des communes de Bettembourg et Dudelange a suscité de vives réactions. Ainsi, le CIS Bettembourg a adressé en date du 3 mars dernier une lettre ouverte au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) signée par une quarantaine de membres dans laquelle de nombreuses critiques sont formulées quant au site identifié et à la procédure afférente.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Les signataires constatent un manque de dialogue avec le CGDIS. Quelle est la position de Madame la Ministre face à cette affirmation ?

- Il est demandé de procéder encore une fois à une analyse compétente concernant le choix du terrain. Est-ce que Madame la Ministre est prête à donner une suite favorable à cette requête ?

- Pour quelles raisons le site proposé par la commune de Bettemhourg sur la N31 entre Bettembourg et Dudelange n'a-t-il pas été retenu ?

- Il est question de tensions actuelles qui risquent d'hypothéquer une future collaboration adéquate entre les deux corps. De quelle manière Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation ?

Réponse (28.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Tout d'abord je tiens à rappeler qu'avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, la compétence en la matière ne revient plus au Ministère de l'Intérieur, mais au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), dont les décisions relèvent du conseil d'administration, lequel est composé paritairement de représentant(e)s de l'État et des communes.

Il peut être utile de préciser que le projet d'un centre d'incendie et de secours commun date d'avant le 1er juillet 2018. En effet, il s'agit d'un projet immobilier qui a été entamé par l'ancienne Administration des services de secours, et qui a été repris, avec l'entrée en vigueur de la loi précitée, par le CGDIS. Ainsi, dans ce cadre, un groupe de travail a été constitué, sous l'égide du conseil d'administration, dont l'objet est d'établir et de mettre en œuvre une stratégie financière de l'immobilier du CGDIS.

Depuis, le projet d'un futur centre d'incendie et de secours commun des communes de Bettembourg et de Dudelange, et pour faire suite aux demandes de la commune de Bettembourg, a fait l'objet d'une discussion supplémentaire au sein du conseil d'administration, qui a approuvé le 13 février 2020, à l'unanimité des voix que ledit centre soit affecté au terrain « Husky ».

Le bourgmestre de la commune de Bettembourg, ainsi que son conseil communal, ont été informés de la prédite décision. Le 6 avril 2020, le bourgmestre m'a fait parvenir un courrier dans lequel il m'informe que la décision du conseil d'administration a été accueillie favorablement par la commune, et qu'il souhaiterait désormais que la commune de Bettembourg ainsi que le Centre d'incendie et de secours local soient impliqués dans l'élaboration du Centre d'incendie et de secours commun.

Il est évident, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un projet commun, que les deux communes seront impliquées dans le processus d'implantation, conduit par le CGDIS.

Question 1985 (10.03.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **éducateurs :**

Les éducateurs et éducateurs gradués interviennent non seulement dans le secteur éducatif mais aussi dans le secteur social et de soins.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Combien de postes d'éducateurs sont nécessaires dans les différents secteurs à savoir :

- l'enseignement fondamental (C1-C4) ;

- les structures d'accueil pour enfants et adolescents (crèches, précoce, maisons relais, foyers de jours, clubs des jeunes, etc.) ;

- les structures pour enfants, adolescents et adultes en situation de handicap ;

- les structures pour personnes âgées (maisons de soins, foyers de jour, etc.) ?

2) Combien de postes sont occupés dans les différents secteurs ?

3) Combien de personnes sont actuellement en voie de formation pour devenir éducateur ?

4) Combien de participants terminent actuellement leur formation ?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) + 2)

a) Suivant l'article 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignant fondamental, les classes d'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage sont encadrées par des équipes comprenant un instituteur et un éducateur.

Le nombre de postes de deuxième intervenant dans les classes de l'éducation précoce est identifié dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire par les autorités communales qui créent, conformément à l'article 36 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et en fonction du nombre d'élèves inscrits pour la rentrée subséquente, les classes d'éducation précoce. Suivant la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire, les autorités communales sont tenues d'éviter la création de groupes d'éducation précoce dépassant le nombre de 20 enfants présents. À l'heure actuelle, 294 classes de l'éducation précoce fonctionnent dans les différentes écoles fondamentales publiques et, par conséquent, 294 postes équivalent plein temps d'éducateurs s'avèrent nécessaires pour satisfaire aux besoins en ressources humaines communiqués par les autorités communales.

Des éventuelles vacances de postes signalées à mes services en cours d'année pour diverses raisons, comme le départ en congé d'un agent ou une augmentation des inscriptions d'élèves au début du deuxième et/ou troisième trimestre, sont publiées dès prise de connaissance de la nécessité de l'organisation d'un remplacement ou renforcement et occupées temporairement jusqu'au retour de l'agent ou la publication du poste dans le cadre de la liste 1 des postes vacants d'éducateur.

Le personnel de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques peut comprendre, conformément à l'article 69 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, des éducateurs et des éducateurs gradués.

Si les éducateurs ne représentent qu'une petite fraction du total des ressources mises à disposition au niveau régional dans le cadre de l'ESEB, un total de 21,8 postes équivalent plein temps d'éducateurs est actuellement prévu.

À quelques exceptions près, à savoir neuf agents, la grande majorité des éducateurs gradués intervenant dans les écoles fondamentales publiques luxembourgeoises font partie des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) gérées par les directions de région. Le nombre de postes équivalent plein temps d'éducateurs gradués à disposition des ESEB s'élève actuellement à 214.

Le nombre de postes à disposition des directions de région est réévalué annuellement en tenant principalement compte de deux éléments. D'un côté, le nombre d'élèves bénéficiant d'une prise en charge est signalé régulièrement à mes services par les directions de région. De l'autre côté, en raison du fait que l'envergure de la prise en charge varie de manière considérable d'un élève à l'autre, le directeur de région adjoint qui préside la commission d'inclusion et qui coordonne les travaux de l'ESEB identifie en collaboration avec le directeur de région le nombre des leçons nécessaires pour assurer les mesures prévues pour optimiser l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques. De plus, il les met en relation avec les ressources à disposition au niveau local et régional pour identifier d'éventuels besoins en matière de ressources humaines. Mes services se basent sur l'étroit échange avec les directions de région pour déterminer le nombre de postes d'éducateurs gradués à pourvoir pour assurer que l'ESEB dispose des ressources nécessaires pour contribuer à une prise en charge adéquate des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

b) Les crèches, maisons relais et foyers de jour, regroupés sous la dénomination « Services d'éducation et d'accueil pour enfants » (SEA) sont régis par le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil (RGD SEA).

Le RGD SEA définit dans son article 7 les qualifications du personnel d'encadrement. Trois catégories regroupant différentes qualifications y sont prévues permettant ainsi de mettre en place une équipe pédagogique multidisciplinaire.

Les diplômes d'éducateurs (éducateurs diplômés et éducateurs gradués) sont recensés dans la même catégorie que les diplômes de niveau minimum de fin d'études secondaires et les titres d'enseignement supérieur dans les domaines psychosocial, pédagogique ou socio-éducatif et destinant le titulaire à l'encadrement des enfants. Les qualifications appartenant à cette catégorie doivent représenter au moins 50 % des heures d'encadrement prestées dans les SEA pour enfants scolarisés et au moins 60 % des heures d'encadrement prestées dans les SEA pour jeunes enfants.

Étant donné que l'État n'est pas gestionnaire desdites structures, seules des données provenant du secteur conventionné (structures gérées soit par une ASBL, soit par une commune) et renseignant globalement sur le personnel d'encadrement sont disponibles.

Suivant les données fournies par les gestionnaires dans le cadre du décompte financier 2018, le nombre du personnel d'encadrement dans le secteur des SEA conventionnés s'élève à 2.344 ETP (équivalent temps plein).

Il y a lieu de noter qu'au 1er janvier 2020 le nombre de services d'éducation et d'accueil conventionnés était de 334 et le nombre de services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale s'élevait à 455. Cependant, la majorité des enfants est accueillie par des SEA conventionnés (41.241 places par rapport à 14.505 places dans le secteur à vocation commerciale).

Vu que le RGD SEA prévoit différentes qualifications au niveau du personnel d'encadrement et vu l'évolution des enfants accueillis, il n'est guère possible d'évaluer le besoin de postes d'éducateur dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Un total de 222,025 ETP sont conventionnés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans le secteur de la jeunesse (12-29 ans). Ces ETP sont financés, soit à hauteur de 50 % avec un cofinancement d'une commune pour le maintien d'une maison de jeunes, soit à hauteur de 100 % à charge de l'État pour les services de jeunes.

Au total, la répartition de postes se présente comme suit : 145,85 ETP pour les maisons de jeunes et 76,175 ETP pour les services de jeunes.

Reste à ajouter que ces postes sont principalement occupés par des personnes titulaires d'un diplôme d'éducateur diplômé et éducateur gradué. Une minorité des postes est occupée par des universitaires ou par du personnel administratif. De même, un ETP peut être occupé par plusieurs personnes dans le cadre d'un contrat de travail à temps partiel.

c) Le personnel nécessaire pour le secteur des structures pour personnes handicapées est défini par le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Alors que le règlement grand-ducal précité définit le nombre minimal de personnel d'encadrement nécessaire pour le bon fonctionnement d'un service et l'obtention d'un agrément, les gestionnaires d'une structure d'hébergement pour personnes handicapées ainsi que les gestionnaires d'un service d'activités de jour sont libres d'engager autant de personnel qu'ils jugent nécessaire et opportun au-delà du nombre minimal requis. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne fait pas de suivi en termes de statistiques du nombre de personnel engagé par chaque gestionnaire.

Les conventions classiques signées en 2020 par le Ministre de la Famille et de l'Intégration et les gestionnaires des services pour personnes handicapées prévoient des postes d'éducateurs et d'éducateurs gradués pour les services d'assistance à domicile (SAD), les services d'information, de consultation et de rencontre (SICR) et les centres de propédeutique professionnelle (CPP) selon le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

d) Le personnel nécessaire pour le secteur des structures pour personnes âgées est réglementé par le texte coordonné du règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 10 décembre 2009.

Le personnel d'encadrement des structures pour personnes âgées est défini à l'article 11 dudit règlement :

« Art. 11. Par personnel d'encadrement, le présent règlement désigne tous les collaborateurs des services pour personnes âgées, qu'ils interviennent comme permanents, sur vacation ou à titre bénévole, dont la mission principale consiste :

- soit à assurer la prise en charge directe des usagers pour les activités visées à l'article 4 ci-avant

- soit à assurer des missions d'organisation, de contrôle, de formation ou de supervision gérontologique. »

Les qualifications du personnel d'encadrement sont définies à l'article 14 dudit règlement :

« Art. 14. Les membres du personnel d'encadrement doivent pouvoir se prévaloir, conformément aux distinctions à opérer par le ministre en vertu de l'article 2 sous c) de la loi, d'une qualification professionnelle, sanctionnée par des diplômes et certificats luxembourgeois ou étrangers reconnus, destinant leur titulaire à une profession de santé ou à un travail professionnel social, socio-familial, socio-éducatif, psychosocial ou gérontologique.

Sont notamment acceptés les diplômes et certificats luxembourgeois ou étrangers reconnus équivalents de médecin, de psychologue, de pédagogue, de pédagogue curatif, d'infirmier gradué, d'ergothérapeute, de kinésithérapeute, de logopède, d'orthophoniste, de rééducateur en psychomotricité, d'assistant social, d'assistant d'hygiène sociale, de diététicien, d'instituteur, de maîtresse de jardin d'enfants, d'éducateur gradué, de bachelier en sciences sociales et éducatives, d'infirmier diplômé, d'infirmier en psychiatrie, d'infirmier en pédiatrie, d'aide-soignant, d'éducateur, de moniteur d'éducation différenciée, d'aide-familial, d'aide-senior, d'aide socio-familial, d'auxiliaire économe, de mère de village d'enfants SOS. [...] »

Pour chaque catégorie d'activité définie à l'article 4 du règlement grand-ducal, le nombre minimal d'agents d'encadrement par catégorie de qualification est défini à l'article 12 du règlement :

« Art 12.

1) Centre intégré pour personnes âgées

- le service doit disposer de

• au moins un poste à plein temps par 20 usagers nécessitant moins de 3,5 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

• au moins un poste à plein temps par dix usagers nécessitant entre au moins 3,5 et moins de 7 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

• au moins un poste à plein temps par cinq usagers nécessitant au moins sept et moins de 15 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

• au moins un poste à plein temps par 2,5 usagers nécessitant au moins 15 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

- la permanence d'accueil et de soins doit être assurée 24 heures sur 24, par au moins un agent qui doit avoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé ou d'infirmier psychiatrique ; la présence d'un deuxième membre de l'équipe d'encadrement est requise entre 06.00 et 22.00 heures pour tout service hébergeant entre cinquante et cent usagers, 24 heures sur 24 pour tout service hébergeant plus de 100 usagers

- parmi le personnel d'encadrement, 40 % au moins ont une qualification d'au moins 40 heures en soins palliatifs ;

- une permanence en soins palliatifs doit être assurée 24 heures sur 24, par au moins une personne exerçant une profession de santé qui doit faire valoir une qualification d'une durée d'au moins 160 heures en soins palliatifs dès la présence d'au moins un usager titulaire de la déclaration établie par un médecin en vue de l'obtention de soins palliatifs conformément aux dispositions réglementaires prises en exécution de la loi relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie.

2) Maison de soins

- le service doit disposer de

• au moins un poste à plein temps par cinq usagers nécessitant au moins sept et moins de 15 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

• au moins un poste à plein temps par 2,5 usagers nécessitant au moins 15 heures de prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins

• la permanence d'accueil et de soins doit être assurée 24 heures sur 24, par au moins un agent qui doit avoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé ou d'infirmier psychiatrique ; à partir de 51 usagers, la présence d'au moins un agent d'encadrement supplémentaire est obligatoire ; en plus, la présence d'un agent d'encadrement supplémentaire est requise par lot supplémentaire complet de cinquante usagers

- parmi le personnel d'encadrement, 40 % au moins ont une qualification d'au moins 40 heures en soins palliatifs ;

- une permanence en soins palliatifs doit être assurée 24 heures sur 24, par au moins une personne exerçant une profession de santé qui doit faire valoir une qualification d'une durée d'au moins 160 heures en soins palliatifs dès la présence d'au moins un usager titulaire de la déclaration établie par un médecin en vue de l'obtention de soins palliatifs conformément aux dispositions réglementaires prises en exécution de la loi relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie

3) (...) (abrogé)

4) Logement encadré pour personnes âgées

- la permanence d'assistance doit être assurée sur place par au moins un agent faisant valoir une des qualifications professionnelles énumérées à l'article 14 ci-après

- la permanence de soins doit être assurée sur place par au moins un agent faisant valoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé ou d'infirmier psychiatrique

5) Centre psycho-gériatrique

- le service doit disposer d'au moins trois postes à plein temps et d'au moins trois postes par tranche complète de douze usagers

- la permanence d'accueil et de soins doit être assurée sur place pendant les heures d'accueil par au moins un agent faisant valoir une des qualifications professionnelles énumérées à l'article 14 ci-après

6) Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées

- le service doit disposer d'au moins un poste à plein temps et d'une équipe d'au moins cinq collaborateurs intervenant comme permanents, sur vacation ou à titre bénévole

7) Aide à domicile

- le service doit disposer d'au moins trois postes à plein temps

- parmi le personnel d'encadrement, 40 % ont une qualification d'au moins 40 heures en soins palliatifs

8) Soins à domicile

- le service doit disposer d'au moins trois postes à plein temps

- tous les agents doivent avoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé, d'infirmier psychiatrique ou d'aide-soignant

9) Repas sur roues

- le service n'est pas obligé d'employer un personnel d'encadrement particulier

10) Appel-assistance externe

- le service n'est pas obligé d'employer un personnel d'encadrement particulier

11) Activités-senior

- le service doit disposer d'au moins un poste à plein temps et d'une équipe d'au moins cinq collaborateurs intervenant comme permanents, sur vacation ou à titre bénévole. »

Ainsi qu'indiqué dans le rapport d'activité 2019 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le nombre d'activités, par type, est le suivant :

- 30 centres intégrés pour personnes âgées
- 22 maisons de soins
- 12 logements encadrés
- 37 centres psycho-gériatriques
- 19 centres régionaux d'animation et de guidance
- 13 services d'aides à domicile
- 13 services de soins à domicile
- 57 services de repas sur roues
- 3 services d'appels assistance externe
- 7 activités-senior

Alors que le règlement grand-ducal précité définit le nombre minimal de personnel d'encadrement, le gestionnaire du Service pour personnes âgées est libre d'engager autant de personnel qu'il juge nécessaire et opportun au-delà du nombre minimal requis. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne fait pas de suivi en termes de statistiques du nombre de personnel engagé par chaque gestionnaire.

ad 3) + 4)

Deux établissements scolaires, à savoir le Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) ainsi que l'École nationale pour adultes (ENAD), offrent actuellement la voie de formation de l'éducateur, sanctionnée par le diplôme de fin d'études secondaires techniques, division des professions de santé et des professions sociales, section de la formation de l'éducateur, ainsi que par le diplôme d'État d'éducateur.

785 personnes sont actuellement inscrites dans cette voie de formation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Question 1994 (11.03.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CNFPC d'Esch-sur-Alzette :**

Depuis le départ du chargé de direction du CNFPC Esch/Alzette fin de l'année scolaire 2018-2019 ledit CNFPC est géré selon votre réponse à la question parlementaire n° 1227 par un directeur adjoint qui dédie une partie de son temps de travail au soutien et à la coordination des travaux.

Dans la mesure où sur la plateforme GovJobs une annonce d'appel à candidatures pour un directeur adjoint vient d'être publiée, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale :

1) Pour quelles raisons il est question dans cet appel à candidature d'un directeur adjoint à la formation professionnelle avec le lieu de travail à Esch/Alzette, tout en sachant que le SFP se trouve à Luxembourg-ville ?

2) La base légale réglant l'organisation des CNFPC ne prévoit que des chargés de direction. Quelle est la raison pour laquelle cette vacance de poste a été publiée avec la qualification de directeur adjoint ?

3) Le CNPPC à Ettelbruck est géré par un chargé de direction. Quelle sera dans le futur sa position par rapport à un directeur adjoint au CNFPC Esch/Alzette ?

4) Est-ce que le CNFPC est maintenant à considérer comme un lycée offrant des formations professionnelles tout en sachant que dans le passé seulement des formations ont été offertes pour lesquelles les apprentis n'ont pas pu être intégrés dans un lycée faute de places disponibles ?

Réponse (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2) L'expérience de ces derniers mois a montré que la présence régulière d'un directeur adjoint au CNFPC a eu un impact très positif tant pour la gestion quotidienne que pour le développement du centre. De ce fait, il a été décidé de réaliser un appel à candidatures pour un poste de directeur adjoint qui s'occupera de la gestion du CNFPC Esch/Alzette sous la direction et sous les ordres de la directrice à la formation professionnelle.

ad 3) Le chargé de direction d'Ettelbruck, tout comme le futur directeur adjoint qui gérera le CNFPC Esch/Alzette, travaillent sous les ordres de la directrice à la formation professionnelle. En effet selon les articles 53 et 56 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle : « Le Service est placé sous les ordres d'un directeur qui est le chef hiérarchique de son personnel. Il est assisté d'un nombre maximal de quatre directeurs adjoints. (...) La direction du Service et du Centre national de la formation professionnelle continue est assurée par le directeur à la formation professionnelle. »

ad 4) Cette décision n'affecte en aucun cas le statut, ni les missions du CNFPC.

Question 1996 (11.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **consommation d'énergie de voitures électriques :**

Als Invité vun der Redaktioun bei RTL huet den Här Energieminister de 27. Januar annonciert, datt, wann aktuell 240.000 Autoen zu Lëtzebuerg voll elektresch bedriwwe géife ginn, dëst kee Problem fir de Stroumreseau géif duerstellen.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Energieminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Berechnung opschlësselen iwwert den Energieverbrauch vun 240.000 elektresche Gefierer?

2. Ass an deem Kontext och séchergestallt, datt och an de Spëtzestonnen, also dann, wann de Stroumverbrauch landeswäit am héchsten ass, d'Energieversuergung séchergestallt ass? Wa jo, kann den Här Minister mir seng Analys, respektiv säi Berechnungsmodus, opschlësselen?

Réponse (20.04.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Wat d'Fro vum zousätzleche Stroumbedarf fir d'Elektromobilitéit ugeet, esou kann op déi parlamentaresch Froen N° 1358 an N° 1774 vun dësem Joer verwise ginn. Effektiv, wann een dervun ausgeet, dass 2030 schätzungsweis 240.000 elektresch ugedriwwen Autoen zu Lëtzebuerg ugemellt wäerte sinn, déi alleguer am Schnëtt 12.000 km am Joer fueren, mat engem Duerchschnëttsverbrauch vun 20 kWh/100 km am voll elektresche Modus (woubäi ze berücksichtegen ass, dass Plug-In-Hybridautoe manner Kilometer am voll elektresche Modus fueren), dann entsprécht dat engem gesamte Stroumverbrauch vun ongefeier 520 GWh pro Joer. Dat sinn ongefeier 8 % vum gesamte landeswäite Stroumverbrauch vun haut.

Wéi och schonn an der parlamentarescher Fro N° 1358 erkläert, ass et an deem Kontext och ervirzehiewen, datt net nëmmen de Verbrauch e wichtege Facteur ass, mee och d'Stroumspëtzten am Dag, déi musse berücksichtegt ginn. Dofir ass et wichteg, datt Opluedstatiounen, souwuel déi ëffentlech wéi och déi privat, an Zukunft kënne steierbar sinn, fir de Wonsch, fir d'Elektroautoe gläichzäiteg opzelueden, besser am Stroumnetz kënnen ze geréieren.

Question 2000 (12.03.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **nouvel organigramme du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a mis en place un nouvel organigramme le 1er juillet 2019. Neuf directions générales ont été ainsi créées et dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Quelle est la base légale qui permet au Ministère d'organiser ainsi différents services tout en sachant que certains disposent d'une législation propre qui définit leur organisation structurelle ?

- Partant de ce constat, est-ce que le Ministère a entre-temps entamé les démarches législatives nécessaires pour institutionnaliser l'organigramme ?

- Quelle est la raison pour laquelle le Service de la formation professionnelle est selon votre organigramme une direction générale tout en sachant que la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle parle d'un service ?

- Comment est-il possible qu'un établissement public, à savoir l'INFPC figure dans l'organigramme sous la compétence de la directrice du SFP, tout en sachant que cet établissement public est géré par un conseil d'administration, dont le président est nommé par le Conseil de Gouvernement ?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles deux directeurs (IFEN et CGIE) ont été placés sous le directeur du SCRIPT ?

Réponse (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Par définition, il s'agit d'une représentation schématique des liens et des relations fonctionnelles et organisationnelles qui existent entre les éléments et les agents faisant partie du ministère. Partant, l'objectif principal de cet outil d'organisation interne est de donner une vue d'ensemble de la répartition des tâches et fonctions au sein du ministère.

Afin de mieux visualiser les diverses structures et fonctionnalités du ministère ainsi que le regroupement de tâches similaires en vue de la mise en œuvre effective des missions y attachées, le MENJE a été subdivisé en directions, voire en directions générales.

S'il est vrai que la dénomination donnée aux services est désormais « direction générale » avec un chef de service à sa tête, il n'en reste pas moins que ce terme a une simple valeur de titre interne, afin de caractériser le responsable de coordination de cette direction générale. Il s'ensuit qu'à cet égard, ce terme n'est ni un terme à portée juridique, ni ne correspond à une fonction telle que prévue par la législation y afférente. Cet organigramme constitue donc un document réglant la coordination et l'organisation du MENJE ainsi que le flux d'information au sein de celui-ci. Les liens établis entre certains éléments ne constituent donc pas forcément de liens hiérarchiques.

Ainsi, la directrice du Service de la formation professionnelle (SFP) ou le directeur du SCRIPT exercent une tâche coordinative pour les services ou entités qu'ils représentent en interne ; cela ne signifie aucunement qu'ils exercent sur ces derniers une responsabilité d'un point de vue administratif. Il s'avère dès lors erroné d'affirmer que « l'INFPC, figure dans l'organigramme sous la compétence de la directrice du SFP ». Cela implique également que les différentes entités, comme l'IFEN ou le CGIE, ne puissent se décharger de leur responsabilité et qu'elles gardent les prérogatives prévues par les textes législatifs respectifs.

Concernant la direction générale de la formation professionnelle, à y regarder de plus près, celle-ci n'a aucunement remplacé le Service de la formation professionnelle qui a toujours sa place dans l'organigramme, de manière à ce que la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle se trouve toujours respectée.

Je tiens encore à préciser que l'organisation d'un ministère ne peut être réglée par une loi, car cela irait à l'encontre de l'article 76 de la Constitution, qui dit que « le Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement, lequel est composé de trois membres au moins ».

Question 2003 (03.04.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Hosingen :**

Le ministère est actuellement en train de planifier la construction du contournement de Hosingen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Au cas où l'un ou l'autre propriétaire de terrains refuserait de vendre les parcelles requises par l'État afin de construire ledit contournement dans les meilleurs délais, Monsieur le Ministre envisagerait-il de lancer, si besoin en était, une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ?

- Afin d'éviter un tel cas de figure, l'État est-il en mesure de proposer, si faire se peut, d'autres terrains aux propriétaires concernés afin d'éviter un blocage dans l'avancement de ce dossier important ?

- Les études concernant l'impact environnemental dudit projet sont-elles en train d'être mises en œuvre parallèlement aux travaux de planification afin de ne pas perdre du temps dans ce dossier important ?

Réponse commune (30.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Au texte du projet de loi sur le financement relatif au contournement de Hosingen, sera inséré un article déclarant les travaux afférents d'utilité publique. Cet article constituera alors la base légale pour entamer une éventuelle procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique suivant la loi modifiée du 15 mars 1979. De toute façon, le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique est considéré comme ultime moyen au cas où un propriétaire refuserait, le moment venu, de vendre une ou plusieurs de ses parcelles indispensables pour la réalisation du projet et il est généralement essayé de trouver un accord avec tous les propriétaires concernés. Dans ce contexte je rappelle l'article 16 de la Constitution qui stipule que « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi. »

Par mesure de précaution, l'État a géré ses opérations d'acquisition de terrains dans le milieu environnant le tracé du contournement de façon à pouvoir disposer de terrains à servir de parcelles d'échange pour éviter qu'il y ait un blocage dans l'avancement de ce dossier important en raison de propriétaires qui n'accepteraient pas de céder une partie de leurs terrains sans en recevoir d'autres en contrepartie.

À l'occasion de l'achat des emprises nécessaires, l'État procède ainsi à une répartition des surfaces. Il veille à ce que les propriétaires concernés, notamment les agriculteurs, disposent par après, dans la mesure du possible, de parcelles réunies et de grande surface formant ainsi des entités et non de petites parcelles fractionnées et éparpillées, dont l'exploitation risquerait d'être compromise.

En outre, pour ne pas perdre du temps dans ce dossier important, un screening environnemental et une étude de compatibilité FFH ont déjà été réalisés et se trouvent actuellement pour avis au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

En attendant, parallèlement à l'élaboration de l'avant-projet détaillé, il est procédé à la réalisation d'un bilan écologique, destiné à suivre l'avant-projet détaillé le moment venu.

Pour anticiper toutes les mesures qui s'imposeront plus tard dans l'intérêt de la conservation de l'environnement naturel, des concertations et premières visites sur place ont déjà eu lieu avec des responsables de l'Administration de la nature et des forêts.

Question 2005 (12.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **covoiturage :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0138 hat ech d'Regierung ëm Informatiounen zu der CoPilote-App gefrot. D'App war entwéckelt ginn, fir de Covoiturage zu Lëtzebuerg ze förderen. Allerdéngs war d'App keen Erfolleg. Trotz Publicitéitscampagnen am Wäert vun 179.949 Euro (Stand Januar 2019) huet d'App net den Uklang bei den Notzer vum Covoiturage fonnt a gouf an eng aner App mam Numm Klaxit ageglidd ert. An anere Länner existéieren awer schonns zënter Jore ganz erfollegräich Covoiturage-Appen, als bekannteste Beispiller sinn nëmmen Uber, Lyft oder Blablacar ze nennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wär et dem Minister no net Zäit, dass grouss Covoiturageplattformen, wéi et se am Ausland och schonns gëtt, endlech en Accès op de lëtzebuergesche Marché kréien an an deem Kontext och d'Reegele fir d'Ubidde vun Taxisservicer moderniséiert a liberaliséiert ginn?

2. Wéi vill Benotzer huet de Projet CoPilote, no der Verschmëlzung mat Klaxit, aktuell?

3. Wéi huet sech den „taux de rétention" vun der CoPilote-App bis zur Verschmëlzung vun der App mat Klaxit entwéckelt?

4. Wéi vill Faarte sinn 2019 an der Moyenne pro Mount mat CoPilote realiséiert ginn?

5. Wéi eng Käschte sinn duerch d'CoPilote-App insgesamt bis haut ugefall?

6. Considéréiert de Minister de Projet CoPilote als ee Mësserfolleg?

7. Aus wéi enge Grënn huet d'CoPilote-App a senger Ufanksform net funktionéiert?

Réponse (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dem Ministère ass et besonnesch wichteg, den Trajet „domicile-travail" ze cibléieren. Dëst huet och entspriechend d'Wiel vum Partenaire am Kader vum Appel d'offres beaflosst. Esou war den initiale Partner och an dësem Domän mat der Applikatioun iDVROOM spezialiséiert. Duerch d'Reprise vum initiale Prestataire duerch eng aner Entreprise schafft de Ministère elo mam europäesche Leader, wat d'Organisatioun vu Covoiturage um dagdeeglechen Aarbechtswee ubelaangt, zesummen.

Déi genannte Serviceplattformen, wéi beispillsweis Blablacar, sinn, par contre, op Fuergemeinschafte fir laang Trajeten duerch Europa spezialiséiert. Ausserdeem ass et wichteg ze ergänzen, datt d'Reegelung fir Taxisservicer ënnert der jëtzeger Form schon esou ausgeluecht sinn, dass Plattforme wéi Uber, Lyft oder anerer theoreetesch kënnen deelhuelen. D'Reglementatioun um Niveau vun de „voitures de location avec chauffeur" ass do nach net esou wäit. Am Kader vun den Aarbechten zum iwwerschaffte Gesetzesprojet iwwert d'Taxie ginn d'Ubidde vun Taxi- an Taxi-änleche Servicer iwwer digital Plattforme mat virgesinn.

Bei sougenannte Ridepooling-Déngschter wéi Uber oder Lyft sinn dëst an der Reegel kommerziell Faarten, dat heescht, wou e Chauffer den Trajet explizitt no de Besoine vu senge Passagéier mécht an deementspriechend bezuelt gëtt. D'Applikatioun CoPilote verfollegt hei eng ganz aner Philosophie: e Chauffer kann hei nëmmen d'Indemnités kilométriques froen an däerf domadder kee Benefiss um Trajet maachen. Des Weidere kënnen Trajeten och gratis fir de Passagéier sinn.

D'Plattform CoPilote huet scho ville Leit, an an éischter Linn Frontalieren, gehollef, e potenzielle Covoitureur ze fannen. Et muss awer och betount ginn, datt sech vill Leit no engem éischten erfollegräiche Covoiturage net zwangsleefeg nees iwwert d'Applikatioun konnektéieren, soudatt d'Zuel vun de reell zréckgeluechte Covoituragë wäitaus méi héich ass. Et ass evident, datt et dem Ministère an éischter Linn ëm d'Sensibiliséieren an ëm d'Schafe vum Covoiturage geet, egal a wéi enger Form dëst geschitt. Virun allem bei den Entreprisë kann een e groussen Interessi u CoPilote gesinn. Esou gouf de Ministère schonns vun etlechen neien interesséierten Entreprisen ugeschriwwen, fir zesumme mat Klaxit d'App virstellen ze goen. Vu datt dës Plattform domadder e wichtege Baustee vum Zil vun enger méi performanter an intelligenter Mobilitéit zu Lëtzebuerg ass, kann ee CoPilote kengesweegs als Mësserfolleg bezeechnen.

Fir de Changement vun der Plattform ze kommunizéieren, sinn all d'Utilisateure wéi och déi eenzel Communautéite vun der initialer CoPilote-Plattform vum Ministère am Viraus per E-Mail kontaktéiert ginn. Zousätzlech gëtt beim Starte vun der aler App op de Basculement higewisen. Aus dateschutztechnesche Grënn ass et eis par contre net méiglech, de genauen „taux de rétention" erauszefannen, well ee sech als Utilisateur nees ganz nei umelle muss. Zënter dem Changement vun der Plattform den 1. Februar 2020 hu sech ronn 450 Utilisateuren am éischte Mount op der Plattform registréiert. Duerch déi aktuell Situatioun erkennt een awer evidemment eng gewësse Stagnatioun an de leschte Wochen.

Wat déi duerchschnëttlech Unzuel u proposéierten Trajeten am Joer 2019 ubelaangt, kann een op d'Äntwert op d'Question parlementaire n° 1440 vun der Madame la Députée Diane Adehm vum 6. November 2019 verweisen. Esou goufen am Duerchschnëtt 1.675 Trajete pro Woch an der Applikatioun vun den Utilisateuren ugebueden.

D'Gesamtkäschte sinn och onverännert zënter der parlementarescher Fro N° 0138 vum 23. Dezember 2018 bliwwen. Och duerch de Rachat duerch déi viregt Entreprise huet sech un de Gesamtkäschten näischt geännert: De Kontrakt, deen 2018 mam initiale Prestataire ofgeschloss gouf, gesäit fir den Developpement wéi och fir d'Maintenance vun der Plattform fir sechs Joer e Gesamtbudget vun 159.705 Euro vir. Zousätzlech dozou kommen dann nach 179.949 Euro TTC fir d'Kommunikatiounscampagne vir, déi am Kader vum Lancement ugefall sinn.

Question 2007 (13.03.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **détecteur de fumée pour sourds :**

Den Dampmelder ass zanter dem 1. Januar an all Neibau zu Lëtzebuerg obligatoresch. Fir den Albau gëllt dat Gesetz jo eréischt vum 1. Januar 2023 un. D'Leit konnten e Melder fir näischt op den Inneministère oder op hir Gemeng siche goen.

Gehörlos Mënschen héieren en Dampmelder schlecht oder guer net. Deemno bréngt en normalen Dampmelder hinnen näischt. Um Marché ginn et awer adaptéiert Apparater fir déi Leit. Iwwer Funk kann een zwee verschidde Modeller mam Dampmelder vernetzen: Daags iwwer ass et eng Blinkanlag, déi eng gehörlos Persoun alarméiert, an der Nuecht ass et e Këssen, dat bei Feier oder Damp vibréiert. Ënlech Apparater ginn et fir de Babyfon, de Wecker oder fir d'Schell un der Dier. An Däitschland iwwerhëlt d'Krankekeess déi speziell Apparater zanter 2014, wann eng Ordonnance vum Dokter virläit.

An deem Kontext géife mir der d'Madamm Inneministesch an dem Här Minister fir sozial Sécherheet gäre follgend Froe stellen:

1. Kennen d'Ministeren de Problem an déi respektiv Léisungen?

2. Wa jo, wéi eng Méiglechkeet hunn déi betraffe Leit zu Lëtzebuerg? Wou kënne si sech informéieren?

3. Gesäit d'CNS de Remboursement vun esou Apparater vir? Wa jo, gi se ganz rembourséiert?

4. Wann net, kéint esou e Remboursement agefouert ginn?

Réponse commune (30.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Mam Akraafttriede vum Gesetz vum 6. Dezember 2019 betreffend d'obligatoresch Installatioun vun Dampmelder, muss all Persoun säit dem 1. Januar 2020 mindestens een

Dampmelder doheem an all Wunnraum souwéi de Fluchtweeër installéiert hunn. Dëst fir d'Sécherheet vun der ganzer Famill.

An deem Kader konnt all Communauté domestique op d'Gemeng oder bei den Inneministère e gratis Dampmelder siche goen. Wärend der Home & Living Expo konnte weider Dampmelder un d'Bierger/inne verdeelt ginn.

D'Inneministesch ass vun der ASBL „Solidarität mit Hörgeschädigten" mam Problem befaasst ginn, datt déi Dampmelder, déi verdeelt gi sinn, net adaptéiert si fir Bierger/innen déi schlecht oder guer net héieren.

D'Regierung ass sech dëser Situatioun bewosst a kennt och déi verschidde Modeller déi et un Dampmelder ginn.

De Moment kënnen dës spezifesch Apparater nach net vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn.

Allerdéngs gouf awer an enger éischter Etapp analyséiert, ob an a wéi enge Konditiounen déi speziell Dampmelder kënnen iwwerholl, bezéiungsweis finanzéiert ginn, am Respekt vun den aktuelle gesetzlechen Dispositiounen an Obligatiounen.

An deem Kontext goufen et schonn Echangen tëschent de betraffene Ministèren a Verwaltungen, déi solle weidergefouert ginn, fir eng definitiv Léisung ze fannen.

Fir datt d'Fleegeversécherung dës Dampmelder kéint iwwerhuelen, misst op Säite vun der sozialer Sécherheet d'Legislatioun adaptéiert ginn, méi genau d'Annexe vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance.

Vun der Fleegeversécherung kéinten dann d'Geräter fir déi Bénéficiairen en charge geholl ginn, déi ënnert den Artikel 2 vun dësem Reglement falen:

« Toute personne dont la capacité auditive de la meilleure oreille avec correction par appareillage permanent et/ou implant cochléaire - à moins que cette correction ne puisse être réalisée - est réduite de plus ou égale à 75 dB en audiométrie tonale, ou qui présente un seuil d'intelligibilité égal ou supérieur à 70 dB en audiométrie vocale en champ libre, a droit à une prise en charge forfaitaire de 361 minutes par semaine. »

Question 2008 (13.03.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **barrière à Dippach :**

Esouwuel d'Awunner ewéi och d'Autofuerer sinn zënter Laangem onzefridde mat der Verkéierssituatioun ronderëm d'Barriär bei der Dippecher Gare. Dës ass pro Stonn bis zu 40 Minutten zou, esoudatt deementspriechend d'Belaaschtung duerch de Kaméidi ewéi och duerch den Zäitverloscht grouss ass. D'ADR proposéiert an deem Kontext, eng provisoresch Bréck iwwert d'Eisebunn zu Dippech opzeriichten, fir esou de Verkéier ze entlaaschten.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung wëlles, déi Iddi vun enger provisorescher Bréck iwwert d'Eisebunn zu Dippech-Gare ze studéieren an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen?

2. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Emsetzung vun dësem Projet gerechent ginn?

3. Wann nee, wat fir Mesurë proposéiert den Här Mobilitéitsminister, fir dës onglécklech Situatioun esou schnell wéi méiglech ze behiewen?

Réponse (21.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Bei enger Bréck iwwert d'Eisebunn misst eng fräi Héicht fir dëst Bauwierk vu 6,5 Meter iwwert de Schinne garantéiert ginn. Bedéngt duerch d'Topografie vun der Nationalstrooss N13 op dëser Plaz wären da béidsäiteg vun der Barriär laang an héich Rampe fir op dës Bréck noutwendeg, wat awer wéinst de bestoende Stroossen an der Bebauung mat de jeeweilegen Zoufaarten am direkten Ëmfeld vun der Barriär net realistesch ass. Dëst ass och de Grond, firwat dass eng lwwerféierung vun der Barriär net weider an den Etüde berücksichtegt ginn ass an de Projet vun engem Contournement ausgeschafft gouf.

ad 2. + 3. D'Situatioun kann am beschten duerch den zäitnoe Bau vum Contournement verbessert ginn.

Question 2013 (23.03.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accord de libre-échange CETA :**

De CETA-Accord werft ëmmer nees nei Froen op.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister dës spezifesch Froe stellen:

1. Gëtt et am CETA eng Rechtsgrondlag fir eng Entreprise, fir, am Kader vun engem Sträit tëschent engem Staat an där Entreprise, kënne Kompensatioune fir net realiséiert zukünfteg Benefisser anzefuerderen?

2. Ass et korrekt, datt all Beräicher, déi net explizitt am CETA als geschützt opgezielt sinn, als liberaliséiert unzegesi sinn? Wa jo, wéi ginn nei Wirtschaftssecteure consideréiert, déi sech kënnen entwéckelen? Ginn déi a priori ëmmer als net staatlech oder net protegéiert ugesinn? Wéi kann eng eventuell noutwendeg staatlech Interventioun an engem a priori am CETA als liberaliséiert consideréierte Wirtschaftsberäich rechtlech motivéiert an, CETA-konform, duerchgezu ginn?

3. Bei der Protektioun vun der intellektueller Proprietéit gëtt et eng Rei Rechtsinstrumenter, déi, wéi den „TRIPS" (Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights), kënnen eng Meescht-favoriséiert-Natioun-Klausel hunn. Wéi eng Implikatiounen huet de CETA op d'Rechter vun de Staaten, déi Partei beim TRIPS sinn?

Réponse (23.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Fräihandelsofkommes tëschent der EU a Kanada ass tëschent 2009 a 2016 verhandelt ginn an an der Tëschenzäit vum Europäesche Parlament a 14 Memberstaate ratifizéiert. D'Verhandlunge vun dësem Ofkommes sinn a gréisstméiglecher Transparenz gefouert ginn an en intensiven Dialog mat der Zivilgesellschaft huet esouwuel op EU- wéi och op nationalem Niveau stattfonnt. An deem Kontext war et och méiglech, fir enge sëlleche Froen a Kritikpunkte vun der Zivilgesellschaft Rechnung ze droen.

ad 1. Am Artikel 8.18 vum CETA-Ofkommes ass festgehale ginn, datt Plainten am Kader vun engem Sträit sech nëmmen op déi Deeler vun engem Investissement, déi schonn existéieren, kënne bezéien. Kompensatioune fir net realiséiert zukünfteg Benefisser sinn also ausgeschloss. Et sief och drun erënnert, datt den Investisseur nëmmen opgrond vun enger reeller a bewisener Diskriminatioun Recht kréie kann.

ad 2. Bei internationalen Handelsofkommesse ginn et verschidden Approchen, fir déi respektiv Engagementer op Pabeier ze bréngen. Am Kader vum CETA gouf effektiv mat enger negativer Lëscht geschafft, dat heescht, datt all Secteur, deen net opgelëscht gëtt, par défaut oppe fir auslännesch Operateuren ass, ënnert deene selwechte Konditioune wéi déi fir heemesch Operateuren. D'Staate behalen awer hir Prerogativen a Fräiheeten, fir ze reglementéieren. Am CETA huet all Partei eng Rei vun Ausnamen a Limitatiounen integréiert, wat d'Effnung vun deene Secteuren ugeet (Annexen I an II). Dëst si sougenannte „Reserven", déi bestoend europäesch an national Legislatiounen erëmspigelen. An der Annexe II sinn och méi spezifesch Secteure viséiert, an deenen d'Staaten zukünfteg sech d'Recht huelen, gewëssen Engagementer ze limitéieren. Och wann e Staat keng Ausnamen definéiert huet, heescht dat trotzdeem net, datt e Secteur dereguléiert gëtt. Auslännesch Operateuren, déi hir Servicer an engem EU-Staat wëllen ubidden, mussen déi europäesch an national Legislatioun respektéieren. D'Recht, ze reglementéieren, gëtt net ugetaascht: d'EU an déi eenzel Länner däerfe weiderhi Gesetzestexter am ëffentlechen Interessi adoptéieren an domadder och hir legitimm politesch Ziler a Beräicher wéi zum Beispill dem Sozial-, Natur-, Daten- a Konsumenteschutz verfollege kënnen.

ad 3. D'Europäesch Unioun verfollegt déi héchste Standarden am Beräich vun der intellektueller Proprietéit. Dëst refletéiert sech och am Kader vum Kapitel 20 vum CETA. D'Normen an d'Verstäerkung vum legislative Kader am CETA completéieren déi international Provisiounen, ouni se a Fro ze stellen oder och gewëssen Obligatiounen opzelabberen. Iwwert de Wee vun der Klausel vun der meescht favoriséierter Natioun, wéi se am Artikel 4 vum TRIPS-Ofkommes festgehalen ass, beneficiéieren all aner OMC-Membere vun de Rechter, déi am CETA virgesi sinn. Dat heescht, de CETA dréit zum Renforcement vum Protektiounsniveau vum intellektuellen Eegentum um internationale juristesche Plang bäi.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2014 (24.03.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **situation des personnes en détresse sociale et demandeurs de protection internationale hébergés dans des foyers, dans le contexte des précautions gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19 :**

Mardi 18 mars, le Gouvernement a publié un règlement détaillant différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, modifiée le 20 mars. Pour garantir l'efficacité de cette lutte, il s'agit de prendre en compte toute la population, aussi les plus vulnérables.

Parmi celles-ci, les personnes hébergées dans les foyers (sans-abris, demandeurs de protection internationale) sont souvent soumises à une certaine promiscuité. Celle-ci peut s'avérer dangereuse et est contraire aux consignes émises par le Ministère de la Santé, notamment celle de garder une distance de deux mètres face à toute personne en dehors du foyer et de limiter les contacts sociaux.

Parmi les sans-abris au Luxembourg, une partie ne bénéficie pas de lits en foyer de nuit et dépend au quotidien des services mis en place pour eux. Bon nombre ne peuvent pas respecter le confinement parce qu'il n'existe pas de structures les accueillant en journée et pouvant respecter une distanciation de deux mètres comme recommandée par le Gouvernement. En plus, il s'avère que des services de première nécessité, comme la possibilité de prendre une douche ou de laver les vêtements, ont été suspendus. Déjà en temps normal, l'accès à ces services est vital. Dans le cadre de la crise sanitaire que le pays traverse, ils le sont encore plus.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Est-ce que des mesures et des moyens spécifiques sont mis en place afin d'accueillir dignement toute personne sans domicile fixe (aussi en journée) et de limiter ainsi le risque d'exposition au Covid-19 ? Lesquels ?

2) De même, est-ce que les services destinés aux personnes à la rue, tels que l'accès aux douches, la possibilité de laver les vêtements ou encore la distribution de repas, sont maintenus, voire étendus ?

3) Concernant les foyers destinés aux sans-abris et/ou aux demandeurs de protection internationale, est-ce que des mesures spécifiques ont été prises pour limiter les risques de contagion énoncés plus haut ?

4) Dans le cas où une personne résidant ou passant dans un foyer contracte le virus Covid-19, quelles sont les mesures et procédures qui vont être mises en place ?

Réponse commune (22.04.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Afin de limiter les risques d'exposition au Covid-19 des personnes sans-abris et en phase avec la campagne du « Bleift doheem », il a été décidé de prolonger jusqu'à fin mai 2020 la Wanteraktioun (WAK), habituellement ouverte entre le 1er décembre et le 31 mars. Par ailleurs, en vue de limiter les déplacements des personnes hébergées au sein de la WAK, les repas de midi ainsi que les services accessoires (permanences médicales) sont dorénavant proposés sur le site même de la WAK au Findel. Une décision quant à une éventuelle prolongation de la WAK au-delà du 31 mai 2020 sera prise dans le courant du mois de mai, en cohérence avec la stratégie de déconfinement du Gouvernement.

ad 2) Les personnes sans-abris ont la possibilité de faire laver leur linge et de prendre une douche à la Wanteraktioun. La structure d'accueil de jour « Café Courage » reste ouverte tous les jours, y compris les jours fériés ; les conditions d'accès ont été adaptées aux mesures d'hygiène en vigueur depuis le début de la crise du Covid-19. Les personnes sans-abris peuvent également y prendre une douche et laver leur linge. Par ailleurs, des toilettes mobiles ont été installées à Bonnevoie, devant le centre culturel.

Outre la « Wanteraktioun », la « Stëmm vun der Strooss » ainsi que la « Vollekskichen » continuent à distribuer des repas aux personnes les plus démunies. La structure d'accueil à la gare « Para-Chute » est par contre fermée, car les règles de distancement ne peuvent pas être respectées dans les locaux.

ad 3) Dans les structures pour personnes sans-abris, les mesures de prévention et les instructions en matière d'hygiène des autorités sont appliquées. Ainsi, toutes les structures pour sans-abris sont fournies en équipement de protection individuelle (masques, gants) à l'usage du personnel ainsi qu'en produits de désinfection pour le personnel et pour les personnes hébergées. Les scouts ont distribué aux organisations venant en aide aux personnes sans-abris quelque 5.000 masques cousus dans le cadre de l'initiative « BitzDoheem ».

Par ailleurs, des aménagements spécifiques ont été mis en place pour permettre le distancement et les règles d'hygiène préconisés par les autorités sanitaires. Les équipes de nettoyage ont été renforcées et les protocoles de nettoyage en vigueur en situation de crise sanitaire sont appliqués. Il existe un contact régulier avec l'Inspection sanitaire.

Concernant les foyers destinés aux demandeurs de protection internationale, l'Office national de l'accueil (ONA) et la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK) mettent en œuvre les mesures de prévention recommandées par le Conseil de Gouvernement et appliquent strictement les instructions des autorités officielles dans toutes les structures d'hébergement sous leur responsabilité respective. En étroite collaboration avec l'Inspection sanitaire, qui assure les soins médicaux au profit des personnes hébergées, toute une série de mesures a été prise pour limiter au maximum les risques de contagion et d'exposition au Covid-19.

Toutes les affiches officielles et informations à la population sont traduites vers les langues usuelles des résidents des structures (notamment arabe et tigrigna) et affichées dans les structures et au siège de l'ONA. L'ensemble du personnel de la SHUK et de l'ONA est sensibilisé aux signes d'une éventuelle contamination de façon à pouvoir orienter très rapidement les concernés vers les services médicaux.

Des distributeurs de gel désinfectant ont été installés en de multiples endroits et les repas sont désormais pris dans les chambres dans la mesure du possible, sinon distribués de façon échelonnée et, pour ce qui est de la SHUK, en barquettes individuelles. L'accès aux sanitaires, nettoyés et désinfectés au moins deux fois par jour, est garanti sans interruption.

Le personnel encadrant des structures d'hébergement veille au respect des règles de conduite et à l'application des mesures de prévention et d'hygiène, en collaboration avec ses partenaires gestionnaires et les prestataires présents sur le terrain. L'organisation des aides diverses et le règlement d'ordre intérieur des structures ont été adaptés pour minimiser le contact physique entre les personnes. Les personnes hébergées sont incitées à ne pas se regrouper inutilement et en grand nombre dans les communs et l'accès aux infrastructures est interdit aux visiteurs.

Les guichets de l'ONA ont été fermés au public, sauf sur rendez-vous, et des permanences ont été instaurées.

Les personnes vulnérables représentent une priorité et seront évacuées vers des structures d'isolement dans les meilleurs délais, sous la coordination de l'Inspection sanitaire. Des structures d'hébergement d'urgence sont mises en place temporairement et un stock de matériel de protection est en voie de constitution.

ad 4) Au sein de la « Wanteraktioun », une procédure en trois phases a été mise en place en cas de symptômes ou de déclaration de la maladie. Ainsi, les personnes asymptomatiques ou guéries du Covid-19 sont hébergées dans le bâtiment principal (bâtiment A) sur le site du Findel. Lorsqu'une personne présente des symptômes, elle est transférée dans le bâtiment B du site, en attendant le résultat du test. En cas de test négatif, la personne peut retourner au bâtiment principal ; en cas de test positif, la personne est transférée dans un foyer spécialisé et elle y restera en attendant sa guérison.

Dans les foyers pour demandeurs de protection internationale, les procédures et démarches sont les mêmes que celles à appliquer pour le reste de la population et tributaires des recommandations et décisions de l'Inspection sanitaire. Les personnes sont informées des démarches à suivre et peuvent à tout moment contacter la permanence sociale de l'ONA, ainsi que les autorités sanitaires tel que recommandé par le Gouvernement. En tout état de cause, les personnes concernées bénéficient des mêmes soins médicaux que les citoyens luxembourgeois.

Question 2016 (25.03.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **actes notariés immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Eis Banke sinn an deem aktuelle Kontext total iwwerlaascht (méi Ufroe fir Kreditter a manner Personal, wat disponibel ass). Dat huet besonnesch bei Hypothéikekreditter grouss Auswierkungen.

Elo kënnt nach eng Verzögerung respektiv Schwieregkeet derbäi:

Fir d'Personal vun den Nottärsetüden - déi jo weider opbleiwe mussen - an och déi Leit, déi en notariellen Akt maache mussen, ze schützen, ginn déi meeschten Immobilienakten op Basis vun enger privatschrëftlecher Procuratioun (sous seing privé) vun de verschiddene Parteien aktéiert. D'Leit musse sech also net physesch bei den Nottär beginn.

Dat ass awer nëmmen da méiglech, wann och den Hypothéikekreditt (ouverture de crédit) kann aktéiert ginn.

Heifir awer missten d'Leit, déi de Kreditt kréien, perséinlech beim Nottär ënnerschreiwen oder awer eng Procuratioun bei engem Nottär ënnerschreiwen, wouduerch dee ganze Benefiss vun der Schutzprozedur fir d'Bierger an d'Personal fleete geet.

D'Chambre des Notaires ass menges Wëssens bei lech intervenéiert, fir déi „authentesch" duerch eng einfach privatschrëftlech Procuratioun (sous seing privé) ze ersetzen.

- Kënnt Dir, Madamm Justizminister, mech informéieren, wisou Dir an dëser Fro net der Recommandatioun vun der Chambre des Notaires nokommt?

Réponse (24.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Am Regierungsrot vum 3. Abrëll ass e Règlement grand-ducal d'urgence ugeholl ginn, deen eng Derogatioun zum Artikel 2127 vum Code civil virgesäit an et erlaabt, eng vertraglech Hypothéik duerch en Nottärsakt op Basis vun enger privatschrëftlecher Procuratioun ze accordéieren. D'Reglement ass de selwechten Dag publizéiert ginn.

Dëst Reglement vum 3. Abrëll 2020 erlaabt et de Leit, déi e Kreditt kréien, net musse physesch beim Nottär present ze sinn, fir en Hypothéikenakt ze ënnerschreiwen. D'Leit kënnen dem Nottär eng privatschrëftlech Procuratioun schécken, fir dass den Akt ka vum Nottär gemaach ginn, esou wéi dat och bei den Immobilienakten oft de Fall ass.

Question 2017 (27.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**association sans but lucratif « ProActif » :**

An engem Artikel vun der Onlinezeitung „Reporter" vum 6. Mäerz heescht et, datt ProActif ASBL dem Staat nach Sue schëlleg ass - et handelt sech ëm 2,37 Milliounen Euro - respektiv, datt dës ASBL en ze héije Subsid ausbezuelt krut. De Staat, ënnert dem deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit, huet dës Zomm am Joer 2012 zréckgefrot. Laut „Reporter" sinn déi Suen awer bis haut net un de Staat zréckgaangen. Laut „Reporter" gouf da kierzlech och den aktuellen Aarbechtsminister Dan Kersch op dee genannte Fait ugeschwat, a weider heescht et am Artikel:

« Contacté par " Reporter ", l'actuel Ministre de tutelle, Dan Kersch, fait répondre par son communiquant qu'il "ne veut pas se prononcer publiquement sur les relations du ministère avec une initiative sociale". »

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister an un den Här Finanzminister:

1. Kënnen déi Häre Ministeren déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat ass de Grond, firwat de Staat bis haut nach net déi ausstoend Zomm remboursëiert krut?

3. Ass et an den Ae vun den Häre Ministeren net en irresponsabelen Ëmgang mat Steiergelder, net deen néidegen Drock auszeüben, fir datt de Staat déi him zoustoend Suen - sou wéi dat gesetzlech virgesinn ass - och remboursëiert kritt?

Q344

Réponse (27.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Joer 2011 huet den deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit en Audit vun der Gestioun vu ProActif ASBL fir d'Joren 2005-2010 an Optrag ginn. Dësen Audit, dee vu BST Réviseurs d'entreprises réaliséiert gouf, ass ënner anerem zur Conclusioun komm, dass ProActif ASBL am genannten Zäitraum staatlech Subventiounen an der Héicht vu ronn 2.370.000 Euro zu Onrecht iwwerwise krut. Den Aarbechtsminister huet der Beschäftegungsinitiativ 2012 matgedeelt, dass dës Zomm un de Staat misst zréckbezuelt ginn an zu deem Zweck e Plan de remboursement misst opgestallt ginn. ProActif ASBL huet fir dës Schold eng Provisoun a sengem Bilan virgeholl.

ad 2. Opgrond vun de Conclusioune vum Audit vun 2011 huet ProActif ASBL gréisser Restructuratioune misse virhuelen, fir erëm an e finanziellen Equiliber ze kommen. Wärend dëser Zäit ass et der ASBL net méiglech gewiescht, d'Schold ze remboursëieren.

ad. 3. Am August 2017 hat den deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit der ProActif ASBL nach eng Kéier rappeléiert, dass d'Schold vis-à-vis vum Staat net annuléiert ass.

Ech hu meng Servicer ugewisen, d'Verhandlunge mat ProActif ASBL iwwert e Plan de remboursement erëm opzehuelen.

Question 2018 (01.04.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **soutien de la Coopération luxembourgeoise aux pays partenaires dans la lutte contre la pandémie :**

Si la pandémie semble avoir atteint le continent africain de manière retardée par rapport aux pays de l'hémisphère nord, il est fort à craindre que le virus s'y propagera rapidement dans les prochains jours et semaines.

Il va sans dire que la plupart des pays africains sont très mal préparés à affronter une crise sanitaire d'une envergure similaire à celle qui frappe actuellement l'Europe, considérant les moyens financiers limités des États et les systèmes de santé et de protection sociale souvent défaillants. Dans ces conditions, le continent africain risque de connaître une tragédie humaine aux dimensions encore plus terrifiantes que celles observées actuellement dans d'autre parties du monde.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Pouvez-vous me donner un aperçu complet des actions et mesures déjà entreprises par la Coopération luxembourgeoise pour soutenir les pays en développement, et plus particulièrement les pays les moins avancés, dans la lutte contre la pandémie, respectivement de l'état d'avancement des réflexions au sein de la Direction de la coopération à cet effet ?

2) Est-ce que des demandes concrètes ont d'ores et déjà été adressées à la Coopération luxembourgeoise par les pays partenaires, et si oui, quels sont l'objet et l'envergure de ces demandes ?

3) Est-ce que le Luxembourg est prêt, le cas échéant, à augmenter son effort de coopération international au-delà de ce qui a initialement été budgétisé à cet effet (environ 1 % du RNB) ?

Réponse (22.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Au niveau de l'Union européenne, le Luxembourg participe à l'approche « Team Europe » que l'UE vient de mettre en place pour faire face conjointement au Covid-19 dans les pays en développement. Une première visioconférence des Ministres du Développement des États membres de l'UE, avec la participation de représentants d'autres institutions de l'UE, a eu lieu le 8 avril 2020. Elle visait à mettre en place une réponse commune et rapide pour faire face à la pandémie dans les pays les plus vulnérables. La réponse globale de l'UE se chiffre actuellement aux alentours de 20 milliards d'euros.

Les efforts de la Coopération luxembourgeoise, détaillés ci-dessous s'inscrivent dans cette approche « Team Europe ». Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise a principalement réorienté des fonds issus de budgets existants, sans pour autant paralyser les activités déjà programmées et non liées au Covid-19. La Coopération luxembourgeoise suit de près la situation à travers le monde et en particulier dans les pays les moins avancés et orientera ses efforts de coopération internationale en fonction de l'évolution de la situation.

En matière d'aide humanitaire, dans un effort de coordination humanitaire aux niveaux international, national et local, la Coopération luxembourgeoise s'est notamment engagée à contribuer deux millions d'euros à l'appel spécial Covid-19 du CICR. Des fonds complémentaires ont également été mis à disposition de la Croix-Rouge luxembourgeoise en vue d'un soutien direct aux sociétés nationales de la Croix-Rouge au Sahel, dont nos pays partenaires, le Burkina Faso et le Niger. La Coopération luxembourgeoise s'est également engagée à faire des contributions de 5 millions d'euros au Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) et 3,5 millions d'euros au « Covid-19 Global Humanitarian Response Plan » (GHRP) de OCHA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Aux niveaux logistique et opérationnel, un appui financier a également été réaffecté au Service aérien humanitaire des Nations Unies et au Cluster des télécommunications d'urgence (ETC). Ce dernier installe entre autres des « hotlines » dédiées au Covid-19 dans des pays en développement.

Dans l'ensemble, quelque 30 % de l'aide humanitaire luxembourgeoise est annuellement allouée sous forme de financements flexibles et pluriannuels aux principales organisations humanitaires des Nations Unies (PAM, UNHCR, OCHA, UNISDR), au CICR et au mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ce financement flexible permettra à ces organisations de s'adapter rapidement à la réponse Covid-19.

Sur le plan bilatéral, les efforts de la Coopération luxembourgeoise ciblent en premier lieu les sept pays partenaires prioritaires de la Coopération luxembourgeoise dont cinq sont classés parmi la catégorie de pays les moins avancés (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Laos). Au niveau de nos programmes bilatéraux en Afrique de l'Ouest, en Asie du Sud-Est, en Europe et en Amérique centrale, quelque 22 millions d'euros de fonds disponibles ont été réorientés de manière flexible vers des besoins urgents, tels que définis dans les plans nationaux de riposte au Covid-19 de nos pays partenaires (achat de ventilateurs et d'équipements de protection, soutien aux systèmes de santé, sensibilisation des populations locales, etc.). La majeure partie de ces fonds (environ 73 %) est destinée à nos cinq pays partenaires en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel (Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger, Sénégal), où le réajustement des activités en fonction des besoins sera mis en œuvre par LuxDev, des ONG nationales et internationales, ainsi que des agences multilatérales.

Pour renforcer les mesures nationales Covid-19 en faveur de la résilience économique et du maintien de l'emploi en Afrique, la Coopération luxembourgeoise a également décidé d'investir cinq millions d'euros dans la plateforme d'investissement d'impact « BLOC Smart Africa », qui soutient des petites et moyennes entreprises dans le domaine des nouvelles technologies en Afrique. Finalement, la Coopération luxembourgeoise a également permis de mettre à disposition le projet de télémédecine SATMED en tant qu'outil open source pour répondre aux besoins du Covid-19, notamment par le biais de téléconsultations, de téléradiologie, de systèmes d'information sanitaire, de formations en ligne ou de géocartographie.

Les efforts en matière de coopération bilatérale sont accomplis en étroite concertation avec nos pays partenaires concernés.

La plupart de nos pays partenaires ont développé des plans nationaux de préparation et de riposte à l'épidémie du Covid-19. Ces plans nationaux ont été adressés aux bailleurs de fonds sur place pour solliciter un appui financier et logistique coordonné. Par ailleurs, les agences onusiennes dans nos pays partenaires ont également adressé des demandes spécifiques par le biais de nos ambassades et bureaux sur place.

Un nombre important de requêtes reçues à ce jour constituent soit des appels nationaux émanant des Gouvernements de nos pays partenaires, soit d'organisations et partenaires avec lesquels la Coopération luxembourgeoise collabore déjà sur place, tel que décrit ci-dessus sous le volet de la coopération bilatérale. À titre d'exemples non exhaustifs, mentionnons un appui aux populations vulnérables au Niger à travers le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires ; la fourniture d'équipements médicaux d'urgence (matériel respiratoire/de réanimation, ambulances) aux hôpitaux nationaux et régionaux du Niger, en coopération avec d'autres États membres de l'UE. Au Burkina Faso, la Coopération luxembourgeoise appuiera encore davantage le secteur de l'eau et de l'assainissement en coopération avec le Danemark, Unicef et le Ministère de la Santé burkinabè. Au Laos, la Coopération luxembourgeoise soutient le Ministère de la Santé par le biais de l'Institut Louis Pasteur (fourniture d'équipements respiratoires, soins intensifs, identification et planification des installations dédiées au Covid-19, équipement de base et soutien aux équipes d'infirmiers et de médecins, etc.). Au Kosovo, la fourniture de matériel médical au Ministère de la Santé se fera par le biais des bureaux du PNUD et de Unicef à Pristina.

De nouvelles demandes parviennent actuellement à la Coopération luxembourgeoise sur une base journalière et sont traitées au cas par cas.

Pour ce qui est des organisations non gouvernementales, la Coopération luxembourgeoise a accordé une plus grande flexibilité aux ONG bénéficiaires de ses subventions (ONG luxembourgeoises et internationales), leur permettant ainsi une restructuration de leurs programmes existants vers une riposte au Covid-19. Ainsi, les ONG actives en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et dans les Amériques seront en mesure de se conformer rapidement à leur devoir de diligence envers leurs bénéficiaires et leur personnel et/ou de réorienter leurs programmes vers une réponse Covid spécifique. Ceci s'applique également aux ONG actives dans le secteur de la finance inclusive dans les pays en développement.

En matière de coopération multilatérale, la Coopération luxembourgeoise a versé une contribution de 400.000 euros au Plan de riposte Covid-19 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tout comme pour l'aide humanitaire, la Coopération luxembourgeoise fournit ici aussi quelque 30 % de ses apports sous forme de contributions flexibles et pluriannuelles à des organisations onusiennes comme Unicef, UNFPA, PNUD, OMS, ONUSIDA, UNRWA, UNCDF, ONU Femmes, ou encore à GAVI (l'Alliance vaccins), au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et à la Couverture sanitaire universelle (CSU ; un partenariat avec l'OMS et l'UE). Ces financements permettront à ces organisations de réaffecter de manière rapide et flexible des fonds à la lutte contre le Covid-19, notamment en direction de nos pays partenaires.

Question 2019 (01.04.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **programme de stabilisation de l'économie :**

Via son programme de stabilisation de l'économie présenté le 27 mars 2020, le Gouvernement a affiché son ambition de soutenir l'économie nationale pour sortir indemne de l'actuelle crise. Nous soutenons le Gouvernement dans cette démarche.

Les mesures annoncées touchent à de nombreuses branches, dont celles de la fiscalité. Ainsi dans l'aperçu des mesures précitées, on peut lire pour ce qui est de l'Administration des contributions directes :

- Annulation des avances fiscales des deux premiers trimestres 2020 : accorder d'office les demandes d'annulation des avances en matière d'impôt pour les deux premiers trimestres de 2020. Sont visés l'impôt sur le revenu (des collectivités) et l'impôt commercial communal ;

- Délai de paiement d'échéances fiscales de quatre mois : accorder d'office les demandes de report du paiement (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune ;

- Report de la remise des déclarations d'impôt : fixer la date limite pour la remise des déclarations d'impôt pour les personnes morales et physiques au 30 juin 2020 ;

pour ce qui est de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA :

- Remboursement anticipé de la TVA : subvenir aux besoins de liquidités par un

remboursement anticipé des soldes créditeurs TVA en dessous de 10.000 euros,

- Dépassement de la date limite de dépôt pour les déclarations de TVA : renoncer à des sanctions administratives en cas de dépassement de la date limite de dépôt des déclarations de TVA, la TABO, les déclarations de succession et les actes notariés et d'huissier.

À ce sujet, nos interlocuteurs ont soulevé un certain nombre d'interrogations qui méritent, à notre sens, d'être clarifiées, raison pour laquelle nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

En matière d'impôts directs :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que l'annulation des avances des deux pre-

miers trimestres reste acquise en ce sens que lesdites avances ne doivent plus être acquittées en 2020 mais seront à payer via le bulletin d'impôt émis en 2021 ?

- À défaut, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les modalités de paiement des avances dues au titre des deux premiers trimestres de l'année 2020 (échelonnement, intérêts dus, etc.) ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons les avances en matière d'impôt sur la fortune ne font l'objet du même traitement de faveur, i. e. ne sont pas visées par l'annulation des avances ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le report de quatre mois du paiement d'impôts ne concerne que les impôts venant à échéance après le 29 février 2020 ?

- Pourquoi Monsieur le Ministre n'a-t-il pas aligné ledit régime sur celui institué via le projet de loi n° 7532 relative au régime d'aides aux entreprises en difficultés financières en raison du Covid-19 et fixé l'échéance précitée au 1er janvier 2020 ?

- Étant donné que le report de quatre mois du paiement des impôts est d'office accordé, pour quelles raisons les entreprises en question sont-elles tout de même obligées de soumettre une demande en ce sens ?

- Quel est le taux d'intérêt applicable après la fin du délai de paiement de quatre mois ? Monsieur le Ministre entend-il revoir ledit taux à la baisse, voire y renoncer purement et simplement et sur quelle échéance ?

En matière de TVA :

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons l'obligation de s'acquitter mensuellement ou trimestriellement de la TVA n'a pas été suspendue pendant la durée de l'état de crise ?

- Que signifie concrètement l'absence de sanctions administratives en cas de retard en matière de déclaration de TVA ? Des intérêts moratoires seront-ils appliqués en cas de déclaration et de paiement tardifs ?

- Endéans quel délai les contribuables recevront-ils le paiement du remboursement dit « anticipé » des soldes créditeurs en matière de TVA ?

- Pourquoi a-t-il été décidé de limiter le montant du remboursement anticipé à 10.000 euros ?

- Endéans quel délai le remboursement des soldes créditeurs se fait-il en temps normal ?

- Pourquoi le remboursement de soldes créditeurs ne se fait-il pas dans l'immédiat, même en temps normal ?

Réponse (30.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En raison de la crise sanitaire actuelle, différentes mesures fiscales en faveur des personnes physiques et morales ont été mises en place en matière d'impôts directs et de la TVA afin de pallier les besoins de financement et de liquidités des entreprises et indépendants impactés par les restrictions économiques actuelles.

En ce qui concerne les mesures en matière d'impôts directs, les honorables Députés s'interrogent, entre autres, sur l'annulation des avances trimestrielles. En effet, les personnes morales ainsi que les personnes physiques, qui exercent une activité générant un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier ou un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale et qui connaissent des problèmes de liquidités en raison de la pandémie Covid-19, peuvent solliciter, par une simple demande qui ne sera pas remise en question, une annulation de leurs avances pour l'impôt sur le revenu et l'impôt commercial communal des deux premiers trimestres de l'année fiscale 2020. L'annulation des avances des deux premiers trimestres de l'année 2020 restera donc acquise et ces avances ne seront plus revues ni refixées par l'Administration des contributions directes (ACD). Il importe de préciser que, suite à une telle annulation, les avances ne seront plus dues et que, partant, aucun intérêt ne sera ni ne pourra être mis en compte. Lors de l'imposition des revenus de l'année 2020, une cote d'impôt sera fixée compte tenu du bénéfice effectivement réalisé et celle-ci sera à payer selon les modalités et dans les délais usuels.

En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, il échet de relever que l'impôt sur la fortune est particulier par rapport à l'impôt sur le revenu et l'impôt commercial communal. Si une corrélation entre la crise sanitaire et les revenus est établie et si, partant, les impôts sur le revenu et l'impôt commercial communal seront le cas échéant moins élevés, cette corrélation étroite n'existe cependant pas nécessairement pour l'impôt sur la fortune, impôt qui est calculé sur base d'une situation existante à une date-clé, à savoir le 1er janvier et dont les avances constituent d'office un quart de la dernière cote fixée (c'est-à-dire celle calculée sur base de la fortune au 1er janvier de l'année suivant la dernière année imposée).

Dans ce contexte, il importe néanmoins de préciser qu'en cas de demande motivée à transmettre au bureau d'imposition compétent, la possibilité de demander un ajustement des avances ainsi que celle de demander un délai de paiement avec pouvoir d'appréciation par le bureau d'imposition compétent existe également pour l'impôt sur la fortune.

En ce qui concerne les délais de paiement, il y a lieu de noter que les impôts échus avant le 1er mars 2020, ne pourront plus faire l'objet d'une demande d'un délai de paiement sachant qu'aux termes de l'article 6, alinéa 2 du règlement grand-ducal du 28 décembre 1968, seuls les impôts non venus à échéance peuvent faire l'objet d'un tel délai. Les modalités y visées prévoient un délai de paiement sans mise en compte d'intérêts si le délai ne dépasse pas quatre mois, un taux de 0,1 % par mois pour un délai entre cinq et douze mois et de 0,2 % par mois si le délai sollicité dépasse douze mois, sans pourtant dépasser 36 mois. En ce qui concerne la question des honorables Députés quant au niveau des taux, il y a lieu de relever qu'il n'est actuellement pas envisagé de modifier les taux d'intérêt applicables pour les délais de paiement dépassant quatre mois.

La crise sanitaire ayant commencé début mars, les impôts échus avant la date du 1er mars 2020 auront à ce moment déjà dû être payés, respectivement ont fait l'objet d'un délai de paiement demandé avant l'échéance.

Par rapport à la question pourquoi les délais de paiement n'ont pas été accordés d'office, il est à préciser que les entreprises n'ont pas toutes connu des problèmes de liquidités en raison de la pandémie Covid-19 et que les adaptations des avances trimestrielles se font, selon l'alinéa 3 de l'article 135 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, sur demande motivée. Pendant la crise sanitaire actuelle, l'ACD a cependant, pour des raisons de soutien aux contribuables, renoncé à toute motivation explicite.

En ce qui concerne les questions des honorables Députés en matière de TVA, il y a lieu de rappeler que les assujettis à la TVA agissent comme collecteurs de l'impôt payé par le consommateur final au moment de l'achat de biens et de services. Il n'est donc que normal que la taxe encaissée revient au Trésor public endéans les échéances déterminées par la loi. Par dérogation à ce principe, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA peut accorder, en exécution de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la TVA, des délais de paiement sur demande motivée. Les personnes concernées peuvent déposer leur demande de report du paiement de la TVA due en ligne via MyGuichet.lu, sans nécessiter un certificat LuxTrust.

En matière de dépôt tardif des déclarations, les amendes fiscales prévues à l'article 77 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (LTVA) ne sont actuellement pas prononcées. Dans les cas où un délai de paiement a été accordé - et respecté - les mesures d'exécution forcée ne sont pas mises en œuvre et des intérêts moratoires ne sont pas imputés à l'assujetti.

Le paiement du remboursement des soldes créditeurs en matière de TVA en dessous de 10.000 euros a été effectué le 18 mars 2020, pour un montant de 46 millions d'euros. La limitation du déblocage immédiat se justifie par des raisons évidentes de contrôle de la taxe en amont déclarée pour limiter les risques de fraudes. À souligner toutefois que pendant le mois de mars un montant total de 214,7 millions d'euros a été remboursé aux assujettis créditeurs.

L'article 55 LTVA impose l'obligation de répondre à une demande de restitution des soldes créditeurs d'un assujetti endéans un délai de quatre mois, sous peine de devoir verser des intérêts de retard. Ce délai est respecté et des intérêts de retard n'ont jamais encore dû être payés.

Question 2020 (02.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **sécurité dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Vill Leit maache sech Suergen doriwwer, datt d'Doudesfäll an den Alters- a Fleegeheemer e groussen Undeel vun deenen Doudesfäll duerstellen, déi Lëtzebuerg bis elo ze bekloen huet.

1. Wéi eng Moossname goufen zu wéi engem Datum geholl, fir d'Ustiechungsgefor an Alters- a Fleegeheemer ze reduzeieren?

2. Wéi eng Moossname gi speziell geholl, fir déi sozial Distanz an Alters- a Fleegeheemer ze vergréisseren, besonnesch och beim gemeinsamen lessen a beim Botze vun den Zëmmeren? Ginn esou Moossnamen och bei „betreitem Wunne" verlaangt? Ass et meiglech, op den Zëmmeren ze iessen, oder d'Minimaldistanzen un den Dëscher ze vergreisseren oder d'lessen op e puer Servicer zäitlech ze verdeelen?

3. No mengen Informatiounen, gëtt et zënter 2012 eng däitsch Etüd vum Robert-Koch-Institut, déi op d'Wichtegkeet vu Schutzmoossnamen am Hibléck op verschidde medezinnesch Katastrophenzenarien hiweist („Pandemie durch Virus, Modi-SARS", Bundestags-Drucksache 17/12051). War dës Etüd der Regierung bekannt, a wéi eng Léieren huet si doraus gezunn?

4. Ass séchergestallt, datt och eeler Persounen, besonnesch och Persounen, déi an Alters- a Fleegeheemer wunnen oder op enger Plaz, déi betreit Wunnen ermeiglecht, am Fall vun enger Covid-19-Erkrankung an e Spidol kommen an do gläichberechtegt mat anere Patiente behandelt ginn?

Réponse commune (30.04.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 4. Op dës zwou Froen hu mer an eiser Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 2068 vum Deputéierte Marc Goergen geäntwert.

ad 2. D'Gestionnairë vun den Haiser hunn all déi Recommandatiounen, déi se vum Gesondheetsministère kritt hunn, ëmgesat. An den Haiser, wou dat raimlech méiglech ass, sinn d'Dëscher am Restaurant méi wäit ausernee gesat ginn, an aneren Haiser ass ee weidere Raum (z. B. d'Cafeteria oder de Festsall) mat bäigeholl ginn, och sinn op Plazen zwee oder dräi Servicer beim lessen organiséiert ginn. An aneren Haiser, virun allem an deene wou Covid-19-positiv Bewunner liewen, kréien all d'Bewunner d'Iessen um Zëmmer zerwéiert.

Déi allgemeng Reegele vun der Sécherheetsdistanz gëllen och am „betreite Wunnen".

Beim Botzen ass et esou, datt och dëst Personal sech no den Hygiènes- a Sécherheetsrecommandatioune betreffend d'Protectioun vum Bewunner a vu sech selwer, muss verhalen. Nieft der korrekter Schutzkleedung an de bekannte „gestes barrière" mussen d'Zëmmer vu Covid-19-positiv Bewunner zum Beispill ëmmer als lescht gebotzt ginn.

ad 3. D'Etüd, vun där hei rieds geet, heescht Risikoanalyse Bevölkerungsschutz Bund Pandemie durch Virus „Modi-SARS", Stand: 10. Dezember 2012, an ass publizéiert um Site https://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/17/120/1712051.pdf. Doranner geet et drëm, wéi eist Land op d'Gefor vun enger Pandemie virbereet ass; et gëtt net speziell d'Fro vun der Situatioun vun eelere Leit ugeschwat.

Déi Etüd beschreift den Zenario vun enger Pandemie duerch eng Variant vu Coronavirus, déi no an no a verschiddene Phasen eng Mortalitéit vun 10 % hätt (1 bis 50 % jee no Alterstuf) an en immens groussen Impakt kritt op d'Gesondheetssystemer, déi esou iwwerbelaascht wieren, datt et zu Choixe misst kommen iwwert den Zougang zu de medezinnesche Betreiungen. Den Zenario beschreift awer just marginal d'Mesuren, déi den Impakt vun där Pandemie kéinte bremsen; zanter där Publikatioun hu vill Instanzen, och d'Weltgesondheetsorganisatioun WHO, Moossnamen opgestallt dofir, wéi een sech ka virbereeden op eng viral Pandemie a wéi een esou eng Krisesituatioun ka geréieren. Et sinn esou Moossnamen, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Allgemengen, a speziell den Héije Kommissariat fir national Sécherheet (Haut-Commissariat à la protection nationale HCPN) an de Gesondheetsministère geleet hunn, fir d'Strategie vun der Äntwert op de SARS-CoV-2 auszeschaffen.

Question 2021 (02.04.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **droit de visite et d'hébergement dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

An engem Bréif vum 1. Abrëll 2020 huet d'Associatioun „Fathers against discrimination" d'Deputéierten op e Bréif opmierksam gemaach, deen e Familljeriichter un eng Rei vun Affekote geschéckt hätt, an deem een dëse Passage kéint liesen:

« Il est impérieux pour les parents de faire de l'auto-inspection sur la sante psychique de leurs enfants et sur leur disponibilité pour les garder personnellement : on n'est pas un mauvais parent si on admet que l'autre est la premiere personne de référence d'un enfant, respectivement plus à même de securiser l'enfant (...)

Si les parties ne trouvent pas une solution l'enfant doit selon moi être remis au parent auprès duquel se trouve la résidence habituelle, le second parent étant dédommagé une fois que nous aurons tous retrouvé la normalité. Par ailleurs, les contacts FaceTime ou similaire sont impérieux. »

Dëse Breif géif elo vu verschiddenen Affekoten an Eltere benotzt ginn, fir den Exercice vum Besuchs- a Wunnrecht (droit de visite et d'hébergement), esou wéi en duerch justiziell Decisiounen oder tëschent de Parteie festgeluecht gouf, net méi ze befollegen. Dëst wär en Agréff an d'Rechter vum Kand op säi Familljeliewen. Déi Formulatioun „une fois que nous aurons tous retrouvé la normalité" ass och net kloer, well och nom formelle Krisenzoustand nach net ka mat Sécherheet gesot ginn, wéi déi medezinnesch Situatioun evoluéiert.

Et sief och nach ënnerstrach, datt d'Regierung am Règlement grand-ducal du 20 mars 2020 portant modificatian du réglement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 follgend Dispositioun geholl huet:

« Art. 1er

L'article 1 du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, désigne ci-après "le règlement", est modifié comme suit : 1° Entre le neuvième et le dixième tiret, il est inséré un nouveau tiret rédigé comme suit :

"- déplacement nécessaire à l'exercice du droit de visite et d'hébergement ainsi qu'à l'exercice des résidences alternées, tels que fixés suivant accord entre les parties ou par décision de justice," [...]. »

An deem Zesummenhang wéilte mir der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister d'Existenz vun esou engem Bréif confirméieren?

2. Wa jo, wéi beurteelt d'Madamm Minister dës Demarche vun engem Riichter

- prozedural;

- am Hibléck op de Respekt viru justiziellen Decisiounen;

- am Hibléck op d'Rechter vum Kand op Emgang mat sengen zwee Elteren;

- am Hibléck op d'Rechter vun deem Elterendeel, deem säi Besuchsrecht elo eventuell net méi respektéiert gëtt;

- am Hibléck op den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 20. Mäerz 2020?

3. Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir sécherzestellen, datt och an där aktueller Situation, den „droit de visite et d'hébergement" a ganzem Emfang respektéiert gëtt?

Réponse (29.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'parlamentaresch Fro vun den honorabelen Deputeierte betrëfft e Bréif, „deen e Familljeriichter un eng Rei vun Affekoten geschéckt hätt" am Kontext vum „droit de visite et d'hébergement". Déi honorabel Deputéierten zitéieren zwee Passagen aus deem Bréif.

Ech ka confirméieren, datt et eng Kommunikatioun vun engem Familljeriichter un Affekoten gëtt, déi déi zitéiert Passagen enthält.

Opgrond vun der Onofhängegkeet vun der Justiz kann a wëll ech als Justizministesch keng Beuerteelung ofginn iwwer esou eng Demarche vun engem Familljeriichter.

Wéi déi honorabel Deputéierte schonn an hirer Fro geschriwwen hunn, gesäit de Règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ausdrécklech vir, datt en „déplacement necessaire à l'exercice du droit de visite et d'hébergement ainsi qu'à l'exercice des résidences alternées, tels que fixés suivant accord entre les parties ou par décision de justice" wärend dem État de crise erlaabt bleift.

Des Weidere gesäit den Artikel 4 vum Reglement grand-ducal du 17 avril 2020 relatif à la tenue d'audiences publiques pendant l'état

de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite et portant adaptation temporaire de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales wärend dem Etat de crise eng speziell Referésprozedur beim Familljeriichter vir, fir „situations urgentes liées à la pandémie du Covid-19". Wann d'Krittäre vum Artikel 4 erfëllt sinn, kënnen och Desaccorden tëschent Eltere par rapport zum „droit de visite et d'hébergement" wärend dem État de crise iwwert dës Prozedur schnell gekläert ginn.

Question 2027 (06.04.2020) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**allocation familiale liée à l'exercice d'une activité salariée dans un État membre par un travailleur frontalier dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

La Cour de justice de l'Union européenne (JUE) considère désormais que l'allocation familiale ljée à l'exercice d'une activité salariée dans un État membre par un travailleur frontalier constitue un avantage social, donc une prestation de sécurité sociale. En effet, d'après l'arrêt (C-802/18) rendu en date du 2 avril 2020, la Cour indique que le Luxembourg ne peut refuser de verser une allocation familiale pour l'enfant du conjoint d'un travailleur frontalier sans lien de filiation avec celui-ci, tout en pourvoyant à l'entretien de cet enfant.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Quelle est la position de Madame et Monsieur les Ministres face à l'arrêt en question ?

- Les ministres disposent-ils d'une estimation sur le nombre de personnes potentiellement concernées ?

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il d'y réagir ?

- L'interprétation faite par la Cour serait-elle susceptible d'entraîner des négociations avec les États de résidence des frontaliers ?

Réponse (21.04.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

L'arrêt étant intervenu seulement le 2 avril dernier, le Gouvernement ne pourra prendre position qu'après analyse détaillée.

Le ministre regrette néanmoins que le droit personnel de l'enfant résident, tel qu'il figure depuis une trentaine d'années dans la législation nationale, n'ait pas été accepté par la juridiction européenne, ce d'autant plus que la réforme intervenue l'a encore renforcé en faisant abstraction de toute considération d'un ménage ; ceci d'ailleurs également pour les enfants des travailleurs.

Face à cet état des choses et en considération d'autres jugements intervenus, le Gouvernement doit entamer des réflexions approfondies sur une nouvelle adaptation législative qui mettra le travailleur frontalier sur un pied d'égalité avec le travailleur national, tel que revendiqué par la Cour de justice.

Question 2028 (06.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **résidence secondaire à l'étranger dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Leider hält d'Coronapandemie eist Land den Ament an Otem. Zu Lëtzebuerg hu vill Leit eng zweet Residenz am Ausland - virun allem an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch an an Holland. Et ass, denken ech, kloer, datt ee sech als Proprietär och vun Zäit zu Zäit ëm säi Besëtz këmmere muss, dat heescht et muss ee seng Immobilie astand halen. Wann déi betraffe Persounen an deem Fall mussen an d'Ausland fueren, komme se jo an der Reegel och net a Kontakt mat anere Leit.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Ginn et am aktuellen Noutstandsgesetz och Dispositiounen, déi deen uewe beschriwwene Fall betreffen?

2. Wa jo, wéi gesinn déi gesetzlech Dispositiounen aus, wa Leit sech mussen an d'Ausland beweegen, fir sech ëm hiren Immobiliebesëtz ze këmmeren?

Réponse (29.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Dat lëtzebuergescht Noutstandsgesetz huet keng exterritorial Effekter. Wat Zweetresidenzen am Ausland ugeet, muss ee sech un d'Reegele vun deem Land halen, an deem ee sech eng zweet Residenz zougeluecht huet. Doriwwer eraus sief bemierkt, datt den Artikel 1 vun dem Gesetz opzielt, aus wéi enge Grënn e sech nach zu Lëtzebuerg dierf baussent sengem Doheem ophalen. A seng zweet Residenz fuere steet net op där Lëscht.

ad 2. Wéi gesot, gesäit d'Noutstandsgesetz vum 18. Mäerz 2020 keng Dispositioune vir iwwer zweet Residenzen am Ausland.

Question 2038 (09.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **contrôles à la frontière avec l'Allemagne :**

An engem Interview am „Luxemburger Wort" informéiert de François Bausch iwwer Interventiounen am Kader vun de Grenzkontrolle souwuel bei der zoustänneger EU-Kommissärin wéi och wärend de Videokonferenze mat den EU-Inneminister. Am Virfeld hat Däitschland ouni Ofsprooch e puer Grenzen zu Lëtzebuerg zougemaach.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. A wéi enger Funktioun huet den Här Minister dës Gespréicher gefouert?

2. Wat sinn d'Resultater vun dësen Diskussiounen, déi den Här Minister hat?

3. Sinn dës Gespréicher mat der Lëtzebuerger Inneministesch koordinéiert?

Réponse (30.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Minister huet dës Gespréicher a senger Funktioun als Vizepremierminister a Minister fir bannenzeg Sécherheet gefouert.

ad 2. De Minister huet d'Wichtegkeet vum Bannemaart rappeleiert, besonnesch fir ee Land wéi Letzebuerg.

D'Diskussiounen hunn ënner anerem iwwer Frontalieren, Stau an unilateraalt Schléisse vun de Grenzen, de Rapatriement vu Bierger, den Transport vu Kranken aus dem Grand-Est, d'Exitstrategie an esou weider gefouert. Lëtzebuerg ass och feliciteiert gi fir d'Opnam vu mannerjärege Refugiéën.

Et ass ze vermierken, datt duerch de stännegen Echange op allen Niveauen, an der Zwëschenzäit och erëm zousätzlech Grenzposte mat Däitschland op sinn.

An dëse Videokonferenze gouf och reegelméisseg de Point iwwert déi verschidde Confinementsmesurë gemaach.

Dës VK sinn och wichteg fir d'Zukunft ënner anerem well se eng Concertatioun tëscht de Memberstaate favoriséieren en vue vun der Normalisatioun vun der Situatioun am Schengen-Raum.

ad 3. D'Regierung geet coordineiert vir an implizéiert all relevant Ministèren an Servicer.

Question 2039 (09.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **soutien aux entreprises et indépendants impactés par le coronavirus :**

Et ass wichteg, datt eis Betriber an dëser Kris esou vill wéi méiglech gehollef kréien. Déi Hëllefen, déi d'Regierung offréiert, spannen en Netz, dat awer net jiddereen opfänkt. Duerfir sinn d'Geschäftsmodeller an aner Parameteren ze verschidden. Dat gëllt esouwuel fir Betriber, déi ganz nei a besonnesch vulnerabel sinn, mee och fir vill Fräiberuffler.

Dofir wéilt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister an d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt hir Hëllefsprogrammer nach vill Betriber a Fräiberuffler ausschléissen?

2. Huet d'Regierung wëlles, fir hir Hëllefsprogrammer ze erweideren, fir méi Entreprisen an och d'Fräiberuffler kënne besser ze ënnerstëtzen, a wa jo, wéi wëll si dat maachen?

3. Denkt d'Regierung och, fir méi net remboursabel Hëllefen ze schafen an/oder d'Modalitéite vum Remboursement, fir verschidden Hëllefen ze flexibiliséieren?

E besonnesche Fall bei allen aneren Härtefäll schéngen d'Psychologen an d'Neuropsychologen ze sinn. Si hu kaum oder keng Clienten, obwuel hir Aktivitéit, déi nëmmen an der physescher, sozialer Proximitéit méiglech ass, net vum Shutdown betraff ass a si duerfir hire Verdéngschtausfall net kompenséiert kréien. Si kënnen trotz hirer Ausbildung am Beräich psychesch a neurologesch Gesondheet awer och net fir déi staatlech CDD an dësem Beräich postuléieren, well si net vum Gesondheetsministère ofhänken.

4. Gedenkt d'Regierung, dës Situatioun nach eng Kéier ze iwwerkucken?

5. Wär et net an dëser Zäit, wou jidder Mënsch mat Ausbildung am Beräich Gesondheet gebraucht gëtt a wou ganz vill Zousproch a psychologesch Betreiung gemaach muss ginn, sënnvoll, hinnen op d'mannst ze erlaben, dem Staat säin CDD kënnen ze beusprochen, onofhängeg dovun, ob si och nach fräiberufflech schaffen?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Lëtzebuerger Regierung analyséiert kontinuéierlech d'Entwécklung vun der Pandemie a seng wirtschaftlech Konsequenze fir, wann néideg, zousätzlech Ënnerstëtzungsmoossnamen anzeféieren. Esou gouf decidéiert déi bestoend Hëllefsprogrammer auszebauen, fir de Betriber an den Independanten eng séier an effizient Ënnerstëtzung kënnen unzebidden. D'Independantë kréien deemno eng néi net remboursabel Direkthëllef vu maximal 4.000 Euro. E Package fir déi Secteuren, déi eng cibléiert an nohalteg Ënnerstëtzung brauchen, gëtt zudeem aktuell ausgeschafft.

Am Kader vun der Organisatioun vum Gesondheetssystem wärend der Pandemie Covid-19, hunn all déi Persounen, déi zu Lëtzebuerg e Recht (autorisation d'exercer) hunn en Dokteschberuff respektiv e Gesondheetsberuff auszeüben, per Inscriptioun an enger Gardëlinn respektiv duerch en CDD mam Staat, d'Méiglechkeet kritt, fir am Géigenzuch vun enger Disponibilitéit an eventuell enger aktiver Prestatioun fir déi national sanitär Reserv, eng finanziell Contrepartie ze kréien.

Laut dem Règlement grand-ducal vum 27. Mäerz 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, ass d'Konditioun fir, am Kader vun der Réserve sanitaire en CDD mam Staat ofzeschléissen, datt ee kann eng Autorisation d'exercer virweisen. Well d'Psychologen awer net zu deene reglementéierte Gesondheetsberuffer gehéieren, war et fir si net méiglech deen CDD mam Staat ze maachen.

Question 2041 (10.04.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **demandeurs de protection internationale :**

La situation de crise sanitaire à laquelle nous sommes actuellement confrontés, affecte toutes les personnes, indépendamment de leur nationalité, situation socio-économique ou statut administratif. Dans ce cadre, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures pour combattre la pandémie Covid 19.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) La vie en communauté rend le risque épidémique plus important mais aussi le confinement plus difficile à vivre. Dans un contexte de recommandation générale à la population de rester à la maison, quelles sont les règles sanitaires et de confinement applicables dans les structures d'accueil ? Quelles furent les mesures prises pour protéger les résidents des foyers sous la responsabilité de l'ONA ?

2) Quels sont les effets d'un non-respect des règles sanitaires ? Y a-t-il des sanctions prévues pour les résidents qui éventuellement ne respecteraient pas les règles ? Si oui, quelles sont-elles ?

3) Vu le peu de moyens de contacts et d'accès à l'information et à la culture (sans parler de l'école « à la maison »), est-ce que l'accès à une connexion Internet performante est garanti dans tous les foyers ? Comment les résidents sont-ils informés ? Par quels canaux et dans quelles langues ?

4) Est-ce que toutes les conditions matérielles d'accueil sont assurées, pour tous les résidents, indépendamment de leur statut ?

5) En ce moment, et à juste titre, les foyers sont fermés à toute visite extérieure. Comment le ministre compte actuellement, vu les circonstances, assurer que les DPI et BPI puissent maintenir le contact avec la société civile (LFR, différentes ONG...) ?

Ne serait-il pas envisageable de centraliser ces échanges par la mise à disposition d'une hotline gratuite multilingue ?

6) Concernant les procédures en cours, aussi bien en matière d'asile que d'immigration, est-ce que le traitement des dossiers continue ou est-il suspendu ? Comment les personnes sont-elles informées des changements ?

7) Qu'en est-il des délais administratifs prévus en matière d'immigration et d'asile ? Courent-ils toujours ou sont-ils suspendus ? Si les délais sont suspendus, dans quelle mesure et pour combien de temps ?

8) Le ministre compte-t-il délivrer des autorisations d'occupation temporaire à des demandeurs de protection internationale remplissant les conditions et qui pourraient être employés dans le cadre de la pénurie de main d'œuvre dans plusieurs secteurs ?

Réponse (27.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) L'ONA transmet depuis le début de l'état de crise toutes les recommandations officielles du Gouvernement aux résidents des structures d'hébergement. Les instructions concernant le confinement, les gestes barrière et les affichages sont diffusés dans les langues usuelles des résidents.

Le règlement d'ordre intérieur a été adapté aux mesures de confinement proclamées par le Gouvernement et un couvre-feu nocturne a été instauré. Les visites sont prohibées et les absences nocturnes non justifiées sont sanctionnées.

L'ONA a mis en place un plan de continuité de l'activité (PCA) avec différentes cellules et procédures qui garantissent autant la continuité des services et l'encadrement social des personnes, que la gestion des différentes structures d'hébergement, tout en assurant la sécurité des résidents, des agents de l'ONA et des collaborateurs qui travaillent sur ces sites. Des mesures spécifiques prévoient, entre autres, la mise à disposition de produits sanitaires supplémentaires, l'adaptation des horaires, l'organisation des repas et une permanence sociale pour les urgences, disponible dans plusieurs langues.

ad 2) Toute personne qui ne respecte pas les mesures mises en place risque non seulement de mettre en danger sa propre santé mais également celle des autres. Une possible sanction est l'interdiction d'accès aux structures d'hébergement en cas de non-respect du couvre-feu et une isolation obligatoire, afin d'éviter tout risque de propagation du Covid-19.

ad 3) L'accès à l'internet est garanti dans toutes les structures. Les résidents sont informés par le personnel encadrant sur place ou l'assistant social ONA compétent et par voie d'affichage (voir question 1) dans plusieurs langues. Certains agents ONA sont en contact avec les résidents par des applications digitales et une adresse e-mail générique a été instaurée pour les urgences.

L'ONA diffuse également des informations pertinentes venant d'autres acteurs à la demande de ceux-ci.

ad 4) Oui.

ad 5) Il appartient aux organisations nommées ci-dessous de proposer des moyens de communications pour leur public cible. Cependant, étant donné que l'accès à l'internet est possible dans toutes les structures, les résidents peuvent maintenir le contact avec la société civile via les sites Internet et les médias sociaux des organisations qui s'engagent dans le domaine.

ad 7) + 6) Avec le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le séjour des ressortissants tiers détenant un visa de court et de long séjour, une autorisation de séjour temporaire, une carte de séjour ou un titre de séjour qui est arrivé à échéance à compter du 1er mars 2020 est régulier pour la durée de l'état de crise. De même, le séjour de ressortissants de pays tiers non soumis à l'obligation de visas et dont le séjour vient de dépasser les 90 jours est régulier pour la durée de l'état de crise.

Par rapport aux demandes de protection internationale, les attestations de dépôt d'une demande de protection internationale, à savoir les « papiers roses », qui sont venues à échéance sont prolongées pour la même période.

Il est à souligner que les mesures précitées sont automatiques et que les personnes concernées

ne doivent faire ni de démarche, ni de demande particulières.

Notons que la Direction de l'immigration fonctionne actuellement sur base d'un plan de continuité d'activité qui prévoit le maintien des fonctions essentielles avec un effectif réduit sur place.

En matière d'immigration, le traitement des demandes continue dans la mesure du possible. Toutefois, vu le règlement grand-ducal précité et son règlement modifié du 17 avril 2020, instaurant que les ressortissants de pays tiers ne peuvent plus entrer sur le territoire du Grand-Duché à partir du 18 mars - sauf exceptions, il n'est actuellement plus procédé à l'émission de nouvelles autorisations de séjour temporaire pour des ressortissants tiers. Ces dernières sont cependant encore émises pour des urgences dûment justifiées. En parallèle, l'enrôlement et l'émission de nouveaux titres de séjour se limitent actuellement aux urgences motivées. Les guichets d'information qui sont normalement ouverts au public ont été fermés et substitués par un renfort de l'accessibilité du service via téléphone.

En ce qui concerne les demandes de protection internationale, les services du ministère restent ouverts pour l'introduction des nouvelles demandes, de sorte que l'accès aux foyers et au système de santé luxembourgeois reste garanti. Même si les entretiens avec les demandeurs sont actuellement suspendus, ainsi que les transferts Dublin, la prise de décision continue dans la mesure du possible pour les dossiers déjà complets. Les notifications en main propre, notamment les décisions positives en matière de protection internationale, sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Même si les délais en matière administrative n'ont pas été suspendus, les services compétents veilleront à appliquer la diligence nécessaire pour éviter qu'un administré ne se voie désavantagé suite à la crise sanitaire.

Au niveau des recours, tous les délais judiciaires en matière administrative sont suspendus - exception faite pour les délais en matière de rétention administrative. Plus aucun délai de recours ne court et la personne qui aura reçu une décision négative avant le confinement pourra introduire son recours après la sortie de vigueur de ces dispositions « de crise ». En ce qui concerne les recours qui sont actuellement pendants devant les juridictions administratives ils sont également suspendus. Elles reprendront une fois les mesures de crise abrogées. Les délais venant à échéance pendant l'état de crise sont reportés de deux mois à compter de la date de la fin de l'état de crise, et les délais venant à échéance dans le mois suivant la fin de l'état de crise sont reportés d'un mois à compter de leur date d'échéance.

La communication des mesures précitées a été assurée à plusieurs niveaux, à savoir à travers un communiqué de presse, une mise à jour des informations disponibles sur les sites web guichet.lu et mae.lu, et à travers des affiches à l'entrée des locaux de la Direction de l'immigration. S'y ajoute que le standard téléphonique de la Direction de l'immigration a été renforcé pour remplacer le guichet d'information. En parallèle, les avocats ont été informés de l'annulation des entretiens en matière de protection internationale. L'ONA a également relayé une série de messages aux occupants des foyers.

ad 8) Comme en « temps normal », le ministre continue à délivrer des autorisations d'occupation temporaire à tous les demandeurs remplissant les conditions.

Question 2044 (10.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **soutien aux entreprises et indépendants impactés par le coronavirus :**

Am Kader vun de séier op d'Bee gestallten Hëllefsmoossname fir Betriber a Fräiberuffler, si vill Reaktioune vun de betraffene Kreesser komm, déi besonnesch op Punkten aginn, wou Nobesserungen néideg sinn. Dat betrëfft och, mee net nëmmen, déi CDDe vum Gesondheetsministère, déi et fräischaffende Medezinner a Paramedezinner, déi am Ament net kënne schaffen, erlaben, sech fir en CDD anzeschreiwen. Hei hat ech scho gëschter gefrot, ob déi Moossnam och fir Psychologen an Neuropsychologe kéint opgemaach ginn (parlamentaresch Fro Nr. 2039).

An deem Kontext hunn ech dës weider Froen un d'Regierung:

1. Et héiert ee vun Dokteren a Leit a paramedezinnesche Beruffer, datt si keng Äntwert oder Confirmatioun kréien, wa si sech iwwert d'Internetprozedur fir esou en CDD mat hirer digitaler Ënnerschrëft androen. Ass dat normal oder gëtt et do eventuell en informatesche Problem?

2. Och wann d'Aschreiwung richteg fonctionéiert, schéngt et um Ministère Schwieregkeete beim Verdeele vun de Aufgaben un dës Medezinner a Paramedezinner ze ginn. Si kréien heiansdo eng Zäit keng Informatiounen oder si ginn op eng Plaz affektéiert, nëmme fir dann nees kuerzfristeg ofgesot ze kréien. Sinn dat just Ulafschwieregkeeten oder ass den Zerwiss, dee sech heirëm këmmert, mat den Demanden iwwerlaascht? Schafft de Ministère hei u méi enger effikasser Organisatioun?

3. Fir vill fräiberufflech Medezinner a Paramedezinner ass esou en CDD eng wichteg finanziell Hëllef, déi hinnen erlaabt, hir Onkäschten ze decken, obwuel si duerch d'Situatioun keng Revenue méi hunn. Duerfir mussen dës Dokteren a medezinnescht Personal sech jo disponibel hale fir déi Aufgaben, déi si vum Ministère zougewise kréien. Hei gëtt et bei Betraffenen eng Onsécherheet: Gëtt deen Aarbechtsvertrag bezuelt, esoubal dësen ënnerschriwwen ass oder gëtt nëmme bezuelt, wa si eng Missioun kritt hunn? Ginn eventuell nëmmen d'Stonne bezuelt, déi si effektiv op enger Plaz fir de Staat schaffen?

4. Sinn déi Dokteren a Paramedezinner, déi am CDD fir de Staat schaffen, op der Krankekeess ageschriwwen?

Och mat deenen aneren Hëllefe gëtt et eng Rëtsch Reaktioune vu Betraffenen. Wat déi 2.500 Euro fir Fräiberuffler ugeet, schéngt et esou ze sinn, datt dës nëmmen ausbezuelt ginn, wa d'Demandeure manner wéi 50 Prozent fir e Patron (à titre principal) schaffen.

5. Ass den Här Minister sech bewosst, datt dat net der Realitéit vu villen Existenzgrënnungen entsprécht an datt vill Leit e Mi-temps bei hirem Patron huelen a parallell probéieren, sech berufflech op hir eege Féiss ze stellen? Ass e Mi-temps bei engem Patron no der Ausleeung vum Ministère schonn e Grond, datt d'fräiberufflech Aktivitéit net méi „à titre principal" unerkannt gëtt?

6. Denkt den Här Minister eventuell drun, och Demandë vu Fräiberuffler, déi parallell eng Ustellung „à titre principal" hunn, ze consideréieren an héchstens de Montant vun der Hëllef entspriechend ze moduléieren?

7. Firwat sollen dës Leit, déi zwar en Deelrevenu hunn, esouwäit deen net och duerch Kuerzaarbecht oder Chômage technique reduzéiert ginn ass, vun der Moossnam ausgeschloss sinn? Sinn net grad esou Initiative besonnesch vulnerabel, well si all d'Onkäschte vun engem Betrib ze droen hunn, awer nëmmen Deelzäit kënnen dra schaffen?

8. Gëtt et bei der Regierung en zentralen Uspriechpartner fir esou Kriticken un den Antikrisemoossnamen a schafft d'Regierung drun, fir d'Texter de wirtschaftleche Realitéite vun deene Betraffenen unzepassen?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. An den éischten Deeg nodeem d'Internetprozedur fräi geschalt ginn ass, si ganz vill Demandë beienee komm. Dat huet gemaach, datt alt mol en zäitlechen Decalage tëschent der Aschreiwung an der Äntwert respektiv dem Envoi vum contresignéierte Kontrakt zustanekomm ass.

ad 2. Éier d'Ekippen d'Leit affektéiert hunn, muss fir d'éischt de Besoin um Terrain recenséiert ginn. D'Etablissementer am Santéssecteur haten esou d'Méiglechkeet zu all Moment hire Besoin per Mail eranzeschécken. Op Basis dovun ass d'Personal dann affektéiert ginn. An Zäite vun der Kris huet do misse flexibel op d'Demandë reagéiert ginn. Dëst ass ëmsou méi wouer an de véier Centres pour soins avancés (CSA). Dës Etablissementer sinn extra fir d'Gestioun vun der Kris en place gesat ginn Enn Mäerz. An deene véier CSAen huet ee sech permanent un d'Evolutioun vun den Infektiounen an d'Zuel vun de Patiente missen adaptéieren. Dëst gëllt och fir d'Visites à domicile, déi am Dag an an der Nuecht vun den Ekippe vun den CSAe mat gemaach gi sinn. An dësem Kontext ass et virkomm, dass Leit kuerzfristeg ofgesot kruten well zum Beispill eng Linn manner an engem CSA war oder d'Auerzäite vun den Hausbesich adaptéiert gi sinn.

ad 3. Déi Leit déi e Vertrag mam Staat ofgeschloss hunn, kréie 16 Stonnen an der Woch bezuelt fir hir Disponibilitéit an der Reserv. Wa si dann zousätzlech nach effektiv op eng Plaz affektéiert gi sinn, a méi wéi 16 Stonnen an der Woch geschafft hunn, hu si déi zousätzlech Stonnen och bezuelt kritt.

ad 4. D'Dokteren a Paramedezinner déi en CDD mam Staat ofgeschloss hunn, kotiséieren effektiv op hirem Traitement fir d'CNS.

Als Äntwert op d'Froe 5 bis 8, déi sech inhaltlech decke mat de Froen 1 bis 3 vun der parlamentarescher Fro N° 2039 vum Deputéierten, gëtt op d'Äntwert vun haut op déi Fro N° 2039 verwisen.

Question 2047 (14.04.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **charge de travail de l'ADEM dans le cadre du traitement des demandes de chômage partiel en relation avec le Covid-19 :**

Dans le cadre de la réponse ministérielle à notre question parlementaire n° 2023 du 3 avril dernier, Monsieur le Ministre a affirmé qu'environ 7.000 demandes adressées par les entreprises sous l'ancien formulaire à l'ADEM pour bénéficier du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus n'ont pas pu être traitées, soit parce que des informations importantes faisaient défaut soit parce qu'elles étaient illisibles.

Or, certaines des entreprises concernées sont formelles pour dire qu'elles auraient introduit leur demande en bonne et due forme et parfaitement lisible, de sorte qu'elles ont du mal à comprendre les explications qui leur ont été données.

Il résulte encore de la réponse ministérielle du 7 avril précitée que 16.000 demandes ont été introduites en date du 6 avril 2020 via l'ancien formulaire et 8.500 via guichet.lu. Parmi les 16.000 demandes environ 3.000 demandes étaient des doublons. 5.000 demandes auraient été traitées en date du 6 avril 2020. Le volume de travail de l'ADEM voire du Comité de conjoncture depuis que le Gouvernement a décidé d'aménager le chômage partiel au vu de la situation exceptionnelle actuelle est impressionnant.

Dans le cadre de ce qui précède, nous aimerions demander à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le volume de travail plus que considérable de l'ADEM voire du Comité de conjoncture puisse expliquer le fait que certaines demandes de chômage partiel, bien qu'introduites en bonne et due forme, soient tombées en quelque sorte à la trappe et n'aient pas été traitées ?

Alors que Monsieur le Ministre n'a pas répondu à la question suivante posées dans le cadre de notre question parlementaire n° 2023, les soussignés entendent la reposer :

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, face à la situation de crise inouïe dans laquelle nous nous trouvons, une autre solution consistant à faire l'avance des frais salariaux et à demander à l'entreprise de verser dans un délai rapproché les informations manquantes, aurait été plus simple et surtout plus bénéfique aux entreprises ?

- En tout état de cause, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quelle est la durée moyenne de traitement d'une demande de chômage partiel Covid-19 ?

Réponse (27.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Comme indiqué dans la réponse du 7 avril 2020, certaines demandes faites avec l'ancien formulaire n'ont pas pu être traitées parce que l'ADEM, malgré tous les efforts mis en place, n'a pas pu trouver de numéro de compte bancaire valide pour les entreprises (information qui n'était pas demandée aux entreprises dans l'ancien formulaire qui n'était pas destiné au paiement d'avances). Ceci explique le fait que des demandes sur l'ancien formulaire, même remplies de manière correcte et complète, n'ont pas pu être traitées.

En ce qui concerne la suggestion de « faire l'avance des frais salariaux », c'est justement cette solution qui a été mise en place avec le nouveau système sur MyGuichet.lu dans lequel l'entreprise ne doit fournir que quelques informations-clés pour recevoir une avance. Toutes les informations détaillées ne seront demandées qu'au moment du décompte.

La charge de travail que doit assumer l'ADEM est effectivement très importante. De plus, le contexte de développement du nouveau système et du traitement en continu des demandes est compliqué parce que les équipes sont en nombre réduit et principalement en télétravail sans possibilité de se réunir physiquement. Contrairement à ce que les députés semblent craindre, aucune demande n'est cependant « tombée à la trappe ».

En ce qui concerne la question du temps moyen de traitement d'une demande, il n'est pas possible de répondre puisque cela peut aller de quelques minutes (demande MyGuichet.lu provenant d'une entreprise dont les activités ont été interdites et pour laquelle les services de l'ADEM ont déjà toutes les données dans le système informatique) à quelques jours (notamment pour les demandes devant passer par le Comité de conjoncture) voire plus d'une dizaine de jours (p. ex. entreprises qui ont fait leur demande sur base d'une matricule erronée ou entreprises pour lesquelles les documents attachés à la demande MyGuichet.lu présentent des incohérences).

Question 2052 (15.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **délais en matière de concours, d'engagement, de formations ou encore de la gestion par objectifs dans le cadre de la fonction publique :**

Dans le cadre de la pandémie du Covid-19 se pose la question de savoir comment seront organisés les concours à la fonction publique voire si ceux-ci seront suspendus à l'instar de ce qui se fait dans les autres pays européens. Il en va de même de l'engagement de nouveaux fonctionnaires, voire de nouveaux employés publics, de leurs formations ou encore de leurs promotions. Toutes ces questions sont soumises à délais et il est clair que la situation de crise sanitaire inouïe que nous connaissons actuellement a/aura une incidence sur ceux-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Le Gouvernement entend-il suspendre les concours de la fonction publique voire les engagements pendant la crise sanitaire ?

- Quid des formations des fonctionnaires stagiaires, et plus particulièrement de la formation initiale et spéciale ? Seront-elles suspendues ? Seront-elles reprises après que la crise ait été surmontée, et, si oui, de quelle manière, sachant que l'admission définitive du fonctionnaire stagiaire se fera sur base des résultats des examens des formations suivies ? Ou bien les formations reprendront-elles à partir de zéro ?

- Qu'en est-il d'ailleurs des examens proprement dits ? Seront-ils reportés ? Porteront-ils sur l'ensemble de la matière prévue ou bien celle-ci sera-t-elle adaptée ?

- Qu'en est-il de la gestion par objectifs ? Sera-t-elle suspendue ? Sera-t-elle maintenue et sur base de quels éléments ?

- En tout état de cause, Monsieur le Ministre entend-il prendre les mesures nécessaires afin de suspendre les délais auxquels sont attachés les systèmes et procédures précitées respectivement d'autres procédures voire entend-il adapter les modalités procédurales qui s'avèrent nécessaires en raison de la crise sanitaire actuelle ? Dans l'affirmative, de quels systèmes et modalités procédurales s'agit-il et comment le Gouvernement entend-il les adapter ?

- Monsieur le Ministre, peut-il confirmer le nombre d'employés de la fonction publique qui sont passés en mode télétravail ainsi que ceux qui continuent à physiquement se rendre à leur lieu de travail ?

- Qu'en est-il des heures d'ouverture des administrations pour nos citoyens ? Y a-t-il des administrations qui ne fonctionnent en période de confinement que sur rendez-vous préalables ?

Réponse (22.04.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Tout d'abord, il importe de noter, dans le contexte de la crise sanitaire dans laquelle nous vivons actuellement, que l'ensemble de la fonction publique a été forcé de reconsidérer rapidement la façon de travailler au quotidien, pour pouvoir continuer à assurer un service à qualité équivalente aux citoyens et aux entreprises.

Afin de concilier, d'une part, la nécessité d'éviter autant que faire se peut les déplacements des personnes en vue de minimiser les risques d'infection pendant cette crise sanitaire et, d'autre part, la continuité des services des ministères et administrations, l'intégralité des fonctions dans les entités publiques a dû être analysée pour trancher si et sous quelle forme elle pourrait être poursuivie pendant la période de crise. Les chefs d'administration, avec leurs

responsables des ressources humaines, ont dû réagir rapidement, souvent de façon pragmatique, et ont pu, grâce à la collaboration de leurs agents, se réorganiser pour maintenir la qualité de service. Ces efforts de l'ensemble des équipes dans les ministères et administrations méritent une grande reconnaissance.

Pour le cas précis du Ministère de la Fonction publique et de ses entités, il importe de mentionner que des dizaines d'agents du ministère, du CGPO et de l'INAP donnent actuellement un support très actif auprès d'autres entités touchées par la crise, en particulier auprès de la cellule de crise de la Direction de la santé, au Centre d'appel du CGDIS et auprès des Centres de soins avancés (CSA).

Un des instruments phares qui s'est avéré nécessaire dans le cadre de ces réorganisations est sans doute la mise en place de manière généralisée du télétravail. Le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique constituait cependant un frein à ce déploiement dans la mesure où il posait un certain nombre de limites - en particulier parce qu'il excluait bon nombre de personnes de la possibilité de télétravailler - qui ne se justifient pas en pratique en temps normal, mais encore moins en temps de crise. À cette fin, un règlement grand-ducal du 18 mars 2020 a abrogé le règlement précité. Ainsi, le télétravail a pu évoluer de manière très conséquente, comme je l'exposerai ci-après sur base des chiffres issus du Ministère de la Digitalisation.

En ce qui concerne les recrutements auprès de l'État, je voudrais informer l'honorable Députée que les examens-concours ont dû être suspendus et qu'une reprise de ces concours sera considérée dès que la situation le permettra. Il faut toutefois dans ce contexte mentionner que les ministères et administrations peuvent continuer à se référer en cas de besoin aux listes de réserve de candidats ayant fait l'examen-concours avant le début de la crise. Ces listes présentent actuellement encore un potentiel élevé de candidats disposés à être recrutés. Citons à titre d'exemple la liste des candidats au groupe de traitement B1 qui compte en ce jour 3.120 personnes ayant passé avec succès l'examen-concours. Il est actuellement à l'étude de modifier le calendrier des sessions des examens-concours de façon à avancer certaines sessions prévues pour l'automne, afin de pouvoir combler au maximum le vide à la suite de quelques annulations. Le calendrier précis avec les délais d'inscription sera prochainement publié sur www.GovJobs.lu.

Les admissions au stage et les engagements de nouveaux employés de l'État se poursuivent, alors que les épreuves spéciales sont organisées à distance. En effet, les sélections de candidats se font désormais par des entretiens sur des plateformes digitales et des tests entièrement numérisés.

Le Centre de compétences RH (CCRH) du CGPO continue d'accompagner les administrations dans les processus de recrutement des nouveaux agents de l'État.

En vue de faciliter les recrutements pendant la période de crise, le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a introduit une disposition spéciale concernant les examens médicaux d'embauche effectués par le médecin du travail dans la fonction publique. Par dérogation aux règles normalement applicables, les examens médicaux d'embauche sont effectués au plus tard dans les deux premiers mois suivant l'admission au service de l'État, ce délai étant suspendu pendant la période de l'état de crise. Dans les cas très rares d'une déclaration d'inaptitude au poste de travail brigué, le stage ou le contrat de travail seront résiliés de plein droit. Cette disposition est destinée à permettre en temps de crise de recruter plus rapidement et de manière moins compliquée des personnes au service de l'État et particulièrement pour les postes qui ont dû ou devront encore être occupés ou renforcés pour assurer le fonctionnement des services publics vitaux.

En ce qui concerne la formation initiale, il est prévu qu'elle soit relancée au cours du mois de mai, respectant les étapes progressives du déconfinement. Pour pouvoir rattraper le volume important de formations annulées du tronc commun ces dernières semaines, les nombreuses initiatives antérieures de l'INAP pour une mise en place d'une « digital academy » s'avèrent très utiles, et sa cellule pédagogique travaille de manière intensive à la numérisation des formations, afin de pouvoir les proposer en mode « e-Learning » ainsi qu'en mode « Webinar » (formation « live » en temps réel à distance avec le formateur). Un accompagnement adapté est ainsi proposé pour un maximum d'apprenants sans imposer une présence physique au sein de l'INAP.

Pour ce qui est de la formation spéciale, elle est du ressort des administrations, et c'est uniquement la formation spéciale de l'administration gouvernementale qui relève du ressort du Ministère de la Fonction publique. Les nouvelles sessions dans tous les groupes de traitement sont prévues à partir de l'automne 2020. La session de la formation spéciale des fonctionnaires des groupes de traitement A1 et A2, qui était en cours, est actuellement suspendue. L'examen de la session suspendue se tiendra probablement en deux parties, une partie pour la défense du mémoire sur une plateforme digitale, et un examen présentiel lors duquel les candidats seront répartis sur plusieurs salles, afin de respecter les consignes sanitaires.

La gestion par objectifs continue bien évidemment d'être appliquée, vu que c'est effectivement dans le cadre d'un travail plus autonome de la part des agents que la fixation d'objectifs s'avère nécessaire afin d'apprécier la qualité du travail fourni. Dans ce contexte, il importe de noter que la période de référence actuellement en cours ne prendra fin qu'en décembre 2021, ce qui laisse en principe assez de temps aux supérieurs de juger le travail de leurs agents en présentiel.

En ce qui concerne la question des délais soulevée par l'honorable Députée, je voudrais relever que par le règlement grand-ducal du 8 avril 2020 portant suspension des délais prévus dans certaines procédures applicables aux fonctionnaires et employés de l'État, une quinzaine de délais ont été suspendus pendant la durée de l'état de crise, par exemple ceux applicables dans le cadre du droit de réclamation des agents de l'État ou celui qui s'applique au recours qui peut être introduit auprès du médecin de contrôle par un candidat au recrutement qui a été déclaré inapte par le médecin du travail.

Ensuite, pour éviter des effets iniques qui seraient dus à l'état de crise, je tiens à mentionner le projet de loi n° 7557 que j'ai déposé à la Chambre des Députés le 9 avril 2020. Il est notamment destiné à éviter que des fonctionnaires ou employés de l'État qui, en raison de l'état de crise, ne peuvent ou ne pourront pas passer en temps utile leurs formations et examens, subissent un préjudice dû à des retards pour être nommés ou pour bénéficier d'un avancement en grade.

Ainsi, les fonctionnaires stagiaires concernés seront nommés à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils auront rempli toutes les conditions de nomination (formations, examens, appréciation des performances professionnelles, assermentation).

Dans ce cas, la nomination sera considérée comme étant survenue le lendemain de la fin du stage initialement déterminée. Ceci s'applique uniquement au fonctionnaire qui aura réussi l'examen de fin de stage lors de la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise. Pour le fonctionnaire qui, suite à un échec à la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise, réussira son examen lors de la session d'examen subséquente, la nomination sera considérée comme étant survenue le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la première session précitée aura eu lieu.

Les fonctionnaires de l'État qui n'ont pas pu ou ne peuvent pas bénéficier d'un avancement en grade en raison du fait que l'examen de promotion ou la formation y relative n'ont pas pu ou ne peuvent pas être organisés, bénéficieront de l'avancement en grade à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils auront rempli toutes les conditions d'avancement. Dans ce cas, l'avancement en grade sera considéré comme étant survenu le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les conditions d'avancement auraient initialement été remplies. Ceci s'applique uniquement aux fonctionnaires qui auront réussi l'examen de promotion lors de la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise.

Les employés de l'État qui n'ont pas pu ou ne peuvent pas bénéficier d'un avancement en grade en raison du fait que l'examen de carrière ou la formation y relative n'ont pas pu ou ne peuvent pas être organisés, bénéficieront de l'avancement en grade à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils auront rempli toutes les conditions d'avancement. Dans ce cas, l'avancement en grade sera considéré comme étant survenu le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les conditions d'avancement auraient initialement été remplies. Ceci s'applique uniquement aux employés qui auront réussi l'examen de carrière lors de la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise.

Ces dispositions s'appliqueront également aux fonctionnaires et employés communaux.

Pour revenir à la mise en place pratique du télétravail, je voudrais fournir à l'honorable Députée les chiffres suivants.

Environ 12.000 enseignants font actuellement du télétravail et 10.000 autres agents de l'État disposent désormais de la possibilité de faire du télétravail grâce aux accès VPN (Virtual Private Network/réseau privé virtuel). Par rapport à février 2020, il s'agit d'une progression de 117 % de nouveaux télétravailleurs.

Suite à la crise sanitaire du Covid-19, 5.400 nouveaux accès VPN ont été configurés afin que le télétravail soit possible de manière sécurisée, tout en permettant l'accès aux documents numérisés nécessaires pour garantir le bon fonctionnement du service public. Le CTIE a aussi distribué 1.000 ordinateurs portables supplémentaires pour mettre à disposition le matériel nécessaire aux agents qui ne disposaient pas encore d'ordinateur portable. Cette quantité d'ordinateurs portables est normalement distribuée sur une année.

Les réunions sur les plateformes digitales du CTIE se sont développées de manière très conséquente, ce qui est illustré par les minutes consommées lors des conférences à distance : en février 2020, la durée cumulée des vidéo-conférences était de 4.414 minutes ; seulement un mois plus tard, cette durée a été multipliée par 34, pour atteindre 149.823 minutes.

Finalement, concernant les heures d'ouverture des administrations, je voudrais remarquer qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Ministre de la Fonction publique, mais qu'elles sont fixées par les chefs d'administration respectifs. Un certain nombre de services publics les ont adaptées pendant l'état de crise sanitaire et communiquées via le portail « guichet.lu ».

Question 2054 (15.04.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fiscalité des entreprises et des indépendants au Grand-Duché de Luxembourg :**

Dans le cadre de la pandémie Covid-19 se pose la question de savoir, comment la crise sanitaire actuelle impacte les indépendants et les entreprises qui sont en train de préparer leurs déclarations d'impôts pour l'exercice 2019. Étant donné que de nombreuses entreprises et des indépendants ont depuis le début de la pandémie Covid-19 souffert des pertes financières établies et vérifiables pour l'exercice 2020 dues à la crise actuelle, cette crise est à considérer comme un cas de force majeure exigeant des solutions exceptionnelles afin de préserver la liquidité et la rentabilité de nos entités entrepreneuriales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie, les questions suivantes :

- Est-ce que les entreprises et indépendants ayant des pertes déjà établies pour 2020 peuvent constituer une provision Covid-19 dans leurs déclarations de 2019 ?

- Est-ce que les entreprises et indépendants ayant déjà rendu leurs déclarations 2019 peuvent faire pareillement en faisant une ajoute à leurs déclarations 2019 rendues et ceci le cas échéant jusqu'à quelle date ?

- Dans ce même ordre d'idées et eu égard aux circonstances exceptionnelles ne serait-il pas envisageable de permettre aux entreprises et aux indépendants extrêmement exposés à cette crise sanitaire et le souhaitant, de confondre les exercices fiscaux 2019 et 2020 ?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'honorable Député s'enquiert sur la liquidité et la rentabilité des entités entrepreneuriales dans le cadre de la pandémie Covid-19 en présentant des réflexions autour de la possibilité de prévoir des interactions spécifiques entre les exercices fiscaux 2019 et 2020 des entreprises et indépendants.

En analysant les questions de l'honorable Député, il s'avère que les propositions s'inspirent du concept fiscal d'un report rétrospectif d'un déficit (Verlustrücktrag, loss carry-back) qui existe dans d'autres pays. Par exemple, le droit fiscal français et allemand contiennent des dispositions spécifiques qui permettent aux contribuables de reporter le déficit subi au cours d'un exercice sur le bénéfice réalisé lors de l'exercice précédent (limité à un plafond maximal d'un million d'euros). Si le déficit n'a pas pu être reporté en arrière, du fait du plafond ou d'une insuffisance de bénéfice réalisée au cours de l'exercice précédent, le déficit demeure reportable sur les exercices fiscaux futurs (c'est-à-dire comparable à un système de report de pertes en avant tel qu'il existe également au Luxembourg).

Il y a lieu de soulever qu'il est très difficile, voire impossible, de déterminer, d'un point de vue comptable et fiscal, les pertes établies pour 2020 utilisables le cas échéant pour un report rétrospectif. De manière générale, l'introduction d'un tel mécanisme nécessiterait d'ailleurs une analyse exhaustive de l'impact sur l'entièreté des dispositions fiscales en vigueur. Compte tenu de la complexité tant d'un point de vue fiscal que d'un point de vue pratique et administratif, un report rétrospectif de pertes ne constitue donc pas une piste qui permettrait de préserver la liquidité et la rentabilité des entreprises et des indépendants à court terme dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

Le Gouvernement est conscient de la situation très difficile dans laquelle se trouvent actuellement les entreprises et indépendants, et a présenté pour cette raison un très vaste programme de stabilisation de l'économie qui se base sur différents piliers. Un des objectifs principaux est de répondre aux besoins de liquidité. Il prévoit, entre autres, huit différentes mesures (p. ex. l'indemnité d'urgence pour les indépendants, l'aide financière non remboursable et défiscalisée, les subventions en capital sous forme d'avance remboursable, etc.), qui permettent de préserver rapidement et aisément la liquidité et la rentabilité des entreprises et des indépendants. À noter dans ce contexte que la possibilité offerte aux contribuables de demander une mise à zéro des avances concernant l'impôt sur le revenu (des collectivités) et l'impôt commercial communal pour le premier et deuxième trimestre 2020, est une réponse encore plus directe aux problèmes de liquidité rencontrés par les entreprises qu'un report rétrospectif de pertes.

Le Gouvernement est confiant que ces mesures permettront d'atténuer les effets néfastes de cette crise sanitaire pour les entreprises et les indépendants, et continuera de scruter avec attention l'évolution de la situation.

Question 2073 (22.04.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **difficultés des médias et plus particulièrement de la presse écrite suite à la pandémie du Covid-19 :**

Les médias et notamment la presse écrite subissent de plein fouet les conséquences de la pandémie du Covid-19 et des mesures de fermeture et de confinement qui ont été prises par le Gouvernement afin de lutter contre la pandémie.

Le rédacteur en chef du quotidien « Tageblatt » ainsi que le président de l'entreprise de média Maison moderne viennent d'attirer l'attention sur les difficultés que subit le monde des médias depuis la déclaration de l'état de crise mi-mars 2020. En effet, depuis cette date la presse écrite notamment connaît un recul important - de l'ordre de plus de 50 % - voire un « stop radical » des annonces publicitaires pour reprendre la formulation du président de Maison moderne. Beaucoup d'entreprises et de commerces ont dû fermer leurs portes voire ont dû réduire leur production ou leurs services et investissent en conséquence beaucoup moins en termes de publicités. Or, les annonces publicitaires représentent une partie non négligeable du chiffre d'affaire des médias. Certains médias ont dû se résoudre à demander à pouvoir bénéficier du chômage partiel pour une partie de leurs salariés.

Dans le cadre de ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures spécifiques pour venir en aide au monde des médias dans le cadre de la lutte contre Covid-19 ? Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il concrètement ?

2) Combien de journalistes sont en chômage partiel ?

3) Quid des journalistes freelance ? Y a-t-il des demandes de la part de journalistes « freelance » à être aidés sous une forme ou une autre ? Tombent-ils sous les mesures d'ores et déjà décidées et qui visent les indépendants ? Ou bien faudra-t-il prévoir également des aides particulières qui ne s'appliqueraient qu'aux journalistes non salariés ?

Réponse (29.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) En vue de maintenir le pluralisme des médias, et pour contrebalancer l'effondrement du marché publicitaire, le Gouvernement a en effet mis en place une indemnité extraordinaire en faveur des éditeurs de publications dans le cadre de la pandémie du Covid-19 par règlement grand-ducal du 6 mai 2020. L'indemnité vise les publications d'information générale qui disposent d'une équipe rédactionnelle composée d'au moins deux journalistes professionnels. Elle consiste en un montant de 5.000 euros par équivalent temps plein de journaliste lié à l'éditeur par un contrat à durée indéterminée et n'ayant pas eu recours au chômage partiel ou au congé pour soutien familial entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020.

ad 2) Le chiffre du total des journalistes en chômage partiel n'est pas recensé par l'ADEM, comme pour toutes les autres catégories de métiers.

ad 3) Différentes mesures, dont des aides remboursables et non remboursables, ont été mises en place pour les indépendants, auxquelles les journalistes et reporters photographiques remplissant les critères sont éligibles.

Question 2097 (28.04.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **composition des task forces dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Dans un entretien publié dans le « Luxemburger Wort » du 25 avril, Monsieur le Premier Ministre, interrogé sur la composition des différentes task forces relatives au Covid-19, affirma que la législation sur la protection des données personnelles ne lui permettait pas de les rendre publiques.

Cette affirmation est d'autant plus étonnante que la population devrait être en droit de connaître la composition des task forces, dont le fruit des travaux la concerne dans son ensemble. Afin de pouvoir exercer son droit d'information, la presse devrait également pouvoir connaître leurs compositions respectives. Ceci vaut aussi pour les membres du pouvoir législatif, dont la dissimulation des compositions de ces task forces constitue une entrave à leur devoir de contrôle du pouvoir exécutif.

Partant, nous voudrions adresser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et Ministre des Communications et des Médias ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice .

1) Sur quelle base légale précise Monsieur le Premier Ministre fonde-t-il son refus de communiquer la composition desdites task forces ?

2) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la dissimulation de la composition desdites task forces constitue une entrave grave au droit constitutionnel de contrôle du pouvoir législatif envers le pouvoir exécutif ?

3) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la dissimulation de la composition desdites task forces constitue une entrave grave au travail et à la liberté de la presse ?

4) Selon quels critères les membres de ces task forces ont-ils été sélectionnés ?

5) Finalement, le Gouvernement ne devrait-il pas publier immédiatement la composition desdites task forces ?

Réponse commune (28.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

En date du 28 avril 2020, le Gouvernement a publié un inventaire des différents groupes de travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Question 2098 (28.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **faille de sécurité dans l'application Mail d'iOS :**

D'Bundesamt für Sicherheit und Informationstechnik an Däitschland (BSI) warnt an engem Communiqué, dass d'iOS-Mail-App vun enger Sécherheetslück betraff ass. D'BSI schreift:

„Das BSI schätzt diese Schwachstellen als besonders kritisch ein. Sie ermöglichen es den Angreifern, weite Teile der Mail-Kommunikation auf den betroffenen Geräten zu manipulieren. Es steht zudem aktuell kein Patch zur Verfügung. Damit sind Tausende iPhones und iPads von Privatpersonen, Unternehmen und Behörden akut gefährdet. Wir sind im Austausch mit Apple und haben das Unternehmen aufgefordert, hier schnellstmöglich eine Lösung zur Sicherheit ihrer Produkte zu schaffen."

D'BSI recommandéiert doropshin d'Läschen an d'Desynchronisatioun vun der iOS-Mail-App, fir Geforen aus dem Wee ze goen.

Wéi d'Regierung mir an enger parlamentarescher Fro vun 2019 geäntwert hat, lafe ronn 31 % vun de mobile Geräter beim Staat op iOS-Systemer. Grad elo wärend der Covid-19-Pandemie schaffe vill Beamte vun doheem aus iwwert den Internet, wat de Risiko fir den Datendéifstall erhéicht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung an de leschte Woche Fäll vun Datendéifstall baséierend op der virdru genannter Sécherheetslück bekannt ginn?

2. Hunn déi zoustänneg Ministeren d'Beamten, déi beim Staat schaffen, op d'Sécherheetslück opmierksam gemaach, fir Geforen aus dem Wee ze goen?

Réponse (28.05.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation :*

De Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) steet an enkem Kontakt mam Haut commissariat à la protection nationale (HCPN) a mam CERT gouvernemental (GovCERT) fir de Suivi, d'Analys a Risikobewäertung vun eventuelle Sécherheetslücken an informatesche Systemer, déi vum CTIE genotzt an zur Verfügung gestallt ginn, ze maachen.

An dësem konkrete Fall vun der Sécherheetslück an der iOS-Mail-App sinn dem CTIE keng Fäll vun Datendéifstall bekannt. D'Servicer vum CTIE sinn och net vun Enn-Notzer kontaktéiert ginn, dei ee Verdacht op en Datendéifstall bemierkt hätten.

De CTIE huet de 27. Abrëll 2020 déi Leit, dei iOS-Mail-App notzen, fir op de Mailsystem vum CTIE zouzegräifen, op dës Sécherheetslück opmierksam gemaach an dei néideg Recommandatioune ginn.

Question 2100 (28.04.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **stratégie de sortie du confinement :**

Säit Mëtt Mäerz ass eis Land, wéi grouss Deeler vun der Welt, am Confinement wéinst dem Covid-19. Et goufe strikt Mesuren ergraff fir ze verhënneren, datt ze vill Leit gläichzäiteg krank ginn an domadder eis Klinicken iwwerlaascht géife ginn.

Bis en Impfstoff oder e Medikament fonnt gëtt, wäert et wuel nach eng Zäitchen daueren a bis dohi geet et drëm, lues a lues eng kontrolléiert Exitstrategie ze preparéieren. Vu datt Lëtzebuerg net direkt mat verschiddene gréisseren anere Länner vergläichbar ass, wier et laut verschiddenen Experte sënnvoll, datt mir eis eegen Daten auswäerten.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi grouss schätzt d' Regierung den Immunitéitstaux an eiser Bevëlkerung an? Huet d'Regierung op der Wëssenschaft baséierend Zuelen? Si wëssenschaftlech Etüden an deem Sënn gemaach ginn?

2. Wéi eng konkret retrospektiv Etüden si gemaach ginn, fir d'Exitstrategie virzebereeden? Wat waren d'Resultater vun dësen Etüden?

3. Sinn d'Donnéeë vu mindestens engem substanziellen Deel vun allen infizéierte Patienten anonymiséiert ausgewäert ginn? Kann een aus dësen Daten erausliesen, wien zu Lëtzebuerg méi en héije Risiko huet, e schwéiere Krankheetsverlaf ze hunn, also hospitaliséiert ze ginn, mussen op der Intensivstatioun behandelt ze ginn, mussen intubéiert ze ginn a schlëmmstefalls un der Krankheet ze stierwen?

4. Sinn d'Date vun de verstuerwene Patienten anonymiséiert ausgewäert ginn, besonnesch vun de méi jonke Patienten ënner 40 Joer? Wéi vill dovun hate chronesch Virerkrankungen?

5. Wéi eng konkret Mesurë si wärend der Sortie aus dem Confinement virgesinn, fir déi definéiert Risikogruppen ze schützen?

6. Konnten aus alle bis elo gesammelten Daten an hiren Auswäertunge konkret Mesurë fir eng rationell Exitstrategie ofgeleet ginn? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat?

7. Elo wou d'Schoulen erëm opginn, ass et wichteg ze wëssen, wéi gefäerdet d'Kanner sinn an och, wéi eng Roll si beim Verbreede vum Covid-19 spillen. Wéi vill Kanner a Jugendlecher si bis elo positiv getest ginn a wéi war hire Krankheetsverlaf? Wéi grouss ass bei hinnen d'Viruslaascht am Verglach zu den Erwuessenen? Wéi wichteg sinn d'Kanner als Porteur vun de Viren?

8. Wat fir lëtzebuergesch Fuerschungsprojeten an Etüden zu Covid-19 si bis elo ugelaf? Ginn et eventuell schonn éischt Resultater, déi konnte matafléissen an d'Exitstrategie?

9. An der geschriwwener Press vun haut huet d'Spriecherin vun der Santé gesot, datt eventuell Fuerschungsprojete mat auslänneschen Universitéite geplangt wieren. Wéi eng sinn dat a wéi wäit sinn déi Gespréicher?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Immunitéitstaux läit bei ongefeier 2 %, wéi d'Etüd CON-VINCE dat gemooss huet. Reegelméisseg all zwou Woche wäerten nei Valeuren am Kader vun dëser Etüd kommen.

D'Regierung huet hir Exitstrategie baséiert esouwuel op epidemiologesch Etüden (CONVINCE, cluster prevalence testing...) wéi op aktualiséiert Donnéeën (Zuel vun den Neiinfizéierten) wéi och op Simulatiounsmodeller, déi vun der Covid-19-Taskforce vun der Universitéit an de Fuerschungszentren ausgeschafft gi sinn.

Genau wéi am Rescht vun der Welt hunn och zu Lëtzebuerg déi eeler Leit a Leit mat Virerkrankungen dee gréisste Risk, fir hospitaliséiert ze ginn, an d'Soins intensifs ze kommen oder d'Krankheet net ze iwwerliewen. Dat geet och aus den epidemiologeschen Donnéeën zu Lëtzebuerg ervir, déi bis elo ausgewäert goufen. Et gétt awer do nach eng weider Etüd vum LIH gemaach mam Numm Predi-COVID, fir dës Analys méi ze afinéieren.

D'Donnéeë vun all Doudesfall zu Lëtzebuerg ginn ëmmer systematesch vun der Gesondheetsdirektioun ausgewäert. Et ass zu Lëtzebuerg kee Patient ënnert 40 Joer gestuerwen, dofir kann dozou am Moment keng Analys gemaach ginn. Fir déi aner Leit, déi gestuerwe sinn, ass d'Bild relativ kloer. Well den Duerchschnëttsalter vun de Verstuerwene bei 84 Joer läit, ass dovun auszegoen, dass si Virerkrankungen haten.

Vulnerabel Persoune mussen och wärend dem Deconfinement méi virsiichteg bleiwen a strikt d'Mesurë vun Distanziatioun an Hygiène respektéieren. D'Leit hunn domat och eng grouss perséinlech Eegeverantwortung.

Wéi schonns gesot, d'Exitstrategie vun der Regierung baséiert op rationellen Analyse vun den Donnéeën an op Simulatiounen.

Et goufe bis elo just 165 Fäll vu Covid-19 bäi Kanner ënner 18 Joer an de Verlaf ass am Allgemenge ganz mëll gewiescht. D'Viruslaascht gëtt net routineméisseg gemooss. Déi rezent Etüde weisen drop hin, dass d'Kanner éischter keng grouss Roll beim Verbreede vum Virus hunn.

An de leschte Woche sinn eng Rei vun lëtzebuergesche Fuerschungsprojeten ugelaf, déi sech mam neiaartege Coronavirus beschäftegen. Et gëtt engersäits déi grouss Prevalenzstudie CON-VINCE, an där mat engem representativen Echantillon vun 1.800 Bierger d'Prevalenz vum Virus bei asymptomatesche Participanten innerhalb vun der lëtzebuergescher Bevëlkerung festgestallt a suivéiert gëtt. D'Resultater vun der Studie ginn a regelméissegen Ofstänn op der Internetsäit vun „Research Luxembourg" veréffentlecht.[1][2][3] Eng weider Studie gouf am Abrëll lancéiert, d'Predi-COVID[4]. Dës Studie wëll dozou bäidroen ze verstoen, firwat verschidde SARS-CoV-2-positiv Patiente méi schwéier Symptomer entwéckele wéi aner Patienten. Weider Projete goufe beim FNR am Kader vum éischte Covid-19-Call agereecht, wouvun der 30 finanzéiert goufen[5] . Dës 30 Projete sinn an de Beräicher vun der Biomedezinn, dem ICT, mee awer och vun den Humanwëssenschaften erëmzefannen. Bei engem zweete Covid-19-Call goufen 21 Projete finanzéiert.

D'Discovery[6]-Etüd ass eng international Etüd, déi vum franséischen Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) lancéiert gouf an un där och de CHL an d'Hôpitaux Robert Schuman hei zu Lëtzebuerg deelhuelen. Och bei de Projeten, déi beim FNR am Kader vun de Covid-19-Callen agereecht goufen, sinn international Kollaboratioune mat dobäi (6 vun 30 Projete beim éischten Appell; 6 vun 21 beim zweeten Appell). Et ass awer ze vermierken, dat de Finanzement vum FNR sech just un déi lëtzebuergesch Partenairë vun esou Kollaboratioune riicht. Den FNR ass och als Partner-Agence bei SARS-CoV-2-Calls vun internationalen Agencë mat bedeelegt.

Question 2106 (29.04.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **reprise des activités des vétérinaires :**

D'Regierung huet gëschter annoncéiert, datt vum 4. Mee un déi medezinnesch Aktivitéiten erëm méi breet sollen opgemaach ginn an datt och all preventiv Ënnersichungen, Impfungen etc. erëm normal sollen duerchgeféiert ginn. Dëst gëllt fir all Kategorië vun Dokteren esouwuel am Secteur hospitalier wéi extrahospitalier, gradesou wéi fir verschidde liberal Santésberuffer.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Dierfen och d'Veterinären erëm vum 4. Mee un normal schaffen?

- Wann nee, firwat?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als Äntwert op d'Fro vun der honorabeler Deputéierter Françoise Hetto-Gaasch kann ech bestätegen, datt vum 4. Mee un d'Cabinets vétérinaires erëm op sinn.

Question 2111 (29.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **refus de l'argent liquide :**

Wärend der Covid-19-Pandemie setzen ëmmer méi Entreprisen op boergeldlos Bezuelmethoden. Aus dësem Grond ass och d'Limitt vum kontaktlose Bezuele vu 25 € op 50 € eropgehuewe ginn. Dës Mesure gëtt an éischter Linn als Hygiènesmesure duergestallt, allerdéngs hat d'Europäesch Zentralbank no enger Etüd vum Robert Koch-Institut kommunizéiert, dass d'Euro-Geldschäiner manner Haftungsfläch hu wéi zum Beispill glat Plastikskaarten.

Elo ass et awer esou, datt verschidden Entreprisen d'Bezuele mat Boergeld an hire Geschäfter refuséieren, wat virun allem Leit benodeelegt, déi keng Bankkaart hunn. Heirënner falen natierlech an éischter Linn Mënsche vum drëtten Alter, awer och méi aarm Mënschen, déi keen Accès op e Bankkonto an/oder eng Bankkaart hunn.

Wéi d'Regierung mir schonns an der parlamentarescher Fro N° 0846 geäntwert hat, gesäit weeder déi europäesch nach déi national Legislatioun Limitte fir d'Bezuele mat Boergeld vir. Och am Règlement d'urgence vun der Regierung si bis elo keng spezifesch Mesuren an där Hisiicht getraff ginn an dofir ass d'Refuséiere vu Boergeld och wärend der Covid-19-Pandemie net erlaabt. De Wirtschaftsministère schreift op senger Website, dass d'Bezuele mat Boergeld kee Risiko duerstellt a verweist hei gläichermoossen op d'Etüd vum Robert Koch-Institut.

D'Realitéit ass allerdéngs eng aner an och d'ULC hat a verschiddene Communiquéë schonns drop opmierksam gemaach, dass vereenzelt Geschäfter Boergeld refuséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat kënnen d'Ministeren - ausser Verweiser op d'Gesetz an op d'Studie vum Robert Koch-Institut - ënnerhuelen, fir ze verhënneren, datt Geschäfter Boergeldbezuelunge refuséieren?

2. Wéi huet sech den Undeel vun den Transaktiounen, déi mat Boergeld bezuelt ginn, zënter dem Ufank vum Confinement zu Lëtzebuerg entwéckelt? Kënnen d'Ministeren eng Verréngerung vu Boergeldbezuelunge feststellen?

3. Stellt d'Refuséiere vu Boergeld eng Infraktioun vum Gesetz duer, a falls jo, wéi eng Strofe kënnen heifir geschwat ginn?

- Falls Strofen existéieren, firwat goufen an de Fäll - wéi d'ULC se nennt - keng Strofen ausgeschwat?

- Falls keng Strofen a keng Jurisprudenz existéiert, misst d'Regierung hei net nobesseren?

[1] https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/con-vince/

[2] https://researchluxembourg.lu/2020/05/07/first-results-of-the-con-vince-study/

[3] https://storage.fnr.lu/index.php/s/qqq8Bx2DH8zs96h/download (ab slide 27)

[4] https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/predi-covid/

[5] https://www.fnr.lu/research-luxembourg-results-fnr-covid-19-call/

[6] https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/discovery/

Réponse commune (28.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den Ament besti keng Beweiser, dass Boergeld eng speziell Roll beim lwwerdroe vum Covid-19 spillt. Dëst huet och d'Zentralbank op Basis vun enger Studie vum Robert Koch-Institut an engem Communiqué vum 17. Mäerz 2020 bestätegt.

Et besti fir Lëtzebuerg och keng Statistiken iwwer Boergeldtransaktiounen. An deem Sënn ass et net méiglech, d'Entwécklung vun dësen Transaktioune weeder am Kader vum Confinement nach allgemeng ze beobachten.

D'Refuséiere vu Boergeld ass laut dem Artikel 556 4° vum lëtzebuergesche Code pénal strofbar. Den Echelon vun der Geldstrof läit tëscht 25 an 250 Euro. Laut dem aktuelle gesetzleche Kader kann e Commerçant awer a verschiddene Situatioune Boergeld refuséieren, mee muss dofir säi Refus justifiéieren, andeem e sech op eng „convention contraire" berifft. D'Europäesch Kommissioun preziséiert an enger Recommandatioun vum 22. Mäerz 2010, dass de Commerçant e Grond fir de Refus nom „principe de bonne foi" kann uginn (zum Beispill, wann de Commerçant net genuch Boergeld huet, fir d'Wiesselgeld zreckzeginn).

Et goufen déi lescht Joren zu Lëtzebuerg keng Strofen an deem Kontext geschwat, well de Ministère public weeder mat enger Plainte nach engem Procès-verbal saiséiert gouf.

Trotz deenen Tatsaachen ass et awer novollzéibar, dass am aktuellen Kontext Butteker a Commerçanten esou mann wéi méiglech Boergeld traitéiere wëllen, fir esou de physesche Kontakt vun hirem Personal mam Client op e Minimum ze reduzeieren. Et ass och an deem Sënn, dass de Finanzministère, zesumme mam Ministère fir Konsumenteschutz, den 10. Abrëll 2020 an engem Communiqué jiddereen - souwuel Clienté wéi Commerçanten - opgeruff huet, am Kader vun de verschiddene Situatiounen, déi sech beim Bezuele stellen, mat gesondem Mënschenverstand a géigesäitegem Respekt ëmzegoen.

Question urgente 2379 (11.06.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant les **recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées :**

Le 11 juin 2020 la « Patientevertriedung » s'est adressée à vous en vous demandant des précisions en ce qui concerne le droit de visite dans les structures pour personnes âgées. Pour cette ASBL, mais aussi bien pour les structures que pour les habitants, voire les familles elles-mêmes, la situation actuelle avec les dispositions en vigueur ne semble pas être claire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce qu'il est envisagé de publier des lignes directrices afin que chaque structure puisse fonctionner de la même manière ?

- Ne serait-il pas de la compétence du Ministère de tutelle des structures pour personnes âgées de guider les différentes structures, afin de les assurer dans leurs démarches ?

- Dans la nouvelle phase de déconfinement, présentée par Monsieur le Premier Ministre le 10 juin 2020, y a-t-il aussi de nouvelles mesures concernant les structures pour personnes âgées ?

- Les nouvelles dispositions qui ne prescrivent plus le port du masque obligatoire tant qu'on est moins de 20 personnes, sont-elles aussi applicables pour ces structures ?

Réponse commune (16.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les recommandations du 20 mai 2020 relatives aux visites et aux sorties donnent un cadre qui permet à chaque gestionnaire de faire en sorte que les résidents puissent recevoir des visites et effectuer des sorties à l'extérieur du site, tout en mettant la sécurité des résidents au centre des priorités.

Il relève de la responsabilité de chaque gestionnaire de tout mettre en œuvre afin de rendre ces visites et ces sorties aussi conviviales et agréables que possible.

Étant donné que le rétablissement du contact humain entre résidents et familles est une priorité et au vu de l'évolution du déconfinement et de la fin proche de l'état de crise, les ministres ont décidé d'alléger les recommandations relatives aux visites et aux sorties dans les structures d'hébergement pour personnes âgées en fonction des nouvelles réalités.

Ces recommandations seront publiées au courant de la semaine prochaine.

Les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 rendant le port du masque obligatoire uniquement à l'occasion de l'exercice de toute activité de plus de 20 personnes lorsqu'une distance interpersonnelle de deux mètres ne peut pas être respectée, s'applique aussi aux structures hébergeant des personnes âgées.

Néanmoins, de manière générale, il est fait appel à la responsabilité de tout un chacun afin d'autoévaluer le risque que peuvent présenter certaines situations et d'appliquer les gestes barrière nécessaires afin de minimiser tout risque de propagation du virus pour soi-même, pour ses proches et, dans le cas présent, pour les autres résidents d'une structure d'hébergement pour personnes âgées.

Question urgente 2418 (19.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **rémunération des professionnels de santé qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19 :**

Iwwert de Wee vun engem Reglement gouf en Tarif horaire opgestallt, fir Leit aus sanitäre Beruffer (Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten asw.) ze remuneréieren, déi sech spontan bereet erklärt haten, iwwer e CDD beim Krisemanagement matzeschaffen. Et goufe scho Problemer an dësem Kontext, well déi betraffe Leit bis an de Mee eran nach ëmmer keng Remuneratioun kritt haten. Och elo, sollen et nees Problemer mat der Remuneratioun ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt et och elo nees Problemer gi bei der Remuneratioun vun deene betraffene Leit? Wa jo, kann d'Regierung erklären, wou de Problem hei läit?

2. Ass scho gekläert, wéi déi Leit steierlech behandelt ginn?

3. Wéi ass de Revenu aus deem CDD am Kader vum Krisemanagement an der Covid-19-Zäit ze verbuchen a kréien déi betraffe Beneficiairen eng entspriechend Ofrechnung?

4. Musse Leit mat esou engem CDD iwwer eng zweet Steierkaart fueren oder kréie si, opgrond vun den Ëmstänn, d'Verbuche vun der Remuneratioun an der Covid-19-Zäit vereinfacht?

Réponse commune (19.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Generell muss den Ënnerscheed gemaach ginn, tëschent den Dokteren, déi iwwer Nomenklatursakte bezuelt ginn, d'Personal wat an den Spideeler schafft an iwwer eng „enveloppe budgétaire globale" bezuelt gëtt, an d'Leit aus de Gesondheetsberuffer, déi an normalen Zäiten iwwer Nomenklatursakten, mee wärend der Kris iwwer zäitlech befristeten Aarbechtsverträg (CDD) engagéiert goufen.

Am Kader vun der Covid-19-Kris, gouf de Gesondheetssekteur reorganiséiert, fir eng adequat Äntwert op déi sanitär Besoinen ze ginn. Am dësem Kontext goufe punktuell temporär Akte fir d'Dokteren iwwer groussherzogleche Reglement agefouert. Dat betraffend Personal am Spidol, gouf natierlech weider iwwer d'Enveloppe budgétaire globale, déi d'CNS un d'Spideeler bezillt, en charge geholl, fir d'sanitär Besoinen an de Spideeler ze adresséieren.

Déi betreffend Leit aus de Gesondheetsberuffer, kruten d'Méiglechkeet sech an der Réserve sanitaire anzeschreiwen, wou hir Disponibilitéit iwwer en CDD gereegelt gouf.

ad 1. Wat déi Leit betrëfft, déi op Basis vun engem CDD agestallt goufen, sinn am Abrëll an am Mee ronn 1.500 Paien an dësem Kontext iwwerwise ginn. Et ass just an e puer eenzel Fäll wou d'Pai dee Moment nach net konnt iwwerwise ginn, well déi betraffen Dossieren net komplett waren. Déi ginn awer dëse Mount ausbezuelt.

Et bleift ze preziséieren, dass Elementer, wéi zum Beispill deen Deel vum 13. Mount oder Congéen, zäitno ausbezuelt wäerte ginn.

Betreffend d'Akte fir d'Dokteren (Forfaitsakt, dee wärend der Kris agefouert gouf), goufe bis haut 28,6 Milliounen Euro fir déi fënnef Lignes de garde vun der Gesondheetskeess (CNS) u 1.514 Dokteren, y compris iwwer d'Spideeler, iwwerwisen. An 234 Fäll, hunn technesch Infoe gefeelt, déi hu missen nogefrot ginn. Dofir konnt d'CNS dës Iwwerweisungen nach net tätegen. D'Gesondheetskeess muss déi verschidden Dokumenter effectiv validéiert kréien, fir kënnen déi Montanten, déi geschëlt sinn, ze iwwerweisen.

Betreffend d'Personal wat an de Spideeler agestallt ass, huet d'CNS déi Montanten, déi iwwer d'Enveloppe budgétaire globale ze bezuelen sinn, weider un d'Spideeler iwwerwisen, déi dann d'Salairen ausbezuelen. Dëst ass och onofhängeg vun der „normaler" Aktivitéit, ewéi virdrun erkläert, esoudatt déi Salairen integral konnte bezuelt ginn.

ad 2. Déi Leit, déi en CDD als Employé de l'État haten, gi besteiert wéi all aner Employé de l'État.

Wat d'Personal an de Spideeler an d'Dokteren, déi iwwer Akte bezuelt ginn, ubelaangt, sou ginn déi d'selwecht besteiert wéi soss och.

ad 3. Déi Leit, déi en CDD als Employé de l'État haten, kréie pro Mount e Paiziedel a wäerten Ufank 2021 e „certificat de rémunération" kréien, wéi all aner Employé de l'État.

ad 4. Fir déi Leit, déi en CDD als Employé de l'État haten, krut de CGPO, wéi all aneren Employeur och, vun der Steierverwaltung eng éischt oder eng zweet Steierkaart, jee no Situatioun vun de betraffene Leit.

Question urgente 2424 (22.06.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **fin des classes séparées :**

Den Här Educatiounsminister huet de Freiden, den 19 Juni annoncéiert, datt ab dem 29. Juni d'Kanner an d'Jugendlecher erëm all an d'Schoul solle goen.

An deem Kontext stelle sech eng Rei méi fundamental Froen, ënner anerem zu der Anhalung vun sanitäre Reegelen:

- Am Gesetzesprojet N° 7606 heescht et, dass Rassemblementer vu méi wéi 20 Leit „dans les lieux accessibles au public" verbuede sinn. E Rassemblement ass laut deem Projet „eng organiséiert Reuniouun vu physesche Persounen, déi sech simultan op enger Plaz befannen".

Ass den Här Minister der Meenung, dass e Schoulgebai, Klassesall respektiv d'Enceinte vun der Schoul ënnert d'Definitioun vu „lieux accessibles au public" fält?

- Net all d'Rassemblementer sinn awer vun dësem Verbuet betraff. Sou si laut Gesetzesprojet zum Beispill Evenementer vu méi wéi 20 Leit ënner Konditioune méiglech.

• Ass de Schoulbetrib laut dem Här Minister en Evenement?

• Wa jo, muss d'Schoul sech dann un déi gesetzlech Konditiounen halen, i. e. assignéiert Plaze virgesinn plus Maskeflicht fir Kanner vun iwwer sechs Joer oder d'Anhale vun de virgeschriwwenen Ofstandsreegelen?

- Laut dem Gesetzesprojet N° 7606 besteet och eng allgemeng Maskenpflicht fir Aktivitéiten „qui accueillent un public".

• Ass d'Schoulaktivitéit eng Aktivitéit „qui accueille un public"?

Hei ass et méiglech dovunner ofzewäichen, wann eng Aktivitéit vun Natur aus inkompatibel mam Droen vun enger Mask ass. An deem Fall muss den Organisateur aner sanitär Moossnamen ergräifen, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

• Ass den Här Minister der Meenung, dass de Schoulbetrib als Aktivitéit ze betruechten ass, déi vun Natur aus, net compatibel mam Droe vun enger Mask ass?

• Wa jo, wéi eng aner sanitär Moossname recommandéiert d'Santé deenen eenzele Schoulen, fir d'Propagatioun vum Virus ze verhënneren?

Et ass jo dovunner auszegoen, dass d'Anhale vun Ofstandsreegelen sech ab dem 29. Juni als ganz schwéier erweise kéint, wa sech nees méi Schüler an engem Klassesall rëmfannen.

• Muss de PL 7606 nach adaptéiert ginn, fir ze verhënneren dat d´Kanner, d'Jugendlech an d'Enseignanten de ganzen Dag eng Mask mussen undoen?

• Wa jo, wéini kënnt déi Adaptatioun?

• Wann nee, kann den Här Minister eis déi gesetzlech Basis ginn, déi ënnersträicht datt et keng Maskeflicht gëtt wa méi wéi 20 Leit zesummen an engem Klassesall sinn?

Réponse commune (22.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Déi honorabel Deputéiert freet, ob Schoulgebaier ënnert d'Kategorie vun de „lieux accessibles au public" falen.

Fir d'Grondschoul erlaben ech mir dobäi, op den Artikel 2 vum Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ze verweisen. Deemno ass d'Schoul eng „entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires".

De Schoulbetrib adresséiert sech domadder un eng kloer definéiert a limitéiert Populatioun, déi a kleng Entitéiten agedeelt ass. Dëst ënnerscheed d'Schoul op eng fundamental Aart a Weis vun Evenementer, déi fir e breede Public op sinn, a bei deenen d'Populatioun a permanent neie Konstellatiounen zesummekënnt.

Och d'Lycéesgesetz vum 25. Juni 2004 kläert an den Artikelen 1 an 2, dass d'Aktivitéite vun der Schoul sech net un en allgemenge Public adresséieren, mee d'Ënnerriichte vun de Schüler an engem kloer delimitéierte Klasseverband als Objet huet.

Nieft den Aktivitéiten ass och den Accès zu de Gebaier esouwuel an der Grondschoul wéi am Secondaire kloer gereegelt. Et gëtt kee Publikumsverkéier an de Schoulen.

De groussherzogleche Reglement vum 7. Mee 2009 seet dozou fir d'Grondschoul: « L'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre. »

Dëse Prinzip gëllt och fir d'Lycéeën. Am Artikel 40bis vum Gesetz vum 25. Juni 2004 heescht et: « L'accès à l'enceinte du lycée est réservé aux élèves du lycée, aux membres du personnel du lycée, aux personnes exerçant au sein du lycée une mission prévue par la loi et aux personnes y autorisées par le directeur du lycée. »

Aus den ugefouerte Grënn falen d'Grondschoulen an d'Lycéeën net ënnert d'Dispositioune fir Rassemblementer an „lieux accessibles au public", wéi se am Gesetzsprojet N° 7606 virgesi sinn.

Déi sanitär Bëstëmmungen, déi fir d'schoulesch Aktivitéite gëllen, gi vun der Direction de la santé verëffentlecht, a permanent der Situatioun ugepasst.

Den Educatiounsministère huet sech an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère eng kohärent Strategie ginn am Bekämpfe vum Covid-19. Dës Strategie besteet aus sechs Elementer:

1. Schutz vun de vulnerabele Populatiounen;

2. Adaptatioun vun de Schoulgebaier;

3. Aféiere vun zousätzlechen Hygiensreegelen;

4. Notze vu Schutzmaterial, fir zousätzlech Barrièren ze schafen (Masken, Plexiglas-Panneauxen etc.);

5. Organiséiere vu feste Gruppen, déi sech net vermëschen (sozial Clusteren);

6. Halbéiere vun de Klassegréissten.

Mat der Decisioun vun der Regierung, fir den Enseignement en alternance ofzeschafen, gëtt just de sechste Punkt vun dëser Strategie opgehuewen. All aner Elementer vun der Strategie bleiwe bestoen.

Wat d'Droe vun engem Mundschutz ubelaangt, bleiwt d'Regierung bei den existéierende Reegelen. D'Droe vun engem Mundschutz ass bei Kanner iwwer sechs Joer vum MENJE recommandéiert fir den Trajet bis an d'Schoulklass eran. An der Klass ass d'Droe vum Mundschutz fakultativ.

Doriwwer eraus erlaben ech mir, der honorabeler Deputéierten ze rappeléieren, dass d'Schoulaktivitéiten an Zäite vum Covid-19-Virus zu deenen am mannste problemateschen an eiser Gesellschaft gehéieren. Kanner gi manner oft ugestach vum Virus, si hu manner staark Symptomer a stiechen an der Reegel och manner Leit un. Mat dem aktuelle Wëssensstand kënne mir soen, dass d'Bildungsariichtungen net zu de Clusteren gehéieren, iwwert déi de Virus sech an der Gesellschaft verbreed. Mat dëser Erkenntnis, a virum aktuellen Hannergrond vun den nidderegen Zuele vun Neiinfektiounen, ass den aktuelle sanitären Dispositiv der Situatioun an eise Schoulen absolutt ugepasst.

Question urgente 2433 (24.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **foyer du Covid-19 dans un grand abattoir en Allemagne :**

Lescht Woch gouf et an enger Fleeschfabrik bei Gütersloh an Nordrhein-Westfalen e gréisseren

Ausbroch vu Covid-19. Wéi verschidden däitsch Medie berichten, solle ronn 1.300 Mataarbechter sech mam Coronavirus infizéiert hunn a goufen ënner Quarantän gestallt faz.net, 21. Juni 2020). D'Plattform spiegel.de schreift an engem Artikel vum 15. Juni 2020 iwwer méiglech Covid-19-Infektiounen duerch réie Saumon a China:

„Dabei scheint es aktuell eher wahrscheinlich, dass die Virenfunde auf dem Hackbrett darauf zurückzuführen sind, dass der Fischhändler oder einer der Verkäufer mit dem Virus infiziert war und die Hygieneregeln nicht beachtet hat. Wenn etwa derjenige, der den Lachs auf dem Brett zubereitet hat, mit SARS-CoV-2 infiziert war, könnten Viren auf das Schneidebrett und auf den Fisch gelangt sein. So wiederum könnten sich die Betroffenen infiziert haben. Deemno kéint de Kontakt mat der Uewerfläch vu réie Liewensmëttel eng Source sinn, fir sech mam Covid-19 unzestiechen. Dëst implizéiert, datt d'Liewensmëttelchaîne, virun allem d'Aarbechter, déi an der Liewensmëttelkette mat frësche Wueren hantéieren, am Kader vun der Covid-19-Pandemie nach besser misste kontrolléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Aarbecht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Goufen déi zwee Schluechthaiser zu Wecker an zu Ettelbréck schonns op de Covid-19 getest?

2. Goufen et schonns positiv Covid-19-Fäll an de béide Schluechthaiser zu Lëtzebuerg?

3. Wéi eng Erkenntnisser besëtzt d'Regierung vis-à-vis vun Infektiounen iwwer réi Liewensmëttel?

4. Goufen an der Liewensmëttelchaîne vu frësche Liewensmëttel weider preventiv Moossname géint d'Verbreedung vum Coronavirus decidéiert? Falls nee, gëtt dëst fir d'Zukunft envisagéiert?

5. Schaffen an de Schluechthaiser Aarbechter oder Saisonsaarbechter, déi hire feste Wunnsëtz net zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun hunn? Falls dës Leit positiv op de Covid-19 getest ginn, gi si dann an hir Heemecht zréckgeschéckt oder komme si heihinner a Quarantän? Falls se hei a Quarantän mussen, wou mussen dës Leit hin?

Réponse commune (29.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Systematesch goufen déi zwee Schluechthaiser net op Covid-19 getest, mee Tester gi gemaach, wann ee Verdacht besteet. Doriwwer eraus ginn d'Ugestellten, egal ob Residents oder Grenzgänger, och opgefuerdert, beim Large scale testing mat ze maachen, deen drop ausgeriicht ass, eventuell net symptomatesch positiv Leit ze detektéieren.

ad 2. Wärend et an engem vun deenen zwee Schluechthaiser nach kee Covid-19-Fall gouf, sinn an deem anere Schluechthaus fënnef Fäll vu Covid-19 beim administrative Personal detektéiert ginn.

ad 3. Laut den aktuelle wëssenschaftlechen Erkenntnisser kann d'Infektioun vun enger Persoun duerch kontaminéiert Liewensmëttel iwwert de Verdauungstrakt ausgeschloss ginn, de Virus verbreet sech haaptsächlech vu Mënsch zu Mënsch iwwert d'Otemweeër.

ad 4. Déi hygieenesch Moossnamen am Liewensmëttelsecteur si scho ganz streng, fir eng Kontaminatioun vun de Liewensmëttel mat pathogeene Bakterien a Viren ze verhënneren, an dës Mesurë goufe wärend dëser sanitärer Kris nach verstäerkt, obscho keen direkte Risiko fir d'éffentlech Gesondheet duerch mam Coronavirus kontaminéiert Liewensmëttel besteet.

Sou ass an de Schluechthaiser d'Droe vu Maske vun Ufank vun der Kris un obligatoresch, an et gouf och op d'Anhale vun den Hygienesreegelen, wéi zum Beispill d'Wäschen an d'Desinfektioun vun den Hänn, dem Material an den Equipementer, insistéiert.

ad 5. An eise Schluechthaiser schaffe Leit, déi entweeder hire Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg oder haaptsächlech an der Grenzregioun hunn. Falls eng Persoun positiv getest gouf, verbréngt se hir Quarantän an deem Land, wou se hire Wunnsëtz huet.

Och wann an eise Schluechthaiser keng Saisonsaarbechter schaffen, sou gëtt et där awer an anere Secteuren, wéi dem Uebst- an Geméisbau souwéi och dem Wäibau. Fir eng Weiderverbreedung vum Virus iwwert dëse Wee ze verhënneren, goufe vun den zoustännege Ministere preventiv Moossnamen ausgeschafft, un déi sech Betriber sollen halen, falls si op Saisonsaarbechter zréckgräifen. Dës Preventiounsmoossname betreffen d'Teste vun de Persounen, ier se op Lëtzebuerg kommen, Informatiounscampagne betreffend d'Hygiènesreegelen an deene verschiddene Sproochen an d'Méiglechkeet, en Aarbechter ze isoléieren, dee positiv getest gouf.

Question urgente 2435 (24.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **nouveaux cas d'infection au Covid-19 dans différents établissements de l'enseignement secondaire du pays :**

D'après nos informations, plusieurs élèves fréquentant diverses classes dans plusieurs lycées du pays - au moins deux - ont été testés positifs au Covid-19.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) s'il peut confirmer nos informations, et

2) s'il a donné des consignes précises aux établissements scolaires concernés, afin qu'ils puissent réagir de manière appropriée pour garantir la sécurité des élèves et des enseignants.

3) Les élèves concernés se trouvent-ils en isolation voire les membres de leurs familles ?

4) Quid des autres élèves fréquentant la même classe que les élèves testés positifs au Covid-19 ainsi que des enseignants de ces classes ? Seront-ils tous testés ? Que se passera-t-il, si lors de ces tests, de nouveaux cas d'infection au Covid-19 s'avéreront ?

5) Est-ce que l'ensemble des élèves et du personnel enseignant et autres des établissements concernés sera testé ? Que se passera-t-il, si ces tests confirment également de nouvelles infections au Covid-19 ? Les établissements scolaires concernés devront-ils fermer leurs portes avant la fin de l'année scolaire ?

4) En tout état de cause, ces nouveaux cas d'infection au sein d'établissements scolaires auront-ils des conséquences quant à la politique du Gouvernement en matière de sécurité au niveau scolaire ?

Réponse (29.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Depuis la reprise progressive des activités dans le domaine de l'enseignement secondaire à partir du 4 mai 2020, onze personnes, soit neuf élèves et deux enseignants, ont été testées positives au Covid-19.

Les derniers cas, ceux auxquels les honorables Députés semblent faire référence, se sont produits récemment dans un lycée de la capitale ; ils sont au nombre de trois au sein d'une même classe. Les souches virales sont encore en cours d'analyse. Il s'agit seulement du deuxième cas impliquant plus d'un élève d'une même classe, sans qu'il soit possible de conclure à une contamination intraclasse. Il apparaît donc que l'école ne constitue pas un foyer de contagion (« cluster ») dans notre société.

Concernant les procédures à suivre en cas d'infection au Covid-19, il convient de noter qu'elles ont été instaurées par le Ministère de la Santé en concertation avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ainsi, en cas de détection d'une infection, la Direction de la santé en avertit aussitôt la direction générale de l'enseignement secondaire en même temps que la direction de l'établissement concerné. Il appartient à cette dernière d'en informer les membres de la communauté scolaire, à savoir les élèves, l'équipe des enseignants ainsi que les parents d'élèves.

Sur le plan sanitaire, la personne testée positive est isolée par la Direction de la santé qui effectue ensuite un retraçage des contacts (contact tracing) entre la personne concernée et des tiers : condisciples, enseignants, contacts extrascolaires, membres de la famille.

Les personnes ayant eu un contact étroit avec la personne testée positive sont placées en quarantaine : elles sont isolées pendant la durée d'une semaine et testées au Covid-19 à l'issue du cinquième jour. En cas de résultat négatif, elles peuvent retourner à l'école à l'issue du septième jour ; si le résultat est positif, la mesure d'isolement se poursuit.

Quant aux personnes dont le contact n'est pas considéré comme étroit, elles peuvent continuer à fréquenter les cours ou à se rendre à leur lieu de travail, mais sont tenues à une autosurveillance :

- prise de température deux fois par jour ;

- surveillance accrue aux symptômes du Covid-19.

Elles se voient proposer un test qui n'est toutefois pas obligatoire.

Les honorables Députés demandent encore s'il est prévu de tester l'ensemble des élèves et du personnel d'un lycée en cas de détection d'une infection. Tel n'est pas le cas, tout comme la fermeture d'un établissement n'est pas envisagée.

Le Gouvernement a mis en œuvre une stratégie efficace de dépistage consistant à tester au fur et à mesure, et par tranches d'un cinquième par semaine, l'ensemble des élèves et des enseignants des classes du secondaire.

Partant, la sécurité des acteurs du monde scolaire est garantie.

Question urgente 2440 (25.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **nouveaux cas d'infection au Covid-19 dans une école de l'enseignement fondamental dans le nord du pays :**

Säit dem 25. Mee 2020, sinn d'Primärschoulen a ganz Lëtzebuerg erëm opgaange mat strenge Mesuren déi versprach goufen. D'Strategië fir d'Infektiounsquoten esou déif wéi méiglech ze halen, goufen opgestallt an trotzdeem sinn, laut menge Quellen, zwee Kanner am Norde positiv op Covid-19 getest ginn an d'Enseignantë kruten explizitt vum Ministère de la Santé verbueden d'Elteren ze informéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozedur gëtt fir den Tracing vu Kanner an de Schoule benotzt?

2. Wéi eng Datebanke ginn an deem Kontext consultéiert?

3. Firwat gëtt d'Léierpersonal, dat jo d'Bezuchspersoun ass, net mat agebonnen?

Réponse commune (30.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) D'Demarche, déi et anzehale gëllt, wann ee Schüler, deen eng lëtzebuergesch ëffentlech Grondschoul frequentéiert, positiv op Covid-19 getest gëtt, ass vum Gesondheetsministère a Collaboratioun mam Educatiounsministère (MENJE) ausgeschafft ginn.

Am Fall, wou e Kand aus enger lëtzebuergescher ëffentlecher Grondschoul positiv op Covid-19 getest gouf, kontaktéiert d'Direktioun vun der Santé d'Eltere vun dësem Kand, fir déi Persounen ze ermëttelen, déi an der Zäitspan vun 48 Stonnen, ier d'Kand déi éischt Symptomer opgewisen huet oder op de Covid-19 getest gouf, an dem Dag vum Feststelle vun der positiver Covid-19-Infektioun, am Kontakt mam Kand waren. Wann d'Elteren uginn, datt d'Kand an där Period an d'Schoul gaangen ass, da kontaktéiert d'Direktioun vun der Santé um lokale Niveau den Titulaire de classe an de Schoulpresident, an um regionale Niveau d'Regionaldirektioun, fir datt déi hinnen eng Lëscht mat de Schüler an dem Schoulpersonal ginn, déi an der genannter Period an der Schoul present waren. Um nationalen Niveau gëtt d'Direction générale de l'enseignement fondamental vu mengem MENJE iwwert de Virgang informéiert.

ad 2) D'Direktioun vun der Santé kritt op Ufro hin d'Kontaktdonnéeë vun engem lokale Vertrieder vum MENJE.

ad 3) Et läit op der Hand, datt d'Léierpersonal, dat wärend där Period, déi an der éischter Äntwert definéiert gouf, d'Prise en charge assuréiert huet vum Kand, dat positiv op Covid-19 getest gouf, muss mat agebonne ginn. Vu datt dës Enseignanten an der Reegel am Kontakt mam Kand waren, muss evaluéiert ginn, ob si mussen a Quarantän gesat ginn, esou wéi et an den temporairë sanitäre Recommandatioune vun der Direktioun vun der Santé am Kontext vu Covid-19 definéiert ass.

Question urgente 2450 (29.06.2020) de **MM. Michel Wolter et Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**avenir de Guardian Bascharage :**

An engem rezente Reportage op RTL heescht et, dass nom Site Diddeleng och d'Zukunft vun der Fabrick vu Guardian zu Käerjeng ongewëss wier:

- am November 2022 géif de Glasuewen zu Käerjeng un d'Enn vu senger Lafzäit ukommen a misst ersat ginn,

- et wieren aktuell awer keng Investissementspläng virgesinn,

- Guardian géif aktuell och eng Fabrick a Polen a Betrib huele mat der duebeler Capacitéit wéi déi zu Lëtzebuerg.

450 Leit géifen aktuell op deenen zwee Sitte schaffen an d'Angscht bei de Mataarbechter wier grouss, virun allem well och vill eeler Mataarbechter an der Firma schaffe géifen.

De 14. Mee 2018 hat de fréiere Wirtschaftsminister nach d'Membere vun der Direktioun vum Guardian-Grupp an Amerika besicht an et goung rieds iwwert d'Zukunft vun hirer Presenz hei zu Lëtzebuerg.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro zu méigleche Fermeturë vun de Sitten Diddeleng a Käerjeng, huet et vu Säite vun der deemoleger Staatssekretärin fir Wirtschaft geheescht:

„Bei der Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister a Guardian goung et ëm nei Investissementer, fir déi zwee Sitten auszebauen, ze stabiliséieren an ze erhalen. Et war keng Diskussioun doriwwer, fir ee Site zouzemaachen. D'Grondstëmmung bei deene Gespréicher war positiv, ganz positiv, am Sënn vu weideren Investitiounen zu Lëtzebuerg, fir déi zwee Standuerter ze stäerken. ( ) Här President, an dësem Dossier stinn d'Zeeche vun eiser Industriepolitik op Gréng."

Opgrond vun de rezente Virgäng wéilte mir folgend Froen un d'Häre Ministere stellen:

- Wat huet sech zanter den zouversiichtlechen Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin an haut an der Politik vum Grupp Guardian geännert, dass de Standuert Lëtzebuerg an Zukunft méiglecherweis eng kleng bis keng Roll méi spillt?

- Wéi eng Engagementer goufen et viru bal genee zwee Joer vu Säite vum Grupp wat d'Zukunft vum Standuert Lëtzebuerg betrëfft?

- Ginn et eventuell Versäumnisser vu Säite vun der Regierung, déi dozou gefouert hunn, dass sech de Grupp vu Lëtzebuerg manner staark fir Lëtzebuerg interesséiert?

- Sinn d'Ministeren aktuell a Gespréicher mat den Dirigeantë vum Guardian-Grupp oder vu Guardian Lëtzebuerg, fir d'Zukunft vun hirer Produktioun zu Lëtzebuerg ze sécheren? Ass d'Regierung amgaangen ze préiwen, wéi eng Mëttelen hinnen zur Verfügung stinn, fir de Standuert Lëtzebuerg ze erhalen?

- Kënnen d'Ministeren ausschléissen, dass et zu Plazenofbau bei der Firma zu Lëtzebuerg kënnt? Sollt dat net Fall sinn, kann d'Regierung eis matdeelen, wéi eng Begleetmoossname virgesi sinn, fir déi Beschäftegt opzefänken an och séier nees an Aarbecht ze bréngen?

Réponse commune (30.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

De Flaachglasproduzent Guardian ass zanter den 80er Joren zu Lëtzebuerg. Ewéi mat de villen aneren Industriebetriber mat amerikaneschen Originnen, déi sech an de leschte Jorzéngten am Grand-Duché niddergelooss hunn, ass de Wirtschaftsministère och mat Guardian am permanente Kontakt.

Guardian huet zwee Produktiounssitten zu Lëtzebuerg: zu Diddeleng an zu Käerjeng. Am Kontext vun deem reegelméissegen Echange tëscht Guardian an dem Wirtschaftsministère sinn zum Beispill an de Glaswierker zu Käerjeng an Diddeleng Investitiounen a Filteranlage gemaach ginn, fir méi ëmweltschounend ze produzéieren. Den Haaptsiège fir Europa vun der Firma ass 2016 zu Bartreng ageweit ginn.

An der rezenter Vergaangenheet gouf et international am Secteur vum Flaachglas eng zolidd Iwwerproduktioun. Zousätzlech zu dësen Iwwercapacitéiten huet d'Koronakris dozou gefouert, datt och d'Demande fir esou Produiten an der Bau- an an der Automobilbranche staark zréckgaangen ass. Doweinst huet Guardian rezent decidéiert, fir de Glasuewen zu Diddeleng erofzefueren, awer déi aner Aktivitéiten op deem Site bäizebehalen. Parallell gëtt envisagéiert, fir déi aktuell Aktivitéiten um Site zu Käerjeng mat de verbleiwenden Aktivitéiten um Site zu Diddeleng an eng Gesellschaft zesummenzeféieren.

Guardian ass den Ament amgaangen sech mat den zwou Personaldelegatiounen iwwert dës Entwécklungen ze beroden. Virun deem Hannergrond geet och de permanenten Echange tëscht der Firma an dem Wirtschaftsministère weider, fir dëse Prozess, mat eventuelle Konsequenze fir d'Salariéen, beschtméiglech ze begleeden.

N°14
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 14 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Prorogation de l'état de crise p. 405
Aides aux entreprises et artistes p. 424
Financement des grands projets d'infrastructure p. 440

Sommaire des séances publiques nos 27 à 29 p. 448
Sommaire des questions parlementaires p. Q352

27e séance Samedi 21 mars 2020
28e séance Mardi 31 mars 2020
29e séance Jeudi 2 avril 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Les pétitions toujours aussi populaires



M. Fernand Etgen et Mme Nancy Arendt ont dressé le bilan de la Commission des Pétitions.

« La crise sanitaire n'a pas figé l'outil démocratique qui est la pétition publique. » Tel était le constat du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, face aux membres de la presse lors du bilan des travaux de la Commission des Pétitions au cours des douze derniers mois.

La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a souligné qu'en moyenne tous les jours une pétition publique est soumise sur le site Internet de la Chambre. « Ce rythme était croissant et cette dernière année était une année record », a-t-elle encore constaté. Mme Arendt a rappelé que depuis le lancement de « cet outil de participation démocratique » en mars 2014, 1.324 pétitions publiques et pétitions ordinaires ont été adressées à la Chambre des Députés.

299 pétitions publiques, 26 pétitions ordinaires et 5 débats publics

Depuis le dernier bilan tiré en juillet 2019, la Commission des Pétitions s'est réunie à 27 reprises. Les quinze membres de la commission parlementaire ont analysé 299 demandes de pétitions publiques (dont 188 ont été déclarées recevables) et 26 pétitions ordinaires (dont 16 ont été déclarées recevables). En tout, cinq pétitions publiques ont atteint le seuil des 4.500 signatures nécessaires pour qu'elles puissent être débattues entre les pétitionnaires, les députés et les ministres. Parmi les pétitions ayant atteint ce seuil déclencheur d'un débat figurent la revendication portant sur la prime unique pour le personnel de la santé, la pétition contre la reprise progressive des activités scolaires ou encore celle revendiquant le transport gratuit pour les personnes à mobilité réduite.

Les débats publics ne restent pas sans suite

Mme Nancy Arendt a encore relevé que la Chambre fait un suivi régulier des débats publics écoulés. À titre d'exemple, elle a mentionné que suite au débat public sur le droit à la carafe d'eau, les députés ont rencontré trois ministres pour voir si les conclusions décidées en automne dernier seront réellement mises en place.

La Présidente de la Commission a encore rappelé que même si une pétition publique n'atteint pas le seuil de 4.500 signatures et n'est donc pas suivie d'un débat public, les thématiques peuvent être une source d'inspiration pour les députés et les ministres. Mme Arendt a cité des exemples tels que le fait de punir plus sévèrement les dépôts sauvages de déchets (« littering »), le congé de paternité (« Pappecongé ») ou encore la possibilité pour les motocyclistes de rouler pendant le confinement. Ces trois idées étaient soulevées dans des pétitions publiques et elles ont été reprises par les différents ministères concernés.

Une pétition publique n'ayant pas atteint le seuil peut être convertie en pétition ordinaire. À ce moment, la Commission des Pétitions peut notamment demander une prise de position au ministre compétent ou encore entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions.

Le top trois des thèmes : travail/emploi, mobilité, environnement

Les préoccupations exprimées par les pétitions publiques restent similaires à celles de l'année dernière. Aux premières places figurent les sujets en lien avec le travail et l'emploi (conditions de travail, prime, etc.), la mobilité (trafic et transports publics), l'environnement et la santé. Suivent des pétitions sur la société et la famille, l'éducation et l'enseignement ainsi que les finances et les impôts.

Deux débats publics prévus en automne

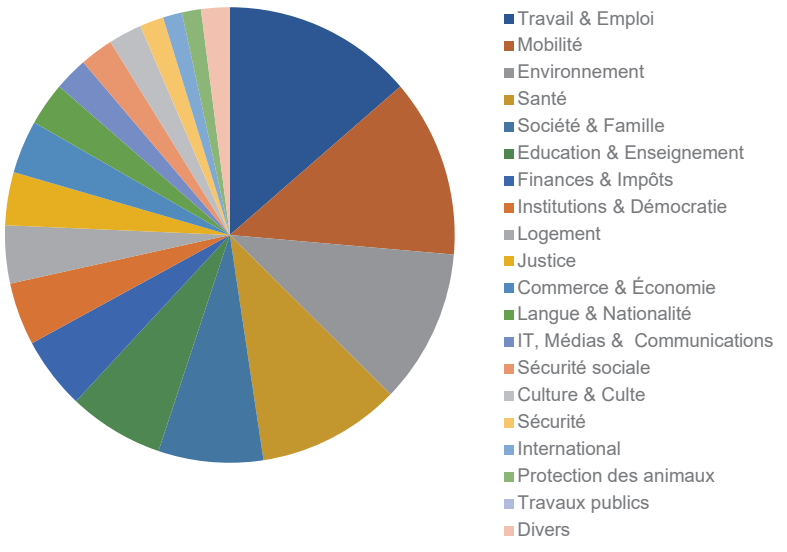
« La pétition publique n° 1556 déposée pendant le confinement et demandant le droit au télétravail sera discutée à la rentrée parlementaire », a assuré la Présidente de la Commission des Pétitions face aux membres de la presse.

La pétition publique n° 1560 demandant de stopper définitivement le déploiement de la 5G au Luxembourg sera également discutée en automne. Elle avait récolté environ 5.800 signatures électroniques et les pétitionnaires bénéficient d'un délai supplémentaire jusqu'au 4 août pour la collecte de signatures sur papier qui avait été suspendue pendant la durée de l'état de crise.

Un nouveau site Internet dédié aux pétitions

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a encore annoncé qu'un nouveau site Internet dédié aux pétitions sera lancé en automne. « Orienté vers l'usager, le site aura pour vocation d'être plus visible, participatif et inclusif », a précisé le Président du Parlement.

Demandes de pétition publique déposées entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2020



Le saviez-vous ?

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent.
Il existe deux types de pétitions :

LA PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité. Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

LA PÉTITION ORDINAIRE

Les pétitions ordinaires sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle les pétitions se rapportent, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

Des règles claires pour les déplacements dans l'UE

Dans un appel à ses homologues au sein de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), M. Yves Cruchten, Président de la délégation parlementaire luxembourgeoise auprès de la COSAC et Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, plaide pour des règles communes en matière de déplacements au sein de l'UE.

Il s'agit pour le parlementaire de préserver le principe de la libre circulation des personnes, pierre angulaire du projet européen. Cette question semble particulièrement critique en cette période estivale pendant laquelle le secteur du tourisme est fortement impacté par les effets de la crise sanitaire. Selon M. Yves Cruchten, des règles claires sont indispensables afin que les citoyens puissent planifier leurs déplacements en toute confiance.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 14** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Accès des déficients visuels aux œuvres publiées

7352 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information

Ce projet de loi transpose en droit luxembourgeois une directive européenne (2017/1564) qui, elle, transpose le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, adopté le 27 juin 2013 à Marrakech sous l'égide de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, qui a été signé au nom de l'Union européenne le 30 avril 2014.

Le projet de loi introduit ainsi une exception en faveur de déficients visuels dans la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données.

L'objectif est d'améliorer la disponibilité et l'échange transfrontalier de certaines œuvres et d'autres objets protégés en format accessible pour les aveugles, les déficients visuels ou les personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés. Grâce à ces nouvelles règles, ces personnes pourront désormais avoir accès à un plus grand nombre de livres et d'autres documents imprimés dans des formats accessibles, y compris des livres audio et des livres électroniques adaptés, en provenance de toute l'Union européenne et du reste du monde.

Ladite exception permettra toute action nécessaire pour modifier, convertir ou adapter une œuvre ou un autre objet de manière à produire un exemplaire en format accessible permettant aux personnes bénéficiaires d'avoir accès à cette œuvre ou à cet autre objet. Cette exception inclut également les modifications qui pourraient être nécessaires dans les cas où le format d'une œuvre ou d'un autre objet est déjà accessible à certaines personnes bénéficiaires alors qu'il pourrait ne pas l'être à d'autres personnes bénéficiaires en raison de déficiences ou de handicaps différents ou du degré différent de tels déficiences ou handicaps.

Étant donné la nature très spécifique de cette exception, le projet de loi met en place un cadre bien délimité qui vise à garantir que les utilisations autorisées ne portent pas préjudice aux titulaires de droits d'auteur et voisins.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 13.08.2018

Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

19.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.04.2020

Loi du 3 avril 2020

Mémorial A : 2020, n° 242, page 1

Rénovation du Centre thermal et de santé

7382 - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains

L'objet du projet de loi n° 7382 est de donner l'autorisation au Gouvernement de faire procéder à des travaux de rénovation, d'assainissement, de remise en état, de mise en conformité et d'extension des immeubles du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains, y inclus la construction d'un nouveau bâtiment, et d'en définir le cadre financier.

Cette autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État prévu par le projet de loi est de 133.500.000 € TTC et dépasse donc le seuil de 40 millions d'euros prévu à l'article 80, c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

28.11.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
06.02.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.04.2020

Loi du 24 avril 2020

Mémorial A : 2020, n° 353, page 353

Compétences de la Cour européenne des droits de l'homme

7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013

L'article unique du projet de loi porte sur l'approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013.

Le Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévoit la faculté d'une demande d'un avis pour les plus hautes juridictions nationales auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Une telle demande n'est en aucun cas obligatoire.

Certaines conditions procédurales doivent être observées par la juridiction nationale qui procède à une telle demande. Ces conditions reflètent l'objectif de la procédure qui n'est pas de transférer le litige à la Cour, mais de donner à la juridiction nationale les moyens nécessaires pour garantir le respect des droits de la Convention.

La juridiction qui procède à la demande doit présenter les éléments suivants :

- l'objet de l'affaire interne et les faits pertinents révélés par la procédure interne, ou au moins un résumé des questions factuelles pertinentes ;
- les dispositions juridiques internes pertinentes ;
- les questions pertinentes relatives à la Convention, en particulier les droits ou libertés en jeu ;
- si cela est pertinent, un résumé des arguments des parties à la procédure interne sur la question ;
- si cela est possible et opportun, un exposé de son propre avis sur la question, y compris toute analyse qu'elle a pu faire de la question.

À noter que la Cour européenne des droits de l'homme dispose ici d'un pouvoir discrétionnaire pour accepter ou non une telle demande. Il est également prévu que le collège doit motiver tout refus d'accepter une demande d'avis consultatif d'une juridiction interne.

Si la demande d'un avis est retenue, alors il appartient à la Grande Chambre de la Cour de rendre un tel avis consultatif. Dans ce cas de figure, le collège et la Grande Chambre comprennent de plein droit le juge élu au titre de la Haute Partie contractante dont relève la juridiction qui a formulé la demande.

Il est exigé que la Cour motive ses avis consultatifs rendus en vertu du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Lesdits avis consultatifs ne sont pas contraignants, car ils interviennent dans le contexte du dialogue judiciaire entre la Cour et les juridictions internes. La juridiction qui a procédé à la demande décide dès lors des effets de l'avis consultatif sur la procédure interne.

À noter que le Ministère de la Justice a précisé, dans un courrier daté au 5 février 2020, que les hautes juridictions désignées aux fins de l'article 1, paragraphe 1 du Protocole sont :

- la Cour constitutionnelle ;
- la Cour administrative ;
- la Cour de cassation et la Cour d'appel.

Dépôt parM. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.01.2019

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

06.02.2019	Présentation du projet de loi
05.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
04.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31.03.2020

Loi du 17 avril 2020

Mémorial A : 2020, n° 330, page 1

Échanges automatiques en matière fiscale

7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 (ci-après : « DAC 6 ») modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

La DAC 6 s'inscrit dans la lignée de ces dernières années d'étoffer le cadre législatif au niveau européen quant aux échanges automatiques en matière fiscale. Elle s'inspire des recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (ci après : « OCDE ») contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Base erosion and profit shifting - BEPS) et plus précisément de l'Action 12 relative aux règles de communication obligatoire d'information.

Par la transposition de la DAC 6, le présent projet de loi se propose d'introduire en droit luxembourgeois une obligation de déclaration de certains dispositifs transfrontières impliquant plusieurs États membres ou un État membre et un État tiers.

Cet échange automatique d'informations permettra aux États membres, d'une part, de réagir plus rapidement contre des dispositifs de planification fiscale potentiellement agressifs et, d'autre part, de constater et redresser des lacunes législatives qui deviennent apparentes par le biais de l'analyse des déclarations.

Dans la mesure où la directive permet aux États membres de prévoir une dispense de déclaration pour les intermédiaires soumis à une obligation de secret professionnel, le présent projet de loi entend exercer cette dispense pour certains intermédiaires. Peuvent invoquer cette dispense les intermédiaires pouvant être amenés à représenter ou assister leurs clients en matière de contributions directes, c'est-à-dire les avocats, les experts-comptables et les réviseurs d'entreprise.

Dans ces cas de figure, l'obligation de déclaration s'impose uniquement à tout autre intermédiaire non visé par la dispense, voire, en l'absence d'un autre intermédiaire tombant dans le champ d'application de la dispense, au contribuable même. Toutefois, selon l'article 3 du présent projet de loi, les intermédiaires dispensés seront tenus de fournir à leurs clients les informations nécessaires à l'exécution de leurs obligations de déclaration.

Finalement, l'annexe au présent projet de loi énumère les différentes caractéristiques ou particularités, appelées marqueurs, indiquant un risque potentiel d'évasion fiscale d'un dispositif transfrontière, et donnant lieu par conséquent à une déclaration du dispositif. À titre d'exemple d'un tel marqueur, l'on peut notamment mentionner le marqueur de la catégorie D qui vise à renforcer l'efficacité de la Norme commune de déclaration introduite par la DAC 2.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

30.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
14.02.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
13.03.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 25 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 192, page 1

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

7467 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Le présent projet de loi se propose de transposer certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 (ci-après « 5e directive ») en modifiant la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après : « loi modifiée du 12 novembre 2004 »).

Bien que la 5e directive se base sur un large éventail de recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), certaines recommandations ne font pas l'objet de dispositions équivalentes dans la 5e directive. C'est pourquoi, le présent projet de loi va au-delà des dispositions de la 5e directive afin d'inclure les recommandations sur lesquelles le texte européen est resté muet. Cette approche s'inscrit dans la volonté de minimiser toute source d'insécurité juridique pour les professionnels quant à leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Le présent projet de loi élargit le champ d'application de la loi modifiée du 12 novembre 2004 à des nouveaux professionnels, tels que les gestionnaires de fonds d'investissements alternatifs, les promoteurs immobiliers, les conseillers fiscaux et les négociants d'œuvres d'art. Au-delà des professionnels précités, le présent projet de loi vise les acteurs agissant sur le marché émergeant des monnaies et actifs virtuels. Il est ainsi visé d'inclure notamment les prestataires de services d'actifs virtuels.

Un autre apport majeur du présent projet de loi est le renforcement des obligations professionnelles. Ainsi, les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et les obligations d'identification et de vérification de l'identité sont renforcées.

De plus le présent projet de loi introduit la notion de « pays à haut risque » et élargit la surveillance du respect des obligations professionnelles aux succursales des professionnels étrangers respectifs et des professionnels de droit étranger, qui fournissent des prestations des services au Luxembourg sans y établir une succursale.

Le projet de loi entend également renforcer les dispositions quant aux pouvoirs de surveillance, d'enquête et de sanctions des autorités de contrôle (la Commission de surveillance du secteur financier [CSSF], le Commissariat aux assurances [CAA], l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de la TVA [AED]) et des organismes d'autorégulation (la Chambre des notaires, la Chambre des huissiers, les Ordres des avocats, l'Ordre des experts-comptables, l'Institut des réviseurs d'entreprises).

Finalement, le projet de loi propose d'améliorer la coopération en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, d'une part, au niveau de la coopération nationale entre la Cellule de renseignement financier (CRF), les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation, et, d'autre part, à l'échelle de la coopération internationale entre les autorités nationales et leurs autorités homologues étrangères respectives.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

07.10.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
13.01.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
20.01.2020	Approbation d'un courrier adressé au Conseil d'État
14.02.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 25 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 194, page 1

Fonds de soutien au développement du logement

7495 - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Le projet de loi a pour mission de mettre en place un fonds spécial de soutien au développement du logement. Ce fonds regroupe l'ensemble des crédits dédiés à la construction de logements abordables à travers les aides à la pierre prévues dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

L'outil du fonds spécial permet une gestion plus flexible alors que le système actuel et l'annualité de la loi budgétaire sont difficilement compatibles avec le fonctionnement et la complexité de la construction d'immeubles.

Le fonds spécial peut notamment intervenir dans l'acquisition de terrains en vue de la création de logements, ainsi que dans l'assainissement et la viabilisation de terrains dans l'objectif d'y construire à terme des logements. Le fonds a également pour mission l'amélioration de l'habitat en général en vue de contribuer aux objectifs du développement durable.

Enfin, ce nouveau fonds apporte une plus grande transparence vis-à-vis de la Chambre des Députés. La remise annuelle par le ministre ayant le Logement dans ses attributions d'un rapport sur le fonctionnement et les dépenses du fonds spécial, se basant sur les données du fonds, assure une vue d'ensemble sur l'évolution de la mise en œuvre des différents projets de constructions d'ensembles pour lesquels l'État a pris des engagements financiers sur base des dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06.11.2019
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

23.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 25 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 188, page 1

Convention fiscale LU-FR

7505 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Le présent projet de loi vise à modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ci-après : la Convention), et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Dans son article 1er, l'Avenant vise à amender la Convention à l'article 22 relatif à la méthode de l'élimination de la double imposition.

La méthode de l'imputation, initialement prévue par la nouvelle Convention sur demande de la République française, entend qu'un revenu d'emploi, de source luxembourgeoise, perçu par un contribuable résident français est imposé en France et qu'un crédit d'impôt égal aux impôts payés au Luxembourg relatifs à ce revenu est accordé. Toutefois, ce crédit ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus. Au vu des différences quant aux seuils de départ et de la progressivité des barèmes luxembourgeois et français, il se présente l'éventualité pour un contribuable français de devoir payer un différentiel d'impôt en France dans le cas où l'impôt français correspondant à ce revenu serait supérieur à celui payé au Luxembourg.

Par le biais de l'Avenant, la France revient à son choix initial de la méthode de l'élimination de la double imposition pour les revenus d'emploi. Ainsi est visé par ce projet de loi le remplacement par la France de la méthode de l'imputation par la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour les revenus d'emplois luxembourgeois. Cette dernière consiste à ne pas imposer, donc à exempter, les revenus visés d'un contribuable résident français lorsqu'ils sont imposés au Luxembourg. Ceci permettra aux personnes concernées d'éviter de payer le différentiel susmentionné.

Toutefois, les revenus luxembourgeois visés sont pris en compte par l'administration fiscale française, afin de déterminer le taux d'imposition effectif applicable aux autres revenus imposables par le contribuable en France.

Selon l'article 2 de l'Avenant, les dispositions seront d'application à partir des périodes d'imposition débutant au 1er janvier 2020.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.12.2019
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.03.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 25 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 245, page 1

Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme

7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE

Le présent projet de loi a pour objet de parachever la transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 (ci-après : « 5e directive ») relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

Le projet de loi concerne les dispositions en lien avec l'introduction d'un mécanisme centralisé automatisé concernant les comptes de paiement et les comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et les coffres-forts tenus par les établissements de crédit au Luxembourg, ainsi que les dispositions relatives à l'enregistrement des prestataires de services aux sociétés et fiducies (PSSF) et les prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV).

Le projet de loi institue un système à deux niveaux :

- d'une part, il est prévu que les professionnels créent un fichier de données et de conservation de données permettant l'identification de toute personne physique ou morale qui détient ou contrôle des comptes de paiement ou des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN ainsi que des coffres-forts ;

- d'autre part, il est mis en place un système électronique central de recherche des données auprès de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), à laquelle est également confiée la gestion du système mentionné.

Le système électronique central de recherche des données donnera un accès direct et immédiat aux personnes habilitées de la CSSF et de la Cellule de renseignement financier (CRF) aux données des fichiers créés par les professionnels, dans les missions respectives de la CSSF en tant que gestionnaire et de la CRF en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les autres autorités nationales et les organismes d'autorégulation auront un accès indirect au système électronique central de recherche des données, par le biais de la CSSF, lorsque les informations demandées sont nécessaires à l'accomplissement de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Le projet de loi apporte également des modifications à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

D'une part, il est prévu d'introduire des dispositions particulières applicables aux prestataires de services d'actifs virtuels et aux prestataires de services aux sociétés et fiducies quant aux obligations d'enregistrement auprès de leur autorité de contrôle respective. Ces dispositions reposent également sur des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI).

D'autre part, la loi modifiée de 2004 est revue concernant les obligations des autorités prudentielles d'informer l'Autorité bancaire européenne ainsi que les autorités de contrôle ou les organismes d'autorégulation investis de la mission de surveillance des obligations en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme quant à d'éventuels soupçons en la matière.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.12.2019
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
24.01.2020 Désignation d'un rapporteur
14.02.2020 Présentation du projet de loi
16.03.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 25 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 193, page 1

Covid-19 : aides aux entreprises, artistes et intermittents du spectacle

7532 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

Cette future loi complète les instruments d'aides auxquels le Gouvernement peut recourir pour soutenir les entreprises. Elle constitue une réaction à la pandémie du virus dit « coronavirus », désigné par « Covid-19 », avec ses conséquences néfastes sur l'activité économique.

Le projet de loi entend permettre au Gouvernement d'aider le plus grand nombre d'entreprises et d'indépendants impactés par cette situation de crise et les mesures d'endiguement prises pour freiner la propagation du virus.

Ce dispositif permettra plus généralement d'aider les entreprises qui se trouvent en difficulté financière temporaire suite aux répercussions d'un événement imprévisible et dommageable d'envergure nationale ou internationale. Peuvent tomber sous cette définition, des actes de terrorisme, des épidémies, pandémies ou même des éruptions de volcans.

Le nouvel instrument s'ajoute aux instruments de soutien déjà en place, à savoir les aides prévues par la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des PME ou encore le régime de chômage partiel pour cas de force majeure.

L'octroi de l'aide est soumis à quatre conditions :

1. un événement imprévisible dont l'impact dommageable sur un certain type d'activité économique au cours d'une période déterminée a été constaté par règlement grand-ducal ;

2. l'entreprise rencontre des difficultés financières temporaires ;

3. l'entreprise exerçait son activité économique déjà avant l'événement imprévisible ;

4. l'existence d'un lien de causalité entre ces difficultés financières et l'événement imprévisible en question.

L'aide accordée prend la forme d'une avance remboursable. Elle ne peut couvrir que jusqu'à 50 % des coûts admissibles et ne peut pas dépasser un montant maximal de 500.000 euros par entreprise unique. Elle doit être remboursée sur base d'un plan de remboursement négocié entre l'entreprise et l'État.

De surcroît, le projet de loi propose d'introduire une aide dont peuvent profiter les artistes indépendants admis au bénéfice des aides à caractère social, ainsi que les intermittents du spectacle qui sont admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.03.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
26.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président: M. Claude Haagen) :
26.03.2020 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 31.03.2020
Loi du 3 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 230, page 1

Prorogation de l'état de crise

7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet de proroger la durée de l'état de crise qui a été déclaré, conformément à l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution, par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Les mesures réglementaires dérogent à des lois existantes, modifient leur dispositif actuel voire introduisent de nouvelles mesures, y compris dans les matières réservées à loi.

Le recours à la procédure législative ordinaire pour l'adoption de ces mesures indispensables ne permet pas d'assurer leur mise en œuvre immédiate.

La Chambre des Députés est dans l'impossibilité de légiférer dans les délais appropriés et, partant, il y a urgence.

Étant donné qu'il n'est à ce jour pas prévisible pendant combien de temps le Covid-19 continuera de constituer une menace réelle pour les intérêts vitaux de la population, il y a lieu de prolonger l'état de crise pour la durée maximale de trois mois, tel que prévu par l'alinéa 3 de l'article précité, afin de permettre au Grand-Duc de prendre les mesures d'urgence exigées par la situation.

L'acte de prorogation de la Chambre des Députés prendra la forme d'une loi ordinaire, votée selon les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui suivra la procédure législative traditionnelle et qui, selon le Conseil d'État, « sera sans aucune portée normative alors que le dispositif se limitera à une décision de prorogation de l'état de crise ».

En prorogeant l'état de crise tel que déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le contenu du dispositif de ce règlement grand-ducal est ainsi confirmé et restera en vigueur pour la durée précitée. La prorogation autorisera par ailleurs le Grand-Duc à prendre toute autre mesure d'urgence requise par l'état de crise.

Le Gouvernement s'engage à abroger les mesures d'urgence prises dans le cadre de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution dès que les conditions de l'état de crise ne devraient plus être remplies afin de permettre à la vie économique et sociétale de reprendre son cours habituel.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19.03.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
20.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique : 21.03.2020
Loi du 24 mars 2020
Mémorial A : 2020, n° 178, page 1

Covid-19 : chasse

7535 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse

Le projet de loi adapte la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse en réaction à la pandémie Covid-19 et au vu des mesures préconisées par le Gouvernement pour ralentir la propagation du virus SARS-CoV-2 dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Il adapte la loi précitée afin de garantir la bonne application du règlement grand-ducal du 8 novembre 2019 arrêtant les limites des lots de chasse. Au vu des mesures prises par le Gouvernement pour ralentir la propagation du virus SARS-CoV-2 au Luxembourg, les assemblées planifiées, qui auraient dû avoir lieu entre le 16 mars 2020 et le 27 mars 2020 (96 au total), ont toutes été annulées. Par conséquent, le projet de loi adapte le calendrier des assemblées, du début du mandat des collèges des syndics et de la cessation des droits de chasse.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 20.03.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

27.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi, suivie d'un échange de vues
30.03.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 31.03.2020
Loi du 3 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 234, page 1

Organisation du service des huissiers de justice

7536 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

Le présent projet de loi a pour objet de modifier l'article 24 de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justic. Le but en est de de rendre plus facile et plus flexible le remplacement d'un huissier de justice qui est empêché temporairement d'exercer ses fonctions ou qui prend un congé.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.03.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
27.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen des articles
01.04.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.04.2020
Loi du 3 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 233, page 1

Covid-19 : régime de garantie aux entreprises

7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

Le principal objet du présent projet de loi est la mise en place d'un régime de garantie d'envergure inédite de l'État luxembourgeois dans la limite de 2,5 milliards d'euros pour les nouveaux prêts octroyés par des établissements de crédits entre le 18 mars et le 31 décembre 2020 à des entreprises, des personnes morales ou physiques, régulièrement établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La Trésorerie de l'État est chargée d'émettre et de gérer ces garanties dans les conditions fixées par une convention avec les établissements de crédit concernés.

Cette garantie devra faciliter l'octroi de prêts par les banques pour soutenir toutes les entreprises touchées par les conséquences de la pandémie Covid-19, afin d'empêcher que des difficultés financières temporaires causées par la crise nuisent à la pérennité des emplois et de l'activité économique.

Cette garantie s'entend comme un instrument complémentaire, qui peut s'appliquer une fois que d'autres moyens, tels que les instruments offerts par la SNCI, l'Office du Ducroire ou la Banque européenne d'investissement ont été exaucés ou dans le cas où ceux-ci sont inapplicables compte tenu des circonstances.

Ce nouveau régime, doté d'un budget total de 2,5 milliards d'euros, vise à maintenir ouvert le canal du crédit aux entreprises pour les accompagner dans la gestion du choc qu'elles subissent, et les maintenir en de suffisamment bonnes conditions pour qu'elles puissent rebondir une fois le choc passé avec le moins de pertes en capital physique et humain possibles.

En absence d'un tel instrument, un grand nombre d'entreprises, de toutes tailles, qui étaient parfaitement viables avant la pandémie du Covid-19, risqueraient de disparaître. Cela compliquerait par ailleurs la relance de l'économie luxembourgeoise et son potentiel de croissance futur.

Par ailleurs, au travers du présent projet de loi, le Gouvernement vise à doter la Trésorerie de l'État des moyens nécessaires pour subvenir aux besoins de liquidité de l'État et à la gestion de la dette publique dans le contexte de la crise actuelle.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.03.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
14.04.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.04.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
14.04.2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 18.04.2020
Loi du 3 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 307, page 1

Covid-19 : électricité et gaz naturel

7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Le projet de loi introduit des modifications dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et des mesures prises par le Gouvernement afin de limiter la propagation du virus SARS-CoV-2 dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Au vu de la suspension de certaines activités économiques et de la limitation des contacts entre les personnes, quelques tâches des acteurs des secteurs de l'électricité et du gaz naturel ne peuvent plus être exécutées dans les délais fixés par les textes législatifs desdits secteurs.

Premièrement, le projet de loi prévoit que la validité de la durée de désignation du fournisseur par défaut peut être prolongée par décision de l'Institut luxembourgeois de régulation pour une période allant jusqu'à six mois après la fin de l'état de crise, par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, alinéa 2 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Deuxièmement, les gestionnaires de réseau sont libérés de leur obligation de se déplacer chez les clients pour remplacer les anciens compteurs de gaz naturel par des nouveaux compteurs intelligents pendant toute la durée de l'état de crise. De ce fait, le projet de loi reporte la date butoir du 31 décembre 2020 pour avoir remplacé 90 % des compteurs au 31 décembre 2021.

Troisièmement, les textes législatifs précités relatifs au secteur de l'électricité et du gaz naturel stipulent que le délai auquel les parties obligées doivent rendre compte au ministre des économies d'énergies réalisées est le 31 mars. Le projet de loi reporte le délai au 31 mai pour l'année 2020.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 30.03.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
27.03.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
09.04.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.04.2020
Loi du 18 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 305, page 1

Covid-19 : comptes des partis politiques

7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise

Le présent projet de loi, qui s'inscrit dans le cadre de la déclaration de l'état de crise du 18 mars 2020 et de la lutte contre le Covid-19, a pour objet d'introduire certaines dérogations temporaires aux dispositions prévues par la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (la « loi de 2007 »).

En effet, les articles 12 et 14 de la loi de 2007 prévoient que les structures centrales des partis politiques sont tenues d'arrêter chaque année, avant le 1er juillet, leurs comptes pour l'exercice comptable passé et de les déposer, avec la liste des donateurs, auprès du Ministère d'État et du Président de la Chambre des Députés dans le mois qui suit leur arrêt. L'article 16 de la même loi prévoit que la Cour des comptes, chargée de la vérification des comptes, adresse, jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice contrôlé, ses observations, son rapport et, le cas échéant, les réponses des partis politiques concernés, au Président de la Chambre des Députés.

Au vu des difficultés causées par la crise sanitaire liée au Covid-19, les auteurs du projet de loi ont jugé opportun de reporter les dates limites relatifs à l'exercice comptable 2019 pendant l'état de crise. Il y a en effet lieu d'anticiper des difficultés significatives tant au niveau de la comptabilité au sein des partis politiques ou, le cas échéant, de leurs prestataires externes (notamment leurs comptables ou experts-comptables), que des organes du parti politique en charge de l'arrêté et de l'approbation des comptes. Certains partis ont entretemps dû reporter leurs congrès, suite aux mesures préventives décidées dans le cadre de la crise.

Dans ce contexte, maintenir les délais d'arrêté et de dépôt usuels n'apparaît pas raisonnable et exposerait les partis politiques à une responsabilité et à des mesures administratives qui ne sont pas en adéquation avec les circonstances exceptionnelles que traverse actuellement le pays.

Le projet de loi sous examen a donc pour objet de créer une sécurité juridique pour les partis politiques, en reportant les délais d'arrêté et de dépôt des comptes annuels et de la liste des donateurs pendant l'état de crise. Par ailleurs, vu le décalage au niveau de la transmission des comptes annuels et des listes des donateurs à la Cour des comptes, le délai dans lequel cette dernière doit adresser ses observations, son rapport et, le cas échéant, les réponses des partis politiques concernés au Président de la Chambre des Députés, suivront le même mouvement.

Il en résulte que la date limite fixée au 1er juillet 2020 à laquelle un parti politique devrait en principe arrêter ses comptes annuels pour l'exercice comptable clôturé au 31 décembre 2019 est reportée d'un nombre de jours correspondant à la durée de l'état de crise. En pratique, cela signifie que les comptes pour l'exercice comptable devront être arrêtés le 8 octobre 2020.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.04.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
14.04.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.04.2020
Loi du 18 avril 2020
Mémorial A : 2020, n° 306, page 1

SÉANCE 27

SAMEDI
21 MARS 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. 7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 2, 3 et 4) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*

5. 7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*
- *M. Georges Engel*

6. 7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt (dépôt de la motion 1)*

7. 7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi (suite)*

8. 7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données [...] (suite)
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

9. 7467 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7505 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7495 - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement
- *Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova*
- *Discussion générale : M. Marc Lies - M. Gilles Baum - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna et M. Henri Kox, Ministres.

Dû aux mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, le nombre de sièges pouvant être occupés dans la salle des séances plénières est limité. Certains députés prennent part à la séance publique depuis différentes salles de réunion. Afin d'exprimer leur vote, ils se rendront à la salle des séances plénières.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 mars 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7533** - Projet de loi portant modification*

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;

aux fins de transposition de la directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant de lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 18.03.2020

***7534** - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19.03.2020

***7535** - Projet de loi prévoyant des dérogations en matière de l'environnement pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil et modifiant 1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; 2. la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse; et 3. la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 20.03.2020

3) Les demandes de pétition ordinaire et publique suivantes ont été déposées :

***1519** - Demande de pétition publique : Schluss mat der Diskriminatioun - fir eng gerecht Behandlung vu Mënsche mat enger sproochlecher Benodeelegung*

Dépôt : Sébastien Gudenburg, le 15.03.2020

***1520** - Demande de pétition publique : Répartition égale des cotisations aux régimes de pension des couples unis par le mariage ou par le partenariat (PACS)*

Dépôt : Marc Faber, le16.03.2020

***1521** - Demande de pétition publique : Arrêt des entreprises de constructions/bâtiment*

Dépôt : Vânia Rolo De Figueiredo, le 17.03.2020

***1522** - Demande de pétition publique : Fermer toutes entreprises (bâtiments, chantiers, usines, etc.)*

Dépôt : Monica Queiros de Almeida, le 17.03.2020

***1523** - Demande de pétition publique : Allocutions Covid-19 sous-titrées en francais*

Dépôt : Xavier Moine, le 18.03.2020

***1524** - Demande de pétition publique : Soutenir les intérimaires*

Dépôt : Fernando Daniel Marques Azevedo, le 19.03.2020

***1525** - Demande de pétition publique : Création d'un fond de solidarité pour les commerces fermés durant l'état de crise sanitaire du Covid-19 financé par les commerces ouverts*

Dépôt : Lionel Ferrand, le 19.03.2020

***1526** - Demande de pétition publique : Une solution pour les personnes qui sont obligées de rester*

à la maison travaillant en structure d'accueil et n'ayant pas d'enfant propre pour que ça ne soit pas pris de son congé annuel

Dépôt : Lindsay Gonzalez, le 19.03.2020

***1527** - Demande de pétition publique : Suspension du paiement des prêts immobiliers et des prêts personnels suite à l'urgence du coronavirus*

Dépôt : Martinetto Massimo, le 19.03.2020

***1528** - Demande de pétition publique : Campagne massive et continue de dépistage du coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19)*

Dépôt : Ivan Stupar, le 19.03.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19

Dir Dammen an Dir Hären, d'Land ass mat enger aussergewéinlecher Situatioun konfrontéiert, déi aussergewéinlech Mesuren erfuerdert huet. Wärend engem État de crise bleift d'Chamber voll handlungsfäeg. Esou gesäit et den Artikel 32 (4) vun der Constitutioun vir. Zemools an engem Krisennoutstand si rechtsstaatlech Prinzippie méi wichteg wéi jee. Zemools an engem Krisennoutstand ass d'Kontrollfunktioun vun der Chamber fundamental. D'Chamber wäert hir Responsabilitéit do och voll a ganz wouerhuelen.

Datt mir eis op Basis vun enger Decisioun vun der Conférence des Présidents op engem Samschdeg haut treffen, weist dat och. D'Chamber léisst sech awer net dierängelen. Et geet drëms, de grousse Gesondheetsrisiko, deem eis ganz Gesellschaft ausgesat ass, an de Grëff ze kréien. D'Chamber wëllt an deem Sënn mam gudde Beispill virgoen. Doméinst sëtze mir haut och méi wäit auserneen. Doméinst kënnen ab nächster Woch déi parlamentaresch Kommissiounsreunioune per Videokonferenz gemaach ginn. Dofir ass bal déi ganz Administratioun vun der Chamber, dat si bal honnert Leit, am Teletravail.

Mir si méi wäit auserneen, mee mir sti méi enk zesumme wéi jee virdrun. Och mat deenen anere Institutioune vum Staat. An dësem Kontext wëll ech bemierken, datt d'Regierung vun Ufank un d'Chamber an hir Decisiounen agebonnen huet. An deem Sënn stinn ech och dëser Deeg am enke Kontakt mam Staatsrot. D'Conférence des Présidents ass bis elo ganz systematesch am Virfeld informéiert ginn iwwert d'Entscheedungen, déi d'Regierung wollt huelen. Zweemol sinn de Premierminister an déi zwee Vizepremieren an d'Chamber komm, ier den État de crise ausgeléist gouf, ier d'Reglement mat alle Mesuren, fir de Virus ze bekämpfen, ugekënnegt gouf. D'Regierung stoung eis du scho Ried an Äntwert, sou wéi och haut. A Krisenzäiten ass den Dialog tëschent den Institutioune esou wichteg wéi eh und je. Ech huelen Akt dervun, datt d'Regierung vun Ufank un dee Wëlle bewisen huet.

De Projet de loi 7534, zu deem mer elo kommen, erméiglecht eng Verlängerung vum Noutstand, dee virun e puer Deeg ausgeruff ginn ass, op déi nächst dräi Méint. Fir déi recommandéiert Sécherheetsdistanzen ze respektéieren, ginn haut, wéi dat och schonn den Dënschdeg de Fall war, jeeweils zwee Sëtzer tëschent all Deputéierte fräigelooss. Déi aner Kolleeginnen a Kolleege suivéieren d'Sitzung aus Kommissiounsraim a si mat eis verbonnen. D'Kolleeginnen a Kolleegen, déi zu vulnerabele Kategorië gehéieren an net hei sinn, sinn automatesch entschëllegt.

Et sief drop higewisen, datt de Vott vun dësem Projet de loi den Dispositioune vum Artikel 114 vun der Verfassung no erfollegt. Eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen ass deemno erfuerdert, an de Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Matbiergerinnen a Matbierger, den Donneschdeg, den 19. Mäerz huet eise Premier de Projet de loi 7534, deen den État de crise hei am Land soll verlängeren, an der Chamber deponéiert. De Freideg de Moien huet de Staatsrot dëse Projet aviséiert. De Freideg de Mëtten huet eis Institutiounskommissioun mech als Rapporter genannt, huet de Gesetzesprojet analyséiert, de Bemierkunge vum Staatsrot Rechnung gedroen an de Rapport vun der Chamber, no konstruktiven Diskussiounen a mat enger Rei vu pertinenten Ännerungen, eestëmmeg ugeholl.

De Rapport hat ech, an Ofsprooch mat menge Kolleeginnen a Kolleegen aus deene verschiddene Fraktiounen, zesumme mat der Madamm Closener preparéiert, well, jo, vu d'Urgence, dat huet misse ganz séier geschéien.

Haut um Samschdeg Mëtten diskutéiere mer dëse wuel wäitreechendste Projet vun deene leschte Jorzéngten an der Plenarsëtzung a wäerten dann doriwwer ofstëmmen.

Fir Rechtskraaft ze kréien, brauch dëse Projet eng Zweedrëttelmajoritéit. Méi schnell, an dofir hunn ech direkt am Ufank déi eenzel Etappen opgezielt, méi schnell kann een net legiferéieren. A well dat net ëmmer méiglech ass, d'Situatioun, an där mir haut sinn, dat awer verlaangt, musse mer op de Wee vun den aussergewéinleche Pouvoire fir d'Regierung an de Grand-Duc iwwergoen, déi elo schonn zënter e puer Deeg iwwer e Reglement gëllen, mee déi iwwer e Projet de loi, iwwer e Gesetz musse verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn aktuell mat enger nationaler an internationaler Kris konfrontéiert, mat Konsequenzen, wéi mer se säit dem Zweete Weltkrich net kannt hunn. De Coronavirus oder Covid-19 mécht vill Leit op der ganzer Welt krank, ass verantwortlech fir Dausenden Doudesfäll an huet dramatesch Auswierkungen op eisen Alldag. Och bei eis schléit en zou. A jiddweree kann dovu getraff ginn, déi eng méi, déi aner manner.

Dat ass eng brutal Realitéit. Mee och wann et bis haut keen Impfstoff oder Medikament géint de Krankheetserreeger gëtt, si mer em net wierlos ausgesat. Well, an dat ass déi lescht Woch hei schonn op der Tribün gesot gi vum Georges Engel, mer hunn eppes, wat de Virus net huet: Mir hunn eise Verstand, mat deem mer de Wettlaf mam Virus kënne gewannen! An eise Verstand an eis Vernonft soen eis, dass d'Rette vu Mënschelliewen an eis Gesondheet absolutt Prioritéit hunn.

Ech hunn dat Wuert Course oder Wettlaf net fir näischt gebraucht, well de Facteur Zäit, d'Schnellegkeet vun eiser Reaktioun, den Zesummenhalt vun eiser Gemeinschaft, d'Solidaritéit, eis Entschlossenheet an eis Disziplinn entscheedend sinn. A genee dat ass de Grond, firwat mer haut zesumme sinn, fir de Krisenzoustand, an deem mer sinn, ze verlängeren, an der Regierung zousätzlech maximal dräi Méint ze ginn, fir schnellstméiglech déi noutwendeg, der Situatioun ugepassten, also verhältnismëisseg Moossnamen ze ergräifen, déi d'Chamber innerhalb vun esou kuerzen Zäiten net kann decidéieren. Déi Krisereglementer kënne bestoend Reglementer a Gesetzer ofänneren oder nei Mesuren iwwert de Règlement d'urgence aféieren.

Et ass awer net esou, dass d'Chamber elo ausrangéiert oder ausgeschalt gëtt. Si behält wärend der ganzer Period hir voll Handlungsfäegkeet fir ze schaffen, ze legiferéieren, dat och a Matièren, déi d'Kris betreffen, wann dat net an evidenter Urgence muss geschéien.

Den Objet vun deem Gesetz mat nëmmen zwee Artikelen, mat zwee kuerzen Artikelen, déi et awer a sech hunn, ass also ganz kloer: De Krisenzoustand, wéi en duerch groussherzoglecht Reglement op Basis vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung den 18. Mäerz deklaréiert gouf an nëmmen eng Dauer vun zéng Deeg ofgedeckt huet, gëtt op Basis vun deem selwechten Artikel 32 (4) iwwer e Gesetz, dat mat Zweedrëttelmajoritéit gestëmmt muss ginn, ëm maximal dräi Méint verlängert. Well mer dat Gesetz esou séier verofschiden, reduzéiere sech déi urspréinglech zéng Deeg ëm e puer Deeg. Hei kann also maximal déi puer Deeg plus dräi Méint de Krisenzoustand gëllen.

Do kann een duerchaus driwwer diskutéieren, ob een direkt déi dräi Méint hätt solle bewëllegen oder mat engem oder zwee Méint hätt sollen ufänken. Fait ass, dass, wann d'Kris virun deenen dräi Méint eriwwer ass, dann déi Period do verkierzt gëtt duerch d'Regierung oder jidderzäit och duerch d'Parlament per Gesetz. Am anere Fall, hätte mer der Regierung nëmmen een oder zwee Méint ginn an d'Kris hätt méi laang gedauert, dann hätte mer fir eng Verlängerung jeeweils en neit Gesetz misse stëmmen, an et weess keen, ob mer dat ënner gudde Konditiounen och esou hätte kënne maachen.

Eis Institutiounskommissioun ass mat op de Wee gaang vun den dräi Méint, insistéiert awer drop, dass, wann d'Urgence duerch d'Entwécklung vun de Faiten um Terrain net méi ginn ass, déi Sondervollmachten direkt opgehuewe ginn. An ech mengen, do gëtt et keng Kontradiktioun tëscht der Chamber an der Regierung. Do si mer eis alleguer eens. Eng Regierung insistéiert net op Sondervollmachten, wann een dat ënner gudde Konditiounen zesumme mam Parlament ka maachen. Dat wësse mer, dat hu mer an deene leschte Wochen a Méint och esou gesinn.

Also, ech hu virdrun drop insistéiert: D'Chamber ass net ausgeschalt. Mir sinn eis eens a bréngen och zesummen herno eng deementspriechend Motioun eran, wou mer am enke Kontakt mat der Regierung de Suivi vun deene verschiddene Moossname wäerte maachen. Dat heescht also, d'Chamber an d'Regierung wäerten och an deem Krisenzoustand ganz, ganz enk zesummeschaffen. Mir wëllen dat, an d'Regierung wëllt dat manifestement och. Dat huet se an deene leschte Wochen an an deene leschten Deeg bewisen.

De President huet zu Recht dorop higewisen, dass eng ganz Rei vun interinstitutionellen Diskussioune stattfonnt hunn, wéi mer am beschte kënne mat där Kris ëmgoen. An esou soll et och bei eis sinn. Et ass also sécher kee Blankoscheck, e Blankoscheck, deen d'Regierung och net wëllt.

Wéi mer deen neien Artikel 32 (4) vun der Verfassung virun dräi Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn, deen de Begréff Kris och op eng national Kris ausgedeent huet an de Rôle vun der Chamber gestäerkt huet, huet wuel keen dermat gerechent, dass mer en esou séier géife brauchen an et esou sënnvoll war, dass mer déi Deelverfassungsreform virgezunn hunn.

Virun dëser Reform vun 2017 hate mer iwwer honnert Joer laang d'Praxis vun de sougenannte Vollmachten iwwert d'Lois d'habilitation, déi mer all Joer am Dezember mat engem Spezialgesetz fir ee Joer un d'Regierung ginn hunn. Duerno hu mer eis am Joer 2005 de Virgänger vun eisem jëtzegen Artikel 32 (4) ginn, deen d'Vollmachtegesetz ersat huet an insgesamt zweemol gebraucht gouf, zweemol innerhalb vun zwielef Joer, ëmmer am Zesummenhang mat der Finanzkris 2008 an 2011, wou et drëm gaang ass, fir Banken ze retten an dem Finanzsecteur an enger manifester Kris ënnert d'Äerm ze gräifen.

2017 hu mer eis dunn dee jëtzegen Artikel 32 (4) ginn, mat am Hannergrond deene bluddegen Attentater zu Paräis. A mir hunn et domat méiglech gemaach, a manifeste Krisen, déi eng real Bedroung vun de vitalen Interesse vun der ganzer Bevëlkerung oder Deeler dovu sinn, kënnen ze reagéieren. Mir hunn domat en Deel aus der geplangter Verfassungsreform virgezunn.

De Champ d'application vun dem Krisebegréff ass also méi breet definéiert ginn a gläichzäiteg ass d'Roll vun der Chamber, d'Interventioun vun der Chamber, an dëser Ausnameprozedur gestäerkt ginn.

Et ass ganz kloer, dass d'Ausnamesituatioun, d'Urgence, nëmmen da spillt, wann d'Chamber net an der Lag ass, an deenen noutwendegen, ganz kuerzen Delaien ze legiferéieren. Dat seet d'Urgence! Wann et eng Urgence gëtt, musse mer urgent reagéieren. An dat ass méiglech bei engem Gesetz, dat zwee Artikelen huet, dat déif gräifend ass, mee awer relativ einfach gestréckt ass. Et ass awer net ëmmer méiglech a Gesetzer, déi vill méi komplex sinn a wou déi normal Prozedur, egal wéi schnell mer wëlle sinn, et net erlaabt, fir an deenen noutwendegen Delaien ze reagéieren. Also nëmmen dann, wann et eng Fro vu Stonnen, Deeg, heiansdo Wochen ass, musse mer iwwert deen heite Wee reagéieren. An dat ass jo an där haiteger Situatioun manifestement de Fall.

Et wäert jo kee bestreiden, dass mer haut eppes erliewen, wat mer nach ni erlieft hunn. Et brauch ee just a Richtung Italien ze kucken, wann een net esou wäit wëllt kucke wéi China. Do geet eng richteg Dampwalz iwwert dat Land. Dee Virus ass zwar kleng, mee e mécht de Schued vun engem Flächebrand, an dat soll ee sech bewosst sinn, wann een déi heite Situatioun verniidlecht.

Ech hu jiddefalls an deene leschten Deeg - de Message ass ukomm! - kee méi héieren, dee gesot huet: „Dat do, dat ass net eescht, dat ass net eppes, wou mer musse schnell zesummen a konsequent reagéieren."

Mat deem heite Gesetz maache mer och keng Délégation de pouvoir un d'Exekutiv. D'Chamber bleift och wärend der Krisenzäit voll operationell an hire legislative Kompetenzen, kann also jidderzäit agräifen als Kontrollorgan vun der Exekutiv. D'Chamber ka wärend dem État de crise net opgeléist ginn an d'Regierung ka selbstverständlech net d'Verfassung änneren.

Wichteg ass och nach, dass d'Reglementer, déi d'Regierung en urgence an där Ausnamesituatioun hëlt, och jidderzäit der Kontroll vun de Geriichter ënnerleien. De Rechtsstaat ass also kengesfalls a Klammere gesat. Och sinn déi Règlements d'urgence, déi d'Regierung an der Krisesituatioun kann huelen, hifälleg, wann d'Gesetz iwwert den État de crise no spéitstens dräi Méint ausleeft oder wann den État de crise virdrun als bëendegt, als eriwwer erkläert gëtt.

Duerfir ass et och wichteg, elo schonn, sou wäit wéi dat méiglech ass, an ech ënnersträichen, sou wäit wéi dat méiglech ass, well hei gëtt et keng Glaskugel, déi eis seet, wéini dass d'Kris eriwwer ass, an och keng Glaskugel, déi eis seet, wat muer no der Kris noutwendeg ass, mee sou wäit wéi dat méiglech ass, elo schonn déi Zäit no der Kris ze preparéieren an och derfir ze suergen, dass déi selwecht Solidaritéit, déi elo verlaangt gëtt, bei de Follge vun der Kris spillt.

Ech mengen, mir hunn haut gesinn, wat ee vläicht soss als selbstverständlech gesäit, dass eist Land weiderdréit, well mer Leit um Terrain hunn, déi net vierdergrënneg no sech kucken, mee nom Interêt vun der Gemeinschaft, an derfir suergen, dass dat Land hei weiderdréit. Mir gesinn och, dass d'Betriber, déi als formidabel Betriber ugesi ginn, dass déi op eemol a ganz grouss Schwieregkeete kommen. Mir gesinn, dass d'Gefor do ass, dass Lei hir Aarbecht verléieren.

Jo, mir sinn an där Kris hei solidaresch. Mer musse sou solidaresch bleiwen, wann déi Follge vun der Kris voll ofschätzbar sinn. A mer däerfen eigentlech - an ech hunn dat an deene leschten Deeg ëmmer an ëmmer erëm héieren, sief dat vun dëse Bänken, sief dat vun deene Bänken, sief dat vun de Regierungsbänken -, sou wäit wéi dat iergendwéi méiglech ass, keen am Ree stoe loossen a virun allem net déi Kleng an déi Schwaach, déi an dëser Kris besonnesch och kënne getraff ginn.

A China, vun do, wou de Virus warscheinlech hierkënnt a vu wou mer elo eis Hëllef, déi mir eise chineesesche Matmënsche ginn hunn, mat Hëllef vun hinne beäntwert kréien, setzt sech dat Wuert Kris aus zwee Schrëftzeechen zesummen, déi fir Gefor a Geleeënheet stinn. Déi Geforen, deene mer elo ausgesat ginn a sinn, musse mer zesumme bekämpfen an d'Geleeënheet fir ze beweisen, datt mer eng solidaresch Gemeinschaft sinn, och notzen.

An deem Sënn bieden ech d'Chamber, deen heite Projet de loi, an Dir hutt et vläicht gemierkt, deen ech mat ziddrege Knéie presentéiert hunn, well et wierklech a mengen Aen deen déifgräifendste Projet ass, dee mer an deene leschte Joerzéngten, an ech sinn eng laang Zäit dobäi, wäerte stëmmen, bieden ech lech, dee Projet ze ënnerstëtzen, well en déi Äntwert gëtt, déi mer musse ginn op eng Situatioun, déi, änlech wéi dat Gesetz hei, esou ass, wéi mer nach näischt an deene leschte Joerzéngten erlieft hunn.

An nach eng Kéier: De Virus huet kee Verstand! Kommt, mir weisen, dass mir e Verstand hunn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An och direkt ee grousse Merci un de Rapporter, den Här Di Bartolomeo, fir säi Rapport, deen, mengen ech, mat Leidenschaft hei virgedroe ginn ass. Mir sinn an enger schlëmmer sanitärer Kris. Dat huet och den Här Rapporter gesot. An en huet och gesot: „Et ass déi schlëmmste Kris, déi mer hunn zënter dem Zweete Weltkrich." An dofir wëll ech haut nach eemol meng éischt Gedanken deene Leit, déi schonns Affer gi si vum Coronavirus, deenen Infizéierten an deene Kranke widmen an och hire Famillen an hire Frënn.

An ech muss soen, datt dat, wat an dëser Kris awer u sech Freed mécht, dat ass: Mir hunn zwar eng sanitär Kris, mee mir hunn, Gott sei Dank, keng Solidaritéitskris! Well mir hunn immens vill Leit, déi hëllefen, ob dat an de Gesondheetsberuffer ass, an der Fleeg, als Benevoll oder als Berufflecher. An dofir wëll ech all deenen och haut nach eemol villmools Merci soe fir hir virbildlech Leeschtung. Ech mengen, mir kënnen net dacks genuch Merci soen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, ech war dëser Deeg an de Bësch lafen. Eleng! Dat ass douewen och net esou komplizéiert.

(Hilarité)

Ech war awer zoufälleg engem Här begéint - dat ass schonn e bësse méi aussergewéinlech - an deen Här, dee sot mer: „Dat heiten ass u sech vill méi schlëmm wéi de Krich, well de Géigner, deen heiten, dee gesi mer net." An u sech huet deen Här Recht. Mir gesinn de Géigner net. An awer wësse mer, datt 60 % bis 70 % vun eis wäerten dëse Virus kréien. An dee Virus, deen ass verdammt séier. An et gëllt definitiv an alle Beräicher, d'Course mam Virus opzehuelen. An dat geet nëmmen duerch e resolutt Agéieren - e Reagéiere geet net méi duer - an och duerch e resolutt Regéieren an der Kris.

An ech hunn et schonns e puermol gesot: „De Kontakt tëschent de Leit, dee musse mer op e Minimum reduzéieren!" An dat ass net esou einfach, well mir sinn e soziaalt Wiesen, wat jo u sech och gutt ass, wat eise Virdeel ass. Mee well et eeben net esou einfach ass, brauche mer eng ganz strikt Ausgangsspär bis hin zu engem Shutdown, wann et muss sinn. Zumindest musse mer heizou zu all Moment prett sinn. An och dat hunn ech de leschten Dënschdeg scho gesot. An dat muss preparéiert sinn, well séier handelen heescht net, aus der Hëft eraus schéissen, well da kann een definitiv d'Zil verfeelen. An dat wär an dësem Fall extreem fatal.

Här President, d'Regierung huet elo ee Reglement geholl, fir den Ausgang vun de Leit méi strikt ze reegelen. An dësem Reglement huet de Grand-Duc och iwwert d'Regierung den État de crise ausgeruff, an dat an der Uwendung vum Artikel 32 Paragraf 4 vun eiser Verfassung.

D'Fro, déi mir eis hei musse stellen, ass: Passt deen Artikel 32 Paragraf 4 op dës Situatioun? An do musse mer zwee Punkte kucken. U sech dat Éischt ass: Sinn déi Menacen, déi do sinn, sinn dat Menacen, déi liewenswichteg Interesse vun eiser Populatioun betreffen? An deen zweete Punkt, dee mer musse kucken, ass: Ass d'Chamber elo an der Onméiglechkeet, fir an deenen noutwendegen Delaien ze legiferéieren?

Wann dat nämlech de Fall ass, da kann den État de crise ausgeruff ginn. An ech muss Iech soen, datt et leider kloer ass, datt mer et mam Coronavirus mat enger Menace ze dinn hunn, déi eis gesamt Populatioun betrëfft. Ech hunn et schonns gesot: „Mir hunn definitiv déi gréisste sanitär Kris zënter dem Zweete Weltkrich!" D'Unzuel vun Infizéierten hëlt wierklech rasant zou, och hei zu Lëtzebuerg.

De Méindeg, Ufank vun dëser Woch, hate mer nach 81 Infizéierter an 10 hospitaliséiert Fäll.

Den Dënschdeg stounge mer och hei an der Chamber, dunn hate mer deen éischten Doudegen, mer haten 140 Infizéierter, 6 Hospitaliséierter an 1 op der Intensivstatioun.

Gëschter elo hu mer scho 5 Doudeger, 484 Infizéierter, 16 bis 37 Hospitaliséierter an 3 Leit op der Intensivstatioun.

Dat sinn dramatesch Zuelen. Mer hu fënnefmol oder sechsmol méi Infizéierter gehat an e puer Deeg. Haut hu mer der schonns 670 an 8 Doudeger.

An da muss ech soen, datt dobäi déi Statistik jo nach ze relativéieren ass, well mer, an dat hu mer schonn e puermol hei gesot, definitiv nëmmen Tester maache bei deene Leit, déi däitlech Symptomer hunn. Mer hunn also warscheinlech weesentlech méi Infizéierter.

An erlaabt mer just hei, eng kleng Klammer ze maachen, well ech awer de Mëtteg, ech hunn zwar net de ganze Background gelauschtert, mee ech hat zum Schluss, wéi ech aus der Garage komm sinn, op eemol d'Gefill, wéi wa mer leider op e puer Plazen net ëmmer alles gesot kréien.

Well mir hunn de leschten Dënschdeg hei gefrot gehat: Firwat ginn net méi Tester gemaach? Mer haten u sech d'Regierung opgefuerdert, méi Tester ze maachen. Dunn hu mer erkläert kritt, et wären u sech international Normen, mir géifen eis dorun halen. An ech hunn awer elo de Mëtteg, wann ech dat richteg verstan hunn, den Här Bausch héieren: „Wa mer méi Tester hunn, da maache mer och méi Tester!" Ech wëll just wëssen: Wat ass richteg? Ech kréie jo herno vläicht eng Äntwert.

Ech kommen awer elo erëm zréck op d'Verfassung respektiv op d'Konditiounen, fir den État de crise ze deklaréieren. An do muss ech soen: „Jo, d'Menace fir eis Populatioun ass eendeiteg!" Dat heescht, dee Krittär vum État de crise ass leider ginn.

A meng zweet Fro, déi mer eebe musse stellen: Ass d'Chamber an der Onméiglechkeet, fir an den Délais appropriés ze legiferéieren? Och dës Fro ass u sech virum Hannergrond vum Corona just rhetoresch, well d'Ustiechungskurv kënnt Der kucken, déi entwéckelt sech exponentiell. An eis normal Instanzeweeër, déi sinn definitiv linear a vill ze vill lues, fir datt mer iergendwéi dem Virus kéinten do matzäit Steng an de Wee leeën.

Well eis normal legislativ Prozedur, déi gesäit keng Urgenceprozedur vir. Mer mussen iwwert de Staatsrot fueren, wat jo och gutt ass! De Staatsrot gëtt säin Avis. Et komme vläicht nach eng Kéier e puer Opposition-formellen. Dann dauert dat Ganzt Méint. Dat ass am Normalfall gutt, well mer brauchen eng ofgeséchert Prozedur. Mee hei ass keen Normalfall. Mir sinn am Krisemodus! Also muss och eise Staat an de Krisemodus. A Gott sei Dank, erlaabt eis Verfassung dëse Schrëtt.

Och déi zweet Konditioun, datt ouni État de crise net kann an den noutwendegen Delaie legiferéiert ginn, ass also erfëllt. Mer hunn also eng Urgence am Sënn vum Artikel 32 (4).

Här President, op mer elo d'Course géint de Virus kënne gewannen, dat weess ech net. Mee op jidde Fall musse mer eis alleguer d'Moyene ginn, fir zumindest déi Course kënnen unzegoen an net als ze vill ongläich Géigner unzegoen.

An dann drëttens, an dat ass, mengen ech, och wichteg, kritt d'Regierung mat der Deklaratioun vum État de crise u sech méi Rechtssécherheet - net nëmmen d'Regierung, mee och d'Leit. Well bis elo war d'Regierung u sech éischter e bëssen an enger Grozon, am rechtlechen Niwwel, well virum Krisereglement ass jo trotzdeem relativ vill kommunizéiert ginn, mee et war u sech keen, ech soen elo emol einfach, „hard law" do. Well och d'Gesondheetsministesch sot, wéi se hiren Arrêté vum 16. Mäerz 2020 virgestallt huet, si hätt eng Base légale fonnt. Mee si sot awer och, se wëisst net ganz sécher, wéi vill déi Base légale géif daachen. An ech mengen, si sot dat, wat du vill Leit geduecht hunn, nämlech: „Net vill!" An hei mat der Deklaratioun vum État de crise kréie mer eng besser gesetzlech Ofsécherung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alleguer déi verfassungsrechtlech Konditioune sinn also ginn, fir den État de crise ze confirméieren. Alles aneres wär onverantwortlech, och grad als Volleksvertrieder. Ech hunn dat schonn den Dënschdeg gesot: „Mir sinn an enger Kris, mir hunn eng Urgence, mir musse ganz séier aschneidend Mesuren huelen an och kënnen huelen." Eisen Instanzewee ass ze lues. Duerfir wäert et net un der CSV scheiteren! D'Regierung muss d'Moyene kréien, fir kënne séier ze reagéieren! An duerfir seet d'CSV eendeiteg Jo zum maximale Schutz vun de Leit an domadder och zum État de crise.

Dir Dammen an Dir Hären, och de Rapporter huet dat scho gesot gehat: „Laut Verfassung muss d'Chamber innerhalb vun zéng Deeg zesummekommen, fir den État de crise dann ze verlängeren." Duerfir si mer haut hei.

Zweetens muss dëst vun enger breeder parlamentarescher Majoritéit gedroe ginn, enger Zweedrëttelmajoritéit, also enger Majoritéit, déi gemengerhand an och hei wäit iwwert d'Regierungsmajoritéit erausgeet, wat och wichteg ass, well een État de crise an och eng Verlängerung, déi soll een net liichtfankeg beschléissen.

Bon, dëse Projet de loi gesäit elo eng Prorogatioun vum État de crise vun dräi Méint vir, also vun där maximaler Zäit, déi laut Verfassung méiglech ass. An och dës Decisioun däerf een net liichtfankeg huelen. Dräi Méint, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer e gewësse Fräifaartschäi fir d'Regierung, well grad an dësen Zäite sinn dräi Méint immens laang.

An dofir soen ech Iech: „Et ass keng einfach Decisioun!" Et ass virun allem och keng einfach Decisioun fir d'Oppositioun, well mer wierklech op där enger Säit net wëssen, wat d'Regierung nach wëllt decidéieren - mäi Stéchwuert „Fräifaartschäin" - a well mer op där anerer Säit bei deem, wat schonn decidéiert ass, nach ganz vill Froen hunn.

An Här President, mir hunn an eiser Fraktioun ganz vill diskutéiert. Wär et prinzipiell net besser, den Noutstand elo emol fir ee Mount oder fir zwee Méint ze verlängeren an da virunzekucken? Prinzipiell jo, well da kéint d'Chamber u sech a reegelméissegen Ofstänn d'Krisesituatioun nei bewäerten, an dat mat enger Zweedrëttelmajoritéit.

Mee dat hei ass keen normalen Noutstand. Mir hunn eng sanitär Kris a mir brauchen eng Zweedrëttelmajoritéit, fir och eng Verlängerung ze stëmmen. A mir kënnen net sécher sinn, ob mer an engem oder zwee Méint an deem Quorum hei sëtzen an déi Verlängerung esou kënne stëmmen. An duerfir hu mer gesot: „Mir wäerten d'Leit sécherlech net hänke loossen!"

An da wëll ech awer och nach soen, virun allem stellt sech och d'Fro: Wéi laang dauert dës Kris? Well de Facteur Zäit ass zentral. Och dat sot den Här Di Bartolomeo. Sinn dräi Méint realistesch? A wann ech mer d'Kris a China ukucken: Enn Dezember ass de Coronavirus zu Wuhan nogewise ginn, den 22. Januar ware se am Shutdown, knapps zwee Méint duerno si se nach ëmmer am Shutdown. De Virus ass nach ëmmer do, zwar e bësse manner, mee trotz all deene strenge Moossnamen an trotz awer där Disziplinn ass en nach ëmmer do. Deemno muss ech soen: „Leider schéngen déi dräi Méint net onrealistesch ze sinn."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis hei am Haus op déi dräi Méint kéinten eenegen, da gi mer wierklech ee staarkt Zeeche vu Geschlossenheet no baussen. An dat ass dat, wat wichteg ass am Moment. Well wa mer …, oder mir kënnen déi Kris nëmme bewältegen, a mir musse se bewältegen, wa mer alleguer zesummen deem Covid-19 eis Stier weisen.

Duerfir soe mir och Jo, ech soen awer och, mat e bësse Bauchwéi - do ginn ech nach drop an - zur maximaler Verlängerung vum État de crise vun dräi Méint. Jo, d'Regierung muss alleguer d'Moyene kréie fir ze agéieren, a mir hoffen, datt se gutt agéiert.

An, Här President, ech wëll awer nach eemol kloer betounen: Dës Decisioun hei, déi dréit sech definitiv just ëm d'Kris am Artikel 32 (4) vun der Verfassung a wéi laang datt mer déi Kris gäre wëlle verlängeren. An déi zwou Äntwerten, hunn ech gesot, sinn zweemol Jo vun der CSV, well eist Verantwortungsgefill ass definitiv méi grouss wéi eis Bedenken, well schliisslech stëmme mer hei a leschter Instanz kee Gesetz a keen État de crise fir d'Regierung, mee fir d'Leit a fir eis alleguer, a besonnesch och fir déi krank Leit a fir déi, déi hinnen hëllefen.

Genausou kloer soen ech awer och: „Mat dësem Projet de loi stëmme mer net iwwert de Krisereglement vun der Regierung, well heizou hu mer nach vill Froen, an déi verursaachen dann och e gewëssent Bauchwéi." Ech zielen der hei einfach nëmme siwen op:

Éischtens soen ech, datt allgemeng d'Krisemesuren net kloer genuch si fir d'Handwierksbetriber.

E puer Beispiller: Am zweete Punkt vum Artikel 3 gëtt jo festgehalen, datt mat e puer Ausnamen all kommerziell Aktivitéite verbuede sinn. Ganz logesch ass dann awer net, an do huet d'Fédération horticole sech och gëschter scho gemellt, wann zum Beispill an engem Supermarché an enger Gallerie e Fleuriste ass, da muss deen zoumaachen, de Supermarché selwer däerf dat awer verkafen oder d'Tankstell. Dat selwecht ass zum Beispill am Electromenager: Wann an der Gallerie oder soss éierens e klenge Buttek ass, dee muss zoumaachen, de Rayon vum Electromenager am Supermarché kann awer opbleiwen. Ganz kohärent ass dat net.

En drëtte Punkt: Den Artikel 4 (2) seet, datt all handwierklech Aktivitéit ausserhalb vum Atelier verbueden ass. Do stellt sech fir mech éischtens emol d'Fro: Wat ass dat alles, déi handwierklech Aktivitéit? An och do verstinn ech verschidde Logiken net respektiv d'Kohärenz net. De Risiko besteet jo a mengen Aen, wann d'Leit no beienee sinn. An dee Risiko ass a mengen Ae méi grouss am Atelier wéi dobaussen. Ech froen dofir: Ee Bëschaarbechter, kann deen zum Beispill am Atelier seng Motorsee feilen, mee en däerf net ausserhalb vum Atelier an de Bësch schaffe goen? Wann dat esou ass, da géif ech dat net direkt verstoen. Ech wëll awer och hei soen: „Ëm Gottes Wëllen, schéckt keen eleng an de Bësch, well aus Sécherheetsgrënn mussen et der op d'mannst zwee sinn! A bei zwee am Bësch, mengen ech, kann een och nach ëmmer zwee Meter Ofstand loossen." Déi selwecht Froe stelle sech zum Beispill och bei de Landschaftsgäertner.

Ee véierte Punkt: Am Artikel 5 geet et ëm déi essenziell Aktivitéiten, déi mussen oprechterhale ginn. Dozou gehéiert och d'Offallgestioun. Op där anerer Säit sinn awer verschidde Recyclingzentren, déi zou sinn. Wéi soll dat fonctionéieren? Misst dat net besser koordinéiert ginn?

Fënneftens: d'Sanktiounen. Ech ginn elo net ganz dorobber an, mee mir hunn e Reglement mat zéng Säiten, vun deenen zéng Säite si fënnef Säite Sanktiounen. An ech soen och: „Mir brauche kloer Sanktiounen, well soss kënne mer net duerchgräifen." Well de Message muss kloer sinn: „Bleift doheem!"

Ech hoffe just, datt déi administrativ Prozedur hei net ze vill komplizéiert ass, well de Krisemodus soll d'Saache vereinfachen a verkierzen.

Sechstens: Wéi eng Consignen hunn d'Gemengenaarbechter? Anscheinend sinn der elo déi lescht Deeg komm, an dat, mengen ech, och op Basis vun der Aarbecht vum Syvicol. An ech wëll duerfir och hei nach eemol dem Syvicol an alle Gemengevertrieder ee grousse Merci soe fir hir virbildlech Aarbecht.

Da siwentens, den Artikel 14, dee muss an eisen Aen dréngend ugepasst ginn. Do gëtt vu Ressortissants de pays tiers geschwat, u sech vun ausserhalb vun der EU. An et gëtt awer gläichzäiteg och vun de Frontaliere geschwat. Et gëtt vun engem Entréesverbuet a gläichzäiteg vu Restrictions temporaires de voyage geschwat. Dat sinn ënnerschiddlech Saachen. Ech denken, datt deen Artikel muss frësch formuléiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir verstinn, datt dëst Reglement huet missen en urgence geholl ginn. A mir ginn och dovunner aus, datt et nach méi dacks adaptéiert gëtt. Et ass jo och gëschter schonn zweemol adaptéiert ginn. A mir soen och Merci: Mir hate gëschter verschidden Hiweiser gemaach, déi sinn direkt och mat agefloss.

Ech soen och: „Wann d'Situatioun esou ass, wéi mer se beschriwwe kritt hunn, da sinn dës Mesurë vläicht elo gutt, mee wat ass an engem Dag? Wat ass an e puer Deeg?" A Coronazäite kann een Dag ganz laang sinn. An duerfir wëlle mer als Chamber, a virun allem och als Oppositioun an dëser Kris gäre mat Verantwortung iwwerhuelen an d'Kris och gäre begleeden. An dat kënne mer awer nëmmen, wa mer och wierklech lafend informéiert ginn.

Dofir nach eemol: Mir si bereet, eis konstruktiv matanzebréngen, an een Appell un d'Regierung, fir eis wierklech do matanzebannen. Well Mateneen an der Kris heescht och Matenee vu Chamber a Regierung. An dat däerf u sech keng Einbanstrooss ginn oder sinn, well et geet hei net ëm Bürokratie, mee et geet ëm Demokratie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Oppositioun hu mer, wéi gesot, och d'Verantwortung, fir berechtegt Froen ze stellen. Et ass den Optrag u jiddweree vun eis hei, fir d'Situatioun ze suivéieren, fir Nobesserungen ze fuerderen, do wou et néideg ass. An ech preziséieren nach eemol: D'Chamber gëtt net ofgeschaaft! Mir bleiwe voll funktiounsfäeg! An dofir muss d'Chamber och um Ball bleiwen an d'Chamber muss fuerderen, d'Chamber muss Explikatioune kënne froen a muss och Äntwerte kréien.

An ech stellen hei nach eemol eng Partie Froen, op déi mer bis elo keng Äntwerte kritt hunn. An dat ass nach eemol, well ech Iech wëll soen: „Mir hunn awer e gewëssent Bauchwéi, och wa mer soen: kloer Jo!"

Eng éischt Fro ass awer, nach eng Kéier: Firwat hu mer oder hate mer, well ech hunn elo am Background héieren, datt mer et elo geliwwert kréien, mee firwat hate mer dann net genuch Material, fir dat gesamt Fleegepersonal ze schützen? D'Leit sinn opbruecht. A si maachen eng richteg wäertvoll Aarbecht. A mir musse si schützen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Well gëscht hat den Här Fischbach vun der COPAS um Radio nach gesot, si géife gären d'Leit méi schützen, mee si hätten d'Moyenen net. Also meng Fro ass: U wat läit dat?

Zweetens dann - wéi gesot, ech huelen och just hei e puer Beispiller -, d'Maison médicale am Osten. „Si soll kommen!" Dat ass och gutt esou, dat hu mer scho laang gefrot, mee laut eisen Informatiounen hutt Der zënter méi wéi enger Woch eng Offer, fir um Potaschbierg Raimlechkeete gratis zur Verfügung ze kréien. Bis elo wär anscheinend nach guer keen do gewiescht. Och do: Firwat?

Dann d'Koordinatioun vun de Spideeler. Dacks kréie mer gesot vun Dokteren, datt d'Spideeler eleng gelooss gi sinn. Gëtt et hei eng spidoliwergräifend Koordinatioun? A wann net eeben: Firwat?

Ech mengen, och hei hunn d'AMMD, Conseils médicaux, d'Associatioun vun de Generalisten, d'Dokteren am Allgemengen, d'Zänndokteren, déi d'Urgencen organiséiert hunn, hiert Méiglechst gemaach. An och hinnen ee grousse Merci.

Dann zu de Betriber am Allgemengen. Den Här Bettel hat an engem Interview gesot: „Et gëtt keen am Ree stoe gelooss!" Ben, gëschter huet den Här Fayot dat e bësse relativéiert, en huet gesot: „Mir maachen och hei keng falsch Hoffnungen, mir wäerten net all Betrib kënnen hëllefen."

An dësen Zäite soll ee probéieren … Esou zweedeiteg Messagen, mengen ech, kënne mer eis

net onbedéngt leeschten. Et ass awer wichteg, an dat froe mer och, datt et net duergeet, elo e Package ze annoncéieren, mee mir brauchen - am beschten direkt - ganz séier ee klore Package, Mesurë-Package, fir alleguer eis Betriber, och d'Independanten, ze schützen, fir deenen och ee Wee opzeweisen, wéi et kann ausgesinn no der Kris.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dann nach eng Fro zu de Frontalieren: Mer hunn héieren, datt Frankräich säi Personal am Fleegesecteur kéint requisitionéieren. De Premier hat eis gesot, Frankräich wär sech bewosst, wat dat fir eis géif bedeiten. Awer: Wat geschitt wann? Meng Fro ass: Hu mer iergendee Plang B oder si mer un engem Plang B amgaang ze schaffen, ausser der Hotelsoffer, well ech weess, dat ass net einfach?

D'Educatioun: Och hei kéinte mer nach eng Partie Froe stellen. Ech wëll just eng um Rand stellen: Wéi gesäit et mat eisem Internet aus? Deen ass gëschter a virgëschter scho plazeweis …, huet en net fonctionéiert, soen ech elo emol einfach esou. Packt eise Reseau et respektiv wat gëtt gemaach, fir dat ofzesécheren?

An nach eng lescht Saach, déi ech elo grad gesot kritt hunn: Eenzel Famille kruten anscheinend ugeruff, datt d'Soins à domicile fir déi eeler Leit net méi kéinte garantéiert ginn an datt se selwer missten no hire Famille kucken. Ass do esou eng Direktiv erausgaang? An da froen ech mech, well mer hu virdru gesot gehat, mer sollte vun eisen eelere Leit u sech fort bleiwen: Ass dat hei elo kontradiktoresch?

Här President, ech hunn Iech gesot: „Mir hunn e komescht Bauchgefill!" Ech hunn Iech e puer Beispiller vu Froe gesot, wou mer wierklech frou wären, fir nach Äntwerten ze kréien. Well, wéi gesot, déi sëlleche Froen an och déi Froen zum Reglement, déi verbesseren eist Bauchgefill net. Mee ech soen awer och hei ganz kloer: „Mir stëmmen dëst Gesetz an dës Verlängerung vum État de crise fir dräi Méint mat, well mir wëllen der Regierung all noutwendeg Moyene ginn, fir kënne séier, extreem séier ze reagéieren. Well et geet hei ëm Mënscheliewen!"

An op där anerer Säit erwaarde mer - an ech sinn och frou, datt mer do een Accord fonnt hunn eebe fir eis Motioun, an do hu mer breet consultéiert, mer haten och ee ganz gudden Austausch, well mat dëser Motioun wëlle mer u sech sécherstellen, datt eis Demokratie och an der Kris funktionéiert an datt domadder och d'Chamber funktionéiert -, datt d'Chamber weiderhi vun der Regierung proaktiv informéiert gëtt, datt se zäitno informéiert gëtt iwwert d'Ännerunge vum Krisereglement, datt se och ka matschwätzen, datt d'Deputéiert kënnen all hir Froe stellen, datt d'Ministeren och sollen an d'Kommissioune kommen, wa se geruff ginn, esou séier wéi méiglech.

Awer och, datt mer d'Informatioune fir d'Leit, och fir déi eeler a vulnerabel Leit nach méi accessibel maachen an nach méi cibléieren. Datt mer, sou wäit wéi et méiglech ass, no deenen dräi Méint eng gesetzlech Rumm ausschaffen, wann et noutwendeg ass, déi prett ass eeben, fir a Kraaft ze trieden, wann den État de crise ausleeft.

An awer och, last but not least, datt mer sollen d'Après-crise virbereeden. An ech hoffe wierklech, datt déi Après-crise geschwë kënnt. An da brauche mer en zolitten Après-crisë-Pak, well villes wäert do mussen nei opgebaut ginn, an och dat wäert net einfach ginn.

An an deem Sënn deposéieren ech hei d'Motioun, déi wierklech vun alle Fraktiounen a vun alle Sensibilitéiten ënnerstëtzt ginn ass. An dofir e grousse Merci!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la classification de la maladie à coronavirus (Covid-19) comme « pandémie » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 mars 2020 ;

- constatant une flambée de la maladie à coronavirus (Covid-19) en Europe et à travers le monde ;

- constatant que le Luxembourg se trouve confronté à sa plus grave crise sanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale ;

- considérant la déclaration de l'état de crise par le Grand-Duc le 18 mars 2020 suivant l'article 32, alinéa 4 de la Constitution ;

- insistant sur une interprétation stricte du précité article 32, alinéa 4 de la Constitution relative à la « durée maximale de trois mois » de l'état de crise ;

- considérant le projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le Règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

- rappelant la responsabilité des citoyens de respecter les consignes de précaution du Gouvernement ;

- rappelant la responsabilité de l'État de protéger et de soutenir la population, notamment les plus vulnérables ;

- rappelant l'importance du bon fonctionnement des institutions en général et du contrôle parlementaire en particulier dans l'actuel état de crise ;

- considérant qu'une coordination déterminée, régulière et transparente entre le Gouvernement et la Chambre des Députés est indispensable pour surmonter la présente crise sanitaire ;

- rappelant l'obligation du Gouvernement de répondre aux questions posées par les Députés et ceci tant dans le cadre de questions parlementaires que dans le cadre des commissions de la Chambre des Députés ;

- saluant et se joignant à l'élan de solidarité impressionnant au sein de notre société ;

- remerciant tous les professionnels de santé ainsi que tous les autres professionnels et volontaires au service des citoyens dans cette crise ;

- insistant sur la protection de la santé des citoyens et la sauvegarde de vies humaines comme première priorité,

invite le Gouvernement

- à informer au minimum hebdomadairement la Chambre des Députés à travers la Conférence des Présidents, le Bureau de la Chambre et, le cas échéant, une représentation de la commission afférente et à y répondre aux questions des Députés sur l'évolution de la crise sanitaire ;

- à informer le plus rapidement possible la Chambre des Députés sur tout changement modifiant les mesures du Règlement grand-ducal du 18 mars 2020 et sur toute mesure ou décision que le Gouvernement prendra, dans ce contexte, par voie règlementaire ;

- à clarifier, à rendre davantage accessible et à cibler au mieux l'information du public dans le cadre de la crise avec une attention particulière pour les personnes âgées et vulnérables ;

- à préparer, là où cela est possible, un ou plusieurs projets de loi pour prolonger, le cas échéant, des mesures spécifiques limitées dans le temps et liées à la maladie du coronavirus (Covid-19) au cas où cela s'avèrerait nécessaire après la fin de la prolongation de l'état de crise votée en ce jour ;

- à préparer d'ores et déjà les mesures nécessaires pour l'après-crise.

(s.) Martine Hansen, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Gläichzäiteg deposéieren ech och nach eng Resolutioun - an och do direkt ee Merci, déi ass och vu jiddwerengem ënnerstëtzt ginn -, also eng Verflichtung un eis selwer, datt mer eis a Krisenzäite wéi dësen d'Moyene ginn, fir virun ze tagen a fir ënner allen Emstänn funktiounsfäeg ze bleiwen, an dat via all Méiglechkeeten, déi eis déi modern Kommunikatioun bitt, fir als Telechamber ze tagen an ze beschléissen. Dat awer net als Reegel, well als Reegel solle mer hei zesumme sinn, mee dat nëmmen a Krisenzäiten.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- notant que le Règlement de la Chambre est actuellement muet quant à la tenue de réunions de commissions voire des séances publiques par vidéoconférence ou par des moyens de télécommunications ;

- estimant que de tels moyens pourraient s'avérer utiles pour permettre à la Chambre des Députés de remplir sereinement et en toute circonstance ses attributions ;

- estimant qu'il va de soi que ces moyens de communication à distance devraient permettre l'identification des députés et satisfaire par ailleurs à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective et sécurisée des membres de la Chambre des Députés aux réunions/séances en question ;

- estimant que les députés participant aux réunions/séances via ces moyens de communication devraient être considérés comme étant présents aux fins du calcul des quorums et majorités requis aux termes du Règlement de la Chambre des Députés ;

- estimant que le recours à de tels moyens de communication devrait strictement se limiter à des situations de crise,

décide

d'adapter le Règlement de la Chambre des Députés de manière à préciser les modalités d'utilisation de ces moyens de communication et de vote en temps d'état de crise.

(s.) Martine Hansen, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech nach eemol soen: „Mir mussen och als Staat eisen Immunsystem, eis Ofwierkräfte géint de Coronavirus stäerken. An dofir solle mer eis all d'Moyene ginn, déi d'Verfassung virgesäit. Net fir der Regierung ee Fräifaartschäin ze ginn, mee fir d'Course géint de Virus opzehuelen an eis all d'Moyenen ze ginn, fir zumindest eng Chance an dëser Course ze hunn."

An ech soen et nach eemol: „De Virus beweegt sech net vum selwen. De Virus beweegt sech duerch eis. De Virus brauch eis, fir sech ze vermeeren. An de Virus brauch eis, fir sech ze beweegen. An dofir hu mer och alleguer eis Verantwortung ze droen. Well géint dës Verantwortung ka keen immun sinn."

An aus dëser Verantwortung fir d'Leit eraus stëmme mer haut als CSV dës Verlängerung vum Krisenzoustand mat an a voller Längt, dat heescht, fir déi dräi Méint mat.

Ech soen Iech Merci an ech wënschen Iech alleguer eng gutt Gesondheet a Courage.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Covid-19 fuerdert och zu Lëtzebuerg säin Tribut. Mir sinn a Gedanke bei de Famille vun den Affer an och bei all deene Kranken, an der Hoffnung, dass si nees geschwënn op de Bee sinn. D'Situatioun ass nach ëmmer méi wéi eescht. Ech hoffe wierklech, dass spéitstens no dem Staatsminister Xavier Bettel senger leschter Pressekonferenz och elo deen Allerleschte gemierkt huet, datt et de Moment just eng Prioritéit gëtt: Doheem bleiwen a Mënscheliewe retten!

Ech wëll duerfir op dëser Plaz och nach eng Kéier e besonneschen Appell maachen un eis jonk Matbierger: Trefft iech, wannechgelift, net méi mat äre Kolleegen! Ech weess, dass dat haart ass, mee denkt un är Matmënschen. Denkt un är Grousselteren, denkt un är Kolleegen, déi Virerkrankungen hunn! Sidd solidaresch mat hinnen, fir dass dir no dëser Kris nach ganz vill Zäit mat hinne kënnt verbréngen! Dir sidd esou gutt vernetzt, profitéiert elo dovunner. Jidder Eenzelne vun iech ass gefuerdert!

Ech wëll awer och en Appell un eis eeler Matmënsche riichten, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an och d'Consignen ze befollegen, zu hirem eegene Schutz. Et gëtt eng ganz Rei vun Initiativen, déi grad eisen eelere Matmënschen an dëse schwieregen Zäiten hëllefen. Notzt wannechgelift dës Méiglechkeeten! Jidder Eenzelnen ass gefuerdert.

Här President, d'Regierung huet den Artikel 32 (4) vun der Verfassung invoquéiert an den État de crise ausgeruff. Mir sinn also elo net méi am Zenario, dass ee soll doheem bleiwen, mee dass ee muss doheem bleiwen, ausser an deene bekannten Ausnamefäll. Den État de crise ass eng aussergewéinlech Situatioun an et ass en Instrument, wat keng Regierung gären asetzt. Mee mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten, wou d'Regierung keng aner Optioun méi huet.

Den État de crise ass eng Noutwendegkeet, eng Noutwendegkeet, fir dass d'Regierung séier kann op nei Evenementer reagéieren.

Här President, viru ville Joren hunn ech mech entscheet, Member an enger Partei ze ginn, an där d'Fräiheet vum Mënsch am Mëttelpunkt steet, déi sech fir d'Fräiheet vun de Mënschen alleguerten asetzt. An haut ass et esou, dass déi Partei déi eenzeg richteg Decisioun matdréit, fir d'Fräiheeten an eiser Gesellschaft kuerzfristeg, mee massiv anzeschränken, fir maximal dräi Méint.

Et ass eng Noutwendegkeet, et geet net anescht a mir hu keng aner Alternativ. Et ass gutt a wichteg, dass schonn e ganz groussen Deel vun eise Matmënschen dës Aschränkunge vun hirer Fräiheet mat Courage, Verantwortung a Solidaritéit akzeptéieren. Mir mussen alleguerte mathëllefen, well all Mënscheliewen, wat mir mat dësem Schratt kënne retten, ass et derwäert.

Dëst Parlament beweist alt erëm, dass mir zu Lëtzebuerg a schwéiere Stonne parteipolitesch Iwwerleeungen hannen ustellen an zesummestinn, fir dës Kris ze meeschteren. Merci Iech alleguerten duerfir.

Aschneidend Mesurë wäerten eisen Alldag, wéi mir e soss gelieft hunn, staark veränneren. An duerfir ass et richteg, dass d'Regierung vun Ufank un d'Parlament an och de Staatsrot mat-agebonnen huet. D'Mesurë sinn zudeem zäitlech limitéiert a proportionell zum But, dee si erreeche sollen. Et ginn also keng Mesurë geholl, déi iwwert dat erausginn, wat onbedéngt néideg ass, fir eis Matmënschen ze schützen.

Mir liewen an engem Rechtsstaat, an eis parlamentaresch Demokratie ass och am État de crise net ausgehiewelt. De Beweis erbrénge mer haut, wou mer net emol dräi Deeg nom Akraafttriede vum Règlement grand-ducal der Regierung d'Confirmatioun hei ginn. Eis institutionell Riedercher hu gutt a séier aneneegegraff. Dat stäerkt d'Vertrauen an eis Institutiounen, an eise Staat an an eis Demokratie.

D'Regierung, mat all hire Verwaltungen, huet bis elo eng exemplaresch Aarbecht geleescht. A wéi d'Well vum Coronavirus hei ukomm ass, du waren déi zoustänneg Ministere prett. Si hu séier gehandelt a permanent der Situatioun ugepasste Mesurë geholl.

Et ass der Regierung och wichteg, d'Bierger zu all Moment iwwert den neiste Stand ze informéieren. D'Kommunikatioun an d'Transparenz sinn an dësen Zäiten immens wichteg. D'Kommunikatioun ass ëmmer faktebaséiert, eng faktebaséiert Duerstellung vun der Situatioun, an et ass eng Kommunikatioun, déi der Realitéit entsprécht.

Dee reegelméissegen Informatiounsfloss an d'Pressekonferenze vun den ënnerschiddleche Ministeren droen hiren Deel derzou bäi, dass een trotz der Kris zu all Moment assuréiert ka sinn, dass een op kompetent Leit vertraue kann. Jiddwereen ass op senger Plaz a mat senge Moyenen elo gefuerdert, säin Deel derzou bäizedroen, fir d'Situatioun erëm an de Grëff ze kréien. Ugefaange bei dem medezinnesche Personal an dem Fleegepersonal, mee och jiddwereen, dee säin Deel derzou bäidréit, dass an dëser Krisesituatioun eist Land net stoe bleift. Ech denken un déi Leit an de Supermarchéen, an den Tankstellen, Chauffeuren, Piloten, Bréifdréier, d'Leit vun der Offallentsuergung, d'Enseignanten, déi hiert Méiglechst maachen, fir dass d'Schüler vun doheem aus kënne léieren, d'Police an d'Armél.

Ech denken awer och un déi Leit, déi elo doheem musse bleiwen, an d'Leit, déi eis Gesellschaft weiderbréngen duerch den Homeoffice.

Ech wëll op dëser Plaz awer och nach all den involvéierte Beamte Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz. Wéi esou ganz vill Leit zu Lëtzebuerg beweist och d'Fonction publique an dëser Zäit e ganz grousst Flichtbewosstsäin. Et sinn der ganz vill, a kengem säi Bäitrag zum Allgemengwuel däerf ënnerschätzt ginn.

Ech soen Iech Merci. Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zum Projet de loi, soen och dem Rapporter nach en häerzleche Merci. Lëtzebuerg steet an hält zesummen, a mir packen dat hei!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech dem Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci soe fir säin exzellente Rapport a fir säin Asaz an deene leschte Joren, awer virun allem och an deene leschten Deeg. En huet sech hei drageknéit. En huet hei, wéi en esou oft seet, alles ginn, an dat ass och gutt esou. An en huet dat och richteg gutt gemaach.

Ech wéilt och de Membere vun der Institutiounskommissioun e Merci soen, déi et méiglech gemaach hunn, dass mer hei, wéi de Mars Di Bartolomeo gesot huet, a Rekordzäit haut kënnen iwwert de Projet de loi vum État de crise ofstëmmen, grad emol dräi Deeg nom Depot vum Gesetzesprojet an der Chamber.

Merci och all deenen, déi dëst Land um Liewen halen. An eis Gedanke sinn och bei all deenen, déi krank sinn, schwéierkrank sinn, an och bei deene Verstuerwenen an hire Familljen. Et ass keng einfach Zäit, a mir si bei Iech!

Et gëllt effektiv, elo keng Zäit ze verléieren an dervun ze profitéieren, dass dës Chamber och elo nach fonctiounsfäeg ass. Mir wenden eng éischte Kéier den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung un, esou wéi mer en am Joer 2017 ofgeännert hunn. Dobäi war de Kontext deemools e ganz aneren an et huet warscheinlech keen direkt un eng sanitär Kris geduecht. Engersäits ass de Champ d'application vum 32 (4) op national Krisesituatiounen ausge-

deent ginn, a parallell dozou, an elo mierke mer, wéi gutt dass dat ass, gouf d'Roll vum Parlament an esou engem Noutfallzenario gestäerkt.

Virun allem gouf kloergestallt, dass eng Urgence, déi d'Uwendung vun Noutstandsgesetzer rechtfertegt, nëmmen da besteet, wann et aus zäitleche Grënn net méiglech ass, iwwert den normale gesetzgeeberesche Wee déi néideg Mesuren ze huelen. Genau an där Situatioun si mer haut.

Am Kader vum Debat, dee mer den Dënschdeg hei an der Chamber haten, huet sech kloer gewisen, dass mer e Konsens heibannen doriwwer hunn, dass d'Regierung séier muss handelen an duerfir och vusäite vum Parlament e prinzipiellen Accord huet, fir zäitlech begrenzt aussergewéinlech Mesuren ze huelen, fir d'Vitess, mat där sech de Coronavirus verbreet, ze bremsen an derfir ze suergen, dass eise Gesondheetssystem net iwwerlaascht gëtt, voire souguer zesummeklappe kéint.

Als LSAP begréisse mir, dass d'Regierung esou séier a konsequent gehandelt huet. Wann ee gesäit, wéi eis Nopeschlänner mat der Situatioun ëmginn, da gesäit een och, dass mer hei net falschleien. D'Zuel vun den Infizéierten ass an deene leschten Deeg rapid an d'Luucht gaangen a wäert och weider klammen. An do musse mer alles maachen, fir déi Tendenz net zousätzlech unzeheizen. Mir ënnerstëtzen d'Virschréften aus dem Reglement vum 18. Mäerz 2020 voll a ganz. Den Tenor dovunner ass kloer: „Bleift doheem!"

Mir wëssen allerdéngs haut nach net, wéi laang et dauert, bis d'Situatioun sech erëm normaliséiert. Eis Verfassung gesäit vir, dass déi Noutstandsmesurë maximal fir dräi Méint solle gëllen. A wéi de Rapporter et schonn erklaert huet, kann d'Chamber och virdrun decidéieren, dass den État de crise eriwwer ass, an déi entspriechend Mesuren op en Enn bréngen. Wärend dem État de crise huet d'Chamber och d'Méiglechkeet, selwer gesetzlech Mesuren ze huelen.

Iwwert déi juristesch Froen eraus musse mer als Chamber natierlech d'Mesuren, déi d'Regierung hëlt, ganz genau suivéieren a virun allem déi konkreet Auswierkungen um Terrain am A behalen. An ech verstinn hei d'Suerg vum Parlament a virun allem och vun der Oppositioun, well se net hei niewendru wëlle lafen, well se hei wëlle matagebonne ginn. Dat ass eng ganz verständlech Suerg. An ech fannen et och richteg, dass d'Parlament hei matagebonne soll ginn.

Mir brauchen hei dee gréisstméigleche Konsens. Mee mir mussen awer och handlungsfäeg bleiwen an eis net selwer an esou schwéieren Zäite blockéieren. Mee bei allen onbeäntwerte Froen, déi et awer elo gëtt, ass awer ëmmer de Principe de précaution, deen zielt. Wann Der net sécher sidd, ob Der kënnt bei ee goen, ma gitt net! Wann Der net sécher sidd, ob Der eppes kënnt maachen, wann et e Risiko kéint duerstellen, ma da maacht et net!

An ech muss och soen, dass ech awer Schwieregkeeten hu mat enger Rei vu Froestellungen, déi elo hei koumen, well et bal dorop erausleeft, dass hei an der Regierung, oder bei eis hei am Parlament misste quasi Hellseeër oder quasi Zauberer sëtzen. Wie konnt dat do virausgesinn? A wie konnt virausgesinn, dass mer elo fënnef Millioune Masken, fënnef Milliounen Händschen, 150.000 Schutzbrëller, 150 Beootmungsgeräter, zwou Millioune Schutzkleeder aus China mussen afléie loossen, fir dass mer hei där Situatioun Meeschter ginn? Dat konnt dach mam beschte Wëllen awer kee virausgesinn!

An ech si frou, dass eis Regierung esou séier an esou gutt gehandelt huet, fir dass mer dat Material, wat mer elo onbedéngt brauchen, och an och zum richtegen Zäitpunkt, wou mer et nach kënne gutt gebrauchen, an net an enger sanitärer Kris elo scho sinn, dass mer dat elo kënne gebrauchen, wa mer et och um Terrain wierklech brauchen.

Duerfir, mat allem Respekt a mat aller Suerg, déi ee kann hunn, a mat alle Froen, déi sech och stellen, déi stelle sech jo fir eis, mengen ech, muss een de gesonde Mënscheverstand an déi éischt Linn setzen an och kengem hei virhalen, e kéint Hellseeër oder Zauberer sinn. Dat ass kee vun eis heibannen, net op där enger an och net op där anerer Säit.

A wa Schoulen hei zoumaachen an d'Beweegungsfräiheet vun de Leit extreem ageschränkt gëtt, esou wéi dat am Moment de Fall ass, esou huet dat Auswierkungen op eis ganz Gesellschaft an op eist Zesummeliewen. Wann d'Versammlungsfräiheet ageschränkt gëtt, wann d'Reesfräiheet quasi op null gesat gëtt, wa Kierchen zoumaachen, wa Butteker zoumaache mussen a soumat d'Gewerbefräiheet ageschränkt ass, jo, esou sinn eis Individualfräiheeten a Fro gestallt. Dat ass net näischt!

Wat geschitt haut zu Lëtzebuerg an an Europa? Et kéint ee mengen, dass d'Demokratie an d'Schliddere geréit. Ass et dann och wierklech esou? Mir heibannen huelen haut eng Decisioun, déi déif gräifend ass, an déi Decisioun, déi huele mir hei net liichtfankeg. Et ass hei en Opweien tëschent den Individualrechter, tëschent de Rechter vu jiddwerengem, an dem Allgemengwuel, dem Wuel fir déi ganz Gesellschaft, dem Wuel fir eis all. An d'Wuel fir eis all huet mat all deem, wat mer haut aschränken, ze dinn. Virun allem mat der Gesondheet, mat der Infektiounsgefor fir eis all a mam Risiko, dass déi Schwaach an der Gesellschaft besonnesch drënner ze leiden hunn, an dass se stierwe kënnen. Et geet hei, et ass hei eng Fro vu Liewen a vun Dout! An hei heescht et ofzeweien, wat méi wichteg ass a wat richteg ass. A mir stellen eis hei kloer op d'Säit vun der Allgemengheet. An dat ass och richteg esou!

An hei huet d'Chamber och eng extreem wichteg Roll ze assuréieren, déi och mat dësem Gesetz net ausser Kraaft dierf gesat ginn, déi eis awer als Land weider handlungsfäeg, a virun allem séier handlungsfäeg, soll bleiwe loossen. An duerfir musse mir transparent a glafwierdeg bleiwen. Eise Message, oder eis Messagë musse vun de Leit verstane ginn. Mir mussen duerfir gutt kommunizéieren. Mir mussen déi richteg Wierder fannen, fir de Leit ze erklären, wat mer gären hätten. An duerfir brauche mer och d'Hëllef vun de Medien, fir dass eise Message och bei deenen ukënnt, fir déi mer dëse Schrëtt huelen, nämlech bei eise Bierger.

An dat ass net esou einfach an enger esou polyvalenter Gesellschaft, wéi mir se hei hunn. Mee hei ass op alle Fall keng Plaz fir Conspiratioun a fir Verschwörungstheorien. Ech wëll net soen, dass dat heibannen ee gesot huet, mee ech wëll just domadder soen, dass et dat dobausse gëtt. Heibannen huet keen dat gesot! Heibannen huet keen dat gesot, ech soen dat ganz kloer! Mee et gëtt dobausse Leit, déi Verschwörungstheorien hei ronderëm zierkelen. A fir déi ass hei, an dëser Situatioun, keng Plaz.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Kuerzfristeg ka jiddweree sech iergendwéi drun upassen. An dat ass och verhältnisméisseg par rapport zu enger sanitärer Kris, an där mer sinn. Sollt dat awer méi laang unhalen, da bréngt dat sozial, psychologesch Problemer mat sech, déi mer net ënnerschätzen däerfen. Genausou evident sinn déi ekonomesch Konsequenzen, wann een iwwer ze laang Zäit all Geschäftsaktivitéiten esou staark limitéiert, wéi dat elo de Fall ass. Et wäert also d'Aufgab vun der Chamber bleiwen, fir zesumme mat der Regierung reegelméisseg d'Entwécklung vun der Situatioun nei ze evaluéieren an och d'Verhältnisméissegkeet vun de Mesuren ze garantéieren. Nëmmen esou kënne mer sécher sinn, dass de gréissten Deel vun der Bevëlkerung dës radikal Mesurë versteet an och akzeptéiert.

An déi grouss Bereetschaft zur Solidaritéit, déi mer de Moment an eiser Gesellschaft hunn, an déi ass jo och schonn e puermol ernimmt ginn, déi berout eebe grad op där Akzeptanz, déi mer am Moment hunn. An déi Akzeptanz, déi musse mer behalen. An duerfir musse mer vill erklären.

Et wäert awer och ëmmer Leit ginn, déi näischt verstan hunn oder déi näischt wëlle verstoen. Mir hunn an deene leschten Deeg gesinn, dass all Appeller un de gesonde Mënscheverstand bei engem Deel vun de Leit op daf Ouere stoussen. Dat ass bal net ze verstoen, mee leider ass et esou.

Generell ass d'Kommunikatioun, wou ee wierklech jiddweree wëllt erreechen, schwiereg. Erklären, erklären, erklären ass do de Motto!

Wann eng Regierung decidéiert, d'Schoulen zouzemaachen, ass dat eng extreem Moossnam, déi, fir sech geholl, all Eltere misst kloermaachen, dass mer an enger ganz eeschter Situatioun sinn. De Fazit, dass een da ganz Gruppe vu Kanner mat den Elteren op de Spillplaze gesäit, weist, dass de Message awer net richteg ukomm ass, obwuel e jo misst evident sinn.

A grad an enger sanitärer Kris ass et immens wichteg, dass jiddweree sech un d'Reegelen hält. Wann och nëmmen e klenge Prozentsaz dat net mécht, da geet dovun eng Gefor fir déi ganz Bevëlkerung aus. An duerfir brauche mer Kontrollen an och Sanktiounsméiglechkeeten, fir dass och déi Leit, déi net asiichteg sinn, d'Liewe vun aneren net aus purem Egoismus oder aus Ignoranz op d'Spill setzen.

Am Kontext vum État de crise erwaart d'LSAP-Fraktioun, dass d'Regierung eeben elo just déi Decisioune flexibel a pragmatesch hëlt, mat deenen een net ka waarden. Et muss een dermat rechnen, dass dës Decisiounen, well se an der Urgence geholl ginn, net ëmmer perfekt sinn. Kontraproduktiv wier op alle Fall, wann dës Mesurë vun Dag zu Dag géifen änneren. Duerfir ass et wichteg, dass um Terrain dës Mesurë mat dem néidege gesonde Mënscheverstand ëmgesat ginn, do wou et ugepasst ass. Hei ass keng Plaz, fir de Rambo erauszeloossen. Dës sanitär Kris, déi jo weltwäit Auswierkungen huet, wäert nach laang no dem État de crise a villen Domänen ze spiere sinn. Hei muss d'Chamber hir Roll als Legislateur huelen an dat nohalteg ëmsetzen, wat noutwendeg ass.

De Fait, dass mer e Konsens heibannen hunn, dass d'Regierung schnell muss handelen, heescht net automatesch, dass et e Konsens iwwer all d'Mesurë wäert ginn. Duerfir ass et wichteg, zumindest um institutionelle Plang, méiglechst séier erëm zu deenen normalen demokratesche Prozeduren zréckzekommen.

Konkreet bedeit dat, dass mer d'Regierung ënner anerem doran ënnerstëtzen, wa se am Kader vum État de crise séier Decisiounen hëlt, déi derzou bäidroen, dass se d'Capacitéit vun eise Spideeler an d'Luucht setzt. Mir begréissen et, wann nei Infrastrukturen en place gesat ginn oder anescht genotzt ginn, wéi déi regional Maison médicale oder déi nei mobill Klinik. Mir hoffen, dass all déi Efforten, fir genuch medezinnescht Material erbäizekréien, wéi Schutzkleedung, Masken, Desinfectant oder Beooptmungsgeräter, Succès hunn an et erméiglechen, e gudden, fonctionéierende Gesondheetssystem oprechtzeerhalen, och wann d'Zuel vun de Leit mat Komplikatiounen nach eropgeet.

Déi wichtegst Moossnam betrëfft awer d'Personal - d'Dokteren, d'Infirmieren, d'Fleegepersonal an esou wieder -, déi extreem vill schaffen, fir dass mer dës sanitär Kris mat esou mann wéi méiglech Verloschter iwwerstinn. Mir mussen alles drusetzen, fir si kengen onnéidege Risiken auszesetzen. Hinnen nach eemol e grousse Merci vun eis all!

D'Aféierung vun Teleconsultatiounen ass do eng richteg Initiativ. Vu dass ee gudden Deel vun deem Personal an eisen Nopeschlänner wunnt, déi hir Grenzen zoumaachen, begréisse mir och d'Efforte vun der Regierung, fir hir däitsch, franséisch a belsch Homologen ze iwwerzeegen, d'Grenzpendler awer weiderhin duerchzeloossen. Dat ass decisiv fir d'Oprechterhale vun eisem Gesondheetssystem, mee och vun allen oder vu villen anere Beräicher.

Als LSAP ënnerstëtze mir natierlech och all Mesuren, déi solle verhënneren, dass Privatleit während dem État de crise a Schwieregkeete kommen. Et ass eng gutt Saach, dass de Congé pour raisons familiales ausgedeent gouf. Et ass iwwerhaapt eng gutt Saach, dass mir en hei hunn, well vill Länner hunn en emol iwwerhaapt guer net. Et ass gutt, dass en ausgedeent gouf, well et anescht fir vill Famille quasi onméiglech gëtt, fir hir Kanner uerdentlech ze betreien. Bei all deem musse mer parallell doriwwer nodenken an diskutéieren, wéi et no dem État de crise weidergeet, musse mer och e Bilan zéie fir déi eenzel Beräicher.

D'Chamber muss ganz reaktiv bleiwen an déi kommend Wochen notzen, fir dass sënnvoll Veränneruṅge kënnen iwwert den État de crise eraus an eiser Gesetzgeebung verankert ginn. A virun allem wäert d'Lag vun eiser Natioun an zwee, dräi Méint wuel net méi déi sinn, déi se nach virun zwou Woche war, soudass eng Rei Adaptatiounen néideg sinn.

Wa wärend deem État de crise Schoulen zougemaach ginn, da musse mer duerno kucken, wéi mer eis organiséieren, dass d'Kanner méiglechst wéineg Nodeeler dovunner hunn. Et ass virauszegesinn, dass d'Léierpersonal, wat sech ganz kuerzfristeg huet missen organiséieren, déi Situatioun net iwwerall d'selwecht konnt geréieren. An et hate sécher och nach net all Kanner déi selwecht Méiglechkeeten, vun doheem aus ze léieren. Besteeënd Ongläichheete ginn an enger Kris leider och nach verstäerkt. A mir mussen duerfir onbedéngt no Léisunge sichen, fir dat auszegläichen.

Ech wéilt hei eng Klammer opmaachen: Well ech vun de Schoule schwätzen, wéilt ech och de Gemengen e grousse Merci soen, dem Syvicol e grousse Merci soen an och eiser Inneministesch e grousse Merci soe fir déi Aktiounen, déi alleguer ënnerholl goufen am Interêt vun eise Bierger.

Ganz dramatesch ass d'Situatioun fir all déi Betriber, déi hu missen zoumaachen oder hir Aktivitéit zréckfueren. Do gi souwuel a virun allem kuerzfristeg wéi och laangfristeg Mesurë gebraucht. Als LSAP begréisse mir déi acceleréiert Prozedure fir Kuerzaarbecht an dass heifir en neie Regimm speziell fir de Cas de force majeure fir de Coronavirus agefouert gouf. Dat selwecht gëllt fir d'acceleréiert Ausbezuele vun der TVA an d'Verschibe vun de Steieravancen.

An ech soen et hei nach eng Kéier ganz kloer an däitlech: „Mir duerfe wärend an no der Kris hei keen am Ree stoe loossen! Mir duerfen hei kee fale loossen!"

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A wa mer Suen derfir brauchen, fir deene Leit ze hëllefen, da musse mer eis déi Sue siche goen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir eis ass dat primordial an dëser Kris. Grad déi kleng a Mëttelbetriber, déi ënner anerem ganz wichteg si fir den Erhalt vun den Aarbechtsplazen, mussen ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir dass se dës Kris kënnen iwwerliewen.

Als Chamber wäerte mer och eis Hausaufgabe maache mam Projet 7532, deen den Entreprisen dann och speziell hëlleft, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Net vergiessen däerfe mer och d'Independanten, déi hei wierklech riskéieren, an d'Existenznout ze kommen, an och d'Kënschtler am Sens large vum Wuert, déi dës Kris och ganz uerg trëfft an déi sech net ënnerkréie loossen a mat ganz innovative Moyenen hir Konscht un d'Leit bréngen an eis dach e bëssen de groen Alldag verschéineren.

Alles dat wäert däitlech Auswierkungen op eise Budget hunn a mir hunn zu Lëtzebuerg d'Chance, eng gesond Finanzsituatioun kënnen ze hunn. Kommt, mir notzen dës Situatioun fir eis Bierger!

Als Chamber brauche mir, soubal et méiglech ass, Estimatioune vum finanziellen Impakt vun deene verschidde Mesuren. Mir wäerte mussen e Kassensturz maachen an eventuell och nei Prioritéite setzen.

De Fait, dass mer als Chamber enger Verlängerung vum État de crise zoustëmmen, bedeit net, dass mir eis aus der Verantwortung huelen an alles der Regierung iwwerloossen. Au contraire. Op d'Chamber kënnt ganz vill Aarbecht zou a mir verschafen eis mat der Decisioun vun haut just déi néideg Zäit, fir datt mer dat mat deem néidege Seriö kënnen heibanne maachen. Mir packen dat, wa mer all zesummenhalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, mam Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, befanne mer eis an enger aussergewéinlecher Situatioun. Mir befannen eis an enger Noutsituatioun, déi riskéiert, Dausende vu Mënschen d'Liewen ze kaschten. An an där Situatioun musse mir Verantwortung iwwerhuelen.

Mam Projet de loi 7534, deen de politeschen Noutstand op dräi Méint verlängert, beréiere mir awer och den zentralen Nervesystem vun eiser Demokratie. Dëse Projet gëtt der Regierung jo e Pouvoir, dee wäit iwwer hir gängeg Befugnisser erausgeet: Fir dräi Méint gëtt en hir d'Recht, Reglementer ze decidéieren, déi, am Fall wou se verfassungskonform sinn, vun eiser Gesetzgeebung kënnen ofwäichen. A wärend dësen dräi Méint huet d'Regierung als Exekutiv och d'Recht, nei Decisiounen ze huelen, déi net vun der Chamber, also net vum éischte Pouvoir guttgeheescht gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een dat esou héiert, da kann ee sech natierlech Froe stellen. Da freet ee sech: Wat geschitt dann elo an eisem Land a wat geschitt mat eiser Demokratie? Well effektiv kéinten d'Rechter, déi d'Regierung mat dësem Projet de loi kritt, den Androck vermëttelen, wéi wa mir haut eise Rechtsstaat géifen ausser Kraaft setzen.

Här President, ech hu bewosst mat dëse Wierder ugefaang, well se genee dat ausdrécken, wat séier gefaart gëtt, wann et ëm Noutstandsgesetzer geet, net nëmmen zu Lëtzebuerg. Allerdéngs ass d'Angscht, datt d'Regierung heimat en iwwerméissege Pouvoir kritt, net berechtegt.

Den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung, op dee mir eis jo haut beruffen, fir den État de crise ze verlängeren, enthält nämlech eng ganz Rei wichteg Garde-fouen, dat heescht, en enthält Barriären, déi eis Demokratie an eise Rechtsstaat ganz kloer schützen. Dobäi handelt et sech ëm streng inhaltlech Bedéngungen, déi beim nationalen État de crise mussen erfëllt sinn, an dat si se ganz kloer.

En enthält awer och zäitlech Begrenzunge vum État de crise, deen doriwwer eraus jo zu all Moment vun der Chamber nees verkierzt ka ginn. An anere Wierder: Den Artikel 32 (4) vun der Verfassung sprécht der Chamber d'Recht zou,

am État de crise zu all Moment ze intervenéieren, an domat e Recht, dat se virun der Verfassungsännerung vun 2017 iwwerhaapt net hat.

An aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, stoung déi gréng Fraktioun voll a ganz hannert dem Gesetz vum 13. Oktober 2017, dat dës Barriären an d'Verfassung ageschriwwen huet. A mir si frou, datt dat Gesetz an den entspriechende Verfassungstext eis an der aktueller Noutsituatioun zeguttkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, haut si mir net mat potenziellen terroristeschen Attacke konfrontéiert, déi de Grond waren, fir den nationalen Noutstand am Joer 2017 kloer ze reegelen. A mir sinn och net mat enger Kris vun de Banke konfrontéiert, déi iwwert d'Noutstandsgesetz hu misse gerett ginn, an dat direkt zweemol: 2008 an 2011.

Haut si mir mat enger Pandemie konfrontéiert, déi d'Santé publique betrëfft an domat d'Gesondheet vun alle Biergerinnen a Bierger, an dat an enger Envergure, wéi eist Land se nach ni erlieft huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Mënsche virum Stierwen ze retten, däerf ee keng Zäit verléieren. An där Fro ginn et keng Delaien, well all Minutt an all Stonn zielt. All Dag, dee mir duerch dës Prozedur gewannen, ka fir d'Rettung vu Mënscheliewen ausschlaggeebend sinn. Natierlech sinn dräi Méint eng laang Zäit, mee et ass gutt méiglech, datt mir déi Zäit brauchen. An ech hoffen, mir brauchen net nach méi Zäit.

A wann ech vu „mir" schwätzen, da mengen ech domat net just d'Chamber an d'Regierung, déi heibanne vertruede sinn an déi am État de crise och nach zesummeschaffen, mat „mir" mengen ech och d'Biergerinnen an d'Bierger, déi beweisen, datt een an dësem Land zesummenhält, wann et drop ukënnt. A fir deen Zesummenhalt och weiderhin oprechtzeerhalen a Vertrauen ze behalen, si mir gefuerdert. Wichteg ass dobäi eng transparent an ëmfaassend Kommunikatioun an Informatioun, fir datt jiddweree verständlech gemaach kritt, wat d'Regierung virschreift, fir datt en et versteet a fir datt d'Reegelen och agehale ginn.

Aus deem Grond begréissen ech am Numm vun der grénger Fraktioun ausdrécklech, datt d'Kommunikatioun zanter dem Ausbroch, et kann ee soe vum éischten Dag, wou de Virus sech zu Lëtzebuerg gewisen huet, direkt bei der Regierung groussgeschriwwe gouf. Si kommunikéiert an erkläert Dag fir Dag net nëmmen d'Entwécklung vun der Situatioun an d'Reegelen, déi ze respektéiere sinn, se kommunikéiert an erkläert och d'Moossnamen, déi se en place setzt, fir de Famillen, de Salariéen, de Betriber, den Onofhängegen, de Kënschtler, de Kulturhaiser a villen aneren aus der Kris erauszehëllefen. An dat a ville Sproochen, inklusiv der Gebäerdesprooch.

Zu der Kommunikatioun gehéieren awer och d'Medien an d'Journalisten, déi sech zu dëser Zäit an engem berufflechen „Ausnamezoustand" befannen, wou ech e Wuert zitéieren, wat e Journalist vu reporter.lu benotzt huet. Ronderëm d'Auer si si um Dill op engem schwieregen Theema, wat virun e puer Wochen nach guer keen Theema war. An och hinne gëllt eise Merci.

Här Pesident, Dir Dammen an Dir Hären, leider ass d'Aussiicht, datt dëst Theema gläich nees aus der Aktualitéit verschwënnt, net déi bescht. A grad dowéinst ass et wichteg, den État de crise op dräi Méint an net just op e puer Wochen ze verlängeren. E gëtt der Regierung déi néideg Rechtssécherheet, fir liewenswichteg Moossname schnell ze ergräifen a fir de Leit esou den néidege Réckhalt ze ginn, och moralesch a mental.

An ech begréissen elo ausdrécklech, datt d'Madamm Minister Corinne Cahen virdrun op RTL och iwwert déi mental Problemer vu Leit geschwat huet, déi laang eleng sinn a kee Mënsch méi hu fir ze schwätzen. Mir wëssen alleguer, wéi schlëmm dat ass, a mir wëssen och, wéi wichteg et ass, u si ze denken. Well wann d'Isolatioun zum Dauerzoustand gëtt, da leide virun allem déi elengliewend Mënschen dorënner a riskéieren, depressiv Stëmmunge bis hin zu Depressiounen ze kréien. Hinne kann ech nëmmen am Numm vun der grénger Fraktioun wënschen, datt se dës schwiereg Zäit mat Hëllef vun eis alleguer gutt iwwerstinn.

E Kontakt iwwer modern Medien an Telefon ersetzt nun emol net deen direkte Vis-à-vis an och net dat soziaalt Ëmfeld. An däers musse mer eis bewosst sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Hoffnung op eng schnell Iwwerwannung vun der Pandemie ass grouss, an awer kënne mer zu dësem Moment eigentlech just eng Feststellung maachen. Et ass déi, datt de Katastrophefall och zu Lëtzebuerg zougeschloen huet. En huet ugefaangen, och bei eis zur Norm ze ginn, nodeems e schonn eng hallef Weltrees hanner sech hat. Zu Lëtzebuerg schwätze mir vun Noutstand a mir schwätze vu Kris. De franséische President huet d'Wuert „Krich" an de Mond geholl, de Krich als Metapher vun deem, wat een dobaussen erlieft a wat mer alleguer gesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng fanne mir dat Wuert bedenklech, net nëmme juristesch, mee virun allem politesch. Et vermëttelt den Androck, ewéi wann eis demokratesch Fundamenter géifen ufänken, wéi am Krich an e Koup ze falen. Eppes ass wuel richteg: Déi sozial Kontakter sinn zu dëser Zäit auserneegerappt, d'Versammlungsfräiheet ass opgehuewen - e wichtegt demokratescht Recht -, d'Beweegungs- an d'Reesfräiheet - och wichteg Rechter - si méi wéi ageschränkt, fir net ze soen ënnerbonnen, d'Geschäfter mussen zoumaachen, d'Bildung vun eise Kanner kann net méi an de Schoule stattfannen.

A wa mir de virleiende Projet de loi haut stëmmen, da ginn all dës aschränkend Moossnamen, déi elo schonn a Kraaft sinn, ëm bis zu dräi Méint verlängert a jee no Entwécklung duerch weider Moossnamen ergänzt. Do kann ee sech natierlech froen: Wëlle mir dat? Eis Äntwert als Gréng ass kloer a se heescht: Jo! Als Gréng wëlle mir dat. An dëser Noutsituatioun geet et net ëm d'Beschneidung vun eiser Demokratie an och net ëm den Ënnergang vum Rechtsstaat. Et geet eenzeg an eleng ëm de Gesondheetsschutz vun eisem gesamten Territoire an doriwwer eraus.

An et ass och kloer, datt d'Parlament sech senger Verantwortung an dëser Situatioun bewosst ass a seng Kontrollfunktioun iwwert d'Regierung wëllt behalen. Well och wärend dem État de crise bleift d'Chamber am volle Besëtz vun hire legislative Pouvoiren a kann als Kontrollorgan vun der Regierung jo zu all Moment agräifen. Mir zéien also net an de Krich. Mir féieren e solidaresche Kampf, fir d'Santé publique ze retten.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dofir brauche mir kloer Reegelen a Moossnamen, déi séier an ouni Ëmweeër getraff kënne ginn. Mir brauchen awer och Raimlechkeeten a Better, mir brauche Sauerstoff, Schutzkleedung, genuch Medikamenter a Material an engem Volumen, wéi kee Mënsch et konnt virausgesinn. An ech schléisse mech dem Georges Engel un, wann e seet: „Wou kann een d'Regierung elo kritiséieren, wa se der Entwécklung net nokënnt? Se mécht hiert Bescht!"

A mir musse virun allem verhënneren, datt d'Infektiounscourbe weiderhin no uewe weist. De Risiko ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Lorsché, d'Madamm Hansen wëllt Iech eng Fro stellen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Geet dat och herno, Madamm Hansen?

(Assentiment)

Merci.

De Risiko, datt eise Gesondheetssecteur wéinst feelende Capacitéiten zesummebrécht, ass nun emol net ze ënnerschätzen, och wann d'Regierung all Hiewelen a Beweegung setzt, fir d'Capacitéite kuerzfristeg ze erhéijen. Net zulescht an de leschte Stonnen an Deeg, wou enorm Efforte gemaach gi sinn dofir. An dofir e grousse Merci.

A wa mir haut vum Begrëff „Sécurité sanitaire" schwätzen, dann däerf dee sech net op de gängege Respekt vu sanitärer Hygiène am ëffentleche Raum limitéieren. De Begrëff „Sécurité sanitaire" bedeit e kollektiven Effort - ech hunn et schonn den Dënschdeg gesot -, en Effort, fir d'Allgemengheet virun enger Pandemie ze schützen. D'Allgemengheet, Dir Dammen an Dir Hären, dat si 600.000 Mënschen, déi an eisem Land liewen. Dobäi kommen déi vill Grenzgänger aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur, mee och aus anere Secteuren, ouni déi mir schlecht dru wären, fir net méi ze soen.

Fir de Schutz vun all dëse Mënschen huele mir haut unanime Verantwortung, wa mir dëse Projet de loi unanime stëmmen. An dat ass eis Hoffnung. Genee déi Verantwortung iwwerhëlt och d'Regierung, wa si am État de crise Moossnamen ergräift, déi ouni Ëmwee a Kraaft trieden.

An ech muss soen, d'Regierung mécht sech et do net einfach. Schliisslech geet et hei ëm individuell Rechter, déi temporaire beschnidde ginn, ëm Grondrechter. An et geet gläichzäiteg ëm d'Allgemengwuel, zu deem och d'Fräiheet gehéiert. An där Balance kënnt et drop un, déi richteg Decisiounen ze huelen an d'Bierger mat an d'Boot ze kréien.

An et ass schéin ze gesinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi grouss Majoritéit vun de Leit an dat Boot geklomme sinn, well se wëssen, datt déi decidéiert Moossname liewenswichteg sinn. A grad well och d'Institutiounen, d'Verwaltungen, d'Gemengen, d'Spideeler an all méiglech Partner matzéien an deem selwechten Effort, maache mir elo déi positiv Erfarung, datt de Lëtzebuerger Staat net verseet, wann et drop ukënnt. Ganz am Contraire, de Staat iwwerhëlt seng Verantwortung, an zwar konsequent. Dat ass e sprangende Punkt.

Mee och d'Chamber als éischte Pouvoir an als wichteg Institutioun wäert am État de crise weiderhi fonctionéieren, natierlech an engem geschützte Modus, wéi een dat schonn eleng heibanne ka gesinn. Der Chamber geet et awer och drëms, mat der Regierung zesummenzeschaffen. D'Zil muss et sinn, déi néideg Ënnerstëtzungsgelder am Budget fräizeschëppen, weider Hëllefsmoossnamen an d'Wee ze leeden an och déi wichtegst Gesetzer, déi mer zu dësem Moment brauchen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen awer och nach méi wäit an d'Zukunft kucken, well och do steet d'Politik virun engem Crashtest, wann et drëms geet, déi ekonomesch, déi sozial an ekologesch Konsequenze vun der Pandemie laangfristeg opzefänken.

D'Konsequenze vun der Pandemie treffe sécherlech d'Betriber, déi grouss wéi déi kleng. Se treffen awer och d'Niddregverdénger an déi sozial Schwaach, an déi net manner. An och si wäerte vill Hëllef brauchen.

A wa mir et net fäerdegbréngen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Solidaritéit och an der Zukunft bäizebehalen, da schielt sech net nëmmen eng nei sozial Fro eraus, da schielt sech och eng politesch Gefor eraus, well Chômage, Misär an Aarmut sinn nun emol den idealen Närbuedem fir Rietspopulisten a Schaarfmaacher, déi sech net op Fakte stäipen, mee op kommunikativ Loftblosen, déi séier platzen. A wann et dann drop ukënnt, da maache se follgeschwéier Feeler, esou wéi de Matteo Salvini an Italien.

Dozou däerf et zu Lëtzebuerg net kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen! An duerfir musse mir zesummen derfir suergen, datt d'Politik net nëmmen dës schwiereg Zäit zesumme meeschtert, zesumme mat der Zivillgesellschaft a mat de Betriber. Och d'Zäit no der Kris muss gemeeschtert ginn, fir datt de Laangzäitschued sech a Grenzen hält.

Mir mussen awer och Ursaachefuerschung bedreiwen, national wéi international. Zesumme mat der Wirtschaft, der Wëssenschaft, der Recherche an alle Partner musse mer erausfannen, wéi sou verheerend Pandemië wéi de Covid-19 an enger héich entwéckelter Wëssensgesellschaft iwwerhaapt nach kënnen entstoen, oder besser gesot, firwat esou Pandemië grad an eiser héichentwéckelter Gesellschaft entstinn.

Ech woen ze behaapten, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Zerstéierung vun der Natur a vun den natierlechen Habitater do net ganz onschëlleg ass. Och déi Diskussioun muss gefouert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss mat enger Hoffnung, déi ech wëll ausdrécken. Obwuel momentan vill Dieren zou sinn, stelle mir no der Kris hoffentlech fest, datt de Coronavirus och Dieren opgemaach huet, Dieren zu wichtegen Erkenntnisser, déi eis an Zukunft viru weidere Pandemië schützen, Dieren zu Aktivitéiten, déi mir an der Isolatioun nei entdecken, Dieren zu eis selwer a virun allem Dieren zu enger solidarescher Gesellschaft, déi de Kampf géint dës Pandemie gewanne muss.

Domat soen ech Iech häerzlech Merci fir d'Nolauschteren, awer och dem Rapporter vum Gesetz, dem Mars Di Bartolomeo, an all deenen, déi dëse Projet de loi stëmmen, well en ass wichteg.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Madamm Hansen huet nach eng Fro un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A jo, Pardon. Ech hat net méi dru geduecht.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech verstinn der Madamm Lorsché hir Ausso net richteg, well si huet dat jo zimmlech cibléiert gesot, mir géifen der Regierung Virwërf maachen. Mir hunn hei Froe gestallt. An ech mengen awer, datt dat och der Oppositioun hiert Recht ass, Froen ze stellen. Mir hu souguer gemeinsam eng Motioun ënnerschriwwen, wou mer gesot hunn, mir géife Froe stellen. An ech hunn hei konkreet eng Fro gestallt, well mer do och ënnerschiddlech Aussoen héieren hunn innerhalb vun deene leschten zwou, dräi Wochen.

An ech fannen awer, datt mer e Recht hunn an och d'Leit dobaussen e Recht dorobber hunn, do eng Äntwert ze kréien. Dann ass dat net direkt eng Kritik, mee ech fannen, dat ass Demokratie.

Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- War dat elo eng Fro?

Also ech hunn elo d'Fro net ... Ech weess net, hutt Der eng Fro gestallt? Dir hutt éischter eng Remark gemaach.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Ech si ganz frou, Madamm Hansen, dass mer hei all un engem Strang zéien. Ech hat just an Ärer Ried den Androck, wéi wann Der der Regierung wéilt soen: Wisou hutt Der dat do net erkannt? Wisou hutt Der et net virausgesinn?

(Interruption)

Ech hat deen Androck ... Ech hunn ... Bei dësem Volume vu Material, bei dësem Volume vu Material, wat gebraucht gëtt, mengen ech, ass all Regierung iwwerfuerdert.

An ech maachen nach eng Kéier den Appell, dass mer eis zesumme fir d'Wuel asetzen. An dat mécht d'Regierung mat allen Efforten, mat alle méiglechen Efforten. An ech sinn iwwerzeegt, dass kee vun all deene Leit aus der Regierung an de leschten Nuechte méi wéi dräi Stonne geschlof huet. An an deem Sënn felicitéieren ech hinne fir den Asaz. An ech mengen, alles, wat se ka kréien, ass ënnerwee. An dat, wat mer méi brauchen, dat gëtt gesicht. Mee et war net virauszegesinn. Méi wollt ech domat net soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem grousse Merci un den Här Mars Di Bartolomeo. En huet ganz eloquent hei gesot, wéi wichteg et ass, datt mer solidaresch sinn an datt mer effikass schaffen.

Mir alleguer hätten eis warscheinlech net kënne virstellen, datt mer deen Artikel 32 (4) esou séier musse benotzen oder esou séier wäerte benotzen. Éischtens, well kee vun eis wëllt, datt mer an eng Krisesituatioun kommen, awer speziell och, wat d'ADR ugeet, mir sinn der Iwwerzeegung, datt et net deen ideale Wee ass, mat enger Krisesituatioun ëmzegoen.

Ech mengen, den honorabelen Deputéierte Roy Reding hat dat 2017 hei fir eis Partei ganz kloer erkläert. D'Argument ass eeben, datt muss an engem Noutstand séier agéiert ginn an aus deem Grond géife mir higoen an der Regierung dat Recht ginn, wat u sech dem Parlament gehéiert, nämlech ze legiferéieren, Gesetzer ausser Kraaft ze setzen.

Dat ass net eis Opfaassung vu Gewaltentrennung. Mir soen: „D'Parlament muss legiferéieren!" An et sinn der jo vill, déi heibannen drop opmierksam gemaach hunn, datt mer e luese Legiferéierungsprozess hunn. Mee mir hätte jo och kënnen op e Wee goen a mir sollte vläicht op e Wee goen, datt mer eis eng Procédure législative d'urgence ginn, déi eis erlaabt, esou mann wéi méiglech och an enger Noutsituatioun mussen op Ausnamesituatiounen zréckzegräifen, fir engem anere Pouvoir, dem Pouvoir exécutif eppes ze delegéieren, wat u sech hei dem Parlament gehéiert.

Mir sollten eis besser op Krise virbereeden, och institutionell, an dozou gehéiert eeben och, datt mer eis Prozeduren als Parlament méi séier maachen, completéieren, fir datt mer manner an aner Situatioune musse kommen. Mee mir hunn awer elo keen anert Instrument am Ableck, soudatt mer mussen den 32 (4) benotzen. An dofir droe mir dat och mat.

Mir als ADR stëmmen dëst och, well et eebe wichteg ass, datt mer Liewe schützen, datt mer d'Gesondheet vun der Bevëlkerung schützen. An och wa mer net zefridde si mat där Léisung, déi mer hei hunn, ass et dach awer eppes, wat mer matdroen a wou mer d'Regierung ënnerstëtzen, well mer et musse maachen am Ableck, fir Liewen ze schützen, fir eis Gesellschaft ze schützen.

Awer mir maachen dat net ouni e puer Bemierkungen. An déi Bemierkunge betreffen de Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz, deen d'Regierung geholl huet, d'Dauer vun de Mesuren, d'Léieren, déi mer mussen zéien, an och noutwendeg Upassungen, déi mer musse maachen.

De Règlement grand-ducal, deen d'Regierung geholl huet, ass scho vill diskutéiert ginn an der

Bevëlkerung. En ass sécher kee Meeschterwierk vu politescher Prosa, och net ëmmer vu Logik. An dofir ass et fir eis ganz wichteg, fir drop opmierksam ze maachen, datt déi Moossname mussen esou formuléiert ginn, datt se d'Akzeptanz an der Bevëlkerung fannen.

An dat ass wichteg zum Beispill bei Dispositiounen, ob d'Leit däerfen den Auto huelen oder net. Ech mengen, soulaang d'Leit kënnen novollzéien, datt et eeben drëm geet, fir de soziale Kontakt mat aneren ze miniméieren, akzeptéieren d'Leit dat. Si akzeptéieren awer näischt, wou se den Androck hunn, datt dat en Agréff an hir Fräiheeten ass, deen net zilféierend ass, deen eigentlech näischt mat soziale Kontakter soss ze dinn huet.

Dat heescht, et ass d'Aufgab vun der Regierung, awer och vun eis, mat hinnen zesummen ze kucken, fir déi Moossname permanent ze préiwen a fir derfir ze suergen, datt eppes, dat elo op dräi Méint ugeluecht gëtt, awer och wierklech vun de Leit akzeptéiert gëtt.

Et ass och esou, datt mer musse mat der Police zesummeschaffen, fir datt d'Leit net den Androck hunn, datt d'Police an hir Privatsphär agräift ouni Grond. Och do hu mer e wichtegen Effort ze maachen. D'Police ass de Garant vu Sécherheetsbestëmmungen am Interessi vun de Leit. A mir musse mat der Police zesummeschaffen, datt net den Androck kann entstoen, als wier do eng gewësse Willkür oder eng Iwwerinterpretatioun, en exzessive Zèle. Mir verloossen eis do op d'Police. Mir mussen och mat hinnen do zesummeschaffen, datt mer do eng gutt Zesummenaarbecht kréien.

Mir hunn och als ADR e puermol gesot, datt mer mussen iwwert d'Verfassungsgeriicht nodenken, iwwert d'Saisine vum Verfassungsgeriicht, well an esou enger Situatioun wéi där heiten, wou d'Grondrechter ausser Kraaft gesat ginn, wär d'Verfassungsgeriicht och e wichtegen Acteur, net nëmmen de Staatsrot, och d'Verfassungsgeriicht.

Mir hu gesot, mir mussen als Deputéiert a priori an a posteriori e Recht kréien, fir d'Verfassungsgeriicht unzeruffen an d'Konformitéit vu verschiddenen Dispositiounen iwwerpréiwen ze loossen. Dat ass am Ableck net méiglech, mee mir wäerten am Kader vun der Verfassungsreform och heirobber zréckkommen an och heirauser Léieren zéien, fir datt, wa mer a Grondrechter agräifen, mer dat och kënne geriichtlech direkt iwwerpréiwe loossen.

Et ass eng permanent Ofweiung, déi méiglech ass. Een anere Virriedner huet dat och scho gesot. Nämlech wa mer higinn a Grondrechter aschränken, musse mer permanent kontrolléieren: Ass et nach néideg? Wéi wäit ass et nach néideg? Well mir hunn en demokrateschen Imperativ op där anerer Säit, nämlech fir d'Rechter ze schütze vun de Leit.

An déi Ofweiung, déi musse mer zesumme permanent maachen. An dat kann nëmme sinn, wann d'Regierung an d'Parlament dat permanent zesumme maachen. Dofir musse mer eis op d'mannst - op d'mannst! - eemol an der Woch gesinn, op d'mannst eemol an der Woch zesummen ofweien an dann decidéieren. Vläicht musse mer méi Moossnamen huelen. Vläicht musse mer déi confirméieren, déi mer deen Ableck hunn. Oder vläicht kënne mer higoen a mir stelle Fräiheeten nees hier. Da solle mer dat och direkt maachen.

Mir als Parlament sinn a bleiwen de Legislateur. Mir als Parlament sinn a bleiwen d'Kontrollinstanz vun der Regierung.

Mir mussen oppassen, datt mer net iwwerhaapt elo an der Krisesituatioun dat Gesamtbild vum politesche Liewe vun eisem Land aus den Ae verléieren. Mir haten zum Beispill keng Debatt elo iwwert d'Baussepolitik. Mir wëssen net, ob mer nach eng Debatt hunn iwwert den État de la nation. Mir wëssen net, wéi mer déi aner Politikberäicher, déi awer viru fonctionéieren, kënne kontrolléieren an nächster Zäit.

An och doriwwer musse mer eis elo an deenen nächsten Deeg Gedanke maachen, well d'Regierung däerf net och an deenen aneren Aktivitéitsberäicher, déi se huet, ëmmer méi an en net kontrolléierte Beräich erakommen. Demokratie heescht och, datt mer mussen den Ënnerscheed maachen tëschent deem, wat elo krisebedéngt muss legiferéiert ginn, krisebedéngt muss kontrolléiert ginn, an deenen aneren Aktivitéitsberäicher, wou mer awer d'Kontroll oprechterhalen.

Och ekonomesch musse mer kucken, wéi laang mer dat do aushalen. An et sinn Ongerechtegkeeten! D'Kolleegin Hansen vun der CSV hat dat och scho gesot. Et kann net sinn, datt an enger Grande surface Spillgezei verkaaft gëtt, wat am Ableck natierlech vill Leit interesséiert, well d'Kanner vill doheem sinn, an déi kleng Geschäfter mussen zoumaachen. Dat sinn Ongerechtegkeeten. Och do hunn ech jo gesot: Mir musse Léisunge fannen, déi logesch sinn, déi akzeptéiert ginn, déi gerecht sinn. A mir musse Verschiddenes nei bedenken, ëmmer an deem Hibléck: Wat ass néideg, fir d'sanitär Situatioun ze confirméieren, ze sécheren? Awer all Ongerechtegkeete verhënneren.

An ech wëll mech och deenen uschléissen, déi d'Fonction publique ervirgehuewen hunn. Ech ginn Iech e Beispill, ganz konkreet: Gëschter Owend wor ech de Fall vun enger Famill gewuer ginn, enger Lëtzebuerger Famill, déi an Ägypten ass. An ech hu gëschter Owend um 21.01 Auer eng Mail geschriwwen un d'konsularesch Direktioun vum Bausseministère, fir se dorobber opmierksam ze maachen. D'Äntwert koum um 21.02 Auer: „Mir këmmeren eis direkt drëm."

Dat ass eng Lëtzebuerger Fonction publique, déi virbildlech fonctionéiert! An ech mengen, dee Merci un déi Leit, déi sech freides owes, ech weess net bis wivill Auer, asetze fir eis Matbierger, an de Klinicken, iwwerall, och am Bausseministère, iwwerall an all Administratioun: bravo an e grousse Merci fir Iech all!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir mussen awer och, wa mer hei zesummen nodenken, eppes am Kapp behalen, als Politiker alleguer: gouverner, c'est prévoir. A gouverner, c'est prévoir, dat heescht eebe Léieren zéien aus all deem, wat bis elo net genuch virbereet gouf. A mir soen als ADR, mir haten der schonn e puer genannt, datt mer mussen zum Beispill kucken, fir eng aner Industriepolitik ze hunn, och an Europa, och hei zu Lëtzebuerg, datt mer net negativ géintiwwer enger pharmazeutescher Industrie a priori sinn; mir gesi jo, wéi néideg se ass!

Mee mir hunn als ADR dräi Motioune virbereet, déi mer haut net wëllen ofstëmme loossen, och well dat extreem komplizéiert gëtt mat eisem Ofstëmmungsmodus, dee mer haut hei hunn, awer wou mir soen, Här President: Soubal mer den État de crise eriwwer hunn, hätte mer dat gär um Ordre du jour vun der éischter Sessioun. An déi dräi Motioune betreffen eeben déi Haaptlacunnen, déi mer am Ableck hunn an eisem Dispositif.

Dat Éischt ass, Hamsterkeef ze verhënneren an national Reserve vu liewenswichtege Gidder ze hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, medezinnesch Reserven ze hunn, déi Stocken, déi eis elo gefeelt hunn. Mir musse léieren aus där Kris a mir mussen einfach déi Stocken uleeën, laangfristeg a gutt geréieren, déi mer brauchen am Fall, wou eng Kris ass. Mir wësse jo ni, wat geschitt. Mir mussen op jidde Fall Léieren zéien.

An dat Drëtt sinn d'Pëtrolsreserven, well mir hunn och Situatiounen, wou mer eventuell dramatesch dorobber ugewise sinn, an eis Pëtrolsreserve sinn am Ableck entweeder wäit ewech gelagert oder souguer nëmme reng virtuell! An och an där Situatioun kënne mer net bleiwen.

An dowéinst, Här President, iwwerreechen ech Iech dräi Motioune vun der ADR. Wéi gesot, mir brauchen déi haut net ze diskutéieren, net virzestellen am Detail an net ofzestëmmen, mir maachen dat awer direkt, wann d'Situatioun et erlaabt.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest, datt

- déi aktuell Kris d'Suerg ëm eng Stéierung an der Liewensmëttelversuergung ausgeléist huet, wat vill Leit a Panik versat huet;

- an enger Krisesituatioun de Risiko vun Hamsterkeef besteet, wat d'Kris nach ka verschlëmmeren;

- nieft de staatlechen an de privatwirtschaftleche Preventiouns- an Interventiounsmoossnamen och d'perséinlech Resilienz e wichtege Bäitrag bei enger Krisebewältegung si kann (dozou kënnen och Reserve vu Liewensmëttel am private Stot gehéieren);

- d'Landwirtschaft an d'Liewensmëttelproduktioun allgemeng eng essenziell Roll spillen, wann et ëm d'Versuerge vun der Bevëlkerung mat liewenswichtege Gidder geet;

- de Risiko vum Zoumaache vu Grenzen d'Bedeitung vun enger gewëssener Autonomie a vu Reserve bei liewenswichtege Gidder nach ënnersträicht;

- mat der Globaliséierung an ëmmer méi staarker Vernetzung vun der Wirtschaft fir Lëtzebuerg liewenswichteg Gidder dacks wäit ewech produzéiert ginn;

- wéinst eiser wuessender Ofhängegkeet vun Importer fir Liewensmëttel lokal Stéierunge wäit ewech vu Lëtzebuerg an enger Kettereaktioun eis Versuergung temporaire empfindlech treffe kënnen, a

fuerdert d'Regierung op,

- déi national Landwirtschaft als zentraalt Element vun der Liewensmëttelsécherheet besser unzeerkennen, si an Zukunft och an dëser Roll ze förderen a weider ze stäerken;

- d'Wichtegkeet vun der Produktioun vu liewenswichtege Gidder op eisem Territoire an Zukunft allgemeng méi staark ze promouvéieren;

- d'Land an d'Leit an Zukunft besser op Krisesituatiounen an den Emgang domat ze preparéieren, inklusiv duerch Informatiounscampagnen;

- national geséchert Reserve vu liewenswichtege Gidder unzeleeën an dëse Stock allzäit un déi demografesch Entwécklung vum Land unzepassen;

- mat der Geschäftswelt an der Logistik Weeër ze fannen, fir an Noutstandszäiten eng geuerdent Verdeelung vun de liewenswichtege Gidder am ganze Land ze garantéieren;

- ze préiwen, ob an op wéi eng Manéier d'Leit kënnen encouragéiert ginn, fir zum Beispill no Schwäizer Virbild privat Stocke fir Krisesituatiounen unzeleeën an déi optimal ze geréieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest, datt

- et zu Lëtzebuerg am Fall vun enger Kris - esou wéi et sech an där aktueller Coronapandemie leider weist - zu Enkpäss bei der Versuergung mat medezinneschen a sanitären Artikele komme ka respektiv scho komm ass,

ass sech bewosst, datt et a Krisesituatiounen essenziell ass,

- datt d'Bevëlkerung op e funktionéierende Gesondheetssystem mat genuch personellen a materielle Ressourcen zréckgräife kann;

- datt d'Klinicken, déi medezinnesch a paramedezinnesch Ariichtungen an d'Apdikten och weiderhin all Medikamenter an all anert Material zur Verfügung hunn, déi si brauchen, fir kënnen d'Bevëlkerung och iwwer méi laang Perioden zouverlässeg ze versuergen;

- datt sech d'Bevëlkerung op der Aarbechtsplaz an doheem ka virun Ustiechunge schützen, andeems si op e Stock vu sanitäre Produiten ewéi Otemschutzmasken, Protektiounskleeder, Desinfektiounsmëttel et cetera kann zréckgräifen, a

fuerdert d'Regierung op, datt

- si sécherstellt, datt zu all Moment op eisem nationalen Territoire e gesécherte Stock vun deene wichtegste Medikamenter a sanitäre Produiten ewéi Otemschutzmasken, Protektiounskleeder, Desinfektiounsmëttel et cetera verfügbar ass, fir d'Bevëlkerung kënnen zouverlässeg och iwwer eng méi laang Zäitdauer ze versuergen;

- si esou schnell wéi méiglech e laangfristege Plang presentéiert, deen d'Versuergung vun de medezinneschen Ariichtungen an der Bevëlkerung a Krisesituatioune mat medezinneschen a sanitäre Produiten ewéi Otemschutzmasken, Protektiounskleeder, Desinfektiounsmëttel et cetera garantéiert;

- dëse Stock zu all Ableck professionell a kompetent geréiert gëtt a permanent un d'Entwécklung vun der Bevëlkerung vum Land a vun den Infrastrukturen ugepasst gëtt.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt am Kader vun den Auswierkunge vun der Coronakris fest, datt

- et fir e klengt Land ganz wichteg ass, bei der Versuergung mat wichtege Gidder net nëmme vum Ausland ofhängeg ze sinn, mee och genuch eege Ressourcen a Reserven ze hunn;

- d'Versuergungssécherheet mat verschiddene Produite schonn an deenen éischten Deeg hei zu Lëtzebuerg net méi garantéiert war;

- d'Versuergung mat Pëtrol zwar an der aktueller Kris nach net a Gefor war, awer bei enger Rëtsch Zenarien duerchaus kéint a Gefor geroden;

- d'Erklärunge vun der Regierung an hiren Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 3738 vum 29. Mäerz 2018 an Nr. 1729 vum 25. Januar 2016 net all Méiglechkeeten a Risiken ofdecken;

- d'Lëtzebuerger Reserven op eegenem Territoire kaum den internationalen Ufuerderunge vun der EU-Kommissioun, der NATO an der Agence internationale de l'énergie entspriechen;

- datt Lëtzebuerg am Ableck iwwer 80 % vu sengen theoretesche Reserven am Ausland huet;

- d'Land riskéiert, no 2020 nach vill méi niddreg eegen Tankcapacitéiten ze hunn, well Geneemegunge fir bestoend Lagere viraussiichtlech auslafen;

- déi lues Entwécklung vun de Verkeef vun Autoe mat elektreschem oder hybridem Motor hei am Land net op eng relevant Reduzéierung vum Besoin u Pëtrolsproduiten hiweist;

ass besuergt, datt

- eis national Reserv net physesch verfügbar ass, mee an der Hand vu private Firmae läit oder als virtuelle Produit op engem Marché handelbar ass;

- d'Zoustännegkeet fir dës Versuergung virun allem bei private multinationalen Entreprisë läit;

- datt déi Reserven, déi d'Regierung ugëtt, zum Deel Honnerte vu Kilometer ewech gelagert sinn;

- an engem Krisefall, wou d'Grenze vum Land zou wären oder wou e Streik an engem anere Land oder extrem klimatesch Verhältnesser den Transport géife blockéieren oder awer wou aner Länner privatwirtschaftlech Reserve géife requisitionéieren, déi national Pëtrolsreserv sech bannent e puer Deeg als ze kleng erweise géif, fir d'Ufuerderunge vum Land ze decken, a

fuerdert d'Regierung op,

- d'Rapporten iwwert déi national Sécherheetsreserv bei Pëtrolsproduiten un d'Europäesch Kommissioun an un d'NATO an deenen hir Reaktiounen dozou der Chamber virzeleeën;

- d'Deputéiert iwwert de Stand vun de Projete vun deenen alen a geplangten neie Pëtrolslager um nationalen Territoire ze informéieren;

- op eisem nationalen Territoire déi néideg Lagercapacitéiten ze schafen, fir genuch vu Produite wéi Bensinn, Diesel, Mazout a Kerosinn ënner staatlecher Verantwortung ze lageren, soudatt d'Land am Krisefall 90 Deeg laang ouni Importer kann auskommen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mir hätten och gär, datt den Haut-Commissaire vun der Protection nationale hei an d'Chamber kënnt, eis Rapport mécht - mir hunn dozou e Bréif geschriwwen - iwwer all Lacunnen a Verbesserungen, déi mer kënne maachen.

D'Madamm Gesondheetsminister soll eis Rapport maachen iwwert d'Fro vun der mangelnder Koordinatioun, déi mer haten an nach ëmmer hunn, zum Deel, tëschent de Spideeler. Dat huet sech awer elo verbessert.

Den Här Verdeedegungsminister, deen hei sëtzt, do wäre mer frou, wa mer déi 2 %, déi mer sollten ausginn oder méi ausginn, datt mer dat och an d'Militärspidolsinfrastrukture stiechen, net nëmmen an d'Traumatologie. Mir gesi jo elo, wou Lacunne sinn. A mir kënnen, wa mer scho musse Suen am Beräich vun der Defense ausginn, eebe just och deen heite Beräich vun der Militärmedezinn a vum Militärspidol huelen, fir sënnvoll Suen auszeginn, an eis Infrastrukturen ze ginn, déi dem Land direkt hëllefen am Noutfall.

Et gëtt nach kleng Lacunnen. Ech wëll hei och just soen, déi Hotline fir vulnerabel Leit ass eng gutt Saach, mee déi funktionéiert anscheinend net gutt. An ech ginn dat der Regierung just mat, datt do och ëmmer een un den Telefon geet. Awer dat just en marge.

D'Upassung vun eiser nationaler Legislatioun ass en anere Punkt, dee leschte Punkt, deen ech hei wéilt maachen. Dat ass, datt mer eeben esou vill wéi méiglech d'Gesetzer sollen iwwerpréiwen. Dat ass en Optrag, dee mir eis och sollen un eis selwer ginn, fir datt mer eebe kënnen ouni Noutstand legiferéieren. Net nëmmen, datt mer eng Procédure législative d'urgence brauchen, mee eeben och kucken, datt mer an eis Gesetzer och Dispositiounen eraschreiwen, datt mer musse kënnen an engem Noutfall séier Règlements d'exécution huelen oder esou, ouni missen op en allgemenge Krisenzoustand zréckzegräifen.

Och, well en Nodeel vun deem Krisenzoustand eebe just deen ass, datt mer ëmmer zu 40 musse sinn! Wa mer elo esou séier hei zesummekomme samschdes mëttes, ass et jo och déi Angscht, datt ënner eis esou vill eventuell kéinten da krank ginn, datt mer iwwerhaapt net méi kéinten zesummekommen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir mussen also kucken, datt mer eis Reglementatioun esou upassen, datt mer an all Situatioun als Parlament an als Land kënnen effikass schaffen.

Ech wëll dat hei ofschléissen, Här President, mat engem Wonsch un Iech alleguer heibannen an u jiddwereen dobaussen, deen eis nolauschtert: Bleift gesond! Passt op déi aner Leit op! Hëlleft deenen, déi krank sinn, fir datt mer zesumme staark a méiglechst gutt aus dëser Kris erauskommen!

Iech all villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, dat Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, ass eent vun deene wäitreechendste Gesetzer, déi d'Chamber jeemools votéiert huet. Et geet ganz wäit. Fir eng Zäit vu bis zu dräi Méint kann d'Regierung Gesetzer oder Deeler vu Gesetzer änneren oder ausser Kraaft setze respektiv Reglementer huelen, déi Gesetzeskraaft hunn, ouni - an dat ass entscheedend - datt den éischte Pouvoir am Land, nämlech d'Chamber, dat guttheesche muss.

Ech mengen, jiddwerengem hei am Land, deem demokratesch Prinzippie wichteg sinn, leeft et kal de Réck erof, wann ee sech un dee Gedanke muss gewinnen. An ech muss Iech soen: Och mir ginn d'Schudderen aus, wann ech haut iwwer esou en Text befanne muss.

Virun dräi Joer hu mer hei an der Chamber eng grouss Debatt gefouert iwwert d'Änderung vum Verfassungsartikel 32 (4). Ënnert dem Androck vun den Attentater zu Paräis huet d'Regierung deemools Ännerungen un deem bestoenden Artikel commanditéiert, déi an der urspréngleche Verfassung ganz wäit gaange sinn. Eréischt no laangen a kontroversen Diskussioune si lues a lues wichteg Garde-fouen agebaut ginn. An haut muss ee soen: ee Gléck! Ee Gléck, datt an der Zivillgesellschaft Widderstand sech gereegt huet, an ee Gléck, datt sech dee Widderstand och an deene verschiddene Parteie gereegt huet, well ech weess soss net, ob mer dës Garantien haut esou drastoen hätten.

Deemools hunn ech hei vehement derfir plädéiert, datt eis fräiheetlech Grondrechter net dierften ausser Kraaft gesat ginn als Reaktioun op Attacke vu faschistoide Kräften, déi genau dës fräiheetlech Grondrechter wëllen ausser Kraaft setzen. An ech mengen, datt dat och haut nach richteg ass.

Mee wat ass d'Situatioun elo?

Ech mengen, et gëtt kee Mënsch hei am Land, deen net gesäit, datt mer de facto am Ausnamezoustand liewen. Eist alldeeglecht Liewen ass esou beschnidden, wéi warscheinlech just déi ganz eeler Generatioune sech nach erënnere kënnen, nämlech wéi zanter dem Enn vum Zweete Weltkrich net méi. Mir hunn et mat enger Pandemie ze dinn, vun där mer net wëssen, wéi se sech weiderentwéckelt. Et schéngt awer esou ze sinn, datt mer den Héichpunkt nach net hanner eis hunn.

Nieft dem medezinneschen a sanitären Aspekt si mer awer och mat anere gravéierende Problemer konfrontéiert. Vill Länner hunn hir Grenzen zougemaach. Verschidden Transportweeër si plazeweis ënnerbrach. Nach sinn d'Grenzen op fir Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg fir eist Land iwwerliewenswichteg Aufgaben iwwerhuelen. Net auszemolen, wann dat net méi esou wier!

Nieft deem onbestreitbare Constat vun der Kris gëtt et awer och en zweet Element, wat fir eis immens wichteg ass, an dat ass d'Natur, d'Wiese vun dësem Krisenzoustand. Et ass nämlech net eng Fro vu politescher Appreciatioun. Hei geet et net drëm, Gruppe vu Leit géint aner Gruppe vu Leit auszespillen. Et geet och net drëm, e Generalverdacht géint déi ganz Populatioun auszeschwätzen an autoritär Mesuren ze veréiwegen. Neen, et geet drëm, déi ganz Populatioun ze schützen an esou mann ewéi méiglech Mënscheliewe riskéieren ze verléieren.

Här President, d'Situatioun hei am Land an an eisen Nopeschlänner ännert stënterlech. Mir sinn a ville Froe vun eisen Noperen ofhängeg. Kleng Decisiounen zu Berlin, zu Paräis oder zu Bréissel kënnen enorm Auswierkungen op eist Land an eis Bevëlkerung hunn. Et ass net auszeschléissen, datt d'Regierung och stënterlech muss wäitgoend Decisiounen huelen, fir dorobber ze reagéieren, Decisiounen, bei deenen den normale legislative Prozess net déi néideg Reaktiounsfäegkeet erweist.

Bei dësem Gesetz, wat mer elo haut votéieren, si fënnef Deeg vergaange vum Depot bis et dann definitiv a Kraaft trëtt. Aner Gesetzer hei an der Chamber kënne mer iwwer eng acceleréiert Prozedur an iwwert de Wonsch vun eis alleguer, fir néideg Mesuren ëmzesetzen, innerhalb vun zwou Wochen eventuell votéieren.

An als Lénk insistéiere mer duerfir, datt dee legislative Wee och weiderhin d'Reegel bleift. Mee et kann an dëser Kris zu Situatioune kommen, wou mer déi Zäit net hunn.

Den État de crise huet eng ganz Rëtsch Gardefouen, déi eis wichteg sinn an déi ech och virdrun ernimmt hunn.

Éischtens, dat heiten ass keng Délégation de pouvoirs vun der Chamber un d'Exekutiv. D'Chamber gëtt keng Pouvoiren of. Eist Parlament bleift voll funktiounsfäeg mat all senge Prerogativen esouwuel wat d'Kontroll vun der Regierung ugeet wéi och a sengem Rôle als Legislateur. D'Chamber schafft weider u Gesetzer. Zweetens, just déi Mesurë kënne geholl ginn, déi direkt mam Coronavirus ze dinn hunn. D'Regierung ass net habilitéiert, an anere Beräicher Gesetzer ze änneren oder ausser Kraaft ze setzen.

Drëttens, d'Chamber huet zu all Moment d'Méiglechkeet, d'Mesuren, déi d'Regierung hëlt, ze invalidéieren, andeems se vun hirem Recht Gebrauch mécht, eege Gesetzer ze maachen, déi eventuell falschen oder iwwerdriwwene Mesurë vun der Regierung den Teppech ënnert de Féiss géifen ewechzéien.

Véiertens, d'Chamber kann zu all Moment dëst Gesetz zum État de crise ofschafen.

A fënneftens an net onwichteg, all Decisioune vun der Regierung musse verhältnisméisseg sinn, proportional sinn, a se kënnen och vum Geriicht herno ugefecht ginn.

Här President, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, dann ass d'Chamber net am Chômage technique. De Géigendeel muss de Fall sinn. Grad elo mussen d'Deputéierten hirer Kontrollfunktioun vun der Regierung nach vill méi nokomme wéi virdrun. Mat dësem Gesetz befanne mer net iwwert den Inhalt vun den eenzelnen Dispositiounen, déi d'Regierung bis elo geholl huet, mee just iwwert de Constat, datt d'Bedéngunge vum Artikel 32 (4) erfëllt sinn, a ginn der Regierung d'Méiglechkeet, stënterlech op Extreemsituatiounen ze reagéieren. Déi Differenz ass eis ganz wichteg.

D'Chamber alignéiert sech mat dësem Vott net all deene Mesuren, déi d'Regierung hëlt, mee se bleift kritesch an domadder och politesch. All Partei hei an der Chamber huet d'Recht, eenzel Mesuren ze kritiséieren, ze hannerfroen an och eege Propositiounen ze maachen. Dat hei ass keng Gläichschaltung vun der Chamber.

An domadder behale mer och d'Méiglechkeet, déi Mesuren anzefuerderen, déi eventuell feelen. A gleeft mer es, eiser Meenung no ginn et där eng jett an dëser Noutsituatioun, besonnesch am soziale Beräich! Mir als Lénk wäerten dat op jidde Fall maachen.

Här President, den Ausnamezoustand ass e ganz gefäierlechen Zoustand vun der Gesellschaft. E riskéiert d'Diere wäit opzemaache fir Mëssbrauch a Willkür. Duerfir brauche mer Kontroll. Duerfir brauche mer e staarkt a kritescht Parlament, well, Här President, et ginn elo schonns Statementer, déi mech am allerhéchste Mooss alarméieren an déi ech als Demokrat net akzeptéiere kann. An ech versichen dat esou roueg wéi et geet ze soen.

Mir sinn eis jo eens, datt mer och am Ausnamezoustand e Rechtsstaat bleiwen. Wann awer d'Vertriederin vum Parquet op enger Pressekonferenz ukënnegt, datt d'Geriichter ab elo méi haart Strofe wäerte verhänken, da krausele sech mir d'Zéiwenneel.

Une voix.- Mir och.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Procureure générale huet net Geriichtsurteeler ze antizipéieren!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat geet net! Si kann am beschte Fall ukënnegen, datt de Parquet ab elo Héchststrofe freet, awer si huet net de Riichter virzeschreiwen, wéi si ze urteelen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat ass eng grav a krass Violatioun vun der Séparation des pouvoirs. A mer wäerte misse le moment venu dorobber zréckkommen.

Une voix.- Ganz gutt!

Une deuxième voix.- Très bien!

Une troisième voix.- Ganz richteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Manner grav wéi dat, wat ech elo zitéiert hunn, an awerhäerzlech onglécklech fannen ech, datt op deene sëlleche Pressekonferenzen, déi Ministere ginn, ëmmer erëm déi Formel kënnt, datt elo net de Moment wier, fir Fuerderungen ze stellen. Mir mengen, datt grad an dëser existenzieller Noutsituatioun d'Regierung muss e grousst Ouer hu fir d'Leit dobaussen, fir d'Zivillgesellschaft an och fir d'Politik.

Nëmmen eng Regierung, déi ganz gutt nolauschtert, ass och kapabel, an enger Noutsituatioun déi richteg a proportionéiert Decisiounen ze huelen.

Dës zwou Bemierkungen hunn ech gemaach, fir ze weisen, wéi séier et goe kann am Ausnamezoustand!

Mat dësem Gesetz gi mer der Exekutiv am Allgemengen an der Regierung am Spezielle kee Blanc-seing a kee Blankoscheck. D'Chamber muss de Garant bleiwen, datt fundamental Grondrechter an eiser Gesellschaft erhale bleiwen, och an dëser Noutsituatioun. Mir mussen alles drusetzen, datt d'Restriktiounen op dat beschränkt bleiwen, wat néideg a sënnvoll ass. Mir musse ganz gutt oppassen, datt och no der Kris d'Fräiheet an déi kritesch Ausenanersetzung an eiser Gesellschaft net geschwächt gi sinn. A mir mussen derfir suergen, datt kee Mënsch hei am Land vergiess gëtt.

Här President, mam Vott vun dësem Gesetz gëtt d'Verantwortung vun eisem demokratesch gewielte Parlament net méi kleng. Däers musse mer eis alleguer bewosst sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass net heefeg de Fall, datt d'Chamber samschdes zesummekënnt. Dat seet eis schonn eleng: Et ass wichteg! Et ass eng Ausnamesituatioun. An effektiv, mir sinn an enger Kris.

Ech mengen, kee Politiker heibannen hëlt gären déi Mesuren, déi mir haut hei mussen huelen. Ma et sinn decisiv Mesuren, grav Mesuren, déi matentscheeden, jo, iwwer Liewen an Doud.

Här President, den 20. Januar 2016 huet den honorabelen deemools nach Deputéierten Alex Bodry am Numm vun enger grousser Majoritéit vun de Membere vun der Institutiounskommissioun heibannen eng Proposition de révision de la constitution deposéiert, fir eeben deen Artikel 32 Paragraf 4 vun der Constitutioun unzepassen, deen haut invoquéiert gëtt, dat an engem Kontext, mir erënneren eis, wou knapps ee Joer virdrun, nämlech am Januar 2015, déi schrecklech Attentater op d'Redaktioun vum „Charlie Hebdo" d'Welt an Otem gehalen hunn.

Dat selwecht Joer, fir genee ze sinn den 13. November 2015, koum et zu Paräis zu weideren Attentater, notamment op d'Concertshal Bataclan, wou iwwer 130 Mënschen, onschëlleg Leit hiert Liewe gelooss hunn. Dës grujeleg Evenementer bleiwen eis bis haut am Kapp, wa mer iwwert dësen Artikel schwätzen.

Dës Attentater hunn dozou gefouert, datt Frankräich fir d'éischte Kéier säit dem Coup d'État an Algerien 1958 den État d'urgence ausgeruff huet. Divers europäesch Staaten hunn no dësen Terrorattacken hir Constitutioun ugepasst an hunn d'Notioun vum État d'urgence respektiv dem État de crise an hirer Constitutioun iwwerschafft a preziséiert, fir esou kënnen adequat op national an international Menacen a Krisen ze reagéieren, dorënner eeben och Lëtzebuerg.

Haut, am Kader vun der Coronakris, ass et keng terroristesch Menace, déi eis bedréit, mee et ass eng nach méi perfid, eng méi onsiichtbar Menace. Et ass e Virus. Et ass eng sanitär, eng gesondheetlech Menace. D'Politik muss an esou Situatiounen handlungsfäeg sinn an d'Regierung séier an ouni vill bürokrateschen Opwand déi adequat Mesuren huele loossen, fir esou d'Bevëlkerung virum Coronavirus ze schützen. Et geet drëms, ze verhënneren, datt onschëlleg Leit hiert Liewe verléieren.

Här President, duerch den État de crise kann d'Regierung, an dat hunn d'Virriedner hei scho gesot, ënner gewëssen Ëmstänn vum Parlament Pouvoiren, speziell Pouvoire kréien, fir kënnen iwwer e Règlement grand-ducal och a Matièren, déi souguer duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn, ze handelen. Mir schwätzen also vu plein Pouvoiren, awer ënner zäitleche Begrenzungen.

Wéi ech virun zéng Joer mat e puer Verréckte-nen d'Piraten gegrënnt hunn, hätt ech mer net geduecht, ...

(Interruptions et hilarité)

… datt ech eng Kéier géif hei stoen ...

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat hutt Dir elo gesot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... an iwwer plein Pouvoire ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et sinn der ze vill.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... fir d'Regierung géif ofstëmmen.

D'Piraten goufe gegrënnt, fir d'Rechter vun de Biergerinnen a Bierger ze stäerken, fir ze verhënneren, datt de Staat sech iwwer grondleeënd Rechter vun eis alleguerte kann ewechsetzen. An dat maache mer bis haut mat vollem Asaz.

An dofir ass et och haut mat engem awer kräischenden A, datt mer dëst matdroe wäerten. Et ass nämlech wichteg, datt och an engem État de crise d'Grondrechter weiderhi geschützt bleiwen. Et sinn aussergewéinlech Ëmstänn an dës verlaangen eeben dës aussergewéinlech Moyenen.

Här President, mam Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz gesi mer elo schwaarz op wäiss, wat den État de crise zu Lëtzebuerg bedeit. E bedeit weesentlech Aschränkungen a Saachen Deplacement fir de Public. Et gesäit een awer och Limitatiounen, wat den Openthalt a kulturellen, sozialen, Sports- a weideren Infrastrukturen ugeet. Et ass eng grouss Aschränkung vun de Grondrechter op fräi Entfalung vun den eenzelne Mënschen.

De Projet de loi 7534, deen d'Chamber haut wäert stëmmen, verlängert dësen État de crise aus dësem Règlement grand-ducal fir maximal nach dräi Méint. Dofir brauche mer och déi speziell Zweedrëttelmajoritéit, déi fir d'Verfassungsfroe virbehalen ass. Mir Piraten si frou, datt mer hei konnten Unanimitéit derfir fannen. An och dat weist: An enger Kris ka Lëtzebuerg zesummestoen!

Jo, den État de crise bedeit weesentlech Aschränkungen an eisem alldeegleche Liewen an en déiwen a schmäerzhaften Aschnëtt an eis Ekonomie. Trotzdeem dierfe mer elo net kapituléieren. Mir mussen agéieren. Dësen État de crise muss der Regierung elo d'Moyene ginn, fir onbürokratesch a séier alle Leit, vun de Salariéen iwwert d'Entreprisë bis hin zu den Independanten a Chômeuren, kënnen ze hëllefen, sief et duerch d'Opkënnegung vu virgeschriwwenen Delaien, de Chômage partiel, wéi scho gemaach, oder - firwat net? - duerch e bedéngungslost Grondakommes fir déi, déi et besonnesch haart trëfft. Wéi gesot, et sinn aussergewéinlech Ëmstänn. Dës verlaangen och aussergewéinlech Moyenen a Mesuren. Parteipolitik huet op dëser Plaz näischt verluer.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech liesen an der europäescher Press vu jonke Leit op Intensivstatiounen, vu Leit, déi d'Liewen nach viru sech hunn. Ech liese vun eelere Leit, déi e Liewe laang geschafft hunn an elo leiden. Ech héieren aus éischter Hand vun iwwerfuerdertem Gesondheetspersonal, wat Dag fir Dag alles gemaach gëtt, heiansdo ëmsoss.

Dëst hei ass net déi éischt Kris, déi eist Land muss meeschteren. Fräiheet huet an esou enger Kris hire Präis. A wann de Präis fir d'Fräiheet no der Kris ass, datt mer elo doheem bleiwe mussen, da sollte mer dat maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Fuerscher an de Politikwëssenschafte vum franséische Centre national de la recherche scientifique an en Direkter vum Collège d'Europe schreift gëschter an engem vu sengem Artikelen: „Et ass a Krisenzäiten, wou sech den Ënnerscheed tëscht populisteschen a moderéierte Politiker opdeet." A wéi de Coluche scho sot: « Ils ont des théories sur tout, mais surtout ils ont des théories. » D'Populiste sinn net kapabel, sech op éierlech fondéiert Argumenter ze baséieren, wärend eng moderéiert Politik doraus besteet, Decisiounen ze huelen, déi sech imposéieren, quitte, datt se onpopulär kënne sinn.

Mir Piraten schléissen eis deem un. Mir gesinn den État de crise als eng Mesure, déi op Fakten, op Verstand a Wëssenschaft baséiert. Mir dierfen elo net an d'Emotioun verfalen, mee mir musse Mesuren huelen, déi de Leit wierklech hëllefen, fir eng Katastroph ze vermeiden.

Jo, et wäerte Sanktioune gi fir Leit, déi sech net un d'Consignen halen. A Sanktioune gesi mer grondsätzlech kritesch. Mee mir hunn an deene leschten Deeg leider misse gesinn, datt och mat deem beschte gudde Wëlle vill Leit d'Consignë vum Règlement grand-ducal nach ëmmer mëssuecht hunn an deementspriechend brauch et dës Sanktiounen, fir esou d'Leit ze schützen. Wou den Appell: „Bleift doheem!" net gräift, muss de Staat penaliséieren. Wéi den Immanuel Kant scho sot: „Die Freiheit des Einzelnen endet dort, wo die Freiheit des anderen beginnt."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen État de crise dierf net zur Normalitéit ginn. Mir Piraten sti fir Fräiheet a sozial Sécherheet vun all Eenzelnen ouni Iwwerwaachung, mat esou mann wéi méiglech Staatsgewalt. Mir kënnen dëse Projet de loi matdroen, well en d'Biergerinnen an d'Bierger schützt. Mir wënschen eis awer näischt méi, wéi datt deen Zoustand hei esou séier wéi méiglech erëm opgeléist gëtt an datt mir erëm fräi sinn, ouni awer de Gedanke vu Solidaritéit erëm ze vergiessen, deen an dëser Kris esou present ass. Loosst eis déi richteg Léieren aus dëser Zäit zéien a loosst eis no vir an eng gesond, fair an europäesch Zukunft kucken!

Il y en a, des personnes qui n'ont pas la chance d'être avec leurs proches dans ces temps de

crise! Il y en a qui sont sans abri, il y en a qui seront livrées à la violence de leur mari. Il y en a qui travaillent durement, sans répit, pour nous tous. Ce sont des Luxembourgeois, des Portugais, des Italiens, des Français, des Allemands, des humains. Tous, ils vivent la même misère en tant qu'Européens, en tant qu'humains. Nos pensées sont avec vous !

Wenn diese Krise eines aufzeigt, dann, dass wir alle Menschen sind, die nach einem gesunden, fröhlichen und erfüllten Leben streben. Wir werden aus dieser Krise lernen. Wir dürfen jetzt nicht egoistisch handeln.

Martin Luther King Junior used to say: „Let us not seek to satisfy our thirst for freedom by drinking from the cup of bitterness and hatred."

D'Piraten soen haut: „This is the time of solidarity between everyone living in this country, on this planet and willing to fight this virus."

Bleift doheem! Schützt Är Matmënschen! Sidd solidaresch! Zesumme packe mer dat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, de Premierminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Chamber an den Institutioune Merci soen. Et ass scho gesot ginn: Samschdes zesummekommen, de Conseil d'État, dee bannent e puer Stonnen en Avis schreift, an haut am Fong duerch de Vott vun dësem Gesetz den État de crise fir eng Period vun dräi Méint verlängeren, dat beweist, dass, wann et drëms geet, mer all zesummenhalen an d'Institutiounen och an dësem Land funktionéieren. Ech wëll Iech dofir, Här President, an de Membere vun der Chamber an dem Staatsrot Merci soen, dass dat och méiglech ass.

Ech weess, dass hannendrun eng Rëtsch vu Beamten déi lescht Deeg net geschlof hunn, fir dass mer kënnen haut och zesummesëtzen. An ech wëll deenen och alleguerten e grousse Merci soen.

Ech wëll dem Rapporteur och Merci soen. An hei awer och direkt d'Madamm Lenert entschëllegen, déi um Terrain ze schaffen huet an haut net ka bei eis sinn.

Dir hutt alleguerte gesot, dass et en Ausnamezoustand wier. Ech muss Iech ganz éierlech soen, ech géif haut léiwer net virun Iech stoen! Ech wier léiwer e Premierminister, deen net haut misst iwwert den Artikel vum État de crise Iech soen, dass mer 670 Infektiounen hunn an aacht Leit, déi hiert Liewe verluer hunn. Mee ech soen Iech Merci fir d'Verständnis, dass all Minutt, all Stonn, all Dag an dëser Kris zielt.

De Rapporteur sot virdrun, dass d'Leit et verstanen hunn. Neen, net all! Et gëtt nach ëmmer Leit, déi sech net un d'Reegelen halen. Nach ëmmer net! An ech mengen, d'Zuele schwätze fir sech: aacht Doudeger, 670 infizéiert Leit.

Mir haten déi lescht Deeg bal all Dag Regierungsrot. Bal all Dag Regierungsrot! An et wäert déi nächst Wochen net vill besser goen. Fir eis ass d'Relatioun mat der Chamber primordial an deem Kontext. Mir si jo souguer méi wäit gaang wéi dat, wat den Text seet! Mir sinn, ier mer et declenchéiert hunn, bei Iech komm, fir Iech ze soen, dass mer et géifen declenchéieren. Mir si mam Reglement bei Iech komm, fir Iech dat ze weisen. A mir hunn Iech och nogelauschtert, wéi d'Suggestioune komm sinn. Dat ass fir mech am Moment dat Wichtegst, dass mer zesummenhalen, dass hei keng Plaz ass fir Parteipolitik, mee mer wierklech just eppes am Sënn hunn an dat ass, dass mer zesummen déi Kris meeschteren.

Ech hunn och déi Texter gesinn, déi Der wëllt stëmmen. Jo, mir stinn ëmmer der Chamber zur Verfügung! Mir si bereet, all Woch bei Iech ze kommen, fir Iech och de Point ze maachen. Et ass net, dass den éischte Pouvoir hei ausser Kraaft gesat gëtt.

An au contraire, no deem heiten Text, Här President, stëmmt Der jo nach aner Gesetzer. An Dir wësst, dass mer och aner Gesetzer deposéiert hunn am Kontext vun der Kris - am Kontext vun der Kris! -, déi mer awer net iwwer e Reglement geholl hunn, fir dass Der déi och an deenen nächsten Deeg a Wochen hei kënnt stëmmen.

Dat heescht, mir wëlle wierklech dat Ganzt just limitéieren op dat, wat urgent muss geholl ginn, well mer wëssen, dass soss péril en la demeure ass an e Risiko ass. Hei huet kee Member vun dëser Regierung wëlles, dass do am Fong Gesetzer oder Texter sollte geännert ginn, well e mengt, dass dat da vläicht besser wär, mee just am Kader vun dëser Verlängerung vun dësem Text.

Et ass vill iwwert den Text geschwat ginn. Jo, Här President, den Text ass net perfekt. Den Text ass net perfekt. Mir hu gekuckt, esou séier wéi méiglech op d'Kris eng Antwert ze ginn. Et si fir eis eng Rëtsch vu Punkten, déi vläicht och nach ... An Dir hutt jo och gesinn, dass mer gëschter nach d'Reglement geännert hunn a mir wäerten och d'Reglement nach änneren, wa mer mierken, dass et Saache sinn, déi vläicht net kloer genuch sinn oder vläicht Saachen, déi musse preziséiert ginn. Eng Regierung huet vläicht séier agéiert, mee huet misse séier agéieren! Et wor keen anere Choix do.

Et sinn eng Rëtsch vu Saache gefrot ginn, Här President, wéi zum Beispill iwwert d'Material. An ech muss och soen, dass an deene leschten Deeg oder Wochen an Nopeschlänner Material, wat fir Lëtzebuerg destinéiert war, blockéiert war, an dass op Interventioun vun der Regierung verschidde Materialer deblockéiert gi sinn. Mee verschidde Länner haten decidéiert, Material, wat destinéiert war fir aner EU-Länner, ze saiséieren, ze blockéieren. An doweinster ass et mam Material zimmlech ...

Mir sinn eent vun deene Länner, wou mer och tributaire si vum Ausland! Mir hu wéineg Produktioun hei zu Lëtzebuerg vu Material. Doweinster ass et wichteg, dass mer och déi gutt Relatiounen opgebaut hunn, an dass mer och wëssen, dass mer haut, an ech wäert duerno drop zréckkommen, op aner Länner, vläicht wäit vu Lëtzebuerg, kënnen zielen, déi eis och eng Hand reechen.

Wann ee vu Material schwätzt, just fir Iech ze soen, ech hunn d'Zuele vu gëschter kritt: Et wäerten eng ongefeier 1.500 Tester gëschter gemaach gi sinn. 1.500 si gëschter gemaach ginn! Wann ee proportional kuckt, gehéiere mir zu deene Länner, wou bal een Test - just elo fir gëschter dann zum Beispill ze huelen - op 420 Awunner gemaach gëtt. Wat immens héich ass! A mir si frou, dass déi Tester och kënne gemaach ginn! Mir si frou, dass déi Tester och kënne gemaach ginn! An dofir hu mer och vläicht eng Zuel, déi an d'Luucht geet, mee mir hu léiwer, dass d'Leit wëssen, wa se de Coronavirus hunn, dass se Porteur vum Virus sinn a sech musse confinéieren, nach méi wéi déi aner, an iwwerhaapt net méi a Kontakt kommen och mat deene Leit, mat deene se doheem wunnen. Sou mann wéi méiglech op jidde Fall!

Et ass gefrot ginn iwwer e Plan B an iwwert d'Grenzen. Mir maachen alles, a gleeft mer, dass do permanent de Kontakt leeft, fir d'Grenzen opzeloossen, fir dass de Frontalier duerchkënnt. A mat deem Message, dee mer hinnen och ginn hunn, dass deen Dag, wou d'Grenzen zougemaach ginn a kee méi hei an d'Land erakënnt, mer net kënnen iwwerliewen. Mir net kënnen iwwerliewen! A wa verschidde Leit mengen ze soen: „Maacht d'Grenzen dach einfach zou, dat wier vill méi einfach!", dann iwwerlieft keen hei zu Lëtzebuerg an engem Krankenhaus, an engem Spidol. Keen! Well d'Personal, de Gros vum Personal kënnt aus der Groussregioun.

Ech hu gëschter jo schonn déi éischt Zuele ginn. Um Dag vun haut hu mer 187 Leit, déi och an Hotelstrukture schlofen. Dat heescht, et ass nach Potenzial do, wann et géif eng Kéier zougoen. Mee wéi gesot, bis elo hu mer déi Garantie kritt. An net méi spéit wéi gëschter zum Beispill krute mer gemellt, dass am Norde vum Land, op der däitscher Grenz, verschidde Points frontières géifen zougemaach ginn. Do hu mer dann als Regierung och intervenéiert bei eisen däitsche Kolleegen, fir ze kucken, wéi mer da kéinten zesumme kucken, déi Pointen opzemaachen, well soss déi Leit, déi dann an den Norden a Strukture wéilte kommen, bal 100 Kilometer misste ronderëmfueren, fir an d'Land eranzekommen. Do hu mer mat den däitschen Autoritéiten en Accord fonnt a 50 Douanieren zur Verfügung gestallt, fir hinnen ze hëllefen. An du sinn déi Pointen och nees opgemaach ginn.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert den Internet. En Appell och: Wann d'Leit e Wi-Fi doheem hunn, solle se op de Wi-Fi goen. Dat entlaascht d'4G-Strukturen. Dat entlaascht! Dat kléngt elo vläicht einfach, mee wann Der de Wi-Fi hutt oder eng Méiglechkeet, un de Wi-Fi ze goen, entlaascht Der och de 4G, wann Der dat maacht.

Iwwert d'Betriber. Dat, wat ech gesot hunn, ass nach ëmmer richteg. A mir hunn direkt reagéiert. De Chômage partiel, dee geholl ginn ass, wor justement fir deene Leit, déi och am Betrib, ze hëllefen an och dem Patron kënnen ze hëllefen, esou séier wéi et gaang ass! A mir sinn eis bewosst, dass déi Zomm, déi mer haut am Budget stoen hunn, muer eng ganz aner wäert sinn. Mir sinn eis däers bewosst. An den Här Kersch huet och schonn Demarchen ënnerholl, fir eeben och déi Zomm ze vervillfachen, kann ech Iech soen, well mer wëssen, dass de Montant, dee mer virgesinn hunn, net duergeet.

Mir wëssen och, dass d'Betriber ... A wann hei gemengt gëtt, dass de Wirtschaftsminister gesot hätt, mir géifen de Betriber net hëllefen: Mir wëllen de Betriber hëllefen! Dat Eenzegt, wat ass: E Betrib, deen et gëschter scho schwéier hat, huet de Wirtschaftsminister wëlle soen, do kënne mer keng Recette miracle maachen, fir dass e muer nees op eng Kéier aneschters geet. Mee de But ass, dass mer all de Betriber wëllen hëllefen! All de Betriber wëllen hëllefen, egal wat et kascht! Egal wat et kascht!

Mir wäerten zesummen, soubal déi Kris eriwwer ass, an och scho virdrun, d'nächst Woch wäerten nämlech och de Wirtschaftsminister, de Finanzminister an de Mëttelstandsminister Delles zesumme Piste presentéiere mat Zuelen, mat Zommen, mat Mechanismen. Mee ech kann Iech just soen, dass, wa mer bis déi Kris gemeeschtert hunn, mer eis all mussen och nees zesummesetzen an e Marshallplang fir Lëtzebuerg ausschaffen, wéi mer eis Wirtschaft nees weider un d'Goe kréien, fir nees déi Ekonomie ze hunn, wou awer d'Leit och Aarbechtsplazen hunn a wou och kleng Betriber, Mëttelbetriber an och grouss Betriber, mee all déi, déi kleng Betriber an och d'Independanten net ze vergiessen, well ze oft vergësst een, déi och ze ernimmen, musse weider Perspektive kréien. A mir engagéieren eis dozou, dass mer dat och wëlle maachen.

Mir hunn eng Rëtsch vu Betriber, déi mer zougemaach hunn, wou mer selwer decidéiert hunn, déi maachen zou. Et gëtt eng aner Rëtsch vu Betriber, wou d'Leit soen: „Mir kënnen net méi schaffe kommen" oder „Mir hunn de Congé pour raisons familiales", dat heescht Betriber, déi och net méi fonctionéieren oder unilateralement d'Decisioun geholl hunn, och zouzemaachen, deene wäerte mer och hëllefen. A mir hunn eng ganz Rëtsch vu Leit, déi schaffe mussen. An ech wëll deenen hei e grousse Merci soen.

Dat fänkt u selbstverständlech beim Gesondheets- a beim Fleegesecteur, ouni déi am Moment déi ganz Hëllef, déi wierklech déi Leit brauchen, déi am Moment am Milieu hospitalier sinn, déi a Spideeler sinn, net kéint fonctionéieren. Mee et geet och iwwert den Transportsecteur, well d'Material géif net ukommen, d'Wuere géifen net ukommen, wann den Transportsecteur net do wier, ob dat elo vu Wueren oder vu Mënschen ass, fir déi justement och op hir Aarbechtsplaz kënnen ze deplacéieren. Ob dat dee ganze Secteur alimentaire ass, wou d'Leit kucken, dass d'Regaler gefëllt ginn an dass Der och eppes ze kafe kritt oder och dass de Buttek och fonctionéiert.

An dofir nach eng Kéier deen Appell: Net vergiessen, dass, wann all déi Leit, déi schaffen an owes an de Buttek kënne goen, eidel Regaler fannen, en totale Manque vu Solidaritéit ass. Et huet kee Wäert, de Weenche voll ze maachen! Vergiesst déi Leit net, déi do fir Iech a fir ons alleguerte schaffen!

Et sinn eis Beamten, déi kucken, dass de Staat weider fonctionéiert, ob dat op Gemengenniveau ass, ob dat op Staatsniveau ass. Et sinn déi Hygiène-Déngschter, déi fonctionéieren alleguerten, fir dass mer d'Salubritéit och zesumme kënnen halen. Et ass d'Police, et ass d'Arméi, et sinn d'Pompjeeën, déi am Déngscht si fir och alleguerten. Et sinn déi Handwierker, déi, wann eppes, wann e Lift futtigeet, déi d'Urgencen och kënne flécken, déi do asprangen. Et ass d'Cargolux, déi eis erlaabt, eng Bréck ze hu mat der ganzer Welt. Et ass d'Press, déi erlaabt, dass mer iwwert déi heite Saachen informéiert ginn. Et sinn d'Tankstellen, et sinn d'Elektresch an d'Waasser.

Ech kéint elo nach eng ganz laang Lëscht maache vun deene Leit, déi kee Choix hunn, fir dass mer kënnen déi Situatioun och iwwerliewen, an déi wëssen, dass se do eng Responsabilitéit hunn an dass et ouni si net geet. An ech kréie Messagë geschéckt vu Leit, vu Polizisten, vun hei a vun do, fir ze soen: „Et ass net einfach, mee mir wëssen, dass mer gebraucht ginn." Dat ass deen Élan de solidarité, deen een och huet vu ganz, ganz ville Leit, déi kee Choix hunn.

Mir hunn och gutt Nouvellë gehat déi lescht Deeg. An ech mengen, gëschter hu mer mat der NSPA eng nei Annex kënne baue beim CHL, déi mer elo vläicht net brauchen, mee Dir hutt et virdru gesot: „Mir mussen anticipéieren. Mir dierfen net nëmme reagéieren an dëser Kris. Mir musse prett sinn."

Mir mussen anticipéieren a mir hunn och de Mot d'ordre ginn: „Bestellt, wat mer kréie vu Material!" Well Dir musst wëssen, dass selbstverständlech iwwerall elo deen een oder deen anere kuckt, als Land, fir säin eegent Material ze bestellen. An dat ass awer och duerch déi gutt Lienen, déi mer hu mat China, mat der Provënz vun Henan, awer och mat verschiddene Betriber.

Mir hu Betriber, mir hunn Dokteren, déi elo zum Beispill net méi esou vill kënne schaffen, déi eis gesot hunn: „Mir ginn Iech onst Material, wann Der et gebrauche kënnt." Deen Élan de solidarité geet ..., virdrun huet ee mer geschriwwen hei: „Här Premierminister, merci, dass Der dat gesot hutt vun de Loyeren. Well mir als Geschäftsleit, wa mer net kënne schaffen, mir wëssen net, wéi mer de Loyer kënne bezuelen." An de Proprietär huet eis geschriwwen: „Mir kucke schonn, eens ze ginn. Dir musst de Loyer elo net Enn des Mounts iwwerweisen." Dat ass och en Zeeche vu Solidaritéit!

Ech hunn e jonke Bauer, dee mer geschriwwen huet a gesot huet: „Normalerweis liwwere mer net eis Wueren. Mee wann d'Leit es brauchen, mir huelen den Auto an da fuere mer duerch d'Landschaft." All déi Elanen, wou ee virdrun vläicht eppes net gemaach huet a wou een haut bereet ass ze hëllefen, op deen aneren opzepassen!

Doweinst ass et fir mech immens wichteg, dass mer déi Solidaritéit hunn, bei den Akeef, bei deem Engagement vun de Leit, déi och wëllen hëllefen. A mir hunn - Dir hutt virdrun och vu „Plan B" geschwat - déi Zuel vu Leit, déi sech melle fir ze soen: „Wéi kann ech hëllefen?" - „Wéi kann ech hëllefen am Rettungsdéngscht?" - „Wéi kann ech hëllefen, well ech eng Formatioun hunn?" - „Ech sinn an der Pensioun, mee ech sinn awer bereet, nees hëllefen ze kommen", wou een dat ëmmer muss op d'Wo setze wéinst der Vulnerabilitéit. Mee all déi Leit, déi bereet sinn, engem ze hëllefen, déi Leit, déi sech spontan gemellt hunn: „Ech hunn eng Wunneng. Ech stelle se zur Verfügung fir e Frontalier." Ech sinn houfreg iwwert déi Solidaritéit, déi mer hei an dësem Land hunn.

A mir hunn och gekuckt als Regierung, wéi mer fir déi, déi et net kënnen aneschters maache wéi iwwert dee „LetzShop", fir déi Leit, déi vulnerabel sinn, ... Wou gëschter 660 Commanden am Ganzen elo erakomm sinn iwwert déi zwee Deeg. Dat heescht, dass och do e Besoin war, wou d'Leit dann och heem eppes geliwwert kréien, well se keen anere Choix hunn. Mee déi meescht Leit hu sech och aneschters organiséiert.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, soen ech Iech Merci fir d'Vertrauen. Den Artikel 32 (4) ass keng Fräifaartkaart. Et ass kee Chèque en blanc. Et ass responsabelt Zesummenhalen. Well am Kampf géint de Coronavirus hei am Land, Här President, gëtt et keng Majoritéit an et gëtt keng Oppositioun, et gëtt eng Union nationale!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7534. Den Text steet am Document parlementaire 7534[2]. Wéinst de sanitäre Mesuren, déi am Kader vun der Coronaviruspandemie geholl gi sinn, leeft haut de Vott e bëssen anescht wéi soss. D'Deputéiert sinn an e puer Säll opgedeelt, fir den Ofstand vun zwee Sëtzer tëscht den Deputéierte kënnen anzehalen. Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi hei am Sall sinn, kommen. An duerno komme mer zur Ofstëmmung vun den Deputéierten, déi an deenen anere Säll sinn, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. De Vott wäert haut och ausnamsweis net elektronesch gemaach ginn. Mir maachen e Vote par appel nominal. Dofir zéien ech elo deen Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7534 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

(Le vote par procuration n'est pas permis pour le projet de loi 7534.)

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières)

Ech bieden d'Deputéiert, déi am Sall sinn, erauszetrieden an erof op de Rez-de-chaussée ze goen, wärend d'Deputéiert aus dem Sall 4-5 elo kënnen an de Sitzungssall kommen.

Ech zéien elo deen Deputéierten, mat deem mer ufänken.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

Ech bieden d'Deputéiert, déi am Sall sinn, erauszetrieden an erëm an de Sall 4-5 ze goen,

wärend d'Deputéiert aus dem Sall 1-2 elo kënnen an de Sitzungssall kommen.

Ech zéien elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

Ech hu jo kee vergiess vun deenen, déi hei sinn? Ma da kënnt Dir erëm zréckgoen an de Sall 1-2. An da bieden ech d'Deputéiert aus dem Sall 3, an d'Plenière ze kommen.

Ech zéien dann elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 3)

Dat wiere se all. Merci villmools. Dir kënnt an de Sall 3 zréckgoen.

Den Här Marc Hansen, deen an engem anere Sall ass, kann elo ofstëmmen. Mir kënne mam Vott weiderfueren.

Appel nominal (vote personnel du député d'une autre salle)

Merci. Dir kënnt erëm an de Sall zréckgoen. Déi Deputéiert, déi am Sall vun der Plenière waren, déi kënnen erëm zréck an d'Plenière kommen.

Mir hunn de Quorum erreecht an de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass follgend: 56 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Enthalung. De Projet de loi 7534 ass mat 56 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

(Le projet de loi 7534 est adopté conformément à l'article 114 (2) de la Constitution.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Déi Deputéiert, déi eventuell net mat der Ufro vun der Dispens averstane sinn an an engem anere Sall sinn, hunn elo d'Méiglechkeet, an de Sitzungssall ze kommen an dëst ze mellen.

Ech stelle fest, datt kee géint d'Ufro vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel ass.

Et ass deemno decidéiert, datt d'Dispens ugefrot ass.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motions et résolution

(M. Fernand Kartheiser souhaite que ses motions n° 2, n° 3 et n° 4 soient évacuées ultérieurement et elles sont de ce fait renvoyées à la Conférence des Présidents.)

Mir kommen dann elo zu der Motioun an zur Resolutioun. Wëllt dozou nach een d'Wuert ergräifen?

Da kéime mer elo zum Vott iwwert d'Motioun an d'Resolutioun. Mir maachen esou wéi virdrun de Vote par appel nominal a mir stëmmen awer da pro Grupp zesummen of.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt stëmme mer iwwert d'Motioun of an duerno iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la motion 1

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières)

Dat wiere se all.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun. Och do zéien ech dann erëm de premier Votant.

Vote sur la résolution 1

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières)

An domat hu mer déi all. Da kënnen elo d'Deputéiert erëm erof op de Rez-de-chaussée goen an d'Deputéiert aus dem Sall 4-5 kënnen an d'Plenière kommen.

Mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Motioun of.

Vote sur la motion 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

Da stëmme mer nach iwwert d'Resolutioun of.

Vote sur la résolution 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

Voilà. Da kënnt Dir elo zréckgoen an de Sall 4-5.

An d'Deputéiert aus dem Sall 1-2 kënnen an d'Plenière kommen.

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken, an duerno fuere mer weider an alphabetescher Reiefolleg.

Vote sur la motion 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

Merci villmools.

Da kéime mer zum Vott iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la résolution 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

Merci villmools. Da kënnt Der an de Sall zréckgoen. A mir kéimen dann zum Sall 3. D'Deputéiert am Sall 3, déi kënnen an d'Plenière kommen.

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken.

Vote sur la motion 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 3)

An da kéime mer zum Vott iwwert d'Resolutioun. Fir d'éischt zéien ech den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken.

Vote sur la résolution 1

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 3)

Merci villmools. Da kënnt Dir erëm an Äre Sall zréckgoen.

Da kënnt nach den Här Marc Hansen an de Sall. Déi aner Deputéiert solle vläicht waarden, bis datt den Här Marc Hansen erduerch ass.

Vote sur la motion 1

Appel nominal (vote personnel du député d'une autre salle)

Vote sur la résolution 1

Appel nominal (vote personnel du député d'une autre salle)

Merci villmools. D'Deputéiert, déi am Ufank am Sitzungssall waren, kënnen elo erëm zréck an de Sitzungssall kommen.

Mir hunn de Quorum erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat bei der Motioun 1 ass follgend: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Enthalung. D'Motioun 1 ass domadder mat 55 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Wat elo d'Resolutioun 1 ubelaangt, ass d'Resultat follgend: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Enthalung. D'Resolutioun 1 ass domadder och mat 55 Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. 7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7465, d'Transpositioun vun där sougenannter DAC-6-Direktiv. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru Kuerzem war hei am Parlament de Finanzausschuss aus dem Hessesche Landtag op Besuch. D'Deputéiert aus eisem Nopeschland waren net nëmme beandrockt vun der viller a komplizéierter Aarbecht, déi d'Finanzkommissioun an d'Kommissioun vum Contrôle vun der Budgetsausféierung leeschten, souwéi och vun eisem Wëssen iwwert d'Verbindungen tëscht dem Land Hessen an eiser Dynastie, si woussten och genee, dass mir et als souveräne Staat am Laf vun de leschte 40 Joer fäerdegbruecht hunn, eng diversifizéiert an innovativ Finanzplaz opzebauen, déi et roueg mat Frankfurt, wann ee mol vun hirer an eiser Bourse ofgesäit, ophuele kann.

Ee vun den däitschen Deputéierten huet eis u LuxLeaks erënnert. Ee Moment konnt een den Androck kréien, dee gudde Mann wéisst net, dass mer an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg ganz vill Ustrengungen ënnerholl hunn, fir eng Finanzplaz ze entwéckelen, déi propper dosteet a mëttlerweil iwwer en exzellente Ruff verfüügt.

Schliisslech hu mer hei am Parlament zeg Direktiven an eist nationaalt Recht ëmgesat, déi fir méi Transparenz a méi Substanz suergen an déi virun allem aggressiv Steiervermeidungspraktike vermeiden hëllefe sollen. D'CSSF mécht iwwregens an deem Kontext eng ganz gutt Aarbecht.

Jo, et geet ëm d'Bekämpfung vu Steiervermeidung an domat ëm den Asaz fir méi Steiergerechtegkeet. Lëtzebuerg léisst sech do net huelen a figuréiert haut op kenger groer Lëscht, esou wéi am Joer 2009, wou d'OECD eis nieft 40 anere Länner op eng gro Lëscht vun de Steierparadiser gesat hat. Déi Zäite si glécklecherweis eriwwer. Ech hunn dem hesseschen Deputéierte gesot, dass mer kee Steierparadis sinn an dass mer dat och, an dat och genee virun engem Joer, vu kengem geréngere wéi dem deemolegen EU-Kommissär Pierre Moscovici bestätegt kruten. Lëtzebuerg setzt schliisslech all europäesch Direktiven ëm. A mir sinn domat kee Land, dat eng exzessiv Steieroptimisatioun encouragéiert.

Mir wëllen eis haut awer och drun erënneren, dass mer virun e puer Méint déi sougenannt ATAD-2-Direktiv hei am Plenum ëmgesat hunn. ATAD steet jo fir Anti-Tax Avoidance Directive. D'Zil vun dëser europäescher Richtlinn war an ass et, dass d'Benefisser do besteiert ginn, wou se och tatsächlech erwirtschaft ginn an och wierklech eng Plus-value geschaf gëtt.

Dobäi goung et jo och drëm, fir duerch eng Rëtsch Reegelen eng aggressiv Steierplanung an domat also Steierflucht ze vermeiden. Dat geschitt jo bekanntlech dann, wann zum Beispill Benefisser aus enger Juridictioun an eng aner, wou de Steiertaux méi niddreg ass, op kënschtlech Manéier iwwerwise ginn.

Bei dem Projet de loi, dee mer dann elo haut op de Leescht huelen, de Gesetzesprojet 7465 also, handelt et sech ëm d'Ëmsetzung a Lëtzebuerger Recht vun der Europäescher Direktiv 2018/822 iwwert den automateschen an obligatoreschen Austausch vun Informatioune bei Steierfroen, a méi genau geet et bei dësem Gesetzesprojet ëm de Volet vun de sougenannten Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, och nach am technesche Jargon DAC 6 genannt.

Dës Direktiv, a soumat och dëse Gesetzesprojet, soll fir méi Steiertransparenz suergen. Eng Reduzéierung vun de Gewënnverlagerunge gëtt ugestrieft. Dëst ass jo verantwortlech fir d'Erosioun vun der Besteierungssubstanz. Dës Direktiv baséiert sech besonnesch op d'BEPS-Recommandatioune vun der OECD a virun allem op d'Aktioun 12 iwwert d'Règles de communication obligatoire d'informations.

Zur Erënnerung: BEPS steet fir Base Erosion and Profit Shifting. Dat heescht, d'Reduzéierung vun der besteierbarer Basis an d'Hin- an Hieriwwerweise vun de Profitter, fir op dës Fassong esou mann wéi méiglech Steieren ze bezuelen. D'Memberstaate sollen duerch den Informatiounsaustausch vun den Dispositifs-transfrontières-Deklaratiounen onerwënscht Lücken a Gestaltungsméiglechkeeten an den nationale Steiergesetzer besser erkenne kënnen a se da schléissen.

Wa mir iwwert d'Dispositifs transfrontières schwätzen, da freet ee sech direkt, ëm wat et do eigentlech genau geet. Et si grenziwwerschreidend Steierkonstruktiounen oder -konstrukter, wou ee Memberstaat oder een Drëttstaat oder méi Memberstaaten implizéiert, jo, dra verwéckelt sinn. Dëse Gesetzesprojet proposéiert, dass dës Steierkonstruktiounen deklaréiert musse ginn, falls se verschidde Krittären erfëllen. Dës Krittären, Eegeschaften, och nach Marqueure genannt, sinn an enger geneeër Oplëschtung an der Annex vun dësem Gesetzesprojet ze fannen.

Dës Marqueure reflektéieren Eegeschaften, déi deene vun enger potenziell aggressiver, grenziwwerschreidender Steierplanung entspriechen a soumat e Steierhannerzéiungsrisiko mat sech bréngen. Falls en Dispositif sech duerch een oder méi Marqueuren identifizéiere léisst - et ass e bësse wéi bei enger Krankheet, do gëtt et och Marqueuren an der Bluttanalys -, falls also esou Marqueure sech identifizéiere loossen, da proposéiert de Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei diskutéieren, eng Verflichtung, fir esou Steierkonstrukter ze deklaréieren.

Dës Deklaratioun gëtt mat Hëllef vun enger Tëschen- oder Mëttelspersoun, vun engem Intermediaire also, deen de Steierzueler begleet, gemaach oder si gëtt vum Steierzueler selwer gemaach. Wichteg heibäi ass ze bemierken, dass de Projet de loi fir verschidden Intermediairen eng Dispens vun dëser Deklaratiounsverflichtung virgesäit. Vun dëser Dispens sinn déi Intermediairë viséiert, déi engem Beruffsgeheimnis ënnerleien an de Steierzueler bei Steierfroe beroden oder bei der Verwaltung vertrieden dierfen, besonnesch sinn dat d'Affekoten, d'Experts-comptables an d'Réviseurs d'entreprises. Si dräi sinn also hei gemengt. An deem Fall läit d'Meldeflicht bei deenen aneren, net dispenséierten Intermediairen, déi ënnert d'Applikatiounsfeld vun dësem Gesetzesprojet falen.

Wann et där Intermediairë keng gëtt, muss de Steierzueler, wéi virdrun ugeschnidden, selwer säin Dispositif mellen. De Projet de loi gesäit dann eng Verflichtung fir déi dispenséiert Intermediairë vir, déi se verflicht, dem Steierzueler déi néideg Informatioune fir d'Deklaratioun zur Verfügung ze stellen.

Dann e puer Wuert zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 14. Januar 2020 e puer formell Oppositiounen ugekënnegt, déi duerch den Avis complémentaire vum 10. Mäerz opgehuewe konnte ginn, soudatt et vun där Säit aus gréng Luucht fir dëse Projet gouf.

Eng éischt Opposition formelle betrëfft d'Deklaratiounsdispens, déi urspréinglech op d'Affekote begrenzt war. Esou eng Dispositioun géif dem Staatsrot no eng ongläich Behandlung tëscht de Steierberodungsprestatairë bedeiten, vu datt d'Experts-comptables an d'Réviseurs d'entreprises net dovunner betraff wieren. De Staatsrot freet a sengem Avis eng Ausweitung vun där Dispens op déi genannte Beruffsgruppen.

Ervirzehiewen ass och, datt de Staatsrot sech schwéiergedoen huet mat der Verflichtung fir d'Affekoten, der Steierverwaltung generell Informatiounen iwwert d'Marqueure vun den Dispositiffe vun hire Clienten ze iwwermëttelen.

Fir déi héich Kierperschaft géif dëst ganz kloer géint d'Beruffsgeheimnis vun den Affekote verstoussen. De Staatsrot proposéiert an dësem Zesummenhang, esou eng Verflichtung falen ze loossen, dëst am Sënn vum Schutz vun de Rechter vun der Defense, zu deenen eeben och d'Beruffsgeheimnis gehéiert.

Duerch den Avis vum Ordre vun den Affekote vum Stater Barreau konnte wichteg Bedenke formuléiert ginn an am ofgeännerte Gesetzesprojet gouf hire Remarken a Kriticke Rechnung gedroen.

D'Avise vun der Handelskummer an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souwéi d'Avise vun der Salariatskummer, vun der Handwierkerkummer, vun der Chambre des Notaires hunn et erlaabt, fir wichteg Remarken evirzebréngen. Si sinn a mengem schréftleche Rapport verfaasst.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse wichtege Gesetzesprojet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänken un, wéi dat traditionell de Fall ass, mat engem ganz grousse Merci un eise wéi ëmmer exzellente Rapporteur, deen eis dat erëm eng Kéier de Mëtteg op seng roueg Aart a Weis exzellent beschriwwen huet, wat déi nei Bestëmmunge sinn, déi mer duerch dëse Projet de loi wäerten adoptéieren. An ech kann och direkt mäin Accord an den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech kommen awer net derlaanscht, Här President, fir trotzdeem hei déi eng oder aner Observatioun, manner zum Projet selwer, awer och zum Projet selwer ewéi och iwwert d'Prozedur ze maachen. Ewéi dee Projet de loi deponéiert ginn ass, an do hate mer déi eng oder déi aner Reunioun, waren eng ganz Rei vu Kolleegen, an et sëtzen och eng Rei am Moment nach hei am Plenum, déi grouss Bedenken deemools schonn haten, wat eenzel Dispositioune vun deem Projet ubelaangt. Notamment - an ech mengen och, datt dat déi waren, wou mer e bëssen driwwer gefall sinn - déi Deklaratiounen, déi verschidde Beruffssparten hätte misse maachen iwwer gewësse Steierkonstrukter. Mir hunn dee Moment drop higewisen.

Ech ka mech souguer erënneren, datt ech eng Kéier d'Madamm Justizministerin och drop higewisen hat, a mir hunn dunn einfach geäntwert kritt, do kéint awer elo näischt geännert ginn, dat wär eeben nun emol esou, dat misste mer tel quel unhuelen.

Doropshi koumen déi exzellent Avisen. Ganz besonnesch souwuel den Avis vum Conseil de l'Ordre vun den Affekoten wéi awer och deen exzellenten Avis vum Staatsrot, déi genau déi dote Kriticken iwwerholl hunn. An déi Kriticke ware souguer esou essenziell, datt de Staatsrot hei Opposition-formellë soulevéiert huet.

Doropshin hunn d'Majoritéit an d'Regierung dat eenzeg Richtegt gemaach: Si hunn deenen Opposition-formellë Rechnung gedroen a si hunn eis elo e Projet de loi hei presentéiert, deen och fir, mengen ech, all Mënsch esou an der Rei ass.

Wat mech awer fundamental dorunner e bësse stéiert, Här President, Här Finanzminister: Dat hätte mer eis alles kënnen erspueren! Mir hätten eis notamment kënnen erspueren, datt mer eis haut, op engem weesentlechen Dag, awer mat esou Projete musse beschäftegen, wann d'Regierung direkt de Projet esou formuléiert hätt, wéi ganz vill Chambre-professionnellen an de Staatsrot dat gesot haten. Da wär dee Projet elo schonn zënter e puer Wochen unter Dach und Fach.

An da kënnt eppes derbäi, dat ass, datt ech och fäerten, datt mer duerch dee ganzen Hin an Hier elo ganz besonnesch de GAFI heirobber opmierksam gemaach hunn. An och dat, Här Finanzminister, hätte mer eis kënnen erspueren, wann Der alt erëm eng Kéier vläicht och der Oppositioun e bëssen nogelauschtert hätt, déi Iech direkt op dee Punkt opmierksam gemaach huet.

Sinon wäerte mir dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech schléisse mech de Wierder vum Rapporteur hei och un. A mir ginn och domadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi ass natierlech ganz wichteg, fir Steiervermeidungspraktiken hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. Et ass awer net de Moment, dass mir elo all hei ganz laang rieden, well mer an enger besonnescher Situatioun sinn. Natierlech soll dat net heeschen, dass d'Oppositioun sech hei net soll exprimëieren. Vun eiser Säit hier ass op alle Fall alles gesot aus dem Mond vum Här Ander Bauler, deem ech villmools Merci wëll soe fir säi gudde Rapport.

(Brouhaha)

An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dann dem Rapporter, dem Här André Bauler, en häerzleche Merci soen am Numm vun der ADR. An ech mengen, den Här Laurent Mosar huet mer e bësse virgegraff. Ech si beoptraagt ze soen: Wann déi eenzel Avisen direkt komm wieren! Et ass deenen also Rechnung gedroe ginn, duerfir kënne mer elo deem Projet zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen.

(Brouhaha)

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, och wa mer an enger Krisesituatioun sinn, solle mer trotzdeem och iwwer wichteg Gesetzesprojete schwätzen. Et ass e Modèle de base, méi wéi fënnef Minutten huet een och net zur Verfügung.

Här President, bei dësem Projet de loi, deen awer wichteg ass, do sinn zwee Prinzippien, déi e bëssen openeeknallen a wou vill Diskussioune waren. Dat ass dee vum Secret professionnel vu gewëssene Beruffer, déi och den Här Rapporteur ganz gutt genannt huet: souwuel d'Intermédiaires financiers wéi och d'Affekoten, d'Expert-comptablen an esou weider. Mee da geet et och ëm deen anere Prinzip: dee vum Kampf géint d'Steierevasioun.

Et geet och haaptsächlech drëms, erauszefannen an u sech och matzedeelen, datt bei gewësse Montagen et net, avant tout, ëm en Avantage fiscal geet. Do kann ee Beispiller ginn. Zum Beispill wann et ëm de Rachat vun enger Entreprise geet, déi Pertë mécht a wou och herno d'Haaptaktivitéit vun där Societéit ofgeschloss gëtt, an duerno géifen déi Perten, zum Beispill, awer benotzt ginn, fir d'Charges fiscales erofzesetzen. Dat si verschiddener vun deene Mëttele vun der Ingénierie financière, wéi se genannt gëtt, déi kënne benotzt ginn. Et geet also och drëms, fir géint esou Montage virzegoen.

Bon! Wéi mer elo wëssen, elo si gewësse Beruffer, déi goufe bal ausgeschloss. Net ganz ausgeschloss, mee bal ausgeschloss. Notamment och d'Affekoten. Do ass et natierlech zu engem gewësse Konflikt komm tëschent de gréisseren Intermédiaires financiers, wéi d'Big Four zum Beispill, déi natierlech der Meenung waren, datt si desavantagéiert wiere par rapport zu méi klengen Etüden. De Barreau war jo och net ganz zefridden an huet sech och ëffentlech zu Wuert gemellt, well en der Meenung war, datt de Secret professionnel vun den Affekoten, ënner anerem, kéint beaträchtegt ginn.

Dobäi wësse mer jo awer och duerch d'Vergaangenheet a vläicht och nach elo - et kann een dat jo natierlech net ëmmer direkt retracéieren, mee Stéchwuert Mossack Fonseca -, datt och kleng Etüde vun Affekote ganz komesch Montagë kënne maachen.

Datt de Barreau sech op eemol vehement zu Wuert mellt fir ze soen: „O lala, passt op! Eise Secret professionnel, deen ass helleg!", dat ass eng Saach. Ech wier och frou gewiescht, wann an der Vergaangenheet de Barreau sech och heiansdo zu Wuert gemellt hätt, fir vläicht gewëssen, net all natierlech, mee gewëssen Etüden e bësse méi dozou opzeruffen, fir keng aggressiv Montagen ze maachen, well do huet ee se och net ëmmer esou vehement héiere schwätzen!

Bon, dunn huet de Staatsrot säin Avis ginn. Du sinn d'Big Four erëm an d'Spill komm, fir dat ze soen. A finalement hu mer et hei mat engem Gesetzesprojet ze dinn, dee mir natierlech och wäerte matstëmmen, deen ofgeschwächt gouf. E gouf souwisou schonn urspréinglech um europäeschen Niveau ..., do gouf et jo och Drock an do gouf en och schonn ofgeschwächt. Mee en ass natierlech bei Wäitem net perfekt.

Mir wëssen och, mir sinn eis jo och bewosst, datt déi Ëmsetzung vun där Direktiv et jo elo net wäert hikréien, datt sämtlech méiglech Montage wäerten op eemol kënne retracéiert ginn. Ech mengen, dorëms geet et jo och guer net a Wierklechkeet. Mee et geet drëms, och den Autoritéite jo esou eng Aart „big picture" vun de méiglechen aggressive Montagen ze ginn, a fir och den Autoritéite kënnen eeben d'Méiglechkeet ze ginn, fir dogéint virzegoen, och op legislativem Plang. Ech mengen, eng Léisung wier natierlech och déi Taxation unitaire ACCIS.

An ech wéilt nach schlussendlech am Kader och vun där Krisesituatioun, an där mer sinn, och drop opmierksam maachen, datt esou Montagë jo dozou féieren, datt ganz grouss Multinationalle wéi Amazon zum Beispill kënnen 200 Milliounen oder eng Véierelsmilliard Euro u Steieren net bezuelen - wéinstens, warscheinlech ass et nach méi! - a wou d'Commission européenne - mir kenne jo d'Affär - gesot huet, hei, déi Steiere misste se dem Lëtzebuerger Staat zréckginn.

De Lëtzebuerger Staat wollt se awer net zréckkréien, well dat soss déi ganz komesch Geschichte vun der Steiertrickserei, wéi den Här Ausseminister géif soen, géif a Fro stellen. Ech mengen awer - gëschter huet den Här Wirtschaftsminister gesot: „Mir kënnen net all de Betriber hëllefen", wat ech duerchaus novollzéie kann, well et eng grouss Mass vu Geld ass -, et kéint een vläicht elo eng kopernikanesch Wend aleeden, datt de Lëtzebuerger Staat och géif soen: „Ma kommt, mir huelen déi hallef Milliard Euro an da kënne mer och fir eng Kéier emol déi kleng Betriber ënnerstëtzen." Ech mengen, dat ass eng grouss Mass vu Suen, an ech mengen och, datt den Här Bezos dat kéint iwwerliewen. Dat ass ongefëier de Montant, deen hie huet missen ausgi fir eng Scheedung. Am Prinzip misst hien dat och nach iwwerliewen.

Ceci étant dit, mir wäerten trotzdeem dat heite matstëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech faasse mech kuerz, well de Rapport vum Kolleeg André Bauler war relativ komplett, huet alles ofgedeckt, wat u sech wichteg ass. An och de Laurent Mosar huet u sech gutt retracéiert, wou d'Kritikpunkten un deenen heite Saachen unzebrénge waren.

Ech mengen, et ass e komplexe Projet. Dat Eenzegt, wat vläicht elo an Zukunft nach relevant ass a wat sech wäert weisen, dat ass, ob mer hei ze large ausleeën an nobessere mussen oder net. Ech sinn der Meenung, datt en éischte Schrëtt gemaach gëtt mat deem Gesetz. Eventuell musse mer nobesseren, fir d'Largessen erauszekréien. Mee dat weist sech eréischt, wann et en vigueur ass. An deementspriechend wäerte mir dëse Projet matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär der Chamber Merci soen, dass se op engem Samschdeg an och zur Occasioun vum Unhuele vum État d'urgence sech d'Méi ginn huet, fir dës Sëtzung weider ze maachen, fir dass mer kënnen eng Rëtsch Projet-de-loien, déi ganz wichteg si fir Lëtzebuerg an déi mat eiser Kredibilitéit no baussen ze dinn hunn, hei stëmmen.

Éier ech elo op de Projet de loi aginn, wëll ech awer, well mer an enger spezieller Situatioun sinn a well ech d'Geleeënheet nach bis elo net hat, natierlech meng ganz Solidaritéit perséinlech ausdrécke par rapport zu den aacht Victimmen an hire Familllen an och natierlech bon Courage wënschen an eng gutt Geneesung de 670 Persounen zu Lëtzebuerg, déi infizéiert sinn.

Ech hunn net nëmmen e Gedanke fir si. Ech hunn och eng Reflexioun, déi weist, dass d'Gesondheet dat Allerwichtegst ass fir eis alleguerten. An ech si frou, dass Dir haut mat 56 Stëmmen unanime den État d'urgence ugeholl hutt an dass mer haut zesummen och kënnen um legislative Plang weiderschaffen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dat net an all Land esou einfach gewiescht wier. An dofir wierklech vun Häerzen e grousse Merci!

Merci och un de Conseil d'État fir alles dat, wat e gemaach huet elo fir den État d'urgence, mee awer och fir d'Rapiditéit, mat där en deen heite Projet virun e puer Wochen ugeholl huet, an enger relativ kuerzer Zäit.

Dem Rapporteur André Bauler wéilt ech och e grousse Merci soen. En huet dat nämlech ganz gutt gemaach an och d'Wichtegkeet vun dësem Projet gutt ënnerstrach.

Ech mengen, dass Dir haut hei an der Chamber dat als eng Selbstverständlechkeet unhuelt, dass mer zu Lëtzebuerg elo eng Finanzplaz hunn, déi an engem Land ass, dat op kenger schwaarzer an op kenger groer Lëscht ass. Ech si frou, dass dat elo als eng Selbstverständlechkeet ugesi gëtt. Mee ech kann Iech soen: Et huet vill Aarbecht kascht, fir dass dat de Fall ass!

An ech freeë mech och dofir, dass mer d'Unanimitéit hunn, fir haut dëse Gesetzesprojet unzehuelen. Dëse Projet de loi huet als Acronyme „DAC 6", dat ass „Coopération-administrative-Direktiv" op Englesch, Nummer 6. Dat heescht, et sinn der scho fënnef hannendrun, ënner anerem ass do d'DAC 3 dran. Dat ass déi, déi den automateschen Echange vu Rulinge mécht, wou mer genau wëssen, wou deen hierkënnt.

Dat heiten ass also an der Ligné vun deem. An de But ass natierlech hei, d'aggressiv Steierplanung ze bekämpfen. Dat ass eppes, wat um internationale Plang recommandéiert gi war, an zwar an deene faméise 15 Aktioune vun der OCDE, am BEPS - Base Erosion and Profit Shifting -, an do ass dat d'Aktioun Nummer 12, déi mer hei dann ëmsetzen. Mir setze se ëm als Lëtzebuerg iwwert de Wee vun Europa mat enger Direktiv, sou wéi dat och ganz gutt ass.

Wat bréngt dës Direktiv? Ma si bréngt zwou Saachen. Si huet e preventiven Aspect, preventiv, dat heescht, een, deen eng Steierplanung mécht, dee muss déi mellen, an domat hoffe mer, an domat ass gewollt, dass se eeben net soll aggressiv sinn. Well Steierplanunge wäerten et nach ëmmer ginn an Zukunft. Mee dat, wat ee wëllt verhënneren, ass eng aggressiv Steierplanung.

Ech insistéieren och drop, dass déi Steierplanung muss international sinn a grenziwwerschreidend. Dat ass, mengen ech, elo haut hei nach net gesot ginn, mee dat ass weesentlech: Se muss natierlech grenziwwerschreidend sinn. An zu Lëtzebuerg ass bal alles grenziwwerschreidend, well mer jo eng international Finanzplaz sinn. Dat ass also de preventiven Aspect.

An dann hu mer den Aspect dissuasif. Wat heescht dat? Natierlech, wann ee weess, dass een dat am Viraus muss mellen, da kann ee jo dovunner ausgoen, dass deen, deen eppes plangt zesumme mat de Conseilleren, déi en huet, ob dat Affekote sinn, ob dat Expert-comptabele sinn, ob dat Réviseur-d'entreprisë sinn, dass se eppes maachen, wat sech an den Normen hält, wat sech un de Cadre légal hält.

Ech mengen, dat ass d'ganz Philosophie, déi hei an dëser Direktiv dran ass, déi mer haut hei zesummen transposéieren.

Déi vill Diskussioune gouf et haaptsächlech op engem Punkt, an zwar deem fir ze wëssen, wien dat dann alles soll oder muss mellen. D'Direktiv hat déi Problematik gutt erkannt, well se den État-membren do Spillraum gelooss huet a well d'Reegelen net an all Land d'selwecht sinn.

Am éischten Usaz hat d'Regierung den Affekoten do en Traitement particulier verschaf, deen den Affekote selwer net duergaangen ass. Mee mir haten d'Affekote speziell traitéiert, dat heescht, dass déi net ëmmer hätte misse mellen. Doropshi sinn eng Rëtsch Kriticken opkomm, iwwert déi ee ka laang streiden. A wann ech soe „streiden", mengen ech dat an deem Sënn, dass déi Problematik, déi mir hei zu Lëtzebuerg begéint hunn, an all europäeschem Land stattfonnt huet.

A wann Der kuckt, wéi déi Direktiv an anere Länner ëmgesat ginn ass, fannt Der där enger

an där anerer. Dir fannt der, déi ganz wäit ginn an déi allen Intermediairen imposéieren, dat ze mellen. An Dir fannt der, déi et dann elo wéi Lëtzebuerg maachen - mir maachen et änlech wéi Frankräich -, wou ganz vill Intermediairen exclu sinn. Et gëtt dat eent an et gëtt dat anert.

Wat ass elo besser? Ech mengen, do wäert eis d'Zäit dat déi nächst Jore weisen. En fin de compte ass d'Endresultat ëmmer dat selwecht. Well wa keen Intermediaire mellt, da muss de Contribuabel selwer mellen. Dat heescht, laanscht dës Obligatioun kënnt de Contribuabel net. A mir hunn, wéi mer den Text amendéiert hunn op Basis vun de Recommandatioune vum Conseil d'État, jo och drageschriwwen, dass d'Intermediairen eng Obligatioun hunn, fir dem Contribuabel ze soen, dass deen dat muss mellen. An en fait misste se hien och gutt beroden, wéi en dat soll maachen, well ech ka mer gutt virstellen, dass vill Contribuabelen et schwéier hunn, fir déi komplex Steierkonstruktiounen do dem Fiskus ze mellen.

Bref, ech mengen, mir hunn elo eng Ëmsetzung, déi en Equiliber fënnt. An als Regierung kënne mer natierlech mat deem Equiliber do liewen. Mir hunn och Dank der Zesummenaarbecht an der Aarbecht an der Cofibu kënnen eng Rëtsch vu Schlësselkonzepter méi prezisëieren. Dat ass dat, wat technesch an der Direktiv als Marqueure beschriwwe gëtt. Déi Marqueuren hu mer elo méi kloer definéiert. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach, an dofir soen ech och der Cofibu Merci.

Als Konklusioun wéilt ech soen, dass mat der Ëmsetzung vun där heiten Direktiv an där, déi mer an e puer Minutte wäerten unhuelen, Lëtzebuerg alleguerten d'BEPS-Mesurë wäert ëmgesat hunn, an ech mengen, dat ass ganz wäertvoll, dass mer dat ënnersträichen, all ëmgesat hunn, mat Ausnam vun enger. Mee et ass net Lëtzebuerg, wat eng Ausnam ass. Dat ass BEPS 1, dat ass d'digital Taxatioun. Wéi Der do wësst, ass dat amgaangen, nach international verhandelt ze ginn. Mee do si mir also guer net en retard. Do ass d'ganz Welt amgaang, drop ze waarden, wat fir eng Léisungen do fonnt ginn.

Mee fir dann ofzeschléisse mat deem, mat deem mer ugefaangen haten a wat de Rapporteur André Bauler och gutt beschriwwen hat: Lëtzebuerg ass op kenger schwaarzer oder groer Lëscht. A mir setzen hei d'Recommandatiounen, déi d'OECD der ganzer Welt ginn huet an déi Europa da ganz ëmgesat huet, ëm. Ech ënnersträichen eng lescht Saach: Europa geet hei méi wäit wéi dat, wat BEPS recommandéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7465. Den Text steet am Document parlementaire 7465[12].

(Des députés ont pris place sur des chaises ajoutées dans la salle des séances plénières ainsi que sur les tribunes.)

Ech wéilt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéien ech elo de premier Votant. An duerno geet et dann an alphabetescher Reiefolleg weider.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7465

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels)

(Brouhaha)

Mir fueren am éischten Tour mat dem Vote personnel an am zweeten Tour maache mer de Vote par procuration.

Plusieurs voix.- A!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir musst nach eng Kéier ufänken, well d'Madamm Adehm huet scho fir den Här Wilmes ofgestëmmt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, genau. Okay, mir fänken nach eng Kéier vu vir un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An duerno maache mer den Tour fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes personnels)

Merci!

Déi, déi nach wëllen ee Vote par procuration ofginn, sollen elo d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Ass nach een do, deen ee Vote par procuration wëllt ofginn?

Dat ass net de Fall. D'Resultat ass ...?

Mir soen d'Resultat herno, well si mussen dat nach zielen.

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech mengen, et ass unanime!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech mengen, en huet Recht!

Plusieurs voix.- Et ass unanime.

Une voix.- Ech hu keen héieren Nee soen!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et huet jiddefalls keen Nee gesot, soudatt de Projet de loi mat enger grousser Majoritéit eestëmmeg ugeholl ginn ass. Mee fir den Nombre musse mer waarden, bis datt eis Leit dat nogezielt hunn.

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 7512. Den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech wéilt awer vläicht eppes soen zu deenen Absenten, déi opgeruff goufen an déi absent hei sinn. Déi sinn net absent, well se keng Loscht hunn, hei an der Chamber ze sinn, déi waren och virdrun hei. Mee mir sinn eis eens ginn, datt eng Partie vun den Deputéierten net géifen hei am Sall sinn, well net genuch Plaz ass, fir datt mer dee Sécherheetsofstand kënnen halen. An duerfir sinn eng Partie Deputéiert fräiwëlleg heemgaangen. An déi sinn duerfir net am Sall an duerfir huelen déi och net um Vott hei deel.

Ech mengen, dass et awer wichteg ass, dat eng Kéier ze soen. Et ass net, dass déi dobaussen elo ugesi ginn als déi, déi elo fortgelaf sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Georges Engel fir déi do Prezisiounen. Ech mengen, et ass genau dat, firwat mer dat esou gemaach hunn. A mir wollte jiddefalls jo awer kengem opzwénge fir heemzegoen. Mee déi hunn dat aus Respekt virun hire Kolleegen a viru sech selwer gemaach gehat.

6. 7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 7512, enger Direktiv, fir d'Benotze vum Finanzsystem, fir Geld ze wäschen oder den Terrorismus ze finanzéieren, ze verhënneren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech géif och d'Geleeënheet notzen, fir un d'Familljen ze denke vun deene Verstuerwenen an un déi Leit, déi krank sinn, an awer och Merci ze soen all deenen, déi eis et iwwerhaapt erméiglechen, dass d'Land nach tant soit peu ka virufueren. Iech alleguerten e grousse Merci!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7512 geet et ëm d'Transpositioun vun engem Volet vun der europäescher Direktiv 2018/843 iwwert d'Verhënnere vun der Notzung vum Finanzsystem fir Blanchiment an Terrorfinanzéierungszwecker, och nach AMLD 5 genannt.

Et ass déi fënneft Direktiv, déi mir an dësem Beräich transposéieren. Dat weist, wéi wichteg de Sujet ass, virun allem fir e Land wéi Lëtzebuerg mat senger grousser a wichteger Finanzwelt. De Gesetzesprojet 7467, deen als Punkt 3 um Ordre du jour steet, ass souzesoen d'Kärgesetz vun der Transpositioun vun der AMLD 5, well dee Projet de loi eist Blanchimentsgesetz vun 2004 ännert. Ech wëll beim nächste Punkt méi am Detail op d'Wichtegkeet vun dëser Direktiv an der allgemenger Lutte géint de Blanchiment a géint d'Terrorfinanzéierung agoen.

Dëse Projet de loi, deen heiten also, betrëfft d'Aféiere vun engem sougenannte „mécanisme centralisé automatisé" fir Paiements- a Bankkonte mat enger Lëtzebuerger IBAN-Nummer a fir Coffre-forte bei de Kredittinstituter. Dëse Mécanisme centralisé automatisé, dee vun de Memberstaaten en place gesat gëtt, soll den Autoritéiten en effikassen Outil ginn, fir am Kontext vun der Lutte géint de Blanchiment a géint de Finanzement vum Terrorismus eraus-zefannen, wien hannert deene Konten a Coffre-forte stécht.

Wéi soll dëst konkreet ëmgesat ginn? Mir schafen elo e System mat zwee Niveauen. Engersäits mussen déi concernéiert Professionell e Fichier opbauen, deen Identitéitsdonnéeë vun den Titulairen, de Mandataire an de Bénéficiaires économiques vu Konten a Coffre-forte recenséiert, déi bei hinnen an de Bicher stinn. Dës Fichiere mussen no der Virschrëft vun der CSSF strukturéiert ginn.

Firwat schreift d'CSSF dat vir? Ma well si kontrolléiere muss, datt déi Professionell hiren Obligatioune par rapport zu dësem Fichier de données nokommen. Doriwwer eraus soll och deen zweeten Niveau bei der CSSF ënnerkommen. Si wäert de sougenannte „système électronique central de recherche de données" opbauen. Mat deem System kënnen d'Donnéeën aus de Fichiers de données vun de Professionellen ofgeruff ginn.

Ech wëll ënnersträichen, datt hei ganz streng Reegele fir den Accès op deen Datenofruffsystem gëllen. Engersäits hunn nëmme wéineg habilitéiert Leit vun der CSSF a vun der sougenannter „CRF", Cellule de renseignement financier, en direkten Accès op de System, an dat och nëmmen am Kader vun hirer Missioun géint de Blanchiment a géint d'Terrorfinanzéierung. Anerersäits hunn déi national Autoritéiten, déi am Artikel 1 definéiert sinn, nëmmen en indirekten Accès op de System. Si mussen iwwert d'CSSF fueren a kréien d'Informatiounen och nëmmen dann, wa se onbedéngt néideg sinn an der Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Finanzéierung vum Terrorismus.

D'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vum Renseignement gëtt esou ëmgeännert, datt och de Renseignement en indirekten Accès am Kader vu senger Missioun huet. Hei gi speziell Dispositioune fir d'PSSFen - Prestataires de services aux sociétés et fiducies - a fir Prestataires de services d'actifs virtuels agefouert. Si musse sech an Zukunft bei hirer Autorité de contrôle androen, esou wéi dat vum GAFI recommandéiert gëtt.

Da wëll ech nach d'Stäerkung vum Informatiounsaustausch uschneiden, an zwar tëschent den Autorités prudentielles op där enger Säit an op där anerer Säit der europäescher Bankenautoritéit, den nationalen Autorités de contrôle an den Organismes d'autorégulation. D'Autorités prudentielles mussen hire Verdacht op Geldwäsch an Terrorfinanzéierung an Zukunft bei dësen dräi Autoritéite mellen.

Här President, de Staatsrot hat a sengem Avis vum 10. Mäerz 2020 keng gréisser Awänn iwwert de Gesetzesprojet. D'Chambre de Commerce fuerdert an hirem Avis vum 7. Februar en Délai raisonnable fir d'Mise en place vum Fichier de données, dee vun de Professionelle muss opgebaut ginn.

D'Finanzkommissioun hat fir dëse Projet en Avis vun der CNPD, der nationaler Kommissioun fir den Dateschutz, ugefrot, well den Dateschutz an dësem Fall fir eis all extreem wichteg ass. Bis elo awer läit deen Avis nach net vir. Mee den Délai de transposition vun der Direktiv, dee steet virun der Dier. Dat ass nämlech den 30. Abrëll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll drun erënneren, datt de GAFI an e puer Méint en Audit iwwert den Istzoustand vun eiser Blanchimentsreglementatioun hei zu Lëtzebuerg mécht. Eng verspéit Transpositioun an de Risiko, doweinst op eng schwaarz GAFI-Lëscht ze kommen, hätte seriö Konsequenze fir de Ruff vun der Finanzplaz Lëtzebuerg.

Här President, ech deposéieren duerfir eng Motioun, an där mir d'Regierung opfuerderen, fir un der Kommissiounssëtzung deelzehuelen, an där den Avis vun der CNPD an eventuell och nach dee vum Conseil de l'Ordre wäert analyséiert ginn.

An där Kommissiounssëtzung soll op Basis vum Avis vun der CNPD iwwer eng potenziell Verbesserung vum Gesetz diskutéiert ginn.

Ech ginn Iech d'Motioun of.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant le nombre conséquent de directives européennes en matière de règlementation financière à transposer ;

- notant l'importance du respect des délais de transposition des directives européennes ;

- estimant que les retards de transposition de directives européennes peuvent constituer une source de risques de réputation pour la place financière luxembourgeoise ;

- tenant compte du prochain audit du Groupe d'action financière qui aura lieu au cours de l'année 2020 en vue d'évaluer le dispositif antiblanchiment du Luxembourg ;

- considérant, au vu des points susmentionnés, l'urgence de la transposition, par le projet de loi 7512, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ;

- constatant cependant l'absence de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données (ci-après : la CNPD) concernant le projet de loi 7512,

invite le Gouvernement

- à prendre part, en temps utile, à la réunion de la Commission des Finances et du Budget qui sera amenée à analyser l'avis de la CNDP sur le projet de loi 7512 ;

- à évaluer lors de ladite réunion avec les membres de la Commission des Finances et du Budget l'opportunité d'apporter, sur base de l'avis de la CNPD à venir, des modifications à la loi votée en date de ce jour.

(s.) Guy Arendt, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Josée Lorsché, Laurent Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Ech soen och all deene Signatairë Merci, déi se ënnerstëtzen. Ausser engem Grupp hutt Der alleguerte mat ënnerschriwwen. An ech fannen dat … Dat wollt ech awer och ervirsträichen an Iech och duerfir Merci soen.

A fir de Rescht géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt.

7. 7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7465 (suite)

Ier ech dem Här Mosar d'Wuert ginn, wëll ech nach d'Resultat vum Vott vum Projet de loi 7465, dem sougenannten DAC-6-Projet, noreechen.

De Projet 7465 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl ginn.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dovunner si 37 Presencen an 23 Votes par procuration.

Nombre des votes personnels et des votes par procuration après redressement : 38 votes personnels et 22 votes par procuration.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par Mme Lydie Polfer), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Guy Arendt) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (M. Dan Biancalana) et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

8. 7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE (suite)

Elo géif ech dann d'Wuert weiderginn un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, ech géif vläicht direkt soen, vu datt mer schonn e grousse Programm haten, dass ech direkt och géif iwwert d'Motioun schwätzen. Dat heescht, wann et e bësselche méi laang dauert, hunn ech jo och dann zéng Minutten zegutt.

Ech wollt ufänke mam Merci un de Kolleeg Guy Arendt, dee sech an dësem Projet ganz vill Méi ginn huet, net nëmmen, datt en en exzellente Rapport hei geschriwwen an eis och virdrun exposéiert huet, mee en huet och eng ganz wichteg Motioun hei deposéiert, déi ech och de Pleséier hat, mat ze ënnerschreiwen a matzedroen, firwat ech him e ganz grousse Merci vun dëser Plaz wëll soen.

Ech wëll och ganz kuerz just op de Projet agoen, fir herno awer e puer méi allgemeng Iwwerleeungen ze maachen. Zum Projet, mengen ech, ass de Gros gesot gi vum Rapporteur. Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier hei drop hiweisen, datt déi Prozedur, déi mer hei duerchgezunn hunn, awer wierklech eng ass, déi mech net stolz mécht als Deputéierten, mech och net stolz mécht als fréiere Chamberspresident, well hei hu mer wierklech e Projet duerchgeboxt, ouni datt mer emol Zäit haten, fir d'Avise seriö ze kucken, ouni datt d'Avisen iwwerhaapt emol alleguerten dolouchen!

Ech muss Iech einfach soen: „Dat ass net déi Aart a Weis, wéi ech mer virstellen, datt dat Haus hei soll fonctionéieren!" An dat do war jo nach virun där anerer grousser Kris, an där mer elo sinn. Dat heescht hei, Här Finanzminister, kann een Iech awer net ganz de Reproche erspueren, datt een dat doten och alles hätt kënne vill éischter ugoen, an da wäre mer net an deem Zäitdrock gewiescht, an deem mer schlussendlech waren.

Hei stelle sech, an de Guy Arendt huet dat zu Recht ënnerstrach, niewent natierlech deene wichtege finanzpoliteschen Aspekter, awer och Froe vun Dateschutz. Ech mengen, Dir wësst, datt den Dateschutz mir ganz besonnesch mat villen anere Kolleegen, dem Gilles Roth an anere, un d'Häerz gewuess ass. An ech fannen eigentlech, datt mer hei relativ liichtfankeg am Ufank iwwert deen doten Aspekt ewechgaange sinn.

Duerfir hu mir jo och gefrot, datt d'CNPD eis sollt e Rapport maachen, well et schlussendlech och, Dir Dammen an Dir Hären, ëm de Schutz vum Privatliewen hei geet. Et geet ëm Är, et geet ëm eis Bankkonten, ënner wat fir enge Konditiounen an Zukunft jiddwereen en Accès op déi Bankkonte kann hunn. An dat ass net egal wat!

An duerfir sinn ech frou, datt Der Iech awer engagéiert hutt, duerno eng Kéier an d'Finanzkommissioun ze kommen, wann deen Avis do ass, an ech géif och nach soen, deen aneren Avis - well mir haten och gläichzäiteg en Avis ugefrot vum Conseil de l'Ordre des avocats -, fir datt mer eis eng Kéier, vläicht a méi rouegen Zäiten a wann d'Avisen alleguerten do wieren, Zäit géifen huelen an déi Avisen och eng Kéier kucken, an, le cas échéant, wann et dann noutwendeg wär, Här President, och déi néideg Adaptatioune virhuelen.

Dat gesot, wäerte mir awer eisen Accord zu deem dote Projet ginn.

Här President, erlaabt mer awer vläicht, e puer méi allgemeng Remarken ze maachen. Ech muss Iech soen, an ech sinn net deen Eenzegen, och verschidde vu menge Kolleegen an der Fraktioun waren trotzdeem e bësselchen erstaunt, wéi mer festgestallt hunn, datt de Mëtteg, an där vläicht wichtegster Sitzung, déi dëst Parlament säit Joerzéngten hat, elo awer eng Rei vu Finanzprojeten nach duerchgeboxt ginn.

An Dir wësst: Ech sti bestëmmt net am Verdacht, kritesch zur Finanzplaz ze stoen!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

Mee ech mengen awer nu wierklech, ech mengen nu wierklech, Dir Dammen an Dir Hären, Här Di Bartolomeo, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech kann Iech dat bescheinegen, Här Mosar!

(Hilarité et interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- … datt ech mer trotzdeem awer gewësse Froe stellen, datt mer no där, fannen ech, eigentlech ganz solenneller Debatt, déi mer virdrun haten, dann elo hei schnell nach véier Projeten hunn, déi just iwwert de Finanzsecteur ginn, well ech mer d'Fro trotzdeem stellen, Här President, wat fir e Bild datt mer och e bësselchen dobaussen ofginn!

Well d'Leit, déi stelle sech vläicht d'Fro: Hunn déi elo soss näischt ze dinn, wéi hei nach schnell e puer Projeten iwwert d'Finanzplaz, iwwert d'Banken ofzestëmmen?!

Ech hunn awer kee Problem, datt mer dat maachen. Ech hoffe just, Här Finanzminister, datt mer awer och elo an deenen nächsten Deeg a Woche gradesou schnell aner Projeten hei op den Ordre du jour kréien, wou et dobaussen ëm vill méi Wichteges geet. An ech soen dat wierklech als e Mënsch, deen der Wirtschaftsplaz nosteet. Ech mengen, am Moment hunn d'Leit ganz aner Suerge wéi d'Finanzplaz a wéi Mesuren am Interêt vu Finanzen.

An ech soen Iech och ganz éierlech, Här Finanzminister: „Ech mengen elo net, datt an deenen nächste Wochen a Méint de GAFI am Mëttelpunkt wäert stoen! Ech mengen, datt d'Europäesch Unioun an déi eenzel Länner ganz aner Problemer an deenen nächste Wochen a Méint wäerten hu wéi déi, iwwert déi mir elo hei schwätzen."

An ech wollt Iech just ëm eppes awer och bieden, Här Finanzminister, well mir hunn Iech nach net ganz vill héieren an där Kris. Ech hu just aner Regierunge gesinn, an net méi spéit wéi de Mëtteg war ze liesen, datt déi Regierung 600 Milliarden - 600 Milliarden! - zur Verfügung stellt, fir aus där Finanzkris do erauszekommen.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt mer méi wéi warscheinlech an eng Rezensioun wäerte kommen. An ech muss soen: Ech si frou, de Mëtteg de Staatsminister héieren ze hunn! Ganz, ganz frou! An ech sinn net ëmmer mat him d'accord, mee de Mëtteg war e richteg gutt!

Well ech muss Iech soen, datt ech mer gëschter Suerge gemaach hunn, wéi ech den Här Wirtschaftsminister héieren hunn, deen do en anere Langage hat! An dee Langage, dee vill méi wichteg ass, ass deen, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer an deenen nächste Woche keen am Ree stoe loossen, keng Entreprise, awer och kee Bierger, deen an enger Entreprise schafft.

(Interruption)

An datt mer, Dir Dammen an Dir Hären, wierklech …

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Also, ech muss Iech awer elo soen, Här President: Mat allem Respekt, mir hate virdrun eng ganz digne Debatt hei! Mir sinn elo erëm hei … Mir waren net Demandeur, Här Engel, dat wëll ech Iech soen, mir waren net Demandeur, datt déi Projeten hei géifen op den Ordre du jour kommen!

Erlaabt mir awer elo, wannechgelift, …

(Interruptions)

Elaabt mir awer elo, wannechgelift, och hei eng Meenung kënnen auszedrécken!

Ech mengen, mir si solidaresch mat der Regierung. Mir deelen alleguerten déi Mesuren, déi geholl ginn, fir datt mer méiglechst schnell aus där Kris do erauskommen. An et ass dat, wat ech eigentlech nach eng Kéier wollt soen, dass mir alleguerten hei sollen un engem Strang zéien! Mee et geet hei net nëmmen dorëm, hei geet et virun allem ëm all Mënsch.

An Dir alleguer, ech och, hunn an deene leschten Deeg extreem vill Telefonen, E-Mailen, SMSe kritt vu Leit, deenen et net gutt geet! Deenen et wierklech net gutt geet!

A mir sollen alles maachen, an do hutt Der d'Ënnerstëtzung vun der gesamter CSV-Fraktioun, datt mer an deenen nächste Wochen a Méint déi Mëttelen zur Verfügung stellen, datt mer déi Kris erëm an de Gréff kréien.

Ech soen Iech Merci a mir ginn den Accord zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Arendt fir säi ganz gudde Rapport. An heimadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten.

Da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech schléisse mech dem Yves Cruchten un. Ech wéilt och dem Här Guy Arendt villmools Merci soen an den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An dat selwecht vum Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech fäerten, ech muss Iech enttäuschen, Här President. Et ass net grad dat nämmlecht. Well ech wéilt ufänken, fir dem Här Arendt Merci ze soe fir de Rapport. En huet dat ganz gutt erkläert. An ech wëll och soen, datt d'ADR mat der Zilsetzung vun dësem Gesetz sympathiséiert.

Mir wäerten et trotzdeem net matstëmmen, an zwar wéint de Modalitéiten, déi eis net iwwerzeegen, d'Modalitéite vun der Ëmsetzung. Mir ginn hei nämlech erëm eng Kéier an dee Spagat tëschent dem Respekt vun der Privatsphär vun de Leit an der Noutwendegkeet vun der Transparenz, fir géint d'Wäisswäsche vu Sue virzegoen, oder vum Kampf géint den Terrorismus. Dat ass awer fir e Rechtsstaat schwéier.

An ech wëll elo just drun erënneren, wéi eng Diskussioune mer haten, déi jo och nach net ofgeschloss sinn, fir bei der Police e System ze fannen, datt déi Fichieren esou geréiert ginn, datt mer eeben deenen Usprëch, déi mer un d'Biergerrechter stellen, kënne gerecht ginn.

Mee hei gi mer elo zum Beispill der CRF, der Cellule de renseignement financier, déi beim Parquet ugesidelt ass, en direkten Zougang, quitte datt dat net vill Leit sinn, mee et ass en direkten Zougang. A mir stellen eis do ëmmer d'Fro, zemools bei der CRF an och bei aneren Organismen: Wéi eng Garantië bidden déi eigentlech? Wéi transparent sinn déi Institutiounen? Wéi eng Rechter huet de Bierger géintiwwer den Aktioune vun der CRF? An do gëtt et keng iwwerzeegend Äntwerten am Ableck!

A mat där selwechter Seriositéit, wéi mer d'Police hannerfroen, fir e bessere System ze fannen, denke mer, datt mer och aner esou Institutiounen eng Kéier musse genee kucken, fir och do ze kucken: Wéi sinn d'Rechter vum Bierger geschützt? Wéi eng Rekursméiglechkeeten huet en? Wat geschitt mat deenen Denonciatiounen?

Mir gesinn zum Beispill bei der Cellule de renseignement financier, datt nëmmen e Brochdeel vun deem, wat do virgedroe gëtt, op jidde Fall wäit net alles, ze dinn huet mat dem Kampf géint den Terrorismus oder d'Wäisswäsche vu Suen. Mee mat deenen Argumenter sinn déi Institutiounen awer u sech geschaaft ginn!

Ech wëll nach vläicht e Wuert iwwert d'Motioun derbäisoen. Mir hu se net mat ënnerschriwwen aus genau deem Grond, well mer och mengen, an do gi mer dem Här Mosar Recht, datt déi Ëmsetzung e bëssen iwwert de Knéi gebrach gëtt. Déi Urgence de la transposition, déi geschwat gëtt, déi iwwerzeegt eis och net an der Modalitéit, wéi et gemaach ass. Awer mir sympathiséiere mat der Absicht. Eebe well mer fir den Dateschutz stinn, wëlle mer och, datt déi national Protection de données, datt déi an d'Kommissioun kënnt, datt d'Regierung muss Stellung huelen a sech och den Deputéierte stellen. Mir stëmme se also mat, och wa mer se aus deem net Grond ënnerschriwwen hunn.

Dofir, Här President, nach eng Kéier, leider muss ech Iech soen, datt d'ADR dëst net matstëmmt, well mer d'Biergerrechter virun d'Vitess stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

An da ginn ech d'Wuert direkt un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, mir stëmmen elo hei och eng Ëmsetzung, wou et drëms geet u sech, géint de Blanchiment ze goen. An de Blanchiment, wéi mer wëssen, ass u sech ee vun den Haaptalliéierte vum Terrorismus.

Mir wäerten dëse Projet de loi och matdroen, quitte datt mer och Kriticken hunn, well mir eis Froe stellen. Quitte datt et eng Avancée duerstellt, si mer der Meenung, datt dee Projet de loi awer vläicht net staark genuch kéint sinn, ënner anerem, well - bon! - elo en zentrale Regëster geschafe gëtt, deen d'CSSF wäert verwalten, deen awer och net jidderengem wäert en direkten Zougang ginn, dee justement och verwéckelt ass an de Kampf géint de Blanchiment, dat heescht och an de Kampf géint den Terrorismus. Do ass just d'Cellule de renseignement financier, ëmmerhin, wat gutt ass, wou ee sech och muss d'Fro stellen, ob se genuch opgestockt ass, quitte datt se opgestockt gouf. Mee ech mengen, dat ass déi eng Saach.

Mee duerno stellt sech d'Fro iwwert den direkten Zougang. Well elo, wat kréie se u sech? Dat ass u sech en digitale Portail, fir duerno op verschidde Plaze kënne kucken ze goen. Mee fir eng Vue d'ensemble ze kréien, gëtt et e bësse méi schwéier. D'Douane kann net direkt kucke goen a souguer de SRE mécht dat indirekt, obwuel d'Missioun vum SRE, wéi mer dat oft gesot kréien, a mir si wierklech kritesch par rapport zum SRE, och déi ass vum Kampf géint den internationalen Terrorismus.

Här President, de Secret bancaire, ech hu mech ëmmer gefrot, et gëtt ëmmer gesot: „De Secret bancaire, dat ass de Schutz vum Privatliewen." Éierlech gesot, wann iergendee wëllt wëssen, wéi meng Konten ausgesinn: Kee Problem! Ech hunn näischt ze verstoppen. Ech hunn dat ëmmer esou verstanen, datt de Secret bancaire éischter eppes ass, wou ee vläicht iergendeppes ze verstoppen hätt, datt ee vläicht Saachen net wéilt deklaréieren.

Et soll een ophalen ze erzielen, et hätt iergendeppes mam Privatliewen ze dinn! Privatliewen ass eppes aneres! Do ginn et aner Saachen, déi vill méi intrusiv sinn. Wann een iwwerall Iwwerwaachungskameraen opstellt, da muss ee sech wierklech Froe stellen, wou et ëm individuell Fräiheete geet. Mee de Secret bancaire, et si vill Länner, déi hunn en net an déi fuere ganz gutt domadder.

Ech mengen, do geet et ëm ganz aner Saachen. An ech wéilt och eppes soen: „Wann een den Terrorismus wéilt bekämpfen, da bekämpft een dee grad eendeiteg besser, wann ee sech déi richteg Mëttele gëtt, fir géint de Blanchiment virzegoen, net andeems een op Twitter oder op Facebook geet a géint Muslimen oder verschleiert Fraen domm Remarke mécht, well domadder huet een den Terrorismus net bekämpft!"

Mir hunn hei an dëser Chamber Gesetzer gestëmmt, déi de Frae virschreiwen, wéi se sech sollen undinn, e bëssen dann am globale Kontext vum Terrorismus.

(Interruption par la présidence)

Här President, gewësse Leit hunn ..., den Här Mosar huet och relativ laang geschwat: iwwer sechs Minutten. Ech sinn eréischt bei dräi Minutten. Ech si souwisou fäerdeg.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Bei 5 Minutten 53 sidd Der.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- 3 Minutten 23.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 5 Minutten 53.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat kann net sinn!

(Interruption)

Bon, et ass egal, ...

(Brouhaha et hilarité)

... mee hei steet eppes aneres. Mee et ass egal.

Ech si fäerdeg. Op jidde Fall wäerte mer dat matstëmmen a mir hoffen, datt Lëtzebuerg an nächster Zäit weiderhi staark Mesurë wäert huele géint de Blanchiment, géint d'Steierevasioun iwwerhaapt an och géint den Terrorismus.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen hei en Theema dach resuméiert huet, wat méi Facetten huet, wéi een op den éischte Bléck mengt.

Engersäits geet et ëm dee Regëster, anerersäits geet et awer och ëm den Antiblanchiment, den Antiterror, also géint d'Terrorfinanzéierung. An ech mengen, datt déi zwee an engem Text mateneen zesummekommen, ass och net ëmmer ganz einfach gewiescht an den Aarbechten. An ech mengen, ee vun deene gréisste Punkten a Knackpunkten an dësem Projet, duerfir sinn ech och frou an duerfir hu mir och d'Motioun mat ënnerschriwwen, ass den Dateschutz, den Impakt op den Dateschutz vun deenen Eenzelnen.

An ech muss engem, deem ech ganz heefeg heibanne Recht ginn, dach haut awer widderspriechen, dat ass den honorabele Kolleeg David Wagner, dee gesot huet: „De Secret bancaire ass just do fir Leit, déi eppes ze verstoppen hunn." Dat ass esou, wéi wann ech géif soen: „D'Bréifgeheimnis ass just do fir een, deen eppes ze verstoppen huet." Dat ass esou, wéi wann ech géif soen: „Riddoe si just do fir een, deen eppes ze verstoppen huet."

All Impakt op d'Privatliewe geet ëm e Grondrecht! An dozou gehéiert eeben och, datt keen einfach esou weess, u wéi eng Gewerkschaft ech eng Cotisatioun oder och net iwwerwisen hunn, a wa jo, wivill, an datt et och keen eppes ugeet, bei wéi enger Partei ech zum Beispill nach eng Cotisatioun bezuelen, ouni datt dat onbedéngt an der Öffentlechkeet bekannt ass.

Ech mengen, dat si scho kruzial Froen, firwat e Secret bancaire net nëmme fir déi Leit do ass, déi eppes ze verstoppen hunn, mee tatsächlech en Dateschutzrecht ass! An ech mengen, dat sollt een an dëser Diskussioun net vergiessen.

Et geet hei an dësem Text elo net primär drëm, d'Bankgeheimnis weider auszehielegen, et geet drëm, fir a verschiddene Fäll kënnen op Donnéeën zréckzegräifen. Ech mengen, datt déi och legitimm sinn. An deementspriechend kënne mir och do eisen Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech freeë mech, dass mer awer e relativ grousse Konsens op dësem Projet de loi hunn, an ech soen dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht.

Mir hunn hei eng Rëtsch Saachen, déi an dëser Direktiv ëmgesat ginn; en Deel vun der AMLD 5. Dat ass also déi fënneft Kéier, dass d'Direktiv iwwert de Blanchiment amendéiert gëtt, wat beweist, dass et e Sujet ass, deen net einfach ass an dee stänneg muss verbessert ginn. An dat maache mer heimat.

Mir hunn och hei eng Léisung fonnt - ech sinn elo hei ganz rapid -, mir hunn eng Léisung fonnt, déi ech ganz equilibréiert fannen, andeem mer en fait der CSSF eng speziell Roll ginn hunn, fir dee Regëster vun de Konten ze geréieren. D'CSSF spillt hei eng Roll vun engem Wiechter, vun enger Sentinelle, vun engem „gatekeeper", wéi een dat esou schéin op Englesch seet. An ech mengen, dass dat eng gutt Léisung ass, well d'CSSF natierlech d'Banke kennt a se superviséiert. Et ass eng originell Léisung, déi mer och elo wäerte praktesch ëmsetzen an den nächste Méint.

Mir hunn och hei virgesinn, dass verschidde Prestataire, déi nach net erfaasst waren, fir superviséiert ze gi vun der CSSF, dass déi et elo ginn. Dat sinn der, déi mat virtuellen Aktivae schaffen, oder dat sinn d'Prestataire-de-servicen u Societéiten a Fiducien. Domat maache mer de Champ d'application méi breet.

An domadder komme mer och dann net nëmmen der AMLD 5 entgéint, mee och Recommandatioune vum GAFI.

Voilà, dat ass dat, wat ech zum Projet de loi wollt soen. Den zweete Punkt, déi Motioun, mee déi Motioun, déi ass extreem wëllkomm!

Ech hunn an de leschte siwe Joer nach net eng Kéier refuséiert, an d'Cofibu ze kommen, wann ech geruff gi sinn. An an deem heite Fall wäert ech particulièrement gär bei Iech kommen. A firwat soen ech dat? Majo, well dee Sujet schwéier ass! Well et do keng eng Wourecht gëtt!

Wou fënnt een den Equiliber tëschent dem Dateschutz an dem Bekämpfe vum Blanchiment? Jo, do gëtt et keng schwaarz-wäiss Léisung! An dofir kommen ech ganz gär!

Mir wäerten iwwer all déi Recommandatiounen, déi d'CNPD eis wäert maachen, serieusement mat Iech schwätzen a kucken, wat mer kënnen unhuelen a wat mer net kënnen unhuelen. An dat, wat mer net kënnen unhuelen, ass net, well dat dem Minister net gefält oder der Regierung net gefält. Mee wa mer do ze wäit ginn am Dateschutz, da si mer incompatibel mat der Transpositioun vun der Direktiv! An da wäerte mer dat diskutéieren tëschent räsonabele Leit an da wäerte mer déi eng oder aner Verbesserung ganz bestëmmt gemeinsam kënnen decidéieren.

Dat bréngt mech dann zum drëtten a leschte Punkt, well den Deputéierte Mosar mech ugeschwat huet, dass ee mech nach net vill héieren huet an der Kris. Jo, dat ass och bewosst geschitt!

Mir hunn d'Kommunikatioun eisem Premierminister iwwerlooss an dem Gesondheetsminister. Hei ass fir d'éischt emol eng Crise sanitaire gewiescht, an dofir steet d'Madamm Paulette Lenert, déi eng super Aarbecht mécht an dëse schwéiere Circonstancen, vill an oft visibel, an huet aktiv a proaktiv kommunikéiert. A bei wichtegen Decisiounen huet de Premierminister kommunikéiert am Numm vun eis alleguerten.

Zum engen hu mer scho vill Saache gemaach! Net nëmmen annoncéiert, wéi a villen anere Länner! Ech wëll se net nennen. Do gëtt mat Zifferen an d'Landschaft geworf. Et gi schéi grouss Ziffere genannt. Mee gitt e bësse krazen a kuckt, wat dohannertsteet! Dat ass alles Effet d'annonce! Dat wollt ech net als Finanzminister. Effet-d'annoncen, einfach soen: „Mir maachen, alles ass méiglech", wollt ech net. Ech fannen, dat passt net bei Lëtzebuerg.

A mir hunn eppes gemaach! Mir hu vill Saache gemaach! Elo soen ech Iech awer, wat de Finanzminister konkreet proposéiert huet a wat d'Regierung schonn en œuvre gesat huet. Dat ass, dass d'Avancë fir dat éischt an dat zweet Trimester fir d'Entreprisen op null gesat gi sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A wat heescht dat? Ma dat heescht op gutt Lëtzebuergesch, dass d'Firmaen op Demande kënnen d'Avancen op null gesat kréien, op Demande dat automatesch kréien. Déi brauchen also zwee Trimestere laang keng Steieren ze bezuelen! Se sinn natierlech net definitiv op null gesat. Si gi just suspendéiert.

Mee ech kann Iech soen: Dat gëtt e schéint Lach an de Recetten! Net a ville Länner, kann ech Iech soen, well ech observéiere jo, wat anerer maachen, si se esou wäit gaangen! Net vill Länner sinn esou wäit gaangen!

Dat Zweet, wat mer gemaach hunn, wat och schonn en vigueur ass, ass d'Suspensioun vun de Cotisation-socialle fir déi zwee éischt Trimesteren. Och dat ass ganz vill Geld, wat d'Entreprisen net brauchen elo auszeginn. Dat gëtt den Entreprisen immens vill Liquiditéiten.

Ech sinn och frou, dass mer dat séier gemaach hunn. Mir hunn et annoncéiert, mir hunn et net triumphalistesch annoncéiert, mir hunn et einfach gemaach!

Mee ech kann Iech awer och berouegen: Mir schaffe ganz konkreet op Mesuren zesumme mam Wirtschaftsminister a mam Ministre des Classes moyennes. Mir haten de Moien nach eng Reunioun doriwwer. Mir hunn déi ganzen Zäit Reuniounen doriwwer. Op déi selwecht Aart a Weis wéi de Gesondheetsminister, dee 24 Stonnen op 24 Stonne schafft, schaffe mir och ganz, ganz vill Stonnen all Dag dorunner, wat mer kënne fir d'Entreprisë maachen.

An ech kann Iech soen: „Mir wäerten eppes fir d'Entreprisë maachen, fir déi kleng a fir déi grouss." An dat gëtt ganz ambitiéis, wat mer wäerte maachen. Dat wäert och ganz vill Geld kaschten. Mee ech soen: „Dat ass gutt investéiert Geld, well ouni Entreprisen an ouni Independantë kann eis Wirtschaft net fonctionéieren."

Dofir leet Äre Kapp a Rou! Do wäerte ganz konkreet Saache kommen d'nächst Woch.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Finanzminister, den Här Mosar wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Här Finanzminister, ech si ganz frou iwwert déi Mesuren, déi Der elo nach eng Kéier bestätegt hutt, déi ware jo effektiv scho bekannt, déi ware scho virgestallt ginn. Déi Mesurë ginn och alleguerten an déi richteg Richtung. A wa se hei an d'Parlament kommen, wäerte mir se och matstëmmen.

Ech wollt awer Iech elo nach eng Kéier sensibiliséiere wierklech fir ee Punkt, ech mengen, deen alle Kolleegen hei Suerge mécht, dat ass wierklech dee vun den Independanten a vun deene klenge Geschäftsleit, vun deene klenge Betriber.

Firwat ass dat e Problem? Dir hutt elo eng Rei Mesuren hei ugekënnegt, déi natierlech wichteg sinn, datt déi Leit kënnen op Kreditter zréckgräifen, datt se déi méi schnell kréien, och fir héich Montanten.

De Problem ass just: Am Moment ginn et Dausende vu klengen Independanten, déi hunn näischt méi fir ze liewen! Do geet et wierklech net drëm, … An ech géif Iech wierklech bieden, Här Finanzminister, an all Kolleegen an der Regierung, do wierklech déi néideg Sensibilitéiten ze hunn. Déi wëssen net méi, wéi se nach Enn des Mounts hire Loyer, hiert Personal solle bezuelen, wéi se selwer nach iwwert d'Ronne kommen! An all déi Mesuren, déi Der bis elo wierklech virgestallt hutt, déi hëllefen deenen dote Leit net alles! Kommt, mir si ganz éierlech!

Mir géife wierklech dorëm bieden, och wann Der elo dee Pak maacht, vergiesst, wannechgelift, net déi Independanten an déi kleng Geschäftsleit an déi kleng Commerçanten an Handwierker!

An dann eng zweet Fro, déi ech awer wollt stellen, déi wichteg ass och an Ären Iwwerleeungen: Mir sinn der Meenung, datt an deene sechs Méint, déi elo kommen, soulaang déi Kris dauert, et wierklech net dierf zu Faillitte kommen!

Ech mengen, dat wär schrecklech, wann elo géife Faillitte prononcéiert gi géint Firmen. A wann Der vläicht déi Suggestioun och géift mathuelen, da wäre mer lech ganz dankbar.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also ech hunn dat Wuert „Independant" jo gebraucht an der Äntwert. An ech si voll a ganz drop sensibiliséiert an d'ganz Regierung ass drop sensibiliséiert. Mir sinn hei an enger anerer Kris wéi där vun 2008/2009. 2008/2009 war eng Kris, déi ausgaangen ass vum Bankesecteur weltwäit an déi sech du repercutéiert huet op d'ganz Weltwirtschaft an déi herno mat sech bruecht huet, dass keng Confiance méi an d'Wirtschaft war a mer dofir jorelaang kee Wuesstum haten.

Hei si mer an enger ganz anerer Weltkris. Well et gëtt eng Weltkris. Et ass elo eng Europakris, mee se schwappt jo iwwer an Amerika op jidde Fall. An hei hu mer eppes, wat mer ganz selten haten an der Geschicht, dat heescht eppes, en Effet direct, deen an e puer Wochen Ekonomië lamgeluecht ginn.

An eppes, wat ganz aussergewéinlech ass an och nëmme ka mat enger Pandemie stattfannen, ass, dass jo ganz Secteuren den Uerder kréien, zouzemaachen. Dat ass eng ganz extra Situatioun!

An ech kann Iech soen, ech plädéiere fir eppes, an ech hunn awer do an der Regierung, muss ech soen, honnertprozenteg Ënnerstëtzung. Ech plädéiere fir eppes, wat mir zu Lëtzebuerg ganz selte maachen: dass mer Hëllefe maachen, déi wierklech direkt Hëllefe sinn, déi net mat Investissementer verbonne sinn. Dat maache mir zu Lëtzebuerg normalerweis net!

Mee hei si mer an enger ganz extraer Situatioun, dass, wéi Der et beschriwwen hutt, Entreprisë vun haut op muer keng Recettë méi hunn, null Recetten! A mir mussen dat considéréieren.

Mee wat ech awer och net wollt, an dat wollte meng Kolleegen och net, dat ass einfach eppes mellen: „Mir maachen eppes", ouni dass mer et gutt iwwerluecht hunn. An ech mengen, déi Kris ass ganz nei a mir wäerten d'nächst Woch ganz aktiv, net nëmme kommunikéieren, och erklären. A mir mussen do Léisunge fannen, déi séier ginn.

An ech mengen, Här Mosar, dat verstitt Der, wann ee gäre gutt a séier Léisunge fënnt, muss een och kucken, wéi een dat legal mécht, wou een déi Sue siche geet am Budget, mee och wéi een et legal ka justifiéieren, well mir hunn déi Instrumenter bis elo zu Lëtzebuerg ni esou gemaach. Dat heescht, mir wäerten och do innovéieren.

A gleeft mer es: Et ass den Interêt net nëmme vun de Leit, déi d'Entreprisë gären hunn, mee et ass den Interêt vum Land, dass eis Wirtschaft elo iwwert déi nächst Wochen esou vill wéi méiglech gehollef kritt, fir dass se da kann, wann hoffentlech déi Gesondheetskris eriwwer ass, esou séier wéi méiglech erëm lassfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7512. Den Text steet am Document parlementaire 7512[3].

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéien ech am Fong geholl elo deen Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken, an duerno wäerte mer dann an alphabetescher Reiefolleg virufueren.

(Interruptions)

Fir d'éischt de Vote personnel, dat heescht déi, déi heibanne sinn, an duerno de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7512 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels)

Sou, ech bieden dann elo déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. An dann een no deem anere probéiere mer dann, dat ënner een Hutt ze kréien.

Appel nominal (votes par procuration)

Ass nach ee vergiess ginn?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

D'Resultat ass 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen. De Projet de loi 7512 ass dann domadder mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par Mme Lydie Polfer), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Guy Arendt) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Dan Biancalana) et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

9. 7467 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE)-2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Deen nächste Punkt ass de Projet de loi 7467, deen eng Rei Dispositioune vun der Direktiv géint d'Benotze vum Finanzsystem, fir Geld ze wäschen oder den Terrorismus ze finanzéieren, aféiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapporteur ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sou wéi ech et am viregte Projet bemierkt hunn, geet et an dësem Projet de loi ëm d'Ëmsetzung vun engem wichtegen Deel vun der AMLD 5, also vun der europäescher Direktiv 2018/843, déi de Kampf, wéi mer et wëssen, géint de Blanchiment an d'Lutte géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit viséiert.

Wann een terroristesch Attentäter, Mënschen-, Drogen- a Waffenhandel effikass bekämpfe wëllt, da muss ee géint all Geldstréim virgoen, déi mat dësen illegalen Aktivitéite verknäppt sinn. Kriminalitéit ass nëmmen da lukrativ, wann d'Suen duerno erëm an de regulären Ëmlaf kommen, dat heescht, wa se also kënne „gewäsch" ginn.

Duerfir musse mer genee do den Hiewel usetzen. Eis Lutte géint dee Fleau ass nëmmen effikass, wann iwwert d'Grenzen ewech zesummegeschafft gëtt. De Blanchiment ass haut ganz komplex. Hei gëtt iwwert d'Grenzen ewech probéiert, fir déi national Legislatiounen auszehiewelen.

Duerfir ass et wichteg, dass mir an der EU zesummeschaffen, an zwar mat gemeinsame Reegelen. Mir transposéieren haut schonn déi fënneft Direktiv iwwert d'Lutte géint de Blanchiment. Engersäits mussen ëmmer erëm nei Adaptatioune gemaach ginn, fir de legale Kader un déi nei Konstruktiounen an Techniken unzepassen a fir verschidde Reegelen ze verschäerfen. Anerersäits gesi mer, dass d'Europäesch Kommissioun an och Lëtzebuerg dee Sujet ganz eescht huelen.

Lëtzebuerg huet als grouss a wichteg international Finanzplaz all Interêt, déi Direktiven ëmzesetzen, well mer als wichteg Finanzplaz eng besonnesch Responsabilitéit hunn. Duerfir dierfe mer keen Zweifel un eiser Determinatioun opkomme loossen. Mir hunn et, ech géif soen, trotz LuxLeaks mat engem Paradigmewiessel fäerdegbruecht, vun alle groen a schwaarze Lëschten erofzekommen. Eis Politik fir Transparenz op der Finanzplaz huet eise weltwäiten Image zerguttst verbessert.

Wa mer vu Lëschten am Kontext vum Blanchiment schwätzen, da si mer gläich beim GAFI, dem Groupe d'action financière, der internationaler Organisatioun vum Antiblanchiment. Seng Recommandatioune si gréisstendeels an dës Direktiv integréiert ginn. Fir eis Determinatioun och en vue vum nächste GAFI-Audit an e puer Méint ze ënnersträichen, sinn an dësem Gesetz nach weider Recommandatioune vum GAFI ëmgesat ginn.

Dir gesitt, mir weisen, dass mir d'Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung ganz eescht huelen an dass mir déi héchsten international Standarden an dësem Domän ëmsetzen.

Fir elo bei de Gesetzesprojet selwer ze kommen: De Projet de loi viséiert haaptsächlech eist nationaalt Gesetz iwwert d'Lutte géint de Blanchiment a géint d'Terrorfinanzéierung vun 2004 an awer och d'Gesetzer vu verschiddene Beruffsgruppen. D'Erweiderung vum Champ d'application vum Gesetz vun 2004 ass dobäi e wichtegt Element. An Zukunft sinn och nei Beruffsgruppe vum Text betraff, zum Beispill d'Gestionnairë vun den alternativen Investmentfongen, d'Promoteuren an d'Steierberoder.

Den Text riicht sech och un Acteuren aus dem opstriewende Marché vun de virtuelle Wärungen an Aktivaen an och un d'Prestataires de services d'actifs virtuels. D'Obligatioune vun de Professionelle ginn iwwert d'Mesures de vigilance géigeniwwer de Clienten an iwwert déi sougenannte KYC-Obligatioun verstäerkt, also iwwert d'Identifizéierung an d'Identitéitspréifung vun de Clienten.

Weider gëtt d'Notioun vu Risikolänner ageféiert. Dat si Staate mat manner strenge Blanchimentsreegelen. Duerfir sinn Transaktioune mat dëse Länner mat engem erhéichte Blanchimentsrisiko verbonnen. Déi Länner wäerte méi streng vun de Professionelle kontrolléiert ginn.

Déi professionell Obligatioune gëllen dann och fir d'Succursalle vun auslännesche Professionellen a fir d'Déngschtleeschtunge vun auslännesche Professionellen ouni Succursale.

De Gesetzesprojet gesäit och eng Stäerkung vun den Dispositioune vir, wat d'Pouvoire fir Opsiicht, Enquêten a Sanktioune betrëfft. Dëst betrëfft engersäits d'Autorités de contrôle, also d'CSSF, de Commissariat aux assurances an den Enregistrement.

Anerersäits sinn d'Organismes d'autorégulation viséiert, méi genee d'Chambre des Notaires, d'Chambre des Huissiers, den Ordre des avocats vu Lëtzebuerg an Dikrech, den Ordre des experts-comptables an den Institut des réviseurs d'entreprises. Vu datt d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation déi selwecht Missiounen an der Lutte géint de Blanchiment a géint d'Finanzéierung vum Terrorismus hunn, ginn d'Pouvoire vun den Autoregulateuren ugepasst an un déi vun den Autorités de contrôle alignéiert. An dësem Zesummenhang ginn och déi verschidde Gesetzer vun deenen Autoregulateuren ugepasst, wat den Exercice vun hire Pouvoire selwer betrëfft.

Wann ee „Lutte géint de Blanchiment" seet, dann zielt och d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéiten. Dat betrëfft déi national Kooperatioun vun der Cellule de renseignement financier mat de virdru genannten Instanzen. Och déi international Kollaboratioun tëscht den nationalen Autoritéiten an hiren auslänneschen Homologe soll verstäerkt ginn.

Här President, a sengem Avis vum 20. Dezember 2019 huet de Staatsrot eng sëllechen Observatiounen an e puer Opposition-formellë formuléiert, notamment eng Opposition formelle géint eng Dispositioun iwwert de Champ d'application. Deemno sollten am initiale Projet de loi d'Promoteuren an och d'Immobilienagente fir hir privat Immobilientransaktioune vum Gesetz vun 2004 viséiert ginn. Déi héich Kierperschaft huet hei eng Violatioun vum Egalitéitsprinzip festgehalen.

Notéiert gouf och, datt den initiale Projet den Organismes d'autorégulation de Pouvoir ginn hätt, fir Professioneller fir déi nämmlecht Faite méi wéi eng Kéier ze bestrofen, wat no eisem Prinzip vum „non bis in idem" net méiglech ass.

Des Weidere gouf et recurrent Oppositions formelles bei der Analys vun de verschiddene Lois organiques um Niveau vun der Iwwerwaachung, der Enquête, de Recoursen a vun de Sanktiounen. Si konnten awer duerch e puer Verbesserungsvirschléi am Avis complémentaire opgehuewe ginn. An den Avise vun der Chambre de Commerce vum 14. Oktober 2019 a vun der Chambre des Métiers vum 25. September 2019 gëtt der Regierung fir hir Efforten an der Lutte géint de Blanchiment felicitéiert.

Eng interessant Observatioun gouf et notamment vun der Chambre de Commerce iwwert d'Acteuren, déi d'Pays à haut risque definéiere sollen, oder och iwwert d'Problematik vun de Promoteuren a vun den Immobilienagenten, déi och vum Staatsrot ënnerstrach gi sinn.

D'Chambre des Salariés huet op d'Schwieregkeeten opmierksam gemaach, dass d'PMEen net genuch Moyenen hätten, fir hire professionellen Obligatiounen nozekommen.

Dir gesitt, et ass e relativ technesche Projet och. Fir weider Detailer iwwert d'Avise verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech den Accord zum Gesetzesprojet am Numm vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

An den Här Laurent Mosar ass scho prett als éischte Riedner.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Guy Arendt, deem ech e ganz, ganz décke Merci soen, war esou komplett, datt mir näischt aneres iwwreg bleift, wéi just nach den Accord vu menger Fraktioun ze brëngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar.

An da kritt d'Wuert den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, och ech soen dem Här Guy Arendt Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dat selwecht am gréngen. Och mir ginn den Accord vun eiser Fraktioun a soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché.

An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wëll och ufänken an dem Här Arendt villmools Merci soen. En huet dee Projet hei, dee komplizéiert ass, op eng Manéier presentéiert, datt een nëmme ka mat den Zilsetzunge vun deem Projet sympathiséieren.

An awer soe mer: Mir stëmmen dëse Projet net mat. An ech soen Iech, firwat. Net nëmmen, datt een hei iwwert d'Ëmsetzung vun enger Direktiv erausgeet, wat ëmmer diskutabel ass. Mee gutt, et gëtt Grënn, fir dat vläicht hei ze maachen. Mee eise Bedenken ass och hei rechtsstaatlecher Natur. Et gëtt eppes, dat nennt een eng Présomption d'innocence. Dat ass e Kärbegréff an engem Rechtsstaat.

A wat liese mer hei an dësem Gesetz? An ech bezéie mech zum Beispill op den Artikel 15 g). Dat sinn déi Organismes d'autorégulation, déi kënne Strofe verhänke géintiwwer deene Persounen, déi ënner hirer Juridictioun sinn, nach ier iwwerhaapt déi disziplinaresch Prozedur lancéiert ass. Dat widdersprécht eisem Verständnis vun engem Rechtsstaat. Fir d'éischt kënnt de Prozess an da kënnt, wann een da schëlleg ass, eng Strof. Hei gëtt eng Strof ausgeschwat an da kënnt de Prozess. Dat geet an eisen Aen net!

Wat geschitt dann, wa sech herno erausstellt, datt näischt war oder eng Bagatell? Wien indemniséiert déi Leit, deenen hire Ruff ruinéiert ginn ass duerch esou eng Prozedur?

An dat sinn déi Bedenken, wou mir soen: Dat kënne mir als ADR net matdroen! Net, datt mer, wéi gesot, net géifen déi Zilsetzunge gutt heeschen, déi den Här Arendt esou brillant beschriwwen huet, mee d'Grondprinzipie vum Rechtsstaat wëlle mir konsequent verdeedegen, och hei! An an deem Sënn stëmme mer dëst Gesetz net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen. Trotz gewëssene Schwächte scho bei der Direktiv selwer musse mer awer och feststellen, datt d'Regierung och positiv Initiative geholl huet an och d'Recommandatioune vum GAFI iwwerholl huet. Also an deem Sënn wäerte mer deen heite Projet de loi ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt dee Projet hei dann op eng breet Zoustëmmung trëfft, nämlech och op déi vun eis. Ech wëll mer awer eng kleng Pick net verknäifen, well se e bësse rekurrent ginn ass an haaptsächlech bei Finanzprojeten ëmmer erëm rekurrent ginn ass: Dat ass d'Liesbarkeet vun den Texter. Dat ass grad bei komplexen Theemen natierlech schwéier. Mee mir sollten eis heibannen ëmmer bewosst sinn, datt mer Gesetzer net nëmme schreiwe fir Affekoten.

Mir schreiwe Gesetzer fir d'ganzt Land, an deementspriechend sollte mer eis d'Méi ginn, datt déi Gesetzer dann och fir d'ganzt Land verständlech bleiwen. Ech mengen, dat ass e rekurrente Problem an deene méi technesche Domänen. Duerfir kann een hei och en An zoupëtzen duerfir.

Ech mengen, dat anert, firwat et och wichteg ass, datt mer dat haut nach matgeholl hunn, dat ass schonn ugeschwat ginn: Mir sinn alt emol nees en retard mat enger Transpositioun. An duerfir wäert ech där Transpositioun net länger am Wee stoen an ech ginn den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert déi ganz breet Zoustëmmung, regrettéieren, dass mer net d'Unanimitéit hei kënnen hu bei engem Projet, deen awer eng grouss Visibilitéit huet.

Dem Rapporteur Guy Arendt e grousse Merci. Deen huet dat gutt erkläert. Et ass en technesche Projet op där enger Säit, mee et ass, wann een awer méi genau hikuckt, e Projet vun enger grousser Portée, dee sech an e risegen Trend areit, fir de Blanchiment ze verhënneren, sou wäit wéi méiglech. Mir changéieren hei d'Gesetz vun 2004. An an deene leschte 15, 16 Joer ass ganz vill an deem Domän geschitt.

De Krees vun deenen, déi hei mat abezu ginn, fir géint de Blanchiment ze kämpfen, gëtt vill méi breet, gëtt vill méi grouss. Dat sinn haaptsächlech dann déi Organismes d'autorégulation, déi dann hei mat eragezu ginn, déi virdru manner Responsabilitéit an deem Feld haten. D'Autorités de contrôle, déi kenne mer, déi sinn och scho méi laang gutt outilléiert gewiescht, fir där Aufgab hei gerecht ze ginn.

Eng lescht Saach, déi vläicht net genuch ënnerstrach ginn ass: Mir hunn et hei mat enger Ëmsetzung vun enger Direktiv ze dinn a mat Recommandatioune vum GAFI. A mir hunn hei den Arbitrage gemaach, dass mer jeeweils bei alle Punkten déi strengste Mesure geholl hunn, entweeder déi vum GAFI oder déi vun der Direktiv, jee nodeem, wat fir eng déi strengste war. An ech mengen, do hu mer dat Richtegt gemaach, andeem mer an déi Richtung gaange sinn.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7467. Den Text steet am Document parlementaire 7467[10]. Den noutwendege Quorum fir de Vott ass nach ëmmer ginn. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéien ech elo deen Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7467 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels)

Sou, déi elo wéilten e Vote par procuration ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass de Vott nach eng Kéier 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet 7467 dann ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par Mme Lydie Polfer), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Guy Arendt) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Dan Biancalana) et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7505 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Mir kommen elo dann zum Projet de loi 7505, engem Avenant zur Konventioun mat Frankräich iwwert d'Duebelbesteierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporteur ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech verspriechen Iech, et ass fir d'lescht fir haut, wou ech eropkommen.

(Hilarité)

Am Gesetzesprojet 7505 geet et, wéi Der et gesot hutt, ëm en Avenant zur Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung mat Frankräich vum 20. Mäerz 2018. Den Avenant, deen den 10. Oktober 2019 ënnerschriwwe ginn ass, ass am Fong eng technesch Modifikatioun.

Erlaabt mer, an dësem Kontext de Kader ze setzen! Bei der Konventioun vun 2018 ass et op Initiativ vu Paräis zu enger Ännerung vun der deemools besteeënder Method vun der Duebelbesteierungseliminatioun komm. Dat betrëfft d'Paie vu franséische Residenten zu Lëtzebuerg, also déi zu Lëtzebuerg schaffen. Si gi mat dëser Konventioun vun 2018 net méi iwwert d'Méthode de l'exonération avec réserve de progressivité vun der Duebelbesteierung liberéiert, mee no der Méthode de l'imputation.

Ech ginn Iech e Beispill iwwert den Impakt vun deenen zwou Methoden. Huele mer d'Beispill vun engem Celibataire ouni Kanner, deen a Frankräich wunnt an zu Lëtzebuerg 25.000 Euro d'Joer verdéngt! Ech huelen dat just als Beispill, fir et e bëssen anschaulech ze maachen. Mat der Méthode de l'imputation, déi an der Konventioun vun 2018 virgesinn ass, bezilt de franséische Steierzueler zu Lëtzebuerg 1.700 Euro Steieren op deem Akommes.

Nom franséische Steiersystem géifen dat awer 2.000 Euro ausmaachen. De Contribuabel kritt bei dëser Method vum franséische Steieramt e Crédit d'impôt fir déi zu Lëtzebuerg bezuelte Steieren accordéiert, soudatt hien nach d'Differenz vun 300 Euro a Frankräich nobezuele muss.

Dat ass eng Méibelaaschtung a kënnt eigentlech enger Duebelbesteierung gläich fir franséisch Frontalieren am Verglach dozou, wéi et bis virun dëser Konventioun gehandhaabt ginn ass.

D'Méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, wéi se elo duerch den Avenant ageféiert gëtt, bedeit am nämmlechte Beispill, datt de Lëtzebuerger Salaire a Frankräich vun de Steiere befreit ass, wann zu Lëtzebuerg schonn Akommessteier bezuelt ginn ass. De Mann oder d'Fra spuert deemno 300 Euro.

Fir ze vermeiden, dass déi Differenz beim Betrag vun der Steier fir déi franséisch Residenten nozebezuelen ass, proposéiert Frankräich, mat dësem Avenant de Wiessel vun der Berechnungsmethod, déi duerch d'Konventioun vun 2018 agefouert ginn ass, nees réckgängeg ze maachen an zréck bei d'Méthode de l'exemption ze kommen, wéi se virun der Konventioun bestanen huet.

Ech muss awer ënnersträichen, datt de Lëtzebuerger Revenu, och wann en net a Frankräich direkt besteiert gëtt, awer fir de Calcul vum Taux d'imposition effectif bei eisen Nopere mat a Betracht gezu gëtt, wann déi betraffe Persoun an hirem Pays de résidence nach aner Revenuen deklaréiere muss.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 11. Februar 2020 keng besonnesch Observatioune formuléiert an eigentlech gréng Luucht ginn. Ech wéilt awer op dëser Plaz op zwee weider Avisen agoen, an zwar d'Avise vun der Chambre des Salariés a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Se konnten net am schréftleche Rapport berücksichtegt ginn, well se eréischt nom Vott vum Rapport an der Finanzkommissioun ukomm sinn.

Erlaabt mer duerfir, op dëser Plaz op hir Observatiounen anzegoen! D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics erënnert, dass si an hirem Avis vun 2018 zur Konventioun dorobber higewisen hat, dass e Lëtzebuerger Revenu duerch den Differentiel, deen eventuell mat der Méthode de l'imputation entsteet, kéint a Frankräich besteiert ginn.

Si hält awer och fest, dass den Avenant hirer Meenung no weider zu Duebelbesteierunge féiere kann. Dat gëllt am Fall, wéi ech et scho vermierkt hunn, wou de franséische Contribuabel Revenuen a Frankräich huet, well da ginn déi Lëtzebuerger Revenue mat a Betracht geholl, fir de franséischen Taux marginal ze berechnen

Anerersäits sinn d'Steierbarèmer tëschent eisen zwee Länner aneschters opgebaut, soudatt déi éischt Steiertranche zu Lëtzebuerg bei 12.450 Euro ugeet, woubäi se a Frankräich scho bei 10.065 Euro läit.

D'Chamber vun der Fonction publique schreift vun enger Onprezisioun am Text, deen net kloer genuch definéiert, ob e lëtzebuergesche Joresrevenu tëschent 10.065 Euro an 12.450 Euro mam Steiersaz vun 0 % besteiert ass, a soumat vum Crédit d'impôt a Frankräich profitéiere kann, oder ob dëse Revenu steierfräi ass, wat zu enger Besteierung a Frankräich féiere kéint.

Et riskéieren, Interpretatiounsproblemer opzetauchen, déi negativ Auswierkunge fir kleng Revenue kéinten hunn. D'Fonctionnaireskummer hätt sech eng weider Prezisioun gewënscht, wat d'Besteierung vu franséische Residentë betrëfft, déi zwar zu Lëtzebuerg schaffen, awer méi wéi 29 Deeg d'Joer vu Frankräich aus schaffen, wat jo elo eng Mesure ass, déi temporaire emol geännert ginn ass.

D'Chambre des Salariés ass enger Meenung mat deene verschiddene Remarke vun der Fonctionnaireskummer. Doriwwer eraus rappeléiert d'Salariatskummer Revendicatiounen, déi se schonn an hirem Avis zur Konventioun formuléiert hat, wéi beispillsweis d'Harmoniséierung an d'Erhéijung vun de Seuils de minimis mat eisen dräi Nopeschlänner.

Des Weidere fuerdert d'Chambre des Salariés Kloerheet bei de Rechemethode fir de Seuil de minimis.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, dat ass e ganz technesche Problem, dee keng Inzidenz op d'Steierlaascht vun eise Residenten huet. Hei soll eng Duebelbesteierung vun eise franséische Frontalieren evitéiert ginn.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet. An am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei e ganz grousse Merci un de Rapporteur Guy Arendt fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir wäerte bien entendu och hei den Accord zu deem Projet ginn.

Erlaabt mer awer hei eng Bemierkung! Mir haten, an de Minister ka sech dat nach erënneren, wéi mer d'Haaptkonventioun verhandelt hunn, haten den Här Roth an ech selwer deemools op deen dote Problem opmierksam gemaach, datt sech géif warscheinlech e Problem an der Besteierung vun de franséische Frontalieren erginn. Deemools hunn haaptsächlech awer Beroder vum Här Finanzminister eis Reserven an eis Froen einfach esou vum Dësch gefeet. An duerno ass d'Konventioun esou a Kraaft getrueden. Leider Gottes musse mer dann haut schonn erëm amendéieren!

Alt erëm e Beispill méi, Här Finanzminister: Lauschtert heiansdo méi oft op d'Oppositioun, an da kritt Der net esou oft eng Datz!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Ech verdeelen hei keng Zensuren. Mee ech mengen, wa mer eppes am Moment kéinte maachen, wa mer engem kéinten eng bonne Note ginn am Moment, an dat kréie mer all Dag virun Ae gehalen haut, da sinn dat d'Frontalieren! A ganz vill vun de Frontalieren, wou mer haut mierken, wéi vill mer se eigentlech am Alldag an an eisem Liewe brauchen, ganz vill dovunner si Fransousen!

An et ass duerfir nëmme richteg, dass mer hei en Accord fonnt hunn an dat Gesetz hei stëmmen, fir dass mer evitéieren, dass si duebelbesteiert ginn.

Duerfir villmools merci, Här Arendt, fir Äre gudde Rapport. Villmools merci, Här Minister, fir dëst Gesetz. An natierlech kritt Der d'Zoustëmmung vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, wannechgelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och fir déi gréng Fraktioun ass dat hei e ganz wichtegt Gesetz. Et ass awer och deen drëtte gudde Rapport vum Kolleeg Guy Arendt, deem mer villmools Merci soen. A mir ginn den Accord natierlech och fir dëst Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Guy Arendt fir säi Rapport Merci soen. Deem ass näischt bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Egelen.

An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci och, och fir dee ganz gudde Rapport vum Här Arendt. Ech mengen, et ass selbstverständlech, datt mer deen heite Projet de loi matdroen.

Natierlech bleift d'Froestellung an d'Klarifikatioun, déi den Här Minister vläicht och herno ka ginn, fir ze wëssen, wat fir e Barème elo geholl gëtt, dee franséischen oder dee lëtzebuergeschen. Dat froen d'Chambre des Fonctionnaires, d'Chambre des Salariés, déi wëllen dat wëssen, well dat jo wierklech en Impakt wäert hunn op d'Besteierung vun zemools éischter klenge Gehälter. Dat ass immens wichteg.

An, wéi och de Kolleeg Cruchten virdru gesot huet, grad elo mierke mer, elo mierke mer ganz kloer, wat d'Frontaliere fir Lëtzebuerg bedeiten. A wann ee bedenkt, wat an deene leschte Joren, zemools leschte Méint, leschte Joren alles iwwer si gesot gouf aus engem gewëssene Spektrum vun Nationalisten - datt se net ëmmer Lëtzebuergesch schwätzen an de Spideeler, datt se net ëmmer Lëtzebuergesch schwätzen an de Butteker an esou weider an esou virun -, an datt och gefuerdert gouf, datt se misste Lëtzebuergesch schwätzen, wa se hei schaffen: Stellt Iech emol vir, mir hätten dat ëmgesat! Stellt Iech emol vir, a wat fir enger Situatioun mer elo wieren, wa mer deenen Nationalisten nogelauschtert hätten. Da wäre mer an enger katastrophaler Situatioun. Ech mengen, mir wäerten dorauser léieren. Mir wäerte méi staark aus där Kris erauskommen a mir wäerten deene Leit net méi nolauschteren. Dëst gesot, stëmme mir dëse Projet de loi mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

A last but not least den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier, fir d'Drëtt dann haut, merci un den Här Arendt fir de Rapport. Dee war exzellent, wéi mer et gewinnt waren och vun deenen zwee virdrun.

Mir beschäftegen eis haut nach eng Kéier mat engem Theema, mat deem mer eis u sech schonn eng Kéier an dëser Legislatur beschäftegt hunn, an dat ass dësen Accord zwëschent Frankräich a Lëtzebuerg iwwert d'Duebelbesteierung.

Mir haten u sech scho mam Projet 7390 geduecht, datt den Theema vum Dësch wier. Mee net nëmmen d'Oppositioun, och eng ganz Rëtsch Chambre-professionnellen haten deemools schonn ugemierkt, do kéinten dach nach Problemer sinn. A wat hu mer gemierkt? Déi Problemer, déi ugeduecht an ugeschwat goufen, hu sech materialiséiert.

Duerfir leeë mer elo no mam 7505. An och do bleift déi eng Fro op - ech mengen, de Kolleeg Wagner huet et elo grad och nach eng Kéier ugeschwat -, et bleift d'Fro op vun deene verschiddene Barèmen, fir do Rechtssécherheet ze schafen. Ech mengen, mir wëllen eis net nach eng Kéier dës Legislatur erëmgesinn, fir en drëtten Accord dann ze avaliséieren. Och wann ech mengen, datt et no der Coronakris warscheinlech néideg gëtt, nach eng Kéier en drëtten Accord, grad wat d'Froe vum Teletravail ugeet, ze diskutéieren.

Netdestotrotz ass dat hei e Progrès par rapport zum leschte Projet. Dofir wäerte mer deen och matstëmmen. Ech hoffen, datt mer nach eng Äntwert op déi Fro vum Barème kréien. An hoffentlech, wa mer dann eng drëtte Kéier géifen iwwert dat Theema hei schwätzen, wär et dann, fir beim Teletravail méi Flexibilitéit laangfristeg sécherzestellen.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, vu dass et spéit ass, hat ech d'Intentioun, fir vun do hannen ze äntweren, mee well jiddereen hei säi Pefferkär wëllt drasetzen an doduerch awer dat, mengen ech, wat hei erreecht ginn ass, net an dat richtegt Liicht gestallt gëtt, muss ech hei e bësse méi wäit aushuelen.

Ech géif gäre fir d'éischt dem Deputéierte Guy Arendt villmools Merci soe fir säi Bericht, dee ganz ausféierlech war. Et ass vläicht eng technesch Matière, Steiere sinn ëmmer eng technesch Matière, mee hei sinn 100.000 Frontaliere betraff. 100.000 aus dem Frankräich!

An ech wéilt ufänken, andeem ech de franséischen Autoritéiten an haaptsächlech dem Bruno Le Maire hei Merci soen, dass en en fait seng Positioun geännert huet. Also fir dat hei duerzestellen, wéi wa mir e Feeler gemaach hätten oder schlecht negociéiert hätten, ass einfach mauvaise Foi, ganz einfach mauvaise Foi! Dat mécht mech wierklech rosen: wéi wa mir hei eppes falsch gemaach hätten!

All Land an enger bilateraler Konventioun kann e System wielen, an zwar entweeder d'Land hëlt de Système d'exemption oder et hëlt de Système d'imputation. Ech ginn net an d'Detailer fir ze erklären, den Här Arendt huet dat super gemaach. A mir hunn ëmmer d'Exemptioun applizéiert bis 2018 als Lëtzebuerger par rapport zu de Fransousen. An d'Fransousen hunn och ëmmer d'Exemptioun adoptéiert.

Jo, Lëtzebuerg kann awer net derfir, wa Frankräich 2018 d'Meenung ännert a seet: „Ech applizéiere gär déi aner!" Dat ass an der OCDE virgesinn, dass ee kann déi eng oder déi aner wielen. D'Fransousen hu souverän decidéiert, si wéilten déi aner maachen.

An zu där ganzer Konventioun wëll ech ënnersträichen, well kee Wuert driwwer gesot ginn ass, dass mer eng „exzellent" Netduebelbesteierungskonventioun mat Frankräich ausgehandelt hunn, mat deem Land, wat eis laang am meeschte kritiséiert huet als „paradis fiscal", well mer hei net géife maachen, do net géife maachen, well mer op enger schwaarzer Lëscht sinn. Do hu mir e super Accord negociéiert. Doriwwer héieren ech kee Wuert, kee Wuert!

Mee ech héieren awer nëmmen, mir hätten eppes falsch gemaach. An ech géif hei missen an d'Regierung misst enges Bessere beléiert ginn. Mir géifen hei eng Datz kréien! Dat ass dach ridicule, fir esou eppes ze soen, komplett ridicule! Also méi kann een d'Saachen net verdréien. Et mécht mech verdrësslech, dass een d'Leit hei wierklech un der Nues erëmféiert an hinne falsch Saache seet.

A wat hu mer fäerdegbruecht? Ech hu mam Här Le Maire laang ... net gestridden, mee ech hunn em Argumenter ginn, firwat dat heiten net gutt wier. A wat huet den Här Le Maire agesinn? En huet gesot: „Richteg! Dat ass net gutt, mir änneren dat." Ech hu fäerdegbruecht, dass dat grousst Land Frankräich d'Meenung ännert. Eh ben, ech kann Iech soen: „Dat ass rarement de Fall, an hei ass dat geschitt!"

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Finanzminister, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, ech maache mäi Räsonnement elo mol fäerdeg.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Pour fait personnel.

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hu gesot kritt, ech géif hei eng Datz kréien, eng Datz! Ech kann dat net akzeptéieren. Ech kann dat einfach net akzeptéieren! An ech …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir héiert dat net gären.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, nee, ech héieren dat net gär, wann et net berechtegt ass!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da loosst mech vläicht …

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Herno kënnt Der driwwer schwätzen. Ech maachen elo mol mäi Räsonnement fäerdeg.

Dat anert, wat eis hei opfält, dat ass, dass een, deen de Mindestloun zu Lëtzebuerg verdéngt als Frontalier, e Fransous, 1.700 Euro Steieren d'Joer bezilt an am Frankräich bezilt en der 2.000 oder 2.100. Siehe da, hei zu Lëtzebuerg sinn d'Steiere méi niddreg wéi am Frankräich op klenge Gehälter! Ech géif dat och wëllen ënnersträichen.

A firwat ass dat? Majo, well mer d'Steierreform gemaach hu vun 2017. A firwat ass dat nach méi? Dat ass, well mer de Crédit d'impôt salaire social minimum gemaach hunn, soss géif sech dee Problem guer net sou vill stellen. Dat heescht, alles wat mir hei gemaach hunn, dat huet Repercussioune positiver Natur fir all déi Frontalieren, déi hei schaffen. An doduerch, dass elo de System geännert gëtt, ginn déi franséisch Frontalieren heivunner net penaliséiert.

An dann eng zweet Saach: Teletravail. Och do ass et mer gelongen, de Bruno Le Maire ze iwwerzeegen, fir elo Flexibilitéit ze weisen. An ech wëll em do och explizitt Merci soen. Déi Noriicht ass jo eréischt een, zwee Deeg al, dass an der Period vum Coronavirus elo am Teletravail déi Deeg, wou baussent Lëtzebuerg geschafft ginn ass, net gerechent ginn, dass déi neutraliséiert ginn. Dat brëngt de Frontaliere ganz vill Rou. An dat ass emol eng gutt Saach, fiskalesch gesinn. Mee dat Allerwichtegst ass, dass d'Leit kënnen op Distanz schaffen, ouni sech doriwwer Suergen ze maachen. Domat maache mer och eppes fir d'Santé vun de Frontalieren an d'Santé vun alle Leit hei am Land.

Dat hei ass also eng super Saach, dass mer dat esou séier konnte maachen, well dat applizéiert sech jo elo scho fir d'Joer 2020, dass mer déi Modifikatiounen hunn. Et ass also am Interêt vu Lëtzebuerg an et ass am Interêt vu Frankräich. A Lëtzebuerg huet hei eng gutt Verhandlung gefouert vun Ufank un an huet elo fäerdegbruecht, eis franséisch Kolleegen op déi al Method zréckzebréngen. An ech mengen, doriwwer misste mer eis all kënne freeën.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Finanzminister, ech mengen, wann Der d'Saache schonn esou duerstellt, da stellt se … Wéi mir déi éischt Konventioun diskutéiert hunn, d'Haaptkonventioun - den Här Clement huet et virdru richtegerweis ënnerstrach -, hunn eng ganz Rei vu Chambre-professionnellen op dee Problem vun där Duebelbesteierung higewisen. Mir selwer, ech hunn et an der Kommissioun gesot. Well contrairement zu deem, wat Dir behaapt hat, haten d'Fransousen effektiv ..., oder waren d'Fransousen um Punkt, fir hire System ze änneren, an duerfir ass op dee Punkt higewise ginn an de Rapporten, liest et, wannechgelift, no! Net nëmme mir hunn et gesot, mee och déi verschidde Chambre-professionnellen.

Dir hutt Iech do dee Moment driwwer ewechgesat an elo musse mer do norüsten. Et deet mer leed, dat steet esou an den Avisen zu där éischter Konventioun. Duerfir, Här Minister, bleift, wannechgelift, bei der Wourecht!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mee Här Mosar, Dir hutt elo näischt Neits erkläert! Dir hutt elo dat widderholl, wat Der virdru gesot hutt. An ech setzen dat gären elo hei en perspective. Dir kënnt mir esou vill Recommandatioune maachen, wéi Der wëllt, Dir oder d'Chambre-professionnellen: Wann ee mat engem anere Staat negociéiert, da muss deen anere Staat domat d'accord sinn! Dir presentéiert dat, wéi wa mir schlecht verhandelt hätten, dass mir d'Fransousen net iwwerzeegt kruten.

Mir hunn an där Konventioun ganz vill Punkte gehat, och op ville Punkte mat hinne gestridden, a mir hunn e ganz gudden, equilibréierten Accord kritt. Op deem dote Punkt geet et jo en fait ëm d'Fransousen, wéi se bei hinnen a Frankräich besteiert ginn. Sot mir, Här Mosar, erkläert mir, wéi en anert Land, ob dat elo Lëtzebuerg ass oder egal wien dat anert Land ass, wat eng bilateral Konventioun mat Frankräich mécht, wéi dat hinne soll imposéieren, wéi si wëllen hir eege Leit besteieren!? Mir hunn hinne gesot: „Dee System, deen Dir elo wëllt wielen, ass net méi esou favorabel fir Är eege Leit. Mir fannen dat net gutt!" Natierlech hu mer hinnen dat gesot. A si hu gesot: „Mir wëllen de System änneren." Dont acte.

Fir dann der Lëtzebuerger Regierung do e Reproche ze maachen, ass einfach onéierlech! Ech kann dat net stoe loossen! Dat ass net richteg. An dat huet näischt domat ze dinn, dass mir Iech net nogelauschtert hunn. Wéi wann Dir alles besser wéisst wéi déi aner!

(Hilarité)

Et ass net esou. Ech mengen, Dir verdréit hei d'Realitéit, an dat wollt ech haut hei kloerstellen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Den Här Mosar freet nach eemol d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, also nach eng Kéier: Dat do kann ech … Hei sinn Avise gewiescht. Och d'Chambre-professionnellen, déi hunn zu deem Zäitpunkt op e Problem higewisen. Mir hunn och op dee Problem higewisen. Ech mengen, dat soll een och unerkennen. Datt dat herno aneschters gelaf ass, ass e Problem fir sech. Mee ech akzeptéieren do net, datt hei Deputéiert Virwërf gemaach kréien, wa se hir Aarbecht maachen an déi Kriticken, déi an Avise sinn, och an der Finanzkommissioun virbréngen!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, et ass alles gesot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7505. Den Text steet am Document parlementaire 7505[4].

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéie mer fir d'éischt deen Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken, an da fuere mer an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7505 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels)

An da kéime mer elo zu de Votes par procuration. Wie wëllt esou een ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass da mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par Mme Lydie Polfer), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Guy Arendt) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Dan Biancalana) et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7495 - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7495 iwwert d'Schafe vun engem Fonds spécial de soutien au développement du logement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, d'Madamm Ahmedova Semiray.

Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen haut e mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7495, mat deem e Spezialfong am Beräich Logement geschafe gëtt.

Dëse Fong ass en Instrument, dat méi eng flexibel Gestioun vun de Suen am Beräich Wunnengsbau erlabe soll. Et ass jo esou, datt e Wunnengsbaugesetz vun 1979 déi staatlech finanziell Hëllefe beim Bau vu Constructions d'ensembles virgesäit. Dës Sue sollen an Zukunft iwwer e Spezialfong geréiert ginn.

Dat ass noutwendeg a sënnvoll, well bis elo goufen dës Suen iwwert de Staatsbudget organiséiert. Dat heescht, datt een all Joers huet missen e gewëssene Montant fir déi néideg Ausgaben dofir virgesinn. Dat war awer net ëmmer evident, well d'Projeten am Beräich Wunnengsbau lafen ni just iwwer ee Joer, meeschtens iwwer e puer. D'Ausgaben zéie sech also iwwer e puer Budgetsexercicer.

Derbäi kënnt nach, datt een oft Imprevuen an dësem Beräich huet, wéi d'Wiederprevisiounen, d'Wiederverhältnisser, administrativ Prozeduren, déi sech méi laang zéien, Faillitten, fir der nëmmen e puer ze nennen. Dat alles dréit derzou bäi, datt den Avancement vun den Aarbechten net ëmmer planbar ass.

D'Konsequenz ass déi, datt mer oft en Decalage haten zwëschent deene geplangten Ausgaben an den effektiven Ausgaben. D'Sue goufen net ëmmer opgebraucht a sinn an deem Sënn um Enn vum Exercice einfach verfall.

Mam Fonds spécial gi mer eis en Instrument, mat deem mer déi Contraintë vun der Annualitéit vum Budget wëllen iwwerwannen. Mir ginn eis méi Flexibilitéit, fir Suen iwwer e puer Joer kënnen ze verplangen. Si verfalen net méi no engem Joer, mee bleiwen an deem Sënn an der Reserv vum Fong.

Vläicht nach e puer Wuert iwwert de Fonctionnement vu Spezialfongen. D'Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorie vum Staat reegelt d'Fonctionement vu Spezialfongen. D'Spezialfonge sinn an deem Sënn näischt Neies. Fir e puer Beispiller ze nennen, sinn dat: de Fonds special pour le financement des infrastructures socio-familiales oder nach de Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé.

D'Transitioun also vun dem Budget op de Spezialfong ass follgend: Et ginn - mam Vott natierlech vun dësem Gesetz - 21 Budgetsartikelen aus deem aktuelle Staatsbudget an de Fong iwwerdroen. De Fong gëtt ab dem 1. Abrëll, dat heescht am Fong an zéng Deeg, operationell. An dësen Transfer muss natierlech am Viraus geschéien. An Zukunft soll de Fong all Joer iwwer eng Dotatioun vum Staatsbudget alimentéiert ginn.

Am Gesetz ass genau preziséiert, fir wéi eng Zwecker d'Suen am Fong solle benotzt ginn. Et sinn déi selwecht, déi am iwwerschafften 1979er Gesetz zu deenen Hëllefe vun dem Wunnengsbau ze fanne sinn.

Hei e puer Beispiller, an ech hu wierklech e Resümmee gemaach, well et si wierklech immens vill Saachen, déi domadder subventionéiert ginn: Den Akaf an d'Amenagement vum Terrain, all technesch Infrastrukturen, déi fir den Opbau fir e Wunnengsquartier néideg sinn, den Akaf, d'Renovatioun an d'Transformatioun vu bestoende Wunnengen, de Bau vu Mietwunnengen, d'Amenagement vu Spillplazen a Gréngflächen.

An am Fong kommen zwee nei Punkten derbäi. Dat wieren am Fong d'Finanzementer vun Etüde vun architektoneschen, urbanen an technesche Bauprojeten, dat wier den éischten, an den zweete Punkt wier de Bau vu Kannerbetreiungsinfrastrukturen am Kader vun engem Bauteprojet.

Wichteg wier nach ze soe, datt mir méi Transparenz duerch deen neie Fong wäerte kréien. De Logementsminstère wäert all Joer e Rapport iwwert d'Fonctionement an d'Depensë vum Fong publizéieren. De Fong brëngt deemno méi Transparenz an d'Aarbechte vum Logementsministère, besonnesch wat de Suivi vun den Aarbechten am Beräich Wunnengsbau ugeet. An op dës Manéier gëtt och oppe geluecht, wéi eng Acteuren, wéi d'Gemengen, konventionéiert ASBLen, Fondatiounen, sech am Beräich vum abordabele Wunnraum engagéieren.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechten an der Logementskommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf de 6. November 2019 deposéiert. De 7. November gouf de Projet de loi eng éischte Kéier an der Logementskommissioun presentéiert. Den éischten Avis vum Staatsrot koum dann den 20. Dezember an hat niewent anere Remarken eng Opposition formelle zu dem Artikel 7. Do stoung nämlech dran, datt d'Konditiounen, wéi d'Subventiounen an d'finanziell Hëllefe verdeelt ginn, iwwer e Règlement grand-ducal bestëmmt kënne ginn. Dëst betrëfft awer eng Matière réservée à la loi a muss also am Gesetz festgehale ginn an net an engem Reglement.

Den 23. Januar dëst Joer gouf an der Kommissiounssëtzung den éischten Avis vum Staatsrot

analyséiert an et goufen entspriechend Amendementer ugeholl.

D'Kommissioun huet weider decidéiert, déi Änerung vum 1979er Gesetz net ze maachen, well dat net néideg ass fir de Fonds spécial an deem Sënn. De Staatsrot huet a sengem Avis complémentaire vum 10. Mäerz d'Opposition formelle opgehuewen. D'Avise vun de Beruffskummere sinn och all favorabel zum Projet. Si gesinn am Spezialfong eng wichteg Mesure am Kontext vun der Schafung vun abordabelem Wunnraum.

De Projet de rapport zum Gesetzesprojet ass den 23. Mäerz (veuillez lire: 12. Mäerz) eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Zum Schluss wéilt ech nach festhalen, datt dësen Extrafong derzou bäidréit, fir d'Finanzen am Beräich Wunnengsbau méi flexibel ze gestalten. Op dës Manéier gëtt et nach méi einfach, abordabele Wunnraum ze schafen, wat jo eng vun eise Prioritéiten an dëser Legislaturperiod ass: D'Offer un erschwénglechem Wunnraum an de locative Beräich auszebauen.

Heimadder ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. An natierlech wëll ech e grousse Merci soen un all déi, déi un dësem Projet matgewierkt hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ahmedova.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert et och relativ kuerz maachen op dësem speziellen Dag. Ech wéilt awer trotzdeem och am Numm vun der CSV-Fraktioun e puer Wuert zu dësem Projet de loi soen, wat d'Kreatioun vun dësem Spezialfong ugeet, deen, mengen ech, sécherlech och net onbedéngt haut als prioritär hätt missen en place gesat ginn.

D'CSV verschléisst sech dëser Propositioun awer sécherlech net. Ëm wat geet et bei dësem Text? Et geet ëm d'Ëmwandlung vun dem Plan de construction d'ensembles, dee momentan schonn am Logementsministère ass, deen dann effektiv an dëse Fong soll gegoss ginn.

Ech hunn et gesot: D'CSV verschléisst sech dëser Ëmwandlung net, wann awer verschiddene Recommandatiounen, déi mer an deene leschten Deeg a Woche gemaach hunn, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, och Rechnung gedroe gëtt an Zukunft.

D'Kreatioun vun dësem Fong dréit ganz sécher awer net derzou bäi, datt ab deem Moment, wou dëse Fong funktionéiert, och méi a méi schnell gebaut gëtt. De Betrag vun 3 Milliounen, dee momentan virgesinn ass, dréit och net zu grousse Spréng bäi.

Mat der Kreatioun vum Fong geet eigentlech méi Transparenz, wou d'Buchungen higinn, verluer, well déi aktuell Budgetsartikelen alleguer suppriméiert ginn. An der Praxis fléissen d'Suen och net méi séier, wéi dat bis haut de Fall war.

Ob bei Promoteurs publics, Gemengen oder och bei all aneren Acteure musse Konventioune mat dem Logementsministère gemaach ginn, dat souwuel beim Kaf vun Terrainen, der Viabilisatioun vun dësen Terrainen oder dem Bau vu Wunnengen.

Et muss also e Projet virleien, deen approuvéiert muss ginn, an duerno musse Virleeschtungen dokumentéiert ginn, ier dat rembourséiert ka ginn. Dat heescht also, datt sech um Wee, wéi d'Projete finanzéiert an un déi ëffentlech Bauträger herno rembourséiert ginn, näischt ännert. Dëse Fong kann awer als Chance genotzt ginn, fir dee ganzen ëffentleche Bauprogramm besser ze kommunizéieren.

Op Ufro vun der CSV huet de Minister confirméiert, datt am Fréijoer vun all Joer dee ganzen ëffentleche Bauprogramm der Chamber virgeluecht soll ginn. Dëst gëllt esouwuel fir Projeten, déi am Bau sinn, den Opkaf vun Terrainen, d'Viabilisatioun vun dësen Terrainen wéi awer och fir Projeten, déi an der Zukunft sollen ëmgesat ginn. All nei Konventioun soll der Logementskommissioun unhand vun engem Tablo presentéiert ginn.

D'CSV freet och, datt eng analytesch Buchféierung soll en place gesat ginn, fir de Gesamtkäschtepunkt an all Detail pro Projet kënnen ofzeruffen, dëst besonnesch och aus deem Grond, datt keng spezifesch Budgetsartikele méi am Staatsbudget gefouert ginn.

Eng analytesch Buchféierung geet natierlech wäit iwwer ee simpele Budgetsartikel eraus. Iwwert dës Buchféierung kann de Käschtendetail pro Aarbechtsoflaf bei engem Projet duergeluecht ginn. D'CSV verlaangt och, en Ableck iwwert den Opbau vun dëser analytescher Buchféierung ze kréien.

An dësem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci der Rapportrice. Mäi Fraktiounskolleeg, de Max Hahn, huet gesot, et wär en exzellent Gesetz, an dofir ginn ech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

An ech ginn d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Fir d'alleréischt wéilt ech gären der Rapportrice e grousst Kompliment maache fir hire ganz komplette schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Si huet dat gutt gemeeschtert. A selbstverständlech wäerte mir och als Partei dat Gesetz hei an dee Rapport hei unhuelen an dat Gesetz ënnerstëtzen.

Ech wéilt awer vläicht nach eng aner Reflexioun derbäihänken, dat ass déi, dass mer hei an der Chamber reegelméisseg Orientéierungsdebatten oder Consultatiounsdebatte féieren iwwert de Logement. An ech liesen da ganz dacks duerno oder ech schwätze mat Leit, an déi soen: „Jo, Dir hutt véier Stonne gepotert, a wat ass dann elo konkreet derbäi erauskomm?"

Bon, ech ka mech awer ganz gutt erënneren: Am Mäerz 2018 hate mer hei eng Orientéierungsdebatt, déi gefrot gi war vum deemolege Minister Marc Hansen, a wou ech d'Éier hat, fir meng Partei ze schwätzen, a wou mer déi doten Iddi vun deem Spezialfong fir de Logement als zentral Iddi hei op den Dësch bruecht hunn. An dat doten ass also elo, zwee Joer drop, Realitéit.

Et ass fir eis e wichtege Projet! Et ass eent vun deene wichtegsten Instrumenter, wat mer eis an dëser Legislaturperiod wäerte schafen, fir dass mer eeben dat kënne maachen, wat mer jo alleguer gären hätten, dass d'ëffentlech Hand, dass d'Stad, de Staat, d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, fir un déi Terrainen ze kommen, déi se brauchen, fir selwer kënnen e groussen a wichtegen Acteur um Immobiliemarché ze ginn.

Meng zweet Reflexioun, déi ech awer vläicht wéilt un de Minister riichten, dat ass, an ech sinn iwwerzeegt, dass hie sech och scho Gedanken doriwwer gemaach huet: Mir hunn elo haut ganz vill iwwert d'Kris vum Corona geschwat, an, Här Minister, ech wollt Iech soen, dass ech mer ganz eescht Gedanke maachen iwwert déi Leit, déi vläicht elo an deenen nächste Wochen duerch iergendeen Ëmstand géifen hir Wunneng gekënnegt kréien, e Locataire zum Beispill. An ech fannen, dass mir Iech haut als Parlament quasi eng Vollmuecht ginn hunn, fir Initiativen ze huelen. An ech wär frou, wann Dir Iech géift an der Regierung iwwerleeën, wéi mer kënnen déi Leit viru Kënnegunge schützen. Well ech ka mer net virstellen, wéi dat muss si fir eng Famill, wann déi elo an deenen nächste Wochen an Deeg géif virun d'Dier gesat ginn. Do musse mer dat onbedéngt am A behalen.

An eng drëtt Reflexioun, déi ech gäre géif mat op de Wee ginn: Ech war e bëssen erféiert, dës Woch huet eng Bekannte mer ugeruff, déi schafft fir e Finanzinstitut an déi huet mer gesot, dass se scho laang net méi esou vill Immobilientransaktiounen hate wéi dës Woch.

An dat wonnert mech net, wann ech kucken, wéi de Cours vun de Bourssen ass. Net nëmmen hei an Europa, mee weltwäit. A mir wëssen, dass, wa verschidde Bourssen an de Keller ginn, dann d'Leit éischter d'Tendenz hunn, erëm a Valeur-sûren ze investéieren. An eng vun de Valeur-sûren, dat ass de Logement, dat ass de Steen. An duerfir mengen ech, dass mer onbedéngt mussen, a relativ séier, reagéieren, fir zum Beispill Investissementer ze limitéieren, déi fir Spekulatiounszwecker gemaach ginn, besonnesch wa se aus Drëttstaate kommen.

Do weess ech, dass d'Regierung jo schonn amgaangen ass, un esou Saachen ze schaffen. Ech mengen, dass mer elo an enger Situatioun sinn, wou mer net allze laang kënne waarden, fir do aktiv ze ginn. An dat wollt ech awer haut onbedéngt nach der Regierung mat op de Wee ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Ech mengen, all Initiativ, fir de Logement ze bewältegen, ass ëmmer wëllkomm.

An ech ginn duerfir den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert och net allze laang schwätzen. Déi sanitär Kris féiert eis vill aner Krisen nach vill méi däitlech virun Aen, natierlech och d'Logementskris. Hir Effekter an hiert Ausmooss ginn an der aktueller Situatioun, duerch vill verschidden, direkt vun hir concernéiert Leit kloer siichtbar:

- duerch d'Leit op der Strooss, déi keen Doheem hunn, well si sech et net méi leeschte kënnen oder hiert Doheem wéinst perséinleche Schicksalsschléi verluer hunn;

- duerch Leit awer och, déi schlecht logéiert sinn, zum Beispill Bénéficiaires de protection internationale, déi weider an de Foyere bleiwe mussen, well se néierens e bezuelbaart Doheem fannen;

- duerch Familljen, déi zu ze vill op ze klenger Fläch wunne mussen an elo wochelaang do musse sëtzen;

- duerch déi Leit, déi a Cafészëmmere wunnen an elo ouni de Bistro, deen zou ass, mol vläicht keng Méiglechkeet hunn, eppes Waarmes z'iessen ze kréien, ausser se konnte sech vläicht aneschters organiséieren. Wou ee sech och d'Fro stelle muss, wat do kéint ënnerholl ginn.

Kann dëst Gesetz derzou bäidroen, fir dës Logementskris wéinstens e bëssen anzedämmen? Op den éischte Bléck hu mir als déi Lénk gemengt, datt d'Kreatioun vun dësem Fong villverspriechend kéint sinn. De Staat kuerbelt elo d'Acquisitioun vu Bauterrainen a bestoendem Wunnraum un a baut a verlount iwwer ëffentlech Promoteuren zu méi gënschtegen Tariffer.

No méi geneeër Betruechtung hu mir awer festgestallt, datt dee Fong net dee grousse Quantesprong ass. Firwat? Et handelt sech éischter ëm e Kontasexercice, wou verschidden Artikelen am Budget zesummegefaasst an additionéiert ginn. Am Budget pluriannuel ass fir déi nächst Joren nëmmen eng kleng Steigerung vun den Ausgaben am Logement virgesinn. An et ass och kee Gestiounsgremium virgesinn. Doduerch fält et schwéier, sech virzestellen, wéi dëse Fong strateegesch wierksam an der Logementspolitik kann agesat ginn.

Am Commentaire des articles gëtt de Comité d'acquisition vum Finanzministère genannt, deen hei e seriöt Wuert matzeschwätzen huet. Mir ginn awer net dervun aus, datt dem Finanzministère besonnesch vill dru läit, an de Logement staark ze investéieren.

Aus deene Grënn schwätzt fir eis vill derfir, datt sech an der Praxis mat dësem Fong net vill ännert. Mir begréissen awer, datt duerch d'Zesummeféierung vun de Budgetsartikelen an d'Erstellung vun engem annuelle Rapport eng gewëssen Transparenz an dës Investitiounen erakënnt an esou och en Hiewel wäert entstoen, fir politesch ze argumentéieren an Drock opzebauen, eppes wat bis elo méi schwéier méiglech war opgrond vun der Villzuel vu verschiddene Budgetsposten.

Mir stëmmen dëse Projet dofir och mat. Mir mengen awer och, datt dat heite just ee vu ville Bausteng ka sinn, fir nach weiderzeschaffen. Eng Rëtsch vun deene Bausteng hu mir och schonn oft genannt, beim Pacte Logement 2.0 ënner anerem.

Jo, den Här Cruchten, Här President, huet och virdrun déi wichteg Saach ugeschwat vun de Locatairen, déi kéinte Victimme gi vun engem Deguerpissement respektiv déi och hire Loyer net méi kënne bezuelen.

Ech hat eng Question parlementaire dozou gestallt viru Kuerzem. Ech verstinn och, an ech wollt just prinzipiell soen: Mir stellen heiansdo Questions parlementaires, mir wëllen domadder keng Beamten nerven, mee heiansdo kënnt een net derlaanscht. Mir sinn och net rosen, wann d'Fro spéit kënnt oder wa se vläicht guer net kënnt, an et gëtt schonn ëmgesat! Well heiansdo reagéiert d'Regierung och relativ schnell.

Mee ech mengen, do muss ee wierklech relativ schnell agéieren, an et geet net duer, wéi de Staatsminister virdru gesot huet, op de gudde Wëlle vun de Proprietären ze setzen. Ech mengen, soss brauche mer keng Politik ze maachen! An dat doten ass eng Urgence.

Jo, an och déi vill Immobilientransaktiounen. Wéi gesot, mir hoffen all, datt déi heite Kris net ze vill laang dauert, datt mer esou schnell wéi méiglech aus där Kris erauskommen.

Wa mer aus där Kris erauskommen, da wäerte mer vill Diskussioune féieren, jee méi laang se dauert, well et kënnt och nach eng ekonomesch Kris. Jee méi laang se dauert, wäerte sech méi Froe stellen a warscheinlech musse mer immens vill Saachen, déi selbstverständlech waren, a Fro stellen.

An ech mengen, mir hu viru Kuerzem och elo gesinn, wien indispensabel ass, wat fir eng Beruffer indispensabel sinn, ouni déi mer net kënne funktionéieren, an de Commercen, am sanitäre Beräich an esou weider.

Immobiliespekulante gehéieren, mengen ech, net zu den indispensabele Beruffer. Dat hu mer elo gemierkt. An ech mengen, datt si eng ganz schlëmm Roll spillen! A mir wäerten, mengen ech, no dëser Kris awer ganz seriö diskutéieren, wéi mer weiderginn.

Mir ware bis elo fein, a mir hu gesot, datt mir si e bësse besteieren, déi Immobilientransaktiounen, déi Deierecht, déi entsteet. An ech hoffen, datt mer och iergendeng Kéier e Bericht kréien hei zu Lëtzebuerg, no der Kris, vun all deene Mefaite vun de Spekulanten, deenen ee wierklech awer ganz seriö no dëser Kris hannendru goe muss. Ech mengen, dat wär wierklech de Moment, well et kann een net méi nokucken, datt, zemools an enger Kris, elo gewësse Leit wierklech ferm profitéiere vum Misär vun de Leit. Dat ass einfach net méi akzeptabel! A mir wäerte ganz ferm doriwwer diskutéieren an, ech hoffen, och agéieren no dëser Kris.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir de Rapport. Ech hu mer och vu mengem Parteikolleeg soe gelooss, datt d'Gesetz soll mat Jo bescheinegt ginn. Et ass e gutt Gesetz. Et suergt fir méi Transparenz. Et suergt derfir, datt déi Fongen, déi virdrun op enger ganzer Rëtsch Plaze stoungen, endlech regruppéiert ginn. An doduerjer s, datt ee méi Transparenz kritt, mierkt ee vläicht dann och, wou et vläicht eng Kéier un de Sue mangelt, an da kann een och méi einfach géigesteieren.

Ech wëll awer dem Yves Cruchten Merci soe fir wierklech d'Lancéiere vun engem Debat, deen, mengen ech, ganz wichteg ass. An dat ass, datt mer grad an enger Kris net déi nächst Kris däerfen eropbeschwieren. An Däitschland huet d'Regierung ewell eng Gesetzespropositioun op de Wee bruecht, wou se eebe grad d'Evictioun wärend der Coronakris wëlle verbidden.

Ech wëll net esou wäit goen an der Regierung elo scho soen: „Maacht dat oder dat!" Mee ech denken, datt Der an aussergewéinlechen Zäiten aussergewéinlech Léisunge musst huele fir aussergewéinlech Problemer. An ech hoffen, datt mer do an deenen nächsten Deeg - well d'Enn vum Mount an domadder d'Deadline, fir de Loyer ze bezuelen, kënnt ëmmer méi no - konsequent Schrëtt wäerten huelen, fir eebe genau dat doten ze verhënneren: Datt um Enn vum Mount, um Enn vum nächste Mount net nëmme Leit am Spidol leien, mee och nach Leit op der Strooss sëtzen, well se eebe grad näischt méi vir an näischt méi hannen haten, fir de Loyer ze bezuelen.

Eleng op de gudde Wëllen ze goen, ech mengen, do musse mer eis alleguer näischt virmaachen! De gudde Wëlle fonctionéiert, wann de Bailleur deen ass, deen ee kennt aus dem nämmlechten Haus, vläicht nach aus där nämmlechter Strooss. Wann dat awer en internationalen Immobiliefong ass, do ass d'Chance fir ze verhandelen dach vläicht däitlech méi kleng, mengen ech.

Deementspriechend: Merci, Yves, fir déi Propositioun. Ech mengen, datt mer do alleguerten eis Responsabilitéit mussen huelen an datt dat eppes ass, wou mer och sollten déi nächst Woche ganz séier dru schaffen.

Dat gesot, ginn ech awer den Aval fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet

d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech zum Gesetz kommen, wëll ech Iech awer och vu menger Säit Merci soen: éischtens, fir déi ganz gutt Debatt haut de Mëtten an och fir Är Eestëmmegkeet, fir der Regierung hei dat Noutstandsgesetz kënnen ze ginn, well et erlaabt effektiv, Virkéierungen ze treffen, fir deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen, a fir - Dir hutt et selwer scho gesot an Ären Debatten an ech konnt dat och hei nolauschteren - deenen, déi wierklech elo infizéiert sinn, schnell, effikass an hoffentlech esou ze hëllefen, dass se och eng Besserung erfueren. An net ze vergiessen och alleguerten deenen, déi vu mueres bis owes do am Asaz sinn. An ech weess dat, dass mer vill mat deene Leit diskutéieren, fir hinnen entgéintzekommen. Dofir e grousse Merci un Iech, dass dës Debatt haut konnt gefouert ginn!

Och e grousse Merci, mengen ech - et ass och vläicht virdru bei de Finanzgesetzer gesot ginn, firwat dëst Gesetz dann haut huet missen zur Ofstëmmung kommen -, well et ass och wichteg wärend där schwéierer sanitärer Kris, déi mer hei duerchliewen, dass och de Staat a sengem Funktionement iergendwéi nach erhale bleift, dass mer och kucken, Gesetzer, Reglementer, Upassungen - an et sinn eng ganz Rei vu Virschléi virdru komm - och kënnen ze debattéieren an opzehuelen an eis virzebereeden, fir dass mer awer och prett si wärend der Kris, awer och no der Kris, déi richteg Instrumenter ze fannen. An dofir dann awer nach eng Kéier merci un Iech als Chamber, dass Der déi Verantwortung iwwerholl hutt an och dat esou organiséiert hutt, dass mer haut konnten, niewent där Debatt vun de Mëtten iwwert d'Krisegesetz selwer, awer och nach dat eent an dat anert Gesetz stëmmen.

Zum Gesetz selwer: Et ass scho virdrun, éischtens, vun der Rapportrice gesot ginn ... An domat wëll ech och dann immens Merci soe fir den ausféierleche schréftlechen - deen hunn ech och gelies - an och mëndleche Rapport, deen d'Madamm Ahmedova hei presentéiert huet. Si huet gesot, dass mer e Fong kreéieren, fir méi schnell, méi effikass, méi transparent kënnen am Logement virzegoen.

A virdrun huet den Här Lies gesot: „dräi Milliounen." Dräi Millioune stinn do an engem Artikel fir anzekafen. Dëse Fong regruppéiert awer, mengen ech, 156 Milliounen. Déi ginn net duer! Dat hunn ech schonn des Éftere gesot. An déi wäerten och net duergoen. An dee wäert och musse mat ëffentleche Sue gespeist ginn, fir dass mer méi schnell a méi effikass kënne virgoen.

Firwat ass d'Urgence hei ginn? Well mer eeben och am Gesetz stoen hunn, mir sollen et fir den 1. Abrëll fäerdeg hunn, fir och déi Transaktioun ze maache vun all deenen Artikelen, déi Der am Gesetz fannt, fir déi eriwwerzeregruppéieren an dëse Fong. An dat ass en technesche Virgang, deen zesumme mam Finanzministère elo muss duerchgezu ginn.

Dofir wëll ech awer och vun dëser Plaz aus profitéieren, fir de Mataarbechter souwuel am Logementsministère wéi och am Finanzministère Merci ze soen, well déi probéieren elo trotz dësem net esou einfache Fonctionéieren iwwer Teleaarbecht, och dës Transaktiounen duerchzeféieren, fir dass dat fir den 1. Abrëll kann a Kraaft trieden.

Ech hunn et virdru gesot, dass d'Gesetz méi schnell soll kënnen agéieren, méi séier deene Leit hëllefen - an den Här Lies hat eng ganz Rei vu Projete genannt, déi heimadder finanzéiert ginn -, méi schnell, och méi effikass, awer virun allem transparent. An et war vun Ufank u geduecht, fir hei eng Debatt ze féieren, eng alljärlech Debatt.

Op Basis vun deem Programm kënne mer genau kucken: Wou hu mer investéiert? Wou musse mer noleeën? Awer och transparent si virun deenen, déi et maachen. Well et ass net de Staat eleng. D'Gemenge sinn och hei an der Responsabilitéit. An dofir si mer jo amgaangen, dee Pacte Logement esou ze gestalten, dass mer zesumme mat de Gemengen dat kënnen ëmsetzen. An da gesäit een och, wien investéiert, wéi investéiert gëtt a wat investéiert gëtt. A mir mussen do Hëllefstellunge ginn, fir dass dat, déi Dynamik och bis ënnen op den Terrain kann ëmgesat ginn.

Et ass och kloer, an do si mer och am Konsens: Déi nächst Wunnenge musse méi ëffentlech ginn. Si musse méi abordabel sinn. A si mussen och méi nohalteg ginn, an dat am duebele Sënn: Nohaltegkeet, éischtens, wat hir Energieversuergung ugeet, awer och, zweetens, wat d'Längt vun der Abordabilitéit vun der Wunneng ugeet, fir dass mer se net erëm verléieren, wéi dat an der Vergaangenheet vläicht de Fall war.

A mir brauche se alleguerten! Et ass wéi elo an der Kris, an der Sanitärkris, mir brauche se am Logement alleguerten: de Staat, hunn ech gesot, d'Gemengen, hunn ech och gesot, d'Zivillgesellschaft, awer och privat Gesellschaften.

Mir sinn amgaang, eng ganz Rei Projeten ze finaliséieren, och wärend dëser Phas. Si sinn all amgaang, doheem un deene Projeten ze schaffen, fir dass mer zäitno och zu eenzelne Projete mat lech an d'Diskussioun kënne kommen.

Dofir nach vläicht op déi dräi, véier Froen, déi virdru gestallt gi sinn, eng kleng Äntwert. Éischtens, déi vum Här Cruchten.

Jo, mir hunn et um Radar. Mir sinn amgaang, alles ze kucken - ech, mir si jo stänneg a Kontakt, och am Regierungsrot -, wou ee wat muss uleeën. An dat doten hu mer um Radar: éischtens d'Leit, déi vläicht kéinte gekënnegt kréien oder déi a finanziell Schwieregkeete kommen. Virdrun ass gesot ginn - ech mengen, den Här Mosar huet et gesot -, vun de Loyeren, déi d'Betriber musse bezuelen, dass se net am Ree sollte stoe gelooss ginn. Mir jiddefalls, wat de Fonds du logement ubelaangt, do si mer amgaang ze kucken, wat a wéi mer deene kënnen entgéintkommen. Dat si Packagen, déi musse mer plangen. An et ass och un Iech, Informatiounen un eis erunzedroen, fir dass mer dat och kënne weiderginn.

Zum Här Wagner vläicht ganz kuerz: En huet gesot, wa mer d'Acquisitioun vun Terraine maachen ... Mir hunn eng Strategie! Déi Strategie ass elo - de Finanzministère zesumme mam Logement -, fir eebe cibléiert un d'Leit erunzetrieden. An de Plang war, fir, wann dëst Gesetz bis steet, och méi Reklamm dobaussen ze maache mat deem Taux zéro, dee mer de Leit kënnen ubidden, wann eng Privatpersoun der ëffentlecher Hand en Terrain verkeeft. Dat Instrument ass dobaussen net esou bekannt a mir wëllen dat och méi an d'Offensiv setzen.

Gutt. Ech mengen, Dir hat e laangen Nomëtteg. Ech wëll och domadder schléissen. Ech soen Iech awer villmools Merci fir déi breet Énnerstëtzung. A mir wäerte sécherlech zréckkommen, fir nach eng Kéier iwwert de Logement ze schwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Logementsminister, dem Här Henri Kox. D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7495. Den Text steet am Document parlementaire 7495[6].

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum fir de Vott ginn ass. Mir maachen elo e Vote par appel nominal. Dofir zéien ech fir d'éischt deen Deputéierten, dee fir d'éischt ofstëmmt. Duerno geet et der alphabetescher Reiefolleg no.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7495 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels)

Sou, wien dann elo nach wëllt e Vote par procuration eraginn, dat maache mer dann elo.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat ass follgend: 60 Jo-Stëmmen. De Projet 7495 ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Gilles Roth), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Guy Arendt) et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Dan Biancalana) et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen. Haalt Iech monter a bleift gesond!

(La séance publique est levée à 19.34 heures.)

SÉANCE 28

MARDI 31 MARS 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Discours de M. le Président
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

6. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum
- *M. Marc Baum*

7. 7532 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes) - M. André Bauler - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement - Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 (renvoi en commission)*

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation adressée au Gouvernement à ne pas prendre de décisions qui pourraient provoquer des conflits inutiles entre les États membres de l'Union européenne
- *Discussion générale : M. Gilles Baum - M. Claude Wiseler - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

9. Motion de M. Marc Baum au sujet de la présentation à la Chambre des Députés d'un bilan exhaustif de l'ensemble des dérogations émises par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire après la fin de l'état de crise
- *Discussion générale : M. Georges Engel*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

10. 7535 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse

- *Mme Josée Lorsché*
- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. André Bauler (intervention de M. Gilles Baum) - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gilles Roth)*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

Dû aux mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, le nombre de sièges pouvant être occupés dans la salle des séances plénières est limité. Certains députés prennent part à la séance publique depuis les tribunes et deux salles de réunion. Afin que chaque député puisse exprimer son vote, M. le Président procédera d'abord au vote par appel nominal des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes avant de se rendre dans les autres salles. Quant au vote à main levée, M. le Président vérifiera le vote des députés présents dans les deux salles de réunion sur l'image vidéo retransmise en direct de ces salles.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 31 mars 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7536** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.03.2020

***7537** - Projet de loi relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.03.2020

***7538** - Projet de loi relative à la facilitation dans le domaine de l'aviation civile*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.03.2020

***7539** - Projet de loi prévoyant des suspensions de délais d'instruction des dossiers et modifiant :*

1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

2. la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ; et

3. la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.03.2020

***7540** - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.03.2020

***7541** - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27.03.2020

***7542** - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 27.03.2020

***7543** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, le 27.03.2020

***7544** - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.03.2020

***7545** - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.03.2020

***7546** - Projet de loi concernant des mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel en relation avec la déclaration de l'état de crise suite à la pandémie du coronavirus « Covid-19 » et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 30.03.2020

***7547** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 30.03.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1529** - Demande de pétition publique : Création d'une carte d'identification officielle pour les personnes travaillant activement dans le soin de personnes vulnérables et malades*

Dépôt : Marc Wolff et Anni Schroeder, le 20.03.2020

***1530** - Demande de pétition publique : Bénéficier d'une demi-journée de congé afin d'effectuer un don de sang/plasma*

Dépôt : Alain Cossalter, le 21.03.2020

***1531** - Demande de pétition publique : École virtuelle pendant le confinement Covid-19*

Dépôt : Tobias von Neubronner, le 21.03.2020

***1533** - Demande de pétition publique : 29-02-20 Naissance de la journée du droit international des vérités - Pour les mois à venir au travail : comment préserver et protéger son emploi ? Malgré les absurdes licenciements*

Dépôt : Jean Rodrigues, le 23.03.2020

***1534** - Demande de pétition publique : Aide à la population*

Dépôt : Andreia Dos Santos, le 23.03.2020

***1535** - Demande de pétition publique : Une prime unique pour tout le personnel des hôpitaux, cliniques, maisons médicales et maisons de soins pour leur engagement exceptionnel dans cette période de crise contre le Covid-19*

Dépôt : José Castro, le 23.03.2020

***1536** - Demande de pétition publique : Aide financière aux PME et indépendants du Grand-Duché de Luxembourg pendant la Corona crise (Covid-19)*

Dépôt : Rita Györfi (au nom de Live Your Life Sàrl-S), le 24.03.2020

***1537** - Demande de pétition publique : Covid-19 - Administration immédiate de chloroquine et de hydroxychloroquine comme remède spontané au virus*

Dépôt : Carlos Rodrigues, le 24.03.2020

***1538** - Demande de pétition publique : Zréckbezuele Gesondheetskeess*

Dépôt : Denise Dostert, le 21.03.2020

***1539** - Demande de pétition publique : Annulation de l'examen de fin d'études secondaires*

Dépôt : Sam Schroeder, le 26.03.2020

***1540** - Demande de pétition publique : Annulation des examens de fin d'études secondaires 2019/2020*

Dépôt : Daniel Schmitz, le 27.03.2020

***1541** - Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant un ajout quant à l'attribution de la nationalité luxembourgeoise par option à un majeur*

Dépôt : Robert Fisch, le 28.03.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, zënter 13 Deeg si mer am État de crise. Jiddweree spiert d'Auswierkungen. Déi ganz grouss Majoritéit vun de Leit huet verstanen, ëm wat datt et geet: all Eenzelnen ze schützen. Solidaritéit ass existenziell wichteg. Ee ganz grousse Merci dofir!

Ech soen am Numm vun eis all och deene ville Mënsche Merci, déi Dag an Nuecht am Asaz sinn. Et si vill Beruffer, déi quasi normal musse funktionéieren. Ech ziele se hei net all op, fir keen ze vergiessen, mee ech soen deene Leit en häerzleche Merci. Meng Unerkennung geet och un déi vill Benevollen, déi sech engagéieren. Hinnen alleguer verdanke mir, datt mir och an dëser Krisenzäit kënne weidermaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber, als Häerzkummer vun eiser Demokratie, huet hir konstitutionell Roll zu all Moment erfëllt an ass hirem Rôle als Pouvoir législatif an hirer Kontrollfunktioun nokomm. Mir haten eng Debatt an der Plenière mam Premierminister an der Gesondheetsministesch, hu mat hinnen all puer Deeg Echangen am Bureau, an der Presidentekonferenz a weider Echangë mat de Ministeren, déi responsabel si fir Finanzen, Wirtschaft, Mëttelstand, Aarbecht a Soziales a selbstverständlech och mam Minister, deen zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament. Et waren oppen a konstruktiv Reuniounen. Den Dialog mat der Regierung ass gutt.

Mir waren a sinn och an enkem Kontakt mat dem Staatsrot.

D'Leit gesinn, datt d'Institutioune vun eiser stabiller Demokratie an de Parlamentarismus am Kampf géint den onsiichtbare Virus funktionéieren. D'Leit musse sech op d'Institutioune verloosse kënnen. Merci allen Deputéierten, ob Majoritéit oder Oppositioun! Alleguer ënnerstëtze si d'Demarche vun der Regierung, fir d'Saache séier méiglech ze maachen.

Dës Kris brauch Vitess. Vitess, fir d'Verbreede vum Virus ze bremsen an esou déi operationell Capacitéit vum Gesondheetssecteur ze erhalen. Vitess awer och, fir Mesuren en place ze setzen, datt eis Entreprisen dës Kris kënnen iwwerliewen. A gläichzäiteg ass dat heite keen Honnertmeterlaf, mee et kéint éischter ee Marathon sinn. Duerfir brauche mer elo och Ausdauer. Kee weess, wéi laang et dauert. Et gëllt och weider déi richteg Entscheedungen ze huelen, sachgerecht, léisungsorientéiert an zesummen.

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ech géif dann dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert ginn, fir eng Motioun ze deposéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och merci fir Är Wierder, mat deenen Der déi néideg Solidaritéit beschriwwen hutt, déi mer brauchen, fir d'Land duerch dës Kris ze bréngen. Mir maachen dat heibannen, mengen ech, alleguer an deem selwechte Geescht, deen Dir elo beschriwwen hutt.

Déi Motioun, déi ech Iech wëll presentéieren, déi soll awer och ënnersträichen, datt et bei aller Harmonie a bei aller Kooperatioun mat der Regierung awer och däitlech Ënnerscheeder gëtt tëschent der Regierung an der Oppositioun. An déi Motioun, déi betrëfft elo éischter d'Europapolitik vun der Regierung an déi Iddi vun der Regierung, fir a Richtung vun enger Vergemeinschaftung vun de Scholde vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun ze goen. Eppes, wat mir als ADR net kënnen akzeptéieren.

Et ass ganz sécher esou an dësen Zäiten, wou vill Nout ass, a Länner vun der Europäescher Unioun nach méi wéi bei eis, ech denken un Italien, Spuenien, datt et kloer ass, datt mer Solidaritéit an Europa brauchen a Grousszügegkeet an Europa. Mee de Wee fir dohinner däerf sech net op eng Illegalitéit baséieren! An déi Illegalitéit, déi steet an dem Traité vum Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, do ass se beschriwwen, Artikel 123 an 125: D'Vergemeinschaftung vu Scholden an der Europäescher Unioun ass verbueden nom Traité, en Traité, dee mir hei ratifizéiert hunn. An et ass och esou, datt dat eng Condition essentielle war, fir d'Wärungsunioun am Maastrichter Vertrag iwwerhaapt kënnen ze kréien: keng Vergemeinschaftung vu Scholden!

Et ass awer dat, genau dat, wat d'Lëtzebuerger Regierung elo an engem Bréif, mat aneren zesummen, proposéiert an Europa! Also, do si mer eis an der Zilsetzung zwar eens, awer de Wee, dee mir proposéieren als ADR, ass en aneren. Eurobonden, well et ass dat jo u sech, wat dat ass, Coronabonden, ob ee se elo Coronabonden oder Eurobonds nennt, dat ass net esou wichteg, mee si verursaachen onnéidegen diplomatesche Sträit an enger Europäescher Unioun, déi scho schlecht drun ass hautzudaags.

Et ass och esou, datt se d'Zënslaascht zu Lëtzebuerg géifen eropdrécken, wat mer och net brauchen. A virun allem de Wee ass ekonomesch onnéideg, well et gëtt eng aner Finanzéierungsméiglechkeet fir déi Staaten, déi am Ableck dorobber ugewise sinn, an dat ass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus. An do gëtt et Kredittlinnen, déi heesche „Precautionary Credit Lines", déi sinn extra dofir virgesinn.

Et sinn am Ableck iwwer 410 Milliarden Euro iwwert dee Wee direkt disponibel. Direkt disponibel! Ouni groussen diplomatesche Kaméidi. Dat wär kee Problem. Dat si Virsuergkredditter. Och si géifen et erlaben, déi betraffe Staaten an eng Situatioun ze setzen, wou se misste manner Zënslaascht bezuelen. Also den Effet wär op jidde Fall garantéiert. A mir soen och als ADR, datt mer och bereet wären, fir d'Konditioune vun deene „Precautionary Credit Lines" nach eng Kéier ze iwwerschaffen, fir deene Leit an deene Länner et méi einfach ze maachen, op déi Kredittlinnen zréckzegräifen.

Zousätzlech soe mer och, fir der Solidaritéit an der Nout gerecht ze ginn, sollte mer als Lëtzebuerg och, soubal mer et kënnen, grousszügeg bilateral Hëllef leeschten a Form vu wat mer eebe kënne ginn, wou mer Méiglechkeete fannen: Finanzen, Personal, Material. Wat mer kënnen, solle mer maachen, fir deenen ze hëllefen, déi d'Hëllef deen Ableck néideg hunn.

Also: Solidaritéit jo, Grousszügegkeet jo, awer wannechgelift net iwwert de Wee vun enger Illegalitéit, wéi d'Regierung et proposéiert, mee iwwert de Wee vu Rechtsinstrumenter, Finanzinstrumenter, déi existéieren, déi legal ofgesécher sinn an absolutt effikass.

Ech soen Iech Merci. An ech iwwerreechen Iech, Här President, an deem Sënn déi Motioun vun der ADR.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest, datt

- d'Regierung sech am aktuelle Kontext vun der Coronakris op europäeschem Niveau derfir ausgeschwat huet, gemeinsam Scholdschäiner a Form vu „Corona-Bonds" erauszeginn an et domat enger Rei vu Länner ze erlaben, sech zu bessere Konditiounen ze finanzéieren;

- dës Initiativ vu Frankräich, Italien, Portugal, Irland, Spuenien, Slowenien, Griicheland an der Belsch ënnerstëtzt gëtt, vun anere Memberstaaten awer staark contestéiert gëtt;

- d'Regierung dës Initiativ haaptsächlech doduerch motivéiert, datt elo eng besonnesch Solidaritéit gefrot wär, well d'Coronakris en externe Schock fir d'EU duerstelle géif, fir dee keen eenzelt EU-Land eng Verantwortung géif droen, deen awer all d'Memberstaate géif treffen;

erënnert drun, datt

- esou eng Diskussioun ëm „Corona-Bonds" vun Natur aus enk mat der Diskussioun ëm „Euro-Bonds" an enger Vergemeinschaftung vu Scholde verbonnen ass;

- d'Aféiere vu „Corona-Bonds" dowéinst d'Diskussioun ëm eng Vergemeinschaftung vu Scholden duerch „Euro-Bonds" oder änlech Finanzinstrumenter kéint relancéieren;

- den Art. 123 an den Art. 125 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun Moossnamen zu enger Vergemeinschaftung vu Scholden explizitt verbidden an datt dësen Traité vun der Chamber ratifizéiert gouf;

fuerdert d'Regierung op,

- an där ganz schwiereger Situatioun, an där d'Europäesch Unioun sech zënter Jore befënnt, keng nei Rëss tëschent de Memberstaaten ze verursaachen a keng Initiativen ze huelen, vun deene si vu virera weess, datt si zu onnéidegem Sträit féieren;

- eng Diplomatie ze féieren, déi d'europäesch Staate solidaresch zesummeféiert an dowéinst och keng Vergemeinschaftung vu Scholden ze ënnerstëtzen, weeder duerch „Corona-Bonds" nach duerch „Euro-Bonds" nach duerch aner vergläichbar Finanzinstrumenter;

- keng Scholdepolitik ze bedreiwen, déi d'Zënslaascht fir Lëtzebuerg géif onnéideg vergréisseren;

- déi ouni Zweiwel richteg an néideg Solidaritéit an Europa, besonnesch och am Kontext vun der Coronakris, net iwwert de Wee vun enger Vergemeinschaftung vu Scholden ze sichen, mee, esoubal d'Ëmstänn et erlaben, besonnesch betraffene Länner eng grousszügeg bilateral Hëllef zoukommen ze loossen, z. B. a Form vu Personal, Material, Logistik an esou weider;

- et deene betraffene Länner ausserdeem ze erméiglechen, op aner Finanzinstrumenter an der Europäescher Unioun séier zréckzegräifen, besonnesch och am Kader vum Stabilitéitsmechanismus, déi hinnen et géifen erlaben, sech séier a méiglechst gënschteg ze finanzéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7532 iwwert d'Aféiere vun enger Rei finanziellen Hëllefe fir kleng a mëttelstännesch Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement an d'Madamm Octavie Modert.

6. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

Den Här Marc Baum wëllt awer nach fir d'éischt eng Motioun deposéieren.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir hutt an Ärer Aféierung, mengen ech, ganz zu Recht drop higewisen, datt dës Kris e gemeinschaftlechen a solidareschen Akt vun der Bevëlkerung a vun eis alleguer verlaangt. Nawell ass et esou, datt verschidde Mesuren, déi d'Regierung hëlt opgrond vum Gesetz, wat mer virun enger Woch gestëmmt hunn, an opgrond vum Verfassungsartikel, kënnen zu politeschen Divergenze féieren. An ech maachen och keen Heel dorauser, datt déi Mesure, déi d'Regierung geholl huet, fir déi maximal Aarbechtszäiten an d'Luucht ze setzen a bestëmmte Secteuren, net op eis Zoustëmmung trëfft.

Mir mengen, datt schonn e bëssen d'Welt op der Kopp steet, wann ee gesäit, datt op där enger Säit Zéngdausenden, voire Honnertdausende vu Leit zu Lëtzebuerg am Chômage, am Chômage technique sinn, quasi doheem confinéiert sinn, an op där anerer Säit Leit sinn, déi un alleréischter Front schaffen, schaffe mussen a schaffe sollen, fir essenziell Beräicher vun eisem alldeegleche Liewen oprechtzeerhalen. An d'Regierung huet an dëser Situatioun e Reglement geholl, wat et erméiglecht, a bestëmmte Beräicher d'maximal Aarbechtszäit vun aktuell 48 Stonnen d'Woch op 60 eropzesetze respektiv vun 10 Stonnen den Dag op 12 eropzesetzen.

Dat ass e ganz wäitgeeënde Schrëtt, deen, mengen ech, net ganz ondiskutéiert ka bleiwen. An onofhängeg dovunner, ob een deen elo néideg oder net néideg fënnt, en vue dovunner, datt dat e ganz weesentlechen - e ganz weesentlechen! - Aschnëtt an d'Aarbechtsrecht ass, wuel wëssend, datt d'40-Stonne-Woch ee vun deene gréissten Acquisen ass vum 20. Joerhonnert an datt sech och de soziale Fortschrëtt an der Vergaangenheet ëmmer erëm ausgedréckt huet iwwert d'Reduktioun vun der Wochenaarbechtszäit, menge mer, datt et wichteg ass, datt mir als Chamber déi Mesuren an déi Betriber, deenen den Aarbechtsminister esou eng Derogatioun gëtt, im Nachhinein zumindest kontrolléiere kënnen, datt mer dat begutachte kënnen, datt mer domadder och eng Zort Géigendrock als Chamber oprechterhale par rapport zu deene Fuerderungen, déi an der Vergaangenheet och schonn ëmmer erëm haart gi sinn, fir d'Aarbechtszäit ze verlängeren.

Soudatt mir froen, datt den Aarbechtsminister no der Kris e Bilan, en exhaustive Bilan presentéiert, wivill Entreprisen op déi Mesure hu kënnen zréckgräifen, wivill Salariéen dovunner betraff waren, wivill Aarbechtsstonne carrement surplus hu misse geschafft ginn, fir domadder och eng Zort Géigendrock oprechtzeerhale par rapport zu deene Stëmmen an der Gesellschaft, déi schonn zënter ganz Laangem fir eng Verlängerung vun der Aarbechtszäit plädéieren.

Och ass et wichteg ze betounen, datt dës Mesure zäitlech begrenzt ass an domadder ophält, wann den État d'urgence, wann den État de crise ophält.

Duerfir froe mer, invitéiere mer d'Regierung als Chamber, fir esou e Bilan no der Kris ze presentéieren, wivill Entreprisen dovunner betraff waren, wivill Salariéen dovunner betraff waren, an natierlech och, wéi et am Reglement steet, wéi eng Prestatiounen am Géigenzuch déi Salariéen an deene Betriber kritt hunn.

Ech si ganz frou doriwwer, datt dee Bilan eppes ass, wat d'Fraktiounspresidente vun allen an der Chamber vertruedene Parteien deelen, datt dës Fuerderung eng kollektiv Fuerderung ass. An ech mengen, datt et eis als Chamber ganz gutt zu Gesiicht steet, grad déi Kontrollfunktioun an esou engem sensibele Beräich wéi dem Aarbechtsrecht och seriö ze huelen an duerno eeben och esou e Bilan presentéiert ze kréien.

Duerfir deposéieren ech elo dës Motioun, déi d'Ënnerschrëft vun alle Fraktiounspresidenten dréit.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu l'article 32, paragraphe 4 de notre Constitution ;

- vu la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise ;

- vu le règlement grand-ducal du 27 mars portant introduction d'une dérogation à l'article L.211-12 du Code du travail qui autorise le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à porter la durée de travail maximale à douze heures par jour et soixante heures par semaine sur demande dûment motivée d'une entreprise dont les activités sont énumérées à l'article 2, paragraphe 3 et à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 ;

- considérant que l'une des plus anciennes préoccupations en matière de législation du travail a été la réglementation de la durée du travail ;

- considérant que l'augmentation de la durée de travail maximale à douze heures par jour respectivement 60 heures par semaine constitue une charge considérable pour les salarié(e)s concerné(e)s ;

- considérant que les dérogations ainsi émises par le Ministre prennent fin le 24 juin 2020 au plus tard ;

- estimant qu'une augmentation de la durée du temps de travail maximal en temps d'état de crise devrait se limiter au plus strict minimum après épuisement de tout autre moyen,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés après la fin de l'état de crise un bilan exhaustif de l'ensemble des dérogations émises par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie social et solidaire. Ce bilan devant comporter les entreprises et le nombre respectif de salarié(e)s concerné(e)s par secteur d'économie, le nombre d'heures prestées dépassant les 48 heures par semaine par entreprise et par secteur, ainsi que les mesures compensatrices proposées par les différentes entreprises aux salarié(e)s concerné(e)s.

(s.) Marc Baum, Gilles Baum, Sven Clement, Georges Engel, Josée Lorsché, Roy Reding, Marc Spautz, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

7. 7532 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

D'Wuert huet awer elo d'Rapportrice vum Projet de loi 7532, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass keng einfach Zäit, déi mir elo grad erliewen. Si ass et net fir eis alleguerten als Privatpersounen, mee si ass et scho guer net fir déi Entreprisen a Fräischaffend, déi gréisstendeels reduzéiert, wann net souguer iwwerhaapt net kënne schaffen.

Am État de crise, an deem mir eis säit dem 18. Mäerz, also säit zwou Woche befannen, kann eis Regierung elo wärend dräi Méint Reegelungen a Kraaft setzen, déi am Normalfall hei an der Chamber misste gestëmmt ginn. Dës Reegelunge sinn dann och just wärend dëser Krisenzäit uwendbar.

Déi Texter, déi mir wärend dëser Zäit hei an der Chamber stëmmen, ënnerscheede sech vun deenen temporäre Reegelungen, andeems se net nëmme fir maximal dräi Méint, mee iwwert dës Period eraus applikabel sinn.

Dat Gesetz, dat ech Iech elo presentéieren, ass ee vun dësen Texter, bei deenen et Sënn mécht, se net op d'Period vun der Kris ze limitéieren, mee se ze generaliséiere fir de Fall, wou mer hei am Land nach eng Kéier an esou eng Situatioun géife kommen, zum Beispill am Fall vun Terrorattacken oder Naturkatastrophen.

Den Text, deen zum Vott steet, ass en Deel vu ville Mesuren, déi d'Regierung en place gesat huet, fir eisen Entreprisen, awer och den Independanten ze hëllefen, duerch déi aktuell an eventuell kommend Krisen ze kommen. D'Zil vun dësem Gesetz ass et, de Betriber, déi duerch esou en onberechenbaart Evenement wéi déi aktuell Coronakris a finanziell Schwieregkeete geroden, esou séier an esou onbürokratesch wéi méiglech Liquiditéiten ze verschafen.

De Gesetzesprojet heizou ass den 13. Mäerz vum Mëttelstandsminister Lex Delles deposéiert ginn. An enger Rekordzäit vun e bësse méi wéi zwou Woche gouf den Text nach eemol amendéiert. De Staatsrot huet säin Avis ofginn. An déi zwou Beruffskummeren, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers, hunn alle béid en Avis zum éischte Worf vum Text an en Avis complémentaire zum amendéierte Projet ofginn.

De Finanzement vun dësem Projet, eng estiméiert 300 Milliounen Euro, huet en plus misse vun der Europäescher Kommissioun guttgeheescht ginn. Dës Autorisatioun krute mir den 19. Mäerz.

Dëst beweist, datt jiddweree sech der Urgence vun dësem Projet bewosst war. An ech wëll dofir och alleguerten de Concernéierten e grousse Merci soen, datt mer dëse Projet all zesummen esou séier zum Vott brénge konnten.

Här President, den initiale Projet, deen den 13. Mäerz deposéiert gouf, hat virgesinn, de Kleng- a Mëttelbetriber ze hëllefen, an dëst am Kader vun engem sougenannten De-minimis-Gesetz, wou keng Notifikatioun un d'Europäesch Kommissioun verlaangt gewiescht wär. Wéi d'Kommissioun dunn awer decidéiert huet, verschidden europäesch Konkurrenzreegele wéinst der Coronakris ausser Kraaft ze setzen, hu mir dovunner profitéiert, fir de Krees vun de Beneficiairë vun dësen Hëllefen ze erweideren.

Vun dësem Gesetz wäerten elo net nëmme Kleng- a Mëttelbetriber profitéieren, mee och grouss Entreprisen an Independanten, déi wéinst der aktueller Kris temporär finanziell Schwieregkeeten hunn. Domat ass souwuel de klenge Commerce, de Bauer oder Wënzer, dee seng eege Produiten un de Client verkeeft, den Horesca-Secteur, d'ganzt Handwierk bis hin zu groussen Industriebetriber, mee sinn och d'Dokteren, d'Kinéen, d'Psychologen, Affekoten, Architekten oder zum Beispill Journalisten ofgedeckt. Ech wëll nëmmen dës nennen.

D'europäesch Gesetzgeebung imposéiert eis allerdéngs, dës Hëllef op déi Betriber a Fräischaffend ze limitéieren, déi virun dëser Kris nach net a Schwieregkeete waren. Bei de PMEe gëllt do de Krittär, datt d'Pertë vun der Firma net méi héich wéi d'Hallschent vum Capital social souscrit oder vun de Fonds propres däerfe sinn. Dëse Krittär gëtt awer, an dat ass ganz wichteg, bei Betriber, déi nach keng dräi Joer bestinn, dat heescht notamment bei de Startuppen, net ugewannt.

Bei Independantë gëllt de Krittär, datt si net virun der Kris schonn an enger Procédure collective d'insolvabilité, also an enger Failliteprozedur dra waren.

Onofhängeg vun dësem europäesche Krittär, laanscht dee mer, wéi gesot, net kommen, mussen en fin de compte véier Konditiounen erfëllt sinn, fir datt eng Entreprise oder en Independant vun dëser neier Hëllef profitéiere kann:

1) en imprevisibelt Evenement, deem säin negativen Impakt op verschidden ekonomesch Aktivitéiten an engem groussherzogleche Reglement festgehale gouf,

2) temporär finanziell Schwieregkeete fir e Betrib,

3) eng Aktivitéit, déi schonns virun deem Evenement vum Betrib ausgeüübt gouf, an

4) e Lien tëschent den temporäre finanzielle Schwieregkeete vum Betrib an dem onberechenbaren Evenement.

Wat ass elo konkreet déi nei Hëllef, vun där e Betrib ka profitéieren?

E Betrib kann iwwert dëse Projet de loi e Betrag vu bis zu 500.000 Euro iwwerwise kréien, fir seng Funktionementskäschten an dëser schwéierer Zäit ze decken. De Betrag, deen ausbezuelt gëtt, muss awer zréckbezuelt ginn. Et ass eng sougenannt „avance remboursable".

De Fait, datt déi Zomm muss zréckbezuelt ginn, war e Kritikpunkt, dee souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce an hiren Avisen ervirbruecht hunn.

An dësem Projet de loi ass d'Form vun der Subventioun awer net ugepasst ginn. Et bleift eng Avance. Iwwer e Reglement vun der Regierung, wat leschte Mëttwoch a Kraaft getrueden ass, ass awer, niewent dëser Avance, och eng net remboursabel Direkthëllef vu 5.000 Euro en place gesat ginn, déi Mikroentreprisë vu bis zu néng Salariéen, déi gezwonge waren, hir Aktivitéit wéinst dem Coronavirus anzestellen, accordéiert ka ginn.

Bei der Avance remboursable gi bestëmmte Käschte berücksichtegt, fir de Montant vun der Hëllef festzeleeën. Hei ginn d'Personal- an d'Loyerskäschte consideréiert, woubäi beim Loyer maximal 10.000 Euro kënne berücksichtegt ginn. Dës Käschten, déi mer am Projet „coûts admissibles" nennen, goufen erausgesicht, well de Betrib dës séier nosichen an de Staat d'Donnéeën och einfach kontrolléiere kann.

Bei de Fräiberuffler ginn d'Revenue vun hirer Aktivitéit consideréiert ënnert der Konditioun, datt si bei der Sécurité sociale affiliéiert sinn. Dës Revenue si pro Independant op 2,5-mol de Mindestloun plafonéiert. Wann een eng Associatioun oder e Gruppement vu méi Independanten ass, gëllt dës Limitt vun 2,5-mol de Mindestloun pro concernéiert Persoun.

Niewent de Personal- a Loyerskäschte respektiv de Revenuen, déi d'Demandeure mussen uginn, hu mir an der Kommissioun am meeschten iwwert de sougenannte „plan de redressement" diskutéiert. Dëse Plang muss bei der Demande vun den Hëllefen derbäileien an huet als Zil, datt den Demandeur sech elo scho Gedanke mécht, wéi hien aus de finanzielle Schwieregkeeten nees erauskënnt.

D'Beruffskummeren hu sech an hiren Avisen och kritesch géintiwwer dëser Obligatioun vun de Betriber ausgeschwat. Op dës Avisen a Froen, déi zum Plan de redressement gestallt goufen, krute mer vum Mëttelstandsminister Lex Delles versécher, datt dëse Plang fir d'Betriber an d'Fräiberuffler keng bürokratesch Hürd wäert duerstellen, mee datt all Demandeur kann op e Formulaire op guichet.lu zréckgräifen, wou hien an dräi Casen erkläre soll:

- éischtens, wou seng Problemer hierkommen. Domat gëtt dann de Lien zu der Coronakris gemaach,

- zweetens, wat seng finanziell Problemer sinn - am Moment héchstwarscheinlech Liquiditéitsproblemer, an

- drëttens, wéi hien dës Schwieregkeete gedenkt ze iwwerwannen - andeems en zum Beispill Chômage partiel ufreet, en Emprunt ophëlt oder eventuell seng Produiten diversifiéiert an esou weider.

Wann d'Demande vum Ministère ugeholl gëtt, kann d'Avance, déi ausbezuelt gëtt, bis zu 50 % vun de virgenannte Käschten ausmaachen an, wéi scho gesot, bis e Maximalbetrag vu 500.000 Euro goen.

De Remboursement vun der Hëllef fänkt fréistens zwielef Méint nom Paiement vun der éischter Tranche vun der Avance un. De Staat wäert heifir zesumme mat all Betrib an Independant en individuelle Plan de remboursement opstellen, wou besonnesch drop opgepasst gëtt, datt d'Laascht vum Remboursement och supportabel fir déi jeeweileg Strukturen ass.

Här President, nieft dem Ekonomie- a Classesmoyennes-Ministère huet och de Kulturministère vun dësem Projet de loi profitéiert, fir am Kader vun den Amendementer, déi geholl goufen, d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 iwwert d'Hëllefe fir d'Artisten an d'Intermittents du spectacle ze adaptéieren an och hinnen eng zousätzlech Hëllef an esou Krisenzäite wéi dëser ze garantéieren.

Et ass evident, datt och de Kultursecteur staark vun der Coronakris betraff ass. All kulturell Manifestatioun, sief et Concerten, Theaterstécker, Filmtournagen oder Ausstellungen, hu mussen annuléiert ginn. Dat bedeit fir déi Concernéiert, datt si momentan keen Akommes hunn.

D'Gesetz vum 19. Dezember 2014 gesäit vir, datt onofhängeg Artistes professionnels en Zouschoss aus dem Fonds social culturel vu bis zu engem hallwe qualifizéierte Mindestloun kënne kréien. Intermittents du spectacle kënnen aktuell, wa se ongewollt an eng Inaktivitéit falen, bis zu maximal 121 Indemnités journalières am Joer kréien, déi op der Basis vum qualifizéierte Mindestloun berechent ginn.

Änlech wéi bei den Entreprisen an den Independantë kënnen d'Kënschtler an d'Intermittents du spectacle duerch déi proposéiert Modifikatiounen, wann och si duerch en onberechenbaart Evenement, wéi aktuell d'Coronaepidemie, an temporär Schwieregkeete geroden, vun enger méi favorabeler Gesetzgeebung profitéiere wéi déi, déi am Normalfall virgesinn ass.

D'Konditiounen, fir als Kënschtler oder Intermittent du spectacle unerkannt ze ginn, oder d'Erneierung vun hirem Recht op sozial Mooss-namen, gi wärend esou Krisen opgelockert. Esou kann de Revenu minimum pro Joer, dee bei Kënschtler verlaangt ass, pro Krisemount ëm 714 Euro erofgesat ginn. Beim Intermittent kann d'Période d'activité, déi normalerweis bei 80 Deeg d'Joer muss leien, ëm siwen Deeg pro Krisemount verkierzt ginn.

Wat d'Hëllef u sech ugeet, kënnen d'Artisten dann en Zouschoss aus dem Fonds social culturel vu bis zu engem komplette qualifizéierte Mindestloun kréien. An d'Intermittents du spectacle kënne bis zu 20 zousätzlech Indemnités journalières pro Mount, wou Kris ass, bei déi 121 Indemnités journalières pro Joer derbäikréien.

Wéi och bei den Entreprisen an den Independanten, spillen dës Mesuren awer nëmmen, wann déi Concernéiert beweisen, datt hir ausbleiwend Aktivitéit mat der Kris zesummenhänkt.

Här President, de Projet de loi gouf an enger Réunion jointe vun der Ekonomies- an der Mëttelstandskommissioun diskutéiert. De Volet, deen d'Aidë fir de Kultursecteur betrëfft, gouf awer och vun der Kulturministesch an der Kulturkommissioun presentéiert.

An der Commission jointe ass d'Fro opgeworf ginn, firwat d'Avancé fir d'Entreprisë sech net, wéi entre-temps vun der Europäescher Kommissioun ugekënnegt, bis op 800.000 Euro kënne belafen. Mir waren eis eens, datt et am Interêt vun eiser Ekonomie ass, dëse Projet de loi esou séier wéi méiglech ze stëmmen, fir datt d'Hëllefen och direkt kënne gräifen. Dofir ass et net zu engem weideren Amendement komm.

Dem Staatsrot säin Avis huet eis mat konkreeten Textproposen zu den Artikelen, déi nach net prezis oder kohärent genuch waren, immens an eiser parlamentarescher Aarbecht gehollef. An der Commission jointe hu mer de Gros vun de proposéierte Reformulatiounen och ugeholl.

De Staatsrot huet awer och eng Opposition formelle opgeworf an eis dorobber higewisen, datt den Zäitraum vun der Kris net dierft op der Basis vun enger Decisioun vum Regierungsrot definéiert ginn, mee datt dëse Renvoi muss op e groussherzoglecht Reglement gemaach ginn. D'Textpropos vum Staatsrot ass och hei iwwerholl ginn.

Ofschléissend huet de Staatsrot nach proposéiert, datt dat zukünftegt Gesetz retroaktiv op den 1. Januar 2020 a Kraaft triede soll, dat fir sécherzegoen, datt och jiddwereen, dee vun der Kris betraff ass, vun den Hëllefe ka profitéieren. Och dëser Propositioun si mer nogaangen.

Fir den Detail vun den Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, mat dësem Projet de loi setze mer eng vu ville Mesuren aus dem globale Stabilisatiounsplang fir eis Ekonomie, dee vun eiser Regierung mat insgesamt 8,8 Milliarden dotéiert gouf, ëm. D'Avancen, déi un d'Entreprisen an d'Independanten ausbezuelt ginn, sinn Direkthëllefe vum Staat, déi de Concernéierten op eng schnell an onbürokratesch Manéier déi néideg Liquiditéite solle ginn, fir dës schwéier Zäit esou gutt et geet ze iwwerstoen.

Et muss ganz kloer eist Zil sinn, fir keen am Ree stoen ze loossen an an Zukunft weider op eng breet opgestallt an diversifiéiert Wirtschaft kënnen ze zielen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, d'Zil muss et sinn, dass mer keng Entreprise, kee Betrib a keng Beschäftegt an engem Betrib am Ree stoe loossen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi, mat deem mer eis haut beschäftegen, do geet et drëm, fir de Betriber ze hëllefen. Engem Deel vun de Betriber, well, wéi d'Madamm Hartmann et erkläert huet, ass dee Gesetzesprojet, dee mer haut hei verabschiden, net do fir d'Betriber alleguerten, mee fir e bestëmmte Deel vun de Betriber.

Ier ech mech awer am Detail mat dem Projet beschäftegen, wollt ech och nach e puer aner Remarke lassginn.

Fir d'alleréischt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et mer drëm, fir all deene Leit Merci ze soen, déi dagan, dagaus géint dee Coronavirus ukämpfen, ob dat d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal sinn, ob dat - a mir geschitt dat elo, wat dem President net geschitt ass -, ob dat d'Botzfraen, d'Caissièren, d'Vendeusen, de CGDIS, déi Leit aus der Energie- an der Waasserversuergung oder dem Offallberäich sinn, dem Transport, an all déi Leit, déi de privaten an den ëffentleche Secteur um Dréinen halen. Hinne si mer an dëser net einfacher Situatioun e grousse Merci schëlleg.

Wichteg ass och, dass mer un déi Krank an hir Familljen denken, déi eeler Leit, déi sech haut deelweis ganz vill aleng spieren - bei deenen enge mécht een dat iwwer Telefon, an et kann een et och nach iwwer Computer maachen -, an hinnen d'Gefill ginn, dass een nach fir si do ass. Anerer, deemno wéi de Gesondheetszoustand ass, do ass dat Ganzt méi schwiereg. Mee mir sollen deenen alleguerte Courage maachen, well wa mir alleguerten zesummenhalen a physesch auserneebleiwen, wéi mir och heibannen, op déi zwee Meter, da packe mir de Virus an net de Virus eis!

Mir befannen eis an enger aussergewéinlecher Situatioun, an engem Ausnamezoustand. Dës sanitär Kris ass déi gréisste Kris an deem Volet, déi mer kenne säit dem Zweete Weltkrich. An et muss een och ëmmer soen, am Ufank huet et ëmmer geheescht, d'Schlagwuert: „Flatten the curve", dat war d'Haaptausso, fir dass déi Kurb net esou an d'Luucht geet mat de Coronafäll wéi an anere Länner. Dat hu mer elo alleguerten an de Käpp.

Mee elo geet et awer och drëm, eis domat ze beschäftegen, wat déi sanitär Kris nach ka mat sech bréngen: eng Wirtschaftskris, deemno wéi mer do virginn an deemno wat mer maachen. An do si mir Lëtzebuerger nëmmen e klenge Punkt op der Landkaart, et kann déi schlëmmste Wirtschaftskris ginn, déi d'Welt jee gesinn huet nom Zweete Weltkrich. An da muss ee sech d'Fro stellen, ob an där Wirtschaftskris, opgrond vun der Prekaritéit, net méi Leit herno souguer doru stierwen, un där Wirtschaftskris, well se näischt ze räissen an näischt ze bäissen hunn, wéi dat elo um Coronavirus selwer de Fall ass.

Aktuell gëtt hei am Land alles gemaach, fir de Vulnerabelen ze hëllefen, fir déi Vulnerabel ze schützen, déi krank Leit, déi Leit, déi an den Alters- an an de Fleegeheemer sinn. An dat ass richteg!

Mee mir dierfen awer gläichzäiteg och net aus den Ae verléieren, dass de Motor vun eiser Ekonomie am Standby ass an dass mer en och do dra mussen halen, dass dee Motor net däerf ausgoen, well soss kréie mer herno ausser där sanitärer Kris och nach eng Wirtschaftskris. An dat wier net gutt.

Dat muss eis Perspektiv sinn! An dat muss eist Schaffe sinn, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass dee Motor am Standby ass. Esou wéi mer heiansdo moies bei der rouder Luucht stinn a wa mer falsch Gas ginn, da geet de Motor awer aus, amplaz dass en uspréngt, dass dat eis net geschitt!

An et geet elo drëm, dës Kris ze iwwerstoen. A bei all Kris ass jo just d'Fro: Wéi? A wéini?

De Projet, deen elo hei um Dësch läit, ass en Deel vun der Léisung am „Wéi"! Well de „Wéini" weess keen, well et ass keen do, deen an der Glaskugel feststellt, wéini mer sécher sinn, dass dee Coronaproblem eriwwer ass.

Wa mir wëllen, dass mer enger Wirtschaftskris an enger méiglecher Sozialkris entginn, musse mer zesummeschaffen a mir mussen de Betriber an och de Familljen déi Ënnerstëtzung zoukomme loossen, déi se brauchen.

De Projet, deen haut um Dësch läit, soll de Betriber entgéintkommen, den Entreprisë mat hire Leit. Et soll der ganzer Beleegschaft geholl ginn, dës Kris ze iwwerstoen, fir direkt duerno nees kënne mat der Produktioun, fir duerno nees kënne mam ekonomesche Marché unzefänken. Et geet mat dësem Projet drëm, all Patron an domadder all Salarié, deen am Betrib schafft - well esou verstinn ech e Betrib -, déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi e brauch.

Fir d'alleréischt wëll ech e grousse Merci soen un d'Madamm Carole Hartmann fir hiren ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Bericht, deen an enger Rekordzäit zustane komm ass.

Dëse Projet soll all Mënsch hëllefen, ob Mikro-, Kleng-, Mëttel- oder Groussentreprise. D'Hëllef vum Staat muss awer follgende Prinzippie gerecht ginn, an dat sinn och europäesch Viraussetzungen: Et däerf duerch d'Hëllef net zu enger Concurrence déloyale kommen tëschent de Betriber, wat och ganz wichteg ass ze ënnersträichen. Déi Hëllefen an den Hëllefsregimmer mussen EU-konform sinn, fir dass d'Betriber net a Rechtsonsécherheete kommen. An drëttens, an d'Madamm Hartmann huet et scho méi am Detail erkläert, et ass net dofir do, fir Leit, déi scho kuerz an der Faillite waren, elo ze hëllefen, do erauszekommen, well dat jo näischt mat dem Coronavirus an näischt mat dëser Kris ze dinn huet.

D'Zil muss et sinn, Aarbechtsplazen ze erhalen an dass d'Betriber och kënnen iwwerliewen, an d'Leit mat hirem Knowhow, hiren Talenter an hirem Teamgeescht bereetzehalen, fir dass, wann et nees lassgeet, och wann dat net einfach mat engem Knäppchen ëmgeschloe gëtt, mer dann och d'Méiglechkeeten hunn, erëm séier op dee Wuesstum an op déi Aarbechtsplazen zréckzekommen, déi mer virdrun haten.

Mir hunn e Sputt bei eise Staatsfinanzen a kënnen dofir elo séier an effizient reagéieren. Well kee weess, wéini déi Kris eriwwer ass, musse mir bereet sinn, zu all Moment och kënnen heirobber zréckzekommen, dass den Här Minister eis seet, oder déi Häre Ministeren eis soen: „Mir mussen nach e puer Schëppen nogeheien, fir dass mer et och packen iwwer eng länger Zäit eraus!"

Dëse Pak, dee mir haut ofstëmmen, ass en Deel vun deene ronn néng Milliarden, déi d'Regierung virgesinn huet. Dee Pak an och dee Projet vun haut provozéiert awer e puer Remarken nach vu menger Säit.

Éischtens, wa mer soen: „De Staat léisst Steieren an TVA no!" - oder net no -, da muss ee jo och soen: „Mee gitt de Leit Delaien!" Deemno wéi laang d'Kris dauert, wier och manner TVA ufälleg, wieren och manner Steieren ufälleg, an dofir, dat muss een och wëssen, deemno wéi laang déi Kris geet, wieren déi Sue souwisou net geschëllt gewiescht!

An ech erlabe mer hei, eng perséinlech Remark ze maachen: ob et net derwäert wier, driwwer nozedenken, zwee Steierjore fir d'Betriber zesummenzeschloen, 2019 an 2020 - 2019 war meeschtens net grad dat schlechtste Joer, an 2020 -, deemno wéi laang, an ech betounen dat, deemno wéi laang déi Kris geet, fir déi zesummenzeschloen an dann ze kucken, ob mer do net aneschters kënne virgoen. Et gëtt jo d'Méiglechkeet, iwwert d'Steiergesetz am État de crise do Dispositiounen ze huelen. A mir kenne jo an eiser Steiergesetzgeebung Plazen, wou et méiglech ass, dass dat méi schlecht Joer duerch dat méi gutt Joer ausgeglach gëtt. Och dat sollen Iwwerleeunge sinn, déi net elo direkt zum Gesetz gehéieren, mee wéi mer de Betriber kënnen hëllefen.

Bei där Aide directe, oder Don oder Subventioun, wéi een et nennt, mat deene 5.000 Euro pro Betrib un d'Betriber mat manner wéi néng Leit, och do muss ee sech bewosst sinn, dass dat am Ufank eng Hëllef ka sinn. Mee et hänkt alles dervun of, wéi laang dat dauert: Ass dat ee Mount oder 14 Deeg, da si 5.000 Euro vläicht vill. Mee ginn et der zwee, dräi oder véier, da si 5.000 Euro näischt. An et ass och dofir, dass een dat muss am A behalen an dass ee sech bewosst ass, dass do och Ännerunge misste kommen an dass een dorop muss oppassen.

Drëttens dann: De Prêt maximal vu 5.000 Euro - pardon, 500.000 Euro, net 5.000, mee 500.000 Euro! -, dee jo och scho virdru vun der Madamm Hartmann ugeschnidde ginn ass. Do stoungen am Projet de loi déi 500.000 Euro. Ech soen och fairnesshalber heibannen: Den 18. Mäerz waren et nach 500.000 Euro, vun der Europäescher Unioun aus, wéi de Projet deposéiert ginn ass. Den 19. Mäerz sinn aus deene 500.000 dunn 800.000 Euro ginn. Mee fir eis ass et wichteg - well soss heescht et jo ëmmer, d'Betriber misste sech eent zu eent un déi europäesch Normen halen -, dass mer och an déi Richtung wäerte goen an dass mer do Ännerunge virhuele bei där nächstbeschter Geleeënheet, fir dat och vu 500.000 op 800.000 Euro an d'Luucht ze setzen. Well soss soe mer jo och ëmmer: „La directive et rien que la directive!", da solle mer dat och an dësem Volet maachen!

An de véierte Punkt ass dee mam Plan de redressement, wou d'Madamm Hartmann och schonn drop agaangen ass. Fir eis ass et wichteg, dass et keen ze staarken administrativen Opwand gëtt, dass d'Leit net ze vill Zäit verléieren. An och: E Plan de redressement ze maachen, wann s de nach net weess, wéi et mat dengem Betrib virugeet!? Wann s de nach net weess: Ass d'Kris eriwwer am Mee, am Juni oder am Juli? An: Wéini schreift däi Betrib erëm schwaarz Zuelen?

An do hu mer eis jo mat alleguerten de Fraktiounen op eng Motioun gëeenegt, souwuel fir dat vu 500.000 op 800.000 Euro, wéi och dat, wat de Plan de redressement ubelaangt. Dofir wëll ech och nach eng Kéier all de Fraktioune Merci soen. An ech géif dann hei, am Numm vun eis all, déi Motioun beim Chamberspresident hannerleeën.

Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- reconnaissant l'effort global déployé par les États membres, et en particulier le Gouvernement luxembourgeois, pour contrer les effets de la flambée de Covid-19 sur leurs économies ;

- soutenant la démarche gouvernementale qui consiste à venir en aide aux entreprises à très brève échéance et sans entrave administrative démesurée ;

- saluant dans ce même contexte les initiatives de la Commission européenne visant à user de toute la flexibilité offerte par les cadres européens, y compris en matière d'aides d'État ;

- notant notamment la communication de la Commission européenne du 19 mars 2020 intitulée « Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 » ;

- notant encore que le projet de loi n° 7532 instituant un régime d'aides pour les entreprises en difficulté financière et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique s'inscrit justement dans le cadre de cette communication, sans toutefois exploiter toutes les flexibilités prévues par le cadre européen ;

- constatant que ledit cadre prévoit entre autres une aide maximale pouvant aller jusqu'à 800.000 euros par entreprise,

invite le Gouvernement

- à analyser de manière régulière la nécessité d'exploiter pleinement les marges offertes par le

cadre européen et à porter, le cas échéant, le montant de l'aide maximale prévue par entreprise à 800.000 euros afin de continuer à garantir aux entreprises les liquidités dont elles ont besoin en ces temps de crise en déposant, au vu des premières conclusions tirées, un projet de loi modifiant le montant de l'aide maximale prévue par entreprise et portant celui-ci à 800.000 euros ou en intégrant cette modification dans l'un des prochains projets de loi du Gouvernement ;

- à s'assurer que les personnes éligibles aient un accès facile et non bureaucratique à l'aide d'État prévue au projet de loi sous rubrique et à fortiori que les dispositions relatives au plan de redressement soient appliquées avec flexibilité et ce dans l'intérêt des demandeurs.

(s.) Marc Spautz, Marc Baum, Sven Clement, Claude Haagen, Carole Hartmann, Josée Lorsché, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da gëtt et awer och de fënnefte Punkt, deen ech awer nach wollt ënnersträichen, dat ass de Prêt, deen de Staat kritt, an d'Staatsgarantie mat 85 %, déi de Staat iwwerhëlt, an dann nach 15 %, déi bleiwen. Do muss ee sech och d'Fro stellen, wéi d'Héicht vun deenen Emprunten ass, an och, wat dat kascht, well wann ech de Moment héieren, wat d'Banken dorëmmer froen - an esou wéi ech sidd Dir jo och all Dag mat deene Leit, déi do an der Verantwortung sëtzen, am Kontakt -, ginn do awer ganz schwéier administrativ Fuerderunge gestallt, wat alles muss op den Dësch kommen.

An do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer do net misste bei enger klassescher Levée bleiwen an den Triple A, dee mer hunn, déi Tauxen, och wäerten un d'Betriber eent zu eent weiderginn. Well och dat wier eng Hëllef, déi een de Betriber géif ginn, an dass net géif probéiert ginn, elo och nach mat enger maximaler Marge dat och nach eng Kéier an d'Luucht ze setzen. Well aussergewéinlech Situatiounen - an an esou enger si mer -, fuerderen och aussergewéinlech Mesuren!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn an enger Approche vun nationaler Solidaritéit, enger Solidaritéit tëschent alle Leit hei am Land. Dag fir Dag beweise mer am Moment Solidaritéit an dass een deem aneren hëlleft, ob dat vu Professionellen ass, oder ob dat vu Benevollen ass, déi Dag fir Dag Leeschtunge bréngen, fir kënnen anere Leit ze hëllefen. Dat ass gutt esou! An deen Zesummenhalt gëllt et och ze erhalen. Et ass e komplizéierten Zesummenhalt, well wann een e bësse méi sozial Kontakter ze fleege gewinnt ass, ass déi Distanz dach awer wäit. Mee et ass awer trotzdeem wichteg, dass mer weisen, dass mer solidaresch sinn an dass mer zesummenhalen.

Déi Solidaritéit gëtt ëmmer méi wichteg an deenen nächste Wochen a Méint, deemno wéi laang d'Kris dauert. Wat geschitt mat deene Leit, déi sollen de Premièresexame maachen? Wat geschitt mat deene Leit, déi sollen an d'Schoul goen? Mee wat geschitt och mat deene Leit - wa mer vun de Betriber schwätzen -, déi eng Gesellepréfung solle maachen, wou déi éischt Exame dräi Wochen no der Ouschtervakanz solle sinn? Kënnen déi iwwerhaapt nach en theoreeteschen Exame maachen? Kënnen déi e prakteschen Exame maachen? Wat kënnt op déi Leit duer?

Och dat si Bestanddeeler vum Betrib, déi mer de Moment hunn. An dat si Froen, déi souwuel den Ausbildende wéi och den Auszebildende sech stellt, wou et och gëllt, Äntwerten ze fannen. An déi musse mer zesummen an och solidaresch ugoen.

Am Juni an am Juli wäerten e puer Dausend Schoulofgänger mat engem Diplom an der Täsch gären op den Aarbechtsmaart kommen. Wat kënne mer deene jonke Leit soen? Wat bedeit dat fir si, wann dee Lockdown, wou mer elo dra sinn, nach amgaang ass oder wa mer d'Konsequenzen dervu spieren? Fannen déi duerno eng Aarbechtsplaz oder fanne se keng?

A wéi ass et um Enn vum Joer 2020, deemno wéi laang déi Kris dauert, mat de Betribszuelen, ob se da schwaarzer oder rouder Natur sinn, well d'Leit keng Méiglechkeete méi haten, aus der Kris erauszekommen? Well de Coiffer an de Restaurant, déi kënnen dat net nohuelen. Well och ee wéi ech geet nëmmen eemol bei de Coiffer.

(Hilarité)

An dann ass et geschitt.

(Brouhaha et hilarité)

Well mir ginn net ...

Une voix.- Et gëtt méi bëlleg!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir ginn net retroaktiv alleguer dräi-, véiermol bei de Coiffer. Mee déi Sue si fort. An dat selwecht gëllt bei de Restauranten.

Wéi geet et viru mat de Congéen? Mam Reschtcongé vun 2019, deen d'Leit nach haten, dee se jo sollte virum 31. Mäerz kënnen eranhuelen? Lo si mer awer scho virum 31. Mäerz am État de crise. Wat geschitt mat deem Reschtcongé 2019? Wat geschitt mam Congé 2020? A wat geschitt mam Congé collectif?

Och dat si Punkten, Froen, déi sech stellen a wou ee sech muss elo matzäit driwwer ënnerhalen, well dat och wichteg ass fir d'Erhale vun den Aarbechtsplazen an och fir alles dat, wat eis Leit ubelaangt.

An dann, de Wirtschaftsminister ass jo och heibannen, och wann dat hei Gesetz méi den Här Mëttelstandsminister ubelaangt - mee ech maache jo och eng Ausfaart, da kann hien och hei sinn -: Wéi ass et mam Tripartite-Gesetz?

Mir hunn nach ëmmer en Tripartite-Gesetz vun 1980, wat schwätzt, wat alles ka geschéien, wann den État de crise weidergeet: Blocage des prix ass eppes, wat do drasteet. Sinn dat alles Saachen, deemno wéi laang déi Kris dauert, déi kënne kommen, déi och an d'Diskussioun erakommen? Do brauch ee jo keen neit Gesetz ze schafen, well do ass e Gesetz, och wann et scho méi aler Natur ass, wat een nach kéint uwenden. An da muss ee sech och d'Fro stellen, ob mer dat Gesetz dann net eng Kéier sollen eraushuelen aus dem Tirang, wann d'Situatioun esou bleift, wéi se ass, fir do kënnen déi néideg Mesuren ze huelen.

An dann, Dir Dammen an Häre, léif Frënn, stellt sech awer och nach fir mech eng substanziell Fro, d'Madamm Hartmann huet et scho gesot: Mir hunn den 13. Mäerz fir 90 Deeg der Regierung Pouvoir-spécialle ginn, an dat opgrond vun der Covid-19-Pandemie. Ech versti jo och elo, dass d'Regierung mat alle Projete probéiert, gläichzäiteg awer nach d'Parlament anzebannen. Mee ech ginn awer och nach eng Kéier op déi Remark an, déi de Staatsrot an dësem Gesetz gemaach huet, dass en net versteet, firwat mer engersäits esou eng Mesure geholl hunn a gläichzäiteg awer nach op dem normale Wee virufueren. D'Madamm Hartmann huet virdru scho Remarken dozou gemaach.

Et hätt ee sech och kënne virstellen, dass een elo e Gesetz geholl hätt an dass ee gesot hätt: „Ma duerno, wann d'Pandemie eriwwer ass, ass et fäerdeg, an dann huele mer dat Gesetz eng Kéier op de Leescht. Mir zéien e Bilan a schreiwen dann dran, wat fir eng Konditiounen an Zukunft mussen erfëllt sinn, fir dass dat Gesetz a Kraaft trëtt." Och dat wier eng Méiglechkeet gewiescht; just fir déi Remark do vum Staatsrot opzehuelen, déi och am Avis vun dësem Gesetz drastoung.

An da wëll ech awer och nach zwee Wuert soen zu deenen anere Moossnamen. Et ass geschwat gi vun der Regierung iwwert de Chômage partiel. Mir begréissen, dass dat méiglech ginn ass, dass alleguerten d'Leit vum Mindestloun net kënnen do drënnerfalen. Dat ass eng gutt Saach! Dat ass gutt fir déi Leit.

Mee och fir déi Leit mat 2,5-mol dem Mindestloun, do géif ech en Appell maachen un d'Ministeren - si hu jo eng Diskussioun gefouert, oder de Finanzminister an hirem Numm, mat deene sechs Banken, fir de Betriber kënnen ze hëllefen, fir de Betriber Hëllefen ze ginn -, dass een och dodrun denkt, dass déi Leit, déi elo 20 %, oder deemno a wat fir enger Famill, 40 % vun de Revenuen hänke loossen, well et gëtt jo nëmme bis 2,5-mol de Mindestloun remboursëiert, dass och déi d'Méiglechkeet kréien, bei deenen traditionelle Banken hei um Marché kënnen déi Prêten ze strecken. Et wier och do sécherlech net schlecht ... Den Här Fayot hat an enger Loyersgeschicht gesot, et wier, fir eng Iddi ze lancéieren - da wier et hei och gutt, wann d'Regierung géif bei de Finanzinstituter d'Iddi lancéieren, dass et och gutt wier, wa se de private Leit do kéinten entgéintkommen.

Eng aner Ännerung ass déi vum Congé pour raisons familiales, déi och an déi richteg Richtung geet. An ech wëll do och nach eppes ënnersträichen, wat meng Fraktiounspresidentin gëschter Owend an de Moien och op RTL gesot huet: dass et fir eis wichteg ass, dass déi Leit, déi en Eeleren doheem hunn, ob dat de Papp oder d'Mamm, d'Schwéiermamm, d'Tatta oder de Monni ass, d'Méiglechkeet kréien, op e Congé zréckzegräifen. Wéi dee Congé herno heescht, ass net wichteg, mee dass et méiglech ass, fir deene Leit dat ze ginn, well jo awer eis Reseaue mat deenen neien Ufuerderungen, déi d'Madamm Lenert jo gëschter virgestallt huet am Santésberäich, net méi d'Méiglechkeet hunn, esou vill bei déi Leit ze goen, wéi dat virdrun de Fall war. Mee dass mer dann do d'Méiglechkeet schafen, deene Leit deen noutwendege Congé ze ginn, dee se brauchen, fir deene Leit déi Betreiung zoukommen ze loossen, déi se brauchen!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, a wa mer elo dervu schwätzen, wat mer nach brauche vu Moyenen, ech mengen, all Dag ännert et sech. All Dag stelle mer fest, dass deen een oder deen anere vergiess ginn ass, dass deen een oder deen anere sech Froe stellt. D'lescht Woch hu mer eis nach Froe gestallt iwwer alleguerten déi Santésberuffer, déi net hei ënnert d'Dispositioune vum Gesetz falen. D'Madamm Gesondheetsministesch huet gëschter e Reglement virgestallt, vum Veterinär iwwert den Orthoped, fir déi alleguerten elo och d'Méiglechkeet besteet, dass déi kënnen ënnert d'Dispositioune falen, fir och déi Hëllefe kënnen ze kréien, wat och wichteg a richteg ass.

An do wäerten och nach aner Saachen eis an der nächster Zäit opfalen, wou deen een oder deen anere vergiess ginn ass. Ech kann nëmmen e Beispill ginn: De Mëtten hunn ech gesot kritt vun enger Agence de communication, déi seet: „Mir falen duerch alles. Mir sinn net forcéiert, direkt zouzemaachen, awer mir hunn elo keng Moyene méi, well mer keng Opträg méi kréien!" Déi kënnen theoreetesch iwwert de Chômage partiel fueren. An de Minister seet et och hei, dann ass schonn eng Äntwert direkt ginn. Déi Leit wäerten elo schonn de Schampesstopp fléie loossen, wann Der sot, dat wier alles iwwert dat heite gedeckt!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Si solle Cremant huelen an d'Wënzer ënnerstëtzen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Well och déi stelle sech do ganz vill Froen, wéi et virugeet. An där Fäll wäerte mer elo alleguerten all Dag nach méi begéinen, dofir misste mer och reegelméisseg dorop zréckkommen.

Ech wëll och soen, a mir ënnersträichen dat: Den Här Baum huet virdrun eng Motioun hannerluecht wéinst dem Zwielefstonnendag. Mir sinn och der Meenung, dass den Zwielefstonnendag virun allem am Santés- a Fleegeberäich noutwendeg ass, well dat och dat ass, wat d'Leit vum Terrain eis soen. Ob dat an all Secteur noutwendeg ass, sief dohigestallt. An dofir si mer och frou, dass do d'Personalvertrieder respektiv de Minister musse Ried an Äntwert stoen, an dofir ënnerstëtze mer och déi Motioun, déi den Här Baum virdrun hei presentéiert huet, dass duerno e Bilan gezu gëtt.

Et geet eis awer och drëm, an dat solle mer net vergiessen: Et si jo scho Betriber, déi hire Leit Primme ginn, Primme ginn hunn, an ech géif do den Appell maachen, dass d'Regierung soll e Wee sichen, fir déi Primmen och kënne steierbefreit ze maachen. A gläichzäiteg géif ech et noutwendeg fannen, dass d'Regierung och driwwer nodenkt - net nëmmen nodenkt, mee ech géif se souguer dozou opfuerderen -, iwwer eng Primm fir déi Leit aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur. Well et ass komesch, ...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... wa jiddwereen eng Primm kritt, a jiddweree steierfräi, a vun dem Santés- a Fleegepersonal schwätzt kee Mënsch! An dofir och déi Fuerderung vun eiser Säit un déi dräi Regierungsmemberen, déi hei sinn: Huelt dat muer mat an de Conseil oder e Freideg mat an de Conseil, dass et och wichteg wier, dass mer och deene Leit, déi un éischter Front stinn, dass mer deenen op iergendeng Aart a Weis e Merci soen! Well jiddweree kritt Merci gesot, net nëmme mat de Wierder, mee och nach mat Akten. Da wier et och vis-à-vis vun hinnen e flotte Gest an et soll een dat och an d'A faassen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech halen elo op. Ech kommen zum Schluss, well d'Madamm Modert wäert nach méi zu deem Aspekt vun de Kënschtler an dësem Projet de loi soen.

Ech kann Iech soen, dass et fir eis als CSV wichteg ass, dass eis Ekonomie weiderdréint, dass eis Ekonomie weiderlieft, an dofir wäerte mer och de Projet hei ënnerstëtzen. A mir zielen och drop, dass schnellstméiglech dee Plaffong vu 500.000 op 800.000 an d'Luucht gesat gëtt, fir dass och do d'Leit kënnen dervu profitéieren.

Wa mir zesummenhalen a wa mer keng Zäit verléieren, sinn ech dervun iwwerzeegt, dass et eis ka geléngen, géint dee Virus ze gewannen. Mee dat geet nëmmen, wa mer dat zesumme maachen a wa mer dat alleguerten an déi selwecht Richtung maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déif gräifend Krise sinn aschneidend Momenter an eiser Geschicht. Si stellen eng immens Erausfuerderung duer fir d'Gesellschaft an och fir all eenzelne Bierger. Krise sinn eng Zäsur an eisem perséinleche Liewen, eng markant Erfarung, déi sech déif an eist Gediechtnes agravéiert. Si kënnen awer och fir en Neiufank stoen. Duerch eng Krisesituatioun kann et zu engem Ëmdenken, mat neie Chancen, neien Opportunitéite kommen.

An der grousser Depressioun vun den 30er Joren huet de President Franklin D. Roosevelt op d'Massenaarbechtslosegkeet mat der Politik vum New Deal reagéiert. New Deal heescht d'Verdeelen, d'Neiverdeelung vun de Kaarten, e Paradigmewiessel an der amerikanescher Haushalts- a Wirtschaftspolitik, déi op e resolutt Agräife vum Staat an eng reguléiert, jo, méi sozial Maartwirtschaft gesat huet.

Änleches erliewe mer an dëse Stonnen. Ouni dat energescht an decidéiert Agräife vun Zentralbanken a Staaten, déi Hëllefspäck vu faramineusem Ausmooss zur Verfügung stellen, géife mer riskéieren, an eng Depressioun wéi deemools ze rutschen. Lëtzebuerg ass iwwregens dat Land, dat, a relativen Zuele gekuckt, an deenen zwee nächste Méint esou vill Direkthëllefen ausbezilt wéi keen anert. Si entsprieche ronn 3 % vum PIB. Kooperatioun ass ugesot, och a grad an der Europäescher Unioun. Zesummen agéiere fir net zesummen ënnerzegoen. Solidaritéit amplaz Egoismus. Et heescht elo, e robust Schutzschëld iwwer eis Ekonomie ze halen. Wie just mam klenge Prabbeli kéim, dee wier scho vu virera verluer.

Léif alleguer, dës Kris huet keng wirtschaftlech Ursaachen. Si geet net op eng Kredittkris zréck wéi déi, déi 2008 d'Bankekris ausgeléist hat. Dës Kris ass och keng Energiekris wéi déi, déi mer nach all heibannen - déi meescht jiddefalls - an de 70er Joren erlieft hunn. Dës Kris ass och net ze vergläiche mat der Dotcom-Kris aus dem Joer 2000, wéi d'Spekulatiounsblos am IT-Secteur geplatzt ass an et zu grousse Verméigensverloschter koum. Dës Kris hu weeder giereg Spekulanten nach Kapitalbesëtzer, déi falsch investéiert hunn, nach Firmen, déi et verschlof hunn, fir sech strukturell nei opzestellen, a scho guer net déi schaffend Bevëlkerung, déi schaffend Leit, ausgeléist. Dës Kris ass ee bis ewell eemolegen externe Schock, deen op e Virus, eng Pandemie zréckgeet. Eng eenzegaarteg Situatioun mat kolossale Konsequenzen, wéi mer se de Moment erliewen.

Här President, zu Lëtzebuerg huet d'Regierung direkt richteg, onbürokratesch a flexibel reagéiert. De Projet de loi, dee mir haut wäerte stëmmen, ass en Deel vun enger Panoplie vun Hëllefen, déi Lëtzebuerg a kierzester Zäit op d'Bee gestallt huet. D'lescht Woch gouf e Stabilitéitspak presentéiert, fir dee ganzer 8,8 Milliarden Euro mobiliséiert ginn, fir eiser Wirtschaft duerch déi schwiereg Zäit vun der Coronakris ze hëllefen. Net manner wéi 21 Mesurë stinn dofir bereet.

De Premier Xavier Bettel sot: „Mir loosse keen am Ree stoen!" Dofir adresséieren déi Moossname sech u jiddwereen: un d'Mikroentreprisen, un d'Handwierk, un de Commerce, un déi selbstänneg schaffend Leit, un d'Kënschtler, déi Kulturschaffend an un déi, déi si encadréieren, un d'mëttelstännesch Betriber, awer och un déi gréisser Entreprisë souwéi un d'ASBLen an un d'Privatpersounen.

Dëse Pak soll garantéieren, datt d'Entreprisë genuch Liquiditéiten hunn, datt se nach u Prête kommen, datt se hir Salariéë bezuelt kréien an datt se och d'Méiglechkeet kréien, fir Paiementer an der Zäit ze verréckelen, ze strecken. Dës Mesurë gëllen net nëmme fir d'Entreprisen, mee si kommen och de Salariéen zegutt. 500 Milliounen de Mount bezilt de Staat fir d'Salariéen, déi am Chômage partiel sinn. Fir all déi kleng Betriber an déi Selbstänneg, déi wéinst dëser Kris hu missen zoumaachen, gouf eng Direkthëllef vu 5.000 Euro an d'Liewe geruff, net remboursabel a steierfräi.

Nach ni konnten esou vill Leit vum Teletravail profitéiere wéi elo. Souguer fir eis Salariéen aus der Belsch an aus Frankräich goufen Ausnamereegelungen a Rekordzäit mat de politesche Verantwortlechen an eisen Nopeschlänner ausgehandelt.

Net méi spéit wéi gëschter huet de Mëttelstandsminister Lex Delles ugekënnegt, datt d'Betriber déi järlech Cotisatioun fir d'Onlineshopping-Plattform letzshop.lu dëst Joer jiddefalls net musse bezuelen. Dat ass eng weider indirekt Hëllef.

Här President, d'DP begréisst all dës Moossnamen. Si si wichteg, jo, liewenswichteg fir eis Ekonomie. Ech si mer sécher, datt duerch dës Mesuren all d'Betriber, déi virum Coronavirus gesond opgestallt waren, et duerch dës Kris packe wäerten. Verschiddener wäerte wuel mat enger Schrumm oder enger Téitsch duerch déi schwéier Zäit kommen. Mee et geet drëms, de

Vollcrash ze vermeiden. Et geet drëms ze iwwerbrécken, duerch de Bësch ze kommen an dann nei ze starten.

All dës Moossname sinn natierlech nëmme méiglech, well eis Staatsfinanzen dank enger virsiichteger Budgetspolitik gesond dostoungen, wéi dëst gewaltegt Ongléck un d'Dier geklappt huet. Der Budgetspolitik ass et an de leschte Jore gelongen, mat héijen Investissementer d'Land ze moderniséieren an d'Staatsfinanzen nees op zolidd Féiss ze stellen. Den Defizit am Zentralstaat louch ëmmer méi niddreg wéi am Budget ugeholl. An de Joren 2014 bis 2017 louche mer ëmmer no beim Gläichgewiicht tëschent Recetten an Depensen. 2018 hu mer fir d'éischte Kéier no der Bankekris erëm schwaarz Zuele geschriwwen.

Den Triple-A gouf vun alle Ratingsagencë bestätegt a gëtt bis ewell och net a Fro gestallt. D'Staatsschold louch Enn 2019 bei ronn 20 % vum PIB. Dat ass also déi zolidd Basis, déi eis elo an dëser gravéierender Situatioun zeguttkënnt an eis Sputt gëtt, och wa mer ongewollt nei Scholde musse maachen, fir der Wirtschaft an de Leit am Land ënnert d'Äerm ze gräifen.

Léif alleguer, wat léiert eis dës Kris, déi jo en externen, en exogene Schock ass? Dee falschste Reflex wier den Egoismus. Mir schaffen an engem europäesche Bannemaart. Trotz Viruskris däerfe Liwwerketten net ënnerbrach ginn. Mir liewen an enger Schicksalsgemeinschaft, an enger europäescher Schicksalsgemeinschaft, an där jiddwereen deen anere brauch. Wieren d'Grenzen hermeetesch zougemaach ginn, wat jo glécklecherweis net geschitt ass, géif dat d'Auswierkunge vun der Kris nëmmen nach verschlëmmeren.

Op dëser Plaz wëll ech och un all déi Leit denken, déi an eiser Landwirtschaft schaffen. Fir si gëllt net: „Bleift doheem!" Si mussen hir Stécker elo prettmaachen, fir datt dëst Joer am Summer an am Hierscht Recoltë kënnen eragefuer ginn. Wäre mer am schlechtstméiglechen Zenario, wou d'Grenze ganz zougéingen an eis Supermarchéë keng Produiten aus dem Ausland méi géife kréien, da géife mer eis eréischt richteg bewosst ginn, wat fir eng Chance mer hunn, datt mer nach e puer Baueren, Gäertner a Wënzer hunn, déi eis Mëllech, Fleesch, Géméis, Uebst a Wäi vun heiheem produzéieren.

Här President, d'Kris léiert eis och, datt mer an Europa nees driwwer nodenke mussen, wat fir strateegesch Produkter net ganz ausgelagert däerfe ginn. D'Globaliséierung stéisst elo u kloer Grenzen, zumindest deelweis. Denke mer un d'Medikamenter oder un d'Automobillindustrie, wou mer sollten Ersatzcapacitéiten opbauen. Alles an allem geet et drëm, fir d'Plusvalue an domadder d'Liwwerkette méi staark, jo, méi robust ze maachen, betount och den däitschen Ekonomist Gabriel Felbermayr.

Innovatioun a Fuerschung mussen nom Enn vun der sanitärer Kris weider ënnerstëtzt ginn. Investissementer a Beräicher wéi Medezinn, Digitaliséierung an anerer däerfen elo net no hanne geréckelt ginn. Investissementer sinn essenziell am Kampf géint méiglech nei sanitär an aner Krisen. Investissementer an nei Mobilitéitsinfrastrukturen, an Transportmëttel, a Bildung an a Fuerschung bereeden eng besser an eng méi séier Zukunft vir.

D'Reduzéierung vun eiser Schold an de leschte Joren an den Triple-A, also d'Triple-A-Bewäertung, verschafen eis Spillraum, fir an dëser ausserguéinlecher Situatioun mam Schëff duerch de Stuerm an déi staark Wellebeweegungen ze kommen.

Léif alleguer, grad an esou schlëmme Momenter ass d'Kooperatioun tëscht de Länner vun essenzieller, jo liewenswichteger Bedeitung. Mir séizen all an engem Boot, huet de Finanzminister Pierre Gramegna virun dräi Deeg gesot. Wann dëst ënnergéing, da géife Verschiddener mat ënnergoen. An déi, déi sech u Land rette kéinten, hätten näischt méi iwwreg. An esou engem Europa wéilt hien net liewen.

Léif Kolleegen, mir alleguer heibanne sécher och net. Esou een Europa géif dem blannen Egoismus an domat engem geféierlechen Nationalismus Dieren a Paarten opmaachen.

No dëser Kris heescht et, fir sech weltwäit en neien institutionelle Kader ze ginn, fir an esou Krisen op internationalem Plang an Zukunft méi effikass zesummenzeschaffen, net nëmmen um Niveau vun den Zentralbanken, mee och a grad vun de féierende Staaten. Dat kléngt illusoresch, ma et ass, wéi dës Kris et weist, bluttnoutwendeg. Den Egoismus notzt kengem. Den Egoismus ass déidlech. Wie just no sech kuckt, dee schuet leschten Enns sech selwer.

D'Kris léiert eis och, datt mer den Teletravail, do wou méiglech an néideg, weiderentwéckele mussen. Déi Entreprisen, déi schonns virun der Kris mat dem Modell vum Homeoffice geschafft hunn, sinn elo kloer am Virdeel. Si hunn e strateegesche Virdeel op déi, déi sech elo eréischt Gedanke maachen, wéi hir Salariéë vun doheem aus schaffe kënnen. Den Teletravail ass sécherlech net en Ersatz fir eise jëtzegen Aarbechtsmodell, mee e bitt Chancen, fir d'Mobilitéit ze verbesseren, also d'Stroossen an d'Zich ze entlaaschten, fir Zäit ze gewannen, déi ee fir seng Famill kann notzen, a fir och am Krisefall schaffen ze kënnen, ouni sech deplacéieren ze mussen.

Digital gesi musse mer de Standuert Lëtzebuerg sécherlech nach méi attraktiv maachen. Dat geet vum 5G-Netz bis iwwer weider Moossnamen, déi d'Bürokratie mat der Digitaliséierung hëllefen ofbauen. D'DP huet reegelméisseg op den Notze vun der Telemedezinn opmierksam gemaach an hiren Ausbau gefuerdert. D'Kris huet eis elo bewisen, datt et fonctionéiere kann. Momentan si just Consultatiounen iwwer Telefon an iwwer Internet méiglech. Ordonnancë gi „paperless", wéi dat esou schéin heescht, also ouni Pabeier verschéckt. Ech si mer sécher, datt dëst a ganz noer Zukunft och an Netkrisenzäite méi dacks de Fall wäert sinn.

Här President, d'Kris ass e grave Schock fir eis all. Si strapazéiert eis Wirtschaft, eis Gesellschaft an eise Staat. Si stellt eise Gesondheetssystem op eng haart Prouf. An dës Kris ass fir vill Matmënschen eng schwéier Belaaschtung, souwuel organisatoresch wéi psychesch.

Mee um Enn vun all Kris steet en Neiufank, mat neien Erkenntnisser, neien Erausfuerderungen, neie Chancen. Loosst eis dës Chancen notzen, fir datt mer déi nächst sanitär Kris vermeiden an am Noutfall duerch méi Innovatioun besser iwwerstoe kënnen! Loosst eis awer och virun allem zesummenhalen, fir datt Lëtzebuerg, eis Gesellschaft, eise Staat, eis Wirtschaft a jidder eenzelne Mënsch dës schwéier Momenter beschtméiglech kann iwwerstoen!

Déi zoustänneg Ministeren hu séier gehandelt. Dat war wichteg. Et vergeet och keen Dag, wou net eng nei Moossnam ugekënnegt gëtt, well gemierkt gouf, datt ee vergiess gouf. Ech si mer sécher, datt nach Moossnamen nokommen.

D'DP verschléisst sech och net, fir d'Maximalhëllef vu 500.000 op 800.000 Euro ze erhéijen, falls d'Kris géif weisen, datt dat noutwendeg wier. Dofir wäerte mir natierlech och déi Motioun ënnerstëtzen. Si gëtt jo heibanne glécklecherweis vun alle Parteie gedroen.

Här President, elo heescht et virun allem hoffen, datt dës Momenter esou séier wéi méiglech en Enn fannen. Dat wënschen ech eis alleguer, ouni awer ze vergiessen, nach eemol e grousse Merci un all déi Mënschen ze riichten, déi derfir suergen, datt dëst Land minimal fonctionéiert. Virun hirem Asaz wëll ech mech an déiwem Respekt vernäipen!

Zum Schluss ginn ech dann nach den Accord vun der demokratescher Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesondheet vun eis alleguer steet an dësen Zäiten am Vierdergrond. An dat ass dat Allerwichtegst. Nëmmen zesumme kënne mer dëse Virus bekämpfen an dës schwéier Zäit iwwerstoen.

An dofir kann een deene Leit, déi de Moment u viischter Front géint de Virus kämpfen, net oft genuch Merci soen. Dat sinn eis Dokteren, eis Infirmieren, alleguer d'Acteuren aus dem Gesondheetssecteur, mee och d'Leit, déi an de Supermarchéë schaffen, déi Leit, déi am Transportwiese schaffen, eis Offallversuergung, eist Botzpersonal, eis Staatsbeamten an awer och eis Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert, mat där ganzer Regierungsekipp, an alleguer déi, déi ech elo net opgezielt hunn, mee déi alleguer duerch hir wichteg Aarbecht d'Land an d'Gesellschaft an dëse schwéiere Stonnen um Lafen halen.

E Merci geet awer och un all d'Benevollen, déi sech duerch déi verschiddenst Aktivitéiten auszeechnen, sief et duerch d'Akafegoe fir déi méi vulnerabel Leit oder duerch d'Bitze vu Masken oder duerch aner sozial Aktiounen. Hinnen all wëll ech am Numm vun der LSAP nach eemol e grousse Merci soen. Si sinn do, fir dass mir dës schwéier Zäit hei zesummen als Gesellschaft iwwerstinn.

Här President, dës sanitär Kris, an där mir eis de Moment befannen, wäert och e groussen Afloss op eis Wirtschaft hunn. Mir schwätzen hei net nëmme vun enger sanitärer Kris, mee och vun enger Kris fir déi weltwäit Wirtschaft. Säit dem 16. Mäerz hunn hei zu Lëtzebuerg e groussen Deel vun de Betriber hir Diere missen zoumaachen. An och aner Betriber spieren d'Konsequenze vun dëser Decisioun. Eis Betriber sinn op Standby. A wa mir wëllen, dass eis Gesellschaft no där Kris weiderfonctionéiere kann, well iergendwa wäerte mer dës sanitär Kris hei hannert eis hunn, da musse mer elo no eiser Wirtschaft, no eise Betriber kucken, ouni awer iergendee Beräich, wéi zum Beispill d'Kulturzeen oder déi Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, ze vergiessen.

All Patron an all Salarié hei am Land ass wichteg. An dofir muss och fir d'Sécherheet vun all Eenzelne gekämpft ginn. Sécherheet heescht an dësem Fall fir de Salarié, dass hie sech drop verloosse kann, dass hien no dëser Kris seng Aarbecht erëm kann ophuelen, also net entlooss gëtt, an och wärend dëser schwiereger Zäit eng Indemnitéit kritt. A fir de Patron heescht Sécherheet, no der Kris d'Diere vu sengem Betrib erëm kënnen opzespären a seng Aktivitéit erëm weiderzefëieren an dat zesumme mat senge Mataarbechter. Kee soll duerch dës Kris seng Aarbecht verléieren. Dat ass d'Zil vum Stabilitéitspakt vun der Regierung.

Här President, de Stabilitéitspakt gouf de leschte Mëttwoch vun der Regierung virgestallt. Dëse gesäit, ënner anerem, niewent enger eemoleger Aide non remboursable vu 5.000 Euro fir d'Entreprisen an engem Moratoire op Prêten och d'Subvention en capital sous forme d'avance vir, déi mir haut hei mam Projet de loi 7532 stëmme wëllen.

Et geet drëms, dass eis Betriber gehollef kréien, liquide ze bleiwen, an dat esou schnell wéi méiglech an esou onbürokratesch wéi méiglech. Dëse Projet gesäit, wéi vu menger Kolleegin Carole Hartmann, der Rapportrice, gutt duergeluecht ginn ass - merci dofir! -, eng finanziell Hëllef fir d'Entreprisen an Héicht vu maximal 500.000 Euro vir, dat ënnert der Form vun enger Avance remboursable, déi unhand vun de Salaires- a Loyerskäschte gerechent gëtt.

Mir stëmmen dësem Projet de loi natierlech zou, och wann d'Form vun där Aide, nämlech eng Avance remboursable, eis liicht Suerge mécht. Et wäerten Entreprisë ginn, déi dës Avance nëmme schwéier rembourséiere kënnen, well a verschiddene Beräicher d'Perten, déi duerch dës Kris verursaacht gi sinn, kaum erëm anzehuele sinn.

Iwwerliewenswichteg fir d'Entreprisen ass an deenen nächste Wochen, Liquiditéiten ze behalen. Dat ass d'Zil vun deem heite Projet. An dofir wäerte mir deen och esou ënnerstëtzen. Mat dësem Pacte de stabilité a mat deem heite Gesetz gëtt nämlech derfir gesuergt, dass keng Entreprise aus Liquiditéitsproblemer an deenen nächste Méint muss Faillite maachen. An dës Decisioun vun der Regierung ass hir héich unzerechnen.

Héich unzerechnen ass hir och, dass si alles mécht, fir d'Salariéen ze schützen. Dëst gouf scho ganz fréi a konkreet mat der Méiglechkeet vum Chômage partiel an d'Weeër geleet. D'Mataarbechter sinn dat Wichtegst fir de Betrib. Ouni si kënnen eis Betriber net fonctionéieren. Mir si frou, dass d'Betriber heifir de Chômage partiel kënnen ufroen an deen och opgemaach ginn ass fir all d'Secteuren hei am Land. Dës Hëllef muss elo esou schnell wéi méiglech ausbezuelt ginn. Den Aarbechtsminister huet mer haut de Moie matgedeelt, dass si prett sinn an déi éischt Entreprisen hir Hëllefe kënnen an Usproch huelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net méi an Zäiten, an dat ass och gutt esou, wou déi eng déi Gutt an déi aner déi Béis sinn. Mir befannen eis an enger Zäit vum „Zesummen". Zesumme weise mir dat och heibannen an der Chamber, wou mer zanter dëser Kris ënnert de Parteien, awer och tëschent Regierung an Oppositioun méi no zesummestinn a kucken, wat dat Bescht fir eist Land ass. D'selwecht maachen et och d'Patronen an d'Gewerkschafte mat hire Salariéen. D'selwecht maachen et och d'Clienten dobaussen, déi sech solidaresch mat de Betriber weisen an eis Betriber iwwer verschidden Aktioune schonn elo ënnerstëtzen.

Här President, Lëtzebuerg weist am Moment eng enorm Solidaritéit an e groussen Zesummenhalt. An dozou zielt jiddwereen. An dorop kënne mer och alleguer houfreg sinn, dass an eisem Land grad an dësen Zäite Solidaritéit an Zesummenhalt esou groussgeschriwwe ginn.

Allerdéngs gëtt et eng Grupp, déi sech dëser nationaler Solidaritéit entzéie wëllt. D'lescht Woch huet d'Union des propriétaires sech zur aktueller Kris geäussert mat engem Statement, deen dach erféiert huet. Spéitstens wann e Land esou eng Kris ze bewältegen huet an de Grand-Duché wéi eng Eent zesummesteet, misst ee sech emol vläicht iwwer säi Rôle an der Gesellschaft Gedanke maachen. Mir kënnen net akzeptéieren, dass mir elo hei Hëllefe fir Entreprisen, déi schwéier ze kämpfen hunn, stëmmen an dat Geld dann integral duerch Loyersauszuelungen un déi geet, déi schonn déi gréisste Fortunnen hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Ech wëll hei selbstverständlech net all Proprietären an een Dëppe geheien, well och hei gëtt et eng ganz Rei, déi hire Locatairë scho Loyersvergënschtegunge versprach hunn. Och si gehéieren zu deem solidaresche Lëtzebuerg. Mee wann en Daachverband esou Aussoe mécht, muss ee sech och vläicht kloer vun dësem distanzéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, ech sinn der Meenung, dass, wa sech hei näischt doe sollt, och de Logementsminister weider Schrëtt ënnerhuele muss, net nëmme fir d'Betriber, mee och fir d'Privatleit. De Loyer fir d'Privatleit ass schonn an normalen Zäiten den Aarmutsrisikofacteur Nummer eent hei zu Lëtzebuerg. Fir vill Leit am Chômage partiel, déi also nëmmen 80 % vun hirer normaler Pai kréien, gradesou wéi fir vill Commerçantë kéint de Loyer hinne spéitstens elo zum Verhängnis ginn. An dat dierfe mer net zouloossen.

Wann herno d'Proprietären nach als eenzege Gewënner aus där Kris hei erausginn, hu mer definitiv eppes falsch gemaach. Jiddweree muss elo en Deel dozou bäidroen, dass mir dës Kris beschtméiglech zesummen iwwerstinn. An ech ënnersträichen hei nach eemol dat Wuert „jiddwereen"!

Den Aarmutsrisiko ugeschwat, wëll ech och den aussergewéinlechen Effort duerch den Aarbechtsminister Dan Kersch ënnersträichen, dass och am Chômage partiel kee manner wéi de Mindestloun wäert kréien. Duerch dës sozial Moossnam verhënnere mer, dass d'Schéier hei am Land nach weider auserneegeet. Hei gëtt deene gehollef, déi schonn all Mount déi meeschte Suergen hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach zwee Detailer aus dem Projet de loi ervirhiewen, déi ech nach emol wichteg fannen ze erwänen.

Wéi scho grad ugeschwat, stëmme mer mat dësem Projet de loi eng Aide remboursable. Ech sinn awer zouversiichtlech, dass herno d'Regierung kee fale léisst, wann et ëm d'Zréckbezuele geet. Am Commentaire vun den Amendements gouvernementaux ass nämlech ze liesen, dass et sech ëm eng Subvention en capital soll handelen, déi just „en cas de meilleure fortune" rembourséiert muss ginn. Et ass virgesinn, dass no zwielef Méint de Ministère mat all Entreprise e Plan de remboursement wäert opstellen. An do ass et wichteg, dass een der Entreprise déi néideg Zäit gëtt, fir hiren Deel zréckzebezuelen, an och nach eemol deenen Entreprisen hëlleft, déi hir Perten net méi opgefaange kréien. An ech sinn zouversiichtlech, dass och hei d'Regierung kee wäert fale loossen.

Heizou soll och de Plan de redressement bäidroen. De Minister hat eis an der Kommissiounssëtzung erkläert, dass dëst eng ganz einfach Prozedur wäert ginn, dass et sech hei just ëm dräi Froen handelt. Mir verstinn awer d'Bedenke vun administrativen Hürden an ënnerstëtzen dofir och d'Fuerderung an der Motioun, fir dëse Plan de redressement flexibel ze loossen.

Här President, en Deel vun eisem Wirtschaftssystem an deen zur Diversifikatioun vun dësem bäidréit, dierf och net vergiess ginn. Et ass dat Lëtzebuerg als Startupnatioun. D'Startuppe sinn extreem fragill Entitéiten, déi och eis Hëllef brauchen. Ganz oft erfëlle si awer net déi verschidde Konditiounen, fir déi verschidden Hëllefe kënnen an Usproch ze huelen. Hei musse mir zesumme Méiglechkeete fannen, fir hinnen ze hëllefen. Ech sinn awer dovun iwwerzeegt, dass de Ministère mat senge Partner wéi der Luxinnovation do alles wäert méiglech maachen. An de Wirtschaftsminister wäert sécherlech herno och nach eng Kéier dorobber agoen.

Här President, dës Direkthëllef fir d'Entreprisë soll laut éischten Héichrechnungen de Staat 300 Milliounen Euro kaschten. Och hei huet d'Regierung schonn nogebessert. Et waren am Ufank duerch zwee Budgetsartikelen nëmme 54,5 Milliounen Euro virgesinn.

Eng ganz aner wichteg Ännerung, déi d'Regierung nach an den Text afléisse gelooss huet, ass, dass déi Hëllefen elo och dem Kultursecteur zeguttkomme kënnen. Sou ginn elo am Text explizitt d'Professions vun den Artistes indépendants an den Intermittents du spectacle genannt. Kultur verbënnt nämlech och an dësen Zäiten, wéi ënner anerem och de grousse Succès vun e sëllechen Aktiounen aus der Kulturzeen weist. Merci och hinne fir hiren Asaz an dëser Zäit!

Mir hunn nämlech eng gutt lokal Lëtzebuerger Kulturzeen, déi et absolutt ze ënnerstëtze gëllt. Géife mer en Deel vun dëser Kultur duerch dës Kris verléieren, géif Lëtzebuerg als e vill méi aarmt Land aus där Kris hei erausgoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ugefaangen hunn ech meng Ried mat de Wierder: „D'Gesondheet vun eis alleguer steet an dësen Zäiten am Vierdergrond. An dat ass dat Allerwichtegst." Jo, d'Andämmen an d'Bekämpfe vun deem Virus mussen elo absolutt un éischter Stell stoen. Do dernieft, mengen ech, ass et awer och un der Zäit, fir weider ze denken, fir Visiounen ze entwéckelen, wéi et duerno soll weidergoen.

Weist dës Kris net, wat wierklech wichteg ass an op wien a wat et wierklech ukënnt? Sollten de Gesondheetssecteur a seng Beruffer net eng Opwäertung kréien, déi si verdéngen? Sollte mer als Lëtzebuerg net erëm vill méi Wäert op lokal Produktioun a Consommatioun leeën? Sollt Europa net endlech nees déi absolutt néideg Produite selwer produzéieren? Ech denken hei zum Beispill un d'Pharmaindustrie, also un d'Produktioun vu Medikamenter.

Sollte mer net endlech konsequent Schrëtt aleeden, fir eise Logementsproblem ze bekämpfen? A sollt net endlech de Bien-être vun de Leit, de Mënschen am Mëttelpunkt vun all eisen Iwwerleeunge stoen an net de kapitalistesche System, dee sech gréisstendeels op de Bourssen ofspillt?

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer no där Kris net einfach kënnen esou weidermaache wéi virdrun, mee dass mir weider u Léisungen op dës Froe musse schaffen an esou eise System iwwerdenke mussen. Eng Aufgab an eng Iwwerleeung, déi esou, mengen ech, och vun de Bierger grad elo vun eis als Chamber verlaangt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'PMEen, den Horeca-Secteur an d'Kulturzeen maachen eist Land zu deem, wat et ass. Si hunn et schwéier a sollen dofir ënnerstëtzt ginn. Ëmsou méi bemierkenswäert ass awer, dass si net einfach no Hëllef jäizen, mee si engagéiere sech selwer.

Ech denken hei un déi vill Betriber, déi scho Masken oder anert Material, wat se nach op Stock haten, u Klinicke geliwwert hunn. Ech denken awer och un déi sëllech Initiativen, wéi zum Beispill de Liwwerservice am Horeca-Beräich oder an anere Beräicher. Och eis Wënzer setzen de Moment verstäerkt op Livraisounen, fir esou hir Perten ze kompenséieren. Vill Betriber siche selwer no Léisungen, fir dës Zäit hei ze iwwerbrécken. Hinnen och dofir e Merci!

Här President, wat eis Landwirtschaft betrëfft, kënne se de Moment hir Aarbecht fortsetzen, andeem si déi allgemeng Hygiènesbestëmmungen an déi sougenannte „gestes barrières" anhalen. An dat ass och wichteg, well si de Moment déi sinn, déi eis Liewensmëttelketten oprechterhalen, virun allem wat d'Mëllechproduktioun, d'Fleesch an d'Geméis betrëfft. Och hinne kënne mer Merci soen, dass si fir eis do sinn an där schwéierer Zäit.

Dëst weist nämlech méi wéi jee, dass et wichteg ass, dass mir eng eege Liewensmëttelproduktioun hei zu Lëtzebuerg hunn, an dass mir d'Aarbecht vun eise Bauere méi wäertschätze mussen. D'Konsumente si grad elo opgeruff, lokal ze kafen an och eis Bauerebetriber ze ënnerstëtzen.

Déi landwirtschaftlech Betriber, sief dat d'Baueren, d'Wënzer an och d'Kooperativen, déi Liquiditéitsschwieregkeeten hunn, kënne sech awer och un de Wirtschafts- an de Mëttelstandsministère wenden a kënne vun dësem Gesetz profitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kucke jo ëmmer ganz gären an d'Ausland a vergläichen eis mat deem, wat do geschitt. Ech mengen, dass mir de Verglach an dësem Kontext absolutt net brauchen ze scheien an dass et wuel kaum e Land gëtt, wat esou e Package un Hëllefen, insbesondere Direkthëllefen, an esou kuerzer Zäit beschloss huet.

De Chômage partiel an de Congé pour raisons familiales waren déi éischt zwou Hëllefe vun deem ganze Pak, déi de Leit direkt zegutt wäerte kommen, weider d'Indemnité d'urgence certifiée, also déi Direkthëllef iwwer 5.000 Euro fir kleng Betriber. Gradesou wéi déi méi flexibel Optiounen, wat d'Bezuele vun der TVA an de soziale Kontributiounen ugeet, zesumme mat de Moratoiren op Prêten, an d'Garantien, déi de Staat an d'Banke ginn an eeben elo dësem Projet de loi weisen, dass wirtschaftlech duerch dëse Pak all Beräich ofgedeckt ass a mir mat deenen néng Milliarden dës schwéier Zäit kënnen iwwerstoen.

Et ass wichteg, dass elo awer jiddwereen eng Hand mat upaakt a kuckt, wéi en a sengem Betrib kann hëllefen, dës schwiereg Zäit ze iwwerbrécken, bis eis Wirtschaft erëm ka rullen. Wichteg ass et elo och, dass déi verschidde Mesuren esou séier wéi méiglech kënnen an Usproch geholl ginn. Dofir d'Drénglechkeet vum Stëmme vun deem heite Projet de loi, dee viru knapps zwou Wochen deposéiert ginn ass. Awer eng einfach Handhabung vun de verschiddene Mesuren heescht och, dass mer d'Entreprisen net mat ze vill administrativem Opwand iwwerfuerderen.

Wichteg ass och, dass elo dat néidegt Personal am Wirtschaftsministère zur Verfügung steet, fir all déi Demandë schnell ze traitéieren. Ech hat de Moie mam Wirtschaftsminister Franz Fayot geschwat, dee mir sot, dass d'Formulairë fir dës Hëllefen, déi mer haut hei stëmmen, Enn der Woch prett sinn an dass dann d'nächst Woch schonn déi éischt Hëllefen theoreetesch kéinten ausbezuelt ginn. Och hei kann een d'Regierung just luewen, dass si et eescht mengt mat deenen Hëllefen, déi séier solle kommen an onbürokratesch sollen ugefrot kënne ginn.

Här President, nach kuerz e Wuert zur Motioun. Natierlech si mer domat averstanen, fir dës Aide hei op 800.000 Euro ze hiewen. Mir konnten am Projet de loi net méi dorobber reagéieren, well mer soss de Projet an d'Längt gezunn hätten. An et ass wichteg, dass de Projet esou schnell wéi méiglech gestëmmt gëtt, dass dës Aidë schonn dës Woch kënnen ugefrot ginn.

Wat de Plan de redressement betrëfft, huet de Minister Lex Delles eis versécher, dass dat eng ganz einfach Etapp bei der Ufro vun dëser Aide wär an dass et éischter eng Hëllef sollt si fir d'Betriber fir ze kucken, ob si all méiglech Aiden an Usproch geholl hunn, éier si nach Sue léine ginn. Ech sinn d'accord domat, dass dëse Plang flexibel muss sinn an am Interessi vun de Betriber.

Här President, dëse Stabilitéitspak zesumme mat all de sëllechen Initiativen aus dem private souwéi dem kulturelle Beräich weisen, dass, wann et drop ukënnt, mir dës Kris hei wäerte meeschteren. An dat awer nëmmen zesummen! An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'alleréischt, ier ech et vergiessen, géif ech ganz gären der Rapportrice, dem Carole Hartmann, hei Merci soe fir dee Rapport, deen net nëmmen a Rekordzäit zustane komm ass, mee deen och, wéi ech fannen, an enger ganz klorer, einfacher Sprooch war, mat allen Informatiounen. Ech mengen - dat ass ee vun de Punkten, wou ech och wäert drop zréckkommen -, den Accès un d'Informatioune fir eis Betriber ass immens wichteg an et ass wichteg, dass mer déi Informatiounen, déi de Moment quasi iwwerliewenswichteg si fir eis Betriber, och kloer no bausse vehiculéieren.

Ech géif och net méi ganz op d'Detailer vum Rapport agoen an och vun dësem Gesetzesprojet, vu dass dat alles schonn hei am Detail gemaach ginn ass, a mech méi op den Impakt vum Gesetz konzentréieren an op den allgemenge Kader, an deem mer eis hei beweegen.

Mir sinn an enger ganz onerwaarter Situatioun, déi vun eis verlaangt, dass mer d'urgence handelen, well eis Betriber dobausse séier a ganz onbürokratesch Hëllef brauchen. A mir beweise mat dësem Gesetz, dass mir a kierzester Zäit kënne reagéieren, fir déi néideg Hëllefstellungen och kënnen ze bidden.

Dëse Projet de loi gouf den 13. Mäerz an der Chamber deposéiert. Säitdeem koum et opgrond vun den Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot zu enger ganzer Rei vun inhaltlechen Ännerungen. An eng, déi mir do ganz besonnesch begréissen, ass d'Ausweitung vum Champ d'application vun dësem Gesetz. Well waren am Ufank just Kleng- a Mëttelbetriber viséiert, esou kommen elo ënnert der definitiver Versioun vum Projet all d'Entreprisen - kleng, mëttel a grouss - an och doriwwer eraus d'Independanten an déi Kulturschafend an de Genoss vun dësen esou wichtegen Hëllefen.

Mir begréissen hei ausdrécklech d'Inklusioun vum kulturelle Secteur, deen eeben och en Deel vun eisem Tissu économique ass, mee net nëmmen. D'Kulturliewe suergt och op seng Manéier fir sozialen Zesummenhalt. An ech mengen, vill Leit hunn et scho gesinn: déi flott Initiativen, déi de Moment getraff ginn, fir och grad d'Kultur elo digital eriwwerzebréngen, wou een owes sech ka Concerten, kleng Stécker ukucken, Kultur och fir Kanner accessibel ass de Moment an dësen Zäiten, wou mer doheem sëtzen an net méi wëssen, wat mer solle mat de Kanner maachen. Et gëtt ganz vill am kulturelle Beräich gemaach, fir d'Leit iergendwéi digital dann awer beieneenzekréien, beieneenzeréckelen a schéi Momenter mateneen ze verbréngen.

Haut, am Kader vun dësem Gesetz, war et eis wichteg, fir och dëse Secteur vun den Hëllefsmoossname profitéieren ze loossen an em domadder och den néidege Stellewäert ze ginn.

Mir stinn natierlech och hannert dem Entrepreneuriat. Als Independant hëlt ee Risiken op sech, fir säin eegene Wee ze goen a säin eegene Bäitrag zu eiser Gesellschaft ze leeschten. Domadder bitt ee fir sech, a gegeebenefalls och fir seng Mataarbechter, Aarbechtsplazen a Sécherheet. Fir sech selbstänneg ze maachen, brauch ee Courage. A mir hunn als Land ëmmer versicht, dee Courage ze belounen an hu jiddwereen ënnerstëtzt, dee bereet war, ze innovéieren an op dëse Wee ze goen. Och an der aktueller Kris hale mir un dësem Prinzip fest.

Duerfir ass et eis besonnesch wichteg, dass hei och bei Startups derfir gesuergt gëtt, dass si net duerch d'Raster falen, well si eventuell nach op wackelege Bee stinn an nach net d'Zäit haten, sech eng zolidd Basis ze schafen. Et ass onëmgänglech, dass och si d'Méiglechkeet kréien, ganz aus dëser Kris erauszekommen.

Dës Kris däerf och net derzou féieren, dass d'Innovatioun an den Entrepreneursgeescht an eisem Land erstéckt ginn. Mat dësen Hëllefe gi mer den Entrepreneuren de Message, dass, wann een e Risiko ageet a Courage beweist, een och a Krisesituatiounen net hänke gelooss gëtt.

Eis Regierung huet hei e risegen Effort gemaach, fir jiddwerengem déi bescht Méiglechkeeten ze ginn, dës kriddeleg Zäit iwwerbrécken ze kënnen. Wou vläicht nach eng Kéier muss nogekuckt ginn, ass, wéi et mat den Independanten ouni Autorisation de commerce ausgesäit. Ech denken hei ënner anerem u Beispiller wéi Traineren, Personal Coaches oder Leit, déi esou freelance Sproochecoursë ginn an déi och haaptberufflech dovunner liewen. Si sinn e bëssen an enger spezieller Situatioun, well si net fir déi Aidë vu 5.000 Euro eligibel sinn an och net fir de Chômage partiel. Duerfir si mir natierlech frou, dass och si elo hei an dësem Projet de loi mat viséiert sinn an déi néideg Hëllef kënnen ufroen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Hei musse mir just evaluéieren, jee nodeem wéi laang dës Situatioun nach undauert, ob hei nach vläicht muss nogebessert ginn. Well déi Aiden, fir déi si hei eng Demande kënnen ufroen, musse jo zréckbezuelt ginn. Si hunn domadder, wat hire Revenu ubelaangt, esou eppes wéi en Ersatzgehalt op Kreditt, a vu dass hire Revenu an der Reegel net immens héich ass, ass de Risiko grouss, dass se herno an d'Bredouille kommen, wann et drëm geet, dann déi Zommen erëm ze rembourséieren.

Wat de Gesamtpak vun den ugekënnegte Mesuren ubelaangt, do goufe jo iwwert dëse Projet de loi eraus eng Partie Mesuren ergraff, déi eise Betriber an hire Mataarbechter zeguttkommen. De Congé pour raisons familiales zum Beispill ass ganz generéis ausgeluecht. An de Chômage partiel ass och ee vun deene generéiste wäit a breet. All dës Mesuren zesumme sinn eminent wichteg, fir d'Iwwerliewe vun eise Betriber ze erméiglechen.

Ech denken hei ganz besonnesch, awer net nëmmen, un den Horeca-Secteur an un d'Reesbranche am Allgemengen; hei sinn d'Entreprisë mat am häerteste getraff. All Dësch, all Zëmmer, wat am Mount Mäerz net konnt beluecht ginn, kann net am Mount August oder September duebel beluecht ginn. Anescht wéi an anere Secteure besteet hei also keng Méiglechkeet, d'Pertë groussaarteg erëm eranzefueren.

An der Reesbranche besteet déi zousätzlech speziell Erausfuerderung, dass d'Mataarbechter zu engem groussen Deel hei net kënnen an de Chômage partiel geschéckt ginn, well grad a Krise wéi där hei gëtt hiert Personal nach gebraucht, fir de Service Client ze garantéieren, Froen ze beäntwerten, Buchungen ze stornéieren oder déi ganz Administratioun ronderëm annuléiert Reesen ofzesécheren. Et bestinn also weiderhin héich lafend Käschten, déi ouni de Pak vun annoncéierten Aiden net ze bewältege wieren.

Wat dëse Projet de loi elo konkreet ubelaangt, do handelt et sech jo hei ëm eng Avance remboursable, déi e Maximum vu 500.000 Euro kann erreechen. Wéi gesot, mir hate schonn driwwer geschwat, dass dat kann, gegeebenefalls, opgestockt ginn op 800.000 Euro, falls dat sech als néideg géif erweisen. Ech mengen, et war och eng ganz weise Entscheedung, elo emol mat deene 500.000 unzefänken a sécherzestellen, dass mer d'Betriber och net an d'Iwwerschëldung schécken an dass mer kënnen de System quasi „noschéissen", dass mer nach e bësse Polver hunn, falls dat sech géif als néideg erweisen.

Dëse Projet de loi couvréiert souwuel kleng wéi mëttel a gréisser Entreprisen. An dës hunn natierlech hir spezifesch Erausfuerderungen alleguer a kënnen, jee nodeem wéi se opgestallt sinn, mol méi, mol manner intern op Leit zréckgräifen, déi se duerch déi administrativ Prozedur begleeden. Duerfir ass et besonnesch wichteg - an dat war dat, wat ech am Ufank versicht hat ervirzesträichen -, dass d'Prozeduren esou onkomplizéiert a pragmatesch wéi nëmme méiglech sinn, awer och, dass eeben den Zougang zu den Informatioune garantéiert ass an eng kloer an einfach Kommunikatioun vis-à-vis vun de Betriber gemaach gëtt.

Den Text selwer hält d'Konditioune fest, déi erfëllt musse sinn, fir vun den Aidë profitéieren ze kënnen, a reegelt d'Modalitéite vun der Hëllef. Ma et geet hei an eisen Aen net reng an eleng ëm Hëllefen, fir Betriber ze retten. Dat wier eng vill ze simplistesch Lektür vun der aktueller Situatioun. Et geet eigentlech ëm Solidaritéit an ëm d'Sécherstellen, dass d'Zännrieder vu Privé, Staat a Gesellschaft weiderhi kënnen anenanergräifen an dass mir Hand an Hand duerch dës Erausfuerderung kommen.

Eis Betriber sinn de Motor vun eiser Ekonomie a vun eiser Gesellschaft. Wa mir si haut schützen a sécherstelle wëllen, dass si aus dëser Kris erauskommen, dann ass dat och, well mir wëssen, dass si no der Kris eng eminent wichteg Roll ze spillen hunn. Eis Ekonomie, eis Betriber, si sinn ofhängeg vun enger gudder Santé publique. Et ass jo kloer: An enger Kris wéi där heiter leiden d'Entreprisen. Mee eis Santé publique ass och ofhängeg vun eise Betriber, well ouni Akommes an ouni hir Kontributioune kann och kee performanten ëffentleche Gesondheetssystem fonctionéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- D'Santé publique an déi wirtschaftlech Gesondheet sinn also ganz staark liéiert a brauche sech géigesäiteg fir ze iwwerliewen. Dat ass eng vun den éischte grousse Lektiounen, déi mer aus dëser Situatioun zéie kënnen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Et geet och drëm, eis gesamt Wirtschaft ofzesécheren géint eng Rezessioun, déi spéitstens dann akut géif ginn, wann d'Kris vun der Realwirtschaft, also vun eisen Entreprisen, sech op eng Bankekris ausweide géif. Dat, well d'Betriber net méi an der Lag wieren, hir Kreditter zréckzebezuelen. Genau dowéinst ass et och esou wichteg, dass dëse Projet de loi eng holistesch Vue vun der Wirtschaft unhëlt, andeems d'Hëllefen eeben net nëmme fir d'PMEe gëllen, mee och fir Independanten a grouss Entreprisë bestëmmt sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Dës Wirtschaftskris, déi mir hei versichen esou wäit et geet ofzewenden, ass eng Kris ausgeléist duerch komplette wirtschaftleche Stëllstand. Et ass also net wéi 2008 eng Bankekris. An trotzdeem besteet de Risiko, dass doraus eng nei Kris an der Finanzwelt entstoe kann. D'Konsequenze vun esou enger wäitreechender Wirtschaftskris si schwéier virauszegesinn, ma et kann ee sécher sinn, dass se souwuel fir déi wirtschaftlech Acteure wéi och fir d'Stéit ze spiere wieren. Solidaritéit a Responsabilitéit sinn dowéinst an dësen Zäiten ekonomesch rational, an dat secteuriwwergräifend, eebe wéinst der grousser Vernetzung vun eisem gesamte Wirtschaftssystem.

Duerfir sinn, mengen ech, an dësem Kader eng ganz Partie Mercien ubruecht. Merci fir d'éischt der Regierung fir dat schnellt Handelen an den impressionnante Paquet vu Mesuren, deene hei a kierzester Zäit an ouni grouss ze zécke presentéiert ginn ass. Dës Kris weist, wat fir eng kruzial Roll dem Staat zoukënnt an dass nëmmen e performante Staat eng Kris vun dëser Envergure ka meeschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci awer och der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der clc, der Industrie, de sëllechen Decideuren an natierlech och all hire Mataarbechter, déi ënner enormem Zäitdrock séchergestallt hunn, dass eng Abberzuel vu Mesuren am Rekordtempo konnten op de Wee bruecht ginn. Merci de Betriber an hire Mataarbechter, déi, obwuel se zum Deel ganz, ganz staark getraff sinn, bereet sinn, sech erëm nei opzestellen a mat eis zesummen un engem Strang ze zéien. Deen Zesummenhalt ass eis Stäerkt. Et ass wat eis ausmécht. An et ass och dat, wat mécht, dass mir zesummen aus dëser Situatioun erëm erauskommen.

A wa mer vun Erauskomme schwätzen, ech mengen, jiddweree mécht sech esou lues Gedanken iwwert dat, wat no der Kris kënnt. Zu

den eminente wirtschaftleche Froe geselle sech och laangfristeg Froen, iwwert déi mir eis méi wäitreechend Gedanke maache mussen. Wéi eng Lektiounen zéie mir aus dëser Situatioun? Wéi gesi mir d'Zesummespill tëscht Politik, Wirtschaft a Gesellschaft an Zukunft? A wéi kënne mir eis Ekonomie méi resilient géint esou Menacen an Zukunft maachen?

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Natierlech plädéiere mer derfir, dëse Moment ze notzen, fir eng déif gräifend Reflexioun iwwer eise Wirtschaftssystem ze lancéieren an déi an eisen Aen noutwendeg Konklusiounen doraus ze zéien. Et ass hei un der Politik, en adaptéierte Kader fir d'Zukunft ze setzen.

Mir als Gesellschaft brauchen eis Betriber. Si versuergen eis mat Wueren a Servicer a bidden Aarbechtsplazen. Ech mengen, mir ginn eis däers och elo am Alldag, spéitstens elo zumools, liefhaft bewosst. An dat sollt eis och derzou verleeden ze iwwerdenken, wou a wéi mir akafen a wéi mir och eis Betriber stäerke kënnen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ausserdeem musse mir eis ganz däitlech virun Ae féieren, dass, wéi an all Kris, elo d'Weiche fir déi Zäit duerno gestallt ginn. Dat ass jo haut och schonn e puermol ugeklongen. Mir schwätzen hei net just vu Chaînes d'approvisionnement, déi méi lokal oder regional mussen opgestallt ginn, an dat och am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft, mee dës Kris huet ville virun Ae gehalen, wéi villfälteg d'Problematik vun enger op d'Spëtzt gedriwwener Globaliséierung ass. D'Ausmooss vun den Deplacementer, souwuel fir Wuere wéi fir Leit, ass net just problematesch am Sënn vun der Nohaltegkeet, mee wéi mer haut ze spiere kréien, och am Sënn vun Epidemien, déi an eiser globaliséierter Welt ganz schwiereg bis onméiglech ze kontrolléiere sinn.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Och doweinst ass et wichteg, dass mir aus der Nout eng Dugend maachen an derfir suergen, dass mir eis hei, awer och op europäeschem Plang, méi nohalteg a méi solidaresch opstellen. E Virus kennt keng Grenzen an trëfft jiddweree gläich haart. Just dass Verschiddener besser Viraussetzungen hunn, fir d'Konsequenzen e Minimum ofzefiederen.

Dat hei ass och domadder eng Bewärungsprouf fir d'EU, eng Struktur, déi sech en plus d'Solidaritéit an de gemeinschaftleche Gedanken op de Fändel geschriwwen huet. A si muss elo Gréisst beweisen a weisen, dass si hiren Idealer och ka gerecht ginn. Et ass elo, wou d'EU sech kann dorunner moosse loossen, ob se solidaresch ass an ob se iwwert d'Grenzen ewech denke kann.

Déi éischt Impressioune gi leider éischter an déi falsch Richtung: Eenzel Länner maachen hir Grenzen zou a schueden domadder souwuel sech selwer wéi och hiren Noperen. Liwwerkette ginn ënnerbrach, Aarbechter kommen net méi onproblematesch op hir Aarbechtsplazen a soumat gëtt de betraffenen Entreprisen d'Liewen zousätzlech an onnéidegerweis schwéier gemaach.

Beim Theema Eurobonds gesäit et net besser aus. Lëtzebuerg huet sech, a mir begréissen dat, haart fir Coronabonds ausgeschwat, also fir e gemeinsaamt Scholdeninstrument, dat all Land géif erlaben, zu räsonabelen Tauxen u Gelder ze kommen, och deene Länner, déi e manner gudde Rating hunn. Domadder géife finanziell bessergestallt Ekonomië matbierge fir Kreditter fir Länner, déi wirtschaftlech ugeschloe sinn. An dëst hätt natierlech och zur Konsequenz, dass hiren eegenen Zougang zu Liquiditéite méi deier géi ginn. Mee genee dat wier déi Solidaritéit, déi Europa de Moment brauch.

A wa schonn net aus engem Solidaritéitsgedanken eraus, da missten esou Coronabonds wéinstens aus engem wirtschaftleche Gedanken eraus viséiert ginn: Dee Virus huet en Effekt op d'europäesch Wirtschaft an op d'Weltwirtschaft allgemeng an domadder och op all eenzelne Betrib, dee mir hei iergendwou versichen ze ënnerstëtzen. Wa Länner, wann Ekonomien aus dem Süde kollabéieren, da fält och fir eis e wichtegen Ofsazmaart ewech. An domadder hunn dann déi Hëllefen, déi mer hei stëmmen a stemmen, e groussen Deel vun hirem Impakt op alle Fall verluer.

Domadder ass kloer, dass „jiddweree fir sech" hei net d'Léisung ass. An ech mengen, et wier och en desastréise Message fir d'EU, wann dat awer d'Approche wier, déi am Endeffekt mangels Konsens zréckbehale géif ginn.

An deem Sënn loosst mech ofschléissend soen, dass mir dankbar si fir eis Regierung, déi hir Hausaufgaben hei op eng exemplaresch Aart a Weis erleedegt.

Wat hei mat dësem Projet de loi an insgesamt dem ganze Paquet vu Mesurë gemaach gëtt, ass net zulescht och fir ze garantéieren, dass de soziale Fridden erhale bleift. An de soziale Fridden ass nun emol d'Basis och vun enger gesonder Ekonomie. Wa mir mat dësem Projet de loi Betriber ënnerstëtzen, da suerge mir also net just derfir, dass se de Wee aus der Kris meeschteren, hir Aktivitéiten nees kënnen ophuelen an d'Ekonomie um Dréien halen, da setze mir och déi richteg Weichen, fir de sozialen Zesummenhalt oprechtzeerhalen a Sozialkonflikter fréizäiteg ze verhënneren. An dat wäert ëmsou besser geléngen, wat d'Betriber méi dezentral, méi nohalteg a méi ressourcëschounend fonctionéieren.

D'Gesondheetskris, déi mir haut erliewen, ass, wéi gesot, och de Moment, fir eis grad doriwwer méi wéi jee Gedanken ze maachen. Ech wënschen all de concernéierte Betriber an hire Mataarbechter Courage an Duerchhalevermögen an alles Gutts fir hir berufflech Zukunft. Ech freeë mech éierlech gesot elo schonn op den Dag, wou mer erëm duerch d'Butteker stöbere kënne goen, wou mer mat de Vendeuren an de Vendeusen hannert der Théik erëm kënnen en Echange hunn, op dee Moment, wou mer mat Frënn oder mat der Famill kënne Kaffi drénke goen oder eppes zesummen iesse goen.

Mee bis dohinner loosst eis all versichen, déi Betriber an eiser Géigend ze detektéieren, déi eis haut brauchen, déi sech druginn, hir Wueren elo nach ënnert d'Leit ze bréngen an och hei ganz innovativ ginn. Vum Restaurateur, deen eng extra Kaart fir Takeaway gemaach huet, bis zum Fleurist, deen elo seng Arrangementer op Facebook post an alles bei d'Leit heemliwwere kann. Si all brauchen eis als solidaresch Konsumenten. Elo méi wéi jee!

Ech ginn domadder den Accord och vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, léif Kolleegen, och ech wollt fir d'éischt emol der Rapportrice Merci soe fir hir ganz virbildlech Aarbecht. Nach ëmmer, wann eist Land eng grouss Kris erlieft huet an eiser Geschicht, dann hu mer déi gemeeschtert duerch de Mutt, duerch d'Ausdauer, duerch Zesummenhalen, duerch Solidaritéit. An och dës Pandemie wäerte mer Meeschter ginn.

Kee vun eis ass Virolog a kee vun eis ka soen, ob déi Mesuren, déi vu Regierungssäit geholl gi sinn, déi richteg sinn, ob se duerginn, ob se iwwerdriwwe sinn.

Eng Fro, déi ëmmer erëm un eis erugedroe gëtt, ass déi, wéisou verschidde Betriber wéi Gäertnereien, Pepinièren, d'Baumäert, Faarwebutteker an esou weider zou sinn. Nom Prinzip, datt een ëmmer sollt probéieren, de Schued ze minimiséieren, esou kleng wéi méiglech ze halen, kéint een do vläicht déi Mesurë lackeren. Natierlech ëmmer ënnert der Bedéngung, datt déi Leit, déi do schaffen, an d'Clienten deen néidege Schutz hunn, genausou wéi dat jo och an de Supermarchéen de Fall ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Grad elo hunn do vill Leit, déi doheembleiwe mussen, e grousse Besoin vun deene Produkter, déi ech hei ugeschwat hunn. An et ass souwuel fir de psychologeschen Equiliber wéi och fir d'Gesondheet warscheinlech net schlecht, am Gaart kënnen ze schaffen.

Mee och wann déi eenzel Mesure géif gelackert ginn, da bleift de Fakt, datt eis Wirtschaft déi wäert sinn, déi aus dëser Kris gebeidelt ervirgeet. Mir däerfen all déi Erkrankt an déi Verstuerwen an hir Familljen net aus den Ae verléieren - a mir wënschen hinnen all Courage! -, mee an dësem Gesetzestext hei schwätze mer iwwert d'Follge vun dëser Kris op eis Ekonomie, op eis Betriber.

An och d'Repercussiounen op d'Staatsfinanzen däerfe mer net aus den Ae verléieren. Net nëmme Steierausfäll, wa manner Benefisser do sinn, mee ech denken zum Beispill un d'Investmentfongen, déi jo hir Taxe d'abonnement bezuelen op hiert Verméigen. Wann awer elo de Börsewäert vun deem Verméigen 20 %, 30 % oder 50 % erofgeet, da geet och d'Verméige vun deenen Investmentfongen erof an deementspriechend och déi Taxen, déi si bezuelen.

Ëmsou méi ass dësen Hëllefspak ze begréissen. A mir als ADR stëmmen dësem Gesetz absolutt zou.

Mir hunn awer eng Kritik, déi ech och schonn an der Kommissiounssëtzung zum Ausdrock bruecht hunn an déi, wann ech richteg nogelauschtert hunn, och vu ville Kolleegen heibanne gedeelt gëtt. An dat ass, datt dësen Text ee grousse Feeler huet: E gesäit just Subventioune vir, déi mussen zréckbezuelt ginn. Mir denken awer, datt ee muss ënnerscheeden tëschent deene Betriber, déi eng endgülteg Perte erleiden an dee verluerenen Ëmsaz ni méi kënne recuperéieren, an deenen aneren, déi e méi oder wéineger kënne recuperéieren.

Eise fréiere Wirtschaftsminister Robert Goebbels huet am „Wort" vum leschte Samschdeg déi Saach kloer formuléiert: „Jedes Hotelzimmer, das nicht belegt wird, jede ausgefallene Mahlzeit in einem Restaurant, jedes nicht getrunkene Bier in einer Gaststätte sind bleibende Einkommensverluste."

Eise Buchhändler Fernand Ernster huet am „Journal" zum Beispill seng Ëmsazaboussen eleng fir de Mount Mäerz op 300.000 Euro chiffréiert.

Eng Saach, fir déi een d'Regierung muss luewen, ass dat, wat se net elo, mee an der Vergaangenheet gemaach huet, datt elo Saachen, gutt Initiative méi wéi gehofft zum Droe kommen, wéi letzshop.lu oder wéi d'Digitaliséierung vun eise Betriber. Mee et bleift, datt an deenen ugeschwate Secteuren, an alle virop dem Horeca, et weeder mat enger eemoleger Hëllef vu 5.000 Euro nach mat där zréckbezuelbarer Hëllef, déi mer haut hei stëmmen, gedoen ass. Mir hoffen also vu ganzem Häerz, datt dëst Gesetz nogebessert gëtt a verschidde Betriber no klore Krittären och eng net zréckbezuelbar Subventioun kréie kënnen.

Dat wier, an dat gouf eis hei an der Kommissioun och bestätegt vun deenen zoustännege Spezialisten, och mat europäeschem Wettbewerbsrecht kompatibel.

Lafend Käschte wéi Loyer oder Bankzënse kéinten, zumindest zum Deel, doduerch opgefaange ginn. Maache mir dat net, da kënnt et zu deem, wat de Robert Goebbels a sengem Artikel als „Konkurs-Tsunami" benannt huet. D'Betriber kommen ouni Schold vu Staats weegen an d'Laberenten a falen an d'Faillite.

Warne wëlle mir als ADR virun enger Mietbefreiung, déi ëmmer nees am Gespréich ass an déi och haut nees vun LSAP-Säit hei gefuerdert gouf. Och mir si fir Solidaritéit. Et muss ee sech awer bewosst sinn, datt verschidde Proprietären dee Loyer bluttnéideg brauchen! Zum Beispill Leit mat klenge Renten, déi sech iwwert dëse Wee eng Zousazrent opgebaut hunn. Anerer hunn Hypothéiken op hirem Immeuble a musse Prêten zréckbezuelen. Hei kéint also d'Medizinn méi schiedlech si wéi d'Krankheet, wa Leit doduerch an Nout geroden oder Prêten net méi kënne rembourséiert ginn.

Hei gesi mir als ADR ganz kloer de Staat an der Verantwortung a begréissen duerfir och expressis verbis, datt an dësem Gesetz de Loyer als „coût admissible" fir d'Berechnung vun der Subventioun zréckbehale gouf. Leider gouf deen awer op 10.000 Euro de Mount plafonéiert, wat fir vill Betriber ganz einfach net héich genuch ass, besonnesch wann ee Betrib, wéi zum Beispill de Buchhändler Ernster, eng Dosen oder méi Geschäfter a Filialen huet.

Wa mer déi Selbstänneg kucken, da gouf e Plaffong vun zweemol dem Mindestloun agesat. Dat léisst vill Independanten ouni iergendee Revenu, wann hir lafend Käschte méi héich si wéi déi Zomm. An dat ass méi oft de Fall, wéi een denkt.

E weidere Kritikpunkt ass, datt expressis verbis Betriber ouni Handelsermächtegung ausgeschloss ginn. Or gëtt et awer ganz vill Aktivitéiten, wou eng Autorisatioun net virläit, well se net gebraucht gëtt. Ech denken un Editiounshaiser, ech denken u Firmen, déi an eegene Gebaier schaffen, ech denken u Firmen, déi en Immeuble kaaft hunn an elo net méi kënne viru renovéieren, well d'Handwierksbetriber zou sinn.

Den Artikel 3 (3) gesäit vir, datt ee Betrib nëmmen Hëllef kritt, wann en op dem Stéchdatum schonn eng ekonomesch Aktivitéit hat. Wéi steet et hei mat Betriber, déi schonn e Lokal gelount haten, ëmgebaut haten, mee eréischt nom Stéchdatum Ouvertür gehat hätten? Ech denken, zur Illustratioun, un eisen Noper hei, de Bistro „Beim Lentz" um Eck vun der Constitutiounsplaz, als Beispill.

Restriktiv ass d'Gesetz och, wat d'ASBLen ubelaangt, wou oft Leit schaffen, déi e groussen Akommesverloscht verzeechnen, ouni awer affiliéiert ze sinn. Och si ginn eidel aus.

Mir begréissen an dësem Kontext ausdrécklech, datt d'Kulturschafend net vergiess goufen, an hoffen, datt an engem spéidere Gesetzestext och zum Beispill Sportler oder Trainer eng änlech Hëllef zougestane kréien.

Et gouf scho vum Marc Spautz opgeworf, mee d'Fro ass extreem berechtegt: Et geet ëm de Remboursement vun de Subventiounen. Hei ass d'Gesetz stomm, wat eventuell Zënslaaschten ubelaangt. Och d'SNCI huet nach keen Zënssaz veréffentlecht fir hire Spezialkrisekreditt. Dat wier extreem wichteg, well hei brauchen d'Betriber Planungssécherheet.

Eng lescht Propositioun vun der ADR ass, datt déi geplangt oder schonn decidéiert Erhéijunge vun den Akzisen direkt sollte gestoppt oder zréckgeholl ginn. Vergiesse mer net, datt ville Leit hire Revenu zréckgaangen ass, an elo ass fir Steier- oder Akzisen- oder Taxenerhéijungen, weess Gott, kee Moment!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Fazit: Dëst Gesetz ass iwwerliewensnoutwendeg, awer net gutt genuch. A mir als ADR hoffen op Nobesserungen a weider Spezialgesetzer fir Situatiounen, déi duerch dëst Gesetz net ofgedeckt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Deen Text, dee mer hei virleien hunn, ass e wichtege Projet am Kader vum Gesamtpak, fir d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg ze stabiliséieren. Duerfir wäerte mir en och matstëmmen.

Duerch d'Amendementer, déi am Verlaf vun deenen zwou leschte Woche bäikomm sinn, huet dëse Projet och eng gewëssen Envergure kritt, déi néideg ass, well soss hätt dësen Text riskéiert, fir vill Entreprisë keng wierklech Hëllef duerzestellen.

Duerch d'Amendementer ass notamment, éischtens, de Champ d'application erweidert ginn op alleguer d'Entreprisen an och op d'Independanten. Zweetens sinn duerch dës Amendementer verschidde schwéierfälleg a bürokratesch Hürde vereinfacht ginn. Drëttens huet d'Ännerung vun engem eenzege Wuert de Charakter vun der Hëllef komplett geännert. Waren déi Aiden am Ufank nach „récupérable", also zu engem bestëmmte Stéchdatum fälleg, sou si se elo nach „remboursable".

Am Commentaire vum Amendement ass deen Ënnerscheed ganz gutt erkläert. Ech zitéieren: « En l'occurrence, on ne parle plus d'un prêt (classique), mais d'une subvention en capital qui doit être remboursée en cas de [...] meilleure fortune. » Dat implizéiert eng „meilleure fortune", also zukünfteg Gewënner, als Grondlag fir de Remboursement. Domadder hänkt net méi d'Damoklesschwäert vun der Faillite iwwert den Entreprisen, déi eventuell net direkt kënnen zréckbezuelen.

A véiertens sinn och d'Hëllefe fir Artisten an Intermittents du spectacle an dat Gesetz hei mat erakomm, déi jo och direkt vun der Ofso vun ëffentlechen Optrëtter betraff sinn.

An ech mengen, datt enger ganzer Rëtsch Leit, déi sech an deene leschten Deeg a Wochen am Confinement doheem hu missen ariichten, vläicht op eemol nees opgefall ass, wéi wichteg et ass, datt mer eng kulturell Produktioun hunn: datt mer Filmer hunn, déi ee kucke kann, datt et Musek gëtt, déi ee lauschtere kann, an datt et Bicher gëtt, déi ee liese kann.

An ech mengen och, datt déi Mesuren, déi d'Regierung hei geholl huet - déi éischt Mesuren -, richteg sinn. An nawell stelle sech fir d'Zukunft nach weider Froen, well Veranstaltungen, déi am Moment net konnte stattfannen, sinn deelweis reportéiert ginn op e spéideren Datum, een Datum awer, dee méiglecherweis verschidden Artisten och scho blockéiert hate fir aner Produktiounen. Dat heescht, et bleift awer bei engem Ausfall. An et muss ee sech natierlech och iwwerleeën oder d'Fro stellen, awéiwäit et an der kultureller Produktioun erëm zum Business-as-usual kann iwwergoen, dat heescht zu enger normaler Produktioun. Dat ass am Moment och nach net abseebar, soudatt et net auszeschléissen ass, datt d'Regierung och an dësem Beräich nach eng Kéier, spéiderhin, nobessere muss.

Här President, mir begréissen d'Reaktivitéit vun der Regierung op dëse Froen, déi relativ schnell gehandelt huet. Mir hoffen dann awer och, datt déi Aidë méiglechst onkomplizéiert a flexibel wäerten accordéiert ginn an et net zu engem bürokratesche Stau wäert kommen.

Eis läit virun allem um Häerz, den Tissu économique vun de klengen a mëttlere Betriber ze erhalen, déi de Gros vun den Aarbechtsplazen hei am Land stellen. Dës Kris däerf weeder zu Massenaarbechtslosegkeet féieren nach zu enger Zort „sélection naturelle", wou duerno just nach déi grouss Boîtte mat finanzielle Reserven iwwerliewe kënnen, an dëst weeder op nationalem nach och op internationalem Plang.

Och wa mer agesinn, datt d'Regierung hei huet missen en urgence handelen, hätte mer eis awer vläicht méi eng differenzéiert Approche gewënscht. D'Situatioun vun deenen eenzele Betriber a Secteuren ass ganz ënnerschiddlech an duerfir muss d'Äntwert och nuancéiert sinn.

En Handwierksbetrib, deen zum Beispill Renovatioune bei Leit doheem mécht, kann domadder rechnen, datt d'Demande sech wärend der Kris ustaut an datt et him no der Kris net wäert un Opträg feelen. Fir esou Entreprisen ass et vläicht net gradesou schwéier, déi Aidë spéider erëm zréckzebezuelen. Bei anere Secteuren ass dat awer net onbedéngt de Fall. D'Caféë wäerten zwar just nom Confinement mat grousser Warscheinlechkeet e gewëssenen Ustuerm hunn, mee dat wäert sech no e puer Deeg erëm um alen Niveau apendelen.

(Interruption)

En anert Beispill ass de Coiffer, deen no der Kris säi Chiffre d'affaires net wäert kënne substanziell erhéijen. Fir déi Secteure sinn déi laang Woche vun der Kris en Totalausfall a si wäerte Problemer kréien, déi Hëllefe spéider zréckzebezuelen. Déi Hëllefe wäerten dann iwwer länger Zäit d'Bicher belaaschten a méiglecherweis souguer en negativen Afloss op d'Entwécklung vun de Salairë vun de Mataarbechter hunn.

Nieft den Aidë vun dësem Projet sinn duerfir geziilt Subventioune fir kleng a besonnesch vulnerabel Betriber ganz wichteg. Déi Direkthëllef vu 5.000 Euro fir kleng Betriber ass en éischte Schratt, dee mer och begréissen. Mee dat wäert a ganz ville Fäll net duergoen, zemools wa sech déi aktuell Situatioun an d'Längt zitt a wann déi deier Loyere musse bezuelt ginn.

An ech muss soen, datt ech relativ wéineg Leit kenne mat ganz klenge Pensiounen, déi iwwer Geschäftslokaler verfügen an domadder hir kleng Pensioun opbesseren. Ech denken éischter, datt hei eng Unheefung vu Kapital a Revenuen zesummekënnt, déi och engem solidareschen Akt, dee vu jiddwerengem hei verlaangt gëtt, misst ënnerluecht ginn. An domadder ënnerscheeden ech mech och vun deem, wat mäi Virriedner gesot huet.

Et muss een oppassen, datt verschidde Betriber net duerch d'Netz rutschen. Ech denken do zum Beispill u kleng, jonk Entreprisen, déi grad eréischt ugefaangen hunn a bis elo nach keng schwaarz Zuele konnte schreiwen a wou dat och geplangt war, datt se an deenen éischte Joren eventuell nach keng schwaarz Zuele schreiwe kéinten. An et ass fir eis schonns erstaunlech, datt grad dës Regierung, déi jo wollt eng Startupnation ginn, grad fir dës kleng Betriber bal keng Hëllefe virgesinn huet.

Ech denken awer och u Betriber, déi scho virun der Kris um finanzielle Limitt geschafft hunn an déi elo riskéieren, de Coup de grâce ze kréien, obwuel se eventuell hätte kënnen hir Situatioun redresséieren.

Mir fuerderen duerfir d'Regierung op, no deenen éischte Moossnamen d'Situatioun genee am A ze behalen a gegeebenefalls flexibel nozebesseren an hir Ambitiounen nach ze erhéijen. Ganz allgemeng muss d'Reegel gëllen, datt kee Betrib däerf onverschëlt duerch d'Coronakris an d'Faillite gedriwwe ginn. Jo, vläicht wäert de Staat net kënnen all Entreprise retten, mee e muss et op alle Fall probéieren. A mir mengen, datt dat heiten eleng nach net duergeet.

Här President, déi finanziell Situatioun vun eisem Staat ass méi wéi gesond. An et ass elo wierklech net de Moment, fir knéckeg ze sinn. Et ass dausendmol besser, duerno 10 % méi Staatsschold ze hu wéi 10 % méi Chômage.

Mir si matten an der Kris a wuel nach fir laang Deeg vum Peak ewech. Trotzdeem wëll ech am Kontext vun dëser Debatt e puer Wierder zum Après-crise gesot hunn. Mir wäerten onweigerlech eis Staatsschold mussen erhéijen. An dat ass fir eis och kee Problem. Mee ech hoffen, datt duerno keen heibannen op d'Iddi kënnt, déi katastrophal Rezepter vun dem leschten Après-crise erëm auszepaken, nämlech Austeritéitspolitik, Sozialofbau an Ofbau vun ëffentleche Servicer.

Mir brauchen no den éischte Rettungsmesuren och méi prinzipiell Reflexiounen iwwert d'Orientéierung vun eiser Wirtschaft. Grad elo an der Kris gesi mer méi däitlech wéi soss, wat an eiser Gesellschaft indispensabel ass a wat net. Mir gesinn och, datt wäitreechend Veränneerungen duerchaus méiglech sinn, wa se als noutwendeg an als sënnvoll vun der Bevëlkerung unerkannt ginn. Duerfir brauche mer an der Sortie de crise och eng méi fundamental Diskussioun iwwert déi sozialökologesch Transformatioun vun eiser Ekonomie.

Här President, zum Schluss wëll ech nach ee Message an dësem Kontext awer lassginn, eppes, wat mer wéi eng Spann iwwert d'Liewer gelaf ass, wéi ech et gelies hunn. Wärend mer hei iwwer e Gesetz ofstëmmen, fir d'Wirtschaft virum Kollaps ze retten, dat am Ganze wäert 300 Milliounë kaschten, déi zu engem gudden Deel wäerte recuperéiert ginn, huet d'Regierung d'lescht Woch e Gesetzesprojet deposéiert, deen 180 Milliounen Euro zousätzlech Militärausgabe virgesäit.

Jo! De Militärsatellitt soll elo net méi 170 Milliounen Euro kaschten, mee 350! Also 180 Milliounë méi, déi an eisen Aen einfach zur Fënster erausgehäit ginn, déi keng Aarbechtsplaze retten oder schafen! Dat ass fir eis schonns an normalen Zäiten onerträglech, mee an där heiter Situatioun nach vill méi. Mir fuerderen d'Regierung op, direkt déi Militärausgaben anzefréieren an endlech mat der extreem deierer Oprëschtungspolitik ze briechen.

Här President, virun zéng Joer si mat Milliardebeträg Banke gerett ginn. An d'Rechnung ze bezuele kruten déi Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen, wärenddeems sech anerer eng gëllen Nues verdéngt hunn. Déi schaffend Leit hu scho misse fir déi lescht Wirtschaftskris blechen, déi si net verursaacht hunn. Dës Kéier ass et un de breede Schëlleren, fir d'Rechnung ze begläichen. Et ass héich Zäit, datt déi gëllen Nuesen elo de Portmonni opmaachen!

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir duerchliewe momentan eng sanitär Kris a stinn doduerjer engem ekonomesche Problem géintiwwer, dee mer eis esou net geduecht hätten. Vill Entreprisen hunn hir Diere missen zoumaachen, fir d'Sécherheet vun eiser Populatioun am Ganzen ze garantéieren. Dieren zoumaachen heescht: keng Recetten! An ouni Recettë kann ee keng Käschten decken. Do muss ech, mengen ech, kengem erklären, wat dat dann als Konsequenzen huet.

Et geet dobäi net nëmmen drëm: Kann ech de Loyer nach bezuelen? Mee et geet drëm, oder besser gesot, et fänkt u mat deenen elementare Saachen, nämlech: Kann ech mengen Employéen hire Salaire bezuelen? Eppes, wou definitiv keen „Décke" getraff gëtt, mee wierklech déi schmuel Schëlleren als Éischt géife leiden, wann eng Entreprise hire Salaire net méi kéint iwwerwisen.

An dësem Cas de force majeure si Solidaritéit an Zesummenhalt gefrot. Dës Wäerter hu mer op de leschten europäesche Sommeten awer leider vermësst. D'Envergure vun dëser Kris ass esou grouss, datt mëttlerweil all europäescht Land betraff ass, wat déif Aschnëtter op d'gesamt europäesch Ekonomie wäert hunn.

Coronabonds oder Eurorettungsschierm: D'EU-Memberstaate si sech net eens. Aus Angscht, fir aner Länner mussen opzekommen, wiere sech verschidden EU-Länner virun enger gemeinsamer Scholdenopnam, mat der Argumentatioun, datt d'Benotzung vum Eurorettungsschierm déi besser Léisung fir jidderee wier. Mir hunn dat nämmlecht Argument och haut schonn eng Kéier héieren.

Allerdéngs sti mer hei net virun enger Finanzkris, mee enger globaler Wirtschaftskris, déi op engem onberechenbaren Element, nämlech dem Covid-19, fousst. Ass et déi richteg Astellung, grad an esou engem Moment als Europäesch Unioun nom Prinzip „chacun pour soi, Dieu pour tous" ze handelen? Fir eis Piraten e kloren Nee!

Wéi mer et an deene leschte Woche schonns oft héieren hunn, si Solidaritéit an Zesummenhalt ausschlaggeebend, fir dës sanitär Kris an déi uschléissend Wirtschaftskris ze iwwerwannen. Et stëmmt, mir sinn an enger ausserguéinlecher Situatioun. A mir mussen aus deem Grond all Mëttelen, déi mer hunn oder och nach net hunn, asetzen, fir d'Krisenzäit, wou eis Wirtschaft am Schlofmodus ass, ze iwwerbrécken. Dofir wäerte mir och sécher géint der ADR hir nationalistesch an egoistesch Motioun stëmmen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschten Deeg a Wochen hunn och hei zu Lëtzebuerg missen Decisioune getraff ginn, fir all eenzelne Bierger ze schützen an derfir ze suergen, datt mer dës schwéier Zäit zesummen iwwerstinn. Dofir hu mer eis haut hei erëmfonnt, fir den Entreprisen zesummen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir datt och si dës Period iwwerstinn. Hanner all Entreprise stinn nämlech Mënschen, Mënschen, deene mir als Staat d'Méiglechkeet bidde wëllen, nom Covid-19 erëm hir Aarbecht kënne weiderzefëieren. Et ass haut un eis ze versichen, eis Ekonomie oprechtzeerhalen.

Ech hunn och bewosst „versiche" gesot, well mir kënnen net mat Sécherheet garantéieren, datt déi Mesuren, déi mer haut stëmmen, duerginn. D'Regierung kann net garantéieren, datt dës Iwwerbréckungsmesurë fir jiddereen erfollegräich wäerte sinn. De Package haut ass déi éischt Weich, fir d'Wirtschaft an der Bunn ze halen. Mee et wäert warscheinlech net déi lescht sinn!

Mir Piraten wëllen dofir ënnersträichen, datt et net duergeet, eemol Suen an d'Wirtschaft ze pompelen an dem fräie Marché dann d'Hand ze iwwerloossen. An Zäite wéi dëse musse mer d'Mesuren au cas par cas suivéieren. Monitoring ass d'Stéchwuert, dat heescht evaluéieren, ob dës Mesuren hiren Effekt hunn, a gläichzäiteg nach no weidere Léisunge sichen, do wou dëse Package net gräift.

Wéi den Här Finanzminister sou schéi sot: „Lëtzebuerg huet Sputt." Jo, wirtschaftlech gesi si mir eent vun de stäerkste Länner. Fir weiderhin esou staark ze bleiwen, ass e Stabiliséierungsplang opgestallt gi vun direkt enger ganzer Hickecht vu Ministèren. Dëse Plang, an de Finanzminister huet et gesot, hätt e Volume vun 8,8 Milliarden Euro. 8,8 Milliarden, do denkt sech de Bierger dach: „Dat ass en héije Montant!

Et muss een awer och hei soen, datt dës Suen net ausschliisslech un d'PMEen ausgeschott ginn. Et handelt sech bei engem groussen Deel ëm Reporten, Bankgarantien a Mesuren, déi direkt de Salariéen zeguttkommen. Deen Deel, deen am Endeffekt direkt den Entreprisen zeguttkënnt, datt sinn 300 Milliounen an dësem Projet an nach eng Kéier 50 Milliounen op anere Plazen. 350 Milliounë vun 8,8 Milliarden, déi am Endeffekt direkt debourséiert ginn a wou et net sech ëm Garantien, Reporten oder Mesurë fir d'Salariéen handelt.

Leider geet dat bei Wäitem net duer, fir Lëtzebuerg op deem Stand ze halen, deen et virun der Kris hat. Et gëllt also ze kucken, wéi mer dee Stand esou gutt wéi méiglech kënne bäibehalen.

D'Basis ass awer zefriddestellend, well, mir sinn eis bewosst, et sinn urgent Mesuren, urgent Mesuren, déi néideg an domadder och richteg sinn. Mir kënnen net waarden, bis datt alles astierzt, fir dann ze handelen. Mir mussen elo handelen. An dofir begréissen ech der Regierung hir Reaktivitéit ausdrécklech, fir mat dësem Projet séier ze handelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift nach vill ze maachen. Mesuren ouni déi néideg Koordinatioun sinn nämlech zum Scheitere verurteelt. Et kënnt engem awer hei e wéineg esou vir, wéi wann all Minister säin eegene Stabiliséierungsplang hätt an deen duerchzéie wéilt.

Ech si frou, datt an dësem Projet direkt dräi Ressortministeren zesummegeschafft hunn. Et mierkt een awer an aneren Domänen, datt et nach e Koordinatiounsmangel gëtt, nämlech da wann Demandeure fir Hëllefe vun engem Ministère bei deen anere ginn a weidergeleet ginn, ouni datt iergendee sech fir si zoustänneg fillt oder de Stabiliséierungsplang vum jeeweilege Ministère scho steet.

Ech denken do un déi, déi ouni Autorisation d'établissement schaffen. Ech denken do un déi, déi vum Educatiounsministère ofhänken. Ech denken do un, zum Beispill, Assistant-parentallen.

Ech mengen, datt et eng ganz Rëtsch vu Leit gëtt an änleche Situatiounen, déi net vun de Mesurë vun de Classes moyennes kënne profitéieren, einfach, well se net ënnert d'Definitioun vun de Classes moyennes falen. Dat ass weeder dem Här Delles nach dem Här Fayot seng Schold an, mengen ech, och net der Madamm Tanson hir Schold, déi elo haut hei hire Projet verteidegen. Et ass awer definitiv en Zeechen dofir, datt et net mat engem Jet vun de Classes moyennes, der Ekonomie an der Kultur gedoen ass.

Här President, dëst neit Instrument, wat mer haut stëmmen, ass nieft dem Chômage partiel an den Hëllefe fir d'PMEen en Deel vum Stabiliséierungsplang. Ufanks waren d'Mesuren am Projet nach méi restriktiv. Et gouf sech nëmmen op déi kleng a mëttelstännesch Entreprisë konzentréiert. E Complement zu de bestoende Gesetzer, ënner anerem dem Régime d'aides de minimis, sollt et ginn.

D'Komplexitéit an den administrativen Opwand, déi duerch deen initiale Gesetzesprojet awer virdefinéiert waren, ware fir d'Entreprisen an dëser Zäit net drobar. De Plan de redressement, wéi en am Ufank ugeduecht war oder zumindest verstane gouf, deen opzestellen, wär engem Mammutakt gläichkomm.

Et ass also gehandelt ginn. D'Entreprisen hunn, mengen ech, Allègementer mat den Amendementer kritt. Deementspriechend si mer och frou, datt déi Amendementer konnte geholl ginn an déi Amendementer an och d'Versprieche vum Minister Delles et erméiglecht hunn, fir et den Entreprisen, wat de Plan de redressement ugeet, méi einfach ze maachen an et wierklech op déi dräi Këschten um Formulaire ze limitéieren. Ech begréissen dat ausdrécklech, well dat erlaabt et enger Entreprise, och tatsächlech déi Aiden unzefroen an net nëmmen elo emol zwee Méint domat ze verbréngen, déi néideg Piècen an eventuell Hypotheesen opzestellen.

Wat de Remboursement vun der Avance ugeet, muss ech ganz éierlech soen, datt ech net ganz zefridde sinn, well do schléissen ech mech verschiddene Virriedner un, déi gesot hunn: „Et wär jo schéin, wann déi Avance net remboursabel wär." Ech mengen, do ass ëmmer de Wonsch méi grouss wéi dat, wat vläicht och direkt maachbar ass. Ech ka mat der Léisung vun der „meilleure fortune" elo liewen. Mir musse kucken, ob mer d'Betriber wierklech gerett kréien a se dann zur „meilleure fortune" kommen. Da wären déi Sue jo och erëm do, soudatt de Staatshaushalt och net ëm déi 300 Milliounë belaascht géif ginn.

Et ass evident, datt déi Moossnamen haut net jiddwerengem zeguttkomme kënnen, mee si wäerten enger grousser Rëtsch zeguttkommen. An dës Mesurë wäerten dofir hoffentlech gräifen.

Ech wëll dann nach - ganz kuerz - d'Kënschtler net vergiessen. Ech mengen, datt et e wichtege Punkt ass, datt mer d'Kënschtler nach konnte mat hei eranhuelen. Normalerweis géif ech kritiséieren, datt mer an engem Gesetz erëm zwou Saache maachen, déi net beieneepassen. Ech soen dat haut net, well ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, an aussergewéinlechen Zäiten aussergewéinlech Moyenen ze huelen, fir Kënschtler ze hëllefen. Well wéi huet de Michelangelo Buonarroti gesot: „D'Konscht huet d'Aufgab, waakreg ze halen, wat fir eis Mënsche vu Bedeitung an noutwendeg ass." Ouni d'Konscht gëtt et eng traureg Welt an deementspriechend däerfe mer och d'Kënschtler net vergiessen.

Här President, mir wäerten dëse Projet haut matstëmmen, well et eng Basis ass, op där ee jee no Evolutioun vum Covid-19 opbaue kann. Et sief gesot, datt dës Mesurë warscheinlech net wäerten duergoen a mir eis och iwwerleeë mussen, wéi eng finanziell Konsequenzen dëst herno op de Gesamtstaatshaushalt wäert hunn.

Et kascht elo, wat et kascht. Mee eis Responsabilitéit ass et, datt eis Bierger am Endeffekt net de Präis dofir bezuelen, datt mer dat responsabel maachen a responsabel encadréieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just kuerz iwwert de Kulturdeel vun dësem Gesetzesprojet schwätzen. Verschidde Virriedner hunn och schonn e puer Wuert derzou gesot.

Dem Carole Hartmann, Rapporterin vun dësem Gesetz, wëll ech och Merci soen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begréisst an ënnerstëtzt, datt d'Kulturschafend an de Kultursecteur gehollef kréie mat dësem Gesetzesprojet. Well ouni Kultur a Kreativitéit ass all Gesellschaft aarm!

Krisenzäite weisen ëmmer, wéi prekär de fräie Kënschtler hir Situatioun ass. Duerch déi aktuell sanitär Kris sinn oder ginn natierlech ganz, ganz vill Mënsche finanziell schlecht drun. Do steet de Konscht-, Kultur- a Kreativberäich net eleng do. Mir hunn d'Suergen an d'Problemer vu Soloselbstännegen, klengen a grousse Betriber bei de Virriedner héieren. De Kulturberäich a grad déi fräischaffend Artisten an d'Intermittents sinn awer ekonomesch ëmmer besonnesch ufälleg a vulnerabel.

D'CSV begréisst ganz kloer, Madamm Kulturminister, datt Dir esou séier gehandelt hutt, fir hinnen ze hëllefen an nach per Amendement dëst Gesetz hei vervollstännegt hutt, well de Kulturschafenden hir Fixkäschte bleiwen. Si mussen hir Miet bezuelen oder e Prêt ofbezuelen, awer si kréie keen Optrag a keen Optrëtt méi. Et geet ëm hir Existenz. Dofir ass et richteg, datt hir Demanden elo ganz rapid an einfach, denken ech, am Ministère behandelt ginn an déi zoustänneg Kommissioun dacks taagt. Wichteg ass natierlech och, datt dann duerno séier ausbezuelt gëtt. Alles dat ënnerstëtze mir ganz kloer.

Vläicht hutt Dir och, Madamm Minister, aktualiséiert Zuele vun den Demanden, déi elo erakomm sinn, besonnesch an deene leschte 14 Deeg.

Et bleiwen eis awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Deel Froen.

D'Ausstellunge sinn ofgekierzt an d'Concerten ofgesot ginn, schonn eng Woch ier den Ausnamezoustand ausgeruff ginn ass. Hätt een net dee méi fréien Datum missen asetzen am Gesetzesprojet?

Eng aner Fro ass: Wat bedeit „Annuléierung duerch Corona" an de „lien de causalité direct" mam Virus? Gëtt dat extensiv interpretéiert? Wat ass zum Beispill mat Opträg, Commanden, Optrëtter, déi an der Krisenzäit guer net vergi ginn, elo wou d'Saison vun Engagementer mam Fréijoer an iwwert de Summer a villen Disziplinnen eréischt richteg uleeft?

Ech mengen, do kéint een zum Beispill deen neien, ech nennen dat elo „Krisenzäitestatut", dee mir haut stëmmen, spéiderhin op déi dote Situatiounen ausdeenen oder mat enger Zort Noutfallfong déi Situatiounen ofdecken. Well no der offizieller Kriseperiod wäerten och nach Projeten, vill Projeten annuléiert ginn als Nowéie vun dëser Kris.

E grousse Problem schéngt mir, datt d'Kënschtler e gewëssenen Deel Eegenakommes virweise kënne mussen, zwar manner wéi am Normalen, mee si mussen dat awer virweisen, fir dës „Krise-Sozialbäihëllefen" ze kréien. Och d'Intermittents brauchen nach e puer Schaffdeeg. Mee mir wëssen awer, datt dat an dëse Krisemeint ganz schwiereg, fir net ze soen onméiglech wäert sinn. Wéi erméiglecht dëst neit Gesetz et dann, hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen?

Wéi kann och „la preuve des difficultés financières temporaires" erbruecht ginn? Dat heescht, iwwer wéi laang Zäit gëtt dee Verglach gezunn? De Wanter ass fir vill Kënschtler, a besonnesch fir d'Intermittenten eng moer Zäit.

Et stelle sech nach en Deel aner Froen. Ech mengen, aus Zäitgrënn ginn ech awer op aner Beispiller elo hei net nach an.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kënnt awer no der Kris? Et muss sech fréi genuch Gedanken doriwwer gemaach ginn. Ech wëll am Numm vun der CSV e puer Virschléi maachen. Ech hunn déi Virschléi, Här President, einfachheetshalber an eng Motioun geschriwwen. Voilà.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- reconnaissant l'effort global déployé par le Gouvernement pour contrer les effets de la flambée de Covid-19 et notamment concernant le secteur de la culture ;

- soutenant la démarche gouvernementale pour venir de suite en aide aux artistes indépendants et aux intermittents du spectacle ;

- ce faisant notamment par le biais du projet de loi n° 7532 instituant un régime d'aides pour les entreprises en difficulté financière et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique,

invite le Gouvernement

- à diminuer par temps de crise à six mois la période actuelle de douze mois précédant la première demande d'aide ;

- à considérer les situations survenues par la fermeture des instituts et institutions culturels ayant eu lieu avant la date de déclaration de l'état de crise ;

- à solutionner les situations qui rendent les nouvelles mesures inapplicables du fait qu'aucun revenu ne pourra être engendré pendant la période de l'état de crise ;

- à introduire dès maintenant des quotas à la radiodiffusion, de 15 % au programme journalier ordinaire, de musiques d'artistes ayant un lien avec le Luxembourg, et de réfléchir à une mesure similaire pour les médias audiovisuels concernant les productions artistiques ;

- à créer un fonds de crise pour gérer l'après-crise, c'est-à-dire les avatars de la crise, doté par des fonds étatiques et en y associant notamment le Fonds culturel national, la Fondation de Luxembourg, l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, et en lançant un appel à contribution solidaire aux particuliers, et à celles des entreprises qui ne pâtissent pas de la crise ;

- à adapter le « Kulturentwécklungsplang » - plan de développement culturel aux nouvelles donnes résultant de la crise sanitaire du Covid-19 ;

- à soutenir la replanification d'événements culturels et artistiques qui ont dû être reportés en raison de l'état de crise, afin d'éviter des chevauchements multiples concernant les nouvelles dates.

(s.) Octavie Modert, Diane Adehm, Viviane Reding, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech schloe vir, datt mer déi - wann Dir domat averstane sidd, an ech si gär dozou bereet - an d'Kommissioun verweise géifen, fir se do vläicht kënnen ze analyséieren. Et ass souwisou och haut net méi vill Zäit do derfir.

E Virschlag wär zum Beispill, grad fir jonk Artisten, déi et grad an dëser schwéierer Zäit nach méi schwéier hunn … Dofir géif ech derfir plädéieren, datt an der Krisenzäit, an och bis zu engem Joer duerno, déi sougenannte „Stagezäit" vun engem Joer, fir de Statut unzefroen, erofgesat géif ginn op sechs Méint; an iwwerhaapt op aacht Méint an normalen Zäiten, mee dat ass eng aner Diskussioun.

Scho virun de Walen hat d'CSV Iwwerleeungen - den Här Kox huet et och am KEP iwwerholl -, fir Quoten am Radio anzeféiere fir Musek vu Museker a Bands, déi e Lien mat Lëtzebuerg hunn. Schéin, datt et ewell a Krisenzäit vum selwe gemaach gëtt! Déi eng hunn dat scho méi laang gemaach, anerer kënnegen et elo un. Ma da loosse mir och gläich Neel mat Käpp maachen a féieren eng Quot an, zum Beispill vu 15 %, déi am normalen Dagesprogramm integréiert muss ginn. Fir d'audiovisuell Medie soll no enger änlecher Léisung fir Lëtzebuerger artistesch Produktioune gesicht ginn.

Ech hunn et schonn ugeschwat, en extrae Fong, en Noutfallfong anzeféieren, mat Dotatiounen aus verschiddene Quellen, natierlech dem Kulturministère, awer och dem Focuna - dee kéint et jo zum Beispill geréieren -, der Fondation de Luxembourg, der Œuvre Grand-Duchesse Charlotte, an en Appell, en Opruff ze maachen u jiddwereen, fir eppes an dëse Fong bäizedroen. No der Kris soll ee mat dësem Fong de fräischaffende Kënschtler ënnert d'Äerm gräife kënnen, well d'Auswierkunge vun der Kris am Kultur-, Konscht- a Kreativsecteur wäerten nach laang duerno ze spiere bleiwen, an dat net nëmmen, well d'Kris och e Réckgang vu Sponsoring a Mäzenatentum no sech zéie wäert.

Natierlech muss de KEP ugepasst ginn, a ganz sécher emol a sengem Kapitel iwwert de Statut vum Artist, oder wéi dat haut heescht „an de sozialen Hëllefe" fir den Artist an den Intermittent.

An dann nach e klenge Virschlag: Et ass ze begréissen, datt vill Kulturinstitutiounen a Veranstalter probéieren, déi Engagementer an Optrëtter, déi elo ausfalen, duerno nozehuelen. Wat awer vläicht net esou einfach ass; dat wësse mer. A fir vläicht e Minimum dobäi kënnen ze hëllefen, kéint vläicht eng zentraliséiert Plattform dobäi hëllefen, datt net alles op dee selwechten Datum géif geluecht ginn an domadder déi luewenswäert Initiativen da verpuffe géifen. Vläicht wär dat och eng Roll fir culture.lu.

D'CSV ënnerstëtzt Iech, Madamm Minister, an Äre Beméiungen a mat eise Virschléi zum Wuel vun der Kultur. Well d'Kultur bleift ni stoen. Mat hirer Kreativitéit an Innovatiounskraaft brëngt si eis Gesellschaft ëmmer virun.

Artiste bleiwen net einfach doheem a gi spadséieren. Si brëngen eis nei Initiativen a Projeten, souguer bis heem an eis Stuff. Si schaffen elo nach méi wéi zu normalen Zäiten, an net just dofir hu si eis Ënnerstëtzung verdéngt: déi, déi mir mat dësem Gesetz aféieren, déi, déi mir duerno solle weiderféieren a verstäerken.

Et ass flott, datt de Kulturministère och direkt eng Plattform gegrënnt huet, fir dës aktuell digital Kulturprojeten op enger zentraler Plaz ze bündelen an accessibel ze maachen. Mir wëssen natierlech all, datt esou Projete vun doheem net alles ersetzen, net alles sinn, wat de Kultursecteur kann, net alles sinn, wat Kultur liewen an erliewen heescht, net alles ass, wat d'Kënschtler an d'Kreativschaffender liewen an iwwerliewen deet.

Natierlech kann een och jiddwereen opruffen - a jiddweree kann dat maachen, fir säi Bäitrag ze leeschten -, d'Sue vun engem Ticket net erëmzefroen, en Abonnement weiderlafen ze loossen, sech Bicher vu Lëtzebuerger Schrëftsteller, vu Librairien hei aus dem Land heemschécken ze loossen. Alles dat hëlleft och, well jiddweree kann eppes bäidroen. Mee et mussen nach aner Initiativen ergraff ginn, wärend der Kris, an no der Kris sécher och nogebessert ginn. Well no der sanitärer Kris kënnt eng wirtschaftlech Kris. An dovun ass d'Kultur ëmmer staark betraff. Loosse mir alles maachen, datt no der sanitärer Kris net och nach eng sozial Kris entsteet! A kengem Secteur!

Ech wëll der CSV hire grousse Respekt a Merci ausdrécke fir déi Mënschen, déi eis haut d'Liewen erliichteren. A ganz besonnesch fir déi Mënschen, déi sech haut all Dag asetzen an hir Aarbecht ouni ze zécke maachen, fir datt mir liewen an iwwerliewe kënnen an dëser Zäit. Si schaffe besonnesch am medezinneschen a Fleegeberäich an och nach a villen anere Beräicher, dacks un der ënneschter Lounskala. Dat Wuert „sanitär Kris" géif ouni all dës Mënschen …

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- … nach eng ganz aner Bedeitung kréien. Mir vun der CSV drécken Iech eis opriichteg Unerkennung an Dankbarkeet aus.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prises de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech ufänken an der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir dee formidabele Rapport, besonnesch net nëmme vum Contenu hier, mee och vun der Vitess hier, mat där e gemaach ginn ass. Well ech wëll nach eng Kéier hei drun erënneren: D'Gesetz ass den 13. Mäerz deposéiert ginn. Et ass direkt hei an der Chamber dru geschafft ginn. D'Avisen, souwuel vun der Chambre de Commerce wéi vun der Chambre des Métiers, si komm. Duerno sinn nach Amendementer gemaach ginn. An direkt d'Avis-complémentairen, déi och duerno komm sinn.

Hei gesäit een also, dass et ganz wichteg ass, ganz séier ze reagéieren, ze agéieren. An hei geet et drëm, e Projet de loi mat duerch d'Chamber ze brëngen. An do ginn ech och direkt op eng Remark vum Här Spautz an, wou gesot ginn ass vum Avis vum Staatsrot, wou d'Fro gestallt ginn ass: „Firwat ass dat net iwwer Arrêté geholl ginn?"

Ech muss soen, ech fannen et vusäite vun der Regierung ganz wichteg, dass mer an dëser Zäit vun der Kris net alles iwwer Arrêté maachen, mee och hei eebe grad mat der Chamber zesumme kucken, fir de Projet de loi ze maachen. An ech fannen et och fir den Deputéierte ganz wichteg, dass en do grad déi Kontroll awer nach ka maachen.

Et ass e Projet de loi, deen och nach iwwert d'Durée vun der Kris selwer erausgeet. Dofir musse mer souwisou e Projet de loi maachen. A mir hunn e jo virdru schonn erageréecht. Dat heescht, hei dee Projet de loi ass schonn den 13. Mäerz erageréecht ginn. Am Ufank war e fir d'Kleng- a Mëttelbetriber, mat enger Fiche financière - an do ginn ech direkt op d'Remark vun der Madamm Burton an - vu 54 Milliounen. Duerno ass en opgemaach gi fir alles: fir déi grouss Betriber, fir d'Independanten. An dofir och déi Modifikatioun vun der Fiche financière, déi op 300 Milliounen eriwwergaangen ass.

Et geet hei drëm, eebe grad schnell, onbürokratesch an onkomplizéiert kënne Suen auszebezuelen, fir d'Liquiditéiten an den Entreprisë kënnen ze garantéieren. Eise Commerce, eist Handwierk, d'Restauratioun an all déi aner Beräicher si ganz wichteg fir eis alleguerten. An ech mengen, et ass an Zäite wéi elo, wou ganz vill Saachen zou sinn, dass een och gesäit, wéi een ofhängeg dovun ass a wéi wichteg dass et och ass, dass ee kann dovunner profitéieren.

An dofir ass et och grad wichteg, dass mer all zesummen deen Effort maachen, en Effort maachen, fir verschidde Saachen en place ze setzen. Dat hei ass e weidert Puzzlesték an deem ganze Regimm vun Aiden. Hei geet et jo drëm, eng Avance remboursable kënnen auszebezuelen, wou et och drëm geet - an ech ginn net nach eng Kéier op dee ganze Contenu an, et huet jiddwereen et ganz erkläert -, ganz séier kënnen auszebezuelen. Dofir och déi zwee Facteuren, déi am Gesetz stinn, souwuel d'Masse salariale wéi och de Loyer, fir dass mir och kënnen um Ministère ganz séier déi Aide hei ausrechnen an dann och ganz séier kënnen ausbezuelen.

„300 Milliounen", ass gesot ginn. An do wëll ech och direkt un dat uknäppen, wat den Här Clement gesot huet. Ech ginn Iech definitiv net Recht bei Ärer Iwwerleeung, dass Der so: „Hei gi just Aiden ausbezuelt, op där enger Säit, vu 50 Milliounen, déi direkt als Aides non remboursables ausbezuelt ginn, an op där anerer Säit nëmmen eng Aide vun 300 Milliounen, déi remboursable en plus nach ass."

Dat ass menger Meenung no einfach komplett falsch! Et ass esou, dass och Aiden ausbezuelt ginn, an zwar am Kader vum Chômage partiel, vu 500 Milliounen. Dir sot elo: „Déi kommen den Entreprisen net zegutt." Dach, déi kommen och den Entreprisen zegutt! An awer och de Salariéen. An ech mengen, dass et hei och wichteg ass: déi zwou Säiten, an alles „beieneen" ze brëngen.

Et ass ganz vill vu Solidaritéit a Gemeinschaft geschwat ginn. Ech mengen, dass dat heiten och ganz wichteg ass. Déi 500 Millioune ginn direkt aus der Tresorerie vum Staat eraus a si entlaaschten op där enger Säit d'Entreprisen, an op där anerer Säit garantéiere se de Salariéen e Revenu. Dat si 500 Millioune mensuel. Op där anerer Säit sinn natierlech déi 200 Millioune fir de Congé familial, deen och mat do dranzerechnen ass. Also schwätze mer scho vu ganz aneren Zommen, wéi just vun deene 50 Milliounen Direkthëllefen, wéi Dir se genannt hutt.

Wourëm geet et also hei? Wa mer zum Beispill e klenge Betrib vun néng Salariéen hunn, deen huet hei d'Méiglechkeet, eng Aide ze kréien. Wann e pro Salarié 3.000 Euro Fraisen huet, e Loyer vun 3.000 Euro, da kann en hei also ronn 30.000 Euro uginn. Dovu kann en als direkt Aide 50 %, dat heescht 15.000 Euro de Mount iwwert déi Hëllefen hei kréien.

An hei wëll ech och direkt erëm op eng Remark agoen, déi gesot ginn ass virdrun, dass et bis bei der „meilleure fortune" dann zréckzebezuelen ass. Majo, ech hoffen dat! An ech mengen, mir hoffen dat alleguerten, dass esou vill Äidë wéi nëmme méiglech hei och erëm rembourséiert ginn, well da sinn d'Betriber an enger meilleure Fortune!

Wann een iwwert den Delai schwätzt, da schwätze mer vun zwielef Méint, eebe grad - an ech mengen, den Här Baum hat et gesot -, fir d'„Damoklesschwäert" net iwwer iergendengem hänken ze hunn. Mir schwätze vun zwielef Méint, dat heescht, mir schwätze scho vun der nächster Année comptable, wou ee sech mellt, fir de Plan de remboursement ze maachen.

Et geet och net drëm, se an enger Kéier zréckzebezuelen, mee de Plan de remboursement ass eebe grad, fir dat och kënne weider iwwer Méint ze zéien, fir de Remboursement ze maachen. An nach eng Kéier: Ech mengen, alleguerte wéi mer heibanne sinn, wënsche mer eis, dass esou vill Remboursementer wéi nëmme méiglech am Kader vun dësem Gesetz gemaach ginn.

Déi Motioun, déi gemaach ginn ass, do begréissen ech natierlech, dass se vu jiddwerengem heibanne gedroe gëtt.

Déi eng Saach - an et ass och schonn erkläert ginn - vu 500.000 op 800.000 eropzegoen… An enger éischter Phas war et jo op d'De-minimis-Reegelung baséiert vun 200.000. Dunn ass et eropgaangen iwwer en Amendement op 500.000. An hei geet et grad drëm, schnellstméiglech d'Liquiditéiten an alleguerten déi verschidde Betriber ze kréien, sief et déi kleng, déi mëttel, déi grouss an awer natierlech och d'Independanten.

An dann deen zweete Punkt vun der Motioun, do geet et ëm de Plan de redressement. Ech verstinn, dass do verschidde Remarken oder Iddie waren, op där enger Säit, vun de Chamberen, wéi awer och heibannen an dëser Chamber. Ech hunn en hei matbruecht. De Formulaire ass zäitgläich gemaach ginn, fir dass mer dee schnellstméiglech kënnen, soubal wéi de Règlement geholl ass, mathuelen.

(M. Lex Delles montre un document.)

Hei ass en Deel vum Formulaire, wou och do an heiuewen déi dräi Froe sinn. Et sinn zwou Zeile virgesinn! Firwat ass et esou wichteg, dass mer dee Plan de redressement hunn? Déi Froen, déi gestallt ginn, do geet et drëm:

« Quelles sont les causes des difficultés rencontrées par l'entreprise requérante ? » Do geet et grad … Do stinn nach Beispiller derbäi: Ass et eng „baisse de la demande, problèmes d'approvisionnement, nombre de personnel malade ou en retrait" an esou weider? Mir gi souguer Beispiller un, fir dass een eebe grad gesäit: Jo, déi Entreprise ass wierklech dovunner betraff. Et ass also e Contrôle.

Déi zweet Fro: « Quelles sont les difficultés financières auxquelles l'entreprise requérante doit faire face ? » Wat ass et? Wat ass et da wierklech, wou d'Difficultéite sinn? Zum Beispill de „manque de liquidités", eng Baisse vum Chiffre d'affaires? Dat steet och hannendrun. Et ass allkéiers nëmmen eng Zeil, fir dass een eeben och do kann novollzéien, firwat déi Demande gemaach gëtt.

An déi drëtt Fro: « Quelles sont les mesures qui sont envisagées pour remédier à ces difficultés ? » An ech mengen, dat ass déi Fro, wou sech am meeschte Froen heibanne gestallt gi sinn. Do steet eebe grad hannendrun … Do geet et drëm, der Entreprise och nach eng Kéier ze weisen: Hutt Der dru geduecht, de Chômage partiel ze froen? Hannendru steet „chômage partiel, prêt auprès d'un établissement de crédit, diversification des produits", wat kann ech maachen? Soudass eng ganz Iddi hannendrun ass, fir sech eng Kéier d'Fro ze stellen: „Wéi kann ech aus där Kris erauskommen?" An ech mengen, dass hei wierklech d'Entreprise de Benefiss vun där Remise en question huet.

Dofir wëll ech nach eng Kéier allen Deputéierte villmools Merci soe fir déi séier a gutt Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass an och hei an der Plenière. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. Ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéiert, dat Gesetz iwwert d'Avancen, dat mer haut stëmmen an iwwert dat u sech alles gesot ass, ass eng vu ville Mesuren aus dem Stabiliséierungspak, deen d'Regierung adoptéiert huet. A mat deem Stabiliséierungspak signaléiere mer eent, an dat gäre ganz kloer: Mir hëllefe weider, sou séier, sou vast an esou onbürokratesch wéi méiglech. An ons Hëllefen dirigéiere sech un all d'Betriber zu Lëtzebuerg, ob grouss, mëttel oder kleng, ob Independanten oder Startuppen. Mir wäerte keen hänke loossen.

Ech géif gären e puer Minutten huelen, fir dëst Instrument vun den Avancen an de globale Kontext vum Paquet de mesures économiques ze situéieren. Fir d'éischt wëll ech awer dem Carole Hartmann Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport zu dësem Projet de loi.

Dat wichtegst Instrument an der Bekämpfung vun der wirtschaftlecher Kris ass a bleift de Chômage partiel. Deen erlaabt et de Betriber, fir hir Leit ze halen, och wann et lues dréit oder d'Entreprise guer keng Aktivitéit méi huet. De Chômage partiel ass e ganz wichtege Pilier vun eisem sozialen a wirtschaftleche Modell, deen eis och scho gutt an där leschter Kris iwwert d'Ronne gehollef huet.

Wéi eenorm wichteg d'Deelzäitaarbecht ass, dat weist d'Comparaisoun mat anere Länner, wou et dat Instrument net gëtt. Wann een zum Beispill d'Situatioun an Amerika kuckt, wou eleng an dësem Mount 3,3 Millioune Chômageumeldunge komm sinn, dat ass enorm! An dat weist, dass an de Länner, wou den Hire-and-Fire gëllt, esou eng Kris direkt op d'Aarbechtsplazen an d'Betriber impaktéiert an d'Leit direkt op d'Strooss schéckt.

De Chômage partiel ass och e wichtegen Indicateur fir ze kucken, awéiwäit déi sanitär Kris an der Realwirtschaft ukomm ass. Ech erënneren drun, dass all déi Betriber, déi duerch déi sanitär Mesurë géint de Virus hu missen zougemaach ginn, d'office fir de Chômage partiel eligibel sinn. Fir all déi aner Secteuren applizéiert sech d'Instrument vun der Kuerzaarbecht och. Zanter e puer Deeg kann ee seng Demande ouni vill bürokrateschen Opwand iwwer guichet.lu eraginn. Dat ass e Paradigmewiessel a weist, wéi séier a flexibel mat exceptionnele Mesuren op eng exceptionnel Situatioun ka reagéiert ginn.

Bis haut sinn um Pabeierwee an och iwwert den Internet ronn 16.000 - 16.000! - Demanden erakomm fir Kuerzaarbecht. Do sinn eng etlech Doublanten derbäi an et ass schwéier, e prezise Chiffer op déi Aarbechtsplazen ze setzen, déi hei betraff sinn. Mee déi schätze sech ganz kloer an déi Zéngdausenden.

Esou hunn d'Leit, déi vun der Kuerzaarbecht profitéieren, d'Geleeënheet, fir och an dëse schwéieren Zäiten en Akommes garantéiert ze hunn. Nach eng Kéier: D'Deelzäitaarbecht ass a bleift an dëser Zäit an och am Kontext vun dësem Paquet eng ganz, ganz wichteg Mesure.

Eng positiv Nouvelle kënnt och vun der Europäescher Kommissioun zu enger anerer Mesure vum Stabiliséierungspak, an dat ass d'Garantiegesetz. Mir kruten elo nämlech de Feu vert vu Bréissel zu dësem Gesetz, wat et de Betriber wäert deemnächst erlaben, wa mer dëst Gesetz och hei an der Chamber adoptéiert hunn, fir schnell an einfach Prête vun hire Banken ze kréien, mat enger Garantie vum Staat. De Staat iwwerhëlt do bis zu 85 % vun de Garantië fir esou e Prêt. Mam Go vu Bréissel fir dat Gesetz kënne mer also als Regierung déi 2,5 Milliarden Euro, déi mer hei mobiliséiert hunn, definitiv zur Verfügung stellen.

Ech hoffen, dass de Staatsrot hei schnell wäert säin Avis derzou ginn. An ech vertrauen drop, dass et dann och ganz schnell duerch d'Chamber geet. Well och dëst Gesetz ass e wichtegen Deel an Dispositif vun der Regierung géint déi wirtschaftlech Kris.

Aner Mesuren, déi geholl gi si géint d'Kris vum Coronavirus a fir d'Tresorerië vun de Betriber direkt ze entlaaschten, dat ass de Report op de soziale Cotisatiounen, op den Avancen a Paiementer vun den direkte Steieren an och bei der TVA. Och dat gëtt also zousätzlech Loft, fir iwwert déi schwéier Zäiten ewechzekommen.

Am Wirtschaftsministère wäerte mer d'Situatioun generell an der Ekonomie a speziell an de Betriber genee observéieren. Mir wäerte permanent kontrolléieren, ob déi Kriseninstrumenter och wierken, ob se um Terrain ukommen. Dofir si mer an etroitem Kontakt mat de Betriber, mat de Federatiounen, natierlech och mat de Gewerkschaften.

A scho bei der Presentatioun vun dem Pak, vun deem néng Milliarde schwéiere Stabiliséierungspak, hunn ech gesot, an och aner Membere vun der Regierung, dass mer do nobesseren, wou muss nogebessert ginn. An deem Sënn begréissen ech och déi Motioun, déi Der haut geholl hutt, déi eis invitéiert, effektiv drop opzepassen, ob déi 500 Milliounen duerginn, déi mer haut verabschit hunn, oder ob mer net gegeebenefalls vläicht mussen nobesseren, wann dat sech opportun weist.

Ech géif och nach gär e puer Wuert soen zu de Startups, déi e puermol haut ugeschwat gi sinn, vu verschiddene Riedner. Mir maachen elo direkt eng Nobesserung am Beräich vun de Startuppen. Startuppen, dat sinn innovativ Entreprisen, déi manner wéi fënnef Joer al sinn. Mir benotzen an dësem Kontext en Instrument, wat et scho gëtt, fir dass et séier geet a fir dass mer net weider legiferéiere mussen.

Dir wësst, dass mer an eisem Fuerschungs- an Innovatiounsgesetz all Zorte vu finanzielle staatlechen Hëllefen hu fir Betriber. Dorënner ass och eng Hëllef speziell fir innovativ Startuppen. Do ass de Plaffong fir déi Aide maximal 800.000 Euro.

Ech hunn decidéiert bei mir am Ministère, dass mir déi Aiden elo méi grouss opmaachen. Bis elo war et esou, dass mer mat dësem Instrument de Finanzéierungsbesoin vun esou Betriber bis zu 50 % iwwerholl hunn. Ënnert déi Finanzéierungsbesoine falen all Zorte vu Käschte vun esou engem Betrib an der Realisatioun vu sengem Businessplang. Déi aner 50 % huet de Betrib bis elo selwer musse bäisteieren iwwer verschidde Sourcen.

Bedéngt duerch d'Coronakris froe mir elo an esou Fäll e vill manner héije Kofinanzement vun enger Startup. Dat heescht ganz konkreet, dass mir als Wirtschaftsministère bei enger Startup net méi just d'Hallschent, mee wéinst der Kris op d'mannst 70 % oder méi vun de finanzielle Besoinen iwwerhuelen, déi de Betrib brauch, fir dass säi Businessplang och opgeet. Mir vereinfachen doduerch d'Finanzéierung vu Projete vun esou jonken, innovative Betriber an der Héicht vu maximal 800.000 Euro.

Och Entreprisen, déi dës Aide schonn ugefrot hunn, kënnen, wa se de Plaffong vun den 800.000 Euro nach net erreecht hunn, eng nei Demande maachen, fir vun dëse vill méi generéise Konditiounen ze profitéieren.

Dat cumuléiert sech natierlech och mat anere Mesurë vun dësem Stabiliséierungsplang, wéi zum Beispill den Avancen an dësem Projet oder méiglecherweis Garantië fir Bankekreditter.

Voilà, dat gesot, géif ech gären der Chamber Merci soe fir de breede Support zu dësem Projet de loi an - voilà! - Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

U! Ëntschëllegt, Madamm Kulturministesch!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Ech huelen och net laang Zäit an Usproch ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Kulturministesch Sam Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Jo, mir haten de Projet de loi e bësse phagocytéiert vun der Kultur. Ech war awer ganz frou, dass dat och erlaabt ginn ass vun dem Auteur, de Classes moyennes, well et och fir d'Kulturzeen elementar wichteg ass, dass mer hei eng Opfangstruktur bidden. D'Kulturschafend ware mat déi Éischt, déi an dësen Zäite gelidden hunn - et ass elo e puermol ernimmt ginn -, well ganz vill Manifestatiounen ofgesot gi sinn au fur et à mesure, schonn ier den État de crise declenchéiert gouf.

An Dir wësst alleguerten, dass d'Kulturschafend nach méi wéi vill aner prekär Beruffer an enger grousser Prekaritéit liewen, well se oft vu Projet zu Projet existéieren a well et oft schwéier ass, dat och wierklech ze plangen, quitte dass se probéieren, sech au fur et à mesure vum Joer hir Projeten zurechtzeleeën. A wann dann esou eppes kënnt wéi dat heiten, wou dann op eemol ganz vill Saachen ofgesot ginn, da kommen déi Leit wierklech a ganz schwerwiegend Noutlagen.

Mir sinn an där gënschteger Situatioun zu Lëtzebuerg, dass mer zënter 1999 eng Opfaangméiglechkeet hunn, anescht wéi vill aner europäesch Länner, d'selwecht awer wéi zum Beispill d'Fransousen, déi och dee Statut vum Intermittent kennen, wou mer den Artisten, déi professionell etabléiert sinn, ënnert d'Aerm gräifen an deenen Zäiten, wou se kee Revenu hunn. Dat gëllt fir zwou Kategorien: fir d'„artistes" op där enger Säit, dat si virun allem d'Kënschtler, d'Moler; an da fir d'Intermittenten, dat sinn zum Beispill all déi aus dem Filmberäich, d'Techniker an och d'Schauspiller.

Mir hunn do zwee ënnerschiddlech Statuten. Mir hu probéiert, der Situatioun Rechnung ze droen, andeems mer fir d'Artisten, déi e Revenu vun der Hallschent vum Mindestloun kënne kréien, deen héije wärend dem État de crise op dat Duebelt vum Mindestloun (veuillez lire: deen héije wärend dem État de crise op dat Duebelt). A fir d'Intermittenten hu mer gesot: „Dir hutt e Contingent vun 121 Deeg, déi Der d'Joer kënnt ufroen, a pro Mount, wou den État de crise dauert oder déi Situatioun, déi mer par Règlement grand-ducal wäerten determinéieren, kommen 20 Deeg derbäi."

Ech kommen och do direkt bei déi éischt Remark. Ech mengen, den Här Baum hat dat gesot: „Vu wéini u leeft dat Ganzt?" Dir hutt ganz Recht, et si schonn eng Rëtsch Saachen ofgesot ginn am Ufank vum Mount Mäerz. Ech wäert dem Regierungsrot proposéieren, dass mer et vum 1. Mäerz u lafe loossen, fir och där Situatioun Rechnung ze droen.

Dann ass d'Fro vum „lien de causalité" vun der Madamm Modert ugeschwat ginn. Natierlech wäerte mer elo net bei jiddwerengem d'Kontrakter froen. Natierlech, wat et méi laang dauert, wat et méi schwéier wäert gi fir ze beleeën: „Ech hunn effektiv en Optrag verluer an där Zäit." A mir kenne jo och d'Artisten, déi bei eis sinn. Mir wëssen, wat hir normal Commandë sinn. Do ass eng gewësse Flexibilitéit, déi sech wäert och un den Dag leeën. An och E-Maile ginn duer, fir ze beleeën, dass do Projeten en cours waren. Dat wäerte mer ganz sécher esou handhaben, dass mer e Maximum vun de Leit kënne mathuelen.

Dir hat d'Zuele gefrot: 2019, d'lescht Joer, waren 189 Intermittenten an 79 Artisten am Statut, mee eleng fir de Mount Mäerz - déi Leit froe jo net all Mount eppes un, dat hänkt jo dovunner of, wéi hire Revenu dee Mount ass - krute mer elo schonn 158 Demanden eran.

Dat heescht, et ass eng reell Demande do. A mir kruten och vun enger Rëtsch Artisten, déi eigentlech net brauchen op de Statut zréckzegräifen ... Elo si mer schonn ugeschriwwe ginn an et ass gesot ginn: „Ech mengen, ech muss awer elo op de Statut zréckgräifen." An dofir si mer jo och eebe ganz disponibel. Et si vill Leit am Kulturministère, déi am Moment op deenen doten Dossiere schaffen, fir dass mer déi schnellstméiglech erëm kënnen an de Statut ophuelen. Dat ass guer kee Problem, wann een déi Konditiounen erfëllt, déi mer och erliichtert hunn.

An, Madamm Modert, ech kommen nach zu Ärer Motioun. Ech si frou, wa mer kënnen doriwwer an der Kommissioun diskutéieren. Do sinn eng Rëtsch Saachen derbäi, déi ech ganz interessant fannen, notamment och déi vun dem Accès an de Statut eran, ob ee sech muss iwwerleeën, net nëmme wéinst de Krisenzäiten, mee insgesamt, fir déi Konditiounen ze erliichteren.

D'Quoten, dat ass jo elo en interessanten Usaz, well dee gréisste Radiossender jo elo emol deklaréiert huet, eng Stonn den Dag géif just nach lëtzebuergesch Musek gesent ginn. Ech mengen, dass mer do och wäerten e Point d'attaque hunn, fir op alle Fall emol ze diskutéiere mat hinnen, ier mer ufänken ze imposéieren.

Bon, beim Fonds de crise, ech mengen, do musse mer virun allem kucken, wéi d'Situatioun elo evoluéiert.

Vläicht nach eppes zu de Reporten. Et ass effektiv esou, dass mer jiddwereen ënnerstëtzen, fir sou gutt et geet eppes ze reportéieren. Mee natierlech, eng Saison huet nëmmen déi Deeg, déi se huet. Et gëtt net moies, mëttes an owes gespillt. A jiddweree muss dermat rechnen, dass eebe Saachen ewechfalen.

Ech wollt awer och nach profitéieren, fir Pub ze maache fir eisen Internetsite, wou Der alleguerten déi wierklech genial Initiativen, déi an deene leschte Woche vun den Artisten, vun Instituts culturels, vun ASBLe lancéiert goufen, fir op eng digital Aart a Weis d'Konscht, d'Kultur heem bei Iech alleguerten ze bréngen, fannt, all um Site vum Ministère de la Culture. Si ginn och reegelméisseg geupdate.

Mir hunn och dervu profitéiert, fir elo schonn eng ganz Rei vun deene Projeten ze subventionéieren, well déi meescht Artiste si frou, wa se net mussen eng Aide froe kommen, mee wa se kënne fir e Projet Ënnerstëtzung kréien. Dat fuere mer weider. An Dir alleguerte profitéiert och vun deenen Offeren, well do sinn e puer richteg Pärelen derbäi.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass domat elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7532. Den Text steet am Document parlementaire 7532[7].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierte kommen, déi hei am Sall sinn an déi op der Tribün sëtzen. Duerno komme mer zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an deenen anere Säll sinn, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéien ech elo den Deputéierten, dee mam Vott ufänkt. Duerno fuere mer da fir den Opruff zum Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7532 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Dat misste se alleguer sinn hei aus dem Sall. Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir de Vott vun deenen Deputéierten ofzehuelen.

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéien elo fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

Ech ginn elo an de Sall 1-2, fir datt déi Deputéiert kënnen ofstëmmen.

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott elo hei am Sall 1-2 ufänken. Duerno fuere mer da fir de weideren Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden elo déi Deputéiert, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze halen. Ech ruffen dann een no deem aneren op, fir de Vott ofzeginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Mir hunn de Quorum erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass follgend: 60 Jo-Stëmmen. De Projet de loi 7532 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass.

Une voix.- À main levée!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien da mat dëser ...

(Brouhaha)

Mir kucken nach, ob deen anere Sall och domadder d'accord ass, fir à main levée ofzestëmmen. Déi mussen e bësse méi laang d'Hand an der Luucht halen.

Déi sinn och domadder d'accord.

Vote sur la motion 1

Deen elo mat Jo ofstëmmt, dee soll d'Hand an d'Luucht huelen.

Deen anere Sall och? Okay.

Wien ass dergéint?

Mir mussen déi aner Säll ofwaarden.

Wien enthält sech?

Déi Motioun ass domadder eestëmmeg ugehll.

(La motion 1 de M. Marc Spautz est adoptée à main levée par les députés présents dans les trois salles. M. le Président a vérifié le vote à main levée des députés présents dans les salles 1-2 et 4-5 sur l'image vidéo retransmise en direct des deux salles.)

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. An ech hunn d'Madamm Modert richteg verstanen, datt mer déi Motioun kënnen an d'Kommissioun verweisen.

Wien ass d'accord, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun ze verweisen?

Vote

Vote à main levée: Wien ass derfir?

Deen anere Sall.

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(Par un vote à main levée des députés présents dans les trois salles, la motion 2 de Mme Octavie Modert est renvoyée à la Commission de la Culture. M. le Président a vérifié le vote à main levée des députés présents dans les salles 1-2 et 4-5 sur l'image vidéo retransmise en direct des deux salles.)

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation adressée au Gouvernement à ne pas prendre de décisions qui pourraient provoquer des conflits inutiles entre les États membres de l'Union européenne

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 424 de ce compte rendu)

Da kéime mer elo zur Motioun, déi haut vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Ass dozou eng Wuertmeldung do?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun hei ganz gutt ugekuckt. An ech muss soen, ech fille mech e bëssen zréckversat a meng Lycéeszäit. Do hat ech e Professer, deen huet ëmmer gesot: „Chacun pour soi et Dieu pour tous!", an dat huet en ëmmer gesot virun enger Prüfung. An d'Europäesch Unioun steet och virun enger Prüfung, virun engem Test. An ech mengen, et wäert keen einfachen Test ginn.

Jo, d'Regierung huet sech op europäeschem Niveau derfir ausgesat, gemeinsam Scholdschäiner a Form vu Coronabonds erauszeginn an domadder enger Rei Länner et ze erméiglechen, sech zu bessere Konditiounen ze finanzéieren am Kader vun der Kris. D'Kris, dat ass en Defi fir all Land. Dat gëtt en Defi fir all Land an Europa riskéiert, eng schwiereg Zäit viru sech ze hunn. A Verschiddener an Europa oder baussent Europa hoffen, dass Europa auserneendrift, dass d'Länner hiren eegene Wee ginn. An dat däerf net geschéien.

Ech gleewe ganz fest un d'Zukunft vun der Europäescher Unioun. Ech gleewen och un d'Solidaritéit an den Zesummenhalt an der europäescher Famill. A wat mer elo net brauchen, wat mer net brauchen, ass nationalistescht Denken! An dofir géif ech lech invitéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Europa ass an eisen Aen eng Solidargemeinschaft. A wann et schwiereg gëtt, da muss jiddweree jiddwerengem hëllefen, een deem aneren. Mir si momentan an enger sanitärer Kris mat enorme wirtschaftlechen an enorme finanziellen a budgetäre Konsequenzen, déi eleng kee packt. An eng Rei Länner si méi impaktéiert wéi anerer. A well och hir Situatioun méi schwiereg war wéi déi vun anere Länner, wäerte se duerno finanziell Konsequenzen hunn, wou se ganz vill Schwieregkeeten hunn, se eleng ze packen. An ech mengen, genau dofir ass déi Solidaritéit an Europa do an ass se och wichteg.

Mir haten, muss ee soen, am Ufank vun der Kris an Europa net gutt ugefaangen, well déi éischt Reflexer, dat waren déi, fir sech op sech selwer zréckzezéien.

Ech muss awer soen, dat huet an deene leschten Deeg, an deene leschte Woche geännert. An ech sinn am Fong och der Regierung ganz dankbar, datt se dee Gest gemaach huet, fir och Leit aus dem Grand Est eriwwerzehuelen an enger Zäit, wou mir nach Capacitéiten hunn, fir et ze maachen an do eng Solidaritéit ganz einfach ze weisen.

Ech mengen, dat muss een och am Finanzielle maachen. An et muss ee sech déi Moyene ginn, déi Europa zur Verfügung stinn, eventuell Coronabonds, dat ass sécherlech ee Moyen, dee méiglech ass. Anerer sinn, datt um ESM geschafft gëtt. En aneren ass, an dem europäesche Budget sech déi Méiglechkeeten ze ginn. An all déi Moyene soll ee kënnen envisagéieren.

Et kann een natierlech ëmmer juristesch Argumenter dergéint fannen. Mee et fënnt een ëmmer juristesch Argumenter, wann een et net wëllt. An da fënnt ee se, da fënnt ee se am beschten! Et kann ee selbstverständlech och juristesch Argumenter derfir fannen. Ech plädéieren derfir, datt mer an dësen Zäiten all Méiglechkeet kucken, fir déi Solidaritéit mat deene Länner, déi méi Schwieregkeeten hunn an Europa, opzemaachen an och do weiderzekommen.

Et ass just esou, wéi Europa zesummenhält an dofir kënne mer déi Motioun vun der ADR hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An dësen Zäite gëtt ganz vill vu Solidaritéit geschwat a vun europäescher Solidaritéit. Virun e puer Wochen, wéi d'Kris ausgebrach ass a sech an engem europäesche Land, nämlech Italie fir d'éischt, am virulentste manifestéiert huet, huet dat Land ëm Hëllef geruff. Keen europäescht Land huet em gehollef! Et ass eng schwaarz Stonn gewiescht fir den europäesche Gedanken a fir d'Europäesch Unioun!

Datt elo verschidde Länner d'Propos maachen, déi sech uleent un eng Propos, déi scho viru fënnef Joer opkomm ass, nämlech déi vun den Eurobonds, ëmbenannt Coronabonds, kënne mir nëmme begréissen. Et ass en éischte klenge Schrëtt an d'Richtung vun enger Harmoniséierung vun de wirtschaftleche Fluxen an eng Harmoniséierung vun den Aussenhandelsdefiziter respektiv -iwwerschëss. Well mir däerfen net vergiessen: D'Scholde vun deenen enge sinn d'Handelsiwwerschëss vun deenen aneren.

Ech mengen, datt mer als Europäesch Unioun grad elo mussen zesummenhalen an datt et wichteg ass, datt mer eng Mutualiséierung och deelweis zumindest erreechen iwwer Coronabonds. An duerfir wäerte mir op jidde Fall déi heite Motioun vun der ADR net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir soen an der leschter Zäit oft: „Zesumme packe mer dat!" - „Zesummen", domadder menge mer heefeg: Zesummen, alleguerten hei zu Lëtzebuerg. Mee „zesummen" heescht vill méi wéi nëmme mat deenen, déi um Territoire vu Lëtzebuerg liewen: zesumme mat eise Partner, zesumme mat deene Partner, déi eis Material zur Verfügung stellen, zesumme mat deene Partner, wou eis Aarbechtskraaft am Gesondheetssecteur hierkënnt a wou mer eis permanent Suerge maachen, datt muer nach d'Grenz kéint zougemaach ginn an datt eise Gesondheetssystem géif virum Kollaps stoen. Zesumme packe mer et, eleng wäerte mer et net packen.

An ech mengen, datt grad e Land, wat ekonomesch besser dosteet, eebe grad duerch déi Zesummenaarbecht mat senge Partner, duerch Aarbechtskraaft, déi aus de Partnerlänner kënnt, sech net däerf enger Iddi verschléissen, fir no der Kris zesummen aus där Kris erauszekommen.

An ech mengen, deementspriechend ass déi Motioun hei - an ech hunn et virdrun a menger Ried gesot - eppes Egoistesches, eppes wat e Repli op sech selwer mécht. U sech feelt just nach, datt gefuerdert gëtt, d'Grenzen zouzemaachen. Mee dat ka jo kee fuerderen an dëse Momenter, wou mer wëssen, datt de Gesondheetssystem dee Moment géif kollabéieren.

Ech mengen, datt ee sech an deem Kontext nëmmen op d'Zesummesi ka beruffen. A wann d'EU dat am Ufank schlecht koordinéiert huet, jo, dat däerf ee soen, jo, déi éischt Grenzschléissunge waren net koordinéiert an et waren Iwwerraschungen, mee grad dorauser musse mer léieren, datt mer eeben an Zukunft besser mussen zesummeschaffen.

A wann dat heescht, besser um fiskaleschen, um ekonomesche Plang zesummeschaffen, da sollt ee sech deem net verschléissen. An deementspriechend begréisse mir d'Iddi vun de Coronabonds a mir rejetéieren, fermement, dës Motioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un den Auteur vun dëser Motioun ginn, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, et gëtt esou Ablécker hei an der Chamber, wou ee beandrockt ass, méi vun der Poleemik wéi vum Inhalt vun den Interventiounen. Ech hunn e bëssen am Ableck dat Gefill, datt hei eng Rei Argumenter virbruecht ginn, fir d'Attitüd vun der Regierung ze justifiéieren, déi awer eigentlech laanscht de Kär gi vun deem, wat hei gefrot ass.

Kee Mënsch heibanne stëllt d'Noutwendegkeet vun der Solidaritéit mat Italien, mat Spuenien a mat aneren a Fro. Dat hunn ech direkt gesot, wéi ech d'Motioun virgestallt hunn. Dat ass déi elementar Mënschlechkeet. Déi elementar Solidaritéit steet guer net zur Debatt! Natierlech!

Awer et gëtt zwou Méiglechkeeten, dat ze erreechen: legal oder illegal, wann een d'europäesch Traitéë kuckt.

(Brouhaha)

Mir si fir déi legal Method.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mënschlechkeet ass keng juristesch Fro, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- An déi illegal ... An dat wonnert mech och am Här Wiseler senger Interventioun, Här President. Mir verstinn eis jo als Rechtsstaat a mir soen dach ëmmer, datt déi Traitéen, déi mir ratifizéiert hunn - wéi dacks hu mir dat gesot -, mussen agehale ginn.

An an deenen Traitéë stinn Artikelen, déi dat do explizitt verbidden. Firwat sinn an Europa nëmmen néng vu 27 Staaten iwwerhaapt bereet, iwwer Coronabonds ze schwätzen, an déi aner, d'Majoritéit, déi grouss Majoritéit, refuséieren dat? Ma well et am Traité verbueden ass!

Firwat ass dat ekonomescht Argument, wat déi gréng hei virdrun zitéiert hunn, falsch? Ma et geet drëm, natierlech, Ressourcen do ze kanaliséieren an och de Betriber an Italien ze hëllefen an d'Échanges économiques virunzebréngen, selbstverständlech. Iwwer legal Mëttelen! An et däerf een net vergiessen, datt eng gutt Gestioun vun de Finanzen an enger Rei vun den europäesche Länner de Rating vun deene Länner verbessert an datt et an der Ekonomie nun eemol esou ass, datt de Rating vun den Entreprisen och ofhänkt vum Rating vum Staat.

Et ass einfach eng legal Situatioun, déi mir wëllen als ADR preservéieren. Mir wëlle Legalitéit an Europa. Mir wëlle Finanzmëttelen zur Verfügung stellen, fir d'Ekonomie vun deene Staaten ze stäipen, esou wéi et an de Verträg steet, esou wéi den europäesche Stabilitéitsmechanismus et erlaabt. An dat ass dat, wat d'ADR hei wëllt: Solidaritéit op legalem Wee. An dofir sti mir zu eiser Iddi.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir maacht lech d'Liewen e wéineg einfach!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

(Interruption)

Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Nee, den elektronesche Vott, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da musse mer de Vote par appel nominal maachen.

Plusieurs voix.- Bravo!

Vote sur la motion

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da zéie mer fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt d'Deputéiert an deem Sall kënnen ofstëmmen.

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéien elo fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott elo hei am Sall 1-2 ufänken. Duerno fuere mer da fir de weideren Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe retournent vers la salle des séances plénières.)

Déi Deputéiert, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass d'Motioun mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ofgeleent.

(Interruptions)

Une voix.- Ëmgedréit!

M. Sven Clement *(Piraten).*- 56 Nee-Stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Si ass mat 56 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen, ofgeleent. Merci fir d'Prezisioun, Här Clement.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Motion de M. Marc Baum au sujet de la présentation à la Chambre des Députés d'un bilan exhaustif de l'ensemble des dérogations émises par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire après la fin de l'état de crise

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 424 de ce compte rendu)

Da komme mer zur leschter Motioun, déi haut deposéiert ginn ass, déi Motioun, déi deposéiert ass gi vum Här Marc Baum. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Dat ass esou de Fall.

Wie mat dëser Motioun averstanen ass, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech wéilt eppes dozou soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Georges Engel, wannechgelift.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Natierlech ass et eng Motioun, déi eis och gutt geleeën ass, well mer herno wëllen e Bilan maache fir ze gesinn, wat déi Derogatioune waren, wéi eng Derogatiounen et waren, déi de Minister gemaach huet am Kader vun dëser Kris, fir dass och Entreprisë kënnen ënnert deene Konditioune schaffen, wéi se hei an der Motioun dann drastinn, mat zwielef Stonnen a mat 60 Stonnen, respektiv 60 Stonnen dann d'Woch.

Et ass effektiv, wéi den Här Baum et gesot huet, e grousse Schratt, deen een hei hëlt, an e Schratt, wou, mengen ech, all Mënsch heibanne sech och d'Fro stellt, dass et awer eng grouss Mesure ass par rapport zu deene Saachen, déi erkämpft goufen hei an dëser Chamber. Neanmoins si mer awer der Meenung, dass se och wichteg ass. An et si jo awer och eng Rei vu Bremsen agebaut, déi an dësem Règlement grand-ducal mat dra sinn

Et muss ee wëssen, dass de Minister dat och gëschter hei erkläert huet, dass en emol éischtens d'accord war, fir esou e Bilan ze maachen. Zweetens sinn eng Rei vu Mesuren dran, déi maachen, dass et net willkürlech ka jiddwerengem gi ginn. Et mussen och d'Syndikater gefrot ginn. Wa keng Delegatioun direkt do ass, da ginn déi zwee representatiivst Syndikater gefrot, déi da mussen an Zäit vun zwielef Stonnen, wann ech mech net ieren, och hir Meenung dozou soen. An et muss eng Demande dûment motivée sinn, soudass awer wierklech e puer Bremsen dra sinn, dass dat net ka willkürlech sinn.

Neanmoins ass et awer wichteg, dass mer herno e Bilan kënne maachen. An duerfir wäerte mer dëser Motioun och zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel.

Ech mengen, da kéinte mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Déi Deputéierten aus de Säll 4-5 an 1-2, déi mussen d'Hand e bësse méi laang an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

(La motion de M. Marc Baum est adoptée à main levée par les députés présents dans les trois salles. M. le Président a vérifié le vote à main levée des députés présents dans les salles 1-2 et 4-5 sur l'image vidéo retransmise en direct des deux salles.)

10. 7535 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7535 iwwert Derogatiounen am Ëmweltberäich, wat Projeten ugeet, déi op Urgencesituatiounen äntwerten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Goergen. An den Här Marc Baum hat ech vergiess.

D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En ass nach ënnerwee.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, wéinst de Mesuren, déi hu misse geholl ginn, fir géint d'Pandemie vum Covid-19 virzegoen, hunn d'Assemblée-généralle fir déi nei Juegdlousen, déi nom 16. Mäerz sollte sinn, missen ofgesot hunn. Mam Gesetzesprojet 7535 gëtt de Kalenner elo ugepasst, ënner anerem, fir dass d'Generalversammlunge fir déi nei Juegdlousen, déi nach net konnten ofgehale ginn, zu engem spéideren Zäitpunkt kënnen organiséiert ginn.

D'Reform vun de Juegdlouse geet op d'Juegdgesetz aus dem Joer 2011 zréck. Fir eng nohalteg an ekologesch Gestioun vum Wëld ze maachen, gesäit d'Gesetz vir, dass d'Juegdlouse biogeografeschen, topografeschen an hydrologesche Krittären entsprieche sollen an d'Grenzen och laanscht Infrastrukture verlafe sollen, wéi zum Beispill Stroossen oder Schinnen.

Am Règlement grand-ducal vum 8. November zejoert goufen déi 621 nei Juegdlouse festgehalen, nodeems eng laang Consultatiounsphas mat alle Bedeelegte gemaach gouf. Entretemps si 525 Assemblée-généralle vun den neie Juegdlouse gemaach. 96 Generalversammlungen, déi tëscht dem 16. Mäerz an dem 27. Mäerz hätte sollen ofgehale ginn, goufen awer wéinst der Pandemie vum Covid-19 annuléiert. Si konnten net wéi virgesi virun Enn Mäerz, also virun haut, ofgehale ginn. Dofir muss de Kalenner vun den Assemblée-générallen, de Mandater vun den neie Syndikater an d'Ofhale vun de Steeë vum Juegdrecht elo ugepasst ginn, wat mir mat deem heite Gesetz maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Ëmweltministesch huet de Gesetzesprojet 7535 den 20. Mäerz deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 27. Mäerz ginn. D'Ëmweltkommissioun huet de Projet an och den Avis vum Staatsrot de 27. an den 30. Mäerz a Videokonferenzen duerchgeholl. Gëscht gouf de Rapport unanime ugeholl.

Mat dësem Gesetz gëtt, wéi gesot, wéinst der Coronakris den Delai fir déi nei Juegdlousen ugepasst. D'Generalversammlungen, déi nach net ofgehale goufen, hunn elo Zäit, dat bis den 31. August ze maachen. Déi nei Mandater vun de Collèges des syndics fänken den 1. September un. An d'Stee, fir d'Juegdrecht ze verpachten, muss spéitstens bis den 31. Januar d'nächst Joer stattfonnt hunn. D'Juegdrecht concernéiert dann d'Period vum 1. Abrëll 2021 bis den 31. Mäerz 2030.

De Gesetzesprojet, wéi d'Ministesch en deposéiert huet, sollt awer net just Ännerungen um Juegdgesetz maachen, ma och um Kommodos- an um Naturschutzgesetz.

Beim Kommodosgesetz goung et drëms, dass am Fall vun engem zivillen Noutstand d'Enquête publique kann iwwerspronge gi fir Projeten, deenen hiert eenzegt Zil et ass, eng Äntwert op en zivillen Noutstand ze ginn.

A bei de proposéierten Ännerunge vum Naturschutzgesetz goung et drëm, och erëm am Fall vun engem zivillen Noutstand, dem Minister d'Méiglechkeet ze ginn ze decidéieren, keng Ëmweltimpaktstudie ze maache fir Projeten - an och hei -, deenen hiert eenzegt Zil et ass, eng Äntwert op en zivillen Noutstand ze ginn.

A sengem Avis huet de Staatsrot bei dëse Punkten awer Opposition-formellen ageluecht a suggeréiert, dat iwwer e Règlement grand-ducal ze maachen, wéi et eeben duerch den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung wärend der Zäit vum État de crise méiglech ass. Dës Mesurë solle jo eebe fir déi Zäit gëllen a concernéieren och just déi Zäit, net wéi d'Upassung vum Kalenner vun den neie Juegdlousen, déi Repercussiounen iwwert d'Zäit vum État de crise eraus huet.

An deem Sënn hu mer d'Artikelen aus dem deposéierte Gesetzesprojet, déi d'Kommodos- an d'Naturschutzgesetz concernéieren, och net zréckbehalen. D'Ëmweltministesch huet eis an der Kommissioun gesot, dass d'Regierung bei dëse Punkten elo op de Wee vum Règlement grand-ducal geet.

Der Remark vum Staatsrot zum Delai vum Ofhale vun den Assemblée-généralle gouf Rechnung gedro.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Wéinst de Mesuren, déi hu misse geholl ginn, fir géint d'Pandemie vum Covid-19 virzegoen, hunn net alleguerten d'Generalversammlunge fir déi nei Juegdlouse kënnen an den Delaien organiséiert ginn. An dofir huet de Kalenner vun den Assemblée-générallen, de Mandater vun deenen neie Collèges des syndics an d'Ofhale vun de Steeë vun dem Juegdrecht elo missen ugepasst ginn. A genau dat maache mer mat deem heite Gesetz.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech si jo net suspekt, fir ëmmer mat der Ëmweltministesch op enger Wellelängt ze sinn - dat ass esou an enger parlamentarescher Demokratie. Ech kann Iech awer hei soen, Madamm Minister, an och de Kolleegen a Kolleeginnen, déi hei an an deenen anere Säll sinn: „Mir soen zu dësem Gesetz eendeiteg Jo! Dir hutt dee richtege Choix gemaach." Dat huet awer näischt mat der Kris ze dinn, well d'Demokratie muss och an enger Kris liewen. Dat parlamentarescht Zesummespill heescht och net, dass d'Chamber eigentlech der Regierung Plein-pouvoirë gëtt a fir de Rescht zu allem Jo an Ame seet.

Mee verfassungsrechtlech, an dat ass d'lescht Woch preziséiert ginn, läit dat op engem subtillen anere Plang. Nämlech d'Regierung fiert iwwer e Règlement grand-ducal an d'Chamber huet eigentlech ze préiwen, ob dat, wat d'Regierung mécht, adequat ass, dat heescht, ob et noutwendeg ass, ob et justifiéiert ass an, virun allem, ob et verhältnisméisseg ass. Et ass eigentlech dee Contrôle, deen d'Chamber an alle Beräicher, déi elo an der Kris vun der Regierung als gesetzlech Moossname geholl ginn, als hir Aufgab huet.

De Punkt ass deen, dass - de François Benoy huet dat richteg gesot - de Staatsrot eigentlech deen urspréngleche Wëllen, deen d'Ministesch, an ech géif soen, d'Regierung hei an dem Gesetzesprojet wollt soen, e bëssen avortéiert huet. An haut geet déi Debatt, mengen ech, net just iwwert d'Juegdlousen.

Ech soen dat och ganz kloer, well d'Ministesch wollt, an dat soll een eng Kéier och preziséieren, zwou weider Saachen: nämlech, dass bei den Établissements classés keng Kommodosenquête méi muss gemaach ginn, dass zum Beispill a Gréngzonen d'Regierung ka Mesure-d'urgençen, Infrastructure-d'urgencë setzen ouni eng Ëmweltimpaktetüd.

Dat geet also ganz wäit. An do ginn d'Rechter, d'Asprochsrechter vun deenen eenzelne Bierger wierklech ageschränkt. Well et ass besonnesch am Ëmweltberäich, wou schonns iwwer laang Joren, iwwer international Konventiounen, de Bierger wäitgeeënd an de participative Prozess vun enger Decisioun vun den Autoritéite matagebonnen ass.

A wat dat konkreet heescht, däers soll ee sech och bewosst sinn. Dir wësst alleguerten, dass an de Klinicken daper geschafft gëtt. Mee do wäert och Offall kommen. An zum Beispill wäerten déi Moossnamen, déi elo net iwwert dëst Gesetz lafen, dann herno, do ginn ech dervun aus, vun der Regierung am Kader vun dem Règlement grand-ducal iwwert d'Urgencë gereegelt ginn: dass zum Beispill d'Klinicksmaterial - et muss jo iergendwou entsuergt ginn - zum Beispill op dem SIDOR entsuergt gëtt. A wann d'Regierung decidéiert, fir dat schnell ze maachen, da ka se dat forcement net iwwer laangwiereg Kommodosprozedure maachen, mee si muss esou oder esou eng Decisioun dofir huelen.

Och do, soen ech Iech ganz kloer, geet d'CSV mat op dee Wee! D'Urgencësituatioun, déi verlaangt och Urgencëmesuren.

Dat selwecht zielt zum Beispill, wann Infrastrukture géifen am État de crise geholl ginn an déi missten an enger Zone verte opgeriicht ginn. Ech mengen, och do drängt et sech op, dass do net nach laangwiereg Impaktetüden iwwer Fliedermais an ech weess net wat soss nach gemaach ginn. An och do seet d'CSV eendeiteg: „Jo."

Wat ech zum Schluss wéilt soen: „Wa mir mat op dee Wee hei ginn, no der Kris gëtt et och ëmmer en Après-crise!" An d'Leit sinn elo ..., wéi mer dat géifen um Land soen: „Si maachen de Moment gudde Prisong." An der Stad géife se soen: „Si maachen e gudde ‚Selfconfinement'." Jo! Mee d'Leit hunn awer och lues a lues Lagerkoller. An ech mengen, et ass elo och, wou ee muss den Après-crise virbereeden. An, Madamm Minister an Dir Dammen an Dir Hären, och als CSV vertriede mer awer do d'Meenung, dass an dem Après-crise d'Wirtschaft an och dat Soziaalt esou séier wéi méiglech erëm mussen op hir eege Féiss kënne kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An eisen eendeitege Wonsch ass do, dass dat net herno un iwwerméisseg laangwierege Prozedure scheitert. Déi normal Prozeduren, déi mussen herno kënne spillen, mee si mussen awer pragmatesch kënnen applizéiert ginn. Pragmatesch: dass grouss Projete viruginn, dass Entreprisen Opträg kréien, dass d'Leit hir Paie kënne kréien, dass et och am Handwierk an dass dat Soziaalt erëm ka fonctionéieren.

An duerfir ass vun eiser Säit deen eindrénglechen Appell, jo, herno am Après-crise, no der Kris net méi Procédure-d'urgencen ze maachen, mee pragmatesch Prozeduren, an dat besonnesch an engem gudden Zesummespill vun allen Acteuren um Terrain, engem Zesummespill vu Staat a vu Gemengen, kee géigesäitegt Aarmbéien. An ech hoffen och op e Versteesdemech vun all deenen, déi wëllen, mat Recht, hir Asprochméiglechkeete geltend maachen. Mee ech mengen, och do spillt ëmmer den Intérêt public général.

A wa mer dat zesummen hikréien, mengen ech, da wier och an der Kris eppes fir déi parlamentaresch Diskussioun hei gemaach. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech gi mäi Wuert un den Här Bauler weider.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur, dem Här Benoy, en häerzleche Merci soe fir dee mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir haten an der Kommissioun d'Diskussioun concernant den Echange mat dem concernéierte Milieu, Madamm Minister, an do hat den honorabelen Här Gusty Graas gefrot, ob Der eis dozou kéint Prezisioune ginn. Dofir wollt ech Iech gentiment froen, ob Der eis vläicht kéint e Feedback ginn, ob Der entre-temps e Feedback kritt hutt, eng Réckmeldung vun dem concernéierte Milieu, an dësem Fall dann de Jeeër.

Merci!

Ech ginn dann och den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci un de Rapporteur. An ech ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech soen och dem Här Benoy Merci fir säi Rapport an ech felicitéieren och ausdrécklech dem Här Roth fir seng Interventioun.

Wësst Der, wéi mer dee Projet de loi hei gelies hunn, dunn ass engem opgefall, datt déi Formulatioun do dra war - fir se net falsch ze zitéieren, liesen ech se elo: „des situations d'urgence à caractère civil". An natierlech stellt sech d'Fro, wat dat ass, well mir hunn e legalen Zoustand hei am Ableck, deen ass den „état de crise". Deen ass definéiert am Artikel 32 (4) vun der Verfassung. An dat ass e feststeeënde Begréff. Firwat also elo vun enger „situation d'urgence à caractère civil" hei an dësem Gesetz schwätzen? Et ass eng Fro, déi ee sech kann naiv stellen.

An da kuckt een, an dat steet och am Här Benoy sengem Rapport dran, datt dat u sech e Konzept ass, deen aus enger europäescher Direktiv kënnt, déi en anere Kontext beschreift.

An de Staatsrot - de Staatsrot, deen hei eng exzellent Aarbecht gemaach huet, wëll ech och soen -, deen huet dann och Zweifel, ob et sënnvoll ass, fir eng Notioun aus engem Kontext erauszehuelen, fir se hei ze applizéieren. Dat huet seng Geforen, well an deene Situatiounen - och an deenen, déi den Här Roth beschriwwen huet -, hu mer herno eng Situatioun, wou e vage Begréff ass aus engem Rechtskader, deen net heihinner passt, deen der Regierung exorbitant Pouvoire gëtt géintiwwer Asprochméiglechkeeten an anere Saachen.

An dofir huet de Staatsrot seng Opposition formelle gemaach, well ganz kloer, wéinstens an eiser Lektür vun dësem Text, d'Méiglechkeet vun engem Abus de pouvoir gi wär. An dofir ass eng Opposition formelle gemaach ginn.

Elo kéint ee jo nach soen: „Gutt, dat ka virkommen. Mir sinn an enger Krisesituatioun." Mee esou einfach däerfe mer eis dat och net maachen, well besonnesch an enger Krisesituatioun musse mir als Parlament oppassen, datt eeben net eng Situatioun ka mëssbraucht ginn, fir Rechtsmëttelen anzeféieren oder ze benotzen, déi géifen an d'Grondrechter vun de Leit agräifen.

Dat heite kéint esou e Fall sinn. An eist Mëssdraue gëtt vläicht och nach doduerch e bësse méi alimentéiert, well dat och nach vum Ëmweltministère kënnt, dee jo awer dee gudde Ruff huet, ganz dacks e bësse méi wäit ze goen, wéi de gesonde Mënscheverstand et géif erwaarde loossen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn als ADR hei mat dem Projet d'accord. Mir stëmmen dat och mat, well déi Datumsverleeung ass jo eng harmlos Saach. Mee dofir ass dëst Gesetz och e gutt Beispill, fir eeben ze warnen - ze warnen! -, datt de Krisenzoustand, an deem mer am Ableck sinn, muss duebel iwwerwaacht gi vun enger fonctionéierender parlamentarescher Demokratie. An et ass dat, wat mer haut maachen.

Mir ginn eisen Accord zum Gesetz a mir wäerte ganz gutt oppassen, Madamm Minister, wéi Der Iech an Zukunft ausdréckt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Heimadder ginn ech dann och den Accord vun der lénker Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Här Benoy fir säi gudde Rapport. Och mir wäerten eisen Accord dozou ginn.

Et ass awer nach unzemierken, dass et eis um Häerz läit, dass dat net ausgenotzt géif ginn, sief et an den Ëmweltimpaktetüden oder mam Kommodo, well et eis wierklech um Häerz läit, dass mer do awer d'Biergerrechter héichhalen.

Wat d'Juegd ubelaangt, do wëlle mer nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass, ier et elo an d'Stee wäert kommen, och alleguerten déi Leit, déi dat net wéilten, dass op hiren Terrainen d'Juegd géif gemaach ginn, d'Méiglechkeet hunn, aus eethesche Grënn nom Artikel 7, weider nom Artikel 24 (veuillez lire: nom Artikel 24 vum Juegdgesetz) dat deementspriechend och ze refuséieren. An deem Fall gi mer awer och hei eisen Accord, fir dass déi Steeë verlängert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, ech soen als Éischt emol dem François Benoy fir säi komplette mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen en an enger ganz kuerzer Zäit erstallt huet, e ganz grousse Merci. An da soen ech och Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung. An Dir hutt Recht.

Den Här Kartheiser huet op eppes higewisen, genee wéi den Här Roth, wou mer u sech Gebrauch gemaach hu vun dem Begréff „situation d'urgence à caractère civil", deen een aus dem EIEs-Beräich kennt, deen och e besteeënde Begréff ass. Mee dat Gesetz hei, an dat hate mer an der Ëmweltkommissioun awer laang beschwat, dat ass deposéiert ginn, ier deen État de crise hei war, ier mer an deem Zäithorizont waren.

Dofir hu mer jo och - well mer schnell wollte reglementéieren, souwuel wat de Kommodo ugeet wéi awer och, wat den Naturschutz ugeet, an Dir hutt zwee Beispiller genannt, wou een einfach muss habile sinn ze agéieren -, dofir hu mer jo eppes geholl, wat et an der Ëmweltlegislatioun och schonn hautzudaags gëtt an dorobber referéiert.

Mee, an dat hunn ech an der Kommissioun eeben och gesot, mir ginn duerchaus dem Staatsrot an deem Avis Recht, dass mer dat, wat elo fir den État de crise gëllt, iwwer Règlement wëlle maachen. Mee ech mengen, et war awer derwäert, an der Kommissioun eng Kéier op déi ganz Mesuren, déi néideg sinn am Beräich vum Kommodo, awer och am Beräich vun der Ëmweltlegislatioun an am Naturschutz zum Beispill, fir kënnen ze agéieren, hinzeweisen an der Chamber dat och eng Kéier ze erklären.

Fir de Rescht sinn ech frou, wa mer elo deen Deel iwwert d'Juegd maachen, well dat ass wierklech elementar wichteg. Well do gouf am Virfeld immens vill a gutt Aarbecht gemaach wärend deene leschten dräi Méint, wou d'Natur- a Bëschverwaltung zesumme mat allen Acteuren - och merci de Gemengen, déi Säll zur Verfügung gestallt hunn - schonn iwwer 500 Assemblée-générallen an enger Rekordzäit gemaach hunn. Déi Aarbecht sollt net verluer goen. A mir sollten eis elo déi néideg Zäit ginn, fir dat uerdentlech unzegoen.

Den Här Bauler hat gefrot, mir hunn natierlech de Leit Bescheed gesot. Ech hunn awer och an der Kommissiounssëtzung, déi iwwer Videokonferenz war, gesot: „Et ass kloer, dass dat net dee beschtméiglechen Zäitpunkt fir déi Leit ass, déi op d'Juegd ginn." Dat ass en Zäitpunkt, wou och Juegd ass. Mee ech mengen, dass mer hei eng Situatioun hunn, wou mer net nach wëlle méi retardéieren, wou mer wierklech elo wëlle weisen: Mir loossen déi Aarbecht net verluer goen. A mir ginn eis dann déi néideg Zäit, fir dat doten uerdentlech an en bonne forme zu Enn ze féieren.

An domat soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7535. Den Text steet am Document parlementaire 7535[2].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung vun den Deputéierte kommen, déi hei am Sall sinn a vun deenen, déi op der Tribün sinn. Duerno komme mer zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an deenen anere Säll sinn, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerno fuere mer da fir d'Votten an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7535 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. An ech biede jiddwereen, deen ofstëmmt, dee Moment, wann e säi Vott ausdréckt, säi Mikro unzemaachen.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt déi Deputéiert kënnen ofstëmmen.

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéien elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéien elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden elo déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. A wann ech se dann opruffen, fir hire Vott ofzeginn, solle se wannechgelift de Mikro umaachen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder hu mer de Quorum erreecht an de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass follgend: De Projet de loi 7535 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7396, de 16. Protokoll zur Konventioun iwwert d'Erhale vun de Mënscherechter an de Grondfräiheeten. Et hu sech ageschriwwe bei dësem Projet de loi: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och a Krisenzäite solle mer eis normal Aarbechten net vergiessen. Dat hu mir jo och esou ofgemaach zesummen, d'Chamber an d'Regierung. An zemools a Krisenzäiten ass e Bléck op d'Mënscherechter an d'Verdeedegung vun eise fundamentale Fräiheeten ubruecht.

Beim Gesetzesprojet 7396 handelt et sech ëm e Protokoll, deen dem Europäesche Mënscherechtshaff mat Sëtz zu Stroossbuerg seng Kompetenz iwwert d'Aféiere vun enger konsultativer Prozedur erweidert. Bis dato ass déi Cour quasi exklusiv fir Litigen zoustänneg, déi schonn de ganzen nationalen Instanzewee duerchlaf hunn. D'Fro stellt sech zu deem Moment, ob d'Cour soll constatéieren, dass de betraffene Staat e Grondrecht verletzt huet oder net.

Hei geet et drëms, dass eis héchste Juridictiounen, dat sinn an dësem Fall d'Verfassungsgeriicht, d'Verwaltungsgeriicht, d'Cour de cassation an d'Cour d'appel, nach wärend der nationaler Prozedur de Mënscherechtshaff mat enger Demande d'avis kënne saiséieren. Et handelt sech also ëm eng Procédure consultative an net ëm eng Procédure contentieuse.

De Protokoll 16 ass adoptéiert ginn am Kader vu méi systemateschen Iwwerleeungen, wéi een de Stroossbuerger Mënscherechtshaff, deen ënner sengem Succès quasi leit an engorgéiert ass, kann entlaaschten, ouni dass déi Entlaaschtung op d'Käschte vun de Grondrechter awer geet.

An deem Sënn gëtt hei voll d'Subsidiaritéit spille gelooss. Subsidiaritéit soll heeschen, dass d'Decisioune sollen esou no wéi méiglech um Bierger geholl ginn an déi supranational Instanz eréischt kompetent gëtt, wann déi national Moyenen net duerginn. Et ass eng Notioun, déi mir Politiker am Kontext vum Uniounsrecht kennen. Leider revendiquéiere mer ze vill oft d'Subsidiaritéit, fir op eng negativ an exklusiv Aart a Weis op eis Souveränitéit ze pochen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass dat am Rapport, Här Margue, oder Är Meenung?

(Interruption)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Subsidiaritéit an dësem Kontext heescht, dass mer eis d'Moyene ginn, fir eis Responsabilitéite seriö ze huelen. Esou kann de Staat iwwer eis Juridictioune sécherstellen, dass eng eventuell Verletzung vun engem Grondrecht ka reparéiert ginn, ouni dass de laange Wee, de prozedurale Wee bis op Stroossbuerg, iwwerhaapt néideg ass.

De facto ass et d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg, déi d'minimal Standarden am Beräich Mënscherechtsschutz festsetzt, déi et duerno heescht ze respektéieren. Den Droit, mee virun allem eis Gesellschaft evoluéieren natierlech, soudass et op diverse Punkte keng Jurisprudenz gëtt respektiv déi eventuell net kloer genuch ass par rapport zur konkreeter Situatioun, déi e Riichter muss tranchéieren. Mat der Méiglechkeet, d'Cour vu Stroossbuerg ze saiséieren, kritt hien nei Moyenen, sech an deene Froe Kloerheet ze verschafen.

Et handelt sech dofir ëm eng unanime Demande vun eise Lëtzebuerger Juridictiounen, déi an all hiren Avisen den Notzen an d'Wichtegkeet vun deem Instrument ënnerstrach hunn.

Hei elo de Werdegang vum Gesetzesprojet 7396: Den Depot war den 21. Januar 2019 vum Landwirtschaftsminister Romain Schneider a Vertriedung vum Ausseminister Jean Asselborn.

De 6. Februar 2019 gouf de Projet de loi an der Kommissioun vun der Justiz presentéiert. De 15. Februar 2019 huet de Staatsrot dunn och schonns säin Avis ofginn. An dësem Avis gouf virun allem drop higewisen, dass déi vum Projet de loi viséiert Juridictioune misste genee opgezielt ginn.

Den Avis vun der Cour supérieure de justice vum 9. Mäerz 2019 huet déi nämmlecht Kritik opgeworf, wärend den Avis vun der Cour administrative vum 4. Mäerz 2019 keng weider Observatiounen zum Projet de loi formuléiert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Margue, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Awer net wärenddeem.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann duerno.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Margue, fuert elo roueg virun!

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- An engem Bréif vun der Justizministesch Sam Tanson vum 5. Februar 2020 ass dunn ausdrécklech festgehale ginn, dass d'Verfassungsgeriicht, d'Verwaltungsgeriicht, de Kassatiounshaff an d'Cour d'appel déi Lëtzebuerger Juridictioune sinn, déi Stroossbuerg, also d'Europäescht Mënscherechtsgeriicht, froe kënnen, fir en Avis ze kréien. Dës Prezisioun gëtt matkommunikéiert, wann den Depot vun der Ratifikatioun gemaach gëtt beim Generalsekretär vum Europarot.

De 5. Februar dëst Joer gouf de Rapporteur designéiert an d'Analys vum Text an dem Avis vum Staatsrot gemaach. De 4. Mäerz huet d'Justizkommissioun de schréftleche Rapport ugeholl.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass et sech hei ëm en Avis handelt, deem säin Effekt net obligatoresch ass. Dofir ass och de Mechanismus net genau deen, dee mer ënnert der Form vum Renvoi préjudiciel aus dem Uniounsrecht kennen an dee sech dem Riichter imposéiert. Allerdéngs ass deen Avis duerchaus nëtzlech, well effektiv déi Interpretatiounshëllef, déi d'Cour an deem Kontext mécht, och riskéiert, an enger spéiderer contentiéiser Prozedur hir contraignant Analys ze sinn.

Och hei sollen dem Bierger seng Rechter garantéiert bleiwen, an den Zougréff op d'Procédure d'avis verschléisst kee spéideren Zougréff vum Bierger op e Recours individuel zu Stroossbuerg.

An nach zwee Wierder, wat d'Prozedur ugeet: Et gëtt zu Stroossbuerg e Selektiounskommitee, dee kuckt, ob déi Demande zoulässeg ass. Seet dëse Kommitee, si wär net zoulässeg, muss en dat an engem Avis de refus ganz genee motivéieren. Ass se zoulässeg, da geet et un d'Grande Chambre, also déi komplettsten a prestigiéiste Formatioun vun der Cour; och dat ass e Garant fir eng seriö Äntwert.

Et ass esou, dass de Riichter, dee vun deem jeeweilege Land genannt ass, mat am Selektiounskommitee sëtzt. Doduerch gëtt kloergestallt, dass deem nationale Rechtssystem a senge Partikularitéite ka Rechnung gedroe ginn.

Ech hunn hei e kuerzt Beispill vun enger Demande vum franséische Kassatiounshaff. De Kassatiounshaff huet nogefrot a puncto Aschreiwung vun enger Gebuert an en État civil vun engem Kand, dat am Ausland op d'Welt koum vun enger Leihmutter - eng GPA also, an déi Praxis ass jo a ville Länner verbueden.

Stroossbuerg huet sech dunn ausgedréckt, dass déi Déclaration de naissance soll an den État civil opgeholl ginn. An d'Motivatioun ass interessant: well et geet ëm den Intérêt supérieur vum Kand. Dës Äntwert ass eng Pist, awer wéi gesot net contraignant, weeder fir Frankräich nach fir déi aner Länner.

Et ass mer wichteg gewiescht ervirzehiewen an dëser Krisenzäit, dass d'Ratifikatioun vun dësem Protokoll 16 e gutt Beispill ass fir ze weisen, dass mer de Schutz vun eise fundamentale Fräiheete weider verankeren, dëst mat enger effikasser Prozedur an dat am Dialog vun nationalen an internationalen Instanzen.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci, natierlech och all deenen, déi um Ausschaffe vun deem Text bedeelegt waren am Justizministère, an der Chamber, an der Fraktioun, an och all den Auteure vun den Avisen zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Den Här Kartheiser wëllt lech nach ëmmer eng Fro stellen.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Da loosst kommen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, a merci, Här Margue. Ech wollt eng Fro iwwert de Rapport stellen, ob ech richteg verstanen hunn, de Rapport soll eng neutral Presentatioun sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà. An ech mengen, ech hat verstanen, an ech ka mech geiert hunn, ech wollt do nofroen, ob Dir der Meenung oder där Meenung Ausdrock ginn hutt am Rapport, datt d'Subsidiaritéitsformel, wéi se am Vertrag vun der Europäescher Unioun festgehalen ass, géif ze vill dacks an déi eng oder aner Richtung interpretéiert ginn.

Ech soen Iech, firwat: Well et gëtt am Traité vun der Europäescher Unioun, och am Traité vum Fonctionnement iwwert d'Europäesch Unioun, eng Rei Artikelen, déi mer och wäerten an der Zukunft méi diskutéieren, wann et zum Beispill ëm d'Ratifikatioun vum CETA geet, ëm exklusiv Kompetenzen, gedeelte Kompetenze vun der Unioun a vun de Memberstaaten.

An de Subsidiaritéitsprinzip ass dee Prinzip, dee kloer am Traité ernimmt ass, well alles … Well et ass nëmmen esou, datt d'Europäesch Unioun - steet am Traité, et ass keng Erfindung vu mir - nëmme Kompetenzen huet an deene Saachen, déi net vun de Staate sinn. Dat heescht, d'Europäesch Unioun huet nëmmen eng Subsidiaritéitskompetenz géintiwwer de Staaten.

Dofir wollt ech Iech froen: Hutt Dir dat gesot? A wa jo, wouhier kënnt déi Meenung? A wéi ass déi rechtlech ze justifiéieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Ma dat ass eng Iwwerleeung, déi ech gemaach hunn an déi ech dorop stëtzen, dass eis Juridictioune sech jo eendeiteg dozou ausgedréckt hunn. An et ass effektiv d'Iwwerleeung, dass d'Subsidiaritéit an deem Sënn jo spillt, dass mer fir d'éischt kënne bei eis kucken, eis Iwwerleeunge maachen an dann duerno weiderfueren op deen Niveau driwwer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Roth huet d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech kommen awer net derlaanscht fir ze soen, dass dat do ganz e bëssen onglécklech ass. Mir hunn als Chamber - Dir gesitt, zu wat fir engen Diskussiounen dat virdru gefouert huet -, ech mengen, mir hunn e schréftleche Rapport, deen ass exzellent, an ech géif mengen, dass de Plenum, onofhängeg vun dem Här Margue senger Ried, Kenntnis geholl huet vun deem schréftleche Rapport. A par rapport zu deem schréftleche Rapport sollten déi eenzel Fraktioune Stellung huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eemol zréck un den Här Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Jo! Ech schléisse mech deem un, wat den Här Roth seet, dass …

(Hilarité et interruption)

… op Basis souwisou vum schréftleche Rapport Stellung geholl gëtt vun deenen eenzele Fraktiounen. Dont acte.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Als CSV begréisse mir, dass Lëtzebuerg endlech de Protokoll Nummer 16 vun der Konventioun vun de Mënscherechter an de Fräiheete vum Oktober 2013 unhélt. Et huet e bësse laang gedauert, well de Gesetzesprojet ass eréischt am Januar 2018 deponéiert ginn. Wéi gesot, hei gëtt e bëssen de Prinzip vun der Question préjudicielle ugewannt. Mee den Avis vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff ass net bannend an dësem Fall. Mir begréissen och, dass d'Justizministesch definéiert huet, wat „les plus hautes juridictions" sinn, esou wéi et virgesinn ass am Protokoll.

A schlussendlech géif ech dann, wéi gesot, den Accord vun der CSV ginn. An dem Rapporter soen ech mat gemëschte Gefiller Merci, well ech muss éierlech soen, dass ech net verstanen hunn, ob de Rapporter als Rapporter geschwat huet oder ob en am Numm vun der grénger Fraktioun geschwat huet. A wéi den Här Roth et scho gesot huet, géife mer wierklech begréissen, wann déi nächste Kéier och déi gréng Fraktioun géif eng kloer Trennung maachen zwëschent der Missioun vun engem Rapporter an där vun engem mandatéierte Spriecher vun enger Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi Situatioun, dass mer an der Hiérarchie des normes d'Konventiounen, déi international Konventioune ganz uewe stoen hunn. Duerfir sinn eis Geriichter ganz oft och mat Froe befaasst, déi europäesch oder international Konventioune betreffen.

An deem Sënn verstinn ech hir Demande, dass se soen: „Dat doten, dat ass interessant, fir och heiansdo alt en Avis vun enger Cour européenne ze froen" a fir dann do vun der Cour européenne eng Stellungnam ze kréie par rapport zu verschiddene Froen, déi si sech am Kader vun enger Affär stellen.

Ech géif den Accord gi vun der DP-Fraktioun an dem Charles Margue Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci dem Rapporteur. Ech ginn den Accord hei vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da ginn ech direkt d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Deenen exzellenten Ausféierunge vu menge Virriedner, besonnesch menge Virriednerinnen, ass näischt méi bäizefügen. Ech brénger den Accord vun der ADR zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. D'Wuert kritt gläich den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Als Lénk stëmme mir dee Projet hei mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass en europäesche Projet, deen eis ganz gutt gefält, an och d'Piraten wäerten hiren Accord ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass genau dee richtege Moment, fir en Text wéi deen heiten unzehuelen, well och a Krisenzäiten, a grad a Krisenzäite musse mer de Rechtsstaat ganz héich halen a virun allem d'Grondrechter, déi mam Rechtsstaat anhierginn.

Grad dës Zäite sinn och déi geféierlechst fir eis fundamentaalst Normen, well mer gläichzäiteg ënner Drock stinn, fir d'Sécherheet vun der Allgemengheet ze garantéieren, eis Matbierger ze schützen, an awer och d'Defie sech all Stonn kënne radikal änneren.

Trotzdeem geet et net duer am aktuelle Kontext, just Vertrauen anzefuerderen. Mir mussen eise Bierger a Geriichter Méiglechkeete ginn, e Contrôle ze imposéieren. An de Projet, deen haut um Ordre du jour steet, deen d'Ratifikatioun vum Protokoll 16, annexéiert un d'Europäesch Mënscherechtskonventioun, virgesäit, ass eng prozedural Léisung an dësem Sënn.

Mat der Ratifikatioun vun dësem Protokoll - ech soen dem Rapporter Merci fir seng Presentatioun - gi mer eise Riichter d'Méiglechkeet, de Stroossbuerger Mënscherechtshaff ëm Rot ze froen, wéi d'Dispositioune vun der Mënscherechtskonventioun an engem konkreete Fall ze interpretéiere sinn. Et handelt sech, wéi gesot, ëm eng konsultativ Prozedur, déi et soll erlaben, eventuell Verletzunge vun de Grondrechter esou fréi wéi méiglech ze identifizéieren, och ouni mussen op en Urteel vu Stroossbuerg ze waarden.

Et ass wichteg, d'Relatioun tëscht eise Juridictiounen an dem Stroossbuerger Mënscherechtshaff ze verstäerken, well et de Mënscherechtshaff ass, deen d'minimal Protektiounsstandarde fir all Memberstaate vum Conseil de l'Europe fixéiert.

De Stroossbuerger Mënscherechtshaff spillt eng zentral Roll, net nëmmen an der Verdeedegung vun eise Grondrechter, mee och am Developpement vun de Garantien au vu vun den aktuelle Liewenskonditiounen. Et gëtt sech ëmmer nees ugepasst un d'Evolutioun vun der Gesellschaft, fir och nei ze evaluéieren, wou mer mat eise Grondrechter stinn.

D'Ratifikatioun vum Protokoll ass am Interessi vun enger Förderung vum Grondrechtschutz. Sou wéi eis Nopere mussen och mir verhënneren, dass strukturell Violatiounen iwwer Jore bestoe bleiwen an eréischt zu Stroossbuerg en Enn gesat kréien. Et ka sinn, och wann et net soll sinn, dass och hei zu Lëtzebuerg esou Situatiounen entstinn.

De Kontext vun der aktueller Crise sanitaire an de Mesuren, déi musse geholl ginn, déi Aschneidunge sinn an eis Rechter, an dat, wat mer gewinnt sinn, fir d'physesch Distanzéierung ze garantéieren, weisen, wéi eng Gratwanderung hei muss gemaach ginn.

Gradesou wichteg, wann net méi wichteg wéi d'Bestoe vum État de crise si säin Encadrement an de Contrôle, net just vun Iech, net just vun der Chamber, mee och vun de Geriichter.

D'Ratifikatioun vum Protokoll wäert et an deem Kontext zum Beispill - fir ze illustréieren - erlaben, dass eis Juridictiounen am Zweifelsfall de Stroossbuerger Mënscherechtshaff kënne saiséieren, fir contestéiert Mesuren, déi am Kontext och vum État de crise geholl gi sinn, streng ze préiwen. Au vu vun den delikate Choixen, déi hei a ganz kuerzer Zäit musse geholl ginn, kann een déi supplementar Garantie just begréissen!

Mir vertrauen op de Pouvoir judiciaire, fir den néidege Contrôle ze applizéieren. Mir hunn och d'Chance, e Pouvoir judiciaire an e Rechtssystem ze hunn, déi ganz fréi d'Autoritéit vum Stroossbuerger Mënscherechtshaff voll a ganz unerkannt hunn.

Wat awer, wann et sech ëm eng prinzipiell Fro handelt, déi op europäeschem Niveau nach keng kloer Äntwert krut? Den Haaptobjet vum Protokoll ass et, déi Situatioun ze léise fir ze verhënneren, dass e Staat just dowéinst seng Obligatiounen net konnt exekutéieren, well seng Riichter net déi néideg Kloerheet iwwert d'Exigenze vun der Konventioun haten. Vu dass et am europäesche Raum op e sëlleche Punkten änlech Legislatioune gëtt, kann och déi vum Lëtzebuerger Riichter gestallt Fro fir en anere Staat interessant sinn, voire, vice versa, déi Froe fir ons interessant sinn, déi vun anere Riichter, nationale Riichter gestallt ginn.

Et gëtt also prozedural nogehollef, fir de Memberstaaten ze erlaben, hir Responsabilitéit seriö ze huelen - eng Prozedur am Sënn vun der Subsidiaritéit, well se eis e konkreet Instrument gëtt, fir eng Saisine vum Stroossbuerger Mënscherechtshaff am absolutte Respekt vun de Mënschegrondrechter iwwerflësseg ze maachen.

De Protokoll 16 huet nach en aneren Avantage: En erlaabt dem Lëtzebuerger Riichter, un engem europäeschen Dialog deelzehuelen. D'Dispositioune vum Protokoll preziséieren, dass net just de Litige resuméiert an eng Fro gestallt soll ginn, mee dass et der Juridictioun och fräisteet, hir eegen Interpretatioun mat op de Wee ze ginn.

Ons Geriichter hunn elo, géif ech mengen, all déi néideg prozedural Dispositiounen zu hirer Verfügung, fir esou en dynameschen Echange op dëse Froen, déi kruzial fir eist Zesummeliewen, fir eis Gesellschaft sinn, ze lancéieren.

Ech soen Iech Merci fir Äre breeden Accord an ech sinn da frou, wann dat Gesetz hei kann a Kraaft trieden.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch, der Madamm Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7396. Den Text steet am Document parlementaire 7396[4].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi hei am Sall an op der Tribün sinn, kommen. Duerno komme mer dann zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an engem anere Sall sinn, an dat ee Sall no deem aneren. Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass.

Mir maachen e Vote par appel nominal. A mir fueren dann duerno mam Vott weider an alphabetescher Reiefolleg. Déi Deputéierten, déi hire Vott ofginn, sollen de Mikro dee Moment umaachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7396 et dispense du second vote constitutionnel

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt d'Deputéiert an deem Sall kënnen ofstëmmen.

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg weider.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle 4-5)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg weider.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle 1-2)

(M. le Président, M. le Secrétaire général et Mme la Secrétaire générale adjointe retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op, fir dann de Vott ofzeginn. Denkt awer drun, fir de Mikro unzemaachen!

Appel nominal (votes par procuration)

Mir hunn de Quorum am Vott erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass follgend: De Projet 7396 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt den Donneschdeg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen. Ech wënschen Iech alleguer ee schéinen Owend. Bleift monter a bleift gesond!

(La séance publique est levée à 18.40 heures.)

SÉANCE 29

JEUDI
2 AVRIL 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement
- *M. Sven Clement*

3. 7352 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. André Bauler - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. le Ministre Franz Fayot - M. Sven Clement (renvoi de la motion en commission)*

4. 7382 - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains
- *Mme Josée Lorsché*
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Félix Eischen - M. Gilles Baum - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7522 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : M. Aly Kaes - M. Claude Lamberty - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Marc Goergen)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. 7536 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. Gilles Roth)*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Guy Arendt - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Marc Goergen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

Dû aux mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, le nombre de sièges pouvant être occupés dans la salle des séances plénières est limité. Certains députés prennent part à la séance publique depuis les tribunes et deux salles de réunion. Afin que chaque député puisse exprimer son vote, M. le Président procédera d'abord au vote par appel nominal des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes avant de se rendre dans les autres salles. Quant au vote à main levée, M. le Président vérifiera le vote des députés présents dans les deux salles de réunion sur l'image vidéo retransmise en direct de ces salles.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de l'Économie.*- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert fir d'éischt un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eppes, wat am Kontext vum Covid-19 ass. Ech mengen, dat ass elo keng grouss Surprise. Mir hunn ewell e puermol iwwer Erliichterungen am Beräich vun de Loyere geschwat an ech begréissen och ausdrécklech de Reglement, dee geholl gouf vun der Regierung, fir d'Deguerpissementen auszesetze wärend der Kris.

Ech sinn awer der Meenung, datt et domadder net duergeet, mee datt et - an datt et do de Legislateur brauch, dat hu rezent Aussoen och vun de Vertrieder vun de Bailleure gewisen, vun de Proprietäre gewisen - eng gesetzlech Basis brauch, fir d'Loyeren eng Zäit laang kënnen auszesetzen, wann een explizitt vun dem Covid-19 finanziell betraff ass. Et geet hei net drëm, fir jiddwerengem de Loyer ze erloossen. Et geet net drëm, fir de Loyer komplett auszesetze fir jiddwereen. Mee et geet drëm, fir déi Leit, déi a finanzielle Schwieregkeete sinn, domadder ze entlaaschten an hinnen eebe bis zu 24 Méint Remboursement anzeraumen.

Domadder deposéieren ech eng Proposition de loi, déi et de Locatairë soll erméiglechen, och an dëser Kris gutt derduerchzekommen.

***7549** - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

Ech soe Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

3. 7352 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information

Als éischte Punkt vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7352, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Droits d'auteur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Adehm, den Här Bauler, den Här Margue, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm de Projet de loi 7352 iwwer verschidden Uwendungen am Kader vun den Droits d'auteur, Droits voisins a Bases de données fir Leit, déi visuell Schwieregkeeten hunn.

D'Europäesch Unioun huet den 30. Abrëll 2014 den Traité vu Marrakesch ënnerschriwwen. Den Traité vu Marrakesch, deen ënnert der Leedung vun der Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de 27. Juni 2013 adoptéiert ginn ass, gëllt als e fundamentalen Text fir d'Rechter vu Leit, déi eng Déficience visuelle hunn, déi blann sinn oder eng aner Form vu Liesschwieregkeet hunn.

Fir d'europäescht Recht un déi verschidden Dispositioune vun dësem Traité unzepassen, huet d'EU-Kommissioun de 14. September 2016 zwee Texter proposéiert, déi dann och zimmlech genau ee Joer méi spéit, nämlech den 13. September 2017, vum Conseil ugeholl gi sinn.

Engersäits ass dëst déi europäesch Direktiv 2017/1564 iwwer verschidden Autorisatioune fir d'Benotzung vu bestëmmte Wierker an aneren duerch den Droit d'auteur geschützten Objeten en faveur vu Leit, déi eng Déficience visuelle hunn. D'Direktiv setzt all d'Dispositiounen aus deem Traité vu Marrakesch ëm, déi de Marché unique vun der Europäescher Unioun uginn.

Op där anerer Säit ass den zweeten Text aus der Fieder vun der Europäescher Kommissioun d'Reglement 2017/1563, dat den Echange vun Exemplairë vu geschützten Œuvren tëschent der Europäescher Unioun an Drëttstaate reegelt.

Mat deem Text, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten, gëtt d'Direktiv an d'nationaalt Recht transposéiert. Déi grouss Zilsetzung vun dësem Text ass et dann, d'Disponibilitéit an den Echange vu bestëmmten Œuvren an anere vun Droits d'auteur geschützten Objeten an enger accessibeler, zougänglecher Form, och an engem zougängleche Format ze ënnerstëtzen an ze förderen.

Ech wéilt vläicht mat enger Zuel d'Wichtegkeet vun dësem Text fir déi concernéiert Persounen ënnermaueren: D'Union mondiale des aveugles huet fir d'Joer 2013 gerechent gehat, dass grad emol 1,7 % vun alle publizéierte Bicher an enger accessibeler Form iwwerhaapt erhältlech sinn. Derbäi kënnt, dass d'OMS ausgerechent huet, dass ronn 90 % vun de Leit mat enger Déficience visuelle aus Entwécklungslänner kommen, wou den Accès op eng kulturell Offer souwisou scho manner evident ass.

Ech wéilt och drun erënneren, dass Lëtzebuerg d'Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ratifizéiert huet. Den Artikel 30 vun dëser Konventioun leet fest, dass d'Länner, an ech zitéieren: « prennent toutes les mesures appropriées, conformément au droit international, pour assurer que les législations protégeant les droits de propriété intellectuelle "ne constituent pas un obstacle déraisonnable ou discriminatoire à l'accès des personnes handicapées aux produits culturels". »

Kolleeginnen, Kolleegen, dëst trëfft zimmlech gutt d'Zilsetzung vun deem Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen. De Projet de loi setzt en neien Artikel 10ter an d'Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert den Droit d'auteur an, mat deem den Droit de reproduction vum Titulaire vun engem Droit d'auteur an deem Sënn ageschränkt gëtt, dass eng Œuvre, also ee Wierk, an engem zousätzleche Format fir Leit, wéi gesot, mat enger visueller Deficience ka produzéiert ginn.

Deen Artikel stellt an deem Kontext och sécher, dass verschidden accessibel Formater vun enger Œuvre duerfe fir déi verschidde spezifesch Besoine vun ënnerschiddleche Forme vu Behënnerung produzéiert ginn. Esou wäerte mer kënne sécherstellen, dass an der EU insgesamt méi Leit mat enger Déficience visuelle méi en einfachen Accès kréien op Bicher a klassescher oder elektronescher Form, op Audiobicher an nach vill aner Forme vu Konscht a Literatur.

Vu dass déi Ausnam vum Dorit d'auteur, déi dëse Projet de loi virgesäit, relativ speziell ass, muss natierlech séchergestallt ginn, dass all Form vun Abusen esou gutt et geet ënnerbonne ka ginn. Aus deem Grond gëtt mat dësem Projet de loi de Kader vun dëser Ausnam ganz kloer begrenzt.

Et ass och aus dësem Grond, wou virun allem d'Notioun vun enger „personne bénéficiaire" a vun enger „entité autorisée" am Paragraf 1 vum Artikel 10ter kloer definéiert gëtt.

Den Artikel 10ter gesäit och spezifesch Obligatioune vir, déi op déi autoriséiert Entitéiten zoukommen, déi duerfen dës Wierker an Œuvren an accessibeler Form reproduzéieren.

Ech nennen hei notamment d'Obligatioun, déi d'Œuvre an accessibelem Format just u Leit mat enger Déficience visuelle oder aner autoriséiert Entitéiten ze kommunizéieren, ze verdeelen an zur Verfügung ze stellen, eng aner ass d'Obligation de diligence beim Traitement vun den Œuvren an anere geschützten Objeten, an och nach d'Obligatioun, bei allen Exemplairen an accessibeler Form d'Integritéit vun dem Original an der Limitt vun deenen néidege Changementer en faveur vun der Lisibilitéit ze respektéieren.

Zu deenen zwou éischtgenannten Obligatioune muss d'ailleurs all autoriséiert Entitéit Informatiounen op hirer Internetsäit oder duerch aner Weeër zur Verfügung stellen, dass se déi genannt Obligatiounen och ëmgesat huet.

All déi aner technesch Detailer zu dësem Projet de loi mat deene verschiddenen Avise vun deene verschiddene Chambere souwéi vum Staatsrot fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

Zum Schluss wëll ech nach soen, datt de Rapport an der Kommissioun unanime ugeholl ginn ass. An ech ginn an dësem Sënn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'éischt dem Här Haagen e grousse Merci fir säi Rapport. Fir eis als CSV ass et och wichteg, dass d'Leit, déi eng Behënnerung um Niveau vun der Vue hunn, och en Accès op Œuvres littéraires hunn. Op där anerer Säit versti mer natierlech awer och, dass alles, wat d'Droits d'auteur sinn an esou weider, soll geschützt sinn. An duerfir begréisse mer, dass

deen heiten europäeschen Text elo haut endlech ëmgesat gëtt mat eisem Gesetz, wat mer haut stëmme wäerten.

Duerfir begréisse mir dat an ech ginn och den Accord vun der CSV. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Déi Däitsch soen: „Reisen bildet." Mee et kann een awer och soen: „Lesen bildet." Mee liesen entspaant och. Duerch d'Liesen informéiert ee sech. Liesen ass a ville Situatioune vun eisem Liewen e wichtegen Exercice.

Mee leider ass et fir Mënschen, déi blann sinn oder an hirer Vue behënnert bezéiungsweis ageschränkt sinn, net esou einfach, fir e Buch ze liesen. Iwwer 12.000 Leit sinn, no der Definitioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun, zu Lëtzebuerg blann oder behënnert, wat hir Vue ugeet. A bis zu 20.000 Mënsche kënnen net wéi Dir an ech e Buch oder eng Zeitung ouni Weideres liesen.

Zu Lëtzebuerg ginn et Veräiner an Zentren, déi sech derfir asetzen, datt déi blann Leit an déi, déi net gutt, voire schlecht gesinn, esou gutt wéi méiglech an eiser Gesellschaft integréiert ginn.

D'Fondatioun Lëtzebuerger Blannevereenegung huet zum Beispill eng Bibliothèque sonore, oder eng „Klangbibliothéik" mat iwwer 6.800 CDen. Dës Wierker, déi zum Deel vu Benevollen opgeholl gi sinn, stellt d'Blannevereenegung hire Clientë gratis zur Verfügung, inklusiv engem adaptéierten CD-Player.

De Centre pour le développement des compétences relatives à la vue, CDV, deen dem Bildungsministère ënnersteet, huet als Aufgab, de Schüler, déi blann sinn oder op visuell Upassungen ugewise sinn, e Maximum un Autonomie ze vermëttelen, fir datt si hir Schoul trotz hirer Schwächt meeschtere kënnen. De CDV huet dofir e Medienzentrum op d'Bee gesat, an deem 18 Leit schaffen, déi spezifesch Schréften hierstellen, upassen oder zougänglech maachen. Et handelt sech heibäi ëm analog Medien, Braillebicher oder Upassungen, digital Bicher, Websäiten, déi zougänglech gemaach ginn, Audiobeschreiwunge fir Filmer an nach villes méi. Duerch den Austausch mat anere Länner kréie si original Fichiere vu Bicher, déi hir Schüler an der Schoul oder och am Beruff kënne benotzen, brauchen.

Datt blann Leit oder déi, déi net gutt gesinn, alleguer d'Brailleschréft beherrschen, stëmmt net. D'Brailleschréft léieren ass sécherlech sënnvoll fir Mënschen, déi quasi vu Gebuert un net gutt oder näischt gesinn, mee fir all déi Leit, déi am Laf vun hirem Liewen ëmmer manner gesinn, dacks handelt et sech dobäi ëm eeler Leit, ass et immens schwéier, dës spezifesch Schréft nach am spéiden Alter ze léieren. Si sinn also do op audiovisuell Upassungen oder eeben Audiobicher ugewisen.

Här President, dëse Gesetzesprojet ass wichteg, fir d'Inklusioun vu Blannen an an hirer Vue behënnerte Mënschen ze förderen. Duerch dëst Gesetz wäerte si méi einfach Accès op verschidde Wierker kréien, déi an anere Länner scho fir blann Leit a Leit mat visuellen Deficiencen, wéi dat esou schéin heescht, adaptéiert goufen. Dëst Gesetz wäert och de grenziwwerschreidenden Austausch vun esou Wierker vereinfachen, ouni d'Droit-d'auteuren an déi sougenannt „droits voisins" ze verletzen.

D'DP hofft, datt déi betraffen Associatioune vun den neie Méiglechkeete vun dësem Gesetz profitéiere wäerten an esou de concernéierte Leit zu Lëtzebuerg méi Bicher an Dokumenter zur Verfügung stellen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen awer och eisem Kolleeg, dem Claude Haagen, Merci fir säi Rapport, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, a ginn natierlech och heimadder d'Zoustëmmung vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci och dem Claude Haagen fir säin ausféierleche Rapport an och dem André Bauler fir seng Ausféierungen, déi en eis elo gezielt huet iwwert dat, wat et konkreet heescht.

Als gréng Fraktioun gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet, dee besonnesch hëlleft, Diskriminatiounen am kulturelle Beräich ze bekämpfen. Zemools an dësen Zäite wësse mer jo, wat et heescht, den Accès zu kulturelle Wierker méi einfach ze maache fir jiddwereen. An esou fannen ech et eng exzellent Saach, dass mer dee Projet haut stëmmen. Dofir eis Zoustëmmung vun der Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt mech de Virriedner uschléissen, fir dem Här Haagen Merci ze soe fir de Rapport.

An ech wëll d'Geleeënheet ergräifen, fir déi Fro ze stellen, wéi mir da selwer als Chamber mat där Problematik ëmginn. Mir hunn am ganze Land, d'Virriedner hunn et alleguer ënnerstrach, eng ganz Rei vu Leit mat visuellen Defizienzen an d'Fro stellt sech och ëmmer: Wat maache mir als Institutioun, fir den Accès op eis Dokumenter, op eis Internetsäiten an esou weider fir déi Leit méi einfach ze maachen?

Mir haten als ADR de 24. Juli 2018 eng Resolutioun hei deposéiert a menges Wëssens ass bis elo näischt geschitt. An déi Resolutioun, déi betrëfft eebe just: Wat maache mir als Chamber - dat ass de Sujet - fir déi Leit mat visuellen Defizienzen? An ech mengen, mir sollten dës Debatt haut huelen als Ulass, fir dat vläicht am Bureau oder an der Presidentekonferenz nach eng Kéier ze diskutéieren, well hei, wéi an anere Beräicher, sollte mir als Chamber mam gudde Beispill virgoen.

Dat gesot, wäerte mir als ADR selbstverständlech och dëse Projet matstëmmen. Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Claude Haagen fir säi Bericht. An ech ginn och d'Averständnis vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk fir dëse Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un de Claude Haagen, deen hei eng awer e bëssen technesch Matière dach ganz verständlech och a sengem Rapport resuméiert huet.

Laut der UN-Konventioun, déi d'Gläichstellung vu Persoune mat engem Handicap promouvéiert, huet all Mënsch e Recht op Bildung, Informatioun, d'Recht, um alldeegleche kulturellen, ekonomeschen a soziale Liewen deelzehuelen. Et ass also net eng Limitt, et geet drëm, wierklech hei Grondrechter vu Persoune mat visuellen Handicappen ze garantéieren.

De Marrakesch-Traité, dee mer mat dësem Gesetzesprojet haut transposéieren, dréit dozou bäi, datt dës Persounen en Accès op geschriwwen a gedréckte Wierker kréien. Dëst geschitt duerch déi - a si goufe scho genannt - autoriséiert Entreprisen, déi existent Wierker, sief et Texter oder Partitiounen, an engem accessibele Format, zum Beispill der Blanneschréft, reproduzéieren an - an ech mengen, dat ass dat Wichtegst bei dësem europäeschen Text - se och grenziwwerschreidend diffuséieren, ouni dobäi d'Droit-d'auteuren, wéi se festgeschriwwe sinn, ze verletzen.

Fir d'Accessibilitéit vun de Wierker sécherzestellen, mussen dës Exemplairen un d'Persoune mat engem Defizit ugepasst ginn. Dobäi muss d'Integritéit vum Wierk awer respektéiert ginn. Et kann also net sinn, datt op eemol Wierder ersat ginn oder d'kulturellt Wierk verännert gëtt. Dës Changementer sinn also reng technescher Natur a limitéieren awer iergendwou d'Auteursrechter, déi jo gesot hunn: „Ech wëll et an där oder där Form publizéieren."

Um internationale Plang setzt sech d'Welthandelsorganisatioun fir d'Rechter a puncto Schutz vum geeschtegen Eegentum an. Dëst gehéiert nieft dem Wueren- an Déngschtleeschtungshandel zu den Haaptaufgabe vun der Welthandelsorganisatioun. An et wäert Iech net wonneren, datt ech als Pirat do heiansdo meng Bedenken hunn. Ech mengen, datt zum Beispill den TRIPS-Accord ze wäit geet, eis heiansdo ze vill limitéiert. An ech mengen, et gesäit een et och bei dësem Text, et hu verschidden Hürde misse geholl ginn, fir datt dësen Traité am TRIPS-Accord nach konnt geholl ginn.

Et gëllt nämlech, den Zougang zu Kultur an Informatioun fir jiddereen ze vereinfachen, well d'Informatiounsfräiheet ass de Kär vun enger demokratescher Gesellschaft. An do dierfen individuell Rechter wéi d'Droit-d'auteuren net virun d'Interête vun der Allgemengheet, virun d'Grondrechter op Informatioun an op Zougang zu Kultur gestallt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, autoriséiert Entreprisë ginn duerch dëse Gesetzestext doduerch berechtegt, verschidde Wierker also an deem accessibele Format ausschliisslech un déi berechtegt Persounen ze verdeelen. Dës Entreprisë sollen dofir dann och Publicitéit maachen. Dat ass bis ewell déi eenzeg Méiglechkeet, déi d'Bierger hu fir ze wëssen, datt d'Entreprisen engersäits berechtegt sinn, dës Wierker un de Beneficiaire weiderzeginn, an - an dat ass vläicht méi wichteg - datt se iwwerhaapt am Besëtz vun dëse Wierker a spezielle Formater sinn.

Et wier sënnvoll, en zentrale Regëster ze hunn, wou d'Informatiounen iwwer all berechtegt Entreprisen an och d'Wierker, déi se dann op Stock hunn, opgelëscht ginn, fir de Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer ze renseignéieren, an zwar op enger Plaz an net op enger ganzer Rëtsch vu Websäiten, esou wéi dat zum Beispill an der Schwäiz de Fall ass.

An deem Kader deposéieren ech dann och eng Motioun, déi genau d'Regierung invitéiert, fir esou en Zentralregëster opzestellen. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Deputéiertechamber

stellt fest:

- de Marrakesch-Traité an d'EU-Direktiv 2017/1564 gesinn eng Harmoniséierung vu veschiddenen Aspekter vun Droit d'auteur vir, an dat zugonschte vu Persounen, déi e visuellen Defizit hunn,

- de Gesetzesprojet 7352 leet fest, dass Entreprisë Publicitéit fir dëse Service maache sollen. Dëst ass bis ewell déi eenzeg Méiglechkeet, déi d'Bierger hu fir ze wëssen, dass d'Entreprisen engersäits berechtegt sinn, dës Wierker un de Beneficiaire weiderzeginn, an dass se iwwerhaapt am Besëtz vu Wierker am spezielle Format sinn,

- de Gesetzesprojet 7352 ernimmt net, wéi d'Bierger Kenntnis vun de geneemegten Entreprisen oder den disponibele Wierker am spezielle Format sollen hunn,

- ugesiichts vun de virege Constatë wär et sënnvoll, en Zentralregëster ze hunn, deen d'Informatiounen iwwer all d'berechtegt Entreprisen an och d'Wierker, déi se op Stock hunn, oplëscht, fir de Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer ze renseignéieren, wou se u Wierker am accessibele Format kommen, esou wéi dat zum Beispill an der Schwäiz de Fall ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. en zentraliséierte Regëster opzestellen, deen d'Informatiounen iwwer all d'berechtegt Entreprisen an och d'Wierker, déi op Stock sinn, oplëscht, fir de Bierger den Accès op dës Donnéeën ze vereinfachen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Echange op europäeschem an op internationalem Niveau ass wichteg, fir dass d'Offer vun accessibele Wierker fir Persoune mat visuellem Defizit garantéiert gëtt. Et harmoniséiert een esou um Bannemarché d'Notzung vu Wierker am spezielle Format, ouni d'Autorisatioun vum Proprietär vun den Auteursrechter ze hunn. Ech mengen, datt dat erëm e wichtegen Aspekt vun dësem Projet ass, datt mer eebe grad Blankogeneemegunge ginn an eeben net allkéiers fir all Land, fir all Marché erëm musse mat engem Auteur oder mat den Ierwe vun engem Auteur verhandelen.

Här President, fir all Mënsch déi selwecht Rechter op Informatioun ze ginn a fir e weltwäiten Echange am Interessi vu Persoune mat engem visuellen Defizit ze ënnerstëtzen, stëmmen d'Piraten haut fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. An der Praxis bedeit dësen Text, dass, wéi an der Direktiv beschriwwen ass, sougenannt „entités autorisées" op Wierker kënnen zréckgräifen, déi schonn am Ausland, zum Beispill an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, mee och a Kanada an Audiobicher oder a Brailleschréft iwwersat goufen. Dat spuert vill Käschten a mécht den Zougréff op vill Wierker méi einfach.

Déi Entités autorisées, wat ass dat? Dat ass, eiser Aschätzung no, héchstwarscheinlech de Centre pour le développement des compétences relatives à la vue, dat si Bibliothéiken an dat sinn och Schoulen. Well alles an allem hei manner - an dat ass och scho gesot gi vu verschiddene Virriedner - wéi 30.000 Leit heivunner betraff sinn zu Lëtzebuerg, bei eisen iwwer 600.000 Awunner, fir eventuell och an de Genoss ze komme vun dëse Wierker - an dat ass natierlech, an dat ass och schonn e puermol begréisst ginn, evidemment eng gutt Saach -, gesäit d'Gesetz dann och keng Kompensatiounsmesurë vir fir d'Rechtsinhaber vun de geschützte Wierker.

Ech mengen, alles an allem ass dat heiten eng gutt Saach, dass mer haut déi Direktiv hei transposéieren, wou mer jo och schonn e gewëssene Retard haten. Ech soen dem Rapporteur Claude Haagen villmools Merci fir säi gudden a komplette Rapport an de Virriedner Merci fir dësen Debat. An ech soen Iech Merci, dass der deen Text hei stëmmt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7352. Den Text steet am Document parlementaire 7352[7].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung komme vun deenen Deputéierten, déi hei am Plenarsall respektiv op der Tribün sinn, duerno dann zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an deenen anere Säll sinn, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop opmierksam maachen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéien ech fir d'éischt deen Deputéierten, mat deem mer d'Ofstëmmen ufänken. Duerno fuere mer mam Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7352 et dispense du second vote constitutionnel

Mir fänken u mam Vott.

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt d'Deputéiert an deem Sall kënnen ofstëmmen.

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéien elo fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott elo hei am Sall 1-2 ufänken. Duerno fuere mer da fir de weideren Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président et M. le Secrétaire général retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden elo déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op, fir de Vott ofzeginn.

Appel nominal (votes par procuration

Dat schénge se dann elo alleguer ze sinn. Mir hunn de Quorum erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass, datt de Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Diskussioun vun der Motioun, déi vum Här Sven Clement ofgi ginn ass. An do ass eng Wuertmeldung do vum Här Franz Fayot, vum Minister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Also am Prinzip hunn ech absolutt kee Problem mat där Motioun. Déi geet a Richtung vun Transparenz a vun Accès zu deenen Informatiounen, wat déi Wierker do ugeet. An och déi „entités" - an net „Entreprisen", déi „autoriséiert Entitéiten" -, wann Der dat wéilt vläicht änneren an Ärer Motioun, wou ee kann do drukommen. Dat heescht, ech fannen dat eng gutt Saach. Dat schéngt et jo och ze ginn an der Schwäiz. Dat si just eng Rei technesch Froen, déi sech do stellen.

Ech géif proposéieren, dass mer dat an d'Kommissioun ..., oder dass Dir dat an d'Kommissioun zréckhuelt an dass mer dat dann eng Kéier zesumme mat de Leit vum Ministère diskutéieren, fir dann ze kucken, wéi dat sech maache léisst - wann Der kënnt domadder liewen? Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Minister fir seng Aschätzung. Et geet eis hei ëm d'Saach, et geet eis net drëm, datt mer hei coûte que coûte e Vott maachen. Deementspriechend wëll ech engersäits den Änderungsvirschlag unhuelen, fir „Entreprise" duerch „autoriséiert Entitéit" - net onbedéngt e méi einfachen Term - ze ersetzen an et da gläichzäiteg mat an d'Kommissioun ze huelen. Ech hunn och scho mam President geschwat, fir dat an der Kommissioun dann och eng Kéier ze behandelen.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Vote

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll de Fanger an d'Luucht halen. Déi Leit aus dem Sall 4-5 an dem Sall 1-2 mussen de Fanger méi laang an der Luucht halen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Okay, dës Motioun ass dann eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen. Ech soen Iech Merci.

(La motion n° 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace. M. le Président a vérifié le vote à main levée des députés présents dans les salles 1-2 et 4-5 sur l'image vidéo retransmise en direct des deux salles.)

4. 7382 - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7382 iwwert d'Renovatioun vum Munnerefer Thermalbad. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, den Här Gilles Baum, den Här Dan Biancalana, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Den Här Minister muss nach kommen.

(Brouhaha et interruptions)

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 7382 ass intituléiert als Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains. An dësem Projet de loi mat véier Artikele geet et drëms, der Regierung d'Autorisatioun ze ginn, éischtens, fir d'Renovatiouns- an d'Moderniséierungsaarbechten, zweetens, fir Assainissementsaarbechte virun allem am Energieberäich, fir eng Mise en conformité par rapport zu den aktuellen Normen a Standarden, a letztlech, véierten Deel schlussendlech, fir och eng baulech Extensioun vum Centre thermal et de santé vu Mondorf ze maachen.

D'Autorisatioun iwwer e Gesetz ass noutwendeg, well d'Ausgaben, déi hei proposéiert ginn, op ronn 135,5 Milliounen Euro geschat ginn an domadder déi virgesinne Limitt vu 40 Milliounen Euro méi wéi dräimol iwwertreffen.

E bëssen Historique: Den Établissement thermal vu Mondorf-État gouf duerch Gesetz vum 18. Dezember 1987 an en Établissement public géré selon le droit privé transforméiert an heescht vun do u Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains. Vun där Zäit datéieren och déi lescht grouss Embauaarbechten.

De Kär vum Domaine thermal et de santé Mondorf ass natierlech d'Piscine thermale. Do ronderëm gliddere sech dann e ganze Koup vu Gebaier an Aktivitéiten, wéi e Véier-Stären-Hotel mat verschiddene Restauranten, de Fitnessclub, den Espace bien-être an insbesonnesch déi therapeutesch Thermalkueren.

Déi virgesinnen Aarbechte begräifen dann och dësen zentrale Komplex, deen aus dem Hotel an den Therme besteet. Zousätzlech ass awer och de Bau vun engem neie Gebai geplangt, dat zukünfteg „Bâtiment annexe" soll heeschen.

All déi betraffe Gebaier hunn natierlech e gewëssenen Alter. Eng Renovatioun vun de Fassaden, Diecher an de Fënsteren ass noutwendeg. Och déi zwou Piscinne musse renovéiert ginn, well d'Thermalwaasser eng gewëssen Aciditéit huet. Do kënnt dann och nach derbäi, datt d'Gebaier all mussen un déi haiteg Reglementatiounen ugepasst ginn, zum Wuel vun der Sécherheet an der Gesondheet vun de Patienten, dem Personal an de Visiteuren.

Do kënnt och e globaalt Energieassainissement vun de Gebaier an eng Modernisatioun vun der Energiegestioun derbäi. Mat Bléck op d'Besoinen an op d'Diversifikatioun vun den Aktivitéite vum Domaine thermal sollen déi verschidden Departementer och renovéiert, rassembléiert a moderniséiert ginn. D'Surfacë vu verschiddenen Departementer gi vergréissert an et ass, wéi scho gesot, och en Neibau dofir virgesinn. Dat Gebai kënnt dohinner stoen, wou emol déi Piscine en plein air war.

Dat heescht dann och: eng Vergréisserung vun de Vestiäre vun de Kuristen, eng Reorganisatioun vun de Fluxe vun de Persounen, notamment de Visiteuren a Patienten, ënner anerem aus Hygiènesgrënn, d'Aféierung vun neien Aktivitéiten an Traitementer am Domaine Santé, eng Vergréisserung vun der therapeutescher Piscine an eng Vergréisserung vun der Thermalpiscine.

De Chantier wäert an e puer Phasen oflafen an déi ginn esou planifiéiert, datt d'Thermal- a Gesondheetsaktivitéite wärend den Aarbechte kënne weidergefouert ginn. Dëst gëtt doduerjer erméiglecht, datt dat Gebai „Annexe" fir d'éischt gebaut gëtt an da besteeënd Servicer provisoresch an dëst Gebai kënnen eriwwerplënneren. Spéider soll dëst Gebai da benotzt ginn, fir d'Servicer am Gesondheetsberäich auszebauen, fir en Hebergement mat ronn 35 Zëmmeren an och fir logistesch an technesch Fonctiounen.

Finanzement: Wéi virdrun erkläert, ass de Staat de Proprietär vum Centre thermal et de santé. Duerch eng Konventioun vun 1990 iwwerhëlt de Staat dann den Entretien och vun dëse Gebaier. An deem Sënn iwwerhëlt de Staat och als Proprietär an als Responsabele fir den Ënnerhalt vun de Gebaier de gréissten Deel vun den Investissementer an organiséiert iwwert d'Administratioun vun de Bâtiments publics d'Maîtrise d'ouvrage.

Déi ganz Renovatioun a Vergréisserung vun 133,5 Millioune gëtt virfinanzéiert iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux, mat Ausnam vun 1,350 Milliounen, déi vum Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières iwwerholl ginn. E Montant vun 3,15 Milliounen Euro Depensen entstinn opgrond vu spezielle Wënsch, also enger spezieller Demande vum Domaine thermal, a gi spéider un de Staat zréckbezuelt.

De Staatsrot hat gefrot, fir de Gesetzestext méi prezis ze formuléieren, notamment wat d'Finanzen betrëfft. Dëst huet d'Kommissioun och gemaach an de Conseil d'État huet eis Propositiounen och esou ugeholl.

Fir weider Detailer an Informatioune verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Dëse Projet de loi gouf de 24. Oktober 2018 deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis den 8. Oktober 2019 ofginn an eng Rei Modifikatioune suggeréiert. D'Kommissioun huet deemools doropshin den 10. Dezember 2019 en Amendement un de Conseil d'État weidergeleet. De Staatsrot huet dës Approche dunn a sengem Avis complémentaire vum 28. Januar 2020 guttgeheescht. D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport, deen Iech hei elo virläit, an der Sëtzung vum 5. Mäerz 2020 ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Här Back fir säi Rapport. An d'CSV wäert dëst matstëmmen, well et richteg ass. Dësen Invest ass net nëmmen e richtege fir Munneref an d'Ëmgéigend, mee fir dat ganzt Land. D'Thermalbad ass jo u sech bal eppes wéi de Patrimoine national, och an de Käpp vun deene meeschte Leit hei am Land.

Kuerz eng Remark, déi ech awer hei wëll maachen: Mir sinn eis alleguerten eens, dass mer an enger aussergewéinlecher Situatioun sinn. A wann elo déi 133 Milliounen (veuillez lire: 135 Milliounen) hei an e Projet gestach ginn, do gëtt sech berechtegterweis d'Fro gestallt: „Ass dat doten elo grad zu dësem Zäitpunkt néideg? Wären déi Suen elo net besser anzwousch anescht méi néideg?", wëssend wat gebraucht gëtt, fir de Grand-Duché erëm séier op d'Féiss ze stellen. Well finanziell gesi kënnt dat déckt Enn jo awer no, wa mer hoffentlech ganz geschwënn eng Kéier déi sanitär a primär Ugespaantheet wäerten hannerun eis hunn!

Dofir wiere mir iwwer all Ofweiung vun der Prioritéit bei dësem, mee och bei anere geplangten Investissementer, déi richteg a wichteg sinn, ganz dankbar, wëssend natierlech och, dass dës Suen erëm zréck an déi Lëtzebuerger Ekonomie wäerte fléissen.

Mee fir d'éischt analyséieren, wat usteet, urgent usteet, an da mat klorem Mënscheverstand agéieren, dat wier de Begier. An ech soen och fir d'Deele vun dëser Appreciatioun Merci.

Wéi gesot, mir stëmmen dëse Projet mat an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eischen. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. E Merci un de Kolleeg Carlo Back, deen eis de Projet in extenso an am Detail erkläert huet. Dorobber brauch een net zréckzekommen. D'Wichtegkeet vum Bad vu Mondorf ass, mengen ech, jiddwerengem heibanne bewosst. Et ass net nëmme fir d'Gemeng Mondorf wichteg, mee fir d'Land an och doriwwer eraus fir d'Groussregioun.

Et ass elo just vum Kolleeg Félix Eischen ugeschwat ginn, vum Invest. Also ech sinn der Meenung, dass déi Suen, déi heihinnerkommen, ganz gutt investéiert sinn. Mir mussen eis bewosst sinn, dass och an deem doten Domän d'Ausland net schléift.

Ech verzichten op de geschichtleche Réckbléck. Et sinn natierlech vill Suen, déi mer hei an de Grapp huelen. Mee déi Suen, déi fléissen an eis Betriber eran. A mir wëssen, dass mer an onsécher Zäiten, an onséchert Farwaasser kommen. An ech mengen, dass et do grad d'Aufgab vum Staat ass, mat esou Investitioune Betriber ze hëllefen, iwwer Waasser ze bleiwe respektiv erëm op d'Been ze kommen.

Mat engem leschte Wonsch géif ech dann ofschléissen, dem Wonsch, dass alles no Plang leeft, well de Kolleeg Carlo Back huet eis jo erkläert, dass et a verschiddene Phase geet. An deen allergréisste Wonsch, dat wär deen, dass alleguerten déi Leit, déi do schaffen, an dat wäerten der ganz vill sinn, owes alleguerten erëm gesond bei hir Famillje kommen, dass kengem eppes geschitt.

An domat ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, ech wéilt emol dem Rapporteur, dem Carlo Back, Merci soe fir säin ausféierleche mëndleche wéi och schréftleche Rapport. Mir alleguerten heibanne wëssen, de Centre thermal zu Mondorf, an d'Virriedner hunn et gesot, huet eng ganz grouss Beléiftheet, souwuel hei am Land wéi awer och am Ausland. An en ënnerzitt sech hei ganz kloer enger gréisserer Renovatioun, enger Modernisatioun an awer och enger Extensioun. An dee konsequenten Invest, deen hei getätegt gëtt, dee geet natierlech zréck an d'Lëtzebuerger Ekonomie, an d'Lëtzebuerger Betriber, déi jo och dovunner kënne profitéieren.

A vun deem Standpunkt aus gi mer och den Accord hei vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif da fir unzefänken dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot, wat hei ze soen ass. Et geet hei ëm d'Bad Munneref an et geet am Fong geholl drëm, besteeënd Infrastrukturen ze moderniséieren an och neier bäizesetzen.

An dat bréngt och d'Zoustëmmung vun der ADR. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ëffentlech Investitioune si richteg, zemools a grad och a Krisenzäiten. Dofir wäerte mer och deen heite Projet de loi ënnerstëtzen.

Iwwert d'Finanzéierung a Recettë vun den elo zukünftegen Investitiounen, zemools no der Kris, wäerte mer nach ganz vill Diskussiounen hunn, dat ass sécher. Well ech mengen, mir wäerten an enger total anerer Situatioun si wéi an deene Joren a Jorzéngte virdrun. An ech mengen - an et muss ee jo ëmmer positiv am Liewe sinn -, datt mer vun alen Dogmen ewechkommen, notamment déi vun ëmmer manner Besteierung vu Kapital an esou weider. Ech mengen, déi Zäite wäerten eriwwer sinn, well mer nach ganz vill wäerte mussen investéieren an erëm neimaachen.

Ceci étant dit, wäerte mer natierlech deen heite Projet ënnerstëtzen. A merci villmools dem Här Back fir säi ganz gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir säi gudde Rapport. Och mir Piraten wäerten den Accord ginn, well och mir der Meenung sinn, dass et wichteg ass, déi Infrastruktur zu Munneref ze hunn, fir dass, wéi et ugeklongen ass, d'Leit net an d'Ausland ginn, mee dass dat Geld och heibleift. A sécherlech ass et och sënnvoll an enger Krisenzäit, fir herno de Betriber vill ze schaffen ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, ech wëll der Chamber an allen Deputéierten a Fraktioune Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung zu dësem Projet. An ech wëll och soen, datt d'Regierung wäert ganz sécher der Meenung sinn, egal wéi déi Kris elo hei weidergeet, datt den Invest eng grouss Prioritéit wäert bleiwen en général. Ech mengen, et ass duerch den Invest, wou mer éischtens d'Leit an d'Land fir d'Zukunft virbereeden. An zweetens ass den Invest an Infrastrutkurprojeten eppes, wou mer kënnen 100%eg sécher sinn, datt mer virun allem eis Betriber, déi hei am Land täteg sinn an der Handwierksbranche, an der Baubranche an esou weider, kënne vill ënnerstëtzen an deenen nächste Méint a Joren. Dat schéngt mer kloer ze sinn.

Natierlech huet den Här Eischen Recht: Et muss ee sech vläicht, jee nodeem wéi d'Kris ausgeet, wéi laang se dauert, eng Kéier zesummesetzen a kucken - dat wäert d'Regierung och souwisou maachen -, wéi eng Prioritéite sech setzen, wat mer vir maachen oder vläicht méi no hanne réckelen. An de Fait, datt een e Finanzéierungsgesetz stëmmt, dat seet näischt aus doriwwer, wou et an der Prioritéitelëscht herno steet. Ech mengen, dat ass kee Problem.

Mee ech mengen, datt et awer elo grad wichteg ass, datt mer d'Signal ginn. An duerfir och scho vläicht awer zu deem, wat duerno kënnt, déi „grands projets d'infrastructure", wou et jo nëmmen drëm geet, der Regierung den Optrag, also d'Erlabnis ze ginn, datt se Etüde ka maachen: Ech mengen, mir sollen och net an de Feeler verfalen, elo a Schockstarre ze sëtzen an ze mengen, et dierft een elo oder et sollt een elo näischt maachen. Dat wär grondfalsch!

Et muss ee just, menger Meenung no, de Contraire maachen a resolutt an d'Zukunft kucken, well déi Kris hei wäert eng Kéier eriwwer sinn. An dann, mengen ech, da solle mer och virbereet sinn, fir wann d'Kris eriwwer ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7382. Den Text steet am Document parlementaire 7382[4].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierte kommen, déi hei am Sall an op der Tribün sinn. Duerno komme mer dann zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an deenen anere Säll sëtzen, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop opmierksam maachen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal. Duerfir zéie mer fir d'éischt deen Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da mam Opruff an alphabetescher Reiefolleg virun. Ech bieden Iech, Äre Mikro jeeweils unzemaachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7382 et dispense du second vote constitutionnel

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt och déi Deputéiert kënnen ofstëmmen.

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun. Ech bieden Iech, jeweils wann Der de Vott ofgitt, de Mikro unzemaachen. Mir fuere weider mam Ofstëmmen.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéien elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer dann, wat den Opruff fir de Vott ubelaangt, an alphabetescher Reiefolleg weider. Mir fänken un.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président et M. le Secrétaire général retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat ass follgend: Dëst Gesetz ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7522 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Mir kommen elo zu enger Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten.

(Interruption)

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Claude Lamberty, den Här Dan Biancalana, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dëser Orientéierungsdebatt, den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen de Mëtteg iwwert d'Document parlementaire 7522, den Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État.

Wéi Der wësst, geet et bei der Orientéierungsdebatt vun haut ëm déi grouss Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung am Laf vun den nächste Jore wëllt ëmsetzen. Fir déi deementspriechend Etüden an natierlech och d'Projete kënnen ze realiséieren, muss d'Chamber fir d'éischt hiren Accord de principe dozou ginn. Engersäits kréien d'Deputéiert domat méi Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojeten, anerersäits geet et awer och drëms, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projet ze bréngen, esou wéi et am Joer 2005 vun der Budgetskontrollkommissioun festgehale ginn ass.

Ënnert dës Prozedur falen zënter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi e geschate Käschtepunkt vun zéng Milliounen Euro a méi wäerten erreechen. Doriwwer eraus muss bekanntlech fir all Projet vun iwwer 40 Milliounen Euro spéider e speziellt Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn, mat deem mir eis dann hei am Haus am Detail kënnen auserneesetzen.

Am Joer 2005 ass des Weidere festgehale ginn, datt d'Budgetskontrollkommissioun de finanzielle Suivi vun deene groussen Infrastrukturprojete muss am A behalen. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister der Kommissioun all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet muss presentéieren, deen am Kader vun dëser Debatt accordéiert ginn ass.

Esou vill schonn emol zu der Prozedur, déi wéi gesot zënter gutt zéng Joer besteet. An ier ech awer elo déi 34 Projete virstellen, erlaben ech mer als Rapporteur vun dësem Dossier, meng Introduktioun an de Kontext vun eiser aktueller Krisesituatioun ze stellen.

An der Kommissioun vun der Mobilitéit an den ëffentleche Bauten hu mer dës Projeten an der Sitzung vum 6. Februar 2020 vun de verschiddenen Administratioune virgestallt kritt. Mir hu se analyséiert an diskutéiert, wéi d'Welt nach an der Rei war an d'Baggeren nach voll gerullt sinn. Mir sinn eis haut awer voll bewosst, datt mir nach eng Zäit mat dëser Gesondheetskris ze kämpfen hunn, déi net nëmme Mënscheliewen a Gefor bréngt, mee och e groussen Impakt op d'Betriber, op d'Wirtschaft an op d'Finanzen huet, an natierlech och op d'Leit.

Mir sinn eis alleguer bewosst, datt d'Baggere momentan net rullen. Trotzdeem wier et e schlecht Zeechen, jo, et wier esouguer kontraproduktiv, wa mer an dëser schwiereger Zäit net och no vir géife kucken, op d'Zäit no der Kris. Well och déi Zäit wäert kommen. Da wäerten d'Baggeren erëm am Asaz sinn. Et ass déi Zäit, wou mir eis nees ëm d'Entwécklung vum Land këmmere kënnen a këmmere mussen. A fir dës Entwécklung nohalteg ze gestalten, brauche mer déi néideg Infrastrukturen, quitte datt hire Finanzement eis krisebedéngt virun eng Rei Erausfuerderunge wäert stellen.

Här President, ech kommen dann elo zu deenen neie Projeten, 34 un der Zuel. Wann ee sech déi Lëscht méi genee ukuckt, stellt ee fest, datt de Spektrum vun de Projete ganz breet gestreet ass. Dat geet vum Gesondheetsberäich iwwert d'Strukture fir den ëffentlechen Déngscht, d'Polizei, Schoulen an Transportinfrastrukture bis zum klassesche Brécken- a Stroossebau an dem néidegen Ënnerhalt vu Strukturen, déi e bëssen an den Alter komm sinn.

Mat de 34 Projete vun haut geet et deemno konkreet ëm Milliouneninvestitiounen an effikass staatlech Servicer, an d'Educatioun, an de sozialen Zesummenhalt, an d'Sécherheet, an d'Mobilitéit an an den Naturschutz.

Eng vun de grousse Prioritéiten ass, wéi gesot, och dëst Joer nees d'Verbesserung vun der Mobilitéit, dat heescht beim ëffentlechen Transport, bei der Mobilité douce respektiv „active" a bei der Verbesserung vun de Stroosseninfrastrukturen, fir de Verkéier méi flësseg ze maachen an d'Sécherheet op de Stroossen ze verbesseren.

Ech presentéieren Iech dës Projeten haut an enger gekierzter Faassung. Weider Detailer konnt Der jo a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Deen éischte Projet betrëfft d'Transformatioun vum Birelerhaff an der Gemeng Sandweiler, deen zënter 2001 als nationaalt Monument klasséiert ass an 2009 vum Staat kaaft gouf. Dëse Projet gëtt och vum Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert. Hei soll d'Brigade canine vun der Douane, déi ongeféier 70 Leit begräift, ënnerbruecht ginn. Dës Unitéit ass de Moment nach a provisoresche modulare Strukture baussent dem Haff ënnerbruecht.

Den zweete Projet betrëfft d'Polizeigebai zu Wolz. Op dem Site vum Polizeikommissariat an der Avenue Nicolas Kreins, dee 24 Ar grouss ass, soll en neit Kommissariat gebaut ginn. Dernieft gesäit dëse Projet awer och de Regruppement vu weidere staatleche Servicer op dëser Plaz vir, wéi zum Beispill dem Enregistrement, der Steierverwaltung a verschiddene Servicer vum Educatiouns- a Jugendministère.

Beim drëtte Projet geet et ëm den Terrain vu ronn 30 Ar, deen zu Gréiwemaacher hannert der Sportshal vum Lycée läit. Hei bitt sech d'Geleeënheet, en neit administratiivt Gebai an och eng Schwämm fir de Maacher Lycée opzeriichten. Grad eréi zu Wolz soll d'Gebai och hei fir e Regruppement vu staatleche Servicer an Administratioune genotzt ginn. Dat wären den aktuelle Pläng no d'Steieramt, den Enregistrement, de Service national de la jeunesse an den Office national de l'enfance.

D'Sécherheetsmoossname vun der NATO a vun der EU verlaangen eng Verbesserung vum Sécherheetsniveau vun de Gebaier a vum 7,4 Hektar grousse Site vum Senninger Schlass, wou jo mat klassifizéierten Informatioune geschafft gëtt. Ënner anerem soll den Zonk ronderëm de Site op enger Längt vun 1,4 Kilometer mat neier Detektiounstechnologie ekipéiert ginn, eng besser Zougangskontroll en place gesat ginn an en zousätzleche Visiteurs- a Personalparking ausserhalb vun der Enceinte bäikommen.

E weidere Projet op deem selwechte Site betrëfft de Centre de communications vun eiser Regierung. Hei ass virgesinn, fir dat besteeënd Gebai, dat nach aus de 50er-Joren datéiert, nei opzebauen, fir zemools den aktuelle sécherheets- an energietechneschen Norme kënne gerecht ze ginn. Wärend dem Chantier bleiwen déi elo bestoend Fonctiounen als nationale Kommunikatiounszentrum vun der Regierung natierlech operationell a ginn a Containerstrukturen ënnerbruecht.

Beim sechste Projet geet et drëms, déi besteeënd Infrastrukturen, déi noutwendeg sinn, fir eis zukünfteg Polizisten ze formëieren, op engem eenzege Site um Verluerekascht ze regruppéieren. Déi Formatiounsstrukture sinn de Moment nach op verschiddene Sitte verspreet. Déi nei Polizeischoul ass virgesinn um aktuelle Formatiounssite niewent dem aktuelle Policezenter, dem Bâtiment Curie. Hei solle souwuel Administratioun, Logistik a Formatiounssäll vun der Schoul ënnerbruecht ginn, wéi och den nationale Polizeitaktikzenter, ee Sportszenter, en Dokumentatiounszenter an och nach e Parking fir d'Camionnetten, déi noutwendeg sinn, fir d'Schüler ze transportéieren. En vue vun dësen Aarbechte gëtt um Verluerekascht och eng provisoresch Struktur fir 580 Schüler a Stagiairen amenagéiert, soudatt d'Schoul ka weider fonctionéieren.

Fir den nächste Projet gi mer eriwwer op d'Stater Gare bei d'Rotonden. Dëse Site vu ronn engem Hektar zu Bouneweg tëschent der Gare an der Rocade besteet aus zwee ronne Gebaier, wou fréier Lokomotiven ënnergestallt goufen. Op dësem historesche Site gi reegelméisseg kulturell Manifestatiounen ofgehalen, mat ronn 100.000 Visiteuren am Joer. Eng vun de Rotonden, d'Rotonde Nummer 1, ass scho renovéiert ginn.

Bei der Rotonde 2 ass elo eng Rénovation douce virgesinn. Hei ass eng grouss oppe Surface mat enger Konstruktioun an d'Héicht virgesinn. D'Black-Box-Gebai tëschent den zwou Rotondë gëtt vergréissert an eng Kiche mat Restaurant gëtt hei installéiert. D'Rotonde 1 kritt zousätzleche Stockageraum amenagéiert an d'Bünenekipement gëtt adaptéiert, fir an Zukunft och zirkusänlech Evenementer hei ze erméiglechen.

De Schéissstand am Bleesdall, dee sech op ongefeier 14 Hektar bei Houschent ausdeent, ass deen eenzege staatleche Schéissstand am Fräie fir multipel Schossaarten. Niewent der Arméi gëtt dësen och vun der Polizei an der Douane benotzt. D'Renovatioun, déi ënner anerem aktuell Sécherheetsnorme vun der NATO respektéieren a modern Enseignementsmethoden erméigleche soll, wäert follgend Installatioune begräifen: e Schéissstand iwwer 400 Meter Distanz, zwee separat Schéissstänn fir kuerz Distanze vu 50 respektiv 25 Meter, een zouene Schéissstand speziell fir d'Polizei an ee Site fir Explosiven.

De militäresche Camp vum Waldhaff ass ongefeier 82 Hektar grouss a läit an enger Natura-2000-Zon. De Site, op deem zanter 1964 e Munitiounsdepot ugesidelt ass, regruppéiert ongefeier 30 Hangaren. Hei ass eng déif gräifend Renovatioun noutwendeg, well dës Gebaier net méi konform si mat den haitegen Normen a Standarden. Déi al Munitiounshangare sollen zum gréissten Deel ofgerappt ginn an duerch nei Lagerstrukture vum Typ IGLOO ersat ginn. Gläichzäiteg gëtt vun der Geleeënheet profitéiert, fir ronn 10 Hektar manner Terrain ze verbrauchen, wat et éischtens erlabe wäert, de Sécherheetsperimeter vum Areal ëm en hallwe Kilometer op just nach 1,9 Kilometer ze reduzéieren, an zweetens dem Gréngewald respektiv der Allgemengheet nees Fläch zréckzeginn.

Eisen zéngte Projet ass den Huelmesser Jugendzentrum. Dëse Site begräift souwuel eng Jugendherberg wéi och de Centre écologique fir Jugendlecher am Huelmesser Schlass plus e Park vu ronn 70 Ar. D'Jugendherberg, déi an de 60er-Joren do installéiert gouf, an och déi aner Gebaier sollen ëmgebaut, renovéiert a vergréissert ginn. Fir d'Jugendherberg ass virgesinn, eng 30 Véier-Bett-Schlofkummere mat Buedzëmmer ze amenagéieren. Dozou kommen nach e grousse Refectoire, eng Cafeteria, eng Kichen, e Versammlungsraum fir 50 Leit an divers aner Raimlechkeete fir Büro a Stockage. Am Schlass an am Buergfrid, oder och nach Donjon genannt, sinn des Weideren nei Raimlechkeete fir Workshoppen an Ausstellunge virgesinn.

An da komme mer nees zréck an d'Stad, op de Lampertsbierg. Hei geet et drëms, de Projet „Jugendwunnen" ëmzesetzen, wou Jugendleche Wunnengen zu méi gënschtege Präisser zur Verfügung gestallt ginn.

De Moment gëtt et an der Stad an och an der Ëmgéigend keen Internat fir Kanner aus der Grondschoul. Et gouf awer festgestallt, datt insgesamt ëmmer méi Kanner a Jugendlecher an engem Internat wunnen, sief dat aus schoulesche Grënn, wéinst Verhalensproblemer oder wéinst enger konfliktueller familiärer Situatioun. Fir deemno méi Jugendlechen aus dëse Gruppen ze erméiglechen, an engem Internat ze liewen, soll deen ale Seminär um Lampertsbierg um Universitéitscampus ëmgebaut ginn. An dësem Gebai, wat zënter 2018 och als Monument national klasséiert ass, si ronn 40 Logementer fir Schülerinnen a Schüler tëschent 18 a 24 Joer virgesinn. De Projet beinhalt och de Bau vun e puer Klassesäll a vun enger Structure d'accueil fir Schülerinnen a Schüler aus dem Fondamental.

An da komme mer bei d'Schoulinfrastrukturen. D'Annex „Alliance" vum Diddelenger Lycée Nic-Biever ass benannt no deem bekannte fréiere Foussballclub aus dem Quartier Italien a läit am Frankelach. Déi hei geplangten Erweiderung besteet aus zwee Deeler: engersäits ee Volume mat zousätzleche Klassesäll an Atelieren, engem Informatiksall, engem Konferenzsall a weidere groussen a klenge Raimlechkeeten, anerersäits eng grouss Salle polyvalente mat verschiddenen Annexen.

An der Stad ass virgesinn, nom Haaptgebai elo och d'Sportshal vum Athenée um Campus Geesseknäppchen ze renovéieren. Nodeems dëse 60er-Jore-Bau fir d'lescht Ufank den 90er déif gräifend renovéiert gouf, ass et elo nees un der Zäit, dës Sportshal a Konformitéit mat deenen aktuellen Normen a Standarden ze bréngen.

Ëm direkt néng Sportshalen, eng Schwämm mat 50-Meter-Baseng, zwee Sportsterrainen, een Internat an ee Schoulgebai geet et beim Projet Nummer 14, dem neie Sportslycée zu Mamer. Den aktuelle Sportslycée um Fetschenhaff an der Stad ass ze kleng an net méi adaptéiert un d'Besoine vun esou enger Schoul. Den zukünftege Site vu ronn 9,5 Hektar läit zu Mamer hannert dem Lycée Josy Barthel, niewent der Europaschoul. Hei sollen all déi néideg Strukture fir esou e Lycée op engem eenzege Site zesummebruecht ginn, inklusiv engem Internat mat ronn 60 Better.

Zu Jonglënster ass geplangt, hannert dem Lënster Lycée op enger Surface vu ronn 1,4 Hektar eng École européenne agréée fir 320 Kanner aus dem Fondamental ze bauen. Eng agreéiert europäesch Schoul ass keng klassesch Europaschoul, mee eng national Schoul, déi par convention pédagogique d'Exigenze vun den Europaschoule respektéiert. An deem Sënn bitt de Lënster Lycée jo och schonn eenzel europäesch Klassen am Secondaire un. Dëse Projet beinhalt ënner anerem 24 Klassen- an Unterrechtssäll, fënnef Spezialsäll, eng Structure d'accueil mat Restaurant, Bibliothéik a ronn 15 Aktivitéitssäll. An derbäi kommen dann natierlech nach administrativ Raimlechkeeten, Sportsinfrastrukturen, Preau, Schoulhaff, Spillplazen, Parking an esou weider.

No de Schoulinfrastrukture komme mer elo bei dräi Projeten, déi ënnert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux falen. Do hätte mer fir d'éischt emol e Projet am Kader vum staatleche Kannerheem zu Schëffleng. Op ronn 12 Ar gesäit dëse Projet engersäits de Bau vun engem Foyer fir mannerjäreg Jugendlecher vir. Anerersäits sollen hei awer och weider Fonctionnalitéite fir d'staatlech Kannerheemer vu Schëffleng an Diddeleng erméiglecht ginn. An deem Sënn sinn och e Foyer orthopédagogique fir aacht Kanner, en Appartement fir Eltere-Kanner-Visitten, Raimlechkeete fir de psychologesche Service vum Kannerheem an nach e multifonctionnelle Sall virgesinn.

Déi momentan Structure d'accueil fir Demandeurs d'asile an de Gebaier vum fréiere Centre de logopédie zu Stroossen hannert dem Centre hospitalier an der Stad wäert deemnächst ofgerappt ginn, fir Plaz fir deen neien LTPS, de Lycée technique pour professions de santé ze maachen. Den Objet vun eisem Projet Nummer 17 ass deementspriechend, eng alternativ Struktur fir d'Demandeurs d'asile ze schafen. Dës nei Struktur soll op der Areler Strooss an der fréierer Jaguarsgarage, no bei der Kräizung vun der Maternité an dem CHL, entstoen. Et geet ëm e Centre de primo-accueil mat ongeféier 258 Better, Gemeinschaftssäll, Kichen, Sanitäranlagen a Raimlechkeete fir d'Verwaltung, den Encadrement an d'Surveillance.

An da sprange mer bei d'Energiezentral vu Rouspert, déi iwwer e Säitekanal vun der Sauer gespeist gëtt. Bei dësem Projet geet et ëm Aarbechten, déi sollen dozou bäidroen, datt d'Fësch sécher vum ieweschten Deel vun der Sauer an deen ënneschten Deel schwamme kënnen, a Konformitéit mat där europäescher Waasserramerichtlinn. Notamment soll verhënnert ginn, datt d'Fësch an d'Turbinne vum Stauwierk geroden. Fir dës Ziler ze erreechen, sinn ënnerschiddlech Strategië méiglech. An deem Sënn wäerten an enger éischter Phas véier ënnerschiddlech baulech Moossnamen am Detail studéiert ginn.

Als Nächst komme mer bei Projete vum Fonds des routes. En éischte Projet schreift sech an de Kader vun der Entwécklung vum nationale Vëlospistennetz an. Et geet hei ëm den Ausbau vun der PC8 am Süde vum Land, déi d'Uertschafte laanscht d'franséisch Grenz matenee verbanne soll. De konkreete Projet, deem mer haut sollen eisen Accord de principe ginn, betrëfft den Deel tëschent dem Quartier Esch/Belval an dem Zentrum vun Esch/Uelzecht. Et geet deemno ëm eng héichwäerteg an attraktiv Vëlosverbindung tëschent zwee wichtege Polen, déi laanscht wäertvollen Émwelt- a Kulturpatrimoine féiert, speziell den historeschen Industriepatrimoine. D'Streckenaarbechte sinn op fënnef Tronçonen opgedeelt an et gëtt natierlech versicht, fir esou vill wéi méiglech fir d'Kulturjoer 2022 fäerdeg ze hunn.

Beim 20. Projet vun eiser Lëscht geet et ëm d'Amenagementer am Kader vum Projet „Wunne mat der Wooltz". Dësen ambitiéise Projet huet d'Zil, déi al industriell Frichë laanscht d'Wolz an en neie Quartier mat ronn 1.000 Wunnengen ëmzebauen. De Projet besteet aus zwee Masterpläng fir en Areal vun insgesamt ronn 34 Hektar.

Fir dës Urbaniséierung an d'Praxis ëmzesetzen, muss fir dëse Quartier natierlech och e Stroossennetz an e Vëlosnetz entwéckelt ginn. Dëst Stroossennetz soll optimal mam besteeënden Netz verbonne ginn an eenzel Stroosse mussen deementspriechend verluecht an ëmgebaut ginn. Eng vun den neien Ubannungsstroosse soll iwwert den Tracé vun engem CFL-Manövréiergleis féieren. Dat bedeit, datt de Fonctionnement vun der CFL-Gare vu Wolz fir d'éischt muss adaptéiert ginn. Zu dësem Projet vu Ponts et chaussées gehéiert do derniewent och nach den Ausbau vun der nationaler Vëlospist PC20, soudatt engersäits de Wolzer Lycée du Nord mat der Gare verbonne gëtt an anersäits deen neie Wunnquartier direkt eng gutt Vëlosubannung kritt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- De Projet „NeiSchmelz" zu Diddeleng gesäit eng Rekonversioun vun den alen Industriefrichen am Süde vun Diddeleng an e Wunnquartier vir. An dësem Kader mussen e Reamenagement an deelweis och en Deplacement vun der Route de Thionville, dem CR190, op enger Längt vun zwee Kilometer virgeholl ginn, dëst vum Zentrum vun Diddeleng bis zur franséischer Grenz. Fir eng optimal Ubannung musse verschidden Ouvrage-d'arten demontéiert an nei opgebaut ginn. Bei dësem Stroossebauprojet gëtt natierlech och d'Mobilité douce integréiert.

Vun Diddeleng sprange mer dann nees Richtung Norden op Colmer-Bierg. Den Ouvrage d'art Nummer 232, dëst ass d'Bréck, déi d'N7 iwwert d'Eisebunnslinn féiert, ass an engem schlechten Zoustand. Déi lescht Analysen hunn erginn, datt eng Renovatioun net méi duergeet, mee datt déi ganz Bréck muss erneiert ginn. Dësen Ouvrage d'art ass 1960 gebaut ginn a war deemools vum Point de vue Engineering hier ee vun de remarkabelste Projeten, duerch seng Komplexitéit allerdéngs och ee vun de vulnerabelsten. Vu datt d'Nationalstrooss N7 en Itinéraire bis vun der Autobunn A7 op der Héicht vu Colmer-Bierg ass, kann dës Streck net iwwer länger Zäit zougemaach ginn. Wärend den Aarbechten ass dofir eng provisoresch Ersatzbréck virgesinn.

Beim nächste Projet geet et drëms, den Autobunnsechangeur vum Cargocenter um Findel nei ze amenagéieren. D'Autoen an d'Bussen, déi vun Tréier kommen, sollen an der Zukunft d'Zon vum Flughafen an de Park & Ride vum Héienhaff erreeche kënnen, ouni iwwert den Echangeur vum Senningerbierg ze fueren. D'Zil vum Projet ass et, de Verkéiersfloss ronderëm de Flughafen an d'Echangeuren ze verbesseren an d'Attraktivitéit vum zukünftege Pôle d'échange Héienhaff an dem ëffentlechen Transport ze erhéijen.

De Projet gesäit ënner anerem vir, datt d'Ausfaart vun der Autobunn A1, wann ee vun Tréier kënnt, verlängert a mat enger zousätzlecher Spuer erweidert gëtt. Iwwert dës zousätzlech Spuer kënnen d'Gefierer dann direkt vun der A1 beim Echangeur Cargocenter eroffueren a ginn direkt iwwer eng Fly-over-Bréck vu ronn 120 Meter Längt op déi aner Säit vun der Autobunn bruecht. Hei solle se dann iwwer eng Parallellstrooss zur Autobunn bis zum Héienhaff respektiv Flughafe bruecht ginn. Dëse Fly-over wäert de Kreesverkéier Cargocenter däitlech entlaaschten an de Verkéiersfloss verbesseren.

Beim 24. Projet vun eiser Lëscht geet et drëms, fir d'Aféierung vun enger Bande de covoiturage op der A6, der Areler Autobunn, ze analyséieren a virzebereeden. Konkreet geet et drëms ze kucken, wéi een de belsche Pilotprojet „Bande de covoiturage latérale Arlon–Grand-Duché de Luxembourg", dee bis op d'Grenz geet, op Lëtzebuerger Säit verlängere kann.

Vu datt mir vill Aus- an Opfaarten op dëser Autobunn hunn an och Echangeuren, kann de belsche Pilotprojet net eent zu eent iwwert d'Lëtzebuerger A6 verlängert ginn. Fir eng effikass Priorisatioun vum ëffentlechen Transport a vum Covoiturage op Lëtzebuerger Säit sinn deemno eng ganz Rei vun Adaptatiounen néideg: d'Modulatioun vun der Vitess, d'Accèsen op d'Autobunn musse reguléiert ginn, Begrenzungsméiglechkeete fir d'Benotzung vun der Bande d'arrêt d'urgence fir Covoiturage nëmme wärend de Spëtzestonnen, Upassunge vum Code de la route an natierlech den Amenagement vun neien Nouthaltebuchten an engem Ofstand vu 500 bis 1.000 Meter fir déi Zäit, wou d'Pannespuer fir de Covoiturage op ass. Dëse Projet iwwert d'Notzung vun der Bande d'arrêt d'urgence géif kombinéiert gi mat Assainissementsaarbechten un der A6, déi souwisou ustinn.

Deen nächste Projet schreift sech an de Projet vun der Stad Lëtzebuerg fir d'Péitruss ze renaturéieren an. Dës Renaturéierung gëtt vun der Stad Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mam Émweltministère gemaach. De Projet integréiert des Weideren och Kompensatiounsmoossnamen, déi noutwendeg goufe wéinst de Renovatiouns- an Extensiounsaarbechten un den zwou Brécken, dem Pont Adolphe an dem Viaduc „Passerelle". An der Péitruss ginn ënner anerem eng Rei Brécken, zwou fir Autoen a véier fir Foussgänger, gebaut respektiv neigemaach. An et gi Weeër fir d'Mobilité douce, Aires de repos a Spillplazen ugeluecht.

Beim 26. Projet geet et ëm en Depot um Findel fir Kerosinn fir d'Fligeren. Dëse Projet ass schonns programméiert an engem Budgetsartikel 50.8.73.070. De pluriannuelle Budget 2019 bis 2023 gesäit fir dëse Projet à ce stade 35 Milliounen Euro vir.

Dann zum Fonds du rail: Wann den Tram op der Place de la Gare ukënnt, soll d'Gare als e richtege Pôle d'échange multimodal fonctionéieren. Am Kader vun dësem Projet gëtt dee Moment de Parvis vun der Gare komplett nei amenagéiert, well jo keng Busse méi virun der Gare zirkuléiere wäerten.

Als Ergänzung zum Projet vun der Ëmgestaltung vum Parvis betrëfft e weidere Projet vun eiser Lëscht de Sous-sol. De Planungen no gëtt d'Gare routière vun de Busse vun der Stad Lëtzebuerg virum CFL-Gebai fräi. Dës Plaz soll dee Moment benotzt ginn, fir e gréissert ënnerierdescht Parkhaus fir Vëloen ze bauen.

Den 29. Projet vun der Lëscht viséiert de komplette Reamenagement vum westlechen Deel vun der Rodanger Gare. Mam selwechte Projet soll gegeebenefalls och de Réseau tertiaire adaptéiert ginn am Kader vum Schinnenuschloss vum envisagéierten neie Centre de remisage et de maintenance an där zukünfteger Zweegleisegkeet tëschent Rodange a Mont-Saint-Martin. Ee vun de Problemer, deen hei ze léisen ass, ass d'Topografie respektiv den Héichtenënnerscheed tëschent deene verschiddene Gleisstrecken aus Frankräich an der Belsch.

Et ass virgesinn, de Fuerpark vun der CFL an den nächste Joren däitlech ze vergréisseren. Deen aktuelle Centre de remisage et de maintenance um Houwald kann awer net méi vergréissert ginn. D'Léisung ass dofir de Bau vun engem zweete Centre de remisage et de maintenance am Süde vum Land, respektiv zu Rodange. Dëst CFL-Areal ass ganz favorabel, well et éischtens fräi ass a genuch Plaz bitt, well et zweetens geografesch gutt läit, um Enn vun zwou grousse Linnen, a well et drëttens ganz no um aktuelle Schinnereseau ass.

Par Motioun hat d'Chamber am November 2014 de prinzipiellen Accord ginn, fir datt an der Rue de la Déportation zu Hollerech en neit Gebai kéint gebaut ginn, wou dat sämtlecht Personal vum Service Maintenance Infrastructure regruppéiert géif ginn, dat heescht souwuel déi administrativ wéi och déi technesch Mataarbechter. Dat huet sech awer am Nachhinein vun der Plaz hier als onméiglech erwisen. Dofir ass elo de Bau vun engem neie Gebai just fir déi technesch Ekippen an d'Ateliere vum Service Maintenance Infrastructure virgesinn.

De Corollaire vum virgenannte Projet ass dann, datt dat besteeënd administratiivt Gebai an der Rue d'Alsace soll bäibehalen an nei amenagéiert ginn. Hei soll dee Moment just dat administratiivt Personal vum Service Maintenance Infrastructure regruppéiert ginn.

Bei eisem virleschte Projet geet et ëm d'Modernisatioun vun insgesamt 292 analoge Servicetelefone (veuillez lire: 292 analoge Servicetelefonen an Telefone) bei de Barriären. Dës sollen op der Nordstreck tëschent Ëlwen an der Stad duerch digital Telefonen ersat ginn.

An da kommen ech zum leschten envisagéierten Infrastrukturprojet vun haut, dem Deplacement vun der Zuchhaltestell zu Mäertert. Den Arrêt zu Mäertert soll geréckelt a moderniséiert ginn. Ënner anerem ginn d'Accèsen op d'Quaie mat Rampen a Lifter un d'Besoine vun de Personnes à mobilité réduite ugepasst an d'Accèse ginn och iwwerdaacht. Des Weideren ass e verlängerte Quai vun 250 Meter mat Abri-voyageure virgesinn, genee wéi och zwou mBoxen, fir d'Vëloen ënnerzestellen. Och e Park & Ride mat 43 Stellplazen an en neie Busarrêt si programméiert.

Esou vill zu de 34 Projeten, zu deenen natierlech eng ganz Rëtsch méi Informatiounen a mengem schréftleche Rapport stinn an déi och ganz detailléiert an der Kommissioun virgestallt an diskutéiert gi sinn.

D'Kommissiounsmemberen hunn an der Sitzung vum 5. Mäerz 2020 hiren Aval zum virleiende Rapport ginn a proposéieren der Plenière, eebefalls hir Zoustëmmung zum weideren Ausschaffe vun dëse 34 Projeten ze ginn.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, eng deementspriechend Motioun. Wannechgelift!

Motion 1

« Financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité ;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « Grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département des Travaux publics et du département de la Mobilité et des transports du Ministère, présentée lors de la réunion du 6 février 2020 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2020 afin de garantir les objectifs suivants :

A. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs :

1. Transformation Bireler Haff - Section canine de la Douane

2. Police et bâtiment administratif à Wiltz - nouvelle construction

3. Bâtiment administratif et piscine du Lycée à Grevenmacher

4. Château de Senningen - mise en sécurité du site et aménagement parking

5. Château de Senningen - nouvelle construction du bâtiment pour le Centre de communications du Gouvernement

6. École de Police à Verlorenkost

7. Rotondes à Luxembourg - 2e phase

8. Stand de tir au Bleesdall

9. Camp militaire au Waldhaff

10. Centre de jeunesse à Hollenfels

11. Logements pour jeunes dans l'ancien séminaire et construction d'une structure d'accueil pour l'enseignement fondamental au Limpertsberg

B. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires :

12. Lycée Nic-Biever à Dudelange - extension de l'annexe Alliance

13. Athénée de Luxembourg - assainissement du hall des sports

14. Sportlycée - nouvelle construction à Mamer

15. École européenne agréée - nouvelle construction à Junglinster

C. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux :

16. Maison d'enfants de l'État - structure d'encadrement à Schifflange

17. Structure d'accueil pour demandeurs de protection internationale - Route d'Arlon à Luxembourg

18. Infrastructures de descente pour poissons - Barrage de Rosport

D. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes :

19. PC8 entre Belval et Esch-sur-Alzette avec ouvrages OA1498/OA1499

20. CR329/CR329A/N26A dans le cadre du pro-

jet « Wunne mat der Wootz » (friche industrielle à Wiltz)

21. CR189/CR190 à Dudelange dans le cadre du projet « NeiSchmelz »

22. Remplacement d'un pont à Colmar-Berg - OA232

23. Réaménagement de l'échangeur Cargo-Center

24. Bande de covoiturage sur la bande d'arrêt d'urgence sur la A6

25. Renaturation de la Pétrusse

E. En ce qui concerne le champ d'intervention relatif à l'article budgétaire 50.8.73.070 :

26. Construction d'un dépôt de carburant aviation à l'aéroport de Luxembourg

F. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail :

27. Gare de Luxembourg - adaptation du parvis dans le cadre de la desserte par le tram

28. Gare de Luxembourg - aménagement d'un parking à vélos souterrain à grande capacité

29. Gare de Rodange - réaménagement de la tête ouest

30. Construction d'un nouveau Centre de remisage et de maintenance (CRM) à Rodange, CRM Sud phases 1 & 2

31. Construction d'un nouveau bâtiment pour les équipes et ateliers du Service Maintenance Infrastructure sur le site de Luxembourg

32. Réaménagement du bâtiment administratif existant du Service Maintenance Infrastructure à Luxembourg

33. Ligne de Luxembourg à Troisvierges et antennes - modernisation du réseau des téléphones de service en campagne

34. Ligne de Luxembourg à Wasserbillig - déplacement du point d'arrêt Mertert

(s.) Carlo Back, Dan Biancalana, Jeff Engelen, Aly Kaes, Claude Lamberty, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Si ass vu sechs Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriwwen a si fuerdert d'Regierung op, déi néideg Etüden ze lancéieren, fir datt déi ernimmte Projete können ëmgesat ginn. Dës Projeten erlaben et eis, fir eist Land an ettleche Beräicher op d'Zukunft virzebereeden. Wéi virdru gesot, sinn eng ganz Rei Secteure vun dësem Projet betraff.

Duerfir ginn ech och hei am Numm vun der grénger Fraktioun schonn direkt den Accord fir dës Motioun.

Ech wéilt awer zum Schluss nach de Responsabele vun den CFL, de Ponts et chaussées an der Administration des bâtiments publics e grousse Merci ausdrécken, déi eis ganz detailléiert a kompetent Ried an Äntwert an der Kommissioun gestanen hunn. Dann awer och e Merci un d'Madamm Tania Sonnetti, eis Kommissiounssekretärin, déi eis bei dëser Aufgab ënnerstëtzt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt ufänken, fir dem Här Back, dem Rapporteur an och dem President vun der Mobilitéitskommissioun, villmools Merci ze soe fir deen extreem detailléierte mëndleche Rapport, deen e gemaach huet. An en huet jo gesot, an dat stëmmt och, an deem schréftlechen Deel ass en nach vill méi explizitt, soudatt et sech erwwregt, nach eng Kéier - Dir sidd jo domadder d'accord? - op déi eenzel Projeten anzegoen.

Jo, mir sinn an enger Prozedur zënter Mëtt 2005, also 2005/2006, wou u sech am Hierscht sollen allkéiers déi „grandes infrastructures" presentéiert ginn, ier dann eng Etüd iwwert déi eenzel Projete soll gemaach ginn. Ben, eise President vun der Kommissioun huet dat elo exemplaresch gutt gemaach. Hien hat just bal vergiess, et op den Ordre du jour ze setzen, nodeems datt awer den Här Minister, deen ech bieden, elo wierklech dat och esou hei zur Kenntnis ze huelen, dat wierklech zurzäit eraginn hat.

Mee den Här Back hat iergendwou vergiess, et op den Ordre du jour ze setzen. En huet dat och selwer gesot. An duerfir huet natierlech och d'CSV déi Entschëllegung ugeholl. Kee Problem! Mee gutt wier awer, wa mer erëm an en normalen Zenario an der Zukunft géife kommen, soss musse mer jo awer vläicht eng Kéier do higoen, fir d'Prozedur nach eng Kéier ze änneren an all zwee Joer nëmmen iwwert déi „grandes infrastructures" ze schwätzen, fir datt een da wéinstens ee Joer zurzäit déi Prozedur u sech presentéiert.

Da wëll ech awer soen, datt mer natierlech, wa mer dat jo am Hierscht scho gemaach hätten, dann nach näischt vun där Kris, déi mer haut kennen, kannt hätten. Mir sinn alleguerten d'accord, datt déi Projeten do enorme Sënn maachen an datt déi Projeten awer och derzou bäidroen, datt ... Jo, et soll ee scho kucken, wat fir eng Prioritéiten datt ee setzt, awer et soll ee kucken, esou vill wéi méiglech déi Projeten esou schnell wéi méiglech och ëmzesetzen, fir datt se an der Zukunft, no der Kris, eise Betriber awer och iwwert dee Wee, mengen ech, ënnert d'Äerm gräifen. Ech mengen, dat soll hei ganz kloer gesot sinn.

Dann ass et awer vläicht e Wonsch: Et ass kloer, datt et eréischt Etüde ginn zu deenen eenzelne Projeten. Datt een also do net weess, wat deen eenzelne Projet wierklech am Detail kascht, dat ass an der Rei. Mee tëschent 10 an 39 Milliounen - well bei 40 muss ee jo e Gesetz maachen - ass awer eng enorm Spann. An et wier vläicht gutt, wann een an der Zukunft eenegermoossen eng Gréisstenuerdnung vun deenen eenzelne Projete kéint kréien, fir datt een awer eng besser Gesamtiwwersiicht als Chamber hätt zu der Envergure, wat déi Projeten all zesummen awer plus ou moins wäerte kaschten.

Dat gesot, bleift mer näischt aneschters iwwreg, wéi nach eng Kéier villmools Merci dem Rapporteur ze soen an den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, eigentlech wollt ech meng Ried ufänke mat der Feststellung, dass Lëtzebuerg en dynamescht Land ass, dat wiisst, dat sech entwéckelt, an dass et dofir och Infrastrukture brauch, déi un dës Besoinen ugepasst sinn. Déi Introduktioun wär virun zwou Wochen als eng ganz normal Introduktioun ugesi ginn. Haut musse mer allerdéngs do de Kontext ëm eng Variabel ergänzen an déi Variabel heescht „Coronapandemie".

Zanter méi wéi zwou Woche si mer elo an enger Situatioun, wéi et se nach ni zu Lëtzebuerg gouf. D'Schoule sinn zou. D'Chantiere si gestoppt. Déi allermeescht Leit sinn doheem a vill schaffen der och vun doheem aus, aus dem Homeoffice. Anerer fueren op hir Aarbecht a gemeinsam kucke se, dass eist Land an engem gewëssene Sënn „am Noutdéngscht" weider funktionéiert, woufir mir hinnen alleguerten e grousse Merci soen.

D'Land ass am État de crise. Villes dréit méi lues, fir net ze soe komplett anescht wéi dat, wat mir nach virun e puer Wochen als „normal" definéiert hätten. De Coronavirus huet eis forcéiert, op gesellschaftlechem a wirtschaftlechem Plang a Rekordzäit e quasi Neistart hinzekréien, wou mir villes vun deem, wat mer virdrun dagdeeglech gewinnt waren, haut esou net méi kënne maachen. Mir hunn eist Liewe quasi iwwer Nuecht esou adaptéiert, dass mer an engem Modus sinn, wou et drëm geet, eis Gesellschaft an eis Vulnerabelst an der Gesellschaft ze schützen. Kee weess haut, wéi laang dës Situatioun genee wäert daueren oder wéi eng Konsequenzen dat Ganzt wäert hunn.

Selbstverständlech setzt d'Regierung alles drun, de Betriber an de betraffene Leit esou gutt wéi dat geet ënnert d'Äerm ze gräifen, mat engem historesche Stabilitéitspak vun net manner wéi 8,8 Milliarden Euro. An awer ass et schwéier ze soen, wat genee den Impakt op eis Wirtschaft wäert sinn a wéi séier d'Konjunktur erëm urappe wäert.

Mir hunn als Lëtzebuerg déi confortabel Situatioun, dass eis Staatsfinanzen am Gläichgewiicht sinn a mir eng niddreg Schold hunn. Esou kënne mer dësen Hëllefspak ouni gréisser Schwieregkeete stemmen. Mee trotzdeem ass et evident, dass dës Kris Auswierkungen op de Budget huet an domadder och op de finanzielle Spillraum bei den zukünftegen Investissementer.

Wa mir d'Kris vum Coronavirus hanner eis hunn, wäerte mer kaum einfach esou kënne weidermaache wéi virdrun. An déi eenzel Projeten, déi haut hei diskutéiert ginn, wäerten och kaum einfach esou eent zu eent kënnen ëmgesat ginn, wéi dat u sech an enger Avant-Coronazäit geplangt war.

Trotzdeem ass et richteg an och wichteg, grad zu dësem Zäitpunkt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat ze debattéieren, well et och sécherlech eng Zäit no der Coronakris wäert ginn. D'Prioritéite wäerten dann allerdéngs nei definéiert musse ginn. A Bezuch op eis Investitiounen an Infrastrukturen heescht dat: Wéi eng sinn an enger éischter Phas absolutt noutwendeg? A wéi eng kënne vläicht e bëssen no hanne verluecht ginn?

Investitiounen a Bildung, Sécherheet, Gesondheet a Mobilitéit si fir eis Gesellschaft an d'Weiderentwécklung vu Lëtzebuerg als modernt, séchert an zukunftsorientéiert Land immens wichteg. Dofir wëll ech betounen, dass et fir eis als DP-Fraktioun wichteg ass, dass och a méi schwéieren Zäiten net bei wichtege Projete gespuert gëtt an dass déi noutwendeg Investitioune gemaach ginn. Well d'Erausfuerderunge bleiwen och no der Coronakris bestoen. An all Euro, dee mir haut a muer an eis Infrastrukture kënne stiechen, ass e Stéck méi Liewensqualitéit fir iwwermuer.

Dee Spagat tëschent direkt néidegen Investitiounen a Projeten, déi kënnen no hanne verluecht ginn, dee Spagat gëllt et zesummen ze diskutéieren an ze definéieren an déi Investitiounen dann och schnell ze realiséieren, déi Prioritéit wäerten hunn.

Mir gesinn nämlech ganz oft am Ausland, wat d'Konsequenze sinn, wann dat net gemaach gëtt, wann op deene falsche Plaze gespuert gëtt: Stroossen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, Verwaltungen, déi déi Gebailechkeeten, déi se bräichten, net hunn an esou weider an esou weider.

Dowéinst, wa mer hei am Land d'Liewensqualitéit vun de Bierger wëllen erhalen, wa Lëtzebuerg och no Corona weiderhin e modernt an dynamescht Land soll bleiwen, da musse mer haut schonn u muer denken an da mussen d'Investissementer an d'Infrastrukturen och eng grouss Prioritéit bleiwen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Quitte dass dat natierlech ëmmer am Kader vun de finanzielle Méiglechkeete muss geschéien.

D'Regierung huet an de leschte Jore ganz vill Efforte gemaach a massiv Investitiounen an déi ëffentlech Infrastrukture gestach. Zeg Lycéeën, déi renovéiert a moderniséiert goufen a ginn, den Ausbau vum ëffentlechen Transport, den Tram, d'Extensioun vun der Stater Gare a villes, villes méi. Dës Regierung huet bis dato d'Investitioune konsequent héich gehalen, fir d'Land ze moderniséieren an d'Erausfuerderungen, mat deene mer an de verschiddene Beräicher konfrontéiert sinn, unzepaken.

Den Debat haut iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat ass trotz aller virdrun ugeschwatener Coronaproblematik eng gutt Geleeënheet, den Tour ze maachen, wat an Zukunft fir Defie beim Infrastrukturausbau ustinn.

Virop muss een do natierlech d'Mobilitéit nennen. Et ass kee Geheimnis, dass eis Stroosse virun der Coronakris, a wuel och duerno, deels total iwwerlaascht sinn, d'Zich an de Spëtzenzäite méi wéi strubbelvoll sinn a vill Leit vill Zäit verléieren am dagdeegleche Stau.

Nieft de massiven Investitiounen, virun allem an d'Schinn, huet d'DP sech vun Ufank un derfir ausgeschwat, bestoend Infrastrukture méi intelligent ze notzen. Ee Beispill ass do déi geplangte Busspuer op der N11 tëschent dem Waldhaff a Jonglënster, iwwert déi d'lescht Joer op dëser Plaz rieds war. Hei soll de Bus jo bekanntlech moies kënnen an déi eng Richtung fueren, an d'Stad eran, an owes dann an déi aner Richtung, aus der Stad eraus.

An déi selwecht Kategorie vun innovativen Denkmodeller fält elo d'Iddi, fir op der A6, also op der Areler Autobunn, de Pilotprojet, d'Förderе vum Covoiturage, deen déi belsch Autoritéiten op belscher Säit gestart hunn, och zu Lëtzebuerg ëmzesetzen an dofir déi Spuer, déi souwisou schonn do ass, also d'Standspuer, mat an de Verkéiersfloss anzebezéien. Dëst awer net einfach just als nei Spuer fir jiddwereen, mee ganz kloer definéiert, fir eng Prioritéit ze schafe fir de Covoiturage a fir den ëffentlechen Transport, also an dësem Fall de Bus.

De Message ass hei kloer: zesumme méi séier weiderkomme wéi eleng am Stau ze stoen! An dat Ganzt op enger Infrastruktur, déi natierlech muss adaptéiert ginn, dat besonnesch technesch a sécherheetsrelevant, mee déi u sech och haut schonn do ass.

Wann dëse Projet bis ëmgesat ass, hu mir e grenziwwerschreidende Projet, deen erfollegsverspriechend ass, fir dann och als Modell op aneren Autobunne mat aneren Nopeschlänner kënnen ëmgesat ze ginn. Elo kann ech de Minister vläicht froen, ob e schonn e Feedback vu senge franséischen an däitsche Ministerkolleege krut, fir vläicht en änleche Projet mat hinnen unzedenken.

Als DP si mir op alle Fall immens frou, dass de Covoiturage méi aktiv hei am Land gefërdert gëtt. Ier nei Stroosse gebaut ginn an d'Infrastrukture vergréissert ginn, ass et virun allem emol wichteg, déi bestoend beschtméiglech auszelaaschten. Dat geet nëmmen doduerch, dass d'Verkéiersopkommes, meeschtens och nach an déi selwecht Richtung, net ongebremst weider an d'Luucht geet.

Un éischter Plaz stinn dofir, fir eis als Demokratesch Partei, Mesuren, déi evitéieren, dass d'Leit iwwerhaapt wäit musse fueren. Ech denken hei virun allem un d'Dezentraliséierung vu Verwaltungen a Betriber, d'Förderung vum Teletravail oder un den Ausbau vu Coworkingspaces.

Grad an dësen Zäite gesi mer d'Potenzial vum Teletravail, soudass ech mengen, dass d'Coronakris dem Homeoffice grad zu engem Sprong no vir verhëlleft an dass den Teletravail och no der Kris méi staark genotzt wäert ginn. Mee, wéi virdru gesot, och de Covoiturage spillt eng immens wichteg Roll. Ech hoffen dowéinst, dass déi spezifesch Covoiturage-Spueren e konkreeten Ureiz fir vill Leit wäerten duerstellen, verstäerkt op dës Méiglechkeet zréckzegräifen.

À propos Mobilitéit. E weidere ganz interessante Projet ass den Uschloss vum Belval un d'Stad Esch via Vëlospist a Foussgängerwee, e Projet, deen, wéi ech mengen, eng immens positiv Envergure wäert hunn. De Moment ass absolutt dee richtegen, fir dës Verbindung ze realiséieren. Dëst fir d'Bierger allgemeng, mee natierlech och am Kader vun Esch2022, also Esch als Europäesch Kulturhaaptstad, wou vill Touristen de Wee an eist Land wäerte fannen an dann do op eng flott Aart a Weis de Wee vum Belval an d'Escher City an doriwwer eraus kënne fannen. Dofir hoffe mer, dass dëse Projet schnellstméiglech no der Coronakris kann an Ugréff geholl ginn, besonnesch mam Datum vum Kulturjoer am Hannerkapp.

Déi geplangte Bréck kéint eenzegaarteg ginn, woumadder se e weideren Atout, e weidere Pluspunkt fir d'Südregioun ass, vun deem den Tourismus an der Géigend sécherlech och profitéiere kann. Mäi Fraktiounskolleeg Pim Knaff huet virun e puer Wochen drop higewisen, dass déi eenzel Projete fir Esch2022 sech an e méi grousst Gesamtkonzept aschreiwen. Et geet drëms, de Süden als Ganzt ze revitaliséieren an d'Regioun weiderzeentwéckelen. Besonnesch d'Mobilitéit an eng besser Ubannung un den Zentrum sinn essenziell. Dofir reit sech dëse Vëloswee och an dee méi grousse Projet ronderëm d'A4 mat sengem séieren Tram an enger Expressvëlospist an.

Här President, ervirhiewe wëll ech awer hei och de Projet vun der Renaturéierung vum Péitrussdall. Hei gëtt e formidabele Projet zesumme mat der Stad Lëtzebuerg realiséiert, dee souwuel um Plang vun der Ekologie wéi och um Plang vun der Mobilitéit dem Péitrussdall wäert zeguttkommen. Ech freeë mech elo schonn op d'Realisatioun vun deem Projet, well de Péitrussdall ass eng wonnerschéin Noerhuelungslandschaft, a mat dësem Projet wäerten d'Bierger aus a ronderëm der Stad an déi Dausende Leit, déi all Dag an d'Stad derbäikommen, nach méi kënne vun deem Erhuelungsraum profitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Am Kontext Mobilitéit, dës Kéier am Beräich vun der Schinn, an deenen domadder verbonnene Konsequenzen, si ganz interessant Projeten derbäi. D'Stater Gare wäert, soubal den Tram do ukomm ass, zu engem Pôle d'échange multimodal ginn, wou alles neigestalt gëtt, wat ee bis elo esou kannt huet. Dat betrëfft déi aktuell Busgaren, awer och, an dat ass luewenswäert, wann een de Vëlo wëllt förderen, e grousse Parking fir Vëloen. D'Bierger sollen also d'Méiglechkeet kréien, dass de Vëlo nees e Stéck méi wäit an den Alldag vun all Eenzelne ...

(Interruption)

... kann integréiert ginn.

Och d'Modernisatioun vum Zuch-Arrêt zu Mäertert wäert sécherlech positiv Repercussioune fir d'Passagéier, déi aus dem Oste kommen, hunn. Hei sollen nei Parkingsméiglechkeeten entstoen, Stéchwuert Park & Ride. An och hei soll de Vëlo sécher kënnen ofgestallt ginn, fir och hei de Vëlo als dagdeeglecht Transportmëttel weider ze verdéiwen.

Här President, wa mer vu wichtegen Infrastrukturprojete schwätzen, dann ass e ganz anere ganz wichtege Punkt dee vun eise Schoulen a vun eise Lycéeën. An der Lëscht vu Projeten, ëm déi et hei geet, sinn dat eng Rei, déi an déi Kategorie falen: d'Gebailechkeete fir d'Grondschoul

an d'Europaschoul zu Jonglënster, d'Extensioun vun der Annex vum Lycée Nic-Biever zu Diddeleng, en neie Sportslycée, eng nei Sportshal fir de Stater Kolléisch, eng nei Schwämm an administrativ Gebailechkeete beim Maacher Lycée.

D'Bildung vun eise Kanner, si op d'Zukunft ze preparéieren, ass eng vun den allerwichtegsten Aufgaben, déi d'Politik huet. Grad fir eis als Demokratesch Partei ass a bleift eng gutt Ausbildung de Schlëssel schlechthin, fir säi Liewen esou ze gestalten, wéi ee selwer wëllt, fir seng Ziler kënnen ze erreechen.

D'Schülerpopulatioun wiisst vu Joer zu Joer, wärend gläichzäiteg d'Besoine vun de Schüler, an enger esou diverser Gesellschaft wéi eiser, zum Deel ganz ënnerschiddlech sinn. D'Regierung huet vun Ufank u gesot, dass mer doweinst och eng qualitativ héichwäerteg Offer brauchen, déi deem och Rechnung dréit, an zwar an alle Regioune vum Land.

Anerersäits brauche mer modern Infrastrukturen, fir och grad am digitale Beräich vun den neie Méiglechkeeten, déi sech hei bidden, kënnen ze profitéieren. Et geet haut -ënner Anführungszeichen - „nëmmen" ëm déi puer Projeten, déi ech virdrun ernimmt hunn, mee dëst ass just ee klengen Ausschnëtt vun all deem, wat an där Hisiicht gemaach gëtt.

Ech erënneren nach eng Kéier un dat, wat de Bildungsminister de leschte Summer annoncéiert huet: „An den nächste Jore sinn net manner wéi 1,3 Milliarden Euro virgesinn, fir 15 Projeten am schoulesche Beräich ze realiséieren. Derbäi kommen déi ronn 40 Projeten, déi aktuell schonn an der Realisatioun sinn." Do gesäit ee ganz gutt: Dës Regierung investéiert an d'Kanner, si investéiert an hir Zukunft an domadder och an d'Zukunft vun eisem Land.

Ënnert deene genannte Projete si fir mech perséinlech och besonnesch d'Investitiounen an déi sportlech Infrastrukture wichteg. Et ass kee Geheimnis: Sport spillt eng ganz wichteg Roll an der Entwécklung vun de Kanner a vun de Jugendlechen. Et geet hei net just ëm de gesondheetlechen Aspekt, och wann dat e ganz wichtegt Element ass, mee genuch Beweegung heescht virun allem och e weesentlechen Afloss op déi kognitiv Entwécklung vun deene Jonken. Dat klassescht Léieren am Schoulsall an de Sportsunterrecht ginn an deem Sënn Hand an Hand.

Des Weidere sinn ech natierlech besonnesch frou iwwert den neie Sportslycée, deen dann elo schlussendlech op Mamer kënnt. Jonk Sportstalenter musse Schoul an Training esou kënnen ënner en Hutt kréien, dass béid Beräicher dervu profitéieren. Dat heescht, nieft der Schoul muss d'Infrastruktur am Sport esou konzipéiert sinn, dass déi Jonk hiert Potenzial beschtméiglech kënnen ofruffen a wa méiglech ausbauen. Mat deem neie Site fir de Sportslycée hu mer eng eenzegaarteg Chance, eng modern a quasi moossgeschneidert Anlag mat Internat derbäi opzeriichten, déi perfekt un d'Besoine vun eise jonken Athleeten ugepasst wäert sinn.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wuert zur Sécherheet an zur Police ze soen. Dëst sinn Theemen, déi d'Leit direkt betreffen. Dofir ass et wichteg, dass de Staat en däitlecht Zeeche setzt. D'Regierung huet déi politesch Volontéit, fir nei Leit fir d'Police ze rekrutéieren, méi wéi eemol ënnerstrach an och alles an d'Weeër geleet, dass d'Police méiglechst vill Mataarbechter kann astellen. Dat ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, mee och à terme wäerte vill Poliziste gebraucht ginn, déi gutt ausgebilt sinn an déi déi noutwendeg Installatiounen zur Verfügung hunn.

Doweinst begréisse mir als DP natierlech déi verschidde Projeten an deem Beräich, déi mer haut diskutéieren. Ech denke virun allem un d'Policeschoul um Verluerekascht, wou et ëm d'Ausbildung vun den zukünftege Poliziste geet. Fir eis geet et bei deem Projet ëm eng immens wichteg Aufgab, well mir als Politik alles mussen drusetzen, fir dass eis zukünfteg Polizisten, déi fir eis Sécherheet am Land suergen, eng adequat Plaz hunn, mat deem, wat si brauchen, fir hir Ausbildung um héchsten Niveau kënnen ofzeschléissen.

Dernieft sinn am Domän Sécherheet och dat neit Policekommissariat zu Wolz an de Schéissstand am Bleesdall opgefouert. Dat sinn alles Projeten, déi der Sécherheet vun de Bierger am Land zeguttkommen. An dofir soll een och derfir suergen, dass déi néideg Infrastrukturen, déi eis Poliziste brauche fir Ausbildung, Weiderbildung an hiert deeglecht Schaffen, dass déi Infrastrukturen och realiséiert ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och e Projet um Territoire vun der Gemeng Sandweiler erwähnen, e Projet, dee vläicht net vill Beuechtung am grand Public wäert fannen an awer am dagdeeglechen Asaz immens wichteg ass. Ech schwätze vun adequaten Infrastrukture fir d'Hondsmeeschter, an dësem Fall vun den Hondsmeeschter vun der Douane. Um Birelerhaff solle si mat der ganzer Brigad fir ronn 70 Leit Plaz fanne fir sech an natierlech fir hir Hënn, dat als Trainingszentrum an och als Basis. Eng wichteg Investitioun an en Domän, dee meeschtens am Hannergrond immens wichteg Aarbecht leescht, dat souwuel bei der Douane, awer natierlech och bei der Police oder bei de Rettungshënn.

Här President, et wier sécherlech nach vill ze soen. Et ass leider zäitlech net méiglech, op all Projet eenzel anzegoen. Interessant Projeten, wéi déi zweet Phas vun der Ëmgestaltung vun de Rotonden zu Bouneweg, de Projet ronderëm déi wuel eenzegaarteg flott Kuliss vum Schlass respektiv Buerg zu Huelmes oder och déi noutwendeg Infrastruktur fir en Zentrum fir d'Primo-accueils op der Areler Strooss, wäre genausou interessant ervirzehiewe wéi déi Projeten, déi ech elo e bësse méi ausféierlech beliicht hunn.

Ausschlaggeebend ass, dass d'DP prinzipiell hanner all dëse Projete steet. An dofir wäerte mir natierlech och d'Motioun herno matstëmmen. Deen eenzege Bemoll ass deen, dass wuel net all Projet wäert kënnen zäitlech esou realiséiert ginn, wéi ee sech dat nach virun e puer Wochen hätt kënne virstellen.

D'Coronapandemie stellt eist Land viru grouss Erausfuerderungen, och finanzieller Natur. Doweinst, ech hunn et scho gesot, musse mer kucken, virop déi essenziell Projeten ëmzesetzen an déi aner dann zu engem schnellstméiglechen Zäitpunkt nozehuelen.

Zum Schluss wëll ech awer net vergiessen, dem Rapporteur, dem Carlo Back, e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport ze soen.

An Iech soen ech natierlech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, wéi dësen Debat eng éischte Kéier ugesat war, war d'Wuert „Corona" wuel schonn deene meeschte Leit heibannen an och de Leit dobausse leider e Begréff. Kaum konnt ee sech awer virstellen, dass dëse Virus d'ganz Welt, an domadder och eist Land, esou géif a Beschlag huelen, wéi dat aktuell de Fall ass. A säitdeem huet sech villes geännert. D'Prioritéite kruten eng aner Reiefolleg. An eise Bléck op deen een oder deen anere Beräich huet wuel geännert. An de Saz: „D'Gesondheet, dat ass dat wichtegst Kapital, dat mer hunn!", dat krute mer an deene leschte Wochen a kréie mer haut nach ëmmer op eng zimmlech radikal Manéier virun Ae gehalen.

Gläichzäiteg weist dës Kris eis awer och drop hin, wéi wichteg et ass, gutt ausgebilt, gutt eduquéiert a responsabel Leit fir de Fonctionnement an den Zesummenhalt an enger Gesellschaft ze hunn. An och, dass gutt Infrastrukture vun eminenter Wichtegkeet sinn.

An deem Sënn géif ech dann och op déi verschidde grouss Infrastrukturprojeten agoen. Ech beschränke mech op Bildung a Mobilitéit, déi hei am Diskussiounspabeier stinn. Si hunn alleguerten natierlech hir Wichtegkeet an hir Dréngleechkeet a wäerten och a verschiddene Fäll, opgrond vun der wirtschaftlecher Situatioun, déi sech duerch d'Coronakris erginn huet, net esou schnell oder eeben halt no anere Prioritéiten ëmgesat ginn, wéi dat an normalen, also an Net-Pandemie- oder Post-Pandemiezäiten de Fall wier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Es ist wichtig, dass die Politik sich mit Themen beschäftigt, die grundsätzlich wichtig sind. Bildungspolitik sollte die erste Priorität sein. Ich habe nicht den Eindruck, ...

(Interruption)

... dass das der Fall ist. In der Politik sind andere Themen wichtiger: Wirtschaft, Finanzen, Sicherheit. Was in der Politik fehlt, sind Visionen, wie die Kinder auf ihre zukünftige Welt vorbereitet werden, wie sie gestärkt werden sollen, wie ihr Potenzial gefördert werden kann und was die Schwerpunkte der Bildungspolitik sein müssen."

Dat soen net ech, mee de Fari Khabirpour Ufank dëst Joer an engem wierklech ganz liesenswäerten Artikel, Interview, an enger gréisserer Dageszeitung hei vum Land. An ech wéilt op dëser Plaz elo net op all déi Aussoen hei agoen a se kommentéieren, mee villes, wat de Psycholog a fréieren Direkter vum CPOS, vum Centre de psychologie et d'orientation scolaires an deem ugeschwatenen Artikel seet, ass sécherlech net falsch a sollt eis zumindest ze denke ginn.

„Bildungspolitik sollte die erste Priorität sein." Eng Ausso, déi mer sécher alleguerten heibanne kënnen ënnerschreiwen. „D'Kanner vun haut sinn d'Gesellschaft vu muer", kéint ee soen, wann een en zimmlech ofgenotzte Slogan wéilt beméien, deen awer nach ëmmer inhaltlech a methodesch richteg ass.

An als LSAP begréisse mer ganz ausdrécklech, dass net manner wéi néng vun insgesamt 34 Projete mat eise Kanner, eiser Jugend ze dinn hunn, mol méi, mol manner direkt mat hirer Educatioun.

A wann, wéi ech et virdrun och ugeschwat hunn, de Staat, opgrond vun der ablécklecher Kris, kuerz- a mëttelfristeg finanziell méi kuerz muss trieden oder unhand vun de Prioritéiten déi festgeluechte Projete vertässelt ginn, si mir als LSAP der Meenung, dass dëst net op d'Käschte vun der Bildung däerf gemaach ginn.

An och, wa se scho vu menge Virriedner ugeschwat a beschriwwe goufen - op dëser Plaz wéilt ech och dem Rapporteur, dem honorabele Carlo Back, Merci soe fir säin explizitte schréftlechen a mëndleche Rapport -, esou erlaben ech mer op dëser Plaz, dës Projeten, déi virun allem eise Jonken zeguttkommen, kuerz ze nennen.

De Maacher Lycée soll an engem gemeinsame Projet zesumme mat engem Gebai gebaut gi fir administrativ Zwecker, an awer och mat enger zouener Schwämm an Uschloss un eng Sportshal. Als LSAP goufe mer an der Vergaangenheet net midd, d'Wichtegkeet vu Sport a Kanner a Jugendlecher allgemeng ze verbannen an d'Wichtegkeet vum Schoulsport ze ënnersträichen an ervirzesträichen.

An och um Regierungsniveau hu verschidde sozialistesch Ministeren, sief et an de Ressorte vun der Educatioun, der Santé oder dem Sport, deementspriechend Initiative geholl, weidergefouert an och ënnerstëtzt. An dat ass och haut nach de Fall um Niveau vun der Regierung.

D'Zuelen, mir wëssen et alleguerten heibannen, vun iwwergewiichtege Kanner, mat all den associéierte Krankheeten, déi huelen ëmmer méi zou. Sech beweegen ass a bleift also wichteg. An och an där Logik eeben halt vun der Wichtegkeet vum Schoulsport, an natierlech och am Sënn vun enger geziilter Förderung vum Leeschtungssport, sti mir voll hannert dem neie Sportslycée, deen zu Mamer um Schoulcampus hannert dem Lycée Josy Barthel, nieft der Europaschoul, soll entstoen.

Déi Jugendlech, fir déi Sport en zentraalt Element vun hirem Liewen ass, kréien hei zukünfteg optimal Strukturen a Konditioune gebueden, fir hirer sportlecher Leidenschaft am Kader vun engem adaptéierte Schoulunterrecht kënnen nozegoen. An de Sport gëtt dann och am Stater Kolléisch investéiert, wou d'Sportshal erneiert a moderniséiert gëtt.

Net vierdergrënneg ëm de Sport, mee ëm d'Bildung bezéiungsweis d'Aus- a Weiderbildung geet et bei zwee anere Projeten, och wann nach ëmmer eng Sportshal derbäi virgesinn ass. Dat ass engersäits déi staatlech unerkannten Europaschoul zu Jonglënster. Hei geet et ëm eng europäesch Primärschoul fir ronn 320 Kanner mat allen néidegen Infrastrukturen: Structures d'accueil, Restaurant, Bibliothéik an eeben och eng Sportshal. Hei gëtt wierklech enger kosmopolitescher Bevëlkerung Rechnung gedroen, hire Besoinen, wéi gesot, och dat an dësem Land hei, zu Lëtzebuerg, e Projet, deen natierlech eis Zoustëmmung fënnt.

En neie Sportszentrum kritt dann awer och d'Policeschoul. Allerdéngs ass dat nëmmen e klengen Deel vun engem méi grousse Projet. D'Policeschoul kritt nämlech e ganz neit Gebai um Verluerekascht, fir dass all d'Formatiounen, déi bis elo jo am ganze Land op verschidde Sitte verdeelt sinn, op enger eenzeger Plaz regruppéiert kënne ginn, wat ganz wichteg a ganz begréissenswäert ass.

Wann ee weess, wéi dréngend mir nei Polizisten hei am Land brauchen, ass et logesch, dëse Beruff an déi och domadder verbonnen entspriechend Ausbildung esou attraktiv ze gestalten, qualitativ ze gestalten, wéi dat nëmme méiglech ass. An do läit jo och e Projet de loi vir, wat effektiv d'Formatioun vun de Polizisten ugeet, déi och matintegréiert gëtt. An natierlech gehéieren zu där Ausbildung, zu deene Besoinen och ugepasste modern Infrastrukturen.

Ech hat am Ufank vun néng Infrastrukturprojete geschwat, déi an dësem Debat jo thematiséiert goufen, in extenso, déi all eise Kanner an och eiser Jugend zeguttkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ablécklech ass de Problem net méi ze erkennen, ganz am Géigendeel. Mee spéitstens wann déi aktuell Noutstandsmoossnamen net méi a Kraaft sinn an d'Coronakris zumindest aus sanitärer Siicht iwwerstanen ass, wäert en onweigerlech erëm optrieden ewéi virdrun: Ech schwätzen hei vum Trafic op eise Stroossen, vun de Stauen, déi eist Land am Alldag prägen, an iwwerfëllten Zich.

Spéitstens elo an der Kris ass wuel eis alleguerten hei am Land bewosst ginn, wéi wichteg d'Frontaliere fir de korrekte Fonctionnement, jo, souguer fir d'Iwwerliewen net nëmme vun eiser Wirtschaft, mee och vun eisem Gesondheetssystem tout court sinn. Mee wann all Dag 200.000 Grenzgänger op Lëtzebuerg kommen a sech gläichzäiteg e ganz groussen Deel vun de Salariéen hei am Land haaptsächlech a Richtung Haaptstad op de Wee mécht, bleift de Chaos op eise Stroossen net aus. An Dezentraliséierung am Kader vum Aménagement du territoire bleift also hei eng ganz, ganz wichteg Strategie.

Et ass also net esou, dass d'Politik, virun allem d'Regierung, de Problem net erkannt hätt. Ganz am Géigendeel! Mee eng einfach Léisung gëtt et halt eeben net fir e Problem, dee sech déi lescht Joren zouneemend a permanent verstäerkt huet. Et sinn am Fong déi kleng Schrëtt, déi lues, awer sécher zu enger Verbesserung wäerten a musse féieren.

An deem Kontext muss een natierlech d'Strategie fir déi nohalteg Mobilitéit, de MoDu 2.0 nennen, déi 2018 vun der Regierung ugeholl gouf. Dës gesäit jo vir, dass bis 2025, an dat am Verglach zu 2017, den Undeel vun de Persounen, déi den ëffentlechen Transport notzen, ëm 50 % soll zouhuelen. Dëst, wéi et an der Strategie heescht, „grâce à la mise en service de nouvelles infrastructures des CFL et de la réorganisation du réseau RGTR". Jo, d'Reorganisatioun vum RGTR gouf, wéi Der et heibannen alleguerte wësst, am September d'lescht Joer vum zoustännege Minister, dem Här Bausch, virgestallt, a sollt bis September d'nächst Joer integral ëmgesat sinn. An duerch d'Kris gëtt dës Reorganisatioun ëm gutt véier Méint verréckelt, also op Ufank 2020 (veuillez lire: 2022).

Ech wéilt mech awer och dann hei op d'Bunn konzentréieren, well net manner wéi aacht Projeten, déi haut zur Diskussioun respektiv zur Approbatioun stinn, betreffen de Schinneverkéier. An dës Projete reie sech an eng ganz Rëtsch Projeten an, déi schonn ëmgesat goufe respektiv sech nach an der Ëmsetzung befannen.

Eis Positioun als LSAP war, ass a bleift déi selwecht: D'Eisebunn ass d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport an an deem Sënn en zentraalt Element, wann et drëm geet, eng effikass multimodal Strategie ëmzesetzen. Dofir kréien all déi Projeten natierlech och eis Zoustëmmung. De multimodale Charakter vun der Transportpolitik fënnt een och ëmmer punktuell hei erëm bei deenen eenzelne Projeten, notamment deene vum Fonds du rail, déi eis hei virleien.

E Volet, deen awer och ëmmer méi wichteg gëtt an och Wichtegkeet kritt, dat ass de Vëlo. Et ass virgesinn, dass bis 2025 den Undeel vun den Trajete Wunnuert–Aarbecht, déi manner ewéi fënnef Kilometer ausmaachen a mam Vëlo kënnen zréckgeluecht ginn, vu 5 % am Joer 2017 op 10 % ze steigeren ass bis 2025. An eng Steigerung vun 3 % op 15 % an deem selwechten Zäitraum soll bei ganz kuerzen Trajete mam Vëlo tëschent sengem Wunnuert an der Grondschoul erreecht ginn.

Den Usaz, fir d'Infrastrukturen an dësem Beräich, sprécht Vëlosweeër, ze verbesseren an domadder de Vëlo als alldeeglecht Fortbeweegungsmëttel méi attraktiv ze maachen, gouf 2015 mam Gesetz iwwert d'Schafe vun engem nationale Reseau vu Vëlospiste geluecht. Preziséiert a verstäerkt gouf dës Iddi mat engem weidere Gesetz iwwert dëse Reseau Enn d'lescht Joer, dat mer jo hei an der Chamber gestëmmt hunn.

A ganz an deem Sënn sinn och Vëlospiste bezéiungsweis Deeler vu Vëlospisten a verschiddene vun deenen hei virgeluechte Projete jo virgesinn an och ganz wichteg, an notamment d'PC8, d'Verbindung tëschent Belval an Esch, déi realiséiert gëtt, ass och do en Attrait fir d'Mobilité douce respektiv d'Mobilité active.

Parallell zu dësem Projet sinn awer och eng Rei Stroossebauprojeten, notamment op den Industriefrichen zu Wolz an zu Diddeleng, wou déi national Vëlosstreck PC8 (veuillez lire: PC20) jo och ausgebaut gëtt zu Wolz, soudass och zukünfteg de Lycée du Nord mat der Wolzer Gare ka verbonne ginn.

An trotz alle Beméiungen, e Maximum vu Leit op den ëffentlechen Transport ze kréie bezéiungsweis vun der Mobilité douce ze iwwerzeegen, Beméiungen, déi mir, wéi gesot, als LSAP mat zwou Hänn ënnerschreiwen, muss ee bei allem Wëllen, eppes zum Positiven ze änneren, och ganz realistesch bleiwen, zumindest wat kuerz- a mëttelfristeg Changementer ubelaangt.

Mir wëssen et: Eng Mentalitéit ze änneren ass schwéier, brauch seng Zäit a gëtt geziilt iwwer spezifesch Moossnamen erreecht. A jo, d'Lëtzebuerger Mentalitéit a Saachen Transport ass, et muss een et soen, eng Autosmentalitéit. Vun engem Dag op deen anere gi mer also net zu enger Natioun, déi op de Privatauto ganz verzicht. An déi lescht rezent Zuele vum Joer 2017 vun Eurostat, déi weise jo, dass mer mat 670 Autoen op 1.000 Awunner wierklech net fir näischt europäesche Spëtzereider an deem Kontext sinn. An och mat deem konsequenten Ausbau vum ëffentlechen Transport bleift et awer noutwendeg, weider an d'Stroossebauinfrastrukturen ze investéieren, besteeënd Stroossen ëm- oder auszebaue respektiv nei Stroossen ze bauen.

Wat och hei mat fënnef Projeten insgesamt geschitt, woubäi ee vun deene Projeten een ass, dee ganz am Sënn och vum MoDu 2.0 ass, nämlech d'Schafe vun enger Spuer fir de Covoiturage op der Pannespuer op der A6. Mat dëser, an den Ae vun der LSAP, ganz begréissenswäerter Mesure gëtt nämlech e ganz positiven Incentive geschaaft, fir de sougenannten Taux d'occupation, also d'Zuel vun de Passagéier pro Auto, eropzesetzen an esou den Trafic ze entlaaschten.

Ech kommen zum Schluss. Et bleift wichteg, all dës Invester, déi mer hei virleien hunn, ze tätegen, well si ganz kloer zu der Relance no der Kris bäidroen. An deem Sënn sollte mer d'Invester esou héich halen ewéi nëmme méiglech, well op d'Käschte vun dësen Investitioune spuere wier e Spueren op d'Käschte vun de Betriber an eeben och op d'Käschte vun all de Bierger, deenen dës Projeten zeguttkommen.

Ech soen Iech dofir Merci fir Är Opmierksamkeet. An heimadder ginn ech och den Accord an déi vollst Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken e puer méi allgemeng Bemierkungen zu dësem Projet ze maachen, wou mer eis haut befaassen am Fong geholl mat enger Orientéierungsdebatt zu de gréisseren Infrastrukturen.

Mir féieren dës Debatt an enger ganz schwéierer Zäit fir eist Land. Mir kommen an deem Sënn net drëm erëm, och d'Entwécklunge vun der Coronapandemie an eis Iwwerleeunge mat erafléissen ze loossen, speziell no dëser Coronakris, wou et gëllt, eist Land wirtschaftlech gesinn erëm op e Maximum opzebauen. Dat dierft esou munches an der Zäitfënster vun dëse geplangten Infrastrukturen no hanne strecken. A wie weess: Et kënnt vläicht nach esou munches, bis haut Ongeplangtes, derbäi.

No Enn vun dëser Gesondheetspandemie muss een och dat Finanziellt kucken, wou een haut nach näischt kann am Viraus soen, well een net weess, wéi laang dës Pandemie dauert.

Mee dës Gesondheetspandemie bréngt et onweigerlech mat sech, datt mer an där Hisiicht nach munchen Iwwerleeungen an Decisiounen an der Zukunft musse Rechnung droen, sougutt hei am Land wéi och am europäesche Krees vun eise Partner. Menger Meenung no muss Europa, ekonomesch gesinn, sech deels nei opstellen. Regionaliséierung heescht an der Zukunft net méi eleng Lëtzebuerg a seng direkt Regiounen, mee mir mussen dëst och europawäit kucken an zwar an der Solidaritéit mat alle Staaten an der EU.

Grad aus dësen Iwwerleeungen eraus ass et no der Coronakris wichteg, fir ons mat eisen europäesche Partner zesummenzesetzen an a ville Beräicher sech nei ze concertéieren an och ofzestëmmen, well no dëser Zäit muss een dermat rechnen, datt eis Ekonomie an eis ekonomesch Entwécklungen, sief dat national oder international, no dëser Kris net méi d'selwecht fonctionéiere wäerte wéi bis elo.

Et ass duerfir onbedéngt wichteg, den ekonomeschen Impakt vun där aktueller Kris zu all Moment am A ze behalen an do, wou et néideg ass, ze hëllefen, ze kompenséieren an och ofzefiederen.

Eis Wirtschaft, eis Betriber, all déi, déi Suen an d'Keess eraleeën, bleiwen d'Zuchpäerd vun eiser Liewensqualitéit a vun eisem Wuesstum. Et ass duerfir der Politik hir verdammte Flicht, si ze schützen an alles derfir ze maachen, datt si ënner allen Ëmstänn kënne virufonctionéieren. An deem Sënn ass och eisen haitege Projet ze gesinn.

Erlaabt mer, vun deene 34 Projeten, iwwert déi haut ofgestëmmt gëtt, e puer méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Et sinn zwar nëmme méi allgemeng Bemierkungen, Randbemierkungen, mee an der Gesamtheet soll een och alles kucken an och laangfristeg.

Éischtens emol, mir begréissen de Projet iwwert d'Renaturéierung vun der Péitruss. E Projet, deen et erlaabt, datt d'Péitruss erëm zu hirem natierleche Waasserlaf zréckfënnt. Trotzdeem wëll ech dee Projet mat e puer kritesche Bemierkunge begleeden, esou wéi dat och mäi Kolleeg Roy Reding schonn op kommunalem Niveau gemaach huet.

Et ass fir d'ADR ganz onglécklech, wann een op där enger Säit d'Natur futti mécht, fir op där anerer Säit d'Natur erëm hierzestellen, schwätz se ze renaturéieren.

(Interruption)

Mir hätten et an deem Sënn begréisst, wann hei déi vill al prächteg Beem, déi och zum ekologeschen lerwe vun der Stad Lëtzebuerg geheieren, hätte kënnen erhale bleiwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Op anere Plazen an der Stad Lëtzebuerg an och am Land mussen eenzel Projeten esou verschafft ginn, fir deem Rechnung ze droen.

Et ass allgemeng och wichteg, grad bei groussen Infrastrukturprojeten, datt een déi betraffe Leit och matabënnt an d'Planungsphas, fir datt déi betraffen Awunner och zu all Moment wëssen, wat virun hirer Dier geschitt.

E puer Wuert zum geplangten Ausbau vun der Policeschoul um Verluerekascht. Och hei hätte mir eis méi eng transparent Informatiounspolitik gewënscht. Et muss een onbedéngt mat de Personalvertrieder vun der Police schwätzen, déi jo d'Besoinen am beschte kennen. An et ass eng onglécklech Situatioun, datt d'Personal vun der Police, hei si betraff virun allem d'Stagiairen, ongenügend eegen Infrastrukturen huet, fir kënnen deem fir d'Ausbildung noutwendege Sport nozegoen an ze maachen. Wéi e Wanderzirkus musse si duerch d'Géigend fueren, fir temporär kënnen an anere Sportariichtungen ënnerbruecht ze ginn. D'Beruffspompjeeën hunn eegen Ariichtungen, firwat net och d'Police? Hei soll alles konzentréiert sinn, wat d'Police fir eng gutt Ausbildung vun hirem Personal brauch.

Fir déi néideg Sportstester ze absolvéieren, brauch d'Policeschoul adequat Gebailechkeeten an Ariichtungen. Et sollen also keng hallef Saache gemaach ginn an och virun allem keng hallef Sportshal gebaut ginn, wéi ons dat zougedroe ginn ass. Et ass eis Flicht, der Police all Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir eng beschtméiglech Ausbildung ze garantéiere fir eis jonk Polizistinnen a Polizisten.

Onser Meenung no wär et ubruecht, dës Gebailechkeeten um Verluerekascht prioritär der Policeschoul komplett zur Verfügung ze stellen inklusiv der Sportsinfrastruktur, an de Policemusée, wou et am Gesetzesprojet heescht « pourraient abriter », vläicht op eng aner Plaz ze verleeën. Dëst och am Respekt mat all deene Fräiwëllegen, déi sech fir de Policemusée asetzen an engagéieren. Et wär fair, wann d'Regierung sech géif hei matzäit dëse Leit matdeelen, ob si hei oder op enger anerer Plaz ënnerdaach kéimen.

De Policemusée ass ganz sécher eng Beräicherung fir eist ganzt Land. An et kéint een och virgesinn - firwat net? -, och en Douanesmusée hei mat ze integréieren. Mee da kéint et awer gutt sinn, datt dat op enger anerer Plaz misst sinn, well déi verschidden Offerte géife jo am Fong geholl aneneegräifen, wat esou Muséeën ubelaangt. A wann een déi op enger anerer Plaz hätt, dat wier ganz sécher och interessant fir d'Visiteure vun deene Muséeën.

Drëttens, beim Projet „Wunne mat der Wooltz" sollen dausend nei Logementer entstoen, dat um Site vun den alen Industriefrichen zu Wolz. Als ADR begréisse mir et ausdrécklech, datt een déi demografesch Entwécklung vum Land net just eesäiteg op déi grouss Ballungszentere wéi d'Stad konzentréiert, mee gläichméisseg duerch d'Land opdeelt. Als Vertrieder vum Norde läit et mir besonnesch um Häerz, datt och eise ländleche Raum lieweg an attraktiv bleift. D'Stéchwuert „Dezentraliséierung" spillt hei eng essenziell Roll.

Mat engem laachenden A gesi mer, datt mer mam Projet „Wunne mat der Wooltz" eng Initiativ ergräifen, fir datt d'Bevëlkerung sech am ländleche Raum nidderléisst, fir dësen och nei ze beliewen. Mee mat engem kräischenden A gesi mer allerdéngs, datt et verpasst ginn ass, gréisser Agglomeratiounen am Norden, an dozou geheiert och Wolz, attraktiv a lieweg ze gestalten.

Mir bauen hei Wunnenge fir ronn 2.000 Leit. Mee wou sollen all dës Leit schaffe goen? Dat ass déi grouss Fro, déi sech hei stellt!

Et däerf net derzou kommen, datt mer am ländleche Raum riseg Wunnprojete plangen, déi sech dann zu renge Schlofgemengen entwéckelen. Do, wou d'Leit wunnen, solle si och kënne schaffe goen. An do, wou d'Leit wunnen, solle se och hir Fräizäit gestalten a verbréngen.

Et kann net sinn, datt mer haut op där enger Säit Leit an de ländleche Raum lackele wëllen an op där anerer Säit a genee deem ländleche Raum Servicer an Infrastrukture monter ofbauen. Ech verweisen hei op d'Wëlzer Spidol, den Enregistrement zu Clierf, eenzel Bankfilialen, Postfilialen. Alles mécht lues a lues zou. An ech mengen, et soll een emol endlech eescht maache mam Wuert vun der „Dezentraliséierung".

Wa mer d'Dezentraliséierung richteg upaken, da léise mer vill aner Problemer am Land. Mir berouegen d'Verkéierssituatioun am ganze Land, wa sech de Verkéier net just op e puer Ballungszentere konzentréiert.

Eist Land soll weider attraktiv bleiwen. An duerfir musse mir kontinuéierlech investéieren. Dëst muss mat Kapp a Verstand geschéien, an eenzel Regioune sollen net vernoléissegt ginn. Et muss laangfristeg geschéien an ëmmer mat der Wuesstumsfro verbonnen, a wat dat fir Lëtzebuerg bedeit, soll ëmmer am Hannerkapp behale ginn.

Op der A6 soll eng Bande de covoiturage gebaut ginn, a Verlängerung vun der Covoiturage-Pist aus der Belsch, E411, vun Arel op Sterpenich. Hei misst een awer nach ënnersichen, ob dësen Ausbau Sënn mécht, well onsen Informatiounen no ass deen Deel vun der Belsch zwar fäerdeg, gëtt awer fir dee Sënn wéineg genotzt.

Zum Contournement Hengescht, dee steet zwar net am Projet, mee den Här Minister hat op eng parlamentaresch Fro vum Här Bauler geäntwert, datt am Fréijoer mat engem Avantprojet sommaire ze rechne wär, a well mer jo elo an dësen Debatte sinn, wollt ech de Minister froen, wéi wäit dee Projet elo ass. Mir hu jo och elo weider keng Méiglechkeeten, fir hei an dëser Saach aktiv ze ginn.

An domadder wär ech um Schluss ukomm. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Carlo Back, en häerzleche Merci soe fir säin exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport. An ech géif d'Zoustëmmung bréngen vun der ADR zu dësem Projet.

Ech géif Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerzfaassen. Gesitt Der, ech follegen och dem Här Kaes, wann en eppes seet, also ...

(Hilarité et interruption)

Voilà, eng komesch Allianz. Nee, nee, nee, et ass eng gutt Allianz!

Här President, jo, vläicht e puer Remarken. Zu e puer Projeten hätt ech e puer Froen u sech, déi ech wollt hei emol eng Kéier zur Sprooch bréngen. Étant donné, datt ech och net Member sinn an där Kommissioun an och net an der Sëtzung derbäi war, sinn déi Froe vläicht scho gestallt ginn a vläicht koum och schonn dorobber eng Äntwert.

Op jidde Fall, wat mech awer géif interesséieren, dat ass justement déi nei Structure d'accueil op der Areler Strooss fir Demandeurs de protection internationale, déi natierlech batter néideg ass an déi mir och ënnerstëtzen. Do sinn e puer Froen, well dat kënnt net onbedéngt am Bericht eraus oder, wéi et esou offiziell heescht, am « papier de discussion » eraus. Do gëtt et eng gewësse Beschreiwung vum Site. Allerdéngs wollt ech wëssen, awéifern och virgesinn ass, datt Raimlechkeeten, speziell Raimlechkeete virgesi sinn och fir Fraen, déi eleng sinn, zum Beispill, respektiv och, wat d'Betreiungspersonal ugeet, wat do ass.

Mir wëssen, datt ee bis elo, a gewëssene Strukturen, natierlech och en Deel vum Betreiungspersonal huet, deen och vu privaten Entreprisë koum, wou déi Leit natierlech och eng spezifesch Formatioun, op jidde Fall e spezifesche Certificat hunn, fir sech och ëm verschidde Kategorië vu Persounen ze bekëmmeren, ënner anerem méi vulnerabel Persounen. Ech hu gesot, „déi och esou e Certificat hunn", mee heiansdo ass dee Certificat och net onbedéngt dat wäert, wat derhannert ass, laut mengen Informatiounen. Dofir ass et natierlech och wichteg, datt virgesinn ass, datt e gewëssent spezialiséiert Personal do ass.

Eng aner Fro, déi mer och agefall ass: Haut de Moien hate mer eng Educatiounskommissioun, wou den Här Meisch eis och Ried an Äntwert stoung, an do ass och d'Fro komm, wat den Enseignement ugeet och vu Jugendlecher, déi justement an der Prozedur sinn an an deenen Heemer sinn. An do, wann ech dat richteg verstanen hunn, ass et net ëmmer ganz kloer, ob och zum Beispill de Wi-Fi do ganz gutt funktionéiert an deenen Homen oder den Internetzougang de modernen Normen entsprécht.

Et gëtt heiansdo als Luxus ugesinn. Mee Luxus ass u sech eppes, wat een net onbedéngt brauch, mee wat engem d'Liewe méi flott mécht. Wi-Fi an Internet hautzudaags, zemools fir vulnerabel Persounen, mee fir jiddwereen, ass bäi Wäitem kee Luxus, well wann een deen net huet, dann ass ee beanträchtegt. An dofir ass och d'Fro, ob virgesinn ass, datt dee generell accessibel wäert sinn.

Mir begréissen och, datt um Waldhaff de Militärdepot moderniséiert gëtt. Ech mengen, mir haten d'lescht Joer en trageschen Accident do, wat domadder zesummenhänkt, datt deen Depot an engem vetusten an net méi modernen Zoustand war. Dat soll elo behuewe ginn. Egal wat ee vun der Arméi hält, et si Leit, déi do schaffen, an déi Leit, déi do schaffen, musse beschützt sinn a mussen déi richteg Konditiounen hunn, fir do ze schaffen. An dofir ënnerstëtze mer dat och.

Wat d'Vetustéit ugeet, souwäit ech verstanen hunn, an dat ass e Projet, deen net dran ass; mir ënnerstëtzen déi Projeten, déi hei dra sinn, mee ech benotzen d'Geleeënheet, fir emol och zwou, dräi aner Saache kënnen unzeschwätzen.

Viru Kuerzem war d'Madamm Tanson och an der Justizkommissioun derbäi, de Kolleeg Marc Baum war do, hien ass dofir zoustänneg, a mir sinn do och gewuer ginn, well et koum jo och zu enger Meuterei, et ass net déi éischt, do gëtt et vill Facteuren, firwat et zu Meutereie kënnt. Ech war awer ganz erstaunt ze héieren, datt et zu Schraasseg am Prisong keng Méiglechkeet gëtt fir zum Beispill - a, voilà, d'Madamm Ministesch ass do! - privat Rencontren. Dat ass anscheinend an der Justizkommissioun gesot ginn, mee Dir kënnt dorobber agoen. Vläicht hunn ech dat falsch verstanen. Mee Dir kënnt dorobber agoen. An datt do, mengen ech, och dann, wann dat net esou de Fall wier, datt een dorobber misst agoen an engem weidere Projet, wa mer mussen investéieren.

Schlussendlech wollt ech elo awer och nach eppes soen, dat ass natierlech och kee Projet, deen heidranner ass, mee et misst ee sech awer wierklech Gedanken doriwwer maachen. Virdru war d'Ried eeben och gaangen iwwer Raimlechkeete fir Studenten, och am Stadkär, et ass e bësse mäin Dada, mir missten eng Kéier doriwwer diskutéieren. Ech hat eng Question élargie gestallt, déi wäert warscheinlech elo an deenen nächste Méint net beschwat ginn hei an dësem Plenum, dat ass och net schlëmm. Mir kennen d'Bedéngungen, déi mer elo hei hunn.

Mee op jidde Fall, wat déi ganz Affär ugeet vum Stater historesche Postgebai, wou et hinan hiergeet, wou een nach ëmmer net esou richteg, nach ëmmer net honnertprozenteg richteg weess, a wat fir eng Richtung et soll goen, ech mengen, do gëtt et vill Méiglechkeeten, wéi een dat Gebai kéint benotzen, och fir d'Allgemengheet, ënner anerem och fir Studenten, mee net nëmmen.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech mengen, dat Gebai kéint op jidde Fall vill méi interessant agesat gi wéi als Restaurant oder Hotel, well där hu mer genuch am Stadkär, mengen ech. Op jidde Fall wier et interessant, emol och eng Kéier doriwwer méi ëmfänglech ze diskutéieren. Mee doriwwer wäerte mer och eng Kéier diskutéiere mam zoustännege Minister, dem Wirtschaftsminister.

Voilà! Op jidde Fall wollt ech ofschléissen domadder fir ze soen, datt et awer weiderhi wichteg ass, an ech hat dat virdrun nach scho gesot, ëffentlech Infrastrukturen ze ënnerstëtzen an doranner ze investéieren, grad a Krisenzäiten. Mir wäerten dann eeben och gesinn, wat déi nächst Méint op eis duerkënnt a wat mer duerno nach alles kënnen investéiere respektiv wou mer musse Recettë siche goen.

Ech soen Iech Merci. A ceci étant dit, mir stëmmen dat heiten natierlech mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, an der aktueller Situatioun ass et net einfach virauszegesinn, wat mir als Land wäerten un Infrastrukture brauchen. Et wäert ee missen d'Situatioun allkéiers nei bewäerten, well sech an de kommende Méint villes schnell ännere kann, virun allem wann et ëm d'Finanzéierung geet.

Fir eis Piraten ass et awer wichteg, dass mir net elo op d'Investitiounsbrems drécken, mee am Géigendeel. Dat heescht awer net, dass nach all Projet, deen haut beschwat gëtt, och soll realiséiert ginn. An e puer Méint wäerte vläicht aner Bauprojete méi wichteg sinn. Dofir wäerte mir als Piraten eis haut och net fir déi gesammelt Projeten am Ganzen ausschwätzen, well een d'Situatioun an e puer Wochen nei bewäerte muss.

Als Beispill: d'Kerosinnlager um Findel. Kee ka soen, wéi d'Aviatioun sech wäert erhuelen an ob grad do elo musse 35 Milliounen investéiert ginn. Vum Ëmweltschutz guer net ze schwätzen!

Kloer ass: Gebaut wäert ginn. D'Fro ass eeben, wéi ee Projet ee brauch. Wann de Staat an och d'Gemengen hir Investitioune grouss halen, kënne mir esou eis Ekonomie zäitweis stäipen an dëser schwiereger Zäit. Wa mer an déi richteg Infrastrukturen investéieren, dann investéiere mer gläichzäiteg an d'Zukunft vun eisem Land.

Ënnert de Projeten, déi eis dëst Joer virgestallt ginn, gefalen eis Piraten vereenzelter ganz gutt. Zum Beispill de Projet vum Jugendwunnen, wou 40 Logementer sollen op de Lampertsbierg kommen, fir esou Mënschen, déi keng Ënnerkonft an enger Famill méi hunn, eng Méiglechkeet ze ginn, selwerbestëmmt liewen ze kënnen.

Och, dass zu Rodange de Centre de remisage gebaut soll ginn, wäert eng besser Organisatioun vun eisem Schinneverkéier bedeiten. Dat si Projeten, déi an eisen Aen immens wichteg sinn, an dat kënne mir ënnerstëtzen.

Dass mir weider an eis Schoulen investéieren, ass nëmmen ze begréissen, ouni elo déi eenzel Projete kënnen opzezielen, an eiser begrenzter Riedezäit.

Ech wëll awer beim Projet „Neie Sportslycée" zu Mamer ze bedenke ginn, dass hei an engem Fiichtgebitt tëschent enger Natura-2000-Zon gebaut gëtt. Obwuel de Projet net direkt an d'Natura 2000 gebaut gëtt, ass ze bedenken, dass eng grouss Biodiversitéit an deem Raum virherrscht.

Dofir erënnere mir eise Bauteminister, deen ëmmerhin eng gréng Memberskaart huet, dëse Projet nëmme gutt duerchduecht an am Respekt mat der Natur ëmzesetzen. A mir maachen drop opmierksam: Am grénge Walprogramm stoung ëmmerhin op der zéngter Säit, dass ee sech fir den Erhalt vun der Biodiversitéit asetze wëllt. Ee Punkt, dee mir Piraten genausou ënnerstëtzen an och vertrieden!

Wou mir eis awer eens sinn, dat ass d'Wichtegkeet vum neie Sportslycée an och, dass et gutt ass, wann deen an der Mamer Gemeng wäert entstoen.

Dann hunn ech och nach e klenge Bemoll bei der Policeschoul um Verluerekascht. Kloer brauch eis Police eng nei a besser Schoul! Mee hei muss een och soen, dass ech dann e bëssen enttäuscht sinn, dass erëm esou e grousst Gebai an d'Stad gebaut gëtt. Virun e puer Woche gouf am Kader vum Debat iwwert d'Entwécklung vun de ländleche Géigende vu Ministersäit hei am Parlament nach grouss geschwat, dass een natierlech wëllt Verwaltungen net nëmmen an der Stad usidelen, mee dezentraliséieren.

(Interruption)

Mee an dësem Fall alt erëm e Staatsgebai méi an der Stad. A wär dat da verkéiert gewiescht, dës Struktur an enger Gemeng vum Norden, Osten, Süde vum Land ze bauen?

Wou bei eis awer de Bauchwéi richteg ufänkt, dat ass de Projet vun der Spuer vum Covoiturage op der Autobunn A6. Hei hu mir Piraten konkreet Problemer mam Projet, Problemer, déi och den ACL an aner Experten esou deelen. Jo, d'Belsch hunn et virgemaach an d'Pannespuer an engem Chantier vun zwee Joer an eng Carsharing- an Taxisspuer ëmgebaut. Ier mir hei awer wëlle mat vollem Iwwermutt de Projet weiderfueren, hätte mir gär gehat, dass mir emol gewaart hätten, fir kënnen Etüden aus dem Areler Land ze kréien, déi weisen, wéi een Impakt dës Carsharing-Spuer op den Trafic huet.

Mir ginn ze bedenken: Eng Pannespuer ass net aus Blödsinn gebaut ginn. Stellt Iech emol eng Rettungsgas vir ouni Pannespuer! Wou sollen déi Autoen hifueren, fir Plaz ze maachen? Do kënnt kee Pompjeescamion, och keen Ofschleefwon vum ACL duerch. Wou haut d'Sécherheet an e schnellen Zougang méiglech sinn, wäert mat deem Projet an Zukunft déi Sécherheet verschwannen.

Dann: Wat geschitt bei engem Accident? Oft gëtt et Fäll, wou een net nach déi puer Meter oder Kilometer bis déi nächst Noutbucht fuere kann, an dann ass ee frou, wann een nach op der aktueller Pannespuer zum Stoe kënnt a soumat en Accident verhënnere kann.

Eisen Autobunnsreseau huet am Verglach zum Ausland vill méi Op- an Offaarten. Doduerch ass dee Projet schwiereg ëmzesetzen, ouni d'Sécherheet op d'Spill ze setzen. Mir froen dofir, dass och weiderhin op all Autobunn eng Noutspuer bleift an een net d'Sécherheet vun den Automobilisten op d'Spill setzt.

De Covoiturage kann allgemeng mat méi digitale Léisunge méi attraktiv gemaach ginn. Firme wéi Uber, BlaBlaCar oder Lyft hunn dat scho laang virgemaach a weltwäit benotze Millioune Leit déi digital Léisungen, déi zu Lëtzebuerg nach net méiglech sinn, well d'Politik déi Servicer net wënscht.

Här President, wat eis awer och wichteg ass: Et dierf keen enteegent ginn, well de Staat entscheet, op sengem Terrain wëlle säi Projet ze realiséieren, well wann ee bis ufänkt, systematesch Enteegnungen duerchzeféieren, mécht een eng Dier op, déi een ni méi zoukritt. Et wäert een dann ëmmer Argumenter fannen, fir Leit, déi hiert Liewe laang fir hire Besëtz geschafft hunn, deen duerno iwwert de Staat ewechzehuelen. Dat ass ee Wee, deen ee Staat wéi Lëtzebuerg, an eisen Aen, net dierf goen. Scho guer net mat enger liberaler Partei un der Spëtzt vun der Regierung!

Enteegnunge sinn e Verstouss géint de Prinzip vun der Fräiheet vun eise Bierger am Land.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- D'Recht op Eegentum gëtt domat op laang Siicht ausgehielegt.

Mir bleift ofschléissend ze soen, dass mir Piraten eis, wéi d'lescht Joer schonn, beim Vott vun der Motioun zu de ronn 30 Projeten enthalen. Et sinn e puer ganz flott Projeten derbäi. Mee mir wëllen net doduerch, dass mir dat hei am Block stëmmen, dofir pauschal Jo soen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Mobilitéitsminister a Minister zoustänneg fir d'Infrastrukturen, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci den Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung zu deenen Etüden, déi hei solle gemaach ginn. An dat bréngt mech dann direkt zum éischte Punkt, op d'Fro hi vum Här Kaes, deen hei gefrot huet, ob et net méiglech ass, fir am Kader vun där Debatt hei an der Virstellung vun de Projete scho méi éischt finanziell Aperçuen ze kréien. Wouzou ech em wëll soen, datt dat jo natierlech net méiglech ass, well mir sinn hei eréischt am Stadium vum Accord de principe vun der Chamber, fir datt mer iwwerhaapt dierfen am Detail studéieren. Or, hei gëtt et just Iddien, grob Iddien um Blat. An natierlech, vu datt mer elo eréischt dierfen am Detail studéieren, kënne mer dann och eréischt no an no erausfannen, wéi d'finanziell Envergure ass.

Ech halen näischt dovunner, fir einfach esou Schätzungschifferen ze avancéieren, well soss ginn ech herno en fonction vun deenen och jugéiert. Wann ech Iech elo géif hei soen: „Deen do Projet kascht warscheinlech schätzungsweis, grob, x Milliounen", da géif herno gesot ginn: „Ma deemools huet de Minister gesot, et géif esou vill kaschten, an et ass awer elo esou vill méi, oder esou vill manner", mee meeschtens ass et éischter méi wéi manner, well mer d'Detailer dann eréischt kréien. An duerfir mengen ech, ass dat keng gutt Approche.

An iwwregens ass deemools déi Prozedur hei gewielt ginn aus zwee Grënn. Dat Éischt, dat war natierlech, datt d'Chamber e Matsproocherecht kritt, schonn am Virfeld vun de Studien, wat d'Regierung ufänkt ze studéiere vu Projeten iwwer 10 Milliounen. An zweetens war dat awer och, fir datt natierlech eeben duerch de Fait, datt fir d'éischt Detailstudie gemaach kënne ginn, déi dann zu engem APD féieren, datt mer dann der Chamber eppes kënne presentéieren, entweeder iwwert d'Budgetsgesetz oder iwwer e separat Gesetz, wann et iwwer 40 Millioune geet, wat dann och méi seriö ass, a mer dann net ëmmer erëm déi Diskussioune kréien, wéi mer se fréier emol haten, wou dann ëmmer erëm huet missen iwwer Depassementer diskutéiert ginn.

Duerfir, ech géif Iech et gär ginn, mee leider, vu datt dat eis nëmmen op deem Stadium net seriö méiglech ass, mengen ech, solle mer dat léiwer si loossen. Ech kann awer verstoen, datt een natierlech de Wonsch huet, fir eng Aschätzung ze kréien.

Dann zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn. Fir d'éischt emol déi Fro, déi gestallt ginn ass, ob fir de Covoiturage op de Pannespueren an iwwerhaapt de Covoiturage d'Zesummenaarbecht leeft mat Frankräich a mat Däitschland. Mat Frankräich hu mer Gespréicher, fir op der A3, wou mir jo eng Spuer spezifesch fir de Covoiturage ausbauen, fir datt si dat op hirem Deel och solle maachen. Als Explikatioun: Op der franséischer Säit si mer nach wäit ewech vun iwwerhaapt enger Decisioun, fir eppes ze maachen. An duerfir wäert dat net esou einfach ginn. Mee prinzipiell ass a Frankräich awer éischter eng positiv Astellung zu deem Projet.

Mat Däitschland gëtt et nach net villes. Do muss een och soen, datt bei der Tréierer Autobunn mer nach vill Diskussiounen hunn, well déi jo bis hanner Tréier nach guer net fäerdeggestallt ass. Dat heescht, fir déi gëtt et souwisou net esou einfach, fir iwwerhaapt iwwert den Ausbau ze diskutéieren, an duerfir sinn déi Gespréicher do nach net ganz wäit fortgeschratt. Wat awer wichteg ass ze soen, dat ass, datt mir e besonneschen Drock hunn op den Autobunnen A6 an A3, an duerfir ass et natierlech gutt, datt mer do relativ séier virukomme mat de Gespréicher.

An natierlech maache mer och näischt hei, wat op d'Käschte vun der Sécherheet geet op der A6, well et ass jo eebe grad dowéinst, datt mer net einfach genau dat nämmlecht maachen, wéi d'Belsch maachen, well mer eng aner Situatioun hunn an aner baulech Mesurë musse virhuelen, fir datt d'Sécherheet och an Zukunft garantéiert ass.

An ech wëll just dem Här Goergen soen, wann et esou einfach wär, wéi hien dat hei beschriwwen huet, datt een nëmme bräicht en digitale Knäppchen ze drécken an Uber a Blablabla, wéi se alleguer heeschen, aféieren an domadder wär d'Situatioun verbessert, da soen ech Iech: Gitt emol an déi Länner kucken, wou Uber ganz vill fiert! Dat ass virun allem an de Vereenegte Staaten, an ech mengen, Dir sidd all mat mer d'accord, datt do d'Verkéierssituatioun alles aneres wéi blendend ass.

Duerfir kann elo kee mer dovun ziele kommen. Niewent allen aneren Aspekter, déi et bei Uber entre-temps gëtt, sinn déi an Zwëschenzäit vum Europäesche Geriichtshaff verklot ginn, vun x Geriichter inklusiv an den USA wéinst Sozialdumping an anere Saachen, an duerfir hunn ech e ganz gudde Grond, firwat ech esou eppes an deem Mooss net wëll einfach esou zouloossen zu Lëtzebuerg. Ech wëll kee Sozialdumping zu Lëtzebuerg.

D'Digitaliséierung muss gemaach ginn hei zu Lëtzebuerg am Aklang mat soziale Konditiounen, well soss ass et keng Digitaliséierung, vun där jiddweree profitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat ass op alle Fall der Regierung hir Meenung. An dat wäert och hir Meenung bleiwen.

Da wollt ech och nach e puer Wuert soen zu der Policeschoul, well déi och vill ugeschwat ginn ass. Et ass esou, datt d'Policeschoul natierlech op deem Site do haut ass an ech och eigentlech frou sinn, datt mer eng Léisung fonnt hunn, fir datt se och do ka bleiwen. An ech kann och all déi berouegen, dat gëtt ganz an enker Ofsprooch gemaach mat de Leit vum Terrain, mat de Syndikater, mee och mat deenen, déi d'Policeschoul bedreiwen, also déi d'Instructeuren do sinn.

A mir wäerten och eppes do bauen, wou eng Sportshal derbäikënnt. Et ass net eng hallef Sportshal, mee eng ganz virgesinn. Dat Eenzegt, wou mer vläicht Synergië sichen, dat ass bei Schwämmen, well Schwämme sinn opwändeg ze bauen. A mir hunn awer an deem Eck ronderëm vill Schwämmen. Do wäerte mer dat fannen.

Et ass och esou, datt an der Policeschoul selwer d'Schwammen déi Sportsaart ass, déi elo net am meeschte gebraucht gëtt. Wat vill méi wichteg ass, dat ass, datt se wierklech eng gutt Sportshal hunn, oder Kampfsportaarten zum Beispill, fir déi ze instruéieren. Mee do geet och déi normal Sportshal duer. Alles dat wäert do um Terrain virgesi sinn.

Et ass och esou, am Moment ass de Musée och mat 750 Meterkareeën do geplangt. Ech verheemlechen Iech awer net, et gëtt och nach aner Diskussiounen de Moment, fir Synergien ze siche mat aneren, änleche Muséeën, déi Der och zum Deel ugeschwat hutt, op anere Plazen. An ech wär net rosen doriwwer, wa mer déi 750 Meterkareeën do och zousätzlech nach fir d'Policeschoul kriten. Dat géif eis sécherlech nach méi Raum ginn. D'autant plus, wou mer an deenen nächste Jore vill Poliziste wäerten astellen an doduerjer och d'Schoul natierlech méi belaascht wäert sinn, wéi dat nach haut de Fall ass.

Mee et ass awer alles virgesinn. Mir wëllen hei eng Léisung sichen, déi éischtens zentral läit, do, wou déi meeschten Haaptsiègen och si vun der Police. Ech mengen, et kënnt drop un, datt mer eebe grad mat der Policeschoul net kräiz a queesch dauernd duerch d'Land musse fueren an datt dat zentral läit. An duerfir, mengen ech, ass déi dote Plaz eng ganz gutt. A mir hunn och eigentlech Plaz genuch do, fir datt mer kënnen eppes Uerdentleches do op där Plaz bauen.

Da wollt ech nach e puer Froe beäntwerten. Enfin, loosse mer soen, ech wollt am Fong éischter matdeelen, datt ech se net ka beäntwerten. Dat ass beim David Wagner. Den Här Wagner huet jo e puer Froe gestallt. Dat Éischt

ass d'Postgebai. D'Postgebai, dat ass net am Besëtz vum Staat. Dat ass d'Post selwer. Ech mengen, dat musst Der de Postminister eng Kéier froen. Ech hunn do mat deem Projet elo direkt als Bauteminister näischt ze dinn.

Beim Waldhaff wollt ech drop insistéieren, datt d'Renovatioun vum Waldhaff näischt mam Accident ze dinn huet. Dat war geplangt laang virdrun. Dat war ee vun deenen éischte Projeten. Ech hat zwee Projeten, déi ech ganz fréizäiteg ugaange sinn als neie Minister vun der Defense - ech hunn d'Chance, och natierlech nach Bauteminister ze sinn, dat hëlleft engem an deem heite Fall e bëssen -, datt ech gesot hunn: De Waldhaff an och de Schéissstand, dat musse mer wierklech komplett ëmgestalten, aus villfältege Grënn. Mee, wéi gesot, beim Waldhaff huet dat kee Lien, wierklech net, mam Accident.

An ech muss Iech och éierlech soen: Déi Enquête ass jo nach net ofgeschloss! Ech weess net, ech wëll guer net, an dat steet mer och guer net zou, hei iergende Jugement ofginn, also wat d'Grënn vum Accident waren. Mee op alle Fall, de Projet war laang virdru geplangt. Deen huet näischt domadder ze dinn. Duerfir, dat ass awer kloer.

An dann déi Structure d'accueil. Ech mengen déi, déi jo op der Areler Strooss elo geplangt ass, dat ass haaptsächlech den Ersatz fir d'Logopedie, déi mer jo musse fräi maachen, well do jo ofgerappt gëtt an den neie Lycée pour professions de Santé soll gebaut ginn.

Och do muss ech soen, Dir hutt eng Rei Froe gestallt, déi méi de Fonctionnement betreffen. Do wär ech frou, wann Der den Immigratiounsminister dat frot, wann deen eng Kéier an der Kommissioun ass, well ech wëll net op deenen aneren hiren Terrain goen, wou ech mech net genuch auskennen, an ech loosse léiwer déi Ministeren dat selwer beäntwerten.

Dat nach eng Kéier gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung. An dann hoffe mer effektiv, wéi jiddweree bal hei gesot huet, datt déi Bauteprojeten hei och kënnen derzou bäidroen, datt mer am Kader vun der No-Coronakris mathëllefen, de Bausecteur ze beschäftegen. An dann nach selbstverständlech wollt ech dem Här Back e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen freet nach d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här Bausch, fir Är Reaktioun op déi digital Plattformen. Ech weess elo net, wou Der do op de Sozialdumping kommt, well eng sozial Plattform fonctionéiert jo esou, dass do eng Déngschtleeschtung ugebuede gëtt. Dat ass änlech wéi en App Store oder Amazon Marketplace, zwou Firmen, déi zu Lëtzebuerg akzeptéiert sinn. Elo am Moment och an engem App Store gesitt Der net, wéi do herno d'Konditioune sinn. Bei deene Plattformen, déi mir ugeschwat hunn, ass et esou, dass ee sech herno als Independant umellt, wéi dat bei Coiffeuren oder ganz anere Beruffer och de Fall ass, an deementspriechend herno Uber oder aner Firme sech géifen e ganz klenge Prozentsaz vun där Faart ewechhuelen.

Wéi kommt Dir do op d'Meenung, dass dat Sozialdumping ass, well jiddweree sech jo do ganz normal bei de soziale Keesen an iwwerall zu Lëtzebuerg géif umellen a seng Déngschtleeschtung umellen, änlech wéi an engem App Store oder enger Amazon Marketplace?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wann Der Iech sëtzt, da ginn ech Iech och ganz gär eng Äntwert op Är Fro. Ech sinn erstaunt doriwwer, datt Dir dat do hei sot an d'Urteeler net liest, déi et vum Europäesche Geriichtshaff gëtt oder vun englesche Geriichter, amerikanesche Geriichter. An ech sinn och erstaunt, datt Der nach ni eppes vu Scheinselbststännegkeet héieren hutt. Dat schéngt Iech e Friemwuert ze sinn! Mee dat gëtt et, Här Goergen, kann ech Iech soen! An Uber bedreift dat, bewisenermoossen, massiv!

An den Europäesche Geriichtshaff huet e kloert Urteel geholl a gesot, datt déi Leit kloer e kontraktuellt Verhältnis hu mat Uber, well zum Beispill Uber hinnen 30 % ofknäppt vun hirem Revenu, wa se dann op där Plattform sinn. An duerfir wëll ech Iech soen, datt et do kloer geriichtlech Urteeler gëtt. An duerfir ass et och relativ kloer, datt vun dem Europäesche Geriichtshaff verlaangt ginn ass, datt, vu datt se e kontraktuellt Verhältnis hunn, zum Beispill d'Sécurité sociale misst bezuelt ginn, d'Steiere misste bezuelt ginn, wéi dat normal ass, wann een e kontraktuellt Verhältnis huet.

Et ass net esou, datt Uber just eng Plattform ass an do iergendwellech liberal engagéiert Chauffere géife fir Uber fueren. Wann dat esou wär, da géif et déi Geriichtsurteeler net ginn. Mee wann Dir déi Geriichtsuerteeler natierlech a Fro stellt, dat läit an Ären Hänn. Ech huelen déi ganz seriö. An duerfir hätt ech och gär, datt mer zu Lëtzebuerg, wa mer esou Saachen aféieren an esou Plattformen, do sinn ech absolutt derfir, dann hätt ech gär, datt dat a sozial geuerdnete Verhältnisser agefouert gëtt.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wann ee sech un d'Gesetzer hält!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mobilitéits- an Infrastrukturminister François Bausch.

D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vott iwwert déi Motioun, déi deposéiert ass ginn. Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass.

Vote sur la motion 1

Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion n° 1 de M. Carlo Back est adoptée à main levée par les députés présents dans les trois salles. M. le Président vérifie le vote à main levée des députés présents dans les salles 1-2 et 4-5 sur l'image vidéo retransmise en direct des deux salles.)

Dës Motioun ass dann domadder mat 51 Jo-Stëmme bei kenger Enthalung, ...

(Interruption)

... - bei zwou Enthalungen - ...

(Interruptions diverses et concertation interne)

... mat 49 Jo-Stëmmen an 2 Enthalungen ugeholl.

6. 7536 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 7536 iwwert d'Organisatioun vum Service vun den Dierwiechter. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Arendt, den Här Biancalana, den Här Kartheiser, den Här Wagner an den Här Goergen.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Margue als Rapporteur vun dësem Projet de loi. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, als Schluss vun eisem Ordre du jour presentéieren ech Iech elo de kuerze Projet de loi 7536. Ëm wat geet et? Eng Modifikatioun vum Artikel 24 vum Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vum Service des huissiers de justice, d'Gesetz iwwert den Dierwiechteren hir Organisatioun zu Lëtzebuerg.

Et geet hei drëms, en Huissier de justice, deen temporairement verhënnert ass, méi einfach kënnen ze ersetzen. Dat heescht, am Fall vu Krankheet oder Congé vum Dierwiechter muss hie kënnen ersat ginn, schnell an onkomplizéiert, fir dass d'Ausféierung vu ville Justizdecisiounen net onméiglech oder op d'mannst ze vill schwiereg gëtt.

De Projet gouf dësen 20. Mäerz vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an eng éischte Kéier moies de 27. Mäerz an der Chamberskommissioun presentéiert an diskutéiert.

Den Avis vum Staatsrot gouf dee selwechten Dag am Nomëtteg publizéiert. Dir gesitt, mir schaffen hei ewell moies a mëttes, successiv, ...

(Brouhaha)

... wat d'Depoten ugeet an d'Avisen ugeet.

Et ass eng Ännerung, déi zwar elo duerch d'Krisesituatioun besonnesch urgent ginn ass, well och hei natierlech d'Personal ka krank ginn, a Quarantän muss bleiwen oder zum Beispill, wéi esou vill Leit de Moment, doheem muss bleiwen, fir no de Kanner oder behënnerte Leit ze kucken.

Mee et ass awer och eng Ännerung, déi iwwert de momentanen Urgencezoustand eraus duerchaus sënnvoll ass, esou wéi de Conseil d'État dat och a sengem Avis festgehalen huet. Duerfir maache mer dës Ännerung elo iwwer e Gesetz an net just iwwer e Règlement grandducal, fir dass se no der Kris och nach weider Bestand huet.

Wat ännert? Wann e Huisser de justice temporairement indisponibel ass, ass et an Zukunft méiglech, dass de President vun der Chambre des huissers de justice kann en Ersatz aus engem aneren Arrondissement designéieren, wann am betreffenden Arrondissement keen Ersatz disponibel ass. Bis elo war een do op den eegenen Arrondissementebezierk also limitéiert. Dëst ass besonnesch fir den Dikrecher Arrondissement wichteg, well mer do just dräi Huissieren hunn.

A sengem Avis dunn huet de Staatsrot bemierkt, dass et sënnvoll wär, dass d'Zoustännegkeet vun de Huissiers de justice an Zukunft net méi soll op déi territorial Andeelung vum Dikrecher a Lëtzebuerger Arrondissement opgedeelt ginn, mee dass et just nach géif eng Zoustännegkeet gi fir dat ganzt Land. Dëse Passus huet dunn d'Kommissioun och extra an de schréftleche Rapport den 1. Abrëll nach opgeholl.

Fir de Moment bleift et awer bei dëser Iwwerleeung. Dat war och Konsens an der Kommissioun gëschter Moien. Derbäi kënnt, dass et och am Koalitiounsprogramm net virgesinn ass, do eng Ännerung ze maachen.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war zu dësem Projet de loi, um Ministère, an der Chamber, an der Fraktioun, a merci dem Staatsrot fir seng Analys a seng Propositiounen, an natierlech och de Kolleegen aus der Kommissioun fir eis interessant Diskussiounen.

An do wëll ech just nach drop hiweisen, wat gëschter Moien als Element an der Kommissiounssitzung opkomm ass. Dat ass d'Fro, wa mer dann d'Bezierker géifen opléise bei den Dierwiechteren an d'Land als e Ganzt géife behandelen, ee Bezierk, ob dat dann net och eng Ännerung géif mat sech zéie bei der Organisatioun vun den Affekoten, ob mer dann nach zwee Barreauen hätten oder just ee Barreau.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass dat Är Meenung?

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Dat war eng Iwwerleeung, déi gemaach ginn ass. D'Fro bleift op. Dofir soen ech Iech Merci.

(Interruptions et hilarité)

Voilà! Da froen ech Iech ëm d'Zoustëmmung fir dëse Rapport. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Gesetz iwwert d'Huissiere gesäit haut zwou Méiglechkeete vir, fir een ze ersetzen, engersäits am Artikel 12 eng Prozedur iwwert de President vum Tribunal d'arrondissement, an dann ass déi zweet Méiglechkeet den Artikel 24, deen elo hei geännert gëtt.

Mir hunn an der Kommissioun doriwwer geschwat, ob een opgrond vum Artikel 12 misst den Artikel 24 änneren, a sinn zur Schlussfollgerung komm, datt dat appropriéiert wier.

Den Artikel 24 huet ee klenge Bemoll. Dat ass awer net de Feeler hei vum Haus oder vun der Justizministesch, mee dat ass eng Saach vun Organisatioun bei den Huissieren, well do steet eeben, datt de President an Zukunft de Remplaçant designéiert. Wat ass, wann de President net à même ass, nach sech ze expriméieren - well bei den Huissiere gëtt et keng Vizepresidenten? Mee dat mussen dann d'Huissieren an hirer Organisation interne och le cas échéant upassen.

Déi Fro ass pertinent vum Staatsrot gestallt ginn. An ech hat och gebieden, dass dee Passus an de Rapport géif mat agefüügt ginn, wat och gemaach ginn ass. D'Coronakris, gëtt jo ëmmer gesot, ass d'Méiglechkeet, fir eng Kéier iwwer säi Schiet ze sprangen.

Ech erënneren drun, datt am Notariat an den 80er-Joren d'Territorialbegrenzunge levéiert gi sinn. Haut kann en Nottär vun Esch zu Wolz en Akt maachen an ee vu Wolz een zu Esch maachen. Ech mengen, bei den Huissiere wier dat och eng Iwwerleeung wäert. Dat hätt vläicht Repercussiounen op de Barreau. Mir wëssen alleguer, datt de Barreau do un deenen zwee Barreaue wëllt festhalen. Mee, wéi gesot, d'Coronakris ass vläicht d'Chance, fir och eng Kéier Iwwerleeungen doriwwer ze maachen, iwwer Pro a Contra.

Merci. An d'CSV gëtt den Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech ginn am Fong e bëssen an déi selwecht Richtung wéi de Léon Gloden, fir ze soen: Dat heiten ass vläicht d'Geleeënheet, fir awer een Territoire fir d'Huissieren anzeféieren. An da weess ech, dass ech, virun enger 14 Joer, nee virun enger Partie Joren, dach 14 sinn et der, emol dat och schonn eng Kéier lancéiert hat, fir een eenzege Barreau ze kréien. Dat ass op Widderstand gestouss. Mee d'Zäiten änneren. Vläicht kréie mer dat och nach eng Kéier hin.

Ech ginn awer och den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

A mir fuere viru mam honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och vun dëser Plaz hei dem Rapporteur, dem Charles Margue, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, déi Modifikatiounen, déi mer hei am Projet de loi virleien hunn, déi wäerten natierlech d'Remplacementer vun den Huissiere méi flexibel an och méi einfach maachen. Et ass also eng utile Modifikatioun hei vum besteeënde Gesetz, wat och dann d'Exekutioun vun de Missioune vun den Huissieren ugeet, nonobstant vun Diskussiounen, déi kënne weidergefouert gi ronderëm d'Fusioun vun den zwee Arrondissementer.

Duerfir ginn ech op dëser Plaz och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana.

An de Relais iwwerhëlt direkt den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och just, fir Merci ze soe fir de Rapport an och eis Disponibilitéit hei ze signaléieren, datt mer och bereet sinn, iwwert déi Fro vun der territorialer Opdeelung ze diskutéieren, op jidde Fall emol wat d'Huissieren ugeet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Charles Margue fir säi Bericht. An ech ginn och d'Averständnis vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Haut diskutéiere mir iwwer eng kleng Ännerung am Gesetz ronderëm d'Dierwiechter, fir hinnen d'Aarbecht ze erliichteren. D'Beruffsgrupp vum Huissier de justice huet per Gesetz d'Aufgab, fir Riichterentscheedungen duerchzesetzen an offiziell Akten ze produzéieren.

D'Leit am Land verbannen d'Aufgab vum Dierwiechter awer och virun allem mat deem vum Geldandreiwer. Et ass déi Aufgab, déi bei de Leit am Land wuel déi bekanntsten ass, wann d'Dierwiechter virun der Dier stinn a schellen, fir Geld sichen ze kommen.

Mir Piraten hannerfroe ganz kritesch, ob elo an enger Krisenzäit nach sollen d'Dierwiechter erausgoe bei d'Bierger, déi aktuell vläicht selwer kee Salaire kréien an och soss finanziell Problemer hu wärend der Kris, guer net ze schwätze vun de sëllechen Independanten, déi elo an der aktueller Kris ëm hir privat Existenz fäerten, well déi aktuell Hëllefen einfach net duerginn oder si guer keng Hëllef kréien.

Wéisou net fir kleng Scholden do elo eng Toleranz gi wärend der aktueller Situatioun, fir dass kee vun de Betraffenen nach méi ënner finanziellen Drock geréit?

Mam Text vum Gesetzesprojet hu mir Piraten kee weidere Problem, fir dem Dierwiechter op deem Punkt entgéintzekommen, wann d'Qualitéit vum Service stëmmt.

An do komme mir op de Punkt, wou et vereenzelt Problemer gëtt!

Et ass esou, dass et virkënnt, dass vereenzelt Dierwiechter a Fäll beim Andreiwe vu Geld

sech eréi de Rambo behuelen. Vill Leit sinn an deene Fäll traumatiséiert vun dësem Behuelen, wann d'Dierwiechter direkt zu e puer Mann an hir Wunneng andréngen an do alles op d'Kopp geheien, fir eppes ze fannen, wat se zu Geld kënne maachen.

Oft geschitt dat och fir kleng Rechnungen. Wann dann an deene Fäll och nach en Dierwiechter engem d'Dier aschléit, dann ass dat fir d'Leit eng dramatesch Situatioun, déi net einfach ze verkraaften ass. D'Psychologe stufen esou Aktiounen änlech wéi en Abroch oder en Iwwerfall an.

(Interruptions et brouhaha)

Plusieurs voix.- Oo! O nee!

Une voix.- Mir liewen an engem Rechtsstaat!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mir liewen an engem Rechtsstaat, dat ass richteg. Duerfir däerf och en Dierwiechter net alles!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Hutt Der konkreet Beispiller fir dat, wat Der hei behaapt, Här Goergen?

(Interruption par Mme Simone Beissel)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Madamm Tanson, op dee Punkt kommen ech och nach. Mir kënnen awer gären ... oder et wier jo nach besser, wann de Ministère géif eng Plattform schafen, wou d'Leit kéinten déi Beschwerden aginn. Well dorop kommen ech nach an der Ried! De Problem ass jo, dass d'Leit am Moment net wëssen, wou se reklaméiere kënnen.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Dat steet am Text!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wéi de President et scho virgestallt huet, betount huet: De Bierger muss weiderhi sengen Institutioune vertraue kënnen. Dorënner fält dann och d'Justiz. Duerfir soe mir Piraten kloer, dass esou en Handele vun esou munchen Dierwiechter keng Toleranzmarge däerf hunn!

Ech hat dee Punkt och an der Kommissioun ugeschwat, an do gouf et dann och gläich dräi verschidde Meenungen, wéi een an esou engem Fall virzegoen huet.

Am Gesetz steet, dass de Procureur d'État d'Plainten un d'Bezierksgeriicht weiderleet. Duerfir wëll ech kuerz, Här President, haut erklären: Si mer ganz éierlech, wéi eng Persounen, déi da selwer net am Justizsystem sinn, kenne sech mam Gesetz an deene Prozeduren aus?

Wéi ech gëscht an der Justizkommissioun gefrot hunn, wou de geschiedegte Bierger sech da beschwéiere kéint, krut ech direkt e puer Weeër gesot, mee keng eenzel Ulafstell, wou dann elo de Bierger sech einfach beschwéiere kann. Déi schlechtsten, déi dobäi opkomm ass, war wuel, dem President vun der Chambre des huissiers de justice ze schreiwen, well déi ass wuel an deem Fall guer net onofhängeg. A wie seet, dass net de President oder Memberen aus dem Comité selwer betraff sinn?

Wann een d'Situatioun heiansdo kuckt, wou Persounen an eng Situatioun vu Misär gehäit si wéinst enger onbezueltener Rechnung fir Poubellen, Stroum, Gas, an dann och beim Andreiwe vun der Schold net grad fein behandelt ginn, da férdert een net d'Vertrauen an d'Institutiounen!

An de meeschte Fäll betrëfft dat Bierger, déi d'juristesch Weeër net kennen an och net wëssen, wéi een en offizielle Bréif opsetzt. Et sinn déi Vulnerabel, déi sech selwer an esou Situatiounen net hëllefe kënnen.

Eigentlech wollte mir haut eng Motioun deposéieren, mee mir respektéieren den État de crise. Duerfir waarde mir mat eiser Motioun, dass nach dës Legislatur eng zentral Ulafstell fir Bierger opgestallt soll ginn, am beschten och digital iwwer guichet.lu, wou d'Bierger kënnen iwwersiichtlech an einfach erkläert kucke goen, wou ee sech zum Beispill beschwéiere kann, wann en Dierwiechter sech dernieftbeholl huet, wéini den Ombudsmann agräift oder wéini et Sënn mécht, sech en Affekot zur Säit ze huelen.

Mir brauchen hei am Land e méi einfachen Accès un d'Justizinstitutioune mat enger zentraler Ulafstell, einfach an ouni ze vill Opwand fir de Bierger.

Als Piraten hoffe mir do op sozial Ënnerstëtzung vun der Majoritéit, fir dass och eis äermst Bierger Vertrauen an d'Institutioune kënne kréien. Kommt, mir ginn eis e Ruck a schützen déi Leit, déi eis Hëllef brauchen, a setze se net nach méi déif an de Misär!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, léif alleguer. Ech wollt u sech net heihinnerkommen, mee déi doten Aussoen, déi kann ech wierklech net esou am Raum stoe loossen. Ech si relativ entsat iwwert dat, wat Dir elo gesot hutt, Här Goergen. Ouni iergendee konkreet Beispill, dat hunn ech Iech schonn an der Justizkommissioun gesot, gëtt hei e ganze Beruffsstand op d'Uklobänk gestallt. An et ass e reglementéierte Beruffsstand, wou ee muss dem Gesetz no prezis Konditiounen erfëllen, fir iwwerhaapt dierfen Dierwiechter ze ginn.

An Dir krut gëschter an der Kommissioun effektiv dräi Weeër gesot, déi fir all Bierger zougänglech sinn, wéi ee ka reklaméieren, wann et en Incident gëtt. Ech kommen nach dorobber zréck. Mee ech fannen et komplett irresponsabel, als Deputéierten heihinnerzekommen an esou eppes ze soen! Ech fannen et wierklech, ech fannen et gravissime!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Den Dierwiechter ass en offizielle Professionnel de la justice. E muss, wéi gesot, eng ganz Rëtsch Konditiounen erfëllen. E gëtt vum Grand-Duc genannt. An dem Dierwiechter seng Haaptmissioun ass net, bei d'Leit Suen asammelen ze goen. Den Dierwiechter ass do, fir dass d'Justiz iwwerhaapt ka fonctionéieren. D'Dierwiechter maache quasi bei all Affär Zoustellungen, sief et vun den Assignatiounen, sief et herno, fir dass en Urteel kann ufänke mat lafen, mat den Délais d'appel, dass deen ufänke ka mat lafen. Et gëtt eng sëllechen Aufgabe vum Huissier, déi sinn och all vum Gesetz virgesinn. Wann den Huissier net do ass, fonctionéiert eise Justizsystem net.

An hei esou Behaaptungen opzestellen, vu Rambo ze schwätzen a vun ech weess net wat nach alles, ech fannen et skandaléis. Ech fannen et wierklech skandaléis! Ech hu scho vill hei héieren, mee dat do, dat schléit wierklech dem Faass de Buedem aus! Also ech ..., bon!

Dann zum Gesetz, well dat kann een nämlech och dann ukucken a kucken, wat ee ka maachen. Et ass eng Prozedur virgesinn, dass ee beim Procureur d'État sech ka mellen, wann ee Problem ass bei der Exekutioun vun enger Aarbecht. Do ass och kloer opgelëscht, de Procureur d'État, deen dann och d'Chambre des huissiers dovunner informéiert, wéi dat och beim Barreau zum Beispill de Fall ass. Dat sinn Institutiounen, vun deene mer hei schwätzen, wou dann informéiert gëtt, wann esou eng Prozedur kënnt. Da gëtt gekuckt: Wat ass reklaméiert a wat sinn d'Infraktiounen oder d'Faiten, déi reprochéiert ginn? An da kënne Sanktioune geschwat ginn. An déi Sanktiounen, déi gi vun enger Reprimande, Amende bis hin zu enger Destitutioun vum Beruff.

Mir sinn an engem Rechtsstaat, mir hu Reegelen, déi applizéiere sech fir jiddwereen. A wann ee vläicht einfach seet, deen do war elo net fein, da schreift een dem Dierwiechterpresident, dat ass och eng Institutioun, déi virgesinn ass am Gesetz, respektiv - wéi den Här Roth lech et och nach gëschter gesot hat - et kann een och iwwert den Ombudsmann fuere bei all Reklamatioun, déi een huet bei Institutiounen.

A fir elo dat doten an deem heite Kontext ze bréngen … Voilà! Ech si wierklech, ech war rarement esou entsat, mee dat doten, dat ass …

Ech fannen dat wierklech e staarkt Stéck!

Ech soen all deenen anere Merci. Den Dierwiechter gëtt heimat d'Liewe méi einfach gemaach. Och si musse wärend dësen Zäiten eeben derfir suergen, dass eise Rechtsstaat ka weider fonctionéieren. Duerfir kënne se sech elo méi einfach een deen aneren ersetzen, well et ass natierlech net auszeschléissen, dass och en Dierwiechter krank gëtt an eebe muss kënnen ersat ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also, Madamm Ministesch, ech verstinn, dass Dir entsat sidd. Ech kann Iech awer aus Temoignagë soen, dass d'Welt net esou rosarout ass an dass verschidde Leit …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, hutt Der eng Fro?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … dorënner gelidden hunn.

(Brouhaha)

A meng Fro ass ganz einfach: Wär d'Ministesch da bereet, eng zentral Ulafstell ze schafen, wou d'Leit dat kënne mellen?

(Interruptions diverses)

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Et gëtt …

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat wär méi einfach.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Här Goergen, et gëtt eng zentral Ulafstell. Si steet am Gesetz! Ech widderhuelen dat elo net nach eng Kéier. Et ass de Procureur, deen déi zentral Ulafstell ass. A mir hunn och nach aner Institutiounen, déi fonctionéieren. Wéi gesot, den Ombudsmann ass fir all Reklamatiounen do an hëlt sech all Saach och ganz seriö un.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Da wäerte mir se iwwert d'Piraten elo stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dat dote war kloer an däitlech. Ech soen der Justizministesch Sam Tanson villmools Merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7536. Den Text steet am Document parlementaire 7536[3].

Mir wäerten als Éischt zur Ofstëmmung komme vun deenen Deputéierten, déi hei am Sall an op der Tribün sinn. Duerno komme mer dann zur Ofstëmmung vun deenen Deputéierten, déi an deenen anere Säll sinn, an dat ee Sall no deem aneren.

Ech wollt drop hiweisen, datt den noutwendege Quorum, fir de Vott kënnen ze maachen, ginn ass. Mir maachen e Vote par appel nominal a mir wäerte mat deem Deputéierten ufänken, deen ech elo zéien. Duerno fuere mer, wat den Opruff fir de Vott ubelaangt, an alphabetescher Reiefolleg virun.

Jiddweree soll wannechgelift de Mikro umaachen, wann en de Vott ofgëtt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7536 et dispense du second vote constitutionnel

Appel nominal (votes personnels des députés présents dans la salle des séances plénières et les tribunes)

Ech ginn elo an de Sall 4-5, fir datt och déi Deputéiert kënnen ofstëmmen.

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 4-5.)

Ech zéie fir d'éischt den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer da fir den Opruff fir de Vott an alphabetescher Reiefolleg virun. Ech bieden Iech, wann Der de Vott ofgitt, de Mikro unzemaachen. Mir fuere weider mam Ofstëmmen.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 4-5)

(M. le Président et M. le Secrétaire général se déplacent vers la salle 1-2.)

Ech zéien elo den Deputéierten, mat deem mer de Vott ufänken. Duerno fuere mer dann, wat den Opruff fir de Vott ubelaangt, an alphabetescher Reiefolleg weider. Mir fänken un.

Appel nominal (votes personnels des députés de la salle 1-2)

(M. le Président et M. le Secrétaire général retournent vers la salle des séances plénières.)

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat ass follgend: Dëst Gesetz ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.11 heures.)

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Sommaire des séances publiques nos 27, 28 et 29

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 404

Communications p. 404-405

Ordre du jour p. 405

7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 p. 405-413

7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration p. 413-415

p. 415-416

7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE p. 415

p. 416-418

7467 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE p. 418-419

7505 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018 p. 419-420

7495 - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement p. 420-422

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 423

Communications p. 423

Ordre du jour p. 423

Discours de M. le Président p. 423

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 423-424

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum p. 424

7532 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique p. 424-433

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation adressée au Gouvernement à ne pas prendre de décisions qui pourraient provoquer des conflits inutiles entre les États membres de l'Union européenne p. 433

Motion de M. Marc Baum au sujet de la présentation à la Chambre des Députés d'un bilan exhaustif de l'ensemble des dérogations émises par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire après la fin de l'état de crise p. 433-434

7535 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse p. 434-435

7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013 p. 435-436

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 437

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement p. 437

7352 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information p. 437-439

7382 - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains p. 439-440

7522 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 440-446

7536 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice p. 446-447

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 14** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1717	Jeff Engelen	Convention entre le Naturpark Our et les Ministères de l'Intérieur et à la Grande Région concernant un partenariat national des cours d'eau
1742	David Wagner	Banque climatique et logement durable
1749	Djuna Bernard, François Benoy	Produits offerts dans la restauration scolaire et universitaire
1765	Mars Di Bartolomeo	Promotion de produits régionaux et saisonniers dans la restauration collective
1785	Sven Clement	Produits proposés dans les cantines
1853	Laurent Mosar	Formation eBac
1887	Sven Clement	Observatoire transfrontalier
1896	Marc Lies	Stade national de Luxembourg
1947	Fernand Kartheiser	Augmentation des accises sur les carburants
1950	Max Hahn, Claude Lamberty	Congé de paternité
2024	Fernand Kartheiser	Politique de communication dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2026	Diane Adehm	Publication des données de localisation des utilisateurs de l'application Google Maps par le géant américain dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2029	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Pénurie de médicaments dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2030	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Utilisation des masques de protection dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2035	Laurent Mosar, Gilles Roth	Tests rapides Covid-19
2036	Roy Reding, Jeff Engelen	Tests d'immunité au coronavirus
2037	Marc Spautz	Production nationale de masques de protection
2043	Martine Hansen	Réglementations et accords quant aux déplacements des universitaires dans le cadre de la participation à leurs examens
2051	Gilles Roth, Laurent Mosar, Léon Gloden	Propos récents de Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre du Travail et de l'Emploi à l'égard des indépendants sur Facebook
2055	Marc Spautz	Fermetures actuelles des frontières au sein de la Grande Région
2060	Marc Spautz	CIPA Rumelange
2064	Fernand Kartheiser	Cours d'appui dans l'enseignement fondamental
2067	Fernand Kartheiser	Mesurage des émissions de polluants des véhicules dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2071	Martine Hansen	Prix du mazout agricole
2072	Sven Clement	Frais supplémentaires liés aux mesures de sécurité sanitaire sur les chantiers
2074	Léon Gloden	Tenue d'un registre par l'Administration des douanes et des accises lors des contrôles effectués aux frontières de notre pays
2078	Françoise Hetto-Gaasch	Mineurs migrants non accompagnés portés disparus
2081	Fernand Kartheiser	Frontières avec l'Allemagne
2082	Jeff Engelen	Masques de protection
2086	Marc Lies	Frais supplémentaires liés aux mesures de sécurité sanitaire sur les chantiers
2088	Martine Hansen, Marc Spautz	Tests du Covid-19
2091	Jeff Engelen	Piste cyclable (PC23)
2094	Fernand Kartheiser	Task forces
2101	Laurent Mosar, Gilles Roth, Martine Hansen	Composition des task forces dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2518 urgente	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2523 urgente	Martine Hansen	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2539 urgente	Francine Closener, Tess Burton	Impact de la classification en tant que « pays à risque » sur le tourisme
2540 urgente	Sven Clement	Congé pour raisons familiales Covid-19
2545 urgente	Marc Spautz	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2546 urgente	Fernand Kartheiser	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2559 urgente	Marc Spautz	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »

Question 1717 (14.01.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **convention entre le Naturpark Our et les Ministères de l'Intérieur et à la Grande Région concernant un partenariat national des cours d'eau :**

Ufank 2012 huet den Naturpark Our mam Inneministère a mam Ministère fir d'Groussregioun eng Konventioun ënnerschriwwe fir d'Schafe vun enger nationaler Fléissgewässerpartnerschaft. Dës Partnerschaft setzt sech an éischter Linn mat de Fléissgewässer auserneen, déi am Anzuchsgebitt vun der Our, der Wolz/Klierf, der Schlënner an der Blees leien. Zil vun dëser Partnerschaft ass d'Verbesserung vun der Waasser- a Liewensraumqualitéit ronderëm dës Fléissgewässer an d'Vereenegung vun allen Acteuren, déi an deene genannten Anzuchsgebidder d'Fléissgewässer direkt oder indirekt beaflossen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un d'Madamm Inneministesch:

1. Wat fir eng Resultater huet deen uewe genannte Projet bis elo bruecht?

2. Wat huet de Projet bis elo kascht?

3. Kann d'Regierung eis eng Oplëschtung vun de Mesurë ginn, déi bis elo am Kader vun deem Projet konkreet ëmgesat goufen?

4. Kann de Projet als ofgeschloss ugesi ginn? Wann nee, wat fir eng Mesurë mussen nach ëmgesat ginn, an a wat fir engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Mesurë gerechent ginn?

Réponse commune (21.02.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Flosspartnerschaft Naturpark Our ass nieft de Flosspartnerschaften Uewersauer, Attert, Syr, Uelzecht a Kor eng vu sechs Flosspartnerschaften zu Lëtzebuerg. D'Flosspartnerschaft Naturpark Our baséiert op dem Artikel 55 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a Bezuch op Waasserpartenariater an op d'Konventioun vum 29. Februar 2012 tëschent dem deemolege Ministère fir den Interieur an d'Groussregioun, dee bis Dezember 2013 fir d'Waassergestioun zoustänneg war, an dem Syndikat fir den Amenagement an d'Gestioun vum Naturpark Our. Dës Konventioun gouf am Dezember 2016 tëschent dem Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Syndikat fir den Amenagement an d'Gestioun vum Naturpark Our verlängert. D'Flosspartnerschaft schafft um Gebitt vun de Gemenge vum Naturpark Our.

D'Flosspartnerschaft, esou wéi et am Artikel 55 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 definéiert ass, ass en Instrument, dat dozou déngt, d'Leit, déi am Waassersecteur schaffen, an d'Effentlechkeet ze informéieren an ze sensibiliséieren, wat d'Waassergestioun ugeet an datt se och finanziell vum Staat kënne gehollef kréien. D'Flosspartnerschaft Naturpark Our engagéiert sech, fir d'Ziler a strategesch Missioune vum Bewirtschaftungsplang auszeféieren.

D'Flosspartnerschaft engagéiert sech, fir Informatiounsaarbecht, Effentlechkeetsaarbecht, Ausbildungsaarbecht an Ofstëmmungsaarbecht auszeféieren. Leit, déi am Waassersecteur schaffen, an d'Ëffentlechkeet sollen informéiert a sensibiliséiert gi fir eng global an integréiert Féierung vum Waasserzyklus a fir en ekologescht Weiderféieren. Des Weidere sëtzt d'Flosspartnerschaft technesch Moossnamen ëm, wéi zum Beispill:

- Matschaffe fir eng ofgestëmmte Bewirtschaftung am Anzuchsgebitt,

- Matschaffen um Erstelle vu Bewirtschaftungspläng am Anzuchsgebitt,

- Matschaffen un der Ëmsetzung vun Hëllefen an der Waasserwirtschaft,

- Matschaffen un der Ausféierung vu Fuerschungsprogrammen an Aktiounspläng fir d'Erhalen oder d'Verbesserung vun der Waasserqualitéit an d'ekologesch Funktionalitéit,

- Matschaffen, fir wëssenschaftlech Daten ze sammelen, an Ofsprooch mat der Waasserverwaltung.

D'Flosspartnerschaft Naturpark Our huet zënter hirer Grënnung am Joer 2012 aktiv matgeholl ef, dës Ziler ze erreechen.

ad 2. Déi follgend Tabell resuméiert déi finanziell Ënnerstëtzung, déi d'Flosspartnerschaft Naturpark Our vum Staat kritt huet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dobäi däerf een net vergiessen, dass d'Gemengen, déi am Naturpark Our derbäi sinn, och zum Budget bäidroen. D'Montanten, déi vun de Gemenge bäigedroe goufen, sinn am follgenden Tableau resuméiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. A. Op kommunalem Niveau

A1. Déi betraffe Leit an d'Ëffentlechkeet ze versammelen an opmierksam ze maachen

- Schafe vum Comité vum Naturpark Our am Joer 2012,

- 12 Versammlunge vum Comité vum Naturpark Our vun 2012 bis 2019,

- Organisatioun vu siwen nationale Konferenzen an Zesummenaarbecht mat anere Flosspartnerschaften am Kader vum Weltwaasserdag,

- Sammelen a Weiderleede vun de regionalen Aussoen iwwert de Projet vum zweete Bewirtschaftungsplang.

A2. Berodung zur Ausschaffung vu Projete betreffend d'Waasserleef

- Weise vun den nationale Bewirtschaftungspläng (2008-2014, 2015-2021) a berodend Versammlunge mat de Gemengeréit, déi am Naturpark vertruede sinn,

- Berodungsversammlunge mat Privatleit zur Ausschaffung vu Projete betreffend d'Waasserleef.

A3. Sensibiliséierungsaarbecht an der Flosspartnerschaft Naturpark Our

- Schafen an Ausdeele vun engem Informatiouns- a Sensibiliséierungsblat vun der Flosspartnerschaft Naturpark Our an all Joer e Prospekt iwwert de Weltwaasserdag

- Verwalte vum Internetsite www.flusspartnerschaften.lu,

- Bäitrag, Förderung an aktiivt Deelhuelen un den Aktivitéite vum nationale Partenariat „ouni Pestiziden“,

- Organisatioun vun 21 Edukatiounsateliere fir d'Ëmwelt am Kader vum Weltwaasserdag, lokalen a regionale Manifestatiounen a vum Aktivitéitsprogramm fir Kanner vum Naturpark Our.

A4. Sensibilisatioun an Ausféiere vu spezifesche Projete laanscht d'Flossleef

- Organisatioun vun zwee geziilte Formatiounsseminairë fir Fortgeschrattener an dräi ëffentlech Informatiounsversammlunge fir d'Ausschaffe vun den nationale Bewirtschaftungspläng.

B. Op nationalem Niveau

B1. Bewirtschaftungspläng, Fuerschungsprogrammer, Aktiounspläng

- Iwwerwaachung vun der Ëmsetzung vum Moossnamekatalog 2011-2013 vum Projet Interreg IV-A Eng Flosspartnerschaft fir de Grenzfloss Our,

- Entwécklung vun engem Aktiounsplang fir d'Opfänkgebitt vun de Gewässer am Naturpark Our (2015),

- Pilotprojet Salix: Zuucht a Planze vun einheimeschen Aarte vu Weide laanscht d'Flossleef am Naturpark Our,

- Entwécklung vun engem Guide fir den Entworf, d'Ariichten an den Ënnerhalt vu kommunale Gréngflächen esou natierlech wéi méiglech an ouni Pestiziden an de Membergemenge vum Naturpark Our,

- Machbarkeetsstudie fir d'Renaturéierung vun der Tandelerbaach nom Moossnameprogramm vum nationale Bewirtschaftungsplang,

- Machbarkeetsstudie fir d'Renaturéierung vun der Stol nom Moossnameprogramm vum nationale Bewirtschaftungsplang.

B2. Sammelen, Veraarbechten an Iwwerdroe vu wëssenschaftlechen Donnéeën

- Kartografiéiere vu stéierende Facteuren an den Opfänkgebidder vun der Wolz/Klierf, Schlënner a Blees,

- Kartografiéiere vu stéierende Facteuren an der Wemperbaach op Basis vum Moossnameprogramm vum nationale Bewirtschaftungplang.

B3. Deelhuelen un der Entwécklung vu Bewirtschaftungsplang vun Opfänkgebidder

- Analys, Auswäertung a Stellungnam zum Projet fir den zweeten nationale Bewirtschaftungsplang vun de Flossleef.

B4. Ënnerstëtzung fir d'Ëmsetze vun Hëllefsprogrammer fir d'Waasserwirtschaft

- Berodend Versammlunge mam Gemengerot vun de Gemengen, déi Member vum Naturpark sinn,

- Berodend Versammlungen a reegelméissegen Austausch mat Vertrieder vun der Waasserverwaltung a vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung.

ad 4. De Projet Flosspartnerschaft Naturpark Our kann op kee Fall als ofgeschloss ugesi ginn.

Esouguer, wann en Deel vun de Moossnamen, déi an der Wasserrahmenrichtlinie (2000/60/CE) an och an der Héichwaasserrisikodirektiv (2007/60/CE) abegraff sinn, elo schonn ausgefouert sinn, mussen déi meescht vun dëse Moossnamen nach ëmgesat ginn. Ausserdeem wäert ab 2021 den drëtten Zyklus vun de Bewirtschaftungspläng ufänke fir d'Period 2021-2027, wou eng grouss Unzuel vu Moossname mussen ëmgesat ginn, fir de gudden ekologeschen Zoustand vun de Waasserleef ze erreechen.

D'Flosspartnerschaft Naturpark Our, ënnert der Obhut vum Naturpark Our, ass eng wäertvoll Hëllef am Prozess beim Ëmsetze vun de verschiddene Moossnamen. D'Flosspartnerschaft ass duerch hiert Terrainswëssen an hir aktiv Presenz bei de lokalen Acteuren eng bedeitend Hëllef fir d'Administratioune beim Ëmsetze vun de Moossnameprogrammer. Dëst duerch hir Ënnerstëtzung bei der Prioriséierung, der Planung an der Ausféierung vun de Moossnamen an, falls et néideg ass, och beim Ënnerhalt.

Question 1742 (20.01.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **banque climatique et le logement durable :**

Le paquet « banque climatique et logement durable », voté à la Chambre des Députés en décembre 2016, est entre-temps en vigueur depuis trois ans. Cette législation prévoit entre autres le dispositif dit « banque climatique » qui vise à faire bénéficier les ménages éligibles d'un prêt à taux zéro ou à taux réduit pour le financement de travaux nécessaires dans le cadre d'un assainissement énergétique de leur logement.

Dans leur réponse à ma question parlementaire n° 4059, Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de l'Environnement indiquaient que dix demandes pour un prêt à taux zéro avaient été introduites entre janvier 2017 et novembre 2018. En ce qui concerne le prêt à taux réduit, 62 demandes avaient été introduites au cours de cette même période.

Considérant que les bâtiments résidentiels et utilitaires représentent aujourd'hui environ 12 % du total des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg, une accélération des rénovations énergétiques de tous les bâtiments s'imposera si l'objectif d'une réduction des émissions des gaz à effet de serre de 50 à 55 % d'ici 2030 doit être atteint.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux zéro ? Combien de ces personnes ont également pu bénéficier d'une prise en charge des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie ? Combien de ces personnes ont en outre bénéficié d'une prime en capital ? Les Ministres peuvent-ils me communiquer la somme totale des montants déboursés par l'État dans ce contexte ?

2) Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit ? Les ministres peuvent-ils me communiquer la somme totale des montants déboursés par l'État dans ce contexte ?

3) Combien de demandes, que ce soit pour un prêt à taux zéro ou à taux réduit, ont été refusées depuis janvier 2017 ? Quelles ont été les raisons pour ces refus ?

4) Quel bilan du dispositif en question Madame et Monsieur les Ministres dressent-ils après trois ans ? Au vu du nombre de demandes introduites et de rénovations réalisées grâce à la « banque climatique », le dispositif a-t-il répondu à vos attentes ? Quelles seraient à vos yeux les adaptations à faire au dispositif afin de le rendre plus efficace en matière de lutte contre le réchauffement climatique et socialement plus juste ?

Réponse commune (25.02.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le prêt climatique à taux zéro

Dans le cadre du prêt climatique à taux zéro, 20 demandes ont été introduites au guichet unique des aides au logement jusqu'à fin janvier 2020, dont douze sont en cours d'instruction à l'heure actuelle.

À ce jour, deux ménages ont pu bénéficier d'une prise en charge des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie.

La somme totale des montants déboursés dans ce contexte par l'État s'élève jusqu'à fin janvier 2020 à 3.000 euros.

ad 2) Le prêt climatique à taux réduit

Dans le cadre du prêt climatique à taux réduit, 133 demandes ont été introduites entre janvier 2017 et fin janvier 2020, dont 102 sont en cours d'instruction à l'heure actuelle.

24 ménages ont pu bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit.

La somme totale des montants déboursés dans ce contexte par l'État s'élève jusque fin décembre 2019 à 40.000 euros.

ad 3) Demandes refusées et raisons du refus

Sept demandes pour un prêt à taux zéro et deux demandes pour un prêt à taux réduit ont été refusées.

Les refus des demandes de prêts climatiques à taux zéro et à taux réduit sont dus en majorité au fait que les demandeurs ne donnent pas de suites aux demandes de documents de la part du guichet unique des aides au logement.

Il est à noter que plusieurs dossiers ont été retirés à la demande des requérants. Ceci concerne une demande pour un prêt à taux zéro et cinq demandes pour un prêt à taux réduit.

En ce qui concerne plus particulièrement les demandes de prêts climatiques à taux zéro, les dossiers sont refusés en outre pour cause de non-respect des critères de surface ou d'ancienneté de l'immeuble.

ad 4) Bilan et Perspectives

Au regard de la durée de préparation et de mise en œuvre des chantiers de rénovation de logements, une période de trois années depuis l'entrée en vigueur du prêt climatique peut paraître trop courte pour tirer des conclusions définitives quant à son efficacité.

Précisons toutefois que le prêt climatique ne constitue pas la seule aide financière offerte aux ménages en matière de rénovation énergétique et de mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement. En effet, le prêt climatique est additionnel à la « PRIMe House », une aide financière à l'investissement laquelle connaît actuellement une forte demande. Ainsi, rien que sous le nouveau règlement de 2017, près de 900 demandes d'accord de principe ont été validées pour des travaux de rénovation énergétique, et quelque 1.800 primes ont été accordées, rénovations énergétiques et installations techniques prises ensemble.

Le Gouvernement est cependant déterminé à renforcer davantage l'appui donné aux ménages pour procéder à des rénovations énergétiques durables. Les différentes mesures dans ce domaine, parmi lesquelles la « PRIMe House » et le prêt climatique, seront ainsi prolongées au-delà de 2020 et seront revues dans le souci d'en assurer une plus grande attractivité moyennant, entre autres, une simplification administrative.

Question 1749 (21.01.2020) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **produits offerts dans la restauration scolaire et universitaire :**

Les restaurants collectifs des écoles et universités préparent des plats pour des milliers de personnes chaque jour. Or, les besoins des étudiants changent constamment, que ce soit à cause du goût ou de convictions personnelles ou à cause d'intolérances alimentaires. Toutefois, les restaurants collectifs sont censés offrir des plats sains et nutritifs pour les étudiants et les enseignants.

Considérant les objectifs ambitieux à propos de l'agriculture biologique dans l'accord de coalition actuel, la restauration collective présente un marché idéal pour les aliments issus de l'agriculture biologique.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est la quantité totale de plats servis dans la restauration scolaire et universitaire chaque mois ?

2) Les plats végétariens et végétaliens représentent quel pourcentage de ce total respectivement ?

3) Les plats végétariens et végétaliens sont-ils offerts dans tous les restaurants scolaires ? L'offre de plats végétariens et végétaliens est-elle identique dans tous les restaurants ou varie-t-elle selon endroit ?

4) Selon la réponse à la question parlementaire n° 1559, actuellement 4 % des produits dans la restauration scolaire et universitaire sont d'origine biologique. Considérant l'objectif ambitieux d'atteindre au moins 20 % des surfaces agraires exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025, quels sont les objectifs envisagés dans la restauration collective et endéans quels délais ? Par quels moyens cette augmentation sera-t-elle réalisée ?

5) Quel est le pourcentage de produits locaux utilisés à travers les restaurants collectifs ? Quelle est la définition d'un produit local ? Considérant les produits locaux, quel est le pourcentage de produits issus de l'agriculture biologique ?

6) Existe-t-il des collaborations avec des agriculteurs luxembourgeois afin de promouvoir l'agriculture luxembourgeoise ? Dans l'affirmative, quelles pistes sont suivies afin de les développer davantage ?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les collaborateurs de Restopolis préparent quotidiennement sur site 15.300 plats faits maison. En moyenne, les cantines de Restopolis servent 270.950 plats par mois parmi lesquels 32.200 sont des plats végétariens. En 2019, le nombre de plats préparés dans tous les restaurants scolaires et universitaires était de 2.682.530.

ad 2) En 2019, Restopolis a servi en moyenne 1.600 plats végétariens par jour dans les restaurants scolaires et universitaires, ce qui correspond à 11 % du total des plats vendus quotidiennement. En somme, le service a vendu 284.650 plats végétariens au cours de l'année 2019. Sont exclus de ces chiffres les plats proposés comme alternative au plat du jour composé de viande ou de poisson, comme par exemple les assiettes du bar à salades, les pâtes ou les pizzas. Selon leur composition, ces derniers peuvent également constituer une alternative végétarienne.

Restopolis est toujours à l'écoute de ses consommateurs et procède en conséquence à des adaptations permanentes de son offre de menus. Plus de 15 ans de statistiques de vente dépersonnalisées et de nombreux sondages en ligne permettent de suivre de près les habitudes et préférences nutritionnelles de ses convives. Restopolis a interrogé ces derniers sur leurs pratiques végétaliennes en vue d'une introduction éventuelle d'un tel plat dans ses cantines. Toujours soucieux de proposer une alimentation saine et équilibrée, Restopolis sollicitera le moment venu l'avis du Ministère de la Santé avant une introduction généralisée de plats végétaliens dans les cantines scolaires.

ad 3) La question des menus spéciaux en restauration collective comme par exemple le végétarien, le végétalien ou le sans gluten fait débat dans de nombreux pays. Ainsi, par exemple en France, en Allemagne ou au Canada, les élèves apportent eux-mêmes des déjeuners de ce type à l'école. En Belgique, les parents ont le choix soit d'inscrire leurs enfants à la cantine pour un repas qui est généralement à choix unique, soit d'opter pour le pique-nique fait maison. La composition du panier-repas végétarien, végétalien ou autre est donc sous la responsabilité des parents et ne regarde en aucun cas les cantines scolaires de ces pays.

En France par exemple, le plat végétarien ne figurait jusqu'à présent pas sur les menus des cantines scolaires. Ce n'est que fin 2019 que la nouvelle loi alimentaire a imposé aux cantines un repas végétarien une fois par semaine.

Depuis 2005, Restopolis s'engage pour une alimentation saine et durable et ne manque pas de rappeler son axe prioritaire : la qualité et la diversité des produits servis aux élèves et adultes, notamment par l'intermédiaire des circuits courts.

Dans tous ses restaurants scolaires et universitaires, ainsi que dans les structures d'accueil « Daycare », le service propose à ses consommateurs au moins quatre menus différents par jour : plat du jour avec viande ou poisson, plat végétarien, pâtes, plat « snack », ainsi qu'une grillade de viande ou de poisson. En complément du plat végétarien, le consommateur peut se composer lui-même une grande assiette au bar à salades ou choisir le « Plat Végétarien AntiGaspi ». Il s'agit du plat végétarien de la veille, toujours frais et de qualité, et qui de plus soutient Restopolis dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Certains restaurants proposent, en plus du plat du jour végétarien, un second plat, et/ou un wok ou une pizza, végétariens également.

Au moins un plat végétarien est donc proposé chaque jour en option et non pas en remplacement d'un plat non végétarien. Comme évoqué plus haut, la demande en menus marqués comme végétariens atteint 11 % des plats vendus par jour. Pourtant, ce pourcentage ne prend pas en compte les nombreux plats de pâtes et assiettes de salades composées par les convives en self-service au bar à salades.

Considérant les pratiques et tendances en restauration collective dans les écoles en Europe, la politique de restauration de Restopolis est un modèle précurseur de restauration collective pour les cantines scolaires et universitaires.

Tous les plats, végétariens et non végétariens, sont élaborés de manière centralisée par les gestionnaires de menus de Restopolis. Ces derniers disposent de l'expérience, des compétences et du savoir-faire nécessaires pour assumer cette tâche, qui ne peut être déléguée aux chefs de cuisine des différents sites. Le service opère avec trois grilles hebdomadaires de menus qui s'appliquent à trois régions du pays. L'offre végétarienne est identique pour chaque région.

Dans les cuisines des cantines de Restopolis, l'offre hebdomadaire des plats végétariens est confectionnée sur place de sorte que les ingrédients principaux des plats végétariens (p. ex. tofu, quorn, lentilles, etc.) ne soient utilisés qu'une seule fois par semaine afin d'éviter la monotonie alimentaire. Pour tous ses menus végétariens, Restopolis fait appel à une diététicienne et veille entre autres à ce que les ingrédients soient issus de l'agriculture biologique.

Aujourd'hui plus que jamais, la cantine scolaire est un lieu d'éducation. En effet, cette dernière est un lieu privilégié en ce qui concerne la découverte de goûts, de saveurs, d'aliments, et de plats. Cette ouverture culinaire enrichit le répertoire alimentaire de l'enfant, nourrit son éducation et participe à son développement physique.

C'est pourquoi, dans le cadre de son programme d'action « Meat, eat & learn », Restopolis préconise plus que jamais son nouveau concept « COSI » (Come, Sit & Eat), qui consiste à s'investir pour que chaque enfant

puisse bénéficier d'une place assise à la cantine. Sachant qu'au Luxembourg, contrairement à la pratique dans de nombreux pays voisins, la cantine scolaire est un service public facultatif qui n'est imposé à personne, ceci représente un vrai défi auquel Restopolis doit faire face tous les jours. Ce défi ne peut être relevé qu'avec une grande diversité de plats de bonne qualité, cuisinés sur place avec des produits frais, de préférence saisonniers, bio et locaux.

De plus en plus, le repas à la cantine redevient un moment de partage et d'échange, qui fait de la cantine scolaire un lieu primordial de socialisation : les enfants de tous horizons et de toutes cultures y apprennent à se connaître et à se respecter en partageant un repas.

Dernièrement, la présence de marchands ambulants aux alentours immédiats de certains lycées du pays constitue à bien des égards un défi supplémentaire. Il s'avère en effet que ces commerçants ambulants, dont certaines personnes privées ne disposant pas d'autorisation d'établissement (dite « autorisation de commerce »), proposent des produits et aliments dont la qualité et le respect des normes hygiéniques ne peuvent être garantis. Il se trouve que des élèves sont tentés de sortir de l'enceinte de l'école afin de se procurer ce type d'aliments s'exposant ainsi à une insécurité non négligeable, que ce soit au niveau de la qualité des produits qu'ils consomment (fast-food gras, boissons énergisantes riches en sucre, et ce souvent à des prix exorbitants) ou au niveau de la circulation routière, sans parler de l'impact environnemental et sanitaire causé par les emballages alimentaires qui se retrouvent aux alentours immédiats des lycées. Une sensibilisation sur les bienfaits d'une alimentation équilibrée et saine allant de pair avec une offre attractive dans les cantines scolaires et universitaires contribuera à relever ce défi.

ad 4) Actuellement, Restopolis s'impose des taux minima de 5 % de produits biologiques et de 30 % de produits locaux. Ces taux ont été augmentés progressivement au cours des dernières années et sont susceptibles de continuer à croître dans les années à venir. Plusieurs pays de l'UE projettent également d'accroître dans les années à venir le taux de produits biologiques et locaux utilisés dans les cantines scolaires. D'ici 2025, dans les établissements de restauration collective, en commençant par la restauration collective subventionnée par l'État, 50 % des produits proviendront de l'agriculture luxembourgeoise dont 2/5 de produits issus de l'agriculture biologique et 3/5 de produits issus de l'agriculture locale avec priorité accordée aux produits provenant de l'agriculture en conversion. Un bilan sera dressé dans deux ans.

Considérant qu'au Luxembourg la production agricole, et surtout la culture fruitière et maraîchère, n'est que faiblement développée, et que bon nombre d'aliments clés nécessaires à la confection de repas font défaut sur le plan national, une orientation dans la restauration collective à 100 % de produits locaux, ou même bio-locaux, serait illusoire.

Pourtant, Restopolis s'engage à tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs tels qu'annoncés dans l'accord de coalition du Gouvernement actuel. Ce dernier ne préconise pas de quota précis en matière de produits locaux ou bio à mettre en vente dans les restaurants scolaires, mais vise plutôt une augmentation à 20 % des surfaces agricoles destinées à la production biologique locale, de sorte à garantir la disponibilité des produits bio-locaux en quantités suffisantes, comme objectif à atteindre jusqu'en 2025. Par ailleurs, il est stipulé qu'une telle augmentation se fasse de manière linéaire et progressive. Dans ce contexte, Restopolis lancera bientôt sa campagne « More local, organic & fair », qui soulignera l'engagement du service à rendre notre société plus durable.

ad 5) 30 % de tous les produits transformés dans les restaurants et cafétérias de Restopolis sont d'origine luxembourgeoise. Presque 100 % des produits laitiers et des produits de boulangerie vendus et transformés proviennent de l'agriculture locale.

Depuis des années, Restopolis s'engage à cuisiner ses plats avec des ingrédients en provenance du Luxembourg ou de la Grande Région, ceci afin de réduire autant que possible le trajet de transport, et de soutenir les producteurs locaux et régionaux. Ainsi, les consommateurs retrouvent dans les restaurants Restopolis un large choix de produits luxembourgeois comme par exemple la moutarde, le thé, le miel, le vinaigre, la viande bovine, le jambon cru et cuit, les œufs, l'huile et les pommes de terre. Par ailleurs, Restopolis propose un vaste choix de boissons rafraîchissantes de producteurs luxembourgeois.

De nombreux produits qui ne proviennent pas de nos latitudes comme par exemple le chocolat, le riz, le quinoa, les bananes, le café, et cetera sont des produits étiquetés « Fairtrade ».

Restopolis soutient la promotion de l'eau potable de qualité luxembourgeoise avec l'introduction d'une gourde en inox « myCan » pour boissons chaudes et froides. Avec cette action, Restopolis souhaite encourager jeunes et adultes à renoncer aux boissons vendues dans des bouteilles en plastique PET et à remplir leurs gourdes auprès des robinets en libre accès des « refill stations ».

ad 6) Aujourd'hui, il n'existe pas de collaboration directe avec des agriculteurs luxembourgeois. Pourtant, Restopolis favorise depuis des années l'achat de produits bio et locaux auprès des centrales d'achat de ses fournisseurs grossistes qui sont tous localisés au Luxembourg. Ces derniers sont sélectionnés selon la législation luxembourgeoise sur les marchés publics.

Cette démarche aide non seulement à réduire substantiellement le nombre de livraisons et, par conséquent, l'empreinte CO_2 de Restopolis, mais présente aussi de nombreux avantages logistiques. En effet, Restopolis encourage les producteurs locaux à créer des synergies avec les fournisseurs grossistes sous contrat chez Restopolis. Ces derniers disposent de tous les moyens logistiques pour la diffusion de produits.

Depuis des années, Restopolis organise de nombreuses campagnes thématiques pour mettre en avant les produits locaux, ceci moyennant des menus spéciaux, de stands d'information et des concours en ligne. Ainsi, la brochure « Pense global, choisis local ! » sur les produits locaux est toujours téléchargeable sur le site web de Restopolis (www.restopolis.lu).

Question 1765 (23.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **promotion de produits régionaux et saisonniers dans la restauration collective :**

Lors du débat en 2018 à la Chambre des Députés sur la problématique du gaspillage alimentaire, il avait été convenu de faire des efforts pour promouvoir la consommation de produits régionaux et saisonniers dans les restaurations collectives.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural quelles ont été ces initiatives incitantes pour encourager les établissements (écoles, hôpitaux, centres intégrés pour personnes âgées, cantines) à donner la préférence à des produits locaux et régionaux.

- Quels ont été, le cas échéant, les résultats de cette démarche ?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Dans sa séance du 12 septembre 2019, le Conseil de Gouvernement, sur initiative du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, a décidé de s'engager activement dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Cette démarche vise à mettre en œuvre le passage du programme gouvernemental 2018-2023 qui dispose que « les efforts en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire seront poursuivis afin d'atteindre les objectifs du Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNDGR), notamment une réduction du gaspillage alimentaire de 50 % jusqu'en 2030. Les actions et les mesures à entreprendre à cette fin seront coordonnées entre les différents ministères. Afin de faciliter l'accès à l'information, l'ensemble des actions "anti-gaspi" seront regroupées sur une seule plateforme nationale ».

Dans ce contexte, les différentes instances du Gouvernement sont également tenues à s'engager, lors de l'organisation des événements, à inciter les fournisseurs à un achat responsable de matières premières en ayant recours aux circuits courts en choisissant des produits locaux, bio et de saison. Ces considérations devront ainsi faire partie intégrante de tous les événements organisés et financés par ou en partenariat avec les ministères, administrations publiques ou établissements publics.

Il importe également de signaler qu'avec la démarche d'agrément des labels (projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles), instaurée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et dont la procédure législative est en cours de finalisation, il sera possible d'orienter davantage les prestataires de services de restauration collective (publics et privés) dans leurs soumissions publiques vers l'achat de produits locaux et saisonniers, pourvu que ces produits régionaux répondent à certains paramètres de qualité et de durabilité. L'agrément officiel des labels est ainsi censé orienter, à l'avenir, les achats vers un recours renforcé de produits durables, régionaux et augmenter les quotes-parts des produits régionaux de saison, bio, dans la confection des repas distribués dans la restauration collective. Le logo d'agrément et le système d'évaluation des cahiers des charges pourront constituer un outil d'aide à la décision pour ces acteurs. Toutefois, il importe de signaler qu'il y a lieu de respecter, dans les démarches engagées, les objectifs imposés par l'ensemble des textes réglementaires nationaux et européens en vigueur en matière de marchés publics.

Au niveau de la restauration scolaire et universitaire, 30 % des produits travaillés et vendus par Restopolis, le service de restauration scolaire et universitaire du Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse, proviennent de la production locale. L'objectif du Gouvernement est d'utiliser dans les cantines respectivement les établissements conventionnés avec l'État, jusqu'à 2025, 50 % des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise, dont 2/5 de produits biologiques, 3/5 de produits issus de l'agriculture locale avec une préférence des produits issus d'exploitations en conversion.

Les consommateurs trouvent au sein des 80 restaurants et 52 cafétérias scolaires et universitaires, gérés par le service de restauration, un choix important de produits locaux, comme notamment de la moutarde, de la viande bovine, de la viande de porc, du thé, du miel, du vinaigre, des œufs, de l'huile et des boissons rafraîchissantes. Ainsi, ce sont presque 100 % des produits laitiers et des produits de boulangerie, vendus et transformés, qui sont issus de la production luxembourgeoise.

De plus, Restopolis organise régulièrement des campagnes thématiques mettant en valeur les produits locaux dans les restaurants scolaires et universitaires, et au cours desquelles les chefs de cuisine travaillent un maximum de produits authentiques issus de l'agriculture et de la production locales.

Dans le domaine de la prise en charge des personnes avec un handicap, bon nombre d'ateliers protégés cultivent des fruits et légumes destinés à la vente, à la production de confitures ou de plats préparés ; certaines associations produisent du pain, des œufs ou de la viande. Ces produits régionaux et saisonniers sont aussi utilisés dans les cantines des structures, dans les restaurants thérapeutiques ou livrés à des organismes tiers actifs dans le domaine psychosocial (maisons relais, écoles fondamentales, maisons de retraite, centres d'accueil).

Pour ce qui est du secteur du long séjour de personnes âgées, l'établissement public Servior a adhéré dès 2014 à la campagne « Sou schmaacht Lëtzebuerg » et a étendu la gamme de produits luxembourgeois dans son offre de restauration. Les 15 centres d'hébergement et le service de repas sur roues de Servior se sont ainsi engagés à offrir au moins deux fois par semaine un menu à base de produits du terroir luxembourgeois.

Question 1785 (28.01.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **produits proposés dans les cantines :**

An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1559 ass zum Sujet vun de Bioprodukter a Schoulkantinnen ze liesen: „4 % vun de Produkter, déi Restopolis benotzt, si Bioprodukter." Weider heescht et, datt ee wëll zukünfteg op 5 % kommen.

Den Educatiounsminister ënnersträicht a senger Äntwert, datt momentan nach net genuch Bioprodukter um lokale Marché sinn, fir der Nofro vu Restopolis kënnen nozekommen. Dowéinst kéint de Service „haut nach keng 100 % Bioprodukter fir d'Schoulrestauratioun benotzen". Och de Präis spillt laut dem Minister nach ëmmer eng wichteg Roll. D'Bioproduite wieren deemno nach ze deier, fir se kënne fir en zougängleche Präis a Schoulkantinnen unzebidden.

Frankräich huet 2018 e Gesetz („loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable") adoptéiert, fir eng méi gesond Ernierung, e méi nohaltegen an ëmweltfrëndleche Konsum, fir fair Präisser fir de Bauer, méi Déiereschutz an d'Erëmverwäerte vu Plastik an de Kantinnen ze promouvéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, Bildung, Landwirtschaft an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Dir Häre Ministeren, wëssend, datt sech d'Froen ëm dëst Theema multiplizéieren (Fro N° 1559 vum Sven Clement an d'Fro N° 1749 vum Djuna Berrnard), sidd Dir gewëllt, lech fir d'momentaant Zil vu 5 % lokal Bioprodukter a Schoulkantinnen nach méi ambitiéis Objektiven ze setzen? Wa jo, wéi ee Pourcentage kéint ee bis 2025 an 2030 erreechen?

2. Här Minister, Dir hutt an Ärer Äntwert op de Präis vun de lokale Bioprodukter verwisen. Sidd Dir net der Meenung, datt grad d'Schoul déi richteg Plaz wier, fir déi kommend Generatiounen op d'Wichtegkeet vun nohaltegen a qualitative Produiten hinzeweisen an als Staat mam gudde Beispill virzegoen, quitte datt dat méi kascht?

3. Wat wier d'Regierung bereet, sech méi fir lokal Bioprodukter a Schoulkantinne kaschten ze loossen, ouni de Präis vun de Platen eropzesetzen? Kéint Dir hei e Chiffer nennen, deen de Ministère bereet wier „dropzebezuelen", fir am Endeffekt méi Bioproduite kënnen an der Schoulkantin unzebidden?

4. Mat Referenz op d'Fro N° 1559 vun der Madamm Bernard, a wëssend, datt ëmmer méi Leit sech fir eng vegan a vegetaresch Ernierung entscheeden, ass et eventuell méiglech, bei vegetareschem a veganem Iessen op ee méi héije Pourcentage u lokale Bioprodukter ze kommen? Wann net, firwat net? Wa jo, wéi héich kéint dëse Pourcentage, mam Horizont 2025 an 2030, sinn?

5. Dir Häre Ministeren, kéint Dir e realistesche Pourcentage u Bioproduiten a Kantinne fir follgend Liewensmëttel nennen an, falls et keen 100 %-Pourcentage ass, soen, firwat et net méiglech ass, dat jeeweilegt Liewensmëttel reng als Bioproduit unzebidden?

- Mëllechproduiten (Mëllech, Botter, Ram, Kéis, Jugurt etc.)
- Geméis
- Uebst
- Zocker
- Miel
- Eeër
- Fleesch
- Bakwueren
- Nuddelen, Räis etc.

6. Wëssend, datt ee bei Restopolis den 31. Januar, fir Liichtmëssdag, beim Kaf vun engem Menü een Donut geschenkt kritt, ass dësen Donut biologesch?

7. Gëtt am Generelle bei esou Aktiounen opgepasst, datt déi Produkter, déi verschenkt ginn, och aus nohalteger, fairer a biologescher Produktioun kommen?

8. Wat mécht de Ministère fir déi Leit, déi sech vegan ernären a keng Donuts iessen? Gëtt et an deem Fait, dee jo eigentlech als „léiwe Gest" geduecht ass, eng nohalteg Alternativ?

9. Dir Häre Ministeren, ass geplangt, en änlech ambitiéist Gesetz op den Instanzewee ze brénge wéi a Frankräich, wou bis 2022 op d'mannst 50 % vun de Produiten, déi a Schoulkantinnen ugebuede ginn, sollen aus nohalteger a biologescher Produktioun kommen?

10. Wat mécht d'Regierung, fir aktiv de Plastik an de Kantinnen ze reduzéieren?

11. Wéi de Minister a senger Äntwert op d'Question parlementaire n° 1559 ervirhieft, ass et wichteg, datt déi lokal Biobauere sech zesummendinn, fir eng méi grouss Couverture mat hire Produiten ze erreechen an et ze erméiglechen, iwwer Tëschenhändler méi vun hire Liewensmëttel an d'Selektioun vu Restopolis eranzekréien. Här Minister fir Landwirtschaft, wéi gedenkt Dir, esou Initiativen ze förderen, respektiv ze remuneréieren?

12. Firwat kann de Biobauer net „direkt" u Restopolis liwweren, wëssend, datt et an all Regioun Biobauere ginn an eng direkt punktuell Zesummenaarbecht, en fonction vum jeeweilege Restopolis-Restaurant, och op deem Wee méiglech wier?

13. Här Minister, leeft de Bauer net Gefor, duerch den Handel iwwer ze vill Tëschenhändler seng Gewënnmarge ze verléieren an datt et deemno nach méi onattraktiv gëtt, iwwerhaapt Biobauer ze ginn, wëssend, datt de Ministère offensichtlech modest (5 %) Ziler op dësem Gebitt poursuivéiert?

14. Här Minister, ass et fir eng Persoun, déi all Dag ausser de Weekend an d'Kantin iesse geet,

méiglech, sech gesond an equilibréiert ze ernären?

15. Här Minister, ass et fir eng Persoun, déi all Dag ausser de Weekend an d'Kantin iesse geet, méiglech sech reng vegan ze ernären?

16. Här Minister, ass et fir eng Persoun, déi all Dag ausser de Weekend an d'Kantin iesse geet, méiglech, sech „fair" ze ernären?

17. Här Minister, ass virgesinn, ee rengen, separate Bio-Plat an de Kantinnen unzebidden?

18. Här Minister fir Gesondheet, wéi gesäit et um Gebitt vun de Kantinnen a Klinicken aus? Hei stelle sech déi selwecht Froen. Wat ass hei geplangt?

19. Wat passéiert genee mam lessen, wat an de Kantinnen iwwreg bleift? Wéi vill Verloscht ass ze verzeechnen a wéi gedenkt de Minister dës „Bëtz" anzedämmen?

20. Här Minister fir d'Fonction publique, wéi gesäit et um Gebitt vun der Staatskantin aus, hei stelle sech déi selwecht Froen, wat ass hei geplangt?

Réponse commune (12.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Am neien Nationale Bio-Aktiounsplang PAN-Bio-2025 ass effektiv virgesinn, de Pourcentage vu Bioprodukter, déi wa méiglech lokal produzéiert goufen, an de Kantinnen, déi vum Staat geréiert oder cogeréiert ginn, bis 2025 weider eropzesetzen.

Déi aktuell Kontrakte vun der Schoul- an Unirestauratioun imposéieren e Mindesttaux vu 5 % Bioprodukter an 30 % lokale Produkter. Dës Tauxe wäerten an deenen nächste Joren deemno nach klammen.

Déi landwirtschaftlech Produktioun zu Lëtzebuerg, an éischter Linn de Geméis- an Uebstubau, entsprécht net den aktuelle Besoine vun der Schoul- an Unirestauratioun. Dat huet zur Konsequenz, datt e ganze Koup Haaptliewensmëttel, déi fir d'Zesummesetzung vun de Platen noutwenneg sinn, op nationalem Plang feelen. Eng Zilsetzung, an der Schoulrestauratioun 100 % lokal Produkter oder souguer 100 % lokal Bioprodukter unzebidden an ze verschaffen, ass deemno illusoresch, wann ee gläichzäiteg wëllt d'Qualitéitsziler vun enger equilibréierter a gesonder Ernierung fir d'Schüler assuréieren.

Restopolis engagéiert sech, déi Objektiver, déi am Koalitiounsvertrag vun der aktueller Regierung festgehal gi sinn, ze erreechen.

Wann haut an all de Kantinnen, déi Restopolis geréiert, 100 % bio-lokal gekacht géif ginn, kéint de Service vun der Restauratioun seng eegen Engagementer net méi ëmsetzen, déi verlaangen, datt an all de Kantinnen d'Gäscht net nëmme gesond an, wa méiglech, aus lokale Produkte gekachte Platen zerwéiert kréien, mä och equilibréiert Menüen. Haut 100 % lokal a Bioprodukter an der Schoulgastronomie anzesetzen, géif eng Monotonie um Teller kreéieren, an dat hätt eng negativ Auswierkung op d'Gesondheet vun de Gäscht.

D'Gäscht, déi an d'Kantinne vun de Lycéeën a vun der Uni Lëtzebuerg kommen, entscheede selwer, wouhi si wëllen iesse goen. Wann an de Schoul- an Unirestaurante Platen zerwéiert géife ginn, déi guer net méi attraktiv wären, géife mir riskéieren, datt vill Gäscht de Schoulrestauranten de Réck kéiere géifen an ausserhalb vun de Schoulen eppes iessen.

D'Käch vu Restopolis wäre gezwongen, op Liewensmëttel ze verzichten, déi awer wichteg Bausteng vun de 15.300 Plate sinn, déi all Dag an de Restopolisrestauranten zerwéiert ginn. De pedagogeschen Aspekt vum Asaz vu Liewensmëttel däerf net vergiess ginn. Andeems Restopolis de jonke Gäscht an de Schoul- an Unirestauranten eng grouss Diversitéit vu Liewensmëttel zerwéiert, besteet d'Chance, datt de Konsum vu deenen Iesswueren zu hirer Gewunnecht gëtt.

ad 2. Mir deelen d'Meenung vum Här Deputéierten, datt Schoul déi Plaz ass, wou de Generatioune vu muer e Basiswëssen iwwert d'Ernierung mat op de Wee gi gëtt. Aus deem Grond verschafft Restopolis schonns haut 30 % lokal Produkter, 5 % Bioliewensmëttel an 1 % Fair-Trade-Produiten. Andeems explizitt op de Menüen - online wéi och an de Restauranten - mat der Hëllef vu Piktogrammen drop higewise gëtt, ob Produkter vu lokale Produzente kommen, bio oder Fair Trade sinn, ginn d'Gäscht an de Kantinne fir déi ënnerschiddlech Herkonft vu Liewensmëttele sensibiliséiert. An deem Sënn kann een duerchaus behaapten, datt d'Schoul - am konkreete Beispill de Secondaire an och d'Uni Lëtzebuerg - schonn haut mat dem gudde Beispill virgeet, andeem se de jonke Leit net nëmmen eng qualitativ héichwäerteg Verfleegung garantéiert, mä hinnen och dat néidegt Wëssen iwwer eng nohalteg, ausgeglachen a fair Ernierung mat op de Wee gëtt.

Et gëtt seele kontestéiert, datt lokal oder bio-lokal Liewensmëttel bedeitend méi deier sinn, wéi Liewensmëttel aus der konventioneller Landwirtschaft. Bioprodukter sinn duerchschnëttlech 75 % méi deier wéi konventionell Produkter, lokal Produkter kaschte 35 % méi deier wéi net lokal Produkter. Andeems Restopolis schonn zanter Jore fir d'Preparatioun vun de Menüer net nëmme Produkter aus der konventioneller Produktioun akeeft, mä bereet ass, méi en héije Präis fir lokal, Bio a Fair Trade ze bezuelen, setze mir en däitlecht Zeechen, datt d'Educatioun fir eng nohalteg Ernierung e wichtege Baustee vun der Erzéiungspolitik ass.

ad 3. Den Educatiounsministère setzt d'Präisser vun de Platen net erop, well all Gaascht - ob hien aus enger sozial staarker oder schwaacher Famill kënnt - och weiderhin an all Schoul- an Unirestaurant Zougang zu engem waarme Mëttegiesse soll hunn, dat aus héichwäertege lokalen, Bio- a Fair-Trade-Produkter gekacht gëtt.

Restopolis huet am Januar 2020 eng Prognos ausgeschafft, déi verdäitlecht, wat fir e finanziellen Impakt d'Eropsetze vu Bioprodukter vu 5 % op 20 %, vu lokale Produkter vun 30 % op 40 % a vu Fair-Trade-Produkter vun engem op 2 % bis d'Joer 2025 op de Budget vum Service vun der Schoul- an Unirestauratioun kéint hunn. Déi Prognos berücksichtegt eng méiglech Steigerung vun de Frequentatioune pro Joer ëm 10 % bis 2025. Fir kënne méi Bio, lokal a Fair Trade an de Schoulrestauranten unzebidden an d'Quantitéiten op déi Prozentsätz ze hiewen, wéi se bis 2025 virgesi sinn, muss deemno de Budget vun der Schoul- an Unirestauratioun tëschent 2020 an 2025 ëm ronn siwe Milliounen Euro gehéicht ginn.

ad 4. D'Erhéijung vu lokale Bioprodukter an de Kantinne kann nëmme parallell goe mat der Erhéijung vun der Produktioun vun dëse Produkter op de lokale Betriber. Momentan hu mer bei verschiddene Bioprodukter wéi Mëllech genuch lokal Produkter, wärend et bei anere Produkter, déi relevant fir eng vegetaresch oder vegan Ernierung sinn, nach grouss Enkpäss ginn. Dëst ass zum Beispill de Fall fir Uebst a Geméis, mee och fir Leguminose wéi Soja. Hei soll de Bio-Aktiounsplang hëllefen, aus deenen Enkpäss erauszekommen, andeems den Opbau vu Produktfilièrë gefërdert gëtt, vun der Produktioun iwwer d'Veraarbechtung bis zur Vermaartung. Dëst sinn awer Prozesser, déi hir Zäit brauchen.

ad 5. Vun den opgezielte Produkter sinn der eng ganz Rei an der Groussregioun a Bioqualitéit disponibel, ausser natierlech de méi exotesche Friichten an de Geméiszorten, déi nëmme wärend e puer Méint pro Joer an eiser Géigend kënne produzéiert ginn. De meeschte Biozocker ass Rouerzocker an ass also och net lokal oder regional, well Zockerrommelen am Biolandbau schwéier ze produzéiere sinn. Och bei de Bakwueren hänkt et vun den eenzelen Inhaltsstoffer of, ob se kënne lokal oder regional bezu ginn. Dat selwecht gëllt fir Nuddelen, Räis, Quinoa, Bulgur etc.

Fir all Produkt muss d'Méiglechkeet vum lokalen oder regionale Bezuch analyséiert ginn, fir ze kucken, ob déi liwwerbar Quantitéiten a Qualitéiten de Besoinen entspriechen, ier kann op méi en héije Prozentsaz aus biologescher Produktioun zeréckgegraff ginn.

ad 6. Nee, deen Donut ass net biologesch, mee dee klenge Gest fënnt all Joer groussen Uklang bei de Gäscht vu Restopolis.

ad 7. Restopolis versicht, senge Gäscht nohalteg, fair a biologesch Produkter ze schenken, ëmmer dann, wann déi och verfügbar sinn. Dat waren an der Vergaangenheet scho Bio-Fair-Trade-Bananne wärend der grousser Fair-Trade-Campagne vu Restopolis. Fir Kleeserchersdag a fir Ouschtere kréien d'Gäscht, déi eng Menüformule huelen, an de Restauranten e Fair-Trade-Schockelaskleeschen oder -Ouschterhues geschenkt.

ad 8. De Ministère gesäit momentan keng vegan Alternativ fir déi Gäscht vir, déi keng Donutten iessen.

ad 9. An de Kantinne respektiv an deenen Haiser, déi eng Konventioun mam Staat hunn, wäert bis 2025 mat 50 % Produiten aus der Lëtzebuerger Landwirtschaft geschafft ginn. Dovunner sollen dann 2/5 Bioprodukter sinn, 3/5 aus der lokaler Landwirtschaft kommen, mat Prioritéit gesat op déi Betriber, déi an der Ëmstellung op Bio sinn.

ad 10. Restopolis huet seng ganz Gamm vu Produiten a Verpakungen iwwerduecht an iwwerschafft. Säit Februar 2019 sinn déi reng Plastikverpakungen duerch nohalteg Alternativen ersat ginn. Plats à emporter a Snacke ginn net méi a Plastikbarquettë verkaf, déi d'Ëmwelt belaaschten, mä an ekologesche Barquetten, déi aus engem Nieweprodukt vun der Zockerproduktioun hiergestallt ginn. Bei verschiddene Verpakunge kann esou op 100 % Plastik verzicht ginn. Restopolis encouragéiert seng Gäscht, vun doheem eng eege Lunchbox matzebréngen, an déi si hir Zalot oder hire Plat à emporter gemaach kréien. Donieft hëlt Restopolis un dem nationale Programm vun der Ecobox deel. D'Gäscht kréie fir eng Kautioun vu fënnef Euro eng 500 oder 1.000-Milliliter-Ecobox, an déi si hire Plat à emporter kréien oder mat där si hir Reschter mat heem huele kënnen.

Fir all Consommatioun op der Plaz an de Restauratiounsstrukture vu Restopolis gëtt Faïence benotzt. An de Restaurante verkeeft Restopolis d'Gedrénks nëmmen nach a gliesene Fläschen; Gedrénks a PET-Fläsche kréien d'Gäscht just nach an de Cafeteriaen, wou si e Snack kafen an d'Gedrénks dobäi. An de Restauranten a Cafeteriae ginn d'Gäscht sensibiliséiert, hiren eegene Gedrénksbidon matzebréngen, dee si entweeder bei fräi zougängleche Waasserkrinn - de „refill stations" - opfëlle kënnen, oder d'Kréi ze benotzen, déi mëttes op den Iessdëscher stinn, soudatt si kee Waasser a Plastikfläsche kafen oder matbrénge mussen. Zanter September 2019 lafen a fënnef Schoulrestauranten Testphase mat engem neie System vun Automaten. Hei hunn d'Gäscht d'Méiglechkeet, sech mat hirer Schülerkaart „myCard" e Gedrénks iwwer en Touchscreen ze bestellen. Dat Gedrénks kënne si an e Glas oder an hire Bidon fëllen. Dës nei Apparater erméiglechen de Gäscht, komplett op Fläschen ze verzichten.

Am Juni huet Restopolis a senge Restauranten a Cafeteriaen de Bidon „myCan" aus Inox agefouert fir waarmt a kaalt Gedrénks, dat ee fir de subventionéierte Präis vun néng Euro ze kafe kritt. Sou encouragéiert Restopolis seng Gäscht net nëmmen, keng PET-Fläsche méi ze benotzen, mä och dat héichwäertegt Lëtzebuerger Krunnewaasser ze drénken.

Zanter Februar 2019 kréien d'Gäscht vu Restopolis nëmmen nach op Nofro eng Tut, an déi hir Mëtsch, hire Sandwich oder hiert Stéck Kuch agepaakt gëtt. De Keessenziedel drécken d'Mataarbechter vu Restopolis nëmmen eraus, wann de Gaascht et wënscht.

Restopolis huet déi Einwegbestecker aus Plastik duerch Bestecker aus Holz ersat. Als nohalteg Léisung bitt de Service vun der Schoul- an Unirestauratioun säit Juni 2019 de „myKit" zum subventionéierte Präis vun dräi Euro un. E Kit, deen aus enger Forschett, engem Messer an engem Läffel aus Inox besteet, déi een, verpaakt an enger Scheek, huele kann, fir säi Plat à emporter z'iessen, an duerno spulle kann.

Gäscht, déi méi Produkter bei Restopolis kafen an eng Tut brauchen, kréie säit Februar 2019 keng Plastiktut méi, mä eng aus 100 % Pabeier. Als ekologesch Léisung verkeeft Restopolis säit September 2019 zum subventionéierte Präis vun dräi Euro d'„Frupstut" aus Kotteng.

Restopolis huet sech och mat senge Fournisseuren zesummegesat a mat hinne Léisunge gesicht, fir manner Verpakungen ze benotzen. Déi Verpakungen, déi si benotze sollen, solle recycléierbar sinn oder awer e puermol kënne benotzt ginn. D'Zuel vun den Einwegverpakunge ka reduzéiert ginn, wann an Zukunft nach manner Leit op en lessen „à emporter" zeréckgräifen. Restopolis huet duerfir d'Konzept „COSI" (Come, Sit & Eat) ausgeschafft, dat fir an Zukunft fir all Gaascht eng Sëtzplaz an de Schoulkantinne virgesäit, fir op der Plaz kënnen ze iessen.

ad 11. Dëst ass effektiv e Genre vun Initiativ, deen an de Kader passt vun engem Opbau vu Filièren, wéi se sollen iwwert den neie Bio-Aktiounsplang ënnerstëtzt ginn. Hei mussen déi eenzel méiglech Filièrë vu Grond op analyséiert ginn, fir dono op den eenzelen Niveauen, wou en Enkpass ass, geziilt kënnen anzegräifen, sief dat bei der Produktioun, der Veraarbechtung oder der Vermaartung.

ad 12. Restopolis geréiert 80 Schoulrestauranten an 52 Cafeteriaen. Dozou kommen nach véier Internaten an zwee Foodtrucken. 30 % vun de Restaurante bedreift Restopolis selwer ënner „régie privée", déi aner 70 % vun de Restaurante gi vun externe Prestatairë fir Restopolis ënner „régie privée" bedriwwen. Mat Ausschreiwunge ginn d'Prestatairë fir déi eenzel Sitte vun der „régie privée" gesicht. An deenen Ausschreiwunge gëtt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) och d'Pourcentagë fir d'lokal Produkter an d'Bio- a Fair-Trade-Produkter un. Déi eenzel Prestatairë kënnen awer fräi wielen, vu wat fir enge Fournisseure si hir Produkter kréien. De MENJE huet keen direkten Afloss drop, wou d'Prestatairen akafen.

Aus logistesche Grënn kafen d'Käch vun der „régie directe" hir Produkter iwwer eng intern Akafszentral, déi direkt mat de Grossiste verbonnen ass, an d'Käch vun de Prestatairë kafe se direkt bei de Grossiste vun hirer Wiel.

De Staat kann intervenéieren, fir d'nohalteg Entwécklung ze fërderen, andeem versicht gëtt, de Verkéier mat Camionen a Camionnetten, déi Wuere liwweren, ze reduzéieren. Doduerch, datt e puer Grossisten déi eenzel Sitte mat all de Produkte beliwweren, kann den Ausstouss vun CO_2 reduzéiert ginn, dee soss vill méi héich wier, wann all eenzelnen, groussen oder klenge Produzent, d'Restauranten a Cafeteriae selwer beliwwere géif. Den Aspekt vun der Sécherheet däerf och net vergiess ginn. Vill Schoulkantinne leien op dem Site vun der Schoul. Fir d'Unzuel vun de Fournisseuren, déi am Laf vum Dag iwwert de Campus vun de Schoule fuere mussen, op deene vill Schüler ënnerwee sinn, ze reduzéieren, ass déi beschte Léisung, datt pro Dag just nëmmen e puer Grousshändler d'Kantinne beliwweren. Dat erlaabt, de Risiko vun Tëschefäll oder Accidenter ze limitéieren.

Mir encouragéiere kleng, mëttel a grouss Produzenten, sech zesummen ze arrangéieren, fir datt d'Grossisten all d'Produkter zesummen un déi verschidde Schoulrestaurante liwwere kënnen an esou nohalteg gehandelt gëtt.

Niewent dem ekologeschen Avantage spillen och nach d'Virdeeler vun der Liwwerung a vun der Logistik eng grouss Roll, déi fir d'Zesummenaarbecht mat de Grossiste schwätzen. D'Grousshändler kennen de Fonctionnement vu Restopolis a si vertraut mat der HACCP-Method („Hazard Analysis and Critical Control Points"), de Fiche-techniquen, de grousse Quantitéiten oder der Facturation informatisée vu Restopolis. Duerch eng Datevernetzung mat dem Service vun der Schoulrestauratioun sinn d'Grossisten an der Lag, séier déi eenzel Sitten ze beliwweren, soudatt et ni zu engem Risiko vun enger Rupture de stock kënnt. Des Weidere verfüge si och iwwert den noutwennege Fuerpark, fir gläichzäiteg méi Restaurante vu Restopolis ze beliwweren. Wann déi eenzel Sitten nëmme vun e puer Firme beliwwert ginn, bleift d'Unzuel vun den Uliwwerungen niddereg, soudatt manner Camione wärend de Liwwerzäiten iwwert de Schoulhaff fuere mussen. D'Entscheedung, datt nëmmen e puer Grossisten an net eng grouss Unzuel vu klenge Produzenten d'Schoulrestaurante beliwweren, huet och zu enger Simplification administrative gefouert, well op déi Manéier zum Beispill manner Rechnunge mussen ausgestallt ginn.

ad 13. Vu datt d'Regierung zum Zil huet, an de Kantinne respektiv an deenen Haiser, déi eng Konventioun mam Staat hunn, bis 2025 mat 50 % Produiten (2/5 Bioprodukter, 3/5 aus der lokaler Landwirtschaft mat Prioritéit gesat op déi Betriber, déi an der Ëmstellung op Bio sinn) aus der Lëtzebuerger Landwirtschaft ze schaffen, missten all déi eenzel Acteuren interesséiert sinn, nach méi enk zesummenzeschaffen. Dat wier dann eng Win-win-Situatioun fir Restopolis, d'Produzenten an d'Grossisten. De Staat kann déi Zesummenaarbecht fërderen. Och dësen Aspekt wäert am Kader vum Opbau oder der Entwécklung vu Produkt-Filièren ënnersicht ginn, an et wäert no Léisunge gesicht ginn, déi de lokale Produzent esou wäit ënnerstëtze wéi méiglech.

Selbstverständlech musse Servicer wéi Logistik an Transport och remuneréiert ginn. De Staat kann allerdéngs do net intervenéieren, well hien net an de fräie Maart agräift. Net all klenge Betrib huet déi logistesch an/oder finanziell Mëttelen, fir seng Produkter auszeliwweren a muss sou den Transport an/oder d'Logistik sous-traitéieren.

ad 14. All d'Platen, déi an de Kantinne vu Restopolis zerwéiert ginn, gi vu Menügestionnaires ausgeschafft. Si sinn Expert op deem Gebitt a verfügen iwwert d'Experienz, d'Wëssen an och d'Kompetenzen, fir qualitativ héichwäerteg Menüer auszeschaffen, déi de Gäscht vu Restopolis gefalen an hinnen och eng equilibréiert Ernärung garantéieren. D'Platen, ob vegetaresch oder netvegetaresch, ginn all Dag frësch vun de Cheffen op de Sitte gekacht. Doduerch, datt selwer gekacht gëtt, ass et méiglech, e Maximum vu lokale Produkter ze benotzen. Restopolis engagéiert sech, keng genmanipuléiert Produkter oder Analogprodukter fir d'Zoubereede vu senge Platen ze benotzen. De Service organiséiert reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen an de Schoulen zum Theema „equilibréiert Ernierung".

ad 15. Restopolis huet bis de 15. Februar 2020 eng Online-Emfro op der Säit www.restopolis.lu zum Theema „Veganismus" organiséiert. No enger detailléierter Analys vun de Resultater an nodeem Restopolis de Gesondheetsministère

ëm säin Avis gefrot huet, setzt sech den Educatiounsministère zesummen, fir ze beroden, ob Restopolis deemnächst och all Dag e vegane Plat a senge Restauranten ubitt.

Restopolis bitt haut kee spezielle vegane Menü un; all Gaascht huet awer schonn all Dag d'Méiglechkeet, sech selwer vum Zalotebuffet e veganen Zalotenteller zesummenzesetzen. Des Weidere sinn haut schonn eng ganz Rei vegetaresch Plate vu Restopolis vegan. D'Kichepersonal vu Restopolis informéiert déi interesséiert Gäscht gären doriwwer, ob de vegetaresche Plat vum Dag vegan ass.

ad 16. D'Gäscht, déi an de Kantinne vu Restopolis iessen, kënne sech fair ernieren. Restopolis bezitt all déi Produkter, déi aus klimatesche Bedéngungen net zu Lëtzebuerg oder an Europa wuessen, aus dem fairen Handel. Dozou gehéiere Kaffi, Räis, Téi, Quinoa, Schockela, Banannen an Zocker. Restopolis verkeeft och Fair-Trade-Jusen a Glacen a senge Kantinnen a Cafeteriaen. Zanter 2017 ass Restopolis déi gréisste Fair-Trade-Zone zu Lëtzebuerg. Den Zertifikat, dee vun der ASBL „Fairtrade Lëtzebuerg" vergi gëtt, kann all Restaurant ufroen, dee Fair-Trade-Kaffi an e weidert Fair-Trade-Produkt ubitt oder dräi Fair-Trade-Produkter. Restopolis organiséiert reegelméisseg Campagnen, fir d'Gäscht fir d'Fair-Trade-Produkter ze sensibiliséieren.

ad 17. Am Moment erweist sech d'Ubidde vun engem renge Bio-Plat an de Schoulkantinnen als schwiereg. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire n° 1559 an erënneren dorun, datt nach net genuch lokal Bioprodukter um Maart sinn, fir der Nofro vu Restopolis kënnen nozekommen. Och de reegelméissegen Import vu gréissere Quantitéiten u Bioprodukter aus dem Ausland erweist sech momentan nach als schwiereg, well de Marché vu Bioprodukter och do leider nach net zefriddestellend entwéckelt ass.

D'Volontéit vun der Politik besteet awer, fir an Zukunft e renge, separate Bio-Plat an de Schoulkantinne kënnen unzebidden. Dofir wäert d'Entwécklung vum Marché vu Bioprodukter enk suivéiert ginn an der Hoffnung, datt d'Produktioun vu Bioprodukter der steigender Demande an den nächste Jore kann nokommen.

ad 18. D'Organisatioun vun der Restauratioun an de Klinicken ënnerläit der Verantwortung vun der Direktioun vun de Spideeler. Si gëtt entweeder intern geréiert oder d'Leeschtunge sinn iwwer ee Kontrakt mat externe Fournisseure festgeluecht. An deem Kontext huet de Gesondheetsministère och keng direkt spezifesch Informatiounen iwwert d'Benotzung vu Bioprodukter oder lokale Produkter.

ad 19. An all de Restaurante vu Restopolis gi wéineg Liewensmëttel ewechgehäit, well Iesse gekacht gëtt, dat de Gäscht schmaacht. D'Käch vu Restopolis hunn eng grouss Erfarung a wëssen, op wat fir engem Dag wéi vill Leit iesse kommen.

An de Restaurante vu Restopolis kënnen d'Gäscht haut bis 10.00 Auer fräiwëlleg hiert Iesse reservéieren. Alleguer d'Platen - Entréeën, Haaptplaten, vegetaresch Platen an Desserten - déi net verkaf gi sinn, bitt Restopolis den Dag duerno als „Plat AntiGaspi" zum normale Präis un. Restopolis bitt de Gäscht och d'Méiglechkeet, hir Reschter an enger Ecobox oder an der eegener Lunchbox mat heem ze huelen. An de Schoule ginn thematesch Campagnë vu Restopolis organiséiert, fir d'Gäscht ze sensibiliséieren, manner Liewensmëttel ewechzegeheien. D'Reschter, déi op den Telleren zeréckkommen, ginn un eng spezialiséiert Lëtzebuerger Firma, déi Biogas doraus mécht.

ad 20. Den Exploitant vun der Staatskantin ass d'CGFP Services ASBL an net de Ministère vun der Fonction publique selwer.

Question 1853 (12.02.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **formation eBac :**

L'eBac s'adresse aux adultes qui ont arrêté leurs études secondaires avant la classe de 1re et qui désirent reprendre celles-ci. 75 % des cours eBac se dérouleront à distance moyennant Internet, et seuls 25 % des cours seront dispensés en présentiel. Les études doivent obligatoirement être suivies sur place dans un établissement scolaire. Les études suivies par « eBac », par correspondance, à distance (p. ex. CNED) ne sont pas éligibles ni pour le maintien de l'allocation familiale au-delà de 18 ans, ni pour le maintien de la pension d'orphelin.

Q356

Sachant que de plus en plus d'élèves optent pour cette formation à distance, tout en ne suivant pas une occupation salariée, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation et à Madame la Ministre de la Famille:

- Monsieur le Ministre, combien d'élèves optent chaque année pour la formation du eBac ?

- Madame et Monsieur les Ministres, à quelles aides financières les élèves ont-ils droit lorsqu'ils suivent exclusivement la formation du eBac, n'ayant pas recours à une occupation salariée et restant à charge de leurs parents ?

Réponse commune (08.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Depuis la rentrée 2018/2019, la dénomination eBac a été changée en eCampus avec une extension de l'offre.

La formation menant à l'examen de fin d'études secondaires classiques de la section G (sciences humaines et sociales) s'adresse à l'apprenant adulte. Le parcours offert correspond aux quatre années d'études (4e-1re) et est organisé en modules. Un module correspond en principe à une heure de cours hebdomadaire dans la grille horaire de la classe en question. La participation aux cours se fait à raison de 75 % à distance et 25 % en présence. Néanmoins, la présence physique est seulement obligatoire pour l'épreuve qui clôture et valide un module. Chaque module est offert au moins deux fois par année scolaire. Les inscriptions dans les modules se font par session de huit semaines. L'année scolaire comporte six sessions.

Ce système offre une grande flexibilité aux candidats pour organiser leur parcours de formation. En effet, ils peuvent :

- commencer leur parcours au début de chaque session ;

- choisir le nombre de modules par session qu'ils se sentent capable de réussir ;

- adapter leur rythme d'apprentissage ;

- choisir l'endroit pour apprendre (maison, bureau, bibliothèque, etc.) ;

- suspendre l'apprentissage à un certain moment et le reprendre plus tard sans perdre les modules acquis ;

- progresser sur toute l'année, vu qu'il n'y a pas de vacances scolaires.

Vu cette flexibilité et l'encadrement qui se limite principalement à un encadrement à distance, la formation eCampus est destinée à des personnes qui suivent une occupation salariée et qui n'ont pas la possibilité de participer à des cours en journée. C'est pourquoi aucune aide financière n'est prévue.

Les candidats qui désirent suivre le même parcours ou une formation analogue en journée avec un encadrement adéquat, peuvent s'inscrire à l'École nationale pour adultes (ENAD). Ces élèves bénéficient des mêmes aides financières que les lycéens. Les deux offres de l'eCampus et de l'ENAD sont ainsi complémentaires.

Dans des situations exceptionnelles, par exemple quand des lycéens suivent une carrière musicale ou sportive simultanément à leur parcours dans l'enseignement secondaire ou en cas de maladie, des élèves mineurs sont autorisés à suivre une partie de leurs études via eCampus, afin de garantir la continuité de leurs études. Ces élèves restent néanmoins inscrits dans leur lycée d'attache qui reste responsable pour ces élèves.

Pour le parcours de la section G on compte actuellement 101 personnes inscrites dans la formation eCampus, les quatre années de formation confondues.

Depuis la rentrée 2018/2019, l'eCampus propose également les modules préparatoires de la formation professionnelle qui permettent aux apprenants d'accéder à des études supérieures en cas de réussite.

Question 1887 (17.02.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**Observatoire transfrontalier :**

A sengem Avis „Travail transfrontalier : historique, présent et prévisions" vum 22. Januar huet de Conseil économique et social (CES) eng Rëtsch Recommandatiounen un d'Decideure geriicht. Dorënner fält ënner anerem d'Propositioun vun engem grenziwwerschreidenden Observatoire, deen d'Kompetenzen an d'Qualifikatioune vun der aktiver Bevëlkerung aus der Groussregioun exhaustiv kéint erfaassen. Hei een Auszoch aus dem Avis vum CES:

« La reconnaissance des diplômes et des métiers au-delà des frontières constitue également un enjeu au niveau de la Grande Région. Un observatoire transfrontalier recensant les formations, les qualifications et les compétences disponibles permettrait ainsi de mieux connaître les disponibilités et les besoins (présents et futurs) dans toutes les composantes de la Grande Région. Les évolutions rapides des besoins des entreprises en profils socioprofessionnels des travailleurs seraient ainsi mieux anticipées et les différents systèmes de formation adaptés en conséquence. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Groussregioun dës Froe stellen:

1. Här Minister, haalt Dir et fir opportun, esou een „observatoire transfrontalier" ze schafen, a sidd Dir der Meenung, datt dëst eng adequat Deeläntwert op d'Enjeuxe vum „Fachkräftemangel" wier?

- Wa jo, wéini géif dësen Observatoire Realitéit ginn?

- Wann net, wat ass fir lech déi appropriéiert Léisung?

2. Madamm Ministesch, wéi stitt Dir der Iddi vun esou engem Observatoire géigeniwwer?

Réponse commune (11.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

ad 1. Een Observatoire transfrontalier kéint interessant Elementer um Niveau vun der Berufssausbildung ervirbréngen.

Den Apprentissage transfrontalier erlaabt et de Jonken, déi an engem lëtzebuergesche Betrib hir Léier maachen, de schouleschen Deel am Ausland ze maachen, wann dësen net zu Lëtzebuerg ugebuede gëtt.

Ee geneeë Recensement vun dëse Formatiounen an erreechbare Qualifikatioune géif eng verbessert Orientatioun vun de Jonken erméiglechen a virun allem och den Apprentis résidents d'Méiglechkeet bidden, sech iwwer grenziwwerschreidend Formatiounen z'informéieren.

ad 2. D'Iddi vun der Kreatioun vun engem Observatoire transfrontalier wërft juristesch, finanziell an och organisatoresch Froen op, déi mat de Partner an der Groussregioun ze diskutéiere sinn.

Déi Thematik kéint och am Comité économique et social vun der Groussregioun behandelt ginn. Am CESGR sinn d'Sozialpartner aus der Groussregioun vertrueden.

Onofhängeg dovu sief hei op d'Aarbechte vum Observatoire interregional de l'emploi (OIE) higewisen. Den OIE sammelt, am Optrag vun de politesche Responsabele vun der Groussregioun, komparativ an interpretéierbar Informatiounen iwwert den Aarbechtsmaart. Si sinn eng wëssenschaftlech Basis fir strukturell Decisiounen.

Am Joer 2019 huet den OIE Rapporte gemaach iwwert déi demografesch Entwécklung, d'Situatioun vum Aarbechtsmaart, d'Mobilitéit vun de Frontalieren, atypesch Aarbechts- a Beschäftegungsformen, d'Situatioun vun de Jonken an och d'Situatioun vun den eelere Mënschen.

Dës Rapporte kënnen eng interessant Basis sinn am Hibléck op en Observatoire transfrontalier.

Question 1896 (18.02.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **stade national de Luxembourg :**

Den nationale Foussball- a Rugbystadion tëscht der Cloche d'Or a Kockelscheier, deen zanter 2017 am Bau ass, soll dëst Joer fäerdeggestallt ginn. Deemno kënnen dann och dëst Joer déi éischt Matcher op dësem neie Site gespillt ginn. Fir dass d'Zuschauer esou einfach a komfortabel bei den neie Stadion kënne kommen, ass de Bau vun enger Busgare, engem Arrêt vum Tram an engem P&R vun 2.000 Stellplazen nieft dem Stadion virgesinn. Esou steet et an engem gemeinsame Pressecommuniqué vun der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère vum 6. Juni 2018.

Laut mengen Informatiounen ass nach mat kenger vun dësen dräi Infrastrukturen ugefaange gi mat bauen, soudass sech d'Fro stellt, wéi d'Zuschauer mam ëffentlechen Transport bei de Stadion solle kommen, respektiv wou si hiren Auto solle parken.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

- Kann den Här Minister mir dës Informatioune bestätegen?

- Kann de Minister Bausch mir soen, wéini datt mam Bau vum P&R soll ugefaange ginn a wéini datt dës Aarbechte sollen ofgeschloss sinn?

- Wat ass déi genau Capacitéit vun dësem P&R?

- Wéini gëtt mam Bau vun der geplangter Busgare ugefaangen a wéini sinn dës Aarbechten ofgeschloss?

- Si Vëlosstellplaze virum oder ronderëm de Stadion virgesinn?

Réponse (05.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An éischter Linn ass de P&R Cloche d'Or ugeduecht, fir als multimodale Pôle d'échange ze fonctionéieren an esou d'Emklammen op den ëffentlechen Transport ze vereinfachen. Seng Funktioun als Parking vum Stadion ass also an deem Sënn net virrangeg.

De Parking vum P&R huet eng Capacitéit vun 1.999 Plazen, wouvun der 56 fir Élektroautoe reservéiert wäerte sinn. D'Busgare wäert viraussiichtlech mat néng Quaien equipéiert ginn a fir de Vëlo wäert am Gebai vum P&R eng mBox mat 150 Stellplazen zur Verfügung gestallt ginn. Um Parvis ass nieft zousätzleche Plazen, fir de Vëlo ze deposéieren, och eng Statioun fir de Locatiounssystem vel'oh! geplangt. Zousätzlech wäert och den Tram op dëser Plaz en Arrêt kréien.

Beim Bau vun der neier Strooss „Boulevard Kockelscheuer" sinn déi ënnerierdesch Rampen, fir an de Parking eran- respektiv erauszefueren, mat gebaut ginn.

Mam Bau vum P&R-Gebai soll am Hierscht 2020 ugefaange ginn. D'Aarbechte vun der Busgare sollen ufangs 2021 ugoen. De Gesamtdelai vum Projet läit bei 520 Deeg, soudass de Parking an d'Busgare viraussiichtlech am Dezember 2022 kënnen a Betrib geholl ginn.

Question 1947 (27.02.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**augmentation des accises sur les carburants :**

An der RTL-Emissioun „Invité vun der Redaktioun" vum 27. Januar 2020 war vum Här Energieminister Claude Turmes ze héieren, datt d'Hausse vun den Akzisen um Bensinn an Diesel tëscht Februar an Abrëll virgesinn ass. Den Här Energieminister Claude Turmes sot op där Plaz, datt prinzipiell decidéiert wier, datt de Bensinn ëm ee bis dräi Cent de Liter an den Diesel ëm dräi bis fënnef Cent de Liter soll méi deier ginn.

Zil wär et, manner Camionen op d'Lëtzebuerger Pompel unzelackelen, d'Loftqualitéit ze verbesseren a méi Gidder op den Zuch ze kréien.

Beim Diesel ass et awer an der Reegel esou zu Lëtzebuerg, datt bei enger Hausse gläichzäiteg de Brennes an den exoneréierte Fuel fir Secteure wéi d'Land- an d'Forstwirtschaft méi deier ginn. Fir e Secteur wéi d'Landwirtschaft, dee chronesch un der Grenz vun der Rentabilitéit schafft, ass dat verständlecherweis vu Bedeitung. Dëst betrëfft iwwregens och gläichermoossen d'Biolandwirtschaft, déi jo politesch staark ënnerstëtzt gëtt, awer och op Maschinnen zréckgräift.

Do derniewent ginn et am ländleche Raum nach vill Residenten, déi net u Gas- oder Fernwärmenetzer ugeschloss sinn a wou et fir de Masutt also keng gutt Alternative ginn, wann een net geplangt huet, gréisser Renovatiounsaarbechte virzegesinn, fir beispillsweis op Wäermtpompelen ëmzeklammen.

An deem Sënn wéilt ech den Här Energieminister Claude Turmes froen:

1. Well et der Regierung jo prioritär schéngt drëms ze goen, den Tanktourismus ze limitéieren an deemno net onbedéngt, eis Residenten zousätzlech ze belaaschten, kéint d'Regierung bei deene geplangte Präiserhéijungen net méi selektiv virgoen?

2. Kéint d'Regierung am Besonneschen de Brennes fir Masuttsheizungen an déi fossil Brennstoffer fir d'Agrikultur an d'Vitikultur aus dëse Präiserhéijungen eraushuelen?

Réponse commune (04.05.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op Aussoen, déi Enn Januar gemaach goufen. Duerch d'Pandemie vum Covid-19 huet sech dat budgetäert, wirtschaftlecht a soziaalt Ëmfeld awer grondleeënd geännert. Et ass also zu dësem Zäitpunkt ze fréi, fir driwwer ze spekuléieren, wat déi aktuell Kris als Impakt am Be-

zuch op déi weider Entwécklung vun den Akzise wäert hunn.

De Groupe interministériel, deen zoustänneg ass fir de Monitoring vun der Evolutioun vun de Ventë vum Spritt, dee sech aus de Ministere fir Energie, Ekonomie, Finanzen an Environnement zesummesetzt, suivéiert déi aktuell Situatioun vun No.

Question 1950 (28.02.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **congé de paternité :**

La durée du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel qui est accordé aux pères à la naissance d'un enfant a été augmentée de deux jours à dix jours pour les salariés privés par la loi du 15 décembre 2017.

Le congé de paternité a été également augmenté de quatre jours à dix jours pour les pères travaillant dans la fonction publique par la loi du 12 février 2019.

Les seuls à ne pas encore profiter d'un tel congé sont les indépendants.

En réponse à notre question parlementaire du 18 juin 2018 (n° 3880), l'ancien Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Monsieur Nicolas Schmit, avait précisé qu'il était « en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg, y inclus les indépendants. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Le Gouvernement est-il toujours en faveur de l'introduction d'un congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel pour les pères travaillant en tant qu'indépendant afin de remédier au traitement inégal actuel des indépendants par rapport aux salariés et fonctionnaires ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous déjà indiquer à partir de quelle date la durée du congé de paternité pour les indépendants sera augmentée ?

Réponse (11.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) En principe, le Gouvernement est encore toujours en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg y inclus les indépendants.

Néanmoins, il y a lieu de rappeler ce qui a déjà été soulevé par l'ancien Ministre du Travail, Monsieur Nicolas Schmit, dans sa réponse à la question parlementaire n° 3880, que les indépendants ne relèvent pas directement de la compétence du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire étant donné que seuls les salariés relèvent de ce ministère.

ad 2) À l'heure actuelle, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire n'est pas en mesure d'indiquer une date précise de l'introduction d'une telle mesure aux honorables Députés étant donné qu'une proposition concrète devra d'abord être présentée et discutée au sein du Conseil de Gouvernement.

La Chambre des Députés sera bien évidemment informée au préalable de toute décision prise dans ce contexte.

Question 2024 (06.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **politique de communication dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

A Krisenzäiten ass d'Ëffentlechkeetsaarbecht natierlech besonnesch wichteg. Zemools an engem Land, dat dräi administrativ Sproochen an eng ganz international zesummegesate Populatioun huet, ass et wichteg, datt d'Méisproochegkeet respektéiert gëtt. Och ass et esou, datt e gewëssenen Deel vun der Populatioun keng vun deenen dräi administrative Sproochen op héijem Niveau beherrscht. Dowéinst stellt sech d'Fro, ob nieft deenen dräi administrative Sprooche wichteg Messagen net och nach op weidere Sprooche missten diffuséiert ginn, fir e méiglechst héije Prozentsaz vun der Populatioun ze erreechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Staatsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Sproochepolitik huet d'Regierung bei der Diffusioun vun hire kriserelevante Messagen? Ginn all d'Informatioune vun der Regierung an de staatlechen Administratiounen ëmmer op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch diffuséiert? Gëtt et eng Instruktioun vun der Regierung an deem Sënn, datt déi dräi administrativ Sproochen ëmmer musse vun all Verwaltung an deenen offizielle Kommunikatioune benotzt ginn?

2. Wéi eng weider Sprooche benotzt d'Regierung (inklusiv Gebäerdesprooch), fir méiglechst vill Leit an der Populatioun ze erreechen? Schafft si mat auslänneschen Ambassaden a Konsulater zu Lëtzebuerg zesummen, fir méiglechst vill Auslänner ze informéieren? Schafft si mat Organisatiounen an Associatiounen, wéi zum Beispill internationale Frëndeskreesser, zesummen?

3. Huet d'Regierung speziell Moossname virgesinn, fir och deene Leit wichteg, gesondheetsrelevant Informatiounen zoukommen ze loossen, vun deenen unzehuelen ass, datt si déi lëtzebuergesch Medien net reegelméisseg verfollegen (z. B. Leit op der Strooss, Leit, déi internationale Schutz froen asw.)?

Réponse commune (05.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung huet keng spezifesch Sproochepolitik adoptéiert, déi sech bei der Diffusioun vu Messagë wärend der Kris géif applizéieren a kommunizéiert wéi soss och an där Sprooch, déi och ausserhalb vu Krisenzäiten am Respekt vum Sproocheesetz, de landesüblech Sproochen an en fonction vum Publikum am beschten adaptéiert ass. D'Informatiounen, déi um speziell ageriichte Coronavirus-Internetsite vun der Regierung der Ëffentlechkeet zur Verfügung gestallt sinn, sinn op Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an esouguer op Englesch (https://coronavirus.gouvernement.lu/fr.html).

ad 2. Säit dem Ufank vun der Covidkris zu Lëtzebuerg huet d'Regierung aktiv mat den auslänneschen Ambassaden a Konsulater kommunizéiert, wéi och mat den europäeschen an internationalen Organisatiounen, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, a se reegelméisseg informéiert iwwert d'Moossnamen, déi d'Regierung hëlt am Kader vun der Kris, an iwwert d'Organisatioun vun de Servicer vum Ausseministère wärend der Kris. D'Regierung an d'europäesch Institutiounen hu sech och géigesäiteg ënnerstëtzt mat materieller Hëllef (z. B. Masken, lesse fir déi Obdachlos), fir der Kris entgéingtzewierken.

ad 3. Den ONA huet seng Aktivitéiten am État d'urgence weidergefouert a sech e Plan de continuité de l'activité ginn, fir weiderhi seng Missiounen ze assuréieren.

Zesumme mat der Inspection sanitaire an dem Gesondheetsministère si vun Ufank vun der Kris un all Mesuren an Instruktiounen an de Strukture vum ONA ëmgesat ginn. D'Bewunner sinn zu der Situatioun sensibiliséiert an informéiert ginn.

Aktualiséiert Informatiounen, Affichen a Mesurë vun der Regierung ginn direkt no der Publikatioun iwwersat an déi verschidde Sproochen, déi majoritär vun de Bewunner vun de Strukture fir DPI geschwat ginn, an un all Partner, Prestataire a Bewunner diffuséiert.

Och mëndlech Sensibilisatioun a Kontakt mam ONA a senge Partner iwwer elektronesch Weeër steet de Leit zur Verfügung.

Question 2026 (06.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **publication des données de localisation des utilisateurs de l'application Google Maps par le géant américain dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Il ressort d'un article paru sur paperjam.lu que « Google a décidé de livrer les données de localisation de millions d'utilisateurs dans 131 pays, dont le Luxembourg, à partir de ce vendredi (3 avril) et jusqu'à la fin de la crise. »

Ces données permettent de tirer des conclusions sur la fréquentation de certains lieux avant et depuis l'interdiction de principe (i) de circuler sur les voies publiques et (ii) des activités économiques et d'évaluer l'effectivité des mesures adoptées par les autorités des pays en question.

D'après l'auteur de l'article, l'objectif de Google serait double :

1) forcer la main des autorités dans la lutte contre le coronavirus,

et accessoirement

2) essayer de détruire le règlement général sur la protection des données.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été au courant de la démarche de Google ? Comment le Gouvernement juge-t-il cette action ?

- Le Gouvernement dispose-t-il d'outils similaires pour étudier l'effectivité de ses mesures de confinement ? À défaut, comment le Gouvernement évalue-t-il l'effectivité de ces mesures dans la lutte contre la pandémie Covid-19 ?

- Existe-t-il d'autres administrations, services ou établissements publics ayant des outils similaires à leur disposition ? Dans l'affirmative, lesquels et à quelles fins ces entités recueillent-elles ces informations et sur quelle base légale ou réglementaire ?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au traçage de personnes et à l'utilisation des données ainsi recueillies, notamment dans la lutte contre le Covid-19 ? Dans quels autres cas de figure, le recours à de telles données pourrait-il s'avérer nécessaire ?

- La publication de données par Google est-elle en ligne avec le règlement général sur la protection des données, voire la législation luxembourgeoise de mise en œuvre de ce règlement ? À défaut, la Commission nationale pour la protection des données a-t-elle ouvert une enquête ? Une action concertée des autorités nationales en matière de protection des données au niveau européen est-elle en cours de préparation ?

Réponse (06.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et *Ministre des Communications et des Médias :*

L'analyse de données de déplacement n'est pas nouvelle. À titre d'illustration, Google utilise depuis plusieurs années les données de géolocalisation des utilisateurs de Google ainsi que d'autres applications sous le contrôle de Google afin d'établir les périodes de fréquentation de certains lieux (musées, établissements publics, commerces, etc.). Google informe publiquement ses utilisateurs de cette façon quant aux heures de fréquentation des lieux.

La même démarche semble être utilisée au sein du rapport de mobilité des populations lié au Covid-19. Google a ainsi classé les lieux de fréquentation en six catégories : commerces et loisirs, alimentation et pharmacies, parcs et jardins, gares et lieux de transit, bureaux, et enfin logements résidentiels, et a établi des graphiques sur base des données anonymisées et agrégées.

Ce qui peut paraître nouveau est qu'à présent, Google, société privée, s'appuie sur les données de géolocalisation des individus pour offrir une aide, en période de crise sanitaire, aux autorités publiques, notamment pour mesurer le respect des consignes de confinement de ces dernières.

L'utilisation des nouvelles technologies dans les stratégies de gestion de la crise sanitaire est un sujet suivi tant au niveau national qu'européen.

La Commission européenne a adopté le 8 avril dernier une recommandation pour soutenir les stratégies de sortie au moyen de données de géolocalisation et d'applications mobiles. Cette recommandation a abouti le 15 avril à la publication d'une boîte à outils sur les applications de traçage qui a vocation à guider les États membres souhaitant introduire des applications de traçage sur base volontaire et à élaborer un cadre commun pour assurer l'interopérabilité de ces applications dans un contexte transfrontalier. Une deuxième boîte à outils sur l'utilisation des métadonnées des communications électroniques est prévue pour juin 2020.

Le Comité européen de la protection des données (EDPB), duquel la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) fait partie, se réunit à présent sur une base hebdomadaire. L'EDPB cherche à optimiser les échanges entre les autorités de contrôle nationales sur l'ensemble des sujets en relation avec la situation actuelle. Il a adopté, le 19 mars 2020, une déclaration formelle sur le traitement des données personnelles dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, s'est prononcé le 14 avril sur les recommandations et la boîte à outils de la Commission européenne susmentionnées, et a adopté, le 21 avril, deux lignes directrices. Celle sur la géolocalisation et les outils de traçage permet de clarifier les conditions d'utilisation de données de géolocalisation aux fins de limiter la propagation du virus, dans le respect du droit à la protection des données personnelles.

Le Gouvernement n'utilise actuellement pas d'outils de géolocalisation ni d'application de traçage, mais mise plutôt sur un renforcement des ressources disponibles pour assurer un traçage manuel de qualité. Il suit néanmoins de près les développements actuels, notamment et surtout dans les pays limitrophes du Luxembourg, pour évaluer l'efficacité de tels outils dans la stratégie de déconfinement, ainsi que pour contribuer à la coordination dans le contexte européen. En effet, le Gouvernement préconise une approche européenne dans la mise en œuvre éventuelle d'applications de traçage, à savoir tant une interopérabilité au niveau épidémiologique qu'au niveau technologique, afin d'assurer l'efficacité de telles solutions au-delà des frontières nationales.

S'agissant du contrôle de conformité des traitements de données personnelles effectués dans le cadre des « Covid-19 Community Mobility Reports », il convient de noter que l'autorité nationale compétente pour ouvrir une enquête est celle du ressort du siège social de la société Google Europe, situé à Dublin. À ce jour, la CNPD n'a pas connaissance de l'ouverture d'une enquête sur le sujet des « Covid-19 Community Mobility Reports » à l'encontre de la société Google Europe par son homologue irlandais. Si tel était le cas, les autres autorités de contrôle européennes en seraient informées via le mécanisme de coopération en place.

Dans ses lignes directrices susmentionnées, l'EDPB rappelle en effet que l'utilisation de données de géolocalisation collectées directement depuis le terminal de l'utilisateur, comme c'est le cas dans les « Covid-19 Community Mobility Reports » de Google Maps, repose sur les exigences de la directive « Vie privée et communications électroniques », et notamment sur le consentement donné par l'utilisateur aux fins d'un tel traitement. En l'occurrence, Google semble avoir établi ses statistiques à partir de données d'utilisateurs à Luxembourg qui ont activé l'historique de leur localisation. La méthodologie de géolocalisation de Google ne s'opposerait donc pas aux recommandations de l'EDPB en la matière.

Tout au plus, la CNPD note-t-elle que l'absence d'informations fournies par Google sur la méthode d'échantillonnage, notamment s'agissant du nombre d'utilisateurs à Luxembourg qui ont activé l'historique de leur localisation ainsi que du pourcentage de la population que ce nombre d'utilisateurs représente. Or, la fiabilité de statistiques dépend grandement du nombre d'utilisateurs concernés et de leur représentativité d'une population.

Les lignes directrices de l'EDPB suggèrent également que l'utilisation de données de géolocalisation repose sur des données anonymisées afin de supprimer toute possibilité de relier lesdites données à une personne physique identifiée ou identifiable. Il convient de noter, en ce qui concerne l'utilisation par Google de la technique d'anonymisation, appelée « confidentialité différentielle », pour produire les « Covid-19 Community Mobility Reports », que cette technique peut être efficace et fiable aux fins de statistiques dans la mesure où elle est mise en œuvre à partir de paramètres adéquats (seuils d'injections de bruit ou distorsion dans les données ; gestions des données atypiques ; effacements ou modifications de données pour éviter les risques de réidentification de personnes, etc.).

Par ailleurs, Google a classé des données de localisation, agrégées et anonymisées, en six grandes catégories de lieux de fréquentation, ce qui limite considérablement toute éventuelle réidentification des utilisateurs concernés. Cependant, la CNPD est d'avis que si Google venait à publier un rapport beaucoup plus précis quant aux lieux de fréquentation (par communes, par types de commerces non essentiels, par quartiers, etc.), il ne serait pas exclu, du fait de la technique d'anonymisation susmentionnée et de la superficie du Luxembourg, que les statistiques pourraient générer des risques plus élevés de réidentification, notamment par le croisement de telles statistiques avec d'autres sources de données.

Dès lors, la CNPD maintient une vigilance constante quant aux projets mis en place par Google, tels que les « Covid-19 Community Mobility Reports » de Google Maps que mentionne l'honorable Députée, au même titre que d'autres développements similaires menés par les grandes firmes du numérique.

Question 2029 (06.04.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **pénurie de médicaments dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Et geet ëm e méiglechen Engpass bei der Versuergung mat Medikamenter am Kontext vun der Coronakris.

An engem Artikel am „Luxemburger Wort“ vum 2. Abrëll 2020 („Selfmademan“) seet den Här Professer Markus Ollert vum LIH dëst:

„Denn für all die experimentellen Therapien, die wir im Moment gegen Covid-19 einsetzen, wird es in einigen Wochen einen Engpass an Medikamenten auf dem Weltmarkt geben. Die Nachfrage ist zu hoch, die Produktion kommt noch nicht hinterher.“

Et mierkt een och, datt sech an enger Rei vun europäesche Länner eng gewëssen Onrou breetmécht, well vill Leit mengen, datt d'Ofhängegkeet vu Produzenten aus dem net europäesche Raum, wéi och déi héich Nofro u Medikamenter, kéinten zu enger Penurie bei Medikamenter féieren, an dat net nëmmen an dem spezifesche Beräich vun der Lutte géint Covid-19. Fir eng Beonrouegung an der Populatioun a méiglech Hamsterkeef ze verhënneren, schéngt et wichteg, an dësem Domän eng ganz oppen an zouverlässeg Informatiounspolitik vun der Säit vun der Regierung ze hunn.

Dowéinst wollte mir der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ass et korrekt, datt et kann zu enger Penurie u Medikamenter kommen? Wa jo, wéini a wéi eng Medikamenter wäre betraff?

2. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir deene Problemer, déi bei enger insuffizienter Versuergung mat Medikamenter entstoe kënnen, preventiv entgéintzewierken?

3. Wéi eng Verhalensreegele ginn an deem Kontext un d'Effentlechkeet, un d'Acteuren aus dem medezinneschen a paramedezinnesche Secteuren a besonnesch un d'Apdikten?

Réponse (06.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et ass net auszeschléissen, datt wéinst der Coronavirus-Epidemie zum Beispill Zwangscongéen, Quarantänen a Liwwerketten, déi ënnerbrach sinn, zu Engpäss beim Versuerge mat Medikamenter kënne féieren. Do derbäi kënnt, datt d'Nofro no bestëmmte Medikamenter fir d'Prise en charge vu Covid-19-Patiente geklommen ass, zum Beispill fir Analgesiquen, Muskelrelaxantien, Berouegungsmëttelen (Sedativen) oder och nach fir bestëmmten Zorte vun Antibiotiquen. Dës Medikamenter ginn als kritesch Medikamenter ugesinn a se ginn dowéinst och genee iwwerwaacht vum Krisenzenter a vun der Divisioun vun der Pharmacie an de Medikamenter (DPM) vun der Direktioun vun der Santé; dëst zesumme mat de lëtzebuergesche Spideeler an den Autoritéite vun deene Länner, vun deenen eise Maart ofhänkt, wéi der Belsch.

ad 2. De Gesondheetsministère huet eng Prozedur ëmgesat, déi och d'Direktioun vun der Santé (DPM) an de Krisenzenter abegräift, fir all Dag eng Bestandsopnam ze maache vun de sougenannte kritesche Medikamenter an de Spideeler an absënns op den Intensivstatiounen. D'Informatiounen iwwert de Verbrauch erlabe Projektiounen iwwert de Besoin an den nächste Méint; dës Schätzunge ginn all Dag aktualiséiert, jee no der Evolutioun vun der Zuel vun den Hospitalisatiounen. Ausserdeem gëtt et eng Zesummenaarbecht mat der Belsch, déi eis e permanenten Approvisionnement erlaabt jee no eise Besoinen, déi all Dag änneren. Grad eméi eis europäesch Nopere gräife mir, wann et zu Engpäss kënnt oder fir e Manktem ze anticipéieren, op alternativ Produiten zréck oder op Produiten aus Drëttlänner.

ad 3. Wat d'Medikamenter ugeet, déi an den Apdikte verkaaft ginn, esou sinn déi, déi verschreiwungsflichteg sinn, am Prinzip ënner Kontroll. Bei de Medikamenter, déi ouni Rezept ze kréie sinn, ass et wichteg, drop opzepassen, datt d'Patiente keng virzäiteg Lagerung maachen, déi dann zu engem Engpass féiere kéint. Dofir huet d'Gesondheetsministesch de 16. Mäerz 2020 en Arrêté ministériel ënnerschriwwen, deen d'Erausgi vu Medikamenter ouni Rezept begrenzt. Dësen Arrêté gouf den Apdikten de 17. Mäerz an engem Schreiwes matgedeelt. Dora gi si opgefuerdert, d'Erausgi vu Medikamenter, déi zum selwechten Niveau 4 vum Code ATC gehéieren a fir eng Selbstmedikatioun (OTC) ze kréie sinn, ze limitéieren, an zwar op eng Packung vun der klengster Gréisst pro Persoun a fir déi recommandéiert Dauer, iwwert déi de Produit der Kuerzbeschreiwung no soll ageholl ginn. Dobäi spillt et och keng Roll, ob d'Medikamenter direkt an der Apdikt kaaft oder online bestallt ginn.

Q358

Question 2030 (06.04.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**utilisation des masques de protection dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

D'Aféierung vun enger Maskeflicht an Éisträich a Geschäfter mat enger Verkaafsfläch vun iwwer 400 Quadratmeter vum 6. Abrëll 2020 u geheit eng Rei vu Froen op, déi och fir Lëtzebuerg relevant sinn. Et muss een als éischt feststellen, datt et an Éisträich dem private Secteur gelongen ass, a relativ kuerzer Zäit imposant Quantitéite vu Schutzmasken ze organiséieren, ze kafen oder ze produzéieren, wat zu Lëtzebuerg an engem vergläichbare Mooss nach net erreecht ginn ass. Doriwwer eraus stellt sech natierlech d'Fro vun der Zweckméissegkeet vun där Moossnam an ob déi och hei zu Lëtzebuerg soll ageféiert ginn.

Dowéinst wollte mir der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wat ka Lëtzebuerg, am Kontext vum Approvisionnement mat Schutzmaske fir d'Bevëlkerung, aus den éisträicheschen Erfarunge léieren? Wéi ka sech d'Zesummenaarbecht tëschent dem ëffentlechen an dem private Secteur an deem Beräich artikuléieren oder eventuell verbesseren?

2. Huet d'Regierung Kenntnes iwwer eventuell Stocken oder Kafaktioune vu Maske vu gréisseren Acteuren (wéi zum Beispill grousse Geschäfter) am private Secteur zu Lëtzebuerg? Sinn esou Aktiounen, sollt et si da ginn, a Konkurrenz zu de staatlechen Efforte gemaach ginn? Wa jo, wéi beurteelt d'Regierung esou eng Konkurrenzsituatioun an enger Krisesituatioun?

3. An der Vergaangenheet gouf et schonn en nationale Plang fir Pandemien. Wéi dacks gouf deen iwwerpréift an aktualiséiert? Op wéi enge Weeër gouf e bekannt gemaach? Kann d'Madamm Minister dozou Prezisioune ginn, virun allem och am Hibléck op déi Obligatiounen, déi aus dësem Plang entstane sinn, speziell am Bezuch op Schutzmasken? Wéi gouf dee Plang befollegt?

4. Wéi ass déi aktuell Situatioun am Hibléck op déi mëttel- a laangfristeg Versuergung mat professionelle Masken an anerem Schutzmaterial fir d'Membere vum medezinneschen a paramedezinnesche Secteur zu Lëtzebuerg? Wann d'Versuergung iwwer auslännesch Betriber net zouverlässeg ka garantéiert ginn, ass un eng Eegeproduktioun geduecht?

5. D'Droe vu Schutzmaske fir net medezinnescht Personal gëtt vun der Weltgesondheetsorganisatioun WHO nëmme recommandéiert, wann ee selwer néitst oder houscht oder sech ëm eng Persoun muss këmmeren, déi sécher oder warscheinlech mam Coronavirus infizéiert ass. « Il ne faut porter un masque que si on présente des symptômes de la Covid-19 (en particulier, la toux) ou si on s'occupe de quelqu'un susceptible d'être atteint de la maladie. Les masques jetables sont à usage unique. Si vous portez un masque alors que vous n'êtes pas malade ou que vous ne vous occupez pas de quelqu'un qui est malade, c'est du gaspillage. Comme il y a une pénurie mondiale de masques, l'OMS conseille de les utiliser avec parcimonie. » (Zitat aus der Spaweckssäit vun der Weltgesondheetsorganisatioun) Schléisst Lëtzebuerg sech dëser Iwwerzeegung vun der WHO un?

6. Den Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten (ECDC) schreift a senge Recommandatiounen op senger Spaweckssäit (ECDC Technical Report Guidelines for the use of non-pharmaceutical measures to delay and mitigate the impact of 2019-nCoV) : "There is no evidence on the usefulness of facemasks worn by persons who are not ill as a community mitigation measure. In the EU, it is not customary for healthy people to wear masks in the wider community. If masks are used, best practices should be followed for donning, doffing, and disposing of them. The hand hygiene measures detailed above should always be followed after removing a mask." Ass dëst och d'Iwwerzeegung vun der Lëtzebuerger Regierung? Wéi kënnt den ECDC zu dëser Analys? Ginn déi national Regierungen oder Gesondheetsautoritéite bei der Ausschaffung vun deenen Direktive consultéiert?

7. Einfach Masken, ouni besonnesche Filter, ouni korrekt Benotzung oder fachgeméissen Entretien, musse ganz séier selwer als onhygienesch consideréiert ginn. Och gëtt dacks ugeholl, datt d'Droe vun esou Masken, déi selwer keng oder keng ganz grouss zousätzlech Sécherheet bidden, kéinten derzou féieren, datt d'Leit de Mindestofstand zu anere Persoune manner géife respektéieren. Hält d'Lëtzebuerger Regierung et eventuell fir opportun, trotz esou Bedenken, d'Droe vun einfachen, net medezinnesche Masken ze recommandéieren an, wa jo, wéini, wiem an ënner wéi engen Ëmstänn?

8. Eng Rei vu prominenten an zum Deel och medezinnesch héich qualifizéierte Stëmmen hei am Land hu sech fir d'Droe vu Schutzmasken ausgeschwat. Wëllt d'Regierung esou Meenunge Rechnunge droen an, wa jo, a wéi enger Form?

9. Wa Schutzmasken en Deel vun der Exit-Strategie sollte ginn, trotz hirem warscheinlech ganz limitéierte Notzen, kann d'Regierung da garantéieren, datt déi ganz Populatioun ka mat Maske versuergt ginn?

Réponse (06.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zu Lëtzebuerg gëtt et am Moment Masken a ville Geschäfter ze kafen, den normale Marché huet sech erëm retabléiert, nodeem et eng Penurie virun engem Mount gouf. Donieft huet de Lëtzebuerger Staat, an och verschidde Gemengen, schonns Masken un d'Awunner verdeelt. Wéi d'Regierung de 4. Mee annoncéiert huet, kritt elo all Erwuessenen zu Lëtzebuerg zousätzlech 50 Maske gratis verdeelt, awer och all Frontalier; dëst fir den nächste Schrëtt vum Deconfinement, deen den 11. Mee a Kraaft trëtt, ze begleeden.

Verschidden Etablissementer hunn effektiv an der Vergaangenheet hir eege Stocken u Masken ugeluecht oder um fräie Maart kaaft. Dëst war éischter komplementar zu den Aktioune vum Staat an ni eng direkt Konkurrenz.

Et gëtt en nationale Pandemieplang säit 2004. En ass formell vun der deemoleger Regierung 2006 approuvéiert ginn a kann um Site infocrise.lu consultéiert ginn. E gëtt komplementéiert vum Plan grippe aviaire 2006 an dem Plan Ebola 2014. De Plang gesäit awer keng Detailer a Bezuch vum Stockage vu Maske vir.

Wärend der Pandemie vum Covid-19 konnte bis elo ëmmer d'Besoine vum Gesondheetssecteur gedeckt ginn, entweeder vun den Acteuren hiren eegene Stocken oder iwwert d'Réserve nationale. Et konnt awer och eng gewëssen Eegeproduktioun zu Lëtzebuerg encouragéiert ginn, notamment iwwer staatlech Hëllefen.

Lëtzebuerg huet sech ëmmer de Recommandatioune vun der WHO ugeschloss. Aktuell wësse mer awer, dass och Leit ouni Symptomer kënnen infizéiert sinn an aner Leit ustiechen. Dofir gëtt elo d'systematesch Benotzung vu Maske gefuerdert, wann een den Ofstand vun zwee Meter net anhale kann.

Den „European Centre for Disease Prevention and Control“ (ECDC) huet och deem bezüglech seng Recommandatiounen adaptéiert. Lëtzebuerg ass am „management board“ vum ECDC vertrueden, wéi all aner Memberstaaten och, a steet a reegelméissegem Austausch mat den Experte vun dëser Institutioun.

D'Droe vu sougenannten „alternative“ Maske ka sënnvoll sinn a gehéiert zur nationaler Exit-Strategie, wann een eng Rei Konditioune respektéiert, zum Beispill si richteg wäscht a se richteg undeet. De Gesondheetsministère huet do Recommandatiounen erausginn, déi een um Site covid19.lu noliese kann.

Question 2035 (08.04.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **tests rapides Covid-19 :**

Il existe actuellement plusieurs façons de détecter une infection au virus Sars-CoV-2 chez les patients :

- Un passage via le scanner semble avoir la préférence des professionnels de la santé, alors qu'il aboutit à un diagnostic plus fiable.

- Dans les drive-in installés à travers le pays, un échantillon de mucus est prélevé chez les patients. Ces prélèvements sont ensuite analysés pour détecter la présence du virus dans les sécrétions.

C'est au sujet de ces derniers tests rapides que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé :

- Combien de tests et de méthodes d'analyse des sécrétions sont actuellement appliquées dans les différents laboratoires (LNS et laboratoires privés) associés à la lutte contre la propagation du virus au Luxembourg ?

Il semblerait que certains de ces tests et méthodes aient été élaborés au Luxembourg.

- Madame le Ministre peut-elle nous informer sur la procédure d'approbation (i) des tests et méthodes développés à l'étranger et (ii) ceux développés au Luxembourg ?

- Madame le Ministre peut-elle exclure que des tests sur des patients, voire des méthodes d'analyse en laboratoire, ont été effectués en méconnaissance de la procédure applicable ?

Réponse (05.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tous les tests appliqués dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg à la date de la question parlementaire (7 avril 2020) étaient des tests sur base d'une méthodologie de biologie moléculaire appelée qRT-PCR (quantitative Reverse Transcriptase - Polymerase Chain Reaction).

En effet, deux sociétés luxembourgeoises ont développé des tests de diagnostic pour virus Sars-CoV-2, à savoir la société Fast Track Diagnostics (FTD) et la société Advanced Biological Laboratories (ABL).

Le cadre légal et réglementaire applicable à ces tests est constitué par la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ainsi que par le règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

L'enregistrement des deux tests luxembourgeois auprès des autorités européennes a été fait selon les règles en vigueur. Les enregistrements auprès de la Direction de la santé ont été effectués en accord avec les exigences légales le 23 avril et le 28 avril 2020 respectivement.

Question 2036 (08.04.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests d'immunité au coronavirus :**

Aus Artikelen am „Luxemburger Wort“ vum 2. Abrëll 2020 („Selfmademan“, Professor Markus Ollert zu Covid-19) an op RTL vum 1. Abrëll 2020 (Dr. Ulf Nehrbass, Invité vun der Redaktioun) geet ervir, datt eng Rei vun Tester a groussem Moossstaf sollen an der Lëtzebuerger Populatioun gemaach ginn.

rtl.lu mellt, opgrond vum Interview mam Här Dr. Nehrbass: „Eng klinesch Etüd mat enger representativer Grupp vu Lëtzebuerger - bis zu 1.500 Leit - soll gemaach ginn. Déi Leit sollen iwwert déi nächst Méint getest ginn, fir erauszefannen, wéi sech de Virus an der Populatioun verbreet a wéi sech d'Immunitéit opbaut.“

Den Här Professer Ollert mengt am Wort: „Aber das Ziel muss es sein, dass die gesamte Luxemburger Bevölkerung im Verlauf der nächsten Monate durchgetestet wird und dass jeder eine Art Covid-19-Immunitätspass erhält, auf dem eingetragen wird, welche Tests mit welchem Resultat gemacht wurden, ob man Antikörper hat und ob es sich um die Präsenz der schützenden Antikörper handelt.“

Den Här Professer Ollert mengt ausserdeem, datt bannent véier Wochen déi néideg Prozedur fir Antikierpertester kéint opgebaut ginn.

An dem Zesummenhank wollte mir der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozeduren an Tester sinn aktuell geplangt? Gëtt effektiv a véier Woche mat Antikierpertester ugefaangen? Geschitt dat ënnert der Autoritéit vun der Regierung oder huet eng aner Instanz, wéi zum Beispill den LIH (Luxembourg Institute of Health), déi verantwortlech Leedung?

2. Wéi a vu wiem ginn déi 1.500 Leit fir den éischten Test erausgesicht? Wéi eng Datebank gëtt dofir zur Verfügung gestallt fir e „representative“ Grupp erauszesichen?

Wat ass déi legal Grondlag a wéi eng Dateschutzreegele ginn hei applizéiert?

3. Sinn nëmme Residenten an där Datebank oder sinn do och Persoune concernéiert, déi am Ausland residéieren (Frontalieren)? Wa jo, missten dann net déi responsabel Gesondheets- an Dateschutzautoritéite vun de Nopeschlanner ëm d'Erlabnis gefrot ginn?

4. Ass den Test obligatoresch oder fräiwëlleg? Wann en obligatoresch ass, wat ass dann déi rechtlech Grondlag? Oder ginn déi 1.500 Leit ëm hiren Accord gebieden an, wa si deen net wéilte ginn, duerch aner Leit ersat, déi fräiwëlleg wéilten den Test matmaachen?

5. Ass d'Anonymitéit bei deenen Tester garantéiert? Wie kritt d'Donnéeë vun deene Leit, déi bei deenen Tester matmaachen a wéi gëtt mat deenen Donnéeë verfuer?

Kënnen déi och un Drëtter weidergi ginn, wéi zum Beispill Fuerschungsinstituter inklusiv an der pharmazeutescher Industrie?

6. Wat gëtt genee getest a wéi eng eventuell Konsequenze kënnen d'Testresultater fir déi betraffe Persoun hunn? Ass séchergestallt, datt nëmmen op Covid-19-Antikierper getest gëtt?

7. Ass an enger nächster Phas dru geduecht, déi „gesamte Luxemburger Bevölkerung“ (Prof. Ollert) ze testen? Wa jo, wat wär déi rechtlech

Grondlag dofir? Wär den Test dann obligatoresch?

8. Wéi eng rechtlech Implicatioune kéint e „Covid-19-Immunitéitspass" hunn, zum Beispill am Hibléck op d'Aarbechtsrecht oder op d'Reesfräiheet? Ass dru geduecht, esou en Dokument obligatoresch anzeféieren? Wa jo, wär dat dann nëmmen am Hibléck op Covid-19 oder och eventuell nach op aner Krankheeten?

Réponse (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech bei der betreffender Etüd ëm de Projet CON-VINCE, deen ënnert der Responsabilitéit vum Luxembourg Institute of Health ofleeft, deen awer, wéi d'Gesetz dat virgesäit, vun der Gesondheetsministesch autoriséiert gouf op Basis vun engem Avis vum Comité national d'éthique de recherche (CNER) a vun der Direktioun vun der Santé. Et ginn an deem Projet esouwuel PCR-Tester gemaach wéi Antikierper gesicht.

D'Prozedur, fir d'Participanten auszesichen, ass schonns am Detail an der dréngender parlamentarescher Fro N° 2142 erkläert ginn.

Dëse Projet betrëfft nëmme Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, dofir sinn d'Gesondheets- an d'Dateschutzautoritéite vun den Nopeschlänner net betraff.

Wéi an all Etüd ass d'Participatioun fräiwëlleg, an d'Protektioun vun den Donnéeën ass garantéiert duerch de gesetzleche Kader vun der klinescher Fuerschung an dem Dateschutz zu Lëtzebuerg.

Wéi schonns erkläert, gëtt net nëmmen op Antikierper getest. Falls eng aktiv Infektioun festgestallt gëtt, kann de Patient un een Dokter verwise ginn, fir, falls néideg, seng Behandlung ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet sech entre-temps opgestallt, fir „large scale testing" kënnen ze maachen, falls dat ubruecht wär. Tester wäerten ëmmer fräiwëlleg bleiwen.

Mir denken am Moment net iwwer en „Covid-19-Immunitéitspass" no, well éischtens et net kloer ass, ob een effektiv eng Immunitéit huet, wann een Antikierper besëtzt, an zweetens esou e Pass eng Rei rechtlech a besonnesch eethesch Froe géif opwerfen.

Question 2037 (09.04.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **production nationale de masques de protection :**

Il y a deux jours, le Ministre de l'Économie et des Finances français a déclaré sur France 2 ce qui suit :

« Nous avons accéléré la cadence de production de masques en France et nous tiendrons les objectifs fixés par le Président de la République : c'est-à-dire devenir autonomes en production de masques. »

Le Président de la République française avait plus tôt déjà annoncé que la capacité de production de masques FFPP passerait d'aujourd'hui environ trois millions par semaine à 15 millions par semaine à la fin avril 2020 et la production de masques (hors FFPP) serait d'un million par jour vers la fin avril 2020.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'ambition du Ministre de l'Économie et des Finances français de devenir autonome en production de masques de protection ?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il dès lors pas qu'il faille une approche plus proactive vis-à-vis des entreprises capables de produire de tels masques à un niveau industriel ?

· Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ses services ont déjà effectué une sorte de « scoping » des entreprises potentielles ?

Toujours dans l'affirmative, quelles sont ces entreprises ? Monsieur le Ministre a-t-il directement pris contact avec les entreprises en question ? Quelles seraient leurs capacités de production de masques FFPP et hors FFPP par jour et endéans quel délai ces entreprises pourraient atteindre ces capacités de production ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que la production et/ou la mise à disposition en nombre suffisant de masques de protection, et notamment de masques hors FFPP, est une condition sine qua non pour sortir de l'actuelle situation de confinement ?

Endéans quel délai le Luxembourg pourrait produire cette quantité de masques (sachant que si l'on table sur des masques à usage unique, il en faudrait environ 600.000 par jour et 4,2 millions par semaine, respectivement 1,8 millions en cas de masques à usage multiple) ?

Réponse commune (11.05.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Le Conseil de Gouvernement a décidé le 15 avril 2020 des lignes directrices pour une stratégie de déconfinement progressive et équilibrée entre les impératifs de la santé publique et les aspects économiques liés au confinement actuel, et dans ce contexte, il a été retenu que dès le 20 avril 2020, le port du masque de protection est un geste barrière obligatoire dans toutes les activités et déplacements lorsque la distance interpersonnelle de deux mètres ne peut pas être respectée.

Même s'il n'est pas envisagé spécifiquement que le Luxembourg puisse devenir autonome en production de masques de protection, une offre en matière d'équipements de protection individuelle, dont notamment de masques, s'est mise en place au sein d'entreprises luxembourgeoises et s'est fortement développée au cours des dernières semaines. Ainsi, afin de mettre en relation l'offre et la demande en matière d'équipements de protection individuelle produits et fournis par des entreprises luxembourgeoises, Luxinnovation, l'agence nationale de promotion de l'innovation, a lancé la plateforme www.epi-covid19.lu en collaboration avec l'équipe wedo.lu de la Fédération des artisans.

Cette plateforme fonctionne comme un répertoire : elle propose un accès sécurisé pour les utilisateurs, et vise à rassembler toutes les informations relatives à la production et à la fourniture d'équipements de protection individuelle dont notamment les masques chirurgicaux et de type FFP2, les masques de protection non certifiés et les visières.

Dans la section « Offres », les professionnels indépendants, artisans, PME, grandes entreprises et instituts de recherche peuvent soumettre et afficher leurs offres tandis que dans la section « Demandes », les communes, associations, administrations et institutions publiques luxembourgeoises, ainsi que les entreprises et les professionnels demandeurs peuvent afficher leurs besoins spécifiques en matière d'équipements de protection individuelle.

La mise en correspondance entre l'offre et la demande est ensuite gérée directement entre les partenaires qui cherchent une entente commune en dehors de la plateforme.

La plateforme www.epi-covid19.lu permet ainsi de contribuer à répondre aux besoins d'équipements de protection personnelle (EPI) des entreprises, professionnels, administrations et institutions publiques de façon simple, rapide et efficace, de faciliter la production régionale des EPI et l'adéquation entre l'offre et la demande. Des chaînes de valeur régionales peuvent ainsi se développer.

Au 30 avril 2020, la plateforme www.epi-covid19.lu totalise 1.241 comptes créés, il s'agit du nombre d'entreprises ou de personnes qui se sont inscrites pour pouvoir effectuer une recherche sur le site. 136 offres ont été publiées par des entreprises qui proposent des produits ou du matériel et 24 demandes ont été publiées par des entreprises, personnes ou organisation qui recherchent un produit. La plateforme compte une moyenne de 1.100 visiteurs par jour et un total de 12.200 visiteurs depuis son lancement.

En outre, le Ministère de l'Économie a mis en place un régime d'aide proposant des aides spécifiques pour le développement et la production de produits dans la lutte contre le Covid-19. Ces aides ont pour objectif d'apporter un soutien financier aux grandes entreprises et aux PME pour des projets de recherche industrielle et de développement expérimental, ou d'investissement pour la production et le développement de produits contribuant à combattre la crise sanitaire liée au Covid-19.

Afin de répondre au besoin croissant de masques de protection et de gel hydroalcoolique, la Direction générale des classes moyennes a décidé de soutenir les entreprises qui réorientent leur chaîne de production pour confectionner ces biens essentiels en période de crise sanitaire. Par conséquent, 100 % des coûts d'investissement liés à la réorientation de cette production sont pris en charge par la Direction générale des classes moyennes à travers les aides dites « de minimis ».

Des projets de recherche et de développement sur des dispositifs médicaux ou bien axés sur les équipements hospitaliers tels que des ventilateurs, des équipements de protection tels que des masques ou des désinfectants peuvent bénéficier d'une aide. De même des projets d'investissement relatifs à la production de produits pertinents pour la lutte contre le Covid-19 (dispositifs médicaux, équipement hospitalier et médical dont vêtements et des équipements de protection, appareils de ventilation, outils de diagnostic, désinfectant) peuvent être éligibles pour une aide jusqu'à hauteur de 80 % des coûts d'investissement.

Question 2043 (10.04.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **réglementations et accords quant aux déplacements des universitaires dans le cadre de la participation à leurs examens :**

Environ 15.000 résidents du Luxembourg étudient à l'étranger, essentiellement en Allemagne (4.600), en Belgique (3.300) et en France (2.500) selon les chiffres du Ministère de l'Enseignement supérieur (CEDIES).

Cependant, dans le contexte de confinement face à la crise sanitaire actuelle, nos pays voisins ont fermé leurs frontières et exigent une attestation justifiant tout type de déplacement.

Or, certaines universités de ces pays concernés ont annoncé la volonté d'organiser les différents examens en obligeant une présence physique des candidats les semaines à venir.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelles règles s'appliquent aux déplacements des universitaires concernés par cette situation ?

- Avons-nous trouvé un accord avec les différents pays pour permettre aux étudiants de passer leurs examens ?

Réponse commune (04.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Les réglementations pour les déplacements des étudiants, résidents au Luxembourg et qui étudient à l'étranger, dépendent d'un pays à l'autre. Les étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger sont tenus de respecter les règles de confinement et autres mesures restrictives en vigueur dans le pays dans lequel ils effectuent leurs études.

Il n'y a pas eu de conclusion d'accords bilatéraux formels avec des pays à ce sujet. La possibilité de déplacements indispensables à caractère transfrontalier des étudiants a fait l'objet d'efforts diplomatiques constants au niveau bilatéral et multilatéral. Actuellement, nous n'avons pas eu connaissance d'étudiants qui n'ont pas pu se rendre dans leur pays d'études pour participer aux examens où une présence physique est obligatoire.

Question 2051 (14.04.2020) de **MM. Gilles Roth, Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **propos récents de Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre du Travail et de l'Emploi à l'égard des indépendants sur Facebook :**

Dans son « post » sur Facebook, Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre du Travail et de l'Emploi affirme tout d'abord que seulement peu nombreux d'indépendants rencontreraient actuellement des soucis financiers dus, rappelons-le, aux mesures décidées par le Gouvernement en réaction à la propagation du virus Sars-CoV-2.

Il indique ensuite que la campagne en faveur des indépendants serait la manœuvre de « riches » indépendants, chefs des grandes entreprises artisanales, des avocats, etc.

Tout en reconnaissant l'« utilité » de cette frange d'indépendants pour faire fonctionner notre économie, il leur refuse tout soutien financier.

Son « post » a provoqué la réaction du Bâtonnier du Barreau de Luxembourg qui a ouvertement dénoncé ces propos dénigrants et demandé les excuses à Monsieur le Ministre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Madame la Ministre de la Justice :

- Monsieur le Vice-Premier Ministre s'est-il exprimé au nom du Gouvernement ?

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les propos sur Facebook de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ? Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que des publications sur des réseaux sociaux mettant en cause toute une profession sont de nature à apporter des apaisements à ces professions frappées, comme beaucoup d'autres, de façon substantielle par cette crise ?

- Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils intervenir auprès de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi pour qu'il présente publiquement ses excuses ?

- Comment le Gouvernement entend-il autrement redresser la barre ?

Réponse commune (05.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

- Comme Monsieur le Vice-Premier Ministre a expliqué à plusieurs reprises, les propos qui ont été repris notamment par la presse n'avaient pas de caractère officiel et n'étaient pas une prise de position mais un échange direct entre le Vice-Premier Ministre et une autre personne.

- Les propos n'ont pas été fait sur « Facebook » et il ne s'agissait pas d'une publication, mais d'une correspondance directe dont le contexte n'est pas connu.

- Le Vice-Premier Ministre s'est expliqué et exprimé à plusieurs reprises sur les sujets.

- Le Gouvernement a déjà décidé de renforcer les mesures en faveur des entreprises, de leurs salariés, des patrons et aussi des indépendants frappés par les mesures mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Question 2055 (16.04.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **fermetures actuelles des frontières au sein de la Grande Région :**

En effet, en temps normal, nous comptons au sein de l'« espace de coopération transfrontalière » qu'est notre Grande Région avec - selon les chiffres du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région - ses 11,5 millions d'habitants des flux de travailleurs transfrontaliers d'environ 220.000, dont 172.000 vers le Luxembourg. S'y ajoutent encore les consommateurs et visiteurs dans ce qui constitue le plus grand marché du travail transfrontalier de l'Union européenne.

Or, avec la crise de la maladie à coronavirus (Covid-19), nous avons dû constater que nos voisins allemands et français ont désormais fermé - à la différence par exemple de la « Euregio Meuse-Rhin » entre l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas - leurs frontières aux résidents luxembourgeois. Ce qui a été critiqué aussi par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et ne correspond ni à l'esprit Schengen ni à l'esprit Grande Région.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région :

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur d'éventuelles manifestations de son mécontentement à ce sujet auprès de ses homologues dans la Sarre, en Rhénanie-Palatinat et dans le Grand Est ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les explications fournies par les précitées régions et autorités ?

3) Madame la Ministre peut-elle également m'informer comment elle entend sortir notre Grande Région et ses habitants de ce blocage transfrontalier ?

Réponse commune (12.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Depuis le début de la crise, nous sommes intervenus auprès de nos interlocuteurs des pays voisins à différents niveaux, aussi bien de manière bilatérale (dans les capitales nationales et/ou régionales) que multilatérale (au niveau de la Grande Région) pour plaider contre les mesures restrictives de diverses natures aux frontières et en faveur d'un rétablissement rapide de l'ensemble des libertés de circulation. Les contacts intenses au niveau politique ont été complétés par d'innombrables contacts au niveau administratif.

ad 2) Les décisions introduisant des mesures restrictives aux frontières relèvent des gouvernements centraux des pays voisins et non pas des autorités locales et régionales tels que les Bundesländer ou le Grand Est.

Lors de nos nombreuses prises de position en faveur d'une levée de toutes les mesures res-

trictives aux frontières, les gouvernements des pays voisins concernés ont justifié celles-ci par les besoins de la lutte contre la pandémie.

ad 3) L'objectif du Gouvernement reste une levée totale de l'ensemble des mesures restrictives aux frontières dans la Grande Région et, au-delà, au sein de l'UE afin de rétablir la libre circulation.

En attendant, nous nous engageons inlassablement à tous les niveaux avec les partenaires des pays voisins pour obtenir une application flexible, pragmatique et humaine des contrôles effectués aux frontières, pour une clarification des critères de passage de la frontière si nécessaire et pour la possibilité de franchissement des frontières pour des catégories supplémentaires de personnes au fur et à mesure des processus de déconfinement dans chacun des pays.

Les calendriers et les modalités concrètes de ces processus nationaux de déconfinement diffèrent selon les pays, mais tous les efforts nécessaires sont entrepris dans les concertations avec les autorités des pays et régions voisines pour assurer dans ce contexte une abolition aussi rapide que possible de tous les obstacles aux flux transfrontaliers.

Question 2060 (18.04.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CIPA Rumelange :**

An der Aktualitéitsstonn vum 23. Oktober 2019, déi d'CSV zum Drëtten Alter ugefrot hat, sot d'Madamm Ministesch, datt Servior vum Ministère den offiziellen Optrag kritt huet, den Nei- an Ausbau vum CIPA zu Rëmeleng ze kucken, fir datt dësen elo definitiv „desengorgéiert" gëtt, fir datt endlech ka gebaut ginn. Säitdeem si sechs Méint vergaangen, mee de Projet läit nach ëmmer op Äis.

An dem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

- Wou ass den Dossier aktuell drun?

- Wëssend, datt den Dossier vum CIPA zu Rëmeleng vu Servior als Bauhär iwwerholl ginn ass, wéi eng konkreet Mesuren huet de Familljeministère als Verantwortleche vu Servior schonn ënnerholl, respektiv wäert nach ënnerhuelen, fir den Dossier ze „desengorgéieren"?

Réponse (27.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Kontrakt tëschent Servior an dem Architekt, dee mam Neibau vum CIPA Rëmeleng beoptraagt ass, ass den 22. Mee 2020 ënnerschriwwe ginn.

Et ass virgesinn, dass de Bau 2022 ufänkt an dass dat neit Gebai 2025 fäerdeg soll sinn.

Question 2064 (20.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours d'appui dans l'enseignement fondamental :**

Duerch de Krisenzoustand ginn de Schoulbetrib an den Unterrecht staark beanträchtegt. Aktuell heescht et, datt den Unterrecht viraussiichtlech emol nach bis de 25. Mee (Grondschoul) doheem stattfanne wäert. Fir d'negativ Konsequenze vun den Ëmstänn op d'Bildung vum Schüler ze reduzéieren, gëtt versicht, déi entstanen Defiziter mat Nohëllef opzeschaffen, dëst zum Beispill iwwer Online-Nohëllef. Wann d'Schoulen dann nees opginn, sollen an der Grondschoul Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg an der Ausbildung zum Enseignant sinn, Appui-Stonne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet den Här Educatiounsminister keng Bedenken dobäi, wann den Appui duerch Unistudente geleescht gëtt, déi bekanntlech - a wéi den Här Minister dat ëffentlech scho mol bestätegt huet - eventuell selwer sproochlech a mathematesch Defiziter hunn? Wéi gëtt séchergestallt, datt déi Studenten, déi sollen Nohëllef ginn, och déi néideg Viraussetzungen dofir matbréngen?

2. Zënter Jore gi brevetéiert Enseignantë rekrutéiert, fir op aneren, detachéierten oder spezialiséierte Posten ze schaffen ewéi zum Beispill als I-EBS (Instituteurs spécialisés dans l'encadrement et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques), bei der Organisatioun vum PDS (plan de développement scolaire), asw.

- Wier et eventuell méiglech, esou Leit fir Appui-Stonnen ze engagéieren? Wann nee, firwat net?

- Kann den Här Minister soen, wéi vill brevetéiert Enseignantë mëttlerweil op detachéierte Poste schaffen?

- Wéi vill därer Poste ginn et am Ganze bezéiungsweis wat fir Poste sinn dat?

- Sollten déi Leit op deene Posten a Krisenzäiten net fir aner, eventuell méi prioritär, Aufgaben agesat ginn?

Réponse (26.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Studenten aus de Semesteren 3-8 vum Studiegang Bachelor professionnel en sciences de l'éducation oder aus engem equivalenten auslännesche Studiegang kënnen aktuell schonn, laut dem Artikel 3 vum Gesetzestext Règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, no enger kuerzer administrativer Prozedur an ouni d'Realisatioun vun engem Stage eng Attestatioun ausgestallt kréien, déi et hinnen erméiglecht, an de Cyclen 1-4 vun der lëtzebuergescher ëffentlecher Grondschoul Remplacementer ze assuréieren. Eng Partie Studente profitéiere scho säit Jore vun dëser Reegelung, fir ab dem drëtte Semester vun hirem Studium punktuell Enseignanten, déi krankheetsbedéngt ausfalen, ze ersetzen. Ech profitéieren op dëser Plaz, fir dëse Studente Merci ze soe fir hiren Engagement an hir wäertvoll Aarbecht an eise Grondschoulen, duerch déi si net nëmmen d'Ekippe verstäerken, mä och nach wichteg Praxiserfarung sammelen, déi hinne spéider, wa se sech als brevetéiert Enseignanten an den Déngscht vun de Kanner stellen, sécher zegutt kënnt.

D'Studente sollen als Ënnerstëtzung an de Grondschoulen agesat ginn an d'Direktioune wäerten zesumme mat de pedagogeschen Ekippen dës Interventioune plangen an ëmsetzen. An der Reegel soll de Student ënnert der Uleedung vum Enseignant ee Grupp en charge huelen. Bei Bedarf kann de Student deemno zu jidder Zäit Récksprooch mam Titulaire de classe huelen, deen natierlech och an d'Preparatioun vun den Interventioune vun de Studenten agebonne ass. Ech sinn der Iwwerzeegung, dass dës Zesummenaarbecht fir all Bedeelegt eng reell Plus-value ass an dass se notamment mam geziilteten Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen derzou bäidréit, eventuell Schwächten opzefänken.

ad 2. Den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques ass eng lokal Ressource, déi nieft enge sëllechen anere Missiounen 23 Stonnen d'Woch an de Klassen intervenéiert, fir Schüler geziilt ze förderen an hinnen esou d'Méiglechkeet ze ginn, dank der Ëmsetzung vun enger inklusiver Approche, an de Reegelklasse beschoult ze ginn. Dës Enseignantë sinn aktuell schonn eng wäertvoll Ënnerstëtzung fir d'Kanner an de Grondschoulen an et läit op der Hand, dass si zesumme mat de pedagogeschen Ekippe fir d'Reprise vun de Coursen déi Mesurë wäerten definéieren an ëmsetzen, déi een optimalen Developpement vun de Kompetenze vun de Kanner ënnerstëtzen.

D'Instituteurs spécialisés en développement scolaire hëllefen aktuell scho beim Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), fir déi eenzel Membere vun der Schoulcommunautéit bei der Ëmsetzung vum Enseignement à distance ze ënnerstëtzen. Dee Moment, wou d'Schüler nees an d'Grondschoule ginn, wäerte si beim Encadrement vun dëse Schüler an de Schoulen een Übungsgrupp iwwerhuelen.

Beim dechargéierte brevetéierte Léierpersonal stellt sech d'Situatioun follgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wann een d'Unzuel vun den Agente mat der Unzuel vun den accordéierte Stonne vergläicht, da fält op, dass ee groussen Deel vun den Agenten net vollzäit dechargéiert ass a soumat och nach weiderhin an der Grondschoul intervenéiert.

Des Weidere ginn eng Partie Dechargen ugefrot, fir dass um lokalen, regionalen an nationalen Niveau vun dësen Agenten zesumme mat de pedagogeschen Ekippen d'Prise en charge vun de Kanner mat spezifesche Besoine kann organiséiert an ëmgesat ginn. Dank der gudder Zesummenaarbecht vun den eenzelnen Agente ka mëttels enger differenzéierter Approche ee gëeegenten Encadrement fir dës Kanner ugebuede ginn. Wärend d'Agente mat enger Decharge CISEC an éischter Linn den administrative Volet vun der Organisatioun vun der Prise en charge vun de Kanner mat spezifesche Besoinen assuréieren, intervenéieren d'Agente mat enger Decharge ALOGO, CCOM oder ESEB direkt beim Kand a se sinn deemno eng wäertvoll zousätzlech Ressource, déi zesumme mat den anere Membere vun der Schoulcommunautéit derfir suergen, dass all Kand sengem Rhythmus entspriechend gefërdert gëtt.

Déi Agenten, déi vun enger Decharge UNILU profitéieren, wierke bei der Grondausbildunge vun den zukünftegen Enseignantë mat, wärend déi mat enger Decharge FORMA an der Weiderbildungsoffer vun den Enseignanten am Globalen ewéi och an der spezifescher Formatiounsoffer fir d'Stagiairen intervenéieren. A béiden Domäner huet d'Formatiounsoffer fundamental missen iwwerduecht an den aktuelle Gegeebenheeten ugepasst ginn. Et gouf vu sämtlechen involvéierten Agenten een enormen Effort gemaach, fir Alternativen zu der traditioneller Offer auszeschaffen an unzebidden. Esou gëtt séchergestallt, dass sech d'Enseignanten och an der aktueller Situatioun kënne weiderbilden a Rotschléi zu den Upassungsméiglechkeete vun hirem Enseignement an eenzelnen Domäner beim Formateur kënnen anhuelen.

De SCRIPT huet een enormen Dispositiv mobiliséiert, fir d'Kanner, d'Elteren an d'Léierpersonal bei der Ëmsetzung vum Enseignement à distance ze ënnerstëtzen. Dobäi goufen eng sëllechen Initiativen, wéi d'schoulesch a psychologesch Helpline an den Internetsite www.schouldoheem.lu zesumme mat anere Servicer an enger exemplarescher Zesummenaarbecht an d'Liewe geruff, an och no der Reprise vun de Coursë wäerten d'Agente beim SCRIPT dës Offer weider ausbauen an den eenzelne Membere vun der Schoulcommunautéit berodend zur Säit stoen.

D'Aufgabeberäicher vun den Agente mat enger Decharge MINED oder COMMU si ganz ënnerschiddlech, mä meng Servicer an déi Institutiounen ewéi och d'Gemengeservicer, an déi dës Agenten detachéiert sinn, sinn ënnert den aktuellen Ëmstänn nach méi wéi soss op den Know-how vun dësen Agenten ugewisen, fir hir Missiounen am Déngscht vun de Kanner ze erfëllen.

D'Agente mat enger Decharge COMED, CULTUR oder MINCU sinn am Duerchschnëtt 3.1 Leçonen an der Woch dechargéiert. Agenten, déi nëmmen eenzel Stonnen dechargéiert sinn, intervenéieren an der Reegel nieft hirer Decharge nach an de Grondschoulen a sollte si den Aufgaben, déi am Kader vun hirer Decharge virgesi sinn, net kënnen nogoen, da gëtt de Volume vun hirer Interventioun an de Schoulklassen entspriechend no uewen ugepasst.

Question 2067 (24.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **mesurage des émissions de polluants des véhicules dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

De Stroosseverkéier ass duerch d'Coronaauswierkungen zum Deel paralyséiert. An Däitschland huet déi Situatioun zu engem Hannerfroe vun de Schuedstoffmiessunge gefouert, well zum Beispill de Stéckstoffundeel, fir deen den Diesel als Haaptverantwortleche stigmatiséiert gouf, op ville Plaze kaum gefall ass, obwuel vill manner Autoe verkéieren. Dat huet Froen opgeworf, ob Fuerverbueter fir Diesel (wéi zum Beispill am Raum Stuttgart) wierklech ze rechtfertege sinn, mee och zur Methodik, wéi Schuedstoffer erfaasst ginn an hiren Ursprong festgeluecht gëtt („Focus" vum 13. Abrëll).

Zu deenen zwee Froekomplexer hätt ech mat Bezuch op Lëtzebuerg dës Froen un eis Regierung:

1. Ginn d'Resultater vun de Lëtzebuerger Miessstatiounen an déi nämmlecht Richtung, wéi déi an Däitschland, dat heescht wéineg Schwankunge bei den Emissiounen, déi dem Abroch beim Verkéier géifen entspriechen?

2. Wat sinn d'Standuerter vun de Lëtzebuerger Statiounen? Droe si deene Klimaphenomeener Rechnung, déi elo an Däitschland erkannt gi sinn an déi eng Miessung vum Stéckstoff esou schwéier maachen?

3. Wéi wäit sinn d'Lëtzebuerger Iwwerleeungen, de Klimaafloss vum Stéckstoff, dee sech gär sammelt a fléisst (wéi eng Baach oder e Séi), deen da vum Wand op Plaze geschwemmt gëtt, wou et zu enger iwwerhéijer Konzentratioun kënnt, wéi Fuerscher an Däitschland festgestallt hunn, a vun Heizungsemissiounen, dee scheinbar zu Laaschte vum Diesel ënnerschat ginn ass, nei ze bewäerten?

4. Berécksiichtegen d'Lëtzebuerger Miessunge Phenomeener, déi zu falsche Miessungsresultater féieren, an ass also séchergestallt, datt net do gemooss gëtt, wou d'Klima (Wand an Temperatur) fir iwwerhéich Konzentratioune suergen?

5. Ass d'Regierung bereet, hir negativ Aschätzung vum Dieselmotor opgrond vun dësen Erkenntnesser aus Däitschland zréckzehuelen a sech fir seng Rehabilitatioun anzesetzen?

6. Ass d'Regierung bereet, op europäeschem Niveau derfir anzetrieden, d'Norme fir Dieselmotoren net weider ze verschäerfen, well den aktuelle Stand seng Effikassitéit weist?

7. Ass et bei dësem Stand vun den Erkenntnesser ausgeschloss, datt Lëtzebuerg lokal Verbueter fir Euro-4- an Euro-5-Dieselautoen a Kraaft géif setzen?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Resultater vun de Lëtzebuerger Loftmiessstatioune weisen allgemeng eng däitlech Baisse bei de Stéckstoffdioxid-(NO_2)-Konzentratiounen op, besonnesch am urbane Beräich an op de Plaze mat héijem Verkéiersopkommes, soudatt een dës Baisse op den Abroch am Verkéier kann zréckféieren. Am Verglach mam Joer 2019 waren an der Period iwwert d'Méint Mäerz an Abrëll op bal all de Miessstatiounen d'NO_2-Konzentratiounen an der Moyenne ëm circa 30 % méi niddreg. Hei muss een ergänzen, datt onofhängeg vun de fräigesaten Emissiounen, déi grad gemoosse Konzentratiounen awer méi oder manner grousse Schwankungen ënnerleien, jee nodeems ob déi grad virherrschend d'Wiederkonditioune fir eng méi oder manner gutt Ausbreedung vun de Schuedstoffer an der Loft suergen. Dofir ass et virzezéien, d'Evaluatioun no enger méi laanger Period ze maachen, dëst och nodeems déi zousätzlech Resultater vun der aktuell lafender landeswäiten NO_2-Klimapakt-Miesscampagne virleien.

D'Standuerter vun de Lëtzebuerger Miessstatioune sinn um nationale Geoportail (http://map.geoportail.lu - Theema: Ëmwelt, Layer: Loftqualitéit) publizéiert. Si entspriechen de Virgabe vun der europäescher Direktiv 2008/50/CE iwwert d'Loftqualitéit.

Den Effekt vu klimatesche Phenomeener, ewéi zum Beispill de sougenannte Kaltluftabfluss, duerch deen nuets polluéiert Loftmassen an Däller fléisse kënnen, ka mat Modelisatiounen evaluéiert ginn. D'Ëmweltverwaltung schafft drun, fir bei verschiddene vun deene méi problematesche Miessplazen esou Modelisatiounen duerchzeféieren. Et sief awer ervirgestrach, datt bis ewell nach ëmmer d'Verkéiersemissiounen a besonnesch déi vun den Dieselgefierer als déi Haaptverursaacher vun den NO_2-Konzentratiounen op de kritesche Plazen identifizéiert goufen.

Klimatesch Phenomeener, déi géifen zu falsche Miessresultater féieren, sinn am Lëtzebuerger Miessreseau net bekannt. Fait ass awer, datt d'Konzentratioune vun engem op en anere Standuert staark schwanke kënnen, jee nodeems wéi vill Verkéier fléisst a wéi gutt de Standuert duerchlëft ass. Laut europäescher Direktiv muss an allen Zonen op deene Plaze gemooss ginn, wou d'Konzentratioune representativ si fir d'Populatioun am Allgemengen an op deene Plazen, wou déi héchste Konzentratiounen ze erwaarde sinn. Ausserdeem gëtt mat de Miessverfare gemooss, déi vun der EU europawäit virgeschriwwe sinn.

Dowéinst sief preziséiert, datt déi virleiend Erkenntnesser keng nei Aschätzung vun den NO_2-Emissioune vun den Dieselmotore mat sech bréngen.

Um europäeschen Niveau goufen et an de leschte Joren tatsächlech eng grouss Unzuel vu Modifikatiounen am Beräich vun der Homologatioun vun de Gefierer. Hei sief allerdéngs dorop higewisen, dass dës Modifikatioune sech net reng op Autoe mat Dieselmotore bezéien, mee op all d'Motorisatiounen. D'Modifikatiounen, déi agefouert goufen, ware virun allem, fir d'Testprozeduren unzepassen. Dëst well festgestallt gouf, dass d'Gefierer sech am Labo, wat hir Emissiounen ubelaangt, zum Deel anescht verhalen hu wéi op der Strooss, wou d'Emissiounen ee Problem fir d'Leit an d'Ëmwelt duerstellen. Konkreet goufe Mesurë geholl, fir dass d'Autoe bei der Homologatioun net méi exklusiv am Labo getest ginn, mee eeben och op der Strooss. Et sief awer preziséiert, datt d'Grenzwäerter net ugepasst goufen an den Hiersteller souguer iwwer ee Konformitéitsfaktor, d'Méiglechkeet krut, am reelle Fuerbetrib méi NO_x-Emissiounen a Partikelen auszestoussen, wéi wat am Labo festgestallt gouf.

Nieft dëse Mesuren, wat d'NO_x-Partikelen an an Zukunft och Kuelemonoxiden esou wéi Kuelewaasserstoffer ubelaangt, ass och een neien

Testzyklus am Labo agefouert ginn. Dësen neien Testzyklus (WLTP - Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure) huet besonnesch een Afloss op d'CO_2-Emissiounen an de Verbrauch. Duerch d'Optimiséierung vun den Autoen op den alen Testzyklus (NEDC - Nouveau cycle européen de conduite) ass et dozou komm, dass d'Schéier, wat d'CO_2-Emissiounen an de Verbrauch ubelaangt, tëscht deem, wat den Hiersteller ugëtt, an deem, wat an der Realitéit ausgestouss gëtt, ëmmer méi ausernee gaangen ass. Wann am Joer 2000 just an der Moyenne een Ënnerscheed vun 9 % tëschent der Realitéit an dem Labo bestanen huet, esou waren dat 2017 schonn 42 %, wat fir den Notzer vun engem Auto beim Verbrauch ongefeier 2,14l/100 km ausmécht. Mat der Aféierung vum WLTP-Testzyklus sinn allerdéngs keng CO_2-Flottenziler ugepasst ginn. Fir Autoen, déi nom neien Zyklus getest goufen, mussen d'CO_2-Emissiounen op den alen Zyklus bis Enn 2020 zréckgerechent ginn, well déi ursprénglech CO_2-Flottenziler op dem alen NEDC-Zyklus festgeluecht goufen. Déi nei Flottenziler gesi schlussendlech am Verglach zu 2021 eng Reduktioun vu 15 % bis 2025 vir, woubäi hei ze soen ass, dass och dëst sech net just op Autoe mat Dieselmotore bezitt, mee op all d'Motorisatiounen an an dësem Punkt den Dieselmotor duerch dee méi gerénge Verbrauch an domat verbonnenen CO_2-Ausstouss am Virdeel ass.

Aus dësen Erklärunge geet ervir, dass déi lescht Joren haaptsächlech Modifikatioune gemaach goufen, fir méi realistesch Emissiounswäerter kënnen ze moossen, fir datt eng Flottenerneierung een tatsächlechen Effekt op der Strooss huet. Et sief nach eemol preziséiert, datt dës Modifikatioune sech net op ee speziellen Typ vu Motorisatioune bezéien, mee all d'Gefierer ëmfaassen. D'Bestriewen, fir d'reell Emissiounen, bei Verbrennungsmotoren, mat den technesche Méiglechkeeten, déi et ginn, weider ze reduzéieren, soll awer weider gefouert ginn.

Wat lokal Fuerverbueter zu Lëtzebuerg fir Dieselautoe betrëfft, sinn aktuell keng virgesinn. Et geet een dovunner aus, datt den Opwand net verhältnisméisseg ass, fir just e puer concernéiert Stroossenabschnitter ze viséieren.

Question 2071 (22.04.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **prix du mazout agricole :**

Duerch d'Präifluktuatiounen op den Uelegmäert hunn och d'Präisser op den Uelegproduiten zu Lëtzebuerg an de vergaangene Wochen e puermol variéiert. An dësem Kontext fält op, dass de Präis fir de Mazout fir an d'Heizung säit dem 17. Abrëll bei 0,352 Euro de Liter TVA incluse läit (≥ 1.500 l). De landwirtschaftleche Mazout fir a Maschinne läit sengersäits bei 0,434 Euro de Liter TVA incluse. Dat ass eng Präisdifferenz vun 8,2 Cent de Liter.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

1. Wéi ass déi Präisdifferenz vun 8,2 Cent de Liter ze erklären?

2. Firwat ass de landwirtschaftleche Mazout méi deier wéi de Mazout fir an d'Heizung?

3. Firwat gëtt de landwirtschaftleche Mazout mat engem TVA-Saz vu 17 % besteiert an de Mazout fir an d'Heizung nëmme mat 14 %?

4. Gedenkt d'Regierung den TVA-Saz fir de landwirtschaftleche Mazout no ënnen unzepassen?

5. Wann nee, firwat net?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Den Heizungsmazout mat 10 ppm Schwiefel ass am Prinzipp dat selwecht Produkt wéi de landwirtschaftlechen Diesel. Den Ënnerscheed am Maximalpräis zwëschent dësen zwee Produkten erkläert sech duerch eng ënnerschiddlech Besteierung (Accisen an TVA) an doduerch, datt beim landwirtschaftlechen Diesel Zousatzkäschte considéréiert ginn, déi duerch d'Obligatioun vun der Reduktioun vum CO_2-Impakt vun den fossille Carburanten entstinn.

ad 2. Am Contraire zum Heizungsmazout applizéiert sech d'Directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel (...) an d'Directive 2015/652/UE établissant des méthodes de calcul et des exigences de déclaration au titre de la directive 98/70/CE op Carburanten, déi fir landwirtschaftlech Maschinne genotzt ginn. Fir déi obligatoresch europäesch CO_2-Ziler fir d'Carburanten ze erfëllen, ginn dowéinst dem landwirtschaftlechen Diesel, wéi den anere Carburanten och, Biocarburante bäigemëscht. Déi zousätzlech Käschten, déi doweinst entstinn, ginn an de Maximalpräis integréiert an dat erkläert, firwat de landwirtschaftlechen Diesel méi deier ass wéi den Heizungsmazout mat 10 ppm Schwiefel.

ad 3. D'Applikatioun vu reduzéierten TVA-Tauxen ass am europäesche Recht vun der Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA-Direktiv) gereegelt. Lëtzebuerg profitéiert beim Heizungsmazout vun enger Ausnamereegelung, déi am Artikel 118 vun der TVA-Direktiv virgesinn ass.

ad 4. + 5. Et gëtt keng Méiglechkeet am Kader vun der TVA-Direktiv, fir op landwirtschaftlechen Diesel e reduzéierten TVA-Taux ze applizéieren.

Question 2072 (22.04.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **frais supplémentaires liés aux mesures de sécurité sanitaire sur les chantiers :**

Am Kontext vun der aktueller Coronakris sinn d'Sécherheets- an Hygiènesmesuren op de Chantieren adaptéiert ginn, op deenen zanter dëser Woch nees dierf geschafft ginn.

An der Press ass aktuell ze liesen, datt et Baufirme ginn, déi hire Clienten Avenanten zoukomme gelooss hunn, an deene si opgefuerdert ginn, d'Méikäschten, déi duerch déi zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren entstane sinn, ze decken. De Client misst deemno mat 4 % bis 5 % zousätzleche Käschten um Gesamtmontant rechnen. D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) réit iwwerdeems ausdrécklech derzou, dës Avenanten net ze ënnerschreiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a Wunnengsbau dës Froe stellen:

- Mat wéi vill Méikäschte fir d'Entreprisen ass duerch déi zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren ze rechnen?

- Ass d'Regierung der Opfaassung, datt de Client muss d'Méikäschten, déi duerch déi zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren ufalen, iwwerhuelen?

- Ass d'Regierung der Opfaassung, datt d'Entrepreneuren an d'Handwierksbetriber mussen d'Méikäschten, déi duerch déi zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren entstinn, iwwerhuelen?

- Gesäit d'Regierung vir, den Entreprisen an de Bauhären dës zousätzlech Käschten ofzehuelen?

- Wat geschitt, wann de Client net bereet ass, esou een Avenant ze ënnerschreiwen? Huet dëst een direkten Afloss op d'Fäerdegstelle vum entaméierte Bauprojet?

- Rechent d'Regierung dermat, datt déi aktuell Méikäschten, déi duerch déi zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren entstinn, sech an der Form vun enger zousätzlecher Präisdeierecht um Wunnengsmaart nidderschloe wäerten?

- Wéi schätzt d'Regierung allgemeng d'Auswierkunge vun der Coronakris, an den domat verbonnene Mesuren, op de Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg an?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

D'Ministere kënne betreffend déi opgeworf Froe keng Aussoen zum Fong oder der juristescher Natur maachen. D'Ministere preconiséieren eng Léisung à l'amiable, eventuell mat der Hëllef vum Médiateur de la consommation oder der ULC (Union luxembourgeoise des consommateurs). A leschter Instanz, am Fall vun engem Litige, ass et um Riichter, en Urteel ze spriechen.

Déi méiglech Méikäschten duerch zousätzlech Sécherheets- an Hygiènesmesuren hänke vu verschiddene Facteuren of, déi all Betrib an all Kontrakt eege sinn.

Béid Parteie musse sech un déi vertraglech Dispositiounen, déi am Ufank ugeholl goufen, halen a kënnen dës eventuell d'un commun accord mat engem Avenant änneren. Keng vun de Parteie ka forcéiert ginn, en Avenant unzehuelen. Déi jeeweileg Parteie mussen hir vertraglech Obligatiounen ëmsetzen, dozou gehéiert och d'Aarbechten esou fäerdeg ze stellen, wéi déi vertraglech Modalitéiten et virgesinn.

D'Präisser mussen d'Käschten erëmginn, méiglech Méikäschten. Sollte se sech bestätegen, wäerte sech also noutwendegerweis entweder duerch eng Baisse vun de Margen oder eng Erhéijung vun de Präisser, oder eng Kombinatioun vun deenen zwee äusseren.

Wéi all konkurrenzielle Marché reagéiert den Immobiliëmarché virun allem op d'Krittäre vun der Offer an der Demande, déi de Präisniveau bestëmmen. D'Kris vum Covid-19 stellt dës Reegel net fundamental a Fro.

Question 2074 (22.04.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **tenue d'un registre par l'Administration des douanes et des accises lors des contrôles effectués aux frontières de notre pays :**

D'après mes informations, il semble que lors des contrôles des frontières de notre pays dans le cadre de la lutte contre Covid-19, les douaniers luxembourgeois tiennent un registre des personnes franchissant la frontière avec inscription des noms, prénoms, plaque de la voiture et motifs du franchissement de la frontière.

Dans le cadre de ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits exposés ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer de qui émane cette instruction ?

- Combien de personnes ont ainsi été enregistrées ?

- Quel est le but de cet enregistrement ?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre considère-t-il que l'existence et la tenue d'un tel registre soient compatibles avec les principes et les règles relatifs à la protection des données personnelles ? Si oui, sur base de quelle disposition ?

- Au cas où le Ministre devait parvenir à la conclusion que la tenue du registre en question est illégale, donnera-t-il instruction de détruire tout de suite les données ainsi collectées ?

Réponse (26.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En date du 15 mars 2020, les autorités allemandes ont pris la décision de principe de réintroduire des contrôles aux frontières avec plusieurs pays voisins, dont le Luxembourg. Une telle mesure aurait eu des conséquences néfastes sur le Luxembourg, tant au niveau de la santé publique, en raison du grand nombre de personnel soignant domicilié en Allemagne, tout comme au niveau économique, au regard du nombre élevé de frontaliers allemands.

En date du 19 mars les autorités allemandes ont indiqué ne vouloir permettre des passages qu'aux postes-frontières suivants, et ce seulement dans des conditions strictes :

- A64 Mesenich/Trierer Autobahn
- B419 Wellen/Grevenmacher
- B419 Wincheringen/Wormeldange
- B418 Wasserbilligerbrück/Wasserbillig
- B257 (E29) Echternachbrück/Echternach
- B407/B419 Perl-Schengen-Apach (Kreisverkehr am Dreiländereck)
- A8 Autobahnbrücke Perl-Schengen

Partant, plus aucun passage au nord d'Echternach n'aurait été possible, avec tous les désagréments que cela aurait impliqué pour les frontaliers concernés.

En date du 20 mars 2020, le Conseil de Gouvernement a décidé de mettre en poste 50 douaniers en service à la frontière avec l'Allemagne pour aider les autorités allemandes dans l'accomplissement des formalités de contrôle mis en place par les autorités allemandes et soutenir ainsi la fluidité du trafic.

Sur cette base, les autorités allemandes ont finalement accepté de permettre le passage également aux postes-frontières à Vianden et Dasbourg.

Partant, la Ministre de la Justice a notifié en date du 21 mars 2020 à la Commission européenne et au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne le déploiement des autorités douanières luxembourgeoises aux postes frontières de Vianden et Dasbourg.

L'Administration des douanes et accises (ADA) a une compétence de contrôle douanier générale en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises. Elle a également une compétence de contrôle policier dans les conditions des lois spéciales qui lui confèrent un tel pouvoir en fonction de l'article 15 du Code de procédure pénale. Conformément à loi du 9 juin 1994 ayant pour objet d'habiliter les agents de l'Administration des douanes et accises à exercer certaines attributions de la police générale, l'ADA s'est vue attribuer ces compétences. En effet, l'article 1er de cette loi prévoit que « les agents de l'Administration des douanes et accises sont habilités, dans les mêmes conditions et avec les mêmes pouvoirs que les agents de la police générale, à effectuer le contrôle des personnes aux frontières qui est institué durant une période limitée lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent et ce conformément à l'article 2 paragraphe 2 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, signée à Schengen le 19 juin 1990 et approuvée par la loi du 3 juillet 1992 ».

Aussi, l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relatif au contrôle frontalier en commun et à la création de gares communes et d'échange à la frontière germano-luxembourgeoise, signé à Bonn, le 16 février 1962 s'appliquait à cet endroit. En vertu de l'article 13 de ce dernier, « les agents des Parties contractantes se prêtent assistance, dans la mesure du possible, en particulier pour prévenir et pour rechercher les infractions aux prescriptions légales et réglementaires relatives au franchissement de la frontière ». Par ailleurs, l'Accord prévoit que les prescriptions légales et réglementaires du pays limitrophe relatives aux contrôles sont applicables dans la zone frontalière et que les infractions auxdites prescriptions, commises sur le territoire du pays de séjour, sont réputées commises sur le territoire du pays limitrophe.

Partant, les douaniers luxembourgeois pouvaient légalement non seulement contrôler les automobilistes voulant franchir la frontière, mais également vérifier qu'ils respectaient la réglementation allemande relative à l'entrée sur le territoire allemand.

L'ADA a rejoint le 20 mars 2020 à 18 heures les postes-frontières Dasburg et Vianden, et y est restée jusqu'au 15 mai 2020 à minuit. La présence continue 24/7 a été assurée par des équipes successives sur les deux passages à la frontière allemande au moyen de contrôles statiques.

L'ADA n'a effectué aucun contrôle sur les mouvements transfrontaliers au départ de l'Allemagne à destination du Luxembourg. Techniquement, la sortie du Luxembourg restait donc libre. Par contre, l'entrée sur le territoire allemand se trouvait conditionnée par le respect de la réglementation allemande, en vertu de la coopération entre les autorités des deux pays.

Ainsi, les agents de l'ADA effectuaient, avec les pouvoirs d'agents de la police générale, des contrôles de personnes aux frontières et refusaient, dans le cadre de la coopération entre les autorités des deux pays, aux personnes ne répondant pas aux requis des autorités allemandes, la poursuite de leur déplacement transfrontalier. À défaut, lesdites personnes se seraient retrouvées illégalement sur le territoire allemand, ce qui les aurait exposées au risque de poursuites par les autorités allemandes, et aurait remis en question l'accord des autorités allemandes de laisser ouverts les deux passages frontaliers en question.

Il est à noter que cette coopération entre les autorités luxembourgeoises et allemandes a été identifiée et présentée comme Best Practice par les experts européens lors de leurs échanges sur la question des contrôles aux frontières dans le contexte de la lutte contre le Covid-19.

Dans le cadre de ses contrôles, l'ADA a tenu, sur demande des autorités allemandes, un relevé des personnes contrôlées. Dans ce relevé étaient reprises les données suivantes :

- les nom et prénom des occupants du véhicule ;
- leurs dates de naissance ;
- la plaque d'immatriculation ;
- le motif du déplacement transfrontalier.

Ce relevé avait comme objectif d'assurer l'efficacité des contrôles. À partir du 17 avril 2020, les enregistrements ont d'ailleurs été limités aux données des seules personnes ayant subi un refus d'entrée sur le territoire allemand.

Entre le 20 mars et le 17 avril 2020, 4.717 personnes ont fait l'objet d'un enregistrement dans ledit relevé. Parmi celles-ci, 118 personnes n'ont pas rempli les conditions pour l'entrée sur le territoire allemand. Entre le 18 avril et le 15 mai, 96 personnes ont été enregistrées pour cette même raison.

L'accès auxdites données a été limité à tout moment aux seuls fonctionnaires des brigades concernées, ainsi que leurs supérieurs hiérarchiques.

La tenue dudit relevé correspond à un traitement de données personnelles autorisé par le règlement européen sur la protection des données, qui prévoit qu'un traitement est licite lorsqu'il est « nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ». Elle rentre en outre dans le champ d'application de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

Il découle des articles 5 du règlement européen, ainsi que 3 et 4 de la loi du 1er août 2018, que les délais de conservation des données à caractère personnel sont liés à la finalité du traitement. En vertu de son considérant 39, ledit règlement exige en particulier « que la durée de conservation des données soit limitée au strict minimum ».

Comme depuis la fin des contrôles frontaliers entre l'Allemagne et le Luxembourg en date du 15 mai 2020, la finalité du traitement n'existe plus, ce relevé a été effacé en date du 20 mai 2020.

L'honorable Député s'enquiert également du sort des données au cas où la tenue du relevé aurait été illégale. À ce sujet, l'article 15 de la loi du 1er août 2018 prévoit que le responsable du traitement efface dans les meilleurs délais les données à caractère personnel de la personne concernée lorsque le traitement de ces données constitue une violation des dispositions prévues par les articles pertinents de la loi.

Tant la mise en place du relevé que l'effacement des données en fin de mission se sont donc faits en conformité avec le cadre législatif applicable.

Question 2078 (23.04.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **mineurs migrants non accompagnés portés disparus :**

Dans le rapport « Missing Unaccompanied Minors » du European Migration Network il est question des différentes approches et manières dont les États membres traitent les cas de mineurs migrants non accompagnés portés disparus. Ce rapport a été élaboré en étroite collaboration avec des organisations internationales (UNHCR, UNICEF, FRONTEX, Missing Children Europe, et cetera, pour ne nommer que celles-ci). Les raisons des disparitions pouvant être multiples (décisions personnelles, victimes de la traite, mendicité forcée et trafic de drogues), il s'agit surtout d'encourager les États membres à collaborer, à échanger des données et de mettre en place des procédures pour retrouver ces jeunes migrants non accompagnés portés disparus. Il ressort également de ce protocole que le Luxembourg ne collecte pas de données relatives aux jeunes migrants non accompagnés, ni la police ni la Direction de l'immigration.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Peuvent-ils confirmer que le Luxembourg ne collecte pas les dates relatives aux jeunes migrants non accompagnés portés disparus, comme l'indique le rapport à cause d'un « lack of registration » et « no national need for the data » ?

- Dans l´affirmative, comment les ministres expliquent-ils que le nombre de jeunes migrants non accompagnés disparus est passé de 30 en 2017, à 32 en 2018, pour arriver à 53 en 2019 ?

- Quelles en sont les raisons et comment les ministres entendent-ils y remédier ?

Réponse (12.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Le Luxembourg collecte bien des données relatives à des mineurs non accompagnés portés disparus. La Direction de l'immigration comptabilise ainsi les mineurs non accompagnés ayant disparu entre l'enregistrement de leur demande de protection internationale et l'introduction de celle-ci, ainsi que les mineurs qui ont disparu après l'introduction de la demande, pour lesquels une décision de clôture de la demande est prise. Toutefois, elle est bien sûr dans l'impossibilité de répertorier ou de comptabiliser des personnes se prétendant mineures et qui ne se sont jamais présentées ni enregistrées auprès de la Direction de l'immigration.

Quant aux mineurs non accompagnés dont la demande est refusée respectivement pour les bénéficiaires d'une protection internationale, la procédure étant finalisée, la Direction de l'immigration n'a pas la possibilité d'être informée de leur disparition, à moins que cette information ne lui soit signalée de manière expresse.

En ce qui concerne les mineurs non accompagnés qui ont enregistré une demande de protection internationale, il a pu être constaté une diminution de leur disparition entre cette étape d'enregistrement de la demande et l'introduction de celle-ci - laps de temps nécessaire pour la désignation d'un administrateur ad hoc. En effet, en 2017, 14 mineurs avaient disparu durant cette phase, en 2018, cinq avaient disparu et en 2019, un seul. Par rapport aux disparitions au cours de la procédure, la même constatation est faite : cinq décisions de clôture de la demande pour des personnes de moins de 18 ans ont été prises en 2017, trois en 2018 et une seule en 2019.

Ensuite, contrairement à ce qui est mentionné dans le rapport cité, la Police grand-ducale collecte les chiffres des mineurs disparus pour autant qu'ils soient signalés, notamment par les foyers d'accueil. En effet, la Direction des relations internationales (DRI) de la Police grand-ducale est en charge de la gestion de divers signalements dans le fichier signalétique national ainsi que dans le Système d'information Schengen (SIS II), y inclus les signalements en cas de disparition de mineurs en général sur le territoire luxembourgeois. La DRI introduit les signalements dans les systèmes respectifs sur base des informations fournies par les unités de terrain qui ont été averties par un foyer ou une autre structure de la disparition d'un mineur non accompagné le cas échéant.

Finalement, quant aux raisons de la disparition des mineurs, elles peuvent être multiples. Il a pu être constaté qu'il s'agit en principe de raisons personnelles qui conduisent certains mineurs à quitter le territoire luxembourgeois. Rappelons que le règlement « Dublin III » permet à ces jeunes de passer de pays en pays, et ils en sont conscients. On peut légitimement penser que le Luxembourg est, pour ceux qui disparaissent rapidement, un pays de transit pour continuer vers un autre État membre. Par ailleurs, au regard de l'expérience acquise par la Direction de l'immigration ces dernières années, certains se déclarent mineurs alors qu'ils ne le sont pas en réalité, raison pour laquelle ils ne s'enregistrent pas auprès de la Direction de l'immigration.

Question 2081 (24.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **frontières avec l'Allemagne :**

Virun e puer Deeg ass e Video op de sozialen Netzwierker zirkuléiert, deen eng Interventioun vun däitsche Sécherheetsorganer op enger Grenzbréck weist. Aus dem Video selwer gëtt een näischt iwwert d'Ëmstänn vun där Interventioun gewuer, an awer stelle sech eng Rei Froen, wat déi ablécklech Situatioun op dem däitsch-lëtzebuergesche Grenzverlaf ugeet.

Dowéinst wollt ech dem Här Bausseminister, dem Här Héichschoulminister, dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Rechtsstellung hunn d'Grenzflëss mat Däitschland? Sinn déi all als e Condominium ze betruechten? Wéi eng rechtlech Basis gëtt et dofir? Wéi eng Sécherheetsorganer si fir déi Grenzflëss zoustänneg?

2. Wéi ass d'Rechtsstellung vun de Brécken a vun de Grenziwwergäng op der lëtzebuergesch-däitscher Grenz? Sinn och si e Condominium oder verleeft d'Grenz op deene Plazen dem mëttlere Flossverlaf no oder der baulecher Mëtt vun de Brécken? Wéi eng Sécherheetsorganer vu wéi engem Land däerfen hei intervenéieren? Wiem gehéieren d'Grenzbrécken a wien ass fir hiren Ënnerhalt zoustänneg? Ass et zoulässeg, fir d'Grenz ze markéieren, an der baulecher Mëtt vun der Bréck Ofspärungen opzeriichten?

3. Am Schengen-Accord gëtt et besonnesch Reegelen, zum Beispill am Kontext vun der Verfollgung (Hot Pursuit). Wéi applizéiere sech d'Reegele vu Schengen op d'Interventiounsreegele vun däitschen a lëtzebuergesche Sécherheetsorganer op de Grenze respektiv Grenzbrécken tëschent Däitschland a Lëtzebuerg? Ënner wéi enge Konditiounen däerfe Polizisten oder Douaniere vun deem enge Land op den Territoire vun deem aneren a wéi eng Kompetenze kënne si do ausüben?

4. A wéi engem Mooss an op wéi eng Manéier hunn déi däitsch Moossnamen am Kader vun der Coronakris déi existent Reegelen, besonnesch am Kader vun de Schengen-Accorden, beréiert? Wéi eng Prozedure goufen hei agehalen, wéi eng Artikelen invoquéiert a wéi eng aner Rechtsgrondlage goufe benotzt?

5. Wéi huet d'Regierung op déi Tatsaach reagéiert, datt de Regimm op de Grenze mat Däitschland bal ouni Virwarnung unilateral geännert gouf? Wat gesinn déi pertinent international Ofkommessen an deem Kontext vir?

6. An deene leschten Deeg gouf rapportéiert, datt lëtzebuergesch Douaniere mat Mitraillettë vereenzelt op de Grenze mat Däitschland postéiert gi wären. Kann d'Regierung dat confirméieren a preziséieren, wéi eng Consignen d'Douane am Hibléck op d'Grenz mat den Nopeschstaaten am Abléck huet? Huet d'Lëtzebuerger Douane Persoune bei der Arees oder bei der Ausrees kontrolléiert? Wa jo, wéi eng Persounen an a wéi engem rechtlechen an operationnelle Kader?

7. Wéi eng Konsequenzen huet déi aktuell Praxis op d'Studenten an aner Leit, déi aus professionellen Ursaache mussen an Däitschland fueren? Huet d'Regierung fir si kënne besonnesch Dispositiounen am Grenzverkéier erreechen?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Laut dem Vertrag vum 19. Abrëll 1984 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg iwwert de Verlaf vun der gemeinsamer Staatsgrenz sinn d'Grenzwaasserverleef Musel-Sauer-Our als „gemeinschaftliches Hoheitsgebiet" erkläert ginn. D'Musel, d'Sauer an d'Our forméieren also den däitsch-lëtzbuergesche Condominium an no internationalem Recht gëllen op deem Territoire dat däitscht souwéi dat lëtzebuergescht Recht. D'Autoritéite vu béide Länner sinn also berechtegt, op deem Territoire ze intervenéieren. Aus dem Artikel 8 vum virdrun ernimmte Vertrag geet awer ervir, dass ier e Staat op dësem gemeinschaftlechen Territoire Mesuren ergräife wëllt, déi en Accord verlangen, dës vum anere Staat bewëllegt musse ginn.

ad 2. Den Artikel 1 Paragraf 2 vum Vertrag vum 19. Abrëll 1984 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg iwwert de Verlaf vun der gemeinsamer Staatsgrenz gesäit ënner anerem vir, dass zum däitsch-lëtzebuergesche Condominium d'Loftsail iwwert der Wasserfläch bannent de säitleche Begrenzunge gehéiert, souwéi och all Bauwierk an all Zort vun Anlag. Dëst bedeit also, dass d'Brécken iwwert der Musel, Sauer an Our béide Länner gehéieren. Däitschland a Lëtzebuerg übe gemeinsam hir staatlech Kompetenzen op deem Territoire aus a sinn also an der Verwaltung vun deem Gebitt opgefuedert ze kollaboréieren. Laut dem Artikel 8 vum virdrun ernimmte Vertrag soll et ëmmer zu engem Konsens tëscht béide Staate kommen.

Wat den Ënnerhalt vun de Brécken iwwert de Grenzflëss ubelaangt, souwäit dësen net vun enger Conventioun festgeluecht ass, sou sinn dofir déi däitsch a lëtzebuergesch Autoritéiten zoustänneg. Bei eis am Land këmmert sech d'Administration des ponts et chaussées drëms.

Wat déi baulech Moossnamen ugeet, fir d'Grenz ze markéieren, esou kënnen dës nëmmen am Konsens decidéiert ginn. Dëst ass den däitschen Autoritéite vu lëtzebuergescher Säit matgedeelt ginn.

ad 3. Am Artikel 41 vun der Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (...) sinn d'Modalitéite vun enger „poursuite transfrontalière" am Detail festgehalen. Sou dierfen däitsch Polizisten zum Beispill eng Poursuite op lëtzebuergeschem Territoire weiderféieren, wa si bedéngt duerch d'Urgence vun dëser Poursuite, net konnten déi lëtzebuergesch Autoritéiten am Virfeld kontaktéiere respektiv déi lëtzebuergesch Autoritéiten net konnten op der Grenz d'Poursuite iwwerhuelen. Dësen Droit de poursuite ënnerläit nach enger Rei weiderer Konditiounen, déi an der uewegenannter Konventioun festgeluecht sinn.

ad 4. Déi däitsch Moossnamen op de Grenze befollegen d'Prozedur vum Artikel 28 vum Schenge-Grenz-Code [règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un Code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes].

E Land, wat esou Moossnamen hëlt, muss also deenen aneren Länner an der europäescher Kommissioun per Notifikatioun Bescheed soen. Déi original Notifikatioun, esou wéi d'Notifikatiounen iwwert déi respektiv Verlängerunge vun de Moossname bis de 15. Mee leien der Regierung vir.

ad 5. Den Artikel 28 vum Schenge-Grenz-Code gesäit keng prealabel Koordinatioun, Konsultatioun oder Informatioun iwwert d'Grenzmoossname vir. D'Regierung hätt sech gewënscht, datt eng méi enk Ostëmmung mat den däitschen Autoritéite méiglech gewiescht wier. D'Regierung stoung an engem permanenten Dialog mat Däitschland, fir d'Situatioun ze verbesseren. Dësen intensiven Austausch huet ënner anerem erlaabt, datt fir d'éischt a progressiv aacht Grenziwwergäng erëm konnten opgemaach ginn an och datt d'Grenzkontrollen nees ganz opgehuewe gi sinn.

ad 6. Nodeems dass Däitschland decidéiert huet, erëm Kontrollen anzeféieren op de Grenze mat Lëtzebuerg a verschidde Grenziwwergäng ganz zouzemaachen, huet Lëtzebuerg Douaniere vum 20. Mäerz 2020 un op de Grenziwwergäng Doosbuerg a Veine postéiert, fir déi däitsch Autoritéiten ze ënnerstëtzen. Dës Virgoensweis huet erlaabt, déi zwee betraffe Grenziwwergäng erëm opzemaachen.

Mam Ausléise vun dëser exzeptioneller Dispositioun, goufen och d'Aktivitéite vun der Doua-

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

nesverwaltung (ADA), op Basis vun der Loi du 9 juin 1994 ayant pour objet d'habiliter les agents de l'Administration des douanes à exercer certaines attributions de la police générale, erweidert. Dëst Gesetz fixéiert d'Attributioune vun der Douanesverwaltung, wann d'ëffentlech Uerdnung an d'national Sécherheet et verlaangen, a gesäit och vir, dass am Kader vun dësen exzeptionelle Missiounen d'Douanesverwaltung ënnert der direkter Autoritéit vum Justizminister läit. Ausserdem applizéiert sech hei den Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relatif au contrôle frontalier en commun et à la création de gares communes et d'échange à la frontière germano-luxembourgeoise vum 16. Februar 1962.

Zënter dem 15. Mee huet d'Douane all hir Aktivitéiten an dësem Beräich agestallt, well Däitschland jo keng Grenzkontrolle méi mécht.

ad 7. D'Regierung huet sech mat Däitschland engersäits vun Ufank un drop verstännegt, dass Frontalieren aus professionelle Grënn dierfen iwwert d'Grenz fueren an zwar mat dem „Zertifikat für Berufspendler als Nachweis der Notwendigkeit des Grenzübertritts zwischen Deutschland und Luxemburg", dee Lëtzebuerg ausgeschafft hat, respektiv mat der däitscher „Bescheinigung für Berufspendler". Fir Studenten hu mer eis ganz besonnesch zënter dem Ufank vun der Kris agesat, fir hir Deplacementer ze erliichteren, wa se obligatoresch Coursen an Examen haten, souwuel fir an Däitschland ze fueren oder och fir duerch Däitschland kënnen zum Beispill an Éisträich ze fueren. Och fir Schüler ass eng praktesch Léisung fonnt ginn. Am Allgemengen hu mer eis fir all Kategorië vun Leit staark derfir agesat, datt déi däitsch Kontrollen op méi eng flexibel a pragmatesch Aart a Weis ëmgesat ginn, an dat ëmmer mat der fundamentaler Demande, datt se soubal wéi méiglech komplett ogehuewe ginn, wat jo de 15. Mee geschitt ass.

Question 2082 (24.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **masques de protection :**

Am Kader vun enger Dokteraarbecht vun der Technische Universität München sinn d'Auswierkunge beim Droe vun einfachen Otemschutzmasken ënnersicht ginn. D'Konklusioun dovunner muss ze denke ginn: Nodeems een eng dënn OP-Mask unhuet, otemt ee vill méi ausgeotemten CO_2 a wéi am Normalfall. Et kënnt verstäerkt zu méi séierer Ootmung, Middegkeet a Konzentratiounsschwächt, bis hin zu enger Verschlechterung vun der Feinmotorik a souguer Stéierunge vum Häerzrhythmus. Hei ass de Link vun der ganzer Dokteraarbecht:

https://mediatum.ub.tum.de/doc/602557/602557.pdf...https://mediatum.ub.tum.de/doc/602557/602557.pdf fbclid=IwAR0RTjyDwWugH7J6_JQGxq80cEwTQtJtr3BjSopXdF0pl8npjotVurBPOUI.

Ganz aktuell huet sech dann de Schnellwarnsystem vum Verbraucherschutz vun der EU (RAPEX) ageschalt an eng Warnung viru verschiddenen importéierten Otemschutzmasken erausginn. Dat well dës eng mangelhaft Filterwierkung hunn an eng Gefor fir d'Gesondheet besteet. D'Autoritéit huet zu engem Réckruff vun de betraffene Produkter opgeruff, déi alleguerten a China produzéiert gi sinn. Et ass net auszeschléissen, datt dës Masken och u Lëtzebuerg verkaaft gi sinn.

Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro maachen ech an engems dorobber opmierksam, datt d'Regierung meng Fro N° 2030 iwwer Otemschutzmasken nach net beäntwert huet.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun der aktueller Warnung vu RAPEX iwwert déi mangelhaft Otemschutzmasken aus China? Si schonn déi néideg Schrëtt ënnerholl ginn, fir ze préiwen, ob déi betraffe Masken och zu Lëtzebuerg am Ëmlaf sinn?

2. Ass dat obligatorescht Droe vun Otemschutzmasken op Plazen, wou de Mindestofstand vun zwee Meter net agehale ka ginn, iwwerhaapt sënnvoll?

3. Misst d'Regierung net Recommandatiounen erausginn, wat d'Droe vun de Masken ugeet an op méiglech gesondheetlech Geforen opmierksam maachen?

4. Misst net definéiert ginn, wou d'Droe vun de Masken onerlässlech ass (medezinnescht Personal etc.) a wou manner?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Regierung ass effektiv informéiert iwwert d'Masken aus China, déi vu manner gudder Qualitéit sinn an déi vun verschiddenen europäesche Länner kaaft goufen. Lëtzebuerg huet och Masken a China kaaft, mee ëmmer strikt drop opgepasst, fir nëmmen esou Produkter ze kafen, déi och mat enger chineesescher Norm versi woren, déi vun den europäeschen Instanzen als equivalent mat dem CE-Marquage ugesi goufen.

Als Kontaktpunkt (Safety Gate national contact point) vum RAPEX (rapid alert system for dangerous non-food products - Safety Gate) kritt den ILNAS vun der Europäescher Kommissioun d'Produkter, déi en héije Risiko duerstellen, kontinuéierlech gemellt. Den ILNAS deelt dës Informatioune mat den aneren nationale Verwaltungen, déi och Kompetenzen an der Maartiwwerwaachung hunn.

Dës Informatioune verschéckt den ILNAS och geziilt un eng ganz Rei vu Geschäfter am Land, soudatt se direkt iwwerpréiwe kënnen, ob eventuell e Produkt vun der RAPEX-Lëscht vun hinne verkaaft gëtt. Sou kënne se schnell reagéieren an d'Produkt aus dem Rayon huelen, a wann néideg ginn d'Clienten dann och informéiert.

Wat d'Sécherheetsmasken ubetrëfft, suivéiert den ILNAS déi Masken, déi an d'Kategorie Équipements de protection individuelle falen. Déi Masken, déi ënner Dispositifs médicaux falen, gi vun der Direktioun vun der Santé suivéiert.

De 24. Abrëll 2020 gouf den ILNAS vun der Europäescher Kommissioun iwwer véier Zorte Sécherheetsmasken informéiert, déi e seriöe Risiko duerstellen. Dës Maske goufen iwwert d'Belsch importéiert an och vun de belschen Autoritéite gemellt. Den ILNAS huet d'Importateure vun dëse Sécherheetsmasken an der Belsch kontaktéiert, fir gewuer ze ginn, ob dës Masken och op Lëtzebuerg geliwwert si ginn. Bei zwee vun de véier Dossiere krut den ILNAS schonn e Retour vun den Importateuren, déi confirméiert hunn, dass dës Sécherheetsmasken net weider op Lëtzebuerg verkaaft goufen. Déi zwee verbleiwend Dossiere si nach amgaange beaarbecht ze ginn.

Zwëschent dem 1. an dem 25. Mee gouf den ILNAS vun der Europäescher Kommissioun iwwer 16 weider Zorte Sécherheetsmasken informéiert, déi e seriöe Risiko duerstellen. An dëse 16 Fäll huet den ILNAS och direkt den Importateur kontaktéiert, fir ze wëssen, ob Lëtzebuerg concernéiert wier, fir dann déi néideg Mesuren ze huelen. Dës Dossiere sinn och amgaange beaarbecht ze ginn.

All Masken, déi zu Lëtzebuerg an de Verkaf kommen, ginn och stéchprouwenaarteg vum ILNAS kontrolléiert. Den ILNAS huet och selwer Sécherheetsmasken detektéiert, déi en héije Sécherheetsrisiko duerstellen. Dës Maske goufe beim Import detektéiert an och blockéiert. Den ILNAS huet d'Destruktioun vun de Masken ordonéiert, wéi den Importer et souwisou geplangt hat. Dës Maske goufen den 12. Mee un d'Europäesch Kommissioun an un déi aner EU-Member-Staate gemellt iwwer RAPEX. D'Cellule logistique gouf och vum ILNAS informéiert.

Nieft den normale Routineskontrolle beim Import vu Sécherheetsmasken, huet den ILNAS dann och zesumme mat der Douane genau iwwerpréift, ob och keng Sécherheetsmaske vun der RAPEX-Lëscht iwwer Lëtzebuerg importéiert gi wieren. Et konnte bis ewell keng vun deene Sécherheetsmaske beim Import fonnt ginn.

Den ILNAS schafft an der Maartiwwerwaachung enk mat der Douane, dem Gesondheetsministère, der Direktioun vun der Santé an dem Krisestaff zesummen. Am Kader vun dëser Zesummenaarbecht goufen och Equivalenze vun Normen opgestallt, déi sech op importéiert Masken, déi keen CE-Marquage hunn, uwennen. Dës Equivalenze sinn um Site vun der Douane publizéiert: https://douanes.public.lu/fr/actualites/2020/Importation_masques.html.

D'Droe vu Masken, wann den Ofstand vun zwee Meter net kann agehale ginn, ass sécher sënnvoll, net fir sech selwer ze schützen, mee haaptsächlech fir déi aner Leit viru sengen Drëpsercher ze schützen, déi beim Schwätzen, Houschten oder Néize produzéiert ginn an déi de Virus weider iwwerdroe kéinten.

D'Regierung huet Recommandatiounen erausginn iwwert d'Droe vu Masken am Generellen, an och fir spezifesch Gesondheetsberuffer. Dës Informatioune sinn disponibel op www.covid19.lu.

Wat déi reell Gesondheetsrisike vun dem Droen vu Masken ugeet, gëtt et an der publizéierter medezinnescher Literatur ganz wéineg fiabel Informatiounen. Et ass kloer, dass d'Maske vu Leit mat chronescher Longeninsuffizienz net verdroe ginn. Dës wären och theoreetesch déi Leit, déi e reelle Risk hätten, fir een ze héijen Taux vun CO_2 ze kréien, wa si da géifen eng Mask droen. Bei gesonde Leit sinn d'Symptomer hei awer éischter seelen, besonnesch wann ee bedenkt, dass d'Mask jo normalerweis net konstant gedroe gëtt, mee nëmmen, wann den Ofstand vun zwee Meter net agehale ka ginn.

Question 2086 (24.04.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **frais supplémentaires liés aux mesures de sécurité sanitaire sur les chantiers :**

Zënter dem 20. Abrëll duerf ënner strenge Sécherheets- an Hygiènesmesuren erëm op de Chantiere geschafft ginn. Laut mengen Informatioune wëlle verschidde Promoteuren déi Clé en main bauen, angeeblech zousätzlech Käschten duerch Sécherheets- an Hygiènesmesuren un de Bauhär viruverrechnen. An dësem Sënn krute Clientë schonns Bréiwer vun hirer Baufirma geschéckt. Et gëtt hinne mat engem Baustopp gedreet, wa se net géifen ënnerschreiwen.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Wunnengsbauminister an der Madamm Justizminister follgend Froe stellen:

- Wéi beurteelt den Här Wunnengsbauminister dës Virgoensweis vu verschiddene Baufirmen?

- Opgrond vu wéi enge Komponente wier dës Virgoensweis ze rechtfertegen?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass dës Praxis misst ënnerbonne gi wëssend, dass doduerch d'Präisser vu den Haiser a Wunnenge weider an d'Luucht ginn?

- Kann d'Madamm Justizminister mir d'Base légale vu sou enger Demande vun de Baufirmen un hir Clientë matdeelen?

D'Clienten hu Kontrakter mat hire Baufirmen ofgeschloss, déi ouni konkreet an detailléiert Begrënnung net einfach kënnen ëmgeännert ginn.

- Ass d'Madamm Justizminister och der Meenung, datt dës Kontrakter net einfach kënnen ausgehiewelt ginn?

- Wa jo, wéi gedenkt d'Madamm Justizminister dogéint virzegoen?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Wéi et schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2072 erkläert gouf, kënnen d'Ministere betreffend déi opgeworf Froe keng Aussoen zum Fong oder der juristescher Natur maachen. D'Ministere preconiséieren eng Léisung à l'amiable, déi eventuell mat der Hëllef vum Médiateur de la consommation oder vun der ULC (Union luxembourgeoise des consommateurs) ka fonnt ginn. En dernier ressort, am Fall vun engem Litige, ass et um Riichter, en Urteel ze spriechen.

All Baukontrakt mat enger Baufirma ass spezifesch. Gemengerhand gëllt et, déi vertraglech Reegelungen anzehalen, an nëmmen eng Iwwerpréiwungsklausel erlaabt, eventuell méiglech Méikäschten ze erhéijen, no deene Modalitéiten, déi am Virfeld festgehale goufen. Eng Partei kann net unilateral nei Konditioune fir e lafende Kontrakt imposéieren.

Question 2088 (27.04.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests du Covid-19 :**

D'lescht Woch huet d'Madamm Minister an der Chamber ugekënnegt, datt an deene Secteuren, déi erëm dierfen hir Aktivitéiten ophuelen, sougenannt Cluster-Tester op Covid-19-Infektioune gemaach ginn, fir ze gesinn, wéi den Taux d'infection do ass. Des Weidere gouf e Sonndeg annoncéiert, datt an alle Fleegeheimer am Land sollen d'Bewunner an d'Personal getest ginn. Dës Aussoe ware mëssverständlech, well schlussendlech dës Woch eréischt mat engem Screening ugefaange gouf, fir ze kucken, wéi vill Zäit wäert gebraucht ginn, fir déi ganz Tester duerchzeféieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Tester (och de Pourcentage zu de Gesamtbeschäftegten) goufen am Bausecteur, dee jo dës Woch seng Aktivitéiten erëm opgeholl huet, duerchgefouert? Wat sinn d'Recommandatioune vun den Experten zum Pourcentage vu Leit, déi musse getest ginn? Wéi vill Tester ware positiv?

2. Goufen esou Cluster-Tester och nach an anere Secteure gemaach? Wa jo, a wat fir engen?

3. Kann en Employé refuséieren, sech testen ze loossen?

4. Ass de Screening an de Fleegeheimer ugelaf? Wa jo, ginn et éischt Resultater? Wéini gëtt ugefaangen, systematesch all Bewunner an all Mataarbechter ze testen?

5. Ass och geplangt, am Mee an de Schoulen, bei de Schüler an dem Léier- a Betreiungspersonal esou Cluster-Tester ze maachen? Wa jo, wéi ee Prozentsaz vun de Schüler respektiv dem Personal soll getest ginn? Wéi sollen déi Tester oflafen? Wéi oft soll getest ginn?

6. Wéi genau beaflossen déi Testresultater d'Decisiounen an der Exit-Strategie?

Réponse (26.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. 250 Leit aus dem Bausecteur goufen invitéiert, fir sech testen ze loossen, éier si den 20. Abrëll erëm zréck op hir Aarbecht gaange sinn. An Analogie zu der CON-VINCE-Studie, a fir op d'mannst déi selwecht Sécherheet a Confidence interval ze hunn, waren op d'mannst 97 Leit virgesinn. Stand 27. Abrëll 2020 hu sech 163 Leit teste gelooss, a bei véier Persoune war den Test positiv. Dat mécht 2,5 % vun de Leit, déi getest gi sinn.

ad 2. De Bausecteur war deen éischte Cluster, deen opgaangen ass. Et sinn dofir nach keng aner Clustere getest ginn.

ad 3. Beim Cluster-Testing gëtt een Echantillon vu Leit ausgewielt an agelueden. D'Decisioun, fir sech testen ze loossen, läit awer ganz eleng beim Salarié. Fir sécher ze sinn, dass genuch Leit sech teste loossen, fir och ee signifikant Resultat ze hunn, ginn dofir méi Leit ageluede wéi néideg.

ad 4. De Screening an de Maisons de soins huet an der Woch vum 20. Abrëll ugefaangen a wäert sech iwwer gutt zwou Woche verdeelen, fir déi insgesamt 10.000 Tester ze maachen. Déi éischt Resultater vun eppes iwwer 1.000 Tester si schonns disponibel, mat engem Taux vun Infektioune vun 1,3 % (beim Personal 0,7 %, a bei de Residenten 2,14 %). Eng Gesamtvue vun den Haiser wäert awer réischt méiglech sinn, wann all d'Tester ofgeschloss sinn.

ad 5. Am Kader vun der nationaler Teststrategie gëtt bei all Cluster e representativen Echantillon erausgewielt, fir eng Risikoaschätzung ze maachen, iert de Cluster opgeet.

Fir den Enseignement secondaire ass ee Minimum vun 129 Persoune virgesinn. Eng 250 Persoune sollen invitéiert ginn, fir dann e bësse méi wie 200 Leit schlussendlech ze testen.

Bei dem Enseignement fondamental ass ee Minimum vun 206 Persounen virgesinn. Eng 400 Leit sollen invitéiert ginn, fir dann eng gutt 300 Test Resultater ze kréien.

Virgesinn ass eng zweet Well vun Tester, zwou Wochen no dem éischten Test mat där selwechter Unzuel u Leit.

De Projet vum LIH gesäit ee Large Scale Testing an der Phase de déconfinement vir. Soubal dës Capacitéiten do sinn, wäerte keng representativ Echantillone vun de betreffende Populatioune méi geholl ginn, mee carrement de ganze Cluster getest ginn.

ad 6. Dës Tester sinn nieft de Routinetester vu Leit mat Covid-verdächtege Symptomer e wichtegen Indicateur, fir ze verstoen, wéi vill Leit an engem bestëmmte Cluster oder enger Grupp am Moment mam Virus infizéiert sinn. Dëst hëlleft, de Risiko besser ofzeschätzen am Fall vun der Ouverture vun enger Grupp vu Leit.

Question 2091 (27.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **piste cyclable (PC23) :**

Ewéi an engem Wort-Artikel vum 24. Abrëll ze liesen ass, ass d'Deelsteck vum nationale Vëlosweg 23 tëscht Bëttel a Fure schonn zanter 15 Joer fäerdeg. Deen Deel, dee sech deem uschléisst - vu Furen iwwer Tandel bis bei d'Bleesbréck, deen d'Verbindung tëscht dem PC16 (Dikrech–Reisduerf) an der Dräi-Flëss-Pist laanscht déi lëtzebuergesch-däitsch Grenz (PC3) hierstellt - ass allerdéngs ëmmer nach net realiséiert. Weider heescht et am Artikel, datt d'Verhandlungen tëscht dem Staat an de Grondbesëtzer blockéiert wieren - de Staat hätt de betraffene Besëtzer bis dato keng fir si akzeptabel Propos eragereecht. D'Grondbesëtzer géife sech an deem Sënn Entschiedegungen erwaarden, déi vergläichbar wiere mat deenen, déi de Staat schonn zënter enger Rei Jore bei änleche Verhandlungen de Baueren zougesprach hätt. Des Weidere géif och e Buergermeeschter d'Verhandlunge wéinst privaten Interessie blockéieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Minister fir den Amenagement vum ëffentleche Raum:

1. Kënnen déi Häre Ministeren déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, firwat ass den zoustännege Ministère net méi aktiv ginn an deem Dossier? Aus wéi enge Grënn goufen d'Verhandlunge blockéiert?

3. Firwat léisst de Ministère de betraffene Grondbesëtzer net Entschiedegungen zoukommen, déi vergläichbar si mat deenen, déi de Staat schonn zënter enger Rei Jore bei änleche Verhandlungen de Baueren zu Furen zougesprach huet?

4. Kënnen déi Häre Ministere confirméieren, datt privat Interessie vun engem Buergermeeschter mat verantwortlech si fir de Stopp vun der néideger Weiderféierung vun de Verhandlungen?

5. Wat gedenken déi Häre Minister elo konkreet ze ënnerhuelen, fir d'Verhandlungen iwwert dee genannte Vëloswee endlech erëm ze deblockéieren? A wéi engem zäitleche Kader kann een domat rechnen, datt d'Aarbechten um Vëloswee nees ufänken?

Réponse commune (27.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Nom modifizéierte Gesetz vum 28. Abëll 2015 iwwert dat nationaalt Vëlosnetz erschléisst de Vëloswee PC22 d'Bleesbréck, d'Uertschaften Tandel a Furen, d'Gemeng Parc Housen a Lellgen an der Gemeng Kiischpelt. De Vëloswee PC22 garantéiert esou den Accès zu de Vëlosweeër PC7, PC15 a PC21, a mat senger Antenn PC22a vu Furen aus op de Vëloswee PC3, dee laanscht d'Musel, d'Sauer an d'Our féiert.

Den Acquisitiounskommitee ënnert dem Finanzministère krut den Optrag, fir déi néideg Terraine fir de Bau vum ugeschwaten Deelstéck vum Vëloswee PC22 tëschent der Bleesbréck a Furen op Basis vum Emprisendossier ze kafen. Dësen Emprisendossier gouf vun der Stroossebauverwaltung erstallt. Mëttlerweil sinn d'Verhandlungen amgaangen, dat nodeems eng Versammlung mat de Grondbesëtzer stattfonnt huet. Wärend den Erwerbsverhandlunge versicht de Staat och aner Flächen am Ëmfeld vum Verlaf vum geplangte Vëloswee anzekafen; Flächen, déi duerno als Austauschparzelle kënne gebraucht ginn.

Wat de Bau selwer vum Vëloswee PC22 betrëfft, wäerten d'Aarbechte kënnen ausgeschriwwe ginn, soubal déi néideg Terrainen zur Verfügung stinn. Den Ament lafen nach Gespréicher mat verschidde Grondbesëtzer, woubäi d'Entschiedegungen, déi de Staat an deem Kontext hinne proposéiert, strikte Reegelen ënnerleien an och grondsätzlech fir all Besëtzer gëllen. An deem Sënn kënnen déi Uschëllegungen, déi aus der parlamentarescher Ufro ervirginn, net bestätegt ginn.

Wa sech géif erausstellen, dass d'Verhandlunge mat verschiddene Grondbesëtzer ouni Erfolleg sollte bleiwen, kann den éischten Artikel vum modifizéierte Gesetz iwwert dat nationaalt Vëlosnetz zur Uwennung kommen. Dësen Artikel deklaréiert dat nationaalt Vëlosnetz als ëffentlechen Notzen a stellt domat déi legal Basis duer, fir nom modifizéierte Gesetz vum 15. Mäerz 1979 kënnen ze enteegnen. Et gëtt awer ausdrécklech dorop higewisen, datt eng Enteegnung fir de Staat ëmmer dat allerleschte Mëttel duerstellt, fir un déi néideg Terrainen ze kommen, an et gëtt am Virfeld ëmmer versicht, sech mat de Grondbesëtzer am Gudden ze eenegen.

Question 2094 (27.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **task forces :**

An engem Interview am „Wort" vum 25. Abrëll 2020 („Wir ducken uns nicht weg") huet den Här Staatsminister op d'Froen a Bezuch op d'Taskforces - wien an den Taskforces vertruede wär, no wéi enge Krittären déi Leit erausgesicht gi wären an ob do och Vertrieder vun de „Big Four" séizen - geäntwert: „Jede Veröffentlichung, die personenbezogen ist, muss im Einklang mit Datenschutzregeln sein."

Elo kann ee verstoen, datt, wa Beamten an deene Gremie sëtzen, déi ënnert der politescher Verantwortung vun hire Ministere schaffen, d'Nimm vun deene Persounen héchstens an Ausnamefäll politesch relevant sinn.

Mee allgemeng stellt sech awer hei d'Fro no der Transparenz, well d'Ëffentlechkeet jo wuel e Recht drop huet, fir gewuer ze ginn, wéi eng Interessegruppen eventuell kënnen en direkten Afloss op d'Decisioune vun der Regierung hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Staatsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Berodergremien an Taskforces gëtt et aktuell a wéi sinn si personell an institutionell zesummegesat? Sëtzen do och Vertrieder oder Memberen oder Bénéficiaires économiques an iergendenger Form vun deene „Big Four" dran?

2. Op wéi eng Dateschutzreegele bezitt sech den Här Staatsminister genee?

3. Ass den Här Staatsminister gewëllt, fir d'Membere vun de Berodergremien ze froen, ob si mat der Publikatioun vun hirem Numm averstane sinn?

Réponse (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung huet den 28. Abrëll 2020 en Inventaire vun deene verschiddenen Aarbechtsgruppen am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 publizéiert.

D'Membere vun de Berodergremie goufen am Virfeld vun där Publikatioun informéiert. Kee Member huet sech géint déi Publikatioun ausgeschwat.

Question 2101 (28.04.2020) de **MM. Laurent Mosar, Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **composition des task forces dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Dans la lutte contre la crise du coronavirus, le Gouvernement s'est entouré d'un certain nombre de groupes de travail, commissions ou autres forces opérationnelles (task force) soit pour être consulté soit pour coordonner les travaux gouvernementaux dans la lutte contre le coronavirus. La composition précise de ces groupes, commissions et forces reste cependant inconnue, ce qui ne correspond pas à l'obligation de transparence en démocratie.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous fournir une liste exhaustive de tous les groupes de travail, commissions ou autres forces opérationnelles (task force) du Gouvernement dans la lutte contre le coronavirus ?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il également nous informer sur la composition des précités groupes de travail, commissions ou autres forces opérationnelles (task force) ?

Réponse (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

En date du 28 avril 2020, le Gouvernement a publié un inventaire des différents groupes de travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Question urgente 2518 (10.07.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

À partir de demain samedi, le Danemark, pays partenaire de le l'UE et membre de l'espace Schengen, considère le Grand-Duché de Luxembourg comme « pays à risque » vu la recrudescence du nombre des cas positifs au virus Covid-19. Cette classification sur la liste des « banned countries » aura comme conséquence que les résidents de notre pays ne pourront plus voyager librement au Danemark tout comme les résidents du Portugal et partiellement de la Suède.

Alors que la Finlande réouvrira ses frontières pour la plupart des pays, le Luxembourg reste sur la touche.

1) Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères si le Gouvernement a été officiellement informé de ces décisions prises notamment par le Danemark.

2) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il informé ses partenaires de la situation spécifique dans notre pays et plus précisément du « Large Scale Testing », d'une routine de diagnostique fiable du système de surveillance efficace et du tracing systématique expliquant les chiffres actuels ?

3) Est-ce que d'autres pays ont annoncé leur intention de suivre la décision du Danemark ?

4) Quelles sont les démarches que notre Gouvernement a entamées respectivement entend prendre pour faire revenir nos partenaires sur leur décision ?

Réponse (13.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement n'a pas été informé au préalable de la décision danoise.

ad 2) Nos partenaires sont systématiquement informés sur les modalités de l'approche luxembourgeoise de lutte contre la pandémie afin d'expliquer et de contextualiser les chiffres actuels, et ce aussi bien via les canaux bilatéraux qu'européens. J'ai moi-même envoyé une lettre aujourd'hui à mes homologues des pays voisins ainsi qu'aux ministres des pays ayant adopté des mesures restrictives à l'entrée pour mettre en exergue l'approche luxembourgeoise en matière de « Large Scale Testing », de routine diagnostique et de traçage systématique, y compris transfrontalier, en relevant que, selon les derniers chiffres du « European Centre for Disease Control (ECDC), le Luxembourg fait en moyenne 9.582 tests par 100.000 habitants sur une période de sept jours, ce qui est de loin le nombre le plus important de tests au niveau de l'espace Schengen.

ad 3) En fonction de critères épidémiologiques et de modèles qui varient de pays en pays, diverses mesures restrictives, qui peuvent aller de l'interdiction d'entrée pour des voyages non essentiels à la quarantaine et l'auto-isolation en passant par l'obligation de présenter un certificat de test négatif, ont été mises en place par la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, l'Irlande, la Slovénie, la Roumanie, la Finlande, la Slovaquie et Chypre. La Norvège vient d'annoncer une mesure de quarantaine.

En revanche, à partir d'aujourd'hui, les voyageurs en provenance du Luxembourg sont exemptés de la quarantaine obligatoire de 14 jours au Royaume-Uni.

ad 4) Comme indiqué précédemment, des efforts explicatifs pour objectiver les chiffres pandémiques au Luxembourg ont été entrepris tout au long de la crise et continueront à être faits tant au niveau bilatéral avec nos partenaires européens qu'au niveau multilatéral dans les instances de l'Union européenne, à l'instar des lettres que je viens d'écrire à mes homologues européens.

Question urgente 2523 (10.07.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

Fir eis Camping- an Hotelbranche sinn dës Méint entscheedend fir d'Iwwerliewen. Och duerfir ass et wichteg eng zweet Well ze verhënneren.

Kuckt ee sech d'Neiinfektioune mat Sars-CoV-2 un, zum Beispill iwwert d'Datesätz vum European Centre for Disease Prevention and Control, sou läit Lëtzebuerg am europäesche Verglach an der Rubrik „14-day cumulative number of Covid-19 cases per 100 000" op zweeter Plaz (mat 83,1 Fäll) direkt hannert Schwede (mat 112,7 Fäll). Fir et emol graphesch duerzestellen:

(carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Duerch de „Large Scale Testing" (LST) - dee mer iwwregens begréissen och am Hibléck op d'Vermeidung vun enger zweeter Well - ass bei eis den Undeel u Leit, déi mer testen, méi grouss wéi am Ausland, wat an der Statistik vu positive Fäll op 100.000 Awunner awer net berücksichtegt gëtt.

Estland huet rezent decidéiert, dass wéinst eisen héijen Infektiounszuele Persounen, déi aus Lëtzebuerg areesen, an Isolatioun musse goen. Si referéieren sech dobäi op d'Infektiounszuele vun de leschte 14 Deeg. Och aner Länner hunn oder schéngen amgaangen ze sinn, Lëtzebuerg als Risikogebitt anzestufen.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Ausseminister, d'Madamm Gesondheetsministesch an den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung riichten:

1. Wier et méiglech, den Undeel vu positiv geteste Persounen, déi sech aus dem LST erginn hunn, am Verglach zu de positive Fäll iwwert den „normale" Wee an dat zanter dem Lancement vum LST, matgedeelt ze kréien?

2. Gëtt d'Regierung vun den europäesche Länner a Kenntnis gesat, wa si Areesrestriktiounen decidéieren, respektiv Reeswarnungen ausstellen?

3. Steet d'Regierung an deem Kontext a reegelméissegem Kontakt mat sengen EU-Partner, i. e. och mat eisen direkten Nopeschlänner?

- Sollt dat de Fall sinn, ginn et Unzeechen, dass zum Beispill och eis Nopeschlänner amgaange sinn, eist Land zum Beispill als Risikoland anzestufen?

- Wéi gedenkt d'Regierung deem entgéintzetrieden?

- Ass d'Lëtzebuerger Regierung an enkem Kontakt mat sengen Homologen, fir esou Decisiounen ze verhënneren, och mat Bléck op eisen Tourismussecteur?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Op den Dag vum 13. Juli 2020 sinn am Ganzen 4.956 Persounen op de Covid-19 positiv getest ginn zu Lëtzebuerg. Dovunner sinn der 161 iwwert de „Large Scale Testing" depistéiert ginn.

ad 2. D'Regierung gouf net vun allen europäesche Länner, déi géintiwwer Lëtzebuerg Areesrestriktiounen agefouert oder Reeswarnungen ausgestallt hunn, direkt informéiert.

ad 3. Jo. D'Regierung huet den direkten Dialog mat den EU-Partner gesicht, fir op déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen.

- D'Autoritéite vun eisen Nopeschlänner suivéieren d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg vun no. Dofir si mir a permanentem Kontakt mat hinnen, och wat d'Krittäre betrëfft, déi si applizéieren, fir Länner eventuell als Risikoland anzestufen. Wa sech déi aktuell negativ Entwécklung bei de Fallzuelen net inverséiert, kann net ausgeschloss ginn, datt Lëtzebuerg als Risikogebitt no de Krittäre vum Robert Koch-Institut klasséiert gëtt.

- D'Regierung steet zënter Deeg an intensivem Kontakt op ënnerschiddlechen Niveaue mat de verschiddenen Autoritéiten aus den Nopeschlänner, fir dorobber opmierksam ze maachen, datt Lëtzebuerg bei Wäitem dat Land an Europa ass, wat am meeschten Tester duerchféiert. Och gëtt betount, datt dëst en effikasst Mëttel ass fir nei Fäll ze erkennen an Infektiounsketten ze ënnerbriechen. D'Identifizéierung vun engem Maximum u Fäll, esou wéi déi manuell Noverfolgung vun de Kontakter erlaabt, d'Verbreedung vum Virus séier an effikass ze stoppen. Dëst dréit also zur Sécherheet vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung a vun de Frontaliere bäi. Dëst soll och eventuell nei Areesrestriktiounen iwwerflësseg maachen.

- Jo. D'Regierung huet Kontakt opgeholl mat eisen dräi Nopeschlänner, mee och mat deene Länner, déi nees Areesrestriktioune geholl hunn. An all eise Kontakter brénge mir déi uewen opgezielten Argumenter vir.

Question urgente 2539 (14.07.2020) de **Mmes Francine Closener** et **Tess Burton** *(LSAP)* concernant l'**impact de la classification en tant que « pays à risque » sur le tourisme :**

Le tourisme compte parmi les secteurs les plus marqués par la crise sanitaire et économique actuelle. Ces derniers temps le secteur semblait être en train de se rétablir, avec une augmentation considérable des réservations, notamment dans les zones plus rurales. Cependant depuis quelques jours, les hôteliers et exploitants de camping se voient confrontés à une nouvelle vague d'annulations due au fait que le Luxembourg est classé en zone orange voire rouge par d'autres pays européens. Des pays comme le Danemark ou la Finlande ont même placé le Grand-Duché sur une liste des pays « à éviter cet été ». La Belgique, un pays important pour le secteur du tourisme luxembourgeois, a classé le Luxembourg en zone orange, ce qui provoque une certaine insécurité chez nos voisins en ce qui concerne leur voyage vers notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre du Tourisme a-t-il connaissance d'une nouvelle vague d'annulations de réservations dans nos hôtels et autres structures d'hébergement ?

2) Dans l'affirmative, qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour arrêter ces annulations et regagner la confiance des touristes potentiels ? Plus spécifiquement, est-ce que des actions pour rassurer les touristes potentiels venant des quatre pays les plus importants pour le secteur du tourisme luxembourgeois, à savoir les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la France, représentant 60 % du total des nuitées, sont envisagées ?

3) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a indiqué être intervenu auprès de ses homologues afin de leur expliquer notre situation particulière, notamment en expliquant que le Luxembourg est devenu « victime

du succès de la stratégie de test très ambitieuse ». Les pays voisins ont-ils émis leurs réflexions face à cette préoccupation ? Est-ce que la Belgique va réévaluer la situation luxembourgeoise et retirer le Luxembourg de sa classification en zone orange ?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Monsieur le Ministre du Tourisme confirme avoir connaissance d'une série d'annulations de réservations suite à la hausse récente du nombre d'infection dans les statistiques officielles et depuis que le Grand-Duché est classé zone à risque par la Belgique et l'Allemagne. Ces annulations touchent les entreprises touristiques à un moment où une hausse progressive des réservations avait commencé à donner espoir dans le domaine du tourisme de loisirs.

ad 2) Le Gouvernement est en contact étroit avec les autres pays européens, dont surtout les pays voisins, pour attirer leur attention sur les spécificités de la situation au Luxembourg. Par ailleurs, les efforts de la Direction générale du tourisme en collaboration avec Luxembourg for Tourism et leurs partenaires institutionnels visent à intensifier la campagne de promotion « Lëtzebuerg, dat ass Vakanz! », tout particulièrement sur le marché domestique avec un accent spécifique sur les sous-projets (bons d'hébergement de 50 €, Vëlosummer, transport gratuit des bagages, chasse au trésor, etc.). Le plan de promotion sur les marchés voisins a été conçu de manière très flexible, de façon à être en mesure de réajuster le plan média ainsi que les contenus et messages en permanence en fonction de l'actualité. Dans ce sens, la campagne « Lëtzebuerg, dat ass Vakanz! » est inédite au Luxembourg dans le contexte de la promotion touristique.

Ceci dit, le seul moyen réellement efficace de regagner la confiance des touristes potentiels serait une baisse significative du nombre d'infections.

ad 3) Des contacts intenses ont eu lieu avec les autorités de nos pays voisins, tant au niveau des régions que des gouvernements centraux, afin de leur expliquer en détail le contexte particulier du Luxembourg et son approche de lutte contre la pandémie. Selon les autorités belge et allemande, les chiffres élevés de cas positifs au Luxembourg ont provoqué un classement en « zone orange » (Belgique) respectivement « zone à risque » (Allemagne). Le Gouvernement va poursuivre ses efforts d'explication auprès des autorités des deux pays susmentionnés afin que le Grand-Duché soit retiré dès que possible des listes de pays à risque.

Question urgente 2540 (14.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten) c*oncernant le **congé pour raisons familiales Covid-19 :**

Wärend dem Confinement konnten Eltere vun engem Congé pour raisons familiales Covid-19 profitéieren, fir esou op hier Kanner opzepassen. Dëse Congé leeft de 15. Juli 2020, mat der Reouverture vun de Crèchen, aus.

Elo ass et awer esou, datt vill Crèchen Integratiouns- an Adaptatiounswochen organiséieren. Dat heescht konkreet, datt d'Kanner nëmmen e puer Stonne betreit kënne ginn an deemno wéi, si eréischt Schluss Juli bis Ufank August hir Kanner kënnen an d'Crèche schécken.

Vill Eltere befannen sech deemno an enger Zwéckmillchen, well si net méi vum virgenannte Congé profitéiere kënnen, wärend d'Betreiung fir d'Kanner net de ganzen Dag iwwer assuréiert ka gëtt. D'Employéë sinn also eleng op de gudde Wëlle vun hirem Patron ugewisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- Besëtzt de Bildungsminister Kenntnis vun dëser Situatioun a wäert hien dësen Elteren entgéintkommen?

Réponse (15.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Agewinnungsphase sinn zënter der Reprise vun de Crèchen, de 25. Mee 2020, erëm méiglech a fir all nei Aschreiwung och obligatoresch. Dëst ass de Gestionnairen am Communiqué vum 13. Mee 2020 matgedeelt ginn. D'Situatioun an déi sanitär Consignen erfuerderen eng gewëss Upassung vun dëser Phas. Hei ass et um Gestionnaire mat den Elteren ze kucken, wéi d'Agewinnung am beschten organiséiert an un déi individuell Besoine kann ugepasst ginn.

Fir de Gestionnairen ze erméiglechen, dës Agewinnung trotz der reduzéierter Capacitéit esou fréi eréi méiglech ze maachen, huet den Educatiounsministère am Communiqué vum 1. Juli 2020 matgedeelt, datt d'Kanner, déi d'Agewinnung maachen, fir déi maximal Gruppegréisst vu fënnef Kanner net matzielen. Dëst, fir de Crèchen ze erméiglechen, d'Agewinnunge virum 15. Juli 2020 ze organiséieren am Hibléck op d'Reprise an och op d'Auslafe vum Congé pour raisons familiales ënnert der aktueller Form.

Question urgente 2545 (15.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

D'Parlament huet aus där nationaler an internationaler Press misse gewuer ginn, datt d'Grenzen zu Däitschland elo faktesch zou sinn. An och bei der Belsch a bei Frankräich ginn et nach vill oppe Froen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass elo Sache fir d'Leit? Wien dierf iwwert d'Grenz no Däitschland a wien net? Wien dierft iwwert d'Grenz no Lëtzebuerg a wien net? Zu wéi engem Zäitpunkt war d'Regierung au courant vun dësen Decisiounen?

2. Wéi ass an dësem Zesummenhang d'Aarbechtsrecht gereegelt?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt d'Grenze fir d'Leit erëm faktesch opgi respektiv opbleiwen?

4. Wat ass den aktuelle Stand op eiser Grenz zu der Belsch?

5. Wat ass den aktuelle Stand op eiser Grenz zu Frankräich?

6. Mat wéi enge Rees- an Aarbechtsaschränkungen ass innerhalb vun Europa nach an noer Zukunft ze rechnen?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Et gi keng Kontrollen op eiser Grenz mat Däitschland. All Lëtzebuerger Resident dierf also prinzipiell an Däitschland areesen. Zënter der Astufung vu Lëtzebuerg als Risikogebitt mussen d'Quarantänreegelunge vun de Bundeslänner respektéiert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung huet keng spezifesch Restriktiounen agefouert wat eng Arees aus Däitschland op Lëtzebuerg ugeet. D'Regierung stoung an de leschten Deeg an intensivem Kontakt mat den däitschen Autoritéiten, fir d'Spezifizitéite vun der Situatioun vu Lëtzebuerg duerzeleeën.

ad 2. D'Regierung huet am Ablack keng Kenntnes iwwer e spezifeschen aarbechtsrechtlechen Impakt vun den däitschen Quarantänreegelungen.

ad 3. D'Grenziwwergäng mat Däitschland sinn op.

ad 4. D'Grenziwwergäng mat der Belsch sinn op.

ad 5. D'Grenziwwergäng mat Frankräich sinn op.

ad 6. Eng ganz Rei europäesch Länner hu sech national Krittäre ginn, fir d'Situatioun vun der Pandemie an anere Länner reegelméisseg ze evaluéieren an op där Basis eventuell Aschränkungen ze decidéieren, respektiv bestoend Aschränkungen nees opzehiewen.

Question urgente 2546 (15.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

No RTL-Informatioune vun haut, reagéiert Däitschland mat drastesche Moossnamen op d'Lëtzebuerger Covid-Infektiounszuelen. Dozou wéilt ech dem Här Premierminister, dem Här Bausseminister, der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioun confirméieren? Wéi eng Moossname gëlle fir d'Lëtzebuerger, déi wëllen an Däitschland goen, fir dat ganzt Bundesgebitt a wéi eng spezifesch fir wéi eng Bundesländer?

2. Besonnesch haart betraff sinn déi Lëtzebuerger Residenten, déi an Däitschland schaffen, well jo en „Tätigkeitsverbot" ausgeschwat gouf. Wéi an iwwer wéi eng Moossnam gedenkt d'Regierung, deene Leit séier an onbürokratesch ze hëllefen?

3. Wéi vill Leit sinn heivu betraff?

4. Erfëlle si d'Viraussetzunge fir e Chômage technique oder e Chômage partiel?

5. Fir wéi laang sollen déi Moosname gëllen?

6. Wéi ass et an deem Fall méiglech, datt d'diplomatesch Efforte vu Lëtzebuerg, déi jo anscheinend ënnerholl goufen, déi streng däitsch Moossnamen net verhënnere konnten? Ass et wouer, datt d'Regierung vun dësen däitschen Decisiounen iwwerrascht gouf?

7. Wéi eng diplomatesch Aktivitéiten ënnerhëlt d'Regierung, fir d'Arees an Däitschland nees ze erméiglechen?

8. Zu Lëtzebuerg klammen d'Infektiounszuelen esouwuel wéinst der héijer Unzuel un Tester wéi wéinst der héijer Unzuel u Frontalieren, déi hei mat getest ginn, seet d'Regierung. Ass et nozevollzéien, datt d'Land vum Robert Koch-Institut als Risikogebitt agestuuft gëtt?

9. Géif eng objektiv Analys, déi d'Frequenz an d'Zuel vun Tester mat den Infektiounszuele géif verbannen, en anert Bild ginn, bei deem Lëtzebuerg am Verglach mat aneren europäesche Länner besser géif ofschneiden?

10. Huet den Testing a groussem Ëmfang en direkte prakteschen Notzen oder ass de Wäert éischter mëttel- bis laangfristeg op medezinnesch-wëssenschaftlechem Gebitt ze gesinn?

11. Ass an deem Fall bei allen Nodeeler, déi d'Land vun där Strategie huet, net vun dësen Tester ofzegesinn? Verleeden d'Resultater vum groussflächegen Teste méiglecherweis net just eis Nopeschlänner zu falsche Schléss, mee verstelle si och de Bléck op d'Lëtzebuerger Realitéit?

12. Sollte mir eis, wat d'Tester ugeet, un d'Praxis vun eisen Nopeschlänner upassen?

13. Wou sinn am Abléck déi wichtegst Infektiounsquellen (d'Hotspotten) zu Lëtzebuerg a wéi eng Leit sinn heivu betraff? Wëll d'Regierung voll Transparenz spille loossen? Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir déi Haaptinfektiounsclusteren ze neutraliséieren?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi Däitsch Bundesregierung huet Lëtzebuerg de 14. Juli als Risikogebitt agestuuft. Wien elo vu Lëtzebuerg an Däitschland areest muss sech am Prinzip a Quarantän setzen a sech beim lokale Gesondheetsamt mellen. Dës Quarantänreegelunge sinn d'Kompetenz vun de Bundeslänner a gesinn eng ganz Rei vun Ausname fir.

ad 2. Am Prinzip ass et méiglech mat engem Coronatest, deen net méi wéi 48 Stonnen al ass, an Däitschland anzereesen.

ad 3. Eng genee Zuel läit am Ament hei net vir.

ad 4. D'Regierung ass a Kontakt mat den Nopeschbundeslänner, fir sécherzestellen, datt déi Leit net dovunner ofgehale ginn hire Beruff an Däitschland auszeüben. Am Ablack leie keng Informatiounen iwwer Leit fir, déi vun esou restriktive Moossname betraff wieren.

ad 5. Am Prinzip, bis datt de Robert Koch-Institut Lëtzebuerg als onbedenklech klasséiert.

ad 6. D'Regierung steet zënter Deeg an intensivem Dialog mat der däitscher Regierung. Doduerch konnt ënner anerem verhënnert ginn datt Grenzkontrollen agefouert goufen.

ad 7. D'Arees an Däitschland ass ënnert deenen uewegenannte Konditioune weiderhi méiglech.

ad 8. Stand 15. Juli 2020, huet Lëtzebuerg en moyenne 64,17 Neiinfektioune pro Dag, dat heescht op eng Woch sinn dat der 449 pro Woch op 620.000 Awunner, soit 72,45 pro 100.000. Domat läit Lëtzebuerg iwwert dem Seuil vu 50 pro 100.000 deen den RKI festgeluecht huet. D'Regierung bedauert, datt hei keng aner Krittären, wéi zum Beispill d'Zuel vun de Frontalieren, de Large Scale Testing oder d'Zuel vun de Patienten, déi am Ablack hospitaliséiert sinn, an déi Evaluatioun agefloss sinn.

ad 9. D'Regierung ass beméit, hiren europäesche Partner eng objektiv Beschreiwung vun der Situatioun zu Lëtzebuerg ze vermëttelen.

ad 10. De Large Scale Testing huet sécher e prakteschen Notzen, well et erlaabt eis, asymptomatesch Persounen, déi awer de Virus verbreede kënnen, ze isoléieren an domat Iwwerdroungsketten ze ënnerbriechen. Vun Héich-Risiko-Kontakter vun den 168 positiv geteste Leit am Large Scale Testing, sinn 71 an der Quarantän positiv ginn, wat kloer weist, dass dës Leit de Virus weiderverbreeden.

ad 11. Aus uewegenannte Grënn hält d'Regierung dofir un hirer Teststrategie fest.

ad 12. Nee.

ad 13. D'Infektioune sinn am Moment relativ diffus an betreffen haaptsächlech d'Kantonen Esch/Uelzecht, Miersch, Dikrech a Woltz mat méi wéi zéng Fäll op 10.000 Awunner. D'Kontroll vun den Infektioune baséiert um Testing, Contacttracing an Isolement/Quarantän.

Question urgente 2559 (17.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

Säit Däitschland de Grand-Duché als Corona-Risikogebitt agestuuft huet, héiert een ëmmer méi, datt däitsch Hoteller d'Buchunge vu Lëtzebuerger Gäscht stornéieren. Och verschidde grouss Fräizäitparken an eisem Nopeschland loosse keng Visiteuren aus Lëtzebuerg méi eran. Des Weidere géife verschidden Universitéiten an Héichschoule Lëtzebuerger Studenten hir Examen net schreiwe loossen. Studenten déi elo an Däitschland sinn an zréck op Lëtzebuerg mussen, riskéieren dono 14 Deeg a Quarantän gesat ze ginn an doduerch hir Examen ze verpassen.

Lëtzebuerger Studenten a Residenten, och wann se net viru kuerzem am Grand-Duché waren, kréien anscheinend och vun däitschen Doktere Consultatioune refuséiert mam Argument, datt se aus engem Risikogebitt géife kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung iwwert dës Moossnamen informéiert?

2. Ass d'Regierung a permanentem Kontakt mat den däitschen Autoritéiten, fir anzewierken, datt dës Mesuren erëm opgehuewe ginn?

3. Wéi ass d'Strategie vun der Regierung, fir ze verhënneren, datt d'Lëtzebuerger no an no a ganz Europa „ausgespaart" ginn?

4. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt dat Theema am EU-Conseil misst beschwat ginn?

5. Gedenkt d'Regierung, d'urgence e Sommet vun der Groussregioun anzeruffen?

Réponse commune (17.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

ad 1. Jo.

ad 2. Jo.

ad 3. D'Regierung ass beméit hiren europäesche Partner eng objektiv Beschreiwung vun der Situatioun zu Lëtzebuerg ze vermëttelen. An deem Kontext sinn ugangs der Woch eng Rei Bréiwer esouwuel vum Aussen- an Europaminister wéi och vun der Gesondheetsministesch un hir jeeweileg europäesch Homologe geschéckt ginn, fir d'Spezifizitéite vun der lëtzebuergescher Situatioun duerzeleeën. Och eis diplomatesch a konsularesch Missiounen an eis Permanent Vertriedung bei der EU sinn am Kader vun deem Informatiounseffort mobiliséiert ginn. Dobäi ass virun allem drop higewise ginn, datt d'Situatioun zu Lëtzebuerg ënner Kontroll ass an datt et kee Grond gëtt d'Arees fir Lëtzebuerger Residenten anzeschränken oder Quarantänmoosnamen ze huelen. D'Regierung steet och an direktem Kontakt mat eisen Nopeschregiounen, fir den Impakt vun den aktuelle Moossnamen op d'Beweegungsfräiheet esou kleng wéi méiglech ze halen.

ad 4. Jo.

ad 5. D'Regierung ass an engem permanenten an intensiven Dialog mat hire Partner an der Groussregioun. Um leschte Sommet vun der Groussregioun, den 18. Juni 2020, hunn d'Exekutiven decidéiert, hir Kooperatioun am Kontext vum Covid-19 ze verstäerken. Zanterhier si vill Reuniounen a Form vu Videokonferenzen ofgehale ginn, besonnesch d'Corona Taskforce war ganz aktiv.

De 15. Juli 2020 war, op Initiativ vun der saarlännescher Presidence, eng extraordinär Reunioun per Videokonferenz. Present waren den Europaminister Peter Strobel aus dem Saarland, d'Staatssekretärin Heike Raab aus Rheinland-Pfalz, de Jean-Luc Bohl, Vizepresident vun der Regioun Grand-Est, den Oliver Paasch, Ministerpresident vun Ostbelgien an e Representant vun der Regioun Wallounien.

Bei dëser Videokonferenz ass vun alle Partner e grousst Versteesdemech fir d'Situatioun vu Lëtzebuerg opbruecht ginn an de Wëllen ënnerstrach ginn, fir no Léisungen ze sichen, fir den Impakt vun den aktuelle Moossnamen op d'Beweegungsfräiheet esou kleng wéi méiglech ze halen.

Souwuel de saarlänneschen Europaminister Peter Strobel ewéi och déi rheinland-pfälzesch Staatssekretärin Heike Raab hu gesot, se wéilten op kee Fall, dass d'Grenzen nees géifen zougemaach ginn. Quarantän an aner Mesurë sinn net evoquéiert gi vun hinnen.

N°15
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 15 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Stratégie de déconfinement progressif p. 451
Régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise p. 469
Programme de stabilité et de croissance et Programme national de réforme p. 487

Sommaire des séances publiques nos 30 à 32 p. 501
Sommaire des questions parlementaires p. Q366

30e séance Vendredi 17 avril 2020
31e séance Samedi 18 avril 2020
32e séance Mardi 5 mai 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Des solutions durables aux défis globaux



M. le Président Fernand Etgen a participé par visioconférence à la conférence.

« Les parlementaires ont un mot important à dire en proposant des solutions globales et durables aux défis globaux tels que l'urgence climatique. »

C'est le constat de M. le Président de la Chambre des Députés lors de son intervention dans le cadre de la 5e Conférence mondiale des Présidents de parlement organisée par l'organisation mondiale des parlements nationaux UIP, les 19 et 20 août 2020.

Au cours du débat « Intensifier l'action parlementaire pour répondre à l'urgence climatique », M. Fernand Etgen a insisté sur le fait qu'il existe un lien entre la dégradation de l'environnement, le changement climatique et l'apparition de nouvelles maladies comme le Covid-19. « Il faut tout mettre en œuvre pour prévenir à l'avenir de telles catastrophes sanitaires et écologiques », a-t-il encore précisé face à ses homologues.

Un des défis majeurs est la préservation des écosystèmes qui sont des facteurs de production et des milieux de vie des peuples mondiaux dans lesquels ils puisent les ressources indispensables pour leur subsistance. Selon M. Fernand Etgen, il est indispensable de saisir les opportunités que présente la sortie de la pandémie du Covid-19 pour assurer la transition, en misant sur une innovation écologique et des investissements durables.

M. le Président de la Chambre a souligné qu'il faut mettre en œuvre de manière conséquente le Pacte vert pour l'Europe, préconisant à côté de son ambition climatique notamment un « verdissement de la politique agricole commune avec une stratégie "de la ferme à la table" », la préservation de la biodiversité, tout comme une mobilité durable et intelligente. Dans son discours, M. le Président de la Chambre des Députés a encore informé ses homologues issus de 193 pays du monde de la dimension environnementale du plan de relance économique de l'après-crise du Grand-Duché.

Pour un multilatéralisme plus efficace

Plus de 250 Présidents de parlement ainsi que des experts et des représentants des Nations Unies, dont le M. le Secrétaire général António Guterres, ont participé à la première partie de la 5e Conférence mondiale des Présidents de parlement, qui se tenait sous forme virtuelle les 19 et 20 août 2020.

La deuxième partie de la conférence se tiendra sous forme physique en 2021 à Vienne. Pendant deux jours, les participants ont discuté des réponses parlementaires à la pandémie du Covid-19 ainsi que de thèmes tels que la gouvernance mondiale, les économies durables et l'urgence climatique.

Au cours de la deuxième journée, les Présidents de parlement ont adopté une déclaration commune sur le thème « Les parlements mobilisés pour un multilatéralisme plus efficace qui apporte la paix et le développement durable aux peuples et à la planète ».

Qu'est-ce que l'UIP ?

L'organisation mondiale des parlements nationaux (UIP - Union interparlementaire) est un forum de dialogue, de coopération et d'action parlementaires. 179 parlements et 13 membres associés font partie de cette organisation qui consacre ses travaux à la promotion de la paix par la diplomatie et le dialogue parlementaire.

François Benoy, rapporteur du budget 2021

M. le Député François Benoy (déi gréng) sera le rapporteur du projet de budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021.

Cette décision a été prise le 20 juillet 2020 par la Commission des Finances et du Budget. Le rapporteur est chargé de coordonner et de chapeauter les travaux législatifs concernant le projet de budget de l'État.

Le dépôt du projet de budget par le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, est prévu pour la mi-octobre. Tout comme les années précédentes, le « budget » se composera de deux textes : le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 portera le numéro 7666 tandis que le numéro 7667 fut attribué au projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024.

Tout au long de l'automne, les différentes commissions parlementaires se réuniront pour analyser en détail les recettes et les dépenses prévues pour l'année 2021.

Le rapporteur entendra en leur avis également différents acteurs de la société civile. Les débats et le vote sont généralement organisés avant Noël.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'État pendant une année. Bien qu'il s'agisse plutôt d'un acte d'autorisation que d'une loi au sens propre du terme, le budget est établi dans le plein respect de toutes les règles de la procédure législative en cas d'initiative gouvernementale.



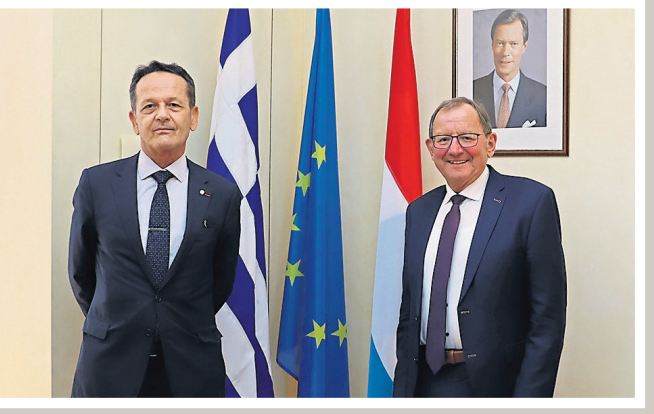
Le rapporteur désigné pour le projet de budget 2021, M. François Benoy

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… S.E. M. Diego Brasioli, Ambassadeur d'Italie



… S.E. M. Angelos Ypsilantis, Ambassadeur de la République hellénique



… S.E. M. Heinrich Kreft (à gauche), Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, et S.E. M. Han-Maurits Schaapveld (à droite), Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas (visites d'adieu)



SÉANCE 30

VENDREDI
17 AVRIL 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Discours de M. le Président
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. 7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19
- *Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

6. Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen
- *Mme Martine Hansen*

7. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen
- *M. Jeff Engelen*

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat
- *Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Débat : Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (intervention de Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motions : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

9. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole
- *Discussion générale : Mme Tess Burton - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum - M. Roy Reding - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

11. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Roy Reding - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

12. Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie
- *Vote sur la motion (adoptée)*

13. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole
- *M. Jeff Engelen*

14. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite)
- *Motion 1 : M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : M. Sven Clement (renvoi de la motion en commission)*

15. Dépôt d'une motion par M. Roy Reding
- *M. Roy Reding*

16. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19
- *Mme Lydie Polfer (dépôt de la motion 1)*

17. 7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

18. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite)
- *Mme Lydie Polfer*

19. 7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel
- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1) - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) - M. Gilles Roth - M. le Ministre Claude Turmes (intervention de M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. François Benoy - M. David Wagner - M. Paul Galles - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.

Afin de respecter les mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, la Chambre des Députés se réunit dorénavant en séance plénière dans les locaux du Cercle municipal de la Ville de Luxembourg.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber schreift haut Geschicht. Et ass eppes Aussergewéinleches, wann d'Parlament seng ëffentlech Sitzungen an engem anere Gebai ofhält. Mee dës Kris léisst eis keen anere Choix. Zënter 1860 ass et fir déi drëtte Kéier, datt d'Chamber hiert Gebai um Krautmaart verléisst.

Ech soen der Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer en häerzleche Merci fir hir Propositioun un de Bureau vun der Chamber, eis déi beschte Stuff vun der Stad, de Cercle municipal, gratis zur Verfügung ze stellen.

Tëschent 1997 an 1999 war et schonn déi selwecht Buergermeeschtesch Lydie Polfer, déi wärend de Renovatiounsaarbechten um Krautmaart der Chamber erlaabt huet, um Knuedler ze siegéieren. Merci villmools, Lydie Polfer, datt s du schonn zweemol d'Chamber hebergéiers.

Merci och de Responsabele vum Cercel an de gutt organiséierte Servicer vun der Stad Lëtzebuerg fir hir wäertvoll logistesch Hëllef. Zesumme mat eisem Generalsekretär an eise Servicer hu si perfekt harmonéiert, fir eis et ze erméiglechen, déi ëffentlech Sitzungen ënner optimale Konditiounen ofzehalen. A sollt haut eppes net honnertprozenteg klappen, bieden ech Iech, en An zouzedrécken.

D'Chamber huet mam Cercel e representatiivt Gebai fonnt, wou et senger Missioun an der Relatioun mat deenen anere Pouvoire gerecht gëtt. Am Cercel sinn d'Konditiounen elo ginn, fir an de recommandéierte Sécherheetsdistanze kënnen en Debat ze féieren, wou all d'Deputéiert kënnen derbäi sinn, matdebattéieren a matstëmmen.

Och wa mir lo provisoresch an een anert Gebai plënneren, esou bleift d'Chamber weider d'Chamber, mat alle legislativen a Kontrollaufgaben, esou wéi se vun der Constitutioun virgesi sinn. D'Chamber ass voll asazfäeg a ka séier reagéieren, well dës Kris brauch séier Decisiounen, mee och Ausdauer.

Mir däerfen net vergiessen, datt d'Chamber och een Deel vun der Exitstrategie muss sinn. Mir kréien an noer Zukunft nach vill Gesetzesvirschléi wéinst Mesuren, déi nach direkt musse geholl ginn, fir den Ausstig aus dem État de crise ze erlaben an awer nach verschidde Mesurë weiderlafen ze loossen.

A Krisenzäiten an an enger Zäit vun Onsécherheet ass et wichteg, stabel a stabill demokratesch Strukturen ze hunn, déi weiderfunktionéieren an op déi jidderee sech ka verloossen.

An elo komme mer zu de Punkte vum Ordre du jour vun haut. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, mee ech hunn eng Declaratioun ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 avril 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, propositions de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7548** - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 01.04.2020

***7549** - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 02.04.2020

***7550** - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.04.2020

***7551** - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

***7552** - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

***7553** - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

***7554** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Spautz, Député, le 06.04.2020

***7555** - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.04.2020

***7556** - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 08.04.2020

***7557** - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19*

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 09.04.2020

***7558** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 14.04.2020

***7559** - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14.04.2020

***7560** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.04.2020

***7561** - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020

***7562** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1542** - Demande de pétition publique : Interdiction de faillite pour entreprise ayant un litige en cours au tribunal*

Dépôt : Sara Tessaro, le 02.04.2020

***1543** - Demande de pétition publique : Légalisation du cannabis récréatif pendant le confinement*

Dépôt : Francisco Teixeira, le 02.04.2020

***1544** - Demande de pétition ordinaire : Proposition de loi*

Dépôt : Vito Tria, le 06.04.2020

***1546** - Demande de pétition publique : Encourager les entreprises à pratiquer le télétravail par des incitants fiscaux afin de réduire significativement le trafic et la pollution atmosphérique aux heures de pointes au Luxembourg et d'augmenter la qualité de vie globale des salariés*

Dépôt : Jean-Christophe Wozninski, le 10.04.2020

***1547** - Demande de pétition publique : Reconnaissance du titre de psychologue*

Dépôt : Tetyana Ochkur, le 13.04.2020

***1548** - Demande de pétition publique : Covid-19 : Mesures urgentes et complémentaires contre le coronavirus - pandémie globale*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 15.04.2020

***1549** - Demande de pétition publique : Covid-19 : Repoussement du déconfinement pour les élèves et les étudiants*

Dépôt : Louise Gras, le 15.04.2020

***1550** - Demande de pétition publique : Ouverture de toutes les écoles, lycées, crèches, maisons relais seulement en septembre pour protéger tous les enfants*

Dépôt : Lidia Maria Cabral Garcias, le 16.04.2020

***1551** - Demande de pétition publique : Donner aux « héros » de la crise corona ce qu'ils méritent depuis toujours*

Dépôt : Claude Clemens, le 16.04.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

Déclarations de recevabilité

An hirer Reunioune vum 3. a vum 10. Abrëll 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vu sechs Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 7549 iwwert d'Baux à loyer am Kader vun der Covid-19-Kris, déi den 2. Abrëll vum Här Sven Clement deponéiert gouf, d'Proposition de loi Nummer 7551 iwwert d'Suspensioun vun de kommerzielle Bailen am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vun den Häre Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, d'Proposition de loi 7552 iwwert d'Irrecevabilitéit vu Faillitten op Zouweisung wärend der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vun den Häre Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, d'Proposition de loi Nummer 7553 iwwert d'Aféiere vun enger Indemnitéit fir Mikroentreprisen a Fräiberuffler am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vun den Häre Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, an dann d'Proposition de loi Nummer 7554, eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi de 6. Abrëll vun den Häre Gilles Roth a Marc Spautz deponéiert gouf. A schliisslech d'Proposition de loi Nummer 7556 iwwert d'Aféiere vun Iwwergangsmesurë fir Kredittkontrakter, déi den 8. Abrëll vum Här Sven Clement deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, dës Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(Les propositions de loi n° 7549 et n° 7551 sont renvoyées à la Commission du Logement. La proposition de loi n° 7552 est renvoyée à la Commission de la Justice. La proposition de loi n° 7553 est renvoyée à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme. Les propositions de loi n° 7554 et n° 7556 sont renvoyées à la Commission des Finances et du Budget.)

5. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ech proposéieren haut mam Averständnis vum Här Roy Reding, de Punkt zwee vum Ordre du jour vun der Sëtzung vu muer, d'Motioun vum Här Roy Reding iwwert d'Konventioun tëschent dem Staat an dem RTL Group, erofzehuelen, well hei e Recours virum Tribunal administratif unhängeg ass, a grad wat d'Mise à disposition ubelaangt. Soubal mer e Jugement hunn, wäert dës Motioun dann an der Chamber traitéiert ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da géif ech dem Martine Hansen d'Wuert gi fir den Depot vu Motiounen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären haut am Numm vun der CSV-Fraktioun véier Motiounen deposéieren. An ech fänke mat enger Motioun un, déi mir perséinlech, déi eis alleguer ganz staark um Häerz läit.

Dat ass nämlech, wéi Der alleguer wësst: Schwéier krank sinn a Coronazäite bedeit ganz dacks Isolatioun. Do si ganz vill Leit an de Klinicken, an den Altersheimer eleng. Si sinn och eleng mat hiren Ängschten. A fir d'Famill, déi dobaussen ass, bedeit dat Hëlleflosegkeet. An dat ass ëmsou méi schlëmm fir déi Leit, déi um Stierwe leien.

Dofir froe mer, datt et allgemeng erëm méiglech gëtt, fir datt déi Leit, déi um Stierwe leien, kënnen Ädi gesot kréie vun deene Leit, déi hinnen am nooste stinn, dat natierlech ënnert deenen néidege Sécherheetsmesuren. An do missten national Richtlinnen ausgeschafft ginn, déi fir alleguer d'Strukturen zielen. An da mussen déi Strukturen natierlech och déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Dat ass eng éischt Motioun, ech ginn lech se, mengen ech, alleguer beieneen herno.

Motion

(Accompagnement en fin de vie)

La Chambre des Députés,

- considérant que, selon l'Institut Pasteur, cinq pour cent des patients de la maladie à coronavirus (Covid-19) nécessitent une admission en réanimation ;

- insistant sur la protection sanitaire de la population en limitant au maximum la propagation du Covid-19 ;

- estimant que les responsables des infrastructures hospitalières et d'accueil font de leur mieux dans l'accompagnement en dignité des personnes en fin de vie ;

- rappelant néanmoins le besoin profondément humain d'un accompagnement de fin de vie personnalisé et de derniers adieux à ses proches ;

- estimant que les personnes en fin de vie ont le droit à des adieux de leurs partenaire ou proches en toute dignité ;

- estimant que le partenaire et les proches aussi ont ce droit à des adieux en dignité ;

- considérant que l'isolation absolue d'une personne mourante n'est éthiquement pas compatible avec les valeurs d'une société humaine et solidaire comme le Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie ;

- à limiter cet accompagnement de fin de vie au partenaire et aux proches ;

- à veiller au respect de toutes les consignes de sécurité sanitaire nécessaires lors de cet accompagnement personnel et exceptionnel ;

- à élaborer dans ce sens des lignes directrices nationales pour toutes les structures concernées ;

- à fournir les moyens nécessaires à toutes les structures concernées afin de pouvoir respecter les précitées lignes directrices.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.

Eng Zweet. Do geet et ëm d'Personal, wat an de Klinicke schafft an och an de Fleegeheimer an an den Altersheimer. Fir si ass dës Zäit extreem schwéier. Mir soen hinne ganz dacks op Facebook oder soss an de soziale Medie Merci. Um aacht Auer kréie se geklappt.

Mir hätten awer gären, datt mer en zousätzleche Gest maachen. Nämlech fuerdere mer d'Regierung op, fir eng eemoleg staatlech Primm auszebezuelen, fir eeben dee wierklech aussergewéinlechen Asaz vun all dëse Leit ze honoréieren.

An natierlech hält dat eis net dervunner of, fir datt mer spéiderhi mussen driwwer diskutéieren, fir d'Attraktivitéit vun dëse Beruffer ze erhéijen. An dofir hat de Marc Spautz jo schonn eng Interpellatioun an deem Sënn ugefrot.

Motion

(Prime spéciale unique)

La Chambre des Députes,

- reconnaissant l'effort extraordinaire du personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19, que ce soit au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et d'autres structures pour personnes âgées mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap ;

- constatant en effet que sans les prestataires de soins, il nous est impossible de venir à bout de la crise sanitaire mondiale qui n'épargne pas notre pays ;

- considérant que ces efforts méritent d'être honorés au-delà d'une simple marque de respect,

invite le Gouvernement

- à étoffer l'arsenal des mesures d'aide et de soutien prises dans le cadre de l'actuelle crise sanitaire et à prévoir en conséquence une mesure supplémentaire, à savoir la mise en place d'une prime spéciale unique à financer via le budget de l'État et qui serait accordée au personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19 au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et autres structures pour personnes âgées, mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.

An enger drëtter Motioun geet et drëms am Prinzip, fir dës aussergewéinlech Primmen, déi mer gären hätten, déi sollen ausbezuelt gi fir déi aussergewéinlech Leeschtunge vun dëse Leit an dëser aussergewéinlecher Zäit, datt déi och gezielt ginn als aussergewéinleche Revenu an doduerch manner solle besteiert ginn, fir datt net dee gréissten Deel vun de Suen, déi da géifen ausbezuelt ginn, erëm an d'Staatskeess kommen.

An dat géif natierlech och ziele fir alleguer d'Primmen, well et gëtt och privat Patronen, déi Primmen ausbezuelen, fir hir Leit ze honoréieren. Dat soll fir all dës Primmen zielen.

Motion

(Fiscalité)

La Chambre des Députés,

- constatant que certains employeurs ont annoncé vouloir payer des primes d'encouragement afin d'honorer le travail et le dévouement de leur salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 ;

- rappelant la motion du CSV invitant le Gouvernement à prévoir une prime spéciale unique à financer via le budget de l'État pour le personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19, que ce soit au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et d'autres structures pour personnes âgées, mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap,

invite le Gouvernement

à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 jusqu'à concurrence d'un certain plafond comme des revenus extraordinaires conformément aux articles 131 et 132 L.I.R. permettant ainsi aux bénéficiaires de telles primes de profiter d'un allégement fiscal.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.

Dann ass et eng véiert Motioun, wou et ëm d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau geet, wou mer soen: „Och dëse Secteur ass ganz staark betraff vun der Coronakris." Leider treffen déi meescht Hëllefen, déi ugebuede ginn, net op dëse Secteur zou. Dofir froe mer, datt dës spezifesch Problemer vum Secteur och spezifesch Hëllefe brauchen.

Mir hätte gären och direkt Bäihëllefen, déi solle méiglech gi fir de Beräich vun der Landwirtschaft. Mir froen, fir datt de Chômage partiel och soll an dësem Beräich méiglech sinn. Mir froen eng Hotline an eng Krisecellule am Landwirtschaftsministère.

A virun allem, wann d'Präisser weiderhi staark falen, wéi et leider esou ausgesäit, dann hätte mer gären, datt zousätzlech Mesuren elo scho beschloss ginn, fir dëse fir eis ganz wichtege Secteur, dee fir d'Liewensmëttelsécherheet u sech essenziell fir eis ass, och an dëser Zäit ze ënnerstëtzen. An do geet et net duer, datt mer op Europa waarden.

Merci.

Motion

(Agriculture)

La Chambre des Députés,

- constatant que l'activité agricole est indispensable à l'approvisionnement alimentaire de la population ;

- constatant que l'activité agricole autochtone garantit en ce temps de confinement une grande partie de la sécurité alimentaire au Luxembourg ;

- constatant que l'impact économique négatif de la pandémie n'épargne pas non plus le secteur de l'agriculture ;

- constatant qu'en effet, la vente de produits des secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture est en diminution, par suite des mesures de confinement ;

- concluant que le secteur connaît d'ores et déjà une baisse significative du chiffre d'affaires ;

- constatant de surcroît une forte baisse des prix mondiaux de nombreux produits agricoles ;

- saluant le fait que le Gouvernement ait mis en place des mesures de soutien immédiat aux entreprises des autres secteurs pour faire face à la pandémie du coronavirus Covid-19 ;

- déplorant que nombre d'aides aux entreprises introduites par le programme de stabilisation de l'économie luxembourgeoise ne s'appliquent pas ou sont difficilement applicables au secteur primaire ;

- constatant l'exclusion du secteur agricole des aides financières non remboursables ;

- déplorant donc le fait que le Gouvernement n'ait pas pris des mesures de soutien autrement plus adaptées pour le secteur de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture,

invite le Gouvernement à adopter dans l'immédiat les mesures suivantes :

- à instaurer au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs une cellule de crise rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole afin de l'accompagner dans les difficultés spécifiques auxquelles il est confronté du fait de la pandémie ;

- à créer une plateforme téléphonique, une hotline directe destinée exclusivement au secteur agricole, permettant de donner des réponses immédiates, ou du moins dans les plus brefs délais, aux questions d'organisation concernant l'agriculture, la viticulture et l'horticulture dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

- à s'assurer que le secteur primaire puisse lui aussi bénéficier de l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement pour venir en aide aux entreprises et aux indépendants, et plus particulièrement de l'indemnité d'urgence de 2.500 euros non remboursable et non imposable pour les indépendants ;

- à adapter, le cas échéant, lesdites mesures aux besoins et modes de fonctionnement spécifiques du secteur primaire en prévoyant entre autres que l'aide non remboursable puisse être versée en cas de cessation partielle de l'activité de l'exploitation agricole ;

- à appliquer pendant la crise Covid-19 le régime du chômage partiel aux conjoints ou membres d'une même famille exploitant une entreprise agricole, viticole ou horticole en cas de réduction ou de suspension d'une partie de son activité du fait que le Gouvernement en ait ordonné la fermeture ou ait interdit de l'exercer, tels par exemple salles de dégustation ou restaurants à la ferme ;

- à faire reprendre par la CNS le pécule de maladie non pas seulement à partir du 1er avril, mais à partir du jour de la déclaration de l'état de crise par le Gouvernement ;

- à tout mettre en œuvre pour que les travailleurs saisonniers ressortissants de l'UE soient dès le mois de mai autorisés à voyager au Luxembourg, tout en mettant en place les mesures de prévention nécessaires pour protéger la santé de ces travailleurs et pour limiter au maximum le risque de contagion au virus Covid-19 ;

- à définir dès à présent une stratégie de marketing claire pour la promotion et la vente de produits régionaux et du terroir ;

- à prévoir, en cas d'effondrement continu des prix des produits agricoles, des aides supplémentaires pour soutenir les exploitations agricoles qui subissent des difficultés financières liées au virus Covid-19.

(s.) Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Octavie Modert, Marco Schank.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

7. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Jeff Engelen, deen och wëllt eng Motioun deposéieren.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech géif dann am Numm vun der ADR eng Motioun deponéieren zur Agriculture. Déi soll haut nëmmen deponéiert ginn. Si soll diskutéiert ginn, wann d'Interpellatioun vun der ADR um Ordre du jour ass vun de Léieren ze zéien aus der Kris an och de Bilan ze maachen. A mir géife se da gär diskutéieren. Ech géif se just haut deponéieren.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- datt d'Landwirtschaft staark vun der Coronapandemie getraff gouf,

- datt kaum ee Bauer d'Ënnerstëtzung vu 5.000 Euro kritt huet,

- datt d'Baueren, wat d'Mëllech- an d'Fleeschpräisser ugeet, staark ënner Drock stinn,

- datt d'Baueren an d'Wënzer an enger alarmanter Situatioun sinn, well d'Aiden, déi si am Kader vun der Coronakris kréien, Hëllefsleeschtunge sinn, déi d'Bauere souwisou zegutt hunn,

- datt Lëtzebuerg am Fall vun enger Kris - esou wéi et sech an där aktueller Coronapandemie leider weist - net déi néideg Autarkie am landwirtschaftleche Beräich huet, fir kënnen ouni Hëllef vu baussen d'Bevëlkerung mat genuch héichwäertege Liewensmëttel ze versuergen;

ass sech bewosst,

- datt eis Baueren a Wënzer nieft deenen decidéierte Mesuren zousätzlech Hëllefe brauchen, fir kënne weiderzefunktionéieren,

- datt eis Baueren den Haapternärer vun der Natioun sinn,

- datt et essenziell ass, datt Lëtzebuerg am Fall vun enger akuter Kris, wou d'Versuergungsweeër mat Liewensmëttel aus dem Ausland géifen zesummebriechen, seng Bevëlkerung weiderhi ka mat genuch an héichwäertege Liewensmëttel versuergen,

- datt d'Biolandwirtschaft manner héich Erträg liwwere kann ewéi déi konventionell Landwirtschaft;

fuerdert d'Regierung op,

- de betraffenen Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich nieft deenen decidéierte Mesuren zousätzlech Hëllefe séier an onkomplizéiert zoukommen ze loossen,

- sech no der Coronakris mat de betraffenen Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich ze beroden, fir déi néideg Léieren aus dëser Pandemie ze zéien,

- net, wéi am Koalitiounsaccord festgehalen, op den ideologesche Wee ze goen, fir an Zukunft d'Baueren ëmmer méi ze forcéieren, fir hire Betrib op Bio ëmzestellen, mee fir de Baueren e wierkleche Choix ze loossen, wéi si hire Betrib wëlle féieren a wat si wëllen ubauen,

- sech kloer zu der konventioneller Landwirtschaft ze bekennen, déi d'Versuergung vum Land mat héichwäertege Liewensmëttel sécherstellt,

- e Masterplang op d'Been ze stellen, deen all néideg Mesuren definéiert, fir eis Baueren an der Produktioun vun héichwäertege Liewensmëttel ze ënnerstëtzen, fir datt Lëtzebuerg, wat d'Ernierung ugeet, méiglechst autark funktionéiere kann.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister iwwert d'Strategie vum progressiven Deconfinement, mat uschléissender Debatt, nom Modell 1. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Merci, dass mer dës Debatt och kënnen zesummen hei organiséieren. Et ass nämlech ganz wichteg, dass an engem État de crise och déi demokratesch Institutioune weiderfonctionéiere kënnen.

Dir wësst, dass et der Regierung dès le départ immens um Häerz louch, d'Chamber an déi gewielte Vertrieder och matanzebannen. Souguer ier mer den État de crise an der Chamber deposéiert hunn, si mer bei Iech komm, fir Iech eis Volontéit zum Ausdrock ze bréngen. An duerno hu mer, ech géif soen, op d'mannst eemol d'Woch e Rendez-vous gehat, wou mer mat Iech en Echange haten, fir eeben och déi Texter, déi mer ëm den Artikel 32 (4) geholl hunn, kënnen ze explizéieren.

Jo, mir hu konstruktiv zesummegeschafft. An ech muss Iech soen, dass dat och dobausse vun de Bierger appreciéiert gëtt, dass een dat fäerdegbréngt, wann een an engem État de crise ass, dee jo net eng einfach Decisioun war, vun der Regierung, fir et unzefroen, an och vun der Chamber, fir et ze stëmmen. Et weist, dass een an enger Kris och zesummenhält, fir aus enger Kris och zesummen erauszekommen.

Mir mussen awer och iwwert den Après-crise, an elo just nach eng Kéier fir am Institutionellen ze bleiwen, zesummen nodenken. Dir wësst jo, dass den Artikel 32 (4) limitéiert ass an der Zäit. An dofir ass et wichteg an och op ons Demande hin, dass mer zesummen en Text ausschaffen, fir eeben och op déi punktuell Froen, punktuell juristesch Froen, déi dann no engem Delai vun engem État de crise fäerdeg wären, zréckzekommen, ob déi dann awer nach kënne rechtskräfteg si fir verschidde spezifesch Punkten.

Ech hat bei Iech an der Kommissioun och schonn - also am Bureau an an der Conférence des Présidents - dee Punkt invoquéiert iwwert déi verschidde Facetten, déi et gëtt. De But vun der Regierung ass net, den État de crise bis de leschten Dag ze halen, mee au contraire zesummen un enger Exitstrategie ze schaffen, fir dass mer deen, soubal en net méi néideg ass, am Fong och net méi brauchen.

Här President, ech muss Iech soen: „Och wann ech haut virun Iech stinn, fir iwwer eng progressiv Deconfinementsstrategie mat Iech ze schwätzen an eis ze echangéieren an och eeben der Chamber nozelauschteren iwwert d'Positioun vun deem engen a vun deem aneren, musse mer wëssen, dass d'Kris net fäerdeg ass." Mir hunn d'Kris nach net iwwerstanen, dat ass d'Base.

Ech muss Iech soen, dass mer an der Kris awer eppes gesinn hunn, wat ganz staark hei zu Lëtzebuerg war, dat wor d'Solidaritéit: d'Solidaritéit tëschent de Bierger, d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen, d'Solidaritéit tëschent den Noperen, d'Solidaritéit vun den Associatiounen, déi Kommissioune maache gaange si fir déi eng oder fir déi aner. Solidaritéit einfach wierklech, wéi een dat an hirer richteger Definitioun och gesäit.

Ech soen et, wéi ech et virdrun och gesot hunn, dass d'Solidaritéit och am Fong d'Responsabilitéit vun deem eenzelne Bierger war, well e wousst, dass en, andeem e sech och un d'Reegele géif halen, solidaresch wär mat senge Matbierger, well en dann eebe géif evitéieren, och e Facteur multiplicateur ze gi vun deem Virus.

Mee wéi gesot, de Kampf géint de Virus hu mer nach net gewonnen. Mee mir sinn an enger neier Phas hei an der Lutte géint de Virus. Wa mer - an dat ass de Mot d'ordre, deen ech och scho ganz am Ufank gesot hunn: „Mir waren disziplinéiert, mir sinn disziplinéiert a mir musse weider disziplinéiert bleiwen" -, wa mer dat net maachen, dann hu mer all déi Efforten, déi mer déi lescht Wochen alleguerten zesumme gemaach hunn, fir näischt gemaach! Fir näischt! Dowéinster sinn d'Disziplinn, de Respekt nach ëmmer d'Reegel.

Mir hunn d'Entwécklung vum Covid-19 fest am Bléck, jo. Dat ass och de Grond-Depart, déi Zuelen, déi de Covid-19 betreffen, déi d'Basis si vun all Decisioun, déi mer huelen. Déi, awer net nëmmen déi.

Jo, et gëtt och eng Rëtsch Kollateralschied an dat ass eng Realitéit! Et ass eng Realitéit. An Dir hutt jo och matkritt, dass et psychosozial Problemer gëtt, dass et wirtschaftlech Problemer gëtt, dass et Gewaltproblemer gëtt, dass et Sexualproblemer gëtt. Et gëtt eng Rëtsch vu Problemer, déi och mam Confinement komm sinn.

An dës Woch hu mer och am Regierungsrot festgehalen, dass mer am Fong esou e Kommitee géife kreéieren, esou e Grupp géife kreéieren ad hoc, deen am Fong déi Mesurë matsuivéiert. Wou mer och gemengt hunn, dass et wichteg wär, déi verschidde Facettë vun onser Zivillgesellschaft an och déi, déi representativ si vun deene verschiddene Punkten, déi ech zitéiert hunn, do matanzebannen:

Do hu mer d'Nora Back, Presidentin vun der Chambre des Salariés, d'Alexa Ballmann, Presidentin vun de Jonk Handwierk, de Luc Frieden, President vun der Chambre de Commerce, den Erny Gillen, deen Expert ass an der Eethik, d'Claudia Monti als Ombudsfra, de Gilbert Pregno als Psycholog an och President vun der Mënscherechtskommissioun, de René Schlechter, dee President ass vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, an de Professer Claus Vögele, deen och Professer ass an Titulaire fir Psychologie vun der Santé op der Uni Lëtzebuerg.

Jo, ech hunn Iech virdru gesot, et sinn dës Problemer, et si Suergen, et sinn Ängschten, et sinn einfach vill Froen, déi jiddwereen huet, wou keen haut eng Äntwert huet. Wou keen haut eng Äntwert huet! Fir deen een ass et: „Schonn?" Fir deen aneren ass et: „Firwat esou fréi?" Fir deen aneren: „Hätt Der net misse méi laang waarden?"

Jo, jiddwereen huet Froen! A mir kënnen als Regierung net op all Fro och eng Äntwert hunn. An dofir sinn e Monitoring an och eng permanent Evaluatioun vun der Situatioun d'Basis, fir kënne weiderzeschaffen.

Ech verstinn, dass verschidde Leit sech d'Fro stellen, wéi et muer weidergeet - wann ech e Betrib hunn, wann ech Independant sinn, wann ech Patron sinn, wann ech Handwierker sinn, wann ech e Restaurant hunn, wann ech en Hotel hunn, wann ech net weess, wéi et fir meng Zukunft wäert ausgesinn a wéini am Fong meng Zukunft nees ufänkt -, wou mer haut all zesummen nach net definitiv Äntwerten hunn.

Dowéinster ass et fir eis awer elo méiglech, mat all deenen Etüden, déi mer gemaach hunn, mat all deem Suivi, dee mer gemaach hunn, a mat all deenen Efforten, déi mer zesummen och gemaach hunn, dass mer kënne lues a lues an etappeweis nees probéieren, nees an e bësse méi en normaalt Liewen ze switchen. Ech soen, „e bësse méi en normaalt", well et ass nach net muer, wou mer nees eis Reflexer, déi mer all Dag hunn, wäerte kënnen zesummen zréckfannen.

Jo, et si Phasen - an ech hunn Iech dat och gesot gehat an der Chamber, Här President -, et si Phasen, wou mer mussen eeben och den Impakt vun enger Ouvertür vun enger Phas kucken, wat do eeben d'Repercussioune sinn. Mee et ass virun allem och eng Etapp mat Reegelen. Eng Etapp mat Reegelen! Mat Hygiènesreegelen.

Déi Phase gi begleet duerch Hygiènesreegelen, duerch d'Distanz, duerch d'Distanz, déi muss gehale ginn! An och duerch de Mondschutz. An esou wéi och d'WHO et recommandéiert, wëlle mer déi verschidden eenzel Phasen eng no där anerer dann eeben och kënne presentéieren.

D'Premisse sinn, dass de Risk esou kleng wéi méiglech ass, fir nees eng séier Verbreedung vun deem Virus ze kréien.

Éischt Premiss. Et wier e Feeler ze mengen: „Mir hunn et elo gepackt", oder: „D'Zuele sinn haut gutt. Dofir wäert et muer besser goen." Kuckt a verschiddene Länner, wou een dann no dräi Deeg gemengt huet, et wier alles fäerdeg, an een da mengt, dass een alles nees kann opmaachen!

Mir hunn e Gesondheetssystem - an ech wëll deenen och Merci soen -, e Gesondheetssystem, dee wierklech net op d'Auer gekuckt huet, dee wierklech gekämpft huet fir ze probéieren, dat Bescht ze maachen, wat een, wann een de Serment d'Hippocrate ofgeluecht huet oder an deem Beräich och schafft, sech versprécht, de Maximum ze maachen, fir Mënscheliewen ze retten, fir ze kucken, dass et deem, deem et gëschter net gutt goung, muer nees besser geet. Dat wor d'Reegel. A mir soen hinne Merci all Dag. A mir soen hinnen och net oft genuch Merci!

Mir mussen och bei de Premisse wëssen, wat d'Auswierkunge vu Mesuren am Fong op eis Gesellschaft nees sinn, wat d'Reflexer da sinn a wat dann eeben och ka geschéien. Dofir brauche mer ganz vill Informatiounen. Mir brauche ganz vill Echangen. Mir brauchen den Testing.

Dir wësst jo, dass d'Gesondheetsministesch déi lescht Deeg erkläert huet, wéi déi Pist weidergeet. A mir hunn de Moien och de Feu vert ginn, fir e breeden Testing vun Dausende vu Leit den Dag kënnen ze maachen, mat engem Projet, wou eng Taskforce elo kreéiert ginn ass, fir un deem kënnen ze schaffen, tëschent dem Héichschoulminister, also Recherchemineistère, an dem Santésministère, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer dat dote kënne maachen.

A wéi gesot, déi éischt Phas ass jo kee Geheimnis, déi hunn ech jo och an der Chamber matgedeelt, dat ass - wat jo och dobausse bekannt ass - déi vum 20. Abrëll, dat heescht vum nächste Méindeg. Do wäerten d'Chantieren, d'Handwierk, d'Konstruktiounen, d'Renovatiounen nees kënnen ufänken, awer, wéi gesot, ënner Bedéngungen. Et ass net, dass mer soen: „Et geet einfach op!" Nee, et geet op, awer mat der Konditioun vun den Distanzen. Et geet op, awer mat der Konditioun och vum Mundschutz, do wou déi Distanzen net respektéiert kënne ginn.

Et ass eng virsiichteg Approche, déi mer geholl hunn. Et ass verschiddenes, wéi zum Beispill d'Chantieren, déi am Ausland net zougemaach waren, déi hu mir decidéiert zouzemaachen. Mir mengen, dass et dee richtege Choix war. An ech mengen, d'Zuele beweisen, dass déi Choixen, déi mer geholl hunn, déi richteg waren, a mer elo op jidde Fall dës Aktivitéiten dann och nees kënnen opmaachen.

Nieft de Chantiere sinn och d'Jardinieren, d'Paysagisten oder déi Commercen, also déi Betriber, déi Aktivitéiten, wou een essentiellement och Planzen, saisonal Planze verkeeft, virgesinn. Et ass de Bricolage, déi sougenannt Baumäert, an dat och nees eng Kéier am Respekt vun de Mesuren, déi virgesi sinn. Och d'Recyclingzentere kënnen ab e Méindeg erëm fonctionéieren.

An der éischter Phas ass nach e weideren Aspekt, iwwert dee mer och eng Diskussioun haten, mee dee ganz, ganz wichteg ass: Dat ass eeben, d'Assistance an d'Hëllef fir d'Kanner an de Familljen och kënnen ze relancéieren, well dat ganz, ganz wichteg ass, wann een drun denkt, un d'Zukunft vun den nächste Generatiounen. Dat ass och en Deel am Fong vun där Balance, déi mer mussen ëmmer an den Aen halen: Wéi geet et deenen nächste Generatioune weider mat deene Mesuren, déi mer haut huelen?

Jo, déi éischt Phas dauert dräi Wochen, ausser déi Exceptiounen do vum BTS, vu Première an 13ème, dat heescht, déi Travaux-pratiquen op der Uni, déi de 4. Mee wäerten ufänken.

Jo, et sinn dräi Wochen. Dräi Woche si laang. Mee et wier e Feeler, elo ze soen: „Elo maacht Der dat heiten op!", an da maache mer direkt d'nächst Woch eppes op, ouni ze wëssen, wat d'Repercussioune kënne si vun enger Ouvertür, déi mer den nächste Méindeg ordonéieren. Et ass dat selwecht, verschidde Leit schreiwen: „Majo, mee firwat maacht Der net all Buttek op, firwat maacht Der et net mat deenen Distanciatiounen?"

De But ass, dass de Kontakt esou kleng wéi méiglech bleift. An nach ëmmer ass am Fong de „Bleif doheem!" d'Reegel, op d'mannst, op d'mannst bis den 11. Mee. Ausser d'Situatioun géif sech wierklech an deenen nächsten Deeg esou positiv änneren, dass een aneschters sollt virgoen. Et encore avec des doutes! Well mer wierklech dann nach ëmmer net den Impakt kënnen analyséiere vun deene verschiddene Mesuren.

Awer och grad an déi aner Richtung, Här President, muss ech Iech soen, dass dat, wat mer ugekënnegt hunn, och mat deenen Daten, och kann, wann d'Resultater schlecht sinn, nach méi laang daueren. Et kann an déi eng souwéi an déi aner Richtung goen.

Déi zweet Phas, dat wier dann, à titre indicatif - dofir insistéieren ech wierklech op den Titre indicatif -, déi vum 11. Mee. Do géif de Secondaire, also d'Lycéeën, dann och nees opgoen, awer allerdéngs net komplett, mee a Gruppen. Dee System ass och fir de Fondamental. A wéi gesot, dann ass déi drëtt Phas de 25. Mee.

Jo, Här President, et gëtt nach keen Datum fir eng Relance am Commerce an am Horesca. A mir wëssen, wéi schwéier d'Situatioun och ass an deem dote Secteur. A mir wëssen iwwerhaapt, wéi schwéier d'Situatioun ass, ekonomesch gesinn, berufflech gesinn.

Ech mengen, d'Regierung huet a Rekordzäit e Stabilisatiounsprogramm vun iwwer 8,8 Milliarden Euro en place gesat, ganz direkt. Dëse Pak huet Direktausgaben, dorënner de Chômage partiel, de Congé pour raisons familiales, d'Avances remboursables fir Entreprisen. 8,8 Milliarden! An ech mengen, den Aarbechtsminister huet nach dës Woch preziséiert, wivill de Chômage partiel - well verschidde Leit mengen, de Chômage partiel wier keng Aide -, mee wivill de Chômage partiel awer ausmécht an eng Depense awer fir de Staat ass, fir dass d'Famillje sech keng Suerge musse maachen Enn des Mounts, dass et awer nach eng Perspektiv gëtt.

Mir hunn d'Aidë vu 5.000 Euro fir déi kleng Betriber an 2.500 Euro fir Independantë gehat. Mir hunn d'Contributioun an d'Avancen op d'Steieren ausgesat. Muer ass ausserdeem och hei bei Iech an der Chamber e Gesetz iwwert d'Garantie. Dee Pak, dee ganze Pak, deen ech elo just beschriwwen hunn, betrëfft ongeféier 14 % vum PIB! Mee, wéi scho gesot, et gëtt alles permanent gemonitored an eebe sech och un d'Kris ugepasst.

D'Regierung huet de Finanzminister, de Wirtschaftsminister an de Mëttelstandsminister och gefrot, fir nei Mesuren auszeschaffen. An net méi spéit wéi de Moien - de Moien, Här President! - hu mer de Prinzip fir eng nei Direkthëllef festgehalen, déi net remboursabel ass. Déi gëllt fir d'Betriber vun 0 bis 20 Salariéen. Déi Aide wäert notamment op zwee Krittäre baséieren, wou een dovunner muss erfëllt sinn: Entweeder de Betrib muss iwwert den 20. Abrëll eraus zou bleiwen, éischte Krittär, oder de Betrib kann noweisen, dass en an enger bestëmmter Period en Abroch vun iwwer 50 % vum Chiffre d'affaires huet.

Fir d'Betriber vun 0 bis 9 Salariéë wäert de Montant vun dëser Aide, déi net muss zréckbezuelt ginn, 5.000 Euro sinn. An déi Aide kann zousätzlech zu der Aide vun deenen éischte 5.000 Euro ausbezuelt ginn, ugefrot ginn. Dat heescht, ee Betrib, deen elo scho 5.000 Euro kritt, kritt nach eng Kéier 5.000 Euro. Fir d'Betriber vun 10 bis 20 Leit wier dat eng Hëllef, déi op 12.500 Euro géif goen.

Dat si Mesuren, déi esou kléngen ..., mee déi wäerten de Staat ongeféier 80 Milliounen Euro kaschten!

Och d'Situatioun vun den Independantë gëtt nach eemol ënnert d'Lupp geholl. A gegeebenefalls gëtt och hei nach eemol d'Aide vun 2.500 Euro ugepasst.

Jo, nei Aiden. Nei Aiden, och wann nei Aiden net onbedéngt dat ass, wat d'Leit sech wënschen, Här President. Eng Rëtsch vu Leit hätte léiwer keng Aide a si kéinte muer nees opmaachen, well et gëtt keng Aide, déi esou gutt ass wéi e Betrib, wou et fonctionéiert, wou ee schaffe kann, wou ee produzéiere kann, wou een eppes mécht an dofir och als deen, dee schafft, eppes dofir kritt. Et gëtt keng Hëllef, déi dat dote besser ka kompenséieren!

An doweinster ass et och fir éis wichteg, dee permanente Monitoring ze maachen. A wéi gesot: Elo ze mengen, dass een alles hätt missen opmaachen, oder well dann den Noper eppes opgemaach huet, misst dat automatesch hannendrulafen - dat ass net, wat dës Regierung wëllt maachen. Dës Regierung huet hire Wee geholl. Dës Regierung huet hir Decisioune geholl. Dës Regierung ass och responsabel fir déi Decisiounen, déi se geholl huet! Mee mir sinn der Iwwerzeegung, dass mer net nëmme kënne kucken, wat deen een oder deen anere mécht, an da soen: „Da maache mir dat selwecht!"

Mir hu verschidde Saachen zougemaach, déi am Ausland net zougemaach gi sinn. An et si lo verschidde Saachen, wéi gesot, déi mer opmaachen, déi vläicht deen aneren net opgemaach huet. An et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi an den Nopeschlänner vläicht d'nächst Woch op sinn, mee déi hei zu Lëtzebuerg nach net kënnen opgoen.

Jo, Här President, et gëtt keng Dispositioun, déi a Stee gemeesselt ass! Et gëtt keng, déi a Stee gemeesselt ass, a mir mussen dann eeben ajustéieren. An dat kann dann och sinn, dass mer, wéi gesot, nei Mesurë mussen huelen oder heiansdo mussen op d'Brems trëppelen. Dat ass esou. Genausou kann et awer natierlech sinn, dass, esou wéi ech virdru gesot hunn, eng positiv Entwécklung mat sech brëngt, dass mer dann awer och a verschidde Phase souguer kënne méi séier eriwwergoen.

Also, wéi gesot, déi éischt Phas ass eng Phas, wou eng Period vun dräi Woche wäert sinn, fir déi richteg Evaluatioun kënnen ze maachen. Duerno si Phase virgesi vun zwou Wochen, ausser den Impakt wier ze grouss.

Wéi gesot, de Prinzip ass, dass e Lockdown bleift. Dat heescht, dass awer de „Bleif doheem!" d'Realitéit soll bleiwen. An doweinster: Déi Iddi, dass alles sollt opmaache mam Mundschutz, ass net de But.

Ech kommen dann op de Mondschutz. De Mondschutz ass net d'Garantie, dass näischt geschitt! De Mondschutz ass eng Barriär méi, mee et ass net, dass, well een de Mondschutz huet, dann op jidde Fall näischt kéint geschéien.

Doweinst, Här President, bleift d'Maximm, de soziale Kontakt weider op e Minimum ze reduzéieren. An ech weess, wéi schwéier dat ass, an déi meescht, déi mech hei kennen, wëssen dat, an ech kennen Iech och, an ech weess, wéi schwiereg et fir ons alleguerten ass, net kënne mat anere Leit zesummenzekommen, mat anere Leit kënnen ze feieren, mat anere Leit kënnen Zäit zesummen ze verbréngen, wéi schwéier et ass fir eis alleguerten, wéi psychologesch schwéier et och ass, och fir verschidde Leit, déi am Moment Teletravail hunn, doheem sinn, a wa se fäerdeg sinn, op eng Kéier net méi wëssen, wat se iwwerhaapt mat hirer Zäit solle maachen. Dat dierf een och net vergiessen, dee ganze psychologeschen Aspekt vun engem Lockdown.

Doweinster hu mer och eng Decisioun geholl, déi net einfach war - mee néideg, wa mer de soziale Kontakt wëllen op e Minimum limitéieren -, dass mer och bis den 31. Juli déi grouss Manifestatiounen net erlaben. A wéi mer och direkt schonn an där selwechter Nouvelle matgedeelt hunn, wäerten och keng Festivitéite sinn dëst Joer fir Nationalfeierdag.

Wéi gesot, wann d'Situatioun sech verbessert, kann ee vläicht um 31. Juli fréckelen, vläicht, mee ech gleewe kaum, well do géif ee riskéieren, nees en zweete Foyer kënnen ze kreéieren. Mee wann ee schlecht Noriichten huet, ass et och méiglech, dass deen Datum misst souguer verlängert ginn.

Mir hunn och bei den Hochzäiten a bei de Begriefnisser gemierkt - an dat ass e ganz delikate Sujet, virun allem bei de Begriefnisser -, dass déi Limitatioun op fënnef Leit awer schwiereg wier, well et huet ee ganz oft, wann ee Kanner huet an de Papp oder d'Mamm stierft, méi wéi fënnef Leit, déi gären derbäi wieren.

Dofir wäerte mer do op eng 20 Leit limitéieren, mat den Distanzen, déi solle sinn, fir d'Begriefnisser - an och fir d'Hochzäiten, fir d'zivill Hochzäiten -, fir dass een awer dee Moment, deen awer ganz douloureux ass, well et ee vun deene schwéiersten ass, och d'Ënnerstëtzung vun deene Leit huet, mat deenen ee léif Gefiller hat a Souvenire wëllt deelen iwwert déi Persoun, déi ee kannt huet; oder fir deen normalerweis - normalerweis! - glécklechsten Dag a sengem Liewen, dee vun der Hochzäit, kënnen da mat deene Leit, déi ee gären huet, net ze feieren, mee op d'mannst kënnen zesummen ze sinn.

Ech hu virdru vum Mondschutz geschwat. Jo, et ass en neit Element vun onser Strategie. Mir sinn der Meenung, dass de Mondschutz en Élément barrière supplémentaire ass, deen och wichteg ass an deem dote Kontext. A wa mer wëlle lues a lues nees an normal Aktivitéite kommen, wäert de Mondschutz och nach eng gewëssen Durée, Här President, musse gebraucht ginn. De Mondschutz - an ech soe spezifesch „Mondschutz" - protegéiert de Mond, mee et ass virun allem eeben eng Protektioun vun der Nues a vum Mond vis-à-vis vun deem aneren. Well wann een néitst, wann een houscht, do ass de Spaut am Fong, d'Postillone sinn am Fong e Véhicule rapide vum Virus. Dofir ass et wichteg, dass een domadder och deen anere protegéiert, mee och, dass ee se dann net selwer an d'Gesiicht kritt.

Dat heescht, de Mondschutz kann e Schal sinn, et kann e Foulard sinn. Et sinn där hausgemaachter - et sinn eng Rëtsch vun Associatiounen, déi der maachen -, et sinn där stoftener. An déi stofte Masken, déi ee mécht, déi kann een och kachen. Déi kann ee strecken. Déi kann een an den Uewe maachen. Also, dat heescht, et kann ee se an den Uewe maachen, awer net an d'Mikrowell! Well et huet schonn ee mer geschriwwen, en hätt seng wëllen an d'Mikrowell maachen, dat huet e Brand ugefaangen. Sorry, wann ech dat elo hei soen, wat net an de Kontext passt, mee wéi gesot, doweinster, et soll een oppassen, wat een domadder mécht! Et sinn aner Leit, déi gesot hunn, et sollt een teste mat enger Käerz. D'Leit sollen oppassen, wa se d'Maske gebrauchen, dass se do keng Tester wëlle maachen. D'Maske ginn ausgedeelt, wéi Der wësst, an do ass och dann e Mode d'emploi, deen derbäikënnt.

Déi Maske sinn, wéi gesot, ze verstoen als e Geste barrière. A fir eis wor et ganz wichteg, och e Starterkit kënnen ze verdeelen. An deen hu mer zweemol verdeelt. An dofir erlaabt mer, hei och wierklech der Inneministesch an deem ganze CGDIS Merci ze soen, déi zesumme mam Syvicol - an ech weess, dass de President och ee vun Äre Memberen hei am héijen Haus ass - no Léisunge gesicht hunn, wéi mer kéinten deenen 102 Gemengen esou séier wéi méiglech déi Maske verdeelen. Ech wor gëschter zu Lëntgen an och zu Miersch, wou eeben Zentere sinn, wou d'Gemengen d'Material siche komm sinn, wou mer et da fäerdegbréngen, dass all Bierger fënnef Maske wäert hunn.

Ech weess, fënnef Maske geet net duer fir Wochen a fir Méint. Dofir den Appell, se ze gebrauchen - et huet jo kee Wäert, eng Mask unzehunn, wann een doheem eleng ass -, mee dat heescht, wann een akafe geet, wann een an de Bus klëmmt, wann een op de Maart kënnt, wann een op déi Plaze geet, wou een am Fong Public begéint. Do si se och obligatoresch. Obligatoresch! An do gëtt et Protokoller, wann ee sech net drun hält. A wéi gesot, déi aner Méiglechkeet ass, dass een déi gebitzten, déi hausgemaachte Masken hëlt. Dat, mengen ech, wäert och méi einfach sinn, vu dass een déi dann och ka botzen.

Mir wëssen, dass mir als Staat och Employeur sinn. Mir wäerten eis Responsabilitéit huele vis-à-vis vun de Beamten, wou mer och d'Distributioun iwwert de Fonction-publiques-Minister amgaange sinn ze organiséieren, fir dass dat och wäert kënne fonctionéieren d'nächst Woch.

An dann hu mer och d'Betriber. Mir hu jo do bei de Betriber, wéi ech Iech virdru gesot hunn, wann do déi Distanzen net kënne respektéiert ginn, eng Obligatioun. An dofir wëll ech och dem Verteidegungsminister an der Arméi Merci soen, déi säit de Moien amgaange sinn, fir de Betriber iwwer en Drive-in d'Méiglechkeet ze ginn, fir Masken ze verdeelen, an och déi selwecht Zuel. An do ass et esou, wann een, egal wou een oder wéi ee schafft, mee hei zu Lëtzebuerg eebe schafft, dass een do och fënnef Masken dann zegutt huet. Mee et ass eng Obligatioun op där enger Säit vum Patron, fir d'Sécurité sur le lieu du travail ze assuréieren, vun de Gemengen och vis-à-vis vun hire Bierger. Mee mir sinn och der Meenung gewiescht, dass et wichteg war als Staat, d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen an eeben duerch déi Kontakter, duerch déi Moyenen, déi mer haten, dëse Starterkit de Betriber souwéi och de Bierger zur Verfügung ze stellen.

Wéi gesot, Här President, fir mech wor et wichteg haut, zesumme mat der Regierung bei Iech ze kommen. Dir hutt gesinn, dass mer ee- bis zweemol, wann net dräimol d'Woch zesummen tagen, well mer musse reagéieren. Mir mussen agéieren. Mir musse virun allem kënnen anticipéieren, ganz oft, well et wichteg ass, an deenen dote Froen ze anticipéieren. Mir kënnen d'Leit net viru Situatioune loossen, wou se net wëssen, wéi et weidergeet. Do, wou Froe sinn, musse mer kucken, Äntwerten ze fannen. An ech mengen, dass mer dat just fäerdegbréngen, wa mer weider zesummenhalen.

Mir hunn et fäerdegbruecht bis haut, Här President, dass hei an der Chamber een dës Kris net als Opportunité politique gesinn huet, mee als Chance, all zesummen ze beweisen, dass mer, wann et ëm d'Sécherheet vun onse Bierger geet, wann et ëm d'Zukunft vun onsem Land geet, wann et drëm geet, zesummen de Muer ze schreiwen, net op politesch Aart a Weis, mee op mënschlech Aart a Weis, dass mer kënnen zesummeschaffen, dass hei zu Lëtzebuerg - an dat ass eng Chance, déi mer hei hunn, well dat ass net iwwerall - een zesummenhält! Dat ass eis Stäerkt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat den Helmut Schmidt hei schonn zitéiert an der Chamber - zwar net hei, mee an eisem normale Plenarsall -, an zwar am Kader vun der Kris, wou ech gesot hunn: „An der Kris weist sech de Charakter!" Ech denken, deen een oder deen aneren huet dat och schonn op déi eng oder aner Manéier gemierkt. Mee eppes steet awer fest: An der Coronakris huet sech och de Charakter vun eise Lëtzebuerger an och vun eisen Netlëtzebuerger gewisen. An zwar op eng formidabel Manéier.

Ech schwätzen hei vun der nationaler Solidaritéit, vun tëschemënschlechem Respekt, vun iwwermënschlechem Asaz a wierklech vun nohalteger Disziplinn. Natierlech gëtt et och alt emol e puer schwaarz Schof. Mee d'Wëssenschaft huet eis confirméiert: Déi grouss Majoritéit huet sech richteg verhalen an der Kris, huet de „Bleift doheem!" respektéiert, huet d'Consignen an d'Mesuren agehalen. An duerfir ass jo

och elo d'Exitstrategie, déi mer e Méindeg kënnen an Ugréff huelen, virun allem e Verdéngscht vun de Leit. An duerfir wëll ech hinnen och wierklech Merci soe fir dat exemplarescht Verhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, eis éischt Prioritéit ass nach ëmmer d'Gesondheet. A mir mussen hei alleguer zesumme Verantwortung iwwerhuelen, fir dësem Virus Meeschter ze ginn. Dat hunn ech schonn e puermol gesot gehat.

Mir stinn duerfir, Här Staatsminister, zu eiser Verantwortung fir d'Leit a wäerten dat och an Zukunft maachen. Duerfir hu mer als CSV och vun Ufank un den État de crise matgestëmmt, dat och a voller Längt. A mir hunn awer och eestëmmeg hei eng Motioun ugeholl fir u sech eng méiglechst enk Zesummenaarbecht tëschent Regierung a Chamber.

An hei wëll ech awer eng kleng Klammer opmaachen, well dat och zu eiser Verantwortung als Oppositioun gehéiert. Ech wëll fir d'éischt der Madamm Lenert an dem Här Bettel Merci soen, datt si eis reegelméisseg informéiere kommen. Mir wëllen nämlech wierklech gäre konstruktiv matschaffen. A mir hunn eis Hëllef och ugebueden.

Dat geet natierlech am beschten, wann een informéiert gëtt, éier Decisioune schonns geholl sinn. An dat war am Ufank och méi einfach. Mir hunn och do konstruktiv Virschléi gemaach. Ech erënnere mech nach un de Gilles Roth, dee geschwat hat vun den Elteren, déi d'Besuchsrecht misste behale bei de Kanner, un d'Nancy Kemp-Arendt, wat iwwert d'Beweegung dobausse geschwat huet.

Elo gi mer awer meeschtens just kuerz virun der Pressekonferenz informéiert. An ech kann lech och elo net soen, wat de Mëtteg an der Pressekonferenz war, well wann um eng Auer eng Pressekonferenz ass a mir mussen um Véierel vir zwou hei si fir ze debattéieren, dann ass dat definitiv schwiereg. Wann een also nëmmen esou kuerz virdrun informéiert gëtt, dann ass et schwiereg, alleguer d'Froen ze stellen, an et ass och schwiereg, an deem Fall konkreet Virschléi ze maachen. Mir verstinn awer, wann Urgence ass. Mee mir wëllen, wéi gesot, keng „Kosettercher halen", wéi Dir gesot hat, Här Staatsminister, mee mir wëlle wierklech um kuerzen Déngschtwee op de Punkt kommen an déi beschtméiglech Léisung matsichen.

Well wësst Der, a bal all Interview, an et sinn der net ganz vill, mee awer trotzdeem, a bal all Interview ginn ech gefrot: „Kënnt Dir dann als Oppositioun iwwerhaapt eppes maachen an dëser Zäit?" An da soen ech ëmmer: „Jo. Mir hunn eng Verantwortung a mir wäerten déi Verantwortung och iwwerhuelen." Mee eis Moyene sinn awer begrenzt.

Wéi gesot, wa mer net am Virfeld informéiert ginn, da kënne mer eis konstruktiv Virschléi ëmmer nëmmen am Nachhinein maachen. Dat ass net deen effikasste Wee. Mee mir wäerten dat awer weiderverfollegen, well dat ass och eis Verantwortung, well mir wëlle gären esou séier wéi méiglech aus dëser Kris erauskommen an och esou gutt wéi méiglech. An ech denken, dat ass eist gemeinsaamt Zil heibannen.

Här President, jo, mir droen och haut de Prinzip vun enger stufeweiser Exitstrategie mat. Et ass jo u sech e Wee oder éischter eng Trap aus dem Confinement eraus, an dat net an deen ale Business-as-usual. Ech mengen, den Här Premierminister huet dat gesot, an däers musse mer eis definitiv bewosst sinn: Mir hunn nach ëmmer ee Liewe mam Virus, deen nach net verschwonnen ass. Mir hunn nach kee Medikament, nach keen Impfstoff. Ech hu lo grad vum Jean-Marie Halsdorf eng Noriicht gewise kritt, datt se scho bësse méi no derbäi sinn, fir e Medikament ze fannen. Mee dat wier natierlech déi absolutt beschte Léisung. Da bräichte mer net méi laang hei driwwer ze schwätzen. Mee et ass awer nach net esou wäit. An duerfir musse mer léieren, alleguer léieren, an deenen nächste Méint nach mam Virus ze liewen, an am beschte méi flexibel si wéi de Virus. An duerfir muss och déi Exitstrategie ganz flexibel bleiwen.

Well, fir et nach eemol kloer ze soen: Eis éischt Prioritéit ass a bleift d'Gesondheet. An dozou gehéiert déi physesch Gesondheet, mee awer och déi psychesch Gesondheet. Déi däerfe mer net aus den Ae verléieren.

An op där anerer Säit musse mer kucken, datt awer och erëm eis Wirtschaft un d'Rulle kënnt lues a lues. Mir mussen derfir suergen, datt eis Betriber d'Kris iwwerliewen, well soss rutsche mer no dëser sanitärer Kris an eng richteg fatzeg Wirtschaftskris a Sozialkris eran.

An d'Gretchefro ass: Wéi wäit kënnen d'Beschränkunge gelabbert ginn, ouni datt de Virus sech weider ausbreet? Oder wéi wäit kënnen d'Beschränkunge gelabbert ginn an de Virus trotzdeem a Schach gehale ginn?

Fir eis ass et nämlech kloer, an ech mengen, dat ass och de Mëtteg scho betount ginn: Dës Exitstrategie däerf keen Exit aus der Virsiicht sinn, well dat wär fatal! Et wär fatal fir eist Land, fir eis Gesellschaft an awer och fir eis Ekonomie.

Duerfir, en Exit a Stufen ass dee richtege Wee. A mir brauche bei dëser Exitstrategie gesonde Mënscheverstand, ee richtegt Aemooss, mir brauche kloer an transparent Reegelen, mir brauche kloer Kommunikatioun, mir brauchen e performante Monitoring an natierlech och eng zolidd wëssenschaftlech Begleedung. D'Regierung schafft mat de Wëssenschaftler zesummen. Mir hunn déi Etüden a Resultater net all. Duerfir ass et fir eis och heiansdo e bësse méi schwiereg fir ze beurteelen. D'Regierung huet och elo e Comité de suivi, e Grupp ad hoc sech ginn, fir d'Mesuren ze begleeden an ze evaluéieren. De Premierminister ass drop agaangen.

Ech wéilt hei interessihalber gäre wëssen, wéi d'Kompositioun vun dësem Grupp festgehale ginn ass. Wéi se ausgesäit, krute mer jo gesot. Mir ass zum Beispill opgefall, datt kee Vertrieder vun der Chambre des Métiers dran ass oder vun der Fédération des artisans, och kee vun der CGFP, vun de Vertrieder vun de Staatsbeamten, och kee vun der Landwirtschaftskummer - déi ginn alt mol méi dacks fortgelooss. Dat heescht: No wéi enge Krittären ass dëse Comité de suivi zesummegesat ginn?

Den Exit ass e schwieregen Equiliber. Den Här Staatsminister huet am Communiqué vun enger „stratégie de déconfinement équilibrée" geschwat, eeben tëschent ville Facteuren. An um Enn muss net de Kommitee u sech d'Decisioun huelen, mee d'Politik muss d'Decisioun huelen. An dat ass och eng Fro vun der Verantwortung.

Mir hunn dräi Phasen, de Premier ass dorobber agaangen. Déi éischt fänkt den 20. Abrëll un. Dann hu mer eng den 11. Mee a mir hunn eng de 25. Mee. Wat alles konkreet an deenen eenzelne Phase geschitt, dat wësse mer nach net. Mee mir wëssen awer, datt verschidde wichteg Decisioune bekannt sinn. An den Här Staatsminister huet och gesot: „Dës Phase si flexibel." Si kënnen no hannen oder no vir, oder „an déi eng oder an déi aner Richtung", hat e gesot, verréckelt ginn. An do stelle sech natierlech d'Froen, déi, mengen ech, jiddweree sech dobausse freet: „Wéini konkreet gëtt d'Decisioun geholl, ob den Exit beschleunegt gëtt oder ob en entschleunegt gëtt? Bei wéi engen Zuelen? Bei wéi engem Verlaf vun den Infektiounen? Vu wat gëtt dës Decisioun ofhängeg gemaach?" Well nëmme wa mer dat wëssen, kënne mir, kënnen awer och d'Betriber sech e richtegt Bild maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken emol mat där éischter Phas un, déi jo e Méindeg soll auslafen ..., ulafen, net auslafen, mir sinn nach net esou wäit, mee ulafen! Dräi Woche laang soll se daueren. D'Chantiere ginn op. De Bau, d'Renovatioun, d'Transformatioun, d'Handwierker schaffen erëm, d'Entreprisen däerfen erëm schaffen. Dat ass gutt. Am Ausland ass et, wéi gesot, scho méi laang op. Natierlech brauche mer hei och kloer Richtlinne vun deenen noutwendege Sécherheetsmesuren.

Ech weess hei nach net, wéi déi kloer Richtlinnen ausgesinn. Ech hat de Moie gemengt, ech wär dat vläicht eleng. Mee mir hunn awer nach deen een oder anere Bréif oder Mail kritt gehat, wou och Leit, déi am Secteur schaffen, dat nach net wëssen. Ech weess awer elo net, wat de Mëtteg an der Pressekonferenz gesot ginn ass, wéi gesot, mee mir brauchen hei kloer Richtlinnen, wéi eng Sécherheetsmesurë mussen op deene Plazen agehale ginn, wou d'Aarbechten erëm lassginn.

Da geet jo elo och erëm de Baumaart op. Dat schéngt mer och logesch ze sinn, well do, wou renovéiert gëtt, brauch een och Material. De Landschaftsgäertner, d'Bamschoulen däerfen erëm schaffen. Och dat schéngt eis logesch ze sinn. Ech erënneren do just u meng Ried beim État de crise, wou ech gesot hunn, ech géif net verstoen, firwat datt de Landschaftsgäertner däerft am Atelier schaffen, mee en däerft net am Gaart schaffen. Well a mengen Aen ass de Risiko am Gaart, wann een eleng schafft, manner grouss wéi am Atelier, fir sech unzestiechen.

Wéi gesot, mir brauchen ëmmer de gesonde Mënscheverstand an awer och kloer Reegelen. An déi mussen och kloer kommunizéiert ginn.

A mat „klorer Kommunikatioun" hunn ech direkt nach eng Fro. De Premierminister sot: „De Landschaftsgäertner an de Jardinier däerfen erëm schaffen." Ech hunn esou e Flyer gesinn, wou dat och dropsteet. Do steet dann: „Gäertner a Landschaftsgäertner". Wat e Landschaftsgäertner ass, ass fir mech kloer. Mee wat ass de Gäertner? Gehéiert heizou de Fleuriste? Gehéiert d'Bamschoul dobäi? Gehéiert den Zierplanzegäertner dobäi? Wann dat „Jo" ass, dann ass dat gutt. Wann et awer „Nee" ass, dann ass et net gutt, well da verkafen net nëmmen d'Grande-surfacen, d'Supermarchéen, mee da vun e Méindeg un och nach d'Baumäert Blummen, Planzen, Dëppen, fir se dranzemaachen, an de Gäertner selwer däerf dat net maachen! Dat ass an eisen Aen net gerecht.

Dann däerfen och elo d'Recyclingszenteren opgoen. Dat ass logesch. Mer hu scho méi laang dovunner geschwat gehat, well et u sech net ganz logesch ass, se zouzemaachen, well mer awer Dreck hunn, deen ufält, a virun allem elo am Fréijoer och de Gréngschnëtt, wou d'Leit mussen iergendwou domadder higoen. Mir begréissen dat also, datt déi elo opginn.

Sou, dann hunn ech aus der leschter Reunioun vum Bureau verhalen, datt soll sektoriell och getest ginn. De Premierminister huet elo gesot, et géif e Projet lafe mat engem breeden Testing. Ech hunn einfach d'Fro: Wat heescht dat konkreet? Gëtt et do eng konkreet Teststrategie? Wéi gesäit se aus?

D'Madamm Lenert sot déi lescht Woch, wann ech dat, wéi gesot, richteg verstanen hunn, datt géif envisagéiert ginn, bei grousse Secteuren, déi opginn, preventiv ze testen, fir preventiv ze filteren. Gëtt dat dann zum Beispill och an de Schoule gemaach? D'Schoulen, dat ass och e grousse Secteur, deen opgeet.

Mir denke prinzipiell, datt et gutt ass, wa mer vill testen. An dat soe jo och d'Wëssenschaft an all Experten.

Wann elo nach méi Leit schaffe gi respektiv d'Schoulen opginn, da stelle sech awer nach aner Froen. Zum Beispill: Wéi schütze mer dann déi vulnerabel Leit, déi am Prinzip misste schaffe goen? Kréien déi e Congé de maladie? Ech weess et net. Wat gesäit d'Exitstrategie vir? Oder awer och: Déi vulnerabel Leit, déi doheem wunne bei deene Leit, déi schaffe ginn, oder bei deene Leit, déi erëm an d'Schoul ginn? Wann eng Mamm oder e Papp schwéier krank ass an d'Kanner ginn erëm an d'Schoul, ass dat e Risiko, wann déi heemkommen. Wéi eng Léisungen hu mer do?

Här President, ier ech bei d'Schoul kommen an domadder bei déi zweet an drëtt Phas, wëll ech awer nach e bësse bei der Wirtschaft bleiwen. Mir musse wärend dëser Zäit vun der Pandemie déi néideg Suen an de Grapp huelen, fir d'Betriber, an domadder och d'Salariéen ze retten, well zu Lëtzebuerg däerfe mer keng Massefaillitte kréien a mir däerfen och kee Massechômage kréien. Mir wäerten a mussen hei awer sécher bei de Budgetsdiskussiounen driwwer schwätzen. Well hei ass, an dat wëll ech betounen, d'Schéiwieder eriwwer! Hei zéien net nëmme Wolleken op, ma hei riskéiert e richteg kräftegt Donnerwieder opzezéien. An domadder wäerte mer och nach eemol iwwert de Schéiwiederpak vun dëser Regierung musse schwätzen.

Fir eis Wirtschaft awer stuermfest ze maachen, ginn déi ablécklech Mesurë vum Covid-19-Stabiliséierungspak an eisen Aen net duer, well och e groussen Deel eeben nëmme geléint oder verschoben ass.

Mir hunn elo héieren, datt nei Mesuren derbäikéimen. Mir mussen eis déi mol nach am Detail ukucken. Derbäi kënnt awer trotzdeem nach, datt vill kleng Betriber an Independanten duerch d'Netz falen. Dëst Netz musse mer nobesseren. Anscheinend sollen d'Hëllefe jo elo ënnert d'Lupp geholl ginn. Elo weess ech net, wat do ënnert der Lupp schonn erauskomm ass. Dat wär awer interessant ze wëssen. Als CSV hate mer schonn eng Rëtsch vu Propose gemaach. Mir wäerten der och hei nach méi maachen, well wa keen däerf am Ree stoe gelooss ginn, esou wéi de Premier dat sot, da muss een de Prabbeli och grouss genuch opspanen.

A wann ech elo bei deene klenge Betriber an Independantë sinn, esou muss ech dach awer soen, datt déi rezent Aussoe vum Vizepremier vun der LSAP hei dach awer komplett deplacéiert sinn. Well jiddweree ka ...

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... wierklech seng Konviktiounen hunn, mee si däerfen net verletzend sinn.

(Interruption)

An ech menge wierklech, scho guer net als Vizepremier vun enger Regierung.

Här President, eis kleng Butteker däerfen, am Géigesaz zum Ausland, net opmaachen. De Premier ass drop agaangen. Ech froe mech awer: Ass dat gerecht? Wär net eng besser Ofstëmmung tëschent oder an der Groussregioun méiglech gewiescht? An dës Fro no der Gerechtegkeet stellt sech virun allem och, well d'Supermarchéen - ech hunn et scho gesot -, d'Grande-surfacen alles däerfe verkafen, an déi kleng Butteker, wéi gesot, mussen zou bleiwen. Firwat net och hinnen d'Méiglechkeet ginn, opzemaachen? Natierlech ënnert deenen néidege Sécherheetsmesuren. Do kéint ee sech bestëmmt verschidde Saachen afale loossen.

Ech hunn zum Beispill mat engem geschwat, deen e Vëlosgeschäft huet. Just e klengt Vëlosgeschäft. Ben, dee muss zoumaachen, zou hunn, nach ëmmer. A verschiddene Grandesurfacë ginn awer Vëloe verkaaft. Bon, wann ee bis e Vëlo huet, verkeeft een deen net no der Kris a keeft erëm een neien am klenge Buttek.

Mir hate schonns virun engem Mount heirobber higewisen. Hei ass awer näischt geschitt. Ech weess net, ob ech d'Beispill scho gesot hat: Et huet ee mer ugeruff, bei mir aus der Géigend, deen huet e Printer gebraucht, well seng Kanner hu missen eppes erausprinten. Deen huet missen op Stroossen oder op Bartreng fueren, fir e Printer ze kréien. Net, well mir an der Géigend keng Printeren dorëmmer hätten, déi ze verkafe wären, mee well déi Butteker alleguer zou sinn. Dat ass u sech net normal.

Da kommen ech awer zu engem Secteur, deen eigentlech vum gemittlechen Zesummeliewe lieft an deen et duerfir extreem schwéier huet: Dat ass nämlech den Horeca-Beräich, eis Restauranten, eis Caféen, eis Hoteller. De Premier war drop agaangen, mee ech weess awer nach näischt Konkreetes. Wat ass wierklech hei geplangt? An enger zweeter Phas soll gekuckt ginn. Mee wa gekuckt gëtt, da misst ech jo wëssen: Wann d'Resultater sou sinn, da kann opgemaach ginn. An da kann opgemaach ginn ënnert deenen an deene Konditiounen. Wat wären déi Konditiounen? Gëtt zum Beispill d'Unzuel vun de Clienten, déi een däerf eraloossen, erofgesat?

Dëst sinn nämlech ganz dacks kleng Betriber, déi sech et dräimol mussen iwwerleeën, ier se nach en zousätzleche Prêt opmaachen, virun allem, wa se kee Liicht um Enn vum Tunnel gesinn. Duerfir wär et wichteg, datt se zumindest géifen eng gewësse Planungssécherheet kréien, iergendwéi e Wee opgewise kréien, wou et kéint higoen.

Zum Beispill och d'Coifferen, ech mengen, de Marc Spautz war schonn eng Kéier op déi agaangen: Firwat huet d'Regierung - an dat ass eng Fro - bewosst decidéiert, déi zouzeloossen? Am Ausland gi se erëm opgemaach.

(Brouhaha)

Wéi gesot, si kënnen hir Perten net ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madamm Hansen, an a Frankräich, an der Belsch ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An Däitschland gi se erëm opgemaach.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ben, ech stellen lech eng Fro, Här Premier. Wéi gesot, och dës Betriber kënnen hir Perten net ophuelen. Ech ginn och erëm bei de Coiffer, wann e bis op huet, mee ech kann awer déi Couppen, déi ech virdrun hat, net erëm eng Kéier noschneiden oder dat méi schneide loossen. Huet d'Regierung sech Gedanke gemaach, ënner wéi enge Sécherheetsmesuren et eventuell méiglech wär, fir de Risiko ze miniméieren? Dat si jo Froen, déi ee sech awer ka stellen, déi d'Betriber sech och stellen. Wat ass an Däitschland virgesinn? Hu mer do nogefrot?

Änlech Froe stelle sech awer och an engem ganz anere Beräich, ...

(Brouhaha)

... wat ech an der Exitstrategie elo nach net gesinn hunn: Wéini kënnen eis Dokteren erëm normal schaffen? Net nëmmen den Urgencendéngscht. Wéini kënnt dat? Oder och déi aner Gesondheetspraxissen.

An da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären, bei d'Stéchwuert vum Mondschutz oder vun de Masken. Ee schwieregt Stéchwuert. An hei huet d'Meenung vun der Regierung, wann ech dat elo ganz fei soen, sech awer zimmlech staark geännert, well am Ufank gouf de Sënn vun de Maske kaum bis guer net agesinn. An elo huet d'Meenung dach zimmlech radikal geännert an d'Leit sollen elo quasi iwwer Nuecht, vun e Méindeg un dann awer eng Mask oder zumindest e Mondschutz unhunn, wa se méi no wéi zwee Meter beienee sinn.

Hei an der Chamber hunn ech mer déi Fro gestallt an ech hat och dem Premier se gestallt, ob en eis keng Recommandatioun géif uginn, well ech weess net, ob mer hei ëmmer déi zwee Meter kënnen anhalen. Mee en hat eis keng Recommandatioun ginn. Mir kucken da sécher, dat nach eng Kéier am Bureau duerchzediskutéieren.

Et gëllt dann u sech elo dat, wat mer zanter Woche froen, datt nieft der Distanz, nieft dem Hännwäschen och fir de Mondschutz u sech gesot gëtt: „Dat ass wichteg!" A mir begréissen dëse Revirement, och wann e wierklech Krämpes kascht huet, well am éischte Flyer - an doënnen hunn ech de Flyer och nach gesi bei der Entrée - steet, datt e Mondschutz näischt bréngt. De Virolog Claude Muller huet dobäi vun Ufank u gesot, datt d'Droe vum Mondschutz géif ugerode ginn. Ben, den Direkter vun der Santé hat och ënnerschiddlech Aussoe gemaach. Ech soe just: Mir brauchen, fir d'Leit net ze veronsécheren, eng kloer Kommunikatioun! An do muss ech awer soen, datt déi kloer Kommunikatioun an dësem Beräich gefeelt huet.

Am Ausland sinn definitiv Maske schonns relativ laang an der Diskussioun, fir en Deel vun der Exitstrategie ze ginn, an d'Gemengen an de Syvicol hunn dat och schonn zënter Woche gefrot. Am Ufank huet d'Regierung ëmmer gesot, dat géif näischt bréngen.

A well hei och keng kloer Aussoe komm sinn, hu mir als CSV dunn och en nationale Versuergungsplang vu Material, awer och vu Masken, gefrot, well mir fannen, datt d'Regierung hei eng Verantwortung huet, an dat als Deel vun der Exitstrategie.

Ech muss soen, och eenzel Buergermeeschteren hunn hir Verantwortung iwwerholl. A mat deenen ass am Prinzip de Geck gemaach ginn. An dat ass, fannen ech, net akzeptabel! Virun allem, ma ech muss och nach soen, d'Madamm Inneministesch huet och nach op eng Question parlementaire hi geäntwert, datt d'Verschécke vun engem Masque chiurgical kaum duerchféierbar wär, ouni ...

(Interruption)

... datt déi Mask géif kontaminéiert ginn. Sou, elo muss ech just soen: Zwee Deeg duerno maache si genau dat selwecht!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An d'Aarbecht vum Verdeelen, dat iwwerhuelen d'Gemengen an de CGDIS. An duerfir soen ech hinne wierklech e ganz grousse Merci, well dat doten ass net evident, fir innerhalb vun e puer Deeg alleguer eis Leit mat Masken auszestatten.

An ech soen och hei, Här President: „Ehre, wem Ehre gebührt!" De Syvicol an eis Gemengen hunn hei Drock gemaach a wierklech eng virbildlech Aarbecht am Interessi vun eise Bierger geleescht, an, dat muss ech wierklech soen, ...

(Brouhaha)

... ouni Réckewand vum Inneministère.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sou, elo wou d'Regierung dann d'Kéier geholl hutt, kritt jiddwereen e Starterkit. An dat begréisse mer. Mir begréissen dat ausdrécklech. Mee och hei soe mer, datt mer nach méi eng kloer Kommunikatioun brauchen. Wat geschitt, wann de Starterkit opgebraucht ass? De Premier sot, hie wéisst, datt dat net géif duergoen. Da froen ech: „Wien huet duerno d'Verantwortung ze kucken, datt d'Leit Masken hunn? Ass dat jiddwereen eenzelen, dee muss kucken? Ass dat de Betrib, dee muss kucken? Ass dat d'Gemeng, déi kuckt? Oder ass et awer de Staat? Wéi kréie mer hei verhënnert, datt mer sozial Ongerechtegkeete kréien? Ka jiddweree sech déi adequat Maske leeschten?"

An dann awer och eng Fro: Wéi eng Maske si sënnvoll? Ech sinn an dësem Beräich kee Spezialist. Ech kann Iech dat net soen. Et gëtt gesot: „Mir kënnen e Schal undinn." Ech hunn och e Schal doleien. Mir kënnen eng gebitzte Mask huelen. Mir kënnen e Masque chirurgical huelen. Ech hunn eng Etüd gelies aus Amerika, do steet dran, datt e Masque chirurgical géif zéngmol méi schütze wéi eng aner Mask. Kréie mer déi Informatiounen? Ass zum Beispill elo hei mat den Apdikter an de Grossiste geschwat ginn, wann d'Leit elo gäre Masque-chirurgicalle géife kafen. Sinn där e Méindeg aacht Deeg och nach do, wann d'Leit der brauchen? Well eppes steet fest: Dës Course géint de Coronavirus, dat ass eng Etappecourse. An déi Course, déi wäert sécherlech mat Maske gefuer ginn. An duerfir brauche mer där.

An da wëll ech awer weider nach beim Material bleiwen. An ech kommen hei konkreet bei d'Altersheemer, d'Fleegeheemer, déi verschidde Soins-à-domicillen. Ech sinn nach gëschter do drop ugeschwat ginn, datt si net wëssen am Viraus, ob si genuch där FFP2-Masken hu fir hir Leit. Dat sinn déi Masken, déi méi schützen, déi een am Prinzip an deene Beräicher brauch. An ech menge wierklech, datt dat net ka sinn. Si sote mer och, datt se nach ëmmer net genuch Blusen hätten an deem Beräich. Hei soe mir als CSV ganz kloer, datt dës Strukturen a puncto Material genausou prioritär musse behandelt gi wéi d'Klinicken, well si hu ganz vill vulnerabel Leit ze versuergen. An duerfir muss dat néidegt Material och op nationalem Niveau mat där néideger Prioritéit zur Verfügung gestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dann zur zweeter Phas an der drëtter Phas, déi direkt mat der Schoul gekoppelt sinn. Den 11. Mee sollen d'Lycéeën erëm ufänken, de 25. Mee dann d'Grondschoulen. An et kënnt nach eng Tëschenetapp de 4. Mee, wou d'Ofschlossklassen ufänken.

An ech fänken direkt mat dëser Etapp un. Den Här Minister huet eis gesot gehat, d'CNEL, dat heescht, d'Vertrieder vun de Schülerkommiteeën hätte gefrot gehat, datt dës Klassen, d'Ofschlossklasse kéinten nach an d'Schoul kommen. Ben, elo si mer awer gëschter, mengen ech, informéiert ginn, datt do e ganze Koup Premièresschüler mat där Decisioun net ganz frou sinn. Si fäerten nämlech, datt si sech an deenen zwou Woche virum Examen nach kéinten ustiechen an datt se dann den Examen net kéinte schreiwen. Si soen: „De Programm ass fäerdeg", an datt se am Prinzip léiwer hätten, si géifen elo nach zwou Wochen Homeschooling maachen ouni Risiko.

Ech géif mengen, hir Angscht ass verständlech, an hire Wonsch och. Virun allem, wann de Programm schonns fäerdeg ass. Duerfir ass meng Fro: „Kéint dat doten net eng fräiwëlleg Offer gi fir déijéineg, déi nach Erklärunge brauchen, déi nach Erklärunge brauchen zum Programm?" Och do wär et interessant ze wëssen, wat den Här Minister dozou seet.

Da kuerz zur Decisioun, fir d'Grondschoul eréischt e gudde Krack méi spéit opzemaache wéi de Lycée. Ech verstinn d'Erklärung, datt ee seet: „Déi kleng Kanner, déi verstinn dat manner gutt, datt se zwee Meter ausernee musse bleiwen." Dat wär jo eng Erklärung, firwat datt ee seet: „Mat deene fänke mer méi spéit un." Mee trotzdeem, de 25. Mee mussen d'Kanner et da verstoen. Duerfir kann dat a mengen Aen net grad d'Haaptursaach sinn.

D'Kanner an der Grondschoul brauchen op där anerer Säit awer vläicht éischter nach Hëllef vum Léierpersonal. Dat wär u sech en Argument dergéint. A komplizéiert gëtt et, well jo och vill Enseignanten am Secondaire Kanner hunn, déi nach an der Grondschoul sinn. An dës Enseignantë kënne jo dann net op eng Crèche zréckgräifen, well déi maachen eréischt de 25. Mee op. „D'Kanner däerfen och net bei d'Bomi a bei de Bopi", krute mer gesot, déi Méiglechkeet gëtt et och net. Dat heescht, dës Enseignantë mussen da vum Congé pour raisons familiales profitéieren. An deem Kontext wär et wierklech wichteg ze wëssen, ob de Minister weess, wivill Enseignanten am Secondaire mussen op dëse Congé zréckgräifen an ob genuch Ersatzpersonal do ass, fir dës Enseignanten an hire Fächer kënnen ze ersetzen.

D'Schoulklasse ginn dann a Gruppen opgedeelt. Et gëtt eng Woch geléiert an eng Woch geüübt doheem. An an der Grondschoul ginn d'Kanner da wärend där Zäit, wou se üben, an d'Maison-relaisen. Do stellt sech d'Fro: Hu mer hei genuch Capacitéiten an deene Maison-relaisen, fir déi Kanner alleguer do opzehuelen an dann och nach de Sécherheetsofstand ze garantéieren?

Mir begréissen, datt d'Léierjongen a -meedercher elo ab dem 11. Mee kënne schaffe goen. Och do war déi éischt Reegelung net ganz kohärent, well vum Educatiounsministère krute mer gesot, si däerften net an de Betrib schaffe goen aus sanitäre Grënn. A vum Aarbechtsminister krute mer gesot, si däerften awer als Student schaffe goen. Ben, ganz kohärent war dat net.

Fir eis steet fest, Dir Dammen an Dir Hären: Och an der Schoul - a virun allem an der Schoul wéinst där Coronakris - musse mer festhalen, datt kee Schüler duerch d'Coronakris en dauernde Retard däerf behalen!

An zweetens: D'Schéier tëschent deene sozial schwaachen a staarke Familljen däerf net duerch d'Coronakris nach méi wäit auserneegoen. An duerfir muss gesuergt ginn, datt zum Beispill all Kand dat noutwendegt informatescht Material zur Verfügung kritt. A mir fannen, datt d'Uni.lu misst standardiséiert Epreuvë fir déi ënnerschiddlech Zyklen ausschaffen, fir datt am beschten direkt, wann d'Schoul ugeet, oder spéitstens awer am September gekuckt gëtt: Op wéi engem Niveau stinn déi eenzel Kanner? An da musse se op deem Niveau speziell, geziilt Nohëllef kréien, fir datt se erëm op deen Niveau, dee virgesinn ass, kommen. An hei ass erëm eng Kéier eist Stéchwuert, wou mer schonn eng Kéier eng Motioun erabruecht haten: gratis Hausaufgabenhëllef.

A mir sollen am Prinzip an der Educatioun och après crise Konsequenzen zéien a Konsequenzen um Niveau vun de Programmer, vun den Evaluatiounsmethoden. Den eSchooling, mengen ech, muss systematesch developpéiert ginn. Mee duerfir geet d'Zäit hei net duer, fir do drop anzegoen.

Eng weider Fro zur Exitstrategie ass: Wat geschitt mat de Geriichter? Wann d'Schoulen opginn, wär et dann net sënnvoll, datt och erëm eis Geriichter géifen normal funktionéieren, och dat, wat net strofrechtlech Affäre wären? Soss kréie mer hei nämlech e relativ grousse Retard, deen herno misst opgeschafft ginn. Ech denken, datt dat fir e Rechtsstaat och wichteg wier.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëll ech awer nach op ee Punkt ze schwätze kommen, deen net däerf an der Exitstrategie feelen: Nämlech vill eeler Leit, awer net nëmme si, ginn duerch de Confinement quasi isoléiert. Si hu bal keng sozial Kontakter méi, an dat ass dramatesch, well de soziale Kontakt ass zentral. Mir alleguer hei si sozial Wiesen. Dat héiert sech vläicht e bëssen abstrakt un, mee dat ass awer esou. An ech fannen, datt och heizou missten Aussoen an der Exitstrategie drakommen. Wéini kënnen zum Beispill erëm eenzel Besicher an den Altersheemer erlaabt ginn? Wéi eng Schutzmoossname wären do noutwendeg?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ënnerstëtzen also eng Exitstrategie a Stufen, hunn awer nach eng Partie Froen. „Bis elo si mer mat enger ugezunner Handbrems gefuer", huet d'Madamm Lenert gesot gehat. A mir kënnen elo net erëm voll op de Gas drécken, well soss riskéiert dat, riicht an d'Mauer ze goen. D'Gesondheet ass eis éischt Prioritéit. Mee och eis Wirtschaft muss erëm un d'Rulle kommen, an dat, wéi gesot, mat deem noutwendege Mënscheverstand, der noutwendeger Virsiicht, awer och der noutwendeger Gerechtegkeet. Doriwwer eraus musse mer awer och zu gegeebener Zäit eng Kéier e Bilan aus dëser Kris zéien a virun allem déi richteg Léieren aus der Kris zéien. An hei muss et och zu enger Neigewiichtung vun eise politesche Prioritéiten an och vun eise gesellschaftleche Prioritéite kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ganz kloer ass et, mengen ech, an dat hu mer scho beim État de la nation vum leschte Joer gesot gehat oder beim Budget vum leschte Joer: D'Wuelbefanne vun de Leit muss eng Prioritéit ginn an, ganz kloer, eis Gesondheetspolitik. Do muss manner no wirtschaftleche Krittäre gekuckt ginn a si muss vill méi patientenorientéiert ageriicht ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An hei wäerte mer nach no der Kris drop zréckkommen. An da brauche mer, wéi gesot, alleguer Courage a mir brauchen alleguer Verantwortung, well dat gehéiert derzou.

De Saint-Exupéry, den Auteur vum „Klenge Prënz", sot schonn: „Mënsch sinn heescht och verantwortlech sinn."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land befënnt sech an enger Course géint de Covid-19 a mir däerfen de Virus op kee Fall gewanne loossen. Mëttlerweil huet sech erausgestallt, dass et kee Sprint ass, mee et ass eng Laangstreckecourse. Jo, Lëtzebuerg leeft am Moment e Marathon géint de Coronavirus.

De Marathon ass weeder eriwwer nach hu mer scho gewonnen, mee mir sinn an enger Tëschenetapp, quasi bei engem Ravitaillement. Mir all zesummen, alleguerten hei am Land, hunn et fäerdegbruecht, de Virus auszebremsen, andeems mer alleguerten e kollektiven Effort gemaach hunn. Dat alles kann eis virsiichteg positiv stëmmen. Mee et ass nach net eriwwer an de Virus, dee wäert eis nach eng Zäitche begleeden an e wäert och nach eng Zäitchen eisen Alldag matbestëmmen a veränneren.

Mee wéi dat bei engem Marathon esou ass, falen déi éischt Kilometeren engem ëmmer am einfachsten, mee wat ee méi Kilometeren ofspullt, wat d'Bee méi schwéier ginn, wat den Otem méi schwéier gëtt a wat de Wëlle fir opzegi méi grouss gëtt. A genau an där doter Phas befanne mir eis elo.

D'Zäit doheem gëtt engem immens laang. De Plaffong fält engem op de Kapp. Et vermësst ee seng sozial Kontakter, seng Frënn, seng Famill. Ech hu Verständnis duerfir. Mee mir mussen alleguer zesumme weider op d'Zänn bäissen. Mir brauche weiderhin Disziplinn an Ausdauer, fir dës Course géint de Virus ze gewannen.

Mir alleguerte bleiwen en Deel vum Problem, wa mer eis net un d'Mesuren, wa mer eis net un d'Consignen halen. A mir alleguerte sinn en Deel vun der Léisung, wa mer weider doheembleiwen an op esou wéineg Kontakt mat anere Mënsche wéi nëmme méiglech zréckgräifen.

D'Mesuren, déi d'Regierung geholl hat, hu sech als richteg erausgestallt. Lëtzebuerg ass bis elo besser duerch déi Kris hei komm wéi ganz vill aner Länner op der Welt. D'Zuelen aus de leschten Deeg beleeën dat. Et stieche sech zu Lëtzebuerg manner Leit mam Virus un a mir hunn déi berüümte Kurv vun den Neiinfektiounen erfollegräich ofgeflaacht.

Eng aner Zuel aus de leschten Deeg ass awer leider net ofgeflaacht, an dat ass déi vun den Affer. Mir gedenke jiddwerengem vun hinnen an drécken hire Familljen a Bekannten eist déifste Matgefill aus. All Doudegen ass en Doudegen ze vill.

An awer stellen d'Zuelen aus de leschten Deeg just e Brochdeel vun deem duer, wat op eist Land zoukomm wär, wa mir net matzäit déi richteg Mesurë geholl hätten. E Bléck a Länner, déi ze laang gezéckt hunn oder haut nach zécken, de Shutdown ze decidéieren, weist en däischteren Zenario. Déi Intensivstatioune sinn iwwerlaascht, et sinn net genuch Beootmungsapparater do, d'Personal ass iwwerfuerdert an de Gesondheetssystem brécht total zesummen. An dëse Länner ass d'Stierflechkeet oft ëm e Villfacht méi héich. An dofir wëll ech vun dëser Plaz en opriichtege Merci an en déiwe Respekt un alleguer déi Leit ausdrécken aus dem Spidols- an dem Fleegesecteur, déi bis elo alles ginn hunn an déi och weiderhi bereet sinn, alles ze ginn, an och un all déi Leit dobaussen, déi Dag fir Dag derfir suergen, dass eist Land, wann och méi lues, weiderdréit.

De Shutdown an eisem Land ass net schéin, fir kee vun eis. E war awer noutwendeg an e war richteg. An ech wëll vun dëser Plaz aus jidder Eenzelne Merci soen, deen an dëse schwéieren Zäite seng perséinlech Affer bruecht huet an doheembliwwen ass. Dir alleguerten hutt gehollef, Mënscheliewen ze retten.

Här President, d'Gesondheet an d'Mënscheliewe stinn iwwert der Wirtschaft. Dëse Grondsaz ass och haut nach wouer. An awer! An awer musse mer kucken an alles derfir maachen, dass et eiser Wirtschaft no dëser Kris weider gutt geet. Un eise Betriber hänken Honnertdausenden Aarbechtsplazen. Un eise Betriber hänken haaptsächlech och nach Honnertdausenden Existenzen. An ech ginn net nach eng Kéier op alleguerten d'Hëllefsmesuren an, déi mir matdecidéiert hunn an déi och nach wäerten an Zukunft do sinn, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. De Montant vun dem Lëtzebuerger Stabilitéitspak, vun der Lëtzebuerger Hëllef an Héicht vun 8,8 Milliarden Euro schwätzt fir sech. An dobäi soll et jo net bleiwen: Eise Premier, de Xavier Bettel, huet weider Hëllefe fir d'Betriber an Aussiicht gestallt.

Onofhängeg vun dësen Hëllefen ass awer déi eenzeg Mesure, déi eis Betriber mëttel- a laangfristeg um Liewen hält, d'Erëmukuerbele vun eiser Wirtschaft. Dëst erfuerdert noutgedronge Labberunge vun den aktuelle Mesuren, Labberungen, déi mer eis wéinst de rezenten Entwécklungen an Erfolleger kënne leeschten.

D'Regierung huet hir éischt Phas vun der Exitstrategie presentéiert. Et ass eng virsiichteg optimistesch Strategie, eng Strategie, déi erëm méi Aktivitéit zouléisst, ouni dobäi awer Mënscheliewen a Gefor ze bréngen. Et ass e wëssenschaftlech baséiert Virtaaschten, bis wéi wäit een zu engem bestëmmten Zäitpunkt ka goen. Et ass e permanente Monitoring vun den Infektiounen. An och d'Disponibilitéit vun de Better an eise Spideeler an op den Intensivstatiounen ass weiderhin e ganz, ganz wichtege Krittär. A mir däerfen elo op kee Fall liichtfankeg mat dësen Entscheedungen ëmgoen. Mir befannen eis nach ëmmer op dënnem Äis. Däers solle mer eis alleguerte bewosst sinn, wa mer net wëllen eng zweet Well vun Infektioune riskéieren.

Eng oniwwerluechten Exitstrategie, en Handelen op Teufel komm raus hätt fatal Follgen, fatal Suitten a géif nees déi Etappenziler vun haut a vu muer, déi Etappenziler, déi mer erreecht hunn, an de Koup werfen an all eis Efforte wäre fir näischt gewiescht. Mir géifen nees bei null ufänken a Mënscheliewen op d'Spill setzen. D'Andeele vun der Exitstrategie a verschidde Phasen erlaabt der Regierung, dëse schwieregen Equiliber tëschent de Mënscheliewen an awer och der Wirtschaft hinzekréien.

Wéi de Premier ugekënnegt huet, leeft d'Phas 1 vum sougenannten Deconfinement vun e Méindeg un. Ab deem Zäitpunkt kann

de Bagger nees op de Chantiere rullen. Och d'Baumäert, d'Geschäfter mat Bricolage, d'Recyclingzentere kënnen e Méindeg ënner Sécherheetsmesuren erëm opmaachen. Dat bedeit awer kengesfalls, dass een e Méindeg muss an de Baumaart goen! Ech wëll dat hei ganz kloer betounen. D'Leit solle wierklech nëmmen dohinnergoen, wa se onbedéngt eppes brauchen. Och de Baumaart ass keen Ausfluchszil.

(Hilarité)

Wéi gesot, mir befannen eis eréischt am Ufank. A wann dee richtegen Zäitpunkt komm ass, da kënnen och aner Secteuren nozéien.

Déi lescht Deeg hunn och d'Maske fir eng gewëssen Opreegung bei verschiddene Leit an de verschiddene Gemenge gesuergt. An ech wëll dofir ënnersträichen, dass et fir d'DP ganz kloer ass, dass d'Gesondheetspersonal, déi Leit aus de Klinicken an aus de Fleegeheemer bei der Verdeelung vun de Masken och weiderhi mussen absolutt prioritär behandelt ginn. Et si si, déi un éischter Front stinn. Et si si, déi de Kontakt hu mat den infizéierten an och mat de potenziell infizéierte Leit.

An eréischt wann dat séchergestallt ass, da sollt een de Krees méi wäit opmaachen. Dat schéngt elo de Fall ze sinn. An doriwwer, mengen ech, sollte mer eis alleguerte freeën. Elo sollen alleguer d'Bierger am Kader vun enger koordinéierter Aktioun Masken zougestallt kréien a vun de Maske profitéiere kënnen. Dat ass richteg an dat ass och wichteg.

Dëst gesot, kommen ech op eng weider Moossnam, déi domadder zesummenhänkt. Ab e Méindeg besteet och d'Flicht, e Mondschutz op Plazen ze droen, déi fir de Public zougänglech sinn a wou ee méi enk mat de Leit a Kontakt kënnt. Dat muss awer net onbedéngt eng Mask sinn. An ech wëll d'Leit direkt berouegen, net dass elo Angscht besteet, si géife protokolléiert ginn, a se dofir d'Apdikten oder d'Geschäfter stiermen. Eng Mask ass zwar e Mondschutz, mee net all Mondschutz ass eng Mask. E Mondschutz, dat kann duerchaus och e Schal sinn, dat kann e Foulard sinn, dat kann e Buff sinn, deen ee sech ëm den Hals stréckt. Wichteg ass et, dass ee versteet, dass et einfach eng weider Schutzbarriär ass virum Mond, fir den Ustiechungsrisiko erofzesetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, och ech hu meng Kanner leider misse vertréischten. Si haten déi grouss Hoffnung, fir erëm geschwë kënnen normal an d'Schoul ze goen a mat hire Schoulkolleegen an der Paus ze gecksen an ze spillen, mee dat ass awer bis op Weideres nach net de Fall. A besonnesch mengem Klengen, menger Duechter vu sechs Joer, deem fält et ganz, ganz schwéier, well et seng beschte Frëndin, d'Mia, wierklech dréngend, dréngend vermësst. Och déi Kleng musse sech also nach e bësse gedëllegen. Esou schwéier dat och fir vill vun de Schüler an den Enseignanten ass, et ass och hei déi richteg Entscheedung.

De Bildungsminister Claude Meisch huet eis gëschter gesot: „Et gëtt zwou fundamental verschidden Approchen. Déi éischt Approche ass déi, déi d'Reprise vun der Wirtschaft an de Mëttelpunkt stellt. An déi aner Approche ass déi, déi déi sanitär Aspekter an de Vierdergrond stellt." Mir hunn eis fir déi zweet Approche decidéiert. An ech mengen, dat ass och gutt esou. D'Gesondheet vun de Schüler a vun den Enseignantë muss priméieren.

Och hei féiert de Wee zréck an d'Normalitéit iwwer verschidden Etappen. An enger éischter Phas ginn d'Dieren op fir déi Jongen a Meedercher, déi en Ofschloss maachen. Dat ass de 4. Mee de Fall. Duerno kommen d'Lycéeën drun an dann d'Grondschoulen, d'Maison-relaisen an d'Crèchen.

An ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass et eis doduerch geléngt, dee schwieregen Equiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit, dem Miniméiere vum Ustiechungsrisiko an awer, op där anerer Säit, dem Usproch vun der Schoul, fir hire mannegfältegen a ganz villen Aufgabe gerecht ze ginn.

D'Enseignéieren en alternance, d'Evitéiere vu Kräizungen tëschent de Schüler, awer och d'Droe vun engem Mondschutz, am Schoultransport zum Beispill, wäerten hiren Deel dozou bäidroen. D'Schoulen dierfen an d'Schoule kënnen och net éiweg zoubleiwen, dofir steet einfach fir eis Kanner ze vill um Spill. Déi ugekënnegt Mesurë sinn en éischte virsiichtegen, mee awer e ganz räsonabele Schrack a Richtung normale Schoulalldag. Den Här Minister a seng Leit hunn an der Lescht ganz vill geschafft, fir dës onerwaart a ganz schwiereg Situatioun esou gutt wéi et geet ze gestalten an ze begleeden. An dës Aufgab ass och nach net fäerdeg.

Mäi Merci a meng Unerkennung ginn awer och un déi sëllechen Enseignanten, déi sech, net alleguerten op déi selwecht Aart a Weis, nee, op hir Aart a Weis fir hir Schoulkanner agesat hunn an dëser ongewësser Phas.

An elo, och elo, wann et erëm lassgeet, wäerte si sech missen nei a Fro stellen, sech nei erfannen a kreativ ginn, wann alternativ, dat heescht mat de Klassen eng Woch iwwert déi aner soll geschafft ginn. Si alleguer wäerten un dëser Épreuve wuessen an eist Land mat sengen engagéierten Enseignantë wäert gestäerkt aus dësen Zäiten erausgoen.

Här President, de Fait, dass zéng Patienten aus Frankräich bei eis op den Intensivstatioune betreit gi si respektiv nach betreit ginn, war, mengen ech, e ganz, ganz staarkt Zeeche vu Solidaritéit an Europa, en Zeechen, dass Europa an d'Groussregioun fonctionéieren. An dat ass och gutt esou! A falls d'Zuelen eis et erlaben - ech betounen dat: falls d'Zuelen op den Intensivstatiounen eis et sollten erlaben -, kéint ech mer virstellen, dass mer nach eemol eisen europäeschen Noperen d'Hand sollte reechen.

D'Course géint de Coronavirus ass net eriwwer. Mir hunn de Marathon nach net gewonnen. An dat wäert och bis op Weideres esou bleiwen. Soulaang wéi keen Impfstoff existéiert, dee grouss Deeler vun der Gesellschaft wierksam schützt, sinn och an den nächste Woche weiderhin Disziplinn an Ausdauer gefuerdert vun eis alleguerten. Et geet ganz einfach nëmmen drëm, Mënscheliewen ze schützen a Mënscheliewen ze retten.

Déi eenzel Mesurë géint de Coronavirus sollen esou kuerz wéi méiglech, awer esou laang wéi néideg oprechterhale ginn. Dat ass déi eenzeg responsabel Haltung, déi mir als Demokratesch Partei och weiderhi voll a ganz ënnerstëtzen. Dës Haltung gesi mir an der Exitstrategie vun der Regierung confirméiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Maximm „Bleift doheem!" gëllt nach ëmmer. An ech bleiwen dobäi, wat ech schonn eng Kéier virun e puer Wochen op der Chamberstribün gesot hunn: „Zesumme packe mir dat hei. An zesumme lafe mir als Land duerch d'Zil vun dësem Marathon."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gäre mat eppes Positivem ufänken: Lëtzebuerg ass e verstännegt Vollek, well d'Zuele vun de Neiinfektioune sinn erofgaangen. D'Mesurë vum Confinement hu gewierkt. All d'Mesuren hu gewierkt: de Social Distancing, d'Opfuerderen, fir sech d'Hänn ze wäschen, fir opzepassen, dass ee sech net soll upaken, an och d'Strategie vun de Masken.

Ech hunn et haut nämlech gutt kënnen erliewen, haut si jo och heibanne Leit mat Masken, a wann een eng Mask unhuet, dann hält ee sech net méi automatesch un de Social Distancing. Da kënnt ee vill méi no bei d'Leit. A wa mer dat vun Ufank u matpropagéiert hätten, d'autant plus, dass keng Masken do waren, wann een dat vun Ufank u propagéiert hätt, hätte mer eis net esou gutt un déi Mesurë gehalen a wär och d'Resultat net esou gutt gewiescht wéi dat, wat mer elo hunn. Duerfir ass déi Strategie, déi d'Regierung gefuer huet, mat Sécherheet déi richteg gewiescht.

(Interruption)

Mir hu keng Medikamenter. Mir hu keen Impfstoff. Mir waarden drop. Mee mir mussen eis drop baséieren, dass mer eis Distanz zouenee sollen halen. Dat hu mer jo och déi lescht Woche gewisen, dass mer dat kënnen.

D'Regierung huet séier gehandelt. De Lockdown ass méi séier a méi konsequent wéi an anere Länner geschitt. An dat ass och richteg esou! Et si kloer Linne gezu ginn, kloer Messagë si komm. Et war net Ordre a Contrordre, well dat wär Desordre ginn. D'Regierung huet do gutt kommunizéiert.

Et ass och vill getest ginn. Et gëtt nach ëmmer vill getest. Mir testen nach ëmmer dräimol méi wéi an Däitschland, véiermol méi wéi an der Belsch, siwe- bis aachtmol méi wéi a Frankräich. An dat erlaabt dann och eng realistesch Aschätzung vun der Situatioun an erlaabt och e Monitoring vun engem schrëttweisen Opmaache vum Confinement, eng essenziell Konditioun, fir deen nächste Schrëtt dann nach ze maachen.

Wichteg a richteg ass et, dass déi eenzeg Guideline vun der Regierung déi ass, dass d'Gesondheet vun de Leit am Vierdergrond steet. D'Regierung, virop eis Ressortministesch, d'Paulette Lenert, huet d'Gesondheet vun de Bierger vun Ufank u virun all dat anert gesat. Dat ass och gutt esou. All aner Approche wär an engem humanisteschen a fräie Land, a mengen Aen an an den Ae vun der LSAP, net virstellbar.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et gëtt alles gemaach, fir dass esou wéineg Leit wéi méiglech krank ginn a matenee krank ginn, fir dass de Gesondheetssystem net iwwerlaascht gëtt.

Den 1. Mäerz hate mer deen éischte Covid-19-Fall hei zu Lëtzebuerg. Eng Rei vu Mesurë sinn dunn direkt geholl ginn. An de 16. Mäerz ass de Confinement, wéi mer en elo nennen, ugaangen. Deen ass gutt akzeptéiert ginn an d'Leit hu gréisstendeels verstanen, dass d'Situatioun eescht ass.

Elo kënnt déi fir mech méi schwiereg Phas: den etappeweisen Exit. Et gëtt hei net eng Wourecht. Dat gesäit een och, wann een déi vill Experten héiert, déi ganz ënnerschiddlecher Meenung sinn. A si hunn och hir Meenung ëmmer mat gudden Argumenter beluecht. Et gëtt awer eng Premiss an ee Prinzip, un dee sech d'Regierung bis elo gehalen huet an dee fir eis och primordial ass: D'Gesondheet vun de Bierger steet virun allen anere Considératiounen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Déi éischt Etapp ass ugekënnegt. Richteg Prioritéite si geholl ginn. Et ass eng virsiichteg Approche. Et geet drëms, d'Fluxen ze kontrolléieren, d'Beweegunge vun de Leit, wéi a wou se mateneen a Kontakt kommen. Hei ass et kloer, dass, wann ee verschidde Lockerunge mécht, d'Demande opkënnt, fir nach méi wäit ze goen.

An ech kann hei zum Deel d'Argumentatioun vun der Madamm Hansen verstoen. Ech ka verstoen, dass, wann een d'Grande-surfacen an d'Baumäert opmécht, an net nëmmen déi grouss Butteker, mee och déi kleng, déi an dee Beräich awer och ginn, dass et da schwéier ze verstoen ass, firwat dass net aner Geschäfter och kënnen ophunn. Dat ass eng berechtegt Fro.

(Interruption)

Déi hunn natierlech ëmmer nach d'Méiglechkeet, heem ze liwweren. Mee dat ass vläicht hei zu Lëtzebuerg net ëmmer esou Usus bei jiddwerengem. Mee ech kann d'Fro effektiv verstoen.

Mee genau hei drëms geet et awer och. Et geet drëms, verschidde Beweegunge vun de Leit ze erlaben, mee net ze vill opzemaachen, fir dass een d'Situatioun am Gréff behält. Wann een an enger éischter Etapp, wéi se elo virgesinn ass, mat ronn 50.000 Beweegunge rechent, esou wäere mer, wann ee géif weider opmaachen an och nach aner Geschäfter géif opmaachen, séier bei 100.000 oder 150.000 Beweegungen. An duerfir ass et nun awer emol definitiv nach ze fréi. Dat kréie mer net kontrolléiert. An d'Ausbreedung vum Virus kann da ganz grav Konsequenzen hunn a mir géife riskéieren, dass dee Confinement, dee mer elo ageleet hate vum 16. Mäerz un, dass dat alles fir näischt war an dass mer, nodeems mer e klenge Schratt no vir gemaach hunn, missten e grousse Schratt no hanne maachen. Dat wär dee falsche Wee.

Ech fannen duerfir d'Iddi richteg fir ze soen: „Jo, mir mussen eis nach e bëssen Zäit ginn, an duerno muss ee kucken, ob een net pro Meterkaree esou vill Leit an engem Buttek dann zouléisst." An ech wëll duerfir nach eng Kéier op dat hiweisen, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn: dass ee sech misst Gedanke maachen iwwert déi Situatioun, déi elo vum 16. Mäerz u war a grousse Butteker, grousse Surfacen, an do kucken, ob et do net an deene Grande-surfacë méi Infektioune gouf oder ob et der manner gouf oder ob se am Schnëtt vun der Bevëlkerung wären, fir ze gesinn, wat dat ausmécht, wann esou vill Leit an e Buttek kommen.

Vill Länner hunn an enger éischter Phas d'Chantiere guer net zougemaach. Lëtzebuerg huet dat gemaach. An duerfir kënne se och lues a lues erëm opgoen.

Dräi Woche minimum, fir den Impakt ofzeschätzen, si virgesinn, fir dann iwwer weider Phasen ze decidéieren. An d'Regierung huet eng Virstellung ginn, wéi déi nächst Etappe kéinten ausgesinn. Mee ob dat dann och esou ëmgesat gëtt, dat muss dann och d'Erfarung weisen. Mir mussen do d'Evolutioun am A behalen.

Ee Wuert och hei zum Congé collectif. Hei solle Léisunge fonnt ginn - well mer grad beim Bau waren -, a si Léisunge fonnt ginn, déi d'Recht natierlech vun de Leit, déi schaffen, net iwwert de Koup rennen. An hei soll de gesonde Mënscheverstand walten. Ech hunn héieren, do wäre Léisungen um Dësch gewiescht. Do misst dach awer jiddwereen dee gesonde Mënscheverstand hunn, fir do am Interêt vun de Leit och Léisungen ze fannen.

An der Tëschenzäit ass et wichteg, dass d'Disziplinn vun allen anere Leit, déi net an deenen essenzielle Secteure schaffen, rigouréis agehale gëtt. Et besteet de Risiko, dass dës éischt Ouvertür bei engem Deel vun de Leit als Signal opgefaasst gëtt - esou wéi ech dat och haut hei gesinn hunn -, dass dat Schlëmmst elo eriwwer ass an dass se sech net méi esou streng un d'Confinementsreegele mussen halen.

Dat wier e grousse Feeler, well de Contraire ass wouer: well wann nämlech eenzel Secteuren erëm opginn, dann hu mer méi Circulatioun bei de Leit an de Risiko vun Infektiounen, dee steigt. An all déi aner mussen also duebel esou gutt oppassen, fir de Virus net weiderzeverbreeden. Dat gëtt ëmmer méi schwéier, wat d'Zäit, wou d'Leit am Confinement sinn, méi laang gëtt a wat d'Zuel vun den Aktivitéiten, déi erëm opginn, zouhëlt. Grad déi schrëttweis Ouvertür vun de Schoule wäert an deem Sënn e groussen Challenge ginn.

Mir dierfen eis awer näischt virmaachen: Fir e weesentlechen Deel vun der Bevëlkerung wäerte warscheinlech nach ganz laang schwéierwigend Aschränkunge bleiwen. Dat gëllt ganz besonnesch fir vulnerabel Leit, déi ëmsou méi staark geschützt musse ginn, wann anerer zu enger gewëssener Normalitéit zréckfannen.

An hei ass och d'Fro: Wéi brénge mer et fäerdeg, d'Liewensqualitéit vun deene vulnerabele Leit an de Spideeler, Alters- a Fleegeheimer a soss Fleegestatiounen ze erhalen, wa se aus gesondheetleche Grënn méintelaang mussen isoléiert bleiwen? D'Fleegepersonal mécht do wierklech säi Mënschemëiglechst, fir ënnert deene schwéiere Bedéngungen eens ze ginn, mee si kënnen net de Kontakt zur Famill an zur Aussewelt am Allgemengen ersetzen.

Mir mussen zesummen nodenken iwwer Alternativen, wéi de Kontakt tëschent deene vulnerabele Leit an hire Léifste ka gestäerkt ginn. Ech kann déi Motioun hei och ganz gutt verstoen. An ech hoffen, dass mer do lues a lues eng Solutioun fannen. Et gëtt och Solutiounen, déi sech do schonn ofzeechnen. Ech hat e Bericht gesi vun engem Schwäizer Direkter vun engem Fleegeheim, deen eng Besuchsbox viru sengem Altersheim ageriicht huet, wou d'Leit sech awer wéinstens mol kënne gesinn, relativ no, mat awer Plexiglas dertëschent, dass se awer kënnen e Kontakt mat hire Léifsten hunn.

An ech fannen och de Gedanke schrecklech, wann een um Stierwe läit, dass een dann net méi ka bei seng Léifste goen. Dat ass fir mech e ganz schreckleche Gedanken. An deen ass och ganz schwéier ze akzeptéieren. Ech mengen, dass et do muss méiglech sinn, gewësse Léisungen ze fannen.

Generell ass net nëmmen de Problem vum Alengsinn an den Institutiounen, mee och doheem kann dat ganz belaaschtend sinn, och wann een doheem net aleng ass. Mee doheem kann och Gewalt herrschen, d'Inneministesch huet drop higewisen. Dat ass e Phenomeen, deen ass net ze negligéieren. An et ass och esou, dass de Mënsch sozial Kontakter brauch. E brauch déi tëschemënschlech Bezéiungen. De Mënsch ass, fir mech op alle Fall emol, keen Eenzelkämpfer an e brauch säin Émfeld, fir seng Roll an der Gesellschaft kënnen ze spillen. An dat ass och e ganz wichtegen Aspekt, dee sollt een net negligéieren.

D'Kris weist et: Dat Wichtegst ass eis Gesondheet! Et ass natierlech och e funktionéierende Sozialstaat, d'Versuergung mat Liewensmëttel, mat Energie, en Daach iwwert dem Kapp, awer och Aarbecht, e reegelméissegt Akommes, villes wat mer an deene leschte Jorzéngte fir selbstverständlech gehalen hunn. A wéi gutt huet de Mars Di Bartolomeo et dach an engem Post virun e puer Deeg geschriwwen: „Wéi séier alles ännere kann!" Do hätt een nach virun e puer Méint geduecht, dass Solidaritéit, gläichen Zougang zu medezinnesche Leeschtungen, de Lëtzebuerger Solidarmodell, e gutt Sozialnetz nach just Schlagwierder aus der Vergaangenheet wieren an total aus der Moud wieren. Mee haut gesi mer méi wéi ee a jee, dass et sech gelount huet, dës fundamental Wäerter an eiser Gesellschaft ze verteidegen.

A genausou wichteg war et och, gutt gesond Finanzen ze assuréieren an eng progressiv, virsiichteg, awer net ängschtlech Finanzpolitik ze ënnerstëtzen. Si erlaabt et haut an dësen Zäiten, d'Auswierkunge vun der Kris ofzeschwächen. Duerfir war et och richteg, dass bei de Budgetsdebatten net all Fuerderung Rechnung gedroe ginn ass. De gudde finanziellen Zoustand, dee mer haut hunn, an dat vun allen, vun eisem Budget, awer och vun der CNS, deen erlaabt eis haut, eng ganz Rei vu Mesuren direkt ze huelen. An no der Kris muss een do dann awer och e Kassensturz maache fir ze analyséieren, wien dann elo muss fir déi eng oder déi aner Mesure opkommen.

Dës Kris wäert en Impakt op de Budget hunn. An net ze knapps! Et ka sinn, dass nei Prioritéite

musse festgesat ginn, an déi dierfe sécherlech net op d'Käschte vun de klenge Leit goen. Mir mussen eise Sozialsystem erhalen. Mir mussen de Gesondheetssystem stäerken. Awer och lokal a regional Produktioun, vu Liewensmëttel zum Beispill, muss weider gefërdert ginn an ënnerstëtzt ginn. Eng Kris gesinn ech ni als eng Chance, well se vill Leed mat sech bréngt, mee den Après-crise musse mer esou gestalten, dass mer eis esou vill wéi méiglech Chancë fir d'Mënschen an eis Gesellschaft erhalen. Mir sollen dës Geleeënheet duerfir och notzen an dat um System änneren, wat net gutt ass a wat eis sécherlech och bei där nächster Kris erëm wäert vill Problemer stellen. Kommt, mir léieren och dorauser!

Fir dat laangfristeg kënnen ze garantéieren, brauche mer natierlech och eng Ekonomie, déi funktionéiert. D'Iwwerliewe vun de Betriber, egal op grouss oder kleng, ass duerfir eenorm wichteg. An et goufen och eng ganz Rei, eng ganz Hellewull vu Mesurë geholl vun der Regierung, déi och richteg waren. E weesentlecht Element heivunner ass de Chômage partiel, deen an engem bis elo onbekannte Mooss ausgedeent ginn ass. Deen ass opgemaach ginn an huet ganz ville Leit a ville Betriber gehollef, bis elo ze iwwerliewen.

Vu dass déi éischt Hëllefsmesurë séier hu misse geholl ginn zu engem Zäitpunkt, wou een déi zukünfteg Entwécklung schwéier aschätze konnt, ass et och kloer, dass am Laf vun der Zäit och Adaptatioune musse kommen. Och wann eis Finanzsituatioun virun der Kris ganz gutt war, muss de Staat awer méiglechst cibléiert a rational mat senge Suen ëmgoen.

Och dann de Chômage partiel, an ech wëll hei just eng Klammer opmaachen: A Frankräich rechne se, wa meng Zuele richteg sinn, mat engem Chômage partiel, mat enger Zomm tëschent enger an aacht Milliarden, déi se do maximal wëllen ausginn. An hei zu Lëtzebuerg si mer, wann deen nächste Mount eriwwer ass, schonn op enger Milliard. Proportional ass dat also eenorm par rapport zu esou engem Land wéi Frankräich.

De Chômage partiel also ass par définition en Instrument fir Salariéen a kann net tel quel op Independanten iwwerdroe ginn. Dat bedeit awer net, dass d'Regierung näischt fir d'Independantë mécht. Nieft den Direkthëllefe vu 5.000 Euro an och där vun 2.500 sinn d'Independanten och bei villen aneren Hëllefen a Garantië fir d'Entreprisë matageschloss. Dat si Mesuren, déi d'Regierung bannent engem Mount geholl huet. Et ass kloer, dass dat net alle Situatioune gerecht gëtt, mee d'Regierung huet sech jo och - an de Premier huet et virdru gesot - bereet erkläert, do, wou et néideg ass, och weider Hëllefen ze ginn.

Mir sinn duerfir och der Meenung, alleguer bei eis an der LSAP, dass, well et jo kloer ass, dass den Deconfinement sech nach iwwer e puer Méint zitt, deenen, déi lo nach laang ënnert deene Mesuren ze leiden hunn, muss gehollef ginn. An do gehéieren d'Independanten natierlech och derzou. D'Regierung muss hei nobesseren. Si muss hei mat engem weidere Pak kommen, fir dass d'Independanten och kënnen iwwerliewen an net riskéieren, an d'Faillite ze falen. An do gëtt et jo e Groupe de travail mat dräi gudde Ministeren. An déi Initiativ ass och richteg an déi sollen och séier Léisunge presentéieren.

An deem Sënn muss och en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent deenen, deenen hir Aktivitéite fir e puer Woche méi lues lafen, an deenen, déi nach méi laang, iwwer e puer Méint, keng Aktivitéit méi däerfen hunn.

Op alle Fall begréisst d'LSAP d'Prioritéiten, déi bei der Exitstrategie gesat goufen. Et ass wichteg, dass am Bausecteur ka weidergeschafft ginn, wou et och méiglech misst sinn, eng Rei vu Reegelen anzehalen, déi eng nei Verbreedung vum Virus limitéieren.

Dat selwecht gëllt fir de Beräich vum Jardinage, deen extreem saisonofhängeg ass. Mir fannen et gutt, dass d'Regierung zesumme mat deene concernéierten Acteuren e Katalog opgestallt huet mat Best Practices, fir dass dës éischt Etapp, fir de Confinement e bëssen opzemaachen, keng negativ Konsequenzen huet a weider Etappen och kënnen nokommen.

An dobäi gëllt, dass jo och zousätzlech Preventiounsmoossnamen derbäikommen. De Mondschutz ass virdrun ugeschwat ginn. An ech hunn de Saz vum Gilles Baum exzellent fonnt, mat Mondschutz a Masken, dass net all Mondschutz och eng Mask ass an dass all Mask awer e Mondschutz ass.

(Brouhaha)

Ech wëll d'Regierung hei och felicitéieren, dass elo, nodeems genuch Masken do si fir déi wichteg Betriber, fir d'Gesondheets- an d'Fleegeberuffer, se och elo Masken un d'Gemengen an un hir Bierger respektiv Betriber verdeelt. A virun allem ënnerstëtze mer d'Beméiungen, fir iwwert déi kuerzfristeg Hëllef vun de Masken och iwwer aner Weeër e Mondschutz, dee weesentlech méi nohalteg a sécherlech grad esou effikass ass, ze assuréieren, andeems stofte Masken hei produzéiert ginn, hei zu Lëtzebuerg, mat engem reellen Input an eis Ekonomie, a sécherlech och mat manner Dreck.

Ech mengen, dass Eegeninitiative vu verschiddene Gemenge sécherlech gradesou vill zur Onrou bäigedroen hu wéi eng falsch Kommunikatioun, déi eventuell sollt gemaach gi sinn. Ech wëll hei awer och soen, dass de President vum Syvicol - ech hunn dat elo nach nogelies - an enger Stellungnam vum Syvicol geschriwwen huet, dass se „se montrent satisfaits" mat der Zesummenaarbecht, de Syvicol wär also ganz zefridden, wéi déi Demarche mat de Masken elo hei gelaf ass. Duerfir verstinn ech hei och net, wat d'Spriecherin vun der CSV hei gesot huet. Wann de President ...

(Exclamations)

... vum Syvicol dat seet, dass dat esou ass, als Member vun der CSV, ...

(Brouhaha)

... dann ass dat awer ganz evident.

(Protestations)

Also, Dir kënnt net dat eent an dat anert soen. Da schwätzt Iech of!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir soen och just dat eent!

(Brouhaha et interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da schwätzt awer mat all Ären Memberen aus Ärer Fraktioun, Madamm Hansen, well ee Member vun Ärer ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- De President ass net nëmme ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... Fraktioun, deen huet eppes ganz anescht gesot.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... Member vun enger Fraktioun, mee deen huet och nach aner Memberen ze vertrieden.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President!

Esou wéi et wichteg ass, Entreprisen, déi elo ufänken ze schaffen, korrekt a praxisno Recommandatiounen ze ginn zur Verhalensweis, déi d'Iwwerdroe vum Virus kënne verhënneren, esou ass a bleift et richteg, eng gutt Kommunikatioun fir den allgemenge Public ze maachen. Wann een d'Diskussioune vun deene leschten Deeg ronderëm de Mondschutz suivéiert huet, dann ass et kloer, dass dat keng einfach Aufgab ass. Dir hutt et jo elo erëm héieren. Et ass richteg, dass de Mondschutz kann e positive Bäitrag leeschten, virausgesat, dass déi Mesurë richteg verstanen an och ëmgesat ginn.

Nach e Wuert zu de Schoulen. Ech maachen et och ganz séier, Här President. Merci den Enseignanten, merci de Schüler a merci den Elteren! Si hunn alleguer keng einfach Zäit. Fir keen ass et eng einfach Zäit. Ech wëll awer just hei op eppes opmierksam maachen. De Premier huet an der leschter Reunioun vum Bureau a vun der Conférence des Présidents gesot, dass ronn 15 % vun de Schüler ..., also dass den Enseignant mat bal 15 % vun de Schüler, déi lo doheem sinn, schwiereg a Kontakt kënnt. Déi dierfe mer net verléieren! Mir mussen op déi genau a ganz gutt oppassen. Déi kommen aus alle soziale Klassen, meeschtens awer de schwächsten.

Ech weess net, wivill de Prozentsaz vu schwieregen ..., oder vu Schüler an der Schoul ass, déi och Schwieregkeeten hunn. Ech ka mer virstellen, dass deen änlech ass, wann d'Klass normal leeft. Mee hei entgleite se eis awer vläicht. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass een dorop hiweist. Ech fannen awer, dass d'Mesuren, déi an der Schoul geholl goufen, dee richtege Wee sinn: fir d'éischt déi grouss Klassen, fir d'éischt de Secondaire an duerno de Fondamental.

Ech kommen zum Schluss. Et kann een alles kritiséieren. Et muss een net mat allem d'accord sinn. Mee keen heibanne ka soen an dësem Dossier, dass en d'Wourecht gepacht huet, a kee kann alles virausgesinn. Duerfir muss ee sech op Zuele verloossen an net op e Glawen oder op e Gefill. Zuelen ass dat, wat hei wichteg ass. An déi kréie mer geliwwert. Do ginn Etüden, Monitoringe gemaach. An dee Wee, deen hei ageschloe gëtt, deen ass räsonabel, an duerfir ënnerstëtze mer deen och. Léiwer lues eraus, an duerfir awer sécher eraus.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir sinn eis alleguer eens: Déi drastesch Moossnamen, déi d'Regierung zanter dem Akraafttriede vum État de crise decidéiert huet, passen am Fong net an eng fräi Demokratie a si gehéieren och net an e liberale Wirtschaftssystem. An awer ware se richteg an néideg, well se eenzeg an aleng geduecht waren, fir Liewen ze retten an eise Gesondheetssystem virum Kollaps ze schützen.

Anescht wéi an den USA, wéi a Spuenien, Italien an a villen anere Länner si mir duerch dës drastesch Moossname vu katastrophalen Zoustänn verschount bliwwen. An duerfir wëll ech der Regierung och am Numm vun der grénger Fraktioun häerzlech felicitéieren! An ech felicitéieren awer net nëmmen hir: Ech felicitéieren och eise Biergerinnen a Bierger, well ouni de grousse Verstand an d'Verständnis vun eise Biergerinnen a Bierger, ouni déi grouss Solidaritéit, déi sech zanter dem Optauche vum Virus an eiser Gesellschaft breetgemaach huet, wiere mir elo net do ukomm, wou mir haut hei stinn, an zwar bei engem éischte positive Bilan.

D'Madamm Ministesch huet vum „grénge Beräich" geschwat, dat ass e schéint Wuert, wat d'Evolutioun vun den Infektiounen ugeet. An et ass eebe grad dee Bilan, deen et erlaabt, déi éischt Etapp vun der Exitstrategie anzelauden. Anerer kommen no. A mir begréissen als Gréng déi ganz virsiichteg Approche vun der Regierung.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An och wann d'Fräiheete weiderhin zum Deel beschnidde bleiwen, esou heescht dat nach ëmmer net, datt mir zu Lëtzebuerg an engem autokratesche Regimm liewen an datt d'Regierung „am stillen Kämmerlein" agéiert oder decidéiert. Och am État de crise behält d'Chamber d'Kontroll iwwert d'Regierung an den Austausch tëscht dem éischten an zweete Pouvoir gëtt zu Lëtzebuerg groussgeschriwwen, anescht wéi an anere Länner.

Wichteg ass awer och, datt d'Entwécklung an déi entspriechend Moossnamen transparent no baussen hi kommunikéiert ginn. An dat mécht d'Regierung praktesch Dag fir Dag. A mir fannen dat e ganz begréissenswäerte Punkt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident: Bei den Decisiounen, déi d'Regierung bis haut getraff huet, huet se sech eigentlech eenzeg an aleng vun der Wëssenschaft a vun der Medezinn leede gelooss. A Lëtzebuerg test och vill méi wéi all déi aner Länner ronderëm. Dat war eng politesch Entscheedung, déi d'Regierung bewosst getraff huet, fir d'Infektiounskurv vun Ufank u méiglechst flaach ze halen. An dat ass hir mat där Entscheedung och gelongen.

Wa mir dann awer an d'Zukunft kucken, Dir Dammen an Dir Hären, op déi verschidden Etappe vum Deconfinement, da musse mer d'Bléckfeld erweideren an da musse mer och beurteele kënnen, ob d'Moossnamen zu all Moment an an allen Hisiichten ugepasst bleiwen, dat net just aus wëssenschaftlecher a sanitärer Perspektiv, mee och aus dem politesche Brëll, aus dem gesellschaftleche Brëll, aus dem soziale Brëll, deen nach ganz aner Politikfelder analyséiere muss. Virun allem muss analyséiert ginn, wéi grouss d'Kollateralschied beispillsweis si vun de Moossnamen, déi geholl gi sinn, d'Kollateralschied an anere Beräicher. Dëst mam méiglechen Zil, hinnen entgéintzewierken a Feelentwécklungen ze verhënneren, vun Ufank un, éier et ze spéit ass, och um Niveau vun der Coronastrategie.

Datt d'Regierung decidéiert huet, genee op deen dote Wee ze goen, fanne mir ganz begréissenswäert. Zoustänneg fir de Monitoring, dee jo wäert gemaach gi vun der Politik, ass e Groupe ad hoc, deen de Premierminister virdru virgestallt huet. Mir begréissen dee Choix an natierlech och déi Approche, well se entsprécht eigentlech dem Prinzip vun der evidenzbaséierter Politik, déi ech schonn a menger Budgetsried fir gewësse Beräicher gefuerdert hunn zu Lëtzebuerg - si läit net ganz an eiser politescher Philosophie -, ganz einfach, well dës Approche op Fakten an Analyse berout a manner Plaz léisst fir Vermutungen a munchmol och geféierlech Interpretatiounen oder Gefiller.

Positiv ass et schonn aleng ze gesinn, datt Lëtzebuerg et am Kontext vun der Covid-19-Pandemie a vun der Lutte dogéint an där kuerzer Zäit fäerdegbruecht huet, d'Entscheedungen evidenzbaséiert ze treffen, dëst och am Hibléck op e statistesche Suivi vun den Infektiounen an op eng transparent Kommunikatioun, déi besonnesch a Krisenzäite bluttnoutwendeg ass.

Fir eis als Gréng ass et elo wichteg, dës Method op weider relevant Beräicher auszedeenen, ugefaange bei der Santé am Generellen. Nieft dem Monitoring vun den Infektiounen, dee jo schonn en place ass, muss an deem Beräich vläicht och méi konkreet ënnersicht ginn, wéi d'Coronastrategie sech op d'Prise en charge vun den Net-Coronapatienten auswierkt, wuel wëssend, datt de Gesondheetssecteur scho méi laang mat enger Penurie vu Professionelle konfrontéiert ass. Mir hu schonn ëfters doriwwer diskutéiert. A mir hunn och schonn ëfters driwwer geschwat, wéi een där Penurie kann entgéintwierken, virun allem um Niveau vun de Spideeler.

Am Kontext vun der Prise en charge vun Net-Coronapatiente sinn d'Aussoe momentan zimmlech widderspréchlech. Déi eng soen, et géif kee Problem ginn, anerer soen de Contraire. Et wier also net vu Muttwëll, Kloerheet op Basis vu Fakten ze schafen.

Och muss am Kontext vum Confinement, dee jo nach weidergefouert wäert ginn, konkreet analyséiert ginn, wéi grouss de gesondheetlechen oder psychosozialen Impakt iwwerhaapt ass, dee vun der Ofgrenzung vum gewinnte sozialen Ëmfeld ausgeet. Ech denken hei un déi grouss mënschlech Detresse oder carrement Depressiounen, déi aus engem längeren Isolement kënnen entstoen. A Frankräich gëtt den Isolement vun de Mënscherechtler souguer als „torture blanche" beschriwwen; wat ech awer elo net fir dëse Fall wëll soen. Mee a Frankräich gëtt dat Wuert benotzt, awer am Kader vum laangen Isolement an de Prisongen, net am Kader vun der Pandemie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis op där enger Säit also eens sinn, datt et wichteg a richteg ass, déi direkt sozial Kontakter weiderhin ze ënnerbannen, da musse mer, op där anerer Säit, natierlech och wëssen, wéi eng psychesch a gesondheetlech Gefore sech derhannert verstoppen a wéi mir deene Gefore méi geziilt entgéint kënnen trieden. Ëmmerhi liewen zu Lëtzebuerg ganzer 90.000 Persounen eleng. D'Hallschent vun hinnen hunn iwwer 60 Joer. Dat heescht, e groussen Deel vun den Elengliewende gehéieren zu de vulnerabele Persounen, déi iwwerhaapt net méi virun d'Dier solle goen. Hei sinn net nëmmen d'Politik an d'Sozialservicer gefuerdert, mee d'Gesellschaft insgesamt. An et ass besser, et mellt ee sech eemol ze vill bei elengstoende Persoune wéi eemol net genuch!

Eleng kann een natierlech och si beim Stierwen. An et ass do, wou ech och schonn am Bureau d'Madamm Ministesch drop ugeschwat hat, ob et méiglech wär, e Wee ze fannen, datt d'Famill derbäi ka sinn, wann e Mënsch um Stierwe läit. An ech mengen, do wäert se eis och verschidde Pisten opweisen, wuel wëssend, datt och d'Direktiounen hei musse mat d'accord sinn an datt dat net eleng eng Decisioun vun der Madamm Minister ka sinn.

En anere Risiko, Dir Dammen an Dir Hären, dee sech hannert dem Weiderféiere vum Confinement verstoppt an dee mir aus Dokteschkreesser zougedroe ginn ass, ass dee vum iwwerdriwwenen Alkoholkonsum. Den Alkoholismus ass zu Lëtzebuerg jo scho souwisou net kleng. E mécht sech de Moment net méi esou am Stroosseraum bemierkbar a scho guer net an de Bistroen, well déi ganz einfach zou sinn, ...

(Interruption)

Jo?

... duerfir awer am déiwe Kär vun de Familljen, wou en net manner geféierlech ass wéi hannert dem Steier. Net just fir deen, deen den Alkohol consomméiert, mee och fir säin Ëmfeld.

An domat sinn ech scho bei der haislecher Gewalt, déi bewisenermoossen oft mam Alkoholkonsum verbonnen ass a sech an Zäite vu Confinement net direkt an Zuelen an Denoncementer kann zréckspigelen, ganz einfach, well vill Affer aus Angscht virun der Eskalatioun vun der Gewalt sech net trauen, op offiziellem Wee géint den Täter ze kloen, well dëse sech am Haus ophält an den Denoncement matkritt. An och wann de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes eng nei a begréissenswäert Hotline ageriicht huet, esou menge mer, datt de Phenomeen vun der haislecher Gewalt awer nach méi geziilt muss analyséiert ginn, virun allem wat d'Donkelziffer ugeet. Inklusiv d'Donkelziffer bei de Kanner, déi och vun haislecher Gewalt betraff kënne sinn, ouni datt een et matkritt, well d'Kanner schonn eng Zäitchen net méi an der Schoul sinn an d'Blessuren net gesi ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech bei en anere grousse Secteur, dee mer um Häerz läit, et ass dee vun der Edu-

catioun, deen am Kader vum Deconfinement ganz sécher net einfach ze handhaben ass. Ech mengen, den Här Minister huet do e schwieregen Exercice ugeholl. Mir begréissen, datt en en ugeet. Ëmmerhin ass d'Recht vum Kand op Bildung an der Schoul e fundamentaalt Grondrecht, wat aus sanitäre Grënn ausser Kraaft gesat ginn ass. Wa mir héieren, datt dat Recht an deenen nächste Wochen nees etappeweis agefouert gëtt, da kann een deem also nëmmen zoustëmmen.

Fir sech gesond ze entwéckelen, dat wësse mer alleguer, a fir Kompetenzen opzebauen, brauchen d'Kanner nun emol e soziaalt Ëmfeld. Si brauchen Interaktioune mat anere Kanner a vertrauenswierdegen Erwuessenen, si brauche Beweegung, och dann, wa kee Schoulturne méi stattfënnt, Beweegung ass och am Klassesall méiglech. Ech soen ee Wuert: „Die bewegte Schule", déi scho vum Här Minister gefërdert gëtt. A si brauchen eng geziilt a professionell Förderung an alle Stufe vun hirer Schoulzäit. Woumat ech d'Roll vun den Elteren natierlech net wëll ofwäerten, mee d'Roll vun den Elteren ass net déi vum Schoulpersonal, et ass eng aner.

Aus all deene Grënn ass dat graduellt Opmaache vun de Schoulen a vun de Betreiungsstrukturen déi richteg Decisioun. Natierlech ënnert der Konditioun, datt déi sanitär Reegele respektéiert ginn. An dat wäert wierklech net einfach ginn.

Wat de konkreeten Oflaf ugeet, esou huet sech gëschter direkt no der Pressekonferenz vum Här Minister schonn erausgestallt, datt nach e grousse Klärungsbedarf besteet, engersäits am Schoulmilieu an am Betreiungssecteur selwer, anerersäits awer och an de Gemenge respektiv bei den Elteren. Ech kann net soen, wivill Maile mat Froen ech scho kritt hunn; ech hat awer och nach net op all Fro eng Äntwert, an dat ass och normal.

Wéi gesot, ginn do nach Diskussioune gefouert. A gëschter an der Kommissioun huet den Här Meisch och erklärt, datt en net nëmmen enk mam Schoulpersonal wëllt zesummeschaffen, fir de Modell en place ze setzen, mee och enk mat de Gemengen, déi jo wuel wëssend ganz oft fir de Betreiungssecteur zoustänneg sinn an dee geréieren.

Esou komplizéiert wéi de Wee och ass, ass et op alle Fall richteg, en ze goen an d'Ouverture net nach bis an den Hierscht ze verschiben. Am Géigesaz zu eenzelne politesche Gruppen heibannen, déi sech gëschter an der Kommissioun zu Wuert gemellt hunn, fanne mir als Gréng et positiv, datt de Cycle 1 an deem Kontext d'selwecht behandelt gëtt wéi déi aner dräi Cyclen. Well wann et een Alter gëtt, an deem d'Kanner d'Freed um Léieren an um Entdecken entwéckelen, dann ass et am Alter tëschent dräi a sechs Joer. An et ass och an deem Alter, wou d'Basis vun deenen esou wichtege Sproochekompetenze fir de Rescht vum Schoulparcours geluecht gëtt.

Här President, en anere Volet, deen eis am Kontext vum Confinement um Häerz läit, och am Beräich vun der Schoul, ass dee vun de sozialen Ongläichheeten, déi beim Enseignement à distance oder à domicile séier an d'Gewiicht falen. Hei ass et erfreelech festzestellen, datt d'Schoulpersonal geziilt mat de Kanner aus sozial benodeelegten a méi bildungsferne Familljen a Kontakt getrueden ass, fir hinnen déi néideg Hëllefstellung ze ginn, an domat verhënnert huet, datt dës Kanner den Uschloss un de Schoulmilieu an un d'Matière komplett verpasst hunn. An esou wéi ech d'Zuele verstanen hunn, waren et zum Gléck keng 15 %, mee et waren herno bal keng Kanner méi, déi net erreecht gi sinn. An dat fanne mer besonnesch begréissenswäert. An et weist, datt mir zu Lëtzebuerg eng Kultur hunn, déi et fäerdegbréngt, déi sozial Ongläichheeten an der Schoul geziilt unzegoen.

Woubäi ech vun dëser Debatt och wéilt profitéieren, fir dem Personal aus dem Schoulsecteur am Numm vun eiser Fraktioun mäi grousse Respekt auszeschwätzen. Och si ware bei dëser neier Form vu Schoulhalen, déi extreem schnell huet missen entwéckelt ginn, mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert. An ech kann nëmme soen, wat ech esou ronderëm matkréien als Schoulschäffin vun enger Gemeng: „Si hunn et gemeeschtert. An duerfir all Respekt!"

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A mir begréissen dann och, datt déi sozial benodeelegt Kanner grad déi Kanner sinn, déi als éischt vun engem direkte schouleschen Encadrement kënne profitéiere fir de Fall, wou dann nach Retarde bestinn. An dobäi muss een och soen, datt een d'Kanner souwisou ni all op dee selwechten Niveau bréngt. Dat ass souwisou eng Illusioun, och wann den Enseignement à domicile net stattfënnt.

Här President, e weidere Beräich, dee staark ënnert der Pandemie oder besser gesot dem Confinement leit, ass natierlech dee vun der Wirtschaft, wou scho jiddweree vu menge Virriedner drop agaangen ass. Och ech wëll dat maachen, woumat ech natierlech d'PMEen, de Commerce, den Horeca-Secteur an d'Handwierk plus eng Rei Servicer wëll matabezéien.

Datt d'Gesondheet vun der Populatioun an d'Gesondheet vun der Wirtschaft wéi Puzzlestécker anenee musse gräifen, huet sech spéitstens bei der Coronakris erausgestallt. Eis Wirtschaft kann nun emol nëmmen dréien, wann d'Mënschen, déi an der Wirtschaft schaffen, gesond sinn a gesond bleiwen. A wa mir d'Gesondheet vun der Populatioun schützen, da schütze mir domat och eis Ekonomie.

Aus deem Grond ass et e Feeler ze behaapten, déi getraffe Moossname géife sech generell géint d'Wirtschaft a géint de Commerce riichten. Quitte datt déi méi nuancéiert Fro, firwat déi grouss Geschäfter mat héijem Kapital am Réck zu engem gudden Deel däerfe fonctionéieren, wärend déi méi kleng mat niddregem Kapital am Réck mussen zouloossen, duerchaus nozevollzéien a verständlech ass. Natierlech virun allem, well déi Betraffe sech immens vill Suerge maachen.

Fakt ass awer, datt déi ekonomesch Argumenter géint d'Zoumaachen an d'Zouloosse vun enger Rei Geschäfter, mee och de Bistroen, de Restauranten a Servicer, nëmmen en Deel vun der ganzer Problematik duerstellen. Zu Lëtzebuerg sinn et éischter dës méi kleng Ënnerscheeder, déi eis beschäftegen - Wie mécht op? Wien net? - an déi de Betraffene berechtegterweis Suerge maachen.

Um internationale Plang gëtt déi ganz Envergure vun där Problematik engem awer méi kloer. Emol ofgesi vun den USA, wou déi laang Passivitéit um Niveau vun de Moossnamen op näischt anescht zréckgeet wéi op déi haarsträubend Dommheet vum amerikanesche President, muss een awer och kucken, wat an Holland, a Japan, a Schweden an a verschiddenen italieeneschen Handelszentre passéiert ass. Hei ass ganz bewosst mat enger fräiheetlecher Approche um Niveau vun der Wirtschaft „experimentéiert" ginn, kann ee bal soen, bis sech erausgestallt huet, datt dës Länner a Stied opgrond vun den héijen Infektiounsrate riskéiert hunn, komplett anzeknécken. Den Dram vun dëser utilitaristescher Ekonomie, déi méi op kuerzfristeg Renditt wéi op laangfristeg Gesondheet setzt, war also séier gedreemt.

Aus där Erfarung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, musse mer zu Lëtzebuerg léieren. Dat heescht, och um wirtschaftleche Plang musse mer d'Ouer ophale fir d'Medezinner an d'Virologen, well nëmmen doduerch kann de komplette Kollaps vun eisem Land verhënnert ginn. Dat heescht, och an der Wirtschaft gëllt et ofzeweien, wéi grouss déi gesondheetlech Gefore fir all Secteur sinn a wéi déi Betriber, déi weiderhin ënner riguréis Bestëmmunge falen, beschtméiglech ënnerstëtzt kënne ginn.

Natierlech ass keng Aide esou gutt wéi e Betrib, dee fonctionéiert. Do stëmmen ech dem Premier natierlech voll a ganz zou. Eis Aiden a Milliounenhéicht droen awer zumindest dozou bäi, datt d'Betriber kënnen iwwerliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ofschléissend nach e puer Wierder zu de sougenannte „Gesondheetsapps", déi am Kader vun der Pandemie weltwäit bal wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen. Gesammelt gi Beweegungsdaten, Gesondheetsdaten, Kontaktdaten, Symptomdaten, geografesch Daten a wat net nach alles, jee no App, dëst ëmmer mam Zil, dem Virus mëttel- oder laangfristeg d'Handwierk ze leeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als Gréng ass an dësem Kontext eppes evident: Mir si mat engem Virus konfrontéiert, deen den Drang huet, sech exponentiell auszebreeden. A grad dës aggressiv Ausbreedung mécht et schwéier, d'Infektiounskette bis an dee leschten Detail ze identifizéieren an ze retracéieren. Och wann et Appe gëtt, déi dat zum Deel fäerdegbréngen. An esou enger Situatioun gëtt d'Versuchung natierlech grouss, en Outil ze erfannen, deen eis d'Sécherheetsgefill nees zréckgëtt, well mer hunn et verluer - mat Betounung op „Gefill". Well wann et an eiser digitaler Welt gefillt eng App fir alles gëtt, da muss et jo bal och eng App ginn, déi eis an dëser Kris nees Här a Meeschter iwwert d'Liewe mécht!

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass dat net nëmmen en naiven, mee och en zimmlech gefëierleche Reflex, well mir däerfen net vergiessen, datt de Kampf géint e Virus net mat digitale Léisunge gewonne ka ginn. Well et wäert ni eng App ginn, déi e gutt opgestallte Santéssystem, eng déif gräifend wëssenschaftlech Recherche, eng gutt Ausbildung vun den Dokteren, eng gutt Preventioun an elementar sanitär Geste kann ersetzen. A well all App mat der Erhiewung vun Date verbonnen ass, esou anonymiséiert se och sinn, si mir frou, Här President, datt d'Regierung eng ganz reservéiert Approche an dësem Beräich huet. Mir liewen op engem Planéit, dee mat enger gefëierlecher Pandemie konfrontéiert ass, mee mir liewen net am George Orwell sengem Roman „1984". An dës Kris däerf och kee Grond ginn, fir eng Figur vun deem Roman ze ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Positioun musse mir och an Europa vertrieden. An duerfir begréisse mer, datt d'Regierung dat och esou gesäit. An ech soen Iech domat Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Premierminister Merci fir seng Deklaratioun. Mir begréissen d'Geleeënheet, hei mat Iech zesummen ze diskutéieren iwwer e Wee, deen eis soll zréckféieren an eng Zort vun Normalitéit. Et gëtt natierlech keng Normalitéit, well deen Abléck, wou mir hei schwätzen, leien nach esou vill Leit an de Klinicken. Eenzelner leie vläicht um Stierwen. A soulaang mir keng Impfung géint dëse Virus a keng effikass Medikamenter hunn, kann een natierlech net vun enger Normalitéit schwätzen.

Mee mir denken eeben un all déi Affer vun där Krankheet, un all déi, déi hinne bäistinn an hëllefen, an un all déi vill aner Leit, déi egal wou, beim Staat oder am private Secteur, iwwerall elo op Poste sinn, all déi Zäit ënner schwéiere Konditiounen, an hiren Deel derzou bäidroen, fir eist Land um Goen ze halen. Mir schëllegen hinnen och, datt all déi Moossnamen, déi mer hei wëllen diskutéieren an ëmsetzen, virsiichteg gemaach ginn, verantwortungsvoll gemaach ginn. Mee mir mussen eist Land nees opriichten, d'Ekonomie relancéieren an et de Leit erëm erlaben, schaffen ze goen a Suen ze verdéngen.

Mee wa mer vun „Exitstrategie" schwätzen, da musse mer dräi verschidde Saachen ënnerscheeden: Et gëtt den Exit aus dem Confinement. Dat ass dat, wat mer haut virun allem diskutéieren. Dann den Exit iwwerhaapt aus dem Risiko. Dat hänkt eeben zesumme mam Impfstoff a mat de Medikamenter. An den Exit aus dem État de crise, an doriwwer, Här Premierminister, musse mer och nach vill diskutéieren. Wat maache mer, fir erëm an eng normal Legalitéit hei am Land zréckzefannen?

Mir mussen och kucken, wéi mer herno e Bilan zéien, wann déi Kris hei eriwwer ass. Mir hunn als ADR eng extra Interpellatioun ugefrot zu deem Theema, fir e Bilan a Léieren aus der Kris ze zéien, och schonn eng Rei Motiounen deponéiert. Den Här Engelen huet virdrun nach eng deponéiert, wou mer iwwert d'Agrikultur schwätzen. Den Här Reding wäert herno och nach eng deponéieren, fir iwwert d'Kommunikatioun an d'Datesécherheet ze diskutéieren. Mir wäerten also dee Prozess ganz aktiv begleeden.

Mee haut geet et drëm, fir e puer Moossnamen ze diskutéieren an och kloerzestellen, wat d'ADR vläicht anescht gemaach hätt wéi dës Regierung, well et ass jo esou, datt mer bei aller Unitéit, bei allem solidareschen Effort awer politesch ënnerschiddlech Usätz hunn, an och déi gëllt et hei zur Sprooch ze bréngen.

Eng éischt Saach, déi ee muss kloer gesinn, dat sinn Ongerechtegkeeten: Ongerechtegkeete géintiwwer groussen a klenge Geschäfter. Mir sinn domadder net d'accord! Mir stelle fest hei, datt d'LSAP de Problem gesäit vun deene klenge Geschäfter, déi net kënnen opmaachen. Den Här Engel huet gesot, e versteet d'Fro. D'Madamm Lorsché huet gesot, si versteet d'Fro. Mee da muss et jo un der DP hänken, datt déi kleng Geschäfter net kënnen opmaachen an déi aner hunn op! Et ass dach net nozevollzéien - et ass net nozevollzéien! -, datt elo zum Beispill d'Baumäert opginn, wou Blumme verkaaft ginn, an aner Geschäfter, déi Blumme verkafen, kënnen net opmaachen! Et ass net nozevollzéien, datt klenge Geschäfter hir Existenz um Spill steet, well grousser en einfach ongerechte kompetitive Virdeel hunn!

Mir hunn och kloer eng aner Iddi iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Fräiberuffler, deene klenge Geschäfter. Mir mussen do méi maachen. An et kann net sinn, datt d'Ideologie vun engem Minister vun der LSAP dozou féiert, datt vill Fräiberuffler an eng existenziell Nout kommen! Ech hu virdrun dem Här Engel gutt nogelauschtert an ech muss soen, d'LSAP huet hirem eegene Minister eng schlecht Zensur ausgestallt. Well den Här Engel kënnt heihinner ...

(Interruption)

... an e schwätzt doriwwer an e seet: „Mir mussen noliwweren a mir musse méi maachen." Dat heescht, et ass d'LSAP, déi ewell hiren eegene Minister sanktionéiert.

(Exclamations)

On prend note.

(Brouhaha)

Déi sozial Distanz tëschent de Leit muss selbstverständlech oprechterhale bleiwen, awer do, wou et Sënn mécht! Mir mengen, datt verschidde sportlech Aktivitéiten erëm kënnen ulafen. Mir mengen och, datt am Horeca-Beräich dat eent oder anert muss méiglech sinn.

A sozial Häerte musse verhënnert ginn! Sozial Häerten do, wou mer eng Ofstëmmung brauchen tëschent dem Enn vum Congé pour raisons familiales, wa verschidde Schoultyppen erëm ufänken, an do, wou d'Leit awer nach net kënne schaffe goen, well déi Geschäfter nach net däerfen opmaachen, a wou de Chômage partiel dann eventuell muss asprangen. Do gëllt et ofzestëmmen, net, datt d'Leit an eng Situatioun kommen, wou se weeder dat eent nach dat anert kënne kréien, well déi zwou Prestatioune jo net kumulativ sinn.

D'Opmaache vun de Schoule stellt och eng Rei Froen: organisatorescher, pedagogescher, gesondheetlecher. Mir wëllen och kucken, datt mer méi brevetéiert Léierpersonal nees zréckkréien aus dem Waasserkapp vun dem Educatiounsministère. Zréck an d'Klassen, wou se eigentlech higehéieren! Mir verstinn déi Suergen, déi d'Leit sech maachen iwwert deen iwwergroussen Akzent op d'Informatik vläicht, iwwert d'Orientéierungsprozedur nom Cycle 4 oder am Cycle 4, iwwert d'Reduzéierung vum Unterrechtsstoff, den Ustiechungsrisiko kuerz virun den Examen. An et géif sech hei warscheinlech lounen, eng Kéier extra nëmmen iwwert d'Konsequenze vun der Kris op d'Éducation nationale ze diskutéieren. E Sujet, deen haut ze wäit geet.

Mir wëllen och, datt den Droit de visite et d'hébergement erëm voll hiergestallt gëtt. Dat ass e Recht vun de Kanner, dat se hunn op hir zwee Elteren! An et ass en ongléckséilege Bréif vun enger Familljeriichterin, deen zu enger Situatioun gefouert huet, wou dat, deen Droit de visite et d'hébergement, zum Deel ausgehiewelt gouf. Mäi Kolleeg Roy Reding huet eng Fro dozou gestallt an et ass bis haut keng Äntwert komm. Mee déi Pappe leiden, déi hir Kanner net kënne gesinn, heiansdo d'Mammen. D'Kanner leiden. Et kann net sinn, datt do einfach toleréiert gëtt, datt et esou virugeet!

Mir contestéieren och formell de Rôle vun der TNS ILReS an där CON-VINCE-Studie, déi do soll gemaach gi fir ze kucken eeben, wéi d'Immunitéit ass. D'TNS ILReS ass e privat Meenungsfuerschungsinstitut. An ech sinn och sécher, datt mir alleguer heibannen eng ganz gutt Meenung, op jidde Fall eng fondéiert Meenung iwwert dee Meenungsfuerschungsinstitut hunn. Awer et ass eng privat Boîte! An hei stelle sech enorm Froen. A mir hunn eng parlamentaresch Fro dozou gestallt, eng dréngleche parlamentaresch Fro - eng dréngleche! -, virun enger Woch, a mir hu bis haut keng Äntwert kritt! Mir soen: „Esou eng privat Boîte huet am Gesondheetssecteur oder an offizielle Saachen absolutt näischt verluer." Do stelle sech Problemer vun Dateschutz an nach vill anerer, déi mir schréftlech agereecht hunn a wou d'Regierung bis haut keng Äntwert ginn huet.

Mir mussen eiser Ekonomie och elo Loft ginn, fir sech ze erhuelen. A mir hu jo eng Partei heibannen, déi spezialiséiert ass op Weltënnergangsfantasien, dat sinn déi gréng, déi all Geleeënheet huelen, fir eis Ekonomie wëllen ënner Drock ze setze mat neie Reegelen, neiem Zwang. Dat ass dee falsche Wee! No där Kris hei brauche mer endlech eng Méiglechkeet, fir der Ekonomie Loft ze ginn, Zäit fir sech ze erhuelen, Zäit fir sech nei opzestellen. An et ass net, soubal mer hei fäerdeg si mat dëser Kris, datt mer elo sollen higoen an nei Exigenzen un d'Industrie oder un d'Betriber stellen. Mir brauche fir eis Ekonomie eng Paus. An dat ass en Appell, virun allem un déi gréng, fir datt se sech emol e bësse packen a solidaresch mathëllefen, fir eist Land opzeriichten, amplaz ze probéieren, neien Drock op d'Ekonomie an op d'Leit alleguer auszeüben!

Mir wëllen de Rechtsstaat och an deem Sënn erëm hierstellen, datt déi Leit, déi sollten aus dem Land verwise ginn an déi am Centre de rétention waren, well se kee Recht op Asyl hunn, well keng Noutwendegkeet op Schutz

besteet, ... déi huet den Här Asselborn fräigelooss! Et kann een driwwer argumentéieren. Mee mir hunn hei als Parlament der Regierung iwwert den Artikel 32 (4) d'Recht ginn ze legiferéieren. An et hätt ee kënne legiferéieren, datt déi Delaien do verlängert ginn, well mir leie wäit ënnert deem, wat an der Europäescher Unioun als Norm méiglech ass. Mee den Här Asselborn hat aner Prioritéiten. Mir soen: „Wien hei am Land ass a kee Recht op Schutz a kee Recht op Asyl huet, dee muss d'Land verloossen!" An dofir ass et och wichteg, datt déi Prozeduren erëm opgeholl gi géintiwwer deene Leit, déi am Centre de rétention waren an do erausgelooss gi sinn.

Mir héieren am selwechte Kontext vu verschiddene Parteien, datt déi Leit, déi illegal am Land sinn, elo sollen alleguer regulariséiert ginn. Dat ass net de Wee vun der ADR! Loosst mech dat och kloer soen. De Rechtsstaat gëllt fir eis all. D'Reegele si fir eis all. D'Gesetzer si fir eis all. An déi Leit, déi illegal sinn, déi kënnen net engersäits profitéieren an op där anerer Säit dann hoffen, datt mer dat reguléieren. Fir eis kënnt dat net a Fro.

A mir hätte gär, wa mer schonn zréckkucken op déi lescht Wochen, och e bëssen eng aner Kommunikatiounspolitik vun eiser Regierung. Et ass e bëssen - wéi soll ech soen? - opfälleg, datt eis Ministeren een no deem anere stonnelaang virun de Kamerae stinn - stonnelaang virun de Kamerae stinn! -, heiansdo mat wichtegen Neiegkeeten, heiansdo mat Saachen, déi net esou wichteg sinn, mee et ass vill Publicity derbäi. Eng Kris ass awer keng Situatioun, an där d'Ministere solle profitéieren, fir sech ze profiléieren, mee wou mat der Populatioun e seriöen Dialog gefouert gëtt, fir déi Kris zesummen ze meeschteren. D'Kommunikatiounspolitik muss seriö sinn. A si däerf och keng Kakofonie sinn. Mir haten zum Beispill bei de Masken d'Beispill vun engem Gesiichtsschutz oder esou weider, ee Beispill ënner aneren, wou et e bëssen en Hin an Hier war. Do huet et och, mengen ech, u Féierungsqualitéite gefeelt.

Mee mir wëllen als ADR net nëmmen hei iwwer eenzel Moossnamen diskutéieren, mee einfach och iwwert dat grousst Bild. A mir schwätzen hei - an do kommen ech och zu enger Motioun, Här President - zum Risiko vun totalitären Tendenzen. An déi totalitär Tendenzen, dat ass och dat, wat d'Madamm Lorsché elo grad gesot huet, an dofir gi mir der Madamm Lorsché an Iech alleguer heibannen och elo d'Méiglechkeet, iwwer eng Motioun ofzestëmmen. Et kënnt nämlech och an eisen Aen net a Fro, datt an Europa elo soll eng App agefouert ginn, wou tracéiert gëtt, wie wou ass - déi Leit, déi krank sinn -, mat all deene Geforen, déi domadder verbonne sinn, mat Aschränkunge fir eis Beweegungsfräiheet, mat enger méiglecher Stigmatiséierung an Isolatioun vu kranke Leit, mat allem, wat domadder verbonnen ass u Brëch vun eisen demokratesche Grondwäerter.

An dofir, Här President, soe mir kloer Nee! Mir hätten och gär, datt de Secret médical do observéiert gëtt. An dat ass och den Objet vun där Motioun, déi ech Iech gläich am Numm vun der ADR presentéieren.

Mir wëllen och Solidaritéit, Solidaritéit mat deenen, déi et hei am Land néideg hunn, mee och mam Ausland. Dir wësst, a mir hunn et gesot, mir si fir eng Solidaritéit an Europa, déi net op Coronabonden, op illegale Mëttele berout, mee op enger Grousszügegkeet am Kader vun den EU-Traitéen an och bilateral mat deenen, déi Hëllef néideg hunn an déi méi schlecht dru si wéi mir. Mir wëllen och un Afrika an anerer denken an och eis Dankbarkeet kloer ausdrécke géintiwwer deenen, déi eis gehollef hunn.

An ee lescht Wuert iwwer Europa - ech gesinn, meng Zäit leeft of, Här President -, mee iwwer Europa wëll ech och nach e Wuert soen. Mir hunn hei jorelaang héiere vun Iech alleguer, ausser vun der ADR, datt mer praktesch schonn e Federalstaat hätten. Vill hunn der gepriedegt, datt d'Grenzen net méi wichteg wären. A wat hu mer elo gemierkt? De Géigendeel ass wouer! Mir als ADR hunn ëmmer gesot: „Mir brauchen eng proeuropäesch Politik, awer eng realistesch, eng pragmatesch, eng, wou mer einfach erkennen, wat d'Realitéit an Europa ass: datt d'Staaten net bereet sinn, op hir Eegestännegkeet a Staatlechkeet ze verzichten." An opgrond vu Realitéite solle mer en Europa bauen, wou mer kënnen zesummeschaffen. Et ass scho komesch, datt eis Europaparlamentarier just de Contraire propagéieren, eigentlech net d'Konklusioun zéien aus deem, wat an deene leschten Deeg gemaach ginn ass a geschitt ass.

Als ADR, Här President, an ech halen domadder op, hu mer e klore Message: Mir wëlle weider mat der Regierung an allen anere Parteien am Geescht vun der nationaler Eenheet dru schaffen, datt mer gutt duerch déi Kris hei kommen. Awer mir soen och, datt eis Verantwortung an der Politik an an enger Demokratie muss dozou déngen, datt mer kritesch mat eis selwer sinn a soubal déi Kris hei eriwwer ass genau analyséieren, wat mer gutt a wat mer manner gutt gemaach hunn.

An domadder, Här President, iwwerreechen ech Iech d'Motioun vun der ADR speziell eeben iwwert déi Tracingapp, déi elo soll agefouert ginn.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten,

déif besuergt,

- datt déi Europäesch Kommissioun wëllt eng Applikatioun fir Smartphonë propagéieren, déi et géif erlaben, Kontakter vu Leit ze retracéieren, déi mam Coronavirus infizéiert sinn (application de traçage);

- datt esou eng App eng Rei Gefore fir déi demokratesch Grondrechter an enger fräier an demokratescher Gesellschaft mat sech brëngt, besonnesch, awer net nëmmen am Hibléck op d'Protektioun vun der Privatsphär, d'Beweegungsfräiheet an dat medezinnescht Geheimnis (secret médical);

- datt d'Aféiere vun esou enger Technologie e potenzielle Risiko mat sech brëngt, datt si an Zukunft nach op aner Krankheete kéint ausgedeent ginn;

- datt, och wann esou eng Technologie an enger éischter Phas op enger fräiwëlleger Basis géif berouen, de Risiko besteet, datt si ganz séier kéint obligatoresch ginn;

- datt domat de Risiko vun enger Stigmatiséierung, Diskriminéierung an Isolatioun vu kranke Mënsche verbonnen ass;

- datt esou eng Appiikatioun e grousse Schrëtt a Richtung vun engem totalitären Iwwerwaachungsstaat duerstellt;

fuerdert d'Regierung op,

- sech all Versuch vun der Aféierung vun esou enger App konsequent ze widdersetzen;

- déi Europäesch Kommissioun opzefuerderen, all Initiativ an déi Richtung opzeginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hunn elo an deenen zwou Stonnen Debatt an an der Deklaratioun vum Premier eng ganz Rëtsch Elementer héieren, wéi den Deconfinement a wéi engen Etappen an deenen nächste Woche voire an deenen nächste Méint funktionéiere soll. Mir hunn awer net driwwer geschwat, wéi eng wierklech Exitstrategie aus der Problematik vum Coronavirus kéint ausgesinn. An dat huet och säi gudde Grond: well et guer net esou einfach ass!

Fir de Coronavirus ze iwwerwannen, gëtt et am Moment zwou Méiglechkeeten, zwou Varianten. Déi éischt Variant besteet doranner, dorobber ze hoffen, datt et en Impfstoff gëtt, wou zwar och schonn an der Vergaangenheet ëmmer erëm gesot ginn ass, mer wiere kuerz virdrun, awer bis elo nach näischt do ass an Experten awer nach ëmmer soen, datt et 9 bis 18 Méint dauert, bis esou en Impfstoff do ass. An déi zweet Variant besteet doranner, d'Kurv vun den Infektiounen esou flaach ze halen, datt iwwer e gewëssenen Zäitraum 60 % bis 70 % vun der Populatioun sech ustiechen an domadder quasi en automatesche Schutz vun der Populatioun entsteet. Mee och déi Variant dauert ronn 9 bis 18 Méint.

Ech soen dat, well mer eis musse bewosst sinn, datt d'Problematik vum Coronavirus eng ass, mat där mer nach ganz laang an eiser Gesellschaft wäerte musse befaasst sinn, an datt et dofir sécherlech keng einfach Léisung gëtt. Mir wäerten nach ganz laang Méint mat dësem Virus geplot sinn.

Duerfir musse mer eis froen, wéi mer dës dann awer nach ganz laang Zäit am beschten organiséieren, an zwar esou organiséieren, datt mer d'Bevëlkerung am effikasste schützen, souwuel virum Virus wéi och - an dorop wëll ech insistéieren - virun deem, wat de Premier „Kollateralschied" genannt huet, déi entstoe kënnen duerch Mesuren am Kampf géint de Virus.

Ech wëll duerfir an deene puer Minutten op e puer Beräicher agoen, wou sech dës Froen opdrängen, an ugefaangen am Gesondheetssecteur. Et ass absolutt bewonnerenswäert, a wéi enger Herkulesaarbecht et fäerdegbruecht ginn ass, eise ganze Spidolssecteur komplett ëmzebauen an esou anzeriichten op d'Suitte vun der Pandemie. Dëst ass geschitt an engem kollektive Kraaftakt vun enger - ech mengen, datt een dat wierklech ka soen - historescher Dimensioun vum gesamte Gesondheetspersonal, deem eisen déiwe Respekt gehéiert. An dee ganz schlëmme Pic, dee gefaart ginn ass, ass bis elo glécklecherweis ausbliwwen.

Mee dowéinst hunn och missen eng ganz Rëtsch net esou urgent Operatiounen no hanne verluecht ginn. A mir kréien och ëmmer méi Messagen, datt d'Leit sech net esou soignéiere loossen, wéi dat néideg wier, souwuel an de Spideeler wéi awer och bei den Dokteren, deelweis aus Angscht virun Ustiechung, deelweis awer och, well Leit mengen, hire klenge Bobbo wier net esou dramatesch an et géif schonns goen, wann ee just nach e puer Deeg weider op d'Zänn bäisst.

Dëst ass awer och eng ëmmer méi grouss Gefor fir déi ëffentlech Gesondheet. Duerfir musse mer ganz dréngend oppassen, datt déi ordinär medezinnesch Akten net vernoléissegt ginn. An och hei brauche mer ganz kloer Consignen un d'Gesondheetspersonal an och un d'Leit alleguer dobaussen. Mir mussen och am Gesondheetssecteur zu enger neier Normalitéit mam Virus fannen, déi aner Krankheetsbiller net vernoléissegt.

Zweetens, d'Schoul. Nieft dem ëffentleche Gesondheetswiesen ass déi ëffentlech Schoul deen zweete groussen zivilisatoresche Fortschrëtt vum 20. Jorhonnert. Net nëmme well Bildung e Grondrecht ass, wat jiddwerengem zousteet, mee och well et d'Verantwortung vun der ëffentlecher Schoul ass, fir esou wäit et geet ongläich sozial a kulturell Startbedéngunge bei de Kanner auszegläichen.

Mir wëssen alleguer, datt de lëtzebuergesche Schoulsystem där Aufgab zanter Jorzéngten net gerecht genuch gëtt. Mee eng Schoul, déi just iwwer Distanz funktionéiert, gëtt där Aufgab nach vill manner gerecht. An et sinn elo e puer Wochen, datt d'Schoul eeben esou funktionéiert, iwwer Distanz, an elo gesi mer: Et gëtt hei am Land en Digital Divide. Et gëtt Schüler, déi net d'Méiglechkeet hunn, an där Aart a Weis un de Coursen deelzehuelen, wéi dat néideg wier, an déi vun doheem aus net dee Bagage matkréien, deen déi physesch Distanz kompenséiert. Et gëtt ganz vill Kanner hei am Land, déi net d'Chance hunn, en Elterenhaus ze hunn, dat och an dëser Kris den néidegen Encadrement bitt. Fir si ass dës Situatioun dramatesch. An all Dag, wou d'Schoulen zoubleiwen, riskéiert deen Ecart vun de sozialen Inegalitéite bei de Kanner nach méi grouss ze ginn.

Dëst huet eng Laangzäitwierkung fir eis ganz Gesellschaft, déi enorm ass. Besonnesch schlëmm ass et, wat d'Kanner méi jonk sinn. Well wa se scho ganz jonk den Uschloss verpassen, da gëtt et spéider ëmsou méi schwéier, fir dat nozehuelen. Duerfir menge mer, datt d'Grondschoulen onbedéngt nees musse funktionéieren. De Schoulunterrecht iwwer Distanz ass keng Léisung, mee riskéiert, eng tickend Zäitbomm ze sinn, mat där eist Land, deemno wéi, nach Jorzéngten duerno ze dinn huet. Duerfir ass et wichteg, datt d'Schoulen nees opginn.

Et ass awer och wichteg, datt dat ënnert deene Sécherheetsprecautioune ka geschéien, déi néideg sinn. An do stellt sech onbedéngt d'Fro vun den Infrastrukturen. Ech si frou ze héieren, datt elo den Educatiounsministère ufänkt, mat de Gemengen, déi fir d'Infrastrukture vun der Grondschoul responsabel sinn, ze dialogéieren. Mee dat hätt an eisen Aen awer och schonn éischter misse geschéien, gradesou wéi d'Zesummenaarbecht generell tëschent Staat a Gemengen, wou besonnesch den Interieur bis elo virun allem duerch Absence geglänzt huet.

Drëttens, d'Ekonomie. Ech wëll hei net op déi makroekonomesch Kris agoen, déi sech iwwerall ofzeechent, mee virun allem op déi kleng Betriber, déi am Moment just nach eppes hunn: nämlech plakeg Existenzängscht! Als Lénk begréisse mir, datt am Deconfinement weider net essenziell Betriber kënnen opmaachen. Mee mir kommen awer net derlaanscht festzestellen, datt dat alt nees virun allem deene grousse Surfacen an de multinationale Chaînen hëlleft. Déi meescht Betriber, a virun allem klenger, musse weiderhin zoubleiwen.

Eist Land riskéiert domadder net nëmmen, datt vill kleng Betriber et onverschëllt net packen, mee mir riskéieren och, eng weider Konzentratioun vun der Geschäftswelt op grouss Boîtten ze kréien, déi soit iwwert déi néideg Reserve verfügen, soit am Moment e concurrentielle Virdeel par rapport zu deene klengen Entreprisë kréien. Guer net dovunner ze schwätzen, datt et och déi grouss Boîtte sinn, déi an der Vergaangenheet ëmmer speziell Steierfaveure kritt hunn.

Aner Länner, Här President, ginn den ëmgekéierte Wee. Do kënne just kleng Betriber ënnert dem strikte Respekt vu Sécherheetsmesuren opmaachen a grouss Surfacen, ab enger gewëssener Quadratmeterzuel, ginn éischter als potenzielle Risiko gesinn, fir sech onkontrolléiert unzestiechen. Firwat denke mer hei am Land net och an déi Richtung?

A wéi gesäit et mat deene Betriber aus, déi vun hirer Natur aus kee Social Distancing anhale kënnen? Coifferen, Bistroen, wéini solle si dann erëm opmaachen? Geschäfter, déi och eng wichteg sozial Funktioun an eiser Gesellschaft hunn. A si kënnen net 9 bis 18 Méint waarden. Do schaffen Zéngdausende vu Leit. Dat heescht, mir mussen eis ganz gutt iwwerleeën, ob a wéi laang eng Gesellschaft e Confinement packt, ökonomesch a sozial, ouni dorunner ze zerbriechen.

Här President, an dat ass dann och eng vun eisen Haaptsuergen. Wéi laang packe mir dat als Gesellschaft? Well de Confinement ass eppes Widdernatierleches, eppes am Wuertsënn Asoziales. A wat kascht eis dee Confinement? An ech mengen domadder keng Suen!

Wéi gesäit et aus mat der existenzieller Noutsituatioun, déi fir vill Leit mam Confinement zesummenhänkt? Wéi ass d'Entwécklung vun de Suiciden hei am Land? Vun de schwéieren Depressiounen? Vun de psychologeschen Noutsituatiounen? Vun haislecher Gewalt? An insgesamt vun der mënschlecher Verzweiflung?

Här President, ech wëll zum Schluss ganz kuerz op eng Diskussioun agoen, déi am Kader vum Deconfinement gefouert gëtt an déi mir als Lénk fir ganz geféierlech halen, nämlech déi vum Geotracking respektiv vun deene sougenannten „Tracingapps". Donieft, datt se vun Experten, wéi haut de Moien och nach am „Tageblatt" ze liese war, als „aktionistischer Blödsinn" beschriwwe ginn, well hir Effikassitéit géint null tendéiert, si se als Prinzip e Frontalugréff op eis Demokratie, eis Biergerrechter an eist soziaalt Zesummeliewen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Esou Instrumenter sinn näischt aneres wéi de verallgemengerte Verdacht vu jiddwerengem géint jiddwereen. An domadder den Doud vun der Gesellschaft! Mir ënnerstëtzen d'Regierung an hirer Ofleenung op europäeschem Plang géint dës iwwerwaachungsstaatlech Pläng.

An ech kënnegen awer och elo schonn deen heftegste Widderstand un, sollt d'Regierung, ënner wéi engem Drock och ëmmer, hei e Millimeter noginn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mir mussen alleguer léieren an deenen nächste Méint, mat der Realitéit vum Virus ëmzegoen. E Virus, fir deen et nach ëmmer kee Géigemëttel gëtt. Mir mussen alleguer domadder ëmgoen. Mir mussen déi Vulnerabelst schützen, mee mir mussen och eis Gesellschaft, jo, eis Zivilisatioun schützen. An zur Zivilisatioun gehéiert och den Emgang mat Liewen an Doud. Pappen, deenen et am Moment net méiglech ass, bei der Gebuert vun hire Kanner derbäi ze sinn, Kanner, deenen et net méiglech ass, hir Elteren an dem Doud ze begleeden, sinn Elementer vun Zivilisatioun, déi eis als Mënschheet zënter Jorhonnerten, Jordausenden ausgezeechent hunn. Mir brauchen do en Zréck, en Zréck an en Emgang mat Liewen an Doud, deen eis als Mënschheet gepräägt huet.

Här President, ee vun deene gréisste Schrëftsteller aus der Mënschheetsgeschicht, den Dante Alighieri, huet viru 700 Joer a senger „Divina Commedia" d'Häll net als Feiersbronst beschriwwen, mee als Mier aus Äis. De Coronavirus däerf eis Gesellschaft net dohinnerbréngen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Covid-19 huet eis alleguerte getraff. Mir all hunn an deene leschte Woche vill op eis missen huelen. An an dëser schwéierer Zäit ass et wichteg zesummenzehalen. An do kann ee soen, dass et hei zu Lëtzebuerg net un Zesummenhalt gefeelt huet. D'Solidaritéit huet sech all Dag op en Neits gewisen. Vill Mënschen hunn net gezéckt a sech fräiwëlleg gemellt fir ze hëllefen. Hinne gehéiert e ganz grousse Merci ausgedréckt.

Déi lescht Woche sinn Decisioune getraff ginn, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze sécheren. D'Leit musse sech säit Wochen an hire véier Wänn ophalen an de Kontakt mat Famill a Frënn ënnerbannen. Dëst ass fir eis alleguerten eng Erausfuerderung, déi awer, wéi d'Courbe vun den Neiinfektioune weist, sënnvoll ass.

An anere Länner gëtt am Kader vun der Coronakris och iwwert déi sougenannten

„Trackingappen“ diskutéiert. Mir si perséinlech ganz frou, datt dës Diskussioun och hei an der Chamber gefouert gëtt an datt am Moment eng dach ganz ofleenend Haltung zu dësem nach méi grave Verstouss géint d'Grondrechter a virun allem d'Grondrecht op informationell Selbstbestëmmung vun de Biergerinnen a Bierger zustane kënnt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).-* Genau an deem Kader - Dir wäert Iech elo net wonneren, wann ech et soen - hu mir digital, well mir sinn haut paperless ënnerwee, och eng Motioun deposéiert beim Chamberspresident a beim Generalsekretär, déi elo wäert gläich verdeelt ginn, leider net paperless, fir dann esou och kënnen e klengen Deel zu där Diskussioun bäizedroen. Et ass eis wichteg heibäi ze soen, datt et net drëm geet, iergendwéi eppes schlechtzeschwätzen. Et geet hei drëm, d'Grondrechter ze woren.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- Am Kontext vun der Coronakris gëtt d'Offer un Tracingapplikatiounen ëmmer méi grouss;

- am Kontext vun der Coronakris geet d'Demande un Tracingapplikatiounen ëmmer méi an d'Luucht.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. keng obligatoresch Tracingapplikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouzeloossen,

2. och bei volontairen Applikatiounen, säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouzeloossen.

(s.) Sven Clement.

Eis ass bewosst, datt d'Grondrechter an deene leschte Wochen a Méint hu missen ageschränkt gi fir de gréisseren Interêt vun der Santé. Et däerf awer net esou sinn, datt mer ëmmer weider dorunner gruewe ginn, bis datt mer, wéi de Fräsch an der Geschicht, net mierken, datt d'Waasser op eemol kacht an d'Grondrechter net méi do sinn. Mir sinn also der Meenung, datt dësen Aschnëtt an d'Privatsphär net däerf méi déif goen.

Nieft awer all deenen Diskussiounen ëm d'Privatsphär muss een an däerf een net vergiessen, datt trotz der Kris vill Leit hu missen all Dag weider schaffe goen, an och all deene gëllt e besonnesche Merci! Merci all deene Leit, déi beschtméiglech hir Aarbecht verriicht hunn, mee awer och merci all deenen, déi se dobäi ënnerstëtzt hunn, ob et heiansdo och de Mann war, deen doheembliwwen ass a gemierkt huet, datt säi Beruff vläicht manner systemrelevant war wéi dee vu senger Fra, déi am Gesondheetssecteur ënnerwee ass.

(Interruption)

Fir déi Fraen, déi op eemol gemierkt hunn, datt hiren Job immens wichteg ass, all deene gehéiert net nëmmen eise Respekt, mee e ganz, ganz grousse Merci!

Mir hunn eis an deene leschte Wochen a puncto Aarbechtswelt schnell missen upassen. Dank dem Teletravail kënne vill Leit weider hir Aarbecht maachen, gesond bleiwen an och méi Zäit mat hirer Famill verbréngen. Work-Life-Balance, duerch d'Kris forcéiert!

An Zäite vun der Pandemie mierkt een, dass ee kloer Richtlinne muss ginn, déi fair an novollzéibar sinn. Et wier zum Beispill fir kleng Entrepreneure vu Virdeel gewiescht, kleng Geschäfter kënnen opzeloossen, virun allem wann een d'Konkurrenz op der grénger Wiss a Betruecht zitt. Éischtens ass de Risiko a klenge Geschäfter méi kleng, fir sech unzestiechen, well manner Leit dobanne sinn, an zweetens si se vill méi sensibel op wirtschaftlech Schwankunge wéi déi grouss.

Fir den Deconfinement vum wirtschaftleche Liewe wären zum Beispill also och follgend Mesuren denkbar: d'Festleeë vun enger klorer Zuel, wivill Leit zur gläicher Zäit an engem Geschäft pro Meterkaree däerfe sinn. Do kéint ee sech vläicht drun orientéieren, datt, wann een zwee Meter Distanz muss halen, dat mathematesch iergendwou zwëschent 16 Meterkaree an 20 Meterkaree Fläch pro Persoun misst sinn. Dat wär eng kloer Reegel, déi mathematesch applizéierbar wär an déi kéint „enforcéiert“ ginn. Et géif eis hëllefen, wa mer amplaz vun theoreeteschen oder op d'gutt Nodenken, op de gudde Wëlle gemënzte Reegele géifen op kloer, mathematesch novollzéibar Reegele kommen.

Här President, ondenkbar ass et, datt mer elo an dëser Zäit schonn an den Altersheemer déi aktuell Verhalensreegelen ophiewen. Eis eeler Matbierger sinn am meeschte vun dësem Virus betraff. Et géif engersäits awer d'Famillje berouegen ze wëssen, dass iwwerall an de Fleegestrukturen déi selwecht fundamental Reegele gëllen a puncto Hygiène an Aarbechtssécherheet. Do wär eng verbindlech Nott vum Ministère méi wéi ubruecht, mat klore Richtlinnen, wéi déi eenzel Mataarbechter ekipéiert musse ginn a wéi déi eenzel Mataarbechter sech och solle verhalen.

Mir sollte beim Eropschalten - natierlech ënnert der Konditioun, dass d'Neiinfektiounen erofginn - op d'Bedierfnisser vun eise Biergerinnen a Bierger agoen, vläicht op Basis vu psychologesche Modeller, déi mer kennen, wéi zum Beispill der Pyramid vum Maslow. An enger nächster Phas sollt also och de private Beräich innerhalb vun der enker Famill eventuell opgelackert ginn. Ech mengen, datt mer déi éischt Avancen an deem Beräich mat den Hochzäiten a mat de Begriefnisser ewell héieren hunn.

Et däerf och bei all deenen Oplackerungen op kee Fall esou verstane ginn, wéi wann domadder elo déi nächst Grillparty erëm autoriséiert wär. Ech mengen, do musse mer eis laang drop astellen, datt Grillpartyen am gréissere Krees an nächster Zäit, an deenen nächste Wochen a Méint nach éischter onrealistesch sinn.

Nichtsdestotrotz ass d'Bedürfnis no Proximitéit, grad an der Famill an am Frëndeskrees, e Bedürfnis, wat mer net däerfen ënnerschätzen, grad wann et drëm geet, e bëssen e Gefill vun Normalitéit ze kréien an de Lagerkoller, dee mer alleguerten awer iergendwou mat der Zäit kréien, ze ënnerbannen.

Här President, all Krisenzäit bitt d'Méiglechkeet, sech selwer a Fro ze stellen, an optimalerweis léiert een aus enger Kris immens vill. Wéi de Joseph Schumpeter et schonns sot, ass Zerstéierung wichteg, fir dass eng Neiuerdnung ka stattfannen.

(Interruption)

Jo, och an dësen haarden Zäite gesi mer dat. D'Santé, déi nach ni mat esou enger Situatioun ze kämpfen hat, huet sech bannent kierzester Zäit ëmfänglech Organisatiounsstrukture misse ginn. Wéi d'Gesondheetsministesch scho sot, gouf et virun dëser Kris keen nationalen Inventaire vu medezinneschem Material zu Lëtzebuerg. Eppes, wat fir d'Bewältegung vun dëser Kris onbedéngt noutwendeg war. Et ass sécher, dass vill vun den Organisatiounsstrukturen, déi bannent dëser kuerzer Zäit opgebaut goufen, weiderhin erhale bleiwen an zu enger Verbesserung vum Staatsapparat vun eiser Santé kënne bäidroen.

Als klengen Tëscheresümmee kann een also soen, dass och positiv Aspekter aus dëser Kris erauszezéie sinn. Och wann een net soll soen: „Gutt, datt et déi Kris gouf“, weist se eis awer och, wéi Lëtzebuerg zesummestoe kann.

Mir brauchen och no der Kris Investitiounen am Privatsecteur, fir eebe grad de Faillitten entgéintzewierken, fir derfir ze suergen, datt och an der Privatwirtschaft weiderhin Innovatioun ka virherrschen. Do muss een driwwer nodenken, wéi een dat ka maachen. An déi Iwwerleeungen dierfen net ze spéit gefouert ginn, well soss ass et fir eng ganz Rëtsch Betriber ze spéit.

Wichteg fir d'Wirtschaft an nach méi wichteg fir d'Santé wär et, dass mer en Deel vun der Supplychain am Beräich vum Medezinneschen erëm op den europäesche Kontinent rapatriéieren. Et geet dorëm, systemrelevant a liewenswichteg Industrien erëm konsequent opzebauen an ze ënnerstëtzen. Mir sollte vläicht ophalen, eis iwwer Jugurtsfabricken an Datazentren opzereegen, wann dat, wat an enger Kris wierklech wichteg ass, Masken, Händschen oder Tyvek fir Kostümer sinn.

Et geet natierlech net duer, fir nei Industrien unzesidelen. An eng europäesch Industriepolitik ass nëmme koordinéiert méiglech. A genau dofir musse mer eis och op europäeschem Plang asetzen.

Wat d'Santé ugeet, musse mer d'Beruffer revaloriséieren. Do muss ee sech iwwerleeën, ob mer net den Neibau vum LTPS kënnen acceleréieren, fir derfir ze suergen, datt déi nächst Generatioun vu Fleegende besser ausgebilt ka ginn. Mir mussen awer och nieft der Santé derfir suergen, datt mer technologesch net den Uschloss verléieren. A mir hu gesinn, datt et, grad wann et ëm Videokonferenzen an esou geet, wichteg ass, datt mer alleguerten Accès zum Wëssen, zur Technologie an zur Informatioun hunn.

Den Accès zum Wëssen ass grad a Krisenzäite wichteg, well een online d'Méiglechkeet huet, fir sech ze informéieren an och mat aneren ze kommunizéieren. Mee d'Coronakris huet gewisen, dass dat net fir jiddereen de Fall ass. Ob ee Kand oder zweestelleg Prozentzuele vu Kanner net fir d'Schoul doheem erreecht kënne ginn, ass u sech egal! Well all Kand ass wichteg! A mir musse weider Efforte maachen, fir datt all d'Kanner am Bildungswiesen den néidegen Zougang zu Technologie, Informatioun a Wëssen hunn an domadder dann och wéi néideg ekipéiert ginn.

Dës Kris bitt eis also Méiglechkeeten, fir kuerzfristeg, mëttelfristeg, mee och laangfristeg ze iwwerleeën, wéi d'Welt an Zukunft auszegesinn hätt. Mir mussen aus dëser Kris bäiléieren an eise Gesellschaftsmodell endlech nohalteg, gerecht a modern gestalten. Generell misste mer elo, no dëser Kris, méi „buy local“ maachen. Grad no der Kris ass et wichteg, net nëmmen, fir eis Welt ze schützen, mee och eise lokale Commerce ze ënnerstëtzen. En plus garantéiert dat, datt eis Liewensmëttel no europäesche Sécherheetsstandarde produzéiert ginn a mer sou verhënnere kënnen, vläicht déi nächst, net virologesch, mee bakteriell Kris ze kréien.

Fir eis Piraten weist dës Kris also ganz kloer, datt et néideg ass, un d'Zukunft ze denken. Mir däerfen eis awer elo nach net ze vill op déi Zukunft freeën. Et geet elo drëm, déi nächst Schrëtt en vue vun dësem Deconfinement ze huelen, an dat, andeem mer all Dag d'Zuele kucken, andeem mer all Dag kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an dorëm, dat rationell an op wëssenschaftlech Fakte baséiert ze maachen an eis net vum Bauchgefill leeden ze loossen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.-* Merci. Mir sinn op dënnem Äis, ech kann dat nëmme confirméieren. Et ass eppes, wat oft gesot ginn ass. An ech si ganz frou, dass mer déi Aschätzung alleguer zesummen deelen. Mir sinn nach net eraus aus dëser Kris. An et ass sécherlech mat deem, wat haut usteet a wat decidéiert ginn ass, net de Wee an en Exit aus dem Risiko. Dat wär sech eppes virmaachen.

Et wäert och weiderhi vill Hin an Hier ginn an Inkohärenzen. Dat war esou vun Ufank un. A mir sinn nach net op deem Punkt, wou mer de Virus esou gutt kennen, dass ee kéint soen: „Elo hu mer Kloerheet. Elo wësse mer genau, wou mer higinn.“

De Virus ass en neie Virus. E gëtt erforscht iwwert d'ganz Welt, intensiv, alles schafft dorunner. An dat bréngt mat sech, dass mer vun Dag zu Dag nei Erkenntnisser kréien an dass mer, an dat schéngt mer och normal, déi Erkenntnisser afléisse loossen. Dat féiert forcement zu Hin an Hier an de Recommandatiounen, well mer eis upassen. Dat wäert awer esou weidergoen. Mir si leider nach wäit ewech vun engem genaue Verstoen, wat dee Virus ass. Bis virun e puer Wochen huet et geheescht: „En ass a Goutteletten, déi ee gutt kann ewechmaachen.“ Haut seet d'Forschung: „E kann och an der Loft sinn.“ Mir léieren all Dag bäi. A mir mussen Navigation à vue maachen.

Mir wëssen och, dass een de Confinement total, wéi mer en elo hunn, an enger Gesellschaft net kann halen op Dauer. Dat wär net méiglech. Vill ze vill Kollateralschued. Soudass mer musse léieren, mat deem Virus liewen, eis flexibel gestalten, probéieren, e Meeschter ze ginn. Duerfir gefält mer d'Wuert vum „Marathon“ relativ gutt. Et gëtt eng laang Saach. Et ass nach keen Impfstoff an Aussiicht. Mir hoffen alleguerten drop. Mee sou wéi et haut ausgesäit, si mer matten an engem Marathon.

Entre-temps wësse mer awer eng Rei Saachen. Mir wëssen net alles. Mee mir wëssen eng Rei Saachen. Doduerch, dass mer genau suivéieren, Monitoringe maachen, d'Zuele genau kucken, analyséieren zesumme mat Statistiker, mat Wëssenschaftler, mat de Virologen, wësse mer beispillsweis haut, dass Mesuren, déi een hëlt, en Impakt hu ronn zéng Deeg duerno. Dat hu mer an eisem eegene Land gemierkt. An dat ass och kohärent mat deem, wat een am Ausland gesäit. Dat heescht, mir wësse scho méi wéi am Ufank. Mir wëssen ongefeier, wéi laang et brauch a wivill Zäit ee sech muss ginn, fir verschidden Impakter kënnen ze erkennen.

Mir wëssen och, dass am Schnëtt tëschent enger Neiinfektioun an enger Hospitalisatioun siwen Deeg verginn. A genausou wësse mer haut duerch ons Zuelen, déi mer kënnen analyséieren, réckbléckend, dass, wann d'Infektioune bis erofginn, wat elo de Fall ass hei am Land, den Effet an de Spideeler decaléiert ass, well d'Leit ganz laang am Spidol sinn. Do leien dräi Wochen dertëschent, 21 Deeg. Dat heescht, et ass eng laang Zäit. Et si ganz vill Parameteren, déi ee muss aberechnen, wann een hei wëllt wierklech eng propper Strategie op Zäit fueren an dofir och déi néideg Virsiicht muss afléisse loossen.

Mir wëssen awer och vun de Leit um Terrain, vun eisem Gesondheetspersonal, vun eisem Fleegepersonal, mat wat mer et hei ze dinn hunn: mat engem ganz, ganz eekelege Virus! Dat ass net iergendeng Krankheet. Et ass immens schwéier ze behandelen op de Statiounen, ganz personalintensiv, et ass eng elle Longekrankheet. A mir wëssen duerch d'Erfarung, déi mer och elo an eise Klinicken hunn, wéi onberechenbar dat Ganzt ass, wéi séier eis Statioune wäerte saturéiert sinn, well d'Leit laang do leien, well se intubéiert sinn, well se ganz schwéier Behandlunge musse gemaach kréien, Dialys parallell, ganz personalintensiv.

Dat heescht, mir kennen eng ganz Rei Facteuren, fir an der nächster Phas e gudde Monitoring ze maachen. Mir wëssen déi Saachen elo. An et ass gefrot ginn: Wéi steiere mer déi Phas, déi elo kënnt? Ma mir steiere se, andeem mer justement dat doten am A behalen, andeem mer dagdeeglech am Austausch si mat eise Leit an de Spideeler, well et ass do, wou dee gréisste Risiko ass: Et ass do, wou de Stau riskéiert ze kommen, wou mer an d'Iwwerbelaaschtung kommen. An dofir musse mer dat ganz genau kucken.

Mir musse ganz genau kucken: Wéi geet et mat den Neiinfektioune weider? Well wa mer déi bis gesinn, wann déi bis eropginn, da kënne mer genee rechnen, wat dat bedeit hannendrun. An dat Rad kritt een net zréckgeschrauft, soudass dee Monitoring extreem wichteg ass an där Zäit, déi elo kënnt.

D'Situatioun ass gutt. Et ass, mengen ech, och wierklech de richtege Moment, elo lasszeleeën. Well mir sinn eis alleguerten, mengen ech, och eens hei, dass een net kann op Dauer esou weiderfueren. Mir hu vill ze vill Schued op alle Pläng. Ech ginn net méi am Detail drop an. Mee effektiv, eis Neiinfektioune sinn erof. Eis Basisreproduktiounszuel, déi ee ganz vill héiert an der Press, déi läit bei 1,02, wann ee se op déi lescht siwen Deeg rechent, wat relativ gutt ass. Mee et ass net, fir ze jubiléieren! Virsiicht ass wierklech gebuede bei deem, wat mer elo maachen.

Wat bedeit elo Monitoring an esou enger Phas? Dat bedeit, dass mer nach méi intensiv wäerten testen, wéi mer dat elo gemaach hunn, dass mer ënnerschiddlech Tester wäerte maachen. Et ass ugeschwat ginn: Mir hunn elo als éischte Secteur, dee soll opgoen, de Bau erausgesicht, mat allem, wat ronderëmläit. De Bau an alles, wat ee brauch, fir de Bau lafen ze doen. D'ailleurs och déi Geschäfter, déi ronderëm de Bau fonctionéieren. Et huet am Fong näischt domadder ze dinn, ob e Commerce oder e Betrib grouss oder kleng ass, mee et ass d'Natur vun der Aktivitéit, déi ausschlaggeebend ass, well mer ee Secteur wëllen ofdecken, mat allem, wat do ronderëmpasst, an net méi, fir et iwwerschaubar ze halen.

All eenzelt Geschäft kann een natierlech esou ausriichten, dass ee kéint eng Rei Sécherheetsmoossnamen huelen. Mee et geet hei drëm, op eng berechebar Zuel vu Leit kënnen opzebauen, op e Secteur, deen ee ka berechnen: Wivill Leit kommen do an d'Zirkulatioun? Fir dass een, justement, ka Pronosticke maachen, wat dat bedeit a wat de Risiko ass.

Dat wat mer wëllen evitéieren, ass, dass jiddweree vun haut op muer nees erausgeet, flanéiere geet, akafe geet. Nee! Et soll wierklech ee Secteur sinn. An dat wëlle mer gäre genau kontrolléieren, monitoren, kucken, wat dat fir Effete wäert hunn, well dat kënne mer haut net wëssen. An ech géif et gären ënnersträichen: Jiddwereen, dee behaapt, e wéisst dat genau, ech mengen, dee blufft! Och haut nach ëmmer!

En Testcluster ass ugeschwat ginn. Mir hunn ons d'Méiglechkeet ginn. Nieft eiser normaler Teststrategie, déi wierklech ganz breet ausgeriicht ass, heescht et haut hei zu Lëtzebuerg: Jiddwereen, dee Symptomer huet, déi op Covid hindeiten, gëtt getest.

Doniewent maache mer elo an deem Secteur vun Aktivitéiten, deen zousätzlech elo opgeet niewent deenen Aktivitéiten, déi souwisou op sinn, e sougenannte Clustertest. Dat heescht, et gëtt en Échantillon geholl vun deem Bausecteur au sens large, deen elo wäert opgoen, vu Leit, déi mer vill méi systematesch wäerten testen. Dat, fir ze gesinn ... An dat leeft och elo schonn, déi Leit si schonn amgaange kontaktéiert ze ginn. Ech kann Iech och soen, dass déi Éischt bis elo all negativ waren, dat krut ech elo just eragesmst. Mee bon, et ass eréischt den Ufank. Dat soll eis eng Iddi ginn, ganz schnell an deenen nächsten Deeg, wéi et ausgesäit mat deem Secteur, deen elo opgeet, fir dass een nach, wann et da muss sinn a wann eppes drop indiquéiert, dass do wierklech iwwerproportional vill Infektioune wären, wierklech kann déi Leit erausfilteren a vläicht nach méi systematesch notesten hannendrun.

Dat Ganzt leeft niewent deem Immunitéitstest, wat en aneren Test ass. Dat ass en Test, deen

och elo amgaangen ass. Do sinn déi éischt Leit, déi kontaktéiert ginn. Dee gëtt vum Luxembourg Institute of Health gemaach, just an enger Partnerschaft mat TNS ILReS, mee et ass de Luxembourg Institute of Health, dee Porteur vun dësem Projet ass. Dat ass en Test, deen ass am Lafen. Dee wäert eis lues a lues Opschloss ginn doriwwer, wivill Leit bei eis an der Bevëlkerung entre-temps schonn Antikierper opgebaut hunn an hirem Blutt an also schonn immun sinn. Dat ass eng ganz wichteg Donnée, déi ee wierklech muss am A behalen tout au long vun dëser Kris.

Testen ass och kee Selbstzweck. Et muss ee sech bewosst sinn: Wa mer elo Schrëtt fir Schrëtt opmaachen, da bedeit dat och, dass mer erëm mam Tracing mussen ufänken, sou wéi dat am Ufank vun der Kris war. Dir erënnert Iech, an där éischter Phas, wou mer ganz wéineg Infektiounen haten, huet eis Inspection sanitaire ganz systematesch Leit ugeruff, Tracing gemaach: „Mat wiem waart Der a Verbindung?“, fir dass d'Leit a Quarantän gesat ginn. Do komme mer och elo natierlech erëm zréck.

Mir kënnen eis net erlaben, einfach opzemaachen. Dat heescht, mir sinn amgaangen, eis och ressourcëméisseg, genausou wéi dat an Däitschland ass, wann Der d'Aktualitéit suivéiert hutt, wierklech opzerüsten, mat Benevollen, mat Leit, déi op e Kontrakt elo mam Staat zréckgegraff hunn, fir deen Tracing wierklech kënnen ze assuréieren. Dat ass eppes ganz Opwändeges, wäert och nees dozou féieren, dass d'Leit och nees vill méi systematesch da suivéiert ginn, wa se positiv sinn.

Mee mir hu jo och déi Maela-App, déi mer um Lafen hunn, déi dat wäert vereinfachen, wou d'Leit hire Befund kënnen aginn an dann op eng ganz einfach Aart a Weis mat den Autoritéiten a Verbindung stoen. Dëst, fir dass een au fur et à mesure vun der Evolutioun vun der Krankheet ganz schnell kann erkennen, wa Komplikatioune sinn, well Komplikatiounen, dat ass dat, wat geféierlech ass. Den normale Kranken huet déi net. Mee deen, dee se huet, dee weess, wat en huet. Deem geet et net gutt. An et ass deen, dee mer mussen am A behalen.

Ech géif drop hiweisen, dass selbstverständlech och d'Gesondheetswiesen erëm muss an eng Normalitéit zréckfannen. Dat ass normal. Mir hunn do eng Handbrems gezunn natierlech, fir eis ze preparéieren, well ee jo och net wousst, wéi dee Pic géif ausgesinn. Et weess een elo, dass e relativ duuss war. Mee dat wousste mer am Ufank net.

Dat heescht, an enger éischter Phas ass wierklech alles erofgebrach ginn op de strikte Minimum. Dat heescht, alles wat konnt ausgesat ginn, ass ausgesat ginn. Mee selbstverständlech ass dat eng Situatioun, déi och an enger Gesellschaft net op Dauer haltbar ass. An do lafen intensiv Gespréicher och scho säit der leschter Woch mat der Dokterschaft, mat de Spideeler, wou mer zesumme wäerten eng reegelrecht Exitstrategie och fir de Gesondheetssecteur ausschaffen, wou mer Prioritéite setzen a kucken, wéi dat wäert vonstattegoen.

Dat wäert net esou sinn, dass, well elo erëm e bëssen d'Situatioun méi entspaant ass an eise Spideeler ... Dat ass jo normal, dass se e bësse méi entspaant ass, well mer déi Mesurë geholl hunn, déi mer geholl haten, mee mir kënnen awer elo net soen: „Voilà, elo geet erëm all Spidol normal op.“ Déi Infrastrukturen an déi Embauten, déi gemaach gi sinn, déi wäerte während där ganzer Kris en place bleiwen.

An et gëtt elo gekuckt, wéi déi Sitten, a mir hunn eng Rei Sitten, wou keng Covid-Patiente sinn - ech verweisen op d'ZithaKlinik, zum Beispill, an och op Eech, dat heescht, et si ganz Sitten, déi am Moment guer keng Covid-Patienten hunn -, wéi déi kënnen och elo aktivéiert ginn, fir no an no Aktivitéiten dann, déi musse gemaach ginn, Interventiounen, déi musse gemaach ginn, och erëm kënnen ze maachen. Dat ass eng Aarbecht, déi leeft. Déi leeft am Zesummespill, a Concertatioun mat der Dokterschaft selwer an och mat de Spideeler. An do wäerte mer och bis d'nächst Woch Kloerheet hunn, fir do ze kommunikéieren.

Dann zum Theema „Masken“. Et gëtt ëmmer erëm ugeschwat. Ech géif just gären eng Kéier un d'Ausgangssituatioun erënneren. Also ech hu geléiert, wann ech dräi Orangen hunn, da kann ech keng fënnef verdeelen. Et ass och op déi Aart a Weis, wéi mer hei virgaange sinn. Wann d'Regierung iwwerhaapt ugefaangen huet, Masken ze kafen, a mir hu Milliounе Maske kaf a riseg Commandë sinn entre-temps en cours, dann ass dat, well de Maart net méi funktionéiert huet. Et ass net d'Missioun vum Gesondheetsministère, fir d'Apdikten anzekafen, fir d'Spideeler anzekafen oder fir iergendeen anzekafen. Eis Missioun ass et, en nationale Stock ze hunn. Deen hate mer. An dat, wat mer hei erlieft hunn, dat hate mer nach ni. Et ass eng nei Situatioun gewiescht. Hei zu Lëtzebuerg krut ee keng Mask méi ze kafen! Haut ass dat anescht!

Dofir Hin an Hier, jo! Haut schéngt et erëm ze fonctionéieren. Et kritt een an der Apdikt nees Masken. Mee zu engem gewëssenen Zäitpunkt wor dat net de Fall an do hu mir ons ganz schnell aktivéiert, wéi mer dat bis wousste vun den Acteuren, wou mer ons alleguerten zesummegedoen hunn, mat ganz ville Fräiwëllegen och, fir Commanden erauszeginn. Iwwer eis diplomatesch Bezéiungen, iwwert d'Cargolux konnte mer et erreechen, dass mer wierklech Milliounе Masken erbäikritt hunn, an esou sécherstellen, dass do, wou déi Maske wierklech gebraucht ginn, nämlech am Gesondheetssystem an am Fleegesecteur, dass der do och waren.

A vun dëser Plaz géif ech och e ganz grousse Merci soe fir déi Solidaritéit, déi justement an deenen éischten Deeg war, notamment vusäite vun de Gemengen. Ech denken un d'Gemeng Lëtzebuerg. Si hunn ons ganz spontan hire Stock zur Verfügung gestallt gehat, fir dass en dohinner ka goen, wou e gebraucht gëtt. Entre-temps ass eise Stock opgefëllt. Si kruten dat och zréck. Vill Betriber hunn dat selwecht gemaach, hunn eis hir Stocke ginn, soudass mer se konnten an där éischter enker Phas, wou et eebe knapps ginn ass, wierklech erausginn.

Säit enger Woch ass d'Situatioun eng aner. Déi ganz Diskussioun, déi mer elo féieren, dass mer kënnen un d'Gemengen erausginn, dass mer kënnen un d'Betriber erausginn, dat ass eng nei Situatioun. Jo, dat ass en Hin an Hier! Dat stëmmt! Dozou konnte mer ons net engagéiere virun zéng Deeg, well déi Saache waren net do!

Mir hunn entre-temps wierklech grouss Commanden, déi op onsem Territoire ukomm sinn. A soubal dat verifiéiert war am Cargozenter, konnten och Decisioune geholl ginn. Déi sinn immens schnell geholl ginn. Et ass verifiéiert ginn an et sinn Decisioune geholl ginn. Mir hunn eise Stock séchergestallt, dee mer brauchen. An dorobber insistéieren ech och, dee Stock ass an éischter Linn fir d'Spideeler a fir d'Fleegepersonal, fir dass si kënnen och an der Dauer elo iwwert déi nächst Woche wierklech hunn, wat se brauchen. An den Delta, dat, wat mer ze vill haten, dat konnt elo an enger éischter Phas erausgoen.

Mee dat ass och haut nach net onendlech! Do ass vläicht nach eng Kéier en Hin an Hier! Et ka sinn, dass mer an enger Woch vill, vill méi hunn. An da kënne mer nach eng Kéier diskutéieren, wat mer da maache mat deene Milliounе Masken, déi mer hunn. Mee haut hu mer dat gemaach en fonction vun deem, wat mer am Grapp haten. Dat heescht, mir hunn dat ausgedeelt, wat ee konnt ausdeelen, wat mer wierklech am Grapp haten, an net dat, wat ee mengt, eventuell vläicht ze kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech géif och preziséieren, dass d'Distributioun, déi mer gemaach hunn, eng differenzéiert Distributioun war. Et war wierklech knapp am Ufank. Dat heescht, mir hunn e Schlëssel opgestallt: Wie kritt wivill? D'Spideeler, déi eenzel Beruffer aus dem Fleegesecteur, do gëtt et e ganz genaue Schlëssel, un dee mer ons gehalen hunn, deen d'Haiser och kennen. Dat war bis gëschter op enger „oranger Luucht“, wéi mer dat nennen, dat heescht, e gewëssene Spuermodus, well mer jo net esou vill am Stock haten.

Wat elo spezifesch d'Maske betrëfft, si mer natierlech, wou mer elo dee Gest konnte maache fir ze soen: „Mir gi Masken eraus och en dehors vum Fleegesecteur a vum Gesondheetssecteur“, grad fir d'Masken och elo am Fleegesecteur op gréng geschalt. Dee Produit ass elo net méi eng Denrée rare am Moment. Mir hunn es vill am Stock a mir kënnen dat och elo. An dat ass ab gëschter festgehale ginn. Gläichzäiteg wou mer decidéiert hunn, de Gest ze maache vis-à-vis vun de Gemengen a vis-à-vis vun de Betriber, si mer och fir d'Distributioun spezifesch vun de Masken op e „grénge Modus“, wéi ech dat nennen, eriwwergaangen. Dat heescht, do kënnen elo aner Quantitéiten erausgoen. An dat wäert och eng Rei Froe beäntwerten.

Et ass wouer, dass et knapps war. Mee ech mengen, et kann ee sech ëmmer nëmmen no där Decke strecken, déi een huet. Dat ass esou. Mir kënnen näischt erausginn, wat mer net hunn. A mir mussen dat natierlech och equitabel maachen a kucken, dass jiddweree gläichméisseg dat kritt, wat e brauch.

Wéi gesot, do misst Entspanung sinn, wat d'Maske betrëfft. Et gëtt awer aner Artikelen, do hu mer déi Entspanung nach net! Do si mer nach ëmmer am orangë Modus! Dat gëllt zum Beispill fir Blusen. Blusen, dat mag komesch kléngen, mee mir sinn op eisem europäesche Marché esou wäit, dass dat en Artikel ass, dee Mangelware ass. Et hätt kee sech dat kënne virstellen, dass mer an Europa eng Kéier esou wäit kommen, dass ganz banal Produiten net méi ze kréie sinn. Dat ass e Problem. Mir sinn awer net déi Eenzeg, déi dee Problem hunn. Ganz Europa steet virun deem Problem. Et ass eng Spannung, déi um Maart ass.

Jiddefalls, och wat den Ëmgang mat de Masken ugeet, och do ass et en Hin an Hier ginn. Sécherlech! Mir hunn ons als Land ëmmer un deem orientéiert, wat d'Weltgesondheetsorganisatioun virgëtt. A soubal déi Recommandatioune geännert hunn, hu mer eis ugepasst un déi. Den Dag drop hu mer eis eegen ugepasst.

Dofir, jo, Hin an Hier schonn, mee deen erkläert sech, deen Hin an Hier, well mer au fur et à mesure, wou nei Erkenntnisser komm sinn, eis deenen net verschloss hunn, net gesot hunn: „O, mir hunn awer elo gëschter esou gesot. Elo späize mer eis net op de Kënn.“ Nee! Mir hunn ons ugepasst un déi nei Erkenntnisser, déi kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An esou ass et och mat de Masken. Mir waren an enger Situatioun, wou Maske rar waren, wou se net recommandéiert ware vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Si sinn och haut nach kontrovers diskutéiert. Den Asaz vun de Masken ass net schwaarz a wäiss. Et ass ee grousse Risiko, deen domadder Hand an Hand geet: Et gëtt eng falsch Sécherheet. Et ass virdru schonn erwäänt gi vun engem vun de Kolleegen, dass de Mask engem och ganz gären, zemools am Ufank vun enger Pandemie - haut hu mer se méi present -, mee déi éischt Wochen, dovu sinn ech och selwer iwwerzeegt, dass de Mask engem d'Gefill ginn hat: „Da ka jo näischt passéieren.“

De Mask ass keen honnertprozentege Schutz, et ass just en Zousaz-Geste-barrière, méi net. Et ass eng Risikominderung, mee et ass net, dass een doduerjer, dass een e Mask unhuet, sief et e Masque chirurgical oder e gebitzte Mask, dass ee virum Corona geschützt wär.

Et muss een awer seng Distanz halen. Dat ass immens wichteg. An dofir ass et en Noutbedarf elo, well mir einfach net éiweg an deem Confinement kënne bleiwen. Dat heescht, mir mussen eis erëm méi beweegen, lues a lues eis Wirtschaft ukuerbelen, an dann ass et einfach en Zousaz-Geste-barrière, deen ee sech gëtt, ëmmer nëmmen am Mooss vum Méiglechen.

Mir hu selwer keng Produktioun, nach keng Produktioun vu Masken hei am Land. Mir hoffen, dass mer dat eng Kéier kréien. Allerdéngs si mer jo ganz staark amgaangen, op Bitzen ëmzestellen a verschiddene Betriber, soudass mer do zumindest vläicht eng Selbstversorgung kënne kréien. Mee mir wäerten och an Zukunft tributaire bleiwe vun deem, wat de Maart eis bitt.

Wat de Secteur vun de Soinen ugeet, wéi gesot, do misst e bëssen Entspanung zumindest op engem Produit kommen. Mir maachen dat au fur et à mesure. En fonction vun de Besoinen, déi bei eis och iwwert d'COPAS erakommen, kucke mer erauszeginn, wat mer kënnen. Mee d'Politik war u sech nach ëmmer déi selwecht: Mir kucken, wat mer hunn, a mir kucken, fir dat fair opzedeelen en fonction vun deene Quantitéiten, déi mer hunn, fir dass jiddwereen, deen eppes brauch, eeben dat kritt, wat e muss hunn.

Wat elo d'Motiounen ugeet - déi ganz traureg Situatioun, déi mer hunn effektiv an de Klinicken, dass et schwéier ass, vill Zirkulatioun ze hunn -, do géif ech drop hiweisen, dass et och haut scho méiglech ass fir den Direkter oder de Responsabele vun deenen eenzelen Etablissementer, Exceptiounen ze accordéieren. Ech hu mer soe gelooss, dass dat och fonctionéiert. Mee et ass awer eppes, wat mer sécherlech kënnen ënnerstëtzen. Mir kënnen dat och gäre recommandéieren als Santé, fir ze soen: „Maacht dat, wat méiglech ass!“

Et bleift awer leschtendlech natierlech d'Responsabilitéit vun deem Responsabele vum Etablissement. Hie kennt seng eege Sécherheetsbestëmmungen. Hie weess, wéi e sech opgestallt huet mat de Fluxen a sengem Haus. Vusäite vun der Santé si ganz kloer Instruktiounen do, wéi ee sech muss „rüsten“, wann ech dat esou kann nennen, fir bei e covidpositive Patient ze goen. Déi Méiglechkeete sinn do. A selbstverständlech, och do, wann d'Meldung kënnt vum Terrain, dass dat net ëmmer eenheetlech funktionéiert, fannen ech et e ganz gudden Usaz. An ech mengen, dat ass och gedeelt mat de Kolleegen aus der Regierung, dass een dat och recommandéiert, falls et net sollt kloer sinn. Mee wéi gesot, et ass net verbueden. Et ass haut och schonn eng Méiglechkeet do, fir Exceptiounen au cas par cas ze maachen.

Wat elo d'Trackingappen ugeet, do, sécherlech, ass de Kontext eeben den Tracing vun de positive Leit, wou aner Länner an enger méi schwiereger Situatioun si wéi mir. Dir wësst, mir teste ganz, ganz vill. Bei eis ass och d'Donkelziffer relativ kleng. Mir miséiere jo och prioritär, wäitgeeënd, wierklech op den Testing an op den Tracing, ouni mussen esou eng App ze hunn. An ech deelen och absolutt déi Skepsis, déi do ass. Mir stinn absolutt hannert de Valeure vum Respekt vun der Privatsphär, vum Dateschutz.

An ech sinn och ganz zouversiichtlech, dass déi Aarbechten, déi am Moment lafen op EU-Ebene, fir justement e Kader ze schafen, deen déi Garantien, déi mer als Europäer eis ginn hunn, sécherstellt, dass déi Aarbechten och wäerte weiderkommen. Dat heescht, déi Aarbechten sinn eppes, wat een ënnerstëtzt, a mir wäerte sécherlech do net virpreschen a wäerten absolutt net drun denken, iergendwéi eppes en place ze setzen, wat net dem geltenden Dateschutz géif gerecht ginn.

Voilà! Et ass e Marathon. Ech géif drop hiweisen, dass mer nach net ukomm sinn. Mee och bei engem Marathon gëtt et iergendwann eng Mauer an duerno huet een nach just eppes am Kapp, dat ass „ukommen“. Et weess een, d'Féiss di wéi, si bludden. Alles deet wéi. Et fléissen och Tréinen. Och hei wäerten nach Tréine fléissen. Mee iergendwou huet een d'Zillinn virun Aen, soudass ech ganz gäre beim Bild vum Marathon géif bleiwe fir opzehalen, an net bei der Zerstéierung à la Schumpeter. Ech hoffen, dass et esou wäit net wäert kommen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch. An dann huet d'Wuert den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch. Här Meisch, wannechgelift.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn, fir d'alleréischt, ganz frou, datt jiddereen de Wäert vun der Schoul de Mëtteg nach eng Kéier ënnerstrach huet a vun der Bildung fir déi Jonk an domadder matënnerstëtzt hutt, datt mer op déi eng oder vläicht aner Manéier dach awer erëm de Wee zréck an d'Schoul fannen, schrëttweis, fir iwwer honnertdausend Schülerinnen a Schüler am Laf vun deenen nächste Wochen.

Eppes musse mer eis awer absolutt bewosst sinn a mir sollen ëmmer erëm drop hiweisen, dat ass, datt d'Schoul aneschters wäert fonctionéieren, wa se nees opgeet, wéi deen Dag, wou se zougaangen ass. Mir wäerte ganz strikt Sécherheetsreegele mussen imposéieren, Distanzreegelen och an der Schoul, Fonctionnementsreegelen an der Schoul. An Dir hutt Iech als Chamber änlech Reegele ginn. An ech denken, datt dat, wat an de Schoulen d'Realitéit ass, nach wäit iwwert deem wäert leien, de Level vu Sécherheetsmesuren a vu konkreete Bestëmmungen nach wäit iwwert deem wäert leien, wat d'Chamber sech hei ginn huet, fir eeben ze evitéieren, datt do, wou ganz vill Jonker zesummekommen aus ganz ville Famillen, aus ganz ville Stéit Jonker all Dag zesummekommen, dat op eemol erëm zu deem gëtt, wat et vläicht virdru war, nämlech e Relais de transmission fir de Virus, an datt e vun enger Famill ganz schnell bei déi aner ka gedroe ginn.

Duerfir bieden ech ëm Versteesdemech, datt mer all d'Kanner an déi Jonk, jo, ganz anenke wäerten an deenen nächste Wochen, och wa se erëm eraus an an d'Schoul däerfe goen.

Eng éischt Prioritéit ass domadder ganz kloer: Dat ass d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Schülerinnen an de Schüler an och vun den Enseignanten. A gläichzäiteg wëlle mer awer alles drusetzen, fir dat Schouljoer esou gutt wéi méiglech dann awer ënnert deenen extreem komplexe Bedéngunge kënnen ofzeschléissen an deene Jonken nach dat matzeginn, wat eigentlech essenziell ass vu Matière, vu Contenuen, fir datt se am September, hoffentlech ënner anere Bedéngungen, erëm eng Kéier ganz normal kënnen dat nächst Schouljoer ufänken an datt do keen ze grousse Retard Rescht wäert bleiwen.

Ee Wuert vläicht zu de Premièren. Dat sinn déi Schülerinnen a Schüler, déi als Éischt erëm wäerten an d'Schoul kommen, well mer deenen d'Geleeënheet wollte ginn, virum Examen nach eng Kéier zesummenzekommen, mat hiren Enseignanten zesummenzekommen, och nach eng Kéier Prüfungen an den Examen zesumme kënnen ze preparéieren.

Ech wëll dat hei och nach eng Kéier kloerstellen, well ech denken, datt do ganz villes nach net gewosst ass, nämlech, datt mer déi Woch vum 4. Mee notze fir d'Schoulen, wou d'Schoule soss nach wäerten eidel sinn, wou just d'Primaner an d'Schoul wäerte kommen an hir Enseignanten. An och hir Klasse wäerte gedeelt ginn an zwou Gruppen a si wäerte separat hir Enseignantë gesinn, fir do nach eng Kéier den Ofschloss vum Joer ze maachen a sech zesummen op déi Prüfungen, déi an deenen zwou Wochen drop nach um Programm stinn - obligatoresch a fakultativ Prüfungen, déi nach an de Woche vum 11. a vum 18. Mee solle gemaach ginn -, fir déi ze preparéieren an natierlech och nach eng Kéier ze kucken, wat awer nach eng Kéier muss thematiséiert ginn, diskutéiert gi virum Examen, fir dat no deene laange Woche vum Confinement, och wann d'Enseignantë sech enorm vill Méi gemaach hunn an d'Primaner sécherlech gradesou engagéiert waren, fir ënnerteneen an och mat den Enseignanten a Kontakt ze bleiwen, nach eng Kéier kënnen opzeschaffen.

An och wäert den Examen ënner anere Bedéngunge stattfannen, wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war. Mir wäerten a verschiddene Raimlechkeete sinn. Mir wäerten d'Zuel vun de Kandidate pro Sall limitéieren. A mir wäerte kucken, datt mer do nach eng Kéier méi Distanz tëschent de Bänke kréien, wéi dat souwisou jo beim Premièresexamen, aus anere Grënn, ëmmer de Fall war, fir sécherzestellen, datt kee sech, jo, „eppes undeet" an den éischten Deeg vum Examen, wat derzou géif féieren, datt en an de leschten Deeg net méi kéint matmaachen.

Also d'Gesondheet vun de Primaner läit eis do ganz besonnesch um Häerz, dat vum 4. Mee un - dat wäerte se selwer erliewen, wa se an d'Schoul kommen - bis de leschten Dag, wou hire leschten Oral da gehale ginn ass.

Nach e lescht Wuert vläicht zu deem Modell, dee mer entwéckelt hu vun de Léierwochen an den Übungswochen. Dat maache mer jo, fir emol insgesamt déi Zuel vu Schülerinnen a Schüler, déi mer mobiliséieren den Dag, ze halbéieren, datt also just ëmmer nëmmen d'Hallschent vun de Schüler an de Schoulen ass, herno nom 25. Mee, wann och d'Grondschoule bis fonctionéieren. Hätte mer dat net gemaach, da wären honnertdausend Schülerinnen a Schüler all Dag ënnerwee. Doduerjer, datt mer eng Woch iwwert déi aner Schoul hunn, sinn et der nach just knapps iwwer 50.000. An dat ass eppes, wat och eebe wichteg ass am Domän vun der Bekämpfung vum Virus, datt mer sou mann wéi méiglech Leit mobiliséieren.

A mir profitéieren awer gläichzäiteg vun deem, wat déi lescht Wochen opgebaut gouf an der Relatioun tëschent de Schüler, hiren Enseignanten an den Elteren doheem, nämlech och d'Léieren op Distanz méiglech ze maachen.

Et gëtt eng nei Matière déi eng Woch agefouert a si gëtt geüübt am beschte Fall doheem déi aner Woch an Autonomie. An esou, denke mer, kënne mer dëst Schouljoer dann awer nach an deene leschte Woche propper ofschléissen, fir déi Matière, déi essenziell ass fir duerno weiderzefueren, fir déi kënnen ze vermëttelen, fir och nach am Secondaire déi Prüfungen ze maachen, déi mer brauchen, fir e propperen Ofschloss vum Joer hinzekréien an ze jugéieren, ob een dann d'nächst Joer an deem nächste Joer ka weiderfueren, fir datt mer all déi Reegelen, déi mer an der Educatioun hunn - a vill hu mer innovéiert a probéiert, neier ze fannen -, kënnen anhalen.

En allerlescht Wuert vläicht nach zu der Grondschoul. Do wäerte mer an deenen nächste Woche mat de Vertrieder vun de Gemenge kucken, wéi mer eis Moyenen, eis Ressourcen, an dat sinn d'personell Ressourcen an et sinn och d'raimlech Ressourcen, esou am beschte kënnen notzen, fir eeben dee Modell vun enger Schoulwoch an enger Übungswoch kënnen hinzekréien, wou mer d'Schoule musse mobiliséieren, d'Gebaier musse mobiliséieren, d'Maison-relaise musse mobiliséieren, vläicht och nach aner Raimlechkeete musse mobiliséieren, fir d'Schüler op Distanz ze kréien a se awer alleguerte gutt kënnen op dat nächst Schouljoer ze preparéieren.

Mir hunn nach fënnef Woche bis dohinner. Dat ass net vill Zäit! Ech erënneren awer drun: Viru fënnef Wochen hat ech déi éischt Pressekonferenz an dësem Kontext, wou mer annoncéiert hunn, datt mer d'Schoulen de Méindeg duerno géifen zoumaachen. Et ass extreem vill geschitt an deene Wochen. Mir hunn zesummen extreem vill ronnbruecht. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer och dat dote gutt organiséiert kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. An da wier et, fir den Ofschloss, um Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Ech géif da fir d'éischt op d'Interventiounen agoen an dann duerno och op déi Texter, déi deposéiert gi sinn.

D'Iddi do vun deem Groupe ad hoc ass keng Tripartite! Et ass net de But, dass mer eng nei Tripartite maachen, oder et ass och kee CES, dee mer organiséieren. Ech mengen, et geet wierklech hei drëms, fir och déi Kollateralschied kënne genau ze analyséieren an, wéi gesot, déi psychologesch hei virun allem, dat heescht, mënscherechtlech och, kannerrechtlech och, an ech mengen, dass déi ganz, ganz wichteg sinn.

D'Chambre-professionnelle sinn och, dat soll een net vergiessen, duerch all Minister, deen am Regierungsrot all Freideg sëtzt, awer och indirekt mat vertrueden, wéi jo d'Interêten och vu senge Chambre-professionnellen, déi jo och e Berodungsorgan sinn an em zur Säit stinn.

Et ass vu villen Intervenanten hei gesot ginn: „Et ass ongerecht. Et ass net gerecht." Ech muss Iech soen, Här President, dass alles ongerecht ass! Et ass keen hei schëlleg, dass e Virus do ass! Et ass weeder e Bierger nach e Geschäftsmann nach een aus der Horesca nach en Independant, deen hei gerecht behandelt gëtt vis-à-vis vun deem Virus!

An dann: Dee Virus huet eis alleguerten d'une vitesse fulgurante attackéiert. An dofir, déi Mesuren, déi mer geholl hunn, do ass et e bëssen einfach dann, fir simplistesch ze sinn, fir dann ze soen: „Et ass eng Ongerechtegkeet hei am Land, mee et ass och eng Ongerechtegkeet vis-à-vis vum Ausland."

Ech muss Iech soen, Här President: „Lëtzebuerg ass weeder Däitschland nach d'Belsch nach Frankräich nach Italien nach iergenden anert Land!" Mir hunn ons eege Strategie geholl. A mir mussen eis op déi Strategie och baséieren! Ech kenne keen anert Land hei an der Grenzregioun oder an der Noperschaft mat esou vill Frontalieren, dat heescht, dass et och eng Population active huet, an ech huelen hei eleng d'Stad Lëtzebuerg, wou bal am Dag d'Hallschent vun der Populatioun Leit sinn, déi net an der Stad wunnen, wann net méi!

Dowéinst, et kann een net Äppel mat Bire vergläichen an op eng Kéier soen: „Well se an Däitschland dat gemaach hunn, firwat maache mer dann net dat selwecht zu Lëtzebuerg?" Mir hunn eng spezifesch Situatioun an deem dote Beräich, wa mer kucken, wa mer Aarbechtsplazen opmaachen, wou och d'Leit da kommen. Dat soll een alles net vergiessen!

Hei ass och geschwat ginn iwwert den Droit de garde. Selbstverständlech fonctionéiert deen! An ech mengen, et ass och kloer gesot gi vun der Justizministesch an och vu mir selwer, dass den Droit de garde muss och kënne fonctionéieren.

Et ass och gesot gi vun enger Rëtsch vu Leit, dass et ongerecht ass, dass déi Kleng net dierfen opmaachen an déi Grouss opmaachen. Déi, déi op sinn, déi meescht, déi op sinn, si Butteker, déi Der op der grénger Wiss oder an enger Zone industrielle fannt. De Gros vun de klenge Butteker sinn a Foussgängerzonen, sinn a Stroossen. A wa mer wëllen de „Bleift doheem!" awer als Prinzip hunn, dann ass et net: „Géi bei de Coiffer! Géi akafen! Géi bei de Kiné! Géi bei hei, géi bei do!" An ech kéint der dann honnert opzielen, déi hei gesot gi sinn, wou een da géif soen: „Dach, maach et! Géi eraus!"

De But ass, déi Distanciation sociale nach ze hunn. Ech weess, dass all Dag, all Stonn, wou een net ka schaffen, all Stonn, wou een net kann erausgoen, eng Stonn ze vill ass an eng Stonn ze laang ass fir deen, dee concernéiert ass. Mee de Prinzip soll nach si bis den 11. Mee: „Bleift doheem!", an net „Gitt eraus!" A wa mer déi kleng Butteker alleguerten opmaachen, an ech kennen dës Stad gutt, da muss ech Iech soen, dass dat an e puer Stroosse konzentréiert ass, wou dann e Gros vun de Leit nees zesummekommen. An dat probéiere mer eeben och doduerjer ze evitéieren. An dofir ass et vläicht eng Ongerechtegkeet fir déi eng oder fir déi aner, mee et ass am Interêt vun de Bierger.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert déi vulnerabel Leit. Jo, wann déi vulnerabel sinn, soll den Teletravail nach ëmmer d'Prioritéit bleiwe fir déi. A soss, wéi gesot, ass och d'Méiglechkeet, vum Dokter e Krankeschäin ze kréien.

Här President, just elo, ier ech elo zu den Texter kommen: Wierklech, ech mengen, jiddwereen huet aner Sensibilitéiten heibannen, jiddwereen huet aner Vuen, mee en gros gi mer all an déi selwecht Richtung. An dat, muss ech soen, ass fir mech dat, wat wichteg ass, och wa vläicht d'Prioritéite vun deem engen op enger anerer Plaz sinn. Mir hunn dee Choix getraff, dass d'Gesondheet, d'Bierger an och déi nächst Generatiounen eis Prioritéit solle sinn, ouni wëllen deen een oder deen aneren ze hypothekéieren, an dat an der Dignitéit och vun de Mënschen.

Motions

Bei de Motiounen, Här President, där éischter Motioun - just fir d'Positioun vun der Regierung ze ginn, well Dir maacht selbstverständlech als éischte Pouvoir, wat Der fir richteg fannt -, dat ass déi, déi jo ëm d'Agrikultur geet, do krut ech vum Här Schneider gesot, dass déi kéint an d'Kommissioun goen. Mee ech mengen, duerno sollen d'Deputéiert driwwer kënnen diskutéieren.

Déi zweet, déi deposéiert ginn ass vun der CSV fir ze soen, dass d'Leit, déi eng Primm kréien, sollen do Exonération-fiscalle kréien: Ech wëll just drun erënneren, dass et pauschal - dat gutt kléngt! -, mee dass et pauschal net esou einfach ass! Well ech kann Iech just soen, dass eng Rëtsch vu Betriber, déi net a Spideeler schaffen oder elo eppes Extraes gemaach hunn, Primmen am Moment ausbezuelen. A wann ee mengt, dass een do och soll eng Déduction fiscale fir jiddweree maachen, einfach pauschal, dat ass e bëssen delikat. Dofir géif ech Iech invitéieren am Numm vun der Regierung, déi dote Motioun och an d'Commission des Finances ze verweisen, fir se do kënnen ze diskutéieren.

Dann ass eng aner Motioun iwwer eng Prime unique. Dat kléngt gutt! Dat kléng gutt, de Leit ze soen: „Déi dote mussen extra eng Hëllef kréien." Ech wëll just soen, dass selbstverständlech, an ech hunn et virdru gesot, déi Leit, déi an de Spideeler schaffen, déi an den Homë schaffen, eng extra Aarbecht leeschten. Mee et sinn och aner Leit! De Moien ass ee vun dem Service d'hygiène vun der Stad Lëtzebuerg schaffe komm. Deen huet och geschafft! Deen huet och seng Froen. Deen huet och seng Suergen. Okay, en ass vläicht net am Kontakt esou direkt wéi déi Leit, déi an engem Home schaffen. Mee deen dréit dozou bäi, dass mer dës Kris awer am Grëff hunn!

An dowéinst, fir just ze soen: „Elo déi do, déi mussen nach extra eng Primm kréien", déi de Staat soll bezuelen, wou mer nach Spideeler hunn, déi och nach privat Betriber sinn, do muss ech Iech soen, Här President, géif ech wierklech hei d'Chamber encouragéieren, net wëlle Populismus ze maachen an hei wierklech wëlle just ze soen: „Déi dote mussen eng extra Hëllef kréien"! Dat ass e Schlag an d'Gesiicht vis-à-vis vun all deenen aneren, ...

(Interruption)

... e Schlag an d'Gesiicht vis-à-vis vun all deenen aneren, déi och schaffen!

An ech mengen, dass selbstverständlech e Betrib, e Verwaltungsrot kann esou Saachen decidéieren. Mee fir ze soen, dass de Staat elo och soll direkt eng Primm bezuelen, just fir verschidde Kategorië vu Leit, dat ass, mengen ech, net opportun.

Dann, déi aner Saach iwwert d'Dignité en fin de vie ass och hautdesdaags scho méiglech. Ech mengen, d'Madamm Gesondheetsministesch huet et och scho gesot, dass ee kann, wéi gesot, op Decisioun vun der Direktioun ... Dir hutt gesot, Dir hätt gären do eng Position commune. Dofir mengen ech, dass et och gutt wier - déi kann een unhuelen oder et kann ee se och an d'Kommissioun huelen, fir en Echange och ze hu mat der Familljeministesch a mat der Gesondheetsministesch.

Dann, wann ech richteg verstanen hunn, Här President, déi Motioun vum Här Engelen, déi ass jo net fir haut zum Vott. Déi gi jo dann all zesumme geholl, wann ech richteg verstanen hunn. Déi geet an d'Kommissioun.

An da sinn zwou Motioune vun der ADR a vun de Piraten. Ech muss Iech soen, dass déi vun de Piraten mer net onsympathesch ass. Déi ass mer net onsympathesch, well et ass genau dat, wat ech och wëll an dat, wat ech och gesot hunn an zu deem mer och stinn als Regierung. De Problem ass awer: Mir si selwer Demandeur, dass mer um europäeschen Niveau solle kucken, fir eng Léisung ze fannen.

An ze soen, dass iwwerhaapt keng zentral Späicherung vun Donnéeë kann zougelooss ginn ..., mir wëssen net, wéi de System duerno schafft. Ech wëll net soen: „Eng Späicherung souguer à court terme oder à moyen terme". Mee de Fait ass jo, wann esou e System géif kommen, dann ass et jo esou, dass ee géif e Retraçage maache vu 15 Deeg. Dat heescht, et muss iergendwou gespäichert ginn.

Dowéinst, erlaabt mer ze soen, Här President, déi Motioun vun der ADR geet fir mech net, well déi mécht et onméiglech, dass iwwerhaapt eppes gemaach gëtt. Et steet jo souguer carrement dran, mir misste bei der Kommissioun intervenéieren, fir dass se iwwerhaapt keng Initiativ méi soll an där Richtung maachen.

Wéi gesot, dem Här Clement seng ass méi sympathesch. E ka se zum Vott huelen, mee en huet jo d'Garantië vun eiser Säit, dass mer och an déi dote Richtung ginn. Mee soulaang mer net selwer wëssen, wat d'Kommissioun nach fäerdeg geschafft huet, géif ech et elo prematuréiert fanne fir ze soen, dat doten dierft net an engem Projet stattfannen oder kënne gemaach ginn, wou mir dann am Fong géifen duerno, wa 26 Länner géife matmaachen, als eenzegt net géife matmaachen.

Mir hätte gären déi Garantie, sougutt wéi Dir. Mir insistéieren, dass Dateschutz näischt ass, wat ee ka bradéieren. Mir wäerten näischt präisginn, wa mer net wëssen, wien et kontrolléiert, vu wiem et gekuckt gëtt, wou et gehale gëtt, wou et stockéiert gëtt, wéi et stockéiert gëtt, wien Accès huet. All déi Saache wëlle mer kloer hunn.

Dowéinst, Här Clement, wat ee kéint maachen, dat ass, dës Motioun an eng Kommissioun zréckzeschécken, déi Der da fir opportun fannt, fir, en attendant wou mer waarden, bis mer e Projet och vun der Kommissioun hunn, kënnen driwwer ze diskutéieren.

(Interruption)

Ech mengen, dass dat méi opportun wier, wéi elo hei politesch wëllen an déi eng oder an déi aner Richtung ze goen. Mee wéi gesot, déi vun der ADR kann ech Iech nëmme recommandéieren net unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Premier- a Staatsminister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

9. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 451 de ce compte rendu)

Mir kommen elo zu der Diskussioun an dem Vott vun deene verschiddene Motiounen, a fir d'éischt zur Motioun vun der CSV iwwert d'Landwirtschaft.

Ass do nach eppes derzou ze soen oder kënne mer déi ...?

(Interruption)

Madamm Burton, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Ech géif just gär kuerz op déi Motioun vun der CSV reagéieren. Ech mengen, de Minister, dee war virun enger Woch bei eis an der Kommissioun an huet do schonn eng ganz Rei Äntwerten op verschidde Punkte ginn. Ech mengen, zu deem éischte Punkt mat där physescher Cellule de crise, do huet de Minister souzesoen eng virtuell Cellule de crise zesummegeruff mat den Acteuren aus dem Secteur. Et ass schonn en Austausch ginn an de Minister ass och weider permanent am Austausch mat den Acteuren. Dofir gesi mer och net de Sënn vun där physescher, well, wéi gesot, et eng virtuell gëtt.

Dann zu deem zweete Punkt mat där Hotline: Ech mengen, do hat de Minister eis och schonn Erklärunge ginn. Am Fong ass de Ministère selwer d'Hotline, well de Ministère weider fonctionéiert an och erreechbar ass. A gradesou sinn och d'Landwirtschaftskummer, d'Fédération horticole an de Maschinenring fir hir Leit erreechbar. An des Weidere fonctionéiert jo och de Site vum Ministère weider respektiv ass à jour. An do gëtt et och FAQ mat all de wichtege Froe fir d'Acteuren.

Dann nach zum Punkt 3: Och de Landwirtschaftssecteur ka vun den allgemengen Aidë profitéieren. De Minister huet haut nach confirméiert, dass och landwirtschaftlech Betriber dobäi ware bei deene Betriber, déi elo schonn Aiden ausbezuelt kritt hunn. An och de Chômage partiel fir d'Mataarbechter kënnen déi landwirtschaftlech Betriber ufroen, wa se zum Beispill hir Wäistuff zouhaten.

Ob et nach weider Ënnerstëtzunge fir d'Landwirtschaft wäert ginn, ass de Minister amgaangen ze analyséieren. A soubal et do en neie Moment gëtt, wäert de Minister selbstverständlech an d'Agrarkommissioun kommen, fir eis direkt ze informéieren.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

An zum leschte Punkt hat de Minister eis gesot, dass dat mat der CNS technesch net méiglech wär. Mee ech géif awer proposéieren, dass mer déi Motioun hei nach eng Kéier sollten an d'Kommissioun verweisen, fir dass mer do zesumme mam Minister nach eng Kéier iwwert d'Situatioun an der Landwirtschaft kënnen diskutéieren. Voilà!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Also ech weess elo net, ob een hei soll opstoen oder net, ob de Mikro dann nach geet - ech denke schonn.

Also mir géifen déi Motioun hei gären ofstëmme loossen, well d'Madamm Burton sot zwar an de Minister sot, si hätten „esou eng Aart" vu Cellule de crise, si hätten „esou eng Aart" vun Hotline. Ech wëll just soen, datt de Secteur dat freet an datt de Secteur selwer seet, et wär näischt do, et wär net onbedéngt en Uspriechpartner do. Si ginn da vu Ministère zu Ministère verwisen. Et ass fir eis en immens wichtege Secteur an duerfir géife mer déi gären hei ofstëmme loossen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ass nach een, deen d'Wuert freet? Ech mengen, da musse mer ofstëmmen. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerfir stëmme mer elo als Éischt elektronesch fir déi perséinlech Stëmmen of an duerno maache mer en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Mir kommen dann elo un de Vote par procuration. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott elo ofgeschloss. Dës Motioun, déi ass da mat 24 plus 3, 27 ...

(Concertation interne)

Genau, mat 27 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen ass déi Motioun dann domadder verworf.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu)

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass dann d'Motioun iwwert d'Besteierung vu Spezialprimmen als aussergewéinleche Revenu opgrond vun den Artikelen 131 an 132 vum Steiergesetz. Ass dozou eppes ze soen?

D'Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Ech hu se schonn erkläert. Ech wollt herno nach reagéieren. Mee ech loossen déi aner Parteie vir, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech dem Här Gilles Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech géif mengen, dass mer hei awer mat enger Matière ze dinn hunn, déi net sou ganz, ganz einfach ass. An ech mengen, dass ee sech do vläicht sollt awer Zäit huelen an dat eng Kéier an der Finanzkommissioun vu vir bis hannen duerchgoen, och duerch alleguerten d'Secteuren, déi Primmen ausbezuelen. Dofir wär meng Propos, fir d'Motioun an d'Finanzkommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da kritt den Här Roy Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Déi Motioun ass eis ganz sympathesch. Grad Revenuen, déi ee kritt, well ee besonnesch gutt oder besonnesch vill schafft, sollte steierlech net bestrooft ginn. Et ass awer genau dat, wat hautdesdaags geschitt. Et ass e Rechebeispill um Site vun den direkte Steieren, wann dat lech interesséiert, wou eng Persoun, déi e monatlecht Akommes huet vun 3.000 Euro a vun hirem Patron eng Primm kritt, eng Gratifikatioun vu 1.500 Euro, datt déi dorobber muss 875 Euro Steieren an Ofgabe ginn. Dat ass enorm!

A Leeschtung soll een net bestrofen, mee Leeschtung soll ee férderen. Duerfir wär ech der Meenung, datt insgesamt d'Primmen ëmmer sollten esou besteiert ginn, wéi d'CSV et hei virschléit, mee ganz bestëmmt awer déi Prime-d'encouragementen, déi Gratifikatiounen, déi vu Betriber oder vum Staat ausgedeelt gi fir Leit, déi an dësen Zäiten et wierklech verdéngt hunn!

Dofir ënnerstëtze mer dës Motioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, wann Der erlaabt, bleiwen ech sëtzen. Also ëm wat geet et hei? Kuckt emol, elo sinn zeg Honnerten, wann net ze soen dausend Gemengebeamten de Moment amgaangen, d'Masken anzepaken. Ech ginn dervun aus, dass déi esou oder esou awer eng Unerkennung dofir kréien, besonnesch wa se dat iwwert de Weekend maachen. Da kréien déi en zousätzlecht Gehalt. Wann déi dat bäigerechent kréien, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... wann déi dat bäigerechent kréie bei hiren normale Salaire, dann hëlt de Staat iwwert d'Cotisation sociale an iwwert d'Steieren d'Hallschent vun deem, wat se kréien, erëm eran. An der Vergaangenheet ass dat am ëffentlechen Déngscht an op anere Plazen och gemaach ginn, dass esou Primmen, déi zum Beispill wärend enger EU-Presidence ausbezuelt gi sinn, dass déi och als Revenu extraordinaire consideréiert gi sinn an dass se duerfir net dem normale Steierbarème ënnerlouchen, mee zum Beispill zu der Hallschent oder zu dem Véierels besteiert goufen. Et ass net méi an net manner, wat hei gefrot gëtt.

An et steet jo och an der Motioun vun der CSV dran, dass se wiere „jusqu'à concurrence d'un certain plafond". Also dat ass net onendlech, dass zum Beispill den Employeur seet: „Ma ech bezuelen Dir alles als Primm aus, wat ech als Gratifikatioun d'Joer consideréieren", mee dass een dat limitéiert op e gewëssene Plaffong an dee sécher sou connectéiert ass mat deem, wat elo ausbezuelt gëtt. Et ass net méi an net manner, wat gefrot gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. Den Här Gilles Baum freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech soe Merci fir d'Interventioune vum Här Reding a vum Här Roth. Ech gesinn, dass hei effektiv wierklech Klärungsbedarf ass. An ech géif dann awer meng Positioun nach eng Kéier affirméieren, dass mer et sollten an d'Finanzkommissioun huelen. Well ech mengen, dat ass déi richteg Plaz, fir effektiv och kënne Rechebeispiller op den Dësch ze leeën. An ech mengen, dass da jiddwereen heibanne besser Bescheed weess, wéi wa mer elo hei géifen driwwer ofstëmmen.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Martine Hansen wëllt nach eng Kéier d'Wuert froen.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Nee. Ech wëll just soen, datt mer se gäre wëllen ofstëmme loossen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do ass de Vote électronique gefrot, ginn ech dervun aus. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dat geet dann iwwert d'Maschinn. De Quorum ass erreecht.

Ech bieden elo déi Leit, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, d'Hand ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domat ofgeschloss.

(Concertation interne)

Dës Motioun ass mat 31 Nee-Stëmme bei 29 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

11. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun iwwert d'Aféierung vun enger Prime spéciale unique. Wie wollt dozou eppes soen? D'Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Jo, merci, Här President. Ech fannen, datt mer hei an der Chamber an och am Cercel solle manéierlech mateneen ëmgoen. An ech loosse mech net als Populist hei vernennen, wa mer hei eng Motioun abréngen, ...

(Brouhaha)

... fir u sech eng Prime unique ze froen, fir Leit Merci ze soen, déi en extraordinären Asaz fir eis weisen.

A wéi gesot, fir all déi aner hate mer duerfir an där Motioun virdru gefrot, wa se eng Primm kéinten ausbezuelt kréien, datt déi och do kéinte Steiererliichterunge kréien. An ech hätt gären, datt dës ofgestëmmt gëtt! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Roy Reding, wannechgelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. D'Fuerderung ass extreem sympathesch, well ausseruerdentlech Leeschtunge sollen och respektéiert an honoréiert ginn. Ech muss awer dem Xavier Bettel Recht ginn an dësem Punkt, datt et un de Betriber selwer ass, deene Privatspideeler, deene verschiddene Betriber, déi virugeschafft hunn, an eeben och de staatleche Betriber, fir vu Fall zu Fall dat doten ze decidéieren an net einfach pauschal eng Primm fir eng gewësse Grupp vu Leit nëmmen zouzegestoen.

Duerfir stëmme mir als ADR net fir dës Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Den Här Reding huet elo grad eppes gesot, wat, mengen ech, zum Kär vum Problem kënnt. Nämlech huet e gesot, datt déi Strukture privat organiséiert sinn an datt et net un eis wär, fir do anzegräifen.

Ech si ganz anerer Meenung. Bei allem Respekt fir den Här Reding sinn ech der Meenung, datt ausseruerdentlech Aarbecht soll ausseruerdentlech honoréiert ginn. A wann eise Gesondheetssystem gréisstendeels privat ass an déi Strukture privat sinn, dann ass vläicht genau do de Problem. A wann dat eis soll drun hënneren, fir deene Leit, déi wierklech am häertste schaffen, eng Primm auszebezuelen, da musse mer de System vläicht grondsätzlech iwwerdenken!

Dofir wäerte mir Piraten dës Motioun matstëmmen. An ech hoffen, datt net mat Argumenter gefuer gëtt wéi: „Dat doten ass privat, dofir kann d'Regierung oder d'Chamber näischt maachen". Mir hunn och Patrone gesot: „Dir maacht elo Äre Betrib zou!"; mat guddem Recht, et war richteg, et ze maachen. Mee mir kënne Patronen dann awer och soen: „Ënnerstëtzt déi Leit, déi am häertste schaffen!" Ech wär frou, wann dat steierlech begënschtegt gi wär. Mee ganz éierlech: Da musse mer et eeben iwwert dëse Wee maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dat hei ass eng Propositioun, déi just op den éischte Bléck sympathesch ass. Mir halen et éischter mat der Demarche, déi mer entaméiert hunn, dass mer opgrond vun där Analys, déi mer virun der Kris gemaach hunn iwwert d'Penurie vu Fleegepersonal, medezinneschem Personal, d'Ursaachen dovunner ergrënnen an dann net eng One-Shot-Operatioun maachen, mee opgrond och vun deenen Erfarungen, déi mer wärend der Kris gemaach hunn, eng seriö Analys, éischtens, an dann Äntwerten, ...

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... an dann Äntwerten op déi Ursaache ginn, firwat dass mer esou staark tributär vum Ausland sinn. An dat kann nëmmen dra münden, ...

Une voix.- Wie war da Gesondheetsminister?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... dass mer do ...

Ma ech wëll Iech just soen, dass mer wärend där Period eng ganz Rei vu Verbesserunge gemaach hunn! Dir schéngt dat vergiess ze hunn, Dir waart mat eis an der Regierung!

Une voix.- Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Just niewebäi! Mir sinn also der Meenung, ...

(Brouhaha général)

... mir sinn also der Meenung, dass mer hei net sollen eng Mesure tape-à-l'œil maachen, mee do den Hiewel usetzen, wou wierklech d'Problematik ass.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet eng leschte Kéier d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Den Här Marc Baum fir d'éischt dann.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir als Lénk sinn der Iwwerzeegung, datt méi wéi owes deene Leit aus dem Santéssecteur ze klappen a méi wéi eng Prime unique hinnen ze ginn, wier et, anstänneg Karriären deene Leit ze erméiglechen, déi d'Attraktivitéit vun deem Beruff strukturell méi héich maachen. An duerfir menge mer, esou léif a vläicht och esou éierlech wéi déi heite Mesure gemengt ass, datt mer se esou net kënne matstëmmen.

Mir mengen, datt mer strukturell Veränneruнge brauchen am Gesondheetswiesen, eng strukturell Opwäertung vun de Karriären. A wann dat nieft der Prime unique hei gefuerdert gi wär, hätte mer se och matgestëmmt. Esou musse mer eis enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An dann nach eng Kéier d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Hei, ech hat beim Depot vun der Motioun gesot, datt mer déi zwou Saache géife fuerderen, datt dat heiten een éischte Schratt ass, an datt dat heiten e Schratt ass, fir Merci ze soen, en zousätzleche Gest, fir Merci ze soen, wat an anere Länner iwwregens och geschitt, zum Beispill och a Frankräich. Also mir sinn net déi Eenzeg, déi et maachen.

Dann hunn ech gesot gehat, datt mer nach ganz sécher mussen eng Diskussioun féieren iwwert d'Attraktivitéit vum Beruff an datt mer an deem Sënn - de Marc Spautz huet viru Woche schonn eng Interpellatioun ugefrot; leider si mer am Coronamodus hei an déi Interpellatioun konnt nach net op den Ordre du jour kommen -, datt mer do sécherlech gäre wëllen no Solutioune sichen.

An dem Här Mars Di Bartolomeo wëll ech just soen, datt mir awer scho ganz laang dee Gesondheetsministère net haten! A wéi gesot: Dat eent verhënnert dat anert net!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech mengen, mir kënnen elo ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir hat awer den ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... och iwwert dës Motioun ofstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir hat awer de Fonction-publiques-Ministère, dee quergeschoss huet!

Vote sur la motion

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Vote électronique. De Quorum ass erreecht.

Mir kommen dann elo zu dem Vote par procuration. Ech bieden déi Leit, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Souwäit d'Procuratiounen, a mir mussen de Vott zoumaachen.

Dës Motioun ass da mat 23 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 23 voix pour, 31 voix contre et 6 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer zur Motioun iwwert den Accompagnement digne en fin de vie. Ass dozou eppes ze soen?

Ech mengen, do wär am Fong geholl eng breet Zoustëmmung dofir do. Kënne mer dann à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien dofir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

13. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 451 de ce compte rendu)

Ech mengen, da komme mer zur Motioun, déi den Här Jeff Engelen deposéiert huet, iwwert d'Landwirtschaft. Wie wëllt dozou eppes soen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Här President!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Här President, déi ass vertaagt op déi Interpellatioun, déi mir ufroen, hat ech Iech gesot. An do geet et ëm d'Analys vun der Kris. An do géif déi dragehéieren. Déi ass just deponéiert ginn. Si ass net fir ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Fein. Merci.

14. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite)

Motion 1

Da komme mer un déi Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Aféierung vun enger App. Wëllt nach een eppes zu där Motioun soen, déi vum Här Fernand Kartheiser deponéiert ginn ass?

Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann nach anerer viru mir wëlle schwätzen, Här President, ... Ech wollt nach eppes soen, mee ech waarden, ob nach en aneren eppes wëllt soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also mir hunn e bësse Problemer mat dëser Motioun, well éischtens emol: Si „fuerdert d'Regierung op, sech all Versuch vun der Aféierung vun esou enger App konsequent ze widdersetzen", an dat op europäeschem Niveau. Ech mengen, dat geet schlecht.

Sécherlech, mir hunn och eng kritesch Attitüd hei derzou. Et muss, falls iergendeppes soll gemaach ginn, konform mat de Mënscherechter sinn, mam Dateschutz. Mir wëlle sécherlech och keng Stigmatiséierung, sou wéi dat hei drasteet.

Sou kënne mer se net stëmmen. Hei froen ech mech wierklech, ob mer se net och kéinten an d'Kommissioun ginn, well et ass e komplexe Sujet, wou d'Wëssenschaft, mengen ech, sech och nach net onbedéngt eens ass a wou mer vläicht méi an der Déift missten driwwer diskutéieren.

Mee wéi gesot, wa se hei ofgestëmmt gëtt, kënne mer se net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hu mat engem Considerant nawell e seriöe Problem, an dat ass deen, datt mer um Wee an en „totalitären Iwwerwaachungsstaat" wieren zu Lëtzebuerg. Ech ënnerstellen der Regierung gäre vill Saachen, mee dat hunn ech hinne bis elo net ënnerstallt. An ech géif mech och hidden, dat elo mat engem Vott hei an der Chamber ze maachen.

Ech mengen, datt et kloer ass, datt et heibannen e Wëlle gëtt, an de Premier huet dat jo och virdru gesot, fir u konstruktive Léisungen ze schaffen. Da sollt een net mat der „Verbalarméi" ausrécken an der Regierung en „totalitären Iwwerwaachungsstaat" schonn ënnerstellen.

Wat Fakt ass, ass fir mech, datt en zweete Punkt bei där Motioun hei ganz schwéier ass: Dat ass de Volet, datt mer op europäeschem Plang géifen intervenéieren, fir all Recherche an déi Richtung ze ënnerbannen.

Ech mengen, datt et bedenklech ass, wat deelweis op europäeschem Plang geschitt. Ech fannen et bedenklech, datt an deene leschten Deeg op der Websäit d'Mentioun verschwonnen ass, datt et soll eng dezentral Späicherung sinn, datt op eemol also eng vun de Prekonditioune fir eis, nämlech eng dezentral Späicherung, op den Endgeräter vun de Leit an net op zentrale Serveren, ausserhalb vum Gespréich ze si schéngt. Mir fannen et bedenklech, wat do geschitt. Ech kann awer net soen: „Mir sinn dergéint, datt iwwerhaapt an déi Richtung gekuckt gëtt."

Ech mengen, datt een do muss „ergebnisoffen", wéi déi Däitsch géife soen, zumindest kucken, wat d'Resultat ass. An da kann een nach ëmmer soen: „Dat dote wëlle mir net!" An do ginn ech dem Premier an deem, wat e virdru gesot huet, net Recht. En huet virdru gesot: „Mir kënnen net - well 26 aner Länner d'Grondrechter mat Féiss trëppelen, da musse mir se och mat Féiss trëppelen."

(Interruption)

Jo, Dir hutt gesot: „Wa 26 matmaachen, da si mir net déi Lescht, déi net matmaachen." Et kënnt op dat nämmlecht eraus. Wa 26 Länner géifen entscheeden, hei d'Grondrechter mat Féiss ze trëppelen, da sollt Lëtzebuerg nawell soen: „Nee, dat dote maache mir net mat!"

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Souwuel d'Gesondheetsministesch wéi och de Premier hu kloer gesot, wéi d'Positioun vun der Regierung ass. Ech mengen, dass mir eis där Positioun do kënnen uschléissen.

Déi heite Motioun - mir komme jo nach eng Kéier op dee selwechte Sujet elo gläich ze schwätzen -, mee déi heite Motioun ass souwuel an der Form wéi och vum Inhalt hier fir eis net akzeptabel an ech géif se dofir och ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Baum nach.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech gi menge Virriedner net Recht. Hei gëtt net ënnerstallt, datt d'Regierung wéilt an en Iwwerwaachungsstaat goen. Hei gëtt just gesot, datt esou eng App, wéi se am Moment an der Diskussioun ass - a mir kennen déi Diskussioun jo, wéi se ënnerschiddlech a Frankräich an an Däitschland gefouert gëtt -, datt dat e Schrëtt an déi Richtung wier. E Schrëtt, deen d'ailleurs d'Regierung, no deem, wat de Premierminister an d'Gesondheetsministesch gesot hunn, och net wëllt goen, wat mer ausdrécklech begréissen!

Hei an dëser Motioun steet an deem engen Tiret, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, dran, sech deene Versich ze widdersetzen. Dat ass dat, mengen ech, wou mir och domadder averstane sinn. Dat heescht, dat gëtt der Regierung natierlech nach ëmmer eng grouss Latitude do ze maachen. Mee entscheedend ass, datt ee versicht, sech deem ze widdersetzen. An dat ass den Optrag, deen d'Chamber der Regierung gëtt. Duerfir: Mir stëmmen dat hei mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da freet den Här Fernand Kartheiser nach eng leschte Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wëll vläicht zwee Kommentare maachen. Et ass heiansdo e bëssen esou, datt esou eng Stonn vun der Wourecht kënnt. An et sinn zwou grouss Lektiounen, déi mer aus dëser Diskussioun zéien: Déi eng betrëfft d'Kredibilitéit vun der Regierung a vun aneren, déi soen: „Mir wëllen d'Mënscherechter verdeedegen", „Ech fille mech net gutt mat esou enger App", „Do si vill Problemer" an esou weider; an dann ass et den Ënnerscheed zwëschent der Theorie an der Praxis. Well an der Theorie ass et liicht ze behaapten, datt ee wéilt d'Mënscherechter verdeedegen an op dës oppassen. A wann et an der Praxis dann drëm geet, fir hei ofzestëmmen a fir ze soen: „Nee, mir maachen dat do net mat", da feelt dat, wat d'Fransouse nennen „le courage de ses opinions".

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bei eis ass dat ganz kloer, mir soen: „Nee!" An ech verstinn déi Kolleegen dohanne vun deene Lénken, déi soen: „Wann esou eppes kënnt, widdersetze mir eis", well et geet an déi déifste Grondrechter eran, déi mer hunn: de Respekt vun der Privatsphär, d'Beweegungsfräiheet, de Secret médical - Isolatioun vu Kranken! A wéi ee Schrëtt gi mer dann, wa mer dat heiten toleréieren?

Dat ass dat Éischt: eng Lektioun, déi mer iwwert d'Kredibilitéit vun dëser Regierung mussen zéien.

An dat Zweet ass Europa. Mir hunn heiansdo a mir wäerte vläicht muer och nach eng Debatt hei hunn iwwert d'Grondrechter an Europa, well an deem engen oder anere Land d'Riichter éischter pensionéiert ginn, oder wat eeben dann och ëmmer an deenen Diskussiounen opkënnt. Dat weist, datt mer jo d'Grondrechter an der Europäescher Unioun eescht huelen. Mir hunn eng Charta, fir d'Grondrechter an der Europäescher Unioun ze verdeedegen. Mee wann dann d'Europäesch Unioun duerch hir Institutioune selwer, d'Kommissioun an esou weider, mat engem monstruösen Ugréff op déi selwecht Grondrechter kënnt, da soen d'Regierung an anerer heibannen: „Ma mir kënnen eis dach dogéint net wieren!" Ma dach! Si si jo do, fir d'Rechter vun de Lëtzebuerger do ze verdeedegen. Si si jo net do, fir d'Spill vun der Kommissioun matzemaachen!

Do ass e grondleeënd Mëssverständnis, wat Europa ass; a wat mir ëmmer uprangeren. Europa ass net d'Regierung vu Lëtzebuerg! Europa ass eng Administratioun am Déngscht vun de Memberstaaten.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Le saviez-vous ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes.
Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins.
Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An d'Memberstaate sinn do, fir hir Rechter, d'Rechter vun hire Bierger an deem Europa ze verdeedegen. Dat ass jo dat, wat och ëmmer anere virgeworf gëtt, datt se dat net géife maachen. Mee da kommt, mir maachen et!

Mir hunn hei eng Erausfuerderung. Déi Erausfuerderung besteet doranner, datt eis Grondrechter elo a Fro gestallt ginn an deem Kontext vun enger viraler Kris. Ma da loosse mer dach an dëser Situatioun, an engem Ausnamezoustand, an engem État de crise dee Courage hu fir ze soen: „Net mat eis! Net mat eis, bei eis gëtt keen tracéiert, dee krank ass. Bei eis gëtt et net de Risiko, datt op eemol eppes fräiwëlleg agefouert gëtt, wou mer all wëssen, datt et e puer Méint drop obligatoresch gëtt. Bei eis gëtt et dat net!"

A mir wäerte bei deene sinn, déi vun Ufank u - wéi mer et haut maachen! - sech wieren an ni zouloossen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Leit an d'Situatioun kommen, datt se tracéiert ginn, well se krank sinn, datt hiert soziaalt Liewe kontrolléiert gëtt an datt de Risiko besteet, datt mer an en Iwwerwaachungsstaat kommen. An dat ass hei kloer ginn. Mat eis net! A mir stëmmen dat hei elo hei of, fir datt jiddereen am Land ka gesinn, wéi eng Parteie fir d'Grondrechter ...

(Protestations)

... astinn a wéi eng net.

(Exclamations)

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech mengen, definitiv ...

(Brouhaha)

... kënne mer elo iwwert dës Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwer Vote électronique. De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht huelen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass, datt mer 6 Jo-Stëmmen hunn, 53 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An domadder ass déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da kënne mer zur nächster Motioun kommen, där Motioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ass ginn. Den Här Clement huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. No e bësse Récksprooch an och Diskussioune ronderëm d'Motioun an och op Basis vun deem, wat de Premier virdru gesot huet, géife mer mengen, datt déi Motioun gutt an der Kommissioun opgehuewe wär, fir virun allem nach eng Kéier déi Thematik vun der Zentralspäicherung unzeschwätzen.

Ech mengen, ech hu bewosst an der Motioun geschriwwen, datt keng zentral Späicherung soll méiglech sinn. Dat alignéiert sech mat de Recommandatioune vum Bundesdateschutzbeoptraagten, dat alignéiert sech mat der Positioun och vum Chaos Computer Club an Däitschland, wat definitiv an deem Beräich ausgewisen Experte sinn, wat d'Datesécherheet ubelaangt. Et alignéiert sech och ganz gutt mat menge perséinleche Konviktiounen, datt mer net solle Gesondheetsdaten zentral späicheren. Mir brauchen net e Fichier central vun de Leit, déi mat engem Covidpatient a Kontakt waren. Ech mengen, deementspriechend sollt een déi Thematik konkreet nach eng Kéier erërteren an der Kommissioun.

Ech sinn averstanen, et an d'Kommissioun ze ginn, awer wierklech mam Wonsch, datt mer et zäitno an enger Réunion jointe vu Justiz - well et betrëfft d'Justiz wéinst der Datespäicherung - an Digitaliséierung géifen thematiséieren, soudatt mer kéinten an deenen nächste Wochen awer da vläicht eng konsensuell Motioun an d'Chamber bréngen, soudatt mer och als Parlament eng kloer Positioun kënnen huelen zu där Saach an net nëmmen an de Rieden dat soen, mee och tatsächlech textuell dat kënne festhalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

Kënne mer à main levée ofstëmmen, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Vote

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

15. Dépôt d'une motion par M. Roy Reding

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding, dee wëllt eng Motioun deponéieren. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech maachen hei den Depot vun enger Motioun iwwer Kommunikatiounsmëttel, Kommunikatiounsinfrastrukturen a Sécherheet vun Datebanken, woubäi ech och hei wëll preziséieren, datt mer déi haut net wëlle presentéieren an debattéieren, mee dat soll da stattfannen ulässlech vun der Interpellatioun vun der ADR iwwert d'Léieren, déi aus dëser Kris ze zéie sinn.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest, datt

- all Kommunikatiounsmëttel a Kommunikatiounsinfrastrukturen, besonnesch och a Krisenzäiten, vu grondleeënder Wichtegkeet fir d'Funktionéiere vun eisem Land an eiser Gesellschaft sinn;

- Lëtzebuerg an der Kommunikatioun ëmmer d'Exzellenz ugestrieft huet a sech op vergläichsweis gutt Infrastrukture verloosse kann;

- all Form vu Kommunikatioun an Datenaustausch, ob ëffentlech, privat oder vertraulech, muss kënnen allzäit protegéiert ginn;

- d'Infrastrukturen am Kommunikatiounsberäich mussen, besonnesch och am Krisefall, kënne protegéiert ginn;

- d'Sécherheet vun den Datebanken an den elektroneschen Archive muss kënne garantéiert ginn;

- e groussen Deel vun dësem sensibelen Aktivitéitsberäich net direkt vum Staat kontrolléiert gëtt;

fuerdert d'Regierung op,

- alles ze maachen, fir och a Krisenzäiten eng kontinuéierlech, sécher an zouverlässeg Kommunikatioun ze erméiglechen, esouwuel fir offiziell wéi och fir ekonomesch oder privat Zwecker;

- an deem Sënn derfir ze suergen, datt och a Krisenzäite kann e „Service public" oprechterhale ginn;

- d'Sécherheet vun den Infrastrukturen am Kommunikatiouns- an Datesecteur am Hibléck op verschidden Typpe vu Menacë kontinuéierlech ze iwwerpréiwen an ze verbesseren;

- bei der Acquisitioun vun Hard- a Software besonnesch op potenziell Risiken am Beräich vun der Datesécherheet Uecht ze ginn;

- derfir ze suergen, datt et allzäit redundant technesch Méiglechkeete gëtt, fir d'Kommunikatiounsan d'Datesécherheet ze garantéieren, an datt niewent Iwwerdroungsmodalitéiten ouni Kabel och Festnetzer musse weiderbestoen;

- Efforten ze maachen, fir d'Koordinatioun tëschent staatlechen, parastaatlechen a privaten Acteuren an dësem Beräich am Interessi vun der Sécherheet ze optiméieren;

- déi staatlech Ustrengungen ze verstäerken, fir d'Digitaliséierung an d'Datesécherheet esouwuel am staatleche wéi och am private Secteur virunzedreiwen;

- d'Kommunikatiouns- an d'Datesécherheet vu sensibelen Infrastrukture besonnesch ze schützen;

- d'Land besser op Cyberattacke virzebereeden an deenen Administratiounen, déi sech mat där Thematik befaassen, déi néideg Mëttelen ze ginn;

- d'Efforten ze verstäerken, fir déi wichtegst staatlech Datebanken ze verduebelen an ofzesécheren;

- d'Fuerschung an d'Entwécklung am Beräich vun der Kommunikatiouns- an Datesécherheet ze ënnerstëtzen an ze verstäerken;

- der Chamber bannent engem Joer e Rapport iwwert d'Sécherheet vun de Kommunikatiounsinfrastrukturen an den Datebanke virzeleeën;

- en eegene Ministère fir Kommunikatiouns- an Datesécherheet ze grënnen.

(s.) Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding.

Ech mengen, da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen.

Hei, d'Madamm Polfer huet nach d'Wuert gefrot.

16. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, merci. Jo, ech wollt haut schonn eng Motioun hei deposéieren, déi sech awer méi bezéie wäert op déi Diskussioun, déi mer muer wäerten hunn, fir datt Dir se hutt an datt eeben d'Kolleege se och wäerten hunn. Si ass eeben och am Kader vun där wierklech grousser Solidaritéit an Unitéit, déi mer an dëser Kris an deene meeschte Fäll wierklech bewisen hunn. All - all! - Fraktiounen hunn hei ënnerschriwwen, fir datt mer eis zesummen an aller Rou solle Gedanke maachen, wéi mer deenen engen oder deenen aneren nach méi klengen Entreprisen, déi besonnesch an dësen Zäite leiden, kéinten hëllefen. Dofir, ech wollt se elo haut deposéieren an da kënne mer jo och muer méi eendeiteg dorop agoen.

Wannechgelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant les difficultés rencontrées par un nombre considérable d'entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

- saluant dans ce contexte la mise en place d'un programme de stabilisation en faveur de l'économie luxembourgeoise à hauteur de 8,8 milliards d'euros ;

- reconnaissant l'effort global déployé par le Gouvernement visant à soutenir les entreprises à brève échéance et sans entrave administrative démesurée ;

- notant que certaines entreprises et PME ont déjà rencontré des difficultés financières avant le 1er janvier 2020 en raison de facteurs exogènes à leur activité, dont, entre autres, des pertes liées à des travaux d'aménagement et d'urbanisation ou à des chantiers d'envergure ;

- considérant que la situation de ces entreprises s'est encore aggravée par les effets de la flambée du Covid-19 ;

- tenant compte de la marge offerte par le cadre européen et notamment le paragraphe 18, article 2 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à la définition d'une « entreprise en difficulté »,

invite le Gouvernement

- à analyser le nombre d'entreprises tombant sous la définition précitée et pour lesquelles il existe un lien de causalité direct avec des chantiers d'infrastructure ;

- à examiner, dans le respect de la législation européenne, les pistes potentielles permettant à l'État de proposer aux entreprises visées par cette motion des aides supplémentaires à celles déjà existantes.

(s.) Lydie Polfer, Laurent Mosar, Marc Baum, Sven Clement, Claude Haagen, Josée Lorsché, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer.

17. 7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise

Da komme mer elo zum Projet de loi 7550 iwwert d'Verréckele wärend dem Krisenzoustand vun den Daten, wat den Exercice comptable 2019 ugeet, déi am Parteiefinanzéierungsgesetz festgehale sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt dem Rapporteur vun dësem Projet, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Titel vum Gesetzesprojet 7550 resuméiert an dräi Zeile ganz gutt, ëm wat et hei geet: d'Verlängerung vun de Fristen, bannent deenen d'Parteien, éischtens, hir Konte vum Joer 2019 ofschléisse mussen, zweetens, dës beim Premier a beim Chamberspresident deponéiere mussen, an drëttens, wéini d'Cour des comptes hire Rapport mat den eventuelle Bemierkunge vun de Parteie beim President vun der Chamber deponéiere muss.

D'Artikelen 12, 14 a 16 vum Parteiefinanzéierungsgesetz hunn dës Delaien op spéitstens den 1. Juli fir den Ofschloss vun de Konten, den Depot beim Premier a beim President vun der Chamber dann innerhalb vun engem Mount an de Rapport vun der Cour des comptes op spéitstens den 31. Dezember fixéiert. Dës Prozedur, déi fir déi néideg Transparenz a Kontroll soll vun der Parteiefinanzéierung suergen, kann awer duerch déi aktuell Kris net respektéiert ginn.

Bis op d'Ausnam, déi mer bis elo fir 2019 schafen, bleiwen awer déi üblech Terminer a Kraaft.

Duerch den État de crise, wéi en den 18. Mäerz deklaréiert gouf, sinn also déi Delaien net anzehalen, well eenzel Parteien hir Kongresser opgrond vun deene Restriktioune bei der Zuel vun de Leit, déi u Versammlungen deelhuelen, net méi ofhalen.

De Projet de loi gouf de 6. Abrëll an der Chamber deponéiert an ass den 10. Abrëll vum Staatsrot aviséiert ginn. Eis Institutiounskommissioun huet de Projet an hirer Sëtzung vum 14. Abrëll zesumme mam Avis vum Conseil d'État analyséiert an de Rapport, deen ech Iech elo haut virdroen, eestëmmeg ugeholl. Merci dem Conseil d'État an de Kolleege fir déi effikass Aarbecht. Merci och der Madamm Closener fir hiren Engagement.

Opgrond vum Avis vum Conseil d'État hu mer aus der vun der Regierung virgeschloener Suspendéierung vun de Friste wärend der Dauer vun dem État de crise eng Verlängerung vun den Delaien ëm déi selwecht Dauer vum État de crise gemaach. D'Resultat ass dat selwecht, mee et suergt awer fir méi Kloerheet a méi Sécherheet.

D'Parteie kréien also zousätzlech maximal dräi Méint Zäit grad ewéi d'Cour des comptes. Den Delai fir den Depot bleift bei engem Mount no Ofschloss vun de Konten.

Nu kann ee sech froen, firwat dës Verlängerung net iwwer Reglement, wéi dat am État de crise méiglech gewiescht wär, gemaach gëtt, mee iwwer Gesetz gemaach huet misse ginn. Mee ganz einfach, well Reglementer, déi d'Regierung an der Kris hëlt, nëmme fir d'Dauer vum État de crise gëllen an d'Delaien, déi mer hei just fir den Exercice 2019 verlängeren, iwwert den État de crise eraus spillen. Duerch dëst Gesetz kréien d'Parteie kee Virdeel - ech wëll dat ënnersträichen -, mee just déi Zäit, déi hinnen d'Kris geholl huet, fir hir Konten en bonne et due forme ofzeschléissen an ofzeliwweren, ouni datt hinnen administrativ Strofen doraus entstinn.

Dat gesot, géif ech d'Chamber bieden, hiren Accord zum éischte Projet ze ginn, dee mer hei am Cercel wäerten ofstëmmen, an lech soen ech alleguer Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir stëmmen haut am Fong e Projet de loi, dee parallell ass zu dem Projet de loi iwwert d'kommerziell Gesellschaften, déi jo och méi laang Zäit kréien, fir hir Konten ze deposéieren. An ech ginn domadder den Accord vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

An dann ass et elo un der honorabeler Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Ech profitéiere vun dem kuerze Wee, fir hei op déi flott Tribün ze kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Mars Di Bartolomeo häerzlech Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech wëll em extra Merci soen, och der Madamm Closener, well si hu wierklech d'Rad geschloen, fir an enger extreem schneller Vitess dësen technesche Rapport hinzekréien, am Interessi vun de Lëtzebuerger politesche Parteien.

Dir wësst alleguerten, dass d'Parteiefinanzéierungsgesetz vun 2007 zwar „a fait de l'ordre dans la boutique", dat heescht, equilibréiert an transparent d'Finanzéierung vun de Parteien erlaabt huet an agefouert huet, mee parallell dozou och streng a formalistesch Konditiounen, déi d'Parteie mussen erfëllen, fir eeben an de Genoss vun där Finanzéierung ze kommen.

An do derbäi ass eng vun den Haaptkonditiounen, dass d'Konten an d'Donateurslëschte vum Joer virdru musse virun dem 1. Juli vum lafende Joer era si bei den zoustännegen Instanzen. Dat wär also fir dëst Joer den 1. Juli 2020 fir d'Konte vun 2019.

Wéi et schonn ugeklongen ass vum Rapporteur, ass et duerch d'Covid-19-Kris awer esou, dass d'Parteien duerch dës legal Obligatioune riskéieren, ferm an d'Labränten ze kommen, éischtens kontabelsméisseg an zweetens haaptsächlech, well déi statutaresch Kongresser net kënne stattfannen, wou déi Konten da géifen agreéiert ginn, wéi dat néideg ass.

Dofir ass et ganz wichteg, dass dëse Projet de loi den Delai verlängert, dat heescht, genuch Deeg hannert dem deklaréierten Enn vun dem État de crise bréngt. An dee Moment kënnen d'Parteie regulär hir Konten an Donateurslëschten eraginn an dann ass dat an der Rei. Ech mengen, déi grouss Plus-value vun dësem Projet ass d'Rechtssécherheet, déi dës Prolongatioun bréngt. An dofir ass et normal, dass mir dat all begréissen, an ech bréngen och dofir den Accord vun der DP-Fraktioun.

Villmools merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel.

An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech bleiwen op der Plaz. Ech wéilt mengem neien Noper a Rapporteur vum Projet de loi e grousse Merci ausdrécke fir seng gutt Erklärunge vum Dräi-Zeile-Gesetz, wéi een et scho bal kann nennen, a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och mir felicitéieren dem Mars Di Bartolomeo fir en extreem prezise Rapport. Ech fannen ëmmer, e Rapport, wann s de en héieren hues an du hues alles verstanen, da war en exzellent. A selbstverständlech fënnt dëst Gesetz d'Zoustëmmung vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding.

An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dësem Gesetz natierlech och zou, gi just ze bedenken, datt mer eis Zoustëmmung ginn an der Hoffnung, datt dann déi ordinär Kongresser vun de Parteie kënne stattfanne virun och deem verlängerten Delai, wat net onbedéngt am Moment ginn ass, wou een dann eventuell nach eng Kéier misst un den Text erugoen oder alternativ Forme fannen. Et ass e gudden Text, deen am Moment néideg ass. Mir stëmmen e mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu mir e Merci un de Mars Di Bartolomeo fir dëse Rapport vun engem ganz kuerzen an technesche Gesetz.

Ech wollt d'Geleeënheet kuerz notzen, fir drun ze erënneren, datt mer am Dezember eréischt, am Dezember d'lescht Joer, et si fënnef Méint hier an et gesäit awer esou laang aus, méi streng Reegele fir d'Parteiefinanzéierung gestëmmt hunn. Mir hunn hei, besser gesot am Chambersgebai, méi streng Reegele gestëmmt. An elo mierke mer, well mer de Covid-19 net konnte virausgesinn, datt mer eis do selwer e bëssen an en Eck manövréiert hunn. An deementspriechend ass dat heite just eng temporär Mesure, déi un eng temporär Situatioun gebonnen ass. A fir déi ze behiewen, gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Di Bartolomeo Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport an der Madamm Beissel fir hire mëndleche Rapport.

(Brouhaha)

Ech mengen, déi meescht vun eis heibanne wëssen, wéi wichteg et ass, dass mir och als Parteien eis un d'Reegelen halen, déi mer definéieren. An déi meescht vun Iech a mir wëssen et och alleguerten: De „Bleift doheem!" zielt och fir d'Parteimemberen. Dat heescht, dass keng Kongresser organiséiert ginn. An dofir ass et och wichteg, dass d'Parteien awer konform zum Gesetz sinn, fir dass d'Parteiefinanzéierung och kann applikabel sinn. An dofir freeën ech mech iwwert d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister.

Da kënne mer zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet de loi 7550. Den Text steet am Document parlementaire 7550[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7550 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert den elektronesche Wee. D'Ofstëmme fänkt un.

De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen!

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

18. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite)

An da freet d'Madamm Lydie Polfer nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech froen d'Wuert, fir mech ze entschëllegen. Ech hu virdrun am Äifer eng Motioun deposéiert, wou ech och nach ëmmer ganz houfreg drop sinn, awer ech hunn déi net nëmmen eleng deposéiert, mee ech hunn déi zesumme mam Här Laurent Mosar deposéiert. An ech hat vergiess, dat ...

Plusieurs voix.- A!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ... awer ze soen.

(Brouhaha)

An ech wollt dat nohuelen, well dat ass mer ganz wichteg. Dir hutt se elo. An da kënne mer muer jo nach driwwer schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer, fir déi Prezisioun.

19. 7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

De leschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7546 iwwert d'temporär Mesurë fir de Secteur vum Elektreschen a fir dee vum Gas am Kader vum Kampf géint de Covid-19. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, wéinst der Covid-19-Pandemie an de Mesuren, déi zu Lëtzebuerg geholl goufe fir d'Gesondheet vun der Populatioun, musse mer e puer Upassungen am Stroum- an am Gasgesetz maachen, wat mir mam Gesetzesprojet 7546 maachen, deen ech Iech elo hei presentéieren.

Duerch d'Limitatioun vun de Kontakter kënnen och am Gas- an am Stroumsecteur net alleguerten d'Fristen, déi de Gesetzgeeber virgesinn hat, agehale ginn. An dofir maache mer elo e puer Upassungen an de Gesetzer.

An et geet hei ëm dräi Punkten :

- éischtens kritt de Regulateur, den ILR, d'Méiglechkeet, d'Validitéit vum Fournisseur par défaut vum Stroum ëm sechs Méint nom Schluss vum État de crise ze verlängeren;

- zweetens kréien d'Gestionnairë vum Gasreseau bis den 31. Dezember 2021 Zäit, fir 90 % vun de Compteuren duerch intelligent Compteuren ze ersetzen, an

- drëttens kréien d'Gas- an d'Stroumfournisseure bis den 31. Mee Zäit, fir dem Energieminister matzedeelen, wéi vill Energie si dat lescht Joer agespuert hunn.

Zesumme mam Energieminister hu mir de Gesetzesprojet de 27. Mäerz eng éischte Kéier an der Kommissioun duerchgeholl. Den Avis vum Staatsrot an déi vun de Chambre-professionnellen hu mer den 9. Abrëll diskutéiert an dunn och de schréftleche Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi scho gesot geet et am Gesetzesprojet drëm, fir eng Rei Ännerunge wéinst dem Covid-19 am Stroum- a Gasgesetz ze maachen. De Regulateur, also den Institut luxembourgeois de régulation, den ILR, leet all dräi Joer, ëmmer fir eng Period vun dräi Joer, e Grondversuerger, de Fournisseur par défaut, fir gewëssen Zone fest. Déi lescht Grondversuerger huet den ILR den 1. Juni 2017 designéiert. Déi Period leeft deemno den 1. Juni 2020 aus.

Mat der Ännerung am Stroumgesetz kann de Regulateur elo déi aktuell designéiert Fournisseure par défaut nach bis zu sechs Méint nom État de crise verlängeren.

Da kréien alleguerten d'Stroum- an d'Gasfournisseure méi laang Zäit, fir dem Energieminister matzedeelen, wéi vill Energie dass se d'lescht Joer gespuert hunn. U sech hate se bis den 31. Mäerz dofir Zäit. An am Stroum- a Gasgesetz gëtt den Delai elo dëst Joer op den 31. Mee geännert.

Opgrond vun enger europäescher Direktiv aus dem Joer 2012 mussen d'Stroum- an d'Gasfournisseuren all Joer gewëssen Ziler an der Energieeffizienz erreechen. Op europäeschem Niveau war en Effizienzzil fir 2020 vun 20 % festgehale ginn. Dat ass den Equivalent vun enger Aspuerung vun 368 Milliounen Tonne Pëtrol am Endenergieverbrauch bis 2020.

An zu Lëtzebuerg mussen d'Fournisseuren all zesummen tëschent 2015 an 2020 5.993 Gigawattstonnen aspueren, wat se ënner anerem iwwer Berodung oder Primmen um Client maachen.

Wärend dem État de crise kënnen d'Reseausgestionnairen evidenterweis net bei d'Clienten heemgoen, fir al Gascompteuren duerch intelligent Compteuren ze ersetzen. An dofir kréien d'Reseausgestionnairen elo bis den 31. Dezember 2021 Zäit, fir 90 % vun den ale Compteuren ze ersetzen. Den Datum gëtt am Gasgesetz ee Joer no hanne verréckelt.

Bis d'Enn vum leschte Joer waren ongeféier 66 % vun de Compteuren ersat. Fir d'Gasgestionnairë wär et souwisou scho knapp ginn, fir den Termin anzehalen, a mam Confinement ass dat onméiglech ginn. Deen neien Datum ass elo eng méi realistesch Deadline fir d'Installatioun vun den intelligente Gascompteuren. A bis dohinner soll och d'Software, fir d'Smartmeteren ofzeliesen, prett sinn.

Den intelligente Compteur, de sougenannte „Smarty", ass e Schlësselinstrument vun der energeetescher Transitioun an erméiglecht dem Fournisseur wéi och dem Client eng méi effizient an intelligent Energienotzung. Dem Konsument erméiglecht e sougenannte „Smarty" méi genee ze wëssen, wéi vill Energie en zu all Moment am Dag verbraucht. De Client huet also méi Informatiounen, fir säi Verhalen ze änneren an Energie ze spueren an esou méi aktiv ze ginn an der Energietransitioun. An e Smarty kann och op Distanz ofgelies ginn. Et muss also kee Rendez-vous méi beim Client doheem gemaach ginn, wat Zäit spuert fir de Client a fir de Fournisseur an esou d'Käschte fir d'Netznotzer, also d'Allgemengheet, reduzéiert.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Staatsrot huet a sengem Avis proposéiert, d'Gesetzesännerungen, déi just d'Period vum État de crise concernéieren, iwwer e Règlement grand-ducal ze maachen, wéi et duerch den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung während der Zäit vum État de crise méiglech ass. An deem Sënn huet d'Kommissioun zwou Dispositiounen, déi eebe just fir d'Zäit vum État de crise gëlle sollten, net zréckbehalen.

Heibäi goung et ëm d'Suspensioun vum Delai fir den Uschloss fir residentiell Clienten. An et goung drëm, dem Regulateur d'Méiglechkeet ze ginn, fir am État de crise d'Consultation publique ze ersetzen duerch eng Ad-hoc-Consultatioun vun de concernéierten Acteuren, wann et drëms geet, fir temporär Mesuren ze huelen,

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

fir de Fonctionement vum Elektrizitéitsmarché ze garantéieren.

An deem Sënn hu mir déi Artikelen aus dem deposéierte Gesetzesprojet och net zréckbehalen. D'Regierung huet dës Punkten och schonn den 8. Abrëll an e Règlement grand-ducal afléisse gelooss. An och deenen anere Remarke vum Staatsrot hu mer Rechnung gedroen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Duerch d'Mesuren, fir d'Coronakris Meeschter ze ginn, mussen och am Gas- an am Stroumsecteur d'Friste geännert ginn, déi de Gesetzgeeber ursprénglech virgesinn hat. An dat maache mer mat de Modifikatiounen an dem Gas- a Stroumgesetz, wéi se hei virleien. Dat heescht, den aktuelle Fournisseur par défaut vum Stroum kann ëm sechs Méint vum Regulateur verlängert ginn. D'Gestionnairë kréien ee Joer méi Zäit, fir déi intelligent Gascompteuren opzehänken. An d'Gas- an d'Stroumfournisseure mussen eréischt den 31. Mee dem Energieminister matdeelen, wéi vill Energie si d'lescht Joer agespuert hunn.

An an deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, dat eis de Rapporteur François Benoy grad virgestallt huet - an ech soen em fir seng schréftlech a mëndlech Beméiunge villmools Merci -, schreift sech am Prinzip an an d'Rei vun all deene ville Gesetzer, déi mer elo am Kader vun der Coronakris stëmmen. An dat ass richteg esou, och wann ee muss soen, dass et och hei esou geschitt ass, an zwar, dass Weesentleches aus dësem Gesetzesprojet an aus dem éischten Entworf eeben hannen um Enn awer iwwer Règlements grand-ducaux gereegelt ginn ass. An dat ass u sech och e richtege Prinzip. Gesetzlech gereegelt gëtt dat, wat datumsméisseg vun enger offizieller Bëendegung vum État de crise onofhängeg ass. An dëst Gesetz ass sënnvoll a fënnt och dofir eis ganz a voll Zoustëmmung.

Awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz hei betrëfft menger Meenung no ee Beräich, deen eng ganz besonnesch Opmierksamkeet verdéngt, well hannert deenen technesche Froe vun zum Beispill dem Verlängere vun Delaie stinn zwou aner ganz grouss Froen:

Déi éischt ass déi vun der Prekaritéit, wéi et och an enger Rei vun Avise monéiert ginn ass, besonnesch och am ganz kriteschen Avis vun der Chambre de Commerce.

Grad elo, an enger Zäit, wou zum Beispill den Energieverbrauch sech vill vum industriellen a professionelle Beräich an dee private Beräich eraverlagert, gëtt eis nach eng Kéier däitlech, dass et vill Mënsche gëtt, an iwwregens och Entreprisen, fir déi och Energie kee Selbstläufer ass.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Net ëmsoss gëtt am Katalog vun den Aides sociales déi sougenannten „Assistance ...

Une voix.- Jo.

M. Paul Galles *(CSV).*- ... aux ménages en situation de précarité énergétique" genannt, déi eigentlech zwou Saache leeschte soll: zum engen eng Berodung an zum aneren eng Subventioun fir de Remplacement vun engem Elektromenager, dee vill Energie frësst. Ugefrot gëtt déi Hëllef jo iwwert d'Office-sociallen, déi am Moment awer wéinst der Kris och an engem Régime réduit funktionéieren. Dierf ech dofir den Här Minister froen, ob e weess, ob vill Leit elo, wou den heemeschen Energieverbrauch an d'Luucht geet, dës Assistance ufroen an ob séchergestallt ass, dass elo an dëser Kris kee säin Elektresch oder säi Gas ofgestallt kritt?

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- An dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leet mech schonn iwwer zum zweete groussen Theema hannert dësem technesche Gesetz, dat grousst Gesetz iwwert den Energiemarché, wat mer am Moment an der Kommissioun diskutéieren a wou mer op Initiativ vun de Kolleege vun déi Lénk grad en Akzent drop setzen, dass de Verbraucher esou einfach wéi méiglech un déi Assistance erukënnt, wann e se da brauch.

Dëst grousst Gesetz vum Energiemarché soll jo e Meilestee sinn an der Energietransitioun. An dës Kris léiert eis, dass mer op zwou Saache besonnesch sollen oppassen, wa mer dëst Gesetz virbereeden: déi sozial Gerechtegkeet an d'Kriseresilienz vun deem neien Energiemarché.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an da geet et jo net eleng ëm de Consommateur, mee et geet och ëm d'Ekippen, déi déi Tâchen, déi den Acteuren aus dem Secteur operleien, ausféiere sollen, bei enger Fuite oder engem Stroumausfall zum Beispill. Här Minister, kënnt Der eis heizou wannechgelift en Update ginn, wéi deen Noutfallplang an Zäite vum „physical distancing" ausgesäit a wat geschitt, wann zum Beispill Leit aus enger Ekipp positiv getest ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Wann e Rapporteur esou explizitt war, wéi dat an deem heite Fall de Kolleeg François Benoy war, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport, bleift mir als Spriecher eigentlech just nach eppes, dat ass him ze felicitéiere fir déi zwee Rapporten, an op där anerer Säit natierlech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn.

An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, Här President, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, och ech wéilt dem Här François Benoy Merci soe fir seng zwee Rapporten, dee schréftlechen an dee mëndlechen. En huet et richteg gesot, et geet hei ëm dräi Upassunge vun Delaien, déi mer gesetzlech musse verankeren, well se eeben iwwert den Zäitraum vum État de crise erausginn. Et ass deem och näischt bäizefügen, well e wierklech ganz komplett war. Duerfir merci nach eng Kéier an ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'éischt dem Här Benoy soen - wou ass den Här Benoy? - : Et wor net nëmmen e ganz gudden a komplette Rapport, mee e wor och emouvant. Ech komme gläich dorobber zréck. An dëst zu dëser spéider Stonn huet richteg guttgedoen. Mee ech wëll vläicht soen, datt mer am Prinzip och als ADR kee Problem hunn, fir déi Delaien ze verréckelen. Dat ass eng Klengegkeet. Dat ass eng Normalitéit. Dat drängt sech an dëser Zäit op. Dat ass net eise Problem.

Mir wëllen awer och déi Kriticken oder Froen opgräifen, déi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers eis virleeën. Nämlech schwätzt d'Chambre des Métiers vun der Fro vun der Suspensioun oder enger Verleeung vum Bezuele vu Rechnungen, ënner bestëmmte Konditiounen. Ass do d'Regierung interesséiert drun? Mécht se dat? Well d'Regierung ass jo selwer Aktionär, huelen ech emol un, an enger Rei vun deene Gesellschaften, déi hei a Fro stinn, déi eigentlech d'Rechnungen dann zegutt hätten.

An d'Chambre des Salariés freet, ob de Risiko besteet, datt kann ofgespaart ginn an der Kris oder ob d'Leit och déi Raccordementer kënne kréien, déi onbedéngt néideg sinn.

Souwäit hu mir kee Problem! Mir stellen déi Froen a mir freeën eis, wann dat an engem soziale Sënn geléist gëtt.

Awer mir hunn e Problem als ADR, an do kommen ech op dat Emouvant zréck, wat den Här Benoy a sengem Rapport gesot huet. Hien huet e bësse verléift geschwat vum Smarty, dem Smartmeter, dem Compteur intelligent. déi gréng sinn do, oder vläicht nëmmen hien, ganz begeeschtert, emotional gebonnen! Mee wat ass de Smartmeter? De Smartmeter ass eng Technologie, déi installéiert gëtt, déi am Gasberäich all Stonn ofliest, déi am Elektresch all Véierelstonn ofliest an déi nach ganz aner Méiglechkeeten huet.

An 2007, dat ass scho laang hier, dat sinn elo 13 Joer hier, huet dës Chamber déi Gesetzer gestëmmt, fir dat kënne bei de Leit ze installéieren, obligatoresch.

Mee zënterhier huet sech onheemlech vill geännert! A virun allem huet sech vill geännert am Bewosstsi vun de Leit ëm d'Datesécherheet! Mir hunn och en anere legale Kader. Mir hunn de Règlement général sur la protection des données. Mir hunn aner Instrumenter. Mir haten eng Rei Skandaler, wou mer gewuer gi sinn, wéi einfach et ass, am Laf vun den nächste Joren iwwer elektronesch Mëttelen d'Leit auszespionéieren. D'Sensibilitéit ass haut eng ganz aner.

A wa mer déi Diskussioun haut hunn, da kënne mer net méi higoen a soen: „Mir installéieren obligatoresch bei Leit esou een intelligente Compteur." Mir kënne soen: „Bei Leit, déi gär een hätten", well e vläicht Virdeeler huet, a wann déi Leit dat akzeptéieren, da kënne mer dat maachen. Mee als ADR soe mer: „Obligatoresch kann dat net méi a Fro kommen an deem Kontext, wou mer haut sinn, no deene Léieren, déi mer haten, wat dat ugeet, de Mëssbrauch vun Daten."

Dofir wäerte mir dëst Gesetz net matstëmmen, well mer einfach der Meenung sinn, datt mir de Leit e Choix musse ginn, ob se wëllen en intelligente Compteur oder en analoge Compteur. An do, wou schonn eng Kéier en intelligente Compteur installéiert gouf, mussen d'Leit och d'Méiglechkeet kréien ze soen: „Ech wëll en net méi. Ech hätt gären en analoge Compteur." Dat muss ouni Käschte fir déi Leit ersat ginn. Dat ass Dateschutz gelieft! Dat ass Respekt virun der Privatsphär vun de Leit! Dat ass Rechnung gedroen deenen Entwécklungen, déi mer an deene leschte Joren haten, engem ganz neie Bewosstsinn, engem ganz neie Respekt virun der Privatsphär vun de Leit an der Datesécherheet.

An an deem Sënn, Här President, wëll ech Iech och am Numm vun der ADR eng Motioun iwwerreechen, eng Motioun, déi als Zil huet, de Leit de Choix ze ginn: intelligente Compteur oder analoge Compteur.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- datt no där aktueller legaler Basis an de Secteure vum Approvisionnement mat Gas an Elektresch d'Entreprisen, mee och déi privat Stéit musse mat „Smartmeter", also sougenannten „intelligente" Compteuren, equipéiert ginn;

- datt sech an deem Kontext eng Rei vu Froe stellen, besonnesch wat eng méiglech Intrusioun an d'Privatsphär vun de Leit an de Risiko vun enger Verletzung vum Dateschutz ugeet;

- datt zënter de Gesetzer aus dem Joer 2007, déi d'Installatioun vun intelligente Compteure virschreiwen, sech dat legaalt Emfeld am Dateschutz substanziell geännert huet, besonnesch och duerch de Règlement général sur la protection des données (RGPD);

- datt vill Leit haut op de Problem sensibiliséiert sinn, deen dora besteet, datt et net komplizéiert ass, fir hir Privatsphär duerch technesch Mëttelen ze verletzen;

- datt och vill Leit sech Suerge wéinst enger eventueller Stralebelaaschtung duerch déi Compteure maachen;

- datt sech aus deene Grënn vill Leit dergéint wieren, fir intelligent Compteure bei sech doheem installéiert ze kréien;

fuerdert d'Regierung op,

- datt si der Chamber soll bannent sechs Méint e Gesetzesprojet virleeën, fir dat gesetzlecht Emfeld an deem Sënn ze änneren, datt d'Leit selwer kënnen decidéieren, ob si en intelligente Compteur wëlle bei sech installéiert kréien oder net;

- datt d'Leit, wann si schonn en intelligente Compteur kruten, deen nees kënnen, ouni datt dat mat Käschte fir si verbonnen ass, duerch en analoge Compteur ersetze loossen;

- der CNPD de Wonsch vun der Chamber ze iwwermëttelen, datt si ënnersiche soll (Data Protection Impact Assessment), wéi d'Reseausgestionnairen an d'Fournisseure vu Gas an Elektresch mat deenen Donnéeën ëmginn, déi d'Compteuren, virop déi intelligent Compteuren, hinne liwweren a wéi d'Datesécherheet an d'Rechter vum Konsument an deem Domän nach kënne verbessert ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech deen heite Projet de loi och matstëmmen, well en eng Normalitéit ass, wéi dat gesot gouf, an dësen Zäiten, fir eeben d'Raccordementer op eng Postkrisenzäit weiderzeleeën.

Ech hätt just awer e puer Remarken trotzdeem ze maachen an och vläicht eng Fro ze stellen. Étant donné, datt sech an deene leschten Deeg jo ëmmer villes ännert, wësse mer, datt deemnächst jo och d'Chantieren awer erëm kënnen opgoen. Dat war dee Moment, wou mer deen heite Projet de loi analyséiert hunn, jo nach net de Fall. Dat konnt ee jo och nach net wëssen. An et ass einfach eng Fro, fir ze wëssen, étant donné, datt awer erëm d'Chantieren opginn, datt vläicht Saache fäerdeg gemaach ginn, awéifern dann do duerno Raccordementer vläicht awer méiglech sinn. Oder wéi gëtt dat organiséiert? Dat wier just eng technesch Fro.

An dann duerno awer och eng Remark: Jo, mir deelen och als déi Lénk déi Remark, déi d'Chambre des Salariés gemaach huet. Obwuel mer der Meenung sinn, wa schonn och d'Fournisseuren innerhalb vun der Krisenzäit awer och noutgedrongen an op eng verständlech Aart a Weis hiren Obligatiounen net kënnen nokommen, si mer trotzdeem der Meenung, datt prinzipiell muss séchergestallt ginn, datt wärend der Krisenzäit kee Stroum oder Gas ewechgeholl kritt an datt och net d'Argument kann hierhalen, datt et ëmmer d'Méiglechkeet gëtt, fir bei engem Office social Demarchen ze maachen, fir dohinner ze goen. Mir sinn der Meenung, datt een awer déi Mesure do och muss sécherstellen.

Zu de Compteurs intelligents: Jo, dat ass eng laang Diskussioun. Ech wëll net dorobber agoen. Mee op jidde Fall muss een awer ëmmer oppassen, wa prinzipiell d'Digitaliséierung, an et ass jo och en Deel dovunner, wann dat als Léisung gesi gëtt, fir environnemental Froen ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ze léisen oder sozial Froen ze léisen, datt dat de falsche Wee ass. An et muss ee sech och d'Fro stellen, wat der Digitaliséierung hir Empreinte carbone ass. Well et soll een net mengen, datt mer an enger virtueller Welt liewen: Iergendwou gëtt transportéiert, gëtt produzéiert. Also kann et och en Nullsummenspiel duerstelle par rapport zu den Zilsetzungen, déi am Zesummenhang si mat de sougenannten „intelligente" Compteuren.

Wat d'Intelligenz ass, doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren. Ech zweifele staark dorun.

Op jidde Fall gëtt dat jo och op nach e weidert Joer verluecht. An ech mengen, dat ass dann eng Zäit, déi ee sech kann huelen, fir sech doriwwer Gedanken ze maachen. Anscheinend war d'Software souwisou net esou richteg fäerdeg, wat jo och e bëssen emouvant ass, wéi den Här Kartheiser et géif soen. Ech mengen, et muss ee sech ëmmer ganz aner Léisunge virstellen, wéi direkt wëllen de Wee vun der Digitaliséierung ze goen. Et gëtt vill méi sozial Weeër an och demokratescher Natur.

Ech soen Iech Merci. Ceci étant dit, stëmme mer dat heiten natierlech mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir säi Rapport. Och mir Piraten wäerten dëse Projet matstëmmen. Mir wëllen awer nach eng Kéier d'Regierung drun erënneren, dass an dëse schwieregen Zäiten d'Leit net sollen ouni Gas oder Energie doheem stoen. A mir soen dofir a leeën hir och un d'Häerz, fir am Moment kengem Gas oder Stroum ofzeschalten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Energieminister, den Här Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här President, léif Deputéierten, fir d'éischt wëll ech Iech a virun allem den Deputéierten aus der Energiekommissioun Merci soen, dass mer esou schnell zesumme konnte schaffen iwwer Visio- oder Videokonferenzen. Ech wëll och besonnesch dem Président-rapporteur, dem Här Benoy, Merci soe fir d'Presidence vun deene Reuniounen, awer och fir säi Rapport.

Ech wëll awer dann och dem Conseil d'État Merci soen, dass deen esou schnell säin Avis gemaach huet. Deen Avis vum Conseil d'État huet eis och gehollef, eis éischt Versioun liicht ze adaptéieren. A mir sinn op all déi Virschléi vum Conseil d'État agaangen.

An da wëll ech awer och menge Beamten, déi fläisseg heirunner geschafft hunn, dem Gérard Meyer, dem Marco Hoffmann an och dem Anne Metzler, ausdrécklech Merci soe fir hir ganz Aarbecht, awer och dem Sarah Jacobs, dat matgeholl hef huet um Rapport.

Hei maache mer eng Rei kleng Ännerungen, déi néideg sinn an dëser Kris. Ech mengen, den Här Benoy huet dat gutt erkläert. Et geet drëm, dass mer de Régulateur par défaut brauchen, op deen een zréckfält, wann eng Kéier e Fournisseur vu Stroum géif faillite goen; dee leeft aus am Juni. A fir dass do elo net en onnéidegen Drock entsteet, gëtt déi Frist ëm sechs Méint verlängert.

Den Här Benoy huet och gutt erkläert, dass mer e System hunn: All Gas- a Stroumversuerger muss och ëmmer noweisen, dass en Energieeffizienzmoossname mécht mat de Bierger, mat de Betriber. Och do kommen déi elo e bëssen an d'Labränten opgrond vun der Coronakris.

An da bei de Smartmetere beim Gas ware mer effektiv schonn e bëssen am Retard. Mir hunn elo en Delai gesicht, dee mer och mat de Gasliwweranten, also d'Sudgaz, d'Creos, d'Stad Diddeleng, déi, déi mussen de Gas bei d'Leit bréngen, diskutéiert hunn. Mir hunn elo eng Deadline fonnt, wou ech denken, dass jiddwereen domadder ka liewen. An déi ass och méi realistesch.

Vläicht dann nach eng Kéier zu de Remarken, déi hei komm sinn, engersäits vum Här Galles: Ech mengen, d'Précarité énergétique ass eppes ganz, ganz Wichteges. Et ass och eppes, wat mir wierklech um Häerz läit. Ech hunn a menger Zäit als Europadeputéierten derfir gesuergt, dass europawäit elo quasi all Regierungen an Europa gezwonge sinn, fir d'Précarité énergétique eescht ze huelen. Dat war hei zu Lëtzebuerg scho virdrun de Fall, muss awer och elo iwwerall an Europa gemaach ginn.

An ech kann Iech just soen, och wann een eise System vergläicht mat deem, wat am Ausland ass: Mir hunn e ganz gudde System. Mir maachen dee System elo opgrond och vun engem Amendement, deen den David Wagner abruecht huet, an engem parallelle Gesetz nach e bësse besser. An ech kann Iech garantéieren, dass an dëser Kris wierklech keen do am Ree stoe gelooss gëtt an dass och kee weeder de Stroum nach de Gas ofgeschalt kritt.

Den Här Galles huet och nach déi Fro opgeworf vun der Sécherheet. Ech wëll da vläicht einfach elo och profitéieren dovun, fir all de Leit aus dem Energiesecteur, déi déi lescht Woche wierklech och un der Front waren, ob dat elo war bei der Creos, ob dat war also beim Netzbedreiwer, bei de stätteschen Netzbedreiwer, ob dat bei de Gasnetzbedreiwer war, awer och am Pëtrolssecteur, ech mengen, déi Leit, déi an dëse Konditiounen awer derfir gesuergt hunn, dass d'Tanklagere voll sinn, déi Leit, déi och ënner schwierege Konditiounen an den Tankstellen de Verkaf assuréiert hunn, ech wëll deene vun hei aus alleguerte Merci soen.

An ech wëll Iech just soen, dass ganz gutt Moossnamen, zum Beispill bei der Creos, virun allem och am Dispatching, also do, wou de Stroum verdeelt gëtt, geholl gi sinn. Do sinn extra nei Ekippe gebilt gi mat extra Schichten. Déi Leit, déi hu separat, aner Toiletten. Déi kräize sech net méi. An all déi Moossnamen hunn derzou gefouert, dass mer keen ee Fall hunn, deen an deenen Energiebetriber opgetratt ass. An dat ass och d'Resultat vun där ganz gudder Preparatioun, déi eigentlech d'Energiebetriber hunn.

Vläicht nach en Detail. Et ass och esou dass, wann am Moment iergendee Problem beim Gas wier, da misst natierlech zum Beispill e Mann oder eng Fra vu Sudgaz awer an en Haus goen. An do hu mer en Accord mam CGDIS, dass déi dann och déi néideg Sécherheetskostümer kréien, fir dass déi Aarbechte kënnen ënnert den néidege Sécherheetsaspekter duerchgefouert ginn. Soudass, mengen ech, all déi gutt Moossnamen, déi do sinn, effektiv flott ëmgesat ginn. An nach eng Kéier vun hei aus, vu mir, an ech mengen, Dir kënnt Iech do och uschléissen, all de Leit aus dem Energiesecteur e grousse Merci fir dat, wat se déi lescht Woche fir eis all geleescht hunn!

Den Här Kartheiser huet méi prinzipiell elo nach eng Diskussioun iwwert de Smarty ugereegt. Ech mengen, et ass kloer, dass alles, wat mer do maachen, mat der Dateschutzkommissioun ofgeschwat ass. Dat heescht, mir hunn do den Dateschutz respektéiert. An ech mengen, dat, wat Der do an der Motioun opwerft - géif ech emol vu mir aus soen -, géif ech ofleenen, well dat onnéideg ass.

Den Här Wagner hat dann och nach eng Kéier de Punkt opgeworf vun der Précarité énergétique. Merci nach eng Kéier, dass mer do, mengen ech, iwwer all d'Parteigrenzen eraus, vum Paul Galles bis och bei Iech, esou e groussen Accord hunn. Précarité énergétique ass eis wichteg a mir maachen alles hei zu Lëtzebuerg, dass mer e gutt Netz hunn, fir do de Leit entgéintzekommen.

Vläicht nach e lescht Wuert. Et sinn eenzel Federatiounen, déi gefrot hunn, dass een elo d'Rechnungen net méi sollt bezuelen. Dir musst awer wëssen: Mir hunn nieft dem groussen Enovos, wou de Staat mat dran ass, och kleng Fournisseuren! Mir hunn, fir der zwee ze nennen, zu Miersch e Fournisseur, dat ass e Familljebetrib. Wann elo deen een d'Rechnung net méi bezilt, jo, da kënnt deen aneren an d'Bredouille! A mir hunn en anere Fournisseur nach am Réidener Kanton. Dat heescht, mir wëllen als Regierung net, dass elo aner mëttelstännesch Betriber a Schwieregkeete kommen, just nëmmen, wa mer hei e bësse salopp géife soen: „Bezuelt Är Rechnungen net méi!"

An duerfir si mer an der Regierung op de Wee gaangen, dat hunn ech och mat de Kolleegen an der Regierung esou duerchgeschwat: Mir hëllefen alle Betriber hei zu Lëtzebuerg direkt! Dat heescht, wann d'Haus iergendwou brennt, dann hëllefe mer bei deem Haus. A mir wëllen net, dass dat Haus en anert Haus nach ustécht. An duerfir wëlle mer, dass all Rechnunge bezuelt ginn. A mir gi jo och de Betriber d'Méiglechkeet, iwwer all déi Hëllefsprogrammer, déi mer maachen, fir dass mer an déi Richtung do eng zolidd, robust Politik hunn, déi net nach anerer a Schwieregkeete bréngt, mee mir hëllefen direkt do, wou et richteg ass, an dat ass direkt am Ufank.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den honorabelen Här Gilles Roth huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech wollt nach dem Minister Merci soe fir eigentlech déi Appreciatioun, déi e ginn huet fir déi Leit, déi an dem Energiesecteur schaffen. Well wann an enger Kris den Energiesecteur, an dat ass oft dobaussen net bekannt, net leeft, da ginn dat ganz grav Konsequenze fir d'ganzt Land.

An ech hätt an deem Kontext eigentlech d'Fro un den Här Minister, en ass do agaangen op déi eenzel Salariéë vun der Creos a vun aneren, ob hien awer och net der Meenung wier, dass, wann déi Leit fir hir ausseruerdentlech Aarbechten, déi se wärend der Kris maachen, géifen eng Primm, zum Beispill vun der Creos oder esou, bezuelt kréien, dass se déi net géifen zum volle Montant taxéiert kréien, ob en och déi Meenung kéint deelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Also, Här Roth, ech hat ganz opmierksam nogelauschtert virdrun. An duerfir weess ech, dass Dir do eng Motioun abruecht hutt. Déi Motioun geet jo och an d'Finanzkommissioun an da gëtt se do weiderdiskutéiert. An ech mengen, et ass elo net u mir, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Si ass hei ofgestëmmt ginn!

(Brouhaha général)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Ma nee, hir Motioun ass ... Ass se ganz ofgeleent ginn? Gutt.

Déi Diskussioun, déi gëtt weidergefouert. An ech mengen, dass mer do als Majoritéitsparteien an als Regierung eng kloer Linn hunn an déi verteidegen ech och. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, den Här Benoy hat nach d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

A nee! D'Diskussioun iwwert ...

(Interruption)

Jo, den Här Roth nach eng Kéier!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ma ech hu wierklech zur Kenntnis geholl, dass de Minister och eis Motioun matkritt huet. An en huet och matkritt, dass déi da majoritär vun de Majoritéitsparteien ofgeleent ginn ass. An de Minister huet zum Schluss gesot, d'Regierung an d'Majoritéitsparteien hätten do eng kloer Linn. An duerfir wollt ech awer froen, wouran déi kloer Linn dann do géif bestoen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Fernand Kartheiser hat nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech hunn och eng Fro un den Här Minister, awer net direkt an deem selwechte Kontext. Wann Der mer erlaabt, da stellen ech se elo, da kann den Här Minister vläicht och drop äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Oder ech waarden e bëssen. Wéi Der wëllt, Här President. Soll ech se direkt stellen?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, stellt se direkt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ma da soen ech Iech Merci. Den Här Minister huet jo gesot, si géife mat der Commission nationale pour la protection des données zesummeschaffen an do wär also kee Problem, wat den Dateschutz ugeet. Ech hunn elo hei d'Äntwert vun der Regierung op eng Question parlementaire, déi d'Kolleege vun der CSV gestallt haten. Ech mengen, dat waren déi Häre Roth a Mosar, ...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... wann ech mech gutt erënneren, dat war am November, Enn November zejoert. An do äntwert den Här Minister: « Les préoccupations exprimées par la CNPD, notamment dans son avis et en partie reprises dans l'avis émis par le Conseil d'État, relatives à la conservation des données au "quart-horaire" pour l'électricité et "horaire" pour le gaz naturel - permettant selon eux d'obtenir un profilage détaillé des habitudes des individus et comportant des risques que ces données ainsi collectées soient attentatoires à la vie privée des individus - ont pu être écartées en grande partie. » Also net ganz!

Dat heescht, d'Regierung gëtt hei selwer zou, datt Problemer bestinn am Dateschutz!

Elo froen ech awer den Här Minister, wéi e kann heihinnerkommen a soen: „Et ass kee Problem, mir schaffe mat der Dateschutzkommissioun zesummen", an e gëtt schréftlech der Chamber eng Äntwert, wou e seet, datt d'Problemer net ganz fort sinn? Dat ass allerdéngs net akzeptabel! Här Minister, sot eis: Wou ass de Problem? A wat maacht Der, fir deen aus der Welt ze schafen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Energieminister.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Also nach eng Kéier: Alles, wat mer maachen an der Kollekt vun den Donnéeën (...)

(Micro non allumé)

Nach eng Kéier: Wat den Traitement vun den Donnéeë vun de Smartyen ugeet, dat si Protokoller, déi sinn alleguer ofgeschwat mat der Dateschutzkommissioun. An d'Dateschutzkommissioun, mengen ech, huet dat bis dato gutt-geheescht. Esou gesinn ech net, firwat do e Problem wier.

Nach eng Kéier zréck op dem Här Roth seng Fro, wann ech mech virdru vläicht net kloer genuch ausgedréckt hunn. Ech mengen, et ass de Betriber hir Verantwortung an och hir Saach, an ech mengen, dat iwwerloosse mer de Betriber. Dat ass eis Linn.

(Interruptions diverses)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- D'Besteierung awer, mengen ech, net!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Besteierung awer net! Dat ass schonn eng Regierungsdecisioun.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Jo!

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roth wëllt nach ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, wat ass dann d'Äntwert, Här Minister?

(Brouhaha général)

Une voix.- Wou ass d'Linn?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Minister!

Une voix.- Elo leeft de Minister fort!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Minister, et ass scho richteg, dat deele mir mat Iech. Wann den Employeur, ob dat eng ëffentlech oder eng semiëffentlech ...

(Interruptions)

... Entreprise ass, eng Primm bezilt, dann ass dat d'Decisioun vun där Entreprise. Mee dat, wat eis jo interesséiert, dat ass: Wéi ass d'Besteierung, déi d'Regierung vun där Primm wëllt maachen? Well ech ginn Iech Recht ...

(Interruption par M. le Ministre Claude Turmes)

Jo dach! D'Rechnung ass awer ganz einfach: Wann Dir eng Primm zousätzlech zu dem Salaire ausbezuelt a wann de Montant vun der Primm 100 Euro sinn, da ginn do 55 Euro Steiere plus Sécurité sociale erëm zréck un de Staat. An Dir hutt virdru gesot, Dir hätt do eng kloer Linn. Sot eis am Numm vun der Regierung, wat déi kloer Linn ass!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie*.- Also ech mengen, Här Roth, déi Diskussioun war virdrun. Mir hunn där Diskussioun als Regierung nogelauschtert. An ech kann déi Fro och nach eng Kéier mathuelen an de Regierungsrot. Mee nach eng Kéier: D'Verantwortung ass bei de Betriber, an da kucke mir, wéi mer dat steierlech reegelen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass awer keng kloer Linn, dat do!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Claude Turmes.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7546. Den Text steet am Document parlementaire 7546[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7546 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique.

(Brouhaha général)

Une voix.- Mir verstinn hei näischt!

Une seconde voix.- De Mikro, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Voilà!

Plusieurs voix.- Aa!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique. Duerno maachen ech een Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmme fänkt un.

De Quorum ass erreecht. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss: Dëse Projet ass mat 55 Jo-Stëmmen a mat 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer elo zum Vott respektiv zur Diskussioun vun der Motioun, déi den Här Kartheiser deposéiert huet. Fir d'éischt wollt den Här François Benoy ee Wuert dozou soen.

Motion 1

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass effektiv esou, dass ech total begeeschtert si vum „smart metering". Voilà! Et ass och op europäeschem Niveau scho längst decidéiert, dass an der ganzer Europäescher Unioun Smartmetere sollen installéiert ginn. An do ass den Delai och deen, dass dat 80 % solle si vun de Compteure bis 2020. An et geet een och dovun aus, dass, wéi ech dat och virdrun ausgefouert hunn, d'Smartmeteren

immens wichteg si fir d'Zukunft och um Wee vun der energeetescher Transitioun, dass een insgesamt och do kann e gudde Pak Energie spueren.

A well de Paul Galles virdrun de Projet de loi vun dem Stroum, dee mer de Moment an der Kommissioun diskutéieren, an d'Spill bruecht huet, wëll ech och soen, dass ee vun de wichtegste Punkten, déi mer do diskutéieren, eeben dee ganze Volet Prosumer ass, wou et eeben drëms geet, dass een engersäits och selwer Produzent ka si vum Stroum wéi och Konsument. A grad dofir brauche mer och déi Technologie, déi allgemeng eng Netzentlaaschtung och duerstellt, wat gutt ass fir d'Dezentraliséierung. An deem Sënn ass dat wierklech e wichtegen Outil.

An dofir proposéiert meng Fraktioun (veuillez lire: An dofir proposéiert meng Fraktioun, dës Motioun ofzeleenen) a meng Fraktioun wäert déi Motioun dofir net matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. An dann huet den honorabelen Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ech mengen, déi Diskussioun ronderëm d'Smartmeteren ass an eisen Aen eng Diskussioun, déi awer misst kënne gefouert ginn. Ech sinn elo, mengen ech, genau fënnef Joer Member vun der Chamber - et war am Abrëll 2015, jo - an ech hunn net an Erënnerung, mee ech ka mech awer vläicht ieren, datt mer eng gréisser Diskussioun doriwwer gefouert hätten.

Et ass awer och net esou ..., also, ech verstinn déi Begeeschterung einfach net. Fir mech ass dat Naivitéit. Ech weess net, ob d'Smartmetere problematesch si fir d'Gesondheet. Souwäit ech gelies hunn, mengen ech éischter net. Ech mengen, datt dat och net den Haaptproblem ass.

Mee et gëtt awer Froen, déi sech stellen iwwert d'Finalitéit. Et gëtt Froen, déi sech stellen iwwer alternativ Methoden, fir Energie ze consomméieren, well ech wëll erëm eng Kéier soen, datt een eng Kéier driwwer diskutéiere misst, wivill ee spuert a wivill een awer och als Empreinte carbone bei deene Methoden hannerléisst. Et ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. An och iwwert den Dateschutz muss een awer kënnen diskutéieren.

Et kann een net einfach esou am Plenum soen: „Et ass alles an der Rei, et ass alles an der Rei. D'CNPD huet gréng Luucht ginn." Ech mengen, et sinn immens vill Froen, déi ee muss kënnen awer diskutéieren an aller Rou.

An ech géif et schued fannen, wann een d'Motioun einfach esou géif ofleenen. Ech géif proposéieren, datt mer awer eng Réunion jointe maachen. Mech géif et brennend interesséieren, och verschidden Acteure vun deem Secteur ze gesinn an doriwwer ze diskutéieren. Ech kéint mer virstellen, datt een eng Réunion jointe mécht vun de Kommissiounen Energie a Medien oder Kommunikatioun - ech mengen, dat sinn déi, déi betraff sinn, wann ech mech net ieren - an datt een eng Kéier awer och wierklech doriwwer kann diskutéieren.

D'autant plus datt mer en Delai hunn. Ech mengen, et soll een net onbedéngt ëmmer Verschwörungstheorien op d'Mauer engersäits zeechnen, mee anerersäits soll een och net béatement, naïvement mengen, datt dat eng Léisung wär fir den Energieproblem.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Am léifste géife mir soen: „Kommt, mer verweisen dës Motioun an d'Kommissioun an diskutéiere se eng Kéier!" Et sinn u sech dräi Punkten, déi an dëser Motioun interessant sinn. Den éischte Punkt ass dee vun der Fro vun der eventueller Stralebelaaschtung, wat, mengen ech, e Punkt ass, deen een awer muss seriö diskutéieren. Well wann och nëmmen e Risiko besteet, dass et kéint sinn, dass eng Stralebelaaschtung besteet, da musse mer eis dat awer nach eng Kéier ganz genau zu Gemitt féieren.

Den zweete Punkt ass dee mat der Fräiheet, ob een dann elo e Smarty huet oder en analoge Compteur wëllt zréckkréien oder behalen, dat ass eng Fräiheet, déi kléngt zwar ganz gutt, ass awer e bëssen trügeresch, well op ville Plaze scho längst ersat ginn ass. An ech mengen, wann ech mech richteg un d'Zuelen erënneren, déi de Minister eis gesot hat, da sollte bis den 31. Dezember 2020 urspréinglech scho 70 % vun de Compteuren eigentlech ersat ginn. Dofir ass et e bëssen trügeresch, zemools mer hei natierlech och e Gesetz virleien hunn, wat dat eigentlech virgesäit.

An een drëtte Punkt ass deen eebe vun dem Dateschutz, wou mir mengen, dass et ganz wichteg ass, dee Punkt awer eng Kéier a Rou ze diskutéieren an och ze kucken, wat fir en Avis dann d'CNPD do wierklech virleien huet, an doriwwer dann och ze diskutéieren.

Eis Propos wär dofir, déi ganz Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Eng aner Propos wär, mee mir mussen da kucken, wéi d'Kolleege vun der ADR dat da gesinn, am anere Fall se einfach ze splécken - mam leschten Deel si mer esou oder esou d'accord - an déi éischt zwee Punkten dann an d'Kommissioun ze verweisen. Dat Bescht wär, se einfach integral an d'Kommissioun ze huelen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heite schwätzt mech a méi wéi engem Theemeberäich un. Dat Éischt ass: Se ass mer op den éischte Bléck ganz sympathesch, d'Motioun. E fräie Choix. Et ass exzellent, datt elo op eemol d'Regierung nach eng Kéier soll e Projet de loi deposéieren, wou u sech, wa mer eis als Chamber géifen eescht huelen a mer dat dote wierklech wéilten, all Deputéierten och kéint eng Proposition de loi schreiwen.

Ech mengen, mir hunn haut sechs Proposition-de-loien hei ugeholl, soudatt se weiderginn an der Prozedur. Dat weist, datt dat en Outil ass, deen ee ka benotzen.

An ech sinn der Meenung, an dat ass de Grond, firwat ech mam éischte Punkt vun der ADR-Fuerderung net averstane sinn, datt, wa mer eis als Parlament an als Deputéierten eescht huelen, datt mer sollen déi Texter, wa mer eppes ännere wëllen, och schreiwen. An net soen: „Wannechgelift, léif Regierung, schreift eis dach eppes, fir eppes réckgängeg ze maachen, wat Der selwer deposéiert hutt!" Ech mengen, dat wär u Logik iergendwéi net ze verstoen. An deementspriechend hunn ech mam éischte Punkt e Problem, och wa mer grondsätzlech d'Fuerderung vum fräie Choix dach sympathesch ass.

Dann deen zweete Punkt, datt d'Leit sollen hire Compteur erëm op de Müll puche kënnen. Ganz éierlech: Mir schwätzen hei vun Nohaltegkeet! Mir schwätzen hei vun enger Économie circulaire! Mir hu schonn e Problem mat Elektromüll an da solle mer de Leit soen: „Ma Dir hutt elo e Compteur, da pucht en op de Müll!" Ech hunn do och e bësse meng Bedenken, datt dat déi richteg Pist an déi Richtung ass.

An da komme mer zu där technescher Fro. An erlaabt mer, datt ech do e bëssen aushuelen, an ech hoffen, datt de President net direkt op d'Klack schléit!

Dat Éischt ass d'Frequenz, d'Stralebelaaschtung, dat, wat ganz gären a Youtube-Videoen op obskuren Internetsäiten a soss iwwerall kommentéiert gëtt. Ma de Smarty sent op 868 Megahertz. Sou, wat ass dat? Dat ass eng Zuel. Dat seet guer näischt aus. 868 Megahertz ass en Deel vun der Digital Dividend. Dat ass also eng Frequenz, déi fräi ginn ass doduerjer, datt mer haut net méi analog Tëlee kucken, mee digital. Dat ass also eng Frequenz, wou fir Dekade laang Stralebelaaschtung existéiert. Dat ass keng nei Belaaschtung. Tout au contraire, déi Frequenze ginn haut manner benotzt, well mer net méi Tonnen Tëleeskanäl op genau deem Frequenzband ausstralen. Wien also sech drun erënnert, datt mer nach d'Tëlee gekuckt hu mat enger Antenn, déi mer hu missen ariichten, ma dee weess, datt en där Stralung scho mindestens zënter där Zäit ausgesat ass. Huet also dat iergendeppes mat medezinnescher Sécherheet oder mat engem „Mer-denken-nach-eng-Kéier-no" ze dinn? Probablement net! Well déi Frequenze gi säit Jorzéngte benotzt. Dat also zur Stralebelaaschtung!

Ech mengen, datt ee sech do wierklech muss bewosst sinn, iwwer wat ee schwätzt, an dann och technesch sech bewosst sinn, iwwer wéi eng Frequenzen ee schwätzt.

Et gëtt méi geféierlech Frequenzen, ioniséierend Stralung. Dat heiten ass keng. Dat hei ass eng Frequenz, déi säit Jorzéngte benotzt gëtt, iwwregens och fir wireless Mikroen, fir Telecommanden, fir Walkie-Talkien, also fir eng ganz Rëtsch vu Gebräicher, wou d'Leit sech awer keng Gedanken ëm d'Stralebelaaschtung maachen. Deementspriechend sollt een dat Argument wierklech mat Virsiicht genéissen.

Dat Zweet ass: Déi ganz Kommunikatioun vum Smarty gëtt, anescht wéi an anere Länner, no engem Standard verschlësselt, dee bekannt ass. All Gerät huet säin eegene Schlëssel, deen den Netzbedreiwer Iech och gäre gëtt, wann Der frot. Da kënnt Der selwer nokucken, mat e bësse bastelen a mat Open-Source-Software, wéi Der Stroum verbraucht. Dir kënnt also Äre Smarty kontrolléieren. Dir kënnt selwer novollzéien, wat dee Smarty wéini mécht. De Problem ass och net d'Datenerhiewung. D'Datenerhiewung, wivill Stroum ech verbraucht hunn, dat ass eppes, wat historesch soss vun engem erhuewe ginn ass, deen - an do weess een dann och net méi, wien ee virun der Dier stoen hat -, geschellt huet an dee mat Iech an de Keller gaangen ass an op Äre Compteur gekuckt huet an ënnerwee natierlech och gesinn hutt, wéi Der gewunnt hutt, an esou weider.

Den Dateschutz ass e Problem beim Späicheren a beim Verschaffe vun deenen Donnéeën.

(Interruption)

Well, an do sollte mer och ganz pragmatesch drun erugoen, d'Sécherheet beim Späicheren ass vläicht bei grousse Gruppen, déi Geld hunn, fir doranner ze investéieren, eventuell potenziell besser opgehuewen, mee wéi de Minister et richteg gesot huet: „Mir hunn hei zu Lëtzebuerg Operateuren, dat si Familljebetriber."

(Interruption)

An ech kommen aus dem Secteur, wou ee vill mat klenge Betriber an der Informatik zesummeschafft. A wa mer wëssen, datt schonn de Staat et net ëmmer fäerdegbréngt, all Datebank ze securiséieren, da muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Datebanken hei gutt genuch securiséiert sinn.

Dofir, den drëtte Punkt vum DPIA interesséiert mech brennend. Ech géif dat Dokument gäre liesen, wa mer esou eent erstellen. Ech géif et och gutt fannen, wann dat an enger Kommissioun géif presentéiert ginn.

Déi zwee éischt Punkten, muss ech ganz éierlech soen, déi gehéiere fir mech an d'Kategorie vum Folklor. An do kann ech dann d'Motioun och net matdroen, wa se da sollt integral zum Vott kommen.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann hat den Här Kartheiser nach eemol d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. An ech soen och Merci deene Lénken an der CSV fir hir konstruktiv Interventiounen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et ass e bësse wäit ewech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech ... Jo, et ass e bëssen eng Réckkoppelung. Ech weess zwar elo net, ...

(Interruptions)

Bon, ech probéieren. Also, Här President, ech wollt deene Lénken an der CSV Merci soe fir hir konstruktiv Bäiträg. Ech huelen Nott vun der Positioun vun deene Gréngen, déi jo weider ganz verléift sinn an de Smarty. Den Här Benoy huet eis dat elo hei offiziell gesot.

A mat allem Respekt fir d'Kolleegen, mee ech kann nëmme laachen iwwert d'Positioun vun de Piraten. Wësst Der, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech och iwwer Är, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... et ass esou: Heiansdo gesi mer an der Politik, datt eng Partei hir Meenung wiesselt, wa se vun der Oppositioun an d'Regierung geet, wéi déi gréng beim CETA, zum Beispill, oder ... Et gëtt där Beispiller sou vill, datt, wa se an der Regierung sinn, dann ännere se eeben hir Meenung, hir Iwwerzeegung iwwer Nuecht an zéien dat dann duerch. Dat kann een novollzéien, och wann een et net muss gutheeschen.

Mee d'Piraten brauchen net an d'Regierung ze goen, fir ëmzefalen! Et geet duer, datt eng Partei, déi ugetrueden ass, well se sech soi-disant wollt fir den Dateschutz, a wat weess ech alles, engagéieren, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir kënnt dat Wuert dach net emol buschtawéieren, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... e Manuel d'emploi liesen, mat e puer techneschen Ausdréck, a scho si se begeeschtert. Dat ass keng Politik! Dat ass wierklech egal wat!

Ech wollt awer elo hei soen: De Fong vun deem, wat mer soen, dat ass extreem wichteg, well et gëtt eng Rei seriö Dateschutzproblemer. Ech wëll Iech der just e puer nennen. Éischtens emol: Wat si wierklech déi technesch Méiglechkeeten? Am Abléck gëtt all Véierelstonn respektiv all Stonn ofgelies.

(Interruption par la présidence)

Mee et kann ee vill méi wäit ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, Dir musst geschwënn zu enger Konklusioun kommen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kommen ech. Ech kommen, Här President, ganz séier zu enger Konklusioun.

Plusieurs voix.- Sch!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt Iech och soen, datt et ganz wichteg ass, datt mer emol kontrolléieren, wéi sécher dann déi Dateniwwermëttlung ass a wat do alles dertëschent ka geschéien, wéi déi Firmen dermat ëmginn, déi déi Date kréien! An dat gëtt an der Belsch, zum Beispill, an op anere Plaze ganz staark diskutéiert!

D'Rechter vum Konsument, den Droit d'opposition, den Droit vun Asiicht an déi Donnéeën a wéi se traitéiert ginn. Dat hei ass ganz seriö! An et geet hei ëm de Schutz vun der Privatsphär vun de Leit. An dofir sti mir zu dëser Motioun. An et sief dann, d'Regierungskoalitioun hätt hir Meenung geännert, mee soss stëmme mer dat hei elo of. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert den elektronesche Wee. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen. Domadder ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 31 voix contre, 4 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer och um Enn vun der Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.56 heures.)

Le saviez-vous ?

PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi est une initiative législative émanant d'un député. De même que pour les projets de loi, l'auteur de la proposition de loi expose l'objectif de sa proposition et en commente les articles.

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden
- *M. Léon Gloden*

3. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement, M. le Ministre Pierre Gramegna et M. Georges Engel) (dépôt de l'amendement 1) - Mme Simone Beissel - M. Claude Haagen - M. Charles Margue - M. Roy Reding (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Marc Baum (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Sven Clement (dépôt de l'amendement 2) (interventions de M. André Bauler et M. Claude Haagen)*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Marc Baum, M. Sven Clement et M. Laurent Mosar) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar et M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *M. Roy Reding*
- *Vote sur l'amendement 2 (rejeté)*
- *Vote séparé sur l'article 6 (2) du projet de loi (adopté)*
- *Vote séparé sur l'article 6 (3) du projet de loi (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *M. Fernand Kartheiser*

4. Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes
- *Exposé : M. Jeff Engelen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Discussion générale : M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Mars Di Bartolomeo - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Jeff Engelen - M. André Bauler - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. André Bauler - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Jeff Engelen - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur le renvoi de la motion en commission (rejeté)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

5. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

6. Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie
- *Exposé : M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. David Wagner - M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel (fait personnel) - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (interventions de M. Georges Engel, M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Sven Clement (fait personnel)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert direkt un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech géif gär eng Proposition de loi deposéieren. Ech soen et direkt: „Et huet näischt mat Corona ze dinn." Et geet ëm d'Gesetz iwwert d'Handelsermächtegungen, wat mer 2011 ofgeännert hunn a wou mer d'Notioun vum Lien réel agefouert hunn. Déi Persoun, déi eng Handelsermächtegung kritt, muss e Lien réel mat der Gesellschaft hunn.

An am initiale Projet stoung deemools, datt och de Mandataire kéint esou eng Autorisation d'établissement kréien. Dunn huet de Staatsrot säin Avis ofginn an en huet do deemools gemengt, datt den Direkter, deen och am Text steet, an de Mandataire dat selwecht wieren, an dunn ass leider de Mandataire erausgeholl ginn.

Dat heescht konkreet haut: Een, deen Administrateur an enger Gesellschaft ass an dee kee Statut als Employé huet, well e kee Lien de subordination huet, ka keng Handelsermächtegung kréien, wann d'Gesetz strikt applizéiert gëtt. Dat féiert ganz oft zu Diskussiounen an zu Schwieregkeeten, well eebe vill Leit, déi eng Handelsermächtegung wëllen ufroen, net d'Konditiounen erfëllen, déi duerch d'Jurisprudenz festgesat sinn - Salarié ze sinn -, an eeben och oft wëllen Independant bleiwen.

An duerfir maachen ech dës Proposition de loi, dass mer an den Text erëm de Mandataire eranhuelen, wéi et am Ufank deemools 2011 am Projet de loi war. Dat ass och eng Vereinfachung. Et sinn och ganz oft auslännesch Entreprisen, déi sech hei nidderloossen, fir déi dat do, den aktuellen Text, en Hindernis ass.

Merci.

***7564** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gloden.

3. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7545 iwwer e Garantieregimm fir déi national Ekonomie am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Simone Beissel, den Här Claude Haagen, den Här Charles Margue, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech Iech, Här President, Merci soen, dass Der mer e bësse méi Riedezäit gitt, fir dëse Projet virzestellen, deen net iwweraus komplex ass, mee deen awer verschidden Erklärunge verlaangt an deen och e gewëssene Käschtepunkt huet. Merci, Här President.

De Gesetzesprojet 7545 schreift sech an eng Rei vu Moossnamen an, déi d'Regierung geholl huet, fir eis national Wirtschaft an der Kris ze ënnerstëtzen. De sougenannte Prêt, dee vum Staat garantéiert gëtt, däerf also net als eng isoléiert Mesure gekuckt ginn; en ass villméi en Element an engem groussen Ensembel vun Hëllefsinstrumenter.

Wärend der Kris vun 2008 war och eis Finanzplaz schwéier vun de Konsequenze vun der amerikanescher Subprimekris getraff ginn. Haut awer ass d'Bankewiesen en Deel vun der Léisung. D'Banke sinn déi Instituter, déi dem Staat kënnen hëllefen, fir den Entreprisen zur Säit ze stoen. D'Banken huelen also hir Responsabilitéiten. Ronn 7.000 Moratoirë si scho fir sechs Méint an engem Cumul vun 2 Milliarden Euro accordéiert ginn. Dës Moratoirë sti voll a ganz an de Bicher vun de Banken. De Staat garantéiert dës also net.

De garantéierte Prêt gesellt sech elo bei dës Moratoiren. Dëst Instrument ass natierlech eng Iwwergangsléisung. Et geet drëms, fir mat dëser Hëllef d'Kris duerchzestoen, ze iwwerbrécken, fir dann nees de Start ze finanzéieren. D'Garantie viséiert d'Prête vun Entreprisen, déi duerch d'Coronakris a finanziell Schwieregkeete gerode sinn, a wäert déi Kreditter ofdecken, déi tëscht dem 18. Mäerz an dem 31. Dezember dëses Joers accordéiert ginn. Dës Kreditter kënne maximal iwwer sechs Joer lafen.

Wéi fonctionéiert de Mechanismus, deen dëse Projet virgesäit? Fir d'éischt geet de Betrib bei d'Bank an erkläert hir seng finanziell Situatioun. Da bewäert d'Bank, zesumme mat dem Client, dës Situatioun a sicht déi passend Léisung fir de Betrib. Dat kann entweeder e Produit vun der SNCI, dem Office du Ducroire oder der Europäescher Investitiounsbank sinn.

Dës Instrumenter gëtt et scho laang. Si ginn am Exposé des motifs opgezielt, stinn awer net expressis verbis an engem Artikel vun dësem Gesetzesprojet. Wann et keent vun dësen Instrumenter ass, da gëtt et de klassesche Wee vum Bankkreditt, also e Prêt, eng Kredittlinn oder en Investitiounskreditt. An deem Fall entscheet d'Bank, ob si dee ganze Risiko dréit oder ob si dann d'Garantie vum Staat freet, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.

Et entsteet keen neien Typ vu Kreditt. Et geet just drëm, dass d'Banken hir Prête vun der Garantie vum Staat kënnen ofgedeckt kréien, dass si also dovunner profitéiere kënnen. Am Fall vun engem Kreditt mat Staatsgarantie zitt d'Bank hir normal Prozedur mat enger Analys vum Dossier duerch. Wa se de Prêt guttheescht, dann notifiéiert si dëse mat Hëllef vun engem informatesche System bei der Tresorerie vum Staat. Si bezilt der Tresorerie d'Primm vun der Garantie. D'Garantie ass automatesch ugeholl, wann d'Primm bezuelt ass a wa keen Avis contraire vun der Tresorerie virläit. D'Tresorerie vum Staat notifiéiert de Prêt bei der Europäescher Kommissioun.

Kënnen all d'Banken op dës Garantie zréckgräifen? Jo, mee ënnert der Bedéngung, dass se eng Konventioun mat der Tresorerie ënnerschriwwen hunn. Dës gëtt an dësen Deeg mat der Bankenassociatioun ausgehandelt. Si basséiert um Gesetz an duerfir ass se nach net finaliséiert.

D'Garantie deckt 85 % vum Risiko of, also de Montant, dee geléint ass, plus d'Zënsen, an dat bis zu enger Limitt vun 2,5 Milliarden Euro. 15 % vum Risiko gi vun de Finanzinstituter gedroen. Dëse Prozentsaz ass am Austausch mat de Banken ausgehandelt ginn. Andeems d'Banken och en Deel vum Risiko droen, iwwerhuele si e Stéck Verantwortung a si sinn natierlech motivéiert, fir d'Dossiere weider seriö unzepaken, wat natierlech de Risiko vum Staat erofsetzt.

Weider ass nach ze bemierken, dass eng Bank hir aktuell Prêten net mat deene Prêten ersetze kann, déi vun der Garantie ofgedeckt sinn. D'Banke maachen och weider d'Analys vun den Dossieren. Dat ass de Finanzinstituter hiert Handwierk, hire Metier. Dat kënne si besser wéi de Staat.

Da sief och preziséiert, dass net jiddereen esou e garantéierte Prêt kritt. D'Problemer, déi de Betrib huet, musse mat der Kris, déi de Virus ausgeléist huet, direkt zesummenhänken. Well et e Kreditt ass, mussen d'Banke sech vergewësseren, dass de Betrib och iwwerhaapt capabel ass, fir dësen erëmzebezuelen. Verschidde Betriber sinn iwwregens ausgeschloss. An zwar sinn dat déi, déi un den Immobiliesecteur gebonne sinn. Et geet jo schliisslech drëm, fir d'Realwirtschaft ze ënnerstëtzen an net spekulativ Tendenzen am Immobilieberäich. An enger änlecher Logik sinn och SOPARFIen ausgeschloss. D'Aidë fir déi Firmen, déi virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwieregkeete waren, falen net ënnert de Champ d'application vun dësem Gesetz. Hei gëtt sech op dat europäescht Recht beruff, an zwar d'Reglement 651 vun der EU-Kommissioun vum 17. Juni 2014.

De maximale Montant vum Kreditt läit bei 25 % vum Ëmsaz vum Betrib, deen 2019 festgestallt gouf oder dat lescht Joer, wat erfaasst gouf. Fir déi jonk Betriber, virun allem am Startupberäich, kann de maximale Prêt net dat Duebelt vum järleche Coût salarial iwwerschreiden. Abegraff sinn hei déi sozial Laaschten an d'Käschte vum Personal, dat um Site vum Betrib schafft, mee offiziell als Sous-traitant betruecht gëtt. D'Referenzjoer ass d'Joer 2019 oder dat lescht erfaasst Steierjoer.

Wann de Betrib 2020 gegrënnt gouf, da gëtt de järleche Coût salarial gekuckt, dee fir déi éischt zwee Aktivitéitsjoren estiméiert gouf. Et kann een de Prêt mat dem Moratoire op de besteeënde Kreditter kombinéieren. Dobäi kënnen also och nach Aidë kommen, dat awer nëmmen an de Limitte vum europäesche Recht, also aktuell maximal 500.000 Euro am Kader vun der De-minimis-Formel.

E Beispill: E Kleedergeschäft huet missen den 18. Mäerz seng Diere wéinst der Kris zoumaachen. Säi Patron kann also eng direkt Hëllef vu 5.000 Euro kréie plus de Chômage partiel fir seng Salariéen, dann eng Avance vu maximal 500.000 Euro, déi zréckzebezuelen ass, dann e Prêt mat staatlecher Garantie souwéi all aner Mesure, wéi zum Beispill de Moratoire op de Remboursementer vun engem Kreditt.

De Staat imposéiert fir d'Kreditter keng Zënssätz. An der Konventioun, déi mat der ABBL ausgehandelt gëtt, sollen d'Banke sech awer un d'Tauxe vum Marché halen. Dës leien normalerweis ronderëm 2 % bis 3 %, dat a Fonctioun vun der Gréisst vum Betrib, vum Montant a vun der Dauer vum Prêt. D'Garantie gëtt no engem Barème bezuelt, dee vun der Gréisst vum Betrib an der Dauer vum Prêt ofhänkt. Déi europäesch Texter imposéieren de Prinzip vun der Berechnung vun der Primm.

Fir kleng a mëttelgrouss Betriber, fir de Mëttelstand also, ass d'Prime de garantie follgendermoosse fixéiert: 25 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun engem Joer, 50 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun zwee bis dräi Joer, 100 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vu véier bezéiungsweis fënnef a sechs Joer.

Kommt, mir huelen direkt e Beispill fir ze verstoen, wat dat konkreet heescht! Leider hunn ech elo keng Tafel, fir alles dropzeschreiwen. Ech wëll elo net hei de Professer spillen, mee ech versichen awer, dass mer et alleguer verstinn - ech schléisse mech net aus.

Also e mëttelstännesche Betrib léint gär 40.000 Euro op zwee Joer. Do si mer da bei 50 Basispunkten. E Basispunkt, dat hunn ech dës Woch och eréischt geléiert, entsprécht 0,01 %. 50 Basispunkten, dat ass also 50 mol 0,01 %, ass gläich 0,50 %. D'Prime de garantie, déi dann ze bezuelen wier, wier 0,50 % vu 40.000, dat sinn 200 Euro.

Komme mer dann zu de grousse Betriber! Fir dës Kategorie vu Betriber ass d'Prime de garantie follgendermoosse fixéiert: 50 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun engem Joer, 100 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun zwee bis dräi Joer, 200 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vu véier bezéiungsweis fënnef a sechs Joer.

Ech ginn Iech dann nees e konkreet Beispill: Eng grouss Firma léint 2 Milliounen Euro op fënnef Joer. Do si mer da bei 200 Basispunkten. Ee Basispunkt entsprécht, wéi gesot, 0,01 %. 200 Basispunkten, dat ass dann 200 mol 0,01 %, ass gläich 2 %. D'Prime de garantie, déi an deem Fall ze bezuele wier, wier dann 2 % vun 2 Milliounen, dat sinn da 40.000 Euro.

Et sief nach gesot, dass déi Lëtzebuerger Tarifikatioun ganz verstänneg ass. A Frankräich leie mer bei 75 Basispunkte beim klenge Betrib amplaz 50 där Punkten heiheem. A bei enge grousse Betrib leie mer bei 450 Basispunkten amplaz 200 där Punkten zu Lëtzebuerg.

D'Tresorerie vum Staat ass mat dësem Dossier vun der Garantie de prêt chargéiert ginn, well si duerfir déi néideg Mëttel huet. Iwwregens preziséiert d'Kontabilitéitsgesetz vum Staat, dass d'Tresorerie d'Regëster mat de Garantien, déi de Staat accordéiert, verwalt souwéi och d'Regëster mat de Participatiounen an den anere Finanzavoiren. A well dat e logesche Choix ass, koum d'SNCI duerfir net a Fro.

Et sief nach bemierkt, dass d'Staatsgarantie op Demande vun der Bank mobiliséiert gëtt, wann d'Bank beweise kann, dass d'Fongen, déi geléint goufen, net zréckgi goufen an dass all frëndschaftlech Arrangementer oder all rechtlech Recoursen net gegléckt sinn.

Doriwwer eraus muss si och beweisen, dass nom Octroi vum Prêt, deen duerch d'Garantie gedeckt ass, se dem Betrib méi geléint hat wéi virum 18. Mäerz 2020, also deem Moment, wou den État de crise ausgeruff gouf. Wa gefuddelt gëtt, muss de Betrib direkt alles zréckbezuelen, Zënsen abegraff.

Zum Schluss nach e puer Remarken: Éischtens, d'Banke mussen de Betriber, deene si Sue léinen, am Virfeld soen, wat si mat den Donnéeë vun hire Clientë maachen, wéi dës Daten also behandelt ginn. Si brauchen dofir de Firmen hir Zoustëmmung.

Zweetens, all individuell Hëllef, déi op Base vun dësem Gesetz accordéiert gëtt, muss um Transparenzsite vun der Europäescher Kommissioun spéitstens zwielef Méint duerno publizéiert ginn.

Drëttens, de Gesamtbudget fir dës Moossnamen däerf net 2,5 Milliarden Euro iwwerschreiden.

Véiertens, de Finanzminister gëtt duerch dësen Text autoriséiert, fir een oder méi Emprunte fir e globale Montant vun 3 Milliarden Euro opzehuelen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 10. Abrëll keng gréisser Awänn formuléiert. D'Observatiounen, déi vun der héijer Kierperschaft ervirgehuewe goufen, betreffe gréisstendeels Verbesserungsvirschléi um Niveau vun de Formulatiounen an de benotzten Termen. Doriwwer eraus huet de Staatsrot ënnerstrach, dass d'Tresorerie net iwwer eng Personalité juridique verfüügt a soumat keng Konventioune mat de Kredittetablissementer ofschléisse kann. De Staatsrot freet, dass dës Konventioune mam Finanzminister gemaach solle ginn.

Eng weider Remark gouf et dann zum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, déi am Kader vun der Mise en place vun de Garantië gesammelt ginn. De Staatsrot huet hei e puer Prezisiounen zum Traitement, dem Benotzen an der Conservatioun vun dësen Donnéeë gefrot.

Notéiert gouf och, dass am initiale Gesetzesprojet d'Finalitéit vun der Autorisatioun fir d'Emissioun vum Emprunt an Héicht vun 3 Milliarden Euro op d'Bedierfnisser am Kontext vun der Coronakris begrenzt sollt sinn. De Staatsrot huet seng Preferenz fir déi traditionell Formulatioun ausgedréckt, déi manner spezifesch ass.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers felicitéieren, an hire respektiven Avise vum 30. Mäerz, engersäits fir d'Envergure vun de Moossnamen, déi an dësem Projet de loi festgehale sinn, an anerersäits fir d'Schnelligkeet, mat där dëse Gesetzesprojet zustane komm ass.

Béid Chambres professionnelles weisen och op den exceptionnel héijen Taux vu 85 % hin, mat deem de Staat fir Kreditter biergt, an et esou mat erméigleche wäert, dass d'Entreprisen u Liquiditéite kommen. Bedenke bleiwen awer bei de reschtleche 15 % vum Risiko, déi vun de Banke gedroe ginn.

D'Chambre des Métiers freet, dass d'Konventioune mat de Banken en explizitte Verbuet fir weider Garantië virgesäit, woubäi d'Handelskummer sech d'Fro stellt, ob fir verschidde Branchen net weider Garantië misste virgesi ginn.

Eng gemeinsam Kritik betrëfft d'Situatioun vu jonken Entreprisen, déi 2019 nach kee beträchtleche Chiffre d'affaires opweises haten oder opweise konnten. Den Auteure vun den Avisen no wäerten dës Entreprisen duerch de Projet de loi benodeelegt ginn.

Béid Chambres professionnelles weise sech averstane mat de Primmen, déi fir d'Garantië mussen un de Staat bezuelt ginn. Se begréissen, dass dës Primmen eng Progressivitéit um Niveau vun der Dauer vum Kreditt an der Gréisst vun der Entreprise erëmspigelen.

De leschte Punkt, deen ech bei den Avise vun de Kummeren uschneide wéilt, ass d'Autorisatioun fir een oder méi Emprunte vun engem maximale Montant vun 3 Milliarden Euro. Alle béid approuvéieren, alle béid Kummeren, wuelgemierkt, approuvéieren dës Initiativ. Fir weider Detailer iwwert d'Avise verweisen ech natierlech op mäi schréftleche Rapport.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a soen och alle Membere vun der Finanz- a Wirtschaftskommissioun Merci, dass si dëse Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl hunn.

Ech riichten awer och en Dank un d'Häre Ministere Pierre Gramegna a Franz Fayot an un hir fläisseg Beamte fir hir ganz effikass an onkomplizéiert Zesummenaarbecht.

Do gesitt Der, Här President, wéi et am Liewe geet. Et mengt een, et hätt ee méi laang, elo hunn ech awer nach dräi Minutten zur Verfügung. Mee déi wëll ech awer net méi ausnotzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Gedold!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e bësselchen en ongewinnt Gefill, de Moien hei um néng Auer am Cercle ze sinn. Mir Stater ginn normalerweis dann op de Maart. Mee dat kënne mer dann awer och nach méi spéit maachen.

Dee Projet de loi, iwwert dee mer haut diskutéieren, ass vläicht ee vun deene wichtegste vun deem ganze Rettungspak, deen d'Regierung en place wëllt setzen, fir der Wirtschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

An ech wëll och direkt virausschécken, datt ganz vill vun der Reussite vun dësem Projet ofhänkt, ob mer et fäerdegbréngen, net an eng grouss wirtschaftlech Kris ze falen.

Ech wëll duerfir och direkt ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporter, President vun der Kommissioun, deen dat erëm op eng extreem flott, pädagogesch Aart a Weis gemaach huet. An et gesäit een awer ëmmer erëm, wat säin urspréngleche Beruff ass. Ech géif dat net fäerdegbréngen, mat esou vill Rou an esou vill Gedold ganz komplex Sujeten hei an der Chamber ze exposéieren.

De Merci verdéngt en awer hei ganz besonnesch, well mer jo ënner schwierege Konditiounen hu missen dee Projet de loi diskutéieren, an do waren och vill Punkten, iwwert déi mer diskutéiert hunn. An ech muss ëmmer erëm soen: „Hien ass immens op fir Suggestiounen, déi och vun der Oppositioun kommen." An ech wäert herno op deen een oder anere Punkt do kënnen agoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a sech meng Ried an dräi Partien opdeelen: Eng ganz kuerz éischt Partie, wat de budgetären Impakt vun deene Mesuren ugeet. Da wëll ech an engem zweeten Deel kuerz op verschidde Punkten agoen, déi trotzdeem Problemer an där Thematik maachen. An zum Schluss wëll ech mech e bësselche méi generell mat der Situatioun vun der lëtzebuergescher Wirtschaft beschäftegen.

An dësem Projet de loi, an den Här Rapporter huet et exposéiert, gi mer also och d'Autorisatioun fir d'Regierung, fir en Emprunt ze huelen iwwer 3 Milliarden. Ech wëll och direkt soen: „Mir gi bien entendu eisen Accord zum Projet, awer och zu deem doten Emprunt." An dësen Zäiten, mengen ech, ass et kloer, datt d'Regierung sech muss deen néidege Spillraum ginn an och déi néideg Liquiditéite muss hunn, fir deene ganz groussen Erausfuerderungen och kënnen an d'A ze kucken.

Erlaabt mer trotzdeem awer vläicht, op zwee Punkte ganz kuerz anzegoen, Här Finanzminister, déi mer awer e bësselche Suerge maachen. An ech kommen do och op déi lescht Finanzkommissioun zréck, wou Der mengem Kolleeg Gilles Roth op eng Fro geäntwert hutt, wéi et am Moment mat der Tresorerie ausgesäit. An do maachen ech mer, soen ech ganz offen hei, awer e puer Suergen.

Dir hutt dem honorabelen Här Roth geäntwert, am Moment hätte mer an der Tresorerie nach 1,5 Milliarden Euro dostoen. Ech huelen awer un, Här Finanzminister, entre-temps ass jo schonn en Deel vum Chômage partiel a Congé pour raisons familiales ausbezuelt ginn, och Paie vun de Staatsbeamten, Pensioune sinn ausbezuelt ginn, soudatt mer warscheinlech just nach d'Halschent am Moment vun deenen 1,5 Milliarden zur Verfügung hunn.

Just als Verglach, an dat ass elo näischt, wat ech soen, fir mech hei ze luewen, et ass éischter e Luef, deen ech wëll un déi fréier Schäfferéit riichten. À titre de comparaison, Här Finanzminister: D'Stad Lëtzebuerg huet am Moment Reserve vu knapps iwwer enger Milliard a mir hu keng Scholden, fir Iech just e bëssen awer hei zwou Saache mateneen ze vergläichen, ...

(Interruption)

... de lëtzebuergesche Staat an d'Stater Gemeng. A wéi gesot, dat ass elo net, fir eis hei ze luewen, et ass, fir einfach d'Saachen an déi richteg Gréisstenuerdnung ze stellen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Do gesäit een, wéi schlecht dass Dir mat aneren deelt!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Déi zweet Remark, déi ech wollt maachen, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi, datt ech fannen, datt eise Finanzminister e bëssen optimistesch ass, wat d'Aussiichte vun der lëtzebuergescher Wirtschaft uginn. Ech hunn en héiere gehat am „Background", virun, ech mengen, zwou Woche war dat, wou e gesot huet, hie géif rechnen, datt mer an der Wirtschaftskris géife maximal 3 % u Wirtschaftswuesstum verléieren. Ech muss allerdéngs objektiv derbäi soen, dass en déi Analys gemaach huet bis Enn Abrëll. Ech weess, mir sinn elo e bëssen an enger anerer Situatioun. Dat muss ee redresséieren.

Ech wëll awer just soen, à titre de comparaison: „An der Finanzkris 2008/2009, vun där mer schonn oft hei geschwat hunn, hate mer 4,4 % manner am Wirtschaftswuesstum. An ech mengen, datt dat awer eng Kris war, déi vläicht net esou breet gespreet huet wéi déi heite Kris."

Duerfir, Här Finanzminister, an ech beruffe mech do op déi exzellent Etüd, déi vun der Fondation IDEA gemaach ginn ass, ech mengen, Dir sidd hei wierklech e bësselchen ze vill optimistesch. Ech huelen éischter un, datt mer hei wäerten a Richtung vu 5 % goen, an der Hoffnung, datt et net doriwwer wäert erausgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zum Projet selwer. Ech fannen a soen dat och ganz däitlech hei, datt et e Projet ass, deen an déi richteg Richtung geet. Déi Mesuren, déi hei drastinn, kënne ganz villen Entreprisë substanziell ënnert d'Äerm gräifen. Ech soen awer gradesou däitlech, an ech wäert duerno nach dorobber zréckkommen, datt fir eis déi Mesuren net wäerten duergoen an datt onbedéngt do nach muss eng zweet Etapp kommen.

Et sinn awer och eenzel Punkten, déi mir e bësselche Suerge maachen an deem Projet, an ech wollt op déi véier Punkten agoen, well et si genau véier Punkten.

En éischten, an deen ass och scho virdrun ugeschwat ginn: Et geet hei ëm déi ganz wichteg Roll vun de Banken. Hei wäerten déi Hëllefen nëmme kënnen ausbezuelt ginn an de System wäert nëmme fonctionéieren, wann d'Banke wierklech 100%eg matspillen. An ech soen Iech direkt: „Ech zweifelen net drun, datt d'Banken dat wäerte maachen!" An ech begréissen och, datt d'Banken hei d'accord waren, fir net op de Maximum vun 90 % Couverture garantie vum Staat ze goen, mee nëmmen op 85 %. Ech fannen, datt dat e Gest ass, deen an déi richteg Richtung geet an deen een och soll expressement hei begréissen.

Wat mir awer e bësselche Suerge mécht, ass, datt och d'Banken natierlech impaktéiert si vun där Kris, well se Honnerte vu Mataarbechter hunn, déi aus gudde Grënn am Moment leider net disponibel sinn oder net esou kënne schaffen, wéi dat misst a Krisenzäiten de Fall sinn. Dat heescht, dat gëtt och net einfach, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir elo an deenen nächsten Deeg do Dausende vun Dossieren ze instruéieren. Ech hoffe just, datt dat klappt. A wéi gesot, ech fannen, datt hei d'Banke wierklech e ganz gudde Gest maachen.

Ech wëll awer och dozou nach eng Kéier soen, Här Finanzminister: „Et ass gesot ginn, et wären elo mol sechs oder siwe Banken, mat deene Konventioune géife bestoen." Ech mengen, mir hunn an dem Land nach eppes iwwer 100 Banken. Ech kennen déi lescht Zuelen net. Ech wollt Iech och do froen, ob net awer envisagéiert wier, och nach aner Banken hei matanzebezéien, fir, éischtens, de Risk méi ze verdeelen a fir och d'Aarbecht ze verdeelen. An ech wär duerfir frou, wann Der herno och op déi dote prezis Fro kéint äntweren.

En zweete Punkt, an dat ass eigentlech een, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee mech e bësselchen traureg mécht an där ganzer Diskussioun, an ech weess och net, ob Dir Iech dat esou bewosst sidd. An deem Projet de loi ass virgesinn, datt, wann elo Betriber Aiden ufroen, déi kënne remuneréiert ginn, remuneréiert ginn iwwer Zënsen, wat ech iwwerhaapt net anormal fannen. Am Moment ass dat en Zënsfouss vun 2 % bis 3 %.

Doniewent kënnen awer oder musse souguer gewësse Fraise bezuelt ginn. Dat sinn 0,2 % bis 0,5 %, wann déi Prêten op e Joer lafen. A wann et doriwwer eraus geet, ka souguer dee Pourcentage op 2 % bis 3 % eropgoen.

Ech weess elo, datt den Här Finanzminister an den Här Wirtschaftsminister mer äntweren, datt déi Oplagen do a sech eng Konditioun vun der Europäescher Unioun sinn. Mee nach, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir een Zeeche gi mir hei? An enger Kris ginn et Verléierer a Gewënner. An hei mat dëse Prête wäert de Pappa Staat zu de Gewënner gehéieren. Hei gëtt op de Schëllere vun den Entreprisen, déi mussen an deene schwéiere Konditiounen do Sue léine goen, och nach dee Service un de Staat remuneréiert.

An ech géif wierklech dem Wirtschaftsminister soen, well mer och déi Diskussioun an der Finanzkommissioun haten: „Wann dat dote wierklech eng Oplag ass um Niveau vun der Europäescher Unioun, dann ännert dat wannechgelift!" Wat fir en Zeeche gi mir dobaussen, wa mer a Krisenzäiten och nach versichen, op deem doten Typ vu Kreditter Suen ze verdéngen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op en drëtte Punkt, dee mer ganz vill Suerge mécht. An ech mengen, ech schwätzen do wierklech net eleng, mee et si ganz vill Kolleegen, déi déi Bedenken deelen.

Et geet dorëms, datt am Prinzip an deem Pak ausgeschloss ass (veuillez lire: datt am Prinzip an deem Pak steet), datt Entreprisen, déi schonn a finanzielle Schwieregkeete virum 1. Januar 2020 waren, nëmmen zum Deel, wann iwwerhaapt, kënnen ënnert de Benefiss vun deem Gesetz hei falen.

An do muss ech Iech awer elo soen: „Mir - ech schwätzen, mengen ech, och hei am Numm vun alle Kolleegen, déi am Stater Schäffen- a Gemengerot sinn, an et sëtzen eng ganz Rei vun deenen hei am Haus -, mir hunn zum Beispill de Problem vun deenen Entreprisen, déi elo duerch de Chantier Tram iwwer Méint immens gelidden hunn, wou et par ailleurs och vun der Regierung am Moment e Fong gëtt, wou och déi Entreprisë sollen indemniséiert ginn."

Elo ass et awer esou, datt natierlech all déi kleng Geschäfter, déi scho souwisou an extreeme Schwieregkeete sinn, elo iwwerhaapt näischt kënne verdéngen, an déi ginn elo nach eng Kéier bestrooft, well se net an de Genoss vun deenen doten Aidë kënne kommen. An ech mengen, et gëtt dach keng méi grouss Ongerechtegkeet, wéi en Deel vun Entreprisen auszeschléissen, déi wierklech net an där Situatioun aus hirer eegener Schold sinn. Och do ass eis vum zoustännege Minister geäntwert ginn, do wären EU-Reegelen, déi dat géife verbidden.

Ech hu mech awer, Här Wirtschaftsminister, herno e bësselche méi schlau gemaach an hunn awer festgestallt, datt déi EU-Reegelen eigentlech vill méi wäit ginn, wéi Dir eis dat an der Kommissioun gesot hutt. An ech mengen, do kënnen och ënnert de Konditioune vun der EU trotzdeem ganz vill Betriber dervu profitéieren. An et geet iwwregens hei net nëmmen ëm d'Betriber an der Stad. Et ginn och ganz vill aner Betriber am Rescht vum Land, déi och scho virdrun aus ganz anere Grënn finanziell Schwieregkeeten haten.

Ech wollt eigentlech urspréngleche en Amendement dozou eraginn, fir och nach eng Kéier ze

preziséieren, datt mer alles maachen, fir datt déi doten Entreprisë mat drënnerfalen. Ech hunn awer … Bein, ech renoncéieren awer do drop. Firwat maachen ech dat? Ma well ech gesinn hunn, datt do e grousse Konsensus géif bestoe mat der Madamm Buergermeeschtesch, awer och anere Kolleegen. Duerfir hu mir déi Initiativ zesumme geholl, fir eng Motioun ze deposéieren, déi eng Kéier ganz kloer hei d'Regierung opfuerdert, fir alles ze maachen, datt een dat Gesetz esou interpretéiert, datt méiglechst vill Entreprisen dodrënner falen.

Ech géif Iech awer och nach de Wonsch, Dir Häre Ministeren, mat op de Wee ginn: Maacht wannechgelift alles zu Bréissel, fir datt déi doten Dispositioune geännert ginn! Well et gesäit ee jo, dat fonctionéiert vläicht an normalen Zäiten, mee a Krisenzäite fonctionéieren déi Mechanismen net méi.

Véierte Punkt, an dat ass e Punkt, wou och d'Kolleege vun de Piraten en Amendement deposéiert hunn a wou ech och nach eng Kéier en Amendement deposéieren. Do geet et eigentlech drëm, datt mer natierlech jonk Entreprisen hunn. Jonk Entreprisen, fir déi meescht sinn dat Entreprise-innovanten, dat heescht Startuppen. Mee et ginn awer och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill ganz normal Entreprisen, Handwierksbetriber, déi eréischt elo virun e puer Méint opgemaach hunn. An ech muss Iech wierklech soen: „Dat ass e Punkt, dee mir extreem um Häerz läit!" Mir soe permanent, Dir Häre Ministeren, deene jonke Leit: „Trau dech! Grënn e Betrib!" Ma kommt, mir ginn deene jonke Leit awer och emol eng Kéier d'Chance, datt et bei der éischter Geleeënheet net klappt.

Dir hutt haut Milliardären an der Welt, déi hu fir d'éischt zwou Faillitte gemaach, ier se et fäerdegbruecht hunn, eng Kéier ze reusséieren. A wat fir en Zeeche gi mir jonke Leit am Moment? Ma bei der éischter Geleeënheet, wou hire Betrib net esou leeft, da kréie se keng Hëllefe méi a si gi vun alle Possibilitéiten, déi och dëst Gesetz gëtt, ausgeschloss.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An duerfir wollt ech nach eng Kéier en Amendement hei proposéieren, well eigentlech d'Regierung eppes Guddes gemaach hat: Si hat nämlech gesot, datt fir déi Betriber, déi vum 1. Januar 2020 u gegrënnt gi wären, do speziell Derogatioune géife spillen, huet awer vergiess, datt et natierlech och Entreprisë gëtt, déi réischt am November 2019 oder am Mee 2019 gegrënnt goufen an déi genausou schlecht dosti wéi déi, déi am Januar oder am Februar vun dësem Joer gegrënnt gi sinn, an datt mer déi selwecht Méiglechkeeten, déi mer elo der Entreprise ginn, déi vum 1. Januar 2020 u gegrënnt ginn ass, och op déi Entreprisen applizéieren, déi säit dem 1. Januar 2019 gegrënnt gi sinn.

Voilà, Här President, ech erlabe mer, Iech dozou en Amendement ze iwwerreechen.

Amendement 1

L'alinéa 2 du paragraphe (3) de l'article 3 est modifié comme suit :

« Pour les jeunes entreprises créées à partir du 1er janvier 2019, le montant maximal des prêts éligibles ne peut dépasser le double du coût salarial annuel total de l'entreprise bénéficiaire, y inclus les charges sociales ainsi que le coût du personnel travaillant sur le site de l'entreprise mais considéré officiellement comme des sous-traitants, pour 2019 ou pour le dernier exercice fiscal disponible. Dans le cas des entreprises créées après le 31 décembre 2019, le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux premières années d'activité. »

Commentaire de l'amendement

L'amendement sous rubrique entend tenir compte des critiques de la Chambre de Commerce telles que formulées dans son avis du 31 mars 2020, et que les soussignés partagent totalement. La Chambre de Commerce a souligné tout d'abord l'absence de clarté concernant les garanties qui peuvent être offertes aux jeunes entreprises, alors que le projet de loi se réfère tantôt aux entreprises qui peuvent faire état d'un CDA en 2019 (alinéa 1), tantôt aux entreprises innovantes (alinéa 2).

La Chambre de Commerce donne par ailleurs à considérer que la notion de « jeunes entreprises innovantes » reste aussi à clarifier, dans la mesure où il s'agit d'identifier le document de référence qui est acceptable en vue de vérifier la masse salariale.

Il est dès lors proposé de remplacer d'une part, la notion de « jeunes entreprises innovantes » par celle de « jeunes entreprises ». Il s'agit d'entreprises ayant démarré récemment leur activité, et plus particulièrement à partir du 1er janvier 2019. Une telle référence a le mérite d'être claire et de préciser le champ d'application de l'article 3. À noter qu'en France, qui dispose d'un dispositif analogue, le plafond du prêt garanti par l'État est le même pour les entreprises nouvellement créées (1er janvier 2019) ou innovantes. Or, une entreprise innovante est souvent une jeune entreprise dont la date de création est assez récente.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Ech wëll och direkt soen, de Kolleeg vun deene Gréngen huet och en Amendement, deen ech mam Kolleeg Roth mat ënnerschriwwen hunn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Piraten!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- D'Piraten.

(Brouhaha et hilarité)

Entschëllegt! Entschëllegt, Här Clement. Et ass Samschdeg Moien, dat ass ongewinnt.

Voilà! Duerfir wär ech natierlech och frou, wann deen Amendement géif ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn also en gros mat deem Projet d'accord, esou wéi en hei virläit, a mir wäerten en och stëmmen. Mir hoffen allerdéngs, datt fir d'éischt natierlech déi Motioun hei wäert ugeholl ginn an datt och eisen Amendement wäert ugeholl ginn.

Erlaabt mer dann awer elo, e bëssen op déi generell wirtschaftlech Situatioun anzegoen. Ech weess net, wéi et Iech geet. Dir sidd Der, Dir kommt ganz vill ronderëm am Land, an der Stad, an ech muss Iech soen: „Am Moment ass d'Situatioun vun der Wirtschaft zum Deel dramatesch!" An ech soen dramatesch, an dat betrëfft natierlech déi kleng Independantë fir d'éischt, mee et betrëfft se net nëmmen. Et ginn och mëttel Betriber, et gi souguer grouss Betriber, déi am Moment an extreeme Schwieregkeete sinn.

An ech hunn heiansdo d'Gefill, an dat applizéiert sech - an ech wäert herno nach dorobber ze schwätze kommen - net op all d'Kolleegen an der Regierung, awer op Verschiddener, ech hunn d'Gefill, déi wëssen net, wat hei an dem Land an der Wirtschaft lass ass!

(Interruption)

Ech kann Iech soen - ech weess net, ob Dir keng esou Mailen an SMSe kritt -: „Do si Leit, déi hunn Existenzängscht! Déi wëssen net méi, wéi se hire Loyer um Enn vum Mount bezuelen. Si wëssen net, wéi se d'Studie vun hire Kanner bezuelen. Déi wëssen net, wéi se de Prêt op hirem Haus d'nächst Kéier bezuelen. Hei si Leit, an ech mengen, Dir kennt Der alleguerten, déi souguer Selbstmordgedanken hunn, well se an enger katastrophaler Situatioun sinn."

An Dir musst Iech dat emol virstellen: An enger Situatioun, wou mer alleguerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Angscht hunn, Angscht hunn ëm d'Gesondheet vun eiser Famill, vun eise Kanner, vun eise Bekannten, och vun eis selwer. An da kommen zu deenen Ängschten och nach Existenzängschten dozou, well Der net méi wësst, ob Der iwwerhaapt nach den nächste Mount eppes ze räissen an ze bäissen hutt. Dat ass zum Deel dramatesch. An ech géif wierklech d'Regierung bieden, dat zur Kenntnis ze huelen, léif Kolleege Ministeren.

(Interruption)

Léif Kolleege Ministeren!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat kléngt awer onméiglech, dat kléngt wierklech onméiglech, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här Mosar, Dir riicht Iech un eis, Dir dréint Iech hei bei eis.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Huet den Här Gramegna d'Wuert?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert, soss keen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, Dir hutt e Pak opgesat, ech hunn et gesot, dee geet an déi richteg Richtung. Mee e geet net duer. Ech wëll och nach eng Kéier hei widderhuelen, datt d'CSV-Fraktioun an deene leschte Wochen eng Rei vu ganz konkreete Propositioune gemaach huet. Ech wëll se elo net alleguer explicitéieren. Dat geet iwwer Suspensioune vu Loyer-commerciallen, et geet iwwer Direkthëllefe fir Independanten, fir Fräiberuffler an esou weider an esou virun.

Ech wëll Iech just soen, datt am Moment dee Pak do net duergeet. A wa mir net wëllen an eng wirtschaftlech Katastroph falen, muss hei nogerüst ginn, musst Dir, léif Regierung, eng Schëpp bäileeën.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech awer wierklech net derlaanscht, fir op Aussoe vun engem vun Äre Kolleegen anzegoen. Wann e Minister iwwer Facebook do vun Independantë schwätzt, déi géife grinsend mam Ferrari duerch d'Géigend fueren, froen ech mech, Dir Dammen an Dir Hären: Kuckt den Här Kersch ze vill amerikanesch Serien?

(Brouhaha)

Oder huet den Här Kersch ofgehuewen? Wéi kann een am Moment e ganze Beruffsstand, dee vun den Independanten, hei esou an den Eck drécken an déi Leit duerstellen, wéi wann hinne wierklech alles mat dem gëllene Läffel op den Teller geluecht géif?

(Interruption)

Ech muss Iech soen: „Dat ass fir eis total inakzeptabel!"

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat si Saachen, déi an deem Land net ginn. Et geet fir d'éischt hei ëm eng Stigmatisatioun vun engem ganze Beruffsgrupp, mee hei och déi Arroganz an dat Onwëssen, fir emol net ze wëssen, wéi et ganz villen Independanten an deem Land am Moment geet. Hëlt den Här Kersch ni den Taxi, fir vläicht emol eng Kéier op de Findel ze fueren? Am Moment si keng Vollen, do verstinn ech, datt en dat net mécht. Mee schwätzt den Här Kersch vläicht emol eng Kéier mam Coiffer, deen huet missen zoumaachen an dee keng Revenuen huet? Ech mengen, datt hei Saache sinn, déi wierklech net ginn!

An ech muss Iech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och extreem enttäuscht, an ech soen dat och un d'Adress vum Här Fayot.

Här Fayot, den Här Kersch huet hei frontal d'Wirtschaft ugegraff, de gesamte Mëttelstand vun Dausenden, Dausende vu Leit, wou och Dausende vun Aarbechtsplazen drunhänken.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hätt mir erwaart vun engem Wirtschaftsminister, datt deen hei viru seng Betriber getratt wier an dem Aarbechtsminister gesot hätt: „Här Kersch, esou geet dat net!" Ech hätt mer iwwregens och gewënscht, datt den Här Staatsminister hei kloer Wierder derzou gesot hätt. A wann den Här Kersch - an ech hu gemengt ze verstoen, e géif elo agesinn, datt dat vläicht net ganz glécklech war, wat en do gesot huet -, wann en da wëllt eppes maache fir d'Independanten, da soll e kucken, ob et net méiglech wier, ënner gewëssene Konditiounen natierlech, och de Congé partiel fir Independanten opzemaachen. A wann den Här Kersch … A wann den Här Kersch onbedéngt déi …

Plusieurs voix.- Chômage partiel.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Entschëllegt, Chômage partiel, Chômage partiel. A wann den Här Kersch, Här Engel, onbedéngt déi mat deene breede Schëllere wëllt huelen: Mir waarden nach ëmmer drop, datt eppes am Stockoptions-Regimm geschitt! Do kënne mer déi mat deene breede Schëlleren huelen. Do ass awer bis elo, Här Finanzminister, Här Wirtschaftsminister, nach guer näischt geschitt.

Ech géif wëllen dem Här Kersch Follgendes mat op de Wee ginn: Den Här Kersch soll sech e Beispill huelen u senger exzellenter Kolleegin Paulette Lenert, déi, an dat soen ech och ganz kloer hei, e super Job mécht. E super Job mécht! Den Här Kersch soll manner schwätzen, soll seng Aarbecht maachen a soll Problemer léisen an net der Regierung nei Problemer maachen. D'Regierung huet der scho genuch, déi se muss léisen.

An ech wär frou, wann Der dem Här Kersch dat dote géift mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss.

M. Georges Engel *(LSAP).*- A!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir sinn … Mir sinn …

Ech weess, Här Engel, Dir sidd frou, wann ech fäerdeg sinn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo!

(Hilarité)

Dat ass dee richtegste Saz, deen Der haut gesot hutt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir sinn an enger vun deenen allerschwéierste Krisen, mat där schwéierster Krisen iwwerhaapt. An déi Kris, déi Wirtschaftskris, déi wäert eréischt kommen.

De Premier huet e puermol gesot: „Mir loosse keen am Ree stoen!" Ech mengen allerdéngs, datt de Prabbeli, dee mer de Moment hunn, nach net grouss genuch opgespaant ass. Dat heescht, do mussen nach eng Rei vun nächste Schëppe kommen. An ech géif wierklech d'Regierung opfuerderen, an ech hu gesinn, datt och do verschidde Saachen am Entstoe sinn, mir géife wierklech d'Regierung ënnerstëtzen, fir an déi Richtung ze goen.

Erlaabt mer vläicht och, nach eppes ze soe generell. Wësst Der, eng Kris kann och emol nei Opportunitéiten opmaachen. An ech soen dat, fréier Regierungen, och dës Regierung, hu jo villes richteg gemaach. Mee et kann awer och nach villes besser gemaach ginn. An do gëtt et just ee Beispill, wat ech awer hei wëll soen.

Mir hunn elo iwwer Joren iwwer Digitaliséierung an iwwer Teletravail geschwat. Am Moment setze mer dat ëm a mir sollen och domadder virufueren no der Kris. Ech mengen, mir hunn hei exzellent Erfarunge gesammelt, déi mer och an enger spéiderer Etapp weider kënne gebrauchen.

Ech géif ophale mat engem Zitat vum John F. Kennedy, deen eng Kéier gesot huet: „Kris a chineesescher Sprooch huet zwee Zeechen. Dat eent ass Gefor an dat anert ass Chance." D'Gefore sinn do. Mir, Dir, sollen alleguerten de Maximum maachen, fir déi Geforen esou kleng wéi méiglech ze hale fir all eis Matbierger, awer och fir eis vill Entreprisen, fir déi Leit, déi Dag an Nuecht an där Wirtschaft schaffen. Mir sollen also och déi Chance ergräifen. Déi Chance solle mer zesummen ergräifen, net ee géint deen aneren, net géint eis Bierger, net géint eis Entreprisen, alleguer zesummen, an och zesumme mat der Oppositioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech, wéi dat Traditioun ass, dem Rapporter André Bauler e ganz häerzleche Merci soe fir säin exzellenten, ausféierlechen a ganz klore Rapport vun dëser dach schwiereger Matière.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert dat de Moien natierlech ëfters héieren: Mir liewen de Moment an enger ganz schwiereger Zäit. Si ass schwiereg fir eis alleguerten als Privatpersounen, mee si ass awer och a besonnesch schwiereg fir eis Betriber an Independanten.

Säit Wochen ass eng ganz Serie vun hinnen, déi schaffe reduzéiert, an eng aner Serie, déi kënnen iwwerhaapt net méi schaffen, well se hir Aktivitéiten hu missen astellen. An ech wëll fir d'éischt vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir der Regierung an do spezifesch dem Finanzminister Pierre Gramegna, dem Mëttelstandsminister Lex Delles an dem Wirtschaftsminister Franz Fayot och e grousse Merci ze soe fir déi vill a gutt a schnell Aarbecht, déi se an de leschte Woche geleescht hunn, fir eeben de Betriber an Independanten ënnert d'Äerm ze gräifen.

Merci wëll ech och soen deene sechs oder siwe grousse Lëtzebuerger Banken, déi sech bereet erklärt hunn, fir dëse System matzemaachen, fir dass dëse Projet de loi Realitéit gëtt.

Mam Stabilitéitspak oder -programm, deen 21 Mesuren huet a mat iwwer 8,8 Milliarden eng historesch héich Hëllef betrëfft, an et ass schonn ugekënnegt ginn, engagéiert d'Regierung 14 % - an et muss ee kucken, ob et domat duergeet - vun eisem PIB, vun eisem interne Räichtum, fir eebe just ze hëllefen.

Ervirzehiewen ass, an ech hunn et scho gesot, net nëmmen d'Envergure vun där riseger Zomm, mee awer och de super Tempo, de Rekordtempo praktesch, mat deem dee ganze Pak do op d'Bee gesat ginn ass. Dat ass e ganz staarkt Signal vun der Regierung, déi eeben domat wëllt en général d'Wirtschaft stäerken, mee haaptsächlech den Entreprisen, an dorënner de Kleng- a Mëttelbetriber, mee och den Independanten ënnert d'Äerm gräifen.

Besonnesch fir PMEen ass et jo wichteg, an dat ass jo och viraus schonn hei gesot ginn, e schnellen an onkomplizéierte System ze hunn, an dat leeft jo. Et ass extreem vill an de leschte Woche vu Moossnamen op de Wee gesat ginn. An ech mengen, ech ginn Iech trotzdeem elo nach e puer Beispiller, ech ernimmen der nach eng Kéier e puer, einfach nëmme fir dass mer eis wierklech bewosst ginn an ëmmer erëm bewosst ginn, wat alles mateneen op de Wee gesat ginn ass!

Dir wësst, et ass lassgaang, mir hu schonn den 31. dee Projet de loi ugeholl mat, als Begleiterscheinung dovun, deene 5.000 Euro als net remboursabel Direkthëllefe fir Mikroentrepri-

sen, dat heescht Betriber, déi manner wéi néng Leit hunn. Dann 2.500 Euro och Direkthëllefe fir Independanten. Dann, ganz wichteg, de Chômage partiel. Ganz wichteg, d'Avance remboursable, déi de Moment op 500.000 Euro pro Betrib ass. A mir hu jo eng Motioun gemaach, à la limite - well d'Europäesch Kommissioun dat erlaabt -, dass een déi ka bis op 800.000 Euro eropschrauwen. Dann de Report vun den direkte Steieren, de Remboursement vum Solde créditeur bis zu 10.000 Euro a Saachen TVA, d'Flexibilitéit vun dem Bezuele vun de Cotisation-sociallen, déi breet gefächert Instrumenter an nei Produite vun der SNCI, d'Gratuitéit vun der Benotzung vun der Onlineshopping-Plattform „letzshop.lu".

Dann, gëschter, hutt Der all eise Premier héieren ukënnegen, dass eng nei Serie vun Direkthëllefe kommen, dat heescht, déi net remboursabel sinn. Et kënnt nees eng Kéier eng Tranche vun deem, wat elo scho gelaf ass. 5.000 Euro fir déi kleng Betriber, also bis 9 Leit, bis 12.500 Euro fir Betriber, déi tëschent 10 an 20 Leit hunn. Nach eng Kéier ass an d'A gefaasst, fir och 2.500 Euro fir d'Independanten ze ginn.

Zwou Konditiounen: Éischtens muss de Betrib nach ëmmer zoubleiwen, deen dovu kann an de Genoss kommen, oder awer substanziell Aboussen hu vum Chiffre d'affaires. Ech mengen, déi Hëllefen, déi kommen zupaass. Et wäert all Mënsch der Regierung Merci soen, fir dat do nach erëm eng Kéier op den Instanzewee ze ginn.

De Projet de loi, dee mer elo haut solle stëmmen, dat ass een Deel vun der Panoplie vu Mesurë vun dem Stabilisatiounspak, vun deem mer elo geschwat hunn. An hei geet et erëm eng Kéier drëm, dass déi Kleng- a Mëttelbetriber nach speziell gehollef kréien.

De Rapporteur André Bauler huet et scho gesot an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, well dat wichteg ass: D'Primmen, déi déi staatlech garantéiert Kreditter ënner anerem betreffen, wäerte progressiv notamment zu der Gréisst vun de Betriber gerechent ginn. An dat kënnt all Kleng- a Mëttelbetriber nëmmen entgéint.

Déi ganz seriö Situatioun, déi mer hunn an déi jo och eis Geschäftsleit direkt betrëfft, léisst eis natierlech net kal. Mir si jo ganz concernéiert dovun. Dat mécht eis Suergen, well d'Suerg ass, dass eebe verschidde Betriber, an dat ass och schonn ugekënnegt gi vun dem passionéierte Virriedner hei op der Tribün, dat sinn alleguerten déi Commerçanten, déi duerch extern Facteuren, déi net en relation causale directe si mat dem Coronavirus, a virum 1. Januar 2020 schonn an eng fragill Situatioun komm sinn, an déi eeben elo duerch déi zwou Saachen, dat heescht, extern Facteure virdrun, notamment grouss Chantieren, an dat net nëmmen an der Stad, mee duerch d'ganzt Land, mee awer och elo de Coronavirus drop, riskéieren, definitiv de Kapp hänken ze loossen.

Et ass virdrun ugeklongen, dat ass ee vun de Soucien, mir hunn eng streng EU-Legislatioun an dësem Secteur. An do ass jo erauskomm, dass an dësem Kader déi Hëllefen, déi dëse Projet de loi virgesäit, u sech net deene Betriber, déi virum 1. Januar 2020 schonn an de Laberente waren, kënnen zupaass kommen. Mee ech mengen, et huet all Mënsch de Message verstan, dass d'Regierung soll virufuere fir ze kucken, fir deene Leit ze hëllefen.

Ech hu geschwat vu wierklech allen Zorte vu Betriber, déi duerch extern Facteure betraff sinn. Wéi gesot, mir Stater sinn natierlech concernéiert vum Tram. Mee duerch d'ganzt Land si grouss Chantieren, well d'Land ass amgaang, iwwerall op Vordermann bruecht ze ginn, mat ganz villen Zorte vun Infrastrukturen, an all déi Commerçantë sinn dee Moment am selwechte Boot.

Dofir sinn ech natierlech ganz frou, dass mer elo de Moien, d'Madamm Polfer an de Laury Mosar, mat natierlech dem Seegen, wann ech esou dierf soen, vun dem Commerceschäffe Serge Wilmes a vu mir selwer, wierklech gedroe ginn (veuillez lire: dass mer elo de Moien iwwer eng Motioun diskutéieren, déi d'Madamm Polfer an de Laury Mosar deposéiert hunn, mam Seegen, wann ech esou dierf soen, vun dem Commerceschäffe Serge Wilmes a vu mir selwer an déi vun eis gedroe gëtt), mee wou ech och hoffen, dass de ganze Sall dat dréit, well et ass wierklech am Interesse vun alleguerten eise Commerçanten, well ech mengen, kee vun eis kann, wann en an de Spigel kuckt, zouloossen, dass d'Betriber, d'grouss Chantieren, déi, ier d'Coronakris duerno komm ass, gesond waren, elo op eemol duerch e kombinéierten Effekt vu Legislatiounen, déi net openeepassen, dass déi géifen definitiv de Kapp hänke loossen (veuillez lire: dass Betriber, déi, ier d'Coronakris duerno komm ass, gesond waren, elo op eemol duerch e kombinéierten Effekt vu Legislatiounen, déi net openeepassen, a grousse Chantieren, géifen definitiv de Kapp hänke loossen).

Dëse Projet de loi ass e wichtege Meilesteen um Wee vun all de Mesuren, déi d'Regierung momentan amgaang ass ze huelen, fir der ganzer Wirtschaft, mee haaptsächlech den Entreprisen, dovun de Kleng- a Mëttelbetriber, an den Independantë massiv ënnert d'Äerm ze gräifen. An ech mengen, am Numm vun der DP, mat grousser Begeeschterung stëmme mir dësem Projet zou, deen extreem wichteg ass fir all Zorte vu Secteuren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ier ech a meng Ried aginn, wollt ech awer e puer Remarke lassginn zu deem, wat den Här Mosar hei gesot huet. Ech muss soen, ech fannen et net ganz fair an och net ganz gutt, wann een Aussoe vun engem Minister hei kommentéiert - dat ass Äert gutt Recht -, wann e selwer net am Sall ass. Ech hätt dat besser fonnt, ech mengen, datt déi …

(Brouhaha général)

Jo, jo! Jo, jo!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Haagen huet d'Wuert a soss keen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Sou! An da wëll ech dozou soen, datt jo och de Minister, wann en déi Aussoe gemaach huet, déi sécher net ganz glécklech waren, dat gëschter och nach eng Kéier am Kader vun enger Pressekonferenz kloergestallt huet. Ech hätt mer gewënscht, wann et aneschters gaang wier.

Dann eng aner Remark, Här Mosar, ech si frou, datt d'Stad Lëtzebuerg, an ech mengen, d'Madamm Mosar och …, d'Madamm Polfer …

(Hilarité)

D'Madamm Mosar och, d'Madamm Mosar doudsécher och!

… Reserven huet vun enger Milliard …

(Interruption par la présidence)

… Reserven huet vun enger Milliard an och nach keng Schold dobäi, sou muss ech Iech awer soen, dann …

(Interruption)

Ech hoffen, datt et net sou wäit geet.

(Hilarité)

An och nach keng Schold dobäi, sou fannen ech dat flott fir d'Stad Dikrech …, fir d'Stad Lëtzebuerg.

(Hilarité)

Ech fannen, fir d'Stad Dikrech a fir aner Gemengen ass et awer och flott ze héieren, well, an do ginn ech dem Här Mosar Recht, déi finanziell Repercussioune wäerte jo am Kader vun där Pandemie hei net nëmmen op d'Wirtschaft, mee och op d'Gemengen zréckfalen, notamment iwwert d'Dotatiounen, denken ech, datt dann och déi national Solidaritéit tëschent de Gemenge spillt.

A well mer schonn dobäi sinn, …

(Interruption)

A wa mer schonn dobäi sinn, da wëll ech, an ech denken, dat ass awer e ganz eescht Theema, wat eis alleguerten, mengen ech, heibannen um Häerz läit, géif ech gär vun der Geleeënheet profitéieren, well hei de Stater Schäfferot och ugeklongen ass, fir eist Bäileed op jidde Fall vun der LSAP och un d'Famill vum Armand Drews ze riichten, deen eis leider gëschter verlooss huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert a menger Ried elo net méi op all déi technesch Detailer agoen, déi hei scho gesot gi sinn. De Rapporteur huet dëst schonn ausféierlech gemaach. Dofir mäi Merci och un den André Bauler fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'Zil vun dësem Text ass et, e Regimm vun enger staatlecher Garantie bei neie Kreditter an Héicht vun 2,5 Milliarden Euro anzeféieren. Dat ass scho gesot ginn. Déi Garantie kënnt souwuel de Personnes morales wéi de Personnes physiques zegutt, déi eng wirtschaftlech Aktivitéit virweise kënnen. Och d'Professions libérales kënnen an de Genoss vun dëser Staatsgarantie kommen.

Mat dëser Mesure, déi an esou enger Envergure, an dat wësse mer heibannen alleguerten, bis elo menges Wëssens nach ni zu Lëtzebuerg geholl ginn ass, wäerte mer geziilt deenen Entreprisë kënne Loft verschafen, déi duerch d'Covid-19-Epidemie haart getraff gi sinn.

Als LSAP gesi mir d'Plus-value vun dëser Mesure aus der Fieder vun dem Wirtschafts- an dem Finanzminister besonnesch doranner, dass se eis hëlleft, d'Aarbechtsplazen ze erhalen, déi an deem anere Fall net méi hätte garantéiert kënne ginn. D'Ofséchere vun Aarbechtsplazen ass natierlech aus der Perspektiv vun der LSAP, an ech denke vu jiddwerengem, fundamental, well et ëm déi sozial Schicksaler vu Salariéen a schaffende Leit geet.

Aarbechtsplazen erhalen huet awer och, an dat ass och wichteg, een net onweesentleche ganz staarken Nieweneffekt: d'Grondviraussetzung schafen, fir datt eis wirtschaftlech Aktivitéiten erëm kënnen direkt eropgeschrauft ginn, soubal mer dës sanitär Kris iwwerstanen hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- All Mesuren, déi d'Regierung am Kader vun dësem État de crise geholl huet, si wichteg a si sinn néideg fir d'Entreprisen an d'Bierger vun eisem Land. De Chômage partiel, en ass schonn ugeklongen, ass eng vun dëse Mesuren. An ech wëll eng Kéier kuerz soen, wéi d'Situatioun war virun der Kris a wéi se haut ass.

Virun der sanitärer Kris hate mer am Land an der Moyenne ëm déi 25 Demandë vu Betriber, déi Chômage partiel ugefrot hunn. Haut schwätze mer vun enger Zuel vu ronn, an ech hunn dat nach nogekuckt gëschter Owend, vu ronn 21.000 Demanden, déi zënter der Kris erakomm sinn.

Ech brauch hei jo kengem ze soen, datt d'ADEM dofir e Riseneffort gemaach huet, fir nëmmen d'ADEM ze nennen, fir sech op d'Zuel vun den Demanden anzestellen, fir d'Ressource-humainen aneschters opzestellen, an een neien informatesche System agefouert huet. Déi éischt Ausbezuelunge waren de 4. Abrëll. Et ass also relativ zügeg vun der Regierung a vun den Administratioune geschafft ginn.

An de Fonds pour l'emploi huet bis haut ronn - Stand gëschter Owend - iwwer 400 Milliounen Euro ausbezuelt. Dat just fir ze illustréieren, wéi d'Verwaltungen an d'Ministèren an dëser Kris matgeschafft hunn, wéi se sech opgestallt hunn, déi Flexibilitéit, déi se un den Dag geluecht hunn. An duerfir gehéiert hinne bei dëse risegen Ustrengungen och eise Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP si mer och frou, dass d'Europäesch Kommissioun an hirer Kommunikatioun vum 19. Mäerz, wou chiffréiert Virgaben zum Calcul vun der Prime de garantie drastinn, méi favorabel Konditioune fir kleng a mëttelgrouss Entreprisë virgesinn huet.

Effektiv ass et an eisen Ae sënnvoll, besonnesch de PMEen e Gest ze maachen, well si sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft. An eisen Aen ass et gradesou richteg, dass déi staatlech Garantien, déi mer hei mat dësem Text erméiglechen, cibléiert bleiwen. Mir sinn der Meenung, dass et d'Haaptzil ass, mat der staatlecher Garantie deenen Entreprisen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi duerch de Covid-19 an temporaire a finanziell Schwieregkeete gerode sinn.

Nieft dëser staatlecher Garantie ginn et och um Niveau vu verschiddene Ministèrë Mesuren, fir Entreprisen an Aktivitéiten um Liewen ze erhalen, déi scho virun der sanitärer Kris a Schwieregkeete waren. Och dës Mesurë mussen de Betriber weiderhin no Covid-19 zur Verfügung stoen.

Finalement wëll ech awer och ënnersträichen, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng antizyklesch Wirtschaftspolitik mécht a maache kann, well se déi lescht Jore responsabel mat eise Staatsfinanzen ëmgaangen ass.

Eise Budgetsrapporteur, den Yves Cruchten, ka sech sécher nach ganz gutt drun erënneren, wéi d'lescht Joer nach vu verschiddene Leit lineär Steiererliichterunge gefuerdert gi sinn. Ech sinn op jidde Fall frou, dass d'Regierung net op dee Wee gaang ass an dass elo déi Reserven do sinn, fir geziilt deenen Acteuren ze hëllefen, déi wierklech eng Stäip brauchen. Esou kann een effektiv aussoen, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng 6 Milliarden Euro kéint léine goen, ouni dass mir d'Richtlinn vun deenen 30 % - Dir wësst, op EU-Niveau sinn der 60 gefuerdert - Dette publique par rapport zum BIP, wéi se am Koalitiounsaccord festgeluecht ginn ass, géife briechen.

D'EU-Kommissioun grad ewéi d'Staats- an d'Regierungscheffe schéngen op d'mannst deelweis aus dem feelerhaften Ëmgang mat der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2009 geléiert ze hunn. Esou ass et relativ séier gaangen, fir d'Clause dérogatoire générale, déi am Joer 2011 am Kader vum sougenannte Sixpack an de Pacte de stabilité et de croissance, de PSC, integréiert ginn ass, no enger Videokonferenz vum Conseil européen vum 17. Mäerz ze aktivéieren.

Et ass dëst déi éischte Kéier, dass déi Clause dérogatoire ausgeruff ginn ass. Domadder sinn net nëmmen déi méi bekannte Maastricht-Krittären temporairement op Äis geluecht ginn, mee och de Respekt vum OMT, vum Objectif à moyen terme. Lëtzebuerg hat sech fir d'Period 2020 bis 2022 en OMT gi vu plus 0,5 %. Ech erënneren drun, datt et an de Joren 2017 bis 2019 ee strukturelle Solde budgétaire war vu minus 0,5 %.

Well et och eng Relatioun gëtt tëschent dem OMT an der Investissementspolitik vun engem Land, an dat natierlech och fir Lëtzebuerg zielt, wëll ech hei zwou Haaptfroen an deem Kontext un d'Regierung riichten, haaptsächlech och un de Finanzminister.

Wat fir e Solde structurel oder OMT ass dann elo fir Lëtzebuerg geholl ginn? Wéi geet et mam OMT weider? Wéi gëtt deen elo an Zukunft definéiert a wéi, wann iwwerhaapt, gëtt en am Fong erëm applizéiert, dëst natierlech och am Kontext vun der Investissementspolitik, déi aner europäesch Länner an och Lëtzebuerg wäerte weidermaachen?

Da wollt ech froen, wéi d'Regierung d'Situatioun vum PSC gesäit fir d'Joren 2020 bis 2023, well ech géif mengen, mir hätten de Pacte de stabilité et de croissance d'lescht Joer am Abrëll eraginn. Dee ka jo och net méi aktuell sinn, op jidde Fall net méi no der sanitärer Kris. Wéi gëtt dee Programm elo adaptéiert a wéi wäerte mer déi Diskussioune féieren?

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP steet fest, datt finanziell Contrainten an Oplagen, déi als Zil virun dëser Kris fixéiert gi sinn, an dësen Zäiten net méi kënnen eis Guideline sinn. An dësen Zäiten, wou mer vill Onsécherheete bei de verschiddenen Acteure spieren, well eis alleguerten Erfarungswäerter iwwert d'ekonomesch Konsequenze vun enger globaler sanitärer Kris feelen, duerf kee budgetären Dogmatismus priméieren.

Lëtzebuerg huet eng immens favorabel Situatioun. Um Enn vum zweeten Trimester 2019 war Lëtzebuerg op zweeter Plaz vun deemools 28 EU-Staate mat der niddregster Staatsschold par rapport zu senger Wirtschaftskraaft, an dat direkt no Estland.

Kee Mënsch, denken ech, mat gesondem Mënscheverstand géif jo verstoen, wa mer eis géifen an dësem Moment penibel ganz einfach op arbiträr Seuile festleeë loossen. Eis ambitiéis Investissementspolitik duerf eebe grad net a Fro gestallt ginn. D'Wäiche fir d'Zukunft musse weider gestallt ginn, well mir musse kënnen duerchstarten, wann dës Kris eriwwer ass. A kengem Fall duerf et dozou kommen, dass mer notamment bei eiser Infrastruktur- an Investissementspolitik géife Retarden opbauen.

Een Emprunt vun 3 Milliarden, dat ass och scho gesot ginn, gëtt mat dësem Projet de loi och autoriséiert an ass néideg, fir an der Lutte géint de Covid-19 ze kämpfen. Domadder sollen déi verschidde Mesurë kënne géigefinanzéiert ginn. Ouni Covid-19 wier keen Emprunt vun 3 Milliarde gefrot ginn an hätt natierlech no dësem Vott och net kënne gezu ginn.

An esou schwéieren Zäite wéi dëse kënnt et natierlech méi wéi jee op Solidaritéit un. Dës Solidaritéit dréckt sech am Klengen aus tëschent den Noperen, dat mierke mer hei am Land, tëschent de Generatiounen an iwwerall an eiser Gesellschaft.

D'Europäesch Unioun muss op der Héicht si vun där Solidaritéit, déi europäesch Bierger Dag fir Dag liewen. Europäesch Solidaritéit tëschent de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend noutwendeg wéi nach ni virdrun.

D'LSAP begréisst dofir ausdrécklech, dass d'Lëtzebuerger Regierung d'Propose vu sougenannte Coronabonds ënnerstëtzt huet. Dës hätten den Avantage gehat, den Drock op de Finanzmäert op Länner wéi Italien a Spuenien a Grenzen ze halen. Op d'mannst si mir awer dozou iwwergaangen, zesumme 25 Milliarden Euro u Garantiegelder der EU-Kommissioun zur Verfügung ze stellen, fir datt si hirersäits 100 Milliarde mobiliséiere kann, fir deene Memberstaaten ze hëllefen, déi finanziell Schwieregkeeten hunn, de Chômage partiel an hire Länner ze finanzéieren.

All déi, déi nach ëmmer mengen, datt et eis nëmme wéineg oder guer net soll këmmeren, wann an Italien, Spuenien oder soss enzwousch an der Europäescher Unioun de Gesondheetssystem no drun ass, op eemol ze kollabéieren, oder europäesch Bierger a Prekaritéit gedréckt ginn, all déi Leit an déi Länner, déi keng Zesummenhäng gesinn, déi hu weeder fir Wirtschaftspolitik nach fir europäesch Solidaritéit ee Gespier.

D'LSAP begréisst och, dass sech d'Memberstaaten op d'mannst duerchgedrongen hunn, fir 240 vun deene 410 Milliarden Euro aus dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris betraff sinn.

Et ass immens wichteg, dass mir kee Memberstaat hänke loossen an dëser historesch graver Situatioun. An eisen Aen dierft een allerdéngs och kee Plaffong vun 2 % vum PIB pro Memberstaat setzen - am Fall vun Italien, just fir dat ze illustréieren, wieren déi 2 % vun hirem PIB grad emol e Kreditt vu 36 Milliarden Euro -, well, an dat ass d'Argumentatioun, eeben de Covid-19 d'Länner ënnerschiddlech staark getraff huet.

Et wäert och néideg sinn, datt mer eis Hëllefsinstrumenter fir déi wirtschaftlech a sozial Acteure reegelméisseg upassen un d'Evolutioun vun der ekonomescher Situatioun, sou wéi de Premier dat gëschter och schonn a senger Deklaratioun gesot huet.

Et ass kloer, dass et wärend der Durée vum Confinement onméiglech ass, d'wirtschaftlech Bannennofro ze stäerken. Et geet eis engersäits drëms, d'Liquiditéitsproblemer, an dat ass jo och ee vun den Argumenter fir deen 3-Milliarden-Emprunt, bei den Acteuren aus eiser Wirtschaft ze evitéieren. A mat de verschiddene Mesuren, déi eis Regierung geholl huet, wäert dat ons sécher geléngen.

Anerersäits ass et eis eeben och wichteg, dass d'Aarbechtsplazen an domadder d'Kafkraaft vun de Stéit hei am Land erhale bleiwen. Déi lescht Wochen ass keen Dag vergaangen, wou net eng nei Mesure oder en neie Stabilitéitspakt an engem Land annoncéiert ginn ass.

An der Europäescher Unioun, wann een zesummerechent, wat schonn alles annoncéiert ginn ass, sinn Hëllefen a Garantië vu méi wéi 3 % vun der Wirtschaftskraaft vun der EU mobiliséiert ginn.

Finalement wéilte mir als LSAP och ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass mer net ze vill séier no der Kris, vun där mer alleguerten hoffen, datt se geschwënn eriwwer ass, op europäeschem Niveau de Rimm méi enk zéien an esou eis Wirtschaft zu deem Moment, wou se erëm e bëssen zou sech kënnt, dann erëm direkt ofwiergen.

D'Feeler an der Aart a Weis, wéi mir op europäeschem Niveau mat der Wirtschafts- a Finanzkris ëmgaange sinn, duerfe mir, op jidde Fall an eisen Aen, op kee Fall nach eng Kéier maachen.

Déi ekonomesch Repercussioune vum Covid-19 wäerten eis sécher eng länger Zäit beschäftegen. D'Politik, an och déi Lëtzebuerger Politik, ass dofir do fir ze begleeden, ze berouegen an de Bierger ze hëllefen.

Dës Regierung ass gewëllt, dat ze maachen, dofir ginn ech natierlech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun gréng Luucht zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech dem Merci vu menge Virgänger un de Rapporteur André Bauler un, an e ganz ausdréckleche Merci mengersäits fir déi gutt, pädagogesch erfrëschend Leçon samschdes moies.

„Aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen." Ech kann de Saz scho bal net méi héieren. Dëse Saz huet een a leschter Zäit ëmmer erëm vu politeschen an och aner Responsabelen uechtert d'Welt an och zu Lëtzebuerg héieren. Mee et stëmmt awer an et kéint een dëse Projet net besser beschreiwen, well dat, wat mir haut decidéieren, ass nun emol aussergewéinlech, aussergewéinlech am Ausmooss, et geet ëm 2,5 Milliarden Euro, méi wéi een Zéngtel vun de järlechen Depensë vum Zentralstaat, an och wat d'Räichweit ugeet, well quasi all Secteur, dee vun der Coronakris getraff ass, vun de Garantië ka profitéieren. D'Ausnamen, déi Secteuren, déi net betraff sinn, huet de Rapporteur jo mentionéiert.

Fir et riichteraus ze soen: Dëse Projet ass déi richteg Äntwert op eng grouss Urgence, well d'Kris vun der Realwirtschaft riskéiert soss, sech och zu enger Finanzkris auszebreeden, déi mindestens esou schlëmm wär wéi déi vun 2008.

Domat steet net nëmmen dat kuerzfristegt Iwwerliewe vun den Entreprisen an déi domat verbonnen Aarbechtsplazen um Spill, mee et besteet e reelle Risiko, dass eis Wirtschaft laangfristeg ugeschloen a markéiert bleift. Géint een Deel vun deem Abroch ass haut scho villes net méi ze maachen. Déi jéngst Analys vun der Ratingagence Moody's fir dëst Joer rechent mat engem Réckgang vum PIB zu Lëtzebuerg vu 4,5 %, an do sinn d'Stabiliséierungspakmooss-name scho mat agerechent.

D'Fondation IDEA, se ass scho mentionéiert ginn, huet bei den Decideuren d'lescht Woch nogefrot a kënnt och op e geschätzte Réckgang vu 5 % vum PIB dëst Joer.

Interessant ass et awer och, an där Etüd ze gesinn, wéi d'Meenunge fir 2021 auserneeginn. Zwee Drëttel vun deenen, déi befrot gi waren, vun den Decideuren hei am Land, rechnen nämlech domat, dass et 2021 erëm géif biergop goen, awer een Drëttel rechent mat engem weidere Réckgang. Ech géif mech tendenziell éischter deem Drëttel uschléissen.

Domadder hätt dës Kris eng änlech, wann net souguer méi eng grouss Envergure wéi déi vun 2008. An et ass eebe gutt méiglech, dass wéi an de Krisejoren 2008 an 2009 och déi nächst Joren d'Konjunktur nach staark ugeschloe wäert bleiwen, ënner anerem well verschidde Secteuren d'Konsequenze vun der Kris eréischt méi spéit, versat ze spiere kréien.

Mir sinn also hei an dësem Gesetzesprojet am Zenario vun enger Schadensbegrenzung. An ob et duergeet, wéi virdru gesot ginn ass, doriwwer wäerte mer nach schwätzen. Ech hoffen net, dass mer nach oft weider Konsolidatiounspäck an Hëllefspäck musse maachen, mee et ass net auszeschléissen.

Et ass e Moment, wou Solidaritéit gefrot ass a wou déi vun der Kris affektéiert Entreprisen iwwer Waasser musse gehale ginn, fir Massefaillitte mat all hiren negative Konsequenzen ze vermeiden. Dat ass d'Konditioun, esou steet et och am Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojet, fir dass d'Entreprisen no der Kris nees kéinten duerchstarten. „Rebondir" op Franséisch steet am Exposé des motifs.

Ass „Duerchstarten" an deem Sënn dat richtegt Wuert? Jo, mee dozou stelle sech op laang Siicht awer e puer zentral Froen: Wéi wäerten eis Betriber nees duerchstarten? An a wéi eng Richtung? Gi se zréck an déi al Normalitéit, an de „business as usual", esou wéi et no der Kris vun 2008 passéiert ass? Oder gi se no vir an eng nei Normalitéit? A féiert dës Kris zu engem Ëmdenken an der Ekonomie hin zu méi Resilienz a virun allem zu méi Nohaltegkeet?

Dëst ass den zentralen Enjeu vun der Relance, enfin vun dësem Duerchstarten no der Kris, iwwert déi mir eis awer all elo scho sollte Gedanke maachen an déi nëmmen da fonctionéiere kann, wann an Europa esou wäit wéi méiglech Konsens kënnt, dass mer och an déi selwecht Richtung ginn, wann net déi 27, dann op d'mannst de groussen Deel an déi grouss Ekonomien.

An deem Sënn kann ech an deem Kontext nëmme begréissen, dass 13 Ëmweltministeren aus Europa, dorënner déi franséisch, déi däitsch an natierlech och déi lëtzebuergesch, sech an enger Stellungnam fir eng gréng Relance vun der Ekonomie ausgeschwat hunn, net einfach esou, mee déi sech un der Roadmap vum European Green Deal orientéiere soll.

(Interruption)

De Finanzminister an de Wirtschaftsminister och.

(Interruption)

Nee, ech hu vun Ëmweltministere geschwat, mee voilà!

(Interruption)

Ech honoréieren dat an et erfreet mech!

(Interruption)

Jo, jo, jo. Dat freet mech nach méi!

(Hilarité)

Dat ass a mengen Aen de richtege Wee. An ech mengen, dat ass och d'Richtung, an déi mir zu Lëtzebuerg goe sollten. D'Bestätegung ass do.

Ëffentlechen Investissement ass an där Hisiicht d'Stéchwuert an dëse wäert wuel och am Zentrum vun der ekonomescher Relance stoen. Den IPCC geet dovun aus, dass bis 2035 de järlechen Invest vun 2,5 % vum weltwäite PIB fir eis Ekonomie esou opzestellen ass, dass d'Ziler vum Paräisser Accord kënnen erreecht ginn. Dat erfuerdert, ech kann et net anescht soen, e kolossalen Effort, zu deem mir eise Bäitrag leeschte wäerten a wëllen.

D'ekonomesch Relance no der Kris huet d'Potenzial, zu dësem Effort bäizedroen, andeems mir derfir suergen, dass d'Investissementer an d'Wirtschaft effikass an erneierbar Energien, an d'Promotioun vun der Zirkularwirtschaft queesch duerch d'Secteuren, a méi lokal Liwwerketten an d'energeetesch Effizienz fléissen, fir nëmmen e puer Chantieren ze nennen.

Lëtzebuerg war hei mat sengem enormen Invest an den nohaltegen Transport an de leschte Joren a mat sengen ambitiéise Klimapläng schonn um richtege Wee. Ma mir sollten deen Elan elo duerch d'Kris net verléieren, mee au contraire d'Geleeënheet notzen, fir nach eng Schëpp dropzeleeën!

An dësem Kontext wäerten och d'Reforminitiativen op europäeschem Niveau analyséiert musse ginn. Ech denken do ganz konkreet un d'Reform vum budgetäre Kader vun den EU-Memberlänner, fir den ëffentlechen Invest an d'Nohaltegkeet an an de Klimaschutz, awer och an de Gesondheetssecteur méi effikass ze förderen.

D'EU-Kommissioun huet am Ufank vum Joer schonn esou eng Reform un d'Rulle bruecht, bei där et jo gëllt, dohannertzebleiwen. De Minister Pierre Gramegna huet jo och schonns dorobber higewisen a verschiddenen Interventiounen. Donieft brauche mir natierlech och op europäeschem Niveau e staarken Investitiounsplang fir d'Ekonomie, dee sech un de Leitlinne vum Green Deal orientéiert. Nëmmen esou kënne mer et fäerdegbréngen, d'Ekonomie ze revitaliséieren a gläichzäiteg eise Klimaziler méi no ze kommen.

Den Ausdrock „revitaliséieren" gefält mer och iergendwéi besser wéi dee vun der Relance, well et geet definitiv ëm eng Transitioun an eng nohalteg Wirtschaft, wou all eenzelne Betrib säi Businessplang muss iwwerpréiwen, eng Risikoaschätzung muss maachen, wann e wëllt an e puer Joer nach dobäi sinn an net nëmme just elo iwwerliewen.

Dir Dammen an Dir Häre, mat de Garantien, iwwert déi mir haut debattéieren, huet d'Regierung de Choix getraff, d'Banke mat an d'Boot, an d'Rettungsboot ze huelen. De Staat garantéiert, et ass gesot ginn, 85 % vum Risiko bei de Prêten, déi vun de Banken accordéiert ginn. Mat dësem Engagement ginn de Staat an d'Banken e Partenariat an, bei deem d'Banken indirekt de Staat vertrieden - och zimmlech aussergewéinlech, mir haten an der Finanz- a Wirtschaftskommissioun doriwwer rieds, an de Finanzminister huet ganz kloer drop higewisen -, well d'Banken hir Clienten, d'Betriber jo besser kenne wéi den Tresor!

Hei stellt sech d'Fro, awéifern zesumme mat de Banken d'Guidelines ausgeschafft goufen an nach wäerten ausgeschafft ginn, fir d'Accordéiere vun dëse Kreditter an Zukunft ze begleeden. A mir wäerten herno e puer Informatioune kréien, wéi déi Convention type, déi amgaang ass finaliséiert ze ginn, ausgesäit.

Dat schéngt mer virun allem pertinent bei de méi laangfristege Kreditter ze sinn, déi eng Laf-zäit hu bis zu sechs Joer. Wann et ëm d'Transitioun vun eiser Ekonomie geet, sinn d'Banken nämlech och an der Responsabilitéit. An hirer Roll vum Intermediaire hu si d'Hiewelen an der Hand, fir reell Changementer an de Betriber erbäizeféieren. Ech hu schonn eng Kéier an deem Sënn eng Fro gestallt gehat.

Verstitt mech also net falsch: Ech begréissen ausdrécklech d'Bereetschaft vun de Banken, zur Bewältegung vun der Kris bäizedroen, andeems si bei de Prêten, ëm déi et haut geet, och hir 15 % Risiko bei sech ophuelen. Dat eleng geet awer net duer. Dat ass vläicht d'Finanztechnik, mee hei si mer och an enger wirtschaftlecher Perspektiv.

D'Banke misste sech an Zukunft besser opstellen an déi néideg Kompetenzen entwéckelen, fir déi Entreprisen dobäi ze begleeden, dass net nëmmen hire Finanzmodell, mee dass hire Businessmodell nohalteg opgestallt géif ginn a méi resilient géint probablement nei Schocke kéint sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Stéchwuert: Responsible Banking. Dës Virstellung iwwert d'Roll vun de Banken ass net a mengen Gaart gewuess, mee ass vun der Europäescher Bankenassociatioun, vun der Europäescher Investitiounsbank a vun der UNEP-Finance-Initiativ ganz kloer ervirbruecht ginn, an dat net eréischt elo am Kader vun der Coronakris, mee souwäit ech et matkritt hu ganz däitlech an explizitt 2019. Mir haten e Meeting vun UNEP Finance jo am Dezember zu Lëtzebuerg.

Hei ass et och wichteg, dass d'Banken all Risike genee analyséieren a managen an esou proaktiv mat op de Wee ginn, fir zum Beispill mat de Betriber hir Liwwerketten ze iwwerpréiwen, sief dat fir Clienten - wou sinn hir Fournisseuren? -, fir gegeebenefalls e Wee ze fannen, fir aus der fossiller Energie erauszeklammen.

Dernieft géif ech och derfir plädéieren, falls dat net souwisou scho virgesinn ass, an den nächste Méint a Joren e reegelméissege Suivi a Rapport zesumme mat der ABBL ze maachen, fir esouwuel qualitativ wéi quantitativ ze analyséieren, wéi vill Prête gemaach goufen, aus wéi enge Secteuren déi Betriber kommen, firwat déi Prête benotzt ginn, fir Investissementer oder just méi Liquiditéit ze hunn. An an där Hisiicht géif ech déi Häre Ministeren dann och froen, ob si bereet wären, reegelméisseg an d'Chamber ze kommen, fir eis doriwwer e Rapport ze maachen. Dovu ginn ech aus. Merci elo schonn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho virdrun ugeschwat: Mir sinn an engem Moment vu Solidaritéit, wou Solidaritéit gefrot ass. Solidaritéit heescht an dësem Kontext, dass déi ekonomesch Acteuren zesummenhalen an net jiddwereen no sech kuckt. Dat heescht, d'Banken no sech, d'Betriber no sech, de Staat versicht dann, jiddwerengem ze hëllefen. Nee, mir mussen zesummenhalen! Een Aspekt dovunner ass staark liéiert mat deem, wat mir haut hei diskutéieren. Et geet drëm sécherzestellen, dass d'Banken der Realwirtschaft an dëser schwiereger Zäit genuch Liquiditéiten - ech hunn et scho gesot - kënnen zur Verfügung stellen.

D'Europäesch Bankenopsiicht huet an dësem Sënn déi europäesch Banken opgefuerdert, alles ze maachen, fir hir Récklagen och héich ze halen an esou d'Realwirtschaft weider mat Kreditter kënnen ze ënnerstëtzen. Et gouf schonn esou Momenter. Et gouf e Juncker-Plang, wou d'Banken opgefuerdert goufen, Geld an d'Wirtschaft ze pompelen. Den Erfolleg war e wéineg beschränkt.

Nieft méi Flexibilitéit fuerdert d'EBA d'Banken och op, d'Ausschëdde vun Dividenden an dësem Moment ze evitéieren. Dat ass en immens wichtege Message, deen net nëmme fir d'Banke gëllt. Eng Kris ass net de Moment, fir de Profitt vun den Aktionären un éischter Plaz ze gesinn. Si hunn duerch hir Investitioun e weesentleche Risiko a Kaf geholl. Or, an enger Krisesituatioun zitt een als Aktionär de Kierzeren. Et ass au contraire d'Allgemengwuel, wat hei muss Virrang hunn.

Ech wëll och hei op en anere wichtegen Aspekt ze schwätze kommen. Déi wirtschaftlech Kris, déi mer am Moment erliewen, huet jo net just en Effet op d'Entreprisen, mee natierlech och op vill Salariéen. An domat mengen ech net just déi, déi méiglecherweis hiren Job verléiere wäerten, ech schwätzen och vun deene villen, déi elo am Chômage partiel sinn an doduerch an dëser Zäit e gutt Stéck manner Akommes zur Verfügung hunn.

Et si virun allem, mer wëssen et, zu Lëtzebuerg déi héich Käschte vum Logement, sief et a Form vun engem Prêt oder vun engem Loyer, déi d'Leit hei am meeschte belaaschten. Dofir ass et och immens begréissenswäert, dass d'Regierung elo schonns Mesurë geholl huet, fir deene Leit séier ënnert d'Äerm ze gräifen, mat der Upassung vun der Subvention de loyer an der Subvention d'intérêts, soudass esou vill wéi méiglech Leit kënnen dovu profitéieren. Mir wëssen alleguerten, déi Moossnamen, déi do getraff sinn, sinn oft net bei de Leit ukomm.

Och makroekonomesch gesinn huet dës Reduktioun vun der Kafkraaft negativ Effekter, déi riskéieren, wäit iwwert d'Period vum Confinement erauszegoen. Am Moment ass d'Nofro eleng duerch d'Tatsaach, dass déi meescht Commercen zou sinn, immens déif, ma se riskéiert och tendenziell immens déif ze bleiwen nom Confinement, wann een dovun ausgeet, dass d'Leit net vun haut op muer hir al Gewunnechten nees ophuelen an dass vill Leit och vläicht net méi d'Moyenen dozou hunn.

D'Revitaliséierung vun der Wirtschaft däerf sech dowéinst net nëmmen op Investissementer an op d'Fërdere vun der Produktioun konzentréieren, mee mir wäerten och eng Stimulatioun vun der Demande brauchen, fir d'Ekonomie nees un d'Rullen ze bréngen a gläichzäiteg d'Verléierer vun der Kris matzehuelen. Mir brauchen also eng nohalteg a gerecht Relance, déi net just bei de Betriber an de Banken, mee och bei de Leit ukënnt.

A wann ech elo scho bei der Nofro sinn, da sinn ech och beim Konsum. Dës Kris féiert eis onweigerlech virun Aen, op wéi enge wackelege Been e groussen Deel vun eisem alldeegleche Konsum virun der Kris stoung.

Ech hu virdrun d'Fro an de Raum geworf, wéi eis Entreprisen no dëser Kris wäerten duerchstarten, a probéiert, e puer positiv Pisten dofir ze ginn. Déi selwecht Fro stellt sech awer och beim eenzelne Bierger, beim Konsument, dee mer sinn. Dës Kris huet de Konsum vun eis all op dat Néidegst reduzéiert. Dat huet vill Leit sécherlech zum Nodenke bruecht iwwert de Sënn an d'Aart a Weis vun hirem Konsum an d'Fro opgeworf, wat fir materiell Saachen, déi virun der Kris evident an indispensabel geschéngt hunn, esou wichteg vläicht guer net sinn.

Et ass eppes Positives, dat deen Eenzelnen aus dëser Kris wäert kënne mathuelen, an Zukunft bewosst lokal a responsabel ze consomméieren an domat säi Bäitrag ze leeschte fir eng méi resilient an nohalteg Ekonomie. Meng Virriedner si schonn dorop agaangen.

De Succès déi lescht Woche vun diverse Plattformen, fir lokal anzekafen, beweist dat, grad ewéi dass - ee Fait erausgegraff - zum Beispill beim Naturata den Ëmsaz zënter dem 16. Mäerz ëm 47 % an d'Luucht gaangen ass. Si hunn d'Zuelen op den Dësch geluecht, déi aner hätt ech och soss zitéiert.

Une voix.- Tant mieux fir lech!

(Hilarité)

Une autre voix.- Jo.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Nee, ech weess jo och net, ob déi se ufroen. Si hunn eng Partie Leit effektiv am Congé, well hir Mataarbechter net all kënnen do sinn. Si hu 50, 60 Leit vun 250 manner am Asaz. A se stemme 47 % weider.

Une voix.- Wien ass dat?

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Den Naturata. Et stoung am „Wort".

La même voix.- A, et stoung am „Wort"!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Jo.

(Brouhaha)

D'Regierung huet mat hirem Stabilitéitspakt Courage gewisen an déi richteg kuerzfristeg Äntwert op dës eminent Kris ginn. Dës Mesurë sinn awer och nëmmen den éischte Schrëtt an d'Richtung vun der Postcoronaekonomie a si musse kontinuéierlech un d'Besoine vun de Secteuren ugepasst ginn.

D'Revitaliséierung vun der Ekonomie, déi een elo muss ugoen, gëtt engem d'Chance, eis Ekonomie nohalteg ëmzedenken, zu Lëtzebuerg, an der EU an op internationalem Plang. Dës Geleeënheet solle mer eis net entgoe loossen!

Ech soen lech Merci a ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue.

Ech wëll just soen, wann ee wëllt een Tëscheruff maachen a wann ee wëllt gehéiert ginn, da muss een d'Tast vum Mikro drécken.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President, merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wichteg ass awer, datt een duerno ... Ganz wichteg ass souguer, datt een duerno de Mikro awer direkt erëm ausmécht, fir eeben d'Qualitéit vun der Anlag ze erhalen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet och soen, datt déi verschidde Motiounen an Amendementer am neien Onglet um Portail ënnert der Rubrik „Séances publiques" stinn an datt se nëmmen un déi verschidde Fraktiouns- a Sensibilitéitscheffe paperméisseg verdeelt ginn.

An elo ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dat mat den Zwëscheriff hutt Der elo grad zurzäit gesot.

Ech hunn, wéi oft, wann een no ville Leit schwätzt, en Avantage an en Desavantage. Mäin Avantage ass et, datt den André Bauler esou ee magistrale Rapport gemaach huet, datt ech hei kee Wuert vun deem Projet muss paraphraséieren.

Ech hunn den Desavantage, datt den honorabele Kolleeg Mosar esou vill Saache gesot huet, déi ech a menger Ried hat, datt ech hu misse ganz vill sträichen. An ech hunn den Desavantage, datt den honorabelen Här Margue iwwert de Fonctionement an d'Roll vu Banken esou en onwarscheinleche Brach erzielt huet, datt eleng d'Replik dorobber géif zéng Minutte brauchen. Mir maachen dat dann op enger anerer Plaz.

(Interruptions diverses)

Schécke mer viraus, datt mir als ADR dëse Projet begréissen, dee munchen Entreprisë wäert d'Liewe retten. Mir deelen och insgesamt d'Meenung, datt an esou enger Kris dës Mesuren dee richtege Wee sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Bei lech geet souguer Brach ëm!

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Studie vu Research Luxembourg Economic Effects of Covid-19 in Luxembourg vum 8. Abrëll, déi de Laurent Mosar schonn zitéiert huet, bestätegt d'Gravitéit vun der Situatioun.

De Laurent Mosar seet, e géif de Wirtschaftsminister optimistesch fannen an deem senger Aschätzung vun der Perte vum PIB, hie wär méi pessimistesch, hie géif mat 5 % rechnen. Abee, ech muss soen, och de Laurent Mosar ass a mengen Aen ze vill optimistesch!

Déi Etüd, déi …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn nach hei!

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo.

Déi Etüd, déi mer hei zitéiert hunn, seet, datt all eenzelne Mount Lockdown eise PIB ëm 2 % bis 3,5 % reduzéiert. Dat heescht ganz konkreet, datt mer no dräi Méint Lockdown bei mindestens 6 %, wann net 10,5 % Perte vum PIB wäerte leien!

Wann een a Betruecht zitt, datt zu dëser Reduktioun vum PIB och ipso facto eng Reduktioun vun de Staatseinname kënnt, da muss ee kee grousse Pessimist si fir ze soen, datt d'Prognosen düster ausgesinn.

Wa gläichzäiteg de Gesamtrettungspak, dee mer matdroen, mat 14 % PIB zu Buch schléit, da wësse mer, datt eis Musterschüler-Staatsverscholdung vun 22 % vum PIB Geschicht ass an eis Triple-A-Benoutung mat all Mount Lockdown méi a Gefor geréit. Däers musse mer eis ganz einfach bewosst sinn.

D'Research-Studie schwätzt vu 4 % bis 6 % vum PIB, dee pro Mount muss staatlechersäits injectéiert ginn. Dat heescht, dee 14 %-Pak ass no spéitstens dräi Méint opgebraucht. Fazit: An eisen Ae bezuele mer haut de Präis vun enger verfeeltener Budgetspolitik vu ganz ville Regierunge virdrun!

Amplaz an Zäite vu fetten Iwwerschëss sech eng Mouk ze bilden, fir bei iergendenger Katastroph - an et gëtt ëmmer Katastrophen! - gerüst ze sinn, goufen ëmmer nei Weeër gesicht, wéi de Staat Steiergelder ka verschleideren. Hei ass weeder elo de Moment nach d'Zäit fir den Detail. Dee wäerte mer dann opschaffen an eiser Interpellatioun d'„Léieren aus der Kris".

Jiddefalls si mir als ADR der Meenung, datt zumindest déi gréissewansinneg New-Green-Deal-Politik elo hoffentlech wäert vum Dësch sinn!

Da profitéieren ech awer, fir zwou, dräi weider Saachen ze soen, déi elo net direkt mam Projet a Verbindung stinn.

Et nervt mech, an ech denken, et nervt och aner Kolleegen, datt mer als Deputéiert op kloer a prezis Froe vun der Regierung keng Äntwert kréien! Ech huelen als Beispill dem Martine Hansen seng Fro gëschter, wou d'Martine zu Recht d'Prezisioun gefrot huet, ob Planzenhändler, dat heescht, Leit, déi net selwer eng Pepinière hunn, e Méindeg däerfen opmaachen, jo oder nee. An ech denken, dat doten ass eng Fro, déi kann ee mat Jo oder Nee beäntwerten. Déi Leit hunn e Recht, dat ze wëssen!

De Laurent Mosar huet e Plädoyer gehalen, anescht kann een net soen, en emotionale Plädoyer fir d'Independanten. Ech ginn net méi weider dorobber an. Ech stelle just fest, datt hei Leit, déi genausou vill, wann net méi cotiséiere wéi hir eege Mataarbechter, diskriminéiert ginn an datt déi sollten ipso facto déi selwecht Prestatioune kréien am Congé partiel (veuillez lire: Chômage partiel) wéi all Mënsch. Do ass net drun ze deutelen!

Et ass einfach net justifizéierbar, eng ongläich Behandlung vu Bierger erbäizeféieren! Déi Leit fille sech zu Recht als Bierger zweeter Klass, an da gi se och nach duerch de Vizepremier attackéiert an diffaméiert. An ech soen lech, wann den Här Kersch fir zwee Sou Schimmt an der Panz hätt, géif en demissionéieren!

(Brouhaha)

Une voix.- O, o!

Une autre voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Da wollt ech op d'Thematik agoen ...

Zwëscheriff si wëllkomm.

(Coups de cloche de la présidence)

Merci fir den „Très bien"!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Reding huet d'Wuert a soss keen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Da wollt ech profitéieren, och nach eng Kéier op déi Thematik anzegoe vu grousse versus kleng …

Une voix.- An nach een!

M. Roy Reding *(ADR).*- … vu grousse versus kleng Geschäfter. Den Här Bettel huet gëscht probéiert, eis ze erklären, firwat datt grouss international Konzerner oder grouss Konzerner däerfen op hunn a kleng Geschäfter net. En huet erkläert, de sanitären Ofstand wier op der grénger Wiss méi liicht ze bewerkstellegen. Och dat ass Brach. Ech lueden den Här Bettel an, bei de Schéine Stär ze kommen, elo haut de Mëtten, a sech do d'Situatioun unzekucken. Wann dat déi sanitär Ofstänn sinn, déi mer wëllen hunn, si mer um falsche Wee. Et gëtt keng Ursaach, firwat datt kleng Betriber mat enger begrenztener Zuel vu Leit dobannen a mat enger Schlaang virun der Dier net kéinten opmaachen. An ech ruffen d'Regierung expressis verbis dozou op, dat ze maachen, och fir d'Suitte vum Lockdown erofzesetzen.

(Interruption)

Mir deelen der CSV hir Befierchtung, datt mer virun där schlëmmster Wirtschaftskris stinn zanter dem Zweete Weltkrich.

(Interruption)

A jo, mir brauche Solidaritéit, mir brauche konstruktiv Zesummenaarbecht iwwer all Parteiborn ewech. Mee dat ass kee Blankoscheck fir dës Regierung, déi nach laang net alles richteg mécht. Mir als Oppositioun sinn do, fir de Fanger an d'Wonn ze leeën. A mir wäerten dat och weider maachen, ouni e Blat virun de Mond ze huelen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Monopol, fir kee Blat virun de Mond ze huelen, huet keng Partei heibannen. An duerfir wëll ech och kee Blat virun de Mond huelen, mee hei e puer Saachen zu deem Projet soen, mat deem mer befaasst sinn, deen a groussen Zich zwee Voleten huet, déi zwar enk matenee verbonne sinn, déi awer vun hirer Natur hier an aus verschidden aneren Hisiichte komplett verschidde sinn. Engersäits en Emprunt vun dräi Milliarden Euro, deen de Staat muss huelen, fir souwuel déi aktuell Noutmesurë géigenzefinanzéiere wéi awer och fir d'Lach duerch aktuell feelend oder ausfalend Steierrecettë kuerzfristeg ze decken. An op där anerer Säit hu mer et hei mat Staatsgarantien an Héicht vun 2,5 Milliarden ze dinn, fir Banken ze incitéieren, d'Entreprisë mat Suen ze versuergen, also eng Kredittausfallgarantie an Héicht vu 85 % fir d'Banken.

Ass den Emprunt also eng Zort Noutmesure, déi direkt mat den Auswierkunge vun der Coronakris op d'Ekonomie ze dinn huet, esou ass d'Staatsgarantie schonns en Deel Relanceprogramm, deen iwwert déi direkt Noutmesuren erausgeet. An ech gi spéider dorop an. Well mer mat där doter Zort an der technescher Ëmsetzung vun deem Relanceprogramm awer eis Schwieregkeeten hunn, hu mer och e Vote séparé gefrot. De Kolleegen, déi pour appui et méiglech gemaach hunn, sief heimadder och Merci gesot.

Ech wéilt awer ufänke mam Emprunt, dee wichteg ass, fir eeben all déi Noutmesurë vun der Regierung géigenzefinanzéieren, also wéi de Chômage partiel, wéi de Congé pour raisons familiales, wéi all déi direkt an indirekt, also remboursabel Aidë fir Entreprisen an Independanten. All dës bis elo geholle Mesurë kaschten zesumme bal ronn zwou Milliarden Euro. An dobäi wësse mer, datt immens vill am Moment scho realiséiert Ausgaben, zum Beispill am Santésberäich, iwwerhaapt nach net matagerechent sinn an datt d'Rechnung also nach net fäerdeg ass.

A gläichzäiteg wësse mer awer och, datt duerch Decisiounen, och richteg Decisioune vun der Regierung d'Steierrecetten net méi an deem Mooss erakommen, wéi dat virdrun de Fall war, souwuel direkt Steiere wéi awer och indirekt Steieren iwwert d'TVA, well de Konsum massiv erofgaangen ass, soudatt dësen Emprunt net nëmmen iwwerliewenswichteg fir eist Land ass, mee mer wëssen och elo schonn, datt e bäi Wäitem warscheinlech net wäert duergoen, fir dat Lach ze schléissen, dat dës Kris an déi ëffentlech Finanze schléit.

Also kuerz gesot, deen Emprunt ass ganz wichteg a mir wäerten en als Lénk och matstëmmen.

Méi komplizéiert gesäit d'Saach allerdéngs bei de Staatsgarantien aus. An ech wëll hei betounen, datt mer mam Prinzip vun de Staatsgarantien duerchaus averstane sinn, wa se da cibléiert an orientéiert agesat ginn, wa se en Element vun enger gestalterescher Wirtschaftspolitik sinn. Jo, mir hunn och kee Problem domadder, wa se eng Noutmesure wieren, fir de Betriber hir Liquiditéitsproblemer an der Kris opzefänken.

Mee hei hu mer et awer nach mat eppes aneschters ze dinn. Et ass eeben en Deel vun enger Postcorona-Relancestrategie. An do muss ech lech soen, datt déi Ingredienten, déi d'Regierung hei proposéiert, eis awer ferm un dat erënneren, un déi Ingredienten, déi d'Regierung och schonn 2009 respektiv 2012 proposéiert huet, fir aus der Kris erauszekommen, an déi net vill Guddes verspriechen, nämlech déi eesäiteg Stimuléierung vun der Offer. Duerfir ass et interessant, dat Gesetz dann awer emol am Detail ze kucken.

Éischtens, wie kënnt dann a Fro fir esou eng Staatsgarantie? Am Gesetz steet, réservé aux „entreprises en difficulté financière temporaire suite à la pandémie du Covid-19". Dat ass, dat muss, mengen ech, jiddwereen zouginn, eng ganz vag Definitioun, déi wuel all Entreprise iergendwéi erfëllt. Esou zimmlech all Entreprise huet hei am Land duerch de Lockdown entweeder manner Recetten oder méi Depensë gehat. A virun allem och: Wie soll dat da kontrolléieren? Also, de Champ d'application vun dësem Gesetz ass immens wäit.

Zweetens, et ginn awer keng Krittären, wat d'Entreprisen däerfe mat dëse Staatsgarantië maachen, well dee Prêt ass net just limitéiert, fir temporaire Liquiditéitsproblemer ze iwwerbrécken, wéi dat an aneren europäesche Länner de Fall ass, wou och Staatsgarantië spillen. An als Lénk kéinte mer och domadder liewen, wann d'Entreprisen dës Sue géife benotzen, fir produktiv Investitiounen an d'Realekonomie ze maachen. Mee dësen Text gesäit keng esou Konditioune vir, wat mat dëse Sue geschéien däerf a wat net.

Well, wéi ass et da mat Scholderestrukturéierungen, also, wann Entreprisen op d'Iddi kommen, en eemoleg deiere Kreditt mat héijem Zënssaz eventuell duerch eng Staatsgarantie mat méi niddregen Zënssätz auszetauschen?

Wéi gesäit et aus mat der Gewënnausschëddung un Aktionären? Missten déi net och encadréiert sinn?

Wéi ass et mam Réckkaf vun Aktien?

Wéi ass et mat Bonie fir Manager, wéi dat am Ausland ganz kloer deelweis verbueden ass an an de legislativen Texter steet, datt dat net däerf geschéie mat Staatsgarantien, mat de sougenannte „Parachute-doréen", wéi mer se aus deene vergaangenen zéng Joer kennen?

A wéi ass et mat Investissementer vun Entreprisen, déi zwar zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, am Ausland? An do ass gesot ginn, wéi ech déi Fro opgeworf hunn an der Finanzkommissioun, datt dat net mat europäeschem Recht vereenbar wier. An duerfir hunn ech net schlecht gestaunt, datt Éisträich, déi jo och Staatsgarantien un hir Entreprisen erausginn, dat explizitt am Gesetzestext drastoen hunn, datt nämlech déi Staatsgarantië just fir Investissementer kënne benotzt ginn, déi an Éisträich stattfanne respektiv um Territoire vun der EU, mee ausgeschloss sinn Investissementer zum Beispill an Asien.

An d'Fro, déi sech jo och nach stellt, drëttens, dat ass, datt mat deem heiten Text, och am Géigesaz zu anere Länner, keng Oplage bestinn a Saachen Aarbechtsplazen, obwuel dat jo awer eigentlech den Haaptgedanke misst sinn an dëser Kris an an dësem gesamtwirtschaftleche Kontext. Sou ass et zum Beispill duerchaus méiglech, datt Entreprisen dës mat dëse Staatsgarantië kënnen ëmstrukturéieren a massiv Leit entloossen. Dat ass net auszeschléissen! An anere Länner ass dat auszeschléissen!

A véiertens: Dat zentraalt Element vun der Mise en œuvre vun dësem Gesetz si Konventiounen tëschent dem Staat an deene Banken, déi hei matmaachen. Do hu mer héieren, datt déi Konventiounen amgaang wieren, negociéiert ze ginn. A mir hunn och an der Kommissioun versprach kritt, datt mer déi herno zougestallt kriten. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et méiglech ass, datt mir als Chamber iwwer esou e wichtegen Text, deen esou eng grouss finanzpolitesch Envergure huet, decidéieren, ouni datt déi Konventiounen iwwerhaapt virleien. Well et stellt sech jo d'Fro: Mécht de Staat dann de Banken iwwerhaapt via Konventiounen iergendwellech Virgaben? A wa jo, wéi eng sinn dat dann? Wéi déi, wéi se zum Beispill d'Demanden anzeschätzen hunn an op wat d'Banken oppasse mussen? Wéi eng Tauxe se däerfen applizéieren?

Och hei hu mer elo gesot kritt vum honorabelen Här Rapporteur, datt d'Tauxe warscheinlech tëschent 2 % an 3 % leien. Och déi sinn am Ausland kloer encadréiert! Eng Bank däerf net méi wéi 1 % froen! Sou ass et an Éisträich gereegelt, wa se op eng Staatsgarantie zréckgräift. Firwat ass dat dann net och zu Lëtzebuerg esou de Fall?

An do muss ech soen: „Dat hunn ech schonn interessant fonnt am Här Mosar senger ganz emouvanter Prestatioun hei, datt den Här Mosar sech opreegt, datt de Staat sech erdreist, …

(Interruption)

… fir Zënsen ze froe fir eng Staatsgarantie, a gläichzäiteg - a gläichzäiteg! - awer net freet, datt d'Banken e kloren Encadrement missten hunn!" An do sinn ech éischter der Meenung, datt de Staat, dee schonn esou vill Suen zur Verfügung stellt, och éischter eppes muss dovunner hu wéi privat Banken!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Awer selbstverständlech.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Baum, Dir hutt mer zwar gutt nogelauschtert, mee net gutt genuch. Ech hunn net d'Zënse kritiséiert, au contraire. Ech hunn extra gesot, datt dat total … Ech hunn déi Fraisen, déi do en compte gesat ginn, Dir wësst, niewent den Zënse vun 2 % bis 3 % gëtt et 0,2 %, 0,5 %, dat kann herno verduebelt ginn, dat hunn ech kritiséiert, net d'Zënsen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dann huelen ech meng Kritik un lech natierlech an deem dote Sënn zréck. Et bleift awer esou, datt mir mengen, datt den Zënssaz, deen d'Banke froen, och ganz kloer misst definéiert sinn.

An da komme mer zur Essenz oder zur Quintessenz vum Text. Wat hei geschitt, ass eng Délégation de pouvoir vun der Regierung un d'Banken. Et sinn d'Banken, déi mat hire Clienten zesumme kucken, wéi d'Staatsgarantië kënnen agesat ginn, an dat ouni gréisser gesamtwirtschaftlech Konditiounen, déi ech virdru probéiert hunn ze ernimmen.

Mir kënne verstoen, datt de Finanz- a Wirtschaftsministère net iwwert déi personell Ressourcë verfüügt, fir all Prêt, all Dossier am Detail kënnen ze kucken, net an deem Mooss wéi d'Banken, déi hir Clientë kennen, obwuel een awer do och soe muss: Wéi ass dat da mat De-minimis-Aiden? Do ass et jo awer de Wirtschaftsministère, deen Dausenden an Dausende vun Dossiere kontrolléiert. Deene Klenge kucke mer op d'Fangeren, bei deene Grousse kucke mer duerch d'Fangeren!

Mee virun allem: All Dossier, an dovunner si mir awer fest iwwerzeegt, all Dossier ab engem gewëssene Montant, sief dat 1 Millioun, 5 Milliounen, 10 Milliounen, iwwert de Montant kann ee sécherlech nach diskutéieren, all Dossier ab engem bestëmmte Montant misst eiser Meenung no vum Finanz- respektiv vum Wirtschaftsministère iwwerpréift ginn, well do spille jo eminent wichteg, deelweis industriepolitesch Enjeue mat. Well et kann dach net sinn, datt mer zum Beispill enger ArcelorMittal eng Staatsgarantie ginn, fir datt déi dann erëm ee Schrottbetrib an Asien opkeeft, woumat mer dann iwwert d'europäesch Reegelen eventuell gezwonge sinn, e Betrib zu Lëtzebuerg zouzemaachen! Dat kann dach net sinn! An do muss de Finanz- a Wirtschaftsministère seng Responsabilitéit huelen.

Här President, zum Schluss: Dës Konstruktioun vu Staatsgarantie ass eng duerch an duerch liberal. Se ass u quasi keng Konditioune gebonnen, weeder wat d'Entreprisen domadder maachen nach wou a wéi se investéieren. Se ass och keng Noutmesure, well se beschränkt sech net op d'Liquiditéitsenkpäss duerch d'Coronakris. Mee si ass Deel vun engem duerch an duerch liberale Relanceprogramm, wéi mer en aus de leschte Jore kennen, nämlech andeems schonn nees d'Offer, just d'Offer, mat Liquiditéitssprëtze stimuléiert gëtt.

An d'Suitten dovunner huet grad den Här Reding eis schonn ugekënnegt, well d'Suitten dovunner sinn, datt de Staat wannechgelift an Zukunft erëm eng Kéier ze spueren huet. D'Suitten dovunner sinn déi Austeritéit, déi mer am Ufank vun dësem Joerhonnert, vun dësem Joerzéngt kannt hunn, eng Politik, déi erwisenermoossen an deene leschten zéng Joer europawäit net funktionéiert huet.

Här President, als Lénk fuerdere mir eng Relance vun der Ekonomie iwwert d'Nofro, iwwert d'Erhéijung vun der Kafkraaft. An do spillen Elementer wéi Mindestloun mat, wéi eng Steierreform, déi wierklech déi kleng a mëttel Salairen entlaascht a géigefinanzéiert iwwer grouss Revenuen a Fortunen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg och eng Mietendeckelung, eng Ëmverdeelung vun deem gesellschaftleche Räichtum, fir eeben déi Nofro an der Gesellschaft kënnen ze stimuléieren, déi dann och der Wirtschaft zeguttkënnt.

Duerfir, Här President, stëmme mer den Emprunt mat a wäerten eis bei der technescher Ëmsetzung vun der Staatsgarantie enthalen, well se net gutt ëmgesat ginn ass, well se net déi néideg Krittären a Konditiounen erfëllt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all Entreprise, déi virum Etat d'urgence viabel war, kann eng Demande de prêt maachen, déi mat dësem Projet de loi vum Staat garantéiert gëtt. Entreprisen, déi a finanzielle Schwieregkeete sinn, kënnen tëschent dem 18. Mäerz an dem 31. Dezember dëst Joer nei Prête bewëllegt kréien, déi vum Staat garantéiert ginn. D'Zil ass et, d'Aarbechtsplazen an déi ekonomesch Aktivitéit vun de jeeweilegen Entreprisen ënnert de bekannte Konditiounen nämlech ze garantéieren. Et ass e komplementaart Instrument, wat applizéiert ka ginn, wann d'Entreprisen hire Besoinen u Fonds de roulement net méi nokomme kënnen, domat se awer eng gewësse Méiglechkeet hunn, dem Impakt vum Coronavirus Meeschter ze ginn.

D'Relance vun där Lëtzebuerger Ekonomie sollt net erschwéiert ginn an de potenziellen zukünftege Wuesstum sollt net direkt schonn Affer vun der Kris ginn. Dozou kënnen déi Garantië vun 2,5 Milliarde bäidroen.

Och an eisen Nopeschlänner hu sech déi jeeweileg Politiker mat de vum Staat garantéierten, bewëllegte Prête beschäftegt. A Frankräich ass den Entreprisen dës Garantie och versprach ginn. Leider ass d'Ëmsetzung vun deem Projet dach e bësse manner erfollegräich, wéi ee sech erhofft hat. Vill Entreprisen hunn hir Prêt-Demandë refuséiert kritt.

Den administrativen Opwand ass och e grousse Problem an eisen Nopeschlänner. Wichteg ass et also hei, datt an der Richtlinn, an de Konventiounen, déi mat de Banke verhandelt ginn, och keen neien administrative Waasserkapp entsteet, well et eebe grad do wär, wou d'Entreprisen e weidere Stolpersteen op hirem Wee an d'Relance kéinte geluecht kréien.

Et si vill Ressourcen néideg, fir dës Demanden ze traitéieren. An ech mengen, mir hunn et beim Chômage partiel gesinn, datt dee Ramp-up vun neie Ressourcen net ëmmer ouni Hick geet. An ech hoffen, datt dat bei dësem Projet dann e bësse besser geet, wéi dat bei aneren Aiden, déi scho méi laang elo lafen an déi sech och mëttlerweil etabléiert hunn, da fonctionéiert.

Eis belsch Nopere wëlle mat hirem Bazooka-System Prête garantéieren. Eleng schonn den Numm, dee se gewielt hunn, weist, wéi grav d'Situatioun ass a firwat et dach aussergewéinlech Moossname sinn, déi hei getraff ginn.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Dat ass den Här Scholz mat der Bazooka.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Déi Belsch hunn och vun där Bazooka geschwat, Här Bauler. Da si mer schonn tëschent zwee Nopeschlänner, déi vu Bazooka schwätzen. Dat fänkt zwar elo un, mer e bësse Suergen ze maachen.

Une voix.- Dir musst just de Kapp anzéien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, ech weess net, ob de Kapp anzéien duergeet. Ech schaffen op alle Fall drun, datt meng d'Zilsurface ëmmer méi kleng gëtt an deene leschten Deeg.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Am Bezuch op d'Exekutioun vun der Prozedur wënsche mer eis als Piraten also, datt e prezise Suivi ka gemaach ginn an datt déi Prêten och séier an einfach kënnen octroyéiert ginn.

Här President, Liquiditéitsproblemer vun de Lëtzebuerger Entreprisë solle kënne gedeckt ginn. Dovunner betraff sinn all déi Betriber, déi temporaire a Schwieregkeete sinn. De Problem sinn natierlech déi Betriber, déi och scho virdrun deelweis a Schwieregkeete waren. An ech mengen, datt dat, och wann et aus europäesche Reegelen ervirgeet, dach e Problem ass, datt mer hei vläicht verschiddenen Entreprisë grad an enger Kris nach eng Kéier dee leschte Stouss iwwert den Ofgrond ewech ginn, andeem mer se vun enger ganzer Rëtsch vu Mesuren ecartéieren.

Entreprisen, déi mat verschiddenen Obligatiounen a Verzuch waren, déi sech vläicht ënner normale wirtschaftleche Konditiounen erkrabbelt hätten, déi kënne sech sécher net erkrabbelen. Och deen Impakt musse mer no der Kris moossen a kucken, fir deen esou gutt et geet ofzefiederen. Dat wäert haaptsächlech en Impakt op de Fonds pour l'emploi hunn, mee dat wäert awer och en Impakt hunn op d'Volontéit vu Leit, fir eng nei Aktivitéit vläicht och ze lancéieren.

Virun allem, mengen ech, ass et wichteg, hei unzemierken, datt eng ganz Rëtsch vun de Betriber net fräiwëlleg opgehalen hu mat hirer Aktivitéit an net fräiwëlleg gesot hunn: „Mir kënnen elo net schaffen." Et war e richtegen Akt vun der Regierung, fir hinnen ze soen: „Dir musst zoumaachen!" Mee netdestotrotz war et en Acte volontaire vun der Regierung, fir de Betriber ze verbidden, verschidden Aktivitéiten ze exekutéieren, an deementspriechend gesinn ech och d'Responsabilitéit bei genau där Regierung, fir dann derfir ze suergen, datt déi Betriber weider kënnen existéieren. Ob dat Independantë sinn oder grouss Betriber, mécht u sech keen Ënnerscheed. Um Enn vum Dag sollt jiddwereen, dee vu Mesurë getraff ass, och indemnifiéiert ginn.

Et ass u sech gutt, datt mer elo hei net scho CETA oder änlech Traitéen ënnerschriwwen hunn a schonn applizéieren, well do kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob dann déi Klausele vum Investitiounsschutz och elo geltend géife gemaach ginn an enger sanitärer Kris. Wa mir als Staat engem Betrib verbidden ze schaffen, kéint dat jee no Schidsgeriicht dach hypotheetesch esou eng Klausel lancéieren. Ech mengen, datt dës Kris hei weist, wéi wichteg et ass, datt mer eis als Staat de Spillraum loossen, fir esou Mesuren ze huelen, ouni de Risiko anzegoen, herno op Schuedenersatz nach zousätzlech verklot ze ginn. Ech mengen, datt dat eppes ass, wat mer definitiv, och wa mer nach eng Kéier iwwert déi international Traités de libre échange diskutéieren, missten uschwätzen.

Déi 2,5 Milliarde Garantien, domadder, muss ech soen, hunn ech kee gréissere Problem. Et sinn halt Garantien. Mir wëssen nach net, wat d'Stee schlussendlech wäert kaschten. Et ka sinn, datt, wann tatsächlech alles géif gutt goen an enger super Welt, esou wéi dat no 2018 de Fall war, de Staat bei dëser Operatioun, bei dësen …

(Interruption)

2,8, pardon!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- 2008.

M. Sven Clement *(Piraten).*- … 2008, pardon, 2008, jo d'Joer!

… no der Kris, datt mer e Boni maachen. Et ka sinn, datt dës Operatioun hei herno e positiven Effekt op d'Staatskeess kéint hunn, wann all d'Prêten zréckbezuelt ginn, wann all d'Fraise bezuelt goufen a wa mer keng Ausfäll ze bekloen hunn. Dat wär den Dramzenario. Kënnt et dozou? Mir wëssen et net.

Haut si mir Entrepreneur. Haut lancéiere mir eis an en onbekannte Risiko vun 2,5 Milliarde Garantien, wou mer net wëssen, ob herno 2,5 Milliarden ausbezuelt musse ginn, ob mer op null erauskommen oder ob mer vläicht e klengen Excedent generéieren.

D'Alexandra Ballmann, d'Presidentin vum Jonken Handwierk, huet an engem rezenten Artikel esou schéi gesot: „«Trau dech, maach dech selbststänneg!» krut an dëser Zäit eng ganz nei Bedeitung, well et muss ee wierklech an Zukunft Courage hunn, wann ee weess, datt, wann et haart op haart kënnt, een eleng dosteet." An am nämmlechten Nomëtte vum Dag, wou et dat publizéiert huet, huet de Vizepremier Dan Kersch nach eemol nogeluecht an dës Ausso quasi confirméiert mat der Ausso: „Wann en Independant Chômage partiel wëllt, da muss en ophalen, Independant ze sinn."

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech muss soen, dëst dierf net de Message sinn, dee mer dobausse vermëttelen. An ech si frou, datt dëse Projet, dee mer elo grad diskutéieren, an déi aner Richtung geet! Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et do da mat der Kohärenz vun den Aussoen ass. Et däerf net sinn, datt aus engem „Trau dech!", dee mer déi lescht Joren ëmmer erëm lancéiert hunn, en „Trau dech net!" direkt aus dem Mond vun engem Vizepremier gëtt. Esou kann een den Dram vun der Startupnation Lëtzebuerg nämlech direkt vergiessen.

D'Piraten si sech bewosst, datt een iergendwou muss ufänke mat Entscheedungen an datt een och Limitte muss setzen. A vu datt mer net mat all de Limitte ganz averstane sinn, déi am Projet de loi hei geholl goufen, hu mer dann och en Amendement deposéiert, deen ech dem President ginn.

Amendement 2

L'article 3 paragraphe (3) est libellé comme suit :

« (3) Le montant maximal des prêts éligibles à la garantie pourra représenter jusqu'à 25 % du chiffre d'affaires de l'entreprise bénéficiaire constaté sur l'année 2019, ou, à défaut, la dernière année disponible.

Pour les jeunes entreprises innovantes, telles que définies à l'article 8 de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, le montant maximal des prêts éligibles ne peut dépasser le double du coût salarial annuel total de l'entreprise bénéficiaire, y inclus les charges sociales ainsi que le coût du personnel travaillant sur le site de l'entreprise mais considéré officiellement comme des sous-traitants, pour l'exercice fiscal 2018 ou pour le dernier exercice fiscal disponible. Dans le cas des entreprises créées après le 31 décembre 2018, le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux premières années d'activité. »

Commentaire de l'amendement

L'option de pouvoir estimer le coût salarial est élargie aux jeunes entreprises innovantes qui existent moins que 2 ans afin de permettre aux jeunes start-ups en phase de développement de pouvoir faire valoir les coûts prévus dans leur business plan au lieu de coûts moins élevés.

En conséquence, l'année de référence est portée à l'année 2018 pour les cas où des comptes annuels pour un exercice fiscal plus récent ne seraient pas disponibles.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An deem Amendement fuerdere mer, datt au contraire vun deem, wat am Gesetz steet, nei gegrënnte „jeunes entreprises innovantes" - an ech si mer bewosst, domadder gi mer manner wäit wéi d'Amendement vun der CSV, déi dat op all jonk Entreprisë wëllen ausdeenen, wat ech och ganz sympathesch fannen, mee mir hu bewosst de Choix gemaach, hei vun de „jeunes entreprises innovantes" ze schwätzen, Startuppen, Firmen, déi e séiere Wuesstum wëllen hileeën -, datt déi net nëmmen déi éischt fënnef Méint - also d'Firmen, déi dëst Joer gegrënnt goufen -, kënnen hire Coût salarial estiméieren, mee datt all Firma, all jeune Entreprise innovante, déi dat d'lescht Joer gemaach huet, dat och kéint benotzen als Grondlag, fir eeben hir Prêten ze froen.

An da komme mer zu deem leidege Punkt vum Prêt. Et däerf een net vergiessen, dëst Gesetz geet net nëmmen ëm Staatsgarantien, dëst Gesetz geet och ëm en neien Emprunt, deen d'Chamber der Regierung autoriséiert. Dat heescht net, datt déi Suen, déi mer haut autoriséieren, muer geholl ginn. Dat ass eppes, wat mantra-aarteg a leschten Autorisatiounen ëmmer widderholl gouf. Mir wëssen, datt déi dräi Milliarden, déi mer haut stëmmen, tatsächlech gebraucht ginn. Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wien opmierksam de Budget 2020 gelies huet, dee weess, datt de Staat haut schonn d'Recht huet, 3,2 Milliarden, wéi de Finanzminister och an der Kommissioun gesot huet, ze zéien.

Dat heescht, wat mer haut maachen, ass, mir ginn der Regierung d'Recht, net 3,2 Milliarden zéien ze goen, net 3 Milliarden zéien ze goen, wéi d'Gesetz géif undeiten, mee insgesamt, ouni nach eng Kéier an d'Chamber ze kommen, 6,2 Milliarden. A wann ech dann héieren, datt de Claude Haagen ugedeit huet hei op der Tribün, datt ee 6 Milliarde jo kéint zéien, ouni d'Stabilitéitskrittäre vu Bréissel a Fro ze stellen, da kënnt mer déi Zesummesetzung vu 6,2 Milliarden, déi mer elo autoriséieren, wa mer dat heite stëmmen, dach e bësse spuenesch vir. Et ass nämlech komescherweis dee Montant, deen de Claude Haagen virdrun hei ugeschwat huet!

War dat e freudsche Verspriecher? Ech kann lech et net soen.

Ech mengen, de Claude Haagen wëllt eppes soen, Här President. Ech géif em dat dann och zougestoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Haagen wëllt Iech eng Fro stellen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Dat war kee freudsche Verspriecher. Éischtens hunn ech net déi 60 % a Fro gestallt vu Bréissel, wéi Der se nennt, mee ech hunn drop higewise mat 30 %, 30 % …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech hunn elo net vu 60 % geschwat.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Pardon, Dir hutt elo grad Bréissel ernimmt. 30 % stinn am Koalitiounsaccord, datt bis 6 Millioune kéinte gezu ginn, datt een dann déi Krittäre vis-à-vis vum Regierungsaccord nach ëmmer géif respektéieren. Dat hunn ech dozou gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech aktéieren déi Ausso, datt de Regierungsaccord virgesäit, nach kënne bis zu 6 Milliarden ze léinen, an datt haut d'Chamber soll genau dat autoriséieren. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

Ech soen dofir och: „Mir wäerten d'Garantien op alle Fall matstëmmen, well dat den Entrepri-

sen hëlleft. Mir wäerten awer, wat de Prêt ugeet, dergéint stëmmen, well mer der Meenung sinn, datt de Staat haut d'Recht huet, 3,2 Milliarden ze zéien. An als Éischt soll e seng Reserven zéien, éier en da mat neie Prête bei d'Chamber kënnt."

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech si frou, dass mer dësen Debat hei hunn. Ech si frou, dass d'Regierung gechallenged gëtt bei deene Mesuren hei an dass mer mat dësem Gesetz an d'Chamber komm sinn, fir dësen Debat ze féieren. Och wann et heiansdo e bësse painful ass, verschidde Saachen, déi ee gesot kritt, ass et awer wichteg, dass een all Son de cloche hei kann héieren.

Mir hunn haut eng Diskussioun iwwert dëst Gesetz, wat e weidere Bausteen ass an engem Stabiliséierungspak, deen d'Regierung ganz schnell presentéiert huet. Mir hu mat als eent vun deenen éischte Länner an Europa op esou eng staark a resolutt Aart a Weis op dës Kris reagéiert. Mir hunn den 20. Mäerz annoncéiert, dass mer géife mat dësem Stabiliséierungspak kommen. Et ass e Pak, deen 8,8 Milliarden Euro mobiliséiert, dat si 15 % vun eisem PIB. Et si wéineg Länner, déi esou vill an esou schnell Moyene mobiliséiert hunn am Kampf géint d'Coronaviruskris.

Mir hunn de 25. Mäerz dunn dëse Stabiliséierungspak presentéiert. Dat sinn haut am Ganze 36 Mesuren, déi scho vu verschiddene Riedner hei beschriwwe gi sinn. Am Laf vun der Zäit sinn der 16 derbäikomm. Tëschent dem 25. Mäerz an dem haitegen Dag si 16 Mesurë bei dee Pak komm. Dat weist, dass dat heite kee figéierte Rettungspak ass, kee figéierte Stabiliséierungspak ass, dass mer gewëllt sinn, hei nozebesseren, an dass mer dat och maachen, wann dat néideg ass. Et huet sech mat der wirtschaftlecher Kris e bëssen änlech wéi mat der sanitärer Kris: Mir mussen e konstante Monitoring maachen. Mir mussen d'Situatioun zu all Zäit evaluéieren. Mir musse kucken, wat um Terrain geschitt. A gleeft mer, mir maachen dat!

Här Mosar, Dir sidd net deen Eenzegen, deen am enke Kontakt ass mat de Betriber. Ech schwätzen all Dag mat Betriber. Ech gi bei se, wou dat méiglech ass. Ech schwätze mat de Federatiounen. Ech schwätzen och mat de Gewerkschaften. An ech weess, wéi schrecklech d'Lag ass. Ech weess, wéi brutal dës Kris aschléit an alle Wirtschaftssecteuren, a verschiddenen extreem brutal. Do ass de Manque vum Chiffre d'affaires, d'Ewechfale vum Chiffre d'affaires total. Dat sinn déi, déi hu missen zougemaach ginn an der Covid-19-Kris. Bei aneren, déi nach kënne weiderschaffen, ass et och schlëmm. Do ass et tëschent 40 %, 50 %, 60 %. E puer wéineg Betriber schaffen normal weider a maache souguer besser Geschäfter, wou den Här Margue och elo d'éinescht e Beispill genannt huet.

(Interruption)

Mee déi allermeescht si ganz, ganz schlecht drun. An dofir wäerte mer och weiderhin an deenen nächste Wochen a Méint do upassen, wou muss ugepasst ginn, do nobesseren, wou muss nogebessert ginn. An dat maache mer och. Dat huet de Premier gëschter schonn annoncéiert an ech wäert och duerno nach ganz kuerz drop zréckkommen.

Dëst Gesetz setzt op d'Bankeplaz. Dat huet de Rapporteur ganz gutt gesot a senger Ried, an ech soen em Merci fir säi wéi ëmmer exhaustiven a ganz exzellente Rapport. Et setzt op d'Bankeplaz, op eis staark kapitaliséiert Banken. Et knäppt do un, wou déi Moratoiren ophalen, déi 7.000 Moratoiren, déi scho vun de Banken accordéiert goufen un d'Betriber hei zu Lëtzebuerg.

De Pierre Gramegna geet duerno am Detail, mengen ech, nach op déi Mesuren an. Mee et ass hei am Fong en Instrument, wat déi mëttel- a laangfristeg Besoine vun de Betriber éischter ofdeckt wéi déi kuerzfristeg. Dat hei si Prêten, déi kënne bis zu sechs Joer laang lafen, dat heescht, hei si mer am Fong éischter schonn an enger Optik Relance e bësse méi à long terme, wéi bei deene Mesuren, déi mer bis elo an enger éischter Phas vum Stabiliséierungspak geholl hunn.

Wat extreem wichteg ass, dat ass, dass een dëse Pak als e Ganzt muss gesinn! Et ass eng Geschierkëscht, déi mer hei opgesat hunn. Verschidde Betriber brauchen dës Garantie guer net, déi mer haut hei adoptéieren. Bei deene geet et duer mat der Direkthëllef vu 5.000 Euro a vläicht brauche se nach eng Avance remboursable vu bis zu 500.000 Euro, déi effektiv jo ouni Garantie, ouni perséinlech Garantie kann direkt vum Staat accordéiert ginn. Dat heescht, dat muss een hei wierklech au cas par cas kucken. Déi Mesure hei ass fir Verschiddener, wéi gesot, net néideg, mee fir anerer ass se eventuell immens wichteg an enger Optik och vu Relance.

Fir Iech eng Iddi ze gi mat e puer Chifferen, wou mer dru sinn an der Emsetzung vun dësem Stabiliséierungspak, géif ech Iech hei gären e bëssen en Update ginn, wéi déi verschidde Mesurë sollicitéiert ginn.

De Chômage partiel, an ech hunn dat schonn e puermol gesot an ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, ass wierklech déi wichtegst Mesure am Kampf géint d'Wirtschaftskris, well et déi Mesure ass, déi et de Betriber erlaabt, hir Mataarbechter ze hale wärend dëser totaler Flaute, wärend dëser Kris.

An, Här Baum, wann Der sot, mir géifen hei en total liberale Plang fir de Sauvetage vun de Betriber maachen, da kann ech dat net esou stoe loossen am Moment! Dat ass falsch! An Dir liest jo och vill, wat am Ausland esou doruechter gemaach gëtt a wat geschitt. Wann et ee soziale Marqueur gëtt, wann et ee Marqueur gëtt fir eng sozial Maartwirtschaft, dann ass et de Chômage partiel! An deen hu mir hei an dee setze mir hei massiv an! An et ass deen, deen et de Betriber erlaabt, Aarbechtsplazen ze retten. An et ass deen och, deen et den Aarbechter erlaabt, en Akommes ze behale wärend dëser exzeptioneller Zäit.

Hei hunn d'Leit ëmmer nach en Akommes a si kënnen dem Enn vun der Kris relativ serein entgéintkucken. Dat hu mir, dat hu ganz vill aner Länner net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- De Chômage partiel, do sinn um Stand haut 211.716 Salariéen - 211.716 Salariéen -, déi dovunner betraff sinn, déi dee geholl hunn. Dat sinn …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Ech hätt gär, dass en dat duerno mécht, wannechgelift, wann ech fäerdeg sinn.

Dat sinn 11.063 Betriber, déi de Chômage partiel ugefrot hunn an déi en och accordéiert kruten. Leschte Stand hu mer do 440 Milliounen Avancë bezuelt. Dat gëtt Iech eng Iddi vun der Violenz, vun der Brutalitéit vun dëser Wirtschaftskris.

Bei den Direkthëllefen, do hu mer déi 5.000 Euro fir d'Commerçanten an d'Handwierker. Do si 5.000 Demanden akzeptéiert ginn. Dat ass eng 25-Milliounen-Euro-Enveloppe, déi mer do mussen deblockéieren. Bei deenen Hëllefe fir déi Onofhängeg vun 2.500 Euro, déi elo just online gaange sinn, do kommen och schonn déi éischt Demanden eran an déi ginn och schnell verschafft.

Bei den Avances remboursables, dat Instrument, wat mer hei virun zwou Wochen adoptéiert hunn, do ass et esou, dass 400 Demanden erakomm sinn an déi 100 éischt ginn elo an deenen nächsten Deeg och do ausbezuelt.

Dat ass ee klengen État des lieux vun der éischter Phas vun der Emsetzung vun deem Stabiliséierungspak.

Et ass och scho gesot gi vu verschiddene Virriedner, an de Premier huet dat och gëschter annoncéiert: Mir hunn decidéiert, dass mer elo nei Aiden hei wäerten asetzen, déi direkt hëllefen, Cash an d'Täsch, wat jo esou vill gefrot gëtt vu verschiddene Betriber, vu Federatiounen. Och do lauschtere mer no! Mir hunn dat verstanen, dass verschidde Betriber akut Liquiditéitsproblemer hunn, déi därmoosse schwaach op der Broscht sinn, dass se och hesitéieren, sech ze verschëlden. Do musse mer mat méi Direkthëllefe schaffen. An do, d'Simone Beissel huet et gesot, gi mer fir déi Betriber vun 0 bis 9 Mataarbechter nach eng Kéier 5.000 Euro Direkthëllef fräi. Fir déi e bësse méi grouss bis zu 20 Mataarbechter geet dat erop op 12.500 Euro. An och bei den Independanten huele mer dat ënnert d'Lupp a kucken, wéi mer do kënnen nobesseren. Dat wäerte mer an deenen nächsten Deeg maachen an dat wäert och d'nächst Woch annoncéiert ginn.

Här President, ech wollt dann nach kuerz eppes zu deenen Amendemente soen, déi haut nach eng Kéier vun der CSV a vun de Piraten komm sinn. Dat sinn déi selwecht Amendementen iwwregens, mengen ech, wéi déi, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn uganks der Woch.

Zu deenen Entreprisen, jonk Entreprises non innovantes wëll ech soen, dass dat heiten, mengen ech, net dat Haaptinstrument ass fir esou Entreprisen. Fir déi Entreprisë sinn d'Avances remboursables vill méi interessant, vill méi attraktiv. Wéi gesot, do kënne se bis zu 500.000 Euro geléint kréien ouni Garantie personnelle, mat engem flexibele Remboursement no fréistens engem Joer, wou och gekuckt gëtt, dass déi Betriber à meilleure fortune mussen zréckkomm sinn. Dat heescht, si ginn net erstéckt mat engem Plan de remboursement, dee se net kënnen aushalen. Dat heescht, dat ass eng vill méi grouss Flexibilitéit, an ech denken, dass déi jonk, meeschtens kleng Betriber do besser ofgedeckt si mat där Mesure wéi mat dëser Garantie fir d'Banken.

Da kënnt nach derbäi, dass déi Betriber natierlech och kënnen de Chômage partiel huelen, wa se Salariéen hunn. Si kënnen en plus eng Garantie kréie bei der SNCI mat engem Élément d'aide, well den Taux méi niddreg ass op deene Prêten. A wéi gesot, si kënnen och eng Indemnitéit froen, wa se do eligibel sinn.

Zu de Startups wollt ech dem Här Clement zu sengem Amendement soen, dass een, mengen ech, awer net ka soen, dass mer näischt fir d'Startups maachen! Mir hunn d'Aiden eropgeschrauft fir d'Startups. Mir ginn elo op 70 % erop mat eisen Aiden-Instrumenten am Wirtschaftsministère, fir de Startups ze hëllefen, hire Businessplang ze realiséieren. Mir hunn e Concours lancéiert, StartupsVsCovid19, wou d'Startuppe kënnen hir Iddien, hir Kreativitéit brëngen, mat Iddien am Kampf géint de Virus. Dat ass e Concours, wou se kënnen eng Enveloppe kréie vu bis zu 150.000 Euro. An natierlech sinn d'Startups och eligibel, wa se Personal hunn, fir Chômage partiel, fir Aiden, fir Aussetzunge vun all méigleche Bezuelungen et cetera. Dat heescht, och do, mengen ech, kann een net soen, dass hei näischt gemaach gëtt.

Schlussendlech zu den Entreprises en difficulté. D'Entreprises en difficulté, jo, dat sinn déi, déi schonn … Am Prinzip sinn déi ausgeschloss, déi scho virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwieregkeete waren. De Krittär do ass, dass se méi wéi 50 % vun hirem Capital social verluer hunn oder, bei Eenzelpersounen, dass se en faillite sinn.

Gutt! Wann elo zum Beispill déi Betriber, déi vum Tram betraff sinn, vun den Aarbechte vum Tram, wann der do derbäi sinn, déi déi Krittären nach net erfëllen, da soen ech: Firwat net? Firwat sollen déi net kënnen heivunner beneficiéieren? Da mussen d'Banken dat kucken au cas par cas, ob déi déi Kreditter, déi se gegeebenefalls kréien, kënne rembourséieren, an da sinn déi natierlech tout à fait eligibel och fir dës Garantien. Ech mengen, dat ass net ausgeschloss, dat ass och bei deenen aneren Avanceninstrumenter net ganz anescht.

Voilà! Ech soen Iech alleguer Merci, dass Der dat Gesetz hei stëmmt. Ech mengen, et ass jo eng breet Zoustëmmung.

Ech géif och nach gär eng hallef Minutt vun dëser Tribün profitéieren, fir e bësse Reklamm ze maachen. Mir hunn haut eng Onlineplattform lancéiert mam Wirtschaftsministère, déi heescht EPI-Covid19.lu. Dat ass eng Plattform, déi zesumme mat Luxinnovation, mat der Ekipp vu wedo.lu vun der Fédération des Artisans lancéiert ginn ass, mat der Chambre de Commerce, der Fedil an der Chambre des Métiers an och der CLC, wou d'Leit kënnen hiert Material, Schutzmaterial drop pousten. Dat heescht, all déi, déi eppes produzéieren am Beräich vu Schutzmaterial, sief et Mondschutz, sief et Masques chirurgicaux, sief et Visièren, Écrans de protection en plastique, Schiertecher, Desinfectanten, déi kënnen dat dorobber posten. Wéi gesot, dee Site, dee geet elo online. Do kënnen d'Gemengen, eenzel Persounen, Betriber kucke goen, wie produzéiert, an dann déi Leit uschreiwen an do kucken dann, fir mat deenen eng Transaktioun ze maachen. Ech mengen, dat ass e ganz utilet Instrument, wou ech Iech och géif alleguer invitéieren, drop zréckzegräifen. Dat heescht, dat fannt Der ënner www.epi-covid19.lu.

Voilà! Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hunn nach dräi Froen un Iech, Här Fayot.

Fir d'éischt den Här Baum, dann den Här Clement an dann den Här Mosar.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert, well den Här Fayot mech direkt ugeschwat huet. An ech wëll dem Här Fayot soen, dee jo sécher net manner belies ass wéi ech, deen och duerfir zu Recht am Ufank vu senger Ausféierung gesot huet, datt dat hei, d'Staatsgarantie, en Deel vun engem Relanceprogramm ass, wou ech em komplett Recht ginn, dass dat och meng Argumentatioun war.

Wou mer eis bis elo heibannen eens waren, dat sinn d'Krisemesuren, fir elo wärend dem Ausnamezoustand d'Ekonomie opzefänken. Do si mer hei an der Chamber unanime domat d'accord gewiescht, datt all déi Mesuren, déi agefouert gi sinn, wéi de Chômage partiel, wéi de Congé pour raisons familiales, néideg, wichteg a richteg sinn. An datt mer do och deelweis eisen Nopeschlänner wäit viraus sinn, dat stellt kee Mënsch a Fro.

Wouriwwer mer elo awer eng politesch Debatt brauchen, Här Wirtschaftsminister, dat ass, wéi dee Relanceprogramm ausgesäit. An do behalen ech mir als Lénke vir ze soen: „Deen ass net encadréiert genuch an e riskéiert, dat selwecht ze maache wéi och schonn 2009."

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Här President, dat do war keng Fro. Ech wëll just soen, de Relanceprogramm, deen huet nach net ugefaangen. Dat hei ass een Instrument, wat méi eng Finanzéierung à moyen terme, à moyen/long terme brëngt. Mee dat kann ee jo awer nach net als en Deel vun engem Stimuluspackage oder vun engem Relanceprogramm gesinn. Dat heescht, wannechgelift, kommt, mir féieren déi Debatt, wa mer esou wäit sinn!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wär et elo um Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Minister nach eng Kéier fir seng Explikatiounen.

Ech wollt e just froen, wou en a menger Ried héieren hätt, datt ech behaapt hätt, mir géifen näischt fir d'Startuppe maachen. Ech hu kritiséiert, datt deen heite Projet a mengen Aen net wäit genuch geet fir Startuppen. Ech ka mech awer net erënneren, a menger Ried gesot ze hunn, mir géifen näischt fir d'Startuppe maachen. Ech mengen, ech hunn och an der Kommissioun gesot gehat, hei gesot gehat, datt mer eng ganz Rëtsch Saache maachen, datt dat hei complementaire ass. Duerfir huet mech déi Ausso awer e bëssen erstaunt. A vläicht hunn ech meng Ried selwer a schlechter Erënnerung, mee da kann de Minister mech erhellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Tant mieux! Dont acte! Also wann Der dat sot, da si mer jo all op där selwechter Linn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer direkt bei den Här Mosar goen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Ech sinn och ganz frou iwwer eng Rei vun Äntwerte vum Här Fayot. Mir sinn eis och eens, datt déi Mesuren, déi mer bis elo hunn, nach net duerginn, datt nach muss eng Schëpp bäigeluecht ginn. Mir waarden dann och mat Spannung drop, wat an deenen nächsten Deeg nach zousätzlech Mesurë wäerte sinn, ganz besonnesch fir d'Independanten.

Dann awer e Wuert zu eisem Amendement. Dat zielt d'ailleurs och fir dem Här Clement säin Amendement, well se allen zwee an déi selwecht Stoussrichtung ginn. Ech mengen, datt do awer e bësselchen eng Konfusioun ass.

Et ass esou, Dir hutt am Projet de loi eigentlech eng ganz gutt Dispositioun dragesat, wou déi Entreprisen, hei haaptsächlech d'Entreprises innovatives, déi nom 1. Januar 2020 constituéiert gi sinn an déi déi normal Konditiounen net erfëllen, eigentlech profitéiere vun enger spezieller Dispositioun, déi seet, datt, fir kënnen an de Genoss vun deenen Aiden ze kommen, ech liesen Iech et vir: « […] le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux premières années d'activité. »

Eis Suggestioun, an ech mengen, dem Här Clement seng geet an déi selwecht Richtung, ass, fir de Benefiss vun där doter Derogatioun och op déi Entreprisen auszedeenen, déi säit dem 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2019 constituéiert goufen. Well ech fannen et elo e bësse gelungen, wa mer do en Ënnerscheed maachen tëschent deem, deen eng Entreprise, wat weess ech, de 4. November constituéiert huet a gradesou an enger onméiglecher Situatioun ass wéi deen, dee se den 3. Januar constituéiert huet. An duerfir hu mir gefrot, datt een einfach soll och déi Entreprisë mat eranhuelen, déi sech säit dem 1. Januar 2019 constituéiert hunn.

Do, wou en Ënnerscheed ass tëschent dem Här Clement an eis, ass, datt den Här Clement dat

wëllt fir déi Entreprise-innovantë reservéieren a mir et generell fir all Entreprisë wëllen opmaachen.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Här Mosar, mir haten déi Diskussioun schonn an der Kommissioun. Dir wësst, dass mer eis hei an engem europäesche Kader beweegen, dass mer eng Partie Definitiounen hunn, deene mer net kënnen ..., déi eis imposéiert sinn am Kader vun esou engem Gesetz. An dat hei ass eng vun deenen. Dat heescht, ech gesinn elo hei, éierlech gesot, keng Marge de manœuvre, fir méi wäit ze goen, wat d'Appreciatioun ass vun dem ..., wat den Test ass vum Chiffre d'affaires oder vun dem Debut vun der Année financière.

Wéi gesot, hei si mer an engem europäesche Kader. Dee musse mer respektéieren. An do sinn eis e bëssen, leider, d'Hänn gebonnen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech mengen zwar net. Dat ass richteg fir d'Entreprises en difficulté. Ech mengen, datt Der hei keng esou eng Dispositioun hutt. Ech wär dann awer vläicht frou, Här Fayot, wann Der eis géift konkreet weisen, wat fir en Artikel a wat fir engem EU-Reglement dat doten net méiglech mécht.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Gutt! Très bien! Dat ass gutt. Da reeche mer Iech dat do no.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, ech ginn elo d'Wuert weider un den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt wëll ech ënnersträichen, dass ech frou sinn, dass mer en Debat hei an der Chamber hunn. D'Regierung hätt ganz gutt kënnen en Urgencepak ficelléieren an iwwer Règlement grand-ducal maachen, mee dat wollte mer net.

Mir wollten, dass dat hei an der Chamber soll diskutéiert ginn. Ech kann Iech soen, ech kenne Länner, do ass dat ganz anescht gaangen! An ech si frou, och wa mer eis net iwwer alles eens sinn, d'Majoritéit an d'Oppositioun, ech si frou, dass mir esou een Debat hei zu Lëtzebuerg kënne féieren.

Ech sinn och frou, dass mer relativ séier déi normal legislativ Prozedur konnte mat Iech maachen. D'Gesetz ass de 27. Mäerz deposéiert ginn. Mir hunn also dräi Woche gebraucht. Mir hunn all d'Äntwerten op Är Froe ginn. Ech si frou, dass mer haut hei dann dostinn.

D'europäescht Recht ass och invoquéiert ginn, ech muss doriwwer een, zwee Wuert soen, an dann och e puer Wuert iwwer Europa, vu dass den Deputéierte Claude Haagen och vill dorop agaangen ass. An ech mengen, et däerf een Europa an där heiter Diskussioun och net vergiessen.

Den Droit de le concurrence ass dat, wat en ass. En ass awer elo ganz vill opgemaach gi vun der Kommissärin Vestager op eng Aart a Weis, wéi dat ganz selten an der Geschicht de Fall war, wann et iwwerhaapt jee gemaach ginn ass, wat och beweist, dass d'Kommissioun genau weess, dass mer hei an enger Kris sinn, wéi nach ni eng do war.

Ech ginn elo net op d'Similituden an d'Differenze vun der Kris vun 2008 par rapport zu där heiter an. Dat géif eis ze wäit féieren. Mee dat hei ass eng plëtzlech Kris, déi ganz déif geet.

Wat huet Europa dann och proposéiert? D'Kommissioun proposéiert, dass de Pacte de stabilité et de croissance soll a Klammere gesat gi fir d'Joer 2020. Dat äntwert zum Deel, mengen ech, op d'Fro vum Deputéierten Haagen. A Klammeren heescht, dëst Joer wäert och kee kënnen den Objectif à moyen terme anhalen, kee Mënsch wäert kënnen anhalen, wat e versprach hat, kee Budget wäert kënnen agehale ginn, wéi e gestëmmt ginn ass. Dat ass eng Realitéit!

An ech si frou, dass d'Kommissioun dat agesinn huet. An dofir ass en a Klammeren. Wéi e muer erëm opersteet, vu dass mer no bei Ouschtere waren, weess keen. Mee et ass kloer, dass mer hei an enger exzeptioneller Situatioun sinn. Ech sinn och frou, dass Lëtzebuerg an der Diskussioun vun de Coronabonds, fir se elo emol esou ze nennen, dat eenzegt Triple-A-Land war, wat de Bréif un de President Charles Michel ënnerschriwwen huet fir ze soen: „Mir sinn derfir!" An ech weess, dass och hei am Sall déi Meescht derfir sinn.

(Interruption)

Mir kucken effektiv Europa net duerch de Brëll vum Egoismus. An deen, deen Europa esou wëllt kucken, dee mécht Europa futti. Mee déi, déi Europa futti maachen, sinn oft déi, déi souwisou Europa wollte futti maachen. Lëtzebuerg ass net op där Schinn.

An dee Pak, dee mer d'lescht Woch am Eurogroup zréckbehalen hunn, dee 580 Milliarden Euro duerstellt, ass e ganz gudde Pak. An do si véier Mesuren dran. Dat sinn der dräi kuerzfristeg an eng, déi vum Fonds de relance, déi ass absolutt wäertvoll! An dat ass déi nei Pist, op där mer musse schaffen, fir Investissementer ze kréien an Europa, fir dass mer net dee selwechte Feeler maache wéi 2008 an d'Joren duerno, wou Europa ze wéineg investéiert huet, an dofir an d'Hannertreffe komm ass.

Mat grousser Rapiditéit, ech kommen elo op Lëtzebuerg zréck, hu mer dann dee Plang, dee Pak, dee Stabiliséierungspak vun 8,8 Milliarden Euro an der Regierung ficelléiert. De Minister Fayot huet dat jo och beschriwwen. Dat ass dee gréisste Pak, dee mer jee beschloss hunn. An dat ass och ganz séier gemaach ginn. Mir waren ee vun den éischte Länner. Bal 15 % vun eisem PIB. An ech géif lech all encouragéieren, eise Pak global ze kucken.

Ech kréien oft gesot vun deem engen a vun deem aneren: „A, do ass eng Mesure an Däitschland, déi ass méi gënschteg wéi zu Lëtzebuerg." Jo, déi spezifesch Mesure ass vläicht liicht méi gënschteg wéi zu Lëtzebuerg. Mee de Chômage partiel an Däitschland, deen ass vill méi ongënschteg wéi zu Lëtzebuerg! Ech géif awer och net wëlle mat deenen tauschen!

An dann hunn d'Fransousen eppes Neits fonnt, wat mir nach net hunn, da musse mir dat och hunn. Wannechgelift! Et geet net drëms, eng Course ze maachen, wivill Zorte vu Mesurë mer wëlle maachen, mee de globale Paquet ze kucken. An et geet haaptsächlech drëms en fait, den Entreprisen esou vill wéi méiglech alleguerten ze hëllefen. Dat ass d'Zil, ob se kleng sinn, ob se grouss sinn, ob se ganz kleng sinn, ob et Independantë sinn. Si sinn, eis Wirtschaft ass dat, wat eis zesummenhält, ass dat, wat mécht, dass mer Steieren erakréien, ass dat, wat mécht, dass mir hei stinn a sëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Soss kënne mer dat jo net. Ech mengen, do si mer eis dran eens.

Dëst Gesetz, wéi richtegerweis ënnerstrach ginn ass, huet zwee Elementer dran, en Element vu Garantien an en Element vun Emprunten. An et ass richteg, dass d'Elementer vu Garantië schonn an d'Zukunft kucken an dass et do och schonn ëm de Redemarrage vun der Wirtschaft geet.

An et ass richteg, dass den Emprunt, komescherweis bal, kéint ee soen, court Terme ass. En ass court Terme, well d'Depensen elo, genau elo geschéien. Normalerweis, wa mer vun Emprunte schwätzen, dann denke mer laangfristeg: „Mir brauchen Emprunte fir Investissementer an den nächste Joren." Hei brauche mer Milliarden direkt, wéinst dëser Kris. Dat ass et nach ni gi säit dem Zweete Weltkrich.

Dann iwwert déi zwee grouss Elementer, d'Garantien, an da wäert ech och op e puer Froen äntwerten. Fir d'éischt wëll ech dem André Bauler Merci soe fir en exzellente mëndleche Rapport an och d'Aart a Weis, wéi mer séier, awer effikass konnten och an den zwou Kommissiounen dëse Projet kucken. Bei de Garantien hu mer eppes fäerdegbruecht, wat mir zu Lëtzebuerg oft fäerdegbréngen an an dëser Kris grad wäertvoll ass: e Partenariat public-privé, e Partenariat mat de Banken.

Eis Banken hëllefen eis do ganz vill. Ech hunn hinne vun Ufank u gesot: „Dir musst och en Deel vum Risk huelen! Dir musst och en Deel vun de Responsabilitéiten huelen!" An ech muss Iech soen: „Et waren haart Negociatiounen." Mee si hu vun Ufank u gesot: „Mir wäerten dat maachen!" An dofir wëll ech Iech soen: „Si wäerten dat maachen, si si schonn déck amgaangen."

De François Fayot huet Iech déi Ziffere gesot, déi mer och an der Commission des finances an an der Commission économique gebraucht haten, ech hu gëschter Owend spéit déi allerlescht Ziffere kritt. Do si mer elo op iwwer 8.000 Moratoiren. Mee wat ech nach méi interessant fannen: Op iwwer 95 % vun den Demanden hunn d'Banke Jo geäntwert, iwwer 95 %! Also do verstitt Der, dass d'Banke matmaachen an dass se duerch d'Fangere kucken, soss géife se net méi wéi 95 % Jo soen.

Den Total vun dëse Moratoiren ass liicht iwwer 2,5 Milliarden Euro. Et ass awer elo rengen Zoufall, dat ass och déi Garantie, vun där mer elo schwätzen. Dat heescht, d'Banken hunn an hir Bicher 2,5 Milliarde geholl.

An dann ass et natierlech esou, dass mer op den Emprunten, an dat ass also dann den Élément de relance vun der Ekonomie, eng Opdeelung hu 15 % fir d'Banken, 85 % fir de Staat. Mir hätte kënne bis 90 % goen, well d'EU-Recht dat hiergëtt. Och do hunn ech insistéiert, huet d'Regierung insistéiert, dass se sollen e bësse méi maachen. A se waren och domat d'accord.

Et gëtt verschidde Limitten, bis wivill ee ka léinen an esou weider. Mee eppes ass ganz wichteg, well dat och ugeschwat ginn ass: Hei kënnen nëmmen nei Emprunte finanzéiert ginn. Hei kann een net al Emprunten huelen a restrukturéieren, wéi Verschiddener gesot hunn. Hei kënnen nëmmen nei Emprunte gemaach ginn. Dofir ass et net eppes, fir d'Vergaangenheet ze bewältegen, mee et ass eppes, fir d'Zukunft virzebereeden.

Dann ass gesot ginn - an ech fannen dat net gutt, ech soen dat elo ganz diplomatesch -, dass et schlecht wär, dass de Staat géif hei eng Prime de garantie froen. Dozou zwou Saachen. Dat Éischt ass, mir sinn opgefuerdert vum Konkurrenzrecht vun Europa, fir esou eng Primm ze froen. Dat ass eng Exigenz.

Zweetens, wann Der den Taux vun de Primmen zu Lëtzebuerg vergläicht mam Ausland, hu mir ee vun deenen niddregsten, vläicht deen allerniddregsten. Ech hu mer d'Méi net gi fir ze kontrolléieren.

Fir e Prêt vun engem Joer fir eng PME ass déi Primm 0,25 %. An dann, wat d'Durée vum Prêt méi laang ass, wat dat dann e bëssen eropgeet. De Maximum fir eng grouss Entreprise, déi e Prêt vu sechs Joer mécht, déi misst eng Garantie vun 2 % bezuelen. Mir sinn do, wéi gesot, mat déi niddregst. Mee dat ass emol net mäin allerwichtegste Punkt.

Ass da wierklech een hei ...? Ech mengen, et ass zwar een hei, deen hofft, dass mer mat där heiter Saach géife Geld verdéngen. Also, ech géif direkt ënnerschreiwen, direkt!

(Hilarité)

Ech géif souguer direkt ënnerschreiwe fir null. Mee mir sinn eis dach all hei bewosst, wa mer op där enger Säit soen: „Kuckt, wéi schlecht et den Entreprisë geet! Gitt bei se! Lauschtert hinnen no!", fir dann ze mengen, dass déi Garantie vu 85 %, déi mer hei ginn, dass déi eis näischt géif kaschten, dat ass net realistesch! Déi wäert eis vill Geld kaschten! Deen Dechet, deen hei ass, dee potenziell hei dran ass, deen ass grouss!

A mir sinn an enger anerer Kris wéi 2008. Ech ginn elo net an den Detail. Dofir wëll ech soen: „Hei mécht de Staat kee Geschäft!" An als Finanzminister sinn ech, mengen ech, och bezuelt fir opzepassen, dass mer gutt Geschäfter maachen, wa mer Geschäfter maachen. Dat hei ass kee gutt Geschäft à court terme fir eise Budget, mee et ass e gutt Geschäft fir eis Wirtschaft! An dorëms geet et!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech kommen dann elo op den Emprunt ze schwätzen. Ech hat d'Fro gestallt kritt, ob mer nach Liquiditéiten hätten. De leschte Stand ass, an de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg wäert frou sinn, mir sinn an där selwechter Ligue, well de Staat huet de Moment 1,2 Milliarde Liquiditéiten. Mee, mee, ech muss awer direkt hannendru soen, an ech hunn dat och an der Finanzkommissioun gesot: „Déi Mesuren", an de François Fayot huet et jo och gesot, „déi Mesurë kaschte 400, 500 Milliounen de Mount!"

(Interruption)

De Mount! Mol zwee, eng Milliard!

Kee Staat, keen, och net Lëtzebuerg, kann Depensë vun enger Milliard an zwee Méint einfach esou stemmen. Dofir brauche mer deen Emprunt. Deen Emprunt hei ass also vun enger extraer Zort u sech. Et ass en Emprunt, deen eis hëllefe soll, Court-terme-Depensen ze finanzéieren. A mir sinn eis wuel bewosst, dass déi Kris hei eis wäert deier kaschten. Et ass richteg, dass d'Prognosen, wéi déif dës Kris gëtt, ëmmer méi schlecht ginn.

Ech hat effektiv am „Background" vu minus 3 % geschwat. Ech mengen, ech sinn zitéiert ginn. An ech ginn haut dovunner aus, an de Fonds monétaire international, deen huet eng nei Statistik gemaach vu minus 5 %, ech géif awer och do soen: „Ech géif direkt ënnerschreiwe fir minus 5 %, wann ech gesinn, wéi et haut alles virugeet!" Et huet also keen do d'Glaskugel. Mir mussen eis just drop gefaasst maachen, dass et ganz batter gëtt. An dofir brauche mer jo och deen Emprunt.

An dofir, ech mengen, déi Meescht hei am Sall deele jo déi Analys, dass mer deen Emprunt solle maachen an dass dat och gutt ass, dass mer dat hei an der Chamber froen. Mir froe jo deen Emprunt hei an der Chamber, esou wéi dat soll sinn! Et ass jo och eng Marge de manœuvre vun 3 Milliarden, déi ganz héich ass. An ech si frou, dass mer dat haut kënne stëmmen, dass mer Flexibilitéit hunn, fir op d'Mäert ze goen an den nächsten Deeg a Wochen, fir dass mer kënnen en ideale Moment eraussichen, fir deen Emprunt ze maachen.

Ech wëll awer och d'Positioun vun eiser Schold hei erklären. Op haut hu mir eng Schold vu 14,2 Milliarden Euro. Dat entsprécht engem Defizit, enger Schold vun 22,4 % vun eisem Räichtum, vun eisem PIB. Mir hunn en Emprunt vun 2 Milliarde virfinanzéiert, deen Emprunt kënnt den 18. Mee an d'Redemptioun an deen hu mer virfinanzéiert. Dofir ass eisen Taux 22,4. Wa mir elo déi 2 Milliarden den 18. Mee zréckrembourséieren, dann ass eis Schold 2 Milliarde manner, an dat sinn dann 19,3 % vum PIB.

Wéi d'Regierung 2013 ugefaangen huet, war eis Schold 23,7 % vum PIB. Mir sinn erof op 19,3 %, dat ass e gutt Resultat. Dat ass net phenomenal, mee et ass e gutt Resultat. An ech si frou, dass mer déi Efforte gemaach hunn.

Wa mer elo d'Marge kréien, fir 3 Milliarden ze léinen, a wa mer da géifen hypotheetesch an den nächsten Deeg a Wochen zwou Milliarde léine goen, da géife mer jo erëm op deenen 22,4 % landen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. 22,4 % vum PIB, wa mer 2 Milliarde méi géife léinen.

Wa mer géifen déi 3 Milliarde léinen, da komme mer op 24 % vum PIB. Dat heescht ...

(Interruption)

Jo, vum PIB, wéi en haut ass, wéi en haut ass!

(Interruptions)

Evidemment! Ech kann Iech de PIB a sechs Méint, an engem Joer net roden! Mee et ass awer eng realistesch Ziffer.

Zum Schluss wéilt ech also soen, wat den Emprunt ubelaangt: „Mir hunn déi Marge de manœuvre, nach eng Kéier, well och déi Zifferen hin- an hiergaange sinn. Mir wären dann deen Dag, wou mer déi 3 Milliarde geléint hunn, op ongefeier 24 % vum PIB, dem PIB vun haut." An d'Regierung huet sech jo engagéiert, alles ze maachen, fir ënner 30 % ze bleiwen.

Dir gesitt, mir hunn also do eng gewësse Marge, an dat soll eis all berouegen. An Dir wësst, dass déi 30 % d'Hallschent ass vun deem, wat d'Europäesch Unioun erlaabt. Sou, soudass mer, loosse mer soen, an dat hunn ech vum éischten Dag u gesot, mee et muss een och d'Leit an d'Entreprisen e bësse berouegen ... Et mécht kee Sënn, a Panik ze verfalen, och wa mer hei vu groussen Ziffere schwätzen.

E Wuert, virun der Konklusioun, iwwert d'Opportunitéiten, ...

(Interruption)

... déi aus der Kris erauskommen.

Richtegerweis ass vu Verschiddene vun Iech insistéiert ginn, dass an esou enger Kris och ëmmer Opportunitéite sinn. Ech deelen déi Appreciatioun an ech mengen, mir sollen och alleguerten eis d'Fro stellen, ob mer vun engem „Redemarrage" vun der Ekonomie wëlle schwätzen, oder ob mer wëlle vun engem „neien Depart" schwätzen.

„Redemarrage" oder op Englesch, dat Wuert huet mer am Ufank gefall, elo manner, „Reboot", dat kënnt vun der Informatik, da geet de Computer net, da mécht een e Reboot, da geet en erëm. Mee da geet dee Computer net besser wéi virdrun, e geet genau d'selwecht! Dofir gefält mer dat Wuert „Reboot" och net. Mee „Redemarrage" ass och net gutt. Dofir en „neien Depart".

A mir wëllen natierlech och an der Qualitéit do Saachen änneren. An do sinn zwou essenziell Saachen dran: d'Digitalisatioun vun der Ekonomie an d'Aspekter vum Klima a vun der Ëmwelt.

An d'Europäesch Unioun huet dat jo gutt erkannt. Déi zwou Prioritéite vun der Madamm von der Leyen si genau déi: Wéi kënne mer Europa digital besser opstellen?, an den New Green Deal. An ech kann Iech soen, d'Lëtzebuerger Regierung wäert déi do zwee Akzenter ganz grouss schreiwen, wa mer vun engem neien Depart schwätzen.

Zum Ofschloss wëll ech soen: „Mir sinn eis all bewosst an der Regierung, alleguerten, wéi déif déi Kris do ass. Mir sinn eis all ganz solidaresch." Ech si frou iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi mer hei am Haus hunn. Ech begréissen dat. Mir denken net ee Moment drun, dass mir eleng, mir, d'Regierung vun dësem Land, d'Rezept hunn, fir aus dëser Kris erauszekommen. Dofir monitore mer dat, wat mer maachen, déi ganzen Zäit. A mir monitoren d'Situatioun. D'Déift vun der Kris ka keen aschätzen. Wéi laang se wäert daueren, ka keen aschätzen. Ech mengen, mir sollen do alleguerten Humilitéit beweisen. An ech kann Iech déi verspriechen, déi Humilitéit!

Mee ech kann Iech och verspriechen: Mir wäerten alles maachen, fir dass mer gutt aus dëser Kris erauskommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Laurent Mosar huet nach eng Wuertmeldung, Parole après ministre.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, fir d'éischt, dat huet nach eppes mat dem Minister vu virdrun ze dinn, muss ech soen: „Ech fannen et net korrekt vis-à-vis vun der Chamber, wann hei prezis Froe gestallt ginn, wou op Argumenter zréckgegraff gëtt, fir en Amendement ze refuséieren, wou dann den Deputéierte freet, ob e kéint deen Artikel vun deem Gesetz oder vun deem europäesche Reglement, wann et dann en europäescht Reglement ass, gesinn, op dat de Minister sech baséiert, an da leeft de Minister einfach fort, ouni der Chamber eng Äntwert ze ginn."

Ech fannen dat wierklech net korrekt. Ech géif och den Här Chamberspresident bieden, den Här Fayot ze bieden, zumindest mir dann eng schréftlech Äntwert op déi do Fro ze ginn.

Dat Zweet, ech hat och dem Finanzminister eng Fro gestallt, op déi ech keng Äntwert kritt hunn, nämlech déi iwwert d'Konventioun mat de Banken, éischtens, wéi et domadder wier, an ob do och envisagéiert wär, iwwert déi sechs oder siwe Banken, déi bis elo schonn do zréckbehale gi sinn, dass och anerer derbäikommen.

Merci.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ma, Här Mosar, ech si frou, dass Der mer déi Fro stellt, well ech wollt net ze laang sinn.

(Hilarité)

An Dir gitt mer elo wierklech dann d'Geleeënheet, nach drop ze äntweren. Dat ass jo super.

Majo, also d'Konventioun mat de Banken ass gëschter Owend spéit ofgeschloss ginn a mir schécke se nach haut dem President vun der Cofibu, dem Här Bauler, fir dass en Iech se ka ginn, soudass Der se haut am Dag oder spéitstens de Méindeg wäert hunn.

Dat ass eng generique Konventioun, déi ass jo déi selwecht fir alleguerten d'Banken. Dir wäert gesinn, dass do e puer Saachen neutral sinn, well dat vun der Gréisst vun der Bank a vun hirer Part de marché ofhänkt, wéi vill se da vun deene Garantië wäert decken.

An déi aner gutt Noriicht ass, an dat ass, mengen ech, och Är Fro gewiescht, ob et „nëmmen" déi sechs Banke sinn, ob et op déi limitéiert ass.

D'Äntwert ass: Et ass net op déi limitéiert. Ech rappeléieren, wien déi sechs Banke sinn: Dat ass d'Spuerkeess, d'BGL BNP Paribas, d'BIL, d'Raiffeisen, d'Banque de Luxembourg an d'ING, a säit gëschter zwou chineesesch Banken, déi sech och gemellt hunn, d'Bank of China an d'ICBC.

Une voix.- Merci.

(Brouhaha général)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An dofir soe mer deene Banken natierlech och Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här Mosar!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7545 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, deen zweeten Alinea vum Paragraf 3 vum Artikel 3 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par voie électronique.

De Quorum ass erreecht. Ech bieden elo déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President! Dat huet net direkt enregistréiert. Kéint ech wannechglift d'Méiglechkeet kréien, fir nach eng Kéier nozedrécken?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Cécile Hemmen, okay, Dir kommt dann derbäi. An Dir wielt mat?

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Non!

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Do schéngen der nach e puer net gewielt ze hunn.

(Brouhaha et concertation interne)

Den Här Di Bartolomeo.

(Interruptions et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech stëmmen och mat Nee!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Amendement 1 ass mat 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

(Interruptions)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Amendement Nummer 2 vun der Sensibilitéit vun de Piraten, deen als Objet huet den Artikel 3 Paragraf 3 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 2

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme fänkt un.

(Interruption)

Den Här Reding wollt nach eppes soen.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Här President, merci. Ech fannen, et sollt ee jo awer Positioun huelen zu den Amendementer, déi presentéiert ginn. Ech mengen, mir hunn den CSV-Amendement ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, Här Reding, et deet mer leed. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt, fir d'Amendementer ofzestëmmen, keng Riedezäit an eisem Reglement virgesinn ass. An duerfir fuere mer och elo mam Vott virun.

De Quorum ass erreecht. Wien e Vote par procuration wëllt maachen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass: 34 Nee-Stëmmen, 21 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domadder ass och den Amendement 2 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement n° 2 de M. Sven Clement est rejeté par 35 voix contre, 23 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an ee Vote séparé iwwert den Artikel 6 (2) an den Artikel 6 (3) ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dës Artikelen ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 6 (2) du projet de loi 7545

Da stellen ech d'Fro, wien d'accord ass mam Artikel 6 (2) vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote fänkt un.

De Quorum ass erreecht. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass domadder mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger …

(Interruptions)

Den Artikel, pardon, den Artikel 6 (2) ass da mam Vote séparé mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

(Hilarité)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir stëmmen dann of iwwert den Artikel 6 (3).

Vote séparé sur l'article 6 (3) du projet de loi

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

De Quorum ass erreecht. Déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass: Den Artikel 6 (3) ass da mat 56 Jo-Stëmmen ugeholl.

Une voix.- D'Madamm Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Mäin Apparat war net gaangen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech mengen, ech hunn dee selwechte Problem.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Kéint Dir kucken, ob mäi Vott enregistréiert ass?

(Concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dësen Artikel ass dann och mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 6 (3) est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 7545. Den Text steet am Document parlementaire 7545[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7545 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

Den Eischen Félix feelt nach. Voilà, da komme mer besser herno eraus. De Quorum ass erreecht. Déi Leit, déi wëllen e Vote par procuratioun ausdrécken, déi sollen d'Hand an d'Luucht strecken.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi 7545 ass da mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

(Motion déposée au cours de la séance publique n° 30 du 17 avril 2020 - à consulter en page 464 de ce compte rendu)

Da kéime mer elo zu der Motioun, déi vun der Madamm Lydie Polfer an dem Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass. Wëllt nach een eppes soen?

(Négation)

Et ass kee méi, deen d'Wuert freet. Da kéinte mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Kënne mer dat à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Deen, dee mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun 1 eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Motioun, déi um Ordre du jour stoung vum Jeff Engelen iwwert d'Wunnen an der Groussregioun. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Ech wollt Iech just kuerz ëm d'Wuert

biede fir ze soen, datt mer eng Suerg hunn, wat eisen Deontologiekodex ugeet. De Moien huet een Deputéierte vun der grénger Fraktioun e Geschäft genannt. An et schéngt esou ze sinn, datt dee betreffenden Deputéierte kéint selwer finanziell Interessen an deem Grupp hunn. Mir wäerten Iech also, Iech, Här President, an de Bureau, mat där Fro saiséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

4. Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes

Da kënne mer elo endlech zur Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Ausschaffe vun enger Etüd iwwert d'Grënn, firwat d'Lëtzebuerger sech am noen Ausland niddergelooss hunn, kommen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Hären, dës Motioun hate mer deponéiert an der Chamber de 25. Juni 2019 a se war deemools an d'Kommissioun verwise ginn, ouni datt awer dorauser eppes geschitt ass bis haut, zéng Méint duerno!

Ëm wat geet et? Et muss ee feststellen, datt vill Lëtzebuerger iwwert d'Landesgrenz erausginn, fir sech hei nidderzeloossen, speziell an der Grenzregioun. Dëse Phenomeen besteet elo scho ronn 20 Joer an all Joer mat enger steigender Tendenz.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wat dreift d'Lëtzebuerger dozou, an d'Ausland wunnen ze goen? Komescherweis drécken déi eng an eist Land eran an eng ganz Rëtsch Lëtzebuerger drécken an d'Grenzregioun eraus. A mat dësem leschte Phenomeen misste mer eis onser Meenung no méi genau auserneesetzen.

Sinn et just d'Suen an de Präis vum Logement, déi hei eng Roll spillen, oder sinn do nach aner Phenomeener, aner Fakten? Mat dëser Motioun froe mer, fir eng Etüd ze maachen, déi eis genee Zuelen a genee d'Ursaache liwwert vun deem Phenomeen, datt ëmmer méi Lëtzebuerger eist Land verloossen. Net méi an net manner war eis Intentioun, fir dës Motioun ze deponéieren.

Laut Statistik wunne ronn 62.000 Lëtzebuerger an Däitschland, Frankräich an an der Belsch. Dës Lëtzebuerger wunne forcement net all un der Grenz, mee an deenen dräi Länner am Ganzen, an dëst mat enger steigender Tendenz.

Duerfir misst ee sech onser Meenung no emol méi genee mat dësem Phenomeen beschäftegen, speziell deem aus der Grenzregioun. Dës Daten, déi ech hei genannt hunn, si vun eiser staatlecher Datebank CTIE. Eurostat huet liicht aner Zuelen. Sécherlech ginn et ënnerschiddlech Grënn, firwat eenzel Leit an d'Ausland wunne ginn. Dat soll awer net verschleieren, datt déi finanziell Ursaache déi sinn, déi mat Ofstand un der Spëtzt stinn. An ech hunn och mat Leit geschwat, déi dee Schratt gemaach hunn an déi hu mer dat ëmmer confirméiert.

Wann ee wëllt an der Politik eppes gestalten oder veränneren, brauch een nun eemol verlässlech Donnéeën oder Fakten, an déi hu mer leider net!

Am Ausland ginn et esou Etüden, déi sech mam Phenomeen vun der Grenzregioun befaassen. Zum Beispill an Däitschland gëtt et d'„Border Studies". An déi Saachen, déi si maachen, si ganz interessant. Déi Etüde sinn awer schonn e bësse méi al, mee do ass dat méiglech, esou Etüden ze maachen. Domadder misst et och bei eis machbar sinn.

A mir soe just: „Wou e Wëllen ass, do ass och e Wee. Kommt, mir paken dës wichteg Diskussioun zesummen un, fir déi néideg Léieren ze zéien a fir an Zukunft déi richteg Decisiounen ze treffen, datt kee méi gezwongen ass, eist Land aus finanzielle Grënn ze verloossen!"

Ech schätzen, datt et ronn 50.000 Leit sinn, déi an der Grenzregioun wunnen, an dat ass jo net grad näischt. An ech mengen, mir sinn deem Phenomeen et schëlleg, datt mer eis där Saach unhuelen, an et ass eis net egal.

An ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert huet gefrot de Logementsminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Merci och da fir déi Motioun. Dat erlaabt mer dann och, kuerz Stellung do ze huelen am Numm vun der Regierung, awer och speziell fir de Logement selwer.

Ech wëll net ze vill elo op Zuelen oder Inhalter do agoen, awer éischter iwwert d'Form eppes soen. Et ass kloer, dass ech als Lëtzebuerger Wunnengsbauminister d'Prioritéit natierlech éischter hei zu Lëtzebuerg gesinn an et ass jo och dofir, wou ech schonn des Éftere gesot hunn, dass d'Regierung den ëffentlechen abordabele Wunnengsraum och als Prioritéit genannt huet, fir kënnen och an abordabel Wunnengen ze investéieren.

Dofir ass den Observatoire de l'habitat an deene leschte Jore mat enger ganzer Rei vun Etüde beoptraagt ginn, fir dee Marché heiheem natierlech och vill besser ze analyséieren.

An da kommen ech mam zweete Punkt op Är Demande hin. An do erlaben ech mer, de fréiere President vun eiser Chamber hei ze ernimmen, nämlech mir souzen zesumme viru Joren, och zesummen am CPI, wou mer grad ons déi dote Fro gestallt hunn. Do sinn hei nach aner Memberen dobäi, ech weess, mir waren an enger ganz flotter Reunioun eng Kéier bei Mainz, mengen ech, wou Rheinland-Pfalz d'Presidence hat, wou mer grad iwwert deen dote Phenomeen diskutéiert hunn.

An de LISER hat en Optrag oder huet en Optrag kritt, fir fir d'Chamber zesumme mam Logementsministère esou eng Aart Etüd ze maachen, en Observatoire transfrontalier du logement. Grad dat, wat Dir elo frot, hu mer an d'Wee geluecht. An net méi spéit wéi virun zwou Wochen ass d'Preetüd fäerdeg ginn. An ech hu se zougestallt kritt an ech hu se och scho gelies. An ech mengen, d'Chamber misst se och kritt hunn, well si ass jo am Optrag vun der Chamber a vum Logementsministère ausgestallt ginn.

An ech hätt eeben op Basis vun där Etüd dann d'Propos ze maachen, dass mer zesumme kucken an der Logementskommissioun, fir, éischtens, d'Etüd virgestallt ze kréien. Ech mengen, et ass de Patrick Bousch, deen do mat am Boot ass, dee kenne mer alleguerten aus dem Observatoire, dass deen eis déi Etüd elo emol presentéiert.

Ech wëll just ee Punkt ervirgräifen schonn. Also ech wär frou als Logementsminister, wa mer dem Observatoire effektiv en Optrag ginn, fir och d'Grenzregioun ze kucken, awer och fir d'Politicken emol eng Kéier ze analyséieren: Wéi eng Politicke ginn an Däitschland ugewant? Wéi eng Politicken a Frankräich? Wéi eng Politicken an der Belsch? Fir dass mer dat wierklech op Basis vun Donnéeën och kënne richteg vergläichen.

Dat heescht, ech sinn Demandeur als Logementsminister, fir kënnen an der Kommissioun zesummen déi Etüd do ze kucken, well et jo e Kooptrag vun der Chamber an dem Ministère ass. A vläicht iwwerhëlt de jëtzege Chamberspresident och do de Lead, fir dat kënne weiderzedreiwen.

Da géif ech mengen, dass mer doraus eng Diskussioun féieren: Wat ass sënnvoll ze kucken? Wat ass dat, wou mer nach missten an d'Déift goen? An dofir géif ech mengen, dass déi Motioun dann e bësse superfetatoire ass, well mer domat amgaang sinn, wichteg ass awer, well si ass vum leschte Joer gewiescht, dass mer an deem Punkt weider wäerten drop schaffen.

Ech mengen, et leeft an Ärem Sënn, well mer do schonn amgaang sinn, fir eeben elo wierklech mat Iech zesummen, mat der Chamber, well si huet den éischten Optrag mat op de Wee ginn, an d'Detailer kucken ze goen. An dat wollt ech hei presentéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Logementsminister. D'Wuert huet elo där David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech sëtzen hei nach vill méi wäit ewech wéi soss. Et ass wierklech schwéier, mech ze gesinn, dat verstinn ech och.

Här President, d'Problematik, déi den honorabelen Här Engelen uschwätzt a senger Motioun, ass natierlech eng wichteg Problematik. An ech mengen, mir sinn eis därer schonn all bewosst. Mir hunn e Logementsproblem! Mir hunn e Problem vun der Deierecht vun den Immobilien zu Lëtzebuerg. Dat ass näischt Neies. An dat betrëfft net nëmmen d'Lëtzebuerger, déi hei liewen, mee jiddereen, deen hei lieft.

Dat ass scho souwisou e bëssen ee Problem, dee mer hu mat dëser Motioun, déi sech awer e bëssen op d'Lëtzebuerger konzentréiert oder op jidde Fall op déi, déi d'Nationalitéit hunn, an u sech e groussen Deel vun der Bevëlkerung, dee vläicht nach oft méi betraff ass, well en nach méi finanziell Problemer huet, ausschléisst. Dat ass schonn den éischte Problem, dee mer mat dëser Motioun hunn, datt se u sech ganz restriktiv ass.

Mir fannen dat och touchant, datt d'ADR sech heiansdo och mat der Wunnengspolitik beschäftegt. Et gi schonn Äntwerten oder op jidde Fall Pisten, déi de Wunnengsproblem u sech hei zu Lëtzebuerg kéinten erklären, ënner anerem déi massiv Spekulatioun vun Immobilien a vun Terrainen, déi hei zu Lëtzebuerg bedriwwe ginn. Ech hunn net den Androck, datt d'ADR dee Problem wéilt bekämpfen, ganz au contraire souguer. Ganz au contraire souguer!

Dofir fannen ech et immens hypokritesch, wann d'ADR iwwerhaapt vum Wunnengsproblem schwätzt, well si sinn en Deel vum Problem! Dat ass dat Éischt.

(Brouhaha)

Dat Zweet, wa mer scho vun der Spekulatioun solle schwätzen, mir haten als Lénk eng Motioun virun iwwer dräi Méint - ech soen dat ganz precisemment, virun iwwer dräi Méint! - an der Chamber deposéiert. An där stoung, a si ass och an d'Finanzkommissioun delegéiert ginn, datt mer sollen e Bericht maachen zu Lëtzebuerg fir ze kucken, wat den Impakt ass vun de verschiddene Gesellschafte wéi de FISen, awer net nëmmen, mee all deene verschiddene Gesellschaften, déi mat Immobilien Transaktioune maachen, wat fir een Impakt déi op d'Deierecht hätten.

Déi Motioun ass verwise ginn. Ech ka mech nach erënneren, den Här Cruchten hat sech derfir engagéiert - do soe mer och Merci -, datt se an d'Kommissioun erageet. D'Finanzkommissioun, d'Logementskommissioun, Jointe, dat war ni esou kloer, ass och net esou wichteg.

Ech krut e puermol vum President vun der Finanzkommissioun och gesot: „Jo, mir diskutéieren dat, mee et ass komplizéiert." Et ass ëmmer komplizéiert. Ech weess, dass am Règlement vun der Chamber drasteet: Wann een eng Motioun deposéiert, muss se dräi Méint drop erëm an d'Plenière kommen. Deen Delai ass längst iwwerschratt! Deen Delai ass längst iwwerschratt, …

(Interruption par la présidence)

… bei aller Sympathie fir de President vun der Finanzkommissioun, déi ech hunn! Mir hunn u sech de Règlement vun der Chamber net respektéiert! Ech fannen dat grav! A mir hunn net vergiess, datt déi Motioun deposéiert gouf. A mir hunn net vergiess, datt déi Motioun iergendeng Kéier op d'Dagesuerdnung vun der Finanzkommissioun muss kommen an datt iergendeng Kéier och hei zu Lëtzebuerg e Bericht gemaach gëtt iwwert d'Spekulatioun hei zu Lëtzebuerg an hiren Impakt op d'Deierecht vun den Immobilien. Dat wier net schlecht.

Och an der Kris kënne mer nach doriwwer diskutéieren. Mir hunn Zäit!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wëilt am Fong am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen, datt de Logementsminister Henri Kox déi Propos gemaach huet, déi Etüd an d'Kommissioun ze bréngen, fir dass emol genee gekuckt gëtt, wat do drasteet. Déi Konklusioune leie jo elo vir. Souwäit ech weess, misst se schonn an der Chamber ukomm sinn, wann d'Regierung se kritt huet, misst Dir se jo och kritt hunn. An an deem Sënn proposéiere mer dann eiser Presidentin vun der Logementskommissioun, de LISER ze invitéieren, fir se virzestellen.

Mee wat elo d'Motioun betrëfft, mengen ech, ass et net méi néideg, dat, wat do gefrot gëtt, esou unzehuelen, well mer jo schonn zwee Joer ganz kloer op där doter Schinn ënnerwee sinn. An ech selwer war och dobäi, wéi de CPI getaagt huet mat ganz ville Buergermeeschteren aus der Grenzregioun. An ech kann nëmme soen, esou Initiative sinn immens wäertvoll, wann een d'Groussregioun méi thematiséiert, well et ass e gemeinsame Problem, dee mer musse léisen, awer haaptsächlech geet et hei ëm de Lëtzebuerger Problem, dee mer kennen: net genuch ëffentleche Wunnraum, net genuch abordabele Wunnraum. An do begréissen ech awer och, dass de Logementsminister do mat Meilestiwwelen ënnerwee ass, fir dee Problem an de Grëff ze kréien. An do si schonn Etüden ënnerwee, fir och dee Problem nach eng Kéier méi genee ze analyséieren. Mee, wéi gesot, déi do Motioun ass an eisen Ae superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Wunnengsbauminister, dass en drun erënnert huet, dass d'Chamber sech heiansdo net dermat begnüügt, fir Froen ze stellen, mee och probéiert, zesumme mat anere Partner Äntwerten op d'Froen ze fannen. Et ass richteg, dass ënner Lëtzebuerger Presidence vun dem interregionale Parlamentarierrot eng Logementskonferenz hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, zesumme mam LISER, an dass mer dunn op de Wee gaange sinn, zesumme mam interregionale Parlamentarierrot a mam Logementsministère de LISER ze beoptragen, fir déi dote Problematik am Fong ze beliichten.

Domat deelen ech d'Meenung, dass déi heite Motioun, déi Froen opwerft, eigentlech nëmmen oppen Dieren arennt, doduerch dass schonn eng Rei vun Äntwerten ënnerwee sinn, an dass mer op de Wee sollte goen, fir an der Kommissioun där doter Saach op de Fong ze goen. Merci och fir d'Bereetschaft vum Minister, fir dat zäitno an der Logementskommissioun ze maachen. Mir sinn also och der Meenung, dass déi Motioun sans objet ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Merci och de Virriedner. Dat heiten ass en Theema, mat deem ech mech och schonn an e puer Question-parlementairë befaasst hunn, ënner anerem enger zum Observatoire transfrontalier, wou den Document nach ëmmer en préparation bei der Chamber ass. D'Äntwert ass ukomm, zwar hors délai, mee se ass, mengen ech, bei eis iergendwou hänke bliwwen, well ech gesinn d'Äntwert nach ëmmer net am Portail, dat war d'1887.

Op d'Question parlementaire 1900, wou ech d'Familljeministesch a virun allem d'Ministesch fir d'Groussregioun gefrot hat, wéi se sech géif erklären, datt zwëschen 1990 an 2018 a Rheinland-Pfalz d'Umeldunge vu lëtzebuergesche Staatsbierger vun 805 op 8.250 an d'Luucht gaange sinn, also eng Croissance vun 1.000 % - ech mengen, mir hu virdru vill iwwer Prozenter geschwat, hei schwätze mer iwwer 1.000 % Croissance a knapps 30 Joer -, dorobber huet se gesot, datt eeben deen Observatoire do soll Äntwerte liwweren. Ech freeë mech dofir, déi Etüd ze liesen.

Ech hu mech awer och gefreet - an dat wollt ech dem Här Engelen haut wierklech matbréngen -: D'Chambersbibliothéik ass gutt ekipéiert. Et gouf ewell eng Kéier eng Etüd zu deem Secteur gemaach 2009/2010 vum deemolege CEPS mam Forum Europa an der IGSS, dat heescht dem haitege LISER. Déi hunn e Buch erausbruecht. Ech kann Iech just recommandéieren, et ze liesen, et ass wierklech eng interessant Lektür. Ech ginn och dem Här Engelen herno d'Kopie mat, wann e versprécht, et an der Bibliothéik vun der Chamber erëm ofzeginn, soss kréien ech de Kapp gewäsch.

An da wollt ech nach drop hiweisen, wat nämlech nach net erwäänt ginn ass, dat ass, datt d'Universität der Großregion, wou d'Uni Lëtzebuerg als Grënnungsmember mat dran ass, datt déi hire Center for Border Studies huet, déi och an deem Beräich fuerschen an déi och schonn eng ganz Rëtsch Aarbechte publizéiert hunn, déi, mengen ech, genau déi oppen Dieren arennen, vun deenen de Minister geschwat huet. Mee mir mussen och iergendwann eng Kéier drop agéieren. Etüden, Etüden an Etüde si schéin a gutt, mee d'Reaktioun dorobber däerf net op sech waarde loossen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also de Problem, op deen d'ADR hiweist, ass definitiv do. Mir hunn e Logementsproblem. Mir hu vill Leit, déi mussen oder déi plënneren an d'Ausland. Et ass awer och esou, ech mengen, ech hunn en änleche Problem wéi déi Lénk domadder, datt sech hei virun allem just op d'Lëtzebuerger axéiert gëtt. Eis Bevëlkerung besteet net nëmmen aus Lëtzebuerger. Mir hunn eng gemëschte Bevëlkerung, an déi sinn eis alleguer wichteg. Ob mer elo eng zousätzlech Etüd brauchen, mengen ech, kënne mer elo hei net soen, vu datt mer d'Resultater vun där anerer Etüd nach net kennen.

Dofir géif ech proposéieren, datt mer fir d'éischt an der Kommissioun géifen déi LISERs-Etüd am Detail kucken, a wann dann nach eng zousätzlech noutwendeg wär, da kéint ee jo nach eng Kéier eng Motioun erabréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Kënne mer dann zum Vott kommen a froen, ob d'Chamber …

Den Här Engelen nach eng Kéier.

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Jo, ech wollt just bemierken: Mir hunn och beim LISER nogekuckt. Mir si jo och net grad vun der Heck gepléckt.

(Hilarité)

A mir hunn do awer näischt fonnt, wat dat alles ubelaangt. An ech mengen, déi Saachen do, wann Etüden do sinn, da si mer frou, datt se do sinn. A mir géifen dann dës Motioun an d'Kommissioun verweisen, awer mer géifen da gär kucken, wat do alles drasteet an déi ganz Etüd emol analyséieren, ob se zu eiser Zefriddenheet gemaach gouf, jo oder nee. An deem Sënn huet eis Iddi, déi mer virun zéng Méint projezéiert haten, schonn hir éischt Friichte gedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech wëll och preziséieren, datt eise Service des relations internationales dës Etüd un d'saarlännesch Presidence weidergeleet hat, mee déi hat se nach net un déi eenzel Deputéiert weidergeleet. Dat wäerte mer duerfir duerno och direkt maachen.

An da géif ech nach dem Här Bauler d'Wuert ginn.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt awer nach kuerz reagéieren op dat, wat den Här Wagner gesot huet.

Här Wagner, Dir hutt Recht! Mir sollen dat esou séier wéi méiglech traitéieren. Ech wëll Iech awer soen, datt mer dat virgesinn haten. D'Madamm Semiray Ahmedova - wou sëtzt se? A, se sëtzt net wäit vun Iech do -, déi ass och Zeien dofir. Mir hate se programméiert fir Enn Mäerz. An dunn huet eis déi ganz Covid-Kris voll erbäigeholl, op gutt Lëtzebuergesch gesot, à tel point, datt mer dee Moment aner Projeten an der Finanzkommissioun d'urgence hu missen op den Ordre du jour bréngen.

(Brouhaha)

An dowéinst ass dat do e bëssen an d'Hannertreffe geroden. Et war absolument kee schlechte Wëllen, well ech hunn elo just bei der Madamm Guezennec och nach eng Kéier nogefrot, souwuel den Här Gramegna wéi den Här Kox waren ëmmer bereet ze kommen. A mir waren och bereet. Duerch d'Kris ass dat verréckelt ginn. Well ech selwer wier och interesséiert, méi Informatiounen iwwert deen Dossier ze kréien. An deem Sënn, bis geschwënn!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisioun.

(Interruption)

Nach eng Kéier d'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Majo, ech wollt just op déi Propos reagéieren, dass den Här Engelen gemengt huet, déi Motioun sollt an d'Kommissioun verwise ginn. Mir sinn net där Meenung. Mir sinn derfir, fir se net unzehuelen, well mer jo elo grad decidéiert hunn, datt mer d'Etüd an der Kommissioun presentéieren. Da brauche mer jo net erëm hinzegoen, fir eng nei Etüd ze froen, well den Inhalt vun der Motioun ass jo, eng nei Etüd unzefroen. A mer sinn eis eens, datt mer déi zu dësem Moment net brauchen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Wagner nach eng Kéier d'Wuert gefrot. An dann, mengen ech, komme mer awer zum Vott, wéi et ausgesäit.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Allgemeng ...

Jo, ech wollt … Ech weess, datt den Här Bauler amgaange war, dat ze organiséieren, och mat der Presidentin vun der Logementskommissioun. Ech wëll awer allgemeng soen: „Wann eng Motioun verluecht gëtt an eng Kommissioun, da soll ee keng dräi Méint waarden, fir se iwwerhaapt ze behandelen. Da muss dat an deenen nächste Woche geschéien!"

(Brouhaha)

Et gëtt e Règlement an der Chamber, dee ganz kloer ass, an en Artikel, dee ganz kloer ass, dee seet: „No dräi Méint muss se zréck an d'Plenière." Dee gëtt seele respektéiert, dofir. D'Presidente vun de Kommissioune sinn do, fir derfir ze suergen, datt d'Motioune vun Deputéierten an dësem Laps de temps och erëm zréck an d'Plenière kommen, a solle sech éischter mat deenen ofschwätze wéi mat de Regierungsmemberen.

Zweetens muss awer och iergendwéi d'Presidence vun der Chamber derfir suergen, datt de Règlement applizéiert gëtt an datt de betraffenen Deputéierten net ëmmer muss nolafe fir ze froen: Wéini geschitt dat? C'est fatiguant!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Dann den Här Bauler, wannechgelift.

M. André Bauler *(DP).*- Här Wagner, ech wollt Iech awer just dat hei soen: „Mir wollte grad deen do Dossier net op d'liicht Schëller huelen." An dofir, ech hat Iech dat och eng Kéier en marge gesot, géife mer eis e bësse méi Zäit huelen, fir datt d'Regierung kéint en âme et conscience a mat méi Donnéeën dorobber äntwerten.

Nach eemol, et war alles, mee kee schlechte Wëllen, primo. A secundo, et goung wierklech drëms, fir mat engem méi kompletten Dossier Iech kënne Ried an Äntwert ze stoen. An tertio, jo, ech sinn dee leschten, dee bereet ass, dat do net ze respektéieren. Also ech wëll et respektéieren, d'Reglement vun der Chamber.

De toute façon, et ass keng Fro vu Respekt oder Netrespekt. Hei ass deen Datum gewiescht Enn Mäerz. Nun ass eis dat dertëschent geroden, wat mer all net erwaart hunn. An do hu mer geduecht, da gi mer elo emol deenen anere Saache Prioritéit. Mee mir huelen et esou séier wéi méiglech no, do kann ech Iech berouegen. Ech huelen och gär Är Beléierung entgéint, well da weess ech, dass ech Gas soll ginn. Mee ech wollt awer och, dass, wa mer eng Reunioun hunn, mer dat wierklech kënne mat där néideger …

M. Gilles Roth *(CSV).*- Rou!

M. André Bauler *(DP).*- … Rou - gutt, Här Roth! -, néideger Rou an och mat deem néidege Set vun Informatiounen uerdentlech maachen. Dat gesot, wëll ech näischt méi bäifügen.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also ech fannen et e bëssen erstaunlech, datt déi gréng Fraktioun seet, datt mer net méi däerften an der Kommissioun hei driwwer schwätzen.

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass am Moment een neie Moment do, et ass eng LISERs-Etüd do. An ech fannen, datt mer da kéinten am Kader vun der LISERs-Etüd och nach eng Kéier hei driwwer schwätzen.

Ech weess net, ob d'Reglement et zouléisst, vu datt d'Motioun schonn eng Kéier an der Kommissioun war. Mee ech wëll just soen, heiansdo soll een och den ..., net nëmmen heiansdo, mee normalerweis soll een de gesonde Mënscheverstand spille loossen. A vu datt hei en neie Moment do ass mat där Etüd, vun där Minister jo selwer gesot huet, datt dat een neie Moment wier, fannen ech, solle mer nach eng Kéier iwwert dat Ganzt an der Kommissioun diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Dann nach eng Kéier, eng leschte Kéier d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also déi gréng Fraktioun …

Ech hat am Fong net méi wëlles, eppes ze soen. Ech wëll just soen: „Mäi gesonde Mënscheverstand huet genee dat selwecht gesot wéi d'Madamm Martine Hansen virdrun, nämlech dass mer déi Etüd vum LISER sollen an der Kommissioun analyséieren an dass mer dofir keng nei Etüd brauchen zu dësem Moment."

(Interruptions)

Dat, wat an der Motioun gefuerdert gëtt, ass jo nach eng nei Etüd, an dat ware souwuel d'CSV wéi déi gréng, déi fonnt hunn, dass et net de Moment wär, fir eng nei Etüd an Optrag ze ginn, vu datt schonn eng an der Chamber ukomm ass, déi mer dann an der Kommissioun wäerte kucken. Méi hunn ech net gesot, an dat ass och mäi gesonde Mënscheverstand, datt een net duebelgleiseg soll mat Etüde fueren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Ofstëmmen, zum Vott vun där doter Motioun, wat jo net verhënnert, datt déi do Thematik an der Kommissioun ka sinn.

(Interruptions)

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President! Den Auteur vun der Motioun hat awer nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Här President. An ech bieden Iech, him vläicht nach d'Wuert ze ginn, ier mer ofstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann nach eng allerallerleschte Kéier den Auteur vun der Motioun, den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Ech mengen, mir loossen déi Demande d'étude awer oprechtstoen, well et weess ee jo net, wat an der LISERs-Etüd gemaach oder geschriwwe ginn ass. Ech géif soen, si soll fir d'éischt eng Kéier an d'Kommissioun kommen, an da gi mer souguer e bësse méi wäit, da géif ech och froen, fir se am Plenum eng Kéier ëffentlech ze diskutéieren, fir datt och d'Leit dobausse wëssen, wat do drasteet. An da kënne mer dorauser d'Konklusioun zéien: Hätte mer gär méi oder manner? Dat gesi mer, wa mer emol an d'Etüd dragekuckt hunn. Éischter kënne mer näischt soen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, mir ginn haut hei net fäerdeg. Nach eng Kéier d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Kënne mer dann net einfach emol ofstëmmen, ob mer et net kënnen zréck an d'Kommissioun ginn?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- U sech stëmme mer einfach iwwert d'Motioun hei of. Dat ännert jo näischt drun, datt eng Kéier kann an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert ginn. Mir stëmmen einfach elo iwwert d'Motioun, esou wéi se am Fong hei um Dësch läit, of.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mee Här President, dat ass jo awer eng aner Geschicht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

De Vote électronique.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Den Auteur huet gefrot, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Point d'ordre.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Quorum ass erreecht.

Plusieurs voix.- Nee!

Une voix.- Mir wësse jo net méi, wat mer sollen ofstëmme mat Iech.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech hunn …

Une voix.- Wat stëmme mer dann elo of?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech spieren, datt de Wëllen do ass, fir d'éischt eng Ofstëmmung ze maachen, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

Une voix.- Très bien! Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann déi Saach dann net geet, da wäerte mer duerno missen eventuell se maachen.

(Brouhaha)

Une voix.- Kënne mer elo wëssen, wat mer ofstëmmen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Genau. Elo stëmme mer fir d'éischt of. An de Vote électronique ass och do gefrot, spieren ech.

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee stëmmt mat Jo. Wien net d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee stëmmt mat Nee.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Sou, de Quorum ass erreecht.

Déi elo wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Propositioun, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, ass mat 31 Nee-Stëmme bei 29 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : le renvoi de la motion en commission est rejeté par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Jeff Engelen), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da stëmme mer elo iwwert d'Motioun als Ganzt of. Wien ass mat der Motioun averstanen?

Vote sur la motion

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert den elektronesche Wee.

De Vote vun de perséinleche Stëmmen ass ofgeschloss. Deen elo nach ee Vote par procuratioun wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Motioun ass domadder mat 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 5 voix pour, 34 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : Mme Viviane Reding ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Jeff Engelen), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : M. Aly Kaes ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

5. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

(M. Yves Cruchten dépose la motion suivante sur le bureau de la Chambre.)

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie liée au coronavirus Covid-19 constitue un défi d'une ampleur inédite ;

- notant qu'il est légitime de mettre en place des mesures extraordinaires pour faire face à la crise sanitaire découlant de la propagation du coronavirus Covid-19 ;

- considérant que l'Union européenne est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine,

de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, ancrées dans l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (UE) ;

- rappelant que toute mesure d'urgence doit être limitée à ce qui est nécessaire et strictement proportionnée et ne peut, en aucun cas, porter atteinte à ces valeurs ;

- rappelant que la Présidente de la Commission européenne a exigé dans sa déclaration du 31 mars 2020 que « les mesures d'urgence qui sont prises ne le soient pas au détriment de nos valeurs et des principes fondamentaux énoncés dans les traités » ;

- rappelant que les Ministres de la Justice des États membre de l'UE ont réaffirmé lors de leur réunion du 6 avril que toute mesure extraordinaire doit être conforme aux valeurs fondamentales de l'UE ;

- préoccupée par la loi adoptée par le Parlement hongrois en date du 30 mars 2020, instaurant un état de danger sans clause crépusculaire et en pratique incontrôlé, conférant au Gouvernement hongrois le pouvoir de légiférer par ordonnances gouvernementales et menaçant la liberté de la presse ;

- rappelant que l'Union européenne dispose de mécanismes pour aborder des violations graves des valeurs fondamentales de l'UE ;

saluant

- l'engagement du Gouvernement en faveur des valeurs fondamentales de l'UE, y compris concernant la situation en Hongrie ;

- la déclaration commune soutenue par 18 États membre de l'Union européenne, dont le Luxembourg, mettant en garde contre des violations de ces valeurs dans la lutte contre le coronavirus Covid-19 ;

- l'annonce de la Présidente de la Commission dans sa déclaration du 31 mars 2020 que la Commission suivra de près l'application des mesures d'urgence dans chacun des États membres,

invite le Gouvernement

- à continuer à défendre les valeurs fondamentales de l'Union européenne ;

- à condamner toute mesure d'urgence prise dans le contexte de la crise sanitaire qui porte atteinte à ces valeurs ;

- à insister au sein du Conseil de l'Union européenne que, le cas échéant, l'Union européenne donne des suites appropriées à de telles violations y compris par le refus de continuer à faire bénéficier ces pays de fonds structurels ;

- à suivre de près la situation en Hongrie et à la soulever, le cas échéant, au sein du Conseil de l'Union européenne.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Claude Wiseler.

6. Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie

Domadder kéime mer elo zur Motioun, déi vum Här Yves Cruchten deposéiert ginn ass iwwert déi aktuell Situatioun an Ungarn. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Déi Motioun, déi ech Iech elo just iwwerreecht hunn, déi hu mer schonn eigentlech an der aussepolitescher Kommissioun undiskutéiert, a si befaasst sech mat der Rechtsstaatlechkeet an der Europäescher Unioun an hire Memberlänner.

Et ass jo schonn duerch alleguerten d'Medie gaangen, datt besonnesch déi ungaresch Regierung kritiséiert gëtt, well se an hirem Noutstandsgesetz vum 30. Mäerz, mat deem d'Regierung all d'Pouvoiren iwwerdroe krut, keng Oflafzäit virgesinn huet a praktesch net richteg ka kontrolléiert ginn. Jo, och d'Pressefräiheet schéngt mat dësem Gesetz a Gefor ze sinn.

An eiser Motioun, déi zwar net vun alle Parteie gedroe gëtt, mee awer vun deenen allermeeschten heibannen, fuerdere mer eis Regierung op, weiderhin déi fundamental Wäerter vun der Europäescher Unioun ze verdeedegen an all Aktiounen, déi an de Memberstaaten dës Wäerter a Fro stellen, ze condamnéieren.

Besonnesch soll den Europäesche Conseil d'Situatioun an Ungarn am A behalen an eis Regierung soll derfir antrieden, dass Verstéiss géint déi fundamental Wäerter en Nospill solle kréien, och eventuell budgetärer, sou wéi et eisen Ausseminister an och dat europäescht Parlament scho verlaangt hunn.

An do géif ech gären eng Klamer opmaachen, well ech net méi spéit wéi de Mueren hei an engem Zeitungsartikel gelies hunn, dass sech eis och elo do eng Geleeënheet bitt. Dir hutt héieren, dass op europäeschem Niveau déi Coronavirus Response Investment Initiative, dee Fong also vun 38 Milliarden, fir d'Memberstaate bereetgestallt gëtt vu Bréissel aus, fir d'Mesurë géint d'Epidemie ze finanzéieren.

Do hunn ech de Mueren an enger Zeitung gelies, an et ass bal net ze gleewen, dass Ungarn aus deem Fong vun 38 Milliarden net manner wéi 5,6 Milliarde soll erauszéien. Just zum Verglach, Italien, wat wäitaus méi betraff ass a sechsmol méi Awunner huet, géif aus deem selwechte Fong nëmmen 2,3 Milliarde kréien. Also do ass schonn och fir d'Lëtzebuerger Regierung den Optrag, fir déi Situatioun do am A ze behalen. Do schéngt awer mam Verdeelerschlëssel eppes net ze stëmmen.

Souvill awer just zum Contenu vun der Motioun selwer, well et schéngt mer eigentlech wichteg ze sinn, hei och op déi Fro anzegoen: Firwat mëscht sech do eist nationaalt Parlament an? Wat geet dat eis un, wat se an Ungarn maachen? Sollt een net einfach d'Aen zoumaachen an näischt soen? Dat si vläicht fir deen een oder anere berechtegt Froen, op déi et awer a mengen Aen eng treffend Äntwert gëtt.

U sech hätt sech hei als Éischt déi parlamentaresch Versammlung vum Europarot misse mat der Situatioun befaassen. Leider fonctionéieren zanter dem Ausbroch vum Coronavirus weeder d'Kommissiounen an och d'Plenièressëtzung vu leschter Woch gouf gestrach.

An ech sinn awer fest iwwerzeegt, dass eis sechs Vertrieder aus dem Conseil de l'Europe, deen zesumme mat der Cour européenne des droits de l'homme de Wiechter ass vun der Rechtsstaatlechkeet a vun de Mënscherechter, dës Froe wäerten zu Stroossbuerg op den Dësch leeën. Well awer d'Assemblée parlementaire den Ament net fonctionéiert, fannen ech, ass et un de Memberstaaten, de Bak opzedinn. An dat maache mer haut.

Och d'Europaparlament huet net méi spéit wéi gëschter eng Motioun ugeholl, déi an déi selwecht Richtung geet wéi déi heiten. Enttäuscht ware mer allerdéngs vun där ganz, ech weess net, ob ech soll soe „softer" oder „modester" Stellungnam vun der Europäescher Kommissioun respektiv dem Conseil vun de Justizministeren.

Hei goufen zwar nach emol déi grouss Prinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet rappeléiert, mee wann een emol net de Courage huet, fir déi Staaten ze nennen, déi viséiert sinn, dann huet deen Exercice net ganz vill Wäert.

E weidert Argument, firwat mer eis als Lëtzebuerger Chamber net solle scheien, eppes ze soen, ass: Mir sinn zesummen an enger Europäescher Unioun. Dat ass a war fir eis ëmmer méi wéi just eng wirtschaftlech Unioun. Et ass virun allem och eng Wäerteunioun.

An déi Wäerter mussen an all Land héichgehale ginn. Dat ass dann awer och en Optrag un déi national Parlamenter, net nëmme bei sech, mee och an dem Rescht vun där ganzer Unioun déi Wäerter ze verdeedegen.

Ech hat virun zwee Joer a menger Qualitéit als Rapporter iwwert d'Situatioun vun den ONGen am Europarot d'Geleeënheet, zu Budapest net nëmme mat Regierungsvertrieder, mee och mat Vertrieder vun der Zivillgesellschaft a vun der Press zesummenzekommen. An et huet mech deemools interpelléiert, wéi ech do vun international renomméierten ONGen erkläert krut, wéi si zanter Jore stigmatiséiert an diffaméiert ginn. Déi fräi Press traut sech kaum nach, kritesche Journalismus vis-à-vis vun der Regierung ze maachen. ONGe ginn ëffentlech diskreditéiert, kréien et schwéier gemaach, zum Beispill un Donen ze kommen; Donen, déi si awer dréngend brauchen, fir iwwerhaapt kënnen ze funktionéieren.

Op dës Manéier gëtt d'Zivillgesellschaft ausgeschalt. A si huet mer, déi Zivillgesellschaft, déi ech do begéint hunn, ganz kloer gesot: „Mir brauchen Iech an Europa! Dir musst am Ausland fir eis schwätzen! Hei kënne mir dat net méi an där gewinnter Fräiheet maachen!" Jo, si hu mer deemools gesot, dass si op eis zielen an op eis vertrauen. Kommt, mir enttäuschen net dëst Vertrauen!

Mir si wuel an enger exceptionneller Situatioun, net just an Europa, mee weltwäit. Jo, och déi Lëtzebuerger Chamber huet hirer Regierung déi Pouvoire gi wärend der Kris. Dës Pouvoire sinn allerdéngs limitéiert, och an der Zäit. An dem Parlament kënnt hei an haut déi nach méi wichteg Roll zou, d'Regierung ze kontrolléieren.

Mir musse besonnesch an esou exceptionnellen Zäiten Uecht ginn, dass mer dat, wat mer an deene leschte Joerzéngte mat vill Méi opgebaut hunn, eis Demokratie, eis Rechtsstaatlechkeet an eis Mënscherechter, net liichtfankeg op d'Spill setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Ech ginn heimadder selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu dëser Motioun. Si dréit och d'Ënnerschréft vum Här Gusty Graas, der Madamm Stéphanie Empain, dem Här Claude Wiseler an dem Här Sven Clement. Hinne merci fir hir Mataarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Éischt Wuertmeldung hunn ech vum honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass d'Zäit vun aussergewéinleche Moossnamen a ganz ville Länner, inklusiv zu Lëtzebuerg. Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg als Oppositioun den Accord ginn, fir datt d'Lëtzebuerger Regierung aussergewéinlech Pouvoire kritt fir dräi Méint. Mir hunn och d'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt, datt se fundamental Fräiheeten zu Lëtzebuerg haut a Klammere setzt, d'Fräiheet fir sech ze beweegen, d'Fräiheet fir zesummenzekommen, d'Fräiheet och fir d'Relioun ze exercéieren.

Mir hunn dat akzeptéiert, well mer an deem Virgeeën zu Lëtzebuerg vun der Lëtzebuerger Regierung eng Proportionalitéit gesinn hunn tëschent de Geforen an den Akten, well mer och ganz kloer gesinn hunn, datt et zäitlech begrenzt wär op dräi Méint - an dofir hate mer och hei déi Diskussioun iwwert d'zäitlech Begrenzung - a well mer kloer an däitlech konnte feststellen, datt eise System et erlaabt, eng parlamentaresch effikass Kontroll iwwert déi Aktiounen och an enger Krisenzäit ze maachen.

Dat hu vill aner europäesch Länner d'selwecht gemaach, ëmmer an dem Kader vun der Charta vun de fundamentale Rechter fonctionéierend a vun der Rechtsstaatlechkeet fonctionéierend.

A wat mer haut an Ungarn gesinn, dat fält awer ënner ganz aner Krittären, well mer ganz kloer d'Impressioun hunn, datt dat hei en État d'urgence ass, deen ouni Zäitbegrenzung agesat gëtt, an dat fir eis net akzeptabel ass. Wann ee mat ungareschen Deputéierte schwätzt a se dorop uschwätzt, da soe si: „Ma et ass eng Zäitbegrenzung do. D'Zäitbegrenzung ass déi vun der Pandemie." Ech muss soen, dat ass fir mech net akzeptabel als Ausso, well dat ass einfach willkürlech, wéini een decidéiert, datt eppes ufänkt an haaptsächlech eppes eriwwer ass.

Et ass och eng Decisioun, wou d'Regierung mat Dekreeter ouni Zäitlimitt kann agéieren, wou u sech och eng ganz kloer Ofschwächung vum Parlament do ass a wou op där anerer Säit d'Pressefräiheet a Fro gestallt ass.

Ech sinn normalerweis net deen, dee seet, datt mir iwwer aner europäesch Staate sollen an dësem Parlament eppes ofstëmmen. Mee hei ass et fir Ungarn net fir d'éischt, datt déi Froe kommen. An dofir hu mer decidéiert, datt mer hei géife mat op dee Wee goen, well dat net akzeptabel ass.

D'ailleurs ass awer bei deem Handele géint d'Rechtsstaatlechkeet an notamment géint d'europäescht Recht Ungarn net dat eenzegt Land, wou mer et kënne feststellen. Mir hunn et kierzlech virun e puer Wochen och nach gesinn, datt Länner wéi Polen oder wéi Tschechie vum Europäesche Geriichtshaff condamnéiert ginn, well se sech net un d'europäesch Rechtsgeebung halen.

Dat ass fir eis net akzeptabel, an dofir déi Fuerderungen, fir datt d'Kommissioun eng Analys mécht, fir datt all Moyenen a Kraaft gesat ginn, déi d'Traitéen eis erlaben, fir datt och Sanktiounen, inklusiv budgetär Sanktiounen, finanziell Sanktioune kënne geholl ginn, a fir datt de Conseil och erëm déi ganz Prozedur vum Artikel 7 op den Agenda hëlt. Dat schéngt eis logesch, schéngt eis opportun, schéngt eis richteg, dofir hu mer dat mat ënnerschriwwen an dofir stëmme mer dat och mat duerno.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An dann huet den honorabelen Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Motioun, iwwert déi mer hei diskutéieren, entspréngt u sech enger gudder Intentioun. Mir gehéieren zu deenen, déi déi Motioun net mat ënnerschriwwen hunn.

Dir kënnt Iech jo virstellen, datt mer keng weider Sympathien hu fir den Här Orbán. Jo, et gi vill Länner, déi eng äusserst reaktionär Regierung hunn. Meeschtens leie se a Mëtteleuropa. An ech kann Iech soen, den Här Orbán, jo, nodeems hien e Musterschüler war an den 90er-Jore vum Westen, e liberale Politiker, huet e sech mutéiert zu engem äusserst reaktionäre Politiker, jo, zu engem Rassist, jo, ech mengen och zu engem Antisemitt, an e klaut och nach!

Éierlech gesot, ech wënsche mer den Här Orbán dohinner, wou Leit higehéieren, déi klauen an déi dat alles maachen. Dat ass dat, wat ech vun him halen a vu senger Regierung.

De Problem ass, et kéint ee laang a breet diskutéieren iwwert d'Ursaache vun esou enger Entwécklung. Mee fënnef Minutte ginn net duer. Et muss een awer just wëssen, firwat et esou wäit komm ass an deene Géigende vun Europa.

Si hu joerzéngtelaang ënner bürokrateschen Diktaturen, dem Stalinismus gelieft. Duerno krute se eng Radikalkuer am Neoliberalismus, wat de ganze Sozialstaat, deen awer existéiert huet, futtigemaach huet. Mir wëssen, wat geschitt ass: korrupt Elitten, politesch Elitte vun alle Borden, an ech mengen, an Ungarn grad och nach ee vun de leschte Premierministeren, de Ferenc Gyurcsány, wou d'Leit masseweis zu Dausenden op d'Stroosse gaange sinn zu Budapest an a ganz Ungarn. Dat huet och dozou bäigedroen, datt den Här Orbán zréckkomm ass.

Dat alles huet natierlech zu deem gefouert, wou mer elo sinn.

Mir hunn awer elo e Problem, well mir sinn der Meenung, mir stellen eis d'Fro, ob déi Klausel net zu weideren Abuse ka féieren, well spéitstens zanter der Griichelandkris hu mer jo awer och gesinn, wéi och, net nëmmen d'EU, mee och d'EU, d'Kommissioun ..., wat fir en Trauerspill dat war a wat alles gemaach ginn ass, fir eeben och eng Regierung u sech futtizemaachen op eng antidemokratesch Aart a Weis.

D'Fro ass och, ob mer den Här Orbán duerch esou Sanktioune bestrofen oder ob mer d'ungarescht Vollek bestrofen! Dat ass eng wichteg Fro, justement mat där Prozedur, déi do agefouert gouf mat de Fonds-structurellen. An ob mer net dann duerno souguer den Här Orbán a seng Regierung bestäerken, wéi dat zum Beispill de Fall ass mat den ekonomesche Sanktioune géint den Här Putin a Russland. Dat huet en net geschwächt, ganz au contraire! Dat huet awer gewësse Russe getraff.

Dat heescht, ech mengen, et misst ee ganz gutt oppassen.

(Interruption par la présidence)

Et wieren aner Méiglechkeeten, déi mir vill méi sympathesch wieren, zum Beispill wéi d'Avoiren. Vläicht ginn et souguer Avoire vu Fidesz-Leit hei zu Lëtzebuerg, déi kéint ee congeléieren oder esou iergendeppes. Dat wier natierlech eng interessant Prozedur.

Den Europäesche Geriichtshaff ass awer och nach ëmmer eng europäesch Institutioun, iwwert déi ee fuere kann, justement a grad och nach iwwert dat, wat den Här Cruchten gesot huet, déi Neiegkeet, wou se och nach eng Kéier klauen do, wat medezinnescht Material ugeet, datt een doriwwer kéint fueren.

Mir hunn awer Angscht, an dat ass de Problem, datt dat net fonctionéiert a kontraproduktiv gëtt.

An zweetens: Deux poids, deux mesures! Éierlech gesot, Dir wësst, ech sinn dee Leschten, deen op Frankräich klappt. Mee dat, wat a Frankräich a leschter Zäit geschitt ass, wéi repressiv déi Regierung géint hir eege Bevëlkerung gaangen ass, wéi se geklappt hu mat ganz grave Blesséierten, Dausende vu Leit, déi arbiträr festgeholl gi sinn - arbiträr festgeholl gi sinn! -, Leit, déi gestuerwe sinn, wéi déi al Damm zu Marseille, an et kann ee wierklech drun zweifelen, datt et en Accident war. Dat, wat de Macron opféiert, ass ganz schlëmm a

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

verstéisst och, mengen ech, géint d'Grondwäerter vun der EU. Mee géint Frankräich gëtt näischt gemaach! Firwat?

(Interruption par la présidence)

Dat ass kee klengt mëtteleuropäescht Land, dat ass eng grouss Puissance.

An dofir hunn ech awer och e Problem domadder, datt een awer iergendwéi d'Saachen net korrekt gesäit hei innerhalb vun der EU an datt een den Androck gëtt, datt een déi eng aneschters behandelt wéi déi aner an datt ee vläicht souguer kontraproduktiv Mesuren hëlt.

Dofir wäerte mer eis och bei där Saach, bei där Motioun enthalen, déi mer vläicht ënnerstëtzt hätten, wann net deen Ajout komm wier vun de Fonds structurels. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass evident, datt an engem Rechtsstaat an an enger Demokratie nach ëmmer de Bierger muss d'Hoheitsrecht behalen. Dat kann en duerch d'Ausdrécke vu sengen Astellungen, politeschen Astellungen a reguläre Wale maachen, dat kann en natierlech och vis-à-vis vun dem Respekt vun den Institutioune maachen, soll en och maachen.

Et gëtt allerdéngs Situatiounen, wou et evident ass, datt musse spezial Vollmuechten u Regierungen iwwerdroe ginn. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg elo gemaach. D'Chamber huet dat fir dräi Méint accordéiert. Ech mengen, dat ass vum Prinzip hier och net a Fro ze stellen. Mir sinn de Moment an enger ganz spezieller Situatioun, enger Situatioun, wéi déi meescht heibanne se nach ni kannt hunn. An duerfir ass et da vun deem Standpunkt aus och ze ënnerstëtzen, datt esou Moossname kënne geholl ginn.

Wat allerdéngs net ze akzeptéieren ass, ass, wann esou Moossnamen zu Abuse kënne féieren an och mat engem Hannergedanken agefouert ginn, fir effektiv Abusen ze maachen. An dat ass d'Situatioun, déi de Moment an Ungarn ass. Nämlech de weesentlechen Ënnerscheed zu Lëtzebuerg ass deen, datt do op eng onbestëmmten Zäit déi Vollmuecht der Regierung iwwerdroe ginn ass an datt ee bal ka soen, datt d'Parlament hei zu engem gewëssenen Zaungast degradéiert ginn ass.

Mir hunn natierlech där negativ Beispiller nach méi iwwer Europa och eraus. Mee haut solle mer eis jo hei méi mat Europa respektiv mat Ungarn beschäftegen.

Dat huet natierlech och zu ganz schaarfe Reaktioune gefouert. Ech erënneren drun, datt eisen Ausseminister ganz kloer Wierder fonnt huet. Ech erënneren och drun, datt zum Beispill e fréieren italieenesche Premier, de Matteo Renzi, gesot huet, datt Ungarn misst elo aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn. Ech erënneren och drun, datt eng Petitioun um Niveau vun dem Europäesche Parlament leeft, wou u sech och gefuerdert gëtt, datt déi strukturell Gelder, déi Fonggelder net méi sollen iwwert d'Regierung selwer lafen, mee den Empfänger an Ungarn sollen zougestallt ginn.

An da muss een och hei nach eng Kéier ënnersträichen, et ass jo net déi éischte Kéier, datt dat Land um Pranger steet! Ech erënneren drun, zum Beispill am September 2018, do ass schonn e Verfare géint Ungarn ugestrieft ginn op Basis vum Artikel 7 vum Traité, well se géint den Artikel 2 eebe verstouss haten a wou ganz kloer ervirkomm ass, datt Ungarn elementar Valeuren an der Europäescher Unioun net respektéiert huet. An da muss een och soen, datt den Europäesche Geriichtshaff och Ungarn scho verurteelt huet wéinst senger Migratiounspolitik.

Mir als Demokratesch Partei sinn och der Meenung, datt eeben och d'Kommissioun respektiv de Conseil vläicht sollen awer méi kloer Wierder an Zukunft gebrauchen. Dann däerf een net vergiessen, d'Europäesch Unioun ass jo awer nun e Produzent vun elementare Valeuren, sief dat de Respekt vis-à-vis vu Minoritéiten, sief dat d'Reliounsfräiheet, sief dat d'Pressefräiheet et j'en passe. Mee grad déi Valeure musse verdeedegt ginn. An da mussen awer och déi zwee Organer, déi ech elo genannt hunn, méi de politesche Courage opbrénge vläicht, fir an Zukunft méi däitlech Wierder vis-à-vis vu Memberen ze schwätzen, déi eeben déi elementar Approche net weisen.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt zum Beispill an Ungarn elo nach kierzlech e Gesetzesprojet deposéiert ginn ass, wat awer och nach misst zu Oprou féieren, zum Beispill vis-à-vis vun transgender Persounen, déi elo net méi d'Recht kréien, hir Zivillrechter auszeüben, wéi dat an aneren Demokratien de Fall ass. Dat heescht, hei gëtt nach just de biologesche Sexe consideréiert. A wann eng Persoun sech am Laf vun hirem Liewen eeben transforméiert, datt se dann net d'Recht huet eeben, sech als nei Persoun dann dee Moment mat engem anere Geschlecht duerzestellen. Ech mengen, och dat ass eng Attitüd, déi awer munches duerchblécke léisst.

Ech hunn och mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, datt den CSV-President kierzlech vehement gesot huet, datt e sech géif derfir asetzen, datt Fidesz géif elo um Niveau vun der EVP ausgeschloss ginn. Dat ass dann eng gutt Annonce. Da gi mer och dovun aus, datt d'CSV dat doten och elo wäert maachen.

Ech wëll dann haut drop hiweisen, datt esou autoritär Regimmer, well hei kann ee jo schonn dat Wuert „autoritär" gebrauchen, awer näischt an der Europäescher Unioun verluer hunn, an datt net nëmmen natierlech d'Europäesch Unioun hei gefuerdert ass - den Här Cruchten huet zu Recht drop higewisen -, mee och de Conseil de l'Europe besonnesch, dee jo awer deen obersten Hüter vun den elementare Mënscherechter ass. De Conseil de l'Europe muss ee vläicht zumindest elo e bëssen a Schutz huelen an deem Sënn, well eeben effektiv, a mir mierken dat jo selwer bei eis, d'Méiglechkeet net an deem Mooss besteet, ze fonctionéieren.

Ech kann lech allerdéngs soen, Här Cruchten, datt de Bureau vum Conseil de l'Europe respektiv de Comité permanent den 30. Abrëll zesummekënnt och ënner enger Form, wéi mir se mat Visiokonferenze gewinnt sinn. An ech ginn och dovun aus, datt Ungarn do wäert mat Sécherheet en Theema sinn.

Ofschléissend, wéi gesot, ech mengen, d'Demokratesch Partei, doru brauch ech net hei nach eng Kéier ze erënneren, ass mat Sécherheet e Garant vu Fräiheetswäerter, vu Wäerter, déi héichgeschriwwe ginn an enger Demokratie, an engem Rechtsstaat. An duerfir ass et och fir eis evident, datt mir déi Motioun hei wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. An och e Merci un den Här Cruchten fir d'Virbereedung vun dëser Motioun.

Wësst Der, heiansdo wonnert ee sech! An ech wonnere mech zum Beispill driwwer, datt mer freides hei an dësem Parlament mat enger grousser Majoritéit vun deene Parteien, déi hei sinn, decidéieren, datt mer krank Leit kënnen duerch en Tracking suivéieren, a samschdes kréie mer hei eng Motioun virgeluecht, wou mer gesot hunn, ënnert dem Covid-19 däerfe mer net géint d'Grondrechter verstoussen!

Mir als ADR sinn eis do konsequent. Mir ware gëschter net d'accord, datt krank Leit kënne mat enger App getrackt ginn. Dat hu mer gëschter ofgestëmmt, Här Engel, an enger Motioun, wou Dir och derfir waart, mir net. An haut soe mer, mir däerfen d'Grondrechter net verletzen opgrond vum Covid-19 eraus.

(Interruption)

A mir stinn dozou als ADR. Mir stinn zu de Grondrechter a mir soen och …

(Interruption)

… mir soen och, datt eeben an enger Kris oder esou déi Grondrechter mussen erhale bleiwen.

Mat wat si mer haut hei saiséiert?

Mir sinn u sech mat enger diplomatescher Fro saiséiert. Den Här Gramegna ass hei, den Här Asselborn leider net. An den Här Gramegna versteet genau, wat ech soen, wann ech soen: „Et ass e Grondprinzip vun der Diplomatie, och an der Europäescher Unioun, fir géintiwwer anere Staate Courtoisie anzehalen, fir géintiwwer anere Staaten ze kucken, datt mer als klengt Land gutt bilateral Relatiounen hunn, well mir brauchen een deen aneren." A mir musse kucken, wa mer Kritik äusseren, datt déi fondéiert ass.

Elo ass et esou, datt Ungarn e bëssen zum Buhmann ginn ass, a mir hunn eis och dat Gesetz hei ugekuckt, ëm wat et geet. Ech wëll och soen: „Den ungaresche Parlamentspresident huet eis geschriwwen, den Ambassadeur huet eng Rei vun Artikele publizéiert genau zu där doter Fro." A loosse mer emol kucken, wéi wäit dat justifiéiert ass!

D'Fräiheet vun der Press wär ageschränkt; dat gëtt dat Gesetz esou net hier. Et geet ëm Fakenews. Ech soen lech, ech wëll lech just herno eppes zitéieren, wou een dat kann e bëssen an de Kontext setzen.

Dir sot: „Et ass indéterminé." Ech weess nach net, wéi mir elo den État de crise bëennegen, mee am Gesetz steet kloer, datt et d'Parlament ass, wat deen État de crise zu all Zäit ka bëennegen. Et ass also net indéterminé, et gëtt eppes.

Mir musse kucken, datt mer ganz genee préiwen, ier mer verurteelen.

Dir hutt geschwat, Här Cruchten, an där Motioun, déi mer hei virleien hunn, vun de Fonds structurels. Ech fannen dat extreem onsozial! An ech ginn dem Här David Wagner Recht. Éischtens ass et eppes, wat d'Klima an Europa vergëft, wa mer Instrumenter, déi net dofir geschaaft gi sinn, déi aus sozialen Zwecker geschaaft gi sinn, fir Leit, schwaache Leit a schwaache Länner ze hëllefen, elo wëlle gebrauchen, fir politeschen Drock auszeüben. Dat ass eppes, wat een net mécht, wat d'Klima an Europa fundamental vergëft.

Mee just fir lech e bëssen ze soen, wéi virsiichteg mir och als Lëtzebuerg solle sinn, wann et geet ëm Saache wéi Pressefräiheet hei. Ech hunn lech just ee Beispill matbruecht. Eis Associatioun vun de professionelle Journalisten hei zu Lëtzebuerg, net an Ungarn, huet viru 14 Deeg e Communiqué gemaach, an ech liesen lech dee vir - Lëtzebuerg! -: « Le contrôle total de l'information par les autorités est contraire au cadre démocratique dans lequel nous vivons. Il y a des limites et des balances à respecter - même et surtout en état de crise. Or, nous devons constater que le Gouvernement veut transgresser certaines limites (…) et fait pencher la balance du mauvais côté. (…) Les journalistes ne sont pas les transmetteurs de la communication gouvernementale et doivent pouvoir enquêter et rechercher indépendamment et à leur guise et dans le respect du code de déontologie. »

Dat soen d'Lëtzebuerger Journalisten!

A mir wëlle just hei als ADR kloerstellen, datt mer, ier mer zu aneren higinn an der Europäescher Unioun, och musse kucken: Wéi hale mir et da mat de Grondrechter, mat der Fräiheet vun der Press an enger Krisesituatioun?

Ech wëll vläicht, well ech nëmme fënnef Minutten hunn, mat enger Bemierkung ofschléissen. Natierlech kann ee soen, mir musse souguer soen, datt mer an der Europäescher Unioun u besonnesch héich Krittäre musse gebonne sinn, wat d'Mënscherechter ugeet, well mer d'Mënscherechtskonventioun ënnerschriwwen hunn, well mer Member sinn an esou Organisatiounen an esou weider. Mir musse besonnesch streng Krittären hu vläicht an Europa, awer mir däerfen och net an deux poids, deux mesures falen. Dat däerfe mer och net!

D'Mënscherecht ass „jus cogens": Ee Mënsch op der Welt ass esou vill wäert wéi deen aneren. A mir hunn e Problem domat, e fundamentale Problem domat, datt an der Lëtzebuerger Diplomatie eis Regierung sech asetzt fir d'Enn vun de Sanktioune géint den Iran, déi Leit u Kranen ophänken, datt se solle lues erstécken, mat enger Palästinensescher Autoritéit enorm frëndschaftlech Relatiounen huet, wou gefoltert gëtt, Terrorismus ënnerstëtzt gëtt, d'Doudesstrof applizéiert gëtt, déi extreem korrupt ass, wou säit 2005 keng Wale méi waren!

An da fokusséiere mer eis op Ungarn! Sinn do net aner Ursaachen derhannert, ausser den deux poids, deux mesures? Ass et dann net esou, datt eng Roserei besteet, well dat Land seng Souveränitéit wëllt erhalen, seng Kultur wëllt erhalen, sech géint eng Verdeelung vun de Migranten an Europa wiert? Sinn net aner Ursaachen derhannert, déi eis dozou zwéngen, oder net eis, mee d'Regierung dozou zwéngen, sech ze fokusséieren op dat Land?

Den ungareschen Ambassadeur huet eis geschriwwen an engem Artikel, deen och hei publizéiert gouf an der Press, Ungarn wär der Meenung, mir sollten eis géigesäiteg, opgrond vun deene selwechte Krittären an der Europäescher Unioun, préiwen, ob mir d'demokratesch Rechter anhalen oder net.

(Interruption par la présidence)

An ech mengen, dat ass eng gutt Iddi. Loosse mer net eis fokusséieren, loosse mer zesumme kucken, datt jiddweree bei sech d'Mënscherechter anhält, loosse mer an engem frëndschaftlechen Dialog mat Ungarn dofir kucken, datt do a bei eis …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, ech wëll lech soen, datt Der just zwou an eng hallef Minutten hutt a keng fënnef Minutten, an datt Der awer elo scho sechs Minutten amgaang sidd.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A! Dat ass ganz kuerz, Här President, fir déi Qualitéit vun deenen Argumenter, déi ech virbréngen. Mee ech huelen dat zur Kenntnis.

(Brouhaha et hilarité)

Ech huelen dat zur Kenntnis …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, Här Kartheiser, ech wëll lech domadder soen, datt et Reegelen hei am Parlament ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech ginn lech Recht, Här President. Ech kommen dann zum Schluss.

Sollt et awer esou sinn, Här President, well ech gesinn, datt d'Begeeschterung hei e bëssen, bon, d'Temperament vu Verschiddenen ufänkt ze entstoen, datt op eis geäntwert gëtt, da kéint ech mer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Kartheiser, notzt Är Zäit besser!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert kritt den Här Georges Engel fir Fait personnel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, den Här Kartheiser huet eppes gesot, wat net richteg ass. Et ass och immens flott, wann den Här Kartheiser vun der ADR heibanne vu Fakenews schwätzt. Dat ass scho bal eng Perversioun vun deem Begréff. En huet gesot, hei wär gëschter gestëmmt ginn, dass mir fir eng Trackingapp wären, an dat ass absolutt falsch. Wann en also hei vu Fakenews schwätzt, da soll e sech selwer mam Wuert huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel.

An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'éischt gäre villmools Merci soen dem Här Cruchten fir dës Initiativ, déi en ergraff huet. Et ass immens wichteg, dass mer esou Sujeten net einfach inaperçu och hei an dësem Haus laanschtzéie loossen, mee dass mer driwwer schwätzen an d'Opmierksamkeet drop lenken.

Hei steet vill um Spill, net just fir déi ungaresch Bevëlkerung, mee och fir d'Glafwierdegkeet vun der EU an d'Erhale vun eiser Wäertegemeinschaft. Mir schwätzen am Kader vun dëser Motioun vu Mesuren, déi am Kader vun der Coronakris geholl gi sinn. Mee ech mengen, wa mer vu Rechtsstaatlechkeet schwätzen an der EU, dann ass Ungarn net eréischt zënter gëschter oder zënter dëser Kris e Suergekand vun der EU.

Och wann ech mer grad hu missen unhéieren, wéi vläicht och versicht gëtt, déi Mesuren ze verteidegen oder an e schéint Liicht ze réckelen, mengen ech, dass dat awer ënner enger objektiver Betruechtung net wierklech vertrietbar ass, géif ech einfach emol soen.

Déi Bedenken, déi hei am Raum stinn, hu sech, wéi gesot, net elo eréischt mat der ungarescher Coronagesetzgebung erauskristalliséiert. Se foussen op enger Entwécklung, déi sech schonn iwwer Joren zitt an déi sech och elo nach eng Kéier akzentuéiert huet. D'EU-Parlament huet schonn, an dat huet den Här Graas och ugeschwat, am Joer 2018 driwwer geschwat, e Rapport virgeluecht, deen eng Rëtsch vu Mesuren oplëscht, déi e klore Risiko fir d'Rechtsstaatlechkeet an Ungarn duerstellen. An do ginn ënner anerem ugeschwat eeben d'Onofhängegkeet vun der Justiz, déi no enger Verfassungsreform net méi garantéiert ass; en neie Walsystem, dee moossgeschneidert ginn ass op de Virdeel vun der Regierungspartei; Mesuren, déi dem President et erlaben, sech mat ëffentleche Mëttele quasi eng Kontroll iwwert d'Medielandschaft ze sécheren; déi fräi Meenungsäusserung, déi net méi garantéiert ass; d'Reliounsfräiheet, déi ugegraff ginn ass, an d'Rechter vu Minoritéiten, déi beschnidde gi sinn.

Spulle mer erëm no vir an déi aktuell Situatioun! Et ass ugeschwat ginn: De Gros vun de Länner weltwäit hu sech an dëser Kris speziell Mesurë ginn. Et ass also net d'Tatsaach u sech, dass Ungarn sech hei eng Krisereglementatioun ginn huet, wat problematesch ass. Et ass dat, wat virdru scho geschitt ass, wat mécht, dass mer hei e besonneschen, méi besuergte Bléck schonn emol a priori drop werfen.

An dass eis Doutte berechtegt sinn, beweist dann och d'Aart a Weis, wéi d'Regierung Orbán un d'Situatioun erugaangen ass, an d'Form, déi hir Krisegesetzgebung ugeholl huet, wéi gesot, d'Durée vum État de crise an eeben och, dass een d'Regierungen net méi däerf kritiséiere fir déi Mesuren, déi se am Kader vun dëser Coronakris huelen.

Domadder huet Ungarn wäit iwwert d'Zil erausgeschoss. Kritiker fäerten deemno och, dass dës Gesetzgeebung dëser Regierung, déi souwisou schonn derfir bekannt ass, dass se autoritär Tendenzen huet, elo d'Méiglechkeet bitt, fir zousätzlech vun hiren neie Méiglechkeeten ze abuséieren. An e puer vun den Decisiounen, déi zënter dem neie Gesetz getraff gi sinn, schéngen dës Ängschten ze confirméieren. Esou huet d'ungaresch Regierung d'Opportunitéiten, déi sech hei duerch dës Kris presentéiert hunn, genotzt, fir zum Beispill de Budget vun de politesche Parteien a vun de Gemengen ze kierzen.

Ausserdeem ass ënnert dem Prätext vun der Coronakris e Fourre-tout-Gesetz gestëmmt ginn, wat am Ganzen eng 57 net zesummenhängend Dispositioune beinhalt. Eng Partie vun deenen Dispositiounen hunn awer manifestement iwwerhaapt näischt mat der Coronapandemie ze dinn, esou zum Beispill d'Kontroll iwwert d'Kultur- an d'Theaterproduktiounen. Dass hei an enger éischter Phas also direkt artistesch Fräiheeten an déi ungaresch Géigekultur viséiert sinn, ass enorm bedenklech. Esou vill och zum Theema Kultur erhalen!

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Et ass op alle Fall bewosst drop verzicht ginn, esou wéi dat an enger Demokratie üblech wier, och a Krisenzäiten eng parlamentaresch Kontroll a Mataarbecht ze garantéieren. Hei huet d'EU natierlech eng wichteg Roll ze spillen a si huet sech dem Theema och ugeholl. Si huet sech engagéiert, ganz no ze suivéieren, ob déi ungaresch Regierung hiert Verspriechen anhält, nämlech dës Mesuren all réckgängeg ze maachen, soubal dës sanitär Kris iwwerstanen ass.

Ech wéilt dobäi awer och umierken, dass, och souguer wann den État de crise eriwwer ass an och wann déi Plein-pouvoiren erëm zréckgeholl ginn, dann trotzdeem duerch déi Mesuren, déi elo getraff gi sinn, eng Partie Saache wäerten hänke bleiwen, wéi eeben och de Volet Kultur an esou weider, déi Reglementer, déi entretemps gestëmmt gi sinn.

Bon, d'EU-Kommissärin Věra Jourová, responsabel fir de Volet Wäerter an Transparenz, huet ugekënnegt, dass d'EU-Kommissioun genau beobachte wäert, wéi dat Krisegesetz an Ungarn ugewant gëtt. An dat ass och gutt esou. Mir dierfen net zouloossen, dass d'Regierung Orbán dës Kris notzt, fir hir Muecht ze zementéieren. Et muss glaskloer sinn, dass mir am Kampf géint de Virus net och d'Demokratie (veuillez lire: net och d'Aushiewelung vun der Demokatie) als Kollateralschued dierfen akzeptéieren.

Duerfir begréisse mir natierlech, dass d'EU ugekënnegt huet, hir Roll hei ze spillen. Trotzdeem ass et wichteg, dass mir och op nationalem Niveau deen néidegen Drock ausüben, fir dass d'EU hei ganz proaktiv virgeet a gegeebenefalls och déi néideg Konklusiounen doraus zitt. An da schwätze mer eeben och vu budgetäre Mesuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aussergewéinlech Situatiounen erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen, mee d'Aushiewelung vun der Demokratie an engem Staat am Häerze vun Europa muss souwuel vun der EU wéi och um nationalen Niveau schäerfstens verurteelt ginn.

Aus deem Grond ënnerstëtze mir natierlech dës Motioun an hu Vertrauen an eis Regierungsmemberen, dass si sech weiderhin engagéiere wäerten, fir d'Valeuren an der EU héichzehalen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An dann ass et nach um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech verspriechen och, datt ech probéieren, mech un déi zwou Minutten an 30 Sekonnen, déi ech hunn, bei dësem komplexen Theema ze halen. Et ass esou, datt ech, mengen ech, net eleng heibanne sinn, wann ech soen: E Parlament muss sech Suergen ëm d'Demokratie maachen, ob doheem oder am Ausland! Mir kënnen dach net nokucken, wärend d'Demokratie, d'Matbestëmmung mam Argument vun der Kris einfach ofgeschaaft gëtt!

Et gouf gesot, mir hunn der Regierung hei méi Pouvoire ginn, mee zäitlech begrenzt, well eis Verfassung dat virgesäit. A wien den Debat suivéiert huet, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, deen erënnert sech, datt schonn deemools, wéi déi Verfassungsännerung iwwerhaapt komm ass, datt d'Chamber gefrot misst gi fir den État de crise, driwwer gestridde ginn ass, fir wéi laang et dann ubruecht wär, der Regierung esou Pouvoiren ze ginn.

Ech mengen, datt et wichteg ass an enger Demokratie, datt ee Luucht um Enn vum Tunnel gesäit, wann een enger Regierung vollst Vertrauen ausschwätzt, an datt een net einfach däerf soen: „Dat wäert scho riichtgoen."

Den David Wagner huet et gesot: Den Här Orbán gehéiert warscheinlech op eng Plaz, wou Leit sëtzen, déi Geld klauen, Geld verontreien oder soss Schanddote beginn.

Wat mech am meeschte geprägt huet bei deem Debat hei ass: Den Här Orbán ass an déi lescht Walen an Ungarn eragaang mam Slogan „Stoppt Bréissel!". En huet dat gesot! Dohanne sëtzt nach ee mat deem nämmlechte Gedankegutt.

„Stoppt Bréissel!", mee wann ech Geld kréien, fir meng eegen Täsche voll ze maachen, dann huelen ech et, an egal ob Italie leit oder net, Ungarn kënnt als Éischt! „Ungarn first, the rest later!" Ech mengen, et gëtt nach e groussen, oder besser gesot e bësse méi voluminéise Staatsmann, deen dat och fir säi Land géif behaapten.

(Interruption)

Mir sollten als Chamber kloer Positioun huelen, wann et Abus de pouvoir gëtt.

A fir nach ee Wuert ze soen, well ech nach zéng Sekonnen hunn: Här Kartheiser, wannechgelift, wann Der hei mat Fakenews hantéiert, mir hätte gëschter eng Motioun gestëmmt, datt een däerft Tracking maachen, dat ass éischtens falsch. Wien den Text liest, kann dat séier novollzéien. An zweetens, grad fir den Här Orbán ze verdeedegen, dee wierklech de Meeschter vu Fakenews an Europa ass, mat Fakenews ze hantéieren, dat weist, wes Geistes Kind Sie sind!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Fait personnel!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kartheiser wëllt nach kuerz eppes soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Bon, ech hu fënnef Minutten, Här President, u Fait personnel nom Reglement, wann ech mech net ieren.

Ech wollt nach eng Kéier op déi Fro zréckkommen, ech hunn elo den Text net hei, wat mer gëschter gestëmmt hunn. Dofir stinn ech gär zur Verfügung, wann een den Text hei huet, fir mech ze korrigéieren.

Mee de Sënn dovun, vun deem …

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Kuckt dach einfach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Da waart!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Um Portail steet et.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Keng obligatoresch Trackingapp, stoung kloer dran, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, fir vläicht nach eng Kéier op déi Saach zréckzekommen, déi mer hei gëschter diskutéiert hunn, well den Här Clement huet dat jo elo an enger delikater Form nach eng Kéier opbruecht.

Mir hu gëschter déi Diskussioun gehat hei, an ech hu wéi gesot den Text net virleien, ob et méiglech ka sinn hei am Land oder net, datt Leit, déi krank sinn, also um Covid-19 erkrankt sinn, kënnen duerch eng App, eng elektronesch Form, wéi se op de Smartphone geluede gëtt, tracéiert ginn, fir hir Kontakter mat aneren ze verhënneren, ze managen. Dat muss een dann nach gesinn, wéi dat ausfält. D'Europäesch Kommissioun iwwer EU Health oder esou eppes, ass do eng Etüd amgaang an et soll do da gekuckt ginn, fir dat ze maachen.

Mir hate gëschter hei déi Diskussioun. Mir hunn als ADR gesot: Mir wëllen dat net! Mir wëllen dat net! Mir wëllen et net, well mer doduerch de Secret médical verletzt gesinn, well mer doduerch d'Beweegungsfräiheet verletzt gesinn, d'Privatsphär vun de Leit, well mer net wëllen, datt dat zu enger Stigmatiséierung vu kranke Leit ka féieren, well mer net wëllen, datt dat kann zu enger sozialer Isolatioun vu kranke Leit féieren, wa gekuckt gëtt, wie wéini e Kontakt mat hinnen huet.

(Interruption)

Ech hunn hei ze äntwerten.

Dat ass gëschter hei am Parlament iwwer eng Motioun net ausgeschloss ginn!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mir wollten et ausschléissen. Dat ass dat, wat ech wëll soen. An an eisen Aen - an do ka kee soen, dat wär net eist Recht - ass dat eng Verletzung vu Grondrechter. Ech weess, eng Majoritéit heibanne gesäit dat anescht. Mee et ass eng potenziell Verletzung vu Grondrechter.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt behaapt, mir hätten derfir gestëmmt, dass se sollen applizéiert ginn. Dat ass eng Ligen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass keng Fakenews. Wou ass d'Ligen? Wien huet gesot, dat wär eng Ligen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hunn dat gesot, Här Kartheiser. Dir hutt gesot, mir hätten eng Motioun gestëmmt, wou mer zougestëmmt hätten, zougestëmmt hätten …

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Net ausschléissen! Net ausschléissen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee, zougestëmmt hätten, fir dass eeler Leit tracéiert ginn, dat hutt Dir behaapt!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech schléisse mech deem un, Här Mars Di Bartolomeo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech hunn den Text net virleien, mee Tatsaach ass, datt dat net ausgeschloss ginn ass.

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Virdrun hutt Der eppes aneres gesot.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Här President, wien huet dann d'Wuert? Dir musst dach d'Wuert ginn!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech hu fënnef Minutten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kartheiser soll zum Schluss komme vu sengen Aussoen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech hu fënnef Minutten, fir ze äntwerten. A wann ech ënnerbrach ginn, kann ech dat net maachen. Mee mir kënne jo, ech huelen hei zur Kenntnis, gëschter war eng grouss Majoritéit der Meenung, datt dat sollt méiglech sinn. An ech huelen zur Kenntnis, datt déi Majoritéit sech haut lautstaark hei äussert.

Mee loosse mer dach einfach d'Leit beurteelen! Loosse mer kucken, wat an deenen nächste Wochen elo kënnt! Loosse mer kucken, wat vun der Europäescher Kommissioun proposéiert gëtt a wéi déi lëtzebuergesch Regierung sech dozou stellt!

Gëschter ass gesot ginn: „Mir kënnen eis net dergéint wieren, fir datt mir an der Europäescher Unioun eventuell déi Eenzeg sinn, déi dat net maachen. Mir kënnen", ech weess net méi, wien et gesot huet, „mir kënnen dach net, wa mer zu 27 eppes maachen, deen Eenzege sinn, deen do net matmécht."

Mir wäerten als ADR hei an dësem Fall weider drop kucken, datt d'Mënscherechter vun deene kranke Leit respektéiert ginn. A wann Dir sot: „Dat ass Fakenews", wann dat Fakenews soll sinn, dann assuméieren ech dat! Mee mir sinn d'Affekoten hei vun de Mënscherechter och vun deene Kranken.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass awer elo déi Allerbescht.

Une voix.- Een, deen net d'Wourecht seet, dee litt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Pardon, ech profitéieren och vum Fait personnel, well als Auteur vun där Motioun gouf ech jo direkt hei mat an d'Schosslinn nach eng Kéier bruecht. An ech stinn dozou, datt den Här Kartheiser déi Motioun komplett falsch erëmginn huet, well den éischten Invite vun der Motioun ... An, se steet um Portail, Här Kartheiser. E bësse Recherche! Dir sidd soss en intellektuellen an intelligente Mënsch, dann hätt ech Iech zougetraut, dat ze maachen an déi zwee Sätz, déi an der Motioun stinn, nozeliesen.

„Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. keng obligatoresch Tracing-Applikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouzeloossen."

Wie behaapt, datt hei eppes ogestëmmt gi wier, mat deem krank Leit forcéiert géife ginn, getraced ze ginn, dee litt! Anescht kann ech et net soen! An ech mengen, jiddwereen dobaussen, jiddwereen heibanne kann ee Saz Lëtzebuergesch liesen a verstoen an dann och verstoen, wat domadder gemengt gëtt, oder, wéi den Här Engel seet, vläicht och net.

Den zweete Saz iwwregens, fir komplett ze sinn, net datt herno ee seet, ech wär onkomplett:

„2. och bei volontairen Applikatiounen", dat heescht, wann eng Persoun dat wëllt, „säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouzeloossen."

Domadder ass déi Iwwerwaachung definitiv ausgeschloss.

Mir wäerten an der Kommissioun dozou sécherlech eng konsensuell Majoritéit fannen. An ech si mer sécher, datt dës Chamber hei net d'Grondrechter vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger mat Féiss trëppelt, esou wéi Äre gudde Kolleeg, den Här Viktor Orbán, dat am Moment an Ungarn mécht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Den Ausseminister Jean Asselborn huet mech gefrot, fir hei ze sinn, wann déi Motioun hei debattéiert gëtt. Et geet hei ëm d'Valeure vun Europa. An ech muss soen, de Fait, dass mer elo grad virun e puer Minutten d'Gesetz gestëmmt hu vun de Lois de garantie fir Lëtzebuerg, wat jo wierklech en essenziellt Gesetz ass am Kontext vum Coronavirus, beweist, wéi anescht et zu Lëtzebuerg ass, Gott sei Dank, wéi an engem Land wéi Ungarn. Do gesinn ech effektiv e Lien, dass dat dann haut stattfonnt huet.

Ech kann Iech soen, dass d'Regierung sech dat, wat an dëser Motioun steet, natierlech zu eege mécht a wäert seriö huelen. Mir hu jo en Appell vun 18 Länner schonn ënnerschriwwen, wat jo beweist, dass mer dëse Sujet reegelméisseg suivéieren. Et ass och esou, dass net nëmmen den Ausseminister dat heiten op der EU-Ebene verdeedegt, mee och aner Ministeren d'Geleeënheet hunn an anere Formatioune vun der EU, fir d'Opmierksamkeet op dës Verletzunge vun eise Valeuren ze lenken.

Den Här Cruchten huet nach och iwwert d'Fonds-structurelle geschwat oder déi Hëllefen, déi am Kader vun der Kris betraff sinn. An ech wëll soen, dass een dat muss effektiv mat Geschéckerlechkeet kucken, well effektiv déi Hëllefe ginn un d'Leit! An ech mengen, d'Argument ass hei gemaach ginn. Mee doriwwer ass jo keng Referenz elo an der Motioun, soudass ech Iech ka soen, dass de Jean Asselborn, mir alleguerten, d'Membere vun der Regierung, mengen ech kënne fir si ze soen, dass mir dat, wat hei an dëser Motioun steet, ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gramegna.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Ech ginn dovun aus, dass de Vote électronique gefrot ass. De Vote électronique ass nëmme fir déi perséinlech Stëmme méiglech. D'Ofstëmme fänkt un.

Een, deen e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht halen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Motioun ass domadder mat 53 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion est adoptée par 54 voix pour, 4 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.11 heures.)

SÉANCE 32

MARDI 5 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
- *Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Gast Gibéryen - M. Georges Engel - M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Gilles Baum)*
- *Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié de la Conférence des Présidents (adopté)*
- *M. Gast Gibéryen (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement - M. Léon Gloden - Mme Martine Hansen - Mme Nancy Arendt épouse Kemp - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum*
- *Vote sur le maintien de l'ordre du jour modifié de la Conférence des Présidents (adopté)*

6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden
- *M. Léon Gloden*

7. Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)
- *Exposés : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*
- *Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Georges Engel) - M. André Bauler (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Roy Reding (interventions de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) - M. Marc Baum (intervention de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie) - M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler) - M. Claude Wiseler*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Sven Clement) - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. André Bauler et M. Paul Galles) - M. Paul Galles - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.05 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7563 *- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.04.2020

7564 *- Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 18.04.2020

7565 *- Projet de loi portant sur*

1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » et

2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.04.2020

7566 *- Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.04.2020

7567 *- Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.04.2020

7568 *- Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2020

7569 *- Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.04.2020

7571 *- Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1552 *- Demande de pétition publique : Une prime unique devrait être versée à tous les ouvriers et fonctionnaires publics qui ont été indispensables pour le roulement du pays et qui ont continué à travailler pour leur engagement dans cette période de crise contre le Covid-19 afin que rien ne nous manque pendant le confinement*

Dépôt : Pedro Miguel De Sousa Moreira, le 17.04.2020

1553 *- Demande de pétition publique : Chômage partiel aussi pour les petits indépendants (p. ex. : formateurs de langues / professeurs cours d'appui, etc.)*

Dépôt : Maggy Lamesch, le 18.04.2020

1556 *- Demande de pétition publique : Instauration d'un droit au télétravail*

Dépôt : Serge Remy, le 19.04.2020

1557 *- Demande de pétition publique : Permettre de conduire une moto sans raison valable*

Dépôt : Tom Balmine, le 19.04.2020

1558 *- Demande de pétition publique : Motorradfahren erlauben in der Corona-Zeit*

Dépôt : Sylvain Schlincker, le 19.04.2020

1560 *- Demande de pétition publique : Stopper définitivement le déploiement de la 5G au Luxembourg*

Dépôt : Concetta Valvason detto Sarodine au nom de « Collectif Stop5GLuxembourg », le 20.04.2020

1561 *- Demande de pétition publique : Ouverture de centres de formation sportifs et de gymnases*

Dépôt : José Ribeiro Teixeira, le 20.04.2020

1562 *- Demande de pétition publique : Non à la reprise des lycées et écoles en mai : protégeons nos enfants, nos frères, etc. ...*

Dépôt : Tania Pragana, le 20.04.2020

1563 *- Demande de pétition publique : Faire vacciner toute la population avant de commencer le déconfinement*

Dépôt : Marthe Evelyne Ongono Mbah, le 20.04.2020

1564 *- Demande de pétition publique : Imposition d'un quota de diffusion de musique « Made in Luxembourg » aux stations radios implantées au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : William Baum, le 22.04.2020

1565 *- Demande de pétition publique : Schouljoer den 1. September 2020 ufänken*

Dépôt : Alfred Groff, le 23.04.2020

1566 *- Demande de pétition publique : Récupérer les jours perdus avec les enfants*

Dépôt : Ricardo Manuel Magalhães Leite, le 24.04.2020

1567 *- Demande de pétition publique : Reprise des cours de l'école fondamentale le 25.05.2020 au plus tard*

Dépôt : Nathalie Dias, le 24.04.2020

1568 *- Demande de pétition publique : Pétition demandant une semaine de congé récréatif compensatoire suite au confinement Covid-19 pour tous les salariés du Luxembourg en 2021 ou 2022 !*

Dépôt : Patrick Hurst, le 24.04.2020

1569 *- Demande de pétition publique : Décalage des vacances d'été aux mois de septembre-octobre*

Dépôt : Yassine Assebane, le 24.04.2020

1570 *- Demande de pétition publique : Oui pour la reprise de l'enseignement fondamental ainsi que des crèches et structures d'accueil en date du 25 mai 2020 tout en protégeant les enfants et les membres de famille vulnérables au Covid-19*

Dépôt : Marc Nahas, le 24.04.2020

1571 *- Demande de pétition publique : Fledermaus oder Mensch? Gegen übertriebenen Gebietsschutz!*

Dépôt : André Schmit, le 24.04.2020

1572 *- Demande de pétition publique : Covid-19 - Chine - Réparation*

Dépôt : Jacques Casanova, le 25.04.2020

1573 *- Demande de pétition publique : Caméras de surveillance - Résidences résidentielles*

Dépôt : Micael Cardoso, le 25.4.2020

1574 *- Demande de pétition publique : Treizième mois du Gouvernement, des Députés et de la Fonction publique*

Dépôt : Maurice Tonnar, le 25.04.2020

1575 *- Demande de pétition publique : Meilleure surveillance des employeurs où trop de départs massifs ont lieu afin de prévenir de futurs « burn out » et mise en place de solutions - réorganisation de la charge de travail ou obligation d'engager du personnel si les employés font plus de 40 heures par semaine*

Dépôt : Stéphanie Cuny, le 26.04.2020

1576 *- Demande de pétition publique : Prévoir une « école de rattrapage » pour les élèves durant les vacances d'été 2020*

Dépôt : Jean-Marc Cloos, le 27.04.2020

1577 *- Demande de pétition publique : Accompagnement des familles pour les personnes en fin de vie dans les hôpitaux et les maisons de soins*

Dépôt : Sylvie Ott, le 27.04.2020

1578 *- Demande de pétition publique : Schließung der Supermärkte („Grande Surface") an einem Sonntag auch in Zukunft beibehalten*

Dépôt : Olivier Delvaux, le 27.04.2020

1579 *- Demande de pétition publique : Que les prix de l'immobilier baissent afin de permettre aux jeunes ainsi qu'aux personnes à faible revenu d'acquérir un bien immobilier au Luxembourg !*

Dépôt : Jessica Da Costa Moreira, le 27.04.2020

***1580** - Demande de pétition publique : Confinement et déconfinement FACULTATIFS pour le peuple luxembourgeois et ses frontaliers, FAKULTATIVE Confinement an Deconfinement fir d'lëtzebuergesch Bevëlkerung an hir Grenzgänger, FREIE WAHL zu Fortführung oder Aufhebung der Ausgangssperre*

Dépôt : Gilles Franck, le 28.04.2020

***1581** - Demande de pétition publique : Pétition relative à une prise en charge du loyer commercial en cas de période exceptionnelle*

Dépôt : Steven Darne, le 29.04.2020

***1582** - Demande de pétition publique : Lors de la signature d'une pétition, rajouter l'option « approuver » ou « désapprouver » une pétition*

Dépôt : Jean-Marc Simon, le 29.04.2020

***1583** - Demande de pétition publique : Pédicure médicale*

Dépôt : Jean Léon Erpelding, le 01.05.2020

***1584** - Demande de pétition publique : Ons nei Heemecht / Mieux vivre au Luxembourg*

Dépôt : Serge et Sabine Tonnar-Stoltz, le 01.05.2020

***1585** - Demande de pétition publique : Autorisation de célébrer la messe publique avec participation des fidèles*

Dépôt : Manfred Reinertz Barriera, le 03.05.2020

***1586** - Demande de pétition publique : Soutenir les familles souhaitant réaliser le droit à l'instruction de manière alternative au système scolaire traditionnel afin de promouvoir l'égalité des chances et de garantir le respect des valeurs éducatives des parents et des besoins des apprenants conformément aux droits humains*

Dépôt : Simon Schmitz, le 03.05.2020

***1587** - Demande de pétition publique : Refus d'une vaccination forcée*

Dépôt : Guy Link, le 03.05.2020

***1588** - Demande de pétition publique : Demande de report des travaux de construction qui, en raison de leur forte nuisance sonore, empêchent les étudiants et les personnes en télétravail d'effectuer leurs tâches professionnelles quotidiennes en période de confinement Covid-19*

Dépôt : Maria Comesana, le 04.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 24. Abrëll 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7564 iwwert den Accès op Handwierks-, Geschäftsmann an Industrieberuffer souwéi op verschidde fräi Beruffer, déi den 18. Abrëll 2020 vum Här Léon Gloden deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7564 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung vun der LSAP-Fraktioun matgedeelt kritt:

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Claude Haagen den Här Yves Cruchten.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Den Här Marc Baum freet d'Wuert, d'Madamm Martine Hansen an den Här Sven Clement an den Här Gast Gibéryen. Fir d'éischt den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, am Numm vun déi Lénk froen ech, fir d'Projete 7457 a 7460 betreffend d'Fräihandelsaccorde mat Kanada, besser bekannt ënnert der Ofkierzung CETA, vum Ordre du jour vun dëser Woch ze huelen.

Wéi de Premier den Ausnamezoustand ausgeruff huet, huet hien op eng scho bal inflationär Aart a Weis vun enger Union nationale geschwat. Hien huet gesot, mer missten alleguer zesummestoen, et géif an der Kris quasi keng Parteie méi ginn, a mer missten alleguer zesummen, gemeinsam, als Land dës Kris meeschteren.

Beim Theema CETA gëtt et awer keng Union nationale. Ganz am Géigendeel! Keen anere Projet aus deene leschte Joren a Jorzéngten huet d'Gesellschaft esou gespléckt ewéi déi Fräihandelsaccorde vun der neier Generatioun. An ni virdru war de Gruef tëscht der Zivillgesellschaft an den etabléierte Parteien esou grouss wéi hei. D'Plattform géint de CETA ëmfaasst eng Panoplie vun Organisatioune ronderëm d'Gewerkschaften, OGB-L, LCGB, CGFP, d'Ëmweltorganisatiounen, Mouvement écologique, Greenpeace, de Konsumenteschutz, Sozialverbänn wéi d'Caritas, jo, souguer d'Bauerenassociatiounen. Alleguer si se sech eens, datt dee Projet nefaste ass. An zweemol hunn dës Organisatioune schonn Demonstratiounen organiséiert, déi jeeweils Dausenden an Dausende vu Lëtzebuerger Bierger op d'Strooss bruecht hunn.

Elo si mer awer am État de crise. An d'Versammlungsfräiheet, also d'Fräiheet, seng politesch Iwwerzeegung ëffentlech ze manifestéieren, ass schwéier ageschränkt. An esou enger Zäit esou e kontroverse Projet per force wëllen duerchzeboxen, ouni datt grouss Manifestatioune kënnen organiséiert ginn, ass e Schlag an d'Gesiicht vun der Demokratie an e Schlag an d'Gesiicht vun Dausende vun engagéierte Bierger.

Dobäi kënnt, datt et guer keng Urgence gëtt. 14 vu 27 Länner hunn hire legislative Prozess nach net ofgeschloss, dorënner eis dräi Nopeschlänner. Et gëtt guer keng objektiv Urgence, fir CETA ënnert dëse Konditiounen ze votéieren. Souguer déi, déi mengen, datt am onreguléierte Fräihandel d'Zukunft leie géif, deene géif keen Zacken aus der Kroun falen, wann dee Projet ënner normale Konditiounen nom État de crise géif votéiert ginn. Keen anert Land, an ech betounen, keen anert Land an der Europäescher Unioun huet am État de crise esou e Fräihandelsaccord votéiert! Och net Ungarn!

An deene leschte Wochen hu ganz vill Leit aus alle méigleche Fraktiounen hei an der Chamber op dëser Tribün betount, datt mer grondleeënd Reflexioune féiere missten iwwer eise Wirtschaftsmodell. Dat geet vun der CSV-Spriecherin Martine Hansen iwwert de grénge Spriecher François Benoy bis hin zum Georges Engel vun der LSAP. Mat dësem Vott ënnergruewe mer awer dës Reflexioun, déi vun esou ville gefrot ass.

D'Chamber géif heimadder Tatsaache schafen, a se gëtt e schrecklecht Zeechen: Weider sou mat dëser neoliberaler Globaliséierung! Weider sou mat deenen Delokalisatiounen, déi eis zum Deel an dës sanitär Kris gefouert hunn! Wann all déi Leit, déi zu Recht gefrot hunn, fir d'Kris ze notzen, fir pertinent Froen ze stellen, wann déi sech wëllen eescht huelen, da musse se géint dësen Ordre du jour stëmmen.

Här President, eist Land ass mat ganz grave Problemer befaasst. Ënner anerem sinn d'Grenze mat eisem Nopeschland Däitschland deelweis zou. D'Grenze sinn zou, Schenge gëtt et de facto net méi. Fir Dausende vu Lëtzebuerger ass dat eng alldeeglech Qual. An an esou enger Situatioun Fräihandelsaccorde mat anere Kontinenter ofzeschléissen ass ganz einfach wansinneg! Dat ass de kale Wansinn. Et géif näischt aneres weise wéi eng komplett Realitéitsfriemt vun der Chamber. Duerfir plädéiere mir derfir, datt dëse Projet vum Ordre du jour erofkënnt, well mer eis et net leeschte kënnen, als Chamber zum Gespött vun der Natioun ze ginn.

An da leschtens, Här President: Bis gëschter Mëtten hate mer en Ordre du jour, an Dir hutt gesot, en ass ofgeännert ginn, dee virgesinn hat, datt um Donneschdeg sollten eng ganz Rëtsch Covid-Gesetzer gestëmmt ginn. Dunn huet de Premier eng Deklaratioun ugekënnegt, wat säi ganz gutt Recht ass, an iwwert dat ech och ganz frou sinn, datt en dat gemaach huet. A wat muss elo dës Woch réckelen? Net d'Fräihandelsaccorden, fir déi et keng Urgence gëtt, CETA a Singapur, mee wat réckele muss, dat sinn d'Covid-Gesetzer, op d'nächst Woch eng Kéier. Dat muss ee sech emol virstellen! Mir liewen am Ausnamezoustand, konfrontéiert mat enger enormer sanitärer Kris, a wat gëtt als zweetrangeg agestuuft? Net de CETA, mee d'Covid-Gesetzer! Dat geet, a mengen Aen, op keng Kouhaut.

Duerfir froe mir als Lénk, datt den Ordre du jour geännert gëtt an de CETA op e spéideren Datum verréckelt gëtt, wou eist Land, a virun allem eis Gesellschaft, seng demokratesch Rechter zréckhuet. Well soss riskéiere mer, datt de Mondschutz net nëmmen e Geste barrière ass, mee zu engem Maulkuerf degradéiert gëtt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et un der honorabeler Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, ech ka mech elo definitiv méi kuerz halen. Den Här Baum huet schonn dat meescht gesot. Och mir als CSV froen, datt den Ordre du jour geännert gëtt, an zwar, datt de CETA-Accord, d'Projete 7457 a 7460, sollen haut vum Ordre du jour geholl ginn.

D'Gesellschaft ass immens sensibel op dësem Dossier. Eis geet et hei manner nach ëm de Fong, mee méi nach ëm d'Form. Et ass elo net, wärend der Kris, un der Zäit, fir esou e sensibelen Dossier wëllen hei ze debattéieren. Deen Accord muss an aller Serenitéit kënnen diskutéiert ginn. Dat ass am Moment net de Fall.

Duerfir froe mer, fir en u sech no der Kris hei an der Chamber ze debattéieren. Dat wär ee wichtegt Zeeche fir eis Demokratie! An ech beruffe mech do och op den Artikel 31 (13) an ech géif ee Vott iwwert dës Ännerung vum Ordre du jour froen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An dann huet den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet villes gesot. D'Martine Hansen huet et ergänzt. An trotzdeem ass et, mengen ech, grav, datt mer hei solle muer iwwer Fräihandelsaccorden diskutéieren. Éischtens emol Fräihandelsaccorden, déi, alleng vum Volume hier, alles sprengen, wat mer soss esou alldeeglech diskutéieren, dat ass dat eent, zweetens awer och vum Impakt, dee potenziell ass, alles sprengen, wat mer soss reegelméisseg hei diskutéieren.

An dat grad an enger Kris! Dat grad do, wou all déi Mënschen aus der Zivillgesellschaft, déi sech déi lescht Joren investéiert hunn, fir en Debat ze lancéieren, monddout gemaach ginn. Si gi reduzéiert op Pressecommuniquéen, op Videostatementer, mee se kënnen hiert elementaart Grondrecht, nämlech d'Demonstratiounsrecht virun der Dier vum héijen Haus, net wouerhuelen!

An ech mengen, mir waren alleguerten d'accord, datt mer an engem Ausnamezoustand net sollten iwwer kontrovers Theeme wéi deen heiten diskutéieren. Ech erënneren drun, datt an där éischter Sëtzung, déi mer hätte sollen am Ausnamezoustand hunn, mer schonn eemol hätte sollen iwwert dëse Projet diskutéieren a mer eis fraktiounsiwwergräifend eens waren, mam Hiweis op déi Unité nationale, déi ugeschwat gouf, fir eebe grad esou een Debat net ze féieren, wann d'Leit net matschwätze kënnen, wann d'Leit net kënnen demonstréieren.

Elo op eemol, trotz e puermol nofroen, ass et dann awer esou, datt d'Majoritéit eis hei imposéiert, muer iwwer en Text ze schwätzen, iwwert deen zumindest emol d'ganz Oppositioun net muer wëllt schwätzen. Et ass e bëssen eng Farce, wa mer eis virstellen, datt eng ganz Zivillgesellschaft - 40 NGOen zu Lëtzebuerg, an dat ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg net näischt! - sech mobiliséiert huet, fir dat Theema ze diskutéieren an zu enger informéierter Meenung ze kommen, fir deenen d'Recht ze huelen, dogéint ze demonstréieren. A genau dat geschitt!

An ech mengen, de Premier huet et gëschter a senger Usproch gesot, en huet gesot: „Versammlunge bis 20 Leit ënner fräiem Himmel, awer keng Demonstratiounen." Jo, wat dann elo? Däerfen da muer 20 Auserwielter, also ee fir all zwou Organisatiounen, virum Cercle demonstréieren, mat zwee Meter Distanz, fir ze weisen, datt se géint CETA sinn? Ech mengen, dat geet net duer, fir ze weisen, wéi mobiliséiert d'Zivillgesellschaft an deem heiten Dossier ass. An duerfir ass et wichteg, datt mer dës Punkte vum Ordre du jour huelen an no hanne schiben.

A wéi de Marc Baum et ganz richteg gesot huet: Et kann dach net sinn, datt mer engersäits Covid-Projeten, déi an der Urgence solle gestëmmt ginn, déi virum Enn vum État de crise gestëmmt musse sinn, no hanne schiben, fir iwwer en Text ze diskutéieren, wou et keng Urgence gëtt! Dat ass e bëssen de Geck mat de Leit gemaach!

An duerfir, Här President, froen ech dann och am Numm vun de Piraten, datt de Projet 7457 an de Projet 7460, allgemeng bekannt als CETA, vum Ordre du jour geholl ginn, an datt mer en place géifen dann, mat där fräier Zäit, déi Projeten diskutéieren, déi souwisou fir dës Woch virgesi waren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An dann hat nach den Här Gibéryen d'Wuert zum Ordre du jour gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka mech am Fong mengen dräi Virriedner uschléissen, an och mir als ADR verlaangen, datt de Punkt vum Ordre du jour geholl gëtt.

Et ass e wichtege Projet, dat heiten, dee ganz kontradiktoresch diskutéiert gëtt tëschent der Politik an tëschent de Leit, an dat net nëmmen hei am Land, mee queesch duerch ganz Europa.

Mir sinn an enger exzeptioneller Situatioun als Parlament, als Politik. Dëst Parlament huet decidéiert, den État de crise auszebaue bis op den 22. Juni, fir der Regierung domadder d'Méiglechkeet ze ginn, séier ze agéieren, wann am Fall vun der Kris missten Decisioune geholl ginn. An eng vun de grousse Suergen, déi d'Parlament hat, wéi et där Situatioun zougestëmmt huet an der Regierung dee Pouvoir ginn huet, ass: Wéi bleift d'Kontroll vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung? Wéi hu mer d'Garantie, datt déi demokratesch Prinzipien, déi Spillreegelen, d'Kontroll vum Parlament, datt dat garantéiert bleift?

Dat war ee vun de weesentleche Punkten, wou eng Chamber, wat och normal ass, sech déi Froe muss stellen, wa se enger Regierung dee Pouvoir gëtt, fir datt net kann eng Regierung e Mëssbrauch maachen: Datt d'Proportionalitéite respektéiert gi vun deenen Decisiounen, déi se huelen, an datt d'Parlament ëmmer agebonnen ass an d'Informatiounen an an d'Decisiounen. Wat jo och am Kader vun der Kris tëschent dem Parlament an der Regierung gutt fonctionéiert huet. A virun allem och, datt déi elementar Mënscherechtsprinzippien, déi an enger Verfassung verankert sinn, datt déi respektéiert ginn.

Wann d'Parlament muer hei iwwert dës Projeten, déi zwee Projeten, diskutéiert a se ofstëmmt, da musse mer wëssen, datt en elementaart Recht, wat an engem Rechtsstaat dat Normaalst ass, nämlech d'Manifestatiouns-, d'Demonstratiounsrecht, datt dat muer net méiglech ass. Mir hunn duerfir hei eng Situatioun, wou ech mengen, vun engem Parlament - an hei ass jo net d'Regierung, déi en cause ass, hei ass d'Parlament ganz eleng en cause, well mir hu gesot, mir wéilten net, datt d'Regierung en Abus mécht aus där Situatioun, wou mer elo sinn, vum État de crise -, mee elo géif d'Parlament en Abus vun där Situatioun maachen. D'Parlament mécht en Abus, datt et seet: „Ma kommt, elo diskutéiere mir dat Theema do séier wärend där doter Situatioun, well mer wëssen, datt da keen hei am Land ka manifestéieren!"

An dat ass ganz, ganz grav, wa mer dat maachen. An ech mengen, wa mer wierklech hei dat Manifestatiounsrecht, wat vun der Regierung ausser Kraaft gesat ginn ass, wann d'Parlament dat elo gebraucht, fir hei e Gesetz ze stëmmen, wou se wëssen, datt d'Bierger gäre géife manifestéieren, da muss ech Iech soen, dann ass et net d'Regierung, déi vum État de crise Mëssbrauch mécht an dervu profitéiert, mee et ass d'Parlament selwer, wat dat mécht!

An duerfir, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer géife soen: „Kommt, mir huelen déi Punkten do vum Ordre du jour!" Et besteet absolutt keng Urgence. Et besteet absolutt keng Urgence! Mir kënnen déi roueg vum Ordre du jour huelen a mer diskutéiere se zu engem spéideren Zäitpunkt.

Wa se op dem Ordre du jour bleiwen, dann ass et ganz kloer, datt d'Majoritéit vun der Situatioun profitéiert, well eebe kee ka manifestéieren. An dat ass engem Rechtsstaat onwürdeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An dann huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Op déi heiten Diskussioun hunn ech mech net kënne virbereeden, mee ech hu mer awer geduecht, dass se géif kommen, well scho gëschter an der Confé-

rence des Présidents deen een oder deen aneren dat gesot huet. A wann ech dem Marc Baum hei virdrun nogelauschtert hunn, da verstinn ech dem Marc Baum seng Beweeggrënn, fir dat hei virzebréngen. En huet duerfir och kënnen als Éischte warscheinlech schwätzen, well si déi Partei sinn, déi - an d'ADR vläicht och - och géint den TTIP, d'Piraten, ...

Une voix.- D'Piraten!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... och géint den TTIP waren, richteg. Also dräi Parteie vun deene véier, déi elo geschwat hunn, hu sech och géint den TTIP ausgeschwat.

D'CSV huet den 9. Mäerz - pardon, net géint den TTIP, de CETA, pardon, ech huele mech zréck, géint de CETA -, den 9. Mäerz, an der Kommissioun, mat der DP, mat der LSAP a mat deene Grénge fir de Rapport vu CETA gestëmmt. Et ass keng Diskussioun, déi elo eréischt gëschter ugefaangen huet. Et ass en Dossier, dee schonn eng Rei vu Joren um Bockel huet, wou och eng Rei vu Manifestatioune waren a wou, opgrond och vun deene Manifestatiounen, eng Rei vun Diskussioune waren an de Projet och verbessert ginn ass. De Projet war du fir an der Woch vum 16. Mäerz um Ordre du jour, a wann den État de crise zwee Deeg méi spéit komm wier, da wär de Projet gestëmmt ginn, warscheinlech och da mat deene Majoritéiten, wéi an der Kommissioun de Vott vum Rapport ausgaangen ass.

D'Chamber - an dat war eng vun de Premissen, déi mer eis ginn haten, wou den État de crise ugaangen ass - soll als Institutioun weider funktionéieren. D'Chamber soll als Institutioun déi Projeten, déi um Ordre du jour sinn, kënne weider behandelen. D'Chamber soll net duerch deen État de crise hei opgehale ginn an hirem normale Funktionement. An d'Chamber mécht genau dat a fiert an hirem normale Funktionement weider.

D'Argument, dass elo haut, an dëser Woch, pardon, den Donneschdeg, d'Projet-de-loien op déi nächst Woch verluecht géifen an de CETA dës Woch géif bleiwen, ass awer en dürftegt Argument, well wa mer proposéiert hätten, dass de CETA d'nächst Woch komm wär, wär d'Situatioun hoergenee d'selwecht gewiescht, wat hei monéiert gëtt, vum Demonstratiounsrecht.

(Brouhaha)

A wann ech dann hei héiere vu Maulkuerfgesetz, a wann ech hei héieren déi bal theatralesch Opféierung vum Här Gast Gibéryen - dat kann e jo ganz gutt!- vun Abus an dass d'Chamber géif sech als ech weess net wat hei behuelen, muss ech lech awer soen: Wann e Gesetz säit 2014 - 2014! - um Wee ass, wann de Rapport den 9. Mäerz gestëmmt gouf mat deene Majoritéiten, déi en dee Moment hat, wann en de 16. Mäerz um Ordre du jour stoung, wann also alles fäerdeg war, fir dass e konnt gestëmmt ginn, fannen ech, dass déi Chamber dee Rapport an dee Projet hei absolutt ka stëmmen.

Déi Demonstratiounen, déi gemaach goufen, waren, an duerfir ass meng Confusioun vum Ufank och komm, ganz oft géint den TTIP geriicht. Deen ass oft TTIP-CETA, an zwar beieneen, genannt ginn, mee et war haaptsächlech géint den TTIP. Den TTIP ass jo och vum Dësch. Hei ass en Accord mat engem Land, wat en demokratescht Land ass, wat demokratesch fonctionéiert, wat och eng ganz Rei vu Standarden huet, deene mir eis kënnen upassen. An ech fannen, dass duerfir deen Ordre du jour soll esou bleiwen, wéi en ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Dann hat nach den honorabelen Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP).*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss awer trotzdeem hei matdeelen, dass ech iwwerrascht sinn. Net iwwert d'Interpellatioun vum honorabelen Här Marc Baum, deen eng aner politesch Iddi vertrëtt, wéi d'Majoritéit se vertrëtt. Ech sinn awer iwwerrascht vu sengen Noriedner, déi jo awer alleguerten - alleguerten!- representéiert sinn an der Conférence des Présidents.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An et do gesot hunn, Här Baum!

M. Gilles Baum *(DP).*- An déi Conférence, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Zweemol gesot!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... an déi Conférence des Présidents huet net eng Kéier getaagt. Déi huet getaagt donneschdes per Videokonferenz, a si huet getaagt gëschter Mëtten. An effektiv ass gëschter Mëtteg den Ordre du jour geännert ginn. Ech hunn do effektiv d'Oppositioun gespuert, awer aus deene politesche Grënn an net aus deenen organisationelle Grënn. An ech fäerten, dass awer elo hei Äppel mat Biere vermëscht ginn, well d'Martine - Madamm Hansen, entschëllegt mech! -, ech hunn lech gëschter Mëtten zum Theema CETA an der Conférence des Présidents net héieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma dann hutt Der ee Moment net opgepasst gehat, well ech hu gesot, ech kéint ganz gutt den Här Baum verstoen. A wa mer elo e Modell 1 zousätzlech dropsetzen, nämlech d'Interpellatioun vum Premier, hunn ech gesot, da kéinte mer deen anere Modell 1 CETA erofhuelen, well eeben elo am Moment et esou ass, datt d'Leit net däerfe manifestéiere goen. Dann hat Der net opgepasst!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dach. Ech hu ganz gutt opgepasst. Mee ech mengen awer net, dass dat doten Äre Wording war.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dach, esou huet si et gesot. Ech ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Wéi gesot, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... kann dat confirméieren, ...

M. Gilles Baum *(DP).*- ... iwwert d'Conférence des Présidents ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... mir hu jo e PV!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... de Rapport ass ugeholl. De Rapport ass ugeholl. E war virgesinn, fir de 16. Mäerz duerch d'Chamber ze goen. De Projet ass fäerdeg. Ech gesinn effektiv elo an dësem Moment keng Ursaach, fir dee Projet vum Ordre du jour vu muer erofzehuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da kritt d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech kommen net extra op d'Riednerpult, fir ze widderhuelen, wat meng Virriedner gesot hunn.

Souwuel de Georges Engel wéi och de Kolleeg vun der DP, de Gilles Baum, hunn erkläert, dass mer schonn dee ganze Prozess duerchlaf hunn. Mir hunn um Projet geschafft. De Rapport ass gestëmmt ginn. E stoung schonn um Ordre du jour, a mer hunn en erofgeholl zwee Deeg, éier den État de crise decidéiert ginn ass, well mer do déi Debatt virgezunn hunn. An dofir menge mer, dass mer wierklech elo déi legislativ Aarbecht net nach weider solle blockéieren. Mir hunn nach immens vill ze schaffen an Zukunft. A mir hunn eis och d'Wuert ginn, dass mer alles, wat prett ass, hei wäerte stëmmen. An deem Sënn schléissen ech mech mengen zwee Kolleegen un.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An dann huet d'Madamm Hansen nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, ech wëll just nach eng Kéier preziséieren, datt et eis wierklech hei ëm d'Form geet, an datt mer dofir - ech hunn ee Vott gefrot gehat -, datt mer einfach elo gären ee Vott hätten, fir dëse Punkt vum Ordre du jour erofzehuelen. An ech baséiere mech do op den Artikel 31 (13).

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Da freet nach eng Kéier den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Kolleeg Engel eng Freed maachen an - nëmmen net! - keen theatraleschen Optrëtt méi hei maachen. Ech hat awer léiwer mäin theatralesche wéi säin, dee ganz schwaach war.

(Interruption par M. Georges Engel et hilarité)

M. Gilles Baum *(DP).*- A scho sidd Der erëm amgaangen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, en Argument, wéi den Här Engel dat hei virbruecht huet, well de Rapport an enger Kommissioun ugeholl wier, duerfir misst en op den Ordre du jour kommen, dat ass iwwerhaapt net de Fall! Mir kënnen e Rapport an enger Kommissioun unhuelen, d'Aarbecht an de Kommissiounen ofschléissen a mir setzen en op den Ordre du jour, wann et ubruecht ass. Et ass also guer keng Urgence do! An duerfir zielt dat Argument och net. Ech wëll dat ganz kloer soen! D'Chamber decidéiert, wéini datt se taagt a wat se um Ordre du jour huet. An dat kann ee maachen.

Ech sinn awer net iwwerrascht, datt eng sozialistesch Partei, oder datt d'DP drop hält, fir datt et op den Ordre du jour kënnt, Här President. Ech war just iwwerrascht, datt déi gréng et net kënnen erwaarden, ...

(Hilarité)

... datt de Projet hei zu Lëtzebuerg ...

(Brouhaha)

... gestëmmt gëtt, wou se am Europaparlament dergéint gestëmmt hunn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Méiglechst wäit vun de Walen ewech!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen. De Vote électronique funktionéiert leider de Moment net. Follglech ginn ech dervun aus, datt mer mussen e Vote nominal maachen. An dofir wäert ech da fir d'éischt de premier Votant zéien.

Une voix.- Iwwer wat stëmme mer of?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gelift?

(Brouhaha)

Mir stëmmen am Fong geholl of, ob den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, bäibehale gëtt - dofir stëmmt Der da mat Jo. An déi, déi wëllen, datt den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, soll ofgeännert ginn, déi stëmme mat Nee.

Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié

A mir fänken de Vott un.

Appel nominal

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass de Vott 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen. Domadder gëtt den Ordre du jour bäibehalen, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Léon Gloden), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da freet nach den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir froen nach elo, vu datt elo decidéiert ginn ass, datt déi Punkten um Ordre du jour bleiwen, wollte mir proposéieren, fir datt een déi zwee Projeten, de 7457 an de 7458, an enger Diskussioun géif behandelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- CETA a Singapur.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- CETA a Singapur.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll drop opmierksam maachen, datt déi zwee Projet-de-loien zwee verschidde Rapporteure sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat mécht näischt. Dat hate mer schonn dacks.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da gëtt dat schonn ...

(Brouhaha)

Et sinn zwee verschidde Rapporteren. Da gëtt dat scho bësse méi schwiereg. Oder gesäit d'Chamber dat aneschters?

(Brouhaha)

Et sinn zweemol zwee verschidde Projeten. Ech mengen, dat muss een am Fong geholl och nach esou eng Kéier preziséieren. Duerfir gëtt dat ...

(Interruption)

Et sinn awer da verschidde Rapportere fir am Fong geholl dann eeben déi véier verschidde Projet de loien, déi hei ofgestëmmt ginn.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, kënne mer à main levée driwwer ofstëmmen, fir datt, esou wéi et proposéiert ass, datt mer dat esou kënne bäibehalen?

Vote sur le maintien de l'ordre du jour modifié

Wien ass domadder d'accord? Wien ass do dergéint?

Ech gesinn, datt et do eng Majoritéit ass, fir ...

(Brouhaha)

Une voix.- Da muss ee mat zielen.

Une autre voix.- Dann zielt!

Plusieurs voix.- A jo!

Fernand Etgen, *Président.*- Da musse mer nach eng Kéier den Appel nominal maachen, fir ...

(Brouhaha)

A!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, a wéi enger Prozedur si mer? Main levée gëtt elo gezielt.

(Brouhaha)

Une voix.- Da muss een hei sinn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir maachen een Appel nominal.

(Brouhaha)

Une voix.- A nee! Main levée.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wéi eng Prozedur, Här President?

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, dat do geet net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt gesinn, an der Main levée, ...

Une voix.- Main levée.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir hat elo grad Main levée gefrot. Dir hat elo grad ...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Ass de Vott net esou, wéi e wëllt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ...

(Brouhaha)

Här President, Dir hutt d'Parlament gefrot, ob et dermat d'accord wier, fir à main levée ofzestëmmen, an d'Parlament huet Jo gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ziele mer se. Da strecke mer de Fanger an d'Luucht. Déi mat Jo sinn ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, iwwer wat stëmme mer of?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir zielen ...

(Brouhaha)

Mir stëmmen esou of, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, wannechgelift, sot, iwwer wat mer ofstëmmen!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... wéi mer och virdrun ofgestëmmt hunn, datt den Ordre du jour, esou wéi e proposéiert ass, datt dat zwee verschidde Punkte sinn, datt dat soll bäibehale ginn. Datt dat véier verschidde Gesetzer sinn.

Wien ass domadder d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei zielt ee mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Zielt wannechgelift!

Dat sinn der 28.

Wien ass dergéint? Dat sinn der, ...

(Brouhaha)

Dat sinn der 26. Domadder gëtt den Ordre du jour dans sa totalité, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, bäibehalen.

6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Am Numm vun der Institutiounskommissioun deposéieren ech hei d'Proposition de révision vum Kapitel 6 vun der Chamber. Dat ass d'Kapitel iwwert d'Justiz, wou dann och déi éischte Kéier an der Geschicht vu Lëtzebuerg d'Independance vun der Justiz an der Verfassung verankert gëtt.

Dës Proposition de loi ass vu mir als Auteur ënnerschriwwen a cosignéiert vun de sougenannte Korapportere Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo a Charles Margue.

7575 *- Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

7. Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, PSC, souwéi iwwert den nationale Reformprogramm PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den honorabelen Här Roth, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement an den Här Wiseler.

Mir héiere fir d'éischt den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm, de PSC. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Exposés

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léiwe Regierungskolleeg Franz Fayot, de PSC, de Pacte de stabilité et de croissance vun dësem Joer ass vun enger ganz spezieller Natur. An dofir, mengen ech, ass et eng ganz gutt Saach, dass mer dat dës Kéier an enger Plenière kënne mateneen diskutéieren.

De Coronavirus huet villes geännert. De Coronavirus ka vläicht gläichgesat gi mat enger Naturkatastroph. Et ass e Phenomeen, dee kee konnt virausgesinn. An et ass e Phenomeen, iwwert deen de Mënsch keng Kontroll huet. An dofir huet d'Regierung och séier reagéiert a fir d'éischte Kéier an eiser Geschicht säit dem Zweete Weltkrich den État de crise ausgeruff, mam Accord vum Parlament.

Mir hu verschidde Saache gemaach. Mir hunn en Appell lancéiert, dass d'Leit sollen doheem bleiwen. Vill Betriber hu missen zoumaachen. An et gouf nach just eng Prioritéit an deenen éischten Deeg a Wochen, an dat war d'Gesondheet. Dat war eng richteg Decisioun. Anescht wéi a villen anere Länner huet Lëtzebuerg ganz séier reagéiert a mir kënnen haut zréckkucken a soen, dass eis Spideeler net iwwerlaf waren an dass eis Patienten eng Qualitéitsbetreiung kruten.

Fir d'EU a fir Lëtzebuerg war et wichteg, séier ze reagéieren. Mir hu konsequent Mesurë geholl, a Rekordzäit, wat natierlech och e grousse Käschtepunkt mat sech bruecht huet. D'Europäesch Kommissioun huet ganz séier och gemierkt a reagéiert, well an alle Länner esou Urgencemesuren hu musse geholl ginn. An dofir ass, op Propos vun der Kommissioun an och unanime vun allen EU-Memberstaaten, d'„escape clause" ugeholl ginn. Dat ass eng Clause de récession op Franséisch, déi et erlaabt, de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, PSC, wéi mir en nennen, a Klammeren ze setzen.

Wat heescht dat? Et heescht, dass fir d'Joer 2020 d'Ziler, déi mer gutt kennen, vum PSC, net brauchen agehalen ze ginn. De Semestre européen geet awer weider. Dofir presentéiert och de François Fayot herno de Programme national de réforme, deen an deem Kader gemaach gëtt. An dat beweist, dass, obwuel mer dee Programm all zesummen a Klammere gesat hunn, mer eis nach ëmmer an engem europäesche Kader beweegen. An dat ass och gutt esou, dass mer an engem europäesche Kader sinn, wann een eng gemeinsam Wärung huet.

Déi Ziler, déi mer missten erreechen, déi kennt Der alleguerten. Ech hu se säit siwe Joer all Kéiers hei widderholl. Mir hunn en Objectif de moyen terme vu plus 0,5 % vun eisem PIB. D'Schold am Zentralstaat, och am Gesamtstaat, däerf net iwwer 60 % goen. An den Defizit vum Staat däerf net ënner minus 3 % sinn. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land an der EU, wat dat ëmmer respektéiert huet.

Mee dëst Joer wäerte mer dat net fäerdegbréngen. Dofir ass et jo och gutt, dass dat en parenthèse gesat ginn ass, well mir brauchen eng exceptionnel Flexibilitéit an dëser Phas. A Lëtzebuerg notzt déi Flexibilitéit aus a wäert se och an Zukunft an den nächsten Deeg a Wochen nach weider ausnotzen. Mir hunn och, au niveau national, dann eng formell Decisioun geholl, de Pacte de stabilité et de croissance a Klammeren ze setze fir d'Joer 2020, an hunn och de Conseil national des finances publiques doriwwer informéiert.

Meng Presentatioun ass an dräi Deeler. Fir d'éischt ginn ech op de makroekonomesche Kontext an; am zweeten Deel géif ech e Resümmee vum Stabilitéitspak beschreiwen, an am drëtten Deel dann d'Ziffere vum PSC 2020 virstellen.

Fir d'éischt de makroekonomesche Kontext. Et brauch ee kee Bild ze molen iwwert d'Wirtschaftslag vun Europa a vun all deene Länner, déi vum Coronavirus getraff gi sinn. Et brauch een nëmmen aus der Fënster ze kucken oder duerch en Duerf oder duerch eng Stad ze trëppelen, fir ze gesinn, wat et heescht, wann een en Deel oder e groussen Deel vun de Butteker zoumécht. Vun engem Wuesstum kann do jo keng Ried méi sinn. Mir schwätzen da vun engem negative Wuesstum. Dat ass jo dann eng Rezessioun, e Recul.

De Statec huet Prognose gemaach. Och international Organisatiounen hunn der gemaach. Ech géif gäre fir d'éischt déi vum Fonds monétaire international virausschécken, well dat déi éischt waren, déi erauskomm sinn. Deen huet fir d'Eurozon eng Rezessioun, also en negative Wuesstum, vu minus 7,5 % virgesinn, a fir Lëtzebuerg eng negativ Croissance vu minus 4,9. U sech däitlech besser wéi eis dräi Nopeschlänner. Dat sinn d'Prognose vum Fonds monétaire international.

Ech géif gären dem Statec Merci soen, deen a Rekordzäit nei Prognosen och gemaach huet, an zwar och nach op eng innovativ Manéier, op déi de François Fayot och warscheinlech nach wäert agoen, och eng Bottom-up-Approche, dat heescht vu Secteuren erop, fir auszerechnen, wat eis Croissance kéint sinn. An de Statec kënnt op d'Resultat, dass seng Prognos fir eise Wuesstum fir 2020 minus 6 % ass.

Dat ass de Basiszenario, deen de Statec zréckbehalen huet. Dat ass och deen, op deen d'Regierung an de Finanzministère dann hir Prognosen opgebaut hunn an dann och de PSC opgebaut hunn.

De Statec huet awer a senger Weisheet och e méi schlëmmen Zenario virgesinn, wou d'Rezessioun, vun där kee Mënsch weess, wéi laang se wäert daueren, méi laang ass. An dann ass natierlech d'Resultat, dass de Wuesstum nach méi fält. D'Resultat wär dann eng Baisse vu minus 12 %. Wa Lëtzebuerg minus 12 kritt, da brauch ech lech net ze molen, wat aner Länner kréien. Mee mir hunn eis, sou wéi vill aner Länner, op dee Basiszenario fokusséiert.

A mir sinn och raisonnablement optimistesch, dass mer an deem Zenario kënne bleiwen, well mer alles gemaach hunn, fir deem anere ganz negativen ze entgoen, an et eis Politik war an allen Decisiounen, déi mer geholl hunn, fir eng zweet Well vum Coronavirus, wann esou eng géif kommen, kënnen ze meeschteren.

Minus 6 % an engem Joer, dat ass méi schlëmm wéi an der Kris 2008-2009, wou eise PIB minus 4,4 % gefall war. An dëser also minus 6.

Entspriechend ginn eng ganz Rëtsch aner Parameteren anescht. Den Emploi stagnéiert praktesch am Joer 2020, amplaz dass en 3 % wiisst. Den Emploi (veuillez lire: De Chômage), amplaz stabel ze sinn oder liicht zréckzegoen, geet erop op 6,7 % fir d'Joer 2020. An eng ganz Rëtsch aner Parameteren ännere sech en parallèle.

D'Kris ass dës Kéier, anescht wéi 2008, vun der Realwirtschaft ausgaangen. Dat ass och normal. D'Butteker hu mussen zoumaachen. Ganz Secteuren hu mussen zoumaachen. Dofir huet natierlech dat, wat een d'Realwirtschaft nennt, am éischte gelidden.

De Finanzsecteur, deen à l'origine vun der Kris vun 2008 war, ass indirekt natierlech impaktéiert, mee ass en fait relativ stabill de Moment an ass en Deel vun der Léisung. An dat gesäit een och, an ech wäert nach dorop zréckkommen, un deem Accord, dee mer mam Secteur financier gemaach hunn, fir Moratoiren a Prêten ze maachen.

D'Finanzplaz, déi zwësche 25 % an 30 % vun eisem Räichtum ausmécht an zu deem bäidréit, also zwëschen engem Véierel an 30 %, ass e Secteur, deen an dëser Kris relativ besser ewechkënnt wéi anerer. An dat wäert eis natierlech och hëllefen an dëser Kris, fir hoffentlech e bësse manner impaktéiert ze gi wéi aner Länner.

Fir d'Joer 2021 seet oder pronostiquéiert de Statec, dass de Wuesstum soll plus 7 % sinn. Ech hu scho vill Kommentaren iwwert déi Ziffer kritt; dass déi vläicht ze vill optimistesch wär, wat och ëmmer.

Ech wéilt zu dëser Ziffer vu plus 7 % dräi Saache soen:

- zum Éischten, dass déi Zifferen, déi de Statec asetzt, seng eege Responsabilitéit ass. An domadder wëll ech soen, dass de Statec komplett onofhängeg ass. De Staat an d'Regierung soen net dem Statec, wat fir eng Zifferen e soll wuer hischreiwen. Si hunn hir Modeller a si hunn hir Onofhängegkeet a si hunn, wéi ech et scho virdru gesot hunn, eng super Aarbecht gemaach, andeem se eng nei Methodologie hei gebraucht hunn;

- dat Zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, dass de Statec a senge Calcullen de Stabilisatiounspak matagerechent huet, wat aner international Organisatioune schwéier konnte maachen, well se deen nach net kannt hunn;

- an dat Drëtt ass: Jo, et kann ee soen, dass 7 % e ganz héijen Taux ass. Kommt, mir kucken e bëssen zréck! Déi lescht Joren hu mir zu Lëtzebuerg e Wuesstum vun 3 % bis 3,5 % gehat. An der Moyenne e ganz gutt Resultat. 7 ass natierlech spektakulär. Mee wann een dat vergläicht mat minus 6 2020, jo, wat mer do fäerdegbréngen, dat ass en fait, just ze kompenséieren, wat mer dëst Joer verléieren. An anere Wierder: Op zwee Joer gekuckt hätte mer dann en fait Stagnatioun. Zwee Joer mat null Croissance; ongeféier.

An dat ass deen Zenario, op deem mer schaffen. Also fir ze mengen, dass de Plus-7 % eppes immens Positives wär - ech wéilt och, et géif antrieden -, domat beschreiwe mer en fait, dass mer, op zwee Joer gekuckt, kee Wuesstum hunn. A mer hu Vergläichsméiglechkeete mat deem, wat 2008 bis 2012 geschitt ass. Do hu mer jo gesinn, wat geschitt, wann ee wärend e puer Joer kee Wuesstum huet. Wann een nämlech zwëschen 2008 an 2012 norechent, gesäit een, dass an där Period praktesch kee Wuesstum war.

D'Regierung, ech selwer an de Wirtschaftsminister, mir kënnen net an der Glaskugel liesen, fir ze wëssen, wéini d'Ekonomie erëm unzitt, a wellechem Mooss, mat wellecher Intensitéit. Verschidden Experte soen: „Dat do gëtt u-förmeg." Dat heescht, et geet erof, et bleift laang flaach an da geet et erëm erop. Anerer soen: „Et gëtt v-förmeg." Et geet elo ganz séier erof, mee et geet direkt erëm erop. Kee Mënsch weess et!

Wann ech d'Liichtathleetik géif als Beispill huelen, soen ech, do si Verschiddener, déi soen: „Dat do ass en Hürdelaf vun 110 Meter." Anerer soen: „Et ass e 400-Hürdelaf." An ech soen: „Et gëtt och nach en 3.000 Steeplechase. Do muss een och nach iwwer Waasser sprangen."

Mee wéi gesot: Kee Mënsch weess et. A mir mussen déi Incertitude abauen a mat där liewen.

Wat huet d'Regierung gemaach? Mee si huet ganz séier op Basis vun deene schrecklechen Zifferen, wat de Wuesstum ubelaangt, e Stabilitéitspak am Mäerz ugeholl, presentéiert. A grouss Deeler dovu si jo hei an der Chamber den 18. Abrëll per Gesetz ugeholl ginn. Ech wëll och ënnersträichen, wéinst der Debatt, déi virdru war: Mir hu versicht als Regierung, wann et nëmme méiglech war, alles, wat kann duerch d'Chamber goen, wou et mat der Zäit opgeet, duerch d'Chamber ze huelen. An deen heite Pak, deen ass jo dann effektiv zum groussen Deel mat der Loi de garantie hei vun Iech gestëmmt ginn.

Am Mäerz hate mer gesot, dee Pak géif 8,8 Milliarden Euro duerstellen. Haut soen ech Iech, dass en 10,4 Milliarden duerstellt, oder 17,5 % vun eisem PIB. Ech soen Iech dat en toute transparence. Firwat? Majo well dat evoluéiert mat der Zäit a well mer jo gesinn, wat den Impakt vum Zoumaache vu ganze Secteuren op d'Wirtschaft huet.

Wat waren dann d'Prioritéite vun dësem Stabilisatiounspak? Ech mengen, et waren der zwou: d'Gesondheet vun de Leit an d'Gesondheet vun eiser Wirtschaft.

Zur Gesondheet vun eise Leit wéilt ech ënnersträichen, dass mer an dëse puer Méint schonn 194 Milliounen Euro méi ausginn hunn op d'Gesondheet, déi net virgesi waren: fir medezinnescht Material ze kafen, fir de Gesondheetssystem ëmzestellen, fir d'Schlass Kolpech ze transforméieren, fir d'Frontaliere kënnen ze hebergéieren, déi am Gesondheetssystem schaffen etc., etc.

An deene leschte Wochen a Méint hu mer immens vill getest. Mir sinn an Europa, an der Europäescher Unioun, dat Land, wat am allermeeschte getest huet. A mir wäerten och an den nächste Wochen a Méint ganz flächendeckend weidertesten. Dat ass eng Manéier, fir méi Confiance ze kréien an e bessert Bild ze kréien, wou mer dann dru si mat der Diffusioun vun dësem Virus.

Gläichzäiteg hu mer natierlech, och verbonne mat der Gesondheet, de Congé pour raisons familiales sou breet wéi méiglech ausgeluecht. Dovunner hu 26.000 Salariéen profitéiert, vu 5.700 Entreprisen. An do hu mer bis ewell 124 Milliounen Euro ausginn, an hunn, wann ech d'Ziffer elo richteg am Kapp hunn, 226 Millioune fir déi ganz Period de Moment emol virgesinn.

Deen zweete Punkt ass d'Gesondheet vun der Wirtschaft. Ouni eng gesond Wirtschaft huet e Land keng Recetten an ouni eng gesond Wirtschaft hunn d'Leit keng Aarbecht. Dofir musse mer alles drusetzen, fir dass eis Ekonomie en neie Start ka maachen, an dat esou fréi wéi méiglech.

Eis éischt Prioritéit war, d'Liquiditéite vun den Entreprisen ze stäerken. An dat hu mer op vill Aart a Weise gemaach. Ech géif gär als Alleréischt ënnersträichen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dat an enger Kooperatioun zwëschen dem Privatsecteur an dem Secteur public ze maachen, an zwar an der Kooperatioun mat de Banken.

Mir hunn en Accord mat de Banken ofgeschloss, mat der ABBL a mat enger Rëtsch Banken - ech kommen nach dorop ze schwätzen -, fir dass Follgendes geschitt:

Moratoiren, déi bis sechs Méint kënne goen, huelen d'Banken all an hir Bicher. Do intervenéiert de Staat net. Dat ass eng Mesure, déi fir d'Betriber immens wichteg ass. An déi sechs Méint ... An all déi Demanden, déi gemaach gi sinn, sinn eng beträchtlech Zomm. Haut gekuckt si méi wéi 3 Milliarde Moratoirë vun de Banke scho geneemegt ginn. An d'Banken hunn 98 % vun den Demanden ugeholl. Dat heescht, d'Banke spillen d'Spill mat. Si hëllefen den Entreprisen, fir hei iwwert déi Phas ewechzekommen.

An do dernieft hu mer en Accord mat de Banke gemaach, dat war och an der Loi de garantie, dass déi Prêten, déi elo an dëser Phas geholl ginn, zu 85 % vum Staat garantéiert ginn, a 15 % vun de Banke selwer. Ganz kloer: Dësen Deel vu Loi de garantie vun 2,5 Milliarden, déi bis zu 3 Milliarde kënne finanzéieren, ass schonn en Deel vum Paquet vun der Relance.

Ech géif gären deenen aacht Banken, déi sech dru bedeelegt hunn, Merci soen. Déi siwen, déi à l'origine derbäi waren, waren: d'Spuerkeess, d'BIL, d'BGL BNP Paribas, d'Banque de Luxembourg, d'Raiffeisen, d'ING an d'Bank of China. A säit dëser Woch ass och d'Bank BCP derbäikomm.

Dës Garantië vun de Banke kommen zousätzlech zu anere Garantien, déi mer zesumme mat aneren opgeschafft hunn oder verbessert hunn. Ech denken un déi vun der SNCI, vum Office du Ducroire fir d'Entreprisen, déi exportéieren - merci villmools, dat war eng ganz gutt Iddi -, fir d'Mutualitéite vun de Chambre-professionnellen. An da wäert och um europäeschen Niveau an der Banque européenne d'investissement do eng Initiativ kommen. Et ass also wichteg, hei Hand an Hand ze schaffen.

Mir hu staatlech Hëllefen decidéiert, an zwar an enger Rekordzäit. Huele mer déi allerwichtegst, déi, déi am deierste kascht: Dat ass de Chômage partiel. Do gouf decidéiert fir déi Leit, déi Empfänger si vum Mindestloun, dass déi elo 100%eg bezuelt ginn an net 80%eg, wéi dat normalerweis de Fall ass, an de Chômage - gradesou wichteg - gëtt de Moment par avance bezuelt. Dat heescht, d'Entreprisë kréien en am Viraus. Normalerweis - hors crise - gëtt deen a posteriori bezuelt. Erëm eng Kéier, fir d'Liquiditéite vun den Entreprisen ze ënnerstëtzen.

Bei de Mikroentreprisen, déi ënner 10 Leit sinn, hu mer eng éischt Hëllef vu 5.000 Euro gemaach. Déi ass net remboursabel an ass net besteiert. Mir hunn dunn nach eng zweet geholl vu 5.000 Euro, déi e bësse méi breet opgesat ass. An och eng fir Entreprisen, déi tëschent 10 an 20 Leit hunn, eng Aide vun 12.500. A mir hunn eng Aide directe, och net remboursable an net besteierbar, fir d'Independanten.

Fir d'Startuppen hu mer och d'Kreditter, déi se kënne finanzéiert kréie vum Staat, vu 50 % op 70 % eropgesat.

Mir hunn awer och um Niveau vun de Steieren, direkten an indirekte Steieren, Mesurë geholl, déi hiresgläiche sichen am Ausland.

Fir d'éischt wéilt ech den Enregistrement - d'Administration de l'enregistrement - hei ervirsträichen. Déi hunn nämlech eng ganz Operatioun vu fréizäitege Remboursementer vun TVA gemaach. An zwar hu se schonn am Mäerz all d'Creancë vun ënner 10.000 Euro am Eiltempo ausbezuelt. An dat war fir 20.000 Entreprisen.

An am Mäerz an am Abrëll sinn d'Remboursementen follgend gewiescht: 214 Milliounë Remboursementen TVA am Joer 2020 géint 85 Milliounen 2019. An am Abrëll 245 Milliounë géint, dat Joer virdrun, 109 Milliounen. Do sinn also Honnerte Milliounen, déi am Eiltempo zréck un d'Entreprisë bezuelt gi sinn. Dat ass ganz remarkabel. Och am Délai de paiement huet d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ganz villes a ganz séier gemaach.

An der Steierverwaltung hu mer decidéiert, dass déi zwou éischt Avancë vum Joer kënnen op Demande vun den Entreprisen op null gesat ginn, an zwar automatesch, fir all déi Entreprisen, déi natierlech impaktéiert si vun der Kris. Do krute mer ganz vill Demandë vun den Entreprisen. Equivalent zu 142 Milliounen Euro, wat d'Entreprisen ubelaangt. An och vun Independante krute mer do ganz vill Demanden. Dir kënnt déi Zifferen a mengem Rapport noliesen.

De Report vu Steieren ass och méiglech gewiescht. En ass och gefrot gi vun enger 146 Entreprisen a ronn 31 Independanten an der Héicht vu 45 Milliounen.

An Dir wësst, dass d'Steiererklärung och per Gesetz elo fir dëst Joer op den 30. Juni gesat ginn ass, fir de Leit méi Flexibilitéit ze ginn, den Entreprisen haaptsächlech. Doduerch kréie mer ronn 280 Milliounë Recettë manner eran.

Ech wëll och dës Geleeënheet benotzen, fir en Appell ze lancéieren un d'Entreprisen, dass se sollen déi Steieren, déi se direkt zréckbehalen, d'Retenues à la source, déi jo d'Steiere sinn, déi se ophiewe fir de Staat, och der Administration des contributions sou séier wéi méiglech sollen zoukomme loossen; well mir hu jo ganz vill Efforten an de Liquiditéite gemaach.

Ech wëll drun erënneren, dass mer och, wat d'direkt Steieren ubelaangt, a Rekordzäit an Dank der Flexibilitéit vun eisen dräi Nopeschlänner am Teletravail Flexibilitéit kruten, fir dass d'Leit kéinte vun doheem schaffen. Ech ginn net an den Detail an, mee, ech mengen, Dir kennt de Sujet alleguerten.

A leschtens: Sécurité sociale. Do hu mer ganz vill gemaach, andeem mer och do zwee Trimesteren erlaben, Reporten ze maachen.

Ech géif gär e puer Wuert zu deene konkreeten Hëllefen hei soen. An Dir hutt d'Dokumentatioun ausgedeelt kritt. Do fannt Der déi Fäll resuméiert. Mir hunn dräi Beispiller geholl.

Eent ass en Independant am Horeca-Beräich, dee pro Mount 18.500 eligibel Depensen huet. Dee kann déi 5.000 Euro kréien, vun deenen ech virdru geschwat hunn, als Hëllef, déi net remboursabel ass. E kritt de Chômage partiel. An e kritt also par rapport zu sengen totalen Depensen eng Zomm zréck, e Gesamtmontant vun 20.000 Euro. Wann ech dat vergläiche mam Ausland, do hätt dee selwechte Betrib nëmme 15.000 Euro zréckkritt a Frankräich, 13.750 an der Belsch, 16.500 an Däitschland.

An da kënnt nach derbäi, dass een dem Betrib kéint eng remboursabel Avance froen. An et kommen natierlech déi Reporte vu Steieren a vu Contribution-sociallen derbäi, vun deenen ech geschwat hunn.

Mir hunn aner Beispiller gekuckt. An der Industrie zum Beispill eng Firma, déi e Montant vu ronn 2,7 Milliounen Depensen hätt a vill Mataarbechter hätt, mat 500 Employéen, déi am Chômage partiel wieren, zu engem Deel, déi géif zu Lëtzebuerg 1 Millioun Euro Chômage partiel kréien. Am Verglach mat den Nopeschlänner ass dat ganz favorabel.

A Frankräich géif déi selwecht Firma 612.000 Euro Chômage partiel kréien, an der Belsch och 612.000 Euro, an an Däitschland 615.000 Euro. Dir gesitt also, Lëtzebuerg ass hei ganz favorabel.

Mir hunn nach en drëtt Beispill gemaach, Dir gesitt dat, wéi gesot, an den Annexen, déi ech ausgedeelt hunn. Eng Firma am Commerce extérieur, déi e Montant vu ronn 60.000 Euro Depensen huet - an déi am Secteur, am Commerce extérieur wier- , déi géif zu Lëtzebuerg 36.500 Euro Remboursementer kréien oder Aiden. A Frankräich ronn 21.000, och an der Belsch ronn 21.000, an an Däitschland méi wéi zu Lëtzebuerg, 46.000.

Firwat maachen ech dee Verglach mam Ausland? Well d'Tentatioun jo ëmmer besteet, all eenzel Mesure vun engem Land op dat anert ze vergläichen. Mee dat gëtt net d'Gesamtbild. Wa mer elo kucken, wéi eise gesamte Pak sech presentéiert, 10,4 Milliarden, 17,5 %, da si mir mat eent vun de Länner, déi am meeschte maachen. A vläicht am allerinteressantsten: Wa mer d'Garantien erausrechnen a mir huelen nëmmen d'Aide-directen an d'Reporten, dann ass Lëtzebuerg d'Nummer eent an der EU.

Dat alles huet natierlech en Impakt op eis Finanzen. An ech kommen dann op d'Zuele vum PSC ze schwätzen. Nach eng Kéier e grousse Merci och un d'Verwaltungen an de Statec, déi et erméiglecht hunn, dass mer dat heite konnten a Rekordzäit opsetzen. Ech wëll ënnersträichen, an dat ass e groussen Ënnerscheed an der Aarbechtsweis warscheinlech: An der Vergaangenheet ass et eis bal ëmmer gelongen, eng Punktlandung ze maachen an de Previsioune vun de Recetten, an et ass eis ëmmer gelongen, e bessert Resultat ze schreiwe wéi dat, wat mer gemellt haten.

Ech muss Iech soen: Mat deenen heiten Ziffere kann ech dat net soen! Net well mer net virsiichteg waren. Mir waren och hei virsiichteg! Mee d'Incertitudë si ganz einfach vill méi grouss. Mee ech kann Iech awer versécheren, mir waren och hei ganz virsiichteg.

Wat gëtt dat an der Administration centrale? D'Recettë ginn erof. D'Depensë ginn erop. Jo, da kann d'Resultat nëmme sinn, dass den Defizit klëmmt. Mee mir maachen eppes ganz bestëmmt net, dat, wat dat Falschst wär, wat ee kéint maachen: Mir setzen d'Investissementer net erof! Mir halen déi um Niveau, wéi mer se festgehalen hate fir 2020 an 2021, op 2,8 respektiv 3 Milliarden Euro. Dat representéiert 4,8 respektiv 4,7 % vum Räichtum.

Wat gëtt dat dann als Endresultat fir den État central? Minus 4,9 Milliarden Euro, wat korrespondéiert zu minus 8,3 % vum PIB. Dat Joer duerno soll deen Defizit halbéiert ginn.

D'Sécurité sociale bleift net onverschount. Se hätt sollen dëst Joer 1,1 Milliarde positiv ofschléissen, wäert nach ëmmer am positive Beräich sinn, mee nëmme méi mat 281 Milliounen. An d'nächst Joer geet dat liicht erop. A fir d'Administration locale ass et esou, dass do mechanesch d'Recetten erofginn. Wann d'TVA erofgeet, wann d'Recettë vum Staat erofginn, da gi mechanesch d'Recettë vun de Gemengen erof. Et ass net de Staat, deen decidéiert, dass d'Gemenge solle manner Geld kréien, mee de Mode de calcul mécht, dass ee manner kritt. Dat heescht, d'Gemenge wäerten dat och mussen a Betracht zéien, esou wéi de Staat selwer dat jo och muss maachen. An amplaz e Boni, dee virgesi war, vun iwwer 200 Milliounen, fir d'Joer 2020, wäert et en Defizit also vu minus 300, pardon, vu minus 372 Milliounë fir dëst Joer sinn. An d'nächst Joer nach e méi klengen Defizit vu minus 150 Milliounen. Dat wär dann de Sold vun der Administration locale.

Administration publique sinn déi dräi Saachen zesummen, 26 Milliarden, ronn, Recetten. 31 Milliarden Depensen. Defizit 5 Milliarden Euro amplaz en Iwwerschoss vun 800 Milliounen, déi mer d'lescht Joer ageschat haten.

D'Schold, d'Dette publique, war 2019 op 14 Milliarden, 22,1 % vum PIB. Se geet elo erop. An zwar geet se mechanesch erop op 28,7 % vum PIB. Dat si 17 Milliarden Euro. An dee PIB, deen hei geholl ginn ass, ass deen neie PIB, deen eeben de Statec elo ausgerechent huet fir Lëtzebuerg.

Alles dat, wat mer gemaach hunn, all déi Mesuren, fir d'Entreprisen, fir d'Leit, konnte mer natierlech méi liicht decidéieren, well mer eng gesond a prudent Politik vun eise Finances publiques haten, a well mer den Triple-A, dee mer nach ëmmer haten, verteidegt hunn. An dat erlaabt et eis, fir bëlleg Suen ze léien. Mir ware virun e puer Wochen op d'Marchéë gaangen a kruten do nach ëmmer en negativen Taux op fënnef bis zéng Joer. An dat hëlleft eis natierlech och, fir d'Zukunft virzebereeden. Dat hëlleft eis och, fir d'Relance vun eiser Wirtschaft weider ze begleeden, wat jo fundamental ass.

Zum Ofschloss wëll ech soen, dass et wichteg war, dass mer déi Mesuren alleguerte geholl hunn. Déi Suen, déi mer investéiert hunn an den Entreprisen, fir d'Aarbechtsplazen ze sécheren, dat si keng Depensen a mengen Aen, dat si gutt investéiert Suen. Se kommen der ganzer Gesellschaft zegutt. Déi Depensë fir d'Santé, déi mer gemaach hunn, hunn et erlaabt, dass eise Spidolssystem fonctionéiert huet a jiddwereen eng Qualitéitsbetreiung krut.

E Salarié, deen am Moment am Chômage partiel ass, kann hoffen, dass e ka seng voll Pai gläich erëmkréien. Eng Entreprise, déi elo temporär Schwieregkeeten huet, kann hoffen, gläich erëm hire Chiffre d'affaires erëmzekréien. Mee e Mënsch, dee säi Liewe verluer huet, dee kann dat net erëmkréien. Dofir huet Lëtzebuerg sech entscheet, séier ze reagéiere par rapport zur Pandemie, an de Mënsch an d'Gesondheet an de Vierdergrond ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister. Mir héieren elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, fir eis eng Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem sougenannte PNR, ze maachen. Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, léiwe Regierungskolleeg Pierre Gramegna, wéi Der wësst, ass de PNR, nieft dem PSC, dat zweet Dokument, wat mer am europäesche Semester op Bréissel schécken all Joer. Dat Dokument gouf virun der Covid-19-Kris ausgeschafft, ënnert dem Lead vum Wirtschaftsministère, mee mat Contributioune vu ganz ville Ministèren, déi hei wichteg Contributioune geliwwert hunn. Et ass, à première vue, ëmmer en éischter retrospektiivt Dokument an dofir och ëmmer e bësse manner interessant wéi de PSC.

Et ass awer vläicht e ganz gudde Moment dëst Joer, fir aus deem Dokument, aus deem Exercice, méi e prospektiven Exercice ze maachen. Dat heescht, mir sollten de PNR notzen, fir reegelméisseg all Joers eng Kéier an d'Zukunft ze kucken. Dat maache mer jo hei an der Chamber reegelméisseg. Mee ech denken, dass dat e ganz gudde Rendez-vous ass, fir dat méi reegelméisseg ze maachen.

De PNR muss a wäert och op europäeschem Niveau nei mussen iwwerschafft ginn. Dir wësst, dass et ee vun de Projete war vun der neier Presidentin vun der Kommissioun, dem Ursula von der Leyen, fir dësen Agenda ze iwwerschaffen.

Enn d'lescht Joer, wéi si ugetratt ass, war dat hei ee vun hire Projeten, fir de Programm Europa 2020 ze iwwerschaffen. A wéi gesot, den Numm seet et: Europe 2020, dee leeft dëst Joer aus. An also ass hei och eng Zäsur an där Demarche.

Nom Lissabon-Prozess, dem Europe 2020-Programm, muss also en neie Programm, en neie PNR kommen. Ma och hei ass d'Kommissioun kal erwëscht gi vun dëser Kris, a si ass net ganz gutt weiderkomm, bis elo, mat hiren Aarbechten an dësem Beräich.

Och zu Lëtzebuerg musse mer eis national Ziler iwwerschaffen. Well wann een de PNR kuckt, mat e bësse Recul, da muss ee leider constatéieren, dass mer an enger Rei Beräicher net gutt dostinn, dass mer eis Ziler, eis national Ziler, déi mer eis gestach hunn, verfeelt hunn. Dat gëllt fir eist Zil, wat d'Depensë souwuel vun der privater wéi och vun der ëffentlecher Recherche ugeet, woubäi mer wëssen, dass virun allem déi privat Recherche bei eis schwächelt. Et ass awer och esou, dass mer bei der Zuel vun de Leit, déi am Aarmutsrisiko sinn, wéi och bei den erneierbaren Energien an eise Klimaziler hannendra sinn.

Vill vun deenen Ziler hu mer eis virun zéng Joer gesat. Dat ass e laangen Dag. Dofir sollte mer eis an deenen nächste Méint Gedanke maachen, wéi mer wëllen an Zukunft eis Objektiver definéieren. An och hei musse mer Ambitioune fir d'Zukunft mat ëmsetzen, fir déi Zäit no der Kris, wat fir eng nohalteg Wirtschaft a wat fir eng sozial Kohäsioun mer wëllen, an dat Ganzt och verbanne mam PIB du bien-être, iwwert dee mer virun net allze laanger Zäit an dëser Chamber zesummen diskutéiert hunn.

Wat mer awer elo schonn dëst Joer gemaach hunn, dat ass, fir verschidden Objectifs du développement durable, eis nohalteg Entwécklungsziler, am PNR matanzebauen an hei matzediskutéieren.

Wéi gesot, mir sollten de PNR an den nationale Concertatiounseffort, deen dohannertstécht, als eng Opportunitéit gesinn, fir iwwer eis Zukunft nozedenken. Dat hu mer dëst Joer, wéinst der Coronakris, och scho gemaach, an dorobber kommen ech an e puer Minutten och direkt ze schwätzen.

De Finanzminister huet et gesot: No siwe Joer Wuesstum huet de Statec eis gesot, an haut nach eng Kéier bestätegt a senger leschter Note de conjoncture, dass tëscht Mëtt Mäerz a Mëtt Abrëll duerch de Covid-19 déi ekonomesch Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ëm 25 % zréckgoungen. Bau an Horeca sinn ëm 90 % an där Zäit agebrach. Dat ass fir dëst Joer gläichbedeitend mat enger déiwer Rezessioun.

Mir sinn haut nach voll an der Kris vum Coronavirus dran. Och an der sanitärer Kris. Ech hu virdru gesot, dass de PNR virun der Kris ausgeschafft gouf. An dat heescht och, dass de PNR net ka méi wäit op d'Konsequenzen, déi dës Kris op eis Wirtschaft an eis Gesellschaft wäert kréien, agoen. An dofir ass et och nach ze vill fréi. Ech fäerten allerdéngs, dass dës Kris net nëmme Konsequenze wäert hunn op eis Wirtschaft an also op eis Staatsfinanzen, nee, si wäert och Konsequenzen hunn op d'Inegalitéiten an eiser Gesellschaft an och op den Aarmutsrisiko, dee jo och en Theema ass vun dësem PNR.

Wéi all Calamitéit, sief et e Krich, eng Naturkatastroph, mee eeben och eng Pandemie, trëfft se déi Schwächst an eiser Gesellschaft ongläich méi haart. D'Digitaliséierung huet an de leschte Méint e risege Sprong gemaach. Nach Ufank Mäerz konnt kee sech virstellen, dass d'Proffen an d'Schoulmeeschtere géife via Internet mat hire Schüler schwätzen a Schoul halen. Et konnt kee sech virstellen, wéi vill Leit op eemol géifen doheem schaffen, mam Teletravail.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass déi Digitaliséierung net ouni Konsequenzen ass, och wat d'Inegalitéiten an eiser Gesellschaft ugeet. Den Aarbechter um Bau, dee keng Zill op déi aner am Teletravail ka leeën an dee manner verdéngt, huet missen elo am Chômage partiel mat 80 % vu sengem Salaire auskommen. De Bankemployé, deen an der Reegel tendenziell méi verdéngt, krut, par contre, 100 % vu sengem Salaire an där Zäit. An och an de Schoule wäerte mer feststellen, dass, trotz allen Efforten, déi am Enseignement gemaach gi sinn, dee sech a Rekordzäit ëmgestallt huet an adaptéiert huet, dass do déi Kanner, déi doheem mat Computer an Tablettë kënne schaffen an och gehollef kréien, e grousse Virdeel hu par rapport zu deenen, déi dat net konnten.

Här President, d'Fro, déi sech am Kader vun dëser Debatt och stellt, dat ass déi, wat d'Coronakris elo bedeit fir déi Politik, déi bis elo gemaach gouf, fir déi Objektiver ze erreechen, déi mer am Programme national de réforme beschreiwen, a virun allem och, wat se fir d'Zukunft heescht.

An do géif ech gäre ganz kuerz op fënnef Punkten agoen, fënnef Léieren, an ech mengen, och fënnef Pisten an Zukunft, déi mer schonn elo kënnen aus dëser Covid-19-Kris hei erausliesen. An ech géif och gär soen, dass mer eng Rei Iddie fir d'Relance hunn, déi mer elo musse maachen, vun eiser Ekonomie, no dëser éischter Phas vu Consolidéierung, déi de Pierre Gramegna beschriwwen huet, déi mer mam Stabiliséierungspak gemaach hunn, dass elo hei schonn eng Rei Iddie fir dës Relance dra sinn, an déi géif ech elo gären hei ganz kuerz beschreiwen.

Deen éischte Punkt, op deen ech wëll agoen, an déi éischt Lektioun aus dëser Kris, dat ass d'Wichtegkeet vun der Santé, d'Wichtegkeet vun eisem Gesondheetssystem. D'Coronakris huet eis gewisen, wéi immens wichteg e gutt fonctionéierenden, solidaresche Gesondheetssystem ass. Eise gouf strapazéiert, mee en huet éischter gutt resistéiert, virun allem, wann een dat vergläicht mat deem, wat a ville Länner am Ausland geschitt ass, och an Europa.

Une voix.- ... liberaliséiert!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Elo geet et dorëms, fir en esou staark ze maachen, dass mer kënne mam Virus liewen. Dass mer net, wann eng zweet Well kënnt, erëm esou brutal mussen zoumaachen, wéi mer dat bei der éischter Kéier hu misse maachen. Dofir brauche mer virun allem Investissementer. Mir brauchen Investissementer an d'Infrastruktur, mee méi wichteg nach, Investissementer an d'Gesondheetspersonal, wat eis hei am Land feelt.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Mee mir als Wirtschaftsminister geet et an dësem Beräich och ëmmer méi drëm, den enorme Potenzial vum Secteur vun der Biotechnologie, vun den Health Tech, ze gesinn, andeem mer ronderëm eis Recherche an eis Spideeler en exzellenten Ekosystem kënnen opbauen. A wann ech gesinn, wivill Projete sech an deene leschte Wochen a kierzester Zäit am Kader vun der Covid-Kris do materialiséiert hunn an deem Secteur, dann ass dat fir mech en Zeeche vun der Vitalitéit vun deem Wirtschaftsberäich.

En zweete Punkt, wéi gesot, deen en eenorme Boost krut, ass dee vun der Digitaliséierung, an dat a verschiddene Beräicher. Fir d'éischt deem vum Teletravail, wéi gesot. An den Teletravail an där Dimensioun wär net méiglech gewiescht ouni déi vill Investissementer, déi an deene leschte Joren an der Netzinfrastruktur vun der POST gemaach goufen. Just esou war et méiglech, fir dass eis Reseauen den dräifachen Datentrafic ouni Weideres gepackt hunn.

En drëtte Punkt fir mech ass deen, dass d'Iddie vun der Rifkin-Strategie, fir d'Digitaliséierung

an d'nei Technologien anzesetzen, fir déi ekologesch Transitioun hin zu enger Klimaneutralitéit am Horizont 2050 hinzekréien, méi aktuell si wéi jee.

A wat een elo gesäit, dat ass e ganz breede Konsens zu Lëtzebuerg, dee vum Mouveco bis hin zu der Fedil reecht, dass eng Relance just ka ronderëm de Green Deal gemaach ginn. An dofir hu mer, zesumme mat menge Kolleege Pierre Gramegna, mee och Carole Dieschbourg a Claude Turmes, den Appell vum Europadeputéierte Pascal Canfin ënnerschriwwen, deen e staarken Appell mécht, fir dee Green Deal do ambitiéis ze gestalten a fir wierklech do ronderëm déi europäesch Relance ze gestalten.

Véierte Punkt, an dat ass eng weider Lektioun, déi mer elo schonn aus der Covid-Kris kënnen zéien, dat ass, dass eis Chaîne-de-valeuren, insbesonnesch a strateegesche Secteuren, ze vill globaliséiert sinn. Dat ass esou beim Gesondheetsmaterial an och bei de Medikamenter, mee och bei eisen Iesswueren a bei anere Gidder hänke mer dacks vill ze vill vun absurd laange Weeër a vun absurd laange Chaîne-de-valeuren of.

(Interruption)

Och dat sollte mer ännéren an erëm verstäerkt op lokal a regional Industrie, mee natierlech och Artisanat an Agrikultur setzen. Hei ass d'Groussregioun, als eng Miniatur vun Europa, eisen natierleche Partner, a mir sollten eis Relatioune mat eisen Nopere stäerken an deenen nächste Joren.

An e leschte Punkt, Här President, fir ofzeschléissen, dat ass dee vun engem staarke Bannemaart. Mir hu gesinn, leider, dass mer an deene leschte Wochen erëm d'Experienz gemaach hu vun zouene Grenzen. Mir hunn eppes erlieft, wat mer déi lescht Jorzéngten net méi kannt hunn, wat eis Kanner net kennen, nämlech d'Experienz vun zouene Grenzen, a wat dat heescht fir den Approvisionnement vun engem Land, wat dat vun Angoissë lassgetréppelt huet fir eis Mataarbechter vun der anerer Säit vun der Grenz, mee och generell fir de Funktionement vun eisem Land. An ech mengen, dat weist, dass mer als klengt, oppent Land méi wéi jee ugewise sinn op e staarke Bannemaart, op e gutt fonctionéierend Europa.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Ech ginn dem Wirtschaftsminister Akt vu senger Deklaratioun. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, veréiert Vertrieder vun der groussherzoglecher Regierung, an engem „Tageblatt"-Artikel vun dem 22. Mäerz dëst Joer, Dir Dammen an Dir Hären, dat war dee Sonndeg, nodeem d'Chamber unanime d'Krisegesetz gestëmmt huet zu der Covid-19-Kris, do ass ze liesen: „Am Ende seiner Rede beschwor Bettel" - also de Staatsminister - „den nationalen Zusammenhalt. „Im Kampf gegen das Coronavirus gibt es hier im Land keine Mehrheit und keine Opposition. Es gibt eine "Union nationale"", seet den Här Bettel.

An deem selwechten Artikel ass virdrun ze liesen: „Nach Ende der Krise müsse man sich zusammensetzen und einen Marshallplan für Luxemburg ausarbeiten, um die Wirtschaft wieder anzukurbeln."

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, mat där villbeschwuerener Union nationale, do war et dach séier eriwwer. Well dee Moment, wou een d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun dozou hat, fir d'Krisegesetz kënnen ze verabschiden - an et huet een d'Zoustëmmung verfassungsrechtlech vun der CSV-Fraktioun mat deenen 21 Stëmme gebraucht! -, du war et domadder eriwwer. An eigentlech huet de Claude Wiseler, CSV-Member vun eiser Fraktioun, et ganz gutt beschriwwen de leschten 1. Mee an engem vun hinnen a vun him verfaasste „Land"-Artikel. An hie schreift do, an engem perfekten Atheneumsfranséisch:

(Hilarité)

« L'opposition avait explicitement », schreift den Här Wiseler, « demandé une consultation préalable », Dir Dammen an Dir Hären, « en cas de nouvelles mesures prises sous le régime de l'état de crise ». An den Här Wiseler fiert virun: « Cela s'est passé ainsi, j'en étais le témoin actif et direct. Le Premier ministre a délibérément, consciemment et de façon cinglante », schreift en, « remis l'opposition à sa place : dans l'opposition, malgré l'exceptionnalité de cette crise. C'était son choix et c'était son droit ».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen haut näischt aneres. Et ass selbstverständlech d'Recht vun enger Regierung a vun engem Premier, fir sech och a Krisenzäiten op seng Majoritéit a seng Majoritéitsfraktiounen, an dësem Fall 30 plus 1 Deputéierten, an engem Haus vu 60, ze baséieren.

Mee ech soen et awer gradesou däitlech, Dir Dammen an Dir Hären, dass et och dat gutt Recht ass vun enger Oppositioun, an absënns vun där stäerkster Fraktioun hei an dësem héijen Haus, fir ze soen: Zwëschent dem Usproch vun den Aussoe vun dem Xavier Bettel, „l'union nationale", an der Realitéit, do ass et dach eng grouss Diskrepanz!

An, Dir Dammen an Dir Hären, wéi grouss dass déi Diskrepanz ass, dat huet de Vott 31 géint 29 haut fir den Ordre du jour vun dëser Chamber ganz däitlech gewisen!

Wann een d'Oppositioun brauch, da leeft een hir no. A wann ee se net méi brauch, dann ass se engem egal!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, an déi Virgoensweis do, vun där villbeschwuerener Unité nationale, déi weist sech och grad an der Virstellung vun dësem Stabilitéitsprogramm. Mir kruten haut eng laang an, ech soe villmools Merci, vun deenen zwou Ministeren, eng roueg Presentatioun vun dem Stabilitéitsprogramm a vun dem Plang iwwert déi national Reform. Merci, Dir Häre Ministeren!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Huelt lech e Beispill!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech wëll Iech just soen, Här Di Bartolomeo, als fréiere Chamberspresident, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... dass et mat där sougenannter Transparenz awer net esou grouss war. Well wann Der kuckt, dee leschte Mëttwoch hate mer Finanz- a Wirtschaftskommissioun. Wësst Der, wéini dass d'Memberen, zumindest vun der Oppositioun, dee Stabilitéitsprogramm zougestallt kruten? Abee, Service expédition 15.37 Auer, ganzer 23 Minutten, ier d'Sitzung mat der Virstellung vun dem Programm a mat der Diskussioun sollt stattfannen!

Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen dat keng parlamentaresch gutt Gepflogenheeten! Well d'Wichtegkeet vun dëser Diskussioun, déi ass, an de Finanzminister huet et zu Recht ënnerstrach, grad an dësen Zäiten net ze ënnerschätzen.

Mir hunn, an dat muss ee soen, e geschate Wirtschaftsréckgang vu 6 % Wirtschaftswuesstum. Mir hunn ee geschaten Defizit op d'Enn vun dësem Joer vu minus 8,5 % PIB. Dat si 5 Milliarden Euro. Dat ass keng banal Zuel. 5 Milliarden Euro, dat si 5.000 Milliounen Euro. 5.000 Milliounen Euro! Dat ass den Equivalent vun 10.000 Appartementer mat engem Präis vu 500.000 Euro. Dat ass den Equivalent vun 30 bis 35 Lycéeën. 30 bis 35 Lycéeën! Dat ass den Defizit, dee geschat ass bis un d'Enn vun dësem Budgetsexercice.

Also mir diskutéieren hei net iwwer e reng technescht Dokument, wat dann elo, grad wéi vun deenen anere Memberstaaten, op Bréissel bei d'Europäesch Kommissioun sollt geschéckt ginn. A mir diskutéieren och haut, an deem Dokument vun 2020 bis Enn 2021, ëm eng geschat Staatsschold vu ganzer 20 Milliarden Euro. Dat sinn 29 % vun onsem Bruttoinlandsprodukt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech net soen, an ech mengen, kee vun der CSV-Fraktioun, wéi déi Zuelen do ze bewäerte sinn. Ech kann Iech net soen, och no der Presentatioun haut vun dem Finanzminister a vun dem Wirtschaftsminister, ob déi Zuelen optimistesch oder pessimistesch sinn. Ech kann Iech dat net soen. Ech kann net soen, ob déi fënnef Milliarden herno erauskommen, a wa se net erauskommen am Defizit, an et sinn nëmme véier Milliarden, hu mer da gutt geschafft? Ech weess dat net.

Ech kann och déi fënnef Milliarden an de Réckgang vu 6 % PIB net optimistesch oder pessimistesch bewäerten, wann ech d'Aschätzunge vun dem Statec gesinn, dee seet: „Am Noutfall kann dat souguer bis minus 12 % Réckgang um PIB sinn!" Dat kann ech net soen. Déi Leit, déi, heibannen oder dobaussen, mengen, dat méi genau kënnen ze soen, déi kënne sech jo dann zu Wuert mellen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ka just soen, am Numm vun der CSV-Fraktioun: Mir hunn eigentlech dräi grouss Vergläichsparameteren. Dat ass en historesche Verglach. Dat ass e Verglach par rapport zu eenzelne wirtschaftlechen Etüden, déi kuerzfristeg gemaach goufen am Abrëll dëst Joer. An ech kann et maache par rapport zu deenen ëffentlech zougängleche Stabilitéitsprogrammer, déi vun aneren europäesche Memberstaaten, an absënns vun eisen Nopeschlänner Däitschland, Frankräich an der Belsch, op Bréissel geschéckt goufen.

Der Rei no. Fir d'éischt den historesche Verglach. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2013, dunn ass d'Regierung Bettel 1 ugetrueden, du waren eis Staatsfinanzen am Equiliber. Ee Plus, ee klenge Plus, dat ass richteg, vu 4,5 Milliounen Euro. 2013 hate mer eng Staatsschold vun 11 Milliarden Euro. 2020 soll elo viraussiichtlech aus deem klenge Plus vu 4,5 Milliounen Euro en Defizit gi vu 5.000 Milliounen Euro. An 2021 soll et dann eng Staatsschold gi vu bis zu 20 Milliarden Euro. Dat heescht, bal dat Duebelt, wat 2013 beim Untrëtt vu Bettel 1 de Fall war!

An zu deenen Zuele vun 2013, an en ass net midd ginn, et ze repetéieren, à itératives reprises, iwwert déi leschte Joren, bei dem Budget, bei dem État de la nation, bei all gudder Geleeënheet, huet onse veneréierte Finanzminister ëmmer gesot, wéi hien ugetruede wier, dunn hätte mer eng katastrophal Finanzsituatioun gehat an déi Staatsfinanzen, mat deene wier et riicht an d'Mauer gaang.

Dir Dammen an Dir Hären, dat hu mir ëmmer verneint. Mir hu gesot, dass esou Aussoe falsch wieren. Mir hu gesot, dass dat net fair an dass dat net gerecht wier. Dass dat net fair an net gerecht wier vis-à-vis vun engem Här Juncker, vis-à-vis vun engem deemolege Finanzminister Luc Frieden a virun allem och net fair an net gerecht vis-à-vis vun enger deemoleger CSV-LSAP-Majoritéit, Juncker-Asselborn 2.

Dir Dammen an Dir Hären, och 2008 gouf et eng Kris. Et gouf eng Banken- a Finanzkris. Jo. An déi huet den Haaptpilier vun eiser Ekonomie, nämlech de Finanzsecteur, getraff. A grad dowéinst gouf et och e Wirtschaftsréckgank vu 4,4, 4,5 %. Bis un d'Enn vum Joer dëst Joer gëtt en op 6 % PIB geschat!

Mir, an dat soen ech ganz kloer an däitlech, halen eis un déi Zuelen. Mir fannen et ongerecht, wat deemools géintiwwer vun enger Juncker/Asselborn-2-Regierung vun dem Finanzminister geäussert gouf. An ech soen et och kloer an däitlech haut: „Mir halen dem Finanzminister net de Spigel dohinner." Mir spillen eis net op als Deus ex machina, deen elo mat enger kopernikanescher Finanzrevolutioun op eemol alles géif erëm an d'Lot bréngen. Mee mir stellen awer och e puer konkreet Froen: Wéi krisefest sinn dann elo - well et ass dat, wat d'Leit, net nëmmen heibannen, mee dobaussen, d'Wirtschaft, Handel an Handwierk, d'Sozialpartner, interesséiert - eis Staatsfinanzen?

Déi aner Fro ass déi: Gëtt et de berüümten Apel fir den Duuscht, wou den Här Juncker oft belächelt ginn ass, gëtt et deen och elo nach? Hu mer nach Steierreserven a Steierrecetten aus de Jore virdrun, mat deene mer déi finanziell Däll, an de Finanzminister huet et gëschter nach eng Kéier gutt beschriwwen, bis 2020-2021, bis dass mer erëm an d'Luucht kommen, kënnen ausgläichen? Ech soen Iech: Ech weess et net. Deen et weess, soll heihinnerkommen an et soen!

Dat Eenzegt, wat ech awer am Numm vun der CSV-Fraktioun bedaueren, dat ass, dass mir am Sënn vun der vill beschwuerer Unité nationale, am Sënn vun der Transparenz, gäre gehat hätten, dass mer d'Steierverwaltunge gehéiert hätten, den Enregistrement, d'Akzisen, d'TVA, dass mer gewosst hätten: Wat sinn dann elo d'Ausfäll um Niveau vun der Betribssteier? Wat sinn d'Ausfäll un der Akommessteier?

An dann dee vill verschmäten Tanktourismus: Wat hu mer dann un Akzise verluer?

Mir wiere frou gewiescht, wa mer eng Zentralbank gehéiert hätten, déi 430 héich qualifizéiert Leit, déi déi do huet, déi Analysen iwwert d'Joren eraus maachen, wat d'finanziell Situatioun an d'budgetär Situatioun vun eisem Land ubelaangt. Mir wiere frou gewiescht, wa mer d'Vertrieder vun dem Conseil national des finances publiques gehéiert hätten.

A mir wiere virun allem frou gewiescht … E sëtzt do, de fréiere Gesondheetsminister, Expresident vun der Chambre des Députés, an ech hu ganz appreciéiert, Här Di Bartolomeo, wéi Der d'lescht Woch an der Finanzkommissioun eng ganz pertinent Fro gestallt hutt, nämlech déi: Wéi ass et mat der Sécurité sociale? Well gradesou erféiert, wéi Dir waart, mengen ech, war ech och a vill anerer och.

Dat ass nämlech d'Fro, dass mer an enger Sécurité sociale, also an eisem Sozialversécherungssystem, Krankekeesen, Pensiounskeese virun allem, dass mer do vun engem Plus, well vun deem hu mer ëmmer an de gesamtëffentleche Finanze gelieft, vun 1,1 Milliarde vun 2019 op eemol op 281 Milliounen, dëst Joer geschat, sollten erofkommen.

Et ass eng weesentlech Fro! Et ass eng Fro, déi vertrëtt sech net nëmmen an dem wirtschaftlechen Zesummenhang, mee virun allem an der sozialer Kohäsioun vun eisem Land. Eng wichteg Fro!

Eng wichteg Fro ass och déi: Wéi geet et mat de Gemengefinanze virun? Da kann ee soen: „Bon, déi 102 Gemengen, ausser d'Stad sinn dat souwisou lauter klenger." Neen! Et geet net dorëms! Well d'Gemenge si besonnesch a Krisenzäiten, an dat huet d'Vergaangenheet gewisen, eng weesentlech Stëtz vun Handel an Handwierk, well déi kuerzfristeg klenge Betriber, Handwierksbetriber, kënnen Opträg ginn. An duerfir ass et och weesentlech, dass mer duerno kucken, wa mer vun 246 Millioune Plus 2019 och do op e Minus vun 372 geschate Milliounen Defizit kommen. Dat ass eng Fro, déi musse mer eis an enger Kollektivitéit an der ganzer Chamber am Land stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech och esou, dass ee muss dee Verglach maache mat wëssenschaftlechen Etüden. An déi wëssenschaftlech Etüden, do hunn ech eng fonnt, dat ass déi, déi gemaach gouf vu Research Luxembourg. Dat ass eng Vereenegung vu ronn 30 Ekonomiste vun der Uni ënnert der Fiederféierung vun dem LISER. An dat ass eng Etüd, déi ass gemaach ginn am Abrëll dëst Joer, also ganz rezent, an déi sech domat ausenanersetzt: Wat sinn d'Auswierkunge vun der Covid-19-Kris op eis Lëtzebuerger Wirtschaft? An do gëtt et eng ganz interessant Konklusioun, nämlech déi, dass mat all Mount, wou - ech soen - d'Bud, salopp gesot, zou ass, dat heescht wou d'Wirtschaft net leeft, mer e Réckgang hu vun eisem PIB vun 2,8 % pro Mount! Pro Mount! A wann een dat mat zwee multiplizéiert, dann ass een, muss ech soen, leider ganz no un deenen Zuelen, wou de Finanzminister och vun deene 6 % Wirtschaftsréckgang geschwat huet.

Déi Argumenter, déi gi sinn, dat ass engersäits: „Jo, wann et zou ass, da leeft näischt an der Wirtschaft." Ech mengen, dat weess jiddwereen. Et kënnt awer en zweet a schwéiert Argument derbäi, dat ass den Afloss vun der Ekonomie vu besonnesch eisen Nopeschlänner, well mir sinn eng oppen Ekonomie. Här Bauler, mir sinn eng oppen Ekonomie. An dat bréngt et natierlech mat sech, dass, wann et gutt geet, mer besser Resultater hunn ewéi d'Ausland. A wann et schlecht geet, kann et natierlech och an deem anere Fall ëmgedréit sinn.

An een drëtte Punkt, deen een net däerf vernoléissegen: Wann et zou ass, dann ass keng Consommatioun. An et muss een net mengen, dass déi Consommatioun vun haut op muer, och wann et elo lues a lues erëm opgeet, bei de Leit och erëm op deem héijen Niveau ass, wéi se am Ufank vun deenen dräi éischte Jore (veuillez lire: dräi éischte Méint) vum Joer war. Well d'Leit hunn Angscht dobaussen, d'Leit fäerten, net nëmme fir hir Gesondheet, mee d'Leit fäerten och wéinst hirer Zukunft. An et ass natierlech, dass dann déi Consommatioun vun den normale Bierger net op deem Niveau dréit wéi virdrun.

An een drëtte Punkt, dat ass deen externe Verglach, de Verglach mat eisen Nopeschlänner. Wat de Réckgang vum Wirtschaftswuesstum ubelaangt, minus 6 % an Däitschland, d'selwecht wéi bei eis, a Frankräich an an der Belsch minus 8 %. Mee wat awer méi quokeleg ass, dat ass den Defizit: minus 8,5 % bei eis zu Lëtzebuerg, mat 5 Milliarden, an Däitschland manner, minus 7,25 %, a Frankräich minus 9 % an an der Belsch, eisem Nopeschland, minus 7,5 %.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn, opgrond vun deene Schätzungen, um Enn vum Joer net méi europäesche Musterschüler a Saachen ëffentlech Finanzen um europäeschen Niveau, mee mir réckelen an dem Pulk vun deenen aneren, an absënns vun eisen Nopeschlänner, mat zréck.

A mir brauchen duerfir e klore Kapp. A mir brauche fiabel ëffentlech Finanzen. A mir brauche virun allem eng kohärent Exitstrategie. An ech soen Iech ganz éierlech: Mir ware frou, als CSV-Fraktioun ze héiere gëschter vun dem Premier, an enger Pressekonferenz, dass e gesot huet: „Et geet elo lues a lues erëm op." Well, mir kréien dat um Land an an der Stad an op anere Plaze mat: Et geet de Leit, éierlech gesot, esou lues duer. Si sinn es midd, fir doheem ze bleiwen, fir agespaart ze bleiwen. Déi eeler Leit soen: „Ma dat hei ass jo schlëmmer wéi Prisong!"

Dir Dammen an Dir Hären, an dem zweeten Deel vun där Exitstrategie, do hu mer awer och eng kloer Fuerderung als CSV: Mir hätte gären Transparenz. Mir hätte gären Ofstrécher vun der Politik vun „deux poids, deux mesures" a

mir hätte gäre virun allem, dass et ophéiert mat der Kakofonie vun Aussoe vu verschiddene Regierungsvertrieder an aneren Autoritéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen duerfir, dass den zweeten Deel vun der Exitstrategie net an donkelen Hannerzëmmere gemaach gëtt, dass deen net vun anonymmen Taskforcë gemaach gëtt, wou mer musse Question-parlementaire-urgentë stellen, fir ze wëssen, wien iwwerhaapt do, bezuelt oder onbezuelt, an deenen Taskforcen da schafft! Mir hätten och gären, dass d'Sozialpartner large solle matabezu ginn, well definitiv bis elo, wann een d'1.-Mee-Riede virtuell héiert vun OGB-L, LCGB a ronderëm och vun der CGFP, eiser gréisster Gewerkschaft an dem ëffentlechen Dengscht, da war dat net de Fall.

A mir hätte virun allem gären, Dir Dammen an Dir Hären, dass net iwwert d'Käpp vun de Leit ewech diskutéiert gëtt! A wann ech soen, „d'Käpp vun de Leit", dann heescht dat och d'Vertrieder vum Vollek hei an der Chamber!

An erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo beim Ordre du jour héieren, dass de Staatsminister himself sollt en Donneschdeg eng Deklaratioun an dësem héijen Haus maachen, wéi et dann elo virugeet. An an deem Kontext wëll ech awer och ganz kloer soen, dass mir gären eng Äntwert an eng Aschätzung vun dem Staatsminister hätten op eng rechtlech Fro, nämlech déi, wéi hien et aschätzt, ob mir, reng rechtlech gesinn, nach d'Konditioune vum État de crise am Sënn vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung, eisem ieweschte Gesetz, ob déi nach gi sinn. Wa jo, wéi laang?

Den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung, dee gesäit effektiv vir, dass, wann eng Atteinte ass un d'Intérêts vitaux vun enger Deel vun der Populatioun, da kann den État de crise declenchéiert ginn. Keen huet dat a Fro gestallt. An ech mengen, de Coronavirus ass esou eng faktuell Situatioun, déi an déi Hypothees erarëtscht. Blous muss een awer den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung ganz liesen! An deen ass nach net en alen Text, neen, deen huet manner wéi dräi Joer!

An do kënnt eng zweet Konditioun dran an déi heescht: « (…) après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés (…). »

Or, Dir Dammen an Dir Hären, eis Chamber, déi ass net an der Impossibilitéit fir ze statuéieren! Eis Chamber huet fonctionéiert zënter dem Declenchement vun dem État de crise. Et goufe Kommissiounen. Mir hunn eis hei gesinn, mir hunn eis op dem Krautmaart gesinn. Wa mir geruff gi sinn, si mir komm, ob dat samschdes war. Mir kommen och, dat kann ech op jidde Fall soen am Numm vun der CSV, ob et moies ass, ob et owes ass oder sonndes! Wann Dir eis rufft, si mir do, an de Kommissiounen an an dem Plenum!

An opgrond vun deenen Texter, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mer gäre vun dem Staatsminister eng kloer Äntwert op dës juristesch Fro, well déi nämlech ganz vill Konsequenzen an der Exitstrategie an an der Rechtssécherheet vun de Moossnamen, déi ugekënnegt sinn an déi lafen, wäerten hunn.

Jiddefalls, Dir Dammen an Dir Hären, an ech kommen nach eng Kéier drop zréck, am Sënn vun der Transparenz, am Sënn vun enger Ofso zu dem „deux poids, deux mesures" a virun allem am Sënn vun enger Ofso zur Kakofonie vu verschiddenen Aussoe vun Autoritéite wäerte mir net akzeptéieren, dass weiderhin - an d'Leit dobausse gesinn dat och net! - deen ee ka mat dem Helm mam Motorrad seng Sprëtztour maachen, donidden vu Mondorf bis op d'Wemperhaart an zréck, breetbeeneg an, gegeebenefalls, wann et da muss sinn, mat der Partneruniform nach dann niewendrun, an déi aner Leit, déi aarme Fra, déi wëllt mam Auto ouni Helm an ouni Schacko op de Kierfecht fueren, fir bei hire verstuerwene Partner ze fueren, déi muss dann de Kapp anzéien, dass se net vun der Police erwëscht gëtt an 145 Euro muss bezuelen!

Dat kann dach net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, a mat där Saach muss definitiv Schluss sinn!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann och net sinn - et kann och net sinn! -, dass vun Ufank un …

(Interruption)

O, Dir hat Är Prestatioun, Här Engel!

Et kann och net sinn, dass vun Ufank un d'Supermarchéë konnten niewent de Liewensmëttelen, …

(Interruptions)

… niewent de Kleeder, niewent de Kannerschong alles verkafen, an d'Fachgeschäfter, jo, déi souze mam Fanger am Mond do, déi haten iwwert déi lescht Méint a Wochen näischt ze räissen an näischt ze bäissen, mat allem Drock, deen op deene Betriber louch!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

En drëtte Punkt, Här President: Mir fannen et och deplacéiert - mir fannen et och deplacéiert! -, dass verschidde Regierungsvertrieder, och där vun Ärer Partei, Här Engel, dass déi sech erdreist hunn, fir e ganze Beruffsstand, nämlech d'Independanten, …

Une voix.- O!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … als Schmarotzer vun der Natioun dohinnerzestellen, wéi wann déi just d'Méiglechkeet hätten, fir mam Ferrari grinsend duerch d'Géigend ze rennen! Déi gi gelueft, déi gi gelueft, wann et dem Land gutt geet, a se gi stigmatiséiert, wann et dem Land net gutt geet! Definitiv, Här Engel, d'Zäiten, …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Vu wat schwätzt Dir, Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV).*- … definitiv, Här Engel, …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wéi een Debat maache mir hei?! Iwwert de PNR an de PSC!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma selbstverständlech schwätze mer derzou! An definitiv, Här Engel, mir halen op mat dëse postkommunisteschen Äusserungen, déi einfach Kulturkampf sinn an dem Land mat Sécherheet näischt bréngen.

An een drëtte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… dat ass follgenden, den drëtte Punkt, dat ass follgenden, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … nämlech: Wéi ass et mat der Rechtméissegkeet vu verschiddene Moossnamen, déi geholl goufen? Ech hu gëschter, an ech hunn dat appreciéiert, de Xavier Bettel héieren op der Televisioun soen, an ulässlech vun der Pressekonferenz: „Ech si liberal. An duerfir wëll ech eigentlech déi Delatioun net." Wat ass Delatioun? Ma dat ass ganz kloer, wann Der den Noper bei der Police uschmiert.

Abee, ech soen Iech gradesou einfach: Mir si chrëschtlech-sozial a mir deelen dat, wat de liberale Staatsminister gëschter gesot huet, voll a ganz!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well, dat erënnert eis un eng vun den däischterste Geschichte vun eisem Land. Mee ech soen awer och: Als chrëschtlech-sozial Vollekspartei sti mir awer och zum Rechtsstaat!

(Interruption)

An de Rechtsstaat, do muss ech soen, do stinn eis awer d'Hoer zu Bierg, wa mir op enger ëffentlecher Regierungspressekonferenz eng Procureure générale héieren an déi seet, d'Geriichter géifen elo all Zuwidderhandlunge vun de Covid-19-Reglementer mat aller Häert bestrofen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an engem Rechtsstaat an do gëtt et fir eis, bei aller Onofhängegkeet vun der Justiz, awer nach e weesentleche Prinzip, dat ass deen, dass de Parquet eng Strof freet an dass et un onofhängege Riichterkolleegiumen ass, fir déi Strof ze applizéieren.

An ech kucken an d'Richtung hei vun dem President vun der Justizkommissioun, dem Här Charles Margue. Äre Papp, exzellenten, brillante Jurist, iwwer 30 Joer an dësem héijen Haus, deen hätt och als Majoritéitsvertrieder säi berüümte Schlësselbond bei esou Aussoen hei op dëst Pult gehäit, well deen hätt nämlech gesot: „Et geet, ier een eng Strof schwätzt, virun allem emol drëm ze préiwen, a besonnesch an engem État de crise, ob iwwerhaapt eng rechtméisseg Base légale do ass, fir déi Strof ze schwätzen." Well wat huet de Georges Margue gemaach? Ier en eng Affär plädéiere gaangen ass iwwer e Règlement grand-ducal, do huet en net gekuckt: Wat ass d'Strof hannendrun? En huet sech virun allem gefrot, all Kéiers wann d'Urgence invoquéiert war: Ass déi Urgence vis-à-vis vun der Realitéit justifiéiert? Well wann déi net do war, da war de Règlement grand-ducal null.

An ech kommen duerfir drop zréck: Et ass urgent wichteg an am Sënn vun der Rechtméissegkeet essenziell, dass de Premierminister Klorheet schaaft, ob a wéi laang d'Konditioune vun dem État de crise nach am Sënn vun eiser Verfassung oprechterhale sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent enger gutt koordinéierter Exitstrategie brauche mer awer virun allem, an dat fuerdere mer als CSV, eng Roadmap fir e Plan de relance économique fir eist ganzt Land. Mir brauche wirtschaftlechen Opschwong. Mir brauchen Entreprisen, déi virun de Faillitte gerett ginn. Mir brauchen Aarbechtsplazen, déi musse geséchert ginn. A mir brauchen eng Preventioun viru sozialen Ongerechtegkeeten.

An do gëtt et och an dësem Phasingout fir eis eng Maxime: Mir brauchen eng Chance fir jiddwereen hei am Land! Fir jiddwereen! Egal wat fir enger Natur seng Aarbecht ass, egal wat seng sozial Hierkonft ass an egal ob en eng Immigratioun oder eng Emigratioun als Hannergrond huet. Mir kucken do net no der Faarf an net no der Hierkonft vun de Leit.

A grad aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fuerdere mer als chrëschtlech-sozial Vollekspartei, dass et net zu Austeritéitsmoossname kënnt. Mir wëllen net, dass elo erëm de berüümte Mëttelstand, dass deen am Ausgang vun der Kris muss de Bockel duerhalen! Mir plädéieren net fir Steiererhéijung. Au contraire! Mir plädéieren derfir, dass een, zumindest temporaire, préift fir den Horeca-Secteur, well déi mussen einfach d'Bud nach zouloossen, ob een do net kann en erniddregten TVA-Saz, temporaire, zumindest bis un d'Enn vum Joer, gëlle loossen.

A mir si voll a ganz mat Iech, Här Gramegna, an och mat dem Här Fayot eens, fir ze soen: „D'Investissementer, déi däerfen net erofgefuer ginn!" De Claude Wiseler kënnt, am Kontext vun dem PNR, ganz am Detail dorobber zréck. Mir wëllen als CSV, dass et awer eng aner Prioritéitelëscht gëtt wéi déi, déi mer ofgestëmmt hu virun engem Mount an der Chamber iwwert d'Investissementer, déi sollen am nächste Joer stattfannen. Mir hätte gären, dass eng nei Prioritéitelëscht kënnt, dass d'Chamber mat enger neier Prioritéitelëscht saiséiert gëtt, wou Mobilitéit an Digitales, och am Kontext vun dem Teletravail, Virrang hunn.

An dann, an ech soen dat ganz kloer: Mir brauche vereinfacht Prozeduren. Verschiddener sinn agefouert ginn am Kontext vun der Covid-Kris, déi sollen och doriwwer eraus gefouert ginn. Dat zielt um Niveau vun den Emweltetüden. Dat zielt um Niveau vun de Kommodosprozeduren. Dat zielt um Niveau vun den ëffentlechen Ausschreiwungen. Et ass elo, wou d'Betriber mussen Opträg kréien! An dat zielt och, an et sëtze vill Buergermeeschteren hei, um Niveau vun onse Baugeneemegungen, déi mer ginn. Mir mussen de Bauträger séier Rechtssécherheet ginn. A wann een net d'Suen huet, fir en Investitiounsprogramm op Base vun enger Baugeneemegung elo duerchzezéien, da muss ee sech och iwwerleeën, ob déi Baugeneemegung net ka méi laang Gültegkeet hunn.

An e leschte Punkt ass deen, dass mer virun allem als CSV déi interessant Virschléi, déi gemaach goufen, schrëftlecher Natur, jiddweree kann déi gesinn, souwuel vun der Chambre des Métiers, also der Handwierkerkummer, wéi och vun der Chambre de Commerce, der Handelskummer, dass déi och eingeeëndst gepréift ginn. A mir scheien do, an dat soen ech och ganz kloer als CSV, keng Beréierungsangscht, dass mer am Kontext vun der Exitphas vun dëser Kris och schnellstens an de jeeweilege Fachkommissioune vun der Chamber mat de Vertrieder vun Handel an Handwierk a Commerce Échange-de-vuen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss: D'Regierung an de Staatsminister wollten zum Ufank vun dëser Kris déi sougenannt „Unité nationale". Mir hunn elo festgestallt, dass tëschent dem Usproch vun där Ausso an der Realitéit eng grouss Diskrepanz ass. Dat bedauere mir!

Ech soen awer gradesou kloer: Dat ass der Regierung hiert gutt Recht. An ech ënnersträichen nach eng Kéier, dass déi 21 CSV-Deputéierte selbstverständlech, wann d'Prioritéite vum Handelen, d'Rechtméissegkeet an och d'Zilsetzunge vun deene Moossnamen, déi wäerte geholl ginn, mat eise Linnen d'accord sinn, da stëmme mir dat mat a mir droen dat richteg konstruktiv.

Ech soen awer gradesou däitlech: Wann d'Rechtméissegkeet, d'Prioritéiten an d'Zilsetzunge vun deem Handelen net deem entspriechen, wat mir eis virstellen, da wäerte mer och dat gradesou däitlech kritesch hannerfroen.

An ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass een, deen iwwert déi lescht Jore vill geschmät gouf, dat ass de fréiere Finanzminister Luc Frieden. An de Luc Frieden huet virun dem 1. Mee, den 29. Abrëll, eng Publikatioun gemaach am Kontext vun der Fondatioun IDEA, wou en eigentlech beschreift vu senger Kandheet hier, vum Escher Jong, grad wéi Dir, Här Gramegna, d'Situatioun …

(Interruption)

… vun der Siderurgie 1974. An den 80er-Joren, wat fir alleguerten, och d'Kanner vun den deemolege Beschäftegten, ech kann dat net direkt novollzéien, eng schwéier Zäit war, well wann d'Pai halbéiert gëtt, dann ass dat fir jiddwereen an engem Stot, och fir d'Kanner, net esou einfach ze verkraaften.

De Luc Frieden huet och d'Finanzkris matgemaach, 2008, als deemolege Budgets- an Tresorminister. An de Luc Frieden mécht och an enger anerer Funktioun elo dës Kris mat. An e schreift eigentlech e ganz interessanten Essay mat sengen eegene Meenungen. An e kënnt do zur follgender Konklusioun: « Dans l'urgence, il faut se serrer les coudes; après l'urgence, il faut qu'on discute de façon contradictoire des moyens de relance économique. »

An e concluéiert: « Face à la brutalité des faits, dans nos peurs et interrogations, nous oublions parfois que d'autres crises ont été aussi graves et virulentes que la présente. Regardons les choses en perspective. Et souvenons-nous que l'Europe et notre pays ont réussi à surmonter les conséquences d'autres crises graves. À chaque fois, la solidarité, l'unité et l'effort de tous ont été une clé de la réussite. »

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dat, wat mir als CSV eisem Land an eise Leit wënschen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der groussherzoglecher Regierung, léif alleguer, ech wollt emol hei meng Ried eng Kéier ufänken, andeems ech Iech alleguer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch aus der Finanzkommissioun, mee awer och, well mer d'lescht Woch zesumme waren, aus der Wirtschaftskommissioun, Merci soe fir déi dacks animéiert, mee awer sécherlech ganz opschlossräich Reuniounen, déi mer hunn, wou ganz vill Froe gestallt ginn, wou mer ëmmer e liewegen Echange hunn. An ech ginn och dovunner aus, datt mer a Presenz vum Här Finanzminister a vum Här Wirtschaftsminister an den nächste Wochen nach ganz vill Geleeënheet wäerte kréien, fir eis iwwer alles dat, wat eis an dëse Stonnen an och an den nächste Wochen a Méint wäert beschäftegen, auszetauschen.

Wéi ech virun engem Joer als Budgetsrapporteur hei virun Iech stoung, wousst ech net, datt mer eis just ee Joer méi spéit an der déifster Wirtschaftskris zanter den 1930er-Jore géife befannen.

Mir hunn deemools villes analyséiert un Zuelen, u Material, wat mer kruten, an ech hunn deemools a menger Ried ënnerstrach, datt mir an engem klengen, oppene Land wunnen an dofir heiansdo ganz séier handele mussen, zemools a méi schwierege Situatiounen. Datt mer also flexibel musse sinn.

Dat hu mer dacks genuch an eiser Geschicht bewisen, sot ech deemools, och mam néidege Gléck a mat der Kreativitéit, déi ee besonnesch a stiermeschen Zäite brauch, fir leschten Enns am sécheren Hafen unzekommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës stiermesch Zäiten hunn eis elo erreecht, méi séier, wéi mer jeemools ugeholl hätten. Hand op d'Häerz: Wien hätt dat vun eis geduecht?

Eis Regierung a besonnesch eise Finanzminister mussen elo wéi op engem Schëff fueren, dat sech am dichten Niwwel beweegt. De Pierre Gramegna huet zwar e Kompass, ma deen notzt näischt, wann ee gezwonge gëtt, fir duerch eng Bucht ze fueren, an där lauter Fielsen erausstiechen, déi op kenger Kaart agezeechent waren. Mat deene Fielsen hat kee gerechent!

(Interruption)

D'Kris, déi mer erliewen, huet eng eenzeg, eng sanitär Ursaach: e Virus, deen déi ganz Welt an Otem hält. Du jamais-vu, emol net an der grousser Depressioun vun den 1930er-Joren. D'Turbulenzen op de Finanzmäert, e Pëtrolspräis, deen an de Vereenegte Staate mat Momenter ënner null gefall war, well d'Demande zesummegebrach ass an d'Lager iwwerlafen. Wéi gesot, esou eppes huet, vun eis jiddefalls, nach keen erlieft. Bal all Branchë vun der Realwirtschaft si getraff ginn, déi eng immens haart, déi aner e bësse manner schlëmm, an dat a ganz kuerzer Zäit.

An dësem komplett neie makroekonomeschen Ëmfeld heescht et elo, iwwert de PNR an de PSC ze debattéieren. Dofir si mer haut hei zesummekomm. Dat heescht, datt mer mat enger fundamental neier Situatioun konfrontéiert ginn, datt d'Zuelematerial sech radikal verännert, datt d'Hypotheesen op eemol ganz anerer sinn an datt d'Erwaardunge fir d'Zukunft äusserst gedämpft sinn.

Dat Ganzt erënnert mech un d'Wieder an de leschten Deeg. Glécklecherweis huet et jo gereent. Et koumen déck Schaueren. A wann ee gemengt huet, et kéint een e bësse spadséiere goen, da konnt ee ganz séier vun engem pechschwaarzen Himmel iwwerrascht ginn, mat engem uschléissend zolitte Schluet an heiansdo Knëppelsteng. Jo, et kënnt knëppeldéck! An ech wëll net laang ronderëm de Bräi schwätzen: Mir sinn amgaangen, an eng fatzeg weltwäit Rezessioun eranzeschlidderen, där hir Konsequenzen net komplett ofzeschätze sinn.

De Statec schwätzt vun enger Decroissance vun tëschent 6 % am allerbeschte Fall an 12 % beim Ausbroch vun enger zweeter Well. Nach beim Opstelle vum Staatsbudget am Hierscht hätt kee vun eis esou en Abroch erwaart. Et gouf souguer mat engem Iwwerschoss vun 800 Millioune gerechent. Nach virun engem Joer ass op der Tribün vun der Chamber vum stramme Wuesstum geschwat ginn. E Wuesstum, dee mer missten an de Grëff kréien, well mer soss bei der Däiwel géife fueren. Abee, ech kennen der elo vill, déi géifen eppes drëms ginn, wa mer 2020 wéinstens en Null-Wuesstum hätten, well d'Konsequenze vun engem zolitte Minus-Wuesstum sinn net nëmme vu wirtschaftlecher a sozialer Natur, si sinn och psychesch, politesch a gesellschaftlech.

Ech erënnere mech nach allze gutt un déi rezent Wuesstumsdebatten, déi mer hei am Parlament haten. Natierlech war et richteg, iwwert d'Qualitéit vum Wuesstumsprozess ze schwätzen. Natierlech war et richteg, iwwert d'Schied vun eisem Konsum an eise Verhalensweisen ze diskutéieren. Ma wivill méi richteg ass et och a grad, fir ze erkennen, wat d'Konsequenze vun engem negative Wuesstum sinn? Wat dat u materieller Aarmut, un Zerstéierung vu berufflechen Existenzen, u Chômage, u mënschlecher Verzweiflung bedeit, dat brauch ech jo heibanne kengem virun Aen ze féieren.

D'Zuelen aus Amerika, wou de Chômage zanter dem Ausbroch vun der Kris ëm 24 Milliounen Demandeurs d'emploi, ganzer 15 % vun der aktiver Bevëlkerung, geklommen ass, verdäitlechen eis dat op eng dach awer eklatant Manéier. Och d'Europäesch Unioun ass net do virdrunner gefeit, ganz am Géigendeel!

D'Situatioun a Spuenien an an Italien, fir nëmmen déi ze nennen, ass dramatesch. Kommt, mir geheien awer eemol e Bléck op eis Ausgangssituatioun!

D'Staatsschold louch 2013 bei bal 24 % vum PIB. Deemools, viru genee siwe Joer, huet de Comité de prévision gewarnt, datt schonn 2016 d'Verschëldung vum Staat bei 29,2 % leie géif. Et koum zu engem Kurswiessel, mam Resultat, datt d'Staatsschold 2018 nëmme bei 21,4 % vum PIB louch. Enn 2019 louch se bei ronn 20 % vum PIB, trotz de Verloschter vun de Milliarderecettë vun TVA am Kader vum elektroneschen Handel.

Si ass, a relativen Zuelen, gefall a si wier elo dëse Mee, am Verglach zum Joer virdrun, souguer an absolutten Zuelen - an absolutten Zuelen! - ëm 500 Milliounen zréckgaangen, wa keng Kris komm wier.

Wat den Defizit am Zentralstaat ugeet, louche mer an de leschte Joren ëmmer méi niddreg wéi ugeholl. Tëschent 2014 an 2017 louche mer ëmmer no beim Gläichgewiicht tëschent Recetten an Depensen. 2018 hu mer, fir d'éischte Kéier no der Finanzkris vun 2008, nees schwaarz Zuele geschriwwen.

Den Triple-A gouf eis vun alle Ratingagencë bestätegt. Dat huet et eis och erméiglecht, fir virun zwou Wochen op de Finanzmäert zu negativen Zënse Geld ze léinen, fir déi 2,5 Milliarden nei Schold opzehuelen. Mir kréien d'Suen also souzesoe virgestreckt a gläichzäiteg maache mer eppes Klenges fir eis Tresorerie.

Virun der Kris hate mer also déi zolidd Basis, déi eis elo, an dëser iwweraus schwiereger Lag, den erfuerderte Spillraum erlaabt, fir Land a Leit finanziell ze stäipen. Genee dëse Sputt gëtt haut gebraucht. Déi éischt Estimatiounen iwwert den Impakt vun der Kris op eis Ekonomie leien eis elo vir. De Statec etabléiert, wéi gesot, de Réckgang vun eisem PIB fir d'Joer 2020 op 6 %. Dëst ass ouni Zweifel keng erfreelech Nouvelle. Mee e Bléck an d'Ausland schwätzt fir sech: Den Internationale Wärungsfong rechent mat enger Decroissance vu 7 % an Däitschland a vu 7,2 % a Frankräich.

Trotz dësen dach net esou schéinen Zuele fir 2020 kéinte mer mat enger schneller Erhuelung fir 2021, also d'nächst Joer, rechnen, wa mer dem FMI an der OECD gleewen. Den Estimatiounen no kéim et zu enger sougenannter „v-fërmeger Reprise". No engem uergen Abroch an engem zäitweilege Stëllstand soll eis Ekonomie nees séier op de Bee sinn, wann een och dem Statec gleeft. 2021 schätzt de Statec eise Wuesstum op ganzer 7 %, soudatt mir erëm op e PIB-Niveau wéi virun der Kris komme géifen.

Awer, och wann dat antreffe géif, wa mir also 2021 op e PIB-Niveau komme sollte wéi virun der Kris, heescht dat esou vill, wéi datt mir zwee Joer hannerenee kee Wirtschaftswuesstum verzeechne kënnen. Dëst huet natierlech och en Impakt op eis Staatsfinanzen. Iwwert déi lescht Joren hu mir et fäerdegbruecht, eng zukunftsorientéiert Budgetspolitik an d'Wee ze leeden. Lëtzebuerg huet op Rekordniveau a seng Infrastrukturen investéiert a gläichzäiteg seng Schold, am Verglach zum PIB, tëschent 2013 an 2019 konsequent vun 23,7 % op 20,2 % erofbruecht. Dës Ustrengungen erméiglechen eis haut, fir mat där néideger Kraaft oder Firepower, wéi dat dann esou schéi modern heescht, den néidege finanzielle Mëttelen also, dëser Kris entgéintzewierken.

Dem Statec no wäert sech dësen Defizit fir 2020 op 4,9 Milliarde belafen. An den Zentralstaat géif 2021 nach eng Kéier en Defizit vu bal 2 Milliarden Euro verbuchen. Dat géif engem Verschouldungstaux vun 29,6 % am Joer 2021 gläichkommen.

Et ass eng spierbar Erhéijung vun eiser Verschëldung. Déi gutt Noriicht ass awer, datt mir einstweilen ënnert den 30 % bleiwen, déi sech d'Regierung am Koalitiounsaccord als Limitt fixéiert hat. A mir si wäit ënnert der 60-Prozent-Grenz, déi vun der Europäescher Unioun bis ewell virgeschriwwen ass.

Am Januar 2020 louch de Chômage heiheem nach bei 5,5 %, elo ass en, bannent engem Mount, op iwwer 6 % geklommen. Dat sinn déi éischt Zuelen. Viraussiichtlech wäert dësen Taux bis op 7,2 % Enn 2021 klammen. A wann ech kucken, wéi déi verschidde Branchë mateneen zesummenhänken, jo, wéi verschidde Regiounen an Europa matenee vernetzt sinn, dann zitt een deen aneren no ënnen. Dofir ass et richteg, datt den Europäesche Rot verschidden Entscheedunge geholl huet, sief et am Beräich vun der Kuerzzäitaarbecht mam Programm SURE, sief et mat de Liquiditéitshëllefen am Kader vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus oder mat Milliarde vun direkten Hëllefen. De Stabilitéitspak vu bis zu 540 Milliarden Euro ass jo virun zwou Wochen ugeholl ginn.

Et ass ze bedaueren, datt mir an der EU, trotz enger gemeinsamer Erausfuerderung, bis elo nëmmen eng begrenzte Solidaritéit tëschent de Memberstaaten opbrénge konnten. An de sougenannte „Recovery Fund", deen am Moment zu Bréissel diskutéiert gëtt, muss de Prinzip, wann och nëmmen deelweis, vun enger Mutualiséierung vun neie Scholde matafléissen. Nëmmen esou kënne mir dës Kris packen an d'ekonomesch Relance méiglech maachen. Et ass am Interêt leschten Enns vun eis alleguer.

E sonnegen Himmel iwwer Lëtzebuerg, wann et am Rescht vun der Europäescher Unioun stiermt, war virun dëser Kris a wäert och no dëser Kris net méiglech sinn. Zu Lëtzebuerg hu mir jo mëttlerweil e ganzt Arsenal u Moossnamen deblockéiert, fir der Ekonomie eng Stäip ze ginn an Aarbechtsplazen ze sécheren. Ech wëll se net méi all opzielen, dat ass alles geschitt. Erënnere wëll ech awer, datt mer bis ewell 10,4 Milliarden Euro, ongeféier 17,5 % vun eisem PIB, a Stabiliséierungsmesuren investéiert hunn.

De Mëttelstandsminister Lex Delles huet kierzlech weider Moossnamen ugekënnegt. Nieft den Hëllefen, déi den Independanten zegutt kommen, kënnen zanter dem 28. Abrëll mëttelstännesch Betriber bis néng Leit op eng zweet, net remboursabel Aide vu 5.000 Euro zréckgräifen, wann hiren Ëmsaz ëm méi wéi 50 % gefall ass. Dës Hëllef ass fir mëttelstännesch Betriber, PMEen, wéi dat esou schéin heescht, tëschent 10 an 20 Leit souguer 12.500 Euro héich. Domat sinn d'Hëllefe fir dës Betriber vun enger initialer Enveloppe vu 50 Milliounen op elo 250 Milliounen eropgehuewe ginn.

Dir gesitt, dës zweet Tranche vun Hëllefe weist, datt d'Regierung e konstante Monitoring en place gesat huet, fir genau kënnen do ze hëllefen, wou et gebraucht gëtt. Dëse Monitoring ass vu grousser Wichtegkeet, fir den Deconfinement ze begleeden. Eist perséinlecht, awer och dat ekonomescht Liewe wäerte mat engem progressiven Deconfinement net vun haut op muer zréck an d'Normalitéit féieren. Vill Betriber an Independantë wäerten och nom Deconfinement manner Ëmsaz verbuchen, soudatt eis Hëllefen net vun haut op muer ofgeschalt kënne ginn. De Stabiliséierungspak wäert doweinst eng ajustabel Enveloppe hunn, fir d'Hëllefen un d'Besoinen an d'Ëmstänn unzepassen.

Lues awer sécher komme mir aus engem renge Krisemanagement eraus. An et muss och gekuckt ginn, wéi mer d'Land op d'Zukunft virbereede wëllen. Am Budget vun 2020 sinn Investitioune vun 2,8 Milliounen Euro virgesinn, en absolutte Rekord.

Trotz den Zuelen, déi ech virdru presentéiert hunn, dierfe mer net an zwou Falen erageroden. Déi éischt wier, datt mer der Versuchung vu Steiererhéijungen net kéinte widderstoen. An ech begréissen, wat de Gilles Roth d'éinescht gesot huet, datt si mat eis och do op enger Linn leien.

Steiererhéijungen a Krisenzäite si Gëft fir d'Reprise a géifen déi brutal Kris, déi mer de Moment erliewen, nëmmen nach verschlëmmeren! Mir mussen de Leit hir Kafkraaft loossen an den Entreprisë weider erméiglechen ze investéieren. Steiererhéijunge géifen, an eisen Aen, op wéineg Versteesdemech stoussen, weeder bei de Leit, deenen hir Kafkraaft mer wëllen erhalen, nach bei den Entreprisen an den Independanten.

Den zweete Feeler wier, eis Ambitioune bei den ëffentlechen Investissementer zréckzeschrauwen. An och do sinn ech ganz dankbar, datt d'CSV eis an deem Sënn ënnerstëtzt. De Staat muss seng Investissementer weider héich halen. D'Wichtegkeet heivunner kann ee mam Beispill vun de massive Verbesserunge vun der Internetinfrastruktur an deene leschte Joren ënnermaueren. Dës ass eng Grondviraussetzung, fir den Teletravail ze erméiglechen an auszebauen, do wou en néideg ass an do wou e Sënn mécht.

Dës Kris wëllt also net heeschen, datt mir bei den Investissementer op d'Brems trëppele sollen. Mee mir mussen eis Prioritéiten ënnert d'Lupp huelen. Et muss zu enger Renaissance vun eiser Ekonomie kommen, déi de Léiere vun dëser Kris an hiren disruptiven Tendenzen, géif ech bal soen, Rechnung dréit. Mir ginn an eng nei Welt eran. Eis Investitiounspolitik muss dat erëmspigelen. Dofir soll besonnesch op dräi Piliere gesat ginn. Éischte Pilier: d'Digitalisatioun, a besonnesch hei den Teletravail. Zweete Pilier: d'Nohaltegkeet. Drëtte Pilier: d'Santé. Stéchwuert, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze soen: Gesondheetstechnologien.

Mir mussen dës Renaissance vun der Wirtschaft begleeden. Mir brauche méi wéi e Redemarrage vun der Wirtschaft. Mir mussen eis och d'Fro heiheem an an Europa vun der Resistenz vun eise Wäertschëpfungs- a Liwwerkette stellen.

Här President, léif alleguer, wat léiert eis déi Kris awer elo schonn? Primo: Si féiert eis emol direkt d'Verletzlechkeet vun eiser nationaler Wirtschaft virun Aen, déi, wéi de Gilles Roth dat scho ganz pertinent sot, eng ganz oppen Ekonomie ass an déi am Fall vun engem externe Schock séier ënnert d'Rieder gerode kann, zemools wann dëse Schock all Secteuren oder Branchë betrëfft. Si weist eis och, datt mer eis a bestëmmte Beräicher ofhängeg gemaach hunn, virun allem vum asiatesche Raum.

Secundo: Aus deem Grond ass et fundamental wichteg, datt mer a strateegesche Beräicher vun eiser nationaler an europäescher Wirtschaft ëmdenken. Liewenswichteg Produkter, zum Beispill an der Santé, ech denken do u Medezinnprodukter, u Medikamenter oder u Schutzmasken, kënnen an däerfen net a groussem Mooss, voire souguer komplett ausgelagert ginn. Do muss en Ëmdenke kommen. Do brauche mer Ersatzcapacitéiten. Do muss d'Globaliséierung nei iwwerduecht ginn. An do musse mer eis an Europa sécherlech nei opstellen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Tertio: D'Digitaliséierung erlaabt et, datt mer den Teletravail an der Kris verstäerkt notze konnten, fir verschidden Déngschtleeschtungsaktivitéite weiderzefëieren, a soumat eng däitlech schlëmmer Kris verhënnere konnten. Ouni dës Opportunitéit, ouni dës Méiglechkeet wieren eisen Déngschtleeschtungssecteur an eise Schoulsystem, fir nëmmen déi ze nennen, komplett zesummegebrach. Soubal d'Kris eriwwer ass, musse mer also préiwen, a wat fir engem Mooss d'Potenzialer vun der Digitaliséierung weider a méi sënnvoll genotzt kënne ginn.

Wuel ass den Teletravail net iwwerall méiglech. Wuel kënnen den Teletravail an den digitalen Austausch sozial Kontakter net vëlleg ersetzen, zemools net am kreative Prozess. Do awer, wou d'Digitaliséierung Zäit spueren hëlleft, do, wou se onnëtz Deplacementer vermeit, zum Beispill duerch kuerz Visiokonferenzen, wéi mir et da mëttlerweil och an dësem héijen Haus - dat hei ass nach méi héich wéi doënnen - gewinnt sinn, do, wou d'Digitaliséierung de Léierprozess an de Schoule vereinfachen, verbesseren oder méi séier maache kann, do, wou d'Digitaliséierung de Client méi rapid an iwwersiichtlech beréit, vläicht och méi transparent, grad op all dëse Felder an och an anere Kontexter solle mer hir Méiglechkeete vëlleg ausschäffelen. Zum Wuel vum Mënsch an zum Wuel vun der Natur, well mir hu jo bekanntlech nëmmen eng Natur, an déi kënne mer net weider belaaschten, jo, souguer zerstéieren, wéi dat op ville Plazen um Globus de Fall ass, wéi mer dat do mussen erliewen.

Jo, eng sënnvoll Digitaliséierung kann a muss och den Déngscht vun eiser Ëmwelt am Fokus hunn, si muss an den Déngscht vun dëser Ëmwelt gestallt ginn, well d'Klimakris ass net vergiess.

Déi sanitär Kris féiert zu engem Ëmdenken a puncto Mobilitéit a si invitéiert eis, iwwer eis Konsumgewunnechten nozedenken. Musse mer da sou vill Wueren iwwer Internet bestellen an domat zeg Camionnetten duerch eis Uertschaften dreiwen, wou och nach Leit drasëtzen, déi dacks schlecht bezuelt sinn? Firwat ënnerstëtze mer net nach méi wéi soss eis Epicerie, eise Bäcker oder Metzler an eiser Uertschaft oder an eisem Quartier? Oder eise Libraire, bei deem mer d'Bicher, déi mer kafen, och nach upake kënnen an deen eis kompetent beréit? Oder eist Kleedergeschäft, dat mat Hëllef vu senge professionelle Schneider och Kostümer an Tailleuren, jo, souguer neierdéngs Masken op d'Mooss mécht an eisem Kierper upasst?

Et geet eeben net nëmmen duer, gréng Dreem ze hunn a sech e gréngen Touch ze ginn, et muss een och bereet sinn, duerch säin eegent Kafverhalen eng weesentlech méi nohalteg Wirtschaft konkreet ze ënnerstëtzen.

Quarto: D'Kris weist eis och, datt et sécher ass, datt et sech weider méi wéi lount, an d'Fuerschung an an d'Innovatioun ze investéieren. Hei gëllt et virun allem, u kooperativ Modeller ze denken. Amplaz sech a Krisemomenter, déi e sanitäre Charakter hunn, och nach géigesäiteg Konkurrenz ze maachen, soll wéinstens an der Europäescher Unioun de Wäert vum Zesummeschaffen erkannt ginn. Well nëmmen e kooperatiivt Verhale kann zu enger méi séierer Sortie aus der sanitärer Kris féieren.

Quinto: Dem Finanzminister seng Efforten, fir iwwert déi lescht sechs Joer gesond Staatsfinanzen opzebauen, waren absolutt richteg. Genau dës Politik erlaabt eis haut, fir gutt opgestallt ze sinn a fir sou duerch dës Kris ze kommen. Elo, wou mer stiermesch Zäiten hunn, kënne mer den néidege Sputt ausnotzen, fir mat Finanzmëttel vun engem dach awer historeschen Ausmooss de Leit an der Wirtschaft zur Säit ze stoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Rei Gedanken nach als Konklusioun. Déi Kris hei erënnert een un e Patient, dee viru bal enger Dose Joren e schwéieren Häerzinfarkt hat. En huet eng Kuer gemaach a weesentlech méi gesond gelieft. En huet d'Uweisunge vum Dokter befollegt: D'Fëmmen agestallt, net méi fetteg giess a quasi keen Alkohol gedronk. A bis nach viru Kuerzem war dëse Patient nees kärgesond, ass Vëlo gefuer an e bësse schwammen a lafe gaang. Bis en op eemol e fatzege Virus erwëscht huet, deen e reegelrecht néiergehäit huet. Dat huet dozou gefouert, datt en net méi schaffe konnt. E konnt net méi um soziale Liewen deelhuelen. Bref, e war a sengem Handelen, jo, a senger gewinnter Fräiheet vun engem Dag op deen anere staark ageschränkt.

D'Schicksal vun deem Patient erënnert mech un den aktuellen Zoustand vun der westeuropäescher a besonnesch der Lëtzebuerger Ekonomie. Virun enger Dose Joren, am September 2008, hate mer d'Kredittkris, déi sougenannte Subprimekris an Amerika, déi oft nach haut wéideet an déi och eis international Finanzplaz, an domat eis Banken, onverhofft gerëselt huet. Ganz onerwaart. Quitte, datt d'Ursaachen deelweis hausgemaach waren, zumindest wann een un Amerika denkt.

No der Eurokris hu mer eis nees lues a lues erholl. Mir hunn d'Rotschléi vun den Experten ugeholl an de Secteur méi streng reglementéiert. Dës Reegelen hunn de Finanz- a Bankesecteur nees op méi zolidd Féiss gestallt. Wéi sot de Finanzminister Pierre Gramegna sou schéin: „D'Banke sinn an dëser Kris en Deel vun der Léisung, net de Problem u sech." An awer, dës Kris ass iwwerraschend komm wéi en Déif an der Nuecht. Si trëfft eng Ekonomie, déi sech nees gutt erholl hat. Eng Finanzplaz, déi sech weider diversifizéiert huet. Si trëfft op eng Industrie an e Mëttelstand, déi innovativ sinn, an op e Commerce, en Handel also, deen dem Staat an de leschte Jore méi Recetten erabruecht huet.

Jo, dat ass eigentlech eng batter Situatioun. Wéi sot mäi Kolleeg Gilles Baum sou schéin: „D'Tréine stounge mer bal an den Aen, wéi ech

héieren hunn, datt sech eisen Iwwerschoss vun 800 Milliounen Euro fir 2020 an en Defizit vun ëm déi 5 Milliarden Euro verwandele géif."

Alles an allem sollte mer awer, trotz dëser Kris, Vertrauen an d'Zukunft hunn. Lëtzebuerg huet nieft deene ville kreativen a schaffende Mënschen, déi eis Gesellschaft zesummenhalen, eng ganz Rëtsch vun Trëmp, déi et ausspille kann. Zum Beispill eng innovativ a performant Finanzplaz, déi iwwregens gehollef huet - de Finanzminister huet et nach d'lescht Woch präziséiert -, eng Finanzplaz, déi gehollef huet, fir dee brutale Schock, dee mer viru Kuerzem erlieft hunn, eenegermoossen ofzefiederen, besonnesch duerch den Teletravail. Eng dynamesch Industrie hu mer an e fläissegt Handwierk, déi sech den technologeschen a klimateschen Erausfuerderunge stellen. Oder och nach Verwaltungen a Schoulen, déi sech digital nei opstellen an an der Kris, trotz alle Problemer, trotz alle Schwieregkeeten, duergehalen hunn.

Et soll keen an der Kris mam Fanger op deen anere weisen a mengen, deen hätt dat grousst Lous gezunn. Mir solle vill méi an an och no der Kris zesummenhalen. Eigentlech komme mer nëmme sou duerch de Bësch. D'Kris soll eis och zu engem Émdenke féieren. Mir mussen eis op eis eege Stäerkte besënnen, op eis lokal a regional Wirtschaft. Mir mussen och méi nohalteg denken an handelen. Musse mer da wierklech op Inselen, déi wäit vun eis ewechleien, mam Fliger fléien, fir dann do eng Faart mam Schëff ze maachen? Geet eng Rees bei eis Noperen net duer? Eist Land, eis Groussregioun, de Benelux an Europa hunn och schéi Plazen, wou een hireese ka fir ze entspanen.

Nohaltegkeet liewen amplaz just dovunner ze schwätzen, regional zesummeschaffen, d'Produktiounsketten an deem Sënn iwwerdenken, de lokale Mëttelstand nei entdecken an ënnerstëtzen amplaz villes, wann net alles iwwer Internet vu ganz wäit hierkommen ze loossen, eis Aarbechtsweis nei denken - Stéchwuert d'Stäerkung vum Teletravail -, d'Aarbecht vun de schaffende Leit aus dem Gesondheets-, Fleegea Rettungswiese wäertschätzen a besser encadréieren amplaz all Akt am Fleegeberäich mat der Stoppauer ze moossen oder op d'Stoppauer ze kucken, alles dat si wichteg Usätz, déi mer eescht huele sollen a mat deene mer d'Renaissance vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft aleede kënnen, fir villes zum Besseren ze kéieren an de Bléck nees vill méi op dat Weesentlecht, op dat Dauerhaft an eisem Liewen ze riichten.

Här President, eist Schëff ass also vun der geplangter Faart ofkomm. Den onerwaarte Säitewand huet et an dicht Niwwelbänke gedréckt. De Moment ass just eng Navigation à vue méiglech. An et heescht, all Instrumenter fest am Bléck ze behalen. Ech si mer awer sécher, datt eise Kapitän a seng Offizéier d'Rudder fest am Grëff hunn, d'Seegelen nees richteg setzen, fir da mat Elan zréck op den urspréngleche Wee ze fannen.

(Interruption)

Aus der Siicht vun der DP däerf d'Coronakris keng Fatalitéit bleiwen. Mir musse Léieren draus zéien, ...

(Interruption)

... den Neiufank woen an dann déi ugeschwate Chancen notzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Fir d'éischt wëll awer nach den Här Kartheiser eppes soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Entschëllegt, ech wollt mech bemierkbar maachen, well ech wollt froen, ob ech dem Här Bauler kéint eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A. Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dofir wollt ech froen, ob dat nach vläicht méiglech wär.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bauler, sidd Der d'accord, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. André Bauler *(DP).*- Natierlech, Här President.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da soen ech Iech, Här President, Merci fir d'Wuert an dem Här Bauler fir dee grousszügege Gest. Ech wollt e froen, well et ass mer opgefall a senger Ried, déi wéi ëmmer beandrockend war, datt en awer och eng Referenz op den Tourismus gemaach huet. Mir hunn an deene leschten Deeg, virun allem vu grénger Säit, ëmmer erëm héieren, datt mer mussen en neien Tourismus erfannen. An och den Här Bauler huet gemengt, datt een net onbedéngt mat engem Fliger muss iergendwou hifléien an dann do mam Schëff fueren.

Meng Fro un den Här Bauler ass: Huet d'DP iergendwellech Intentiounen, fir reglementaresch an d'Fräiheet vun de Leit anzegräife fir ze reesen oder den Tourismus an iergendenger Form ze reglementéieren? Oder ass dat einfach elo en Appell gewiescht? Wat huet d'Regierungskoalitioun eigentlech elo wëlles an deem do Domän, wat d'Beweegungsfräiheet am Kader vum Tourismus ugeet?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet zréck un den Här Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Här Kartheiser, Dir sidd mir esou vill wäert, datt ech souguer op d'Tribün hei kommen, fir Iech déi do Fro ze beäntwerten.

Mir sinn eng liberal Partei a mir hu keng reglementaresch Ausbréch. Ech kann Iech just soen: „Wann ech dat hei gesot hunn, wollt ech natierlech vläicht elo net grad ze vill moraliséierend sinn." Mee ech wollt awer en Appell maachen un eis Eegeverantwortung, datt mer vläicht selwer, ech schléisse mech jo iwwerhaapt net aus, eng Kéier mat eis zu Chouer ginn an eis froen, ob mer net heiansdo sollten eist Konsumverhalen am Sënn vu méi Regionalitéit, méi Nohaltegkeet iwwerdenken, zum Wuel vun eisem Land, zum Wuel vun der Groussregioun, Europa, letztlech zum Wuel vun eis alleguer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert lo awer un den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Bonjour, Här President. Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg muss, wéi all déi aner europäesch Länner, säi Programme de stabilité et de croissance all Joer un d'Europäesch Kommissioun eraginn. Dëst geschitt natierlech ëmmer am Kontext vum Semestre européen. An dat selwecht gëllt natierlech och fir de Programme national de réforme.

Dëst Joer kënnt dem PSC an dem PNR eng besonnesch Bedeitung zou, well d'Ausschaffe vun deenen zwee Programmer natierlech ënner extrae Konditioune stoung.

D'Ausschaffe vun deenen zwee Dokumenter fält, an dat ass scho méi oft gesot ginn an et ass och gewosst, an eng weltwäit sanitär Pandemie:

Um europäesche Plang si budgetär Virschréften duerch d'General Escape Clause vun der Europäescher Kommissioun an dem EU-Conseil, dëst bedéngt duerch déi staark wirtschaftlech Rezessioun, ausser Kraaft gesat.

Dës aussergewéinlech Mesure vun der General Escape Clause gëllt fir d'Joer 2020, ass temporär, bis se erëm opgehuewe gëtt.

An zu gudder Lescht: De PSC behandelt nëmmen d'Joren 2020 an 2021.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn onmëssverständlech an enger Kris. Et ass en neie Moment. Eng Kris, déi, net ewéi 1929 oder 2008, op finanzieller Spekulatioun oder Iwwerleeunge berout, mee déi ausgeléist duerch eng sanitär Kris opgrond vun der onkontrolléierter Verbreedung vun engem Virus, dem Covid-19, elo vun der reeller Wirtschaft ausgeet. Dës sanitär Kris, déi elo zu enger Wirtschaftskris ginn ass, bedéngt duerch déi Mesuren, déi hu musse geholl ginn, fir d'Gesondheet vun de Bierger - an dat ass hei primordial - ze schützen, betrëfft net nëmme Lëtzebuerg, mee Europa an d'ganz Welt.

Zu Lëtzebuerg ass déi Baisse vum PIB, déi oft hei ugeschwat ginn ass, vu 6 %, vun där de Statec a sengem Basiszenario ausgeet, natierlech ofhängeg vu verschiddenen Hypotheesen. Momentan ass et immens schwéier ze wëssen, wéi d'Exit-Strategie konkreet an zu 100 % wäert kënnen oflafen. Hei sinn d'Chifferen an déi dobausse räsonéiert Erfarungswäerter an Decisioune ganz einfach determinant. Dofir kann een natierlech och déi Reprise fir 2021, an dat ass och schonn e puermol ugeklong, an Héicht vu 7 % vum PIB a Fro stellen.

Et muss ee just wëssen, datt et net ongewéinlech ass, datt ee Joer no engem schlëmmen Abroch och erëm eng Reprise, Gott sei Dank, ze verzeechnen ass. 2010 hate mer d'ailleurs zu Lëtzebuerg eng Reprise vu plus 4,9 % par rapport zu 2009, wou jo den Abroch bei 4,4 % war. Och déi verschidde Ministèren a Verwaltungen hu keng Glaskugel. Och de Statec kann deemno, gradesou wéineg wéi mir, virausgesinn, wéi eis sanitär Gegeebenheete muer ausgesinn. Dëst ass och am Dokument vum PSC ganz däitlech erkläert. Et ass, an dat soll jiddweree sech bewosst sinn, eng Momentopnam, an d'Zuele si mat Virsiicht ze genéissen, well mer eeben nach ni esou eng Situatioun haten.

Eng Baisse vu 6 % vum PIB fir d'Joer 2020 an eng Héicht vu 7 % vum PIB fir 2021 bedeit awer op zwee Joer gekuckt 2 % Croissance (veuillez lire: bal 0 % Croissance), an den Deputéierte Bauler huet et scho gesot: Da schwätze mer souwisou vun enger Stagnatioun.

Mat engem Zenario vun enger zweeter Well an dëser sanitärer Kris wäerten dës Schätzunge ganz aneschters sinn; an dëst beileiwen net am positive Sënn. Dofir huet de Statec dëst jo och a senger Estimatioun mat engem Worst Case vu minus 12 % vum PIB erkläert.

De Rhythmus, an deem d'Regierung déi verschidden Aschränkunge wëllt no an no lockeren, gëtt diktéiert vun eiser sanitärer Situatioun, dat wësse mer alleguerten, a vum strikten Imperativ vun der Santé publique, déi schlussendlech dem Mënsch, dat heescht eis alleguerten, zeguttkënnt. D'LSAP ënnerstëtzt dës virsiichteg Approche an ass och frou, dass d'Santé publique iewescht Prioritéit genéisst bei allen Decisiounen an dass hei net d'Ekonomie a Mënscheliewe géinteneen ofgeweit ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wat d'Durée vun der Kris natierlech méi laang dauert, wat dës Gefor ëmmer méi grouss gëtt. Dat spiere mer all Dag, deen et méi laang dauert.

Här President, wärend dem Confinement rechent de Statec dermat, datt d'wirtschaftlech Aktivitéit en moyenne ëm 26 % erofgeet. Natierlech si verschidde Secteure méi staark betraff wéi anerer. Am Horeca-Beräich läit d'Abouss bei ronn 90 % wärend dem Confinement, an an der Industrie bei 47 % a beim Commerce ass ee Ralentissement an Héicht vu bal 40 % och besonnesch grav. De Mëttelstand, an do zielen ech och hei kengem am Sall eppes Neies, ass och besonnesch betraff.

Déi politesch Äntwert muss hei sinn, dass mer probéieren, och déi méi kleng Betriber um Liewen ze halen, fir dass mer eng Varietéit an eisem Commerce wäerte behalen an och kënnen assuréieren an net nach just e puer Multinationallen an eise Geschäftsstroosse behalen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Besonnesch problematesch ass natierlech, dass d'Bannennofro duerch de Confinement automatesch noléisst. Nodeems d'Bannennofro d'lescht Joer nach ëm 2,8 % gewuess ass, wäert se de Previsioune vum Statec no fir dëst Joer ëm 1,6 % réckleefeg sinn. An engem internationale Kontext, deen duerch Spannungen, besonnesch tëschent deenen zwou groussen Ekonomië vun der Welt, à savoir USA a China, net einfach ass, war d'Bannennofro, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, als sécheren Hafe vun der Konjunktur ze gesinn. Dëst gëllt natierlech elo net méi.

Bei dëser Kris ass et net nëmmen e Schock ginn op der Säit vun der Demande, mee et ass och op der Säit vun der Offer, well d'Produktioun a ville Beräicher huet musse vun engem Dag op deen anere gestoppt an agestallt ginn. De PNR, deen och eise Plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive soll sinn, ass, opgrond vum Coronavirus an dem Lockdown natierlech, sou wéi de PSC, och wat d'Zuelen ugeet, mat Virsiicht ze genéissen, och wa mer duerch de PNR ëmmer e Réckbléck kréie vun deem, wat mer am Fong wollten erreechen.

Wat d'Virstellungen an d'Previsioune vum Emploi a vum Chômage betrëfft, sou soll Leschtgenannten, de Previsiounen no, déi nächst Méint bal ëm déi 7 % leien. Et ass jiddwerengem kloer, dass et wärend der Durée vum Confinenemt schwiereg ass, d'Wirtschaft duerch d'Bannennofro vun de Stéit ze stäerken. Den Olivier Blanchard, fréiere Chefekonomist vum Internationale Wärungsfong, FMI, huet an engem Interview mat „Le Monde" gesot, dass een op béide Säiten - Offer an Demande - muss agéieren. A genau dat mécht eis Regierung elo.

D'Lëtzebuerger Regierung ass vun Ufank un determinéiert virgaang, fir d'wirtschaftlech Aktivitéit vun den Entreprisen an d'Kafkraaft vun de Bierger ze stäipen. D'Enveloppe mat alle wirtschaftlechen a sanitäre Mesurë läit bis elo - an ech betoune „bis elo" - am Ganze bei 10,4 Milliarden Euro oder 17,5 % vun eiser Wirtschaftskraaft.

Déi verschidde sanitär a wirtschaftlech Mesuren am Kader vum Covid-19 si ronn 3,3 Milliarden Euro oder 5,5 % vum PIB. D'Reporte vun de Paiementer vun den indirekte Steieren a vun de soziale Cotisatioune maache ronn 12 % vum PIB aus an hu keng direkt Influenz op de Solde public. Domadder gehéiere mir mat Däitschland, Italien a Frankräich am EU-Verglach zu deene Länner, déi am meeschte maachen, fir d'Konjunktur ze stabiliséieren.

Mat all dëse Mesuren, déi an der Envergure bis elo nach ni hu mussen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn, wäerte mir geziilt deenen Entreprisë kënne Loft verschafen, déi duerch d'Covid-19-Epidemie ganz einfach haart getraff gi sinn. Als LSAP gesi mir d'Plus-value vun dëser Mesure besonnesch do dran, datt se eis hëlleft, Aarbechtsplazen ze erhalen, déi am anere Fall net hätte kënnen ofgeséchert ginn.

Theema: Aarbecht, Beschäftegung. Jo, de Chômage ass dat éischt Theema, wat ënnert den Objektiver am PNR ugeschwat gëtt. Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass dat och an eisen Diskussioune fir déi nächst Wochen a Méint d'Theema Nummer 1 muss sinn. De Chômage sou kleng wéi méiglech ze halen, wat schwéier genuch wäert sinn, muss absolutt Prioritéit hei am Land sinn!

Richteg a wichteg war et dofir och, de Chômage partiel als Krisemoyen direkt a fir all d'Secteuren anzesetzen. Wann d'Entreprisë fuerderen, dass de Staat hir Coût-fixë misst iwwerhuelen, sou ass sech dës Regierung hirer Responsabilitéit bewosst gewiescht an huet direkt dëse Moyen agesat, vun deem bis Enn Abrëll ronn 15.000 Entreprisë profitéiert hunn, wat iwwer 250.000 Paien duergestallt huet.

De Chômage partiel gëtt et awer nëmmen ënnert der Konditioun, an dat ass eng Konditioun, op déi mir halen, dass de Salariéen net däerf gekënnegt ginn. Ech mengen, dat ass och de Wee, deen een déi nächst Zäit zesumme soll goen. De Chômage partiel hëlleft, Betriber ze retten an d'Aarbechtsplazen domadder ofzesécheren.

Aarbechtsplazen erhalen, ass natierlech och aus der Perspektiv vun eiser Partei fundamental, well et ëm déi sozial Schicksaler vu Salariéen a schaffende Leit geet. Aarbechtsplazen erhalen, huet awer och deen net onweesentlechen Nieweneffekt, d'Grondviraussetzung ze schafen, fir datt eis wirtschaftlech Aktivitéiten erëm kënne méi séier eropgeschrauft ginn, soubal mer déi sanitär Kris iwwerstanen hunn.

D'Ekonomie no der Kris, Dir Dammen an Dir Hären, wäert net méi déi kënne sinn, wéi virun der Kris. D'Aarbechtswelt besteet awer net nëmmen aus den Zuele vun Emploi a Chômage, mee villméi kënnt et och op d'Organisatioun vun der Aarbecht ganz einfach un.

Opgrond vun der Digitalisatioun, Numerisatioun, awer och de Konklusiounen aus der Coronapandemie muss dës Aarbechtswelt eng aner sinn, wéi déi, wéi mer se gëschter nach kannt hunn. De PNR huet och Iwwerleeungen zur Aarbechtswelt opgestallt, dëst am Sënn vun der Aarbechtsorganisatioun an der Digitalisatioun, mee haaptsächlech och an der Relatioun zwëschent der Aarbechtswelt an der Fräizäit. De Wirtschaftsminister ass jo och dorobber a senger Presentatioun agaangen.

Een anere Punkt, deen eis Aarbechtswelt betrëfft a wäert veränneren, bezéiungsweis duerch de Coronalockdown vill méi séier verännert huet, wéi uganks ugeholl, ass den Teletravail. Och duerch dëse gewannen d'Leit u Liewensqualitéit. Mee nieft de Virdeeler hu mer awer och gemierkt a festgestallt, dass den Teletravail ee bessere legale Kader muss kréien. Froen ewéi Disponibilitéit, Erreechbarkeet, Aarbechtsvolumen, Salairen, Steieren an esou weider musse gekläert ginn. Dëst natierlech am Interêt vun de Betriber, awer och a virun allem am Interêt vun de Salariéen.

A well ech schonns beim PNR sinn: Ech liesen am PNR ganz vill vun der Stratégie digitale an dem Green Deal. Villes dréit sech ëm déi zwou Thematiken. Leider verschmëlze se awer nach ganz oft ze vill seelen. Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass et d'Aufgab vu Lëtzebuerg ass, dat Digitaalt an dat Ekologescht an eiser Wirtschaft, wou et machbar ass, mateneen ze verbannen.

De Begrëff heifir gëtt et schonn: Smart Economy. Gëtt dësen nach oft als vag a friem empfonnt, mengen ech, dass et genau elo déi richteg Zäit ass, fir eis Ekonomie smart ze maachen a Lëtzebuerg op de Wee vun enger Smart Nation ze bréngen. Smart Economy heescht näischt aneres, wéi als Ekonomie digital ze funktionéieren, wou dat dann och méiglech ass. Wéi gesot, dat awer mat esou mann wéi méiglech schiedlechen Ausstéiss. Och mécht de PNR a senger Duerstellung Referenz op d'Etüd vun der drëtter industrieller Revolutioun.

Wat eis dës Kris geléiert huet, an och dat gehéiert zu enger Smart Economy derzou, ass d'Wichtegkeet vun enger lokaler Produktioun a

lokaler Consommatioun. Wichteg ass, datt mir als Lëtzebuerg, awer virun allem als Europa, ëmmer méi eegestänneg a manner ofhängeg vum Rescht vun der Welt ginn. Datt mir, wéi elo, op d'Ënnerstëtzung vu China a puncto Medikamenter, Masken an esou weider hoffen, dierf net zur Reegel ginn a muss erëm séier revidéiert ginn.

Heifir musse mir den europäesche Marché unique konsolidéieren. D'Grenzen hunn hei näischt - beileiwen näischt! - verluer. Mir mussen awer och d'Chaîne de valeur, d'Produktiounsketten an der Groussregioun an och hei zu Lëtzebuerg weider stäerken.

Här President, d'LSAP steet hannert der Regierung bei hirer antizyklescher Finanzpolitik. De viraussiichtlechen Defizit beim Gesamtstaat ergëtt sech zum Deel aus dem décken Defizit am Zentralstaat. Dëst ass awer och nëmmen normal, wann ee weess, datt all déi Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren, hiren Nidderschlag am Zentralstaat fannen.

Ech denken hei op der Säit vun den Depensen un d'Infrastrukturen am medezinnesche Beräich an Héicht vu bal 200 Milliounen Euro oder un dat wichtegt Instrument vum Chômage partiel, deen adaptéiert ginn ass un dëse Cas de force majeure an dee viraussiichtlech 1 Milliard wäert kaschten, an dëst natierlech och an der Beschreiwung vum Budget 2020.

Dat bedeit awer och 1 Milliard fir d'Kafkraaft, déi erhale gëtt a vun där souwuel d'Entreprisë wéi och d'Stéit eppes hunn, dat heescht mir alleguerten zesummen. Ech wéilt an dësem Kontext eng Kéier ënnersträichen, datt mer zesumme mat Frankräich an Holland dee favorabelste Chômage partiel hunn, deen et op EU-Niveau gëtt.

Weider op der Säit vun den Depensë stinn och déi Direkthëllefe fir d'Independanten an d'Mikroentreprisen, déi sech de Staat bis elo 250 Millioune kaschte gelooss huet, fir d'Joer 2020.

Op der Säit vun de Recettë gëtt mat engem Réckgang vu ronn 1 Milliard Euro gerechent, souwuel bei de Steieren op der Produktioun an der Importatioun - ech denken hei besonnesch un d'TVA - wéi och bei der Kategorie vun de Steieren op dem Revenu.

Een Deel vun den Depensë sinn och Suen, déi iwwert d'Gesondheetskees gelaf sinn. Dëst betrëfft de Finanzement fir d'Mesurë vum Congé pour raisons familiales souwéi dem Congé pour soutien familial. Dee viraussiichtleche Montant läit, an dat ass, mengen ech, och vum Finanzminister gesot ginn, bei ronn 226 Milliounen Euro, wouvu 50 % iwwer Avancë schonn ausgedeelt gi sinn. An de Genoss dovunner komme ronn 30.000 Salariéen.

Et schéngt eis awer och nëmmen normal ze sinn, datt hei um Enn vun der Kris ee Kassensturz gemaach gëtt, fir de Montant, deen iwwert d'CNS gelaf ass, ze rechnen, an datt dëst Kapital iwwert de Staatsbudget erëm kann zréckfléissen.

Finalement wëll ech och ënnersträichen, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng antizyklesch Wirtschaftspolitik maache kann, well se déi lescht Joren, an dat huet den Här Bauler och scho gesot, responsabel mat eise Staatsfinanzen ëmgaangen ass. 2018 hate mer am Zentralstaat no de Krittäre vun der SEC-Norm en zolitten Iwwerschoss vu ronn 556 Milliounen Euro. 2019 hu mer am Zentralstaat keen Defizit gemaach.

Eis Staatsschold louch um Enn vum drëtten Trimester 2019 bei grad emol 20,2 % vum PIB. Bis op Estland ka keen anert Land an där ganzer EU op esou gesond Staatsfinanzen opbauen. Ech sinn dofir frou, datt d'Regierung iwwert déi lescht Joren esou räsonabel gewirtschaft huet an der Tentatioun widderstanen huet, fir Sue breet mat der Strenz ze verdeelen. Dofir ass elo déi Marge do, fir eis Ekonomie ze stäipen a mëttelfristeg ze relancéieren.

Effektiv ass et esou, datt d'Lëtzebuerger Regierung konnt den 22. Abrëll annoncéieren, eng zweete Kéier Sue geléint ze hunn zu engem negativen Zënssaz. Den negativen Zënssaz bei de Staatsobligatioune weist, datt Lëtzebuerg no bausse kredibel ass an datt de Marché e Vertrauen an eist Land huet, wéi nëmme wéineg Länner et nach genéissen.

Mee och d'Lëtzebuerger Acteure vertrauen der Finanz- a Wirtschaftspolitik vun dëser Regierung. Ëmmerhin ass e Véierel vun den neie Staatsobligatioune vu lokalen Acteuren, zum Beispill vum Assurancësecteur, souscrivéiert ginn.

Ech hat et scho virdru gesot: Dës ekonomesch Kris ass an deem Sënn speziell, well se elo leider vun der reeller Ekonomie ausgeet. Et ass och an den Ae vun der LSAP nëmmen normal, datt de Bankesecteur, deen 2008 vill Misär iwwert d'Weltwirtschaft bruecht huet, op d'mannst e bëssen an d'Verantwortung gezu gëtt.

Dëst maache mer zum Beispill bei der staatlecher Garantie op neie Kreditter fir Entreprisë mat enger Lafzäit bis zu sechs Joer. Am Gesetz, dat mer deen 18. Abrëll hei an der Chamber gestëmmt hunn, droen d'Banke 15 % vun där Garantie, dat ass 5 % méi wéi den Taux minimal, deen d'Banke laut der Virgab vun der EU-Kommissioun droe mussen. Ech mengen, dat wier och net ze vill verlaangt.

D'EU-Kommissioun grad wéi d'Staats- an d'Regierungscheffe schéngen op d'mannst deelweis aus dem feelerhaften Ëmgang mat der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2009 geléiert ze hunn. Sou ass relativ séier d'Clause dérogatoire générale, déi am Joer 2011 am Kader vum sougenannte „six pack" an de Pacte de stabilité et de croissance integréiert ginn ass, no enger Videokonferenz vum Conseil européen vum 17. Mäerz aktivéiert ginn.

Et ass déi éischte Kéier, datt déi Clause dérogatoire ausgeruff ginn ass. Domadder sinn net nëmmen déi méi bekannte Maastricht-Krittären temporaire opgehuewe ginn, mee och de Respect vum OMT, vum Objectif à moyen terme. Dat ass domadder geschitt.

Lëtzebuerg hat sech fir d'Period 2020 bis 2022 en OMT gi vu plus 0,5 %, also e stukturelle Solde budgétaire vun 0,5 %.

Fir d'LSAP ass kloer, datt dat Zil, wat an aneren Zäite fixéiert ginn ass, an deenen heiten Zäiten net méi dat selwecht ka sinn, haut, an et kann och net méi eis Guideline sinn. An dësen Zäiten, wou mir vill Onsécherheete bei deene verschiddenen Acteure spieren, well eis alleguerten d'Erfarungswäerter iwwert d'ekonomesch Konsequenz vun enger globaler sanitärer Kris feelen, duerf kee budgetären Dogmatismus priméieren.

D'Europäesch Kommissioun leet fir all Memberstaat ee minimalen OMT fest op Basis vun dräi Krittären: eng gemeinsam ënnescht Limitt vu minus 1 %, de Respekt vum Staatsdefizit op laang Siicht. An de leschtgenannte Krittär: och déi laangfristeg Ausgabe vum Pensiounssystem ... (veuillez lire: eng gemeinsam ënnescht Limitt vu minus 1 %, de Respekt vum Staatsdefizit vu manner wéi 3 % vum PIB an d'Soutenabilitéit vun de Staatsfinanzen op laang Siicht. Dee leschtgenannte Krittär berücksichtegt och déi laangfristeg Ausgabe vum Pensiounssystem).

Ech wéilt an deem Kontext an Erënnerung ruffen, datt de Conseil national des finances publiques sengerzäit och scho probéiert huet, ee minimalen OMT ze rechnen. An engem Avis vun 2016, un dee mer eis nach vläicht kënnen erënneren, huet e fir d'Period 2017 bis 2019 op Basis vun den dräi Krittäre vun der EU-Kommissioun ee minimalen OMT vu minus 1 % errechent. Deemools ass awer d'Lëtzebuerger Regierung, déi de Pacte budgétaire ënnerschriwwen huet, allerdéngs dohinnergaang an huet den OMT op minus 0,5 % festgeluecht. Wéi mer haut gesinn, war et déi richteg Entscheedung.

Et gesäit een also, datt d'Lëtzebuerger Regierung scho länger Zäit bei finanzpolitesche Froen, wéi där vum OMT, eng Marge gehalen huet par rapport zu deem, wat theoreetesch strictement néideg gewiescht wier.

Well den OMT duerch d'General Escape Clause ausser Kraaft gesat ginn ass, wéi scho gesot, ass en och weider net am PSC behandelt.

Här President, dorauser ergëtt sech, datt eis ambitiéis Investitiounspolitik net däerf a Fro gestallt ginn. D'Wäiche fir d'Zukunft musse weider gestallt ginn, well mir musse kënnen duerchstarten, wann déi sanitär Kris, wat hoffentlech geschwënn ass, erëm eriwwer ass.

A kengem Fall däerf et dozou kommen, datt mer notamment bei eisen Infrastrukture géife Verspéidungen opbauen. Als LSAP begréisse mer dofir, datt mer fir d'Joer 2020 d'Investissementer op Rekordniveau bäibehalen. Si leie bei ronn 2,85 Milliounen Euro, wat net manner wéi eng Progressioun vu 4,2 % par rapport zum schonns héijen Niveau vun 2019 ass.

Eng ambitiéis Investitiounspolitik ass awer och dofir esou wichteg, well de Staat, a besonnesch a Krisenzäiten, mam gudde Beispill muss virgoen. Virun allem d'Gemengen, déi d'Rezessioun um Niveau vun der Gewerbesteier och wäerten ze spiere kréien, musse weiderhin a wichteg Infrastrukturen investéieren an dierfen natierlech och an Zukunft net op d'Brems drécken.

Wichteg Investissementer, déi d'Bierger an hirem Alldag betreffen, zum Beispill d'Schoulgebaier an d'Maison-relaisen, nëmme fir déi ze nennen, setze viraus, datt d'Gemengen déi néideg Moyene musse behalen, fir ze investéieren. Investissementer, déi vun allen ekonomeschen Acteuren héichgehale ginn, sinn eiser Meenung no de beschte Wee, fir aus dëser Kris erauszekommen.

An esou schwéieren Zäite wéi dëse kënnt et natierlech méi wéi jee op Solidaritéit un. Dës Solidaritéit dréckt sech am Klengen natierlech och aus tëschent den Noperen, tëschent de Generatiounen an iwwerall an eiser Gesellschaft.

D'Europäesch Unioun muss op der Héicht si vun där Solidaritéit, déi europäesch Bierger Dag fir Dag liewen. Et ass gutt, datt d'Europäesch Zentralbank fir dëst Joer virgesäit, europäesch Staatsobligatiounen an Héicht vu méi wéi 1.000 Milliarden Euro um Marché secondaire ze kafen. Si huet mëttlerweil méi wéi 20 % vun der Staatsschold vun de Länner vun der Eurozon an hirem Bilan. Europäesch Solidaritéit tëschent de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend noutwendeg wéi nach ni virdrun.

Zanter datt de Covid-19 och um europäesche Kontinent ausgebrach ass, si scho véier Conseilen vun den europäesche Staats- a Regierungscheffen zesummekomm. Et ass wichteg, datt d'EU no baussen e Bild vu Geschlossenheet a vu Reaktivitéit vermëttelt. D'LSAP begréisst dofir ausdrécklech, datt d'Lëtzebuerger Regierung d'Propos vu sougenannte Coronabonds ënnerstëtzt huet. Dës hätten den Avantage, den Drock vun de Finanzmäert op Länner wéi Italien a Spuenien a Grenzen ze halen. Et geet eis hei manner ëm d'Etikett vun der Hëllef, mee ëm de Prinzip, dass d'EU an der Solidaritéit muss handlungsfäeg bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- De Paquet an Héicht vu 540 Milliounen Euro, op déi sech d'Finanzministere vun der EU den 9. Abrëll gëeenegt hunn, ass en éischte Schrëtt gewiescht, mee et geet awer net duer, fir mëttelfristeg eng Relance ze erméiglechen. De Paolo Gentiloni, europäesche Kommissär fir d'Ekonomie, huet ee Volume vun 1.000 bis 1.500 Milliarde genannt, déi néideg wieren.

Mir bleiwe weiderhin der Meenung, dass et vum Prinzip hier richteg wier, wann d'EU-Kommissioun en europäeschen Emprunt kéint ophuelen, deen un den EU-Budget ugegliddert gëtt, sou wéi dat notamment vun der franséischer Regierung proposéiert ginn ass. D'Ursula von der Leyen huet hirersäits op der Pressekonferenz vum leschte Conseil vum 23. Abrëll d'Noutwendegkeet ënnerstrach, de Plaffong vum järleche Budget vun den Eegemëttel vun der EU fir zwee bis dräi Joer op 2 % vum europäesche Revenu national brut eropzeschrauwen amplaz vun aktuell 1,2 % vum RNB, andeems d'Memberstaaten d'Garantië gi fir déi Suen, déi d'EU-Kommissioun souscrivéiere léisst. Den Nicolas Schmit verdeedegt als Member vun der EU-Kommissioun dës Linn an d'LSAP ënnerstëtzt natierlech dës europäesch Äntwert.

All déi, déi nach ëmmer mengen, datt et eis net sollt këmmeren, wann an Italien, Spuenien oder soss europäesche Länner an der Europäescher Unioun europäesch Bierger an d'Prekaritéit gedréckt ginn an d'Ekonomie an d'Knéie geet, déi gesinn déi vernetzt ekonomesch Relatiounen net.

Dofir brauche mir och, awer net nëmmen an der Finanzpolitik, europäesch Solidaritéit. Dofir begréisse mir et och, datt sech d'Memberstaaten op d'mannst duerchgeronge kritt hunn, fir 240 vun de 410 Milliarden Euro aus dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris betraff sinn. Et ass immens wichteg, datt mer kee Memberstaat hänke loossen an dëser historesch graver Situatioun.

An eisen Aen dierf een allerdéngs kee Plaffong vun 2 % pro Memberstaat setzen, well eeben de Covid-19-Virus d'Länner op eng ënnerschiddlech Aart a Weis méi haart oder manner haart getraff huet.

Et wäert och néideg sinn, datt mer weiderhin eis Hëllefsinstrumenter fir déi wirtschaftlech a sozial Acteure reegelméisseg upassen un d'Evolutioun vun der ekonomescher Situatioun. D'Regierung huet och schonns e puermol erkläert, datt verschidde Secteuren a besonneschem Mooss ënnert d'Äerm gegraff wäerte kréien, well se méi laang vu sanitäre Restriktioune betraff si wéi aner Secteuren.

Et geet engersäits drëm, d'Liquiditéitsproblemer bei den Acteuren aus eiser Wirtschaft ze evitéieren - a mat deene verschiddene Mesuren, déi eis Regierung geholl huet, wäert et och sécher geléngen -, anerersäits ass et eeben och wichteg, dass d'Aarbechtsplazen an domadder d'Kafkraaft vun de Stéit hei am Land erhale bleiwen.

Zum Schluss wéilte mir als LSAP och ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt mir net ze vill an ze séier no der Kris op europäeschem Niveau de Rimm méi enk zéien an esou eis Wirtschaft zu deem Moment, wou se erëm e bëssen zou sech kënnt, dann direkt erëm ofwiergen. D'Feeler aus der Aart a Weis, wéi mer op europäeschem Niveau mat der Wirtschafts- a Finanzkris deelweis ëmgaange sinn, däerfen an eisen Aen op kee Fall widderholl ginn.

Déi ekonomesch Repercussioune vum Covid-19 wäerten eis sécher nach länger Zäit beschäftegen. D'Vertrauen an eis Ekonomie ass dofir wichteg, besonnesch am Kader vun der wirtschaftlecher Relance. D'Politik soll a muss zukünfteg Decisiounen huelen, an dëst am Sënn an zum Wuel vun alle Mënschen a Bierger.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, de Coronavirus huet derzou gefouert, datt mer all den Otem ugehalen hunn, fir e Moment stoebliwwe sinn, zu Lëtzebuerg, an Europa an an der Welt. An och d'Ekonomie stoung. An elo ass de Moment, wou Lëtzebuerg, Europa, d'Welt decidéiere kann, wéi mer se erëm un d'Rulle bréngen.

Wëlle mer eng Ekonomie, déi de Planéit an ons d'Zukunft vun den nächste Generatioune futti mécht? Oder wëlle mer d'Ekonomie ëmbauen, dass se ëmwelt- a klimafrëndlech ass, zukunftsfäeg ass?

Elo, wou mer d'Ekonomie erëm nei starten, musse mer genau dat maachen. Et ass also och de Moment, fir vun de positiven Erfarungen aus de leschte Wochen ze profitéieren, fir déi matzehuelen an d'Zukunft: d'Solidaritéit, déi een op ville Plaze gespuert huet - an onse Quartieren, an den Dierfer -, d'Digitaliséierung. Immens vill vun ons hunn zum Beispill vun doheem geschafft, an et huet geklappt. Manner Stau, méi Zäit fir d'Famill. A Lëtzebuerg huet gewisen, dass mer séier an effikass kënne reagéieren an engem Moment vu Kris.

An dofir heescht et och elo, net zréck an eng Ekonomie vu gëschter vun de fossillen Energien an der Ressourcëverschwendung, mee ons méi staark opstellen an investéieren, fir duerch d'Krisen ze kommen, mat enger staarker, zukunftsfäeger an ëmweltfrëndlecher Ekonomie, déi op feste Féiss steet, keng Spuerpolitik, déi den nohaltege Strukturwandel vun eiser Ekonomie bremst an um Bockel vun de Schwächsten ausgedroe gëtt, mee e staarke Staat fir d'Allgemengheet, deen an d'ekologesch Transitioun, den éffentleche Wunnengsbau an e staarke Gesondheetssystem investéiert. Et heescht elo, vun dëser Kris ze profitéieren an ons esou opzestellen, dass mer no der Kris méi staark dosti wéi virdrun.

Här President, Dir Dammen an Hären, haut hu mer eng Diskussioun iwwert de Stabilitéitsprogramm an de Reformprogramm. A vill Chifferen aus dem Stabilitéits- an dem Wuesstumsplang sinn natierlech mat Virsiicht ze genéissen, well d'Previsioune fir dëst an d'nächst Joer, wat d'Staatsfinanzen ugeet, schwéier bis guer net ze maache sinn. Trotzdeem sinn de Stabilitéits- an de Reformprogramm an d'Froen, déi do drunhänken, wuel esou aktuell wéi zënter der Aféierung vun deem Instrument net méi.

A menger Ried wëll ech engersäits op d'Situatioun elo zu Lëtzebuerg awer och doriwwer eraus agoen, mer d'Fro stellen, wat fir eng finanzpolitesch a wirtschaftlech Konsequenzen dorauser ze zéie sinn, an d'Fro beäntwerten, wéi mer eis Ekonomie a verschidde Secteuren opstelle mussen. Awer mer mussen dat natierlech och ëmmer aus där europäescher Perspektiv an där vun der Fro vun der Gerechtegkeet maachen.

Wou sti mer haut? E Virus huet eng Wirtschaftskris provozéiert, engersäits duerch déi néideg sanitär Mesurë vum Confinement, déi hei am Land, awer och soss, geholl gi sinn, an anerersäits duerch d'Zesummebrieche vu Produktiouns- a Liwwerketten. An ee vun de Grënn vun der aktueller globaler wirtschaftlecher Rezessioun ass och op d'Struktur vun der Ekonomie selwer zréckzeféieren; eng Ekonomie, wéi mir se virun der Kris kannt hunn, war net onbedéngt optimal fir d'Zukunft opgestallt. Mir brauchen also en Ëmdenken op wirtschaftlechem Plang, méi wéi jee!

De Statec huet fir Lëtzebuerg fir dëst Joer eng Rezessioun vu 6 % virausgesot. Déi ass natierlech mat Virsiicht ze genéissen. An den ekonomeschen Impakt vun der Coronakris ass nach net genau anzeschätzen, quitte dass mer wëssen, dass e grouss ass. En plus ass Lëtzebuerg nach staark wéinst senger klenger Gréisst vun aneren Ekonomien ofhängeg.

Fir d'nächst Joer seet de Statec ons dann, dass mer e Wuesstum vu 7 % hunn. Dat ass natierlech eng nach méi onsécher Zuel, déi elo quasi

näischt ausseet. A virun allem: Wa mer vum nächste Joer vu 7 % schwätzen an dëst Joer vun enger Rezessioun schwätzen, da wësse mer, dass mer innerhalb vun zwee Joer eigentlech, ekonomesch gesinn, näischt bäigewonnen hunn; an dat alles nach, wa mer dervun ausginn, dass mer probéieren, alles ze maachen, fir eng zweet Infektiounswell ze verhënneren, well domadder wären och nach eng Kéier aner Konsequenze verbonnen.

Ech wëll awer och rappeléieren, dass de PIB net deen eenzege Krittär ass, deen zielt. An et wär falsch, just elo op de PIB ze kucken an ze soen, wann deen am Plus stéing, wär et an der Rei, a wann en am Minus stéing, net. Mir mussen hei méi wäit denken an och déi sozial an ëmweltpolitesch Froe consideréieren, an ech komme méi spéit a menger Ried och nach weider dorop zréck.

Et gëtt eng ganz interessant Etüd, déi gemaach ginn ass, Re-Covid-Taskforce, vun där Taskforce, wou Leit vum LISER dra sinn, dem Statec an der Uni, déi gesot hunn, dass eng ganz Rei Secteure schlëmm getraff sinn: den Tourismus, d'Konscht, d'Fräizäit, d'Erhuelung, de Bausecteur an och den Handel. Si representéieren am Ganze 75.000 Aarbechtsplazen a 25 %, also e Véierel, vun onsem PIB. „Déi kleng Entreprisen", soe si ons, „si besonnesch haart betraff." Awer allgemeng muss ee soen, dass net all Secteur an net all Entreprise vun där heiter Kris d'nämmlecht vill betraff ass.

An de Staat huet bis elo schonn 10 Milliarde géint dës Kris mobiliséiert, wat 17,5 % vum PIB ausmécht. A logescherweis wäerten d'Staatsfinanzen doduerjer dëst Joer staark impaktéiert sinn. Mee dat ass de richtege Wee!

An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, wat och scho gesot ginn ass: Ons Schold ass ëmmer nach ënnert dem 30 %-Zil, wat d'Regierung sech an dem Koalitiounsaccord ginn huet. An den europäesche Stabilitéitspakt erlaabt et hei jo souguer, fir bis op 60 % bei der Staatsverschëldung ze goen.

An de Stabilitéitsprogramm vun der Regierung weist, dass d'Mesuren aus deene leschte Woche vill kaschten a wäerte kaschten, mee se ons Ekonomie och stäerken. D'Hëllefen an d'Garantië stabiliséieren d'Entreprisen an och de Finanzsecteur. De Chômage partiel op där anerer Säit stabiliséiert d'Kafkraaft vun de Menagen a Liquiditéiten an d'Aarbechtskraaft ass geschützt.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi geet et weider? Kucke mer no vir! Mir sinn am Deconfinement, mee d'sanitär Kris ass nach net eriwwer an domadder och net déi ekonomesch Kris. Et gëtt e Risiko an dee wäert och nach déi nächst Méint weidergoen.

Fir vill Secteure ginn d'Konsequenzen och iwwert de Confinement eraus, zum Deel well se déi verluere Recetten och net méi zréckkréien, sief et an der Tourismusbranche oder an der Gastronomie. An dës Entreprisë musse mer selbstverständlech weider ënnerstëtzen. A gläichzäiteg muss de Staat zum Beispill och de Gesondheetssystem awer besser opstelle géint d'Pandemien, déi riskéieren, och méi heefeg ze ginn, a fir och den nohaltege Wandel vun der Ekonomie weiderzedreiwen.

De Staat muss dofir seng ambitiéis Investitiounsstrategie weiderféieren, fir méi Nohaltegkeet a Resilienz, also dass mer gutt fir déi verschiddenst Krisen opgestallt ginn. Mir hunn och dofir den néidege budgetäre Spillraum a mir mussen en notzen.

Keng Spuerpolitik, fir an den nächste Jore Scholden ze reduzéieren, ass elo ugesot. Dat muss ons Prioritéit sinn. Doduerjer géifen d'Stéit an d'Betriber och nëmmen nach méi belaascht ginn, an dofir wär dat och de falsche Wee.

D'Prioritéit muss et elo sinn, datt weidergemaach gëtt zu Lëtzebuerg, wéi mer et schonn an de leschte Jore gemaach hunn, nämlech dass mer an d'Zukunft investéieren. Et ass och dat, wat de Stabilitéitsprogramm weist: dass d'Regierung genau dat maache wëllt.

Fir 2019 gouf et en ëffentlechen Invest vu 4,3 % vum PIB.

An och am Budget 2020 ass en ëffentlechen Invest vu 4,8 % vum PIB virgesinn. En ass ambitiéis, wat ëffentlech Investitiounen ugeet: plus 12 % par rapport vum Joer virdrun. An et gëtt och dorunner festgehalen, dass mer 20 % vum Invest an Ëmwelt a Klimaschutz wëllen investéieren, zum Beispill d'Mobilitéit, de gratis ëffentlechen Transport, d'duuss Mobilitéit, den Tram, d'Bunn, d'Infrastrukturen, de Klimafong, wou et vill ëm erneierbar Energië geet, d'Ëmsetzung vun Naturschutzmoossnamen an esou weider.

An och fir de Budget vun 2021 gesäit d'Regierung dat am Stabilitéitsprogramm vir. Do ass en ëffentlechen Invest vu 4,7 % vum PIB virgesinn a souguer e Plus vun den ëffentlechen Investissementer vu 6 % fir d'nächst Joer par rapport zu dësem Joer. An och den Invest an d'Ëmwelt an an de Klimaschutz soll nach eemol eropgeschrauft ginn op 25 %.

An et ass och dorëms, wou et geet: d'Investitiounen héichhale mat engem richtegen Investitiounsprogramm, fir d'Ekonomie ze relancéieren, an dat natierlech en ligne mat den Ziler, déi mer hunn, sief et aus dem Ëmwelt- a Klimaschutzberäich, awer och, fir méi Logement ze schafen. Doduerjer erhale mer Aarbechtsplazen a kreéieren neier. Mir wëllen de Gesondheetssystem an de Gesondheetssecteur doduerjer stäerken, zukunftsfäeg a kriseresistent ginn.

An dat Ganzt ass och net just ëmwelt- a klimapolitesch wichteg, mee och reng finanziell gesi mécht et Sënn, eeben an der aktueller Kris mindestens genausou vill ze investéiere wéi virun der Kris, well mer, wéi gesot, eng gutt finanziell Situatioun vum Staat hunn, ënner anerem wéinst der gudder Aarbecht vun där leschter Regierung. Et sinn interessant Zënskonditiounen do, negativ Zënsen. Mir kréien d'Suen also quasi gratis geléint. Mir kréie souguer nach eppes dropgeluecht a mir hunn en héije Multiplicateur vun den Investitiounen.

Finanzpolitesch Analysen zum Beispill vun der Fondation IDEA op der Basis vun den Zuele vum FMI ginn dervun aus, dass geziilt ëffentlech Investitiounen en immens staarke positiven Impakt op d'Konjunktur kënnen hunn. Doduerch kéinten d'Käschte vun den Investitiounen zum groussen Deel vun den zousätzleche steierleche Recetten, déi dës Investitiounen eriwwerbréngen, opgefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klima- an Ëmweltkris ass duerch d'Coronakris net manner aktuell ginn. Si ass haut genausou aktuell wéi virdrun a si brauch dofir och weider onser aller voll Opmierksamkeet.

D'International Energieagence estiméiert duerch de Corona dëst Joer weltwäit 8 % manner Zäregasemissiounen. An d'Vereenten Natiounen hunn ausgerechent, dass et och genau eng vergläichbar Reduktioun ass, also weltwäit knapp 8 % Reduktioun all Joer, déi mer déi nächst zéng Joer brauchen, fir eist 1,5-Grad-Zil vum Paräiser Accord ze erreechen.

Ech wëll just dat nach eng Kéier rappeléieren. Mir haten elo e puer Wochen, Méint, wou ons Ekonomie weltwäit quasi stëllstoung, an dat weist am Fong, awéifern a wéi wäit mer ons Ekonomie an den nächste Joren eebe mussen ëmstellen, wa mer den Challenge vun der Klimakris uginn an e wëlle reusséieren, wat mer maachen - dat, zu Lëtzebuerg, mat dem ambitiéise Klima- an Energieplang, wou mer eis héich Ziler ginn hunn, fir de Klimaschutz unzegoen en accord mam Paräiser Klimaaccord, wou mer eis gesot hunn: Mëttelfristeg wëlle mer 55 % vun den Zäregasemissioune reduzéieren, dat heescht 55 % bis 2030 par rapport zu 2005, wat an nëmmen zéng Joer ass, a klimaneutral wëlle mer bis spéitstens 2050 sinn.

A wann ech elo scho Stëmmen héieren, déi soen, dass mir elo Klimaschutzmesuren oder Ëmweltschutzmesurë sollen zréckschrauwen, an där Stëmme gëtt et, da soen ech: Dat wär desastréis fir d'Zukunft vun eisem Planéit a vun den nächste Generatiounen! An dat ass dat falscht Signal, och un d'Betriber, déi en vue vun enger nohalteger Transitioun schonn ugefaangen hunn, hire Business méi nohalteg ze gestalten.

A mir géifen domat och genau déi Betriber, déi nohalteg geschafft hunn, bestrofen an déi belounen, déi weiderhi „business as usual" bedreiwen a just nom kuerzfristege Profitt kucken. Dofir soe mir dozou a kloren Nee. Dat wär den absolutt falsche Wee, an deen ass mat ons net ze maachen. Grad elo muss de Klimaschutz weider gestäerkt ginn an eis Investissementer och weiderhi prioritär an d'Nohaltegkeet fléissen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng).*- En héijen Invest an ëffentlech Infrastrukturen: Och dat hëlleft der Ekonomie, fir dass se weider rullt:

- ëffentlechen Transport: d'Schinn, den Tram, d'Vëlosweeër. Firwat net verschidde Projeten elo virzéien a méi séier lancéieren?;

- Elektromobilitéit: D'Netzinfrastruktur weider ausbauen;

- Ëmweltschutz: Drénkwaasseropbereedungen an ons Reseaue verbesseren, Kläranlagen, Renaturéierungen. Och wa bei der Renaturéierung näischt gebaut gëtt, sou schaaft se eng wirtschaftlech Aktivitéit a virun allem ass se och gutt fir d'Biodiversitéit, eng vun eise gréissten Erausfuerderungen, déi mer hunn;

- Invest an d'erneierbar Energien;

- Landwirtschaft: Dee Secteur méi diversifiéieren, méi resilient maachen, méi nohalteg ginn an esou de Baueren eng richteg Zukunftsperspektiv ginn. Stéchwuert: Bioaktiounsplang ausbauen;

- Logement: Och do musse mer investéieren. Ech komme méi spéit a menger Ried nach eng Kéier drop zréck;

- Digital Infrastrukturen: Mir hunn an de leschte Woche gemierkt, wéi wichteg dass se fir eis sinn.

Alles dat musse mer konsequent weidermaachen a souguer nach weider ausbauen. Dat ass gutt fir d'Konjunktur, dat ass gutt fir d'Entreprisen an et ass gutt fir onst Land.

De ganze Konjunktur- an Investitiounspak, dee mer elo brauchen, muss gläichzäiteg also och e Pak si fir den nohaltegen an digitale Strukturwandel. Mir mussen d'Stéit an d'Entreprisen, wéi am PNEC och virgesinn, weiderhi bei der nohalteger Transitioun ënnerstëtzen.

A wann ech virdru vun Investitioune geschwat hunn, schwätzen ech elo vu Primmen, well och déi kënnen nämlech zur Relance vun der Ekonomie eppes leeschten. An der Mobilitéit, do hu mer Primme fir de Vëlo oder emissiounsfräi Autoen. Et ginn och Primme fir energeetesch Sanéierungen a fir d'erneierbar Energien. Déi si gläichzäiteg net nëmme gutt fir d'Klima, mee och gutt fir d'Handwierk. An et soll een elo kucken, déi och auszebauen, well dovunner hu mer alleguerten eppes.

A mir wäerte wuel och iwwert de Confinement eraus weider Hëllefe fir d'Entreprisë brauchen. Mee d'Hëllefe fir d'Ekonomie däerfen net just dorop aus sinn, de Status quo nees ze retabléieren. Se musse gräifen, se mussen zukunftsfäeg sinn, déi nohalteg Transformatioun virubréngen an domat der Ekonomie eng Perspektiv an eng Stabilitéit ginn, déi se fir déi nächst Joren a Jorzéngte brauch. Si sinn eng Chance fir eng méi nohalteg Ekonomie, déi klimaneutral ass, am Kreeslaf fonctionéiert a ressourceneffizient ass.

Duerch déi heite Kris hate mer déi verréckte Situatioun um weltwäiten Energiemarché mat zäitweis negativen Uelegpräisser an den USA; dat eebe wéinst dem Abroch vun der Demande.

An och wann d'Uelegpräisser net laangfristeg am negative Beräich bleiwen, sou musse mer awer oppassen, dass en ze déiwe Pëtrolspräis net der Transitioun hin zu erneierbaren Energië schuet. An d'Bepräisung vum CO_2 bleift also aktuell an néideg, trotz oder vläicht eebe grad wéinst där heiter Kris a mir mussen och weiderhin an deem Beräich ambitiéis bleiwen. An d'Aféierung eebe vun der CO_2-Bepräisung ass och e politescht Signal, net nëmme fir d'Entreprisen an d'Menagen, mee och fir d'Investisseuren, dass d'Deeg vun der fossiller Energie gezielt sinn.

D'Finanzplaz ass dës Kéier net esou staark vun där heiter Kris getraff, och eebe wéinst Mesuren, déi mer geholl hunn - ech zitéieren d'Staatsgarantien -, an awer musse mer d'Finanzplaz méi resilient an och méi nohalteg maache mat Bléck op d'Zukunft.

Net just ëffentlech Investissementer an Nohaltegkeet si wichteg, mee och déi privat Investissementer musse méi an d'Richtung vu Klima- an Ëmweltschutz orientéiert ginn. Et geet drëms, dass och d'Finanzwelt aus dëser Kris léiert an am Kader vun der Relance vun dëser Kris net dozou bäidréit, dass mer nees zréck an de „business as usual" falen.

Mir mussen am Beräich vun der Green Finance a vun dem Responsible Banking effikass weiderkommen, och op europäeschem Plang. An hei kann een nëmme begréissen, dass d'Europäesch Kommissioun elo am Kontext vun der Kris hiren Engagement fir d'Iwwerschaffe vun der Sustainable-Finance-Strategy nach eemol bestätegt huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Coronapandemie huet gewisen: Mir brauchen e staarken an e krisefeste Gesondheetssystem. Déi genau Analys dovu steet nach aus. Mir mussen op alle Fall en héije Gesondheetsbudget halen. D'Austeritéitspolitik vun der Europäescher Unioun huet d'Gesondheetssystemer a Spuenien an an Italie futti gemaach. Dat huet een an de leschte Woche gesinn.

Méi Capacitéiten am Fall vun enger Kris - dora musse mer investéieren. An de Verdeedegungsminister huet jo schonn d'Iddi an d'Spill bruecht, fir e Militärspidol als Reservecapacitéit opzebauen.

Mir mussen ons och Gedanke maachen, wéi mer zu Lëtzebuerg an europawäit d'Versuergung mat medezinneschem Material a Medikamenter besser assuréieren. Dozou gehéiert och d'Fro, ob et sënnvoll ass, verschidde Produktiounen zréck an Europa ze bréngen.

Donieft solle mer och d'Gesondheetsberuffer méi promouvéieren, andeems mer zum Beispill d'Ausbildungsoffer méi attraktiv maachen. A mir wäerten eis an den nächste Wochen a Méint nach méi mat deenen dote Froe beschäftege mussen.

Och bei där heiter Kris si verschidde Leit méi betraff wéi anerer, an et sinn eeben och grad déi, déi manner verdéngen, déi et och virun der Kris scho méi schwéier haten: den Niddreglounsecteur, d'Elengerzéier an och Independanten. Et ass wichteg, dass mer am A behalen, awéiwäit d'Kafkraaft bei de Menagen duerch déi heite Kris verluer gaangen ass.

Duerch de Chômage partiel ass vill opgefaange ginn, an awer kruten esou vill Leit just 80 % vun hirem Revenu, wat fir e groussen Deel e substanziellen Ënnerscheed am Alldag mécht, virun allem fir Leit mat klenge Paien. An dofir musse mer e Monitoring vun onsen Hëllefe maachen, fir deene Leit effikass ze hëllefen, déi Hëllef brauchen, an eventuell weider Upassungen ze maachen. Bei den Independanten zum Beispill gouf jo och schonn nogebessert.

Op där anerer Säit musse mer eis am Kontext vun dëser Kris och d'Fro stellen: Wat ass de längerfristegen Impakt op d'Ongläichheet an onser Gesellschaft? A mir wëssen, dass mir zu Lëtzebuerg an deem dote Punkt net esou gutt opgestallt sinn.

Den Yves Cruchten hat dee Sujet a sengem Budgetsrapport jo intensiv traitéiert, ënner anerem mat der Konklusioun, dass d'Ongläichheet, wat d'Revenuen ugeet, an de leschte Joren eropgaangen ass a Lëtzebuerg mëttlerweil an der europäescher Moyenne läit, an dat fir e Land, wat dat räichst, wa mer de Pro-Kapp (veuillez lire: Pro-Kapp-Bruttoinlandsprodukt) kucken, vun der Europäescher Unioun ass. Dës Evolutioun musse mer weider observéieren an déi richteg politesch Konsequenzen dorauser zéien.

D'Kris huet eis och gewisen, dass verschidde Beruffer méi systemrelevant si wéi anerer. Dacks sinn dat Beruffer, déi méi schlecht Aarbechtskonditiounen hunn, méi schlecht bezuelt ginn. An et sinn tendenziell och méi Fraen: d'Caissièren am Supermarché, d'Botzpersonal, d'Fleegepersonal, d'Infirmièren. Dëst ass och eng Form vun Ongläichheet a mir mussen derfir suergen, dass dës Beruffer an Zukunft méi valoriséiert ginn.

An d'Steierreform muss och déi Stéit entlaaschten, déi et am schwéiersten hu mat hirem Akommes, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech denken hei konkreet och un déi elengerzéiend Leit, déi de Mindestloun verdénge respektiv no un dem Mindestloun sinn.

Mee d'Valoriséierung vun der Aarbecht geet och iwwert dat Finanziellt eraus. Et geet net just drëm, einfach schlecht Aarbechtskonditioune mat enger méi héijer Pai ze kompenséieren, mee och d'Zefriddenheet op der Aarbecht muss verbessert ginn. Hei kann een iwwer eng besser Conciliatioun vun der Aarbecht mat dem Privatliewe schwätzen. Duerch d'Reform vum Congé parental goufen hei scho Schrëtt gemaach, déi natierlech och nach musse weidergoen. An am Kader vun där heiter Kris hu jo vill Salariéen op den Teletravail zréckgegraff an esou d'Virdeeler dovun, awer och d'Nodeeler dovun, kennegeléiert. An déi nei Erfarunge vum Teletravail wärend dëser Kris weisen, dass den Teletravail eng weider Opportunitéit ass, fir de Salariéen eng méi flexibel Aarbechtszäitopdeelung ze erméiglechen an domadder och méi Liewensqualitéit.

Den Ausbau vum Teletravail ass an onsen Aen eng Risechance, déi iwwert d'Kris erausgoe soll an eng politesch Prioritéit muss bleiwen, och wéinst dem positiven Impakt op d'Klima. Wa richteg ëmgesat, kann et de Mënschen erlaben, Aarbecht a Privatliewe besser ënner een Hutt ze kréien.

Mee net jidderee ka vum Teletravail profitéieren. An et sinn oft déi manner intellektuell Beruffer, déi och méi schlecht bezuelt ginn, déi net op den Teletravail zréckgräife kënnen. Eng weider Form vun Ongläichheet! Dofir musse mer och iwwer alternativ Aarbechtsmodeller nodenken, déi alle Salariéen eng besser Conciliatioun tëschent Aarbecht a Beruffsliewen an doduerjer och méi Liewensqualitéit erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wann ech iwwert d'Gerechtegkeetsfro zu Lëtzebuerg schwätzen, dann ass ee ganz séier och bei der Logementsfro. D'Zuele vum Statec weisen, dass d'Wunnengspräisser den Aarmutsrisiko an d'Luucht dreiwen. Ëmmer méi Famillje respektiv Leit mussen iwwer 40 % vun hirem Akommes fir d'Wunneng ausginn. Dat sinn dacks Stéit mat niddrege Léin, déi sinn haart

betraff, och elengerzéiend Leit mat Kanner, Famillje mat méi Kanner a Leit mat spezielle Besoinen.

Awer net nëmmen d'Stéit mat wéineg Akommes, och Leit mat engem méi normalen Akommes hunn déck Prêten a mussen héich Loyere bezuelen, wat e groussen Deel vun hiren Ausgaben ausmécht. A mer hunn déi enorm Verschëldung vun de Menagen zu Lëtzebuerg. An domadder si mer och bei der drëtthéchster Verschëldung europawäit bei ons am Land. An de Comité du risque systémique warnt, dass dat e systeemesche Risiko fir d'Stabilitéit vun onser Ekonomie ass, zum Beispill am Fall, wou d'Zënssätz nees eropginn oder en Deel vum Revenu vun de Menagen op eemol fält.

Eis Prioritéit muss et deemno sinn, bezuelbar Wunnenge fir ëmmer méi grouss Deeler vun der Populatioun ze schafen. An esou stäerke mer och de sozialen Zesummenhalt an der Gesellschaft. An dofir muss och weider massiv investéiert ginn an abordabelen an ëffentleche Wunnengsbau. Lëtzebuerg huet e ganz klenge Bestand vun ëffentleche Wunnengen, a besonnesch am Beräich vun de Locatiounswunnengen. Dësen Undeel muss dofir an den nächste Jore staark ausgebaut ginn, fir dass mer méi bezuelbare Wunnraum schafen. An de Staat ass gefuerdert, dofir déi néideg Mëttelen ze mobiliséieren. Kierzlech hu mer jo och dofir e Spezialfong geschaaft fir eeben de Kaf vun Terrainen, de Bau oder d'Renovatioun vu Wunnengen.

Mee mir brauchen eng massiv Wunnengsbauoffensiv, déi mer grad elo starten, déi och wichteg ass - an ech sot et schonn - fir de sozialen Zesummenhalt, déi och gutt ass fir d'Relance an d'Resilienz vun der Ekonomie. Mir mengen, dass dat virun allem Locatiounswunnenge musse sinn, déi dann och a Staatshand bleiwen. Dofir ass et och e längerfristegen Invest fir déi nächst Generatiounen, fir och nächst Krisen ze verhënneren. Dat schaaft also och Resilienz fir d'Menagen, well se méi finanzielle Spillraum kréien an doduerjer eng Perte vum Revenu besser offiedere kënnen am Fall vun enger Kris.

Donieft natierlech och aner Mesuren: eng Adaptatioun à la hausse vun der Subvention loyer, d'Revisioun vun dem Prêt climatique a weider Subventiounen am Beräich vun der Energie.

Här President, Dir Dammen an Hären, als een, deen d'Chance hat, an engem Europa ouni Grenzen opgewuess ze sinn, war et e Schock, op eemol ze gesinn, wéi virun e puer Méint de Coronavirus an Europa visibel ginn ass an d'Grenzen zougemaach gi sinn. A gradesou wéi d'Leit gehamstert hunn, hunn d'Natioune sech wéi Schleeken zréck an hir Haisercher gezunn.

Dat huet natierlech gewisen, wou d'Problemer leien a wou mer an Zukunft mussen usetzen. Dem Virus waren d'Grenze jo eigentlech ... se waren em komplett egal! Deen huet net virun zouene Grenzen haltgemaach, well en ass iwwerall ënnerwee. An dunn hu mer och gesinn, wéi onsënneg déi Haltung eigentlech war. Mir hätte vill dovunner gehat, wa mer d'Problemer méi zesummen ugaange wären an zesummen no Léisunge gesicht hätten. Stéchwuert: méi Koordinatioun an der europäescher Gesondheetspolitik.

Leitmotiv fir ons Regioune mat onsen Noperen an och an Europa muss et sinn, zesummen handelen, méi zesummen handelen, amplaz ons ofzegrenzen - dat an der Finanzpolitik, an der Wirtschaftspolitik, an der Gesondheetspolitik an och an der Flüchtlingspolitik; fir déi ze nennen. D'Krise léise mer zesumme solidaresch an net eleng. Mir brauchen heifir europäesch Léisungen: am Gesondheetsberäich, de Green Deel. An dat erfuerdert selbstverständlech och méi e staarken europäesche Budget.

Nach e Beispill aus dem Beräich Tourismus: Dëse Summer wäerte mer sécherlech vill manner Tourismus hunn. Vill europäesch Länner si richteg op den Tourismus ugewisen, wat e groussen Deel vun hirer Ekonomie ausmécht: Spuenien, Italien. 15 % vun hirer Ekonomie sinn op den Tourismus zréckzefëieren. An dat si gläichzäiteg déi Länner, déi immens staark vun der Gesondheetskris getraff goufen an déi gläichzäiteg och schonn immens verschélt sinn: Spuenie mat knapp 100 % vum PIB, Italien mat 140 % vum PIB. Fir si wäert et immens schwéier ginn, fir dës Kris budgetär ze verdauen.

A genausou wéi mer hei zu Lëtzebuerg elo keng Spuerpolitik maachen däerfen, däerfe mer dës Feeler net och op europäeschem Niveau maachen. Dat géif d'Existenz vun der Europäescher Unioun op d'Prouf stellen, wann ee bedenkt, wat déi sozial Konsequenze vun där Politik wärend der Eurokris a verschiddene Länner waren. Stéchwuert: Griicheland a Portugal.

D'Europäesch Unioun muss dës Länner dofir weider ënnerstëtzen, fir en Ofrutschen an d'Austeritéit ze vermeiden. Austeritéit géif nämlech och bedeiten, dass weider Zukunftsinvestitiounen an dëse Länner gekierzt ginn. An deem Sënn ass d'Reform vun den europäeschen Haushaltsreegelen elo am aktuelle Kontext ëmsou méi wichteg.

An d'Europäesch Kommissioun huet d'Reegele fir dëst Joer ausgesat, mee dat geet net duer. De Stabilitéitspakt krut et an der Vergaangenheet net verhënnert, dass europäesch Länner zanter der Eurokris tendenziell manner investéieren. Wichteg Investitioune goufe gekierzt, fir kuerzfristeg den Defizit ze reduzéieren. An dofir muss de Stabilitéitspakt esou reforméiert ginn, dass d'Staate besser encouragéiert ginn, dës Investissementer an Zukunft ze maachen. D'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg Investissementer sinn, zum Beispill an e performante Gesondheetssystem, mee et kéint een och nach ganz vill aner Beispiller nennen.

An d'Europäesch Kommissioun hat dee Reformprozess jo och virun der Kris ugestouss an dee muss elo weidergoen an och ofgeschloss ginn. Prioritéit muss et sinn, d'Ekonomien ze relancéieren a gläichzäiteg ëmwelt- a klimafrëndlech ëmzebauen an net ze spueren an Investissementer ze kierzen.

Et ass also och net de Moment, fir de Green Deal falen ze loossen! Au contraire, e muss souguer nach acceleréiert ginn! Nëmme wa ganz Europa beim Ëmbau vun der Ekonomie matmécht, kënne mir déi europäesch Klimaziler erreechen. An, wéi de Frans Timmermans, de Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, richteg sot: „De Green Deel ass kee Luxus, mee en ass grondleeënd fir d'Zukunftsfäegkeet vun Europa."

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hunn an de leschte Woche vill erreecht zu Lëtzebuerg. Mir hu gewisen, dass Lëtzebuerg, mir all zesummen, eng schwéier Kris gutt meeschtere kënnen. Engagéiert an zilorientéiert hu mir d'Coronakurv ofgeflaacht. Dee Marathon ass nach net ofgeschloss, well et komme souguer nach Challengen derbäi, an déi wäerten déi Chance weider verstäerken, fir gestäerkt aus där heiter Kris erauszegoen.

Mir mussen elo konsequent d'Weichen an d'Direktioun vun enger zukunftsfäeger klimaneutraler an ëmweltfrëndlecher Ekonomie stellen, fir elo och d'Klimakurv ofzeflaachen. Dobäi musse mir jiddweree mathuelen, virun allem déi Mënschen, déi duerch dës Kris staark leiden. An dofir musse mir och eng gerecht Ekonomie schafen, déi dem Allgemengwuel déngt. Elo heescht et, weider konsequent investéieren: an d'ekologesch Transitioun, den ëffentleche Wunnengsbau an e staarke Gesondheetssystem. Et ass elo genau dee richtege Moment derfir, fir dës Investitiounen ze notzen, fir d'Ekonomie nei opzestellen a fir se fit fir d'Zukunft ze maachen.

An an deem Sënn soen ech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der ADR just mat e puer Mythen opraumen a virun e puer Fale warnen. Deen éischte Mythos, mat deem mer mussen opraumen, ass, datt mer ouni d'Gambia-Regierung net esou gutt géifen dostoen, fir d'Kris ze meeschteren.

Wann ech de Bréif op Bréissel vum Kolleeg Gramegna gesinn, da schreift en zweemol, op de Säiten 3 a 5: « C'est grâce à la situation budgétaire favorable que les gouvernements actuel et précédent » - ouni S! - « ont su établir au cours de ces dernières années que le Luxembourg dispose d'une base solide », an esou weider. Op der Säit 5 nees d'selwecht: « Le Luxembourg pourra bénéficier des marges de manœuvre budgétaires que les gouvernements actuel et précédent » - ouni S! - « on su dégager. »

Dat ass e Mythos! Soubal wéi hei zu Lëtzebuerg rieds gaangen ass vun de Maastricht-Krittäre virun zwee Jorzéngten, war e parteiiwwergräifende Konsens hei am Land, datt mer géifen déi 30 % Defizit PIB als iewescht Limitt ugesinn. Well mer e klengt Land sinn, well mer eng kleng Ekonomie hunn, hu mer deemools gesot, parteiiwwergräifend: „Mir brauche Sputt." An dat soll een einfach unerkennen. Dat heiten ass net eng Erfindung vu Gambia, datt mer ënner 30 sinn, mee dat ass „grâce à tous les gouvernements précédents" - mat S -, „en accord avec les oppositions" - mat S -, datt mer do sinn, wou mer sinn.

„Spare in der Zeit, dann hast du in der Not!" Et geet also haut net duer frou ze sinn, datt mer nach ënner 30 % Defizit leien. Nee, mir mussen eis dee Sputt nees erschaffen, erkämpfe fir déi nächst Kris, an déi kënnt garantéiert, sief dat eng Pandemie, sief dat eng Finanzkris, sief dat eng Wirtschaftskris, fir och déi nees kënnen ze iwwerliewen. An do hu mer eis eng Partie Froe gestallt.

Éischtens, dës Regierung, an och anerer virdrun, sinn net ëmmer gutt am Spueren. D'Tendenz ass ganz natierlech do: Wa Suen do sinn, wëllt ee Sue verdeelen. D'Scholden, déi mer opgeholl hunn, hu mer ni en capital rembourséiert. Mir hunn ëmmer nëmmen Zënse bezuelt. Ech weess, d'ADR weist gebetsmühlenaarteg zanter Joren, zanter Joer an Dag drop hin, datt dat kee gudde Wee ass. An haut ass d'Versuchung natierlech nach vill méi grouss, well mer jo emol keng Zënse musse bezuelen. Am Contraire, mir gi remuneréiert, fir léinen ze goen. Mee och esou oder esou mussen déi Prêten, déi Kreditter iergendwann eng Kéier vun zukünftege Generatioune rembourséiert ginn. An duerfir soe mir klipp a kloer: D'Flucht an d'Schold ass net dee richtege Wee.

Zweetens, mir mussen eis bewosst sinn, datt d'Steiereinname wäerten erofgoen, vläicht souguer abriechen. An do muss een da ganz seriö a prinzipiell déi staatlech Ausgabepolitik op de Leescht huelen. Jo, mir sinn all derfir, datt gewëssen Investissementer virugefouert ginn. Jiddereen huet säi politeschen Dada, deen e wëllt gefërdert hunn, mee et ass evident, datt de Staat verschidde Budgete muss kierzen oder souguer ganz ofschafen!

Fir eis als ADR ass et evident, datt de Staat sech soll ëm Käraufgabe këmmeren an déi dann awer och gutt meeschteren - ech komme kuerz nach eng Kéier drop zréck, wat d'Gesondheetswiesen ugeet -, anstatt Gimmicken ze maachen, „nice to have", Nation Branding a Gott weess wat Saachen, déi fuerchtbar vill Sue kaschten an déi net zu de Käraufgabe vun eisem Land (veuillez lire: Staat) gehéieren.

Elo kann natierlech d'Versuchung do sinn, datt d'Leit mengen - et ass och schonn ugeklongen -, Defizit a Verschëldung kéinten duerch eng Hausse vu Steieren aus der Welt geschaaft ginn. Och hei denke mir als ADR wéi anerer och heibannen: Au contraire! A mir wäerten als Partei och zukünfteg allen neie Steieren an och alle Steiererhéijungen ofleenend géintiwwerstoen. Fir eis ass d'Flucht an d'Steieren och e falsche Wee.

Ee Wuert zu de Chifferen, ouni se ze widderhuelen. Mir sinn der Meenung als ADR, datt d'Ausgabe fir d'Kris ënnerschat gi sinn an datt a ville Punkte seriö nogebessert muss ginn.

An da sinn ech bei dem zweete Mythos, dee mer haut musse bloussstellen, mat deem mer mussen opraumen. De Mythos: „Et gëtt keen am Ree stoe gelooss."

Dach! Vill hei am Land stinn am Reen, se stinn am Schloreen! Ech hunn lech e puer Beispiller matbruecht. Et reent am Moment aus dem Wirtschaftsministerium Décision-de-refuse fir déi Hëllef vun deene fantastesche 5.000 Euro non remboursable, déi d'Betriber bluttnéideg gehat hätten an déi se ofgeleent kréien.

A firwat kréie si se ofgeleent? Aus deene verschiddenste Grënn. Ee Grond ass: « Il a été constaté que votre entreprise exerce une activité commerciale ou artisanale qui n'a pas été obligée de fermer son établissement ou d'arrêter ses activités en application des mesures » an esou weider. An dann nach ganz léif d'Opfuerderung: « La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation », dat heescht net emol en réformation, « par voie d'avocat à la cour endéans trois mois au tribunal administratif. »

Natierlech gëtt et Entreprisen, déi net hu missen zoumaachen, mee si hu missen zoumaachen, well se ganz einfach näischt méi ze dinn haten! Eng Firma, déi sech spezialiséiert op d'Organisatioun vun Evenementer, wat hätt déi nach solle schaffen, wann et keng Evenementer däerf ginn, zum Beispill?

En anere Grond vu Refus war: keng Handelsermächtegung. An ech hunn dat hei am Haus scho gesot an ech dränge wierklech drop, datt dat eng Kéier nogekuckt gëtt. Et gëtt Entreprisen, déi Leit beschäftegen, Sozialofgabe bezuelen, Steiere bezuelen, déi eng licitt Aktivitéit hunn an déi keng Handelsermächtegung hunn, aus deem einfache Grond, well se keng Handelsermächtegung brauchen! Déi kréien awer elo déi Hëllef vu 5.000 refuséiert!

Ee Beispill: e Ponnyhaff. E Ponnyhaff brauch keng Handelsermächtegung. A mengem konkreete Fall gouf et zwar Diskussioune vum Exploitant mam Ministère, dee gesot huet: „Nee, leet Äre Kapp a Rou! Dir braucht keng Handelsermächtegung." An dann e puer Joer méi spéit ass eng Kris, da gëtt gesot. „Du kriss net gehollef, well du hues jo keng Handelsermächtegung." Sou kann et net sinn!

Gott sei Dank ass dunn déi zweet Mesure komm, déi zweet 5.000 fir d'Period 15. Abrëll bis 15. Mee, déi ausgeweit gouf op d'Betriber bis 20 Leit. Do huet een net missen zoumaachen. Do ass et duergaang, eng Perte vum Chiffre d'affaires gehat ze hu vu 50 %.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ech froe mech: Firwat went Der, Här Fayot, déi erweidert Krittären net och op déi Betriber un, déi déi éischt Demande gemaach hunn an déi do duerch de Sift gefall sinn? Dat kéint ville vun deene Leit d'Liewe retten!

Kuerzaarbecht. Et ass gesot gi mat Recht: „Et goufen Avancë bezuelt u Betriber, déi vill Kuerzaarbecht hunn." Dat war gutt! Dat war richteg! Mee et goufe keng Avancë bezuelt u ganz kleng Betriber, déi Kuerzaarbecht hunn, wou d'Patronen hu missen d'Pai virstrecken a wou se haut nach kee Frang rembourséiert kruten an déi elo wierklech a grav finanziell Liquiditéitsproblemer kommen. Och do muss eppes gemaach ginn.

Mir hunn héiere vun den Dokteren, déi an de Centres de soins avancés schaffen, déi mat Recht gelueft gi vun der Gesondheetsministesch a vun all Mënsch fir hir gutt Aarbecht, datt se do schonn am Mäerz an deene Centres de soins avancés geschafft hunn. Wësst Der, datt déi bis haut nach kee Sou kritt hunn, emol net eng Pai oder eng Remuneratioun fir Mäerz?! Déi hunn déi haut nach net! Dat ass ganz einfach inakzeptabel!

Bref, de Franz Fayot sot am „Paperjam": « Les socialistes ne sont pas fâchés avec les entreprises. » Dorobber muss ech äntwerten: Ech zertifiéieren lech, datt dat Ëmgedréit net wouer ass!

Wann ech da scho bei engem sozialistesche Minister sinn …

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Dat ass e Misär dat do, wierklech.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, jo, Dir fannt, datt dat e Misär ass, Här Fayot. Dat ass ganz, ganz flott. Dat wäert d'Leit ganz interesséieren.

An der Cofibu sot Der, mir misste weider a méi an de Gesondheetssystem investéieren. Dat ass richteg! Dat begréisse mer! Mee wouduerch ass eise Gesondheetssystem net gutt opgestallt? Zanter 2004 hu sukzessiv sozialistesch Gesondheetsministeren d'Bettenzuel erof- anstatt eropgesat, an dat trotz enger Bevëlkerungsexplosioun.

Firwat huet am Ufank misse gesot ginn: „Masken hëllefen näischt."? D'Ministesch Lenert huet d'Äntwert selwer ginn, ëffentlech: „Mir hate keng Masken." Da stellen ech mer d'Fro: Firwat hate mer keng Masken? Ass dat eng gutt Preventiounspolitik? Datt iergendeng Pandemie kéint kommen, ass jo awer kloer. Ech mengen, et goufe scho vill Pandemien! Dat hei ass net déi éischt Pandemie säit Mënschegedenken!

Firwat war deen totale „Bleif doheem!" néideg? Ma wéinst dem Mangel u Better, Beootmungsgeräter, Medikamenter an esou weider. Kommt, mir soen de Leit dat dach éierlech!

Mir hu ganz deier bezuelt, well mer net gutt opgestallt waren. Ech sinn awer elo frou iwwert d'Lernfäegkeet, an ech hoffen, datt dann elo aner zukünfteg Gesondheetsministeren d'Käraufgab vum Staat effizient leeden, datt do gutt investéiert gëtt an datt mer déi nächste Kéier besser opgestallt sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Kuckt emol eng Kéier no hannen!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Hallo, fréiere Gesondheetsminister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Hallo. Et gëtt eng an d'Akaul.

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR)*.- Deen eenzege Liichtbléck, deen déi ganz Kris bréngt, ass de Logement. Wa mer wëssen, datt mer elo Aarbechtsplazen net schafen, déi soss geschaaft gi wieren, well mer wëssen, datt mer déi lescht Joren an der Moyenne 15.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, datt dat dann och 15.000 nei Residentë mat sech bruecht huet, well jo Leit mat hirer Famill komm sinn a mer och nach eng aner Immigratioun haten, war dat e Bedarf insgesamt pro Joer vu 6.500 Logementen. Eng Demande, där mer zanter Joren nolafen. Dee Constat deele mer alleguerten heibannen.

An do ass dann de positive Punkt: Wann den Emploi zréckgeet, wa mer manner Immigratioun hunn, manner Frontalieren heihinner

plënneren, dann huet dat vläicht e bësselchen en ofkillenden Effekt op d'Logementsdemande an domadder, wéi all Ekonomist weess, op d'Logementspräisser.

Fir ofzeschléissen, well ech wëll kuerz sinn: D'ADR fuerdert d'Regierung op: Loosst keen am Ree stoen! Bessert d'Hëllefen no! Léiert, a Käraufgabe vum Staat ze investéieren, amplaz a Gimmicken an Nice-to-haves! Noutfallbetter si méi wichteg wéi Filmer, déi produzéiert gi fir den Tirang! Baut nees Defizit of! A baut nees Sputt op, fir datt mer och déi nächst Kris iwwerliewe kënnen! Déi nächst Kris kënnt! D'Fro ass net ob, d'Fro ass just wéini!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Denn nächste Riedner ass den Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech soen et dann nach eng Kéier: „Den nächste Riedner ass den Här Baum." Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An ech soen Iech dann och nach eng Kéier Merci fir d'Ukënnegung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt Der Iech nach erënneren, virun enger Dose Joren no der leschter grousser Wirtschaftskris, do hunn net missen déi bezuelen, déi se ausgeléist hunn! Grad am Contraire! Déi Finanzjongleuren op der Wall Street an op deenen anere Finanzplazen, déi mat hirer institutionaliséierter Profittgier Millioune vu Leit op der ganzer Welt an d'Aarmut geridden hunn, déi konnte sech duerno nach eng gëllen Nues verdéngen!

Déi, déi hu misse bezuelen, dat waren déi schaffend Leit an d'Pensionnairen, déi sozioekonomesch schwaach Populatiounen an d'Mëttelschichten. Si hu misse riichtstoe fir eng Kris, déi si net verursaacht hunn. An et huet och wéigedoen, deemools!

Deemools hunn déi ordoliberal Spuermeeschter am ECOFIN ganz Europa e rigouréisen Austeritéitsprogramm veruerdnet. Si hunn demokratesch Regierunge quasi ënner Tutelle gestallt, mat ënner anerem genee deenen Instrumenter, déi mer haut hei diskutéieren: dem Pacte de stabilité et de croissance an dem Programme national de réforme.

D'Resultat vun där geckeger Spuerpolitik war deemools eng unhalend ekonomesch Stagnatioun, voire souguer Rezessioun, Rekordaarbechtslosegkeet a sëlleche Länner, Millioune vu Famillje sinn ënnert d'Aarmutsgrenz gerutscht a wichteg staatlech Servicer sinn zerschloe ginn.

De Karl Marx huet scho virun enger Zäitche gesot, datt d'Geschicht sech zweemol widderhëlt, dëst an Uleenung op en Zitat vum Hegel, an en huet bäigefüügt, eng Kéier als Tragedie an eng zweete Kéier als Farce. Ech ka just hoffen, datt sech dës Kris an d'Reaktioun dorobber net als Farce entpuppen. Well wa se no deem heite Schock nach eng Kéier e jorelaange Spuerprogramm no sech zéien, da wäerten déi politesch Konsequenzen heivunner net méi ze maîtriséiere sinn, oder fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: „Da wäert et um ale Kontinent rabbelen." Well d'Austeritéit, déi deemools veruerdnet ginn ass, déi huet sech als déidlech erwisen.

Am Zäitraum vun 2011 bis 2018 huet d'Europäesch Kommissioun an deem Exercice, dee mer elo hei maachen, nämlech an der Diskussioun ronderëm de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, insgesamt 63-mol Recommandatiounen u Länner ginn, fir hir Gesondheetskäschten erofzefuere respektiv d'Gesondheetsservicer ze privatiséieren. D'Resultat gesi mer an Italien, d'Resultat gesi mer a Spuenien, wat dat bedeit, wann een de Staat just nach op seng Käraufgabe wëllt reduzéieren, wéi d'ADR dat virdrun hei proposéiert huet!

Den Neoliberalismus ass eng Einbanstrooss, déi endlech op den Dreckstipp vun der Geschicht gehéiert. D'Schimäre vum schlanke Staat ass, mengen ech, fir jiddwereen elo definitiv vum Virus entgülteg entlarvt ginn. A wien nach ëmmer net dovunner geheelt ass, dee brauch just kucken ze goen, wat déi aner Säit vum Atlantik am Moment grad lass ass.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Sot dem Här Reding dat!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wat mer elo brauchen a ganz Europa, si Politiker, déi de Courage hunn ëmzedenken, déi amplaz makroekonomesch Donnéeën an Triple-Aen erëm de Mënsch a seng Ëmwelt an de Mëttelpunkt stellen. Jo, dat wäert Geld kaschten. An nee, mir kënnen eis natierlech net onendlech verschëlden, mee mer kënnen dës Kéier d'Suen duer siche goen, wou se sinn.

Här President, d'Regierung huet virun e puer Deeg d'Zuelen op den Dësch geluecht, wat dës sanitär Kris de Staatsbudget wäert kaschten. Mir hu Verständnis derfir, datt een an dëser volatiller Situatioun keng fiabel Donnéeë kann op den Dësch leeën. Trotz de luewenswäerten Ustrengunge vum Statec ass aktuell all Budgetsprojektioun e Bléck an d'Kristallkugel; an dat ass virdrun och scho gesot ginn. Duerfir ass et elo an eisen Ae müsseg, iwwert dës Zuelen ze streiden, well se weeder ze verifizéieren nach ze falsifizéiere sinn.

Mir huelen awer Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung, datt déi aktuell Projektioune maximalistesch a virsiichteg sinn. Dat deckt sech jo och mat der allgemenger politescher Strategie, déi dëse Finanzminister an och déi virun him stänneg applizéiert hunn. Dobäi hunn ech grad eraushéieren, datt déi lescht Finanzministeren alleguerten iergendwéi Escher Jonge sinn. Woubäi ech awer soe muss, datt Esch och nach méi ze bidden huet.

(Hilarité et interruptions)

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Donieft ass et och keng Schan, an esou enger Situatioun nei Scholden ze maachen. Well et ass elo wierklech net de Moment, fir knéckeg ze sinn. Et ass elo Zäit, fir an d'Zukunft ze investéieren, an d'Relance an an den Ëmbau vun eiser Gesellschaft. Et ass Zäit, an d'Mënschen ze investéieren, an déi staatlech Servicer, an de Wunnengsbau, an d'Energieversuergung an an de kollektiven Transport. Et ass Zäit, an dat kollektiivt Wuelbefannen ze investéieren, fir aus dëser Kris eng nei Chance ze maachen.

Här President, an der Preambule zum Programme national de réforme schreift d'Regierung, datt dës Kris d'Geleeënheet ass, fir eis Gesellschaft nei opzestellen an en anere Wuelstandsmodell ze favoriséieren. Wann een dat liest, da gëtt een als Lénken natierlech hellhöreg. De Problem ass awer, datt op deenen 80 Säiten duerno net méi vill Neies kënnt, soudatt een d'Gefill kritt, datt déi Iwwerleeungen nach net terribel fortgeschratt sinn. Wéi ëmmer, wann dës Regierung erkläre muss, wat hir Gesamtstrategie ass, gëtt fir d'éischt emol de Rifkin ausgepaakt, eng vun deene sëlleche Läichen am Keller vun dëser Regierung, déi den Här Schneider, de fréiere Wirtschaftsminister, hannerlooss huet. Läichen, déi lues a lues riskéieren, zu Zombien ze mutéieren.

Duerno ass dann am Programme national de réforme eng Opzielung vu schonn ëmgesaten oder schonn ugekënnegte Regierungsmesuren opbereet op eng Manéier, fir der Europäescher Kommissioun natierlech ze gefalen. Och hei hu mer Versteesdemech derfir, datt d'Regierung zu dësem Zäitpunkt net e komplett neie Strategiepabeier virleeë kann. Et hätt ee sech awer zumindest kënnen e puer Pisten erwaarden, déi weisen, datt d'Regierung tatsächlech eppes aus der Kris geléiert huet an net einfach mam „business as usual" wëllt weiderfueren, well soss kritt een awer dach dat battert Gefill, datt se entweeder orientéierungslos ass a kee Plang huet oder awer datt se dës sanitär Kris als eng Zort temporäre Betribsaccident wëllt klasséieren.

Duerfir erlaben ech mer, hei op dëser Plaz awer emol vläicht e puer Denkustéiss an d'Diskussioun ze geheien, nämlech dat, wat eiser Meenung no an deenen nächste Méint geschéie misst: éischtens, d'Kafkraaft vun de Leit stäerken; zweetens, en ambitionéierten a geziilten Investitiounsprogramm op d'Bee stellen, an drëttens, eng éierlech grenziwwerschreidend Kooperatioun aleeden.

Stéchwuert: Kafkraaft. D'Regierung huet an deene leschte Wochen eng ganz Rei Mesuren op de Wee bruecht, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen. Dat war generell gutt a richteg. A mir hunn dat och matgestëmmt, och wa mer e puer Saachen anescht gesinn hunn. Mee dës Mesuren halen eis lokal Betriber a Commercë just wärend der Kris iwwer Waasser, wann iwwerhaapt.

Wa mer wëllen de Motor nom Confinement awer erëm usprange loossen, da brauch een onbedéngt eng renforcéiert Demande. Nach méi wichteg ass awer, datt et net zu enger Explosioun vun der Aarmut an de sozialen Inegalitéite kënnt. D'Sozialverbänn an d'Gewerkschafte warnen zu Recht, datt déi schonn inakzeptabel héich Aarmutszuelen hei am Land kéinten no der Kris nach weider spronghaft klammen. Dat muss mat alle Mëttele verhënnert ginn. A genee duerfir brauche mer Mesuren, fir d'Kafkraaft vun den niddregen a mëttleren Akommes ze stäerken.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Eng vun de raren Ukënnegunge vun der Regierung fir no der Kris ass, datt déi geplangte Steierreform elo awer keng Entlaaschtung soll bréngen. Genee dat wier awer eiser Meenung no néideg, vläicht souguer méi néideg wéi virdrun, datt déi niddreg a mëttel Akommes entlaascht ginn.

Wann den Här Finanzminister Suergen huet, datt den Defizit kéint derappéieren, da muss en eebe gläichzäiteg déi grouss Fortunnen a ganz héich Revenue méi an d'Verantwortung zéien. D'Kafkraaft stäerken, heescht och ëmmer eng besser, eng aner Verdeelung vun deem geschafene Räichtum, deen an eisem Land erwirtschaft gëtt.

De REVIS muss gehéicht ginn, d'Familljenzoulage mussen e Sprong maachen an un den Index ugepasst ginn, genee wéi iwwregens d'Steiertabell. A mir musse seriö Mesuren huelen, fir d'Loyeren ze begrenzen.

An natierlech muss an engem zweeten Ulaf, wann d'Situatioun sech stabiliséiert huet, och de Mindestloun substanziell gehéicht ginn. Ganz vill vun deene Leit, déi wärend dem Confinement d'Land um Rulle gehalen hunn, vill vun hinnen, Fraen d'ailleurs, verdénge just de Mindestloun oder eppes knapps iwwert dem Mindestloun. Déi Unerkennung, déi dës Beruffer an deene leschte Woche kritt hunn, ass natierlech eng gutt Saach, mee dat hieft se net iwwert d'Aarmutsgrenz. An ech kann nëmmen hoffen, datt déi Unerkennung d'Kris iwwerlieft an datt d'Regierung dëse Mënschen dann och dee Loun zougesteet, dee si verdéngt hunn.

Stéchwuert: Investitiounsprogramm. Jo, d'Regierung huet an deene leschte Jore vill investéiert an huet och wëlles deen Niveau bäizebehalen. Just mussen déi Investitiounen och do gemaach ginn, wou se néideg sinn. A fir eis ass ee kruziale Beräich ëmmer nees erëm de Logement.

Mir brauchen e grouss ugeluechte substanzielle Bauprogramm fir ëffentlech Mietwunnenge mat dezente Loyerspräisser. De Staat muss an deem Beräich esou eng dominant Stellung um Maart kréien. An natierlech muss d'Spekulatioun bekämpft ginn an d'Rechter vun de Locataire gestäerkt ginn. Nëmmen da kréie mer dee Problem an de Grëff.

Mir brauchen awer natierlech och frësch Investitiounen an de Gesondheetssystem. An de Gesondheetssystem ass näischt Abstraktes, mee gëtt zu engem ganz groussen Deel vu Mënsche gedroen, déi an him schaffen. Dat heescht, mer mussen d'Aarbechtskonditioune vun deene Leit, déi do schaffen, verbesseren, an domadder och dee Beruff méi attraktiv maachen.

Mir brauchen Investitiounen an déi ëffentlech Servicer generell. Dorënner natierlech och an d'Schoulen an an d'Betreiungsstrukturen.

A mir brauchen, drëttens, cibléiert Investitiounen an de Beräicher Energietransitioun, Klimaschutz, ëffentlechen Transport an nohalteg Landwirtschaft, net als Mogelpackung, wéi mer dat am Budget 2020 presentéiert kritt hunn, mee als éierlech Zukunftsinvestitiounen.

Drëttens, Stéchwuert grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. Ganz vill Regierungsmemberen hu sech zu Recht an deene leschte Wochen opgereegt iwwert déi national Egoismen an Europa. Dorënner och de Premierminister, dee virun e puer Méint nach selwer relativ erofloossend gemengt huet, mir wéilten dach net fir d'Chrëschtdagsbeliichtung zu Metz bezuelen. Déi essenziell grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op esou eppes ze reduzéieren, dat huet eis Partner déi aner Säit zolidd virun de Kapp gestouss. Grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass kee Sens unique an et gëtt se och net zum Nulltariff.

D'Groussregioun kann a soll zu engem Labo ginn, wou mer d'Grenze kënnen iwwerwannen an déi demokratesch Zesummenaarbecht tëschent de Populatiounen op en aneren Niveau hiewen. Mee duerfir musse mir och hei zu Lëtzebuerg déi national Egoismen iwwerwannen an déi Kollaboratioun éierlech an op Aenhéicht mat eisen Nopere féieren.

Här President, dat, wat ech elo opgezielt hunn, wäert natierlech Sue kaschten, souguer ganz vill Suen. An natierlech stellen d'Leit dobausse sech virun allem d'Fro: Wie soll dat dann alles eng Kéier bezuelen? An d'Leit fäerten, warscheinlech zu Recht, datt d'Regierung erëm nees just déi einfach Biergerinnen a Bierger wäert zur Keess bieden. Net dëst Joer, vläicht och net d'nächst Joer, mee iergendwa wäert se erëm an hir al Reflexer zréckfalen an d'Schrauwe Schrëtt fir Schrëtt unzéien. Mee dat ass keng Fatalitéit, et ass eng Fro vu politescher Decisioun. Et ginn Alternativen dozou. An et lount sech, derfir ze kämpfen.

Eis Zukunft ass nach méi wéi soss ofhängeg vun dëser gesellschaftlecher Ausenanersetzung. Dës Kris bitt nämlech eng wichteg Méiglechkeet. Mer kënnen endlech hei zu Lëtzebuerg eng reell Steiergerechtegkeet aféieren. Eis Recettë musse komplett ëmgebaut ginn. Déi stänneg Ëmverdeelung vun ënnen no uewe muss ophalen an ëmgekéiert ginn.

Mir kënne bei engem Steierbarème ouni Problem e puer Tranchë bäisetze fir déi Leit iwwer 200.000 Euro Joresakommes. Mir kënnen a mussen d'Kapitalrevenue méi besteieren. Mir kënnen déi grouss Patrimoinë méi besteieren. Mir hu Sputt no uewe bei der Taxe d'abonnement an och bei der Betribsbesteierung. Mir kënnen endlech eng Finanztransaktiounssteier aféieren, fir déi irrational Spekulatioun ze begrenzen a Milliarden an d'Staatskeesen an Europa ze spullen. Mir kënnen d'Immobiliespekulatioun taxéieren an endlech ophale mat deenen total geckegen a sënnlose Rüstungsausgaben.

Mat de richtegen Iddien an der richteger Doséierung kënne mer nei Recettë schafen a gläichzäiteg d'Leit entlaaschten, an dat och ouni den Ënnergang vun der Welt ze provozéieren, sou wéi verschidde Kreesser, déi sech mam Status quo gutt arrangéiert hunn, eis dat ëmmer wëlle gleewen doen.

Här President, de Virus huet eis déi elle Fratz vum Kapitalismus nach eng Kéier androcksvoll virun Ae gefouert. Do, wou d'Gesondheet an aner essenziell Grondrechter zur Wuer degradéiert ginn, do stierwen d'Leit. De Staat ass net depassé a scho guer net passé, wéi déi ultraliberal Fundamentalisten eis dat wëlle gleewe loossen. En ass en zentraalt an essenziellt Element vun der Organisatioun vum mënschlechen Zesummeliewen.

Mir gi grad duerch eng schwéier Zäit. An déi lescht Wochen hu vill vun de Leit ofverlaangt. Dat Ganzt däerf net ëmsoss sinn, mee mir mussen dës Kris als Ulass huelen, en Neiufank ze woen. Mir mussen d'Relance organiséieren an déi Relance kombinéiere mat engem Ëmbau vun eisem Wirtschafts- a Gesellschaftsmodell. Mir mussen déi sozial Inegalitéite bekämpfen, Steiergerechtegkeet hierstellen an eist Land mat eisen Nopeschregiounen op d'Zukunft preparéieren.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol ass et mer e Pleséier, datt mer haut, esou wéi an enger Motioun gefrot, déi d'lescht Joer vun der Majoritéit refuséiert gouf, da kënne separat iwwer PSC a PNR schwätzen.

PSC a PNR, dat kléngt e bësse wéi d'Buschtawenzopp, mat där Fanta 4 och an hirem Lidd MfG da gesongen hunn, well wat sech hannert deenen dräi Buschtawe pro Projet verstoppt. Dat ass net ëmmer direkt ganz kloer.

Deementspriechend erlaabt mer, dass ech op eenzel Punkten aginn an net op déi ganz Projeten, well eleng de PNR ass dach e relativ déckt Dokument. An ech mengen och net, datt ech a 15 Minutte kéint dat ganzt Dokument resuméieren.

De PSC ass e bësse méi knackeg gehalen. Ech mengen, dat ass och deem gescholt, datt et do ëm reng Zuele geet an Zuelen dach méi einfach a méi knackeg kënnen duergestallt ginn. Dat heescht, wa mer déi Dokumenter liesen an analyséiere kënnen an hei diskutéieren, da kann een och eng éischt Analys maachen. Beim Duerchliese vun deene ville Säite fält direkt emol op, datt d'EU-Kommissioun dach verschidde Saachen - an do schwätzen ech vum PNR - ëmmer erëm a Fro stellt an ëmmer erëm kritiséiert. An ech schwätzen do net vun der Privatiséierung vun iergendwelche Secteuren, mee ech schwätzen do ganz konkreet vum Logement.

Bréissel huet widderholl gesot, datt de Logement zu Lëtzebuerg e Problem ass. An ech mengen, datt et fir keen heibannen eng Nouvelle ass, datt mer e Problem am Logementssecteur hunn. Esou ass am Rapport ze liesen, datt d'Investitiounen am Wunnengsbau ze niddreg sinn an d'Offer u Wunnengen net duergeet. Bref, sot mer eppes Neies!

Et ginn nämlech net genuch Ustrengunge gemaach, fir op Bauterrainen nei Wunnengen ze bauen. Och do, dee Constat hu mer heibanne schonn e puermol gemaach. Dëst huet Konsequenzen op d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg, well eis Matbierger vill Suen aus der eegener Täsch bezuelen, fir hire Loyer oder hire Wunnengskreditt ze bezuelen.

D'Verschëldung vun de Menagë louch 2018 bei 174 % vum Revenu disponible. Mat der Entwécklung vun de Wunnengspräisser zan-

terdeem ass net vun enger Reduzéierung vun der Verschëldung auszegoen. D'Prête gi méi deier an d'Loyere gi méi deier. An d'Mënschen dobausse spieren dat.

An der leschter Etüd vum Observatoire de l'habitat weist sech ganz eendeiteg d'Entwécklung vun de Präisser. Vun Enn 2018 bis Enn 2019 sinn d'Präisser vun de Wunnengen an der Moyenne ëm ganzer 11 % an d'Luucht gaangen. Een Appartement, wat 2018 nach 400.000 Euro kascht huet, kascht Enn 2019 also ronn 444.000 Euro. Dat si 44.000 Euro méi wéi ee Joer virdrun. Fir eng Persoun, déi de Mindestloun verdéngt, sinn dat zwee Joresgehälter. An engem Joer ass eng Wunneng, déi vill Leit géifen als bezuelbar kategoriséieren, fir ee mam Mindestloun zwee Joresgehälter méi deier ginn.

Gläichzäiteg schloe Groussgrondbesëtzer, Investitiounsfongen an och Immobilienagencë vill Suen aus dëser Situatioun. Dëst huet sech leider wärend der Coronakris och net geännert. Buedem a Steen hunn zu Lëtzebuerg net u Wäert verluer, am Géigendeel. A wien an deene leschten Deeg eng grouss Lëtzebuerger Dageszeitung gelies huet, dee gesäit, datt d'Analyse fir d'Zukunft genau dat nämmlecht virausgesinn, vläicht net en zweestellege Wuesstem, mee den Immobiliemaart wäert an deenen nächste Jore fir déi eng en Jackpot a fir déi aner en Hamsterrad bleiwen.

Dat ass, Kolleeginnen a Kolleegen, eng extreem geféierlech Entwécklung an et däerf net sinn, datt dat esou weidergeet. Mir mussen dës Entwécklung stoppen. D'Äntwert vun der Regierung am Programme national de réforme bréngt awer fir d'Mënschen dobausse keng direkt Erliichterung, well ausser de schonns ugekënnegte Mesuren ass wierklech keng Luucht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Oder wann et Luucht ass, da kéint et och en Zuch sinn, deen eis entgéintkënnt.

Fir eis Piraten ass kloer: Mir musse méi wäit goe wéi dat, wat d'Regierung proposéiert. Eng Lex Koller, fir Immobiliespekulatiounen ze ënnerbannen, e groussen éffentleche Promoteur, fir an d'Präisser vum Wunnengsmarché anzegräifen an, wéi de Marc Baum et gesot huet, wierklech den Drock aus deem Kessel ze huelen, andeem de Staat als groussen Acteur nei Wunnengen zu bezuelbare Präisser - wéi vun eis gefuerdert maximal 10 Euro de Meterkaree - ubidde kann, an e Pacte Logement, deen de Wunnengsbau zu enger nationaler Ugeleeënheet mécht, ënnert der Fiederféierung vun der Regierung amplaz vun 102 eenzel gefeierte Gemengen.

Här President, ech wëll dann och op d'Recommandatioun vun der EU-Kommissioun betreffend eise Pensiounssystem agoen. D'EU mécht an hirem Rapport ganz kloer op zukünfteg Risike vun der Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem opmierksam. Se stellt fest, datt eis Regierung zënter hire leschte Recommandatioune kee Progrès gemaach huet, fir d'Viabilitéit ze stäerken.

D'Äntwert vun eiser Regierung op déi Analys ass, datt 2016 schonn eng Analys vum Pensiounssystem stattfonnt hätt an do festgestallt gi wär, datt alles finanziell esou an der Rei wär. Dat mag stëmme fir déi meescht Leit, déi heibanne sëtzen, well, wann ech mer déi lescht Analysen ukucken, Är Pensioune si geséchert. Ech kann lech soen, wéi ech déi Zuele presentéiert krut déi éischte Kéier, war ech e bësse schockéiert, well deen Dag, wou ech theoreetesch kéint an d'Pensioun goen, ass näischt méi do. Dat heescht: Net nëmme fir mech, mee fir all déi, déi méi jonk si wéi ech, ass näischt méi do, wann et esou weidergeet wéi bis elo.

(Interruption)

Dat ass e Problem. Jo, Här Baum, vläicht sinn ech ze spéit op d'Welt komm, vläicht hunn awer och déi Generatiounen, déi bis elo do waren, et verpasst, de Pensiounssystem méi viabel ze maachen.

M. André Bauler *(DP).*- Dir gehéiert zu den Digital Natives!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Fir eis ass et kloer, datt mer d'Pensioune vun eisen eelere Matbierger an och déi vun eis spéider séchere mussen, an domat haut schonn ufänke mussen.

An deem Kontext kënne mer och iwwert d'Investitioune vun dem Pensiounsfong schwätzen. An ech mengen, datt déi Liste négative, déi all Joer méi laang gëtt, well erëm iergendwou rausfonnt gouf, datt awer nach iergendwou e Waffenhiersteller mat derbäi ass, nach ëmmer net exhaustiv genuch ass, fir sécher ze sinn, datt mer wierklech hei eng nohalteg Investitiounspolitik suivéieren.

Fir eis Piraten wär zum Beispill eng Méiglechkeet, datt och de Pensiounsfong en nach méi groussen Acteur am Wunnengsbau zu Lëtzebuerg kéint ginn, anstatt a Bürossurfacen a Surface-commerciallen ze investéieren.

Mir hunn awer nieft dem Wunnengsmaart an eisem Pensiounssystem nach aner Erausfuerderungen, mengen ech, déi vu genausou wichteger Natur sinn. Eng dovunner ass sécherlech d'Digitaliséierung. Et gouf schonn dovunner geschwat.

De Rifkin-Plang gëtt ëmmer erëm dann erausgeholl, wann et opportun ass. Datt den Här Rifkin mëttlerweil net nëmme vun der Digitaliséierung geschwat huet, mee och ëmmer méi op de Green New Deal ageet, mengen ech, ass och eng wichteg Pist. Mee mir mussen dee Rifkin-Plang, deen elo awer schonn e puer Joer um Bockel huet, och iwwerdenken. Mir däerfen net einfach esou maachen, wéi wann déi lescht Joren zanter dem Erstelle vun deem Dokument näischt geschitt wär. Mir mussen dat Dokument lieweg halen. Mir mussen d'Digitaliséierung vu Lëtzebuerg lieweg halen. Mir däerfen eis net op Premisse vu virun e puer Joer baséieren.

Mir mussen eis bewosst sinn, datt d'Aarbechtswelt vu muer anescht ausgesäit wéi déi vu gëschter a sécherlech och nach eng Kéier wéi déi vun haut. Well gëschter hätt kee sech virstelle kënnen, wéi vill Teletravail tatsächlech méiglech ass, wann et drop ukënnt. Haut wësse mer, datt vill méi Teletravail méiglech ass, wéi mer geduecht hätten, a muer wäert den Teletravail vläicht nach eng Kéier eng ganz aner Nues hunn.

Mir wëssen, datt verschidden Jobs, déi gären an der wëssenschaftlecher Literatur souguer Bullshit Jobs genannt ginn, an Zukunft net méi néideg sinn. Mir wëssen, datt haut nach Leit agestallt ginn, fir Donnéeë vun engem Blat Pabeier an en Excelstablo anzetippen, fir datt en ausgeprint gëtt, iergendwou higefaxt gëtt an dann erëm agetippt gëtt. Déi Jobs brénge weeder iergendengem Genugtuung nach brénge se der Ekonomie iergendeng Plus-value. Dës Jobs wäerte verschwannen. Mir mussen haut derfir suergen, datt déi Leit, déi dës Jobs haut hunn, well se näischt méi geléiert hunn, besser educéiert ginn, geupskilled ginn an datt dës Leit net zu de Verléierer vun der Digitaliséierung zielen.

D'EU-Kommissioun schwätzt an hirem Rapport duerfir och vun enger méiglecher Inadéquation des compétences. Duerfir brauche mer en Ausbau vun eiser Schoulinfrastruktur, fir méi Schüler auszebilden, mee och besser auszebilden. Well dat schéinste Schoulgebai - an den Här Roth huet virdru vu Lycéeë geschwat, wat eisen Defizit géif ausmaachen - bréngt näischt, wa mer keng Qualitéit vun der Léier doranner hunn.

Mir zéien duerfir e Fazit vum PNR: Lëtzebuerg huet am Moment net déi zolidd Basis, fir déi lëtzebuergesch Wirtschaft den zukünftegen Erausfuerderungen unzepassen, well eis aktuell an och mëttelfristeg déi qualifizéiert Main-d'œuvre feelt. Deementspriechend musse mer am Kader vun der Digitaliséierung an eise Brain, an eis Gehierer, an eis Matière grise investéieren.

Well et feelen eis haut Méiglechkeeten, dës Main-d'œuvre kuerzfristeg aus- oder ëmzebilden. Duerfir ass dëst e strukturelle Problem, dee mer an engem nächste PNR mussen ugoen, fir datt eebe grad de Rifkin-Prozess net zu engem Zombie verkënnt, mee zu engem liewege Prozess ka ginn. Soulaang mer awer kee Wirtschafts- a Sozialmodell, wéi zum Beispill e Grondakommes, hunn, wou och philanthropesch a karitativ Aarbechte valoriséiert ginn, wäerte mer eis hei als Gesellschaft fréier oder spéider verfueren, well wa mer eis just op dat Néidegt, op dat, wat Gewënn bréngt, konzentréieren a weiderhi Bullshit Jobs erlaben, well doduerjer d'Ekonomie awer weider dréit, da verfuere mer eis.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann awer och nach e bëssen Zäit zum Stabilitéitsprogramm schwätzen, deen, dee méi dense ass, do, wou et ëm reng Zuele geet. An hei muss ech soen, datt duerch d'Covid-19-Pandemie warscheinlech all d'Zuelen, déi mer haut zur Verfügung hunn, souwisou op d'Kopp geheit ginn: déi Zuelen, déi mer haut hunn, déi Zuelen, déi mer eis fir d'Zukunft virstellen.

Dat erkläert och, firwat d'Europäesch Kommissioun déi éischte Kéier an der Geschicht vum Maastrichter Wuesstums- a Stabilitéitspak dës Klausel aktivéiert huet, fir eeben net op d'Verschëldungsniveauen ze kucken. Well mer wëssen, datt mer eng antizyklesch Investitiounspolitik brauchen, fir datt mer net nach méi Faillitten, net nach méi Chômage wäerte kréien.

Beim PSC vun der Regierung froe mer eis awer, wéi ee wëlles huet, de Fënnefjoresplang, deen d'lescht Joer an enger ganz anerer Aussiicht opgestallt gouf, anzehalen.

Den urspréngleche Plang war, déi budgetär Ziler laangfristeg anzehalen an d'Staatsschulden ënnert der Grenz vun deenen 30 % vum PIB ze halen. Duerch d'Coronakris kënnen dës Ziler sécherlech net méi esou einfach erreecht ginn. Déi 30 % gesinn zwar am Moment um Pabeier nach esou aus, awer ënnert der Premiss, datt mer d'nächst Joer erëm 7 % Croissance hätten, also en U oder e V, wat eis Ekonomie ugeet.

Wann ee weess, wou déi Ausso „et soll een engem keen X fir en U virmaachen" hierkënnt, nämlech dohier, datt ee bei de réimeschen Zuele ganz einfach aus engem V konnt en X maachen, dat heescht, aus enger 5 op eemol eng 10, da stellen ech mer d'Fro, ob dat hei net e bëssen de Risiko ass, datt déi Zuelen haut vun deene 7 % Croissance genotzt ginn, fir eis an Zukunft emol ze berouegen, an noer Zukunft ze soen: „Mir brauche keng Steiererhéijung", wat ech mat Satisfaktioun vum Finanzminister haut héieren hunn, fir dann awer vläicht an noer Zukunft ze kommen an ze soen: „Hm, also déi Premissen, ënnert deene mer dat dote gesot hunn, si leider net agetraff. Mir kënnen déi och net anhalen. An duerfir kommen elo awer Steiererhéijungen."

Ech mengen, datt dat de Leit en X fir en U virgemaach wär. Dat wär d'Leit e bëssen un der Nues erëmgefouert.

Ech mengen, mir hu beim leschte Staatsbudget gesot, a gudden Zäite sollt een en Apel fir den Duuscht op d'Säit leeën. A gudden Zäite soll ee sech d'Marge de manœuvre gi fir a schlechten Zäiten. Mir kruten als Äntwert - an dat steet och am PSC dran -, datt d'Regierung sech jo eng gutt strukturell Basis ginn hätt. Bon, do si mer net mat lech eens, Här Finanzminister.

Mir sinn der Meenung, datt mer an deene leschte Joren, anstatt verschidde Steiererliichterunge fir Firmen, vläicht besser gehat hätten, strukturell deen Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, vläicht eis Staatsschold en amont ofzebauen, fir datt eis Staatsschold elo net esou séier wiisst. Dat wär eng Méiglechkeet gewiescht, déi mer an der leschter Budgetsdebatt ugeschwat hunn a wou mer gesot kruten: „Nee, Här Clement, Dir verstitt jo net, wéi d'Staatsschold op de PIB gerechent gëtt, well a Wierklechkeet geet d'Staatsschold, andeem mer méi Scholde maachen, erof." Jo, ech weess, datt dat e mathemateschen Trick ass an datt ee ka soen: „Mir huele méi Scholden, mee well d'Wirtschaft wiisst, geet d'Schold am Kader vum PIB erof."

D'Leit dobausse verstinn net, datt, wann e Prêt méi deier gëtt, d'Staatsschold dann erofgeet, och dann - an dat wëll ech soen -, wa se am Verglach zum PIB natierlech prozentual méi kleng ginn ass.

(Interruption)

Här Bauler, Dir verstitt et och net. Dat freet mech, well Dir waart ëmmerhin deen, deen dat och d'lescht Kéier erzielt huet.

M. André Bauler *(DP).*- Här Clement, ech hunn lech net verstan. Dir sidd mer … Also wësst Der, et ass reng Arithmeetik. Et ass eng Affär vun engem Rapport, dat ass relativ an absolutt. Et ass deemno, wéi de Rapport evoluéiert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, a mir hunn ëmmer gesot: „Absolutt klëmmt eis Staatsschold." An als Äntwert kréie mer: „Mee proportional zum PIB fält se." Jo, dat sinn …

M. André Bauler *(DP).*- Mee international gëtt dat jo och ëmmer esou gekuckt, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat sinn zwou Säite vun där nämmlechter Medail.

M. André Bauler *(DP).*- Vermëscht d'Saachen net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ma Dir vermëscht et genausou, wann Dir eis sot: „D'Staatsschold fält!", wa mir soen: „D'Staatsschold klëmmt!" Béid Point-de-vuë si real.

M. André Bauler *(DP).*- Mee et ass awer nëmmen eppes richteg.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An ech mengen, dat muss een einfach emol constatéieren.

Ech mengen, ofschléissend kann ech soen, well meng Zäit schonn ofgelaf ass, datt mer der Meenung sinn, datt de PNR an de PSC net duergi fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Se hu wéineg Léisunge fir existéierend Problemer. An et ass virun allem ze bereien, datt dës Regierung an deene leschte siwe Joer, wou mer eng gutt Konjunktur haten, keng responsabel Budgetspolitik bedriwwen huet, mee mat der Strenz eis Suen aus der Vergaangenheet debourséiert huet. D'Strenz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass leider elo eidel.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Normalerweis, wann een an deenen heiten Diskussiounen iwwer PSC a PNR schwätzt, dann ass et esou, datt de PNR oft ënnergeet, well de PSC déi finanziell Perspektiven developpéiert an och vill méi konkreet an, wéi den Här Clement géif soen, méi knackeg ass a sengen Aussoen.

Mee ech fannen, datt de PNR, iwwert deen ech wollt e puer Wuert soen, awer extreem interessant kéint sinn, well en eng Äntwert gëtt op d'Erreeche vun deenen Zilsetzungen, déi d'Regierung sech selwer fir 2020 gesat huet, a well en och eng Äntwert soll ginn op déi Kommentaren, déi d'Europäesch Kommissioun an hirem järleche Rapport iwwert d'Situatioun vun eisem Land mécht.

Ech hunn nach an de Pabeieren nogekuckt, wéi dat an deene leschte Jore war. An ech stelle fest, datt et am Fong Joer fir Joer oft dat selwecht war, datt mer op där enger Säit eng ganz Rei berechtegt Kriticke vun der Europäescher Kommissioun hunn op déi verschiddenst Kompartimenter vun der Lëtzebuerger Politik an op där anerer Säit am PNR dann op ville Säite beschriwwe kréien, wat déi groussaarteg Efforte sinn, déi déi groussaarteg Regierung an deenen nächste Jore wäert maachen, fir alles dat an de Gréff ze kréien, wat als Suergen, als Problemer vun der Kommissioun beschriwwe gëtt.

D'Kommissioun mécht eng Analys vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass. A si ass ganz diplomatesch. Ganz diplomatesch! Si seet am Fong, datt « ce sont des progrès limités qui ont été faits ».

An dann zielt se hannendrun all déi Punkten op, wou keng Progrèse gemaach gi sinn a wou sech nach grouss Froen a grouss Problemer stellen. Dat ass säit Joren dat selwecht Spillchen: Eng Kommissioun, déi mat aller Däitlechkeet d'Schwaachstelle vun der Ekonomie a vum Sozialsystem opzeechent, an op där anerer Säit eng Regierung, déi einfach behaapt, dat wär net esou an d'Welt wär blo, an dat wär elo alles am beschte vum Beschten, esou wéi et nëmme kéint goen.

Ech fannen et bemierkenswäert. An ech fannen am Fong, wann ech da kucken: Et ass all Joer dat selwecht. Et ass souguer hei am PNR virkomm, datt a verschiddene Passagen déi Zuelen, déi an deem Joer virdru schonn dra waren, nach eng Kéier, net nëmme mam Saz, mee och mat den Zuelen iwwerholl gi sinn. A wa mer vun den „années passées" schwätzen, da schwätze mer hei am Rapport op enger Säit vun dem Joer 2017. Mer sinn awer 2020, Här Fayot. Do gesäit een, wéi oft en duerchgelies gëtt a wéi d'Remarken do och derzou kommen.

(Interruption)

Ech hat elo gehofft, datt et dëst Joer e wéineg anescht wär, aus zwee Grënn. Éischtens, well mer en neie Minister hunn a well ech, an ech kommen duerno nach drop zréck, och dee Weirauchservice, deen de PNR bis elo ëmmer war, wou d'Regierung ëmmer gutt beweiraucht gëtt, datt mer eng Kéier domat kéinten ophalen, fir eng seriö Diskussioun iwwer dach awer seriö Problemer ze féieren.

Elo sot Dir, Här Fayot, Dir sidd nach net laang do, an ech halen lech dat och zegutt, obwuel ech soen: Dat war dee Rapport, deen d'Kommissioun gemaach huet, deen och eréischt de 26. Februar 2020 koum. An am Fong wär den Exercice gewiescht, op déi Remarken, déi d'Kommissioun mécht, ze reagéieren an dozou Stellung ze huelen. Dat ass awer net geschitt.

Dir hat vill ze schaffen, dat ginn ech ganz gären zou. Et ass eng Coronakris gewiescht. Mee ech soe just, well eng Coronakris gewiescht war a well déi Kris ekonomesch, sozial an och finanztechnesch villes geännert huet, ass et natierlech ganz fragwierdeg, datt mer hei en Dokument kréien, wou Der zwar op 20 Säiten Är Coronamesurë beschreift, mee een ansonsten an der Problematik - wéi d'Zukunft soll sinn, wéi mer op déi Problemer aginn, wéi d'Regierung wéilt op déi grouss Problemer reagéieren, a sech ausser der Remark, datt nach villes kéint änneren - wéineg an deem Rapport erëmfënnt. Ech hätt mer zumindest erwaart, datt eng Rei éischt Reflexiounen iwwer eis finanziell ekonomesch Zukunft no dëser Kris awer am Rapport géife kommen. An ech wier frou gewiescht, wann Der zumindest an enger Ried op deen een an deen anere Punkt agaange wiert.

Ech wëll also haut zwou Saache maachen. Dat heescht, et ass eng kuerz Analys vu fënnef Punkten an dem PNR, déi mer wichteg schéngen. An dat Zweet ass eng ganz kuerz Reflexioun och a fënnef kuerze Punkten, wéi ech mer an Zukunft virstellen, datt een déi dote Problematike kann ugoen. An déi Punkten, déi ech mer erausgesicht hu fir am PNR selwer fir d'Analys, sinn am Fong Punkten, déi elo manner mam Corona eppes ze dinn hunn, well ech mengen, datt déi dann nach méi richteg sinn an datt mer nach doriwwer kënne schwätzen.

Deen éischte Punkt, dee mer wierklech um Häerz läit, dat ass dee vun der Educatioun a vun de Kompetenzen, déi mer hei zu Lëtzebuerg an der Ausbildung vun de Leit hunn. An ech wëll just virliesen, wat d'Kommissioun dozou seet, well dee Passage mer awer relativ kloer an däitlech ass. Si seet: « Les résultats en matière d'éducation sont inférieurs à la moyenne de l'UE et étroitement liés au milieu socio-économique. Les résultats enregistrés, en moyenne, par le Luxembourg se sont dégradés entre 2012 et 2018. L'incidence de la situation socio-économique sur les performances est l'une des plus fortes dans l'Union européenne. »

Dovu gëtt dann am PNR kaum geschwat. Fir mech ass dat awer ee vun deene reellen an ee vun deene grousse Problemer, déi mer an deenen nächste Joren hei musse behandelen, well et ass net nëmmen esou, datt an deenen nächsten Zäiten déi Jobben, déi mer wäerten ubidden, haaptsächlech gutt ausgebilten Jobbe musse si mat enger gewëssener Qualifikatioun, mee et ass natierlech och nach de grousse Problem, datt mer hei e sozioekonomescht Gefäll hunn. Dat Ganzt huet natierlech eng grouss Konsequenz net nëmmen op eis sozial Kohäsioun op där enger Säit, mee awer och op eis Ekonomie op där anerer Säit.

A wann een dann och nach weider kuckt: An enger Ekonomie wéi Lëtzebuerg, wou zwee Drëttel vun den Jobben, déi mer ubidden, qualifizéiert Jobbe sinn, fir déi een eng Qualification supérieure misst hunn, a wou mer eis als Objektiv 2020 gesat hunn, datt mer wëllen, datt 66 % vun de Leit zwëschen 30 a 34 Joer hei am Land en Enseignement-supérieur-Ofschloss sollten hunn, do mierke mer, datt do d'Zilsetzung 2020 net erreecht ginn ass, well mer just op 56,2 % kommen.

Elo kann een natierlech soen, wéi de Ministère de l'Éducation nationale, datt een domadder zefridden ass, well mer eng net Augmentatioun par rapport zu 2010 haten, wou mer vu 46,1 % eropkomm sinn. Dat mag sinn, mee déi Zilsetzung, déi mer eis selwer gesat hunn, déi hu mer net erreecht.

An eng Verfeinerung vun der Analys vun deenen Zuele weist och nach op eppes anescht hin. Déi weist am Fong dorop hin, datt, wa mer kucken, wéi vill Leit vun de Résident-étrangeren en Enseignement supérieur hunn, datt mer do bei 60 % leien, a mer bei d'Résidentnationalle just op 40 % kommen. Dat heescht, am Fong ass déi Moyenne vu 56,2 % och nach duerch e groussen Deel duerch d'Résident-étrangeren, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, an d'Luucht gedréckt.

Ech wëll just soen: Fir mech ass dat eng vun deene grousse Froen, déi sech hei an dem PNR stellen, déi sech och fir eis als Politiker fir d'Zukunft stellen. An och wann et formell richteg ass, datt mer an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, ass et evident, datt dat fir mech ee Problem ass.

Déi Äntwerten, déi am Programme national de réforme hei stinn, déi jo am Fong d'Reforme fir d'Zukunft solle proposéieren, wann ech da liesen, datt mer elo endlech e Lycée moderne mat enger Serie vu Reforme maachen, wann ech da liesen, datt mer elo nei Formatiounen ubidden, an den Apprentissage, deen elo total erneiert gëtt, da gesinn ech awer och d'Kommentare vun der Kommissioun an den Avis dovunner vun der Kommissioun. An da stellen ech fest, datt deen nidderschmetternd ass par rapport zu deem, wat hei proposéiert gëtt an enger vun deene wichtegste Politicken, déi mer fir d'Zukunft kënne maachen.

Mäin zweete Punkt, dat ass, datt fir 2020 am Fong am Kader vun der Recherche an dem Developpement d'Kommissioun als Objektiv europawäit seet, datt mer sollen 3 % vum PIB, den Niveau cumulé vun den Investissements publics et privés, an d'Recherche an den Developpement ginn.

Mir hunn eis als Lëtzebuerg en Objektiv fir 2020 gesat, wat e Stéck drënner ass. Zwëschen 2,3 % an 2,6 % hate mer eis virun zéng Joer fir 2020 gesat. An hei sinn d'Zuelen, déi d'Kommissioun, déi Dir och erausgitt, awer déi, datt mer wäit ënnendrënner leien. Mir leie bei 1,21 % vun dem PIB, deen investéiert gëtt an ee vun deenen zentralen ... ee vun deene wichtegsten Domänen, déi a sech zukunftsgestaltend si fir eist Land, fir eis Ekonomie, mee och fir d'Leit, déi hei wunnen.

D'Kommissioun zitt als Konklusioun dorausser, an ech wëll dee Saz awer virliesen: « […] que les investissements relativement modestes dans la recherche et l'innovation particulier dans le secteur privé pèsent sur le potentiel d'innovation du Luxembourg ». A si zitt als Konklusioun, datt dat de Ralentissement vun dem Lëtzebuerger Developpement kéint duerchaus beaflossen.

Fir mech ass dat och ee vun den zentrale Punkten, déi hei an der Analys vun der Kommissioun virkommen a wou ech déi Äntwerten, déi am PNR beschriwwe ginn, fir déi Problematik do opzefänken, awer net satisfaisant fannen. Déi Moossnamen, déi hei bestinn, do ginn eng Rei Projete beschriwwen, zum Beispill de Projet HPC géif elo kommen. Dee gëtt eis säit véier, fënnef Joer all Joer ugekënnegt. Dofir do eng ganz konkreet Fro, Här Minister: Wou si mer dann elo domadder drun? Wéini gëtt deen da Realitéit? A wat bréngt en dann och Lëtzebuerg an de Lëtzebuerger Entreprisen?

Dat ass ee vun deene wichtegste Punkten. A wann ech déi zwee opzielen - d'Educatioun op där enger Säit, d'Formatioun op där enger Säit, an op där anerer Säit alles, wat mer am Kader vun der Recherche an dem Developpement hei zentral un den Ufank vun deem gesat hunn, wat ech wollt soen -, dann ass dat, well et fir mech nun einfach eng grouss Wichtegkeet huet, datt mer haaptsächlech an deenen Domäner fit sinn, datt mer eis do uerdentlech preparéiert hunn, well et ass am Fong do, wou d'Zukunft spillt a wou mer u sech solle kënne weisen, datt mer am Peloton de tête si vun den europäesche Länner.

An dat huet dann och als Konsequenz, datt bei eisen Entreprisen den Digitalisatiounsniveau ee vun deene schwächsten ass, dee mer a ganz Europa kennen. Dofir wëll ech och eng Kéier hei d'Kommissioun zitéieren, déi op där enger Säit seet, datt mer an deene leschte Jorzéngten eng gutt informatesch Infrastruktur opgebaut hunn, fir déi eis vill Länner beneiden, mee datt mer op där anerer Säit - an ech zitéieren -: « Malgré ces efforts, les niveaux d'intégration numérique et technologique sont faibles et la productivité ne progresse guère dans le secteur des entreprises au sens large, ce qui trahit aussi l'un des niveaux d'investissements les plus bas, y compris en recherche et innovation, parmi les États membres de l'Union européenne. »

An ech muss soen: Och dat inquietéiert mech, wann ech einfach déi mëttel- an déi laangfristeg Zukunftsperspektive vun der Entwécklung vun eisem Land consideréieren. An hei enttäusche mech awer och déi Äntwerten, déi ech am Programme national de réforme net gesinn an déi am Fong missten dra sinn, well do Schrëtt fir eis Zukunft gemaach ginn.

An da soen ech nach hannendrun: Elo si mer an enger Zäit vu Covidkrisis. Déi ganz Problematik, déi duerch d'Covidkrisis op eis zoukënnt, riskéiert, déi dote Saachen och nach méi staark ze maachen, ze acceleréieren, well mer jo ganz genau wëssen, datt eis Entreprisë finanziell wäerten an deenen nächste Jore geschwächt ginn an datt d'Investissementer an d'Recherche an den Developpement an haaptsächlech och an d'Digitalisatioun domat kënnen a Problemer kommen.

Dat heescht, dat, wat dës Kris hei bewierkstellege wäert, wäert och nach dat, wat Der schonn als Kriticken an als Schwächte vun der Kommissioun dohinnergeluecht krut, méiglecherweis accentuéieren a stellt a mengen Aen eng gréisser Erausfuerderung, e gréissere Problem fir déi nächst Joren duer.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vun de Pensiounssystemer - den Här Clement huet dat schonn an aller Däitlechkeet ugeschwat -, well dat do, wat am PNR steet, ass am Fong just e Witz als Äntwert op déi Warnungen, déi d'Kommissioun kloer seet. Well hei gëtt gesot, datt mer just bräichten déi IGSS-Etüd ze kucken, déi 2016 erauskomm war, an datt déi IGSS-Etüd jo géif e positive Constat maachen. An da gëtt am PNR vum Ekonomiesministère, oder wien och ëmmer et geschriwwen huet, en Zitat geholl aus der Etüd vun der IGSS, wou gesot gëtt: « L'analyse […] conclut sur le fait que le régime général d'assurance pension est dans une position financière plutôt confortable. »

Dat ass jo och okay. Dat zweifele mer och net un. Mee wann een iwwert d'Konklusioune vun där Etüd schwätzt a wann een dat och nach op Bréissel als Analys vun der Lëtzebuerger Regierung schéckt, dann hätt ech natierlech och gär, datt déi aner fënnef Punkte vun der Konklusioun gradesou zitéiert gi wéi just deen éischte Saz vun der Konklusioun. Well déi selwecht Etüd, déi Der ervirzaubert, fir ze soen, datt dee Problem, deen d'Kommissioun géif an aller Däitlechkeet opwerfen, am Fong kee Problem wär ... Wann een déi Konklusiounen da weiderliest, do steet och ganz kloer en anere Message dran. An zwar zum Schluss steet dann: « En tout cas, il importe de ne pas se reposer sur le niveau actuel élevé de la réserve de compensation. »

An da gëtt ganz kloer an däitlech vun den eegene Servicer vun der Regierung gesot: « Il s'agit ainsi de profiter de la réserve accumulée en vue de discuter de mécanismes performants tant au niveau des contributions qu'au niveau des pensions nouvelles et en cours de paiement. » Dat steet awer net am PNR. Déi richteg Konklusioun vun der Etüd schéckt Der net op Bréissel. Ech fannen dat als Attitüd vun der Regierung am Fong lächerlech, fir just ee Saz aus enger Etüd erauszehuelen an deen als Wourecht dohinnerzestelle par rapport zu enger Constatatioun, déi d'Kommissioun säit Jore mécht.

An da kommen ech nach hannendrun, wou Der sot: „Mee mir hunn dee ganze Problem jo geléist, well mer 2012 eng Reform vun de Pensioune gemaach hunn", mat där ech och d'accord war an déi och an déi richteg Richtung gaangen ass. D'Kommissioun fält awer kee Moment op dat eran, wat d'Regierung schreift, well d'Kommissioun seet an aller Kloerheet: « Les réformes récentes » - an domat ass déi Reform vun 2012 gemengt -, « n'ont pas répondu aux préoccupations concernant la viabilité à long terme des systèmes de pension et de soins de longue durée. »

Ech mengen, de Constat vun der Kommissioun ass säit Jore ganz kloer an d'Äntwerte vun der Regierung si säit Joren absolutt an total iwwerflächlech an ongenügend op déi grouss Erausfuerderung, déi an deenen nächste Joren op eis wäert zoukommen. An hannendru seet d'Kommissioun nach, datt fir d'Viabilité à long terme vun eisem aktuelle System, wann ee géif norechnen, d'Cotisatioune misste vu 24 % op 37 % eropgoen, wat jo ekonomesch net méiglech ass. Also misst ee schonn anescht wéi dat do un déi Problemer erugoen.

An dat selwecht seet d'Kommissioun iwwert d'Viabilitéit vun eise Soins de santé, wou se seet, datt mer bei 172 % vun der Moyenne vun der UE leien an datt d'Viabilité budgétaire domat mëttel- a laangfristeg net gi wär.

An da soen ech och ganz kloer, datt déi Covidkris och hei nach niewent deem, wat Der elo scho schreift, natierlech dee Problem wäert accentuéieren, well an deene Pabeieren, déi de Finanzministère eis virgeluecht huet, do ass de Sold vun der Sécurité sociale op 1,8 % vum PIB 2019 gewiescht a wäert awer op 0,5 % 2020 an 0,5 % 2021 eroffalen an domat d'Acceleratioun bewierke vun am Fong de Problemer, déi an der Sécurité sociale wäerten an den nächste Joren, an den nächste Joerzéngten op eis zoukommen.

Meng Demande ass just ganz einfach, fir déi Problemer do seriö ze huelen a fir eng Kéier uerdentlech onpolitesch an onpoleemesch driwwer ze diskutéieren, well mer kommen en net aus dem Wee an deenen nächste Joren. A mir hu besser, se esou schnell wéi méiglech unzepaken.

Well d'Zäit fortleeft, soen ech net vill iwwert deen nächste Problem, de Logement, well dee schonn esou oft an der Chamber duerchdiskutéiert ginn ass an den Här Clement souwisou dat gesot huet, wat ech och wollt soen.

Ech wëll just awer nach do hannendrun ee vun deene weesentleche Problemer ernimmen, déi och ganz wéineg am PNR ernimmt ginn, well et am Fong en Dokument ass, wat ganz oft als e Wirtschaftsdokument ofgestempelt gëtt an och esou consideréiert gëtt, an domat méi d'Wirtschaftsfroen ugeschwat ginn.

Mee en huet awer een Element, dat och besuergniserreegend ass, dat sech un de Logementsproblem drunhänkt. Dat ass d'Fro vum Aarmutsproblem zu Lëtzebuerg, déi an der Analys vun der Kommissioun kloer an däitlech ugeschwat gëtt an och en marge vun deem Dokument vum PNR ervirgehuewe gëtt. An do ass och déi Feststellung, déi mer virum Covid maachen, déi d'Kommissioun mécht, déi kloer an däitlech seet, que: «La pauvreté et les inégalités augmentent malgré l'incidence positive des transferts sociaux. En 2018, le Luxembourg a enregistré l'une des plus fortes augmentations des inégalités de revenus dans l'Union européenne […]. La proportion de travailleurs pauvres figure toujours parmi les plus élevées de l'Union européenne. » Parmi les plus élevées de l'Union européenne. Déi, déi am meeschten an d'Luucht gaange sinn an deene leschte Joren.

Et deet net gutt, fir dat ze liesen. Ech biede just do, datt mer dat och als seriöe Problem huelen. Mir hunn de Problem vun engem Wuesstum vun der Aarmutsgefor an dësem Land säit Joren. An deen ass amgaang, ëmmer an ëmmer méi grouss ze ginn. Ech mengen, datt mer eis reellement sollen dorëm bekëmmeren.

D'Kommissioun analyséiert och déi Äntwerten, déi Der am PNR drop gitt, wou Der sot, datt a sech de REVIS anescht gestalt ginn ass, an d'Luucht gaangen ass, wou Der sot, datt de soziale Mindestloun an d'Luucht gaangen ass. D'Kommissioun analyséiert awer, datt malgré all deene Moossnamen de Problem nach ëmmer steigt a mer en net a senger Evolutioun am Gréff hunn. Och do bieden ech, datt mer déi Froen do seriö huelen.

An dat selwecht gëllt fir déi ganz Problematik iwwert de Sans-abrisme, wou d'Kommissioun eis reprochéiert, datt Lëtzebuerg a sech keng richteg Donnéeën do huet, datt een also net eng total Analys vun dem Problem vun deene Leit, déi keng Wunneng hunn, momentan ka maachen an datt mer och sollen esou schnell wéi méiglech eng Evaluatioun vun der Strategie maachen, déi mir an eisem Sozialsystem am Fong fir déi Äermste vun den Ärmsten hunn, a wéi mer dat uginn. Mir sinn Demandeur, fir d'Evaluatioun vun där Strategie heibannen ze maachen a fir och ze kucken, wat an enger nationaler Strategie fir d'Sans-abrisen an Zukunft nach anescht/méi, mee haaptsächlech anescht, kéint gemaach ginn.

Ech hunn elo net all déi Problemer an déi Punkten ugeschwat, déi hei den Développement durable respektiv d'Klimapolitik concernéieren, well mer iwwert de Wee vum Klimaplang an den nächste Wochen a Méint nach Zäit hunn, fir dat ze maachen.

Ech géif gären dem Wirtschaftsminister, wann en dat erlaabt, e puer Messagen - en huet am Fong kee Choix, e muss dat elo nolauschteren - mat op de Wee ginn.

Deen éischten, dat ass e ganz einfachen: Kommt, mir féieren déi Diskussiounen hei seriö!, wär mäi Message. Kommt, mir halen op dermat, just Schéimolerei ze maachen! Kommt, mir halen op, Froen ze ignoréieren, just e bloen Himmel ze beschreiwen! Mir hu ganz vill Stäerkten an dësem Land, mee mir hunn awer och eng Rei Schwächten. An d'Kommissioun weist se schonungslos. Kommt, mir huelen déi Analys un! A kommt, mir probéieren, se net ze verstoppen! Kommt, mir froen eis einfach: Wéi kënne mir drop awierken, datt mer se besser kuerz-, laangfristeg a mëttelfristeg an de Gréff kréien?

Mäin zweete Punkt, dat ass, datt dat, wat mer elo brauchen no der Covidkris, a sech e Plan de relance ass. De Minister huet et an engem Artikel virun zwee Deeg oder dräi Deeg e Marshallplang fir Europa genannt. Ech géif et emol e Plan de relance hei fir Lëtzebuerg nennen. Mir erwaarden och, datt mer an deenen nächste Wochen esou e Plan de relance hei virgeluecht kréien.

Ech versti ganz gutt, datt fir d'éischt muss d'Analys vun de Moossname gemaach ginn, déi Der elo bruecht hutt, fir den Entreprisen ze hëllefen, an datt een och an e puer Woche muss d'Analys vun eiser Ekonomie maachen, fir ze wëssen: Wou si mer dann drun? Hate mer vill Faillitten? Sinn eis Betriber derduerchkomm oder net derduerchkomm? A wat fir engem finanziellen Zoustand si se?

An dat hänkt jo warscheinlech och vun de Secteuren of, well Secteure wéi d'Finanzen, wéi de Bau, wéi d'Servicen oder wéi d'Startuppe ganz aner Situatiounen déi eng wéi déi aner erliewen an een dofir eng detailléiert Analys muss maachen, a mer warscheinlech haut nach net prett sinn, fir déi Analys ze maachen a fir e Plan de relance détaillé ze maachen, wou mer kënne kucken, wat mer Secteur pro Secteur maachen.

Mir brauchen haut, dat hutt Der richteg gesot, e Programme de stabilisation de l'économie. Mee mir brauchen awer duerno evidenterweis e Plan de relance, an dee muss a mengen Aen e puer Punkten hunn, op déi ech elo ganz kuerz wëll agoen.

Dat Éischt, dat sinn e puer Wuert iwwert d'Investissementer. Jiddwereen ass d'accord, fir en général ze soen: „Mir mussen déi Investissementer héich halen." Jo, mir musse se héich halen, well d'Entreprisë staatlech Ënnerstëtzung an deem Sënn brauchen, datt Aarbechte mussen op Marchéë kommen an datt se musse kënne schaffen. Dat ass evident. Do kritt Der vun eis och absolutt net de Contraire gesot.

Mee erlaabt mer awer elo déi einfach Ausso, fir ze soen: „Ma mir halen 2020 d'Investissementer op 2,85 Milliarden, sou wéi mer se haten", zwar luewenswäert op där enger Säit ze fannen, mee ech hunn awer eng Rei Problemer, fir elo einfach ze gleewen, datt mer et fäerdegbréngen, fir dat ze maachen, aus deem ganz einfache Grond, well 2020 ee bis zwee Méint d'Chantieren zou waren, well op där anerer Säit jo awer eng Rei Chaîne-d'approvisionne-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

menten, notamment am Bau, guer net méi esou fonctionéieren, wéi se virdru fonctionéiert hunn, well och eng Rei Gemenge sech wäerten iwwerleeën, awéiwäit se déi Investitiounen da mat manner Finanzen nach kënnen elo an Zukunft esou oprechterhalen, ouni selwer a Schwieregkeeten ze kommen, well d'Leit selwer och warscheinlech wäerten hesitéieren, éier se grouss Investissementer maachen, well och Betriber vläicht duerch de Fait, datt mer elo eng ganz Rei Sécherheetsmoossnamen hunn, déi mussen op de Chantieren applizéiert ginn - mat Recht d'ailleurs -, mussen applizéiert ginn, awer un der Produktivitéit vun deene Betriber wäerten en Deel kaschten.

Well mer net esou schnell virukommen, froen ech mech, ob mer déi Investissementer esou an deem Rhythmus, wéi se virgesi sinn, nach kënnen an deenen nächste Jore maachen. Ech hoffen et. Ech si mer däers net sécher.

Dat Zweet ass, datt mer awer mussen, an dat schéngt mer absolutt evident ze sinn, d'Prioritéite vun eisen Investissementer eng Kéier de fond en comble iwwerkucken. No där Kris musse mer eng Rei Léieren zéien, musse mer kucken: Wat ass fir eist Land wichteg? Wat musse mer direkt maachen? Wat kënne mer méi spéit maachen? An et ass a mengen Aen evident, datt de Plan hospitalier nach eng Kéier muss ganz iwwerkuckt ginn an do vläicht aner Prioritéite gemaach ginn oder anescht drun erugaange gëtt. Dat schéngt mer eng absolutt Evidenz ze sinn.

Mäin zweete Punkt, an dat, mengen ech, huet den Här Fayot och relativ däitlech gesot, wouriwwer ech och frou sinn, dat ass déi Fro vun der Dekarbonisatioun vun eiser Gesellschaft. Loosse mer dat Ganzt elo erëm ulafen? Ass dee Green Deal, dee vun der Europäescher Kommissioun esou kloer an däitlech an de Vierdergrond gesat gëtt a quasiment als éischt Prioritéit gesat gëtt, och dat, wat mir eis mussen … och wann et net ëmmer einfach ass, och wann ee vill Entreprisen, Leit muss iwwerzeegen, datt dat prioritär ass, well et jo elo méi einfach ass, erëm direkt esou unzefänken, ass dat awer déi Politik, déi muss gemaach ginn? Déi Diskussioune kréie mer nach am Klimaplang, wa mer iwwer Transport, iwwer Energie, iwwer erneierbar Energien, mee awer och wa mer iwwer Industrie an Zukunft wäerte schwätzen.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vun der Digitalisatioun. Mir hunn, an d'Kommissioun huet dat jo ënnerstrach, eng Rei Schwächten a Stäerken, mee besonnesch eng Rei Schwächten hei zu Lëtzebuerg, notamment wat d'Implantatioun vun der Ekonomie a wat d'Implantatioun vun der Digitalisatioun an eiser Ekonomie a bei de Betriber ugeet.

Mir hunn awer elo och an där heiter Kris geléiert, datt am Fong eng Digitalisatioun eng aner Aart a Weis ze liewen, awer och eng aner Aart a Weis ze schaffe méiglech mécht. Do muss een nu wierklech eng Kéier probéieren, d'Léieren draus ze zéien. Dat ass net nëmmen den Teletravail, sou wéi mir en heiansdo maachen. Dat ass awer och d'Telemedezinn, dat ass och den Teleachat. Och déi ganz Commercerelatioune ginn anescht. Souguer d'Fonctionéiere vum Parlament duerch Tele- oder Videoparlamentarismus huet sech warscheinlech elo mol geännert. Dat wäert méiglecherweis och Konsequenzen an deenen nächste Méint hunn.

An da mäi véierte Punkt, dat ass dee vun der Industrialisatioun an Europa. Mir hu gemierkt, datt mer wéineg Autonomie hunn, datt eis eng Rei weesentlech Substanzen an Europa feelen an datt mer erëm mussen als Europäer kucken, eng Rei Entreprisen, eng Rei Industrien zréckzekréien. Alles dat ass richteg. An all deem ënnerstëtzen ech eng Regierung, déi dat wëllt maachen. Ech menge just, datt et schwiereg a komplizéiert ass an datt mer eis dann och eng Kéier zu Lëtzebuerg mussen zesummen dohinnersëtzen a kucken: Wat si mer da bereet ze maachen?

Well d'Reindustrialisatioun vun eisem Land, eng Rei Pharmabetriber erëm an Europa, op Lëtzebuerg ze kréien, stellt jo och eng Rei aner Froen. Se si jo fortgaangen, well déi Konditiounen an déi Standarden, déi mer gesat hunn, schwiereg ze realiséiere waren. Deelweis kann ech mech souguer erënneren, datt a verschiddene Gemengen oder a verschiddenen anere Länner d'Leit an der Zäit frou waren. Well et Industrië waren, déi vill Schmotz gemaach hunn, déi ëmweltschiedlech waren, ware se frou, datt se gaange sinn.

Elo hätte mer se gären zréck! Also musse mer eng Diskussioun féieren: Wat si mer da bereet a wéi si mer bereet, déi dote Froen an Zukunft unzegoen?

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vun der absolutter Noutwendegkeet, fir eng méi konsequent, eng aner Politik vun der Groussregioun ze maachen. Ech fannen, datt se haut mat vill Amateurismus gemaach gëtt, datt se e ganz wichtegen Deel vun enger Affaires-étrangères-Politik ass. An ech mengen och, datt mer se esou mussen upaken, andeem mer eng Prioritéit aus der Groussregioun maachen, well mer liewen an der Groussregioun an ouni Groussregioun kënne mer an deenen nächste Joren net liewen.

A wann ech vum Här Wirtschaftsminister eppes erwaarden, dann ass et, net laanscht déi Problemer an net laanscht déi Froen ze goen, dann ass et se unzepaken, och wann et schwéier ass, net Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafen ze loossen, Här Fayot. An ech drécken et express esou aus, well ech mengen, da wier et lech méi einfach, dorobber ze äntweren.

(Hilarité)

Déi Zäiten, déi elo kommen, an domat halen ech op, sinn exceptioneller.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wiseler, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mäi leschte Saz.

Dir sot dat richteg.

Déi Zäiten, déi elo kommen, sinn exceptioneller. Se si schwiereg, mee all Kris huet och seng positiv Säit. An d'positiv Säit, dat ass, datt een eng Rei Saache muss a Fro stellen, datt ee sech selwer muss a Fro stellen an datt ee vläicht kann d'Chance bei verschiddene Saache vun engem Neiufank huelen. Ech wënschen lech et! Ech wënschen eis et! A wann dat Äre Wëllen ass, sidd Der sécher, datt d'CSV an deenen doten Operatioune wäert matmaachen.

Ech soen lech Merci.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert. De Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prises de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci fir den Debat, dee mer haut hei haten. Ech mengen, dee war indispensabel. An ech muss soen, ech hunn alles nogelauschtert an ech fannen och ganz gutt Usätz a vill gemeinsam Punkten an den Analysen. An dat ass gutt esou.

Ech muss nach eng Kéier widderhuelen, dass d'Zuelen, déi mer op de Pabeier bruecht hu fir de Pacte de stabilité et de croissance, dëst Joer vill méi Onsécherheet a sech hu wéi normalerweis. Dat muss een esou akzeptéieren. Ech sinn zwar frou, dass den Här Clement se knackeg fënnt, déi Zifferen. Heiansdo soen d'Leit mer, Ziffere wäre langweileg, mee Ziffere léien eeben net.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Als Wirtschaftsinformatiker ass dat eebe knackeg, Här Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ziffere soen awer ëmmer vill aus.

Ech hu fënnef kleng Punkten.

Ech mengen, de Schlëssel an ee vun de gemeinsamen Uleiesse vun all de Parteien an allen Orateuren ass de Wuesstum. Wat fir ee Wuesstum wëlle mer? A wéi vill Wuesstum kréie mer, packe mer, generéiere mer?

Nun ass et ganz einfach fir ze soen: „Mir brauchen erëm Wuesstum", well mer elo wëssen, dass mer fir dëst Joer an d'nächst Joer warscheinlech kee méi hunn. Elo seene mer eis dono. Ech mengen, den Här Bauler, deen huet dat a senger Interventioun gutt beschriwwen. Mir hunn eis ee Moment d'Fro gestallt: Brauche mer esou vill Wuesstum?, an esou weider.

Mee ech mengen, mir sinn eis all eens, dass mer Wuesstum brauchen, an e soll nohalteg sinn a qualitativ. Fir dat ze erreechen, brauche mer, an, ech mengen, dat huet all Partei gesot, héich a qualitativ Investissementer. Dat ass jo eng gutt Noriicht. Doriwwer si mer eis jo all eens. Da solle mer eis dat zu Häerz huelen a kucken, awéiwäit sech eis Iddien do verbannen.

Eppes, wou mer eis, mengen ech, och bal all eens sinn, dat ass, dass kee wëllt d'Steieren an d'Luucht setzen. Dat ass och ganz fein. Ech mengen och, dass Steiererhéijungen net eng Äntwert sinn an enger Phas wéi där heiter. Fir den Entreprisen elo vläicht ze soen: „Majo kuckt, dass Der erëm ukommt! Kuckt, dass Der erëm Profitter maacht!", an de Staat géif sech da freeën, méi Steieren ofzescheffelen, géife se net verstoen. Déi meescht géifen eis och soen: „Ech wär iwwerhaapt frou, wann ech erëm kéint ufänke mat schaffen a mech iwwerhaapt iwwer Waasser halen."

An d'Privatleit … Ech muss soen, mir hunn alles gemaach, wat raisonnablement méiglech war, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen. An do si mer ee vun de Musterschüler an Europa. Ech mengen, wa mer elo de Chômage partiel kucken, den Här Haagen huet dat gesot, hu mer ee vun deene generéiste Systemer an Europa. Dat ass richteg, mee dat ass eppes, dat kann een natierlech nëmme kuerz- oder mëttelfristeg lafen hunn. De But ass natierlech, dass d'Ekonomie erëm ukënnt an dass dem Chômage partiel säin Impakt reduzéiert ka ginn. Also: Investissementer vu Qualitéit, keng Steiererhéijungen.

An dann e Wuert zu Europa an zum Wuesstum. Mir kënnen nëmme Wuesstum hunn, wann Europa sech erkritt. Also Lëtzebuerg eleng bréngt dat net fäerdeg. Mir sinn een Deel vun deem Ganzen. Dofir: Och all déi Remarken, déi iwwert de Marché unique gemaach gi sinn, sinn extreem wichteg. A wéi sou oft am Liewen: Wann engem eppes entgeet oder wann d'Schwächte vun eppes op eemol optauchen, an dat ass beim Marché unique elo gewiescht an dëser Kris, da mierkt een, wéi wäertvoll et ass.

Mir hu souguer zu Lëtzebuerg heiansdo d'Tentatioun ze soen: „Kommt, mir maachen hei zou! Kommt, mir passen do op! Kommt, mir favoriséieren eng national Solutioun!" Mee mir liewen zu Lëtzebuerg vum Marché unique. A soubal deen a Fro gestallt gëtt, dann huet dat immens vill Konsequenze fir eist Land.

E puer Wuert zu Europa, well ech a menger Ried näischt dozou gesot hat, well ech ze vill knackeg Zifferen hat. Mir hunn eis agesat - de Premierminister an och dann ech selwer - um Niveau vum Eurogroup a vum ECOFIN, fir dass mer an dëser Kris net alles duerch de Brëll vum Egoismus kucken. An dofir hu mer déi Mesuren, déi mer dann am Eurogroup schlussendlech zréckbehalen hunn - wat den ESM ubelaangt, 240 Milliarden, déi kënnen ouni Konditioune geléint ginn, zum engen; d'BEI, déi ka bis zu 200 Milliarde Kautioune ginn; an drëttens, de SURE, fir e Genre Chômage partiel ze kofinanzéieren an Europa -, alleguerten ënnerstëtzt.

Do hu mer jo och e Konsens fonnt an Europa, obwuel et schwéier war. Mee Dir wësst jo: Et ass elo eng grouss Diskussioun iwwert de Fonds de relance a wéi dat soll finanzéiert ginn. Dat ass essenziell. Wann Europa aus dëser Kris wëllt eenegermoosse gestäerkt erauskommen, muss eis dee Fonds de relance op europäeschem Niveau geléngen an e muss eis natierlech och zu Lëtzebuerg geléngen.

Mir hunn an deem Kontext d'Coronabonds verdeedegt. Ech stinn dozou. D'Regierung steet dozou. Vill vun Iech hunn dat och ënnerstëtzt. Ech fannen dat ganz gutt. Mir sinn an enger Situatioun, wou e Virus all d'Länner attackéiert huet, eis all geschwächt huet. A wa mer et do net fäerdegbréngen, gemeinsam Äntwerten ze fannen op europäeschem Niveau, da froen ech mech, wéini mer dat fäerdegbréngen.

Dat wëllt net heeschen, dass mer alles musse mutualiséieren, dass accumuléiert Scholde vu verschiddene Länner musse mutualiséiert ginn, mee deen Deel vu Schold, deen elo generéiert gëtt vun der Coronakris, woumat mer jo all konfrontéiert sinn, mir zu Lëtzebuerg gesinn dat jo selwer hei an dësen Ziffere vum Stabilitéitspakt, dass een dat do net méi wëllt zesummen europäesch maachen, ass fir mech net nozevollzéien, fir déi Länner, wou dat e grousst Theema ass.

An dat bréngt mech och derzou, e Wuert iwwert d'Groussregioun ze soen. Ech mengen, dass mer an dëser Kris gesinn hunn, dass eis Efforten, an dat sinn net nëmmen d'Efforte vun dëser Regierung an där viregter, mee vun all deene Regierunge virdrun, fir gutt mat eisen dräi Noperen ze fueren, fundamental sinn. Fundamental!

Dat Allerwichtegst vun eiser Aussepolitik, a mengen Aen, sinn d'Relatioune mat eisen dräi Nopeschlänner. Well wa mer mat deenen dräi do net eens ginn, da bleift eis Wirtschaft stoen. A mer hu mat Däitschland elo déi gréisste Schwieregkeete gehat wéinst de Grenzschléissungen, déi mer bedaueren, wou mer awer fäerdegbruecht hunn, dass de Gros vun de Grenzen opbliwwen ass. Mee ech kann lech soen: Den diplomateschen Effort war riseg! A mir waren do nëmmen eng Victime colatérale.

Däitschland wollt d'Grenze mat Frankräich zoumaachen. A fir ze evitéieren, dass d'Fransousen iwwer Lëtzebuerg an Däitschland géife fueren, da ginn alt d'Grenze mat Lëtzebuerg och zougemaach. Do muss ee sech emol virstellen, wéi fragill dass dat Ganzt ass. An dann ass dat Ganzt opgebaut op perséinleche Relatioune vu Ministeren, Premierministeren, wou een dat da lues a lues desamorcéiert kritt. Mee do gesäit een, wéi fragill dass dat alles ass!

Mat der Belsch a mat Frankräich hate mer keng Problemer, wat d'Grenzen ubelaangt, awer ganz vill Dialog. An ech mengen, de Fait, dass mer Patienten aus Frankräich geholl hunn, ass héich appreciéiert ginn. Et ass gutt, dass Lëtzebuerg dat gemaach huet. An ech kéint mer virstellen, dass, obwuel ech elo keng Informatiounen dozou hunn, eis franséisch Kolleege jo nach net duerch de Bësch sinn, wat dës sanitär Kris ubelaangt. Wa mer do weider kënnen hëllefen, solle mer dat nëmme maachen.

Ech géif soen, dass mer reciproquement vun eisen dräi Nopeschlänner, wat den Teletravail ubelaangt, jo eng positiv Äntwert kruten. Ech hunn zwee Deeg, nodeem d'Coronakris an den État de crise dekretéiert gi waren, vun alleguer de Patronatsfederatiounen, Associatiounen, Chambre-professionellen a vun de Syndikater gesot kritt: „Mir mussen onbedéngt mat eisen dräi Nopeschlänner do eppes vereinbaren, wat den Teletravail ubelaangt. Mir mussen d'Leit protegéieren. Et ass wichteg fir d'Gesondheet. Mir mussen dat hikréien. Dir musst dat froen!" „Jo", sot ech, „ech froen dat." Ech hunn dat gefrot. Ech hunn hinnen all perséinlech geschriwwen, ugeruff an esou weider. Mee mir haten null legaalt Argument, fir dat ze kréien. Null Argument hate mer!

Mir hunn et awer kritt. Firwat hu mer et kritt? Net well mer schéin Aen hunn. Zwou Saachen:

Well mer mat deene Länner wirtschaftlech ganz staark verbonne sinn - an dat sinn natierlech och Electeuren op där anerer Säit -, mee awer och, well mer ganz gutt Relatioune mat deene Länner hunn a well mer hinnen entgéintkommen op ville Saachen. An dass mer dat dann an deenen dräi Länner kruten, ass, mengen ech, en Zeechen, dass, loosse mer soen, d'Grande Région awer relativ gutt fonctionéiert. Dat wëllt net heeschen, dass dat net kéint verbessert ginn.

Mee wann een awer kuckt, wien d'Antagonisten an Europa waren an dëser Kris, da muss ee soen: Wann een e Frënd vun Europa ass, an dat si jo déi meescht heibannen, kann een nëmmen traureg gestëmmt sinn, well do ass ganz vill, wat hätt kënnen zesumme gemaach ginn, wat net geschitt ass.

Mäin zweete Punkt ass de Filet social an d'Solidaritéit zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat gëtt

ganz groussgeschriwwen an dësem Land an dat hu mer bewise mat all de Mesuren, déi mer geholl hunn. Wat de Chômage partiel ubelaangt fir déi Leit, déi de Mindestloun hunn, déi kréien 100 % an net 80 %. Dat hu mer an der Kris decidéiert. Mir hu virun net laanger Zäit de Mindestloun ëm 100 Euro eropgesat. Mir sinn eis bewosst, dass den Écart de pauvreté wiisst. Do gëtt et vill Erklärungen derfir, mee d'Regierung huet dat ganz kloer um Radar. An et ass och dat, wat den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft mécht. A mir wäerten dat weider ganz genau kucken.

Mäin drëtte Punkt ass zu eiser Finanzlag. Dir wäert jo gemierkt hunn, ech hunn net immens vill insistéiert, wéi gutt oder wéi positiv eis Finanzlag ass. Ech mengen, se ass faktuell gutt. Dat seet jo all Ratingagence. Et huet kee Wäert, dat wëlle méi schéinzerieden, wéi et ass, mee et huet awer och kee Sënn, et wëllen ze schmäleren. Kommt, mir kucken dat realistesch, well mer eng Verschëldung hunn, déi nach ëmmer ënner 30 % ass, souwuel dëst Joer wéi d'nächst Joer! Sou ass eis Ausgankspositioun vill besser wéi an deene meeschten europäesch Länner.

Kommt, mir si frou doriwwer! Mir brauchen dat net an d'Welt posaunen ze goen, mee dat gëtt eis eng Marge de manœuvre. A wa mer da kënne léine goen zu engem negativen Taux, dann ass dat genau dat, wat mer elo an enger plëtzlecher Kris brauchen, déi eis an e puer Méint Milliarde kascht. Dat ka jo kee Staat stemmen! An dat kann een nëmmen iwwer Emprunt maachen. Da kann een natierlech frou sinn, wann een da keng Zënse brauch ze bezuelen, wat d'Resultat ass, dass mer eng gesond Situatioun hunn, déi unerkannt ass. Soss wär dat jo net de Fall.

Mäi véierte Punkt ass iwwert de Stabiliséierungspak en général. Ech hunn am Fong geholl net vill Kriticken doriwwer héieren. Ech hunn heiansdo tëschent den Zeilen héieren, et wäert net duergoen. Ech hunn emol Nuancen héieren, et hätt een et och kënne liicht anescht maachen. Jo, dat ass alles bestëmmt richteg, mee mir sinn hei an enger incroyabeler Urgenz. Ech muss Iech soen, am Conseil de Gouvernement hu mer all Sëtzung tëschent dräi a fënnef nei Reegelen, déi mer mussen decidéieren, déi mer mussen adaptéieren, well mer eppes iwwert d'Krankheet gesot kritt hunn, d'lescht Woch war et rout, an dann eng Woch duerno ass et gréng oder blo oder schwaarz oder orange.

An da muss een d'Reegelen ännderen. An do ass een en fait ganz schlecht gestallt, well ee muss an der Urgenz handelen. Dofir: Verständnis vun Ärer Säit, dass een do och net ka breet consultéieren! Mir sinn nach am État de crise dran. An da muss een Decisiounen huelen, an herno muss een och natierlech fir déi riichtstoen. Ech mengen, dass eise Stabiliséierungspak, 10,4 Milliarden, ganz kredibel ass. An ech mengen, dass nach weider muss, ech géif soen, affinéiert ginn, well mir kommen elo an eng nei Phas. Mir kommen elo an d'Phas vun der Sortie vun der Crise sanitaire, Sortie vum Lockdown.

Dat heescht, d'Geschäfter ginn erëm op, et ass jo elo annoncéiert ginn. An da muss ee kucken, wéi d'Ekonomie reagéiert. Ech mengen, et ass den Här Wiseler, deen dat ganz gutt zum Schluss beschriwwen huet, andeem en zu Recht gesot huet: „Jo, do muss een elo mol kucken: Wéi kommen déi verschidde Branchen, déi verschidde Secteuren aus der Kris eraus?" An op där Basis kann een ufänken, Strategien opzebauen. Et ass schwéier, elo eng Exitstrategie ze molen, ouni ze wëssen, wat an deene verschiddene Secteure geschitt.

Mir wëssen, dass Verschiddener méi wäerte leiden. A Frankräich huet zum Beispill de Bruno Le Maire gëschter gesot ... do hu se dräi Secteuren individualiséiert: den Tourismus, d'Automobillindustrie an den Aeronautique. Dat sinn déi dräi Secteuren, vun deene se a Frankräich géife mengen, dass se am meeschte Schwieregkeete kréien.

Mir wëssen och zu Lëtzebuerg: Den Tourismus an den Horeca, deen domat verbonnen ass, si ganz, ganz schwéier betraff, well och déi nächst Saison ganz schwéier an hypothekéiert ass. A mir wëssen, dass all d'Acteuren aus der Kultur an déi, déi do ronderëm sinn, nach weider wäerte leiden, well mer jo net kënne grouss Rassemblementer maachen. Dat sinn zwee evidenter, mee ech mengen, et muss een och kënnen do Nuancen erabréngen a kucken, wéi séier deen een oder deen anere Secteur erëm op seng Féiss kënnt.

An zum Schluss géif ech Iech soen: Jo, den Dialog fannen ech extreem wichteg. Ech stinn zur Verfügung fir den Dialog mat all deene vun lech, déi dat gäre géife maachen, well kee Mënsch huet d'Glaskugel. Jidderee vun eis huet en Deel vun de Léisungen, déi mer brauchen. An ech ginn op jidde Fall gestäerkt aus dësem Dialog eraus, dee mer elo haut haten, deen ech elo ganz gutt fonnt hunn. An op där Basis ass meng Dier fir jiddweree vun Iech ëmmer op.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister. An elo wier et dann um Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, fir de Relais ze iwwerhuelen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech géif fir d'éischt alleguerten de Riedner gäre Merci soe fir hir Interventiounen, fir dësen interessanten Debat.

Trotz dem Pierre Gramegna senge knackegen Zuelen ass awer och vill iwwert de PNR geschwat ginn an iwwert d'Prosa an deem PNR, déi vu Verschiddenen hei opgegraff ginn ass. An ech géif gär op verschidde Riedner agoen an op déi Punkten, déi se gemaach hunn, déi ech mer all notéiert hunn a bei deenen et, mengen ech, interessant wär, fir e bëssen drop ze reagéieren.

Fir d'éischt: Den André Bauler war natierlech wéi ëmmer mat senger üblecher Poesie an awer och Prezisioun ganz interessant.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Här Fayot, ech hunn net gereimt, ech kann Iech berouegen!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Voilà! De Claude Haagen huet eppes zum Teletravail gesot. En huet gesot, dass een en fait an Zukunft misst den Teletravail besser encadréieren, steierlech, mee awer och reglementaire. Ech mengen, wat evident ass, dat ass, dass den Teletravail am Kader vun dëser Kris seng Preuvë gemaach huet. An der Recherche géif ee soen, dass de „proof of concept" concluant war an dass mer dat u sech kënne méi large deployéieren. An ech sinn do effektiv ganz bei Iech.

Ech wëll Iech och soen, dass mer als Regierung decidéiert hunn, eebe justement do Efforten ze maachen, fir den Teletravail méi staark ze verankeren. Dir wësst, dass elo an där zweeter Phas vum Deconfinement och d'Recommandatioun erauskomm ass, fir nach mam Teletravail weiderzefueren, souwuel am Privatsecteur wéi och bei den Administratiounen, souwäit dat méiglech ass. Also wäerte mer dat an Zukunft nach méi encouragéieren.

Dozou gehéiert effektiv eng Diskussioun mat eisen Nopeschlänner, insbesonnesch fir ze kucken, wéi mer dat steierlech hikréien. Et ass natierlech och eng Diskussioun iwwert de reglementairë Kader. Mee et ass wierklech eng Volontéit vun der Regierung, fir dat weiderzebréngen.

Dir hutt och e Punkt gemaach zu der digitaler Strategie an insbesonnesch och iwwert d'Iddien an der Etüd iwwert d'Troisième révolution industrielle. An dat bréngt mech och zu deem, wat de Sven Clement gesot huet, dee gesot huet - an ech si ganz d'accord domadder -, dass mer wierklech musse kucken, dass mer déi Iddien aus dem Rapport iwwert d'drëtt industriell Revolutioun, aus der Rifkin-Analys, musse weiderliewen doen. Dir hutt Recht, déi sinn effektiv elo zwee, dräi Joer al. Do sinn eng Partie Pilotprojeten, déi ugelaf sinn.

Et sinn eng Rei Saachen, déi do realiséiert ginn, mee mir mussen déi Iddien effektiv nach verdéiwen. Mir musse se weiderbréngen. Mir musse se aktualiséieren. An do sinn ech ganz determinéiert, fir dat ze maachen, well ech mengen effektiv, dass dat Iddie sinn, déi eis kënne weiderbréngen an där digitaler ekologescher Transitioun. Do sti ganz vill interessant Saachen dran, déi mer kënne benotzen an dëser Zäit vun Transitioun och eraus aus dëser Coronakris.

De François Benoy huet och eng Rei wierklech interessant Punkte gemaach, mat deenen ech grosso modo wierklech ganz d'accord sinn. Ech menge wierklech, dass dat heiten eng Opportunitéit ass, fir u sech déi Transitioun hinzekréien, déi mer wëllen. Dat heescht, déi Transitioun zu enger méi nohalteger, ekologescher Gesellschaft.

Et huet een Ekonomist gesot: „Et ass en fait eng ‚once in a lifetime'-Opportunitéit", well dee Volume vun Investissementer, deen elo aus Europa kënnt, mee och aus de Länner, fir eis Infrastrukturen ze änneren, fir d'Innovatioun ze förderen, ass unique. Dat ass comparabel zu engem Effort d'après guerre. An ech mengen, et sollt een dat wierklech benotzen, fir all déi Saachen ze maachen, déi Der beschriwwen hutt: eis Infrastrukturen ze moderniséieren, vläicht nei Prioritéiten ze setzen, ze kucken, dass mer weiderkommen am Klimaschutz, an all deene Beräicher, déi Der beschriwwen hutt. Ech sinn domadder ganz averstanen.

De Roy Reding huet och eng Ried gehal, déi mech interpelléiert huet. An, Här Reding, et deet mer leed, ech wëll mech entschëllege fir meng Interjectioun; dat mécht sech net an dat seet sech net. Ech wëll Iech awer trotzdeem um Fong soen, dass ech der Meenung sinn: Wann eng Politik entzaubert ginn ass am Kader vun deem Coronavirus, dann ass et déi ultraliberal, déi libertär Politik, déi Dir an Ärer Ried verdeedegt hutt.

Keng Scholden, e schlanke Staat, keng Steieren: Dovunner kann een d'Resultater justement an Amerika bewonneren, wou d'Leit en masse stierwen an där sanitärer Kris, wou kee soziaalt Safety Net, kee Gesondheets-Safety-Net, guer näischt ass, a wou mer haut e Chômage hu vu 26 Millioune Leit, déi direkt an de Chômage fléien no knapps zwee Méint Confinement. Dat ass d'Resultat vun där Politik, déi Dir haut hei op dëser Tribün verdeedegt hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Den Här Baum, e bëssen an deem aneren Extreem, fënnt natierlech net vill Guddes un deem PNR. Dat heescht, dat hänkt domadder zesummen, dass en eeben effektiv aus deem Reegelwierk erauskënnt, wat Dir als Austeritéitsreegele per se definéiert. An dofir kënnt Der natierlech näischt un deem PNR do fannen. Ech verstinn dat an Ärer Logik.

Ech hunn Iech gesot, dass dee Präambel eng Tentative war, fir en Outlook ze maachen, fir effektiv no vir ze kucken. Et ass evident, dass dat sech net am ganze Kierper vum Dokument erëmfënnt. Mir hunn d'Coronaviruskris an der Introduktioun behandelt. Mir hunn déi Mesuren effektiv opgelëscht, déi mer am Kader vum Stabiliséierungspak geholl hunn.

Mee et ass evident, dass dat ganzt Dokument u sech net déi Reflexioune ronderëm de Covid-19 an hir Repercussiounen och op d'Ekonomie an och op d'zukünfteg Relance ka refletéieren, aus deem ganz einfache Grond - an dat ass dann och direkt eng Äntwert op ee Punkt, deen de Claude Wiseler gemaach huet -, well mer dat alles nach net wëssen. Dat ass Work in progress, dat si Reflexiounen, déi mer elo amgaange sinn ze maachen a wou mer effektiv, an déi Invitatioun géif ech gären u jiddwereen heibanne maachen, alleguerten zesumme gefuerdert sinn, fir zesummen eis Ekonomie, eis Wirtschaft an och eis Gesellschaft fit ze maache fir d'Zäit no dem Covid-19.

Et ass evident, dass dat sech net hei erëmfënnt. Mee ech hu probéiert, eng Partie Jalonen hei ze setzen, eng Partie Iddien ze lancéieren. An ech si frou, dass ech déi erëmfonnt hunn an de Kontributioune vu bal alle Riedner, och vum Claude Wiseler. Ech gi just awer trotzdeem nach e bëssen an e puer Minutten dorobber méi an.

De Marc Baum sot a sengen dräi Punkten, dass ee muss d'Kafkraaft stäerke vun de Leit. Domat sinn ech ganz d'accord. Ech hunn och den Avis vun der Chambre des Salariés gelies. An do sinn eng ganz Rei Punkten, mat deenen ech komplett averstane sinn. Ech sinn och gradesou averstanen, dass déi heite Kris net dierf ausgedroe ginn (veuillez lire: net dierf um Réck vun deene klenge Leit ausgedroe ginn) an dass hei net déi kleng Leit dierfen derfir blechen. Dat kann net sinn! Dat ass effektiv vläicht eng Lektioun, déi mer mussen aus vergaangene Krisen zéien. A fir mech ass et ganz evident, dass dat net dierf hei no der Covid-19-Kris geschéien.

Dem Sven Clement hunn ech elo geäntwert op sengem Punkt mam Rifkin. En huet en interessante Punkt gemaach, wat d'Ännerung vun der Aarbechtswelt ugeet. E sot, et wäerten eng Partie Bullshit Jobs verschwannen. Dat ass effektiv héchstwarscheinlech wouer. D'Aarbechtswelt wäert sech veränneren. Et gesäit een elo scho mat der Digitaliséierung, mat der artifizieller Intelligenz, dass eng ganz Rei vun Aarbechte wäerte robotiséiert ginn.

Wat ech interessant fannen un där Covid-Kris, dat ass, dass et eng Reappreciatioun ginn ass vun enger Partie Aarbechten, vun enger Partie Professiounen. Mir hunn an dëser Kris, wat wierklech wichteg ass, gesinn, wat fir eng Professioune méi Wäertschätzung verdénge wéi dat, wat se virdru kruten. Dat sinn d'Professions de santé, dat sinn d'Infirmieren, d'Dokteren, mee dat sinn och an der Educatioun déi ganz Beruffer, all d'Enseignanten, déi iwwer Internet, och iwwer Teletravail geschafft hunn. Mee dat ass och de Bäcker, de Metzler, d'Vendeuren, all déi Leit, d'Hygiène, d'Pompjeeën, d'Police an eng ganz Rei Jobben, déi hei an dëser Kris reevaluéiert goufen.

Da schlussendlech zum Claude Wiseler. De Claude Wiseler huet hei eng ... Et ass déi éischte Kéier, mengen ech, dass ech hei an der Chamber esou eng passionéiert Ried zum PNR héieren.

(Interruptions)

Bon, ech war jo fënnef, sechs Joer selwer an der Chamber. Mir hate jo all Joer eng Saison vum Semestre européen, wou mer dann ... Bon, meeschtens ass dat zesumme komm mam État de la nation. De PNR ass effektiv ëmmer e bëssen ënnergaangen. Dat war, wéi Der selwer sot a wéi ech och selwer sot a menger éischter Ried, am Fong ëmmer éischter esou en administratiivt Dokument, esou e Katalog vu Mesuren, déi zesummegeschriwwe gi si vu verschiddene Ministèren.

Effektiv, wéi Der richteg sot: Vu Joer zu Joer huet dat sech ganz staark geglach. An ech hu jo och gesot, dass ech dat gäre géif ännderen. Ech bieden dann awer ëm e bësse Verständnis, dass ech dat a mengen éischten dräi Méint nach net an där Grëndlechkeet gemaacht hunn, mee ech hunn effektiv wëlles, dat an Zukunft ze maachen, fir dat Dokument hei ze benotzen, fir no vir ze kucken, fir eng Diskussioun hei ze kréien iwwert d'Zukunft, an da jo, vläicht dann och méi grëndlech a méi seriö, op eng Partie Saachen anzegoen.

Bei den Ziler, do sinn ech ganz bei Iech. Ech hunn dat jo selwer gesot. Mir hunn eng Rei Ziler net erreecht, déi mer eis selwer gesat hunn - gutt - virun zéng Joer. Do gëtt et eng Rei Grënn derfir, déi Dir, mengen ech, och zum Deel kennt, notamment an der Recherche et développement.

Dat huet domadder ze dinn, dass mer awer trotzdeem e Land si mat engem ganz staarke Secteur tertiaire. Et sinn och eng Rei Investissementer an d'R&D, déi net méi gemaach ginn, déi mer eis net komplett kënnen erklären, déi mer vläicht kéinten dorobber zréckféieren, dass zum Beispill am Bankesecteur verschidden Efforten net méi als Recherche ausgewise ginn, déi et vläicht soss nach waren. Mee wéi gesot, do hu mer keng 100%eg Erklärung derfir.

Dir hutt gefrot, wou de Projet HPC drun ass. Dat ass e Projet, deen extreem wichteg ass fir eis Digitaliséierungsstrategie. Dat ass kruzial an dat ass fir de Moment ... Dir wësst, dass dee Projet zu Biisse gebaut gëtt bei LuxProvide. Do sinn d'Soumissiounen erausgaangen an do wäert deemnächst tëschent zwee Kandidaten ee selektionéiert ginn, an da geet dat och relativ schëtzeg virun.

Ech hunn Är Messagen all héieren an notéiert. Ech si scho virdrun drop agaang. Wéi gesot, mat enger ganzer Rei vun deene Messagë sinn ech komplett en phase. A souwuel wat d'Dekarboniséierung ugeet, wéi d'Digitaliséierung, wéi och déi Reindustrialiséierungspolitik, wéi och d'Groussregiounspolitik, mat all deem sinn ech komplett d'accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Galles Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo.

M. Paul Galles *(CSV).*- Wann Der erlaabt, Här President, ech loossen den Här Minister gäre fäerdeg schwätzen, da stellen ech se zum Schluss.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Ech mengen, Här Wiseler, wat Der sot als Konklusioun, dat huet de Winston Churchill och gesot nom Zweete Weltkrich: „Never let a good crisis go to waste." Dat war och an enger Zäit vun Opbau, vu Reconstructioun. An ech mengen effektiv, dass mer eis dat alleguerten zesumme sollten zu Häerz huelen an dës Kris, esou schrecklech se och ass, net komplett vergoe loossen, mee kucken, dass mer dat kënne retten an do hëllefen, wou mer kënnen, mee zur gläicher Zäit dat heite benotzen als e Catalyseur, als en Accelerateur vun enger Dynamik, vun enger Evolutioun, an där mer dra sinn, an dat dann och esou ausspillen. Voilà!

Här Galles? Pardon, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech knäppen un un Ärem Luef fir d'Passionéiertheet vun der Ried vum Claude Wiseler. An ech wëll doropshin elo nach dräi Froe lassginn, vun deenen ech fannen, dass se ganz wichteg sinn, well dat, wat jo un där Ried interessant ass, an déi Passioun, ass jo, well an där Ried Visiounen dra waren. An ech mengen, et ass eng vun deene wichtegsten Aufgabe vun eis Politiker a Politikerinnen, grad an enger Zäit wéi där heiter u Visiounen ze schaffen, wéi et ka weidergoen. An och a villen anere Riede ware jo esou Usätz vu Visiounen. Ech fannen, et ass eng fundamental Éier an Aufgab vun eis.

An doraus ergëtt sech eng éischt Fro fir mech. An ech hat dat och schonn an der Kommissioun monéiert. Ech fannen, et däerf net sinn, dass mir déi Dokumenter 23 Minutte virum Ufank vun der Kommissioun kréien. Wann ech als Politiker soll driwwer nodenken, wat fir eng Visioune sech doraus kënnen erginn, da brauch ech méi Zäit fir ze liesen an driwwer nozedenken.

Ech verstinn, dass de Statec dat zu engem gewëssene Moment liwwert. Ech hu kee Problem dermat, nach een Dag méi laang ze waarden, bis mer d'Kommissiounssëtzung hunn, mee ech hätt awer gären Zäit, fir kënnen driwwer nozedenken an drop ze schaffen. Dat ass meng éischt Fro, ob et an nächster Zukunft méiglech ass, dat ze änneren.

Déi zweet Fro. Ech schléissen och un dat un, wat de Kolleeg François Benoy gesot huet, dee ganz genau weess, dass ech em ëmmer ganz opmierksam a ganz gären nolauschteren, well och hien eng Rei Visiounen entwéckelt huet. An en huet dee Rapport vun der internationaler Energieagence erwäänt. An déi schreift - ech kennen dee Rapport - vun den 8 % vum Decrease vun den Treibhauseffekter (veuillez lire: Treibhausgaser). An dee schreift zum Schluss am Rapport: "Governments can learn from that experience by putting clean energy technologies - renewables, efficiency, batteries, hydrogen and carbon capture - at the heart of their plans for economic recovery."

Wa mer dee Rapport schonn erwänen, da froen ech, wou am Plang vum „economic recovery" zu Lëtzebuerg déi doten Theemen elo virkommen. Wa mer iwwer ekonomesch Neiorientéierunge schwätzen, wou kommen do elo déi ekologesch Theemen dra vir?

An elo kënnt Der mer natierlech soen, dat misst eigentlech den nationale Klima- an Energieplang sinn. An am PNR gëtt monéiert, dass mir eise PNEC ze spéit ageschéckt hunn an dass dofir keng Saache kënnen an dësem Rapport vun der europäescher Kommissioun drastoen an dass en net kann dorop agoen. Wou sinn déi Plazen, wou déi Saache verbonne ginn, Ekologie an Ekonomie? Dat ass meng zweet Fro.

An déi drëtt Fro: Dir selwer, Här Minister, dat hunn ech ganz appreciéiert an ech hunn Iech dat och schonn dobausse gesot, hutt selwer scho virdrun eng Rei Theemen, Visioune bruecht bei Ärer Ufanksried: Gesondheetssystem, Digitaliséierung, ekologesch Transitioun, Chaîne de valeur, Bannemaart. Mir fält op, dass bei all deene villen Iddien, déi mer am Moment hunn, mer selten eng Iddi an d'A spréngt, déi probéiert, transversal alles mateneen ze kucken. An ech mengen, eng Iddi, een Usaz, deen transversal iwwerall erëm virkënnt, ass d'Theema vun den Ongläichheeten.

An ech wëll Iech, Här Minister, froen, ob Der Iech kënnt virstellen, dat als en transversaalt Theema ze huelen, elo wann et drëms geet, Visiounen ze entwéckelen. Well déi Ongläichheet, déi kënnt am Theema vum Gesondheetssystem vir - oft prekär Plazen - se kënnt am Theema vun der Digitaliséierung vir, wou Leit wéinst den Ongläichheeten net kënnen esou matschaffen a matkomme wéi anerer. A bei der ekologescher Transitioun kënnt se eréischt richteg vir. An der Educatioun kënnt et vir. An all deenen Theeme kënnt ëmmer erëm d'Ongläichheet vir.

Ech géif mer wënschen, dass mer endlech op dee Punkt kommen, wa mer iwwert d'Zukunft, wa mer iwwer Visioun schwätzen, dass mer d'Theema Ongläichheeten huelen als transversaalt Theema, fir dëst Land erëm zesummenzeféieren an eng Visioun ze entwéckelen, déi eis alleguerte betrëfft.

An ech wëll de Minister natierlech gären, well ech mat enger Fro jo muss enden, wann ech d'Reglement richteg verstinn, froen, ob e mer domat géif Recht ginn.

Merci villmools.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Okay, da brauch ech en fait just Jo oder Nee ze soen.

Zu deem éischte Punkt wëll ech Iech just soen, dass mer dat Dokument do am Fong all Joers an där Saison vum Semestre européen eréischt relativ kuerz virdru kréien, souwuel de PSC wéi de PNR. Et ass effektiv esou - dat huet mam Kalenner ze dinn -: Bis Enn Abrëll muss dat eragoen. An et ass effektiv esou. Well déi Zuelen eréischt relativ zum leschte Moment kommen, ass mäi Souvenir, dass mer dat Dokument bal all Joers och als Deputéiert eréischt ganz um leschte Stëppel kruten, an heiansdo souguer eréischt an der Kommissioun; wa mäi Souvenir do richteg ass.

Dat heescht, dat ass elo keng ganz exzeptionell Situatioun. Ass dat ideal? Nee, natierlech net. Mee mäi Souvenir ass, dass dat am Fong nach bal all Joer esou war.

Zu deem zweete Punkt mat der Ekologie. Bon, Dir frot, wou dat sech zréckfënnt an eisem Plan de relance. Bon, engersäits sinn déi Iddien natierlech am Klimaplang mat dran, dee jo elo deemnächst finaliséiert gëtt, wou d'Consultatiounen elo ofgeschloss sinn. Et fënnt sech och am Plan national pour un développement durable zréck. An et ass eeben een Axe prioritaire vun eiser Politique de relance, wa mer elo eeben an déi Phas no der Kris vum Covid kommen.

En tant que tel fir de Moment fannt Der et direkt a kengem Dokument zréck, mee ech kann Iech versécheren, dass et eng grouss Prioritéit vun der Regierung ass fir dës Sortie de crise. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Mir maache gär eng Relance baséierend op deem Green Deel am europäesche Kontext, mee awer och am Lëtzebuerger Kontext.

Zu deem drëtte Punkt mat den Ongläichheeten. Ech hunn Iech dat och schonn an der Kommissioun gesot: Dat ass eppes, wat mir natierlech extreem wichteg ass, a menger Partei och, mee awer, mengen ech, och doriwwer eraus där ganzer Regierung. D'Ongläichheeten zu Lëtzebuerg sinn eppes, wat et gëtt. Et ass och de Mëtte gesot ginn: Mir hunn effektiv en Aarmutsrisiko, deen awer trotzdeem an d'Luucht gaangen ass. Bon, do gëtt et eng Partie Explikatiounen derfir. De Logementsmaart, deen de Mëtten e puermol ugeschwat ginn ass, ass sécher eng dovun.

Mee ech mengen trotzdeem, dass mer als Lëtzebuerg nach relativ, ech géif soen, gutt ewechkommen, och aus esou enger Kris, an dass d'Aarmut manner schnell an d'Luucht geet, obwuel mer vill Chômage kréien. Dat huet och mat eisen Transfert-sociallen ze dinn. Dat huet trotzdeem mat engem ganz staarke soziale Safety Net ze dinn, wat mer an dësem Land hunn.

Ass dat ideal? Nee, sécher net! Et ka sécher alles nach verbessert ginn, mee ech kann Iech versécheren, dass mer an dëser Regierung elo scho ganz vill duerch de Brëll vun den Ongläichheete kucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Domat si mer och um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer kënnt d'Chamber um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.19 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 30, 31 et 32

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 449
Discours de M. le Président p. 449
Communications p. 449-450
7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19
7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19
7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19
7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 (Déclarations de recevabilité) p. 450
Ordre du jour p. 450
Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen p. 450-451
Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen p. 451
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat p. 451-461
Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole p. 461-462
Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires p. 462
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 462-463
Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie p. 463
Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole p. 463
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite) p. 463-464
Dépôt d'une motion par M. Roy Reding p. 464
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 p. 464
7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise p. 464-465
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite) p. 465
7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 465-468

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 469
Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden p. 469
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 p. 469-479
Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes p. 479-480
Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten p. 480-481
Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie p. 481-484

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 484
Communications p. 484-485
7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (Déclaration de recevabilité) p. 485
Changement de composition d'une commission parlementaire p. 485
Ordre du jour p. 485-486
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden p. 487
Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) p. 487-501

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 15** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1811	Léon Gloden, Octavie Modert	Société à responsabilité limitée simplifiée
1832	Dan Biancalana	Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales
1871	Mars Di Bartolomeo	Structures d'accueil pour enfants
1992	Carlo Back, François Benoy	Bornes de charge publiques
1998	Josée Lorsché, François Benoy	Premiers secours
2001	Yves Cruchten, Georges Engel	Bornes de recharge pour véhicules électriques
2009	Fernand Kartheiser	Déboisement tardif et conséquences pour le sol
2040	Françoise Hetto-Gaasch	Points de collecte de déchets de verdure
2046	Diane Adehm	Accès aux Archives nationales à des fins de recherche
2048	Martine Hansen	Homeschooling
2049	Martine Hansen, Paul Galles	Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)
2050	Léon Gloden	Soumissions publiques
2056	Gusty Graas	Nouvelle pollution du ruisseau Chiers
2058	Max Hahn, André Bauler	Logements pour jeunes
2062	Jean-Marie Halsdorf	Aides financières pour les véhicules à zéro ou à faibles émissions de CO_2 dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2063	Martine Hansen	Réouverture progressive des classes
2076	Max Hahn, André Bauler	Décharge illégale dans la réserve naturelle de l'Our
2079	Fernand Kartheiser	Déplacements à l'étranger dans le cadre du confinement
2523 urgente	Martine Hansen	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2557 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Annulation de rendez-vous médicaux à cause de la pandémie de la Covid-19
2580 urgente	Paul Galles	Ligne d'assistance téléphonique mise en place dans le cadre des invitations aux tests à grande échelle de dépistage du Covid-19
2602 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Aides financières pour les centres de formation privés non conventionnés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2609 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Méthode du « pooling » dans le cadre du dépistage à grande échelle de la Covid-19
2614 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Cas de la Covid-19 dans des colonies de vacances
2626 urgente	Marc Goergen	Explosion à Beyrouth
2683 urgente	Marc Goergen	Situation politique au Mali et au Sahel
2684 urgente	Marc Goergen, Sven Clement	Sécurité des soldats luxembourgeois au Mali
2689 urgente	Paul Galles	Situation politique au Mali et au Sahel
2699 urgente	Gilles Baum	Classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse
2740 urgente	Sven Clement	Stratégie de test de dépistage de la Covid-19

Question 1811 (31.01.2020) de **M. Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **société à responsabilité limitée simplifiée :**

En 2017, le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle forme de société, la société à responsabilité limitée simplifiée. L'idée sous-jacente était celle de permettre un accès plus simple à l'entrepreneuriat. À cet égard, l'ancien Ministre de la Justice avait annoncé dresser pour l'automne 2019 un bilan complet de l'introduction de ce type de société dans le paysage économique luxembourgeois, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes :

- Madame le Ministre de la Justice peut-elle nous fournir des informations concernant les sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S), et notamment les difficultés rencontrées par celles-ci :

• avant et au moment de leur constitution,
• au niveau de leur immatriculation auprès du Registre de commerce et des sociétés,
• en matière d'autorisations d'établissement,
• en cours d'existence,
• en fin de vie ?

- Combien de SARL ont été constituées depuis 2017 et ce par secteur économique et type d'activité ? Combien de ces SARL ont entretemps fait faillite / ont été liquidées ? Combien de SARL se sont transformées depuis leur constitution en un autre type de société ?

- Combien de ces SARL pourraient être qualifiées de « start-up » et suivant quelles méthodologies ?

Q366

Réponse (20.05.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De manière générale, on constate que l'introduction de la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) a rencontré un succès certain auprès des entrepreneurs en raison de sa flexibilité au niveau de sa constitution.

Les chiffres recueillis confirment ceci puisque entre le 16 janvier 2017 (date d'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 ayant introduit dans la loi modifiée du 10 août 1915 la société à responsabilité limité simplifiée (SARL-S)) et le 16 janvier 2020 (soit trois ans exactement après l'entrée en vigueur de la loi précitée), 2.655 SARL-S ont été immatriculées au Registre de commerce et des sociétés (RCS).

Pour la même période, 18.880 SARL classiques ont été inscrites, de sorte que : les SARL-S représentent donc 12,33 % du chiffre total des SARL (classiques et SARL-S) inscrite durant la même période. Quant à la constitution de SARL-S par secteur d'activité, on peut renseigner les données suivantes qui ont été arrêtées au 20 février 2020 et qui sont ventilées sur base du Code NACE[1] :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les échos recueillis auprès de la House of Entrepreneurship confirment ce constat positif qui a signalé que l'instrument a été bien accueilli par le marché et a également eu un effet positif sur l'entrepreneuriat au niveau international. À cet égard, on notera par ailleurs que suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 instituant la société à responsabilité limitée simplifiée, la Commission européenne a retenu dans son SBA Fact Sheet que cette nouvelle loi ouvrirait de nouvelles opportunités pour des entrepreneurs potentiels et que ce nouvel instrument allait faciliter le processus de création d'entreprises et diversifier le paysage SME.[2]

Aussi, on ne m'a pas rapporté de difficultés particulières qui seraient spécifiquement liées à la SARL-S, puisque celle-ci est largement régie par les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (loi de 1915) applicables à la SARL « classique ». En ce qui concerne les dispositions spéciales applicables à la SARL-S et dérogeant ainsi aux règles régissant la SARL classique, il y a lieu de rappeler que la loi de 1915 prévoit d'ores et déjà la possibilité de constituer par acte sous seing privé une société en commandite simple, une société en commandite spéciale, une société en nom collectif, une société coopérative ou encore une société civile. Par ailleurs, la loi de 1915 ne prévoit de capital social minimum pour aucune des formes juridiques précitées.

Des difficultés particulières en matière de droit d'établissement n'ont pas été rapportées non plus.

La House of Entrepreneurship a néanmoins encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts en termes de rapidité de constitution de la SARL-S et des autres formes juridiques à l'instar de certaines juridictions qui prévoient la constitution en ligne de sociétés, tel que par exemple l'Estonie.

À cet égard, il convient de noter que le Ministère de la Justice travaille actuellement sur la transposition de la directive 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et va donc continuer ses développements dans cette direction.

Pour ce qui est du taux de faillite, on peut relever que 49 SARL-S constituées dans la période précitée de 2017 à 2020 ont été déclarées en faillite (soit 1,84 % des SARL-S) tandis qu'à titre de comparaison, 78 SARL constituées dans la même période ont été déclarées en faillite (soit 0,41 %).

Finalement, quant à la question de savoir combien de SARL-S pourraient être qualifiées de « start-up » et suivant quelles méthodologies, il y a lieu de signaler que les SARL-S ne sont pas identifiées en tant que telles au RCS. Néanmoins, je me permets de renvoyer à la question parlementaire n° 1806 et à la réponse du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de l'Économie qui couvre cette partie de la question.

[1] Il est signalé que ces données ne correspondent pas exactement au chiffre total des constitutions pour la raison que pas tous les codes NACE ont pu être été identifiés lors de l'élaboration de ce tableau.

[2] 2017 SBA Fact Sheet, Luxembourg, European Commission.

Question 1832 (05.02.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales :**

Actuellement, au Luxembourg, les statistiques relatives à la criminalité et à la délinquance sont collectées et présentées séparément et isolément : les statistiques judiciaires et pénitentiaires par le Ministère de la Justice, les statistiques policières par le Ministère de la Sécurité intérieure, celles relatives à la délinquance routière par le Ministère de la Mobilité, et celles concernant la violence domestique par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Il s'ensuit que cette manière de procéder ne donne guère une vue et analyse générale sur les faits délictueux au Luxembourg.

En France, il existe l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Fonctionnant de manière indépendante, il est chargé d'analyser l'évolution des phénomènes criminels et des réponses pénales qui y sont apportées.

Pour ce faire, sa mission consiste à recueillir et exploiter les sources de données disponibles sur la délinquance et les réponses pénales. Il procède, en outre, à des enquêtes de victimation et à des publications scientifiques.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des travaux publics :

- La mise en place d'un tel observatoire au Luxembourg ne serait-elle pas à considérer comme une plus-value ?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (04.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

À cet égard, ainsi que le note justement l'honorable Député, toute une série de données en matière de délinquance est déjà saisie mais l'est de manière éparse et conformément à une logique fonctionnelle - les statistiques judiciaires et pénitentiaires étant relevées par le Ministère de la Justice, les statistiques policières par le Ministère de la Sécurité intérieure, les statistiques relatives à la délinquance routière par le Ministère de la Mobilité, les statistiques concernant la violence domestique par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, des observatoires et structures plus spécialisés sont créés afin de suivre certaines politiques particulières.

Une illustration est la création, en décembre 2019, par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes du projet de l'Observatoire de l'Égalité, appelé à élaborer des indicateurs et statistiques permettant de mesurer l'égalité entre les sexes dans plusieurs domaines tels que l'emploi, les ressources financières, la compatibilité entre la vie professionnelle et la vie familiale. Cet observatoire conçoit son activité comme complémentaire par rapport à celle effectuée par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence dans le cadre des rapports annuels au Gouvernement. C'est ledit Comité qui avait recommandé au Gouvernement de se donner les moyens nécessaires afin de réaliser des statistiques plus fiables notamment en matière de violence domestique, afin de répondre aux demandes émanant d'organisation nationales et internationales. Ainsi, l'Observatoire de l'Égalité entamera ses activités en prenant les violences domestiques comme point de départ.

Alors que ces structures sont complémentaires, les thématiques visées ont été estimées suffisamment importantes pour justifier la création d'entités distinctes.

Dans d'autres domaines, notamment récemment en ce qui concerne la lutte contre les

actes antisémites, le Gouvernement a instauré des groupes de travail interministériels, chargés entre autres d'étudier les possibilités concrètes d'améliorer le monitoring tout en respectant les droits et intérêts des victimes d'actes de délinquance.

En conclusion, rien ne s'oppose à la création d'un observatoire centralisant la collecte et l'évaluation de telles données relatives à des actes de délinquance, au contraire, mais un tel projet n'est à l'heure actuelle ni à l'étude, ni entamé.

Question 1871 (13.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **structures d'accueil pour enfants :**

Un investisseur privé vient de racheter sept crèches au Grand-Duché avec notamment comme motivation la planification de sa fortune.

1) Persuadé que les structures d'accueil ont d'abord une mission d'intérêt public à jouer, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelle est la position du Gouvernement face à la commercialisation croissante de ce secteur.

2) Quel est actuellement le statut des crèches (publics, privés, groupes financiers) fonctionnant au Luxembourg ?

Réponse (18.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Au Luxembourg, les structures d'accueil, qui depuis une quinzaine d'années connaissent une évolution impressionnante, ont été mises en place sur base de plusieurs textes réglementaires. Ce n'est qu'à partir de 2013 (règlement grand-ducal des services d'éducation et d'accueil pour enfants) et 2016 (loi Jeunesse) que les structures d'accueil, conventionnées et commerciales, sont soumises aux mêmes exigences structurelles et qualitatives.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'agréments de structures d'éducation et d'accueil, l'évolution est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre d'agréments de services d'éducation et d'accueil (SEA) a augmenté au fil des années dans le secteur commercial. Il a également augmenté dans le secteur conventionné jusqu'en 2015, avant de diminuer en raison de la fusion de certains agréments existants.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'enfants accueillis dans chacun des deux secteurs, l'évolution est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

On constate dès lors une augmentation générale du secteur de l'éducation et de l'accueil depuis dix ans, la prépondérance du secteur conventionné restant largement marquée, avec une croissance au cours des dernières années proche de celle observée dans le secteur non conventionné en termes de nombre d'enfants accueillis.

Tous les SEA, conventionnés ou commerciaux, sont soumis aux mêmes exigences légales et qualitatives. En effet, peu importe le type de structure, conventionnée ou commerciale, seul doit primer l'intérêt supérieur de l'enfant, son bien-être et son épanouissement tant physique que psychique et social. Tous les SEA sont tenus de remplir la même mission de service public, qui consiste tant à renforcer la cohésion sociale par l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise, qu'à soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. À ce titre, le secteur de l'accueil non formel se caractérise donc par son homogénéité ; l'hétérogénéité qui existe en termes de type d'offre est considérée comme une plus-value permettant aux parents de choisir la structure d'accueil qui répond le mieux à leurs exigences et besoins.

ad 2) Conformément à la loi dite ASFT, un agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public. Actuellement les 789 services d'éducation et d'accueil (SEA) au Grand-Duché de Luxembourg sont gérés soit par des gestionnaires conventionnés (associations sans but lucratif, administrations communales, syndicats communaux) soit par des gestionnaires à vocation commerciale (SARL, SA).

Question 1992 (11.03.2020) de **MM. Carlo Back** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **bornes de charge publiques :**

Le développement des infrastructures de recharge est un élément important pour le déploiement rapide du véhicule électrique. L'installation et l'extension du réseau de bornes de charge sur les parkings publics joue un rôle important dans ce contexte, étant donné qu'un grand nombre de personnes, notamment dans les centres urbains, ne disposent pas d'un garage personnel et doivent recourir à des bornes de recharge dans des lieux publics afin de recharger leur voiture électrique ou plug-in hybride. Par ailleurs, une bonne couverture de bornes dans toutes les régions du Luxembourg permet aux utilisateurs de voitures électriques de se déplacer dans le pays sans se soucier de l'autonomie de leur véhicule.

La loi du 7 août 2012 modifiant la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a créé la base légale pour le déploiement de l'infrastructure nationale commune des bornes par des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité.

Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique définit entre autres les fonctionnalités, les spécifications techniques, le nombre des points de charge à installer, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseau de distribution.

Le règlement ministériel du 5 février 2016 fixant un plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique définit pour chaque commune le nombre de bornes de charge publiques à installer sur les parkings publics respectivement les emplacements de stationnement publics. Le règlement énumère également pour chaque parking relais existant et projeté le nombre de bornes de charge publiques à y être installées.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1158 datant du 8 octobre 2019, Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ont indiqué que 239 bornes de charge publiques ont déjà été installées sur les parkings publics et les emplacements de stationnement publics. Concernant les parkings relais, 72 bornes sont opérationnelles sur un total de dix sites.

Dans ce contexte, nous aimerions les renseignements suivants :

1) Messieurs les Ministres seraient-ils en mesure de fournir le détail des bornes d'ores et déjà installées sur les emplacements et parkings publics dans les communes ainsi que dans les parkings relais (ventilées par commune, respectivement par parking relais) ?

Concernant les bornes à installer sur les parkings des communes, le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité mentionne que le gestionnaire de réseau de distribution élabore un plan d'implantation détaillé par commune en collaboration avec l'administration communale. Ce plan doit reprendre entre autres le nombre total de bornes de charge publiques consenti entre le gestionnaire et l'administration communale.

2) Dans ce contexte, Messieurs les Ministres pourraient-ils nous fournir le nombre de bornes de charge publiques auxquelles l'administration communale et le gestionnaire concerné ont pu se mettre d'accord pour chaque commune (ventilé par commune) ?

3) De manière générale, dans les cas où le gestionnaire et l'administration communale n'ont pas pu se mettre d'accord sur l'installation d'une ou de plusieurs bornes, quelles en ont été les principales raisons ?

4) Combien de communes ont, au-delà des 800 bornes de charge publiques qui sont prévues dans le règlement grand-ducal du 5 février 2016, installé des bornes supplémentaires sur leurs territoires respectifs ? Combien de bornes ont été installées dans ce contexte (ventilé par commune) ?

Dû au fait que certains projets de parkings relais ont pris des retards de réalisation, il est prévu d'adapter le plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique.

5) Quelles sont les adaptations envisagées à cet égard ? Quel calendrier est prévu pour ces adaptations ?

Réponse commune (25.05.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le tableau ci-joint énumère pour chaque commune le nombre de bornes de charge publiques Chargy prévues dans le plan d'implantation général fixé par le règlement grand-ducal du 5 février 2016, ainsi que le nombre de bornes déjà installées, celles en cours d'installation, celles pour lesquelles un accord avec la commune respective a été conclu, ainsi que les bornes pour lesquelles ceci n'a pas encore pu être réalisé jusqu'à présent. Il est important de relever que chaque borne de charge publique Chargy dispose de deux points de charge, c'est-à-dire que deux voitures électriques peuvent être rechargées simultanément.

Il ressort du tableau ci-joint que jusqu'à présent 266 des 400 bornes de charge prévues sur les emplacements de stationnement publics des communes ont déjà été installées par les gestionnaires de réseau de distribution. Pour le moment, des bornes Chargy sont déjà opérationnelles dans 93 des 102 communes du Grand-Duché.

Pour 82 bornes de recharge, l'installation est prévue prochainement et pour 45 autres bornes, un accord entre l'administration communale et le gestionnaire de réseau de distribution concerné a été trouvé et reste à être signé par les parties concernées. Pour un total de sept bornes, un plan d'implantation détaillé n'a pas encore été élaboré.

Les principales raisons pour ce retard sont d'un côté le manque d'une proposition concrète par la commune en question pour l'emplacement des bornes à communiquer au gestionnaire de réseau de distribution concerné et de l'autre côté des contraintes techniques au niveau de l'acheminement de l'électricité ne permettant pas l'installation des bornes à l'emplacement demandé.

Il est envisagé que toutes les bornes Chargy pour lesquelles un accord avec les communes a été trouvé seront aussi opérationnelles avant la fin de l'année 2020.

En ce qui concerne des bornes de recharge supplémentaires, il est à noter que 35 bornes de charge par rapport aux 800 bornes prévues ont été installées au total. Ces bornes accessibles au public, appelées Chargy OK, peuvent être mises à disposition par des acteurs privés ou publics et sont intégrées par les gestionnaires de réseau de distribution dans le système central Chargy. Ces bornes supplémentaires fonctionnent pour le consommateur comme toute autre borne Chargy. D'après les informations fournies par les gestionnaires de réseau de distribution, 19 communes sont responsables pour 30 des 35 bornes Chargy OK, soit en installant des bornes supplémentaires ou soit en intégrant leurs bornes déjà existantes dans le système Chargy.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de bornes (Chargy OK) supplémentaires par commune.

- Berdorf : 1
- Bettendorf : 1
- Bettembourg : 2
- Bissen : 1
- Boulaide : 1
- Colmar-Berg : 1
- Ettelbruck : 5
- Frisange : 1
- Grevenmacher : 1
- Kayl : 1
- Koerich : 2
- Luxembourg : 4
- Préizerdaul : 1
- Rosport-Mompach : 3
- Schieren : 1
- Schifflange : 1
- Steinfort : 1
- Walferdange : 1
- Wormeldange : 1

En ce qui concerne les 400 bornes de charge Chargy prévues pour les parkings relais, 79 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de 13 sites dans les 11 communes suivantes :

- Clervaux, P&R Gare : 4
- Contern, P&R Gare Sandweiler/Contern : 1
- Diekirch, P&R Gare : 5
- Hesperange, Howald-Sud P&R : 27
- Kiischpelt, P&R Gare Wilwerwiltz : 1
- Lintgen, P&R Gare : 2
- Luxembourg, P&R Gare Centrale : 9
- Luxembourg, P&R Gare Dommeldange : 1
- Mersch, P&R Gare : 1
- Mersch, P&R Rond-Point : 1
- Sanem, P&R Gare Belval-Université : 22
- Steinfort, P&R Gare Kleinbettingen : 2
- Wiltz, P&R Gare : 3

Tel qu'expliqué en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 1158 du 4 septembre 2019, un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais. De plus, les gestionnaires de réseau de distribution estiment que jusqu'à la fin de 2020, tous les sites de parkings relais opérationnels d'ici là devraient pouvoir être équipés par des bornes Chargy.

Concernant les adaptations envisagées, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sont, tel qu'évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1158, en train d'adapter le plan d'implantation général initial du 5 février 2016. Il est ainsi prévu de tenir également compte de sites situés sur les principaux axes autoroutiers et routiers du Luxembourg, afin de permettre aux utilisateurs de passage de recharger leur véhicule sans avoir à faire un grand détour. L'adaptation de ce plan sera réalisée à très brève échéance.

Il faut signaler qu'avec toutes ces réalisations et les projets en cours, le Luxembourg demeure au niveau européen dans le peloton de tête en ce qui concerne le nombre de points de charge par rapport au nombre d'habitants ou de véhicules électriques immatriculés (source : « Transport & Environnement »).

Tableau : Répartition des bornes de charge publiques pour les parkings publics et les emplacements de stationnement publics communaux

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1998 (11.03.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **premiers secours :**

Au Luxembourg, environ 400 personnes subissent un arrêt cardiaque chaque année. Les chances de survie d'une personne victime d'un arrêt cardiaque et qui ne bénéficie pas d'une prise en charge immédiate, notamment par un témoin, est extrêmement faible avec un taux de survie entre 2 % et 3 %. En effet, chaque minute compte dans une situation d'arrêt cardiaque, chaque minute gagnée représentant 10 % de chance de survie en plus. Ces chiffres illustrent l'importance de sensibiliser et de former la population sur les gestes qui sauvent, respectivement les gestes de premiers secours.

À cette fin, la France et l'Allemagne ont introduit l'obligation de suivre des cours d'instruction des gestes de premiers secours, notamment au niveau de l'enseignement scolaire ou encore dans le cadre du permis de conduire.

Ainsi, la France a fixé l'objectif ambitieux de former 80 % de sa population aux gestes de premier secours d'ici 2022. C'est pourquoi durant le parcours scolaire, la France priorise le renforcement des dispositifs liés à l'apprentissage des gestes qui sauvent. En effet, depuis 2014, le Code de l'éducation français prévoit que tout élève bénéficie, dans le cadre de sa scolarité obligatoire, entre autres d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours.

Quant à l'Allemagne, le suivi des cours de premiers secours, voire des cours de mesures de secourisme prioritaires à réaliser au lieu de l'accident est obligatoire pour toutes les classes du permis de conduire.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de l'Intérieur, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concernant le nombre d'arrêts cardiaques au Luxembourg, les arrêts cardiaques extrahospitaliers et le taux de survie suivant l'arrêt cardiaque extrahospitalier (ventilé par « type » de réanimation, à savoir des témoins, services médicaux et autres) ? Comment les chiffres ont-ils évolué au cours des dix dernières années ? Quel est le taux de survie des victimes au Luxembourg par rapport au niveau international ?

2) Les personnes formées en premiers secours sont-elles recensées au Luxembourg et à quelle hauteur leur nombre se situe-t-il ? Quelle est la répartition d'âge des personnes ayant suivi les formations ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que la formation d'un plus grand nombre de personnes en la matière aurait une incidence positive sur le taux de survie des victimes d'un arrêt cardiaque au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour promouvoir la formation des gestes

de premiers secours ? Dans l'affirmative, quels en sont les principaux axes ?

5) Le Gouvernement mène-t-il, au niveau de l'enseignement, des réflexions sur l'extension de l'obligation des formations en premiers secours, respectivement en principaux gestes qui sauvent, à l'instar de la France ?

6) Le Gouvernement considère-t-il étendre l'obligation des formations en premiers secours ou en principaux gestes qui sauvent dans le cadre de l'obtention du permis de conduire, comme c'est le cas en Allemagne ?

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0173 datant de 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait annoncé prendre les dispositions nécessaires pour que les futurs instituteurs mais également les enseignants de l'enseignement secondaire maîtrisent les gestes élémentaires de premiers secours.

7) Quel est l'état d'avancement de ce projet et endéans quel délai sera-t-il opérationnel ?

Réponse commune (05.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, la mission de la formation a été attribuée au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), plus précisément à l'Institut national de formation des secours (INFS).

Pour une meilleure gestion, le CGDIS a mis un portail électronique en place (cours.cgdis.lu), qui permet à tous les citoyens de s'informer et de s'inscrire aux cours de premiers secours proposés par l'INFS.

Afin d'optimiser l'offre de formations, à côté de celles proposées directement par le CGDIS, la loi susmentionnée permet également à des organismes formateurs en matière de secours, agréés par le Ministère de l'Intérieur, d'offrir des cours de premiers secours à la population, dont les diplômes sont reconnus équivalents à ceux du CGDIS. Jusqu'à ce jour, environ 35 organismes formateurs ont pu être agréés.

Grâce à cette nouveauté, au cours de l'année 2019, 1.516 cours en premiers secours ont pu être organisés, auxquels 16.383 citoyens de tout âge ont participé. En effet, pour des raisons de protection des données à caractère personnel, aucune statistique n'est conduite quant à l'âge des participants.

Il importe d'ajouter que le CGDIS s'est donné, ces deux dernières années, les moyens nécessaires afin d'augmenter considérablement sa capacité en ressources humaines et de les mettre en mesure d'offrir plus de cours de premiers secours. À ce jour, le CGDIS compte environ 60 instructeurs, qui ont les compétences pour donner des cours en premiers secours.

L'obligation de suivre une formation de premiers secours afin de pouvoir accéder au permis de conduire n'existe actuellement pas au Luxembourg. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la durée d'un cours de premiers secours auprès du CGDIS est de 16 heures actuellement, ce qui correspond au minimum d'heures prévues pour l'apprentissage de la catégorie B (voiture) du permis de conduire.

Le Plan d'action sécurité routière pour la période de 2019 à 2023 du Gouvernement prévoit une refonte de l'apprentissage du permis de conduire. L'opportunité d'introduire l'obligation de participer à un cours de premiers secours en vue de l'obtention du permis de conduire pourra être discutée avec tous les acteurs concernés dans ce contexte.

Le cas échéant, il est à préciser que le CGDIS est désormais en présence des ressources nécessaires lui permettant de prendre un contingent en demandes desdits cours plus important en charge. Ceci, bien évidemment, en comptant sur la collaboration des organismes formateurs.

En ce qui concerne l'enseignement, l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit que les candidats sont tenus de remettre un diplôme de premier secours attestant la participation à une formation d'une durée minimale de 16 heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par l'INFS avant leur admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Par ailleurs, dans la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée publiée annuellement, il est vivement recommandé au personnel enseignant et socio-éducatif de suivre un cours d'initiation au secourisme ou de tenir à jour leurs connaissances à ce sujet. Voilà pourquoi l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose régulièrement dans son catalogue des formations continues des cours de premiers secours pour le personnel enseignant et psycho-socio-éducatif intervenant dans l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire. Ces formations sont qualifiées prioritaires et comptabilisées, par conséquent, parmi le volume de 48 heures de formation continue à prester obligatoirement par le personnel enseignant pendant une période de référence de trois ans.

Finalement, en ce qui concerne le nombre d'arrêts cardiaques au Luxembourg et le taux de survie, il y a lieu de préciser que seule la mise en place d'un registre national des arrêts cardiaques extrahospitaliers peut mettre le Gouvernement en mesure de livrer une base de données fiable et d'identifier éventuellement des objectifs d'amélioration et d'évaluation. Toutefois, différents organismes, compétents dans la prise en charge de telles victimes, ont partagé des informations relatives au nombre d'arrêts cardiaques (Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle, le Luxembourg Resuscitation Council).

Par ailleurs, le taux de survie des victimes ayant subi un arrêt cardiaque est influencé de manière positive non seulement par le biais des cours de premiers secours proposés par le CGDIS, les organismes formateurs agréés ou l'initiative « Réagis ! », lancée par le Luxembourg Resuscitation Council, mais aussi grâce au développement et renforcement d'autres domaines de la sécurité civile. Parmi ceux-là, il est particulièrement important de rappeler l'expansion du Service d'aide médicale urgente, qui compte désormais cinq bases, ainsi que celle du système du « First Responder », élément clé dans la chaîne des secours. Tous ces éléments constituent des facteurs améliorants pour la prise en charge de personnes en détresse vitale.

Q368

Question 2001 (12.03.2020) de **MM. Yves Cruchten** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **bornes de recharge pour véhicules électriques :**

Il est prévu d'installer 800 bornes Chargy jusqu'à la fin de 2021 au Luxembourg, afin de garantir aux conducteurs d'une voiture électrique l'accès à un réseau de bornes assez dense.

En même temps, d'autres acteurs privés développent des réseaux de bornes en Europe. Ainsi, Ionity, une joint venture entre BMW Group, Daimler AG, la Ford Motor Company et du groupe Volkswagen avec la Porsche AG a commencé le déploiement dans un bon nombre de pays européens de bornes ultrarapides avec une puissance de 350 kW. Il semble que le Luxembourg ne soit pas inclus dans ce réseau.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de bornes Chargy sont opérationnelles en ce moment ? À part les bornes Chargy standard d'une puissance de 22 kW, existe-t-il des modèles Chargy ultrarapides qui permettent le rechargement d'une batterie en 15 à 20 minutes ? Si oui, combien de ces bornes seront installées ?

2) Le Gouvernement encourage-t-il également l'installation de bornes d'autres opérateurs ? Dans l'affirmative, avec quels moyens et sous quelles conditions ce type d'installation est favorisé ?

3) Concernant la tarification, qui inclut les frais d'infrastructure, le prix de l'électricité aux bornes est-il régulé de la même manière que celui de l'électricité vendue aux ménages ? Est-ce que ces prix sont contrôlés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ?

4) Monsieur le Ministre de l'Énergie est-il d'avis qu'il serait utile de compléter le comparateur de prix sur le site Internet de l'ILR par un comparateur des prix de l'électricité aux bornes de recharge ?

5) Est-ce qu'il existe un étiquetage obligatoire qui informe le client sur la contribution de chaque source d'énergie à la production de l'électricité vendue aux bornes de recharge ?

À part le réseau de bornes publiques, les acheteurs potentiels d'un véhicule avec batterie s'intéressent bien évidemment également à des bornes de charge à installer à leur domicile. À cet effet, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

6) Quelles sont les conditions techniques requises pour pouvoir installer une borne de charge rapide à domicile ?

7) Est-ce que tout ménage raccordé au réseau électrique peut installer une telle borne à son domicile ? Si tel n'est pas le cas, quel est le degré de couverture actuel au Luxembourg ?

8) Est-ce que les réseaux électriques existants permettent que tous les clients d'un même quartier chargent leurs véhicules au même moment ? Ou est-ce qu'il existe des limites quant au nombre de véhicules qui peuvent être rechargés au même moment sur un même tronçon du réseau ?

9) Qu'en est-il des propriétaires d'un logement dans une copropriété ? Est-ce que l'installation d'une borne de charge dans un immeuble à appartements nécessite l'accord des copropriétaires ? Que peuvent faire les clients à qui les copropriétaires refusent une telle installation ?

10) En ce qui concerne le réseau électrique national, combien de véhicules électriques peuvent être rechargés en même temps via des bornes de charge rapide aux heures de pointe ?

Réponse commune (22.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) D'emblée, il faut noter que des bornes de charge Chargy sont prévues au niveau des communes et au niveau des parkings relais.

À ce jour, 266 des 400 bornes de charge prévues sur les emplacements de stationnement publics des communes ont été installées par les gestionnaires de réseau de distribution (GRD). Des bornes Chargy sont ainsi opérationnelles dans 93 des 102 communes du Luxembourg. Pour 82 autres bornes de recharge, l'installation est prévue. Pour 45 autres bornes, un accord entre l'administration communale et le gestionnaire de réseau de distribution concerné a été trouvé et reste à être signé par les parties concernées.

En ce qui concerne les 400 bornes de charge Chargy prévues pour les parkings relais, 79 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de 13 sites dans onze communes. Tel qu'expliqué en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 1158 du 4 septembre 2019, un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais. De plus, les gestionnaires de réseau de distribution estiment que jusqu'à la fin de 2020, tous les sites de parkings relais opérationnels d'ici là devraient pouvoir être équipés par des bornes Chargy.

Au sujet des bornes pour la charge ultrarapide, les préparations pour la mise en place de telles bornes sont en cours. Un règlement grand-ducal afférant a été adopté au Conseil de Gouvernement du 15 mai 2020. Les concepts compatibles avec le système Chargy sont privilégiés.

ad 2) Le Gouvernement encourage la solution Chargy avec son système informatique central commun pour la gestion des bornes accessibles au public, parce qu'elle garantit un concept clair, harmonisé et facilement reconnaissable et gérable pour l'utilisateur final.

Alors que la législation actuelle définit les droits et obligations des GRD pour mettre en place les bornes de charge publiques communément appelées Chargy, aucune barrière n'empêche que d'autres opérateurs installent des bornes de charge ouvertes au public selon leur gré. Si ces opérateurs le demandent et si leurs systèmes sont techniquement compatibles, alors les GRD sont obligés d'intégrer ces bornes de charge dans le système informatique central commun de la plateforme Chargy suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité.

ad 3) D'emblée, il est à préciser que les bornes de charge publiques sont alimentées à 100 % par de l'électricité verte.

Les tarifs proposés sur les bornes de charge publiques ne sont qu'indirectement liés à des prix de l'électricité étant donné qu'ils sont des tarifs qui rémunèrent un service de charge offert par les fournisseurs de service de charge (FSC). Ces FSC peuvent à titre d'exemple facturer un prix forfaitaire pour une recharge complète d'un véhicule ou bien ils peuvent appliquer un tarif qui est lié à la durée de la recharge, à la quantité d'énergie électrique chargée ou encore une combinaison de plusieurs de ces facteurs. Le FSC n'est pas considéré comme un fournisseur d'électricité proprement dit en vertu de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, mais il est un prestataire de service qui se procure l'électricité auprès d'un fournisseur dénommé « fournisseur physique ».

Ce dernier est désigné par les GRD à travers un appel d'offre conformément au règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité pour une durée de trois ans. Les GRD, qui exploitent l'infrastructure de charge publique, facturent aux FSC un tarif pour l'utilisation de cette infrastructure de charge qui est basé sur les tarifs d'utilisation du réseau basse tension qui à son tour est à soumettre à l'acceptation du régulateur. En ce qui concerne les tarifs pour le service de charge, qui inclut l'énergie du fournisseur physique, le tarif pour l'utilisation de l'infrastructure ainsi que toutes les taxes dues, ceux-ci sont publiés par les FSC et peuvent être consultés sur le site www.chargy.lu.

ad 4) Au vu de ce qui précède et considérant la diversité des tarifs pour des services de charge, il est difficilement concevable d'effectuer une comparaison objective de ces tarifs. Partant, un comparateur des prix aux bornes de charge assimilable au comparateur Calculix de l'ILR qui compare des produits standardisés offerts aux clients résidentiels, est plus difficile à réaliser. Néanmoins, la mise à disposition d'un tableau comparatif simplifié avec les offres des fournisseurs de service de charge registrés dans le système Chargy sera analysé. Entre-temps, il y a lieu d'inviter les utilisateurs des bornes Chargy à consulter les offres des FSC, dont la liste est publiée sur le site www.chargy.lu, et à choisir le produit qui convient le mieux à leur utilisation personnelle de l'infrastructure publique de charge.

ad 5) Comme indiqué ci-avant, tous les FSC, en tant que prestataires de service, se procurent l'électricité auprès d'un fournisseur physique qui est désigné par les GRD pour une durée de trois ans. Les appels d'offre pour sélectionner ce fournisseur physique qui ont été lancés jusqu'à présent imposaient à chaque fois que le fournisseur physique offre un produit qui est basé sur 100 % d'énergies renouvelables. Ainsi, chaque recharge qui se fait sur une borne Chargy se fait avec de l'électricité 100 % renouvelable.

ad 6) + 7) Il faut signaler que myenergy a élaboré une brochure comportant un aperçu des différentes possibilités de charge à domicile ou au lieu de travail ainsi que des démarches pour l'installation d'une borne de charge murale. Cette brochure peut être téléchargée sur le lien suivant : https://www.myenergy.lu/fr/particuliers/mobilite/charger-votre-voiture-electrique.

Par ailleurs, il faut préciser qu'au niveau de son approvisionnement, un véhicule électrique n'est pas comparable à un véhicule à carburant fossile : l'utilisateur ne fait pas toujours le plein d'un seul coup mais le rechargement se fait souvent par étapes et ceci surtout lors du stationnement, à domicile ou au travail.

Les conditions techniques de raccordement des GRD pour les installations raccordées au réseau à basse tension (BT) prévoient dans un nouveau chapitre, qui a été ajouté en 2018, des critères applicables lors de l'installation d'appareils électriques prélevant régulièrement une puissance permanente supérieure ou égale à 7 kW et dont la consommation peut être décalée dans le temps. Cette exigence s'adresse surtout aux points de charge pour véhicules électriques.

Il est recommandé d'utiliser dans les immeubles résidentiels à plusieurs habitations un système de gestion de charge intelligent, capable de gérer la charge des véhicules raccordés. Il n'est pas conseillé d'installer des points de charge rapide dans les maisons d'habitation ou dans les bâtiments fonctionnels en vue des puissances maximales disponibles sur les réseaux basse tension.

En tout état de cause, un utilisateur de réseau qui souhaite raccorder un point de charge d'une puissance au-delà de 7 kW est obligé de faire une demande de raccordement auprès du GRD qui informe le demandeur quant à l'intensité maximale pouvant être souscrite (en général 40 A par phase pour une maison d'habitation unifamiliale) et les coûts qu'une augmentation éventuelle de la puissance va engendrer.

Le Gouvernement n'a pas d'informations à sa disposition concernant le nombre de points de charge installés dans les bâtiments d'habitation ou fonctionnels.

ad 8) Les réseaux électriques en basse tension sont dimensionnés de manière à permettre à tous les utilisateurs du réseau de charger leur véhicule en même temps avec les réserves énumérées ci-avant (réduction temporaire de la puissance par le GRD). Pour les maisons plurifamiliales, il est recommandé d'utiliser un système de gestion de charge intelligent capable de gérer la charge des véhicules raccordés.

En guise d'exemple, en supposant qu'en 2030 la moitié du parc automobile serait constituée par des voitures 100 % électriques ou hybrides rechargeables (environ 240.000 voitures) et que ces voitures roulaient 12.000 km en moyenne en mode électrique (un peu moins pour les voitures hybrides) par an, ceci équivaut à une consommation électrique d'environ 520 GWh par an, donc environ 8 % de la consommation totale du pays.

ad 9) Les intéressés désirant installer une borne dans une copropriété sont invités à s'adresser à myenergy qui a élaboré une brochure comportant un aperçu des différentes possibilités de charge à domicile ou au lieu de travail ainsi que des démarches pour l'installation d'une borne de charge murale. Cette brochure peut être téléchargée sur le lien suivant : https://www.myenergy.lu/fr/particuliers/mobilite/charger-votre-voiture-electrique.

Bien qu'à ce jour aucun litige n'ait encore été rapporté au niveau des copropriétés, des pourparlers avec les responsables du Ministère du Logement et du Ministère de la Justice ont néanmoins été entamés pour prévoir, le cas échéant, des adaptations dans les textes législatifs y afférents pour faciliter la mise en place de bornes électriques dans les résidences.

ad 10) Les GRD prévoient déjà aujourd'hui sur l'infrastructure de charge publique Chargy, constituée entièrement par des bornes d'une puissance de charge de 22 kW, une réduction de la puissance de charge pour le cas où un certain nombre de recharges simultanées serait dépassé. À titre d'exemple, pour mieux illustrer cette approche, si un parking relais était équipé par 20 bornes à 22 kW chacune, le GRD pourrait dimensionner le raccordement de ce parking à 10 x 22 kW, c'est-à-dire à 220 kW. Les premiers dix utilisateurs pourraient ainsi profiter de la puissance maximale de 22 kW pour recharger leur voiture. Si un onzième utilisateur venait se connecter en même temps dans le même parking, tous les utilisateurs verraient leur puissance être réduite à 220/11 = 20 kW.

Cette même approche sera également appliquée pour les emplacements à plusieurs bornes de charge rapide. Les GRD vont cependant faire en sorte qu'une certaine puissance minimale raisonnable soit toujours disponible par point de charge.

Question 2009 (13.03.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **déboisement tardif et conséquences pour le sol :**

Nolenhëlzer kënne bekanntlech d'ganzt Joer iwwer gehae ginn. D'Joer 2018 an d'Joer 2019 hu sech bis an de September eran duerch eng exzeptionell Dréchent charakteriséiert, esoudatt eng Duerchforstung am Aklang mam Buedemschutz idealerweis hätt kéinten duerchgefouert ginn.

Am Südweste vum Land ass elo an den ëffentleche Bëscher ze gesinn, datt ganz Kalschléi am Fiichtenholz gemach goufen, dëst mat sougenannte Vollernter. Vill vun deenen Aarbechten hunn eréischt am Spéithierscht ugefaangen, wou de Buedem duerch dee ville Reen opgeweecht war. D'Spuere vun där massiver Buedemverdichtung sinn elo an der aktueller Reeperiod ze gesinn, well duerch dee Buedem net méi genuch Waasser offléisst.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Wisou huet déi ëffentlech Hand net vun der Dréchent profitéiert, fir ënner optimale Konditiounen dat Borkenkäferholz ze haen?

2. Wat sinn d'Konsequenze fir de Buedem vun där Virgoensweis?

3. Den Ëmweltministère ass jo souwuel fir de Buedemschutz ewéi och fir d'Gestioun vun den ëffentleche Bëscher zoustänneg. Gëtt et an der Natur- a Bëschverwaltung eng Sensibiliséierung fir de Buedemschutz, wou dach ëmmer esou gären an der Ëffentlechkeet vun nohalteger Bëschgestioun geschwat gëtt?

4. Gëtt et eng Concertatioun tëschent deene Servicer, déi fir de Buedemschutz respektiv fir d'Bëscher zoustänneg sinn?

Réponse (18.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Buedemschutz ass eng absolutt Prioritéit vum Ëmweltministere a senge Verwaltungen. De Buedem ass e wichtegen CO_2-Späicher, a säin Erhalt spillt eng fundamental Roll an der Mitigatioun vum Klimawandel. De Buedem ass gläichzäiteg en extreem wäertvolle Reservoir vu Biodiversitéit, déi onermiesslech ekologesch Déngschtleeschtunge fir eis Gesellschaft liwwert, zum Beispill an der Land- a Forstwirtschaft. Schlussendlech ass Buedemschutz, a méi spezifesch de Schutz vun der Buedemerosioun an Auswäschen, e kruzialen Deel vun enger hollistescher Waasserschutzpolitik.

Wat d'Problematik vum Borkenkäfer ugeet, sief gesot, datt mir et iwwert déi lescht Jore mat enger exzeptioneller Verbreedung an Heefegkeet vun dësem Schädling an eise Nolebeembestänn ze dinn hunn. Dëst ass kee reng nationale Phenomeen, mee concernéiert praktesch all eis direkt Nopeschlänner. Dëse Phenomeen, ass duerch déi rezent klimatesch Konditioune vu mëlle Wanteren an extreem dréchene Summeren ausgeléist ginn.

ad 1. De Borkenkäferbefall weist sech meeschtens eréischt no enger längerer Dréchent, wann d'Fichten ufänke brong ze ginn, also am Spéitsummer.

Den Entscheed, ob ee séier eng Coupe d'urgence mécht oder iwwert de Wanter ewech waarde kann, hëlt all Fierschter respektiv Arrondissementschef ënnert der Consideratioun vun der Dréngleichkeet (Risiko vun der weiderer Verbreedung), dem allgemengen Aarbechtspensum am Triage an der Disponibilitéit vun externe Bëschentreprisen.

Ausserdeem muss den Delai respektéiert ginn, fir déi néideg Naturschutzautorisatioun fir e Kalschlag ausgestallt ze kréien.

A ville Fäll huet de Bëschgestionnaire da guer net méi d'Wiel, net am Wanter ofzeholzen. An dëse Fäll kënnen d'Schied um Buedem nëmmen iwwer technesch Mesurë minimiséiert ginn.

ad 2. Wa Buedem mat schwéiere Maschinne befuer gëtt, kënnt et zu Verdichtungen am Buedem. Wéi staark dës Buedemverdichtunge sinn, hänkt vun der Buedembeschafenheet of. Sandeg Biedem neige manner zu Verdichtunge wéi Leembiedem. Allgemeng kann ee soen, dass et ronn 100 Joer brauch bis e Buedem sech vun enger massiver Verdichtung erholl huet. Dofir soll och, wann e Kalschlag gemaach gëtt, ëmmer versicht ginn, esou mann wéi méiglech Bëschfläch ze befueren.

D'Konsequenze vun héijem Drock op d'Biedem sinn, ofgesi vum Drock selwer, haaptsächlech vun der Buedemstruktur an dem Waassergehalt souwéi der Buedemdéift ofhängeg. D'Buedemstruktur oder Buedemgefüge besteet aus Aggregater, déi en Zesummespill vu Buedemtextur an organeschem Gehalt duerstellen an en direkten Afloss op d'Porenvolumen vum Buedem hunn. Buedemaggregater, déi sech iwwer Jorhonnerten entwéckelen, kënnen a kuerzer Zäit zerstéiert ginn.

Jee no de Charakteristicke vum Standuert kann et zu enger manner schlëmmer iwwerflächlecher Verdichtung oder awer zu enger Verdichtung bis an d'Déift kommen. Eng Verdichtung vum Buedem huet eng Zerstéierung vun den Aggregater an domat eng Verklengerung an Entkopplung vum Porenvolumen am Buedem als Konsequenz. Dëst féiert dozou, datt de Buedem manner a manner gutt Waasser ophuele kann (Reduktioun vun der Feldcapacitéit an der Versickerungscapacitéit) an de Gasaustausch tëscht dem Buedem an der Atmosphär verschlechtert gëtt. De Buedem ka manner Waasser späicheren, wat bei enger Drécheperiod méi séier zu Waasserstress ka féieren. Ausserdeem kann dëst, bei Nidderschlag zu engem erhéichten Iwwerflächenoffloss féieren, wat erëm méi eng héich Erosioun an deemno engem Verloscht vu fruchtbarem Buedem als Konsequenz kann hunn. Déi konkreet Ausmoosse vun dësem Impakt op der Plaz, sinn, ouni konkreet Etüden am Feld, nëmme schwéier ofzeschätzen.

ad 3. Wat d'Agréffer an den ëffentleche Bëscher ugeet, mussen all Agréffer am Kader vun der Bekämpfung vum Borkenkäfer konform si mat bestoenden internen Instructiounen iwwert déi nohalteg a naturno Bëschbewirtschaftung, gradesou wéi d'Bestëmmunge vu relevante Bëschzertifizéirunge wéi FSC an PEFC.

D'Naturverwaltung huet am Joer 2019 Recommandatiounen erausginn fir d'Gestioun vun Nolebëscher, déi vum Borkenkäfer befall sinn, an och fir d'Alternative beim Uplanze vun neie Bëscher.

Ënner anerem si follgend Instrumenter a Virgoensweisen opgefouert, déi derfir suerge sollen, dass bei der Bewirtschaftung vum Bësch schounend mam Buedem soll ëmgaange ginn:

- De Bësch gëtt erschloss mat engem System vu Réckerweeër a -schneisen. Et ass net erlaabt, mat schwéiere Maschinnen ausserhalb vun dësen ze zirkuléieren.

- Am Cahier des charges zu den Aarbechten am ëffentleche Bësch ass festgehalen, dass d'Exploitatioun vun Holz kann ausgesat ginn, wann d'Wiederkonditiounen ze schlecht sinn.

- Generell gëtt bei der Bëschexploitatioun dorops opgepasst, esou mann wéi méiglech Aréffer an de Buedem ze maachen. Wann zum Beispill Holz aus dem Bësch erausgeholl gëtt, gëtt just de Stamm erausgeholl. D'Krounematerial bleift am Bësch leien, fir dass genuch Matière organique am Bësch bleift.

- De System vun der Bëschzertifikatioun ass och ee gutt Instrument fir ze iwwerwaachen, ob et bei der Bëschexploitatioun zu engem net fachgerechten Emgang mam Bëschbuedem komm ass.

- Standortskartierungen, déi d'Naturverwaltung am Moment fir dat ganzt Land opstellt, sinn ee gutt Instrument, fir am Viraus schonns kënnen déi Bëschstanduerter ze definéieren, déi ee besonnesch vulnerabele Buedem hunn an nëmme bei optimale Wiederbedéngungen däerfe befuer ginn.

- Säit Jore sensibiliséiert d'Natur- a Bëschverwaltung och Privatbëschbesetzer fir de Schutz vum Bëschbuedem, notamment durch d'Promotioun vum Récke mam Päerd a vun der Seelkrantechnick. Si huet och Etüden an Optrag gi fir de Monitoring vum Nährstoffequiliber an de Bëschbiedem zu Lëtzebuerg.

ad 4. Jo, et gëtt eng Concertatioun tëschent deene Servicer. Bei konkreete Froëstellungen, respektiv wa gemeinsam u Projete geschafft gëtt wou de Buedem eng Roll spillt, kënnt et zu enger Zesummenaarbecht tëschent deenen zwee Servicer.

De Gesetzesprojet iwwert de Buedem (N° 7237) gesäit en nationale Buedemschutzplang vir. Dëst soll en Dokument ginn, dat an Zesummenaarbecht mat de wichtegste „parties prenantes", souwuel den ëffentleche wéi och de privaten, ausgeschafft gëtt. An deem Zesummenhang ass natierlech och eng Concertatioun tëscht der Ëmweltverwaltung an der Natur- a Bëschverwaltung virgesinn. Den nationale Buedemschutzplang u sech soll als komplementaart Dokument zu anere legalen a strateegeschen Dokumenter funktionéieren déi de Buedemschutz net als Fokus hunn, mee en direkten oder indirekten Impakt op dësen hunn. D'Bëschgesetz ass eent vun dësen Dokumenter an e „Guide de bonnes pratiques sylvicultrices en vue de la protection des sols forestiers", deen am Kader vun engem Buedemschutzplang ausgeschafft kéint ginn, wier eng vun de méiglechen Approchen.

Question 2040 (10.04.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **points de collecte de déchets de verdure :**

Bei dem aktuelle gudde Wieder si vill Leit, déi doheem de Wues méien a Grëngs schneiden. Doduerch fält vill Grünschnitt un. An der Circulaire N° 3801 vum 27. Mäerz 2020 huet d'Madamm Ministesch de Gemengen et awer verbueden, nach weider Grünschnittcontainere fir d'Sammlung vun dësem opzestellen.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Gedenkt d'Madamm Ministesch dës Situatioun ze änneren?

- Wär et net sënnvoll, fir, natierlech mam Anhale vun de sanitäre Virschrëften an den Distanzen, de Gemenge rëm ze erlaben, fir esou e Container, deen ausschliisslech fir de Grünschnitt geduecht ass, opzestellen?

- Wéi eng Alternativ gesäit d'Madamm Ministesch zu de Grünschnittcontaineren?

- Wou oder wéi sollen d´Leit de ganzen Offall lassginn?

Réponse (18.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Circulaire N° 3821 vum 17. Abrëll 2020 huet d'Circulaire N° 3801 abrogéiert. Dowéinst si säit dem 20. Abrëll 2020 d'Gréngschnëttsammelplazen erëm op, ënnert der Konditioun, datt déi néideg Distanzen a Gestes barrières agehale ginn.

Question 2046 (14.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**accès aux Archives nationales à des fins de recherche :**

L'hebdomadaire « woxx » a récemment publié un article intitulé « Protection des données : Archives censurées ». Dans cet article, un professeur d'université se plaint des conditions d'accès aux Archives nationales dans les termes suivants :

« Avant la loi sur les archives, il y avait un grand enthousiasme dans la communauté scientifique. Enfin les accès allaient être réglementés, fini l'arbitraire du passé. Mais avec l'interprétation de cette loi et du RGPD, nous avons constaté que l'accès est devenu au contraire beaucoup plus difficile et que l'arbitraire persiste. »

Et de citer un exemple :

« les recensements sont tabous, aussi à cause des données sur les appartenances religieuses, avec une seule exception : « Quand vous travaillez sur la minorité juive, vous pouvez accéder aux données. »

Sa conclusion est sans appel : « La rigueur avec laquelle les Archives nationales interprètent le RGPD est exagérée. »

Autre son de cloche du côté de la direction des Archives nationales. Idem pour ce qui est de la Commission nationale pour la protection des données pour qui le système des dérogations suffit pour garantir l'harmonie entre protection des données, archives et recherche.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres de la Culture, des Communications et des Médias et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils au courant des problèmes du monde académique en ce qui concerne l'accès aux Archives nationales ? En cas de réponse positive, quelle est leur position par rapport à ces préoccupations du monde académique ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les conditions d'accès du monde scientifique aux archives dans nos pays limitrophes ?

• Quelles sont les procédures à suivre ?

• Quelles sont les restrictions (temporelles et autres) en place dans ces pays ?

• En quoi ces systèmes se différencient-ils du système mis en place au Luxembourg ?

- Existe-t-il des réflexions au sein des ministères concernés pour davantage faciliter l'accès auxdites archives au monde académique ? Toujours dans l'affirmative, comment le texte de loi pourrait-il éventuellement évoluer ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir aux députés une copie du rapport annuel du directeur des Archives nationales sur les constats faits durant l'année écoulée, sur la gestion, la conservation, la sécurité, le versement et la communication au public des archives publiques par les différents producteurs ou détenteurs d'archives publiques, de même que des réclamations qui lui ont été adressées par les utilisateurs d'archives (conformément à l'article 10 de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage) ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que le Conseil des archives e. a. chargé d'émettre un avis dans le cas d'un refus de communication d'archives publiques avant l'expiration des délais de communication ne s'est à ce jour pas encore réuni ? Quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

En ce qui concerne les préoccupations du monde académique relatives à l'accès aux archives détenues par les Archives nationales, et la question de savoir s'il existe des réflexions pour faciliter l'accès auxdites archives, il y a lieu de renvoyer à la réponse de Madame la Ministre de la Culture du 19 avril 2019 à la question parlementaire du 12 mars 2019 de l'honorable Député Franz Fayot au sujet des demandes de communication d'archives auprès des Archives nationales de Luxembourg.

Il semble cependant utile d'ajouter que sur les 67 demandes de dérogation pour accéder aux archives dont les délais de protection ne sont pas encore venus à échéance, qui ont été adressées aux Archives nationales depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'archivage en septembre 2018, et qui ont été traitées jusqu'au 11 mars 2020, cinq ont reçu une suite négative, et ce pour des raisons ayant trait à la protection de la vie privée, des relations extérieures et de la sécurité du Grand-Duché, ainsi qu'au caractère confidentiel des informations commerciales et industrielles.

La comparaison des conditions nationales d'accès aux archives avec celles de nos pays limitrophes met en évidence la similitude des régimes en vigueur. L'origine de cette similitude

réside en partie dans le fait que les principes du juste équilibre entre le droit au savoir et le respect de la vie privée et des lois en vigueur, tels qu'entérinés par des documents comme la Déclaration universelle des archives, adoptée par l'Unesco, ou le Code de déontologie des archivistes, adopté par le Conseil international des archives, inspirent les modalités de communicabilité des archives au public, tels que définies par les différentes législations nationales.

Aussi retrouvons-nous en France, en Allemagne, en Belgique et au Luxembourg le principe de l'accessibilité des archives à toute personne qui en fait la demande, soit après l'écoulement d'un délai général, soit - si les documents sont soumis à un secret - après échéance de délais de communication prolongés.

En France, le délai général a été aboli et les archives sont communicables immédiatement. En Allemagne, le délai général est de 30 ans et en Belgique, pour les archives des services publics fédéraux, le délai général est également de 30 ans. Au Luxembourg, le délai général n'est pas fixe, mais s'oriente à la durée d'utilité administrative (entre cinq et 20 ans en moyenne), après échéance de laquelle les archives publiques sont versées aux Archives nationales et sont librement communicables. Avant le versement aux Archives nationales, l'accès aux documents est réglé par la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte.

Des délais de communication prolongés sont prévus dans les pays en question pour des archives comportant des informations soumises à des secrets. Ces délais varient en fonction des pays et en fonction des types de documents concernés. Alors que ces délais ne se prêtent guère à une juxtaposition directe, en raison des différentes définitions et terminologies employées, il nous sera permis de fournir quelques exemples en regroupant les différents types de documents à des fins d'illustration. Le délai de communicabilité de documents couverts par un secret d'État, par exemple, est de 25 à 100 ans en France, de 60 ans en Allemagne et de 50 ans en Belgique et au Luxembourg. Les documents couverts par le secret de l'instruction judicaire sont soumis à un délai de 75 à 100 ans en France, de 30 ans en Allemagne, de 30 à 100 ans en Belgique et de 50 ans, voire de 25 ans après le décès ou de 75 ans après la création du document au Luxembourg. Les documents soumis au secret fiscal sont communicables après un délai de 60 ans en Allemagne et de 100 ans pour la Belgique et le Luxembourg, et les documents relatifs au secret des entreprises sont soumis à un délai de 25 ans en France, de 60 ans en Allemagne et de 50 ans en Belgique et au Luxembourg.

En termes procéduraux, lorsque les délais de communication sont échus, le lecteur, après inscription auprès de l'institution d'archives, peut consulter les archives demandées sur place en salle de lecture.

Pour les demandes de consultation d'archives avant échéance des délais de communication, le lecteur doit généralement formuler une demande de dérogation auprès du service d'archives en question. Ainsi, la France, l'Allemagne, la Belgique, tout comme le Luxembourg prévoient des procédures de raccourcissement sur base d'une demande renseignant e. a. sur l'objectif et les motivations de la demande, voire du projet de recherche pour lequel la dérogation est sollicitée. Les démarches concernant les archives luxembourgeoises et formulaires y relatifs sont librement accessibles sur www.guichet.lu.

Que ce soit en France ou en Allemagne (pas de données pour la Belgique), l'accord du producteur des archives faisant l'objet de la demande de dérogation est requis. Il en est de même pour le Luxembourg où le producteur des archives transmet sa décision au directeur des Archives nationales dans un délai de trois semaines à compter de la transmission de la demande de communication. Passé ce délai et en l'absence de décision de l'entité versante, le directeur des Archives nationales prend la décision quant à la demande de communication.

Il y a donc lieu de constater que la législation luxembourgeoise en matière de communicabilité de documents soumis à des délais prolongés s'aligne sur les principes archivistiques et de droit internationaux et ne se distingue guère de celle de nos pays limitrophes, que ce soit en termes de restrictions temporelles ou en termes procéduraux.

Le Conseil des archives, institué par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, ne s'est pas encore réuni à ce jour. Le règlement grand-ducal relatif à son fonctionnement interne a été pris en date du 9 octobre 2019, tandis que ses membres ont été désignés par l'arrêté grand-ducal du 11 février 2020. Une première réunion du Conseil des archives avait de suite été planifiée entre le président dudit Conseil et son secrétariat, mais ne s'est pas concrétisée en raison de la survenance de la crise du Covid-19. Les membres du conseil ont cependant été contactés par son président en vue d'une réunion éventuelle par des moyens audiovisuels.

Afin de faciliter au public les contacts avec le Conseil des archives, une adresse email spécifique et une page Internet ont été mises en place. Pour l'heure, le Conseil des archives n'a toutefois pas encore été saisi de réclamations ou de demandes d'avis.

Nous prions l'honorable Députée de bien vouloir trouver le rapport annuel 2019 sur l'encadrement des archives publiques sur le site des Archives nationales : https://anlux.public.lu/fr/nous-connaitre/missions.html. Notons cependant qu'étant donné que le rapport concerne une période qui précède l'existence effective du Conseil des archives, ce dernier n'a pas pris position à son égard.

Question 2048 (14.04.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **« homeschooling » :**

Zanter dem 16. Mäerz sinn d'Schoulen zou. De mënschleche Kontakt gëtt evitéiert, ma d'Léiere geet weider via den Homeschooling.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Musse gesetzlech Upassunge gemaach ginn, fir dem Homeschooling déi néideg legislativ Basis ze ginn?

- Wa jo, wéi eng?

- Wéini sollen dës Upassunge gemaach ginn?

Réponse (26.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Modell vum Enseignement en alternance (zanter dem 11. Mee 2020 am Enseignement secondaire an zanter dem 25. Mee 2020 am Enseignement fondamental) erfuerdert eng geréng Unzuel vun Upassungen. Fir den Enseignement secondaire ass eng entspriechend Dispositioun an de Règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires gesat ginn. Fir den Enseignement fondamental ass eng entspriechend Derogatioun zur Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental agefouert ginn. Duerch d'Bäisetze vun engem neien Artikel 39bis an dëse Gesetzestext gëtt ënner anerem festgehalen, datt déi Schüler, déi zu der vulnerabeler Populatioun zielen an dëst och mat engem Attest vum Dokter beleeën, weiderhi vum Enseignement à distance profitéieren.

Och wärend der Period vum Confinement ënnerleien d'Kanner an déi Jugendlech der Obligation scolaire, sou wéi se an der Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire festgeluecht ass. An där Zäit, wou d'Schoulgebaier zou waren, koume si dëser Flicht no, andeem si um Enseignement à distance deelgeholl hunn, dee vun der Schoul ugebuede gouf. Si hu missen un dësen Aktivitéiten deelhuelen an déi gefuerdert Aufgabe maachen. Si waren net fräi, ausser wärend der Ouschtervakanz. Eng gesetzlech Upassung huet deemno net misse gemaach ginn.

Question 2049 (14.04.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) :**

An der Landwirtschaftskommissioun den 9. Abrëll huet de Landwirtschaftsminister Romain Schneider erkläert, de PNEC sollt an de kommende Wochen a Méint finaliséiert an dann op Bréissel geschéckt ginn. An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1812 hat d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg informéiert, dass „no dem Ofschloss vun der Consultation publique wäerten d'Observatiounen an d'Virschléi consideréiert ginn an déi final Versioun vum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang dem Regierungsrot fir Approbatioun virgeluecht ginn".

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Wéini soll lo deen definitive Klimaplang bei d'EU-Kommissioun op Bréissel geschéckt ginn?

- Den Delai vun der Consultation publique ass den 29. Mäerz 2020 ausgelaf. Wéi eng Bemierkunge sinn heiraus zréckbehale ginn?

- Den 19. Dezember 2019 war een Débat de consultation zum PNEC an der Chamber. Wat ass heiraus zréckbehale ginn?

- Gëtt de PNEC, bevir e bei d'EU-Kommissioun op Bréissel geschéckt gëtt, an den zoustännege Chamberskommissioune presentéiert? Wa jo, wéini? Wann nee, firwat net?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Déi definitiv Versioun vum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang [Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)] fir d'Period 2021 bis 2030 gouf den 20. Mee am Regierungsrot ugeholl a gëtt an den nächsten Deeg bei d'Europäesch Kommissioun op Bréissel geschéckt.

Am Kader vun der Consultation publique hunn 328 Bierger Observatiounen a Propositiounen un déi zoustänneg Ministerë geriicht. Dobäi koumen 30 institutionell Acteuren a Gruppementer aus der Zivillgesellschaft an de Patronat- a Salariatsorganisatiounen, déi Avisen zum Plang ofginn hunn. Déi allermeescht Acteure begréissen den Ambitiounsniveau vum PNEC. Vill vun de méi detailléierten Observatiounen a Propositioune concernéieren d'Ëmsetzung vun de Moossnamen aus dem PNEC a wäerten, dee Moment, wou déi eenzel Reglementer, Programmer a Projeten ausgeschafft ginn, mat consideréiert ginn.

Direkt zum Optakt vun der Consultation publique gouf den integréierten nationalen Energie- a Klimaplang der zoustänneger Chamberskommissioun am Detail virgestallt. An de Reunioune vum 11. Februar an 4. Mäerz haten d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Minister fir Energie am Detail duergeluecht, wéi d'Suggestiounen aus dem Débat de consultation vum 19. Dezember an de PNEC integréiert goufen. Detailvirschléi, déi sech op Ëmsetzungsmoossname bezéien, gi betruecht au fur et à mesure, wéi dës Moossnamen ausgeschafft ginn.

Weesentlech Ännerungen, déi opgrond vun der Consultation publique virgeholl goufen, betreffen ënner anerem de soziale Volet, de Logistiksecteur, d'Energieversuergung an och d'Landwirtschaft. Am Text gouf nachmol preziséiert, datt besonnesch d'Mesuren am Logement mat dem Zil verbessert ginn, akommesschwaach Stéit méi staark ze ënnerstëtzen. Da wäerten en vue vun engem nohaltege Logistikstanduert Lëtzebuerg d'Efforten an deem Secteur verstäerkt ginn. Déi final Versioun vum Plang geet méi am Detail op eng Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg an, déi mat dem europäesche Kader ofgestëmmt gëtt. Fir den Humusopbau an de landwirtschaftleche Biedem méi geziilt ze notzen, fir Kuelestoff ze bannen, gouf zréckbehalen, e Fuerschungsprojet ze lancéieren, deen heifir déi néideg Guidance liwwere soll.

De Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg", dee vun der Regierung am Kader vun der Covid-19-Kris ausgeschafft gouf, dréit och den Ziler vum PNEC Rechnung. Mat de Moossnamen am Beräich vun der Ënnerstëtzung vun den Entreprisen, der Mobilitéit, der Renovatioun an den erneierbaren Energië gëtt ee kloeren Aktiounsprogramm op de Wee bruecht, fir eis Klimaziler ze erreechen. Domat gëtt de „Lëtzebuerger Green New Deal" lancéiert, deen de Biergerinnen a Bierger am Lëtzebuerger Handwierk profitéiert.

Question 2050 (14.04.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **soumissions publiques :**

Afin de relancer et de préconiser l´économie nationale dans la période d´après crise, certaines mesures viennent d´être présentées par le Gouvernement. Cependant, en ce qui concerne les dossiers des soumissions pour les travaux de construction organisés par l'État et les communes, les procédures y applicables sont complexes et peu flexibles. Pour y remédier, certaines adaptations pourraient être mises en place par le Gouvernement pour la période d'après-crise, tout en respectant les réglementations et directives européennes en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- Une révision des critères d'attribution de marchés pour soutenir les entreprises nationales paraît-elle possible ? À cette fin et selon Monsieur le Ministre, une modification des critères de pondération semblerait-elle être une manière de procéder ?

- Le ministre entend-il négocier ces critères sur le niveau européen afin de soutenir les entreprises nationales touchées par la crise ?

- Le ministre envisage-t-il d'adapter les différents montants, notamment les plafonds pour les marchés de grès à grès et de la procédure négociée ?

Réponse (18.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Député fait valoir que « certaines adaptations en ce qui concerne les procédures de soumissions pour les travaux de construction organisés par l´État et les communes », jugées « complexes et peu flexibles », pourraient être mises en place par le Gouvernement et ce, « afin de relancer et de préconiser l´économie nationale dans la période d´après-crise ».

D'emblée, s'agissant des entreprises touchées par la crise, il doit être renvoyé aux dispositions particulières mises en place par le Gouvernement en réaction aux mesures sanitaires destinées à endiguer la propagation du Covid-19.

Les investissements de l'État, par le biais des projets initiés ou mis en œuvre par le Gouvernement, et réalisés par le biais de la commande publique, sont susceptibles d'être considérés comme autant de contributions au développement économique national, et tout particulièrement pour la période d'après-crise.

Si l'accès des opérateurs économiques à la commande publique représente un enjeu majeur dans cette perspective, les principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et de transparence qui la gouvernent font toutefois obstacle à ce que les entreprises locales soient favorisées au détriment d'autres concurrents.

Ainsi, si l'emploi de critères d'attribution autres que le prix, le recours à une attribution sur la base du coût, selon une approche fondée sur le rapport coût/efficacité, telle que le calcul du coût du cycle de vie, voire une définition intelligente des spécifications techniques ou labels exigés sont autant de moyens permettant de favoriser l'aspect qualitatif de la commande publique (appréciation qu'il appartient à chaque pouvoir adjudicateur d'effectuer en considération de chaque marché pris individuellement), il ne saurait cependant être question d'en détourner l'objectif, en leur conférant un effet discriminatoire. Le juge européen et le juge national censurent ainsi régulièrement les critères d'attribution reposant sur l'implantation géographique des entreprises ou se révélant comme favorisant certaines entreprises en particulier.

Pour autant, il convient de rappeler qu'une des préoccupations de la refonte du cadre réglementaire des marchés publics par le biais de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et de son règlement grand-ducal d'exécution du même jour, était de faciliter l'accès des opérateurs économiques, et des petites et moyennes entreprises (« PME ») en particulier, aux marchés publics.

Le recours accru aux moyens électroniques est un des facteurs principaux en ce sens. Par ailleurs, de nouvelles dispositions ont été introduites afin de réduire les charges administratives pesant sur les opérateurs économiques. De même, l'accès des PME est facilité puisque les acheteurs publics doivent désormais déterminer leur cahier des charges de manière à accepter tous les soumissionnaires dont la situation financière est appropriée aux fins du marché. Les pouvoirs adjudicateurs sont en outre invités à diviser les marchés publics en lots (sinon, ils doivent en justifier), ainsi qu'en témoigne la révision des cahiers spéciaux des charges standardisés relatifs aux clauses contractuelles générales. Les règles relatives aux recours aux capacités d'autres entités ont été clarifiées afin d'encourager les opérateurs économiques à s'associer pour répondre à un avis de marché. Enfin, les dispositions protectrices des sous-traitants ont été développées.

Il convient encore de remarquer qu'un certain nombre d'initiatives nationales ont été prises pour appuyer les opérateurs économiques et les PME en particulier. À cet égard, référence est faite à la réponse commune du Ministre soussigné et du Ministre des Classes moyennes à la question parlementaire n° 1689 du 10 janvier 2020 de Monsieur le Député Sven Clement concernant le « Greenlaning ».

À ce titre, le portail des marchés publics, qui constitue une plateforme électronique dont la gestion est assurée par le Ministère des Travaux publics avec le concours du CTIE, centralise au niveau national la publication électronique des avis et des documents de marché afin de faciliter l'accès de tous les opérateurs économiques à la commande publique via la consultation d'une seule plateforme. À cette partie applicative, s'ajoute une partie informationnelle contenant des informations de référence sur le cadre

réglementaire des marchés publics. Plus spécifiquement, une permanence (helpdesk) est continuellement assurée par le service coordinateur qui gère le portail pour assister les utilisateurs de la plateforme. Des activités de formation et de sensibilisation à destination des opérateurs économiques sont par ailleurs régulièrement organisées et ce, de manière conjointe avec l'INAP, la Chambre des métiers et le House of Training/Chambre de commerce.

Il convient également de souligner le rôle du Service administratif de la Commission des soumissions, qui fonctionne comme un organe d'information, et qui peut être saisi, sans formalité spécifique, par tout opérateur économique souhaitant obtenir des renseignements sur le cadre réglementaire applicable aux marchés publics. Dans la mesure où les PME disposent en principe de moins de moyens administratifs, cette source de renseignement est susceptible de leur apporter le soutien dont ils ont besoin.

Le rôle du Centre de ressources des techniques et de l'information pour le bâtiment (CRTI-B) peut aussi être relevé, dans la mesure où ce dernier assure un helpdesk pour toute question relevant des marchés publics dans le secteur du bâtiment ainsi que la mise à disposition de nombreux documents de support.

De même, les chambres professionnelles et d'autres entités sectorielles contribuent encore à soutenir leurs membres en s'investissant largement dans la formation en matière de marchés publics et en proposant des services d'assistance.

Enfin, et s'agissant plus particulièrement du recours à la procédure négociée (anciennement appelée « marchés de gré à gré »), il convient de rappeler que les seuils des Livres II (marchés d'une certaine envergure) et III (secteurs spéciaux) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et leurs modifications résultent exclusivement des règlements européens. S'agissant du montant de 60.000 euros hors TVA permettant de recourir à la procédure négociée dans le cadre du Livre I, force est de constater qu'il avait déjà fait l'objet d'une augmentation en 2018 et qu'en tout état de cause, il ne peut dépasser la somme de 8.000 euros hors TVA, valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1948 (soit 70.070,4 euros au titre de l'année 2020), ce qui limite ses marges d'augmentation.

Par ailleurs, l'article 20 (3) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics permet encore le recours à la procédure négociée pour les marchés ne dépassant pas la somme de 14.000 euros hors TVA, valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1948 (soit 122.623,20 euros au titre de l'année 2020) à la condition que trois offres soient sollicitées, de sorte que les possibilités de recours à la procédure négociée sont bien existantes, même pour des commandes qui revêtent une certaine importance.

Question 2056 (16.04.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **nouvelle pollution du ruisseau Chiers :**

Par voie de presse une nouvelle pollution du ruisseau Chiers a été communiquée récemment dans les environs d'un supermarché à Bascharage. Selon les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau, la source de la pollution serait liée au bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier.

Lors d'un incendie en juillet 2019, la Chiers a été fortement polluée par l'eau d'extinction. En réponse à ma question parlementaire afférente n° 1019 du 5 août 2019, Madame la Ministre avait confirmé qu'il s'est avéré que la vanne de sécurité du bassin de rétention de la ZI Gadderscheier n'a pas pu être fermée correctement et que l'étanchéité de certaines infrastructures n'était par conséquent pas garantie. Cette défaillance des mesures de sécurité serait due à l'âge et au manque d'entretien des installations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les faits relatés dans l'article de presse ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut donner des précisions quant aux sources et à la nature de la pollution ?

3) Est-ce que la pollution récente de la Chiers est également due à des défaillances de mesures de sécurité de ces installations ?

4) Quelles suites ont été tirées de la pollution du juillet 2019 ?

5) Les installations du bassin de rétention de la ZI Gadderscheier ont-elles été remises en état de conformité suite à l'incident précité de 2019 ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) L'équipe d'intervention « Pollution » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été informée en date du 10 avril 2020 d'une forte coloration du cours d'eau Chiers au niveau du rond-point Biff. Les agents de l'AGE se sont immédiatement rendus sur site et ont constaté une pollution dans la Chiers. Une enquête a été ouverte afin d'identifier le ou les responsables de cette pollution.

ad 2) Dès la notification par le Central de secours d'urgence (CSU 112), des agents de l'AGE se sont rendus sur site et après des investigations sur le terrain, la pollution a pu être retracée jusqu'au bassin de rétention pour eaux pluviales de la zone Gadderscheier. Sur site les agents ont identifié des traces de pollution venant de la canalisation des eaux pluviales. Des responsables de la société à l'origine de la pollution constatée ont été convoqués sur place. Après des investigations internes, la société a confirmé que la pollution s'est produite sur leur site. Selon le rapport circonstancié exigé par l'AGE, il s'avère que dans la nuit du 9 au 10 avril 2020 une vanne du réservoir de lavage de filtres à l'intérieur de l'installation s'est ouverte pour des raisons encore inconnues. Par la suite des eaux polluées se sont écoulées vers l'extérieur et se sont déversées dans la canalisation des eaux pluviales du site. Bien que la vanne ait été fermée le matin du 10 avril 2020, la société n'a pas informé l'AGE ou l'Administration de l'environnement de l'incident survenu.

Quant à la nature de la pollution : environ 150 m³ d'eaux contenant des particules de bois, du formaldéhyde, des nitrates d'ammonium et d'autres composants chimiques (principalement des composés organiques volatils - COV) contenus dans les fumées traitées par le susvisé épurateur se sont déversés hors du site. À noter que l'eau polluée était de plus en plus diluée au fil des heures, puisque la cuve est alimentée en continu par de l'eau douce permettant ainsi de garder le niveau d'eau stable à l'intérieur.

ad 3) Selon les constats pouvant être faits à l'heure actuelle, la cause primaire du déversement des eaux de l'épurateur réside dans l'ouverture d'une vanne sur le site de l'entreprise en question et l'absence de retenue des eaux polluées dans le bassin de sécurité in situ, qui aurait permis de limiter la quantité d'eau polluée sortant du site. Les raisons des dysfonctionnements précités sont actuellement encore sous investigation. Les eaux déversées ensuite dans le bassin de rétention ont à leur tour pu se déverser dans la Chiers.

Le fait de ne pas avoir immédiatement informé les autorités compétentes lors de la constations de l'incident ayant eu lieu sur le site indique également une défaillance dans le processus de communication. Une information immédiate des autorités compétentes aurait permis la mise en place de mesures rapides et adéquates, afin de limiter la pollution de la Chiers.

Suite aux défaillances constatées au niveau de la vanne de sécurité du bassin de rétention lors de l'incendie l'été dernier, la vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier a été remplacée et réparée mais l'étanchéité effective s'est avérée insuffisante alors que la construction en béton en soi n'est pas étanche.

ad 4) Un groupe de travail entre l'AGE et le CGDIS a été mis en place et les travaux sont actuellement en cours pour établir un inventaire des mesures organisationnelles et infrastructurelles à prendre afin de définir clairement les responsabilités lors d'un incendie dans les zones industrielles.

ad 5) La vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier a été remplacée et réparée suite à la pollution de juillet 2019, il s'est avéré lors de la pollution survenue en date du 10 avril 2020 que l'étanchéité effective n'était pas suffisante. Depuis l'incident du 10 avril 2020, la vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier reste fermée et a été réparée de façon à réduire au minimum le rejet de ce bassin.

Dans l'autorisation d'exploitation de la zone industrielle suivant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (arrêté ministériel 1/06/0010 du 20 octobre 2010), il est imposé à tous les exploitants présents dans la ZI que « Tout établissement présentant un risque de pollution des eaux d'extinction ou des eaux pluviales doit prendre des dispositions adéquates afin d'éviter que des substances dangereuses pour l'environnement ne puissent se déverser dans la canalisation publique ou, en général, vers l'extérieur. »

Un nouveau concept de détection et de gestion automatisée de fuites d'eaux propres au site de l'entreprise doit être élaboré par cette dernière dans les plus brefs délais, de concert avec les instances compétentes, par la mise en place de procédures fiables, la sensibilisation renforcée des personnes concernées ainsi que la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, afin d'éviter que de tels événements ne puissent se reproduire.

Dans ce cadre, la société a prévu l'aménagement de son propre bassin de rétention-sédimentation pour les eaux en provenance de son site. Dès que sa mise en exploitation sera effective (2021), il sera procédé à un curage et à une remise en état complet du bassin de la ZI Gadderscheier.

Alors que le bassin de rétention de la zone d'activités économiques n'a pas fonction première de retenir des eaux polluées (eaux d'extinction ou autres) et qu'il doit tout au plus être considéré comme ultime outil de prévention de pollutions, le Ministère de l'Économie est en train de faire planifier par des bureaux spécialisés les mesures nécessaires afin d'évacuer de manière adéquate les eaux éventuellement polluées se retrouvant dans le bassin de rétention et à effectuer les travaux de revêtement de l'ouvrage de sortie du bassin de rétention, de concert avec l'AGE, afin de garantir une étanchéité maximale.

Question 2058 (17.04.2020) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **logements pour jeunes :**

L'accès au logement est une étape primordiale dans la prise d'autonomie des jeunes, qu'ils soient étudiant, travailleur ou à la recherche d'un premier emploi. L'évolution des prix sur le marché immobilier au Luxembourg rend cet accès souvent très difficile, surtout pour des jeunes qui démarrent leur vie d'adulte.

En fonction de leur situation personnelle, sociale et financière, il existe différentes formes de logements pour jeunes : le logement encadré, les logements pour étudiants/stagiaires ou la colocation pour jeunes n'ayant pas encore de ménage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de projets de ce genre ou d'un autre sont en cours de réalisation en collaboration avec le Fonds du logement ou la SNHBM ?

2) Combien de ces logements sont réalisés en collaboration étroite avec les communes ?

3) Dans quelle mesure la colocation pour jeunes pourrait-elle être développée davantage ? Quels seraient les partenaires privilégiés en ce domaine ?

4) Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer sur l'évolution du nombre des logements pour jeunes créés depuis 2015 ?

Réponse (18.05.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Dans le cadre de ses missions, le Fonds du logement est en cours de construire une résidence spécifiquement destinée à la mixité générationnelle, qui comprendra notamment douze logements pour jeunes familles, à Differdange.

La SNHBM prévoit des structures de type colocation pour ses projets futurs à Elmen (3 x 19 unités) et à Belval-Nord (5 x 22 unités).

Je tiens cependant à préciser que l'ensemble des logements locatifs réalisés par le Fonds du logement et la SNHBM sont accessibles aux jeunes familles ou jeunes travailleurs, s'ils répondent aux conditions en vue de l'obtention d'un logement subventionné.

ad 2) Tous les projets initiés par le Fonds du logement, la SNHBM ou d'autres acteurs (ASBL, fondations, privés, etc.) sont réalisés en concertation avec les communes. Certains sont mêmes initiés par les communes elles-mêmes.

ad 3) Une proposition, en vue d'un cadre réglementaire de la colocation pratiquée sur le marché locatif privé, fait partie du projet de loi modifiant la loi sur le bail à loyer que le Ministère du Logement est en train de finaliser. À travers ce biais, la colocation sera facilitée aussi bien du point de vue des colocataires que de celui des propriétaires privés. Dans ce cas, la colocation se fera évidemment indépendamment de l'âge des locataires.

Pour ce qui est du développement de logements locatifs subventionnés dans un contexte plus large de « loyers abordables », augmenter le nombre d'unités locatives construites louées à des fins de colocation par les promoteurs publics et en étroite collaboration avec les acteurs qui en manifestent un besoin (p. ex. ASBL), constitue évidemment une voie privilégiée par le Gouvernement.

À cet égard, il faudra cependant adapter le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui régit la location sociale exercée par les promoteurs publics et qui ne prévoit pas, expressis verbis, l'attribution de ces logements à des fins de colocation. En effet, les loyers sont calculés par logement et en fonction du revenu net disponible annuel des personnes occupant ce logement. Tenir compte des situations individuelles des personnes occupant une colocation (et qui ne forment pas nécessairement un « ménage ») n'est pas possible selon la réglementation en vigueur.

ad 4)

a. Projet Jugendwunnen

Dans le cadre de la politique du Gouvernement et en matière de l'accompagnement de jeunes adultes dans leur autonomisation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé en 2015, ensemble avec le Ministère du Logement, le premier projet « Jugendwunnen ». Ces projets sont réalisés en collaboration avec des acteurs locaux comme des communes ou associations privées.

Ces acteurs peuvent obtenir des aides financières en matière de logement auprès du Ministère du Logement, ainsi que le financement du premier équipement et des ressources humaines par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le public bénéficiaire est constitué de jeunes de 18 à 27 ans qui n'ont pas accès au marché immobilier à cause de leur situation de vie vulnérable, comme des élèves en situation de détresse, étudiants, jeunes travailleurs et stagiaires.

Dans ces projets, l'accompagnement des jeunes effectué par des éducateurs et dont les frais sont subventionnés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se concentre sur les aspects suivants :

- soutien des jeunes dans leur processus d'autonomisation,

- soutien au niveau de la vie communautaire dans les structures,

- personne de contact pour le jeune (et les professionnels externes),

- gérance des logements.

b. Structures existantes pour « jeunes adultes »

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

c. Structures existantes pour « étudiants »

À côté des structures pour « jeunes adultes », le Ministère du Logement a subventionné, au courant des années passées, la réalisation de plus de 800 logements pour étudiants, réalisés par différents promoteurs publics et privés à travers l'ensemble du pays.

Question 2062 (20.04.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **aides financières pour les véhicules à zéro ou à faibles émissions de CO_2 dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Um die Nutzung von Verkehrsmitteln zu fördern, die weniger CO_2 erzeugen, wurde ein System finanzieller Beihilfen errichtet. Für Autos und Kleinlaster, die zu 100 % elektrisch oder mit Wasserstoff-Sauerstoff-Brennstoffzelle unterwegs sind, gibt es seit 2019 einen Zuschuss von 5.000 Euro. 2.500 Euro gibt es für Plug-in-Hybride und Vans mit CO_2-Emissionen von weniger als 50 Gramm pro Kilometer.

Da sich durch die aktuelle Coronapandemie die Abläufe der Verkäufe und Lieferungen ändern bzw. verzögern, möchte ich in diesem Zusammenhang folgende Fragen an den Herrn Energieminister stellen:

- Wird, durch die aktuelle Krisensituation, welche auch die Autoindustrie stark getroffen hat, das System für Beihilfen verlängert?

- Wenn ja, wie lange soll das System verlängert werden?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Das von der Regierung am 20. Mai verabschiedete Paket „Neistart Lëtzebuerg" beinhaltet auch erhöhte Prämien für elektrische Fahrzeuge sowie für Fahrräder und Pedelec 25.

Im Sinne einer nachhaltigen wirtschaftlichen Erholung, sowie im Hinblick auf die Erreichung der im integrierten nationalen Energie- und Klimaplan festgelegten Ziele, werden die Zuschüsse für elektrische Wagen und Lieferwagen, welche zwischen dem 11. Mai 2020 und dem 31. März 2021 bestellt werden und deren Erstanmeldung vor dem 31. Dezember 2021 erfolgt, um 60 % auf 8.000 Euro erhöht. Für leichte Elektrofahrzeuge (Vierrad, Motorrad, leichtes Motorrad) werden die Beihilfen im selben Zeitrahmen sogar verdoppelt. Diese Verdopplung gilt ebenfalls für Fahrräder sowie Fahrräder mit Hilfsmotor (Pedelec 25) welche zwischen dem 11. Mai 2020 und dem 31. März 2021 gekauft werden.

Question 2063 (20.04.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réouverture progressive des classes :**

Selon les propos de Monsieur le Ministre de l'Éducation, les enfants « vulnérables » face au virus Covid-19 peuvent se voir dispenser de la fréquentation des cours dans les écoles fondamentales et lycées.

Dans le cadre de la réouverture par étapes des écoles et lycées à partir du 4 mai 2020, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De quelle manière sera organisé le « homeschooling » des enfants vulnérables ?

2) Quelles mesures et consignes sont prévues pour les élèves qui habitent avec des personnes vulnérables (parents, frères et sœurs etc.) ?

Réponse (26.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'enseignement à distance des élèves vulnérables peut être assuré soit en transmettant le cours de l'enseignant par streaming aux élèves, soit en assurant la continuité pédagogique par un autre moyen à déterminer en concertation respectivement avec le directeur régional de l'enseignement fondamental ou avec le directeur de lycée.

ad 2) Sur présentation d'un certificat médical attestant leur vulnérabilité, les élèves concernés peuvent être autorisés à suivre un enseignement à distance depuis leur domicile.

Les mêmes dispositions s'appliquent au cas où un élève fait partie du ménage d'une personne vulnérable et qu'un contact entre la personne vulnérable et l'élève est indispensable. Dans ce cas également, un certificat médical est requis.

Question 2076 (23.04.2020) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **décharge illégale dans la réserve naturelle de l'Our :**

La presse a relayé à plusieurs reprises l'existence d'une décharge illégale qui est en train de se former depuis bon nombre d'années entre Untereisenbach et Stolzembourg, le long de l'Our, accumulant de plus en plus de déchets et de matériels désuets de tout genre, tant du côté luxembourgeois que du côté allemand.

Or, bien que cette situation ait apparemment été signalée de manière répétée aux autorités compétentes, notamment à l'Administration de la nature et des forêts, aucune suite ne semble y avoir été réservée jusqu'à ce jour.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre est-elle au courant des informations évoquées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle les confirmer ?

- Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle vérifier les informations soulevées par la presse quotidienne ?

- Quelles suites Madame la Ministre entend-elle réserver à cette situation déplorable ? Madame la Ministre se proposerait-elle de faire effectuer des analyses pour déterminer, le cas échéant, l'impact de cette décharge sur la faune et la flore locale tout en considérant également les conséquences potentielles sur la qualité de l'eau du courant frontalier de l'Our **?**

- Est-il prévu de lancer une enquête pour détecter le ou les auteurs de ces dépôts illégaux ?

- Puisque le site en question semble être utilisé fréquemment comme décharge, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter que des personnes ne continuent à déposer des déchets en cet endroit ?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Deux agents de l'entité mobile de l'ANF ainsi que le garde forestier afférent et deux agents de l'Unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement (AEV) ont procédé à un contrôle sur site aux abords de l'Our en date du 23 avril 2020.

- Lors du contrôle sur site, les fonctionnaires des deux administrations ont constaté principalement l'entreposage de quatre remorques agricoles et de tôles provenant du démontage d'une grange (< 25 m^3).

En outre, à l'entrée sur le site, près de la N10, des déchets encombrants divers en petite quantité (< 2 m^3), constitués principalement de mobiliers divers, de roues et pneus usagés, de bidons vides, de pare-chocs usagés et en particulier d'un frigidaire ont été constatés. Ces déchets ont fort probablement été déposés par des tierces personnes.

À défaut de témoins, une enquête à mener par des agents de la Police grand-ducale, de l'ANF ou de l'AEV aura peu de chances d'aboutir dans ce cas précis.

Notons toutefois, que les photos présentées dans la presse locale du 23 avril 2020 ne reflétaient pas les faits constatés par les agents sur place, le même jour. Étant donné que l'abandon de matériel, de véhicules et d'autres déchets ne se limite pas aux terrains bordant l'Our du côté luxembourgeois de la frontière, il est possible que les photos qui ont trouvé leur chemin dans la presse luxembourgeoise montraient une situation d'un terrain localisé en Allemagne.

Il faut aussi relever que, contrairement aux affirmations apparues dans la presse quotidienne, l'ANF a procédé à des contrôles des terrains en question dans le passé et ceci à plusieurs reprises.

- Tant l'ANF que l'AEV ont notifié des courriers aux propriétaires du terrain en question pour les sommer de nettoyer le site en question.

Compte tenu des faits constatés sur place, on ne saurait qualifier le site de « décharge », bien que la situation est déplorable et manifestement contraire aux dispositions légales applicables. Comme déjà évoqué plus haut, il s'agit principalement de l'entreposage de remorques agricoles et de tôles provenant du démontage d'une grange, donc de déchets inertes.

Étant donné qu'il n'y a guère de risque de pollution du sol, ni de l'Our, il n'est à ce stade pas prévu d'effectuer des analyses chimiques sur le site. Même si le site se trouve assez près de la rivière de l'Our à vol d'oiseau, la distance réelle par rapport aux eaux de la rivière dû à la surélévation du terrain par rapport au niveau de l'eau ne donne pas lieu de craindre une contamination des eaux par les matières et déchets entreposés.

- Sur base des résultats du contrôle effectué par les services de l'ANF et de l'AEV le jour de la parution de l'article dans la presse, les propriétaires du terrain ont été sommés le 6 mai 2020 d'enlever les déchets en question avant la fin du mois, ceci en application des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

- Les agents habilités à ce faire prendront les mesures qui s'imposent. Une enquête a déjà été entamée afin de détecter l'auteur des dépôts illégaux. Reste à rappeler que l'enquête est soumise au secret d'instruction et que dès lors le ministère ne dispose pas d'informations supplémentaires à ce sujet.

Le site en question étant la propriété privée des personnes ayant leur résidence en Allemagne, les moyens à disposition de l'administration sont malheureusement très limités et ont d'ores et déjà été mis en œuvre.

Question 2079 (23.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **déplacements à l'étranger dans le cadre du confinement :**

An deene leschten Deeg koum, iwwer verschidde Medien, d'Informatioun, datt vill Residenten d'Zäit vum Confinement zum Deel am Ausland verbruecht hunn. Vill vun deene Leit sinn an deene leschten Deeg zréck op Lëtzebuerg komm, och am Kontext vun deene rezenten Ännerunge vun de Confinementsreegelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Staatsminister, dem Här Educatiounsminister, dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi stellt d'Regierung sech zu dësem Phenomeen? Ka si dat confirméieren? Wousst si doriwwer Bescheed, datt trotz dem Confinement eng grouss Zuel vu Persounen an d'Ausland gereest sinn? Wa jo, wéi huet si reagéiert?

2. An engem Artikel vum 23. Abrëll 2020 am Paperjam gëtt d'Direction de la santé mat dësen Aussoen zitéiert: **«** Si la Direction de la santé a constaté que, en vue de la reprise du travail dans le secteur de la construction, un certain nombre de résidents étaient revenus du Portugal ces derniers jours, elle estime que cela ne représente pas de risque particulier. Mais rappelle qu'il faut éviter de voyager. **»**

Wéi ass d'rechtlech Positioun vun der Regierung zu dëser Fro, besonnesch am Hibléck op den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2020? Et gëtt jo eng Egalitéit vun de Leit virum Gesetz. Däerf also all Bierger onbeschränkt an d'Ausland reesen? Ass den zitéierten Artikel 1 (« Art. 1er. La circulation sur la voie publique de toute personne physique est interdite, sauf pour les activités suivantes : (…) ») also eng allgemeng Obligatioun oder eng „Recommandatioun"?

3. Weider seet d'Direction de la santé : « Nous sommes un pays ouvert, qui n'a jamais fermé ses frontières. Au début de l'épidémie, il y avait des zones à risque et quand des gens en revenaient, ils étaient particulièrement surveillés ou même mis en quarantaine. Cela ne peut plus être appliqué maintenant. Le virus est partout en Europe et probablement le risque n'est pas beaucoup plus élevé au Portugal qu'au Luxembourg. **»**

Deelt d'Regierung dës Ausso ? Si Reesen an Europa also well allgemeng erlaabt, well de Virus jo „iwwerall an Europa ass"? Wat heescht fir d'Regierung „le risque n'est pas beaucoup plus élevé au Portugal qu'au Luxembourg."? A wéi eng Konsequenzen huet esou eng Relativéierung op d'Confinements- an d'Hygiènesvirschréften hei zu Lëtzebuerg?

4. Wann eenzel Persounen, déi an d'Ausland gereest sinn, den Autoritéite mat Numm bekannt sinn, ginn dës Persounen da wéinst dem Verstouss géint d'Confinementsreegele protokolléiert? Gesäit d'Regierung hei d'Noutwendegkeet vun enger Gläichbehandlung vun alle Bierger virum Gesetz? Ginn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg protokolléiert goufen, well si op der „voie publique" zirkuléiert sinn, ouni de Konditioune vum Artikel 1 vum RGD vum 18. März 2020 ze entspriechen, elo vum Staat remboursséiert?

5. Wéi eng eventuell Auswierkungen hunn esou Deplacementer, dei jo kloer net am Interêt vum Beruff oder soss enger Noutwendegkeet waren, op d'Allocatioun vum „chômage partiel"? Misst de Salarié zu där Zäit, fir déi de „chômage partiel" ugefrot ass oder bezuelt gëtt, net à disposition vum Employeur sinn?

6. Wéi vill Kanner ware vun esou Deplacementer an d'Ausland betraff, déi da weeder vu Lëtzebuerg aus nach aus dem Ausland um Homeschooling deelgeholl hunn? Hunn d'Elteren do géint d'Schoulflicht vun hire Kanner verstouss? Si Sanktioune virgesinn?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

D'Servicer vun der Direktioun vun der Santé goufen am Abrëll driwwer informéiert, dass anscheinend eng Rei Leit nees aus dem Ausland zréck an d'Land komm wären, notamment fir d'Ouverture vum Bausecteur. Et huet sech heibäi awer ëm relativ onprezis Informatioune gehandelt, déi een éischter als Gerüchter bezeechne kéint, an déi besonnesch déi portugisesch Gemeinschaft betraff hunn. An deem Sënn war et och der Direktioun vun der Santé net méiglech, deene Rumeuren nozegoen a konkreet Faite festzestellen.

Et ass och net gewosst, ob dës Leit, wa si dann am Ausland woren, eventuell d'Land schonns kuerz virum Confinement verlooss hunn an domat den Artikel 1 vum RGD vum 18. Mäerz net verletzt hunn. Anescht wéi verschidden EU-Memberstaaten huet Lëtzebuerg wärend dëser Pandemie seng Grenzen ni zougemaach.

Enn Abrëll war et effektiv esou, dass d'Coronavirus-Epidemie sech iwwer ganz Europa verbreet hat an dass een an deem Sënn keng „pays à risque" méi ausweise konnt. Ech kann och bestätegen, dass Portugal eent vun de Länner wor, dat ganz aktiv an effikass géint d'Epidemie gekämpft huet, an dass domat de Risiko, fir eng Infektioun opzerafen, sécher an deem Land, net méi héich war wéi bei eis zu Lëtzebuerg.

Wéi schonns gesot, an dësem Kontext sinn dem Gesondheetsministère keng Leit mat Nimm bekannt. Eventuell Iwwerleeungen iwwer Chômage partiel oder Homeschooling an dësem Kontext bleiwen domat reng spekulativ.

Wat elo d'Situatioun vum Salarié am Chômage partiel ubelaangt, do ass ze preziséieren, dass hie weiderhin net nëmmen à disposition vu sengem Employeur steet, mee och vum Aarbechtsmaart an der ADEM.

Falls de Salarié also vu sengem Employeur oder vun der ADEM geruff gëtt a senger Obligatioun net nokënnt, kann dat zur Konsequenz hunn, dass hie säi Recht op d'Indemnitéite verléiert an, am schlëmmste Fall, dass hie vu sengem Employeur licenciéiert gëtt wéinst enger Faute grave.

Question urgente 2523 (10.07.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque » :**

Fir eis Camping- an Hotelbranche sinn dës Méint entscheedend fir d'Iwwerliewen. Och duerfir ass et wichteg eng zweet Well ze verhënneren.

Kuckt ee sech d'Neiinfektioune mat SARS-CoV-2 un, zum Beispill iwwert d'Datesätz vum European Centre for Disease Prevention and Control, sou läit Lëtzebuerg am europäesche Verglach an der Rubrik „14-day cumulative number of Covid-19 cases per 100 000" op zweeter Plaz (mat 83,1 Fäll) direkt hannert Schweeden (mat 112,7 Fäll). Fir et emol graphesch duerzestellen:

(carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Duerch de Large-Scale-Testing (LST) - dee mer iwwregens begréissen och am Hibléck op d'Vermeidung vun enger zweeter Well - ass bei eis den Undeel vu Leit, déi mer teste méi grouss wéi am Ausland, wat an der Statistik vu positive Fäll op 100.000 Awunner awer net berücksichtegt gëtt.

Estland huet rezent decidéiert, dass wéinst eisen héijen Infektiounszuele Persounen, déi aus Lëtzebuerg areesen, an Isolatioun musse goen. Si referéieren sech dobäi op d'Infektiounszuele vun de leschte 14 Deeg. Och aner Länner hunn oder schéngen amgaangen ze sinn, Lëtzebuerg als Risikogebitt anzestufen.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Ausseminister, d'Madamm Gesondheetsministesch an den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung riichten:

1. Wier et méiglech, den Undeel vu positiv geteste Persounen, déi sech aus dem LST erginn hunn, am Verglach zu de positive Fäll iwwert den „normale" Wee an dat zanter dem Lancement vum LST, matgedeelt ze kréien?

2. Gëtt d'Regierung vun den europäesche Länner a Kenntnis gesat, wa si Areesrestriktiounen decidéieren, respektiv Reeswarnungen ausstellen?

3. Steet d'Regierung an deem Kontext a reegelméissegem Kontakt mat sengen EU-Partner, i. e. och mat eisen direkte Nopeschlänner?

- Sollt dat de Fall sinn, ginn et Unzeechen, dass zum Beispill och eis Nopeschlänner amgaange sinn, eist Land zum Beispill als Risikoland anzestufen?

- Wéi gedenkt d'Regierung deem entgéintzetrieden?

- Ass d'Lëtzebuerger Regierung an enkem Kontakt mat sengen Homologen, fir sou Decisiounen ze verhënneren, och mat Bléck op eisen Tourismussecteur?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Op den Dag vum 13. Juli 2020 sinn am Ganze 4.956 Persounen op de Covid-19 positiv getest ginn zu Lëtzebuerg. Dovunner sinn der 161 iwwert de „Large-Scale-Testing" depistéiert ginn.

ad 2. D'Regierung gouf net vun allen europäesche Länner, déi géintiwwer Lëtzebuerg Areesrestriktiounen agefouert oder Reeswarnungen ausgestallt hunn, direkt informéiert.

ad 3. Jo. D'Regierung huet den direkten Dialog mat den EU-Partner gesicht, fir op déi spezi-

fesch Situatioun vu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen.

- D'Autoritéite vun eisen Nopeschlänner suivéieren d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg vun no. Dofir si mir a permanentem Kontakt mat hinnen, och wat d'Krittäre betrëfft, déi si applizéieren, fir Länner eventuell als Risikoland anzestufen. Wa sech déi aktuell negativ Entwécklung bei de Fallzuelen net inverséiert, kann net ausgeschloss ginn, datt Lëtzebuerg als Risikogebitt no de Krittäre vum Robert Koch-Institut klasséiert gëtt.

- D'Regierung steet zënter Deeg an intensivem Kontakt op ënnerschiddlechen Niveaue mat de verschiddenen Autoritéiten aus den Nopeschlänner, fir dorobber opmierksam ze maachen, datt Lëtzebuerg bei Wäitem dat Land an Europa ass, wat am meeschten Tester duerchféiert. Och gëtt betount, datt dëst en effikasst Mëttel ass, fir nei Fäll ze erkennen an Infektiounsketten ze ënnerbriechen. D'Identifizéierung vun engem Maximum u Fäll, esou wéi déi manuell Noverfollgung vun de Kontakter, erlaaben d'Verbreedung vum Virus séier an effikass ze stoppen. Dëst dréit also zur Sécherheet vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung a vun de Frontaliere bäi. Dëst soll och eventuell nei Areesrestriktiounen iwwerflësseg maachen.

- Jo. D'Regierung huet Kontakt opgeholl mat eisen dräi Nopeschlänner mee och mat deene Länner, déi nees Areesrestriktioune geholl hunn. An all eise Kontakter brénge mir déi uewen opgezielten Argumenter vir.

Question urgente 2557 (16.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**annulation de rendez-vous médicaux à cause de la pandémie de la Covid-19 :**

Mengen Informatiounen no ginn am Moment an de Spideeler rëm verschidde Rendez-vousen ofgesot, ënner anerem wichteg Noënnersichunge bei Kriibspatienten. Als Argument gëtt gesot, datt et net méiglech wier an de Wartesäll zwee Meter Ofstand ze halen.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, ass d'Madamm Minister net och der Meenung, datt dës Rendez-vouse mat e bëssen Organisatioun problemlos kéinte stattfannen?

3. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt och bei der aktueller Hausse vun de Covid-19-Infektiounen, net nach eemol de ganze Gesondheetssystem dierf erofgefuer ginn an datt wichteg Rendez-vousen an Agréffer musse garantéiert sinn?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No Récksprooch mat der FHL an den Direktioune vun de Centres hospitaliers, leie menge Servicer keng Informatioune vir, dass Rendez-vousen, notamment Noënnersichunge bei Kriibspatienten, annuléiert goufe mam Argument, dass soss den Zwee-Meter-Ofstand am Wartesall net garantéiert gewiescht wär.

An der aktueller Gestioun vun dëser Covid-Epidemie hunn d'Spideeler sech opgestallt an organiséiert, fir esou gutt eméi méiglech d'Covid-Patienten en charge ze huelen ouni awer, dass et fir de Patient zu enger Beanträchtegung um Niveau vun der Prise en charge vu sämtlechen anere Pathologien komme sollt a virun allem vun esou enger wichteger Prise en charge wéi notamment d'Kriibsbehandlung.

Question urgente 2580 (24.07.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **ligne d'assistance téléphonique mise en place dans le cadre des invitations aux tests à grande échelle de dépistage du Covid-19 :**

Il ressort des invitations à participer au test de dépistage à grande échelle du Covid-19 envoyées par le Luxembourg Institute of Health (LIH), que la ligne d'assistance téléphonique au numéro (+352) 285 583-1 est payante. Cette ligne d'assistance téléphonique peut être appelée par des personnes cherchant de plus amples informations sur les tests, les démarches et les stations ainsi que des personnes n'ayant pas accès à Internet pour prendre un rendez-vous.

Afin de ne pas désavantager ou même exclure les personnes n'ayant pas accès à Internet ainsi que les personnes ayant des questions quant aux tests de dépistage et souhaitant consulter la ligne d'assistance téléphonique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- De manière à assurer le plus grand nombre de participants possible et ainsi détecter davantage le Covid-19 pour prévenir de manière plus efficace les nouvelles infections, le Gouvernement est-il d'accord sur le fait que la ligne d'assistance téléphonique ne devrait ni exclure ni désavantager les personnes cherchant à la consulter ?

- Ayant annoncé des campagnes d'incitation afin de maximiser la participation aux tests de dépistage, le Gouvernement ne devrait-il pas prévoir de rendre la ligne d'assistance téléphonique gratuite ?

- Si cela ne s'avère pas être le cas, le Gouvernement pourrait-il me faire parvenir les raisons de cette décision ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Faisant partie de la première phase du Large-Scale-Testing (LST), la ligne d'assistance téléphonique a dû être mise en place en urgence. Elle a reçu environ 4.000 appels dès le premier jour et jusqu'à 7.000 appels par jour au cours de la première phase du LST. Il convient de préciser que le service offert par cette ligne d'assistance téléphonique n'est pas payant au sens que le service et les renseignements en tant que tels sont gratuits. Les seuls frais qui pourraient être encourus sont les frais normaux d'un appel téléphonique national. Les personnes qui appellent la ligne d'assistance téléphonique du LST sont prévenues de ces frais potentiels d'un appel téléphonique normal par un message automatique qui informe sur ce fait.

Question urgente 2602 (30.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **aides financières pour les centres de formation privés non conventionnés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Och wann de Secteur am Mäerz ganz séier op virtuell Coursë geswitched huet, esou hunn d'Ubidder vu private Sproochecoursen duerch Covid-19 en Abroch vum Ëmsaz vun tëschent 50 % bis 95 %. D'Betriber hu säit dem Confinement vill Coursë misse stornéieren, respektiv buchen d'Betriber wéinst der finanzieller Onsécherheet de Moment keng weider Formatioune fir hir Mataarbechter. Déi aktuell Gesetzer mat deenen d'Betriber finanziell Ënnerstëtzung kënnen ufroen, couvréieren net de Secteur vun de „centres de formation privés non conventionnés". Ouni eng séier finanziell Hëllef, riskéiere vill Ubidder Mataarbechter mussen ze kënnegen, respektiv ganz mussen zouzemaachen.

An dësem Kontext, well ech gäre follgend Froen un den Här Educatiounsminister an un den Här Minister fir Mëttelstand stellen:

- Sinn d'Ministeren au courant vun der Prekaritéit am genannte Secteur?

- Gedenken d'Ministeren de betraffene Betriber eng finanziell Hëllef zoukommen ze loossen?

- Wa jo, wéini?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn gëtt dëse Secteur vun de Bäihëllefen ausgeschloss?

Réponse (03.08.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Pandemie vum Coronavirus Covid-19 ass eng gesondheetlech a wirtschaftlech Erausfuerderung fir eis Gesellschaft. Fir d'Gesondheet vun den Awunner beschtméiglech ze schützen an d'Verbreedung vum Covid-19 anzedämmen, huet d'Lëtzebuerger Regierung missen déifgräifend Moossnamen huelen. Dës alternativlos Mesuren hunn e groussen Impakt op d'Wirtschaft. Fir eis Betriber an dësem Kontext beschtméiglech ze ënnerstëtzen, huet d'Regierung verschidden Hëllefsmesuren en place gesat. Ubidder vu private Sproochecoursë konnten a kënne virun dësem Hannergrond vun enger Rei un Ënnerstëtzungsmoossname profitéieren. Betriber, déi hir Clienten an engem Sall empfaangen hunn an dohier keng Coursë méi konnten halen, waren eligibel fir eng éischt net remboursabel Direkthëllef an Héicht vu 5.000 Euro. Des Weidere konnten d'Independanten, déi déi néideg Krittären erfëllen, eng net remboursabel Direkthëllef vun 2.500 Euro respektiv 3.000 bis 4.500 Euro ufroen. Ubidder vu private Sproochecoursë konnten zudeem vun der zweeter net remboursabeler Direkthëllef an Héicht vu 5.000 Euro profitéieren, wa si eng Baisse vun iwwer 50 % vun hirem Chiffre d'affaires konnten noweisen. Weider Ënnerstëtzungsmoossnamen op déi d'Ubidder vu private Sproochecoursen zréckgräife kënnen, sinn eng remboursabel Avance vu bis zu 500.000 Euro an de Chômage partiel.

Question urgente 2609 (31.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **méthode du « pooling » dans le cadre du dépistage à grande échelle de la Covid-19 :**

Den 22. Mee 2020 huet Lëtzebuerg de Large-Scale-Testing (LST) lancéiert. D'Autoritéiten hu sech am Kontext vum deem Screening awer net op eng eenzel Testmethod baséiert. Am Géigendeel, D'Madamm Minister huet dem Luxembourg Institute of Health eng Derogatioun accordéiert an et esou dësem Institut erlaabt, déi sougenannte Pooling-Method ze applizéieren mat der Zilsetzung d'Testcapacitéiten ze erhéijen.

Op science.lu kann een zu der Pooling-Method Follgendes liesen:

„Pooling bedeutet, dass vier Tests gleichzeitig ausgewertet werden. Diese ist möglich, da man insgesamt noch relativ wenige positive Fälle erwartet. Ist die gepoolte Analyse positiv, werden alle vier Proben nochmals separat überprüft. Durch diese Methode kann die Kapazität der großflächigen Testung bei gleichbleibender Qualität erhöht werden."

An engem „Time"-Artikel steet dozou:

"The idea [behind pooling] is to get more out of each Covid-19 test by skimming off a small amount of material from each person's sample, combining them into a single 'sample' and running the test on that. If the sample is negative, then there's a good chance that all of the people who contributed to that sample are negative for Covid-19. If the pooled sample is positive, then technicians go back and test each sample separately to determine which one was positive."

Duerfir wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gëtt d'Pooling-Method och zu Lëtzebuerg gemäss der virgenannter Beschreiwung duerchgefouert, i. e. dass wann de kombinéierten Test positiv ass, dass dann déi eenzel Echantillonen eng zweete Kéier getest ginn?

- Sollt dat net Fall sinn, kéint et dann net sinn, dass duerch d'Pooling-Method net vum Virus betraffe Persounen als „positiv" getest gëllen, obwuel se et net sinn? Wéi héich ass d'Probabilitéit, dass et an deem Kontext zu „falsche positive" kënnt?

- Wat geschitt mat deene betraffene Leit?

• Ginn alleguerten d'Persounen, déi am gepoolten Test „positiv" waren, direkt vum Gesondheetsdirekter fir zwou Wochen an Isolatioun gesat, obwuel se méiglecherweis net „positiv" sinn/waren?

• Wann net, gëtt deen zweeten Test mat dem net gepoolten Echantillon ofgewaart ier de Gesondheetsdirekter eng Isolatiounsordonnanz rausgëtt?

- Ginn et méiglecherweis Leit, déi onrechtméisseg hir Fräiheet entzu kruten?

- Besteet nieft engem Recours virum Verwaltungsgeriicht, och d'Méiglechkeet vun engem Recours gracieux beim Santésdirekter?

• Wa jo, zitt de Gesondheetsdirekter op Virweise vun engem negativen Diagnostiktest seng Isolatiounsordonnanz zréck?

• Wann nee, wéi solle sech déi betraffe Persounen uleeën, fir virzäiteg aus der Isolatioun rauszekommen?

- Kann d'Madamm Minister eis soen, ob d'Tester, déi d'Leit kënne maachen, wa se an d'Ausland mussen, och „gepoolt" ginn/goufen?

- Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi vill Tester fir de Large-Scale-Testing kaf goufen? Wéi vill där Tester si, Stand haut, nach disponibel?

Réponse commune (05.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Fir d'éischt géife mir gäre preziséieren, dass d'Derogatioun fir de Pooling-Protokoll natierlech net un de Luxembourg Institute of Health (LIH) gaangen ass, mee, wéi d'Gesetz dat virgesäit, un en autoriséierte „laboratoire d'analyses médicales", deen am Géigesaz zu engem Fuerschungsinstitut och diagnostesch Tester op mënschlechen Echantillone ka maachen, an dat a voller Conformitéit mat engem „système d'assurance qualité". Dëse Laboratoire schafft als Sous-traitant am sougenannte Large-Scale-Testing (LST) fir den LIH, dee just d'Coordinatioun mécht.

De Pooling gëtt no engem Protokoll gemaach, deen och vun anere Laboen am Ausland benotzt gëtt. D'Universitéit vu Frankfurt huet de Protokoll, deen zu Lëtzebuerg aktuell benotzt gëtt, entwéckelt. Hei gi véier Echantillonen - vu véier verschiddene Leit - zesummen analyséiert. Wann dat Resultat negativ ass, kréien déi véier Leit direkt dat negatiivt Resultat per SMS matgedeelt. Wann d'Analys vun de véier Echantillone positiv ass, heescht dat, dass entweeder een, zwee, dräi oder déi véier Echantillone positiv sinn. An dësem Fall gëtt dann direkt all Echantillon eenzel analyséiert (op deem selwechten Ofstréch), genau wéi en normalen diagnosteschen Test, fir ze wësse wéi eng Echantillone vun deene véier da positiv sinn. Et gëtt also nimools e provisorescht Resultat un d'Leit kommunizéiert, dat net an engem diagnosteschen Test kontrolléiert gouf.

D'Zuel vun de „falsch positive" Resultater mat der PCR-Technologie esouwuel beim Large-Scale-Testing wéi bei der normaler Routinendiagnos, ass extreem geréng. De richtege Problem vun der PCR ass éischter e Risk vu „falsch negative" Resultater, well de Virus entweeder a ganz klenge Quantitéite virläit oder well den Ofstréch net déif genuch am Hals gemaach gouf. Dat heescht, et verpasst een éischter d›Diagnos vun Infektiounen, wéi dass ee géif zevill „falsch positiv" Diagnosen erausginn, sou wéi dat och aus wëssenschaftleche Studien ervirgeet[3].

D'Inspection sanitaire vun der Gesondheetsdirektioun mécht de Suivi vun de betraffene Leit, déi positiv getest goufen.

Well keng provisoresch Resultater vum Large-Scale-Testing un d'Leit kommunizéiert ginn, an all positiven Test systematesch an engem Standard Routinetest kontrolléiert gëtt, ginn déi positiv geteste Leit aus dem LST genau wéi all aner Leit behandelt, déi e positiivt Testresultat hunn, a kommen zwou Wochen an Isolement. An deem Sënn kann een och duerch de systemateschen diagnosteschen Test ausschléissen, dass Leit onrechtméisseg hir Fräiheet entzu kréichen.

Falls Leit awer mengen, falsch behandelt ginn ze sinn an ongerechterweis oder ze laang an Isolement gesat gi wieren, kënne si och direkt de Gesondheetsdirekter oder d'Inspection sanitaire kontaktéieren. Dëst kënnt geleeëntlech vir, wann d'Inspection sanitaire net déi genau Informatioun iwwert den Ufank vun de Symptomer oder den Datum vum Ofstréch huet, mee nëmmen den Datum vum Testresultat, an net d'Méiglechkeet hat, mat der betraffener Persoun selwer ze schwätzen (z. B. wa keng valid Telefonsnummer bekannt ass, oder d'Persoun net ophieft). An deem Fall kann eng Dauer vun engem Isolement nodréiglech korrigéiert ginn (op 14 Deeg nom Ufank vun de Symptomer respektiv, wa keng Symptomer do sinn, nom Datum vum Ofstréch, op Basis vum schréftlechen Testresultat mat dem Datum vum Ofstréch). Dësen direkte Kontakt mat der Administratioun mécht normalerweis e Recours virum Verwaltungsgeriicht iwwerflësseg.

Wéi schonns erkläert, baséiert all Decisioun vum Gesondheetsdirekter op enger Confirmatioun duerch ee Standard Diagnosentest, a keng Persoun gëtt op Basis vum éischte Resultat vun engem gepoolten Test eleng isoléiert. An deem Sënn mussen och duerno keng weider Korrektiounen no engem nodréiglechen Diagnosentest gemaach ginn.

All Tester fir Leit, déi en negatiivt Resultat brauche fir an d'Ausland ze fueren, an déi vun der Regierung gratis zur Verfügung gestallt ginn, ginn iwwert de Large-Scale-Testing gemaach, also no der Pooling-Prozedur. Déi Resultater ginn och d'selwecht duerch en Diagnosentest confirméiert ier e positiivt Resultat erausgeet.

Fir de Large-Scale-Testing goufen 333.333 Tester bei der Firma „Fast Track Diagnostics" kaaft. Dovu sinn am Moment nach ronn 78.500 Tester iwwreg.

Question urgente 2614 (03.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **cas de la Covid-19 dans des colonies de vacances :**

[3] Variation in false-negative rate of reverse transcriptase polymerase chain-based Sars-CoV-2 tests by time since exposure. LM Kucirka et al. Ann Intern Med 2020, May 13, M20-1495.

Eisen Informatiounen no ginn et eng Rei vu positive Covid-19-Fäll och a verschiddene Lëtzebuerger Summerkolonien. Dës Kolonië si jo ganz beléift a bidden och eng flott Méiglechkeet an Alternativ zu de Vakanzen. Bis zum Enn vun der Summervakanz stinn och nach eng ganz Rei vu Kolonien un.

An dësem Kontext, wëll ech gäre follgend Froen un den Här Minister vun der Educatioun a Jugend, an un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Sinn d'Ministeren au courant vun dëser Entwécklung an de Summerkolonien?

2. Wier et sënnvoll, wann esouwuel d'Moniteuren, wéi och d'Kanner sech virun der Kolonie géifen teste loossen, fir eng gewësse Sécherheet ze hunn?

3. Gedenken d'Ministeren d'Consignë fir d'Moniteuren an de Kolonien ze verdäitlechen, gegeebenefalls d'Recommandatiounen, déi d'Responsabel vum SNJ hinne ginn hunn, ze verschäerfen?

4. Wa jo, wéini, wat genee a wéi?

5. Wéi gesäit et aus mat der Logistik an den Dortoirë fir d'Kanner? Gëtt et do eng nei Consigne, wéi vill Kanner zesummen an de respektive Kummere kënne beienee schlofen?

6. Wou fannen déi Responsabel séier Hëllef, wa si Froen hunn am Fall vu Bedenken zu engem Kand, dat Symptomer huet?

7. Wier et net sënnvoll, wann déi Responsabel vun de Kolonien am Virfeld dem Ministère sämtlech Nimm vu Kanner géifen zoukomme loossen, sou dass am Fall wou si géifen e Kand mat Symptomer missten heemschécken, an dat positiv géif getest ginn, de Ministère direkt wéisst ëm wéi e Grupp et sech géif handelen an domadder déi néideg Demarchë kéint ënnerhuelen?

8. Wëssen déi Responsabel vun de Kolonië, wéi si sech solle verhale par rapport zu deenen anere Kanner am Fall vun engem Kand, dat Symptomer huet a schonn isoléiert ass? Missten si do net dee Moment eng Maskepflicht aféieren?

Réponse commune (10.08.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et si bis elo dräi Fäll vu Campen oder Kolonië bekannt, wou Participantë positiv op Covid-19 getest goufen. Eemol am Kader vun engem Contacttracing an zweemol, well ee Participant Symptomer gewisen hat. An deenen dräi Fäll gouf de Camp oder d'Kolonie ofgebrach an d'Participantë sinn a Quarantän gaangen an hu sech teste gelooss. An deenen dräi Fäll waren d'Tester vun deenen anere Participanten negativ.

ad 2. Ganz vill Animateure loossen sech virun dem Camp oder der Kolonie fräiwëlleg oder op Ufro vum Organisateur testen. Et sinn och vill Elteren, déi hir Kanner virun der Kolonie oder dem Camp teste loossen. Deen Test ass keng Obligatioun a gëtt och keng definitiv Sécherheet.

Allgemeng gëtt bei de Campen a Kolonië ganz vill Wäert op Preventioun geluecht. Et gi spezifesch Recommandatioune vum Ministère de la Santé fir d'Campen an d'Kolonien. Déi gesinn ënner anerem vir: eng maximal Unzuel vun de Participanten, eng Andeelung a méi kleng Gruppe bei gréissere Campen oder Kolonien, eng maximal Unzuel vu Kanner op Iessdëscher, d'Anhale vun de Geste-barrièren duerch d'Animateuren, d'Anhale vun de Geste-barrièrë vun alle Participanten ausserhalb vun hirem Grupp, d'Sensibiliséierung vun de Participanten.

D'Organisateure vun de Kolonien hunn zousätzlech eege sanitär Konzepter, déi op déi jeeweileg Situatioun passen, ausgeschafft.

Donieft goufen ugangs Juli Formatioune fir Animateuren organiséiert, fir d'sanitär Recommandatiounen ze erklären an ze weisen wéi een dës praktesch ëmsetze kann. Et gouf do speziell op Situatiounen higewisen, déi sech op Campen oder Kolonië presentéieren an déi vermidde musse ginn: Ophalen an zouene Raim, haart Sangen oder Jäizen etc. En anere Volet war den Emgang mat eventuelle Krankheetsymptomer a wéi an deene Fäll soll reagéiert ginn. Et gouf och Sensibiliséierungsmaterial, wéi zum Beispill speziell Affichen, virgestallt an diffuséiert. E speziellen Internetsite www.coronavirus.enfance-jeunesse.lu regroupéiert d'Informatiounen an d'pedagogescht Material. D'Animateure goufen an der Formatioun opgefuerdert, responsabel ze handelen a wichteg Messagë waren: „Animatricen an Animateure musse sech selwer schützen, fir d'Kanner ze schützen." an „Animatricen an Animateuren hunn dëst Joer eng besonnesch Verantwortung!". Et hu ronn 1.300 Animateuren aus allen Organisatioune bei där Formatioun matgemaach.

No den dräi éischte Woche ginn eisen Informatiounen no, déi sanitär a pedagogesch Recommandatioune gutt ëmgesat an et gëtt responsabel gehandelt.

ad 3. Den SNJ huet keng eege Recommandatiounen erausginn, mee baséiert sech op déi vum Ministère de la Santé. Den SNJ huet déi Recommandatioune vun der Santé erkläert an diffuséiert. En huet se ergänzt duerch praktesch Iddien, wéi een se kannergerecht a flott ëmsetze kann.

Et gouf eng éischt Versioun vun de Recommandatioune vum Ministère de la Santé fir d'Kolonië vum 15. Juli un. Den 23. Juli koum, opgrond vun de méi héijen Zuele vun Infektiounen, eng verschäerfte Versioun eraus fir d'Campen an d'Kolonië vum 1. August un. Den SNJ huet den Organisateuren déi nei, verschäerfte Recommandatiounen zoukomme gelooss, soubal se eraus waren. D'Organisateure goufen invitéiert, se méiglechst scho virum 1. August, och bei de lafende Campen a Kolonien, ëmzesetzen.

ad 4. Fir de Risiko ze verklengeren, gëtt an der verschäerfter Versioun[4], déi vum 1. August u gëlt, zousätzlech recommandéiert, de Camp oder d'Kolonie, wou méi wéi 30 Kanner deelhuelen, a méi kleng Gruppen ze ënnerdeelen. Déi funktionéieren dann am Prinzip als Grupp bannent dem Camp oder der Kolonie als eng kleng „bulle de contact", dat heescht, datt si d'Geste-barrièren anhalen, wa se sech mat anere treffen.

ad 5. Et gi keng spezifesch Recommandatiounen zu den Zelter oder Dortoiren. D'Campe sinn an Zelter, wou d'Zuel eleng duerch d'Gréisst vun den Zelter begrenzt ass. An der Reegel gi manner Kanner wéi soss zesummen an en Zelt geluecht. An de Chaleten ass d'Situatioun änlech: déi meescht Organisateure beleeën d'Zëmmer nëmmen hallef esou vill wéi an normalen Zäiten, respektiv uechten op méi Distanz tëscht de Better.

Et gi keng nei Consignen an deem Beräich. Nei Reegelen an deem Beräich géif mat sech bréngen, datt Campen oder Kolonien ofgesot misste ginn oder datt Kanner missten heemgeschéckt ginn, well et organisatoresch net machbar ass, op enger bestëmmter Plaz méi Zëmmer oder zousätzlech Zelter ze kréien.

ad 6. D'Recommandatioune si kloer fir de Fall, wou Participantë Krankheetsymptomer weisen: d'Organisateure mussen e Raum virgesinn, an deem all Participant, dee Krankheetssymptomer (Corona oder soss) opweist oder wou et Bedenke gëtt, isoléiert muss ginn. De Participant muss dann esou séier wéi et geet de Camp oder d'Kolonie verloossen a bei den Dokter goen, deen dann decidéiert, wat weider gemaach muss ginn. Am Noutfall fannen d'Responsabel vun de Campen oder Kolonië séier Hëllef bei hire jeeweilegen Organisatiounen, déi hirersäits mat de Ministèren a mam SNJ a Kontakt stinn.

ad 7. D'Recommandatioune gesi fir, datt d'Organisateure Lëschte vun de Participanten an Encadrantë prett hunn, fir wann e Fall optriede géif an am Kader vum Contacttracing d'Kontaktdate gefrot ginn.

ad 8. Bei de Fäll, déi bis elo opgetruede sinn, gouf de Camp respektiv d'Kolonie ofgebrach an d'Kanner respektiv d'Jugendlech sinn heemgaangen, hu sech an d'Quarantän gesat a sech teste gelooss. D'Responsabel hale sech un d'Instruktioune vun dem Ministère de la Santé, wann e Fall optrëtt.

Question urgente 2626 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**explosion à Beyrouth :**

Zu Beirut sinn 100 Mënschen no enger Explosioun vun enger Lagerhal ëm d'Liewe komm. Weider 4.000 Mënsche goufe verletzt. D'Land ass am Ausnamezoustand an d'Situatioun ass, de Berichter vu verschiddene Medien no, katastrophal.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Kooperatioun dës Fro stellen:

- Wäert d'lëtzebuergesch Regierung dem Libanon an iergendenger Form hëllefen? Falls jo, wat gëtt gemaach?

Réponse commune (12.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Am Kontext vun de schwéieren Explosiounen zu Beirut, huet d'Regierung virgesinn op verschidden Aart a Weisen ze hëllefen.

De 6. August 2020, dat heescht zwee Deeg no den Explosiounen um Hafe vu Beirut, ass e Mataarbechter vun der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten aus dem Ausseministère mat enger Spezialistenasazekipp vun UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination) op Beirut geschéckt ginn, fir d'Situatioun an d'Besoinen op der Plaz ze evaluéieren an d'Koordinatioun vun de verschiddenen Asazekippen ze assuréieren.

Donieft huet den Central Emergency Response Fund (CERF) (Fonds central d'intervention d'urgence) vun der UNO leschte Freideg, de 7. August 2020, sechs Milliounen US-Dollar fir humanitär Hëllef zu Beirut deblockéiert. De CERF ass en humanitäre Fong, an deen d'Bailleuren abezuelen, fir datt d'UNO an Urgencesituatioune séier déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung huet, fir geziilt humanitär Hëllef ze leeschten. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dëse Fong all Joer mat ronn fënnef Milliounen Euro. Bei Katastrophen ewéi déi zu Beirut, erweist sech dës Kontributioun als ëmsou méi wichteg, well et den humanitären Acteuren erlaabt, ganz séier do ze hëllefen, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Lëtzebuerg wäert och den Appel d'urgence fir de Libanon vun der Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), deen de 9. August lancéiert gouf, mat 100.000 Euro ënnerstëtzen. Dës Kontributioun wäert et der FICR erméiglechen, der libaneesescher Croix-Rouge an hirer humanitärer Aarbecht iwwert déi nächst Zäit, fir déi affektéiert Persounen zu Beirut ze hëllefen.

Lëtzebuerg bleift doriwwer eraus och weiderhi mat sengen humanitäre Partnerorganisatiounen a Kontakt, fir d'Evolutioune vun den humanitäre Besoinen zu Beirut an am Libanon ze suivéieren.

Question urgente 2683 (19.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation politique au Mali et au Sahel :**

Am Mali koum et hënt zu engem Putsch vun der Arméi, woubäi de President vun der aktueller malescher Regierung zréckgetrueden ass. D'Putschisten haten ugekënnegt, Neiwalen ofzehalen an déi bestoend international Traitéen ze respektéieren. Zënter 2015 ass och d'EU militäresch am Mali aktiv, fir d'bannenzeg Sécherheet am Mali ze ënnerstëtzen an d'Sécherheetsreforme vun der malescher Regierung ze ënnerstëtzen. An der sougenannter Mission cvile EUCAP Sahel Mali huelen och zwee Lëtzebuerger Zaldoten deel.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere d'Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung de Putsch am Mali a wäert e Konsequenze fir d'Missioun EUCAP Sahel Mali mat sech zéien?

2. Huet sech d'Risikolag fir eis Zaldoten am Mali ënnert der d'EUCAP-Sahel-Missioun verännert?

3. Sinn eis Zaldoten am Mali a Sécherheet?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris, déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dëse sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. Mir ruffen, zesumme mat der Europäescher Unioun, zu engem inklusiven Dialog am Mali op, fir e Konsens ze erreechen deen déi demokratesch Verfassungsprinzippien, internationaalt Recht a Mënscherechter respektéiert. Dëst ass deen eenzege Wee, fir déi weider Destabiliséierung net nëmme vum Mali mee vun der ganzer Sahel-Regioun ze vermeiden.

D'Konsequenze fir d'zivill Missioun vun der Europäescher Unioun EUCAP Sahel Mali si fir de Moment nach onkloer. Mir sinn amgaang, zesumme mat onsen europäesche Partner, d'Situatioun ze analyséieren, fir déi eventuell nächst Schrëtt kënnen duerchzeféieren.

ad 2. D'Missioun EUCAP Sahel Mali ass eng zivill EU-Missioun an där keng Lëtzebuerger Zaldote matmaachen. Allerdéngs ass säit dem 1. Juni 2019 e Lëtzebuerger Polizist un dëser Missioun bedeelegt. D'Lëtzebuerger Zaldoten huelen Deel un der Missioun EUTM Mali an un der UNO-Missioun MINUSMA. De Putsch am Mali huet eng problematesch Sécherheetssituatioun nach méi volatill gemaach, ouni awer dass d'Risikolag fir d'Lëtzebuerger sur place am Moment sech grondleeënd geännert hätt.

ad 3. Eng honnertprozenteg Sécherheet kann et an engem Land wéi dem Mali an am Kontext vun esou Missiounen net ginn. Allerdéngs sinn d'Lëtzebuerger Zaldoten deementspriechend ausgebilt an ekipéiert, fir dass de Risiko kann op e Minimum reduzéiert ginn. Nom Putsch hunn d'Missiounen hir Memberen ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missioune weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte och nees erofgefuer ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Deplacementer verloossen.

Question urgente 2684 (19.08.2020) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **sécurité des soldats luxembourgeois au Mali :**

Am Mali koum et hënt zu engem Putsch vun der Arméi, woubäi de President vun der aktueller malescher Regierung zréckgetrueden ass. D'Putschisten haten ugekënnegt, Neiwalen ofzehalen an déi bestoend international Traitéen ze respektéieren. Zënter 2015 ass och d'EU militäresch am Mali aktiv, fir d'bannenzeg Sécherheet am Mali ze ënnerstëtzen an d'Sécherheetsreforme vun der malescher Regierung ze ënnerstëtzen. An der sougenannter Mission civile EUCAP Sahel Mali huelen och zwee Lëtzebuerger Zaldoten deel, déi potenziell tëscht Fronte kéinte geroden.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet sech d'Risikolag fir eis Zaldoten am Mali ënnert der EUCAP-Sahel-Missioun verännert?

2. Plangt d'Regierung, fir eis Zaldoten ze rapatriéieren oder op der Plaz ze loossen? Falls d'Zaldote sollten am Mali bleiwen, wéi eng zousätzlech Sécherheetsmoossname gi getraff?

3. Huet de Minister Kenntniss dovunner wien am Moment am Mali d'Kontroll ausüübt?

4. Wéi ass d'Positioun vu Lëtzebuerg par rapport zum presuméierte Putschversuch am Mali?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Missioun EUCAP Sahel Mali ass eng zivill EU-Missioun an där keng Lëtzebuerger Zaldote matmaachen. Allerdéngs ass säit dem 1. Juni 2019 e Lëtzebuerger Polizist un dëser Missioun bedeelegt. D'Lëtzebuerger Zaldoten huelen Deel un der Missioun EUTM Mali an un der UNO-Missioun MINUSMA. De Putsch am Mali huet eng problematesch Sécherheetssituatioun nach méi volatili gemaach, ouni awer dass d'Risikolag fir d'Lëtzebuerger sur place sech am Moment grondleeënd geännert hätt.

ad 2. D'Regierung plangt net d'Zaldoten ze rapatriéieren. Nom Putsch hunn d'Missiounen hir Memberen ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missioune weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte och nees erofgefuer ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Deplacementer verloossen.

De Lëtzebuerger Polizist, dee sech un der zivller Missioun EUCAP Sahel Mali bedeelegt, befënnt sech de Moment zu Lëtzebuerg.

ad 3. Am Moment gëtt et keng Autoritéit, déi d'Kontroll iwwert de ganzen Territoire vum Mali ausüübt. Nom Oftrëtt vum President Ibrahim Boubacar Keïta huet de Colonel Assimi Goïta sech als President vum nei gegrënnte Comité national pour le salut du peuple (CNSP) den 19. August presentéiert. De Membere vum CNSP hiren Aussoen no hunn si keng politesch Ambitiounen, mee wëllen op eng schnell, politesch an zivill Transitioun hischaffen. Hiren eegenen Aussoen no hunn si och kee Lien mam Oppositiounsmouvement M5-RFP (Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques), eng Koalitioun aus zivilgesellschaftlechen a reliéise Beweegungen, déi scho säit e

[4] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/recommandations-sanitaires-vacances-camps-colonies.pdf

puer Méint d'Demissioun vum President Keïta gefuerdert hat. Den M5-RFP huet deklaréiert, dass si bereet sinn, mam CNSP zesummen un enger Transitioun ze schaffen.

ad 4. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dëse sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. Mir ruffen, zesumme mat der Europäescher Unioun, zu engem inklusiven Dialog am Mali op, fir e Konsens ze erreechen deen déi demokratesch Verfassungsprinzippien, internationaalt Recht a Mënscherechter respektéiert. Dëst ass deen eenzege Wee, fir déi weider Destabiliséierung net nëmme vum Mali, mee vun der ganzer Sahel-Regioun, ze vermeiden.

Question urgente 2689 (19.08.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation politique au Mali et au Sahel :**

Nom Militärputsch am Mali fäerte vill Observateuren eng nei Degradatioun vun der Sécherheetslag am Mali an doriwwer eraus. Sou goufe virun zéng Deeg am Niger, Mataarbechter vun enger franséischer ONG vun enger arméierter Grupp attackéiert an ëmbruecht. Haut soll och den UN-Sécherheetsrot sech mat der Situatioun am Mali befaassen.

Lëtzebuerg ass op ville Pläng an der Regioun engagéiert. Op humanitärem Plang, am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht awer och um Niveau vun der Sécherheet.

Nach ufanks dës Joers huet déi deemoleg Ministerin fir Entwécklungszesummenaarbecht ënnerstrach, dass d'Sécherheetslag evidenterweis e groussen Impakt op bestoend Projeten hätt. Vum 19. Mee 2020 bis den 19. Juni 2022 sollten och nom Rotatiounsprinzip 27 Zaldoten un der EU-Missioun EUTM Mali deelhuelen.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Aussen- an Europaminister, un den Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Wéi bewäerten d'Ministeren d'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun?

2. Wéi vill Persoune vu Lëtzebuerger ONGe befanne sech aktuell an där Regioun? Wéi garantéiert d'Regierung d'Sécherheet vun deene Leit op der Plaz? Kréien d'ONGe vun eise staatleche Servicer eng Aart „guidance" wéi si sech ze verhalen hunn, fir keen onnëtze Risiko anzegoen?

3. Ass séchergestallt, dass dës Persounen jee no Entwécklung vun der Situatioun direkt rapatriéiert kënne ginn? Wéi séier kann esou e Rapatriement op d'Bee gestalt ginn?

4. Wéi en Impakt huet dës Situatioun konkreet op d'Duerchféiere vu Projeten am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht?

5. Wéi vill Lëtzebuerger Zaldoten hale sech den Ament an der Sahel-Regioun op? Wéi gëtt hir Sécherheet beschtméiglech garantéiert?

Réponse commune (25.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Obschonn d'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun scho säit längerem immens volatill ass, schwätzen d'Experten haut vun enger „kompletter Kris" an där d'Degradatioun vun der Sécherheet, der Wirtschaft, de politesche Fundamenter, der Gesellschaft esouwéi och der humanitärer a klimatescher Situatioun sech géigesäiteg verstäerken. Déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie erhéijen zousätzlech den Drock op déi besonnesch vulnerabel Bevëlkerungsgruppen, an dat virun allem wat hir Liewensmëttelsécherheet ugeet. Duerch déi rezent dschihadistesch Attack géint aacht Zivilisten zu Kouré am Niger esouwuel wéi de Putsch am Mali, spëtzt sech déi allgemeng Sécherheetslag an der Regioun weiderhin zou.

Wat d'Lëtzebuerger Zaldoten am Mali betrëfft, huet sech d'Sécherheetssituatioun net grondleeënd geännert. D'Missiounen hunn hir Memberen ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missioune weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte och nees eroufgefuer ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Deplacementer verloossen.

Och d'Mataarbechter vun de Lëtzebuerger Ambassaden am Sahel goufen ugewisen, an deene respektiven Haaptstied ze bleiwen. Den Ausseministère (MAEE) verweist weiderhin op d'Reeswarnunge vu sengen europäesche Partner a réit vun all privater Rees an de Burkina Faso, Mali an Niger of.

ad 2. Lëtzebuerg ass, an der Entwécklungszesummenaarbecht, scho säit ville Joren am Mali wéi och an der Regioun, mat enger schwiereger a volatiller Sécherheetslag confrontéiert. Ons Programmer sinn deemno dësem Kontext ugepasst.

Aktuell sinn néng ONGe mat finanzieller Ënnerstëtzung vum MAEE am Mali aktiv. Am Ganze kofinanzéiert den MAEE aacht Entwécklungsprojeten an zwee humanitär Projeten. Säit Januar 2020 kënnen d'ONGen zousätzlech Ressourcë beim MAEE ufroen, fir Sécherheetsformatiounen oder Ekipementer, fir hir lokal Partner ze finanzéieren. D'ONGen hunn en „duty of care" a mussen déi noutwendeg Sécherheetsmoossnamen huelen, fir d'Sécherheet vun hire Mataarbechter ze garantéieren. Den MAEE huet och am Januar decidéiert, eng finanziell Ënnerstëtzung un de Cercle de coopération des ONG ze ginn, fir Sécherheetsformatiounen ze organiséieren. Dës Formatioune sollen d'Mataarbechter vun den ONGen op Sécherheetsrisiken a Konfliktlänner opmierksam maachen. D'Situatioun am Sahel gëtt och reegelméisseg mat den ONGe beschwat, an den MAEE gëtt Recommandatiounen zur Sécherheet eraus.

Den MAEE, grad wéi seng Partner, an dorënner och d'LuxDev, ons Agence fir Entwécklungszesummenaarbecht, hu schonn eng ganz Rei Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vun onse Leit a Mataarbechter sur place sou gutt ewéi méiglech ze assuréieren.

Dozou gehéiert zum Beispill den Austausch mat anere Länner, déi op der Plaz an der Entwécklungszesummenaarbecht aktiv sinn, souwéi och de Rekrutement an d'Zesummenaarbecht mat Sécherheetsexperten, déi déi dagdeeglech Entwécklungen um lokalen Niveau am A behalen a geziilt Recommandatioune fir d'Verhalen an d'Deplacementer vun den Ekippen ausschaffen. Mir konzentréieren ons permanent, physesch Presenz dofir och souwäit wéi méiglech ëmmer méi a relativ sécheren Zonen a Stied. Wichteg Elementer sinn natierlech och d'Formatioun vun de Mataarbechter esouwuel wéi och d'Ekipement mat deem néidege Material. An deene Beräicher, wéi och um Niveau vun den Infrastrukturen, sinn an deene leschte Jore konsequent Investissementer gemaach ginn.

ad 3. En eventuelle Rapatriement wäert ëmmer mat der Hëllef vun eisen europäeschen an anere Partner organiséiert ginn an hänkt vu ville Facteuren of déi momentan et net méiglech maachen, genee anzeschätze wéi séier esou e Rapatriement kéint organiséiert ginn.

ad 4. Wéi virdru beschriwwen, sinn ons Projeten dem Kontext ugepasst a mir konzentréieren ons permanent, physesch Presenz souwäit wéi méiglech ëmmer méi a relativ sécheren Zonen a Stied a probéieren, souvill et geet, mat lokalem Personal dat de Terrain gutt kennt souwuel wéi och mat digitale Mëttelen, d'Ëmsetzung an d'Qualitéit vun eisen Entwécklungsprojeten ze suivéieren an ze assuréieren. Déi sanitär Kris vum Covid-19 huet déi Tendenzen an innovativ Aarbechtsmethoden an deene leschte Méint natierlech weiderhi verstäerkt.

Den aktuelle bilaterale Kader fir eis Entwécklungszesummenaarbecht mam Mali leeft Enn 2020 aus. Mir hunn déi grouss Orientatioune vun eisem nächsten a véierte Programme indicatif de coopération (PIC IV, 2021-2025) schonn identifizéiert. Wéinst där schwéierer soziopolitescher Kris, déi de Mali säit e puer Méint kennt, war et nach net méiglech dat strateegescht Dokument op héchstem Niveau ze formaliséieren. Wat fir en Impakt déi aktuell Situatioun wäert op de Lancement vun eise Programmer d'nächst Joer hunn, misst sech iwwert déi nächst Wochen a Méint weisen.

ad 5. Et halen sech de Moment véier Lëtzebuerger Zaldoten an der Sahel-Regioun op. Déi respektiv Missiounen ënnerhale Risikoanalysbüroen, déi d'Sécherheetssituatioun konstant iwwerwaachen, Stades d'alertes festleeën woufir ënnerschiddlech Mesurë virgesi sinn. Zum Beispill, ass de Stade d'alerte direkt nom Putsch an d'Luucht gesat ginn an all d'Missiounsmembere goufen instruéiert hir Basen net ze verloossen. Och de Bewaffnungsgrad an d'Ekipement vun de Militär, wa se erausréckelen, gëtt der Sécherheetssituatioun ugepasst.

Question urgente 2699 (20.08.2020) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse :**

Le 20 août, le Gouvernement fédéral allemand a retiré le Luxembourg de la liste des régions à risque, car pour la deuxième semaine consécutive le nombre de personnes testées positives à la Covid-19 est en dessous de 50 par 100.000 habitants. Par contre l'Office fédéral de la santé publique suisse a mis à jour le 20 août la liste des États et des territoires qui sont considérés comme « à risque élevé d'infection » et pour lesquels une quarantaine est obligatoire. Ainsi, elle a retiré aujourd'hui les pays suivants de cette liste : l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Serbie et Singapour. Malheureusement, le Luxembourg fait toujours partie de cette liste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Pour quelle raison le Luxembourg n'a pas encore été supprimé de la liste de l'OFSP suisse ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il eu des pourparlers avec les responsables helvétiques dans le but de retirer le Luxembourg de leur liste de pays à risque élevé d'infection, comme cela a été le cas avec les autorités allemandes ?

3) Dans l'affirmative, peut-on s'attendre à ce que le Luxembourg soit retiré de cette liste dans les meilleurs délais ?

4) Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il entamer des pourparlers dans le prochains jours ?

5) Qu'en est-il des autres pays européens ? Quels pays européens imposent encore à ce jour des restrictions à l'entrée (test négatif récent, mise en quarantaine obligatoire) aux citoyens luxembourgeois ? Est-ce que Monsieur le Ministre compte également entamer des pourparlers avec les autorités de ces pays ?

Réponse (27.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La base juridique pour l'inscription du Luxembourg ainsi que d'une quarantaine d'autres États sur la liste suisse des États à risque élevé d'infection est l'ordonnance « Covid-19 : mesures dans le domaine du transport international de voyageurs ». L'article 3 de l'ordonnance précitée précise qu'il existe un risque élevé d'infection au coronavirus SARS-CoV-2 lorsque l'État ou la zone concernée compte plus de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours. Le Luxembourg compte actuellement encore plus de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes sur 14 jours (non-résidents exclus) et se situe ainsi toujours au-dessus de ce seuil fixé par les autorités compétentes suisses.

ad 2) Les autorités suisses sont informées régulièrement sur l'évolution de la situation épidémiologique au Luxembourg et le Luxembourg s'efforce de sensibiliser les autorités suisses au contexte particulier du Grand-Duché ainsi qu'à sa stratégie de test exhaustive.

ad 3) La liste des États et territoires à risque élevé d'infection est régulièrement actualisée par les autorités suisses. Lors de telles révisions, la Suisse adapte cette liste sur base de la situation épidémiologique qui prévaut dans le pays respectif. Or, tel que détaillé dans la réponse à la question 1, le Luxembourg se situe à l'heure actuelle toujours au-dessus du critère épidémiologique fixé par la Suisse, à savoir 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours.

ad 4) Je me permets de renvoyer ici à ma réponse à la question 2.

ad 5) L'évolution de la situation épidémiologique au Luxembourg a incité certains États européens à introduire des mesures restrictives pour les personnes en provenance du Luxembourg. Parmi les pays de l'Union européenne, des mesures restrictives sont à ce jour en place pour les déplacements de résidents luxembourgeois vers certains « Länder » allemands, Chypre, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque (pour la catégorie spécifique des travailleurs), la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie ainsi que pour les déplacements vers les îles portugaises de Madère et des Açores. Des mesures restrictives s'appliquent également aux voyageurs en provenance du Luxembourg qui souhaitent se déplacer vers le Royaume-Uni, la Suisse, la Norvège et l'Islande. À noter que ces mesures prennent des formes diverses et sont de nature évolutive. De ce fait, il est conseillé aux voyageurs de s'informer avant leur départ des mesures en place dans leur pays ou région de destination.

Tant au niveau politique qu'au niveau administratif, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts d'explication afin de fournir aux autorités compétentes des pays respectifs une vision objective de la situation telle qu'elle se présente au Luxembourg.

Question urgente 2740 (28.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **stratégie de test de dépistage de la Covid-19 :**

D'Lëtzebuerger Regierung huet ganz fréi am Kader vun der Covid-19-Pandemie op en effektiven a flächendeckenden Testing gesat, fir d'Pandemie zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien. Am Géigesaz zu anere Länner goufen d'Tester zu Lëtzebuerg net ofhängeg gemaach dovunner, vu wou een hierkoum oder wien een ass. D'Zil war an ass et, fir méiglechst vill Infizéierter ze detektéieren an hir Kontakter ze tracéieren, fir esou Infektiounsketten ze ënnerbriechen.

D'Press huet elo rapportéiert, datt de Jean Asselborn, als Ausseminister, en Test zu Berlin refuséiert hätt, mat der Begrënnung, hie wier jo net aus engem Risikogebitt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Ass et wouer, datt den Ausseminister vun den däitschen Autoritéiten zu engem Test opgefuerdert gouf an dëse refuséiert huet?

2. Falls jo, huet hien dës Decisioun selwer getraff?

3. Huet sech der lëtzebuergescher Regierung hir Meenung zur Teststrategie geännert?

4. Falls nee, sinn d'Madamm Gesondheetsministesch an den Här Ausseminister net der Meenung, datt ee grad als Politiker misst mat gudden Beispill virgoen a sech bei all Invitatioun teste loossen, amplaz dës dëst ze refuséieren?

Réponse commune (01.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Säit dem 20. August ass de Grand-Duché net méi vun der Däitscher Regierung als Risikogebiet aklasséiert. Well den Aussen- an Europaminister bis nom 20. August am Ausland war, gouf et fir hie keen objektive Grond, esou en Test ze maache respektiv virzeweisen, fir op enger Reunioun vun den EU-Ausseministeren zu Berlin de 27. an 28. August deelzehuelen.

ad 2. Jo.

ad 3. Der Regierung hir Meenung a Saachen Teststrategie huet sech net geännert.

ad 4. D'Regierungsmembere ginn esou wéi och all aner Awunner a Salariéen zu Lëtzebuerg am Kader vum Large-Scale-Testing-Programm getest. Doriwwer eraus sinn och zousätzlech individuell Tester gemaach ginn, wann ëmmer dat néideg war. Den Aussen- an Europaminister ass also schonns eng sëlleche Kéieren op de Covid-19-Virus getest ginn an net méi spéit ewéi dës Woch.

Le saviez-vous ?

RÉSOLUTION

La résolution est un texte, adopté par la Chambre et adressé à elle-même, par lequel elle prend une décision ou adopte une position. Chaque député a le droit de déposer des projets de résolution. Tout comme une motion, une résolution doit être adoptée à la majorité de la Chambre.

N°16
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 16 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Stratégie de déconfinement progressif p. 524
Accords économiques UE-Canada (CETA) p. 507
Suicide chez les enfants et adolescents p. 549

Sommaire des séances publiques nos 33 à 35 p. 554
Sommaire des questions parlementaires p. Q376

33e séance Mercredi 6 mai 2020
34e séance Jeudi 7 mai 2020
35e séance Mardi 12 mai 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

M. Gast Gibéryen et M. Marco Schank quittent la Chambre



M. Gast Gibéryen

MM. les Députés Gast Gibéryen (ADR) et Marco Schank (CSV) quitteront la Chambre des Députés à la rentrée parlementaire, à savoir le 13 octobre 2020.

La nouvelle session parlementaire s'ouvre, selon la Constitution, le deuxième mardi d'octobre.

Membre fondateur de l'ADR, M. Gast Gibéryen siège à la Chambre sans interruption depuis 1989. Il sera remplacé par M. Fred Keup.

En raison de son statut de doyen des députés, M. Gast Gibéryen était Président intérim à l'issue des élections nationales de 2018 jusqu'à l'élection du Président actuel, M. Fernand Etgen.

M. Marco Schank est membre de la Chambre des Députés depuis 1999 avec une interruption entre 2009 et 2013 où il était Ministre du Logement et Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures. Son successeur au Parlement sera le maire d'Ettelbruck, M. Jean-Paul Schaaf.

M. Marco Schank était Président de la Commission des Pétitions lorsque la pétition publique fut lancée en 2014.



M. Marco Schank

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Appel à une désescalade en Méditerranée

La 17e Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), organisée par la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, s'est tenue le 4 septembre 2020 par visioconférence eu égard aux circonstances exceptionnelles de la pandémie de Covid-19.

Lors d'un échange avec M. Josep Borrell i Fontelles, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, les députés nationaux et européens se sont montrés très inquiets face aux conflits croissants aux frontières de l'UE et ont appelé à une désescalade urgente et à la mise en place d'un environnement propice au dialogue et aux négociations.

L'empoisonnement d'Alexeï Navalny, militant politique russe connu pour son opposition au régime du Président Vladimir Poutine, reste très préoccupant aux yeux des parlementaires et doit faire l'objet, selon eux, d'une enquête complète et transparente sur les circonstances exactes de cet acte.

La situation particulièrement fragile du Liban après la terrible tragédie qui a frappé les habitants de Beyrouth était encore au cœur des préoccupations et les parlementaires ont souligné l'importante nécessité de veiller à ce que le Liban s'engage dans un processus ambitieux de réformes qui lui apporte une stabilité politique et économique et réponde aux préoccupations légitimes et aux aspirations démocratiques de son peuple.

Une autre thématique au cœur de l'échange de vues était la situation en Biélorussie. Les parlementaires ont soutenu les exigences du peuple biélorusse pour la tenue de nouvelles élections présidentielles libres et équitables, avec la participation d'observateurs internationaux, dont l'OSCE.

Les intervenants étaient d'accord pour dire que la crise liée à la pandémie de Covid-19 a confirmé la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité de l'UE plus forte et plus efficace. Dans un paysage géopolitique en pleine évolution, la responsabilité de l'UE est d'agir en tant qu'acteur mondial et en défenseur d'un ordre multilatéral fondé sur des règles, où les Nations Unies occupent le devant de la scène, en renforçant le multilatéralisme et en s'engageant stratégiquement avec des partenaires partageant une vision commune.

Mme Stéphanie Empain, Mme Lydia Mutsch et M. Gilles Baum ont participé à la visioconférence.

L'Administration parlementaire recrute par changement d'administration :

un ASSISTANT / SECRÉTAIRE pour son Service juridique (m/f)

Nous vous invitons à consulter le lien suivant :

https://govjobs.public.lu/fr/postuler/recrutement-interne/changement-administration/2020/B1/Septembre/20202209_Assistan_DEPU.html

Welt-Alzheimerdag



Den 21. September war Welt-Alzheimerdag: Op deem Dag huet sech de Chamberspresident Fernand Etgen solidaresch mat de Mënsche mat Demenz gewisen.

De Jean Spautz krut 90 Joer



Den Éierepresident Jean Spautz huet den 9. September seng 90 Joer gefeiert. De Chamberspresident Fernand Etgen, all d'Deputéiert an déi ganz Chambersadministratioun wënschen him all Guddes.

Visite parlementaire à une agence de l'OTAN



Le General Manager de la NSPA, M. Peter Dohmen (à gauche) a expliqué aux membres de la délégation parlementaire les activités de son agence.

Quelles sont les missions de la NSPA (NATO Support and Procurement Agency) à Capellen ? Si l'agence est bien située sur le site de l'ancienne NAMSA (NATO Maintenance and Supply Agency), son champ d'action est beaucoup plus large que celui de l'agence précédente.

Les députés membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ont pu s'en rendre compte lors de leur visite au site de la NSPA à Capellen.

Les activités de la NSPA

Les différentes activités sont nécessaires pour pouvoir assurer des missions de l'OTAN, comme par exemple en Afghanistan ou au Kosovo. Il s'agit de procurer le matériel, d'organiser le ravitaillement, les soins de santé ou encore le transport des troupes. Les États sont les principaux clients de l'agence, à 90 %, et l'OTAN ne représente que 10 %. Souvent, il s'agit de joindre les efforts pour ne pas doubler les commandes. Ceci permet des économies d'échelle et les contrats sont moins onéreux que lorsque chaque nation les passe individuellement.

En ce qui concerne le rôle de l'agence, le General Manager, M. Peter Dohmen, a encore précisé qu'il n'était pas politique. Il s'agirait plutôt d'exécuter des missions demandées par les États.

L'engagement du Luxembourg

Des projets du Luxembourg réalisés de façon bilatérale avec l'agence de l'OTAN de Capellen concernent des hélicoptères, la communication cryptée ou encore des équipements pour l'observation nocturne. En outre, des partenariats bilatéraux concernent les technologies de l'information (capacités des data centers de Betzdorf et de Bettembourg) ou encore le satellite GovSat. L'agence a également su fournir la structure hospitalière aménagée lors de la crise de Covid-19 près du Centre Hospitalier à Strassen.

Au niveau multilatéral, le Luxembourg participe entre autres au programme MMF (Multinational Multi-Role Tanker and Transport Fleet) avec la flotte d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport de l'OTAN.

Les députés, dont la Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense, Mme Stéphanie Empain, la Vice-Présidente, Mme Nancy Arendt, ainsi que la Présidente de la délégation auprès de l'OTAN, Mme Lydia Mutsch, se sont renseignés sur les différents aspects du travail de la NSPA.

En 1968, l'agence a déménagé de Châteauroux en France vers le Luxembourg. En 1987 elle trouva son siège à Capellen. Actuellement 1.350 personnes, toutes civiles, travaillent sur le site de Capellen et 200 postes de différents métiers sont à pourvoir et en attente de candidats.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 16** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Effets des arrêts de la Cour constitutionnelle

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

À l'heure actuelle, la question des effets des arrêts de la Cour constitutionnelle n'est pas réglée dans la Constitution même, mais dans la loi du 27 juillet 1997 telle que modifiée portant organisation de la Cour constitutionnelle. Ainsi, l'article 15, alinéa 2 de la loi précitée dispose que :

« La juridiction qui a posé la question préjudicielle, ainsi que toutes les autres juridictions appelées à statuer dans la même affaire, sont tenues, pour la solution du litige dont elles sont saisies, de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour. »

Autrement dit, les effets des arrêts de la Cour constitutionnelle sont circonscrits au(x) seul(s) litige(s) à l'occasion duquel/desquels le renvoi préjudiciel a été opéré. S'y ajoute que dès lors que les juridictions sont dispensées de saisir la Cour constitutionnelle, si celle-ci a déjà statué sur une question de conformité de la loi à la Constitution ayant le même objet, l'effet « inter partes » de l'arrêt en question peut se trouver élargi.

La proposition de révision sous rubrique a pour objet d'introduire à l'article 95ter de la Constitution, à la suite du paragraphe 5, un nouveau paragraphe 6 qui confère un effet général et absolu aux arrêts de la Cour constitutionnelle.

Cette nouvelle règle permettra de mettre fin à des situations inacceptables qui maintiennent en vigueur des textes déclarés non conformes à la Constitution par la Cour constitutionnelle. La nouvelle disposition confère par ailleurs à la Cour constitutionnelle la marge de manœuvre nécessaire quant à la détermination des conséquences des effets de ses arrêts.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 05.07.2019

Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

30.04.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de révision et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2019	Examen de propositions de modification
23.05.2019	Échange de vues avec les chefs de corps de la magistrature assise et du parquet
04.06.2019	Examen et adoption de propositions de modification
03.07.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Scission de la proposition de révision en deux propositions distinctes
17.07.2019	Présentation et adoption d'une série d'amendements
07.01.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04.02.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020

Loi du 15 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 406, page 1

Accord économique UE-Canada I

7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne (UE) et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016. L'Accord permet d'établir des liens économiques avancés et privilégiés entre les deux partenaires. Une telle relation devrait créer de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement entre l'UE et le Canada, notamment par un accès accru aux marchés des biens et des services et par l'amélioration des règles sur les échanges pour les acteurs économiques des deux côtés.

L'AECG comprend 30 chapitres avec annexes. La partie sur le libre-échange a pour but d'éliminer les tarifs sur les produits industriels, soit 99 % des droits de douane. Les secteurs les plus importants pour l'Union européenne sont les produits chimiques et pharmaceutiques, l'automobile et le textile. Les produits agricoles sont soumis à des quotas tarifaires, limitant la quantité de produits exemptés de tarifs à l'entrée de l'UE.

Dans les domaines des services, l'AECG facilite l'accès au marché canadien, y compris la participation aux marchés publics aux niveaux fédéral, provincial et communal. Il n'y a pas d'obligation pour les États membres de l'UE d'ouvrir leurs marchés publics ou de procéder à des privatisations dans des secteurs qu'ils ne souhaitent pas libéraliser. Les États membres gardent leur droit de rendre publics, à tout moment, des services privatisés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2020	Suite des discussions
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020

Loi du 20 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 446, page 1

Accord de protection des investissements UE-Singapour

7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

Le projet de loi vise à porter approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018.

L'Accord comprend quatre articles suivis de onze annexes et deux instruments interprétatifs. Basant sur le principe de l'intérêt commun, l'Accord vise l'amélioration du climat d'investissement entre l'UE et Singapour (article 1.1). Il a comme double objectif de renforcer les liens commerciaux et de créer un environnement plus stable pour soutenir les investissements entre les deux partenaires. L'Accord remplace les traités bilatéraux d'investissement existant avec douze États membres de l'UE (le Luxembourg n'en faisant pas partie) et crée un cadre moderne et commun de protection des investissements pour tous les investisseurs de l'UE présents à Singapour. Les investissements sont protégés contre des expropriations mais ne les excluent pas si les expropriations se trouvent dans l'intérêt public.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2020	Suite des discussions
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020
Loi du 20 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 449, page 1

Accord de partenariat UE-Singapour

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

Le projet de loi vise à porter approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018.

L'Accord est la nouvelle base contractuelle devant permettre un engagement politique et économique accru de l'UE en Asie de l'Est ainsi que de renforcer le dialogue politique et la coopération avec Singapour dans un large éventail de domaines.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2020	Suite des discussions
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020
Loi du 20 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 447, page 1

Accord UE-Canada II

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016.

L'Accord de partenariat stratégique est divisé en sept titres, incluant notamment les domaines de la politique étrangère, le développement durable, l'environnement, le bien-être des citoyens, la recherche, l'innovation, la culture, l'éducation, la résilience face aux catastrophes, la justice, la sécurité, la lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogues et le terrorisme ainsi que la protection des données.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 12.07.2019
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

03.02.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.02.2020	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06.05.2020
Loi du 20 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 448, page 1

Cotisations de la Chambre des Métiers

7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Ce dispositif a pour objet d'adapter le mode de calcul des cotisations annuelles de la Chambre des Métiers et répond à une demande afférente de cette chambre professionnelle.

Jusqu'à présent ces cotisations étaient calculées uniquement sur la base du bénéfice commercial. Cette base est modifiée de sorte à diminuer la charge financière des petites et moyennes entreprises et de celles en début d'activité. À cette fin, le nouveau mode de calcul se fonde sur deux quotes-parts, l'une déterminée en fonction du bénéfice commercial (au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu), l'autre en fonction du nombre de salariés de l'entité membre de la Chambre des Métiers.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 14.08.2019
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

03.02.2020	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements parlementaires
29.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13.05.2020
Loi du 29 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 461, page 1

Covid-19 : prorogation de délais (secteur financier)

7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

Le présent projet de loi fait suite à la déclaration de l'état de crise en date du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et a pour objet d'introduire certaines dérogations temporaires aux obligations en matière comptable pour les entités du secteur financier, y compris les entités du secteur des assurances.

Ainsi, il vise à tenir compte de la situation exceptionnelle causée par le Covid-19 et à anticiper les difficultés que les entités du secteur financier risquent de rencontrer pour remplir leurs obligations en matière d'établissement et de publication de rapports périodiques. Par conséquent, la loi en projet prévoit de proroger certains délais relatifs notamment à la publication des comptes annuels ainsi que des rapports y afférents.

Il est précisé que le présent projet de loi vise uniquement les délais en matière d'établissement et de publication de rapports périodiques qui ne font pas l'objet d'une harmonisation au niveau européen.

Par ailleurs, il est souligné que le présent projet de loi se contente de proroger les délais de publication directement prévus dans les lois sectorielles du secteur financier. Les délais figurant dans les lois sectorielles qui fonctionnent par un renvoi aux délais prévus dans la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, respectivement dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont couverts par le projet de loi n° 7541 prorogeant les délais figurant dans lesdites lois.

La durée d'application des mesures de prorogation des délais prévues par le présent projet de loi dépendra de la durée effective de l'état de crise, et, afin d'éviter d'éventuels abus, il est prévu que sont concernés uniquement les documents visés aux articles 1er à 7 dont les délais n'étaient pas échus au 18 mars 2020 et se rapportant à une période clôturée à la date de fin de l'état de crise déclaré le 18 mars 2020.

À des fins de sécurité juridique il est clarifié que les délais venant à échéance entre le 18 mars 2020 et la date d'entrée en vigueur de la loi en projet sont également couverts.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.03.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

30.03.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.04.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
27.04.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2020
Loi du 12 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 386, page 1

Covid-19 : prorogation des délais (dépôt des comptes annuels)

7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

Le projet de loi n° 7541 s'inscrit à la suite de la déclaration de l'état de crise du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et a pour objet d'introduire certaines dérogations temporaires aux dispositions prévues par le droit comptable des entreprises.

Le droit comptable des entreprises pose le principe du dépôt des comptes annuels dans le mois de leur approbation et au plus tard dans les sept mois après la clôture de l'exercice des comptes annuels, le cas échéant, du solde des comptes repris au plan comptable normalisé (PCN) ainsi que des rapports y afférents (p.ex. : rapport de gestion, rapport d'audit du réviseur d'entreprises agréé). Pour les sociétés mères tenues à l'obligation légale d'établir et de publier des comptes consolidés, ce même délai s'applique au dépôt des comptes consolidés. Par ailleurs, certaines entreprises sont également tenues au dépôt et à la publication d'autres rapports prévus par le droit comptable, à savoir la déclaration non financière (ou la déclaration non financière consolidée) et le rapport sur les paiements effectués au profit de gouvernements (ou le rapport consolidé sur les paiements effectués au profit de gouvernements).

Au vu des difficultés causées par la crise sanitaire liée au Covid-19 et de l'impossibilité pour la vie économique de suivre son cours habituel, il apparaît opportun de proroger les délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents.

Il y a en effet lieu d'anticiper des difficultés significatives tant au niveau des services comptables et des directions financières des entreprises ou de leurs prestataires externes que des personnes en charge du contrôle légal des comptes et des organes de la société en charge de l'arrêté et de l'approbation des comptes.

Dans ce contexte, maintenir les délais de dépôt et de publication usuels n'apparaît pas raisonnable et expose les entreprises et leurs dirigeants à une responsabilité et à des sanctions qui ne sont pas en adéquation avec les circonstances exceptionnelles que traverse actuellement le pays.

Considérant qu'il importe de créer les conditions permettant une sauvegarde des entreprises et de favoriser la sécurité des acteurs économiques et sociaux, il est en conséquence proposé de proroger les délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents à raison de trois mois.

Il en résulte qu'une entreprise dont l'exercice social est calqué sur l'année civile et dont les comptes annuels au 31 décembre 2019 devraient en principe être déposés auprès du registre de commerce et des sociétés (RCS) au plus tard le 31 juillet 2020 disposera en pratique d'un délai de trois mois supplémentaires, soit un délai prorogé au 31 octobre 2020.

Ce dépôt tardif au regard des délais usuels de dépôt ne saurait ainsi faire l'objet de poursuites pénales sur base de l'article 1500-2 de la loi modifiée du 10 août 1915. En d'autres termes, les administrateurs ou gérants qui n'auront pas été en mesure de soumettre à l'approbation de l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice les comptes annuels, les comptes consolidés ainsi que les rapports y afférents et qui dès lors ne sauraient procéder au dépôt et à la publication de ces documents dans les sept mois (soit dans le mois suivant l'approbation), ne seront pas passibles de la peine prévue à l'article 1500-2 point 2° pendant la durée de prorogation de trois mois liée à l'état de crise. En pratique, les entreprises disposeront dès lors de neuf mois (au lieu de six mois) pour faire approuver leurs comptes annuels, comptes consolidés et rapports y afférents, soit un dépôt auprès du RCS dans les dix mois (au lieu de sept mois) suivant la clôture de l'exercice concerné.

Enfin et afin d'éviter d'éventuels abus, il est précisé que ne sont visés que les comptes annuels ou les comptes consolidés ainsi que les rapports y afférents se rapportant à un exercice clôturé à la date de fin de l'état de crise et dont les délais de dépôt et de publication n'étaient pas échus au 18 mars 2020.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27.03.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

08.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements parlementaires
09.04.2020	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29.04.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020
Loi du 22 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 467, page 1

Covid-19 : adaptation de délais (secteurs fiscal, financier et budgétaire)

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Le présent projet de loi vise à introduire des dérogations limitées dans le temps à certaines dispositions législatives en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

Dispositions fiscales

En complément de mesures déjà annoncées par le Gouvernement en matière fiscale le 17 mars 2020 et compte tenu des difficultés substantielles causées par la crise sanitaire et de l'impossibilité pour la vie économique de suivre son cours habituel, ce projet de loi entend suspendre ou proroger certains délais prévus au niveau des impôts directs et indirects.

Dans le domaine des impôts directs, il est proposé d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2020 aux personnes physiques et personnes morales pour déposer certaines déclarations d'impôt. De même, il est notamment proposé de reporter jusqu'au 30 juin 2020 les délais endéans lesquels les conjoints, résidents et non-résidents, imposables collectivement peuvent opter pour une imposition individuelle au lieu de l'imposition collective.

Enfin, dans le sillage du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, il est proposé de suspendre jusqu'au 30 juin 2020 les délais pour introduire une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») devant le directeur de l'Administration des contributions directes ainsi que les délais pour introduire un recours hiérarchique formel contre certaines décisions administratives en matière fiscale. Il est précisé dans le projet de loi que le point de départ de la période de suspension des délais de réclamation et de recours hiérarchique est fixé au 18 mars 2020, date de la déclaration de l'état de crise.

Il est également proposé de proroger certains délais prévus en matière hypothécaire afin d'éviter que sous les conditions énoncées, les divers privilèges ne dégénèrent en simples hypothèques.

Disposition applicable au Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

La date à laquelle le comité directeur du Fonds souverain intergénérationnel doit transmettre au Gouvernement un rapport sur l'activité du Fonds au cours du premier semestre et sur sa situation financière est reportée à la fin du premier semestre. Les nominations des membres du comité directeur sont prolongées jusqu'au 31 octobre 2020.

Disposition applicable à la Trésorerie de l'État

Par le présent projet de loi, il est visé de repousser de trois mois le délai de dépôt du projet de loi « Compte général » au 30 septembre 2020 au plus tard. Par corollaire, il est proposé de prolonger le délai pour la remise du rapport de la Cour des Comptes également de deux mois au 30 novembre 2020.

Disposition applicable à la Direction du contrôle financier

Le projet de loi vise à doubler les délais endéans lesquels le contrôleur financier doit accorder ou refuser son visa pendant la durée de l'état de crise.

Disposition relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Selon l'article 41 de la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg, l'ODL dispose d'un délai de six mois, à compter du 1er janvier 2020, pour reprendre les contrats de travail des membres du personnel de la Chambre de Commerce affectés au secrétariat de l'ODL. Afin de permettre une reprise des contrats en bonne et due forme par l'ODL, le projet de loi vise à prolonger le délai d'au moins six mois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.04.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.04.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2020
Loi du 12 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 385, page 1

Covid-19 : dérogations (recrutement agents de l'État)

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

Au vu de l'évolution de la propagation du virus dit « Coronavirus », désigné par « Covid-19 », le Gouvernement a déclaré l'état de crise en date du 18 mars 2020, confirmé par la Chambre des Députés en date du 21 mars 2020 pour une durée de trois mois. Dans ce contexte, il a pris certaines mesures sans délai afin notamment de permettre le recrutement d'agents de l'État par dérogation à différentes règles normalement applicables. Ces dérogations sont prévues par les articles 9 et 17 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et par le règlement grand-ducal du 27 mars 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 1er de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Ces mesures ont des effets qui vont dépasser la période de l'état de crise, même si l'élément déclencheur se situe dans cette période.

En effet, la première dérogation prévoit que l'examen médical d'embauche est effectué au plus tard dans les deux premiers mois suivant l'admission au service respectivement de l'État ou de la commune, avec une suspension de ce délai pendant la période de l'état de crise.

La deuxième dérogation concerne les agents publics en préretraite qui, pour les besoins de la gestion de la crise sanitaire, ont pu être recrutés à durée déterminée sur base de l'article 33 de la loi sur les traitements des fonctionnaires de l'État qui normalement n'est applicable qu'aux agents retraités.

La troisième dérogation vise les professionnels de la santé qui ont pu être recrutés sur la seule base de leur autorisation d'exercer et ce par dérogation aux conditions normales de recrutement des employés de l'État.

Finalement, il est probable qu'en raison de la période de l'état de crise, des fonctionnaires ou employés de l'État ou communaux soient mis dans l'impossibilité de passer leurs formations et examens en temps utile et que de ce fait ils subissent des retards pour être nommés ou pour bénéficier d'un avancement en grade. Pour garantir qu'aucun fonctionnaire ou employé de l'État ou des communes ne soit lésé par cette situation, le présent projet de loi prévoit qu'à partir du moment où ils rempliront les conditions de nomination ou d'avancement, les effets y relatifs soient fixés aux dates initialement prévues, pourvu que les agents visés réussissent aux examens requis lors de la première session d'examen organisée après la fin de l'état de crise.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 09.04.2020
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :

29.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.05.2020
Loi du 29 mai 2020
Mémorial A : 2020, n° 530, page 1

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

SÉANCE 33

MERCREDI
6 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

- *M. Jeff Engelen*

3. Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil

- *Exposé : M. Gilles Baum*
- *Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - Mme Francine Closener (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Josée Lorsché) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Viviane Reding et M. Sven Clement)*
- *Motions : M. le Ministre Claude Meisch*
- *Motion 1 : Mme Martine Hansen - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. 7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel (interventions de M. Marc Spautz, M. Sven Clement, Mme Martine Hansen et M. Marc Goergen) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Marc Baum - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel, M. Dan Biancalana et M. Marc Goergen) - M. Georges Engel (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement (fait personnel) (intervention de M. Georges Engel)*
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten (interventions de M. Fernand Kartheiser)*
- *Discussion générale : Mme Viviane Reding (dépôt de la motion 1) (interventions de Mme Martine Hansen, M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Marc Baum et M. Fernand Kartheiser) - M. Gusty Graas (interventions de M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et M. David Wagner) - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Baum et M. David Wagner) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) - M. Sven Clement - M. Paul Galles (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Baum - M. Georges Engel (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. Fernand Kartheiser*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel (interventions de M. Claude Haagen et de M. Sven Clement)*
- *Motions 1 et 2 : M. Yves Cruchten - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - M. Mars Di Bartolomeo - M. André Bauler*
- *Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission (adopté) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler)*

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

- *M. Yves Cruchten*

6. 7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn et M. Claude Meisch, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Nee, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech géif dann direkt d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, wannechgelift!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif just den Depot vun enger Motioun iwwert d'Pharmaindustrie maachen, déi mer duerno géifen diskutéiere bei mengem Kolleeg, dem Här Kartheiser senger Interpellatioun zu Lëtzebuerg no der Kris.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- datt Europa am Allgemengen a Lëtzebuerg am Besonneschen, am Fall vun enger Kris - esou wéi et sech an där aktueller Coronapandemie leider weist -, net déi néideg Autonomie am Gesondheetsberäich hunn, fir kënnen ouni Hëllef vu baussen d'Bevëlkerung medezinnesch optimal ze betreien;

- datt Europa grouss Deeler vu senger Produktioun u Medikamenter a medezinneschen Ekipementer iwwert déi lescht Jorzéngten a Staate baussent der Europäescher Unioun ausgelagert huet an domat an en Ofhängegkeetsverhältnis vun deene Staate geroden ass;

- datt och d'Fuerschung an d'Entwécklung vu Medikamenter haut zu engem groussen Deel an ëffentlechen a privaten Instituter baussent der Europäescher Unioun stattfannen,

ass sech dowéinst bewosst, datt et essenziell ass,

- datt Europa méi autonom operéiere kann, fir kënnen d'Bevëlkerung zouverlässeg medezinnesch ze versuergen;

- datt all Memberstaat vun der Europäescher Unioun kann a soll dozou e Bäitrag leeschten,

fuerdert d'Regierung op,

- eng Industrie- a Fuerschungspolitik ze förderen, déi eng méi grouss medezinnesch Autonomie vu Lëtzebuerg a vun der Europäescher Unioun erméiglecht an dohier konsequenterweis:

• den Opbau vun enger Pharmaindustrie zu Lëtzebuerg an, méi allgemeng, an der Europäescher Unioun encouragéiert;

• d'Fuerschung an d'Entwécklung am medezinnesche Beräich substanziell verstäerkt, inklusiv natierlech am Beräich vun de rare Krankheeten an am strikte Respekt vun deene strengsten deontologesche Reegelen;

• d'Investitiounen an d'Medezinn op der Lëtzebuerger Universitéit substanziell verstäerkt;

• den Opbau vu Fakultéite fir Biologie, Chimie, Biochimie (molecular life sciences) a Pharmazie op der Universitéit Lëtzebuerg bedreift;

• d'Orientéierung an naturwëssenschaftlech an a Gesondheetsberuffer als eng Prioritéit gesäit;

• d'Ausbildung am Beräich vun de Gesondheetsberuffer permanent verbessert;

- d'Unerkennung vum Wäert vun de Beruffer am Gesondheetsberäich an der Gesellschaft ze verbesseren an och dorop hinzewierken, datt d'Aarbechtsbedéngungen an d'Remuneratioun an deene Secteuren attraktiv a kompetitiv sinn;

- de Luxembourg Institute of Health (LIH) auszebauen;

- all weider Institutiounen an deem Beräich ze ënnerstëtzen, déi am Déngscht vun der Allgemengheet agéieren.

(s.) Jeff Engelen.

3. Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert de progressive Relancement vun den Aktivitéiten an de Schoulen an an de Betreiungsstrukturen, déi d'Fraktiounen DP, LSAP an déi gréng ugefrot hunn. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener an d'Madamm Josée Lorsché.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Baum als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Baum *(DP).*- Freunde:

„Freunde sind wichtig
zum Sandburgenbauen,
Freunde sind wichtig
wenn andre dich hauen,
Freunde sind wichtig
zum Schneckenhaussuchen,
Freunde sind wichtig
zum Essen von Kuchen."

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mer erlaabt, haut meng Interventioun mat engem klenge Gedicht unzefänken. E Gedicht, wat ech ganz gär mat menge Klasse gemaach hunn am Ufank vum Schouljoer, wat awer nëmmen ee vun den Aspekter beliicht, nämlech d'Frëndschaft, déi mech dozou gefouert hunn, fir mat de Fraktiounscheffe vun déi gréng a vun der LSAP dës Heure d'actualité unzefroen.

Eis Kanner a Jugendlech sinn elo säit dem 18. Mäerz net méi an d'Schoul gaangen a si hu mat ganz vill Engagement vun doheem aus geléiert. Et war awer fir d'Kanner alleguerten net en Unterrecht wéi ëmmer. Besonnesch fir déi Kleng ass et nach ëmmer schwéier ze verstoen, dass se hire Bänknoper net méi hunn, dass se net méi kënnen am Schoulhaff op- an ofditzen a mat hire Kolleege spillen an dass se hir léif Joffer oder hire feine Schoulmeeschter net méi gesinn. Et sinn elo Wochen hier, säit si hir Kolleege fir d'lescht gesinn hunn. A fir d'Kanner ass dat wierklech eng hallef Éiwegkeet. An deene Wochen hu si dee ganz, ganz wichtege soziale Kontakt zu hire Frënn verluer.

Jo, d'Kanner brauchen hir Frënn. An d'Frënn hunn am Laf vum Liewen och ëmmer méi e grousse Stellewäert, an den Afloss vun den Elteren, dee geet zréck. A sengem Interview mam „Wort" sot den Dokter Theisen viru Kuerzem: „Mir musse léieren, mam Virus ze liewen." Natierlech musse mer weiderhi virsiichteg bleiwen. Mee mir mussen awer och lues a lues nees an eng Normalitéit zréckfannen. Dëst énnersträicht och den Dokter Pauly a sengem Gespréich mat RTL: „Eng absolutt Garantie an eng absolutt Sécherheet gëtt et net. Mee et ass awer och nees Zäit, dass d'Kanner eppes léieren, an dorënner och sozial Kompetenzen." An deem Kader begréisst och de Verband vun de Lëtzebuerger Kannerdokteren d'Entscheedung vun der Regierung, fir eis Schoulen nees schrëttweis opzemaachen.

Jo, den Enseignement à distance, dee mer elo kannt hunn, dat war eng flott Erfarung fir d'Kanner. Et war eng flott Erfarung och fir d'Léierpersonal. Et ass e Modell mat Zukunft. Mee et ass awer op kee Fall den Zukunftsmodell fir eis Schoul. Nee! Och an Zukunft wäert den Enseignant mat sengem Engagement a mat sengem Talent an der direkter Interaktioun mat de Kanner néideg sinn. Wéi sot schonn den John Hattie? Ech mengen, dat ass mëttlerweil heibanne jiddwerengem eng Referenz: „Auf den Lehrer kommt es an."

Aus mengem Bekannten- a Frëndeskrees weess ech, dass och d'Léierpersonal souwuel am Fondamental wéi och am Lycée prett ass a frou ass, fir erëm unzefänken, wann och ënner spezielle Konditiounen.

Vill Enseignanten aus dem Fondamental si bereet, Iwwerstonnen ze maachen an hir Klasse ganz ze iwwerhuelen, fir dofir aner Ressourcë fräizesetzen. Dofir hinne vun dëser Plaz aus e grousse Merci fir hiren Effort an dëse speziellen Zäiten!

Jo, et ass richteg: Wéi d'Datumer annoncéiert gi si vum 4. Mee, vum 11. Mee a vum 25. Mee fir d'Reprise, do war net alles duerchorganiséiert. Wéi hätt dat dann och kënne sinn? Et huet sech misse mat den Direktiounen an awer och mam Syvicol, mat de Gemenge concertéiert ginn, fir dës Rentrée ënner spezielle Virzeechen ze organiséieren, well net all Gemeng vun eisen 102 Gemengen hei am Land fonctionéiert d'selwecht am Schoulberäich. An dofir huet musse gekuckt ginn, fir dat alles beschtméiglech organiséiert ze kréien. Dofir geet och e grousse Merci un d'Direktiounen an un de Syvicol, déi an dësen Deeg ganz, ganz fläisseg geschafft hunn an och nach weider wäerte schaffen, fir déi lescht Detailer bis zur Rentrée ofzeklären an ze garantéieren.

Säit de Méindeg sinn eis Premièren erëm an der Schoul. Fir eis koum et natierlech net a Fro, den Examen dëst Joer ausfalen ze loossen, genausou wéineg wéi et a Fro komm wär, fir den Examen ze verschenken. Nee, déi dräi Woche sollen elo genotzt ginn, fir d'Tester vum zweete Semester ze schreiwen, fir kënne propper Nummere vum éischten a vum zweete Semes-

ter ze hunn a fir eventuell déi schlechtst Nott ze verbesseren, an dann, wéi geplangt, an den Examen ze goen, fir och nom Resultat d'Aschreiwung op den Unien an op den Héichschoulen net op d'Spill ze setzen.

Den nächste Méindeg geet et da fir déi aner Klassen am Lycée erëm un, en alternance, eng Woch an der Schoul an eng Woch doheem. Och hei ass et wichteg, e propperen Ofschloss vum Schouljoer ze garantéieren, fir dann am September eng normal Rentrée an enger neier Klass kënnen ze organiséieren.

Déi drëtt Etapp, dat ass d'Rentrée vum Fondamental, déi jo virgesinn ass fir de 25. Mee. Et ass jo nach e bësse bis dohinner. An awer: Och hei ass scho ganz, ganz villes vun de Gemenge geleescht ginn. An do ginn och nach weiderhi Saache preparéiert.

An och wann ee sech hei soll am schoulesche Beräich op dat Wichtegst, op dat Essenziellt begrenzen, ass d'Zil och hei, e propperen Ofschloss vum Schouljoer ze garantéieren an eng gutt fonctionéierend Rentrée am September ze preparéieren. An ech kann Iech soen: „Eng Preparatioun op esou eng Rentrée, dat ass net ze ënnerschätzen, och net bei deene Klengen."

D'Organisatioun vun dëser Rentrée ass komplex. A wéi sot et de President vum Syvicol, de Kolleeg Emile Eicher, deen heibanne sëtzt: „Et ass eng Herkulesaufgab." Jo, well duerch d'Klassendeelung bräicht ee souwuel duebel esou vill Personal wéi och duebel esou vill Raimlechkeeten. Op der Pressekonferenz gëschter, zesumme mam Minister Claude Meisch, huet de Kolleeg Emile Eicher ënnerstrach, dass bis ewell ganz vill Froe konnte gekläert ginn, souwuel wat d'Schoule wéi och d'Betreiungsstrukturen ugeet. An nëmmen duerch eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an de Gemenge wäert engem sécheren Oflaf vun dëser Rentrée näischt am Wee stoen.

Et héiert een dacks, dass een déi Kleng dach hätt solle verschounen, dass et dach nëmmen nach e puer Woche gewiescht wäre bis d'grouss Vakanz an dass een de Cycle 1 hätt kënnen zouloossen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär absolutt falsch! Well grad am Cycle 1 gi ganz wichteg Bausteng geluecht, fir duerno am Cycle 2 d'Alphabetisatioun op Däitsch kënnen an Ugréff ze huelen.

Vill kleng Kanner, bei deenen den Enseignement à distance net an där Form méiglech war, hunn an där Zäit keen oder kaum Lëtzebuergesch héieren oder geschwat. De Cycle 1 zouzeloossen, géif déi ganz Alphabetiséierung d'nächst Joer op Däitsch ëm e Villfacht méi schwéier maachen. A kommt, mir sinn éierlech: Hei geet et och ëm Chancëgläichheet! Bedenkt nëmmen, bedenkt nëmmen, wat lass wär, wa mer d'Schoule ganzer sechs Méint zougelooss hätten!

Här President, den amerikanesche „Science Journal" huet d'lescht Woch eng rezent Etüd iwwert d'Verbreedung vum Covid-19 veréffentlecht. An d'Wëssenschaftler hunn erausfonnt, dass Kanner ënner 15 Joer, déi sech mam Virus infizéiert hunn, nëmmen een Drëttel esou ustiechend wäre wéi Erwuessener. An d'WHO huet schonn am Mäerz festgestallt, dass d'Kanner sech haaptsächlech bei Erwuessenen ustiechen, wat ëmgedréit awer net de Fall wär. Ënnersichungen a Frankräich an an Island deiten drop hin, dass Kanner vill méi e klenge Risk hunn, sech mam Virus ze infizéieren, a souguer, wa si en hunn, nëmme selte Krankheetssymptomer entwéckelen.

Här President, och wann et esou schéngt, wéi wann d'Kanner manner ufälleg wären an och de Virus manner weiderginn), wéi am Ufank vun der Pandemie gefaart, hélt d'Regierung d'Suerge vun de Kanner, vun hiren Elteren a vum Léierpersonal ganz eescht. An déi ënnerschiddlech Sécherheetsprecautioune sinn dee beschte Beweis dofir. Eng honnertprozenteg Garantie ass et net, mee eng honnertprozenteg Garantie gëtt et och net. D'Enseignéieren en alternance, d'Anhale vun de Sécherheetsofstänn, d'Droe vun engem Mask am Schoultransport wäerten dozou bäidroen, den Ustiechungsrisiko ze miniméieren. An de Méindeg huet dat bei de Premièrë jo ganz gutt geklappt.

Wéi de Minister Claude Meisch d'lescht Woch betount huet, huet d'Regierung hir Decisioun net einfach vun haut op muer getraff, net op déi liicht Schëller geholl, mee si huet se op Basis vu konkreete Recommandatioune vun Experte getraff. Duerch den Enseignement à distance hunn d'Elteren eng enorm Responsabilitéit, wat d'Léieren an d'Matschaffe vun hire Kanner betrëfft, an de leschte Woche gehat a geschëllert. An et geet elo drëm, den Elteren nees dës Laascht vun de Schëlleren ze huelen, andeems ee lues a lues erëm an en normalen, an e gereegelte Schoulunterrecht zréckkënnt.

Mir hunn och Enseignanten, déi vulnerabel sinn, déi sech awer an dëser Situatioun net ewechducken. Ech nennen hei just d'Beispill vun engem jonke Schoulmeeschter, deem et am Moment net méiglech ass, a seng Klass ze goen, deen awer dofir e permanenten Onlinekontakt assuréiert, fir dass seng Schüler, déi vun doheem aus schaffen, zu all Moment kënne mat him a Kontakt trieden. An ech muss Iech soen: „Ech fannen dat ganz flott an dat ass mer och zu Häerz gaangen."

Kolleeginnen a Kolleegen, eng ganz Rei Mesurë sinn a wäerte weider geholl ginn, fir d'Sécherheet, d'Gesondheet vun de Kanner an den Enseignanten ze schützen. An aus enger Rei Grënn, déi ech opgezielt hunn, ass et wichteg, dass eis Schoulen erëm opginn. An dee wichtegsten ass dach sécher deen, dass mer kënnen e propperen Ofschloss vum Schouljoer hikréien an am September erëm eng normal Rentrée kënnen ugoen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dës schrëttweis Rentrée dee richtege Wee ass. An d'Demokratesch Partei steet hei voll a ganz hannendrun. Ech sinn Iech awer nach de Schluss vum Gedicht schëlleg. Ech hunn nach sechs Sekonnen.

„Vormittags, abends,

im Freien, im Zimmer …

Wann Freunde wichtig sind?

Eigentlich …

Une voix.- Immer.

M. Gilles Baum *(DP)*.- … immer!"

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Och e grousse Merci un d'Majoritéitsparteie fir dës Aktualitéitsstonn. Éischtens, et ass e wichtege Sujet, hei solle mer driwwer schwätzen, an zweetens, et ass awer e bëssen e Prezedenzfall, well mir haten elo schonn dräi Kommissiounen, wou mer iwwert dee selwechte Sujet geschwat hunn, an awer konnt d'Aktualitéitsstonn ugeholl ginn. Ech mengen, dat erspuert eis als Oppositioun bei nächsten Aktualitéitsstonnen e puer Diskussiounen.

Ech kommen dann zum Theema selwer. Ech hunn et scho méi dacks gesot: „Mir musse léieren, mam Virus ze liewen!" A mir mussen och an der Schoul mam Virus liewen. An dofir kann et net sinn, datt mer d'Schoul zouloossen, bis datt de Virus verschwonnen ass. Dat heescht, mir soen: „Jo, d'Schoul muss opgoen!" Mee dat soll dann awer, wannechgelift, ganz gutt virbereet sinn.

An dat Éischt, wat dozou gehéiert, ass, datt ee mat de Leit um Terrain schwätzt, ier een u sech d'Annoncë mécht. Datt dat net esou geschitt ass, wéi dat hätt solle geschéien, dat beweist dee Communiqué, dee gemeinsame Communiqué vun alle Gewerkschaften zesummen, déi gesot hunn: „Dat geet eis elo duer! Mir géife gär matabezu ginn!"

An och gëschter hunn ech nach esou ee Communiqué gesinn - ech hunn et och elo grad um Radio héieren - vun der Associatioun vum Léierpersonal vum Prescolaire, déi och gesot huet: „Mee mir sinn nach net matabezu ginn! Mat eis huet nach kee geschwat!" Dat ass net dee richteg gudde Wee fir ze schaffen. Et soll een d'Leit am Virfeld consultéieren. Dann hu mer nämlech vill manner Onzefriddenheet a mir hunn och méi praxisno Decisiounen.

En zweete Punkt, deen ech gäre wëll hei opwerfen, ass, datt et net méiglech ass, datt d'Verantwortung op d'Gemengen ofgewälzt gëtt oder op d'Lycéeën ofgewälzt gëtt. Ech ginn hei just ee Beispill: Wéi gesäit et zum Beispill aus, wann d'Gemengen aner Säll mussen huelen, fir den Accueil ze organiséieren? Déi Säll hu keen Agrement. Den Här Minister sot: „Hei musse mer anescht schaffen, well déi Zäit, fir en Agrement ze kréien, dat geet net méi duer." Mee wien huet an deem Fall d'Verantwortung, wa keen Agrement do ass?

Et sinn also nach relativ vill Detailfroen, déi opstinn, wou ech elo net drop aginn. Ech ginn och net op de Wirrwarr vun den Tester oder net Tester an. Ech ginn och elo net méi op d'Premièren an. Do hate mer virun zwou Woche scho gesot: „Fir eis wär et sënnvoll gewiescht, hei eng fakultativ Offer ze maache fir eng konkreet Hëllef fir déi, déi se bräichten."

Mee ech hunn awer nach eng geziilt Fro, an zwar: Hunn all dës Decisiounen, fir elo d'Schoul anescht ze organiséieren, eng konkreet legislativ Basis? Ech hat dat och scho virun zwou Woche gefrot. Dunn huet den Här Minister gesot, si géife kucken oder si wären amgaang mat kucken. U sech wéilt ech gäre wëssen, wat beim Kucken do erauskomm ass.

Dann e véierte Punkt … An elo hunn ech meng Motioun leie gelooss. Ech gi se nach séier sichen. Et geet ëm d'Beweegung, an ech hu mech jo och elo beweegt.

Beweegung a Sport, si mer nämlech der Meenung, mussen och an der Kris méiglech sinn. An et kann net sinn, datt d'Kanner fënnef Stonne laang hannerteneen um Stull sëtze bleiwen. Ech mengen, si kënnen et net. An et ass och net gutt, wa se dat géife maachen. Et ginn och nach aner Méiglechkeeten, fir sech ze beweegen, an och fir do d'Sécherheetsreegelen anzehalen. Bei Corona soe mer ëmmer, Hygiène wier wichteg. Sport, Beweegung gehéiert och zur Hygiène de vie. Et ass wichteg fir eisen Immunsystem. An et ass an eisen Aen e falscht Signal fir ze soen: „Dat sträiche mer elo einfach esou vum Programm." Dofir iwwerreechen ech dës Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que depuis les mesures de confinement, l'offre en activités physiques pour nos enfants a été considérablement réduite en raison de la fermeture de toutes les infrastructures sportives, y compris les installations sportives de plein air et les terrains de jeux ;

- rappelant dans ce contexte que les activités physiques sont extrêmement importantes pour le bien-être physique et mental ;

- constatant que l'éducation sportive est considérée à juste titre comme un moyen de prévention sanitaire, mais aussi comme un élément important dans la promotion du développement physique et mental des enfants et jeunes adolescents ;

- notant pourtant que nous allons devoir apprendre à vivre avec cette situation particulière,

invite le Gouvernement

- à maintenir, voire réintégrer dans la mesure du possible et notamment en tenant compte des règles de sécurité sanitaire, l'éducation physique dans les programmes scolaires ;

- à organiser des activités physiques en plein air notamment pour les classes de l'enseignement fondamental, que ce soit dans le cadre des cours à l'école (matin) ou pendant les heures d'accueil (après-midi), et ceci dans le respect des mesures de sécurité sanitaire ;

- à élaborer en étroite collaboration avec le personnel d'éducation physique un concept sportif adapté pour garantir, en cas d'omniprésence ou de recrudescence du Covid-19, la tenue de cours d'éducation physique réguliers pour toutes les classes scolaires et ce dans le respect des mesures sanitaires nécessaires, et ce dès la rentrée scolaire 2020 ;

- à fournir le matériel et les moyens nécessaires aux écoles pour mettre en œuvre le concept élaboré.

(s.) Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An där froe mer u sech, datt de Sportsunterrecht net einfach soll gestrach ginn, datt sollen Aktivitéiten dobaussen organiséiert ginn, och an der Grondschoul, sief dat beim Accueil oder wärend der Schoul, an datt soll e Sportskonzept ausgeschafft ginn, fir datt, wa mer och am September de Virus hunn, dann de Sportsunterrecht kann normal funktionéieren.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, wat fir eis am wichtegsten ass, dat ass definitiv: Et däerf kee Kand duerch Corona e bleiwende Retard behalen. Dat ass dat Éischt. An dat Zweet ass: De Bildungserfolleg däerf duerch Corona net nach méi beaflosst gi vum sozioekonomeschen Hannergrond vun de Familljen. Do si mer ganz schlecht - gëschter huet de Claude dat nach gesot -, do krute mer och eng schlecht Nott am PNR.

Dofir musse mer éischtens emol derfir suergen, datt jiddwereen dat néidegt Material zur Verfügung huet. Zweetens musse mer derfir suergen, datt mer elo feststellen: Wou sinn d'Kanner drun? Hu se deen Niveau erreecht, dee se missten erreechen? Dofir bräichte mer Épreuve-standardiséeën. A wa se deen Niveau net erreecht hunn, da solle mer elo direkt geziilt eng spezifesch gratis Nohëllef ubidden, fir deene Kanner ze hëllefen, datt se deen Niveau kënnen erreechen, dee se hätte missen erreechen, a fir datt kee Kand u sech am September e coronabedéngte Retard huet.

Nach ee leschte Punkt zur Kannerbetreiung. Hei begréisse mer, datt d'Elteren, déi Kanner ënner dräi Joer hunn, elo kënne vum Congé pour raisons familiales profitéieren. Well fir eis ass et kloer: D'Kris däerf net genotzt ginn, fir den Elteren de Choix, dee souwisou scho begrenzt ass, fir hinnen de Choix an der Kannerbetreiung ze huelen.

Hei hu mer awer nach eng Partie Froen: Wéi ass et mat deenen Elteren, déi Kanner hunn iwwer dräi Joer, déi bis elo net an eng Crèche gaange sinn? Mussen déi elo an eng Crèche goen? Däerfe se nach bei d'Bomi oder de Bopi goen? Ech mengen, de Moien huet den Här Minister gesot, hie wier do …, oder mir wieren e bëssen op där falscher Plaz, et wier méi Familljeressort.

Mee ech mengen, fir d'Elteren ass et wichteg, datt si wëssen, wou se do kënnen higoen. Wann dës Kanner sollen an d'Crèche goen, da stellt sech fir mech d'Fro: Hu mer genuch Crèchëplazen? Ech denken net, well do huet de Minister och de Moie gesot gehat, datt, mengen ech, 50 % manner Kanner kënnen an de Crèchen opgeholl ginn. Da stellt sech d'Fro eeben: Wie kann definitiv nach alles dee Congé pour raisons familiales huelen? A wéi laang kann deen ausgebaut ginn? Geet e bis an de September? Geet en och nach méi laang?

A schlussendlech hoffe mer, datt mer och déi néideg positiv Konsequenzen aus dëser Kris zéien. An dat am Beräich vun der Digitaliséierung, dat am Beräich vun der Entrümpelung vun de Programmer, vun der Methodik a vun der Evaluatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul an den Zougang zur Educatioun si bei eis eppes ganz Normales a Selbstverständleches. Abee, d'Pandemie huet eis erëm virun Ae gefouert, wéi wichteg dësen Acquis vun engem gudde Bildungssystem ass, wéi systemrelevant d'Enseignanten an d'Educateure sinn. Duerfir musse mer elo alles drusetzen, fir dës Kris ze iwwerstoen an déi richteg Konsequenzen ze zéien. Elo direkt, fir datt d'Kanner nach dat meescht aus dësem Schouljoer kënnen erauszéien, mee och laangfristeg, fir d'Schoul un d'Realitéite vu muer unzepassen.

„D'Kris iwwerstoen an aus der Kris léieren", dat ass deemno de Motto vun der Stonn. Zanter dem 16. Mäerz si Kanner, Schüler, Enseignanten an Elteren an der „Schoul doheem". Dat ass a war net einfach. An och déi nächst Woche wäerten et nach a sech hunn. Mee et ass richteg a wichteg, datt endlech erëm Schoul „an" der Schoul gehale gëtt.

Firwat? Éischtens: All Kand huet e Recht op Bildung. Dat ass e Mënscherecht. Well et ass d'Basis fir Chancëgerechtegkeet a Participatioun. "Education is the most powerful weapon […] to change the world", sot den Nelson Mandela. An en hat Recht.

Zweetens: Déi sozial Isolatioun ass carrement kontraproduktiv fir d'Léieren. D'Kanner an d'Teenager gi motivéiert fir ze léieren, wa se dat zesumme mat anere maachen. Sozial Kontakter sinn d'Viraussetzung fir effikasst Léieren.

Drëttens: All Dag, deen d'Schoul zou ass, klëmmt d'Chancenongerechtegkeet, déi jo eise Schoulsystem souwisou schonn op eng dramatesch Aart a Weis markéiert, weider. Déi vill zitéiert Leeschtungsschéier tëscht Schüler aus sozioekonomesch favoriséierten an defavoriséierte Verhältnisser geet nach méi auserneen. Doriwwer si sech d'Bildungsfuerscher eens.

Iwwer kuerz oder laang, an dat ass mäi véierte Punkt, si vill Eltere mam Homeschooling iwwerfuerdert, an zwar net nëmmen déi aus sozial schwaache Milieuen oder wou et Sproochebarriäre ginn. Kanner an Teenager ze enseignéieren ass nun emol e richtege Beruff. Pedagogie ass eng Wëssenschaft. Dat rëselt een net einfach esou aus dem Aarm. Mäi Jéngsten huet iwwregens schonn no enger Woch gekeimt an zu mir gesot: „Wat sinn ech frou, dass du net meng Joffer bass."

(Hilarité)

Ech sinn och frou.

(Hilarité)

Mee am Eescht, et ass fir keng Mamm a fir kee Papp evident, mam Teletravail plus Homeschooling plus Mëttegiessekache plus Kanneramesëieren ze jongléieren. Bei aller Léift zum Multitasking!

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- A fënneftens: Onlineteaching kann nimools d'Schoulhalen an der Schoul ersetzen. D'Enseignanten hu vun engem Dag op deen anere misse switche vum analogen zum digitalen Unterrecht. A wat ee virun dräi Méint quasi nach fir komplett onméiglech gehalen hätt, ass haut Alldag. Den techneschen Horizont gouf ganz huerteg erweidert. An dat ass gutt. Mee souwuel fir d'Vermëttele vun Inhalter wéi och fir déi sozial Kompetenzen sinn d'Schoul, den direkte Kontakt mam Enseignant onverzichtbar.

Aus all deene Grënn ass et gutt, datt d'Schoul nees ufänkt. An et gëtt alles drugesat, den Infektiounsrisiko sou kleng a sou kontrolléierbar wéi nëmme méiglech ze halen. Deen Zenario, dee Modell, deen den Educatiounsministère zesumme mat de Gemengen amgaang ass ze plangen an ëmzesetzen, ass immens komplex, usprochsvoll, e richtege Kraaftakt. Nach bleift munches ze klären. Mee et ass remarkabel, wat hei geleescht gëtt a puncto Organisatioun a Logistik, fir déi Reprise an d'Weeër ze leeden, am beschte Sënn vum Wuert.

D'LSAP ënnerstëtzt déi Roadmap a begréisst et ausdrécklech, datt hei no sanitäre Prioritéite gehandelt gëtt. Fir d'éischt ginn déi Jugendlech, déi d'Gestes barrières besser beherrschen, an dann déi méi Kleng.

Et ass och richteg, de Congé pour raisons familiales fir d'Eltere vun deene ganz Klenge bäizebehalen, idem fir do, wou keng Plaz ass an enger Betreiungsstruktur, respektiv fir déi vulnerabel Kanner. A positiv ass och fir d'Zukunft, datt Maisons relais a Schoul elo méi enk matenee verknäppt ginn. Et kann nëmmen am Sënn vun de Kanner sinn, wann d'Zesummeschaffe vun deenen zwou Strukturen nach méi selbstverständlech gëtt.

Här President, déi nächst Woche soll sech op dat Weesentlecht am Unterrecht konzentréiert ginn, op d'Haaptfächer. Ech hoffen awer och, datt déi éischt Stonnen elo net direkt drop lass gedrummt gëtt, mee datt d'Enseignantë mat de Schüler driwwer schwätzen, wéi si déi lescht Wochen erlieft hunn, dat Ganzt also opschaffen.

An och d'Beweegung ass wichteg. An de Minister huet dat de Moien an der Educatiounskommissioun jo och selwer gesot. Sport stäerkt och den Immunsystem. Dat ass eigentlech déi bescht Waff, déi mer hunn, géint all Zort vu Virus.

Natierlech muss ee sech och Gedanke maachen, wéi et am September an doriwwer eraus soll weidergoen a wat een à long terme aus dëser Kris fir eise Bildungssystem soll léieren. Et wier net vu Muttwëll, fir bei deenen nächsten Épreuves standardisées, déi souwisou jo am November sinn, déi eng oder aner Fro ronderëm d'Coronakris matanzebauen.

Eppes ass op alle Fall fir d'LSAP ganz kloer: Déi sozial Schéier an eise Schoulen dierf net nach weider auserneegoen. Sou muss zum Beispill verstäerkt op d'Schwächte vun de Schüler agaange ginn. D'Aide aux devoirs, esou wéi et am Koalitiounsaccord steet, also eng gratis professionell Nohëllef, muss esou séier wéi et eebe geet agefouert ginn. Grad an dësen Zäiten dierf d'Fro no enger qualifizéierter Nohëllef net vum Portmonni vun den Elteren ofhänken.

An dat gëllt och beim Stéchwuert Digitaliséierung. A ville Famillen, wou doheem geléiert a geschafft gouf, koum et zu logistesche Problemer. Et huet nun emol net all Kand säin eegene Laptop. D'Digitaliséierung wäert weidergoen. An deene richtege Proportiounen ass dat och gutt. Mee mir mussen oppassen, datt déi Entwécklung net zu engem weideren Auserneendrifte vun der Schülerlandschaft féiert. Wann all Schüler op engem Laptop oder Tablet muss schaffen, da muss och all Schüler där een zur Verfügung gestallt kréien.

Geneesou wichteg ass et, den Enseignant ze stäerken, fir datt hien och op digitalem Wee eng optimal Unterrechtsqualitéit ka bidden, déi modern Technik also pedagogesch sënnvoll asetze kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den determinante Facteur fir déi schoulesch Karriär vun engem Schüler ass den Enseignant - de Gilles Baum huet den John Hattie jo schonn zitéiert, dat ass also bekannt - a seng Bedeitung huet sech an dëser Kris méi wéi jee gewisen. Duerfir verdéngt de Beruff vum Enseignant eis Unerkennung. Mir mussen derfir suergen, datt d'Léierpersonal sech nees vill méi ëm seng Käraufgab, nämlech d'Enseignéieren, ka këmmeren. Duerfir musse mer kucken, fir administrativ Hürden, wou et der ginn, zum Beispill am Ëmgang mat Direktiounen oder Kompetenzzentren, ofzebauen.

Et ass iwwerleeënswäert, fir den Enseignanten um Terrain an de Schoulen eventuell Psychologen oder Infirmièren zur Säit ze stellen, soudatt och Kanner mat Schwieregkeeten, Opfällegkeeten oder Behënnerunge gradsou wéi all déi aner um Unterrecht kënnen deelhuelen. Si gehéieren all an eis ëffentlech Schoul.

Här President, „Schoul doheem" wäert eis soubal net verloossen, si wäert an eise Käpp bleiwen. Schoul an der Schoul wäert duerfir awer och soubal kee méi wëlle mëssen. Ech si frou, datt mir zu Lëtzebuerg d'Defie vun der Pandemie esou gutt gemeeschtert hunn, datt mir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Closener, Dir musst sou lues zum Schluss kommen.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Ech si beim leschte Saz.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, ech si ganz frou, datt mir zu Lëtzebuerg d'Defie vun der Pandemie sou gutt gemeeschtert hunn, datt mir eise Kanner lo nees dat kënne bidden, wat fir hir Zukunft dat Wichtegst ass: eng gutt Bildung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Closener, erlaabt Der, datt d'Madamm Kemp Iech nach eng Fro stellt?

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Selbstverständlech.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Merci, Madamm Closener. Ech si frou, datt Der gesot hutt, datt den Här Minister de Mueren an der Educatiounskommissioun gesot huet, de Sport wär wichteg. De Sport wär wichteg, dat freet mech natierlech ganz besonnesch.

Ech wollt an deem Kontext froen, ob dann och schonn eng Exitstrategie am Sport virgesinn ass? Dir wësst, ganz vill Länner sinn amgaangen opzemaachen, virun allem fir individuell Sportaarten dobaussen: Reiden, Tennis, Golf, ech kéint der eng Rei dovun zitéieren - Lichtathleetik -, déi kéinten drënnerfalen, wou ënner prezise Precautiounen de Sport erëm méiglech wär, relativ schnell.

Fir eng Rei vu Wettkampfathleeten, déi gewinnt sinn, fënnef- bis sechsmol d'Woch ze trainéieren, déi näischt kënne maachen am Moment, fir déi ass dat dramatesch. Och de gesondheetlechen Aspekt. Dofir wär ech frou, ze wëssen, ob de Minister dann och ..., oder wéini de Sportminister géif eng Kéier annoncéieren, wéi seng Exitstrategie am Sport dann ausgesäit.

Merci.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Also nach sinn ech net Sportminister. Ech hunn och elo net direkt d'Ambitioun, fir den Dan Kersch do ze ersetzen. Ech mengen, dass hien dat ganz gutt mécht, dass e mat ganz ville Partner am Sport Récksprooch hëlt, wat ee ka maachen, wat sécher ass a wat net. Ech si sécher, dass de Minister Iech all Fro ronderëm d'Exitstrategie am Sport wäert beäntwerten.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Da si mer gespaant, wéini.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et eng Bevëlkerungsgrupp gëtt, iwwert déi mir am État de crise nach kaum oder guer net geschwat hunn, dann ass et déi vun de Kanner an deene Jonken, déi awer grad wéi de Rescht vun der Populatioun confinéiert sinn a scho bal aacht Wochen net méi an d'Schoul gaange sinn. Esou wichteg wéi et och war, d'Schoulen zouzemaachen, fir déi éischt grouss Infektiounswell a Schach ze halen, esou wichteg ass et awer och, un d'Kannerrechter ze denken. An et sinn déi, op déi ech meng Ried wëll fokusséieren.

Déi Rechter sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer héichgehale ginn an dat musse se och weiderhi ginn. Zu deene Rechter gehéiert ganz kloer d'Recht op Bildung an der Schoul, e Recht, wat esouwuel an der UN-Kannerrechtskonventioun vun 1989 wéi och an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter aus dem Joer 1948 verankert ass. Zu deene Rechter gehéiert awer nach vill méi. Dozou gehéiert och e gläichberechtegten Zougang zu der Bildung, grad wéi och d'Recht, sech an der Gesellschaft matzedeelen, sech ze beweegen, ze partizipéieren a mat Gläichaltregen a Kontakt ze sinn, an net ze vergiessen och d'Recht op Inklusioun.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat si Grënn, firwat déi gréng d'Opmaache vun de Schoulen ënnerstëtzen an explizitt begréissen. Dat wëll ech ausdrécklech betounen. Dëst natierlech am Respekt vu strenge Sécherheetsmoossnamen, déi jo ausgeschafft gi sinn, fir nun emol eng massiv Verbreedung vum Virus am Schoulmilieu ze verhënneren. Quitte datt eng 100%eg Sécherheet souwisou ni wäert bestoen, jiddwerfalls esou laang net, wéi mer kee fiabelen Impfstoff wäerten hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, deem kann een natierlech entgéinthalen - an da kommen ech op d'Petitioun, déi ënnerwee ass -, datt de Gesondheetsrisiko zu dësem Moment nach ëmmer ze grouss wär an datt den Enseignement à distance soll bäibehale ginn, esou wéi et och vun enger ganzer Rei Elteren, vun Dausende mëttlerweil, gefuerdert gëtt.

Dozou Follgendes am Numm vun der grénger Fraktioun: Déi digital Methode stelle mir ganz sécher net a Fro, well se e gewëssent Potenzial hunn, esouwuel fir doheem ze léiere wéi och an der Schoul. Wat mir awer méi wéi a Fro stellen, ass e kontinuéierlecht Léieren op Distanz, e Léieren an der Isolatioun, eng Schoul, an där de mënschleche Kontakt duerch e Bildschierm ersat gëtt.

Wat beim Homeschooling jo ganz kloer feelt, ass dat soziaalt Mateneen - et ass schonn e puermol ënnerstrach ginn -, wat eebe grad ausserhalb vum Elterenhaus stattfënnt a stattfanne muss, fir datt d'Kanner an déi Jonk sech gesond entwéckelen. Domat mengen ech och de Kanner a Jonken hiert Recht, Relatioune mat Gläichaltregen, mee och mat erwuessene Bezuchspersounen opzebauen, sech dobaussen auszedrécken, Konfliktfäegkeet an Teamgeescht ze entwéckelen a firwat net och emol eng ze stiichten. Also alles dat, wat zum Opbau vu soziale Kompetenzen an zu der Entwécklung vun der Perséinlechkeet bäidréit a wat u sech d'Schoulzäit ausmécht, ugefaangen am Cycle 1, wou d'Sproochen natierlech am Mëttelpunkt stinn, mee nach laang net nëmmen.

Derbäi kënnt en zweete Bemoll beim Homeschooling: Et ass deen, deen och schonn ernimmt ginn ass, dee vun de wuessenden Inegalitéite beim Enseignement à domicile. Well net all Eltere besëtzen nun emol déi néideg Fach- a Sproochekompetenzen, déi ee scho bei deene Jéngste brauch, wann ee mat de Kanner wëllt léieren a vun Elteren zu Hëllefsschoulmeeschter oder Hëllefsléierin mutéiert.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Domat verbonnen ass natierlech de Fait, datt och net all Stot dat néidegt informatescht Material an adequat Raimlechkeeten zur Verfügung huet, fir den Teletravail vun den Elteren an den Homeschooling mat engem oder oft méi Kanner parallell an a gudde Konditiounen ze organiséieren. Dat féiert ganz séier zum Chaos. Wat déi Form vun Enseignement also méi laang unhält, wat d'Kanner aus deene Stéit méi riskéieren, an d'Hannertreffen ze geroden, mat alle Spannungen, déi an de Famillen entstinn.

An en drëtte Volet, deen eis beim Homeschooling net egal däerf sinn, ass dee vun der potenzieller Mësshandlung oder der Vernoléissegung vu Kanner a verschiddene familiäre Milieuen. Ganz sécher ass dat kee generelle Problem a kee Phenomeen, deen iwwerall ze fannen ass, mee fir déi Kanner, déi et betrëfft, ass dee Problem fatal, mat oft liewenslängleche Konsequenzen. D'Rapporte vum ORK, vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand aus de leschte Jore schwätzen an deem Kontext Bänn.

Fir eis ass och dat e Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Schoulen nees opzemaachen. Well spéitstens dann ass et nees méiglech, mësshandelt oder vernoléissegt Kanner an de Schoulen ze detektéieren an déi betraffe Kanner ze signaléieren, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. An anere Wierder: D'Opmaache vun de Schoulen huet och mat Jugend- a Kannerschutz ze dinn a mam Recht vum Kand op gewaltfräi Erzéiung a kierperlech Onverseertheet.

„Natierlech ass d'Theorie gedëlleg", kënnt Der mer elo soen, an d'Opmaache vun de Schoule werft trotz der preparativer Herkulesaarbecht nach ëmmer Froen op. Dëst natierlech am Fondamental an am Secondaire, mee och am Beräich vun der nonformaler Bildung, de Betreiungsstrukturen, wou d'Autonomie vun de Kanner, hir Eegeverantwortung an hir fräi Entwécklung am Mëttelpunkt solle stoen. Virun allem an deem Beräich wäert et ganz schwéier sinn, déi restriktiv Sécherheetsmoossnamen ze respektéieren, ouni déi pedagogesch Konzepter ganz e wéineg awer iwwer Bord ze geheien. Mee och hei gëllt déi Devis, déi eis um Häerz läit: „Wou et e Wëlle gëtt, do gëtt et e Wee."

Dat heescht: De Wëllen ass do. An de Wee packe mir ëmsou besser, wat mir als politesch Responsabel méi konstruktiv mat allen Acteuren zesummeschaffen an zesummen no Léisunge sichen. An datt gutt zesummegeschafft gëtt, kann ech nëmme bestätegen, well ech selwer Schoulschäffen an enger Gemeng sinn a gesinn, wéi d'Kommunikatioun ofleeft. Dofir loossen ech déi Kritik net gëllen. All Fro, déi ech um Ministère stellen, gëtt beäntwert.

Och wa beim Zréck-an-d'Schoul natierlech net alles perfekt leeft, sou wier et an eisen Aen awer e Schlag an d'Gesiicht vun de Kannerrechter, wa guer näischt géif lafen. An et sinn och d'Kanner, déi eis als Éischt wäerte Merci soen, wa si nees am Haff bei hire Kolleege stinn. An Iech soen ech Merci da fir d'Nolauschteren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, ech mengen, et ass schonn eng Iwwerraschung, wa mer hei héieren, datt déi Rentrée scolaire hei e Produkt wär, wou den Här Minister seet, en hätt sech mat all Mënsch consultéiert. Dat Éischt, wat mir gesinn, wa mer den Internet opmaachen oder d'Neiegkeete lauschteren, ass, datt eng Gewerkschaft no där anerer, eng Elterevertriedung no där anerer, eng Schülervertriedung no där anerer seet, si wären net consultéiert ginn.

Eis Definitioun ass eng aner. Ech war nach extra op de Site vun der DP kucke virdrun, do steet eppes vu Participatioun, do steet eppes vun Nolauschteren. Mee wéi ass dann d'Praxis? Dat schéngt net d'Praxis ze sinn. An eisen Aen ass kloer, datt hei eng gewësse Mëssuechtung vun de Partner an der Schoul war, vun der Schoul selwer, an einfach eppes sollt duerchgezu ginn. A mir kucken nach, firwat dat esou ass.

Ech wollt och dem Här Baum soen: „Jo, et gëtt Etüden an déi eng Richtung an an déi aner, wat de sanitäre Risiko ugeet." Mir hunn nach de Moien eng Question parlementaire gestallt, well déi Berliner Charité eng Étude médicale erausginn huet, déi eebe seet: „D'Kanner sinn net méi oder manner ustiechend wéi déi Erwuessen." Mir mussen dat kucken. Et besteet e sanitäre Risiko.

An ech wëll och deene Gréngen - der Madamm Lorsché - eppes mat op de Wee ginn: Fir déi gréng ass et jo anscheinend eng vun den Haaptursaachen, seet d'Madamm Lorsché eis, datt mer musse kucken, datt d'Kand a Sécherheet ass. An hiren Ae schéngt d'Kand a Sécherheet ze sinn, wann et an der Schoul ass an net an der Famill, wéinst dem Mëssbrauchsrisiko. Natierlech besteet esou e Mëssbrauchsrisiko. An et ass wichteg, datt mer op d'Kanner Uecht ginn, ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... egal wou se sinn. Mee et ass awer och esou, datt et e Phenomeen gëtt, deen heescht: Gewalt an der Schoul. An deen huet zougeholl an deene leschte Joren. Et gëtt e Phenomeen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, d'Madamm Lorsché freet d'Wuert wéinst Fait personnel.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo. Also Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also si ka gär d'Wuert hunn. Mee ech mengen, et ass awer ... Ech ka mäi Saz fäerdeg maachen an da kënnt Dir ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Voilà.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Däerf ech Iech herno eng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et gëtt e Phenomeen, deen heescht Gewalt an der Schoul. An et gëtt e Phenomeen, deen heescht Mobbing. An ech mengen, et kann een elo net higoe wéi déi gréng a soen: „Wat doheem geschitt, dat ass potenziell geféierlech, a wat an der Schoul geschitt ass et net!"

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- O! Egal wat!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn als ADR eis och d'Fro gestallt: „Wéi stelle mir eis zu där Initiativ, fir elo schonn d'Schoulen ugoen ze loossen an net eréischt am September?" Mir sinn derfir! Mir sinn derfir, well och mir mengen, datt et keng Ausnam, weeder zäi_tlech nach soss, zur Schoulflicht ka ginn. Awer d'Modalitéite muss ee kucken.

Et hätt ee sech ganz gutt kënnen e System virstellen, wou parallell eng Offer an der ëffentlecher Schoul existéiert hätt an eng Kontinuitéit am Homeschooling. Och dat ass eng Form vu Schoulflicht, wann d'Leit dat doheem maachen. Et gëtt e puer Helden an dëser Kris. Iwwert dat medezinnescht Personal ass schonn dacks geschwat ginn. An eisen Ae sinn all déi

vum Léierpersonal, déi hir Kanner systematesch ënnerstëtzt hunn am Homeschooling, och fantastesch Virbiller. An d'Familljen hu Groussaarteges geleescht! An och dat muss een ënnersträichen.

Mir hunn als ADR dacks gesot - an ech sinn iwwerzeegt, datt vill Elteren dat entdeckt hunn -, wéi wäertvoll déi Zäit mat de Kanner ass. A mir hu gesot: „Mir mussen eng Kéier op de Modell goen, wou mer de Leit och de reelle Choix ginn, ob se wëlle sech der Kannererzéiung widmen oder léiwer schaffe ginn, op eng aner Manéier an dofir drun denken, fir en Elteregeld anzeféieren." Dat ass eng Propositioun, déi mir dacks gemaach hunn an déi ass aktuell. Mir musse se huelen.

Wat mer am Ableck gesinn, dat ass en immensen Effort, dee vu ville Säite gemaach gëtt - dat wëlle mer net ofstreiden -, vum Ministère, vun de Gemengen, vu sou ville Leit, déi elo implizéiert sinn, fir ze probéieren, dat heiten un d'Rullen ze kréien.

Mee et ass eng Improvisatioun. A sou villes ass nach net gekläert: Mir wëssen net, wéi eng Raimlechkeeten iwwerall solle benotzt ginn. Mir wëssen net, wéi et mat de Versécherungen dann ass, well den Agrement ausser Kraaft gesat ginn ass. Mir hunn net genuch Personal. De Ministère weess emol net, wivill Leit zur Verfügung stinn. Elo solle Studente rekrutéiert ginn, fir eventuell Lacunnen do opzefëllen. Et ass eng Improvisatioun.

An ech fannen, d'Kanner, d'Scolaritéit - wann hei gesot gëtt, wéi wichteg dat ass -, déi verdénge méi wéi eng Improvisatioun. Dir hätt kënnen drop zielen, datt mer fir de September eng gutt organiséiert Rentrée virbereet hätten, obwuel d'Krankheet och dann nach bei eis ass. Déi sanitär Kris ass dann net eriwwer, awer mir hätte kënnen eng gutt organiséiert Rentrée virbereeden an an der Tëschenzäit eeben déi duebel Offer maachen: an der Schoul oder doheem. Dat eent schléisst dat anert net aus.

Wat mer elo hunn, ass eng Noutléisung. Awer mir mussen eis eng Fro stellen: Firwat ass dat esou? Ass net dës Regierung higaangen an huet déi heite Solutioun, mat all hiren Nodeeler, geholl aus enger ekonomescher Iwwerleeung eraus an net aus enger pedagogescher, fir d'Käschte fir de Congé pour raisons familiales esou wäit wéi méiglech erofzedrécken?

Wann dat esou ass, da soll d'Regierung eis et soen. Da soll se soen, datt mer elo d'Rentrée scolaire hunn, well mer en Defizit hunn, well mer mussen an d'Schoul goen. Mee da soll se net pedagogesch Argumenter virausschécken! Da féiere mer eng ekonomesch Diskussioun! Och dat sinn Argumenter, déi ee muss berücksichtegen. Awer da féiere mer dach, wannechgelift, eng éierlech a richteg Diskussioun, wann dat d'Iddi vun der Regierung ass!

Mir hunn als ADR selbstverständlech och de Risiko am Bléck vun engem sozialen Auserneendriften. Mee och do soe mir: „Déi Kanner, déi doheem ënnerriicht ginn, éischtens, wa se mierken, datt se Problemer hunn, da schécke verantwortungsvoll Elteren hir Kanner an d'Schoul, wou se kënnen ënnerriicht ginn." A mir hätten och gär, datt déi Leit, déi Homeschooling maachen, optimal ënnerstëtzt ginn. A vill Leit vum Léierpersonal hunn dat gemaach an deene leschte Méint a Wochen. Dat ass eng Leeschtung! Mee et ass net esou, wéi et hei presentéiert gëtt, datt deen, deen doheem ass, automatesch an e Risiko kënnt, duerch sozial Nodeeler benodeelegt ze ginn. Et géif zwou Manéieren, fir et opzefänken: Ënnerstëtzung an déi Méiglechkeet, an d'Schoul ze goen a Presenzunterrecht ze genéissen.

Dann dat Argument vun de Sproochen, och dat héiere mer ganz dacks an op dat si mir als ADR besonnesch sensibel. Mee mir hu Problemer, och wa mer et unerkennen, datt et e wichtegen Aspekt ass an dëser Diskussioun - datt d'Kanner kënne Lëtzebuergesch léieren, op Lëtzebuergesch schwätzen an och virbereet si fir hir Scolarisatioun op Däitsch: e wichtegen Aspekt, an dat leegne mer net -, awer mir mussen awer och derbäisoen, datt dëst Argument vun der Regierung, wann et vun där Säit kënnt, net kredibel ass! Well mir hunn dach gesinn, datt ausgerechent dës Regierung an deene leschte Méint a Joren an hirer Schoulpolitik e Wee gaangen ass, ...

(Interruption par la présidence)

Lescht Argument, Här President, ech halen dann op.

... e Wee gaangen ass, wou eebe just dat Lëtzebuergescht an der Schoul doduerch zréckgesat gouf, well ëmmer méi international Schoule gegrënnt goufen, wou bal kee Lëtzebuergesch méi existéiert.

Dat gesot, Här President, wéi gesot, eise Choix als ADR wär hei och eng Méiglechkeet fir d'Elteren ze wiele gewiescht.

Ech mengen, d'Madamm Lorsché hat nach eng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, ech wollt Iech froen, ob Der mer net nogelauschtert hutt oder ob et eng chronesch Krankheet ass vum ADR, datt een d'Wierder ëmmer am Mond verdréit kritt. Ech hunn net gesot, d'Kanner wären doheem net a Sécherheet. Ech hu gesot, datt den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dee reegelméisseg säi Rapport an der Chamber virstellt, ëmmer erëm drop hiweist, datt et Fäll vu Mësshandlung a Vernoléissegungen an de Famille gëtt. D'Roll vun der Schoul ass dee Moment, déi Kanner ze signaléieren, fir datt déi néideg Schutzmoossname kënnen ergraff ginn. An an deem Sënn hunn ech gesot: „Fir déi betraffe Kanner ass et fatal, wann dat net detektéiert gëtt." An dofir si mer frou, datt d'Schoulen an deem Sënn mathëllefen, déi Kanner ze schützen.

An ech wär frou, wann Der dee Gedanken elo géift verstoen. An ech mengen, wann Der eemol an der Schoul geschafft hätt a mat klenge Kanner ze di gehat hätt, déi moies mat bloen Aen an d'Schoul kommen, da wéisst Der, wat et heescht, Mësshandlung bei klenge Kanner, déi nuets op Späicheren agespaart ginn oder an de Keller an an d'Schoul kräische kommen, well se net geschlof hunn! Wann een do keng Verantwortung iwwerhëlt, dann ass dat Äre Problem.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir dës Kloerstellung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! An d'Madamm Lorsché huet komplett Recht. Dat ass e Problem. An ech soen, ech hunn och gesot, datt dat e Problem ass, datt et Gewalt an de Familljen doheem gëtt. A mäin Argument war: Et ass awer net ëmmer esou, an zweetens gëtt et an de Schoulen och Problemer. Et gëtt och an de Schoule Gewalt. An et gëtt och an de Schoule Mobbing. An op deenen zwou Plaze muss no de Kanner gekuckt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt vill Weeër, fir d'Schoul erëm un d'Goen ze kréien. Et gëtt vill Weeër, fir un d'Flichtbewosstsäin vun den Enseignanten ze appelléieren. Et gëtt vill Weeër, d'Enseignantë bei hirer Tâche ze begleeden. Wärend dem Confinement gouf et am Ufank och keng ganz kloer a gemeinsam Richtlinne fir d'Enseignanten, déi sech mam Homeschooling auserneegesat hunn. Villes huet op Eegeninitiativ berout. Et gouf Enseignanten, déi op Eegeninitiativ no hire Schüler kucke gaange sinn, déi alles drugehaangen hunn, fir jiddereen ze erreechen. An et gouf och Enseignanten, déi mat där neier Situatioun méi Schwieregkeeten haten, wat een och novollzéie kann. An et gouf och verschidde Schüler, déi ganz einfach net méi ze erreeche waren.

Mam Confinement, Här President, ass d'gesellschaftlech Funktioun vun der Schoul als sozialiséierend, als emanzipéierend, als schützend Institutioun fir Kanner a Jugendlecher erëm däitlech ginn. Dat geet u sech an eng ganz aner Richtung wéi déi usuell Politik vun der Regierung, déi weiderhin op meritokratesch an hierarchiséiert Schoulmodeller setzt, déi sozial a schoulesch Ongläichheete just weider verschäerfen. Niewebäi bemierkt muss een awer och sech d'Fro stellen, wat Meritokratie heescht. Wann et géif funktionéieren, da wéisste mer et scho laang!

Mir mengen, datt de Confinement d'sozial Ongläichheeten nach méi visibel gemaach an domat och déi schoulesch Ongläichheete weider verstäerkt huet. Mir mengen och, datt d'Schoul méi wéi soss eng wichteg Opklärerroll ze spillen huet.

Mir mengen, datt d'Schoul erëm soll opgoen, mee datt dat och mat manner Opwand an ouni Autoritarismus ka gemaach ginn, zum Beispill, wann een dat och an enger enker Zesummenaarbecht mat de Gewerkschaften a mat de Studentenorganisatioune gemaach hätt.

Et muss derfir gesuergt ginn, de Gesondheetsrisiko sou kleng wéi méiglech ze halen a sou vill wéi méiglech op d'Besoine vun deene Schüler anzegoen, déi bis ewell op der Streck bliwwe sinn an déi am Confinement net déi bescht Viraussetzungen hunn, fir doheem hir Schoulaufgaben anstänneg ze maachen.

D'Schüler, déi op der Streck bliwwe sinn, sollen endlech méi spezifesch ënnerstëtzt ginn. Wann eng Reprise vun der Schoul kënnt, da soll se sech un alleréischter Plaz u si riichten. Dofir hunn och déi Lénk gefuerdert, och mat de Gewerkschaften, datt d'Reprise scolaire virum Examen, zum Beispill, fir d'Schüler an den Ofschlossklasse fakultativ soll gemaach ginn. Mee dat ass elo kale Kaffi, well dës Debatt denkbar spéit stattfënnt.

D'Schüler aus dem Secondaire missten net un all Cours deelhuelen, mee d'Méiglechkeet kréien, déi Coursen nozehuelen, wou si Schwieregkeeten hunn, an iwwer eng Hausaarbecht hir Moyenne ze verbesseren. Vulnerabel Enseignanten a Schüler mussen dispenséiert ginn.

D'Reprise vum Fondamental, dat ass eng ganz komplizéiert a sensibel Fro. Mee do kënt ee sech d'Fro stellen: Hätt si net solle virgezu ginn? An: Hätt een net solle kucken, datt virun allem déi Schüler encadréiert ginn, déi Schwieregkeeten haten an elo zäitweileg aus dem System verschwonne sinn?

Mat dëser Virgeeënsweis hätt den Infrastrukturmangel kënnen ëmgaange ginn. E Problem, dee bis elo och negligéiert gouf vum Staat a vu verschiddene Gemengen, well mir wësse ganz genau, datt och virun der Kris op ville Plaze scho souwisou Plazmangel war, wat de Fondamental ugeet. Et hätt een natierlech och kënnen a klenge Gruppe schaffen an eng Partie Kanner aus dem Fondamental, wann néideg, dann och an de Gebaier vum Secondaire ënnerbréngen.

Här President, mir wëllen net alles schlechtmaachen, wat den Educatiounsministère gemaach huet, well mir sinn eis jo bewosst, datt et awer och net evident ass an datt déi Schwieregkeeten - an dat gëllt awer och fir aner Beräicher, wéi d'Santé zum Beispill -, mat deene mir elo konfrontéiert goufen, awer och eppes domadder ze dinn hunn, datt se strukturell Problemer erëm an d'Realitéit bruecht hunn, déi och virun der Kris do waren an deenen een och viru Joren, voire viru Jorzéngte schonn op eng ganz aner Aart a Weis, mat enger anerer Ënnerstëtzung vu verschiddene Service-publicken - an d'Schoul ass awer ee vun deene wichtegste Service-publicken - hätt kënnen aus der Patsch hëllefen.

Mir mengen, datt et an extraordinären Zäite grad de Moment ass, extraordinär Mesuren ze ergräifen. Et geet eis net drëms, eis just fir oder géint eng Reprise scolaire auszeschwätzen. Et geet eis drëms, ab elo un engem anere Schoulmodell ze schaffen, deen och wierklech inklusiv ass a Fäegkeete fërdert. Et geet eis och drëms ze iwwerleeën, a wéi enger Gesellschaft mer wëllen nom Corona liewen. Sou weidermaache wéi virdrun ass keng Optioun a ganz ville Beräicher an och net an der Schoul.

Ech soen Iech Merci. Fënnef Minutten, ganz pénktlech!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Ongewëssheet a puncto Schoulrentrée soll haut thematiséiert ginn. D'Elteren hunn Angscht, d'Kanner engem onbekannte Risiko auszesetzen, Angscht iwwert d'Reaktioun vun de Kanner, wa se hir Frënn erëmgesinn, Angscht, de Virus ze verbreeden, Ängschten, déi méi oder manner gerechtfertegt sinn.

D'Ouverture vun de Schoulen a Betreiungsstrukture kann e grousse Risiko sinn, wa keng kloer Richtlinne virleien. En éischte Schrëtt an d'Normalitéit ass awer noutwendeg. Mir mussen déi emotional Belaaschtung vun de Kanner ewechhuelen an d'Ënnerscheeder, déi sech an deene leschte Woche gebilt hunn, net méi grouss gi loossen. All Kand soll déi selwecht Méiglechkeeten hunn, well den Homeschooling huet seng Limitten: Net all Famill ass perfekt ekipéiert. Net all Famill huet d'technesch Kompetenzen, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen. Och beim Léierpersonal ass et esou, datt net jiddwereen d'Ekipement oder den techneschen Knowhow huet, fir zu honnert Prozent vum Homeschooling kënnen ze profitéieren.

Fir dëst awer ze erméiglechen, muss d'Sécherheet vun all Eenzelnem priméieren. Mir wëssen, eng honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net. Et kann ee keng „Vollkaskomentalitéit" assuréieren, wann et ëm e Virus wéi de Covid-19 geet. Wat mer awer kënne maachen, ass, de Risiko ze miniméieren. Well dee Risiko, deen et gëtt, deen ass och do, wa mer akafen, spadséieren oder schaffe ginn. Et muss een derfir suergen, datt Mesuren en place sinn, déi de Risiko vun enger potenzieller Infektioun miniméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Zäit, erëm de Wee a Richtung Normalitéit ze fannen. Dozou gehéiert d'Reouverture vun de Schoulen. Ganz kloer! Déi néideg Precautioune mussen awer getraff ginn, fir en anstännegen Oflaf de 25. Mee wéi och déi Wochen duerno fir Schüler, Enseignanten an Educateuren ze garantéieren.

D'Schoul ass wichteg fir d'Entwécklung, d'Weiderbildung vun de Kanner an et ass e Milieu, wou e soziaalt Emfeld opgebaut ka ginn. Et ass awer esou, datt d'Kanner aus dem Cycle 1 net verstinn, wat et mam Covid-19 op sech huet. Si kruten et vläicht erkläert, mee de Risiko ass deene Klenge warscheinlech am mannste bewosst. Et stellt sech also hei d'Fro, ob et net méi sënnvoll gewiescht wier, op d'mannst de Cycle 1 op fräiwëlleger Basis erëm zréck an d'Schoul ze schécken.

En aneren ëmstriddene Punkt sinn déi Kanner, déi mat enger vulnerabeler Persoun zesummen doheem wunnen. Ob dat an de Generatiounewunnengen ass, déi d'DP am Walprogramm stoen hat, ob dat awer och Kanner sinn, déi vläicht an enger Famill mat engem vulnerabele Geschwëster wunnen, all dës stinn am Moment virun der Onkloerheet, ob si, andeem se der Schoulflicht - wat eng Flicht ass - nokommen, net vläicht hir Famill, hir Nächste selwer a Gefor bréngen.

Déi Belaaschtung engem Kand opzeerleeën, déi Entscheedung Elteren opzeerleeën, fir entweeder sech un d'Gesetz ze halen an domadder potenziell d'Famill a Gefor ze bréngen oder eebe géint d'Gesetz ze verstoussen am Interêt vun der Gesondheet vun hiren Nächsten, dat ass, mengen ech, net den Interêt, deen d'Regierung hei wëllt promouvéieren.

Et ass also wichteg, datt mer kloer sanitär Richtlinnen hunn. A wann de Minister de Moien an der Kommissioun gesot huet, datt grad fir de Cycle 1 elo emol nach sanitär Virschréfte sollen ausgeschafft ginn, well kloer ass, datt se sech net un alles hale kënnen, da muss ee sech d'Fro stellen, wéini d'Elteren an d'Kanner dat matgedeelt kréien.

Dofir den Appell un d'Regierung, de Familljen Informatiounen iwwert d'Hygiènesmesuren, d'Sécherheetsmesuren, d'Richtlinnen am Transport, d'Geste-barrièren an d'Prozeduren, déi ugewannt ginn am Fall vun enger Infektioun, dräi Deeg virum physesche Schoulufank matzedeelen.

Här President, ech hunn Iech dofir och eng Motioun op digitalem Wee deposéiert, déi genau dat vun der Regierung fuerdert.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- D'Reouverture vun de Schoulen de 25. Mee ass fir vill Famille mat Ongewëssheet verbonnen. Fir deem entgéintzewierken, sollen d'Elteren an d'Kanner am Viraus generell Informatiounen iwwert d'Mesuren an de Schoulen a Betreiungsstrukture matgedeelt kréien.

- Kloer Richtlinne sinn ausschlaggeebend fir e reiwungslosen Oflaf.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- de Famillen Informatiounen iwwer Hygiènesmesuren, Sécherheetsmesuren, Richtlinnen am Transport, Geste-barrièren a Prozeduren, déi ugewannt ginn am Kader vun engem Infektiounsfall, dräi Deeg virum Schoulufank per Mail oder Courrier zoukommen ze loossen.

(s.) Sven Clement.

En neie Message muss vermëttelt ginn: adaptéieren, léieren, d'Liewe mam Virus ze handlen, sech unzepassen a soumat de Virus ze iwwerstoen. Et geet drëm, zesummen d'Gestes barrières an eisen Alldag anzebauen.

Här President, no der Päischtvakanz ass virun der Päischtvakanz. D'Situatioun wäert sech net vun haut op muer änneren. Mir musse léieren, mam Virus ze liewen. Et ass wichteg, de Kanner virun der Vakanz d'Méiglechkeet ze ginn, dat wat se an deene leschte Wochen erlieft hunn, zesumme mat hire Frënn ze verschaffen an hinnen de Prozess vun deenen nächste Wochen nozebréngen. Et ass e gudden Exercice fir no der Vakanz, en Deel vum Stoff, deen déi lescht Wochen ze kuerz koum, opzeschaffen.

Et bréngt näischt, d'Kanner bis September anzespären. Et weess een nämlech elo schonns, datt de Virus am September warscheinlech nach ëmmer wäert do sinn. Mir mussen eis elo der Erausfuerderung stellen, fir muer zréck an eisen normalen Alldag ze fannen.

De Message sollt sinn: Ech passe mech un a léieren, mam Virus ze liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Educatiounsminister Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och all deenen Dammen an Hären Deputéierten, déi hei intervenéiert sinn. Ech stelle fest, datt et trotz ënnerschiddlechen Detailvuen a -froen, déi gestallt goufen, awer e breede Konsens hei am Haus gëtt.

Et ass keen, vu kenger Fraktioun, vu kenger Sensibilité politique, heir eropkomm an huet gesot, mir sollten d'Schoulen nach ganz zouloossen a mir sollten d'Rentrée op September verréckelen. Jiddereen ass der Meenung, datt d'Schoul muss opgoen, datt d'Schoul zu eisem Liewe gehéiert, zu eiser Gesellschaft gehéiert, datt d'Schoul eng grouss zivilisatoresch Errungenschaft ass, déi derfir gesuergt huet, datt eng Generatioun no där anerer op den Erfarunge vun der Generatioun vu virdru konnt opbauen an datt aus der Mënschheet dat ginn ass, wat mer haut duerstellen.

Et gëtt vum Recht op Bildung geschwat. Et gëtt vum Jugendschutz geschwat. Et gëtt ganz ënnerschiddlech Argumenter, firwat d'Schoul an och d'Betreiungsstrukturen nees successiv mussen opgoen.

An engem anere Punkt, denken ech, si mer eis och alleguerten eens heibannen: datt dee Wee, dee mer do ze goen hunn, e stengege Wee ass an datt mer en awer musse goen. En ass stengeg, well mer extreem Restriktiounen operluecht kréien, fir eebe sécherzestellen, datt iwwert de Schoulbetrib, de Betrib vun de Structures d'accueil net de Covid-19 sech erëm eng Kéier ganz schnell kann an der Gesellschaft verbreeden, well et war jo dat déi Haaptsuerg dee Moment, wéi Mëtt Mäerz decidéiert ginn ass, d'Schoulen an d'Structure-d'accueile schlagaarteg zouzemaachen, well gefaart ginn ass, datt do, wou d'Kanner aus all de Famillen zesummekommen, de Virus sech vun där enger Famill an déi aner ganz schnell kéint verbreeden. An och wann et haut e gewëssenen Doute un där Interpretatioun vu wëssenschaftlecher Säit gëtt an et sécherlech awer och nach ganz vill Froe gëtt, ass et awer wichteg, datt mer eeben extreem virsiichteg sinn.

An déi extreem Restriktiounen, déi sanitärer Natur sinn, déi maachen eis et schwéier, kandgerecht ze schaffen, déi maachen eis et schwéier, eng zäitgeméiss Pedagogik kënnen unzewenden. Well Pedagogie op där enger Säit a Social Distancing op där anerer Säit, dat klappt naturgeméiss nämlech net esou gutt. An trotzdeem musse mer kucken, datt mer et fäerdegbréngen.

Duerfir ass et wierklech eng „Herkulesaufgab", wéi den Emile Eicher als Syvicol-President et genannt huet. A ville Gemengemammen a -pappen huet et dach bal onméiglech geschéngt, den éischte Moment, wéi mer gesot hunn: „Kommt, mir setzen eis beieneen a mir kucken, eis Raimlechkeeten esou ze optimiéieren an eis Personalressourcen esou ze maximéieren, datt mer kënne mat hallwe Klasse fueren, souwuel an der Schoul wéi och an der Betreiung." Hallef Klassen, fir kleng Gruppe kënnen ze garantéieren a fir datt déi sech och net vermëschen an der Betreiung, och net am Couloir, och net am Haff, soudatt mer do natierlech en enorme Personalopwand a raimlechen Opwand musse kënne garantéieren, deen an der Reegel, wa jiddereen op eng Betreiungsstruktur wéilt zréckgräifen, duebel sou grouss ass, wéi dat am normale Fall de Fall ass! An do gesäit een, wéi grouss déi Aufgab do ass.

Trotzdeem denken ech, datt no deene Gespréicher, déi mer an deene leschte Woche mam Syvicol gefouert hunn, déi mer awer och mat der FEDAS, dem Trägerverband aus dem sozioeducative Beräich, gefouert hunn, wou mer op d'Kompetenz, d'Erfarung vun deenen Acteuren, déi op der Plaz musse schaffen, déi um Terrain musse leeschten, konnten zréckgräifen a virun allem op eng enorm Volontéit vu jidderengem, fir hei ze kontribuéieren, fir datt mer d'Schoul an d'Betreiungsstrukturen an och den Enseignement fondamental de 25. Mee nees opkréien, datt dat derzou gefouert huet, datt mer Léisungsweeër fonnt hunn. Wou awer nach eng ganz Rei vu Steng um Wee leien an den nächste Wochen. An duerfir wäerte mer eis och reegelméisseg gesinn um techneschen Niveau, um politeschen Niveau, wann et noutwendeg ass. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mer och do ganz vill Steng nach kënnen aus dem Wee geraumt kréien.

Ech hunn, ech wëll dat just kuerz ënnersträichen, déi lescht Wochen, zanterdeem dës Kris ausgebrach ass, mer selwer ganz vill Zäit reservéiert fir ze consultéieren. Dat geet vläicht deem engen oder aneren net duer, wéi ee liest an héiert, mee ech hu quasi all Woch Reunioune mat deene Responsabelen aus dem Bildungsberäich, dem Collège des directeurs, awer och de Gewerkschaftsvertrieder vum Enseignement fondamental, vum Enseignement secondaire. Ech hu reegelméisseg Telefonsgespréicher mat der Représentation nationale des parents, mat hirem President, gradesou mam President vun der CNEL, der Nationaler Schülerkonferenz, fir eis iwwer grouss Froen an heiansdo och kleng Froe kënnen ze ënnerhalen.

An ech wëll virun allem Meenung matkréien, ech wëll Gefill matkréien, ech wëll Stëmmung matkréien, well dat sécherlech extreem wichteg ass fir eis Decisiounen, déi mer mussen huelen. Mee ech denken, Dir wësst et och an Dir liest déi Meenungen, Dir héiert déi Meenungen, datt se dach dacks wäit auserneeleien. An do e Konsens ze fannen, wou jidderee seet: „Jo, dat doten, dat ass zu 100 % och eise Wee, wéi mir e géife goen", dat ass dach awer an deenen enken Zäitraim, an deene mer hei musse schaffen an Decisiounen huelen, denken ech, eng Illusioun.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech déi Suergen an Ängschten, déi Schüler hunn, déi Elteren hunn, déi Enseignanten hunn, ganz eescht huelen. Mir hunn - och mir als Politiker, mee och d'Medien, d'Medezinner, d'Wëssenschaftler, d'Fuerscher - an deene leschte Wochen de Leit vill Angscht gemaach, datt se sollten doheembleiwen, mat enger ganz grousser Wierkung. A mir bauen elo op deem Resultat op vun deem Confinenemt, an déi Angscht an déi Suergen, déi sinn nach ëmmer do. An duerfir ass et wichteg, datt mer de Leit sollten nolauschteren.

Duerfir, Här President, verstinn ech Är Diskussiounen, déi Der hat och mat där Petitioun, déi vum Delai hier net méi konnt ugehéiert gi virun der Ouverture vun de Schoulen. Mee d'Paulette Lenert an ech, mir wäerten d'Petitionäre muer de Moie gesinn, fir och do nach eng Kéier nozelauschteren, fir och do nach eng Kéier ze verstoen, fir och do awer och nach eng Kéier duerzeleeën, wat mer alles maachen, fir datt déi Rentrée sécher ass fir Schüler, fir Enseignanten, esou sécher wéi et dach iergendwéi nëmme geet. Well eng 100%eg Sécherheet, an ech denken, och dat huet an deenen eenzelen Interventiounen hei de Konsens ausgemaach, wäerte mer net kënnen erreechen.

De Covid-19 ass present. Mir wäerte mat em musse liewen. Mir wäerte léieren, mat em mussen ze liewen. A mir wäerte sécherlech och nach do op deem Léierwee, dee mer alleguerten, net nëmmen an de Schoulen, mee alleguerten, an alle gesellschaftlechen Domänen, musse goen, nach ganz vilagain léieren a sécherlech och nach eist Verhalen déi eng oder déi aner Kéier revidéieren. Duerfir ass et sécherlech ganz normal, datt mer och an deenen nächste Wochen, sou wéi mer de Fonctionnement elo virgesinn an der Schoul, dat eent an dat anert nach eng Kéier wäerten a Fro stellen a permanent en A mussen drop werfen, ob et da wierklech richteg ass esou.

Ech wëll eng Saach, Här President, nach eng Kéier ënnersträichen. Mir hu bei deem Modell, dee mer elo hei gemaach hunn, jo probéiert, een Haaptzil ze erreechen. Dat ass, dat Schouljoer 2019/2020 propper kënnen ofzeschléissen, gudde Gewëssens kënnen ofzeschléissen an et net einfach ofzebriechen. Mir hätten et ofgebrach, wann d'Schoulen net méi opgaange wären.

Bei allem Respekt virun den Enseignanten, den Elteren, de Geschwëster an de Schüler selwer doheem beim Apprentissage à distance, wat dat ofverlaangt huet vun deenen eenzelen Acteuren a wéi gutt et op Plazen dach awer herno, no enger Rei vun Deeg, scho gelaf ass: Dat geet eleng net duer. A mir brauchen nach eng Rei vu Woche Presenzunterrecht, fir dat ze festegen, wat à distance geleescht gouf, fir awer och eng Rei vun Evaluatiounsmomenter ze hunn, déi no de Reegele vun eisem Schoulsystem eeben och noutwendeg sinn, fir kënnen ze jugéieren, wou de Parcours vun deem engen oder anere Schüler dann awer hiféiert.

A mir hu jo och do gesot, datt mer eis op dat Essenziellt musse konzentréieren. Fir sécherzestellen, datt all Schüler den nächste 15. September fit ass, fir dann e ganz normaalt Schouljoer nees kënnen unzefänken am nächste Joer, kucke mer, datt mer eis op déi essenziell Basis konzentréieren. An och dat, denken ech, ass geschitt, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, datt d'Enseignantë sech alleguerten eens sinn, wat elo nach wichteg ass an deenen nächste Wochen ze traitéieren, vu Matièren, vun Approchen, vu Kompetenzen ze vermëttelen, fir dem Schüler kënnen eng gutt Startchance am nächste Schouljoer ze ginn.

An do ass eeben e Modell dobäi erauskomm, wou mer elo, wa mer deen Zwouwocherhythmus, A-a-B-Wochen, kucken, 25 % obligatoresche Presenzunterrecht hunn, wou jiddereen an d'Schoul wäert kommen, a 75 % fakultativ Plagen, eng Kéier de Moien an der B-Woch, fir eeben eng Étude surveillée kënnen ze garantéieren. An awer och den Accueil, dee mëttes garantéiert ass bis owes sechs Auer, woubäi d'Horairen an der Gemengeresponsabilitéit leien. An do soll jiddereen no senge Gewunnechten an Traditiounen natierlech och kënne kucken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Meisch, erlaabt Der, datt d'Madamm Reding lech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech erlaben der Madamm Reding alles, sou wéi ech soss jidderengem et erlaben. Mee der Madamm Reding besonnesch!

(Hilarité et brouhaha)

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, Här Minister, merci fir déi Extrawurscht.

(Hilarité)

Mee d'Situatioun ass ganz schwiereg. An an enger schwiereger Situatioun mécht een och emol Feeler, dat ass ze verstoen. Ech hunn eng Suerg fir d'Mammen, well mir hu jo d'Schwieregkeet souwisou, fir eis Mammen an d'Beruffswelt eranzekréien, an ech gesinn e ganz grousse Risk bei deem Zwouwocherhythmus, dee mer do aféieren, datt et finalement da wäerten d'Mamme sinn, déi dorënner leiden an net méi kënnen hirer Aarbecht nogoen, sou wéi se dat misste maachen an enger Aarbechtswelt, déi jo nees normal soll fonctionéieren.

Kann de Minister fir esou Fäll Iwwergangsléisunge fir bis d'grouss Vakanz virgesinn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also ech deelen déi Suerg do, wëll ech soen, well ee sécherlech an deene leschte Wochen an och elo, wat d'Grondschoulen ubelaangt, nach mierkt, datt et éischter d'Mamme sinn, déi sech doheem dann erëm ëm d'Kanner musse këmmeren, an d'Pappen awer éischter déi waren, déi de Wee zréck an d'Beruffswelt fonnt hunn. An dat soll eis interpelléieren.

Duerfir war et eis jo och esou wichteg, datt mer net nëmmen hei vu Schoul schwätzen, mee datt mer mat de Gemenge gekuckt hunn, fir eeben och Capacitéit ze mobiliséieren, fir datt mer fir all Kand, dat dat wëllt, sou gutt wéi méiglech och kënne Betreiungsplaze vu moies bis an de fréien Owend eran assuréieren, fir datt do, wou d'Elteren deen dote Choix wëllen huelen, hir Beruffsaktivitéit och erëm wëllen opzehuelen, déi dann och eng Betreiungsstruktur hunn, wou hiert Kand grad esou sécher ass, well et gradesou a klenge Gruppen ass, well et mat deene selwechte Kanner zesumme wäert bleiwen, mat deenen et och moies an der Schoul ass, wa se dat da wëllen.

An do eebe just nach, wou mer dat net sollten hikréien - woubäi ech denken, datt mer et duerch déi Diskussiounen an deen Engagement, deen och d'Gemengen hei weisen, quasi flächendeckend wäerten hikréien -, mee wann dat iergendwou net sollt de Fall sinn, well mir hunn och haut dacks Gemengen, déi mussen enger Mamm, engem Papp soen: „Et deet eis leed, mir hu keng Plaz an der Maison relais, du kënns elo emol op eng Waardelëscht", falls dat sollt geschéien an dëser Ausnamesituatioun, an där mer nach ëmmer sinn, kann dann e Recht op e Congé pour raisons familiales do accordéiert ginn, vun deem dann d'Mamm oder de Papp ka profitéieren. Mee éischt Prioritéit ass sécherlech och do, d'Betreiungscapacitéit kënnen ze garantéieren.

Ech wëll awer nach ënnersträichen, datt et eis wichteg war, hei kloerzemaachen, datt de Staat an der Verantwortung ass an datt déi staatlech Instanze mussen decidéieren, ob de Schoulbetrib, de Betrib vun de Structure-d'accueilen esou sécher ass fir d'Kanner, fir d'Enseignanten. A wa se sécher sinn an als solch begutacht gi vun de Gesondheetsinstanzen an och vu mengem Ministère, da si mer an der Obligation scolaire. An da muss och jiddereen an d'Schoul kommen. A wa mer Zweifel dorunner hätten a mir wären net sécher, datt de Betrib esou ze assuréiere wär, dann dierft jo eigentlech kee kommen.

Duerfir war ech vun Ufank u kee Frënd vun deenen Diskussiounen, obschonn dat sécherlech munch Diskussioune vill méi einfach gemaach hätt, wou gesot ginn ass: „Fir deen dote Cycle oder fir déi Kanner oder fir déi Woch, maacht et fräiwëlleg!" Ech denken, mir hunn do eis Responsabilitéit als staatlech Instanzen ze iwwerhuelen. Dat hu mer hei gemaach. A mir kënnen déi Decisiounen net op d'Schüler, net op d'Elteren, net op d'Famillen ofwälzen, well si sécherlech dat net besser kënne jugéieren, wéi et an der Schoul geet. Mee dat wëllt net heeschen, datt hir Ängschten net eescht ze huele sinn, hir Suergen net eescht ze huele sinn. Déi si ganz real. A mat deene mussen och mir als Politiker eis auserneesetzen an eis vill Zäit huelen, fir se ze verstoen, drop anzewierken, awer och ze erklären.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech denken, datt an deenen nächste Wochen nach vill Detailfroen ze kläre bleiwen. An ech sinn oppe fir d'Chamber, fir mat lech alleguerten doriwwer ze diskutéieren, sief dat an der Kommissioun, wou mer jo elo e wëchentleche Rhythmus hunn, Här President, vun eise Sëtzungen, sief et och hei am Plenum.

Ech hu selwer gesot: „Eng Rei vu Froe stinn nach op, wéi mer zum Beispill de Cycle 1 wäerten organiséieren, well ech mat all deenen eens sinn, déi soen: ‚D'Crèche an d'Spillschoul kënne jo net esou fonctionéieren, wéi dat elo zum Beispill am Lycée mat de Primaner dës Woch scho fonctionéiert.' "

An ech hunn och gëschter op der Pressekonferenz kloer gesot: „Wann d'Spillschoulskand erëm an d'Schoul kënnt an et leeft voller Begeeschterung op d'Léierin duer an d'Léierin misst soen: ‚Bleif op zwee Meter! Du däerfs mech elo net upaken. Du däerfs elo net a mäin Aarm kommen, net op mäi Schouss kommen!', ech denken, da wär et besser, mir géifen de Cycle 1 zouloossen a mir géifen d'Crèchen zouloossen."

An dat däerf et net sinn. Duerfir si mer och mat den Instanze vun der Santé, der Direction de la santé an awer och dem Conseil supérieur des maladies infectieuses amgaangen ze kucken, wat fir e pedagogescht Konzept mer kënnen uwenden an deene restriktive sanitäre Mesuren, déi mer imposéiert kréien. An ech si ganz optimistesch, och wéinst deem leschte Feedback, deen ech aus deenen Diskussioune kritt hunn, datt mer do e gudde Wee wäerte fannen. E Wee, deen op der Iddi baséiert, datt mer kleng Gruppen hunn, déi mer no bausse ganz staark zoumaachen, fir no bannen eigentlech méi familiär kënnen ze agéieren a mateneen ëmzegoen. Da sinn och e kandgerechten Ëmgang an eng kandgerecht Pedagogik fir de Cycle 1 a fir d'Structures d'accueil méiglech.

Nach ee Wuert zum Congé pour raisons familiales. Jo, ech denken, datt mer dat Instrument punktuell nach brauchen. An d'Regierung huet dat jo och decidéiert, datt mer et do brauchen, wou Kanner, well se vulnerabel sinn, well se Virerkrankungen hunn, well se chronesch erkrankt vläicht sinn, mussen doheem bleiwen, fir sech selwer ze protegéieren, datt dann och hir Elteren, ee vun hiren Eltere kann doheem bleiwen. An ech hunn et scho gesot, datt mer och do, wou mer keng Betreiungsstruktur am Alter tëschent véier an zwielef Joer kënnen assuréieren, mussen eng Form vu Congé pour raisons familiales da spille loossen.

Och do ass d'Regierung domadder d'accord. A mir hu jo och gëschter annoncéiert, datt mer wëllen e generellt Recht bäibehale fir de Congé pour raisons familiales fir Eltere vu Kanner ënner dräi Joer oder bis dräi Joer, well mer och do gesinn, datt et ganz vill Situatioune gëtt, wou Kanner elo vläicht aneschters betreit goufen - wou ee vläicht net rouege Gewëssens d'Kand awer elo nach eng Kéier bei d'Grousseltere ka ginn, net wëllt e schlecht Gewëssen derbäi hunn -, datt mer wëllen den Elteren do de Choix loossen, ob een, wann d'Crèchen elo och de 25. Mee erëm opginn, éischter dohinner wëllt goen oder ob dann ee vun den Eltere wëllt d'Betreiung doheem assuréieren, an dat eeben nach eng Zäitche gesinn elo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Minister, sidd Der d'accord, datt den Här Clement lech nach eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Bon, ech sinn net gradesou d'accord wéi bei der Madamm Reding, mee ech géif et awer akzeptéieren.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och merci dem Minister. Dir hutt elo grad vun deene Kanner geschwat, déi selwer vulnerabel sinn. Ech hat virdrun a menger Ried awer och nach de Fall opgeworf, wou se Geschwëster hunn, déi vulnerabel sinn. Well ech mengen, datt dat wierklech op d'Psyche och vun de Kanner géif wierken, ze wëssen, datt se duerch den Akt vum An-d'Schoul-Goen potenziell hir Schwësterchen oder hire Bridderchen a Gefor kéinte bréngen. An ech mengen, do feelt am Moment eng kloer Äntwert. Än dofir, Dir hutt elo d'Chance, fir do eng ze ginn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech denken, datt ech se awer och schonn op Plaze ginn hunn. An ech mengen, datt et net um Educatiounsminister, och net um Educatiounsministère ass, och net un de Schoulen oder un den Enseignanten ass, dat doten ze jugéieren. Duerfir baséiere mer eis do op d'Zertifikater vun Dokteren. An den Dokter soll jugéieren, ob e Kand selwer vulnerabel ass, ob awer och vläicht en Enseignant vulnerabel ass, awer och, ob eng Familljekonstellatioun esou ass, datt een duerch de Fait, datt e Kand an d'Schoul geet oder och vläicht en Enseignant an d'Schoul geet, kéint aner Familljememberen, déi vulnerabel sinn, a Gefor bréngen. Dat si jo ganz komplex Situatiounen, wou ech denken, nëmmen e Medezinner kann dat jugéieren. A mir wäerten eis do op déi Zertifikater baséieren.

Ech sinn och frou, datt mer eis driwwer eens waren, datt momentan an deene leschte Wochen de Kanner ganz vill gefeelt huet a virun allem de Grondschoulkanner nach bis de 25. Mee ganz vill wäert feelen. Jo, hinne feelt d'Schoul. An et hätt ee sech et net kënne virstellen, datt d'Kanner sech jee esou op d'Schoul kéinte freeë wéi an dëse Wochen. Hinne feelen awer virun allem och hir Frënn, hir Kolleegen. Hinne feelen hir Enseignanten. Hinne feelt, jo, och de Sport. Hinne feelen och d'Scouten, hir Veräiner, d'Musek, alles dat, wat hiert Liewen ausgemaach huet. Hinne feelen och d'Spillplazen. Ech kann lech net verspriechen, wéini datt dat doten erëm alles wäert méiglech sinn. Mee mer plangen hei en éischte Schrëtt och erëm an e kandgerecht Liewe fir ganz vill Kanner. An dat wäert da mat der Ouverture vun de Schoulen a vun de Betreiungsstrukturen ufänken.

Alles dat dote brauche Kanner fir eng gesond Entwécklung. An duerfir solle mer keen Dag méi laang waarden, fir eis op deen dote Wee ze maachen, am Interessi vun der Zukunft vun eise Kanner. An d'Ouverture vun de Schoulen an de Betreiungsstrukturen ass domadder sécherlech schonn e ganz grousse Fortschrëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, wann Der erlaabt, géif ech vläicht nach zwee Wuert soen zu deenen zwou Motiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do wollt ech direkt hikommen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Motions

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. D'Motioun vun der Madamm Hansen iwwert de Sport. Ech mengen, Dir hutt et héieren, wéi dat mir an, ech mengen, jiddwerengem um Häerz läit, virun allem elo, wou mer an enger Zäit sinn, wou d'Kanner iwwer Wochen dobanne waren, oft kaum virun d'Dier konnte goen, net nëmme kee Schoulsport haten, mee sech och soss eigentlech net beweegt hunn, a wéi wichteg datt dat doten eis ass, och fir erëm e gesonden Equiliber ze kréien.

Allerdéngs stelle sech do eng ganz Rei vu Froen, déi net mir aus pedagogescher Iwwerzeegung kënne beäntwerten, mee och erëm eng Kéier d'Gesondheetsexperte musse beäntwerten: Wéi an ënner wat fir engen Ëmstänn ass Schoulsport méiglech? Wéi an ënner wat fir engen Ëmstänn ass eeben och Veräinssport méiglech, ass Indoorsport, ass Outdoorsport méiglech? Do huet d'Regierung haut nach iwwert d'Sportskonzept vum Deconfinement, d'Deconfinementskonzept vum Sport beroden. An ech denken, datt mer do hoffentlech an deenen nächste Wochen och nach Entwécklung wäerten drakréien.

Eng Saach ass kloer an hunn ech vun Ufank un ëmmer gesot: Déi Betreiungszäit, déi mer mëttes hunn, wann et nëmme geet, soll ee kucken, och do erauszegoen! Eng aner Saach ass och kloer: Déi Zäit mam Cycle 1 an an de Crèchen, wann et nëmme geet, och do probéieren erauszegoen! Well dee sécherste Raum, grad och an dëser Pandemie, dat ass dee vun der Natur dobaussen, deen onendlech grouss ass. Wat de Raum méi kleng ass, wat de Virus sech besserspiert dobannen. A wat de Raum méi grouss ass, wa mer dobausse sinn, wat mer en éischter lass sinn. Gitt mat de Kanner duerch de Bësch! Do kann och emol eng Kéier een houschten. An zéng Sekonne si mer do scho ganz wäit ewech, wou vläicht eng Kéier e puer Viren op de Buedem gefall sinn. An duerfir ass dat déi Instruktioun, déi mer elo scho wäerte ginn.

Ech wäert proposéieren, amplaz elo ... Well hei sti Saachen dran, déi ech haut net kann unhuelen, well ech souwisou net dee sinn, dee ka jugéieren, ob dat doten aus sanitären Iwwerleeunge geet oder net. Mee ech géif proposéieren, datt mer vläicht déi Diskussioun eng Kéier an der Kommissioun féieren, mat deene Richtlinnen, déi mer ginn, fir elo scho kënne Beweegungsaktivitéiten ze maachen iwwer souwuel Schoulzäit wéi Betreiungszäit ewech, an datt mer awer och kucken, wat d'Perspektive fir déi nächst Zäit sinn, a soubal mer dat wëssen, eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren. Ech denken, datt mer do eigentlech méi wäit géife kommen an der Diskussioun zesummen.

D'Propositioun vum Sven Clement, fir d'Elteren, alleguerten d'Schüler an och, huelen ech un, d'Enseignanten hei per Mail ze informéieren iwwert d'Sécherheetsmesuren: Do rennt Der oppen Diere bei eis an! Mir hu vum Ufank vun där Kris u probéiert, en direkte Kommunikatiounswee zu den Elteren an och zu den Enseignanten ze sichen, iwwer Newsletteren, déi mer erausgeschéckt hunn, déi ganz staark appreciéiert ginn, denken ech, well et eng direkt Kommunikatioun ass, eng sécher Kommunikatioun ass, well mer ganz schnell och op nei Entwécklungen, op nei Froe konnte reagéieren.

An natierlech wäerte mer och all déi Froe kucken: Wéi verhalen ech mech am Gebai? Wat sinn déi Sécherheetsbestëmmungen? Wat muss ech als Schüler, wat muss ech als Enseignant maachen? Bis wouhinner däerf ech och als Mamm an als Papp matgoen a muss ech vläicht aner Reegelen och respektéieren, wéi dat virdrun am normale Betrib de Fall war? Dat wäerte mer natierlech nach virun der Ëffnung vun all Ordre d'enseignement verschécken.

Ënner anerem verdeele mer och do eng Informatioun mat deene Buffen, déi mer verdeelen un d'Schüler an un d'Enseignanten. Och do nach eng Kéier: Wéi kann ech déi notzen? Mee och nach: Wat sinn aner Sécherheetsdispositiounen? A mir wäerte jo och ganz besonnesch am Enseignement fondamental déi éischt Woch notzen, fir mat all de Kanner - well do wiessele mer jo A- a B-Grupp of innerhalb vun der éischter Woch, fir all Kand virun der Päischtvakanz eng Kéier an d'Schoul ze kréien -, mir wäerten déi Zäit notzen, fir och do d'Kanner ze familiariséiere mat deem neie Fonctionnement. Si kennen d'Schoul net méi erëm, wa se an d'Schoul kommen. A mir musse se lues a lues dorunner eruféieren.

A gradesou läit mer do um Häerz, datt mer natierlech och nach eng Kéier iwwer alles dat, wat geschitt ass, mat de Kanner schwätzen, iwwert déi lescht Wochen, firwat dat noutwendeg war, wat een erlieft huet, firwat mer elo nach net all eis Fräiheeten erëmhunn a wéi dat warscheinlech wäert weidergoen. Ech mengen, d'Kanner mussen dat doten och verstoen. Dat wäert eng Period an hirem Liewe sinn, wou se sech hiert ganzt Liewe wäerten drun erënneren. A wichteg ass, datt se et och verschaffen an iergendzwousch herno eng Kéier och als eng wäertvoll Period dann awer kënne gesinn. An dat wäert et nimools sinn, falls se et net verstanen hunn a mer hinnen dobäi net gehollef hunn. Duerfir ass och dat eppes, wat déi éischt Schoulwoch um Ordre du jour steet.

Also, Här Clement, mir kënnen dat heite stëmmen, mee et ass quasi virgesinn an et ass schonn dru geschafft ginn, fir et ze realiséieren.

Villmools merci!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch.

An domadder kéime mer dann zur Diskussioun iwwert d'Motiounen, déi de Minister lancéiert huet.

Motion 1

D'Auteurin vun der éischter Motioun, d'Madamm Martine Hansen, huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech huelen dann déi Offer un, datt mer an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech hätt just eng Fro: Wär et do net méiglech, datt mer do och Sportsproffen oder Vertrieder vun de Sportsproffen derbäihätten? Déi hate sech jo och do zu Wuert gemellt, well si jo och mengen, datt d'Beweegung an de Sport an de Schoule méiglech wären. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert direkt zréck un de Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also éischtens, denken ech, ass et un der Chamber ze decidéieren, wien derbäi ass a wie soll derbäikommen. An ech mengen, datt bis elo eng Reegel war, datt Associatiounen eigentlech net direkt dann an d'Kommissioun kommen. Mee ech mengen, datt net d'Regierung do soll decidéieren, wie vun der Kommissioun soll invitéiert ginn. De Ministère wäert sécherlech déi Leit matbréngen, déi e fir utile dofir empfënnt. A mir hunn an eise Servicer Leit, déi sech ëm de Sport këmmeren, an déi wäerte sécherlech mat derbäi sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Et wär an deem Sënn och vläicht net schlecht, wann een de Sportsminister oder d'Sportskommissioun mat derbäihätt, well et jo trotzdeem an enger Jointe, mengen ech, géif méi eng breet Diskussioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De President huet de Message, mengen ech, héieren, well dee wénkt Jo.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Kënne mer dann eeben elo duerch Handophiewen decidéieren, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à la Commission de la Santé et des Sports.)

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun, déi den Här Sven Clement vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert huet. Ass dozou eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer dann iwwert déi Motioun och duerch Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun, obschonns se superfetatoire ass, wéi de Minister gesot huet, ugeholl.

4. 7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

Mir kommen elo zum Projet de loi 7457 iwwer e Wirtschafts- an Handelsofkommes tëschent Kanada an der Europäescher Unioun an zum Projet de loi 7460 iwwer eng Partnerschaft tëschent Kanada an der Europäescher Unioun. An do géif ech direkt dem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, d'Wuert ginn, fir eng Deklaratioun ze maachen.

Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Eng ganz kuerz, ech wëll d'Chamber net laang ophalen.

Bon, Dir wësst: CETA méi wéi Singapur, mee et sinn allen zwee wichteg Accorden. A vu les circonstances, hunn ech mech concertéiert mat deenen dräi Presidente vun de Fraktiounen aus der Majoritéit. Ech hunn och d'Stellung gesi vun där gréisster Oppositiounspartei an natierlech och vun alleguerten deenen anere Parteien, Oppositiounsparteien hei an der Chamber.

Vu awer och d'Wichtegkeet vun deem Accord um internationale Plang, um europäesche Plang, géif ech lech eng Propos maachen, Här President: Wann Der domadder d'accord wiert als Chamber fir ze soen: „Mir maachen haut den Debat doriwwer", an d'Regierung an ech selwer hätten näischt dergéint - wann d'Chamber domadder d'accord ass -, dass mer de Vott da géife maachen, wann d'Coronakris et erlaabt, fir erëm alles opzemaachen, och an der Ëffentlechkeet.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister, fir déi Deklaratioun. Ech froen dann d'Chamber, ob se mat der Propositioun vum Här Minister averstanen ass.

Mee fir d'éischt hätt awer nach gären den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also am Prinzip si mir jo domadder averstanen, wann den Zäitpunkt vum Vott méi wäit no hanne geluecht gëtt an domadder deen Deel, deen d'Chamber traitéiert, méi laang brauch, ier en a Kraaft trëtt. Dat ass eng inhaltlech Appreciatioun.

Mee ech froe mech awer, a wéi enger Prozedur mer hei sinn! Also, mir sollen haut eng Debatt féieren. Et ass jo d'Debatt, wat d'Wiese vun der Demokratie selwer ausmécht. An da solle mer warscheinlech iergendwann eng Kéier als „unter ferner liefen" an engem Ordre du jour mat aacht, néng weidere Punkte soen: „Voilà, elo brauche mer net méi driwwer ze schwätzen, da komme mer elo zum Vott!" Dat fannen ech awer eng ganz bizarre Prozedur.

Duerfir géif ech nach eng Kéier drëms bieden, wat véier Parteien hei gëschter gefrot hunn, datt mer d'Debatt an de Vott zesummenhalen an awer op en Datum verréckelen nom État de crise. Mir hu gesinn heibaussen, et gëtt an der Gesellschaft eng grouss Oprou.

Ech sinn amgaang, all Mail eenzel ze beäntwerten, déi jiddwer Deputéierten heibanne krut. An no mengem Ziele sinn ech elo bei 850, innerhalb vu manner wéi 24 Stonnen. Dat heescht, et gëtt eng grouss gesellschaftlech Oprou doweinst. Kommt, mer halen déi Formen, déi mer hei an eiser Demokratie kennen, nämlech eng Debatt ze hunn, dorunner de Vott unzeschléissen, just, mir maache se nom État de crise, dat heescht, an engem Mount, ënnert deene Konditiounen, déi mer haten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hunn d'Wuert gefrot gehat: d'Madamm Hansen, dann den Här Clement an den Här Kartheiser.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten dat do gëschter scho gefrot gehat, fir de Projet vum Ordre du jour ze huelen, ech mengen, déi ganz Oppositioun zesummen. An dat wär an eisen Aen nach ëmmer déi bescht Léisung. Et ass nämlech lo keng Urgence.

Mir hu gesot gehat, et soll ee lo net an der Kris probéieren, déi Debatt hei iergendwéi iwwert de Knéi ze briechen. D'Regierung huet u sech duerch den État de crise jo och gréisser Manifestatiounen net méi erlaabt. Et si vill Leit, an dat gesi mer an eise Mailen, mir ginn iwwerschott mat Mailen, et si ganz vill Leit, déi gäre sech wëllen zu Wuert melle bei dëser Debatt. Déi kënnen dat net! Dofir géif ech déi Demande och wierklech nach eng Kéier ënnerstëtzen, datt mer d'Debatt an de Vott net géifen haut maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Marc Baum, datt en dat nach eng Kéier ugeschwat huet, och dem Martine Hansen.

Ech mengen, ech si frou, datt ech net deen eenzegen heibanne sinn, deen op all déi Mailen eenzel äntwert a probéiert, do tatsächlech deene Leit och ze erklären, firwat eis Positioun esou ass, wéi se ass. Ech mengen, datt an engem „Parlament", wat vum ale franséische Wuert kënnt fir Ënnerriedung, vum franséische Wuert „parler" ofgeleet ass, et deem säi Rôle eebe grad ass, ze debattéieren an net nëmmen um Enn ofzestëmmen, an datt mer dat an enger gréisstméiglecher Oppenheet maachen.

An ech deelen dem Marc Baum seng Besuergnis do awer, datt mer haut den Debat féieren an dann am Oktober, November, iergendwann zwëschent engem aneren Debat, zwëschent anere Modèle-de-basen nach séier e Vott dertëschentschiben, wou drasteet: „approbation du projet", an esou weider. Ech mengen, dat géif deem Projet, där Envergure vun deem Projet net Rechnung droen. An deementspriechend ënnerstëtzen ech zesumme mam Marc Goergen och déi Demande vum Marc Baum, fir dee Punkt hei vum Ordre du jour ze huelen.

Ech mengen, mir hunn déi lescht Deeg, déi lescht 24 Stonne gesinn, wéi séier d'Zivillgesellschaft sech awer hei mobiliséiert. Mir hunn et virun der Dier gesinn. Mir hunn et digital gesinn. Mir sollten deem Rechnung droen an net hei eppes am Confinement iwwert de Knéi briechen, wat definitiv just de Populiste Waasser op d'Mille wär. Well et féiert dozou, datt mer jiddwerengem, dee seet: „D'Parlament dréckt wärend dem Confinement Saachen duerch, déi mer net wëllen!", datt mer genau deene Leit géife Recht ginn, wa mer dat haut maachen. An dat sollte mer verhënneren. Mir sollten de Glawen un d'Demokratie héichhalen. An dozou gehéiert den Debat, och wann en

heiansdo méi haart ass, och wann en heiansdo manner angeneem ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, ech kann dem Här Asselborn nëmme Merci soe fir eng Propositioun, déi e gemaach huet. Awer mir hunn eis Positioun gëschter ganz kloer gemaach. An dat, wat den Här Asselborn eis hei proposéiert, wa mer elo hei am Bundestag séizen, wat mer jo net sinn, géif ech soen: „Nicht Fleisch, nicht Fisch."

Wat ass dat doten, wat mer haut proposéiert kruten? Et ass eng Tentativ, sou op jidde Fall wéi mir dat liesen, fir déi Méiglechkeet vun der Èffentlechkeet, fir un der Debatt deelzehuelen duerch eng grouss Demonstratioun, déi mer jo warscheinlech hätten, ewechzehuelen. An dofir hate mir jo gëschter gesot: „Kommt, mir maachen et baussent dem Krisenzoustand, an deem mer elo sinn!", do, wou et higehéiert, wou jidderee kann demonstréieren.

An et ass gläichzäiteg de Versuch, wa mer da bis un de Vott kommen, datt d'Leit sech net méi mobiliséieren, well eigentlech d'Debatt jo schonn eriwwer ass am Parlament. Dat ass an eisen Ae keng Offer, déi iergendeen Demokratietest ka bestoen. An dofir denke mer, mir sollten dat Ganzt verleeën, baussent de Krisenzoustand leeën. A wann dann d'Regierungsmajoritéit der Meenung ass, datt mer haut d'Debatt solle féieren, da musse mer och haut driwwer ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Wie wëllt nach eppes soen zum Ordre du jour? Den Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hunn eis déi Ausféierungen, déi gëschter hei an der Chamber gefouert goufen, natierlech zu Häerz geholl. A mir hunn och nach eng Kéier driwwer nogeduecht. A mir wollten heimadder a mat där Demarche, déi mer elo haut proposéiert hunn - haut den Debat ze féieren an dann d'nächste Kéier, an enger Kéier, wou dann d'Demonstratiounen, sou wéi se vum Här Baum jo ëmmer monéiert goufen -, an engem Dossier, dee scho virdrun eng Rei vu Manifestatiounen hat, deenen dann och d'Geleeënheet ginn, (veuillez lire: - haut den Debat ze féieren an dann de Vott eng aner Kéier ze maachen, wann dann d'Demonstratiounen, sou wéi et vum Här Baum jo ëmmer monéiert gouf, nees kënne stattfannen -, dat an engem Dossier, dee scho virdrun eng Rei vu Manifestatiounen hat, mir wollten heimadder de Manifestanten dann och d'Geleeënheet ginn,) ze demonstréieren an hiren Onmutt dann och virun der Chamber hei kënne matzedeelen.

Dat hei wär eng Kompromissléisung fir eis gewiescht, den Debat haut ze féieren an de Vott eng aner Kéier ze maachen. Dat wollte mer duerfir hei proposéieren. Et muss ee jo och soen, wa mer keng Demonstratioune méi zouloossen, an dat ass jo am ganzen État de crise déi ganzen Zäit de Fall, dann dierfte mer heibannen iwwerhaapt guer kee Projet méi stëmmen! Well d'Demonstratiounsrecht ass jo dann opgehuewe fir ..., also besteet jo nach ëmmer fir alleguer d'Projeten! Mir hunn hei viru Wochen de Projet des grandes infrastructures (veuillez lire: viru Wochen de Finanzement vun de grands Projets d'infrastructure) gestëmmt, do hätten och Leit kënne soen: „Mir sinn net d'accord mat deem Projet!"

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hat Der do 800 Maile kritt, Här Engel? Hat Der do 800 Maile kritt? Jo?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir hu keng 800 Maile kritt. Dir hat se gëschter och nach net kritt. Dir hutt se och eréischt haut kritt.

(Interruptions diverses)

Gutt. Also géife mer eis als Parlament hei jo da Fesselen undinn an näischt méi kënne stëmmen, well d'Demonstratiounsrecht net do ass. Just fir dat ze soen. Dat heite war e Kompromiss, wou mer dann deene Leit, déi wéilten hiren Onmutt zum Ausdrock bréngen, d'Geleeënheet ginn hätten, beim Vott dat och ze maachen.

Ausserdeem waren eis Rumeuren zougedroe ginn, dass et kéint zu enger Saalflucht heibanne kommen, wat eis natierlech an eng Situatioun ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Beweiser! Beweiser!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wat eis an eng Situatioun bruecht hätt, déi fir eis als Majoritéit e Problem duergestallt hätt, well mer de Quorum net gehat hätten, well mer eng Persoun heibannen hunn, déi vulnerabel ass, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also dat war net geplangt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... déi an enger schwéierer Situatioun ass, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech weess net ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat war net geplangt! D'Piraten stinn zum Nee a bleiwe sëtzen. Also keng Suerg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift! Den Här Engel huet d'Wuert, an den Här Engel eleng!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Da soll en hei net insinuéieren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... déi an enger schwéierer gesondheetlecher Situatioun ass, soudass mer als Majoritéitsparteien hei de Quorum net méi gehat hätten. Fir deem och aus dem Wee ze goen a fir der CSV, déi jo de Projet hei an der Kommissioun matgestëmmt huet, déi also zu deem Projet hei steet, och d'Geleeënheet ze ginn, fräi hire Vott hei kënnen ze expriméieren, ouni datt se sech an der Fessel gefillt hätt, datt d'Demonstratiounsrecht net hätt kënnen ausgeüübt ginn, wär dat hei de Kompromiss gewiescht.

Mir stinn zu deem Kompromiss: den Debat haut an de Vott eng aner Kéier. Da kënnen d'Leit dobaussen demonstréieren an den Debat kann haut stattfannen. Ech mengen, datt dat eng gutt Léisung wär, fir de Projet hei haut ze debattéieren an dann op engem spéideren Dag ze evakuéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Minister, den Här Jean Asselborn, d'Wuert gefrot.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, d'Regierung huet der Chamber näischt ze soen. Ech géif zwar mengen, dass déi Propositioun, déi ech gemaach hunn, dat hunn ech och geduecht, dass déi kéint matgedroe ginn. Ech hunn esou Signaler kritt gehat, soss hätt ech se net gemaach. Ech géif elo mengen, op jidde Fall als Regierung, dass, wat de Claude Baum gesot huet, op eng Manéier net richteg ass. Mir hunn hei eng Chamber, déi fonctionéiert och an Zäiten ...

(Interruption)

De „Marc", pardon, wat de Marc gesot huet hei.

... déi fonctionéiert och an Zäite vum Corona: Mir sëtzen hei zesummen, mir si preparéiert, mir hunn an der Kommissioun alles virbereet. Ech hu gesot: „Ech hunn der Chamber näischt ze soen", ech géif awer am Numm vun der Regierung mengen, wéi mer elo hei sinn, solle mer haut, en sérénité, deen Debat féieren. A wann e Problem ass mam Vott, da vertage mer dee Vott bis no der Coronakris, wéi ech gesot hunn. Mee ech mengen, d'Leit protestéiere jo net, dass mir hei en Debat hunn iwwert de CETA.

(Interruption)

Duerfir protestéiere se dach net! D'Leit ... Mir maachen och keen Debat iwwert de CETA, mir maachen en Debat iwwert den Investitiounsschutz! De CETA ass schonn zwee an en halleft Joer a Kraaft, just fir dat ze soen. An duerfir géif ech nach eng Kéier proposéieren, Här President: „Kommt, mir maachen eis Aarbecht!" Jiddereen huet seng Sensibilitéiten. Dat verstinn ech. Ech respektéieren dat. Mee mir sinn hei, fir eis Aarbecht ze maachen, géif ech mengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Ech mengen, dat wär eng Propositioun, déi ...

Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech stellen awer elo zwou Saache fest. Déi éischt Saach, déi ech feststellen, ass: Déi Propos, déi hei gemaach gëtt, ass net d'Resultat vu laangen Iwwerleeungen, well sech d'Majoritéitsparteie gëschter d'Argumenter vun der Oppositioun nach eng Kéier duerch de Kapp goe gelooss hunn, mee et ass reng politesche Machtcalcul, well gefaart ginn ass, datt d'Oppositioun géif de Sall verloossen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Näischt anescht ass dat hei!

(Protestations)

Et ass net d'Resultat vun enger grousser Iwwerleeung.

An dann dat Zweet. Dir kënnt mat Recht soen: „Eng Majoritéit ass eng Majoritéit a mir halen drop, datt déi Debatt hei gefouert gëtt." Déi, déi e Problem hunn an déi hei 850 E-Maile bis elo verschéckt hunn, dat ass d'Zivillgesellschaft, wou e Brouillon elo dobausse manifestéiert huet, wéi d'Chamber ugefaangen huet. Dat ass den OGB-L, dat ass den LCGB, dat ass d'CGFP, dat ass de Mouvement écologique, dat ass natur&ëmwelt, dat ass d'ULC. Soll ech se alleguer opzielen?! Déi soen, datt dat eng Frechheet ass, déi Debatt haut ze féieren!

A wann Der och virun der Oppositioun net de Respekt hutt fir ze soen: „Ma kommt, mer verleeën et ëm ee Mount!", - de grâce, ëm e Mount! -, da misst Der awer zumindest virun deenen Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft dee Respekt hunn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

(Interruptions)

Une voix.- Nom État de crise.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum, fir déi Stellungnam. Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat heite soll elo kee Spill ginn, ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg! Den Här Gibéryen huet d'Wuert. An hien eleng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, dat hei soll kee Spillchen elo ginn tëschent Majoritéit an Oppositioun. Datt mer eng politesch Ausernanersetzung hunn, verschidde Meenungen, dat ass normal an engem Parlament. An ech mengen, gëschter huet d'Oppositioun verlaangt, datt de Punkt vum Ordre du jour erofkënnt, well net nëmmen de Vott wichteg ass, mee och den Debat. Den Debat, wou déi eenzel Parteien hei zum Ausdrock bréngen, mat wat fir engen Argumenter datt se derfir respektiv dergéint wëlle stëmmen. An deen Debat, dat ass e Ganzt, mat dem Vott!

M. Roy Reding *(ADR).*- Voilà. Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A gëschter ass gesot ginn: „Ma et ass alles fäerdeg. Kommt, mir maachen eis Aarbecht!" Mee mir sti jo net ënner Zäitdrock. Mir sti wierklech net ënner Zäitdrock. A wat wier dann elo, wa mer géifen haut soen: „Ma da kommt, mir verleeën net nëmmen de Vott, mir verleeën och den Debat!" Well wat notzt den Debat haut, wa mer souwisou net driwwer ofstëmmen? Dann hu mer en Debat gemaach, ouni datt ee kann dobausse soen, ob d'Lëtzebuerger Parlament averstanen ass oder net averstanen ass, well mir hu kee Vott geholl.

An ech mengen, et géif der Majoritéit wierklech, wierklech keen Zack aus der Kroun falen, wa mer haut géifen en Accord treffen a mir géife soen: „Ma da kommt, mir verleeën den Debat an de Vott op no der Kris!" Da si mer genausou séier mat deem Ganze fäerdeg, wéi wa mer dat dote géifen haut opdeelen an eng weider Diskussioun hei am Land lancéieren, déi onnëtz ass.

Ech géif duerfir wierklech d'Regierung an d'Majoritéit bieden: Kommt, mir kucken am Interesse vun der Demokratie an och am Respekt vun eiser Verfassung, wou d'Manifestatiounsfräiheet dra verankert ass ...

An et kéint een och nach d'Diskussioun féieren, ob déi Diskussiounen, déi hei d'Regierung mécht, datt am Fong gesot gëtt: „D'Manifestatiounsméiglechkeet ass ausser Kraaft gesat!", ... och dat ass eng Diskussioun. Eng Regierung ka keng Verfassung ausser Kraaft setzen!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och a Krisenzäite ka se keng Manifestatiounsméiglechkeet ausser Kraaft setzen. Do kënnt also nach eng nei Diskussioun, déi sech doranner wäert ralliéieren. An ech géif duerfir wierklech, Här President, als deen Eelsten heibannen, en Appell un d'Majoritéit an d'Regierung maachen: Kommt, mir ginn eis d'Hand a mir verleeën dat Ganzt op no der Kris!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An da freet den Här Sven Clement d'Wuert nach eng Kéier.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ka mech dem Här Gibéryen an där Fro hei nëmme ralliéieren. Ech mengen, et ginn eng ganz Rëtsch gutt Argumenter, firwat deen Debat hei wichteg ass.

Et ass en Debat, virun deem mer eis net sollte verstoppen. Deen Debat wäert fréier oder spéider stattfannen. Do si mer eis eens. D'Fro stellt sech also: Wéini? Wéini ass dee richtege Moment, fir iwwer e Projet ze diskutéieren, an deem et wierklech esou en Engagement vun der Zivillgesellschaft gëtt?

(Brouhaha)

Wat den Här Engel virdru gesot huet vun de grands Projets d'infrastructure ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg. Den Här Clement schwätzt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, ech weess net, wivill E-Mailen den Här Engel krut a wivill Bréiwer oder Bréifdauwen e krut. Ech krut der op alle Fall däitlech manner, fir net ze soen, d'Limitt tendéiert géint null, mathematesch ausgedréckt, wéi et ëm d'grands Projets d'infrastructure gaangen ass. Hei ass awer, mengen ech, d'ganz Chamber permanent engem Mailbombardement ausgesat. Op sozialen Netzwierker gëtt Stëmmung gemaach. Et ass kloer, datt d'Populatioun, d'Zivillgesellschaft am Breeden, d'organiséiert Zivillgesellschaft am Breeden hei den Debat sicht a gehéiert wëllt ginn.

(Interruptions)

Ech sot et virdrun: „Et ass Waasser op d'Mille vun de Populisten, wa mir als Chamber hei e Vott huelen, genau dann, wann d'Populisten eis et ënnerstellen."

(Brouhaha)

An da muss ech awer nach eppes lassginn, well dat deet mer wierklech, wierklech wéi an do hätt ech méi vum Här Engel erwaart, wéi hei der Oppositioun ze ënnerstellen, d'Liewe vu Kolleeginnen a Kolleege wëllen op d'Spill ze setzen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hunn ech net gesot!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... fir e politesche Gain ze kréien!

(Exclamations et protestations)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zigelt Är Wierder, Här Clement, wannechgelift! Dat hunn ech net gesot!

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Dat do stëmmt net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt gesot, mir géifen domadder d'Gesondheet ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här Clement, wannechgelift, zigelt Är Wierder, well dat do hunn ech net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... vu vulnerabele Kolleeginnen a Kolleege riskéieren.

(Brouhaha)

Dat hu mir net gemaach! Mir sëtzen hei, mir stinn dozou, datt mir zu deem Projet Nee wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir sinn net wéi verschidde Memberen aus der Regierung, déi 2017 op Instagram grouss mat Plakater „Stop CETA" stoungen an elo sech ganz rar maachen déi lescht Deeg, well se op eemol a Regierungsverantwortung sinn an e Projet matdroe wëllen, deen hir Partei europawäit refuséiert.

(Interruption)

Wien ass dat, frot Der?

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A wie kéint dat sinn?

(Interruption)

Wéi? Den Här Turmes?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech mengen, datt den Här Clement sech hei wierklech an der Wuertwal vergraff huet. Ech verzeien em dat och eng Kéier. An am Eifer des Gefechts kann engem dat geschéien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir Iech och!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech mengen, dass dat net esou geduecht war. Wann et esou geduecht war, fannen ech et ganz schlëmm, datt Der mir hei ënnerstellt, ech géif engem Deputéierte seng Gesondheet op d'Spill setzen. Ech fannen dat ganz grav!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, Dir hutt eis dat ënnerstallt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt eis dat virgeworf!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt eis dat ënnerstallt.

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wann Der mer dat wëllt ënnerstellen, dat fannen ech ganz, ganz, ganz grav!

Une voix.- Nee, nee, pardon! Dir hutt eis dat ënnerstallt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat fannen ech ganz grav, wann Der mer dat ënnerstellt.

(Interruptions)

Gutt. Mir hunn lech eng Propos gemaach. Dat sollt e Kompromiss sinn.

(Interruptions)

Mir hunn lech eng Propos gemaach. Dat sollt e Kompromiss sinn tëschent deene Meenungen, déi zirkuléiert sinn, fir den Debat haut ze féieren a fir de Vott eng aner Kéier ze maachen. Dee Kompromiss schéngt hei net op grouss Géigeléift ze treffen, soudatt ech géif proposéieren, dass mer, esou wéi mer dat gëschter heifir proposéiert hunn, de Vott mat dem Debat haut géife verbannen an dat alles géifen hei duerchzéien.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Clement fir Fait personnel. An da musse mer kucken, datt mer ukommen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo. Här President, et deet mer leed, mee den Här Engel huet elo grad gesot, ech hätt him virgeworf, d'Liewe vun Deputéierten oder d'Gesondheet vun Deputéierten op d'Spill ze setzen. Ech géif dat, wannechgelift, gär korrigéiert wëssen. Ech hunn nämlech net gesot, hie géif d'Liewe vun Deputéierten op d'Spill setzen, ech hu gesot, hien hätt der Oppositioun dat insinuéiert, mir wéilten dat maachen. Dat ass eng Nuance.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat hunn ech och net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech hunn net gesot ...

Ma dat kënne mer am Verbatim da gären noliesen, mir kënnen dat jo da maachen. Mee ech wëll hei kloerstellen, datt d'Oppositioun, an, ech mengen, do kann ech fir eis alleguerten op dëser Säit schwätzen, zu kengem Zäitpunkt mat der Iddi gespillt huet, fir d'Gesondheet vu Kolleeginnen a Kolleegen heibannen op d'Spill ze setzen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech stellen also fest, datt et keng Majoritéit gëtt, fir der Propositioun vum Här Asselborn Rechnung ze droen. Da géife mer den Ordre du jour am Fong geholl esou evakuéieren, wéi e vun der Presidentekonferenz festgehale ginn ass.

An ech géif dann direkt d'Wuert un de Rapporter vun deenen zwee Projets de lois, den honorabelen Här Yves Cruchten, ginn. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert, fir eis déi zwee Projete virzestellen.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech preziséieren, dass ech elo als Rapporter schwätzen an dass mäi Kolleeg, de Mars Di Bartolomeo, herno wäert fir meng Fraktioun schwätzen.

Ech wéilt och ufänke mat enger Prezisioun: De CETA ass vum Conseil européen ugeholl ginn, vum Europaparlament gestëmmt ginn a besteet elo zanter iwwer 30 Méint a gëtt och applizéiert.

Mir befannen haut eigentlech nach iwwert den Investitiounsschutz, deen déi national Kompetenz betrëfft. An dat ass och eppes, wat mir hei als nationaalt Parlament ëmmer gefuerdert hunn. Dësen Deel vum Ofkommes, dee jo deen alen Arbitrage duerch dee weesentlech verbesserte System vun der Cour d'investissement ersetzt, kann nëmmen dann a Kraaft trieden, wa mir em gréng Luucht ginn.

Well den Investitiounsschutz awer en Deel vum ganzen Accord ass, besteet den Androck, dass mir haut och iwwert d'Zukunft vum Handel mat Kanada kënne bestëmmen. Dat ass awer net ganz wouer. Der Korrektheet wéinst an och fir e bessert Verständnis fir déi Leit, déi eis vläicht haut nolauschteren, géif ech awer a mengem Rapport op dee ganzen Accord agoen, esou wéi mer dat eigentlech och ëmmer an eisen Aarbechten an der Chamberskommissioun gemaach hunn.

Mir hunn de facto zwee Projete virun eis leien. Dat ass engersäits de Projet de loi 7460, deen den APS, also den Accord de partenariat stratégique tëscht der Europäescher Unioun a Kanada approuvéiert. Anerersäits hu mer de Projet de loi 7457 zur Ratifikatioun vum Accord économique et commercial global oder, wéi déi meescht e kennen, dem CETA.

(Brouhaha)

D'Decisioun vun der Kommissioun, dës zwee Projeten zesummenzehuelen, mécht an eisen Ae Sënn. D'Iddi ass hei, dass den Accord de partenariat stratégique de CETA politesch encadréiert. De Commerce ass just een Element vun de Bezéiungen, dat sech an dee méi breede politesche Kader vum Accord de partenariat stratégique agliddert.

Effektiv probéiert d'Europäesch Unioun bei all Handelsaccord, och en zousätzlechen Accord ofzeschléissen, fir d'Zesummenaarbecht och an aneren Domänen ze stäerken. Sou ass dat scho mat Südkorea geschitt an och mat Japan ass een dëse Wee gaangen.

(Interruption)

Mat manner enke Partner, wéi zum Beispill Singapur, hu mer en Accord de partenariat et de coopération virleien, iwwert dee mer duerno ofstëmmen. D'Debatten ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Cruchten?

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Jo?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet d'Wuert. Ech weess awer net firwat, ob et fir eng Fro ass oder wat.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, fir eng Fro, wannechgelift, Här President. Wann den Här Cruchten mer se zougesteet.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Cruchten sot ...

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Dir kënnt mer se vläicht och herno stellen. Géif dat lech eppes ausmaachen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gelift?

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Géif et lech eppes ausmaachen, fir mer se duerno um Wupp ze stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, selbstverständlech net, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- D'Debatten iwwert de CETA hunn dëse manner bekannten Accord natierlech an de Schiet gestallt. Dobäi ass den Accord de partenariat stratégique e wichtege Jalon an der Kooperatioun mat Kanada.

Kanada ass effektiv e wichtege Partner vun der Unioun, souwuel wirtschaftlech gesinn, mee och politesch, virun allem am haitegen internationale Klima. D'Kanadier sinn eng Stëmm fir Toleranz a fir Diversitéit, e Land mat enger staarker demokratescher Traditioun an engem Rechtsstaat, e staarken Ënnerstëtzer vum Multilateralismus, en Alliéierten an der Bekämpfung vum Klimawandel. A villen Hisiichte sti sech Kanada an Europa deemno ganz no. Alles dat mécht Kanada zu engem Kärpartner op där anerer Säit vum Atlantik.

D'Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a Kanada gi bis an d'50er Joren zréck, wou se virun allem wirtschaftlecher Natur waren. 1976 haten déi zwee Acteuren en Accord-cadre de coopération commerciale et économique ënnerschriwwen. 1990 gouf dunn eng Déclaration politique conjointe ënnerschriwwen. 1996 koum et dann zu enger Déclaration politique et plan d'action communs Canada-Union européenne. 2004 gouf da fir d'éischt vun enger strateegescher Partnerschaft geschwat, wou e Programme de partenariat ugeholl gouf.

Den Accord de partenariat stratégique, iwwert dee mer haut befannen, ass eng Extensioun vun dëser historescher Bezéiung. E schaaft e Kader fir politeschen Dialog a Kooperatioun an enger ganzer Rei vun Domänen, deen et erlabe soll, d'bilateral Bezéiungen nach eng Kéier ze verdéiwen. Den Accord de partenariat stratégique ass virun allem e politeschen Accord a beschtefalls „soft law".

Et ass éischter en Instrument, e Kader, deen et deenen zwou Parteien erlaabt, zesummenzekommen a sech iwwer duerchaus sensibel Theemen auszetauschen an ze beroden, an dat lassgeléist vum Commerce, dee jo iwwert de CETA gereegelt gëtt. Sou gëtt zum Beispill déi bilateral Kooperatioun a Saachen internationale Fridden a Sécherheet, Klimawandel oder Bekämpfung vum Terrorismus gestäerkt.

Et ass awer och en Accord, deen eis gemeinsam Wäerter confirméiert an et erlaabt, an internationalen Institutioune besser a méi strateegesch zesummenzeschaffen. Effektiv sinn d'Kanadier e wichtege Partner, zum Beispill am UNO-Mënscherechtsrot respektiv an der véierter Kommissioun vun der Assemblée générale, wou mer op enger Rëtsch Dossieren zesummeschaffen.

Ze notéieren ass och, dass den Accord de partenariat stratégique e Lien mam CETA mécht. Den Artikel 28.7 gesäit nämlech vir, dass eng grav a substanziell Verletzung vu Mënscherechter oder a Saachen Netverbreedung vu Waffen als Grond fir d'Denonciatioun vum CETA vun enger Partei dénge kann, esou wéi et och am Artikel 30.9 vum CETA festgehalen ass. Dëst ass, by the way, op Dränge vun der Europäescher Unioun en vue vun enger Conditionnalité politique bäigesat ginn, wärend d'Kanadier op dësem Punkt éischter gezéckt haten.

Den Accord de partenariat stratégique ass den 30. Oktober zesumme mam CETA ënnerschriwwe ginn, nodeems d'Verhandlungen, déi 2011 ugefaangen hunn, 2014 konnten ofgeschloss ginn. Zanter dem 1. Abrëll 2017 gëtt de groussen Deel vum Accord virleefeg ugewannt. Well et en Accord mixte ass, dee souwuel EU- wéi och national Kompetenze couvréiert, mussen alleguerten d'Memberstaaten e ratifizéieren, ier e ganz a Kraaft wäert trieden. Am Moment sinn dat 19 Länner.

D'Kommissioun huet de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot, deen den 8. Oktober erakomm ass a keng Observatiounen hat, analyséiert. Den 9. Mäerz hu mer de Rapport dann an der Kommissioun ugeholl.

Mam internationalen Handelsklima steet et net zum Allerbeschten, wéi mer alleguer wëssen. Virun allem d'Amerikaner ënnert dem President Trump huelen eng aggressiv, eng protektionistesch an nationalistesch Approche, déi sech net vill fir Reegelen a multilateral Kanäl interesséiert. Mir gesinn dat beim Handelskrich mat China, mee och d'Europäesch Unioun huet dem amerikanesche President seng Obsessioun mat Handelsbilanze schonn ze spiere kritt. Tariffer a Menacë fir nach méi Tariffer sinn op der Dagesuerdnung vum amerikaneschen Discours.

D'europäesch Approche ass do eng ganz aner: Iwwert de Wee vum Dialog a vun der Zesummenaarbecht solle gemeinsam Reegelen ausgeschafft ginn, déi net nëmmen den internationalen Handel solle fërderen, mee och den neie Sensibilitéite fir den Développement durable, de Klimawandel an d'Erhale vu staarke sozialen Norme solle Rechnung droen.

Op dëser Plaz wëll ech der Zivillgesellschaft Merci soe fir déi Aarbecht, déi si geleescht huet an déi et erméiglecht huet, méi streng Ufuerderungen, virun allem an den Handelsaccorden, déi mir mat Drëttlänner ofschléissen, anzebauen. Dës Aarbecht huet hir Friichte gedroen.

Ëmfroe vum Eurobarometer weisen, dass d'Lëtzebuerger eng éischter favorabel Meenung zu Handelsaccorden an dem internationalen Handel generell hunn. Dräi Véierel fannen och, dass se vum internationalen Handel profitéieren. Zum selwechten Ament gëtt et fir si ëmmer méi wichteg, dass sanitär an Ëmweltnorme bei esou Accorde respektéiert ginn. 65 % fannen, dass bei der EU-Handelspolitik dat schonn de Fall ass.

Dës Statistike sollen eis elo net dovun ofhalen, den Accord kritesch ënnert d'Lupp ze huelen. Mee et ass awer eng Indicatioun, dass et e gewëssene Réckhalt fir esou Handelsaccorde gëtt. Wéi virdru scho gesot, ass Kanada e laangjärege Partner, dee grosso modo deene selwechten Ziler a Saachen Handelspolitik nogeet. Fir d'EU ass Kanada den zéngtgréisste Partner, wärend d'EU fir Kanada deen zweetwichtegsten Handelspartner ass.

Och a Saachen Investissementer hunn déi zwee enk Relatiounen. Kanada ass den drëttgréissten Investisseur an der EU, wärend d'EU déi zweetgréisst Source fir direkt Investissementer a Kanada ass.

De CETA soll, graff gesot, d'Handelsrelatiounen tëschent deenen zwou Parteie verstäerken an e méi zolitte Kader fir Investissementer schafen, dat alles no strikte Reegelen.

Loosst mech awer fir d'éischt kuerz op d'Geschicht vum CETA agoen! 2007 hunn déi europäesch a kanadesch Regierungen am Kader vum EU/Kanada-Sommet eng Etüd lancéiert, déi zur Konklusioun komm ass, dass d'Liberalisatioun vum Wueren- an Déngschtleeschtungshandel souwuel fir d'EU ewéi fir Kanada Virdeeler hätt.

2009 sinn dunn d'Verhandlungen tëschent deenen zwou Parteien ugaangen, fir de CETA auszeschaffen. 2011 ass d'Verhandlungsmandat vun der EU amendéiert ginn, fir de Volet vum Investitiounsschutz an d'Promotioun vun den Investissementer ze integréieren.

Um EU/Kanada-Sommet vum 26. September 2014 hunn déi zwee Länner dunn ugekënnegt, dass d'Negociatiounen ofgeschloss wären. Am Februar 2016 war et dunn d'Annonce, dass de juristesche Feintuning fäerdeg wär. Zum selwechten Ament koum och déi wichteg Ukënnegung, dass de CETA en neien Investitiounsschutzsystem kritt, op deen ech spéider nach méi am Detail wäert agoen. De fäerdegen Accord gouf dunn den 30. November 2016 ënnerschriwwen.

Wéi virdru scho gesot, geet et bei dësem Accord ëm en Accord mixte, also en Accord, dee souwuel national wéi och EU-Kompetenze betrëfft. Dofir ass et dann och néideg, dass souwuel d'EU-Parlament, mee och all d'EU-Memberstaaten den Accord ratifizéieren. D'EU-Parlament huet de 15. Februar 2017 säi Go ginn. A Kanada hunn d'House of Commons an de Senat de CETA 2017 approuvéiert. Op EU-Niveau hu bis ewell 13 EU-Memberstaaten de CETA ratifizéiert.

Nodeems d'EU-Parlament an de Conseil den Accord approuvéiert hunn, sinn dunn all déi Deeler, déi exklusiv der EU-Kompetenz ënnerleien, provisoresch a Kraaft getrueden. Dat heescht praktesch, dass zanter dem 21. September 2017 eng 90 % oder 95 % vum Accord a Kraaft sinn.

De Projet gouf den 12. Juli 2019 vum Minister Asselborn deposéiert. Den Avis vum Staatsrot ass den 8. Oktober erakomm. De Staatsrot hat och keng Observatiounen zum Projet. Den 3. Februar huet d'aussepolitesch Kommissioun souwuel de Projet de loi wéi och den Avis vum Staatsrot analyséiert. De 24. Februar sinn dës Diskussioune virugaangen.

Als President war ech prett a bereet, fir déi Diskussiounen och nach weiderzefëieren, falls dat néideg gewiescht wär. Allerdéngs däerfe mer net vergiessen, dass mer de CETA als Chamber schonn an der Vergaangenheet dacks diskutéiert hunn. Als aussepolitesch Kommissioun hu mer d'Negociatioune suivéiert mam Minister, deen dësen Dossier ëmmer ganz proaktiv mat eis diskutéiert huet an iwwert d'Debatten am Conseil vun der EU rapportéiert huet. Souguer dräimol, mengen ech, samschdes ass eis Kommissioun zesummekommen. De 26. Januar 2016 hate mer och eng Reunioun mam Här Pierre Marc Johnson, Négociateur en chef vum Quebec am Kader eebe vum CETA.

Mee och an der Chamber selwer hu mer eis Aarbecht gemaach. Sou gouf et eng ganz Rëtsch u Motiounen, an deene mir als Parlament eis Positioun duergeluecht hunn. Erlaabt mer, kuerz dräi vun deene Motiounen ze ernimmen!

An der Motioun vum 18. November 2015 vum honorabelen Här Serge Urbany huet d'Chamber d'Regierung opgefuerdert, sech géint all Demarche ze stellen, déi de Wee zur Implementatioun vum CETA virundreiwe géif, soulaang deen ale System vu Schidsgeriichter virgesi wär. An enger anerer Motioun vum 7. Juni 2016 hu mer als Chamber dunn insistéiert, dass den Accord als Accord mixte agestuuft misst ginn. Och hate mer gefuerdert, déi juristesch Froen zum Système de Cour d'investissement ze kläre souwéi d'Onofhängegkeet an d'Objektivitéit vun de Riichter ze garantéieren.

An enger weiderer Motioun vum 20. Oktober 2016, déi mäi Virgänger Marc Angel erageréecht hat, gouf d'Regierung dunn invitéiert « à donner son accord, sous certaines réserves, au CETA au sein du Conseil de l'Union européenne et à lancer le processus démocratique de ratification. » (veuillez lire: « à donner son accord, compte tenu de ce qui précède, à l'AECG/CETA au sein du Conseil de l'UE et à lancer le processus démocratique de ratification. »)

An där Chamberssitzung hat de Minister dunn och eng Deklaratioun iwwert de CETA gemaach. Ech fannen, dass mir dofir duerchaus soe kënnen, dass mer de Prozess als Chamber intensiv an och mat där néideger Seriositéit begleet a matgestalt hunn.

Perfekt ass deen Accord net! An dach gouf et eng Rëtsch Ännerungen, déi den Accord ganz kloer besser gemaach hunn! Hei musse mer nach eemol déi wichteg Roll vun der Zivillgesellschaft ervirhiewen. Déi huet fir Verbesserunge gepusht, zum Beispill a Saache Schidsgeriichter, mee och fir zousätzlech Garantien ze kréie fir de Klimaschutz oder d'Erhale vu Standarden. An do huet sech am Laf vun den Negociatiounen och eppes gedoen.

Dass d'Zivillgesellschaft haut nach ëmmer net zefridden ass, kënne mer och iergendwéi verstoen. D'Globaliséierung an en internationalen Handel, deen op Konkurrenz tëscht de Länner berout, déi maachen Angscht. An d'Kritik géint dësen Accord wéi och géint aner Verträg huet domadder ze dinn. An dësem Sënn ware mir eis an der Kommissioun, mengen ech, alleguer

eens, dass den Accord net perfekt ass, well hien d'Fuerderunge vun der Zivillgesellschaft fir e grondsätzlech aneren Handel net erfëlle kann.

Mee wann ee kuckt, wéi den Accord evoluéiert huet, och am Verglach mat aneren Accorden, sou kann ee schonn zur Konklusioun kommen, dass dëst Ofkommes zu enger Verbesserung vum internationalen Handel bäidroe wäert. En Accord, dee mer en plus mat engem Land ofschléissen, dat zu engem groussen Deel eis Standarden an eis Wäerter deelt, a wou eng gewësse Vertrauensbasis do ass, dass Kanada seng Obligatioune mat guddem Wëllen ëmsetze wäert.

Et ass e sougenannten „accord nouvelle génération", deen also net méi just déi klassesch Froen, wéi den Zougang zum Maart, traitéiert, mee och Dispositiounen zu, ënner anerem, dem Schutz vum geeschtegen Eegentum, dem Marché public oder der nohalteger Entwécklung huet.

Den „instrument interprétatif commun" ass ausgeschafft ginn, fir eng Rëtsch kritesch a kontrovers Punkten duerch d'Festleeë vun enger gemeinsamer Interpretatioun ze klären. Dës Instrument ass och net just eng politesch Deklaratioun, mee et muss effektiv vun engem Riichter consideréiert ginn, falls et zu engem Sträitfall sollt kommen.

Et ass och e liewegen Accord. De Comité mixte, deen duerch den Artikel 26.1 an d'Liewe geruff gëtt, ass responsabel fir all Froen iwwert d'Implementatioun vum Accord. Dee Comité mixte hat am September 2018 och schonn eng Sëtzung, wou ënner anerem iwwert déi nohalteg Entwécklung geschwat gouf an dräi Recommandatiounen ugeholl goufen, déi eng besser Kooperatioun erlabe sollen.

De CETA ass en décke Batz: iwwer 2.000 Säiten, opgedeelt an 30 Kapitelen an eng Rëtsch Annexen, wéi och dee faméisen Instrument interprétatif commun. Wat d'Tariffer ugeet, gi ronn 99 % vun den Droits de douane op industrielle Produiten eliminéiert. Fir d'EU sinn hei virun allem den Textill- an den Automobillsecteur wéi och déi cheemesch Produite wichteg. Produiten an der Landwirtschaft si Quoten ënnerworf, wat heescht, dass just eng gewësse Mass u Produiten tarifffräi exportéiert ka ginn. Als Beispill kann een d'Rëndfleesch nennen, wou d'Quot bei 48.000 Tonne pro Joer läit. D'Exportatioun vum Pouletsfleesch gëtt guer net liberaliséiert.

Et gouf och eng gewëssen Angscht, dass den europäesche Marché mat kanadesche Produiten iwwerschwemmt kéint ginn. Abee, déi Angscht huet sech bis elo net gerechtfertegt. Wat d'Servicer ugeet, facilitéiert den Accord den Accès op de kanadesche Marché fir Entreprisen aus der EU. Hei muss gesot ginn, dass et fir d'EU-Memberstaate keng Obligatioun gëtt, hir Marché-publicken opzemaachen. Och kann den Accord se net zu Privatiséierunge vu verschiddene Secteuren zwéngen. Ausserdeem behalen d'Staaten d'Méiglechkeet, privatiséiert Servicer erëm ëffentlech ze maachen. D'Gestioun vun de Gesondheetsservicer, d'Bildung oder nach d'Distributioun vum Waasser ginn net beaflosst.

Loosst mech nach kuerz op deen een oder anere méi kontroverse Punkt agoen! Deen ale Schidsgeriichtssystem ISDS, dee virun allem vun der Zivillgesellschaft, mee och vu verschiddene Länner kritiséiert gouf, ass wéi gesot duerch den Investment Court System ersat ginn. Den Europäesche Geriichtshaff huet den 30. Abrëll 2019 deklaréiert, dass dëse System mat europäeschem Recht kompatibel wär, dat nodeems d'Belsch hei en Avis gefrot haten.

Den ICS ass eng kloer Verbesserung am Verglach zum ISDS. D'Riichter sinn onofhängeg an objektiv. Dëst ass nach eng Kéier am Instrument interprétatif commun festgehale ginn. D'Prozedure sinn transparent an et gouf e Mécanisme d'appel op d'Bee gesat. Dës Norme si fir d'EU den neie Standard a Saache Règlement des différends. Déi lëtzebuergesch Regierung huet sech effektiv dozou engagéiert, keng Accorde méi ze akzeptéieren, déi net dësen neien ICS hunn.

Am Idealfall ass den ICS just eng Tëschenetapp um Wee zu engem multilaterale Geriicht fir Investissementer. Dat ass sécherlech nach e laange Wee. Ëmmerhi gëtt et nach haut méi wéi 2.000 där Accorde weltwäit, déi deen alen ISDS-System hunn. D'Hoffnung ass, iwwer bilateral Accorde méiglechst vill Länner mat u Bord ze kréien an iergendeng Kéier eng kritesch Mass zesummenzehunn, fir esou eng multilateral international Cour kënnen ze lancéieren.

Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass d'Geriichter net do sinn, fir den Entreprisë besonnesch Rechter ze ginn. D'Zil ass, dass auslännesch Investisseuren net diskriminéiert gi par rapport zu lokalen Entreprisen. Dat heescht, dass eng Lëtzebuerger Firma a Kanada soll behandelt gi wéi eng kanadesch Firma an dass de Lëtzebuerger Staat eng kanadesch Firma zu Lëtzebuerg soll behandele wéi all déi aner.

Fir ze garantéieren, dass et keng Abuse gëtt, gouf och am Instrument interprétatif commun festgehalen, dass just europäesch a kanadesch Entreprisen dëse Mechanismus notze kënnen, also Entreprisen, déi e reelle wirtschaftleche Bezuch zu deenen zwou Wirtschaften hunn. Dës Provisioun war iwwregens eng Konditioun fir d'Ennerschrëft vu Lëtzebuerg.

Wat déi sanitär a phytosanitär Standarden ugeet, gouf et Befierchtungen, dass dës Standarden no ënne reviséiert kéinte ginn. Et geet hei zum Beispill ëm d'Benotze vun Hormoner, Antibioticken oder Pestiziden. Den Accord ännert näischt an der EU-Legislatioun. Et gëtt allerdéngs en Dialog, wat d'Coopération réglementaire ugeet, an dat duerch e Forum. Hei geet et fir d'alleréischt drëms, d'Normen, déi vun deenen zwou Säite benotzt ginn, ze verstoen. Wann et Sënn mécht, kann et effektiv och zu enger Konvergenz vun Norme kommen. Wat net wäert geschéien, ass, dass hanner zouenen Diere méi niddreg Normen imposéiert ginn.

De Principe de précaution ass, wéi gesot, assuréiert. Gläichzäiteg ass och garantéiert, dass déi eenzel Länner hiren Droit de réglementer bäibehalen, also d'Méiglechkeet, fir Mesuren am Intérêt public ze huelen. Dat gouf och vun enger onofhängeger Expertekommissioun bestätegt, déi a Frankräich agesat gouf, fir den Impakt vum CETA a Saachen Emwelt a Gesondheet ze préiwen. Déi Kommissioun huet och festgehalen, dass de Principe de précaution, deen am Traité vu Lissabon verankert ass, prinzipiell garantéiert ass.

Jo, d'Multinationalle profitéiere vum Accord! Mee et däerf een net vergiessen, dass den Text och spezifesch Dispositioune fir kleng a mëttelgrouss Betriber virgesäit. A jo, dës Positioune ginn haut nach net voll a ganz ausgeschëpft! Dofir ass et wichteg, d'PMEen ze sensibiliséieren, hinnen ze hëllefen, fir besser vun den neien Opportunitéiten ënnert dem Accord ze profitéieren. Dat ass natierlech och fir lëtzebuergesch Entreprisen interessant a kann zum Deel dozou bäidroen, eis Wirtschaft ze diversifizéieren. Den Ausseministère huet scho mat der Chambre de Commerce zesummegeschafft, fir d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg ze sensibiliséieren, och wierklech vun den Opportunitéiten ze profitéieren, déi esou Verträg mat sech bréngen.

Et ass sécherlech vill ze fréi, fir definitiv Konklusiounen zum Impakt op déi zwou Wirtschaften ze zéien. Och wann den Eurostat vun 2017 op 2018 eng Hausse vum bilateralen Handel wéi och eng 15%eg Erhéijung vum Handelsiwwerschoss am Verglach zu deene Jore virdru festgestallt huet, sou muss een déi Zuelen awer relativéieren an et kann een déi Tendenzen net just an eleng um CETA festmaachen. Op alle Fall geet et drëms, de Suivi vum Accord ze maachen, souwuel wat den Handel selwer ugeet, mee och, wéi sech Saache wéi Standarden oder nach den Ëmweltschutz entwéckelen.

Ech wéilt ofschléissen, andeem ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun alle Membere wëll e Luef ausschwätzen. Och, jo, och ausdrécklech deenen, déi den Accord haut net wäerte stëmmen! Si hu mat hire Froen, Interventiounen, och emol kritesche Remarken derfir gesuergt, dass mer konnten eng seriö Preparatioun vum Dossier maachen an all senge Facetten an och duerch all Bléckwénkel konnte kucken. An dat huet dësem Rapport op alle Fall net geschuet. Grad am Contraire!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President, an och dem Här Cruchten merci, datt e bereet ass, eng Fro unzehuelen. Normalerweis stellen ech keng Froe bei engem Rapport, mee et schéngt awer eng gewësse Kontradiktioun hei ze sinn. Den Här Asselborn huet ganz am Ufank gesot, datt mer haut eigentlech just iwwert d'Kapitel 8 ofstëmmen. An den Här Cruchten hat och am Ufank gesot, wéi och den Här Asselborn, den Accord wär schonn a Kraaft. Or, ech mengen, et ass esou, datt e provisoresch a Kraaft ass. An den Här Cruchten huet a sengem Rapport och zweemol gesot, datt d'Staaten alleguer e musse ratifizéieren.

Do wollt ech just nach eng Kéier, datt den Här Cruchten eis ganz kloer seet: Wat sinn d'Inzidenze vun deem Vott haut, dee mir hei am Parlament huelen? Wann d'Lëtzebuerger Chamber Nee seet, dann ass et jo normalerweis esou, datt dee CETA ganz hifälleg ass. Ass dat esou, Här Cruchten?

Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Also, nee, dat wëll ech net esou soen. Mee Dir wësst jo, Här Kartheiser, dass mer genee déi dote Fro och e puermol an der Kommissioun diskutéiert hunn. An dat ass effektiv net esou einfach ze beäntwerten, wat geschitt, wann d'Ratifikatioun an engem EU-Memberstaat - dat musse jo net mir sinn, dat kann iergenden aneren EU-Memberstaat sinn -, wa se do verworf gëtt. Dat wär, sou wéi ech op jidde Fall an der Kommissioun et och verstanen hat, effektiv juristescht Neiland. An déi genee Konsequenzen dovunner sinn och, menger Meenung no, nach net ganz kloer.

Op alle Fall war déi Fro do, ech mengen, zwee- oder dräimol gestallt ginn. An eng definitiv Äntwert hu mir och dorobber net kritt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding agedroen. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass am Etat de crise. A mir sinn an der Chamber, fir Antikrisegesetzer ze stëmmen. Dës Woch sinn awer eng Rei Antikrisegesetzer vun der Majoritéit vun der Dagesuerdnung geholl ginn. Awer dat Netantikrisegesetz CETA, wat och no der Kris seng Gëltegkeet gehat hätt, dat ass op der Dagesuerdnung bliwwen!

An do stelle mer eis wierklech d'Fro: Firwat dann net der Zivillgesellschaft, deem Deel vun der Zivillgesellschaft, dee wëllt protestéieren, déi Méiglechkeet ginn, vu datt am Fong geholl keng Urgence ass?

Mir hätte sollen d'Méiglechkeet ginn, déi participativ Demokratie zum Ausdrock ze bréngen, an net se bremsen! An dofir wollt d'CSV, mat anere Parteien aus der Oppositioun, datt mer déi Debatt zu dëser Zäit net géife féieren. Mee déi politesch Majoritéit war enger anerer Meenung. Dont acte! An dofir elo déi Debatt hei.

Mir entzéien eis där Debatt net. A mir leeë souguer och Motioune vir. Här President, hei ass déi éischt, déi ech am Numm vun der CSV virleeën. De Paul Galles wäert déi zweet herno och nach virleeën.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant la signature de l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) le 30 octobre 2016 ;

- rappelant l'entrée en vigueur provisoire de l'AECG/CETA au 21 septembre 2017 portant sur les dispositions relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne ;

- rappelant que l'entrée en vigueur totale de l'AECG/CETA ne sera possible qu'après sa ratification par les parlements nationaux et régionaux des États membres ;

- rappelant la réduction de la quasi-totalité des barrières d'importations et de tarifs douaniers entre le Canada et l'Union européenne par l'AECG/CETA ;

- rappelant les bénéfices du libre-échange pour l'emploi et l'économie luxembourgeois et européens ;

- rappelant l'établissement d'une nouvelle norme mondiale concernant le développement durable dans les accords commerciaux par l'AECG/CETA ;

- considérant le renforcement des normes en matière sanitaire, phytosanitaire, environnementale et de travail ;

- considérant, malgré ce fait, les craintes de certains citoyens en ce qui concerne les normes environnementales, sanitaires et sociales européennes et luxembourgeoises ;

- considérant les critiques de certaines parties de la société civile en ce qui concerne le système d'arbitrage dans les accords commerciaux ;

- considérant les avancées décisives de l'AECG/CETA en passant d'un arbitrage international en matière d'investissement à un système juridictionnel des investissements (Investment Court System, ICS) ;

- rappelant le blocage au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC/WTO) dû au refus de renouvellement des juges par les États-Unis ;

- considérant la création d'un nouveau système intérim (MPIA) pour pallier cette insuffisance ;

- considérant les préoccupations des consommateurs et des agriculteurs européens et luxembourgeois ;

- considérant la nécessité d'une réorientation stratégique de l'Union européenne et du Luxembourg en matière de commerce international après la crise du coronavirus,

invite le Gouvernement

- à rester vigilant en ce qui concerne une mise en œuvre irréprochable de l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) dans l'esprit du principe de précaution ;

- à veiller à l'application effective des normes environnementales, sanitaires, phytosanitaires et sociales européennes et luxembourgeoises dans le cadre de l'AECG/CETA ;

- à soutenir activement l'action européenne pour la mise en place d'un « multi-party interim appeal arbitration arrangement » (MPIA) à l'OMC ;

- à œuvrer avec insistance en faveur d'un tribunal multilatéral des investissements comme institution internationale permanente ;

- à tirer les leçons politiques, économiques et stratégiques pour le commerce international de la crise du coronavirus.

(s.) Viviane Reding, Félix Eischen, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Mee éier mer elo ufänke mat der Diskussioun, wär et awer interessant ze gesinn: Wat denken d'Leit dobaussen eigentlech iwwert den Handel? Well mir héiere jo déi, déi sech manifestéieren. Do stoungen der e puer virun der Chamber an anerer hunn zu Honnerten eisen E-Mail-System flaachgeluecht.

Mee bon, dann, den Eurobarometer vum Mee 2019, deen huet gefrot, an alle Länner vun Europa, ob d'Handelsaccorden dann elo eng gutt Saach oder eng schlecht Saach wäre fir hiert Land. An zu Lëtzebuerg hu 67 % vun deene Befrote gesot, et wär eng gutt Saach. An 30 % hu gesot, et wär eng schlecht Saach. Dobäi läit Lëtzebuerg mat deenen, déi dat eng gutt Saach fannen, besser wéi den Duerchschnëtt an Europa, well den Duerchschnëtt an Europa, dat sinn 59 %, déi soen, et wär eng gutt Saach, a 35 %, déi soen, et wär eng schlecht Saach.

Also gëtt et verschidde Meenungen an eiser Bevëlkerung; am Vollek allgemeng, mee awer och bei jiddwerengem, ech mengen an eisen Associatiounen, an eise Veräiner, an eise Parteien - och bei der CSV -, an de Familljen dobaussen, verschidde Meenungen. An dofir, mengen ech, wär et esou wichteg, datt mer hei géifen emol objektiv analyséieren: Wat steet an deem Accord? Ass deen Accord geféierlech? Bréngt en eis eppes oder net? A wou kënnt dann iwwerhaapt déi Oppositioun, déi sech jo lautstaark bemierkbar mécht, wou kënnt déi iwwerhaapt hier?

Déi Oppositioun ass relativ jonk. Si ass am Fong geholl entstanen zu där Zäit, wéi Europa mat den Amerikaner iwwert den TTIP diskutéiert huet. Dat war eng ganz schwiereg Diskussioun. An do war décken, décke Sträit. Do ass et ëm grondleeënd Prinzippie gaangen, déi d'Amerikaner einfach net wollte gutthalen: Konsumenteschutz, Liewensmëttelsécherheet, Dateschutz, Sécherheetsbestëmmunge bei Medikamenter, bei Maschinnen an esou weider an esou fort. Also mir hunn eis quasi d'Käpp ageschloen.

An Dir wësst jo och, datt den TTIP näischt ginn ass, well mir als Europäer net wollten eis Reegelen, eis Prinzippien opginn. Et waren also vill Diskussiounen a keng Resultater. Den TTIP ass vum Dësch. Mee aus deenen Diskussiounen huet sech an de Käpp vu ville Leit festgesat, datt den Handel per se eng negativ, eng schlecht Saach wär.

D'Politik huet awer doraus geléiert. An dofir hu mer vu virera gesot: „Mir maachen net méi en Handelsaccord, dee verschidde Saachen net op Pabeier bréngt." Wéi zum Beispill: Ofschafung vun Tariffer, okay. Mee Wäerter bäibehalen, Reegele festleeën, gesellschaftlech Prinzippie festegen, dorëms geet et! „A mir wäerte bei deem nächsten Handelsaccord", hu mer no der TTIP-Erfarung gesot, „derfir suergen, datt dat geschitt!" An dofir hu mer versicht, deen Handelsaccord mat enger Frëndnatioun ze maachen, déi ongeféier déi selwecht Opfaassung, déi selwecht Wäerter, déi selwecht Protektioun och vun de Mënschen huet. An dofir Kanada.

An dat heiten ass net en normalen Handelsaccord wéi Honnerte vu virdrun. Dat heiten ass ganz kloer eng strateegesch Partnerschaft mat engem Verbündeten.

De Rapporter huet scho ganz gutt op déi verschidden Daten higewisen. Ech wëll Iech nëmme soen, et ass keng nei Saach. D'Verhandlunge sinn am Joer 2009 ugaangen. Zënter 2009 gëtt an den nationale Parlamenter an

am Europaparlament zu där Saach diskutéiert. Vill Sitzungen, vill Ausernanersetzungen, vill Abezéiung, vill Sträit vun der Zivillgesellschaft. Ënnerzeechnung vun där ganzer Saach: 2016. Ratifizéierung dunn am Europaparlament an am Europäesche Conseil.

An den Deel, dee sech net mat der Juristerei befaasst, deen ass zënter 2017 a Kraaft. An doduerch, do geet et jo ëm den eigentlechen Handel, do geet et ëm d'Agrikultur, do geet et ëm alleguerten déi Saachen, doduerch kann ee jo och scho verschidde Konklusiounen treffen, well et huet ee jo deen Abstand vun 2017 bis haut.

Éischt Constatatioun: Deen Accord hei schaaft keen Handel. Deen Accord reglementéiert den Handel, deen et gëtt, schaaft Reegelen, fir datt deen Handel an alles, wat dorunnerhänkt, op uerdentlech Aart a Weis funktionéiert: beim Schutz vun den europäesche Gesetzer an domat och de Lëtzebuerger Gesetzer - et ass keen eenzegt europäescht Gesetz, keen eenzegt Lëtzebuerger Gesetz, wat ausser Kraaft gesat gëtt duerch deen Accord hei -, bei der Liewensmëttelsécherheet, alleguerten déi phytosanitär Ofsécherunge vun de Konsumenten - Konsumenteschutz, ganz wichteg! -, mee awer och, an dat hu mer jo als Parlamentarier ëmmer gefrot, datt et beim Handel och muss ëm d'Aarbechtsrecht goen.

An dofir sinn an deem Handelsaccord hei och d'Reegele vun der OIT matageschriwwen. Mir hu gesot: „Handel däerf och net einfach den Ëmweltbestëmmunge widdersprieche." An dofir hu mer eis baséiert op den Accord de Paris. An den Handel däerf och net derzou féieren, datt den nationale Gesetzgeeber net méi d'Méiglechkeet huet, e Gesetz ze maachen. Also d'Basis vun enger Chamber ass, derfir ze suergen, datt se ka reglementéieren, op Virschlag vun der Regierung oder op Virschlag vun der Chamber. Déi Méiglechkeet behale mer nach ëmmer.

An ech gesinn elo just den Emile Eicher viru mer: Wat hate mer Diskussioune wärend Jore mat de Gemengen, déi nämlech gefaart hunn, duerch Handelsaccorde kéinten zum Beispill eis Reglementer, wat den Offall oder wat d'Waasser ubelaangt, ausser Kraaft gesat ginn. Quod non. Do geet keen drun! Och deen heiten Handelsaccord net!

An dann ass haaptsächlech wichteg, mee do kommen ech herno nach drop, d'Schafung vun enger onofhängeger ëffentlecher Geriichtsbarkeet, déi och Rechtssécherheet, Sécurité juridique bréngt.

Et geet also ëm vill méi wéi Tariffer ofzeschafen. Et geet drëm, gesellschaftlech Wäerter an Instrumenter ze schafen, an datt déi souwuel a Kanada wéi bei eis agehale ginn.

Wie profitéiert dann elo am Fong geholl do dervun? Aus den éischten Analyse vun all deene Länner, déi dat schonn applizéieren zënter 2017, geet kloer eraus: Déi, déi wierklech profitéieren, sinn déi kleng, gutt vernetzt Länner: Lëtzebuerg, Schwäiz, Irland, Dänemark, Belsch. Länner, déi selwer kee grousse Bannemaart hunn an déi op Import/Export ugewise sinn.

Zweetens profitéieren dovun d'Kleng- a Mëttelbetriber, well dat sinn déi Schwaach an deenen Handelsaccorden, besonnesch wann et zwëschent engem klenge Land an engem grousse Land virgeet. Mee hei, besonnesch duerch déi nei Geriichtsbarkeet, hunn eis Kleng- a Mëttelbetriber Méiglechkeeten, déi se virdrun net haten. An dat ass och gutt esou!

Wéi ass dann d'Situatioun elo hei zu Lëtzebuerg? Ma zu Lëtzebuerg ginn et 129 Entreprisen, déi a Kanada exportéieren. Dat sinn haaptsächlech Mineralien, Stol, Metall, Maschinnen, Transportmaschinnen an esou virun, Porzeläin, Optikermaterial an esou weider an esou fort. Bei engem Export an der Héicht vu 532 Milliounen importéieren mir aus Kanada an der Héicht vun 283 Milliounen. Mir hunn also e ganz zolitten Handelsiwwerschoss mat Kanada.

Wat exportéiere mer dann elo haaptsächlech? Exportéiere mer … Oder importéiere mer vill Agrarproduiten? Nee! Quasi guer net, oder net vill, op d'mannst. An et huet sech och zënter 2017 näischt geännert. Wat exportéiere mer dann? Mee mir exportéiere Gedrénks an Tubak, haaptsächlech. A mir importéiere relativ wéineg aus Kanada.

Awer eppes Flottes wollt ech Iech soen: „Wësst Der, wat an eisem Lëtzebuerger Moschter dran ass?"

Une voix.- Nee! Sot eis et!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Soll ech lech et soen?

(Brouhaha)

Dat gleeft Der awer net. Kären aus Kanada!

Plusieurs voix.- A!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo. Well a Kanada …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer net am „Ourdaller"-Moschter!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- … produzéiere se nämlech déi giel Kären, déi eisen typesch Lëtzebuerger Moschter jo sou gutt maachen.

(Hilarité)

Jo. A mir wëlle keng franséisch Kären. Dat si brong Kären. Déi sinn eis ze staark. Bon, voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech mengen, Dir sidd um beschte Wee, fir et matzestëmmen.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Dat ass just als Anekdot geduecht gewiescht. Mee bon, soit.

Importéieren däerfe mer alleguerten déi Wueren, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Entschëllegt, Madamm Reding?

Mme Viviane Reding *(CSV).*- … déi den europäesche Standarden entspriechen. Mir kënne keng Wueren importéieren, déi géint europäesch Gesetzer verstoussen.

An dofir eng Fro, déi mir ganz kloer un d'Regierung - wann déi da géif nolauschteren, Här Minister - stellen, dat ass: Mir wëssen, mir sinn ofgesécher duerch d'Gesetzer, well jo keng Wuer däerf erakommen, déi eise Gesetzer widdersprécht. Mee fir datt dat och esou geschitt, muss kontrolléiert ginn. An do hu mir eng Responsabilitéit als Land, fir derfir ze suergen, datt bei eis näischt erakënnt, wat eise Gesetzer net géif entspriechen. Eis Fuerderung also …

Une voix.- An Europa!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- An Europa allgemeng, mee och bei eis hei zu Lëtzebuerg. Also wannechgelift kontrolléieren, datt dat och esou geschitt! Ofgesécher ginn déi geopolitesch Indikatiounen - also eise Kachkéis däerf net imitéiert ginn a Kanada, och eise Muselwäin net - an eng Sécurité juridique fir Kleng- a Mëttelentreprisen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An elo kommen ech dann zum wichtegsten Deel!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Reding, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech nach eng Zwëschefro stellt?

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Och zum Schluss, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Och zum Schluss, jo.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, well ech kommen nämlech elo op dee wichtegste Punkt. An dat ass den Investitiounsschutz, dee Punkt och, wou den Här Kartheiser eng Fro gestallt huet virdrun, wou mer … Wa mer dat net stëmmen, kréie mer et net! Sou ass et, juristesch gesinn. Also deen Deel vum Accord, deen iwwert d'Juristerei geet, dee brauch d'Unanimitéit vun de Memberstaaten, soss kann en net an d'Praxis ëmgesat ginn.

Wat ass deen Deel? Bis ewell hu mer an eisen Handelsaccorden eng Justiz, déi keng Justiz ass, nämlech eng privat Justiz, wou déi verschidde Parteien Experten ernennen, fir Arbitter ze sinn an hire Clienten dann ze hëllefen. Zum Avantage natierlech vun deene grousse Betriber, well déi jo genuch Geld hunn, fir deier Experten ze bestellen. Awer e klenge Betrib hei aus Lëtzebuerg, wann deen e Problem huet, dann huet en et schwéier vis-à-vis vun de Risen. An hei kënnt déi radikal Ännerung, déi esou wichteg ass a fir déi mer a ganz Europa laang gekämpft hunn, zesummen iwwregens mat der Zivillgesellschaft.

Déi traditionell ISDS-Systemer hu keng Rechtstaatlechkeetsgarantie ginn. Si hunn d'Onofhängegkeet vun der Justiz net garantéiert. Si waren net transparent a si hu keng Jurisprudenz erméiglecht. Lo geet dat ewech an et gëtt remplacéiert duerch eng nei Geriichtsbarkeet mat professionellen a staatlech bezuelten, onofhängege Riichter, mat klore Prozeduren, mat ëffentlechen Auditioune viru Geriicht, mat enger Veröffentlechung vun den Akten a mat enger Jurisprudenz. Dozou hunn déi Belsch eng Fro gestallt virum Europäesche Geriichtshaff an den Europäesche Geriichtshaff huet den 30. Abrëll 2019 gesot: „Deen neie System klappt, passt mat eise gesetzlechen an Traitésbasissen openeen."

Dat doten ass e wichtege Schrack. Ech géif verlaangen, Här Ausseminister, datt mer nach sollen e Schrack virugoen! Well mir hunn nämlech elo e System hei, deen hoffentlech och hei an der Chamber eng Majoritéit fënnt am Vott, mee deen da soll an allen zukünftegen Accorden ageschriwwe ginn - soss si mer nämlech net méi domat d'accord - a wou soll versicht ginn, dat an deenen alen Accorden ze ersetzen. Sou, dat ass elo eng Saach, déi ass bilateral. Lo hu mer awer och an der Welthandelsorganisatioun multilateral Geriichtsbarkeeten. An déi sinn d'Amerikaner amgaangen, eis futti ze maachen, andeems se keng Riichter méi bestelle fir an déi Geriichter. Dat ass net gutt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass scho futti!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Et ass scho futti, jo, Här Minister. Do hutt Der absolutt Recht!

Dofir - an do wëll ech Iech felicitéieren! - hutt Dir an d'Europäer am Allgemengen an 20 aner Staaten op de Welt decidéiert: „Dat ka jo net méi esou virugoen! Kommt, mir kreéieren eng nei, onofhängeg Geriichtsbarkeet am internationale Kontext!" Gutt, datt Lëtzebuerg do derbäi ass. Ech hoffen nëmmen, datt deen „interim appeal arrangement", dee jo den 30. Abrëll 2020, also virun e puer Deeg, der WTO iwwermëttelt ginn ass, datt deen de Multilateralismus wäert stäerken an datt à terme doraus kann eng zolidd multilateral Geriichtsbarkeet entstoen. Well dat, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer onbedéngt.

Resümmee: Handel ouni Reegelen ass falsch. Reegele sinn do, fir eis Sécherheet ze ginn, de Konsumenten, deene klenge Länner, deene klengen Entreprisen. An dofir sinn ech frou, datt Europa sech hei konnt zesummeraufen an e Punkt setzen, e ganz klore Punkt: Vun elo u geet et anescht wéi virdrun! A mir si Standardmaker an net Standardtaker um internationale Plang. Hei si mer „Standardcreateuren". An ech hoffen, datt dee Standard do sech wäert bewären an datt mer doduerch kënne weltwäit Reegele kréien, déi eis Mënsche schützen, eis kleng Betriber schützen.

An ech hoffen, datt mer iwwert déi dote Saach dann och eng Diskussioun hei zu Lëtzebuerg kréien. Eng Diskussioun mat alle Forces vives. Och mat deenen, déi net dergéint sinn, well deene muss een och erklären, ëm wat et geet, well d'Leit jo duerch dat ganzt Getöse dobausse veronséchert sinn. Dofir hunn ech och versicht, mech ganz einfach hei op d'Texter ze beruffen a soss näischt ze soen.

Kommt, och wa mer … Dat heite war net gutt, mengen ech, datt mer dat haut gemaach hunn. Mee kommt, mir iwwerhuelen d'Initiativ, Här President vun der aussepolitescher Kommissioun, fir datt mer no der Coronakris bei d'Leit ginn an hinnen erklären, wat mer dann esou dreiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. An da waren nach zwou Froen …

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*-… vum Här Kartheiser a vum Här Baum. Den Här Baum ass scho prett.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn natierlech ganz andächteg nogelauschtert, wéi et hei ëm de Lëtzebuerger Moschter gaangen ass, well ech deen och ganz gär hunn. An duerfir wéilt ech dann eng Fro un d'Madamm Reding stellen: Déi kanadesch Kären, déi am lëtzebuergesche Moschter dra sinn, wéi Der gesot hutt, hunn déi de CETA gebraucht, fir do dranzekommen? Respektiv d'Investitiounsofkommes mat Kanada?

Ech huelen d'Äntwert warscheinlech virewech: Nee, well mer schonn Handel mat Kanada hunn a well dat, mengen ech, kee gutt Beispill ass, wat ee kann ufëiere fir ze soen, firwat de CETA nëtzlech wier, well et déi Form vun Handel souwisou scho gëtt, mat Reegelen an ouni déi Schidsgeriichter.

Mee ech wéilt awer d'Fro trotzdeem un d'Madamm Reding stellen, well ech mengen, si wäert mer do Recht ginn, datt déi Kären, déi kanadesch, net de CETA gebraucht hunn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Sou, lo stellt Iech emol vir, et geet eppes schif mat deene Kären, zum Negative fir eis Lëtzebuerger Moutarderie, an déi muss viru Geriicht goen. Wa mer déi heite Geriichtsbarkeet hunn, dann ass eis Moutarderie sécher, datt se Recht kritt opgrond vu klore Bestëmmungen, mat onofhängege Jugen, an datt se net brauch Milliounen ze bezuelen, fir deier Affekoten ze finanzéieren.

Also, ech hu jo och a menger Ried gesot: „De CETA erfënnt den Handel net. Den Handel ass do!" Mee ech hunn et als Beispill ginn: Handel kann och gutt sinn. An dat doten ass e Beispill.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just eng Klengegkeet, villmools merci. An och merci un d'Madamm Reding. Mat deem Wuert „dat Getöse", hutt Dir domadder de Protest vun der Zivillpopulatioun gemengt, Madamm Reding? Just eng kleng Fro fir d'Comprehensioun. „Dat Getöse dobaussen", hutt Der gesot.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, gesitt Der, ech si keen Diplomat. Déi schwätzen anescht. Ech kommen aus dem Minett an ech schwätzen, wéi de Mond mer gewuess ass.

(Hilarité)

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech gi ganz éierlech zou: Datt mer déi Debatt haut hei féieren, kéint - kéint! - op den éischte Bléck liicht provokativ gesi ginn.

(Interruption)

Mee wéi ass et am Liewen? Ee Bléck geet net duer. Et muss een ëmmer eppes zweemol kucken.

(Interruption)

A wéi ech mer dann och d'Méi gemaach hunn, awer trotzdeem en zweeten, méi geneeë Bléck op déi Debatt vun haut ze werfen, hunn ech awer ganz séier erausfonnt, datt et ubruecht ass, fir haut deen Debat hei ze féieren. An do gëtt et eng Rei vun Ursaachen. Ech wëll der e puer opzielen.

Déi éischt ass: Déi Negociatioune fir de CETA-Accord, déi lafen zënter 2009, also eelef Joer.

Zweetens: D'EU-Parlament, an et ass hei scho gesot ginn, huet de 15. Februar 2017 den Accord ginn an - ech mengen, wat wichteg ass, an och dee Message muss méi oft no bausse bruecht ginn - den Accord ass zu 90 % plus ou moins provisoresch a Kraaft schonn. Mir diskutéieren also haut, an et ass awer, mengen ech, net onweesentlech, datt een dat ëmmer erëm widderhëlt, iwwer ee ganz weesentlechen Aspekt - e ganz wichtegen Aspekt -, dee souwuel vum Rapporter, vum Yves Cruchten, deem ech och villmools Merci soe fir säi ganz flotte Rapport, wéi och vun der Madamm Reding … Iwwregens soen ech: „Madamm Reding, mat Ausnam vun engem Saz hutt Dir eng wonnerbar Ried de Moien elo hei gehalen." Ech wëll lech och duerfir felicitéieren. Duerfir verstinn ech och - herno kommen ech och drop zréck - eppes awer an Ärem Behuelen trotzdeem net, mee awer Är Ried war wierklech ganz gutt. Dat muss een éierlech hei soen.

En drëtte Punkt: Mir hunn den 9. Mäerz an der Kommissioun de Rapport ugeholl! Dat ass zwee Méint hier! A wat ass entre-temps geschitt? Mir wëssen et alleguer. Mee mir hunn awer och entre-temps festgestallt, …

(Interruption)

… mir hunn awer entre-temps festgestallt, datt dëst Parlament fonctiounsfäeg ass.

(Brouhaha)

An ech profitéiere vun der Geleeënheet, emol dem Här Scheeck an der ganzer Verwaltung an all deene Leit, déi ronderëm schaffen, emol Merci ze soen! Mir fonctionéiere praktesch weider, wéi wann näischt geschitt wier! A solle mer dat net als Ursaach huelen, fir dann eis legislativ Aarbecht weiderzeféieren? Wou läit do eng Ursaach, fir dat net ze maachen? An dowéinst ass et fir mech an och fir meng Partei a mat Sécherheet fir vill aner Leit an, ech sinn och iwwerzeegt, fir Verschiddener, déi haut oder gëschter gefrot hunn, et sollt vum Ordre du jour geholl ginn, …

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President!

M. Gusty Graas *(DP).*- … datt se bannendran och e bëssen eppes aneres denken.

Dann e véierte Punkt, do wëll ech awer och drop …

(Protestations)

Plusieurs voix.- Här President!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President! Wéi kann dat da sinn?!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ass dat - ech weess net -, ass dat do elo fir mech gemengt, oder …?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot gehat.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wann awer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann en et kritt vum Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Hie kritt et. Mee meng Zäit gëtt awer gestoppt!

Här Spautz, jo?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, Här Graas, ech wollt Iech am Fong froen, Dir hutt elo just gesot: „D'Parlament kann normal fonctionéieren. Et leeft alles, wéi et soll." Dann huelen ech dat jo op als Opfuerderung, dass mer den État de crise ab dësem Moment kënnen ophiewen an dass mer keen État de crise méi brauchen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ma bei allem Respekt, Här Spautz, mee ech mengen, Dir kennt d'Prozedur genausou gutt wéi ech. Deen État de crise ass duerch e Gesetz op dräi Méint festgeluecht ginn. A mir sinn de Moment ...

(Brouhaha)

... mat Sécherheet ...

(Brouhaha)

Mir sinn de Moment mat Sécherheet net an der ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Graas huet d'Wuert a soss keen!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mir sinn net an der Diskussioun, fir deen État de crise opzehiewen oder net. Ech mengen, do muss een elo emol d'Entwécklung ofwaarden an net fréizäiteg eng Decisioun huelen, déi eis vläicht herno géif leed doen.

Da kommen ech awer zu engem ...

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Chamber kann à tout moment den État de crise ophiewen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Da kommen ech awer zu engem véierte Punkt, ...

(Brouhaha)

... dee mech derzou féiert, datt et wichteg ass, datt mer haut hei driwwer diskutéieren, well, wéi gesot, déi Diskussioun haut, dat ass u sech en Ofschloss vun engem laange Prozess. Mir hunn ënner anerem zum Beispill schonn dräi Motiounen hei an der Chamber votéiert, wou mer en long et en large awer intensiv iwwert dee ganze CETA - d'Problematik, muss ee soen - diskutéiert hunn. Et kann also kee soen, datt hanner zouenen Dieren hei diskutéiert ginn ass. An ech wëll och drun erënneren, datt contrairement zum TTIP sengerzäit all déi Verhandlungsdokumenter asiichtbar sinn. Déi kann also jiddweree kucke goen.

(Brouhaha)

An dann e fënnefte Punkt: Gëschter ass hei monéiert ginn, datt d'Leit elo d'Méiglechkeet net kriten, sech nach no baussen ze manifestéieren am negative Sënn. Ech hu just festgestallt, wéi mir alleguerten heibannen: Mir hu bis - de leschte Stand, ech hu se net gezielt - 700, 800 Maile kritt, de Mëtteg stoungen och Leit dobaussen. Ech wëll dat guer net als pejorativ dohinnerstellen, au contraire. Au contraire! Dat beweist jo awer, datt d'Demokratie lieweg ass an datt se och an esou Situatioune sech ka manifestéieren. Ech weess net, wann den État de crise net gewiescht wier, ob da vill méi Leit dobausse gestanen hätten. Mee Tatsaach ass: De Moyen war do, sech och dergéint ze opposéieren, wat mir de Moment amgaange sinn ze maachen.

De Virstouss vun de Kolleege vun deene Lénke vu gëschter, do soen ech awer ganz éierlech: „Dat ass awer fir mech déi eenzeg Partei - déi eenzeg Partei! -, déi kredibel war an där Propos, déi gëschter gemaach ginn ass." Ech si verwonnert iwwer aner Parteien, fir eng net ze nennen, déi awer mat dee gréisste Verfechter vun dem CETA-Accord hei ass, a mir hunn dat elo virun e puer Minutten op eng extraordinär Aart a Weis hei nach eng Kéier bewise kritt, datt just déi Partei elo aus emotionale Grënn d'Situatioun ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu gesot, et géif ëm d'Form goen, ...

M. Gusty Graas *(DP).*- ... wëllt benotzen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... mir hunn dat erkläert!

M. Gusty Graas *(DP).*- ... fir am Fong geholl hei ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Keng emotional Grënn, mee demokratesch Grënn!

M. Gusty Graas *(DP).*- ... fir am Fong geholl hei deen Debat ...

(Brouhaha)

... net stattfannen ze loossen. An ech fannen dat, éierlech gesot, fir eng Partei vun där Envergure, mat där Geschicht, awer trotzdeem zumindest, zumindest iwwerleeënswäert.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dann däerf een och net vergiessen: Mir liewen an enger Zäit vun Handelsofkommessen. Dat ass och näischt Neits. Där ginn der schonn zënter Jorhonnerte gemaach. De Moment gëtt et der 2.600 - plus ou moins - op der Welt, ...

(Interruption)

... déi net all perfekt sinn, dat wësse mer och. Datt der do mussen eng Rei ajustéiert ginn, dat wësse mer och. Lëtzebuerg huet de Moment plus ou moins 100 Handelsofkommessen hei an der Chamber guttgeheescht am Laf vun deene leschte Jorzéngten, dat gréisstendeels „comme une lettre à la poste".

An dann däerf een awer och net vergiessen, grad e Land wéi Lëtzebuerg ass jo awer ugewisen op Export. 100.000 Aarbechtsplazen - an ech bezéie mech hei op Aussoe vun der Europäescher Kommissioun, dat sinn Zuelen, déi net bei mir gewuess sinn -, 100.000 Aarbechtsplazen hänken am Fong geholl vum Export ausserhalb vun der EU of hei zu Lëtzebuerg! Ech mengen, et brauch ee kee groussen Ekonomist ze si fir ze wëssen, wat dat fir en Impakt huet.

Dann, wéi gesot, gëtt et zënter 1976 och scho mat Kanada e Kaderofkommes. D'EU ass den zweeten Importateur a Kanada. An 2018 sinn d'Exporter aus der EU a Kanada ëm 15 % an d'Luucht gaangen, wat jo mat Sécherheet och kann esou interpretéiert ginn, datt dat schonn eng positiv Entwécklung a Konsequenz vun dem CETA-Accord ass. Dat seet alles villes aus.

An och, nach eng Kéier muss een dat hei ënnersträichen: Wann et der europäescher Ekonomie gutt geet, da geet et och der Lëtzebuerger Ekonomie gutt. An et brauch ee sécher net ëmmer erëm hei ze rappeléieren, wat et heescht, wa mer an engem Land liewen, wou mer eng gutt Ekonomie hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op e puer Elementer hiweisen, déi fir eis als Demokratesch Partei wichteg sinn, firwat datt mir eng positiv Approche zum CETA hunn, déi awer mat Sécherheet net bedenkenlos ass. Ech wäert och dorobber nach zréckkommen. Et sinn natierlech och Punkten, déi eis och gewësse Suerge gemaach hunn, déi entre-temps awer aus dem Raum geholl goufen.

Ronn 500 Milliounen Euro wäerten also elo erspuert ginn um Niveau vun Douanestaxen, wann elo Exportatiounen a Kanada gemaach ginn. Dann huet Kanada zum Beispill 143 Produkter aus der europäescher Liewensmëttelbranche unerkannt, déi spezifesch Nimm aus der Regioun hunn. Hei schwätzt een, wéi gesot, vun „indicateurs géographiques". Et kann een also praktesch vun enger Marque nationale schwätzen. Do sinn eng Rei Produkter, déi schonn, kann ee bal soen, e weltbekannten Numm hunn. Ech denken do un de Roquefort aus Frankräich, de Gouda aus Holland, de Prosciutto di Parma aus Italien. Mee wat verhënnert, datt vläicht an Zukunft och emol eng Kéier e Lëtzebuerger Produkt dee Label wäert kréien? An dat wäert ouni Zweifel dann och zum Virdeel vun eisem Export sinn.

Dann däerf een och net vergiessen, datt eng Rei zousätzlech Avantagë fir d'Betriber an deem Sënn entstinn, datt eng reciproque Unerkennung vun den Evaluatiounszertifikater vun de Produkter kënnt. Dat erspuert net nëmmen Zäit, dat erspuert och de Betriber Geld. Ech denken do zum Beispill un elektresch Apparater, ech denken u Spillsaachen, an et kéint een déi Lëscht mat Sécherheet nach weiderféieren.

Vill Diskussioune ginn natierlech gefouert, sinn natierlech och gefouert ginn iwwert déi méiglech Plainten am Kader vun engem Sträit. Ech ënnersträichen och, datt déi sech jo nëmmen op déi Deeler vun engem Investissement bezéie kënnen, déi schonn existéieren. Kompensatioune fir net realiséiert zukünfteg Benefisser sinn also ausgeschloss.

Fir eis ass et als Demokratesch Partei och wichteg, datt en ekonomesche Lien muss bestoe fir déi Firmen, déi, wéi gesot, hei ënnert dem CETA kënne gesi ginn, zwëschent der EU a Kanada.

An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt och elo lëtzebuergesch Entreprisë kënnen un Ausschreiwungen a Kanada deelhuelen. Dat bitt de PMEen och nei Méiglechkeeten.

Ech begréissen dann zum Beispill awer och d'Limitt fir d'Exemptioun vun Douanestaxen op gewëssenen Agrarprodukter. Ech mengen, dat war jo eng Suerg och vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, datt se gefaart hunn, an zu Recht gefaart hunn, datt eng zousätzlech nei Konkurrenz do géif entstoen. An dowéinst sinn och esou Limitten awer wichteg, fir dann déi Gefor zumindest relativ kleng ze halen.

An dann, d'Madamm Reding huet dat e puermol hei ënnerstrach, an ech kann dat och nëmmen nach eng Kéier ënnersträichen, datt auslännesch Operateuren, déi Servicer an der EU ubidden, sech natierlech mussen un déi europäesch an un déi national Legislatioun halen. An et ass och wichteg, datt an Zukunft och däerfen natierlech EU-Memberstaaten, an dozou gehéiert jo selbstverständlech och Lëtzebuerg, hir Gesetzestexter am ëffentlechen Interessi adoptéieren.

An da muss een och soen, datt CETA zum Beispill zum Renforcement vum Protektiounsniveau vum intellektuellen Eegentum bäidréit. Och dat ass e Punkt, dee ganz, ganz rar hei diskutéiert gëtt. Mee wie fält dann, zum Beispill, dorënner? Majo, och Leit aus der Konschtzeen, Museker oder Grafiker, wat ech och als Konscht ugesinn. Och déi kréien natierlech do nei Méiglechkeete gebueden.

An dann däerf een net vergiessen, datt et eng Rei Beruffer elo gëtt, déi elo manner Restriktiounen hunn, fir net ze soe praktesch guer keng Restriktioune méi, fir a Kanada kënnen hirer Professioun nozegoen. Ech denken do un Architekten, Kontabelen, Affekoten an Ingenieuren. Och dat bitt also deenen nei Perspektiven.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden: Dat heescht natierlech net fir eis als Demokratesch Partei, datt mir elo bedenkenlos nëmmen „hurra!" géife ruffen, wa mer iwwert dee ganze CETA-Accord hei diskutéieren. Et sinn eng Rei rout Linne ginn, ech géif jo léiwer soe blo Linnen, mee an dësem Fall muss een awer vu roude Linne schwätzen, déi mir ëmmer erëm gezunn hunn a wou mer ganz kloer gesot hunn: „Déi Punkten däerfen net iwwerschratt ginn! Dat sinn eis Fuerderungen." A mir mussen entre-temps elo feststellen, no all deenen Negociatiounen an all deene Joren, datt och deem Rechnung gedroe ginn ass.

Éischtens emol, wat fir eis ganz wichteg war - ganz wichteg war! -, dat ass, datt europäesch Standarden, datt Lëtzebuerger Standarden, wat Soziales ubelaangt, wat Émweltschutz ubelaangt, net dierfe verwässert ginn. An dat ass mat Sécherheet net geschitt.

Zweetens: Mir waren och vun Ufank un derfir, datt et en Accord mixte sollt sinn. Dat ass et jo och elo an deem Sënn schlussendlech ginn. Et gëtt ëmmer gesot: „Da mussen déi 27 Parlamenter - sinn et jo elo net méi, nëmme méi, leider - hiren Accord ginn." Mee et sinn der méi wéi 27! Et sinn der 43! Well do kommen nach eng Rei regional Parlamenter derbäi. Dir braucht nëmme bei eis Kolleegen an d'Belsch ze kucken, déi jo do vill méi eng aner Struktur huet, fir et emol esou auszedrécken.

Dann, en drëtte Punkt, dee fir eis och ganz wichteg war, an dat ass deen allerwichtegsten, dat ass dee vun dem ICS, also deen Investment Court System. Grad eng liberal Partei, dat kann een net oft genuch ënnersträichen, déi awer wierklech den Akzent op d'Rechtsstaatlechkeet setzt, déi sech derfir hiergëtt, engagéiert, datt e Rechtsstaat no kloren Norme muss fonctionéieren, grad déi Partei hat immens Problemer, datt u sech kéinte praktesch esou arbiträr Juridictioune geschafe ginn, datt - ech soen dat elo e bësse lässeg - e bëssen esou Feierowendriichter géifen, kéinten herno an esou Sträitfäll, esou Litigen urteelen. Dat war fir eis ëmmer eng ganz kloer rout Linn. An dat besteet jo, Gott sei Dank, net méi. Mir sinn elo um Niveau vum ICS ukomm, dat ass och wichteg, soudatt mer elo spezifesch Geriichter kréien, mat Magistraten, déi eng Nominatioun vun Autoritéite kréien. Sou soll et an engem Rechtsstaat fonctionéieren. An dat huet eis besonnesch, wéi gesot, awer grouss Satisfaktioun ginn.

Do waren natierlech och kontradiktoresch Meenungen. Ech erënneren nach drun, datt zum Beispill den däitsche Riichterbond dat e bëssen aneschters gesinn hat. Mee wéi gesot, et si jo zwee Avise vum Europäesche Geriichtshaff komm, deen dat kloer awer ënnerstrach huet, datt dat dee richtege Wee ass.

An dann natierlech awer och eng véiert rout Linn, déi fir eis ëmmer gezielt huet, dat war dee sougenannte „Precautiounssystem". Och do ass et fir eis evident, datt den Artikel 191 vum Traité vu Lissabon, deen dat jo garantéiert, muss natierlech och seng Applikatioun hunn um Niveau vun esou Accorden.

Am Kader vum CETA gëtt jo och da mat sougenannten „negative Lëschte" geschafft. Och dat ass e bëssen e provokatiivt Wuert gewiescht fir Eenzelner. Dat heescht am Fong geholl, datt jo all Secteur, deen net extra opgelëscht ass, datt deen och dierft dann dee Moment hei matdiskutéiert ginn. An nach eng Kéier muss een hei ënnersträichen: D'Staate behale jo awer och d'Recht, fir weider ze reglementéieren.

An da gëtt et jo awer wichteg Ausnamen. Et brauch ee jo nëmmen d'Annex 1 an d'Annex 2 emol eng Kéier duerchzekucken. Do fënnt een awer eng ganz Rei vun Exceptiounen, souguer eenzel Länner, déi Exceptiounen ugefrot hunn, sief dat, datt entweeder d'EU am Globalen oder och emol dat eent oder dat anert Land eng ugefrot huet.

An ech wëll virun allem awer op een Domän hiweisen, an ech mengen, do si mer eis awer alleguer eens heibannen, datt dat ee vun deene wichtegsten ass, dee weesentlechsten. Et geet ëm d'Waasser, et geet ëm d'Waasserversuergung, et geet ëm d'Epuratioun vun dem Waasser. An do zitéieren ech Iech dann aus dem Accord, ënnert dem Secteur Fëscherei an Agrikultur, wat do drasteet: « L'Union européenne se réserve le droit d'adopter ou de maintenir toute mesure relative aux activités, y compris les services relatifs au captage, à l'épuration et à la distribution d'eau aux ménages et aux utilisateurs industriels, commerciaux ou autres, y compris l'approvisionnement en eau potable et la gestion de l'eau. » Ech mengen, dat ass kloer an däitlech. Déi Angscht, dat rout Duch, mat deem verschidde Leit dobaussen emol ronderëmgaange sinn a gemengt hunn, wa mer esou Accorde géife guttheeschen, da géif dat mat sech bréngen, datt eist Waasser géif privatiséiert ginn, déi Angscht ass also mat Sécherheet elo och vum Dësch.

An da wëll ech awer och op den Artikel 30 (2) zum Beispill hiweisen. Do ass eng Revisiounsklausel dran, datt eebe kann och dee Vertrag hei zu all Moment schrëftlech gekënnegt ginn! An dat ass jo awer och fir eis, net nëmmen als Lëtzebuerger, mee als Europäesch Unioun, weesentlech.

An da kommen ech awer kuerz op déi Diskussioun zréck, déi gëschter hei gefouert ginn ass, eng ganz interessant Diskussioun, iwwer praktesch wéi en neie Wirtschaftsmodell soll forméiert ginn, wann d'Enn vun där Kris hei sech ofzeechent, wat jo, hoffe mer, ganz séier soll sinn. An zu Recht - zu Recht! - huet quasi all Vertrieder hei gesot: „Mir mussen an Zukunft verstäerkt op regional, op national Produkter setzen." Jo, dat muss méi wéi jee de Wee no vir sinn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Majo, natierlech soll een a muss een dee Wee goen, mee steet dat a Kontradiktioun mam CETA-Ofkommes? Iwwerhaapt net. Iwwerhaapt net! Well mir behalen do … An Zukunft huet all Konsument an och all Staat d'Méiglechkeet, ze reglementéieren, an de Konsument, wéi gesot, behält dee leschte Choix. E muss net de Wäin aus Kanada drénken. An de Lëtzebuerger soll virun allem e gudde Lëtzebuerger Riesling oder Pinot oder Auxerrois ...

(Interruption)

... vun der Musel drénken, well da fënnt e ganz séier eraus, datt dee vill besser ass wéi dee kanadeschen. Ouni d'kanadesch Wënzer hei elo a Mësskreditt ze bréngen.

(Interruption)

Mir hunn och gudde Béier, dat stëmmt. Mee duerfir ass et also wichteg, datt een och dee Message no bausse gëtt.

Dat ännert absolutt guer näischt un engem sougenannten „neie" Wirtschaftsmodell, woubäi dat och e grousst Wuert ass. Mee zumindest mengen ech, an do ass awer eng Eenegkeet ze spieren, datt ee muss an Zukunft versichen, vill méi staark op Produkter ze setzen, déi an direkter Émgéigend hei produzéiert ginn.

Wéi gesot, ech hunn dat schonn hei ënnerstrach: D'Demokratesch Partei ass selbstverständlech en faveur vun deem Ofkommes hei, mee wäert allerdéngs och an Zukunft nach wie vor awer mat Argusaen drop kucken, wéi sech déi ganz Saach dann entwéckelt.

Dann awer och e Wuert natierlech zu der Oppositioun, déi sech da queesch duerch Europa forméiert huet. Awer och do soll een elo emol sachlech sinn a realistesch sinn! An deene meeschten europäesche Länner war wéineg, praktesch guer keng Oppositioun. Et si souguer Länner, wou Gewerkschaften Demandeur waren - Demandeur waren! -, fir datt deen Accord hei eebe sollt ratifizéiert ginn. Datt dat elo hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass, datt mer hei déi Plattform hunn TTIP/CETA, dat ass legitimm. An et muss een dat och respektéieren, wa Leit sech op déi Manéier ausdrécken.

An ech kommen awer dorobber zréck, wat d'Madamm Reding hei richtegerweis gesot huet. Ech fäerten och, datt do e bëssen eng Vermëschung entstanen ass. Natierlech, den TTIP ënnert där Form … An ech ka mech nach erënneren, wéi ech mat mengem Frënd Max Hahn ënner Sécherheetsvirkéierungen hu missen dorower goen, fir kënnen den Dossier

däerfen ze kucken als Deputéierten, wat fir ee Gefill datt mer haten, datt mer gesot hunn: „Esou kann et net weidergoen! Esou kann et net weidergoen!“ Dat heescht, do ass awer schonn eng negativ Stëmmung entstanen, et ass en negative Mythos praktesch kreéiert ginn, wat den TTIP ubelaangt. An iergendwéi ass de CETA do an dee Sog mat erageroden.

Woubäi ech awer ënner kengen Ëmstänn hei wëll deene Leit e Virworf maachen, déi déi Vermëschung do elo esou „benotzen“, tëschent Guillemeten, fir eeben eng gewësse Stëmmung ze maachen. Mee et muss een dat awer kloer an däitlech soen, datt déi Oppositioun, déi an engem Land natierlech muss akzeptéiert ginn, datt se an deem Sënn awer och vläicht e bëssen ze relativéieren ass.

Dann, wéi gesot, wa mir eis och elo mat den Zilsetzunge vun där Plattform net direkt identifizéiere kënnen, wëll ech awer ganz kloer hei soen, datt mer awer de Respekt weisen. An ech sinn och iwwerzeegt, wann Ännerungen am Laf vun deene leschte Jore virkomm si bei den Negociatiounen, ass et ënner anerem och dorobber zréckzefeieren, datt ganz vill Organisatiounen, och déi hei zu Lëtzebuerg, e gewëssenen Drock gemaach hunn. An duerfir solle se och op déi Manéier weiderfueren. Eppes bleift ëmmer an der Politik hänken. An et wier dee gréisste Feeler, dee mir als Politiker kéinte maachen, wa mer déi Wierder géifen ignoréieren, wa mer géifen Astellungen, Positiounen, déi vu bausse kommen, déi vläicht net ëmmer angeneem sinn, dat ass ganz kloer, mee wa mer eis géifen driwwer ewechsetzen, dat ass ongesond. Dat ass souguer Gëft fir eng Demokratie.

Wat wéi gesot déi zukünfteg ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, erlaabt Der, datt den Här Wagner Iech eng Fro stellt?

M. Gusty Graas *(DP).*- Selbstverständlech erlaben ech dat.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President, a merci, Här Graas, datt Der et erlaabt. Ech ënnerbriechen net onbedéngt ëmmer gären, mee ech wëll awer eng Richtegstellung, eng Kloerstellung u sech ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Also keng Fro.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, et ass eng Fro. Et ass eng Fro, ...

M. Gusty Graas *(DP).*- A.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... déi d'Saach vläicht méi kloerstellt. Well ech herno keng Zäit wäert hunn, fir dorobber anzegoen, well ech nëmmen zéng Minutten hunn.

Dir hutt déi verschidden Organisatiounen opgezielt, déi sech och an där Plattform regruppéieren an déi géint de CETA sinn. Dorënner ass den OGB-L, dorënner ass den LCGB, dorënner ass de Mouvement écologique, dorënner ass och d'Landjugend, d'Baueren an esou weider, déi sinn och dergéint, déi hu jo och e Post gemaach.

Gitt Dir dann dovunner aus, datt all déi Organisatiounen, wat awer keng kleng Klippercher sinn, datt déi u sech den Accord vum CETA net verstanen hunn? Si se net op der Héicht intellektuell, fir ze wëssen, wat richteg ass, wat hir Interessen ugeet oder wat net? Kënne se keng Verträg liesen? Ass et dat, wat Der wollt soen?

Merci.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci fir déi Fro. A wann ech elo e bësse méi laang brauch, fir Iech drop ze äntwerten, dann heescht dat, datt ech amgaange sinn, de Film zréckzedréien iwwert dat, wat ech gesot hunn.

A bis elo kann ech nach ëmmer net feststellen, datt ech esou eng Ausso sollt gemaach hunn!

(Interruption)

Duerfir, Här Wagner, wannechgelift, wann Der scho versicht, een iergendwéi mengen ze erwëschen um falsche Fouss, da muss ee sech e bësse méi intelligent awer ustellen. Well dat do hunn ech net gesot! Ech hu just gesot, an dat hunn net nëmmen ech schonn de Mëtten hei gesot, datt, leider, well den TTIP eeben déi Entwécklung gemaach huet, déi e gemaach huet, de CETA e bëssen an de Sog mat erageroden ass. An datt doduerch eng Stëmmung entstanen ass, déi am Fong geholl awer mat sech bruecht huet, datt allgemeng sech géint déi Ofkommes méi negativ ausgeschwat ginn ass.

Ech hoffen, datt ech awer elo relativ däitlech op Är Fro geäntwert hunn. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat war ganz däitlech. Si kënnen den Ënnerscheed ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Voilà, ech wollt dann, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... also net maachen!

M. Gusty Graas *(DP).*- ... ech wollt dann awer zum Schluss och nach e Wuert soen iwwert de Projet de loi, deen awer elo hei mat dran integréiert ass. An den Yves Cruchten, deen huet dat och ganz flott hei schonn ënnerbreet. Dat ass de 7460 iwwert den Accord de partenariat stratégique, dee mer elo mat Kanada och hei votéieren. Well dat ass e ganz wichtegen Accord! Dee muss ee jo och zum Deel lassgeléist gesi vum CETA-Ofkommes. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer eis iwwert deen hei ënnerhalen.

E bréngt jo mat sech, datt mer eng verstäerkt Zesummenaarbecht, mir, d'Europäesch Unioun un éischter Linn natierlech, mir als Lëtzebuerger Land och, mat Kanada ustriewen. Dat ass ganz wichteg! Kanada ass jo awer nun net egal wéi e Land! Kanada ass, ech gebrauchen elo net dat Wuert „Musterbeispill“, mee ass awer eng héich entwéckelt Demokratie. An et ass also net méi wéi richteg, datt dann en Echange op deem Niveau mat deene Länner an Zukunft nach méi staark wäert ausgesinn.

An den aktuelle Vizepresident vun der Kommissioun, de Frans Timmermans, dee war den 18. Oktober 2016 bei eis an der Chamber, wou ech em och ënner anerem eng Fro iwwer CETA gestallt hat, an en huet do ee Saz gesot, e kuerze Saz, mee dee bei mer hänke bliwwen ass an deen ech och nach eng Kéier sollt widderhuelen: « Le Canada partage nos valeurs. » Voilà! An dowéinst hu mer all Interêt, grad mat esou engem Land verstäerkt an Zukunft nach Relatiounen opzebauen.

A fir Iech nach e lescht Beispill ze ginn, wat fir e positive Geescht de Moment och a Kanada virherrscht. Dir wësst datt elo virun, et war den 18. an den 19. Abrëll, do war jo de grausamen Amoklaf zu Nova Scotia, wou 23 Leit muttwëlleg ëmbruecht goufen. Mee wat huet elo Kanada virgëschter oder virun dräi Deeg decidéiert? Dat, wou d'Amerikaner scho Joerzéngten driwwer schwätzen, huet Kanada bannent dräi Woche gemaach: Si hunn e Verbuet vu Stuermgewierer ausgeschwat. Dorënner falen 1.600 Modeller. Ech wëll dat Beispill just hei ënnerbreeden, fir ze soen, wat fir een Esprit och an deem Land ass.

Iwwer aner Punkte kéint een och schwätzen. Iwwert d'gläichgeschlechtlech Politik, iwwert d'Klimaschutzpolitik. Et ass ganz villes, wat mer gemeinsam hu mat deem Land. An dowéinst kann ech et nëmmen ofschléissend engersäits begréissen, datt mer de CETA-Accord haut diskutéieren an och hoffentlech wäerte positiv zur Ofstëmmung bréngen. Wat, wéi gesot, net verhënnert, datt mer an Zukunft, an do denken ech virun allem un de Volet Klimaschutz, nach méi verstäerkt eis dorobber ausriichten. Well et gëtt jo awer Méiglechkeeten, Adaptatioune permanent virzehuelen. An do solle mer dat och ganz genee suivéieren. An och zweetens deen aneren Accord, den Accord de partenariat stratégique, dee mir als Demokratesch Partei als eppes Positives gesinn.

An ech bedaueren, leider, e bëssen, datt hei versicht ginn ass, elo deen, a mengen Aen, wichtegen Debat an och dee wichtegen Ofschloss vun deenen zwee Gesetzer hei vu verschiddener Säit aneschters ze interpretéieren. Bon, dat ass an der Politik esou, dat huet een ze akzeptéieren. Mee, wéi gesot, d'Demokratesch Partei steet awer ganz kloer zu deenen zwee Gesetzer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu gëschter derfir gestëmmt, dass mer eisen Ordre du jour net änneren, well ech der Meenung sinn, mat ville Kolleegen, dass eist Parlament a Saache CETA, dem Handelsaccord mat Kanada also, alles gemaach huet, wat et konnt maachen, fir doraus e weesentlech besseren Accord ze maache wéi all déi aner Ofkommessen, déi d'EU a mir bis elo ausgehandelt a ratifizéiert hunn.

Dialog mat der Zivillgesellschaft, Debaten an der Chamber, Motiounen, déi mer net nëmme gestëmmt hunn, mee och derfir gesuergt hunn, dass se exekutéiert gi sinn, eng Panoplie vu Question-parlementairen, Diskussioune mat der EU-Kommissioun, bei eis an der LSAP war de CETA eis esouguer e Kongress mat Resolutioun wäert, wou d'Resolutioun och à la lettre suivéiert ginn ass, hunn zu enger klorer Positioun vun der Chamber mat ganz grousse Majoritéite gefouert.

Mir hunn also net nëmme Motioune gestëmmt, mee mat Gläichgesënnten derfir gesuergt, dass dat Ofkommes net iwwert d'Käpp vun den nationale Parlamenter, net iwwert d'Käpp vun der Zivillgesellschaft a Kraaft gesat géif ginn, mee - an dat war och net esou evident, well ganz vill Leit zu Bréissel der Meenung waren, dass et keen Accord mixte sollt sinn, aus Erfarung vun anere mat aneren Accorden - mir hunn duerchgesat, dass et en Accord mixte géif ginn, wou engersäits d'Europaparlament gefuerdert ass, awer bei weesentlechen Deeler och déi national Parlamenter gefuerdert sinn. Mir hunn zesumme fir eng besser Juridictioun gesuergt hei a bei Interpretatiounsfroe fir weesentlech méi Kloerheet.

Wa mer haut zesummen iwwert dësen Accord diskutéieren, dann net, fir Protestaktiounen aus dem Wee ze goen! Dir wësst, dass mer an deene leschte Jore mat munch Protestaktioune konfrontéiert waren an do net daf Ouere gewisen hunn, mee mat vill Verständnis op déi Protestaktiounen, déi Suergen, déi berechtegt Suergen zougaange sinn an och dorop reagéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir hunn um Ordre du jour un eisem Programm festgehalen, well mer souwisou virhaten, dee Projet ze diskutéieren an ze stëmmen, just ier de Krisenzoustand ausgeruff ginn ass. A just bei der Ausruffung vum Krisenzoustand, Dir kënnt Iech alleguer drun erënneren, esouwuel de President hanneru mer wéi ech selwer och als Rapporteur hunn insistéiert, dass och a Krisenzäiten, wou vill vun eisen Aktivitéite ronderëm de Krisenzoustand dréien, déi Chamber hei normal an hirer legislativer Aarbecht misst fonctionéieren.

Dat ëmsou méi - dat ëmsou méi! -, wann där legislativer Aarbecht e ganz laange Virlaf virausgaangen ass. A wierklech keen an dësem Haus ka behaapten, dass mer deen heite Projet iwwert de Knéi gebrach hätten. Also wann een dat behaapt, da soll en dat soen! Dat ass nämlech sécher net de Fall. Esou vill, wéi mer iwwer TTIP ...

Iwwregens kleng Klammer op: TTIP, wou mer sollten imposéiert kréien - imposéiert kréien! - a wou mer eis gewiert hunn, fir eppes imposéiert ze kréien, wat mer net emol gesinn hätten, wou mer hätte sollen eng eidesstattlech Erklärung maachen, fir iwwerhaapt däerfe kucken ze goen, do huet dat Parlament hei sech gewiert géint esou eng eidesstattlech Erklärung. Mir hu gesot: „Esou eppes ënnerschreiwe mir net. Dir musst eis vertrauen.“ A mir si kucke gaangen a mir hunn dat Vertrauen och vum Ausseminister kritt. A mir hunn du kënne feststellen, dass, och wa mer et konnte kucken, dat esou Tonne Pabeier waren, dass een esou klug erausgaangen ass wéi een eragaangen ass. A wann een net u viischter Front matverhandelt huet, da sinn engem eng ganz Rei vu Spëtzfëndegkeeten entgaangen.

Ech sinn och ganz frou, dass eng Fra, eng vun eise Kolleeginnen, eng engagéiert Europäerin, hei e richtege Plädoyer gehalen huet fir dësen Accord. An ech si mat hir d'accord: E gudden Accord ass weesentlech besser wéi keen Accord. An deen Accord hei ass kee schlechten Accord. An ech wäert dorop zréckkommen.

Dat hei gehéiert also ganz kloer zu eiser gesetzgeeberescher Aarbecht, grad ewéi deen zweete Projet zu eiser gesetzgeeberescher Aarbecht gehéiert, dee sécher manner Beuechtung fënnt, deen éischter e politesch-strateegesche Projet ass, wéi déi zwou Säite kënnen um politesche Plang méi intensiv zesummeschaffen. Mee och wann net esou vill doriwwer geschwat gëtt, en ass wichteg, besonnesch dann, wa likeminded Länner, déi déi selwecht Wäerter deelen an héichhalen, sech eens ginn, fir a weesentlechen Dossieren zesummenzeschaffen a sech ofzeschwätzen. Dat ass och e weesentleche Fortschrëtt, wann ee mat Länner kann esou Accorde fannen, déi engem ganz nostinn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wéi no dass Kanada eis eigentlech steet.

Déi Aarbechten hu mer also a gudde Konditiounen ofgeschloss. De Rapport vun der Kommissioun gouf mat de Stëmme vun der CSV, der LSAP, de grénge Kolleegen an der DP gestëmmt. Ech vergiesse vläicht een, deen nach matgestëmmt huet? Wann nach een de Fanger hieft vun deenen anere Gruppéierungen, ...

(Interruption)

... huelen ech dat ganz gär no. Also déi aner Deeler vun der Oppositioun hunn net matgestëmmt.

Dat heescht also am Kloertext, dass deen Accord vun enger ganz breeder Majoritéit hei an dësem Haus gedroen ass. Net ohne Wenn und Aber. Mat enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen, déi vläicht, wa mer alles gewosst hätten, wat mer elo zënter e puer Woche wëssen, vläicht nach zu aneren Ännerungen an deem Vertrag gefouert hätten, mee Fait ass: Dee Projet hei gëtt vun enger ganz breeder Majoritéit gedroen. Do hënnert och näischt drun, dass mer haut éischter, an enger éischter Phas, iwwert d'Form wéi iwwert de Fong diskutéiert hunn.

Wou ech awer wëll drop insistéieren, dat ass, dass, och wat d'Form ugeet, dass mer déi Forme gewaart hunn an dass hei net an engem Hauruckverfare virgaange ginn ass, mee dass dat hei eng Virlafdauer vun enger Rei vu Joren hat, wou all déi Protestaktiounen - zu Recht! - sech manifestéiert hunn. An déi wäerten net weesentlech aneschters si wéi déi Protestaktiounen, déi vläicht elo nach op eis zoukommen, well et ass kee weesentlecht neit Element zënter 2016 oder 2017 an deem heite Projet erakomm.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bartolomeo, akzeptéiert Der eng Fro vum Här Baum?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wann et eng Fro ass an net eng alternativ Ried, da jo.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Natierlech ass et eng Fro, Här Bartolomeo. Ech si ganz hellhöreg ginn, wéi Der gesot hutt, datt vun deem Datum, wou de Rapport ugeholl ginn ass, bis haut, mat deem Wëssen, wat mer an deenen zwee Méint gewonnen hätten, eventuell nach Ännerungen an deen Accord dann erakomm wieren. A mech géif interesséieren, wéi eng Ännerungen Dir dann domadder gemengt hutt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma wann Der mer nolauschtert, wann Der mer nolauschtert, da wäert ech Iech soen, wou mer an Zukunft wäerten oppassen, nach méi staark wäerten oppasse musse bei neie Verträg an an der Neiverhandlung vu bestoende Verträg wéi an der Vergaangenheet. Ech wäert Iech dat do alles soen, well mir sinn ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dir stëppelt mäi Virwëtz.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir hunn ... Här Baum, Verträg, och mat deem beschte Partner, sinn ëmmer Kompromësser. An et setzt ... Dat ass och eng gutt Saach, well da gëtt keen iwwert den Dësch gezunn. Da sinn zwou Parteien, déi sech openeen zoubeweegen. Mee et gëtt eng ganz Rei vu Gebidder hei, wou dat net noutwendeg war, well déi zwee genee d'selwecht denken. Well déi zwee genee d'selwecht denken an d'selwecht fonctionéieren! An ech ginn Iech eng Rei vu Beispiller, wou Der mer sécher net wäert widderspriechen.

Mir hunn also eis Aarbechten, nodeem scho Kanada an 13 Partner aus der EU den Accord ratifizéiert hunn a 95 % dovun zënter bal dräi Joer provisoresch a Kraaft getruede sinn, ënner gudde Konditiounen ofgeschloss. Hei geet et also net ëm eng Nacht-und-Nebel-Aktioun, mee ëm uerdentlech gemaachte parlamentaresch Aarbecht, wou am Projet d'accord sécher - sécher, wéi bei allen Accorden - Loft no uewe fir zukünfteg Accorde bestoung, awer dat Resultat, wat ausgehandelt gouf, wäitaus besser ass wéi dat, wat an all deenen aneren Handelsverträg war, déi op den Dësch komm sinn. A wat jiddefalls, an do widderhuelen ech nach eng Kéier, wat d'Madamm Reding gesot huet, weesentlech, weesentlech besser ass wéi ouni Accord zesummen ze fonctionéieren an ouni gemeinsam Wäerter expressis verbis ënnerstrach ze hunn.

Datt mer net daf si fir d'Stëmm aus der Zivillgesellschaft, weist d'Propositioun vum Ausseminister, déi leider net ugeholl ginn ass. Well ech mengen, heibannen an dobausse kéint jo eigentlech keen eppes dergéint hunn, dass mer nach en zousätzlechen Debat féieren! Wann d'Ofstëmmung opgelooss gëtt! Bon, mir hunn ... Elo kann ee soen: „Da wär den Debat ofgeschloss ginn.“ Mee ech hunn immenst Vertrauen an d'Kolleegen aus dem Parlament, dass se awer e Wee fonnt hätten, wa mer eréischt an e puer Wochen ofgestëmmt hätten, fir awer nach en Debat erëm eng Kéier ronderëm eppes opzemaachen, wat a Wierklechkeet zou war. Ech bréngen Iech net op kromm Iddien, mee zum Beispill eng Motioun oder eng Resolutioun oder, oder, oder. Also wann een den Debat erëm hätt wëllen opmaachen, dann hätt een e kënnen opmaachen. Mee ech bréngen Iech net op falsch Iddien, well soss iwwerleet Der Iech et vläicht nach eng Kéier an dann huelt Der dem Ausseminister seng Propos vläicht awer nach op an ...

Une voix.- D'Dier ass zou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo. Jo. D'Dier ass zou, leider, leider ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A wat huet dat da mat Zivillcourage ze dinn? Näischt! Dann däerfe se manifestéieren ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, et ass un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech si ganz héiflech. Ech si ganz héiflech, dofir soen

ech guer näischt zu mengem jonke Kolleeg. Dee mer vill méi no ass, wéi hie mengt!

(Interruption)

Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kanada, dat Land, mat deem d'EU, an domat och Lëtzebuerg, deen Handelsaccord ausgehandelt huet, iwwer Deeler vun deem mer haut debattéieren, ass definitiv kee „Schurkenstaat". Kanada steet eis am Contraire ganz no, souwuel wat eis gemeinsam Wäerter ugeet, wéi wat dat Soziaalt ugeet. Kanada ass eng ganz stabill Demokratie. An dat Land engagéiert sech an der internationaler Communautéit fir de Multilateralismus, steet zu den Engagementer vun der Klimakonferenz an huet wéineg gemeinsam mat sengem groussen Noper. Kanada steet eis vill méi no wéi sengem Noper. A Kanada steet eis vill méi no, wéi eng Rei vu Memberstaaten aus der EU eis stinn, wat Wäerter ugeet an och, wat aner Beräicher ugeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Kanada ass keng amerikanesch Provënz a Kanada ass och keen trojanescht Päerd fir US-Multien. Kanada verfüügt, aneschters wéi d'USA, iwwer en universelle System vu sozialer Sécherheet, mat Mindestléin tëscht 10,5 a 15 Dollar jee no Provënz. Nennt mer e puer europäesch Länner, wou de Mindestloun vergläichbar héich ass!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Besonnesch hei donidden am Eck, nennt mer der e puer, europäescher, wou de Mindestloun esou héich ass! Mat deene selwechte Versécherungsbranchen, wéi mir se hunn, mat solidarescher Gesondheetsversuergung, enger allgemenger Pensiouns- an Unfallversécherung, mat engem Pensiounsalter, engem legale Pensiounsalter vu 65 Joer, mat enger Chômage- a Fleegeversécherung, et j'en passe et des meilleurs. Ech hunn elo vergiess: de gudde System vu Familenzoulagen a vu Wunnengsbauhëllefen. Kanada ass eis an eenzele Beräicher souguer viraus, zum Beispill beim automatesche Rentesplitting.

(Brouhaha et interruption)

Jo, a mir erfannen den Handel mat deem Land net nei, mee mir förderen en.

Ech gesinn also keng Gefor, datt den Accord eise Gesondheets- a Sozialsystem an eis ëffentlech Déngschtleeschtunge kéint ënnergruewen. Dat ëmsou méi, well eis Reglementéiercapacitéit an deene Beräicher net ageschränkt ass. Ech soen dat hei sou, wéi ech dat denken! Wa mir net en Handelsaccord mat Kanada kënne schléissen, da froen ech mech, mat wat fir engem Land mer ee kënne schléissen. Mat wat fir engem Land mer iwwerhaapt nach ee kënne schléissen! A wa mer iwwer - herno - aner Handelsaccorde schwätzen, da sinn ech der Meenung, dass do d'Virsiicht vill méi grouss ass wéi an der Zesummenaarbecht mat Kanada.

De gesamte CETA-Accord ass net ze verwiessele mat deem an der Tëschenzäit begruewenen TTIP mat den USA, deen iwwer laang Strecken an enger Dunkelkammer ausgehandelt gouf. Hei war och dat selwecht probéiert ginn, wat sech als gewaltege Feeler vun den EU-Instanzen erwisen huet an zu Recht eng ganz grouss Mefiance vis-à-vis vun esou Handelsaccorden ausgeléist huet.

De Mouvementer aus der Zivillgesellschaft géint den TTIP, awer och géint de CETA-Accord, zesumme mat Politiker, déi net just Kopfnicker wollte spillen an op d'Mixitéit vun esou Accorde gepocht hunn, ass et ze verdanken, datt mer haut iwwer en Accord diskutéieren, deen a weesentleche Punkte verbessert ginn ass. Sécherlech ass de CETA-Accord net perfekt, grad wéi dee gemeinsame Wirtschaftsmodell méi wéi jee virum Hannergrond vun der Covidkris ze hannerfroen ass. Mee et ass dee beschten Handelsaccord, dee jee vun der EU geschloss ginn ass.

Mam Vott vum Europaparlament si 95 % vun deem Accord schonn a Kraaft. An en Nee bei deene leschte 5 % wär sécher net dee richtege Wee a géif d'EU als Handelspartner zréckwerfen. Och dat muss gesot ginn.

Ben, wa mer dat kucken, wat mer an deene leschte Wochen erlieft hunn, da musse mer soen, dass mer bei zukünftegen Accorde vläicht zousätzlech Schrëtt musse maachen an nach e bësse méi ambitiéis, nach e bësse méi contraignant ëmgoe mat wichtege Prinzippien, déi eis um Häerz leien, wéi d'Nohaltegkeet, dat Soziaalt, de Principe de précaution, de Monitoring, d'Transparenz, an d'Matsproocherecht méi zolidd verankeren.

Jo, et steet alles implizitt dran. Mee et wäert am Endeffekt drop ukommen, wéi dat Ganzt ëmgesat gëtt. Et kléngt gutt, datt d'Nohaltegkeet am Prinzip an de Principe de précaution idem net a Fro gestallt sinn. Besser ass et, wa se fest an Traitéé verankert sinn an zu kenger Interpretatioun Ulass ginn.

Fir déi heftegst Diskussioune bei deene rezenten Handelsaccorden hunn d'Schidsgeriichter gesuergt, ech brauch do net drop zréckzekommen, dat hunn den Här Rapporter an déi aner Kolleege ganz gutt gemaach. Mir hunn do e Monitoring och virgesinn an e ganz kloren Deontologiekodex vun de Riichteren, déi iwwregens déi selwecht Qualifikatioune mussen hu wéi an deenen eenzele Länner, fir dat dote seriö kënnen ze suivéieren.

Den Accord ass elo a weesentlechen Deeler zënter ongefeier zwee Joer a Kraaft. An obwuel et ze fréi ass, fir en definitive Bilan ze zéien, ass bis elo net dat agetraff, wat vill Suerge gemaach huet. Mir bleiwen also der Meenung, dass Handelsaccorden, déi equilibréiert sinn an déi dat Wäertvollt an deene betraffe Länner respektéieren, wäitaus besser si wéi keng Accorden an och wäitaus besser si wéi Mauere ronderëm sech opzebauen. Well dat ass keng Solutioun. Globaliséierung a Fro ze stellen heescht net Nationalismus, Globaliséierung a Fro stellen heescht ze kucken, ob mer zwëschent deem engen an deem aneren, zwëschent deem Nationalen an deem „tout globaliser, tout mondialiser" net en drëtte Wee kënne fannen, wou mer dat, wat wäertvoll ass an deenen eenzele Länner, ofstäipen an dat, wou den Zesummen eng Plus-value bréngt, festegen. E wichtegen, wichtege Prinzip!

Wann een dësen Accord ... Ech weess net: Wi-vill bleift mer nach, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach 39 Sekonnen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Okay. Also wann een dësen Accord elo an den aktuelle Kontext vun der Gesondheetskris ronderëm de Virus Covid-19 stellt, dann drängt sech de Constat op, wéi wichteg dem Staat ëffentlech Déngschtleeschtungen, solidaresch Gesondheets- a Sécurité-sociales-Systemer sinn an dass de Maart an déi ultraliberal Rezepter dann, wann et drop ukënnt, versoen an nom Staat ruffen.

D'Ënnerstellung, dass ëffentlech gemengnëtzeg Instanzen net esou leeschtungsfäeg wäre wéi dat, wat privat a gewënnorientéiert ass, ass kloer widderluecht ginn. D'Kris huet ënnerstrach, wéi wichteg, jo, liewenswichteg de Sozialstaat an d'Investissementer an ëffentlech Servicer sinn. E staarken a finanzkräftege Staat, deen op d'Solidaritéit opbaut, ass e Garant, fir duerch Krisen aller Aart ze kommen. Ech erënnere just un d'Stolkris, d'Finanzkris a Gesondheetskrisen.

Jo, och virun dëser Kris sinn Appetitter geäussert ginn, fir ëffentlech Servicer ze privatiséieren. Ech mengen, datt de renge Merkantilismus hei zolidd Téitsche kritt huet. Déi jëtzeg Kris huet gewisen, datt Mondialiséierung, Globaliséierung, eng onverdënnte Profittlogik, Auslagerunge vu liewenswichtege Produktiounsketten zu enger grousser Fragilitéit gefouert hunn.

(Interruption par la présidence)

Dat muss eis léieren, dass Multilateralismus zesummen ze liesen ass mat Solidaritéit, mat Nohaltegkeet, Verdeelungsgerechtegkeet, mat Demokratie, mat engem Respekt vun der Emwelt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, Zäit ass eppes ganz Kostbares ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech weess, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... an déi däerf een net verschwenden.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech weess, Här President, an ech kommen och selbstverständlech direkt zum Schluss.

Esou Verträg solle complementaire sinn, ech hunn dat virdru schonn ënnerstrach. Vill - an da kommen ech zu mengen zwee leschte Sätz -, vill wäert dovun ofhänken, wéi den Accord ëmgesat gëtt. Et fënnt sech implizitt villes dran erëm, wat eis wichteg ass, mee et bleift och Sputt fir Interpretatioun.

Här President, an deem Sënn bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun fir d'Projete 7457 a 7460. An ech soen Iech e ganz grousse Merci fir Är Gedold mat mir.

Merci, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen Iech villmools Merci, Här Di Bartolomeo. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol loosst mech Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee gemaach ginn ass! Et war e Rapport, deen och op ganz vill Bedenken agaangen ass, wat, mengen ech, ganz wichteg war, well op eng ganz Partie vun hinne wäert ech och nach zréckkommen. Ech wollt awer och menge Virriedner Merci soen. Si hunn eng ganz Partie Punkten opgegraff, déi ech aus Zäitmangel net kann an hirer Integralitéit ophuelen. Ech wollt awer soen, dass ech mech engem ganz groussen Deel dovunner och ka ralliéieren.

De CETA ass en historeschen Dossier, mat ville Kapitelen a villen, ville Säiten. Ech kann, mengen ech, vu mir soen, dass ech mech vu ganz vum Ufank un, „from scratch" do erageschafft hunn an den Dossier och ganz ouni Schleier virun den Aen ugepaakt hunn. Heiansdo ass et effektiv, mengen ech, méi einfach, wann een nei dobäi ass an e gewëssene Bagage net mat sech schleeft. Da geet ee mat engem anere Bléckwénkel un déi Saach erun, quitte dass mäi Bléckwénkel och ëmmer e grénge wäert sinn. Dofir loosst mech e klenge Réckbléck maachen!

Ech mengen, dass et wichteg ass, fir nach eemol kuerz no hannen ze kucken an dat opzegräifen, wat mäi Virgänger op dësem Dossier, de Claude Adam, schonn am Oktober 2016 dozou gesot huet. An ech zitéieren hei e puer vu sengen Aussoen: „Jo, et ass sécher, wann et eleng un eis geleeën hätt, da géif de CETA-Vertrag ganz anescht ausgesi wéi deen, iwwert dee mir haut schwätzen. Da wier beim CETA vun Ufank un op eng transparent Aart a Weis verhandelt ginn. [...] Eis Memberen an och mir Deputéiert selwer sinn zesumme mat den Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft op d'Strooss gaangen, fir och iwwert dëse Wee e klore Message ze ginn.

Um europäeschen Niveau ass", also „war", „de Claude Turmes aktiv, [...] fir och um Niveau vum Europaparlament fir eng Verbesserung vum CETA ze schaffen. Dobäi hu mir eis et eeben net esou einfach gemaach wéi sou munch aner Leit heibannen. Mir hunn nämlech net einfach nëmmen Nee zum CETA gesot an eis doduerch d'Chance huele gelooss, fir kënnen e konstruktiivt Wuert matzeschwätzen an de Vertrag doduerch zum Besseren ze wenden." Zitatende.

A genee dorobber wëll ech haut hei eraus. Mir hunn als Partei aktiv matgeschafft. Mir hunn esou munches erreecht, och wa mir mat Sécherheet net alles erreecht hunn, wat mer eis virgeholl hunn. Mee d'Europäescht Parlament huet de CETA de 15. Februar 2017 guttgeheescht an dofir ass en och am September 2017 provisoresch a Kraaft getrueden. Firwat provisoresch? Ma well de Volet vun der Sträitschlichtung an nationaler Hand läit an dat vollstännegt Akraaftriede vum gesamten Accord eréischt da ka stattfannen, wann och dee Volet an alle Memberstaaten duerchgaangen ass.

An da si mer beim Sujet vun haut: Mir schwätzen hei an haut eigentlech net iwwert de CETA a senger Totalitéit. Deen ass, wéi gesot, zënter dem positive Vott vum EU-Parlament am Joer 2017 zu gutt 95 % a Kraaft. An, jo, mir stinn nach ëmmer dozou, dass mir eis en anere CETA gewënscht hätten, een, an deem Ëmweltschutz an d'Bekenntnis zu de Klimaziler méi en héije Stellewäert gehat hätten. Mee wéi gesot, mir schwätzen haut am Kader vun dëser Ratifikatioun duerch d'Chamber net iwwert de gesamten Accord, sondern iwwer e ganz spezifesche Punkt, an eleng op dee Punkt bezitt sech haut och eise Vott. Mir stëmmen haut „just" - ech soe „just" entre guillemets - iwwert déi eenzel Passagen aus dem Accord of, déi an de Kompetenzberäich vun de Memberstaate falen. An dat ass de Volet vun de Schidsgeriichter a vun de Sträitschlichtungsmechanismen.

Wéi gesot, ech soe „just" entre guillemets, well och wann et sech, gemooss un der Säitenunzuel vum gesamten Accord, just ëm e klenge Volet handelt, sou ass et awer e wichtege Punkt, op deem et och laang Zäit grouss Onkloerheete gi sinn. An ech mengen, op déi si meng Virriedner och schonn alleguerten agaangen.

Et ass net fir näischt, wéi gesot, dass dës Chamber de 7. Juni 2016 d'Regierung mat enger Motioun opgefuerdert huet, fir derfir ze suergen, datt eventuell legal Ongereimtheeten, besonnesch a puncto Konformitéit vun de Schidsgeriichter mat EU-Recht, misste gepréift ginn. Dës Onkloerheeten hunn awer net just eis beschäftegt, mee notamment och d'Wallonie. An dofir huet d'belsch Regierung dozou en offiziellen, verbindlechen Avis beim Europäesche Geriichtshaff ugefrot.

Deem säin Avis koum den 30. Abrëll 2019 an den EuGH stellt doranner keng Inkompatibilitéite mat der europäescher Gesetzgeebung fest. An deem Avis zitt den EuGH awer och verschidde Grenzen: Et däerfen nämlech keng Entscheedungen ugegraff ginn, déi demokratesch getraff gi sinn, virun allem an de Beräicher Emweltschutz, Santé a Soziales.

Schwätze mer also elo iwwert déi ominéis Schidsgeriichter! Et gouf jo vill Kriticken zum CETA. An aus der Zivillgesellschaft koum groussen Drock, well d'Bedenken ze grouss waren, besonnesch wat de Fonctionnement, d'Transparenz an d'Legitimitéit vun dëse Schidsgeriichter ubelaangt huet.

Mee als Alleréischt: Vu wat schwätze mer hei genau? Mir schwätzen iwwer Investitiounsschutz. En Investitiounsschutzofkommes ass e vëlkerrechtleche Kontrakt tëscht Staaten, deen Investoren aus deene jeeweilege Vertragsstaaten eeben e bestëmmte Schutz am Gaaschtstaat zouséchert. Dobäi geet et ënner anerem ëm Schutz virun Enteegnung oder Schutz géint Diskriminéierungen.

(Interruption)

Esou Investor-Staat-Schidsverfaren, ISDS, sinn an den 80er Joren agefouert ginn, fir Investisseure virun arbiträre staatlechen Entscheedungen ze schützen. Mee wéi bei sou villem, gouf et awer Lücken an deem System, déi och alt emol zu ganz perverse Situatioune gefouert hunn, well grouss Multinationalle Staaten op horrend Zomme Schuedensersatz verklot hunn, wann dës zum Beispill Mesuren am Sënn vun der Ëmwelt oder vu Sozialstandarde geholl hunn.

Den Drock aus der Zivillgesellschaft an eise gemeinsame Protest hunn awer eppes bewierkt an eisen Engagement ass och belount ginn, well entgéint alle Coutummen ass den Text vum CETA nach eemol opgemaach ginn an et ass un den Dispositiounen zum Investitiounsschutz geschafft ginn, fir e verbesserten Accord virzeleeën: Déi ëmstridde privat Schidsgeriichter, ISDS, goufen dunn am CETA duerch de verbesserten Investment Court System, ICS, ersat. De CETA ass domadder deen éischte Fräihandelsaccord, dee mat dëser neier Generatioun vun engem Geriicht schaffe soll.

Mam CETA ass d'Schidsgeriichtsbarkeet also moderniséiert ginn. Mee wat ass elo konkreet besser ginn? Ech ginn hei e puer Beispiller:

Den Ënnerscheed tëscht deem alen ISDS an deem neien ICS läit ënner anerem doranner, dass mir elo zum Beispill e stännegt Geriicht solle kréien, dat sech vum Fonctionnement hier un d'Geriichtshäff nom Vëlkerrecht soll uleenen. Déi eenzel Riichtere si fir eng länger Zäit genannt. Si sinn onofhängeg a si hunn e strenge Verhalenskodex, un deem se sech mussen orientéieren. Et gëtt eng Recoursméiglechkeet an zweeter Instanz agefouert. D'Prozesser sinn transparent duerch d'Effentlechkeet vun den Unhéierungen an duerch d'Veréffentlechung vun den Dokumenter.

D'Onkäschte vum Prozess gi vum Verléierer gedroen. Och dat ass nei an dat reduzéiert am Fong geholl zu engem groussen Deel de Risiko vu Méssbrauch, well déi Onkäschte bei esou Prozesser einfach wierklech eenorm sinn.

An net zulescht kënnen awer och d'Zivillgesellschaft an ONGen eegen Avisen a lafend Affären abréngen. An och dat ass eng wichteg Verbesserung par rapport zum ale System.

Heescht dat elo, dass den ICS als perfekt Léisung ugesi ka ginn? Mat Sécherheet net. Op menger perséinlecher Wonschlëscht géif nach stoen, dass och d'Zivillgesellschaft kéint virun esou e Geriicht zéien, dass Staaten och kënne géint eng Entreprise virgoen, déi Emwelt- a Sozialstandarde mat Féiss trëppelt, oder dass d'Anhale vu Mënscherechter an Emweltstandarden iwwerhaapt erzwonge ka ginn. Mee deen neie System ass besser wéi dat, wat bis dohi bestanen huet, an en enthält verschidde Leitplanken, déi d'Rechtsstaatlechkeet garantéieren.

Loosst mech och umierken, dass duerch dës Ratifikatioun eng siwe besteeënd bilateral Investitiounsschutzverträg tëschent EU-Memberstaaten a Kanada, déi allesamt nach nom alen ISDS-Verfare fonctionéieren, ersat géife ginn. An dat ass net onweesentlech! Well eng vun de Konsequenze vun enger Netratifizéierung vum Gesamtaccord wier, dass dës ISDS-Dispositioune weiderhin applikabel wieren. Da géif genee dee Risiko entstoen, deen esou oft no vir bruecht ginn ass: nämlech dee vu geziltem Méssbrauch vun den ale Schidsgeriichter.

An duerfir: Och wa mir hei net vun engem perfekte System schwätzen, sou si mer dach wäit ewech vun engem Nivellement vers le bas. „Nivellement vers le bas" hunn ech haut bis elo nach net héieren. Ech denken awer, dass et am Laf vun der Diskussioun nach e puermol wäert optauchen, an ech géif deem wierklech gäre virgräifen a soen: „Mir schwätzen hei vun enger Verbesserung vun deem System, wéi mer e bis elo kennen."

Här President, et ass mir haut en Uleies, op eng Partie Bedenken anzegoen, déi vis-à-vis vum CETA formuléiert gi sinn an déi och esou an enger ganzer Partie Communiquéé stinn, déi d'Leit jo och liesen an déi de Leit Suerge maachen. Ech mengen, dass et grad an dëser emotiounsgeluedener Diskussioun eminent wichteg ass, e klore Kapp ze behalen a sech am Detail mat de Fakten ze beschäftegen. D'Welt vun de Fräihandelsaccorden ass komplex, ass ze kom-

plex, fir sech als Eenzelne mat all Detail befaassen ze kënnen. Dofir hunn ech och a leschter Zäit versicht, mech op déi am meeschte gestallte Froen ze konzentréieren, an op e puer vun hinne géif ech gären hei agoen.

Ugefaange mat der Fro, déi oft gestallt gëtt an déi deemools och esou vum Claude Adam formuléiert ginn ass: „Brauche mir iwwerhaapt esou Schidsgeriichter am Kader vun engem Traité mat Kanada? Mir hunn dach e funktionéierende Justizsystem. Wéisou kënnen dës Litigen net virun engem vun deene Geriichter behandelt ginn?"

An, jo, Investisseure sinn an eisen europäesche Länner géint onverhältnismëisseg staatlech Agréffer an hiert Eegentum geschützt. Mir hunn an der EU eng effizient a fräi Justiz. An dat selwecht gëllt och fir Kanada, well och do wieren eis Investisseure geschützt.

Mee hei géif ech gäre soen, an, ech mengen, dat ass och eng perséinlech Appreciatioun: Entweeder et ass ee géint de Prinzip vun engem Schidsgeriicht oder et ass een derfir. Mee ech géif et net kohärent fannen, wann een am Kader vum CETA géint esou e Schidsgeriicht richteg Stuerm leeft an dann awer an engem aneren Accord mat engem anere Land op eemol géif drop bestoen. A genee dat ass awer och fir mech en Theema.

Mir schwätzen hei och iwwer esou Schidsgeriichter an engem méi breede Kader. Mir schwätzen iwwer potenziell Accorde mat anere Länner, deenen hir Justiz vläicht net dee selwechte Stellewäert huet, vu Partnerlänner an der Kooperatioun, fir déi et wichteg wier, Investisseuren u Land ze zéien. An déi Investisseure sinn awer net onbedéngt fir en Invest ze begeeschteren, wa se domadder musse rechnen, dass am Fall vun engem Litige de Monni vum Pätter do um Riichterstull sëtzt. Do musse mer also kohärent bleiwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Eent vun de weideren Argumenter géint de CETA ass, dass ëmwelt- a sozialpolitesch Mesurë kéinte viru Schidsgeriichter ugegraff ginn, wann Multinationallen zum Beispill Lëtzebuerg oder en anere Memberstaat virun extra Geriichter op Milliarde Schuedenersatz verkloe géifen, well hinnen eeben e Gesetz am Interêt vun der Ekologie oder der sozialer Gerechtegkeet net passt.

Den EuGH huet a sengem Urteel ganz kloer festgehalen, dass deem net esou ass. D'Zitat aus dem Pressecommuniqué vum EuGH - also hei elo Extraiten -: „Das Abkommen enthält aber Vorschriften, nach denen das CETA-Gericht und die CETA-Rechtsbehelfsinstanz nicht die Befugnis haben, Entscheidungen in Frage zu stellen, die von einer Vertragspartei demokratisch getroffen worden sind, insbesondere in den Bereichen des Niveaus der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, [...] des Schutzes des Lebens und der Gesundheit von Menschen und Tieren, des Schutzes der Lebensmittelsicherheit, des Schutzes der Pflanzen, des Umweltschutzes, des Schutzes der Arbeitssicherheit [...]. Die Autonomie der Rechtsordnung der Union wird durch das Abkommen also nicht beeinträchtig." Dat heescht also och, dass d'Investitiounsgeriicht net kann EU-Recht anescht interpretéiere wéi den Europäesche Geriichtshaff.

E weidert Argument, wat virbruecht gëtt, ass, datt et speziell a geheim Kommissioune géif ginn, an deenen Norme kënnen noverhandelt ginn. Am Kloertext gëtt gefaart, dass an esou engem Gremium hanner zouenen Dieren nei Grenzwäerter géifen duerch Beamten definéiert ginn oder Substanzen accordéiert ginn, déi net am Aklang mat Ëmwelt- oder Gesondheetsstandarde wieren.

Bei deene soi-disant geheime Kommiteeën handelt et sech ëm den am Accord festgehale Joint Committee a seng Specialised Committees.

Hei muss een als Alleréischt emol festhalen, dass déi Kommiteeë schonn haut etabléiert sinn. Dat, wouriwwer mir haut ofstëmmen, huet näischt mat deene Kommiteeën ze dinn, well déi si schonn a Kraaft a se funktionéiere schonn.

Ceci dit géif ech trotzdeem gären op déi Ausso agoen, well et ass wichteg, dat kloerzestellen: Déi Kommiteeë kënne sech just an der Interpretatioun vum CETA prononcéieren. An déi Decisioune sinn dann och bindend. Si kënnen eis Gesetzer an Normen awer net aushiewelen. All d'Ordre-du-joure vun deene Kommiteeë sinn och online zougänglech, souwéi och d'Rapporten derzou.

Et gëtt weiderhi bemängelt, dass de Principe de précaution net richteg verankert ass an dass doweinst elo Produkter aus Kanada bei eis dierften op de Marché kommen, ier bewisen ass, dass se net ëmwelt- oder gesondheetsschiedlech sinn. Hei denkt een natierlech direkt u Pestiziden, OGM, Hormonfleesch etc.

An effektiv: De Principe de précaution ass net schréftlech am Accord opgefouert, well mir de Kanadier dee Prinzip net kënnen imposéieren. Mir kënnen awer weider no deem Prinzip funktionéieren a reglementéieren. A wa si wëlle bei eis exportéieren, da musse si sech och un dës Normen halen.

Indirekt, wéilt ech awer umierken, ass de Principe de précaution am Traité dran, notamment iwwert d'Kapitel 5.4, wou EU a Kanada op hir jeeweileg Rechter a Verflichtungen am Kader vum Sanitary-and-Phytosanitary-Measures-Ofkommes vun der WTO verweisen. An eeben deem Ofkommes ass de Principe de précaution vun der EU verankert an iwwert dee Wee sollt de Principe de précaution vun der EU eeben integrative Bestanddeel vum CETA sinn.

Fir den Import vu kanadeschem Rëndfleesch, zum Beispill, bedeit dat, dass kanadesch Exportateuren eis Importkonditiounen erfëlle mussen, an dat natierlech och um Niveau vum Gebrauch vun Hormones de croissance wéi och beim Benotze vun Antibiotiquen.

Konkreet also: Wann e kanadesche Produzent wëllt an Europa exportéieren, da muss en eng separat Filière fir Fleesch fir Europa op d'Bee stellen. No mengen Informatiounen ass dat e relativ groussen Opwand, soudass bis haut nëmme 36 Produzente vun iwwer ëmmerhi 75.000 beim Rëndfleesch esou eng Filière opgebaut hunn. Dat selwecht gëllt um Niveau vun de Pestiziden. Och do ännert de CETA näischt un eise Reegelen an un eise Grenzwäerter.

Et steet des Weideren am Raum, mir 60 Deputéierten hätten haut d'Méiglechkeet, de CETA ze kippen, wa mir haut dergéint stëmmen. Ech krut an deene leschte 24 Stonnen - ech mengen, net nëmmen ech - méi E-Mails wéi an deene leschten zwee Méint zesummen a si all haten de Betreff „Stopp CETA".

An ech géif dat dofir gären nach eng Kéier hei opgräifen, well dat ass jo och quasi mat eng vun deenen éischte Froen, déi haut gestallt ginn ass: Wat ass, wann den Accord elo hei net duerchgeet? Wéi gesäit et dann aus mat der provisorescher Applikatioun?

Ech hat déi Fro och an der Kommissioun selwer gestallt. An ech krut deemools awer och vum Beamte gesot, dass et u sech net méiglech ass, dass e Memberstaat aus der Unioun dësen Accord mëttelfristeg kippe kann. Well wat géif passéieren, wann e Memberstaat heizou elo Nee géif soen? Ben, da géif dësen Accord mixte eebe gespléckt ginn an da géif de CETA als solche weiderexistéieren.

Mir kënne mëttel- oder laangfristeg jo net eppes blockéieren, wat mer net an eiser Kompetenz hunn. Déi Kompetenz do läit op europäeschem Plang. Dat géif eis vläicht ee Joer, vläicht zwee Joer - ech weess net, wéi schnell se schaffen - no hanne réckelen, mee et géif awer um Outcome vun der Geschicht keen Ënnerscheed maachen.

An da géif ech och gär de Lien maachen oder op dee Lien zréckkommen, deen elo zurzäit gemaach gëtt tëscht der aktueller Coronapandemie an dem CETA. Well, jo, grad an Zäite vu Corona kréie mir virun Ae gehalen, dass eis Aart a Weis ze wirtschaften an déi extreem Interdependenze vun eiser Weltwirtschaft favorabel si fir Pandemien. An natierlech, mir wëssen haut, wat Zoonose sinn a mir wëssen och, dass dës begënschtegt ginn, wann de Mënsch an de Liewensraum vun Déieren andréngt; wat eeben och duerch eis Aart a Weis ze wirtschafte begënschtegt gëtt.

Ech wéilt awer am Kader vum schnelle Gedankesprong vu Corona op CETA an dem Vott vun haut virdru warnen, elo ganz einfach a simplistesch Konklusiounen ze zéien. Mir dierfen, mengen ech, bei aller Kritik, déi ech jo och abruecht hunn un de Reegele vum Welthandel, och elo net an den Automatismus verfalen, e komplette Repli sur soi ze maachen. Well d'Konsequenz vum Corona dierf net en Zréck-zum-Nationalismus an och kee blannt Autarkiestriewe ginn.

Mee dovun ofgesinn - an do si mer awer och erëm beim Ursprong vu menger Interventioun -: Et ass net iwwert de Welthandel, iwwert d'Quoten, d'Transportweeër oder d'Reegele vum Welthandel, wouriwwer mer haut hei schwätzen. Mir schwätzen haut an hei iwwert den ICS. An et gëtt, mengen ech, nach keng Indicen, dass et e Lien tëscht dem Coronavirus an engem Schidsgeriicht gëtt.

Dofir, loosst mech sou lues Richtung Konklusioun kommen! Jo, et gouf eng grouss Ofleenung géint de CETA. A si mer éierlech: Déi europäesch Institutioune sinn zu engem gudden Deel mat derfir verantwortlech, dass d'Kritik esou vehement war a se haut zum Deel och nach ass. Iwwer Joren ewech sinn d'Verhandlungen hanner zouenen Dieren an ënner Ausschloss vun der Effentlechkeet gelaf. Déi national Parlamenter sinn och vill ze spéit matagebonne ginn.

Ech ka just hoffen, dass meng Erklärunge vun haut, alle virop d'Tatsaach, dass mir haut just iwwer e Brochdeel vum Accord ofstëmmen, däitlech maachen, wéisou mir gréng haut eisen Accord heizou ginn. Et huet näischt domadder ze dinn, dass ee sech eppes schéischwätzt oder dass ee seng Prinzippie verréit. Et huet eppes dermadder ze dinn, dass een als verantwortungsbewosste Verhandlungspartner e Konsens, un deem ee selwer matgeschafft huet, matdréit, och wann en net perfekt ass.

Wat ech Iech awer alleguer ka versécheren, ass, dass mir gréng eis Haltung net geännert hunn zu den Auswüchs vun engem dechaînéierte Welthandel. Et mécht fir eis kee Sënn, ëmmer weider Verträg ze maachen, an deenen d'Quoten an d'Luucht gesat ginn. An et ass kontraproduktiv, esou Verträg ze maache mat Länner, déi sech weeder u Sozialstandarden nach un Ëmweltstandarden halen.

Mir fuerderen duerfir, dass d'EU-Kommissioun de Verhandlungsprozess fir esou Accorde reforméiert. An hei wéilt ech och op d'Aarbecht vun eiser EU-Deputéierten, dem Tilly Metz, hiweisen, wat sech an der Handelskommissioun vum Europaparlament staark derfir asetzt, dass zukünfteg Verträg méi transparent a méi participativ sinn an dass d'Anhale vu Mënscherechter an Ëmweltstandarden obligatoresch an erzwonge kënne ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dofir wëlle mir och no vir kucken an derfir suergen, dass de Welthandel sech an Zukunft an Aklang mam Paräisser Klimavertrag a mat de Sustainable-Development-Goals entwéckelt.

Op d'mannst an dëser Partei a sécher och an dëser Majoritéit sti mir voll hannert deene Prinzippien. An dofir hu mir am Koalitiounsaccord och eng Rei Prioritéiten definéiert, déi d'Regierung op europäeschem an op internationalem Niveau verfollegt. Dozou gehéiert och, dass mir keng weider Fräihandelsaccorde maache solle mat Länner, déi d'Obligatiounen aus dem Paräisser Klimavertrag ignoréieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, meng Zäit ... also meng Riedezäit, leeft of. Dofir soen ech Iech Merci ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass ofgelaf.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Voilà. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder och eisen Accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Et ass e bëssen onglécklech, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dës Diskussioun separat vun der Singapur-Diskussioun féieren, well déi zwou Diskussioune gräifen aneneen. A mir wäerten nach dorobber ze schwätze kommen.

Wéi déi gréng am Europaparlament géint den CETA gestëmmt hunn, huet hire Porte-parole, den Här Yannick Jadot, Follgendes gesot: „Mir mussen dee CETA-Accord lassginn. déi gréng wäerte weiderkämpfen an de Staaten, iwwerall an Europa." A wéi déi gréng géint den CETA hei zu Lëtzebuerg gekämpft hunn, hu mer elo grad héieren: Si hunn dat wonnerbar gemaach! An ech mengen, si sollen dat virun hirem Elektorat da justifiéieren.

Mir als ADR, mir bekennen eis zum fräien Handel an zu oppene Mäert. Dat ass fir eis selbstverständlech. Mir profitéieren als klengt Land besonnesch dovun, vun der fräier Zirkulatioun vu Wueren an Déngschtleeschtungen, ëm déi et hei besonnesch geet. A selbstverständlech gëllt dat och fir Kanada a Singapur.

A mir mussen eise Baussenhandel encouragéieren. Ech hunn d'Zifferen de Mëtten nach eng Kéier nogekuckt, wéi d'Madamm Reding der genannt huet. Ech hunn déi aktuell: Mir hunn Exporter an der Gréisstenuerdnung vun 106 Milliounen Euro a Richtung Kanada an Importer vu 44 Milliounen Euro. Et ass also e bësse manner.

Mee Tatsaach ass, datt mer eis mussen d'Fro stellen: Wat kënne mer eis vum CETA erwaarden? An do huet d'Kommissioun eng Etüd maache gelooss, deemools wéi dat Vereenegt Kinnekräich nach Member war an der Europäescher Unioun, a si huet gesot: „Mir kënnen eis en 23 %-Plus vum Handelsvolumen tëschent der Europäescher Unioun an dem Kanada erwaarden." Eisen Undeel un där Rechnung louch deemools bei 0,065 %. A wann een dat zugrond leet, da kéint Lëtzebuerg compte tenu vun eisem Aussenhandel mat ongeféier 70.000 Euro d'Joer méi rechnen. Dat ass also en enorme Virdeel, dee mir statistesch géifen aus deem CETA-Accord erauszéien: 70.000 Euro, an där Gréisstenuerdnung.

Awer mir soen: „D'ADR bekennt sech jo zu fräie Mäert prinzipiell, awer dat ass net onkonditionéiert. Dat heescht net, datt mer den ongehemmte Kapitalismus wéilten oder d'Absenz vu sozialen an ekologesche Standarden. Mir wëllen och keng Delokaliséierung." A mir gesinn och, datt den CETA, sou wéi en am Ableck applizéiert gëtt, net perfekt funktionéiert, zemools net beim Wäin a beim Kéis, wou kanadesch Provënzen Tricke fannen, fir eebe protektionistesch kënne weiderzeagéieren.

Eiser Meenung no ass vläicht déi Zäit vun deenen allëmfaassenden Handelsaccorden ofgelaf. Mir gesi jo, datt dat Problemer gëtt. Beim CETA a beim TTIP hu mer et gesinn, ganz kloer. A mir sollte vläicht a Richtung goe vu méi klengen, sektoriellen Accorden, wou mer och kënnen d'Bedenke vun eenzele Beruffsgruppen oder Interessevertriedunge besser berücksichtegen. Et ass e bëssen onglécklech, datt mer heiansdo d'Interessie vun de Bauere mussen an d'Spill bréngen, fir déi vun de Finanzplazen a vun der Stolindustrie ze kompenséieren oder ëmgekéiert.

Mir musse kucken, fir sektoriell, do, wou et eis arrangéiert, en Accord ze hunn, deen alle Standarde gerecht gëtt. Dat ass de Wee vun der Zukunft. An dofir musse mer och elo déi grouss Accorden ëmmer méi kritesch kucken.

Et gëtt positiv Punkten an deem Accord. An ech mengen, datt mer heibanne warscheinlech e Konsensus hunn iwwert dee Wee, fir Geriichter ze maachen, fir de Sträit tëschent Investisseuren a Staaten anescht unzepaken. D'Virriedner hunn alleguer dorobber insistéiert. An ech mengen, do si mer eis och, souwäit ech dat gesinn, alleguer eens, datt dat e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, fir d'Staaten net méi erpressbar ze maachen.

Awer, et gëtt och kritesch Punkten. An een dovun ass, datt mer vläicht ze vill drop Uecht ginn, datt mer en Accord brauchen ..., oder datt gesot gëtt, fir den Handel mat Kanada auszebauen, bräichte mer deen CETA-Accord. Wësst Der, dat Alleréischt, wat ee wëllt maachen, wann een iergendwou an engem Land wëllt d'Handelsbezéiunge stäerken, dat ass, op der Plaz present ze sinn. Mir hu keng Ambassade zu Ottawa. Mir hu keng Ambassade zu Singapur. Mir hu kee Generalkonsulat am Kanada a keent zu Singapur. Dat Éischt, wat ee muss maachen, dat ass op der Plaz sinn, fir d'Land bekannt ze maachen. Mir hunn eng Ambassade zu Washington, déi ass zoustänneg fir d'USA, Kanada a Mexiko. Et ass jo kloer, datt do Kanada a Mexiko op d'mannst net esou kënnen ofgedeckt ginn, wéi si et géife verdéngen. Dat wär fir Lëtzebuerg, fir de bilateralen Handel warscheinlech nach méi wichteg wéi de CETA.

Wouriwwer stëmme mer haut of? An ech wëll do vläicht en Ausfluch maachen, well et ass eigentlech dat, dat europäescht Recht, wat eis am meeschte stéiert an dëser Diskussioun. Den Här Asselborn huet gläich gesot: „Just iwwert d'Kapitel 8", an anerer hunn dat och gesot. An datt et u sech egal wär, wat mir hei ofstëmmen, den CETA, dee wär en vigueur an dat géif och esou bleiwen. Dat ass sécher net de Fall! Well d'Diskussioun huet ugefaangen, wéi dat wallounescht Parlament ugefaangen huet, Problemer ze gesi beim Investoreschutz a bei den Interessie vun de Baueren. Deemools sinn Zweifel driwwer opkomm um Niveau vun der Europäescher Unioun, ob et da gutt ass, datt 42 national oder regional Parlamenter kënnen iwwert dee CETA ofstëmmen. An et ass probéiert ginn, e Wee do derlaanscht ze fannen. An dat weist u sech deen net demokratesche Charakter vun där Diskussioun.

Den Traité vun der Europäescher Unioun, den Artikel 4, schreift der Unioun vir, datt se muss d'Autonomie locale a régionale an der Europäesch Unioun respektéieren. An déi lëtzebuergesch Regierung, wéi déi Diskussioun deemools opkoum, dat muss een och soen, huet sech net derfir agesat no där Wallounien-Diskussioun, datt d'Rechter vun deene Klenge preservéiert ginn, mee si wor mat am Conseil vun der Europäescher Unioun, am Ministerrot, der Meenung, datt d'Reegele sollte geännert ginn, an zwar zulaaschte vun deene Klengen.

Den Artikel 3 vum Traité gëtt der Europäescher Unioun eng „compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international", ënner gewëssene Konditiounen, dat muss een och soen: wann e legislativen Akt vum Conseil virläit. A gläichzäiteg betount den Artikel 4 vum selwechten Traité: do wou eng Compétence partagée besteet tëschent der Europäescher Unioun an de Memberstaaten. Et ass wichteg, dat am Kapp ze hunn. Mir schwätzen u sech net vun engem „accord mixte" am Traité, mee

vun enger „compétence partagée“. An déi Compétence partagée, déi geet ënner anerem iwwert de Marché intérieur, Politique sociale, Agrikultur, Environnement an esou weider an esou virun: alles Saachen, wou d'Europäesch Unioun keng exklusiv Kompetenz huet. Si ka just en Traité ofschléissen opgrond vun engem Rechtsakt.

Dunn huet de Conseil den 22. Mee 2018 probéiert, e Wee laanscht déi wallounesch Situatioun ze fannen, an zwar op d'Bedreiwe vun der Europäescher Kommissioun. Well wann Der d'Konklusioune liest vun dem Conseil, 22. Mee 2018: « L'intention de la Commission européenne est de recommander de scinder dans les accords séparés les dispositions relatives aux investissements et les autres dispositions commerciales et le rôle du Conseil dans le cadre de négociations commerciales. » An zwar, heescht et: fir eng kredibel Handelspolitik kënnen ze bedreiwen. Dat heescht: déi Kleng net méi consultéieren, datt kee Problem ka komme vun deene Klengen, wéi Wallounien.

An da kënnt eebe Singapur doran - an dofir ass et schued, datt mer separat diskutéieren -, d'„opinion“ vun der Cour de justice, an dann heescht et: "The Council notes that in the future“, mir schwätzen 2018!, "the Commission intends to recommend draft negociating directives for free trade agreements covering exclusive EU competence on the one hand", et ass déi éischte Kéier, wou den Ausdrock opdaucht, "and separate mixed investment agreements on the other, with a view to strengthening the EU's position as a negociating partner." Mir hunn also hei d'Konklusioun vun der Wallounien-Situatioun.

An als e Resultat - schreift de Conseil am Mee 2018 - gëtt et elo Free-Trade-Agreements, déi komplett an der EU-Kompetenz sinn, déi op EU-Niveau mussen - op EU-Niveau! - akzeptéiert ginn a keng Ratifikatioun bei de Memberstaate méi brauchen, an d'Europäescht Parlament soll dann doriwwer ofstëmmen. An am Punkt 8 heescht et, datt d'Memberstaate solle just nach derfir suergen, datt d'Parlamenter an d'Zivillgesellschaft „should be kept duly informed“. Et ass also net méi vun enger Ratifizéierung d'Ried, mee nëmmen nach vun enger Informatioun vun de Parlamenter a vun der Zivillgesellschaft.

Wat heescht dat hei? - An do steet nach als Ironie derbäi: "The Council will continue endeavouring to obtain, to the greatest extent possible, a consensus [...]." Also e Konsensus ass emol net méi verlaangt, mee nëmmen nach „am gréisstméigleche Mooss“.

Dat hei heescht, datt d'europäesch Traitéen ëmgaange goufen, ouni Ratifizéierung vum Parlament hei. Kee Parlament an der Europäescher Unioun huet dat hei jee ratifizéiert! Keent! Datt hei de Conseil op d'Bedreiwe vun der Kommissioun sech zesummegesat huet an e Wee gesicht huet, fir d'Memberstaate kënnen ze ëmgoen, inklusiv déi lokal a regional Autoritéiten: Méi ondemokratesch wéi dat hei geet et net!

Et ass e Vertragsbroch. An doweinst, net well mir géint de fräien Handel wären, mee well mer net akzeptéieren, datt mir entmündegt ginn! Well mir net akzeptéieren, datt den Här Asselborn heihikënnt a seet: „Ma mir stëmmen haut just iwwert d'Kapitel 8 of.“ Nee, mir stëmmen iwwert de CETA of!

An: Déi provisoresch Applikatioun vun engem Traité - Artikel 25 vun der Wiener Vertragsrechtskonventioun - kann e Staat ni bannen, wann e säi Wëlle bekannt ginn huet, fir net wëllen duerch en Traité gebonnen ze sinn. Elementar! Kee Staat ka géint säi Wëllen un en Traité gebonne ginn. A wann eng provisoresch Applikatioun ass - an deen Traité hei ass e Ganzt! - an ee Parlament an der Europäescher Unioun stëmmt dergéint, ma dann ass en hifälleg! Dat ass Demokratie. Dat ass dat Wiese vun enger Europäescher Unioun, wéi mir se nach kënne matdroen. Awer et ass dach net esou, datt mir kënnen nokucken, wéi eng Europäesch Unioun sech iwwert d'Demokratie ewechsetzt, wéi se hir Verträg brécht, wéi se d'Staaten ënner Drock setzt, well se wëll e „credible trade partner“ sinn an enger internationaler Verhandlung. Wou si mer dann?!

(Interruption par la présidence)

Deen Traité hei, Här President, an Är Schell ënnermoolt et, ass fir eis net akzeptabel! Well mir halen drop, datt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger kënne matbestëmmen an Europa. Soss ass et net dat Europa, wat mir wëllen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir gesitt, deen Traité ass e „mille-feuille antidémocratique“ op allen Eebenen. Här President, déi heite Chamber ...

(Interruption)

... gëtt oft als „Haus vun der Demokratie“ bezeechent. Demokratie ass awer net, wann eng knapps Majoritéit vun Deputéierten - eng denkbar knapps Majoritéit vun Deputéierten! - géint eng grouss Minoritéit vun Deputéierten eng Dagesuerdnung wëllt duerchboxen. An anerersäits: Demokratie ass och net, wann eng denkbar knapps Majoritéit vun Deputéierte géint eng grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung eppes wëllt hei duerchboxen.

Wie fir den CETA ... An ech ginn der Majoritéit ze bedenken: Do si Rumeuren entstanen, déi net stëmmen, mee stellt Iech emol vir, et hätt gestëmmt! Dir maacht esou, wéi wann Der ouni Oppositioun eppes kéint maachen. Ouni Oppositioun kommt Der net wäit!

(Interruption)

Wie fir de CETA stëmmt, ...

Une voix.- Dat ass awer onorthodox, well mir ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Da wësst Der Bescheed.

(Hilarité)

Wie fir den CETA stëmmt, beweist, datt en aus der Coronakris näischt bäigeléiert huet. Wa gesot gëtt: „No der Coronakris muss ëmgeduecht ginn“, da muss och dee Facteur an d'Iwwerleeung afléissen.

Här President, iergendwéi di mer d'Kolleege vun der DP e bësse leed. Si di mer leed, well et jo haaptsächlech déi gréng sinn, gefollegt vun der LSAP, déi den CETA mordicus, den CETA tockskäppeg hei duerch d'Chamber wollten duerchpeitschen. An dobäi ass et jo och nach esou, datt d'DP als liberal Partei u sech am mannste Problemer mam CETA misst hunn an och huet. An déi gréng an d'LSAP, déi hätte solle kämpfen dergéint. Ma neen, déi gréng an d'LSAP hu fir den CETA gekämpft. Bis elo. Bis elo nach!

(Interruption)

Dat huet awer alles eng Erklärung, Här President. déi gréng an d'LSAP wëllen den Dossier ganz séier lassginn, well si wëssen, datt e flagrant géint hir Grondiddie verstéisst.

(Interruption)

An dat ass dat Schlëmmst. déi gréng an d'Sozialisten, déi stinn emol net méi zu hirem Opportunismus. Dat wier dat Allermannst gewiescht! Si duechten: „Kommt, mir zéien dat schnell wärend der Coronakris duerch! Da kann de Mouvement écologique net manifestéieren, da kënnen d'Gewerkschaften net manifestéieren.“

(Interruption)

Léif Gréng, léif Sozialisten, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... léif Majoritéit, Dir hutt d'Demokratie ënner Hausarrest gesat!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Wat bedenklech ass, ass de Fakt, datt quasi all Ëmweltverbänn, Bauereverbänn, Gewerkschafte géint den CETA sinn. Ma nee, hei sinn zéng LSAP-Deputéierter an néng gréng Deputéiert, déi wëssen et besser wéi jiddereen. All déi Verbänn, déi wëssen et net, op nationalem Niveau, ...

(Interruption)

... an der EU, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An zwee Lénker.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... déi wëssen dat net. Mee néng gréng Deputéierter an zéng LSAP-Deputéierter, déi wëssen et natierlech besser. Ech hoffen, datt si sech och bewosst sinn, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An zwee Lénker nach besser!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... datt hir Argumentatioun deckungsgläich ass mat där vu liberale Parteien a vun de Multien. Ech hoffen, datt se sech däers och bewosst sinn.

(Interruption)

Mee ech wéilt awer nach eppes soen zu de Gréngen an zu der LSAP, well Dir hätt et och kënnen aneschters maachen.

(Interruption)

Dir hätt jo och kënnen ... Ech huelen all Froen herno, merci! Dir hätt jo och kënnen ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, mir stelle keng Froen, soss ...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dir hätt jo och kënnen innerhalb vun der Kommissioun kämpfe géint den CETA. An hei, ech hunn déi gréng héieren, si hätten esou vill gekämpft! Ech weess net, wat si ënner „kämpfen“ verstinn, mee net dat selwecht wéi mir. Dir hätt och kënnen à la limite soen: „Hei, mir sinn dergéint, mee dat gehéiert zur Ofmaachung. Mir sinn an enger Koalitioun. Mir mussen derfir stëmmen.“ Et ass net grandios, mee dat hätt ee verstanen, well et ass éierlech. Éierlech gesot!

Et gëtt nach eng drëtt Méiglechkeet, an déi ass nach op: Dir stëmmt dergéint. Dir stëmmt dergéint! Well wann ech richteg verstanen hunn, d'CSV ass derfir, d'DP ass derfir, d'CSV huet 21 Sëtz, d'DP 12 Sëtz, si hunn der zesummen 33, méi wéi d'Koalitioun u sech. Also u sech kéint et duerchgoen. De CETA brauch Iech net! D'Zivillgesellschaft anscheinend jo och net.

(Brouhaha)

Mee ech fäerte ganz einfach, ech fäerte ganz einfach, datt Dir tatsächlech op enger Linn sidd mat de Lobbyen an datt Dir wierklech mengt, datt den CETA eng gutt Saach ass.

Här President, vu datt d'Zäit begrenzt ass, wäert ech nach just e puer Punkten opzielen. Et ass driwwer diskutéiert ginn: „Wouriwwer diskutéiere mer?“ Dat ass schonn ..., dat seet scho villes aus iwwert deen antidemokratesche Virgang; et ass ganz schlëmm!

Et ginn siwe Punkten, siwen Haaptsënnen: De CETA ass en ultraliberale Vertrag, warscheinlech souguer ze vill liberal fir Iech, mee bon. An ech schwätzen hei vun, ech stäipe mech hei op d'Kapitelen 9, 9.7, 13, 19, 30.5: Servicer gi liberaliséiert, Kapitalstréim gi liberaliséiert, éffentlech Ausschreiwunge gi liberaliséiert. Éffentlech Servicer sinn och potenziell a Gefor, well d'Servicer, déi ginn eebe mat enger Negativlëscht, deemno wéi, liberaliséiert, dat heescht: alles wat net explizitt ausgeklammert ass.

Zweetens: De CETA ass en autoritäre Monstervertrag - Kapitelen 8 an 29. Wann engem Multi eng Gesetzgeebung net passt, da kann e virun e Schidsgeriicht goen - egal wéi dat elo heescht -, da kann e virun e Schidsgeriicht goen a Recht kréien. Da kënne mir hei Gesetzer stëmmen, déi mer wëllen, wa souwisou e puer Leit an engem Schidsgeriicht eis Demokratie aushielege kënnen! Mir brauchen dat guer net. Et gi jo souwisou aner Mechanismen. Et brauch ee strictement kee Schidsgeriicht, dovunner ofgesinn. An dat neit ass kee grousse Fortschrëtt. Au contraire. Et ass vläicht e Fortschrëtt, den ICS ass e Fortschrëtt par rapport zum ISDS, mee et ass e Réckschrëtt par rapport zum Rechtsstaat! An e Réckschrëtt - pardon? - zum Rechtsstaat gëtt elo interpretéiert als e Fortschrëtt?! Ech verstinn näischt!

(Interruption)

An Dir sot vläicht: „Jo!“

(Hilarité)

Sozial- an Ëmweltstandarde gi vum CETA geopfert. All déi Passagen am Text, déi vu soziale Rechter oder vun der Ëmwelt schwätzen, si Makulatur a juristesch net verbindlech a stinn an der Hierarchie wäit ënnert dem sakrosankte Prinzip vun der Handelsfräiheet.

Véiert Doudsënn: En aneren Artikel ass zudéifst antidemokratesch, an dat ass grad dee vun der regulatorescher Zesummenaarbecht. Am Kloertext: D'Multie kréien d'Méiglechkeet, am Virfeld verschidde Standarden ze beaflossen, ouni datt d'EU-Deputéiert - an nach manner ze schwätze vun eis - eppes dovunner matkréien. An do geet et net nëmmen ëm Autosspigelen, et geet ëm Sécherheetsnormen, et kann ëm Konsumenteschutz goen, et kann ëm Ëmweltnorme goen, et geet ëm sozial Normen, ëm Aarbechtsstandarde oder ëm Finanzregulatioun. Dat si keng Klengegkeeten.

Fënneft Doudsënn: Wie kontrolléiert dat Ganzt? Mir net. D'Europaparlament natierlech och net. Et muss een iwwerhaapt kämpfen, fir e bëssen eppes gewuer ze ginn, fir eng Entrevue kënnen ze kréien. Net ze schwätze vun de Bierger! Et ginn eeben déi verschidden, déi néng Kommiteeën a Souskommiteeë geschafen. Déi hunn d'Recht, den Accord ze interpretéieren an ze modifizéieren. Dat kann do geschéien. An dat wäert och do geschéien, lues a lues!

Klimaschutz dann, doranner ass den CETA eng eenzeg Katastroph. Den Accord vu Paräis, dee souwisou net dat Gielt vum Ee ass, dee steet och dran, do gëtt sech dorobber referéiert. Fir gewësse Leit ass dat och eng gutt Excuse, fir de CETA dann unzehuelen. Dat ass e bëssen, wéi wa mer elo, ech weess net, eng Gesetzgeebung géife maachen, wou mer d'Doudesstrof erëm aféieren a mir soen: „Mee par contre, nee, keng Angscht, dat wäert alles am Respekt vun de Mënscherechter oder vun der Dignité humaine geschéien!“ Dat ass e bëssen dat selwecht. Esou: „A, dann ass et jo gutt!“

De Kanada gëtt och oft als ganz harmlos Natioun duergestallt, warscheinlech well de Verglach mam südlechen Noper et och erlaabt a well hire Premier e bësse méi flott ass an och besser danze ka wéi den Trump. Dat ass richteg. Esou ganz verschidden ass en awer net, politesch gesinn! Et ass e gudde Communicateur. Mee et ass awer net esou einfach: De Kanada ass e groussen Teersandproduzent. An dat ass extreem knaschteg. De Kanada ass net bekannt, fir immens ekologesch ze sinn, dovunner ofgesinn. An dat wäert och warscheinlech no der Coronakris nach gepusht ginn, ekonomesch gesinn. Deen Teersand, dee wäert nach staark gepusht ginn.

Hei an der Chamber gëtt och oft, zemools vun der Koalitioun, vu circulairer Ekonomie geschwat. An d'circulaire Ekonomie ass jo u sech eng interessant Saach, well dat heescht, datt ee produzéiert, consomméiert, datt een erëm eng Kéier recycléiert um lokale Raum, eebe „circulaire“. Mir kommen hei an eng Logik ... Et ass circulaire Ekonomie, awer ronderëm de Globus! Et ass circulaire Ekonomie ronderëm de Globus.

An de Problem ass jo deen: Et geet hei ëm den CETA, mee et geet net nëmmen ëm den CETA. Et geet ëm eng ganz Rei ... D'Madamm Empain ass dorobber agaangen. Si huet zu Recht gesot: „Et gi ganz vill Accorden.“

Mir stëmme meeschtens dergéint, well si ginn all an déi selwecht Logik. Et gëtt ganz vill sougenannte Fräihandelsaccorden, déi regulatoresch Accorde sinn a Wierklechkeet. Déi regulatoresch Accorden, déi ginn iwwerall gemaach, an déi verbanne sech e bësse wéi e Spannennetz wierklech lues a lues ronderëm d'Welt.

Dat ass keng Konspiratiounstheorie, mee et ass eng Regulatioun, déi eng aner engendréiert iwwerall, iwwerall ronderëm d'Welt. An déi lues a lues, lues a lues, weider déi verschidde Produktiounschaînë mateneen an Ofhängegkeet bréngt. An déi souwisou och d'demokratesch Entscheedungsfäegkeet vun de méi oder wéineger demokratesche Länner vun dëser Welt iwwerhaapt nach méi schwéier wäert maachen.

A wat schwätze mer hei vun nach méi an nach méi Commerce mam CETA? De Marc Baum huet virdru gesot: „Mir brauche kee CETA, fir Commerce mat Kanada ze maachen.“ An déi wëllen es nach méi maachen. Mee, meng léif ...

Une voix.- Leit?

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... Kolleegen, Frënn, déi Gidder, déi aus Kanada kommen, ...

(Brouhaha)

A, Dir sidd och Frënn, mee Dir nervt awer!

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass awer schéi vun lech, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee déi Gidder, déi aus Kanada kommen, ...

(Interruption)

... an den Här Asselborn weess dat bestëmmt nach besser, well hie fiert vill méi oft Vëlo wéi ech: Déi Gidder, déi aus Kanada kommen, déi ginn net mam Vëlo an Europa transportéiert. Déi komme mam Fliger, mat Cargoschëffer. Ech gesinn iwwerhaapt net d'Plus-value, fir ze soen, grad an dëser Zäit, grad an enger Zäit, wou mer de Klima musse schützen, datt mer weiderhin nach méi an d'Richtung ginn, fir Echangen ze maachen, déi kee Sënn maachen, wou Saachen importéiert, exportéiert gi weiderhin, wou nach méi Commerce gemaach gëtt, zemools fir Saachen, Produkter, déi mer hei och kënne selwer produzéieren.

Dat heescht: Jo, et muss een ëmdenken! An et muss een an eng aner Richtung ëmdenken.

(Interruption par la présidence)

O, ech si scho fäerdeg. Et hätt ee kënnen e Modell 2 oder Modell 3 hunn, mee bon!

(Interruption)

Ech hunn nach déi siwent Doudsënn. An ech wäert Iech se awer erspueren, well u sech ass et och scho gesot ginn. Mee ech soen Iech, ech si schonn drop agaangen u sech: De Problem ass deen, an dat ass ganz wichteg, dat musst Der verstoen, et geet net ëm Kanada oder net Kanada! Kanada ass e Staat wéi en aneren, net besser, en ass souguer besser wéi aner Staaten, wéi Singapur zum Beispill, well dat ass och e Staat, mat deem mer gemeinsam Valeuren hunn.

Et geet drëm: Mir kommen an eng Welt eran, wou elo Multien, gestäipt vun der Finanzindustrie - doriwwer kéint een och nach schwätzen - a gehollef vu Verträg wéi dem CETA, eng weltwäit, an dat kann ee soen, ech soen dat Wuert, eng weltwäit Diktatur opriichten. Well dat, wou duerno an de Länner nach ka gewielt ginn, ass: Si kënnen hir Deputéierte wielen, si kënnen duerno legitimm Regierungen hunn, a mir kënnen och weiderhin diskutéieren, awer just dat.

Genausou wéi d'Zivillgesellschaft. „Kommt, mir loosse se diskutéieren!" „Kommt, mir loosse se manifestéieren!" Awer just dat.

Mee déi mann, déi wéineg Rechter, déi d'Zivillgesellschaft zurzäit huet, an déi hinnen d'Majoritéit accordéiert, well vill ass se net agebonne ginn, ben, déi wéineg Rechter, déi wäerte mir lues a lues och esou hunn. Well d'Multinationalen, déi sinn an der Tëschenzäit deelweis méi staark wéi d'Staaten. A wann een hinnen dat och nach op dem Platto zerwéiert, eis Demokratien, da kënne mer apaken. Dat wäert ganz lues goen. A wie fir de CETA stëmmt, entschëllegt, mee dee stëmmt fir en Deel vun dëser Diktatur mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir erënneren eis: Enn 2016 huet d'wallounescht Parlament fir eng gréisser diplomatesch Kris gesuergt, andeems se refuséiert hunn, de CETA ze ënnerschreiwen. Den deemolege Ministerpresident vun der Wallonie, de Paul Magnette, eise sozialistesche Kolleegen ass deen Numm sécherlech e Begréff, huet de CETA als trojanescht Päerd bezeechent, well e laang erkämpfte Sozial- an environnemental Standarden ze ënnergruewen dreet. D'Signéire vum CETA war doropshin nëmmen ënner verschiddene Konditiounen, déi vun der wallounescher Partie gestalt goufen, erméiglecht ginn.

Zu dëse Konditiounen huet, ënner anerem, gezielt, den Europäesche Geriichtshaff ze froen, fir ze kucken, ob de Mechanismus vun de Schidsgeriichter mat den europäeschen Traitéë vereinbar wär. An dem Avis hält d'Cour de justice européenne um Kierchbierg da fest, datt de CETA an d'ICSen en effet konform si mam europäeschen Droit. Ma just well eppes konform ass mam Gesetz, heescht et nach laang net, datt et richteg ass. Deemno gëtt de Geriichtshaff och ze bedenken: « En l'absence d'un régime visant à assurer d'accessibilité financière du tribunal et du tribunal d'appel aux personnes physiques et aux PME, le mécanisme risquerait en pratique d'être accessible aux seuls investisseurs qui disposent d'importantes ressources financières. »

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie profitéiert eigentlech vun dësem Fräihandelsofkommes? Sinn et d'Exporteure vu Graine fir de Moschter? Sinn et déi, déi zu Lëtzebuerg Happ fir de Béier importéieren? Mir hunn an de leschte Wochen hei vill iwwer Independanten, déi kleng a mëttelstännesch Betriber geschwat, an eng ganz Rëtsch hu sech heibanne béis an d'Plomme gehäit, fir sech op d'Säit vun dëse Betriber ze schloen.

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ma de CETA ass net fir dës Betriber geduecht! Eng kleng Entreprise huet net d'Mëttel, fir esou Geriichtsbarkeete mat enger Multinational anzegoen. D'Justiz dierf awer an den Ae vun de Piraten net nëmmen deene virenthale sinn, déi räich genuch sinn, fir se ze bezuelen.

Et ass elo ewell erëm eng Zäitchen hier, ma mir kënnen eis nach all un d'Geheimniskréimerei ronderëm d'CETA-Verhandlungen erënneren. Mir Piraten sti fir Transparenz. Mir kënne schonn eleng aus deem Grond dëse Projet net matdroen. An d'Plattform „Stopp TTIP & CETA" huet sech vun Ufank u staarkgemaach géint dësen Accord de libre-échange.

Pour rappel wëll ech hei just e puer Acteuren opzielen - et goufen der ewell och scho genannt: d'Action Solidarité Tiers Monde, d'ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Vereenegung fir Biolandwirtschaft, d'Caritas, d'CGFP, d'FGFC, den OGB-L, den LCGB, Greenpeace, d'Jongbaueren, d'Jongwënzer, de Mouvement écologique, natur&ëmwelt, d'Union des consommateurs, et j'en passe.

(Interruption)

Dat si keng kleng, entschëllegt mech fir den Ausdrock, dat si keng kleng Jickebetriber. Dat si grouss Associatiounen, déi d'Zivillgesellschaft zu Lëtzebuerg representéieren, an deene mer haut, mat där Entscheedung, deen Debat haut ze féieren, amplaz en op den Etat Net-Kris ze verréckelen, sécherlech e Bärendéngscht geleescht hunn.

D'Plattform stellt sech, zu Recht, d'Fro, ob ee Parlamentarier engem 2.300 Säite laangem Dokument wéi dësem ka gudde Gewëssens zoustëmmen. Och wien dës 2.300 Säiten aachtmol gelies huet, deem fält et schwéier, net virun der Komplexitéit vun de juristesche Verweiser an dem Fachjargon ze kapituléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen all heibannen, wivill Verschwörungstheorien a falsch Informatiounen hautdesdaags am Internet zirkuléieren. D'Angscht- a Panikmaacherei ass zu engem Fonds de commerce ginn. Oft aus dubiéise Quelle finanzéiert, ziilt dës Desinformatioun dorop of, d'Vertrauen an d'demokratesch Grondprinzipien an an eis Institutiounen ze ënnergruewen. Datt d'Majoritéit decidéiert huet, de CETA haut, wärend dem État de crise, ze votéieren, ass Waasser op d'Mille vun esou Populisten, déi säit dem Ufank vun der Kris prophezeien, datt den État de crise mëssbraucht gëtt, fir onpopulär Decisiounen duerch d'Parlamenter ze baatschen.

Här President, de CETA wärend dem État de crise, ënner Ausschloss vun der Zivillgesellschaft, ze votéieren, ass an den Ae vun de Piraten ee graven, jo, en onverzeileche Feeler. Et ass wichteg, datt och d'Zivillgesellschaft, d'Gewerkschaften an d'Ëmweltorganisatioune sech am Virfeld vun esou engem Vott net nëmmen digital artikuléiere kënnen. Dëst ass duerch déi aktuell Beschränkungen am Kader vum Covid-19 net méiglech. An ech si besonnesch enttäuscht vun deene Parteien, déi sech d'Zivillgesellschaft an der Vergaangenheet zu Eege gemaach hunn, fir géint dësen Accord ze klappen. An elo héiert een näischt méi. All d'Bedenke verflunn.

Steet den Här Turmes haut, esou wéi 2017, dobausse géint de CETA ze demonstréieren oder sëtzt en am Büro an dréit d'Regierungsentscheedung mat? Vläicht mécht en eng Fauscht an der Täsch. Seng Norécklerin an der Chamber huet haut op alle Fall e Projet verteidegt, géint deen den Här Turmes laang gekämpft huet. Erfolleglos, wa souguer seng eege Partei dat elo matdréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis Piraten ondenkbar, ënnert dësen Ëmstänn dee Projet hei matzedroen. Mir empfannen dëst als Vertrauensbroch vis-à-vis vun de Biergerinnen a Bierger. Als Broch mat enger Kultur vum Dialog. Als Broch mat der Konsenspolitik. Den amerikanesch-indeschen Ekonomist a Professer un der Columbia University Jagdish Bhagwati huet an enger Publikatioun aus dem Joer 1995 fir d'éischte Kéier vum Spaghetti Bowl, dem Spaghettiteller oder -dëppen, wéi ee wëllt, geschwat. A senger Publikatioun diskutéiert de Professer Bhagwati den Enjeu vun de Fräihandelsofkommessen a bezeechent den Term vum „Free Trade Agreement" als „orwellianeschen Newspeak". Wou Fräihandelsofkommes dropsteet, ass elo net onbedéngt Fräihandel dran.

Mee firwat seet en dat? An der Reegel gi mer dervun aus, datt en Handelsofkommes derfir suergt, datt Handelsbarriären erofgesat ginn. A mir vergiessen dobäi awer, datt mer gläichzäiteg och aner Handelspartner aus de jeeweilegen Handelsaccorden ausschléissen oder souguer d'Handelsbarriäre fir Drëtter eropsetzen. Een unilateralen Handelsaccord mat engem Drëttstaat ass, per se, ëmmer preferentiel. En diskriminéiert deen, deen net Deel vum Handelsaccord ass. De Professer Bhagwati zitt duerfir de Begréff vun der Preferential Trade Area deem vun der Free Trade Area vir.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti fir de Multilateralismus. Mee wa Multilateralismus, da richtege Multilateralismus! Duerch deen nordamerikanesche Fräihandelsaccord NAFTA wiisst Mëtt den 90er Joren den Enthusiasmus fir regional amplaz vu multilateralen Handelsaccorden. Ob NAFTA, Mercosur, TTIP oder CETA, all dës eenzel regional Fräihandelsofkommesse suerge fir de besote Spaghettitellereffekt. Doduerch, datt Handelspartner hir eege Fräihandelsofkommessen ofschléissen, erreeche mir de Géigendeel vun deem, wat mer wëllen, nämlech fräien, oppenen Handel tëscht gläichberechtegten Acteuren.

Amplaz d'Produite selwer zielt bei dësen Handelsofkommesse souzesoen d'Nationalitéit vum Produit. Hanner all Handelsofkommes stieche jorelaang Diskussiounen tëscht Lobbyisten, déi d'Konditioune vun der Stee hanner zouenen Dieren aushandelen, ënner Ausschloss vun der Zivillgesellschaft. All Land, wat mat engem anere Land en Ofkommes getraff huet, huet seng eege Standarden a sengem Handelsofkommes festgeluecht. Um Enn vun dësem Prozess sti mir virun engem Wirrwarr vun Handelsofkommessen, dem Spaghettiteller, mat all Kéiers anere Konditiounen.

Dëst ass kee Multilateralismus. Et wier falsch a populistesch, d'Diskussioun ëm dësen Handelsaccord ze féieren, andeems ee seet: „Protektionismus op där enger Säit oder CETA op där anerer Säit." Et ass méi komplex.

Här President, mam GATT, dem General Agreement on Tariffs and Trade, ware mir nom Enn vum Zweete Weltkrich um richtege Wee. Duerch de GATT, der spéiderer Welthandelsorganisatioun, sollten d'Handelsbarriären an d'Douanestariffer ofgebaut ginn. D'Ofschafe vu preferentielle Konditioune war also beim GATT eent vun den Haaptziler. An der Handelspolitik war fir d'Europäesch Unioun d'Liberaliséierung an d'Reegelsetzung iwwert d'Welthandelsorganisatioun ëmmer de Kinnekswee. Et sollt net separat verhandelt ginn. Et sollte konsensuell gemeinsam multilateral Entscheedunge fonnt ginn, wou keen ze kuerz kënnt, weeder déi eng nach déi aner.

Mee d'Situatioun haut ass anescht. Ënnert den 164 Membere vun der Welthandelsorganisatioun ass et schwéier, zu engem Konsens ze kommen. Eleng awer de Fakt, datt de Multilateralismus an der Kris stécht, dierf eis net derzou encouragéieren, de Konsens op OMC-Niveau opzeginn. Mir sollte virsiichteg si mat unilateralen Handelsaccorde wéi dem CETA, a sollten eis stattdessen op europäeschem Niveau derfir staarkmaachen, datt d'Efforten, fir zu engem Konsens an Handels- an Tariffsfroen ze kommen, op internationalem Niveau verstäerkt ginn. Unilateralismus ass fir eis Piraten keng Léisung. Net an aussepolitesche Froen an och net an Handelsfroen.

Här President, sou wéi de Montesquieu schonn a sengem Wierk „De l'esprit des lois" sot: « L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. » Et ass dat, wat de Montesquieu „le doux commerce" genannt huet. Dës Iddi vum „doux commerce" léisst duerchblécken, datt déi eenzeg Manéier, fir datt Mënsche vu verschiddener Hierkonft, Sprooch, Kultur a Glawe kënne friddlech zesummeliewen, déi ass, Handel mateneen ze dreiwen. Duerfir brauche mir awer kee CETA. Mir brauchen e fairen an transparente Multilateralismus, och a virun allem an Handelsfroen.

Ech wëll meng Ried ophale mat engem Saz vum Georg Christophe Lichtenberg, dee gesot huet: „Es ist nicht gesagt, dass es besser wird, wenn es anders wird. Wenn es aber besser werden soll, muss es anders werden."

Villmools merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Exzellent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement, pardon, den Här Paul Galles.

(Hilarité)

Pardon. Jo. Ech si sou gewinnt, datt Dir dee leschten ageschriwwene Riedner sidd. Pardon.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, ech kann nach eng Kéier ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee.

(Hilarité)

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi jo de Pirat vun der CSV genannt, da passt dat jo iergendwou. An deen Allerleschten ass vläicht dee Beschten.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer perséinlech a menger Zäit als Deputéierten, als Volleksvertrieder vun all eise Leit, also vun deenen, déi bausse virun dem Cercel stoungen, vun deenen, déi elo eis E-Maile geschriwwen hunn, vun deenen, déi derfir sinn, déi dergéint sinn, déi, déi doheem bliwwe sinn, also als Vertrieder, Volleksvertrieder vun all eise Leit, nach ni esou schwéiergefall, fir mer eng Meenung ze bilden zu engem politesche Projet. An ech ka mer virstellen, dass et och villen aneren heibannen änlech gaangen ass an dëser Situatioun. Net nëmmen op der Oppositiounssäit, mee vläicht och op der Majoritéitssäit.

Ech hunn dat ganzt Theema als e ganz komplext Theema erlieft. Als en Theema, wou et schwéier war ze navigéieren, tëschent all deem, wat ech héieren hu vun Argumenter derfir a vun Argumenter dergéint.

Ech wëll hei, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Motioun deposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'actuelle crise du coronavirus révèle à la fois les points forts et la vitalité ainsi que les faiblesses et les fragilités systémiques de la mondialisation et du système économique international en général et du libre-échange en particulier ;

- rappelant que la mondialisation et le libre-échange ont également permis à nombre de pays de sortir de leur extrême pauvreté ;

- considérant que les chaînes d'approvisionnement et de consommation représentent une nuisance objective et considérable pour notre environnement et le climat mondial ;

- considérant qu'une prise de conscience politique, économique, sociale et écologique s'impose après la crise du Covid-19 et qu'un retour au « business as usual » ne constitue aucunement une option en vue d'un nouveau départ durable,

invite le Gouvernement

- à régionaliser davantage nos chaînes d'approvisionnement et notre production stratégique (alimentaire de base, médicaments essentiels, matériel médical, technologies de pointe, etc.) afin de répondre au maximum et dans un esprit volontariste aux besoins essentiels de l'Europe, de la Grande Région et du Luxembourg ;

- à renforcer dans ce sens durablement nos petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que notre secteur primaire ;

- à œuvrer à tous les niveaux européens et internationaux pour un libre-échange plus juste, plus durable et plus humain ;

- à s'engager pour une mondialisation revisitée réconciliant éthique et économie, travail et capital, écologie et commerce selon les principes d'une économie durable et sociale de marché assurant les besoins de base des citoyens.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Viviane Reding, Marco Schank, Marc Spautz.

M. Paul Galles *(CSV).*- Mat dëser Motioun wëll ech am Numm vun der CSV versichen, an deem, wat ech selwer als en Dilemma erliewen, ee klenge Wee ze weisen. An et ass zugläich och fir eis Fraktioun e kloert Zeechen, dass mer d'Suerge vun der Zivillgesellschaft, déi ganz vill ënnerholl huet, fir sech ze manifestéieren, seriö huelen. An dass mer awer och versichen, eppes ze maachen, wat an dësem Moment kruzial ass: Nämlech d'Léieren aus där Zäit, déi mer pauschal Coronakris nennen, seriö ze huelen an och ze zéien.

Ech wëll awer och betounen, dass ech aus Grënn vun der demokratescher Participatioun et trotz allem weiderhin ee fatalt Zeeche fannen, dass de Vott iwwert dëse Projet haut Nomëtteg hei um Ordre du jour ass. An ech stellen dës Motioun och just dofir vir, well mer haut Nomëtteg dann trotzdeem dat maachen, wat iergendwann jo iergendwou awer néideg ass a war, nämlech, eng inhaltlech Diskussioun zum CETA ze féieren.

Well am Fong, zur Saach vum CETA - an ech hat tatsächlech probéiert, mech duerch déi 2.000 Säite vum CETA derduerchzewullen - am Fong, zur Saach vum CETA besteet mäi perséinlechen Dilemma doran, dass ech engersäits ganz gutt verstinn, dass de Fräihandelsaccord mat Kanada scho längst do ass, dass oft noverhandelt an noverbessert gouf, dass immens vill Uleiessen aus der Politik an aus der Zivillgesellschaft eragefloss sinn, an dass iwwregens och Leit aus eiser politescher Famill federführend mat dru geschafft hunn, dass dësen Text ëmmer besser ginn ass, an dass an enger souwisou onperfekter Welt dat Beschtméiglecht mat engem allgemeng ganz fiabele Partner, Kanada, doraus entstanen ass, wuel wëssend, an dat ass och de Mëtteg scho gesot ginn, dass och a Kanada net alles perfekt ass.

Ee Partner Kanada, deen iwwregens genau wéi d'Europäesch Unioun kee Repli op sech selwer wëllt maachen, net wéi säi groussen Noper protektionistesch funktionéiere wëllt an dee sech bewosst ass, dass internationalen an interkontinentalen Handel och e Puzzlesteck ass am Erhale vum Weltfridden.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verstinn awer zugläich anerersäits och, dass ganz vill Leit, och déi, déi virdru virum Cercel op eis gewaart hunn, an och déi Honnerten, déi digital, per Mail protestéiert hunn, sech soen, dass, souguer wann dësen Accord esou gutt wéi iergendwéi nëmme méiglech ass, en ëmmer nach engem Prinzip entsprécht, géint dat si fundamental virginn! Ee Prinzip, wat ee kéint beschreiwen als neoliberal, kapitalistesch, globalistesch, ee Prinzip, dat derzou féiert, dass Produktiouns-, Liwwer- a Consommatiounsketten immens laang ginn, dass d'Produiten x-mol iwwerflëssegerweis ronderëm d'Welt geflu ginn an d'Ëmwelt verschmotzen, an dass an deene laange Liwwerketten onnéideg vill Geforen entsti fir méiglech Mënscherechtsverletzungen a fir katastrophal Ënnerbezuelungen, an dass d'Multinationalen tatsächlech méi staark kéinte gi vis-à-vis vu klengen Entreprisen, déi riskéieren, geschléckt ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass mäin Dilemma bei dësem Projet. An dofir dës Motioun, an där mir als CSV eng clever a staark Relokaliséierung a Reregionaliséierung vun eiser Produktioun verlaangen, sou wäit dat méiglech ass a sou wäit dat gewënscht ass, an an där mer invitéieren, dass mer alleguerten zesummen als Chamber genau dat der Regierung proposéieren.

Si soll alles dat ënnerstëtzen, wat och scho beim Verbessere vum CETA-Accord eng wichteg Roll gespillt huet, fir dass nämlech déi virdru genannte Geforen ausgeschloss ginn. A si

soll alles ënnerstëtzen, an ech mengen, dass eng vun de grousse Coronaléieren - an ech fannen et enorm wichteg, dass mer eis als Chamber d'Fräiheet an d'Zäit ginn, bei deenen eenzelne Projeten an awer och eng Kéier getrennt dovun, eis ze ënnerhalen iwwert dat, wat mer aus der Coronakris musse léieren - nämlech eng Autarkie muss sinn, eng vill méi staark Autarkie fir Lëtzebuerg, eng vill méi staark lokal Produktioun a Consommatioun, méi Onofhängegkeet, a matten an der Groussregioun a mat Europa zesummen ee staarkt Géigegewiicht ze schafen zu deem, wat hei tatsächlech kéinte Gefore sinn an esou enger neoliberaler globalistescher Attitüd.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Galles, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Paul Galles *(CSV).*- Ma wann den Här Kartheiser nach ee Moment Zäit huet, ech maache mäi leschten Abschnitt fäerdeg, an da sinn ech ganz, ganz gäre fir hien do.

Ech géif mer dofir wënschen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat eeben net nëmme waarm Wierder sinn, déi mer un d'Regierung riichten, eng Relokaliséierung a Reregionaliséierung vun eiser Produktioun, mee dass et eng gemeinsam staark an och voluntaristesch Opfuerderung ass, eng Erwaardung, déi mer am Numm vu ganz ville vun eise Bierger a Biergerinnen un d'Regierung riichten: d'Wirtschaft erëm an den Déngscht vum Mënsch ze stellen, gerecht a fair Konditiounen ze hunn, déi mer mat - a bewosst - kënne kontrolléieren, eis eege PMEen an eise Primärsecteur ze stäipen an an de weesentleche Saache sou wäit wéi méiglech onofhängeg ze sinn.

An deem Sënn dës Motioun an ech bieden Iech alleguerten, d'Motioun, wann et och an Ärem Interesse ass, matzeënnerstëtzen.

Ech soen Iech dofir villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, elo däerft Der Är Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President, och merci dem Här Galles. Ech si frou, datt den Här Galles d'Fro net direkt geholl huet, well ech lauschteren him esou gär no, datt ech frou sinn, dass ech eréischt um Enn vu sengen Ausféierungen d'Wuert kréien.

Ech wollt dem Här Galles soen: „Ech versti säin Dilemma!" Mee en huet och mir en Dilemma elo verursaacht. Ech verstinn d'Positioun vun der CSV net méi richteg, well tëschent der Madamm Reding hirer Ried an Ärer Ried, Här Galles, woren, a mengen Aen, gewëssen inhaltlech Spannungen.

Kënnt Dir eis kuerz vläicht erklären: Wéi ass d'Positioun vun der CSV par rapport zum CETA? Stëmmt Der derfir? Dergéint? Firwat? Ech sinn e bëssen duerjerneen.

Merci.

(Brouhaha)

M. Paul Galles *(CSV).*- Ganz gären, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck ...

M. Paul Galles *(CSV).*- ... Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo. Ganz gären, Här Kartheiser. An et ass jo gutt, dass ee sech heiansdo Froe stellt.

(Brouhaha)

Et ass tatsächlech esou, an dat, mengen ech, kann ech hei ganz, ganz offe soen: Mir hu bei eis ganz offen doriwwer diskutéiert, an do gouf et ënnerschiddlech Meenungen. Mir hunn eis awer gëeenegt op e gemeinsame Wee, dee mer och als Fraktioun hei wëlle vertrieden an dee meng Fraktiounspresidentin, d'Madamm Hansen, och wäert gläich duerstellen. Dir kënnt awer, wat eis Haltung vis-à-vis vum CETA ugeet, ganz gären Iech op d'Ried vun der Madamm Reding bezéien. Do war déi relativ däitlech erauskomm.

An ech wollt hei eng Motioun abréngen, déi dervun ausgeet, dass eis Parteipositioun stëmmt, an déi zousätzlech eppes virschléit am Sënn vun deem, wat awer vu ganz ville Leit an dëser Gesellschaft als Gefor an als Uleies iwwreg bleift.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Sou, ech mengen, ech ka kucken, e wéineg séier hei duerch de Bësch ze kommen. Fir d'alleréischt wollt ech Iech soen, dass et e flotten Debat war a mengen Aen, e wéineg anescht, wéi ëmmer no de Grenzen ze kucken. An ech mengen, ech hunn och bäigeléiert. An ech hoffen, dass ech och vläicht e puer Äntwerte ka ginn, wou Der d'Zoustëmmung kënnt ginn.

Also, dat Éischt, dat ass: Ech mengen net, dass an de leschten zéng Joer e Projet de loi esou dacks an der Chamber hei diskutéiert ginn ass! Och ausserhalb vun der Chamber. Vläicht mat der Ausnam vun der Verfassungsreform, vun deenen Texter. Mee déi, déi scho méi laang hei derbäi sinn, déi wëssen, wivill Debaten dass mer heiriwwer hate vun 2011 praktesch un.

Dat Zweet: Ech sinn awer och schonn ze laang derbäi, fir ze wëssen, dass hei keng rational Argumenter méi zum Droe kommen. Dat ass esou. An déi géifen och net zum Droe kommen an engem Mount an och net an engem Joer. Ech mengen, hei muss jiddweree seng Responsabilitéit huelen, a mer musse kucken, derduerchzekommen.

Ech wëll fir d'éischt och dem Yves Cruchten e grousse Merci soen. Ech mengen, dat war schonn e Rapport, deen net ohne war. Komplizéiert Matière! En huet kloer Wierder fonnt. An ech hoffen, dass och verschidde Leit säi Rapport liesen, deen immens kredibel ass, deen ouni Polemik ass a vläicht och derzou bäidréit - an ech hoffen dat -, fir dass dat besser verstane gëtt.

An ech wëll och der Madamm Viviane Reding hei Merci soen. Et hu verschidde Leit dat gemaach. Dat war eng Ried aus der Oppositiounssiicht, mee wou een awer gespuert huet, dass all hir Erfarung, déi se zu Bréissel gesammelt huet, hei agefloss ass an d'Evolutioun vun deem Text ganz gutt erëmginn huet.

Ech wëll hei vläicht och eppes soen direkt. Een Deputéierten huet gesot: „Mir". Mir hunn net deen Accord gemaach als Lëtzebuerg! Deen Accord ass gemaach ginn tëscht der Europäescher Unioun a Kanada.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, ech kommen nach eng Kéier drop zréck: CETA net stëmmen, ass schonn eppes, an do huet den Här Kartheiser net Onrecht, wou mer net solle mam Feier spillen. Wa mer CETA net stëmmen, da maache mer effektiv d'Dier zou, fir een neie System vun Investoreschutz ze kréien. An ech explizéieren dat.

An dat Lescht, wat ech wëll soen, dat ass - ech mengen, d'Madamm Reding huet dat ernimmt - un eis Kolleege vun der Lénker: Wa 67 % am Land fir d'Handelspolitik vun der Europäescher Unioun sinn, dann ass et awer e wéineg, loosse mer soen, zimmlech kéng, fir ze behaapten, dass d'Opinion publique dobausse géint d'Handelspolitik vun der Europäescher Unioun wier.

Mee vläicht e wéineg der Rei no, ouni mussen elo erëm alles ze widderhuelen. Ech wëll vläicht ufänke mat der Transparenz. Also, mir hunn ënner Lëtzebuerger Presidence, vun 2015, hu mer eng Situatioun virfonnt, an ech ka mech dat genee erënneren, bis 2013 war de Kommissär De Gucht zoustänneg, wou mer effektiv hei Deputéierten an déi Dunkelkammer geschéckt hunn. An ech wëll hei soen, dass et net d'Kommissioun war deemools, déi verhënnert huet, dass d'Mandater publizéiert ginn. Et ware verschidde Länner vun der Europäescher Unioun, déi dat verhënnert hunn. Ech zielen Iech se elo net méi all op. Mee do waren och Grousser derbäi. An dat war wierklech eppes, wou ee sech Gedanke gemaach huet, wéi d'Europäesch Unioun fonctionéiert. A mir hunn an eiser Presidence 2015 alles gemaach, fir dovunner ewechzekommen. D'Mandater sinn du publizéiert ginn. Natierlech och déi vum CETA. An all Negociatiounen, déi gefouert gi si vun der Kommissioun, fënnt een um Internet, do kann ee se kucken.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg, och fir dat just ze rappeléieren, ech weess deen Dag nach genee, 4.000 Leit waren op der Strooss, an déi hu géint den TTIP an de CETA manifestéiert. Ech soen hei net, dass d'Leit de CETA net verstanen hunn. Mee ech soen Iech: Dat, wat d'Amerikaner eis deemools zougemutt hunn an deem TTIP, dat war, dass si domadder géifen alleguerten eis Norme kënne briechen! Eis Standarde kënne briechen. An de CETA hat de Malheur, dass en an dee Pak do materageschloss ginn ass. Mee tëschent dem TTIP an dem CETA ware kilometerwäit Differenzen. An ech weess, dass dat eppes war, wou natierlech dat net spuerlos eriwwergaangen ass. Ech weess och, dass eng Partei, déi ech mengen ze kennen, e Kongress hat de 4. Oktober 2016, an do awer e klore Vott geholl huet, fir virsiichteg un déi Handelsverträg an och un de CETA erunzegoen.

Nun, mir hunn an der leschter Koalitioun schonn decidéiert gehat, och opgrond vun eise Kolleege vun déi gréng, awer och mir selwer als Partei, ech mengen, och d'DP hat do guer kee Problem, dass mer géifen oppassen, dass mer net en Handelsvertrag maachen, wou eeben eis Wäerter géifen op d'Spill gesat ginn.

Ech ginn Iech elo e puer Zuelen, wat eis Produktioun zu Lëtzebuerg ugeet an eisen Export. An ech wëll déi net kommentéieren, mee déi sinn awer zimmlech frappant. Am Joer 2019 sinn zu Lëtzebuerg Bienen a Servicer fir 217 Milliarde produzéiert ginn. 217 Milliarde Gidder a Servicer! An exportéiert dovunner si ginn 132 Milliarden. Also 61 %.

Mir mussen also wëssen, wat fir een Impakt dass de Welthandel an den Handel op eist Lëtzebuerger Land, mat allem, wat dorunner hänkt, eis Ekonomie, eis Sozialpolitik, huet. Dat ass, jidderee muss do säi Fazit zéien. Och wat elo den Här Paul Galles zum Schluss presentéiert huet, dat ass alles eng Diskussioun wäert. Mee mir musse wëssen, dass de Räichtum zu Lëtzebuerg a groussen, grousse Moossstief eebe vun dem Handel, dem Welthandel ofhänkt. An ech mengen, dee Chiffer do, dee beleet dat.

Ech wëll elo vläicht, well den Här Kartheiser jo do esou insistéiert huet, a wou ech em net ganz Onrecht ginn, awer och soen, wat d'Stéphanie Empain gesot huet: Wann e Land net ratifizéiert, wat geschitt dann? Da geschitt net näischt. Dat ass ganz kloer. Wann ee Land net ratifizéiert vun deene 27, wivill, jo, mir si jo nach zu 27, oder eng Provënz, e regionaalt Parlament net, da si mer net méi am Film, wou mer elo dra sinn. Da, mengen ech, da wier nëmmen eng Issue méiglech: Dass e Splitting géif gemaach ginn tëschent der provisorescher Applikatioun elo, wat d'Substanz ugeet, an eeben allem, wat den Investoreschutz ugeet. An dat wier en Dauerschued. Well dat, wat mer wierklech gemaach hunn, och an eiser Presidence, wat mer ugefaangen hunn, do ze maachen, an zum Schluss gefouert hunn, mam ICS, dat wier hifälleg.

Mir kënnen haut net soen, wat definitiv géif geschéien, well guer keng Erfarung do ass. Mee ech mengen, dass da géif een Debat ugoen an der Europäesch Unioun, fir zu engem Splitting ze goen.

Ech wëll och hei soen, an dat ass elo net positiv oder negativ, mee et ass e Fait, dass héchstwarscheinlech dat heiten dee leschten Accord mixte war, deen an deem Genre do an der Europäescher Unioun virgeluecht ginn ass.

Bon, zum Contenu: Et ass en Accord, de Rapporter huet dat richteg gesot, vun der neier Generatioun. An et geet net nëmme just drëms, fir d'Tariffer erofzesetzen, mee och fir aner Beräicher - d'Telekommunikatiounsservicer, den E-Commerce, d'Emwelt, d'Aarbecht - matanzebezéien, wou béid Partner och an deenen Domänen enk matenaner verknäppt sinn.

Nun, vläicht e Wuert, fir séier ze maachen, zu den agroalimentairen Normen. Dat heescht, déi sanitär a phytosanitär Normen. Kanada muss weiderhin déi europäesch sanitär Reegele fir d'Importprodukter respektéieren a vice versa och. Dat heescht, dass um veterinäresche Gebitt Medikamenter, zum Beispill Antibiotiquen, als Wuesstemsfacteure verbuede sinn. Et ass och esou, dass a Kanada nei Filièren elo entwéckelt ginn, fir iwwerhaapt kënnen e besseren Accès op eise Maart ze kréien. Dat seet, mengen ech, genuch. An d'Zuel vun de Fleeschimporter, et ass hei vläicht nach net esou erwäänt ginn, d'Fleeschimporter sinn ëm 9 % net eropgaangen, mee erofgaangen. Dat selwecht gëllt och fir d'Agrarprodukter. Virun allem den Import vu Weess, vu Cerealien, vu Sojabounen an och vun Uelegkäre sinn ëm 24 % gefall.

Bon, d'EU kontrolléiert d'Produkter, an ech mengen, do ass jo och driwwer geschwat ginn, net nëmme bei der Arrivée, mee och schonn am Exportland. Mir kontrolléiere schonn a Kanada. A säit 2016 goufen a Kanada 17 Auditen duerchgefouert, bei deenen d'Resultater an de kanadesche Laboratoiren alleguerte vun der Europäescher Unioun als zefriddestellend klasséiert goufen.

Den Accord ännert näischt, dat muss een och ëmmer erëm widderhuelen, un eiser Gesetzgeebung. Eis Reegele musse weiderhin agehale ginn! An de Principe de précaution, deen ass net nëmmen am Vertrag ageschriwwen, mee de Principe de précaution ass ee Grondprinzip vun der Europäescher Unioun. An d'Kommissioun muss sech asetzen - si ass Gardienne vun den Traitéen -, fir dass dee Prinzip vun der Precaution, dass deen an alle Verträg agehale gëtt.

Sou, elo kommen ech zu där Geschicht vum Investitiounsdeel. Also ech ka mech dat genee erënneren, mir hunn 2015, an ech weess nach d'Nimm vun deenen, dat war de Matthias Fekl fir Frankräich, deen ass herno Inneminister ginn, dee war Trademinister, an et war de Matthias Machnig fir déi Däitsch, mir dräi plus nach e Kolleeg aus Holland an een aus Dänemark, mir hunn eis zesummegesat a mir hunn eis d'Fro gestallt: Wéi komme mer ewech vun deem ISDS?

Dir wësst, den ISDS, dat heescht Investor-state dispute settlement an dat ass e System, deen och elo nach besteet a wou e Staat ka verurteelt ginn, wann e seng Legislatioun ännert an doduerch Investore géifen u Gewënner verléieren. Dat ass dat, wat elo besteet. An do bestinn der nach, mengen ech, dausend de Moment.

An dat ass eppes, vun deem mer wëllen ewechkommen. Dat ass eng Cour d'arbitrage, déi privatrechtlech gefouert gëtt. A wat ass de System, dee mer amplaz setzen? Den ICS. Dat ass en Investitiounsgeriicht oder en Investment-Geriicht. An ech wëll Iech elo emol vläicht hei kloer soen, wat dat Wichtegst do derbäi ass. Dat ass, dass engersäits eng juristesch Sécherheet besteet fir d'Investoren, wa se an e schwieregt Emfeld geroden, dass néideg Infrastrukturen, déi finanzéiert ginn, dass do also Garantië si fir si, wa se investéieren, an dass de Staat, dee se leséiert, dass se do e Schutz kënnen hunn. Awer anerersäits muss de Staat d'Garantie hunn, dass den Intérêt public - ech soen den Intérêt public -, dass en dee kann eegestänneg definéieren. An ech soen Iech elo e puer Punkten, déi net méi méiglech sinn, wa mer eng Kéier den ICS a Kraaft hunn.

Den Droit de réglementer vun de Staate gouf geschützt, andeems d'Argument vun dem erwaarte Profitt als net akzeptabel erkläert gouf. D'Investisseure kënnen déi fiskal Mesuren net um Geriicht contestéieren. Den ICS ka keng staatlech Reglementatioun annuléieren an dierf och d'EU-Recht net interpretéieren. An dat Wichtegst ass och nach vläicht - beim ISDS war dat net de Fall -, dass eng Appellprozedur kreéiert ginn ass.

Also dat heescht: Mir hunn hei wierklech eppes gemaach an der Europäescher Unioun, wat e Virreider elo ka sinn. Souguer ee Virreider, fir et fäerdegzebréngen an der nächster Zukunft, wann de Wëllen do ass, allgemeng gesinn op der Welt, dass een en internationaalt Geriicht ka schafen, wat dann déi dote Reegelen alleguerte géif matdroen. Allerdéngs, mir wëssen zënter 2016, a wat fir enger Welt dass mer liewen, an déi multilateral Approche hei ass net grad geseent.

Vläicht nach e puer Wuert fir ofzeschléissen iwwert de Bilan vum CETA. Also de bilateralen Handel vu Wueren ass an der Unioun ëm 10,3 % gewuess am Verglach zum Duerchschnëtt vun den dräi Joer 2015-2017. An den EU-Iwwerschoss mat Kanada ass ëm 60 % geklommen. Der Europäescher Unioun hir wichtegst Exportartikelen hunn all däitlech zougeluecht: 16 % bei de Maschinnen, 14 % bei den Autoen, 29 % bei de Pharmacieprodukter a 7 % bei den Agrarprodukter.

Bon. Vläicht den Impact climatique, dee jo och ganz wichteg ass. Selbstverständlech, Här Wagner, dat war net méiglech, fir an de CETA d'Paräisser Ofkommes dranzekréien. CETA ass e puer Joer virdrun ënnerschriwwe ginn. Mee et ass awer falsch, wat Der do sot. Et ass kloer, dass am Artikel 24.4 béid Parteien, Kanada an d'Europäesch Unioun, sech engagéiert hunn, den Accord vu Paräis ze respektéieren. Dat steet dran. Dat kënnt Der noliesen. Ech kann Iech deen Artikel ginn, do steet dat kloer dran. An duerfir ass de CETA-Accord och en Accord, wou net méi kann drënnergefuer ginn, wann en Handelsaccord gemaach gëtt. Et gëtt keen Handelsaccord méi, wou mer net de Paräisser Accord vun 2015 respektéieren.

Wat elo Lëtzebuerg ugeet, och do hu verschiddener vun de Leit heibanne jo geschwat, wéi verwuerzelt dass mer och ekonomesch tëscht Lëtzebuerg a Kanada sinn. D'Exporter an och virun allem d'Industrieprodukter sinn an d'Luucht gaangen. Natierlech hunn dovunner vill kleng Betriber och profitéiert, vill Kleng- a Mëttelbetriber.

Kanada ass effektiv ee vun deene wichtegste Partner. An den Export vu Wuere vu Lëtzebuerg a Kanada, do si vill Entreprisen, déi grouss Entreprisen hei sinn, ArcelorMittal, HUSKY, DuPont, Paul Wurth an esou weider, déi wuesse konstant. An zënter 1993, fir Iech dee Chiffer ze soen: Et waren 20 Milliounen Euro am Joer 1993, wat den Export war. A mir sinn elo bei praktesch 100 Milliounen am Joer 2018 ukomm.

Also Kanada ass haut ee ganz wichtege Marché fir d'Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelbetriber. An eis Ambassade, do braucht Der Iech net ze vill suergen ze maachen, Här Kartheiser, d'Ambassade zu Washington an och eist Konsulat zu New York, déi jo fir Kanada zoustänneg sinn, déi maache ganz, ganz vill Aarbecht do. Gutt,

si sinn net sur place. Mee trotzdeem weess all Betrib dat.

An ech maachen dat elo, well Der dat gesot hutt: Gold & Wood, Ceratizit, Circuit Foil, Euro-Composites, Luxcontrol, Paul Wurth, PM-International, SPI Group, Stoll Group, Talkwalker, Tractel Secalt, Artec 3D a souguer d'Bettener Mille sinn alleguerten iwwer eis Ambassade an eise Consulat général zu New York gaangen, fir a Kanada unzekommen. Mir hunn 187 Lëtzebuerger Entreprisen, déi drun interesséiert sinn, fir vun dem CETA-Ofkommes ze profitéieren. Duerfir däerfe mer net soen, dass dat keen Impakt huet op eis Ekonomie, wa mer deen Accord hei ofschléissen.

An duerfir wëll ech och soen zum Schluss, dass eigentlech wéinst den natierleche Synergien tëscht eisen zwee Länner an eise jeeweilegen héich performante Secteuren, mer och een exzellent Investitiounsverhältnis hunn. Eist Land huet 2017, dat sinn déi rezentst Statistiken, déi ech hunn, ongeféier 50 Milliarde kanadesch Dollar, dat sinn 32 Milliarden Euro, a Kanada investéiert. Dat ass schonn e Pak. A mir waren domadder op der drëtter Plaz weltwäit, wat auslännesch Direktinvestitiounen a Kanada ugeet.

Ech kann Iech och nach soen zum Schluss, 2017 hunn d'kanadesch Investissementer am Grand-Duché ronn 77 Milliarde kanadesch Dollar, dat si ronn 50 Milliarden Euro, erreecht, wat Lëtzebuerg op déi drëtt Plaz placéiert huet no de Vereenegte Staaten an no Groussbritannien. An dës Zuel weist, wéi wichteg dass kanadesch Investisseuren och fir eist Land sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister. Den Här Kartheiser wëllt Iech awer nach eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir seng Ausféierungen, déi mech och zum Deel iwwerrascht hunn an hirer Prezisioun an Oppenheet.

Meng Fro ass just déi heiten: Den Här Minister ass elo zum Schluss op déi Situatioun vun eiser diplomatescher Vertriedung an Nordamerika agaangen. An ech ginn him Recht, datt do eng ausgezeechent Aarbecht gemaach gëtt. Dat ass fir mech ganz kloer.

Mee d'Fro ass: Ass dat nach zäitgeméiss, datt mir eng Ambassade hu respektiv ee Generalkonsulat fir d'Vereenegt Staate vun Amerika, fir all déi international Organisatiounen, déi zu Washington sinn, d'Organisatioune vun den amerikanesche Staaten an anerer? An da Kanada, och ee vun eisen NATO-Partner an e ganz wichtege Partner, a Mexiko vun deene selwechten Instanzen ofhänke loossen. A mengen Aen op jidde Fall ass dat einfach net méi zäitgeméiss.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech mengen, wa mer an enger Rei vun afrikanesche Staaten Ambassaden opmaachen, wat och vläicht eng gutt Decisioun ass, ech wëll dat hei net kritiséieren, mee da muss ee sech awer froen, ob mer mat Bléck op Nordamerika net en Dispositif missten opriichten, deen e bësse méi etofféiert ass wéi dat, wat mer am Abléck do hunn.

Merci.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also ech mengen, Här President, dat do maache mer eng aner Kéier. Mir sinn amgaang ze iwwerleeën, ob mer ... Déi éischt Fro ass - Dir wësst dat -, dat ass Irland. Elo, wou Groussbritannien net méi an der Europäescher Unioun ass, misste mer kucken, wéi mer an Irland do Fouss faassen, wat immens wichteg ass. D'Irlänner hunn eng Ambassade bei eis.

Mir hunn de Moment, ech weess net, wivill Ambassaden dass mer haten, Här Kartheiser, wéi Der nach eng diplomatesch Karriär verfollegt hutt, mee et sinn der eng jett méi. A mir hunn d'Zuel vun eisen Diplomate praktesch verduebelt an deene leschten zéng Joer. Mir kënnen do nëmme Schrëtt fir Schrëtt virgoen.

Mee Dir hutt Recht! Ech mengen, wann ee kuckt, mir hunn a Brasilien eng Ambassade opgemaach, wou all Mënsch gesot huet: „A Brasilie brauche mer eng Ambassade fir de südamerikanesche Kontinent, well mer jo am meeschten Attachen do hunn." Dat hu mer och du gemaach. Dir gesitt, dass dat vläicht och elo de Moment net grad ideal ass do. Mee mir hunn awer, wann Der nëmmen un d'Cargolux denkt, a Südamerika immens vill Betrib. A mir mussen eng Presenz hunn do sur place.

Mir hunn nach e Pied-à-terre am Nicaragua, wou mer Entwécklungshëllef gemaach hunn. Dir wësst och, dass dat net ohne ass, wat do geschitt. Also et ass eng Iwwerleeung. Mee ech soen Iech: „Mir kommen elo aus enger Kris eraus." An ech mengen net, dass jiddereen an d'Luucht sprëngt an der Regierung an och net an der Chamber, wa mer elo soen: „Mer musse méi Ambassadë maachen!"

Mir musse vläicht kucken, eis Ambassaden nach méi effektiv ze maachen, och um nordamerikanesche Kontinent. Dat ass immens wichteg! Mee déi Ekippen, déi mer do hunn, déi maachen hiert Bescht. Okay?

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Parole après ministre, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech widderhuele mech. Mir hunn et gëschter gefrot, mir hunn et de Mëtteg nach eng Kéier gefrot, déi gesamt Oppositioun, fir de Projet de loi vum Ordre du jour ze huelen. An dat virun allem wéinst der Form, well et ass definitiv keng Urgence, fir dësen Accord elo haut hei stëmmen ze loossen. Et soll een d'Kris net mëssbrauchen, fir dëse wichtege Projet duerchzeboxen.

D'Regierung huet de Leit duerch d'Deklaratioun vum État de crise d'Recht ewechgeholl fir ze manifestéieren. Zu dësem Projet wëllen awer Dosende vun Organisatioune manifestéieren. Ganz vill Leit wëllen hir Meenung no baussen droen. An dofir si mer fest dovunner iwwerzeegt, datt et haut net dee richtegen Zäitpunkt ass, fir dësen Accord hei ze stëmmen. Dat ass einfach falsch!

D'Majoritéit huet gëschter decidéiert, datt mer en Debat géife féieren. Si huet dat haut nach eng Kéier decidéiert, datt mer en Debat géife féieren. Mir sinn awer weiderhi fundamental der Meenung, datt d'Kris eeben net däerf mëssbraucht ginn, fir déi participativ Demokratie ze verhënneren. Dat gehéiert ganz einfach zu eisen elementaren demokratesche Spillreegelen.

An dofir, Här President, hu mir als CSV decidéiert, fir net um Vott ze participéieren. An dat gëllt och fir deen nächsten Accord, dee mer duerno stëmmen.

Laut Artikel 50.2, sinn ech awer elo grad gewuer ginn, kënne mer dann net heibanne sëtze bleiwen, well wa mer géifen heibanne sëtze bleiwen, géife mer automatesch matstëmmen. Mir ginn also duerfir eraus. Mir wäerten also net um Vott hei participéieren.

Ech soen Iech Merci.

(Les députés du groupe politique CSV quittent la salle pour ne pas participer au vote.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll dat confirméieren, wat d'Madamm Hansen gesot huet. Laut dem Artikel 50.2 vum Chambersreglement zielt den Deputéierten, deen am Sall ass, fir de Quorum a gëtt zu den Abstentioniste gezielt. Mir mussen dann eeben einfach elo kucken, ...

(Interruptions)

Mir mussen dann duerno kucken, ob de Quorum erreecht ass oder net.

Awer den Här Baum freet nach d'Wuert.

Une voix.- Egal wat!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech hu virdrun derfir plädéiert, datt d'Debatt an de Vott solle verluecht ginn. Ech hunn awer och ganz am Ufank gesot, datt mer kéinten averstane sinn, wann de Vott no hanne verluecht gëtt. Elo ze froen, datt d'Debatt an de Vott no hanne verluecht ginn, ass Moutarde après dîner, well d'Debatt huet stattfonnt.

Duerfir géif ech da froen, fir déi Propos, déi am Ufank gemaach ginn ass, fir de Vott zu engem aneren Zäitpunkt ze maachen, fir déi dann och wouerzehuelen. Well déi jo, wéi mer gewuer gi sinn, no räiflecher Iwwerleeung an no enger Ausenanersetzung doriwwer stattfonnt huet, mengen ech, datt dat ënner deenen heite Konditiounen déi beschte Méiglechkeet wier.

Ech mengen, datt et kee gutt Zeechen ass, wann déi gréissten Oppositiounspartei, déi iwwer een Drëttel vun allen Deputéierten hei vertrëtt, net un deem Vott deelhëlt aus Grënn, déi fir mech absolutt novollzéibar sinn an déi ech inhaltlech deelen. Duerfir géif ech proposéieren, datt dee Vott op en aneren Datum verluecht gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dräi ganz kuerz Remarken. Ech hunn hei viru mer den Ordre du jour, deen den 12. Mäerz erauskomm ass. Den 12. Mäerz! Virun der Kris! An op deem Ordre du jour steet fir mëttwochs den 18. Mäerz drop: d'Deklaratioun vum Jean Asselborn an dann d'Projete vum CETA a vu Singapur.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ma dat ass d'aussepolitesch Debatt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wien, ...

D'aussepolitesch Debatt. An da steet do: CETA a Singapur. Dat war fir den 18. Mäerz virgesinn. Also war den Ordre du jour färdeg, fir dat doten ze debattéieren. Wien also hei seet, mir hätten ofgewaart, datt d'Coronakris, vun där hei elo bal insinuéiert gëtt, wéi wa mir se geruff hätten, dass duerch d'Coronakris dëse Projet elo eréischt géif dropkommen, well mir dat elo wéilte vertuschen, dee läit also falsch. Hei ass de Beweis, dass en Ordre du jour do war, wou dat sollt virdrun op den Ordre du jour kommen. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach: Wann d'CSV aus dem Sall geet, da muss si domadder eens ginn!

Une voix.- Jo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass net eis Decisioun. Dat ass d'Decisioun ganz eleng vun der CSV. Si huet déi Decisioun geholl a si muss och domadder eens ginn!

Drëtt Saach: Mir haten am Ufank vun dëser Reunioun proposéiert, e Kompromiss ze maachen. Dee Kompromiss ass ofgeleent ginn. Mir hunn duerfir decidéiert, de Vott haut mat dem Debat ze verbannen. An ech géif och bei där Propos bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, et ass mer emol éischtens eng Freed festzestellen, datt d'ADR heibannen déi gréissten Oppositiounspartei ass.

(Hilarité générale et applaudissement)

Dat gesot, dat gëtt natierlech, ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat gëtt natierlech deem, wat ech soen, e besonnescht Gewiicht. An ech bieden d'Kolleegen, dat dann och esou a Rechnung ze huelen. Mee ech hu ganz gutt dem Här Baum nogelauschtert an och aneren, an ech mengen, mir sinn elo e bëssen an enger anerer Situatioun wéi virdrun, well d'CSV elo aus dem Sall erausgaangen ass.

An ech mengen, dat ass awer eng Situatioun, déi net ganz gutt ass, firwat och ëmmer. Ech mengen, mir sollten all Partei d'Geleeënheet ginn, hei um Vott deelzehuelen. A wann elo awer déi Meenung sech heibanne géif erauskristalliséieren, datt mer de Vott verleeën, da soll et net un eis leien. Mir wären och domadder dann d'accord, fir et der CSV ze erlaben, zum gegeebenen Zäitpunkt matofzestëmmen.

Villmools merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. D'CSV-Fraktioun kann ëmmer erëm erakommen. D'Dieren, déi kënnen och erëm opgemaach ginn. An ech mengen awer, datt mer eeben elo kënnen zum Vott kommen, vu datt de Quorum erreecht ass. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Dofir stëmme mer elo fir d'éischt elektronesch fir déi perséinlech Stëmmen of. An duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7457 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un.

De Vott ass ofgeschloss. Ech bieden elo déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze halen.

Appel nominal (vote par procuration)

Resultat vum Vott ass 31 Jo-Stëmmen, 8 Abstentiounen.

Plusieurs voix.- Nee!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- 8 Nee-Stëmmen. Pardon. Et ass jo esou no hei beieneen. Entschëllegt. Jo, genau.

Plusieurs voix.- 6!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also de Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7457 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Eng ecrasant Majoritéit!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et kann ee sech et och schéischwätzen, Här Mars Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7460. Den Text steet am Document parlementaire 7460[2]. Fir d'éischt déi perséinlech ...

Mir musse fir d'éischt hei emol ...

Plusieurs voix.- D'Dispens vum zweete Vott!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- A jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et sinn zwee Projet-de-loien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott fir de Projet de loi 7457?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da kéime mer elo zum Ofstëmme vum Projet de loi 7460.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7460 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Den Här Haagen feelt nach.

Nee, deen ass elo do. Deen ass do. Jo. Wien e Vote par procuration ofgi wëllt, dee soll dann d'Hand hiewen.

Appel nominal (vote par procuration)

An de Projet de loi 7460 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7458, een Investitiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Singapur an de Projet de loi 7459 ...

(Brouhaha)

... iwwert de Partnerschafts...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Mer hunn nach Motiounen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Och wa se grad net hei sinn, mee ...

Une voix.- Well da geet et méi schnell, wat wichteg ass!

Motions

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Da stëmme mer elo iwwert déi zwou Motiounen

of. D'Motioun Nummero 1, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een eppes zu där Motioun soen? Den Här Yves Cruchten.

Motion 1

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Ech hoffen, dass d'Kolleege mech dann elo dobaussen héieren. Also ech wëll soen, déi Motioun Nummer 1, déi deposéiert gouf vun der Madamm Reding an déi jo och d'Ënnerschrëfte vun enger Partie vun hire Parteikolleegen dréit, ech mengen, dass déi ganz gutt ass, dass se genau an déi Richtung geet, wéi mir dat och gesinn.

Mir sollen effektiv vigilant bleiwe bei der Mise en œuvre vum Accord. Ech mengen, dat kann een nëmmen ënnersträichen. An och drop Uecht ginn, dass déi Normes environnementales, sanitaires, phytosanitaires et sociales, déi mer hei an Europa hunn, dass déi am Kader vum CETA-Accord agehale ginn. Ech mengen, ech kann de Kolleegen nëmme recommandéieren, d'Motioun Nummer 1 ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, zur Motioun Nummer 1 vun der CSV, déi d'Madamm Reding deposéiert huet: Mir kënnen eis net dëser Motioun ralliéieren. Aus verschiddenen Ursaachen. Do gëtt et schonn ee Considerant, deen eng Affirmatioun mécht, mat där mir net einfach esou kënne liewen. « Rappelant les bénéfices du libre-échange pour l'emploi et l'économie luxembourgeois et européens. » Dat ass eng gewot Ausso. Doriwwer kéint ee stonnelaang diskutéieren, inwiefern dat Benefisser hat a fir wien och nach a fir wien net. Dat heescht, do ass schonn e formale Feeler dran an eisen Aen.

An duerno bei den Invitten, fir duerno en „tribunat multilatéral des investissements comme institution internationale permanente" anzeféieren. Also wa mir scho soen, datt innerhalb vun deem Accord, dee mer elo grad leider ugeholl hunn, datt mer géint esou en Investissoreschutz a géint sou e Mechanismus sinn, da si mer och géint sou e Mechanismus op internationalem Niveau.

Ech hat net d'Méiglechkeet, fir wierklech drop anzegoe mat deenen zéng Minutten. Mee a Wierklechkeet ass dat …, et kéint ee vill iwwert déi Mechanisme soen. Zurzäit, déi, déi mer och kennen, an déi, déi och am CETA virgesi sinn, déi favoriséiere ganz kloer d'Entreprisen an d'Investisseuren au détriment vun de Staaten. Egal wat een dozou mengt.

An, wa mer och nach sou eppes op internationalem Niveau géife bréngen, däerf een net vergiessen, datt zemools déi äermste Staaten op der Welt, …

(Brouhaha)

… déi Staaten, wou déi ekonomesch Struktur am mannsten entwéckelt ass, dorënner wäerte leiden, well déi emol net onbedéngt d'Ressourcen hunn, fir sech géint den Drock vun de Multinationalle kënnen ze verteidegen.

An datt se sech et warscheinlech vläicht och wäerten zwee- bis dräimol iwwerleeën, ob se iwwerhaapt eng Decisioun treffen, aus Angscht, si kéinte vun enger Entreprise virun esou e Geriicht gezu ginn, wéi dat zum Beispill och de Fall ass mat Rumänien, wat verklot gëtt iwwer esou e Schidsgeriicht, justement vun enger kanadescher Goldentreprise, déi alles verpescht an enger Géigend, an déi kanadesch, déi kanadesch, déi léif kanadesch Goldentreprise, déi wëllt Rumänien zu 4 oder 6 Milliarden Euro - ech weess net méi, et ass esou e Montant - verkloen. Wie gewënnt um Enn? Dat weess een net esou richteg! Mee op jiddwer Fall ass d'Bier nach guer net esou geschielt.

(Brouhaha)

D'Bier ass nach guer net sou geschielt! Dat heescht, hei sinn och vill Saachen erzielt ginn iwwert déi Schidsgeriichter, déi net stëmmen. An dofir, dat, wat schlecht ass op regionalem Niveau, ass och schlecht op internationalem Niveau. Dofir wäerte mer dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Déi Motioun 1 vun der CSV, déi kënne mir bal ganz matdroen. Mir géifen, wann d'CSV hei wär, zwou Textännerunge proposéieren. An zwar aus juristesche Grënn. An deem zweete Considerant géife mir soen: « Rappelons l'entrée en vigueur provisoire du CETA au 21 septembre 2017 » an do de Saz ophalen. An an deem nächste Considerant géife mer soen: « Rappelons que l'entrée en vigueur entière est définitive », einfach aus juristeschen Iwwerleeungen, wéi mer et virdrun an eiser Interventioun och gesot hunn.

An där Fassung, wéi d'Motioun 1 am Abléck virun eis läit, wäerte mir eis enthalen, well se eeben net komplett an eisen Aen der Realitéit entsprécht. Awer wat d'Richtung ugeet, droe mer se natierlech mat. Mir enthalen eis just beim Vott.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Dann hat den Här Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, ech bedaueren nach ëmmer, dass d'Kolleegen, déi d'Auteure vun där Motioun sinn, elo net hei sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, dat hate mer nach ni.

Une voix.- Jo.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dann hätte si kënnen dorobber reagéieren. Ech mengen, dass et awer aus Fairness vis-à-vis vun hinnen ubruecht wär, dass mer déi Motioune géifen, déi zwou Motiounen dann, an eis Kommissioune schécken, déi betreffe jo och meng Kommissioun, wou ech President sinn, da kënne mer och do nach eng Kéier driwwer diskutéieren. Zemools wann et just u klengen Textännerunge géif leien.

Une voix.- Ze fein. Ze fein!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ganz d'accord, Här President. Ganz d'accord!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen, fir déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi des motions 1 et 2 en commission

Wien ass d'accord, fir déi zwou Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen, aus Fairness zu den Auteuren?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da sinn déi zwou Motiounen, d'Motioun 1 an d'Motioun 2, an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de Mme Viviane Reding et la motion 2 de M. Paul Galles sont renvoyées à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, hei ass zwar eppes, wat mer nach ni erlieft hunn.

(Interruptions)

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dass een eng Motioun abréngt a selwer net do ass, fir driwwer ofzestëmmen. Dat ass remarkabel, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, et muss alles eng Kéier fir d'éischt am Liewe sinn, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wat gelift?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et muss alles eng Kéier fir d'éischt am Liewe sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, Dir hutt Recht. Dir hutt Recht! Ech kann Iech nëmme Recht ginn. Mee et ass awer remarkabel. Remarkabel ass dat falscht Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O wéi Recht hutt Der, Här Di Bartolomeo.

M. André Bauler *(DP).*- Et ass ausserge-wéinlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An domadder kënne mer elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, nämlech dem Projet de loi 7458 an dem Projet de loi 7459 iwwer en Investitiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Singapur, an dem Projet de loi 7459 iwwer ee Partenariats- a Kooperatiounsofkommes tëschent der Europäescher Gemeinschaft a Singapur. An ech géif d'Wuert ginn un den honorabelen Här Yves Cruchten, dee fir d'Rapportrice vun deenen zwee Projet-de-loien, d'Madamm Lydia Mutsch, schwätzt. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee, nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, mécht d'Lydia dach de Rapport?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Entschëllegt, Här President, dass ech eng Kéier kuerz agräifen. Do ass eng Konfusioun. D'Madamm Mutsch mécht selbstverständlech hire Rapport selwer.

Ech hat gefrot, fir virun hir eng Kéier kuerz d'Wuert ze kréien. Et ass och wierklech nëmme fir eng Minutt. Ech wollt dervu profitéieren, fir eng Resolutioun hei ofzeginn, eranzereechen, déi mer net haut sollten diskutéieren, mee wou mer vläicht muer eng gutt Geleeënheet hätten, fir doriwwer ze schwätzen, an déi d'Ënnerschrëft vun alle Fraktiounen dréit, also de breede Konsens. Se ass undiskutéiert ginn an der aussepolitescher Kommissioun.

An et geet drëms, eng Resolutioun ze huelen iwwert d'Situatioun op de lëtzebuergesche Grenzen. Si huet zwou Säiten. Si ass eng Kéier op Franséisch verfaasst, esou wéi mer dat hei meeschtens maachen, mee aus gegeebenem Anlass hu mer och, an net ouni Grond, nach eng däitsch Kopie derbäigeluecht. Villmools merci!

Résolution

La Chambre des Députés,

- réaffirmant que l'espace Schengen, un des grands acquis de l'Union européenne (UE) et expression de nos libertés, doit être protégé à tout prix ;

- rappelant que la mise en œuvre des règles de l'espace Schengen implique l'élimination des contrôles frontaliers au sein de l'espace et un renforcement des contrôles frontaliers aux frontières dites « extérieures » ;

- considérant que la pandémie liée au Covid-19 ne connaît pas de frontières et que le virus ne peut être endigué par la fermeture d'une frontière ;

- considérant que plusieurs États membres de l'UE ont procédé à la fermeture de leurs frontières ou ont réintroduit des contrôles aux frontières intérieures ;

- considérant que plusieurs points de passage frontaliers entre le Luxembourg et l'Allemagne restent encore fermés ;

- estimant que les contrôles aux frontières et les restrictions en matière de circulation doivent rester proportionnés et exceptionnels et en conformité avec les dispositions légales existantes, et que la liberté de circulation doit être rétablie dans son intégralité dès que possible ;

- soulignant l'importance de permettre aux travailleurs frontaliers de continuer à franchir les frontières, notamment les travailleurs en première ligne dans la lutte contre le Covid-19, ainsi qu'à retourner dans leur pays d'origine sans entrave ;

- soulignant aussi qu'il demeure de la plus haute importance de maintenir les frontières intérieures de l'UE ouvertes aux marchandises ;

- estimant qu'un retour coordonné à un espace Schengen de libre circulation pleinement opérationnel, sans contrôle aux frontières intérieures, devrait constituer un élément indispensable de la stratégie de sortie de crise ;

- estimant qu'il faut idéalement éviter des quarantaines à l'entrée d'un territoire d'un État membre pour des citoyens de l'UE ;

- saluant l'engagement du Gouvernement et d'un grand nombre d'acteurs en faveur d'une réouverture des frontières et le rétablissement des règles de l'espace Schengen ;

- rappelant que l'Europe sans frontières est vécue au quotidien par plus de 11,5 millions de citoyens dans la Grande Région, que notamment plus de 240.000 travailleurs y traversent tous les jours les frontières pour rejoindre leur lieu de travail respectivement que des milliers d'étudiants poursuivent leurs études à l'échelle transfrontalière,

décide

- d'intervenir auprès des parlements de nos pays avoisinants et de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois,

- de maintenir des relations étroites avec les parlements nationaux de nos pays voisins en vue d'établir un dialogue constructif sur la situation aux frontières et de permettre à chercher des solutions pragmatiques en la matière,

- de continuer à s'engager au sein des enceintes interparlementaires, notamment le Conseil parlementaire interrégional et l'Assemblée interparlementaire Benelux, au sujet des frontières et à soutenir leurs efforts pour trouver des solutions appropriées.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner, Claude Wiseler.

Entschließung

Die Abgeordnetenkammer,

- unterstreicht, dass der Schengenraum, eine der großen Errungenschaften der Europäischen Union (EU) und Ausdruck unserer Freiheiten, und die damit verbundenen Rechte um jeden Preis geschützt werden müssen;

- weist darauf hin, dass die Umsetzung der im Schengenraum geltenden Regeln die Abschaffung von Grenzkontrollen innerhalb des Schengenraumes und verstärkte Kontrollen an seinen Außengrenzen beinhaltet;

- weist darauf hin, dass die Covid-19-Pandemie keine Grenzen kennt und nicht durch Grenzschließungen eingedämmt werden kann;

- nimmt zur Kenntnis, dass mehrere EU-Mitgliedstaaten innerhalb des Schengenraumes Grenzschließungen vorgenommen und Grenzkontrollen eingeführt haben;

- stellt fest, dass einige Grenzübergänge zwischen Luxemburg und Deutschland zu diesem Zeitpunkt immer noch geschlossen sind;

- ist der Ansicht, dass Grenzkontrollen und Einschränkungen der Bewegungsfreiheit nur in Ausnahmesituationen zulässig sind. Sie müssen verhältnismäßig zu den angestrebten Zielen sein und im Einklang mit geltendem Recht stehen. Der freie Personen- und Warenverkehr müssen so schnell wie möglich vollumfänglich wiederhergestellt werden;

- unterstreicht, wie wichtig es ist, Berufspendlern weiterhin die uneingeschränkte Ein- und Ausreise zu ermöglichen. Dies gilt insbesondere für die Berufsgruppen, die im Kampf gegen das Covid-19 an vorderster Front stehen;

- unterstreicht ebenfalls die überragende Bedeutung des freien Warenverkehrs innerhalb des Schengenraumes;

- ist der Ansicht, dass eine geordnete Rückkehr zu einem uneingeschränkt funktionierenden Schengenraum und zum Respekt des freien Personen- und Warenverkehrs ein unabdingliches Element der Ausstiegsstrategie aus der Covid-19-Krise darstellen sollte;

- ist der Ansicht, dass Quarantänen für EU-Bürger bei der Einreise in einen Mitgliedstaat idealerweise vermieden werden sollten;

- begrüßt das Engagement der Regierung und zahlreicher anderer Akteure für eine Öffnung der Grenzen und die Wiederherstellung der Regeln des Schengenraumes;

- weist darauf hin, dass das grenzenlose Europa täglich für mehr als 11,5 Millionen Bürger in der

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Großregion eine gelebte Realität darstellt, dass mehr als 240.000 Grenzpendler die Grenzen täglich übe hmen und ihnen die Bedenken der Luxemburger Abgeordneten zu übermitteln;

- enge Beziehungen zu den Parlamenten unserer Nachbarländer zu pflegen im Hinblick auf einen konstruktiven Dialog bezüglich der Situation an den Grenzen und einer pragmatischen Lösungsfindung;

- sich weiterhin im Rahmen der interparlamentarischen Zusammenarbeit, insbesondere im Interregionalen Parlamentarierrat und im Benelux-Parlament, für offene Grenzen einzusetzen und die Bemühungen dieser Institutionen, geeignete Lösungen zu finden, zu unterstützen.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

6. 7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

An da geet d'Wuert un d'Rapportrice vun deenen zwee Projets de loi 7458 a 7459.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Jo, da kommen, Här President, also elo déi zwee Projeten, op déi zum Deel bei der Diskussioun vu virdru scho Referenz gemaach gi war, nämlech déi Accorde mat Singapur, déi mir ratifizéiere sollen. Dat ass engersäits den Accord de partenariat et de coopération, APS, an anerersäits den Accord de protection des investissements, API, tëscht der EU a Singapur.

Déi zwee Accorde mussen zesumme mam Accord de libre-échange vun der EU gekuckt ginn. Dee gouf am Oktober 2018 am Fong zäitgläich ënnerschriwwen. Zesummegeholl erlaben déi doten Accorden eng besser Kooperatioun a méi enk Relatioune mat Singapur, sollen awer och méi generell e Baustee si fir en erweiderten Engagement a Südostasien, mat den ASEAN-Länner.

Si si gläichzäiteg en Engagement fir eng verstäerkt Kooperatioun an en internationalen Handel, deen op Reegele baséiert, klore Reegelen a Standarden, an deen dann och dës Reegelen a Standarde schützt a verbreet.

Innerhalb vun der ASEAN, déi, global gesinn, deen drëttgréisste Partner vun der EU ass, ass Singapur bäi Wäitem dee wichtegste Partner.

Ugangs war e regionalen Handelsaccord mat den ASEAN-Länner ugeduecht, mee et koum dunn d'Autorisatioun vum EU-Conseil 2007, fir an dëse Verhandlungen och d'Méiglechkeet virzegesinn, se bilateral ze féieren, wann e regionalen Accord an enger éischter Zäit net direkt ëmsetzbar wier. Op där Grondlag huet d'Kommissioun iwwert déi lescht Jore bilateral Verhandlunge mat sechs ASEAN-Länner gefouert. 2011 ass dee Mandat ausgeweidert ginn, fir den Investitiounsschutz derbäizesetzen. Am Oktober 2014 goufen d'Verhandlunge fir den API mat Singapur ofgeschloss.

Vu dass mer elo de CETA-Accord virun e puer Minutte gestëmmt hunn, spréngt natierlech een Ënnerscheed direkt an d'A. De CETA englobéiert och den Investitiounsschutz, wärend et am Fall vu Singapur zwee getrennt Accorde sinn. Déi Spléckung vum Accord huet hir Originnen an engem Avis vum Europäesche Gerichtshaff vum Mee 2017, dee beseet, dass d'EU exklusiv Kompetenz fir all Matièrë vum Accord huet, ausser wat déi net direkt Investissementer an de Règlement des différends ugeet. Et gouf doropshin d'Decisioun geholl, all zukünfteg Accorden an zwee ze splécken. An esou ass et dozou komm, dass d'Chamber leedeglech den API ze ratifizéieren huet.

Den ALE ass och scho provisoresch a Kraaft. Den API muss vun allen EU-Memberstaate ratifizéiert ginn. Bis elo huet dat just Lettland gemaach. Dat heescht, an deem Fall wier Lëtzebuerg eent vun deenen éischte Länner am Peloton. Deen Accord ersetzt 13 bilateral Investitiounstraitéë vun EU-Memberstaate mat Singapur. Domat hu mer elo e modernt a kohärent Reegelwierk, dat fir alleguer d'Memberstaate gëlle soll.

Den API huet zwee Haaptziler: engersäits d'Handelsrelatiounen ze stäerken an anerersäits e méi stabillt a berechenbaart Klima fir Investissementer tëscht deenen zwee Partner ze schafen, dat duerch Reegelen, déi Investoren aus der EU en héijen Niveau u Schutz gewärleeschten. Dat ass ëmmer eng vun deenen éischte Prioritéiten.

Gläichzäiteg assuréiert den Accord awer och d'Recht vun den EU-Memberstaaten, fir nei Gesetzer am Intérêt public ze maache respektiv existéierend Gesetzer à jour ze setzen.

Fir Lëtzebuerger Investisseuren heescht dat, dass se elo méi Sécherheet an och méi Berechenbarkeet hunn, wa se an de Marché vu Singapur investéieren. Den Accord garantéiert, dass d'Regierung vu Singapur si fair behandelt, se net par rapport zu den nationalen Investisseuren diskriminéiert an hinnen elementar Garantië gëtt, déi sougenannte Standards of Investment Protection.

Gläichzäiteg gëtt och Lëtzebuerg fir Investisseuren aus Singapur natierlech vill méi interessant. Genee wéi am CETA gesäit och dësen Accord den neien Investment Court System vir. Och doriwwer war d'éinescht scho geschwat ginn, dofir halen ech mech och kuerz. Ech hunn deen Debat och kënne suivéieren. Permanent Jugen, deenen hir Objektivitéit an Onofhängegkeet garantéiert ass, ëffentlech Hearingen a Publikatioun vun allen Dokumenter, fir en héijen Niveau un Transparenz ze garantéieren, kloer Konditiounen, wéini en Investisseur e Staat verkloe kann, an eng Cour d'appel, wou Decisiounen ugefecht kënne ginn, wa se contestéiert sinn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt wéi gesot just nach Accorde mat deem System. D'Hoffnung ass, dass à moyen oder à long terme genuch Länner dëse System akzeptéieren a mer dann, op Basis vun eeben deene Prinzippie vum ICS, e multilateraalt Geriicht fir Investissementer op d'Bee kënne stellen.

Loosst mech elo nach kuerz eppes zum APS soen! Deen Accord gouf 2013 ënnerschriwwen an ass dee véierte vu senger Zort mat den ASEAN-Länner, no Indonesien, de Philippinnen an dem Vietnam. Esou Accorden änneren näischt um legislative Plang, mee si kreéieren e Kader, fir d'Kooperatioun um politeschen, wirtschaftlechen a sektorielle Plang tëscht der EU a Singapur an enger ganzer Rëtsch vun Domänen ze institutionaliséieren an domadder och ze verstäerken.

Dat ass zum Beispill a Saachen Antiblanchiment, der Energie oder der Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit de Fall. En ëmräisst u sech e méi generelle Kader, wougéint den ALE an den API méi spezialiséiert Accorden an deem grousse politesche Gesamtkader sinn.

Dir wësst heibannen, dass mir als Land eng ganz enk Relatioun mat Singapur hunn. Et fanne reegelméisseg Visitte statt. An och ass schonn oft an d'Vitrinn gestallt ginn, dass Singapur fir eis e bedeitenden Handelspartner ass, virun allem wat d'Servicer ugeet. Et sinn och eng ganz Rei Lëtzebuerger Entreprisen a Singapur implantéiert, dat virun allem am Telekommunikatiounsberäich, awer och an der Logistik, an de Services financiers an ëmmer méi an der Informatik. Dozou kommen 118 Lëtzebuerger Betriber, déi elo schonn a Singapur exportéieren. Dat sinn der jo awer schonn eng Rëtsch!

Fir Lëtzebuerg ass den Artikel 30 vu besonnescher Relevanz an dofir wëll ech och doriwwer schwätzen, well hei geet et drëms, eng méi enk Kooperatioun an den Domäne vun der Wëssenschaft an der Technologie ze erlaben. 2016 huet Lëtzebuerg am Kader vun enger Visitt vum Premier zu Singapur eng ganz Rei bilateral Accorden tëscht Fuerschungsinstituter an deenen zwee Länner ofgeschloss, dëst ganz spezifesch tëscht dem Fonds national de la recherche an der National Research Foundation. Dësen Accord erlaabt de Finanzement vu gemeinsame kollaborative Fuerschungsprojeten an Domänen, wou gemeinsam Interête fir déi zwee Länner bestinn. Am Kader vum Accord tëscht der EU a Singapur gëtt esou eng Zesummenaarbecht elo encouragéiert, facilitéiert an eeben och institutionaliséiert.

Fir d'Weiderféiere vun deene Bezéiungen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn tëscht eisen zwee Länner, ass d'Ratifikatioun vun dësen Accorden also schonn eng wichteg Geschicht. Singapur huet gewëssen Anlechkeete mat Lëtzebuerg. Et ass e klengt Land mat enger extreem oppener Wirtschaft an engem ganz héije Liewensstandard. Op internationalem Plang si si a ville Rankinge gutt positionéiert, zum Beispill wat d'Perceptioun vu Korruptioun ugeet oder och den Développement humain. Oder och, an dat wësse mer, als héichwäertege Standuert fir auslännesch Direktinvestitiounen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Singapur ass, genee wéi Lëtzebuerg, e leidenschaftleche Verteideger vum Multilateralismus an enger Welt, déi op Reegele baséiert. Innerhalb vun der ASEAN plädéiere si fir eng méi staark Integratioun a sinn am Moment och de Coordinateur, fir d'Relatiounen tëscht der EU a Südostasie weider ze verstäerken.

Allerdéngs - an elo kënnt et, an dat wësse mir och heibannen - huet Singapur och seng manner schéi Säiten. A Saache Mënscherechter loosse si dach ze wënschen iwwreg. D'Fräiheet vun der Press, d'zivill a politesch Fräiheeten, notamment d'Libertés d'expression et de réunion pacifique, si staark an deem Land ageschränkt. D'Doudesstrof gëtt nach praktizéiert an d'Rechter vun den LGBTI-Communautéiten a -Persoune si ganz limitéiert. Lauter Saachen, déi eis hei zu Lëtzebuerg ganz um Häerz leien.

Gläichzäiteg muss ee soen, dass Singapur um Niveau vun der UNO ganz aktiv ass, wat sozial, ökonomesch an ökologesch Rechter ugeet. Sou si si ënner anerem am Domän vum Assainissement eng dreiwend Kraaft. Och dat dierf hei roueg gesot ginn.

Et ass aus all deene Grënn wichteg, dass den Artikel 23 (2.c) en Dialog iwwert d'Mënscherechter virgesäit, wou déi Problemer och ugeschwat kënnen a musse ginn. Et ass an deem Zesummenhang ze notéieren, dass den Artikel 44 d'Méiglechkeet virgesäit, souwuel den APS wéi och den ALE am Fall vu grave Mënscherechtsverletzunge carrement ze resiliéieren. Dat fir de Fall, wou Consultatioune béidersäits keng Verbesserung vun der Situatioun géife mat sech bréngen.

D'Bestriewen, fir e regionalen Accord ofzeschléissen, ass weiderhin do. Am Mäerz 2017 hat d'EU d'Verhandlunge mat deenen zéng ASEAN-Memberen erëm opgeholl. Déi Demarche huet bis elo awer nach kee konkreet Resultat bruecht. Dësen Effort koum am Kontext vun der Annonce vum amerikanesche President, dass sech Amerika aus de Verhandlunge fir de sougenannte Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement géif zréckzéien. Vu dass Amerika sech allgemeng a progressiv souwisou aus der Regioun zréckgezunn huet, kéint den Engagement vun der EU mat ASEAN ëmsou méi wichteg sinn, dëst och fir enger elengeger Dominanz vu China e bësse mat entgéintzewierken.

Bon, dat sinn d'Explikatioune ronderëm dës Projeten, déi ech lech wollt mat op de Wee ginn. Gläichzäiteg wollt ech Merci soen an och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dëse Projete mat op de Wee ginn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänken domat un, selbstverständlech der Rapportrice Merci ze soe fir de schréftleche Rapport, dee mëndleche Rapport. Si huet souwuel déi méi schwiereg Säite wéi déi positiv Säite vun deenen Accorden hei absolutt richteg beschriwwen. A fir dëse Rapport gëllen och eng ganz Rei vun deene Remarken, déi vum Prinzip aus d'Madamm Reding fir de CETA virdru gemaach huet, an déi ech net wëll nach eng Kéier ganz widderhuelen.

Et geet engersäits ëm den Accord de protection vun den Investissementer an anerersäits ëm en Accord de participation et de coopération tëschent Europa, der Europäescher Unioun a Singapur.

Fir mech ass et evident, datt Asien haut schonn, mee nach weesentlech méi an Zukunft, ee wichtege Partner wäert sinn, net nëmme wat den Handel ugeet, net nëmme wat de Commerce ugeet, mee och wat d'politesch Kooperatiounen ugeet. An do musse mer, esou wéi dat an deene leschte Joren ugefaangen huet, eis an deenen nächste Joren als Europäer, als Lëtzebuerger weesentlech méi nach ëmstellen.

Mee Asien an dee ganze Raum a Südostasien ass e komplizéierten an ass haaptsächlech en diversifizéierte Raum, wou ee ganz gutt muss op déi Sensibilitéite vun deenen engen an deenen aneren oppassen. Vill perséinlech Erfarungen, déi ech dohannen hunn, weisen, datt de perséinleche Kontakt, déi Relatiounen, déi een op Basis vu Méint a Jore mat de Leit dohannen opbaut, weesentlech sinn, fir dat opzebauen, wat an deene Länner vun Asien esou wichteg ass. An dat ass dat Vertrauensverhältnis lues a lues kënnen ze kreéieren, dat dann och hëlleft, souwuel politesch wéi wirtschaftlech Relatiounen ze verdéiwen.

An dofir ass et, mengen ech, am fundamentalen Interêt vun der Europäescher Unioun, esou Accorde wéi déi hei ze ënnerschreiwen, well et kloer ass, datt mer hei e juristesche Kader setzen, deen eis erlaabt, déi Relatioune méi verlässlech ze maachen, deen eis och erlaabt, e klore juristesche Kader ze schafen, deen d'Zesummenaarbecht vereinfacht.

Et ass a mengen Ae wichteg, datt d'EU esou Initiative wéi déi hei hëlt. Haaptsächlech an enger Zäit, wou, wéi mer et scho virdru gesot hunn, déi multilateral Instrumenter, déi fir eis jo säit Joerzéngte weesentlech sinn, awer an deene leschte Méint extreem geschwächt gi sinn. Ob dat elo d'WTO ass, ob dat d'Nationunië sinn oder ob dat d'WHO an deene leschte Wochen och ass, wou haaptsächlech duerch de Comportement, deen d'amerikanesch Regierung par rapport zu deene multilateralen Organismen un den Dag geluecht huet, an awer och deels, dat wëll ech och soen, notamment bei der WTO, duerch eng abusiv Interpretatioun, déi notamment och China vun de WTO-Reegelen an deene leschte Jore gemaach huet, mer awer eng Schwächung vu multilateralen Instrumenter leider - an ech soe wierklech „leider" an ech hoffen, datt et geschwënn och erëm an déi aner Richtung geet - einstweile kennen.

An dofir ass et fir mech absolutt weesentlech, datt d'EU sech och bilateral Instrumenter gëtt, fir u sech de Commerce, den Handel kloer ze reegelen a fir déi Relatiounen op méi zolidd Féiss, hei an dësem Fall dann op bilateral zolidd Féiss ze setzen.

Dat hei sinn Ofkommessen, déi de politeschen Dialog klarifizéieren, déi och d'Kooperatioun klarifizéieren, mee och Domänen net scheien unzegoe wéi de Blanchiment, wéi Ëmwelt, wéi Klima, wéi nei Technologien, wéi Transport, wéi Justiz an déi dann och kloer an däitlech e Raum schafen, fir Froen a Problemer am Kader vun den Droit-de-l'hommen a vum État de droit zumindest kloer an däitlech unzeschwätzen. An dat ass fir eis och wichteg.

Par ailleurs ass et och esou, datt vun enger eleng Lëtzebuerger Perspektiv aus et evident ass, datt et an eisen Aen e gudden a weesentlechen Accord ass, well eis Relatioune mat Singapur dach staark an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, haaptsächlech an notamment am Fongesecteur.

Also d'Konklusioun, déi ech heiraus zéien, am Numm vu menger Fraktioun, datt mer d'accord si mat deem Text an deen Text also eisen Accord fënnt. Dat ass déi éischt Konklusioun.

Déi zweet Konklusioun, dat ass awer déi selwecht wéi virdru beim Text vum CETA. Mir soe ganz kloer, wéi mer par rapport zu dësem Text stinn. Mee op där anerer Säit soe mer awer och ganz kloer, datt mer net der Meenung waren, datt dësen Text haut hätt sollen an der Diskussioun an am Vott op den Ordre du jour kommen, well eng ganz Rei Leit, wéi beim Text virdrun, dergéint sinn, a well mer mengen, datt een dofir deen Text hätt sollen an enger Zäit ofstëmmen, wou och déi Leit an enger ausserparlamentarescher Oppositioun déi Fräiheet, déi d'Constitutioun hinne garantéiert, hätte kënne kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen, fräi manifestéieren, fräi op hir Aart a Weis hir Meenung ausdrécken. Dat hu se momentan net. Dat hu se aus verständleche Grënn momentan net.

An dofir ass et fir eis och onverständlech gewiescht, datt d'Regierung insistéiert huet, fir haut dësen Text ze diskutéieren an ofzestëmmen. An dofir wäerte mer genau dat selwecht maache wéi beim Text virdrun, wéi beim CETA: net matstëmmen an de Sall verloossen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann direkt ukënnegen, datt d'DP de Sall net wäert verloossen an heibanne wäert bleiwen, well et fir eis awer ganz wichteg Gesetzer sinn, déi zwee, déi eis hei elo vun der Madamm Mutsch presentéiert goufen. Duerfir och e Merci fir déi Rapporten.

Sécher, jo, iwwer Singapur kann ee sech vill Gedanke maachen. Singapur, e Land, wat 1965 onofhängeg ginn ass vu Malaysia, wat e ganz aarmt Land ass a wat haut e ganz héije Liewensstandard duerstellt; eent vun deene räichste Länner net nëmmen an Asien, mee op der Welt. Sécher wësse mer och, datt virun allem d'Mënscherechter do net onbedéngt ëmmer esou traitéiert ginn, wéi dat an eise Standarden de Fall ass. Et si Leit, déi huele fir Singapur den Term „illiberal parlamentaresch Demokratie". Dat ass keen neien Term, well dee gëtt

entre-temps och ewell fir e Memberstaat vun der Europäescher Unioun gebraucht, wat dee Staat allerdéngs, mat Sécherheet, net onbedéngt éiert.

Mir wëssen, datt et grouss Problemer a Singapur gëtt. Ech wëll just op ee Punkt hiweisen: Wann Der lech zu Singapur zu méi wéi dräi Leit wëllt versammelen, da braucht Der eng staatlech Lizenz! Dat seet also scho ganz villes aus.

Elo ass natierlech d'Fro: Solle mer mat esou Länner an de Kontakt trieden, jo oder neen? Mir sinn awer éischter der Meenung: Jo, et soll een de Kontakt sichen, et soll een den Dialog sichen, well aus deem Dialog kann awer och eppes Positives entstoen.

Engersäits, wéi gesot, deen Accord, wou et ëm Investissementsschutz geet. Do kann een natierlech direkt erëm d'Parallell och zum CETA hierstellen. Wat fir eis wichteg ass, ass, datt eeben och do deen ICS geschafe gëtt, well domadder eeben eng kloer, däitlech Juridictioun no rechtsstaatleche Prinzippie virgesinn ass.

An da vläicht kuerz e Wuert nach iwwert deen zweeten Accord iwwert de Partenariat an d'Kooperatioun. Do sinn awer eng Rei interessant Artikelen dran. Ech soen den 19, de 34, de 36.

Et geet, ënner anerem, ëm d'Migratioun. Et geet, ënner anerem, ëm de Klimaschutz. An et geet virun allem och ëm d'Santé. A wat do ganz interessant ass: Et steet wuertwiertlech, ech mengen, et ass den Artikel 36, wou et ëm d'Santé geet, dran, datt och am Kader vu Pandemië soll méi enk zesummegeschafft ginn. Et mengt een also scho bal, déi Leit wieren hirer Zäit viraus gewiescht.

Et gesäit een also, datt et awer wichteg ass, datt een och Länner, déi zwar vun dem territorialen Aspekt hier gekuckt kleng sinn, also véiermol méi kleng wéi Lëtzebuerg, awer mat iwwer fënnef Milliounen Awunner, trotz deenen negativen Aspekter, déi een net kann ignoréieren, awer soll matrespektéieren. Duerfir si mer och der Meenung, mir sollen och an Zukunft den Dialog mat esou Länner sichen. An, dat huet d'Madamm Rapportrice och schonn hei richteg bemierkt, datt jo awer, wann elementar Mënscherechter zum Beispill net respektéiert ginn, datt dat Ursaach genuch ass, fir esou Accorden dee Moment och ze resiliéieren.

Bref, ënnert dem Strëch, selbstverständlech begréisse mer als Demokratesch Partei déi zwee Accorden a wäerten och eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Graas. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom CETA schwätze mer dann elo iwwert de Fräihandelsaccord mat Singapur. An och wann ee keng zwee Fräihandelsaccorden tel quel matenee vergläiche kann, sinn déi zwee Dossieren an hirer Entwécklung enk matenee verknäppt. Also géif ech dann och der Rapportrice villmools Merci soe fir hire Rapport an déi Lienen, déi se gemaach huet, virun allem och déi Problemer, déi se ugeschwat huet am Rapport, awer dann och den Ausbléck, wéi een iwwert d'Kooperatioun an d'Zesummenaarbecht ka versichen, déi Problemer och am Dialog ze léisen.

Et gëtt, wat de Fräihandelsaccord ubelaangt, staark Parallellen zum CETA, déi mech och derzou verleeden, dat ze widderhuelen, wat ech virdrun am Kader vum CETA-Accord scho gesot hunn. Dat selwecht gëllt: Wann déi gréng dësen Accord ausgehandelt hätten, da géif och dësen Accord aneschters ausgesinn.

Mir schwätzen hei erëm iwwer en Traité, deen e Volet huet, dee reng an EU-Kompetenz ass, an ee Volet, wou déi national Parlamenter hir Kompetenz halen. An, wéi d'Madamm Rapportrice och scho gesot huet, gëtt et hei een elementaren Ënnerscheed par rapport zum CETA an dat ass eeben d'Aart a Weis, wéi den Traité opgestallt ginn ass.

No den Onsécherheeten an Onkloerheete mam CETA um Niveau vun de Kompetenzen tëscht EU a Memberstaaten am Ratifikatiounsprozess, ass d'Decisioun geholl ginn 2017, fir all zukünfteg Fräihandelsaccorden ze splécken, also een Accord ze maachen, dee reng an der Kompetenz vun der EU läit, an een Accord, dee reng iwwert den Investment Protection schwätzt, wou d'national Parlamenter och dann e Wuert matschwätze kënnen.

Duerfir konnt de Fräihandelsaccord mat Singapur, den éischten Accord iwwregens dann, deen no dësem Prinzip fonctionéiert, nom Vott vum EU-Parlament och a Kraaft trieden, an dat dann eeben och net provisoresch, wärend den Investmentvolet nach opbleift, bis dass en duerch alleguerten déi national Parlamenter gaangen ass.

Genee wéi beim CETA hunn déi europäesch Gréng och dësen Dossier vun Ufank u kritesch begleet. Schonn eleng, well mir hei iwwer e Fräihandelsaccord schwätze mat engem Partnerland, mat engem Land, wat et mam Theema Mënscherechter net esou genau hélt. An ech si frou, dass meng Virriedner heizou och schonn alleguerte Stellung geholl hunn.

Mir hunn Amendementer eragereecht, leider ouni grousse Succès. Mir schwätzen och hei erëm vun enger Verhandlung, déi op EU-Niveau an enger fir eis relativ bedauerlecher Aart a Weis gefouert ginn ass. Mee, wéi gesot, den Traité ass an zwee gespléckt a mir hunn eis haut just iwwert de Volet vun der „Investment Protection" auszeschwätzen.

An duerfir kann ech och hei nëmme meng Argumentatiounslinn vu virdru widderhuelen a géif och nach eng Kéier widderhuelen, dass mir effektiv no vir kucke mussen an net just kucken, mee dann och maachen.

Wéi soll e faire Welthandel an Zukunft ausgesinn?

Mir hu follgend Punkten am Koalitiounsprogramm verankert, déi d'Regierung op internationalem Niveau verfollegt; dat hat ech virdru scho beim CETA gesot:

- keng Fräihandelsaccorde mat Länner, déi d'Obligatiounen aus dem Paräiser Klimavertrag ignoréieren;

- international Normen am Beräich vum Klima-, Ëmwelt- a Gesondheetsschutz mussen integralen an enforceabele Bestanddeel vun all Handelsaccord sinn;

- e multilateraalt Handelsgeriicht bei der UN aféieren, dat et och erméiglecht, Entreprisen unzesiche fir Ëmwelt- a Klimaschied, Verstéiss géint Mënscherechter an esou weider.

Eigentlech ass et jo och erklärtent Zil, dass den ICS just provisoresch ass an dass déi ICS-Tribunaler just eng Tëschenetapp sinn zu engem multilaterale Geriicht, op dat mir dann awer och wierklech vill Hoffnung leeën a wou mir wierklech och jiddwereen encouragéieren, um Niveau vun den Handelsbezéiungen an déi Richtung ze drécken, dass dat och net just Geschwätz bleift.

Mir haten an der Kommissioun driwwer geschwat. Mir hu gefrot: Wou sinn déi Diskussiounen drun? An d'Äntwert war: „Et leeft. Mir schwätzen driwwer." Mee et ass och nach kee konkreeten Zäitplang. An ech mengen, dass et wichteg wier, net just ze soen: „Den ICS ass eng Tëschenetapp." Mir mussen och wierklech do virukommen.

Da wollt ech awer just e puer Wierder nach soen iwwert den Accord de coopération mat Singapur. Jo, et ass eng Tatsaach, et ass gesot ginn: „Singapur, Mënscherechter, do sinn e puer Knéck an der Leitung." Awer esou en Accord de coopération soll wierklech d'Basis bidden, fir eng politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht ze hunn a fir dann och den Austausch mat deene Länner ze forcéieren.

Mir sinn eis bewosst, dass mir et mat Singapur eebe mat engem Land ze dinn hunn, wou verschidde Froen nach net zu eiser Zefriddenheet gekläert sinn. Mee mir gesinn duerfir dësen Accord och als Méiglechkeet, fir deen Dialog ze intensifiéieren, eebe grad just um Sujet vun de Mënscherechter, awer net nëmmen.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Den Accord gesäit iwwregens och vir, an dat hat d'Rapportrice och gesot, dass e ka resiliéiert ginn, falls grav Violatioune vu Mënscherechter géife stattfannen an de politeschen Dialog net zu enger Besserung géif féieren. Mee ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass de politeschen Dialog ëmmer muss Prioritéit bleiwen.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An dann huet d'Wuert den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wéilt och ufänken an der Madamm Mutsch Merci soe fir hire Rapport a meng Interventioun vläicht op zwee Punkte beschränken.

Deen éischten ass d'Affär vun de Mënscherechter. Wësst Der, wann een zréckdenkt, wéi iwwert de CETA an iwwert den TTIP dacks diskutéiert ginn ass, da wor eent vun den Haaptargumenter, wat ugefouert gouf: „Jo, mee dat an dat Land huet eng Konventioun vun der Organisation internationale du travail net ratifizéiert. Dat ass e grave Problem." Et ass e Problem! Mee hei hu mer e Land, wat wierklech massiv Mënscherechtsverletzunge bedreift. An dann heescht et, wéi elo zum Beispill vun deene Gréngen: „Et sinn e puer Knéck an der Leitung."

Dat ass eng Manéier, fir sech mat der Problematik ausenanerzesetzen, déi net eis ass. Mënscherechter sinn eng ganz wichteg, fundamental Saach. An ee Mënsch, an dat hu mer hei schonn eng Kéier gesot, op der Welt ass eis esou vill wäert wéi een aneren. A wann iergendwou Mënscherechter verletzt ginn, an der Doktrinn vum Ius cogens, da betrëfft dat eis direkt.

Deen Dialog, dee mer mat Singapur hei an och mat anere Staate musse féieren, well mir kréien eng änlech Diskussioun, wa mer den Accord mat Japan diskutéieren, wou d'Doudesstrof och ënner zimmlech onmënschleche Konditioune vollzu gëtt, dee geet wierklech un d'Kredibilitéit vun eiser Politik. Mir wëssen alleguer heibannen, datt deen Accord net gekënnegt gëtt wéinst deem Zoustand vun de Mënscherechter, wéi en am Ableck zu Singapur ass. Mee näischt däerf eis entbanne vun der Suerg ëm d'Mënscherechter an deem Land a fir deen Dialog mat Singapur eescht ze féieren, fir ze probéieren, Verbesserungen erbäizeféieren.

Mir hunn zu Singapur e Phenomeen, an ech hunn den Androck, datt et e bëssen esou ass, als géif den Dialog vun de Mënscherechter an déi aner Richtung gefouert ginn: Singapur ass e Meeschter vun der Tracingapp an huet et, och duerch d'Tracingapp, muss ee soen, fäerdegbruecht, fir d'Epidemie elo, oder d'Pandemie relativ enk ze halen, awer och op d'Käschte vu mënscherechtleche Consideratiounen. An ech mengen, et ass ganz einfach wichteg, wann deen Accord elo hei a Kraaft trëtt, datt mer net soen: „Et sinn e puer Knéck an der Leitung", mee wierklech fir d'Mënscherechter antrieden.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass, wéi et zu deem Accord koum. An do hate mer en Avis, et ass gesot ginn, eng „opinion" vum Europäesche Geriichtshaff, deen et dann der Kommissioun erlaabt huet, och am CETA-Accord op déi Doktrinn ze goen, fir gespléckten Accorden ze maache mat enger Competence, wéi si soen, exklusiv vun der Europäescher Unioun a verschiddenen Domänen.

Mir hu virdrun exposéiert, firwat d'ADR déi Doktrinn net akzeptéiert, déi net ratifizéiert ass vu kengem Parlament. Ech mengen, dat muss een ënnersträichen. Et ass eng Vertragsännerung duerch d'Hannerdier. A mir akzeptéieren déi och an dësem Dossier net. Mir wäerten also dee Partenariatsaccord net matstëmmen, aus genau deem Grond, soulaang mir hei net eng Traitésännerung, an deem Sënn wéi d'Interpretatioun vun der Kommissioun an dësen Handelstraitéen ass, ratifizéieren.

Mir wäerten awer den Accord matstëmmen iwwert den Investmentschutz, well mer der Meenung sinn, datt dat eng positiv Entwécklung ass. A jiddwereen heibannen, mengen ech, geet an déi Richtung, fir ze soen: „Jo, mir mussen einfach vun enger Situatioun ewechkommen, wou e Staat erpressbar ass. Mir sollten a Richtung vun internationalen Handelsgeriichter goen." Dat droe mer ganz sécher mat.

Eng lescht Bemierkung, wat deen Avis vum europäesche Geriichtshaff ugeet. Mir hunn an deene leschte Joren eng Entwécklung, wou déi international Geriichtsbarkeeten en tant que tel ëmmer méi an eng Diskussioun erageroden, awéiwäit se politiséiert sinn. Dat gesi mer zu Stroossbuerg beim Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter. Mir gesinn et an aneren internationalen Instanzen; rezent nach eng Diskussioun ronderëm d'Weltgesondheetsorganisatioun. A mir gesinn et och am Europäesche Geriichtshaff, wou mer wëssen, datt en och e bëssen ëmmer orientéiert gouf, fir eng federalistesch Approche ze vertrieden.

Mat deem Avis iwwer Singapur, wéi mat aneren Urteeler, déi an deene leschte Jore koumen, ass och den Europäesche Geriichtshaff an eng Diskussioun erageroden, déi net nëmmen d'Qualitéit vun den Urteeler betrëfft, oder vu senge Rechtsakten, mee och d'politesch Ausriichtung dervun. Ech mengen, als Parlamenter musse mer eis och eng Kéier domadder befaassen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert direkt virun un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Eng Sekonn! Ech versiche mech ze pëtzen an ... ech dreemen net. Nee, ech dreemen net. Ech dreemen net. Ech hu elo grad héieren: „D'Verbrieche géint d'Mënscherechter a Singapur, dat ass e Knéck an der Leitung. D'Aspäre vun Homosexuellen ass e Knéck an der Leitung." A wat nach am Witzegsten ass, dat ass, datt grad den Här Kartheiser vun der ADR schockéiert ass - zu Recht! -, datt ee sou Aussoe mécht, déi vun der grénger Säit kommen.

Mir hu virdrun, wéi mer iwwert de CETA geschwat hunn ... Mee déi Diskussioun hate mer och schonn an der Kommissioun, well ech hat d'Fro och gestallt. Virdrun hu mer iwwert de CETA geschwat an du koume se do, d'Diplomaten: „Jo, Lëtzebuerg, mir maachen dach nëmmen ... also d'EU mécht dach nëmme Verträg mat demokratesche Rechtsstaaten, wéi Kanada." - Zweete Punkt: Singapur. „Jo, mee ... Jo, et ass wouer. Et ass kee ganz demokratesche Staat, mee Dir gesitt, mir maachen Dialog," a blabla a sou weider. Et ass alles, et ass fir ze kräischen.

Entschëllegt, et geet hei jo nëmmen ëm d'Finanzplaz! Et geet guer net ëm d'Mënscherechter! Dat gëtt einfach esou drageschriwwen. Dee ganzen Dialog wäert net stattfannen. Oder e fënnt statt an e wäert strictement seng Friichten net droen.

Et steet och natierlech dran, wann d'Mënscherechter net respektéiert géife ginn, da kann ee sech zréckzéien aus dem Accord. Ma kommt, mir maachen et e bësse méi einfach a mir stëmmen dee guer net mat! Well d'Mënscherechter, actuellement, ginn net respektéiert. Ausser mir mengen, si ginn zurzäit respektéiert.

An dat wär eng Fro, déi ech un d'Regierung hätt: Ass d'Regierung vu Lëtzebuerg der Meenung, datt d'Aspäre vu Männer oder vu Fraen, déi eng gläichgeschlechtlech Orientéierung hunn, Homosexueller, datt d'Aspäre vun Homosexuellen e Verstouss géint d'Mënscherechter ass oder kee Verstouss géint d'Mënscherechter ass?

Wann et kee Verstouss géint d'Mënscherechter ass, da stëmme mer dat heite mat. Wann et e Verstouss géint d'Mënscherechter ass, da stëmme mer dat heiten net mat!

Well ech sinn dovunner ausgaangen, datt d'Aspäre vun Homosexuellen inakzeptabel ass. Et ass natierlech een Heritage vun der britteschen Kolonialiséierung, mee si hunn et bäibehalen. Ech wëll se net verteidegen, mee dat däerf een net vergiessen.

Ech fannen déi ganz Argumentatioun wierklech étrange. An ech fannen et wierklech schlëmm, datt mer elo an eng Richtung ginn, fir einfach ze soen, engersäits: „Wann s de géint de CETA bass, da kriss de dräi Stonne laang erkläert, datt dat en demokratesche Staat ass, an de Kanada, dee mécht jo alles perfekt a mir maache jo keng Saache mat Diktaturen." An elo hu mer esou dee komesche Polizeistaat Singapur, wou ech franchement net wéilt liewen, ...

(Interruption)

... als Heterosexuellen och net wéilt liewen, well et kënnt an de Prisong wéinst ganz villen anere Saachen. An dat gouf och gesot. Mee dat sinn anscheinend Kavaléiersdelikter an eisen Aen, hein, wann ech dat richteg verstinn. Jo, da kënne mer dat awer elo unhuelen.

Et geet nëmmen ëm d'Verfechtung vu gewëssenen Investisseuren. Singapur ass eng Finanzplaz. Et geet nëmmen dorëms! Mer mussen ophalen, elo awer egal wat ze erzielen.

Et däerf een och net vergiessen, well ... Zurzäit ass et jo och esou ... Ech sinn der Meenung, éierlech gesot, wann eng Entreprise ... Well et gouf gesot: „Déi Tribunallen, déi mussen och agefouert ginn, fir d'Investisseuren oder d'Entreprisen ze protegéieren, wa se an engem Land investéieren, wat e bësse komesch ass", wat jo de Fall vu Singapur ass. Éierlech gesot, wann eng Entreprise mengt, si misst an engem Land, wat e bësse komesch ass, investéieren, wou d'Mënscherechter net respektéiert ginn, da soll se virun hir Responsabilitéite gestallt ginn.

Prinzipiell mécht een dat schonn emol net, well wann een an e Land investéiert, wat ze autoritär polizeistaatlech gefouert gëtt a wou verschidde Kategorië vun der Bevëlkerung kujenéiert an an de Prisong gesat ginn, dann ënnerstëtzt een dee Regimm. A soss näischt! An da sollen déi Entreprisen och mat de Konsequenze vun hirer Dot rechnen, an esou engem Land ze investéieren.

An et muss een och ganz gutt oppassen: Elo grad wéinst der Coronakris, do ass déi ganz Industrie, déi domadder elo verbonnen ass, déi dohanne wëllt investéieren, spezialiséiert Affekotebüroen a Fongen, déi si schonn elo passionéiert amgaangen, doriwwer ze diskutéieren, wat sech elo duerch déi Pandemie fir Méiglechkeete bidden, fir Schuedenersazfuerderungen ze stellen. Zum Beispill Grenzschléissunge kéinten als diskriminatoresch Behandlungen ausgeluecht ginn, oder Faillitten duerch de Confinement kënnen als Expropriation directe interpretéiert ginn a sou weider a sou virun. Dat heescht, et ass en denkbar schlechte Moment, fir esou en Accord ofzeschléissen.

Dofir bieden ech Iech, also vu datt dat souwisou drasteet: „Wann d'Mënscherechter net respektéiert ginn, dann zéie mer eis zréck." Kommt, mir maachen eis d'Saach e bësse méi einfach a mir stëmmen dat Ganzt einfach net mat! Soss si mer ganz einfach inkonsequent.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo net nach eng Kéier op d'Mënscherechtssituatioun a Singapur an. Ech mengen, datt de Kolleeg David Wagner en exzellente Rapport dovunner gemaach huet an och kloer opgewisen huet, firwat eleng aus Mënscherechtsgesiichtspunkten u sech dësen Text ze rejetéiere wär.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz op d'Genèse agoen, well och dat ass interessant. Deen Text hei geet u sech zréck op 2007. Also dat heescht, et gëtt säit 13 Joer op deenen ënnerschiddlechsten Niveauen drun erëmgedoktert. An urspréinglech war et d'Kommissioun, déi mat de sougenannten ANASE-Staaten Negociatioune sollt féieren. Erauskomm ass, an et ass wéi sou oft: „Und der Berg gebar eine Maus." Mir si bei engem Fräihandelsofkommes mat Singapur erauskomm. Engem Land, wat ee ka kritiséieren. Ech mengen, mir hunn dat och elo gemaach.

Et muss een awer vläicht nach eng Kéier e bësse méi wäit och iwwert déi Saach vun deene Fräihandelsaccorde schwätzen. De Kolleeg David Wagner huet et gesot:

Op där enger Säit ass dat hei fir d'Finanzplaz. Ganz kloer! Singapur ass ee vun deene gréisste Finanzzentren an der Regioun. Et ass sécherlech eng Demande vu grousse Banken, Fongegesellschaften do, fir datt et méi einfach gëtt, fir Geld zwësche Lëtzebuerg oder, méi grouss gesinn, der EU a Singapur hin- an hierzeschiben. Sécherlech kee Geheimnis.

Dat Zweet ass, datt och de militärindustrielle Komplex e ganz groussen Interêt drun huet, fir dem Stadtstaat Singapur et méi einfach ze maachen, hir Saachen ze kafen. thyssenkrupp aus Däitschland ass ee Beispill, déi ganz gären deem klenge Land - méi kleng wéi Lëtzebuerg iwwregens - U-Booter verkafen.

Firwat sinn déi U-Booter fir Singapur esou wichteg? Ma ganz einfach, well Singapur éischtens emol just iwwert d'Mier kann approvisionéiert ginn, ouni duerch en anert Land ze goen. Dat si se eis dann nach viraus. Mir mussen, egal wéi, op eis Nopere bauen. An zweetens, well de Gros vun dem Welthandel tatsächlech laanscht Singapur geet. Wien eng Kéier zu Singapur war an do op d'Mier erauskuckt, dee gesäit u sech näischt aneres wéi Schëffer. D'Mier gesäit ee bal net méi. Et ass net méi blo, et ass faarweg, an alle Faarwen a Formen, wéi do Containerschëffer, Tankeren, a wat weess ech, laanschtfueren, fir Gidder aus dem Osten an de Westen ze bréngen a meeschtens eidel Containeren erëm zréckzeféieren.

Well dat däerf een och net vergiessen: Et sinn haaptsächlech Gidder, déi ënner komesche Konditiounen hiergestallt ginn, déi aus dem méi fernen Oste laanscht Singapur op Lëtzebuerg kommen, wärend d'Geld aus Europa dann iwwer Singapur an de méi fernen Oste fléisst.

Ech kommen awer nach op e Volet zréck, dee mer haut tatsächlech ofstëmmen, nämlech de Volet vun de Schidsgeriichter. Mir hunn et virdru beim CETA kritiséiert. Mir hu virdru beim CETA gesot, datt et e Problem gëtt mat deene Schidsgeriichter. An dat ass bei deem heite Fall net anescht.

Jo, et si Schidsgeriichter vun där neier Generatioun. Et ass net méi den ISDS. Et ass elo den ICS. Ech sot et gëschter, wéi mer iwwert d'Buschtawenzalote geschwat hunn, datt Fanta 4 sech heiansdo géifen d'Fro stellen, ob se net besser hätten am Parlament zu Lëtzebuerg ze sëtzen, wou mat sou schéine Buschtawekombinatiounen hin- an hiergeworf gëtt, wéi wann et kee Muer géif ginn, wéi Lidder ze schreiwen.

Et ass awer esou, datt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... „Schuster, bleib bei deinem Leisten", et vläicht besser ass, si schreiwen hir Lidder. A mir mussen eis mat där Buschtawenzalot dann eens ginn.

Den ICS ass e Progrès, mee et ass nach net „der Weisheit letzter Schluss". An - et ass jo och gesot ginn - mir wëlle multilateral kloer éffentlech Geriichtsbarkeeten. Éffentlech Geriichtsbarkeeten, wou jiddwereen Accès dozou huet. An zwar net nëmmen déi Déck, wou net nëmmen thyssenkrupp herno ka soen: „Majo, mir konnten eist U-Boot elo manner gutt u Singapur verkafen an dofir muss elo iergendeen hei blechen." Mir hätte gäre Geriichtsbarkeeten, déi vu jiddwerengem uruffbar sinn. A soulaang et déi sougenannte MICen net gëtt, musse mer, mengen ech, och net hei virpreschen an déi nächst Etappe maachen.

Wien op ICS-Tribunaler baut, huet op Sand gebaut. De Multilateralismus muss groussgeschriwwe ginn. An och bei dësem Accord gesi mer erëm eng Gefor vu weideren unilateralen Accorden an Approchen, soudatt mer, genau wéi beim CETA, erëm en Teller Spaghetti virun eis stoen hunn, an zwar en Teller Spaghetti, deen eleng opgrond vun der Mënscherechtssituatioun eis ganz, ganz ferme Bauchwéi géif maachen, wa mer en da géifen iessen. An dofir, Här President, wäerte mir och géint dësen Traité stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, just ee Saz. Also selbstverständlech: Singapur a Mënscherechter, dat ass net grad eng Symbios. Dat ass kloer! An et ass keen Accord tëscht Lëtzebuerg a Singapur. Et ass en Accord tëscht der Europäescher Unioun a Singapur**,** mat enger ganzer Geschicht.

D'Fro, déi mer eis ze stellen hunn, ass ëmmer déi. Wann am Artikel 1 vun deem Ofkommes drasteet, dass d'Mënscherechter musse respektéiert ginn a wann am Artikel 49 drasteet, wann effektiv géint d'Mënscherechter verstouss gëtt, dass en da kann unilateral opgehuewe ginn, dann ass d'Fro: Wa mer näischt maachen, wa mer keen Accord hunn, hu mer dann een Hiewel, e besseren Hiewel, wéi wa mer en Accord hunn a kënnen awierken?

Lëtzebuerg wäert op jidde Fall eent vun deene Länner sinn, déi dat doten, wat d'Mënscherechter ugeet, selbstverständlech wäerte ganz staark am Bléckwénkel hunn. Mir hu jo nach keen Accord. Duerfir mengen ech, Här President an och Här Wagner: Wa mer eis kënnen en Hiewel ginn, fir do positiv anzewierken, da solle mer deen net verpassen, och als Lëtzebuerg.

Ech mengen, et geet hei net nëmmen ëm d'Bankeplaz. Et si jo net lauter Bankeplazen an der Europäescher Unioun, et sinn och vill aner Interêten do. An eisen Interêt solle mer dorobber fokusséieren, dass mer eppes maachen, fir d'Mënscherechter a Singapur ze verbesseren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7458. Den Text steet am Document parlementaire 7458[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7458 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dat maache mer par vote électronique. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht huelen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7458 ass mat 35 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Ofstëmme vum Projet de loi 7459. Den Text steet am Document parlementaire 7459[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7459 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt par vote électronique, déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht huewen.

Appel nominal (votes par procuration)

An dëse Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmmen bei 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zur Resolutioun, déi ...

Plusieurs voix.- Muer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, muer. Da stëmme mer déi muer of.

Domadder si mer dann um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

An ech wënschen Iech all ee schéinen Owend. Haalt Iech monter a bleift gesond!

(La séance publique est levée à 19.48 heures.)

SÉANCE 34

JEUDI
7 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler
   - *M. Claude Wiseler*
3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat
   - *Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Débat : Mme Martine Hansen (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Gilles Baum) - M. Marc Baum (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Marc Spautz)*
4. Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire
   - *Exposé : M. Sven Clement (dépôt d'une motion modifiée)*
   - *Discussion générale : Mme Viviane Reding - M. Guy Arendt - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel*
   - *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*
5. Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

- *Exposé : M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. 7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1) - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Gilles Roth*
- *Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Pierre Gramegna, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

Ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Claude Wiseler fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt haut eng Proposition de loi iwwert d'auslännesch Investissementer zu Lëtzebuerg hei deposéieren. Ëm wat geet et?

Et geet ganz einfach dorëm, dee sougenannte „mécanisme de filtrage" hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, deen der Regierung erlaabt, e Contrôle auszeüben an eventuell ze blockéieren oder Konditiounen ze stellen, wann Investisseure vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun wëlle méi wéi 10 % Parten an Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, kafen. Et geet hei ëm Entreprisen, déi wichteg sinn an déi sensibel si fir eist Land, Entreprisen am Energiesecteur zum Beispill, am Waassersecteur, am Transportsecteur, a Gesondheetsinfrastrukturen oder Entreprisen aus der Sécurité sanitaire an alimentaire, Mediebetriber oder och nach Entreprisen, wou sensibel Technologië respektiv Informatiounstechnologien am Spill sinn.

Et geet drëm, bei Tentativë vu strateegeschen Iwwernamen, déi géint national an europäesch Interête sinn, vun ausserhalb der EU aus, kënnen ze blockéiere respektiv kënne Konditiounen ze stellen.

Mir froen esou e Gesetz säit méi wéi zwee Joer. Dee viregte Wirtschaftsminister huet ëmmer refuséiert, dat hei an d'Chamber eranzebréngen. D'Europäesch Kommissioun freet déi eenzel Länner och, sech esou en Instrument ze ginn, an zwar säit zwee Joer. De Conseil an d'EU-Parlament hunn den 19. Mäerz 2019 e Reglement ugeholl, deen deem Ganzen en europäesche Kader gëtt. An déi Propositioun, déi ech hei haut deposéieren, schreift sech ganz kloer an deen europäesche reglementaresche Kader an.

D'Europäesch Kommissioun huet och viru Kuerzem en dréngenden Appell un d'Länner gemaach, fir sech esou e Gesetz ze ginn, an huet en e puermol an deene leschte Wochen och widderholl, an haaptsächlech an der Coronakris, well vill Entreprisë finanziell geschwächt sinn an och fragill momentan si fir esou strateegesch Iwwernamen.

Dofir dës Proposition de loi, Här President, déi ech elo bei Iech deposéieren.

7578 *- Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg*

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Deklaratioun vum Premierminister Xavier Bettel iwwert d'Strategie vum schrëttweisen Deconfinement mat uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel an d'Madamm Josée Lorsché.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren elo d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel iwwert d'Strategie vum progressiven Deconfinement. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Februar vun dësem Joer gouf zu Lëtzebuerg déi éischt Persoun positiv op de Coronavirus getest. Den 1. Mäerz hunn ech an Ofsprooch mat der Gesondheetsministesch d'Cellule de crise « pandémie » zesummegeruff an domadder ware mer am Ufank vun enger Situatioun, wou et an der Haaptsaach dorëm goung an haut och nach haaptsächlech dorëm geet, et Virus ze bekämpfen.

Zanter dem Ufank vun der Kris sinn zu Lëtzebuerg no aktuellen Zuelen, déi mer gëschter Owend jo matgedeelt kritt hunn, 98 Leit un dem Coronavirus gestuerwen. Et ass bestëmmt net, dass déi 98 alleguerte just un de Suitte vum Coronavirus gestuerwen sinn, mee eppes ass sécher: dass all onnéidegen Doudegen een ze vill ass.

Mir hunn et zu Lëtzebuerg bis elo fäerdegbruecht, dat Schlëmmst ze verhënneren. Déi Biller, déi een aus dem Ausland kennt, sinn hei ni Realitéit ginn. Et kann een haut soen, dass mer et bis elo gepackt hunn, de Virus ënner Kontroll ze bréngen, an och fäerdegbruecht hunn, am Fong déi Verbreedung, esou wéi se och an anere Länner stattfonnt huet, zesummen ze bekämpfen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, eise Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. Mir hu keng chaotesch Situatioune kannt. A mir hunn ni als Regierung missen offiziell e Comité d'éthique froen, wéi eng ethesch Choixen ee misst treffen iwwer en Triage vu Patienten.

Dass mer et fäerdegbruecht hunn, Här President, ass d'Resultat vun enger Solidaritéit vun onser ganzer Gesellschaft, vun enger Solidaritéit wierklech vun all Mënsch, vun deene Leit, déi hei liewen, an och vun deene Leit, déi aus der Groussregioun heihinner schaffe kommen. Et ass wierklech remarkabel ze gesinn, wat d'Leit och an deene leschte Woche gemaach hunn, fir eebe gemeinsam déi Vulnerabelst vun onser Populatioun och, esou gutt et geet, ze schützen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Prinzip, déi Vulnerabelst ze schützen, ass a bleift richteg. Wa mer nämlech iwwert déi nächst Phase vun engem luesen Iwwergang, ech soe „luesen Iwwergang", an eng méi, e bësse méi normal Situatioun kënnen iwwergoen, ass et eeben, well d'Situatioun eis dat och erlaabt.

An et ass just méiglech nämlech, vun enger zweeter Phas ze schwätzen, well mer jo eng éischt Phas den 20. Abrëll zesummen decidéiert hunn. An ech muss soen, dass no deem Declenchement vun där éischter Phas vum 20. Abrëll een haut ka soen, dass déi och gutt fonctionéiert huet mat deenen Tester, mat deenen Zuelen, déi mer och haut hunn.

Ech weess, dass dat fir verschidde Leit ze laang war, mee mir hunn eis engagéiert, dass mer déi Delaie wéilten ofwaarden tëschent deem éischten Deconfinement an dem zweeten Deconfinement, well wann déi Reegelen net respektéiert gi wieren, wann d'Leit sech net un déi Solidaritéit gehalen hätte vum Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren, kéint ech haut, Här President, net virun Iech stoen, fir iwwer eng zweet Phas vum Deconfinement mat Iech ze schwätzen.

Mir hunn, wéi gesot, haut eng Situatioun, wou mer manner wéi 100 Leit hunn, déi hospitaliséiert sinn. Mir hunn der eng 20, déi an intensiver Behandlung sinn. An erlaabt mer awer och, wëllen ze preziséieren, ouni wëllen Angscht ze maachen, dass och, wa bei deenen Doudegen, well et gëtt jo ëmmer geschwat vun deenen Zuelen, vun dem Alter vun den Doudegen: Jo, déi Leit, déi un dem Coronavirus stierwen, si Leit, meeschtens, an engem gewëssenen Alter. Mee mir hunn op der Intensivstatioun och jonk Leit gehat. Et soll een net mengen, dass jonk Leit net krank kënne ginn an och net op eng Intensivstatioun kënne kommen!

Dat heescht, et ass wichteg, dass ee weess, dass awer jiddweree ka Porteur sinn. Jiddweree ka Porteur sinn! Dat heescht, e kann et och weiderginn. Mee wéi gesot, d'Konsequenze bei deem engen hänke ganz vill och vun dem État de santé an eeben och vun der Vulnerabilitéit vun de Leit of.

An eise Berechnungen, Här President, an och an deem Monitoring, dee mer och gemaach hunn, hu mer eng maximal Capacitéit jo vun 180 Better mat intensivmedezinnescher Betreiung festgeluecht. Mee mir hunn eis awer och déi Limitt ginn. A mir hu festgehalen, dass 90, also d'Hallschent, déi Limitt sollt sinn, déi mer net wëllen iwwerschreiden, fir dass mer och en dignité a wierklech mat der ganzer Precautioun déi Soine kënne ginn.

A mir sinn den Ament wäit ewech vun deenen Zuelen. An och d'Zuel vun den Neiinfektiounen ass den Ament niddreg. Et sinn den Ament ëm déi 1 % vun de geteste Persoune positiv. An dat ass eeben och eng gutt Ausgangsbasis, fir weider Mesuren ze huelen, déi eisen Alldag erëm, esou wéi ech virdru gesot hunn, e Stéck méi no un d'Normalitéit kënne bréngen.

An eisen Nopeschlänner ass den Taux vun den Neiinfektioune pro Test däitlech méi héich, an awer gläichen d'Mesurë vum Deconfinement deenen, déi mer och huelen. Et kann een deemno soen, dass mir eng virsiichteg Approche hunn. An déi virsiichteg Approche hate mer zënter dem éischten Dag hei zu Lëtzebuerg. An dat huet eis awer och erlaabt, déi Resultater ze hunn, déi Situatioun ze hunn, déi mer och alleguerte kennen.

An déi virsiichteg Approche erlaabt eis, dass mer elo ab Méindeg, wéi gesot, nei Deconfinementsmesurë kënnen hunn. Also, wat ännert sech dann ab Méindeg, Här President?

Ab Méindeg ass dee legale Confinement, esou wéi een dee kéint nennen, opgehuewen. Dat heescht, dat bedeit, dass ee keng Ursaach muss hunn, fir sech ze deplacéieren. An et muss een net méi legal am Fong de Gros vun der Zäit och doheem sinn. Dat ass tatsächlech e grousse Changement an der Approche, wéi se bis elo war, wou e Confirnement général war, deen elo opgehuewe gëtt.

Wéi gesot, Här President, wëllt dat net heeschen, dass mer net wierklech de Leit awer recommandéieren, d'sozial Kontakter esou kleng wéi méiglech ze halen. Et ass net, well en Deconfinement elo kënnt, well een nees dierf sozial Kontakter hunn, dass et drëms geet, nees ganz vill Leit mateneen ouni Precautioune wëllen ze gesinn.

Fir eis ass et wierklech wichteg, dass hei en Appell och un d'Eegeverantwortung, un d'Eegeverantwortung vun all eenzelne Bierger wierklech och wichteg ass. Allgemeng setzt de Staat elo am Fong op d'Responsabilitéit och vun deem Eenzelnen an deem Kontext.

Jo, vun e Méindeg un ass et och nees erlaabt, dass ee sech bei en aneren deplacéiert an och sech bei engem aneren ophält, engem Familljemember, dem Noper hëllefe geet. Dat war am Moment net erlaabt, bei den Noper ze goen, bei d'Famill ze fueren. En anere kënnen ze gesinn, en anere kënnen ze empfänken, war net erlaabt. A wéi gesot, fir eis ass et dofir wichteg, dass een dat och nees kann, dat, wat een nennt: déi sozial Kontakter tëschent de Leit nees méiglech maachen.

Mee et geet wéi gesot drëm, déi sozial Kontakter, dass dat och limitéiert ass mat der Zuel, mee dass een déi och lues a lues ka relancéieren.

Et ass och kloer, Här President, dass och doheem déi selwecht Reegelen ziele wéi op der Aarbecht, wéi dobaussen. Et geet net drëms ze soen: „Ech hunn eng Mask, wann ech elo akafe ginn; ech hunn eng Mask, wann ech bei de Leit sinn, mee wann d'Leit bis bei mir doheem sinn, zielt guer keng Reegel méi. Ech kann do maachen, wéi et mer gefält." Well egal wéi Der et maacht, sidd Der dann an enger Situatioun, wou Der riskéiert, engem deem aneren, wann e positiv ass, de Virus och weiderzeginn oder weiderzekréien. Dat heescht, et ass scho wichteg, dass een och, wann een doheem Gäscht huet, kuckt, de Social Distancing ze halen, dat heescht, dass een och dee Respekt huet vis-à-vis vun deene Mesuren.

An ech soen dat elo net hei, Här President, well d'Regierung dat gären hätt, well ee mengt, dass dat gutt ass als Regierung, mee well een iwwerzeegt ass, dass et am Interêt vum eenzelne Bierger ass! Et geet ëm seng eege Gesondheet! Et geet dorëm, hie selwer ze protegéieren an déi, déi em léif sinn! Well e riskéiert duerno, wéi gesot ... Dee Social Distancing ass am Fong am Moment déi bescht Method, fir net een deem aneren de Virus weiderzeginn. Mee fir deen oprechtzeerhalen, fir ze soen, dass een elo nach wochen- a méintlaang iwwerhaapt kee Kontakt méi mat anere Bierger kann hunn, wësse mer, dass dat och net méiglech ass.

Mir wëssen och, dass mer hei op d'Disziplinn vun de Leit setzen an op d'Responsabilitéit vun den eenzelne Bierger. Also, wéi gesot, et geet elo net drëms, fir ab Méindeg ze soen: „Déi ganz Hygiènesreegelen, déi ganz Mesuren, déi mer bis elo geholl hunn, geheie mer iwwer Bord an déi zielen och net méi", well soss riskéiere mer, dass mer bei verschiddenen Aktivitéiten, déi mer elo opgemaach hunn, nees missten d'Handbrems zéien an zréckgoen.

An Dir gesitt jo och an där Presentatioun, déi mer Iech jo och gemaach hunn dës Woch, dass eng Rëtsch vu Saachen nach net op sinn. Nach net op sinn! An ech weess, wéi wichteg et awer och ass, dass déi aner Secteuren opginn, déi fir eist soziaalt Liewen, fir eis Gemeinschaft, fir eis Populatioun och déi Momenter vu Convivialitéit bedeiten. An déi kënne mer nees opmaachen, wa mer nees déi richteg Zuelen hunn, fir kënnen an eng drëtt oder an eng véiert Phas ze kommen. An dat kënne mer just, wann déi Zuelen och da stëmmen! Dat heescht, dass ee sech un déi Reegelen, déi mer bis elo decidéiert hunn, och hält.

Mir mussen, an dat ass eng Flicht an eng Responsabilitéit vun ons alleguerten, déi Vulnerabelst och schützen. An ech weess, dass no där Annonce vun de Méindeg ganz vill Leit gesot hunn: „Elo kënne mer nees alles!" Neen, dat ass net de Message! De Message ass net: „Et ass nees alles wéi gëschter." Et ass net méi wéi virdru fir déi nächst puer Wochen, an ech hoffen, net fir déi nächst puer Méint.

Här President, mir hunn et och gesot, dass ab Méindeg de Gros vun de Geschäfter nees op sinn, an och d'Geschäfter an de Soins à la personne, dat heescht, d'Coiffeuren och nees dierfe schaffen, allerdéngs, op Rendez-vous dierfe se och schaffen. Et ginn am Detail keng legal Reegelen, wéi dat ze fonctionéieren huet. Mir hunn zum Beispill net an de Gesetzer geschriwwen, wivill Leit pro Meterkaree kënnen an e Buttek kommen, mee bis elo hu mer jo awer festgestallt, éischtens si Recommandatioune vun der Santé ausgeschafft gi mat de concernéierte Secteuren, a bis elo hu mer gemierkt, dass ouni legal Basis déi meescht Commercen, déi am Moment hunn dierfen op sinn, awer Reegele gemaach hunn, fir hir Clienten a virun allem och fir hiert Personal ze schützen. Dat heescht, dass hei och d'Responsabilitéit ganz, ganz wichteg ass.

Ech weess zum Beispill, dass bei deene Beruffer, an de Commercen de Mask obligatoresch gëtt. Dee gëtt obligatoresch fir déi Leit, déi do schaffen, souwéi fir déi Leit, déi Client sinn, well mer jo wëssen, dass mer déi zwee Meter net kënne respektéieren. Dat bleift de Grondprinzip: zwee Meter Distanciatioun, a wann dat net méiglech ass, dann ass de Mask Flicht.

A fir déi Beruffer, wou mer wëssen, dass jo méi enke Kontakt ass, wéi bei der Estheticienne, wéi beim Baartcoiffeur, muss do dann eng Visière oder eng méi dicht Mask, déi FFP2-Mask, gefrot ginn. Jo, well ee weess, dass ee kee Soin do

ka maachen, wann de Client och eng Mask un huet.

De Prinzip bleift awer, dass am Commerce a bei deenen dote Reegelen a bei deenen Ouverturen, déi mer maachen, de Mask do, wou zwee Meter net kënnen agehale ginn, dann d'Reegel muss sinn.

A mir setzen do, Här President, e groussen Deel och op d'Eegeverantwortung. A mir kënnen dat och maachen, well mir jo gesinn hunn, an ech hunn Iech et virdru gesot, dass an de Supermarchéen, mee och op den Tankstellen, beim Bäcker, bei de Baumäert, déi selwer Mesurë geholl hunn. Mir hunn alleguerten déi Fotoe gesinn, dass dat am Ufank net de Fall war, dass d'Leit sech opgereegt hunn, well se gesot hunn: „Mir sollen doheem bleiwen an dann, do, wou mer awer akafe ginn, gëtt et keng Reegel an d'Leit bleiwe stonnelaang a si bleiwen do, si halen do Kosettercher."

D'Geschäftsleit selwer hu vis-à-vis vun hirem Personal an eeben och vis-à-vis vun hirer Clientèle déi Mesurë geholl, déi wichteg sinn.

Eng weider Ännerung am Text ass och iwwert d'sportlech Aktivitéiten, déi jo am Moment net erlaabt sinn, déi awer dann och ab Méindeg relancéiert ginn, an domadder och dann déi entspriechend Installatiounen nees kënnen opgemaach ginn.

Et handelt sech do ëm d'Sportaarten, déi bausse stattfannen. Dat heescht, keng Sportaarten, déi indoor sinn, an do, wou kee Kontakt tëschent de Leit ass. Mir kënnen net soen: „Dir hutt zwee Meter Distanz bei allem a beim Sport zielt déi Reegel net." Dat heescht, dat sinn d'Sportaarten, wou kee Contact physique ass, a selbstverständlech och, wéi gesot, am Fräien, wat awer mat sech bréngt, dass Infrastrukturen zum Beispill wéi e Vestiaire, wéi eng aner Saach, déi an enger bannenzeger Struktur kéinte sinn, selbstverständlech och zou musse bleiwen.

Eng Rei Kulturinstitutioune wéi d'Muséeën, d'Bibliothéiken, d'Archiven oder och aner Kulturhaiser dierfen nees Public empfänken. An et gëtt och eng Méiglechkeet geschaaft, fir dass een och kann Drive-in-Evenementer wéi de Kino zum Beispill aus dem Auto ka kucke goen, wou een do dann zum Beispil confinéiert ass, an da kéint een zum Beispill och esou Aktivitéite maachen.

De Rassemblement dobausse vun 20 Leit ass och nees erlaabt, an, wéi gesot, am Respekt och vum Ofstand an eeben och vun deene Mesures barrières, déi mer bis elo och geholl hunn.

Et sinn elementar Rechter, Här President, déi an enger oppener Demokratie, an enger Gesellschaft wichteg sinn. A soubal et méiglech war, hu mer dann eebe gekuckt, déi Mesurë kënnen och ze huelen. An ech riskéieren, mech ze widderhuelen, an ech ënnersträichen et awer nach eng Kéier, wann et muss sinn, soen ech et nach eng Kéier dräimol, Här President: Mir musse weider disziplinéiert sinn! An et gëllt eeben net elo, fir an deenen nächsten Deeg Rassemblementer ze organiséieren, wou een elo scho weess, dass d'Reegelen net wäerte kënnen agehale ginn.

Ech hunn direkt zum Beispill deen Dag, wou mer gesot hunn „sechs Leit dobannen", Leit héieren, déi gesot hunn: „Ma da maachen ech am Gaart eppes, da kann ech der 20 organiséieren." Dat ass op ëffentleche Plazen! A wa mer Reegele maache vu Limitatiounen, ass et, nach eng Kéier, am Interêt vun de Bierger. Et si Limitatiounen, déi eng sanitär Ursaach hunn. Et si keng Mesuren, déi geholl ginn, well een einfach wëllt Mesuren huelen.

Här President, mir hunn och déi Mesurë geholl, a mir hunn d'Modellisatioun an d'Pabeieren och der Chamber zoukomme gelooss, an dat ass doudsécher e groussen Deel och vun der Basis, mat där mer eis Strategie begleet hunn, mee et ass net nëmme just dat. Et sinn och déi Gespréicher, déi mer déi lescht Deeg a Wochen haten iwwer vill Aspekter, déi ee muss eeben an d'A faassen.

An et ass jo net fir d'éischt, wou ech Iech och soen, dass mer zum Beispill mat Experten en Echange och haten, wéi et mat de d'Kanner geet, wéi d'Situatioun mat de Kanner ass, iwwert déi psychologesch Aspekter, déi dat bréngt, déi negativ Aspekter, déi e Confinement och bréngt. An ech mengen, déi Punkte sinn hei net méi ze rechtfertegen.

Jiddwereen heibanne weess ganz genau, wat och Kollateralschied si vun engem Confinement. A mir kënnen eis net erlaben, dass mer duerch de Confinement duerno méi Leit hunn, déi Kollateralschied net iwwerliewen oder Problemer kréien, wéi iwwert de Virus selwer! Dowéinst ass dat doten och ee Punkt, deen ëmmer muss mat analyséiert ginn.

Mir wëssen, Här President, dass ëmmer e Risiko besteet, dass de Virus sech och erëm méi séier verbreet. An dofir ass et och immens wichteg, dass ee weess, dass déi Mesurë mussen agehale ginn an dass am schlëmmste Fall och d'Handbrems nach eng Kéier muss gezu ginn.

Här President, et ass Optimismus, dee mer de Moment spieren. Mir gesinn och gutt Entwécklungen. D'Regierung ass sech awer och ganz bewosst, dass, wa mir dat heibanne gesinn, awer och ganz vill Leit dobausse sinn, déi deen Optimismus, déi déi Loscht, déi déi Zukunft, déi déi Loft elo nach net gesinn.

Ech hunn Iech virdru gesot, dass dat net fir jiddwereen déi selwecht Situatioun ass. Fir Geschäftsleit, fir Betriber, fir Patronen, fir hir Salariéen, déi getraff gi si vum Coronavirus, mee och besonnesch fir den Horeca, wéi ech virdrun och gesot hunn, deen elo nach net opgeet, wou Ängschte sinn, wou Froe sinn, wou Iwwerliewensfroen all Dag um Ordre du jour stinn.

A mir wëssen, dass déi staark impaktéiert sinn. An dofir si mer och weider amgaangen ze kucken, wéi mer Mesurë kënnen huelen, fir deene Secteuren, déi nach net fonctionéieren, weider ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. Dat gëllt och fir d'Independanten, wou och gëschter nees eng Mesure presentéiert ginn ass, wéi een den Independantë kann hëllefen.

D'nächst Woch ass, ënnert der Leedung vum Finanzminister, wéi Der jo wësst, jo och deen Aarbechtsgrupp, dee si och hu mat de Wirtschafts-, Aarbechts- a Classes-moyennes-Ministeren, zesumme mam Här Bausch a mat der Madamm Tanson, wou eeben och nach verschidde Mesurë gekuckt ginn, wéi de Chômage partiel, well mer wëssen, dass de Chômage partiel am Moment och eng Méiglechkeet ass, wéi mer dee fonctionéiere kënne loossen. Mee et sinn awer och zum Beispill Instrumenter iwwert d'Solidaritéit mat klenge Betriber an och den Independanten, déi weider ausgeschafft ginn.

Et si bei de Loyeren Incitation-fiscallen, well mer wëssen, dass de Loyer awer e Coût fixe ass fir eng Rëtsch vu Betriber, virun allem fir d'Geschäftsleit a fir d'Restauranten, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer en Incitatif fiscal am Fong kënne maachen, net dass de Staat en iwwerhëlt, mee dass mer dem Proprietär d'Instrumenter ginn, wou en am Fong incitéiert gëtt - incitéiert gëtt -, fir Loyeren nozeloosse bannent dem Joer 2020.

Dat sinn zum Beispill Mesuren, déi geholl kënne ginn, wou mer wëssen, dass dat e Problem ass fir ganz, ganz vill Leit och am Commerce oder an dem Horeca. Et wäerten och Propositioune gemaach ginn, fir der Tourismusbranche entgéintzekommen, fir dass een och eeben op deene verschiddene Plazen de Restauratiounen oder der Hotellerie do kann ënnert d'Äerm gräifen. Et wäert en héijen Investissementsprogramm och gemaach ginn, dat heescht, eng Hëllef, fir eng Relance économique ze kréien, fir dass mer am Fong eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik och kënne bedreiwen, andeem mer och fäerdegbréngen, dass mer am Fong den Impakt vun dëser Kris op d'Aarbechtsplazen, dat heescht op d'Chômagezuelen, esou kleng wéi méiglech kënnen halen.

Här President, et gëtt dann och nach ee Secteur, dee ganz atypesch fonctionéiert, an dat ass dee vun de Medien. Mir wëssen, dass zanter Mäerz op ee Coup och d'Revenuen am Mediesecteur ewechgefall sinn. D'Annoncë sinn ewechgefall, si si staark reduzéiert op jidde Fall, doudsécher. An dat wäert a kuerzer, a mëttelfristeger Zukunft och net aneschters sinn, well wann eng Kris bei grousse Betriber gespuert gëtt, dann ass dat Éischt, wou een dann eeben och de roude Bic eraushëlt, fir ze sträichen, d'Publicitéit oder och Zeitungsabonnementer, déi een da resiliéiert. Dat heescht, do deet dat dann eeben dem Editeur, deen dann och d'Medie publizéiert, zweemol wéi.

Et ass awer, Här President, e Fait, dass nach ni esou vill Medie consomméiert gi si wéi déi lescht Wochen, nach ni! An ech si frou, dass mer op professionell Medie kënnen zielen, well wann ee sech misst op d'sozial Medie baséieren, fir kënnen hei erauszefannen, wat richteg a wat falsch ass, da muss ech soen, da wier et ganz, ganz schwéier.

An dowéinst ass et fir eis wichteg, dass een och dat unerkennt. An den Editiounshaiser hätte se och kënnen de Choix maachen, fir Chômage partiel unzefroen. Hu se awer net gemaach, well se d'Aarbecht wollte maachen. An och wann et keen ekonomesche Sënn hat, war et e Sënn fir eeben d'Demokratie a fir ons Gesellschaft. An et ass kee massive Chômage partiel ugefrot gi vun Editiounshaiser.

Fir dëser Situatioun Rechnung ze droen an ze hëllefen, dass de Pluralismus och iwwert dës Kris eraus zu Lëtzebuerg existéiert, hu mer eng extraordinär Hëllef fir d'Press decidéiert. Si orientéiert sech an der Héicht no der Zuel am Fong vun de Journalisten, déi an de leschten zwee Méint effektiv och geschafft hunn. An de System gesäit eng Hëllef vir vu 5.000 Euro fir den Editeur pro Journalist, a plafonéiert ass se op 200.000 Euro pro Betrib.

Här President, dat ass eng Hëllef am Sënn vun der Medievillfalt, am Sënn vun enger Demokratie, déi och nom Virus muss staark bleiwen.

Här President, wéi gesot, mir ware selwer Demandeur als Regierung, fir deen Debat haut kënnen ze hunn, fir deen ech mat der Gesondheetsministesch bei Iech komm sinn, fir mat de Vertrieder vun der Natioun den Echange kënnen ze hunn iwwert déi Mesures de déconfinement, déi mer hunn.

Ech muss Iech zouginn, dass ech ganz am Ufank beim éischten Zenario net gemengt hat oder gehofft hat, dass ech haut kéint virun Iech stoen, dass mer kéinte schonn iwwert déi zweet Phas ab nächste Méindeg diskutéieren. Wéi mer et gemaach hunn, Dir braucht nëmmen dobaussen ze kucken, wéi Lëtzebuerg et fäerdegbruecht huet, op d'Kris ze reagéieren, wéi mer fäerdegbruecht hunn, dass all eenzelne Bierger sech bewosst war, dass, wann e sech un d'Reegelen hält, en en Deel vun der Léisung ass, a mir hunn all dozou contribuéiert, dass mer dat fäerdegbruecht hunn. Mir hunn eis Geste-barrièrë gehal!

Kuckt haut an der Strooss! De Gros vun de Leit droen eng Mask! A wéi Der et och matgedeelt kritt hutt, wäerte mer och nach eng Kéier 50 Maske pro Awunner, awer och fir d'Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen, verdeelen an den nächste Wochen.

Jo, dat gehéiert och zur Responsabilitéit: ze kucken als Staat, wéi mer kënnen zesumme fäerdegbréngen, dass d'Bierger déi Moyenen och kréien, fir déi Geste-barrièrë kënnen ze respektéieren.

Ech wëll Iech just soen, dass ech weess, dass, och wa mer haut déi positiv Noriichten hu wéi déi vum 11. Mee, esou wéi ech scho virdru gesot hunn, ganz vill Leit nach ganz vill Froen hunn a ganz vill Leit iwwerhaapt nach net wëssen, wéi et weidergeet.

Mir wäerten alles maachen, fir den Impakt vun der Kris esou kleng wéi méiglech ze halen. Mee virun allem wëlle mer och eng Pandemie evitéieren. Mir wëllen eng zweet Well evitéieren. An dat kënne mer just fäerdegbréngen, wa mer all zesummenhalen a mat dem Respekt, der Responsabilitéit, der Solidaritéit, déi mer déi lescht zwee Méint bewisen hunn, weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen.

Mir héieren dann elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert, déi eis zousätzlech Informatiounen …

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, okay! Ma neen, tant mieux! D'Madamm Hansen hat alles richteg erkannt a si ass scho prett als éischt ageschriwwe Riednerin. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „Stratégie de déconfinement progressif", esou huet de Staatsminister seng Erklärung iwwerschriwwen, déi en eis haut hei an der Chamber ginn huet. An do sinn dräi Wierder dran: „stratégie", „déconfinement" a „progressif". Ech fänken emol mat der Strategie un.

Eng Strategie, déi soll u sech ëmmer guidéieren, si soll koordinéieren, si soll Kloerheet schafen, si soll ee kloert Zil hunn an och en Zäithorizont. Ech ginn op déi do Punkten nach méi spéit eng Kéier an. Mee si soll awer och an enger beschtméiglecher Kenntnis vum Terrain gemaach ginn.

An hei stelle sech fir eis eng Partie Froen, nämlech ganz einfach, well mat de Leit vum Terrain dacks net oder kaum geschwat ginn ass. Dat geet vun de Schoulgewerkschaften iwwert d'Sozialpartner bis hin zu den Dokteren. An dat ass definitiv net gutt fir eist Mateneen, well grad an der Kris ass de Sozialdialog wichteg, an do däerf kee Social Distancing sinn.

Déi sanitär Kris, déi mer hunn, an déi Wirtschaftskris, déi onvermeidlech ass, déi däerfen ënner kengen Ëmstänn zu enger breeder Sozialkris ginn. An duerfir ass et - ech mengen, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot gehat - u sech net gutt, fir sech éischter vu Consultingfirme beroden ze loosse wéi vun de Sozialpartner. Zumindest en Dialog mat de Sozialpartner wär hei immens wichteg.

Här President, „déconfinement", „stratégie de déconfinement", also, op gutt Lëtzebuergesch, eng Ofkéier vum faméise „Bleif doheem!". De Premier sot et och: De „Bleif doheem!", dee gëtt opgehuewen, an dat ass gutt. Ech si frou, datt d'Situatioun sech geännert huet. D'Madamm Lenert sot, mir hätten eng berouegend Situatioun. An ech soen hir och nach eng Kéier villmools Merci fir hiren Asaz an dëser Kris.

An dës Situatioun hu mer och, well d'Leit sech un d'Reegele gehalen hunn. An och si verdéngen e grousse Merci, well just dowéinst kënne mer elo hei iwwert den Deconfinement schwätzen.

Mir hunn de Virus nach net zu 100 % am Griff. Dat hunn ech schonn e puermol gesot. Mee mir mussen awer verhënneren, datt de Virus eis mat sengem Griff zu 100 % läämt. An duerfir hu mir als CSV och déi lescht Woch gesot: „Et ass un der Zäit, fir d'Gesondheet, d'Fräiheet an d'Wirtschaft erëm ënner een Hutt ze kréien."

Well villes gëtt net méi akzeptéiert. Vill Mesurë sinn och net méi proportional. An d'Leit an d'Betriber brauchen onbedéngt Planungssécherheet. Si brauche Perspektiven. An et ass elo un der Zäit, fir hinnen erëm een Deel vun der Fräiheet zréckzeginn. A „Fräiheet", dat heescht definitiv net, an ech mengen, och dat huet de Premier scho gesot, auf Teufel komm raus Vollgas ginn, d'Pneue quiitsche loossen, mee et heescht nach ëmmer, mat der néideger Virsiicht sech un d'Reegelen, wann ech vun Autoe géif schwätzen, un de Code de la route ze halen.

An dat heescht am Kader vum Oplackeren: éischtens nach ëmmer d'Reegel vum Ofstand anhalen, aus dem „Bleif doheem!" gëtt u sech ee „Bleift auserneen!".

Anscheinend gëtt et schonns eng App, ech hu se nach net gesinn, wou et piipst, wann ee méi no wéi zwee Meter beieneekënnt. Also dann hätte mer schonn eng direkt Warnung. Ech hat elo déi lescht Woch eng Kéier um Fernsee ee gesinn, deen hat esou ee Gerüst ronderëm gebaut vun zwee Meter, also, dat ass relativ komplizéiert, da wär d'App méi einfach. Dat ass dat Éischt, also: „Bleift auserneen!"

Zweetens, déi sanitär Hygiènesreegele musse weider strikt respektéiert ginn, well soss packe mer de Virus net. An an deem Kader begréisse mer och, datt déi 50 Masken zur Verfügung gestallt gi fir jiddwereen iwwer 16 Joer. Et ass nach e bëssen eppes aneres wéi eisen nationale Maskeplang, mee et geet awer an déi richteg Richtung.

An drëttens, an dat ass zentral bei all Exitstrategie, mussen d'Infektiounsketten ënnerbrach ginn. Dat heescht, soubal wéi een infizéiert ass, muss esou gutt wéi méiglech verhënnert ginn, datt en aner Leit infizéiert. An duerfir muss natierlech fir d'éischt emol festgestallt ginn, wann eng Infektioun do ass. An duerfir brauche mer Tester.

D'Regierung seet jo och mëttlerweil: „Testen! Testen! Testen!" An dat ass och gutt. An et ass och gutt, datt mer anscheinend mëttlerweil genuch där Tester hunn. Mee nach ëmmer ass zumindest engem groussen Deel vun eis déi Teststrategie net ganz kloer an och d'Kommunikatioun a Saachen Tester ass sécherlech net ganz kloer.

Hei ass den Androck erwächt ginn, ganz Lëtzebuerg géif getest ginn. Ech hunn e puer Schlagzeile vum 28. Abrëll: „Flächendeckend testen!", „Un mois pour tester l'ensemble du Luxembourg!", „Die ganze Bevölkerung wird getestet." Dat war virun enger Woch. Ee Mount, fir déi ganz Bevëlkerung ze testen, da kéint ech jo elo dovunner ausgoen, datt schonn ee Véierel vun der Bevëlkerung getest wär. Ech denken net, datt dat de Fall ass.

An ech fanne wierklech, datt mer hei eng kloer Kommunikatioun brauchen. An et kann net sinn, datt een an der Kris d'Kommunikatioun esou mécht, datt ee virun allem eng gutt Schlagzeil kritt. Eng Kommunikatioun muss kloer sinn, si muss transparent sinn a si muss virun allem informéieren, well soss schaaft se Onsécherheeten. An a Krisenzäiten ass dat op jidde Fall eppes, wat mer net brauchen.

An et wär och fir eis wichteg ze wëssen, op wéi enge Krittären d'Regierung ëmmer hir Decisioune baséiert. Dat ass net einfach fir eis. Mir hunn dacks no Informatioune gefrot. Ech soen et elo nach eng Kéier: Ech hunn dräi Woche laang hannereneen nom Reproduktiounstaux vum Virus gefrot. Ech hunn déi lescht Woch du gesot kritt, dee wär 1,04. Ech hat awer d'Evolutioun gefrot. Do krut ech gesot, dat géif online gesat ginn deen Dag. Deen Dag war et net online. Et ass een Nolafen, et ass ee Sichen no Informatiounen, déi mer awer, denken ech, zegutt hunn!

De Mëtteg lauschteren ech dann de Radio, de Mëtteg ginn ech dann um Radio erëm gewuer, bei eis läit en elo bei 1,04. Dat ass einfach net gutt. Mir mussen eis Aarbecht maachen a mir brauchen duerfir Informatiounen. A mir kënnen den Informatiounen net ëmmer nolafen.

Ech kéint och zu deem Taux hei froen: 1,04, wat bedeit deen elo fir déi Exitstrategie? A Frankräich, hunn ech héieren, läit e bei 0,6.

Mir haten och d'Etüde gefrot. De Premier huet eis gesot ..., mir hu gëschter eng kritt, déi war gëschter am Courrier vun der Chamber. Ech weess net, ob et der méi gëtt. Mir hunn zumindest elo emol eng kritt. Ech denken, datt et awer och ekonomesch Etüde misst ginn, fir eng Simulatioun do ze maachen. Ech hunn déi heiten elo iwwerflunn. Ech hu se elo net genau am Detail gelies. Mee wéi ech se iwwerflunn hunn, et geet ëm déi groussflächeg Teststrategie, do si mer awer e puer Punkten opgefall.

Eenzel Kontingenter, gëtt ëmmer geschwat, eenzel Gesellschaftsgruppe kéinten duerch dës groussflächeg Teststrategie elo éischter vun de Beschränkunge befreit ginn. Do wëll ech einfach gäre wëssen: Wéi leeft dat konkreet an der Praxis?

An der Etüd steet och, d'Bevëlkerung soll opgedeelt ginn a Kontingenter - ech hunn nach kee richteg gutt lëtzebuergesch Wuert fonnt - vu 50.000 bis 100.000 Leit. An dobäi kënnt dann, datt dës Kontingenter solle stufeweis opgemaach ginn. Esou steet et an der Etüd. All dräi Woche kéint een neie Kontingent da getest ginn an uschléissend, do, géif ech mengen, stéing e Feeler an der Etüd, well do steet: „von Lockerunge befreit" ginn, ech denken éischter, datt et „von Beschränkunge befreit" gi sollt heeschen. Dat heescht, all dräi Woche soll esou ee Kontingent getest ginn an da kéinten do erëm bei deene méi Lockerunge kommen.

Fir mech stelle sech einfach eng Partie Froen: Wéi eng Kontingente sinn dat? Wéini ginn déi eenzel Kontingente getest? Wéi ee Kontingent gëtt zum Beispill elo getest an an dräi Woche kann dee méi Lockerungen erfueren? An, an, an … D'Teststrategie ass definitiv fir eis net kloer.

Beim Bau sinn, mengen ech, eenzel Leit oder prouwenaarteg getest ginn. D'Schüler sollten all getest ginn. D'Premièrë si getest ginn, elo sollten déi aner Schüler erëm net méi getest ginn. Wat gëtt konkreet gemaach? De Commerce geet jo elo op. Ginn och elo do Leit méi getest? Wéi gesot, ech weess et net!

Här President, d'Teststrategie ass an eisen Aen definitiv nach net ganz kloer. An zu enger klorer Exitstrategie géif dat heiten och geheieren. An da wëll ech awer hei nach op eppes agoen, op eng Question parlementaire urgente, déi meng Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth gestallt hunn, wou et eeben och genau ëm dës Tester geet a wou et drëm geet, datt déi Tester awer solle 40 Millioune kaschten an ob do eng Ausschreiwung gemaach gi wär.

Ech ginn elo net am Detail drop an, well d'Zäit leeft awer fort. Ech invitéieren lech alleguer, fir déi Äntwert ze liesen, déi mer do kritt hunn. Do géif ech soen, déi Äntwert, déi ass eng Frechheet! Déi ass eng Frechheet fir déi zwee Deputéierten, mee déi ass am Prinzip och eng Frechheet fir d'Chamber hei!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer ech kommen erëm op d'Infektiounsketten zréck, déi mer jo musse probéieren, esou séier wéi méiglech ze ënnerbriechen, well dat ass en Deel vum Exit. Och am Dokument, wat mer gëschter kritt hunn, steet, datt, wa mer esou wäit sinn, datt mer just nach esou vill Infizéierter hunn, datt de Contacttracing nokéim, da kéint een am Prinzip opmaachen. De Contacttracing schéngt also eppes immens Wichteges ze sinn an dëser Exitstrategie. Ech hunn awer elo de Mëtteg näischt dovunner héieren!

D'Covid-19-Taskforce recommandéiert dann och, an dat steet och an deem Text, d'Notzung vun dateschutzkonforme Contacttracing-Apps, virun allem, well se méi séier sinn an och méi effizient wéi de manuellen Tracing. Leider hunn ech och dovunner näischt héieren. Wat ass d'Bedeitung vum Tracing an dëser Exitstrategie?

Bon, mer wäerten herno bei der Motioun vun de Piraten nach eng Kéier drop agoen. Mir sinn och kee risege Fan vun esou enger App. Mee mir wäerten eis engem fräiwëllegen digitalen Tracing net widdersetzen, wa mer doduerch méi Fräiheeten, méi séier Fräiheete kënnen zréckkréien an och d'Gesondheet an d'Fräiheet erëm ënner een Hutt kréien.

Mir brauchen, an dat soen ech awer och, bei enger Exitstrategie awer och e kloren Exit vun esou enger App. Och dat misst elo geplangt ginn!

Här President, „Bleift auserneen!", déi bekannten Hygiènesmoossnamen an d'Ënnerbriechung vun der Infektiounsketten duerch testen an trace sinn d'Viraussetzunge fir méi Fräiheet, fir d'Fräiheet an d'Gesondheet an och d'Wirtschaft ënner een Hutt ze kréien. A méi Fräiheete kréie mer och elo ab e Méindeg mat deem neie Reglement. Well eppes steet fest: Mir musse léieren, mat deem Virus eens ze ginn. Mir kënnen eis net nach méintelaang aspären.

A mäi Kolleeg, de Gilles Roth, dee sot och virgëschter op dëser Plaz: „Et ass héich Zäit ginn, datt elo Upassunge kommen, well villes gëtt net méi akzeptéiert a villes passt einfach net méi."

Firwat, ech soen nach eng Kéier dat Beispill, firwat ass et erlaabt, mam Motorrad ronderëmzefueren, awer net zum Beispill mam Auto? Ech war, ech mengen, net dee leschte Weekend, do hat et gereent, de Weekend virdru mam Vëlo gefuer. Also ech kann lech soen, et si mir ganz vill Motorrieder begéint, et si mer awer och ganz vill Cabrioe begéint, et si mer och Oldtimere begéint. An ech mengen, deen een huet genausou mann eppes Schlechtes gemaach wéi deen aneren. Also, wannechgelift, d'Moossnamen esou festhalen, datt d'Leit se verstinn! Well wann d'Leit se verstinn, dann hale se sech och drun.

Oder eppes aneres. Wa meng Mamm elo am Altersheem wär, da kéint ech bei se goen. Meng Mamm ass doheem, dann dierft ech elo nach net bei se goen. Dat ass u sech net ganz logesch. An duerfir gëtt et Zäit, datt mer hei Ännerunge maachen.

Den Alldag vun de Leit, dee soll erëm e bësse méi Normalitéit kréien, an och eis Wirtschaft muss erëm lues a lues un d'Rulle kommen.

Här President, den Här Di Bartolomeo hat d'Madamm Lenert gefrot, wou déi meescht Leit sech ugestach hätten. Wa mer dat wéissten, da kéinte mer nämlech, duerfir hat en och gefrot, déi néideg Konsequenzen zéie bei eiser Exitstrategie. An ech weess elo net, wou datt dat genau war, mee d'Madamm Lenert sot, am Sozialen hätte mer déi meescht Leit, déi sech ugestach haten. War dat elo doheem? War dat elo op der Schaff? Oder soss éierens bei de Leit? Ech mengen, soss éierens éischter net, well dat war jo nach verbueden.

Elo gëtt et erlaabt, fir sechs Leit doheem op Besuch ze hunn. An et ass och wichteg, datt mer erëm esou eppes erlaben, datt mer erëm eng Kéier kënnen d'Famill gesinn, datt mer erëm kënnen eng Kéier d'Frënn gesinn. A wéi gesot, wéi et soll kontrolléiert ginn, weess ech zwar net. Well ech denken, doheem ass doheem a privat ass privat, an dat soll och esou bleiwen. A mir wëlle keng Police an der Stuff hunn, mee mir wëllen awer d'Verantwortung an der Stuff hunn. An duerfir brauche mer dee klore Message: Och doheem mussen d'Reegelen agehale ginn!

De Premier huet en Appell gemaach un d'Eegeverantwortung, dat ass gutt. Mee wannechgelift, dee klore Message musse mer maachen! Et ass elo net Zäit, fir doheem d'Kiermes vum Duerf ze feieren, och net nëmmen zu sechs. Also muss ee kloer soen: „Ofstand wannechgelift och hei halen!" an op d'Sécherheetsmesuren hiweisen. Et ass hei een: „Bleift auserneen, och doheem!"

(Hilarité)

Och wann dat weiderhin … Also net iwwerall doheem, also an der Famill net, okay! Ech hunn iwwert de Besuch geschwat, Här Spautz!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Elo hate mer schonn Angscht.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll elo net, datt mer elo hei alleguer d'Relatiounen ofbriechen.

(Hilarité et brouhaha)

Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, fuert roueg weider! Loosst Iech net duerjerneebréngen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wa mer awer doheem de Besuch hunn, a virun allem wa mer bei d'Bomi a bei de Bopi ginn, dann ass et, mengen ech, wichteg, datt een dës Sécherheetsmesuren nach respektéiert, wat definitiv net einfach wäert sinn an all Fall, mee déi nei Normalitéit ass net déi al Onbesuergtheet, zumindest net elo schonn. An do kann ech just soen: leider!

Well mer däerfen eis och elo erëm treffen dobaussen am ëffentleche Raum. Ech wollt dat nach eng Kéier preziséiert froen. Mee den Här Premier sot, am ëffentleche Raum. Ech hoffen elo net, datt alleguer déi 20 Leit sech elo a Gruppen treffen um Stau, well dat ass e schéinen ëffentleche Raum an de Weekend gëtt gutt Wieder. Mee et ass och wichteg, datt mer erëm kënnen ënner Kolleegen dobausse sinn. Wéi gesot, ech mengen, et ass méi wichteg, d'Sécherheetsreegelen, den Ofstand gi respektéiert, ob et der elo 18 oder 21 sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, e ganz anert Theema, wat awer nach net ugeschwat ginn ass. „Zesumme Kierch sinn", dat ass de Motto vun der Oktav. Also, ech wëll elo hei net priedegen. Éischtens kann ech dat net, et ass och net meng Natur. An ech géif och fäerten, et géif kee mech priedege loossen.

(Hilarité)

Mee ech weess, datt awer och vill Leit d'Bedierfnis hunn, fir erëm an d'Kierch oder soss an e Gottesdéngscht ze goen. Duerfir och hei meng Fro: Vu wéini un dierfen d'Leit erëm an d'Kierch?

Well wann de Buttek opgeet, de Coiffeur geet op, de Musée geet op, da kéint ee sech jo awer och froen: „Kann een net erëm an d'Kierch goen?" Och do si Sécherheetsreegelen, déi kënnen agehale ginn.

(Brouhaha)

Mir begréissen, Här President, dann och d'Ouverture vun de Muséeën, vun de Bibliothéiken, well och hei musse mer erëm kënne Kultur méi physesch erliewen.

An d'Kultur ass wichteg fir eis. An duerfir weisen ech nach eng Kéier op dem Octavie Modert seng Motioun, wou hatt no Léisunge freet an och konkreet Virschléi gemaach huet, fir d'Artisten an d'Intermittents du spectacle ze ënnerstëtzen. Do vermësse mer nach Léisungen.

Dat selwecht gëllt fir de Sport. An ech sinn och frou, datt mer bis elo nach ëmmer konnte Sport dobausse maachen, eenzel oder an der Famill. Ech denken, datt dat wichteg war fir déi physesch an och fir déi psychesch Gesondheet.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech sinn och frou, datt elo erëm eenzel aner Sportaarten erlaabt ginn. Och Sportsveräiner kënnen erëm dobaussen aktiv ginn. Och wann een elo kee Fussballsmatch ka spillen, esou kann een awer Technik üben, et kann ee Konditioun üben. Et ass villes machbar, wou eeben d'Sécherheetsreegele kënnen agehale ginn. Also och do: De „Bleift auserneen!" ass méiglech. An duerfir ass et gutt, datt mir dat do och maachen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et wär definitiv fatal, wa mer an dëser Zäit, an dëser sanitärer Kris net géife kucken, datt d'Leit d'Méiglechkeet kriten, fir no hirer Gesondheet ze kucken. An de Sport, d'Beweegung gehéiert zur Gesondheet derbäi.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn awer hei nach eng aner Fro. Wéini kënnen zum Beispill Fitnesszentren opgoen? An Nordrhein-Westfalen hunn ech gelies, den 11. Mee, well och do si Sécherheetsmesurë méiglech.

Mir haten den Här Sportsminister gefrot, mer hunn u sech keng Detailer kritt, mee ech soe just och hei: Dës Betriber brauche Planungssécherheet. Sot wannechgelift och dëse Betriber, wéini datt Der envisagéiert opzemaachen, ënner wéi enge Konditiounen, fir datt d'Leit sech kënnen drop astellen, fir datt se kënne plangen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir musse mam Virus léieren ze liewen. An duerfir brauche mer och eng nei Normalitéit an de Klinicken, an den Altersheemer an an de Fleegeheemer, an dat virun allem wat d'Besuchsrecht ugeet.

An ech soen lech hei nach eemol Merci fir déi Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn, eestëmmeg gestëmmt hunn, fir datt et méiglech ass, datt d'Leit, déi um Stierwe leien, kënne begleet ginn. Dat ass wichteg. Mee ech muss leider och soen, datt ee leschten Addi net duergeet. Ech sinn a leschter Zäit dacks vu Leit ugeschwat ginn, an et mierkt een, datt et net iwwerall d'selwecht gehandhaabt gëtt. An dat ass schlecht. Et si Leit, déi hu Leit aus der noer Famill an der Klinick leien, schwéier krank, an déi kënnen net bei se goen. An ech soen lech einfach: Wann een déi Leit éischtens kuckt vun deenen hirer Positioun, déi hunn Ängschten, wann déi mussen eleng do sinn, dann ass dat net mënschlech. An et ass och schwéier zu erdroe vun deenen, déi dobausse sinn an déi net kënne bei dës Leit goen.

Duerfir wär et wichteg, datt mer hei national kloer Reegele kriten, datt dat iwwerall kéint d'selwecht gehandhaabt ginn an datt mer hei net géifen d'Verantwortung un d'Klinicken, un d'Dokteren, un d'Gestionnairen ofleeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wierklech maachen ech en Appell: Baut wannechgelift dëse mënschlechen Deel an Är Exitstrategie an!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns gesot: Et gëtt Zäit, datt mer d'Fräiheet, d'Gesondheet an d'Wirtschaft erëm ënner een Hutt kréien. Well och fir eis Wirtschaft gëtt et immens héich Zäit, datt si erëm un d'Rulle kënnt. An ech kann lech soen: D'Wirtschaft dobaussen, déi waart, datt se gréng Luucht kritt, kloer Annoncen an eng kloer Kommunikatioun, well si brauchen d'Planungssécherheet an och si brauche Perspektiven.

An hei brauche mer méi kloer Aussoe wéi, ech hunn dat leider och schonn e puermol gesot: „Wann d'Zuele gutt sinn, da maache mer vläicht op." Do froen ech mech ëmmer: „Wéi eng Zuelen? A wat heescht ‚gutt'?"

Här President, eis Ekonomie ass zwar net alles. Mee, an dat steet awer och fest, ouni eng staark regional, lokal, national Ekonomie ass awer och alles näischt!

An ech denken hei besonnesch un eis Kleng- a Mëttelbetriber. Si sinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft a si leide ganz staark ënnert dëser Kris. An et ass wichteg, datt mer op dëst Réckgrat oppassen, well soss, kann ech lech soen, kréie mer alleguer staarke Réckwéi, an dat ass näischt Guddes.

Mir hunn als CSV och de Covid-19-Stabiliséierungspak matgedroen. A mir begréissen och, datt d'Regierung wierklech no munchen Ierweeër a kontraproduktive Messagen hei nogeluecht an nogebessert huet, grad och wat déi finanziell Hëllefe bei den Independanten ugeet. Ech soen et nach eng Kéier: Déi sinn net alleguer a laang net alleguer Spëtzeverdénger!

Mee dat geet nach net duer. Mir mussen och derfir suergen, datt déi versprachen Hëllefen onbürokratesch an direkt um Terrain ukommen.

Ech hunn hei e Mail vum Dënschdeg, 5. Mee. Do schreift ee mer: „No bal siwe Woche koum dann elo endlech haut de schréftleche Refus" - no siwe Wochen, de schréftleche Refus! - „Ech hoffe jo elo, datt et net erëm siwe Wochen dauert, bis datt ech da vläicht déi 2.500 Euro kréien oder erëm e Refus."

Ech soen lech, stellt lech just vir, Dir kréicht siwe Woche laang keng Pai an Dir hätt keng Anung, wéini datt Der erëm eng Kéier kéint ee Sou verdéngen! An da kréicht Der no siwe Wochen, wou Der vläicht gehofft hutt, eng kleng Bäihëllef ze kréien, da kritt Der dann e Refus an Dir wësst nach net, wat kënnt. Dat ass u sech esou net akzeptabel. A wann ech de Gilles Roth zitéieren: „Et ass hei eng grouss Diskrepanz tëschent Usproch a Wierklechkeet."

An da musse mer eis Direktbäihëllefen och nach ausbauen. Mir mussen de Prabbeli méi grouss opspanen. Och do hat ech gëschter nach een Telefon, wéi ech aus der Chamber hei heemgefuer sinn, vun engem Här, deen u sech am Secteur vum Evenementiel - déi Fester organiséieren - schafft.

Et gi warscheinlech vill där Secteuren, déi nach duerch d'Netz falen. An ech kann lech just soen: Hie kritt keng Bäihëllef, hie fält wierklech laanscht all d'Méiglechkeeten. Ech kann lech awer och soen, wat e sot. E seet: „Ech si voller Scholden. Ech weess net, ech kréien näischt. Ech weess net, wéini ech erëm ka Sue verdéngen." An da seet en: „Weess du, wat dat hei gëtt? Dat heite gëtt ee Risepush fir alleguer déi Älteren, déi soen zu de Kanner: ‚Hei, gitt bei de Staat schaffen an traut iech nëmmen net!'"

An ech kann lech soen: Wann dat hei erauskënnt, dann hu mer definitiv ganz schlecht geschafft! An dorobber musse mer oppassen. Dat wär fatal fir eis Wirtschaft, well mir brauche Leit, déi sech trauen. Also loosst se wannechgelift net am Ree stoen a passt de Prabbeli séier un, well soss packen eis Betriber dës Wirtschaftskris net! An dat bedeit Chômage! An dann hu mer eng sozial Kris, déi mer awer ënner allen Émstänn musse verhënneren!

Mir haten als CSV eng Abberzuel vu konkreete Propose gemaach. A mir wären, éischtens emol, frou, wann dës Gesetzespropositiounen och elo deemnächst, dat hat ech och de Moie gesot, an de Kommissioune kéinten diskutéiert ginn.

An ech begréissen dann och elo, datt den Här Premier u sech eis Propos, wou et ëm d'steierlech Ureizer fir d'Proprietäre geet, fir de Loyer an der Kris nozeloossen, datt hien déi Propos och elo opgegraff huet. Mir musse wierklech op deem do Wee virugoe fir d'Betriber, fir hinnen de Réck ze stäipen, well vill stinn der mam Réck widdert der Mauer.

An da kann ech just nach eng Kéier hei soen: Et geet net, datt ee Regierungsmember mengt, alleguer déi Independanten, déi wäre mam gëllene Läffel op d'Welt komm. Well ech mengen, där hu mer net vill, an ech mengen och, ganz vill hunn och elo nach kee gëllene Läffel.

An et geet och net, wann ee Wirtschaftsminister seet, ech hu mer dat de Moien eréischt ugelies: „En intelligente Patron, dee soll direkt nom Confinement senge Leit Congé ginn." Mee ech froe mech dann: Wou solle mer dann eng Relance hierkréien, wa mer sollen ufänke mat schaffen an da gi mer de Leit Congé?!

Ech weess net, wéi dat soll fonctionéieren, mee am Wirtschaftsministère, do wäerte se sech dann elo geschwë kënnen op de Congé freeën.

(Interruption)

Also eis Betriber, déi brauche Planungssécherheet an dat op zwee Niveauen: a puncto Datumen, wéini se erëm kënne schaffen. Dat ass vun de Méindeg un elo e bësse méi kloer. Dat kéint awer nach méi kloer ginn, well mer hunn nach Betriber, déi wëssen et net.

An zweetens a puncto Bäihëllefen, an hei muss ee laangfristege Gesamtpackage op den Dësch geluecht ginn. Den Här Delles hat en annoncéiert fir déi lescht Woch. Mir hunn elo erëm eng Kéier eenzel Mesurë kritt. Mee mir brauchen ee globale Package, deen dat Ganzt zesummenhält an deen d'Strooss hält.

Den Här Buck vun der UEL sot: „Mir brauchen net all Dag nei Mesuretten." Net all Dag nei Mesuretten, mee ee Gesamtpackage an och eventuell secteurspezifesch Pläng, well all Secteur ass anescht. Just esou kréie mer d'Betriber virun der Faillite gerett.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce hu ganz vill konkreet Propose gemaach. Et wär och interessant ze wëssen, wat d'Regierung vun dëse Proposen hält.

Elo geet de Commerce op, d'Coiffeuren däerfen och erëm schaffen. Dat hu mer gefrot, dat ass och gutt esou, natierlech erëm eng Kéier ënnert dem Motto „Bleift auserneen!" Och dat sot de Premier. „Et gëtt keng legal Virschréften", sot de Premier. Et ass awer wichteg, eng kloer Kommunikatioun ze maachen. An ech hoffen, datt déi dann dobaussen ukënnt, wéi bei de Commercen, op wat se mussen oppassen.

An ech soen et och hei nach eng Kéier: Et ass gutt, datt och elo déi kleng Commercë kënnen opmaachen, well et ass definitiv net gerecht gewiescht, datt d'Grande-surfacen alles konnte verkafen an déi aner souze mam Fanger am Mond do, well et ass net esou wichteg, wien eppes verkeeft oder wien eppes mécht, mee et ass méi wichteg, wéi een eppes mécht. An déi kleng Betriber kënne genausou gutt Sécherheetsreegelen anhale wéi déi grouss Betriber.

Dann huet den Här Staatsminister och nach gesot, et wär elo nach ze fréi fir den Hotels- a Restaurantsberäich, deen natierlech duerch d'Natur vun der Saach besonnesch ënnert deem „Bleift doheem!" leit. An och de „Bleift auserneen!" gëtt bei hinne ganz schwéier.

Ech wëll hei de François Koepp, Generalsekretär vun der Horesca, op RTL zitéieren. Dee sot: „De ‚Wann-wann-wann' an dann den ‚Eventuell-den-1.-Juni', dat hëlleft eis näischt." „Mir brauche kee ‚Wann-wann-wann'", seet en, „mee mir brauchen een ‚Elo-dann-dann-dann' an ënner klore Konditiounen." Si brauchen also Planungssécherheet oder zumindest Kloerheet an de Krittären an och bei de Konditioune vun der Stee oder hei vun der Ouverture. Wéi eng Krittäre sinn ausschlaggeebend, ob si elo kënnen den 1. Juni opmaachen oder net?

Wéi gesäit d'Situatioun iwwerhaapt am Moment aus? Ech weess net, huet d'Regierung do Informatiounen, wivill Betriber riskéieren, an eng Faillite hei ze falen? Vill vun hinne stinn nämlech definitiv och mam Réck widdert der Wand. Loyer, sozial Käschten, dat ass net näischt!

A wann dee Secteur bis opgeet, da verdéngt dee jo net dat erëm, wat e virdru verdéngt huet! Nee, méi Distanz, heescht manner Clienten, heescht manner Recetten. Et gëtt also hei keng Relance a V-Form, wéi et fir eis Wirtschaft am PSC virgesinn ass.

A mir brauchen awer och fir dëse Secteur eng Relance, well och dëse Secteur ass wichteg fir eist Land, ass och wichteg fir d'Attraktivitéit vun eisem Land. An och hei schaffe vill Leit. An och si mussen ënnerstëtzt ginn.

Här President, wat fir eis nach wichteg ass, mir kommen an eng Wirtschaftskris, mir si schonn an enger Wirtschaftskris, mee déi Wirtschaftskris, déi däerfe mer net um Bockel vun deene klenge Leit a vum Mëttelstand ausdroen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et ass keng Zäit fir Austeritéit. Et ass u sech Zäit fir d'Solidaritéit, an do virun allem mat de klenge Leit a mat der Mëttelschicht, dem Mëttelstand. An hei soll kee probéieren, ee géint deen aneren auszespillen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, dann nach zu engem aneren Deel vun eiser Ekonomie: der Landwirtschaft. An ech hoffen, datt an der Kris jiddweree gemierkt huet, wéi wichteg et ass, datt mer eng gutt fonctionéierend Landwirtschaft hunn. Si suergt nämlech fir eis Liewensmëttelsécherheet.

Mir haten eng Motioun hei erabruecht, fir och dëse Secteur geziilt ze ënnerstëtzen an der Coronakris. Leider huet d'Majoritéit gemengt, dat wier net noutwendeg. Ech kann Iech just soen: Et ass noutwendeg, och dëse Secteur leit ënnert der Coronakris! De Wäibau huet scho ganz staark Aboussen. Och an der Landwirtschaft zéien däischter Wolleken op, Donnerwieder um Weltmaart.

Op EU-Niveau, hunn ech elo gelies, géif sech eppes dinn am Beräich vu Bäihëllefen. Mee ech fannen, d'Regierung sollt net waarden, bis datt sech op EU-Niveau eppes deet. D'Regierung soll selwer aktiv ginn, an dat net nëmmen an de Sonndesrieden, mee direkt elo. Mir haten et gefrot. D'Betriber brauchen et och.

Heiansdo huet een do definitiv d'Gefill, datt, wa mer net grad vläicht hei an der Chamber sinn, wou mer direkt iwwert d'Landwirtschaft schwätzen, da géif ee mengen, d'Mëllech kéim, oder d'Regierung géif mengen, d'Mëllech kéim aus dem Cactus an net vun der Kou vum Bauer.

Här President, mir diskutéieren hei erëm iwwer een Deel vun enger Exitstrategie. Ee gesamte Package ass et nach net. Et ass awer wichteg, datt d'Regierung jiddwerengem kloer Pespektiven opweist. An et muss och elo iwwert déi reng Exitstrategie weider nogeduecht ginn. Wat kënnt duerno?

Ech wëll elo keen déif gräifenden Debat hei ufänken, well déi Zäit hunn ech och net. Mee ech wëll awer wëssen: Hutt Dir Iech schonns Gedanke gemaach, wéi eng Konsequenzen, wéi eng positiv Léieren Der aus dëser Kris wëllt zéien am Beräich vum Gesondheetswiesen, zum Beispill och am Beräich vun der Gesondheetskeess, an der Schoul, an der Neiorientéierung vun eiser Wirtschaft, an de Prozeduren? Villes ass wärend der Kris hei méi einfach ginn. Ma kommt, mir iwwerhuelen dat fir no der Kris!

Den Här Bausch, mengen ech, war et de Moien, ech gi mat all deene Pressekonferenzen net méi richteg eens, mee ech mengen, et war den Här Bausch, dee gesot huet, nach virum Summer géif d'Regierung sech zesummesetzen, fir de Koalitiounsaccord ze iwwerkucken. Wat heescht dat genau? Wat gëtt do gekuckt? Et wär interessant, dat ze wëssen.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech maache just nach ee klengen Exkurs an Europa, well den 9. Mee hu mer eisen Europadag. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg ee Feierdag doraus gemaach.

Ech kann Iech just soen: Dësen 9. Mee ass hei zu Lëtzebuerg keng Ursaach, fir ze feieren! Et ass och nach de 70. Anniversaire vun der Schuman-Deklaratioun. An et wär wierklech fir eis interessant ze wëssen, wat de Premier, wat d'Regierung ënnerholl huet, fir datt mer eis Grenzen zu deenen eenzelne Länner endlech opkréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als CSV den État de crise viru siwe Woche matgestëmmt an dat an aller Längt. Mir hu gesot: „De Virus ass ze séier fir eis Instanzen." Mir hunn eis Verantwortung iwwerholl. Mir hunn de Leit vertraut a mir hunn eist Vertrauen och der Regierung ginn. Ech muss just soen, an ech mengen, och dat war déi lescht Deeg scho gesot ginn: Zumindest een Deel vun deem Vertrauen, wat mer hätte sollen zréckkréien, hu mer net kritt. Dat ass net gutt.

Fir eis steet op jidde Fall elo kloer fest, wa mer kucken, wéi et virugeet, fir eis ass et kloer: Et wäert mat eis keng Verlängerung vum État de crise duerch d'Hannerdier vun der Chamber ginn. An et stellt sech och d'Fro, wéi laang mer dësen État de crise nach a Realitéit hunn.

An de Gilles Roth hat dee leschten Dënschdeg eebe gefrot, d'Fro un den Här Staatsminister geriicht, fir juristesch préiwen ze loossen, ob den État de crise iwwerhaapt nach ginn ass.

Ech wollt hei froen: Ass dat geschitt? An da wäre mer natierlech interesséiert, fir déi Äntwert drop ze kréien.

Fir eis ass op jidde Fall kloer: Jo, mir stinn zum Prinzip vun engem Covid-19-Gesetz. Mir hunn et selwer an eiser Motioun gefuerdert, mee mir refuséieren en allgemengt Pandemiesgesetz, wat u sech op illimitéiert Zäit der Regierung géif illimitéiert Pouvoiren zoukomme loossen a wat mer elo missten iwwert de Knéi briechen.

Mir brauchen ee Covid-19-Gesetz, wat mer awer a Rou mussen diskutéieren, an duerfir brauche mer et och elo, well mir hunn net méi esou vill Zäit fir ze diskutéieren, a mir brauchen et elo, fir et a Rou kënnen ze diskutéieren, an de grousse Prinzip muss sinn: keng onnéideg Aschränkunge vun de Fräiheeten. An ech hoffe wierklech, datt dann hei dat Mateneen erëm besser ka fonctionéieren an datt mer dat verspillt Vertrauen erëm kënnen zréckgewannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn e puer Meter op de Virus guttgemaach. Mir hunn en net ageholl. Mir hunn en och net iwwerholl. Mee mir hunn awer e puer Meter guttgemaach. A wann ech u mäi Marathonvergläich vu menger leschter Ried kann uknäppen, da géif ech soen: Mir hunn e gudde Lafrhythmus fonnt, e Lafrhythmus, deen eis erlaabt, Stéck fir Stéck dem Zil méi no ze kommen, ouni awer an der nächster Kéier ausser Otem ze geroden.

Jo, déi lescht Wochen, déi hunn eis alleguerten op eng haart Prouf gestallt, a mir hunn alleguerte vill vun eise Fräiheete missen opginn, fir alleguerten eis Matmënschen ze schütze virum Covid-19. An ech weess, dat war vu jiddwerengem vill verlaangt an et huet och laang gedauert.

Déi Efforten, déi mir all zesumme geleescht hunn, hunn dozou bäigedroen, dass d'Infektiounszuelen hei am Land am Gréff sinn. Si si momentan ënner eise Capacitéiten, an ech mengen, dat soll eis alleguerte freeën. „Flatten the curve", dat huet bei eis fonctionéiert a mir alleguerten hunn dozou bäigedroen. Et ass de Verdéngscht vu jiddwerengem, et ass de Verdéngscht vu jiddwer eenzelnem Bierger, dee sech un d'Consignë gehalen huet.

Et sinn dës gutt Nouvellen, déi eis et elo erlaben, de Confinement ze lackeren. Déi zweet Phas vum Deconfinement kann also ufänken. No de Chantieren, den Dokteschpraxen ass et ab e Méinden un de Butteker, u verschiddene Commercen, ënner anerem och de Coiffeuren an de Soins à la personne, déi hir Dieren erëm kënnen opmaachen, déi erëm kënne schaffen.

Dat suergt net nëmme bei deene betraffene Betriber fir e grousst Opootmen, mee och, mengen ech, bei de Leit alleguerten. D'Reouverture vun deene Butteker a Geschäfter weist, dass mir en éischte klenge Schrëtt a Richtung Normalitéit ginn, an dat mécht eis alleguerten Hoffnung.

Mee de Virus ass nach ëmmer present. An och wann d'Regierung elo e Schratt geholl huet, fir verschidde Mesuren nees ze lackeren, musse mer eis bewosst sinn, dass de Virus och weiderhin en Deel vun eisem Liewe bleiwe wäert an dass mer eis och weiderhin adaptéiere mussen.

D'Maximm „Bleif doheem!" gëtt ersat duerch d'Maximm „Bleif virsiichteg!". Ech appeléieren un d'Eegeverantwortung vun all Eenzelnem. Ech appeléieren un de Verstand vun all eenzelnem Matmënsch, fir weiderhi Rücksicht ze huelen op déi aner Leit, fir weiderhi Rücksicht ze huelen op déi Leit, déi vulnerabel sinn. Mir musse weiderhin d'Sécherheetsofstänn anhalen a weiderhin déi Hygiènesmesuren, déi mer eis elo an de leschte Wochen operluecht hunn, och anhalen, fir domat ze verhënneren, dass et zu enger grousser Zuel un Neiinfektioune kënnt, déi eis géif an all eisen Efforten no hanne geheien.

Här President, dësen Deconfinement, deen hu mer net op d'liicht Schëller geholl. A mir kënnen en nëmme consideréieren a mir kënnen en nëmmen duerchzéien, well mer eis alleguerten esou gutt un d'Reegele gehalen hunn.

Sécherheetsmesuren, déi bis elo gegollt hunn, wäerten och weiderhi mussen agehalen ginn an et kommen nach weider Mesuren derbäi. Esou war vill Organisatioun néideg, fir an de Schoulgebaier eng sécher Zirkulatioun ënnert de Leit ze erméiglechen, an dat wäert och an de Betriber an an de Commercen agefouert ginn. An Dir wësst, et ass scho gesot ginn: All Matbierger iwwer 60, pardon, all Matbierger iwwer 16 Joer - ech gesinn, hei kënnt e bëssen Aktioun an der éischter Rei -, iwwer 16 Joer wäert 50 Masken zur Verfügung gestallt kréien.

Den Deconfinement gëtt awer och vun enger Teststrategie begleet, wéi mer se och bei der Relance vun de Schoulen erlieft hunn. Schüler an Enseignantë konnte sech op fräiwëlleger Basis teste loossen, fir den Infektiounsrisiko op den absolutte Minimum ze reduzéieren.

Ech verweisen hei op eppes, wat, mengen ech, awer jiddwerengem heibanne bewosst ass: dass a kengem Land, proportional gesinn zu senger Populatioun, esou vill getest ginn ass wéi zu Lëtzebuerg, a mir hunn och nach d'Capacitéiten, fir weiderhi ganz vill Tester duerchzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Als Member vun der liberaler Partei, déi sech fir d'Selbstbestëmmung vum Mënsch an och fir seng perséinlech Fräiheeten asetzt, fir seng perséinlech Entfalung asetzt, fanne mir et net einfach ze soen, mee et war richteg, am Kampf géint de Covid-19 verschidde vun eise Fräiheeten anzeschränken. Et war keen einfachen, mee et war awer dee responsabele Wee, deen et erméiglecht huet, eis Infektiounszuele kleng ze halen an elo mam Lockere kënnen unzefänken.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten eng Rei Léieren aus dëser Kris mathuelen. Mir hunn eis en neit Bewosstsäin ginn iwwer Saachen, déi vläicht fréier fir eis selbstverständlech waren. Eis Beweegungsfräiheet war ageschränkt. Mir konnten net méi higoen, wou mer wollten. Mir konnten net méi bei eis Famill goen. Mir konnten eis Frënn net méi an den Aarm huelen. An et sinn déi Momenter, déi eis weisen, wat dach awer am Liewe wierklech wichteg ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Beruffer, déi bal onsiichtbar waren, kruten an de leschte Wochen a Méint déi verdéngt Unerkennung. Ech denken do net nëmmen un d'Gesondheetsberuffer, mee och un d'Liewensmëttelindustrie, d'Rengegungs-, d'Sécherheetsdéngschter an och eis Administratiounen, déi dozou bäigedroen hunn, dass et net zum komplette Stëllstand hei am Land komm ass. Ouni déi Leit, zu deenen awer och ganz, ganz vill Frontalieren zielen, hätte mir mat ganz vill anere Problemer ze kämpfe gehat. An ech hoffen, dass eis dëst Bewosstsäin, dëst neit Bewosstsäin och an Zukunft wäert erhale bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eis Aart a Weis fir ze schaffen huet sech a kierzester Zäit dramatesch verännert. D'Digitalisatioun gouf staark virugedriwwen, och a Secteuren, wou dat laang evitéiert gouf. Den Teletravail huet et ville Leit erméiglecht, weiderzeschaffen. An d'Schoul huet duerch den Enseignement à distance sech op déi nei Situatioun adaptéiert. D'Doktere konnte sech iwwer Teleconsultatioun ëm hir Patiente këmmeren.

Mee dës Kris huet natierlech och eng ganz Rei negativ Suitten. D'Angscht virum Virus huet vill Leit dovunner ofgehalen, an d'Spidol ze goen, wat dozou gefouert huet, dass aner gesondheetlech Problemer sech verstäerkt hunn.

Den Deconfinement gëtt de Patienten hoffentlech elo de Courage, fir bei den Dokter ze goen, wa si sech net gutt spieren.

Och ekonomesch huet dës Pandemie eis ganz haart getraff. An opgrond vun de strengen Hygiènesmesuren hu vill Commercen hir Diere missen zoumaachen. Elo sti vill Independantë viru ganz groussen Erausfuerderungen, an eis Regierung huet direkt finanziell Hëllef bereetgestallt, an Aussiicht gestallt, fir eise Betriber an dëser schwéierer Zäit ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Finanzminister Pierre Gramegna huet eis en Dënschdeg e puer Chifferen hei presentéiert. An ech mengen, et si schonn impressionnant Montanten, déi d'Regierung deblockéiert, fir de Leit hei ze hëllefen. An net méi spéit wéi gëschter huet och de Mëttelstandsminister Lex Delles nach eng Kéier nogeluecht a weider Hëllefe fir eis Independanten an Aussiicht gestallt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et ass scho vill gemaach ginn. Et bleift vill ze maachen. An ech muss soen, ech fannen et schued, dass meng Virgängerin hei um Pult, dass d'Spriecherin vun der CSV dat haut de Mëtteg kaum ernimmt a kaum gewierdegt huet.

(Brouhaha)

Den Independanten ass awer am meeschte gehollef, wa si erëm schaffe kënnen. D'Reouverture vun de Commercen ass dowéinst net nëmmen e wichtege Schrëtt fir eis Ekonomie, et ass och en Hoffnungsschimmer fir eis Betriber, déi zënter Wochen ëm hiert Iwwerliewe baangen.

Nieft dem wirtschaftlechen Aspekt sinn et awer och d'psychologesch Problemer, déi en Deconfinement esou wichteg maachen. Wochelaang doheem sëtzen, kaum d'Méiglechkeet hunn, fir virun d'Dier ze goen, dat kann zu enger enormer mentaler Belaaschtung ginn.

De Leit feelt de soziale Kontakt, hinne feelen hir Veräiner, hire Sport.

Et muss een an dësem Kader bedenken, dass net all Mënsch zu Lëtzebuerg e grousst Haus mat engem Gaart huet, nee, vill Familljе liewen a klengen Appartementer, oft souguer ouni Balcon. Am Ufank ass et nach schéin, wann ee ganz vill Zäit matenee ka verbréngen, mee dat kann och zur Belaaschtung ginn, wann ee sech op eng Kéier net méi aus de Féiss kënnt.

Wann d'Kanner net an der Schoul sinn an d'Eltere mussen Homeoffice maachen, kann dat zu engem erhéichte Stress féieren an de Familljen, an de Risiko vun häuslecher Gewalt an och vun Depressioune klëmmt. An och dowéinst ass et wichteg, fir den Deconfinement Schrëtt fir Schrëtt weiderzeféieren. Ee gewëssene Risiko vun enger Infektioun kënne mer leider net ausschléissen. Mee mir kënnen awer och net waarden, bis mer e Vaccin hunn oder eng Immunitéit, déi nach net nogewise konnt ginn.

E komplette Confinement kënne mer eis net iwwer Wochen nach weider erlaben, wa mer net wëllen op aner Aart a Weis deier - deier! - derfir bezuelen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech widderhuele mech, an als grousse Schoulmeeschter vun enger klenger Landgemeng weess ech, dass d'Widderhuele ganz, ganz wichteg ass: „Bleift, bleift virsiichteg!!!"

Et gëllt och weiderhin, trotz méi labbere Reegelen, sech un d'Hygiènesmesuren ze halen, sech un d'Sécherheetsmesuren ze halen.

An och wa mir elo erëm däerfen eis Frënn an eis Famill treffen, dann heescht dat net, dass mer all Owend oder all Dag sechs aner Leit bei eis doheem mussen empfänken, an et ass nach laang net Zäit, fir grouss Partyen ze organiséieren!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP).*- Vertraue mer weiderhin och dorobber, de Sécherheetsofstand vun zwee Meter anzehalen! Loosst eis och an Zukunft weiderhin all openeen oppassen, fir dass mer weider Meter fir Meter de Virsprong vum Virus eranhuelen an dass mer alleguerten zesummen als Natioun an als Land de Marathon géint de Virus gewannen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ab nächster Woch komme mer an eng nei Etapp vum Deconfinement. Am Géigesaz vun der éischter Etapp wäerten d'Veränneruпge vill méi däitlech spierbar sinn. De Fait, dass ee sech ka méi fräi beweegen, d'Geschäfter erëm zum Deel ophunn, kulturell a sportlech Aktivitéite wéinstens emol vereenzelt erëm kënne stattfannen, wäert eis e Gefill ginn, dass mer lues erëm a méi eng normal Situatioun kommen.

Mir sollten eis awer kenger Illusioun higinn: D'Gefor, fir sech mam Virus unzestiechen, ass nach wie vor ganz reell, a wat mer eis méi fräi erëm beweegen, wat de Risiko méi an d'Luucht geet. Dat wäert nach laang esou bleiwen. Soulaang keng Impfung besteet a soulaang mer keng wierksam Medikamenter entwéckelt hunn, ass de Problem net geléist. Mir wäerten eis missen drop astellen, dass mer eis nach Méint, méiglecherweis méi wéi e Joer mat där Situatioun hei mussen erëmschloen.

Déi radikal Mesurë vum Confinement waren effikass. Mir hunn domat eist Zil erreecht. Eng onkontrolléiert Ausbreedung vum Virus gouf verhënnert an eise Gesondheetssystem gouf zu kengem Zäitpunkt iwwerlaascht. Dee strenge Confinement an engem éischte Moment vun der Pandemie war wichteg a richteg a gouf vun de Leit och gutt ugeholl, a souguer vun engem Deel vun der Oppositioun hu mer aacht vun zéng kritt, wat jo u sech an der Realitéit bal eng Zéng vun zéng ass.

(Hilarité)

An och wann de Coronavirus elo genausou présent ass wéi Ufank Mäerz oder warscheinlech méi verbreet ass wéi deemools, ass d'Situatioun haut eng aner. Déi Woche vu Confinement hunn eis erlaabt, d'Capacitéiten an de Spideeler eropzesetzen, Prozeduren auszeschaffen, fir infizéiert Patiente vun den net infizéierten ze trennen, zousätzlech medezinnesch Apparater en place ze setzen, Material ze kafen, grouss Quantitéite vu Schutzkleedung ze beschafen. Mir hunn déi Zäit gebraucht, fir eis ze preparéieren op méi eng laang Phas, wou d'Zuel vun den Infektioune jidderzäit erëm ka klammen.

Trotz alle Mesurë si méi Leit wéi soss schwéier krank ginn an et sinn op deem Dag vun haut 98 Leit mam Coronavirus gestuerwen. Wann ee vergläicht, wéi séier an dramatesch d'Situatioun sech hei vir a Frankräich entwéckelt hat, si mer bis elo verhältnisméisseg gutt dervukomm.

Mir hunn aus deenen Erfarunge geléiert. Mir wëssen haut, wéi een de Risiko vun enger Infektioun ka reduzéieren, a mir hu besser Méiglechkeeten, fir dëst Wëssen an der Praxis ze notze wéi nach virun zwee Méint. Mee de Virus bleift zum groussen Deel e groussen Onbekannten.

Physesch Distanz, an et ass virdrun oft gesot ginn, an et kéint een et ëmmer erëm widderhuelen, physesch Distanz halen an déi vill zitéiert Geste-barrièren ze respektéieren, dat bleiwen déi wichtegst Elementer vun der Risikovermeidung, déi sinn nach ëmmer topaktuell.

Dat erfuerdert vill Efforten an Disziplinn vun eis all. Et ass bemierkenswäert, wéi séier a wéi konsequent déi meescht Leit hei am Land sech un déi Reegelen ugepasst hunn. Déi Geschäfter, déi opbliwwe sinn, hunn an engem Rekordtempo Barrièren a Markéierungen installéiert, fir hiert Personal an hir Clienten ze schützen. Et gouf haut an engem Mooss op den Teletravail zréckgegraff, deen ee sech viru Wochen nach net konnt virstellen.

Vill vun dësen neie Verhalensweise wäerte mer misse laangfristeg bäibehalen. Mir brauchen och an de kommende Méint déi selwecht Bereetschaft, Efforten ze maachen, déi selwecht Disziplinn an och déi selwecht Solidaritéit. An dat wäert nëmme fonctionéieren, wann et fir déi Mesuren, déi méi laang bestoe bleiwen, eng grouss Akzeptanz an der Bevëlkerung gëtt. Dës Mesurë mussen novollzéibar a realistesch ëmsetzbar sinn, an et muss och eng Verhältnismëissegkeet bestoen tëschent der Aschränkung an dem Resultat, wat een domadder wëllt erreechen.

Dat ass fir mech ee vun de kruziale Punkten, un deene mer och alleguer gemooss ginn an déi de Succès determinéieren. An, jo, ech kann och verstoen, dass ee sech opreegt iwwer Inkohärenzen, déi kënne virkommen. Mee mat allem Respekt, ech verweisen awer och op d'Verhältnisméissegkeet vun der Opreegung. Et ass nun emol awer keng national Katastroph, wann de Motofuerer mam Moto fueren däerf an de Cabriofuerer nach net mam Cabrio duerch d'Land fueren däerf. Jo, et ass net kohärent, jo, mee et ass keng national Katastroph!

A wat soll dee klenge Betrib soen, deen ëm d'Iwwerliewe kämpft, deen net weess, wéi et an den nächste Jore soll weidergoen, net fir hien, fir seng Salariéen, net fir seng Famill, wa mir eis hei op der Tribün an d'Broscht geheien iwwert de Cabrio an iwwert de Motofuerer?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn eis och an d'Broscht gehäit fir kleng Betriber, déi net dierfen opmaachen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen dat wierklech onverhältnisméisseg ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et war ee Beispill!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … an awer liicht an eng Tendenz vun ... Jo, Dir wësst, wat ech wëll soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen, mir hu méi iwwer kleng Betriber geschwat.

M. Georges Engel *(LSAP).*- An, jo, bei deenen 1.000 Decisiounen, dat ass richteg, bei deenen 1.000 Decisiounen, wat oft kleng Decisioune waren, déi an der Lescht geholl goufen, do kann et emol sinn, dass eng net bis ganz zum Schluss duerchduecht war. Dat ass méiglech, jo, mee dat ass awer keng Katastroph, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An d'Äusserung iwwert d'Independanten, dass se mam Ferrari ronderëmfueren?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir hutt Iech hei opgereegt, et war schéin Iech nozekucken, …

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … wéi am Theater! Mee ech muss soen: D'Verhältnisméissegkeet ass net ginn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An d'Independantë mam Ferrari, wou ass do d'Verhältnisméissegkeet?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hu vun deem mam Cabrio an deem mam Moto geschwat, iwwert déi Der Iech hei opgereegt hutt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir schwätzt och vun deenen aneren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A wann Der mech op déi Independanten uschwätzt, Dir zitéiert ëmmer ee Saz vu Facebook. Ma lauschtert emol de „Face à face" tëschent dem Här Kersch an dem Här Reckinger vum 21. Abrëll no!

Ab der Minutt 1, 1 Minutt 59, do héiert Der, wat den Här Kersch seet, dass en absolutt net géint d'Independanten ass, dass e sech souguer fir d'Independanten asetzt. Mee Dir zitéiert dat natierlech net, Dir zitéiert léiwer eng Äusserung op Facebook, wou en am privaten Chat mat engem geschwat huet. Dat ass natierlech, dat passt Iech méi an de Krom. Mee lauschtert och emol déi aner Saachen no, déi e gesot huet!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, ass, dass mer eng kleng Lëscht vu Reegele brauchen, un déi sech jiddweree strikt muss halen, déi kontrolléiert ginn a wou ee ka bestrooft ginn, wann ee sech net drun hält. An da brauche mer eng laang Lëscht vu praktesche Recommandatiounen, wou jiddwereen eegeverantwortlech muss decidéieren, wat op seng perséinlech Situatioun passt. Eng gutt a kloer Informatioun vun der Effentlechkeet wäert do nach emol verstäerkt gebraucht ginn. Eegeverantwortlechkeet, de Premier huet et gesot, wäert de Schlëssel vum Succès vun eise Moossname ginn.

Déi lescht Woche vum Confinement waren eng absolutt Ausnamesituatioun. Esou noutwendeg de Confinement och war, esou kloer ass et och, dass een esou e radikale Lockdown net op eng laang Zäit kann duerchhalen.

An deene knappen zwee Méint hu vill Leit finanziell Verloschter missen erdroen. A fir een Deel vun hinne steet d'Existenz um Spill. Trotz de konsequenten Hëllefe vum Staat kënnen dës Verloschter net komplett ausgeglach ginn an et ass ze fäerten, dass warscheinlech net all Betrib dës Kris iwwerliewe wäert. Mir kënne just alles drusetzen, fir de Schued esou kleng wéi méiglech ze halen an esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen ze retten.

D'LSAP steet dozou, dass d'Gesondheet vun de Leit muss iwwert dem ekonomeschen Interessi stoen. Den etappeweisen Deconfinement bedeit net, dass dës Approche sech geännert huet. Den Niveau vun den Infektiounen ass dank der Confinementsphas elo esou niddreg, dass mer schrëttweis Ouverturë kënne maachen, ouni e Risiko anzegoen, d'Kontroll iwwert d'Situatioun ze verléieren. A Kontroll kréie mer doduerch, wa mer d'Beweegunge vun de Leit am A behalen.

Beim éischte partiellen Deconfinement sinn d'Chantieren an d'Baumäert erëm opgaangen. Jo, an d'Butteker sinn net opgaangen, well eeben d'Ouverture vun de Butteker vill méi Beweegunge mat sech bruecht hätt a vill méi Leit ënnerenee Kontakt gehat hätten. An dëse Risiko, dee war aus gesondheetlecher Siicht vill ze grouss gewiescht. Déi hu mer elo kënnen analyséieren, déi éischt Etapp, an duerfir kënne mer elo an déi zweet Etapp mat de Butteker goen an déi ass och richteg.

Déi ganz Situatioun ass eng Gratwanderung. Den Här Feller huet dat ganz gutt am Bureau vun der Chamber a bei der Conférence des Présidents erkläert mat deene verschiddenen Zenarioen, a keen heibanne ka soen, mir net an och déi aner net, wat genau déi richteg Mesurë sinn, déi ee muss huelen.

Et ginn hei ganz ënnerschiddlech Meenungen, déi sech queesch duerch d'Gesellschaft, Familljen, Parteien an och heibannen zéien. Mir hunn Testméiglechkeeten, déi et virun zwee Méint nach net gouf, soudass mer iwwert déi néideg Instrumenter verfügen, fir en enkmaschege Monitoring vun allen Etappe vum Deconfinement ze maachen. Dat bedeit, dass mer verschidde Secteure genau kënnen iwwerwaachen an domat séier kënne reagéieren, wann an engem Beräich d'Infektioune géifen zouhuelen. Mir missten dann net erëm alles zoumaache wéi an deene leschte Woche vum Confinement.

Well mer an där exzeptioneller Lag sinn, fir, zumindest vun der Zuel vun de verfügbaren Tester hier, déi ganz Bevëlkerung kënnen ze testen, ass et flächendeckend méiglech, infizéiert Leit schnell ze identifizéieren an ze isoléieren, soudass all déi negativ getest Persoune sech e Stéck méi sécher a méi fräi kënne beweegen.

Dëse Monitoring an d'Recherche wäerten eng ganz entscheedend Roll fir den Deconfinement spillen. Feelentwécklunge séier ze bemierken a geziilt kënnen anzegräifen, dat wäert nëmmen op Basis vun engem gudde Monitoring méiglech sinn.

Ech sinn optimistesch, dass déi Situatioun sech an de kommende Wochen nach verbessert. Weltwäit gëtt ënner Héichdrock gefuerscht an all nei Erkenntnisser, déi eis hëllefen, eis Strategien am Kampf géint de Virus ze verbesseren, bréngen eis e Stéck Fräiheet erëm.

Mat dëser neier Etapp vum Deconfinement, Dir Dammen an Dir Hären, kréie mer méi Kloerheet, wat fir eng wirtschaftlech Aktivitéite schnell erëm kënnen opgoen a wat fir eng Secteuren nach méi laang op eng Reprise musse waarden. Dorauser ergëtt sech dann, wien nach méi laang staark Ënnerstëtzung brauch a wie vläicht nach just op en Deel vun den Hëllefen ugewisen ass.

An ech begréissen hei ganz ausdrécklech d'Mesurë fir d'Independanten - ech soen och nach eng Kéier: fir d'Independanten! -, déi gëschter virgestallt goufen. Mir sinn eis dobäi bewosst, dass déi, déi elo erëm ufänke kënnen, nach net iwwert de Bierg sinn, well se manner Clientë kënnen zerwéiere wéi bis elo, an dach brauche si en aneren Typ vu staatlecher Ënnerstëtzung wéi déi, déi nach Wochen oder souguer Méint mussen zoubleiwen. Ech schwätzen hei och speziell vum Horeca-Beräich. Et kann een net déi eng géint déi aner ausspillen. Iwwerall muss gekuckt ginn, esou vill wéi méiglech Entreprisë virun enger Faillite ze retten an Aarbechtsplazen ze erhalen.

Wann de Staat massiv Suen an d'Ekonomie eragëtt, sollt et net nëmmen d'Zil sinn, dat Besteeënd ze erhalen, mee et muss een och no vir kucken an deene Veränneruпge virgräifen, déi och ouni déi sanitär Kris op d'Betriber duerkomm wären. Dat betrëfft d'Digitaliséierung souwéi och d'Transition énergétique, de schounenden Emgang mat Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn, an esou weider.

Mir wëllen, dass eis Betriber net nëmmen dës Kris iwwerstinn, mee dass se laangfristeg iwwerliewensfäeg sinn. Do ginn et eng Rei vu Mesuren ze huelen. A kommt, mir notzen déi Geleeënheet hei och!

Innovatioun a Recherche musse verstäerkt gefërdert ginn. Et gëtt och positiv Erfarungen aus der Kris, déi mer kënnen derfir notzen. E Beispill ass an deem Kontext ganz sécher och den Teletravail, dee sécherlech och seng Problemer huet, mam Material an esou weider, mee déi awer an dëser Krisenzäit relativ séier a pragmatesch och geléist konnte ginn. An duerfir brauche mer och gewësse Standarden, déi mer mussen opsetzen.

Mir mussen awer oppassen, dass mer net där Schäinselbststänneger, där et elo nach méi kéinte ginn an déi vläicht ausgenotzt kéinte ginn, ze vill kréien, a verschidden Entreprisë sech da laanscht d'Aarbechtsrecht kéinten drécken, an déi Schäinselbststänneg u sech, déi schonn an normalen Zäite riskéieren, ausgebeut ze ginn, hei a Krisenzäiten nach méi d'Existenzgrondlag verléieren an dann duebel benodeelegt wieren.

Fir dass d'Betriber erëm schaffe kënnen, brauche se nämlech och gutt an zouverlässegt Personal. Soulaang wéi d'Schoulen an d'Accueilstrukturen zou sinn a vill Elteren doheem musse bleiwen, fir Kanner ze betreien, erschwéiert dat d'Reprise vun den Aktivitéiten. Och hei gëllt fir d'LSAP, dass dat eleng als Argument net ka gëllen, fir ze decidéieren, d'Schoul erëm opzemaachen. Et ass net eleng d'Ekonomie, déi dat kann decidéieren. Och hei muss d'Gesondheet, an dat gesinn ech an engem ganz generelle Begréff vun de Kanner an hire Familljen, un éischter Stell stoen.

An nëmme wann d'Tester an de Monitoring weisen, dass et méiglech ass, d'Kanner an d'Schoul an an d'Betreiungsstrukturen ze schécken, ouni si engem onverantwortleche Risiko auszesetzen, kënnen dës dann och erëm opgoen. Mir hu gëschter hei iwwert d'Schoul geschwat. Ech wëll duerfir net ze vill driwwer schwätzen, mee et ass effektiv wichteg, ze ënnersträichen, dass den Homeschooling seng Grenzen huet. D'Schoul kann net ze laang zoubleiwen, well dat mécht d'Inegalitéiten nach méi grouss. Net jiddwereen huet e Computer a grad kleng Kanner kënnen eleng net domadder ëmgoen. Net all Eltere kënnen hire Kanner beim Léieren hëllefen. A Kanner betreien an am Homeoffice schaffen, dat léisst sech schlecht kombinéieren.

Kanner, déi op enkem Raum an enger méi grousser Famill zesummeliewen, hu keng roueg Plaz, fir ze léieren, an dat alles mécht et esou wichteg, datt d'Schoulen erëm opginn, soubal et méiglech ass.

Fir Kanner a fir Erwuessener sinn d'Schoul an d'Aarbecht net dat Eenzegt, wat zielt. Déi lescht Wochen hunn deene meeschte vun eis erëm bewosst gemaach, wéi wichteg déi sozial Kontakter sinn. Et ass schonn oft gesot ginn, ënner anerem virdru vu mengem Kolleeg, dem Gilles Baum. An dozou gehéiert och, Sport kënnen ze maachen an och kulturell Evenementer kënnen ze appreciéieren. Villes dovunner bleift nach ageschränkt, mee mir kréie lues a lues

Ouverturen, a méi Fräiheete vun deem Eenzelne wäerten natierlech och dovunner ofhänken, wéi déi Eegeverantwortung wäert sinn.

Ee Jonken, deen net a Kontakt ass mat vulnerabele Leit, ka sech zum Deel anescht verhale wéi een, dee mat Persounen an engem Haushalt lieft, déi engem erhéichte Risiko ausgesat sinn. Wie berufflech andauernd mat anere Leit a Kontakt kënnt, muss eventuell méi virsiichteg si wéi een, deen de ganzen Dag eleng am Homeoffice schafft an duerno sech owes mat e puer Frënn begéint, déi an där selwechter Situatioun si wéi hien.

Ech wéilt an deem Kontext och hei eng Lanz fir de Sport briechen. An enger Gesellschaft, an där ganz vill Leit engem erhéichte Gesondheetsrisiko ausgesat sinn, well si sech net genuch beweegen, ass d'Méiglechkeet, fir reegelméisseg Sport ze maachen, enorm wichteg. Et ass och ganz wichteg, fir de Leeschtungssport erëm zum Deel ze erméiglechen. Fir déi Betraffen, déi awer meeschtens net zu de vulnerabele Persoune gehéieren, ass eng méintelaang Zwangspaus e richtege Problem. Asoufern d'Sportler net a Kontakt mat anere vulnerabele Leit sinn, misst et eigentlech erëm méiglech sinn, dass se kéinte wéinstens hallefweegs normal trainéieren.

An aus gesondheetlecher Siicht ass de Breedesport awer nach méi wichteg. A besonnesch fir eeler, also vulnerabel Leit, ass et enorm wichteg, dass se sech beweegen, fir dass hir Mobilitéit erhale bleift.

Am schwieregste gëtt an Zukunft de Spagat, fir déi vulnerabel Leit optimal ze schützen, ouni si vun dem gesellschaftleche Liewen auszeschléissen. Trotz allen Efforte wäert de Risiko vu méi enger staarker Verbreedung vum Virus an der Gesamtbevëlkerung an den nächste Méint jo awer klammen. A wann déi eng also een Deel vun hirer Fräizäit zréckkréien, da mussen déi vulnerabel Persounen ëmsou besser geschützt ginn.

Mir brauchen hei also geziilt Moossname fir all déi Leit, ouni si awer méintelaang an Isolatiounshaft ze loossen. Ech denken hei och speziell un déi Leit, déi an de Spideeler an an den Altersheemer sinn.

Als Konklusioun wëll ech festhalen, dass mer lues awer sécher aus dem Confinement mat strikte Reegelen an eng relativ Normalitéit mussen erëm erakommen, wou d'Eegeverantwortung vun deenen Eenzelnen eng zentral Roll wäert spillen. D'Viraussetzung heifir ass eng gutt Informatioun vun der Gesamtbevëlkerung doriwwer, wéi ee sech a wéi een déi aner schütze kann, wien déi vulnerabel Persoune sinn, op déi een extra muss oppassen, a wéi een dozou bäidroe kann, de Risiko vun enger zweeter Infektiounswell esou kleng wéi méiglech ze halen. Wann dat klappt, da kënne mer geschwënn e gudden Deel vun der Fräiheet erëmkréien, déi mer an de leschte Wochen esou vill vermësst hunn, an dat alles mat der néideger Solidaritéit ënner eis all.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut si mer scho bei der fënnefter Debatt, déi iwwert d'Coronakris an der Chamber gefouert gëtt. Mir haten nach gëschter déi iwwert d'Ouverture vun de Schoulen a mer si bei der drëtter Deklaratioun vum Premier a kuerzer Zäit. Zueleméisseg ass dat scho bal rekordverdächteg, wann ee kuckt, wéi oft mer eis hei echangéiere mat der Regierung.

Wann een déi eenzel Deklaratiounen da matenee vergläicht, da stellt ee fest, datt déi vun haut eigentlech vill méi optimistesch geklongen huet wéi déi éischt vum 18. Mäerz vun dësem Joer, wou mer riicht an den Tunnel vum Confinement eragefuer sinn.

Elo si mer um Wee eraus, net mam Schnellzuch, mee virsiichteg an an Etappen, fir ze verhënneren, datt mir wéinst onvernünftegen Decisiounen nees mussen zréckfueren an d'Reegelen nees musse verschäerft ginn. Dat wier, mengen ech, dat Schlëmmst, wat een eiser Gesellschaft kéint zoumudden. An ech woen och ze behaapten, datt et spéitstens da mat der Solidaritéit a mat der Akzeptanz vun deenen dach liberticidë Moossnamen eriwwer wier.

Esou drastesch a konsequent wéi dës Moossnamen och waren, fir an deen Tunnel vum Confinement eranzefueren, esou verschidde sinn awer och d'Weeër, déi gewielt kënne ginn, fir nees erauszefueren a fir de Confinement Schrëtt fir Schrëtt zu Enn ze bréngen. D'Regierung berifft sech jo hei haaptsächlech op Modelliséierungen, op wëssenschaftlech Etüden an Zenarien, déi och ganz vill vu Virologe begleet ginn.

Bis elo war dat dee richtege Wee, dat ass ganz gutt gemaach, well d'Prioritéit beim Flaachhale vun der Infektiounskurv louch a muss leien, fir eise Gesondheetssystem virum Kollaps ze schützen. A mir si frou, datt dat Zil och erreecht konnt ginn dank der grousser Solidaritéit, der Disziplinn an dem Verstand vun eiser Gesellschaft. An och an Zukunft musse mer virsiichteg bleiwen. Och dat hunn all meng Virriedner hei gesot an ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, fréier oder spéider, mat Betounung op „fréier", kënnt awer och den Zäitpunkt, wou mer de Bléck musse méi erweideren a wou mer d'Infektiounszuelen aus méi engem breede Bléckwénkel musse kucken. An anere Wierder: Bis elo hu mir am System Virus-Mënsch eis virun allem mam Virus beschäftegt. An et kënnt d'Zäit, datt mer eis mat deem aneren Element vun deem System beschäftegen an eis deem zouwennen.

Dat Element ass eis Gesellschaft, dat ass d'Allgemengwuel, dat sinn awer och eis Rechter a Flichten, déi net definitiv ënnert d'Rieder däerfe geroden, esou wéi wann den État de crise dach awer en Normalzoustand géif ginn. Dat bedeit awer och, datt kloer ofgewie muss ginn, wéi héich d'Käschte sinn, déi d'Gesellschaft bezuele muss, wann d'Gesellschaft an d'Ekonomie wochen- a méintelaang lamleien. Domat mengen ech d'Käschten um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, der Aarmut an dem sozialen Zesummenhalt. Ech mengen awer och d'Käschten um Niveau vum soziale Mateneen, zu deem jo net nëmmen déi sozial Kontakter gehéieren. Dozou gehéieren och déi kulturell a sportlech Aktivitéiten, déi mir brauchen, fir eis am Liewen ze beräicheren, eis weiderzebilden a fir en equilibréiert a gesond Liewe kënnen ze féieren.

Mir si frou, datt sech och do eppes deet momentan an datt de Sportsminister eis muer de Moien déi néideg Prezisiounen iwwert den Deconfinement am Sport wäert liwweren. Emmerhin huet de Sport eng wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft, déi wäit iwwert de Leeschtungssport erausgeet, esou wichteg wéi deen och ass, ugefaange bei der Preventioun vun Iwwergewiicht, Sedentaritéit an Häerzkreeslafproblemer, déi och eng grouss Gesondheetsgefor duerstellen, bis hin zu der gesellschaftlecher, pedagogescher an inklusiver Roll vum Sport, déi nees lues a lues zum Droe muss kommen. Dat selwecht zielt fir d'Kultur, wat d'integrativ Roll ugeet.

Dat generellt Zil muss et jo da sinn, de mënschlechen, gesellschaftlechen, sozialen an ekonomesche Schued och a grad a Pandemiezäiten a Grenzen ze halen. De Wee, wéi dat Zil erreecht ka ginn, muss wuel den Erkenntnisser vun de Virologe Rechnung droen, an dat gëtt jo och gemaach. D'Politik muss awer och aner Standpunkter a Betruecht zéien. An et ass och d'Verantwortung vun der Politik, fir de kollektive Gesondheetsschutz an de kollektive Fräiheetsentzuch an d'Woschuel ze geheien an am Dilemma tëscht zouspären an opmaachen déi richteg Decisiounen ze huelen.

Dee Ball läit also net just bei de Virologen, mee e läit och bei der Politik. An duerfir begréisse mir, datt d'Regierung sech net méi just mam Virus beschäftegt, mee och mat den negative Konsequenze vum Confinement, fir déi se jo schonn eng ganz Rei Hëllefsmoossnamen decidéiert huet. Besonnesch an nach méi begréisse mir awer, datt eng wichteg Erkenntnis sech lues a lues duerchsetzt, och bei der Regierung. Et ass déi, datt mir eis net méi weiderhi vum Virus däerfen dreiwen oder dirigéiere loossen, mee datt mir léiere mussen, mam Virus ze liewen.

A fir dat hinzekréien, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mir kloer Reegelen, déi eis an Zukunft net méi an d'Messer lafe loossen, wann eng nei Pandemie optrëtt.

Här President, de Covid-19 huet Lëtzebuerg jo eigentlech um lénke Fouss erwëscht. A fir dat Schlëmmst ze verhënneren, hu mir der Regierung duerch de Vott vum État de crise d'Recht ginn, eng ganz Rei Grondrechter a Fräiheeten anzeschränken. D'Infektiounszuele konnten op déi Manéier a Grenze gehale ginn an de Gesondheetssystem huet iwwerlieft. Anlech Froe wäerte sech awer och an der Zukunft stellen. Et wäerten nämlech ëmmer nei Vire ginn, och wa se net scho muer de Moien hei ukommen. An et wäerten ëmmer geféierlech Vire ginn, vläicht nach méi geféierlech wéi dee vum Covid-19. An och an Zukunft wäerte mir mat Pandemien ze kämpfen hunn, a spéitstens da muss d'Politik wëssen, wéi se vun Ufank un op eng Pandemie muss reagéieren.

D'Fro ass, ob se da gradesou reagéiert wéi beim Covid-19. Wa jo, géif dat jo heeschen, datt d'Beweegungsfräiheet eng weider Kéier ageschränkt géif ginn, datt d'Versammlungsfräiheet eng weider Kéier opgehuewe gëtt, datt d'Schoulen, d'Crèchen, d'Geschäfter, d'Restauranten, d'Bistroen, d'Chantieren an d'Entrepresen eng weider Kéier fir Wochen a Méint zougemaach géife ginn, an datt et eng weider Kéier géif heeschen, Masken op d'Gesiicht oder op d'mannst zwee Meter Distanz zum Mënsch vis-à-vis oder zum Mënsch niewendrun.

Wann déi Approche bei zukünftegen Epidemië géif Usus ginn, Dir Dammen an Dir Hären, da géifen eis Grondrechter am Fong zu virtuelle Rechter verkommen, déi ënner Pandemievirbehalt stinn.

Ech denken, mir sinn eis eens, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass dach awer e geféierleche Wee, wa mer en nach méi oft musse goen. Mir sinn och frou, datt näischt an eiser Verfassung steet vun enger Demokratie, déi noutfalls ënner Masken ootme muss, fir e klengt Wuertspill ze gebrauchen. Besser, d'Demokratie léiert, mam Virus ze liewen.

Fir den Ëmgang mat Pandemien da méi generell ze reegelen a juristesch Sécherheet ze schafe vun Ufank un, si mir der Meenung, als Gréng, datt mer dat néidegt Gesetz brauchen, wat mir nun emol beim Ausbroch vum Covid-19 net haten.

Et ass do, Dir Dammen an Dir Hären, wou de politesche Schong bei dëser Kris am Ufank gedréckt huet: Mir waren net drop virbereet. Lëtzebuerg huet zwar e Pandemiegesetz, mee dat Gesetz staamt vun 1885. Et kann ee soen, et ass vergilbt, an et ass och schwéier ze fannen um Internet. Ech hu souguer de fréiere Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo missen aschalten a mobiliséieren, fir et ze fannen. Warscheinlech well déi fréier Regierungen dovun ausgaange sinn, d'Wëssenschaft hätt alles am Griff an d'Pandemië wiere fir ëmmer an éiweg vum Planéit verbannt oder zumindest aus eisem Land verbannt, ass dat Gesetz och ni ugepasst ginn.

De Covid-19, mee och schonn aner Pandemien, déi no 1885 opgetaucht sinn, hunn eis awer de Géigendeel bewisen. Pandemië si komm, an och wa mir zanter zéng Joer zwee Pandemiepläng hunn, dee vun der Pandémie grippale, déi jo dann am Wanter meeschtens optrëtt, oder dee Plan Pandémie vun der Grippe aviaire, hu mer awer nach kee Gesetz, fir den Ëmgang mat Pandemië kohärent an am grousse Ganze global ze reegelen, inklusiv am Respekt vun de Mënscherechter.

Spéitstens elo wësse mer, datt mer esou e Gesetz brauchen. An als Gréng begréissen ech och ausdrécklech, datt mer an där Fro mat der Regierung a virun allem mat der Gesondheetsministesch un engem Strang zéien, well si och esou ee Gesetz fuerdert.

Ech wëll awer och virun enger Gefor warnen, nämlech virun där, dass iwwerstierzt Decisioune geféierlech kënne ginn. Wann ee gesäit nämlech, wéi komplex a wéi juristesch sensibel e gutt Pandemiegesetz ass, ech verweisen op dat aus der Schwäiz, wat am Januar 2012 a Kraaft getrueden ass a ganzer 88 Artikelen enthält, da weess een och, datt esou e Gesetz net an deenen nächsten zwou bis dräi Wochen aus dem Stee geschloe ka ginn. Besser mir huelen eis déi néideg Zäit a Rou a schafen e Gesetz, wat op allen Ebenen d'Strooss hält, well et ass dann awer nach ëmmer besser, kee Gesetz ze hu wéi e ganz schlecht Gesetz. Dat verhënnert net, datt mir déi aktuell Moossnamen, déi jo schonn decidéiert sinn an déi och nach a kuerzfristeger Zäit decidéiert wäerte ginn, och an e legale Kader kënne setzen. Dat stelle mir ganz kloer net a Fro an dat muss och sinn.

Här President, no dëse méi allgemengen Iwwerleeunge kommen ech nach zu der Lackerung vun de Moossnamen, déi jo de Premier de Méindeg schonn ugekënnegt huet an haut a senger Deklaratioun nach preziséiert huet. Ech kommen awer och zu de Léieren, déi mir lues awer sécher mussen aus dëser Situatioun zéien.

Wéi scho gesot, stëmmen déi Moossnamen optimistesch, quitte datt sech lues a lues e puer Inkohärenzen eraschläichen, se bedeiten awer net de Weltënnergang ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... a se kënnen och behuewe ginn. Ech mengen net, datt dat elo de Problem wär vun dëser Zäit. Villes stëmmt eis jiddefalls optimistesch a positiv. De „Bleif doheem!" gëtt opgehuewen an d'Mënschen däerfe sech nees dobausse begéinen. Se däerfe Besuch doheem empfänken, eenzel Sportaarten an ëffentlechen Infrastrukturen ënner fräiem Himmel ausüben, Kulturinstitutioune wéi zum Beispill Muséeën a Bibliothéike besichen, also alles dat, wat zum normale Liewe gehéiert an domat och zu deene Rechter eigentlech, déi am Normalzoustand vun enger Demokratie net däerfe gekäppt ginn. Datt se gekäppt gi sinn, an och an den nächste Wochen zum Deel limitéiert bleiwen, war awer néideg. Et huet eis awer och eppes geléiert.

D'Léier, déi mir doraus mussen zéien, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi, datt d'Gesondheet déi éischt Konditioun vun der Fräiheet ass, an dat kann een net oft genuch widderhuelen, well nëmme wann d'Gesondheet stëmmt, kënne mir fräi liewen. Duerfir brauche mir e staarken ëffentleche Gesondheetssystem, dee Crashtester wéi dësen iwwersteet.

Op d'Zukunft bezunn, vun där ech scho virdru geschwat hunn, heescht dat awer och, datt sech eng Rei Chantieren an deem Secteur erausschielen, déi eis awer och schonn zum gudden Deel bekannt sinn.

D'Schwächte vun eisem Gesondheetssystem hu sech nämlech grad am Kontext vun der Kris besonnesch bemierkbar gemaach. Mat deene Schwächte mengen ech virun allem déi schläichend Penurie u Gesondheetsberuffler, Dokteren a Spezialisten, déi virun allem am Spidolsecteur e wuessende Problem duerstellt. Et ass en Audit doriwwer virgestallt ginn, an ech mengen, dee musse mer nach eng Kéier genee ënnert d'Lupp huelen a Léisunge sichen. Ech mengen awer och déi ënnerduerchschnëttlech Zuel vu Generaliste pro 1.000 Awunner par rapport zu anere Länner.

Net anescht ass et dann och bei de Fleegeberuffer wéi deem vum Infirmier, der Infirmière, wou mir extreem vum Ausland ofhängeg sinn, och dat hu mer dës Kéier gutt gesinn, a mir si frou, datt d'Grenzen opbliwwe sinn. Dat heescht, mir mussen alles drusetzen, fir d'Erléiere vun deem Beruff zu Lëtzebuerg nees méi attraktiv ze maachen a méi Residenten an dee Beruff ze zéien. De Koalitiounsaccord geet och an déi Richtung.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt mech elo froen, wat dat dann elo alles mat Deconfinement ze dinn huet a mat deene Moossnamen, déi ab de Méindeg dann a Kraaft trieden. An eisen Aen huet dat ganz vill domat ze dinn, well den Deconfinement ganz enk un d'Performance vun eisem Gesondheetssecteur gebonnen ass. En hänkt reegelrecht dovun of. Déi gréisste Suerg ass jo net déi, datt kee Mënsch um Virus däerf erkranken. Dat ass souwisou eng Utopie, och wann d'Gestes barrières oprechterhale ginn a wann den Deconfinement aus Virsiicht nëmme lues vustattegeet.

Eis gréisste Suerg, Dir Dammen an Dir Hären, ass villméi déi, datt eise Gesondheetssystem zesummebrécht, wa vill Leit zur selwechter Zäit schwéier krank ginn a wéinst feelende Ressourcen net méi adequat versuergt kënne ginn oder just versuergt kënne ginn, wann eng ganz Rei Dokteren a Gesondheetsberuffler aus hirer Praxis an d'Spidol transferéiert musse ginn an hir regulär Patienten dee Moment musse vernoléissegen.

Grad aus deem Grond ass et méi wéi jee un der Zäit, d'Schwächten am Gesondheetssecteur ze behiewen, ugefaange bei deenen, déi ech elo erkläert hunn. Well wat notzt et och, wa mir iwwert de Bau vun engem Militärspidol fir Extreemfäll wéi Pandemien nodenken, wa mir net genuch Professioneller hunn, fir an deem Spidol ze schaffen?

Här President, en anere Beräich, dee staark vun eisem Gesondheetssystem ofhänkt, ass natierlech d'Wirtschaft. Well och d'Wirtschaft ka just dréien, wann d'Mënschen, déi an der Wirtschaft aktiv sinn, net krank oder confinéiert sinn. An och dat weist, wéi enk déi eenzel Secteuren aneneegräife wéi Puzzlestécker a wéi wichteg et ass, de Bléck net just op ee vun deene Secteuren ze riichten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Wirtschaft nees un d'Dréien ze kréien, huet d'Regierung decidéiert, déi verschidden Aktivitéiten nees Schrëtt fir Schrëtt ze erlaben. Dat ass natierlech ganz erfreelech a féiert zu enger grousser Erliichterung bei all deene Concernéierten. An et ass och schéin ze gesinn, datt et jiddwerengem um Häerz läit, konstruktiv matzeschaffen an déi néideg Moossnamen en place ze setzen, ugefaange bei de Commercen an de Servicer um Client, déi e wichtege Pilier an der lokaler a regionaler Versuergungsketten duerstellen an deeglech op e gewëssene Seuil vun Aktivitéiten ugewise sinn, fir kee Personal mussen ze entloossen.

Well ëmmerhi bréngt et méi an d'Keess, engem Minister mat Krauselen d'Hoer ze schneiden, wéi e schéine Bonjour vun him ze kréien. A wann ech hei esou ronderëm mech kucken, da mengen ech, datt d'Coiffeure sech scho kënne freeën.

(Hilarité)

Op där anerer Säit stinn natierlech déi, déi sech net kënne freeën, wéi zum Beispill den Horeca-Secteur, dee seng Dieren nach muss zouloossen. D'Enttäuschung ass verständlech, mee ech warne virdrun, grad wéi de Premier, d'Etappen

ze iwwerstierzen. D'Problemer, déi eng „Go-and-stop-Strategie", also eng Opmaachen-anzoumaache-Strategie géif mat sech bréngen, wiere ganz sécher méi grouss wéi déi vun enger zwar méi spéider, mee dauerhafter Effnung. Hei léisst d'Regierung déi néideg Virsiicht walten, an dat mat Recht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu deene 50 Masken, déi alle Biergerinnen a Bierger iwwer 16 Joer, wann ech dat richteg verstanen hunn, an dernieft och eise Frontaliere gratis offréiert ginn. Ech muss soen, datt dat der scho vill sinn, a fir eng Rei Persoune maache se och komplett Sënn. Sënnvoll ass awer och, datt ee se ka refuséieren, fir datt se der Kooperatioun kënnen zur Verfügung gestallt ginn, well och do gi se gebraucht.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Refuséieren am Fall, wou d'Leit weiderhin op déi méi ekologesch Stoffmaske wëllen zréckgräifen. Wann ee bedenkt, wivill Leit sech hierginn hunn, fir esou Masken ze bitzen, da wier et scho respektlos hinne géigeniwwer, wann déi Masken elo net méi däerfte benotzt ginn. An duerfir plädéiere mir weiderhi fir Stoffmasken.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wat eis als Gréng awer och Suerge mécht an deem Kontext, ass de Fait, datt schonn haut vill Masken an der Natur landen. An den Naturschutzgebidder, an de Bëscher, et fënnt ee se schonn iwwerall, obschonn déi 50 Maske pro Persoun emol nach iwwerhaapt net verdeelt sinn.

Et ka jo net sinn, datt déi selwecht Masken, déi fir de Gesondheetsschutz vum Mënsch agesat ginn, duerno d'Natur verknaschten. Fir eis steet nämlech fest, datt Gesondheetsschutz an Naturschutz Hand an Hand musse goen. Oder besser gesot, Naturschutz ass och Gesondheetsschutz.

An duerfir riichten ech e waarmen Appell un d'Regierung, datt se op dësem Plang nach méi geziilt sensibiliséiert an d'Leit dozou unhält, trotz der grousser Offer u Pabeiermasken net ze vergiessen, datt et och eng ekologesch Alternativ dozou gëtt.

Deen anere wichtege Message, Här Premierminister, ass deen, datt d'Pabeiermasken op kee Fall an der Natur entsuergt däerfe ginn, esou kleng wéi se och sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser ekologescher Nout halen ech op, mee ech sinn iwwerzeegt, datt mir eis nach méi oft mam Naturschutz musse beschäftegen, wann et drëms geet, Pandemien ze verhënneren an eis Gesellschaft gesond ze halen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un den Här Staatsminister an d'Madamm Ministesch, déi haut erëm eng Kéier hei an der Chamber present sinn, fir mat der Chamber zesummen ze diskutéieren, wéi mer als Land am beschten iwwert dës schwiereg Zäiten ewechkommen.

Ech mengen, zesummen hu mer all Iwwerleeungen an Decisiounen diskutéiert a gestalt, an als iewescht Prioritéit hu mer ëmmer d'Sécherheet an d'Gesondheet vun eise Bierger an de Vierdergrond gestallt. Ech géif mengen, wann een haut zréckkuckt, muss ee soen, datt mir net nëmmen als Politik zesummen, mee virun allem och mat der ganzer Populatioun e positiivt Resultat haut kënnen opweisen.

Am Ufank vun der Kris, Här President, hunn den Här Staatsminister an den Här Finanzminister gesot: „D'Staatsfinanze sinn an der Rei! Wat et kascht, dat kascht et! Kee gëtt op der Streck gelooss!" A wéi ech dat héieren hunn, Här President, do hunn ech mer geduecht: Do hunn Der awer elo zwee de Mond e bësse voll geholl, eppes versprach, wat ech mengen, wat sécherlech net kann esou an der Integralitéit respektéiert ginn.

Sinn d'Staatsfinanzen an der Rei? Op den éischte Bléck muss ee soen: „Jo!" Kuckt een awer méi genau, däerft dat net de Fall sinn. Zënter de Maastricht-Krittären ass fixéiert, datt d'Schold vun engem Staat net soll iwwer 60 % vum PIB klammen. Lëtzebuerg kann houfreg sinn. Mir hunn et bis haut fäerdegbruecht, d'Grenz bei 20 % ze halen. An et war zënter de Maastricht-Krittären heibannen och ëmmer eng Eestëmmegkeet, eng grouss Unanimitéit, datt een als klengt Land mat enger klenger Ekonomie net sollt déi 60 % upeilen, mee 30 % wier virsiichteg fir e klengt Land.

Duerfir hunn ech och an eise Budgetsdebatten ëmmer gesot, datt de Staat misst higoen a versichen, wann e Scholden ophëlt, och Kapital zréckzebezuelen, fir domadder d'Scholden esou niddreg ze hale wéi méiglech an e Sputt ze hunn, fir wann eng Kéier eng Kris kënnt.

Et hunn der vill vun Iech ëmmer gesot: „En zielt all Joers dat selwecht!" Mee et ass kee Joer méi falsch ginn. An haut, mengen ech, kënne mer soen, datt ech ëmmer Recht hat. A gudden Zäite mécht ee keng Emprunten. Do kuckt een, mat deem Geld, wat een erakritt, auszekommen. Et bezilt ee seng Scholden an et versicht een, Reserven unzeleeën. En aalt Spréchwuert seet: „Spare in der Zeit, so hast du in der Not!"

Mir hunn och haut an de Staatsfinanze keng Mouk méi. Viru Joren hate mer ëmmer eng Mouk an de Betriber leien, well eeben d'Steieren net alleguer agezu gi si vun de Verwaltungen, déi d'Betriber ze bezuelen haten. 2008 bei der Kris hate mer déi Mouk a mir konnten dunn d'Steieren eranzéien, déi nach an de Betriber louchen, a mir konnten duerfir vläicht finanziell besser duerch déi Kris kommen.

Haut hu mer keng Reserve méi an de Betriber leien. A mir hu misse feststellen, nodeem d'Kris quasi ee Mount amgaangen ass an déi éischt Schätzunge konnte gemaach ginn, datt de Staat am Fong dëst Joer am Staatsbudget en Defizit vu 5 Milliarde mécht. En Defizit, deen ee muss an d'Relatioun stelle mam globale Chiffer vun dem Staatsbudget, deen 22 bis 23 Milliarden ass, da si 5 Milliarde ganz vill Geld.

Mir wëssen, datt och d'nächst Joer, 2021, nach musse Scholden opgeholl ginn an datt dann déi 20 % un d'Grenz vun deenen 30 % däerften erukommen. Elo hu mer nach Chance, esou wéi den Här Finanzminister eis dat en Dënschdeg hei erkläert huet, datt de Finanzsecteur praktesch net vill bis elo vun där Finanzkris getraff ginn ass, soss wier déi Situatioun sécherlech fir eis ganz dramatesch.

Ech géif och duerfir proposéieren, Här President, datt eise President vun der Finanzkommissioun soll eng Sitzung aruffen, wou déi eenzel Responsabel vun der Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douane eis géifen e Bilan zéien, wéi si d'Perspektive fir dëst Joer gesinn, wéi si un déi Chiffere komm sinn, wat si mengen.

Mir wëssen aus der Vergaangenheet, datt d'Estimatioune vun deene Verwaltunge ganz dacks ëmmer bei der Realitéit louchen, bei deem, wat se am Viraus gesot hunn. Mir mussen eiser Meenung no elo direkt no der Kris erëm kucken, datt mer dee finanzielle Sputt hierkréien, datt mer dee Prozentsaz erëm op 20 a wa méiglech drënner erofgesat kréien, well déi nächst Kris, déi kënnt bestëmmt. A wa mer dann net déi finanziell Reserven erëm méiglech maachen, da geet et déi nächst Kéier vun 30 % op 40 % erop.

En zweete Punkt, dat ass, ob mer keen op der Streck loossen. Dach, et gi Leit op der Streck gelooss, dat souwuel wat d'Salariat ubelaangt wéi och wat d'Entreprisen ubelaangt. Wa mer d'Salariat kucken a gesinn, wivill Leit eleng am éischte Mount vun der Kris zousätzlech an de Chômage komm sinn: 1.746 am Mount Mäerz. Vum Mount Abrëll leien nach keng Chiffere vir. Mee 1.746 bannent engem Mount an 2.728 op ee Joer gekuckt, wou de Chômage gewuess ass.

Et ass dovun auszegoen, datt dëse Mount an déi nächst Méint déi Zuelen do nach wäerte staark klammen. An dat si Leit, ob mer wëllen oder net, déi sinn Affer vun dëser Kris, déi hunn eng Situatioun, wou se net méi wëssen, wat fir eng Garantien datt se hunn, si sinn am Chômage, wou et schwéier wäert ginn, an deenen nächste Méint Aarbechten ze fannen, a se wëssen och, datt de Chômage an der Reegel hei am Land ee Joer bedeit.

Duerfir mengen ech, musse mer wëssen, datt mer schonn eng ganz Partie Leit op der Streck gelooss hunn. Och déi Leit an der Kuerzaarbecht, wat eng formidabel Saach ass, datt mer d'Leit an de Betriber halen. Se kréien 80 %. Et däerf net ënner 100 % vum Mindestloun goen, wou mer extra begréissen, datt d'Regierung do mat de Gewerkschaften e Konsens fonnt huet, fir déi Léisung ze maachen, datt keen däerf ënner 100 % vum Mindestloun an der Kuerzaarbecht kréien.

Mee och hei musse mer wëssen, datt fir vill Leit mat klenge Paien 20 % de Mount manner an der Pai, datt dat grouss Problemer fir déi Leit bleiwen. An déi Leit sinn och zumindest zum Deel op der Streck bliwwen. An ech maachen och hei en Appell un d'Regierung, fir datt mer weider kucken, datt déi Kuerzaarbecht, datt déi iwwert d'Distanz weider finanzéiert gëtt.

Mee och déi Kleng- a Mëttelbetriber an d'Independantë sinn op der Streck bliwwen. Ech mengen, et war falsch, datt d'Regierung virun enger gewëssener Zäit elo d'Baumäert opgemaach huet an déi kleng Geschäfter hu missen zoubleiwen. Mir konnten dat net verstoen, datt eise Premier, deen awer enger liberaler Partei ugehéiert, datt do d'Prioritéit éischter international Chaînë kruten, fir kënnen d'Geschäfter opzemaachen, an déi kleng Geschäftsleit hu missen zouloossen.

An Däitschland hu se et zum Beispill ëmgedréit gemaach, do hu se déi kleng opgemaach a se hunn déi grouss zougelooss. Hei zu Lëtzebuerg hu mir de Contraire gemaach.

A wann een da gesäit, haut ass gesot ginn, datt villes fir d'Independantë gemaach ginn ass, mee dat ass alles nëmmen etappeweis komm. An ech stelle fest, datt duerfir och vläicht déi Politik, wou den Här Engel virdru gesot huet, déi den Här Dan Kersch op engem Facebook oder op enger privater Matdeelung gemaach huet, wat awer seng Meenung war, datt déi op Facebook vläicht méi éierlech war wéi dat, wat e soss offiziell als Minister gesot huet, wéi en do iwwert de Mëttelstand an d'Independanten hiergefall ass.

D'Politik huet hei net drop reagéiert. De Staatsminister huet sech net dovunner distanzéiert. An et ass dovunner auszegoen, datt och d'Regierung zumindest am Ufank déi Politik gemaach huet, déi den Dan Kersch gesot huet, a ganz zaghaft Etapp fir Etapp eeben elo eppes gemaach huet, wat positiv ass. Och wa mer wëssen, datt och nach mat deene Moossname vill Mëttelständler an Independanten net däerften iwwert d'Distanz kommen.

Gëschter huet de Mëttelstandsminister e Communiqué gemaach, wou en eng ganz Rei vun Zuelen a Moossnamen opgefouert huet, wat de Staat fir de Mëttelstand gemaach huet, wat richteg ass. An et ass gesot ginn: „Et bleift keen op der Streck!" Mee et wäerten der op der Streck bleiwen. Vill Betriber kréien elo no Wochen Äntwerten, datt se keng Ënnerstëtzung kréien. Déi Betriber hunn awer misse wochelaang waarden, fir eng Äntwert ze kréien. An och d'Betriber, déi gesot kritt hunn, se kréichen eng, hunn awer nach kee Geld kritt. Mir hu gëschter nach bei enger Partie Leit nogefrot, déi hu vu Mäerz bis haut nach keng Indemnitéit kritt, obscho se eng versprach kruten.

Och d'Dokteren. D'Dokteren, déi am Mäerz an am Abrëll grouss Leeschtunge gemaach hunn, fir de Gesondheetssystem um Lafen ze halen, hunn haut nach keng Sue kritt, wéi dat vum Mount Mäerz de Fall war.

An duerfir, esou Aussoe wéi déi vum Här Dan Kersch an och vum neie Wirtschaftsminister, dem Här Fayot, deen am Fong seet, datt een intelligente Patron elo no der Kris soll senge Leit Congé ginn, mengen ech, droen net dozou bäi, fir eeben d'Situatioun ze léisen. Mee grad elo brauchen d'Betriber d'Leit a grad elo gëtt diskutéiert, ob een de Congé collectif net soll verleeën. Wann dann awer e Wirtschaftsminister higeet an e seet, d'Betriber sollen elo emol de Leit Congé ginn, ech mengen, dann ass dat schonn e ganz staarkt Stéck. De Kolleeg Laurent Mosar huet och an deem Zesummenhang, mengen ech, eng Question parlementaire gestallt.

Ee lescht Wuert, Här President, dat sinn d'Geschäfter, déi elo erëm kënnen opmaachen, mee d'Hotellen, d'Restauratioun an d'Cafetiere kënnen net opmaachen. Ech hunn de leschte Méinden an der Kommissioun, wéi mer mat dem Bureau an der Presidentekonferenz mam Här Staatsminister an der Ministesch zesumme waren, gefrot, ech hunn do keng kloer Äntwert kritt. An ech hat mer wierklech erwaart, datt haut de Staatsminister hei géif eng kloer Ausso maachen, wat den Horeca-Secteur mécht. Et gëtt eng Katastroph, wann dëse Secteur net ka kuerzfristeg opmaachen. Et gëtt keng Ursaach! Et gëtt keng Ursaach, firwat d'Restauratioun, d'Caféen, d'Hotelsbranche net kënnen opmaachen.

Eis däitsch Noperen hunn decidéiert, datt tëschent dem 9. an dem 22. Mee d'Gastronomie erëm opmécht. D'Saarland seet viru Päischten. An Éisträich seet, de 15. Mee géife se opgoen. Mir hei zu Lëtzebuerg maachen net op. Mir loossen hei zou a mir loossen dee Secteur voll widdert d'Wand lafen. Ech mengen, et gëtt keng Ursaach. Mir kënnen … D'Leit kënnen erëm an d'Geschäfter goen. Se kënne mat den Autoe fueren. Se kënne sech privat treffen. Se kënne sech dobaussen treffen. Se kënnen an d'Schoul goen, d'Kanner ginn an d'Schoulen. Mir maache Sport. Mir maache Kultur. Mee just d'Restauranten, d'Caféen däerfen net opmaachen.

(Interruption par la présidence)

A mir maachen duerfir, Här President, en drëngenden Appell hei un d'Regierung, fir datt se derfir suergt, datt eis Caféen, eis Restaurante spéitstens de 25. Juni kënnen opmaachen, fir datt se vun der Päischtvakanz an dem Päischtweekend kënne profitéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 25. Juni?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 25. Mee. Entschëllegt, ech hat mech verschwat. Ech si frou, Här Staatsminister, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir wollte virun Iech opmaachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si frou, Här Staatsminister, datt Der mer esou opmierksam nolauschtert an datt Der mech korrigéiert hutt, datt ech de 25. Mee gemengt hunn. Et bleift elo nach just ze hoffen, Dir hutt mer esou gutt nogelauschtert, datt Der et och elo maacht.

Ech soen Iech dofir Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen.

Nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass virdru scho gesot ginn, dat hei ass elo déi fënneft Debatt innerhalb vu siwe Wochen, déi mir iwwert de Coronavirus féieren, an déi drëtt Regierungserklärung dozou.

Ech hat geduecht, datt de Premierminister dat géif maachen, wat en ugekënnegt hat, nämlech d'Strategie vum Deconfinement presentéieren. Ech muss Iech awer soen, a sengen Ausféierungen hunn ech näischt Strateegesches héieren, emol näischt Taktesches, just d'Widderhuelung vun deem, wat e scho viru sechs Deeg op enger Pressekonferenz ugekënnegt huet. Duerfir ass et och elo relativ müsseg, iwwer eng Strategie ze diskutéieren, firwat vill Kolleegen dat och net gemaach hunn, well se sech net mat där Strategie konnten ausenanersetzen.

Nawell huet de Premier och Saache gesot, déi duerchaus richteg sinn. En huet gesot, datt mer et fäerdegbruecht hunn an deene leschte siwe Wochen, dat Schlëmmst ze verhënneren. En huet Recht, wann e seet, datt mer et fäerdegbruecht hunn, duerch déi Mesuren, déi geholl gi sinn, de Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. An en huet och Recht, wann e seet, datt et an eiser Gesellschaft eng grouss Solidaritéit ginn ass, well mer soss déi lescht siwe Wochen esou net iwwerstanen hätten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An nieft där Solidaritéit ass et nämlech och eng ganz grouss Disziplinn ginn, Här Premierminister, vun de Leit, vun de Bierger aus eisem Land, well soss hätten all déi liberticide Mesuren, déi hei geholl gi sinn, net esou kënnen ëmgesat ginn. An ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

An d'Martine Hansen huet virdrun eppes ganz Wichteges, mengen ech, gesot, datt dat nämlech, d'Akzeptanz vun der Populatioun, d'Grondviraussetzung ass, fir kënnen déi Mesuren duerchzezéien, well soss villes net méi akzeptéiert gëtt. Emsou méi wichteg wier gewiescht, wann de Premier hei eng Strategie presentéiert hätt vum Deconfinement.

Duerfir wëll ech follgend Elementer ervirhiewen: Den Deconfinement ass, mengen ech, wichteg a gutt, esou wéi en elo emol an enger éischter Etapp ugekënnegt ass. Well den Deconfinement huet net fir alleguer d'Leit dat selwecht bedeit. Et ass nämlech e Risenënnerscheed gewiescht, ob een an enger 45-Quadratmeter-Wunneng confinéiert war, zesumme mat sengem Partner an den zwee Kanner, oder ob een an enger Villa um Land confinéiert war, eventuell mat Swimmingpool, an niewelaanscht beim Teletravail nach déi déck Zéif eventuell konnt an de Pool stiechen.

(Hilarité)

Fir Verschiddener war de Confinement eng Häll. Fir anerer war et d'Méiglechkeet, fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen eventuell esouguer besser kënne mateneen ze verbannen, wéi dat virdrun de Fall war. Duerfir mengen ech, ass et ganz wichteg, datt elo erëm d'Méiglechkeet besteet, datt de „Bleif doheem!" opgehuewe gëtt.

Et ass och wichteg, well mat deem Deconfinement weesentlech Grondrechter verbonne sinn, déi erëm ufänken, lues awer sécher méi u Gewiicht ze gewannen. Déi sozial Kontakter, déi eist alldeeglecht Liewen ausmaachen, déi souguer deemno wéi vläicht d'Essenz vun eisem Liewe sinn, kënnen erëm méi stattfannen. An dat ass wichteg.

Vu datt awer keng Strategie presentéiert gouf, mee just den Datum vum nächste Méinden, fir eng Etapp vum Deconfinement ze maachen, bleift et dobäi, wat bis elo schonn dacks virkomm ass, nämlech Inkohärenze vun der Regierung, eng mangelhaft Kommunikatioun, an eng mangelhaft Kommunikatioun, déi dann

erëm Froen opwerft bei eis als Deputéierten an awer och dobaussen an der Populatioun, a wat riskéiere kann, dozou ze féieren, wat d'Martine Hansen ugedeit huet, datt nämlech eventuell déi Mesuren op eemol net méi op déi ganz grouss breet Zoustëmmung treffen.

Verschidde Problemer vun der Kommunikatioun, an do muss ech d'Regierung a Schutz huelen, hu mat der Natur vum Virus ze dinn a mat wëssenschaftlechen Aussoen oder Erkenntnisser, déi innerhalb vun deene leschte siwe Woche radikal gewiesselt hunn. Huet et virun enger Zäit nach geheescht, datt d'Kanner e ganz wichtege Porteur, Transmetteur vum Virus wären, huet et kuerz drop geheescht, d'Kanner wären dat net. Vu Wëssenschaftler ass dat komm, net onbedéngt vun där enger oder anerer Regierung. Dat selwecht gëllt, wat d'Immunitéit ugeet. Huet et am Ufank geheescht: „Een, deen eng Kéier de Virus hat, deen ass méi wéi sécher immun", huet et duerno geheescht: „Nee, dat stëmmt net, en ass warscheinlech net immun." Net méi spéit wéi gëschter hunn ech gelies, dat wier elo awer erëm alles Blödsinn. A Südkorea hätte se erausfonnt, datt d'Leit elo awer erëm eng Immunitéit hätten.

Dat heescht, ech kritiséieren net nëmmen d'Regierung, wann ech soen, datt et eng problematesch Kommunikatioun gëtt, mee awer och d'Regierung. Haut sinn ech eppes ganz Neits gewuer ginn. Dat war, mengen ech, déi eenzeg nei Informatioun, déi de Premier gesot huet, nämlech datt och ganz vill Jonker op den Intensivstatioune géife leien. Ma da froen ech Iech einfach: Da gitt eis déi Zuelen! Wat sinn d'Catégorie-d'âgë vun deene verschiddene Leit op deenen Intensivstatiounen aktuell an an der Vergaangenheet? Iwwerhaapt, wat sinn d'Catégorie-d'âgë vun de Leit, déi hospitaliséiert gi sinn? Wat ass de Krankheetsverlaf? Dat ass dach wichteg ze wëssen, fir datt mir kënnen aschätzen, ob déi Mesuren éischtens sënnvoll waren, zweetens wierksam waren. Och do lafe mer ëmmer erëm hannendrun a froen a froen als Deputéiert Informatiounen.

Eng Risekonfusioun ass fir mech awer op jidde Fall - ech hu just eng Première C gemaach - déi ominéis Reproduktiounszuel. Déi soll, hunn ech haut gelies, bei 1,04 leien. Do froen ech mech awer: Wéi ass dat méiglech, datt déi bei iwwer 1 läit? Dat heescht, datt eng infizéiert Persoun eigentlech méi wéi eng aner Persoun ustécht. Wéi ass dat méiglech, wa gläichzäiteg d'Infektiounszuele falen? Déi nei Infektiounszuelen. Dat ass mir net kloer. An ech weess och net, wéi déi Rechnunge gemaach gi sinn. Ech ënnerstellen elo net, datt se falsch sinn. Just, ech versti se net. An dann ass et fir mech als Deputéierte schwéier, dat anzeschätzen, an et ass, mengen ech, och fir d'Leit dobausse schwéier, dat anzeschätzen.

Gëschter hate mer eng Debatt hei, eng Heure d'actualité iwwert d'Schoul. An do huet den Educatiounsminister zu Recht gesot, datt et wichteg ass, datt d'Kanner elo erëm erausginn, eventuell och mat de Klassen erausginn, well d'Gefor dobaussen, sech géigesäiteg mam Virus unzestiechen, weesentlech manner grouss ass wéi a geschlossene Raim. Sou wäit, sou gutt. Dat heescht: „Gitt eraus!" Bis elo huet et ëmmer geheescht: „Bleift doheem!" Dat si Widderspréch an der Kommunikatioun, wou een, mengen ech, ganz, ganz gutt oppasse muss, wat ee seet a wéi een et seet.

Dat Eenzegt, wat awer wierklech strateegesch Elementer sinn, dat ass dat Dokument, wat mer gëschter zougestallt kritt hu vun der sougenannter Taskforce. D'Zäit leeft mer dovun an duerfir wëll ech just dräi Saachen ervirhiewen. Ganz kloer strateegesch ass testen, testen, testen an zweetens tracen. An dann, wann een dat Dokument weider liest, da gëtt do vu Contingente geschwat, et ass virdrun och schonn ernimmt ginn. An do stellen ech mir awer einfach d'Fro: Wéi soll dat fonctionéieren?

Do steet dann dran, datt d'Populatioun a Contingente vu 50.000 bis 100.000 Leit soll opgedeelt ginn, déi dann alleguer solle getest ginn, op fräiwëlleger Basis natierlech, an dann nach eng Kéier deen Test widderholl gëtt. A wann da festgestallt ginn ass, datt ënnert deenen, mat deene Mesuren, déi drunhänken, wéi datt se deelweis confinéiert ginn, kee méi de Virus huet, da gëtt den nächste Contingent getest, wou ech mer einfach ... Bei mir sinn do nëmmen nach Fragezeichen. An ech hat mer geduecht, datt mer haut vläicht e puer Erklärungen dozou kritt hätten.

An dat Zweet ass, an do hunn ech awer och net schlecht gestaunt, datt déi Taskforce ouni iergendwellech Explikatiounen einfach seet, si géif eng Tracingapp recommandéieren, well déi vill méi effikass wier. Or ass et esou, datt ech alles, wat ech bis elo gelies hunn, an all déi Länner, déi dat bis elo probéiert hunn, wéi zum Beispill Singapur, dovunner zréckkomm sinn, well genau dat do manner effikass ass wéi den individuellen analogen Tracing. Och do Froen iwwer Froen, hei keng Äntwerten.

Et gëtt andauernd iwwert d'Commercë geschwat. An den Horeca-Beräich, deen nach ëmmer zou ass, dat sinn oft, oft ganz kleng, ganz kleng Patronen, ganz kleng Independanten, déi et ganz schwéier hunn an déi iwwerhaapt keng Perspektiv am Moment hunn. An ech hat mer net erwaart, datt de Premier elo onbedéngt seet, genau deen an deen Datum geet elo den Horeca-Beräich op. Ech hat mer awer e puer strateegesch Elementer erwaart, déi en annoncéiert hätt, opgrond vu wéi engen Donnéeë wat erëm weider kann opgoen. Och do hunn ech leider näischt héieren.

An dann dat Allerlescht, wat ech soe wëll, iwwert dat nach kee geschwat huet: Mir brauchen net nëmmen eng Deconfinementsstrategie. Mir brauchen eng Strategie, fir aus dem État de crise hei erauszekommen, an zwar esou séier wéi méiglech. Well et muss ee sech berechtegterweis als Deputéierten d'Fro stellen, ob déi Konditiounen, déi viru siwe Woche waren, am Moment nach erfëllt sinn.

Virun 20 Deeg hu mir an der Chamber annoncéiert kritt, datt, éischtens, d'Chamber géif matagebonne ginn an esou eng Strategie, fir aus dem État de crise erauszekommen. An zweetens hu mer annoncéiert kritt, datt dat elo relativ zügeg awer soll geschéien. Wéi gesot, dat war virun 20 Deeg. An ech froen hei ronderëm: Ass iergendee vun den Deputéierten an déi Diskussioune matagebonne gewiescht vun der Sortie vum État de crise? Also ech op jidde Fall net. Ech op jidde Fall net! An ech mengen, och kee vun deenen anere 60 Deputéierten heibannen.

Duerfir mengen ech wierklech ofschléissend, Här President, mir mussen als Chamber och erëm d'Souveränitéit zréckgewannen a mir brauche schnellstméiglech - schnellstméiglech! - Bedéngungen, datt mer kënnen dat Gesetz, wat den État de crise verlängert huet, ofschafen. An ech appelléiere ganz staark un d'Regierung an ech appelléieren un alleguer d'Fraktiounspresidenten, datt dat esou séier wéi méiglech geschitt, am beschte Fall en accord, a Kohärenz mat Decisiounen, déi virdru getraff gi sinn, mat Reglementer, déi eventuell och nach mussen iwwert den État de crise eraus hir Valeur hunn. Och do hätt ech mer haut déi eng oder aner Informatioun méi gewënscht. Mee neen, et war einfach just e Copy-Paste vun der Pressekonferenz viru sechs Deeg. An dat ass leider Gottes bedauerlech.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, Madamm Gesondheetsministesch, mir ginn elo also an déi zweet Phas vum Deconfinement. E puer individuell Fräiheete kréien d'Biergerinnen an d'Bierger also elo no bal zwee Méint erëm zréck, mee bäi Wäitem nach net all.

D'Versammlungsrecht bleift weiderhin ageschränkt, mee Besich ginn deelweis erëm erlaabt a verschidde Geschäfter ginn erëm op.

Fir eis Piraten bleift d'Virsiicht awer d'Norm. D'laangfristeg Fräiheet ass awer dat iewescht Zil. Eis Matbiergerinnen a Matbierger, mir alleguerten hunn eis dat verdéngt, well mer solidaresch waren a well mer eis un d'Reegele gehalen hunn. Well mer alleguerten op eis an eis Matbierger opgepasst hunn, kënne mer elo nees e Schratt a Richtung Normalitéit goen.

Fir eis Piraten, déi dësen État de crise schwéieren Häerzens matgestëmmt hunn, ass dat e Grond zur Freed. Schliisslech si mer eng Partei, déi fir d'Grondwäerter vun der Fräiheet an der Selbstbestëmmung vum Mënsch antrëtt.

Am Ufank vum État de crise ass vill vu Proportionalitéit geschwat ginn. Haut wësse mer, et war net fir näischt. Mir sinn haut e Schrëtt méi no un der Fräiheet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moien hunn ech mer d'Pressekonferenz vun der Covid-19-Taskforce op der Zong zergoe gelooss, an ech muss Iech eppes soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech war erféiert!

Här President, ech war erféiert, well offensichtlech den optimisteschsten Zenario agetrueden ass. Den optimisteschsten Zenario, dat si bal 100 Leit, déi bis haut gestuerwe sinn. Loosst eis net doriwwer diskutéieren, ob ee mat oder wéinst Covid-19 gestuerwen ass, well all Doudegen ass een ze vill. Den Zenario, deem dës zweet Phas vum Deconfinement zugronn läit, geet dovunner aus, datt bis Enn des Joers bal 500 Persoune stierwe kéinten. 500 Mënscheliewen. 500 eenzel Schicksaler. Dat ass dramatesch!

Här President, d'Wëssenschaftler vun der Covid-19-Taskforce gesinn also elo ewell eng zweet Well vun August bis Oktober viraus, an dat souguer, wa mer eis theoreetesch alleguerte géifen un déi nei Reegelen halen. Natierlech gëtt et keng 100%eg Sécherheet. Et gëtt keen Nullinfektiounsrisiko. Dat Eenzegt, wat et gëtt, dat ass ee Wëllen, e Wëllen, dee Virus hei ze bremsen, e gemeinsame Wëllen, de Risiko vum Virus doduerch, datt ee sech un d'Reegelen hält, ze miniméieren. Mir alleguerte mussen eis bewosst sinn, datt d'Reegelen, déi elo nees gelackert ginn, net dierfen op déi liicht Schëller geholl ginn. Et ginn nämlech och Modeller, déi vu bal 1.500 Doudegen ausginn. Dat wëllt kee vun eis heibannen erliewen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Wochen hu gewisen: Ekonomesch Interessie sinn och a Krisenzäite mat Mesures de précaution ze vereenen. Dat weist den Teletravail, dee vill Biergerinnen a Bierger an de leschte Woche fir d'éischte Kéier an hirem Liewen esou direkt praktizéiert hunn. D'Coronakris huet och gewisen, datt mir et duerch den Teletravail fäerdegbruecht hunn, d'Employéen ze schützen, ouni datt d'Aarbecht dobäi komplett op der Streck blouf. Den Teletravail, an dat gouf op dëser Plaz ewell méi oft gesot, huet sech trotz grousser Skepsis innerhalb vu kierzester Zäit quasi generaliséiert.

Mir Piraten plädéieren zënter Jore fir den Ausbau vum Homeoffice an elo d'autant plus, well mir domat och nach effikass Liewe kënne schützen an d'Leit net onnéideg virun d'Dier schécken. Mir sollten eis mëttelfristeg iwwerleeën, wéi mir d'Effets bénéfiques vum Teletravail och no der Kris weider notze kënnen. Manner Ëmweltbelaaschtung, manner Trafic, méi Zäit mat der Famill an hoffentlech geschwënn och erëm méi mat de Frënn.

Wéi bei all Kris ass een duerno ëmmer méi schlau. Mir däerfen elo net de Feeler maachen, erëm an al Muster zréckzeverfalen an erëm ze denke wéi virdrun. Den Teletravail ass ee vun deene Beispiller, wou d'Kris eis effektiv virubruecht huet. Mir sollten dësen Outil elo och weiderhin notzen, fir d'Leit ze schützen, ouni datt dobäi wäertvoll Aarbechtszäit, awer och Liewenszäit verluer geet. Och am Deconfinement bleift dës Aarbechtsweis d'Norm.

Här President, mir schwätze vu Geste-barrièren. Mir schwätze vu Masken, Masken, Masken an nach eemol Masken, déi d'Regierung verdeelt huet, verdeele wäert an déi een undoe soll. Jo, dat ass e grousse Gest, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat si 50 Maske fir déi kleng Entrepreneuren, déi fir all Client eng nei brauchen? Virun der Kris krut een esou eng Këscht vu 50 Maske fir 8 Euro. Aktuell kascht esou eng Këscht an der Apdikt gären emol iwwer 50 Euro.

Et geet net duer, d'Geschäfter nees opzemaachen an op Geste-barrièren ze setzen. Och hei musse mer d'Betriber elo geziilt ënnerstëtzen, fir datt si sech kënnen adequat op déi néideg Sécherheetsprecautioune preparéieren an hire Clientë kënnen e gudden a virun allem séchere Service ubidden, dat ouni finanziell Neibelaaschtung.

Här President, ech kommen awer nach eng Kéier op déi Pressekonferenz vun de Moien zréck, wou ee villes gewuer gouf, dovun och eng Rei Saachen, déi ech ewell an der Chamber gefrot hat. Hei am héijen Haus gouf ech dunn awer vertréischt op e spéideren Zäitpunkt. Nujee. „D'Kommunikatioun muss kloer an transparent sinn", huet d'Madamm Hansen virdru gesot. Ma si muss virun allem kohärent sinn, muss Substanz hunn an däerf net vu symboleschen Aktioune liewen. Mir hätten eis erwaart, dës Studië kënnen ze analyséieren an ze kommentéieren.

Déi aktuell Zuelen, dat sinn déi Zuelen, déi mer gëschter Owend geschéckt kruten. Här President, gëschter Owend, wärend mer nach iwwert de CETA diskutéiert hunn. D'Diskussioun iwwert den Deconfinement ass doduerjer elo an den Hannergrond geréckelt.

Ech war éierlech gesot erstaunt, datt et der Regierung hir Prioritéit war, de CETA wärend dem État de crise duerchzebaatschen, amplaz gëschter ewell iwwert den Deconfinement ze diskutéieren. Gären hätte mer awer och déi Modeller an der Santéskommissioun mat de Wëssenschaftler diskutéiert, amplaz se elo, net emol 24 Stonnen no der Publikatioun um Portail, hei mussen ze diskutéieren.

Transparenz? Fehlanzeige! Dat sinn alles Floskelen, déi gären dobausse vun der Regierung affichéiert ginn, mee et war awer heefeg schwiereg, fir un d'Informatiounen ze kommen. Mee da sot dat a schwätzt net vun Transparenz an Oppenheet!

A jo, Här Bettel, et sinn zéng Säiten. An hannert deenen zéng Säite sti mathematesch Modeller, déi mer nach ëmmer net hunn. Hannert deenen zéng Säite si Grafiken, wou ee gesäit, datt iergendwou tëschent 500 a 1.500 Mënscheliewen um Spill stinn. A mir als Deputéierten haten en amont vun dëser Diskussioun net d'Chance, fir d'Wëssenschaftler ze interpelléieren, ze interrogéieren an ze froen, wourobber se déi eenzel Saache baséieren.

Anscheinend steet et am Ament um Ordre du jour vun enger gutt gefëlltener Santéskommissioun en Dënschdeg de Moien. Ech weess net, wéi mer déi Punkten alleguerten, déi do um Ordre du jour stinn, an 90 Minutte sollen zur Genüge vu jiddwerengem traitéieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma da maacht eng weider Sëtzung!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat ass eng gutt Ausso, Här Di Bartolomeo. Et wär awer gutt gewiescht, wa mer vläicht schonn éischter hätte kënnen driwwer schwätzen, anstatt datt mer ëmmer erëm - an déi ganz Säit vun der Oppositioun huet dat haut méi wéi eng Kéier widderholl - mussen der Regierung an der Majoritéit hei verschidden Daten a Fakten aus der Nues zéien! Et muss bal méi penibel si wéi e Coronatest! Ech kann Iech soen, esou ee Coronatest ass richteg, richteg onagreabel! A warscheinlech misste mer nach eng méi laang Pipette huelen, fir Iech d'Donnéeën aus der Nues ze zéien.

(Brouhaha)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten ewell bei der éischter Phas vum Deconfinement gefuerdert, kloer Richtlinne fir d'Geschäfter opzestellen, wat d'Unzuel vu Persoune pro Quadratmeter ugeet. De Premier sot, et wier net néideg, well déi meescht sech un d'Reegelen halen. Eng kloer Richtlinn géif awer och deenen Employéen hëllefen, déi net fir déi meescht schaffen, mee fir déi schwaarz Schof.

Ech kommen erëm op d'Fro vun de klore Messagen zréck. Kloer si Messagen, déi d'Leit einfach novollzéie kënnen. Kloer Messagë sinn net: „Dir musst net méi doheem bleiwen, mee bleift awer éischter doheem!" Kloer wier et, wéi vill Persoune pro Quadratmeter an engem Geschäft vun 10 Quadratmeter, 50 Quadratmeter oder 1.000 Quadratmeter erlaabt sinn.

Een, vun deem ech gemengt hat, en hätt dat mat de klore Messagë verstanen, war de Wirtschaftsminister, dee gesot huet: „Et gëtt keen am Ree stoe gelooss." Mee wat ass d'Realitéit? Vill Schall, vill Rauch, mee d'Hëllef kënnt net un!

D'Kolleegen hunn et ewell gesot: D'Refuse fir d'Independantë sinn e weidere Coup an de Bauch fir Leit, déi sech trauen, sech trauen, fir op eegene Been ze stoen, sech trauen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, sech trauen, fir d'Ekonomie um Rullen ze halen. Amplaz mat Plooschteren ze probéieren, Schosswonnen ze verpléischteren, soll d'Regierung endlech d'Ambulanz fir eis Ekonomie ruffen an net och nach op d'Ambulanz schéissen, wa se mat kloren, mee deplacéierte Messagë behaapt, all Independant wär e klenge Krösus. E klore Plang fir d'Relance wär hei vunnéiten.

Ech schwätzen alt nees vu Kloerheet. Kloerheet, déi eis an der Kommunikatioun feelt. Vill gëtt annoncéiert, mee um Enn gëllt net dat, wat ee versprécht, mee dat, wat een ëmsetzt.

Wa mer d'Ambulanz fir eis Wirtschaft ruffen, da musse mer u jiddwereen denken, an net nëmmen un déi Déck. Mir mussen ënner Anhale vun der physescher Distanz an an no der Kris méi no beieneeréckelen. Dat heescht, datt déi, déi am prekäersten dru sinn, och als Éischt musse gehollef kréien. Déi, déi duerch d'Kris virun nei Käschte gestallt goufen, mussen Ënnerstëtzung kréien. Mir mussen d'Digitaliséierung virundreiwen an awer och derfir suergen, datt wéinst der Digitaliséierung keen ofgehaange gëtt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Méindeg maache mer e klenge Schratt an e weideren Deconfinement, mee et brauch eis alleguerten, fir och weider d'Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir mussen d'Effekter vun der zweeter Well mitigéieren. Mir musse weider zesummenhalen, fir datt mer weiderhin dem optimisteschste Modell vun eise Wëssenschaftler no bleiwen an net an d'Horrorzenarie kommen, déi kee vun eis sech wierklech virstelle wëllt.

Ech sot et ewell gëschter, wéi mer iwwert d'Opmaache vun de Schoule geschwat hunn: Mir musse léieren, mam Virus eens ze ginn. Mir musse vigilant bleiwen. A mir alleguerte sinn Deel vun dëser Lutte géint en onsiichtbare Feind. De Kampf géint de Virus ass nach net eriwwer, mee mir si gutt ënnerwee. Loosst eis all zesummen derfir suergen, datt et esou weidergeet!

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, an da wäert d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert de Relais iwwerhuelen. Här Staatsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, e grousse Merci. D'Fro, firwat gëschter keen Debat hei stattfonnt huet: Ech hat gëschter en europäesche Sommet mat de Balkanlänner. Ech hat dat jo och an der Conférence des Présidents gefrot. An ech hat gemengt, dass déi Leit, déi do waren, dat och matkritt hätten.

Et ass vun Dialog geschwat ginn, Här President. Ech mengen, an der Politik ass nach ni iwwer eppes esou vill geschwat gi wéi iwwert de Coronavirus! Dir hutt et selwer gesot: Et ass dee fënneften Debat. Et ass keng Woch gewiescht, wou d'Gesondheetsministesch an ech selwer net an d'Conférence des Présidents komm sinn. Mir hu permanente Kontakt gehat - all Ministère - mat deene verschiddenen Uspriechpartner, déi ee kann hunn.

An d'Beispill, dat och grad d'Fraktiounspresidentin vun der CSV geholl huet vun der Schoul: Do ass vum Educatiounsminister wierklech - an dat huet e jo och scho bestätegt - Kontakt gewiescht mat de Representanten. Dat heescht, dat war och vläicht net dat bescht Beispill.

D'Fro ass och gestallt ginn, wéi Aarbechtsgruppe géife goen a wien elo alles mat um Deconfinement géif schaffen. Här President, ech muss Iech soen: esou vill Beamten! Wann ech all Schoul kucken: All Schouldirekter kuckt mat sengem Personal, mat senge Leit an der Schoul, wéi en dee Confinement och a sengem Haus organiséiert. Dat heescht, wann ee mer d'Fro stellt: Wie schafft alles um Deconfinement mat?, da kann ech Iech soen: Dausenden an Dausende vu Leit an dëse Momenter, wou déi Responsabel an all Administratioun dat doten och zesumme mat hire Leit kucken!

Ech hunn hei prezis d'Fro gestallt kritt ... An ech muss Iech soen: Ech fannen et net ganz responsabel, wann ech hei gesot kréien, ech misst elo soen, wéini wat elo opgeet. De „Wann-wann-wann" mam „Dann-dann-dann" ass hei gesot gi vun der Fraktiounscheffin. Ech kann Iech just soen, dass d'Zuele mir et erlaben ze soen, wéini wat geschitt. D'Zuelen! Mir hunn den 11. Mee elo eng éischt Ouverture, Här President. Wann nom 11. Mee zwou Wochen herno vergaange sinn, kënne mer estiméieren!

Ech verstinn, dass d'Leit och eng gewësse Previsibilitéit brauchen. Duerfir hu mer deen Datum vum 1. Juni jo gesot: fir dass ee kann - kann! -, wann d'Zuelen et erlaben, dann deen dote Schrëtt och maachen! Mee fir elo kënnen ze soen: „Et muss da sinn" an „Dat musse fest Datume sinn", dat maachen ech net.

Als responsabele Politiker, Här President, kann ech mech net engagéieren, esou wéi ech mech och net engagéiert hat, dass déi Saachen den 11. Mee definitiv géifen opgoen. Wann een hei wëllt duerno de Reproche gemaach kréien: Firwat hutt Der et dann esou fréi opgemaach oder esou spéit opgemaach?, ech kann Iech just soen, dass mir an der Regierung mat den Zuelen, déi mer hunn, dann déi Decisioun och kënnen huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Premierminister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech, Här President.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech froen den Här Premierminister dann nach eng Kéier ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass just meng Zäit, déi leeft. Ech wier frou, wann déi da gestoppt gëtt. Okay?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech froen hien nach eng Kéier. Hie seet, an och den Här Delles huet dat scho gesot: „Wann d'Zuele gutt sinn, da maache mer op."

An ech froen einfach: Wéi eng Zuele sinn dat? A wat heescht „gutt"? Ass dat de Reproduktiounstaux vum Virus? Déi Rat vum Virus? Ass et: esou vill Prozent vun de Better an der Klinik besat? Ass et d'Unzuel vun Infektioune pro Dag? Wat ass et? Wat gëtt genau gekuckt? An ech denken, da wier et kloer.

Dir hutt jo gesot: „Warscheinlech kënne mer eventuell den 1. Juni opmaachen." Mee d'Fro ass eeben: Wéi eng Zuele gi gekuckt? A wat ass „gutt"?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma genau déi, déi d'Madamm Hansen zitéiert huet. Déi alleguerten, déi alleguerten!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wat ass „gutt"?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi alleguerte mussen zesumme gekuckt ginn. Dat ass d'Zuel vun den Intensivbetter. Dat ass eng Kéier, wéi den Taux d'infection ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kréie keng Äntwert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... och weider leeft an d'Tester, de Prorata vun den Tester an den infizéierte Persounen. Wann een déi dräi Saachen huet, kann een definitiv Decisiounen huelen. A virdrun ass dat net méiglech.

Virdrun ass och geschwat ginn iwwert d'Wirtschaft an d'Netwirtschaft. Mir probéiere wierklech - an ech sinn elo frou, dass de Finanzminister hei ass, den Här Gramegna - dès le départ ...

An hei ass vu verschiddene Leit gesot ginn: „Jo, mee Dir sidd virsiichteg a wéi gesäit d'Finanzsituatioun aus?" Ech kann Iech just eppes soen, Här President: Wann ënnert där viregter Regierung, wou och de Finanzminister den Här Gramegna war, net heiansdo d'Handbrems gezu gi wier an opgepasst gi wier, wéi ee mat der Finanzpolitik a mat de Steiergelder géif ëmgoen, dann hätte mir haut net déi Situatioun, déi mer hunn!

A wa mer haut en Triple-A hunn a wäerten alles maachen, fir dass mer deen Triple-A och kënnen halen, erlaabt eis dat, et besser ofzefiederen, wéi et an anere Länner de Fall ass. An den Här Gramegna, deen awer, ech géif soen, den Tenancier vun den ëffentleche Gelder ass, dee gutt oppasst, wéi e mat den ëffentleche Gelder ëmgeet, huet awer hei dès le départ och bewisen, dass mer alleguerte fir eis Wirtschaft, fir eis Ekonomie och mussen ëffentlech Gelder eranhuelen.

An dat, wat ech awer wierklech wéilt evitéieren, Här President: Hei gëtt gesot, et dierf een net d'Independantë géint déi aner ... et dierf een net d'Geschäftsleit géint déi breet an déi schmuel Schëlleren ... Da géif ech och wierklech awer evitéieren, Här President, dass hei op eng Kéier probéiert gëtt, eng Front opzemaache vis-à-vis vun enger Persoun, déi sengem Papp seet: „Ech gi gär Staatsbeamten."

D'Leit solle sech och net schummen, wa se Staatsbeamte wëlle sinn, esou wéi dat hei vun enger Fraktiounscheffin gesot ginn ass.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen, jiddwereen ... Also, ech kann dat soen, well ech sinn et.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert den Tracing, Här President ...

(Brouhaha)

Jo, mee dann …

Iwwert den Tracing, Här President, ech hat nämlech gemengt, mir géifen duerno driwwer schwätzen. Mee, wéi gesot, ech hat gëschter och e Conseil vun den Digital- a Kommunikatiounsministeren, wou mer iwwert den Tracing geschwat hunn. A mir waarden op eng gemeinsam Propositioun. Et gëtt dru geschafft.

Déi Däitsch hunn eis ze verstoe ginn, dass si elo eng Propositioun hätten, déi mer kéinten huelen. D'Fransousen hunn eis gesot, dass si eng aner Propositioun hätten, déi mer kéinten huelen. Déi eng hu gesot: „Mir maachen et zentral." Déi aner hu gesot, si maachen et dezentral. Déi eng hu behaapt, si géife gär mat Google a mat Apple schaffen.

Ech kann Iech just soen, dass dat, esou wéi et hei an der Chamber ass, esou wéi hei an der Chamber d'Meenung war - bis elo, ausser d'Pressekonferenz dës Woch och vun der gréisster Oppositiounspartei, déi op eng Kéier seet: „Mir mussen elo awer eng App kréien" -, si mir der Meenung, …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir net, Madamm Fraktiounspresidentin, mee Äre Parteipresident.

... si mir der Meenung, dass eng Tracingapp wierklech nëmmen och e Sënn huet, wann all déi Garantien do sinn, déi mer och als Chamber zesumme géife fuerderen.

An d'Wëssenschaft ... Ech kréien hei och gesot: „D'Wëssenschaft fuerdert esou eng App." Jo, d'Wëssenschaft fuerdert eng. An dat ass och eng apolitesch Haltung. An dat ass och gutt! An déi musse mer och kënnen analyséieren! Mir mussen duerno awer politesch Decisiounen och huelen. An am Moment si fir eis all déi Garantien net ginn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Fro iwwert den État de crise. Also, ech hätt jo am léifsten, Här President, mir hätten den État de crise net gebraucht! Mee mir hunn awer gesinn, dass mer soss keng Gesetzgeebung kéinten adaptéieren an enger Situatioun, wou mer wierklech hu misse reagéiere bannent 24 Stonnen.

Mir hunn elo festgehalen, an ech wëll dat och eng Kéier hei soen - an, Här Baum, ech wäert Iech da vläicht enttäuschen -, Här President, dass mer de 15. Mee bei Iech géife kommen, dat ass freides - d'Chamber hat nämlech gesot, mir bräichten dräi Wochen, an dat sinn dann och dräi Woche plus ou moins -, dass mer gär en Echange mat Iech hätte mat engem Text, deen en Avant-projet vun eis ass, dat heescht vun Iddien, déi mer hunn, dass mer déi e Freideg bei Iech géife presentéiere kommen an d'Conférence des Présidents an de Bureau, esou wéi mer dat bis elo haten, dass Der do de Pabeier kritt, dass mer méindes den 18. nees eng Kéier an d'Chamber kommen, fir mat Iech dann Är Kriticken, Är Propositioune kënnen ze lauschteren, fir dass ech dann den 18. mëttes nees e Regierungsrot kann organiséieren, fir dann eeben déi nächst Etappen ze kucken, wéi mer aus dem État de crise kommen, woufir mer och eng legal Basis brauchen, fir kënnen do eng Äntwert ze ginn op d'Problemer, déi mer hunn.

Dann nach zwee Punkten.

Also, op déi ganz sanitär Froe wäert d'Madamm Gesondheetsministesch och agoen. Mee ech wollt awer hei just, wa mer vum Sanitär schwätzen, Här President ... Ech war elo d'lescht Woch och am CSA an der Rockhal bei de Leit, an och am CHEM mam Buergermeeschter, mam Député-maire vun Esch.

An ech muss Iech soen: Déi Motivatioun vun deene Leit, déi do schaffen, vu Leit, déi sech virdrun net kannt hunn, zum Beispill am Centre de soins avancés, déi do wierklech zesummenhalen, déi wierklech och déi gemeinsam Politik, déi mer bis elo fäerdegbruecht hunn awer ze deelen, och schätzen, an einfach Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, well et sinn och iwwer 60 % Netlëtzebuerger am CHEM, wierklech deen Zesummenhalt, dat Engagement fir déi aner Bierger ... Also, et ass eng Leçon vun Zesummeliewen, vun Engagement wierklech an Empathie fir aner Bierger, déi och wierklech beispillhaft ass.

Ech wollt dat wierklech hei ënnersträichen. A wann ech mat der Gesondheetsministesch do ënnerwee sinn, spiere mer wierklech iwwerall, dass de ganze Corps médical engagéiert ass, déi do mat Empathie dee Beruff am Fong richteg ausgewielt hunn.

Dann nach zwee Punkten, Här President.

Et geet iwwert déi Maskegeschicht vun deene 50 Masken. Ech wëll just drun erënneren, dass eng chirurgesch Mask awer nach ëmmer, och wann deen een oder aneren dat net gär héiert, méi sécher ass wéi déi meescht stofte Masken. Et muss ee wëssen, dass déi pabeiers Masken, also déi Masques chirurgicaux, méi sécher si wéi eng stofte Mask. Duerfir soll een de Leit net d'Gefill ginn, dass déi Masque-chirurgicallen do näischt wieren. Au contraire, déi protegéieren awer besser wéi stofte Masken.

Mee mir sinn awer ganz averstanen - an ech muss der Madamm Lorsché och Recht ginn -: Et muss kee se siche kommen! Et ass eng Fakultéit, déi mer hunn, well mer als Staat awer d'Mask op ville Plazen imposéieren als Mesure barrière obligatoire souguer op verschiddene Punkten, wou mer der Meenung sinn - an den Här Clement sot et virdrun -, de Präis vun de Masken ... A mir hunn et fäerdegbruecht, se ze kafen op engem anere Präis, wéi dat haut um Marché ass, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fréi anzekafen!

A wéi mer viru Woche gesot hunn oder viru méi wéi engem Mount gesot hunn: „Mir kafen an, wat mer kréien", dunn hu verschidde Leit gesot: „Dir braucht déi emol net!" Ma ech si frou, dass mer der deemools kaaft hunn an dat et haut erlaabt, dass mer dës Distributioun och kënne maachen!

An déi Distributioun fänkt schonn an den nächsten Deeg un, an och déi nächst Woche wäert se goen. Verschidde Gemenge wäerte méi Zäit brauchen, well Dir wësst jo och, dass dat och mat der Organisatioun vun de Schoulen do ab dem 25. organiséiert gëtt. Mee ech weess zum Beispill, dass d'Arméi och elo kuckt, wéi ee kann och deem engen an deem aneren ... Well mir sollen net vergiessen: Eis Frontalieren, déi ech elo just zitéiert hunn, déi am ganze Spidolswiese schaffen, déi hunn am Moment nach guer näischt kritt. An ech mengen, dass et duerfir och wichteg ass, dass een do déi doten Distributioun esou séier wéi méiglech ka maachen.

Mee, wéi gesot, et ass eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Leit, well et awer och eng Depense ass, a virun allem och: Et kritt een der net iwwerall an net onbedéngt. Duerfir hu mer fonnt, dass et wichteg wier, dës Distributioun kënnen ze maachen. An ech sinn och frou, dass dat heibannen awer och vun deene meeschte Bänke gedroe gëtt.

An erlaabt mer mat engem Punkt opzehalen, deen hei zitéiert ginn ass vun der Fraktiounscheffin vun der CSV, iwwer Europa. Jo, mir feieren dëse Weekend de 70. Anniversaire vun der Schumans-Deklaratioun an och de 75. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich. An ech wier frou, wann ech muer kéint, den 8., d'Celebratioune feieren, oder och éieren, fir all déi Leit, déi am Zweete Weltkrich gestuerwe sinn. An dee Friddensprojet Europa ass deen, deen eis haut vill méi brëngt wéi heiansdo déi Konflikter, déi mer hunn.

Déi Situatioun mat zouene Grenzen, déi mer hunn, ass eng Situatioun, déi mer wierklech bedaueren. A gleeft mer, Här President, dass all d'Ministeren, ob dat den Ausseminister ass, ob dat d'Groussregiounsministesch ass, ob dat déi verschidde Ministere mat hiren Homologe sinn, ob dat um Niveau vun de Chefs d'État a Chefs de gouvernement ass, permanent gesot hunn: „Dat doten hëlleft net vill, dat dote blockéiert!"

Mir hunn intervenéiert, fir zum Beispill bei eisen däitschen Noperen extra Filièren ze kréien, fir dass d'Leit solle méi séier duerchkommen. Mir hu fir Vignettë gekämpft, dass se sollen och erkennbar si vu baussen, dass se net méi missten iwwerall stoe bleiwen. Mir hunn dat permanent gemaach. Dir wësst och, Här President, dass dat eng Compétence nationale ass, obwuel - obwuel! - déi normalerweis, wa Schléissunge vu Grenze sinn, och bei der Kommissioun sollte gemellt ginn. An do ... Nee! An dëser Situatioun hu verschidde Leit d'Distanciation sociale éischter als Distanciation nationale gesinn a leider dee falsche Reflex gehat.

Mir hunn ni Grenzen zougemaach. Mir gleewen, dass, wann een en internationalen an en europäesche Problem huet, een e gemeinsame Problem huet an och just eng gemeinsam Äntwert kann d'Léisung sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister.

An de Relais iwwerhëlt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci a gudde Mëtteg alleguerten. Ech si frou, dass mer eis eens sinn, dass een hei eng Strategie brauch. An ech sinn och ganz frou, dass mer eis eens sinn iwwert dat, wat eng Strategie bedeit. Eng Strategie, d'Madamm Hansen huet et gesot, bedeit en Zil hunn. D'Zil vun eiser Strategie, dat war vun Ufank u ganz kloer an et huet och net geännert. Op Englesch seet een „flatten the curve". Dat, wat mir wollten, ass d'Epidemie ofbremsen. Mir wëssen, si ass do, mee et gëtt keen Impfstoff dergéint. Also, wat kann ee maachen? Et muss een et an d'Zäit strecken.

Dat ass kloer eist Zil. Dat war eist Zil vun Ufank un an et ass och haut nach d'Zil. D'Zil ass, eng zweet grouss Well evitéieren a virun allem déi Well kleng halen, esou kleng halen, dass mer gutt kënne mat deem Virus liewen, dass en eis net an d'Gesiicht schléit, dass eise Gesondheetssystem e ka packen. Dat ass d'Zil. An dat schéngt mer kloer. An dat Zil huet och net geännert, vun Ufank un. Ech stinn dozou. Et wäert eis och nach eng Rei Wochen a Méint beschäftegen.

Da gehéiert zu enger Strategie eng Zäitschinn. An der Reegel schonn. En normale strateegesche Plang huet eng kloer Zäitschinn.

Et gehéiert och dozou, dass et faktebaséiert ass. Do sinn ech ganz d'accord. Just mam Virus Corona muss een eng Optioun huelen. Wann ee wëllt faktebaséiert schaffe par rapport zum Corona, da kann ee keng kloer Zäitschinn ginn, well mir mussen ofwaarden. Mir musse Schrëtt fir Schrëtt goen. A genau dat ass déi Strategie, déi mer gefuer sinn. Mir hunn ee Schrëtt geholl, en nächste Schrëtt. An da waarde mer of, wat mer gesinn, wat mer léiere vum Virus. Mir kucken, wat d'Tester eis weisen. Mir kucken, wat eis Kurven eis weisen.

Dat heescht, wa mer wëlle faktebaséiert schaffen - an dat ass eis Strategie ... Mir wëllen net einfach poleemesch eppes an de Raum setzen a soen: „Da geet dat op, da geet dat op." Nee, mir hu ganz kloer derfir optéiert, Schrëtt fir Schrëtt ze goen. An ech mengen, dass dat och beim éischte Schratt, dee mer geholl hu fir den Deconfinement, schwiereg ze verstoe war. Mir hu gesot: „Mir waarden dräi Wochen", well dat ass déi Zäit, déi ee brauch, wann ee wëllt seriö op enger Kurv gesinn, ob eng Mesure en Impakt huet oder net. Déi muss ee sech ginn.

Ech verstinn, dass dat net einfach ass ofzewaarden. Ongewëssheet ass generell net flott. An an dësen Zäiten, wou een trotzdeem vill Angscht huet ronderëm dee Virus, dat ass eppes, wat de Leit vill Suerge mécht, op ville Plänge, do ass dat net einfach. Mee dat ass déi Strategie, déi mer gewielt hunn: eng virsiichteg Strategie, eng faktebaséiert Strategie. Duerfir ass d'Zäit net eng Zäitschinn, déi mer wierklech virausginn.

Et ass e Wann-Dann. Dat ass kloer. Wann ech misst resuméieren an Äre Wierder, ass et genau dat: Wa mer gesinn, dass déi éischt Mesuren net allze vill e schlëmmen Impakt hunn, an dat war de Fall - mir hu quasi näischt gesinn, et ass wierklech net eropgaang um Niveau vun den Infektiounen, et ass net eropgaang um Niveau vun den Hospitalisatiounen -, da si mer prett, fir en zweete Schrëtt ze goen. An op där Basis kënne mer evaluéieren: Wat bedeit et, wa mer en nächste Schratt huelen?

Mee mir musse wëssen, wat d'Grondviraussetzunge sinn. Mir musse wëssen: Wou sti mer? Wéi gesäit et aus op eisen Intensivstatiounen? Wéi gesäit et aus mat den Infektiounen? Wéi gesäit et aus mat deem berüümten R?

An et ass richteg, Dir hutt et scho virun dräi Woche gefrot. Ech hat och deemools scho gesot: „Mir hunn en nach net." Firwat? Well mer eis eréischt eng Datebank opgestallt hunn. A mir hunn eis oft gesinn a leschter Zäit an der Conférence des Présidents, och an der Santéskommissioun, wou ech Iech erkläert hunn: Mir hu ganz vill dran investéiert, zesumme mat eiser Uni wierklech eng seriö Datebank ze erstellen, déi eis eegen Daten huet, net iergendeppes, wat kopéiert ass op e chineesesche Modell, mee eng Datebank, eng Modellisatioun, déi op deem fousst, wat an eisem Land hei Sache ass. Dat heescht, eis eegen Zuele ginn injektéiert. An dat brauch eng gewëssen Zäit. Jiddwereen, dee sech schonn technesch mat Modellisatioune befaasst huet, dee weess dat. Dat brauch eng gewëssen Zäit, bis dat stabiliséiert ass.

An eis Modellisatioun ass eréischt viru ronn 14 Deeg wierklech richteg stabiliséiert ginn, an dat erlaabt et engem dann och, en R ze berechnen. Wéi berechent een en R? Wann een dat googelt, fënnt een dat. Et ass eng mathematesch Equatioun, déi ass ongefeier eng DIN A4-Säit laang. Mir echappéiert dat, ech hunn eng Sektioun A gemaach.

(Hilarité)

Ech kann Iech awer soen: Ech hunn a mengem direkten Emfeld Leit, déi op enger C sinn a rezent drop waren. Bei Iech ass et vläicht e bëssleche wäit hier, mee normalerweis, mat enger Première C kritt een dat hin. Et ass mathematesch sécherlech iwwert dat eraus, wat een op enger A léiert. Mee op enger C, normalerweis, misst et klappen. Ech denken, dass et beim Här Baum just einfach e bësse wäit zréckläit, mee mat e bësselche Mathematiknohëllef misst dat goen.

Et ass eng ganz komplizéiert Berechnung a si fousst och op Modellisatioun. Den R justement, an duerfir konnte mer deen och elo eréischt richteg liwweren - oder relativ richteg, well en ass jo och ganz ëmstridden -, dee fousst hei zu Lëtzebuerg op eisen eegene Modellisatiounen. Also hunn déi Modellisatioune fir d'éischt misse stabiliséiert sinn, fir dass mer eis R-Berechnung kënnen deementspriechend alimentéieren.

Firwat geet en net erof? Ben, e geet net einfach erof, wa manner nei Infizéierter sinn. Esou einfach ass et net, soss géifen net eng DIN A4-Säit anhuelen. Et si méi Parameteren, déi afléissen. An ech ginn dovun aus, dass eis Uni, déi eis do wierklech ënnerstëtzt, fir dat ze berechnen, dat och richteg mécht. Jiddefalls gesinn ech mech net, dat a Fro stellen.

Wann awer aner Leit dat kënnen norechnen, sinn ech gären op fir eng Entrevue. Da kënne mer driwwer diskutéieren. Ech géif dann nämlech och déi néideg Experte matbréngen, well ech net dee richtegen Interlocuteur sinn, fir déi mathematesch Diskussioun ze féieren.

Dann ass gesot ginn: „Eng Strategie, wann een dat gutt mécht, mécht een et am Dialog an net mat Consultingfirmen." An där Hisiicht ware mer vun Ufank u ganz transparent, mat wiem mer geschafft hunn. Mir hunn en dagdeeglechen Echange mat eise Spideeler, mat der FHL, mat de Representantë vun der Dokterschaft, mat der AMMD.

Mir hu mat hinne geschafft fir de Confinement an elo fir den Deconfinement. Mir schaffe mat hinnen dagdeeglech fir d'Organisatioun um Terrain vun deene Strukturen, déi mer op d'Plaz gesat hunn. Mir hunn e Coordinateur national bei eis am Ministère de la Santé, dee vun der AMMD designéiert ginn ass. Dat heescht, ee vun hinnen. Dat sinn Experte vum Fach aus eisem Land, déi bei eis matschaffen, déi laangjäreg Erfarung hunn.

Mir hunn och eng Rei gestanen Dokteren hei aus dem Land, déi sech zur Verfügung gestallt hunn. Mir hu se och deels agestallt iwwer Contrats d'expert, déi eis begleeden. Si sinn Dokteren hei vu Lëtzebuerg, déi den Terrain kennen an déi hiert Wëssen abrénge ronderëm d'Santé an deem ganze Prozess, dee mer duerchginn.

Da schaffe mer och zesumme mam Cercle des médecins généralistes. Dir wësst, mir hunn eng ganz Rei Ligne-de-garden opgestallt ronderëm eis CSAen, och an de Maison-de-soinen, e ganz ëmgekrempelte Gesondheetssystem. Dat gëtt alles organiséiert am Gespréich mam Cercle des médecins généralistes. Ech weess net, wien e besseren Interlocuteur fir eis kéint sinn an dëser Zäit. Dat si keng exotesch Consultingfirmen, dat si Leit hei vum Terrain vum Fach, déi de lëtzebuergesche Kontext kennen, déi aus dem Spidolsecteur kommen an déi wëssen, wat se do erabréngen un Erfarungen.

Da schaffe mer awer och ganz enk zesumme mat der Fuerschung, mat eiser lëtzebuergescher Fuerschung. Lëtzebuergesch Fuerschungsacteuren hu sech zesummegesat vun Ufank u vun der Kris an enger Taskforce Covid-19. Déi hunn eng Website, déi ass Open Source. Et ka jiddweree suivéieren, sech dat abonéieren. Do komme reegelméisseg nei Aarbechten. An déi Aarbechten, déi kucke mir natierlech mat groussem Interêt a mir schaffen och zesumme mat hinnen.

Dës Taskforce mécht eng remarkabel Aarbecht! Ech wëll dat wierklech ënnersträichen. Si si ganz spontan zesummekomm a schaffen op all deenen Theemen, déi wichteg si ronderëm dës Kris. An et ass och hire Pabeier, deen Der gëschter kritt hutt, deen och ganz aktuell ass.

Deen ass kuerzfristeg komm. Firwat? Well en och erëm eng Kéier déi aktuellsten Zuele beinhalt. E fousst op Modellisatiounen, déi esou rezent sinn, wéi et nëmmen iergendwéi geet. An op dee Rapport hu mer eis baséiert. Dat ass de Genre vun Aarbechten, op déi mer eis stäipen, fir eebe kënnen eng Strategie ze begleeden.

Jo, widderhuelen. Ech sinn a mengem Beruff virdrun net gewinnt gewiescht, esou vill ze widderhuelen. Ech war iergendwéi ëmmer gewinnt, dass ee mer nogelauschtert huet. Ech hunn awer geléiert - dat ass dat, wat ech wierklech geléiert hunn -, dass een oft muss widderhuelen. An duerfir e grousse Merci un de Gilles Baum. Ech mengen, ech kommen och nach eng Kéier fir eng Nohëllefstonn. Wann een aus dem pedagogesche Beräich kënnt, fält engem dat méi liicht. Et ass mer scho wichteg, dass een ëmmer erëm muss widderhuelen.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir sidd ëmmer wëllkomm, Madamm Minister.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gell? Well „testen, testen, testen", souwäit ech mech erënneren, ass dat e Sproch, deen ech bei all Pressekonferenz, bei all Rencontre, déi mer haten, vun Ufank un ëmmer erëm gesot hunn.

Et ass net mëttlerweil, wou d'Santé et entdeckt huet. Et ass gesot ginn, „mëttlerweil huet och d'Santé agesinn, dass ee muss testen, testen, testen". Mëttlerweil, dat wär fir mech eréischt en cours de route, mee bei eis war dat vun Ufank u kloer. An dat ass eng ganz gutt Zensur, déi mer och international kritt hunn. Dir wësst et: Mir ware laang wierklech Spëtzereider. Haut si mer op der zweeter Plaz. Malta test mëttlerweil e bësselche méi wéi mir. Mir ware laang Nummer 1. Mir sinn Nummer 8 weltwäit, an an Europa si mer Nummer 2. Mir teste wierklech vill. A mir wäerten och weiderhi ganz vill testen.

An och dat war e Baustee vun eiser Strategie vun Ufank un. Eng Teststrategie ass een integrale Baustee vun enger Strategie. Dat ass näischt, wat einfach am Raum steet. Dat ass en Element vun enger Strategie! An dat ass e begleedend Element, wat mer developpéiert hunn.

Déi Testingstrategie ass komplex, jo, well mer vill verschidde Saache maachen. Mir maachen net just een Typ vun Test bei deenen, déi Symptomer hunn. Nee, mir schaffe mat der Fuerschung zesummen. Mir hu villfälteg Projete lafen. Mir hu Fuerschungsprojete lafe ronderëm den Testing. An ech denken, dass et kaum e Land gëtt, wat esou eng ambitiéis Diversitéit huet um Niveau vun den Tester, déi lafen, an och vun den Testprojeten, déi lafen.

Vläicht kann ech se awer nach eng Kéier widderhuelen, et ass vläicht net vu Muttwëll.

Mir teste generell all déi Leit, déi Symptomer hunn - schonn ëmmer, am Ufank méi restriktiv. Firwat och méi restriktiv? Opgrond vun de Recommandatiounen, déi mer international haten, awer och opgrond vum Fait, dass mer dat Material net esou disponibel haten, wéi mer eis et gewënscht hätten. Wat mer méi Material kritt hunn, wat ee méi Erkenntnisser hat - wat ee besser Tester kritt huet och, wat mer méi getest hunn.

Haut teste mer nieft deem, wat mer souwisou maachen - dat heescht, nach ëmmer jiddwereen, dee Symptomer huet, dat ass ganz wichteg -, och verstäerkt a verschiddene Secteuren, do, wou et extra wichteg ass. An de Maison-de-soine beispillsweis teste mer am Moment systematesch, well mer wëssen, dass et do besonnesch wichteg ass, déi Positiv erauszefilteren.

Dann hu mer och Clustertester amgaangen. Dat ass dat, wat Der uschwätzt. Déi Clusteren oder Contingenten, wat ass dat? Dat sinn Deeler vun der Populatioun. An dat huet eng Logik. Do ass schonn eng Strategie derhannert. Wat maache mer? Mir testen déi, déi erausginn. Mir ware ganz confinéiert. Dann ass de Bau opgaangen. Da beschäftege mer eis mat deem Secteur. Do gëtt een Echantillon getest. Da kucke mer, ob deen Echantillon an der Rei ass. Wann e besuergneserreegend wier, hätt ee kënne méi breet testen, eppes ënnerhuelen.

Dann hu mer elo d'Primaner getest. Elo si mer amgaangen, de Bau fir d'zweet ze testen, well e war bei 2,2 %. Dat ass okay, et kéint awer besser sinn. Wann esou eng Zuel do ass, da maache mer dat nach eng Kéier hannendrun, fir ze kucken, ob eng Evolutioun do ass, ob et sech verschlëmmert huet oder net.

D'selwecht sinn d'Bréiwer erausgaange fir elo déi nächst Etappen. Am Commerce wäert elo en Echantillon getest ginn, d'Services de soins à la personne wäerte getest ginn. Iwwerall do, wou elo nei Secteuren opginn d'nächst Woch, wäerten Echantillone geholl ginn. Dat ass eise Cluster-Prevalenztest, dee maache mer queesch duerch de Gaart, an d'Strategie besteet doranner, dat au fur et à mesure ze maachen, wéi mer nei Secteuren opmaachen, fir déi eeben duerchzetesten.

A wann iergendwou eppes Beonrouegendes ass, dann hu mer d'Capacitéit hoffentlech iwwert d'nächst Wochen a Méint. An och do gëtt et nach e puer Inconnuen an der Logistik, mee do si mer zouversiichtlech. Dat ass d'selwecht wéi bei de Masken. Dat war och ni e Geheimnis. Mir kënnen ëmmer nëmmen dat maachen, wat mer och disponibel hunn. Mee eis Ambitioun ass et, mat engem grousse Projet wierklech esou opgestallt ze sinn, dass mer net limitéiert wäerte sinn an dass mer lues a lues kënnen d'ganzt Land duerchtesten, no enger Priorisatioun, an déi ass, wéi gesot, Stéck fir Stéck. Et ginn nei Secteuren op an déi wäerte getest ginn.

Null Risiko gëtt et net. Vill diskutéiert muss och weiderhi ginn. Ech géif och just eng Kéier ënnersträichen, dass mer och ganz, ganz vill Echangen hate mat der Chamber. Et ass gesot ginn: Et ware fënnef Debatten, dräi Deklaratiounen, och d'Santéskommissioun koum zesummen. An der Conférence des Présidents sti mer Ried an Äntwert, wann Der Froen hutt. Well et ass normal, dass vill Froe sinn, et ass eng nei Situatioun. Et ass jo wierklech komplex alles.

Ech hu just eng Kéier zesummegezielt, mir hunn och ganz vill Question-parlementairë scho beäntwert am Kontext Covid. Ech hunn déi eng Kéier zesummegezielt. Wat hate mer? 9 Froe ronderëm de Confinement, dann hate mer der 15 ronderëm d'Tester an den Tracing, déi scho beäntwert sinn, mir hunn der 3 gehat, wat d'Réserve sanitaire ass, 11 ronderëm d'Logistik, d'Matériel de protection, eng zur Exitstrategie. Dat sinn der 38 insgesamt, an ech hat der 10 gezielt, déi scho virum Confinement waren. Dat heescht, mir kommen op 48 Question-parlementairen entre-temps, déi an dësem Kontext beäntwert gi sinn, wat, mengen ech, awer och misst fir vill Transparenz suergen. Wann dat net esou ass, maachen ech mer Suergen. Dann drécke mer eis warscheinlech nach net gutt genuch aus. Mee och do si mer weiderhi bemëit, wa Froe sinn, déi ze beäntwerten.

Wat gëllt elo déi nächst Etappen? Do ass u sech un der Strategie net ganz vill Neies. Si gëtt weider applizéiert. Mir wäerten ofwaarden, wat den Effekt ass vun deem nächste Schratt, dee mer maachen. Deen éischte war schonn e ganz konsistente mam Bausecteur. Dat ass e grousse Secteur, deen opgaangen ass. Elo kënnt en nächste groussen Hoff derbäi, dee mer kënne maachen, well mer wierklech gutt waren um Niveau vun den Infektiounen. Mir si wäit erofkomm.

Wat monitore mer déi ganzen Zäit? Wat kucke mer un Zuelen? De Premier huet et just gesot. Ben, mir behalen natierlech en A op eis nei Infektiounen iwwert déi ganz Tester, déi mir maachen. Mir probéieren, déi Leit, déi positiv sinn, esou gutt wéi méiglech ze isoléieren. Dofir maache mer eisen Tracing. Doriwwer hu mer och scho ganz vill geschwat. Do hate mer d'Geleeënheet, eis auszetauschen an der Conférence des Présidents. Et si Froen dozou komm. Mir tracen am Moment manuell. Dat wësst Dir heibannen, mir hunn dat schonn e puermol exposéiert.

A fir d'Leit dobausse vläicht och nach eng Kéier: Wat bedeit dat? Eis Inspection sanitaire, déi rifft un. Wann ee positiv getest gëtt, gi mir direkt informéiert. D'Leit gi kontaktéiert, an da gëtt mat hinne retracéiert, mat wiem se a Kontakt waren, fir dass een déi, déi an enkem Kontakt waren, do, wou et mat engem Risiko verbonnen ass, dass een déi Leit och wierklech kann isoléieren, an eng Quarantän eebe setzen. Dat ass dat, wat mer elo maachen. Wéi gesot, dat ass och näischt Neies. Et ass bekannt gewiescht, et ass esou, wéi mer et gemaach hunn am Ufank vun der Pandemie. Dunn, am Confinement, ass et net méi gemaach ginn, an et ass och selbstverständlech erëm nei ugaangen dee Moment, wou elo den Deconfinement kënnt. An et ass och ëmmer esou annoncéiert gi vusäite vun der Regierung, souwuel op de Pressekonferenze wéi och hei an den Echangen. An et ass och wichteg, dass mer dat kënne bäihalen.

Vun eiser Säit aus si mer zouversiichtlech. Ech muss soen, de Sven Clement sot, e wär erschreckt, wéi e gelies huet, dass mer am optimisteschen Zenario sinn. Ech si selwer frou doriwwer. Ech sinn erliichtert. Dat war mäin Zil. Alles, wat mer maachen, huet natierlech d'Ambitioun, dass mer esou gutt wéi méiglech derduerchkommen. An deem Sënn deelen ech och net d'Meenung, dass mer d'Häll hannert eis hunn. Et ass keng schéin Zäit, et ass keng einfach Zäit, zemools fir eis Betriber. Mee d'Häll war et net. D'Häll wär eppes ganz anescht gewiescht. An d'Häll war net esou wäit ewech.

An eis Ambitioun ass et, mat där Strategie, déi mer hunn, zu där mer stinn, och weiderhin ze kucken, dass hei net d'Häll ausbrécht.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweeten …

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, Parole après ministre!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, den Här Baum dohannen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Den Här Baum, heihannen.

Dräi Remarken. Merci de Regierungsmembere fir dës Explikatiounen. Déi éischt Remark ass: D'Madamm Gesondheetsministesch huet gesot, datt d'Transparenz doranner bestanen hätt, datt se op esou vill Question-parlementairë geäntwert hätt. Do wéilt ech awer soen, datt dat eng legal Obligatioun ass. Transparenz wier gewiescht, datt et iwwerhaapt net néideg gewiescht wier, datt iergendeen eng Question parlementaire gestallt hätt. Ech mengen, datt een dat awer preziséiere muss.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat Zweet ass: Dir hutt ganz Recht an Dir hutt mech do op mengem schwaache Fouss erwëscht, wat meng mathematesch Fäegkeeten ugeet, obwuel ech de Papp vun engem héijen Dignitär aus der Sozialistescher Aarbechterpartei als Proff hat op Première. Mee Dir hutt Recht, do gëtt et bei mir nach Sputt no uewen.

Mee wouran ech awer net schlecht sinn, dat si Memotechniken. Als Schauspiller muss een Text léieren an duerfir kann ech mech u Saachen nach erënneren. An ech ka mech awer erënneren, datt am Ufank, zumindest wat d'Tester ugaangen ass, et ëmmer geheescht huet: Et huet kee Wäert, jiddwereen ze testen! Oder: Et huet virun allem kee Wäert, Leit ze testen, déi keng Symptomer hunn, well déi Tester da feelerhaft kënne sinn! Dat gehéiert awer och zur ganzer Geschicht zumindest derbäi. An dat ass eng aner Geschicht wéi testen, testen, testen, déi elo erzielt gëtt.

Datt et duerfir Grënn gëtt, dat wëll ech ganz gären, ganz gären zougestoen, deelweis, well d'WHO aner Recommandatioune ginn huet, deelweis awer och, well mer iwwerhaapt keng Tester haten. Dat mag alles richteg sinn, mee fir d'Komplettheet muss een dat awer och soen, soudatt dat awer och en Element ass, wat zur Confusioun gefouert huet.

An dann drëttens, dee berüümten „R". Also, wann ech elo richteg verstanen hunn, ass et jo dann esou, datt mir eng ganz eege mathematesch Formel hunn, déi eng aner Formel ass wéi déi an Däitschland, oder eng aner Formel ass wéi an engem anere Land, well se spezialiséiert ass op Lëtzebuerg.

Okay, Dir rëselt mam Kapp. Dat heescht, et ass déi selwecht Formel. Wann et déi selwecht Formel ass, da kann ee jo Saache matenee vergläichen. An dann ass d'Fro: Wann de Premierminister seet, den R, d'Entwécklung vum R, ass fir eis e wichtegen Indicateur fir de Confinement respektiv Deconfinement, da géif ech gär wëssen, wat Ärer Meenung no e gudden R ass,

soudatt mir et als einfach Deputéiert och verstinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, fir komplett ze sinn, géif ech zu dem Testen, Testen, Teste soen: Genau déi doten Diskussioun, dass mer am Ufank gesot hunn, mir géife just déi Symptomatesch testen, déi hate mer an der Conférence des Présidents. Wou ech lech och d'Äntwert ginn hat, dass d'Tester vun deemools net méi d'Tester vun haut sinn. An d'Feelerquot ass eng aner deemools gewiescht, soudass et zu deem Zäitpunkt kee Sënn gemaach huet, asymptomatesch Leit ze testen. Et war och nach net gewosst, dass et esou vill asymptomatesch Träger géif ginn. A mir hunn eng ganz aner Generatioun vun Tester entre-temps. Dat ass déi Erklärung, déi ech ginn hat. Dofir, fir komplett ze sinn, géif ech et och gären dann domadder completéieren, well mir waren do scho bei der Diskussioun, dass dat eng Kontradiktioun wär. An ech widderhuele vläicht och dann nach eng Kéier d'Erklärung, déi ech dozou ginn hat.

Zum R: Dat ass déi selwecht Formel, esou krut ech dat erkläert, wéi déi, déi och beim Robert Koch-Institut verwent gëtt. Mee d'Donnéeën, déi een injektéiert, sinn natierlech national Donnéeën. Et ass dat, wat ech wollt soen. Dat heescht, dat, wat mer eranalimentéieren, fir dat ze berechnen, dat sinn eis Donnéeën.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wéini ass den R gutt?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Den R ass gutt, wann en ënner 1 ass. Well den R bedeit, dass een de Virus weidergëtt. Wann deen ënner 1 geet, an ech kann lech dee ganz rezente soen, well ech krut deen elo just eran, dat ass nach en anere wéi deen de Moien, also et ass net en aneren, et ass just en neien Update, a mir hunn do déi fatidique Nummer 1, do si mer drënner. Mir sinn elo bei 0,99 an d'Tendenz op eisem R ass degressiv säit iwwert de leschte Wochen. Och dat war e Facteur, deen eis positiv gestëmmt huet, fir kënnen an déi nächst Etapp ze goen.

Hätt een do eng steigend Tendenz gehat, wär dat net esou gutt gewiescht. Mee e geet lues a lues erof an en ass säit elo haut, säit den Neiberechnungen, och ënner 1 ukomm.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nach just, Här President, och fir ze completéieren, well den Här Baum huet och reagéiert op dee Punkt, wou d'Madamm Hansen mer jo d'Fro gestallt huet och iwwert den R.

De Fait ass: Et ass den Ensembel, et ass net nëmmen een, et sinn och d'Better. Ech hunn lech virdrun och erkläert, dass mer eng Rëtsch vun Donnéeë musse kënnen analyséieren. Et ass net nëmmen dat eent. Et sinn och d'Better. Et sinn d'Infektiounen, et sinn d'Zuelen et cetera. Et sinn eng Rëtsch vu Parameteren, déi mer mussen hunn, déi dann och eebe kënnen analyséiert ginn. Mee et ass net just ee Parameter, deen erlabe géif, fir ze soen, et ass elo esou oder et ass esou. Et sinn déi dräi, véier Parametere beieneen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisiounen. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. U sech ass elo nach eng Fro bäikomm. Also, ech ka wierklech vläicht schwéier vu Begréff sinn, mee ech hu gemengt gehat, virdru wär gesot ginn, mir hätten den R elo eréischt kënne kréien, well e wär elo eréischt berechent ginn. A wann ech dat elo richteg nogelauschtert hunn, dann hutt Der gesot, den R wär degressiv an de leschte Wochen. Wann en degressiv an de leschte Woche war, da musse mer der jo och scho vu virdru gehat hunn.

Also, ech hunn dat elo net ganz richteg verstane gehat. An ech mengen och, datt ech ganz am Ufank eng Kéier am Bureau gefrot hat, wéi den R wier, an datt du gesot ginn ass: En ass gutt!

An dunn hat ech och gefrot: Wat heescht „gutt"? An dunn hat ech eemol gesot kritt: 0,6 esou dorëmmer. Soudatt awer nach meng Fro ass: Wéi ass d'Evolutioun vun deem R? A wéi laang hu mer en? Dat ass déi éischt Fro.

Dann hunn ech awer och nach eppes bei der Teststrategie net richteg verstanen. Ech hu méi net richteg verstanen, mee an deem Dokument, wat mer gëschter kritt hunn, do steet dran, et wäre Kontingenter definéiert an d'Bevëlkerung géif opgedeelt ginn a Gruppe vu 50.000 bis 100.000. Do ass wierklech meng Fro: Sinn déi schonn opgedeelt? Oder kënnt dat iergendwann?

A vläicht e bësse méi konkreet: Ech mengen, den Här Engel hat gesot a senger Ried, wann d'Tester weisen, datt et gutt ass, da kann d'Schoul erëm opgoen, oder da kann d'Schoul, ech denken de 25. Mee, bei deene Klengen opgoen.

Ech hu wierklech d'Fro, ech hunn et net verstane gehat, well am Ufank ass et zumindest bei eis doheem esou ukomm gewiescht, wéi wann all Schüler géif getest ginn. Sou, mäi Meedche geet awer elo d'nächst Woch an d'Schoul. Hatt krut op jidde Fall keng Mail a kee Bréif, soudatt ech net mengen, datt jiddweree getest gëtt. D'Premièren hunn ugefaang, elo fänkt de Rescht vum Lycée un. Ass bei deem Rescht vum Lycée och ee Kontingent geholl ginn, déi getest gi sinn? A gëtt da gekuckt, ob der net vill do sinn, a maache mer et dovunner ofhängeg, datt d'Schoul opgemaach gëtt?

Wéi gesot, dee klore Message ass net eriwwerkomm gewiescht. Mir hu vläicht... Ech hu jo gesot, ech si vläicht schwéier vu Begréff.

Dann, bei der Exitstrategie, do hunn ech gesot, ass et noutwendeg, datt mer eng beschtméiglech Kenntnis vum Terrain hunn. An ech hu vu Sozialdialog geschwat. A wann ech mech richteg erënneren, dann ass beim 1. Mee gesot ginn, den OGB-L, den LCGB an och d'CGFP hu gesot: „Mir sinn net consultéiert ginn. Mir konnten net matschwätzen!" D'Nora Back huet iergendwann eng Kéier gesot: „… nicht einbezogen, nur informiert."

An dat war dat, wat ech gemengt hunn: De Sozialdialog ass bei dëser Exitstrategie immens wichteg. Also wär et wichteg, déi Leit net nëmmen ze informéieren, mee fir se och ze consultéieren an op si ze lauschteren.

An dann hunn ech just nach eng lescht Fro, déi ass méi einfach warscheinlech. D'Kierchen, ginn déi iergendwann eng Kéier op? A wat ass do virgesinn?

Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi konnt ech dat vergiessen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Ech fänken nach eng Kéier mam R un. Dir wësst, mir haten och schonn doriwwer rieds, dass mer säit elo mëttlerweil zéng Deeg wierklech fest e Partenariat och mat der Uni hunn, wou si eis dagdeeglech eis Chifferen eraginn. Dofir gesitt Der och eng Evolutioun bei eis um Site. Vu blanke Chiffere geet dat aus, lues a lues komme Saache bäi. Et komme Grafike bäi an esou kënnt och den R bäi. Deen ass do, si rechne scho méi laang, mee bis e stabel war, et ass e bëssen dee selwechten Zäitpunkt, wou eis ganz Donnéeën ugefaangen hunn, esou stabel ze ginn, dass mer dat och wëllen no bausse kommunikéieren. Ab do gëtt e berechent. Ech schwätzen lech dovunner, also, ech hunn en, mengen ech, elo säit zéng Deeg ongeféier. An do gesäit een awer déi Tendenz dran. Mee dat ass déi Informatioun, déi mer kréien.

Vun den Tester: D'Dokument schwätzt vum Prinzip, vu Kontingenter. Wat ass dat? Dat ass näischt anescht wéi dass ee ka Stéck fir Stéck testen. An eis Strategie ass eeben: Déi Stécker, déi éischt an der Prioritéit, déi mer huelen, dat sinn déi Secteuren, déi eeben elo opgaange sinn. Dat heescht, dat, wat beschriwwen ass am Dokument - dat ass jo e begleedend Dokument fir d'Regierung -, dat erkläert de Prinzip vun deem Test, dass een opdeelt. An eis Opdeelung, dat ass eeben de konkreete Choix, dee mer geholl hunn, fir unzefänke mam Bau. Da kommen d'Premièren hannendrun. Elo kommen déi Secteure Commerce an esou weider. Dotëschent waren effektiv d'Premièren, dat war e klenge Grupp, dee konnte mer ganz duerchtesten.

Mee fir Är Fro ze beäntweten: D'Lycéesschüler, do gëtt elo en Echantillon getest, d'selwecht wéi beim Bau an d'selwecht wéi beim Commerce. Déi Courrierë sinn erausgaangen. Do gëtt opgrond vun engem Echantillon elo eng Foto geholl, wann een esou wëllt, awer et gëtt net komplett duerchgetest.

Firwat? Well déi Fro kënnt warscheinlech direkt hannendrun. Well mer Stand haut net déi Capacitéit stoen hunn, fir deen dote Secteur elo ganz ze testen. Mir hoffen, dass mir dat lues a lues kréien. An deem grousse Projet, dee presentéiert ginn ass, war dat och ëmmer matgesot, mee dat ass net esou an d'Schlagzeilen eropgeréckelt. Natierlech ass do eng ganz ambitiéis Logistik nach en place ze setzen. Dat mécht een net vun haut op muer. Et war en éischten Datum vum 18. Mee avancéiert. Et ass net sécher, dass dee ka gehale ginn. Mir sinn elo éischter bei Enn Mee. Mee dat huet domadder ze dinn, dass dee groussen ambitiéise Projet eeben e ganze Package ass mat Logistik, mat Testzenteren an esou weider.

Dir kënnt Iech virstellen, fir op déi Capacitéit eropzefueren, do ass nach vill en place ze kréien. An do ass haut nach net dee genauen Datum ze soen, wéini mer dofir prett sinn. Mee mir fueren déi Teststrategie eeben am Sënn vu Cluster-Prevalenztester, esou nennt een dat. Dat sinn Echantillonen. Dat heescht, mir determinéieren e Grupp, soe mer de Commerce. Mir wësse genau, wivill Leit dat sinn, dat hu mer jo iwwer eis Date beim Staat, an da gëtt dorobber en Echantillon berechent. Déi Leit ginn ugeschriwwen, kréien hiren Test gemaach. A mir hunn och genuch Material, wann elo wierklech eppes Verdächteges wär, fir da schnell nozezéien.

An déi aner Fro, déi Der gestallt hutt. Et ass net esou, dass mer eréischt opmaachen, wa mer dat hunn. Dat ass eng Begleetmoossnam, déi mer hunn zum Deconfinement. Dat heescht, mir wäerten dee ganzen Deconfinement iwwer déi Tester maachen, fir e Bild ze behalen, fir ze gesinn, a relativ schnell ze gesinn, wann iergendwou eppes verdächteg wär oder aus dem Rudder géif goen. Mee et ass net esou, dass fir d'éischt misst d'Resultat do sinn an dann d'Decisioun geholl gëtt. Dat ass …

Ech sinn d'accord, dass dat alles effektiv komplizéiert ass. An et muss een et warscheinlech ëmmer erëm ganz pedagogesch och widderhuelen.

Fir d'Exitstrategie, fir d'Berodung vu menger Säit, effektiv, dat si sanitär Moossnamen, dofir erkläert dat och, dass vusäite vun der Santé haaptsächlech eebe Beroder aus der Medezinn, aus deem Beräich, an och aus der Fuerschung matgeschafft hunn an deem Dialog, dee mir gefeiert hunn.

Mee mir hunn och en anere Grupp, do kann de Premier vläicht e puer Wuert derzou soen, wou mer en aneren Dialog och fuerderen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, Här President, et sinn zwou Froe vun der Madamm Hansen gestallt ginn. Déi éischt ass iwwert den Dialog. Also, wéi gesot, mir hunn en Dialog, ob deen elo formell, informell ass, mat deem engen oder mat deem aneren. Mee ech géif souwisou proposéieren, an dat hu mer och an der Regierung schonn diskutéiert, dass mer bei deem Ganzen, dee Relanceprogramm, deen och wierklech gefrot gëtt …

Et huet virdrun ee gesot: Jo, den Här Bausch huet gesot, et muss en neie Koalitiounsaccord, mir mussen nei Prioritéite setzen! Mir mussen nei Prioritéite setzen, a mir mussen eeben och kucken, wéi mer d'Ekonomie zesummen ugekuerbelt kréien.

An do maachen ech och eng Offer, eng Offer, dass mer do selbstverständlech, wa mer deen Debat, deen Echange, pardon, sollten hu mat deem engen oder mat deem aneren Acteur, och mat de Fraktiounen hei deen Echange sollten hunn, ob se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn, dass mer eebe mat deenen och en Echange kënnen hunn iwwert déi nächst Schrëtt, déi mer zesumme maachen, wa mer un engem Plan de relance schaffen. An net nëmme politesch et méi breet och gesinn, mengen ech, wat net onwichteg wier, dass een dat dote mécht an där Etapp, wou een, wéi gesot, och en Dialog soll hunn, fir eng Relance économique am Land ze hunn.

Dann, iwwert d'Culten huet d'Madamm Hansen mer eng ganz prezis Fro gestallt. Ech hat do schonn en éischten Echange mat engem Culte, wou ech gesot hunn, si solle mir do d'Propositioun maachen, wéi si dat doten eebe kéinten organiséieren, dat heescht, wéi et zeremoniell géif oflafen, wat kéint gemaach ginn, wat net kéint gemaach ginn. An ech hat net méi spéit wéi de Moien eng Diskussioun och bei eis am Haus mat de Responsabele vum Culte, dass mer e Courrier wäerte maachen un all Culte, dee konventionéiert ass, dat heescht, wou mer e Lien hunn, fir ze wëssen, wéi si am Fong d'Positioun gesi vun hirem Culte.

Well d'Culten hu verschidde Praktiken. Dat heescht, do sinn och verschidde Méiglechkeete fir deen een oder deen aneren ze applizéieren. Am Moment si se alleguerten digital. Mee dat heescht, wa mer dat bis hunn, da kënne mer dat kucken, well am Moment sinn dat Etablissementer, déi awer de Public empfänken.

Dat heescht, déi falen och ënnert déi doten Dispositiounen. Mee wéi gesot, wann do Distanze kënne respektéiert ginn, wann do net de Kontakt ze no kënnt, wann do souguer de Port vun engem Mask ka sinn, da sinn dat doten alles Punkten, déi et da géifen erméiglechen, fir dass déi verschidde Culten och nees hir Zeremonië kënnen organiséieren. Mee wéi gesot, ech hat scho mat engem Culte en Echange, mee ech waarden do op hir konkreet Propositiounen. An ech mengen, dass dat och muss d'Garantie sinn.

Well Dir wësst, dass ee vun den éischte gréissere Foyere vum Virus zu Mulhouse war an enger Manifestation religieuse, déi organiséiert ginn ass, wou Honnerte vu Leit sech ugestach hunn. Dowéinster, ech wëll wierklech evitéieren, dass mer hei och eppes géifen dann am Fong autoriséieren …

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ass Ischgl e Culte? Ech wousst awer net, dass Ischgl eng Kierch wier. Ou, elo sinn ech awer iwwerrascht, Här Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech wëll, ech weess net …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech hat gemengt, dass den Här Spautz e bësse méi Dignitéit vis-à-vis vun de Culten hätt. Mee et gëtt e Culte, Här President, deen zu Mulhouse e groussen Zeremoniell hat, wou iwwer 800 Leit present waren, an do der Honnerte waren …

Wann den Här Spautz mengt, dat wier zu Ischgl Party, ech hu méi Respekt fir d'Culten.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premier- a Staatsminister.

Une voix.- … se ofgeschaaft!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, et ass keng Wuertmeldung méi do. Domadder ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

4. Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire

A mir kënnen dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen.

Et handelt sech ëm d'Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Verwendung vun enger Tracingapp. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Clement, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet et elo grad gesot: Et ass puere Chaos um Maart! Et ass puere Chaos, well déi eng, déi wëllen dat eent, déi aner wëllen eppes anescht an déi drëtt, déi wësse guer net, wat et u Léisunge gëtt. Déi eng wëllen zentral Applikatiounen. Déi loosse sech och nach vu Geheimdéngschter beroden, déi dann natierlech attestéieren, datt déi Daten 100 % sécher wären, wa se op engem zentrale Server sinn, esou wéi an England am Moment. Dat ass dee Moment, wou ech frou sinn, datt Groussbritannien d'EU verléisst, well dat ass u sech gutt, datt d'Geheimdéngschter zumindest bei eis am Moment net matzeschwätzen hunn, ob d'Donnéeë bei esou engem System sécher sinn oder net.

D'Wëssenschaft ass sech net eens. Net emol an engem Institut hei zu Lëtzebuerg, dee sech Security and Trust nennt, ass ee sech eens, ob een dann elo eng Tracingapp wëllt oder net, ob et eng zentral oder eng dezentral soll sinn. Mee dat ass ganz gutt esou. Dat ass d'Fräiheet vun der Wëssenschaft. Wëssenschaftler solle virdenken. Mee et ass eis Responsabilitéit heibannen dann, aus deene verschiddene Messagen eppes erauszekristalliséieren an e politesche Message dropzesetzen.

Duerfir hat ech de 17. Mäerz hei eng Motioun deposéiert, déi sech mam Theema vun den Tracingapplikatioune beschäftegt huet. Dës Motioun gouf an d'Kommissioun verwisen, wou dunn den 28. Abrëll an enger dach ganz konstruktiver Kommissiounssëtzung ganz vill Facteuren op d'Tapéit koumen, an aus där en neien Text ervirgaangen ass, deen dann och haut vun de Fraktioune vun am Ganze 54 Deputéierten heibanne matgedroe gëtt. Ech iwwerginn lech dës verbessert Motioun.

Motion modifiée

D'Deputéiertechamber stellt fest:

1. Am Kontext vun der Coronakris gëtt d'Zuel vun den Tracingapplikatioune weltwäit ëmmer méi grouss;

2. Contacttracing ass - soulaang keng Impfung existéiert - ee wichtegen Deel an enger gesamter sanitärer Strategie, déi Infektiounsketten effikass ënnerbrieche kann;

3. d'Regierung huet sech méi Moyene ginn, fir en analogen Tracing duerchzeféieren;

4. d'Recht op Privatsphär ass ee fundamentaalt Mënscherecht;

5. iwwer 500 Wëssenschaftler hu kloer Ufuerderungen u Contacttracing-Applikatiounen am Contact Tracing Joint Statement vum 19. Abrëll formuléiert;

6. reng technologesch Léisunge kënnen nëmmen een Deel vun enger gesamter sanitärer Léisung sinn;

7. net all Mënsch huet e Smartphone;

8. de European Data Protection Board (EDPB) huet den 21. Abrëll d'Lignes directrices fir den Asatz vu Contacttracing-Applicatioune publizéiert an dobäi d'Mindestkrittäre souwéi den Appell fir Datespuersamkeet formuléiert.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- weiderhin op den analogen Tracing ze setzen an déi néideg personell Capacitéiten ze assuréieren;

- ënner kengen Ëmstänn eng obligatoresch Tracingapplikatioun zu Lëtzebuerg anzeféieren;

- just op eng fräiwëlleg Tracingapplikatioun zréckzegräifen, wann den europäesche Kontext dëst vun eisem Land verlaangt;

- an dësem Kontext eng Base légale ze schafen, déi genau definéiert, ënner wéi enge Konditiounen esou eng fräiwëlleg Tracingapplikatioun zu Lëtzebuerg këint entwéckelt a genotzt ginn:

a) Vun Ufank un d'Prinzippie vun Dateschutz an Datespuersamkeet virzegesinn an zäitlech Begrenzunge fir d'Späicheren an d'Notze vun den Date festzehalen;

b) d'Interoperabilitéit vun esou enger App mat den EU-Partner ze garantéieren, déi och eng dezentral Späicherung notzen;

c) de Sourcecode vun enger eventueller App oppenzeleeën, fir esou eng onofhängeg Analys ze erméiglechen;

d) keng zentral Späicherung vun Daten ze erlaben, déi Persounen identifizéiere kënnen;

e) sécherzestellen, datt Donnéeën, och anonymmer, nëmme mam explizitten Accord vum Utilisateur gedeelt kënne ginn;

f) keng Tracingapplikatioun zouzeloossen, déi nach aner Gesondheetsdonnéeën oder -servicer geréiert respektiv ubitt;

wann op eng Tracingapp zréckgegraff géif,

- sech géint Diskriminéierung vu Leit anzesetzen, déi d'App net wëllen oder kënne benotzen;

- eng Evaluatioun vum Dateschutz, der Efficacitéit an der sanitärer Plus-value ze maachen.

(s.) Sven Clement, Guy Arendt, Josée Lorsché, Laurent Mosar, Lydia Mutsch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Jo, am schéinste wier et, mir bräichte keng Tracingapp. Am schéinste wier et, mir hätte keng Coronakris.

(Brouhaha)

Jo, dat wär am schéinsten. Déi nächstbescht Léisung an der Coronakris ass den analogen Tracing, eppes, wat mer kennen, eppes, wat dateschutzkonform ass, eppes, wat de Leit hëlleft, wou e perséinleche Kontakt besteet. Mee mir sinn an engem Europa, mir sinn an enger Europäescher Unioun, mir sinn an enger globaler Welt. An do kann et sinn, an ech soen, et ka sinn, datt Reesbeschränkunge just fale wäerten, wann dann d'Leit fräiwëlleg kënnen op esou eng App zréckgräifen. An nëmmen da sollt et och zu esou enger App kommen. A falls et zu enger App kënnt, da gëtt dës Motioun, déi redigéiert gouf, der Regierung e kloert Verhandlungsmandat mat.

Mir als Chamber wären déi Éischt an Europa, déi hirer Regierung e kloert Verhandlungsmandat mat op de Wee ginn, en amont. Normalerweis beschwéiere mer eis ex post, wat dann elo erëm diskutéiert a beschloss gouf. Hei hu mir als Parlament emol eng Kéier virgegraff a gesot, wat net geet.

Wat net geet, an dat geet ganz kloer aus der Motioun ervir, dat ass eng obligatoresch Tracingapp. Wat net geet, ass en Tracking vun de Leit. Wat net geet, ass, perséinlech Donnéeën op zentrale Serveren ze späicheren. Wat ënner bestëmmte Bedingunge geet, an dann nach ëmmer fräiwëlleg, ass eng dezentral Tracingapp, eng App, wou keng perséinlech Donnéeë weidergi ginn, ouni datt d'Persoun, déi se generéiert huet, dat explizitt accordéiert.

Mir fuerderen haut awer net nëmmen dat! Mir fuerderen och, datt keen däerf diskriminéiert ginn, deen entweeder keng App installéiere kann oder keng App installéiere wëllt, soudatt een net kann engem verbidden, akafen ze goen, just well e keng App huet. Och dat ass e wichtege Baustee fir ze verhënneren, datt aus enger fräiwëlleger App duerch d'Hannerdier awer géif eng obligatoresch App ginn.

Dann ass et ganz wichteg, datt d'Notzer Proprietär iwwer hir Donnéeë solle bleiwen. Bis dee Moment, wou den Notzer selwer seet: „Ech iwwerdroen elo eppes", verloosse keng Donnéeë säin Handy. Och dat ass e wichtege Prinzip aus dëser App.

Gläichzäiteg fuerdert d'Chamber mat dëser Motioun, datt de Quellcode ëffentlech muss sinn, soudatt all Notzer dat och ka kontrolléieren, ob déi Garantien, déi mer hei fuerderen, och ëmgesat ginn. Och dat ass en Zeeche vun Transparenz.

A schlussendlech däerf och keen Tracing abauen an eng App, déi schonn aner Gesondheetsdaten huet. Och esou soll verhënnert ginn, datt et iergendwou en Abus gëtt an nach Donnéeën awer iwwer Ëmweeër matenee verknäppt ginn.

Jo, et wär gutt, wa mer ni eng App bräichten. Mee wa mer vun der Aktualitéit iwwerholl géife ginn oder mat Aschränkunge vun der Reesfräiheet konfrontéiert wieren, dann - an nëmmen dann! -, muss esou eng App encadréiert ginn.

A schlussendlech solle mer evaluéieren, ob dat Ganzt och eppes bruecht huet. Esou schütze mer d'Privatliewe vun de Leit duerch Fräiwëllegkeet, Antidiskriminéierung an Transparenz als éischt a bis elo eenzegt Land an der EU.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Viviane Reding agedroen. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. Technologie ass en Hëllefsmëttel, Technologie ass ni e Selbstzweck an et ass ni en Ersatz vum Mënsch. An déi Prinzippien, déi gëlle besonnesch, wann et ëm d'Gesondheetswiese geet. An dofir muss ee wéi bei all Maschinn, déi agesat gëtt, froen: Notzt et eppes? Si Geforen domadder verbonnen? A kënne mer eventuell, wa Geforen dermat verbonne wären, déi Gefore kontrolléieren? Esou wäert dat och mat enger eventueller Tracingapp sinn.

Well déi App op den Handy vun der Eenzelpersoun erfolgluede muss ginn, ass ze klären:

Éischtens, si genuch Mënsche bereet hei zu Lëtzebuerg, déi App fräiwëlleg op hiren Handy erofzelueden? Well eréischt wann, jee no System, 60 %, 70 %, 80 % vun de Leit dat maachen, ass de System eppes wäert.

Zweetens, wéi iwwerzeege mer déi, déi net wëllen? Wéi brénge mer déi mat? An déi hu jo d'Recht, net ze wëllen. A wéi hëllefe mer deenen, déi net kënnen?

Drëttens, wéi evitéiere mer, datt Daten an eng falsch Hand geroden an zu kommerziellen Zwecker mëssbraucht ginn?

A véiertens, wéi suerge mer derfir, datt, wann d'Maschinn eng Warnung un e méigleche Kranken erausgëtt, deen d'Méiglechkeet huet, mat engem Mënsch duerno ze schwätzen, net mat enger Maschinn, mat engem Mënsch, fir eng Äntwert op seng Froen ze kréien, fir conseilléiert ze ginn?

Jo, mir wëssen alleguerten, datt Lëtzebuerg e klengt Land ass. Mir hunn net eis eegen IT-Technologien. An dofir, wat maache mer? Wéi de Premierminister et gesot huet, wéi e mat senge Kolleege geschwat huet: „Mir schléissen eis engem aneren un oder mir diskutéiere selwer mat Apple a mat Google a versichen, mat hinnen eens ze ginn." A mir mussen op jidde Fall kucken, datt, wa mer eng Lëtzebuerger App hunn, déi och nach a Frankräich an an Däitschland gëllt, wann déi bei eis kommen, déi Leit, oder wa mir wëllen iwwer eis Grenz goen. An do fänken d'Problemer schonn un, well a Frankräich gi se mat Apple net eens a se hunn also nach keng App. An an Däitschland si se nach ëmmer amgaang ze bastelen. Also, op wie verloosse mer eis?

Vill Froen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an nach wéineg Äntwerten. Dat eenzeg Logescht wär jo, wann eng europäesch Léisung géif kommen. Mee déi ass och nach net a Siicht, an dat bedauere mer ganz vill. Also, d'Chamber huet d'Konditiounen hei op den Dësch geluecht mat enger grousser Majoritéit, kann ech mer virstellen. Ech hoffen nëmme vun Häerzen, datt mer déi Konditiounen ni brauchen ze applizéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Mir hu virdrun héieren: „Widderhuelen, widderhuelen." Ech mengen, mir sinn hei och voll dodranner, well ech wäert e puer Saache widderhuelen, déi vläicht scho gesot gi sinn.

Bon, wéi d'Regierung den État de crise ausgeruff huet, si verschidde Moossnamen, an dorënner, wéi mer et wëssen, de Confinement an de Prinzip vum Social Distancing, festgehale ginn. Déi Mesurë sollten eigentlech verhënneren, datt eng rapid an exponentiell Verbreedung vum Virus stattfënnt. Déi Moossnamen, déi sécherlech fir vill Leit net einfach sinn a waren, hunn hiert Zil awer elo erreecht. Allerdéngs kann een net soen, datt mer doduerch eng 100%eg Sécherheet hunn. Mir mussen och léieren, mat deem Virus an Zukunft ze liewen.

Fir awer d'Zuel vun den Ustiechungen esou kleng wéi méiglech ze halen, mussen infizéiert Persounen - an dat ass schonn x-mol gesot ginn - lokaliséiert ginn. Dat geschitt duerch breet Teste vun der Bevëlkerung, wat iwwregens och vun internationalen Experte gefrot gëtt. Op Initiativ vum Fuerschungsminister Claude Meisch ass Lëtzebuerg dat éischt Land op der Welt, dat sech d'Capacitéite ginn huet, fir a kuerzer Zäit seng Populatioun kënnen ze testen. An dat ass jo elo voll amgaang, hu mer héieren.

De sougenannte Contacttracing ass, soulaang keng Impfung existéiert, e wichtegen Deel an enger gesamter sanitärer Strategie, déi d'Infektiounsketten effikass ënnerbrieche kann. Wann eng Persoun positiv getest gëtt, ass et net onwichteg fir erauszefannen, mat wiem déi Persoun a Kontakt war.

Säit Ufank vun der Kris ass zu Lëtzebuerg en analogen - a mir hunn dat och schonn héieren - oder e sougenannte manuellen Tracing duerchgefouert ginn, just ee Moment mat enger kuerzer Ënnerbriechung, déi eeben noutwendeg war. Iwwregens gëtt esou e manuellen Tracing och an der Belsch duerchgefouert.

D'DP ënnerstëtzt d'Usiicht vum Premier Xavier Bettel, déi hien hei am Haus schonn ugekënnegt huet, datt prioritär den analogen Tracing muss ausgebaut ginn. Nieft dem Schutz vu privaten Daten erméiglecht den analoge Modell ausserdeem eng mënschlech Prise en charge, déi grad a Krisenzäite wichteg ass, sief et, fir déi betraffe Persounen ze begleeden a perséinlech ze betreien.

D'Regierung huet sech dofir och déi néideg Mëttel ginn, andeems d'Zuel vun de Mataarbechter, déi den Tracing maachen, staark eropgesat ginn ass. Allerdéngs zéie verschidde Regierungen an d'Kommissioun zu Bréissel a Betracht, en digitalen Tracing iwwer eng App um Smartphone anzeféieren. Mir kruten dat jo elo virun e puer Minutte vun eisem Premier bestätegt.

Do ginn awer d'Meenungen iwwer esou eng App, an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wäit auserneen. Wat dobäi opgefall ass, ass, datt verschidde Politiker hei am Land hir Meenung diesbezüglech geännert hunn. Ufanks hu se sech ganz vehement, haaptsächlech aus Dateschutzgrënn, géint esou eng App gewiert. An elo setzen déi selwecht Leit sech mat aller Kraaft an, fir d'Entwécklung vun enger Tracingapp ze förderen.

D'DP war vun Ufank u géint esou eng Tracingapp a wäert an Zukunft virsiichteg sinn, wat d'Benotze vun eventuellen digitalen Tracingapps ugeet. Nieft den eventuelle Riske vun Dateschutz ass et och d'Fro vun der praktescher Ëmsetzung a vun der Effikassitéit vum digitale Modell.

Nieft der Balance tëschent dem Risiko vun enger Infektioun an eise Fräiheeten a Mënscherechter stelle sech villfälteg aner Froen, wéi zum Beispill: Wat fir eng Donnéeë gi gesammelt a gespäichert? Wou gi se gespäichert? Wien huet Zougréff drop? Wéi laang ginn d'Donnéeë gehal? Kann d'App net zweckentfremdet ginn, andeem Verknüpfunge mat anere Fichiere mat Gesondheetsdonnéeë gemaach ginn?

Mir kënnen eis allerdéngs enger europäescher Léisung net verschléissen, wann - awer nëmme wann! - den internationale Kontext dëst erfuerdert am Interessi vun der Gesondheet vun eise Bierger. Wann esou eng Tracingapp agefouert sollt ginn, kann d'Benotzung vun esou enger App nëmmen op fräiwëlleger Basis sinn. Bierger, déi esou eng App net wëllen oder kënne benotzen, dierfen op kee Fall benodeelegt ginn. Et huet nämlech net jiddwereen e Smartphone an net all Awunner ass bereet, seng Donnéeën ze deelen.

Et ass ee sech natierlech eens fir ze soen, datt eng fräiwëlleg Applikatioun awer nëmmen dann effikass ass, wann och genuch Leit se benotzen. Déi Vue gëtt och vu Spezialiste gedeelt. An do schwätzt ee vu 60 % bis 70 % vun der Bevëlkerung, déi esou eng App muss benotzen, fir datt se iwwerhaapt effikass ass.

Et ass hei och net oninteressant ze erwänen, datt eng däitsch Zäitschréft aus der Informatikbranche eng Ëmfro bei hire Lieser gemaach huet. An dobäi koum eraus, datt vun 2.534 Leit, déi geäntwert hunn, 45 % bereet wären, eng App erofzelueden, a bei 1.020 wier et en Nee. Beim Jo waren allerdéngs déi méi eeler Persoune majoritär.

Eng Tracingapp kënnt fir d'DP nëmmen dann a Fro, wann d'Interoperabilitéit mat anere Länner, d'Interoperabilitéit vun der App mat den EU-Partner ka garantéiert ginn an d'Datespäicherung no dezentralem Modell geschitt. Et kann net sinn, datt d'Donnéeën zentral op enger Plaz gespäichert ginn, wou se vill méi vulnerabel - an ech maachen do kee Wuertspill - sinn.

Ech wëll nach emol ënnersträichen, wéi wichteg et ass, den Dateschutz vun eise Bierger ze garantéieren. An als Konklusioun bestätegen ech, datt d'Positioun vun der DP kloer ass: Mir favoriséieren an ënnerstëtze weiderhin den analoge Contacttracing. Mir verschléissen eis net virum digitale Modell, falls dësen unhand vun EU-Decisioune sollt onauswäichlech an noutwendeg ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Nee, bei der LSAP ass et déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Et ass schonn e bëssen eng ongewéinlech Motioun, mat där mer haut hei befaasst sinn, net nëmme well et hei de Piraten gelongen ass, bal parteiiwwergräifend eng Allianz ze schmieden, fir se ze presentéieren, och net well hei d'Regierung temoignéiert kritt, dass se eigentlech am Moment alles richteg mécht, wat deen Tracing do ugeet, mee virun allem well sech - obwuel dass mer fannen, dass alles gutt leeft - awer zwee Drëttel vun där Motioun domadder beschäftegt, wat mer maachen, wa mer op en anere Wee ginn.

Fir et direkt aganks hei ze soen: Mir sinn als LSAP méi wéi kritesch géigeniwwer vun enger Tracingapp agestallt, virun allem wéinst de Risiken; Risiken am Dateschutz, Risiken am Schutz vun der Privatsphär. A skeptesch si mer net nëmmen, wat d'Confidentialitéit ugeet, mee och wat d'Effikassitéit an d'Viabilitéit vun esou enger Tracingapp ugeet. A grad haut huet d'WHO eng Matdeelung gemaach, dass een net ze vill héich Erwaardungen un esou Appe soll knäppen. Och dat huele mer mat op de Wee.

Et ass och aus guddem Grond, dass hei d'Regierung eis voll Ënnerstëtzung kritt bei deem analogen Tracing, dee se duerchféiert, den individuellen Tracing, deen eigentlech heescht „back to the roots", well dat hate mer schonn. An do kënne mer elo erëm drop zréckkommen, eebe well mer esou e gudde Management haten, deen eis an d'Lag versetzt - dat hu mer jo och bei der Debatt vu virdrun héieren -, fir dat elo erëm kënnen ze maachen.

An awer, an da sinn ech bei deenen zwee Drëttel vun der Motioun, déi dee Wee hei duerchspillen, dee mer vläicht eng Kéier als Land wëllen aneschters goen oder obligéiert ginn, en aneschters ze goen. Dofir hei och direkt déi Prinzippien, déi fir d'LSAP wichteg sinn: Esou eng App muss onbedéngt fräiwëlleg sinn. D'Demarche ronderëm d'Ausschaffe vun esou enger App muss transparent sinn. Et dierf op kee Fall eng zentral Späicherung vun den Donnéeë ginn. Et dierf och keng Nodeeler fir déi ginn, déi net d'accord sinn, esou eng App iwwerhaapt ze applizéieren oder ze utiliséieren. An d'Utilisatioun muss natierlech op d'Durée vun der sanitärer Kris limitéiert sinn.

Firwat spille mer dann iwwerhaapt elo deen anere Modell duerch, dee mer eigentlech fir eis guer net onbedéngt wëllen, a stelle Reegelen op fir deen Zenario? Majo kommt, mir si realistesch! A mäi Virriedner huet et och elo hei ënnerstrach: Wann et eng europäesch Utilisatioun oder Standardisatioun vun enger Tracingapp gëtt, da si mer an enger anerer Ausgangslag, wéi mer et haut sinn. Da spillt natierlech d'Situatioun vun eisem Land, eis territorial Gréisst, eis demografesch Lag, déi grouss Mobilitéit an a ronderëm eist Land. Da kënnen an dierfe mer eis net isoléieren! Mir kënnen eis dann net stuer stellen an unilateral géint esou Mesurë spären.

An dofir ass et da wichteg, dass mer eebe Konditiounen a Reegelen opstellen, an zwar elo schonn opstellen. An dofir sti mir och hannert där Motioun a sinn och frou, dass déi Consideratiounen, déi eis als LSAP besonnesch um Häerz leien, och alleguerten agefloss sinn.

Mir fannen et och ganz gutt, dass Lëtzebuerg eng proaktiv Roll wëllt spillen. Mir waarden net of, wat emol e bëssen esou geschitt. Nee, mir maachen alleguer eisen Job! Mir maachen en

hei als Chamber, andeem mer dat thematiséieren an eis abannen an déi doten Diskussioun; dësen Debat ass e ganz gutt Beispill dofir. D'Regierung mécht hiren Job. Mir sinn driwwer informéiert ginn, dass och un enger gesetzlecher Grondlag geschafft gëtt. Et wier vläicht interessant ze wëssen, a wéi enger Zäitachs dass dat geduecht ass, fir dass och d'Reegele kloer sinn.

Mir hunn och eis Fuerschung, déi sech domadder befaasst. Hei ass mer opgefall, dass an där Smart-Exit-Strategie, déi ee vu 16 Fuerschungsprogrammer am Kader vum Covid-19 ass, dass do och déi eventuell Implementatioun vun esou enger Tracingapp schonn thematiséiert gëtt. Dat fanne mir gutt. Dat ass deen nämmlechte Professer Peter Ryan, deen och Signataire ass vun de Wëssenschaftler, déi sech hei abruecht hunn.

Ofschléissend vläicht nach eng Fro, déi ech haaptsächlech un eise Staatsminister riichten: Wéi wäit si mer op europäeschem Niveau? Wéi lafen do d'Diskussiounen? Kënne mir eis och do mat eise Leit abannen an déi Diskussioun?

An en allerleschte Punkt: Mir hu bis elo eng ganz grouss Akzeptanz hei am Land fir d'Demarche vun der Regierung fonnt, och wat den Tracing ubelaangt. Dat muss och an der Zukunft esou bleiwen. An dofir ass et wichteg, déi doten Diskussiounen an aller Transparenz ze féieren an an Zukunft och derfir ze suergen, dass d'Leit agebonne ginn, vläicht och verstäerkt derfir suergen, dass mer eng digital Zivillgesellschaft hei am Land kënnen opbauen, déi sech do mat kann abauen a mat kann diskutéieren. Dat ass ganz wichteg. Dat läit eis um Häerz a mir stinn zu dëser Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Erlaabt mer virewech ze soen, datt ech u sech haut just Porte-parole vum Här Marc Hansen sinn, dee leider haut net kann hei sinn.

An de leschte Méint probéiere mer iwwerall op der Welt mat de verschiddenste Mëttelen, dem neie Coronavirus Meeschter ze ginn, seng Auswierkungen ze verstoen a seng Ausbreedung maximal ze bremsen an domadder Liewen ze retten, en attendant dass Medikamenter an Impfunge fäerdeg entwéckelt a getest sinn.

Op sanitärem, gesellschaftlechem an individuellem Plang hu mer zu Lëtzebuerg mat Succès an nach zur richteger Zäit radikal Mesurë geholl a bereeden eis elo drop vir, fir nees schrëttweis an d'Normalitéit zréckzekommen a gläichzäiteg d'Infektiounskurv flaachzehalen.

Eng wichteg Roll wäert dobäi den epidemiologeschen Traçage vum Virus spillen. Den Traçage erlaabt et, déi lescht Kontakter vu positiv geteste Persounen nozevollzéien, fir da mat geziilte Moossnamen d'Infektiounskette vum Virus kënnen ze ënnerbriechen. Déi Approche existéiert och fir aner meldeflichteg Krankheeten.

Momentan gëtt de Covid-19-Traçage iwwer Telefon gemaach. Als Gréng begréisse mir dës direkt a personaliséiert Approche. Vun der Nëtzlechkeet vun enger digitaler Tracingapplikatioun fir den Handy si mir allerdéngs manner iwwerzeegt. Hei sinn nach vill ze vill Froen, speziell a puncto sanitärer Effikassitéit, Technik, Dateschutz an Datesécherheet, ongekläert.

Mir ënnerstëtzen déi virleiend Konsensmotioun, well den Text elo déi fir eis wichteg Elementer enthält:

- D'Prioritéit muss weiderhin um klasseschen Traçage per Telefon leien.

- Eng Tracingapp géif zu Lëtzebuerg nëmme Sënn maachen, wa se am EU-Kontext agefouert géif ginn a grenziwwerschreidend fonctionéiert.

- Virun allem misst d'Benotze vun der App fräiwëlleg sinn, net mat anere Gesondheetsfonctioune kombinéiert ginn an d'Prinzippie vum Dateschutz an der Datespuersamkeet garantéieren.

- A fir kënnen ze gesinn, ob déi App iwwerhaapt effikass ass, misst vun Ufank un eng Evaluatioun vum Dateschutz, der Effikassitéit an der sanitärer Plus-value virgesi sinn.

- A fënneftens, sämtlech wichteg Punkte fir eng Tracingapp mussen an engem kloren a strenge legale Kader festgehale ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng ass kloer: De Virustracing per Handyapp kann ëmmer just en Deel vun enger gesamter sanitärer Strategie sinn. Et ass kee Wonnermëttel. A wa mer vun Deconfinement schwätzen, muss den Haaptakzent weider op villem Testen an op den dringend noutwendegen Distanz- an Hygiènesléisunge leien.

De Schutz vu perséinlechen Daten a vun de Grondfräiheeten ass déif an eisem Rechtssystem verankert. Deementspriechend wär d'Approche, bei där de Standuert an d'Beweegunge vun den Notzer iwwerwaacht ginn a wou d'Donnéeë kënnen op Persounen zréckverfollegt ginn, net mat eisem Verständnis vum Dateschutz a vu perséinlecher Fräiheet kompatibel!

Falls mir à terme awer - vum EU-Niveau hier - op de Wee vun enger Tracingapp misste goen, sinn, wéi scho gesot, verschidde Krittäre fir eis elementar:

Fräiwëllegkeet a keng Benodeelegung, falls een d'App net wëllt installéieren. An dat bedeit och, dass de Besëtz vun där App net dierf zu enger Aart Passéierschäi ginn. Déi Mënschen, déi d'App net wëllen oder net kënne benotzen, dierfen op kee Fall diskriminéiert ginn oder Nodeeler erfueren.

Nieft der Fräiwëllegkeet sinn d'Zweckgebonnenheet grad wéi d'zäitlech Begrenzung absolutt wichteg Krittären, falls et zu enger Tracingapp sollt kommen.

Wann ech vun Zweckgebonnenheet schwätzen, dann heescht dat:

- dass keng Ausweitung vun der App op aner Beräicher vum Liewen an der Gesondheet dierf kommen;

- de Programmcode muss oppegeluecht ginn an et soll keen Datenaustausch mat aneren Appen um Smartphone stattfannen;

- d'Tracingapp inklusiv hiren Donnéeë muss no der Kris kënne propper geläscht ginn;

- an an dësem Kontext si mer och kritesch vis-à-vis vun der Propos vun der AMMD, fir eng Tracingfonctioun a méi eng breet Gesondheetsapp ze integréieren, well dann d'Zweckgebonnenheet an déi zäitlech Begrenzung net méi garantéiert kënne ginn.

Positiv gesi mer bei der aktueller Debatt zu Lëtzebuerg, dass sech op deene verschiddenste Fronte fir eng dezentral Späicherung vun den Donnéeën ausgeschwat gouf. Eng zentral Späicherung vun den Donnéeën, egal ob an engem staatlechen oder engem kommerzielle Server, déi eng direkt oder indirekt Identifikatioun an domat eng generell Iwwerwaachung vun allen aneren Notzer erlaabt, ass fir eis net dateschutzkonform.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen ausdrécklech déi oppen a proaktiv Debatt, déi d'lescht Woch an der Chamberskommissioun an haut hei stattfonnt huet. Mir si fundamental dovunner iwwerzeegt, dass mir eis Capacitéiten an Efforten op de manuellen Traçage solle konzentréieren.

Mir sinn awer alles, mee keng Insel. A mir wëllen och keng sinn. Dofir kënne mer den internationale Kontext net ausblenden. Falls op EU-Niveau d'Notzung vun esou enger App géif verlaangt ginn, da solle mir preparéiert sinn, fir och do fir d'Anhale vun den erwäänte Prinzippie vun Datesécherheet, Dateschutz, Fräiwëllegkeet an Zweckgebonnenheet anzetrieden.

Här Chamberspresident, merci dem Här Clement fir d'Weiderdreiwe vun dëser wichteger Fro an d'Kooperatioun un dëser gemeinsamer Motioun, déi mir als gréng Fraktioun gäre matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Här President, ech kann net verstoppen, datt et mech wonnert, datt eis Kolleege vun de Piraten esou en Text presentéieren.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ma Dir hutt en net gelies, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech erënnere mech, datt déi Partei eng Kéier ugetrueden ass, fir fir d'Grondfräiheeten anzetrieden. Haut ass et déi Partei, déi en Text hei virleet, fir d'Grondfräiheeten anzeschränken. Et ass en Dokument, wat u sech och eis Roll an Europa komplett verkennt. Et ass en Dokument vum vorauseilende Gehorsam, wéi eis däitsch Kolleege géife soen.

Wat mir erwaarde vun der Regierung, dat ass, fir zu Bréissel Nee ze soen! Wat ass iwwerhaapt d'Base légale? Am Gesondheetssecteur huet d'EU keng Kompetenzen. A wéi engem institutionellen Zenario soll sech dat hei iwwerhaapt ofspillen? Wa Lëtzebuerg Courage hätt a sech géif zu deem bekennen, wat jo hei anscheinend gewollt ass, da solle se sech am Conseil iwwerstëmme loossen! Da soll d'Regierung heihinner kommen a soen: „Mir hu gekämpft fir d'Fräiheeten! Mir hu gekämpft a mir sinn iwwerstëmmt ginn." Da weess, éischtens, jiddereen, wou d'Regierung steet, an, zweetens, wësse mer, wat d'Europäesch Unioun fir e Charakter an dëser Fro huet.

Et ass och en naiivt Dokument. Ech wëll Iech just e puer Beispiller nennen. Da steet hei, mir sollen d'Interoperabilitéit vun esou enger App mat den EU-Partner garantéieren, déi och eng dezentral Datespäicherung hunn. A Frankräich, vun deene mer grad héieren hunn, datt se wéilten eng zentral … Wat soe se dann zu Paräis, wa mir soen: „Är Frontalieren", oder esou. Vu wéi engem System hänken déi dann of, wann d'Fransouse keng dezentral Späicherung hunn?

A virun allem - wat eng Naivitéit! - well souwuel eng zentral Späicherung wéi eng dezentral Späicherung sinn net sécher, wat den Dateschutz ugeet an d'Privatsphär! Och bei der dezentraler Späicherung kann ee retracéieren! Och do gëtt et Gefore fir ze retracéieren.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Wéi dann, Här Kartheiser? Kënnt Der mer dat mathematesch erklären? Well ech mat mengem Hannergrondwësse weess et net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir kënnt och vläicht derfir suergen, Här President, datt ech net ënnerbrach ginn!

Dann dat Zweet ass: Hei an dësem Text steet eppes, wou ech mech einfach och aus logesche Grënn nëmme kann driwwer wonneren. Hei steet, „keng zentral Späicherung vun Daten ze erlaben, déi Persounen identifizéiere kënnen". Jo, mee den Zweck vun der Warnung ass d'Identifikatioun! Well wann een ee wëllt warnen, muss ee kënnen identifizéieren!

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Nee!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ass dat hei …

Dach!

An dat ass eeben en onlogescht Unhuelen.

Dann dat Nächst: „Sécherzestellen, datt Donnéeën, och anonymmer, nëmme mam explizitten Accord vum Utilisateur gedeelt kënne ginn." Jo, entweeder et ass een anonym oder et kann een den Utilisateur froen, ob en d'accord ass. Dann ass en awer net anonym! An där Saachen nach!

Wësst Der, d'Realitéit an dëser Saach ass ganz einfach déi heiten: Et gëtt keng Sécherheet, weeder bei zentraler nach bei dezentraler Datespäicherung! Et gëtt keng Anonymitéit! An Australien hu se elo e Modell agefouert, soi-disant anonym, an et gëtt een nëmmen no Klassen agestuuft. D'Altersklass muss een uginn, d'Telefonsnummer an de Postcode. Dat ass eng Anonymitéit, vun där mer jo kënne wëssen, wat se wäert ass.

Mir hunn hei en Dokument leien, wat mir net matdroen. Mir droen et net mat, well mer eiser Positioun trei bleiwen. Mir wëlle keen elektroneschen Tracing! Mir wëssen, datt mer doran en Iwwerwaachungsstaat ginn! Wa mer eng Kéier esou e Monster aféieren, wësse mer net, wat dermat geschitt.

Hei si Verschiddener ugetruede fir ze soen: „Mir wëllen eng zäitlech Beschränkung. Mir wëllen net, datt aner Krankheeten dropkommen." A jidderee seet eigentlech Prinzippien, wou e gläichzäiteg hei weist, datt en ëmfält ënnert deem geréngsten Drock, dee kënnt! Well et ass jo och dat, et ass dat Emfalen, wat mech hei stéiert! Wann et vum europäeschen Niveau gewënscht ass, jo, dann ass et jo net méi fräiwëlleg. Dann ass et keng Fräiwëllegkeet! Fräiwëlleg gezwongen!

An do hätte mir gär eng Regierung, déi opsteet a seet: Mir maachen dat doten net mat! Fir eis sinn déi Grondwäerter, de Schutz vun der Privatsphär, de Schutz vun der Beweegungsfräiheet … Dat ass et eis einfach derwäert, datt mer géint den europäeschen Drock uginn.

A loosst Iech iwwerstëmmen, Här Bettel oder Madamm Gesondheetsministesch, jee nodeem a wéi engem Conseil dat ass, a weist eis, datt Der fir déi Fräiheet astitt, vun där Der sot, Dir géift se nach héichhalen! Mir als ADR si kloer: Mir si géint eng Tracingapp!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Clement wëllt Iech awer nach eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ech wollt den Här Kartheiser froen, wéi eng … Pardon, Här President. Den Här Kartheiser huet elo véier Minutten driwwer geschwat, wat alles net an dëser Motioun steet. An ech wollt e froen, ob e sech dann och véier Minutten Zäit geholl hat, fir déi Motioun ze liesen an ze verstoen, wéi Fräiwëllegkeet dann elo op eemol soll zum Zwang ginn.

Ech hunn et logesch, well en huet sech jo op d'Logik baséiert, net verstanen. Dofir, Här Kartheiser, ech géif ganz gäre wëssen, wéi da Fräiwëllegkeet zum Zwang gëtt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dat heiten ass elo e Cours a Logik fir eis Piraten-Kolleegen. Ech hunn hei eng Motioun, déi d'Piraten viru Kuerzem hei tabléiert hunn, an ech liesen Iech elo mol Sätz vir. Wie se als éischte versteet, gewënnt eng Pizza mat mir, soubal d'Restauranten erëm op sinn.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Dat wëllt keen, Här Kartheiser!

Une voix.- Et wëllt kee matgoen, fäerten ech ganz.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Aus dëse Grënn …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, mir sinn hei net an enger Tombola.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Elo lauschtert emol no, wat eis Piraten u Logik produzéieren: „Aus dëse Grënn invitéiert Deputéiertechamber d'Regierung, keng obligatoresch Tracingapplikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouzeloossen." Jo, ass se dann elo obligatoresch säitens der Regierung? Oder wat ass déi genee Interpretatioun vun dësem Saz?

„[…] och bei volontären Applikatiounen, säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouzeloossen." Wa se dann obligatoresch ass oder privat, ass et dann erlaabt?

An esou eng Partei, déi an zwee Sätz véier logesch Widersprëch produzéiert, brauch eis net ze froen, wéi Logik produzéiert gëtt oder wéi se ze interpretéieren ass! Här Clement, ech géif Iech bieden, gitt zréck an déi elementar Logikschoul.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- O jo, gutt! Dofir sollen al wäiss Männer keng Gesetzer iwwer Internet maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir musst Är Pizza selwer iessen!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass den Tour um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, et ass eng ganz bosseg Diskussioun, déi mer hei féieren, net nëmme well mer gesinn, datt sech ehemoleg Fraktiounskolleegen …

Une voix.- Jo!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … hei en erbitterte Wettstreit liwweren, wien dee gréisste Schoulmeeschter ass, …

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat war just wéinst de Suen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- … mee se ass virun allem och ganz bosseg dowéinst, well jiddwereen, deen ech elo héieren hunn, all Fraktioun an och d'Regierung gesot hunn, se wéilte keng Tracingapps. Ma da géif ech soen: Ma dann hale mer dat fest a mer ginn der Regierung e klore Verhandlungsoptrag: Kommt, mir maache keng Tracingapps, wa jiddwereen där Meenung ass!

Dofir fannen ech déi Motioun hei, och wa se gutt gemengt ass, wierklech superfetatoire. Well et ass ongeféier esou, wéi wann ee géif soen: „Mer wëlle kee Krich géint d'Schwäiz féieren." An da brénge mer eng Motioun eran: „Jo, mee wa Krich géint d'Schwäiz, dann hätte mer awer gär déi an déi Konditiounen." Ma nee! Kommt, mir bleiwe kloer: Mir wëlle kee Krich! Mir wëlle keng Tracingapp! Kommt, mir loossen et duerfir sinn!

Firwat wëlle mer keng?

Éischtens, an dat hat ech virdru scho gesot, et gëtt keng - awer nu guer keng! - wëssenschaftlech Etüd, déi den Notze vun esou enger Tracingapp bis elo op iergendeng Aart a Weis bewisen hätt. Am Géigendeel! An ech si frou, datt déi fréier Gesondheetsministesch, d'Madamm Mutsch, drop higewisen huet. D'WHO huet elo nach selwer gesot: „Kanner, passt nëmmen op! Esou Tracingapps, et ass guer net gesot, ob dat iergendeppes brénge."

Firwat? Well virausgesat gëtt, souguer bei deenen, déi derfir sinn, datt 60 % bis 80 % vun enger Populatioun mat esou enger Tracingapp missten ausgestatt sinn, fir datt se iwwerhaapt en theoreeteschen Notzen hätt. Verschidde

Länner hate se schonn agefouert, a ganz kuerz drop, aus genau deene Grënn, nämlech well d'Populatioun net an deem Mooss matgemaach huet, hu si se erëm ausgesat.

Ech fäerten, datt heimadder eppes anescht gemaach gëtt, nämlech datt e Fouss an der Dier ass: vun der Beschneidung vu weesentleche Fräiheetsrechter, vun der Beschneidung vum Dateschutz. An, wéi gesot, wa mer eis alleguerten eens sinn, datt mer se net wëllen, da brauche mer, mengen ech, och keng esou eng App.

Wann elo gesot gëtt: „Jo, mee et ka sinn, wann eis Nopeschlänner oder d'Europäesch Unioun eis dat opzwéngen an domadder eventuell Reesbeschränkunge verbannen", da muss ee ganz kloer soen: Dat ass e Broch vun europäeschen Traitéen! Also éischter brécht d'Europäesch Unioun zesummen, wéi datt dat doten eng Bedingung gëtt vu Reesbeschränkungen.

Duerfir stëmme mir dat hei net mat. Mir mengen, d'Regierung sollt e ganz kloert Verhandlungsmandat hunn, déi Positioun, déi se d'ailleurs am Ufank hat, nämlech fir ze soen: „Mir wëllen esou eng App net!", an och dobäi bleiwen.

Well mir mussen eis jo bewosst sinn: Et gëtt am Moment ee grousse Gewënner vun dëser Kris. An dat sinn all déi grouss Boîtë ronderëm d'Digitaliséierungen. Dat si GAFA - Google, Amazon, Facebook … -, déi och d'ailleurs am stäerksten hei hannendru sinn, datt dat realiséiert gëtt.

A mer däerfen et net dohinner komme loossen, datt grondleeënd Fräiheetsrechter de grousse Verléierer vun dëser Kris sinn! Duerfir stëmme mir dat hei net mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Regierung huet d'Wuert, de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. D'Madamm Justizministesch ass och derbäi, well, wéi Der wësst, um europäeschen Niveau vertrëtt och de Justizministère déi ganz Dateschutzfroen. An duerfir ass et wichteg, dass mer och allen zwee haut hei present sinn, wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn.

Ech wëll Iech just soen: Ech hat virgëschter, wéi gesot, dee Conseil Télécom mat den Digitalisatiounsministeren, fir Iech ze soen, dass am Moment Schweden an de Benelux - Belsch, Holland a Lëtzebuerg - déi Länner sinn, déi skeptesch sinn, déi Reserven hunn, déi am Fong géint en Traçage digital sinn. Déi véier Länner. Déi véier.

Et sinn aner Länner - well den Informell nach net ëffentlech war, wëll ech elo kee Land zitéieren -, mee et sinn aner Länner, déi scho gesot hunn, dass se keng europäesch Léisung wéilten, dass mer se net bräichten. An dat sinn och grouss Länner, déi gesot hunn, souguer eng national bräichte si vläicht net. Et géif duergoen, dass se der regional hätten. Dat heescht, emol keng Coordination au niveau national. Ech weess net, wéi dat soll fonctionéieren. Mee dat sinn Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn.

D'Belsch huet eis gesot, dass se, wéi gesot, am Moment keng digital App géife maachen, mee den analogen Traçage géife maachen, mee et net kéinten ausschléissen, dass se awer vläicht och eng Kéier kéinten eng digital App maachen.

An de Konklusioune vun der kroatescher Presidence ass festgehale ginn, dass ee sous verschiddene Reserve vu verschiddene Länner awer kéint d'App als Méiglechkeet gesi bei engem Deconfinement, dass se bei der Ouverture vun de Grenzen als Konditioun vu verschiddene Länner kéint zréckbehale ginn.

Dowéinster mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer net all Dier zoumaachen. Dir wësst, dass dës Regierung … An déi eenzeg richteg Saach, wou ech dem Här Baum awer wierklech och Recht ginn, dat ass, dass se superfetatoire ass. Jo, se ass superfetatoire, well mer am Fong als Regierung schonn dat dote wëllen. Dat heescht, d'Motioun brauche mer net fir ze soen, dass dat, wat mer bis elo gemaach hunn, richteg soll sinn.

Mee tant mieux! Et hëlleft mir awer, muss ech Iech ganz éierlech soen, Här President, wann ech Negociatiounen hunn, fir kënnen ze soen, dass och mäi Parlament déi Meenung deelt an dass mer an déi Richtung wëlle goen.

Mee dat heescht: Fir dës Regierung bleift den Analog, wéi gesot, dat, wat mer wëlle maachen. Mir packen et och normalerweis. Wann d'Zuele sech bestätegen, esou wéi se haut sinn, ass dat doten total an der Linn. Mee ech mengen, mir musse räsonabel kënne sinn, dass, wa mer duerno - ech hunn Iech gesot, et sinn der elo nach véier - eleng sinn an dann an der grousser Vakanz eng Konditioun vun deenen anere Länner ass ze soen: „Wann an Ärem Land keng App ass, da kënnen d'Lëtzebuerger néierens iergendzwousch an Europa oder an der Welt." Well et ass carrement méiglech, dass och nach verschidden aner Länner international dat dote virgesinn, wann ee se net huet. Da muss ech soen, dann hätte mer politesch awer och eng Responsabilitéit, déi net akzeptabel wier.

Dowéinst, wéi gesot, Här President, fënnt dës Motioun och d'Zoustëmmung vun der Regierung. Et ass net un eis ze decidéieren, mee mir ënnerstëtzen op jidde Fall, dass Der eis am Fong geholl ënnerstëtzt an deene Mesuren, déi mer bis elo och gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. D'Diskussioun ass domat …

(Interruption par Mme la Ministre Sam Tanson)

Nee, d'Madamm Justizministesch wëllt nach e puer Prezisioune ginn.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- E Complement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci, Här President. Par rapport zu och virun allem deem, wat den Här Baum elo gesot huet, zu dem Caractère superfétatoire vun der Motioun. Sur le principe: Jo, well mer keng App wëllen, mee et stinn awer Elementer dran, déi net negligeabel sinn. Dat ass de Fait, dass mer eis och soen: Mir wëllen e legale Kader au cas où, wou och eng App kënnt, déi mir net géifen entwéckelen an déi mir net géifen ënnerstëtzen.

Et sinn elo hei Nimm gefall vu groussen internationalen Entreprisen. Ech schléissen net aus, dass esou Applikatiounen och wäerten op europäeschem Territoire herno disponibel sinn, dat ass och net ausgeschloss vun den aktuellen europäeschen Texter hier, an dass mer eis do awer déi néideg Garde-foue gi fir ze evitéieren, dass déi Daten, déi an esou enger App géife gesammelt ginn, fir Zwecker detournéiert ginn, déi mer net wëllen, respektiv fir Kontrollen herno benotzt ginn, déi mer net wëllen.

An duerfir fannen ech, dass, op deem Punkt jiddefalls, dat heiten net iwwerflësseg ass, well et och eng kloer Positioun ass vum Parlament fir ze soen: Mir hätte gären, dass mer eis hei encadréieren, wat d'Hypothees vun esou enger App wär, dass mer do déi néideg Garde-fouen hunn. Dat wollt ech nach preziséieren.

A pour le reste, d'Madamm Mutsch hat d'Fro gestallt, wou mer mat den Aarbechten dru wären. Mir sinn um Regierungsniveau amgaangen, dorunner ze schaffen, fir eeben esou en Text ze elaboréieren. An de Moment venu diskutéiere mer dat natierlech och hei mat Iech, fir do e kohärenten a gudden Text op d'Been ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Tanson fir déi Prezisiounen. An dann hat den honorabelen Här Paul Galles d'Wuert nach gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt eng Fro stellen. Also, den Här Premierminister huet am Debat virdru gesot, dass se nach net als Regierung an der Situatioun waren, fir missen déi national Eethikkommissioun unzefroe fir iergendeen Zesummenhang mat dëser Kris.

Ofgesinn dovun, dass ech et schwiereg fannen ze mengen, dass een déi national Eethikkommissioun nëmmen da misst aberuffen oder froen, wann et ganz dréngend gëtt - ech mengen nämlech, dass do ganz vill Fäll sinn, wou ee se eigentlech misst automatesch Froen, och wann et net schonn ëm Liewen an Doud geet -, wëll ech an dësem Fall froen, ob bei dësem ganz spezifeschen Theema vun der Tracingapp déi national Eethikkommissioun consultéiert ginn ass.

Well Eethik kënnt net nëmmen an d'Spill, wann et katastrophal gëtt, mee hei si Saachen an Theeme wéi Dateschutz, Sécherheet, Gesondheet, Technologie, also e ganze Komplex vu Saachen am Spill. An ech fannen, dass et do ganz gutt wär, déi national Eethikkommissioun eng Kéier ëm en Avis ze froen. An dofir wollt ech froen, ob dat an dësem Fall passéiert ass, a wann nach net, ob et vläicht virgesi wär.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert direkt weider un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, bis elo ass den Eethikrot net gefrot ginn, fir en Avis ofzeginn. Ech hat d'lescht Woch an deem Grupp, wou ech mat de Vertrieder vun der Chambre des Salariés, mam President vun der Chambre de Commerce, mat engem Spezialist an der Eethik, dem Här Gillen, et cetera, et cetera, en Echange gehat, wat fir mech och wichteg ass, fir se ze consultéieren an där doter Fro, fir och de Bols ze fillen, sou wéi ech och erklärt hunn, dass mer deen Echange och wëllen hunn eebe fir d'Kollateralschied bei deem engen a bei deem aneren ze hunn.

Ech kann dee Punkt um Ordre du jour vum nächste Regierungsrot abordéiere fir ze kucken, ob eng Volontéit do ass oder net. Mee Dir wësst, dass de Comité d'éthique sech och selwer autosaiséiere kann. Zum Beispill, ech hunn lech virdru gesot: Mir hunn en net saiséiert bei där eethescher Fro, déi mer vläicht hätte misse stellen, fir Choixe vu Patienten ze maachen. Dat heescht, et ass och méiglech, bis ech den nächste Regierungsrot hunn, dass sech de Comité d'éthique elo op Är Suggestioun vläicht de Weekend da saiséiert. Mee, wéi gesot, ech wäert dann am nächste Conseil de Gouvernement op jidde Fall de Sujet abordéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Premierminister. Domat ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss.

Mir kéimen dann zum Vott vun dëser Motioun. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerfir stëmme mer fir d'éischt elektronesch fir déi perséinlech Stëmmen of. Duerno maachen ech dann en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion modifiée

De Vott fänkt un.

Ech bieden am Fong geholl déi, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Motioun ass mat 53 Jo-Stëmmen a 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 54 voix pour et 6 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen

(Résolution déposée en séance publique n° 33 du 6 mai 2020 - à consulter en page 520 de ce compte rendu)

Da kënne mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen. Dat ass d'Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert d'Suerg vun eise Parlamenter betreffend de Schenge-Raum, déi wärend der Sitzung vu gëschter deponéiert gouf. An ech géif direkt dem Auteur vun der Resolutioun, dem Här Cruchten, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Villmools merci, Här President. Ech wëll awer aganks och soen, dass et net meng Resolutioun ass, mee et eng gemeinsam Resolutioun ass vun der aussepolitescher Kommissioun, déi de leschte Méindeg zesummekomm war a wou mer zesumme mat eisem Ausseminister de Punkt gemaach hunn iwwert d'Situatioun op de Lëtzebuerger Grenzen, déi vu Land zu Land e bësse verschidden ass.

An do war festgehale ginn, dass mer haut oder dës Woch géifen eng Resolutioun zur Ofstëmmung bréngen. An ech wëll och soen, dass déi Resolutioun am Virfeld d'Ënnerstëtzung vu sämtlechen, vun alle Parteien, déi hei am Parlament vertruede sinn, kritt huet an déi se alleguerte mat mir ënnerschriwwen hunn, wéi ech gëschter den Depot gemaach hunn.

Ech maachen et awer ganz kuerz, well d'Problematik ass jo bekannt.

Bal 35 Joer nodeems d'Schengen-Ofkommes ënnerschriwwe gouf an domadder de Grondstee vun dem Europa ouni Grenze geluecht gouf, musse mer haut leider feststellen duerch d'Situatioun, déi mer kennen, dass op belscher an op franséischer Säit erëm Kontrolle gemaach ginn an op der däitscher Säit net nëmme Kontrolle gemaach ginn, mee souguer eenzel Grenziwwergäng carrement zou sinn an am Moment och nach zou bleiwen, och wann an der rezenter Vergaangenheet deen een oder anere Grenziwwergang erëm opgemaach gouf. Dozou kommen ech méi spéit.

Dat stellt selbstverständlech vill Leit an eisem Land, an net nëmmen an eisem Land, mee an der Groussregioun, virun eng ganz Partie Problemer. Mir denken natierlech als Éischt un d'Frontalieren. Déi ginn zwar nach ëmmer erageloss an iwwert d'Grenz gelooss, mee mussen dacks awer grouss Ëmweeër fueren, grad ewéi eng ganz Partie vu Baueren, déi net méi esou einfach op hir Stécker kommen.

Eng Damm huet sech souguer bei mir gemellt, fir mer ze soen, dass si déi aner Säit vun der Sauer e Päerd stoen hätt, ëm dat se sech géif këmmeren, a si géif net eriwwer gelooss ginn, fir no hirem Päerd ze kucken. Dat sinn esou där eenzel klenger Schicksaler, mee insgesamt sinn dat warscheinlech Honnerten, vläicht souguer Dausende Fäll vu Leit, déi richteg Problemer domadder hunn! Am Ausseministère fonctionéiert och eng Hotline, déi vill genotzt gëtt vu Leit, déi do uruffe fir ze froen, gehollef ze kréien an dëser Situatioun.

An där Resolutioun, déi ech hei presentéieren an iwwert déi mer haut schwätzen, an ech ginn net op all Detail an, do, mengen ech, ass dat Wichtegst, dass mir als Lëtzebuerger Chamber nach eng Kéier e grousst Bekenntnis maachen zum Europa ouni Grenzen. A mir rappeléieren, wéi wichteg dës grouss Errungenschaft fir d'Mënschen an der Groussregioun ass. D'Mënschen an der Groussregioun, déi dëst Europa ouni Grenzen all Dag liewen!

An eng zweet Saach, déi mer maachen, ass, mir ënnerstëtzen …

(Interruption par M. Aly Kaes)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Cruchten huet d'Wuert, fir d'Resolutioun ze presentéieren.

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Et ass net esou schlëmm, Här Kaes. Dir hutt e staarkt Organ. Et ass kee Problem.

Mir ënnerstëtzen eis Regierung, déi sech op alle méiglechen diplomatesche Kanäl, an net nëmmen den Ausseminister, och de Premierminister a vill vun hire Kolleegen, bei hiren Homologen agesat hunn, fir Léisungen ze fannen, pragmatesch Léisungen, an hunn och ëmmer erëm drop higewisen, dass mir zu Lëtzebuerg net der Meenung sinn, dass Grenzen zoumaachen eng Léisung wär, fir de Problem vun der Coronainfektioun ze léisen.

Mir ënnerstëtzen awer och d'Buergermeeschteren aus de Grenzuertschaften, déi sech zu Wuert gemellt hunn. Den Här Gloden ass hei bei eis. Hien ass ee vun deenen, déi sech zu Wuert gemellt hunn an déi deen Ëmstand do op d'Schäerfst kritiséiert hunn. Si kréien och eis Ënnerstëtzung, grad ewéi eis sechs Kolleege Parlamentarier aus dem Europaparlament, déi net méi spéit wéi haut och nach op déi Situatioun reagéiert hunn.

Als Parlament engagéiere mir eis mat dëser Resolutioun awer och selwer. Mir engagéieren eis, dass mir op parlamentareschem Niveau déi Méiglechkeeten notzen, déi mir hunn, fir zum Beispill am interregionale Parlamentarierrot oder och nach am Beneluxparlament déi Problematik ëmmer erëm zur Sprooch ze bréngen.

Ech weess, dass Eenzelner vun eis dat och scho gemaach hunn, mee et ass a mengen Ae wichteg. Quitte dass mer elo schonn esou lues Liicht um Enn vum Tunnel gesinn an eigentlech kéinten domadder rechnen, dass sech d'Proble-

matik an deenen nächste Wochen oder Méint wäert léisen, musse mer awer ëmmer erëm drop hiweisen, dass déi Fro do an dee Problem do sech och muer an enger anerer Situatioun kéint stellen. An duerfir ass et wichteg, dass mer do net labber loossen an déi Situatioun och an deene Gremien, wou mir als Parlament vertruede sinn, zur Sprooch bréngen.

Ech wéilt ophale mat engem …, well ech hunn haut de Moie gelies, dass d'Madamm Malu Dreyer, Ministerpresidentin vu Rheinland-Pfalz, gesot huet, si géif sech asetzen, fir dass déi zoue Grenzen erëm sollen opgemaach ginn. Ech géif gären, wann Der erlaabt, zwee Sätz vun hir zitéieren. Et sinn zwee ganz einfach Sätz, mee si resuméieren am allerbeschten, wat gemengt ass.

An engem Zeitungsinterview hunn ech gelies, dass se gesot huet: „Es gibt überhaupt keinen Grund, warum Rheinland-Pfälzer, Luxemburger und Franzosen mit solchen Hürden zu tun hätten. Es gibt zwischen den Menschen beiderseits der Grenze ein gutes Verhältnis. Und ich plädiere dafür, die Nachbarschaft zu unseren europäischen Freunden wieder gut zu gestalten." Ech mengen, domadder wär alles gesot.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem honorabelen Här Yves Cruchten fir dës Resolutioun. An ech géif dann d'Wuert ginn un den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir gi selbstverständlech den Accord fir dës Missioun. Selbstverständlech ass et fir eis gradesou wéi fir all déi aner Parteien evident, datt d'Grenzen am Schenge-Raum net sollen, net däerfen zougemaach ginn an datt d'Solidaritéit zwëschent den europäesche Länner och muss a schwéiere Situatioune wéi där heiter spillen an datt d'Trennung vun engem vun deem aneren, wa se och nach an der Covidkris an um sanitäre Plang net vill hëlleft, wierklech onsënneg ass an e schlecht Symbol ass fir Europa. Dat ass alles evident. Dofir stëmme mer evidenterweis déi Resolutioun hei och.

Ech wëll trotzdeem e puer Remarken hei maachen. Mir hu se alleguer zesummen ënnerschriwwen, well ech dem President vun der Kommissioun déi och scho gemaach hunn.

Mir sinn d'accord mam Inhalt. Et ass eng Noutwendegkeet. Dat ass evident! Mee ech soen awer trotzdeem: Fir elo déi Resolutioun hei haut ze maachen, sechs Wochen nodeem datt d'Grenzen zougemaach gi sinn, ass vläicht e wéineg spéit. An och haaptsächlech nodeem datt d'Regierung, d'Buergermeeschteren, d'Associatiounen, d'Parteien, d'Jugendorganisatioune vun de Parteien, d'Gewerkschaften, d'Kommissioun scho repetitiv dat selwecht gesot hunn, repetitiv op deene verschiddenste Plazen alleguer intervenéiert sinn, fannen ech, datt dat, wa mer sechs Wochen duerno dat selwecht maachen, vläicht e wéineg mat Retard ass. An och den Adressat, dee mer hunn, fir eis elo un auslännesch Parlamenter ze wenden, ass vläicht net onbedéngt dee richtegen, well et sinn net déi, déi an dësem Dossier vill kënnen ausriichten.

Dir wësst, ech sinn - ech profitéieren dovunner, fir dat lasszeginn - e groussen Demandeur, fir eng uerdentlech, eng richteg, eng effikass parlamentaresch Diplomatie ze organiséieren. Ech fannen, datt d'Parlament um diplomatesche Punkt eppes ze soen huet an och eng aner Stëmm kann huele wéi d'Regierung, och aner Saache ka soen, op anere Plaze wéi d'Regierung ka soen, an dat och soll maachen. Mee ech mengen, wa mer dat wëlle maachen, da soll et zilorientéiert sinn, da soll et effikass sinn an da soll et op engem Terrain an zu deem Moment sinn, wou d'Parlament seng Stëmm kann erhiewen, fir eppes weiderzebréngen a fir eppes anescht ze maachen, wéi aner Leit et an hirer Missioun souwisou hunn.

An ech hunn hei d'Impressioun, datt mer am Fong eppes soen, wat richteg ass, kee contestéiert dat, mee datt mer et just soen, fir datt mir och nach eppes soen, dat selwecht, wat déi aner souwisou säit Woche scho gesot hunn.

Dofir stëmme mer dat hei selbstverständlech, well d'Cause an den Inhalt selbstverständlech richteg sinn a mer et och net a Fro stellen, mee ech sinn Demandeur, an ech soen dat hei ganz kloer, datt mer eis eng Kéier an der Aussekommissioun zesummesetzen, och mam Chamberspresident, fir ze organiséieren an ze diskutéieren, wéi dann eng sënnvoll parlamentaresch Diplomatie an Zukunft kann ausgesinn. Well dat wär och fir eist Parlament en neit an e wichtegt Element, wa mer eis iwwert déi Missioun géifen anescht upaken a géifen eens ginn, wéi mer an Zukunft domadder géife verfueren.

Selbstverständlech stëmme mer déi heite Resolutioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. De Premier huet et virdru scho gesot: Muer ass en historeschen Dag. Muer sinn et 75 Joer hier, datt d'Enn vum Zweete Weltkrich agelaut ginn ass, well definitiv ass en eréischt am September 1945 mat der Kapitulatioun vu Japan op en Enn gaangen. Duerno koume wichteg Etappe fir Europa. Déi brauch een net méi am Detail hei ze widderhuelen.

De 25. Mäerz 1957: d'Réimech Verträg. A mat där Entwécklung vun engem Europa, wat mer haut kennen. Mir hunn, dat kann ee roueg soen, en Héichhaus opgebaut mat 28 Stäck. Leider ass ee Stack de Moment vakant. Ech hoffen awer, datt deen esou séier wéi méiglech erëm wäert opgefëllt ginn.

Et koume bedeitend Etappen an Europa, virun allem déi: 1985 - d'Aféierung vum Schenge-Raum. Do ass eppes vir sech gaangen, wat viller sech net konnte virstellen, datt op eemol Grenzen opgaange sinn. An et kann ee sech selwer nach erënneren, wéi een nach méi kleng war an et ass een emol sonndes mëttes an Däitschland op Nenneg oder Pärel eng Taass Kaffi drénke gefuer mat der Famill, da stoung ee fir d'éischt emol 40 Minutten op der Grenz, ier een iwwer koum, fir da seng Taass Kaffi ze drénken. Dat war op eemol eriwwer.

An eppes ass am Laf vun der Zäit entstanen: Dat ass eng gewësse Selbstverständlechkeet. An ech riichte mech hei, dat ass awer elo net schlecht gemengt, virun allem un déi jonk Generatioun, déi dat haut alles als selbstverständlech ugesinn. Déi mengen, dat wier also praktesch e Geschenk, datt ee sech kéint duerch ganz Europa deplacéieren, ouni mussen e Pass ze weisen.

Datt dat leider awer an där haiteger Zäit net méi onbedéngt de Fall ass, dat hu mer an deene leschte Woche gemierkt. Et ass eng gewëssen Onzefriddenheet entstanen, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, déi novollzéibar ass. Et si plus ou moins 240.000 Leit, déi all Dag aus deenen dräi Grenzlänner op Lëtzebuerg kommen. A mir hunn awer elo grad gemierkt: Wat wier eis Ekonomie wäert, wann déi Leit net méi all Dag heihinner kéimen?

Et si Schikanen opgeriicht ginn. Besonnesch eis däitsch Partner - an ech betounen dat awer hei: „Partner" - hunn derfir gesuergt, datt déi Onzefriddenheet och bei deenen ugrenzende Gemenge laanscht d'Musel, laanscht d'Sauer, laanscht d'Our ëmmer méi grouss ginn ass. Ech hunn och Verständnis, datt do gewësse Reaktioune koumen.

A wat elo déi Resolutioun hei ubelaangt, sinn ech net grad der Meenung wéi den Här Wiseler, datt se zu engem ze spéiden Zäitpunkt kënnt. Natierlech hätt een déi och scho kënnen éischter hei presentéieren, mee et muss een awer och an d'Zukunft kucken.

An et ass awer wichteg, datt mer dat hei thematiséieren um parlamentareschen, um interparlamentareschen Niveau! Well wann och d'Grenze vläicht muer, iwwermuer erëm opginn, dann ass de Problem net aus der Welt geschaaft. Dowéinst ass déi Resolutioun och zu dësem Zäitpunkt also ënnerstëtzenswäert. A virun allem och um Niveau vum CPI respektiv och vum Beneluxparlament kann ech Iech soen, datt net méi spéit wéi muer de Moien de Bureau respektiv d'Commission permanente vum Beneluxparlament zesummekënnt, fir ënner anerem och iwwert déi heite Problematik ze diskutéieren.

Ech wëll awer eppes hei och nach ënnersträichen, an dat ass den Toun. An dowéinst wëll ech och dem Här Cruchten e ganz grousse Merci ausspriechen, well e war bëssen ze vill bescheiden. Dach, hien ass awer den Auteur vun där Resolutioun, déi natierlech hei vu jiddwerengem matgedroe gëtt. Mee et ass virun allem den Toun! An Dir hutt dee richtegen Toun hei fonnt. Well mir däerfen awer trotz allem, jo, déi Evenementer, déi elo an deene leschte Wochen hei passéiert sinn, net als Ursaach huelen, fir elo vis-à-vis vun eise Partner - an ech betounen dat nach eng Kéier: „vis-à-vis vun eise Partner" - eng gewëssen Trotzreaktioun elo ze weisen. Dat wier net gutt.

Mir hunn esou vill zesummen erreecht - esou vill zesummen erreecht! -, a besonnesch mir als Lëtzebuerger kënnen dat jo awer am beschten novollzéien, wat och an der Grenzregioun hei entstanen ass. Elo ass en Incident de parcours virkomm, deen ech ënner kengen Ëmstänn hei wëll verteidegen, mee deen awer och net Ursaach däerf sinn, fir elo eng gutt Relatioun, déi zwëschen deenen dräi Länner geherrscht huet, besonnesch och mat Däitschland, awer elo e bëssélchen hei op d'Spill ze setzen.

A wat géif geschéien, wa mir als Politiker elo géifen en Zeeche ginn, datt mer eis praktesch géife solidariséiere mat deenen dach nach ëmmer virherrschenden EU-Skeptiker? Ma déi hunn nëmmen drop gewaart, datt déi politesch Autoritéiten elo géifen an de Populismus verfalen an déi Glacke géife laude vun deenen, déi soen: „Ma halt, dat do ass vläicht souguer den Ufank vum Enn vun enger Europäescher Unioun", datt mir géifen e falscht Zeeche setzen.

Mir setzen hei e richtegt Zeechen, wa mer soen: Ma, voilà, mir sichen elo grad den Dialog. Mir wëllen elo grad mat deene Parlamenter, déi eis direkt hei ëmginn, zesummen diskutéieren a kucken: Wéi kënne mer dat doten an Zukunft evitéieren?

Well et hu sech natierlech e puer Schwaachpunkten hei erauskristalliséiert an der Pandemiekris elo hei, virun allem natierlech och déi um europäeschen Niveau, wou natierlech kloer ginn ass, datt d'Europäesch Kommissioun virun allem eeben och begrenzte Kompetenzen huet an esou Dossieren. Och dat ass eng Erkenntnis. Och déi muss dann diskutéiert ginn. An doweinst mengen ech jiddefalls, datt dee Wee, dee mer haut hei ginn, dee richtegen ass.

D'Demokratesch Partei wëllt och do säin Obulus leeschten, wëllt den Dialog mat eisen dräi Nopeschlänner nach wie vor héichhalen. Mir spillen elo net hei, wéi gesot, dee klenge beleidegte Bouf, mee mir sinn op, fir den Dialog ze féieren. Ech sinn och iwwerzeegt, datt mer eng gemeinsam Positioun fannen, fir datt mer an Zukunft - mer hoffe jo net, datt sech dat nach eng Kéier widderhëlt, mee falls nach eng Kéier sollten esou Situatiounen antrieden -, datt mer da besser gewappnet sinn an datt mer dann net mussen onglécklecherweis esou Evenementer iwwer eis ergoe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och vu menger Säit villmools merci fir dës Initiativ, déi, virewech, mir natierlech och matdroen.

Ech mengen, wat wichteg ass: Mir schwätzen net just iwwert déi aktuell Situatioun. Natierlech schwätze mer iwwert déi aktuell Situatioun, mee mir schwätzen hei iwwer e Reflex, deen entstanen ass, bei enger Menace wéi enger Pandemie d'Grenzen zouzemaachen. An ech mengen, et geet virun allem drëm, dass mer deen Automatismus a Fro stellen, net nëmme bei eis, déi mir et jo direkt am Alldag mierken, mee eeben och bei den Entscheedungsträger e bësselche méi wäit ewech.

Wie weess, ob dat elo a Frankräich ass oder an Däitschland. D'Capitalle sinn ëmmer e bësselche méi wäit ewech an net all Land fonctionéiert wéi Lëtzebuerg, wou jiddereen esou no openeesëtzt wéi bei eis. Ech mengen, dass et och heiansdo net esou einfach ass, wann een elo zu Berlin sëtzt, fir sech direkt fir déi Problematik fir e klengt Lëtzebuerg ze interesséieren. Dofir ass et wichteg, dass mer net just un déi Situatioun elo denken, mee dat eeben e bësselche méi breet gesinn.

An Däitschland a verschiddene Bundeslänner ginn d'Mesurë gelackert - d'Coiffeure ginn op, deelweis Restauranten, lues a lues Hoteller - an d'Grenze bleiwen awer zou. Dat ass immens schwiereg. Et ass de Leit net verständlech ze maachen.

Wat mir besonnesch Angscht mécht, dat ass, dass d'Ressentimenten zouhuelen. Mir maachen elo deen Exercice hei, mee ech schwätzen net just vun eis, ech schwätzen och vu Leit aus Frankräich. Wann een e bësselche Social Media de Moment verfollegt: Och tëscht Frankräich an Däitschland op der Grenz passéieren änlech Geschichten.

A wat mir Suerge mécht, dat ass, dass et anscheinend elo ufänkt, och esou Ressentimenten ze ginn, wann een dann op eemol e Fransous mat enger franséischer Plack op där anerer Säit gesäit, dass een do schonn ufänkt, e bësselche seng Distanzen ze huelen. Dat heescht, mir sinn hei ganz kloer an engem Zenario, wou eppes, wat iwwer Joren zesummegewuess ass, elo innerhalb vun e puer Woche futti gemaach gëtt. An dat mécht mech net nëmmen traureg, mee dat mécht mer och Suergen.

Also, wat kënne mer maachen? Bon. Ech mengen, et gi Gemengen. D'Gemenge maachen dat op hirem Niveau tëschent … Also, eis Gemengen dës Säit, d'Gemengen déi aner Säit. D'Regierung mécht et op hirem Niveau. Natierlech kënne mer och verlaangen, an dat ass, mengen ech, net ganz onnëtz, dass d'Europäesch Kommissioun hei och Stellung bezitt. Well hei stelle sech awer e puer Froen, wéi et méiglech ass, dass innerhalb vu kuerzer Zäit, ouni mat sengem Noper ze schwätzen, d'Grenzen einfach zougemaach ginn.

Mee mir sinn hei an engem Parlament a mir hunn och e Counterpart an deenen anere Länner. An ech mengen, dass et och nëmme gerechtfertegt ass, wa mir si als Unhaltspunkt huelen, fir eeben do och op eisem Niveau déi Leit ze sensibiliséieren, wat eis Suerge sinn. An ech si mer och sécher, dass mer do vill Leit wäerte fannen, déi Verständnis derfir weisen an dann hirersäits och hir Responsabilitéit huelen, fir an hire Parteien dat Néidegt ze maachen.

Ech ka just e bësselchen aus Erfarung schwätzen. Ech hu selwer eeben an Däitschland studéiert an ee vu menge Studiekolleegen, deen ass elo Oberbürgermeister vun enger vun deene Grenzgemengen do. An dann ass et normal, dass een och do e bësselchen a Kontakt kënnt an nofreet. A wat ech mierken, dat ass, dass sech déi aner Säit vun der Grenz genau déi selwecht Froe gestallt ginn, wéi mir eis se stellen. A wat si maachen: Si ginn och en Niveau méi héich. Si gi bei hir Parlamentarier aus hirem Landkrees. Si ginn déi Saache weider.

An dat huet gehollef, well doriwwer sinn och erëm Kontakter mat eise Regierungsmemberen entstanen. An ech mengen, et ass absolument net falsch, dass mir eis Responsabilitéit dann deementspriechend och hei huelen. Well alles, wat ee mécht, hëlleft. An vun dohier fannen ech et nëmme gutt esou, dass mir dat hei och op eisem Niveau maachen. Ech fannen dat déi richteg Approche. Ech soen Iech dofir nach eng Kéier Merci, Här Cruchten, fir dës Initiativ, jidderengem, deen et matgedroen huet a ginn natierlech domadder och eisen Accord.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. An ech wéilt ufänke mat engem ganz grousse Merci un den Här Cruchten an u jiddereen, dee matgehollef huet, déi Resolutioun hei ze formuléieren an och d'Initiativ ze huelen. Dat ass eng ganz gutt! An an dee Merci wéilt ech och gläich aschléissen all déi Leit, déi sech, wéi d'Buergermeeschteren a vill anerer, agesat hunn, fir eeben déi Situatioun, déi mer elo kennen, ze verbesseren oder se wa méiglech ganz ofzeschafen.

Mir hunn elo eng Situatioun an Europa kennegeléiert, déi eis als ADR vläicht manner iwwerrascht wéi anerer, well mir betruechten eis als ganz realistesch, wat d'europäesch Politik ugeet, vläicht als pragmatesch, als Eurorealisten. A mir wëssen: D'Grenze sinn do!

Et ass e bëssen en Dram, zemools vun engem klenge Land, fir ze soen, well mer eis och un deen Zoustand gewinnt hunn, datt et ganz einfach ass an datt mer se am Alldag net méi gespuert hunn. Et wier jo ze dreemen an ze soen: D'Grenze spillen an Europa keng Roll méi. Dat ass net esou. Dat ass hoffentlech dacks esou, mee mir hunn awer gesinn: Et ass net esou!

A mir mussen dorauser och iwwerleeën, politesch Konsequenzen ze zéien. Wat ass haut eigentlech den Zoustand, de Wäert vun de Grenzen an Europa? Firwat konnt et sou wäit kommen, datt se erëm op déi Manéier an eis Erënnerung zréckgeruff ginn? A wat kënne mer maachen, fir dat mëttelfristeg a laangfristeg ze verbesseren?

Ech mengen, e Grondelement an där ganzer Diskussioun ass, Vertrauen opbauen, Vertrauen tëschent de Staaten. Mir hunn dee Phenomeen, firwat d'Grenzen erëm méi an dat politescht Dagesgeschäft geréckelt sinn, firwat d'Leit, d'Politiker erëm méi u Grenzen denken, eigentlech säit 2015, säit der Migratiounskris. Virdru war dat anescht.

A mir hunn eigentlech zënterhier e Vertrauensverloscht. Mir haten op eemol Grenzkontrollen tëschent Éisträich an Däitschland, keng Zich méi tëschent Dänemark an Däitschland. An op villen anere Plazen an Europa sinn d'Grenzen zu enger spierbarer Realitéit ginn.

Elo war et e Reflex. Elo ass gesot ginn: Bon, elo hu mer vläicht d'Méiglechkeet, datt sech eng Krankheet méi séier ausbreet. An an deem selwechte Reflex ass iergendwéi dann dee Gedanken opkomm: Wann eng Grenz zou ass, kënne mer vläicht e Virus besser dobaussen halen.

Verschiddener heibanne géife soen: „Eng Grenz ka kee Virus dobaussen halen. Eng zoue

Grenz ka kee Virus stoppen!“ Eng oppe Grenz natierlech och net. An an deem Sënn ass et natierlech och nozevollzéien, datt deen een oder aneren an iergendenger Haaptstad op dee Gedanke kënnt fir ze probéieren, esou eng Mooss-nam ze huelen.

Mir musse Vertrauen opbauen, Vertrauen an all Hisiicht an der Politik, och wat d'Gesondheetsvirsuerg ugeet. Awer dee falsche Wee ass eeben eng App. Mir hunn dat virdru gesot. Mir kënnen dat Vertrauen net op Käschte vun de Grondfräiheete vun den europäesche Bierger aféieren. Mir kënnen net dat, wat Europa u sech ausmécht, nämlech Mënscherechter an Demokratie, op d'Spill setzen, fir dëse Grenzverkéier duerchzezéien.

Vertrauen opbauen a parlamentaresch Demokratie an Diplomatie, wéi och den Här Wiseler et gesot huet, ass eng ganz wichteg Saach. Mir maachen elo dësen Text. Fir datt dësen Text awer eng Bedeitung kritt, well Berlin ass wäit a Lëtzebuerg, vu Berlin aus gesinn, ass ganz kleng, och vu Paräis aus, sollte mer vläicht e Schrëtt méi wäit goen.

An ech kann den Här President hei nëmmen encouragéieren, seng Homologen unzeruffen, se ze invitéieren op Lëtzebuerg, fir datt mer zesummen an enger Situatioun si mat de Parlamentspresidente vun den Nopeschstaaten, fir déi ganz Saach tangibel ze maachen. Invitéiert se op Lëtzebuerg! Huelt se heihinner, oppe Grenz oder net oppe Grenz.

A mir feieren dat. Mir kënnen nach méi maache wéi dësen Text, deen e ganz wichtege Schrëtt ass. Awer wann ee wëllt parlamentaresch Diplomatie maachen, da sollte mer och dee Wee ganz goen a kloer Zeeche setzen, datt mer wëllen oppe Grenzen an Europa, datt mer wëlle Vertrauen opbauen, datt mer zesummen dostinn, fir eng gemeinsam Zukunft opzebauen, awer op enger realistescher Basis.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass an esou Situatiounen, wou ee mierkt, wat Solidaritéit bedeit, oder wou ee mierkt, wat Manktem u Solidaritéit bedeit. Ech mengen, et ass immens wichteg ze ënnersträichen, datt, wa mer vun dëser Resolutioun schwätzen, mer ganz kloer en Ënnerscheed maachen tëscht der Bundesregierung zu Berlin an natierlech der Bevëlkerung an Däitschland selwer.

Et mierkt een awer, an dat ass keng Neiegkeet, datt d'Bundesregierung zu Berlin mat Solidaritéit seelen eppes konnt ufänken. Mir mierken dat elo mat de Grenzen, wéi se virgaange sinn. Mir mierken dat awer och op aneren Niveauen, wann et drëms geet, anere Länner innerhalb vun der EU ze hëllefen, wéi deene südleche Länner, déi oft esou duergestallt ginn, wéi wa se faul wieren, wéi wa se net géife schaffen - wat natierlech eng Ligen ass -, an déi duerno natierlech duerch eng restriktiv Austeritéitspolitik, déi éischter aus dem Norde vun Europa imposéiert gëtt, mat och nach engem ganz komesche moraleschen Usproch ...

Ech mengen, an dëser aktueller Situatioun kann ee soen: Däitschland ass ee grousst Land. Berlin ass wäit vu Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg war awer eng Zäit preisesch, am richtege Sënn natierlech, net als Insulte, mee dat hu se zu Berlin awer och scho laang …

(Interruption)

Et war eng Festung, jo.

(Interruptions par Mme Lydie Polfer)

Et war eng Garnisoun, pardon. Jo jo. Si waren do, jo. D'Buergermeeschtesch weess et besser.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Du war d'Madamm Polfer nach net Buergermeeschtesch.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee, ech mengen, dat soll och keen Argument sinn, well Däitschland ass awer och e federale Staat. An ech ginn dovunner aus, dass se ganz genau wëssen, wat geschitt.

Ech mengen, et ass awer och warscheinlech e politesche Calcul. Et däerf een net vergiessen, wien och den Inneminister an Däitschland ass. An et däerf een och net vergiessen, wou deen Inneminister gäre Politik mécht, nämlech a Béierzelter. Ech wëll net karikaturéieren, mee et ass awer oft esou. An dat ass och eng politesch Stréimung, déi mengt, datt een onsolidaresch muss si mat Flüchtlingen. Et gouf virdru gesot, wat dat och … An dat bréngt natierlech och näischt.

Et mécht souwisou kee Sënn, wat déi däitsch Regierung gemaach huet mat de Grenzen, fir ze mengen, et kéint een e Virus aschränke mat de Grenzen. Mir wësse jo ganz genau, datt et drëms geet, datt d'Leit sech net ze vill beweege sollen.

Et huet ee souwisou gemierkt, datt dee Confinement éischter dozou bäigedroen huet, wéi mer hei virdru gewuer gi sinn, datt den R erofgaangen ass. Géif et iwwerhaapt Sënn maachen, dann hätt Däitschland dat selwecht gemaach mat der Belsch oder mat Holland. An ech mengen net, datt déi Länner besser dosti wéi mir, ganz au contraire. Do muss ee wierklech ganz vill Froe stellen, wat do virgeet am Inneministère zu Berlin.

Mir hätten natierlech och kënnen als Lëtzebuerger genauesou topesch Retorsiounsmoossnamen huelen, mee, ech mengen, dat wier genau dat falscht Signal gewiescht. Éischtens soll een net eis däitsch Nopere bestrofe fir dat, wat zu Berlin geschitt ass, well dat sinn eis Nopere-n. Den Här Graas huet gesot, eis Partner. Et si souguer eis Frënn u sech. An ech mengen, mir wäerten no dëser Kris weider zesumme mat deene Leit liewen.

D'Madamm Empain huet gesot, datt et wichteg ass, datt politesch Organisatiounen och selwer Saachen ënnerhuelen. Mir maachen dat och mat de politeschen Organisatiounen an der Groussregioun, déi eis no stinn. Ob dat eppes ännert, ob et souwisou net ze spéit ass, well d'Saache sech an nächster Zukunft wäerten änneren, dat sief dohigestallt, mee et ass awer och e Moment, fir eeben erëm eng Kéier Solidaritéit iwwert d'Grenzen ze weisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass fir mech en emotionaalt Theema. Meng Urgroussbom ass als Kand vun enger Lëtzebuerger Famill deemools am Preisesche gebuer ginn, wat duerno awer erëm Frankräich ginn ass. Si huet also schonn direkt bei der Gebuert eng aner Nationalitéit gehat wéi de Rescht vun der Famill. Si gouf dunn duerch eng Okkupatioun respektiv duerch eng Liberatioun nach eng Kéier ëm eng Nationalitéit bruecht. A schlussendlech ass si duerch Bestiednis, dat war deemools nach esou, erëm Lëtzebuergerin ginn.

Meng Urgroussbom hat dräi Nationalitéiten. Dräi Nationalitéiten aus der Groussregioun. Ech selwer hunn an der Groussregioun studéiert. Ech hu mech an der Groussregioun op der Uni derfir agesat, datt d'Studente méi einfach kéinten iwwert d'Grenze mobill sinn, andeem mer et am Kader vun der Universität der Großregion jiddwerengem erméiglecht hunn, u sech op méi wéi enger Plaz an eiser schéiner Groussregioun ze studéieren. Och dat ass Zesummeliewen! A grad dat ass Zesummeliewen! Lëtzebuerg war ëmmer e Land, wou d'Grenzen dach relativ oppe waren.

Souguer wann d'Douanieren do stoungen, dann haten d'Lëtzebuerger, wéi een dat am Weste vum Land ka gesinn, mat de Schmugglerpfaden hir Weeër a Mëttelen, fir dach awer hir Hénger vun Arel vum Maart ze kréien. Respektiv och iwwert d'Musel gouf et e reegen Austausch, deen net onbedéngt ëmmer gutt …

(Interruptions et hilarité)

… gesi war vun den Douanieren. An dat hu mer mam Schengen-Accord, deen no enger lëtzebuergescher Stad benannt ass, dunn och enterinéiert an Europa.

Mir hunn en Accord, deen dat Zesummeliewen an der Groussregioun hei nach méi wichteg gemaach huet. An ech mengen, datt et wichteg ass, genau deen ze erhalen. An haut, zwee Deeg virum Europadag, ass et ëmsou méi wichteg, als Parlament nach eng Kéier drun ze erënneren, wéi wichteg déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass. An duerfir begréissen ech, an duerfir hunn ech och déi Resolutioun mat ënnerschriwwen, déi eis opfuerdert, deen Austausch ze verstäerken, besser a méi zesummen ze schwätzen a konkreet Aktiounen och zesummen unzegoen.

Well nëmmen, wa mer an der Groussregioun zesummestinn, da si mer op eemol net méi esou kleng vu Berlin aus, da si mer net méi esou wäit vu Paräis ewech, mee dann hu mer Partner, déi vill méi no u Berlin an u Paräis sinn an déi dat dann och kënnen an hir jeeweileg Haaptstied matdroen. An duerfir ass déi Zesummenaarbecht och mat de regionale Vertriedungen esou wichteg. An duerfir fannen ech et ganz gutt, datt déi Resolutioun haut hei ka gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, merci, Här President. Et war am Fong geholl vu menger Säit net wierklech virgesinn, fir hei eng grouss Interventioun ze maachen, mee ech géif gären de Parlamentarier Merci soen, dass se d'Efforte vun der Regierung begréissen a vun all deene politeschen Acteuren, déi sech an deene leschte Méint agesat hunn, fir dass d'Grenzen net sollen zougoen. Dass dat och elo just geschitt, een Dag virun dem Enn vum Zweete Weltkrich, dee viru 75 Joer zu Enn gaangen ass, mengen ech, ass och an där Hisiicht e ganz wichtegt an e ganz gutt Symbol.

Ech kann Iech soen, dass déi lescht dräi Méint, déi vum Coronavirus gepréägt waren, an Europa ganz vill Divergenze provozéiert hunn, an net en Elan vun Eenegkeet, wéi ee sech et hätt kënnen erhoffen. Ech kann Iech soen, am Ufank, wéi all Land national Mesurë geholl huet, waren eng Rëtsch Appelle fir ze soen: Bon, mir verstinn, dass een an deem Stress vun deem Virus net spontan Saache konnt zesumme maachen. Et hätt een awer kënnen Hoffnung hunn, a Verschiddener haten dat, ënner anerem Lëtzebuerg, dass wéinstens, fir erauszekommen aus där Kris, mer géifen dat zesumme maachen.

A mir haten haut hei am Parlament déi Motioun iwwert d'Appen, iwwert d'Applikatiounen, wou een erëm gesäit, dass Europa net zesummeschafft. An d'Grenzen zoumaachen, ass warscheinlech eng vun deene schlëmmste Saachen, déi geschitt ass an deene leschten dräi Méint, well et gehéiert zu deene véier grousse Fräiheeten, déi mer an eisem Marché unique hunn. Net ze schwätze vu Schengen, op déi sech elo déi heite Resolutioun baséiert.

Ech kann Iech soen: All Regierungsmember setzt sech an an all deene Conseile vun Europa, wou en am Numm vu Lëtzebuerg siegéiert, fir dass d'Grenze sollen opbleiwen. Ech kann Iech awer och soen, dass d'Inkohärenzen och an de Positioune vun den État-membren heiansdo ganz erschreckend sinn. Dann huet een heiansdo en État-membre, dat seet: „Déi véier Libertéiten, dat ass dat Schéinst, wat mer hunn. Dat ass dat Wäertvollst, wat mer hunn, politesch, fräiheetlech gesinn a wirtschaftlech gesinn.“ An da beim nächsten Theema verdeedege se eng aner Positioun. Dat ass extreem frustrant.

Ech kann Iech just soen: Lëtzebuerg versicht an et geléngt Lëtzebuerg, op deem Theema do ëmmer kohärent ze sinn. An ech kann Iech versprieche-n, dass mer dat wäerten an den nächste Wochen a Méint weider maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir géifen dann elo iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, sollen dann d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass also eestëmmeg ugeholl.

6. 7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise

Mir kommen elo zum Projet de loi 7540 iwwert d'sektoriell Gesetzer vum Finanzberäich wärend dem Krisenzoustand. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt, ginn. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zwee Gesetzesprojeten, de 7540 an de 7555, iwwert dee mer méi spéit wäerte schwätzen, déi ech haut rapportéieren, reie sech an de Kontext vun anere Gesetzer am Kontext vun der Coronakris an. Wéinst den operationelle Schwieregkeeten, déi d'Covid-19-Kris fir d'Entreprisë mat sech bréngt, decidéiere mir hei iwwer zäitweileg Derogatioune bei de Verflichtungen an der Kontabilitéit am Finanz- an am Assurancësecteur.

Et geet bei deenen zwee Secteuren ëm d'Verlängeren ëm dräi Méint vun den Delaien, fir de Verflichtunge beim Opstellen a bei der Verëffentlechung vun de periodesche Rapporten, wéi zum Beispill de Comptes annuels, nozekommen. Duerfir ginn déi respektiv sektoriell Gesetzer ugepasst.

Wéi eng Entitéite ginn hei viséiert? Et sinn dat notamment d'Établissements de crédits, d'Entreprises d'assurances et de réassurances, d'Fonds de titrisation, verschidde Sociétés d'investissement en capital à risque, déi sougenannte SICARen, d'Institutions de retraite professionnelle ënnert der Form vu SEPCAV an ASSEP, verschidde Fonds d'investissement spécialisés, déi sougenannte FISen, an d'Organismes de placement collectif, d'OPCen.

Ech wëll och ënnersträichen, datt dëse Projet e Pendant zum Gesetzesprojet 7541 ass, deen déi selwecht Friste virgesäit a verlängert. Dee Projet verlängert déi selwecht Friste fir de Volet vun de Gesellschaften a méi genee d'ofgeännert Gesetz vum 10. August 2015 iwwert d'Gesellschaften an d'ofgeännert Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Firmeregëster an d'Kontabilitéit an d'Comptes annuels.

Wann et an de sektorielle Gesetzer, déi mir hei viséieren, Renvoien op déi genannte Gesetzer aus dem Gesetzesprojet 7541 ginn, sinn natierlech déi Delaien anzehalen. Dëse Projet de loi réckelt awer just déi Fristen no hannen, déi net der Harmonisatioun um europäeschen Niveau ënnerleien. Ech wäert méi spéit nach op dëse Punkt agoen, well et dozou e puer Echangë mam Conseil d'État gouf.

Fir Abusen ze vermeiden, si just déi Rapporte viséiert, fir déi déi initial Frist den 18. Mäerz nach net ofgelaf war. Eng zweet Konditioun ass, datt déi Rapporte sech nëmmen op eng Period bezéie kënnen, déi um Dag vum offiziellen Enn vum État de crise ofgeschloss ass.

Eng wichteg Prezisioun ass, datt d'Delaien, déi tëschent dem 18. Mäerz an dem Dag vum Akraafttriede vun dësem Gesetz ofgelaf wieren, och vun dësem Projet de loi ofgedeckt ginn. Akraafttrieden heescht an dësem Fall den Dag vun der Publikatioun vum Gesetz am Journal officiel.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 3. Abrëll 2020 e puer Remarke gemaach. Laut dem Exposé des motifs soll dëse Projet jo nëmmen d'Delaie betreffen, déi net um europäeschen Niveau harmoniséiert sinn. De Staatsrot notéiert awer, datt laut him d'Artikelen 1 bis 8 vum initiale Projet de loi Bestëmmungen ännere sollen, déi op europäeschen Direktive foussen.

Déi héich Kierperschaft huet duerfir Erklärungen zur Kompatibilitéit mam europäesche Recht gefrot. De Staatsrot huet a sengem Avis complémentaire d'Explikatioune vun der Finanz- a Budgetskommissioun net alleguerte gedeelt an zwou Propositioune gemaach.

Zréckbehale gouf d'Optioun, fir den initialen Artikel 8 iwwert d'Delaie fir d'Fonds d'investissement alternatifs réservés ze sträichen. An engems sinn d'Artikele 4, 6 a 7 preziséiert ginn, fir de Remarke vum Staatsrot nozekommen.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot mussen eng Opposition formelle zum initialen Artikel 10 formuléieren. An deem Artikel war nämlech virgesinn, datt d'CSSF an den CAA fir d'Assurancen, also d'Iwwerwaachungsautoritéite vun de Finanz- an Assurancësecteuren, d'Delaie fir d'Publikatioun vun de periodesche Rapporte vu verschiddenen Entreprisë kéinten ëm dräi Méint verlängeren. Dat hätt déi Entreprisë betraff, déi vun der jeeweileger Autoritéit iwwerwaacht ginn an net explizitt vun dësem Projet de loi viséiert gewiescht wieren.

De Staatsrot stellt fest, dass esou eng Dispositioun géint den Artikel 108bis vun der Verfassung verstousse géif, dee wuel den Établissements public d'Méiglechkeet gëtt, fir Reglementer ze huelen, mee déi Reglementer dierfen net géint bestoend Gesetzer verstoussen. Dësen Artikel gouf op Propositioun vum Staatsrot gestrach.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 30. Mäerz ofginn. Si notéiert am Kontext vun de Fongen, datt de Projet de loi d'Fonds d'investissement alternatifs an d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, och nach OPCVM genannt, net viséiert.

D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis op eng Kommunikatioun vun der europäescher Wäertpabeier- a Marchésiwwerwaachungsautoritéit, déi sougenannten ESMA, hin, déi eng Verlängerung vum Delai och fir dës Entitéiten erméiglecht. An hirem Avis complémentaire widderhëlt d'Chambre de Commerce, grad wéi de Staatsrot a sengem Avis complémentaire, hir Observatioun a berifft sech op eng weider Kom-

munikatioun vun der ESMA vum 9. Abrëll, déi den nationalen Autoritéite recommandéiert, fir deenen zwou Zorte vu Fongen eng Toleranz beim Delai vun der Publikatioun vun de Rapporten ze loossen.

Här President, ier ech ofschléissen, wollt ech nach soen, dass am Texte coordonné, wéi en an der Kommissioun ugeholl ginn ass, eng kleng Erreur matérielle ënnerlaf ass. Et gëtt sech nämlech am Artikel 8 beruff op den Artikel 1 bis 8. Natierlech kann den Artikel 8 sech net op sech selwer beruffen. Do misst also déi „1 bis 8" duerch „1 bis 7" ersat ginn, an net „1 bis 8". De President huet och de Moie schonn e Courrier diesbezüglech un de Conseil d'État geschéckt, soudass déi Erreur matérielle ka rektifizéiert ginn.

Dat gesot, bleift mer nach just de Kolleegen aus der Cofibu an all de Mataarbechter hei am Haus an an der Fraktioun Merci ze soen an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech géif ufänke mat engem ganz grousse Merci un eisen exzellente Rapporteur, deen eng ganz komplex Matière am Detail awer ganz kloer hei duergeluecht huet. En huet och op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen.

Et geet och drëm, datt a Krisenzäiten d'Gesellschaften aus dem Finanz- an aus dem Assurancësecteur weider kënnen normal fonctionéieren. Dat ass ganz wichteg. Et ass duerfir och e wichtege Projet.

An ech ginn duerfir och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An dann ass et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, ech wollt och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Guy Arendt villmools Merci soe fir säin explizitte Rapport an natierlech och den Accord gi vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert d'Zoustëmmung vun enger grousser Majoritéit hei am Parlament.

Et geet jo hei haaptsächlech drëms, d'Delaie fir d'Publikatioun vun de Compte-annuellen ëm dräi Méint ze réckelen. Jidderee versteet d'Utilitéit vun esou enger Mesure, mee natierlech muss een dat awer gesetzlech verankeren. Dat maache mer hei zum éischten.

Zum zweeten ass de Perimeter vun dësem Gesetz e bësse méi kleng gemaach ginn op Basis vun de Kommentaren, déi och justifiéiert sinn, vum Conseil d'État. An Dir hutt deem an der Commission des Finances Rechnung gedroen. An dat ass och gutt esou.

Et ass awer och esou, dass op europäeschem Niveau d'ESMA an d'EIOPA, dat heescht, déi europäesch Regulateure selwer, och gesot hunn, dass si selwer recommandéieren, Flexibilitéit ze weisen. Dat heescht, op deene Sujeten, wou mer elo net konnten handelen, well dat op europäeschem Recht fousst, recommandéieren Europäesch Institutiounen den nationale Regulateuren, do flexibel ze sinn, soudass mer iwwert dee Biais e bësse kënne verséchert sinn, dass hei déi Flexibilitéit, déi hei net an eisem Gesetz konnt zréckbehale ginn, op europäeschem Niveau och wäert méiglech sinn.

An dann eng lescht Saach, déi mer wichteg schéngt, ass, wann Dir dat heite stëmmt, dass dat domat just fir dëst Joer gülteg ass an en fait den Droit fir de Rescht applikabel bleift an Zukunft, soudass mer duerno net méi mussen hannerzeg goen oder nach eng Kéier amendéieren. Dat heiten ass fir eng Kéier.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7540. Den Text steet am Document parlementaire 7540[6].

Wéi eis de Rapporteur virdrun drop higewisen huet, huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach. Am Artikel 8 am Ufank vum éischte Saz ass d'Ziffer 8 duerch eng Ziffer 7 ze ersetzen. Den Ufank vum Saz liest sech deemno: « La présente loi s'applique uniquement aux documents visés aux articles 1er à 7 [...]. » De Staatsrot ass vun dësen Änneerungen a Kenntnis gesat ginn.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of. Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7540 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un.

Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Une voix.- Ech mengen, mäin ass net gaangen.

M. Fernand Etgen, Président.- A okay, jo.

(Concertation interne)

Deen ass awer enregistréiert.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7540 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7555 iwwert d'Upassung vu verschiddenen Delaien am Steier-, Finanz- a Budgetsberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Jo, nach eng Kéier merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass näischt Neits, déi sanitär Kris huet d'ekonomescht Liewen an eng Ausnamesituatioun versat. An nieft all de Mesuren aus dem Stabiliséierungsprogramm setzt de Projet de loi 7555, dee mer hei diskutéieren, den Akzent op d'Verréckele vun enge sëllechen Delaien am Beräich vun de Steieren, de Finanzen a vum Budget.

Vu datt d'Effete vun dësen Ännerungen iwwert den 30. Juni 2020 erausginn, musse mer hei iwwer e Gesetz legiferéieren, an dat kann net iwwer e Règlement grand-ducal gemaach ginn.

An den Artikelen 1 bis 7 vum Text geet et ëm eng Verlängerung vun den Delaie bei den direkte Steieren. D'Steierzueler sollen an dëser Zäit méi Flexibilitéit kréien. Duerfir gëtt den Delai, fir d'Steiererklärung fir d'Joer 2019 eranzeginn, vum 31. Mäerz vun dësem Joer op den 30. Juni vun dësem Joer verlängert. Dat gëllt souwuel fir d'Personne-physiquë wéi och d'Personne-morallen, also d'Gesellschaften. Déi Frist gëllt och, fir de Choix vun der kollektiver oder der individueller Besteierung vu Conjointen ze maachen. An hei gouf nach mat engem Amendement nogebessert, fir den Delai och op Nonresidenten ze erweideren.

Den Artikel 3 vum Gesetzesprojet gesäit weider vir, datt d'Reklamatioune respektiv Recourse bei der Steierverwaltung bis den 30. Juni suspendéiert ginn. Mat engem Amendement ass preziséiert ginn, datt d'Suspensioun den 18. Mäerz ufänkt, also den Dag vun der Deklaratioun vum Ausnamezoustand zu Lëtzebuerg.

Den Artikel 4 vum Projet de loi gesäit eng Verlängerung vun der Prescriptiounsfrist fir d'Creancë vum Tresor a vun der Steierverwaltung vir, déi den 31. Dezember 2020 verjäre géifen. Déi ginn also verlängert bis op den 31. Dezember 2021. Betraff sinn och d'Privileegien an d'Garantië vum Tresor souwéi d'Creancen, déi Lëtzebuerg fir aner Länner andreift am Kader vun der internationaler Zesummenaarbecht. Fir déi genannte Fäll ass d'Prescriptiounsfrist op den 31. Dezember 2021 verluecht.

Verschidden Delaie bei den Hypothéiken, déi ginn och verlängert, dëst fir ze verhënneren, datt verschidde Privileegien hire Rang verléieren an an eng Hypothéik verfalen. Esou gëtt den Delai vu 45 Deeg ab dem Datum vun der Ënnerschrëft vum Akt op 90 Deeg erhéicht. De Privileeg op eng Soulte vu Matierwen oder Copartageantë gëtt vu 60 op 120 Deeg erhéicht.

D'Covid-19-Kris huet och en Impakt op de Fonctionnement vu villen ëffentlechen Organismen. Fir ze vermeiden, datt de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg déi legal Delaie fir d'Publikatioun vu sengem Rapport d'activité vum 1. Semester a vu senger Finanzsituatioun net anhale kann, gëtt am Artikel 8 virgeschloen, fir déi Frist op den 30. September 2020 ze verleeën. D'Mandater vun de Membere vum Comité directeur vun dësem Fong wieren eigentlech am Juni dëst Joer ofgelaf. Déi Mandater ginn op den 31. Oktober 2020 verlängert, fir e propperen Ofschloss ze garantéieren.

Den Artikel 9 viséiert d'Trésorerie de l'État an d'Direction du contrôle financier. D'Tresorerie kritt ënnert dësen exzeptionellen Ëmstänn och méi Zäit, fir hiren Obligatiounen nozekommen. Duerfir muss de Projet de loi Compte générale vum Exercice 2019 bis den 30. September 2020 deposéiert ginn. Als Konsequenz dovunner gëtt den Delai fir de Rapport vun der Cour des comptes iwwert dee Kont op den 30. November 2020 verlängert.

D'Tresorerie ass bei der Virbereedung vum Compte général op den Avis vun der Inspection générale des finances ugewisen. Fir den Acteure genuch Sputt ze ginn, schléit de Projet de loi vir, den Delai ëm dräi Méint no hannen ze verréckelen, dat heescht op den 30. September 2020.

Deen zweete Volet vum Artikel 9 verduebelt d'Frist vum Contrôleur financier, fir d'Budgetsoperatiounen an d'Budgetsdepensë guttzeheeschen oder ze refuséieren. Dat ass wichteg, fir alleguerten d'Dossieren am Kontext mam Covid-19 kënne prioritär ze behandelen a fir ze verhënneren, datt aner Depensen net kënnen an den Delaie behandelt ginn.

Schliisslech gesäit den Artikel 10 vum Projet vir, datt d'Gesetz iwwert den Office du Ducroire un déi aktuell Ëmstänn ugepasst gëtt. Ech wëll drun erënneren, datt mir am November zejoert engem neie Gesetz fir dës Agence zougestëmmt hunn. Den Artikel 41 vun deem Gesetz vum 4. Dezember 2019 gesäit Dispositions transitoires et finales vir, déi en Transfert vu verschiddene Leit vun der Handelskummer eriwwer an d'Sekretariat vum Office du Ducroire virgesinn. Dee Prozess sollt dem Gesetz no bis den 30. Juni vun dësem Joer fäerdeg sinn. Fir e gudden Iwwergang ze garantéieren, gëtt duerfir proposéiert, fir den Delai op den 31. Dezember vum lafende Joer ze verleeën.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 23. Abrëll keng Bedenken zu dësem Gesetzesprojet formuléiert. D'Handelskummer huet de Projet de loi den 8. Abrëll eng éischte Kéier aviséiert. Si bedauert dobäi, datt d'Delaie fir d'TVA, fir den Enregistrement a fir d'Transcriptiounen net vun dësem Gesetzesprojet ofgedeckt ginn.

Des Weideren hätt sech d'Chambre de Commerce eng Flexibilitéit bei den Echeancë vun der Norme commune de déclaration, dem FATCA, a beim neie Gesetz iwwert d'Transpositioun vun der DAC-6-Direktiv erwaart. D'Handelskummer freet no engem Amendement an déi Richtung. Wann net, da freet se no Toleranz bei de Verwaltungen a bei de Strofen, well vill Acteuren de Moment Schwieregkeeten hunn, hir Dokumenter zesummenzekréien.

Eng weider Observatioun gëtt et dann am Zesummenhang mat der Koordinatioun vun dësem Projet de loi a vum Gesetzesprojet 7541 iwwert d'Extensioun vun den Delaie fir d'Publikatioun vun de Comptes annuels a vun de Comptes consolidés. D'Chambre de Commerce wënscht sech hei en Alignement vun dem Depot vun de Steiererklärungen un déi hei genannten Depote vum Projet de loi 7541.

Ofschléissend begréisst d'Chambre de Commerce d'Initiativ, fir den Transfert vum Personal bei den Office du Ducroire op d'Enn vum Joer ze verleeën. An an hirem Avis complémentaire begréisst d'Chambre de Commerce déi zwee Amendementer, déi agereecht gi sinn, mee bedauert, datt deenen no hir méi wichtege Remarke vum éischten Avis net Rechnung gedroe ginn ass.

D'Handwierkskummer huet keng gréisser Awänn zu dësem Projet de loi. Si rifft an hirem Avis awer dozou op, datt de Staat seng Fournisseuren an dësen Zäite soll esou séier wéi méiglech bezuelen, fir deenen hir Tresorerie ze ënnerstëtzen.

Och d'Chambre des Salariés huet zum Gesetzesprojet keng weider Bedenke formuléiert.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, de Kolleegen an der Cofibu, de Mataarbechter hei am Haus an an der Fraktioun Merci ze soen an Iech all fir d'Nolauschteren. An ech ginn am Numm vun der DP den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent, nee, den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President, fir déi léif Begréissung.

(Hilarité)

Ech wëll och selbstverständlech dann dem Rapporter, dem Guy Arendt, Merci soen, well hien huet e ganz prezisen, awer och e gudden a verständleche Rapport gemaach. Ech ka mech deem och nëmmen uschléissen. An ech soen lech direkt, dass mir selbstverständlech dëse Projet de loi hei matdroen.

Ech wëll just op dräi Punkten agoen. Deen éischte Punkt ass deen, en huet zum Schluss vu sengem Rapport gesot, dat ass den Avis vun der Chambre de Commerce. Deen hunn ech ganz komplett fonnt. Deen ass och op Punkten agaangen, déi, mengen ech, Här Minister, am Fong net iwwerall an dem Gesetzesprojet ofgedeckt sinn. A sollt et do Nobesserunge ginn, si mir selbstverständlech op als CSV-Fraktioun, fir deem och kuerzfristeg kënnen zouzestëmmen.

En zweete Punkt ass deen, deen awer méi fundamental ass. Mir verlängeren elo am Kader vun der Covidkris den Delai, fir eng Steiererklärung ofzeginn. Also dat bezitt sech net nëmmen op d'Betriber, mee dat bezitt sech och virun allem op privat Leit.

Privat Leit, déi mussen an der Reegel hir Steiererklärung bis den 31. Mäerz ofginn. An Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären heibannen, an och vill Leit dobaussen, dass dat oft eng „mer à boire" ass. Net fir d'Steiererklärung ze maachen, mee well d'Leit, well de Bierger dobaussen net emol alleguerten déi Dokumenter zur Verfügung huet, fir déi Steiererklärung kënnen esou ofzeginn an esou auszefëllen, wéi dat misst sinn.

Ee vun den Haaptpunkten ass zum Beispill deen, dat wësse vill Leit, déi eng Pensioun kréie beim Staat, déi souguer eng Pai vum Staat kréien, déi kréien hir järlech Lounbescheinegung, also dat, wat se u Gehalt oder Loun haten, kënnt oft eréischt géint Mëtt Mäerz an dann hätte se theoreetesch nach just, fir am Délai légal ofzeginn, 14 Deeg Zäit.

Abee, wa mer et dëst Joer kënne verlängeren, fir dat op den 30. Juni ze maachen, ech mengen, da sollt een dat och kënne maachen an normale Joren, wou mer keng Covidkris hunn.

Fir ze soen, dat heescht elo net, dass d'Leit méi spéit bezuelen, mee dat heescht, dass deen, dee wëllt seng Steiererklärung éischter maachen, well en zum Beispill Suen nach zegutt huet vum Staat, dat kënnt jo och emol vir, dee kann dat jo maachen. Mee déi Obligation légale, déi sollt op den 30. Juni reportéiert ginn.

Den zweete Punkt ass deen, dass d'Leit och, zum Beispill, déi Appartementer hunn, déi verlount sinn, déi kréie jo déi Dekonte vun de Coproprietéite guer net zurzäit eran, well oft déi

Assemblée-generalle vun de Coproprietéiten eréischt tagen, souguer zum Beispill no dem 30. Mäerz. An ech géif duerfir de Finanzminister invitéieren, dass, wann et dëst Joer geet, 2020 an der Covidkris, ee soll wierklech sech iwwerleeën, fir deen Delai op de Juni zréckzeversetzen.

Elo kënnt Dir natierlech soen, Här Finanzminister, et ass keen, deen, wann e seng Steiererklärung den 30. Abrëll ofgëtt, da vun der Steierverwaltung penaliséiert gëtt. Mee kommt, et gi vill Aarbechte vereinfacht, géif een den 30. Juni halen, an dass een dann d'Leit awer och unhält, fir an dem zweete Semester, wa se en retard sinn, hir Steiererklärunge méi zügeg ofzeginn.

En zweeten a leschte Punkt, dat ass deen, ech wëll dat soen, deen eis awer e bësse feelt. De Finanzminister huet ugekënnegt, mat Recht, dass de Staat en Emprunt mécht, wou en negativ Zënse kritt, dat heescht, wou en eigentlech en Emprunt zitt a wou e remuneréiert gëtt, well en elo den Emprunt zitt.

Abee, wann Der hannendru sidd, mat Ären Avancen ze bezuelen, wann Der den Dekont vun Äre Steieren, wann Der deen net bannent Monatsfrist honoréiert, da lafen Zënsen. Wéi dat elo am Gesetz virgesinn ass, ass dat 0,6 % de Mount. Do sot Der: „0,6 % de Mount, dat ass dach näischt." Mee dat si 7,2 % d'Joer. 7,2 % d'Joer! Wann Der bei eng Bank géift goen an déi géif Iech zu dësen Zäite 7,2 % d'Joer froen, da géift Der soen: „Ma dat si Gangster!"

En drëtte Punkt ass do, dass d'Leit, wa se vum Staat Suen zréckzekréien hunn, da kréie se keng Zënsen, emol net 0,6 % d'Joer. An dat bedeit natierlech fir vill Leit, zum Beispill wa se gebaut hunn, wou se dann awer vläicht mat hirer Famill méi knapps bei Keess sinn, da soe se: „Et ass awer e bëssen eng Sauerei - op gutt Lëtzebuergesch - ze soen, dass wann ech hannendra sinn, da muss ech dem Staat direkt Zënse bezuelen, a wann ech Suen zegutt hu vum Staat, da kréien ech keng Zënsen an et dauert!" Jee no Behäbegkeet heiansdo méi wéi ee Mount, bis dass een déi Steiererklärung emol gemaach kritt an, och doriwwer eraus, bis dass een dann den Dekont kritt.

An duerfir wollt ech mer erlaben, Här Minister, am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun eranzebréngen, fir den Taux, deen ass bei den Intérêt-de-retarde bei de Steieren de Moment op 0,6 % de Mount, fir dee vun 0,6 % op 0,3 % de Mount erofzesetzen. Da géif e järlechen Zënssaz vun 3,6 % ufalen, ech mengen, deen awer nach zimmlech consequent ass zu dësen Zäiten an trotzdeem méi no bei der Realitéit ass, wéi dat de Moment de Fall ass.

Well wa meng Informatiounen a meng Recherchë gutt sinn, dann ass deen Taux vun deenen 0,6 % de Mount aus dem Joer 1989. An Dir wësst alleguerten, besonnesch déi méi am avancéierten Alter sinn, dass mer 1989/1990 ganz aner Zënssätz haten zu Lëtzebuerg an der Bankewelt bei den Zentralbanken deemools, wéi dat elo de Fall ass. An ech wier eigentlech frou, am Numm vun der CSV-Fraktioun, wann dëser Fuerderung kéint nokomm ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi n° 7555 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

- vu le contexte de taux d'intérêts bas persistants ;

- vu que dans ce même contexte l'État vient d'émettre un emprunt de 2,5 milliards d'euros à taux négatif (-0,035 %), ce qui signifie que l'opération s'est soldée avec un surplus au profit de la Trésorerie de l'État ;

- vu l'article 155 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR),

invite le Gouvernement

- à fixer le taux de l'intérêt de retard visé aux alinéas 1 à 6, numéro 3 de l'article 155 de la LIR, tel que spécifié au règlement grand-ducal du 18 décembre 1998, à 0,3 % par mois.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Aly Kaes, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Fir de Rescht si mir konstruktiv, Här Finanzminister, a mir gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech schléisse mech deene Wierder un. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a soen natierlech dem Här Arendt villmools Merci fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol dem Guy Arendt e grousse Merci fir de mëndlechen a schréftleche Bericht fir dëse Projet de loi an och fir dee viregten; ech hat et virdru vergiess.

Ech mengen, et ass eng grouss Zoustëmmung hei fir dat, wat mer maachen. Vläicht just, fir d'Saachen an de Kontext ze setzen: Dir stëmmt haut iwwer e Report vun Delaie vun Enn Mäerz op Enn Juni - en gros ass et dat -, an dann ..., bei verschidde Mesurë sinn et aner Delaien. Dat maache mer per Gesetz. Mir hunn awer eng Rëtsch Decisioune geholl, déi mer net hu misse per Gesetz maachen, déi awer e groussen Impakt hunn op d'Entreprisen. Ech denken do, wat d'Fiskalitéit ubelaangt, un d'Avancen, déi vun der Steierverwaltung op null kënne gesat gi „sur simple demande". An dat fonctionéiert ganz gutt an et sinn Dausende Betriber, déi dat gefrot hunn. Dat gëtt de Betriber ganz vill Liquiditéit.

Mir hunn iwwregens dat selwecht gemaach fir d'Sécurité sociale. Dofir, déi Kommentare vun der Chambre de Commerce hätt een nach vill méi kënne maachen. Et hätt een hei nach maache kënnen an do nach maache kënnen. Jo, et kann een nach ëmmer alles e ganz klenge Krack besser maachen.

Mee ech hätt mer vläicht gewënscht, dass unerkannt ginn ass, wat hei gemaach ginn ass, an dass een dat géif an de Kontext setzen. An da gëtt grad och nach justement den Enregistrement genannt fir d'TVA, dass mer do och nach hätte missen eppes maachen. De toute façon ass den Enregistrement flexibel an dëser Period an en huet an engem Rekordtempo Rembourse-menter gemaach. Och do hätt ee sech jo awer kënnen erwaarden, dass do eng Unerkennung ass.

Mee bon, mir liewen an enger Zäit, wou alles ganz séier geet. An dat, wat da positiv ass, dat gëtt da vläicht vergiess. An dann, wann een awer den Tëppelchen op dem i selwer vergiess huet, vun deem gëtt da geschwat.

(Interruptions et hilarité)

D'Delaien, fir d'Deklaratioun ze deposéieren. Ech hu ganz vill Verständnis fir dat, wat den Här Roth gesot huet zu dësen Delaisfroen. Ech sinn elo säit siwe Joer Finanzminister, maache meng Deklaratioun, hu bis virdrun ëmmer meng Deklaratioun selwer gemaach a weess, wéi komplizéiert et ass, dat an den Delaien ze maachen. Dat ass eng Realitéit. A wéi ech du Minister gi sinn, hunn ech relativ séier gesot: Deen Delai do vum 31. Mäerz - an den Här Roth weess dat, well hie kennt jo deen Domän ganz gutt -, den 31. Mäerz, dat ass ganz enk, well effektiv verschidde Pièce kritt een eréischt am Laf vum Mäerz. Dann huet een en fait zwou, dräi Wochen Zäit. Bon. Et kann een och soen: Dat ass laang genuch. Da soll jidderee sech begannen an et maachen.

A wann ech dat dann der Steierverwaltung gesot hunn, dann hu se mer gesot: „Jo, mee mir si ganz flexibel!" Bon. Et ass e Choix, deen ee muss maachen. Et kéint een ..., an ech verschléisse mech där Saach och net. Ech soen Iech et éierlech, vu dass ..., Dir hutt jo elo eng Motioun, net doriwwer, iwwer aner Saachen och proposéiert: Ech verschléisse mech och net dem Virschlag.

Ech wëll elo net hei direkt: „Jo, mir maachen dat!" soen, well ech awer nach wëll eng Diskussioun mat der Steierverwaltung maachen. Well wann ech hei soen, ech si mat Iech d'accord, da sinn déi net frou, well ech mat hinnen awer e reegelméissegen Dialog hunn. An an den Administratioune soll een dialogéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mee, ech mengen, Ären Usaz ass awer e gudden. Mee et muss een awer direkt hannendru soen: Wa mer dat dann elo dräi Méint verschiben op den 30. Juni, fir d'Deklaratioun ze setzen, da si mer awer herno sec. Enfin, sec. Dann ass d'Verwaltung ...„ da kritt Der de 5. Juli geschriwwen: „Dir hutt Är Steiererklärung net erageschéckt." Dat huet Virdeeler an Nodeeler. Dat muss ee gutt ofweien.

An dofir, ech wäert op Är Fro zréckkommen an ech gesinn och vill Virdeeler, fir méi Claretéit ze hunn. Et huet een en Delai an dann huet ee sech un deen ze halen. Mee deen Delai muss och räsonabel sinn; an dee vum 31. Mäerz ass net ganz räsonabel, well d'Pièce méi spéit kommen.

Zu der leschter Propositioun, zu der Motioun, déi Der agereecht hutt, géif ech proposéieren, dass mer dat an d'Kommissioun schécken, fir dass mer en Echange doriwwer hunn. Och do, mengen ech, ass Diskussiounsbedarf. An Dir hutt och eng Propositioun gemaach, déi verstänneg ass. Dir halbéiert gären den Taux. Ech mengen, do soll een driwwer schwätzen an elo net hei am Stress eng Decisioun huelen. Mee, ech mengen, och do ass Diskussiounsbedarf.

Ech sinn also op, fir déi Diskussiounen hei weiderzeféieren. Ech si frou, dass fir all déi aner Elementer Verständnis hei ass an dass dat ugeholl gëtt. Dat gëtt eis Flexibilitéit, och wat d'Konten, de Compte général ubelaangt, deen och dëst Joer wäert méi spéit kommen. Ech mengen net, dass dat Luxus ass, dass mer dat froen, well Dir kënnt Iech jo virstellen, wann ee Milliarden Depensë méi ze geréieren huet, wéi dat elo leider an der Kris de Fall ass, ass dat e risege Stress fir déi kleng Ekippen, déi mer hunn an der IGF a bei de Contrôleur-financieren.

An dann e lescht Wuert zu de Contrôleur-financieren, déi an dëser Zäit ganz vill strapazéiert ginn an alle Ministèren. D'Extension de délai, déi se hei kréien - ech mengen, et ass wichteg, dass een dat freet -, ass net, fir dass se sech solle méi Zäit ginn, fir e Visa dropzesetzen oder den Accord ze ginn, mee et ass, fir dass se Zäit hunn, den Urgencen ze äntweren an doduerch déi Saachen, déi net esou urgent sinn, kënnen e bëssen op der Säit ze loossen. Ech mengen, dat ass och „de bon sens" an dofir hu mer dat och virgeschloen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7555. Den Text steet am Document parlementaire 7555[7]. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique. An duerno maachen ech dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7555 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Mir kommen elo zu dem Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Dat heescht, dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par M. François Benoy), François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Charles Margue), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun. Ass d'Chamber domadder d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, ech hu Kenntnis geholl dervun, dass de Finanzminister nach Klärungsbedarf huet mat der Verwaltung. Mee, Här Minister, ech hunn awer och esou e bësse gesinn op där anerer Säit vun dësem héijen Haus, dass dat net onbedéngt op Ofleenung gestouss wier. A vu dass ech Iech awer dës Woch schonn, mengen ech, genuch genervt hunn a fir ...

(Hilarité)

... an engem konstruktive Geescht opzehalen, géif ech da proposéieren, dass mer d'accord sinn an dass mer dat hei sollten an enger vun den nächste Kommissiounen, Här Bauler, dann diskutéieren.

Merci.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien domat d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n°1 de M. Gilles Roth est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. an 13. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.09 heures.)

Le saviez-vous ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

SÉANCE 35

MARDI
12 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution

- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans le cadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Martine Hansen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Carole Hartmann - M. Jean-Marie Halsdorf - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale

- *M. Jeff Engelen - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- *M. François Benoy - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Paul Galles - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Octavie Modert - M. Fernand Etgen, Président (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- *M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

6. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

- *Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution*

7. 7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg

- *M. Léon Gloden - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Léon Gloden - Mme la Ministre Sam Tanson*

9. Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents

- *M. Marco Schank - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Marco Schank - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Ministre Claude Meisch*

10. Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique

- *M. Marc Spautz - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique - M. Marc Spautz - M. le Ministre Marc Hansen*

11. 7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Yves Cruchten - Mme Chantal Gary - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents

- *Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 12 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7574** - Projet de loi du XX portant modification*

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

***7576** - Projet de loi du * portant modification de*

1° la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création de l'Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

***7577** - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 75 du Code civil*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.05.2020

***7578** - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, le 07.05.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1595** - Demande de pétition ordinaire : Géint d'Droe vun de Masken*

Dépôt : Sylvain Lickes, le 07.05.2020

***1592** - Demande de pétition publique : Referendum national 5G*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 08.05.2020

***1593** - Demande de pétition publique : Nous, Les gens/We, the people/Wir, die Menschen/Nós, a pessoa*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 08.05.2020

***1589** - Demande de pétition publique : Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de services de sécurité et de gardiennage*

Dépôt : Armand Wildanger au nom de NGL-SNEP, le 08.05.2020

***1590** - Demande de pétition publique : Création du métier d'agent de sécurité*

Dépôt : Armand Wildanger au nom de NGL-SNEP, le 08.05.2020

***1591** - Demande de pétition publique : Frais d'agence immobilière*

Dépôt : Ali Cesmedar, le 08.05.2020

***1594** - Demande de pétition publique : Congé collectif*

Dépôt : Antonio Manuel Gracio Pedrosa, le 08.05.2020

***1596** - Demande de pétition publique : Créer une base légale légale pour rendre le télétravail obligatoire au moins une fois par semaine pour les professions le permettant*

Dépôt : Max Zambelli, le 10.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 7. Mee 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision vum Kapitel VI vun der Constitutioun 7575, déi de 5. Mee 2020 vum Här Léon Gloden deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7575 als recevabel ze erklären?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, Här President!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, Här President!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 103 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Encadrement vun de Kanner am Kader vun der Reprise vun de Schoulklassen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans le cadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. De 25. Mee geet d'Grondschoul erëm op. An awer hu mer nach eng Partie Froen. Eng éischt Rei vu Froen dréint sech ëm de Congé pour raisons familiales. Déi lescht Woch huet den Här Minister hei op dëser Plaz gesot, datt déi Elteren, déi Kanner ënner dräi Joer hunn, nach kënne weiderhin de Congé pour raisons familiales kréien. Gëschter hunn ech gelies, dat wär elo véier Joer. Kann den Här Minister eis soen, wat do richteg ass?

Déi lescht Woch huet den Här Minister och hei gesot, déi éischt Prioritéit wär, fir genuch Plazen ze schafen an de Betreiungsstrukture fir d'Kanner. An do, wou d'Gemengen dat net géife fäerdegbréngen, do kéint de Congé pour raisons familiales nach weider u sech accordéiert ginn.

Wat heescht dat genau: „wann d'Gemengen et net fäerdegbréngen"? Heescht dat genau, wa se net genuch Plazen hunn, oder heescht dat och, wann net genuch forméiert Personal do ass, datt een da kann de Congé pour raisons familiales accordéieren? A wien hëlt d'Decisioun, wéi eng Elteren datt da kënne vun dësem Congé profitéieren?

Eng zweet Rei vu Froen dréint sech ëm d'Personal. Et ass eng schwiereg Zäit an der Schoul. D'Kanner musse relativ laang roueg sëtze bleiwen. Si musse sech un d'Sécherheetsreegelen halen. Mir wëssen och, datt net all d'Kanner brav sinn. Mir wëssen och, datt mer verhalenskreativ Kanner hunn.

Dofir meng Froen: Wéi eng Qualifikatioune muss d'Personal hunn, wat an den Übungswochen agesat gëtt respektiv am Accueil? Stëmmt et, datt den Här Minister en allgemengen Appell gemaach huet u sämtlech Unistudenten, fir hei anzesprangen? Ass et an den Ae vum Minister méiglech, datt Personal ouni pedagogesch Grondkenntnisser dës Aufgabe kann adequat iwwerhuelen?

An hei zu dësem Block eng lescht Fro: Wien ass haftbar, wann eppes geschitt, well trotz Opsiicht d'Kanner sech net un d'Sécherheetsreegelen halen?

Een drëtten Deel vu Froe geet ëm d'Privatcrèchen. Gëtt et hei en neie Cadre réglementaire?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat do ass jo eng Interpellatioun!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Si kloer Informatiounen un d'Privatcrèchen erausgaangen? Sinn zum Beispill och si an Ärer Teststrategie dran?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass eng Interpellatioun!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well och d'Crèchë musse sech preparéieren. An och si musse kucken, wéi si iwwert d'Ronne kommen.

An eng lescht Fro, wëll ech den Här Minister gesinn dosëtze mat sengem Buff: Ass do d'Qualitéit vun deene Buffe gepréift ginn? Ech hat nämlech och een esou doheem gekuckt, an ech mengen, dee misst ee véiermol ronderëmdréinen, fir datt en dicht wär.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch, wannechgelift.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, lo musse mer kucken, am Schnellverfaren hei derduerchzekommen, well dat doten, dat ware gläich eng Rei vu Froen, op déi ech soll äntwerten an deene véier Minutten, déi mer als Äntwert eigentlech op eng Fro hei gestatt sinn. Zu där leschter Fro: Déi hu mir net getest. An ech géif och dovunner ofroden, se esou oft ze diebelen, datt se dicht sinn, well soss kéint ee mol Problemer bei der Ootmung kréien.

Zum Congé pour raisons familiales, do kéinten allerdéngs och meng zwee Kolleegen, den Aarbechtsminister an de Minister vun der Sécurité sociale, hei äntwerten. D'Regierung ass sech eens ginn, datt mer soen: „Mir hätten allgemeng gären de Choix fir déi Eltere vu Kanner bis dräi Joer, an dat heescht bis zur Obligation scolaire vu véier Joer." Also all déi Kanner, déi ënner véier Joer sinn, kéinten dovunner profitéieren, well mer do dervun ausginn, datt ganz vill Kanner elo keng Plaz méi wäerte kréien, well nei sanitär Bestëmmungen an de Crèchë sinn an duerfir dann och manner Plazen do wäerten disponibel sinn. An amplaz datt elo d'Crèchen do wäerten decidéieren, wien dann eng Plaz kritt, ass et vläicht méi geschéckt, mir ginn den Elteren de Choix an déi decidéieren do.

Mee et ass esou, datt jo och fir d'Structures d'accueil fir scolariséiert Kanner de Prinzip gëllt, wa keng Plaz méi assuréiert gëtt, datt een dann eebe ka vun engem Congé pour raisons familiales profitéieren. Ech denken, datt dat relativ einfach lo ze maachen ass.

Mir hunn e Questionnaire erausgeschéckt u sämtlech Elteren. Déi hu jo geäntwert. Déi konnten hir Demandë formuléieren doranner a souguer soen, a wat fir enge Plagen datt se gären eng Betreiung hätten, sief et an der B-Woch moies, sief et nomëttes, och ob dat lo vun eng bis zwou ass, fir vläicht nach do z'iessen, ob dat vun zwou bis véier ass oder wierklech dann nach eng Kéier bis sechs Auer. Dat hu mer alles enregistréiert.

Wann elo d'Träger vun deene Strukturen, vun de Structures d'accueil, respektiv d'Schoul do zur Konklusioun kommen, datt déi fakultativ Plagen net kënnen assuréiert ginn, da wäerten d'Elteren informéiert ginn doriwwer. An domadder hu se dann och d'Recht, fir e Congé pour raisons familiales unzefroen. Woubäi een awer och nach muss eng Kéier ënnersträichen, datt e Congé pour raisons familiales och ka fraktionéiert ginn, och ka stonneweis geholl ginn, also och vläicht zum Beispill fir déi Plagen, wou een eeben hei elo keng Gard assuréiert kritt huet.

Wat fir e Personal datt wou agesat gëtt, do huele mer natierlech fir alles dat, wat Schoul ass, reell Schoulzäit ass, Personal, wat den Zougang huet zur Éducation nationale. Do komme mer absolutt gutt aus. Mir ginn och dervun aus, datt mer an deenen allermeeschte Gemenge wäerten déi Übungswoch moies mat Schoulpersonal, Personal also vun der Éducation nationale, déi bis elo schonn am Enseignement fondamental intervenéiert sinn, kënnen assuréiert kréien.

Jo, mir hunn en Appell gemaach, fir dass och nach aner Leit elo temporär derbäistoussen, zum Beispill Studenten. Mir hu momentan Studente vun der Uni.lu, déi am BScE studéieren, also fir Enseignant studéieren. Déi sinn am Stage. Déi hëllefen eis momentan. Wann hire Stage fäerdeg ass, hir Uni fäerdeg ass fir dëst Joer, wäerte mer deene proposéieren, datt se bei eis bleiwen an e Contrat à durée déterminée kréie bis Enn vum Schouljoer, well dat awer gutt Leit sinn, déi souwisou elo scho mathëllefen an déi mer absolutt wäerte brauchen.

Et ass och esou, datt mer mat der Hëllef vun der ACEL sämtlech Studenten opgeruff hunn an informéiert hunn, datt et momentan e Besoin gëtt bei eis, a gekuckt hunn, ob si Interessi hätten. An dat ass awer och keng Neierung. Also ganz vill Studenten, déi op den Unie studéieren, ginn zum Beispill iwwert de Summer Nohëllefcoursen, Cours de rattrapage an de Lycéeën, fir déi Schülerinnen a Schüler ze ënnerstëtzen, déi an der Preparatioun sinn op hiren Noexamen.

Dat heescht, mir denken, datt deen, deen dat iwwert de Summer ka maachen, engem Schüler hëllefen, sech op säin Noexamen ze preparéieren, oder engem Grappvoll Schüler dobäi kann hëllefen, deen ass och absolutt à même, fir déi Étude surveillée moies an den Übungswochen ze garantéieren.

An no deene Krittären hu mer dann och gekuckt, datt mer déi Selektioun do maachen. Ech kann Iech informéieren, datt mer do momentan méi Demanden hunn, wéi mer eigentlech e Besoin detektéiert hunn, soudatt mer och do kënnen eng Selektioun maachen. An dat gëtt eis awer och d'Gewëssheet, datt mer dat gutt wäerten assuréiert kréien, déi B-Wochen. An ech denken, datt dat jo och nach eng Kéier d'Gemengenautoritéite rassuréiert, datt mer do zesummen och dat, wat mëttes muss ugebuede ginn, wäerten hikréien.

Et ass kloer, datt mer natierlech mussen als Schoul, och als Enseignanten, kucken, datt mer d'Schülerinnen an d'Schüler informéieren, wat d'Sécherheetsmesurë sinn, wat fir en neit Comportement datt do gëllt. Mee et ass natierlech esou, datt kee responsabel gemaach gëtt, wann dat emol eng Kéier vun engem Schüler net respektéiert gëtt. Et gëtt also hei eng Obligation de moyen a keng Obligation de résultat. Ech denken, datt dat eigentlech evident ass.

Wat d'Crèchen ubelaangt, Här President, do ass et esou, datt mer drop an dru sinn, eng Kommunikatioun erauszeginn. Ech versti jiddereen, a wann ech Gestionnaire vun enger Crèche wär, da géif ech och dorobber waarden, fir déi Informatiounen ze kréien. Allerdéngs hu mer natierlech och do nach eng Kéier missen dat sanitäert Konzept mat der Santé ofklären. Dee Go, deen hu mer elo.

A warscheinlech muer wäert eng Kommunikatioun un d'Gestionnairë vun de Crèchen alleguerten erausgoen, déi dann nach eng Kéier dee genaue Fonctionnement wäert beschreiwen, wéi eng Crèche ka fonctionéieren, wivill Kanner datt se kann huelen, wat fir eng Kanner datt da kënnen dohinnerkommen. An do wëll ech just nach eng Kéier rappeléieren: Et wäerten däitlech manner Kanner sinn an de Crèchen, also wierklech am Klengkandberäich, wéi dat bis elo de Fall war, well ganz einfach déi sanitär Bestëmmungen eis dozou verflichten.

Ech hoffen, dat war elo net ze vill schnell an awer komplett.

Villmools merci fir Ären Interêt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 104 vun der Madamm Carole Hartmann an zur Fro Nummer 105 vum Här Jean-Marie Halsdorf un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Gehalt vun den Dokteren, déi wärend der Covid-19-Kris an de Centres de soins avancés geschafft hunn, an iwwert d'Differenzen tëscht der AMMD an der CNS. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Eist Gesondheetspersonal huet an de leschte Wochen onermiddlech geschafft, fir d'Gesondheet vun all de Leit ze assuréieren. Dorënner sinn och Dokteren, déi säit dem 23. Mäerz an de Centres de soins avancés bis zu sechs Stonnen den Dag a véier Deeg d'Woch schaffen. Si all verdéngen net nëmmen eisen déifste Respekt, mee si sollen och eng gerecht Remuneratioun kréien.

An engem Règlement grand-ducal vum 3. Mäerz ass dowéinst notamment en eenheetlechen Tarif horaire festgeluecht ginn, deen un all Dokter, deen am Centre de soins avancés schafft, ouni dass de Patient eng Dokteschrechnung muss avancéieren, direkt vun der CNS soll bezuelt ginn. De Kader war deemno gesat.

Eng Rei Dokteren, déi elo säit annerhallwem Mount an de Centres de soins avancés engagéiert sinn, hunn elo awer bemängelt, datt si nach net bezuelt goufen. D'Dokteschassociatioun hat d'lescht Woch och an deem Sënn e Bréif un d'CNS gemaach. Dofir en éischten Deel u Froen un de Minister vun der Sécurité sociale: Ass effektiv nach keen Dokter vun der CNS bezuelt ginn? A wourunner läit et, dass déi Concernéiert nach net oder nach net all fir hir Aarbecht an de Centres de soins avancés bezuelt goufen, wéi dat am Règlement grand-ducal festgeluecht gouf?

D'CNS hat an der Press als Reaktioun uginn, datt si zertifizéiert Dokumenter vum Coordinateur national bräicht, fir d'Dokteren auszebezuelen. D'AMMD hat dorobber geäntwert, datt déi Donnéeë scho géife virleien.

Dofir en zweeten Deel u Froen, Här Minister: Ëm wat fir zertifizéiert Dokumenter respektiv Donnéeë geet et, déi d'CNS nach bräicht? Leien dës vir oder net? A wann nach net oder net jidderee bezuelt gouf, wéini kënnen dës Dokteren domadder rechnen, och bezuelt ze ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hartmann. Den Här Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech hunn also effektiv och Froen, déi op där selwechter Matrice leie wéi dat, wat d'Madamm Hartmann elo gesot huet, well ech muss Iech soen, ech war wierklech iwwerrascht d'lescht Woch, wéi de Bréif komm ass, wéi mer Kenntnis kritt hu vun deem Bréif, deen d'AMMD un d'CNS geschéckt huet, dass do e Malaise wier.

Well effektiv, an ech widderhuelen do, wat d'Madamm Hartmann sot, d'Dokteren an d'Fleegepersonal hunn effektiv an deene leschte Wochen, et kann ee scho bal soe Méint, responsabel matgeschafft, si hu matgezunn, d'Pandemie an de Grëff ze kréien am Spidol, am Extrahospitalier. An et ware vill Praxissen zou. D'Doktere waren, wéi et och elo gesot ginn ass, an de Centres de soins avancés engagéiert. D'Spideeler hu sech mat den Dokteren nei opgestallt. Et war alles virbildlech. An da kënnt esou eppes.

An dann ass et esou, dass d'Regierung effektiv déi Tariffer, déi elo ausbezuelt ginn an der Covidzäit, dass se déi unilateral, ouni Concertatioun gemaach huet. Déi üblech Prozedur dann, fir d'Tariffer ze fixéieren, déi gouf net gemaach. D'Doktere goufen am Fong geholl dee Moment net consultéiert. Duerfir wier meng éischt Fro déi, Här Minister: Firwat ass dann effektiv guer keen ...? War do wierklech guer kee Kontakt? A firwat ass dat esou gemaach ginn? Firwat ass do vläicht net méi Formalismus an déi ganz Prozedur materakomm? Ech wier frou, fir déi Detailer gewuer ze ginn.

Dann, wat awer och nach war, dat ass, d'lescht Woch ass dunn op eng Kéier gesot ginn: „Jo, déi ganz Problematik mam Schaffen ...", do si Saache gesot ginn: „Wat ass da lo eng geleeschte Stonn? Wat ass eng geschaffte Stonn? Wat ass eng Disponibilitéit?", obschonn am Fong geholl d'Doktere soen, dat wär vun Ufank u kloer gewiescht. Dat heescht, do weess ech, dass dat „ein Stein des Anstoßes" ass. Ass dësen Arbitrage elo geléist?

Da muss jo effektiv, wéi d'Madamm Hartmann et gesot huet, deen nationale Coordinateur certifiéieren, da kann d'CNS bezuelen. Wou si mer lo do drun? Wat ass bis elo ausbezuelt? Wann nach net ausbezuelt ass, wou sinn do d'Grënn? Dat ass e bëssen déi selwecht Fro, déi si gestallt huet.

Ech wollt nach eng Suggestioun bäisetzen, an zwar déi, dass ech soen: D'Dokteren, déi schaffen am Moment vill. Si hunn net vill Fräizäit. Si si wierklech déck ënner Drock. Hätt een net besser gehat, amplaz déi Formulairen auszefëllen, fir do mat Akkonten ze fueren? Dat heescht, do hätt een net d'Donnéeë missen alleguerten direkt ginn, mee et kéint een déi jo noliwweren a posteriori an dann ausbezuele respektiv kucken, wou d'Problemer sinn. Dat wier a mengen Ae Pragmatismus gewiescht, oder e partnerschaftlecht, géigesäitegt Vertraue wier hei ubruecht gewiescht.

Duerfir an deem Kontext dann och zwou Froen nach eng Kéier un de Minister fir sozial Sécherheet. Éischtens: Hutt Dir Kenntnis vum Oflaf vun där ganzer Geschicht, déi ech Iech elo gezielt hunn, an d'Madamm Hartmann och? Oder huet hei d'CNS eegemächteg gehandelt? Sidd Dir do am Bild gewiescht? An da wichteg: Wéi gedenkt d'Regierung hei erëm zwëschent den Dokteren an der CNS ze vermëttelen? Well eppes ass wichteg, an dat wësse mer alleguerten: Vertrauen an Hand an Hand schaffen an

deem Beräich, dat ass am Interessi vun eis all an och vun de Patienten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Halsdorf. Den Här Minister fir d'sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och deenen zwee Deputéierte fir déi Froen, déi gestallt gi sinn, well dat effektiv eng Saach ass, déi ech och an der Press gelies hunn an och verfollegt hunn. Ech hunn och de Bréif vun der AMMD matkritt.

Virausgeschéckt zur Fro, ob de Minister dovun Informatiounen hat: Selbstverständlech! De Minister ass a permanentem Kontakt mat der CNS, grad an esou enger schwiereger Zäit, wou d'CNS immens gefuerdert ass, fir awer och deenen eenzelen Aktivitéiten, deenen eenzelne Prestatiounen nozegoen.

An ech mengen, vun dëser Plaz aus engersäits emol, wéi Dir och allen zwee gesot hutt, e grousse Merci un d'Dokteren, awer och un d'Fleegepersonal, u sämtlecht Personal, wat gehollef huet an deene leschte Wochen, datt effektiv och eis Gesondheetsversuergung exzellent opgestallt ass, fir grad dëser Pandemie entgéintzegoen. Mee genausou gutt och, mengen ech, de Beamten, de Fonctionnairë vun der CNS, déi hei ganz vill Aarbecht geleescht hunn, fir och déi zousätzlech Aarbecht ze stemmen.

Bedéngt duerch d'Covidpandemie huet eise Gesondheetssystem, an Dir hutt et och gesot, musse reorganiséiert ginn. Et ass ganz kloer. A mir hunn dat gemaach och op Basis vum Reglement vum 18. Mäerz 2020, wou eng Rei Mesurë geholl goufen. Zum Beispill den Artikel 3, wou d'„activités exercées en cabinet libéral" reduzéiert goufen op d'„problèmes de santé les plus sévères et […] urgents".

Zweetens awer och den Artikel 5: « Doivent être maintenues les activités qui sont essentielles pour […] le secteur de la santé et des soins, y compris les activités hospitalières […] ». Dat war d'Basis am Prinzip dovunner, fir - an dat am Kader och vun engem Echange mat der AMMD a mat alle Partner - ze kucken an der Cellule de crise, eng Reorganisatioun vum Gesondheetssystem wärend dëser Zäit ze maachen.

An et goufe véier Ligne-de-garden am Secteur extrahospitalier agefouert an eng spezifesch Ligne de garde am Secteur hospitalier. Firwat soen ech dat? Well een nämlech och déi eenzel Linne muss kucken, wann et herno ëm d'Fro geet: Wou si mer dru mam Ausbezuele vun deenen Indemnitéite respektiv vun deenen Akte respektiv vun deene Forfaiten? Forfaiten, déi decidéiert goufen an Aarbechtsgruppen, déi an der Cellule de crise fonctionéiert hunn a wou all d'Acteuren aus der Santé, aus der Sécurité sociale a vun den Dokteren derbäi waren, fir do Stoussrichtungen ze kréien.

Am Secteur extrahospitalier, fir eng Kéier op déi véier Linnen anzegoen: Déi éischt ass déi vun de Centres de soins avancés, den CSAen, déi am bekanntste sinn, déi eng Ulafstell si fir Covidpatienten, verdeelt iwwert d'Land. Zweetens eng Gard vun Hausdokteren iwwer Teleconsultatioun fir Netcovidfäll, eng drëtt Gard am Kader vun den Alters- a Fleegeheimer an eng véiert Gard dann och nach fir d'Zänndokterurgencen, déi op d'Bee gestallt gouf, an och dat mat der Méiglechkeet vun Teleconsultatioun.

Am Secteur hospitalier ass dann d'Prise en charge am Spidol och nei organiséiert ginn, an dat mat enger spezifescher Prise en charge vu schwéiere Covidfäll, enger Gard fir d'Urgencë vun Netcovidfäll a virun allem och enger Disponibilitéit vu Spezialisten. Et ass dat, wat och vun de Riedner hei ugeschwat gouf.

Dës Aktivitéiten an de verschiddene Ligne-de-gardë si mat groussem Asaz - ech widderhuelen et nach eng Kéier - vun den Dokteren an och vum Fleegepersonal opgestallt an och assuréiert ginn, ënnert der Responsabilitéit, an et gouf schonn hei genannt, vun engem Coordinateur national, deen um Santésministère schafft, deen agestallt gouf, fir déi doten Aufgab ze maachen. Ee Coordinateur national, dee proposéiert gouf vun der AMMD an dee jo elo en place ass, fir wichteg Aufgaben ze maachen. An ech komme spéider drop zréck.

All déi Fichieren, déi lo erakommen, déi wierklech och ganz einfach gehandhaabt goufen, gi ganz einfach validéiert vun dësem Coordinateur national, wat och ganz kloer ass, fir en Iwwerbléck ze kréien, well hie jo och den Iwwerbléck hat iwwert dat, wat en place gesat gouf a wat och um Terrain geleescht gëtt.

Dës verschidde Ligne-de-garden, wéi gesot, si mat groussem Asaz gemaach ginn. Mee virun allem doniewent, an et gouf hei zitéiert, hu mir och als Sécurité sociale relativ séier reagéiert, andeem d'Akten an der Nomenclature adaptéiert goufen, fir datt se also remuneréiert konnte ginn, zum Beispill d'Teleconsultatioun, en aneren Akt, an derniewent awer och d'Participatiounen un deenen eenzele Ligne-de-garden.

Wat elo d'Ausbezuelen ubelaangt vun deenen Indemnitéiten, déi ausgeschwat goufen, mengen ech, ass et esou, datt effektiv d'CNS wéi och ech selwer, wéi Dir och, Kenntnis vum Bréif vum 4. Mee geholl hunn, dee mer och verstinn. Et ass evident, wéi Dir gesot hutt: Wann ee sech engagéiert fir eppes, wann ee schafft, da muss ee selbstverständlech och derfir remuneréiert ginn! An et ass och ni a Fro gestallt gi vun der CNS a selbstverständlech och net vu mir, datt dës Aufgab exzellent gemaach gouf.

Et muss een awer och kucken - an et ass ganz legitimm, mengen ech, datt och grad d'AMMD als Vertrieder vun den Dokteren hei e Bréif geschéckt huet, fir dat nach eng Kéier nozefroen -, fir dës Gelder auszebezuelen, brauch d'CNS awer ganz einfach Informatiounen, an ech zitéiere se eng Kéier hei: Si muss Informatioune kréien, déi wierklech op dat Einfachst reduzéiert goufen, engersäits den Numm vum Dokter, zweetens d'Matricule an drëttens d'Zuel vun de Stonnen, déi zënter dem 16. Mäerz geschafft goufen. Dës Donnéeë ginn da viruginn un de Coordinateur national, dee se muss validéieren an dee Moment un d'CNS weiderginn, an da kënnt d'Ausbezuelung an d'Lafen.

An an deem Sënn, mengen ech, ass et och esou, datt, wann een déi eenzel Linnen hëlt: Wat elo d'Linn 1 betrëfft, wat d'CSAe betrëfft, sinn déi prett, fir ausbezuelt ze ginn, oder si si souguer schonn ausbezuelt. Hei sinn also déi dote Formalitéite gelaf.

Wat d'Linn 2 betrëfft, déi ass an der Finalisatioun. An och hei wäert de Paiement an deenen nächsten Deeg stattfannen, well et war an deem ganze Kontext d'lescht Woch nach eng Kéier eng Reunioun gewiescht vun der CNS mat dem Coordinateur national an deenen eenzelne Coordinateure fir ze kucken, séier virunzekommen a wéi Der gesot hutt zu Recht, déi Suen, déi ausstinn, och schnellstméiglech ze bezuelen.

Wat d'Linnen 3 a 4 betrëfft, do ass et esou, datt d'Donnéeë musse kommunikéiert gi vun dem Coordinateur national un d'CGPO, déi dann an deem Moment och d'Saisie mécht. Och hei leeft d'Saach. Och dat misst relativ schnell kënnen ofgewéckelt ginn.

Wat d'Linn 5 betrëfft, deen e bësse méi technesche Dossier ass dee virun allem mat de Spideeler. An och hei huet d'CNS sech zesummegesat an eenzele Reunioune schonn, fir mat de Spideeler ze kucken, och hei eng Formule ze fannen, fir d'Emsetzung relativ schnell ze assuréieren. An hei ass et en technesche Volet, dee wierklech am Detail och nach eng Kéier muss gekuckt ginn. An hei geet d'CNS op de Wee, fir elo Avancen, Akkonten direkt emol ze bezuelen, fir datt mer do mol éischt Saachen ausbezuelen, déi effektiv ausstinn.

An deem Sënn, mengen ech, nach eng Kéier vu menger Plaz aus merci jiddwerengem fir säin Engagement. Natierlech huet jiddwereen d'Recht op déi Prestatiounen, déi ausgemaach sinn. An ech sinn iwwerzeegt, datt och d'CNS dës Ausbezuelunge schnellstméiglech ka maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Romain Schneider.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 106 vum Här Dan Biancalana, zur Fro Nummer 107 vum Här Jeff Engelen an zur Fro Nummer 108 vum Här David Wagner un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Organisatioun vum ëffentlechen Transport an der zweeter Phas vum Deconfinement an iwwert d'Hygiènesmesuren am ëffentlechen Transport.

Här Dan Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. Abrëll huet d'Regierung mat der Reouverture vun de Chantieren an de Baumäert den éischte Schratt a Richtung Deconfinement gemaach. Well awer weiderhi keen akute Besoin, sougutt wat d'Frequenze wéi d'Capacitéite betrëfft, bestoung, huet den ëffentlechen Transport nach weider am krisebedéngte Service réduit funktionéiert. De Minister fir Mobilitéit huet deemools erklärt, dass mam Deconfinement an notamment dem Neistart vum Schoulbetrib hei natierlech déi néideg Upassunge gemaach géifen.

Gëschter mam Start vun der zweeter Phas vum Deconfinement an domadder och dem Éremophuele vum Schoulbetrib am Secondaire a mat der Reouverture vun de Commercë schéngen déi Upassungen am reguläre ëffentlechen Transport awer nach net gemaach ginn ze sinn. Den ëffentlechen Transport huet nämlech nach no de Sonndeshorairë funktionéiert. D'CFL huet op Nofro erklärt, dass d'Restriktiounen am Zuchbetrib nach bis den 18. Mee géifen oprechterhale ginn.

D'Mobilitéitsapp war och net à jour. Si huet fir den Zuch déi regulär Horairë vu virun dem Confinement ugewisen, mee d'Zich sinn och nach no den Horairë (veuillez lire: no de Sonndeshorairë) gefuer. D'CFL seet lapidar dozou, dass een hir eegen App benotze soll. An ausserdeem fueren d'Busser an der Stad och nach reduzéiert.

Bon, mam Resultat, dass all d'Usageren, d'Schüler an och Netschüler, méi laang ënnerwee waren, Problemer haten, op hir Destinatioun ze kommen, an zu de Spëtzestonnen hu missen an iwwerfëllte Busser an Zich fueren. Bon, aus sanitärer Siicht natierlech alles, mee keng ideal Situatioun!

Dofir meng véier Froen un den Här Transportminister: Sinn dem Här Minister dës Situatioune bekannt? Kann de Minister confirméieren, dass d'CFL eréischt ab dem 18. Mee an den normale Betrib wiesselt? A wa jo, firwat geschitt dat eréischt dann? Wat war bezéiungsweis ass de Grond, dass d'Mobilitéitsapp net à jour war? Maachen zwou parallell Appen, déi vun der Mobilitéitszentral an déi vun der CFL, net méi Duerjerneen ewéi Guddes? An déi lescht Fro: Wéi gesäit et allgemeng mat de Busreseauen aus?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Elo, wou den Deconfinement sou lues ufänkt unzefänken, fueren och erëm weesentlech méi Leit mam ëffentlechen Transport, sief dat Zuch, Bus oder Tram. Si mussen eng Gesiichtsmask undoen a limitéieren domadder d'Trëpfcheninfektioun. Trotzdeem bleift en Ustiechungsrisiko, net zulescht wéinst der eventueller Schmierinfektioun. De Sars-CoV-2 kann nämlech e puer Deeg op der Uewerfläch iwwerliewen.

Domadder wollt ech d'Fro stellen un d'Regierung: Wat ass hei ënnerholl ginn, fir deem Risiko vun der Iwwerdroung entgéintzewierken? Well et muss ee jo wëssen, datt den ëffentlechen Transport dee Beräich ass, wou den Iwwerdroungsrisiko am gréissten ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech gesinn, datt vill Froen an déi selwecht Richtung ginn. Zënter dem 4. Mee an zemools och zënter gëschter, dem 11. Mee, wou eng wichteg Phas vum Deconfinement ugaangen ass, ass och eng nei Phas am ëffentlechen Transport ugaangen an eng weider Phase de renforcement ass och fir de 25. Mee virgesinn.

De Problem ass elo awer deen, datt zanter gëschter de Confinement staark opgelackert gouf an datt nees Zéngdausende vu Leit zréck op d'Aarbecht ginn an dofir och op den ëffentlechen Transport zréckgräife mussen. An deemno wéi musse Salariéen - hunn ech och héieren - bis eng Stonn op der Gare waarden. An de Problem ass, hautzudaags kann ee sech jo och net an de Bistro sëtze goen, fir d'Zäit vergoen ze loossen.

Obwuel erëm vill méi Leit op den Zuch, de Bus oder Tram zréckgräife mussen, fir schaffen ze goen, an dat och aus der ganzer Groussregioun, muss een awer feststellen, datt net all ëffentlecht Transportmëttel anscheinend mathält. Gewëssen Zuchlinne fueren nach ëmmer op Spuerflam. An elo si se och schonn zu gewëssenen Zäite vill méi staark beluecht.

Dofir och eng Fro, ob de Ministère schonn Zuelen huet vun der Besetzung vu gewëssene Linnen zu gewëssenen Zäiten. Et ass e bësse fréi vläicht nach, well et ass zënter gëschter de Fall, mee vläicht kann een do schonn eng Aschätzung hunn.

D'Fro och vun de Verbindunge Bus-Zuch, sief et VdL, RGTR oder TICE, ass vläicht och heikel: Huet de Ministère dann och Informatioune schonn iwwer gewësse Verbindungskniet op jidde Fall.

Et stellt sech och d'Fro vun der Informatioun. Dat ass och schonn opkomm. Ech hunn dat och schonn héieren, datt anscheinend d'Mobilitéitsapp net ëmmer up to date wier an et kéint ee sech net onbedéngt drop verloossen. An iwwerhaapt stellt sech d'Fro …, well d'Kommunikatioun fir ze soen, datt den ëffentlechen Transport erëm progressiv normal fuere géif, ouni awer kloer ze soen inwiefern, stellt vill Salariéë virun e Casse-tête. D'Problem ass och, d'Informatioun staamt jo vum 4. Mee. Dat heescht, warscheinlech si schonn Decisioune geholl ginn an der Woch virdrun a warscheinlech och ier iwwerhaapt de Strategieplang vun der Regierung vum Deconfinement komm ass. Dofir stellt sech och d'Fro, inwiefern net do misst en Update geschéien.

An dann, d'Fro ass och déi vum Personal, der Disponibilitéit vum Personal. Dat spillt natierlech eng Roll. Wou si mer drun? Wien ass disponibel? A wat fir en Impakt huet dat op d'Fonctionéiere vun de verschiddenen Transportmëttelen?

An dann nach eng lescht Fro: D'éischt Klass, wéi ass dat? Gëllt do déi selwecht Reegel? Oder kéint ee sech net iwwerleeën, fir wéinstens an dëser Zäit déi éischt Klass och opzemaache fir jiddereen, fir dann och méi Plaz kënnen ze hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, a merci den Deputéierte fir hir Froen, déi all effektiv jo an déi nämmlecht Richtung, plus ou moins, gaange sinn.

Fir d'éischt ass emol ze soen, datt et ganz schwéier war, fir genau virauszegesinn, wivill Leit de 4. Mee a virun allem elo den 11. Mee erëm géifen op den ëffentlechen Transport klammen, well ech wëll awer drop hiweisen, datt zwar d'Schoulen erëm fonctionéieren an och elo de Commerce erëm op ass, mee ganz, ganz vill nach am Teletravail geschafft gëtt. Dat heescht, et ass ganz schwéier ofzeschätze gewiescht, wivill der genau den 11. Mee erëm géifen op den ëffentlechen Transport kommen.

Ech mengen, dat hutt Der och um Stroosseresseau gemierkt. D'Stroosse sinn awer och nach net esou voll erëm, et fëllt sech erëm, mee awer nach net esou, wéi et virdru war. A wann Der op de Kierchbierg an de Finanz-, Bankesecteur gitt oder an den europäesche Secteur gitt, da gesitt Der, datt nach ganz, ganz vill Bürostierm net besat sinn. Dat heescht, datt nach ëmmer am Teletravail geschafft gëtt. Dat wäert sech elo lues a lues natierlech erëm normaliséieren.

Et war awer natierlech deem Rechnung gedroe ginn, datt et ab dem 4. respektiv dem 11. Mee erëm géif méi Betrib am ëffentlechen Transport ginn. Sou fiert zum Beispill den RGTRs-Busreseau zënter dem 11. Mee erëm normal wéi virun der Kris. Deen eenzegen Ënnerscheed, dee besteet, dat ass am Schülertransport, well mer do natierlech eng spezifesch Situatioun hunn, well d'Schoule jo net esou laang daueren. Dat heescht, do sinn d'Schoulbusser och e bëssen ëmorganiséiert ginn.

An dat mécht och d'Schwieregkeet zu engem groussen Deel bei der App aus. Well déi App, déi ass jo opgebaut op den normale Farplang. An Dir kënnt déi App an och déi Coordonnéeën, déi Dir do agitt, net einfach esou vun engem Dag op deen aneren ëmmer erëm ännere goen. Dat gëtt relativ schwiereg. Dat ass eng immens Programmatioun, déi do derhannerstécht. Wann de Farplang zum Beispill wiesselt, dat muss laang virdrun ëmprogramméiert ginn, fir deen neie Farplang dran ze hunn an der App. Duerfir gëtt et de Moment nach eng ganz Rei Schwieregkeete ganz sécher mat der App, bis mer erëm am normale Rhythmus si vum gesamten ëffentlechen Transport.

Bei den Zich ass et esou, d'Zich si mer eropgefuer scho par rapport zu wärend der Kris, awer natierlech nach net op de Maximum, wat méiglech ass oder wat virdru gefuer ginn ass. Dat wäert awer och elo geschéien. Déi nächst Etapp ass effektiv den 18. Mee.

Bon, iwwerfëllten Zich, ech muss awer soen: Ech hu bis elo keng Meldung kritt, datt elo d'Zich wierklech déck iwwerfëllt gewiescht wären. Sécherlech si se schonn erëm besat, awer dat huet sech bis elo nach an engem erdréigleche Mooss gehalen.

Mee wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass extreem schwéier, well mir wëssen net am Deconfinement, wéi séier vum Teletravail elo erëm eriwwergeschalt gëtt, haaptsächlech am Bürosberäich, op normale Service. Mee ab dem 18. Mee a spéitstens dem 25. Mee, wann d'Primärschoule kommen, da fiert den Zuch erëm komplett normal wéi virdrun. Da si mer erëm am normale Farplang dran.

Et ass also, wéi gesot, en Oftaaschten, wat mer hu misse maachen, well et ganz schwéier war, genau prezis virauszesoen, wéi d'Entwécklung am ëffentlechen Transport wär, sou wéi se och net virausseebar war am Stroosseverkéier. Mee wéi gesot, an deenen nächsten zwou Woche wäert dat awer erëm alles komplett op den normale Rhythmus goen.

Zu den hygieenesche Mesuren, déi sinn extreem groussgeschriwwen am ganzen ëffentlechen Transport. Zum Beispill beim Tram, do fuere mer de Moment am Zéng-Minutten-Takt. Do si mer och - dat ass och deen eenzegen, wou ech elo schonn Zuelen hunn, well do gëtt automatesch gezielt -, do si mer awer nach ganz, ganz wäit ewech vun den normalen Zuelen. Et ass extreem gutt Plaz nach an den Trammen, moies. Mir sinn och schonn do mam Takt eropgaangen op den Zéng-Minutte-Rhythmus. Da gi mer och elo graduell natierlech erop, bis mer dann erëm an de Spëtzestonnen um Véier-Minutte-Rhythmus sinn, wou mer um Schluss waren.

Mee déi Rammen, vu datt mer déi de Moment net ëmmer am Asaz hunn, fueren déi pro hallwen Dag. Dat heescht, déi ginn all hallwen Dag eng Kéier komplett desinfizéiert. Dertëschent ginn natierlech d'Klenschen ofgemaach, d'Glasflächen an esou weider.

Bei den Zich ass et d'nämmlecht, déi ginn och eemol pro Dag komplett desinfizéiert. An dertëschent ginn nach permanent ëmmer erëm d'Glasflächen, esou vill wéi et méiglech ass, ofgemaach. Bei de Busse selbstverständlech och. All déi Surfacen, déi eebe risikohaft sinn, datt eng Schmierinfektioun ka bestoen, déi gi mindestens eemol pro Dag komplett desinfizéiert, mee verschidde Fläche souguer méi oft am Dag, souwäit dat am Laf vun de Servicer natierlech geet.

An dann ass natierlech souwisou de Mask ..., also de Mundschutz, pardon, virgeschriwwen am ëffentlechen Transport, obligatoresch! Do steet och eng Strof drop vun 145 Euro, wann ee sech net drun hält.

Et ass esou, datt ech scho gefrot gi si vun de Gewerkschaften, datt an de Bussen zum Beispill heiansdo dann eenzel Leit ... An et si wierklech eenzel Leit, well de Gros vun der Bevëlkerung hält sech wierklech gutt drun. Ech si selwer déi lescht zwee Deeg mam Tram gefuer, mam Bus gefuer, do hat all Mënsch de Mundschutz un. Mee et gëtt der natierlech ëmmer erëm, déi dat net wëllen. Do wäerte Stéchprouwe gemaach ginn. D'Police wäert kontrolléieren.

Virun allem, bon, ech mengen am Zuch oder an de Bussen, do kann d'Personal deejéinegen drop opmierksam maachen, datt dat net geet, datt e wannechgelift soll säi Mundschutz undinn, mee déi hunn natierlech keng Polizeigewalt. Déi kënne lo kengem e Protokoll maachen an och keng Identitéiten ophuelen. Da muss d'Police geruff ginn.

Mee d'Police mécht Stéchprouwen! Ech mengen, ech hat dat jo e Freideg ugekënnegt mam Generaldirekter vun der Police. An d'Police wäert och heiansdo elo an d'Garen, an d'Zich goen, a wien do erwëscht gëtt, do gëtt et och net méi vill ze diskutéieren, dat kascht 145 Euro. Ech mengen, entre-temps misst jiddwereen et wëssen. Duerfir brauche mer elo keng Sensibilisatioun méi ze maachen, déi ass genuch gemaach ginn, an da gëtt dat scho protokolléiert.

D'Personal ass natierlech selbstverständlech geschützt, do erfëlle mer alleguer déi strikt Hygièneskonditiounen, fir d'Personal ze schützen, déi vun der Santé virgeschriwwe sinn. An ech mengen, de Moment hu mer vum Personalbestand hier Gott sei Dank a glécklecherweis keng gréisser Problemer am ëffentlechen Transport. Mir si bis elo net betraff gewiescht vu gréissere Krankheetsfäll duerch de Covid selwer.

Ech hunn awer och mat der Gesondheetsministesch scho gekuckt: Mir wäerten den Transport, d'Personal an esou e Rastertest eranhuelen an deenen nächste Wochen. Ech mengen, soubal déi Tester elo zur Genüge do sinn, solle jo Secteur pro Secteur an der aktiver Bevëlkerung esou Rastertester gemaach ginn. An d'Personal vum ëffentlechen Transport fält ganz sécher dodrënner, well dat sinn der, déi natierlech vill Kontakt hu mat der Ëffentlechkeet. Duerfir ass et wichteg, datt mer do e genaue Monitoring maache fir erauszefannen, ob d'Personal schonn ..., wéi héich de Verseuchungsgrad, loosse mer et esou nennen, am Personal ass oder net. Mee bis elo gesäit et gutt aus. An doriwwer freeë mer eis a mir hoffen och, datt dat esou bleift.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 109 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung iwwert d'Verlängerung vum Chômage partiel. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Am Kader vum Deconfinement hu vill Betriber Start- respektiv Optragsschwieregkeeten. Si hunn engersäits deels wuel Aarbechten, mee bei private Leit kënnen eenzel Aarbechten, jee nodeem wat fir enger Natur datt se sinn, net ausgefouert ginn aus Angscht virum Coronavirus.

Déi zweet Schwieregkeet bei der Optragslag do ass: An dëser Pandemiezäit, dat si jo elo gutt zwee Méint, hu vill Leit gezéckt oder guer keng Opträg un d'Betriber ginn. An ech mengen, och dat gëtt Problemer an de Betriber am Laf vum Joer. De Patron huet dann am Laf vum Joer de Choix, wann en dovunner betraff ass, entweeder Leit ze entloossen oder, wann d'Méiglechkeet besteet, se an de Chômage partiel ze schécken.

Duerfir meng Fro aus dëser Siicht vun de Suergen, déi ech hei virgedroen hunn: Gëtt de Chômage partiel bäibehalen, och nom aktuellen Delai, zum Beispill bis den 31. Dezember dëses Joers? Dat wier meng Fro un den Här Minister.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. De Minister fir Aarbecht a Beschäftegung, den Här Dan Kersch, huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Engelen fir d'Fro.

Fir eng konkreet Äntwert ze ginn, mengen ech, muss ech e bëssen aushuelen a ganz kloer soen, dass mer de System vum Chômage partiel wierklech ausgedeent haten. Mir hunn natierlech de Cas de force majeure hei spille gelooss. Normalerweis si mer an enger Logik vu Chômage partiel conjoncturel respektiv Chômage partiel structurel. Hei ass elo ganz massiv de Cas de force majeure geholl ginn a mir hunn do d'Gesetz esou ausgeluecht, wéi et och méiglech war, en faveur vun de Betriber, nämlech, dass mer eriwwergeswitcht sinn op de System vun Avancen, wat mer soss an engem normale System net haten, wou ëmmer erëm opgrond vun Dekonte geschafft ginn ass.

Mir hunn och zwou Kategorien u sech geschaaft: engersäits déi Betriber, déi vun der Regierung oder duerch de Règlement de crise obligéiert gi si fir zouzemaachen, an anerersäits déi Betriber, déi entweeder selwer decidéiert hu fir zouzemaachen oder hir Aktivitéiten drastesch reduzéiert hunn.

Déi éischt Kategorie ass mat enger simple Demande, déi se un d'ADEM gestallt hunn iwwer en neie Formulaire, dee mer kreéiert haten, och digital, direkt och ausbezuelt ginn.

Déi zweet Kategorie huet nach eng Kéier misse vum Comité de conjoncture avaléiert ginn. An dat ass dann och geschitt. An dat ass dann och de Grond gewiescht, firwat dass mer net, wéi soss an der Vergaangenheet ëmmer, de Comité de conjoncture nëmmen eemol de Mount zesummegeruff hunn, mee praktesch all Woch hei zesummesouzen.

Dee System huet eis erlaabt, fir d'Liquiditéiten an d'Betriber eranzebréngen. Wann een haut kuckt, wou mer haut ugelaangt sinn: bal 14.000 Betriber, déi dovunner profitéiert hunn, iwwer 290.000 Paien, déi esou ofgedeckt ginn, an e Chiffer, dee sech an der Tëschenzäit op 637 Milliounen Euro beleeft.

Dat hei ass e ganz kloert Instrument, fir de Betriber ze hëllefen ze iwwerliewen. Et ass awer och en Instrument, wat verhënnert, dass Dausenden an Dausende vu Leit beieneen an de Chômage gefall wären. Et ass also mat ganz grousser Sécherheet och en Instrument vun der Cohésion sociale an eisem Land.

Et ass kloer, haut de Moien hu mer och driwwer diskutéiert am Comité de conjoncture, wéi et soll weidergoen. D'Iddi ass elo déi, dass fir de Mount Mee selbstverständlech de System weiderleeft, wéi ech en elo beschriwwen hunn. Den 31. Mee ass dee leschten Datum, wou ee kann eng Demande maache fir de Mount Mee. An ab dem Juni géife mer esou fueren, dass alleguerten déi Betriber, déi nach net däerfen opmaachen ab dem 11. Mee - Dir wësst, dass eng Rei Betriber nach net däerfe schaffen -, weider iwwert de System vun den Avancë wäerte fueren an dass alleguerten déi aner Betriber dann awer iwwert de System, sou wéi mer en ëmmer haten, vun Dekonte wäerte fueren.

Dir wësst och, dass d'Regierung amgaangen ass, e Gesamtkonzept auszeschaffen, wéi mer de Betriber wäerten ënnert d'Äerm kënne gräifen. Et ass den Interêt, den erkläerten Interêt vun der Regierung, fir esou vill wéi méiglech Betriber ze retten. All Betrib, all eenzele Betrib, dee mer kënne retten, mécht och déi sozial Fro zu Lëtzebuerg méi kleng. An dofir wäerte mer alles drusetzen, fir de Betriber ze hëllefen, iwwert dës Kris eraus kënnen ze bestoen.

An deem Sënn wäerte mer och a kierzter Zäit dee ganze Paquet virstellen. An ech kann Iech elo scho soen, dass de Chômage partiel een Element vun deem Paquet wäert sinn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 110 vum Här François Benoy un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert dee belsche Plang fir d'Gestioun vum nuklearen Offall. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'belsch Autoritéite sichen Dechargen, fir hiren héich radioaktiven Atomdreck endzelageren. An déi Sich, déi ass och no un der Lëtzebuerger Grenz. A Lëtzebuerg ass e Land vun Atomgéigner a mir wëllen och keng nuklear Offäll op onser Grenz. Dofir musse mer och alles maachen, fir dat heiten ze verhënneren.

D'Ministesch hat eng kuerzfristeg Pressekonferenz de Moien. An ech fannen et och wichteg, an dofir meng Fro, dass se ons hei de Point mécht. Als President vun der Ëmweltkommissioun hunn ech d'Ministesch och gefrot a mat hir ofgemaach, dass se ons d'nächst Woch an der Kommissioun eng Kéier zu deem heiten Theema Ried an Äntwert steet an dass mer mat hir kënnen diskutéieren.

Et geet hei konkreet ëm en Avant-projet d'arrêté royal, mat deem d'belsch Regierung soll de Prinzip vum Verbuddele vun hirem héich radioaktiven Atomoffall als prinzipiell belsch Endlagerléisung validéieren. En zukünftegt Endlager un der Grenz vu Lëtzebuerg ass also e grousse Risk bei deem heiten Avant-projet.

An dësen Dossier, dee läit elo dem grand Public vir a bis den 13. Juni ka jiddweree säin Avis eraginn. Dat ass och grenziwwerschreidend. Dat heescht, et géllt also och fir Lëtzebuerg. An ech mengen, mir mussen hei eng ganz kloer Äntwert ginn: Nee zu Atomoffall un onser Grenz! An dofir mengen ech och, dass d'Regierung, d'Chamber, d'Gemengen, d'Bierger, d'Zivillgesellschaft, jiddwereen hei onbedéngt muss säin Avis ofginn. Mir wëllen a mir brauchen esou eppes net ronderëm d'Grenz!

Et geet hei konkreet ëm siwe Sitten, déi selektionéiert goufen. Déi leien alleguerten an der Wallonie respektiv an der Grenzregioun. An et sinn dräi Sitten, déi ganz no u Lëtzebuerg grenzen. Dat eent, dat ass eng Fläch, déi sech vun Neufchâteau hinzitt bis an onst Land quasi era laanscht d'Sauer, also am Éislek. Dat anert ass an der Gaume ronderëm Virton: e groussen Territoire, dee fënnef Kilometer hannert der Grenz zu Rodange ufänkt an och hanner Arel ass. An dat anert ass am Hohen Venn.

A mir wëssen alleguerten, geologesch Schichten oder och Drénkwaasserschichten, déi maache kee Stopp op der Grenz. Nee, déi gi weider. An dat Ganzt, dat ass och ganz no bei onser gréisster nationaler Drénkwaasserreserv, dem SEBES. Also ass et wichteg, dass mer hei wierklech eis aschalten, well hei geet et ëm grouss Risike fir Lëtzebuerg.

Meng Froen un d'Ministesch wären: Wéi ass d'Analys vu belscher Säit hei gelaf fir déi heite Selektioun? Gouf do eng komplett Ëmweltimpaktstudie gemaach? Gouf do och iwwert d'Grenz ewech gekuckt a sech mat Lëtzebuerg concertéiert respektiv goufe mer saiséiert? Wéi gesäit d'Ministesch hei de potenzielle Risk respektiv den Impakt fir Lëtzebuerg? A plangt d'Regierung, hei dergéint Asproch ze erhiewen?

Ech si gespaant op der Ministesch hir Äntwert an ech soen hir Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, merci éischtens emol dem François Benoy, datt en dat hei zur Sprooch bréngt, well et ass definitiv elo eng Consultatioun, wou mer a sech op allen Niveaue sollen zesummeschaffen.

D'belsch Autoritéite sinn amgaangen, en neien nationale Plang ze maachen, dee se iwwer Arrêté royal wëlle fixéieren, wéi se wëllen hir Atommüllproblematik léisen. An dat wëlle se mat engem Endlager a verschiddene geologesche Schichte maachen. An déi éischt Fro, déi sech stellt: Wéi hu se dat gekuckt? Ma si hunn haaptsächlech déi geologesch Schichte gekuckt. An da komme ganz vill Sitten eraus. Dovunner sinn der siwen, déi an engem Ëmkrees vu manner wéi 100 Kilometer sinn. An déi dräi wichtegst goufe vum François Benoy grad scho genannt. Dat ass bei der Gaume.

(Mme Carole Dieschbourg montre une documentation.)

Ech halen dat vläicht an d'Luucht: bei der Gaume; hei de Synclinal de Neufchâteau; an nach hei beim Massif de Stavelot. A sech sinn dat déi Punkten, déi relativ direkt un eis Grenz erukommen a wou wierklech och d'Gefor besteet, dass déi geologesch Schichte bis an eis Drénkwaasserkierper kéinte materagoen.

Et gouf bis ewell keng Concertatioun gemaach. Mir si saiséiert an dëser Consultation du public vun hirem Plang. A soumat hu mer haut dofir eng Pressekonferenz, e Point presse gemaach fir ze soen: „D'Bierger kënne sech och un déi belsch Autoritéite wenden, fir hiren Avis ze ginn."

Wat gesi mer also elo à ce stade? Éischtens emol hu mer Bedenken iwwert d'Aart a Weis, wéi deen Dossier hei opgerullt gëtt, well se soen: „Mir kucke lo alleguerten d'Sitten, a well mer nach kee genaue Site kucken, hu mer nach kee genauen Impakt gekuckt, och net iwwert d'Grenz ewech."

Or menge mir, dass dat awer contraire ass a schwéier ze vereene mat europäeschen Direktiven, awer och mat der Espoo-Konventioun. A mir halen drop, datt als Éischt och gekuckt gëtt, wat dann iwwerhaapt d'Impakter op d'Bierger, op d'Ëmwelt, op eis Gewässer sinn, ier ee kann e Plang unhuelen, wou sou vill Sitten drastinn, déi och eis hei zu Lëtzebuerg betreffen. Dofir ass dat fir eis och nach net komplett. A mir fannen dofir och, dass d'Päerd e bësse vun hannen opgesuedelt gëtt, well een als Éischt emol Sitten an de Raum stellt an da seet: „Duerno gi mer e Stéck wieder." Mir gesinn also Inkohärenzen. An dat wäerte mir als Regierung och zum Ausdrock bréngen.

Mir wäerten also virun dem 13. Juni en Avis maachen. Ech hunn och den Dossier, sou wéi en elo ass, wéi en elo an der Consultatioun ass, un d'Autoritéiten hei am Land weidergereecht, un d'Administratiounen, ënner anerem och d'Waasserverwaltung, well d'Waasser sécherlech an dësem Kontext e wichtegt Theema ass.

An dann ass et awer, mengen ech, och gutt, dass d'Chamberskommissioun an deene leschte Méint vill geschafft huet um Atomhaftungsgesetz, well dat betrëfft nämlech net nëmmen Accidenter am Kader vu Centrale-nucléairen, mee och dës Fäll, wou Dechete gelagert wäerte ginn.

An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass nieft dem Avis, dee mir sécher als Regierung maachen, nieft deenen Avisen, déi sécherlech d'ONGe wäerte finaliséieren an déi och d'Bierger kënne schreiwen, mer och um politesche Plang weiderschaffen hei zu Lëtzebuerg, fir e gudde Kader ze kreéieren am Kader vun der Atomhaftung an de Méiglechkeeten, déi eis do opstinn. Dofir wär ech frou iwwer eng grouss Ennerstëtzung, och vun eisen Deputéierten, an dass mer eis dëse Fall genee ukucken an zu Lëtzebuerg, wéi mer et an dem Atomdossier ëmmer maachen, mat enger gemeinsamer a staarker Stëmm schwätzen.

Dofir merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 111 vum Här Paul Galles un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Krankeversécherung vun de Leit, déi sech an enger onreegelméisseger Situatioun befannen oder zäitweis ënner Interimskontrakt schaffen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, an enger Kris ass eng vun den entscheedende Saachen, dass een d'Situatioun vun de Leit, vu Gruppe vu Leit oder vu ganze Secteure genau am Detail kuckt, a besonnesch wann déi Mënschen an enger prekärer Situatioun sinn.

Dofir ware mer ganz interpelléiert vun engem Communiqué vun der ASTI, an deem et eebe grad ëm déi Leit gaangen ass, déi an enger Situation administrative irrégulière sinn oder als Interimaire schaffen an déi lo an enger besonnescher Situatioun sinn. Well esou Leit an och nach anerer kënnen nämlech hir Cotisatioun bei der CNS op enger fräiwëlleger Basis bezuelen. Wa se dat awer wärend zwee Méint net maachen, da fléie se normalerweis eraus aus deem System.

An hei si mer drop higewise ginn, a mir hunn dat vläicht alleguerte gelies, dass déi Gefor natierlech bei deene Leit am Moment besonnesch grouss ass, well se déi finanziell Mëttelen net hunn, fir déi Cotisatioun ze bezuelen. An eng vun deene gréissten Hëllefsorganisatiounen hei zu Lëtzebuerg huet nach grad haut e Rapport erausginn, wou se seet, dass vun deene Leit, déi virdrun ni Hëllef ugefrot hunn an déi lo Hëllef ufroen, och eng ganz Rei Leit sinn, déi eebe grad als Interimaire schaffen.

Duerfir ass d'Fro, déi gestallt ass oder déi mer eis géife stellen, déi, ob et méiglech wär, ob den Här Minister sech kéint virstellen, eebe genau déi dote Saach auszesetzen, déi Obligatioun fir wärend deene Méint elo hir Cotisatioun ze bezuelen, soudass se aus dem System net erausfléien. Kéint den Här Minister sech virstellen, dat ze maachen?

Ech wëll awer den Här Minister och direkt froen, ob e sech där Problematik an deem dote Sënn am Detail och bewosst ass, ob et dozou och vläicht Zuele ginn. An ob en déi Propos, déi d'ASTI hei ganz konkreet mécht an déi mer wëllen opgräifen an déi mer ganz interessant fannen, well et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, awer och ëm d'Solidaritéit an der Gesellschaft, ob e sech ka virstellen, déi Propos opzegräifen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An dann ass et nach eng Kéier um Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. A merci och dem Här Galles fir dës Froen, well et effektiv richteg ass, datt grad an esou schwéiere Krisenzäite wéi der Pandemie virun allem déi vulnerabel Leit, an hei schwätze mer effektiv vu vulnerabele Leit am soziale Volet, am Mëttelpunkt musse stoen.

An dofir, fir direkt op Är Fro ze äntweren: Jo, ech hu mat dem Centre commun geschwat fir ze kucken, genausou gutt wéi bei de Betriber, datt mer och bei de Persounen de Moment keng Poursuitte maachen, wann effektiv Cotisatiounen net bezuelt ginn. An duerno kucke mer dann, e Relevé, e Kassensturz ze maache fir ze kucken engersäits: Wat steet op bei den Dekonten, déi doleien? An: Wéi kënne mer effektiv och kucken, Léisungen ze fannen, fir dann dës Saachen auszegläichen?

Ech setze mech do zesumme mam Centre commun, fir engersäits d'Zuelen ze kréien, vu wéi ville Persounen datt mer schwätzen, zweetens och ze kucken, wat fir eng Montanten datt hei spillen. An hei ass et natierlech esou, datt déi meescht hei eigentlech e Mindestmontant cotiséieren, fir kënne couvréiert ze ginn. An ech wäert duerno dann de Regierungsrot saiséiere fir ze kucken, och eng Léisung fir si ze fannen.

Ech mengen, datt et scho wichteg ass, datt et grad an dësen Zäite wichteg ass, datt mer eeben dës volontär Versécherung hunn an datt eebe grad zu dëse Momenter, wann effektiv och Moyene feelen, fir se ze bezuelen, dëse Moyen bestoe bleift. Dat ass keng Ausnam, mee et ass einfach eng administrativ Applikatioun, déi mer maache fir ze kucken, hei effektiv och Méiglechkeeten ze fannen, fir dës Period ze ... Sou wéi mer dat iwwregens och bei de Betriber jo gemaach hunn, déi jo och de Moment hir Cotisatiounen, wa se net à même sinn, se ze bezuelen, kënnen aussetzen an nobezuelen, ouni datt de Moment och Penalitéite gefrot ginn.

Dir hutt awer och d'Fro opgehäit vun den Interimairen, wat een anere Volet ass. D'Interimairen, fir déi effektiv och grad an enger Zäit, wou op Interimsaarbecht jo wärend der Covidkris, wou eng Rei Betriber zou waren, eng Rei Secteuren zou waren, net méi esou zréckgegraff gouf, natierlech och do ëmmer erëm de Problem kënnt, wann zum Beispill een, deen am Interim ass, de Weekend net schafft, datt en dann fält en dee Moment och aus der Versécherung erausfält.

Hei gëtt et ee ganz einfache Modell, fir deem entgéintzegoen. Hei kann eng Demande gemaach ginn un de Centre commun an et kann da just fir déi Deeg, wou effektiv net geschafft gëtt, bezuelt ginn. Dat ass d'Couverture integrale, déi do wäert fonctionéieren. Dat ass eppes, wat mer och scho probéiert hunn an deene leschte Méint méi ze kommunikéieren, datt effektiv och an deem dote Beräich am Krankheetsfall jiddweree couvréiert ass.

Wann derniewent, mengen ech, grad an enger Zäit, wéi ech gesot hunn, wou den Interim net esou spillt, eng länger Zäit keng Aarbechtsperiod do ass, kann natierlech d'Persoun och an deem Moment sech aschreiwen als Demandeur d'emploi respektiv eng Chômagedemande stellen. A wa se d'Konditiounen erfëllt, gëtt se och iwwert de Chômage couvréiert.

Hannendrun, mengen ech, ass awer eng Fro, déi mer schonn eng Kéier diskutéiert haten, déi mer ëmmer nach um Häerz läit, dat ass déi fir ze kucken, dat, wat am Koalitiounsaccord steet - dat geet iwwert dat heiten eraus -, dat ass den Accès universel aux soins de santé. Och hei hate mer eng ganz Rei vu flotte Reuniounen, flotten Diskussioune gehat, engersäits dem ronnen Dësch, mee och mat aneren, fir ze kucken, Léisungen ze fannen.

Mir sinn amgaangen, e Konzept opzestellen. A wann dat finaliséiert ass, wäerte mer et nach eng Kéier mat de verschiddene Partner uschwätzen a selbstverständlech, wéi och deemools versprach, mat der Chamber respektiv mat der Chamberskommissioun diskutéieren.

An deem Sënn, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 112 vum Här André Bauler un de Wirtschaftsminister iwwert den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Lëtzebuerger Wirtschaft. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn eng Fro un den Här Wirtschaftsminister, wat den Impakt ugeet vun der sanitärer Kris op déi verschidde Branchë vun eiser Lëtzebuerger Ekonomie, virun allem op den ICT-Secteur an op déi klassesch Industriebetriber.

In medias res, hei sinn d'Froen: Wat ass den éischte provisoresche Feedback, deen de Ministère aus deene verschiddene Branchë bis ewell kritt huet? Wat fir Entreprisen hu staark ënnert dem Confinement, dem sougenannte Lockdown, gelidden, wat fir eng manner?

Wat ass den Impakt op den ICT-Secteur? Konnten an dësem Beräich d'Degaten, also de wirtschaftlechen Ausfall, éischter begrenzt ginn? Gëtt et souguer industriell Betriber, déi an an duerch d'Kris eventuell méi Opträg kruten? Konnt et plazeweis zu engem zäitweilegen Austausch vu Personal tëscht de Betriber kommen?

An zum gudde Schluss wollt ech nach wëssen: Hunn déi aussergewéinlech Lockerunge beim Congé parental eppes Konkreetes bei den Aarbechtskräfte kënne bréngen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir déi Fro, déi mer et erlaabt, effektiv e bëssen op d'Situatioun vun der Industrie a vun dem ICT-Secteur hei anzegoen.

Ech hunn effektiv profitéiert vun deene leschten zwou Wochen, fir eng Partie Visitten ze maachen um Terrain, bei enger Partie Betriber aus der Industrie. Ech war zum Beispill bei ArcelorMittal um Belval. Ech hat eng Entrevue mat Leit vu Guardian, vu Liberty Steel, wou ech gëschter nach war, ech war bei Rotarex zu Lëntgen, mee och nach bei Fours Hein zu Stroossen a bei DuPont. An ech konnt mer bei all deene Betriber do e Bild maachen iwwert den Impakt vun der Covid-19-Kris op d'Situatioun an der Lëtzebuerger Industrie.

Et ass u sech e relativ nuancéiert Bild, wat sech do ofzeechent. Ech erënneren drun, dass d'Industrie net ee vun deene Secteure war, déi zougemaach goufen duerch d'Decisioun vun der Lëtzebuerger Regierung. Déi Betriber konnten en fait weiderschaffen am Respekt vun de sanitäre Reegelen, vun de sanitäre Contrainten. An dat hunn der och ganz vill gemaach.

Et ass awer ee Phenomeen gewiescht direkt am Ufank, deen hinnen ze schafe gemaach huet, dat war u sech dee vun enger gewësser Rei vun Absencen. Et huet ee relativ schnell gesinn, dass vill Mataarbechter net schaffe komm sinn - dat hat sécher mat Angscht ze dinn, dat hat awer och mat familiäre Grënn ze dinn, et sinn der ganz vill, déi hu missen op d'Kanner oppassen -, soudass sech u sech eng Situatioun erginn huet, wou verschidden Industriebetriber net méi konnte schaffen oder net méi op deem selwechten Niveau konnte weiderschaffe wéi nach virun der Kris.

Op där anerer Säit hat Der e puer Entreprisen, déi eng méi grouss Nofro souguer haten, well se Produite gemaach hunn, déi ganz „on demand" waren. Dat ass engersäits natierlech DuPont, deenen hir Tyveks-Linn am Fong weltwäit gefrot war fir déi Schutzkleeder, déi hiergestallt goufen an déi ganz staark gebraucht goufen. Mee awer och zum Beispill e Betrib wéi Rotarex, dee Valven hierstellt, déi fir Beootmungsapparater benotzt ginn. Dat heescht, déi hunn hir Produktioun ëmgestallt op esou Valven. An och déi hunn natierlech do e Surplus vun Aktivitéit gehat.

Ee Problem, mat deem Industriebetriber generell konfrontéiert waren an och nach ëmmer sinn, dat ass dee vum Approvisionnement. Et ass natierlech duerch déi Covid-19-Kris eng Ënnerbriechung vun internationale Liwwerkette ginn, déi natierlech munche Betriber an der Industrie ze schafe gemaach hunn. Dat ass ee Phenomeen. En anere Phenomeen, dee sech gewisen huet, dat ass einfach dee vun den zouene Grenzen. Et sinn eng ganz Rei Betriber, déi hir Produktioun net méi konnten an d'Ausland liwwere wéinst zouene Grenzen.

Eng aner Difficultéit, déi mer hunn an der Industrie, dat ass déi vun der Autosindustrie. Dir wësst, dass am Mäerz an am Abrëll d'Produktioun an der Autosbranche ganz staark erofgefuer ginn ass weltwäit. An dat huet natierlech eiser Autozouliwwererindustrie, déi jo staark ass bei eis, ze schafe gedoen. Dat sinn ongeféier 10.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. An dat ass e Secteur, deen och vill méi lues gedréit huet, deen awer elo lues a lues och erëm op d'Bee kënnt.

Bon, Dir wësst och, dass mer natierlech eng Stolindustrie hunn an eng Glasindustrie, déi och ofhänke vum Bau. Och do war et méi lues gaangen an deene leschten zwee Méint an och dat huet sech dann natierlech repercutéiert op d'Aktivitéit an deene Secteuren.

Een Indicateur natierlech, deen ëmmer wichteg ass, dat ass dee vum Chômage partiel. An do gesäit een, dass et Stand haut en Usproch vun 71,3 Milliounen Euro gouf fir Kuerzaarbecht am Secteur vun der Industrie. Dat mécht ongeféier 9 % vum nationalen Emploi aus. Zum Verglach wësst Der, dass de globale Chiffer, dee mer bis haut hunn, dass dat 637 Milliounen Avancë fir de Chômage partiel in globo si fir déi ganz Lëtzebuerger Ekonomie. Mee dat gëtt Iech och eng Iddi vum Impakt vum Covid-19 op d'Aktivitéit am Industriesecteur.

Ech wëll just nach ganz kuerz agoen op Är Fro, wat den ICT-Secteur ugeet. Ech mengen, do muss ee soen, dass et sech an dëser Kris bezuelt gemaach huet, dass mer déi lescht Jore massiv an Infrastrukturen investéiert hunn am Beräich vun der IT. Eleng déi Lëtzebuerger Post huet an deene leschte fënnef bis sechs Joer ronn eng Milliard Euro investéiert an d'Infrastruktur, a séieren Internet, a Konnektivitéit. An dat huet eis hei natierlech ganz staark gehollef. Well Dir wësst, dass déi ganz Reseaue ganz staark beusprocht gi sinn, méi wéi dräimol sou staark wéi an normalen Zäiten. Den Teletravail à grande échelle ass natierlech eppes, wat och ganz staark eropgefuer ginn ass, gradesou natierlech wéi am Beräich vun der Industrie, wou och doduerch konnt e bëssen normal weidergeschafft ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 113 vum Här Sven Clement un de Premierminister iwwert d'Publikatioun vun den Deconfinementsmodeller vun der Regierung. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Här Premierminister, am Kader vun der Deconfinementsstrategie gouf eng Fuerschungsekipp vun der Taskforce domadder beoptraagt, fir verschidde Modeller duerchzerechnen. Dës Ekipp sollt also d'Regierung domadder beroden, wéi eng Modeller et ginn, an dann ass herno d'politesch Responsabilitéit bei der Regierung fir ze entscheeden, wéi ee Modell een da suivéiert, wéi eng Contrainten een a Kaf hëlt, wéi eng Contrainten een eebe rejetéiert.

De 25. Abrëll goufe fënnef Modeller vun der Uni Lëtzebuerg um data.public.lu, dem Open-Data-Portal vum Staat, verëffentlecht. Op Basis vun deene Réidate konnten dunn eng Rëtsch aner Leit aus der Zivillgesellschaft hir eege Grafike bauen, hir eegen Interpretatiounen zéien.

Rezent dunn, den 3. Mee, krute mer als Chamber, mee och d'grouss Effentlechkeet iwwert de Site vun der Regierung, 14 aner Modeller presentéiert. Dës Kéier awer net op Basis vun de Réidonnéeën, mee op Basis vu Grafiken, vu schéine faarwege Grafiken, déi awer relativ kleng gerode sinn an och net ganz einfach konnte vergréissert ginn.

Dës 14 Modeller, relativ komplett, hu verschidden Zenarien duergestallt. De Problem ass: Deen een Zenario, dee jiddwereen interesséiert huet, nämlech deen, deen d'Regierung zréckbehalen huet, nämlech d'Services à la personne plus eeben d'Visitten doheem vu sechs Leit opzemaachen, deen ass an där Lëscht net ze fannen. Et goufe verschidde Variatiounen, mee dee prezisen ass doran net ze fannen.

Deementspriechend huet sech d'Fro gestallt: Gouf d'Strategie, déi d'Regierung zréckbehalen huet, modeliséiert? Wa jo, firwat gouf dës net verëffentlecht? A wann nee, firwat goufen Etüde gemaach fir 14 aner Modeller, fir dann eng 15. Pist ze huelen, ouni datt do eng evidenzbaséiert Grondlag bestanen huet?

Des Weideren: Firwat sinn um Open-Data-Portal vum Staat net all d'Modeller mat hire Modelldonnéeën an och mat hire Berechnungsmethode verëffentlecht? Wäerten dës Donnéeën nach verëffentlecht ginn?

An och: Plangt d'Regierung, dës Donnéeë reegelméisseg aktualiséieren ze loossen, fir datt esou och an der Effentlechkeet en transparenten an oppenen Debat ka stattfannen iwwert d'Konsequenze vun deene jeeweilegen Handlungsempfeelungen, déi d'Regierung no bausse kommunizéiert?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. De Premier a Staatsminister, den Här Xavier Bettel, wannechgelift.

M, Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Här Clement Merci fir déi Fro, déi mer erlaabt, e puer Saachen hei kënnen ze preziséieren. Déi éischt Saach ass, sou wéi den Här Clement et och gesot huet, dass déi Modeller jo vun der Uni an och vun de Fuerscher ausgeschafft gi sinn, an dowéinst sinn déi Donnéeën och der Uni hir. Ech wäert d'Demande vum Här Clement och der Uni weiderginn. Op jidde Fall wäerte mir eis net opposéieren, wa se all déi Metadonnéeën an all déi Donnéeën och géife publizéieren, mee mir sinn net de Proprietär vun deenen Donnéeën, well si se och gefuerscht hunn. Dowéinst wäerte mir hinnen op jidde Fall déi Demande weiderleeden an eis och net opposéieren, wa se géife publizéiert ginn.

De Fait ass: Mir hunn de Modell 6. Wann Der dee kuckt, dat ass deen, deen och am noosten ass bei deem, wat mer gemaach hunn. Mir hunn iwwer 90 % vun deem och geholl, well mer gemengt hunn, dass dee räsonabel wier. Wann een déi sozial Froen, déi psychologesch Froen an och déi wirtschaftlech Froen zesummen op eng Wo setzt, wéi gesot, si mir der Meenung, dass dat doten dee Modell ass, deen och misst fonctionéiere mat deenen Zuelen, déi mer och kritt hu vun deene Chercheuren.

Wat awer och nach eng Kéier wichteg ass, an ech insistéieren, well Der mer d'Geleeënheet gitt: Et ass net, well een doheem elo op zwee oder véier ..., déi Reegelen, déi mer wierklech froen, fir och doheem déi Distanzen anzehalen, de Respekt vun de Reegelen ass ganz, ganz wichteg! Et kann net sinn, dass een am Bus, op der Aarbecht, am Buttek, iwwerall Distanzen anhält, Precautiounen hëlt an dass een, soubal d'Dier doheem zougeet, op eng Kéier guer keng Precautioune méi hëlt an do op eng Kéier guer keng Reegele méi zielen.

Dowéinst wierklech e waarmen Appell: Déi nächst Etappen, déi mer lo kéinten huelen, déi

jo och an deem Scheema dra sinn, zum Beispill mat de Restauranten oder mat der Gastronomie a mat deenen anere Punkten, déi och nach méiglech sinn, kënne gemaach ginn, wann d'Leit sech wierklech un déi dote Reegelen och halen.

Elo e Bilan scho kënnen ze zéien, ass vill ze vill verfréit. Dat heescht, mir mussen elo och den Delai vun der Inkubatiounszäit ofwaarden. Mee wéi gesot, bis elo hu mer et zesumme fäerdegbruecht mat deem Seriö, mat där Solidaritéit a virun allem mat deem Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren an onser Gesellschaft, dass mer do bis elo am Fong déi dote Modeller konnten hunn.

Wa scho bei der Decisioun, déi mer geholl hu vum 20., fir d'Chantieren opzemaachen, wann do déi Mesuren net zesumme festgehale gi wären an och net respektéiert gi wären, dann hätte mer déi heite Mesuren iwwerhaapt den 11. Mee net kënnen huelen.

Mee wéi gesot, Här President, ech wäert bei der Uni op jidde Fall déi Demande do weiderginn, fir dass mer déi doten Donnéeën dann och kéinten ëffentlech maachen, wann de Proprietär vun deenen Donnéeën, d'Uni, och domadder averstanen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 114 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun iwwert d'Inklusioun vun de Schüler mat spezielle Bedierfnesser am Kader vun der Schoulreprise. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, d'Zäit vun der Heure de questions ass eriwwer.

(Brouhaha)

D'leschte Kéier hutt Der der CSV d'Wuert ewechgeholl, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ... wéi d'Stonn eriwwer war. A wann d'Majoritéit drun ass, ass dat kee Problem. Dir musst awer dat Ganzt mat deem richtege Seriö maachen an ee wéi deen aneren ziele loossen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir haten déi leschte Kéier an der Conférence des Présidents, wéi mer d'Analys vun där Situatioun gemaach haten, festgehalen, datt doduerch, datt mer siwe politesch Formatiounen hunn, eng Heure de questions net méi onbedéngt eng „Heure" de questions ass, mee datt déi e bësse méi laang kann daueren, datt déi éischt Trame eréischt just eriwwer war, zäitlech gekuckt, an datt déi nëmmen ëm zwou Minutten iwwerschratt war par rapport zu 60 Minutten.

An duerfir sëtzen ech déi ganzen Zäit hei mat der Auer an ech hat souwuel d'Madamm Bernard wéi och den Här Graas drop opmierksam gemaach, datt et nawell kéint sinn, datt hir Froen haut net dru kéimen. A well et eeben esou knapp war an et manner war wéi dat, wat generell gekuckt eng Trame un Zäit brauch, dowéinst hunn ech elo déi zweet Trame ugefrot an duerfir hunn ech d'Fro vun der Madamm Bernard an och déi vum Här Graas nach zougelooss.

Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Also effektiv deux poids et deux mesures!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, nieft der regulärer Grondschoul ginn och d'Kanner aus de Centres de compétences deemnächst erëm an d'Schoul. Vill vun de Schüler sinn net permanent do, mee ginn deelweis an d'Classe d'attache zréck oder och an d'Maison relais aus dem Duerf. Dëst ass e wichtege Bestanddeel vun enger méiglechst inklusiver Bildungsapproche. Aner Kanner gi komplett an de Centres de compétences beschoult an zousätzlech zum Schoulunterrecht kréie si och a puncto Motorik, Sproochentwécklung oder soss sonderpedagogesche Moossnamen nach eng zousätzlech Förderung.

Natierlech huet och si an hir Familljen d'Phas vum Confinement ganz schwéier getraff. Wëssentlech, dass d'Organisatioun vun der Rentrée eng grouss Erausfuerderung ass, hätte mer folgend Froen: Wéi ass d'Rentrée an de Centres de compétences organiséiert? Hunn d'Schüler hei och A- a B-Wochen? A gi se an der B-Woch, wa se da kënnen, an eng Maison relais, vläicht an déi an hirem Duerf? Falls net, wéi gëtt soss d'nonformal Bildung an d'Betreiung an de Centres de compétences ëmgesat? A wéi kann ee sécherstellen, dass trotzdeem d'Inklusioun am Bildungssecteur kann héichgehale ginn, och wa mer wëssen, dass d'Hygiènesreegele méi strikt a méi schwéier sinn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bernard. D'Wuert huet dann den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och der honorabeler Madamm Bernard fir déi Fro hei, déi mer d'Geleeënheet gëtt, kuerz op e Volet ze äntweren an anzegoen, dee mer bis elo effektiv nach net gebürend thematiséiert hunn. Dat huet awer dorunner geleeën, datt mer eigentlech bis haut nach an Diskussioune ware mat den Instanze vun der Santé, fir déi sanitär Bestëmmunge kënne festzehalen. An déi wäerte mer och am Laf vun dëser Woch nach eemol kommunikéieren.

Dat läit awer och dorunner, datt, wa mer beim Enseignement secondaire, dem Enseignement fondamental oder och de Structures d'accueil en eenheetleche System hunn, deen eigentlech queesch duerch de Gaart d'selwecht fonctionéiert, dat bei de Kompetenzzentre fir Kanner mat extrae Besoine sécherlech net de Fall ass a mer doduerjer vill méi genau musse kucken a vill méi staark mussen differenzéieren an eenzel Cas-de-figuren dann och analyséieren an dann deem och Rechnung droen. Dat hu mer esou gutt ewéi méiglech gemaach.

En Deel vun der Rentrée ass, wéi fir déi aner Ordre-d'enseignemente jo och, schonn zum Deel geschitt, well zanter dem 20. Abrëll hunn d'Kompetenzzentren d'Méiglechkeet, eng Rei vu Schüler erëm ze kontaktéieren. An fir eng Rei vu Schüler, wou et wierklech indiquéiert war, datt et noutwendeg ass, datt se méiglechst fréi nees zréck an de Kompetenzzenter géife kommen, fir déi ass dat och zanter dem 20. Abrëll de Fall.

Dat heescht, d'Aktivitéit, déi fënnt schonn erëm statt, wann och net mat der Totalitéit vun de Schülerinnen a Schüler. Déi Haapttranche vun de Schülerinnen a Schüler wäert hir Reprise dann och de 25. Mee maachen, zesumme mat de Grondschoulen an deenen anere Structure-d'accueilen.

Wichteg ass hei, méi wéi elo de Prinzip, datt mer mat hallwe Klassen a mat A- a B-Gruppe schaffen, deen eigentlech hei net an deem Mooss zur Uwendung kënnt, datt mer Vermëschungen evitéieren. An dat heescht awer, datt bis op Weideres och eng ganz Rei vu wichtege Prinzippie vun der Inklusioun, wéi zum Beispill, datt ech och a meng Structure d'accueil ka goen, déi bei mir am Quartier ass, fir do mat de Kanner kënnen a Kontakt ze kommen, datt dat eeben dacks net ginn ass.

Wann ech moies an engem Kompetenzzenter sinn, da kann ech net an en zweete Grupp vun de Structures d'accueil goen, d'selwecht wéi et momentan fir all déi aner Kanner an der Grondschoul och de Fall ass. Da bleiwen ech eigentlech an deem dote Grupp. Duerfir besteet hei och weiderhin d'Méiglechkeet vun engem spezielle Congé fir d'Elteren, déi sech dann am Nomëtteg och kënne fräihuelen, fir den Accueil selwer doheem ze assuréieren. An et ginn awer och punktuell Mesurë geholl an de Kompetenzzentren, fir eng Mëttesbetreiung bis an den Owend era kënne sécherzestellen. Dat dann eeben erëm am Grupp, an deem Kontext, wéi en och moies encadréiert ginn ass.

Dat sinn déi wichtegst Prinzippien, déi do festgehale goufen. Nach eng Kéier: Ech denken, datt et wichteg ass, datt mer lo schnell mat deenen Informatiounen souwuel bei d'Kompetenzzentre wéi virun allem awer och bei déi concernéiert Eltere kommen, fir datt een och do weess, wéi et weidergeet ab dem 25. Mee.

Mee nach eng Kéier: Et ass hei wierklech vill méi komplex nach eemol, well net all Kand mat engem spezielle Besoin ass e vulnerabelt Kand, mee et gëtt och méi vulnerabel Kanner, déi mer ënnert de Kanner mat spezielle Besoinen erëmfannen, wat duerfir nach eng Kéier eng speziell Protektioun och noutwendeg mécht. An natierlech och, jee nodeem wat fir e spezielle Besoin dat Kand huet, ass et nach eng Kéier eng ganz aner Prise en charge, déi noutwendeg ass, mat ganz anere sanitäre Moossnamen, wéi mer déi mussen ëmsetzen. Dat heescht, hei déi Restriktiounen, déi mer hunn, an déi Instruktiounen, déi mer hunn, déi variéieren och nach eng Kéier vu Kompetenzzenter zu Kompetenzzenter.

Ech denken, datt mer awer hei zesumme mat der Santé gutt Léisunge fonnt hunn, fir méiglechst schnell och de Kanner mat extrae Besoinen eeben dat erëm zoukommen ze loossen, wat hiert Grondrecht ass, nämlech Bildung vun enger héijer Qualitéit.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 115 vum Här Gusty Graas un de Minister fir Landwirtschaft a Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert den Impakt vum Handelsofkommes vun der Europäescher Unioun mat Mexiko op d'Landwirtschaft. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, de leschten 28. Abrëll huet d'Europäesch Kommissioun mat Mexiko en neit Fräihandelsofkommes ënnerschriwwen. Ech wëll drun erënneren, datt schonn 1967 (veuillez lire: schonn 1997) en éischt Fräihandelsofkommes mat deem Land gemaach gi war. Elo ass et eng Upassung vum Accord aus dem Joer 2000. Dat Ganzt erënnert een natierlech e bëssen elo un de CETA. Ech wëll och drun erënneren, datt Mexiko dee wichtegsten Handelspartner vun der EU a Latäinamerika ass. Ech wëll mech allerdéngs haut selbstverständlech just op de Volet agraire limitéieren, well soss géif dat eng vill ze vill laang Diskussioun hei ginn.

Wat zum Beispill nei ass: datt praktesch fir all EU-Gefligel a -Schwéngefleesch den Zougang zum mexikanesche Maart an Zukunft wäert ouni Douanestaxe kënne gemaach ginn. Da kritt d'EU och eng Fräihandelsquot fir Mëllechpolver vun 30.000 Tonnen d'Joer. An déi soll op 50.000 Tonne bannent fënnef Joer eropgesat ginn. An da gëtt et och nach eng taxfräi Quot vun 13.000 Tonne fir Mëllechprodukter.

Natierlech dierft dat keen iwwerraschen, datt awer och elo schonn eng gewëssen Oppositioun sech bemierkbar mécht, virun allem a Frankräich ënnert de franséische Baueren. Duerfir hätt ech an dësem Kontext elo fënnef Froen un den Här Landwirtschaftsminister ze stellen.

Éischtens: ob duerch dëst neit Fräihandelsofkommes all EU-Normen, virun allem natierlech am Émweltschutz an an der Déierenhaltung, garantéiert ginn. Zweetens: Vu datt jo eng gewëssen Oppositioun sech bemierkbar mécht, wéi ass d'Positioun vum Lëtzebuerger Landwirtschaftsministère? Drëttens: Wat sinn natierlech och d'Virdeeler fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft? Dann: Ass esou en Ofkommes och kompatibel mat der Iddi, déi mer jo alleguer mat ënnerstëtzen, fir u sech déi lokal a regional Produkter nach méi ze promouvéieren hei zu Lëtzebuerg? An dann eng lescht Fro: Et ass virgesinn, datt 340 nei Indicateurs géographiques sollen agefouert ginn, dat heescht also Produkter, déi e gewëssene Label hunn, déi geschützt sinn; inwiefern kéint och Lëtzebuerg vläicht gegeebenefalls dovunner profitéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. De Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir dës Fro, déi pertinent ass. An ech mengen, et ass effektiv ganz rezent, wéi en zitéiert huet, den 28. Abrëll 2020, wou et zum Ofschloss vun de Verhandlunge koum zwëschent der EU a Mexiko. Verhandlungen, déi schonn zënter 2018 ugefaangen hunn ze lafen a wou mer wëssen, datt dat hei elo keen éischten Accord ass. Mee ech mengen, et ass eng Aktualiséierung vun deem besteeënden Accord, déi hei virgeholl gëtt, engem éischten Accord, dee vun 1997 hier ass, also wat vu scho relativ laang datéiert.

Et ass nach, an Dir hutt et virdrun zitéiert, e ganz laange Wee, bis mer effektiv dësen Accord och wäerten a Kraaft hunn, well engersäits muss e jo nach duerch de Conseil an duerch d'Parlament, d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil goen an derniewent natierlech dann och an deenen eenzele Länner duerch d'Parlament. A mir hu bei eenzelen Accorde jo gesinn, wéi laang datt et effektiv dauert. Och bei allen Diskussiounen, déi lafen.

Wann ee kuckt, wat déi wichteg an och déi positiv Neierungen an dësem Accord fir d'EU sinn, an Dir hutt een Deel dervun zitéiert, sinn dat d'Reduzéierung vun techneschen an administrative Formalitéite fir d'Exporter vun Industrieprodukter souwéi awer och de besseren Zougang vun den europäesche Betriber bei den ëffentlechen Ausschreiwungen a Mexiko. Dat ass deen ee Volet.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt europäesch Betriber a Mexiko direkt Investitioune kënne maachen an datt hei, mengen ech, och gläichzäiteg en transparente Mechanismus fir eventuell Sträitfäll opgestallt gëtt, dee sougenannten Investment Court System, deen hei ausgeschafft gouf.

Eng vun deene groussen Neierungen, an dat ass richteg, dat hutt Der zitéiert, dat ass effektiv och d'Integratioun vun der Landwirtschaft. An hei muss ee soen, datt mir och vun der Landwirtschaft aus dësen Accord, dësen éischten Accord gekuckt hunn an datt en a priori elo net direkt en negativen Impakt op d'Lëtzebuerger Landwirtschaft duerstellt. Ech kommen op enger Rei Punkten dorop hin, wou een dann effektiv och zu dëse Konklusioune ka kommen.

Engersäits kënnen eng Rei Agrar- a Liewensmëttelprodukter ouni reduzéiert Douanestariffer lo no Mexiko exportéiert ginn. An ech mengen - Dir hutt der eng Rei zitéiert -, wann een eng Kéier d'Lëscht dervu liest, dat ass Pouletsfleesch, dat ass Schwéngefleesch, dat ass Kéis, dat ass Mëllechpolver, also effektiv Saachen, déi mir och de Moment hei zu Lëtzebuerg zur Genüge zum Deel produzéieren, virun allem d'Mëllechpolver, de Kéis, an och d'Schwéngefleesch zum Deel. An da kënnen awer och Appel a Séisswueren an Nuddelen hei drënnerfalen.

Wat och wichteg ass derbäi: datt an dësem Accord och steet, datt 340 europäesch Hierkonftsbezeechnungen, wéi zum Beispill de Feta, de Gouda, d'Parmaham oder och de Schampes, a Mexiko geschützt wäerte ginn. An op där anerer Säit kënnen natierlech dann och d'mexikanesch Produzenten hei an d'EU exportéieren, mee dat awer och an enger limitéierter Zuel. Wat zum Beispill d'Rëndfleesch ubelaangt, sinn dat 20.000 Tonnen. Dat ass ongeféier en hallwe Prozent vun der EU-Produktioun, déi do ass.

Natierlech mussen, an dat war eng vun Ären Froen, d'EU-Normen am Beräich Liewensmëttelsécherheet respektéiert ginn, wéi och de Versuergerprinzip selbstverständlech muss respektéiert ginn.

Ech mengen, dat hei ass e relativ augeglachenen Accord, och virun allem am Beräich vun der Agrar- an der Liewensmëttelproduktioun. A wéi scho gesot, mengen ech, hu mir op den éischte Bléck elo direkt keen negativen Impakt op d'Landwirtschaft gesinn, mee vläicht souguer och Chancen, fir virun allem an deene Beräicher, wou mer eng héich Produktioun hunn, och kënnen en Ofsaz ze kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

6. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7414B iwwert d'Arrêtéë vum Verfassungsgeriicht. Den Text steet am Document parlementaire 7414B[4]. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 7414B

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Propositioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun eestëmmeg ugeholl. Et ass also esou decidéiert.

Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7414B est adoptée en second vote constitutionnel à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo,

Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7541 iwwert d'Verlängerung vun den Delaie vun de Joresofschlosskonte wärend dem Krisennoutstand. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech elo a kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7541, wou et ëm d'Verlängerung vun Delaie geet fir den Depot an d'Publikatioun vun de Joreskonten, de consolidéierte Konten an de Rapporten, fir dass d'Entreprisen déi néideg Zäit kréien, hire legale Verflichtungen nozekommen, wat schwiereg kéint gi fir verschiddener an dëse Krisenzäiten.

Et ass e weidert Gesetz, dat mer mussen unhuelen am Kontext vun der Covid-19-Kris, well déi Ännerungen, déi mer hei virgesinn, nach bis iwwert déi maximal Dauer vum État de crise mussen en vigueur bleiwen. Dofir kann dat bekanntlech net iwwer e Reglement gemaach ginn.

Den Depot war de 27. Mäerz 2020 duerch d'Justizministesch Sam Tanson, nodeems den Avant-projet dee selwechten Dag an der Justizkommissioun presentéiert gouf. Den Avis vun der Handwierkerkummer war de 26. Mäerz do an dee vun der Handelskummer den 30. Mäerz. Déi zwee waren à la base positiv an hunn drop higewisen, dass awer nach weider Delaien an dësem Kontext misste verlängert ginn.

Den Avis vum Staatsrot hu mer dunn den 3. Abrëll zur Kenntnis geholl, wou e publizéiert ginn ass. An der Kommissiounssitzung vun der Justiz den 8. Abrëll waren dunn d'Nominatioun vum Rapporter, den Examen article par article, den Examen vum Avis vum Staatsrot, d'Presentatioun vun enger Serie Amendementer. Dës Amendementer goufen du par lettre circulaire den 9. Abrëll vun der Justizkommissioun ugeholl. An den Avis complémentaire vum Staatsrot gouf den 23. Abrëll publizéiert. D'Adoptioun vum Rapport duerch d'Justizkommissioun war de 4. Mee.

Ëm wat geet et? Mat dësem Gesetz verlängere mer, sou wéi dat schonn a verschiddenen anere Länner gemaach gouf, notamment a Frankräich, verschidden Delaie fir den Depot vun de Comptes annuels, de Comptes consolidés a fir d'Ofhale vun AGe vun Entreprisen. Mir maachen dëst per Gesetz, wéi gesot, well d'Durée vun der Verlängerung iwwert d'Dauer vum État de crise erausgeet an d'Kriseregelement also net duergeet.

Am Artikel 1 gi fir d'Entreprisë follgend Delaien ëm dräi Méint verlängert: den Delai, fir d'Comptes annuels respektiv d'Soldë vun de Konte mat de Rapporten, déi derzougehéieren, sou wéi et am Plan comptable normalisé virgesinn ass, ze deposéieren. D'Konte vun 2019, déi spéitstens den 31. Juli beim RCS mussen deposéiert ginn, hunn dann doduerch en zousätzlechen Delai vun dräi Méint bis den 31. Oktober 2020, fir deposéiert ze ginn. Och d'Publikatioune vun de Konten a Rapports annuels, déi am Gesetz vun 2002 iwwert d'Paiementer un d'Regierunge virgesi sinn, falen ënnert d'Uwendungsgebitt vum Gesetz a profitéiere vun den dräi Méint zousätzlechen Delai.

Mir bleiwen domadder och insgesamt mat eisen Delaie konform zum EU-Recht, wat en Depot bis zu maximal zwielef Méint nom Oflaf vum Exercice comptable virgesäit. Mir leien och elo mat dësem Gesetz ënnert deenen erlaabten zwielef Méint. De Staatsrot hat sech nämlech déi Fro zur Konformitéit zum EU-Recht gestallt. An déi konnt deemno positiv beäntwert ginn, wat de Staatsrot a sengem Avis complémentaire dann och esou aktéiert huet. Déi selwecht Verlängerung vun dräi Méint gëtt am Artikel 2 vum Gesetz fir d'Comptes consolidés an déi unhängeg Rapporten ugewannt.

Den Artikel 3, dee geet zréck op eng Remark vum Conseil d'État, dass et net logesch ass, den Delai vum Depot vun Dokumenter ze verlängeren, wann anerersäits d'AGe vun den Entreprisë mussen innerhalb vum alen Delai ofgehale ginn. Den Artikel 3 couvréiert d'Entreprisen, déi duerch den Artikel 8 vum Code de commerce viséiert sinn, déi der Obligation comptable ënnerleien.

D'Krisereglement vum 20. Mäerz huet den Delai, fir dës Veranstaltungen ofzehalen, schonns ëm zwee Méint verlängert, vun Abrëll op Juni. Mee fir Planungssécherheet ze hunn, falls den État de crise éischter géif zu Enn goen, a fir d'Delaien ze harmoniséieren, gëtt och hei nach e Mount bäigesat, soudass d'AGe musse bis spéitstens néng Méint nom Enn vum Exercice ofgehale ginn.

Am Artikel 4 féiere mer eng Derogatioun an zu den Dispositioune vun der Loi modifiée vum 10. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales. Den Delai am Artikel 1500-2 Punkt 2° gëtt ëm dräi Méint verlängert. An deem Artikel geet et ëm d'Strofe fir de Gerant oder den Administrateur, dee sech net un d'Delaie fir den Depot vun de Comptes annuels a Comptes consolidés géif halen.

Am Artikel 5 gëtt da kloergestallt, fir Abusen ze vermeiden, dass just d'Comptes annuels, d'Comptes consolidés, d'Rapports y afférents an AGe vun der Verlängerung vun dësen Delaie profitéiere kënnen, wou den Exercice virum Enn vum État de crise clôturéiert gouf, sou wéi en am Gesetz vum 24. Mäerz verlängert gouf, a fir déi den Delai fir den Depot vun den Dokumenter net op den 18. Mäerz ofgelaf war.

Nach eng Remark fir ofzeschléissen: Wat d'Établissements publics ugeet, wou mer och dru geduecht haten, se an dëse Gesetzesprojet materanzehuelen, soen ech just, dass dat de Moment ënnersicht gëtt. An da kucke mer, op wéi eng Établissement-publicken dat zoutrëfft, wéi eng Delaie musse verlängert ginn. Wann dat da gegeebenefalls néideg ass, géif dat an engem weidere Gesetz gereegelt ginn.

Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechten zu dësem Gesetzesprojet bedeelegt war um Ministère, an der Chamber, an der Fraktioun, an och de Kolleegen an der Kommissioun fir eis Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporter och villmools Merci soe fir säi grëndleche Rapport, deen e gemaach huet, souwuel schréftlech wéi mëndlech.

Et ass e relativ technescht Gesetz, mee et ass awer e Gesetz, wat äusserst wichteg ass fir d'Socitéiten, fir dass se eng gewësse Planungssécherheet hunn, wat eeben hir Assemblée-générallen ugeet a wat den Depot vun de Konten ugeet.

Ech mengen, mir hunn alleguerte gemierkt an deene leschte Wochen a Méint, dass et net ëmmer esou einfach war. An duerfir begréisse se mat Sécherheet alleguerten, dass se déi dräi Méint kréien, eeben d'Verlängerung vum Delai, fir alles dann esou, wéi et vum Gesetz virgesinn ass, virzeleeën.

Ech géif dann och heimadder den Accord vun der CSV ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo, ech géif dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Dee Projet de loi hei ass an der Linn vun anere Projeten, déi mer schonn déi lescht Woch um Ordre du jour haten. Ech kann an deem Sënn nëmmen der DP hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Da wier et un der honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir dee gutt verständleche Rapport. Jo, d'Publikatioun vun de Konte vun enger Societéit ass jo och an enger gewëssener Hisiicht d'Konterpartie fir déi limitéiert Haftung vun den Associéen a verschiddenen Typpe vu Societéiten. Duerch d'Transparenz ass jo och historesch gekuckt ginn, fir d'Responsabilité limitée souzesoen auszebalancéieren.

Zanter 2012 ass den Depot jo schonn elektronesch gemaach ginn. Mee mat dësem Gesetz gëtt awer de Societéiten a virun allem den Associéen - well et ass jo ëm si, ëm déi et hei am Endeffekt geet an déi och am Endeffekt kënnen haftbar gemaach ginn -, déi néideg Zäit gelooss, fir alleguerten d'Prozeduren ënnert den néidege sanitäre Precautiounen duerchzezéien.

Mir passen eis Gesetzgeebung also un eng ongewéinlech Situatioun un, ouni d'Transparenz an d'Rechtssécherheet ze verléieren, wat jo och zentral ass an dësen Zäiten. An duerfir ginn ech och ouni Bedenken den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President, a merci dem Här Rapporter, deen, mengen ech, dat Gesetz hei ganz gutt duergeluecht huet.

Am Resümmee: D'Haaptzil ass et, d'Schwieregkeeten an d'Retarde beim Opstellen an dem Veröffentleche vu Konten a Rapporten ze evitéieren. Dat ass dat, wat mer heimat, mengen ech, erreechen.

An als Informatioun: Soubal d'Gesetz en vigueur ass, wäert och e faméise Q&A, also e Questions/Réponses, um Site cnc.lu ze fanne sinn. Dat ass d'Commission des normes comptables, wou een dann och nach eng Kéier detailléiert Informatioune fënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7541 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7541. Den Text steet am Document parlementaire 7541[6]. Mir komme fir d'éischt zur Ofstëmmung vun deene perséinleche Stëmmen. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi ass da mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 34 vum Här Léon Gloden iwwert d'Prisongen zu Lëtzebuerg. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun der Madamm Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn déi Question élargie de 5. Mäerz eraginn. 2018 war en turbulent Joer fir d'Prisongswiesen zu Lëtzebuerg. Mir haten op där enger Säit eng Rei Reformen, déi ëmgesat gi sinn, wéi zum Beispill d'Reform vum Strofvollzuch an och d'Schafung vun enger neier Prisongsverwaltung. Et goufen och 2018 eng Rei Incidenten am Prisong. 2019 ass net vill no bausse gedrongen. Heescht dat, datt et manner Revolten, manner Gewalt ginn ass?

2020 hu mer jo alleguer matkritt, an dat hu mer och schonn thematiséiert an der Commission juridique, datt et zu enger Rei Incidente komm ass. An ech hunn och do bedauert, datt am Fong déi Häftlingen, déi à l'origine sinn, och nach recompenséiert gi sinn, well se déi selwecht Sue krute wéi all déi aner, déi sech anstänneg behuelen.

Opgrond vun deene Virfäll am Joer 2018 sinn d'Agents pénitentiaires jo och ausstaffëiert ginn. Dozou eng Rei Froen: Kann ee schonn e Bilan zéien, opgrond vun där Ausstattung, ob dat e positiven Effet huet? Wéi ass et mat der Radikaliséierung am Prisong? A wéi steet et ëm d'Formatioun vun den Agents pénitentiaires?

Dann hat Äre Virgänger, Madamm Justizministerin, eis versprach, eng Opwäertung vun der Karriär vun den Agents pénitentiaires ze maachen. Ech zitéieren den Här Braz: „Si kréien eng Primm als Indemnité spéciale an der Héicht vun 12 Punkten." Ass dat geschitt?

Da wësse mer och, datt den Drogeproblem reell ass an dem Prisong. Den Direkter, den Här Legil, huet dat den 22. Februar op RTL nach eng Kéier ënnerstrach. Do ass meng Fro: Ass et net méiglech, datt et do zu enger Kooperatioun tëschent Police an Douane mam Prisong kënnt, fir do sporadesch Kontrollen ze maachen?

De Fokus vun de gesetzleche Reformen, déi ech virdru genannt hunn, ass jo, datt déi sollen zur Resozialiséierung vum Verurteelte féieren. Duerfir, Madamm Ministesch: Kann een do schonn e Bilan maachen? Wivill Prisonéier hunn effektiv vun deem Plan volontaire d'insertion profitéiert? Wéi steet et ëm d'Aarbechtsmoossname fir d'Prisonéier? A wéi steet et ëm d'Maisons de transition? Wéi leeft do d'Zesummenaarbecht mat de Servicer, zum Beispill vun der Caritas, of?

Dann, en Dauertheema ass jo och d'Presenz vu Mannerjäregen zu Schraasseg am Prisong. Dir wësst, Madamm Ministesch, datt mer dat net kënne guttheeschen.

Da generell nach zum Prisong: Wéi evoluéiert den Taux d'occupation? Wat fir en Impakt huet déi nei Sursisreegelung dorobber? Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat den Nopeschlänner a besonnesch och mat den Drëttstaaten aus, wann e Prisonéier kéint seng Strof zum Beispill a sengem Heemechtsland, wat en Drëttstaat ass, verbréngen?

Da wësse mer alleguer, datt Suessem amgaang ass gebaut ze ginn, den Uerschterhaff. Wéi ass et do mat dem Rekrutéierungsplang? A wéini ginn déi nei Leit do forméiert?

Ech soe Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministerin Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci villmools fir d'Fro, déi och haut nach genausou pertinent ass, wann net souguer nach méi wéi dee Moment, wou Der se gestallt hutt.

Dir wësst, dass de Prisong och déi lescht Wochen - ech mengen, mir alleguer, mee de Prisong nach méi speziell - an enger ganz ugespaanter Situatioun wor, well d'Visitten och ënnerbonne gi sinn, relativ séier, eebe fir ze evitéieren, dass de Virus an de Prisong erakënnt. Wat natierlech fir d'Detenuen, déi do sinn, net agreabel ass, wa se kee Kontakt méi hu mat der Aussewelt. Duerfir hu mer jo zréckgegraff op Skype an op Telefon. An duerfir waren och déi 50 Euro geduecht. An déi 50 Euro, déi krut all Detenu, deen do ass, zousätzlech zu deene Suen, déi en normalerweis zur Verfügung huet. A mir hätten net kënnen, ausser ... Dat wier eigentlech eng Strof zousätzlech gewiescht zu där Strof, déi se scho kruten. Dat wier dann also eng Sanktioun gewiescht. An zousätzlech och zu Poursuitten, deene se sech eventuell aussetze wéinst deem, wat se am Prisong gemaach hunn, wier dat jo eng supplementaire Strof gewiescht, déi esou net virgesinn ass. Duerfir krut jiddereen do dee selwechte Montant.

D'Visitte ginn och d'nächst Woch erëm op, mat Plexiglasinstallatiounen, natierlech hanner Glas, et sinn och Plexiglasinstallatiounen an deem

grousse Raum virgesinn, soudass mer hoffen, e bëssen Tensioun nach erauszekréien.

Vun 2019 hunn ech och elo keng Connaissance vun engem gréisseren Incident. Mee wéi gesot, dëst Joer, de 25. Mäerz, war et effektiv wierklech héich, héich hiergaangen. Ech mengen, mir haten am Detail doriwwer geschwat. Mee eng ganz effikass Gestioun an e gutt Zesummeschaffen tëschent Police an den Agent-penitentiairen an all de Verwaltungen, déi implizéiert sinn, huet mat sech bruecht, dass mer dat awer konnte séier an de Gréff kréien. Déi Prisonéier sinn dunn an en anere Régime cellulaire komm, wat och mat sech bruecht huet, dass d'Situatioun sech berouegt huet. Duerno gouf et nach en Hongerstreik. Mee och deen huet sech nees berouegt, soudass mer elo awer erëm op méi engem rouege Gewässer ënnerwee sinn.

Natierlech gëtt et Drogen am Prisong. Ech mengen, Dir wësst dat, dat ass allgemeng bekannt. Natierlech ass dat näischt, wat mer wëllen toleréieren. Net nëmmen, well Drogen illegal sinn, mee och, well se derzou féieren, dass Handel bedriwwe gëtt am Prisong, a well et natierlech och, deemno ëm wat et geet, sanitär Konditioune sinn, déi ee muss gutt encadréieren.

Duerfir gëtt ganz reegelméisseg kontrolléiert. Et ass och reegelméisseg esou, dass Saache fonnt ginn. Et ass nach d'lescht Woch am Kader vun Analyse Cannabis fonnt ginn. A si probéieren, dat op de Minimum ze reduzéieren. Mee mat deene sëllechen An- an Ausgäng, déi et awer am Prisong gëtt - ongeféier 1.000 Entrées et sorties den Dag am Centre pénitentiaire -, kann een dat natierlech net komplett evitéieren.

Wat mer als Projet hunn, dat ass, eemol eng Hondsstaffel an de Prisong ze kréien, fir ze maachen, dass och do kann detektéiert ginn. An dann hu mer e Projet pilote mat Däitschland, wou mer speziell Detektoren hunn, fir eeben och Droge kënnen ze detektéieren.

Dir hutt Froe gestallt zum Plan volontaire d'insertion. Dee gëtt et effektiv zënter September 2018. E fonctionéiert gutt. Et si vum September 2018 bis den 10. Mäerz 2020 242 Condamnéen, déi esou e PVI proposéiert kruten zu Giwenech. Am CPL, also zu Schraasseg, sinn 13 Detenuen op Giwenech mat engem Plan volontaire d'insertion transferéiert ginn. 4 Detenuen, déi een ënnerschriwwen hunn a realiséiert hunn, e PVI, si fräikomm am CPL. 4 Detenuen hunn e PVI gefrot, mee d'Mise en œuvre huet net stattfonnt, well 2 Detenuen net méi wollten, an 2 anerer hu kee Motiv uginn. 2 Detenuen hunn de PVI achevéiert an 22 sinn der am Moment a verschiddene Mesuren am Kader vun engem PVI. 2 sinn der nach net ënnerschriwwen a 4 sinn der en cours d'élaboration.

An där selwechter Period hunn 68 Persounen, dat sinn 39 % vun de Condamnéen, e PVI gefrot an och krut. An 174 hunn optéiert, fir kee PVI ze froen. 16 Persounen hu kee gefrot, well déi Peine, déi hinnen nach bliwwen ass, manner wéi zwee Méint wor. 49 hu kee gefrot, well se a Semi-liberté zu Giwenech waren, also vun Ufank un. An 41 hunn den Accord vun der Semi-liberté krut, soubal se zu Giwenech waren, an hu sech drop konzentréiert, eng Aarbecht ze fannen. An 28 Detenuen haten en Emploi en vue an engem Futur proche.

Dir hutt de Projet vun de Maisons de transition ugeschwat. Do hu mer mam Familljeministère eppes elaboréiert, wéi mer a besteeënde Strukturen ... An ech proposéieren, dass mer relativ zäitno - dat war just virun dem Declenchement vum État de crise, wou mer do weiderkomm waren -, mee dass mer dat mat der Familljeministesch zesummen eng Kéier presentéieren, wéi mer eis dat virstellen. Mir hunn net optéiert fir e System vu Maisons de transition à part, well mer wollten evitéieren, dass Detenuë vun enger Plaz zesummen op eng aner Plaz kommen, mee mir wollte se integréieren an déi global Strukturen, déi mer hunn, awer mat Leit, déi mer dann do zur Verfügung stellen.

Dann de Plan de recrutement: Natierlech brauche mer vill méi Leit fir déi nächst Jore fir d'Ouverture vum Uerschterhaff. Dat hate mer jo och schonn am Kader vun de Budgetsdiskussiounen, do hat ech Iech gesot, wat d'Projektioune sinn. Mee dat hänkt net vu mir eleng of. Dat muss duerch d'CER goen, wou mer dann déi Persounen accordéiert kréien oder net.

Dir hat nach Froe gestallt zu der Kompositioun vun der Population carcérale. Stand haut si 446 Detenuen zu Schraasseg, dorënner 20 Fraen, déi den Ament do sinn. An ongeféier d'Hallschent ass en détention préventive, dat heescht, dat sinn dann déi, déi de Moment vun der Ouverture vum Uerschterhaff net méi do wären.

Dann hat Der nach eng Fro gestallt zu der Karriär vun den Agenten. Och do hat ech Diskussioune mat hinnen, schonn zejoert. An ech sollt mech dëst Joer mam Minister vun der Fonction publique zesummesetzen, well en dat natierlech wëllt afléisse loossen an déi global Reform vun de Karriären, wat jo och verständlech ass, fir dass mer do eng Kohärenz hunn. Dat huet natierlech och elo an deene leschte Wochen net kënne stattfannen. Mee och dat wäerte mer an deenen nächste Wochen nach eng Kéier relancéieren, fir do weiderzekommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministerin. Den Här Gloden huet nach eng Zousazfro.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Natierlech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, wannechgelift.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech soen der Madamm Ministesch Merci fir déi Äntwerten. Ech hunn nach eng Zousazfro.

Nach eng Kéier zréck op d'Drogeproblematik, Dir hutt gesot: „Wärend der Coronakris elo ware keng Visitten erlaabt", wat ze verstoen ass. Mengen Informatiounen no ass awer d'Drogeproblematik wärend der Coronakris net manner ginn. Et stellt sech also d'Fro: Wou kommen déi Drogen eran, wa se net duerch d'Visitten erakommen? Ech mengen, dee Problem ass wierklech reell. An dee sollt mat aller Häert bekämpft ginn, dobaussen an och am Prisong!

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech deelen dat komplett. Ech hunn allerdéngs héieren, dass manner Drogen do wären, wat natierlech och erëm aner Problemer mat sech bruecht huet bei verschiddenen Detenuen.

Mee ech mengen, et si Saachen, déi zum Beispill iwwer Päck kënne probéiert ginn, erabruecht ze ginn. D'Leit si relativ kreativ. Ech gi lo keng Beispiller, fir net Leit op Iddien ze brëngen. Mee ech sinn awer ganz mat Iech d'accord!

Dat ass net eppes, wou ech soen: „Dat ass kee Problem!" Well et ass e reelle Problem, eleng doweinst, well doduerch e Marchandage entsteet, well gedealt gëtt, well Leit ënner Drock gesat ginn, well da Suen am Spill sinn. An natierlech och wéinst dem Aspekt vun der Gesondheet vu verschiddenen Detenuen, wa mer vun haarden Droge schwätzen, wou och ganz schwéier ze kontrolléieren ass, wat déi dann herno consommëieren. Duerfir, ech sinn absolutt d'accord. Duerfir hu mer jo och de Projet vun der Hondsstaffel, mir hunn dee Projet mat Däitschland, fir eis do déi néideg Moyenen ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch.

9. Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 35 vum Här Marco Schank iwwert de Selbstmord bei Kanner a Jugendlechen. Och hei huet den Auteur vun der Fro fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun der Madamm Ministesch, seng eventuell Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet zéng Minutten zegutt. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Sou, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jidderee vun eis ass a sengem direkten Entourage déi eng oder aner Kéier mat engem Suicide konfrontéiert ginn. Eng Problematik, déi eis nach vill méi oprëselt a betraff mécht, wann et sech ëm jonk Leit handelt, déi net wollte weiderliewen.

An hei stelle sech enorm vill Froen. Am Plan national de prévention du suicide heescht et ënner anerem, datt een Doudesfall op 50 e Suicide wier an datt d'Zuel vun den Tentativen zu Lëtzebuerg insgesamt sech géif tëscht 700 a 1.600 d'Joer situéieren an d'Donkelziffer entspriechend héich wier. An enger Etüd iwwert d'Problematik vun Depressiounen - 2019 vum Robert Koch-Institut - a 25 europäesche Länner louch Lëtzebuerg mat 10 % op der éischter Plaz. De Luxembourg Institute of Health hält fest, datt virun allem Jugendlecher a jonk Erwuessener mat Depressiounen ze kämpfen hunn. Domat wollt ech bei d'Schoule respektiv d'Lycéeën a menge verschiddene Froe kommen.

An all Lycée gëtt et e SePAS, e Service psychosocial et d'accompagnement scolaires mat Leit wéi Psychologen, Assistant-sociallen, Educateuren, déi speziell forméiert sinn, fir am Fall vun engem Suicide adequat ze reagéieren. An deem Kontext froen ech mech, ob d'Lycéeën hei net ze vill eleng gelooss ginn, fir deene Besoinen, besonnesch a puncto Formatioun, ze entspriechen. Ass de SePAS am Kontext vun der Problematik Suicide gutt genuch outiléiert? Respektiv misst net derfir gesuergt ginn, och mat Hëllef vum Ministère, datt méi Formateuren zur Verfügung stinn, déi souwuel de SePAS wéi och d'Enseignanteën an d'Enseignantë forméieren?

Ech kréie gesot, datt d'Nofro no esou Formatiounen immens grouss ass an d'Offer bäi Wäitem net géif duergoen. Deemno meng Fro: Misst de Ministère net hei, bei net manner wéi 40 Lycéeën hei am Land, verstäerkt dëse Besoinen entspriechen?

Här President, d'Problematik vum Suicide däerf keen Tabutheema sinn. Meng Fro: Ass deemno séchergestallt, datt dëse Sujet an der Schoul thematiséiert gëtt? Steet entspriechend didaktescht Material zur Verfügung? Huet all Schoul eng schoulesch Preventiounsdemarche fir Schüler, Elteren, Enseignanten, Enseignanteën, an dëst, fir ënner anerem déi entspriechend Warnsignaler vu jonke Mënsche richteg ze deiten?

Stéchwuert Postventioun am Géigesaz zur Preventioun: De Suicide an d'Tentative de suicide hunn natierlech och Repercussiounen op den direkten Entourage vun deem jonke Mënsch, dee sech suicidéiert huet oder et probéiert huet. A besonnesch d'Trauer no engem Suicide ass eng ganz schwiereg Epreuve, déi et ze bewältege gëllt a wou eng Betreiung sécher néideg ass an och net däerf op sech waarde loossen. Gëtt et an all Schoul/Lycée en Team vun Enseignantë respektiv Experten, déi direkt verfügbar sinn, fir Frënn a Kolleege vum Suicidé ze betreien? Hei kann, souwäit ech weess, op extern Hëllef zréckgegraff ginn. Mee vu wou kënnt déi Betreiung? Vun innerhalb, ausserhalb der Schoul, respektiv déi zwee?

An dann: Wier et net sënnvoll, an de Schoule respektiv de Lycéeën eng Aart Kriseninterventiounsteam anzeriichten, fir adequat virbereet ze sinn?

Vun den Experte gëtt dacks gesot, déi bescht Suicidepreventioun wier eng Stäerkung vum Bien-être physique et mental vun deem jonke Mënsch. Dozou eng a mengen Ae ganz wesentlech Fro: Wier et duerfir net sënnvoll, an der Schoul eng extra Plage am Horaire ze hunn, wou d'Schülerinnen an d'Schüler léieren, op hiren eegene Bien-être Uecht ze ginn?

Ech hu mer och soe gelooss, datt et an deem engen oder anere Lycée esou ee Projet pilote gëtt, e sougenannte Coaching. Wier et hei net sënnvoll, esou e Projet flächendeckend, oder nobäi flächendeckend, national an alle Lycéeën anzeféieren?

Zum Schluss: E Wonsch vun de Gestionnairë vum Kanner- a Jugendtelefon un den Educatiounsminister wier, fir Mesuren en place ze setzen, fir datt de Kanner- a Jugendtelefon nach méi sichtbar gëtt, e gutt Stéck méi sichtbar, mat Hëllef vun, ech soen emol „moderner Kommunikatioun" - Affichë si vläicht e bëssen iwwerlieft -, oder och als Sujet am Fach Vie et société, mam Zil, datt all Kand, all Jonken d'Telefonsnummer an de Kontakt vun dësem Service kennt.

An zum Schluss: Ech kréien och gesot, datt zousätzlech Moyene sënnvoll wieren, fir d'Gestioun vun dësem nationale Service an der Ecoute vun deene jonke Leit ze stäerken, eeben och fir d'Preventioun vu Suicidë bei Kanner a jonke Leit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un de Marco Schank, well e geet eigentlech hei mam gudde Beispill vir. An eppes, wat mer géint de Suicide kënne maachen, dat ass, datt mer derzou bäidroen, datt en enttabuiséiert gëtt, datt mer driwwer schwätzen, datt mer en an de Mëttelpunkt vun dem Debat brëngen an datt mer en als ganz eeschte Problem och wouerhuelen, well dat hëlt och ganz villen Acteuren eng gewësse Veronsécherung, déi se hunn am Emgang mat dem Sujet vum Suicide, ganz besonnesch och am Emgang mat dem Sujet vum Suicide, wann et Kanner oder Jugendlecher sinn, déi hirem Liewen op déi doten tragesch Manéier en Enn setzen.

Mir leien an de Chifferen do duerchaus an der europäescher Moyenne, mat sechs bis aacht Suicidë pro Joer an deene leschte Jore vun ënner 25-Järegen. Dat soll eis awer elo net derzou féieren, datt mer eis domadder zefridde ginn, well jiddwereen, deen op déi dote Manéier sengem Liewen en Enn setzt, ass sécherlech een ze vill.

Mir wëssen, och duerch déi reegelméisseg HBSC-Etüden, datt et eng ganz Rei Risikofacteure gëtt, op déi mer ganz besonnesch mussen Uecht ginn, notamment Jonker, déi krank sinn, Jonker, déi Gewalt ausgesat si respektiv gewalttäteg sinn. Drogekonsum ass natierlech och hei en Theema, awer och Schoulstress, och Schoul ka mat derzou féieren, datt ee finalement vläicht an dësem Liewe seng Plaz net méi gesäit. D'Relatioun mat den Elteren, awer och mat anere soziale Kontakter, ass natierlech hei och primordial.

A ganz besonnesch geféierlech gëtt et virun allem, wann déi Facteuren do sech cumuléieren. Da mierkt een, datt, statistesch gesinn, de Risiko nach eng Kéier vill méi grouss gëtt.

De Marco Schank huet zu Recht op d'Formatioun vun deene Professionellen higewisen. Op där enger Säit muss ee soen, datt mer an der glécklecher Situatioun sinn, datt mer eise Reseau vun de SePASen an de Lycéeën hunn. An ech denken, ganz vill aner Länner, ganz vill aner Bildungssystemer, ganz vill aner Lycéeën an anere Länner beneiden eis eigentlech fir déi Ressourcë vu Psychologen, vun Educateuren, vun Assistant-sociallen, déi mer an eise Schoulen hunn, déi sech där doter Problematik kënnen unhuelen.

Allerdéngs, wat mer brauchen, an do sinn ech ganz no beim Marco Schank, dat ass, datt mer eng Whole-School-Approach brauchen, datt d'Schoul sech als Ganzt engagéiert an datt et net ee Service ass, deen dann duerfir zoustänneg ass an do d'Responsabilitéit dréit, mee datt et all Acteur vun der Schoul ass, notamment och all Enseignant. An duerfir sinn déi Formatiounen, och vun den Enseignanten, esou wichteg. Den IFEN, den Institut de formation de l'éducation nationale, ass doranner engagéiert, wëllt dat och nach ausbauen, gradesou wéi de SePAS och eng ganz Rei vu Konferenzen oder Formatiounen an deem Domän schonn ugebueden huet an dat awer och nach weider soll maachen.

Fir datt et eng Aarbecht vun enger ganzer Schoul gëtt, wäerte mer am nächste Schouljoer och eng Decharge aféiere fir Enseignanten, déi sech dann an enger Kommissioun fir d'Preventioun vum Suicide matengagéieren, mat hiren Aarbechtskolleege vum SePAS, fir och wierklech ze weisen, datt do op där enger Säit vum SePAS, also vun de Psychologen, awer och vun engem Service socio-éducatif, och vun den Enseignanten, eppes gemeinsam ze leeschten ass, fir bei deene Warnsignaler do opmierksam ze ginn an dann awer och adequat kënnen ze reagéieren.

Zum Schluss, éier ech d'Wuert weiderginn un d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert, just nach eng allgemeng Remark, an ech mengen och do, datt mer eis kënnen eens maachen, datt d'Wuelbefanne vun deem Jonken am Zentrum steet an datt dat, wat als Optrag fir all Bildungsstruktur eigentlech muss gëllen, ob dat eng Schoul ass, ob et d'Strukturen am nonformale Bildungsberäich sinn, Follgendes ass: dee jonke Mënsch ze stäerken, staark Jonker erauszebréngen, hinne Selbstvertraue mat op de Wee ze ginn, hinnen ze weisen, wou hir Plaz am Liewe ka sinn, hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer kennenzeléieren, hir Plaz an der Welt ze fannen, an hirem Emfeld och ze fannen.

Dat, denken ech, ass einfach extreem, extreem wichteg, well da si se och emol vläicht bei deem engen oder deem anere Risikofacteur, wou Jonker a Kontakt kommen dermadder - wat net ausbleift, well mir kënne se net aspären, mir kënne se net a Watt apaken -, da si se staark genuch, fir dat och ze meeschteren an do resistent oder resilient dergéint kënnen ze sinn.

An dat anert, dat ass, datt mer d'Aen ophalen, alleguerten. Et ass eng Aufgab fir d'Schoul, mee et ass och eng Aufgab fir dat privat Emfeld, et ass eng Aufgab fir dat soziaalt Emfeld vun deem Jonke fir ze mierken: Do sinn elo eng Rei vu Facteuren, déi beieneekommen, déi en erhéichte Risiko duerstellen. An datt mer selwer eis och responsabel spieren, natierlech och emol eng Kéier d'Telefonsnummer vum Kanner- a Jugendtelefon weiderginn. Mee virun allem solle mer eis Zäit huele mat deene Jonken, hinnen nolauschteren, probéieren, hinnen de Wee ze weisen an och ze weisen, datt et ganz normal ass, datt ee sech grad a jonke Joren emol eng Kéier selwer a Fro stellt an, jo, och sech déi existenziell Froe stellt. An datt mer alleguerten do derduerchgaange sinn an datt mer alleguerten eis Äntwerten dorobber fonnt hunn, an datt jidderee seng Äntwert dorobber ka fannen!

Domadder, mengen ech, huele mer och deene Jonken d'Angscht virum Liewen, wa mer eis d'Angscht virun deem Tabutheema vum Suicide och e Stéckwäit ewechhuelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Meisch. An ech ginn d'Wuert

weider un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. E Virus, dat ass eppes Plakatives. Dat kann een einfach esou ewechwëschen. Do schwätzt et sech och méi einfach driwwer. Beim Suicide ass et anescht. Vill Leit verstinn en net wierklech, well se zu deene Gléckleche gehéieren, déi keng Suicidegedanke kennen. An dofir ass et och ganz schwéier sech virzestellen, wat dat mat engem Mënsch mécht. Dofir ass et am Endeffekt eppes, wou een am léifsten einfach guer net dovunner schwätzt.

Ech muss soen, wéi ech d'Zuele gesinn hu vun de Suiciden hei am Land - iergendwou kennen ech se och, et ass en Theema, wat mech vill beschäftegt huet -, sinn ech awer erëm erschreckt, wéi ech se gesinn hunn. Mir schätzen d'Zuel hei queesch duerch d'Populatioun op 70 bis 80 Fäll d'Joer. Dat ass net näischt. Dat si vill Mënschen, déi mer verléieren. Et ass hei e komesche Parallelismus zum Corona - ech sinn e bësse gepréägt dovunner am Moment -: och dräimol sou vill Männer wéi Fraen.

An dann, wat nach méi erschreckend ass: Wa mer den Taux kucke vun de Suicideversich, dat sinn der nach zéng- bis zwanzegmol méi wéi déi, déi dann och reusséieren. Dat heescht, et si ganz vill Leit, déi trotzdeem awer op iergendeng Aart a Weis nach probéieren, ëm Hëllef ze ruffen, an déi net gehéiert ginn oder net matzäit gehéiert ginn, oder vläicht awer matzäit gehéiert ginn.

D'Doudesfäll duerch Suicide vun deenen ënner 26-Järege maachen insgesamt 7,33 % aus vun der ganzer Zuel. An dat, wat opfält ass, dass déi ganz grouss Majoritéit dovunner am Alter tëschent 20 a 24 Joer läit. Dat heescht, dat ass eng Period am Liewen, wou ee ka vläicht méi cibléiert och Preventioun maachen. Et ass eng Period, wou d'Leit hir Orientatioun sichen, vläicht och net fannen, de Sënn vum Liewen net richteg fannen. Op alle Fall huet et mech erschreckt, dass dat effektiv esou eng Diskrepanz ass an der Altersopdeelung an eebe spezifesch deen doten Alter hei am Land besonnesch gefäerdet ze si schéngt: e Moment, wou d'Leit hire Lycée ofgeschloss hunn an iergendwou hire Wee am Liewe sichen an offensichtlech net fannen.

Et ass e komplexe Problem, deen och muss villschichteg ugaange ginn. Et ass och keen individuelle Problem. En äussert sech individuell, mee et ass e gesellschaftleche Problem. Wa mer Suiciden an eiser Gesellschaft hunn, dann hu mer iergendwou als Kollektiv e Problem. Wann d'Mënschen net méi wëlle liewen, dat ass eppes, wat wierklech konträr ass zu eiser Natur! Iergendwéi si mer gemaach fir ze iwwerliewen.

An deenen Aktiounen, déi ausgewise gi sinn am Aktiounsplang, deen elo d'lescht Joer ofgelaf ass, gëtt ganz vill Wäert op d'Preventioun geluecht, och op Sensibilisatioun. Mir hu Guiden ausgeschafft. Ech mengen, dat ass ganz wichteg: Wa mer en Theema hunn, iwwert dat net geschwat gëtt, muss een et och op déi Aart a Weis ugoen, dass een et iwwerhaapt an d'Gespréich bréngt, dass een d'Problematik op eng didaktesch Aart a Weis de Leit méi no bréngt.

Wat hu mer gehat? Mir hunn e praktesche Guide, zum Beispill fir déi „Postventioun". Dat ass och e Wuert, wat ech haut kenne geléiert hunn, wéi ech dat heite preparéiert hunn: Dat ass wuel d'Opaarbechtung oder d'Veraarbechtung vun engem Problem. Dëse Guide ass spezifesch ausgeschafft gi fir Schouldirektiounen an d'Internater, mam Objektiv, fir hinnen ze hëllefen, déi Zäit nom Suicide, wann esou eppes war an hirer Institutioun, méiglechst gutt kënnen ze geréieren.

Dann hu mer och eng ganz Rei Formatioune gemaach. Effektiv, déi si ganz gutt ukomm. Déi Formatiounen hu vill Uklang fonnt. Mir hunn der gehat fir d'Direktioune vun de Schoulen, dëst zesumme mam Zentrum fir Informatioun a Preventioun vun der Ligue, déi sech hei mat der Santé koordinéiert.

Dann hu mer och speziell Formatioune fir Enseignantë gehat. Dëst Joer goufen 150 Enseignanten doranner ausgebilt. Et ass eng ganz grouss Demande effektiv do. An ech mengen, dat ass eppes, wou ee muss norüsten. Positiv bei der Saach ass, dass eng grouss Nofro ass. Dat weist jo, dass d'Sensibilisatioun iergendwou hir Friichten dréit an dass d'Leit wëlle méi wëssen dozou, dass se sech wëllen abréngen a vläicht net onbedéngt wëssen, wéi. Soudass ech denken, dass mer op där Pist wierklech musse verstäerkt weiderfueren an dës Formatioune weider ubidden.

Mir hunn och am Beräich vun der direkter Interventioun - et si jo och Leit, déi an de Soinen, also déi direkt intervenéiere ronderëm de Fall -, do hu mer och spezifesch Formatiounen. Do sinn der elo iwwer dausend zënter Ufank vun eisem nationale Suicide-Preventiounsplang ofgehale ginn. An dat sinn, hunn ech mer soe gelooss, duebel esou vill Leit, wéi mer geplangt haten. Och do also e groussen Interessi, soudass mer mat eisem Preventiounsplang dach awer schonn e puer ganz grouss a wichteg Schrëtt gemaach hunn an deem Sënn, dass mer d'Leit souwäit kréien, dass se sech fir d'Theema interesséieren an och wëlle formëieren. Ech denken, do si mer dann alleguerte gefuerdert, fir dat och weider opzebauen.

Da géif ech och nach ervirhiewen, ... An da si mer bei den Ursaachen, et ass nämlech méi schwéier, d'Ursaache vum Suicide ze bekämpfen, wéi déi vum Virus. Do kann d'Forschung droplasskämpfen, et weess ee genau, wien de Feind ass. Mee beim Suicide ass et méi schwéier.

Ech sinn awer ganz frou ze gesinn, dass Coursen an de Schoulen ugebuede ginn, fir Empathie a Resilienz ze stäerke bei eise Schüler. Ech denken, dass dat an eiser Gesellschaft eppes ganz Wichteges ass. Mir sinn eng Gesellschaft, déi vun Individualismus gepréägt ass. Do ass de Risiko, fir an d'Isolatioun ze geroden, natierlech méi grouss, wéi wann ee méi zesumme muss stoen, duerch d'Nout, zum Beispill. Dat ass bei eis net esou de Fall, soudass Empathie sécherlech eppes ass, wat eise Kanner soll nobruecht ginn. Ech weess, et si vill Länner, déi dat scho quasi als obligatoresch Fach agefouert hunn, wat sécherlech eng gutt Pist ass.

Dann och Resilienzcoursen, well mir wëssen et: Mir sinn eng Wuelstandsgesellschaft, a wann een net gewinnt ass opzestoen, well een net esou séier fält oder ëmgestouss gëtt, da kritt een och keng Resilienz. Och do ass et also eppes, wat ee vläicht muss méi trainéiere bei eis ewéi an anere Länner, well eis Kanner et vläicht ze vill gutt haten, a mir et alleguerten ze vill gutt haten. A wann een net gewinnt ass, mat bluddege Féiss ze lafen, dann ass dat net esou einfach. Och do géif ech also soen, dass dat eng ganz gutt Pist ass.

Aneren Handlungsbedarf, dee mir nach gesinn, ass um Niveau vun der Prise en charge. D'Prise en charge ass extreem wichteg. Betraff sinn net nëmmen d'Familljen. Et ass e ganzt Ëmfeld. An do happert et nach e bëssen. D'Waardezäiten, hunn ech mer soe gelooss, och fir eng psychotherapeutesch Prise en charge, déi si bis zu dräi Méint. Dat ass extreem laang. Do ass déi Phas, wou et wierklech gebraucht gëtt, wou et akut ass, schonn erëm. Soudass mer dat och wierklech mussen am A hunn a kucken, wéi mer de Mangel u Spezialisten, dee mer am Land awer nach hunn am psychiatresche Beräich, souwuel um Niveau vun de Medezinner wéi och vun den Infirmiers psychiatriques, wéi mer dat kënnen ugoen, wéi mer do kënne méi Leit an dëse Beruff erakréien, dee vläicht och méi attraktiv maache kënnen. An da sinn och aner Pisten, déi mer mussen ënnersichen, zum Beispill klären, wéi de Remboursement vun de Prestatioune vun de Psychotherapeuten eventuell en Impakt op dës Waardezäite kéint hunn.

Des Weideren ass natierlech d'Zesummenaarbecht tëschent all den Acteure ganz wichteg. Ech mengen, do deet sech scho ganz vill. Et ass e Problem, deen ee vu ville Säite kann ugoen. Et ass wichteg, dass jiddweree weess, wou en Erkennungsfacteur ass fir Suicidesituatiounen.

(Interruption par la présidence)

An deem Sënn sinn och d'Éischt-Hëllef-Coursë fir de grand Public ausgebaut ginn iwwert déi lescht Joren. Nieft der normaler klassescher Éischt Hëllef, wéi ech se nach aus menger Lycéeszäit kannt hunn, zum Beispill, ass eng Dimension santé mentale agefloss. Déi ass an enger éischter Phas an den Entreprisë schonn deployéiert ginn. Och an der Fonction publique ënner anerem: Säit mer an der Fonction publique e Service psychosocial stoen hunn, kann ech lech versécheren, dass och do am Éischt-Hëllef-Cours e spezielle Cours ass fir d'Éischt Hëllef eeben um psychologeschen Niveau, deen och ganz gefrot ass. Dat ass e Cours, wou am Ufank d'Leit sech gefrot hunn: „Wat maacht Der dann domadder?" Mee dee war direkt ausverkaf. Och do also vill Interesse vun de Leit, fir sech einfach ze renseignéieren, wat se kënne maachen. Dat soll dann ausgedeent ginn op d'Schoulen an och an d'Formatioun vun den Enseignanten agräifen.

Dann, des Weideren ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Santésministesch, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech muss zum Schluss kommen. Dat fält mer heiansdo schwéier. Voilà. Fiabel Donnéeën, wollt ech just och nach ënnersträichen, déi brauche mer. Wa mer eppes wëllen ugoen, da musse mer ons och esou opstellen, dass mer et besser kenne léieren.

Da géif ech lech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Marco Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, ganz kuerz eng Fro un d'Madamm Santésministesch. Ech hunn am Virfeld, fir dës Question élargie virzebereeden, vun der Ligue eng Partie Etüde geschéckt kritt. An do war eng derbäi, déi mech och erschreckt huet, awer aus Däitschland, wou bei Kanner, Schüler a Schülerinnen alles gekuckt ginn ass, wat mat Depressioun, Angschtstéierung ze dinn huet.

An ech wollt einfach froen: Gëtt et - ech hunn et nämlech net fonnt -, gëtt et eng Etüd fir Lëtzebuerg fir genau deen do Altersduerchschnëtt, 10 bis 17 Joer, bei Schülerinnen a Schüler? Respektiv, wier et net sënnvoll, wann et se net gëtt, fir esou eng Etüd eng Kéier maachen ze loossen, fir ze gesinn, wou d'Kanner respektiv déi jonk Leit stinn an deem Kontext?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Schank. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech muss lech soen, ech weess selwer net, ob et eng gëtt oder net. Ech wäert mech renseignéieren an där Hisiicht. Wann dat net de Fall ass, ass et sécherlech interessant. Mee vläicht weess de Claude eppes méi dozou?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, also et gëtt jo d'HBSC-Etüd, wat eng international Etüd ass, wou Lëtzebuerg ëmmer matmécht, wat eng Kollaboratioun och ass tëschent der Santé an an der Educatioun, wou grad Jonker, Schülerinnen a Schüler matmaachen, wou et eeben och ëm déi dote Froe geet vum Wuelbefannen, wou Jonker och gefrot ginn, wat hir Plaz am Liewen ass a wéi se sech an der Schoul, an hirem privaten Ëmfeld zurechtfannen, a wou mer eeben och erausfonnt hunn, wat d'Risikofacteure kënne sinn, well mer jo dat och do mat kënnen offroen. Dat gëtt eis eng Indicatioun.

An en Deel vun där Preventiounspolitik, déi mer bis elo gemaach hunn an déi mer weider wëllen intensivéieren iwwert déi nächst Joren, baséiere mer op d'HBSC-Etüd.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

10. Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 32 vum Här Marc Spautz iwwert d'behënnert Leit am ëffentlechen Déngscht. An och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, eng eventuell Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei Fro geet zréck op den 3. Mäerz 2020, wou ech d'Ufro gestallt hunn. Dat war virun eiser Covidkris. An et ass am Fong eng Konsequenz, déi nach méi wäit zréckläit, vun enger Fro, déi ech un de Minister vun der Fonction publique am Januar gestallt hat.

Et geet nämlech drëm: Wat kënne mer maachen, fir méi Leit mat engem Handicap op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien? Well dat déi Leit motivéiert, well dat wichteg ass fir déi Leit, dass se eng Motivatioun hunn, fir kënnen um éischten Aarbechtsmaart ze sëtzen an net nëmmen um Marché protégé, dee mer Gott sei Dank hunn, mee wou et och do ëmmer méi schwiereg ass, fir Plazen ze fanne fir déi Leit mat engem Handicap.

An dofir war meng Fro deemools un d'Regierung, wat alles am ëffentlechen Déngscht géif gemaach ginn, fir Leit mat engem Handicap op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien.

De Minister huet mer deemools geäntwert, dass 912 Leit mat engem Handicap offiziell beim Staat gemellt sinn, wou et awer eng Donkelziffer gëtt - do sinn de Minister an ech eis och eens -: Nämlech all déi, déi agestallt gi sinn, ier se en Handicap haten, gi jo elo net opgefouert domat, dass se elo en Handicap hunn. An dofir war et och net méiglech fir d'Sécurité sociale, se alleguerten zréckzefannen. Mee dat sinn déi „just" 912 - „just" tëschent Guillemets -, déi se fonnt hunn. Dat sinn 284 Salariéen, 627 Employéen an 1 Fonctionnaire.

Wat kënne mer awer elo maachen, fir nach méi Leit op dem éischten Aarbechtsmaart anzestellen an der Fonction publique, well d'Fonction publique jo muss d'soziaalt Gewësse si vum Land a fir dass mer et och domadder fäerdegbréngen, dass de Privatsecteur och Leit op dem éischten Aarbechtsmaart hëlt, déi vun engem Handicap betraff sinn.

Do kenne mer d'Behënnerterechtskonventioun, déi ganz kloer an hirem Artikel 27 sech domat beschäftegt, wat alles muss gemaach gi bei Aarbecht a Beschäftegung vun de Leit mat Behënnerung an dass et och do wichteg ass, dass do eng Egalitéit besteet, dass déi genausou behandelt gi wéi déi Leit, déi keen Handicap hunn, wa se do schaffen. A mir kennen natierlech och d'Direktiv 2000/78/CE vun der Égalité de traitement, fir Avancementer ze kréien, fir Promotiounen ze kréien, zwëschent Leit mat an ouni Handicap.

An do ass meng Fro: Wat huet d'Regierung wëlles ze maachen, fir dat ze promouvéieren, fir méi Leit kënne mat Handicap anzestellen, souwuel beim Staat, souwuel am ëffentleche Secteur, an den Administratiounen, fir domat e gutt Beispill ze si fir de Privatsecteur, dass do och nach méi där Leit, déi leider en Handicap hunn, eng Beschäftegung kënne fannen?

An dann ass awer och eng aner Fro: Wéi vill Fäll si beim Conseil arbitral gelant, well festgestallt ginn ass, dass e Mënsch, dee mat engem Handicap am Secteur public schafft, net déi Promotioune kritt huet, déi e gäre gehat hätt. E puer Fäll si bekannt. Do gëtt sech och um Europäesche Geriichtshaff heiansdo dermat beschäftegt.

An dat ass déi Fro, déi ech wollt un de Minister stellen: Wéi gesäit de Plang vun der Regierung aus, fir do kënnen zousätzlech Aarbechtsplazen ze schafen?

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, léif Dammen an Häre Deputéiert, honorabelen Här Spautz, ech sinn am Fong op deem dote Sujet ganz sensibel, sou wéi alleguerten déi Leit an der Fonction publique, déi sech domadder beschäftegen. An et wär eng Kéier derwäert och, fir méi laang driwwer ze schwätzen, grad och an dësem Kontext, well dat eppes ass, woumat mer eis eng Kéier kéinte méi intensiv beschäftegen.

Dir hutt, zu Recht, e bëssen och iwwert d'Donkelziffer geschwat, well déi Zuelen, déi ech lech do genannt hunn, déi sinn natierlech net déi ganz Realitéit vun deene Leit, déi bei der Fonction publique schaffen.

Dir hutt och vum Virbild vun der Fonction publique geschwat, och mat der Obligatioun vun deene 5 % par rapport zu dem Effectif, dee mer hunn. An dee Prozentsaz, déi 912 Leit, dat si ronn 3,1 % par rapport zu dem Effectif vun der Fonction publique. Dat ass natierlech nach net op deene 5 %, wéi et virgesinn ass.

Ech hunn awer och eng Kéier d'Zuelen nogekuckt, fir ze kucken, wéi dann d'Entwécklung an de leschte Jore war. Ech sinn zréckgaange bis d'Joer 2007. Firwat 2007? Well do am Fong den SAP agesat ginn ass, mat deem een dat eenegermoosse ka recenséieren. 2007 ware mer bei 505 Agenten. Dat waren deemools 2,4 %. Dat ass dann an d'Luucht gaangen. 2012 waren et 704 Leit, 2,9 %. Dunn huet et sech laang op deenen 2,9 etabléiert. A mir sinn elo op deenen 912 Leit, also 3,1 %.

Dir hutt e bësse vun der Donkelziffer geschwat, mee ech wéilt dat e bësse méi erweidere fir ze erklären, dass se nach méi grouss ass wéi am Fong just déi, déi wärend hirer Ustellung vläicht an déi Situatioun kommen, well et gëtt der och ganz vill, an dat mierke mer och bei deene Servicer, déi sech méi intensiv domadder beschäftegen, et sinn der och, déi kéinten de Statut kréien, mee déi melle sech op eng Aarbechtsplaz, déi ausgeschriwwen ass, an déi ginn emol guer net un, dass se de Statut zegutt hätten, aus diverse Grënn. Där gëtt et och. Déi kënne mer natierlech dann och net recenséieren.

Mir hunn och déi, déi eeben an enger Situatioun vun dem Travailleur handicapé kéinte sinn, wann et der Definitioun vun den Nations Unies géif nogoen. An et sinn der natierlech, déi en cours de route - an dat sinn déi, déi Dir ernimmt hutt -, déi en cours de route eng Kéier an déi Situatioun kommen. Dat ass och deen ee Fonctionnaire, vun deem rieds ass. Et ass vläicht e bësse bizarre, dass ee Fonctionnaire doran ass. Dat ass am Fong e fréieren Employé, deen en cours de route fonctionnariséiert ginn ass. An dat ass deen een.

D'Donkelziffer kann een awer e bësse méi kloer maachen, well Dir wësst, dass zanter dem 1.

Oktober 2005 d'Reform vun der Fonction publique a Kraaft getrueden ass an dass een eeben och mat der Commission des pensions och aner Decisioune konnt huelen. Dee Moment konnte se verschidde Leit - dat gouf et zwar schonn esou - anescht affektéieren, an eng aner Administratioun, mee si konnten awer och e Service à temps partiel pour raisons de santé ausschwätzen. An do sinn der da vill, déi doranner ënnerdaach koumen, soudass et ongeféier 45 Agente sinn, déi virun der Kommissioun eng aner Affektatioun kruten an eng aner Administratioun. Da kommen der 290 mat dobäi, déi e Service à temps partiel eebe virun der Pensiounskommissioun kruten. An da kommen der nach 40 dobäi, déi vun deenen zwou Mesurë profitéiert hunn. Dat heescht, dass se eng aner Affektatioun kruten, d'Administratioun gewiesselt hunn, an nach mat dobäi eeben en Temps partiel pour raisons de santé.

Dat heescht, wa mer déi doten 375 Leit géifen och bei déi Zuelen emol schonn eng Kéier bäirechnen, well der ganz vill kéinten iwwert dee Statut da lafen, da si mer entre-temps bei 4,2 %. Mee dat ass natierlech ganz komplizéiert, fir dat ze maachen. Sou vill eng Kéier zu den Zuelen.

An dann awer, mengen ech, deen zweeten Deel, deen Iech a mir awer och ganz wichteg ass, dat ass: Wat gëtt an der Fonction publique gemaach?

Wéi 2019, an dat wësst Der, d'Gesetz „Aide" (veuillez lire: d'Gesetz „Assistance à l'inclusion dans l'emploi") ausgeschafft ginn ass, dat war jo vum Familljeministère, do huet d'Fonction publique ganz vill mat dru geschafft. An d'Mise en œuvre vun deem Gesetz fir de Secteur public, déi gëtt gemaach vun dem Service psychosocial, dee bei der Fonction publique eeben och installéiert ass. Déi Leit maachen eng immens wäertvoll Aarbecht, fir d'Leit selwer ze begleeden, fir den Echange och ze hu mat de Spezialisten a mat den Associatiounen, déi sech dorëm bekëmmeren, an awer och do eng Aarbecht ze maache mat den Administratiounen.

Well dat ass vläicht en Deel, dee ganz dacks vergiess ginn ass: Et ass vill mat de Persoune selwer geschafft ginn, mat den Associatiounen, awer net mat den Administratiounen an deenen, déi an deenen Administratioune schaffen, wou vläicht ee mat esou engem Statut bäikënnt, fir dass dat och kann an engem korrekten Ëmfeld lafen, dass et eng richteg Inklusioun gëtt, net nëmmen eng Integratioun vun deem op där Plaz, mee eng Inklusioun. An do ass eng Opklärungsaarbecht gemaach ginn, och vun de Servicer, dem Service psychosocial notamment, eebe fir dat och ze maachen.

Dir wësst, dass et, fir eeben d'Égalité des chances ze assuréieren, och bei de Stagen oder bei den Examen e ganze Koup spezifesch Amenagementer gëtt, dass dat alles ka geschéien, dass d'Fonction publique sech och dorëms bekëmmert, dass mer natierlech och op deenen Aarbechtsplazen Amenagementer maachen: sief et, wat d'Pulter ugeet, speziell Sëtzer, speziellt Material, Computermaterial, wann et vläicht Suerge mat den Ae gëtt, gesondheetlech Problemer, fir dat och kënnen ze maachen. Domat beschäftegen déi Leit sech och mat derbäi, an dat souwuel fir déi eng Säit, also fir deen Eenzelnen, wéi awer och fir d'Administratiounen, fir dass dat an engem ganz inklusive Gedanken iwwert d'Bün geet.

Et gëtt och Ministèren an Administratiounen, déi hunn eng Charte de la diversité ënnerschriwwen. Eng ganz grouss Campagne ass gefouert ginn iwwert déi sougenannten „handicaps invisibles", dat heescht psychesch Handicappen. A souguer schonn am Joer 2007, virun der internationaler Campagne, der „Mental Health Aid", huet d'Fonction publique och alleguerten hir Agente sensibiliséiert an och e Cours fir de Management ugebuede fir genee deen dote Volet, fir dass och alleguerten d'Responsabele vun de Servicer kéinten domadder ëmgoen.

Fir de Rescht ass et e Sujet, wou och de Service an der Fonction publique weider Efforte wäert drop maachen. Et gëtt nach vill där Initiativen, op déi een nach kéint agoen. Dat géif e bëssen de Kader haut sprengen. Mee et ass eppes wichteg, a mir och, esou wéi et lech wichteg ass: dass do och de Staat an d'ëffentlech Hand eng Virbildfunktioun sollen assuréieren, dat an engem Geescht vun der Inklusioun. An dass mer op déi spezifesch Besoinen, op déi spezifesch Kompetenze vläicht aginn, fir dass dat an engem gudde Mateneen herno ka funktionéieren, well et ass och just esou, wéi et durabel kann op eng gutt Aart a Weis fir déi zwou Säite fonctionéieren. Dat ass net ëmmer evident fir jiddwereen. Mee et läit eis ganz, ganz uewen, fir dat doten och nach weiderzedreiwen.

An déi Zuelen, wou een elo bestëmmt mat allméiglechem Gerechens och nach kéint dee Prozentsaz do an d'Luucht setzen, dat ass am Fong net dat Wichtegst. Ech mengen, dat ass just statistescht Material, fir eng Kéier e bëssen de Kader méi grouss opzemaachen. Et geet jo drëm, fir der esou vill wéi méiglech an deem dote Kontext kënnen ze begleeden, an net fir onbedéngt eng Zuel ze erreechen, fir se ze iwerbidden, fir ze soen: „Ma déi Zuel, déi hu mer elo erreecht." Dat ass et jo elo wierklech net.

Et geet drëm, fir am Eenzelnen déi Leit alleguerten ze ënnerstëtzen, dass déi an der Fonction publique och kënne fonctionéieren, an och, wéi Dir et gesot hutt, e Virbild kënnen ze si fir de Secteur dobaussen. An ech hunn op ville Plazen och mat deem engen oder aneren an deem Kontext zesummegeschafft. Dat ass eng ganz gutt Erfarung, fir jiddwereen. Dat ass genee esou, wéi et am beschte soll goen: mateneen, am inklusive Gedanken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Den Här Spautz huet nach eng Zousazfro.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll dem Minister fir d'alleréischt Merci soe fir déi Äntwerten. Dat mat der Donkelziffer, déi kann nach méi grouss sinn! Kee weess, wou en drun ass. Ech fannen och déi Suggestioun gutt, déi de Minister gemaach huet, fir sech eng Kéier méi am Detail domat ze beschäftegen.

An ech géif dofir d'Fro stellen un de Minister, ob et net méiglech wär, dass e mat senger Kolleegin, déi zoustänneg ass fir den Handicap - en huet se och erwäänt, dat ass de Familljeministère -, ob een net och eng Kéier sollt eng Jointe maachen zwëschent Fonction publique a Famille, fir och ze kucken, wat deen Agent d'inclusion betrëfft, dee geschafe ginn ass 2019, deen de Minister erwäänt huet, fir do eng Kéier kënnen e ganze Bilan ze maachen an eng gréisser Debatt doriwwer ze féieren, well et wichteg ass.

An d'Dankbarkeet vun deene Leit, déi betraff sinn, fir kënnen um éischten Aarbechtsmaart aktiv ze sinn, ass enorm. Do kritt een oft méi erëm wéi dat, wat een investéiert, virun allem och mënschlech, soudass et derwäert wär, dass mer dat als Chamber géife maachen, zesumme mat der Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert direkt zréck un de Minister fir den ëffentlechen Déngscht.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Jo, also déi dote Propos oder Offer géif ech ganz gär eng Kéier unhuelen. Ech soen der Kolleegin dat och eng Kéier, wa mer eis gesinn, dass mer dann eng Kéier, wann och den État de crise eriwwer ass, dat an der néideger Rou eng Kéier mat engem Document préparatoire och an enger Jointe kënne maachen. Well et ass, mengen ech, e Sujet, wéi ech gesot hunn, bei deem ech och gemierkt hunn an dem Ministère de la Fonction publique, wéi ech dat heiten ugeschwat hunn an och am Virfeld schonn an der Presentatioun vun de Servicer, dass en de Leit alleguerte ganz uewe läit, déi dat mat vill Motivatioun, mat deem néidegen Taktgefill och kënne maachen.

An ech komme ganz gär op déi dote Propos oder Offer zréck, fir dat eng Kéier zesummen dann an enger Jointe ze thematiséieren, mat e puer Dokumenter, déi dat kéinten illustréieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Regierung.

11. 7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

Da komme mer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7557 iwwert d'Derogatioun zu verschiddene legalen Dispositiounen, déi d'Staatsbeamten an d'Employéë betreffen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 18. Mäerz ass jo hei zu Lëtzebuerg den État de crise ausgeruff ginn. Dat gouf dunn den 21. Mäerz hei vun eis fir dräi Méint confirméiert. Déi Zäit war och eng rapid Verbreedung vum Covid-19-Virus an duerfir si scho Mëtt Mäerz um Niveau vun der Regierung Diskussioune gefouert ginn, fir eng sougenannt Réserve sanitaire anzesetzen, an dat virun allem aus zwee Grënn, well eeben, wéi gesot, déi Courbe de trajectoire vum Virus rapid an d'Luucht gaangen ass.

D'Zuel vun de Fäll huet alt vun engem Dag op deen anere sech verduebelt. Ech wëll op den Haaptpic hiweisen, dat war de 26. Mäerz, do hate mer 263 Fäll an engem Dag. Dat ass jo nach net allze laang hier. D'Gefor war also grouss, datt mat där Entwécklung eng Kéier d'Zuel vun 300 Infektioune pro Dag géif erreecht ginn. An et war eng zweet Gefor do, déi och am Raum stoung an déi net vun der Hand ze weise war, dat war nämlech déi, datt mer eng Penurie, gegeebenefalls, u Fleegepersonal kréichen, well jo och ee Moment d'Iwwerleeung bei eise franséischen Nopere war, fir d'Grenz och fir d'Frontalieren zouzemaachen, soudatt se net méi hätte kënnen eriwwerkommen an eis Spideeler. Wat dat bedeit hätt, ech mengen, dat brauch een hei net weider ze definéieren. Dat wier natierlech eng Katastroph gewiescht!

Duerfir hunn u sech missen eng Rei Mesurë geholl ginn, och wat Derogatioune vum Rekrutement beim Staat an der Fonction publique dann ubelaangt. An déi goufen op Basis vun den Artikelen 9 a 17 vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2020 a vum groussherzogleche Reglement vum 27. Mäerz 2020 geholl.

Eng Rei Ännerungen hunn nämlech en Effet, deen iwwert d'Period vum État de crise erausgeet, och souguer wann d'Ursaach vun dem Declenchement an där Period läit. An doweinst, wéi gesot, stëmme mer haut e Gesetz, fir déi Situatioun dann och gesetzlech ze reegelen a fir datt virun allem awer och keng Nodeeler fir déi betraffe Leit géifen entstoen.

Et ass intensiv op deem Dossier hei geschafft ginn, woubäi ech och direkt wëll de Membere vun der Kommissioun e grousse Merci fir hir Flexibilitéit ausspriechen. U sech hätt de Projet jo och scho sollen d'lescht Woch hei um Ordre du jour stoen, mee bedéngt eeben duerch d'Deklaratioun vum Premier, wat jo och verständlech ass, ass en dann op dës Woch gesat ginn.

De Projet war den 8. Abrëll deposéiert ginn. Den 29. Abrëll ass de President vun der Kommissioun vun der Fonction publique Rapporter genannt ginn. An där selwechter Reunioun ass och de Projet virgestallt ginn an och eng Analys vum Avis vum Conseil d'État gemaach ginn. An de 4. Mee ass de Rapport och eestëmmeg ugeholl ginn.

Ëm wat geet et elo ganz genee? Mee et si virun allem véier Haaptpunkten. Deen éischte Punkt, wéi gesot, gesäit eng Derogatioun vir, datt den Examen médical an den zwee Méint no der Admissioun beim Staat oder de Gemengen, dee jo da muss sinn, mat enger Suspensioun vun dësem Delai wärend dem État de crise ass. Och wann dës Mesure, wéi gesot, Rekrutementer wärend dem État de crise viséiert, ass den Examen an deenen zwee Méint nom Enn vun dëser Period. A wann eng Persoun natierlech als inapte géif erkläert ginn, dann ass de provisoresche Stage oder den Aarbechtskontrakt de plein droit eriwwer.

Da komme mer zu engem zweete wichtege Punkt. Do geet et ëm Ugestallten, déi op Basis vum Artikel 35 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Gehälter an d'Avancementer an der Preretraite sinn an elo awer wéinst der Kris e Contrat à durée déterminée kruten. Dëse Kontrakt bleift bis zu senger Echeance a Kraaft, och wann dat iwwert d'Enn vum État de crise erausgeet. An déi Leit behale selbstverständlech awer och hire Statut als Pensionéierten. De Verdéngscht ass awer natierlech och plafonéiert, well se jo schonn hir Pensioun kréien. De Moment, oder jiddefalls no mengem leschte Wëssensstand, de Minister weess awer do vläicht méi, ass et nach ëmmer nëmmen eng Persoun, déi dovunner Gebrauch gemaach huet.

Da komme mer zum drëtte Punkt, dat ass u sech dee Weesentlechsten, dee Wichtegsten, an zwar geet et do ëm Leit, déi e Contrat à durée déterminée gemaach hunn, dat op Basis vum Artikel 1 vum groussherzogleche Reglement vum 27. Mäerz. Dat heescht, dat si Leit, déi kommen aus medezinnesche Beruffer, aus paramedezinnesche Beruffer, wéi Dokteren, Veterinären, Psychotherapeuten, Infirmieren, Kinesitherapeuten, Masseuren, Orthophonisten, Osteopathen, Dieteticiennes, Ergotherapeuten, Hiewammen, Assistants sociaux oder Aidessoignants. Déi si rekrutéiert ginn, well se eeben eng Autorisation d'exercer hunn. An hire Contrat à durée déterminée baséiert sech op d'ëmgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Dokteren, d'Zänndokteren an d'Verterinäre souwéi op dat ofgeännert Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Gesondheetsberuffer.

Déi sougenannt Réserve sanitaire ass u sech iwwer zwee Weeër geschafe ginn: Éischtens huet emol de Ministère de la Santé no engem néidege Profill gesicht, ënner anerem och Medezinnstudenten a Studenten aus dem LTPS. Zweetens ass dunn awer och, ufanks Abrëll, d'Propos u liberal Professioune gemaach ginn, fir e CDD vu 16 Stonnen d'Woch kënnen ze maachen. Déi kruten dann dee Moment de Statut och vum Employé de l'État. Allerdéngs dierfte se gläichzäiteg dann net och nach e Kontrakt als Salarié hunn, deen iwwer 50 % de Mount géif goen. Dee gréissten Deel vun deene Leit huet sech iwwregens iwwer myguichet.lu rekrutéiere gelooss. Dee Kontrakt gesäit allerdéngs awer och vir, datt ee ka gegeebenefalls fir aner Tâchen agesat ginn.

Bis elo, an och do kucken ech awer den Här Minister, ob déi Zuel nach stëmmt: 1.489 Leit - hunn ech hei stoen - hätte se als Employé de l'État, op dem Stand vum 5. Mee, rekrutéiert. Vläicht ass deen een oder deen aneren entretemps derbäikomm. Wat d'Remuneratioun ubelaangt, do gi se laut hirer entspriechender Karriär natierlech och bezuelt. 700 Leit wieren um Terrain affektéiert, soit am Spidol, soit an de Maisons de soins oder an de CSAen. An d'Gesamtkäschte ginn op 10,3 Milliounen Euro geschat.

Den 3. Mee huet op Avis vum Minister vun der Fonction publique d'Gesondheetsministesch déi Employés de l'État autoriséiert, hir Aktivitéite bis den 29. Mee vun dësem Joer auszeüben. An all déi Zuelen, déi ech Iech elo hei soen, misst ech am Fong geholl net weiderginn, well et awer schonn e bëssen de Kader vum Rapport hei sprengt. Mee ech mengen, et ass awer interessant, déi Zuelen hei matzedeelen. Déi hunn ech och aus enger Question parlementaire vun der Kolleegin Diane Adehm vum 4. Mee, soudatt ech dervun ausginn, datt dat, wat ech elo hei zielen, awer zumindest dann och alles richteg misst sinn.

Voilà! Dat Gesetz erlaabt eeben, wéi gesot, virun allem awer och, datt dee Kontrakt kann eng Gültegkeet behale bis iwwert den État de crise eraus.

Dann zum véierte Punkt, do geet et ëm d'Fonctionnairen a Beamten, déi eebe bedéngt duerch d'sanitär Kris elo net kënnen un enger Formatioun deelhuelen oder net kënnen un engem Examen deelhuelen, wat natierlech Nodeeler fir hir Karriär géif mat sech bréngen, well doduerch entsteet nämlech e Retard, kann e Retard entstoen, souwuel bei der Nominatioun wéi eeben och bei den Avancementer. Duerch dëse Gesetzesprojet ass den Effet vun hirer Nominatioun oder hirem Avancement op den urspréinglech virgesinnenen Dag elo festgeluecht, virausgesat, datt se natierlech den Examen an der éischter Sessioun no der Kris dann och packen.

Et gëtt eng Remark, déi een och nach muss maachen, do geet et ëm d'Stagiairen, an zwar déi, déi en Echec haten an dem Examen no der Kris, am éischten Examen no der Kris, an eréischt spéider d'Konditioune géifen erfëllen. Déi kréien hir Nominatioun dann natierlech eréischt an deem éischte Mount no der Sessioun vum Examen, déi no hirem Echec war.

Dann och nach kuerz zum Avis vum Conseil d'État vum 28. Abrëll. De Conseil d'État huet eng Rei Remarke gemaach - och legistescher Natur, och textueller Natur, déi hu mer och all iwwerholl. En huet keng Opposition formelle gemaach. Eng Remark hu mer net iwwerholl, op déi kommen ech nach kuerz zréck.

De Conseil d'État, dee schwätzt sech awer och dann derfir aus, fir elo eeben, wann dat Gesetz bis gestëmmt ass an och a Kraaft ass, d'Artikelen 9 a 17 vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2020 an den Artikel 1 vum groussherzogleche Reglement vum 27. Mäerz vun dësem Joer formal ofzeschafen, well déi Dispositiounen, wéi gesot, elo am Gesetz sinn.

An da kommen ech op déi kleng Remark nach zréck. De Conseil d'État wollt effektiv hunn, datt mir den Artikel 5 vum Gesetz géife supprméieren. Do geet et ëm d'Publikatioun. Do war awer d'Kommissioun anerer Meenung, fir eebe méi prezis ze sinn, méi flexibel kënnen ze sinn, a sot, datt e prezisen Datum géif festgehale ginn, wou eeben, wéi gesot, dëst Gesetz da géif a Kraaft trieden.

Voilà, ofschléissend wëll ech dann awer och nach d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen, net ouni och nach der Madamm Sonnetti an dem Här Lamesch Merci ze soen, déi jo och hu missen iwwert de Weekend emol derhannertgoen, fir datt mer alles konnten an den utillen Delaien hei presentéieren.

An ech géif Iech, wéi gesot, och bieden, dësem Projet, deen dach awer eng Wichtegkeet huet, zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass déi

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Fir eis als CSV ass dat heiten e ganz, ganz wichtege Projet de loi, well et geet nämlech drëm, fir Rechtssécherheet ze schafe fir Leit, déi de Moment scho beim Staat schaffen, déi awer nach keng fest Nominatioun hunn, respektiv fir Leit, déi op hir Avancementer waarden, déi d'Formatioune gemaach hunn oder nach net gemaach hunn. Jo, fir dat doten alles ze klären, duerfir ass et fir eis immens wichteg. An och, wéi de Rapporter et virdrun a sengem exzellente Rapport gesot huet, fir déi Leit, déi musse bei den Dokter goen - well wann ee wëllt beim Staat schaffen, muss een en Examen médical maachen -, och fir déi ass et wichteg ze wëssen, dass deen Dokteschtermin kann no hanne geréckelt ginn.

Et ass awer och, wéi de Rapporter et richteg gesot huet, e ganz wichtegt Gesetz am Kader vun der Coronakris, well mir wëssen alleguerten, dass eng Réserve sanitaire nationale geschaaft ginn ass op Basis vum Gesetz vum 8. Dezember 1981, wat dem Minister et erlaabt, fir Leit aus de Gesondheetsberuffer ze requisitionéieren, wa mer eng ganz grav international Kris hunn.

Déi Leit, déi dann op deem dote Wee an déi Réserve sanitaire nationale agestallt gi sinn, déi hunn, wéi gesot, Kontrakter kritt op Basis vu 40 Stonnen a vu 16 Stonnen d'Woch. A mir soen dem Minister och villmools Merci, dass en eis Modèles types vun esou Kontrakter zoukomme gelooss huet, fir dass mer déi eng Kéier konnte kucken. Ech soen och der Ministesch, der Paulette Lenert, Merci, dass se mer op eng Question parlementaire urgente geäntwert huet, wou se gesot huet, dass de Käschtepunkt vun deene Kontrakter eng 10,3 Millioune fir de Staat ass.

D'Ministesch huet mer och gesot, dass am Ganzen 1.489 Kontrakter ënnerschriwwe goufen an dass vun deene Leit der ronn 700 de Moment permanent schaffen. An déi aner Leit, dat si Leit, déi kënnen u sech geruff ginn, wann Nout um Mann ass.

Wat ech awer och nach dozou soe wëll, an dat ass e Punkt, wou d'CSV wierklech drop gepocht huet, dat ass den Artikel 14 vum Statut vun de Staatsbeamten, deen ausdrécklech virgesäit, dass een, dee beim Staat schafft, keng kommerziell, handwierklech oder industriell Aktivitéit däerf hunn. En däerf keng liberal Professioun ausüben oder iergendeng aner bezuelt Aktivitéit aus dem Privatsecteur. Mir haten an der Kommissioun zimmlech hefteg Diskussiounen iwwert deen dote Punkt, well kee richteg wousst, wéi dat dann elo mat deene Leit aus der Réserve sanitaire goe géif, déi dann och 16-Stonne-Kontrakter ënnerschriwwen haten.

An do ass dann derzou ze soen, dass d'Ministesch da schlussendlech och op eng Question parlementaire geäntwert huet, dass si den 3. Mee 2020 dann den Accord ginn huet, dass déi Leit, déi e Kontrakt am Kader vun der Réserve sanitaire hunn, dann och niewelaanscht kënnen hire Beruff nach weider ausüben, wa se dat wëllen. Ofschléissend wéilt ech nach soen, dass zu deem heite Gesetzesprojet keen Avis vun der Chambre des Fonctionnaires virläit.

A fir nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun zréckzekommen, déi mer d'lescht Woch mat de Studenten haten aus dem Lycée pour professions de santé, do ass nach dozou ze soen, dass do d'Ministesch och op eng Question parlementaire geäntwert huet, wou ganz genee detailléiert ass, wéi eng Schüler am Kader vu wéi engem Stage kënne weiderschaffen. A si huet eis zumindest geäntwert, dass déi eenzeg Schüler, deenen hire Kontrakt beendegt ginn ass, déi Schüler sinn, déi erëm zréck mussen an de Lycée goen, sief et haut, sief et nächste Méindeg.

Voilà! Ofschléissend soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Merci awer och dem Rapporter Gusty Graas fir e wierklech ganz kompletten, gudden a verständleche Rapport, deen e gemaach huet. Zum Contenu brauch een haut näischt méi bäizeflécken. E Merci awer och der Madamm Adehm, déi eis nach e Rappell vun all hire Question-parlementairë gemaach huet. Dat erspuert eis dann elo, dass mer déi nach eng Kéier musse liesen.

(Hilarité)

Mee e besonnesche Merci geet awer un alleguerten déi Leit, déi bereet waren, an der Réserve sanitaire matzemaachen. Ech mengen, wa mer an Nout sinn, ass et gutt ze wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg eng Partie Saache funktionéieren, ewéi déi doten. Dofir nach eng Kéier merci dofir.

A selbstverständlech ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci, Gusty Graas, fir deen detailléierte Rapport. An heimat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. Da ginn ech d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi. Ech wollt awer kuerz zréckkommen - dat ass jo och ugeschwat ginn - op dee komesche Mëssel, deen awer stattfonnt huet, wat d'Réserve sanitaire ugeet a wat particulièrement d'Schüler ugeet vum Lycée technique pour professions de santé**.** Glécklecherweis hat d'lescht Woch awer d'Wochenzäitschréft „woxx" bericht iwwert déi Annulation de contrat d'un commun accord, deen awer op jidde Fall nëmme vun enger Säit koum, dee „commun accord". Dat war eng gelunge Situatioun an aarbechtsrechtlech u sech skandaléis. Dat ass awer iwwert de Weekend, glécklecherweis, erëm gereegelt ginn.

Wat wier geschitt, wann d'Press net doriwwer bericht hätt? Dat ass eng aner Fro. Mee op jidde Fall beweist et, datt een an där Hisiicht muss reellement villes klären.

Déi heite Kris kann net e Virwand sinn, fir awer och op eng legal Aart a Weis „egal wat ze maachen", fir dat op gutt Lëtzebuergesch ze soen! An ech mengen, an deem Fall war dat de Fall. An dat muss eng Kéier ganz kloer gesot ginn, fir datt et net an anere Beräicher och - ech hoffen, et ass net de Fall -, fir datt et net an anere Beräicher och geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech op déi aner Säit vum Sall, bei den honorabelen Här Fernand Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat zwee Mercien, deen éischten natierlech un den Här Graas, deen eis wierklech eng ganz perfekt Presentatioun vun dësem Projet de loi gemaach huet, eng ganz iwwerzeegend, well d'ADR wäert deen och matstëmmen.

Deen zweete Merci geet natierlech un all déi Leit, déi sech gemellt hunn, déi matschaffen un dëser Réserve sanitaire, déi eis an enger schwiereger Zäit grouss Déngschter geleescht huet.

Mir mussen natierlech och kucken, wann dës Kris eng Kéier eriwwer ass - a mir hoffe jo, datt dat och geschwënn de Fall ass -, wéi mer kënnen och an Zukunft op genuch Leit zréckgräifen, wann et néideg ass.

Wann esou en Text wéi deen hei gemaach gëtt, da muss natierlech a kuerzer Zäit Grousses geleescht ginn. Dat ass am Ministère vun der Fonction publique geschitt. Mir mussen och kucken, ob dat och alles ëmmer korrekt gelaf ass. Dat muss kontrolléiert ginn, selbstverständlech, well eng grouss Zuel vu Kontrakter a kuerzer Zäit hu musse gemaach ginn. A selbstverständlech musse mer do och kucken, ob d'Interessie vum Steierbezueler ëmmer respektéiert goufen.

Mee méi wichteg nach ass, op där anerer Säit, fir Ongerechtegkeeten ze evitéieren, Ongerechtegkeeten, wéi se zum Beispill beim Lycée technique pour professions de santé opkomm sinn a wou mer jo elo awer eng Léisung fonnt hunn. A mir mussen och kucken, datt anerer, wéi Dokteren an Zänndokteren, déi sech do gemellt haten, déi do matgeschafft hunn, och remuneréiert ginn.

Meng Kolleegen hei, den Här Roy Reding an den Här Jeff Engelen, hunn eng Question parlementaire zu deem Theema gestallt, wou Problemer sinn, datt d'Dokteren an d'Zänndokteren net remuneréiert goufen, well do och Schwieregkeete mat der Gesondheetskeess sinn.

Ech mengen, wa mer als Staat dësen Effort gemaach hunn, dee richteg ass an dee mir als ADR voll ënnerstëtzen, ass et genausou eis Verflichtung, fir derfir ze suergen, datt all Form vun Ongerechtegkeet, all Form vun Netunerkennung vun engem Effort, deen d'Leit maachen an eisem gemeinsamen Interessi, ka verhënnert ginn. An deem Sënn encouragéiere mer d'Regierung, fir dorunner virunzeschaffen.

Ech soen Iech Merci. A wéi gesot: D'ADR stëmmt dat hei gär mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säin exzellente Rapport. Och mir Piraten wäerten dee Projet hei matstëmmen.

Et ass elo scho villes gesot ginn. Ech wëll awer nach op ee klenge Punkt agoen an och eng Kéier de Minister luewe fir déi vill Äntwerten, déi mer kritt hunn. Et war sécherlech heiansdo e bësse méi kritesch an der Kommissioun. An de Minister war awer do ganz transparent an och immens transparent, dass mer elo nach eng Kéier déi CDDen als Musterbeispill zougeschéckt kritt hunn.

Dir kënnt dat gären eng Kéier mat an de Regierungsrot huelen. Ech géif mer dat och bei anere Ministere wënschen!

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An da ginn ech och direkt der Regierung d'Wuert. De Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, léif alleguerten, ech géif wëllen ufänken, fir dem Rapporter, dem Gusty Graas, Merci ze soen, well en erspuert mir et, fir elo an deen awer techneschen Detail eranzeklammen.

Dat heiten ass eng gutt Illustratioun vun deem, wéi mer, mengen ech, awer och am État de crise mat der Chamber zesummegeschafft hunn. Ech mengen, mir hunn déi dote Bestëmmungen an dem Règlement de crise geholl, well et do ganz séier huet musse goen. A mir hunn, lassgeléist dovunner, direkt en Text hei erabruecht, och wa mer wëssen, dass, wann den État de crise elo nach méi laang wéi bis den 29. Mee geet, mer dat jo emol guer net hätte misse maachen. Mir hunn awer direkt deen Text hei deposéiert, fir eeben och an der Chamber an an der Chamberskommissioun hei e Retour driwwer ze huelen. An ech soen och der Chamberskommissioun Merci fir deen Echange, dee mer hunn.

Och grad dat, mengen ech, ass awer och e Beispill, dass mer do mat dem Text hei hikomm sinn: Do waren e puer Echangen. Do ware Saachen, déi eis eng Kéier un d'Häerz geluecht gi sinn. Ech sinn déi Kéier drop, nodeem ech gesot hat, ech géif mer dat nach eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, och méindes erëmkomm an déi Chamberskommissioun an ech hunn den Deputéierten och gesot, dass ech deene Remarke Rechnung gedroen hunn an dass eeben och d'Santésministesch gefrot huet, fir en Avis ze kréie vun dem Fonction-publiques-Minister, fir dass déi Activités accessoires kéinten erlaabt gi vun deem Moment un, wou erëm normal medezinnesch Aktivitéite kéinten ufänken.

Dofir ass dat, mengen ech, och awer e gutt Beispill vun deem, wéi mer och an der Kris - och mat engem Text, deen doriwwer erausgeet, net wëssend, ob een dat vläicht eng Kéier brauch, mee trotzdeem ass deen Text hei - kënnen hei zesummen diskutéieren, mat alleguerten de Punkten, déi Iech um Häerz leien.

Ech wëll kuerz eng Kéier awer och op dat, wat elo gesot ginn ass, agoen, op deen een oder anere Mëssel. Sécher gouf et do e Mëssel. Mee ech wéilt ee grousse Merci och hei awer matabannen an Iech dat awer dann och eng Kéier erklären.

An där Zäit ronderëm deen 29. Mäerz, mat den Zuelen, déi de Rapporter och hei ernimmt huet, war net ze gesinn, wat alles eventuell op eis kéint duerkommen. Dunn ass bannent kuerzer Zäit och op dem govjobs.lu en Opruff gemaach ginn, fir déi Réserve sanitaire am Land ze mobiliséieren. Do si Volontairë gesicht ginn. Do si Leit gesicht ginn, déi eng Hand géife matupaken. Dat waren Dausende Leit, déi dat kéinte maachen.

An do, bannent engem Weekend praktesch a bannent e puer Nuechten, hu Beamten, déi aus der Fonction publique koumen, hei als Backoffice, wann ech esou däerf soen, fir de Santésministère zu Dosende gehollef, fir dat heiten iwwerhaapt operationell hinzekréien.

Dat ass eppes, wou vläicht net esou vill driwwer geschwat ginn ass. An ech wëll awer vun där heiter Plaz aus eng Kéier profitéieren - an ech mengen, an Ärer alleguerten Numm, wann ech mer dat däerf erlaben -, fir deene Leit och Merci ze soen, well do ass awer eng eemoleg Aarbecht gemaach ginn, bannent kuerzer Zäit. Si hu sech Demarchen um Guichet, Systemer afale gelooss, fir dat dann och kënnen ze maachen, mat Recruteure vun dem CGPO, mat Leit, déi wierklech nuechtelaang dorunner geschafft hunn - ech soen Iech dat och hei! - an och dee ganze Weekend, fir dat hinzekréien, mat Suergen, déi natierlech sinn.

An dass do natierlech e puer Spéin falen, dat soen ech Iech ganz éierlech hei, ech mengen, dat ass kee Geheimnis! Mee si hunn och probéiert, wéi dee Mëssel opgetaucht ass elo iwwert de Weekend, dat erëm hannerzeggoen ze loossen. Mee wa séier geschafft gëtt, an ech zitéieren do ee vun de Responsabele vun der WHO, ganz am Ufank vum Virus: „Wa mer de Virus wëlle bekämpfen, dat ass eng onheemlech Aufgab. Dat ass e Sprint. A wa mer do 100 % Perfektioun och nach sichen ze erreechen, dat ass net méiglech!" Hei war deen ee Mëssel, deen opgetaucht ass. Et gouf bestëmmt nach deen een oder anere klenge Mëssel dorëmmer. Wann dat dann opgetaucht ass, hu mer och probéiert, dat riichtzebéien. Mee et kann een natierlech och dat eng Kéier a Betruecht zéien, dass do vu ganz ville Leit mat ganz vill Engagement dat doten iwwer Nuecht gemaach ginn ass, mat Digitalexperten, mat deene vun dem CGPO a mat der Santé. An ech wéilt deenen eng Kéier dofir hei Merci soen.

A merci natierlech och deene Leit, déi sech gemellt hunn. Ech mengen, déi sinn essentiell. Déi hu mer gebraucht. An déi wäerte mer, deemno wéi, och nach weider brauchen.

An dofir och un Iech e Merci, dass mer kënnen hei praktesch unanime, wann ech dat och verstinn, deen heite Projet stëmmen, well en ass, mengen ech, awer ganz wichteg, fir och déi Course eeben do ze packen, fir op d'mannst eenegermoosse kënne mat op deem Marathon do ze lafen.

An hei ass och d'Illustratioun vun deem, wat mir awer och ganz wichteg ass, an dat soen ech och haut als Minister vun der Fonction publique: Hei si jo Leit och rekrutéiert aus alle Beräicher, och aus dem Privatsecteur, vu liberale

Beruffer, déi eng Hand matupaken, zesumme mat deenen Efforte vun deenen aus der Fonction publique. Ech kommen elo net nëmmen heihinner als Minister hei vun der Fonction publique a soen hei e grousse Merci iwwert d'Staatsbeamten: Och e Merci un alleguerten déi Leit, déi aus dem Privatsecteur hei eng Hand matupaken! Dat hei ass dat Beispill, wou mer zesummen an enger nationaler Unioun, aus egal wat fir engem Secteur, kënnen d'Saach ugoen, fir an deem dote Match kënnen eng Chance ze hu fir kënnen ze gewannen.

An dofir de Merci souwuel un déi aus der Fonction publique wéi aus dem Secteur privé, déi eng Hand matupaken, fir dat ze maachen!

De Fonction-publiques-Ministère ass hei de Backoffice. Dir wësst, wéi mer fonctionéieren. Dat hu mer gemaach. A mir sinn och nach ëmmer amgaangen, dat ze maachen, well awer do nach vill Kontrakter lafen an och d'Nobeaarbechte vun deem, wat da geschitt.

An deem Sënn soen ech Iech Merci an ech si frou, dass dat heiten esou breet gedroe gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7557. Den Text steet am Document parlementaire 7557[2]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, an da maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7557 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Här Benoy, Dir feelt nach dohannen. De Carlo Back och nach. Den André Bauler.

Wie wëllt e Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet 7557 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents

Mir kommen elo zum Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7570, deen et erméiglecht, Ausschnëtter aus de Procès-verballe vum Bureau a vun der Presidentekonferenz ze veröffentlechen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dëser Propositioun, den honorabelen Här Roy Reding.

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, scho virun der Deklaratioun vum État de crise koum et zu engem Dialog tëschent Regierung a Chamber. Dat war immens, immens wichteg, fir do kënnen zesummenzeschaffen.

Am Ufank ass dat geschitt tëschent Regierung an der Conférence des Présidents. Duerno si Réunion-jointë gemaach gi vun der Conférence des Présidents, dem Bureau vun der Chamber an der Regierung. An de Wëllen ass einfach geäussert ginn, fir kënnen déi Rapporten, asoufern se sech op d'Kris bezéien, och ze veröffentlechen, fir par rapport zur Bevëlkerung a voller Transparenz kënnen ze schaffen.

Wuel verstane sinn nëmmen déi Rapporte betraff, déi mat der Kris ze dinn hunn, well mer am Prinzip der Meenung waren, bal eestëmmeg an der Kommissioun, datt déi Diskussiounen am Chambersbureau an och an der Conférence des Présidents d'Confidentialitéit sollte behalen. Duerfir schwätze mer hei vun „extraits" vu Rapporten an net vun de Rapporten zesummen.

Wat ass nach ze soen? Der Chamber hir Servicer, dat ass ganz wichteg fir eise Service des relations publiques, wäerten, wann d'Veröffentlechung stattfënnt, op e Vott vun deene jeeweilege Gremien no hirem Droit de votation hin, déi Saache public maachen, an net „unter ferner liefen" an iergendenger Rubrik op eisem Site, wou ee se net géif fannen, mee op enger Säit, déi dëser Saach dediéiert ass.

Fir de Rescht verweisen ech op de Rapport an de Rapport complémentaire, déi allen zwee an eiser Kommissioun eestëmmeg ugeholl gi sinn. An da brëngen ech selbstverständlech den Accord vun der ADR zu dësem Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci awer och deem, deen à l'origine ass vun dësem Rapport, dem Sven Clement mat senger Proposition de loi. Hie wäert herno sécher selwer drop agoen.

Et kann ee soen, datt dës Ëmännerung am Reglement am Fong d'Konsequenz ass vun eiser Motioun, déi mer unanime hei am Ufank vun der Kris gestëmmt hunn an der Chamber, aus där ech e puer Passagë wollt rappeléieren:

fir d'éischt, datt mer an enger Koordinatioun tëschent Chamber an der Regierung dës Kris géife meeschteren;

dann och d'Obligatioun vun der Regierung, op d'Froe vun dem éischte Pouvoir ze äntweren;

datt reegelméisseg all Woch eng Reunioun tëschent der Chamber an der Regierung géif stattfannen ënnert der Form vun dem Organe ad hoc Conférence des Présidents a Bureau;

datt d'Chamber iwwer all Changement esou schnell wéi méiglech sollt informéiert ginn,

an datt eng adequat a cibléiert Informatioun vum Public duerch d'Regierung wäert gemaach ginn.

An de But vun dëser Ännerung an eisem Chambersreglement ass jo och, fir Transparenz no bausse walten ze loossen. Datt d'Leit dat kënnen noliesen, ass politesch wichteg, mee et ass och herno historesch wichteg, wann ee vun den zukünftege Studenten zum Beispill op der uni.lu seng Thees géif iwwert dës Kris schreiwen, datt e kann en Ableck kréien an déi politesch Diskussiounen, déi tëschent Chamber a Regierung gefouert gi sinn.

Ech ka mer awer net verzwécken, nach eng Kéier hei ze rappeléieren, datt, wann am Ufank d'Informatiounspolitik gutt gelaf ass, se awer méi spéit méi spärlech gelaf ass. Et war éischter Quantitéit wéi Qualitéit.

Ech wéilt och nach eng Kéier dorop hiweisen, Här President, dat ass eng Aufgab vun eis, an ech kucken de President vun der Institutiounskommissioun, wa mer elo un dat Kapitel kommen iwwert d'Institutiounen, wéi eng Chamber sech opstellt an enger Crise sanitaire, well, an et ass oft genuch hei um Riednerpult gesot ginn: D'Verfassung an och d'Reglement kennen d'Kris, mee awer net déi Crise sanitaire, wéi mer se elo hei hunn!

An do ass vill am Ausland doriwwer geschriwwen a geschwat ginn. Ech verweisen zum Beispill op e ganz interessanten Artikel an der Editioun vum 5. Abrëll vun der „Süddeutsche Zeitung": „Ein Rettungspaket für den Bundestag", wou zum Beispill dee Gedanke gefouert gëtt vum President vum Bundestag iwwer e sougenannt „Notparlament", dat am Fong e kleng Parlament ass proportionell zu der Representatioun am normale Parlament. Bei enger Crise sanitaire hätt et och kënnen zum Beispill geschéien, datt hei 40 Deputéiert de Coronavirus kritt hätten, an da wiere mer net à même gewiescht ze siegéieren. Alles dat si Gedanken, déi ee soll matafléisse loossen am Kader vun eisen Iwwerleeunge vun der Verfassungsännerung, iwwert d'Institutiounen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, villmools merci. Ech wéilt ufänken, fir dem President-rapporteur, dem Roy Reding, häerzlech Merci ze soen, mee och dem Benoît Reiter. Et ass immens schnell hei geschafft ginn: e Rapport an nach e Rapport complémentaire. Ech wëll awer och dem Sven Clement Merci soe fir seng Initiativ.

Contrairement zu mengem Virriedner wëll ech awer hei en häerzleche Merci soe sougutt dem Premier Xavier Bettel wéi der Madamm Lenert an deenen anere Kolleege vun der Regierung, déi systematesch a reegelméisseg bei eis komm sinn, fir eis en long et en large net nëmmen ze informéieren iwwert de State-of-play vun der ganzer Situatioun, mee eis op onzieleg Froen ze äntwerten.

An ech ginn dervun aus - an entschëllegt mech, wann ech elo e bëssen direkt sinn! -, et ass op eemol eng viszeral Loscht bei den Deputéierte komm, sougutt vun der Majoritéit, mee haaptsächlech vun der Oppositioun a vun de Sensibilitéiten, fir dass déi onzieleg Froen an Äntwerten an eis rezent Debatte kéinte publizéiert ginn, well, ech mengen, et ass eng Saach vun der Demokratie, et ass eng Saach vun Transparenz, mee et ass och eng Saach vu Plusvalue vun der Aarbecht vun all Eenzelen. An de Sven Clement huet d'Initiativ geholl.

Mir hunn am Kader vun de Gespréicher liicht - plus ou moins liicht - deviéiert vum Text vis-à-vis zu dem Text, dee mer elo hunn. Mir hunn dat awer esou gemaach, dass de Système de vote sougutt vun der Conférence wéi vum Bureau respektéiert gi sinn, dass awer d'„substantifique moelle", dat heescht, déi Extraiten, déi wichteg si fir all Mënsch, dass déi géife publizéiert ginn.

Mir hunn dat erreecht, wat mer wollten, an dofir soen ech all Mënsch Merci. An ech ginn, bien entendu, den Accord vun der DP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir seng gutt Duerleeung vum Objet vun dëser Proposition de modification. Dat war ganz korrekt a ganz op de Punkt bruecht. Merci och dem Sven Clement fir d'Initiativ, fir dës Ännerung un dësem Reglement ze huelen.

D'Regierung kënnt eemol d'Woch bei d'Conférence des Présidents an de Bureau, fir Ried an Äntwert ze stoen zu alle Froen. Si maachen dat wärend dräi, véier - alt nach méi laang - Stonnen, fir wierklech op all Fro ganz am Detail ze äntwerten. An dat hei ass e weidert Zeeche vun Transparenz, wat an där ganzer Diskussioun hei soll gemaach ginn, nämlech, datt déi Rapporte sollen éffentlech gemaach ginn. Ech fannen dat eng gutt Saach, net nëmmen historesch, an engem historesche Sënn gekuckt, mee och fir elo an enger kuerzer Zäit och nach eng Kéier kënnen nozekucken, wat alles geschwat ginn ass.

An dofir ass dat heiten eng gutt Propositioun, déi mer nëmmen ënnerstëtzen. An ech ginn domadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vum Georges Engel un. Ech mengen, mir sëtze ganz laang do a mir kréien immens vill Äntwerten. Och wann net ëmmer alles 100 % ka gewosst sinn an engem État de crise, muss een awer soen, dass dës Chamber e ganz gudden Echange huet mat der Regierung an dass wierklech de Xavier Bettel souwuel wéi d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, eis stonnelaang Ried an Äntwert stinn an och anerer ëmmer erëm kommen, wa mer se froen. An dofir e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mat hinnen.

Deen anere Merci geet natierlech dann och un de President vun der Kommissioun an och Rapporter vun dëser Modifikatioun vum Règlement, de Roy Reding, dee sech hei erageknéit huet a wou eng gutt Propos herno zesummen ausgeschafft gouf, op Basis vun där Virlag vum Sven Clement, deem ech dann och wéilt Merci soen.

An hei gesäit ee gutt: Wann ee wëllt zesummeschaffen, da geet et. Dofir en Appell, an dësem État de crise d'Käpp zesummenzestiechen, well da kënnt och méi derbäi eraus, wéi wa mer se auserneestrecken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat heiten natierlech och mat. Ech kommen awer net derlaanscht, e Wuert ze verléieren iwwert déi awer e bësse speziell Konstellatioun, mat där mer et ze dinn hunn. Nämlech déi Reuniounen, déi bestinn aus de Membere vum Bureau an de Membere vun der Presidentekonferenz, wat awer dozou féiert, datt, souwuel wat de Bureau wéi och d'Presidentekonferenz ugeet, eigentlech hir wierklech Funktiounen net erfëllt ginn. Mee et ass eng Noutléisung, déi fonnt ginn ass, fir et ze erméiglechen, datt alleguer d'Parteien an deem Gremium vertruede sinn.

Well wéi mer wëssen, sinn déi Lénk déi Eenzeg, déi net am Bureau vertruede sinn, déi och keng Rapporte kréie vun de Bureaussëtzungen. Duerfir ass probéiert ginn, déi dote Solutioun ze fannen, fir awer alleguer d'Parteie mat u Bord ze huelen. Wat ech vum Prinzip hier natierlech och begréissen, wat awer déi méi wäit goend Fro vun der Kompositioun vum Bureau, vu senger Funktioun a vun der Abezéiung vun alle politesche Parteien hei an der Chamber weider oppestoe léisst. An d'Reform vun eisem Reglement léisst am Moment jo och, krisebedéngt, nach e bëssen op sech waarden. Mee ech mengen, datt mer och dee Chantier als Chamber sollte weider ugoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Häre, den 30. Abrëll hunn ech dës Proposition de modification du Règlement deposéiert, déi initial als Zil hat, fir, mëttels engem Vott, d'Procès-verballe vun der Conférence des Présidents a vum Bureau kënnen éffentlech ze maachen.

Mäin Zil, an dat verstoppen ech net, war, fir eng generell Dispositioun ze fannen, eppes, wat et erméiglecht hätt, fir Transparenz net nëmmen am État de crise ze schafen, mee wat deene jeeweilege Gremien d'Chance ginn hätt, selwer ze entscheeden, wéini eppes public kéint ginn oder net. D'Diskussiounen an der Kommissioun hu sech awer, entgéint menger Hoffnung, eenzeg an eleng op d'Veröffentleche vun de besote Rapporte wärend dem État de crise beschränkt.

Eis Propositioun huet virgesinn, datt awer d'Membere vun deene jeeweilege Gremien - an do rejoignéieren ech de Marc Baum, wann et och nach ëm d'Stëmmrecht an deene Gremie geet, wou am Moment ëmmerhi ganzer aacht Deputéierter vu 60 net mat engem Stëmmrecht an der Conférence des Présidents vertruede sinn, notamment d'ADR, déi Lénk an d'Piraten -, datt déi Memberen, déi e Stëmmrecht hätten, also largement d'Majoritéit entscheet hätt, ob, a wa jo, ënner wéi enger Form eppes veröffentlecht gi wier.

Bref, dës Propositioun gouf net zréckbehalen, an an der Diskussioun, déi och vum Rapporter, deem ech Merci soe fir de Rapport a fir d'Viraarbecht, duergeluecht gouf, gouf eng nei Propositioun ausgeschafft, déi dunn an der Kommissioun de Konsens fonnt huet, mam Zil, datt mer iwwerhaapt eppes géife kréien, datt mer wéinstens d'Dier e bësse géifen opmaachen. Et ass wäit ewech vu „Fënstere grouss oprappen an déi Gremie ...

(Interruption)

Le saviez-vous ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

... méi transparent maachen". Et ass definitiv just e Spalt wäit, wou eng Dier opgemaach gëtt.

Et ass awer e wichtege Spalt, well grad an dësem État de crise, an dat gouf vum Léon Gloden jo och ugeschwat, gëtt et Procès-verballen, déi awer d'Interaktioun zwëschent den zwou Instanzen, den zwee Pouvoiren, der Exekutiv an der Legislativ, illustréieren. An ech mengen, an do war sech och an deenen Ad-hoc-Reuniounen u sech jiddwereen eens, datt mer zumindest dat missten ëffentlech maachen. An ech soen dofir och all deene bedeelegte Parteien natierlech Merci, a) fir d'Énnerstëtzung vum Prinzip, datt mer wéinstens e bëssen Transparenz erakréien.

Ech perséinlech hätt mer méi gewënscht. Ech sinn ugetrueden, fir méi Transparenz an d'Politik ze bréngen, fir méi Oppenheet eranzebréngen. A wann ech heimadder e klenge Bäitrag zumindest haut ka leeschten, da sinn ech frou. Mee ech hunn awer och eng Tréin am A, datt mer net méi wäit konnte goen, datt mer eis net getraut hunn, méi wäit ze goen.

Jo, ech héieren hei schonn: „Trau dech!" Majo, sot dat Äre Vertrieder an deene jeeweilege Kommissioun: „Traut Iech!" Kommt, mir trauen eis, méi transparent ze sinn! Kommt, mir trauen eis, der Populatioun ze weisen, wat an deene Gremie viru sech geet! Dat meescht dovunner ass administrativ. Dat meescht dovunner ass net emol „de l'art pour l'art", mee et ass Aarbecht! Et weist, datt tatsächlech, fir esou eng Plenière wéi haut ze organiséieren, et net duergeet, einfach nëmme Projet-de-loien op eng Lëscht ze setzen, mee datt et eeben och drëm geet, d'Disponibilitéiten ze kucken, ze kucken, wéi eng Projete prioritär musse sinn.

All dat bleift weiderhi virun der Ëffentlechkeet verstoppt! D'Chamber fënnt just an den normale Kommissiounen an an der Plenière statt. D'Aarbecht hannendru bleift weiderhin e Mystère!

Mir hätte kënne méi wäit goen. Mir maachen et haut net. Dat ass d'Tréin am A. Ech sinn awer ganz frou, datt mer haut Unanimitéit kënne fannen, fir zumindest dëse Krisenorgan, dee mer do ad hoc geschafen hunn, méi transparent ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7570. Den Text steet am Document parlementaire 7570[2]. Fir d'éischt hu mer de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7570

De Vott fänkt un.

Wie wëllt e Vote par procuration maachen?

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dësen Ännerungsvirschlag 7570 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.34 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 33, 34 et 35

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 502

Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen p. 502

Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil p. 502-507

7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016
et
7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016 p. 507-520

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen p. 520-521

7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018
et
7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018 p. 521-523

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 524

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler p. 524

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat p. 524-534

Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisation d'une application de traçage des contacts obligatoire p. 534-537

Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen p. 537-539

7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise p. 539-540

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise p. 540-541

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 542

Communications p. 542

7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution (Déclaration de recevabilité) p. 543

Ordre du jour p. 543

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans lecadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 543

- Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
et
- Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 543-544

- Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

- Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
et
- Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 544-545

- Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale p. 545

- Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 545

- Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 546

- Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 546

- Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 546-547

- Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 547

- Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 547

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel p. 547-548

7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise p. 548

Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg p. 548-549

Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents p. 549-550

Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique p. 550-551

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19 p. 551-553

7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents p. 553-554

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 16** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1829	Yves Cruchten	Contournement de Bascharage
1872	Tess Burton, Mars Di Bartolomeo	Utilisation des pesticides dans l'Union européenne
1943	Roy Reding	Opportunité des poursuites
2061	François Benoy, Marc Hansen	Pollution répétée des cours d'eau
2080	Yves Cruchten	Effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air
2083	Serge Wilmes	Nettoyage et désinfection des véhicules de transport en commun
2084	Laurent Mosar	Aide aux indépendants
2085	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Délais d'achèvement des biens immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2089	Diane Adehm	Restauration scolaire dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2092	André Bauler	Dépôts de déchets illégaux
2095	Fernand Kartheiser	Effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air
2760 urgente	Martine Hansen, Gilles Roth, Laurent Mosar	Enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19
2792 urgente	David Wagner	Incendie au camp pour réfugiés Moria
2793 urgente	Stéphanie Empain	Incendie au camp pour réfugiés Moria
2850 urgente	Sven Clement	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
2859 urgente	Marc Baum, David Wagner	Dispositions de testing du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement musical
2860 urgente	Fernand Kartheiser	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
2863 urgente	Martine Hansen	Mise en quarantaine du personnel enseignant
2865 urgente	Stéphanie Empain	Assèchement du lac de Weiswampach
2868 urgente	Marc Goergen	Assèchement du lac de Weiswampach

Question 1829 (05.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **contournement de Bascharage :**

En date du 19 juillet 2018, la Chambre des Députés a voté le projet de construction d'un contournement pour la localité de Bascharage. Ce projet est d'une grande importance pour les citoyens de la commune de Käerjeng et alentours, étant donné qu'ils souffrent de l'afflux continu du trafic et des nuisances qui l'accompagnent.

Aussi, je me permets, 18 mois après le vote du projet, de demander à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics de faire le point sur l'avancement de ce dossier :

1) Quels travaux ont été réalisés depuis juillet 2018 ?

2) Quelles études ont été réalisées, respectivement quelles études doivent encore être réalisées avant le début des travaux de construction ?

3) Monsieur le Ministre est-il en mesure de garantir que toutes les études nécessaires seront réalisées dans les meilleurs délais et d'éviter qu'une situation comme celle concernant le contournement de Dippach ne se reproduise ?

4) Quelles autorisations préalables sont nécessaires pour entamer le chantier ? Qu'en est-il de ces autorisations ?

5) Quand est-ce que les travaux de construction pourront débuter et quelle est la durée estimée pour la réalisation du contournement ?

Q376

Réponse (09.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis le vote du 19 juillet 2018 et la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage, le Gouvernement est autorisé à procéder aux études détaillées concernant les volets constructifs de ce projet. Dès lors, l'Administration des ponts et chaussées a fait élaborer ces études détaillées et le dossier de l'avant-projet détaillé de l'ensemble du projet vient d'être présenté. Vu l'ampleur du projet, les travaux seront scindés en plusieurs lots et les premiers dossiers de soumission sont en train d'être préparés.

Les travaux de construction proprement dits n'ont donc pas encore commencé à ce jour ; néanmoins, des travaux accessoires nécessaires aux études détaillées en matière de géologie, d'analyses de sols et de topographie ont été effectués.

ad 2) Les études suivantes ont été réalisées jusqu'à présent :

1) Études pour l'établissement des dossiers de soumission :

Les études détaillées pour l'établissement des dossiers de soumission des différents segments du contournement de Bascharage ont été menées, respectivement sont toujours en cours. Ces études détaillées se fondent sur d'autres études réalisées au préalable, notamment en matière de géologie et de topographie.

2) Une évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires a été menée et les résultats de la consultation du public ont été transmis au Premier Ministre le 27 juillet 2016 afin de les discuter au sein du Conseil de Gouvernement.

a) Étude acoustique :

Une étude acoustique a été réalisée en août 2016 et mise à jour en janvier 2018 et ce dans le secteur de la gare de Bascharage.

Les émissions sonores générées par le trafic empruntant le contournement routier projeté ont été calculées pour divers points situés le long du tracé et de l'actuelle route nationale N5. Ces études ont contribué à dimensionner l'écran acoustique de 800 m de longueur au niveau de la gare de Bascharage, qui fait partie du projet du contournement.

b) Étude de pollution de l'air :

Une étude sur la pollution de l'air a été réalisée en 2015.

Le trafic de la route nationale N5 qui traverse Bascharage engendre un niveau élevé de pollution de l'air dans certaines parties de la localité. Ceci concerne notamment le dioxyde d'azote pour lequel les valeurs limites sont dépassées régulièrement dans la partie centrale de la traversée de Bascharage.

Actuellement, la valeur annuelle moyenne du dioxyde d'azote NO_2 au centre de Bascharage, le long de l'avenue de Luxembourg, s'élève à 57 µg/m^3 et se situe donc substantiellement au-dessus de la valeur limite de 40 µg/m^3. Après la construction du contournement, une valeur de 31 µg/m^3 est attendue, respectant donc la valeur limite actuelle.

c) Dans le cadre de cette évaluation des incidences, les incidences sur la faune protégée au niveau national (entre autres oiseaux et chauves-souris) ont également été évaluées.

ad 3) Les études du volet génie-civil sont en train d'être réalisées dans le but de finaliser les premiers dossiers de soumission au début de l'année prochaine. En ce qui concerne les compléments d'études environnementales nécessaires à la définition des conditions d'aménagement et d'exploitation ainsi que des mesures de compensation écologique, celles-ci sont réalisées en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et pourront être finalisées dans les prochains mois.

ad 4) a) Autorisations en matière de gestion de l'eau :

Le dossier pour la demande d'autorisation concernant la gestion de l'eau pourra être présenté au cours des prochaines semaines. Les principes de planification ont déjà été discutés avec l'Administration de la gestion de l'eau pendant la phase d'étude du projet.

b) Autorisation environnementale en application des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement :

Comme une partie du contournement traversera la zone Natura 2000 LU0001027, des mesures écologiques adéquates au niveau fonctionnel sont à prévoir. À cet effet, il est envisagé d'intégrer au moins huit hectares de forêt adjacente dans le réseau européen Natura 2000. Les procédures y relatives seront entamées dans les meilleurs délais.

Le projet du contournement de Bascharage touche également la zone protégée nationale Dreckswis et le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 déclarant zone protégée la zone humide Dreckswis englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Bascharage et de Sanem devra donc être modifié (→ adaptation des limites de la zone protégée et agrandissement de la zone vers le nord). Les modifications envisagées ont été discutées avec des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et la procédure y afférente commencera à courte échéance.

En termes de biotopes, l'ampleur des mesures compensatoires au niveau national a été définie en fonction du calcul du bilan écologique. Il est prévu d'aménager des forêts et de planter des haies et des arbres, ainsi que d'extensifier des prairies, de renaturer des cours d'eau et de créer des mares. Ces mesures ont fait l'objet de concertations entre l'Administration des ponts et chaussées et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Autorisations communales :

Le projet du contournement de Bascharage étant inscrit au Programme des contournements d'agglomérations et tronçons de route reliant un échangeur à la voirie normale de l'État prévu à l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, les travaux de construction de cette voirie étant déclarés d'utilité publique et l'établissement, la modification et l'exploitation de cette voirie ressortissant exclusivement à l'État en vertu de l'article 2 de cette même loi, une autorisation de bâtir communale n'est pas requise. Les communes territorialement compétentes sont informées par des déclarations de travaux.

ad 5) À ce stade, il est difficile de prédire une date exacte du début des travaux. Selon le planning actuel, les travaux du contournement pourront démarrer au plus tôt en automne 2021 et la durée prévisible de l'ensemble du projet est de cinq années.

Question 1872 (13.02.2020) de **Mme Tess Burton** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**utilisation des pesticides dans l'Union européenne :**

Selon un rapport publié par la Cour des comptes européenne, les progrès accomplis en vue de mesurer et de réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides dans l'UE ont été limités.

Plusieurs États membres ont pris du retard et n'ont pas encore transposé intégralement la directive sur une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Par ailleurs, les agriculteurs ne sont pas suffisamment incités à adopter des méthodes de substitution. En outre, la Commission européenne n'est pas à même de surveiller étroitement les effets ou les risques résultant de l'utilisation des pesticides, affirment les auditeurs.

1) Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de quelle façon le Luxembourg est visé par les critiques formulées par la Cour des comptes européenne.

2) Qu'en est-il des reproches formulés à l'encontre de la Commission européenne ?

Réponse (13.03.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) D'abord il faut noter que la Cour des comptes européenne n'a pas audité le Luxembourg. Ainsi, les critiques formulées ne visent pas explicitement le Luxembourg. Cependant, certaines observations y relatives peuvent être faites :

Il est vrai que le Luxembourg avait pris du retard pour transposer en droit national la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable par l'adoption de la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques. Mes services sont actuellement en train de finaliser les règlements grand-ducaux prévus par cette loi qui font encore défaut.

La Cour des comptes européenne a par ailleurs regretté que la lutte intégrée soit peu appliquée dans l'UE. À cet égard, il convient de noter que pour promouvoir, entre autres, la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural finance trois projets de recherche EFFO, ANGEL et Digital Pilot Farms, qui sont en phase d'exécution. En plus, tel que prévu par la directive en question, l'État assure l'accès gratuit à plusieurs outils d'aides à la décision (Sentinelle, VitiMeteo, RimPro) permettant aux agriculteurs d'appliquer les produits phytopharmaceutiques dans le respect des principes généraux de la lutte intégrée.

La Cour des comptes européenne a également regretté que le nombre de produits phytopharmaceutiques à faible risque dans l'UE reste peu élevé. Le Luxembourg n'a guère d'influence sur le nombre de produits phytopharmaceutiques à faible risque disponibles. Le marché luxembourgeois est trop petit pour inciter l'industrie à investir dans le développement de tels produits qui en général prend une dizaine d'années. De toute façon, la politique du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural vise à remplacer la lutte chimique par des méthodes mécaniques, biotechniques ou biologiques.

La Cour des comptes européenne a d'autre part manifesté son mécontentement par rap-

port aux statistiques disponibles dans l'UE concernant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. En ce qui concerne le Luxembourg, cette critique n'est toutefois pas valable, car un dossier publié sur le site Internet du Ministère de l'Agriculture renseigne sur la quantité de matières actives utilisées dans les cultures agricoles les plus importantes au Luxembourg.

ad 2) La Commission européenne a répondu dans un document annexé au rapport de la Cour des comptes européenne.

Question 1943 (27.02.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**opportunité des poursuites :**

De Parquet („Staatsanwaltschaft") huet hei zu Lëtzebuerg de Pouvoir ze decidéieren, datt eng Affär, eng Uklo, eng Denonciatioun poursuivéiert gëtt oder net. Dës „opportunité des poursuites" gëtt nach verstäerkt duerch d'Méiglechkeet Affäre „verjären ze loossen", dat heescht se zwar net formell ze klasséieren, mee awer och ni zur Uklo ze bréngen, esoudatt de betraffene Bierger ni viru Geriicht kënnt. An dësem Kontext stellen sech eng Rei vu Froen:

- Gëtt et eng Statistik wéi vill Affären all Joer klasséiert ginn an wéi vill der verjäre gelooss ginn?

- Gëtt et iergendwellech objektiv Krittären, fir ze decidéiere wien oder wat poursuivéiert gëtt oder net?

- Gëtt et iergendeng Kontroll, datt dee Pouvoir net mëssbraucht gëtt, sief et fir enger Persoun zu Stroffräiheet ze verhëllefen, sief et fir eng Persoun aus perséinlechen oder politesche Motiver ze schikanéieren?

Réponse (09.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De Lëtzebuerger System ass effektiv, genee wéi zum Beispill de franséischen, op d'opportunité des poursuites opgebaut. Dëst bedeit, datt anescht wéi an engem System wou d'office muss poursuivéiert ginn, de Parquet eng gewësse Latitude am Choix vun de poursuivéierten Affären huet. Dee Choix ka sech duerchaus un objektive Krittären orientéieren, déi nieft de gëllende Gesetzer an hirer jurisprudenzieller Interpretatioun och d'Spezifissitéite vum Fall concernéieren.

Och wann de Parquet am Kader vun der Opportunité des poursuites schafft, kann ee sécher net vun engem discretionnairë Pouvoir an deem Sënn schwätzen.

Den Artikel 23 Paragraf 4 vum Code de procédure pénale gesäit an deem Sënn vir, dass de Parquet an engem Delai vun 18 Méint op all Plainte oder Denonciatioun muss äntweren, an am Fall vun engem Classement och de Grond vum Classement muss uginn.

Den Artikel 23 Paragraf 5 gesäit iwwerdeems vir, dass all Victime muss iwwer hiert Recht informéiert ginn, a wéi enge Konditioune si op eng Poursuite iwwer Citation directe oder eng Plainte mat Constitution de partie civile kann zréckgräifen.

Dës zwou Méiglechkeeten erméiglechen et all Bierger, d'Prozedur vum Strofprozess selwer unzestoussen, ouni datt de Parquet dat misst maachen.

Wa fir d'Faite kéinte kriminell oder korrektionnell Strofe gesprach ginn, gëtt d'Victime driwwer informeiert, datt se sech kann un de Procureur général wenden, deen dem zoustännege Procureur d'État kann opdroe Poursuiten ze engagéieren.

Sollt e Bierger mat der Decisioun vum Parquet net d'accord sinn, huet en nach ëmmer Weeër, déi Décisioun a Fro ze stellen. Dat entweeder iwwert de Wee vun enger Citation directe, dat heescht iwwer eng direkt Saisine vun der Juridictioun oder iwwert dee vun enger Plainte beim Untersuchungsriichter géint d'Decisioun vum Classement. De gëllende rechtleche Kader dierft deemno déi néideg Moyene bidden, fir den Exercice vun der Opportunité des poursuites am Respekt vun de Rechter vum Justiciabel ze garantéieren.

D'Statistik betreffend klasséiert Affäre befënnt sech en annexe vun der Äntwert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2061 (20.04.2020) de **MM. François Benoy** et **Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **pollution répétée des cours d'eau :**

Le 18 mars 2020, des agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ont constaté la pollution du Drosbach et de l'Alzette, la pollution provenant probablement de la vidange d'un bassin de décantation recueillant des eaux de fonçage dans le Drosbach. Le 10 avril 2020, la Chiers a également été victime d'une pollution due à la défaillance du bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier. Des problèmes au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales de cette zone industrielle ont également été à l'origine des pollutions de la Chiers en 2014 et 2019.

Les six pollutions de cours d'eau qui ont eu lieu dans les neuf derniers mois ont révélé la persistance des faiblesses au niveau des infrastructures de sécurité dans les zones industrielles et des stations d'épuration au Luxembourg, ainsi que le besoin de développer une culture de sécurité à cet égard. Ils ont également démontré qu'une protection effective des cours d'eau luxembourgeois nécessite la collaboration du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Économie, du CGDIS ainsi que des communes et syndicats intercommunaux.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) De manière générale, quelle est la démarche à suivre par les autorités et services responsables lors de la détection d'une pollution d'eau ?

Suite aux pollutions de l'année précédente, le Gouvernement avait confirmé qu'une analyse générale des différentes zones d'activités et industrielles et de leur infrastructure de sécurité, notamment des bassins de rétention, était en cours. Selon le Ministre de l'Économie, dans sa réponse à la question parlementaire n° 1283, cinq parmi les 15 zones d'activités économiques nationales ne disposent pas encore de bassins de rétention.

2) Quels sont les constats préliminaires voire les conclusions de l'analyse générale des différentes zones d'activités et industrielles existantes susmentionnée ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour prévenir des pollutions de cours d'eau dues à des défaillances des infrastructures de sécurité dans les zones d'activités ? Dans l'affirmative, quelles en sont les mesures principales ? Comment les responsabilités doivent-elles être réparties au niveau de l'entretien de l'infrastructure de sécurité afin d'en assurer un niveau impeccable et un fonctionnement sans faille ?

4) Est-ce que des mesures spécifiques sont à prévoir pour améliorer l'infrastructure de sécurité dans les zones d'activités ne disposant pas de bassin de rétention et en quoi consistent-elles le cas échéant ?

Était également annoncée la mise en place d'un groupe de travail de l'AGE, du CGDIS et du Ministère de l'Économie pour mieux gérer les eaux d'extinction lors d'incendies de grande envergure dans des zones d'activités ou lors de feux de végétation.

5) Quelles sont les conclusions qui ont été tirées quant à la gestion des eaux d'extinction ? Quelles mesures doivent prioritairement être mises en place pour assurer une meilleure protection des cours d'eau lors d'incendies ?

Les communes ou syndicats intercommunaux sont, quant à eux, en charge de la construction, de la gestion et de la maintenance des infrastructures d'assainissement. Ils ont donc également une responsabilité importante dans la protection des eaux.

6) Par quels moyens les communes et syndicats intercommunaux sont-ils encouragés pour professionnaliser la gestion des stations d'épuration ? Est-ce que des formations des personnels sont offertes à cet égard ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Dès qu'une pollution d'eau est signalée au Central de secours d'urgence (CSU 112), soit par un témoin, soit par une autre autorité (police, commune, AGE, etc.), le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) alerte directement le Centre d'incendie de secours (CIS) local pour une évaluation rapide de la situation et pour la mise en œuvre des premières mesures, telles que par exemple, la pose d'un barrage. En même temps, la permanence de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) est informée par le CSU 112 afin de lui permettre d'envoyer un expert sur le site de l'incident. Le Commandant des opérations de secours (COS) du CGDIS décide alors, en étroite collaboration avec l'AGE et les autres autorités, dont notamment les autorités communales, des mesures à prendre. Le CGDIS tient à disposition dans ses différents CIS du matériel pour la rétention (barrages de différentes tailles) et l'absorption (cubes absorbants, skimmers, pompes, etc.) de substances polluantes. De plus, son groupe d'intervention spécialisé NRBC dispose d'experts dans le domaine de l'analyse et de la dépollution pour soutenir en cas de besoin, le CIS local et les autres autorités.

La démarche spécifique à l'AGE est de prélever des échantillons d'eau pour des analyses en laboratoire et d'évaluer la situation et l'impact sur l'eau. De plus l'agent fait des recherches de la source de la pollution pour arrêter le déversement le plus vite possible et de trouver l'auteur de la pollution. L'AGE a le moyen avec un budget d'urgence de prendre des mesures si une intervention est faisable et que l'auteur ne peut pas être trouvé. L'AGE a également la possibilité d'agir comme officier de police judiciaire.

ad 2) Un groupe de travail regroupant l'AGE, le CGDIS et le Ministère de l'Économie et mis en place en décembre 2019 est en train d'analyser toutes les zones d'activités sur le territoire luxembourgeois. Les analyses sont en cours et étant donné qu'un état des lieux de tous les réseaux et infrastructures de chaque zone est à vérifier elles revêtent une certaine complexité. Lors des interventions, entrevues et échanges entre le CGDIS et l'AGE, les constats préliminaires ont permis d'identifier des défaillances sur certains niveaux (que ce soit de responsabilité, organisation, etc.). Celles-ci seront prises en compte lors de l'établissement des conclusions sur la situation générale des différentes zones.

Le CGDIS n'a pas encore pu débuter un travail de planification pour les interventions tombant sous sa responsabilité. En effet, les ressources humaines ont dû se concentrer sur la gestion de la crise Covid-19 depuis le mois de février 2020. De plus, et dans le cadre de l'analyse générale des différentes zones d'activités et de leur infrastructure de sécurité, dont notamment les bassins de rétention, le CGDIS ne dispose d'aucune compétence pour l'analyse des bassins de rétention. Son action se limite à l'évaluation du risque incendie et des besoins en eau nécessaires pour la lutte et qui doivent être retenues avant leur rejet dans une station d'épuration ou dans un cours d'eau.

Pour ce qui est de l'analyse de la situation générale des différentes zones d'activités économiques existantes, qu'elles soient nationales, régionales et communales et donc relevant de ressorts de compétence respectivement étatiques, intercommunaux et communaux, il est à ce stade trop tôt pour tirer des conclusions générales. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui ne pourra que se faire progressivement alors que l'ensemble du territoire national devra être analysé.

ad 3) La stratégie fait partie des conclusions de l'analyse générale des infrastructures qui sera réalisée dans le cadre du groupe de travail mis en place en décembre 2019. Il est par contre évident que les gestionnaires des infrastructures des zones d'activité (que ce soit le Ministère de l'Économie ou les administrations communales respectivement les syndicats communaux) sont responsables de leurs infrastructures et doivent veiller au bon fonctionnement et à l'entretien régulier de celles-ci.

Il y a lieu de noter que pour les zones d'activités existantes, la complexité résidera dans le fait d'identifier tout d'abord les réseaux souterrains existants éventuellement raccordés à des bassins de sécurité et/ou de rétention, puis à diagnostiquer les besoins en fonction de la situation spécifique de chaque zone et de la nature des activités implantées.

Au besoin, le Ministère de l'Économie procédera dans les zones d'activités économiques nationales qui lui sont affectées aux investissements nécessaires pour pallier des carences avérées, selon le programme pluriannuel précité.

L'entretien des infrastructures existantes se fait sous la responsabilité du Ministère de l'Économie soit moyennant convention avec les communes territorialement compétentes, soit moyennant contrat avec des prestataires de services spécialisés.

Dans une deuxième phase devra être effectuée l'analyse de la situation existante au sein des zones d'activités économiques régionales et communales existantes et il s'agira certainement de définir, à l'instar de ce qui est envisagé pour les zones d'activités économiques nationales, un plan d'action pluriannuel afin de mettre en place un niveau de sécurité adéquat au sein de toutes les zones d'activités économiques se trouvant sur le territoire national, y compris les zones commerciales

À ce titre, il s'agit de différencier entre les bassins de rétention et de sécurité, alors que les premiers ayant fonction première de retenir les eaux de pluie (et secondairement les eaux d'extinction s'écoulant par les canalisations pour eaux pluviales) et les seconds ont fonction de retenir d'éventuelles contaminations issues de processus de production ou d'eaux d'incendie et sont implantés sur les sites des entreprises.

Ainsi donc, les bassins de rétention constituent le dernier maillon permettant de retenir une éventuelle pollution avant son écoulement dans un cours d'eau dans une série de mesures à mettre en place en amont, principalement sur les sites des entreprises.

Il n'est pas possible de définir des mesures principales généralisées qui seraient applicables à toutes les zones d'activités économiques mais les mesures devront être définies au cas par cas en fonction de la spécificité de chaque site, des infrastructures en place, de la disponibilité foncière pour implanter de nouvelles infrastructures de sécurité, pouvant d'ailleurs s'avérer compliqué pour des sites existants, et en fonction de la nature des activités présentes.

Les responsabilités devront, en fonction du type de zone d'activités économiques et de la fonction de l'infrastructure, être réparties au cas par cas entre les gestionnaires de zones et les entreprises y implantées.

ad 4) Les réseaux des zones d'activités qui aujourd'hui ne disposent pas de bassin de rétention centralisé sont également analysés en détail. Si une faisabilité d'instaurer un système de collecte avec rétention centralisée s'avère difficilement réalisable, il y a lieu d'analyser chaque société à l'intérieur de cette zone. Il est important de rappeler que la gestion des eaux en temps normal et en cas d'incident commence sur le site des sociétés, entreprises et particuliers. Déjà à ce niveau toutes les mesures organisationnelles sont à prendre afin d'empêcher des pollutions. Il est évident que le meilleur système de gestion d'une zone ne peut jamais compenser l'absence de culture de sécurité et de protocoles internes visant à réduire des pollutions ou à communiquer ouvertement en cas d'incident.

Il est également important de rappeler que les bassins de rétention dans les zones d'activités sont principalement dédiés à la gestion des eaux pluviales propres en cas de forte pluie. Ils ne peuvent pas compenser des défaillances au niveau des entreprises, mais peuvent en cas extrême jouer le rôle du tout dernier maillon de défense dans une longue chaine.

Les mesures à prendre dans les zones d'activités sans bassin de rétention dépendent, par conséquent, fortement des sites et infrastructures de ces sites localisés dans ces zones.

Les éventuelles mesures d'amélioration de la sécurité à mettre en place individuellement pour chaque zone d'activités économiques comprendront aussi bien des mesures physiques sous forme d'infrastructures (bassins de sécurité et de rétention), des systèmes de détection plus généralisés et automatisés, une culture intraentreprise de prévention, de sensibilisation et de formation aux risques et aux mesures à prendre en cas d'incendie telles que l'évaluation des besoins en eaux d'extinction (bassins d'incendie) et de leur rétention (dimensionnement en fonction des bassins de sécurité et de rétention).

La direction de la stratégie opérationnelle du CGDIS, sans avoir de compétence réglementaire dans ce domaine, est à la disposition des ministères et autorités communales pour les conseiller en matière de prévention contre les incendies, d'évaluation des besoins en eaux d'extinction et de leur rétention.

ad 5) Étant donné que le groupe de travail AGE CGDIS Ministère de l'Économie n'a pas encore terminé ses analyses, aucune conclusion ne peut être tirée à ce moment. Cependant il semble évident que déjà aujourd'hui un entretien régulier des infrastructures en place par les gestionnaires de ces dernières ainsi que toute mesure préventive à éviter une pollution sur le site des entreprises jouent un rôle primordial.

Néanmoins et comme annoncé, le CGDIS travaille sur ces problématiques de dimensionnement, des besoins en eaux d'extinction et de leur rétention, afin d'en faire ressortir des axes d'amélioration.

ad 6) L'autonomie communale laisse le libre choix aux communes et syndicats de communes de participer à toute formation voulue. Il semble évident que toute formation peut être

considérée comme une des mesures nécessaires afin de garantir une approche concertée dans ce domaine. Les syndicats intercommunaux sont membres de réseaux d'experts nationaux (comme l'Association luxembourgeoise des services d'eau - ALUSEAU) ou encore internationaux (DVGW, EUREAU...) qui proposent régulièrement des formations pour les collaborateurs et ceci à tous les niveaux. Dans une logique de formation continue, de mise à niveau concernant les meilleures techniques disponibles et d'échanges d'expérience, une participation à ces formations est fortement préconisée.

Question 2080 (23.04.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air :**

Au cours des dernières semaines, l'activité économique au Grand-Duché de Luxembourg a été fortement réduite. De même, les mesures prises pour combattre la propagation du virus Covid-19, notamment l'appel des autorités nationales compétentes aux citoyens de rester à domicile, ont engendré une nette diminution du trafic routier, source majeure des émissions de CO_2 au Luxembourg.

En France, le Haut Conseil pour le climat (HCC) vient de publier ses premiers calculs censés capter l'effet de la crise sanitaire sur les émissions de CO_2. Ainsi, il table sur une réduction des rejets carbonés de 5 % à 15 % sur l'année par rapport au niveau atteint en 2019.

Dans ce cadre, je me permets de poser à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes **:**

1) Est-ce que le ministère a pu évaluer cette période exceptionnelle ? Est-ce que les moyens à disposition s'avèrent suffisants pour procéder à une analyse d'impact précise des mesures sur les émissions de CO_2 ?

2) Quel était l'impact des mesures sanitaires sur la qualité de l'air et plus particulièrement sur les émissions de CO_2 ?

3) Tandis que l'application Meng Loft indiquait une qualité de l'air moyenne voire médiocre (en date du 12 avril 2020), le site Internet emwelt.lu renseignait des valeurs bonnes voire excellentes pour certains types de polluants. Quelles pourraient être les raisons à l'origine de ces disparités ?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Étant donné que la période exceptionnelle perdure, il est très difficile d'évaluer les effets sur les émissions de CO_2. Ainsi, pour évaluer son impact, il est primordial d'avoir recours à des données fiables qui sont disponibles pour plusieurs mois. Cependant, les données de livraisons brutes par produit combustible, telles que publiées mensuellement par le Statec (tableau A4101, https://statistiques.public.lu), constitueraient une source de données utilisables pour faire une première estimation. Cependant, celles-ci ne sont actuellement disponibles que jusqu'au mois de mars 2020. Du moment que les données pour les mois d'avril et mai seront disponibles, l'impact de la crise pourra être plus précisément chiffré, et une première estimation pour l'année 2020 pourra être faite en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (voir aussi réponse à la question 2).

ad 2) Pour ce qui est de la qualité de l'air, une baisse claire et nette a été observée au niveau du dioxyde d'azote à la suite du confinement, ceci notamment aux stations de mesure en milieu urbain et à proximité directe des grands axes routiers. Cette baisse peut être attribuée à la réduction du trafic routier. Pour les autres polluants, à savoir les particules fines et l'ozone, des baisses comparables n'ont pas été observées. En effet, pour ces polluants, d'autres sources et phénomènes ont un impact dominant sur les concentrations mesurées. Pour les particules fines, ce sont les émissions des installations de production d'énergie, y compris les installations de chauffage, qui constituent la source d'émission la plus importante. D'autres sources d'émissions importantes sont l'industrie et l'agriculture. Pour l'ozone, les concentrations mesurées ne dépendent pas seulement des émissions d'oxydes d'azote mais également des émissions de composés organiques volatils. Par ailleurs, les concentrations mesurées sont dépendantes des conditions météorologiques (vent, pluie, couche d'inversion et pour le cas de l'ozone le rayonnement UV), qui peuvent soit amplifier ou amoindrir les concentrations de manière à rendre une comparaison difficile.

En ce qui concerne l'impact de la crise sur les concentrations de CO_2 dans l'atmosphère, il faut savoir que les gaz à effet de serre, une fois émis, s'accumulent dans l'atmosphère, contrairement aux polluants atmosphériques à courte durée de vie tels que les oxydes d'azote et les particules fines. Ainsi, depuis l'industrialisation, les gaz à effet de serre intensifient l'effet de serre d'année en année.

Dans le flash conjoncture d'avril 2020, le Statec a constaté un effondrement des ventes de carburants au mois de mars de 30 % par rapport à mars 2019. Ceci devrait donc se traduire en une baisse conséquente des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier en 2020. Par ailleurs, le ralentissement économique général devrait renforcer cette tendance aussi dans la plupart des autres secteurs d'émission. Suivant la durée de la crise, on peut donc s'attendre à une nette baisse des émissions en 2020, qui pourrait être du même ordre de grandeur, voire plus prononcée que la réduction des émissions constatées par la suite de la crise financière de 2008. En 2009, une diminution globale de 5 % par rapport à 2008 a été constatée, alors que les émissions dans le transport routier avaient diminué de 8 %. Cependant, vue l'incertitude concernant les prévisions économiques, une diminution encore plus prononcée est envisageable pour 2020, qui pourrait dépasser les 10 % par rapport à 2018, dernière année comptabilisée (voir aussi note d'actualité sur les émissions de gaz à effet de serre : https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2020/04/Appreciation-des-emissions-GES-et-situation-COVID-19.pdf). Cette baisse sera d'autant plus prononcée que la reprise économique sera lente. Il s'agit de noter cependant que le confinement est une situation exceptionnelle limitée dans le temps qui ne représente pas un changement structurel de l'économie. Par conséquent, il est à craindre que les émissions augmentent à nouveau avec la reprise des activités et les efforts en matière de réduction des gaz à effet de serre devront donc être poursuivis par la suite afin d'atteindre les objectifs du pays en matière de protection du climat.

ad 3) L'application Meng Loft affiche un indice de la qualité de l'air géolocalisé combiné qui est poussé par le polluant le plus défavorable à l'emplacement et au moment de consultation de l'application. En revanche, le site Internet emwelt.lu permet l'affichage des indices individuels par polluant aux différentes stations de mesure, ce qui n'est pas directement comparable avec l'indice combiné affiché par l'application. Il est d'ailleurs fréquent qu'un polluant domine le niveau de qualité. Ainsi, en date du 12 avril 2020, le site Internet emwelt.lu affichait pour la plupart des stations que l'ozone était à un niveau « médiocre » tandis que pour les particules fines ou le dioxyde d'azote l'indice était « bon » voire « excellent ». Pour plus d'informations concernant le calcul des indices dans l'application Meng Loft, veuillez consulter la section « Méthodologie » dans l'application.

Question 2083 (24.04.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **nettoyage et** la **désinfection des véhicules de transport en commun :**

Och wann am Moment den ëffentlechen Transport op de Minimum reduzéiert ass, esou gouf ugekënnegt, datt mat der Reprise vum Unterrecht an de Schoulen, och den ëffentlechen Transport erëm lues a lues eropgefuer gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte weiderleeden:

- Ginn et kloer Consignë fir all d'Entreprisen, déi den ëffentlechen Transport assuréieren, wéi d'Gefierer solle gebotzt an desinfizéiert ginn, virun allem déi sëlleche Grëffer etc.?

- Wann net, ass den Här Minister och der Meenung, datt an dësem Beräich kloer Richtlinne wichteg wieren?

Réponse (25.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

CFL:

Zich an Zuchpersonal

D'Desinfektioun vun de ville Kontaktflächen (Grëffer, Handleef, Knäppercher, Lavaboen asw.) ass iwwert déi lescht Wochen intensifiéiert ginn, fir esou ze garantéieren, dass déi kritesch Flächen e puermol den Dag, mee op d'mannst eemol bannent 24 Stonnen, desinfizéiert ginn.

Betreffend d'Gefierer vum ëffentlechen Transport am Eisebunnsecteur, gëllt säit dem 6. Mäerz 2020 d'Virschrëft, datt am Fall vun enger Presenz vun engem mat Covid-19 infizéierte Passagéier déi ganz Ramm aus dem Service geholl gëtt en vue vun enger kompletter Desinfektioun.

Déi Rammen, déi fir Maintenanceaarbechten an den Atelier kommen, gi virdrun och desinfizéiert.

All Poste de conduite gëtt op d'mannst eemol den Dag desinfizéiert. Doriwwer eraus ginn d'Desinfektiounen och während méi laangen Arrêten an der Stater Gare an an der Gare zu Péiteng vum verstäerkte Botzpersonal duerchgefouert.

Déi Zich, déi den Dag duerno agesat ginn, ginn virdrun nuets mëttels Pulverisatioun an Nebulisatioun mat Desinfektiounsmëttelen traitéiert.

Desinfektiounsdicher stinn dem Zuchpersonal zur Verfügung.

Busser a Buschaufferen

D'Kontaktflächen (Staangen, Knäppercher, Poste de conduite) vun der gesamter Busflott ginn all Dag vu méindes bis freides desinfizéiert. All Bus gëtt eemol an der Woch komplett desinfizéiert. Et handelt sech dobäi ëm eng integral Desinfektioun vum Banneraum mëttels Pulverisatioun vun Desinfektiounsmëttelen.

Doriwwer eraus stinn Desifektiounsmëttelen an Desinfektiounsdicher an der Betribszentral zur Verfügung, soudass virun der Schicht all Buschauffer d'Méiglechkeet huet, de Poste de conduite ze desinfizéieren.

Garen an Haltestellen

Déi dem Public zougänglech Raimlechkeete ginn eemol den Dag vu méindes bis freides desinfizéiert. All Kontaktflächen (Gelänneren, Knäppercher, Grëffer asw.), déi vum Client oder vum Zuchpersonal kéinten ugepak ginn, gi mat Desinfektiounsmëttele propper gemaach.

D'Personal vun der Botzekipp schafft net méi a Gruppen, mee eenzel, a muss déi minimal Distanz vis-à-vis vun de Clienten an aneren CFL-Agente respektéieren. Händsche fir den eemolege Gebrauch a Fläsche mat enger hydroalkoholescher Léisung stinn dësen Agenten zur Verfügung.

Jee no Noutwendegkeet, ginn an all de Beräicher vum ëffentlechen Transport och spontan Desinfektiounen duerchgefouert.

RGTR an TICE:

De Grondprinzip ass, dass sech soll un d'Consignë vun der Santé respektiv vun der Regierung gehale ginn.

Wat d'Busse vum RGTR ugeet, si keng spezifesch Consignen erausgaangen, wat d'Botzen oder d'Desinfektioun ugeet. Et si just Instruktiounen un d'Busbetriber gaangen iwwer Barrière- respektiv Sécherheetsmesuren, wéi d'viischt Dier zouzeloossen, déi éischt Rei Sëtzer hannert dem Chauffer fräizeloossen souwéi an de grenziwwerschreitende Busse keng Billjeeën ze verkafen.

Zanter dem Ufank vun der Kris kréie meng Servicer reegelméisseg vun diverse private Busunternehmer matgedeelt, dass si hir Busse grëndlech géife botzen an och desinfizéieren. Den TICE desinfizéiert d'Busse reegelméisseg op der Escher Gare, wann de Chauffer gewiesselt gëtt, et ginn dann och sämltech Haltestaangen ofgemaach. De Produit, deen dofir benotzt gëtt, ass „Asept 90".

LuxTram:

Rullmaterial

All Nuecht ginn d'Rammen integral mat engem Produit lavant gebotzt an zousätzlech mat Desinfektiounsdicher vun Nosocomia.

D'Ramme ginn no all Tour vum Tramsconducteur kontrolléiert a bei de geréngsten Opfälleg-keeten ausgetosch.

Personal

Dem Personal vu LuxTram sti Masken an Desinfektiounsmëttel zur Verfügung. An allen Trapenhaiser, Gemeinschaftsraim a Couloiren am Atelier oder am Siège gëllt eng Maskeflicht fir d'Personal. Just an zouenen Eenzelbureaue souwéi an der Conducteurskabinn vum Tram ass d'Droe vun enger Mask fakultativ.

Fir de Rescht gëllen déi selwescht Consignen, wéi vun der Regierung festgehalen.

Question 2084 (24.04.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**aide aux indépendants :**

Et huet Woche gedauert, bis d'Regierung den Independantë mat Direkthëllefen ënnert d'Äerm gegraff huet. Den „Trau Dech" schéngt just e Werbeslogan fir déi vermeintlech besser Joren - also Net-Krisejoren - ze sinn.

Wann ee sech nämlech méi am Detail mat de Konditioune befaasst, ënnert deenen en Independant eng Direkthëllef ka kréien, da stellt ee fest, dass déi ë. a. och un de Verdéngscht aus dem Joer 2019 geknäppt ass. Huet en Independant e bësse méi wéi 60.000 verdéngt, dann huet e keen Urecht op Direkthëllef.

Dat ass bedauerlech, well domat eigentlech ganz vill Independanten op en Neits duerch de Raster falen. Och vill Iwwersetzer, där mer der zu Lëtzebuerg, net zulescht wéinst der Presenz vun den EU-Institutiounen, vill hunn, leiden ënnert der aktueller Situatioun.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus, wéilt ech follgend Froen un d'Häre Ministere fir Wirtschaft, Mëttelstand an Aarbecht stellen:

- Wéi gedenkt d'Regierung all deene Leit „direkt" ze hëllefen?

- Gehéiert een der Regierung no scho mat engem Joresverdéngscht vu knapps méi wéi 60.000 Euro am Joer 2019 zu de Besserverdénger a brauch dofir am Joer 2020 an ënnert der Lascht vum „Lockdown" keng direkt staatlech Hëllef?

- Wéi ass et mat deem vill beschwuerenen „Trau Dech"? Gëllt dee just an Net-Krisenzäiten?

- Wëllt d'Regierung d'Independanten wierklech derzou brénge Chômage unzefroen; e méi confortabele Wee, wéi sech mussen ze verschëlden? Kënnt dat de Staat am Endeffekt net méi deier ze stoen, finanziell an och vum Image hier, wéi eng Direkthëllef?

Réponse commune (25.05.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

D'Coronakris huet eis Wirtschaft mat grousser Wucht an extreem héijer Vitess getraff. Dofir schéngt et eis ëmsou méi wichteg, fir d'Ausschaffe vun deene verschiddenen Hëllefen an de chronologesche Kontext ze setzen.

Nodeems eng sëlleche Betriber duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen, huet d'Regierung de 25. Mäerz, also innerhalb vun enger Woch, eng Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft fir déi betraffe Betriber.

Parallell dozou ass mam Gesetz vum 3. Abrëll d'Instrument vun der Avance remboursable geschaaft ginn. Eng Mesure, déi et ville Betriber an Independanten erlaabt, bis zu 500.000 € u Liquiditéiten ze kréien.

Den 8. Abrëll ass eng spezifesch op d'Independanten ausgeriichten Hëllef an d'Weeër geleet gi vun 2.500 €. Dëst onofhängeg dovun, ob den Independant seng Dieren huet missen zoumaachen oder net an onofhängeg dovun, ob dem Independant säi Ministère de tutelle de Mëttelstand ass oder net.

Am Uschloss si souwuel d'Hëllefe fir d'Betriber, gradesou wéi d'Hëllefe vun den Independanten de 24. Abrëll respektiv de 6. Mee nach eng Kéier substanziell ausgebaut ginn.

Beim Ausschaffe vun all dëse Mesuren ass ëmmer probéiert ginn, fir se mam néidege Fangerspëtzegefill do anzesetzen, wou se am néidegste gebraucht ginn.

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum Mëttelstand voll a ganz bewosst a wäert de Mëttelstand weiderhi mat aller Konsequenz ënnerstëtzen. Mir wëllen op dëser Plaz dofir och drop hiweisen, dass de Lëtzebuerger Staat nach ni sou vill Hëllefen un de Mëttelstand ausbezuelt huet wéi wärend dëser Covid-19-Kris.

Déi verschidden Hëllefsinstrumenter wäerte sech och weiderhin nach entwéckelen. D'Akraafttriede vum neie Fonds de solidarité an déi nei Aide fir den Eenzelhandel sinn an dësem Zesummenhank weider wichteg Mesuren.

Question 2085 (24.04.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **délais d'achèvement des biens immobiliers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

L'état de crise instauré au niveau national à la suite de la propagation du virus Covid-19 est allé de pair entre autres avec la fermeture de l'ensemble des chantiers sur le territoire du Luxembourg. Par conséquent, la date prévue de livraison des biens immobiliers vendus en l'état futur d'achèvement est repoussée.

Néanmoins, il existe des cas de promoteurs immobiliers qui ont d'emblée annoncé aux futurs acquéreurs que le décalage de la livraison serait supérieur à la durée de fermeture des chantiers

étant donné que ces promoteurs immobiliers incluent un délai supplémentaire pour l'arrêt et la reprise des travaux sur site. Il va sans dire qu'en vertu des limitations de circulation mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, les futurs acquéreurs n'ont pas les moyens de vérifier la date effective de reprise des travaux par eux-mêmes, alors qu'ils risquent de subir des coûts financiers supplémentaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de définir des critères par voie de règlement afin d'éviter que les promoteurs immobiliers fixent des décalages de livraisons exagérés ? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que certains promoteurs immobiliers, en l'absence de précisions apportées par le Ministère du Logement sur le nombre de jours supplémentaires de décalage du délai de livraison, puissent être tentés de contourner le paiement d'indemnités pour dépassement du délai de livraison du bien immobilier ?

2) Par ailleurs, concernant la pression exercée par une première entreprise de construction sur le maître d'ouvrage pour signer un avenant prévoyant le paiement par ce dernier d'une indemnité pour la mise en place et le suivi des mesures de sécurité sanitaire sur le chantier sous peine d'arrêter les activités de construction, quel est l'avis de Monsieur le Ministre ?

Réponse (25.05.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Étant donné que les éventuels retards de livraison, et les conséquences contractuelles qui en découlent, suite à la crise du coronavirus et des mesures prises dans ce contexte ne concernent pas les chantiers de construction de logements différemment que d'autres types de chantiers, il n'est pas prévu de légiférer spécifiquement dans les cas visés par les honorables Députés. Le ministère recommande aux personnes concernées de rechercher une solution à l'amiable, le cas échéant en ayant recours au médiateur de la consommation ou aux services de l'Union luxembourgeoise des consommateurs. Ceci d'autant plus que les contrats prévoient souvent des clauses qui règlent les retards de livraison. Les clients devront dès lors faire appliquer ces clauses, le cas échéant devant le juge compétent.

ad 2) Pour ce qui est des pressions que les honorables Députés considèrent être exercées par certaines entreprises sur les maîtres d'ouvrage, le ministre considère encore que la législation régissant les contrats commerciaux, respectivement la protection des consommateurs, devraient fournir les règles nécessaires à la poursuite des travaux et chantiers.

Le ministère rappelle que même en présence de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, le contrat initial signé par les parties reste toujours en vigueur et sort ses effets.

Dès lors, il y a lieu d'analyser les clauses du contrat signé entre parties, afin de vérifier si la société de construction est en droit d'augmenter les prix pour poursuivre ses activités de construction.

Les entreprises de constructions ne peuvent pas légalement imposer à leurs clients de signer un avenant ou de payer une nouvelle facture afin de poursuivre les travaux de construction. Les parties ne peuvent déroger au contenu du contrat que par un commun accord entre elles.

Question 2089 (27.04.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **restauration scolaire dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Eisen Informatiounen no bleiwen, opgrond vun der aktueller sanitärer Situatioun, alleguer d'Restopolis-Restauranten a -Cafeteriae bis op Weideres zou.

Als Alternativ bidden d'Prestateuren de Schüler vum 4. Mee un eng personaliséiert „Frupstut" un. Et ginn dem Schüler Plate wéi Sandwichen oder Zaloten ugebueden.

Iwwert d'Internetsäit oder d'App kann een dräi Menü-Formule reservéieren, déi da moies tëschent 9.30 an 11.30 Auer virun de Klassesall bruecht ginn.

An dësem Kontext well ech dem Här Educatiounsminister follgend Froe stellen:

1. A wéi engem Emballage gëtt dës „Frupstut" (y compris de Couvert) geliwwert?

2. Setzt de Minister op Nohaltegkeet, andeem gratis PET-Fläschen ugebuede ginn?

3. Wann d'Iessen tëschent 9.30 an 11.30 Auer ausgeliwwert gëtt, wéi gëtt séchergestallt, dass näischt dra verdierft?

4. Ass de Minister der Meenung, dass eng Zalot an/oder e Sandwich den Ernärungsbesoine vu Jugendleche gerecht gëtt?

5. Wou iessen déi Jonk hir „Frupstut"? Kann de Social Distancing assuréiert ginn, wann déi Jonk zu Mëtteg iessen, oder gëtt an der Schoulklass giess?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Platen an d'Produkter, déi d'Gäscht online bestellen, ginn an enger Pabeierstut geliwwert. Restopolis benotzt zanter Februar 2019 keng Plastikstute méi, fir de Gäscht gratis matzeginn a gräift och elo an der Kris net op esou Tuten zréck. D'Zaloten an déi kal Mëttesplate ginn an ekologesche Barquetten zerwéiert, déi och biologesch ofbaubar sinn. Wann et wärend der Covid-19-Kris zu enger Rupture de stock vun ekologesche Barquetten komme kéint, wéi dat och bei anere Produkter kéint passéieren, misst Restopolis op d'Plastiksbarquetten zréckgräifen, fir weider kënnen d'Ausliwwerung vun de Frupstuten ze garantéieren. D'Gäscht, déi eng Frupstut bestellen, ginn iwwert d'Internetsäit an d'sozial Medie vu Restopolis sensibiliséiert, fir hiert eegent Besteck matzebréngen. An dëser Krisenzäit ziele mir staark op d'Eegeverantwortung vun de Gäscht, fir esou wéineg wéi méiglech Offall ze produzéieren. Restopolis wëllt jiddereen, dee keen eegent Besteck huet, mat engem Wegwerfbesteck depanéieren wann de Gaascht eent bestellt. Dat besteet aus Holz an ass a Pakpabéier agepakt. Wann et zu enger Rupture de stock vum hëlze Besteck komme sollt, giff Restopolis op alternatiivt Besteck zréckgräifen.

ad 2. Restopolis engagéiert sech weiderhi fir eng nohalteg Schoul- an Unirestauratioun. An der Campagne „Restopolis goes green", déi 2019 organiséiert ginn ass, huet de Service seng Gäscht sensibiliséiert, an hirem Schoulalldag op PET-Fläschen ze verzichten a léiwer e Bidon ze benotzen, dee si an der Schoul mat Krunnewaasser opfëlle können. Zanter 2019 verkeeft Restopolis an all senge Restauranten zum subventionéierte Präis vu 7 Euro de Bidon myCan aus Inox fir kaalt a waarmt Gedrénks. Et gouf awer festgestallt, datt vill Gäscht nach ëmmer keen eegene Bidon hunn. D'Covid-19-Kris verlaangt hygieenesch Moossnamen, déi leider méi Verpackungen oder Wegwerfprodukter wéi Masken oder Händsche mat sech bréngen, wéi virun der Kris, an dat, fir Liewen ze retten. Mat der gratis Fläsch Waasser, déi optional ugebuede gëtt, soll verhënnert ginn, datt Kanner, déi keen eegene Bidon hunn, um Krunn drénken a sech esou mat dem Virus ustiechen. Déi gratis optional Fläsch erlaabt awer, déi Kanner ze depanéieren, déi kee Bidon hunn, a verhënnert, datt se deshydratéieren. Dernieft hunn d'Kanner keng Méiglechkeet, sech Gedrénks aus engem Automat ze huelen, well d'Gedrénksautomate wärend der Covid-19-Kris net a Betrib sinn.

An der Covid-19-Kris ass de Schutz vun der Gesondheet vill méi schwéier kompatibel mat dem Schutz vun der Emwelt. D'PET-Fläsch ass déi beschten hygieenesch Léisung, fir eppes ze drénken, wann de Gaascht keen eegene Bidon dobäi huet. Zu Lëtzebuerg ginn haut 80 % vun all de verkaafte PET-Fläsche recycléiert. Selbstverständlech sensibiliséiert Restopolis nawell wärend der Kris seng Gäscht, hir eege Bidonen an hiert eegent Besteck matzebréngen an esou hire Plastikkonsum ze reduzéieren.

ad 3. Restopolis hält sech streng un d'Virgabe vum Ministère de la Santé a killt d'Sandwichen, d'Zaloten an déi kal Menüen op véier Grad erof, wa se an d'Frupstut agepaakt ginn. D'Frupstute ginn dann an de Frigo gestallt, bis se ausgedeelt ginn. D'Mataarbechter vu Restopolis oder vun der Schoul, déi d'Frupstute moies ausdeelen, klappen un d'Dier vun all Klassesall, wa si d'Frupstuten virum Sall op en Dësch leeën. Duerch dat Klappe wëssen d'Schüler, datt hir Frupstut um Dësch läit, a si kënnen se dann eran an hire Sall huelen.

ad 4. An der Woch vum 4. bis den 8. Mee 2020 huet Restopolis déi nei Frupstut arodéiert an duerfir just eng reduzéiert Offer ugebueden, vu datt just Schüler vun de Premièresklasse Schoul haten. Vum 11. Mee 2020 u goufen an der personaliséierter Frupstut eng breet Offer vu Produkter an Iessen ugebueden. Dës Offer besteet aus kale Menüe mat saisonalen a regionalen Entréeën an Desserten, déi mat frëschem Uebst oder lokale Mëllechprodukter zoubereet ginn. All Gaascht, deen e Sandwich bestellt, kritt all Dag eng aner Zalot oder Cruditéiten als Bäilag. Jiddereen, deen eng Frupstut bestellt, kann och gratis Schouluebst a gratis Schoulmëllech als Optioun auswielen.

D'Frupstut ass déi beschtméiglech Offer, déi Restopolis senge Gäscht an der Kris zerwéiere kann, a se bitt hinnen all Dag eng Menüoffer, déi equilibréiert ass. D'Offer vun der Frupstut ass en Noutbehollef an der Krisenzäit an erlaabt et Restopolis, senge Gäscht all Dag eppes z'iessen ze zerwéieren, wann d'Kantinnen zou sinn. An dëser Krisenzäit si vill bedürfteg Kanner nach méi wéi soss op dës lessoffer ugewisen, well si soss vläicht keen Zougang zu engem equilibréierten lessen hätten.

ad 5. D'Schüler iessen an der Schoulklass, fir de Social Distancing ze garantéieren.

Question 2092 (27.04.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **dépôts de déchets illégaux :**

Il y a quelques semaines, j'avais signalé à la Police grand-ducale et à vous-même, lors d'une commission parlementaire, l'existence d'un dépôt de déchets inertes et de verres brisés en un endroit précis de l'ancienne N7 aux environs du lieu-dit « Köppenhaff ».

Ma réclamation n'est d'ailleurs pas restée lettre morte. Le dépôt en question a bien été enlevé. Hélas, d'autres petits dépôts (une dizaine) situés depuis belle lurette le long de l'ancienne N7 entre « Köppenhaff » et « Flébour » et que j'avais également signalés aux autorités compétentes à cette occasion, n'ont pas été éliminés jusqu'à ce jour.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle disposée à intervenir auprès des autorités compétentes afin de remédier à cette situation regrettable ?

2) Madame la Ministre se propose-t-elle de lancer une enquête pour détecter, si faire se peut, le ou les auteurs de ces dépôts illégaux ?

3) Puisque l'ancienne route en question semble être utilisée fréquemment comme décharge, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter que des personnes ne continuent à y déposer des déchets inertes et autres (pneus, plastiques, cartons, etc.) ? Une limitation du trafic et donc accès restreint y seraient-ils envisageables à l'avenir ? Madame la Ministre serait-elle prête à intervenir auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de trouver une solution en la matière ?

Réponse (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'abandon de déchets le long des voies publiques constitue en effet une situation regrettable, à laquelle il doit être remédié en toute conséquence.

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets les communes ont l'obligation d'assurer la collecte et le traitement des déchets ménagers et des déchets assimilés abandonnés sur leur territoire, à l'exception de ceux qui se trouvent le long de la voirie dont l'entretien relève de l'Administration des ponts et chaussées.

Ce paragraphe précise entre autres que les communes ont le droit de facturer aux producteurs ou détenteurs respectifs les frais qui en résultent.

Or, pour se faire rembourser les frais occasionnés par des dépôts illégaux de déchets l'auteur doit pouvoir être identifié. Les communes doivent donc recourir au concours de la force publique qui dispose de services et équipements spéciaux permettant une recherche efficace de l'auteur de l'infraction. Au cas où l'auteur est identifié les peines et/ou amendes pénales prévues à l'article 47 de la loi susmentionnée s'appliquent en fonction du type de déchet abandonné.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les agents de l'entité mobile de l'Administration de la nature et des forêts et ceux de l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement n'ont, ni le droit de donner des injonctions aux chauffeurs de véhicules sur la voie publique, ni accès au registre des plaques minéralogiques. Au cas où un numéro de plaque minéralogique leur est signalé par un témoin en relation avec un dépôt illégal de déchets, les agents précités doivent recourir au concours de la force publique qui devra par la suite prendre en charge l'enquête.

L'obligation de collecter les déchets le long des routes découle pour l'Administration des ponts et chaussées de la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées, alors que l'article 1er dispose parmi les compétences notamment l'entretien de la voirie de l'État.

Étant donné que des sanctions en cas de non-respect par les communes et l'Administration des ponts et chaussées des dispositions précitées ne sont pas prévues par la législation, la ministre peut tout au plus faire rappeler par l'intermédiaire des ministres de tutelle les obligations respectives.

ad 2) En date du 31 mars 2020, deux agents de l'Administration de la nature et des forêts ont procédé à un contrôle des alentours de l'ancienne N7. Deux petits dépôts et deux pneus usés ont pu être repérés en date de ce jour, cependant aucun indice pouvant identifier l'auteur n'a pu être détecté. Les pneus ont été évacués durant le contrôle par les agents en question et la présence de déchets a été signalé au préposé de la nature et des forêts territorialement compétent.

Il faut noter que l'Administration de la nature et des forêts procède périodiquement au contrôle à l'évacuation des déchets dans les alentours de l'ancienne N7 et du « Köppenhaff ».

Lors d'un contrôle sur site effectué en date du 6 mai 2020 par un agent de l'Administration de l'environnement, un dépôt de déchets de verdure (volume < 0.1 m^3) et des restes d'un dépôt de déchets inertes de démolition (volume < 0.1 m^3) ont été détectés.

À défaut de témoins, une enquête à mener par des agents de la Police grand-ducale, de l'Administration de la nature et des forêts ou de l'Administration de l'environnement aura peu de chances d'aboutir dans ce cas précis.

En effet, les deux dépôts de déchets en question ne présentent aucune trace utilisable permettant de remonter aux auteurs des dépôts illégaux de déchets.

ad 3) Il semble peu probable qu'une personne prête à commettre une infraction s'en laisserait dissuader par une réglementation supplémentaire au niveau de la circulation sur un chemin peu fréquenté.

Question 2095 (28.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **effets de la crise sanitaire sur la pollution de l'air :**

Den Noutstand huet de Verkéier op eise Stroosse ganz staark reduzéiert. Vu Villen onerwaart, sinn awer d'Emissiounswäerter vun dëser Situatioun net däitlech betraff. Manner onerwaart, well vill Expertë schonn ëmmer drop higewisen hunn, datt vill fei Stëbspartikelen an der Natur virkommen, ass och den Undeel u Feinstëbs net signifikant zréckgaangen. Mee sécher ass, datt de Réckgang vun den Emissiounen net am Verhältnes zum Réckgang beim Autosverkéier ass.

D'Regierungsstrategie, fir d'individuell Mobilitéit ze penaliséieren, den Dieselmotor als onerwënscht ze deklaréieren an E-Mobilitéit ze favoriséieren, baut awer op d'Argument, datt den Individualverkéier Haaptverursaacher vun den héije Stéckstoff- a Fäinstëbswäerter ass. Duerfir hätt ech dës Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung d'Zuele vum Réckgang vun den Emissioune bei CO_2, Stéckstoff a Feinstëbs esouwéi d'Zuele vum Réckgang vum Autosverkéier wärend dem Confinement publizéieren?

2. Iwwerleet d'Regierung, hir Mobilitéitsstrategie ze revidéieren, wann déi nei Miessunge vu Schuedstoffer weisen, datt den Individualverkéier net deen erwaarten Afloss op d'Emissiounen huet an also net esou ëmweltschiedlech ass, wéi bis elo ugeholl?

3. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt an Zukunft Decisiounen, déi Bierger grousse finanzielle Schued kënne bréngen, objektiv an op enger méi gesécherter wëssenschaftlecher Basis gefaasst ginn?

4. Déi deels gravéierend Nodeeler vun der Elektromobilitéit sinn an de leschte Méint jo vill diskutéiert ginn. Ass deen duerch déi aktuell Miessungen erbruechte Beweis, datt weeder bei de Stéckstoff- nach bei de Stëbsemissiounen, den Auto als haaptverantwortlech kann ugesi ginn, Grond genuch, fir hir Aféierung méi lues a reflektéiert ze maachen, fir den Ingenieuren Zäit ze ginn, esouwuel bei der Stroumversuergung wéi och bei der Batterietechnologie a virun allem de Materialien, ëmweltfrëndlech Léisungen ze fannen, déi och net op Kanneraarbecht zréckgräifen?

5. Gesäit d'Regierung och vir, Besëtzer vun Dieselautoen, déi duerch eng eventuell falsch negativ Beurteelung vum Dieselmotor e grousse Wäertverloscht op hire Gefierer erfueren hunn, ze entschiedegen?

Réponse commune (04.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am „Conjoncture Flash" vum Abrëll 2020 huet de Statec e Réckgang vun dem Kraaftstoffverkaf (Diesel a Bensinn) vun 30 % fir de Mount Mäerz 2020 par rapport zum Mäerz 2019 festgestallt. Doduerch kann ee vun enger netter Baisse vun den Emissioune souwuel bei de Klimagase wéi och bei den Loftschuedstoffer am Stroosseverkéier ausgoen. Fir de reellen Impakt vun der Kris kënnen ze quantifizéieren, feelt et awer nach un méi prezisen Donnéeën. Am Moment ginn et dëser Donnéeë vum Statec (Livraison brute de produits combustibles, tableau A4101, http://statistiques.public.lu) just bis de Mount Mäerz, also dem Ufank vun der Kris. Et bräicht een Donnéeën awer och nach fir de Mount Abrëll a Mee, fir eng sënnvoll Ofschätzung kënnen ze maachen. Ausserdeem ass unzehuelen, datt deen Effekt op d'Emissiounen zäitlech limitéiert wäert sinn an datt, jee no der Rapiditéit vun der Reprise vun der ekonomescher Aktivitéit, d'Emissiounen nees wäerten op den übleche Level eropgoen. Doduerch ass et wichteg, datt d'Efforten, fir d'Emissiounen erofzedrécke weider gefouert ginn, fir d'Objektiver beim Klimaschutz a bei der Loftqualitéit ze erreechen.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2067 vum 20. Abrëll 2020 am Detail erkläert, weisen d'Resultater vun de Lëtzebuerger Loftmiessstatiounen allgemeng eng däitlech Baisse bei de Stéckstoffdioxid-(NO_2)-Konzentratioune fir d'Méint Mäerz an Abrëll 2020 op. Besonnesch am urbane Beräich an op Plaze mat héijem Verkéiersopkommen, waren am Verglach mam Joer 2019 op bal all de Miessstatiounen d'Konzentratiounen an der Moyenne ëm circa 30 % méi niddreg, esoudatt een dës Baisse op den Abroch am Verkéier kann zréckféieren. Bei de Feinstaub-(PM10)-Konzentratioune konnten an där Period keng ersiichtlech Baissen observéiert ginn. Anescht ewéi beim Stéckstoffdioxid si beim Feinstaub d'Verkéiersemissiounen och net déi dominant Quell. Hei sinn d'Emissioune vun den Energieproduktiounsanlagen a besonnesch déi vun den Heizungen déi dominant Ursaach. Weider weesentlech Quelle vu Feinstaubemissioune sinn d'Industrie an d'Landwirtschaft.

Et muss een och nach ergänzen, datt onofhängeg vun de fräigesaten Emissiounen, déi grad gemoosse Konzentratiounen awer méi oder manner grousse Schwankungen ënnerleien, jee nodeem déi grad virherrschend Wiederkonditioune fir eng méi oder manner gutt Ausbreedung vun de Schuedstoffer an der Loft suergen. Dofir ass et virzezéien, d'Evaluatioun no enger méi laanger Periode ze maachen.

Déi uewen ernimmten Ännerunge bei den Emissioune, sinn fir d'Regierung dohir keng Ursaach, fir hir Mobilitéitsstrategie, wat d'Emissioune vum motoriséierten Individualverkéier betrëfft, ze revidéieren.

Betreffend d'Hierstellung vun de Batterië vun engem Elektroauto an déi reell Emissioune vun engem Elektroauto wärend sengem Liewenszyklus, esou goufen dës Punkten an de rezenten Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N° 0243 an N° 1774 traitéiert.

Wat den eventuelle Wäertverloscht vun Dieselautoe betrëfft, esou sief drop opmierksam gemaach, datt dëst virun Allem op d'Veronsécherung vun de Konsumente, wat verschidde Motorisatiounen ubelaangt, zréckzeféieren ass. Dës Veronsécherung gouf dann och notamment duerch verschidden Autoshiersteller ausgeléist, well dës probéiert hunn, fir d'Homologatioun hir Autoe maximal ze optiméieren an awer déi reell Emissiounen op der Strooss dësen Optimisatiounen net Rechnung gedroen hunn an deemno d'Emissiounsverhalen op der Strooss vill méi schlecht war wéi am Labo.

Duerch d'Investigatiounen, déi 2015 lancéiert goufen, well verschidden Hiersteller dës Optimisatiounen op d'Spëtzt bruecht haten a sech zum Deel net ganz kooperativ verhalen hunn, ass et tatsächlech zu enger genereller Veronsécherung um Marché komm. Zousätzlech dozou, hu verschidde Länner Mesurë geholl, fir Autoe mat spezifesche Motorisatiounen op verschiddene Plazen ze verbidden, wat dëse Phenomeen zousätzlech verstäerkt huet.

Obwuel esou Mesuren hei zu Lëtzebuerg net agefouert goufen an dëst am Moment och net geplangt ass, geet aus den Immatrikulatiounszuele vun der SNCA ervir, dass an de leschte Jore manner Autoe mat engem Dieselmotor hei am Land ugemellt goufen. D'Regierung huet sech, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2067 beschriwwen, an de leschte Joren, haaptsächlech dorop fokusséiert, dass Tester, déi am Kader vun der Homologatioun gemaach ginn, méi reell Emissiounswäerter solle liwweren, fir doduerch och d'Vertraue vum Konsument erëm ze gewannen. Dës Mesuren hu sech allerdéngs net reng op den Auto mat engem Dieselmotor bezunn, mee op sämtlech Autoen. Wat d'Ëmstellung vum Homologatiounszyklus NEDC op WLTP ubelaangt, ass drop ze verweisen, dass hei de Client mat den affichéierten CO_2-Wäerter (Verbrauch), déi nach no dem alen NEDC-Zyklus gemooss an affichéiert goufen, laang net richteg informéiert gouf, an d'Autoen zum Deel bis zu 2,14l/100 km méi verbraucht hunn. Duerch d'Ëmstellung op den neie WLTP-Zyklus kann de zukünftege Keefer sech e bessert Bild maachen, wat seng reell Käschte beim Kaf vun engem Auto sinn. Et sief natierlech och hei dorobber verwisen, dass de WLTP-CO_2-Wäert an Zukunft bei neien Autoen effektiv benotzt wäert ginn, fir d'Autossteier ze berechnen.

Een eventuelle Wäertverloscht vun Dieselautoen ass also net op Mesurë vun der Regierung zréckzeféieren. Dës hunn och ni als Zil, fir eenzel Motorisatiounen ze penaliséieren, mee éischter, fir technologieneutral a baséierend op esou realistesch wéi méiglech Zuelen, wat d'Emissiounen ugeet, de Prinzip vum „pollueur-payeur" konsequent ëmzesetzen.

Question urgente 2760 (03.09.2020) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par la Covid-19 :**

Selon les informations parues dans un article du « Paperjam » en date du 2 septembre 2020, des résidents ont reçu une enquête de satisfaction par e-mail dans le cadre du suivi de personnes atteintes par le Covid-19. Il s'avère que le formulaire est prérempli avec des données et des témoignages personnels d'autres personnes interrogées. L'article en question mentionne encore un deuxième problème, à savoir que le sondage peut être rempli autant de fois que souhaité, ce qui rend ses résultats totalement sans valeur. Dans ce contexte, il se pose ainsi la question de la protection des données collectées dans le cadre de cette enquête.

Dans la mesure où Madame la Ministre de la Santé a expressément ordonné cette enquête en question, nous aimerions poser les questions suivantes :

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ce bug ?

- Comment la ministre envisage-t-elle de réagir ?

- Comment cette panne informatique a-t-elle pu se produire ?

- Quelle est la base légale de l'enquête par rapport à la législation de la protection des données ?

- Est-ce que la CNPD a été consultée à l'avance dans ce contexte ?

- La ministre peut-elle nous garantir que tant l'identité des personnes que les données de santé des personnes concernées dans le cadre de cette enquête restent anonymes et protégées ?

Réponse (09.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La Direction de la santé procède en effet à une enquête de satisfaction des personnes ayant eu un contact avec son service de contact tracing dans un souci d'amélioration des processus de suivi des personnes positives et de leurs contacts en vue de gérer efficacement les mises en isolement et en quarantaine, ceci dans le cadre de l'exécution de la mission d'intérêt public dont est investie la direction (article 6 du règlement général relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données).

Pour ce faire, un formulaire électronique a été développé et traduit en trois langues. Une invitation à participer à l'enquête comprenant un lien vers le formulaire est envoyée par courrier électronique à toute personne ayant été appelée par le service du contact tracing par lequel une adresse e-mail a été communiquée dans le cadre de la mise en isolement ou en quarantaine. Ainsi, l'utilisation de l'adresse e-mail est strictement limitée à l'envoi du lien vers le formulaire. La participation à l'enquête de satisfaction se fait évidemment sur base volontaire et la collecte des informations est anonyme.

La loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 permet explicitement le recueil et l'utilisation des adresses électroniques par le Directeur de la santé ou son délégué.

Or, il semble malheureusement que lors de la traduction du formulaire en différentes langues, un problème a surgi et a eu comme conséquence qu'une personne était en mesure de voir les réponses aux questions introduites par la personne ayant précédemment rempli le formulaire. Dès que la Direction de la santé a été informée de cet incident, le formulaire a été désactivé. Il ne sera remis en service qu'après correction du problème.

Enfin, il convient de noter qu'un tel traitement ne présuppose pas une consultation préalable de la Commission nationale pour la protection des données, notamment au regard du caractère volontaire de la participation à l'enquête, tout comme du caractère anonyme des réponses. En effet, à aucun moment il n'est demandé au répondant de s'identifier et les questions posées sont de portée générale.

Question urgente 2792 (10.09.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**incendie au camp pour réfugiés Moria :**

Dans la nuit de mardi à mercredi de cette semaine, le camp de réfugiés de Moria sur l'île grecque de Lesbos a été l'objet d'un énorme incendie. Désormais, entre 12.000 et 13.000 demandeurs d'asile qui peuplaient ce camp initialement prévu pour accueillir environ 3.000 personnes, se trouvent dans le dénuement le plus absolu.

Au niveau de l'Union européenne, la commissaire chargée des affaires intérieures a annoncé que l'UE prenait en charge un transfert immédiat vers la Grèce continentale de 400 mineurs. La Norvège a quant à elle également proposé d'accueillir des demandeurs d'asile. En Allemagne, plusieurs Länder ont également appelé le Gouvernement fédéral à accueillir des demandeurs d'asile issus du camp de Moria.

À la vue de cette immense catastrophe humaine, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il également proposer son aide urgente, par exemple en accueillant un certain nombre de demandeurs d'asile sur le sol luxembourgeois ?

Réponse (11.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La catastrophe humaine de Moria requiert un effort de solidarité urgent pour apporter une aide immédiate sur le terrain. Il faudra en tirer rapidement les leçons pour prévenir des catastrophes similaires à l'avenir. L'Union européenne devra faire preuve d'une solidarité obligatoire et pérenne pour garantir un accueil plus équitable des demandeurs d'asile et des réfugiés au niveau européen.

Le Gouvernement est en contact avec la présidence allemande du Conseil des ministres UE, la Commission européenne et le Gouvernement grec ainsi qu'avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour accueillir à courte échéance sur le sol luxembourgeois des victimes démunies par cet incendie.

Question urgente 2793 (10.09.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**incendie au camp pour réfugiés Moria :**

Dans la matinée du mercredi 9 septembre 2020, un incendie catastrophique a ravagé le camp de Moria, le plus grand camp de réfugiés en Grèce. Selon les premières informations des pompiers et secouristes grecs, la quasi-totalité du camp a été détruite. L'île de Lesbos où se situe le camp hébergeant plus de 12.000 réfugiés a été déclarée en état d'urgence par le Gouvernement grec.

Par le passé, les camps de réfugiés et particulièrement celui de Moria ont régulièrement fait l'objet de reportages dans les médias et de discussions politiques. Alors que récemment, le risque de contagion du coronavirus a été particulièrement scruté, les conditions d'hygiène et de vie plus générales à l'intérieur du camp ont été décriés de façon récurrente, tant par les réfugiés que par les organisations non gouvernementales. Il ressort de témoignages directs et de la couverture médiatique que les émeutes et conflits étaient devenus des occurrences quasi journalières à l'intérieur du camp dans un passé récent.

L'incendie fait éclater au grand jour la situation des camps de réfugiés en Méditerranée européenne et risque d'exacerber radicalement l'enjeu de la répartition des réfugiés parmi les États membres de l'Union européenne. Outre le défi immédiat de prêter une aide d'urgence aux réfugiés sur l'île de Lesbos, il importe dès lors aussi de garder en vue les défis fondamentaux de la politique de migration et d'asile dans un contexte européen.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en contact avec ses homologues européens afin de venir au secours des réfugiés du camp Moria le plus rapidement possible ? Monsieur le Ministre entend-il lancer des mesures luxembourgeoises indépendantes en faveur des réfugiés ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que les événements récents à Lesbos (à savoir la crise sanitaire à l'intérieur du camp et l'incendie) sont susceptibles de provoquer un déblocage au niveau des négociations européennes concernant l'accueil et la répartition des réfugiés entre les États membres ?

Réponse (14.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

La catastrophe humaine de Moria requiert un effort de solidarité urgent pour apporter une aide immédiate sur le terrain. Il faudra en tirer rapidement les leçons pour prévenir des catastrophes similaires à l'avenir. Comme l'honorable Députée l'a justement soulevé, les tensions ont été exacerbées par les conditions mêmes de l'accueil. La Commission européenne et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'engagent de s'investir dans l'amélioration des conditions sur l'île de Lesbos.

Les États membres pourront surtout y contribuer par un effort de relocalisation pour réduire le nombre de personnes à accueillir sur place. Le Gouvernement est en contact avec la présidence allemande du Conseil des ministres UE, la Commission européenne et le Gouvernement grec ainsi qu'avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies pour accueillir à brève échéance sur le sol luxembourgeois des victimes démunies par cet incendie.

La Commission européenne devrait tenir à l'esprit cette catastrophe dans le cadre du pacte migratoire qu'elle entend présenter le 1er octobre 2020. L'Union européenne doit faire preuve d'une solidarité obligatoire et pérenne pour garantir un accueil plus équitable des demandeurs d'asile et des réfugiés au niveau européen. Toutefois, le résultat de ces négociations dépendra de l'attitude des États membres, qui doit impérativement évoluer après cette catastrophe de Moria.

Question urgente 2850 (17.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

Fir d'Ausbreedung vun der Covid-19-Pandemie anzedämmen, gëtt vu ministerieller Säit aus e Contacttracing gemaach, fir potenziell infizéiert Persounen ze identifizéieren an zäitweileg ze isoléieren. Dobäi ass et wichteg, dass Leit, déi a Kontakt mat enger infizéierter Persoun waren, méiglechst séier doriwwer informéiert ginn, fir dass si de Virus net nach weider verbreede kënnen. Vill Persounen informéieren hiert Emfeld dofir direkt, wa si positiv op de Covid-19 getest ginn, a warnen déi Persoune vir, mat deenen si a Kontakt waren, éier dës vun der Santé kontaktéiert ginn.

Esou kann et virkommen, dass eng Schouljoffer oder e Schoulmeeschter vun den Elteren doriwwer informéiert gëtt, dass e Kand aus der Klass positiv op de Covid-19 getest gouf, éier d'Léierpersonal vun der Santé ugeruff kritt. Fir d'Schoulpersonal stellt sech an dëse Fäll d'Fro, ob si selwer bzw. hir Direktioun decidéiere kënnen, Klassen temporär vum Presenzunterrecht auszeschléissen, éier si eng Ordonnance vum Minister krut hunn, aus där kloer ervirgeet, dass eng Mise en quarantaine vun de Schüler beschloss gouf. Wa si nämlech decidéieren ze waarden, bis eng offiziell Ordonnance virläit, kéint et zu Situatioune kommen, an deene Schüler, déi sech potenziell bei engem Klassekomerod mam Virus ugestach hunn, nach ee bis zwee Deeg regulär an d'Schoul ginn, well d'Ordonnance fir eng Quarantän net séier genuch ausgesprach gouf, obwuel d'Léierpersonal informéiert gouf. Anerersäits riskéiere si, mat der Decisioun hir Klass zouzemaachen, hir Kompetenzen ze iwwerschreiden an d'Kanner ouni legal Basis vum Schoulunterrecht auszeschléissen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de d'Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch Zuelen iwwert d'Zäit, déi duerchschnëttlech vergeet tëschent deem Moment, wou ee positiivt Covid-19-Testresultat fir eng Persoun virläit, an deem Moment, wou all duerch de Contacttracing

ermëttelt Persounen an Institutioune kontaktéiert goufen?

2. Gouf et vu ministerieller Säit aus eng Circulaire fir d'Léierpersonal, aus där kloer ervirgeet, wéi si reagéiere sollten, am Fall wou si vun Elteren iwwer eng Covid-19-Infektioun an hirer Klass informéiert goufen?

3. Dierfen Titulairen decidéieren, ob d'Schüler aus hire Klassen temporär vum Presenzunterrecht ausgeschloss kënne ginn, wann et eng Infektioun mam Covid-19 an der Klass gouf, éier eng ministeriell Ordonnance virläit?

Falls net: Kënnt dës Kompetenz niewent dem Minister nach Persoune mat enger Funktioun am Enseignement zou?

Réponse commune (23.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Inspection sanitaire huet déi genee Donnéeë betreffend den Zäitpunkt zu deem si vun de Laboratoiren d'Resultater vun de Persounen, déi positiv op de Covid-19 getest gi sinn, iwwermëttelt kritt.

Dësen Zäitpunkt ka verschidde si vum Moment, wou de Laboratoire der betraffener Persoun d'Resultat matdeelt.

Den Horaire vun all Appell gëtt enregistréiert. Soumat kann déi genau Auerzäit retracéiert ginn, zu där eng Persoun, déi ee Contact à haut risque mat enger infizéierter Persoun hat, informéiert gouf. Déi duerchschnëttlech Dauer tëschent der Receptioun vum positive Resultat an dem Ofschloss vun allen Etappe vum Contacttracing läit am Allgemengen ënner 24 Stonnen. En ass ofhängeg vun der gudder Zesummenaarbecht vun alle Persounen, déi dozou opgeruff sinn, déi noutwendeg Informatioune fir dëse Contacttracing ze ginn. Dozou zielen och d'Employeuren an d'Institutiounen, bei deenen de Kontakt ka geschitt sinn.

ad 2. Et läit op der Hand, datt den Titulaire de classe, dee vun den Elteren iwwert d'Covid-19-Infektioun vun hirem Kand informéiert gouf, dës Informatioun, iwwert d'Regionaldirektioun respektiv d'Lycéesdirektioun un d'Cellule de coordination weiderleet. A Réckszprooch mat der Direktioun vun der Santé ënnerhëlt dës all weider Schrëtter, fir jee no Situatioun enger Verbreedung vum Virus effikass entgéintzewierken. Aus dem Kapitel 4 vun der Nott un d'Personal aus de Schoulen an de Lycéeën, déi am Virfeld vun der Rentrée 2020/2021 un d'Personal geschéckt gouf, ginn déi eenzel Instanze mat hire Missiounen ervir, déi an dësem Kontext matwierken.

Am Fall, wou d'Kand sech zu deem Zäitpunkt an der Schoul befënnt, ass d'Prozedur, déi an den temporaire sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 beschriwwe gëtt, anzehalen. Dës Recommandatiounen, déi dem Léierpersonal d'lescht Schouljoer zweemol vu mengen zoustännege Servicer geschéckt goufen, si vun der Direktioun vun der Santé an Zesummenaarbecht mat mengem Ministère ausgeschafft ginn an och aktuell fir de grand Public um Internetsite vum Gesondheetsministère zougänglech. Am Fall, wou ee Schüler Symptomer huet, muss e säi Mondschutz undinn an an engem separate Sall isoléiert ginn, fir déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit ze schützen.

ad 3. Ewéi et aus de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal evirgeet, gëtt mäi Ministère, soubal e vun enger Direktioun informéiert gëtt, dass eng Covid-19-Infektioun an enger Schoul virläit, dëst weider un d'Cellule de Coordination. Dës Cellule mécht op deeglecher Basis e Rapport zur aktueller Situatioun an de Schoulen a steet all Dag a Kontakt mam Comité de pilotage „Covid-19 and Education". Wann et néideg wier, kann dëse Comité de pilotage déi néideg Mesure decidéieren.

D'Mesure vun der Quarantän ënnerläit hei der Autoritéit vun der Direktioun vun der Santé. Nëmme si dierf heifir den Accord ginn a bestëmmte Schüler, Klassen oder ganz Cyclen a Quarantän setzen.

Een Elterendeel vun engem Schüler, deen a Quarantän muss, ka fir d'Dauer vun der Quarantän de Congé pour raisons familiales ufroen, fir sech ëm d'Kand ze këmmeren. Am Fall, wou d'Schüler aus enger Klass isoléiert ginn, huet jeeweils een Elterendeel d'Méiglechkeet, de Congé pour raisons familiales unzefroen, fir d'Kand ausserhalb vun de Schoulzäiten ze encadréieren.

An der uewe genannte Circulaire ënnerscheede mir ausserdeem tëschent dräi Zenarien an dëst a Funktioun vun der Unzuel vun den infizéierte Persounen.

Zenario 1: Et läit just ee Covid-19-Fall an enger Klass vir

Am Fall, wou een isoléierte Covid-19-Fall an der Klass virläit, kann een dovunner ausgoen, dass d'Source vun der Infektioun ausserhalb vun der Schoul läit. Deementspriechend gëtt de Rescht vun der Klass net automatesch mat a Quarantän gesat, allerdéngs trëtt d'Mesure vum Isolement a Kraaft. D'Matschüler esouwéi d'Enseignanten, déi an direktem Kontakt mam Kand stoungen, ginn am Kader vum Contacttracing opgefuerdert, sech testen ze loossen. Wärend si op d'Resultater vum Test waarden, musse si folgend Consignen, déi an de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal erkläert ginn, befollegen:

- Falls si keng Symptomer virweisen, ginn d'Schüler an d'Léierpersonal weider an d'Schoul.

- D'Enseignanten an d'Schüler ab dem Cycle 2 mussen um Terrain vun der Schoul (um Schoulhaff), innerhalb vum Schoulgebai an am Klassesall eng Mask unhunn. An dëst wärend fënnef Deeg nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun a wärend si op d'Resultat vun hirem Test waarden.

- D'Schüler aus der betraffener Klass esouwéi hiert Léierpersonal evitéieren all Kontakt mam Rescht vun der Schoulcommunautéit. Dat heescht:

• d'Schüler ginn net an de Schoulhaff wann aner Klassen do sinn;

• d'Schüler ginn net méi an den Turn- a Schwammunterrecht;

• d'Schüler ginn net méi an d'Raim vum SEA (Services d'éducation et d'accueil), mee ginn den éischten Dag vun hirem Isolement isoléiert um Niveau vum SEA betreit. Vum nächsten Dag u ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Ausserdeem dierfen d'Kanner net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten (z. B. Hobbyen, kulturell Evenementer etc.) deelhuelen.

Zenario 2: Et leie méi Covid-19-Fäll an enger Klass vir

Och hei kann een net direkt dovunner ausgoen, datt et eng Infektiounsketten an der Schoul gëtt. D'Schüler kënne sech zum Beispill och baussent der Schoul bei gemeinsamen Aktivitéiten ugestach hunn. Trotzdeem ass d'Infektiounsgefor an dësem Fall natierlech méi héich an dofir gëtt als Virsichtsmoossnam een oder méi Enseignanten esouwéi déi ganz Klass a Quarantän gesat. Ausserdeem gëtt eng Identifikatioun vun all Kontaktpersoun an der Schoul duerchgefouert (Contacttracing).

Zenario 3: Et gëtt eng Infektiounsketten an enger Schoul

Wa méi Persoune sech innerhalb vun der Schoul ugestach hunn, dann trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère ewéi och vum Educatiounsministère geholl ginn. Och hei gëtt nees e Contacttracing vun de Kontakter gemaach an déi betraffe Klasse ginn a Quarantän gesat.

D'Protektioun vun alle Schüler esouwéi vum ganze Léierpersonal ass a bleift weiderhin d'Prioritéit. Duerch e kollektiven Effort an eng enk Zesummenaarbecht tëschent alle bedeelegten Acteure bleiwe mir weiderhi reaktiv, soudass déi jeeweils entspriechend Mesurë getraff kënne ginn.

Question urgente 2859 (18.09.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **dispositions de testing du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement musical :**

En amont de la rentrée scolaire, le personnel enseignant et les élèves ont été invités à se faire tester gratuitement dans le cadre du large scale testing. Il est également prévu, en cas de besoin, de déployer de nouvelles mesures de testing dans les bâtiments scolaires, auprès des populations scolaires, élèves et enseignant(e)s. Dans un document officiel du 4 septembre 2020 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il est question du testing « d'une grande partie, voire de la totalité de la population scolaire ». La mise en place de ces mesures incombent cependant à la Direction de la santé. D'après des informations qui nous ont été transmises, des enseignant(e)s d'établissements d'enseignement musical (UGDA), n'auraient en qualité de chargé(e)s de cours pas eu accès au tests gratuits sous prétexte que ces tests ne seraient destinés qu'aux enseignant(e)s fonctionnaires. Si cette information s'avère véridique, cela représenterait non seulement une inégalité de traitement, mais aussi un important risque sanitaire pour toutes les personnes impliquées, d'autant plus que par leur nature même, la pratique de certains instruments et du chant impliquent de prendre encore davantage de précautions sanitaires.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer s'il s'agit là d'une information véridique ?

2) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres feront-ils rapidement le nécessaire pour remédier à cette situation en mettant l'option du test gratuit à disposition de tout le personnel enseignant tous statuts confondus ?

Réponse commun (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Afin d'assurer une rentrée scolaire permettant de lutter efficacement contre le Covid-19, le Gouvernement luxembourgeois a invité les élèves et jeunes âgés entre 4 et 20 ans et résidant au Luxembourg ainsi que le personnel de l'éducation nationale à participer volontairement et gratuitement au test du dépistage à grande échelle du Covid-19. À cela s'ajoute que des capacités de tests supplémentaires ont dû être dégagées afin de permettre aux résidents devant se déplacer dans un pays qui requiert un test négatif de se faire tester tout comme les capacités de test nécessaires pour permettre aux personnes qui résident au Grand-Duché et revenant d'un séjour à l'étranger de se soumettre à un dépistage au Covid-19 gratuit. L'envergure de ces dépistages a fait en sorte que la capacité à effectuer des tests a temporairement atteint ses limites.

Le dépistage à grande échelle ayant pour objectif de vérifier et de comprendre la prévalence de l'infection Covid-19 dans la population luxembourgeoise en vue d'évaluer la diffusion du virus, a par ailleurs montré que le virus n'était que faiblement présent parmi la population scolaire. Pour ces raisons, un dépistage systématique parmi les enseignants d'établissements d'enseignement musical du secteur communal n'a pas été envisagé au moment de la période précédant la rentrée scolaire.

Question urgente 2860 (18.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

Wann e Kand positiv op Covid-19 getest gëtt, gëtt déi ganz Klass a Quarantän gesat. Si bleift da vun deenen anere Klassen isoléiert. Déi éischt Fäll am Fondamental si schonn opgetrueden. Et feelt u kloren Instruktiounen iwwert d'Prozeduren an d'Modalitéiten, a well d'Situatioun sech an der Praxis awer zimmlech chaotesch duerstellt, wéilt ech dem Här Schoulminister follgend Froe stellen:

1. Vu wiem an a wéi engem Delai gëtt den Enseignant kontaktéiert, wann e Kand aus senger Klass positiv ass?

2. Wie muss d'Eltere vun deenen anere Kanner aus der Klass kontaktéieren?

3. Wéi a vu wiem ginn déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit informéiert? Ginn et do genee Instruktiounen?

4. Well déi Klass net mat deenen anere Klassen a Kontakt kommen dierf, mussen d'Kanner entweeder méi fréi oder méi spéit an d'Schoul kommen, also dann och net mat dem gewéinleche Schoultransport. Wien iwwerhëlt d'Verantwortung wann op dem zäitlech oder raimlech decaléierte Schoulwee eppes geschitt?

5. Kréien d'Eltere genee Instruktiounen, fir dee Schoulwee sécher ze gestalten? Wann déi Kanner mam ëffentleche Bus kommen, vläicht och nach zesumme mat anere Kanner, kann dat dann net eng Ustiechungsgefor fir déi aner Kanner mat sech bréngen?

6. Wéi gëtt mat esou Situatiounen an enger Maison relais ëmgaangen?

7. Mussen déi Kanner a Quarantän och an der Fräizäit isoléiert bleiwen, däerfen also net a Veräiner goen asw.? Sinn d'Elteren dofir verantwortlech?

8. Wéi ass et mat de Geschwëster vu Kanner aus enger Klass a Quarantän?

9. Kritt den Enseignant kloer Instruktiounen iwwert déi sanitär Sécherheet, zum Beispill vum Schouldokter?

10. Ass virgesinn, datt d'Schoulcommunautéit progressiv méi sécher Maske (FFP2) kritt?

11. Hunn d'Elteren dat Recht, hiert Kand am Fall, wou eng Klass a Quarantän ass, wärend där Zäit doheem ze halen? Wéi eng Prozedure mussen d'Eltere befollegen? Musse si d'Quarantän vun hirem Kand anere matdeelen (z. B. op der Aarbechtsplaz)? Si si automatesch och a Quarantän?

Réponse (23.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Fall vun enger Covid-19-Infektioun a senger Klass gëtt den Enseignant spéitstens am Kader vum Contacttracing vun der Cellule de coordination vum MENJE kontaktéiert an iwwert d'Mesuren, déi et jee no Unzuel vun de Covid-19-Infektiounen ze applizéiere gëlt, informéiert.

Am Fall wou d'Eltere vum betraffene Schüler den Enseignant scho virdrun informéieren, reecht dësen d'Informatioun sou séier wéi méiglech, a gegeebenefalls iwwert d'Schouldirektioun, un d'Cellule de coordination weider.

D'Eltere vun de betraffene Kanner ginn de selwechten Dag nach, wou dat éischt positiivt Resultat erauskënnt, vun der Inspection sanitaire kontaktéiert.

A béide Fäll gëtt sech déi néideg Zäit geholl, fir den Enseignanten am Kader vun engem Telefonsgespréich den Detail vun de Mesuren ze erklären an hinnen op hir Froen ze äntweren.

ad 2. Fir esou reaktiv ewéi méiglech ze sinn, gouf am Kader vun der sanitärer Kris an all Schouldirektioun eng Cellule Covid kreéiert. Dës Cellule kontaktéiert kontaktéiert am Fall vun enger Isolatioun vun der Klass déi jeeweileg betraffen Elteren. Bei weidere Froe kënnen d'Elteren zu all Moment d'Helpline 8002-9090 uruffen.

Am Fall vum Zenario 3 (Circulaire „Informations au personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2020/2021", Säit 8), an deem méi Persounen sech bannent der Schoul ugestach hunn, trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère ewéi och vum Educatiounsministère geholl ginn.

ad 3. Fir e Maximum u Reaktivitéit ze erméiglechen, kontaktéiert d'Regionaldirektioun oder d'Lycéesdirektioun och all déi aner Membere vun der Schoulcommunautéit fir si iwwert d'Virleie vun engem positive Covid-19-Fall ze informéieren. Am Kader vun dëser Informatioun steet esouwuel d'Transparenz wéi och den Dateschutz am Vierdergrond an esou kréien déi implizéiert Acteure genee déi Informatiounen, déi néideg sinn, fir eng optimal Adaptatioun vun de Preventiounsmesuren ze assuréieren, esou datt si sech an hiert Émfeld schütze kënnen.

ad 4. + 5. De Rapport „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg", an deem d'Erkenntnisser aus enger déifgräifender Analys vun der Evolutioun vun de Covid-19-Infektiounen an de Lëtzebuerger Schoulen opgefouert sinn, beinhalt keng Indikatiounen dofir, datt et an engem Schoultransport Infektioune ginn hätt. Deemno ass den Trajet zwëschent der Schoul an dem Doheem aktuell net als Aktivitéit anzestufen, wärend där d'Schüler engem héijen Infektiounsrisiko ausgesat wieren.

Fir d'Schüler am Schoultransport an am ëffentlechen Transport gëllen d'Consignen aus de Circulairen, déi dem Schoulpersonal am Virfeld vun der Rentrée zoukomme gelooss goufen an um Internetsite vu mengem Ministère ëffentlech zougänglech sinn. Aus dëse Circulairë geet ervir, datt all Kand iwwer sechs Joer souwuel am Schoultransport ewéi och am ëffentleche Bus um Trajet zwëschen dem Doheem an der Schoul eng Mask muss unhunn.

Vu datt d'Organisatioun vum Schoultransport am Enseignement fondamental an de Gemengen hir Attributioune fält, steet et de Gemenge fräi, no enger Evaluatioun vun de lokale Gegeebenheete weider Preventiounsmesuren ze decidéieren.

ad 6. Kanner aus enger Klass, déi an Isolatioun ass, dierfen net méi an d'Maison relais goen, well do d'Distanz mat anere Kanner net garantéiert ka ginn. Dës Kanner ginn den éischten Dag vun de Services d'éducation et d'accueil (SEA) isoléiert betreit fir de Kontakt mat anere Kanner op e Minimum ze begrenzen. Vum nächsten Dag u ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Fir ausserhalb vun de Schoulzäiten eng gëeegent Prise en charge vun de Schüler, déi bedéngt duerch den Isolement net méi dierfen un ausserschouleschen Aktivitéiten deelhuelen, sécherzestellen, huet jeeweils ee concernéierten Elterendeel d'Méiglechkeet, de Congé pour raisons familiales unzefroen.

ad 7. Esouwuel wärend dem Isolement ewéi och der Quarantän ass eng Participatioun un ausserschouleschen Aktivitéite respektiv

Fräizäitaktivitéiten ze ënnerloossen. Doriwwer informéiert d'Ordonnance vun der Direction de la santé. D'Eltere sinn dofir verantwortlech, datt dëst agehale gëtt.

ad 8. D'Geschwëster oder aner Leit aus der Famill vun engem Kand, dat an Isolatioun ass, well een anert Kand aus der Klass, en Enseignant oder Educateur positiv op Covid-19 getest gouf, ginn net isoléiert, et sief dann, et géif sech am Contacttracing erausstellen, datt si an hirer Fräizäit een direkte Kontakt mat der positiv geteste Persoun gehat hätten.

ad 9. An Zesummenaarbecht zwëschent dem Gesondheetsministère a menge Servicer goufen a ginn och weiderhi wärend der sanitärer Kris Dokumenter ausgeschafft an deenen d'Mesuren, déi spezifesch vun de Membere vun der Schoulcommunautéit mussen ëmgesat ginn, am Detail erkläert sinn. Am Virfeld vum Enseignement en alternance, dem Zesummeleeë vun de Klassegruppen an der Rentrée 2020/2021 gouf dem Schoulpersonal jeeweils eng Nott mat geneeë Consignen zoukomme gelooss. Derbäi kënnt, dass och déi temporaire sanitär Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 bei Bedarf ugepasst goufen an un d'Schoulpersonal verschéckt goufen. Des Weidere ginn um Internetsite vu mengem Ministère eng sëllechen Informatioune betreffend de Covid-19 am schoulesche Kontext zur Verfügung gestallt an à jour gehalen. Zum aktuellen Zäitpunkt ass d'Helpline 8002-9090, op där een ënner anerem allgemeng Informatiounen iwwer d'Moossnamen am Bildungsberäich ka froen, nach ëmmer aktiv, esoudass d'Enseignanten och hei een oppent Ouer fannen.

ad 10. FFP2-Maske sinn am Prinzip dem Secteur sanitaire virbehalen, an eventuell vereenzelte vulnerabele Persounen. Et wär och ganz schwiereg fir Kanner, dës Maske reegelméisseg ze droen. Dës Maske sinn am fräien Handel ze kréien, an all Persoun, déi esou eng Mask wéilt, kéint se deemno kafen.

Doriwwer eraus haten d'Schoulen am Virfeld vun der Rentrée d'Méiglechkeet, fir d'Material, dat fir d'Ëmsetzung vun den temporaire sanitäre Recommandatiounen an de Schoulen néideg ass, bei mengem zoustännege Service ze bestellen. A puncto Mundschutz konnte chirurgesch Masken, Buffe fir d'Kanner, déi d'lescht Joer nach net an d'Cyclen 2 bis 4 gaange sinn, an FFP2-Maske fir déi vulnerabel Persounen, déi just mat ënner anerem dëser Adaptatioun kënnen an d'Schoul goen, bestallt ginn.

Duerch de Respekt vun de Geste-barrièren an deenen aneren temporaire sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 gëtt den Infektiounsrisiko an de Lëtzebuerger Schoulen esou kleng ewéi méiglech gehalen an aus deem Grond ass et aktuell net virgesinn, FFP2-Masken un all d'Membere vun der Schoulcommunautéit ze verdeelen.

ad 11. Wann eng Klass an Isolatioun gesat gëtt, ginn d'Kanner aus dëser Klass weiderhin an d'Schoul. Si dierfen allerdéngs net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten deelhuelen.

Aus dësem Grond kënnen Elteren, deenen hir Kanner an Isolatioun sinn, Congé pour raison familiales ufroen. Déi genee Demarche fir d'Ufroe vun dësem Congé gëtt um Internetsite vun der CNS erklärt an hei kënnen d'Elteren och de Formulaire eroflueden, via deen si hir Demande kënnen erareechen.

Am Fall vun enger Isolatioun vun hirem Kand, sinn d'Eltere selwer net betraff, well si kee Kontakt mat der positiv getester Persoun haten. Aus dësem Grond kann och ëmmer just ee vun den Eltere gläichzäiteg vum Congé pour raisons familiales profitéieren, fir sech ëm d'Betreiung vum Kand, dat an Isolatioun ass, ze këmmeren.

Question urgente 2863 (21.09.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mise en quarantaine du personnel enseignant :**

An de leschten Deeg konnt een op de sozialen Netzwierker vu Fäll liesen, wou Enseignanten a Quarantän gesat ginn, awer trotzdeem autoriséiert ginn hir Coursen ze halen. Den Direkter vun der Santé berifft sech an de jeeweilegen Autorisatiounen op den Artikel 7 Paragraf 3 Alinea 3 vum Gesetz vum 17. Juli 2020 dee Follgendes festhält:

« La personne concernée par une mesure de mise en quarantaine peut se voir délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité en cas de besoin ainsi que, le cas échéant, une autorisation de sortie sous réserve de respecter les mesures de prévention précisées dans l'ordonnance. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Léierpersonal, dat a Quarantän gesat gouf an awer soll schaffe goen, ginn et am Moment?

2. Sinn esou Autorisatiounen, fir trotz Quarantän dierfe schaffen ze goen, och schonn an anere Beruffer ausgestallt ginn?

3. Wa jo, wéi vill an a wéi enge Beruffer?

4. Goufen et schonn Demandë fir vun esou enger Autorisatioun ze profitéieren, déi refuséiert goufen? Wa jo, aus wéi engem Grond?

5. No wéi enge Krittäre kann esou eng Autorisatioun ugefrot gi vu Betriber oder vun Independanten?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Tëschent dem 15. September an dem 21. September sinn am Ganzen 93 Enseignanten a Quarantän gesat gi mat enger Autorisatioun de sortie, fir schaffen ze goen.

ad 2. Esou Autorisatiounen goufe bis elo net ausgestallt fir aner Beruffer. D'Direktioun vun der Santé huet awer eng Prozedur virgesinn an deem Sënn fir d'Gesondheetsberuffler an de Spideeler an an de Maisons de soins falls et do zu Enkpäss beim Personal géif kommen. Et wär duerchaus méiglech, da Personal an der Quarantän schaffen ze loossen, natierlech ënner ganz strengen Oplagen (Equipement de protection individuel - EPI). D'Direktioun vun der Santé huet awer bis elo keng esou Autorisatioun mussen ausstellen.

ad 3. Den Direkter vun der Santé huet bis elo nach keng Demandë fir esou Autorisatiounen am Kontext vun der Aarbecht krut.

ad 4. All Bierger, deen ënner Quarantän gesat gëtt, kann esou eng Autorisatioun beim Direkter vun der Santé ufroen. All Demande gëtt individuell gepréift op Basis vun der Drénglechkeet (wéi schnell muss déi Aktivitéit gemaach ginn? ka si net bis no der Quarantän waarden?), der Wichtegkeet (ass déi Aktivitéit essentiell? wat sinn d'Konsequenze fir de Betraffene wann si net elo gemaach ka ginn?) an der Duerchféierbarkeet (ass et méiglech d'Aktivitéit esou duerchzeféieren, dass de Risk vun enger eventueller Contaminatioun vun Drëttpersounen ausgeschloss ass?).

Question urgente 2865 (21.09.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**assèchement du lac de Weiswampach :**

Le 18 septembre 2020, une équipe de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a été alertée par des résidents locaux ayant constaté que le niveau de l'eau du lac de Weiswampach était loin en dessous du niveau habituel. Selon le bourgmestre de la commune, le niveau de l'eau du lac aurait été baissé afin de créer une zone tampon avant l'hiver. Étant donné que la limite usuelle de la zone tampon est d'un mètre par rapport au niveau de référence et que l'assèchement a fait baisser l'eau au-delà de cette limite, l'ANF a demandé aux autorités communales de cesser l'assèchement et de ramener le niveau minimal d'un mètre.

Malgré cette demande, force est de constater que le niveau du lac a continué à baisser par la suite. Selon le bourgmestre de la commune, une écluse défectueuse rendrait la remise à niveau de l'eau impossible.

Par ailleurs, le bourgmestre a précisé que les autorités communales voulaient aller au-delà du niveau d'un mètre afin de réparer l'écluse qui serait défectueuse depuis plus de 20 ans. Selon le bourgmestre, la réparation de l'écluse permettrait de restaurer un biotope asséché depuis longtemps à cause de l'écluse défectueuse.

Le bourgmestre a également mentionné l'intention de la commune de procéder à un moment ultérieur à un nettoyage complet du lac.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les événements décrits ci-dessus ?

2) Quels faits ont été constatés par les collaborateurs du Ministère de l'Environnement sur place, notamment concernant le niveau d'eau du lac, l'écluse défectueuse ou encore les éventuelles mesures prises par les autorités communales afin de protéger la faune et la flore du lac suite à l'assèchement ?

3) Quelles sont les conséquences de l'assèchement sur la faune et la flore du lac ? Quelles mesures seront nécessaires afin de rétablir le lac à son état initial ? Par qui ces mesures seront-elles mises en place voire financées ?

4) De quelles autorisations l'administration communale devrait-elle disposer afin d'effectuer la réparation de l'écluse par le biais d'un assèchement du lac ? Quelles autorisations sont nécessaires pour le nettoyage d'un lac ? L'administration communale dispose-t-elle des autorisations requises ?

5) Quelles seront les conséquences des événements décrits ci-haut, notamment sur le projet de la construction d'un hôtel près du lac ?

6) Madame la Ministre est-elle d'avis que la réparation de l'écluse permettrait effectivement de restaurer le biotope asséché ?

Réponse (23.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Oui, des agents de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) et de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) étaient à Weiswampach en date du 18, 20 et 21 septembre 2020 afin d'examiner la situation sur les lieux.

Les autorités communales ont été invitées par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) en date du 18 septembre 2020 (vendredi dernier) de cesser l'assèchement. Après cette intervention l'écluse a été fermée. Malgré cette démarche, le niveau du lac semblait continuer à se baisser au cours du weekend. Ceci est probablement dû au fait qu'une certaine quantité d'eau se déverse à un endroit près de l'écluse et que le lac n'est pas suffisamment alimenté par son ruisseau et ceci à cause de la sécheresse actuelle.

Il faut souligner qu'il s'agit d'un lac artificiel, n'étant pas considéré comme masse d'eau selon la directive cadre sur l'eau comme sa surface est inférieure à 50 hectares, ni comme biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Par contre la « Kailsbaach » en amont et la « Wemperbaach » en aval des lacs sont des masses d'eau de surface dont le bon état écologique doit être établi d'ici 2027 au plus tard. Une des mesures les plus importantes à réaliser dans cet aspect et de rétablir la franchissabilité écologique entre les deux masses d'eau et donc à travers les lacs. Des biotopes protégés (BK11, marécages/bas marais) se trouvent en aval des deux lacs artificiels et sont alimentés par la « Wemperbaach ». Ainsi, la gestion du niveau du lac a des répercussions aussi bien sur le lac même que sur les ruisseaux et les biotopes en aval.

Les faits relatés par l'honorable Députée peuvent être confirmés. La commune dispose en effet d'une autorisation sur base de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau qui prévoit un abaissement du niveau d'eau d'un mètre avant la période hivernale. Il a été constaté par les agents de l'ANF que l'abaissement opéré la semaine passée est nettement supérieur au niveau autorisé et que le niveau de l'étang était encore constamment en baisse. Les mesures prises pour ramener le lac au niveau autorisé se sont montrées insuffisantes et ceci notamment à cause d'une vanne non étanche, qui a pour répercussion que l'écoulement ne puisse être complètement arrêté, et un débit très faible de la « Kailsbaach » qui alimente le lac en eau.

ad 2) Le 18 septembre 2020 (vendredi dernier) les agents de l'ANF ont constaté que le niveau d'eau de l'étang était abaissé. Les autorités communales ont essayé d'arrêter le déversement d'eau.

Concernant la vanne défectueuse, il est difficile de réaliser les travaux d'étanchéification tant qu'elle se trouve partiellement submergée. Il faut par conséquent trouver une solution technique pour réaliser ces travaux sans pour autant risquer de provoquer un dessèchement complet du lac ni d'une variation trop forte du débit de la « Wemperbaach » en aval des lacs, phénomène qui a été également registré les jours précédents.

Afin de pouvoir évaluer le risque pour la faune aquatique, la concentration de l'oxygène a été déterminée par une mesure manuelle au courant du 21 septembre 2020 (hier). Cette mesure a montré que la saturation en oxygène est toujours à 100 % et donc comparable aux résultats obtenus au cours de l'année dans le cadre de la surveillance des eaux de baignade. L'AGE installe le 22 septembre 2020 (aujourd'hui) une sonde permettant de surveiller l'évolution de ce paramètre en ligne pour pouvoir réagir le cas échéant. Les autorités communales doivent préparer une aération artificielle de l'eau du lac ou encore un prélèvement des poissons avant que le niveau d'oxygène ne devienne critique.

ad 3) Une analyse approfondie sera effectuée par l'ANF et l'AGE pour déterminer les conséquences exactes de l'abaissement du niveau d'eau. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives et le changement des conditions météorologiques des prochains jours devrait contribuer à une amélioration de la situation.

Le principe « pollueur-payeur » est d'application. Par conséquent, les mesures, si elles s'avéraient nécessaires sont à supporter par la commune.

ad 4) L'effet de l'abaissement du niveau s'est fait remarquer par une augmentation significative de la « Wemperbaach » et de la Clerve. Les agents du service hydrométrie de l'Administration de la gestion de l'eau ont déterminé que trois quarts du débit de la Clerve proviennent de la « Wemperbaach » et donc du lac. Ces travaux ont donc eu un effet modificatif sur le régime hydraulique de plusieurs masses d'eau et sont donc interdits conformément à l'article 22, point 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Les travaux auraient dû faire l'objet d'une demande d'autorisation et uniquement après l'obtention de cette dernière, fixant notamment les débits tolérables, la commune aurait pu les réaliser.

Par ailleurs, l'article 10 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que :

« Sans préjudice de l'autorisation du ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau, l'autorisation du ministre est requise pour tous travaux de drainage, de curage de fossés et de cours d'eau, et plus généralement pour tous les travaux en relation avec l'eau, susceptibles d'avoir une influence préjudiciable sur les espèces sauvages et leurs habitats. L'autorisation du ministre est également requise pour la création et la modification d'étangs ou autres plans d'eau en zone verte. »

ad 5) D'après mes informations, l'abaissement opéré par l'autorité communale n'est pas en rapport direct avec le projet de construction.

De manière générale, il est évident que toute autorisation existante ou future doit être respectée, faute de quoi une fermeture de chantier pourrait être prononcée.

ad 6) Il ne s'agit pas d'un biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Toutefois, la réparation de l'écluse permettrait de mieux gérer le plan d'eau et les ruisseaux et donc les biotopes en aval.

Question urgente 2868 (21.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**assèchement du lac de Weiswampach :**

De Weekend si Fotoen op de soziale Meiden zirkuléiert, déi weisen, wéi de Fëscherséi zu Wäiswampech eidel gelaf ass. An engem Tageblatt-Artikel vun haut erkläert de Buergermeeschter vun der Gemeng Wäiswampech, datt eng vun de Schleisen defekt wär an d'Waasser weiderhi géif auslafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch fir Ëmwelt a Kenntnis dovunner, datt de besote Séi zu Wäiswampech eidel gelaf ass? Wann jo, zënter wéini?

2. Kann d'Ministesch erklären, firwat de Séi eidel lafe gelooss ginn ass a wien dofir responsabel ass?

3. Wien ass responsabel fir d'Instandhaltung vun de Schleisen?

4. Kann zum aktuellen Zäitpunkt schonns evaluéiert ginn, zu wéi engen Ëmweltschied an/oder Biodiversitéitsverloschter et koum?

5. Wie wäert dofir opkommen, fir de Biotop erëm beschtméiglech a säin natierlechen Zoustand zréckzesetzen?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Äntwert op déi dringend parlamentaresch Fro N° 2865 vun der éierewäerten Deputéierte Madamm Stéphanie Empain beäntwert och dem éirewäerten Deputéierten Här Marc Goergen seng dringend parlamentaresch Fro N° 2868.

N°17
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 17 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Situation du secteur de l'aviation civile p. 555
Réforme de la Police grand-ducale p. 567
Télétravail et nécessité de son implémentation régulée p. 586

Sommaire des séances publiques nos 36 à 38 p. 596
Sommaire des questions parlementaires p. Q383

36e séance Mercredi 13 mai 2020
37e séance Mardi 19 mai 2020
38e séance Mercredi 20 mai 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Séance plénière du Parlement Benelux

Sécurité alimentaire et Brexit



M. Gusty Graas, Président du Parlement Benelux, lors de son discours d'ouverture de la séance plénière

« Ces derniers mois, un virus global a réussi à réinstaller des limites artificielles que nous nous sommes efforcés d'abolir au cours des 75 dernières années. Il est grand temps de sortir de cette logique de repli sur soi. Essayons en tant que parlementaires beneluxiennes et beneluxiens de convaincre nos partenaires européens de trouver des solutions communes à la crise et de mettre fin à la myriade de réponses nationales à la crise avant que les frontières ne s'installent de façon définitive dans l'esprit de nos concitoyens. » C'est avec cette déclaration que le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, a ouvert la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux réunie le 2 octobre 2020 au Cercle municipal à Luxembourg-ville.

Les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) se sont réunis au Luxembourg pour discuter des conséquences du Brexit, de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et de la sécurité alimentaire. Depuis le 1er janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président jusqu'à la fin de l'année.

Conséquences du Brexit pour le Benelux

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois, M. Jean Asselborn, a fait une déclaration devant les parlementaires du Benelux. Ensuite, l'ambassadeur du Royaume-Uni au Luxembourg et le chef de cabinet du Président de la Cour de justice de l'Association européenne de libre-échange ont présenté un état des lieux.

Un autre sujet au programme était la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Un dernier point à l'ordre du jour de l'avant-dernière séance publique organisée sous présidence luxembourgeoise était l'État de droit, démocratie et droits de l'Homme à la lumière des évènements récents en Biélorussie. Des représentants de l'Assemblée balte et du Conseil nordique ont participé par une intervention via visioconférence. Depuis la tenue des élections, les manifestations contre le régime en place ne cessent de rappeler l'urgence d'instaurer un « dialogue inclusif et large, en y associant pleinement la société civile, afin de trouver une issue pacifique à la crise actuelle et d'ouvrir la voie aux réformes nécessaires dans l'intérêt de tous les citoyens bélarusses », a finalement affirmé le Président du Parlement Benelux.

Conférence sur la sécurité alimentaire

Dans le contexte de la sécurité alimentaire, les députés ont discuté avec une série d'experts sur l'accès à une alimentation de qualité et des défis futurs et Mme la Ministre de la Protection des consommateurs Paulette Lenert a exposé la législation luxembourgeoise en la matière.

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dit « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux.

Elle se compose de 49 députés : 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg.

Les membres de la délégation luxembourgeoise sont Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), Mme Francine Closener (LSAP), M. Gast Gibéryen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).

Contre le bombardement des zones peuplées

Le Président de la Chambre a reçu des représentants de Handicap International. L'ONG mobilise contre les bombardements de civils.

Dans le cadre de leur campagne annuelle de la Pyramide, une délégation de Handicap International (HI) a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Lors de cette rencontre le 1er octobre 2020, Mme Rana Abdel Al, kinésithérapeute auprès des réfugiés syriens au Liban pour HI, a témoigné de ses expériences sur le terrain. Elle a partagé son analyse de la situation et des enjeux actuels au Liban. La collaboratrice de HI a notamment cité des exemples humains concrets qui illustrent les conséquences des bombardements pour la population civile syrienne sur le plan médical et psychologique, à court et à long terme.

Un engagement politique contre les bombardements en zone urbaine

Les représentants de Handicap International Luxembourg demandent aux responsables politiques luxembourgeois de soutenir le processus contre les armes explosives en zones peuplées et de devenir un des pays moteurs de cet engagement. En octobre 2019, la conférence internationale « Protecting Civilians in Urban Warfare » tenue à Vienne a constitué le point de départ d'un processus diplomatique qui aurait dû aboutir au printemps 2020 à l'ouverture à signature d'une déclaration politique internationale contre les bombardements en zone urbaine. Suspendus par la crise du Covid-19, les travaux ont repris et la déclaration devrait être finalisée à la fin de cette année.

Le Président de la Chambre des Députés a remercié les responsables de Handicap International pour leur engagement et les a félicités pour leurs projets innovants de mobilisation et de sensibilisation. M. Fernand Etgen a exprimé son respect et son admiration pour le travail accompli par Mme Rana Abdel Al auprès des réfugiés. Il s'est engagé à veiller à ce que la problématique de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées figure à l'agenda d'une prochaine réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.



Mme Rana Abdel Al (2e de gauche) et les représentants de Handicap International Luxembourg reçus par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen

Échange FR - LU : Participation citoyenne et mobilité



(de gauche à droite) M. Bruno Theret, Conseiller élu des Français de l'Étranger-Luxembourg, M. Bruno Perdu, Ambassadeur de la République française au Luxembourg, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Olivier Cadic, Sénateur représentant les Français établis hors de France, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Carlo Back, Président de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics, et Mme Nancy Arendt, Présidente de la Commission des Pétitions

M. le Sénateur Olivier Cadic, représentant des Français établis hors de France, et une délégation reçus à la Chambre

À côté de l'importante population de travailleurs frontaliers qu'il accueille sur son territoire jour par jour, le Luxembourg compte quelque 46.000 résidents français. Il s'ensuit des relations fortes entre élus français et luxembourgeois, auxquels les sujets de discussion ne manquent pas. M. le Sénateur Olivier Cadic, qui représente les Français établis hors de France, a été reçu le 23 septembre 2020 à la Chambre des Députés pour un échange de vues par M. le Président Fernand Etgen qui, à l'occasion, était entouré de Mme Nancy Arendt, Présidente de la Commission des Pétitions, et de M. Carlo Back, qui préside la Commission de la Mobilité et des Travaux publics. Parmi les thèmes à l'ordre du jour de l'échange figuraient la participation citoyenne et la mobilité.

C'est dans l'épreuve qu'on reconnaît ses amis

M. le Sénateur et M. le Président de la Chambre ont tout d'abord tenu à exprimer leur reconnaissance mutuelle pour la volonté d'entraide dont la France et le Luxembourg ont fait preuve l'une envers l'autre pendant la crise sanitaire.

En effet, l'action des soignants français a été décisive au Luxembourg. Le Grand-Duché a de son côté accueilli des patients français atteints du virus. C'est, pour M. le Sénateur Olivier Cadic, en des moments pareils qu'on reconnaît ses vrais amis. M. Fernand Etgen a quant à lui souligné que la France, par le fait de ne pas avoir eu recours à une fermeture de ses frontières, a contribué de manière décisive à la sauvegarde de l'idéal européen.

Le télétravail à long terme pose des questions de fiscalité

La discussion a porté sur le télétravail, depuis la France, des employés frontaliers exerçant une activité au Luxembourg. Pour l'instant, dans le cadre de la crise sanitaire, un accord de non double imposition est en vigueur avec une date d'expiration fixée au 31 décembre.

M. le Président Fernand Etgen a voulu savoir si ce schéma de télétravail pourrait être poursuivi dans le cadre d'un accord plus permanent afin de répondre à des problématiques à long terme, comme celle de la circulation. M. Cadic s'est dit en faveur de l'étude d'une telle possibilité, tout en signalant les nombreuses questions se posant le cas échéant au niveau de la fiscalité.

À titre d'exemple, M. le Sénateur a évoqué le risque d'entreprises qui pourraient mettre en place des machinations pour profiter d'un tel système afin de faire baisser leur niveau d'imposition.

Soulevant la thématique de la circulation, le Président de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics, M. Carlo Back, a plaidé pour un renforcement de la promotion du covoiturage comme moyen pour alléger le problème des bouchons engendrés par le trafic lié au travail frontalier.

Le transport routier fait partie du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif aux transports transfrontaliers, mais M. Back a soutenu qu'une réflexion approfondie sur cet aspect de la mobilité reste à mener. Il a suggéré des mesures d'incitation financière qui pourraient être proposées aux covoitureurs. M. Olivier Cadic a salué cette approche positive par incitation plutôt que par punition, mais a fait remarquer que la situation sanitaire actuelle était plutôt de nature à décourager ce mode de transport.

Le modèle luxembourgeois comme source d'inspiration

La participation citoyenne était l'autre thème central de cet échange de vues. La délégation française a notamment manifesté son intérêt pour le système de représentation proportionnelle à la luxembourgeoise, permettant une composition politique parlementaire reflétant davantage les différentes sensibilités politiques.

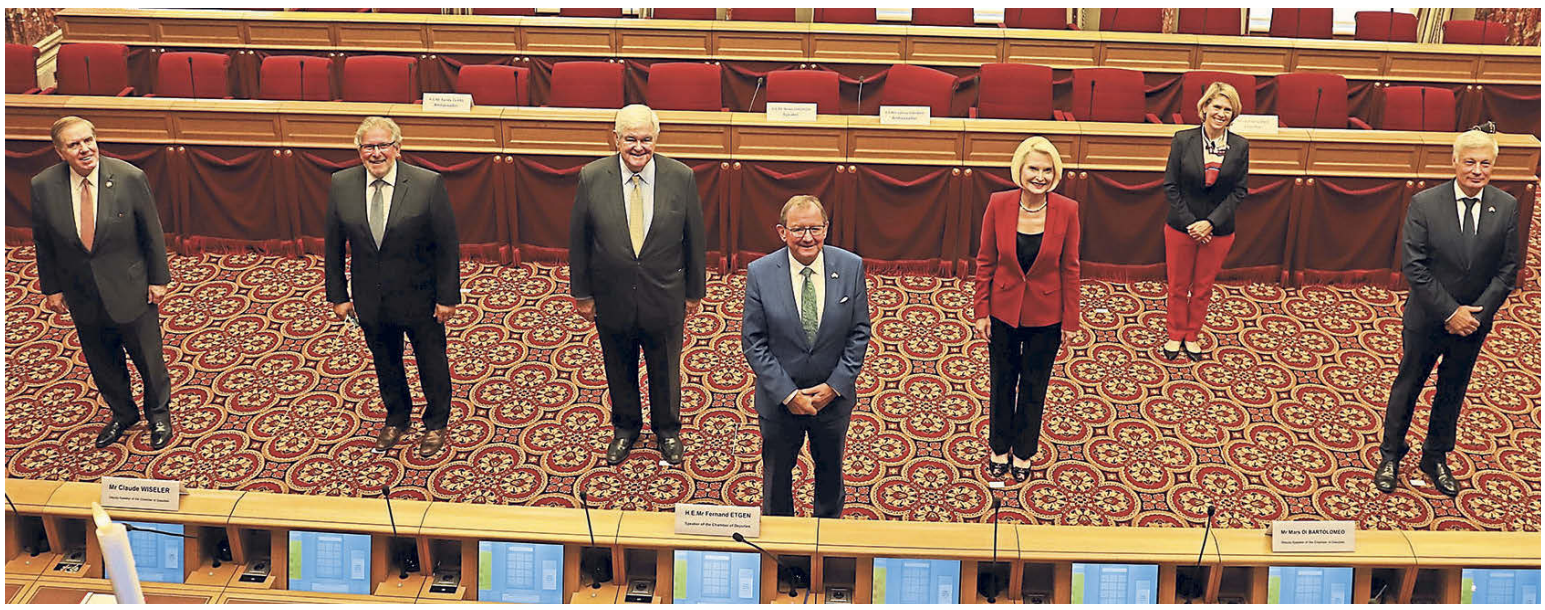
L'entrevue a également porté sur le système luxembourgeois des pétitions. La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a expliqué aux membres de la délégation française le fonctionnement interne de cette commission et du système des pétitions. M. Olivier Cadic s'est montré très intéressé par cette approche permettant aux citoyens de s'exprimer sur les thématiques qui leur importent.

États-Unis - Luxembourg : « Des partenaires de longue date »

L'ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Newt Gingrich, reçu à la Chambre

« Le Luxembourg et les États-Unis sont des partenaires de longue date. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, accompagné de MM. les Vice-Présidents Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, a reçu l'ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Newt Gingrich, accompagné de son épouse, Mme Callista Gingrich, Ambassadrice des États-Unis auprès du Saint-Siège. Les deux Américains font partie d'une délégation d'ambassadeurs des États-Unis en poste dans les capitales européennes en visite de travail au Luxembourg.

La campagne pour l'élection présidentielle américaine 2020 ainsi que l'impact de la pandémie du coronavirus sur les économies mondiales étaient des sujets abordés lors de l'échange de vues.



(de gauche à droite) M. Randolph Evans, Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Newt Gingrich, ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Callista Gingrich, Ambassadrice des États-Unis auprès du Saint-Siège, Mme Kimberly A. Reed, membre de la délégation américaine, et M. Claude Wiseler, Vice-Président de la Chambre



Zwee nei Beamte vereedegt

Den 28. September 2020 goufen zwee nei Beamte vum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck (1. Rei an der Mëtt) vereedegt: den Här Charles Eilenbecker als Redakter am Kommissiounsservice an d'Madamm Carole Roth als Huissier (béid an der 1. Rei).

Hir respektiv Chef-de-servicë Laurent Besch a Claude Barthel, déi bäigeuerdent Generalsekretäre Benoît Reiter an Isabelle Barra grad ewéi d'Madamm Barbara Di Pillo aus dem Personalservice ware bei der Zeremonie derbäi.

An der Chambersadministratioun schaffen zurzäit 85 Beamten an 20 Salariéen.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



… S. E. M. Cornelis Jan Bansema, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas



… S. E. Mme Xiaorong Yang, Ambassadrice de la République populaire de Chine

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 17** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Régime de stages pour élèves et étudiants

7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants

Le présent projet de loi vise à créer un cadre légal réglementant les stages pour élèves et étudiants au Luxembourg. Le but est de combler un vide juridique en fixant des normes et critères clairs et transparents concernant les stages des élèves et étudiants, de définir et de protéger les droits et obligations des parties impliquées.

Le projet de loi distingue entre, d'un côté, les stages obligatoires faisant partie intégrante d'une formation et, de l'autre, les stages pratiques, non obligatoires, en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle. Il détermine une série de principes et règles à respecter et fixe pour les deux cas de figure une indemnisation minimale en fonction de la durée du stage.

Ainsi, en ce qui concerne les stages obligatoires prévus par un établissement d'enseignement, l'indemnisation est facultative lorsque la durée est inférieure à quatre semaines ; elle correspond à trente pour cent du salaire social minimum non qualifié pour les stages d'une durée de plus de quatre semaines.

L'indemnisation des stages pratiques se déroulant en dehors d'une formation est facultative si la durée est inférieure à quatre semaines ; elle correspond à quarante pour cent du salaire social minimum non qualifié si la durée se situe entre quatre et en dessous de douze semaines ; elle correspond à soixante-quinze pour cent du salaire social minimum non qualifié pour les stages d'une durée de douze semaines et plus. Pour les stagiaires ayant accompli un 1er cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, le calcul de l'indemnisation se fera par rapport au salaire social minimum qualifié.

La durée des stages pratiques est limitée à six mois sur une période de vingt-quatre mois auprès du même patron de stage. Le nombre maximal de stagiaires par entreprise ne peut dépasser dix pour cent de l'effectif ; dans les entreprises de moins de dix salariés, le maximum est fixé à un stagiaire.

Le projet de loi souligne le caractère d'information, d'orientation et de formation des stages et interdit d'affecter des stagiaires à des tâches requérant un rendement comparable à celui d'un salarié normal. Les stagiaires ne doivent ni suppléer des emplois permanents, ni remplacer un salarié temporairement absent, ni être utilisés pour faire face à des surcroîts de travail temporaires.

Le projet de loi rend obligatoire la conclusion d'une convention de stage et détermine les mentions y contenues. Il prévoit la désignation d'un tuteur responsable de la prise en charge et de l'accompagnement du stagiaire, fixe les dispositions légales du Code du travail applicables (dont le contrôle incombe à l'Inspection du travail et des mines) et la soumission de l'occupation des stagiaires au régime de l'assurance accident.

À noter que le projet de loi a également étendu l'emploi des élèves et étudiants pendant leurs vacances scolaires aux jeunes venant d'accomplir un service volontaire pour jeunes.

Finalement, il a été précisé que les dispositions prévues par le projet de loi ne s'appliquent pas aux stages obligatoires effectués dans le cadre de la formation professionnelle, de l'orientation scolaire ou professionnelle ou d'une formation spécifique en vue de l'accès à une profession régie par des dispositions légales ou réglementaires.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 19.03.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

03.10.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen des amendements gouvernementaux
05.12.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.01.2020	Examen et adoption d'une série d'amendements
30.01.2020	Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendements parlementaires
30.04.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.05.2020

Loi du 4 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 476, page 1

Congé pour raisons familiales (enfants handicapés)

7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à permettre aux parents d'enfants bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale âgés entre treize ans accomplis et dix-huit ans accomplis de profiter du congé pour raisons familiales, sans que la condition d'hospitalisation ne soit applicable.

En effet, suite à la situation exceptionnelle due à la pandémie du coronavirus Covid-19, le Gouvernement a décidé en date du 13 mars 2020 de fermer toutes les structures d'enseignement à partir du 16 mars 2020 afin de limiter la propagation du virus.

Parallèlement, et dans le cadre de l'état de crise, le Gouvernement a pris un règlement grand-ducal en date du 18 mars 2020 pour accorder à l'un des parents d'enfants concernés par la fermeture des établissements et structures d'enseignement un congé pour raisons familiales.

Or, le droit au congé pour raisons familiales est applicable aux parents d'enfants de moins de dix-huit ans, mais est assorti d'une condition d'hospitalisation concernant les enfants âgés entre treize ans accomplis et dix-huit ans accomplis.

En pratique, il s'est avéré que cette condition est susceptible de créer des situations extrêmement difficiles à gérer pour les parents d'enfants handicapés ou souffrant de maladies ou de déficiences d'une gravité exceptionnelle, bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire, et ne pouvant rester seuls malgré leur appartenance à la catégorie d'âge entre treize et dix-huit ans.

Sachant que le Gouvernement, dans l'immédiat, a remédié à cette situation en prenant le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 dans le cadre de l'état de crise, le présent projet de loi vise à remédier à des situations semblables au-delà de l'état de crise.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.03.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

16.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13.05.2020

Loi du 25 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 441, page 1

SÉANCE 36

MERCREDI
13 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile
- *Exposé : M. Serge Wilmes*
- *Débat : M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Viviane Reding et M. André Bauler) - M. Serge Wilmes (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch*
- *Motion 1 : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme*
- *Vote (renvoi de la motion 1 en commission)*

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz
- *M. Marc Spautz*

4. 7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale : M. Félix Eischen - Mme Tess Burton - Mme Semiray Ahmedova - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Marc Spautz et M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Sven Clement)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement
- *M. Sven Clement*
- *Vote (renvoi de la résolution en Conférence des Présidents)*

7. 7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Claude Lamberty - M. François Benoy - M. Jeff Engelen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Georges Mischo, M. Gilles Roth et M. Michel Wolter)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert den aktuelle Stand vum Fluchverkéier, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Serge Wilmes als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. „Fligere si gemaach, fir ze fléien, net fir um Buedem ze stoen!", sou ass et d'lescht Woch iwwert d'Antenn gaangen. Ech fannen, dee Saz bréngt d'Situatioun, an där sech d'Aviatioun am Moment befënnt, ganz kuerz a knapps op de Punkt, well weltwäit ass de Fluchtrafick jo am Moment quasi op null. Et gi just nach e puer wichteg Verbindunge geflunn. Et ginn haaptsächlech Wuere ronderëm d'Welt transportéiert.

Keng Aktivitéit, dat bedeit keen Akommes. An dobäi lafen awer d'Käschten an d'Depensë weider. Dowéinst erlieft d'Aviatioun grad eng, wann net souguer déi schwéierste Kris an hirer Geschicht.

Déi international Aviatiounsassociatioun IATA geet weltwäit elo scho vun 230 Milliarden Euro Verloschter aus. An Experte rechnen am optimisteschsten Zenario, datt et wäert dräi Joer daueren, bis d'Aviatioun nees wäert op den Niveau kënne komme vu virun der Kris. Mee dat ass, wéi gesot, just den Optimistenzenario. Warscheinlech wäert et nach vill méi laang daueren.

De Chef vun der Lufthansa schwätzt, datt seng Gesellschaft géif all Dag 1 Millioun verléieren. D'Lufthansa huet dowéinst Hëllef vun der däitscher Regierung gefrot. Si krut déi jo och accordéiert, och vu Bréissel. Dat wäerten eng ronn 9 Milliarden Euro sinn. Air France wäert och vum franséische Staat ronn 7 Milliarden Euro kréien, fir d'Gesellschaft ze stäipen.

Aner Fluchgesellschaften, déi si schonn amgaangen oder hunn annoncéiert, Dausende vu Mataarbechter ze entloossen. An nach aner Fluchgesellschafte wäerten et warscheinlech guer net méi duerch dës Kris hei packen.

D'Situatioun vun der ziviller Aviatioun ass also dramatesch: weltwäit, hei an Europa.

A wéi steet et ëm d'Lëtzebuerger Aviatioun? Ech mengen, dat ass fir eist Land e Secteur, deen essenziell ass. En ass strateegesch, en ass jo vun nationalem Interêt. De Flughafen an ons national Fluchgesellschaften, dat sinn ons Diere fir an Europa, fir an d'Welt. An dofir ass jo och de Lëtzebuerger Staat vun Ufank un entweeder bei der Luxair, bei der Cargolux a bei lux-Airport den Haaptaktionär oder awer e ganz wichtegen Aktionär an och Acteur.

Wéi hu sech dann elo virun allem déi zwou Fluchgesellschaften, déi national, bis elo an der Kris geschloen? Ma do kann ee soen: Fir d'Cargolux, déi am Ufank vum Joer vun engem méi schwéiere Joer ausgaange war, huet sech elo d'Situatioun gedréit. Doduerch, datt se konnt extreem vill Material, also medezinnescht Material a Masken, aus Asien an Europa op Lëtzebuerg bréngen, hu se op Volltoure geschafft.

A bei der Luxair, do gesäit d'Situatioun genau ëmgedréit aus. Déi si vun engem Joer 2020 ausgaangen, wat hätt sollen e gutt Joer ginn. Mee déi fanne sech de Moment an der Situatioun, datt zënter Mëtt Mäerz hir ganz Flott um Buedem steet. Dee gréissten Deel vun hirem Personal ass am Chômage partiel. Dat heescht, dat ass e ganz schwéiert Joer. Dëst Joer wäert souguer dat schwéierst Joer ginn, wat dës Fluchgesellschaft an hirer Existenz wäert erliewen.

Dobäi hat awer souwuel déi nach aktuell Direktioun wéi och d'Personal déi leschte Jore ganz vill Efforten, och souguer Affer, gemaach, fir déi national Fluchgesellschaft op engem ganz, ganz haart ëmkämpfte Marché kompetitiv ze halen. An duerch si alleguerten - an dat muss een och wierklech eng Kéier ënnersträichen - steet awer d'Luxair haut, finanziell gesinn, nach gutt do mat e puer Honnert Milliounen Euro Reserven. Dat ass e Polster, wat engem et elo op d'mannst erlaabt, wéinstens an der Kris, nach gutt derduerchzekommen. An dat huet och dozou gefouert, datt deen nach aktuellen Direkter, den Här Ney, am Mäerz nach gesot huet, datt et net wäert zu Entloossunge bei der Luxair kommen.

An ech mengen, et ass och wichteg - well mer jo ville Leit op dëser Plaz Merci gesot hunn -, eng Kéier all deene Leit Merci ze soen, déi an de leschte Joren, mee besonnesch an de leschte Wochen a Méint, ganz vill geschafft hunn an derzou bäigedroen hunn, datt béid national Fluchgesellschaften awer nach relativ gutt do stinn. Wat d'Zukunft bréngt, dat steet op engem anere Blat. An ech mengen, dorëms geet et och hei, well dat sinn nämlech déi kruzial Froen.

D'Luxair huet gëschter annoncéiert, datt se warscheinlech erëm ka vum 1. Juni u Linnevolle fléien a warscheinlech vum 13. Juni un nees verschidde Vakanzendestinatiounen. Kënnt Dir, Här Transportminister, dës Informatioune confirméieren? Well dat wär jo awer e klenge Liichtbléck um Horizont.

An engems awer, dat muss ee sech bewosst sinn, wäerten d'Konditiounen, an deenen ness ka geflu ginn, alles aneschters wéi optimal si fir d'Fluchgesellschafte weltwäit. Déi Aktivitéite wäerten éischtens net vun 0 op 100 goen, héchstens wäert dat no an no geschéien. Vill vun eise Matbierger wäerten och net wëllen elo direkt erëm fléien, mee héchstens an e puer Méint. Ganz vill Betriber wäerten an nächster Zäit hire Mataarbechter keng Businesstickete bezuelen, fir Meetingen international ofzehalen. Déi wäerten elo op Videokonferenze setzen, esou wéi Der vill jo och vun ons.

Dat alles an déi sanitär Mesuren, déi natierlech och wäerte mussen um Flughafen an an de Fligere respektéiert an ëmgesat ginn, wäert derzou féieren, datt wäerte manner Clienten ugezu ginn, datt et och zu manner Capacitéit wäert kommen. Dat heescht, d'Fligere wäerte manner voll sinn. An dat alles riskéiert awer och, zu vill méi deiere Billjeespräisser ze féieren.

Dofir, Här Minister: Kënnt Dir eis soen, wat fir eng sanitär Mesuren da wäerten um Flughafen an och an de Fligeren ëmgesat ginn? Hutt Dir schonn an der Regierung respektiv mat Ären europäeschen Transportministerkolleegen doriwwer geschwat? A wéi eng Richtung geet et do?

A riskéiert et elo, niewent natierlech deene Geste-barrièren, déi mussen ëmgesat ginn, net derzou ze kommen, datt ee vläicht verschidde Sëtzer oder e puer Sëtzer oder all souvillte Sëtz muss fräiloossen? Dat ass eng vun den Optiounen, déi um Dësch leien. Mee ass dat déi Optioun, déi och hei vun der Regierung prekoniséiert gëtt? An egal, wéi eng Mesuren ëmgesat ginn, riskéiert et net zu enger allgemenger Hausse vun de Billjeeën an der Aviatioun ze kommen?

Wéi eng Linne wäerten als Éischt nees hei vu Lëtzebuerg aus kënne lassfléien? A wéi eng Destinatiounen, och Vakanzendestinatiounen, wäerten héchstwarscheinlech an den nächste Méint nees kënnen opgoe vu Lëtzebuerg aus? Wéi ass et mat de Slotte fir eng regional Airline wéi d'Luxair op deene groussen europäesche Flughäfen? Well si ass jo elo déi lescht Wochen net dohinner geflunn. Kënne se déi erëm recuperéieren, dat heescht, d'Recht, kënnen do ze landen an ze starten? A wéi laang, gitt Dir dovunner aus, wäert d'Luxair ouni staatlech Hëllef kënnen iwwert déi nächste Wochen a Méint kommen? Well déi Reserven, och wa se nach zolidd sinn, riskéieren awer, iergendwann eng Kéier opgebraucht ze ginn.

Elo ass gëschter jo och dat Resultat vun 2019 publizéiert ginn. Do gesäit ee kloer eraus: D'Airline ass nach ëmmer defizitär! LuxairTours, dat bréngt Suen, niewent dem Cargo. Mee LuxairTours wäert dëst Joer awer warscheinlech net dat Joer hu wéi déi Jore virdrun, op jidde Fall net dat, wat erwaart ginn ass, a wäert schwéier leiden. Dat heescht, do ginn net Sue verdéngt dëst Joer, au contraire. An ass dann de Staat prett, fir zur Säit ze sprangen, wéi och ëmmer, mat engem staatlech garantéierte Prêt, mat enger Kapitalerhéijung, mat enger Finanzsprëtz? Dat ass d'Fro: Wat wëllt de Staat da maachen, wann d'Situatioun wierklech eng Kéier urgent gëtt?

Wäert de Staat sech da kënnen asetzen an derfir plädéieren, datt et bei der Luxair net wäert zu Entloossunge kommen? Well nach eng Kéier: Éischtens sinn elo scho bal 900 Leit am Chômage partiel. Gëtt dee weider verlängert, och iwwert d'Kris an déi nächst Wochen a Méint eraus?

An do ass och d'Fro: Am Mäerz ass et zu enger Kompensatioun komm um Niveau vun 100 %, am Abrëll nëmmen 80 %. Mee wär et net awer sënnvoll, fir och dee volle Chômage partiel, also 100 %, ze kompenséieren?

An nach eng Kéier: Déi Efforten, déi déi Leit do gemaach hunn, déi bei Luxair schaffen, iwwert déi lescht Joren, zesumme mat der Direktioun, déi waren awer esou vill an esou enorm, datt elo wierklech vun hinnen net nach méi kann erwaart ginn.

An dobäi kënnt jo awer och, datt Diskussiounen am Laf vum Joer wäerte mussen ufänken iwwert de Kollektivvertrag, deen Enn des Joers ausleeft. Wéi wäert sech d'Regierung dozou positionéieren? Well eppes ass fir ons, mengen ech, kloer, och fir soss jiddwereen hoffentlech heibannen: Et kann elo net och nach zu engem Sozialkonflikt an zu sozialen Aspuerunge bei dëser Gesellschaft kommen. Dat wär wierklech dat Lescht, wat se kéint an dëser Phas gebrauchen.

Muss déi strateegesch Ausriichtung vun der Luxair net ugepasst ginn, zum Beispill d'Erneierung vun der Flott reportéiert ginn? Dir hutt selwer ufangs der Woch gesot, datt d'Luxair eng méi effizient Airline muss ginn. Wat ass dat? Wat bedeit dat? Ass domadder d'Dekarboniséierung geduecht? A wou sinn d'Diskussiounen iwwert d'Dekarboniséierung um europäeschen Niveau drun?

Wéi ass et mat der Erneierung vun der Landepist? Wou ass déi drun? Kënnen déi Aarbechten net vläicht méi séier gemaach ginn?

A wéi ass et mam Cargocenter? Wäert hei och nach kënnen an den nächste Wochen a Méint assuréiert ginn, datt déi Leit ënnert de beschtméigleche Konditioune kënnen dee ganze Volume vu Wueren, deen am Moment elo schonn do ass, an dee wäert weider ukommen, do gereieren?

Dat sinn nëmme just e puer vu ville kruziale Froen, déi sech an dësem fir onst Land esou essenzielle Secteur eebe stellen. Froen, op déi et gutt wär, als zoustännege Minister Äntwerten ze ginn, an zwar fir ze rassuréieren. Well matzen an der Kris ass den Direkter vun der Luxair ausgetosch ginn. An dat war op jidde Fall alles aneschters wéi rassurant! An dat huet net nëmme mech interpelléiert, mee ganz vill Leit an deem Moment. Besonnesch d'Manéier an d'Aart a Weis, wéi et geschitt ass, déi Vitess, mat där et geschitt ass. Well den Här Ney, dat muss een awer soen, huet am Ufank vun der

Kris net gewierkt wéi een, deen net d'Steierrad fest an der Hand hätt.

A souguer, wann et säi Wonsch war, fir éischter ze goen, wisou ass sech dann net awer Zäit gelooss ginn, fir e Successeur ze fannen? Wisou ass sech net Zäit gelooss ginn, fir eng Ausschreiwung ze maache mat engem kloer definéierte Profill, mat Missiounen dran, déi dee Successeur muss erfëllen? Dat ass an der Vergaangenheet gemaach ginn. Dat ass och zum Beispill viru Jore bei der Cargolux gemaach ginn.

Eng Ausschreiwung, déi hätt et jo och anere Kandidaten erlaabt, entweeder bannent oder baussent der Luxair, fir sech kënnen op dee Posten ze mellen, well där potenzieller Kandidaten, där ginn et der um Marché, souwuel an der Luxair wéi ausserhalb der Luxair.

Elo wäerte mer an d'Situatioun kommen, datt d'Luxair net just nëmmen eng Nummer 1 huet, mee och eng Nummer 2 an Zukunft, déi awer keng Erfarung aus der Aviatioun matbréngt, obwuel d'Aviatioun amgaangen ass, déi gréisste Kris an hirer gesamter Geschicht ze erliewen.

An déi nächst wichteg Nominatioun, déi wäert jo héchstwarscheinlech och schonn Enn des Joers ustoen, wa warscheinlech en neie President vun der Cargolux gesicht gëtt. Wéi wäert d'Regierung dann elo wëlles hunn, sech do ze positionéieren?

Ech hoffen net, datt Dir mer äntwere wäert, wéi Der mer op meng schréftlech Froe geäntwert hutt, nämlech andeems Der Iech hannert dem Verwaltungsrot, wéi Der sot, vun enger privatrechtlecher Entreprise verstoppt hutt! Well d'Luxair, an, ech mengen, dat hunn ech awer hei kloergemaach, ass net eng Entreprise wéi déi aner. Et ass eng essenziell Entreprise fir onst Land. An dowéinst ass jo och de Staat ee vun den, wann net dee bedeitendsten Aktionär. Wann Der Iech also wëllt selwer kohärent sinn, da gitt eis Äntwerten dorobber, well Dir sidd jo och vertrueden an deem Verwaltungsrot duerch Beamten, déi Iech ënnerstinn!

An dofir ass et wichteg, datt Der sot, firwat dat esou séier geschitt ass. Wat ass hei geschitt, datt deen Direkter esou séier ausgetosch ginn ass? Firwat ass sech net Zäit gelooss ginn? Firwat ass et net zu enger Ausschreiwung komm?

An Dir selwer gitt jo och an engem Interview zou, datt Der elo ee vun Äre beschte Leit dohinnergeschéckt hutt, fir den Daum dropzehalen. Dat ass jo en aktiivt Wuert, wat Der gebraucht hutt: „dohinnergeschéckt"! Dat ass näischt Passives. Dat heescht, Dir sidd awer hei mat an der Verantwortung.

A wat bedeit dat „den Daum dropzehalen"? Erkläert ons dat wannechgelift, well et ass wichteg! An dat ass net nëmme wichteg fir mech als Deputéierten, dee sech interpelléiert fonnt huet, mee ganz kloer: Et ass wichteg fir ons Matbierger, fir d'Clientë vun der Luxair, a virun allem fir d'Personal vun der Luxair, well déi stelle sech awer Froen. Et ass e systemrelevante Betrib! Et ass e systemrelevante Secteur, d'Aviatioun, fir onst Land. An deen ass elo a ganz schroen Turbulenzen.

An dofir ass et wichteg, datt Dir d'Verantwortung iwwerhuelt, well dat ass fir eis als CSV awer genau Är Roll als Regierung, esou engem Betrib, och an esou engem wichtege Secteur, Ried an Äntwert ze stoen, a ganz besonnesch, well et der Aviatioun am Moment awer ganz schlecht geet.

A fir deene Leit ze hëllefen, duerch déi schwéier Zäit ze kommen, fir se ze stäipen, ass et wichteg, datt Der Äntwert dorobber gitt, well op jidde Fall si mir als CSV der Meenung, datt ee muss déi Leit stäipen, datt een hinne muss zur Säit stoen an datt et d'Verantwortung vun der Regierung ass, dat ze maachen. A mir wäerten och do hannendru bleiwen, bis datt mer déi Äntwerte vun Iech do kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, wien déi lescht Deeg a Wochen den Himmel gekuckt huet, dee konnt nawell staunen. Keng Kondensstréifen, keng Fligere wäit a breet! Dir wësst et: D'Fligeren, déi stounge gréisstendeels op der Pist respektiv am Schapp, d'selwecht wéi eis Autoen och gréisstendeels an de Garagë stoungen.

Ech soen „déi meescht Fligeren", well och wann de Persounefluchverkéier komplett agebrach ass, waren d'Fligere vun der Cargolux ëmsou méi ënnerwee, fir d'Versuergung vun eisem Land mat wichtege Gidder wéi Masken a Beootmungsapparater ze garantéieren.

D'Cargolux huet sech als en essenziellen Acteur erausgestallt, deem Lëtzebuerg an der Kris ganz vill ze verdanken huet. Ech wëll dowéinst vun der Geleeënheet profitéieren, fir all de Mataarbechter an der Loft an um Buedem e grousse Merci ze soen. Ouni hiren onermiddlechen Asaz an Engagement wiere mir mat Sécherheet net esou gutt duerch d'Kris komm, wéi mer dat bis ewell konnte maachen a wéi dat bis ewell de Fall ass.

Här President, déi zivill Loftfaart op der ganzer Welt ass haart, jo ganz haart vun der Coronakris getraff ginn. Schonn déi Zäit virdru sinn d'Käschte lues a lues an d'Luucht gaangen, ënner anerem wéinst där anerer grousser Kris, déi mer den Ament erliewen, Dir wësst et, ech schwätze vun der Klimakris.

Esou ass an de leschte Joren net nëmmen de Kerosinn méi deier ginn, mee och de Präis vun europäeschen Emissiounszertifikater ass däitlech geklommen. Déi Entwécklunge wäerte sech an Zukunft weider verschäerfen, wann eng europawäit Kerosinnstax an eng länneriwwergräifend CO_2-Bepreisung kommen.

De Lockdown selwer stellt d'Fluchgesellschaften och viru grouss Erausfuerderungen. De Branchëverband International Air Transport Association geet dervun aus, dass just eng 30 vun den 300 gréissten Airlinen op der Welt de Confinement wäerte méi wéi zwee Méint laang ouni Hëllefen iwwerliewen.

Mee och wann de Lockdown erëm op deene meeschte Plazen opgehuewe gëtt, ass net mat enger séierer Reprise an deem heite Beräich ze rechnen.

Experte ginn dovun aus, dass, och wann d'Wirtschaft erëm urappt an d'Leit nees däerfe fléien, et op d'mannst ee Joer bis 18 Méint oder vläicht souguer nach méi laang kéint daueren, fir erëm bis op deen Niveau ze kommen, dee mer virun der Coronakris kannt hunn.

D'Grënn dofir, jo, déi si ganz verschidden. Engersäits kann een domadder rechnen, dass d'Vertraue vun de Leit, fir zu 100 a méi op enkem Raum duerch d'Géigend ze reesen, nëmmen no an no erëm wäert kommen. Anerersäits spillt déi allgemeng wirtschaftlech Situatioun eng wichteg, jo eng ganz wichteg Roll.

Ganz genee kann een nach net soen, wéi grouss den Impakt vum Corona op d'Wirtschaft an Europa an an der Welt wäert sinn, mee mir mussen an nächster Zäit mat zolitte Problemer rechnen. Bei enger globaler Wirtschaftskris leit natierlech och de Fluchverkéier. Wat bedeit dat da konkreet fir Lëtzebuerg?

Ech wëll dorun erënneren, dass de Findel fir ëmmerhi 5 % vum lëtzebuergesche PIB verantwortlech ass. Dat si ronn 3 Milliarden Euro Wäertschafung fir 2019. Dat sinn, an Aarbechtsplazen ausgedréckt, 24.000 Aarbechtsplazen, dovunner da 6.280 ganz direkt, déi um Findel hänke respektiv vum Findel ofhänken.

Déi aktuell Ëmstänn werfen natierlech eng ganz Rei Froen iwwert d'Zukunft vum Findel op, iwwert déi finanziell Stabilitéit an och iwwert déi staatlech Mesuren, fir der Luxair an der Cargolux eventuell ënnert d'Äerm ze gräifen. Am Ausland ginn et schonn zanter Wochen esou Fuerderungen, fir eenzel Fluchgesellschaften ze retten. Denke mer just un d'Air France oder un d'Lufthansa.

Als DP si mir dovunner iwwerzeegt, dass de Findel an déi zwou Fluchfirmen, un deenen de Staat bedeelegt ass, vun nationalem Interessi sinn. Dofir solle si och déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen.

Engersäits geet et natierlech ëm dat wirtschaftlecht Gewiicht an ëm d'Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt um Secteur drunhänken. Anerersäits huet de Findel eng wichteg strateegesch Valeur. Et ass net nëmmen en Attraktivitéitsfacteur fir eist Land, dass mir eis eege Fluchgesellschaft hunn, vu wou aus Verbindungen an déi ganz Welt ugebuede ginn, mee och en essenziellt Element fir déi national Versuergung a Sécherheet. Dat hunn déi lescht Woche kloer gewisen.

De Staat soll an eisen Aen dofir säint maachen, fir dass dee liewenswichtege Pilier vum Land d'Kris gutt iwwersteet an och an Zukunft uerdentlech funktionéiere kann. Gläichzäiteg si mer der Meenung, dass et net duergeet, fir op nationalem Niveau ze handelen. Mir schwätzen hei vun engem Marché, deen an engem déif gräifende Wandel ass, eeben och am Kader vun der Äerderwiermung.

Den europäesche Fluchsecteur gëtt scho laang fir seng Fragmentatioun kritiséiert, dat heescht, dass vill ze vill Gesellschaften op engem relativ klengen Territoire ënnerwee sinn.

Fir eis als DP wier et dowéinst just de richtege Moment, fir eng gemeinsam Strategie an der EU auszeschaffen an eng europäesch Approche ze entwéckelen, fir dass dee Secteur och op laang Dauer eng Zukunft huet, och a grad am Kader vun der Urgence climatique. Nëmmen esou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann Europa hei laangfristeg mat de grousse Playeren aus Amerika, China oder aus der Türkei mathalen, fir nëmmen déi ze nennen.

Léif Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif awer och eisem Kolleeg Serge Wilmes villmools Merci soen, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéierten, ech fueren dann do virun, wou de Max Hahn opgehalen huet, nämlech andeems ech dem Serge Wilmes Merci soe fir déi Debatt, déi mer haut hei kënne féieren an déi hien ugefrot huet, well d'Aviation civile, déi zielt sécherlech zu deene Secteuren, déi am häertste vun dëser Kris betraff sinn.

Wat d'Situatioun besonnesch schwéier mécht, ass déi grouss Ongewëssheet, wéini a wéi d'Aktivitéiten erëm kënnen ulafen. D'IATA, déi international Associatioun vun net manner wéi 290 Fluchgesellschaften op der Welt, rechent mat enger cumuléierter Perte vum Chiffre d'affaires vun ongeféier 300 Milliarde fir d'Joer 2020.

Den europäesche Maart ass deen, deen der IATA no am schlëmmste betraff ass. D'EASA, déi europäesch Agence fir d'Sécherheet am Fluchverkéier, wäert mat grousser Warscheinlechkeet Mëtt dëses Mounts Richtlinnen definéieren, ënner wéi enge Konditiounen erëm duerfe kommerziell Volle stattfannen.

Déi Haaptfroen, déi sech an deem Kontext stellen, dréie sech ëm de Catering, de Mindestofstand tëschent de Passagéier an domadder verbonnen d'Auslaaschtung vun de Vollen oder nach d'Desinfektioun vun de Fligeren no all Fluch.

Wann och grouss Fluchgesellschafte wéi d'Lufthansa an Air France-KLM Hëllefe gefrot hu bei de respektive Regierungen, esou ass et natierlech kloer, dass kleng Fluchgesellschafte wéi d'Luxair generell nach manner Récklagen hu fir esou schwiereg Zäiten.

D'Luxair selwer, déi den 1. Juni erëm mam Fluchbetrib wëllt ufänken, geet am Moment dovunner aus, am Juli beschtefalls 15 % bis 20 % vum Trafick vum leschte Joer ze erreechen. De LuxairGroup steet awer op stabille Féiss. 2018 huet en d'Schallmauer vun den 2 Millioune Passagéier duerchbrach, wat eng Part de marché vun 53 % vun eisem Findel bedeit. An och wann d'Resultat virun Zënsen a Steieren zwar nëmme liicht positiv bei 800.000 Euro louch, esou war den Nettobenefiss nawell bei iwwer 12 Milliounen Euro.

Den - ech muss jo elo soen - fréiere Generaldirekter vum LuxairGroup Adrien Ney huet Enn Mäerz am „Paperjam" dann och gemengt, dass d'Fluchgesellschaft déi néideg finanziell Mëttelen hätt, fir dës Kris ze iwwerstoen, een allerdéngs no der Reprise misst kucken, wéi ee sech opstellt. An deem Sënn misst een dann och kucken, wou d'Konkurrenz steet an ob net nach méi Konzentratioune vu Fluchgesellschaften d'Kaarten um Fluchmarché nei mëschen.

Virun allem de Cargoberäich huet voll gedréit mat am Mäerz dëst Joer engem Plus vu 5 % bis 7 % am Verglach zum Virjoer. Allerdéngs war dat, wéi gesot, am Mount Mäerz. Wéi d'Situatioun aktuell ausgesäit, ass net gewosst.

Fakt ass, dass vum Ufank vun der Kris un d'Luxair fir e groussen Deel vun hire Mataarbechter op Kuerzaarbecht zréckgegraff huet. Anescht wéi bei deene grousse Fluchgesellschaften, wéi eeben d'Lufhansa oder Air France-KLM, huet d'Luxair dann och dee grousse Virdeel, dass d'ëffentlech Hand d'Majoritéit vum Kapital huet: 39 % direkt de Lëtzebuerger Staat, a ronn 22 % d'Spuerkeess. Deemno ass eis national Fluchgesellschaft esou sécher virun den Asgeieren, déi bei grousse Gesellschafte probéiere kéinten, bëlleg Aktien a groussem Mooss opzekafen.

An Däitschland gëtt grad emol diskutéiert, ob a wéi den däitsche Staat kéint déi Spärminoritéit vu 25 % vum Kapital bei hirer Lufthansa iwwerhuelen.

Här President, d'Luxair ass opgrond vun hire verschiddensten Aktivitéiten, Aviation civile an och Cargo, zesumme mat der Cargolux selbstverständlech, souzesoen eis transporttechnesch Dier zur Welt. Opgrond vun den néidegen Transportverbindungen am Transport vu Passagéier, awer eeben och vu Fret, zielt Luxair zu den essenzielle Betriber hei am Land. A mat senge ronn 3.000 Mataarbechter ass d'Luxair SA dann och nach ee vun de gréisste Patronen, déi mer am Land hunn.

All dës Punkten zesummegeholl maachen, dass d'Schicksal vun eiser nationaler Fluchgesellschaft eis net kann an net däerf egal sinn; och well d'Luxair gréisste Client vu lux-Airport ass, deen natierlech an dëser Krisesituatioun och ekonomesch staark ënner Drock geroden ass.

Wéi an all anerem zentrale Beräich vun der Wirtschaft waren a si mir als LSAP natierlech der Meenung, dass d'Kapitalmajoritéit vum Staat bei der Luxair net nëmmen e Garant fir déi wirtschaftlech Stabilitéit am Sënn vun de Mataarbechter, mee awer och am Sënn vun eisem Land duerstellt.

Den zoustännege Minister konnt virgëschter an engem RTL-Interview keng Zuelen nennen. Vläicht weess hie jo mëttlerweil méi iwwert d'finanziell Situatioun vun eiser Fluchgesellschaft.

Vun Hëllefen huet de Minister elo och nach net geschwat. Mee ech wëll hei am Numm vun der LSAP ënnersträichen, dass mir all déi néideg Moossnamen, déi d'Iwwerliewe vun eiser nationaler Fluchgesellschaft ofsécheren, wäerten ënnerstëtzen. Duerfir: Mir mussen d'Situatioun am A behalen, mee mir hunn och Grënn, fir zouversiichtlech ze bleiwe par rapport zur Situatioun vun anere Gesellschaften am Ausland.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et um honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun de Wirtschaftsberäicher, deen d'Coronapandemie mat am schwéierste getraff huet, ass sécher d'Aviatioun. D'Passagéierzuele sinn op null. Du jamais vu! Déi normal Linnevollen an d'Pauschalreese sinn all annuléiert, just de Cargoberäich fonctionéiert nach.

All d'kommerziell Acteuren an der Fligerei stinn elo virun enormen Erausfuerderungen. Hiert Iwwerliewen ass ouni staatlech oder aner Finanzsprëtzen akut bedrot. An och d'Flughafebedreiwer mussen hir Strategien a Finanzéierungsmodeller elo iwwerdenken.

De Reeskonzern TUI huet de Moien ugekënnegt, 8.000 Leit ze entloossen. D'belsch Regierung verhandelt grad mat Brussels Airlines, enger Filial vu Lufthansa, iwwer eng Finanzsprëtz vun 250 Milliounen Euro (veuillez lire: 290 Milliounen Euro), wärenddeems d'Airline ugekënnegt huet, e Véierel vun hiren Aarbechtsplazen ofzebauen.

An deem Sënn eng éischt Fro un eise Minister: Wéi gesäit d'Situatioun an d'Hëllefsdiskussioun momentan zu Lëtzebuerg aus, souwuel a puncto Fluchgesellschaften, notamment fir d'Luxair an d'Cargolux, wéi och a puncto Flughafe selwer respektiv d'Gesellschaft lux-Airport?

Och laangfristeg wäerten d'Auswierkunge fir de Secteur enorm sinn. Vill Leit gesinn d'Fligeren neierdéngs, iwwregens genee wéi d'Kreuzfaartschëffer, als geféierlech Verbreedungsvehikele fir ustiechend Krankheeten. Eng zentral Fro, déi sech hei also stellt ass déi, wéi de Consommateur sech an Zukunft wëllt verhalen. Wéi gesäit de Minister dat?

Ee Facteur si jo d'Hygiènesmoossnamen an de Fligeren an um Flughafen. Ginn et hei EU-Virgaben? Oder mécht hei all Land respektiv all Firma, wéi et/si wëllt?

Anerersäits wäerten natierlech elo vill Leit, a grad déi Persounen, déi zu de Risikogruppe gehéieren, op eng Impfung oder op Medikamenter waarden, éier si sech an aner Länner trauen, wou en plus de Gesondheetssecteur net ëmmer esou performant ass wéi bei eis. De Risiko, fir sech do unzestiechen a krank ze ginn, ass, wéi gesot, eng Gefor, déi de Consommateur wäert an d'A faassen.

Eent ass awer kloer fir eis. Et geet elo drëms, de Mënsche Prioritéit ze ginn. An dat heescht net just Schutz virum Virus. Et däerf bei der Léisung vun dëser Kris elo net virrangeg ëm d'Shareholder oder d'Shareholdervalue goen. Mir brauchen hei villméi en Zesummespill aus Gesondheetsschutz, aus Ëmweltschutz, aus sozialem Schutz an och aus Verbraucherschutz, notamment bei de Remboursementer vun de Reesen.

Hei soll de Staat usetzen, woubäi de Staat zu Lëtzebuerg jo och Haaptaktionär bei der Luxair ass. Dat ass eng Garantie, op déi mir musse bauen an déi een elo muss notzen. An deem Kontext ass eng vun de kruziale Froe bei der Finanzsprëtz net nëmmen d'Fro vun der Form vun de Staatshëllefen, mee virun allem och d'Fro vum Conditionnement vun dësen Hëllefen, dat heescht, d'Fro vun den Oplagen a

Krittären, déi d'Politik un Hëllefe banne kann an, eiser Meenung no, och banne soll.

Als Gréng si mir der Meenung, datt een hei soll qualitativ Moossname verhandelen, déi net just dem Weiderlafe vum Betrib dénge sollen, mee och dem Klima an der Ëmwelt respektiv dem Erreeche vun eisen nationalen Ziler an dëse Beräicher. D'Fligerei muss och global däitlech méi Klima- an Nohaltegkeetsefforte maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Wier d'global Fligerei ee Land, da wär se an den Top Ten vun de gréissten Zäregasverursaacher hei op der Welt. Hei sollt Lëtzebuerg deemno eng couragéiert an engagéiert Positioun no bausse vertrieden, och op EU-Niveau. Een Unhaltspunkt ass heibäi de PNEC, de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, deen an den nächste Woche soll op Bréissel geschéckt ginn. Do sinn och Mesurë virgesinn, fir de Secteur Aviatioun méi propper a méi effizient ze maachen.

Eng Evolutioun, déi scho länger amgaangen ass an déi ee sollt weiderdreiwen, ass de Réckbau vun de Kuerzstreckevollen. Hei sollt méi enk an effizient mat aneren Transportsecteuren zesummegeschafft ginn. Eis national Fluchgesellschaft kéint zum Beispill mat der SNCF, der franséischer Eisebunnsgesellschaft, zesummeschaffe fir den Trajet per TGV op Paräis-Charles de Gaulle, wou een dann eréischt an de Fliger géif klammen. An et gëtt nach aner Pisten, déi ee kann envisagéieren oder ausbauen.

De Klimaproblem vun der Fligerei am Zesummespill mat de Paräisser Klimaziler muss international an europäesch méi resolutt ugepaakt ginn. Een zentrale Punkt ass hei déi feelend Käschtewourecht bei der Fligerei. Déi beträchtlech negativ Käschten op Ëmwelt a Gesondheet feelen an der Rechnung. Ënner anerem gëtt jo de Kerosinn zum Beispill weltwäit fiskalesch begënschtegt.

Meng Zäit ass bal ëm, dofir nach just ee Stéchwuert: europäesch Kerosinnsteier. Do hate mir eis enger hollännesch-belscher Initiativ ugeschloss. Wou si mir do drun?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer de Findel, déi modern Aerogare mat hirer ganzer Infrastruktur och am Cargoberäich do stoen hunn, mat all hire sëllechen Aarbechtsplazen, doriwwer kënne mer frou an houfreg sinn. Dohier ass hiert Iwwerliewe vun immenser Bedeitung a souguer vun nationaler Bedeitung.

Loosst mech fir unzefänken dann awer e puer Wierder soen iwwert de Wiessel un der Spëtzt vun eiser nationaler Fluchgesellschaft!

Nodeems de Luxair-Direkter vu bis elo, den Här Adrien Ney, kuerzfristeg ugekënnegt huet, a Pensioun ze goen, iwwerhëlt elo mam Här Gilles Feith, en héije Staatsbeamten, d'Rudder. Dee gëtt dowéinst säi Poste vun der Gestioun vun der Logistik am Kader vun der Covid-19-Krisenzell op. Dee Mann hat zwar Ekonomie studéiert, mee awer ob dee Mann vun der Aviatioun a vum Management an der Privatwirtschaft eppes kennt, dat wäert sech nach musse beweisen.

An dem Kontext vu senger Ernennung erlaabt mer zwou Froen!

Déi éischt Fro: Hätt een net missen eng Persoun sichen, déi e Profill an dem Beräich vun der Aviatioun hätt, wat grad an dëse schwieregen Zäite vu Virdeel gewiescht wär? Ech brauch Iech net ze soen, datt d'ADR dorobber hält, datt d'Luxair kompetent gefouert gëtt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Elo stellt sech awer déi grouss Fro, wat mat där Nominatioun bezweckt gëtt. Gëtt domadder schonn eventuell eng definitiv Verstaatlechung vun eiser nationaler Fluchgesellschaft an d'Weeër geleet, dat, wann ee weess, ...

(Interruption et brouhaha)

... datt de Staat elo aktuell schonn am Ganze 60 % vun de Parte ronn hält? Fir d'ADR ass et op alle Fall wichteg, datt d'Regierung an dëser Fro esou séier wéi méiglech Faarf bekennt.

Déi zweet Fro, déi sech stellt: Hätt een net missen dëse Chefposten ausschreiwen? An der ziviller Aviatioun ass wéinst dem Covid-19 mat eenzelen Aschränkungen op de Flughäfe grad wéi an de Maschinne vun de jeeweilege Fluchgesellschaften ze rechnen, och wann d'Fligeren de Moment am Passagéierberäich nach gréisstendeels um Buedem sinn. Dëst dierft sech warscheinlech nom 1. Juni änneren, no der akuter Phas vun dëser Kris. Dann dierften hei awer och weider Restriktioune gëllen an da kéint et méi ustrengend ginn, fir an Zukunft ze fléien, zum Beispill duerch d'Droe vu Mundschutzmasken iwwert de Vol an nach aner verännert Bestëmmunge bei de Fluchreesen.

D'Fro ass hei: Ginn et schonns Iwwerleeungen an déi Richtung, wéi dat ausgesi kéint? An ass et och mat anere Länner a Fluchgesellschaften ofgeschwat?

De Lëtzebuerger reest gären, dat ass gewosst. A mam Fliger léisst et sech gutt uerchtert d'Welt reesen. Mir als ADR si fir d'Weiderbestoe vun der Reesfräiheet, déi och an Zäiten no der Coronakris muss erhale bleiwen. D'ADR hält drop, datt d'Reesfräiheet weider e perséinleche Choix muss bleiwen.

E Merci zum Schluss nach un den Här Serge Wilmes fir dës Aktualitéitsstonn.

An erlaabt mer nach e Schlusswuert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Bemierkung, déi Gott sei Dank net ëmgesat gouf, soss hätte mer an dëser Coronazäit méi schlecht dogestanen! Dir erënnert Iech, et waren déi gréng, déi uganks der 2000er Joren aus dem Findel just nach nëmme wollten e regionale City-Flughafe maachen. An do derbäi hu mer Gott sei Dank d'Approche vun der Buedemkontroll net an eng däitsch Firma ausgelagert, sou wéi dat den zoustännege grénge Minister François Bausch duerchsetze wollt, awer dunn de Projet wéinst dem Widderstand vun de Gewerkschaften huet missen opginn.

D'Regierungskoalitioun ass gutt beroden, an Zukunft manner op déi gréng ze lauschteren, well soss kéint emol munches schif ausgoen.

(Brouhaha et hilarité)

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

M. André Bauler *(DP).*- Dir sidd jo fir de schlanke Staat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol och e Merci dem Här Wilmes fir déi Heure d'actualité, well et ass wierklech e wichtege Sujet an e ganz spannende Sujet, grad an dëser Zäit. Jo, selbstverständlech, ech mengen, jidderee war e bëssen erstaunt, wéi schnell d'Demissioun oder ... also d'Retraite vum Här Ney geholl ginn ass, an de Fait, datt en och duerno vum Här Feith remplacéiert gouf, op eng relativ schnell Aart a Weis.

Mir mussen allerdéngs soen, datt mer u sech éischter berouegt sinn, well mer awer mengen - ech mengen -, den Här Feith huet a leschter Zäit awer ganz kloer bewisen, datt en à la hauteur ass fir ze verwalten, zemools an enger Kris ze verwalten. An et ass och e bësse méi berouegend ze wëssen, datt mer och en héije Beamten hunn, deen dat iwwerhëlt, wéi vläicht e Manager aus der Privatwirtschaft, dee vläicht ganz aner Prioritéiten huet. Bon, on verra!

Op jidde Fall wësse mer all, an dat gouf och scho gesot: De Stellewäert vun der Aviatioun, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerhaapt weltwäit, wäert sech änneren. Et wäert warscheinlech manner geflu ginn. Dat ass jo natierlech och gutt. Et ass gutt fir d'alleréischt fir de Klima selbstverständlech. Kuerzstreckeflich, déi een och kéint mat der Bunn maachen, wäerten hoffentlech ofhuelen. Mee dat setzt natierlech och viraus, datt d'Bunn och weiderhin - an ech schwätzen net nëmme fir Lëtzebuerg, well do gëtt et keng Kuerzstreckeflich - an Europa wäert mussen ausgebaut ginn an och méi bëlleg ginn.

E Recht op Reese wäert awer weiderhi mussen erhale bleiwen. An ech mengen, dat ass och eng Iwwerleeung, déi mer weiderhi wäerte musse maachen. Méi ekologesch ze reesen, méi qualitativ ze reesen, heescht awer och fir d'Leit, méi Fräizäit ze hunn. An ech mengen, do ass och d'Diskussioun vun der Reduktioun vun der Aarbechtszäit, déi sech wäert imposéieren.

Drëtte Punkt, ech mengen, wat awer ganz wichteg ass, dat ass d'Strategie, iwwert déi mer elo mussen diskutéieren, well den Här Wilmes ass drop agaang an et ass richteg: De Luxair-Group ass en essenzielle Group. Et ass keen, deen dat a Fro stellt.

An ech hunn dem Här Wilmes seng Question parlementaire gelies, ech hunn och dem Minister seng Äntwert gelies. Si huet mech net gewonnert, well et ass eng Äntwert, déi ganz oft kënnt vu ville Regierungsmemberen, déi soen: „Mir mëschen eis net an an d'Aktivitéite vun enger kommerzieller Gesellschaft."

Ech sinn awer net averstanen domadder! Mir sinn net averstane mat där Aart a Weis. Et geet jo net drëms, sech anzemëschen an d'Alldagsgeschäft. Dat fuerdert jo kee vun engem Minister. Do gëtt et Leit, déi si kompetent, déi kënnen dat ganz gutt maachen.

Mee wann et ëm strateegesch Diskussioune geet, firwat ass iwwerhaapt de Staat nach Aktionär an enger Société anonyme, an enger privater Gesellschaft? Firwat huet e Fonctionnairen, déi en dohinner delegéiert? Wann ech esou e Fonctionnaire-administrateur wier, da géif ech mer souguer selwer erwaarden, datt de Minister mer Uweisunge gëtt, fir strateegesch Decisiounen ze huelen. Well e Fonctionnaire, och dee kompetenteste Fonctionnaire, dee muss awer iergendeng Kéier ... dee kann net eng politesch Decisioun huelen. An de Minister muss och kënne politesch a strateegesch Decisiounen huelen.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An dat entsprécht jo awer och, mengen ech, der Gesetzgebung! Well et gëtt sech ëmmer op d'Gesetzer beruff. Mee et gëtt awer d'Gesetz vun 1990, wat net abrogéiert gouf, deen Article unique, deen awer ganz kloer seet, datt u sech d'Representantë vum Staat oder vun enger Personne morale publique an enger Société anonyme awer och op Instruktioun musse schaffen. An et ass kee Gesetz, wat engem Minister verbitt, mat engem Fonctionnaire ze diskutéieren an ze soen: „Hei komm, wat maache mer elo?", dat ass néierens verbueden, „A wat ass eis strateegesch Ausriichtung? A wat fir eng Richtung wäerte mer goe fir déi nächst zéng Joer?" An esou weider an esou virun.

An ech ka mech och nach erënneren un déi homeresch Debatten. Här President, Dir waart och ganz aktiv, deemools als Oppositiounsdeputéierten, do iwwert d'Cargolux zum Beispill. An déi komesch Tricker, déi den deemolege Finanzminister Luc Frieden do wollt maache mam Katar. An den Här Bausch hat sech och staark engagéiert an dëser Debatt, zu Recht d'ailleurs. Et gouf gefrot, datt mer och ëffentlech doriwwer sollen diskutéieren.

Ech mengen och, datt d'Salariéen awer e Recht hunn ze wëssen, wat deemnächst wäert mat hinne geschéien. A justement, de Staat huet direkt Parten: 39 %, indirekt iwwer 60 % duerch d'Spuerkeess, déi iwwer 20 % Parten huet. Ech mengen, et ass ganz kloer esou, datt mer musse wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Et wier natierlech gutt, well d'EU ass doranner geckeg an et ass warscheinlech eng vun deene rare Géigenden op der Welt, wou et esou ass, datt u sech Fluchgesellschafte musse liberaliséiert ginn, respektiv wou et eng Limitt gëtt am Aktionariat, wou de Staat nëmme ka bis op eng gewësse Limitt goen. An natierlech gëtt dat gepusht an eng Richtung vu Konkurrenz tëschent de Gesellschaften. A mir wëssen, a wat fir enge Schwieregkeeten all déi Gesellschafte sinn.

Aner Länner, déi fuere ganz aneschters oder si hunn e Fonds souverain an esou weider; si si vill méi schlau wéi d'Europäer. Ech mengen, mir mussen och an déi Richtung goen. An ech erwaarde mer och vun eiser Regierung, datt se sech awer och um EU-Niveau derfir engagéiert, fir all déi Liberaliséierungspoliticken, déi absurd sinn am Fluchverkéier, réckgängeg ze maachen. Also, et ass bestëmmt net einfach.

Mee mir bréngen et fäerdeg als Lëtzebuerger, ëmmer Allianzen ze schmiden, wann et drëms geet, fir d'Finanzplaz ze verteidegen. Do geet et op eemol. Mee wann et drëms geet, datt mer och fir ëffentlech Servicer - an ech mengen, de Fluchtransport muss en ëffentleche Service sinn - Allianze maachen an datt mer och do Drock ausüben an all Moyenen ausnotzen, fir an déi Richtung ze goen ...

An nach eng lescht Saach: Ryanair. Den Här O'Leary huet jo ugekënnegt, datt e wëllt elo de Kierchbierg saiséieren, d'Europäesch Cour de justice saiséieren, well e géint gewësse Staaten, déi Hëllefe un hir Compagnië ginn hunn ... Mir sinn nach net an deem Fall. Hie wëllt natierlech selwer och keng Hëllefen, well e sech erhofft, datt duerch seng Lowcost-Gesellschaft warscheinlech och déi aner Gesellschaften dat net iwwerliewen. Dat muss ee sech virstellen!

Ech wënsche mer, datt déi Lowcost-Gesellschaften déi Kris net wäerten iwwerliewen an datt mer erëm ganz héichqualitativ Fluchgesellschafte kréien, déi ëffentlech sinn a wou och d'Salariat uerdentlech traitéiert gëtt; wat, mengen ech, net de Fall ze si schéngt bei deene Lowcost-Gesellschaften.

Voilà. Dat wier et fir mäin Deel. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Jo, d'Aviatioun ass a ganz schwéiere Bedingungen, woumat warscheinlech virun e puer Méint nach kee gerechent hat. Am Dezember waren déi éischt Nouvellen aus China komm. Do hu verschidden Airlines scho gezidd ert, dass d'Situatioun sech wäert verschäerfen, an dat ass elo agetrueden.

Mee ech probéieren och elo an deene fënnef Minutten iwwer esou e komplext Theema wéi d'Aviatioun eriwwerzekommen. Mir géifen eis natierlech wënschen, dass an den nächste Wochen nach eng Kéier hei an der Chamber wäert diskutéiert ginn, wéi et mat eiser nationaler Fluchgesellschaft, mam Flughafe weidergeet.

D'Fligeren um Buedem, dat huet net nëmmen Auswierkungen direkt op d'Fluchgesellschafte selwer. Mee wéi mer alleguerte wëssen, ass et an der Reegel och esou, dass eng Aarbechtsplaz um Flughafen dräi Aarbechtsplazen an der Geschäftswelt ausmécht, soudass de Boule-de-neige-Effekt an der Aviatioun immens héich ass an et deementspriechend och fir eis Piraten ganz wichteg ass, dass mer d'Aviatioun stäipen.

Wéi geet et dann elo weider mat de Moossnamen? Dat wäerten eis Froen un de Minister sinn. Wéi kann een nach u Bord mat de Passagéier zesumme fléien? Wäert et do mam Sëtz-Eidelbleiwen duergoen? Well et muss een do och wëssen, d'IATA huet elo erausginn, dass nëmmen 3 vun 100 Fluchgesellschaften dat iwwerhaapt profitabel wäerten iwwerliewe kënnen, wa se mussen ee Sëtz dertëschent fräiloossen, soudass déi Moossnam am Moment an der Airline-Branche ganz ëmstridden ass, well et nun emol op hir finanziell Polstere geet a se domadder Suergen hunn, wéi se dann déi Flich iwwerhaapt kënne profitabel bedreiwen.

An déi aner Fro, déi sech duerno wäert stellen: Wéi ass et mat de Fluchgesellschaften, déi op Lëtzebuerg kommen? Mir kënne sécherlech mat der Luxair verschidde Sécherheetsmoossname verhandelen, mee et si jo och ganz vill Airlines aus dem Ausland, déi zu Lëtzebuerg landen an deementspriechend si mir Piraten och fir eng gemeinsam europäesch Reegel. Et kann net sinn, dass et herno e klengen eenzelne Fléckenteppech gëtt, wou all eenzelt Land seng eenzel Moossnamen entscheet fir d'Flughäfen, beziehungsweis fir d'Airlines. Do setze mir ganz kloer op eng europäesch Léisung.

Et ass och elo esou, dass fir d'Leit, wa se elo erëm dierfe reesen an eraus wëllen, sécherlech emol net déi éischt eng Businessrees wäert sinn, mee éischter eng Rees, wou et an d'Waarmt op enger Plag geet. Deementspriechend ass eis Fro och un de Minister, ob et schonn Nouvellë gëtt, zum Beispill Griicheland huet elo ugekënnegt, ab dem 1. Juli warscheinlech Touristen erëm ze empfänken, ob Dir vläicht schonn iergendwellech Nouvellë krut iwwert d'Diplomatie, wéini dass eenzel Länner géifen opmaachen an, wat vläicht un der Rumeur drun ass, wann een a Spuenie misst fléien, dass een do emol zwou Woche misst méi aplangen, fir emol fir d'éischt a Quarantän ze goen.

D'Bäihëllefe goufe schonn ugeschwat. Et ass elo esou, dass de Flughafe Saarbrécken, dat ass elo geneemegt ginn, 18 Milliounë wäert un Hëllef kréien, wat sécherlech fir Lëtzebuerg interessant ass, well dat d'Konkurrenzsituatioun nach eng Kéier anescht wäert duerstellen. Duerfir sinn eis Froen och do un de Minister: Wéi ass et mat Hëllefe fir Luxair, lux-Airport? An, wann déi géife kommen, hutt Der do scho Simulatiounen, wéi déi kéinten ausgesinn? Ob dat iwwer eng Kapitalerhéijung ass, e Subsid oder e Kreditt; op wéi ee Wee dass Der do wëllt goen?

An et ass schonn ugeklongen: Et gëtt eng Fluchgesellschaft an Europa, déi huet sech elo de Spaass gemaach, fir d'Staaten op den europäesche Geriichtshaff ze huelen, déi eeben esou Hëllefe ginn. Ob Der do schonn am Viraus eng Kéier gekuckt hutt, wéi eng Hëllef dass een der Luxair vläicht kéint ginn, sollt déi néideg sinn. Mir sinn nach ëmmer am Fall „sollt se vläicht néideg ginn", ouni dass mer herno op de Kierchbierg géifen zitéiert gi vun enger Konkurrenzfluchgesellschaft.

D'Fro ass och: Wéi positionéiert sech eng Luxair no der Kris? Vläicht sinn, wéi verschidden aner Airlinen ugekënnegt hunn, déi grouss Fligere mat iwwer 150 Passagéier da guer net méi an der Moud, mee et sinn éischter déi kleng. Ob de Minister do schonn Nouvellen huet als gréissten Aktionär, ob Pläng do sinn, wéi mer dann, wann d'Luxair elo erëm flitt, dat wäerten erëm ophuelen.

Dann, fir d'Vertrauen ze stäerken an d'Aviatioun, well et ass jo esou, och wann d'Leit elo erëm kënne fléien, wäerte sécherlech e puer Leit Bauchwéi hunn, ob se da sollen en Ticket buchen an aner Leit hu schonn en Ticket gebucht. A se wëssen awer net, ob se kënne fléien oder si vulnerabel, soudass se schonn d'office net kënne fléien. Duerfir froe mir Piraten haut an enger Motioun, dass dem Client säi fräie Wëlle soll respektéiert ginn, ob e säin Ticket als Coupon oder als Cash-Versement zréck wëllt.

Am Moment ass et jo esou, dass déi Diskussioun, lancéiert vun Däitschland, stattfënnt, dass d'EU zwar och der Meenung ass wéi mir Piraten, dass een éischter soll e Remboursement kréien, mee awer am Moment Däitschland Drock mécht, dass déi Leit just e Coupon kréien. Jo, dann huet een e Coupon kritt, mee wann een awer net méi wëllt fléien, wat mécht een dann?

An déi aner Saach ass: Natierlech si mer eis do bewosst, dass dat op d'Reesagencen an d'Fluchgesellschaften deementspriechend e finanziellen Drock wäert ausüben. Duerfir steet an eiser Motioun och dran, dass de Staat e Fong géif ariichten, wou een déi Reesagencë beziehungsweis Fluchgesellschafte kéint sponseren.

D'Aviatioun wäert verännert aus dëser Kris erauskommen. Et ass un eis, der Politik, fir de Lëtzebuerger Modell ... Well, et muss ee soen, esou wéi d'Luxair an esou wéi lux-Airport opgestallt sinn, dat gëtt et an Europa keng zweete Kéier. Et wäert un eiser Politik sinn. An duerfir hoffe mer, dass mer an der Chamber nach wäerten e puermol iwwert d'Aviatioun diskutéieren, wéi mer eis national Fluchgesellschaft wäerten opstellen.

Merci.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- d'Tourismusbranche dréit am Duerchschnëtt ronn 3 % zum lëtzebuergesche Bruttoinlandprodukt bäi (Source: UNWTO, Compendium of Tourism Statistics, Data 2014-2018, Edition 2020);

- enger rezenter Prognos vun der Welttourismusorganisatioun (UNWTO) fir d'Joer 2020 no, riskéiert d'Unzuel u Reese weltwäit ëm 60 bis 80 % anzebriechen;

- d'Reesagencen zu Lëtzebuerg rechne mat engem Abroch vu bis zu 80 % vun hirem Ëmsaz fir d'Joer 2020;

- nom Auslafe vum Ausnamezoustand mussen d'Rechter vum Konsument respektéiert ginn an am Fall, wou Reesen annuléiert ginn, muss de Konsument seng Käschte vollwäerteg réckerstatt kréien, an der Form, déi hie wëllt (Cash oder Coupon).

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. mat den Acteuren aus dem Tourismussecteur een nationalen Hëllefsfong fir déi gesamt lëtzebuergesch Reesbranche (i. e. Tour Operatoren, Reesagencen, Hospitality an Transport) opzestellen, fir Faillitten ze verhënneren;

2. d'Rechter an de Choix vum Konsument ze respektéieren a keng Mesuren ze ënnerstëtzen, déi d'Clienten zwéngen, Couponen unzehuelen. De Client muss kënne wielen tëscht Remboursement oder Coupon.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet Regierung d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Wilmes fir déi Heure d'actualité an och all den Deputéierte fir hir Stellungnamen. Ech mengen, datt et schonn nëtzlech ass, datt mer de Mëtteg eng Kéier dee Round-up maachen. Ech deelen och dat, wat vu Verschiddene gesot ginn ass, datt een nach méi wéi eng Kéier soll iwwert d'Aviatioun en général an d'Flughäfen diskutéieren. Dir wäert och gesinn, datt dat och noutwendeg ass aus villen anere Grënn. A selbstverständlech sinn ech ëmmer bereet, entweeder hei an der Chamber an enger Plenière oder och an enger Kommissiounssëtzung iwwert dee Sujet ze diskutéieren.

Ech mengen, ech wëll elo net nach eng Kéier all déi Zuelen hei oplëschten, déi schonn opgelëscht gi sinn. Ech wëll vläicht just nach eng Kéier erofdeklinéieren op Lëtzebuerg selwer, wat dat fir Lëtzebuerg bedeit huet. Ech mengen, datt den Aviatiounssecteur dee Secteur ass, niewent der Tourismusbranche en général, oder Horeca an esou weider, deen am häertste getraff gëtt vun der Kris. Ech mengen, dat läit op der Hand.

An, just wann ech Iech d'Zuele ka gi fir Lëtzebuerg, wéi dramatesch déi Chute zu Lëtzebuerg geschitt ass: Am Mäerz hu mer e Minus gehat scho vu 60 % Passagéier um Flughafen an am Abrëll vu quasiment 100 %. Also am Abrëll sinn eigentlech just nach verschidde Rapatriementsvolle gemaach ginn, mee de Rescht war alles um Buedem.

A glécklecherweis, muss ee soen, hu mer duerch déi tragesch Ëmstänn souguer och nach bei dem Cargoberäich eng aner Situatioun gehat. Do hu mer am Mount Abrëll e Plus vu 7 % gehat. Dat heescht, d'Cargolux ass do natierlech vill geflunn, mee dat wësst Der jo och duerch dat, wat Der konnt liese lénks a riets, wat geschriwwe ginn ass, wat fir eng Opträg d'Cargolux hat.

Wat awer vill méi dramatesch ass, dat ass den Outlook. Wann Der kuckt, wat um Enn vun deenen internationalen Organismen, ob et den OAC ass oder ob et Eurocontrol ass, DG MOVE, also d'Kommissioun selwer, prognostizéiert gëtt fir déi nächst Méint, dat gesäit wierklech net gutt aus. Dat läit tëschent deenen optimisteschsten Zenarioe vu Verloschter, déi leie bei 56, an dann deene pessimisteschste bei 98 Milliarden Dollar Verloschter. Dat si gigantesch Zommen, mat deene gerechent gëtt.

Et gëtt gerechent, datt beschtefalls de Passagéiertransport esou ëm déi 30 % am Juni wäert erëm ulafen an da graduell eropgoen. Mee och dat kann nach keen zu 100 % haut soen, net nëmme well d'sanitär Konditiounen nach net gekläert sinn, op déi ech och nach ze schwätze wäert kommen, mee virun allem och, well mer net wëssen, éischtens, wéi déi Situatioun, déi Kris sech entwéckelt, a well mer och net wëssen, wéi de Consommateur domat ëmgeet.

Ech mengen, et ass eng Riseveronsécherung bei de Consommateuren. An ech muss och soen, datt d'Airlinen duerch verschidde Verhalensweisen, zum Beispill par rapport zu de Consommateuren - an dat hunn ech och virun zwou Wochen um europäeschen Transportconseil gesot -, net derzou bäigedroen hunn, datt d'Vertraue séier soll zréckkommen, nämlech déi ganz Froe vun Netremboursementer. Also, ech schwätzen net vun de Penalitéiten, well déi si jo ausser Kraaft gesat ginn, mee haaptsächlech vun einfach Suen, déi d'Leit virgestreckt hunn, fir hir Ticketen ze bezuelen, wou ech et eng Katastroph fannen a wou ech et och bal eng Zoumuddung fannen, datt hei verlaangt gëtt, datt e Recht einfach réckwierkend géif ausser Kraaft gesat ginn.

Dat ass du jamais vu! An ech muss och soen, dat hunn ech och am Transportconseil gesot: Dat wäert ganz sécher d'Strooss net hale bei der Europäescher Cour de justice. Dat gëtt eng richteg op den Deckel, wann dat sollt gemaach ginn. Gott sei Dank muss ee soen, dass d'Kommissioun éischter menger Meenung gewiescht ass an et bis elo net gemaach huet. Mee ech fanne virun allem och, datt et, wat d'Vertrauensbildung ubelaangt, wierklech net immens gescheit war, fir dat ze maachen.

Zum Lëtzebuerger Flughafen. Ech mengen, Dir wësst, datt mir héich Croissancezuelen haten um Flughafen. Déi sinn natierlech dramatesch agebrach an deem éischten Trimester dëst Joer duerch déi Situatioun. Et ass och elo schwéier soen, wéi dat sech wäert weiderentwéckelen, aus deem ganz einfache Grond, well de Moment kee kann e richtege Pronostic maachen, a wéi enger Form de ganzen Aviatiounssecteur erëm wäert demarréieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bausch, erlaabt Der, datt d'Madamm Reding Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här Minister, Dir hutt elo grad driwwer geschwat, wéi Der am Transportconseil waart a wéi Der Iech geiergert hutt iwwert d'Behuele vu ville Fluchgesellschaften. Haut de Mëtteg ass den Text erauskomm vun der Kommissioun. Do geet et dann ëm de Choix fir de Konsument zwëschent engem Voucher an engem Erëmbezuelen.

Wéi stitt Der do dozou? An hat Der scho mat Äre Leit Zäit, fir dann eng Analys ze maache vun deem, wat d'Kommissioun virschléit?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Domadder hunn ech net ganz vill Problemer, well ech och am Conseil gesot hunn, datt ech kee Problem mat engem Choix hunn. Wann d'Airlinen dem Consommateur proposéieren, ech soen elo emol e Beispill: „Amplaz datt mer Iech Ären Ticket rembourséieren, gi mer Iech e Voucher. An Dir kritt vläicht nach e klenge Bonbon uewendrop bei Ärem Voucher, datt Der eng besser Situatioun hutt, wéi Der gebucht hat." Oder aner kreativ Saachen, déi ee sech kann afale loossen.

Wann de Consommateur domadder d'accord ass, hunn ech natierlech selbstverständlech kee Problem. Mee et muss awer nach ëmmer de Choix vum Consommateur sinn. Dat heescht, wann deen Eenzelne seet: „Ech akzeptéieren dat, ech hunn domadder kee Problem. Ech léisen dat dann am Hierscht oder wéini och ëmmer", da kann en dat jo selbstverständlech maachen. Dat ass jo da säi Choix. Mee wann e seet: „Nee, dat arrangéiert mech elo guer net", oder, „Ech wëll dat net", da muss e seng Suen zréckbezuelt kréien. Duerfir hunn ech natierlech mat där Positioun kee Problem. Dat war och déi, déi ech do verteidegt hunn.

De Problem ass och esou, datt et an der Europäescher Unioun, dat hu mer jo gesinn, natierlech virun allem déi Länner sinn, déi eege grouss Airlinen hunn, déi do duerch den Drock vun den Airlinen déi Positioune vertratt hunn. Mee glécklecherweis, wéi gesot, ass bis elo d'Kommissioun net op dee Wee gaangen. An ech mengen, datt dat och keng gutt Iddi gewiescht wär, well wann do geklot géif ginn - an do gëtt menger Meenung no vun den europäesche Konsumenteschutzverbänn geklot bei der Cour de justice européenne -, hätt dat kaum Chancen, fir kënne gewonnen ze ginn, wann een dat géif versichen duerchzezéien.

Zum Flughafe selwer. Wéi gesot, mir hunn eng Situatioun gehat, déi gezeechent war an deene leschte Jore vun engem kontinuéierleche Wuesstum um Flughafen. Ëmmer méi Airlinë si bäikomm. Et ass och elo keen Indice de Moment, datt eng Airline géif soen: „Mir fléie Lëtzebuerg duerno, wann et erëm lassgeet, net méi un." Mee wéi gesot, et ass schwéier ze soen, wéini wat ugeet.

Zu der Fro, dann elo zum Beispill vun der Luxair, déi jo ugekënnegt huet, den 1. respektiv den 13. Juni erëm Vollen opzehuelen. Dat ass d'Intentioun vun der Luxair. Mee mir wëssen alleguerten, souguer wann een erëm kann op all déi Destinatioune fléien, dann hänkt dat wäitgeeënd vun de Konditiounen of, déi gestallt ginn an deem Land, wou ee lant, ob d'Leit dat och wäerte maachen.

Wann ech esou Iddien héieren, datt een a verschiddene Länner - Spuenien ass ënner anerem amgaangen, sech esou Saachen ze iwwerleeën - dann eng, zwou Woche Quarantän muss maachen, wann een do ukënnt. Jo, ech mengen, da muss ee sech net erwaarden, datt vläicht iergende Mënsch en Ticket bucht. Da kann zwar d'Luxair fléien, mee da flitt se warscheinlech gréisstendeels eidel, well keng Clienten do sinn.

Duerfir: Et hänkt immens vill dovun of, wat an deenen eenzele Länner decidéiert gëtt a puncto erëm opmaache vun de Grenzen, opmaache vun den Tourismussecteuren. An do deelen ech dat, wat hei allgemeng d'Deputéiert soen: Dat ass am beschte méiglech, wann een dat geuerdnet mécht an enger koordinéierter Aktioun an der Europäescher Unioun.

Ech soen Iech awer do och genausou gutt, datt ech do éischter pessimistesch sinn. Well wann ech kucken, wéi et gelaf ass mat de Grenzen zoumaachen am Kader vun der Kris selwer, wann ech kucken, wéi verschidden Decisioune geholl gi sinn, da muss ech leider mat Erschrecke feststellen, datt dat net koordinéiert war an datt awer do nationalstaatlech Iwwerleeungen, déi och net ëmmer novollzéibar waren, gezu gi sinn, also Konklusioune gezu gi sinn, fir do erauszekommen.

Duerfir: Meng Approche oder der Regierung hir Approche an Europa ass ganz kloer, hei eng europäesch koordinéiert Aktioun ze maachen. Dat ass déi eenzeg Chance, déi mer kënnen hunn, fir datt mer haaptsächlech an deem dote Secteur kënnen erauskommen.

Ech hunn dat Dokument och effektiv elo haut de Mëtteg kritt. Ech hunn et nach net ganz kënne liesen. Et ass jo eréischt haut vun der Kommissioun erausgeschéckt ginn. Do gesitt Der eng ganz Panoplie ... Ech ginn der Chamber, wa se interesséiert ass, selbstverständlech och d'Dokument, wa se sech et selwer nach net konnt beschafen, weider. Do ass eng ganz Panoplie vu Mesuren opgezeechent, wéi ee mat där sanitärer Kris do soll ëmgoen. Dat geet natierlech vu Masken droe bis iwwert déi klassesch sanitär Oplagen, déi mer alleguert entretemps kennen. Et ginn der awer och, déi gi vill méi wäit.

Mee all dat ass natierlech schwiereg ëmzesetzen, wa mer an allen eenzelen europäesche Länner verschidde Saachen ëmsetzen. Wann déi eng soen: „De Masque ass obligatoresch", déi aner soen: „Et ass op fräiwëlleger Basis, mir recommandéieren et", an en Drëtte seet: „Dir musst och nach en Thermometer bei de Kapp gehale kréien, Dir kritt och nach d'Féiwer gemooss", an ee Véierten nach eppes aneres, da gëtt et natierlech ganz, ganz schwéier, fir d'Leit ze motivéieren, erëm ze reesen an och erëm an de Fliger ze klammen. Mee wéi gesot, dat wäert sech awer an deenen nächste Wochen erausstellen.

D'Kommissioun huet elo e Pabeier virgeluecht mat engem Pak vun Iddien. An elo soll sech da laut de Recommandatiounen och vun der Kommissioun koordinéiert ginn, fir ze kucken, datt ee sech do méiglechst op eenheetlech Reegele gëeenegt kritt.

Dann zum Flughafen zu Lëtzebuerg. Ech mengen, fir de Flughafe selwer ännert am Fong näischt, mat Ausnam ... Den Här Wilmes huet gefrot: „Solle mer net verschidden Aarbechte virzéien oder Pisten?" Mir probéieren dat, wann dat machbar ass. Et ass sécherlech eppes Sënnvolles, wann een dat ka maachen. Mee mir hunn elo näischt geännert als Regierung un der Investitiounspolitik par rapport zum Flughafe respektiv wéi mer domadder wëllen ëmgoen.

D'Schwieregkeet, déi natierlech besteet, dat ass, datt mer an engem europäeschen Ëmfeld sinn, wat ganz liberaliséiert ass, wou et streng Reegele gëtt, wou wierklech extreem opgepasst gëtt oder bis elo opgepasst ginn ass vun der Kommissioun. Jee nodeem, wat een decidéiert huet, huet een alles missen zu Bréissel mellen. Dat geet sougutt, wat Saachen ubelaangt, déi ee finanzéiert op de Flughäfe selwer, wou et jo och scho ganz limitéiert ass. Bei den Airlinen ass et souwisou en Tabu. Do gëtt et souguer Limitten, déi gesat gi sinn, wivill Prozent de Staat iwwerhaapt dierf an enger Airline als Aktien hunn, also besëtzen, also wéi héich de Prozentsaz vum Staat do ass. Deen ass limitéiert. Also do gëtt et eng ganz Rei Reegelen.

An elo gëtt et natierlech Diskussiounen innerhalb vun Europa, fir ze kucken: Wéi gi mer flexibel mat deene Reegele virun allem dëst Joer ëm? D'Kommissioun huet jo gesot, si wären der Meenung, datt dat do esou en essenzielle Secteur ass an duerch d'Schwieregkeeten, déi och bestinn, datt eng Rei Saache méiglech wäerte ginn. Mir sinn och amgaang ze kucken, elo mat der Kommissioun ze verhandelen, wat da fir Lëtzebuerg méiglech ass, sougutt wat de Flughafen ubelaangt wéi och wat eis Airline ubelaangt.

Dann zu der Luxair selwer. Bon, ech kommen herno selbstverständlech och op déi Fro vum neie Generaldirekter ze schwätzen. Mee fir d'éischt emol zu der Gesellschaft selwer.

Et gëtt gesot, d'Gesellschaft wär gutt opgestallt. Si hätt Reserve vun iwwer 200 Milliounen Euro. D'Resultat vum leschte Joer gëtt kommentéiert.

Bon, ech géif Iech emol uroden, e Bléck op den Detail vum Resultat vum leschte Joer ze werfen. Da gesitt Der schonn, datt am Fong dat positiivt Resultat vum leschte Joer vum Grupp komm ass duerch de Cargoberäich an net duerch de Fluch-, also duerch de Passagéierberäich. Dat ass emol dat Eent.

Dat Zweet ass de Passagéierberäich, also bei der Luxair, ech mengen, wann Der d'Resultater kuckt, ass ganz vill vu LuxairTours ofhängeg gewiescht. De groussen Deel vun de Recettë gëtt duerch LuxairTours erwirtschaft.

Elo wësse mer natierlech, datt dat e Geschäft ass, wat de Moment ganz, ganz schwiereg ginn ass duerch déi Kris hei. Dat heescht, do ass e reegelrechte Pilier vun der Gesellschaft ewechgebrach. An Dir wësst och, datt, wann d'Fligere bis um Buedem stinn, dat ass dat Schlechtst, wat enger Airline ka geschéien, well déi kaschte schrecklech vill um Buedem a se brénge selbstverständlech näischt eran.

Mir hunn elo nach de Gros vum Personal, fir net ze soe bei der Luxair dat ganzt, ausser deenen am Cargocenter selbstverständlech - ech schwätzen elo vun der Airline selwer -, dat ass am Chômage partiel. Natierlech wäert d'Regierung sech gutt iwwerleeën, wat se hei mécht am Zesummenhang mam Chômage partiel. Mat grousser Warscheinlechkeet wäert dat och ee Secteur ginn, wou de Chômage partiel nach wäert weiderlafen. Dat schéngt mer zimmlech kloer ze sinn.

Mee dat geet jo net duer! Mir mussen der Gesellschaft jo eng Perspektiv ginn. An duerfir ass et esou wichteg, datt elo emol e Plang opgestallt gëtt. E Plang, an deem eng Strategie definéiert gëtt vun der Gesellschaft, an deem dat neit Ëmfeld gekuckt gëtt, wat sech heirauser och wäert erginn, souguer emol onofhängeg vun der haarder Phas vun der Kris; also och fir no der Kris, wa se eriwwer ass.

D'Aviatiounsëmfeld, den Tourismus, dee wäert sech zolidd verännere duerch dat, wat hei am Moment amgaangen ass ze passéieren. Dat huet Risiken. Et huet vläicht och Chancen. Ech mengen, dat muss een alles genau kucken an engem Plang, dee si mussen opstellen a wou

mir da musse kucken als Regierung oder als Staat, eis Responsabilitéit ze huelen.

Wat awer kloer ass, dat hunn ech gesot, an dat hu mer och an der Regierung scho festgehalen: Mir si sécher, datt d'Luxair, de LuxairGroup fir eis en essenzielle Betrib vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass. A mir brauchen aus villfältege Grënn, déi ech net méi wëll all opzielen, ganz kloer déi Gesellschaft. Mir wäerten duerfir och op alle Fall als Regierung proposéieren, datt de Staat seng Responsabilitéit hëlt an deementspriechend och hëlleft, datt déi Gesellschaft eis erhale bleift, natierlech op Basis vun engem konkreete Plang.

An natierlech sinn ech och dofir frou driwwer, datt alleguerten hei d'Fraktiounen, also d'Deputéierte quasiment unanime a geschlossen, soen, datt se dat och esou gesinn. Mee dat musse mer elo emol festleeën, feststrécken. Dat musse mer bis de Summer maachen.

Dee Plang, deen do ausgeschafft gëtt, muss och bei der Kommissioun presentéiert ginn. Mir kënnen net einfach decidéieren, datt mir elo iergendeppes maachen, well dat muss och kloer akzeptéiert ginn. A mir mussen natierlech dovunner profitéieren, datt dat méi opgelockert gëtt, déi méi locker Situatioun, wou déi Liberaliséierung elo emol opgelockert ass an déi strikt Konditioune fir dëst Joer, datt mer natierlech déi Zäit net verpassen. Well mir wësse jo all, wéi et geet: Dat wäert net éiweg unhalen.

An ech muss dem Här Wagner soen: Ech maache mer ganz wéineg Gedanken iwwert de Poltergeescht O'Leary, well ech ginn em awer Recht a senger Aschätzung, déi en iwwert deen Här huet. Ech hunn iwwregens déi nämmlecht Aschätzung wéi hien, mee ech maache mer awer keng Suergen, datt dee vill wäert erreeche mat deem, wat en elo bei der Kommissioun vun Tamtam schléit.

Allerdéngs muss een awer wëssen: Duerch de Fait, datt déi Gesellschaft esou fonctionéiert huet, wéi Der se richteg beschriwwen hutt, huet se natierlech eng ganz Rei concurrentiel Virdeeler, wou et souguer um Bockel vu verschiddene Leit derzou komm ass, datt et déi gëtt. Mee dat wäert eis natierlech ze schafe maachen an der Sortie de crise. Mee, wéi gesot, mer mussen da gesinn, wat dorauser gëtt.

Elo zu der Gesellschaft selwer an zu der Fro vum Generaldirekter. Ech wëll ganz kloer soen, datt ech mech selbstverständlech net wëll verstoppen hanner iergendeppes, mee et war mir awer wichteg, datt mer awer hei d'Reegelen anhalen, wéi se am Fong awer virgesi sinn.

Den Här Feith ass am Fong an de Kapp komm vu verschiddene Leit bei der Luxair, well den Här Feith natierlech am Kader vun der Kris eng ganz wichteg Roll gespillt huet an der Organisatioun vum Cargocenter. Den Här Feith huet relativ vill mat derzou bäigedroen, géif ech soen, datt de Cargocenter iwwert déi ganz Wochen esou fonctionéiert huet, wéi e fonctionéiert huet.

An ech wëll Iech soen: Ech wëll iwwerhaapt net den Depart vum Här Ney kommentéieren. Ech mengen, dat ass dem Här Ney seng Decisioun fir deen Depart. Et ass och säi Recht, déi Decisioun ze huelen. Dorëms geet et guer net, mee et ass awer drëms gaangen, mengen ech, datt natierlech, wéi dat annoncéiert ginn ass, dunn awer relativ séier an där schwiereger Situatioun, wou mer sinn, dee Plang jo emol muss ausgeschafft ginn, deen ech virdru beschriwwen hunn, dee mer awer musse virgeluecht kréien, fir datt mer zum Beispill eng Aide, oder wat och ëmmer wäert gemaach ginn, kënne ginn.

Et ka jo net einfach sinn, datt d'Gesellschafte bei de Staat komme mat der Hand a soen: „Kënnt Der eis Sue ginn?" Ech mengen, mir hätten awer gär e Plang als Staat. An och Dir als Deputéiert wäert déi éischt, déi mech géifen interpelléieren, vëlleg zu Recht, wann ech Iech einfach géif soen: „Ma, mir hunn elo emol decidéiert, locker, mir ginn där Gesellschaft esou vill Suen", a mir wéissten net esou richteg, wat de Plang wär.

An duerfir war et awer esou wichteg, datt, mengen ech, d'Gesellschaft relativ séier eng Decisioun geholl huet. An ech wollt awer hei alles respektéieren, d'Uerdnung, wéi se virgesinn ass. Et ass nämlech net esou, datt d'Aktionären eng Decisioun huelen, mee de Board vun der Gesellschaft hëlt eng Decisioun. An de Board vun der Gesellschaft, also de Verwaltungsrot, huet déi gëschter geholl. An duerfir war et fir mech och kloer, datt ech dat net géif kommentéieren, bis déi Decisioun geholl wär, wéi et sech gehéiert. Och wann de Staat an enger privater Gesellschaft e groussen Aktionär ass, ass dat esou.

An elo, vu datt d'Decisioun geholl ass, soen ech Iech och meng Meenung. Ech fannen et eng exzellent Iddi, déi se do haten, fir den Här Feith ze nennen, well ech den Här Feith kennen a well ech effektiv weess, datt et e gudde Krisemanager ass.

A wann da gesot gëtt, den Här Feith, deen hätt keng Erfarung an der Aviatioun, ma, wou war dann dem Här Ney seng Erfarung an der Aviatioun? Dee koum aus dem Bankesecteur! Et ass dach net esou, datt een un der Spëtzt vun enger Gesellschaft ... vun enger Aviatiounsgesellschaft - muss ech soen - onbedéngt muss aus der Aviatioun kommen!

Et muss ee virun allem zwou Saache matbréngen. Et muss een natierlech déi néideg Qualifikatiounen hunn. Déi huet e ganz sécher. Et muss een e gudde Manager sinn. Ech mengen, dat huet e bewisen op deene Plazen, wou e war. An e muss natierlech eng gutt Portioun Courage matbréngen, fir dat ze maachen, wat e mécht, nämlech beim Staat ze demissionéieren - en hëlt emol kee Congé sans solde, dat huet e mer selwer gesot - an dann dat doten ze iwwerhuelen, fir ze kucken, déi Gesellschaft aus der Kris do erauszeféieren. Do kann ech nëmmen den Hutt dovir ofzéien!

An ech si frou, an da kommen ech bei deen zweete Punkt, dee fir mech awer och wichteg war, datt mer e Lëtzebuerger fonnt hunn, deen den doten Challenge wëllt ugoen. Well ech soen Iech eent: Wa mer natierlech international ausschreiwen, hei hätte mer warscheinlech en Headhunter geholl oder d'Gesellschaft hätt en Headhunter geholl an et hätt een esou e bëssen international gekuckt: Wie fanne mer do?

Mee dat ass jo awer nach méi eng grouss Virwëlztut, wéi wa mer hei ee Mann hunn, deen am Fong seng Erfarunge schonn erwisen huet an och seng Fäegkeete gewisen huet, an den dat dote wëllt, deen Challenge wëllt ugoen, fir dat ze riskéieren, an och nach Lëtzebuerger dobäi ass. Dat gëtt mir op alle Fall méi Berouegung, wéi wa mer einfach international gekuckt hätten, fir do iergendee sichen ze goen, wou mer net gewosst hätten, wat mer kritt hätten.

An ech kann Iech soen: Et gëtt der bestëmmt de Moment genuch, déi sichen, well Dir hutt jo warscheinlech matkritt, wat de Moment am Ausland diskutéiert gëtt! A wa mer iwwer Aiden diskutéieren, ob et elo an Däitschland ass oder a Portugal ... A Portugal huet d'TAP-Personal einfach radikal entlooss! Dir hutt gesinn, datt an Däitschland d'Gewerkschaft Cockpit, d'Gewerkschaft vun de Piloten, fräiwëlleg proposéiert huet, fir sech wärend dräi Méint 30 % vun der Pai kierzen ze loossen - als Gewerkschaft ! -, well se fäerten, datt d'Airline dat Ganzt net iwwerlieft!

An ech mengen, et muss een awer och eng Kéier realistesch sinn a kucken, wéi d'Situatioun de Moment op deem Marché ass a wat ronderëm eis passéiert. An ech mengen, et wier net responsabel gewiescht, wa mer hei déi Gesellschaft laang am Onklore gelooss hätten an dann nach mat internationale Recherchë versicht hätten, iergendeen ze fannen, wou mer net gewosst hätten, wat mer kréien, wou mer e Kandidat op där anerer Säit hunn, vun deem mer wëssen, wat mer un him hunn. Duerfir stinn ech do derzou an duerfir fannen ech och, datt d'Gesellschaft eng gutt Decisioun geholl huet, fir dee Poste mam Gilles Feith ze besetzen.

Voilà! Elo hunn ech Iech gesot, wat ech dovunner halen. Mee ech wollt awer waarden, bis d'Decisioun geholl ass, ier ech Iech meng Meenung och dozou soen, wéi dat sech gehéiert.

Well ech halen näischt dovunner - dat ass eng Traditioun ginn zu Lëtzebuerg -, datt mer andauernd mengen do, wou de Staat Aktionär ass, datt fir all Problem, deen an der Gesellschaft entsteet, direkt jiddweree bei de Staat gelaf kënnt. Dat ass awer deen einfachste Wee, nom Motto: „Kommt, mir gi bei de Staat an da gëtt deen eis erëm e bësse Suen an da kucke mer, datt mer aus dem Misär esou erauskommen!" Et kann net sinn, datt de Staat d'Steiergelder, also dem Bierger seng Suen, an de Grapp hëlt an eppes mécht! Ech mengen, do si mer eis awer alleguerten eens. Da muss e Plang virleien. Dee musse mer an deenen nächste Wochen, bis de Summer op alle Fall, virgeluecht kréien.

An ech sinn och frou, datt déi Decisioun am Verwaltungsrot unanime geholl ginn ass. Et ass jo gëschter unanime am Verwaltungsrot decidéiert ginn; wat e gutt Zeechen ass, mengen ech, fir de Gilles Feith. An ech bleiwen och dobäi. Mir deet et déck, well ech verléieren e gudde Beamten, dee souwisou net nëmme mir gedéngt huet. Hien huet schonn deenen ënnerschiddlechste politesche Faarwe gedéngt, vum François Biltgen bis iwwer ... Beim Dan Kersch war e virdrun. Also, en huet op deene villfältegste Plaze bewisen, wat e kann. An ech wënschen em dofir bonne Chance, well déi brauch en op deem Posten, wou en elo ass.

Dann nach ee Wuert, Här President. Meng Zäit ass zwar schonn ofgelaf. Entschëllegt mech dofir, mee et ass e bësse komplizéiert, e bësse vill ze soen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Se ass scho laang ofgelaf.

M. André Bauler *(DP).*- Är Riedezäit!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo. Ech wollt just nach eppes soen zu der Motioun vun de Piraten an och zu deem Aspekt, deen den Här Back ugeschnidden huet: d'Emweltaspekter, wann et drëms geet, elo d'Aviatioun ëmzestellen.

Ech menge schonn, datt mer solle ganz kloer versichen, déi Aspekter eranzekréien. Et wär falsch, well mer elo an enger Kris sinn, ze soen: „Mir ignoréieren déi nächst Kris, déi riskéiert ze kommen." An ech menge schonn, datt mer bei all deem, wat gemaach gëtt oder och muss gemaach ginn, sollen iwwerleeën, strateegesch gesinn, wéi mer och déi doten Zäitfënster kënnen notzen, fir déi nächst Kris ze anticipéieren. An déi kënnt ganz sécher an der Aviatioun, haaptsächlech am Beräich vu Klimarisiken, déi mer lafen hunn.

Bon, dat gëtt natierlech net einfach. Do soen ech Iech och, do sinn ech éierlech mat Iech: Mir wäerten net vun haut op muer do Wonner bewierken! Mee et gëtt awer Saachen, déi een haut ka maachen, ganz sécher, an déi wäerte ganz kloer och an déi Diskussioun kommen.

Da wollt ech zu der Motioun vum Här Goergen vun de Piraten soen: Bon, eigentlech ass déi Motioun mir sympathesch, well dat entsprécht och menger Meenung. Et ass just deen éischte Punkt. Do verlaangt en en Hëllefsfong fir d'Acteuren aus dem Tourismussecteur.

Wann Der, Här President, erlaabt, géif den Här Delles als zoustännege Minister wëllen zwee Sätz dozou soen. Wéi gesot, fir de Rescht fannen ech, deelen ech dat, wat gréisstendeels hei steet.

Ech soen Iech op alle Fall Merci, fir mer d'Geleeënheet ginn ze hunn, de Mëtteg heizou Stellung ze huelen. A wéi gesot, mir wäerte ganz sécher nach méi wéi eng Kéier hei iwwert dee Sujet schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann zur Motioun, déi den Här Goergen deposéiert huet. Duerfir géif ech dann direkt dem Här Delles, dem Tourismusminister, d'Wuert ginn.

(Interruption par M. Serge Wilmes)

Nee, den Här Wilmes freet nach fir d'éischt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ech wollt nach Parole après ministre!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Parole après ministre zur Aktualitéitsstonn?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo. Merci, Här Minister, fir déi Erklärungen, déi Der eis do ginn hutt. Mir huelen dat och zur Kenntnis. Mee ech mengen awer, wat den Här Wagner gesot huet, ass awer net falsch. Sou, wéi Dir et hei duerstellt, datt déi Beamten, déi Iech do vertrieden, nëmmen handelen, andeems se net géife mat Iech driwwer schwätzen, datt Dir net Bescheed wousst, wann et drëms geet, datt dee wichtegste Poste vun enger Entreprise op eemol nei besat gëtt, dat matzen an enger Kris, dat ass awer trotzdeem schwéier ze gleewen!

Ech soen dat ënnert der Kontroll vun anere Schäfferotsmemberen hei vun der Stad Lëtzebuerg. Mir si jo och Aktionär an Entreprisen. Do hu mir och Beamte sëtzen. Mee wann déi Beamte konfrontéiert si mat enger wichteger strateegescher Fro an enger Personalfro, da froen déi de Schäfferot ëm seng Meenung. Da froen déi de Schäfferot: „Wat solle mir do maachen? Solle mir esou d'Prozedur lancéieren? Solle mir deen doten esou nennen? Wat haalt Dir dovunner?"

Et ass awer héchstonwarscheinlech, datt Dir dat net virdru wousst, zumools et e Beamten ass vun Iech, deen Der selwer nominéiert hat an der Defense, datt Der do net mat informéiert waart, datt Der do ëm Är Meenung gefrot gi sidd, datt Der awer net do hätt kënne soen: „Mee kommt, mir maachen awer elo eng Ausschreiwung!"

Sou wéi Dir dat elo duerstellt, wier dat elo deen eenzege méigleche Kandidat gewiescht, deen et ginn ass um Marché. Eng Ausschreiwung, wat wär den Desavantage gewiescht? Just datt se e bëssen Zäit ... Mee Dir hätt awer anere Kandidaten an dem Här Feith natierlech och eng Méiglechkeet ginn. Well et geet net drëm, fir dem Här Feith seng Kompetenzen ofzeschwätzen. En hätt sech jo och da kënne mellen. Mee anerer hätte sech och nach kënne mellen, déi awer vläicht net méi schlecht gewiescht wären. Et ass awer déi Manéier, wéi et geschitt ass, déi trotzdeem nach ëmmer weider Froen opwërft.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här Wilmes, wann Der gelauschtert hutt, wat ech de Méindeg gesot hunn an och wat ech iwwregens op Är Fro geäntwert hunn: Do soen ech natierlech ganz kloer, datt selbstverständlech déi Beamte mech doriwwer informéiert hunn. An ech hunn Iech och geäntwert, datt ech dogéint näischt anzewenne gehat hätt.

Mee ech muss awer soen: Wann awer een heibannen der Meenung ass, datt mer an Zukunft solle fir all d'Gesellschaften, déi et gëtt, wou de Staat Participatiounen huet, hei richteg grouss schéin Debatte féieren, wat d'Strategie ass vun de Verwaltungsréit, firwat datt deen een dohinner kënnt an deen aneren dohinner kënnt, also da muss ech Iech soen, da wënschen ech eis awer alleguerte ganz bonne Chance!

Well Dir musst jo awer verstoen - jo, mee Dir kënnt de Kapp réselen -: Hei geet et jo awer och ëm d'Interna vun der Gesellschaft. Hätt Der gär, datt ech Iech soll d'ganz Interna vun der Gesellschaft hei zitéieren op der Chamberstribün?!

Mee wann Der dat gären hätt, ech soen Iech: Do sinn ech fundamental anerer Meenung wéi Dir! Do sinn ech fundamental anerer Meenung! An ech weess genau, firwat ech fundamental anerer Meenung sinn. An ech wëll Iech och nach soen: Wann dat esou wär, wéi Dir dat sot, da wär dat jo och an der Vergaangenheet gemaach ginn, well et ass jo net deen éischte Staatsbeamten, dee mer un d'Spëtzt vun enger Airline nennen.

Ech wëll Iech drun erënneren: Bei der Cargolux, du war ech net an der Regierung, do ass och e Staatsbeamte genannt ginn. Do kann ech mech net erënneren, datt hei an der Chamber eng Debatt war virdrun, wou mer am Detail iwwert d'Strategie geschwat hu vun deem Beamten a firwat deen dohinnergeet. Dat war den Här Reimen deemools, deen ass CEO vun der Cargolux ginn, an en ass duerno erëm zréckgewiesselt bei de Staat. Mir kéinte jo emol eng Kéier driwwer … Mee ech wëll net déi Vergaangenheet ... Et interesséiert mech eigentlech guer net.

Ech muss Iech et soen: Ech stinn do derzou, datt ech et wierklech net opportun fannen, datt mir Detailer iwwert d'Interna vun enger privatrechtlecher Gesellschaft, déi esou eng strateegesch Wichtegkeet huet wéi d'Luxair oder de LuxairGroup, hei an enger ëffentlecher Plenière soen.

Mir kënnen iwwert déi grouss Linnen diskutéieren, wat mer jo och hei gemaach hunn haut, mee net iwwer Personalfroen, firwat deen een an net deen aneren. Well da misst ech Iech elo déi ganz Personaldossieren heihinnerleeën. Da misst ech Iech jo nach ganz aner Saachen heihinnerleeën. Dat maachen ech awer net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Tourismusminister wéinst der Motioun vum Här Goergen.

Motion 1

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President. Ech géif proposéieren … Ech mengen, esou wéi den Här Bausch scho gesot huet, sinn d'Consideranten natierlech ganz richteg; deen zweete Punkt vun der Motioun, wou et ëm d'Suergen ëm de Konsumenteschutz geet, natierlech, well et ass jiddwereen domat averstanen.

Et ass just bei deem éischte Punkt, wou ech géif soen: Den Tourismussecteur, esou wéi en hei definéiert ass, mengen ech, ass méi breet wéi dat. Et sinn nach vill méi Acteuren do dran. Natierlech muss een do hëllefen.

Ech géif Iech proposéieren, déi Motioun hei un d'Tourismuskommissioun ze verweisen an do eng Kéier méi breet den Debat doriwwer ze féieren. Ech mengen, et géif ze wäit féieren, fir dat hei bei enger Motioun opzemaachen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord, mat dem Accord vum Auteur, fir d'Motioun 1 an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun 1 an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics et à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme.)

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Da géif ech dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Motioun hannerleeën, fir iwwert d'OMS ze schwätzen an ze diskutéieren.

Dem Här Asselborn säin Amtskolleeg, de franséischen Ausseminister, huet an dem Senat de Fonctionnement kritiséiert an d'Aart a Weis, wéi d'OMS géif fonctionéieren, an och wéi d'OMS bei dëser Epidemie oder Pandemie, déi mer hunn, virgaangen ass, an dass et wichteg wier, dass do d'UNO an och d'OMS selwer eng Analys géife maachen iwwer hire Fonctionnement.

En anert Land, wat mer alleguerte kennen, wou mer jo am November op Ännerungen hoffen, déi hunn einfach opgehalen ze bezuelen. Déi hunn einfach decidéiert: „Mir bezuelen näischt méi bei d'OMS."

An dofir géif ech am Numm vun der CSV eng Motioun hannerleeën, dass mer eng Kéier doriwwer diskutéieren, wéi mir de Fonctionnement an d'Zesummenaarbecht bei der OMS gesinn.

Wéi soll et virugoen? Misst do net eng Analys gemaach ginn? Misst een do net och iwwert de Beobachterstatut vun Taiwan diskutéieren, dee se ëmmer haten? Taiwan, déi och, an den Här Bausch weess et ganz gutt, reegelméisseg um Flughafe Lëtzebuerg landen.

Misste mer och net driwwer diskutéieren, wéi een d'OMS aneschters kann opstellen, dass d'OMS erëm méi proaktiv ka virgoen? Och wa mer elo bei dëser Pandemie hoffentlech gläich derduerch sinn, et ass keen, deen eis garantéiert, dass net nach eng Kéier eng aner zréckkënnt.

An dofir géife mer gären eng Kéier mam Ausseminister driwwer diskutéieren, wéi een d'OMS kann aneschters opstellen, fir dass do eng Analys vun der OMS selwer gemaach gëtt - dat ass eppes, wat am franséische Senat och schonn diskutéiert ginn ass - an dass mer do eng Debatt derzou féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le Ministre français des Affaires étrangères a critiqué, lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat français, « un manque de réactivité, d'autonomie par rapport aux États, peut-être un manque de moyens de détection, d'alerte et d'information, de capacité normative » dans le fonctionnement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le cadre de sa gestion de la crise du coronavirus ;

- considérant que, pour Paris, les précités « manques » ne constituent « pas automatiquement la responsabilité des acteurs de l'OMS » ;

- considérant que le 14 avril, les États-Unis ont annoncé la suspension de leur contribution au budget de l'OMS tout en accusant l'organisation d'avoir commis des erreurs dans la gestion de la pandémie de Covid-19,

invite le Gouvernement

- à œuvrer au sein des Nations Unies et de l'OMS en faveur d'une analyse objective des « manques » présumés de cette dernière dans le cadre de la gestion de la crise du coronavirus (Covid-19) ;

- à insister par la suite à la mise en œuvre des conclusions de la précitée analyse objective ;

- à se joindre à la France et à d'autres États membres de l'OMS pour reconstruire un « multilatéralisme de la santé » face aux potentielles futures pandémies.

(s.) Marc Spautz, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Aly Kaes, Viviane Reding.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

4. 7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Da kéime mer zum zweete Punkt vun haut, dat ass de Projet de loi 7470 iwwert d'Restrukturatioun vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen elo op relativ kuerz an einfach Manéier, Iech dëse ganz technesche Projet de loi, also d'mëndlech Versioun vu mengem Rapport, ze presentéieren.

Ëm wat geet et?

Et geet drëm, fir der Chambre des Métiers et ze erlaben, de Modus vun hire Cotisatiounsberechnungen ze adaptéieren, fir se méi equitabel, wéi dat an den Texter steet, dat heescht, méi gerecht a méi fair ze maachen.

Zum aktuelle System: All Entreprise, déi autoriséiert ass, en Handwierk auszeüben, ass obligéiert, all Joer eng Cotisatioun un d'Chambre des Métiers ze bezuelen. Do gëtt et u sech dräi Motivatiounen, dräi Punkten, dräi Objektiver, déi domat viséiert sinn.

Et ënnersträicht net nëmmen d'ganz Ënnerstëtzung, déi d'Chambre des Métiers dem Entrepreneuriat en général gëtt, mee et geet och drëm, fir d'Finanzlaascht vun notamment deene jonken Entreprisë beim Betribsufank erofzesetzen; an do denkt een natierlech gläich un d'Startuppen, mee och derniewent un d'PMEen, déi Kleng- a Mëttelbetriber. Dat ass u sech den éischten Objektiv.

Dat Zweet ass, fir matzehëllefen, d'Chambre de Commerce (veuillez lire: d'Chambre des Métiers) nach méi performant a méi effikass ze maachen. Dir wësst, si verdeedegt de Secteur no bausse bei allen Instanzen. Si mécht Consultatioun, si mécht Formatioun a si gëtt hire Memberen e ganze Koup Hëllefen.

An dat Drëtt ass - an dat ass spannend, dat ass ganz in extenso am Rapport developpéiert an och am Projet -, fir e System hinzekréien, fir verschidden Entreprisen, déi elo Weltmeeschter si fir Finanzstrukturen oder -konstrukter, wéi een dat béiswëlleg nennt, ze empêchéieren, dass déi laanscht d'Bezuele vun der Cotisatioun kommen. Dat ass u sech d'drëtt Motiv vun dëser Adaptatioun.

Wat soll dann elo geännert ginn?

Bis elo besteet bei der Berechnung vun deene Cotisatiounen een eenzege Krittär, an dat ass de Montant vum Bénéfice commercial avant impôts, also imposable. Dofir, an dat ass déi grouss Ännerung hei derbäi, gëtt elo proposéiert, fir niewent dem Bénéfice commercial en zweete Krittär anzeféieren, an dat ass d'Unzuel vun de Betribsmataarbechter, vun de Salariéen. An déi fält elo mat an d'Assiette fir d'Berechnung.

Also soll an der Zukunft dës Cotisatioun aus zwou Partië bestoen, enger Quote-part A, wou dann de Bénéfice commercial consideréiert gëtt, an enger Quote-part B, déi eeben d'Zuel vun de Mataarbechter consideréiert.

Wichteg an dësem Kontext sinn zwou Saachen nach ze signaliséieren:

Wéi de Projet de loi deponéiert ginn ass, ass direkt och e Projet de règlement grand-ducal deposéiert ginn, deen och scho vum Staatsrot aviséiert ass. An an deem Règlement grand-ducal sinn e ganze Koup Tranchë fixéiert, déi d'Montante par rapport zu der Zuel vun de Mataarbechter ganz genau berechnen, fir dass een, wéi gesot, dee Moment déi richteg Zuelen erausgëtt, wat dat soll koordinéieren, fir déi Quote-part richteg ze berechnen.

Dann en zweete Punkt, deen een och muss ervirhiewen: Déi Quote-part B gëtt indexéiert.

Wat ass elo d'Plus-value vun dësem neie Gesetz?

Et geet drëm - an ech ënnersträichen et nach eng Kéier -, fir jonken Entreprisen a spezifesch de PMEen eng finanziell Entlaaschtung ze bréngen, fir dass se dee Moment manner Cotisatioune musse bezuelen. Dat heescht, déi kleng, duerch de Fait vun dem Krittär vun der Zuel, manner, an déi grouss Entreprisë mat ville Mataarbechter, déi musse méi bezuelen. An dat gëtt u sech eng finanziell Solidaritéit, déi begréissenswäert ass.

Elo zur Prozedur. De Projet de loi, deen huet een Artikel, dee soll awer d'Artikelen 21 an 22 vun dem Organisatiounsgesetz vun der Chambre des Métiers - an am Titel steet och d'Chambre de Commerce - ëmänneren. An deen ass de 14. August 2019 vum zoustännege Minister Lex Delles deponéiert ginn.

Den éischten Avis vun der Chambre des Métiers - déi ware wierklech extreem schnell - ass schonn den 2. August 2019, dat heescht virum offiziellen Depot, erakomm. Déi hu schonn dunn den Accord ginn.

Den éischten Avis vun der Chambre de Commerce koum am Oktober, de 25. Oktober 2019. Dee war méi kritesch, haaptsächlech par rapport zu der Quote-part B. Dat hu se net esou gutt fonnt a si hu sech och opposéiert zu där Indexatioun vun der Quote-part B.

Den éischten Avis vum Staatsrot koum den 10. Dezember 2019. De Staatsrot huet ganz akribesch sougutt de Projet de loi wéi de Projet de règlement analyséiert. De Staatsrot huet eng Serie vu Propositions de texte gemaach. Mee en huet awer och zwou Opposition-formellë gemaach zu den Artikelen 21 an 22.

D'Motivatioun - eppes, wat eis och alleguerten hei als grouss Verfechter vun den Institutioune muss direkt beréieren - ass, dass de Pouvoir réglementaire originaire vum Grand-Duc géif ënnergruewe ginn duerch d'Formulatioun, an ech zitéieren hei: « Règlement grand-ducal pris sur proposition de la Chambre des Métiers ». Et ass net de Grand-Duc selwer, mee, wéi gesot, d'Handwierkerkummer selwer géif deen Droit de proposition ausüben. Dat ass net konform zu eisem System. Fin de citation.

Den 3. Februar 2020 hu mer an der Commission des Classes moyennes et du Tourisme Amendementer ugeholl, fir de bestëmmten Avisen an notamment de Kriticke vum Staatsrot Rechnung ze droen. Duerno huet d'Chambre des Métiers an hirem zweeten Avis vum 25. Februar hiren Accord oprechterhalen. An den Dag duerno, de 26. Februar 2020, huet d'Chambre de Commerce awer och virun hir Retizenzen an hir Kriticken oprechterhalen.

Den 10. Mäerz dëst Joer huet de Staatsrot déi zwou Opposition-formellen opgehuewen an dem Projet gréng Luucht ginn.

Den 29. Abrëll 2020 huet d'Fachkommissioun mech als Rapportrice designéiert an dee selwechten Dag ass à l'unanimité de Rapport ugeholl ginn. Fir weider Detailer vun deem héichtechnesche Projet hei verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt de Membere vun der Fachkommissioun en häerzleche Merci soen. Mir hunn extreem schnell hei geschafft. Et hat all Mënsch eng ganz konstruktiv Positioun. An ech wëll awer och dem Här Timon Oesch, der Madamm Lynn Strasser an dem Christian Lamesch häerzlech Merci soen, well, wéi gesot, mir hunn eis alleguerte getommelt mat der gudder Hëllef vun der Ekipp vum Minister, fir dat hinzekréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, jonk Entreprisen, notamment PMEen a Startuppen, ginn hei finanziell entlaascht. Et gëtt méi Equitéit, méi Fairness an, wéi gesot, ech hunn den Term gebraucht vun enger finanzieller Solidaritéit, déi tëschent de Ressortissantë vun dem ganze Secteur ageféiert gëtt. Dat kann een nëmme begréissen.

Ech géif Iech alleguerten ëm massiv Ënnerstëtzung bieden an ech bréngen natierlech mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut de Projet de loi 7470 zu de järleche Cotisatioune fir d'Chambre des Métiers, déi all Entreprise hei am Land muss bezuelen.

Als Éischt soen ech emol der honorabeler Deputéiert Madamm Simone Beissel e ganz grousse Merci fir de gudden a ganz klore Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass eng staark a performant Handwierkskummer ganz am Sënn vum Secteur ass, och vis-à-vis vun eis alleguerten. Mat den ekonomeschen Erausfuerderungen, déi an nächster Zäit op d'Betriber duerkommen, ass et vun immenser Wichtegkeet, dass si et mat enger Kummer ze dinn hunn, déi e staarke Vertrieder vun hiren Interêten ass.

Ee vun den Objektiver vum Projet, an d'Madamm Rapportrice huet dat och gesot, war et och sécher, kreativ Käpp drun ze hënneren, hir Gesellschaft esou ze strukturéieren, dass d'Cotisatiounsflicht eigentlech ëmgaange gëtt. D'Zil vum Projet war et och, fir dës Käschte méi gerecht ze verdeelen, soudass besonnesch kleng Betriber, wéi gesot, an déi, déi hir Aktivitéit och grad eréischt lancéieren, solle manner belaascht ginn. Grad an dëse Krisenzäiten ass dat eng wichteg Mesure, och wann, an do si mer eis och eens, et sech hei net ëm ganz grouss Montanten dréit.

An déi Richtung ginn och verschidden Dispositiounen, déi zum engen ee méi gerechte Rechemodus sollen hunn. Dofir gëtt eeben net méi just de Bénéfice commercial gekuckt, fir de Bäitrag festzesetzen, also d'Quote-part A, mee och den Effektiv vun de Salariéen, d'Quote-part B. Dat mécht de Modus vläicht méi komplex, mee, wéi gesot, och méi gerecht. A mir begréissen absolutt dës Ännerungen am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Betriber.

D'Handwierkerkummer huet dëse Projet positiv aviséiert, genausou wéi och de Staatsrot, nodeems da seng Observatiounen ugeholl an am Text verschafft gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt just eng, zwou kleng Bemierkungen.

Wéi d'Chambre de Commerce an hirem Avis bemierkt huet, ginn heimadder weider Differenzen zu de Berechnungssystemer tëschent den zwou Kummeren agefouert. Weiderhi gëtt an dem Avis d'Indexatioun vun der Quote-part B kritiséiert. Eng änlech Indexatioun gëtt et jo bei der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce esou net, a wär an den Ae vun der Chambre de Commerce och net opportun fir eng Handwierkerkummer.

Am Commentaire zu den Amendementer gëtt geschriwwen, eng Harmonisatioun vun de Chambere wär net néideg. Dofir wollt ech awer och de Minister Delles froen, wéi ganz kloer do d'Positioun vun der Regierung ass, ob dat och déi Positioun mëttel- a laangfristeg wäert sinn. Ech erënneren drun, do stoung jo emol eng Kéier - och vum Minister Schneider - eng méiglech Fusioun am Raum. Mee vläicht wier et och net schlecht, vum Mëttelstandsminister do eng kloer Positioun vun der Regierung gesot ze kréien.

An da wier et och vläicht net onnëtz, fir no enger Zäit eng Bestandsopnam ze maachen, well et ka jo och net sinn, dass déi eng bezuelen, dass déi eng sech dorunner halen, an anerer sech do dervir drécken.

Mee fir de Rescht fënnt dat hei absolutt eis Zoustëmmung. An ech ginn dann och am Numm vun der CSV den Accord zu dësem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eischen. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Dem Rapport vun der Madamm Beissel ass am Fong näischt méi bäizefügen, dee war esou am Detail. Ech wëll hir dofir och Merci soen. Mir maachen hei eng gutt Saach. An dofir bleift mer näischt aneres iwwreg, wéi och den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Beissel fir den explizitte Rapport. Ech muss soen, mir sinn immens frou, dass justement dëse Gesetzesprojet déi jonk Entreprisen ënnerstëtzt, mee net nëmmen, och déi méi Kleng- a Mëttelentreprisen, andeems hinne gehollef gëtt, well déi Chargen an deem Sënn reduzéiert sinn.

(Interruption)

Et ass e kuerzen, awer och effektiv zimmlech technesche Projet, wéi et scho gesot gouf, mee virun allem ass dat awer e ganz gerechte Projet. E bréngt wierklech Gerechtegkeet mat sech, well et kann net sinn, datt ëmmer nëmmen déi grouss Konzerner, soen ech elo emol, duerch international Finanzkonstrukter profitéieren, fir hir Käschten a Chargen esou erofzedrécken an an deem Sënn eng deloyal Konkurrenz vis-à-vis vun deene méi klengen an de jonken Entreprisen hunn.

Voilà! An deem Sënn, dat gesot, ginn ech heimadder och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Rapportrice merci fir hire Bericht. A vun eiser Säit aus och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat heiten och mat, awer net ouni derlaanscht ze kommen, awer zwou, dräi Remarken ze maachen, wat eis besonnesch erfreet un deem Projet.

Dat Éischt ass: D'Chambre des Métiers - an net d'Chambre de Commerce; heiansdo ass dat am soss ganz gudde mëndleche Rapport vun der Rapportrice virdru verwiesselt ginn - kënnt zu enger wichteger gesellschaftlecher Konklusioun, nämlech datt déi breet Schëllere méi droe solle wéi déi schmuel Schëlleren. An dee System, dee virdrun do war, huet nämlech derzou gefouert, datt déi schmuel Schëllere méi gedroen hu wéi déi breet Schëlleren.

Duerfir ass et eng Demande vun der Chamber selwer gewiescht, fir dee Cotisatiounssystem ze änneren. An et erfreet mech besonnesch elo an dëser Zäit, wou awer d'Diskussioun an deene leschte Wochen e bëssen héichgekacht ginn ass iwwert déi sougenannte „breet Schëlleren", datt d'Chambre des Métiers dat dann awer och esou gesäit.

Dat Zweet, wat mech och ganz erfreet, dat ass eng weider Erkenntnis vun der Chambre des Métiers, déi nämlech den Index aféiert an hirer Cotisatiounsberechnung, nämlech am Modell B. Och do si mer frou, datt d'Chambre des Métiers vu Positiounen, déi se emol an der Vergaangenheet viru Joren hat, nämlech den Index a Fro ze stellen, ganz wäit ewech ass an elo selwer bei hiren eegene Cotisatiounen den Index aféiert. Dat gefält eis als Lénk natierlech och ganz besonnesch.

An an Zukunft kënne mer den Ënnerscheed ganz einfach maachen: D'Chambre des Métiers, dat sinn déi mam Index, an d'Chambre de Commerce, dat sinn déi ouni Index.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir droen dee Projet hei mat, well en, wéi de Marc Baum dat richteg ausgedréckt huet, weist, datt déi méi breet Schëlleren och méi droe kënnen an och méi droe sollen. Wat eis awer net dovunner ofhält, fir dach mat deem System vun de Chambre-professionnellen, wéi et se haut nach ëmmer gëtt, a mat der Zwangsmemberschaft wëllen ze briechen.

Mir sinn der Meenung, datt et eng Liberté d'association gëtt. Mir sinn der Meenung, datt et jiddwerengem, och Gerantë vu Betriber, och Independanten, och Handwierker, muss fräistoen ze entscheeden, ob se wëlle vun enger Institutioun vertruede ginn oder net.

Et ass nun emol esou, dat wëll ech net schlechtschwätzen: D'Chambre-professionnellë maache gréisstendeels eng gutt Aarbecht. Mee et sinn ëmmer erëm verschidden Entreprisen, déi sech net representéiert fillen, déi sech och ënner kengem vun deene Systemer wäerte representéiert fillen! An déi gi gezwongen, fir eng privatrechtlech Institutioun ze finanzéieren iwwert d'Gesetz, iwwert d'Steiere gëtt dat agedriwwen, fir eppes, wouvu se entweeder vläicht guer net profitéieren, vläicht guer net wëlle profitéieren oder schlussendlech och net kënne profitéieren.

Deementspriechend ass et fir eis eng Prinzippiefro. Mir fannen et gutt engersäits, datt mer hei e méi gerechte System kréien, wou déi Déck méi droe wéi déi méi Dënn. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen: Sinn dës Zwangsmemberschaften an enger Chambre professionnelle nach zäitgemëiss an Zäiten, wou mer ëmmer méi Entreprisen an Independanten hunn, déi vläicht guer net méi kloer der Chambre de Commerce oder der Chambre des Métiers zouzeuerdne sinn? Wou den eenzegen Ënnerscheed, firwat se an déi eng oder an déi aner Chamber affiliéiert ginn, dora läit, ob se e Meeschterbréif hunn oder ob se sech mat enger Première selbststänneg gemaach hunn, ob se also aus dem klasseschen Ausbildungswee kommen oder aus engem Secondaire classique, wéi e fréier geheescht huet.

Ech mengen, datt déi Fro, wien a wéi enger Chamber ass, op de Leescht gehéiert an datt een dann och d'Fro muss stellen: Brauche mer nach déi Zwangsmemberschaft an dëse Chamberen?

Mir si fir de fräie Choix. Netdestotrotz wäerte mer dat heite matstëmmen. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt froen, ob den Här Clement dermat d'accord wär, datt ech em eng Fro ze stellen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Natierlech, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Meng Fro wier - Dir schwätzt vun der Zwangsmemberschaft -, ob Der och der Meenung sidd, datt déi Zwangsmemberschaft bei der Chambre des Salariés an der Chambre des Employés et Fonctionnaires publics a Fro misst gestallt ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Gibéryen, dat ass eng ganz schéin an et ass awer och eng ganz heimtückesch Fro, déi Der mer do stellt, well een domadder nämlech, wann een dat bis un d'Enn géif denken, och nach eng Kéier kéint a Fro stellen, ob d'Biergerinnen an d'Bierger iwwerhaapt kënne gezwonge ginn, un de Wale fir d'Chamber hei deelzehuelen. An da si mer bei der Walflicht. An deementspriechend, mengen ech, sollt een d'Reform vun all deene Chamberen, och vun der Chambre des Salariés, muss ech awer soen, nach eng Kéier op de Leescht huelen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat do ass dach egal wat als Äntwert! Lies emol däi Gesetz!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Lies emol däi Gesetz vun 1924!

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Elo huet den Här Mëttelstandsminister d'Wuert, den Här Lex Delles.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Spautz, Dir hutt ausnamsweis eng Kéier Recht.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, mengen ech, dass verschidde Propositiounen, wéi se heiansdo och kënne ganz gutt hei kléngen, awer heiansdo kënne vill méi wäitgräifend Repercussiounen hunn, wéi ee sech dat vläicht den éischte Moment ka virstellen. An ech mengen, Här Clement, Dir hutt grad selwer gewisen, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Sou wéi der Regierung hir Texter heiansdo.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- … dass et also ganz wäit ka goen, wann een eng Fuerderung op engem klenge Punkt mécht. A mir sinn et grad vum Här Gibéryen elo nach eng Kéier gewuer ginn.

Loosst mech fir unzefänken der Madamm Beissel villmools Merci soe fir dee ganz gudde Rapport. En ass ganz komplett. Ech mengen, vill méi an den Detail ze goen, wéi d'Madamm Beissel dat elo grad hei gemaach huet, brauch een am Fong schonn net.

Et ass gesot ginn: Mir komme vun engem Modell, wou et just eng Quote-part gouf, déi sech baséiert huet op de Berechnungsmodus, deen de Benefiss viru Steiere matgeholl huet, op e System, wou mer also zwou Quote-parten hunn, fir eebe grad, an ech mengen, et ass vun all menge Virriedner gesot ginn, deene verschiddene Konstruktiounen, déi ee sech kann opbauen, entgéintzewierke mat enger Quote-part A a mat enger Quote-part B.

E ganz wichtege Volet ass eebe grad, dass jonk Entreprisen - an och hei gesinn ech, dass et d'Unanimitéit huet - heiduerch méi gestäerkt ginn, op där anerer Säit grad déi ganz Klengan déi Mëttelbetriber och hei gestäerkt ginn, wa mer vu 76 % vun de Membere vun der Chamber schwätzen, wat ganz kleng Entreprisë sinn, bis Mëttelentreprisen, wat eng 16 % ausmaachen. Et gesäit een also hei, dass d'Mass manner cotiséiere wäert, an op där anerer Säit awer déi grouss Entreprisen an dësem Fall wäerte méi cotiséieren.

Loosst mech op dëser Plaz nach all de Riedner eng Kéier e grousse Merci soen. Ech ginn nach eng Kéier op d'Fro vum Här Eischen an, deen d'Fro gestallt huet, ob d'Regierung fir eng Fusioun vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ass. Nee, dat ass se net! Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dass zwou Chamberen zesummeschaffen. A mir si schonn eng Zäit laang amgaangen, d'Chambere beieneenzeféieren, wou et Sënn mécht.

Virun e puer Méint ass jo nach den Accord ënnerschriwwe ginn, dass am House of Entrepreneurship méi enk zesummegeschafft gëtt. D'House of Entrepreneurship ass e One-Stop Shop fir den Entrepreneur. An den Entrepreneur, do ginn ech och dem Här Clement Recht, dee mécht d'Differenz besonnesch net am Ufank, wann en eng Autorisatioun freet, tëschent: „Gehéieren ech der Chambre des Métiers un oder gehéieren ech der Chambre de Commerce un?" Dofir ass et wichteg, dass een an deene Punkten, zum Beispill wat d'Entrepreneuriat ugeet, enk zesummeschafft. Dofir, d'House of Entrepreneurship, wat zwar vun der Chambre de Commerce amplaz gesat ginn ass, huet awer elo eng ganz enk Zesummenaarbecht eeben och mat der Chambre des Métiers, wou se also One-Stop Shop reell kënnen ubidden.

Op där anerer Säit ginn et awer nach eng Rëtsch vun anere Projeten, wou d'Chambre des Métiers zesumme mat der Chambre de Commerce oder d'Chambre de Commerce zesumme mat der Chambre des Métiers schaffen am Sënn vum Entrepreneuriat. An ech mengen, dat kënne mer alleguerten heibannen nëmme begréissen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7470 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7470. Den Text steet am Document parlementaire 7470[7].

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique. D'Ofstëmme fänkt un.

Wie wëllt e Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi 7470 ass dann domadder mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a mat kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7470 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 7544. Dat ass eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Projet de loi 7544. D'Zil vun deem Projet de loi ass et, fir Eltere vu Kanner tëschent 13 an 18 Joer, déi d'Allocation spéciale supplémentaire nom Artikel 274 vum Code de la sécurité sociale kréien, also virun allem Kanner mat enger Behënnerung, e Recht op Congé pour raisons familiales ze ginn, an dat och ouni dass d'Kanner mussen hospitaliséiert sinn.

Effektiv ass de Congé pour raisons familiales esou gereegelt, dass ee jee no Alterskategorie vun de Kanner e gewëssene Contingent vun Deeg huet fir de Fall, wou d'Kand krank ass an ee vun den Elteren da muss doheem bei him bleiwen.

Fir Kanner tëschent 13 an 18 Joer, do kritt een dee Congé just ënnert der Konditioun, dass d'Kand am Spidol ass, well een dovunner ausgeet, dass an deem Alter d'Kanner och missten doheem eens ginn, wann net ëmmer en Erwuessenen déi ganzen Zäit do ass.

Et ka jiddwerengem aliichten, dass dës Reegelung bei de Kanner mat engem Handicap awer zu ganz schwieregen an ingerabele Situatioune ka féieren. Vill vun hinne kënnen eeben net eleng bleiwen a brauche wuel och d'Presenz vun engem Erwuessenen, wa se krank sinn. An duerfir och dës Ännerung.

Gläich am Ufank vum Lockdown, wéi en esou schéi genannt gëtt, nodeems d'Schoulen, d'Maison-relaisen, d'Centres de compétence an och déi spezialiséiert Strukturen zougemaach gi waren, huet d'Regierung ganz kuerzfristeg a richteg reagéiert, fir dee Problem ze léisen, an huet opgrond vum État de crise de 25. Mäerz 2020 e Reglement geholl, dat dës Condition d'hospitalisation fir Kanner mat enger Behënnerung iwwer 13 Joer erausgeholl huet. Dës Bestëmmung soll och elo iwwert den État de crise onbedéngt bestoe bleiwen. An duerfir huet d'Regierung och dee Projet de loi hei elo nogereecht.

Dass d'Condition d'hospitalisation fir Kanner mat enger Behënnerung e Problem duerstellt an opgehuewe soll ginn, war scho virun der Pandemie bekannt, well de Projet de loi 7489 gouf am Oktober d'lescht Joer deposéiert an huet ënner anerem als Objet, fir genau dës Dispositioun, vun där mer haut schwätzen, ze redresséieren.

De Projet de loi gesäit awer och nach weider Ännerunge vir a muss nach weider preziséiert ginn. E muss deementspriechend och ugepasst ginn. Dofir ass elo hei en extrae Projet de loi gemaach ginn, fir dann där Situatioun hei vun de Kanner tëschent 13 an 18 Joer mat engem Handicap och gerecht ze ginn.

De Projet de loi gouf de 27. Mäerz deposéiert. Et gouf Avise vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot. De Rapport gouf den 22. Abrëll ugeholl. Et gouf vun deenen eenzelne Chambere keng grondleeënd Kriticken a Commentairen zum Projet de loi. An der Kommissioun gouf et eng ganz Rei vu gudden a pertinente Remarken, déi och zum Deel vum Ministère a vum Minister iwwerholl goufen an déi och den Text verbessert hunn.

Merci jiddwerengem, deen un der Mataarbecht vun dësem Projet gutt matgeschafft huet. Ech ginn heimat dann och den Accord vun der LSAP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir seng Ausféierungen. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, dass dat elo definitiv an d'Aarbechtsrecht ageschriwwe gëtt fir alleguerten déi Leit, déi vum Handicap betraff sinn.

Ech wëll awer nach eng Kéier eppes heibanne soen, wat ech och an der Kommissioun gesot hat a wat mer och nach de Moien an der Familljekommissioun zur Diskussioun haten: Mir hunn och Leit mat engem Handicap, déi e bësse méi al si wéi déi 18 Joer, mee dat fält dann net ënnert d'Bestëmmunge fir den Här Kersch. Dat ass dann en anert Gesetz, wou mer eng Adaptatioun musse maachen. Mee fir och nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass mer fir déi Leit, déi en Handicap hunn, a well d'Strukturen de Moment zou sinn, déi och doheem bleiwen, och eppes musse maachen, fir deene Leit déi Hëllef kënnen ze ginn, well och déi musse versuergt ginn an dësem Fall, soulaang d'Strukturen zou sinn.

Awer fir de Rescht merci dem Rapporter. Merci, dass dat Gesetz ugeholl ginn ass. A wat nach pertinent ass: Et sinn och Avise vun de Beruffschamberen do, well d'Beruffschamberen, dat ass eng gutt Saach, an déi si gereegelt vum Gesetz vun 1924. An et ass och ganz gutt, dass et déi gëtt, well do kann ee ganz vill léieren, wéi och d'Prozedur ass bei engem Gesetz an och wat alles mat dran ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, am Numm vun der Demokratescher Partei soen ech och dem Här Engel Merci fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. Deem Rapport ass d'ailleurs näischt bäizefügen. An ech ginn dofir och den Accord zu deem Projet de loi vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- E Merci fir de Rapport un de Georges Engel. Ech mengen, et ass eng kloer Situatioun, wou mer de Leit sollen derzou verhëllefen, dass se net an Nout kommen. Si si genuch gedréckt an hirer Situatioun, wa se mat engem behënnerte Mënsch zesummeliewen. Ech ginn duerfir och evidemment den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Mercie vu menge Virriedner uschléissen an den Accord vun eisem Grupp bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, ech wéilt vläicht am Numm vun der Regierung all deene Leit Merci soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn. Et huet misse séier goen. Mir setzen hei eppes ëm, wat mer an engem Règlement de crise wärend dem État de crise elo scho fonctionéiere loossen. Mee et geet hei drëms, dass mer eebe keng Lächer kréien an dass mer direkt nom État de crise mat där nämmlechter Mesure kënne weiderfueren.

Duerfir e grousse Merci jiddwerengem, dee matgeschafft huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7544 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7544. Den Text steet am Document parlementaire 7544[4]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appell nominal fir de Vote par procuration.

D'Ofstëmme fänkt un. Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Här Gast Gibéryen, Dir wielt par Procuratioun fir ...?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här President, mäin Apparat ass net gaangen, ech wiele fir mech selwer.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mat Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. De Projet de loi 7544 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou, datt, mengen ech, déi lescht Wochen a Méint e gewëssenen Duuscht an der Zivillgesellschaft entstanen ass, fir méi aktiv agebonnen ze ginn an de Plan de sortie, net nëmmen an de Plan de sortie vum Deconfinement, mee och an de Plan de sortie aus enger Kris, déi sech der Kris vum Covid-19 uschléisst.

Net méi spéit wéi haut hunn eng Rëtsch Gewerkschaften da Satisfaktioun kritt, andeem se muer vun der Regierung empfaange ginn, soudatt kee ka soen, d'Regierung géif net op se lauschteren.

Ech stelle mer awer d'Fro, ob et net och un dësem héijen Haus wär, fir d'Zivillgesellschaft méi ze implizéieren, wann et drëm geet, fir hei iwwert déi kommend Kris an iwwert déi nach aktuell Kris ze diskutéieren.

Deementspriechend deposéieren ech elo eng Resolutioun, déi virgesäit, e Rapport spécial ze etabléiere mat de Pläng, net nëmme vun der Zivillgesellschaft, mee vun allen an der Chamber vertruedene Parteien, an dat op Basis vun der Abannung vun de Commission-parlementairen, déi sollen explizitt kënnen Auditionpublicke maachen, esou wéi et an eisem Reglement virgesinn ass, fir esou och als Chamber d'Zivillgesellschaft anzebannen an déi Prozedur vun engem Plan de sortie vun enger Kris, fir esou ze weisen, datt mer net nëmmen ënner eis, am Elfenbeintuerm diskutéieren, mee datt mer d'Ängschten, d'Suergen an och d'Meenunge vun de Biergerinnen a Bierger ganz eescht huelen, op se lauschteren, mat hinne schwätzen an esou dann och e kohärenten a komplette Rapport kënne maachen, iwwer wéi mer plangen, dës Kris ze meeschteren.

Et gëtt gesot: „D'Krise sinn d'Zäit vun der Exekutiv." Jo, wärend der Kris! No der Kris muss d'Legislativ hir Aarbecht awer erëm ophuelen. An dat heiten ass a mengen Aen eng Brique, fir dës Aarbecht op e gesond Fundament ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- et besteet eng grouss Demande säitens den Deputéierten no enger klorer Kommunikatioun vun de Krisemesurë vun der Regierung;

- et besteet eng grouss Demande säitens der Zivillgesellschaft, fir méi an de Krisemanagement vun der Regierung a vun der Chamber agebonnen ze ginn;

- datt d'Abezéie vun der Zivillgesellschaft an d'parlamentaresch Aarbecht eis Demokratie stäerke kann;

- datt den Artikel 22 vum Chambersreglement virgesäit, datt d'Kommissiounen d'Méiglechkeet hunn, Auditions publiques ze organiséieren.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Deputéiertechamber:

1. ënnert dem Abanne vun alle mat der Coronakris befaasste Chamberskommissiounen, ee Rapport spécial ze veröffentlechen, deen op d'Pistes de sortie de crise souwéi op d'Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, ageet;

2. virun der Veröffentlechung vum Rapport spécial eng global oder méi eenzel Auditions publiques ze organsiéieren;

3. d'Zivillgesellschaft am Kader vun dësen Auditions publiques ze héieren.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Wann ech richteg verstanen hunn, soll déi heite Resolutioun an eng Kommissioun verwise ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An d'Conférence des Présidents.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An d'Conférence des Présidents. Okay.

Ass d'Chamber d'accord, fir déi Resolutioun an d'Conférence des Présidents ze verweisen?

Vote sur le renvoi de la résolution en Conférence des Présidents

Deen, deen d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Conférence des Présidents chargéiert, sech dëser Resolutioun unzehuelen.

7. 7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité

Mir kéimen zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7548 iwwert d'Gültegkeetsverlängerung vun den Identitéitskaarten. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo och d'Gemenge stinn duerch de Covid-19 viru groussen Erausfuerderungen a sinn e wichtegen an zouverlässege Partner an der Ëmsetzung vu verschiddene Mesuren, déi d'Regierung hëlt. An de Rôle vun de Gemenge gëllt et also och ervirzehiewen.

D'Pandemie huet d'Aarbecht an de Fonctionnement vun de Gemenge mat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter temporaire verännert a si hu sech, dat muss ee soen, op eng ganz, eng zimmlech onkomplizéiert a flexibel Manéier an Aart a Weis adaptéiert.

E Plan de continuité ass agefouert ginn an deen definéiert jo, wéi eng essenziell Servicer, Déngschtleeschtungen, déi d'Gemengen huelen an oprechterhale mat hire Mataarbechter, fir engersäits si ze schützen, awer och hir Awunner, an esou déi noutwendeg Déngschtleeschtungen oprechtzeerhalen.

Och wärend dëser schwiereger Zäit stinn d'Gemengen hire Bierger esou gutt wéi méiglech zur Säit, ënnerstëtze si och duerch eng ganz Rei Initiativen, déi se huelen. An och wann d'Gemengen zu gegeebener Zäit progressiv an hiren normale Modus zréckfannen, besteet natierlech och d'Méiglechkeet, dass si enger gréisserer Aarbechtsbelaaschtung ausgesat wäerte sinn.

Fir hei also d'Gemengen zumindest e bëssen ze entlaaschten, gesäit dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut befannen, vir, d'Gültegkeet vun de Cartes d'identité ëm dräi Méint nom Enn vum État de crise ze verlängeren. Dat erliichtert sécher d'Aarbecht vun de Gemengen, mee hëlleft, denken ech, awer och de Leit, déi dann e bësse méi Zäit hunn, fir dëser administrativer Verflichtung nozekommen, ouni dass se sech mat villen anere Leit direkt nom État de crise op d'Gemeng mussen deplacéieren.

Duerch de Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz 2020 gouf schonn assuréiert, dass d'Cartes d'identité, déi den 1. Mäerz ofgelaf sinn, respektiv fir Lëtzebuerger, déi an eng aner Gemeng plënneren, fir d'Dauer vum État de crise also hir Gültegkeet behalen. An dëse Projet de loi schaaft, wéi gesot, d'Base légale, fir dës Mesure och iwwert d'Enn vum État de crise eraus ëm dräi Méint ze verlängeren.

Loosst mech ganz kuerz op d'Aarbecht an eiser Kommissioun agoen! De Projet de loi gouf den 9. Abrëll an der Kommissioun vun der Innenministesch presentéiert an den Dag drop huet de Staatsrot säin Avis ofginn. Den 23. Abrëll hu mer dësen Avis an der Kommissioun analyséiert an och decidéiert, de Remarke vum Staatsrot Rechnung ze droen. Hei gouf am Artikel 2 d'Prezisioun gestrach, dass d'Gesetz no dräi Méint ausleeft, well dëst schonn am Artikel 1 definéiert ass. An och an där selwechter Sitzung hu mer de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Merci och jiddwerengem, deen un dësem Projet de loi matgeschafft huet. Heimadder ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen ...

(Interruption)

A, den honorabelen Här Georges Mischo! Ech hat dat einfach esou ugeholl. Esou kann ee sech ieren, well ech hat kee gemellt kritt. Entschëllegt! Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Projet de loi 7548 zu der Verlängerung vun der Validitéit vun de Carte-d'identitéen. Ech soen als Éischt dem honorabelen Deputéierten Dan Biancalana villmools Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Eis Gemenge wäerten zanter dëser Woch, an nach méi nom Enn vun der Kris mat villen Ufroe fir nei Carte-d'identitéen, fir Chèqueservicen an alle weidere méiglechen Demandë konfrontéiert ginn. D'Gefor besteet awer, dass d'Servicer, déi an den nächste Wochen en plus nach ëmmer net op 100 % kënne lafen, mat esou Demandë quasi iwwerlaf ginn.

Op ville Gemenge gëtt an den nächste Woche just nach op Rendez-vous geschafft, Sécherheetsofstänn an Hygiènesbestëmmunge bleiwen awer natierlech anzehalen. Et kënnt also vill Aarbecht op d'Gemengen duer, wéi zum Beispill d'Verdeele vun de Masken, wou de Moien op der Escher Gemeng net manner wéi 50 Leit scho mat hirem Bong stoungen, well d'Leit gemengt hunn, si géife se op der Gemeng kréien. Do hänkt, mengen ech, eng gewësse Koordinatioun nach e bëssen hannendrun, well de Moien hunn d'Leit de Bong scho kritt. An ech mengen, d'Escher Gemeng ass zwar prett mat der Organisatioun, awer huet nach näischt lancéiert. Ech mengen, dat ass dat selwecht bei anere Gemengen, wou och d'Organisatioune scho stinn, awer d'Leit leider schonn d'Bongen zougeschéckt kritt hunn.

Voilà! An déi Dossiere kënnen aus deene genannte Grënn also net esou séier traitéiert ginn. Aus deem Grond begréisse mer, dass dëse Projet et erlaabt, dass d'Carte-d'identitéen, déi scho per groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 fir d'Dauer vum État de crise verlängert gi sinn, nach iwwert dësen Zoustand eraus dräi weider Méint kënne verlängert ginn.

Mir denken, heimat de Gemenge bei der Reprise vun hiren Aarbechte kënnen ze hëllefen. Den Aarbechtsopwand, deen op d'Gemengen zoukënnt, kann esou decaléiert ginn. Mir wären och frou iwwer all weider Mesuren, mat deenen dem Gemengesecteur bei der viller Aarbecht ënnert d'Äerm gegraff ka ginn.

Ech soen Iech Merci a ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt als Alleréischt dem Rapporter, deen hei viru mer sëtzt, e grousse Merci soe fir säi gudde schréftlechen a säin nach bessere mëndleche Rapport. Well ech mengen, mir hunn alleguer verstanen, dass et heibäi zwee grouss Gewënner gëtt. Dat Éischt wäerten d'Bierger sinn, deenen hir Carte d'identité net ofleeft. An dat Zweet wäerten déi Leit sinn, déi an de Gemenge schaffen, déi also méi Zäit hunn, fir dann all déi Saachen ze traitéieren, déi an den nächste Wochen a Méint op se duerkommen.

Dofir ginn ech an dësem Fall den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ka mech deene Wierder just uschléissen. Ech soen dem Här Biancalana villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot an ech ginn domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Dan Biancalana villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech hätt awer nach eng Fro, déi mer méi spéit e bësse bewosst ginn ass.

Wann een eng ofgelafe Carte identité huet, et däerf ee jo domadder an d'Ausland reesen, a ganz vill europäesch Länner, bal all, wéi gëtt dat do gehandhaabt, wann een eng ofgelafe Carte d'identité huet? Ech wollt nach vum Här Minister wëssen, wéi dat gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci. A mir bréngen dann natierlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da géif ech direkt der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Innenministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. An och e Merci un de Rapporteur fir säi Bericht. An deen een oder aneren Député-maire huet jo elo grad schonn ënnerstrach, wéi wichteg d'Roll vun de Gemengen och an dësen Zäiten ass, déi ëmmer vill ze dinn hunn, mee och elo grad nach méi gefuerdert sinn, wat net ëmmer evident ass. An duerfir maache mir jo grad och déi heite Modifikatioun. Et geet jo net nëmmen drëms, fir den Delai elo ze verlängeren, mee wéi Der och scho richteg gesot hutt, fir eeben och de Leit a grad de Gemenge méi Zäit ze ginn, wann d'Carte-d'identitéen eebe sollte verlängert ginn, erneiert sollte ginn, fir dass mer domadder hoffentlech evitéiert kréien, dass déi Leit, déi elo concernéiert sinn, alleguerten zum selwechte Moment dann op d'Gemenge ginn, fir hir Kaart erneiert ze kréien.

Här Engelen, ech hunn akustesch net alles matkritt, mee ech mengen awer verstanen ze hunn, dass Är Fro war, ob déi Leit, déi elo mat enger ofgelafener Carte d'identité am Ausland sinn, kéinte Problemer kréien. Do hu mer zesumme mat dem Ausseministère esou eng Note verbale verfaasst, déi ënner anerem och un déi europäesch Memberstaate gaangen ass, en plus u Frontex, fir eebe grad domadder kënnen auszeschléissen, dass Leit herno kéinte Problemer bei der Kontroll kréien. Dat ass alles do scho preparéiert ginn. An och um europäeschen Niveau lafen Diskussiounen, fir hei nach eng koordinéiert Aktioun ze maachen, wou mer och mam Ausseminister do am Dialog sinn, fir dat kënnen ze suivéieren.

Wann ech schonn d'Wuert hunn, wëll ech awer gäre profitéieren, well virdrun nach d'Masken ugeschwat gi sinn. Ech muss soen, dass ech elo e bëssen erstaunt sinn iwwert déi Remark, well de Bréif gouf zitéiert. A grad am Bréif steet dran, dass dat doten e Voucher ass, deen d'Leit elo kritt hunn, mat deem se dann d'Recht op déi 50 Masken hunn. An do steet dran, dass déi jeeweileg Gemeng d'Leit informéiert, wou, wéini déi Distributioun ass. Dat steet schwaarz op wäiss awer an deem Ziedel dran.

An och Är Gemeng, hunn ech gesinn, Dir waart scho ganz fläisseg, Dir hutt souguer op Facebook schonn e Post gemaach, wat jo och dee Moment ganz gutt ass, fir och nach eng Kéier d'Leit ze informéieren, dass Der wëlles hutt, déi Distributioun do ze maachen.

An ech mengen, dat ass jo genau deen Opruff, dee mer gemaach hunn, dass d'Gemengen och sollen hir Kommunikatiounsweeër notzen. An et ass jo och nach vun eis den Appell, wou mer opfuerderen, dass d'Gemengen eis nach hir Distributiounsmoyenen eraginn, fir och um Internetsite vun der Regierung, dem Covid-19, nach eng Kéier kënnen alles opzelëschten, wou alleguerten d'Gemengen drop sinn, wou d'Leit dann nach eng Kéier gesammelt d'Informatioune gesinn, wou, wéini, wéi eng Gemeng verdeelt, well dat jo och ënnerschiddlech ass. A mer hate jo och esou ausgemaach, dass et de Gemengen do fräisteet, eeben hiren Distributiounswee erauszesichen.

Voilà. Dëst gesot, dann nach eng Kéier merci fir trotzdeem d'Zoustëmmung zum Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch. Den Här Georges Mischo huet nach eng Fro.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Jo, nach eng Kéier eng Fro un d'Madamm Ministesch. Eisen exzellente Facebook-Site vun der Escher Gemeng, dee consultéiert natierlech net jidderee, mee et sinn trotzdeem elo de Moie ganz vill Bongen erausgaangen un d'Leit an et si ganz vill Leit, déi de Moie schonn, wéi gesot, op d'Escher Gemeng komm sinn, fir hir Maske sichen ze kommen, ouni dass mir iwwerhaapt d'Chance haten, eis ganz Aktioun ze lancéieren. Well mir mussen 29.200 Leit zerwéieren. Dat ass net an engem Dag gemaach!

Dofir wollt ech froen, wéi dat ka sinn, dass déi Koordinatioun mat de Bongen a mat de Gemengen eeben net esou geklappt huet, wéi dat, mengen ech, hätt misse sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do huet den Här Roth nach eng Fro. Ech mengen, déi huele mer direkt mat virun.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech soen der Madamm Ministesch Merci fir hir Äntwert op déi Fro vum Här Engelen, déi awer, mengen ech, méi wäit geet wéi eng Note verbale. Well wann de Lëtzebuerger sech mat enger ofgelafener Carte d'identité, ech weess net wou, an dat not Ausland beweegt, an Dir sot: „Dat ass déi nächst dräi Méint", da geet dat bis an den August eran!

Ass dann do séchergestallt, dass och e Contrôle électronique vun enger Carte d'identité do ass, well ech weess net, ob deen Douanier oder dee Polizist sech dann iwwerzeege léisst, wann dee betreffenden Tourist da seet: „Ma, do gëtt et eng Note verbale vum Här Asselborn un Ären Ausseminister."?

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Inneministesch.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, wéi gesot, do ass déi Note verbale. Déi ass do verschéckt ginn. Mir hunn dat mat hinnen ofgeschwat. A wéi gesot, och um europäesche Plang lafen Diskussiounen, fir nach hei eng koordinéiert Aktioun ze hunn, fir och nach do gemeinsam een Delai ze hunn. Mir sinn awer net dat eenzegt Land, dat dat esou mécht. Do sinn och aner Länner. An do ass sech awer och ofgeschwat ginn, dass een dat do eeben esou awer soll consideréieren.

Bon, zu de Masken. Ech hunn et gesot: Et steet am Bréif dran, dass d'Leit sech do bei hire Gemenge sollen informéiere respektiv d'Gemengen dann informéieren. Natierlech schléisst dat net aus, dass deen een oder aneren elo vläicht schonn dohinnergeet. Mee, wéi gesot, do hu mer awer d'Kommunikatioun gemaach, och nach eng Kéier zesumme mam Syvicol. A mer si gären, mengen ech, och bereet, nach weider ze kommunikéieren. Mee, ech mengen, souguer haut war nach eng Kéier en Appell an der Press, fir dat dote kënnen ze erklären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci ... Nee, den Här Wolter huet nach eng Fro.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, ech hunn eigentlech keng Fro.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn éischter eng Remark. Déi Geschicht mat deene Masken, do hu mir eng Circulaire kritt vum Ministère, déi seet, datt dat nom 25. Mee soll geschéien. A mir si gefrot ginn, eis Datumer eranzeginn, wéini mer dat da géife maachen. Do hu mer dat gemaach, de 25., 26., 27.

Entre-temps kënnt eng nei Circulaire eraus vum Interieur, wou den Datum vum 25. Mee net méi steet, wat zu gréissere Verwerfunge gefouert huet, well ganz vill Buergermeeschteren déi zweet Circulaire als eng Executiounscirculaire gesinn hunn an net eng, déi den Datum géif änneren.

Sur quoi eng Rei Gemengen elo amgaange si sech virzebereeden, fir vu muer un hir Masken ze verdeelen, well d'Leit jo elo de Bong kritt hunn an d'Leit der Meenung sinn, well se de Bong kruten, kéinte se och elo eng Mask kréien.

Dir sot, dat wär elo haut nach eng Kéier kloergestallt ginn. Virun enger Véierelstonn hunn ech bei RTL gelies, et wier elo nees vum 25. Mee un, well et wier en neie Bréif vun der Ministesch do, dee géif soen, d'Maske géifen elo vum 25. Mee un ausgedeelt ginn.

Also, Dir musst iergendwann eng Kéier, Madamm, wierklech de Gemenge soen, vu wéini un déi Masken dann elo solle verdeelt ginn! Entweeder vu muer un, wann de Bong do ass, an da ka jiddweree maachen, wat e wëllt, oder vum 25. un, wann d'Bongen am ganze Land do sinn, esou wéi et am Ufank eigentlech virgesi war a wat ech eng gutt Iddi fonnt hätt, well dann hätten d'Leit am ganze Land zum selwechte Moment hir Mask kritt.

Et ass de deux choses l'une: entweeder vum 25. an nom 25. oder et ass vu muer un. Kënnt Der eis wannechgelift une fois pour toutes soen, vu wéini u mer dann elo gebiede sinn, déi Masken do ze verdeelen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Inneministesch.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Ganz gären. Dat hu mer d'lescht Woch an enger Circulaire schonn eng Kéier preziséiert, wou mer gesot hunn, dass et de Wonsch vum Syvicol ass, ab dem 25. ze verdeelen. Dee Wonsch hu mer an der Circulaire eeben un d'Gemenge weiderginn. Duerno ass eng zweet Circulaire komm, wou mer gesot hunn, dass elo de CGDIS och prett ass, fir d'Gemengen ze beliwweren, nach eng Kéier mat de Modalitéiten, déi mer nach eng Kéier do preziséiert hunn.

Ech wëll awer och soen, dass Gemenge sinn, déi gefrot hunn, fir virum 25. scho kënnen auszedeelen, well dat si besser arrangéiert. An ech mengen, dass et der Gemeng jo awer do fräisteet, esou auszedeelen, wéi si et empfannen. Wéi gesot, de 25., dat war de Wonsch vum Syvicol. Deen hu mer esou weiderginn. Mee näischt verhënnert, dass eng Gemeng éischter ausdeelt.

An et steet awer ganz kloer an der Circulaire, déi Der jo och elo selwer schonn zitéiert hutt. Do ass keen neie Bréif erauskomm. Ech weess net, wou Der deen elo sollt gelies hunn. Vun eis ass näischt aneres erauskomm wéi déi Circulairen, an dee Pressecommuniqué och zesummen, wat alles schonn direkt d'lescht Woch dem Gemengesecteur matgedeelt ginn ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7548 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7548. Den Text steet am Document parlementaire 7548[2].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Madame Beissel, Dir feelt nach.

Wie wëllt ee Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7548 ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7548 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si viraussiichtlech den 19. an 20. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.10 heures.)

SÉANCE 37 MARDI 19 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg
- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gast Gibéryen - M. Fernand Etgen, Président - M. David Wagner - M. Fernand Etgen, Président - M. Sven Clement - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président - M. François Bausch, Vice-Premier Ministre - M. Fernand Etgen, Président*

6. Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants
- *M. Laurent Mosar - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar*

7. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
- *M. David Wagner*

8. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale
- *Exposé : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Débat : M. Léon Gloden*

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf
- *M. Léon Gloden*

10. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite)
- *Débat (suite) : M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1) - M. Claude Lamberty (interventions de M. André Bauler) - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 2) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Léon Gloden) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Motions : M. Fernand Kartheiser*
- *Motion 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. Léon Gloden - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - Mme Stéphanie Empain*
- *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

A senger Reunioun vum 11. Februar 2020 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierten Alex Bodry den Éierentitel vu senger Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dem neien Éierendeputéierten eis Felicitatiounen!

3. 7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 14. Mee 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7578 iwwert d'auslännesch Investissementer zu Lëtzebuerg, déi de 7. Mee 2020 vum Här Claude Wiseler deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7578 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les propositions de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7579** - Projet de loi portant dérogation à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.05.2020

***7580** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020

***7581** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020

***7582** - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L.121-6, paragraphe 3 du Code du travail*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.05.2020

***7583** - Projet de loi portant modification du Code du travail concernant le dispositif du congé pour raisons familiales*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.05.2020

3) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées :

***1597** - Demande de pétition publique : Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de CO_2. / English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our CO_2 emissions. / Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen. (veuillez lire: indem wir sorgsam mit ihr umgehen.)*

Dépôt : María Rosario Lahoz López, le 11.05.2020

***1598** - Demande de pétition publique : Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des deux parents et non uniquement d'un seul*

Dépôt : Fabrizio Checchi, le 13.05.2020

***1600** - Demande de pétition publique : Prime pour les agents de sécurité et les femmes de ménages qui bossent pendant la crise du coronavirus*

Dépôt : Abdeslam El Khoumsi, le 14.05.2020

***1599** - Demande de pétition publique : Protection des bars et restaurants pendant le Covid-19 via des mesures temporaires*

Dépôt : Andrea De Cillia, le 14.05.2020

***1601** - Demande de pétition publique : Prime Covid-19 pour les agents de sécurité*

Dépôt : Meris Osmanović, le 16.05.2020

***1602** - Demande de pétition publique : Tragen der Masken*

Dépôt : Sylvain Lickes au nom de Géint d'Droe vun de Masken, le 16.05.2020

***1605** - Demande de pétition publique : Covid-19 prime*

Dépôt : Edis Gutic, le 17.05.2020

***1604** - Demande de pétition publique : Pour une réforme des retraites équitable et durable*

Dépôt : Patrick Pereira, le 17.05.2020

***1603** - Demande de pétition publique : Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3 % lors de construction ou rénovation*

Dépôt : Jean Pierre Vecchiola, le 17.05.2020

***1606** - Demande de pétition publique : Finir l'état de crise, on doit s'y habituer*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 17.05.2020

***1608** - Demande de pétition publique : Prime Covid-19*

Dépôt : Cândida Lucia Lopes Bartolomeu, le 18.05.2020

***1607** - Demande de pétition publique : Non au port du masque obligatoire*

Dépôt : Elisabeth Hertges, le 18.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. D'Presidentekonferenz huet an der Mëttesstonn decidéiert, datt mer muer d'Sitzung och eréischt um 14.30 Auer ufänken.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruption)

D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech géif nach gär eppes zum Ordre du jour soen, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech invoquéieren den Artikel 84 (2) vun eisem Reglement. An hei geet et ëm d'Question-urgenten. Do steet dran, datt all Question urgente, wann de Chamberspresident d'Urgence akzeptéiert a wa Plenière ass, datt déi Fro da kann hei am Plenum gestallt ginn.

Ben, elo ass Plenière a mir haten déi lescht zwee Deeg véier Question-urgentë gestallt. Véiermol ass d'Urgence refuséiert ginn. Dat ass leider schonn üblech an dëser Kris, well mir hunn am Ganze 17 Question-urgentë gestallt a vun deene 17 ass eng ugeholl ginn. An, Här President, da stelle mer wierklech d'Fro vun der Objektivitéit. Mir hunn u sech éischter d'Gefill vu Willkür.

Ech ginn lech just dräi Beispiller.

De Moien hunn den Här Roth an den Här Mosar eng Question urgente gestallt un d'Justizministesch ëm d'Leaken an der Justiz. Hei ass d'Urgence fir eis evident! Et geet ëm - mir hunn dat eng Kéier ausgerechent gehat, bildlech duergestallt - sechs Meter Bicherregal voller Daten, déi geleakt gi sinn. Et si vill Leit betraff. Et ass urgent. De President seet: „Et ass net urgent." Da kënne mer eis froen: firwat?

Eng zweet: Gëschter hu mer nogefrot, ob den Horeca-Secteur schonn informéiert gi wär, wéi eng Mesuren datt se missten en place setze bei enger Reouverture. Et ass dréngend. D'Leit musse wëssen, wéi se sech solle virbereeden a wat se musse maachen. Och hei seet den Här President, et wär net urgent. Firwat datt en dat seet, weess ech net. D'Betriber sinn op jidde Fall enger anerer Meenung.

Nach een drëtt Beispill: De 25., dat wësse mer alleguer, geet d'Grondschoul op. Gëschter huet d'Françoise Hetto eng Question urgente gestallt zur Schoulrentrée fir d'Enfants à besoins spécifiques, well hei stelle sech nach immens vill Froen. Och hei seet de President, et wär net urgent. Och do: firwat? Ech weess et net. D'Eltere fannen et nämlech ganz urgent. De Moien ass nach ee Mail ronderëmzirkuléiert vun ZEFI - Zesumme fir Inklusioun -, wou se hir Froen och stellen. De 25. Mee, dat ass geschwënn, an déi Froe missten elo beäntwert ginn.

Här President, eng vu 17 Drénglechkeetsfroen ass just ugeholl ginn als urgent. Dat ass fir eis weeder seriö nach objektiv. An als Oppositioun kënne mer eis Kontrollaufgaben esou net erfëllen. Mir sinn es wierklech leed als Oppositioun, der Regierung ëmmer nozelafen, fir Äntwerten ze kréien! A mer hunn d'Gefill, datt Dir lech, Här President, bei Ären Decisiounen der Regierung, der Majoritéit ralliéiert a keng objektiv Analys vun der Urgence maacht. Dat ass fir eis net akzeptabel!

(Interruption et brouhaha)

Dir sidd de President vun der ganzer Chamber, Dir sidd den éischte Bierger vum ganze Land, a mir hätte gären, datt Der och als President vun der ganzer Chamber, an och fir d'Oppositioun, objektiv Decisiounen huelt!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech wëll just e puer Äntwerten op déi verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn, ginn.

Déi meescht Question-urgenten, déi déi lescht Zäit gestallt gi sinn, ware jo dann eng Haaptfro an da véier, fënnef bis zu 16, 17 Ënnerfroen. Da war et einfach esou, datt et mat deene ville Froen, déi un enger Haaptfro do drunhänken, immens schwéier war, fir ze soen: Déi dote Froen, déi sinn elo alleguer urgent.

Da war vläicht vu 17 Froen eng oder vläicht annerhallef Fro, déi urgent war. Mee all déi Froen, déi nach mat gestallt waren doranner, ware jiddefalls an hirer Gesamtheet net esou, datt een hätt kënnen d'Urgence invoquéieren.

(Brouhaha)

Et ass an deene leschte Joren zur Praxis ginn, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat do ka jo net sinn!

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt u sech déi Froen, déi gestallt ginn, ëmmer méi laang sinn. Wann ee gären hätt, datt d'Urgence soll unerkannt ginn, da soll een d'Haaptfro beschränken op dat, wat soll urgent sinn, awer net complementaire zur Haaptfro eng ganz Rei Ënnerfroe stellen, wou ganz dacks statistesch Elementer sinn a wou et fir d'Regierung, fir deen zoustännege Minister, onméiglech ass, an der Gesamtheet dorobber ze äntwerten.

Ech wëll just hei objektiv soen, wéi eng Elementer datt mir an d'Wahrheitsfindung - zesumme mam Generalsekretär, zesumme mat de Leit aus dem Generalsekretariat - draleeën, fir ze kucken, ob et urgent ass oder net.

Dat, wat ech lech elo soen, ass am Fong geholl éischter e gutt gemengte Rot: Hätt ee gären, datt bei de Froe soll d'Urgence unerkannt ginn, ...

(Interruptions)

... da soll een eeben d'Fro kuerz halen, an datt een dann dorobber wollt maachen (veuillez lire: fir ze weisen, datt een dann dorobber séier eng Äntwert wéilt kréien.)

(Brouhaha)

Da gëtt et niewendrun en anert Argument, besonnesch eebe bei Froen, déi d'Madamm Hansen och hei skizzéiert huet, wéi zum Beispill d'Horesca-Froen. Da sinn dat Froen, déi och scho vun aneren Deputéierte gestallt gi sinn a bei deenen d'Urgence net invoquéiert ginn ass. Dat heescht, da kann een net higoen an dann einfach déi Deputéierten, déi sech un eng Ofmaachung halen, déi am Ufank vun der Coronakris hei festgehale ginn ass, datt mer d'Regierung net sollen ze vill belästege mat ...

Plusieurs voix.- O!

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et war u sech esou gesot ginn an der Conférence des Présidents, datt een domadder géif lues maachen. Da si mer higaangen a mir hu bei deene Froen, déi gestallt gi sinn, wou déi selwecht Thematik wéi bei anere Froen ass, se och net gestatt.

Ech wëll awer dann heihinner zréckkommen an lech am Fong geholl kloer soen, wivillmol datt d'Urgence unerkannt ginn ass an där leschter Zäit: Dat ass méi dacks, wéi dat virdrun de Fall war, wou ech ëmmer dann d'Statistik hat, wou bei 25 % vun de Froen, déi gestallt gi sinn, d'Urgence unerkannt ginn ass a bei 75 % net. Wärend der Coronakris ass d'Verhältnis esou ongeféier just ëmgedréit! Awer do kommen ech drop zréck. Dee Spaass wäert ech mer am Fong geholl maachen, fir lech ...

(Interruptions)

... déi doten Äntwerten an aller Objektivitéit ze ginn.

Fir de Rescht ass et u sech net d'Plenière, déi zoustänneg ass, fir doriwwer ze befannen. Ech wäert deen dote Punkt mat an déi nächst Conférence des Présidents huelen. An da wäerte mer doriwwer diskutéieren, wou ech am Fong geholl och déi Äntwerte wäert ginn.

Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot. Zum Ordre du jour? A wéi engem Format si mer hei, Här Gibéryen?

(Interruptions)

Zum Ordre du jour awer? Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, zum Ordre du jour, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann erwaarden ech mer, datt Der elo eng Fro zum Ordre du jour stellt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech invoquéiere genau dee selwechten Artikel wéi d'Madamm Hansen, well et geet ëm dat selwecht: och wat d'Question-urgenten ubelaangt.

Fir d'éischt eng Remark, Här President. Ech mengen, an enger Chamber, wann d'Deputéiert Froen un eng Regierung stellen, dann ass et hiert gutt Recht, fir dat ze maachen. Dann ass et net, datt eng Chamber oder d'Deputéiert wëllen d'Regierung belästegen, wéi dat elo grad hei gesot ginn ass.

An ech fannen et och net gutt, datt de President sech e Spaass wëllt draus maachen, fir iwwert d'Question-parlementairë vun den Deputéierten hei ze kucken. Ech sinn der Meenung, datt de President sollt kucken, datt d'Parlament senger Kontroll esou gutt wéi méiglech kann nokommen.

Mir sinn an engem État de crise. D'Parlament huet gesot: „Mir kucken, datt mer d'Regierung net ze vill mat Question-parlementairë belaaschten." Mir hunn awer gesot: „Wann et fir néideg fonnt gëtt, dann ass et e Recht vun engem Deputéierten, datt en déi Froe ka stellen." An ech mengen, dat muss eng Normalitéit sinn.

A jiddwereen heibannen erwaart sech, datt de President dat och esou gesäit an datt en am Interêt vun der parlamentarescher Kontroll, déi eeben nun emol eis Fonctioun ass, agéiert, an zwar dann, géif ech éischter soen, positiv fir den Deputéierten agéiert, wéi positiv fir eng Regierung ze decidéieren.

Et ass nämlech net nëmme bei den urgente Froen, déi unerkannt ginn oder net unerkannt ginn, mee mir stellen och fest, datt bei normale Question-parlementairen elo eng Wuertspillerei ugaangen ass, wou sech hei vun der Presidence zougeurteelt gëtt, datt Wierder, Buschtawen an alles a Froe misst ëmgeännert ginn, wou kee Mënsch eppes dervu gesäit.

Zum Beispill eng Question parlementaire, wou mer gefrot ginn, datt am zweeten Abschnitt an dem leschte Saz dat Wuert „elo riskéieren" misst aus der Fro erausgeholl ginn, well dat géif ze wäit goen. Also, ech mengen, et ass awer un engem Deputéierten, fir kënnen esou eppes festzestellen, ob dann e Risiko besteet.

Oder eng aner, wou steet: „Merci fir déi…". Dunn hu mer eng nei Versioun eraginn, mee ech krut vum President gesot, datt och nach misst „Engagement a Belaaschtungsgrenz" a „wäertvoll Aarbecht" ëmgeschriwwe ginn. Also, ech fannen, dat geet awer elo wierklech - wierklech! - ze wäit!

Da soe mir an Zukunft, Här President: „Ech géif gären eng Question parlementaire stellen, an deem an deem Sënn." An da formuléiert Dir eis se. An da soe mir: „Et ass gutt formuléiert oder ännert se nach ëm, well mir hätte se gären esou!"

Ech mengen, bis elo formuléiert nach ëmmer den Deputéierte seng Question parlementaire. An ech fannen, datt mer elo hei net op déi Fonctioun zréckkommen, woufir e Parlament do ass, nämlech fir eng Regierung ze kontrolléieren. An et ass ënnert der Responsabilitéit vum eenzelnen Deputéierten, fir déi Froen ze stellen. An ech géif en Appell un Iech maachen, Här President, dat an Zukunft och esou ze gesinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Dozou just verschidde Wierder. Ech mengen, d'Reglement seet an där doter Hisiicht ganz kloer a prezis, datt d'Froe solle kuerz formuléiert sinn, ouni Commentaire an ouni Appreciatioun. Ganz oft ass et awer esou, datt mer just op déi Punkte pochen, an et sinn der net vill, déi am Reglement drastinn, fir datt déi solle respektéiert sinn. An ech mengen, datt dat, generell gekuckt, vun de Fraktioune meeschtens dann awer och esou suivéiert gëtt.

Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kann nëmmen deem bäiflichten, wat meng Virriedner gesot hunn. Et ass allerdéngs och net onbedéngt eng Neiegkeet. Et ass heiansdo verständlech, datt vläicht d'Urgencen interpretéierbar sinn. Mee heiansdo guer net. Heiansdo guer net!

An ech fille mat, well mir hunn de Problem jo och gehat bis viru Kuerzem. Viru véier Deeg hunn de Marc Baum an ech eng Fro un den Ausseminister gestallt iwwert d'Leit, déi am Centre de rétention sinn am Kader vun der Covidkris. Do ass d'Urgence och net unerkannt ginn, wat ech mer guer net erkläre kann.

De Problem ass deen, datt ee wéinstens … wann ee wéinstens kéint eng Erklärung kréien, wann eng Urgence net unerkannt gëtt. Wat meeschtens jo net de Fall ass. Et muss een einfach dovunner ausgoen, datt dat eeben esou richteg ass. An heiansdo ass et ganz einfach onverständlech. Dat heescht, deementspriechend misst eng Kéier de Règlement och änneren.

Jo, et steet am Règlement dran, et soll ee sech kuerzfaassen; wat dat och ëmmer heescht. Heiansdo muss een awer eppes erklären. A wa vill Froe gestallt ginn, dann ass et jo meeschtens kee Jux, well dann huet ee sech mat der Saach auserneegesat.

Et solle keng Commentairen, keng Appreciatioune gemaach ginn, mee mir ass dat jo selwer heiansdo geschitt, datt ee Commentairen an Appreciatioune mécht bei enger Neturgente. Ma da kritt ee Bescheed gesot vun der Presidence, zu Recht, et soll een déi eraushuelen. Da mécht een dat och. An da leet ee se erëm eng Kéier dohinner.

Dat ass awer keen Argument, fir d'Urgence net unzeerkennen. En Argument wier, d'Validitéit vun der Fro net unzeerkennen, ob se urgente ass oder net. Dofir géif ech awer wierklech d'Kolleege bieden - well mir musse jo eng Kéier d'Reglement och vläicht e bëssen an deem Sënn änneren -, éischtens, Här President, wierklech Iech un d'Häerz ze leeën, awer d'Urgence besser ze appreciéieren, zemools an dëser Zäit, doriwwer eraus, an awer och, fir Iech ze hëllefen, well d'Reglement ass eeben dat, wat et ass, dat eng Kéier ze änneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dat waren zwee Elementer: eng Kéier d'Urgence an déi aner Kéier, datt eeben einfach d'Froe musse kloer formuléiert ginn.

Ech mengen, Dir hutt et am Fong geholl selwer gesot: De President kann nëmmen dat Reglement applizéieren, wat de Moment do ass. Dat dote sinn natierlech Froen, déi mer an enger Reglementsännerung, wouru mer jo schaffen a wouru mer sollen zesumme schaffen, kéinten op de Leescht huelen, fir eeben dat ze maachen, fir dem President en Instrument ze ginn, datt e kloer a prezis Elementer huet, fir iwwert d'Recevabilitéit ze decidéieren an anerersäits fir eeben och iwwert d'Urgence ze decidéieren. De Moment kann ech nëmmen dat Reglement applizéieren, wat mer hunn.

Dann hat nach den Här Clement d'Wuert gefrot. An den Här Roth.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wouer, wat d'Kolleege viru mer gesot hunn. Et gëtt interpretéiert, et gi Saache strikt ausgeluecht, déi ech tel quel net am Reglement fannen, wann et ëm d'Question-parlementairë geet.

Am Reglement, Artikel 82 (2) steet, datt eng Question parlementaire « avec concision et sans commentaires » soll gestallt ginn. Do steet näischt dovunner, datt een eng effentlech Firma, déi op den Aktiemäert cotéiert ass, net däerft erwänen. Ech krut nach all Question parlementaire, säit ech gewielt gouf, wou en Numm vun enger Firma dran opgetaucht ass, wou deelweis de Staat Aktionär dran ass, rejetéiert! Ech misst den Numm vun der Firma eraushuelen, ech misst schreiwen: « une grande société d'intérêts » oder « une grande société active dans le domaine de ... ».

Ganz éierlech: Wat ass dat fir e Brach?! Mir sinn dach hei net kleng Kanner, déi mussen den Numm vun enger Firma ëmschreiwen, déi op den Aktiemäert ass. Mir mussen net driwwer diskutéieren oder eis Lektiounen erdeele loossen, wéi eng Froen der Regierung geneem sinn oder wéi eng se a wéi engem Delai ka beäntwerten!

Am Reglement steet, Artikel 82 (1): „All Deputéierten huet d'Recht, Froen un d'Regierung ze stellen." Dat muss priméieren! Et geet net drëm, ze jugéieren, ob déi Fro ze komplex ass, fir an engem Delai ze äntwerten. D'Fro vun der Urgence ass nämlech net: Wéi komplex ass d'Fro? D'Fro vun der Urgence ass: Wéi urgent ass d'Fro?!

A wann ech kucken, mat wéi enger Vitess déi Covid-19-Kris hei jo awer komm ass, mat wéi enger Vitess mer hu missen handelen, da sinn ech frou, datt méi Froen als urgent unerkannt goufen, mee ech stelle mer d'Fro, ob net nach vill ze heefeg Froen net als urgent ugesi goufen. Well d'Delaien, an deene mir reagéiere kënnen, sinn ultra kuerz.

An dat Zweet - an elo hu mer iwwer Delaie geschwat -: Ech hu mech déi lescht Sëtzungen heibanne wierklech zesummegerappt, a mir waren eis alleguerte parteiiwwergräifend eens, datt mer et mat den Delaie vun de Question-parlementairen, déi virun der Kris gestallt goufen, net géifen esou enk gesinn. Mee et schockéiert dach awer, datt nach ëmmer Question-parlementairen opstinn, déi net d'Urgence haten, wou keen d'Urgence gefrot huet, mee déi och nom Delai vun engem Mount net beäntwert goufen!

A spéitstens do muss ee sech dann awer d'Fro stellen: Wéi seriö hëlt d'Regierung dëst héicht Haus, wa se op déi Froen, déi legitimm vum Reglement virgesi sinn, déi akzeptéiert goufen, déi ëmgeschriwwe goufen, fir datt se akzeptéiert goufen, no engem Mount keng Äntwert gëtt? An dat ouni en Délai supplémentaire unzefroen!

Well ech erënneren nach eng Kéier un d'Reglement: Mir ginn der Regierung d'Méiglechkeet, fir e Bréif ze schreiwen an en Délai supplémentaire unzefroen, deen da kann accordéiert ginn oder net kann accordéiert ginn; iwwregens ass et och de President, deen dat jugéiert. Nee, se froen net emol d'Prolongation du délai un! Do muss ee sech iergendwann eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net alleguerten heibanne mussen d'Responsabilitéit huelen an all Kéiers den Dag, nodeem den Delai vun engem Mount ofgelaf ass, eis Froen hei mëndlech ze stellen, esou wéi et am Reglement virgesinn ass.

An, Här President, ech kann Iech ukënnegen, wa mer an där Fro hei net allze séier Satisfaktioun kréien, datt ech vun deem Recht, wat am Reglement steet, wäert Gebrauch maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Ech wëll just eng Prezisioun ginn: Dir sot, datt bei enger spezifescher Firma, datt dat net ka sinn. Den Artikel 82 (3), dee seet: « La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet. » Dat heescht, do ass den Intérêt général, wann et just eng spezifesch Firma ass, net ginn. An duerfir huet dann eeben d'Administratioun …

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Awer net bei enger staatlecher Firma!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Awer net bei enger staatlecher Firma, Här President!

(Exclamations)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also wann echgelift!

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Luxair! Wat ass …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll domadder soen, Här Clement, datt et net nëmmen déi Artikele sinn, déi Dir hei invoquéiert hutt ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mee den Artikel, deen Dir invoquéiert, gëtt et net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Artikel ass iwwert d'Froen, deen am Fong geholl véier verschidde Reien huet, wat d'Konditioune sinn, déi dat konditionéiere vun deenen Elementer, déi mir mussen a Consideratioun zéien.

Här Roth, Dir wollt och nach Äre Pefferkär bäileeën.

Plusieurs voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President!

(Exclamations)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat kann dach net sinn, dat doten!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- „Äre Pefferkär bäileeën", fir en Deputéierten!

(Interruptions et brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech leeë kee Pefferkär bäi, mee ech stelle just fest, dass Dir mat där Aufgab, déi Dir vun deene 60 Deputéiert opgedroe krut, total iwwerfuerdert sidd!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir sinn hei net an engem Bimbotheater!

(Applaudissements)

Mir sinn hei an der Vertriedung vun enger demokratescher Institutioun, nämlech der Chamber! An d'Recht, fir Question-parlementairen ze stellen, dat ass en elementaart Recht vun all Deputéierten! A wann Der dat net sollt wëssen, da bieden ech Iech mat dem Generalsekretär, d'Constitutioun vu Lëtzebuerg nozeliesen.

Dat, wat Dir hei zum Beschte gitt, dat geet net! Et ass net un enger Chamber an och net un lech, ze decidéieren, ob mir mat Froen d'Regierung „belästegen", ob Dir lech e „Spaass" draus maacht, fir den Deputéierten hir Questiounen ze akzeptéieren oder se net ze akzeptéieren! Dir sidd hei de President vu 60 gewieltene Volleksvertrieder an net vun 31, déi d'Majoritéit duerstellen. Ech soen lech dat ganz kloer!

An als ee vun de Coauteure vun enger urgenter Fro, déi ech de Moie mat dem Här Mosar gestallt hunn, nämlech mat engem Dateleak an der Justiz: Wann Dir der Meenung sidd, als Chambersprésident, dass Dir kënnt do déi Fro als urgent refuséieren, da muss ech soen: Dann applizéiert Dir hei « deux poids, deux mesures »!

An Dir hutt e weesentlechen Artikel aus eisem Chambersreglement elo haart virgelies, mee Dir hutt en net applizéiert! An dat ass den Artikel 82 (3). An dat ass net en Artikel, dee bei den normale Question-parlementairë steet. Dat ass en Artikel, dee steet ënnert den Dispositions générales iwwert d'Question-parlementairen. Also souwuel déi normal wéi och déi urgent.

An ech erlabe mer trotzdeem, Iech dat virzeliesen. Do steet dran: « La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet. » Also deen eenzege Krittär, deen Dir hutt, fir d'Urgenz unzeerkennen oder net unzeerkennen, dat ass, wann Der sot: Ass dat net d'actualité?

Elo soen ech Iech awer ganz riicht eraus: Wann an der Justizverwaltung sechs Meter Pabeier Daten ofgezockt ginn, wou selwer d'Justiz seet, dass se sensibel sinn, dass se Entreprisë concernéieren, dass se privat Persoune concernéieren, wann Dir do keng Urgenz zouloosst, dass de Justizminister sech net muss haut - muer ass d'Commission juridique iwwregens ofgesot, also och net muer! - an der Commission juridique explizéieren, mee wou si mer dann hei?! Mir sinn nach an enger Demokratie, Här President!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Huelt Iech dat op d'Gewëssen!

A wat mer net kënnen akzeptéieren, dat ass, dass Dir hei eng « politique des deux poids, deux mesures » maacht. Ech erënnere mech drun, viru genau engem Mount, dunn ass eng Fro komm vun dem Deputéierte Marc Hansen, déi gréng.

(Interruption)

Jo, jo, vum Deputéierte Marc Hansen, déi gréng. An do ass et ëm d'Masken, déi verdeelt goufe vu verschiddene Gemengen am Land, gaangen. An zoufälleg si vun de Responsabele vun deene Gemengen, déi der verdeelt hunn, der dräi Member vun der CSV: den Här Lies, d'Madamm Adehm an ech selwer. Mir sinn an de Schäfferéit vun deene Gemenge vertrueden.

Hutt Der do deen heiten Artikel applizéiert?

Éischtens ass et do emol ëm d'Autonomie communale gaangen. Dann hätt sech emol d'Fro gestallt, ob dat iwwerhaapt eng Question parlementaire wäert wier, déi un d'Regierung gestallt gëtt.

Zweetens: Wat ass dann do méi urgent gewiescht wéi den Dateleak vun der Justiz?

An drëttens wëll ech Iech soen, dass Der do d'Urgence unerkannt hutt. An ech soen Iech och, firwat dass Der se unerkannt hutt, well Der gemengt hat, Dir misst der Inneministesch eng Steilvirlag ginn, fir déi zwou Gemengen an d'Pan ze haen. Mee dee Schoss ass definitiv no hanne lassgaang!

(Brouhaha)

Well d'Inneministesch, mat all hirer Wäisheet, déi huet geschriwwen, si misst kucken, ob do d'sanitär Moossname beim Verdeele respektéiert gi sinn.

Här President, ech wëll Iech just soen, dass de Xavier Bettel zwéin Deeg drop horgenau dat selwecht gemaach huet. An do sinn d'Masken duerch vill méi Hänn gaange wéi an deenen zwou Gemengen, wou d'Aarbechter déi verdeelt hunn.

An do soen ech Iech nach eng Kéier, Här President: Wann Dir der Meenung sidd, dass d'Justiz net würdeg ass, dass hei kënnen Explikatiounen an der Chamber gemaach ginn, wa sechs Meter Dossiere verluer gaange sinn, kopéiert gi sinn, wou déi kënne géint all Mënsch, géint all Bierger, géint an onschëllege Bierger dobausse publizéiert ginn, wou d'Leit kënnen dermat erpresst ginn, wou sech eng Responsabilité définitive a fondamentale um Niveau civil fir de Lëtzebuerger Staat stellt, well

d'Leit kënne jo froen an d'Leit géife gäre gewuer ginn, wéi eng a wat fir eng Date vun hinnen dobaussen zirkuléieren a publizéiert sinn, wann Dir der Meenung sidd, als President vun der Lëtzebuerger Chamber, dass dat keng Urgence wäert ass, da muss ech soen: Dann ass et och net derwäert, dass Dir op deem dote Stull sëtzt!

Här President, mir ginn Iech eng lescht Chance! Frot d'Presidentekonferenz, fir déi Urgencen, wou Dir se net ugesinn hutt, ze reconsideréieren! A mir hätte gären, dass mir muer déi Froe kënnen hei am Plenum un déi jeeweileg Ministere stellen!

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, ech hunn all Kéiers déi doten Appreciatioun vun de Questions parlementaires probéiert, immens seriö ze maachen. An ech ginn Iech absolutt Recht, datt d'Méiglechkeet vun den Deputéierten, fir hiert Kontrollrecht auszeüben an domadder Question-parlementairen ze stellen, en absolutt demokratescht Recht ass, wat u sech a kenger Hisiicht däerf beschnidde ginn.

Ech wäert déi ganz Thematiken absolutt an der Conférence des Présidents thematiséieren. Duerfir si mer jo och higaangen an hu gesot gehat: „Mir brauchen eng Reform vum Chambersreglement." A mir hunn déi eenzel Fraktiounen opgefuerdert, fir Propositiounen ze maachen. A mir wäerte jiddefalls eeben einfach deen doten Exercice absolutt zu Enn féieren an dat och esou maachen.

Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot gehat.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif mech natierlech net trauen an och net wëllen an och net wënschen, datt d'Regierung sech an d'Geschäfter vun der Chamber amëscht an och net an den Debat haut.

(Interruption)

Ech hu mer awer erlaabt, well ech elo matkritt hunn, ëm wat et geet, der Madamm Justizministesch unzeruffen. An d'Madamm Justizministesch ass selbstverständlech bereet, muer um zwou Auer an d'Chamber ze kommen an déi Questions urgentes ze beäntwerten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech mengen, wéi gesot: Also, ech proposéieren der Chamber, datt mer déi ganz Thematik an der Conférence des Présidents beliichten an datt mer dann eng ganz seriö Analys maache vun där ganzer Problematik.

Ech mengen, da kënne mer op den Ordre du jour vun haut kommen.

6. Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der erweiderter Fro Nummer 36 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Ëmsetze vum Virkafsrecht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eventuell no der Äntwert vum Minister och eng Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet zéng Minutten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Madamm Minister, ech wollt de Mëtten, ganz kuerz, nach eng Kéier op déi Thematik agoe vum Virkafsrecht vun de Gemengen, wat ganz ville Gemengemammen a Gemengepappen, déi och hei am Sall sinn, ganz vill Schwieregkeete mécht.

Ech wëll awer elo net op déi ganz Thematik agoe vun all deenen neien a ville Konditiounen, déi neierdéngs vun enger Rei vu Vendeuren a vun Acquereuren a Compromise gesat ginn, déi et de Gemengen da quasiment onméiglech maachen, den Droit de préemption auszeüben. Mee ech wollt eigentlech hei op ee ganz spezifesche Volet agoen, nämlech e Volet, deen u sech d'Inneministesch, d'Madamm Bofferding, beréiert an dee mat enger Circulaire vum 5. Mäerz vun dësem Joer ze dinn huet.

An där Circulaire berifft d'Madamm Bofferding sech op en Arrêt vun der Cour administrative vum 21. Januar vun dësem Joer. Ech wëll elo net am Detail op deen Arrêt agoen. Wat mech awer extreem stéiert, ass d'Interpretatioun, déi hei vun der Inneministesch vun deem doten Arrêt gemaach gëtt. Well wann dat wierklech d'Interpretatioun ass, an déi kënnt aus där Circulaire eraus, dann, wëll ech Iech ganz klipp a kloer soen, ass et quasiment onméiglech, datt zumindest grouss Gemengen iwwerhaapt nach kënnen hiert Virkafsrecht ausüben.

An ech muss Iech och soen, an ech hu mat ganz ville Juristen iwwert deen Arrêt geschwat: Ech mengen, datt hei wierklech d'Inneministesch keng richteg Interpretatioun vun dem Arrêt gemaach huet, vun deem, wat d'Cour administrative eigentlech hei wollt soen. Et ass nämlech hei u sech ëm eng Affär gaangen, déi de Fonds du logement mat dran hat.

De Fonds du logement ass net mat enger Gemeng ze vergläichen. Och wann en natierlech kann d'Virkafsrecht ausüben, hu mer et hei mat zwou komplett aneren Institutiounen ze dinn. An duerfir mengen ech, datt hei wierklech eppes gemaach ginn ass, wou Dir, Madamm Ministesch, iwwert d'Zil erausgeschoss hutt.

An ech wëll Iech just hei ganz kuerz soen: D'Konsequenz, déi mir am Moment hunn, wa mir Är Circulaire elo esou interpretéieren, wéi Dir dat vun eis frot, ass, datt mir innerhalb vun engem Mount - vun engem Mount! - musse fir d'alleréischt decidéieren, ob mer e Virkafsrecht ausüben, eise Service muss dat fir d'éischt maachen, da gi mer an déi zoustänneg Kommissioun vun der Gemeng, duerno gi mer an de Gemengerot, an da muss och nach den Interieur dat ratifizéieren, an dat innerhalb vun engem Mount! Ech schwätzen elo emol guer net vun de Vakanzen, déi eventuell do nach dertëschent falen.

Et kënnt en plus derbäi: Wa mer Är Circulaire richteg interpretéieren, misste mer och all Renonciatioune vu Virkafsrechter an de Gemengerot bréngen. Ech hunn elo just gekuckt, d'Stad Lëtzebuerg, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vun der Buergermeeschtesch: Mir hu 50 esou Virkafsrechter. Do gëtt natierlech op déi allermeescht renoncéiert. An Dir maacht eis einfach hei d'Saachen als Gemengen immens schwiereg! An duerfir wollt ech Iech trotzdeem hei eng Rei vu Froe stellen, wou ech och frou wär, wann Der déi géift méiglechst prezis beäntwerten.

Déi éischt Fro: Op wat baséiert Der Iech eigentlech, fir quasiment eent zu eent an integral déi Konklusiounen aus deem Arrêt, déi sech eigentlech op de Fonds du logement applizéieren, op d'Gemengen ze iwwerdroen?

Zweet Fro: Hutt Der do en Avis juridique maache gelooss vun enger onofhängeger Instanz? Also net nëmme vun Ärem Ministère.

Déi drëtt Fro, déi sech hei stellt, ass déi ze wëssen: Hutt Der net vläicht emol dru geduecht, datt ee wierklech eng Kéier kéint eng Affär, déi eng Gemeng géif betreffen, vun der Cour administrative tranchéiere loossen? Dann hätte mer eng ganz, ganz kloer Situatioun. An da bräichte mer eis déi Fro net méi ze stellen. Duerch déi Circulaire, déi Der awer hei geholl hutt, ass dat doten net méi méiglech, well mir mussen eis elo als Gemengen un déi dote Circulaire halen.

Véiert Fro: Wéi recommandéiert Dir de Gemengen, datt se solle virgoen? Ech soen Iech ganz éierlech: Ech gesinn net, zumindest bei eis an der Stad Lëtzebuerg, wéi mir iwwerhaapt nach en Droit de préemption wäerte kënnen exercéieren. Do stellt sech also d'Fro vun den Delaien. Deen Delai vun engem Mount geet manifestement net duer!

An duerfir, an dat wär da meng leschte Fro, Madamm Inneministesch: Ech géif Iech wierklech froen - an et ass net nëmmen eng Fro, et ass wierklech eng Invitatioun -, wierklech nach eng Kéier déi Circulaire do op de Leescht ze huelen an Iech ze iwwerleeën, ob Der déi net ëmännert, zumindest en attendant, datt den Här Kox mat sengem Projet de loi virukomm ass.

Well ech soen Iech och nach: Wann déi dote Circulaire d'Gëltegkeet behält, maacht Der d'Marge de manœuvre vum Här Kox ganz, ganz kleng. Well wann een dat doten alles muss iwwerhuelen, wat Dir an der Circulaire schreift, froen ech mech souwisou, wéi mer do als Gemengen an Zukunft nach kënnen e Virkafsrecht ausüben.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke vläicht eng Kéier ganz kuerz awer d'Wichtegkeet vum Virkafsrecht, firwat mer dat deemools agefouert hunn: Well et jo awer de Gemengen eng Prioritéit gëtt, vum Recht fir de Kaf vun engem Terrain, dee bei hinnen an der Vente ass, kënnen ze profitéieren. Dat am Intérêt général fir d'Schafung vun abordabele Wunnengen, Sozialwunnengen, awer och fir d'Realisatioun vun ëffentlechen Infrastrukturen.

Ënnert der leschter Regierung gouf d'Virkafsrecht schonn eng Kéier gestäerkt. Dëst duerch d'Omnibusgesetz, wou de Champ d'application erweidert ginn ass, an zwar esou, datt elo all d'Terrainen, déi am Perimeter sinn, déi nach net bebaut sinn, och dovunner erfaasst sinn.

Et gëtt awer, an dat huet den Deputéierte Laurent Mosar zu Recht gesot, wat d'Delaie betrëfft, e Konflikt eigentlech tëschent zwee Ziler, déi beim Virkafsrecht sinn: éischtens, den Delai fir de Keefer an de Verkeefer esou kuerz wéi méiglech ze halen, an zweetens, d'Delaie sollen de Gemengen an och dem Fonds du logement et erlaben, fir kënne vun hirem Recht, also dem Virkafsrecht iwwerhaapt kënne Gebrauch ze maachen.

D'Gesetz Pacte logement vun 2008 gesäit jo follgend Prozedur vir: Den Nottär informéiert d'Gemeng, de Fonds du logement op d'mannst zwee Méint, éier den Akt eebe soll ënnerschriwwe ginn, iwwert de geplangte Verkaf vun engem Terrain, wou e Virkafsrecht drop ass. Déi ëffentlech Acteuren hunn dann ee Mount - ee Mount! - Zäit, fir dem Nottär en Avis de réception ze schécken, an deem da steet, dass den Dossier komplett ass.

Ab deem Moment, wou den Avis de réception ugeholl ass, also erageschéckt ginn ass, hunn d'Autoritéiten nach ee Mount Zäit, fir ze decidéieren, fir vun hirem Virkafsrecht Gebrauch kënnen ze maachen oder eeben net, an dat dann och esou dem Nottär matzedeelen. Uschléissend muss den Akt dann an dräi Méint beim Nottär ënnerschriwwe ginn.

An der Praxis, esou wéi d'Gemengen eis dat matdeelen, ass festzestellen, dass engersäits eng Rei Nottäre méi Venten notifiéiere wéi néideg - dat heescht do, wou et kee Virkafsrecht gëtt -, an anerersäits d'Gemengeréit net séier genuch respektiv net fréi genuch kënnen zesummekommen, fir innerhalb vun deem Delai da kënnen dës Decisioun ze huelen. Zemools wärend enger Summervakanz, an och doriwwer eraus, ass dat net evident respektiv et ass einfach ze laang, fir dass d'Gemeng séier genuch kann decidéieren.

Da kënnt nach derbäi, dass et Diskussioune gi sinn iwwert déi kompetent Gemengenautoritéit, fir iwwert d'Virkafsrecht ze decidéieren. Den Interieur huet ëmmer d'Positioun vertrueden, dass dat eng Kompetenz vum Gemengerot wier. Dat ass och definitiv elo vun der Cour administrative an deem Arrêté, deen da grad schonn zitéiert ginn ass, am Januar festgehale ginn. An de Gemengen ass dat iwwer Circulaire de 5. Mäerz matgedeelt ginn.

Méi genee huet d'Cour jugéiert, dass d'Decisioun vun der Gemeng, fir vun hirem Recht kënnen ze profitéieren, dass dësen Acte administratif détachable ass, also eng eegestänneg Decisioun ass.

Dat heescht konkreet: De Gemengerot ass kompetent, och fir d'Decisioun, datt d'Virkafsrecht net ausgeüübt gëtt. Et heescht och, dass déi Decisioun ka virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ginn. An et heescht och, dass am Virfeld d'PANC, d'Procédure administrative non contentieuse, wäert spillen, wat - do, mengen ech, si mer eis alleguerten eens - d'Prozedur nach méi opwändeg mécht, well dat bréngt mat sech, dass ëffentlech Acteuren och mussen déi betraffe Leit eeben am Virfeld informéieren, dass de Gemengerot eventuell drun interesséiert ass, fir vu sengem Virkafsrecht kënne Gebrauch ze maachen. Mir brauchen elo hei quasi esou e Bewosstsinn, wéi mer et och bei de Baugeneemegunge kennen.

Ganz rezent huet awer och nach de Staatsrot a sengem Avis elo vum 12. Mee iwwert d'Projete vun dem Règlement grand-ducal Plan sectoriel « Logement » rappeléiert, dass beim Virkafsrecht d'ëffentlech Hand sech dem Keefer substituéiert an deem säin Ofkomme mam Verkeefer zu deene selwechte Konditiounen iwwerhuele muss.

De Staatsrot werft nach eng ganz Rëtsch aner Froen op, déi et eeben elo gëllt, am Detail ze analyséieren an och ze kucken, wéi mer kënne virukommen. Well all dëst zur Kenntnis, stellt sech jo d'Fro: Wéi kënne weiderhin Terrainen an d'ëffentlech Hand kommen? A virun allem: Wéi kënne mer d'Virkafsrecht stäerken?

Et ass en Aarbechtsgrupp, och dat huet den Deputéierte Laurent Mosar grad schonn erwäänt, an d'Liewe geruff ginn, fir d'Gesetz iwwert d'Virkafsrecht ze analyséieren. Mat um Dësch sëtzen de Logement, d'Landesplanung, de Syvicol, den Interieur an och d'Stad Lëtzebuerg, wou och d'Stad Lëtzebuerg mat dräi Vertrieder vun Ärer Gemeng derbäi ass an och ëmmer un de Reuniounen deelhëlt.

Déi nächst Sitzung ass iwwregens d'nächst Woch. Och do wäert sech da weider domadder beschäftegt ginn. Déi éischt Interpretatioun, déi awer elo komm ass vun deem Urteel vun der Cour, wëll ech och soen, ass schonn am Aarbechtsgrupp diskutéiert ginn. An dat heiten ass och d'Konklusioun, déi an deem Aarbechtsgrupp zréckbehale ginn ass. Dat ass do scho ganz genau gepréift ginn.

Eis ass et awer wichteg, an Dir hutt et och richteg gesot, dass ze wéineg Gemenge vun deem Virkafsrecht Gebrauch maachen. Am Duerchschnëtt ass et ee pro Joer, dee bei eis um Dësch läit. An duerfir ass jo deen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, fir d'Prozedur iwwert de Projet de loi ze iwwerschaffen an et domadder och kënnen ze erliichteren, esou wéi mer et och an eisem Regierungsprogramm festgehalen hunn.

Esou misst och d'Finalitéit, fir déi e Virkafsrecht ausgeüübt däerf ginn, nei analyséiert ginn. Wann nämlech haut eng Gemeng zum Zäitpunkt kee konkreete Projet huet, fir entweeder Wunnengsbau oder d'Installatioun vun ëffentlechen Infrastrukturen ze schafen, kann d'Gemeng net vum Virkafsrecht Gebrauch maachen, well d'Finalitéit net kloer ass. Dat huet och derzou gefouert, dass schonn Demanden hei hu misse refuséiert ginn.

Weider kéint ech mer awer och virstellen, fir just nach e puer Iddie mat an d'Ronn ze geheien, fir de System ze vereinfachen, dass den Interieur eng konkreet Ënnerstëtzung kéint ginn iwwert d'Instrument vum Geoportail, eeben elo grad mat deenen neie PAGen, déi mer erakréien, dass mer och do kéinten esou en Tool kreéieren, fir esou de potenzielle Keefer/Verkeefer an och den Nottären eeben esou en Tool zur Verfügung ze stellen, wou dann och automatiséiert ermëttelt gëtt, ob eng Parzell elo vun engem Virkafsrecht erfaasst ass oder net.

An deem Kontext wëll ech awer och nach drop hiweisen, dass d'Virkafsrecht elo net déi grouss Äntwert op eis Logementserausfuerderungen ass. Do schaffe mer als Regierung jo nach u villen anere Projeten. Mee d'Virkafsrecht kann awer ganz sécher de Gemengen hëllefen, un Terrainen ze kommen, déi fir si strateegesch sënnvoll sinn, fir eeben esou kënnen hir Gemeng weider ze developpéieren.

Wichteg ass dofir och d'Fro, niewent deene Reflexiounen, déi elo an deem Aarbechtsgrupp jo getätegt ginn: Wat kënnen d'Gemengen nach maachen, fir méi Terraine kënnen ze kafen?

Nach besser, wéi d'Virkafsrecht mussen ze zéien, ass et, wann d'Proprietären d'office bereet sinn, un d'Gemeng ze verkafen. Dofir: fréizäiteg op de Proprietär, op d'Bierger duergoen, de Kontakt sichen an eeben och Bereetschaft weisen, wann een um Terrain interesséiert ass. Et gëtt nämlech d'Leit méi bëlleg, wa si un d'Gemeng verkafen, well se da keng Steieren op der Plus-value musse bezuelen. Et ass also am Interessi vun all Verkeefer, fir d'éischt seng Gemeng ze froen, ob si eventuell um Terrain interesséiert ass.

Ofschléissend wëll ech nach erwänen, dass an deem Aarbechtsgrupp och nach de Wonsch opkomm ass, am Gemengegesetz eppes a Richtung Digitaliséierung ze ënnerhuelen. Deem kann ech nëmmen zoustëmmen. Ganz nom Motto „matenee fir eng modern Gemeng", wou mer jo grad amgaange sinn, d'Gemengegesetz ze reforméieren, wou mer jo och schonn e Projet de loi vun der Tutelle administrative deposéiert hunn, wou d'Digitaliséierung och e ganz wichtegt Element spillt. An dofir ass et och wichteg, dës Efforten op sämtlechen Niveaue weiderzefëieren, fir esou de Gemengen och geziilt a puncto Vereinfachung a Moderniséierung entgéintzekommen.

All déi Kenntnisser sollen an deem Aarbechtsgrupp weidergefouert ginn. An, wéi gesot, do ass jo och d'Stad Lëtzebuerg mat vertrueden, wat och ganz gutt ass, well et eng, wann net, mengen ech, déi Gemeng hei am Land ass, déi am meeschten domadder konfrontéiert ass. An et ass wichteg, dass mer eeben och hei elo déi Pisten zesumme fannen, fir dass dat Virkafsrecht, wat mer jo gutt an der Theorie denken, och nach an der Praxis esou ka genotzt ginn, wéi mer et gären hätten.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Inneministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech soen der Madamm Minister Merci fir déi Äntwerten. Leider Gottes, Här President, huet se net op eng vu menge Froe geäntwert! A mir sinn elo an Zäite vun den Examen. Ech mengen, d'Madamm Minister huet ganz einfach niewent de Sujet hei geäntwert. Alles dat, wat se do gezielt huet, dat ass schéin a gutt, mee dat ass net dat, wat ech gefrot hunn. Dat huet méi mam Projet de loi vum Här Kox ze dinn.

An ech fannen, an den Här Roth a verschidden aner Kolleegen hunn et virdru gesot: Et geet

awer wierklech hei ëm de Respekt vun der Chamber! Mir kommen heihinner, fir Froen ze stellen, an da kréie mer net op eng geäntwert. Net op eng! Hei gëtt einfach eng virbereete Ried ofgelies, wou sech iwwerhaapt net mat de Froe vum Deputéierte beschäftegt gëtt.

Här President, dat geet net! Ech muss Iech wierklech soen: Ech komme mer wierklech hei wéi en Dabo vir. Ech hu mer vill Méi ginn. Mir hunn oft, och bei eis am Schäfferot, iwwert déi Thematik do geschwat. Ech stellen hei ganz prezis Froen, Här President - ganz prezis Froen! -, an d'Madamm Ministesch bréngt et fäerdeg, awer net op eng nëmmen usazweis ze äntwerten! Also, ech fannen, dat dote geet net!

Da muss ech elo déi Froen nach eng Kéier schréftlech eraginn. An da kréien ech warscheinlech och nach keng Äntwert dorobber! Also mat allem Respekt: Esou geet et net! An ech menge wierklech, Här President, datt Der eng Kéier der Regierung an alle Regierungskolleege soe misst, si solle wannechgelift ophalen, de Geck hei mat der Chamber ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Inneministesch, wëllt Der nach eng Kéier reagéieren?

(Interruption)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Dass den Här Mosar elo net mat mengen Äntwerten averstanen ass, gutt, dat huelen ech zur Kenntnis. Fir de Rescht, nach eng Kéier: Dir sidd och an deem Aarbechtsgrupp do vertrueden. Ech hunn Iech virdru gesot, dass och do d'Analys vum Urteel vun der Cour gemaach ginn ass. Är Leit sëtzen derbäi.

Nach eng Kéier: Deen Aarbechtsgrupp, et ass gutt, dass et dee gëtt. Et ass gutt, dass dee sech d'nächst Woch trëfft. An da kënnen déi aner Froen, déi dann anscheinend fir Iech nach wichteg sinn, nach eng Kéier traitéiert ginn. Mee, ech mengen, do sëtzen alleguerten déi eenzel Acteuren zesummen um Dësch, fir eeben hei no Solutiounen ze sichen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Minister, wëllt Der net verstoen? Et huet iwwerhaapt näischt mat deem Aarbechtsgrupp ze dinn! Ech hunn Iech hei e puer Froen ... Da lauschtert de Froen no! Ech kann och nach eng Kéier op d'Riednerpult kommen a se nach eng Kéier widderhuelen. Vläicht verstitt Der se dann!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

(Hilarité)

Oder wëllt d'Madamm Ministesch nach eng Kéier drop äntwerten? Dat ass am Fong geholl net de Fall. An eis Riedezäit, déi am Reglement virgesinn ass, déi hu mer erschëpft.

(Brouhaha)

7. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

An ier mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech deposéieren am Numm vun déi Lénk hei eng Motioun. Mir bleiwe beim Logement, dofir hu mer dovunner profitéiert, datt den Här Minister do ass. Mir hate se d'lescht Woch scho matgedeelt, mee étant donné, datt den Här Minister, et war e bësse kuerzfristeg, och nach aner Saachen op der Agenda hat, si mer eis eens ginn, datt mer et dës Woch maachen, wat selbstverständlech ass.

Mir wollten déi heite Motioun deposéieren. Et geet u sech drëms, fir relativ séier kënnen derfir ze suergen, de Locataren am Kontext vun der Covid-19-Kris ze hëllefen. Et ass net nëmmen eng viral Kris, mee et ass och eng sozial Kris, déi riskéiert, sech nach weiderhin ze verschäerfen an nach wäert Méint undaueren.

Mir eranen et jo och schonn: Déi ekonomesch Kris an deenen nächste Méint, déi kéint och ganz staark an enger systeemescher Kris gipfelen. Ech soe „riskéiert", well et leider oft de Fall war an der Geschicht, datt u sech an esou Krisen déi musse blechen, déi net derfir kënnen, an ëmgedréit. Mee dat muss och net esou ausgoen. An dofir menge mer schonn, datt mer op engem Punkt kéinten an eng aner Richtung goen.

Déi heite Motioun huet de Sënn u sech, fir Gerechtegkeet um Wunnengsmaart ze schafen. Gerechtegkeet, an net Charitéit.

Leider ass de Lëtzebuerger Wunnengsmaart eng Plaz, wou eng Minoritéit immens vill op d'Käschte vun enger Majoritéit profitéiere kann. Et kann een et ni genuch soen: Tëscht dem leschten Trimester 2018 an dem leschten Trimester 2019 sinn d'Präisser vun den Appartementer an den Haiser ëm 11 % - 11 %! - geklommen. Wuer ginn all déi Suen hin?

Op jidde Fall wësse mer, wat dat fir ganz vill Leit bedeit. An ech zitéieren do de Statec: Fir 2019 hunn d'Menagen an der Moyenne 36 % vun hirem Revenu disponible fir preengagéiert Depensen ausginn, a vun deene preengagéierten Depensë si 70 % Wunnengsdepensen. 26,3 % vun de Menagen, déi Locatairë sinn, liewen ënnert der Aarmutsgrenz.

Mir wësse jo och ganz genau, wat d'Covid-19-Pandemie bedeit fir déi ekonomesch Aktivitéiten. An den Impakt op d'ekonomesch Aktivitéite wäert net mat der Pandemie ophalen. Et gëtt oft op déi verschidde sozial Mesuren, déi am Kontext vum État de crise geholl goufen, verwisen, mee déi sinn awer an der Zäit limitéiert op deen État de crise.

De sozialen Impakt vun der Covid-19-Kris ass awer net op deen État de crise limitéiert. An déi verschidde Mesuren, wéi d'Subvention de loyer, déi elo kuerzfristeg verbessert gouf, oder aner Hëllefen, wéi d'Allocation de vie chère, ginn awer bäi Wäitem net duer a wäerten net duergoen.

Et geet net nëmmen drëms, d'Vie chère duerch ëffentlech Mëttele méi supportabel ze maachen, mee et geet drëms, der Vie chère un d'Wuerzel ze goen. An ech wollt och drun erënneren, datt den Zougang fir jiddwereen zu engem Logement a Services de base adéquats et sûrs à un coût abordable zu den Objectifs de développement durable vun der UNO gehéiert. An deen ass hei zu Lëtzebuerg bäi Wäitem verfeelt. Ganz verfeelt ass och d'ailleurs den Artikel 31 vun der europäescher Sozialcharta.

Mir fuerderen dofir dräi Punkten, follgend Mesuren, an dëser Motioun.

An enger éischter Phas soll den Artikel 3 ... An do musst Der mech entschëllegen, well an der Motioun, déi ech d'lescht Woch eraginn hat, war e Mëssel geschitt. Am éischten Invite war e klenge Feeler dran. Do steet, et misst een d'Gesetz abrogéieren. Dat war e Feeler. Selbstverständlech muss een et net abrogéieren. Et soll een den Artikel 3 modifizéieren an deem Sënn, datt d'Loyeren op de Meterkaree plafonéiert ginn. Wuelverstane soll een dobäi natierlech an der Berechnung och den Ekipement, d'Ancienneté, d'Efficacité énergétique an och d'geografesch Lag mat a Betruecht huelen.

An enger zweeter Phas soll dann eng generaliséiert Refonte vun deem Gesetz gemaach ginn, déi e konsequent Erofsetze vun de Loyere virgesäit, a wou och dann de Mieterschutz besser garantéiert gëtt duerch d'Schafung vun enger nationaler Mietkommissioun.

An drëttens, natierlech denke mer och un déi kleng Proprietären, déi e Prêt immobilier zréckbezuele missten, entweeder fir d'Eegewunneng ze bezuelen, ze rembourséieren oder fir eng Wunneng, déi se och weiderverlounen. Eng Wunneng natierlech, net driwwer! Déi missten dann och eng temporaire Aide kréien, déi opgrond vun hirem Revenu disponible misst berechent ginn.

Also, wéi Der gesitt, mir versichen och u jiddwereen ze denken an dëser Motioun. Mir mengen, et misst een esou e Gesetz maachen, do kann ee sech och nach ee Mount huelen, e puer Wochen huelen, awer net ze vill laang waarden, well déi ekonomesch a sozial Konsequenze wäerte warscheinlech - leider! - ganz schwéier ze spiere ginn an deenen nächste Méint! An dofir musse mer elo ganz schnell agéieren.

Ech soen Iech Merci an ech deposéiere se natierlech.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses de prix de l'immobilier très inquiétantes depuis des années ;

- considérant la hausse sensible des prix des appartements et maisons constatée par l'Observatoire de l'habitat dans le trimestre qui a précédé le déclenchement de la crise du Coronavirus/Covid-19 (+11 % entre le quatrième trimestre 2018 et le quatrième trimestre 2019) ;

- considérant que selon des chiffres du Statec pour l'année 2019 les ménages dépensaient en moyenne 36 % de leur revenu disponible pour des dépenses pré-engagées et que 70 % de cette consommation pré-engagée des ménages est constituée de loyers réels, de charges liées au logement et de remboursements d'emprunts ;

- considérant que selon les derniers chiffres disponibles du Statec 18,3 %, des personnes résidentes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2018 et que cette part augmentait à 26,3 % parmi les ménages locataires ;

- considérant que le virus dit « Coronavirus », désigné par « Covid-19 », a été déclaré comme constituant une pandémie par l'Organisation mondiale de la santé ;

- considérant que le Gouvernement a dû prendre des mesures d'urgence pour endiguer la propagation du Coronavirus/Covid-19 et protéger la population ;

- considérant que lesdites mesures ont entraîné un quasi-arrêt d'une grande partie des activités économiques au Luxembourg ;

- considérant que ce quasi-arrêt des activités économiques a engendré des pertes de revenu d'une grande partie de la population active dans le secteur privé dont les effets économiques et sociaux continueront à se manifester dans les mois prochains ;

- considérant que le Gouvernement a mis en place des mesures de soutien aux entreprises et aux salariés touchés par les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- considérant que lesdites mesures constituent des aides ciblées dont les effets sont limités d'un point de vue financier et temporel ;

- considérant que le budget d'un nombre croissant de ménages sera affecté par les conséquences de la pandémie Coronavirus/Covid-19 et le fardeau des loyers ou d'emprunts immobiliers ;

- considérant que la subvention de loyer peut dans certains cas apporter un soutien financier précieux aux ménages locataires, mais que cette dernière ne peut pas compenser une perte de revenu considérable ;

- estimant que la subvention loyer ainsi que d'autres aides publiques destinées aux ménages en difficulté financière, dont notamment l'allocation de vie chère, ne constituent pas de solutions durables à la crise du logement ;

- considérant que l'accès à un logement abordable et convenable pour chacun.e est un prérequis pour pouvoir mener une vie digne ;

- considérant les Objectifs de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030 qui encouragent tous les États membres de l'ONU à assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable ;

- considérant la Charte sociale européenne qui dans son article 31 oblige les Parties à s'engager à prendre des mesures destinées à garantir le droit au logement pour toute personne en favorisant l'accès le plus large possible au logement et en abaissant le coût du logement pour les personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes ;

- considérant que les mesures de confinement face au Coronavirus/Covid-19 en place depuis huit semaines ont mis en évidence l'importance de l'accès à un logement convenable où les gestes barrières sont praticables et les difficultés du confinement humainement tolérables ;

invite le Gouvernement :

- à modifier dans un premier temps la loi concernant le bail à loyer en introduisant des loyers plafonnés par mètre carré qui sont fixés en tenant compte de l'équipement, de l'ancienneté, de l'efficacité énergétique et de la situation géographique du logement en vue de garantir à chacun.e l'accès à un logement abordable et convenable ;

- à procéder à une refonte de ladite loi visant une baisse généralisée, conséquente et durable des loyers et une meilleure prise en compte des droits des locataires via la mise en place d'une commission nationale en charge des règlements des litiges entre locataires et propriétaires ;

- à introduire une aide temporaire pour les ménages-propriétaires échelonnée en fonction du revenu disponible et de la taille du ménage qui rencontrent des difficultés à rembourser leur prêt immobilier pour leur propre logement ainsi qu'une aide échelonnée en fonction du revenu disponible pour les propriétaires d'un seul logement loué dont la rente de loyer baisse suite au plafonnement du prix des loyers par mètre carré.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech proposéieren, mam Accord vum Auteur vun der Motioun respektiv vum Minister, datt mer muer am Ufank vun der Sëtzung zur Diskussioun respektiv zum Vott vun dëser Motioun kommen.

8. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale

Mir kommen dann elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'Émsetzung vun der Policereform. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Claude Lamberty, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen.

Den Här François Bausch, Minister fir bannenzeg Sécherheet, huet d'Wuert. Här Bausch, wannechgelift.

Exposé

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci un d'Chamber, datt mer déi Consultatiounsdebatt haut kënne féieren, déi ech jo och selwer scho méi laang ugefrot hat. Duerch verschidden Ëmstänn huet se Verspéidung kritt. Ech géif mech duerfir nach eng Kéier wëllen entschëllege bei der Chamber. Deelweis ass et net selbstverschëlt - ech mengen, d'Kris, dat weess jiddwereen -, mee deelweis war et och esou, well awer Avisen, déi mer gefrot hunn, méi laang gebraucht hunn, ier mer se kritt hunn. Mee dat ännert awer näischt drun, mir si frou, datt mer se kritt hunn.

Ech wëll och all deenen, déi eis déi Avise ginn hunn a geschriwwen hunn a sech d'Méi gemaach hunn, dat am Detail ze maachen, e grousse Merci soen. Dat alles hëlleft eis, souwéi och d'Debatt vun haut an d'Saachen, déi d'Deputéiert mer wäerten esou zielen, fir datt mer déi grouss Reform vun der Police, déi mer musse maachen, déi mer brauchen, mee wat eng grouss Reform ass vun enger wichteger Administratioun vum Staat, fir datt mer déi kënne weiderféieren.

Well eng Reform ass ëmmer e Work-in-Progress. Déi fänkt net un an ass den aneren Dag eriwwer. Ech mengen, zemools bei esou enger grousser, wichteger Administratioun wéi der Police brauch déi hir Zäit. Duerfir ass ëmmer all Suggestioun wëllkomm bei mir. A selbstverständlech musse mer déi ofweien a kucken. D'Regierung muss den Intérêt général am A hunn a kucken, datt mer déi Suggestioune sou gutt wéi méiglech kënnen abauen, wéi se da Sënn maachen. Mee se ginn net alleguerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Staat huet de Gewaltmonopol an eiser Gesellschaft. Deen üübt deen aus. Dëse soll de Bierger virun Iwwergrëff vun anere schützen. De staatleche Gewaltmonopol ass eng entscheedend Ramebedéngung, fir datt mer angschtfräi kënne liewen, fir datt een am Respekt mat deem aneren ëmgeet.

Mee wann ech dat soen, da soen ech och an engems, datt do hannendrun eng eenorm héich Responsabilitéit läit, well domadder muss ee virsiichteg ëmgoen. Do muss ee mat Fangerspëtzegefill virgoen. A virun allem natierlech déi Administratioune beim Staat, déi fir de Staat de Gewaltmonopol ausüben, an d'Police ass eng dovunner, déi si besonnesch gutt beroden, oder musse besonnesch oppassen, fir datt se bei der Uwendung dovunner mat deem néidege Fangerspëtzegefill virginn, datt se sech strictement un d'Reegelen halen, datt d'Gesetzer kloer sinn, prezis sinn, an datt duerfir d'Police méiglechst ..., oder net „méiglechst", mee datt se am Fong irreprochabel ass an datt se sech dat duerfir och an hirer Approche ëmmer virun Ae féiert.

Well dat esou wichteg ass, war et mer och wichteg - ënner anerem zwar och wéinst internationale Contrainten -, datt mer e Code de déontologie bei der Police geschafen hunn. Deen hu mer kritt. Ech mengen, d'Chamber krut en och an der Kommissioun eng Kéier virgestallt. Deen ass a Kraaft.

Dee Code de déontologie ass elo net eng gesetzlech Basis, mee dat ass am Fong en Richtlinn. Et si Guidelines fir d'Police um Terrain, fir datt se deem, wat ech elo virdru beschriwwen hunn, méiglechst gutt ka gerecht ginn. An ech sinn och frou, datt mer dee Code de déontologie bei der Police konnten a grousser Unanimitéit ofschléissend zesummestellen. Dat heescht, mir haten en Aarbechtsgrupp, woura bis zu de Gewerkschaften alles vertruede war. An, wéi gesot, mat grousser Zefriddenheet stellen ech fest, datt deen e groussen Zousproch bei jiddwerengem fonnt huet.

D'Police muss awer och duerfir gutt opgestallt sinn. Si muss encadréiert sinn. Hir Organisatioun an hir Formatioun virun allem spillen eng zentral Roll.

An dee Reformprozess, fir d'Lëtzebuerger Police besser opzestellen, deen huet schonn e ganz, ganz laange Wee hannert sech. Deen ass am Fong ugaangen 1999 mat der Fusioun vu Gendarmerie a Police. Duerno ass dat natierlech ëmgesat ginn, ass d'Mise en place dovunner gemaach ginn. Et hu méi Regierungen do-

runner geschafft, vun deenen ënnerschiddlechste Faarwen an Zesummesetzungen.

An dunn ass am Juli 2014 déi nächst Etapp ageleet gi mat fir d'éischt emol engem Audit, dee bei der Police gemaach ginn ass. An dësen Audit an dës Diskussiounen hunn dunn iwwer véier Joer zu der Adoptioun vum Gesetz vum 18. Juli 2018 duerch d'Chamber gefouert, wou d'Policegesetz komplett reforméiert ginn ass.

Ech mengen, do si vill Etappen dertëschent gewiescht. Do si vill Ministeren, vill Chamberen, déi sech domadder beschäftegt hunn dertëschent. An ech mengen, datt dat och alles vun 1999 u bis haut mat ganz vill Fangerspëtzegefill gemaach ginn ass.

Ech mengen awer, datt mer alleguer zesummen ee ganz groussen Denk- an Handlungsfeeler déi lescht 25 Joer gemaach hunn. An dat ass, datt mer bei der Police genausou ënnerschat hu wéi bei anere Verwaltungen oder wéi och bei eisen Infrastrukturen, datt Lëtzebuerg eng Wuesstumsdynamik kannt huet, déi hiresgläiche sicht an Europa, datt mer e Bevëlkerungswuesstum haten tëschent 1995 an 2020 vu 405.650 Awunner op 626.108 Awunner an datt parallell dozou och nach d'Frontaliere vu 55.000 op 220.000 eropgaange sinn.

Dat heescht, mir hunn a 25 Joer 220.000 Awunner bäikritt. A mir hunn a 25 Joer d'Frontalierszuel vu 55.000 vervéierfacht op 220.000. Dat heescht, mir hunn am Dag zu Lëtzebuerg 850.000 Bierger, déi sech hei zu Lëtzebuerg ophalen. An dat sinn natierlech ganz aner Erausfuerderunge fir eng Polizei, fir eng Administratioun wéi d'Police, wann déi Leit, déi sech hei zu Lëtzebuerg ophalen, sech a 25 Joer ëm 100 % an d'Luucht setzen, mat där ganzer Problematik, déi do hannendrun ass, wéi dat haut de Fall ass.

Natierlech sinn d'Effectiver vun der Police och an där nämmlechter Period eropgesat ginn. Ech wëll net soen, et wär näischt gemaach ginn. Vun 1995 un, wéi et nach d'Police an d'Gendarmerie ginn ass, war den Effectif vun deene béide Corpsen zesumme vun 1.000 Leit eropgaangen op 2.500 Leit 2020.

Dat ass schonn eng substanziell Steigerung, mee si entsprécht bei Wäitem net deem, wat de Fait mat sech bruecht huet, datt mer bei deene Leit, déi sech am Land am Dag ophalen, vu méindes bis freides op alle Fall, do op 850.000 haut sinn. Well do muss ee jo wëssen: Dat ass net nëmmen eng Zuel vun Awunner oder vu Leit, déi sech hei ophalen, dat si Beweegungen, dat sinn Aarbechtsplazen, déi entstane sinn, dat si Saachen, déi méi hu misse bewaacht ginn.

Do ass eng Hellewull vun Aarbechten hannendrun. A ganz sécher: Obschonn den Effectif eropgaangen ass bei der Police an deene leschte 25 Joer, ass et largement net duergaangen. Et ass komplett vun der Politik en général ënnerschat ginn, wat do geschitt ass an datt mer hätte misse méi séier nobauen.

Dann awer zréck zu der Reform vun 2018 an hiren Objektiver. Si hat dräi Objektiver:

Deen éischten Objektiv, dat war, fir d'Police ze moderniséieren, se de Realitéite vum Land unzepassen, eeben deene Realitéiten, déi ech elo och beschriwwen hunn, déi sech an deene leschte 25 Joer entwéckelt hunn.

Dat Zweet war, méi Agenten um Terrain ze hunn. Wann ech soe „méi Agenten um Terrain", dann huet dat virun allem natierlech zur Konsequenz, datt ech muss vill Leit astellen, vill Leit fannen, rekrutéieren, forméieren. Ech kommen nach drop ze schwätzen, ob dat eis gelongen ass oder net.

Deen drëtte Punkt ass, d'Police méi no, méi accessibel ze maache bei de Leit um Terrain. Ech war nach ëmmer der Iwwerzeegung, och schonn ier ech dee Ministère iwwerholl hunn, datt d'Police am beschte schafft, wa se um Terrain ass, wann d'Leit se gesinn, wa se gespuert gëtt, wa se detektéiert gëtt. Dat ass déi bescht Preventioun, well dat ass nämlech d'Garantie, datt am Fong vill Saachen, déi passéieren, eeben net passéieren. An et muss jo drëms goen, fir Delinquance, fir Kriminalitéit ze verhënneren, Preventioun ze maachen. An dat geschitt am beschten, mengen ech, wa mer vill Polizisten um Terrain hunn.

An dann hat déi Reform fënnef Voleten: Dat Éischt war d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun. Dat Zweet war déi sougenannt territorial Reorganisatioun. Dat war jo och déi, déi am meeschte fir Diskussioune gesuergt huet. Dat Drëtt, dat war d'Modernisatioun vum Service Ressources humaines bei der Police, fir deen ze moderniséieren. Dat Véiert, dat war d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire. Eng ganz wichteg Reform, ech kommen och nach dorobber zréck. An dat Fënneft war d'Verstäerkung vun der Police administrative. Och do ass villes ëmgesat ginn, mee och do gëtt et nach Schwieregkeeten. Op déi kommen ech och nach ze schwätzen.

2018 ass, wéi gesot, am Juli d'Gesetz gestëmmt ginn. A mir ass d'Chance oder - et kann een och soen - de Pech zougefall, fir natierlech dat mussen ëmzesetzen, wat d'Chamber 2018 decidéiert huet. An ech hu mer och Méi ginn, dat bis elo ze maachen. Vill Saache vun deem, wat ech elo opgezielt hunn zum Beispill, si schonn ëmgesat ginn.

Mir hunn dat natierlech, dat wëll ech awer hei ënnersträichen - net fir mech elo erauszerieden fir Saachen, déi vläicht nach net geschitt sinn, mee trotzdeem mengen ech awer, datt et derwäert ass, datt mer dat hei erwänen -, ënner schwierege Bedéngunge musse maachen.

Fir d'éischt emol duerch schwiereg Bedéngungen, déi d'Police a mir, d'Politik, a virun allem d'Regierung sech selwer zouzeschreiwen hat: Dat war déi sougenannten Dateproblematik, wéi déi bis opkomm ass, wéi déi vun der Chamber a vun den Deputéierten opgeworf ginn ass.

Eng schwiereg Diskussioun, déi awer vollkommen hir Legitimatioun huet a wou ech och hoffen, datt mer bis de Summer deen Timing halen, deen ech mer am Fong selwer ginn hat, datt ech der Chamber bis de Summer wëll en definitive Projet de loi deposéieren. Ech wäert och d'nächst Woch, wéi ech et versprach hat, an der zoustänneger Chamberskommissioun en éischte Projet oder Avant-avant-projet presentéieren. An da wëll ech den Deputéierten, alle Fraktiounen Zäit ginn, dräi Wochen, véier Wochen, fir hir Reflexiounen ze maachen, eventuell och schréftlech Saache schonn eranzeginn.

Ech hat versprach, ech hat dat och mat der Regierung esou ofgemaach, datt mer hei wéilten e ganz anere Wee goen, wéi et normalerweis üblech ass. Ech wëll eréischt den Avant-projet de loi, dee vun der Regierung adoptéiert ass, deposéieren, nodeem ech virdru schonn d'Chamber massiv consultéiert hunn. Ech mengen, et ass en Theema, wat eis alleguer wichteg war. An duerfir wäerte mer dat och esou maachen.

D'Zil ass awer nach ëmmer ganz kloer, datt de Regierungsrot e Gesetzesprojet virun der Summerpaus unhëlt an deen dann an d'Chamber kënnt. An da kann och nach duerno selbstverständlech jo d'Chamber hir Aarbecht maachen an dorunner schaffen.

Also, wéi gesot, trotzdeem, dat war eng schwiereg Phas. Dat huet eis vill Zäit kascht, och am Ministère, fir op deem Dossier ze schaffen. Et ass eng komplex Thematik gewiescht, wéi mer jo alleguerte selwer hu misse feststellen.

Deen zweete Punkt ass, an da kommen ech direkt zu engem Kärpunkt, datt mer nach ëmmer - nach ëmmer! - bei der Police mat chroneschem Personalmangel geplot sinn. Mir hunn dee chronesche Personalmangel nach net behuewe kritt. Ech soen och nach duerno eppes dozou. Mee dat mécht eis natierlech am Alldag am Schaffe vill Misär, fir datt déi Reform och kann esou gräifen, wéi mer eis se alleguerte virgestallt hunn.

An dat Drëtt ass natierlech dat, wat mer elo haut erliewen, déi ganz Covid-19-Krankheetskris, an där mer dra sinn. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dat huet virun allem der Police vill Ressourcen ofverlaangt an och dem Ministère, deen derfir zoustänneg ass fir matzehëllefen, datt mer déi Kris do méiglechst gutt geréieren, déi och bekanntlecherweis nach net eriwwer ass.

Mir kënnen duerfir haut no ..., et ass jo elo bal zwee Joer hier, datt d'Gesetz gestëmmt ginn ass, en éischte Bilan zéien. Mee et ka sécherlech keen definitive Bilan sinn. Well, éischtens, esou eng grouss Reform, déi brauch Adaptatiounen, déi brauch Zäit. An duerch, wéi ech gesot hunn, déi méi komplizéiert Ëmstänn ass ganz sécher och vill Zäit verluer gaangen, wou mer net esou effikass konnten dru schaffen, wéi et eis léif gewiescht wär a wéi mir et och gär gemaach hätten, duerch déi Ëmstänn.

Mee trotz deem schwieregen Ëmfeld ass villes geschitt. A mir hunn och vill consultéiert. Eleng tëschent Mëtt Oktober 2019 an Enn Februar 2020 si Consultatioune gefrot ginn, sinn Avise gefrot gi bei der Direction générale de la Police, vun der Inspection générale de la Police, vun den Autorités judiciaires, dem Syvicol, de Gemengen, déi e ganz wichtege Partner fir mech sinn an deem Dossier hei. Selbstverständlech all d'Gewerkschaften, also Associatiounen, Gewerkschaften, déi mat der Police ze dinn hunn, hunn eis en Avis ginn.

An Dir konnt, wann Der de Resümmee gelies hutt, dee mer lech gemaach hunn - dat ass jo eng kondenséiert Versioun, dat Dokument, wat ech der Chamber zesummestelle gelooss hunn -, do konnt Der och sécherlech liesen, datt et natierlech och gewësse Crispatioune gi sinn an den éischten zwee Joer.

Wann Der liest, wat zum Beispill d'Inspection générale de la Police schreift, do si jo e puer Saachen zitéiert am Bericht, deen ech lech ginn hunn, a wat d'Direction générale schreift, wéi do ënnerenee kommunikéiert ginn ass, da stellt Der fest, an dat ass awer ganz normal, vu datt d'IGP jo och e komplett neie Status kritt huet, eppes Neits war par rapport zu deem, wéi et virdru fonctionéiert huet, datt dat eng Zäit gebraucht huet, bis do dat Zesummespill och esou fonctionéiert huet, wéi mer eis et alleguerte virstellen a wéi et och soll fonctionéieren. Mee ech kann lech awer soen: Dat funktionéiert haut wierklech gutt! An och déi Kommunikatioun, do si vill Saache beschriwwen, wat d'Kommunikatiounsproblemer ubelaangt, déi sinn haut gréisstendeels behuewen. Déi Zesummenaarbecht funktionéiert entre-temps exzellent.

Wéi gesot, dee Rapport, dat ass eng Synthees. Dir hutt nach méi Detailer an deenen eenzele stoen, mee déi wichtegst Saachen hu mer lech awer erausgeschriwwen. Ech mengen, et war eis och wichteg, datt d'Chamber iwwer all déi Informatiounen och korrekt kéint verfügen.

Da si mer och bei enger Rei Dossiere ganz gutt weiderkomm, niewent der kompletter Reorganisatioun vun der Struktur, op déi ech nach kommen, wat d'Personal ubelaangt. Mir hunn e Plan de recrutement opgestallt, och zesumme mat de Gewerkschaften, dee wierklech substanziell ass.

Mir hunn och elo nach en Audit ofgeschloss bei der Policeschoul, well d'Policeschoul spillt eng wichteg Roll an der Zukunft. Net nëmme beim Rekrutement, bei der Formatioun vun de Polizisten, mee och bei der Weiderbildung vun de Poliziste soll déi eng wichteg Roll spillen. Duerfir hunn ech och virgesinn, datt mer eng ganz nei Policeschoul wäerte bauen. Mir hu jo och elo de Site erausgesicht. Dat wäert a Phase gebaut ginn.

Mir kréien eng schwiereg Iwwergangszäit, ganz sécher, well mer mat vill Provisorie musse schaffen, an dat zu engem Moment, wou mer natierlech vill méi Leit wäerten an där Policeschoul hunn - wat ech jo hoffen, wa mer se all rekrutéiert kréien -, wéi dat vläicht virdrun de Fall war. Mir probéieren awer, dat alles esou gutt wéi méiglech hinzekréien. Mee et ass awer, wéi gesot, do villes, wat um Lafen ass.

An dann a puncto Karriär, do ass villes gemaach ginn am Kader vun der Reform. Mee do sinn awer och nach vill Dossieren, mat deenen ech net ganz zefridde sinn, mat deenen de Minister och net ganz zefridden ass. Ee Beispill - ech kommen herno nach eng Kéier e bëssen op d'Karriären zréck -, dat ass d'B1-Karriär, wat eng wichteg Neierung war bei der Police. Mee do si sécherlech nach Saachen dran an där B1-Karriär, wou mer mussen nobesseren, noschaffen. Do sinn ech och an Diskussioune mat de Gewerkschaften,déi ganz konstruktiv sinn.

Bon, et sinn och eng Rei Recourse gemaach gi virun dem Tribunal administratif. Ech mengen, do waarde mer selbstverständlech of, bis mer déi Urteeler kréien. An da wäerte mer dat respektéieren, wat do an deenen Urteeler wäert drastoen. Mee mir schaffen awer och selwer un enger Rei Iddie par rapport zu der B1-Karriär, wou mer mengen, wou ee misst nach vläicht e bëssen awer nobessere goen.

An dann natierlech, wat ëmgesat ass, dat ass déi ganz Reorganisatioun vun der Direction générale vun der Police. Mir hunn haut véier Direktiounen. Eng Direction centrale fir d'Police administrative, eng Direction centrale fir d'Police judiciaire an eng fir d'Ressources et compétences an eng fir Stratégie et performance. Dat heescht, déi schaffen natierlech all och zesummen, mee et ass net méi alles esou konzentréiert op enger Plaz. An duerch de Fait, datt dat esou opgeschlësselt ass, mengen ech, gëtt et vill méi eng Spezialisatioun an et kann een déi och méi verdéiwen. An et ass dat, wat een och haut an esou enger moderner Administratioun wéi der Police ganz sécher brauch.

D'Resultat ass, datt mer ganz sécher am Gesamte méi eng effikass Repartitioun hu vun den Tâchen, virun allem natierlech an der Direction générale, déi, wéi gesot, elo ganz anescht opgestallt ass wéi virdrun. Mir hunn och méi eng Implikatioun, méi en Zesummeschaffe vun alle Servicer, virun allem och ugesiichts deenen neien Defien, déi mer hunn; och d'Police kritt ëmmer erëm nei Defie bäi. Nëmmen een, op dee kommen ech och nach herno zréck, dat ass d'Digitaliséierung, déi an der Police elo wäert an der Zukunft ganz staark forcéiert ginn. Dat war e ganz kloren Defi. An duerfir, well mer déi Direction centrale iwwert d'Kompetenzen opgebaut hunn, do gëtt ganz vill geschafft a Richtung vun deem Beräich vun der Digitaliséierung.

Dann ass natierlech den Dateschutz, zum Beispill, jo och e wichtegt Theema, wou mer och nei Erausfuerderunge kritt hunn, wou och nei Servicer hu mussen opgebaut gi bei der Police a wat natierlech och direkt Implikatiounen huet op d'ganz Aarbechtsweis vun der Police. An Dir kënnt lech virstellen, datt dat net esou einfach an esou enger Administratioun ëmzesetzen ass.

Et gëtt och ganz kloer duerfir positiv Aspekter, mee awer sécherlech ass nach net alles, wéi et soll sinn. An duerfir musse mer awer och deem Ganzen nach e bëssen Zäit ginn. A mir schaffen drun. Ech mengen, duerfir sinn ech och gespaant, wat déi eenzel Deputéiert mer hei mat op de Wee ginn, fir ze kucke bei deem Wee, bei där Aarbecht, un där mer sinn, wéi mer déi nach kënne verbesseren, wéi mer dat nach kënne matabauen.

Deen zweete Punkt ass d'Réorganisation territoriale. Déi war natierlech ganz staark ëmstridden. An ech kann och verstoen, firwat. Ech mengen, vill Buergermeeschteren hu sech Suerge gemaach: Wat bedeit dat? Gëtt dat, gëtt eis ... Ass nach genuch Police no um Bierger do? Sinn d'Policebeamten nach genuch do fir eis? Ass genuch Uspriechméiglechkeet do fir d'Gemengen? Alles berechtegt Suergen.

An och do wëll ech soen: Dat fonctionéiert sécherlech nach net zu 100 % esou, wéi et soll fonctionéieren, mee dat huet virun allem och mat deem ze dinn, wat ech am Ufank gesot hunn, datt mer nach ëmmer e chronesche Personalmangel hunn. An awer mengen ech, datt de Fait, datt mer déi Reduktioun gemaach hunn a vu sechs op véier Regioune gaange sinn, eng Regioun Capitale mat der Stad Lëtzebuerg, eng Centre-Est, wou de Sëtz zu Gréiwemaacher ass, eng Nord mat Sëtz zu Dikrech an eng Sud-Ouest mat Sëtz zu Esch, datt deen Usaz awer richteg war an datt een op deem Wee soll weidergoen. Well d'Zil muss jo sinn, méi Effizienz ze kréien, méi Presenz um Terrain ze kréien. An ech mengen, datt dat awer iwwert dee Wee ganz kloer méiglech ass.

An ech muss och soen: Ech hu jo 2019 dunn als éischte Minister dat, wat am neie Gesetz steet, nämlech déi Concertatioun ze maache mat de Regiounen, mat de Gemengen, musse maachen. Ech war an deene véier Regiounen. Dat war och gutt besat, d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit ware gutt vertrueden. Dat ware ganz konstruktiv Diskussiounen.

An ech hunn och - dat, muss ech och soen, fannen ech immens appreciabel - vill Buergermeeschtere gehat, déi mer gesot hunn: „Mir waren am Ufank wierklech extreem skeptesch par rapport zu Fusiounen an Zesummeleeë vu Commissariats de proximité a méi regional Saachen. Mee mir gesinn haut trotzdeem, datt et awer eng ganz Rei Saache bruecht huet, och wann et nach net esou fonctionéiert, wéi mer et gären hätten, an datt mer awer do op engem Wee sinn, dee ganz kloer positiv Usätz huet." An duerfir sinn ech frou, datt vill Leit, déi méi skeptesch waren, a wou een och ka verstoen, firwat se skeptesch waren, datt déi awer elo op ee ganz aneren, konstruktive Wee wëlle matgoen.

Dann natierlech, wéi gesot, de Remplacement vun de Commissariats de proximité duerch déi sougenannt Centres d'intervention, en Typ vu Kommissariat mat enger eenzeger Zilsetzung: Presenz um Terrain. A wéi gesot, do ass den A an den O vun deem Ganzen, vun der Proximitéit, vun der méi grousser Proximitéit, datt mer méi grouss Unitéiten hunn, déi och méi kënnen zesummen als grouss Unitéiten um Terrain sinn. Mee duerfir musse mer d'Leit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Déi Réorganisation territoriale, wéi gesot, ech mengen, datt de Wee richteg ass, mee mir sinn awer nach laang net um Enn ukomm. A wierklech, mir musse substanziell den Effectif erhéijen. Dat ass dee wichtegste Punkt, fir datt déi Kommissariater kënnen déi Horairen, déi mer och virgesinn hunn, fir d'Bierger garantéieren, fir datt och d'Leit um Terrain net ze vill Iwwerstonne maachen, fir datt d'Leit net iwwerbelaascht sinn. Ech mengen, dat musse mer alles verhënneren. Duerfir, dee ganze chronesche Personalmangel opzehiewen, dat ass e ganz, ganz wichtege Chantier fir déi nächst Joren.

Dozou gehéieren dann natierlech och d'Lokaler vun der Police, d'Infrastrukture vun der Police. An ech muss soen, ech hunn 2019 benotzt, fir e bëssen esou eng Aart Tour de Lëtzebuerg ze maachen. Ech war zimmlech duerch all d'Servicer vun der Police selwer als Minister mer op d'Plaz alles ukucken, hat vill Diskussioune mat de Vertrieder um Terrain, mat de Polizisten um Terrain. Ech hu Saache gesinn, déi mer gutt gefall hunn.

Ech gesinn de Buergermeeschter vu Gréiwemaacher: Wann ech kucken, wéi d'Regional Gréiwemaacher dosëtzt, dat ass fantastesch. Esou soll et sinn, soen ech ëmmer. Esou soll e Polizeikommissariat ausgesinn. Esou soll et ausgestatt sinn. An ech mengen, et sinn och nach anerer, zu Dikrech, als Beispill, ass och eent.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

An der Stad, Madamm Buergermeeschter, gëtt et selbstverständlech och Kommissariater, déi ganz schéi sinn. Ech wollt elo net hei d'Jalousie provozéieren tëschent de Buergermeeschteren, mee ech hunn elo déi zwee genannt, déi mer grad agefall sinn, déi mer awer och, muss ech soen, gutt gefall hunn. Dat eent ass dat vu Gréiwemaacher, an déi zu Dikrech selbstverständlech och, déi ganz gutt dosëtzen.

Mee ech soen Iech awer och gradesou gutt, datt ech Kommissariater gesinn hunn, wou ech mech geschummt hunn. Wou ech mech geschummt hunn, datt mer an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg Polizisten ënner esou katastrophale Konditioune schaffe loossen: zu Esch, zu Déifferdeng, fir just déi zwee ze nennen, dat ass eng Zoumuddung, wéi déi Leit do musse schaffen! An ech war wierklech schockéiert. An ech hu gesot: „Dat hei kann net sinn!"

A mir sinn och um gudde Wee mat Projete vun Neibaute fir déi zwee, fir zum Beispill Esch a fir Déifferdeng. Zu Déifferdeng an Zesummenaarbecht mat ..., also iwwerall souwisou a gudder Zesummenaarbecht mat der Gemeng, mee zu Déifferdeng ass et d'Gemeng, déi fir de Staat wäert bauen, et ass an engem Komplex. Zu Esch maache mir et selwer.

Ech war zu Diddeleng kucken. Do ginn et méi Problemer mat der Plaz, mee do hu mer och eng Iddi mat der Diddelenger Gemeng. Mee virun allem gëtt et der eng Rei, déi mech wierklech schockéiert hunn. An da waren der awer och dobäi, déi ech guer net adaptéiert fonnt hunn. Ech war op Ettelbréck kucken, ech hunn zu Ettelbréck fonnt, datt do elo net e Problem onbedéngt ass vu Salubritéit oder esou Saachen, mee datt dat awer alles Raimlechkeete sinn, déi net gëeegent si fir e Policekommissariat. An duerfir hu mer och elo do en neie Projet. Do kënnt warscheinlech e ganz neit Kommissariat, op der Gare gëtt dat gebaut. Natierlech kënne mer dat dann nei bauen an och deementspriechend bauen, datt et deem entsprécht, wat d'Police brauch, fir datt d'Sécherheet garantéiert ass an esou weider.

Also ech mengen, do ass villes am Uergen. An dat huet och vill Afloss op de Fonctionnement vun der Police. Wann d'Infrastrukturen, wann d'Handwierksgeschier vun engem Corps, mat deem ech ze dinn hunn, net gutt ass, da muss ech mech net wonneren, wann d'Moral vun de Leit och net gutt ass. An ech mengen, datt duerfir dat do e Punkt ass, wou mer musse vill nobesseren.

Och déi Unité spéciale vun der Police, e ganz wichtege Corps vun der Police, déi sinn zwar gutt ekipéiert, mee ech muss awer soen, dat huet mer och net gefall esou, do wou se sëtzen a wéi dat amenagéiert ass. Dat ass zwar modern, mee et ass ze kleng, et ass vermëscht mat anere Servicer vun der Police. An och do wëll ech mer eng Rei Gedanke maachen, fir eppes anescht ze maachen, also fir d'Infrastrukture besser opzestellen, zemools fir esou eng wichteg Unitéit wéi d'USP, déi ganz spezifesch Aufgaben huet.

D'Policeschoul d'nämmlecht, ech hunn et scho gesot, et ass wichteg, datt mer ganz schnell eng nei Policeschoul bauen. Also de Staat wäert massiv an d'Infrastrukture vun der Police an Zukunft investéieren.

An dann d'Digitaliséierung, ech hunn et scho gesot: Ech mengen, mir kënne vill, vill Zäit spueren an der alldeeglecher Policeaarbecht, wa mer an deem Beräich nach ganz staark nobesseren. Ech hu mer villes ugekuckt, wat an Holland leeft - fir mech ass d'hollännesch Police e bësse modellhaft -, wou d'Digitaliséierung scho ganz wäit fortgeschratt ass, wou d'Polizisten op hirem Tablet, dee se hunn, ganz vill Saachen op der Plaz kënne maachen, wou se net méi brauchen herno, wa se an d'Kommissariat kommen, nach vill Zäit ze verléieren an nach do eng Stonn ze sëtzen, fir Rapporten ze schreiwen, wou d'Aufgaben an alles kann erliichtert ginn duerch d'Digitaliséierung.

An do hu mer och elo also éischtens dee Service jo bei der Police, dee ganz eleng eng kloer Strategie huet. Mir wäerten och nach en externe Consultant mat bäihuelen, fir datt mer do méi schnell weiderkommen, fir datt mer do nach eng Schëpp kënne bäileeën.

Drëtte Punkt: D'Moderniséierung vun de Ressources humaines. Et ass esou, datt mer wollten eng strateegesch Gestioun vun de Ressources humaines kréien. Richteg Ressources humaines, wéi dat sech an enger moderner Administratioun passt, natierlech fokusséiert op de Rekrutement, op d'Integratioun an op d'Formatioun.

Beim Rekrutement gi mer och ganz nei Weeër an der Kommunikatioun. Mir haten d'lescht Joer en éischten Usaz gemaach. Mir wäerten dat dëst Joer nach eng Kéier verdéiwen. Mir stelle jo elo dëst Joer gär iwwer 200 Polizisten an. An do wäerte mer eng professionell Campagne maachen. Déi wäert elo vum Juni bis an den Hierscht era goen, fir datt mer déi Leit och fannen.

De Plan de recrutement 2020-2022 ass och schonn e Resultat vun där Moderniséierung vun de Ressources humaines, wou elo Leit sinn, déi wierklech ganz, ganz gutt matgeschafft hunn, fir datt mer dee Plang konnten opstellen. A mir rekrutéieren duerfir gär bis 2022 607 nei Polizisten an nach eng Kéier 240 Leit fir den zivile Kader. Dat ass e risegen Effort. Dat sinn iwwer 800 Leit, déi mer wëllen astellen. Dat gëtt en Challenge, net nëmme fir se ze fannen, mee och fir se duerno ze encadréieren, auszebilden a se dann an de Policecorps natierlech och duerno ze integréieren.

Déi Campagne médiatique de recrutement, wéi gesot, déi leeft elo weider. Mir wäerten och nach Adaptatioune maachen un der Legislatioun an un der Reglementatioun, wat de Rekrutement ubelaangt. Do si mer sécher nach net um leschte Stand ukomm. De Succès vun der Reform an der Modernisatioun vun de Ressources humaines geet awer natierlech och do selwer iwwer e Renforcement vun Effectiver. Ech mengen, datt dee Service nach wierklech muss staark renforcéiert ginn, fir datt déi Leit net iwwerbelaascht sinn, déi do schaffen, an datt se kënnen eng modern RH-Politik verfollegen.

Véierte Punkt: D'Reorganisatioun vun der Police judiciaire. Dat ass eng grouss Reform mat villen Diskussioune virdrun. Och do soen ech direkt: Mir sinn nach laang net do, wou mer wëlle sinn oder wou mer misste sinn. Mee et sinn awer vill Saache gemaach ginn. D'Mise en place vun engem Service de la Police judiciaire, eng Unicité de travail ze schafen dodranner, dat ass gemaach. Och d'Fusioune vun de Servicer Recherche an Enquête criminelle. An dann natierlech eng zentral Stell mat awer dräi Antennen. Déi zentral Stell ass an der Maison mère an der Stad an déi dräi Antenne sinn am Norden, am Südwesten an am Zentrum vum Land. Dat heescht, do ass villes geschitt.

An dann natierlech - dat war haaptsächlech eng grouss Demande vun den Autorités judiciaires: méi effizient Relatioune mat den Autorités judiciaires. Si kënne sech d'Enquêteuren eraussichen haut. Hei ass och eng Verbesserung gemaach gi vum Prozess vun der Zesummenaarbecht mat den Autorités judiciaires. Dat heescht, d'Aart a Weis, wéi se de Choix kënnen treffen. Si kënnen elo wierklech kucken, sech Leit eraussichen, wou se och wëssen: Déi do hunn eng grouss Experience an deem Beräich, wou mer se elo grad hei brauchen. A mir hunn och en neie Comité d'accompagnement agefouert, wou d'Autorités judiciaires mat den Autorités policières dauernd an deem do Zesummenhang schaffen.

Mee et ass och do nach net alles, wéi et soll sinn. Haaptsächlech och beim Rekrutement vun der Police judiciaire gëtt et nach ëmmer Schwieregkeeten, virun allem och si mer net zefridden oder sinn ech net zefridden iwwer verschidde Spezialisatiounen.

Fir eng erauszehuelen, déi Der sécher all kennt: Finanzkriminalitéit. Do si mer ënner ganz staarker Beobachtung, international. Do musse mer onbedéngt nach méi héich qualifizéiert Leit fannen. A fir datt mer awer bei der Police judiciaire déi Leit fannen, musse mer och, mengen ech, un der Karriär eng Rei Saachen nach maachen, fir do ze kucken, déi Leit ze fannen.

Wann Der e Finanzexpert wëllt siche goen an de Privatsecteur, fir dee bei d'Police judiciaire ze kréien, da kënnt Der Iech virstellen, da muss ee sech extra Saachen afale loossen. Well mat deem Erfarungsschatz, deen en eventuell matbréngt vun do, a mat där Gehälterskala, op där en do warscheinlech ass, kréie mer deen net einfach esou an eng normal Karriär integréiert bei der Police judiciaire. Also wéi gesot, och do sinn nach vill Saachen ze maachen.

Déi nei Strukturen, déi sinn zwar besser, mee se si méi formalistesch ginn. Dat heescht, et gëtt och Konsequenzen, wou et net ëmmer evident ass fir d'Regiounen. Dat ass haaptsächlech och am Zesummenhang mat den Autorités judiciaires, mat der Zesummenaarbecht mat hinnen. Och do musse mer nach verschidde Prozeduren iwwerschaffen a kucken. Do leeft sécherlech nach net alles, wéi mer eis dat alleguerte wënschen.

Fënnefte Punkt: De Renforcement vun der Police administrative. Bon, mir hu jo vill Buergermeeschteren hei, déi si jo bestëmmt dorunner interesséiert. Ech mengen, och do war et wichteg an am Gesetz ass versicht ginn, e grousse Wäert drop ze leeën, datt, wat d'Punkte Rou, Sécherheet a Salubrité publique ubelaangt, déi méiglechst prezis am Text stinn, datt d'Police net op eemol Pouvoire kritt ..., well hei geet et ëm Libertés fondamentales, déi mer musse protegéieren, datt déi kënnen awer respektéiert ginn.

Dat heescht, datt op där enger Säit natierlech d'Police ka vun engem Buergermeeschter gefrot ginn. iwwert de Minister, fir verschidde Saachen ze maachen. Ech mengen, mir haten där Fäll jo och an deene leschte Joren, wou mer besonnesch Brennpunkten haten oder esou weider. Mee wou et awer zimmlech kloer an den Texter sollt sinn, datt dat, wat an deenen neie Méiglechkeeten do geschafe gëtt, och fir d'Gemengen ... Mir ware jo op deem Tour, do hate mer profitéiert an deene véier Regionallen, fir virun allem deen doten Aspekt och de Gemenge virzestellen.

An dat war och eng flott Diskussioun, well do waren nach ganz vill Froen iwwer nei Méiglechkeeten, déi d'Gemengen och hunn, fir kënnen drop zréckzegräifen, déi net esou bekannt waren. Mee et gëtt der awer ëmmer nach, déi och menger Meenung no nach net kloer genuch sinn.

Eng dovunner, dat ass déi, iwwert déi mer eis ëmmer nei mussen ënnerhalen, dat ass déi ganz Diskussioun, wann et drëms geet, eng Moossnam ze huelen, wann d'Police intervenéiert bei enger Entrée, déi blockéiert ass, fir dat Beispill dann erauszehuelen. Mir hunn d'Beispill an der Stad Lëtzebuerg, mee bestëmmt och op anere Plazen, wou mer ëmmer erëm driwwer diskutéieren, wann een an enger Entréesdier läit am Espace public. Well d'Police dierf jo souwisou nëmmen am Espace public intervenéieren, an de Privé ka se nëmme goen, wa se geruff gëtt, an da muss nach e Vergeeë festgestallt sinn. Mee am Espace public ka se et maachen, do gëtt et déi dräi Begréffer: Tranquilité, Sécurité a Salubrité publiques. An do gëtt et nach ëmmer Interpretatiounsdivergenzen um Terrain.

Ech hu meng eege Meenung. Ech hunn déi och schonn eng Kéier an enger Chamberskommissioun gesot. Ech mengen, datt een déi méi kéint asetzen op verschiddene prezise Punkten. Mee ech soen Iech awer, ech sinn net ganz glécklech driwwer, wann et Interpretatiounsdivergenze gëtt. Ech mengen, dann ass den Text net gutt genuch. An da soll een awer deen Text nach eng Kéier op de Leescht huelen an nach eng Kéier kucken, eppes un deem Text ze änneren.

Well ech mengen, et gëtt awer eng Rei Saachen, déi dierfen einfach net sinn. Zum Beispill fannen ech perséinlech, wann een eng Entréesdier blockéiert, soit datt et nëmmen ass, well en do läit, da mengen ech, muss et méiglech sinn, datt d'Police kann intervenéieren, datt deen déi Entréesdier net ka blockéieren.

Bon, da muss ee kucken, wéi een dat am Text vläicht nobessert, noformuléiert. Ech sinn och net ganz glécklech, wéi et ass, an d'Police iwwregens och net. Well déi sinn natierlech geplot um Terrain domadder, well se da fäerten, eng Decisioun ze huelen, well se fäerten, herno géife se op d'Fangere geklappt kréien, well mer an engem delikate Beräich hei sinn. Mee ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt dat do e Beräich, e Beispill ass, wou bei der Police administrative an deem Beräich ganz sécher nach eppes muss geschéien.

Här President, als Konklusioune véier Haaptpunkten. Éischte Punkt: Mir kënnen déi Reform nëmmen zu engem definitive Succès maachen, wa mer de Renforcement vun den Effectiver kréien.

Zweete Punkt: Mir mussen d'Police och dechargéiere vun Aufgaben, déi menger Meenung no net bei d'Police gehéieren. Eppes hu mer ugefaangen, dat ass zum Beispill den Encaissement vun den Avertissements taxés. Mir hunn dat elo bei de Radare gemaach. Mir sinn amgaangen, an déi nämmlecht Richtung ze denke bei den Avertissement-taxéen op anere Plazen.

Ech mengen, dat ass net normal, datt d'Police sech muss drëms këmmere bei ATen, do déi andreiwen ze goen herno. A mir gesinn dat jo bei de Radaren, dee Modell, dee mer do fonnt hunn, datt dee fonctionéiert. Mir entlaaschten iwwregens och herno domadder d'Geriichter en plus nach an zweeter Instanz. An ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss weiderverfollegen.

En drëtte Punkt ass déi leideg Diskussioun ronderëm de Gefaangenentransport. De Gefaangenentransport, dat kascht vill Energie a vill Opwand a vill Personal fir d'Police. An déi Polizisten, déi nu mol do matfueren, dat si Polizisten, déi awer och ganz aner Saachen eebe kënne maachen. Dat heescht, ech mengen, datt se fir de Gefaangenentransport eigentlech iwwerqualifizéiert sinn.

Ech verstinn awer op där anerer Säit, datt d'Justiz seet: „Sécherheet geet vir!" A mir musse kënne garantéieren, datt beim Gefaangenentransport ... Mee mir hunn do eebe mat Leit ze dinn, déi eebe sinn, wéi se sinn, a mir mussen déi kënne bewaachen. Scho vu Leit, déi och Force publique sinn, mee do gëtt et awer, mengen ech, aner Weeër, déi ee ka goen. Ech sinn amgaangen, mer dat nach eng Kéier unzekucken an Däitschland an an anere Länner, wou dat jo och gelongen ass. An ech mengen, wa mer dat géifen hei hikréien, géife mer och d'Police do vill dechargéieren.

An dann natierlech d'Zivillpersonal nach méi anzesetze fir administrativ Aufgaben, dat ass eppes, wou mer och derhannert sinn, wou ganz sécher an der Zukunft nach vill wäert geschéien.

Dann ass natierlech de Problem vun de Karriären. Et gëtt do virun allem dräi Schwéierpunkten, wou ech nach wëll drop schaffen an deenen nächste Wochen a Méint. An ech hoffen och, datt mer et fäerdegbréngen, do wierklech nach eng Rei Léisungen ze fannen. Dat eent, ech hunn et scho gesot, dat ass d'B1-Karriär. Dat Zweet hunn ech och schonn erwäänt, dat ass d'Police judiciaire. Da gëtt et nach Problemer bei der Protection rapprochée vum Palais. Dat sinn och Polizisten, déi detachéiert sinn. Da sinn eng Rei spezifesch Problemer, dat interesséiert elo net de grand Public, mee fir déi Leit, déi et betrëfft, ass et awer wichteg.

An da wëll ech Iech soen, datt meng Meenung ass, datt an der Zukunft bei deene villen, déi mer astelle wäerten, déi iwwer 600 bei der Police, ech eng ganz kloer Preferenz hunn, fir méiglechst vill Leit aus der B1-Karriär anzestellen, well dat och d'Erfarung ass, ech hu mer dat ugekuckt an anere Länner, Däitschland, Holland, wou dat vill gemaach ginn ass, ech mengen, datt dat wichteg ass. De Polizist haut ass e Beruff, dee ganz, ganz komplex ass. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer do vun der Formatioun hier wierklech nach eng Schëpp bäileeën an duerfir och de Formatiouns-, de Qualifikatiounsniveau e bësse méi héich setze scho vun Ufank u bei méiglechst ville Polizisten, déi mer an eisem Corps hunn.

Dann de véierte Punkt ass d'Formatioun. Mir hunn eng nei Direction spéciale geschaaft, déi sech nëmmen ëm d'Formatioun këmmert. Mee wéi gesot, net nëmmen d'Formation de base, mee och d'Formation continue an natierlech virun allem d'Policeschoul mat där Erausfuerderung, déi mer déi nächst zwee bis dräi Joer wäerten hunn. Well ech hu jo versprach: Wa mer gesinn, wa mer déi Polizisten all sollte kréie bis 2022 a mir sollte gesinn, datt et nach net duergeet mam Effectif, da musse mer och bereet sinn, nach eng Kéier 2023 eppes dropzeleeën.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer elo, wou mer um gudde Wee sinn, och dee bis zu Enn ginn an net herno an der leschter Etapp soen: „Esou, lo maache mer dat do net méi", well mer mengen, et géif fonctionéieren. Dat wär e grousse Feeler. Well mir gesi jo, d'Entwécklung vum Land geet awer weider. Mir diskutéieren op aneren Niveauen iwwert de Wuesstum vun deem Land hei. Mee à ce stade gesinn ech net, datt an deenen nächste fënnef Joer bis zéng Joer ganz vill Bremse wäerte kommen, soudatt ech mengen, datt een do och muss beim Rekrutement ëmmer en A drop behalen.

An dann natierlech schlussendlech den Ekipement, d'Infrastrukturen, hunn ech scho genuch driwwer geschwat.

Ech wëll am Viraus allen Deputéierte Merci soe fir hir Bäiträg, fir hir Suggestiounen. Ech wäert mer Méi ginn ze probéieren, déi all matzehuelen a matzediskutéieren. Wéi gesot, eng Reform ass e Work-in-progress.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här François Bausch. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden (*CSV*).- Merci, Här President. Wéi ech viru knapps zwee Joer zu der Policereform geschwat hunn, stoung den Dag drop am „Tageblatt": „ [...] der eher bieder wirkende Mann", also ech, „von hagerer Statur ging zum verbalen Frontalangriff über".

(Hilarité)

Vläicht sinn ech nach ëmmer „bieder", „hager", ...

(Interruption)

... mee et geet hei der CSV net ëm e „Schlagabtausch". Et geet der CSV, Här Minister, ëm e konstruktive Bäitrag zur Verbesserung vun der Aarbecht vun der Police a soumat zur Verbesserung vum Sécherheetsgefill vun de Leit

dobaussen. An dat, wat Der ugedeit hutt, dat stëmmt mech schonn zum Deel positiv.

Dir hat effektiv de Pech, Här Minister, d'Reform vun Ärem Virgänger, dem Här Schneider, ëmsetzen ze mussen.

Virop, Här President, wëll ech awer vun dëser Plaz am Numm vun der CSV och e ganz grousse Merci un eis Policebeamten an d'Ziviliste soen, déi besonnesch och wärend der Kris net ëmmer en einfachen Job hunn an déi alles gemaach hu fir d'Sécherheet an d'Wuel vun eis alleguer. Dofir op dëser Plaz e grousse Merci!

D'Fro, déi sech stellt, Kolleeginnen a Kolleegen: Huet d'Regierung hier Versprieche kënnen hale mat dësem neie Policegesetz? Fir mech sollt dës Policereform dräi Haaptziler verfollegen: éischtens, méi Leit, zweetens, eng verbessert Presenz um Terrain, an drëttens, e moderne Management.

Ech soen et direkt, fir datt d'Spannung net ze laang dauert: Méi Leit an eng verbessert Presenz um Terrain sinn nach laang net erreecht ginn. Méi no beim Bierger sollt d'Police sinn duerch d'Zesummeleeë vu Kommissariater. Jo, d'Zesummeleeung ass geschitt, well dat war dem Här Schneider seng Relioun, d'Zesummeleeën! Doduerch ass a villen Uertschaften eng Ulafstell fir Bierger verschwonnen, a besonnesch am ländleche Raum. Et ass eis reegelrecht agetriichtert ginn, datt d'Zesummeleeung keng - keng! - negativ Konsequenzen hätt, well méi Leit doduerch um Terrain wieren.

Fakt ass: Dat ass net richteg geschitt. Dir, Här Bausch, hutt am Juli 2019 e Rekrutementsplang virgeluecht. Et sollen 847 Leit bannent dräi Joer agestallt ginn. D'Fro: Vu wou sollen déi all kommen? Oder huet dem Här Schneider seng nei Gesellschaft eng Maschinn entwéckelt, fir Polizisten ze klonen?

Mee komme mer fir d'éischt emol zu de positive Punkten, Här Bausch! Déi nei Organisatioun vun der Generaldirektioun, dat heescht just nach een Direkter an een Adjoint mat véier Zentraldirektiounen, hu mer begréisst, gradsou wéi d'Reduktioun vun de Regiounen. Domat hätt ech eng Äntwert ginn op déi zwou éischt Froen.

Déi nei Mesurë vun der Police administrative, wéi de Sécherheetsperimeter, d'Identitéitskontrollen, d'Fouillen, d'Zoumaache vun Etablissementer, administrativ Saisien an d'Detentioun begréisse mir. Betreffend d'Fouillë vu Persounen, do erënneren ech drun, datt de Projet de loi nach an der Commission de la Justice hänkt.

Dann, endlech - endlech! - ass och d'lescht Joer am Mäerz eng Autorisatioun komm fir d'Erweiderung vun der Kameraiwwerwaachung am Garer Quartier, Madamm Buergermeeschtesch. De Projet VisuPol ass an der Kommissioun virgestallt ginn a geet fir eis och an déi richteg Richtung. Jo, mir sinn eis eens: Eng Kameraiwwerwaachung ass keen Allheelmëttel, mee an der Policeaarbecht geet et och ëm Ofschreckung. A sou eng Kameraiwwerwaachung kann dach déi kleng Truanden drun hënneren, eng ze stiichten.

An deem Kontext kommen ech och net derlaanscht, nach eng Kéier d'Problematik am Garer Quartier unzeschwätzen, Här President. Déi hat jo d'lescht Joer fir vill Opreegung gesuergt an no Biergerversammlung, no politeschem Drock och vun der CSV sinn eng 20 Polizisten an de Garer Quartier versat ginn. Jo, et ass du besser ginn. Wat awer net gesot ginn ass, ass, datt déi 20 Poliziste vun enger anerer Plaz ofgezu ginn an déi erëm do feelen.

D'Testphas fir d'Bodycamen ass vun der CSV guttgeheescht ginn, Här Minister. Wat fir eng éischt Konklusiounen zitt Der dorauser?

Da wollt ech Iech och nach eng Kéier no den aktuelle Statistike vun der Kriminalitéit froen, well trotz intensive Recherchen hunn ech keng aner fonnt wéi déi vun 2018. Vläicht kënnt Der e Wuert doriwwer verléieren.

Dann zu engem Liblingstheema vun der CSV: de Platzverweis. An ech spieren - ech spieren! -, den Här Minister ass um gudde Wee, deen als Realpolitiker ze iwwerhuelen. Wat sinn ech geschleeft ginn, wéi ech hei fir d'CSV de Platzverweis gefuerdert hunn: „Antisozial!", „Dee Gloden, deen ass géint déi kleng Leit!"!

An haut stelle mer fest, datt d'Policedirektioun aus dem Zentrum dee Platzverweis freet. Den SNPGL freet de Platzverweis. An ech hunn hei e Bréif un d'Madamm Buergermeeschtesch vun der Policedirektioun. Déi soen, op Opfuerderung vun der Madamm Buergermeeschtesch aus der Stad, datt et inakzeptabel ass vun der Mendicité organisée, an Dir hutt et selwer gesot, hei d'Diere vun de Geschäfter zouzesetzen.

Do muss agéiert ginn! A si biedelen eis fërmlech un an deem Bréif, d'Police, hinnen dach déi gesetzlech Moyenen ze ginn. An de Platzverweis ass ee Moyen, fir dat doten ze reegelen.

Ech sinn deemools hei vum Minister an de Buedem gestampft ginn. An ech widderhuelen nach eng Kéier: Den Här Schneider wollt d'Leit fir zwielef Stonnen ewechspären. Mir fuerdere just, datt een d'Leit kann opfuerderen, sech vun där Plaz fortzebeweegen. Wat ass méi sozial?

Zum Comité de concertation: Do si mer d'accord, fir déi alljärlech obligatoresch Reunioun tëschent dësem Kommitee an den Autoritéite bäizebehalen.

Dann hutt Der och eng interessant Fro gestallt iwwert d'Moralitéit fir d'Memberen am ziville Kader. „Moralitéit" ass e grousst Wuert. Jiddwereen interpretéiert do eppes aneschters. Mir sinn der Meenung als CSV, datt een dat soll maachen, awer am Respekt vun dem Dateschutz. An eng Pist kéint den Text vun der ANS sinn, wou mer laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert hunn, wéi een déi Leit kéint screenen. An do hu mer jo och elo en Accord fonnt, wéi een dat am Respekt vum Dateschutz a proportional kann duerchzéien.

Och favorabel, Här Minister, sti mer zu der Iddi vum Statut vum OPJ, fir datt deen op aner Membere vum ziville Kader kann erweidert ginn. Awer nëmmen do, wou déi Pouvoiren och gebraucht ginn. Ech erënneren drun an ech mengen, do ass och eng Unanimitéit an dësem héijen Haus: Mir wëlle jo net weider déi Flutwell vu penalen Dispositiounen erweideren.

Vill Ministeren, Justizministeren hate schonn déi Iddi. An ech mengen, et ass och e Wonsch vun dësem Haus do, fir eng Kéier duerch de Code pénal ze goen, fir ze kucken: Muss wierklech allkéiers eng penal Sanktioun do sinn? Kann et net och eng Kéier eng administrativ Sanktioun sinn? An dat muss eebe parallell dann zu der Erweiderung oder Neterweiderung vum Statut vum OPJ geléist ginn.

Fir dann op déi néngt Fro anzegoen: Fir d'Direktioun a Richtung vun engem Centre de compétence et de gestion du personnel, Här Minister, hutt Der eis Ënnerstëtzung.

Mir sinn iwwregens och der Meenung, datt de Comité d'accompagnement eng gutt Initiativ ass. Déi geet jo och zréck op de fréiere Minister Halsdorf.

(Interruption)

Dann - ech sinn an der Hallschent vun der Ried - kommen ech elo zu den negative Punkten.

Ech hat et gesot: D'Zesummeleeën an d'Ofschafe vu verschiddene Polizeikommissariater, besonnesch am ländleche Beräich, ass deemools vu ville Parteie kritiséiert ginn. An - an Dir gitt et awer zou, Här Minister - et huet nach net déi Verbesserunge bruecht, déi eis versprach gi sinn.

Et ass wuel richteg, datt ëmmer elo een um Büro ass. Dat ass richteg, mee wat net gesot gëtt, ass, datt de geografeschen Territoire vun deene verschiddene Kommissariater weesentlech méi grouss ginn ass, besonnesch vun deenen, déi 24 Stonnen a 7 Deeg op 7 op hunn. Wat bréngt et, wann ech een oder zwee Leit um Kommissariat hunn, souguer zwou Unitéiten, déi dobausse patrulléieren, an et geschitt eppes an enger Géigend vun der Regioun, wou da keen do ass? Dat muss an Zukunft besser organiséiert ginn. Jo, mir kommen net derlaanscht, méi Leit ze rekrutéieren. Dat ass d'ailleurs och ganz kloer den Avis vum Syvicol, dee jo bei där Nott vum Här Minister Bausch derbäilouch.

De façon générale, muss ech och soen, kréie mer vu Biergerinnen a Bierger oft gesot, wann een op e Policekommissariat geet, datt se oft gesot kréien: „De Beamten ass haut net do, dee fir deen dote Volet zoustänneg ass. Kommt eng aner Kéier zréck!" Jo, an Dir hutt et ugeschwat, et gëtt d'Méiglechkeet, fir eng Plainte iwwer Internet eranzereechen, de sougenannte virtuellen E-Kommissariat. Et gräife vill Bierger op dës Method zréck, fir eng Plainte en ligne ze maachen, mee wéi, Här Minister, ass et mam Suivi? Hei hätt ech gär konkreet Zuelen.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf

A vu datt d'Proximitéitsaarbecht fir d'CSV um Terrain extreem wichteg ass, deposéieren ech och eng Proposition de loi, déi eis dräi Amendementer zréckhëlt, déi mer deemools am Kader vum Gesetz an der Kommissioun schonn abruecht haten:

Den Term vun der Proximitéit an d'Gesetz ze schreiwen - dat stoung am Gesetz vun 1999, dat ass verwässert ginn am Gesetz vun 2018. D'ailleurs gi mer do och ënnerstëtzt vum SNPGL.

An da froe mer an där Proposition de loi de Platzverweis nach eng Kéier. An ech spieren hei: D'Madamm Buergermeeschtesch, déi géif dat am léifste matënnerschreiwen.

An da froe mer nach eng Kéier déi véiert zousätzlech Antenn fir d'Haaptstad, well et ass einfach e Fakt - dat ass esou! -, datt d'Drogekriminalitéit eeben an enger grousser Stad weesentlech méi prononcéiert ass. Trotz all deene soziale Mesuren, déi déi politesch Responsabel vun alle Parteien huelen, gëtt et se. An et däerf een d'Ae virun där Problematik net zoumaachen.

7589 *- Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :*

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de Police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le Code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

10. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite)

Débat (suite)

Dann en zweete Punkt, Här Minister: Wéi oft hunn ech gefrot, datt ee sech soll Gedanke maachen, wéi ee ka mat Hëllef vu moderner Computersoftware d'Policeaarbecht ënnerstëtzen, jo, erliichteren? Ech hu wéi oft gefrot, datt een eng Software test. Et gëtt zum Beispill de PRECOBS, deen erausfënnt, wann an engem Quartier en Iwwerfall geschitt, wéi héich d'Probabilitéit ass, datt an deenen nächste Stonnen erëm eppes geschitt.

Ganz konkreet war dat zu Mamer de Fall vun engem Bierger, deen hei an dësem Sall sëtzt a wou d'Police effektiv zu deem gesot huet: „Mee mir waren dach eréischt bei lech an der Parallellstrooss a mir hätte kënnen direkt bei lech sinn." De PRECOBS-System hätt dat direkt ugewisen.

Dann zu den Taseren: Do fuerdere mer nach eng Kéier en Essai mat den Taseren. An Dir wësst, Här Minister, den Direkter ass och 100%eg vun der Effikassitéit vun dësem Moyen iwwerzeegt.

Dann zu der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux. Dat ass net Äre Beräich, mee et huet awer eppes mat dëser Debatt ze dinn, well och mir als CSV - an, ech mengen, dat ass unisono hei d'Meenung vun dësem héijen Haus - sinn der Meenung: Mir mussen d'Polizisten entlaaschte bei den administrativen Aarbechten. An ee Punkt dovunner ass, fir den Agent-municipalle méi Kompetenz ze gi mat der adequater Formatioun. Och do si mer laang amgaang um legislative Wee. Mee ech muss awer och hei der Madamm Inneministesch eng Datz ginn, well no den Avise vum Staatsrot 2018 hu mer näischt méi héieren.

(Interruption)

An ech hunn hei d'Impressioun, datt d'Madamm Inneministesch déi selwecht Vogel-Strauß-Politik mécht wéi an dëser Kris: „Léiwer net de Kapp aus dem Buedem zéien, soss muss ech dach op eemol Decisiounen huelen!"

Dann zu de Rekrutementer - an, Här Minister, Dir hutt et ugeschwat -: Dat ass dee ganz groussen Defi, och opgrond vum Wuesstum vun dësem Land! Mee dëst Gesetz huet dee bis elo net geléist. Mir begréissen, datt Dir, am Contraire zu Ärem Virgänger, méi e konstruktiven Dialog mat de Policegewerkschaften a mat de Leit um Terrain féiert. Dat kréien ech oft gesot an dat soll een och eng Kéier hei soen.

Mme Lydie Polfer *(DP).-* Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).-* Den Här Schneider konnt seng Verspriechen net halen, well hien hat gesot, tëschent 2016 an 2018 géifen 346 Polizisten agestallt ginn. Ech wëll just hei e puer Zuelen nennen: Den 1. Januar 2016 hate mer 2.199 Polizisten. Den 1. Januar 2017 hate mer der 2.284, dat war e Plus vu 85. Den 1. Januar 2018 hate mer der 2.341, e Plus vu 57. An den 1. Januar 2019 hate mer der 2.354, dat ass e Plus vun 13 Polizisten.

Ech hunn, Här Minister, Äre Plan de recrutement hei schonn eng Kéier ugeschwat. Dat ass en Challenge. Ech hoffen, Dir packt et, Dir kënnt Är Verspriechen aléisen, well soss, muss ech soen, ass et wéi bei der Klimapolitik: Mir stiechen eis héich Ziler, mee d'Weeër fir dohinner sinn oft onbekannt.

Et gëtt dann och Problemer vun der Rekrutéierungspolitik an deene verschiddene Karriären. Et ass och ugeschwat ginn, besonnesch dee Problem, deen oft och an der Press war a bei deem mir als CSV och eng Rei Questions parlementaires gestallt hunn: Dat ass déi Problematik vun de Karriären C1 a B1, wann ee vun der C1 op d'B1 eriwwergeet. Do komme lo eng Rëtsch Leit méi schlecht ewech. An ech mengen, do ass am Ufank och schlecht kommunikéiert ginn. Et ass mer gesot ginn, datt een awer do probéiert, an Dir hutt dat jo och hei ugedeit, fir eng Léisung ze fannen. Well et soll een d'Leit d'selwecht behandelen. A mir ënnerstëtzen lech an där Demarche.

Dann och betreffend d'Ëmsetzung vum Jugement iwwert d'Hors-cadren, do haten den Här Spautz an ech, mengen ech, véier Questionparlamentairë gestallt. Do waren d'Äntwerten ëmmer zimmlech vag, Här Minister. An duerfir froen ech dann och elo hei konkreet, wéi d'Léisung ausgesäit, fir datt mer dee Problem och geléist kréien. Well all Rekrutementsproblem intern an engem Corps, dee ka geléist ginn, dréit zur Satisfaktioun an zur Begeeschterung vun deene Leit bäi, fir hiren Job auszeüben.

Dann, wat mer och besonnesch um Häerz läit, ass déi Problematik vun de CDDen, vun den Zivilisten am Corps. Ech weess, et ass net einfach an engem Corps wéi der Police, Zivilisten ze integréieren. Mee do musse béid Säite bereet sinn openeenzegoen. Mee wat ech net gutt fannen, ass, datt esou vill CDDen do gemaach ginn, besonnesch bei dem Secteur public, deen dem Privatsecteur ëmmer mam béise Fanger seet: „Keng CDDen, mee CDIen!", a mir ginn hei als Staat da CDDen. Do ass Verbesserungsbedarf, Här Minister, fir deem do entgéintzewierken.

Dann, wann een de Leit och nolauschtert, kritt een oft gesot, datt d'Police judiciaire de grousse Perdant vun dëser Reform wier, besonnesch och am Rekrutement. An ech wollt och do den Här Minister froen, wat hie vum Recrutement direct fir d'Police judiciaire hält. Dir hutt et kuerz ugedeit.

Ech kennen d'Problematik och aus mengem Beruff e bëssen, als Affekot kritt een dat och alt mat. An et ass wierklech wichteg, datt mer besonnesch do e Recrutement direct maachen, wéi zum Beispill bei der Lutte géint d'Criminalité financière, wou Der wierklech Experten aus dem Privatsecteur kéint siche goen, mee och d'Police judiciaire als Corps am Corps weiderentwéckelen. Well et ass eng eminent wichteg Funktioun vum Rechtsstaat a soumat vum Sécherheetsgefill vun de Leit dobaussen.

Da gëtt am Document préparatoire och eppes Positives ervirgestrach: Dir hutt gesot - an dat freet mech -, d'Relatioune mat den Autorité-judiciairë wiere méi effizient ginn. Dat ass eng gutt Nouvelle.

Betreffend den Organigramm vun der Police judiciaire: Dee bleift awer nach leider onkloer. An aus deenen Avise vun deene verschiddenen Organer, déi bei där Note préparatoire ugehaange waren, konnt een och liesen, datt d'Leit am Fong bedaueren, datt déi Aarbecht, déi déi fréier SCRECe gemaach hunn, ënnergeet. Dat heescht, eng proaktiv Aarbecht um Terrain, fir der Kriminalitéit preventiv entgéintzewierken, dat ass net méiglech am Kader vun deem neie Gesetz, oder besser, doduerch, datt net genuch Leit do sinn.

An da si mer erëm bei der Preventioun um Terrain, bei de Leit. An och dat huet zum Beispill d'Association professionnelle du cadre supérieur ervirgestrach, do gëtt souguer vun engem „vide opérationnel" am Kampf géint déi lokal Kriminalitéit geschwat. Här Minister, dat si Wierder, déi d'CSV net gär héiert. An do muss onbedéngt nogebessert ginn! D'Preventioun ass den A an O vun enger effektiver an effikasser Sécherheetspolitik an engem Rechtsstaat.

Dann nach zwee aner Punkten. Här Bausch, Dir waart ëmmer de grousse Fervent fir d'Policekontrollen an den Zich, déi sougenannt „Unité spéciale". D'Kolleegin Octavie Modert hat zum

Beispill eng Fro am Dezember 2018 dozou gestallt. Ech hunn elo näischt méi dovunner héieren. Här Minister, wou ass dee Projet, deen Dir esou farouchement ënnerstëtzt hutt - an do hutt Der eis ganz Ënnerstëtzung -, wou ass deen drun?

Dann de Gefaangenentransport, Dir hutt et ugeschwat: De fréiere Justizminister war ëmmer radikal dergéint. Et war net mat dem Här Braz ze maachen, datt d'Poliziste sollten entlaascht gi beim Gefaangenentransport. Jo, bei deene Schwéierkriminellen, effektiv musse Polizisten derbäi sinn. Mee et si jo och manner schwéier Krimineller, déi am Prisong sinn, déi och emol musse bei den Dokter goen oder soss eraus musse goen. Ech mengen effektiv, do kéint d'Policeaarbecht entlaascht ginn duerch den Asaz vun den Agents pénitentiaires oder vu soss Agenten.

Wéi sinn do d'Diskussiounen mat Ärer grénger Parteikolleegin, der Madamm Tanson? Dat geet jo och ganz kloer aus dem Avis vum SNPGL ervir, deen och a sengem Avis dorobber hiweist, datt d'Missions dites „auxiliaires" vun de Poliziste sollen erofgeschrauft ginn.

Da wollt ech Iech nach eng konkreet Iddi mat op de Wee ginn. Dat steet an enger Motioun, déi vu fënnef Kolleegen ënnerschriwwen ass: d'Filière sécuritaire.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la Police grand-ducale jouit d'un nouveau cadre légal depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

- constatant que le manque d'effectif constitue toujours un grand problème pour la police et par conséquent pour la sécurité publique ;

- sachant que le Ministre de la Sécurité intérieure a adopté un plan de recrutement en juillet 2019 visant à augmenter l'effectif au sein de la police de 847 postes supplémentaires d'ici l'année 2022 ;

- considérant que cet objectif semble difficilement atteignable compte tenu des dispositions actuellement en vigueur,

- invite le Gouvernement

1. à s'inspirer de la disposition existante pour les soldats volontaires de l'Armée luxembourgeoise relative à l'obtention de la nationalité luxembourgeoise par option (art. 32 de la loi du 20 juillet 2018 portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise) pour insérer une telle disposition dans la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

- 2. à étudier la possibilité d'introduire une section respectivement division « sécuritaire » dans l'offre scolaire de l'enseignement secondaire.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo.

Eng Filière sécuritaire - an dat ass net iwwerraschend fir Iech, well ech hunn dat och schonn e puermol an der Kommissioun ugedeit - an engem Lycée, fir d'Leit, fir d'Jugend op déi Beruffsspart virzebereeden. D'Filière sécuritaire ass net nëmmen d'Police. Et kann d'Arméi sinn, et kann d'Société de gardiennage sinn, datt een do mol gewuer gëtt: Wat heescht esou e Beruff? Well déi Beruffer, déi hu ganz vill Sparten.

An ech mengen, et muss ee fréi genuch ufänken, wann ee wëllt rekrutéieren a wann ee wëllt déi Zuel vu Leit kréien, vun deene mer hei schwätzen, och en vue vun der Evolutioun vun der Bevëlkerung an dësem Land, datt een d'Leit dofir sensibiliséiert. Et muss einfach och do méi aktiv Rekrutementspublizitéit gemaach ginn. En Deel ass scho gemaach ginn, mee zum Beispill kéint een och, wéi den Arméisbüro um Boulevard Royal, de Policerekrutementsbüro méi visibel maachen.

Dann hutt Der eng Fro gestallt - elo weess ech net, ob dat héicht Haus hei unanime ass -, dat ass, ob een d'Karriär vun der Police och fir Netlëtzebuerger kann opmaachen. D'CSV huet do eng ganz kloer Meenung, Här President. Mir schloe vir, fir op dee selwechte Wee ze goe wéi an der Arméi: Een, dee sech an der Police engagéiert, ka méi schnell Lëtzebuerger ginn.

Ech verweisen do op, ech mengen, den Artikel 32 vum Nationalitéitegesetz vun 2017. Natierlech muss een déi dräi Sprooche kënnen. Dat schéngt mer evident ze sinn, wann ee wëllt um Terrain no bei de Leit sinn. Dat ass och e Punkt, deen ech an der Motioun agefüügt hunn.

Här Minister, ech hunn et gesot: Dir gitt Iech gären als Realpolitiker aus. Ech hunn och gespuert, datt den Dialog méi konstruktiv mat Iech ka si wéi mat Ärem Virgänger. Den éischte Schrëtt ass mat dëser Debatt gemaach. Huelt och elo déi richteg Mesuren! Gitt op d'Propositioune vun der CSV an! An: May the force be with you!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- „Am Déngscht vum Bierger." „Ëmmer disponibel." „Ee Corps, dee Verantwortung iwwerhëlt an deen op déi nei gesellschaftlech Phenomeener reagéiert." Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou huet mäi Fraktiounskolleeg, de Max Hahn, sech d'Police nom Akraafttriede vun der Policereform op der Chamberstribün virgestallt: eng Police, déi no um Bierger ass; eng Police, op déi een ziele kann; eng Police, déi den Erausfuerderunge vun der Zäit gewuess ass.

No der Fusioun vu Police a Gendarmerie am Joer 1999 war d'Policereform, iwwert déi mir haut schwätzen, deen zweete gréisseren, ma laang iwwerfällege Gesetzestext, deen eis Police an hirem Kär ëmstrukturéiert huet. Et gouf laang iwwert d'Noutwendegkeet vun esou enger déifgrënneger Reform geschwat. Déi lescht Regierung ass et ugaangen an huet se och ëmgesat.

D'Lëtzebuerger Police kann no dëser Reform hir Aarbecht a bessere Konditiounen ausüben. An och op den eenzele Beamten huet sech d'Reform positiv ausgewierkt. Et goufen nei Perspektive gebueden an de Beruff gouf insgesamt méi interessant gemaach.

Et war eng Territorialreform, déi d'Land a véier amplaz sechs Policeregiounen agedeelt huet, wat sech och als ganz effikass erausgestallt huet. D'Organisatioun, d'Koordinatioun tëscht deenen eenzele Policeservicer sollt esou gestäerkt a verbessert ginn. Déi sougenannt Clen a CPe sinn aus der Policelandschaft verschwonnen. Haut sinn et ganz einfach d'„Policekommissariater", dovunner 13 Policekommissariater, déi duerch d'Land verdeelt sinn a ronderëm d'Auer zougänglech sinn, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7.

Den Usproch vun der Proximitéit gëllt iwwregens fir alleguerten d'Kommissariater.

D'Police gouf zudeem intern ëmstrukturéiert. Ronderëm de Generaldirekter gouf e Comité de direction an d'Liewe geruff, deen derfir zoustänneg ass, déi allgemeng Richtung vun der Police virzeginn.

D'Personalpolitik gouf op de Leescht geholl an nei Karriäre goufen agefouert. De Bachelor an de Redakter - oder wéi et an der Beamtesprooch heescht: den A2 an de B1 -, déi koume bäi. Dës Karriäre goufen dem allgemenge Staatsbeamtestatut ugepasst. Dat huet d'Karriärsméiglechkeeten net nëmmen innerhalb vun der Police verbessert, mee ass natierlech och e weideren Atout vun eiser Police fir zukünfteg Policebeamten.

D'Police administrative krut am nämmlechten Zuch nei Moyene bäi respektiv goufen hir Moyene méi prezis a kloer definéiert an duerch d'Reform an e legale Kader gegoss.

Ech kéint och nach vun der Policeschoul oder dem Schafe vum Comité d'accompagnement vun der PJ schwätzen, mee et mierkt ee schonn: Déi lescht Policereform war ouni Zweifel vun enger gréisserer Envergure. Dat war och gutt esou, well si war absolutt néideg.

D'DP huet 2018 d'Reform matgestëmmt, ënner anerem well mir der Iwwerzeegung waren an och haut nach ëmmer sinn, dass eis dës Reform erlabe géif, fir dräi iwwergräifenden Ziler méi no ze kommen. Ziler, déi fir eis vu fundamentaler Wichtegkeet sinn:

éischtens, d'Proximitéit zum Bierger verbesseren. Do, wou „Police" dropsteet, sollt och Police dra sinn. D'Police soll méi no bei de Bierger sinn, sief et duerch hir Presenz um Terrain oder awer och an de Kommissariater selwer. De Bierger soll esou schnell wéi méiglech Hëllef kréien, wann en den 113 brauch. Dat ass eng vun den Haaptpremissen;

zweetens, d'Moderniséiere vun der Police. Mir brauchen eng Police, déi déi technesch an technologesch Moyenen huet, fir den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert Meeschter ze ginn. Do gouf et Nohuelbedarf;

drëttens, d'Karriär bei der Police méi attraktiv ze maachen, fir kënne kompetent, engagéiert a motivéiert Leit ze rekrutéieren. De Rekrutement zielt sécherlech zu der gréisster Erausfuerderung. Ech kommen duerno nach eng Kéier méi en détail dorobber zréck.

Wa sech eppes zënter der Reform net geännert huet, da sinn et d'Usprécher, déi un d'Police allgemeng an domat och un all eenzele Polizist gestallt ginn. Si sinn héchstens an de leschte Joren nach méi grouss ginn. Mir wollten a wëllen eng Police, déi landeswäit ronderëm d'Auer, 365 Deeg am Joer rapid an effikass intervenéiere kann. Mir wollten a wëllen eng Police, déi visibel, accessibel, kommunikativ a biergerno ass. Mir wollten a wëllen eng Police, déi regional organiséiert an do och bis op e gewëssene Grad spezialiséiert ass.

D'Polizisten handele preventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv zugläich. Si mussen ëmmer asazbereet sinn, an dat landeswäit. D'Police muss permanent e Sécherheetsgefill vermëttelen, däerf dobäi awer op kee Fall de Bierger a senge Fräiheeten aschränken!

Jo, Dir Dammen an Dir Häre, an hirem Beruff gëtt hinne vill ofverlaangt a si schaffen dobäi ënner enormem Drock - Dag fir Dag, Schicht fir Schicht. Dat hu si och elo wärend der sanitärer Kris op en Neits bewisen.

Op dëser Plaz wëll ech dem ganze Policecorps e grousse Merci soe fir hiren Asaz, net just fir déi lescht Wochen, mee besonnesch wärend de leschte Wochen a Méint. Dat war sécherlech net ëmmer evident. Och si konnte sech net laang op déi nei Aufgabe virbereeden, mee goufen direkt gefuerdert. Si stoungen net nëmmen am direkte Kontakt mat Leit, déi sech net un d'Consignë gehalen hunn, mee si hunn eeben och e Beruff, wou aus verständleche Grënn den Zweemeterofstand net ëmmer kann agehale ginn.

Wann et haart op haart kënnt, sinn eis Polizisten do an et kann ee sech total op si verloossen. Däers soll ee sech ëmmer bewosst sinn an dat verdéngt eiser aller Unerkennung.

Här President, wou steet eis Police dann elo? Haut, emol keng zwee Joer nom Akraafttriede vun der Policereform, ka sécherlech nach keen definitiven an endgültege Bilan gezu ginn. Dofir ass et einfach nach vill ze fréi. Do si sech och all déi befroten Acteuren eens.

Vergläiche kann een dat, wat mer haut maachen, mat engem Bilansgespréich an eise Schoulen, engem Bilansgespréich vum éischten Trimester. Fir de Bilan vum Schouljoer ze maachen, muss een awer déi dräi Trimesteren ofwaarden. Abee, geneesou géif ech dat och hei bei der Reform vun der Police soen. Elo um Enn vun der éischter Etapp kucke mer, wat schonn acquis ass, wat amgaang ass sech ze developpéieren a wou nach mussen Efforte gemaach ginn.

Ech wëll dofir virop dem Här Minister a senge Beamte Merci soe fir dat Dokument, wat si eis d'lescht Woch zoukomme gelooss hunn. Do sinn e puer interessant Pisten an Iwwerleeungen dran. De Rapport d'activité vun 2019 schéngt leider nach net fäerdeg gewiescht ze sinn. Dat ass schued, soss hätt een och nach kënnen unhand vun deenen aktuellen Zuele verschidde Saache méi en détail matenee vergläichen, virun an no der Reform.

Här President, fir d'DP huet d'Policereform ouni Zweifel déi richteg Weiche fir d'Zukunft gestallt. Fir dass d'Police awer och no de gewënschte Prinzippie funktionéiere kann, musse se déi néideg Ressourcen zur Verfügung hunn.

Konkreet: D'Police brauch Leit! Ouni déi geet et net. Ouni déi kann d'Reform an där Form, wéi se soll sinn, net vollstänneg ëmgesat ginn. Den Defi ass scho méi laang bekannt, net nëmme bei der Police, mee eigentlech iwwerall an der Fonction publique. Eisen Usaz bei der Police ass zweeërlee: op där enger Säit probéieren, nei Leit ze rekrutéieren, an op där anerer Säit derfir suergen, dass d'Polizisten, déi elo schonn do sinn, esou vill wéi méiglech administrativ entlaascht ginn an doduerch méi Stonnen um Terrain kënnen aktiv sinn.

Un der Regierung hirem Wëlle fir ze rekrutéieren hänkt et jiddefalls net. Do ginn zënter Jore grouss Ustrengunge gemaach, fir en ëffentlechen Déngscht op d'Been ze stellen, deen der Awunnerzuel, y inclus de Frontalieren, hei am Land entsprécht. Am Budget 2020 ass zum Beispill virgesinn, net manner wéi 1.830 Poste beim Staat nei ze schafen. E groussen Deel dovu geet prioritär un den Enseignement a bei d'Police. Och de spezifesche Rekrutementsplang fir d'Police ass ambitiéis. Bis d'Joer 2022 soll d'Police 607 Persounen astellen: 207 am Laf vun dësem Joer a fir déi nächst zwee Joer jeeweils 200. Dobäi sollen dann nach 240 Persounen aus dem ziville Kader vun der Police derbäikommen. Natierlech muss een do och fir d'éischt déi Leit emol fannen. Mee den Usaz ënnerstëtze mir total.

Eppes wat mir an deem Zesummenhang immens begréissen, ass déi Mediecampagne, déi d'lescht Joer an Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet an der Police grand-ducale ëmgesat gouf, fir de Beruff vum Polizist dobausse méi attraktiv ze weisen. Ech hunn och Artikele gelies, wou Polizisten aus den ënnerschiddlechste Karriären hir Aarbecht op eng ganz lieweg a spannend Manéier erzielt hunn. Dës Campagne sollt op alle Fall relancéiert ginn.

D'Police ass attraktiv, huet eng héichwäerteg Ausbildung, ass ofwiesslungsräich an huet immens vill Perspektiven ze bidden. A genee dat soll een och no baussen esou soen. Do soll all eenzelen Effort gemaach ginn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, sech fir de Policeberuff ze begeeschteren.

Ech kommen zu der administrativer Entlaaschtung. E Polizist mécht eng Ausbildung, fir kënnen um Terrain ze schaffen. Déi mannst hunn dëse Beruff gewielt, fir sech stonnelaang mat administrative Paperasse ronderëmzeschloen. Wann et där sollte ginn, tant mieux! Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dat déi mannst sinn. Fir also méiglechst vill Polizisten um Terrain ze hunn, brauche mir dofir eng Aart performante Backoffice, fir déi polizeilech administrativ Aarbechten ofzewéckelen a soumat d'Polizisten an hirer Aarbecht ze entlaaschten. All Stonn manner hannert dem Schreifdësch ass eng Stonn méi um Terrain an no bei de Bierger. Esou einfach ass et.

Här President, och an der Carrière supérieure soll méi op Zivillpersonal kënnen zréckgegraff ginn. D'Ufuerderungen un d'Police sinn déi lescht Jore méi diversifiéiert an extreem spezifesch ginn. Dat ass e Fakt. Organiséiert Verbriechen, Ecofin-Infraktioune wéi Blanchiment, Cyberkriminalitéit, Dateschutz a villes méi, dat si Gebidder, déi déi lescht Zäit evoluéiert hunn a wou ee permanent muss op dem neiste Stand sinn, soss kritt ee schnell den zweete Präis. Do brauch een Experten, déi op deenen ënnerschiddleche Spezialgebidder den néidegen Knowhow an d'Erfarung matbréngen, fir eng konsequent an erfollegräich Policeaarbecht kënnen ze garantéieren.

Besonnesch fir Leit mat Beruffserfarung, déi net nach eng Kéier de Wee iwwert déi klassesch Ausbildung wëlle maachen, ass déi Pist interessant. Spezialiséiert Affekoten, Auditeuren, ICT-Experten, dat sinn alles spezifesch Profiller, déi d'Police an Zukunft méi a méi an hire Reie wäert brauchen. Dobäi bleift et selbstverständlech awer extreem wichteg, dass och d'Leit aus der Carrière supérieure de Beruff um Terrain kenne léieren a wëssen, wat déi deeglech Ofleef an der Policeaarbecht dobausse bedeiten.

Eng aner Pist, fir d'Police ze entlaaschten, ass d'Fro vum Gefaangenentransport. Souwuel de Minister wéi och den CSV-Spriecher si schonn drop agaangen. Dat ass weiderhin d'Kompetenz vun der Police. Den Trajet an de Prisong, vun do an d'Cité judiciaire, d'Waarden, bis d'Sëtzung ufänkt an eriwwer ass, den Trajet zréck op Schraasseg, dat alles hëlt Zäit. Zäit, déi d'Polizisten alt nees net um Terrain kënne verbréngen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz richteg!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- D'DP hat dofir 2018 am Walprogramm stoen, dass mir wëlle préiwe loossen, ob et méiglech ass, fir de Gefaangenentransport, esou wéi dat an Däitschland zum Beispill de Fall ass, an Zukunft vu Giischtercher amplaz vu Polizisten duerchféieren ze loossen. D'Kompetenz vun dem „Justizvollzugsbeamten" bei eisen däitschen Nopere ren ass an den Ae vun der DP e Statut fir d'Giischtercher, iwwert dee weider misst nogeduecht ginn. Kéint ee sech net virstellen, dass d'Giischtercher duerch eng weider Formatioun a mat erweiderte Kompetenzen d'Prisonéier och ausserhalb vun de Prisongsmauere kéinte begleeden?

M. André Bauler *(DP)*.- Eng Propositioun vum Här Hahn a vu mir!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Très bien!

Här President, eng weider Pist, fir d'Polizisten um Terrain däitlech ze entlaaschten, ass de Gebrauch vu modernen digitale Moyenen. D'DP gleeft och am Beräich vun der Policeaarbecht un d'Chancen an un d'Potenzial vun der Digitaliséierung. An deem Kontext begréisse mir, dass déi lescht Joren, nieft dem äusserleche Relooking, och Efforte gemaach goufen, fir d'Police no banne méi modern ze maachen.

Mäi Fraktiounskolleeg Max Hahn hat Iech virun zwee Joer d'Beispill vum Ofschleefe vun engem Auto genannt, also engem relativ geleefege Policeasaz. Ech ginn nach eng Kéier kuerz drop an, well et gutt verdäitlecht, dass d'Poliziste sech am Alldag musse ploen a wou Potenzial läit, fir eppes - kommt, mer soen emol - un Zäit anzespueren.

Eleng d'Unzuel un Acteuren, déi bei esou engem gewéinlechen Ofschleefe gefuerdert sinn, ass impressionnant. Dat geet vum Operateur um 113 iwwert de Polizist aus der zoustänneger Regioun, der Patrull vun der zoustänneger Déngschtstell, bis bei d'Beamte vun der Po-

lice de la route, déi fir d'Fourrière zoustänneg sinn. A wann den Asaz um Terrain fir de Beamten da bis eriwwer ass, heescht dat net, dass alles gedoen ass. Da kënnt e groussen administrativen Opwand a vill Schreifaarbecht um Büro derbäi, bis de Fall vum ofgeschleeften Auto als ofgeschloss zielt. Wann de Besëtzer awer beispillsweis net d'accord ass mam Ofschleefen an dowéinst duerno an der Fourrière net wëllt bezuelen, da muss de Beamten och nach e Protokoll schreiwen, déi Persoun op de Büro ruffen, eng Auditioun maachen a weider Information-policièren androen.

Bon, Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do besteet op Plazen Nohuelbedarf a Potenzial, fir vill Zäit anzespueren. D'Simplification administrative ass nach net iwwerall ofgeschloss. Mee et gëtt dru geschafft, an dat begréisse mir ausdrécklech.

Dës Efforten huet een och am Budget 2020 gesinn. Do si ronn 3,2 Millioune virgesinn, fir d'technesch Moyene vun der Police op den neiste Stand ze bréngen. Eis Police brauch dat richtegt Material, fir sech selwer ze schützen, ze agéiere respektiv ze ripostéieren, a virun allem awer och déi néideg Formatioun, fir dass si hiert sophistiquéiert Material richteg asetze kënnen a sech an all Situatioun richteg kënne verhalen.

Dëst alles schéngt erkannt ze sinn. An dat ass ganz positiv! Loosst mech hei just nach eng Klammer opmaachen. D'DP ass ganz frou, dass hir Iddi vun de Bodycams mat an de Koalitiounsaccord opgeholl gouf. Den Asaz vun esou Apparater kéint zum Beispill fir d'Dokumentatioun vun Evenementer wärend engem Policeasaz benotzt ginn. Vläicht kann de Minister eis soen, wou mer an deem Punkt dru sinn.

Am Kontext vun den digitale Moyene wollt ech och d'E-Kommissariat ervirsträichen, also dat virtuellt Kommissariat. Et kann ee vun engem immense Succès schwätzen, wann iwwer 3.800 Onlineplainten, déi deposéiert gi sinn, ofgeschloss goufen. Dat ka sech weise loossen. De Projet ass jo eréischt viru knapp zwee Joer ugelaf a versprécht ganz vill fir d'Zukunft.

E weidere Punkt, dee mir besonnesch um Häerz läit, ass d'Problematik vun der nei geschafener Karriär B1. Eng Karriär, déi jo soll zur Attraktivitéit vun enger Karriär bei der Police insgesamt bäidroen. Den Accès zu der neier Karriär schéngt awer besonnesch fir jonk Beamten, déi schonn eng gewëssen Unzuel un Déngschtjoren hannert sech hunn, mat ganz villen Hürde verbonnen ze sinn. Et gëtt fir d'Inspektere mat Secondairesofschloss nämlech keen automatescht Reklassement an de Groupe de traitement B1. Déi eenzeg Méiglechkeet, déi dës Beamten hunn, ass déi vum sougenannten „Out-in". Dofir misste si d'Police verloossen a mat den neie Rekruten den Exame maachen. Falls een dee packt, kann een zwar wuel an de B1 kommen, mee gläichzäiteg muss een an der neier Karriär nees ganz ënnen ufänken.

An dëser Affär kloen, an dat huet den Här Minister jo och scho gesot, eng ronn 120 Poliziste géint déi - an hiren Aen - Différence de traitement virum Verwaltungsgeriicht. Wann d'Urteel bis do ass, ass d'Politik gefuerdert, deem Urteel Rechnung ze droen. Bis dohinner gëllt et ofzewaarden.

Här President, wat ass dann elo d'Schlusswuert vum éischte Bilansgespréich a wat gi mer dem Här Minister mat op de Wee?

Den A an den O bleift de Rekrutement vun engagéierte Polizisten, fir dës Reform weider mat Liewen ze fëllen. De Rekrutementsplang vun der Regierung zeechent absolutt déi richteg Richtung fir déi kommend Jore vir.

De Plang, deen ass ouni Zweifel ganz ambitiéis. Mee déi administrativ Entlaaschtung vun de Beamten, dat konsequent Asetze vun digitalen Hëllefsmëttelen am Déngscht, d'Rekrutéiere vu méi zivillem Personal, besonnesch och Experten, an d'Weiderféiere vun alleguerten den Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnë wäerten alleguerten derzou bäidroen, dass d'Policereform weider positiv Schrëtt no vir ka maachen an dass d'Bilansgespréich vum zweeten Trimester méi en détail op verschidde Beräicher kann agoen.

2018 gouf de legale Kader gesat. Elo muss d'Emsetzung vun der Reform weider wuesse gelooss ginn, fir dann um Enn vum drëtten Trimester e richtege Bilan kënnen ze zéien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, jo, Sécherheet, sech sécher fillen a spieren ass e Grondbedierfnes vum Mënsch an dréit zu engem groussen Deel zur Liewensqualitéit bäi. D'Police ass eng Institutioun, déi den Optrag huet, am Numm vum Staat fir Sécherheet an Uerdnung ze suergen. D'Police mécht zesumme fir eis eng wichteg Aarbecht a mir soen hinnen dofir Merci. D'Police ass den Haaptbestanddeel vun der sozialer Kontroll, andeems se preventiv a repressiv Moossnamen ergräift, fir dass eise System vu Gesetzer, Reegelen, Normen oprechterhalen a respektéiert gëtt.

D'Policebeamten handele ganz oft a schwierege Situatiounen, an deenen aner Acteuren et net däerfen. Andeems si de Gewaltmonopol vum Staat an der Gesellschaft exercéieren, droe se hiren Deel zur ëffentlecher Sécherheet a Fräiheet vum Bierger bäi. Am Fong eng ganz nobel Aufgab. Hinne kënnt also déi zentral Roll an där komplexer Aufgab zou, d'ëffentlech Sécherheet am Land ze garantéieren, an am Ausübe vun där Aufgab muss d'Police responsabel an demokratesch funktionéieren. An deem Kontext wëll ech hei just op d'Wichtegkeet vun der Inspection générale de la Police verweisen, déi jo och rezent, 2018, reforméiert gouf.

Mir wëssen och, dass d'Verantwortung fir d'Sécherheet net aleng op de Schëllere vun der Police laascht. D'Ausschaffe vun enger Sécherheetspolitik huet sech iwwert déi lescht Jorzéngte weiderentwéckelt a geet wäit iwwert d'Kriminalitéitsbekämpfung eraus. D'Kriminalitéit evoluéiert stänneg, innovéiert, fir esou e Schratt virun der Policeaarbecht ze bleiwen. Dat heescht awer am Umkehrschluss, dass och d'Police ni op der Plaz stoe bleiwe kann a sech den technologeschen Evolutiounen an Outilen an den neie Geforen upasse muss. Et ass dofir indispensabel, dass d'Police duerch hir Organisatioun, hir Moyenen an hir operationell Funktiounsweisen esou opgestallt ass, fir géint d'Bedrounge vun der Sécherheet virzegoen.

Gradesou wichteg ass et awer och, dass d'Bierger Vertrauen an d'Police hunn an och an hir Aarbecht. Am August 2018 (veuillez lire: Am Juni 2018) also viru knapp zwee Joer, huet d'Chamber d'Policereform gestëmmt, déi de Kader setzt, deen et der Police justement erlabe soll, fir sech den neie Realitéiten unzepassen a méi no un de Leit a bei de Leit ze sinn. A mir stinn och haut nach ëmmer hannert där Reform.

D'LSAP hat deemools och gesot, dass d'Reform weeder den Ufank a scho guer net den Ennpunkt vun engem Reformprozess wier an dass et immens wichteg wier, fir d'Emsetze vun där Reform och an deenen nächste Jore konsequent ze begleeden an och virunzebréngen. Dofir fanne mer den Exercice vun dësem Tëschebilan ganz legitimm, an awer och, dass et, fir e méi globale Bilan ze maachen - dat hu jo kloer déi Acteuren, déi consultéiert goufen, gesot -, nach ze fréi wier.

Et war eng komplex Reform mat villschichtegen Erausfuerderungen, organisatoreschen Erausfuerderungen, administrativen Erausfuerderungen an, fir esou eng Reform, natierlech och enger gréisserer Envergure.

Ech wäert also als Éischt emol op e puer Punkten agoen, déi fir d'LSAP am Kader vun dëser Reform wichteg sinn, notamment de Rekrutement an d'Formatioun, déi an eisen Aen en enke Lien hunn. Mee ech wäert awer och op d'Reorganisatioun vun der Police agoen, notamment vun de Kommissariater, an och op den Impakt op d'Aarbechtskonditiounen, an awer och iwwert deen dote Wee probéieren, eng Rei Froen, déi de Minister gestallt huet, ze beäntwerten.

Gläichzäiteg si mer awer och der fester Iwwerzeegung, dass dës Reform à terme och méi déif gräifend analyséiert muss ginn an och par rapport zu hiren dräi Objektiver evaluéiert muss ginn. An ofschléissend wäert ech mer dozou och e puer Gedanke maachen.

En Aspekt, deen eiser Meenung no transversal wichteg ass an ouni deen d'Reform nëmme schwéier hir Ziler an Intentiounen erreeche kann, ass natierlech de Rekrutement. Dat geet och aus de Remarke vu ganz, ganz villen Acteuren, déi consultéiert goufen, ervir. D'Reform steet a fält mat den Effectiver, déi d'Police zur Verfügung huet. Dat gëllt fir d'Policebeamten. Mee och an aneren Deeler vun der Police gëtt et eng chronesch Penurie respektiv muss an deenen nächste Jore rekrutéiert ginn, fir d'Erausfuerderungen unzegoen an unzehuelen. Ech denken hei zum Beispill un de Cadre civil, mee och un d'Police judiciaire, notamment och am Kader vun der Criminalité économique et financière, wou jo scho ganz vill Efforte gemaach goufen, mee wou awer och e Rekrutement, notamment iwwer e Recrutement direct, ze préiwen ass.

2019 gouf an deem Kontext eng mediatesch Rekrutementscampagne vun der Police an dem Ministère lancéiert. An hei wier et natierlech interessant ze wëssen, Här Minister, wat den Impakt vun där Campagne op de Rekrutement war an ob se gehollef huet, zumindest déi urgent Personalenkpäss ze léisen. A vu dass dës Campagne 2020 soll relancéiert ginn: Goufe Léieren aus dem Exercice vun 2019 gezunn? A wat waren d'Auswierkunge vun där Campagne, och grad elo an der Covid-19-Kris?

Natierlech hu mer och do de Rapport annuel gekuckt. Dee vun 2018 louch vir, dee vun 2019 leider nach net. Dat hätt sécherlech gehollef, fir effektiv dës Froe weider ze verdéiwen. Op alle Fall sollen nom Plan de recrutement 2020-2022 600 Kadere rekrutéiert ginn an 240 Zivilisten. Dat ass natierlech néideg, an awer och ganz ambitiéis an och immens wichteg, fir d'Attraktivitéit vun deene verschiddene Beruffer a Karriären ze erhéijen an ze valoriséieren. Dat gëllt fir d'Policebeamten, mee och fir déi vill aner Funktiounen an d'Diversitéit vun de Funktiounen, déi mer an der Police hunn.

Wa mer zum Beispill méi Zivillpersonal astelle wëllen, fir esou d'Policebeamte vun der administrativer Aarbecht ze entlaaschten, fir dass se sech op hir Aarbecht um Terrain konzentréiere kënnen, wat jo d'zentraalt Zil vun dëser Reform ass, muss een natierlech de Beruff vum zivile Personal och an d'Vitrinn setzen. An an deem Kontext d'Fro: Gëtt et do eng spezifesch Strategie, fir déi Leit ze rekrutéieren? A wéi eng Profiller sicht een do ganz genau?

A mir kënnen eis natierlech och kloer virstellen, dass d'Enquête de moralité fir déi Leit dann duerchaus pertinent ausgeweit ka ginn. Et muss natierlech awer och an engem kloren, novollzéibare Kader stattfannen, grad wann een Zougang huet zu perséinlechen Daten a sensibelen Informatiounen, an och deementspriechend gehandhaabt ginn. Notamment d'Diskussioune ronderëm d'Fichiere soe jo genuch dozou aus.

D'demografesch Evolutioun vum Land, mee och déi nei Kompetenzen, déi d'Police am Kader vun dësem Gesetz kritt an och vun anere Gesetzer - Beispill Waffegesetz, d'Ausweidunge vu VisuPol, de Gefaangenentransport ass schonn ugeschwat ginn, d'Maison d'arrêt Uerschterhaff -, leeden derzou, dass et net einfach wäert sinn, dëse Personalmangel ze combléieren. An natierlech ass dës Penurie och an direkter Konkurrenz mat aneren Institutiounen an Domäner wéi zum Beispill der Arméi an der Douane. De Reservoir ass hei also ganz kloer limitéiert.

Ech denken, dass et der LSAP hei ganz kloer wichteg ass, dass e Wee ageschloe muss ginn, fir dës Lacunnen ze combléieren. Dofir ass och fir eis d'Ouverture vun der Police fir Netlëtzebuerger, also fir EU-Bierger, eng Méiglechkeet. Esou eng Ouverture misst natierlech gutt encadréiert ginn. Esou kéinte mer eis virstellen - grad wéi och d'Kolleege vun der CSV gesot hunn -, nom Modell vun der Arméi, dass hei déi dräi Sprooche musse geschwat ginn. Fléissend natierlech och Lëtzebuergesch, conditio sine qua non, well am alldeeglechen Ëmgang mat de Bierger ass dat, mengen ech, extreem wichteg.

A wa mer hei wëlle massiv rekrutéieren, muss natierlech och gläichzäiteg séchergestallt ginn, dass eng qualitativ héichwäerteg Ausbildung gemaach gëtt. Also, fir d'LSAP gi Rekrutement a Formatioun Hand an Hand. An do brauch een natierlech och déi néideg Infrastrukturen, fir dat ze maachen. An den Ausbau, d'Renovatioun vun der Police, mengen ech, ass do déi richteg Äntwert.

De Projet de loi 7543 iwwert d'Formatioun vun der Police kënnt jo och dohier, dass de Rekrutement ajustéiert gëtt, well engersäits probéiert gëtt, den Taux de réussite ze erhéijen an dann och d'Attraktivitéit vun der Police ze steigeren.

Awer och Formation continue, si ass haut e puermol ugeschwat ginn, spillt hei eng zentral Roll. D'Aarbecht vun der Police ass opwändeg a komplex. D'Kriminalitéit evoluéiert stänneg. A mir mussen natierlech probéieren ze verhënneren, dass d'Policeevolutioun permanent hannendruleeft.

An d'Police muss sech natierlech och adaptéiere vis-à-vis vun der neier Sécherheetslandschaft a sech do deementspriechend upassen. Dofir ass, mengen ech, och de Centre de compétence et de gestion du personnel sécherlech dee richtege Wee, deen een do aschloe soll.

Här President, d'Policereform huet jo eng sëlleche Punkte reorganiséiert, d'Direction générale an d'Police judiciaire. Dat fanne mer ganz gutt! Awer d'PJ spillt och am Gefüge vun der Bekämpfung vun der Kriminalitéit e ganz kruziale Rôle, well si huet ganz spezialiséiert a komplex Tâchen. An do wier engersäits natierlech ze kucken, ob een do kann e Recrutement direct maachen, awer och an der Formatioun selwer wier ze kucken, fir eng Formatioun fir d'PJ ganz spezifesch unzebidden, well iwwert deen dote Wee och de Beruff vum Enquêteur kann attraktiv gestalt ginn.

D'IGP huet och, wéi se consultéiert gouf, festgestallt, dass duerch déi Fusioun vum SREC mat dem SPJ effektiv d'Aarbechtskultur deelweis verluer gaangen ass. An och hei ass et wichteg, e richtegen Equiliber ze fannen tëschent der Gestioun vun de besteeënden Enquêten an deene méi proaktiven Aspekter, déi een an deenen Enquêten deementspriechend och kann hunn.

D'territorial Reform - dat war effektiv och eng Fro -, déi gesäit véier Regioune vir. Dat droe mer och nach ëmmer mat, natierlech och d'Reorganisatioun vun de Kommissariater. Do schéngen engersäits d'Meenungen, anerersäits och d'Resultater auserneenzegoen. D'LSAP ënnerstëtzt och weiderhin d'Fusiounen an d'Zesummeleeë vun de Kommissariater, fir dass d'Police méi effektiv schaffe kann.

Mee hei stellt sech awer och d'Fro, wéi d'Bilanzéierung mat de Gemengen ass, wou déi drun ass. Well och dat war am Kader vun der Reform an Aussiicht gestallt ginn, am Kader vun de Fusioune vun de Polizeikommissariater. Et ass also wichteg, dass och do, wou effektiv kee Kommissariat méi besteet, eng physesch Presenz do ass an dass d'Police Zäit huet fir d'Leit, no ass bei der Populatioun. Ech mengen, dat ass virun allem wichteg, fir dat néidegt Sécherheetsgefill ze ginn.

Wa mer iwwer Proximitéitsaarbecht schwätzen, déi an de Vierdergrond setzen - och wann de Wording vun der Proximitéit net am Gesetz ass -, musse mer eis awer och am Klore sinn, wat et mat hirer Philosophie an och mat hirer Aarbechtsweis op sech huet. Si setzt de Fokus op d'Partnerschaft mam Bierger a si ass awer och deelweis ganz kloer am Konflikt mat der traditioneller Ausriichtung vun der Policeaarbecht. An dëst kloert Spannungsfeld gouf a ganz villen internationale Policeetüden an an der Fuerschung och ganz kloer ervirbruecht an ass sécherlech fir Lëtzebuerg net eng Ausnam. Mir brauchen also och hei eng konzeptuell Sécherheet, wat mer vun der Proximitéitsaarbecht erwaarden a wéi se an der Praxis ëmgesat soll ginn.

Prinzipiell fanne mer et wichteg, dass de reegelméissegen Echange tëschent de Comités de concertation régionaux weidergefouert gëtt, grad awer och wéi dee vun de Comités de prévention communaux, wou engersäits déi lokal Acteuren, déi lokal Policebeamten zesumme mat de politesche Responsabelen aus der Gemeng zesummekommen, fir lokal Projeten auszeschaffen a fir iwwert deen dote Wee Aktiounen ze starten, déi no beim Bierger sinn.

Här President, iwwert d'Reorganisatioun eraus huet d'Gesetz och nei Moyene fir d'Police virgesinn. Esou gouf natierlech och de legale Kader fir d'Police administrative geschaf, wat och an eisen Aen e wichtege Schratt war, fir den Ordre public ze stäerken.

Et ass och agefloss an de Rapport annuel vun 2018 vun der Police, dass ganz vill Mesurë vun der Police administrative geholl goufen. Bon, de Rapport vun 2019 louch leider nach net vir. Mee hei wier natierlech interessant ze wëssen, par rapport zu 2018, wéi déi Mesuren evoluéiert hunn. A mir fannen et natierlech och gutt, dass d'IGP dës Mesurë kontrolléiert.

An der Perspektiv vun der Entlaaschtung soll een och eng Diskussioun ronderëm d'Sanctions administratives communales an d'Agents municipaux - iwwert d'Kompetenzerweiderung vun hinnen - féieren. Et geet hei net drëms, eng zweet Police ze schafen, mee Moossnamen ze treffen, fir géint Incivilitéite virzegoen. Och dat kann effektiv zu engem bessere Sécherheetsgefill bäidroen. Natierlech wësse mer, dass dësen Dossier e ganz, ganz schwieregen Dossier ass.

D'Digitaliséierung, et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn, den E-Kommissariat, deen entlaascht och deels d'Polizeibeamten. E gouf ganz vill genotzt: 1.600 elektronesch Plainten an 1.200 Deklaratiounen, déi nach zousätzlech ze traitéiere sinn. Ech mengen, och dat weist de Succès vun der Digitalisatioun, also eng villverspriechend Entwécklung an Utilitéit vun dësem Outil.

Dat neit Gesetz soll de Polizisten zeguttkommen an hinne besser a méi flexibel Aarbechtskonditiounen erméiglechen. Mir wëssen, dass dat duerchaus zu Erausfuerderunge gefouert huet, engersäits beim Gesetz iwwert d'Aarbechtszäitreegelung, awer och d'Aféierung vum Compte épargne-temps, wou d'Schaff- an d'Rouzäite konnte regléiert ginn, well déi net ëmmer agehale goufen. An de 17. Juni 2019 gouf en Accord fonnt. Dat war och ganz positiv. An dee Volet musse mer weider am A behalen, gegeebenefalls och kucken, dat nozebesseren, zesumme mat de Gewerkschaften. Dass an Ausnamesituatiounen, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit, Ausnamen an de Schaffzäite kënne gemaach ginn, dat ass kloer. Mee et däerf net zur Normalitéit ginn! De System däerf op alle Fall net op permanenten Iwwerstonne baséieren.

D'LSAP begréisst déi nei Groupes de traitement, déi sécherlech d'Attraktivitéit vun der Police ganz kloer verbesseren. Och fanne mer deen temporäre Mechanismus, fir an de Groupe de traitement B1 ze kommen, och fir déi Beamten, déi kee Secondairesdiplom hunn, prinzipiell eng ganz gutt Dispositiouun.

Mir wëssen awer och, dass Ongerechtegkeeten entstane sinn, grad fir déi, déi e Secondairesdiplom hunn. Dat dréit natierlech, wann et ka stattfannen, wann do eng Modifikatioun stattfënnt, effektiv zu der sozialer Kohäsioun an der Police selwer bäi, zemools wou elo och eng Rëtsch Recourse virum Verwaltungsgeriicht effektiv sinn. Hei besteet also aus der Siicht vun der LSAP Handlungsbedarf. Dat wier natierlech duerch e Gesetz ze reegelen, wat och hei d'Personal, dat de Moment an der Police ass, ganz kloer weider valoriséiert.

Dësen éischte Bilan kann eis also och éischt Erkenntnisser ginn, dass d'Reform um richtege Wee ass. E kann och hir Kannerkrankheeten diagnostizéieren, fir dass eventuell och noutwendeg Ajustementer kënne gemaach ginn. Mee doriwwer eraus, et ass och schonn ugekënnegt, wëlle mer eis awer och hei Gedanke maachen iwwert d'Zukunft an d'Begleedung vun der Reform vun der Police.

Här President, wa mer an e puer Joer e globale Bilan zéien, sollte mer net nëmmen den Impakt vum Gesetz bewäerten, mee och eise Bléck op d'Police als Institutioun riichten. Engersäits solle mer weider iwwer Effikassitéit, Effektivitéit a Leeschtung vun der Police diskutéieren, awer och eng oppe Reflexioun féieren iwwer méi fundamental Aspekter vun der Police: zum Beispill, wéi ee Modell vu „policing" mer wëllen oder wéi d'Police hir Missiounen ëmsetze soll. D'Policeaarbecht huet och e soziale Volet. Si huet eng professionell Kultur, si huet en Esprit de corps, si huet eng professionell Solidaritéit. Alles dat sinn och an der Policeaarbecht Erausfuerderungen, déi um Terrain sinn.

An Enn d'lescht Joer huet d'Police sech en neie Code de déontologie an eng Charte des valeurs ginn, déi hir Aarbecht leet. D'Police huet och e Leitbild: déi Wäerter an Ziler effektiv kloer ze soen an och ze erreechen. Si huet eng Orientatioun, eng Aspiratioun. Mee mir wëssen awer, dass et tëschent dem Usproch vun engem Leitbild an der Realitéit um Terrain och e Spannungsfeld gëtt, dass Leitbiller an Handlungsmustere bei problematesche Situatiounen an der Realitéit aneneegräifen -eng Adequatioun, mol och eng Inadequatioun.

Och dat, mengen ech, sinn zwee Voleten, déi net ausser Uecht ze loosse sinn, grad bei enger Organisatioun, déi ronn 2.500 Leit beschäftegt, d'Polizeibeamte mam ziville Personal zesummen. An ech mengen, dat kann zu engem Zesummespill féieren tëschent subjektive Gefiller, Onsécherheetsgefill, Sécherheetsgefill, déi d'Leit verspieren, an objektive Realitéiten. Sech sécher spieren ass en individuellt a gesellschaftlecht Liewensgefill an och wichteg am Zesummeliewe vun eiser Gesellschaft.

Fir awer dëst subjektiivt Sécherheetsgefill gräifbar ze maachen, fir erauszefannen, wat dës Onsécherheetsgefiller ausléist a wéi Mesuren a Facteuren zu enger Verbesserung vun dësem Sécherheetsgefill kënne bäidroen, brauche mer Daten, brauche mer zouverlässeg Erkenntnisser. An Etüde weisen och ganz kloer aus, dass d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen, an d'Police ass eng Institutioun, e ganz zentrale Rôle huet. Mir mussen also dat subjektiivt Sécherheetsgefill och am Zesummespill mat der objektiver Sécherheetslag gesinn, fir d'Kriminalitéit ze moossen. An do brauche mer integréiert Statistikmodeller, fir effektiv eng gewëssen Objektivitéit ze erreechen an och déi dräi Objektiver, déi dräi proklaméiert Objektiver am Gesetz vun der Reform.

Et ass op alle Fall wichteg am Kader vun der Reform, wa mer an e puer Joren de Bilan zéien, och ze moossen, wat mer moosse wëllen, dat kloer ze definéieren an och ze kucken, wéi eng Indicateure mer eis ginn, fir dann och ze kucken: Hu mer duerch dës Reform dat erreecht, wat mer erreeche wëllen, wat mer erreeche wollten?

An ech mengen, do ass et wichteg, extern Acteure matbäizehuelen, Synergien ze schafen, mat hinnen zesummenzeschaffen. Ech denken hei zum Beispill un eng Uni Lëtzebuerg, awer och un eng ganz Rei europäesch Instituter, déi am Domän vun der Polizeifuerschung och eng Expertise hunn, fir déi matbäizezéien. Polizeifuerschung spezifesch hei op Lëtzebuerg bezunn ass sécherlech eng bedeitend Valeur ajoutée. Polizeifuerschung iwwert d'Police, fir d'Police an och an der Police, fir herno, wéi et effektiv am wëssenschaftleche Raum ass, och deementspriechend „evidence-based practice" ze hunn.

Wann d'Gesetz engersäits seet, wat d'Missioune vun der Police sinn, seet et awer net, wéi se dës Missiounen erfëlle soll. Ech mengen, och dat kann Uschloss iwwert d'Recherche ginn (veuillez lire: och do kann et Opschloss iwwert de Wee vun der Recherche ginn). Also eng holistesch Approche, wou deen institutionelle Volet, deen organisationelle Volet an och de professionelle Volet, déi dräi Dimensioune vun der Police analyséiert ginn.

Ofschléissend, mengen ech, kann ee soen, dass d'Police an eiser Gesellschaft an an eisem Rechtsstaat e wichtege Rôle spillt. Si ass eng Institutioun, déi d'ëffentlech Autoritéit verkierpert an déi Decisiounen, déi de politesche System hëlt, exekutéiert. Si ass am Fong de Garant vum Ordre public an exekutéiert politesch Decisiounen. Och dat hu mer elo grad gesinn am Kontext vun der Covid-19-Pandemie.

Mee duerch hiert Wierken um Terrain huet d'Police natierlech och eng kloer Visibilitéit. Si ass ënner stänneger Beobachtung an hiert Handelen huet och deemno wäitreechend Konsequenzen. Dofir ass et och ganz kloer elementar wichteg sécherzestellen, dass se responsabel agéiert an och demokratesch funktionéiert. An dofir ass et wichteg, an dat ass och eise Rôle hei als Politik, hir Mëttelen ze ginn, dass se hir Aarbecht esou gutt wéi méiglech ka maachen, an dass mer se begleeden, fir dass och dës Reform de gewënschten Impakt huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dann déi grouss Freed, nodeems mäi Minister elo schonn eng hallef Stonn konnt schwätzen, och nach eng Kéier ze versichen, d'Kuerzversioun dovunner ze maachen an e bëssen den Input awer aus eiser grénger Fraktioun do eranzebréngen. Als Alleréischt géif ech gären der Regierung Merci soen, dass si hei esou fréi zu dësem Zäitpunkt op d'Chamber zréckkomm ass, fir en alleréischte Point ze maachen an dann eeben och elo schonn ze kucken, ob eventuell muss dat eent oder dat anert redresséiert ginn oder ob d'Aarbechten allesamt an déi richteg Richtung lafen.

Ech géif eng Kéier kuerz gären op de Rôle vun der Police agoen, allgemeng. Well grad a Coronazäite gesi mer, wéi wichteg et ass, e fonctionéierende Policecorps ze hunn, wéi wichteg et ass, motivéiert an engagéiert Leit ze hunn, op déi mer ziele kënnen an déi virun allem mat Fangerspëtzegefill kënnen op deelweis ganz quokeleg Situatioune reagéieren.

Mee der Police hir Aarbecht, esou visibel se elo déi lescht Zäit och war an ass, ass net eréischt zënter der Coronakris e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft. Ouni Police gëtt et keng fonctionéierend Justiz. Eis Policebeamte stinn all Dag am Déngscht vun eiser Gesellschaft a si sinn oft, wéi gesot, mat schwierege Situatioune konfrontéiert a ganz oft sëtze se jo och mam Hënner tëscht zwee Still. Si hu keen einfachen Job. A mat Sécherheet ass et och keen Job, deen engem et besonnesch einfach mécht, fir Famill an Aarbecht ënner een Hutt ze kréien. Et ass eng erausfuerdernd Aarbecht. A mir brauche vill, wierklech vill gëeegent Kandidaten, a Kandidatinnen - well un deene feelt et, wann een d'Zuelen esou kuckt -, fir eis Rekrutementsziler ze erreechen.

D'Aarbecht vun der Police huet iwwert déi lescht Joren och enorm evoluéiert an et ass mat Sécherheet eng Erausfuerderung, dem gesellschaftleche Wandel an deem Tempo mat ëmmer nei ugepasste Strukturen nozekommen. A grad am Beräich vun der Digitaliséierung a beim Dateschutz ass et en Defi, net nëmmen der Evolutioun nozelafen, mee idealerweis och ze anticipéieren. Duerfir ass et esou wichteg, dass de Staat hei e gudden Employeur bleift, dee fir seng Policebeamten a fir eis Gesellschaft net just e gudde funktionelle Kader bitt, mee deen och en attraktive Kader fir interesséiert a motivéiert Kandidaten a Kandidatinnen offréiert.

Kuerz iwwer wat den Historique vun dëser Reform ubelaangt, do ass jo scho ganz vill gesot ginn. Dat huet Mëtt 2014 ugefaangen, wéi d'Soumissioun fir en Audit erausgaangen ass, fir iwwerhaapt emol déi allgemeng Situatioun bei der Police ze iwwerkucken. An dee Prozess ass, wéi gesot, virleefeg ofgeschloss gi mat der Adoptioun vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale. Parallel dozou koum nach eng nei Legislatioun um Niveau vun der IGP an um Niveau vun der Disziplinn, alle béid och vum Juli 2018.

Ze beuechten, wann och net direkt just op d'Police bezunn, ass zousätzlech d'Tatsaach, dass am August 2018 och dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, wat d'Modalitéite vun de Comptes épargne-temps an der Fonction publique definéiert. A mir haten doriwwer och an der Kommissioun rieds. De Compte épargne-temps a seng Modalitéite sinn net eent zu eent op e Corps de police uwendbar, well d'Police awer eng ganz Rëtsch Spezifissitéiten huet, deene mat engem allgemenge CET net ka Rechnung gedroe ginn. Hei misst also nojustéiert ginn. A mir hunn, wéi gesot, dat och an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert. An obwuel hei och schonns Léisungen am Laf eebe vum leschte Joer oder vun dësem Joer konnte fonnt ginn, ass sécherlech nach Klärungsbedarf op verschiddene Punkten, a mir mussen dat am A behalen.

Virun allem muss een awer ervirsträichen, wat elo bezunn op dës Reform ass, dass den Impakt vun den neien Dispositioune vum Compte épargne-temps d'Resultat vun der Policereform um Niveau vum Mangel u Personal oder vum Fräimaache vu Personal verfälsche kann. Sou kann een d'Gefill hunn, dass de Personalmangel elo no der Reform nach méi akut wär wéi virdrun, wat awer net forcement op d'Reform zréckzeféieren ass, mee eeben op d'Tatsaach, dass d'Dispositioune vum Compte épargne-temps wierklech e risegen Impakt op d'Aarbechtsorganisatioun bei der Police hunn.

Op d'Ziler vun der Reform si meng Virriedner schonn agaangen. Déi ausgeschriwwen Ziler vun der Reform waren eeben, d'Police ze moderniséieren, un d'Gegeebenheete vum Land unzepassen, méi Beamte kënnen op den Terrain ze schécken an d'Police méi no bei de Bierger ze kréien. Fir mech perséinlech kënnt awer eeben och de Volet vun der Zefriddenheet vun de Policebeamten derbäi. Well andeems Lacunne behuewe ginn an d'Aarbechtsorganisatioun verbessert gëtt, soll den eenzelne Beamten och erëm méi Satisfaktioun op der Aarbecht kréien. An dat ass nun emol eng Grondviraussetzung fir e gutt fonctionéierende Service.

Wéi ass déi Reform konkreet ugepaakt ginn?

Ech géif do op e puer Punkten agoen, ugefaange mam neien Organigramm mat engem Generaldirekter, sengem Adjoint a véier Zentraldirektiounen, déi zesummen elo an engem Comité de direction regruppéiert gi sinn. An hei stellt sech d'Fro, ob sech entre-temps scho voll a ganz konnt an dëser neier Zesummesetzung ageschafft ginn an ob dës nei Struktur effektiv och schonn am Alldag ukomm ass.

Éischt Reaktioune vun deem, wat mer virgeluecht kritt hunn a wat een esou héiert, sinn, dass d'Struktur en tant que tel weider net contestéiert gëtt an dass se sech am leschte Joer als adaptéiert erwisen huet, dass et deelweis awer nach drun hapert, dass dës nei Struktur nach net duerch an duerch bis an all Funktioune gelieft gëtt. Dozou muss een awer och soen, dass d'Enquête fir dëse Bilan schonn am Oktober zejoert gemaach ginn ass, also nëmmen e gutt Joer no der Mise en place vun der Reform. An, bon, zënterhier ass jo awer schonn eng gutt Zäitchen erëm an d'Land gaangen, soudass ech dovunner ausginn, dass och eng ganz Partie Lacunnen entre-temps schonn erëm konnten opgeschafft ginn. Et gëllt awer egal wéi, dës Situatioun am A ze behalen an der Saach déi néideg Zäit ze ginn, fir sécherzestellen, dass dee Prozess ka konsequent weidergefouert ginn.

Da wollt ech kuerz op d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire ze schwätze kommen, well hei ass et jo virun allem drëm gaangen, déi Zerstéckelung vun de Servicer, de sougenannte „Services de recherche et d'enquête", opzehiewen, fir sécherzestellen, dass den Informatiounsaustausch tëscht de verschiddenen Unitéite besser klappt. An duerfir si se am Service de police judiciaire regruppéiert ginn. Dëst sollt och d'Zesummenaarbecht mat den Autorités judiciaires verbesseren. An de Service de police judiciaire fonctionéiert haut via säi Mammenhaus, mat awer dräi regionalen Antennen: Dat ass den Norden, de Südwesten an den Zentrum. An e regruppéiert elo déi fréier separat Services de recherche criminelle.

Den Erfarungen no huet dës Fusioun jiddefalls keen negativen Impakt op d'Aarbecht vun den Enquêteure gehat. Par contre déi Fro, déi ee sech stelle kann, an déi ass och kloer vun der IGP opgeworf ginn, dat ass, ob mat der neier Organisatioun net vläicht awer e Shift stattfonnt huet vun de proaktive Missiounen an der Recherche hin zu méi Enquêtes judiciaires, déi opgrond vun enger Direktiv vun den Autorités judiciaires eeben ausgefouert ginn. Fir deem entgéintzewierken a fir déi proaktiv Aarbecht vun der Police awer weiderhin ze stäerken, géife mir et duerfir begréissen, wa Mesurë kéinten ergraff gi respektiv Konzepter erschafft ginn, fir dem proaktive Volet den néidege Stellewäert ze ginn.

Wat sech als ganz positiv erwisen huet a wourunner deemno net gerüttelt sollt ginn, dat ass de sougenannte „Comité d'accompagnement", wou d'Autorités judiciaires an d'Autorités policières sech concertéieren a koordinéiere kënnen.

Komme mer zum Volet vun der territorialer Reorganisatioun, warscheinlech eeben dee Volet, deen och am meeschte contestéiert war, deen awer och am wichtegste war, fir ugepaakt ze ginn. An hei sinn, wéi gesot, zwee wichteg Punkten ervirzesträichen.

Dat eent ass, dass d'Zuel vun de Regioune vu sechs op véier erofgesat ginn ass. Dat heescht, mir hunn elo d'Regioun Capitale, d'Regioun Zentrum-Osten, d'Regioun Norden an d'Regioun Süden-Westen. Dëst soll d'Struktur méi effizient maachen a Personal liberéieren, dat dréngend um Terrain gebraucht gëtt. Allgemeng huet dës Ëmstrukturéierung zu enger besserer Gestioun vun de Ressources humaines gefouert.

Deen zweete Punkt, dat ass, dass déi al Commissariats de proximité an d'Centres d'intervention zesummegeluecht gi sinn an als Commissariats de police fusionéiert gi sinn. Hei stoung jo virun allem d'Kritik am Raum - et ass jo haut och widderholl ginn -, dass mer domadder eng Verschlechterung vun der Situatioun erbäiféiere géifen. D'Zil war et awer natierlech net, d'Situatioun méi schlecht ze maachen, au contraire. D'Zil war et, déi eenzel Unitéite méi grouss ze maachen, fir domadder och besser kënnen der Demande vun de Bierger gerecht ze ginn an eng méi zouverlässeg Presenz um Terrain ze assuréieren. An effektiv konnten doduerch d'Ëffnungszäite verlängert ginn, wat natierlech och e positiven Impakt fir de Bierger huet, deen elo och zu méi spéider Stonn kann e Rendez-vous ausmaachen an eeben net virun zouenen Diere steet dee Moment, wou hie selwer vun der Aarbecht heemkënnt.

Déi territorial Reorganisatioun huet natierlech grad en Impakt och op deländleche Raum. Konkreet schwätze mer aktuell fir deländleche Raum, dat wieren eeben d'Regiounen Norden an Zentrum-Osten, vun aacht Kommissariater mat dräi Roulementer, déi 24/24 Stonnen 7/7 Deeg fonctionéieren, a vu sechs Kommissariater mat zwee Roulementer, déi vu méindes bis freides vu mueres 7.00 Auer bis owes 21.00 Auer fonctionéieren. Dat heescht um Niveau vun de Patrullen, dass eleng an dësen zwou Regiounen, also am ländleche Raum, eelef Patrulle ronderëm d'Auer operativ sinn. Daags iwwer vu méindes bis freides bréngen déi aner sechs Kommissariater jeeweils nach eng Patrull op den Terrain, soudass an deem Zäitraum insgesamt 17 Patrullen zur Verfügung stinn. Dozou kommen nach zwee regional Servicer Police de la route, fir de Volet Code de la route ze verstäerken.

A wa mer beim regionale Volet sinn, da kommen och nach déi dezentraliséiert Servicer vun der Police judiciaire derbäi, déi an de Beräicher allgemeng Kriminalitéit, Jugendkriminalitéit, organiséierte Vol an am Beräich vun de Stupefiants aktiv sinn.

Bemängelt gëtt awer zum Deel d'Tatsaach, dass ze vill am Service de police judiciaire an der Stad zentraliséiert gëtt. Hei sinn zwee Punkten, déi ervirgehuewe gi sinn:

Wou ee virun der Reform nach relativ pragmatesch konnt virgoen, fir am Kader vun Affaires judiciaires Renforten, wann een der gebraucht huet, bei de Kolleegen aus enger anerer Sektioun unzefroen, ass et haut administrativ immens opwändeg, fir Renforten aus der Stad schréftlech unzefroen, an oft ginn dës och refuséiert, wat sécher och op e gewëssene Personalmangel zréckzeféieren ass.

Dat huet dann, zweetens, ganz kloer en Impakt op d'Aarbecht an de Regiounen, well hei all operationell Reaktivitéit verluer gaangen ass. Wat dat bedeit, ass kloer: Déi regional Kriminalitéit kann duerch den entstanene Vide opérationnel net méi esou gutt suivéiert ginn an déi proaktiv a preventiv Aarbecht riskéiert weiderhi geschwächt ze ginn.

Duerfir muss eeben och festgehale ginn, dass dës nei Struktur nëmmen dann hiert vollt Potenzial entfale kann, wann d'Police effektiv all déi Beamte kann astellen, déi se sech virgeholl huet, fir och anzestellen. Duerch Personalmangel ass et an der Praxis elo nämlech zum Deel nach esou, dass déi uviséiert Ziler, zum Beispill wat d'Ëffnungszäiten oder d'Effikassitéit vun de regionale Servicer betrëfft, nach net konnten erreecht ginn.

Vun den Autorités judiciaires ass och eng weider Lacune ervirgehuewe ginn, nämlech, dass d'Police spéciale an de Regioune schwéier ënnerbesat ass. Sou gëtt dëse Service fir den Norden de Moment vun engem eenzegen Officier de police judiciaire assuréiert. Hie schafft eleng op esou komplexen Dossieren, an dat sinn awer eminent wichteg Dossieren, wéi zum Bei-

spill Ëmweltdelikter, Sécurité au travail an d'Aarbechtsrecht. Hei gëllt et, dës Servicer esou schnell wéi méiglech auszebauen an deementspriechend och ze rekrutéieren.

Duerfir wéilt ech awer och kuerz déi sougenannten E-Kommissariater ervirhiewen. Well och wann dës net direkt am Lien mat der Policereform stinn, esou handelt et sech hei awer ëm eng konsequent Weiderentwécklung vum Servicegedanken. Vu dass d'Leit elo d'Méiglechkeet hunn, verschidden Deklaratiounen, also Plainten deposéieren, Objets perdus, Objets trouvés, Wëldschued an aner Deklaratiounen, online ze maachen, kënnen d'Leit sech dann och domadder eng Partie Deplacementer erspueren. An dëst ass natierlech besonnesch fir de ländleche Raum vu Virdeel an huet awer och en plus déi wonnerbar weider Konsequenz, dass weider Ressourcë fir Presenzen um Terrain fräigemaach konnte ginn.

Wa mer vun territorialer Reorganisatioun schwätzen, wéilt ech och op déi sougenannte „Comités de concertation" agoen, an deenen d'Direktere vun de Regiounen, d'Chefs de commissariat an d'Buergermeeschteren oder hir Schäffen oder designéiert Conseillere sech reegelméisseg austausche kënnen. Hei kënnen a sollen och virun allem Froe behandelt ginn, déi regiounespezifesch sinn. Et soll iwwer Problemer geschwat gi wéi eeben déi verschidde Forme vu Kriminalitéit a wéi een Impakt se op d'Bevëlkerung hunn. Hei ass aktuell virgesinn, dass dee Comité sech mindestens eemol am Joer gesäit. An d'Fro ass elo gestallt ginn, ob een dee rigide Kader vun enger obligatorescher Sëtzung am Joer soll bäibehalen oder ob een op eng méi liicht Formule vun „en cas de besoin" iwwergeet.

Bon, mir sinn do der Meenung, dass een net op Däiwel komm eraus muss un enger Struktur festhalen, wann d'Praxis sollt erginn, dass et e relativen Opwand ass fir net vill Output. Allerdéngs héiere mer awer och den Avis vum Syvicol, deen et begréisst, an dëser Plattform e formaliséierten Echange ze hunn tëscht Gemengeresponsabelen an der Police.

Une voix.- ... President?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Watgelift? A, pardon!

La même voix.- Ech hunn nom President vum Syvicol gesicht.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- En ass grad net do.

Voilà, wéi gesot, déi Gemengeresponsabel an de Syvicol si scho frou, dass se déi Plattform awer hunn, wou se kënnen deen Echange hunn, deen och formaliséiert ass. A mir sinn der Meenung, vu dass et déi Plattform och nach net esou laang gëtt, dass d'Reform nach net esou laang besteet, dass mer vläicht awer besser sollten ofwaarden, wat d'Zukunft ergëtt, a virun allem, dass mer solle kucken, dass déi alljärlech Entrevuen dann e Format kréien, wou een och dat Allerbescht kann erauszéien. Sollt sech awer elo erausstellen, wéi gesot, dass d'Format tatsächlech e bëssen ze schwéierfälleg ass, da kann een ëmmer nach, am Averständnis mat all de concernéierten Acteuren, no enger manner rigider Formule sichen.

Da si mer bei der Modernisatioun vun de Ressources humaines. Bon, hei geet et, nieft dem allgemenge Besoin, iwwerhaapt emol méi Beamten anzestellen, ëm déi strateegesch Gestioun vum Rekrutement, awer och ëm d'Agliderung vum Personal, d'Formatioun an ëm d'Gestioun vun de jeeweilege Karriären.

Wat de Mangel u Personal ubelaangt, do komme mer zum Beispill och zur Fro, wéi een am Service vun der Police judiciaire mat zivillem Personal ëmgeet. Hei ginn deelweis ganz spezifesch technesch Profiller gebraucht, déi ee virun allem am Privatsecteur rekrutéiere kéint. Par contre besteet awer de Constat, dass verschidde Beräicher vum Service de police judiciaire nëmme schwiereg fir Zivillpersonal accessibel sinn, well fir d'éischt emol eng Formation de base bei der Police als Bedéngung gëllt.

Hei géife mir d'Regierung an déi Responsabel encouragéieren, no Léisungen ze sichen, dass mer do och net nëmme Personal opstocke kënnen, mee och déi richteg Profiller op den néidege Plaze rekrutéiere kënnen.

Mir schwätzen och vun Ausbildung vun neie Polizisten a Weiderbildung vun de Leit, déi scho méi laang derbäi sinn. Mir schwätze vu Betribskultur. Mir schwätzen awer och vun Theeme wéi Dateschutz, engem Theema, wat an der Lescht, zu Recht, fir vill Diskussioune gesuergt huet a wat eis virun allem gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass keen dëse Sujet op déi liicht Schëller hëlt. Hei muss jiddweree vun Ufank u sensibiliséiert ginn op d'Wichtegkeet vum Sujet. Dass dat bei der Police elo konsequent ugepaakt gëtt, weist och d'Tatsaach, dass zënter 2018 en Dateschutzbeoptraagten en place ass.

Um Niveau vun der Formatioun muss awer och beduecht ginn, dass och dës wäert un hir Grenze kommen, wa mir déi héich Zuelen u Kandidaten, déi mer mussen astellen, duerch d'Formatioun kréie mussen. Et muss ee soen, dass d'Policeschoul bis elo och net mat deenen Zuelen, déi mer elo am Viséier hunn, befaasst war. Bon, grad an dësem Joer - et ass gesot ginn, mir wëllen eng 200 Kandidaten eleng dëst Joer rekrutéieren - wäert d'Policeschoul musse beweisen, wéi flexibel se ass an der Organisatioun, a si muss weise kënnen, dass se do ass, fir all dës Kandidaten optimal ze encadréieren an auszebilden. Mee, wéi eise Minister scho preziséiert huet, et ass en Audit gemaach ginn, eng nei Policeschoul gëtt gebaut. Mir hunn dat um Radar. An et ass wichteg, dat och weiderhi ganz no ze suivéieren.

Wa mer vu Ressources humaines a Karriäre schwätzen, komme mer och net derlaanscht, de Sujet vun de B1-Karriären unzeschwätzen, well wéi ech am Ufank betount hunn, grad well et och drëm geet, zefridde Mataarbechter ze hunn, déi sech an hirer Aarbecht valoriséiert a gläichbehandelt fillen, ass et wichteg, dass mer hei no Léisunge sichen.

Ech si mer bewosst, dass mer hei vun enger ganz quokeleger Situatioun schwätzen, an ech hu wierklech Verständnis fir all déi Beamten, déi d'Gefill hunn, par rapport zum Rescht vun der Fonction publique, awer och deelweis par rapport zu hiren Aarbechtskolleegen defavoriséiert ze ginn. Duerfir begréissen ech et ëmsou méi, dass eise Minister en oppent Ouer huet fir déi concernéiert Beamten. An ech géif hei am Numm vun der grénger Fraktioun gären ënnersträichen, dass mir derfir plädéieren, den Dialog weiderhin ze sichen an zesummen no enger zefriddestellender Léisung ze sichen.

An dann ass natierlech och déi grouss Fro vun der Nationalitéit: Muss ee Lëtzebuerger sinn, fir kënne Polizist ze ginn? Et ass kloer, a mir hunn dat e puermol an eiser Kommissioun ugeschwat: Wa mer vu Rekrutement an der Police schwätzen, da schwätze mer vun direkter „Konkurrenz" säitens dem CGDIS an der Arméi. Alle béid siche se änlech Profiller wéi d'Police. Bei enger steigender Bevëlkerung an natierlech och bedéngt duerch d'Tatsaach, dass eis Populatioun daagsiwwer duerch déi vill Frontaliere klëmmt, ginn d'Besoinen u Personal permanent an d'Luucht. Mee wann den Undeel un Awunner mat lëtzebuergeschem Pass net an deem selwechte Mooss wiisst, da stéisst een do iergendwa logescherweis u seng Grenzen.

Elo kann een d'Police als Employeur esou attraktiv wéi méiglech maachen, iergendwa musse mer, mengen ech, driwwer schwätzen, de Kader och fir Netlëtzebuerger opzemaachen, quitte dass hei eng Partie Reegele musse spillen. Ech denken hei notamment un d'Sproochekenntnisser. Et muss een awer soen, dass dës Méiglechkeet och keng absolutt Sciencefiction ass.

207 nei Beamte gesäit de Plan de recrutement eleng fir dëst Joer vir. Um Enn vun dësem Joer kënne mer da kucken, wat de Résultat des courses ass. Komme mer ouni Weideres op genuch Kandidaten: Wonnerbar! Komme mer net op genuch Kandidaten, da géif ech soen: Loosst eis dach zesummen iwwert d'Modalitéite schwätzen, ënnert deenen et och méiglech wier, fir Netlëtzebuerger ze erméiglechen, sech ze bewerben!

Wat sinn eis Konklusiounen à ce stade?

Bon, et ass wéi gesot schwiereg, elo, emol keng zwee Joer no der Mise en œuvre vun esou enger grousser Reform, scho sämtlech Konklusiounen ze zéien. Mir héiere Stëmme vum Terrain, dass sech deelweis Enttäuschung breetmécht, well fir vill Eenzelner nach kee positiven Impakt vun der Reform spierbar ass. Ech wéilt hei awer nach eemol kloer drop hiweisen, dass et dauert, bis dass deen Effekt iwwerall sech duerchbilt a fir jiddwereen erkennbar ass.

Trotzdeem wëll ech domadder net soen, dass et verfréit ass, deen Exercice ze maachen, dee mir haut maachen. Esou kann een éischtens relativ fréi scho gesinn, ob et an déi richteg Richtung geet oder ob een, wéi gesot, eventuell den Tir muss korrigéieren.

Mir sinn haut amgaangen, dës Reform a Musek ëmzesetzen. An, jo, et mierkt ee bei dëser Analys, dass e puer Instrumenter nach net richteg gestëmmt si respektiv verschidden Instrumenter och nach feelen. Mir begréissen awer grad duerfir, wéi gesot, dës Initiativ, fir an esou engem fréie Stadium eng Consultatioun ze lancéieren, fir erauszefannen, wou et nach Onstëmmegkeete gëtt.

An ech begréissen et ausdrécklech, dass hei esou inklusiv virgaange ginn ass an all d'Stakeholderen an d'Boot geholl gi sinn, fir en Avis ze kréien. Vun der IGP, der Generaldirektioun vun der Police, den Autorités judiciaires, dem Syvicol bis hin zu de Gewerkschafte konnt jiddweree matschwätzen. Ech begréissen et och ganz besonnesch, dass all dës Avisen ongefiltert der Chamber zur Verfügung gestallt gi sinn, fir dass mir eis adequat op den Debat vun haut konnte preparéieren.

Jiddefalls sinn ech frou ze liesen, dass dës Policereform besonnesch am Liicht vun den Evenementer an de leschte Méint - vun Dateschutz a Policefichiere bis stënterlech grouss Adaptatiounen am Kader vun dëser Coronakris - sech als extreem noutwendeg erausgestallt huet. Déi nei Strukturen, obwuel se nach esou rezent sinn, hu sech als effikass an adaptéiert erwisen, fir dës Situatioun ze handlen. Duerfir mengen ech, dass mir um richtege Wee sinn.

Natierlech, bei eenzele Punkten ass et schwiereg, sech als Externen eng kloer definéiert Meenung ze erschaffen, wann een eventuell och kontradiktoresch Aussoen dozou virleien huet. Wéi esou oft ass villes och eng Saach vum Point de vue. Ech denken hei zum Beispill un ënnerschiddlech Interpretatioune vu Situatiounen tëscht der IGP an der Police, wéi mer och an deenen Dokumenter konnte feststellen.

E konkreet Beispill wier hei d'Disziplinnsgesetz, wat vun der Generaldirektioun vun der Police deels bemängelt gëtt, well si domadder keng direkt Méiglechkeet méi huet, schnell ze reagéieren an domadder och als Hierarchie manner Gewiicht huet, dat zugonschte vun enger IGP, déi eleng en charge vun der Enquête ass.

Ech sinn allerdéngs op Basis vun deem, wat ech an Erfarung konnt bréngen, relativ zouversiichtlech, dass hei och déi richteg Plattforme fir den Dialog bestinn, fir dass d'Problemer konstruktiv kënnen ugeschwat ginn. A wa sech do sollt erausstellen, dass et e Besoin gëtt fir nozebesseren, dann encouragéiere mir natierlech jiddwereen, dat ze maachen. Hei si mir als Chamber och gefrot, fir déi opgeworfe Punkten am A ze behalen a gegeebenefalls um Niveau vun der Legislatioun nozebesseren.

An deem Sënn, Här President, a fir de Prozess weiderhin ze begleeden, erlaben ech mer hei am Numm vun den dräi Regierungsparteien, eng Motioun ze deposéieren. Dës Motioun gräift och d'Froen op, déi eis am Virfeld vun dësem Debat gestallt gi sinn a soll richtungsweisend si fir déi zukünfteg Aarbecht vun der Police.

Ech géif hei gären an aller Fairness e puer Punkten aus dëser Motioun ervirsträichen:

Mir wëllen an dëser Motioun festhalen, ënner anerem, dass d'Regierung an hire Beméiungen ëm d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun an ëm déi territorial Reorganisatioun weiderfiert.

Mir bieden d'Regierung, mat der Reorganisatioun vun de Kommissariater weiderzefueren an awer an deem Kader ganz besonnesch Uecht drop ze ginn, dass d'Police no um Bierger ka sinn.

Mir bieden des Weideren d'Regierung, méi Zivillpersonal anzestellen, fir d'Policebeamten e Maximum um administrative Plang ze entlaaschten.

A mir bieden d'Regierung, d'Digitaliséierung an der Police virunzedreiwen an d'Police mat enger adequater Informatik ze versuergen, fir dass si hirer alldeeglecher Aarbecht an aller Effizienz ka gerecht ginn.

Ech deposéieren dann d'Motioun, déi Der och geschwë misst virleien hunn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que la réforme de la Police grand-ducale a débuté en juillet 2014 avec le lancement de la procédure de soumission pour la réalisation d'un audit sur la Police grand-ducale ;

- que cette réforme est le fruit de longs travaux préparatoires et de consultation ;

- qu'elle a été matérialisée par l'adoption du projet de loi 7045, devenu la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, entrée en vigueur le 1er août 2018 ;

- que depuis son entrée en vigueur, cette loi a fait l'objet de deux modifications législatives[1] ;

- que de par cette loi, il a été procédé à une refonte complète du fonctionnement de la Police grand-ducale ;

- que le plan de recrutement 2020-2022 vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 607 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale,

invite le Gouvernement

- à maintenir la réorganisation de la direction générale de la Police grand-ducale ayant abouti à la mise en place d'une direction générale avec quatre directions centrales ;

- à maintenir la réorganisation territoriale ayant abouti à une réduction du nombre des régions de six à quatre ;

- à continuer les efforts entrepris dans le domaine de la réorganisation des commissariats, tout en veillant à ce que la police reste proche de la population ;

- à analyser la possibilité d'une extension de l'enquête de moralité aux membres du cadre civil ;

- à analyser la possibilité de l'attribution du statut d'officier de police judiciaire (OPJ) du cadre civil à d'autres membres du cadre civil, tels que des spécialistes ;

- à poursuivre les efforts entrepris pour alléger le fardeau administratif des policiers, notamment en créant un environnement informatique et technologique ayant pour finalité de permettre aux policiers de réaliser toutes leurs missions quotidiennes (recherches, patrouilles, e. a.) dans les meilleures conditions possibles ;

- à relancer une campagne médiatique de recrutement pour mettre en avant l'attractivité de la Police grand-ducale en tant qu'employeur et montrer la diversité des métiers et carrières existants au sein de la police ;

- à procéder à un engagement accru de personnel civil pour décharger du mieux possible les membres du cadre policier du travail administratif ;

- à faire évoluer la direction des ressources humaines de la Police grand-ducale vers un Centre de compétence et de gestion du personnel, à l'instar du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ;

- à maintenir le comité d'accompagnement dans sa forme actuelle ;

- à maintenir le statu quo en matière de police administrative ;

- à demander au directeur central de la police judiciaire d'élaborer un concept pour développer davantage le volet proactif du travail de la police judiciaire.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Claude Lamberty, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- An ech soen lech domadder Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänken an der Regierung Merci soen, datt mer d'Geleeënheet hei hunn, fir déi Debatt

[1] *Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale*

Loi du 15 décembre 2019 portant modification : 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ; 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

ze féieren. Dat ass wëllkomm. Mir hunn och eng gutt Virbereedung gehat vun dëser Debatt. Dofir soen ech dem Här Minister Bausch Merci.

An e ganz wichtege Merci geet natierlech och un d'Police, déi e ganz wichtegen Déngscht fir eis all mécht. E geféierlechen Déngscht dacks, e schwieregen Déngscht. An ech mengen, mir kënnen hinnen net genuch Merci soe fir dat, wat si all Dag fir eis maachen.

An där Debatt hei si just e puer Méiglechkeeten … Mir hunn e puer Minutten, fir e puer Prioritéite vläicht unzeschwätzen. D'Sécherheetslag ass am Land fir eis net zefriddestellend. Si wor méi roueg natierlech elo déi lescht Méint duerch de Confinement an aner Facteuren. Mee mir musse kucken, wat mer kënne maachen, fir d'Police an eis Sécherheetsstrukturen iwwerhaapt besser opzestellen.

Mir mussen dofir och kucken, an dat ass vläicht deen éischte Punkt, Dir hutt deen och als Prioritéit gesinn, wat mer do kënne maachen, fir personell Efforten ze maachen.

Natierlech musse mer kucken: Wat kënne mer maachen am ëffentlechen Transport? Do sidd Dir jo och, Här Minister, a méi wéi enger Qualitéit do gefuerdert. Et ass och ze kucken: Wat kënne mer maache mat den Agents communaux, mat de Pecherten, ouni eng zweet Police ze maachen? Och dat ass en Aspekt, dee mer musse bedenken. Awer virun allem musse mer natierlech den Effectif vun der Police selwer am A behalen. An do ass eng ganz wichteg Fro: Wouhinner entwéckele mer eis iwwerhaapt? Gëtt et en Organigramm vun der Police mat engem Effectif théorique global?

Ech héieren ëmmer, an Dir hutt et och gesot, Här Minister, datt mer vill Leit wëllen engagéieren, esou vill honnert an esou weider. Mee bis wouhinner? Wéi kann eng Police haut fonctionéieren? Wéi soll se opgestallt sinn, mat all deenen Entwécklungen am Aarbechtsrecht, déi mer och an der leschter Zäit haten, fir kënnen all déi Aufgaben, déi se huet, wierklech effikass ze erfëllen? Wou solle mer histeieren, wat d'Personal, d'Stäerkt vun der Police, ugeet?

Natierlech wësse mer dat ni genee. D'Police entwéckelt sech permanent. Et kommen dauernd nei Menacen. Mir hu lo den …, wat weess ech? Dir hutt d'Finanzkriminalitéit als grousse Beräich genannt, ech géif den Darkweb zum Beispill och als eng nei Erausfuerderung nennen, wou mer Forme vu Kriminalitéit am Internet hunn, wou mer och Topspezialiste brauchen, fir dat kënnen ze verfollegen: vum Terrorismus iwwert d'Pedophilie bis bei de Waffenhandel.

A mir brauchen eng Police, déi all deenen Erausfuerderunge gewuess ass. Mir wëssen also net genee, wivill Police mer brauchen. Mir mussen awer wëssen: Wuer wëlle mer eis hinentwéckelen?

A wa mer vun der Personalstäerkt vun der Police schwätzen, dann ass et och dat, datt mer eng Police de proximité kënne garantéieren. Jo, déi Reforme wore gutt gemengt, fir zesummenzeleeën, awer mir wëssen, datt d'Délais d'intervention ze vill laang sinn. D'Land ass heiansdo méi grouss, wéi ee mengt, a wann ee muss vun enger Plaz op déi aner fueren, fir séier do ze sinn, da mierkt een heiansdo, datt einfach déi Distanze mat deenen d'Kommissariater, déi mer elo hunn, ze wäit sinn.

Et ass och elo fir eis kloer, datt mer musse probéieren, Spezialisten aus dem private Secteur direkt ze rekrutéieren: Leit, déi am Finanzberäich oder am Internet oder an anere Beräicher e Fachwëssen hunn, wat ganz rar ass a wat nëmmen iwwer Jore kéint opgebaut ginn, wann een iwwer aner Rekrutéierungsweeër geet. Et muss een iwwerleeën, wéi d'Integratioun méiglech ass, fir keng Ongerechtegkeeten ze schafen. Mee dat muss méiglech sinn.

Natierlech musse mer och op d'Karriären oppassen. Mee dat ass eppes, wat éischter an den Hänn vun der Regierung läit wéi vum Parlament, datt et do keng Ongerechtegkeete gëtt. Och d'Justiz ass dermat befaasst.

Mee ech wéilt just hei eng Iddi vun der ADR och mat an d'Gespréich brengen, déi mer ëmmer erëm virbréngen: Dat ass déi Méiglechkeet bei der Arméi wéi och bei der Police, fir eng fräiwëlleg Reserv ze hu fir verschidden Aufgaben. Fräiwëlleg Reserv: Mir hätte se heiansdo, och a leschter Zäit, kënne gebrauche bei deenen engen oder aneren Aufgaben.

De Rekrutement, an do ënnerscheede mir eis kloer vun aneren - mir wäerten herno och nach eng Kéier driwwer schwätzen, wa mer iwwert dem Här Gloden seng Motioun schwätzen -: Mir sinn dergéint, an ech wëll dat hei kloer soen, datt mer Auslänner rekrutéiere fir d'Police! Aus enger ganzer Rei vu Grënn. Herno komme mer drop zréck.

A vläicht och, an dat wëll ech vläicht hei soen, aus der Lektioun, déi mer an deene leschte Wochen hate mat eisem sanitäre Personal, wou mer heiansdo Angscht haten: Komme se iwwert d'Grenz? Gi se requisitionéiert an hire Länner? Solle mer elo déi selwecht Situatioun, déi selwecht Iwwerleeungen hunn, datt mer eis froen: Ginn eis Poliziste vläicht requisitionéiert vun engem anere Land, vun deem se d'Nationalitéit hunn? Wéi wäit kënne mer eis dann drop verloossen?

Mee ech kommen herno op eng Rei vun anere Consideratiounen. Mee mir soen: Wien hei zu Lëtzebuerg ass - a mir soe jo: „Déi Leit musse Lëtzebuergesch schwätzen" - an e wëll eng Lëtzebuerger Staatsplaz, déi och nach um Exercice vun der Souveränitéit bedeelegt ass, wéi et bei der Police de Fall ass, firwat soll deen dann net Lëtzebuerger ginn, wann e gär déi Plaz hätt? An ech mengen, dee Schrëtt kann ee jidderengem zoumudden.

Dann och eng Rei vun Diskussiounen iwwert d'Qualitéit vum Rekrutement. Ech si ganz frou fir ze gesinn, datt d'CSV och elo op d'ADR-Linn kënnt, wat déi Interventioun ugeet, déi mir an der Chamber gemaach haten iwwert d'COPRAL, iwwer eng Filière an de Lycéeën, fir d'Leit op d'Sécherheetsberuffer virzebereeden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat war eng Iddi vun der CSV.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Gloden, kuckt Är Archiven an der Chamber, da gesitt Der, wien dermat komm ass! Mee op jidde Fall, ech hunn awer näischt dergéint, datt Dir och dermat kommt. Ech freeë mech souguer driwwer. Also net, datt mer eis do falsch verstinn: Ech si ganz frou, datt Der op dee Wee gitt! Mee eng Filière an de Lycéeën, fir d'Leit op d'Sécherheetsberuffer virzebereeden, dat ass och eppes, wat mir onbedéngt wéilten.

Mir hunn och gesot, an dat war och déi zweet Prioritéit, déi den Här Minister Bausch ugeschwat huet: Wéi kënne mer d'Police dechargéieren? De Gefaangenentransport ass an der Diskussioun. Et ass och an eisen Ae méiglech, datt e Riichter kann an e Prisong goen, jee nodeem, wéi e Fall ënnersicht gëtt, an en Untersuchungsgefängnis, oder och per Video, wéi mer et elo zum Deel och praktizéiere beim Confinement.

Dat mussen alles Méiglechkeete sinn, déi mer diskutéieren. Mir hunn och ëmmer gesot: „Bei der Gewalt doheem soll de Premier intervenant e SAMU social sinn." Eng al Iddi, mengen ech, vun der Caritas, wat eng gutt Iddi ass. Dat ass eng gutt Iddi! Et muss net ëmmer direkt d'Police sinn. Natierlech muss d'Police kommen, wa Leit a Gefor sinn direkt, awer dat ass net ëmmer de Fall.

Mir mussen d'Rapatriementer, d'Prozeduren, vläicht méi liicht maachen. A virun allem musse mer och ophalen domadder, datt mer Leit, wa mer se mussen identifizéieren - bei den Demandeurs de protection internationale -, datt mir d'Leit mat eise Moyenen op Bréissel op e Konsulat féieren, fir se do identifizéieren ze loossen. Et ass un deenen auslänneschen Ambassaden a Konsulater, fir hei hir Aarbecht ze maachen, wa se zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn. Och do kënne mer Mesuren huelen, déi eis Police géifen entlaaschten an déi méi wéi justifiéiert sinn!

Mir hunn och bei de Kompetenze vun der Police heiansdo änlech Vuen, heiansdo net. Op jidde Fall, mir denken, datt mer mussen, wa mer mam Ausland vergläichen, e Schrëtt méi wäit goen an eis e bësse méi um Ausland orientéieren. De Platzverweis ass fir eis eng Selbstverständlechkeet! Et gëtt där Saachen nach. A virun allem: Mir wëllen net, datt d'Police aleng gelooss gëtt!

Och Dir als Policeminister sollt net aleng gelooss gi vun anere Kolleegen an der Regierung. Wa mir op der Gare de Problem hu vun enger nigerianescher Drogemafia, déi mat Pabeieren aus engem aneren EU-Staat kommen, ouni Datum, déi net korrekt sinn, dann ass dat net méi aleng d'Aufgab vum Policeminister, mee och vun Asyl, och vun Immigratioun. Allgemeng soll d'Regierung do zesummeschaffen, fir datt esou Situatioune kënnen direkt ënnerbonne ginn. Dat ass net Är Aufgab aleng. Mir ënnerstëtzen Iech, wann Der an der Regierung do Ënnerstëtzung vun anere Kolleege sicht.

Mir hätten och gär, datt bei der Non-représentation d'enfant - en dramatesche Problem fir vill Leit - d'Police och Kompetenze kritt, fir Urteeler duerchzesetzen. Dat heescht natierlech och, datt verschidden Urteeler sollte méi prezis geschriwwe ginn.

Deen eenzelne Polizist muss besser geschützt ginn. Dat ass bei der Rebellioun. Wou ass zum Beispill déi Iddi vun der Comparution immédiate drun? Wéi ass et mat enger Présomption de légitime défense, wann e Polizist eng Waff benotzt? Och dat ass ee Wee, deen ee kann iwwerleeën, dee gerechtfertegt wär. A mir hätten och gär am Interessi vun der Police, datt d'Dispositiounen, déi fir si disziplinaresch oder reglementaresch Bedeitung hunn, wéi de Code de déontologie, besser formuléiert ginn. Am Code de déontologie Artikel 20 sti relativ schwammeg Bestëmmungen. Mee dat si Bestëmmungen, déi fir si awer e reglementaresche Wäert hunn. An do muss een oppassen, wat ee mécht. Ech mengen, och do muss et ganz kloer Reegele ginn. An dat ass net ëmmer de Fall.

Mir wëllen natierlech och eng vertrauensvoll Relatioun tëschent der Police an de Bierger. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Lëtzebuerger Sprooch! Awer och aner Saachen. Bei Bagatellen - Äre Virgänger, den Här Schneider, huet dat dacks gesot, an ech muss soen, mir hunn en do ëmmer ënnerstëtzt als ADR, datt de Polizist keen Apparat ass, keng Maschinn -, bei Bagatelle muss et em méiglech si fir ze soen: „Et ass gutt. Kommt net nach eng Kéier esou erëm!", an duerchzewénken. Mir sinn do och op e Wee gaange vum „tout pénal, tout judiciaire". Nee, de Polizist soll och an deem Sënn kënnen e vertrauenserweckende Gespréichspartner vun engem sinn, wann e bei Bagatelle ka soen: „Et ass gutt fir déi Kéier!"

D'Verbesserung vum Sécherheetsgefill heescht och eng éierlech Kommunikatioun, eng oppe Kommunikatioun. Vill Leit si genervt, ugefaangen, muss ech soen, bei mir selwer, wa permanent keng Täterbeschreiwungen do sinn, aus politesch korrekte Grënn, well den Ecrit oder aner Instanze soen: „Mir däerfen dat net maachen!"

Ech fannen, d'Leit hunn e Recht ze wëssen, wat hir Police mécht, déi si bezuelen, an hirem Staat, dee si kontrolléieren duerch gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek, dat ze wëssen, wat am Sécherheetsberäich hei am Land lass ass! Mir brauchen näischt virun de Leit ze verstoppen, well dat Eenzegt, wat dobäi erauskënnt, ass eng Suspicioun. D'Leit mengen herno, et wär allkéiers en Auslänner. Et ass vläicht net allkéiers en Auslänner, mee d'Leit mengen dat awer, well keng Täterbeschreiwunge méi do sinn, well d'Kaarten einfach net oppen op den Dësch geluecht ginn. Dat schaaft en onglécklecke Klima. A mir sollte kucken, datt mer dat och bekämpfen duerch eng transparent, éierlech a komplett Informatioun.

D'Ëmweltpolice … Dat si meng zwou lescht Bemierkungen, Här President, well ech weess, ech gesinn och, datt d'Zäit lues a lues op en Enn kënnt. Fir Iech also do ze hëllefen, soen ech Iech dat direkt.

Mir hätte gär, datt d'Ëmweltpolice bei der Police konzentréiert gëtt, well se do an enger klorer Struktur ass. Mir hu beim Ëmweltministère x Dispositiounen hei a leschter Zäit, ëmmer méi streng, wou ëmmer méi Officiers de police judiciaire ronderëmginn. D'leschte Kéier hate mer e Gesetz, mir hunn et net matgestëmmt, wou souguer op d'Weiderbildung verzicht ginn ass, aus iergendwelleche Grënn, déi mir net deelen. Mee mir hätte gär, datt, wa mer eng Ëmweltpolice hunn, wa Leit esou eng Aufgab hunn - Officiers de police judiciaire, wou se kënne bei d'Leit heem goen Ënnersichunge maachen -, dat soll bei der Police sinn, konzentréiert, wou gutt Leit gutt forméiert sinn, fir dat kënnen ze maachen.

An nach e lescht Wuert zum Verhältnis zu der Justiz. D'Police ass eng Administratioun vum Pouvoir exécutif. D'Autorité judiciaire ass en anere Pouvoir: d'Autorité judiciaire. Mir hätte gär eng kloer Trennung tëschent deenen zwee, am Interessi vum Rechtsstaat.

Dat heescht fir eis, datt d'IGP net vun engem Magistrat geleet gëtt, mee vun engem Offizéier vun der Police. Dat heescht fir eis eng absolutt Gewaltentrennung an deem Sënn och, datt d'Police judiciaire net vun der Magistratur gefouert gëtt - si schaffen zesummen -, mee vun der Police, ënner Ärer Verantwortung als Minister. Mir hätte gär, datt an der internationaler Zesummenaarbecht déi Kooperatioun vu Police zu Police och ouni d'Justiz méiglech ass, wéi et bei anere Länner och ass.

Dat ass eppes, wat fir eis ganz kloer ass. Mir rutschen ëmmer méi an eisem Land an eng Situatioun eran, wou d'Police e Genre Verwaltung vun der Autorité judiciaire gëtt. Dat däerf et net ginn! D'Autorité judiciaire huet do keng Verwaltung, huet d'Police net. Et muss eng kloer Trennung sinn!

Dir erënnert Iech, virun e puer Joer hate mer eng grouss Diskussioun hei, well e Minister gläichzäiteg Minister vun der Justiz a vun der Police war. Mee dat selwecht gesi mer elo um Verwaltungsniveau. Kloer Trennung: D'Magistratur huet hir Aufgaben, d'Police huet hir Aufgaben! D'Police ass Pouvoir exécutif, ënner Ärer Verantwortung an ënner eiser Kontroll.

Dat gesot, Här Minister, kënne mer Iech nëmmen eng glécklech Hand wënschen. Ech respektéieren an d'ADR respektéiert deen Asaz, deen Dir weist an dësem Dossier. Mir hoffen op eng weider gutt Zesummenaarbecht. A mir freeën eis op d'Diskussioun vun de Motiounen.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass e bëssen eng komesch Debatt, déi mer féieren: Eng Consultatiounsdebatt op Ufro vun der Regierung iwwert d'Ëmsetze vun engem Gesetz, wat nach keng zwee Joer huet, an déi Ëmsetzung ass duerchgefouert gi vun engem Minister, deen un der Ausschaffung vum Gesetz net direkt bedeelegt war, mee dat Gesetz quasi geierft huet. An duerfir huet de Minister och a sengen Ausféierungen ëmmer erëm gesot: „Dir musst eis Zäit ginn! Mir schaffen drun", respektiv, ech hunn och opgeschriwwen: „Et funktionéiert net!", oder: „Et funktionéiert nach net, wéi et soll!"

Mir hunn eng Debatt, déi mer féiere sollen opgrond vun engem Pabeier, deen de Minister eis zur Verfügung gestallt huet: eng Zesummefaassung vun zwielef Säiten, mat enger Konklusioun vun enger hallwer Säit. A wann ee sech dat alles duerchliest, dann denkt ee sech: „Mee dat ass iergendwéi net richteg Fësch, net Fleesch. Wat solle mer do wierklech debattéieren?" An dat argumentatiivt Feierwierk, wat nach virun zwee Joer vum CSV-Spriecher lassgetrëppelt ginn ass, huet een och net méi erëmgesinn, och an der Kontrovers, am Austausch vun den Argumenter, well villes eréischt amgaang ass, en place gesat ze ginn, an et eigentlech ze fréi ass, fir schonn e Bilan ze zéien, esou wéi den Här Lamberty dat och gesot huet par rapport dozou mat senger schoulescher Metapher.

An da riskéiert d'Debatt dat ze ginn, wat mer elo erlieft hunn, nämlech datt jiddweree méi oder manner e bëssen aus sengem Parteiprogramm zitéiert, seng Virstellunge vun der Police, vun der Rechtsstaatlechkeet, der Sécherheetsfunktioun aus deene jeeweilege Parteiprogrammer. An dat ass, fannen ech perséinlech, net esou terribel fruchtbar. Mee ech wäert mech deem Exercice och net kënnen entzéien an Änleches maachen.

Ugefaange mam Personalmangel, wou ech frou sinn, datt déi Motioun vun der CSV deposéiert ginn ass, well mir och net bewosst war, datt d'CSV bereet ass, op deen dote Wee ze goen. Déi Fro stellt sech net nëmme bei der Police, si stellt sech och a ganz villen anere Beräicher, a ganz villen anere regaliene Beräicher, well et esou ass, datt mer fir Aufgaben, wou een 100 % vun der Populatioun mat Servicer muss ofdecken, just op 50 % vun der Populatioun kënnen zréckgräifen, déi d'Nationalitéit hunn, fir kënnen déi Servicer unzebidden. Dat ass en Ongläichgewiicht, wat mer an der ëffentlecher Administratioun scho laang hunn, an en Ongläichgewiicht, wat en plus riskéiert, ëmmer méi grouss ze ginn an domadder a ganz ville Beräicher Personalmangel bedeit.

Bei der Police ass dat awer souguer nach eng Kéier méi verstäerkt. Well, wéi den Här Minister richteg virdru virgerechent huet, muss ee fir d'Aufgabe vun der Police oder déi Servicer, déi si ubitt, net nëmmen déi ganz Populatioun rechnen, mee kucken, wivill Leit sech daagsiwwer zu Lëtzebuerg beweegen a wivill Leit eventuell kënnen en Accident hunn.

All déi Elementer, dat heescht: D'Populatioun, déi couvréiert muss gi vun engem funktionéierende Policedéngscht, ass weesentlech méi grouss wéi d'Populatioun, déi zu Lëtzebuerg wunnt, an eigentlech dräimol méi grouss wéi d'Populatioun, déi a Fro kënnt, fir dee Beruff ze ergräifen.

Duerfir mengen ech, datt mer net derlaanschtkommen, aus Pragmatismus, awer natierlech och, well mer mengen, datt dat och an anere Beräicher misst geschéien, fir d'Karriäre vun der Police och opzemaache fir Leit, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Natierlech mat Sproochekonditiounen. Et si Leit, déi evidenterweis awer mussen déi dräi Sprooche beherrsche kënnen, respektiv, wou ee muss kucken, beim ziville Personal, wou sech d'Fro souwisou nach eng Kéier anescht stellt, fir do och op aner Expertise kënnen zréckzegräifen.

Duerfir mengen ech, datt déi Propositioun, déi d'CSV gemaach huet, ganz interessant ass. Ech mengen, den Här Biancalana huet och ugedeit, datt d'LSAP dat och ganz, ganz interessant fënnt. An et ass och eng Propositioun innerhalb vun deem Dokument, wat mer zougestallt kritt hunn, déi vum Syvicol komm ass, dat heescht vun de Gemengepappen a -mamme selwer, déi natierlech och konfrontéiert si mat deene Sécherheetsfroen, soudatt ech mengen, datt et awer esou eppes wéi eng Zort gesellschaftleche Konsens ronderëm déi dote Fro gëtt.

Dann, de Personalmangel gëtt verbonnen, oder nach eng Kéier verstäerkt a verschiddene Beräicher, duerch feelend Expertis. Zu Lëtzebuerg wësse mer, a bei der Debatt ronderëm d'Policegesetz virun zwee Joer ass dat och ëmmer erëm däitlech gesot ginn, datt den Ecofin komplett ënnerbesat ass a Lëtzebuerg och net iwwert déi néideg Formatioune verfüügt, och net iwwert déi Formation continue, well sech d'Elementer vun deenen dote Finanzkriminalitéitsaktivitéiten natierlech och permanent veränneren. Soumatt riskéiere mer, eng Debatt ze kréien, wéi Deeler vun der Droite se wëlle féieren: Datt mer op där enger Säit wëllen e Platzverbot fir d'Heescherten aféieren, an op där anerer Säit hu mer awer net d'Moyenen, fir déi grouss Kriminalitéit, d'Finanzkriminalitéit, déi eis Gesellschaften ëm Milliounen a Milliounen Euro beduckst, kënnen an Ugréff ze huelen.

An ech mengen, do brauche mer Expertis, well dat sinn onheemlech komplex Dossieren, déi Schachtelkonstruktiounen, dat ass eppes, wou een eng ganz spezifesch Expertis brauch. An ech mengen, mir mussen op de Wee goen, eis déi Expertis unzëeegnen, och vläicht iwwer méi onkonventionell Aart a Weisen, wéi ee rekrutéiert.

Da schéngt mer besonnesch wichteg ze sinn elo a Coronazäiten, wou mer gesinn, datt déi Stëmmen europawäit ëmmer méi haart ginn, datt dat, wat fréier nach esou e bëssen toleréiert ginn ass als „Steiertricksereien", wéi den Ausseminister et genannt huet, an Zukunft net méi wäert toleréiert gi vun eisen Noperen. Soudatt een Element vun enger wierksamer Politik doranner besteet, datt mer déi ganz Ecofin-Sektioun, dat heescht, alles dat, wat mat Finanzkriminalitéit ze dinn huet, esou epauléieren, datt déi och wierklech kann do aktiv ginn an déi Roll iwwerhuelen, déi e Rechtsstaat eigentlech brauch.

Dann, drëtt Stéchwuert, d'territorial Reform, wat jo zu ganz villen Debatte gefouert hat 2018. Do ass et schwéier, och opgrond vun deem Dokument, wat mer virleien hunn, fir do Konklusiounen draus ze zéien. Et ass en intuitive Widdersproch, wann ee seet: „Mir hätte gär méi Presenz um Terrain!", „méi Nähe", „d'Policebeamte solle méi no bei de Bierger kënne sinn", op där enger Säit, an op där anerer Säit hu mer en Zentraliséierungseffekt. Dat ass zumindest intuitiv widdersprréchlech, muss et a senger Konsequenz awer net sinn. Mee ob dat dann elo wierklech den Nec plus ultra vun dëser Reform war, dat bleift nach op.

Véierte Punkt: Et schéngt mer och evident ze sinn, datt déi leideg - a leider Gottes ëmmer nach leideg - Fro vun de Karriären net geléist ass, well dat huet och eppes mat Attraktivitéit vum Beruff ze dinn. An ech hoffen, datt de Minister alles wäert drusetzen, fir déi dote Fro schnellstméiglech, am Dialog mat de Gewerkschaften a virun allem mat deene Betraffenen - well d'Froestellung ass scho laang bekannt, wat do de Problem ass - esou séier wéi méiglech, esou séier wéi méiglech ze klären.

Dann eng lescht Remark, oder e leschte Punkt, Här President: Den Här Minister hat natierlech, andeem en dat Amt geierft huet, Pech, datt en direkt konfrontéiert ginn ass mat deene ganze Fichieren, mat där Dateschutzthematik, déi an der Vergaangenheet vläicht net esou seriö geholl ginn ass, wéi een déi hätt misse seriö huelen.

Ech muss do éierlech soen, datt ech fannen, datt de Minister an der Kommunikatioun an an der Zesummenaarbecht mat der Chamber wierklech Fortschrëtter gemaach huet op deem doten Dossier. An ech hoffen och, datt dat an Zukunft esou weidergeet an datt mer, wéi en dat elo ugekënnegt huet, och kënnen zesummen an der Chamber, mat der Chamber, déi dote Problematik weider erërteren a Piste gemeinsam entwéckelen, fir mat där awer fir e Rechtsstaat net onwichteger Fro ëmzegoen, wéi mat Donnéeë vu Leit ëmgaange gëtt.

Well effektiv, an domat halen ech op wéi de Minister ugefaangen huet: D'Police huet de Gewaltmonopol! An dat ass och gutt esou. Mee dat bedeit och eng enorm Verantwortung! Eng enorm Verantwortung souwuel fir den eenzelne Beamte wéi awer och eng enorm Verantwortung, déi kollektiv ass, déi vun der ganzer Administratioun a vun der ganzer Organisatioun ausgeet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ouni eis Police kéint eise Staat net fonctionéieren. D'Police huet eng vun de wichtegsten Aufgaben an eiser Gesellschaft. D'Police, Polizist sinn ass eng grouss Verantwortung an erfuerdert vill Disziplinn, Duerchhalverméigen an och en Talent, fir mat heiansdo immens schwierege Situatiounen ëmzegoen. D'Polizisten an dat, wat si all Dag um Terrain leeschten, verdéngen eise gréisste Respekt. Dofir soe mir Piraten op dëser Plaz de Polizisten e grousse Merci fir all Dag vollen Asaz, Dag an Nuecht, fir fir eis alleguerten do ze sinn.

Zur Reform: An där ganz kuerzer Riedezäit kënne mer net op all Punkt a Fro agoen an der Ried, en Iwwerbléck iwwert déi wichtegst wäerte mer awer maachen. Bei deenen anere sinn eis Positiounen ewell bekannt. Ech muss soen, dass mir Piraten d'Reform am Ganze recht gutt fannen, well et dorëm geet, al Gewunnechten opzebriechen a kritesch ze hannerfroen. Dofir ass och d'Policereform gutt gewiescht, well sech dohinnergesat gouf a sech d'Fro gestallt gouf: Wéi kann een alles besser organiséiere fir de Bierger, mee awer och fir de Polizist?

Wat déi organisatoresch Ännerungen ugeet, wat duerch d'Reform geännert gouf, do fanne mir Piraten et nach zimmlech fréi, fir kënne konkreet Bemierkungen ze maachen. Hei mussen an eisen Aen de Minister an och seng Policedirektioun en oppent Ouer fir Kritik hunn. Et sinn d'Polizisten um Terrain, déi an éischter Linn Problemer Dag fir Dag feststelle kënnen. An deem Sënn muss och d'Roll vun der Policegewerkschaft wäertgeschätzt ginn, well och wann d'Gewerkschaft dem Minister heiansdo siichtlech op d'Nerve geet, dréit si awer immens zur Verbesserung vum Fonctionnement vun der Police bäi. Dank dem Asaz vun der Gewerkschaft sinn zum Beispill d'Rouzäite vun der Police d'lescht Joer an engem gemeinsamen Accord konsequent verbessert ginn.

Mir gesinn also och: E Minister ass gutt beroden, deene Leit nozelauschteren, déi um Terrain sinn, well si mat den alldeegleche Problemer konfrontéiert sinn. Dofir wär eise Rot, dass innerhalb vun der Police en anonymiséierte Kanal opgestallt gëtt, wou all Polizist Verbesserungsvirschléi a Kritik kann no uewe matdeelen. Mat esou engem informateschen Tool kann ee ganz einfach erausfannen, wat net klappt.

Här President, d'Schléissung vu lokale Kommissariater fanne mir Piraten schlecht. D'Kommissariater gehéieren eiser Meenung no an eng Gemeng. Dozou si se e Symbol vu Proximitéit: D'Bierger wëssen, wou si sech un hir Police wende kënnen, d'Poliziste kënne gesinn, an et ass awer och berouegend ze wëssen, dass Kommissariater an hirer Gemeng an enger noer Ëmgéigend ze fanne sinn.

Hei muss een éierlech sinn a soen, dass dës Reform vun der Police elo nach net wierkt. Et kritt een als Bierger heiansdo d'Gefill, dass déi visibel Policepresenz ofhëlt. Et kann net sinn, dass zum Beispill an der Gemeng Péiteng, der fënneftgréisster Gemeng am Land, direkt um Dräilännereck, kee Policebüro 24 op 24 Stonnen ze fannen ass. Jo, et kann een ëmmer mat der Excuse kommen: „Déifferdeng ass no!" Mee bis d'Patrullen op der Plaz sinn, ass de Gangster oft scho fort.

Och zu Munneref soe mir Piraten kloer: Et soll ...

(Interruption)

... ee Policebüro bestoe bleiwen!

(Hilarité)

Fir eis Piraten mussen déi lokal Kommissariater och an Zukunft weiderhi bestoe bleiwen.

Une voix.- Also passt op d'Polizei op, dir Piraten!

(Hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Kuerzfristeg wär d'Iddi, fir och zivillt Personal an de Kommissariater anzestellen. Dëst géif et de Polizisten erlaben, méi Zäit um Terrain ze verbréngen an alles, wat mat Paperassen ze dinn huet, un d'Zivillbeamten ofzeginn.

Wat d'Fro vum Ausbau vun der Enquête de moralité ugeet, do ass et fir eis Piraten evident, dass d'Police aus vertrauenswierdege Poliziste muss bestoen. Mir mussen eis awer froen, bis wéi wäit de Staat hei goen däerf. Jo, mir brauche kapabel a vertrauenswierdeg Polizisten. Mee et muss vun Ufank u kloer sinn, wéi eng Dokumenter an der Prozedur wäerte gekuckt ginn, an de Kandidat muss dann och säin Averständnes ginn a wëssen, dass déi Dokumenter gekuckt ginn.

Als leschte Punkt wëll ech am Kader vun der Reform och nach eng Kéier op d'Material agoen, mat deem eis Polizisten all Dag schaffen. Hei muss grad elo an och an Zukunft punktuell investéiert ginn, fir dass eis Polizisten dat Material hunn, mat deem se schnell, sécher a gutt schaffe kënnen.

Eis Piraten läit an deem Sënn natierlech och d'IT-Infrastruktur vun eiser Police um Häerz. An hei, muss ech dann awer soen, ass eis Police mat vereelzten IT-Systemer ënnerwee. D'Programmer, mat deenen d'Poliziste schaffe mussen, sinn alles anescht wéi benotzerfrëndlech oder schnell. Als Chamberskommissioun konnte mir eis virun e puer Méint selwer e Bild dovunner maachen. Et war eigentlech e Witz, wéi gesot ginn ass: „Et kann ee sech eng Taass Kaffi maachen, bis de Programm op ass!" Mee wéi sech erausgestallt huet, war dat kee Witz, mee d'IT ass ganz lues.

D'Piraten haten och eng Chamberskommissioun aberuff mat dem Theema „IT bei der Police". Do stellt sech elo d'Fro: Wat gouf zënter der Kommissioun bis haut alles verbessert bei der Police? Als Beispill aus enger ganzer Lëscht: Mir Pirate froe ganz kloer en Tablet fir all Polizist, fir ënnerwee direkt Informatiounen ze kréien, fir modern Aarbechtskonditiounen.

Mir wëssen alleguer, dass d'Poliziste säit Jore mat akutem Personalmanktum ze kämpfen hunn, och duerch politesch Feeler, wou een net schnell genuch reagéiert huet. D'Poliziste sinn enorm opgehalen duerch déi Schreifaarbechten, déi am Kader vun de geriichtlechen an administrativen Dossieren ufalen. D'Police brauch dofir eng modern informatesch Léisung, déi d'Beamten um Terrain an um Büro entlaascht. D'Digitaliséierung mécht Sënn, wann een d'Prozeduren domadder vereinfache kann.

B1 - „Opt-in" (veuillez lire: B1 - „Out-in") - fanne mir gutt. Dofir: Jo, d'Policekarriär op de B1 ass déi richteg Entscheedung.

Här President, fir eis Piraten ass d'Policereform bis heihinner nach net fäerdeg. Mir musse virun allem kucken, wéi nom massive Rekrutement vu Polizisten d'Situatioun an dräi bis fënnef Joer ass. Eréischt da kënne mer soen, ob dës Reform en Erfolleg war oder éischter e Feelschlag. Fir eis ass op alle Fall awer wichteg, dass alles ënnerholl gëtt, fir d'Policepresenz an eiser Gesellschaft an an eise Gemengen ze erhéijen.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. A merci och allen Deputéierte fir hir interessant a konstruktiv Bäiträg.

Ech wollt vläicht fir d'éischt ufänken, eng kleng Remark ze maachen op dat, wat den Här Baum gesot huet, wou e gesot huet am Ufank, et wär e bësse schwéier ze diskutéieren, well een zwee Joer no der Reform nach net kéint soen, wéi d'Reform sech géif auswierken. An hien huet gemengt, duerfir géif natierlech hei all Fraktioun, all Partei logescherweis aus hirem Programm zitéieren.

Dat ass sécherlech richteg. Ech wëll dem Här Baum awer just soen, datt meng Approche déi ass, datt ech d'Chamber wëll abannen an datt ech d'Chamber wëll seriö huelen an datt mech interesséiert, wat d'Meenung ass vun den Deputéierten zu esou Reforme wéi déi doten, och en cours de route, an zwar reegelméisseg.

An dee beschte Beweis, datt et noutwendeg war, fir déi Diskussioun hei ze féieren, deen hunn ech kritt duerch d'Motioun vun der CSV, wou ech iwwregens soen - ech wëll net matschwätzen, well d'Chamber muss selwer decidéieren, wat se domat mécht -, mee datt ech déi Motioun exzellent fannen. Déi kéint ech, wann ech Deputéierte wär, matdroen. A virun allem den éischten Tiret mat der Propos, déi den Här Gloden mécht, déi d'CSV mécht, déi ass mer ganz sympathesch. A wa mer et fäerdegbrénge, dat haut hoffentlech elo an esou engem breede Konsens ze stëmmen, da fannen ech dat eng exzellent Saach.

Dat eleng beweist, datt et wichteg ass, datt een d'Chamber consultéiert, datt een ëmmer erëm sech deene Froe stellt, well dat ass nämlech e Punkt, an do ginn ech Iech honnertprozenteg Recht, deen een och op aneren Niveaue misst diskutéieren, mee deen eis hei extreem vill kann a kéint hëllefen.

Ech wëll och soen: Ech hu mer d'Méi gemaach, entre-temps mam Educatiounsminister ze schwätze wéinst dem zweeten Tiret, nämlech deem, fir déi Sektioun an de Lycéeën ze schafen. Den Educatiounsminister huet mat mir zesummen doriwwer diskutéiert a mir hunn allen zwee fonnt, datt een dat och kéint mindestens emol studéieren. Mir wësse jo net, ob et méiglech ass a wéini een et ka maachen, mee et sollt een et studéieren. An ech kann Iech elo scho soen - gesitt Der, esou séier kritt Der keng Resultater normalerweis -, datt mer en Aarbechtsgrupp wäerten asetzen tëschent dem Educatiounsministère a mengem Ministère, fir dat doten ze klären! Also, wéi gesot, ech wëll der Chamber kee Rotschlo ginn, mee ech géif als Deputéierten déi Motioun do unhuelen.

Dann zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn, déi éischt emol och vum Här Gloden, zu der Fro vun de Bodycams. Mir hunn e Projet doleien. Allerdéngs, ech mengen, mir musse wëssen, dat ass e ganz sensibele Projet. Do spillt vill Dateschutz mat. Do spille Froe mat, déi och eenzel Policeagenten interesséieren, well natierlech esou eppes net dierf genotzt ginn, fir op eemol, loosse mer soen, d'Aarbecht ze kucken, also - wéi soll ech soen? - Aarbechtskontrollen ze maachen; Aarbechtsrecht an esou weider. Dat si gewerkschaftlech Froen, déi matspillen. Do wëlle mer breet consultéieren, ier mer dat op den Instanzewee schécken. Mee vun der Richtung hier - ech mengen, ech hat dat och schonn eng Kéier an der Kommissioun gesot - sinn ech éischter der Meenung, datt dat eng Richtung ass, déi gutt ass.

Et ass gefrot ginn, firwat mer nach keng Zuelen hu vun 2019. Eng berechtegt Fro. Ech wëll Iech awer soen, datt de Rapport fäerdeg ass. E wäert an deenen nächsten Deeg, also de Rapport d'activité vun der Police, dee wäert an deenen nächsten Deeg publizéiert ginn. Mir hunn natierlech och do Verspéidung kritt duerch d'Covidkris, soss hätte mer selbstverständlech schonn eng Pressekonferenz gemaach. Et war och eng virgesinn, den Henri Kox hat schonn eng ageplangt. Mee mir hunn dat natierlech mussen alles annuléiere wéinst den Émstänn, déi Der jo alleguerte kennt.

Dann zu där Fro, wou ech mech jo avancéiert hunn, wou ech gesot hunn, bei dem Beräich vun der Police administrative wéilt ech gäre verschidden Dispositiounen eng Kéier op de Leescht huelen, fir déi ze kucken, virun allem déi Fro, déi ech als Beispill och ginn hunn: d'Entrée vun enger Dier ze blockéieren an esou weider. Well ech mengen, datt den Text zwar eng Rei Saachen hiergëtt, mee net prezis genuch ass. An duerfir wëll ech dat maachen. Ech wëll mer déi Zäit huelen, dat a Rou ze kucken.

Ech soen Iech awer ganz kloer, datt ech géint e generelle Platzverweis sinn, well ech der Meenung sinn, datt dat näischt bréngt. De generelle Platzverweis, dee gëtt et a ville Länner. Dee gëtt et virun allem an Däitschland. Mee och an Däitschland kritt een déi dote Problematik an deem Mooss am ëffentleche Raum net doduerch an de Gréff, menger Meenung no, well d'Konsequenz dovunner ass jo normalerweis, datt, wann Der da verbaliséiert, e Protokoll schreift, ganz oft déi, deenen Der de Protokoll schreift, deen iwwerhaapt net kënne bezuelen, also meeschtens och keng Suitten dann do méiglech sinn.

An ech hunn och e Problem domadder fundamental. Ech sinn d'accord, datt ee muss alles kënnen esou garantéieren, datt fir jiddweree - wéi soll ech soen? -, datt den ëffentleche Raum souwisou accessibel bleift fir jiddwereen, datt keen deen dierf blockéieren. Ech sinn och d'accord, datt d'Gesetzer mussen esou sinn, datt keen eppes dierf maachen am ëffentleche Raum, wou en anerer belästegt, wou en anerer stéiert. An do muss et eng Méiglechkeet ginn, menger Meenung no, dat esou ze preziséieren an deem heiten Text, datt d'Police déi Moyene kritt, ouni datt mer awer op deen anere Wee ginn. Ech mengen, wann ee sech dat emol eng Kéier ukuckt am Detail, da fanne mer do bestëmmt och eng Léisung.

Dir hutt mech gefrot: de Suivi en ligne. 5.000 Dossieren huet d'Police bis elo traitéiert. An ech kann Iech soen: Déi Dossiere sinn all relativ séier traitéiert ginn an och weidergeleet ginn un déi zoustänneg Instanzen, un déi zoustänneg Stellen! Also, 5.000 Dossieren, et ass awer impressionnant, wivill datt dat genotzt gëtt.

Et ass natierlech richteg, et gëtt Leit, haaptsächlech eeler Leit, déi maachen net eng Plainte en ligne, well der ganz vill derbäi sinn, déi net eens ginn. Mee duerfir hu mer jo och eppes agefouert: datt ee ka carrement e Rendez-vous froe sur place. Et kann een telefonéieren op e regionaalt Kommissariat oder wou och ëmmer, an da kann een, wann een eng Plainte wëllt maachen - eng eeler Persoun -, soen: „Ech kommen dat gär laanscht maachen!" Da ka se sech e fixe Rendez-vous gi loossen an dann ass e Polizist do, fir d'Plainte opzehuelen.

Dat heescht, am Fong ass dat besser, wéi et virdru war. Et brauch ee mol net ze waarden. Da kritt ee jo eng fix Auerzäit gesot, wéini een dat ka maachen. Duerfir gëtt et jo déi zweet Méiglechkeet. Mee wéi gesot, dat anert funktionéiert awer och relativ gutt. An och de Suivi dovunner, dee funktionéiert ganz gutt.

Ech wëll och soen, wat den Dialog ubelaangt - dat ass elo vill ugeschwat ginn - mat deenen

eenzelnen Associatiounen, Gewerkschafte bei der Police, dee war mer ganz wichteg. Bon, ech mengen, et ass ëmmer esou … Dat ass iwwregens och esou, wann ech soen: „Ech consultéieren d'Chamber gär, well ech gär d'Meenung vun den Deputéierte wëll wëssen!" Dat wëllt net ëmmer heeschen, datt ech mat jiddwerengem heibannen averstane sinn. Dat huet näischt domat ze dinn. An esou ass et och hei, wann ech mat Gewerkschaften diskutéieren. Den Dialog an d'Nolauschtere si wichteg, mee bon, iergendwann eng Kéier fënnt ee vläicht kee gemeinsamen Nenner. Da muss jiddweree seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech mengen, dat muss ee maachen. Mee mir sinn awer gutt weiderkomm.

An ech wëll Iech och soen, datt mer an der Kris, an der Covidkris - wou ech iwwregens och wëll der Police an alle Policebeamten e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se do geleescht hu mat vill Fangerspëtzegefill - wéineg Konflikter haten, fir net ze soen, quasiment kee Konflikt bei der Applikatioun vun deene Reegelen, wat jo net ëmmer evident ass. Mir hu jo d'perséinlech Fräiheeten hei ageschränkt, dat gëtt oft vergiess.

Ech hunn domadder e grousse Problem, wa mer un d'perséinlech Fräiheete ginn. Ech mengen, déi si fir mech einfach helleg. An ech mengen, do muss een einfach oppassen, wann een do drugeet aus verschiddenaartege Grënn - well et net anescht vläicht emol geet. Da muss ee mat ganz vill Fangerspëtzegefill virgoen, an ech mengen, datt dat awer gréisstendeels geschitt ass! Ech wëll net behaapten, datt net vläicht déi eng oder aner Saache gemaach gi sinn, déi ee vläicht hätt kënnen anescht maachen - ech mengen, mir sinn all nëmme Mënschen -, mee dat ass hei passéiert.

Mee wat hu mer gemaach? Den Henri Kox an ech, mir hate wärend deene ganze Wochen elo all méindes moies um 10.00 Auer eng Videokonferenz mat der Generaldirektioun, mat sämtleche Gewerkschaften, Associatioune vun der Police, wou mer direkt konnte Saachen diskutéieren, wa Problemer um Terrain waren. Mir haten eng Hotline agefouert fir d'Personal an der Generaldirektioun, wou d'Poliziste konnten eraruffen, wa se Problemer haten, Material oder soss e Problem, dee sech gestallt huet hei um Terrain. An dat huet derzou gefouert, datt mer natierlech vill Saachen direkt konnte léisen, en cours de route, an datt mer doduerjer och, mengen ech, esou gutt bis elo duerch déi Kris komm sinn. An ech fannen dat e super flotte Modell, dee mer do fonnt hunn.

Iwwregens, d'Videokonferenzen, déi hu mir jo och als Regierungsmemberen, wéi Dir alleguer, wéi jiddwereen, nach vill méi entdeckt. Do kann een oft kuerzfristeg Consultatioune maachen, déi relativ einfach ze gestalte sinn, an duerfir wäerte mer dat och mat Sécherheet bäibehalen.

Dann zu dem Rekrutement. Den Här Gloden huet mech gefrot, ob ech der Meenung oder ob ech derfir wär, fir Recrutement-directen ze maachen. Ech soen Iech ganz kloer: Jo! Well ech sinn der Meenung, bei der Police judiciaire, an de Finanzen zum Beispill, wäerte mir ganz sécher net déi Leit fannen, déi mer brauchen, wa mer dat net maachen. Mir wäerten dann net déi Experte fannen, déi mer nach brauchen.

Et muss een natierlech kucken, wéi dann d'Modalitéite sinn. An do gëtt et och Solutiounen. Dat ass jo och am Ausland geléist ginn. Firwat solle mir dat net geléist kréien? Ech mengen, ganz kloer, dat soll een net iwwerall maachen. Ech mengen, et geet net drëms, fir dat elo ze generaliséieren, mee et gëtt spezifesch Situatiounen, wou een dat muss maachen, wou ee menger Meenung no net derlaanschtkënnt.

Dann zu der Fro vun den Transports publics. Jo, mir hu schonn eng Rei Initiative geholl. Allerdéngs hänkt dat wäitgeeënd dervun of, wéi mer elo weiderfueren, vum Rekrutement. Wa mer d'Leit net fannen, fir bei der Police ze schaffen, da gëtt et natierlech schwiereg, nei Servicer opzebauen. Mee, ganz kloer, mir hunn éischt Schrëtt gemaach mat deene Moyenen, déi mer haut hunn. Mir wëllen déi och weiderverfollegen an der Zukunft.

Da war ech och nach gefrot gi vum Här … Ech mengen, dat war den Här Biancalana. Ech sinn awer net méi ganz sécher, mee et ass egal. D'Police judiciaire - ech mengen, et war den Här Biancalana, deen dat gefrot hat -, wivill mer rekrutéiert hätten a leschter Zäit u Spezialisten. Tëschent 2018 an 2020 hu mer bei der Police judiciaire an de Services techniques, also Informatiker an esou weider, mee Spezialisten, an deem Beräich hu mer 3 Leit an der A1-Karriär agestallt, 1 an der A2 a 6 an der B1. Bei den Ecofins-Filièren hu mer 12 A1en agestallt an deene leschten zwee Joer. A bei der Section scientifique hu mer 2 A1en agestallt.

A mir hunn och, dat wëll ech Iech soen, beim Plan de recrutement, dee mer zesummegestallt hunn - an do wäert ech pro Joer genau mat de Gewerkschafte wëlle kucken, wivill mer u Poliziste wuer wëllen drainéieren -, dat heescht, bei deenen éischten 207, do hu mer se all consultéiert a mir hu schéi gekuckt, wivill Leit datt zum Beispill och do bei d'Police judiciaire solle kommen, wat de Besoin ass. Also, ech mengen, et soll schonn esou gemaach ginn, datt mer och de Rekrutement esou maachen, datt jiddwereen do seng Personalproblemer ka behiewen. Dat ass op alle Fall den Objectif.

Nach eng Kéier merci, e grousse Merci un all d'Deputéiert. An dann, mengen ech, wäert dat hei sécherlech net fir d'lescht sinn, datt mer iwwert deen dote Sujet schwätzen, entweeder hei oder och an der Chamberskommissioun. Op alle Fall, mir si bereet, zu all Moment och dohinnerzekommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung respektiv Diskussioun iwwert d'Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV deposéiert ginn ass. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech wëll mech awer elo net virdrécken. Dir wësst, wéi d'Reiefolleg ass. Wa Kolleege vun anere Parteien nach wëlle viru mir schwätzen, dann trieden ech am Ableck gär zréck. Mee wann ech deen Eenzege sinn, da maachen ech et och gär. Ech wollt …

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Empain huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma da loossen ech hir de Virtrëtt an da kommen ech duerno.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet d'Madamm Empain de Virtrëtt.

Motion 1

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dat do ass eng speziell Situatioun. Villmools merci fir de Virtrëtt.

Ma ech wollt mech am Fong geholl just de Wierder uschléisse vun eisem Minister. Ech wollt villmools Merci soe fir dës Initiativ a fir déi Motioun, déi Der deposéiert hutt am Numm vun Ärer Fraktioun. Mir kënnen dat esou och alles matstëmmen a freeën eis iwwert dës Propositioun.

Wéi gesot, nach eng Kéier merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt och der CSV Merci soen. Awer ech ka lo hei net soen am Numm vun der ADR, datt eis dësen Text géif wierklech begeeschteren. Mir kënnen en net matstëmmen. A mir wëlle vläicht e puer Kommentare maachen, fir e bëssen awer och de Kontext ze setzen.

Et gëtt ëmmer gesot: „De Rekrutement bei der Police ass a Konkurrenz zu der Arméi, zum Rettungsdéngscht." Jo, awer net nëmmen. Mir hunn an deene leschte Joren eng onheemlech Entwécklung vum Personal gesi beim Staat, bei de Gemengen; och dat ass eng Konkurrenz.

Mir als ADR, mir soen ëmmer, de Staat soll sech op seng Käraufgabe konzentréieren. Mir si géint den État pléthorique. An eng Käraufgab vum Staat ass d'Police. Eng Käraufgab vum Staat ass d'Sécherheet. A wa mer géifen op anere Plaze vläicht och dem private Secteur säi Raum loossen oder kucken, datt mer de Staat oder d'Gemengen oder anerer net dauernd géife mam Personal iwwerproportional wuesse loossen, dann hätte mer och vläicht méi Leit, fir am Sécherheetsberäich kënnen a Fro ze kommen.

Mir hunn de Problem hei vun der Souveränitéit. Mir wëssen, datt et bei enger Rei Funktiounen an der Europäescher Unioun ganz kloer ass, datt déi Poste fir Leit vun der Nationalitéit, déi déi Nationalitéit hu vun deem Staat, virbehale sinn. Mir hunn dat och als Lëtzebuerg deemools akzeptéiert. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Police. Mir hunn, dat hat ech virdru gesot, an deene leschte Méint Erfarunge gemaach, datt mer Angscht haten, wann eis auslännesch Frënn, déi heihinner schaffe kommen am Gesondheetsberäich, eis vläicht net méi géifen zur Verfügung stoen. Mir wëllen net och nach esou eng Situatioun am Sécherheetsberäich kréien.

Mir hunn dann Ënnerscheeder mat der Arméi. Hei sinn et Kaderen, Agents de police judiciaire an Officiers de police judiciaire. An der Arméi hu mer Hommes de troupe, déi net Fonctionnairë sinn. Do ass och e ganz groussen Ënnerscheed.

An d'CSV berifft sech hei op d'Nationalitéitegesetz. Deen Ableck, wou d'CSV proposéiert huet … Jiddereen hat seng Propositiounen, d'CSV hat beim Nationalitéitegesetz déi Iddi, datt, wann een 20 Joer am Land ass a kee Lëtzebuergesch kann, en awer Lëtzebuerger ka ginn. D'ADR hat eng aner Approche. A genau d'ADR-Propositioun gëtt hei vun der CSV zitéiert. Well mir hu gesot: „Wien an d'Lëtzebuerger Arméi geet an domadder dem Lëtzebuerger Land en Déngscht leescht a seng Integratiounswëllegkeet doduerch beweist, dee kann éischter Lëtzebuerger ginn."

Dat heiten ass eng Proposition de loi vun der ADR, déi an d'Nationalitéitegesetz agefloss ass. Awer et ass en anere Kontext. An dofir wësse mer genau, datt dat, wat mir deemools gemengt haten, net direkt transposabel ass op d'Police.

Déi Iddi mat der Filière, do hate mer scho virdrun driwwer geschwat, an ech wëll mech och elo net mam Här Gloden driwwer streiden, wie se als Éischten hat. Ech freeë mech just, datt souwuel d'CSV wéi d'ADR gär eng Sécherheetsfilière an de Lycéeën hätten. Dat kënne mer natierlech mat ënnerstëtzen. A mir freeën eis och, datt den Här Meisch mam Här Bausch zesummen do wëllt e Groupe de travail maachen, fir dat ze kucken.

Mee mir hunn eng fundamental Differenz mat der CSV iwwert d'Fro vun Auslänner bei der Police a mir bleiwe bei eiser Linn, an dofir wäerte mir als ADR dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also ech sinn natierlech net mat mengem Virriedner averstanen. Den éischte Punkt vum Invite gefält eis, wéi ech jo schonn erkläert hunn, ganz gutt. An ech mengen, hei soll een awer net Äppel mat Biere vergläichen.

De Problem am sanitäre Beräich huet notamment domadder ze dinn, datt lauter Frontalieren op Lëtzebuerg kommen. Mir huele jo awer net un, datt all déi Polizisten an Zukunft wäerte Frontaliere sinn. D'ailleurs géif sech déi Fro souwisou och stellen, wann e Land géif decidéieren, seng Grenze komplett zouzemaachen. Duerfir mengen ech, datt dat Argument elo net dat allerstäerkst ass. Ech mengen éischter, datt et eng gutt Solutioun ass.

Woumat ech awer e bësse méi e Problem hunn, dat ass den zweete Punkt, nämlech déi Fro do vun eng Filière sécuritaire am Enseignement ze schafen. Do hätt ech gär awer virdrun e seriöt Konzept, wat dat ass. Well dat huet jo awer e ganz kloren Impakt dorobber, wéi eis Bildungslandschaft soll ausgesinn. Hu mer dann elo, nieft enger Première A, B, C, D, E, F och nach eng S - sécuritaire? À quoi bon? Also do dinn ech mech awer, ganz éierlech gesot, e bësse schwéier.

Wéi gesot, deen éischte Punkt ënnerstëtzen ech komplett. Deen zweeten, do hunn ech awer elle Bauchwéi!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Dann hat nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och mir Piraten wäerten d'Motioun esou ënnerstëtzen. Ech mengen, den éischte Punkt ass fir eis guer net a Fro gestallt. Als oppe Partei ënnerstëtze mir alles an déi Richtung.

Zum zweeten, do ënnerstëtze mir och d'Etüd, déi mer natierlech da géifen deementspriechend gären herno nach eng Kéier an der Kommissioun kucken, wat do genau derbäi erauskomm ass. Et ass awer och esou, dass mir eis schonn an de vergaangene Kommissioune derfir ausgeschwat hunn, fir esou eng Sécherheetsfilière ze maachen.

An deementspriechend wäerte mir d'Motioun och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Ass de Vote électronique gefrot? Jo.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Den Här Gibéryen feelt nach vun deenen, déi hei sinn. De Vott ass ofgeschloss.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Motioun 1 ass da mat 54 Jo-Stëmme a 4 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Gloden, wannechgelift.

M. Léon Gloden (*CSV).*- Merci, Här President. Ech hu mat de Kolleege geschwat. Do sinn an der Invitatioun all d'Tirete fir eis an der Rei. Et ass een Tiret, wou mer e klenge Problem haten: « à maintenir le statu quo en matière de police administrative ». D'Kolleege sinn awer d'accord, fir deen erauszehuelen, well eebe fir eis de Platzverweis e wichtege Moyen ass. De Minister huet och do eng Ouverture gemaach. Ech hunn et … Ass en elo fort?

(Interruptions)

An en huet elo och do ugedeit, den Här Bausch, datt e sech do kéint dat virstellen, awer d'Krittäre misste stëmmen.

Ech invitéieren d'Regierung, d'Proposition de loi vun der CSV nozeliesen. Mir hunn do de Platzverweis preziséiert, mat alle Mesures de sauvegarde. Ech mengen, dat ass proportionell realistesch ëmzesetzen.

Duerfir soen ech dann och de Kolleegen hei Merci, datt se bereet sinn, deen Tiret erauszehuelen, an da kënne mir als CSV déi Motioun och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir si bei där Motioun e bëssen hinan hiergerass. Also, et si vill positiv Saachen dran, déi mir och esou gesot hunn, wéi dat Digitaalt. Wou mer eis awer net erëmfannen, dat ass bei der Reorganisatioun vun de Kommissariater.

An deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann den Här Fernand Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, déi Kéier kann ech der CSV wierklech net reprochéieren, si géif eis Iddie klauen, well mir schwätzen elo no hinnen. Mee ech wëll dem Här Gloden awer assuréieren, datt mer separat op déi selwecht Iddi komm sinn an datt mir och ee Problem haten, an dat war dee Saz: « à maintenir le statu quo en matière de police administrative »; well och mir hätte gär eng Verstäerkung vun de Kompetenze vun der Police eebe just an deem do Beräich.

Wann d'Kolleege vun der Majoritéit also d'accord sinn, entweeder dee Saz ganz falen ze loossen oder en ze änneren, da géife mir dat heiten och matstëmmen.

An dat gesot, soen ech Iech villmools Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Stéphanie Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz confirméieren, wat de Kolleeg Léon Gloden grad gesot huet - ech mengen, hien ass e bëssen ze grouss, et huet een hie mam Mikro net esou gutt héieren. Dofir widderhue-

len ech nach eng Kéier: Also wéi gesot, si wollten deen zweetleschten Tiret eraushuelen, well et e bësselche kontradiktoresch ass zu hirer Proposition de loi, déi se maachen am Kader vum Platzverweis.

Ouni op d'Proposition de loi vum Platzverweis awer elo wëllen anzegoen a wat dat alles mat sech brëngt, si mir der Meenung, dass mer deen Tiret effektiv kënnen eraushuelen an dann zesumme kënne kucken zu engem spéideren Zäitpunkt, wéi mer dee Sujet uginn.

Awer elo zu dësem Zäitpunkt fannen ech et wichteg, dass mer hei e Konsens op engem Text hunn. An dofir proposéiere mir, wéi gesot, an akzeptéieren, deen Tiret, wéi vum Här Gloden proposéiert, erauszehuelen.

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- A! Ech soll en nach eng Kéier virliesen!

Et ass den Tiret, dee seet: On invite le Gouvernement « à maintenir le statu quo en matière de police administrative ». Dat heescht, mir proposéieren, deen Tiret erauszehuelen an dann an där Versioun ze stëmmen.

Merci.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que la réforme de la Police grand-ducale a débuté en juillet 2014 avec le lancement de la procédure de soumission pour la réalisation d'un audit sur la Police grand-ducale ;

- que cette réforme est le fruit de longs travaux préparatoires et de consultation ;

- qu'elle a été matérialisée par l'adoption du projet de loi 7045, devenu la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, entrée en vigueur le 1er août 2018 ;

- que depuis son entrée en vigueur, cette loi a fait l'objet de deux modifications législatives[2] ;

- que de par cette loi, il a été procédé à une refonte complète du fonctionnement de la Police grand-ducale ;

- que le plan de recrutement 2020-2022 vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 607 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale,

invite le Gouvernement

- à maintenir la réorganisation de la direction générale de la Police grand-ducale ayant abouti à la mise en place d'une direction générale avec quatre directions centrales ;

- à maintenir la réorganisation territoriale ayant abouti à une réduction du nombre des régions de six à quatre ;

- à continuer les efforts entrepris dans le domaine de la réorganisation des commissariats, tout en veillant à ce que la police reste proche de la population ;

- à analyser la possibilité d'une extension de l'enquête de moralité aux membres du cadre civil ;

- à analyser la possibilité de l'attribution du statut d'officier de police judiciaire (OPJ) du cadre civil à d'autres membres du cadre civil, tels que des spécialistes ;

- à poursuivre les efforts entrepris pour alléger le fardeau administratif des policiers, notamment en créant un environnement informatique et technologique ayant pour finalité de permettre aux policiers de réaliser toutes leurs missions quotidiennes (recherches, patrouilles, e. a.) dans les meilleures conditions possibles ;

- à relancer une campagne médiatique de recrutement pour mettre en avant l'attractivité de la Police grand-ducale en tant qu'employeur et montrer la diversité des métiers et carrières existants au sein de la police ;

- à procéder à un engagement accru de personnel civil pour décharger du mieux possible les membres du cadre policier du travail administratif ;

- à faire évoluer la direction des ressources humaines de la Police grand-ducale vers un Centre de compétence et de gestion du personnel, à l'instar du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ;

- à maintenir le comité d'accompagnement dans sa forme actuelle ;

- à demander au directeur central de la police judiciaire d'élaborer un concept pour développer davantage le volet proactif du travail de la police judiciaire.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Claude Lamberty, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kënne mer dann d'Motioun ofstëmmen, esou wéi d'Madamm Empain se elo erkläert huet? Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Nee. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2 modifiée

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Motioun ass da mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Mir sinn um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.18 heures.)

[2] *Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale*

Loi du 15 décembre 2019 portant modification : 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ; 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

SÉANCE 38 MERCREDI 20 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise

- *M. Gilles Roth - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth) - M. Laurent Mosar - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Léon Gloden - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*

3. 7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Paul Galles (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann (dépôt de la motion 2) - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Georges Engel - M. Paul Galles*
- *Vote (renvoi de la motion 1 en commission)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19

- *Exposé : M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. André Bauler)*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Claude Haagen - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Aly Kaes (parole après ministre) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises

- *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Charles Margue (intervention de M. Sven Clement) - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation*
- *Motions 1 et 2 : M. Georges Engel - M. Marc Spautz - M. Sven Clement - M. Gilles Roth*
- *Vote (renvoi de la motion 1 en commissions)*
- *Vote (renvoi de la motion 2 en commissions)*

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19

- *Exposé : M. Paul Galles*
- *Débat : M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Djuna Bernard - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de Mme Octavie Modert) - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Fernand Kartheiser)*

7. Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées

- *Mme Martine Hansen - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Laurent Mosar - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der Question urgente Nummer 2241 vum Här Laurent Mosar a vum Här Gilles Roth iwwert d'Justizleaks. Den Här Mosar an den Här Roth hunn zesumme fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung duerno zéng Minutten, fir dorobber ze äntwerten. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer no deem Gedeessems gëschter awer kënnen haut déi Fro, den Här Mosar an ech, un d'Chamber riichten. Déi betrëfft de Leak vun der Justiz. Ech mengen, d'Ministesch huet hei awer méi en ausgeprägt Demokratieverständnis, wat mir appreciéieren.

Wann e Justizleak do ass, ass et normal an enger parlamentarescher Demokratie, dass d'Deputéiert eng Fro dozou stellen. An et ass, mengen ech, gradesou normal, dass déi zoustänneg Ministesch och Land a Leit déi Explikatioune gëtt, déi musse gemaach ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ech relativ schnell duerch d'Froe goen, vu dass dee Froekomplex, dee mer gestallt hunn, och der Ministesch gëschter schréftlech duergeluecht gouf. Also, et ass esou, dass souwuel gëschter Moien am „Lëtzebuerger Wort" wéi och bei „RTL" bericht gouf, dass et e gréisseren Dateleak bei der Justiz gouf am Sënn vun engem Gigabyte, dat entsprécht pabeierméisseg ronn sechs Meter Pabeier. Et ass natierlech kloer, dass sech do eng ganz Rei vu Froe stellen.

An déi Froen, dat wiere follgend un d'Justizministesch: Wéini ass dee Leak definitiv entdeckt ginn? Wéi ass de Justizministère dovunner a Kenntnis gesat ginn? Firwat ass d'Chamber net informéiert ginn?

Huet jiddwereen an der Justiz dee selwechten Accès op all Dokumenter, souwuel generell Dokumenter wéi och méi kriddeleg Donnéeën iwwer Leit a Betriber? Wa jo, wat ass de Grond fir esou e generellen Accès? Misst een net speziell an der Justiz kucken, den Accès fir bestëmmt Dokumenter ze limitéieren, bezéiungsweis se nëmmen op Accord erauszekréien?

Véiert Fro: Ass et normal, dass Mataarbechter, och wa se duerchaus berechtegt sinn, fir u bestëmmt Dokumenter ze kommen, déi einfach esou, sief et ënnert der Form vu Kopien oder engem USB-Stick, kënnen eroflueden, besonnesch wann et sech ëm eng grouss Quantitéit vu sensibelen Donnéeën handelt? Hei ass vun Donnéeë vun der Gréisst vun engem Gigabyte rieds gaangen.

Wéi ass et méiglech, dass Dokumenter konnte kopéiert gi souwuel op Pabeier wéi op USB-Stick, ouni dass een dovunner eppes matkrut? Ass awer do net eng Faille am System, notamment bei der Gestioun vun de Fichiere wéi och virun allem bei der Kontroll vum Accès, vun der Beaarbechtung vun de Fichieren?

An dann: Wat sinn déi nächst Schrëtt, déi d'Madamm Minister gedenkt ze ënnerhuelen, fir esou Leaken an Zukunft ze ënnerbannen? Wat gëtt kuerzfristeg ënnerholl, fir sensibel Donnéeë vu Leit a vu Betriber ze schützen? Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ëm wéi e Genre vu sensibelen Donnéeën et sech am Konkreeten handelt, virun allem vun deenen, déi erauskomm sinn iwwert d'Leit an iwwert d'Betriber? Sinn d'Betriber an déi Leit, déi vum Leak betraff gi sinn, vum Ministère kontaktéiert ginn? Wäerte si kontaktéiert ginn? A firwat ass dat nach net geschitt?

A lescht Fro: Kéint et hei zu enger Fuerderung op Schuedenersatz säitens vun de betraffene Persoune kommen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci Dir Häre fir déi Fro. Ech wollt fir d'éischt awer emol kloerstellen, dass ech gëschter Mëtteg iwwer Telefon vum Här Bausch gewuer gi sinn, dass Der déi Fro gestallt hutt, dat heescht ëm Véierel vir dräi gëschter Mëtteg, wou Dir dat hei virbruecht hutt am Plenum, soudass dat dann och dee Virworf entkräft, dass den Här hei hanner mir alles géif maachen, wat mir géife soen. Ech wousst nämlech net, dass Der déi Fro gestallt hat, soss hätt ech natierlech och direkt proposéiert, ech géif kommen, fir se ze beäntwerten.

Ech wollt Iech awer och soen, dat hat Der vläicht nach net gesinn, mee ech hat et och op den Ordre du jour vun der Justizkommissioun vun de Méindeg gesat, där Justizkommissioun, déi net ofgesot ass, wéi dat gëschter hei gesot ginn ass, mee déi huet misse verluecht gi vun haut op de Méindeg, well mer de Moien um néng Auer Conseil de Gouvernement haten, an net …

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat konnte mer awer net wëssen, wéi mer d'Fro gestallt hunn, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Dach, den Ordre du jour war du schonn eraus! Um fënnef vir zéng krut ech eng Kopie vum Ordre du jour mat dem leschte Punkt drop „Information". Ech weess, ech kennen Ären informatesche System. Ech weess, dass ganz vill Mailen esou an Är Boîte erakommen. Mee dat kënnt Der gären nokucken. Dir gesitt, de leschte Punkt um Ordre du jour vun der Kommissiounssëtzung vun de Méindeg war dat heiten, wou ech, mee virun allem awer och déi Leit, déi zoustänneg si fir d'Informatik an der Justiz, Iech dann hätte kënnen déi technesch Informatiounen och ronderëm ginn.

Ech wollt Iech dat just als Kader soen. Mee ech mengen, Dir kennt meng Bereetschaft, fir iwwer Saachen ze diskutéieren. Dofir sinn ech och gären elo de Mëtteg hei. Ech halen dat awer oprecht, well ech mengen, dass dat wichteg wär, dass mer och mam Här Jeannot Nies géifen déi Diskussioun do féieren.

Wéini ass dat Ganzt entdeckt ginn? De leschten Dënschdeg ass e Journalist vum „Lëtzebuerger Wort" erugetrueden un de Service Presse vun der Justiz, also net u mech, mee un den SCPJ, de Service communication et presse de la justice, fir ze informéieren, dass en Dokumenter vun engem Hacker kritt hätt. An dat war a Form vun engem Stick, wou eeben all déi Donnéeën drop sinn, vun deenen elo rieds geet.

De Procureur général d'État huet mech dunn telefonesch a Kenntnis gesat, dass dat geschitt wär. Dunn ass eng Recherche gemaach ginn, eng éischt, fir ze kucken, ob an de System agedronge gi wär. Dat konnt awer entkräft ginn. Dat heescht, et handelt sech mat relativ grousser Sécherheet ëm Kopien, déi erofgezu gi sinn aus engem Computer direkt op e Stick oder op en Harddisk, an net ëm en Agréff vu baussen op eise System.

Dann d'Fro … Et sinn Dokumenter, déi iwwer eng ganz laang Durée ginn. Et ass keen, deen …, mee et ass ze fréi, fir dat ze soen, an Dir wësst, dass eng Instruktioun och elo amgaangen ass. Mir sinn hei deemno wéi a penale Faiten. Duerfir weess ech och net méi elo, wat d'Instruktioun en tant que tel ubelaangt. Mee et ka sinn, dass et sech ëm eng Sécherheetskopie handelt vun Dokumenter vun engem Mataarbechter iwwer eng ganz laang Period vun Zäit, déi ophält 2015.

An et ass och mat grousser Warscheinlechkeet esou, dass déi Dokumenter och zu deem Moment erofgezu gi sinn, dat heescht, net elo eréischt viru Kuerzem, mee zu deem Moment.

An dat ass wichteg. Wisou? Well zënterhier natierlech eng ganz Rëtsch Verbesserunge gemaach gi sinn. Dir hutt zu Recht d'Fro gestallt: „Kann een dat novollzéien, wann een esou Dokumenter en masse zum Beispill op e Stick erofhëlt?" Dat ass mëttlerweil méiglech. Dat sinn all déi Verbesserungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn.

Et ass och elo net méi esou, dass ee kann op alles Accès hunn, wat um Reseau ass, mee dass ee just nach op déi Dokumenter Accès huet, op deenen ee schafft.

Natierlech, an ech mengen, an där Zäit, an där mer elo haut am Moment liewen, a Coronazäiten, wou vill Teletravail gemaach gëtt, muss een ëmmer kënne garantéieren, dass een als Riichter, als Greffier och vun doheem aus ka schaffen. An de Greffier, de Riichter, genau wéi all aner Staatsbeamten, huet natierlech e Secret professionnel, deen e muss garantéieren, an en ass och gebonnen un den Dateschutz, deen en och muss garantéieren.

Dat heescht, firwat dass déi Daten, déi sech do befannen, elo net an déi richteg Hänn komm sinn, dat kënne mer à ce stade natierlech net soen, well dat muss d'Enquête erginn.

Mee natierlech gëtt sech elo ganz intensiv Gedanke gemaach fir ze kucken, ob nach zousätzlech Barrièrë mussen ageriicht ginn op techneschem Niveau. Mee dat kënne mer gär an der Kommissioun, géif ech proposéieren, mam Här Nies och dann diskutéieren, fir eng Limitatioun ze maachen, wéi vill ee kann eroflueden oder wat ee kann eroflueden. Et muss awer ëmmer garantéiert sinn, dass ee ka weider schaffen, well all Beamten huet natierlech d'Obligatioun, déi Daten, mat deenen e schafft, ob e sech déi elo op e Stick setzt oder per Mail schéckt, dass déi confidentiel bleiwen.

Et geet, wéi gesot, hei ëm eng Period vun den 90er Jore bis ugangs 2015, an do sinn eng ganz grouss Zuel un Urteeler mat dran. An dat sinn natierlech sensibel Donnéeën. An dat, wat elo hei passéiert ass, dat dierf net sinn! Dat ass wierklech eppes - voilà! -, dat ass eppes, wat wierklech en Agréff ass an d'Privatsphär vun enger Rëtsch vu Leit, vu ganz ville Leit, well et ganz vill Urteeler sinn.

Mir mussen awer elo erausfannen, firwat dass et passéiert ass, also net mir, mee den Untersuchungsriichter.

Wéi an all Urteel fënnt een do natierlech den Numm, de Virnumm, d'Adress vun de Parteien zu deem Moment, wou den Urteel gefall ass.

Dir hutt mech gefrot, ob ech oder de Ministère géif déi Leit kontaktéieren. Dat ass net meng Kompetenz. Den Artikel 30 vum Gesetz vun 2018 gesäit vir, dass, wann eng Violatioun vun Données à caractère personnel passéiert, de Responsable du traitement d'Violatioun der Persoun an de meilleurs délais zoukomme léisst. Dat sinn an dësem Fall net ech, mee déi Persoun, déi zoustänneg ass - ech kann Iech och net den Detail soen, well mer an der Instruktioun sinn -, mee déi zoustänneg ass op där Juridictioun, wou dat dote passéiert ass. An deen nämmlechten Artikel beschreift och d'Modalitéite vun esou enger Informatioun. Et ass deemno d'Aufgab vum Responsabele vum Traitement, normalerweis eeben dem Chef vun der betraffener Juridictioun, wéi ech Iech gesot hunn, wann eng Situatioun esou ass, fir dann do eeben déi noutwendeg Informatioune virzehuelen.

D'Autorité de contrôle judiciaire, déi jo och kompetent ass an deem heite Beräich, déi ass saiséiert an déi schafft natierlech elo enk zesumme mat den Autoritéiten, fir dat heiten opzeschaffen. Voilà! Dat ass dat, wat ech Iech Stand haut ka soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci fir d'éischt der Madamm Minister. Mir appreciéieren hir Disponibilitéit, déi mer kennen. Et ass elo e bësselche schued, datt mer net scho gëschter op déi Fro konnte geäntwert kréien, wou d'Madamm Minister vu sech aus gesot huet, si wär direkt dozou bereet gewiescht.

Duerfir vläicht och eng Suggestioun: Den Informatiounsfloss zwëschent der Presidence an der Regierung kann also och vläicht nach heiansdo e bësse verbessert ginn.

Ech wollt awer nach op dräi Froen zréckkommen. Déi éischt Fro, dat ass méi eng generell: Ass et der Madamm Minister bekannt, ob a leschter Zäit iergendwelch Intrusiounsversich um Niveau vum CTIE scho waren, dat heescht, generell? Ass hir do iergendwéi eppes bekannt? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zwou aner Froen hätten eigentlech mam Rapport d'activité vun der Autorité de contôle judiciaire ze dinn, well et ganz interessant ass, do kann een nämlech an deem Rapport liesen, datt ee Sujet vun deenen Aktivitéiten ass - ech liesen hei vir -: „la sécurisation des données à caractère personnel au niveau de l'administration judiciaire", ganz genau dat, iwwer wat mer schwätzen.

Do wollt ech och nach froen, Madamm Minister: Déi Sekurisatioun, wat ass do entre-temps vu ganz konkreete Mesurë scho geholl ginn? Oder sinn déi eréischt amgaangen ze lafen?

An dann déi drëtt oder lescht Fro, déi awer net onwichteg ass, déi och generell mat där ganzer Fro vum Dateschutz a vu Fichieren ze dinn huet, dat ass, dass jo en Audit gemaach soll gi vun der Autorité de contrôle iwwert de JUCHA. Dee sollt eigentlech am Mäerz fäerdeg sinn.

Mir verstinn, datt elo aner Prioritéite waren. Mee mir wären awer trotzdeem interesséiert, Madamm Justizministesch, ze héieren, wou mer dru wären. A mir wären och frou, wa mer déi Diskussioun féieren, an dat schéngt jo dann an där nächster Sitzung ze sinn, wann och déi Responsabel vun der Autorité de contrôle do dobäi wären.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, also d'Autorité de contrôle judiciaire ass en onofhängegt Organ, wat mir net ënnersteet. Dat heescht, ech kann déi Fro gäre weiderginn. Ech hunn dat och elo schonn e puermol gefrot. Ech weess, dass se weider um Dossier schaffen. Mee mir hunn natierlech nach keen Avis, soss hätt Der dee jo natierlech scho längst.

Ech perséinlech hu keng Kenntnis vun Intrusiounsversich. Ech hunn natierlech och mam fir de CTIE zoustännege Minister iwwert dat heite geschwat gehat. An och si sinn zur Konklusioun komm, dass dat hei keen Intrusiounsversuch war, well et eeben Date sinn, déi intern aus dem System erausgezu sinn.

Voilà! Ech mengen, dat … A, d'Sekurisatioun vun den Donnéeën! Dat ass dat, wat ech virdru gesot hunn. Zënter 2015 ass scho wierklech extreem vill passéiert. An ee vun deene wichtegsten Elementer ass jo dat, dass een och elo just nach begrenzt Accès huet op déi Donnéeën, op deenen ee schafft - dat heescht, fréier war dat alles vill méi large, dat war eng aner Zäit -, an dass een eeben och ka ganz gutt elo retracéieren, wann Daten ofgezu ginn, de Werdegang vun deenen, wou se ofgezu ginn an esou weider an esou fort. Dat heescht, do ass relativ vill scho passéiert, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. Den Här Gloden wëllt zwar nach eppes soen, mee et ass an der Prozedur net esou virgesinn.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech wollt just nach eng Fro …

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Wann ech schonn hei sinn!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Wat mech e bësse verwonnert, Madamm Ministesch, ass, datt et iwwerhaapt physesch nach Ekipement beim Staat gëtt, wou ech mat engem Stick vun engem Computer Date kann eroflueden, besonnesch an enger Administratioun - nenne mer et Administratioun -, wou mat sensibelen Donnéeë geschafft gëtt. An engem Privatbetrib wär dat haut net méi méiglech. Och, dann äntwert Der mer: „Jo, d'Leit musse jo och kënnen, le cas échéant, Teletravail maachen, vun doheem aus schaffen, brauchen Dokumenter." Do gëtt et haut VPN!

Duerfir, also ech war wierklech schockéiert, dass nach esou en aalt Ekipement beim Staat ass, wou ech ka mat engem Stick einfach mech aloggen op mäi Poste de travail an dann Daten eroflueden.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Also, et gëtt jo … Ech si wierklech ganz mat lech d'accord, dass an der Justiz mat sensibelen Date geschafft gëtt. Mee et ass wierklech net déi eenzeg Administratioun, wou mat sensibelen Date geschafft gëtt. Mir schwätzen am Moment zum Beispill vill vu Gesondheet. Och an der Santé gëtt mat ganz sensibelen Date geschafft, fir nëmmen een ze nennen.

Dat hei geet awer alles schonn zréck och op 2015. Dat heescht, dat ass och nach en anere Regimm gewiescht. Mee souwäit ech awer verstanen hunn, ass et och haut nach technesch méiglech, et ze maachen. Den Här Nies huet mer erkläert - mee dat géif ech Iech da bieden, dass mer dat mat him géifen diskutéieren -, dass et do och Erfarunge gouf bei verschiddenen Administratiounen, wou dat ee Moment net méi méiglech war, dass dunn eng ganz Rëtsch Saachen net méi méiglech waren, doduerch dass dat blockéiert ginn ass. Mee à discuter!

Voilà! Ech fannen, dass et op alle Fall derwäert ass, sech déi Froen ze stellen. Et muss natierlech weiderhi garantéiert ginn, dass ee ka schaffen, sachant dass ee sech och per E-Mail ka ganz vill Saachen hin- an hierschécken. Dat heescht, et ass ëmmer …, d'Date kënnen zirkuléieren. E Beamte muss kënne schaffen. A mir hunn all den Teletravail elo nach méi entdeckt. An ech mengen, dass dat och eppes ass, wat mer solle bäibehalen. Mee et ass an der Responsabilitéit vun dem Beamten, dass déi Daten natierlech dann och do bleiwen, wou se higehéieren.

An ob elo hei e Feelverhale war oder net, a vu wiem, dat muss d'Enquête erginn. Wéi eng Léieren d'Administratioun doraus zitt, dat kënne mer gär all zesummen diskutéieren. Okay?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Tanson. An dëse Punkt ass elo ofgeschloss.

3. 7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7265 iwwert d'Aféierung vun enger Stagereegelung am Code du travail. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm e Gesetz, mat deem e legale Kader geschafe gëtt fir Stagen, fir déi et bis elo keng gesetzlech Bestëmmunge gouf, wou mer also e Vide juridique haten. An dee Projet de loi setzt hei kloer an transparent Normen a Krittäre fir Stagë vu Schüler a Studenten, fir esou d'Rechter an d'Flichte vun alle Parteien, déi do implizéiert sinn, ze definéieren an och ze schützen. Et ass also e Projet de loi, deen u sech eng Sécherheet bréngt, souwuel fir déi eng wéi fir déi aner.

Effektiv ass et esou, dass d'Praxis vu Stagen ëmmer méi üblech gëtt. Jonker kënnen Erfarung sammelen, sech praktesch weiderbilden, en éischte Kontakt mam Employeur kréien. An den Employeur, dee ka sengersäits kucken, fir eventuell potenziell Kandidate fir e Betrib ze fannen a se esou direkt ze formëieren, wéi hien et da fir sënnvoll fënnt. An an Zäiten, wou et, an dat kritt een ëmmer méi oft gesot, schwéier ass, fir richteg gutt Aarbechtskräften ze fannen, ass dat heiten e grousse Virdeel.

Zil vun dësem Projet de loi ass duerfir och, fir eventuell Auswüchs an Zukunft ze verhënneren, wou verschidde Patronen anscheinend Stagiairen ouni Bezuelung fir déi normal Aarbechtsofleef aplangen, an dat dacks ouni Zäitlimitt. Dat, an dat gëtt och am Projet de loi ganz kloer esou definéiert, dat kann an dierf net geschéien.

Den Text, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, deen definéiert dofir ganz kloer den Inhalt an d'Bedéngunge vun engem Stage, grad wéi och d'Bezuelen oder déi maximal Zuel vu Stagiairen, déi an enger Entreprise kënnen opgeholl ginn.

Wichteg ass et, eng pragmatesch Approche ze hunn, fir engersäits d'Qualitéit vun de Stagen ze garantéieren a Mëssbräich ze verhënneren, ouni awer d'Oplagen esou streng ze maachen duerch den organisatoreschen an de finanziellen Opwand, dass et doduerjer géif e staarken Decouragement ginn, fir iwwerhaapt Stagiairen ze huelen. Do war et eis drëm gaangen, fir do e gudden Equiliber ze fannen.

Am Virfeld vun der Elaboratioun vum Projet de loi sinn eng ganz Rei vun Organisme consultéiert ginn: d'Chambre des Salariés, de Comité permanent du travail et de l'emploi, d'ACEL - d'Associatioun vun de Studenten - an am Kader vun de weideren Aarbechten och d'UNEL. Déi hunn och e ganz kriteschen Avis ginn an deene wéilt ech och speziell hei Merci soen, well se sech wierklech ganz am Detail mat dem Projet hei befaasst hunn an och eng ganz Rei vu gudden, ganz konstruktive Proposen a Positiounen an Textännerungen ausgeschafft hunn, déi dann an den Text hei konnte matafléissen, soudass den Text och besser ginn ass.

Zum Detail: De Projet de loi, deen ënnerscheet tëschent den obligatoresche Stagen am Kader vun enger Formatioun an den net obligatoresche Stagen, fir eng professionell Experienz ze sammelen. E setzt eng Rei Reegele fest, déi fir béid Zorte vu Stagë gëllen. Sou muss e Stage reng op Informatioun, Orientatioun a Formatioun ausgeriicht sinn. De Stagiaire, deen duerf net Aarbechten zougedeelt kréien, wou en am Rhythmus a mam Rendement vun engem normale Salarié muss schaffen. En dierf net en normale Posten iwwerhuelen, dee vun engem Salarié besat kéint ginn. An en dierf och net e Salarié zäitweis ersetzen oder den Iwwerschoss un Aarbecht iwwerhuelen.

Fir béid Zorte vu Stage gëllt och, dass virum Ufank vum Stage eng Stagekonventioun ënnerschriwwe muss ginn, wou den Inhalt predefinéiert ass. D'Entreprise muss en Tuteur designéieren, deem seng Aufgab et ass, de Stagiaire dann och ze begleeden.

De Projet de loi, deen definéiert och, wéi eng Bestëmmunge vum Code du travail applikabel sinn, dass d'ITM zoustänneg ass fir de Contrôle an dass d'Stagen dem Regimm vun der Assurance accident ënnerleien.

Bei den obligatoresche Stagen, déi am Kader vun enger Formatioun oder engem Studium virgesi sinn, ass d'Indemnisatioun fakultativ, soulaang de Stage manner wéi véier Wochen dauert. Fir Stagen ab véier Wochen ass dann eng Indemnitéit vun 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun virgesinn.

Och bei den net obligatoreschen, de sougenannte praktesche Stagen, ass fir Stagen ënner véier Wochen d'Indemnisatioun fakultativ. Ab véier Wochen a bis manner wéi zwielef Wochen, do läit d'Indemnitéit bei 40 % vum net qualifizéierte Mindestloun. An ab der zwielefter Woch ass et bei 75 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

Déi Studenten, déi op d'mannst en éischten Zyklus am Enseignement supérieur oder universitaire ofgeschloss hunn, deenen hir Indemnitéit gëtt opgrond vum qualifizéierte Mindestloun berechent. Dat heescht, déi hunn da jee no Dauer vum Stage Recht op 40 % respektiv 75 % vum qualifizéierte Mindestloun.

Eng Saach, déi wichteg ze betounen ass, ass, dass et net am Sënn vun dësen neie Bestëmmunge läit, fir elo elauter Stagen hannerteneen ze organiséieren, déi da manner wéi véier Wochen hätten, an dann ze mengen, dass een de Stagiaire net misst bezuelen. Dat ass absolutt net am Sënn vun dësem Gesetz. Duerfir ass et evident, dass d'Entreprisen, mee och den ëffentlechen an de konventionéierte Secteur, oder wien och ëmmer Stagë wëllt ubidden, och en entspriechende Budget sollt virgesi fir d'Indemnitéit vun de Stagiairen.

Wéi ech schonn a mengem schréftleche Rapport och preziséiert hunn, gouf et zanter dem Depot vum Projet de loi, deen am Mäerz 2018 war, eng ganz Rei vun Ännerungen, iwwer zwou Serië vun Amendements gouvernementaux an eng Serie vun Amendements parlementaires. Déi grondleeëndst Ännerung, déi betrëfft d'Indemnisatioune vun den obligatoresche Stagen, fir déi an der urspréngleche Versioun nëmmen eng fakultativ Indemnisatioun virgesi war, onofhängeg vun der Dauer vum Stage.

No laangem Hin an Hier, no gudden a konstruktiven Diskussiounen an eiser Kommissioun, wou ech jiddwerengem wierklech Merci soe fir déi flott Aart a Weis, fir mateneen ze schaffen - hei gesäit ee wierklech, wéi eng Kommissioun ka gutt schaffen an och e Gesetz da wierklech besser maachen -, si mer dunn awer der Meenung gewiescht, dass et awer gerechtfertegt wär, fir esou eng gewëssen Indemnitéit ab enger gewëssener Dauer, eeben hei véier Wochen, ze bezuelen.

Mat dëser Ännerung goufe mer dann och de Kriticke vun enger Partie vu Chambres professionnelles a grad och wéi de Studente gerecht. Mir hunn deem Rechnung gedroen. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, déi hunn dat e bëssen anescht gesinn. Ech mengen, dat läit an der Natur vun hirer Vocatioun. Déi gesinn dat méi kritesch. Si gesinn e groussen organisatoreschen, awer och e grousse finanziellen Opwand, deen do op si géif duerkommen. Allerdéngs muss ee soen, dass d'Indemnitéiten am grousse Ganzen awer ganz räsonabel si bei 30 %, 45 %, voire 75 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

An et ass awer, an dat wëll ech nach eng Kéier hei betounen, e grousse Virdeel, wann ee Leit ka fréi rekrutéieren a se a sengem Betrib ausbilden. An Zäiten, wou et schwéier ass, gutt Leit ze fannen, ass dat heite wierklech e ganz grousse Virdeel an d'Entreprisë kënne wierklech dovunner profitéieren.

Et sief nach betount, dass de Projet de loi preziséiert, dass dei Bestëmmungen net gëlle fir obligatoresch Stagen am Kader vun der Formation professionnelle oder enger spezifescher Formatioun fir legal gereegelt Beruffer.

Dat hei ass e gudde Projet de loi am Sënn vun de Studenten, awer och am Sënn vun de Patronen, ouni d'Patronen ze vill ze belaaschten, a fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, fir séier gutt Leit ze rekrutéieren. An ech ginn heimadder och dann den Accord vun der LSAP. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sougenannt Stagëgesetz ass e Gesetz mat enger laanger an intensiver Geschicht vun Amendementer, Avisen an Diskussiounen, an ech wëll dem Rapporteur Georges Engel villmools Merci soen, dass en eis dat elo schréftlech a mëndlech ganz gutt erkläert huet. An et ass zugläich en immens wichtegt Gesetz, wat en och gesot huet, dat mir als CSV opmierksam a kritesch-konstruktiv begleet hunn, well mer op engem ganz komplexe Sujet op dat aus waren, wat eis als Vollekspartei mat sozialer DNA besonnesch wichteg ass, nämlech e realisteschen Ausgläich, en Equiliber ze fannen, deen et erlaabt, dass all déi Implizéiert gerecht behandelt ginn, an deen dozou féiert, dass ee Mëssstand net behuewe gëtt, andeems en anere Mëssstand um Bockel vun engem anere geschafe géif ginn.

Dee Mëssstand, deen hei behuewe gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war déi Gefor, dass Schüler a Schülerinnen a Studéierender an een Zyklus, an eng Cascade vu Stagë géifen erageroden, an deene se zwar bëlleg Aarbechtsënnerstëtzung sinn, mee net entspriechend genuch léieren, net entspriechend genuch eescht geholl a seriö geholl a respektéiert ginn.

Dass mer an dësem Gesetz d'Indemniséierung, d'Durée, den Tutorat an esou weider reegelen, si lauter Schrëtt an eng Richtung, fir dee Mëssstand dann an Zukunft ze verhënneren. Mir wäerten als CSV dobäi hëllefen, fir genau drop ze uechten, dass dat och an Zukunft esou bleift. An zugläich gouf versicht, nei Mëssstänn ze verhënneren. An dee schlëmmste wär gewiescht, wann d'Entreprisen op eemol budgetär an administrativ iwwerfuerdert gewiescht wären an doduerch d'Gesamtzuel vun de Stagen erofgaange wär.

Wann elo, soe mer emol, e Student e Stage an enger Entreprise oder hei bei eis an der Chamber zum Beispill wëllt maachen, ass seng Indemniséierung graduell jee no Zäit a Qualifikatioun gereegelt. An trotzdeem läit och hei eng Gefor verstoppt, nämlech dass trotz allem hannen um Enn eng Rei Stagen ewechbriechen. An et ass ganz wichteg, dass mer d'Evolutioun vun der Implementéierung vun dësem Gesetz genau kucken, fir dass mer eng Kontroll driwwer behalen, dass den Esprit vum Gesetz och op Dauer respektéiert bleift.

Mir als CSV verflichten eis op alle Fall am Interesse vun deene Jonken a vun den Entreprisen an anere Patronen dozou, un dësem Ball mat drunzebleiwen. Well hannen um Enn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet et jo drëms, dass mer als Politik d'Entreprisen dobäi ënnerstëtzen, dass genau dat geschitt, wat mer eis eigentlech alleguerte sollte wënschen, nämlech dass eis jonk Leit déi richteg an déi wichteg Erfarunge maachen, fir herno net just e Beruff ze ergräifen, mee sech an enger Entreprise wuelzefillen, fir hiert Beruffsliewe motivéiert ze ginn, hir Rechter a Flichten ze kennen, eppes auszeprobéieren, testen a léieren ze dierfen a virun allem eng gewësse Freed un deem ze entwéckelen, wat se sech erausgesicht hunn, an och un deene Leit, mat deene se zesummen doru schaffen, also Teamgeescht, oder eeben och ze mierken, dass et net dat Richtegt ass, wat se do erausgewielt hunn, an och esou eng Erfarung auszehalen an an esou enger Erfarung vum Patron seriö geholl ze ginn.

Ech selwer hat d'Chance, zu deenen ze gehéieren, déi am fréiere Beruff am Soziale vill Stagiairë begleet a betreit hunn. An ech kann Iech soen: De sprangende Punkt war ëmmer deen heiten, dass dee Jonke sech eescht geholl fillt duerch de Kader, dee mer em gesat hunn, duerch d'Aufgab an duerch d'Mënschlechkeet, mat deene mer em begéinen, dass dee Jonken net den Androck kritt, just ee klengt Riedchen ze sinn, wat hëlleft, fir, wéi een dat esou elle seet, dass eis Wirtschaft dréit. Dat kléngt mir vill ze vill no Hamsterrad.

Wa mer iwwer Stagen, also iwwer eng Preparatioun fir den Aarbechtsmarché schwätzen, da geet et ëm dat, wat mir eis als CSV besonnesch gären op de Fändel schreiwen, nämlech de Bien-être vun eise jonke Leit. Dann ass e jonke Mënsch net einfach nëmmen e Mëttel zum Zweck, mee d'Zil selwer. Well wann eis jonk Leit gären dat maachen, wat se maachen, da wäerte se eis Wirtschaft mat vill Kreativitéit a Motivatioun beliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer scho bei der ganz besonnescher Motivatioun vun eise jonke Leit sinn: Dëse Gesetzesprojet huet däitlech gemaach, dass d'Zivillgesellschaft, an do besonnesch d'Schüler- an d'Studendevertriedungen, eng immens proaktiv an informéiert Roll gespillt huet, an et war ëmmer héich interessant, mat hinnen ze diskutéieren.

Ech erlabe mer, besonnesch d'ACEL an d'UNEL do ze erwänen, awer och eenzel anerer, déi un eis erugetruede sinn, fir hir Doleancë matzedeelen. D'Stagëgesetz soll eng nei Dynamik an de Stagendomän erabréngen. A mir hunn an dësen Deeg a Wochen an dëser Kris geléiert, wéi wäit mer scho prett sinn, fir déi digital Facilitéiten ze notzen, fir dass alles méi einfach gëtt.

Als CSV proposéiere mer dofir fir d'Stagen, dass, wéi et och scho méi oft ugeklongen ass, eng digital Plattform geschafe gëtt, déi all déi vill Offeren an Demandë regruppéiert. Et ginn der scho vill, esou Plattformen, vläicht ze vill, ze disparat an och mat enger Rei vun Offeren duerchsat, déi heiansdo méi Fake wéi Realitéit sinn.

Dofir wär esou eng gemeinsam, einfach ze bedéngend Plattform ubruecht, déi de Staat zum Beispill iwwert d'ADEM, mee och aner Usätz sinn do denkbar, geréiert a kontrolléiert.

An an deem Sënn wëll ech Iech, Här President, hei eng Motioun erareechen an ech soen Iech och direkt villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que le stage pour élèves et étudiants est un outil d'orientation qui garantit aux élèves une meilleure connaissance des métiers et qui rencontre un succès grandissant,

invite le Gouvernement

en tout état de cause,

- à s'investir dans la promotion du stage pour élèves et étudiants par le biais d'une plateforme digitale servant en tant que site d'offres de stage qui rassemble tous les acteurs concernés ;

- à promouvoir dans ce contexte notamment les différents métiers et secteurs d'activité concernés.

(s.) Paul Galles, Félix Eischen, Aly Kaes, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Dir hutt ganz richteg gesot, dass mer hei e Projet de loi hunn, dee souwuel am Sënn vun deene Jonken, mee och am Sënn vun de Patronen ass. Dat ass ganz richteg.

Stagë sinn extreem wichteg fir jonk Leit. Si ginn engem en Abléck an d'Aarbechtswelt, erlaben et engem, e Beruff oder e Secteur besser kennen ze léieren a praktesch Erfarungen ze sammelen. Oft kann een eréischt aschätzen, ob e Beruff engem eppes seet, wann een um Terrain un dësem Beruff och konnt schnupperen.

Stagë sinn awer gradesou wichteg fir eis Betriber. An enger Zäit, wou nei Aarbechter an ëmmer méi Secteure feelen, hëllefe Stagen hinnen dobäi, jonk Talenter op sech opmierksam ze maachen a sech als zukünfteg Patronen ze presentéieren. Stagë vu gudder Qualitéit kënnen deemno och hir Attraktivitéit verbesseren.

Bis dato gouf et onofhängeg vun de Kontrakter, déi am Kader vun der Formation professionnelle mat de Schüler a Studenten ofgeschloss gi sinn, wéi zum Beispill d'Contrats d'apprentissage, hei zu Lëtzebuerg keng generell Reglementatioun vu Stagë vu Schüler a Studenten.

Och wann déi grouss Majoritéit vun de Betriber korrekt mat hire Stagiairen ëmgaangen ass, sinn doduerch awer vereenzelt Fäll vun Abusen opgetrueden.

De Projet, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten, huet als But, d'Stagë vu Schüler a Studenten ze reglementéieren, kloer an transparent Reegelen anzeféieren an d'Qualitéit vun de Stagë sécherzestellen.

Eng Fro, déi sech gestallt huet an déi och vill an der Aarbechtskommissioun diskutéiert gouf, ass déi vun der Bezuelung vun esou Stagen. Souguer d'Studentevertrieder ware sech op dësem Punkt net onbedéngt eens. D'UNEL huet sech zum Beispill kloer fir eng obligatoresch Bezuelung ausgeschwat. D'ACEL dogéint huet e puermol bemierkt, dass e Risiko géif bestoen, dass d'Studenten op eemol keng Stageplaz méi fannen an domat hir Formatioun net kéinten ofschléissen.

Et ass en cours de route festgehale ginn, dass all Stage ab enger Dauer vu véier Woche muss bezuelt ginn an dass d'Mindestindemniséierung, deemno wéi laang de Stage ass, bei 30 %, 40 % oder 75 % vum net qualifizéierte Mindestloun läit, woubäi de qualifizéierte Mindestloun bei Studente mat Bachelor applizéiert gëtt.

D'Demokratesch Partei ënnersträicht, datt virun allem kleng Betriber duerch déi obligatoresch Indemniséierung enger finanzieller Belaaschtung ausgesat kënne ginn. Fir e gudde Stage unzebidden, muss een Zäit a Personal investéieren. De Schüler oder Student muss duerch de Stage begleet ginn, fir datt en aus senger Zäit am Betrib eppes fir d'Zukunft ka mathuelen. Domadder sinn also souwuel administrativ wéi finanziell Käschte verbonnen.

Dës Käschte kéinte verschidde Betriber dovunner ofhalen, weiderhi Stagen unzebidden, oder se entscheede sech, manner Stageplazen ze offréieren. Fir d'DP ass et dofir wichteg, d'Emsetzung vun dësem Stagegesetz ze verfollege fir sécherzestellen, dass déi obligatoresch Indemnisatioun net zum Nodeel fir jonk Leit gëtt, notamment dass hir Chancë sech net verréngeren, fir e Stage maachen ze kënnen. Et erschéngt eis wichteg, dass och kleng Betriber sech Stagë leeschte kënnen.

Onofhängeg vun der Diskussioun ëm d'Bezuelung vun de Stagen hu mir eis als Demokratesch Partei awer och bei der Diskussioun ëm de Champ d'application vun dësem Gesetz abruecht. Et huet nämlech e Risiko bestanen, dass et zu Confusioune kënnt, wat verschidde Stagen ugeet, dat notamment bei Stagen, déi am Kader vun der Orientation scolaire, der Formation professionnelle an de Classes d'insertion professionnelle gemaach ginn, respektiv och bei Stagen, déi zum Beispill déi zukünfteg Educateuren, Schoulmeeschteren oder Infirmièrë betreffen.

Fir och dës Formatiounen net dovunner ofhängeg ze maachen, dass d'Stagë musse bezuelt ginn, ass zréckbehale ginn, dass Schnupperstagen, déi an der Schoul ugebuede ginn, a spezifesch Formatioune vu reglementéierte Beruffer wéi dem Doktesch- oder dem Affekoteberuff net ënnert déi nei Dispositioune fale sollen.

E leschte Punkt, op deen ech wéilt agoen, betrëfft d'Stages pratiques, déi e Schüler oder e Student onofhängeg vu sengem schoulesche Parcours maache kann. De Gesetzesprojet leet fest, dass d'Stagë vun de Schüler a Studenten ënnerhalb vun den zwielef Méint no der leschter schoulescher Inscriptioun gemaach musse ginn, déi zu engem Lycéesdiplom oder zu engem Universitéitsdiplom vum éischten Zyklus gefouert hunn. Dës temporaire Reegel, also déi zwielef Méint nom leschten Diplom, bedeit awer och, dass e Student, deen am zweeten oder drëtte Joer Bachelor ass, deen dës net géif packen oder dee sech reorientéiere wëllt, net direkt ënnert d'Applikatioun vun dësem Projet de loi fält, wougéint e Masterstudent wärend den zwielef Méint no sengem Bachelordiplom vun den neien Dispositioune viséiert ass.

Als Demokratesch Partei schéngt et eis wichteg, dass notamment Jonker, déi wärend engem Bachelorstudium mierken, dass se awer an eng aner Richtung wëlle goen, zum Beispill mat Hëllef eebe just vun engem Stage, deen hinnen en Ableck an en anere Secteur gëtt, eng nei Orientatioun ustriewe kënnen, an dass och Jonker, déi sech wärend hirem Studium reorientéieren, Stagen ënnert deene selwechte Konditioune kënne maachen.

An der Aarbechtskommissioun hu mir och, zesumme mam Aarbechtsminister, iwwert d'Situatioun vun dëse Studente geschwat a waren eis am Fong och eens, dass mer d'Stagë vun esou Studente sollten am A behalen.

An deem Sënn reechen ech op dëser Plaz eng Motioun an, déi net nëmme vun de Majoritéitsparteie gedroen ass, mee och d'Ënnerschréfte vun all den anere Fraktiounen a Sensibilitéiten dréit.

A mat där Motioun fuerdere mir d'Regierung op, engersäits e generelle Suivi vun der Applikatioun vun dësem Text ze maachen, dat zesummen, esou wéi och scho bei der Ausschaffung vum Projet de loi, mat de Sozialpartner, awer och mat de Studentenorganisatiounen, an anerersäits e spezifesche Suivi ze maache vun de Stagë vun deene Studenten, déi am zweeten oder drëtte Joer vun engem Bachelor si respektiv déi sech vläicht reorientéiere wëllen.

Här President, Stagë bidde jonke Leit a Betriber scho laang eng exzellent Méiglechkeet, sech géigesäiteg kennen ze léieren. Mat dësem Projet de loi maache mir e wichtege Schratt, nämlech dee vun enger gesetzlecher Grondlag vun de Stagë vu Schüler a Studenten. Esou schafe mir Kloerheet a garantéieren, dass dës Stagë fir béid Säiten déi néideg Qualitéit erfëllen.

Ech ginn dofir och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Text a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant qu'un stage, qu'il soit obligatoire ou non, est un excellent moyen permettant aux jeunes de découvrir le monde du travail, d'acquérir des expériences professionnelles et d'établir un premier contact avec des employeurs potentiels ;

- reconnaissant les efforts du Gouvernement pour combler un vide juridique en fixant des normes et critères clairs et transparents pour les stages conventionnés, les stages pratiques et l'emploi des élèves et des étudiants durant les vacances scolaires ;

- saluant que cette nouvelle loi est le fruit d'un dialogue constructif avec les partenaires sociaux au niveau du Comité permanent du travail et de l'emploi ainsi qu'avec les représentants des élèves et étudiants, l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) et l'Union national des étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL) ;

- saluant que la nouvelle loi prend en compte les intérêts des élèves et des étudiants en ce qui concerne la réalisation de stages obligatoires dans le cadre du cursus scolaire, ainsi que de stages pratiques en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle pendant et directement après leurs études ;

- considérant que, selon la nouvelle loi, un stage pratique destiné à acquérir une expérience professionnelle doit s'effectuer endéans les douze mois qui suivent la fin de la dernière inscription scolaire ayant été sanctionnée par un diplôme de fin d'études secondaires ou par un diplôme attestant la réussite d'un premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire ;

- notant que d'après cette condition temporelle, les élèves et étudiants qui peuvent faire un stage pratique en application de la nouvelle loi sont ceux qui se trouvent en première année soit du premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, soit du deuxième cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire ;

- remarquant que les élèves ou étudiants qui se trouvent en deuxième ou troisième année d'un premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, ceux qui échouent à l'une de ces deux années d'études ou ceux qui décident de se réorienter au cours de la deuxième ou troisième année de ce premier cycle d'études risquent, le cas échéant, de ne pas bénéficier des dispositions légales leur permettant de toucher une indemnisation, ce parce que leur dernier diplôme obtenu est, dans ces hypothèses, le diplôme de fin d'études secondaires ou un diplôme équivalent,

invite le Gouvernement

- à faire un suivi de l'impact du nouveau régime de stages pour élèves et étudiants deux ans après son entrée en vigueur en y associant les partenaires sociaux ainsi que les représentants des élèves et étudiants ;

- à faire un suivi des stages pratiques et de l'indemnisation des élèves et étudiants qui se trouvent au premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, en tenant notamment compte des élèves et étudiants qui se trouvent en deuxième ou troisième année de ce cycle, qui désirent se réorienter et qui connaissent un échec dans leur parcours universitaire.

(s.) Carole Hartmann, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Jeff Engelen, Paul Galles, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, endlech e klore Kader fir eis Jonker. Gutt fir si selwer an éischter Linn, awer och fir hir Elteren a Familllen an och fir d'Patronen. Kloer Verhältnisser si besser wéi de Flou artistique, deen zu ongläicher Behandlung an zu potenziellem Méssbrauch ka féieren.

Jonker, déi mat hirem Studium fäerdeg sinn, sinn an engem Dilemma. Keng Aarbecht ouni Aarbechtserfarung, awer eeben och keng Aarbechtserfarung ouni Aarbecht. E Stage kann do e wichtegt Sprangbriet op den Aarbechtsmaart sinn.

Dëse Gesetzesprojet probéiert elo, hei zu Lëtzebuerg eng Balance tëschent dëse Spannungen hierzestellen an de Stagen elo endlech e klore Kader ze ginn. Gläichzäiteg gëtt et allgemeng an Europa de Phenomeen vun der Prekariséierung vum Aarbechtsmaart, besonnesch bei deene Jonken.

Ech erënneren un d'Kris vun 2008 an 2009. Do war dat massiv de Fall. Déi Joren duerno hu mer zu Lëtzebuerg ganz vill Akademiker aus aller Häre Länner gesinn, déi hei eng Aarbecht gesicht hunn, well se bei hinne keng Perspektiv méi haten. Ech denken dobäi besonnesch un Italien, Spuenien, awer och un Ungarn. D'Konkurrenz um Aarbechtsmaart mécht dann esou eng pervers Entwécklung eréischt méiglech, wou déi Jonk riskéieren, an déi onbezuelte Kompetitioun geschéckt ze ginn.

Wéi meng Duechter virun dräi, véier Joer sech an England ëmgekuckt huet, fir do ze schaffen, well hatt do wunnt, huet et misse feststellen, dass et misst deen een oder anere „Stage" - a Gänseféisercher - maachen, fir iwwerhaapt eng Chance ze hunn op eng bezuelt Aarbechtsplaz. A mëttlerweil mussen déi Zeilen do an engem CV stoen, fir iwwerhaapt ze weisen, dass ee sech net ze schued ass, fir esou Stagen, onbezuelter, ze maachen. Hatt huet dat do gemaach. De facto war säin onbezuelte Stage e verkappten CDD ouni Bezuelung. A wéi dat gutt gelaf ass no e puer Méint, hu si him dunn en Aarbechtskontrakt en bonne et due forme ugebueden.

2014 schonns, viru sechs Joer, huet de Conseil vun der Europäescher Unioun d'Memberstaaten invitéiert, fir dem Stage bis Enn 2015 e Cadre de qualité ze ginn. Et ass also net verfréit, datt mer dat elo an dësem Joer 2020 erleedegen.

Bis elo gouf et zu Lëtzebuerg keen esou e Kader. Meng Virriedner hunn doriwwer geschwat. Mir sollte virun och weider en A op d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché an d'Situatioun vun deene Jonken behalen. Déi wichtegst Verbesserung an eisen Ae vun deem Gesetz ass d'Indemnisatioun fir all Stage ab véier Wochen.

D'Aarbechten an der Chamberskommissioun, dat ass scho betount ginn, hunn zu enger Rei substanzielle Verbesserunge geféiert vun dem Text. Esou besteet elo bei all Stage vu mindestens véier Wochen a méi e Recht op eng Indemnisatioun. A wann e manner wéi véier Wochen ass, da kann de Patron dat nach ëmmer maachen, wann e wëllt.

D'Patronatsvertrieder si sech an dëser Fro vum Prinzip hier zimmlech schnell eens gi mat de Studentenorganisatiounen. An ech begréissen, dass dëse Projet de loi, dës Reform schlussendlech op engem breede Konsens baséiert.

Ob d'Stagen, déi an engem Kader vun engem Unistudium Flicht sinn, och bezuelt ginn, ass vu Land zu Land verschidden. Dofir och déi Meenungsverschiddenheete bei de Studenten.

Zënter laange Jore bestinn déi franséisch Unien drop, dass de Stage bezuelt gëtt. Wann dat net de Fall ass, gëtt de Stage net unerkannt. A villen anere Länner ass dat net de Fall mam Argument, dat ass och scho gesot ginn: „Soss fanne mer keng Stagë fir eis Studenten!" Déi divergent Diskussioune gouf et, wéi gesot, och bei de Lëtzebuerger Studentenorganisatiounen. Vun Ufank un huet d'UNEL drop insistéiert, dass et eng Indemnisatioun muss ginn. A perséinlech soen ech als fréieren UNEL-Member: Ech ënnerschreiwen dee Punkt mat zwou Hänn.

E weidere wichtege Punkt fir eis ass, dass déi Stagiairen, déi schonns den éischten Deel vun hirem universitären Zyklus ofgeschloss hunn, proportional zum qualifizéierte Mindestloun indemniséiert ginn. D'Limitten, déi am Gesetz festgesat sinn, sinn déi, déi scho genannt gi sinn, fir dass keen Abus besteet: net méi wéi sechs Méint, net méi wéi 10 % vum Effectif. Doduerch kënne mer also verhënneren, dass regulär Aarbechtsplazen duerch Stageplazen ersat ginn.

Wéi gesi mir Gréng schlussendlech de Gesetzesprojet? An da kommen ech zum Schluss, Här President. Wéi ugangs betount, geet et bei deem Projet de loi drëm, d'Balance ze schafen. Engersäits ginn d'Stagen d'Méiglechkeet, fir dass Jonker hir éischt Beruffserfarunge kënne maachen, an hëllefen, sech ze orientéieren. Anerersäits besteet awer d'Gefor, dass d'Stagen zu enger Prekariséierung vun den Iwwergäng vum Studium an d'Aarbechtswelt kéinte féieren.

Als gréng Fraktioun si mir der Meenung, dass dëst Gesetz déi richteg Jalone setzt fir Stagë mat faire Bedéngungen. Mir sollten eis awer virhuelen, fir zesumme mat de Sozialpartner an de Vertrieder vun der Jugend den Impakt an dësem Kader all zwee, dräi Joer ze evaluéieren an eventuell Nobesserungen ze maachen.

Ech soen dem Georges Engel als Rapporteur villmools Merci fir säin ausféierleche Bericht an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, haut, no bal zwee an engem hallwe Joer Hin an Hier, kreéiere mer endlech e gesetzleche Kader, fir Stagen a Stagiairen ze encadréieren. Frankräich huet dat schonns 2011 gemaach an 2014, also dräi Joer drop, à jour gesat, wärend Däitschland dat 2015 gemaach huet. Säitdeem mussen an deenen zwee Länner Stagiairen eng Indemnitéit kréien, wat verhënnere soll, datt d'Stagiairen als gratis oder bëlleg Ersatzaarbechtskräften ausgebeut kënne ginn.

An zu Lëtzebuerg? Zu Lëtzebuerg hu mer eebe virun zwee an engem hallwe Joer en éischte Projet presentéiert kritt, deen, wéi de Rapporteur richteg gesot huet, nach doranner bestanen huet, fir zwar e gesetzleche Kader fir Stagen ze schafen, wou d'Remuneratioun, d'Indemniséierung awer fakultativ war, also weider de wëllen, wëlle liberale Westen.

Ee Gléck sinn zwee an en halleft Joer vergaangen. Et ass vill diskutéiert ginn an et sinn och glécklecherweis grouss Veränerungen an deem heite Gesetz geschitt. An ech mengen, datt ee souguer vun engem Paradigmewiessel ka schwätze par rapport zu deem urspréngleche Projet.

Här President, an deene leschte Joren, besonnesch säit den 2000er, sinn d'Stagen ëmmer méi Usus ginn. Jo, se sinn hautdesdaags souguer zur Norm ginn. Well wa se op där enger Säit et erméiglechen, datt Studentinnen a Studente sech orientéiere kënnen, oder et erméiglechen, eng éischt Beruffserfarung ze sammelen, ginn d'Stagen awer och ëmmer méi als „prérequis" gesat, fir un eng éischt fest Aarbechtsplaz ze kommen.

Mir kennen alleguer de Begréff vun der „Generation Praktikum". Op der Säit vun den Employeuren, sief et Entreprisen, Associatiounen oder Institutiounen, gi Stagen op där anerer Säit awer och d'Méiglechkeet, potenziell zukünfteg Employéen ze forméieren. Ee vun den Haaptpunkte vun dësem Gesetz concernéiert awer glécklecherweis elo endlech d'Indemnisatioun.

Als Lénk begréisse mer ausdrécklech dëse Schrëtt. Stagiairen, och wa se haaptsächlech do si fir ze léieren, droen awer och eppes bäi. Si schaffen nämlech. An dat soll natierlech bezuelt ginn.

An och wa mir als Lénk der Meenung sinn, datt 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun respektiv 40 % fir déi praktesch Stagen, wa se manner wéi dräi Méint daueren, net genuch ass, wat dozou bäidroe kann, potenziell prekär Situatiounen nach weider ze verdéiwen, sou menge mer awer, datt et schonn e weesentleche Fortschrëtt ass par rapport zu der aktueller Situatioun. A mir mengen, datt dat hei och ka gesi ginn als éischte richtege Schrëtt an eng richteg Richtung.

D'Iddi vun deem heite Gesetz ass jo, datt all Stage, dee méi wéi véier Wochen dauert, soll éischtens bezuelt ginn an zweetens, an dat ass eis och ganz wichteg, Qualitéitskrittären hunn. An deenen Diskussiounen, déi gefouert gi sinn tëschent de Sozialpartner an och an der Kommissioun, ass dunn effektiv op eemol déi Notioun erakomm vun de „Schnupperstagen", déi ee sollt aus dësem Gesetz eraushuelen. Ech mengen awer, datt een dat muss ganz, ganz gutt am A behalen, well déi Orientation scolaire ou professionnelle, déi domadder textlech verbonnen ass, kéint theoreetesch verschidde Leit op d'Iddi bréngen, dat ganz wäit auszeleeën. An ech mengen, datt et do och d'Aufgab vum Minister ass fir ze kucken, datt dat wierklech op dat beschränkt ass, fir wat et geduecht ass, nämlech Stagen, déi Schnupperstagë sinn a souwisou eigentlech schonn, wéi dat Schnupperstagen eeben ausmécht, manner wéi véier Wochen theoreetesch dauere sollen.

Déi zweet grouss Fro, déi sech stellt, dat ass: Dee reglementéierten Accès zu de reglementéierte Beruffer ass och vun dësem Gesetz ausgeschloss. (veuillez lire: Den zweete grousse Problem, dee sech stellt, dat ass, datt Stagen am Kader vum Accès zu reglementéierte Beruffer och vun dësem Gesetz ausgeschloss sinn.)

An ech géif dann awer vun dëser Situatioun gär profitéieren, fir ze soen, datt mer scho ganz laang driwwer schwätzen, datt mer zu Lëtzebuerg eng komplett Reform brauche vun der medezinnescher respektiv paramedezinnescher Ausbildung. An ech mengen, datt grad elo an dëser Situatioun, wou mer awer, mengen ech, eng ganz grouss Sensibilitéit hu fir all déi Leit, déi am Santéssecteur schaffe respektiv do an der Ausbildung sinn, a wou mer gesinn hunn, wéi dréngend noutwendeg et ass, datt mer op déi Leit kënnen zréckgräifen, datt déi och eng anstänneg Indemnisatioun kréien, fir eeben och d'Attraktivitéit vun deem schwéiere Beruff weesentlech an d'Luucht ze setzen.

Ech mengen, datt dat eng vun deene ganz, ganz grousse Léiere vun dëser Kris muss sinn. An ech mengen och, dat Versprieche vun der Regierung, datt ee se net oft genuch kann dorunner erënneren, fir dat wierklech gesetzlech unzegoen.

D'UNEL huet an hiren Avisen och schonn e puermol drop higewisen, datt weiderhin d'Gefor besteet, datt esou Stagen en cascade méiglech wieren, wou een da seet, véier Wochen an dann eng kleng Paus an dann erëm véier Wochen an dann erëm véier Wochen. Och do menge mer, datt de Minister an der Flicht ass ze kucken, datt esou abusiv Praxissen net kënne gëllen.

Och hätt ee sech kënnen d'Fro stellen, datt grad an enger Situatioun, wou déi professionell

Parcoursen ëmmer méi komplex ginn an ëmmer manner lineär sinn, datt och d'Stagen, zumindest déi praktesch Stagen, déi iwwert dëst Gesetz gereegelt sinn, och een Element si vun der Cotisatioun vun der Pensiounskeess, esou wéi dat an anere Beräicher och de Fall ass.

Här President, dëst Gesetz ass net perfekt. Mee et setzt awer e juristesche Kader, dee batter néideg ass. D'Stagiairë wäerte méi geschützt ginn a potenziell prekär Situatioune wäert et e bësse manner ginn. Och ass de Formatiounsaspekt juristesch festgehale ginn. Well dat alles e wierkleche Fortschrëtt ass, stëmme mer dëst Gesetz och mat a mer stëmmen natierlech och déi Motioun mat, déi d'Regierung dozou opfuerdert, der Chamber eng Evaluatioun vun der Mise en pratique vun dësem Gesetz ze ginn. A mir wäerten dann natierlech verstäerkt kucken op déi eventuell Geforequellen, déi ech elo hei genannt hunn, datt de Minister deementspriechend domadder ëmgaangen ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Stageberäich, wou méi kloer Reegele komme fir de Patron sougutt wéi fir d'Studenten. Dat ass ze begréissen. An ech soen duerfir och dem Här Georges Engel Merci fir säi Rapport, schrëftlech wéi mëndlech.

Mee et stellt sech awer nach eng Fro, déi ass eis och elo eréischt opkomm. Wéi ass et mat der sozialer Ofsécherung an dësem Beräich, haaptsächlech emol wat d'Krankekeess ubelaangt an och anerersäits wat d'Pensioun ubelaangt? Ginn déi Zäiten, déi een als Student schafft, och an der Pensioun matagerechent? Jo oder nee? Déi Fro hunn ech am Fong geholl néierewou gelies an déi ass och néierewou beäntwert ginn. Dat wär déi Fro, déi ech dem Här Minister nach wollt stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, direkt virewech: Mir Piraten stëmmen de Projet de loi 7265, also d'Stagegesetz, mat. Ech soen awer virewech: Mir ginn eis net mat dësem Text zefridden a verlaangen e Suivi vun den Dispositiounen. An deementspriechend hunn ech och d'Motioun, déi jo jiddwereen heibanne mat ënnerschriwwen huet, gäre mat ënnerschriwwen.

Mir Piraten begréissen de Plus un Transparenz an de reglementéierte Kader, dee mer mat dësem Gesetz hei kréien. Jonker, déi am Kontext vun hirer Ausbildung oder hiren Etüden e Stage wëllen oder musse maachen, hunn oft nach wéineg bis keng Beruffserfarung. Si se fäerdeg mat hirer Formatioun, sti se ganz am Ufank vun hirer berufflecher Karriär. Vill Jonker, déi en Ofschloss hunn, sichen de Wee an d'Beruffsliewen dofir ëmmer méi oft iwwer e fräiwëllegen, oft onbezuelte Stage.

An effektiv, d'Studentinnen an och d'Studenten, mee och frësch Diplomiérter kréien duerch d'Stagemaache virun allem eppes: wäertvollt Praxiswëssen. Praktesch Auserneesetzung mam Beruff um Terrain schäerft de Bléck fir dat Geléiert, stäerkt d'Selbstbewosstsäin a gëtt dem Jonke Perspektiven op sengem beruffleche Werdegang.

Stagë sinn hautdesdaags zu engem feste Bestanddeel vun Ausbildungen an der Schoul an op den europäeschen Unie ginn. Dofir ass et a priori gutt, an dësem Text ze legiferéieren, Transparenz a kloer Reegelen an d'Stagepraxis ze brengen.

Mir bedaueren awer, datt de Projet de loi, esou wéi en eis virläit, net komplett ass, op munche Plazen ze wäit geet, op aneren awer net wäit genuch. Mir riskéieren, datt dësen Text Barriäre setzt souwuel fir d'Schüler an d'Studenten, mee och fir d'Employeuren. Hei gëllt et, d'Stäerkten an d'Schwächte vun dësem Gesetz ze suivéieren a le cas échéant ze adaptéieren. Fir genee ze wëssen, wou mer mussen nobesseren, brauch et dee Suivi, dee mer jo an der Motioun fuerderen.

Dir Dammen an Hären, bis ewell befanne mer eis, wat d'Stagen ugeet, an engem Vide juridique. Den éischte Projet vun dësem Gesetz hat als primäert Zil, als Eischt emol kloer an transparent Reegele fir den Ëmgang mat Stagiairen ze etabléieren. Fir dat ze maachen, huet de Comité permanent du travail et de l'emploi sech mat der ACEL zesummegesat, fir en entspriechende Cadre légal auszeschaffen. Och Propose vun der CSL sinn do scho matagefloss.

Loosst mech awer eng Fro stellen: Wéi kann et sinn, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg esou laang gewaart gëtt, fir e Cadre légal fir Stagen ze schafen?

Stagë sinn, Här President, nu wierklech keng nei Erscheinung! Weeder d'Entreprisen nach d'Studente woussten, wat hir Rechter an Obligatiounen an deem Kontext waren. Dat ass problematesch. An, jo, mir Piraten sinn ëmmer frou, wann zivillgesellschaftlech Acteure mat un den Dësch geholl ginn, fir Gesetzesproposen auszeschaffen. Mir hätten eis awer an dësem Fall, wéi esou oft, eng méi breet gesellschaftlech Concertatioun vun Ufank u gewënscht.

D'Chambre de Commerce huet an hirem éischten Avis kritiséiert, net consultéiert ginn ze sinn. D'Chambre des Métiers ass am Virfeld vum éischte Projet och net matagebonne ginn. Et sief och ugemierkt, dass nieft der ACEL, déi jo d'Vertriedung vun de Studentecercelen ass, och d'UNEL als Vertriedung vun de studenteschen Interessen als gläichberechtegte Verhandlungspartner hätt missen oder zumindest kënne mat um Dësch sëtzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer d'Zivillgesellschaft consultéieren, da kommt, mir hunn de Courage a mir froen all d'Acteuren! Kommt, mir huele se all mat un den Dësch, wa mer Gesetzestexter ausschaffen, déi op e méiglechst breede gesellschaftleche Konsens bauen a wou mer net duerno mussen Amendementer iwwer Amendementer accumuléieren, well déi jeeweileg Acteuren eréischt nodréiglech participéiere konnten!

Mir hätte gär Gesetzer aus engem Goss, Gesetzer, wou am Virfeld den Terrain sondéiert gouf. An ass d'Gesetz eemol a Kraaft, mussen d'Retombéeën da suivéiert ginn. Nieft enger Concertatioun gehéiert och de Suivi vun deem, wat d'Gesetz um Terrain bewierkt, zum Feedbackloop vum modernen an transparente Legiferéieren.

Mat dem éischte Projet louch eis en Text vir, deen u sech sollt den Accès zu Stagë verbesseren an d'Stagekultur an den Entreprisë stäerken. Ob dat awer mat dësem Projet de loi erreecht ka ginn, ass leider fragwürdeg. D'Obligatioun vum Bezuele vu fräiwëllege Stagen, déi méi laang dauere wéi ee Mount, kéint zum Beispill dozou féieren, datt et manner Plaze gëtt. Dëst wier contraire zu deem, wat mer u sech wëlle maachen, nämlech den Accès vereinfachen.

Op där anerer Säit ass awer och deem Jonken, dee wärend sengem Stage just e Brochdeel vun deem verdéngt, wat deen um Dësch niewendrun, um Büro niewendru verdéngt, an domadder net zu Lëtzebuerg iwwerliewe kann, wann en net nach doheem wunnt, och net wierklech gehollef.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Abus ass duerch dëse Gesetzesprojet och nach net ausgeschloss. Dat gesäit een notamment drun, datt weiderhi Stagen en cascade net ausgeschloss sinn. Mee och fir d'Patronen ass dësen Text eng weider administrativ a finanziell Belaaschtung. Mir hätten eis also hei gewënscht, datt ee beispillsweis iwwert d'Studentebourssen hätt kënnen eng Dispositioun virgesinn, fir Leit, déi e Stage am Kader vun hiren Etüde maachen, dofir eng zousätzlech Bourse ze accordéieren. De Patron wier domat entlaascht ginn an den Accès zu de Stagë wär onverännert bliwwen.

Här President, mir droen d'Stagegesetz mat, wënschen eis awer e koordinéierte Suivi vun den aktuellen Dispositiounen, wéi se sech dann an deenen nächste Joren op d'Praxis um Terrain auswierken, genausou wéi d'Motioun et virgesäit, déi mer an deem Sënn och wäerte matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol e ganz grousse Merci un de Rapporteur, deen e ganz ausféierleche Rapport virgelies huet, an un all d'Memberen an der Kommissioun, déi, mengen ech, hei ganz konstruktiv matgeschafft hunn, fir dass mer hei kënnen en Text presentéieren, deen d'Strooss hält.

Ech wéilt ervirhiewen, an et ass och schonn zum Deel ugedeit ginn, dass mer et hei mat engem Projet de loi ze dinn hunn, deen eng gewësse Virgeschicht huet. Zimmlech kontrovers diskutéiert ginn ass dee Projet vun Ufank un an en ass och mat ganz villen Acteuren diskutéiert ginn. Dat war och vläicht eng vun den Erklärungen, firwat dass et zu esou vill Kontroverse komm ass, och wann ee gemeinsame Wëlle vun Ufank u festzestelle war, an dat war de Wëllen, fir dem Wildwuchs, dee mer awer an der Tëschenzäit hu misse feststellen am ganze Stageberäich, en Enn ze bereeden.

Wéi gesot, do hunn d'Acteuren alleguerte konstruktiv matgeschafft. An dat ass och gutt a richteg esou. Ech wëll hei einfach feststellen, dass trotzdeem herno keen esou richteg frou war mat deem Text, deen erauskomm ass. Eenzel Organisatioune si souguer reegelrecht dergéint Stuerm gelaf. Duerfir war et, mengen ech, gutt a richteg, dass mer d'Decisioun geholl hunn, fir dat Ganzt nach eng Kéier an enger ganz breeder Constellatioun mateneen ze diskutéieren.

Déi Diskussiounen, vun deenen ech elo grad hei héieren hunn, dass déi hätte solle stattfannen am Virfeld: Déi hu ganz breet stattfonnt, an zwar engersäits am Virfeld duerch bilateral Sondéierungen, déi ech zum Deel selwer gefouert hunn an déi et eréischt méiglech gemaach hunn, dass mer herno an der ganzer Ronn zesummen, wou mer alleguerten zesummesouzen, e Kompromiss konnte fannen, dee jiddwerengem Satisfaktioun ginn huet an dee schlussendlech och vu jiddwerengem gedroe ginn ass.

Ech mengen, dass dat wierklech e Meeschtersték war vun dem Sozialdialog, wéi e ka fonctionéieren. Wa jiddweree gudde Wëlle matbréngt, da klappt et och. Ee grousse Prinzip, an et ass virdru schonn ugeschwat ginn, ëm dee sech ganz villes gedréit huet, ass schlussendlech festgehale ginn, an zwar dass all d'Stagen - ech betounen: „all d'Stagen" -, déi méi laang si wéi véier Wochen, bezuelt ginn, mat Ausnam selbstverständlech vun deenen, wou en anert Gesetz aner Saache virgesinn huet.

Aner grouss Prinzippien, och dat ass scho gesot ginn: Et däerf een net mat engem Stage u sech eng aner Aarbechtsplaz besetzen. Et muss en Tuteur genannt ginn, wat ganz wichteg ass, fir d'Qualitéit vum Stage kënnen ze garantéieren, an e Stageregëster muss och gefouert ginn ab enger gewëssener Gréisst.

Ganz wichteg och: Déi normal Aarbechtszäiten, d'Pausen, d'Feierdeeg an d'Congésbestëmmunge mussen agehale ginn, och fir d'Stagen, wat och e ganz wichtegt Element war, a selbstverständlech och d'Zoustännegkeet vun der ITM, déi ze klarifiéiere war.

Mir hunn et elo fäerdegbruecht, fir e Kader ze setzen, deen, mengen ech, allgemeng erwaart ginn ass. Ech sinn der Meenung, dass dat heiten e gutt Gesetz ass, wat eis no vir bréngt. An et ass och extreem wichteg, dass mer et fäerdegbréngen als Chamber, dëst Gesetz nach virun der grousser Vakanz ze stëmmen, well ganz vill Studenten drop waarden, dass endlech dann dee gesetzleche Rame gesat gëtt.

Heiansdo ass et besser, et léisst ee sech e bësse méi Zäit an da kritt een herno e Resultat, wat jiddwereen zefriddestellt. An deem Sënn wëll ech och soen, dass ech déi Motioun selbstverständlech kann ënnerstëtze fir ze soen, dass mer no zwee Joer sollen eng Evaluatioun maachen. Esou eng Iddi soll een am Fong bei ville vun deene Gesetzer hei zréckbehalen. Ech kann dat op jidde Fall mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7265. Den Text steet am Document parlementaire 7265[13]. Ech wëll drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7265 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt maachen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7265 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (Georges Engel), MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass. Den Här Engel freet d'Wuert.

Motion 1

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ech hu ganz vill Sympathië fir dem Paul Galles seng Motioun, iwwregens net nëmme fir déi hei Motioun, mee fir vill vu sengen Interventiounen, well se ëmmer ganz sozial a ganz op de Mënsch beduecht sinn.

Hei a senger Motioun freet en eng digital Plattform fir Studenten an awer och da fir Patronen, déi sech do kéinten zesummefannen. D'Iddi ass ganz sympathesch. Ech mengen awer, dass e puer Acteure musse beieneekommen, fir dass mer dat kënnen assuréieren. An et wär vläicht net schlecht, wann een déi Motioun hei géif eng Kéier mat an d'Kommissioun huelen, fir och eng Jointe ze maache mat der Commission de l'Éducation, well jo awer och d'Studente mussen hei mat an dat selwecht Boot kommen, fir iwwerhaapt kënnen déi Plattform do ze realiséieren.

An da mengen ech wierklech, dass déi Plattform do misst obligatoire gi fir souwuel d'Patrone wéi och fir d'Studenten, fir dass et iergendwéi en Notzen och huet. Fir dat awer ze klären, mengen ech, wär se gutt an der Kommissioun, an ech géif duerfir proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President,, an och merci dem Georges Engel fir seng Antwert op déi Propositioun vun dëser Motioun. Ech kann domat ganz gutt liewen, well ech mengen, dass e ganz Recht huet mat deene Saachen, déi e seet. An et geet jo drëms, fir et esou einfach wéi méiglech ze maachen an esou breet wéi méiglech, an dass eeben esou vill wéi méiglech Acteure kënnen drun deelhuelen.

An an deem Sënn wëll ech dës Propos ganz gären ophuelen, se an d'Kommissioun ze huelen an do driwwer ze diskutéieren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder diskutéiere mer iwwert dës Motioun an der Kommissioun.

(La motion 1 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Ech mengen, déi fënnt jo eng breet Zoustëmmung. Kënne mer à main levée iwwert dës Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

4. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Hausse vum Chômage wéinst der sanitärer Kris duerch, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Chambersreglement festgehalen. An d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Ouni Aarbecht keng Existenz!" Dat war emol eng Kéier de Slogan vun engem Kongress, wou ech d'Chance hat, als Generalsekretär ze presidéieren, wou et drëm gaangen ass, fir de Leit ze hëllefen, eng Existenz ze kréien, eng Existenz, dass se eng Aarbecht hunn. Well wann s de keng Aarbecht hues, kanns de och näischt bauen. A fir ze bauen ouni Aarbecht, kriss de och kee Prêt.

Den 31. Mäerz, Kolleeginnen a Kolleegen, hat ech a menger Ried betreffend den éischten Hëllefspak, deen d'Regierung proposéiert huet, gesot, dass mer all Entreprise hëllefen an dass mer keng Entreprise mat hirer Beleegschaft am Ree géife stoe loossen. Dat war de Slogan deemools. An dee Saz ass esou wichteg wéi nach ni. Et däerf ee keng Entreprise am Ree stoe loossen!

Lëtzebuerg kann an däerf seng Betriber an hir Beschäftegt net einfach esou vegetéiere loossen. Si musse gehollef kréien a si mussen déi néideg Hëllefe kréien, fir kënnen aus dëser Kris erauszekommen.

Net méi spéit wéi haut de Moien huet de Comité de conjoncture ënnert der Presidentschaft vum Aarbechtsminister déi nei Zuele bekannt ginn, déi net grad ganz gutt si fir Lëtzebuerg. De Chômage ass op iwwer 20.000 Leit ugewuess, an dat ass en enorme Wuesstum am Verglach zum Abrëll vum vergaangene Joer. An dat ass eréischt en Ufank! An Dir wäert gesinn, och wa mir alleguerten eppes anescht wënschen an eppes anescht wëllen, dass de Chômage nach weider wäert an d'Luucht goen an dass et nach weider schwiereg wäert sinn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. An hei gëllt et, alles ze maachen, fir deene Leit ze hëllefen, mee awer och virun allem, dass mer deene Leit och eng Perspektiv ginn, dass se eng Aarbecht kréien, dass se en Ennerdaach kréien, dass se hir Famill kënnen ernären. Well alles dat brëngt soss Sozialkonflikter, Sozialnäid mat sech.

De Lockdown, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, war noutwendeg. De Lockdown huet misse gemaach ginn. An de Motor war am Standby. En ass elo amgaangen, erëm eropgefuer ze ginn. Mee den negativen Impakt vum Lockdown war, dass eis Wirtschaft stoe bliwwen ass, dass eis Wirtschaftszuelen amgaange sinn, réckleefeg ze ginn. An dat ass dat, wat de Lockdown och mat sech bruecht huet. An dat brëngt gläichzäiteg mat sech, dass mer um Aarbechtsmaart Schwieregkeete kréien, dass d'Wirtschaft net méi dréint wéi virdrun, well dat war jo net nëmmen hei am Land esou, dat war an Europa, nee, dat war an der ganzer Welt esou.

A grouss Spezialiste soen, mir wieren erëm an der Situatioun wéi nom éischte Weltkrich, wéi an den 20er Joren déi eng op eemol am Floribus gelieft hunn an d'Schéier ëmmer méi wäit auserneegaangen ass. A wat doraus erziilt ginn ass, brauch ech lech jo alleguerten net ze soen.

Mee loosse mer elo net den Däiwel un d'Mauer molen! Et sinn 100 Joer derzwëschent vergaangen. An ech menge jo och, dass d'Mënschheet geléiert huet, dass et och aner Léisunge gi wéi dat vu virun 100 Joer.

Sécher ass, dass Lëtzebuerg och schonn aner Krise kannt huet: d'Stolkris, d'Kris an den 80er Joren, d'Bankekris, d'Kris vun 2008. An och do hu mer et ëmmer fäerdegbruecht ze iwwerliewen a mir hunn et ëmmer fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg méi staark duerno dostoung wéi virdrun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet drëm, fir eppes ze maachen, fir all deene Beschäftegen déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen. An et ass och ze begréissen, wat d'Regierung déi lescht Wochen a Méint gemaach huet, fir de Betriber ze hëllefen, fir aus där Kris erauszekommen a fir déi Kris kënnen ze iwwerstoen. Et ass just schued, dass verschidde Betriber duerch de Sift gaange sinn, dass do oft eng schlecht Kommunikatioun war oder keng kloer Kommunikatioun war.

Et si Betriber, déi hu gesot kritt vun der Police: „Maacht zou!" Déi hunn duerno elo eng Demande gemaach an dunn hu se geäntwert kritt: „Ma du häss net brauchen zouzemaachen." Do muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et do mat der Kommunikatioun war a wéi een deene Betriber elo kann hëllefen. Well déi hu kee Chômage partiel kritt, déi hu keng Aidë kritt, déi 5.000 oder och duerno déi 3.000 Euro, déi nokomm sinn. Déi hunn déi Aiden net kritt! An et ass do, wou een eppes muss maachen.

Ech gesinn, den Här Minister ass net mat mer averstanen. Mee mir hunn d'Betriber hei schwaarz op wäiss, déi déi Hëllefen net kritt hunn. Mee Dir kënnt jo herno dorop agoen.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wollt lech just eng Erklärung ginn. Et ass richteg, dass se ënner Ëmstänn d'Aiden net kritt hunn, mee Chômage partiel hu se an alle Fäll kritt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mee d'Aiden hu se net kritt.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et ka sinn, dass eenzel esou Fäll do waren. Dat bestreiden ech net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An et ass dofir, wou mer eppes maache mussen an och deene Betriber elo mussen hëllefen.

Et ass och wichteg, dass Europa eppes mécht. Well wat Europa sech déi lescht Wochen a Méint erlaabt huet, dat war alles aneschters wéi e positiivt Signal, e positiivt Signal weeder hei zu Lëtzebuerg nach iwwer Europa eraus. An dofir ass et gutt an ech begréissen et och, dass Paräis a Berlin et fäerdegbruecht hunn, elo e Pak de relance ze decidéieren.

Ech hoffe just, dass Paräis et och fäerdegbréngt, dass d'Grenzen zu Lëtzebuerg a Frankräich opginn. Wa se schonn erëm eng Kéier kënnen zu Bréissel déck Bake maachen, da misste se et jo och fäerdegbréngen, dass d'Grenz zwëschent Lëtzebuerg a Frankräich erëm opgeet. Déi däitsch ass op. Mee och dat war keen „Husarenstück", wat do gemaach ginn ass, fir eng Grenz zouzemaachen, well de Virus gëtt net op der Grenz opgehalen, et sief dann, dat wier eng aner Theorie an dat wier eng Theorie, déi et an deenen dräi Länner gëtt.

Et ass wichteg fir eis, an dat muss eng geliefte Solidaritéit sinn, dass mir all deene Leit hëllefen, déi elo duerch de Sift falen a wou et net méiglech wäert sinn, dass si hir Aarbecht behalen. Well och wa mir esou vill Chômage partiel elo maachen, wat och gutt ass, dass d'Regierung déi Decisioun geholl huet, de Chômage partiel ze ginn, mee de strukturelle Problem ass hannendrun. De strukturelle Problem ass virgesinn. An et gëllt och do, déi néideg Precautiounen ze huelen. An dofir war et eis och wichteg als CSV, deen Debat hei ze lancéieren.

De Punkt ass, de Staatsminister huet schonn an der Mëttesstonn geschwat an den Aarbechtsminister mécht den Owend um hallwer sechs Erklärungen. Dofir ass scho villes vun deem, wat ech nach wëlles hat, hei materanzebréngen, gesot ginn. Dofir hu mer och keng Motioun gemaach, well soss géift Der soen, d'Motioun wier superfetatoire, well d'Iddien, déi den Aarbechtsminister an der Mëttesstonn eis an där Kommissioun an och de Premierminister an der Pressekonferenz gesot hunn, iwwerschneide sech mat deem, wat mir als CSV och wollten hei an d'Feld féiere fir ze soen, wat een alles ka maachen.

(Interruption)

Et ass wichteg, dass mer an d'Formatioun investéieren. Et ass wichteg, dass mer déi Leit, déi elo duerch de Sift falen a wou et herno net méiglech wäert sinn, dass se eng Beschäftegung fannen, dass mer déi weiderbilden, dass mer déi op déi Beruffer virbereeden, déi elo do sinn. Well och de Produktiounsprozess wäert änneren. Et wäert eng aner Zort vun Aarbecht ginn herno. Mir kommen herno jo nach an enger anerer Aktualitéitsstonn iwwert den Teletravail drop zréck, wou een da Beispiller ka ginn.

Et ass wichteg, dass mer net nëmmen Aarbechten elo maache fir an deene Betriber, dass mer eis Groussregioun beschäftegen. Mee et geet och drëm, dass mer Beschäftegungsprogrammer maachen, dass mer e Marshallplang maachen, fir d'Leit a Beschäftegung ze kréien.

Mir hu jo scho Modeller gehat als Lëtzebuerg an den 80er Joren, wou Travaux d'intérêt public gemaach gi sinn, wou gehollef ginn ass, fir am Tourismus, an de Weeër, an der Natur Aarbechten ze maachen, déi drëngend noutwendeg sinn. Mir sollen och elo déi Investissementer maachen an an déi Leit investéieren an deene Leit eng Perspektiv ginn! Well et ass ëmmer besser, an Aarbecht ze investéiere wéi a Chômage ze investéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn et scho fäerdegbruecht, och dank de Frontalieren, dass et Lëtzebuerg esou gutt geet wéi nach ni. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, well et jo och ëmmer dann an der Wiertschaft beim Comptoir heescht: „Sou vill Frontaliere manner, da wier de Chômage geléist!", ...

M. André Bauler *(DP).*- D'Comptoire sinn zou!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ... „D'Comptoire sinn zou!", seet den Här Bauler, dat ass richteg. Mee och doriwwer eraus wier dat eng falsch Duerstellung. A mir solle frou sinn, dass mer d'Frontalieren hunn. Well wa mer déi 200.000 Frontalieren net all Dag hätten, géife mer keng 8 Stonne schaffe goen, mee da géife mer der 17, 18 oder 19 misse maachen, fir op dat selwecht PIB-Resultat ze kommen, wat Lëtzebuerg de Moment mécht.

Mee et ass awer wichteg, dass mer Saachen hannerfroen. Et ass och wichteg, dass mer nach eng Kéier un d'Tripartite-Gesetz denke vun 1982. D'Tripartite-Gesetz vun 1982 huet ënner anerem och d'Präisfixatioune festgeluecht. A Leit, déi akafe ginn - an ech muss lech soen, ech muss dat neierdéngs och maachen -, an Dir, wann Der reegelméisseg an de Buttek gitt, Dir stellt fest, wéi d'Liewensmëttelpräisser schéi gemitterlech, awer kontinuéierlech an d'Luucht ginn. An d'Tripartite gëtt der Regierung d'Méiglechkeet, an och iwwert de Wee vum Tripartite-Gesetz, fir Präisstabilitéitspolitik ze maachen, fir Päisser anzefréieren.

An ech sinn der Meenung, dass een dat net soll aus dem A loossen, a wa mer et net fäerdegbréngen, d'Präisser iwwer aner Modeller, Moyene kënne stabel ze kréien, dass een dann och muss déi Moossname kënnen huelen, fir dat ze maachen.

Et ass och wichteg, dass mer all déi Betriber, déi Zouliwwerbetriber consideréieren. Ech hat virdrun dat gesot vun deene Betriber, déi gesot kritt hunn: „Maacht zou!", an duerno war et awer net richteg, dass se zougemaach hunn. Mee et sinn och nach Zouliwwerbetriber, déi net op der Lëscht ware fir zouzemaachen, déi awer wirtschaftlech Schwieregkeete kritt hunn, well et war keen do, deen hire Produit wollt: Et war keen do, deen hiert Gedrénks verkaf huet, et war keen do, deen hiert Material weiderverschafft huet, well et eeben net méiglech war ze schaffen an ze produzéieren a well keen Abneemer do war.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass mer kee Betrib am Ree stoe loossen a virun allem net d'Zouliwwerbetriber, dass dat mam Chômage partiel weidergefouert gëtt, net nëmmen dee konjunkturellen, mee och dee strukturellen, dass een an d'Beschäftegung investéiert an net an de Chômage an dofir och roueg kann iwwer e Plan d'action national, en neien - post Covid -, nodenken an deen zesumme mat de Sozialpartner ausschaffen.

An et ass virun allem och wichteg, Kolleeginnen a Kolleegen, dass déi Leit, déi am Summer vun der Schoul kommen, mat engem Diplom vun der Schoul kommen, dass mer déi net ausgebilt hunn, fir an de Chômage ze goen, mee dass mer och deene Leit eng Perspektiv bidden, fir um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen.

Zesummen hu mir et fäerdegbruecht, dem Virus d'Stier ze bidden, well Lëtzebuerg ass relativ gutt dobäi ewechkomm. Kommt, mir maachen och alles, fir dass et keng Nowierkunge kritt an dass déi Kleng net déijéineg sinn, déi an dëser Situatioun musse bludden!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der CSV an dem Kolleeg Marc Spautz Merci soen, deen dës Heure d'actualité gefrot huet.

Wann ee sech d'Statistike säit dem Joer 2000 ukuckt, gesäit een, dass de Chômage an deenen éischten zéng Joer konstant eropgaangen ass. Am Mee 2014 war de Chômage zu Lëtzebuerg op sengem héchste Stand mat engem Taux vu 7,2 %. Säitdeem ass de Chômage awer lues a lues erofgaangen, soudass mir am Januar 2020 e Stand vu 5,5 % erreeche konnten.

Dës positiv Entwécklung ass ënner anerem de groussen Efforte vun der DP-gefouerter Regierung ze verdanken, déi säit Untrëtt am Joer 2013 en ëmfaassenden Investitiounsprogramm opgestallt huet, dee sech och positiv op den Aarbechtsmarché ausgewierkt huet.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Virun allem bei der Bekämpfung vum Jugendchômage huet Lëtzebuerg an de leschte sechs Joer eng exzellent Aarbecht geleescht. Dësen hat am Joer 2014 mat 22,6 % säin héchste Stand an dësem Joerdausend erreecht, mee konnt dank de groussen Efforte vun der aktueller Regierung op en Niveau vu 16,9 % am Joer 2019 reduzéiert ginn.

D'Regierung huet an der leschter Legislaturperiod grousse Wäert op eng enk Zesummenaarbecht mat de Betriber geluecht. Duerch d'Ëmsetzung vun der europäescher Jugendgarantie an dem Lëtzebuerger „Job-Pakt"konnt een den Aarbechtsmarché däitlech verbesseren. Gläichzäiteg hu mir massiv an d'Entwécklung vu lukrativen Zukunftssecteuren investéiert, wéi zum Beispill an d'Logistik, d'Digitalindustrie, de FinTech, déi nohalteg Finanzen oder och de Spacemining.

Fir d'Demokratesch Partei ass a bleift déi bescht Sozialpolitik nach ëmmer déi, déi derfir suergt, dass esou vill Mënsche wéi méiglech enger bezuelter Aarbecht kënnen nogoen. Den Ausbroch vum Coronavirus stellt dës Meenung net a Fro.

D'Pandemie, déi mir erliewen, stellt eis Wirtschaft awer virun en enormen Challenge. Duerch dee Confinement konnt eng gréisser gesondheetlech Katastroph zwar verhënnert ginn, mee d'Reduzéierung vun den ekonomeschen Aktivitéite wäert net ouni Konsequenzen op d'Beschäftegung an domat och op de Chômage bleiwen.

Laut den neisten Zuele vum Statec ass de Chômage innerhalb vun nëmmen engem Mount vu 5,5 % am Februar op 6,1 % am Mäerz geklommen. D'Previsioune ginn dovunner aus, dass dësen d'nächst Joer en Niveau vu 7,2 % bis 9,5 % erreeche kéint. Donieft wäert de PIB en volume viraussiichtlech ëm 6 % bis 12 % falen.

Am Verglach mat anere Länner komme mir bei dëse Previsiounen nach relativ glimpflech ewech. Dëst verdanke mer der schneller Reaktioun vun eiser Regierung. Bis ewell hunn de Finanz-, de Wirtschafts- an de Mëttelstandsministère en ëmfaassende Stabilitéitsprogramm mat 39 Mesuren ausgeschafft, fir souwuel de Betriber wéi och den Independanten an de Salariéen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Eng vun de wichtegste Mesuren, fir eng generell Hausse vun de Licenciementer ze evitéieren, an et ass schonn ugeschwat ginn, ass de Chômage partiel. Doduerch dass d'Personalkäschte vu verschiddene Betriber wärend der Kris vum Staat iwwerholl ginn, wëllt een evitéieren, dass dës Betriber hire Salariéen opgrond vu finanziellen Enkpäss kënnegen.

Bei de sëllechen Independanten, déi ëm hir Existenz kämpfen, gesinn eis Gesetzestexter aktuell nach keng esou Mesure vir. Well et doduerch zu enger Ongläichheet tëschent Salariéen an Independantë kënnt, wënsche mir eis als Demokratesch Partei eng méi breet Diskussioun doriwwer, wéi och Independanten an Zukunft vun enger Zort Chômage partiel kéinte profitéieren. Och si sollte kënne vun dem sozialen Netz opgefaange gi fir ze verhënneren, datt si anerefalls an eise Chômagestatistiken optauchen.

Anescht wéi beim Chômage partiel konnt eis Regierung mat den Direkthëllefe souwuel bei de Betriber wéi och bei den Independantë Liquiditéitsproblemer verhënneren. Och dëst si wichteg Mesuren, déi d'Beschäftegung vun de Salariéë sollen oprechterhalen.

Bei der DP si mir dovunner iwwerzeegt, dass d'Relancepolitik och an Zukunft muss weidergefouert ginn, och wa mir eis bewosst sinn, dass nach weider Baustelle wäerten op eis duerkommen. A court terme musse mir déi sëllech Hëllefsmesurë konsequent adaptéieren, fir d'Iwwerliewe vun de Betriber esou wäit wéi méiglech ze garantéieren a soumat eng Explosioun vun dem Chômage ze verhënneren.

Dobäi denke mir ënner anerem un déi Secteuren, an deenen d'Reprise vun den Aktivitéiten nëmme lues wäert ulafen. Hinne muss an dëser exzeptioneller Situatioun och weider ënnert d'Äerm gegraff ginn, soulaang nach net genuch Aarbecht fir hir Salariéen do ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg profitéiert an dëser Kris vun de groussen Efforten, déi eis Regierung wärend de leschte Joren an de Beräich vun der Digitaliséierung gestach huet. Dës Efforte mussen elo virugefouert ginn. Firmen, déi Onlineservicer ubidden, hu sech net nëmmen als kriseresistent erausgestallt, mee gehéiere souguer zu den ekonomesche Gewënner vun der haiteger Situatioun.

Fir de Chômage an Zukunft niddreg ze halen, ass et wichteg, dass d'Kompetenze vun der

Main-d'œuvre mat den erfuerderte Qualifikatioune vum Aarbechtsmarché iwwereneestëmmen. Am Beräich vun der Educatioun gouf do schonn eng gutt Viraarbecht geleescht. Eis Kanner sollen esou fréi wéi méiglech digital Kompetenze kréien, fir optimal op d'Berufswelt preparéiert ze sinn. D'Aféierung vum Coding am Plan d'étude vum Fondamental ass nëmmen eng vun de luewenswäerten Innovatiounen.

An Zukunft wëlle mir weiderhin en international kompetitiven Aarbechtsmarché garantéieren. Dofir setze mir eis weiderhi fir d'Digitaliséierung an déi néideg Innovatioun vum Schoulsystem an, fir dass och eis Jugend op dem Aarbechtsmarché vu muer enger bezuelter Aarbecht nogoe kann.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Marc Spautz fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. An, Här Spautz, ech hunn Är Ried nogelauschtert an ech muss Iech soen, d'LSAP kann déi zu 100 % ënnerschreiwen, souguer - souguer! - mat der Remark, wa Betriber do sinn, déi vu verschiddenen Hëllefen ausgeschloss sinn, datt mer déi nach eng Kéier sollten op de Leescht huelen, fir datt mir awer hei kee Betrib fale loossen oder de Betriber esou wäit wéi méiglech hëllefen. Dofir, Felicitatioun fir Är Ried, muss ech Iech ganz éierlech soen. An et ass net oft, datt ech dat un ee Spriecher vun der CSV riichten.

(Brouhaha)

Ob Dir herno zefridde sidd mat menger, soll dann dohinnergestallt sinn.

Här President, déi lescht Zuele vun der ADEM, an dat ass schonn ugeklongen, sinn net ganz gutt. 6,9 % si public gemaach gi beim Chômage de Moien. D'Tendenz confirméiert och, datt oppe Stellen och ofhuelen, déi net méi gemellt ginn, well se ganz einfach net méi do sinn, och iwwert de Lockdown.

De Statec huet a senge Previsioune virgesinn an errechent fir d'Joer 2021 ee Chômagetaux vun 9 %. Wann ee kuckt, an ech mengen, d'Madamm Hartmann huet et gesot, misste mer 25 Joer zréckkucken, fir op een Taux vu 7,2 % beim Chômage ze kommen. Do gesäit een, wéi grav datt d'Situatioun um Niveau vum Chômage ass!

Kolleeginnen a Kolleegen, elo hu mer et hei mat engem Chômage ze dinn, deen net duerch wirtschaftlech oder finanziell Contrainten entstanen ass, mee deen entstanen ass duerch eng sanitär Kris. An déi sanitär Kris, an dat wësse mer alleguerten, huet misse bekämpft ginn duerch Decisioune vun der Politik. Déi Decisioune ware ganz einfach, well jo d'Bierger, d'Acteur-économiquen, d'Entreprisen, jiddwereen huet misse geschützt ginn. Déi Decisioune sinn esou komm, datt natierlech leider Gottes doraus eng wirtschaftlech Kris entstanen ass, wou mer elo ee Resultat hunn am Chômage, dat méi wéi beonrouegend ass.

A sengem Konjunkturflash huet de Statec op ee Repli de l'activité vu ronn 25 % higewisen, wat manner staark ausfält wéi an eisen Nopeschlänner, mee dat soll awer och nëmmen ee schwaachen Trouscht sinn. Schwaachen Trouscht an deem Sënn, well all Kéiers, wann de Chômage an d'Luucht geet, denken ech, huet dat Konsequenzen, déi fir déi Leit bal onerdréiglech sinn.

Den Teletravail, et ass eng Heure d'actualité, déi hei hannendrukënnt, wou den Här Engel schwätzt, an och d'Inégalité-sociallen, déi fir eis vum Här Cruchten ugeschwat ginn, wäerten dëst natierlech och ergänzen.

D'Regierung, an dat ass gesot ginn, huet déi Decisioune geholl, fir mam Chômage partiel deem entgéintzewierken. An alleguerten d'Riedner viru mir, d'Madamm Hartmann souwéi den Här Spautz, hu gesot, datt dat dee richtege Moyen ass, fir de Chômage an dëser Situatioun ze bekämpfen. Wirtschaftssystemer, déi hir sozial Systemer net esou ausgeriicht hu wéi mir - Dir braucht just Amerika ze kucken -, hu Situatiounen, déi dramatesch sinn um Niveau vum Chômage.

Dofir musse mer natierlech och oppassen, datt mer kee fale loossen, datt mer dat esou kënnen encadréieren, datt dat verhënnert gëtt. Dofir ass et fir eis och kloer: De Chômage partiel, dee kascht, mee de Chômage en tant que tel wäert vill méi ee grousse Käschtepunkt hunn an domat och nach aner Konsequenzen hunn, wéi zum Beispill den Aarbechtsrisiko oder d'Prekaritéit, a wäert sech op déi sozial a generell ekonomesch Situatioun vum Land auswierken. Dofir ass de Chômage partiel och fir eis dat wichtegst Instrument, wat mer maachen.

Den Deconfinement an och d'Relance, wann ech esou däerf soen, vun der Wirtschaft wäerten ëmmer nach ënnert den Zeeche bleiwe vun der sanitärer Kris, souwuel wat verschidde Secteuren ubelaangt - den Horeca-Secteur ass ugeschwat ginn -, wéi och déi Hygiènesmesuren, déi mussen a solle respektéiert ginn.

Fir eis ass et kloer, datt mer als LSAP innovativ Weeër musse goen. Och déi Mesurë mussen innovativ sinn. Dofir begréisse mer och déi Mesuren, déi de Mëtteg geholl gi sinn, souwuel a Fonctioun vum Loyer vu Betriber wéi och déi Mesuren, déi geholl gi fir den Dedoublement vun der Allocation de vie chère, och wa mer léiwer hätten, datt een déi Mesuren iwwerhaapt net bräicht, wa mer kee Chômage hätten a wann d'Leit alleguerte sozial ofgeséchert wieren.

Bon, et ass natierlech esou, datt d'Pandemie ëmmer wäert nach en Damoklesschwäert fir eis bleiwen, notamment a Betruecht vun enger zweeter Well. Dee Feeler, deen een net däerf maachen, denken ech, an deen huet dës Regierung net gemaach, ass, fir de Gesondheetsschutz géint d'Ekonomie auszespillen. Dat wier e Feeler. Et däerf een och op kee Fall mengen, datt ... Wann déi sanitär Kris am Gréff ass, och déi wirtschaftlech, un där mer schaffen, däerf et an eisen Aen net dozou kommen, datt aus enger sanitärer Kris, déi an eng wirtschaftlech Kris iwwergaang ass, herno eng sozial Kris gëtt. Dat ass an eisen Aen d'ganz grouss Gefor dobäi.

Dofir ass de Chômage partiel dat gëeegent Instrument. An ech freeë mech och driwwer, datt de Chômage partiel structurel och an Zukunft, an ech hunn héieren, datt vum 1. Juli vun dësem Joer un d'Demande digital kann eragoen, datt de Chômage partiel structurel natierlech déi Secteure soll begleeden, déi structurel esou begraff sinn, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, natierlech dëst ëmmer a Kombinatioun mam Chômage partiel.

Dat gesot, denken ech, datt déi Situatioun och an deenen nächste Méint Lëtzebuerg net wäert lassloossen, datt mer als Chamber, datt d'Regierung soll Mesuren huelen, déi flexibel sinn an déi och innovativ sinn. Well eiser Meenung als LSAP no soll et esou sinn, datt ausserge-wéinlech Ëmstänn natierlech och zu ausserge-wéinlechen Hëllefen a Mesurë musse féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- „Wenn man nicht arbeitet, dann existiert man nicht mehr." Dat ass en Zitat vum Schauspiller Marco Lorenzini, deen déi meescht sécher och vun Iech kennen, gëschter an enger Lëtzebuerger Zeitung. Äll Secteure vum Emploi si vum Covid-19 betraff, och d'Kultur ass betraff.

Fir d'éischt géif ech ufänke mat e puer wichtegen Donnéeën, déi de Moien och publizéiert goufen. Dat ass, d'Hausse vun der Zuel vun den ageschriwwenen Demandeurs d'emploi ass mat 31,1 % par rapport zum Abrëll 2019 spektakulär. Mee wéi d'ADEM et och haut de Moie schreift a seet, ass dës Zuel virun allem op e Réckgang vun de Sortien, also Leit, déi eng Aarbecht fannen, an net op eng Explosioun vun den neien Inscriptiounen zréckzeféieren. Normalerweis steigt de Chômage saisonal am Wanter, fir dann ab Mäerz, Abrëll nees erofzegoen. Déi staark Hausse vum Chômage war am Abrëll an éischter Linn op de Réckgang vum Emploi am Secteur vum Bau zréckzeféieren a méi konkreet op den Interim. Dat bedeit engersäits, datt mat dem Deconfinement vum Bau dës Hausse gebremst a vläicht deelweis nees ka réckgängeg gemaach ginn.

Mee et heescht awer och, datt weider Aarbechtsplazverloschter sech nach guer net an Zuelen de Moment niddergeschloen hunn. An der aktueller Situatioun wier et wichteg, fir bei den nei ageschriwwenen Demandeurs d'emploi och eng Opschlësselung no de Secteuren ze kréien, Här Minister. Dës Zuele géifen eis nach ee bessert Verständnis ginn, wou um Aarbechtsmaart de Schong dréckt a wou mir eventuell géigesteiere respektiv nobessere mussen.

Mëttelfristeg ass et och problematesch, datt mam Ausbroch vum Virus zu Lëtzebuerg och d'Zuel vun den deklaréierten oppene Plaze bei der ADEM zréckgaangen ass ëm minus 43 % par rapport zum Abrëll 2019. Dat heescht, datt fir déi Leit, déi schonn am Chômage sinn, et vill méi schwéier wäert ginn, fir erëm eng Aarbecht ze fannen.

Och wann de Chômage elo a kuerzer Zäit scho massiv geklommen ass, esou musse mir eis awer bewosst maachen, datt mir duerch eise performante Sozialstaat a besonnesch hei der Mesure vum Chômage partiel eng Explosioun vum Chômage, wéi mir se aktuell zum Beispill an den USA gesinn, verhënnert kruten.

D'Frontalieren, do ass den Undeel vun de Frontalieren um Emploi iwwert déi lescht Joerzéngte rapid gewuess. Säit der leschter Kris vun 2009 hunn déi sech bei iwwer 40 % agependelt. 2019 louch den Undeel vun de Frontaliere bei 45,9 %. D'Unzuel vun den Inscriptioune vu Frontaliere bei der ADEM ass allgemeng relativ geréng, well jo momentan nach de Pays de résidence fir si zoustänneg ass. Si schreiwe sech awer haaptsächlech an, fir vun de spezifesche lëtzebuergesche Mesurë kënnen ze profitéieren. Sou hunn aktuell 1.800 vun de ronn 3.200 ageschriwwene Frontalieren eng Capacité de travail réduite. Si sinn also am Reclassement externe.

Wéi kann d'Zukunft um Aarbechtsmarché an den nächste Méint ausgesinn?

Wéi sech d'Situatioun um Aarbechtsmarché entwéckelt, hänkt vu ville Facteuren of. Laut Statec sinn d'Secteure vun der Konstruktioun, dem Transport an Horeca déi, déi am stäerkste vum Confinement betraff waren. Dës Situatioun ass ganz grav, well et sech hei ëm besonnesch dynamesch Secteure vum Aarbechtsmarché handelt. Dës dräi Secteuren eleng hunn am leschte Joer zirka 24 % vun den Nettoneibeschäftegungen ausgemaach!

Wa mir eis dës dräi momentan am stäerkste betraffe Secteuren ukucken, da gesi mir, datt mir och hei zu Lëtzebuerg mat de richtege wirtschaftspolitesche Mesuren enger Hausse vum Chômage entgéintwierke konnten.

Grad elo sollte mir also déi ëffentlech Investissementer an den Ausbau vun nohaltegen Infrastrukturen, an d'energeetesch Renovatioun an an erneierbar Energië virundreiwen. Gréisser Uschafungen, déi elo net gemaach goufen, kënnen deemnächst ouni Problemer nogeholl ginn. Mee déi Iessen a Gedrénks, déi am Horeca ausbliwwe sinn, kënne schlecht nogeholl ginn. Speziell fir eis lokal Betriber aus dem Horeca musse mir dofir besonnesch Mesuren ergräifen.

Souguer wann d'Restauranten nees deemnächst géifen opgoen oder kéinten opgoen, heescht dat net, datt d'Clienten automatesch nees zréckkommen a sech virun der Dier ustellen. Wichteg ass, datt dës Leit Vertrauen an déi sanitär Mesuren hunn. Eventuell fält et ville méi einfach, op enger Terrass z'iesse wéi an engem schlecht ventiléierte Raum. Mir mussen also och mat kreative Léisungen hei schaffen.

Zum Beispill wär et un de Gemengen, an ech mengen, et misst un de Gemenge sinn, fir schnell a pragmatesch méi Plaz fir Terrassen ze maachen, och wann dat heescht, datt plazeweis e puer Parkplazen oder emol eng Autospuer verschwanne mussen. Mee och mat deene Mesuren an enger schneller Erhuelung vum Aarbechtsmaart wäert et zumindest kuerzbis mëttelfristeg zu enger Hausse vum Chômage kommen.

Dofir musse mir d'ADEM weiderhi konsequent ausbauen a mat den néidege personelle wéi technesche Ressourcen ekipéieren, fir och kënnen déi méi héich Unzuel vu Chômeuren do ze ënnerstëtzen. Eng gutt Ofstëmmung tëschent der ADEM, den Acteure vun der Formation professionnelle an de Sozialpartner ass néideg fir sécherzestellen, datt déi ageschriwwen Demandeurs d'emploi geziilt hir Kompetenzen entwéckelen an esou hir Chancë fir e Retour an d'Aarbecht kënnen erhéijen.

Ech soen dem Marc Spautz nach Merci fir dës Demande, fir dëst Theema kënnen hei ze behandelen, an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Häre, fir unzefänken dem Här Marc Spautz e Merci fir dës Aktualitéitsstonn, wou et ëm d'Erhéijung vum Chômage geet am Kontext vun dëser Pandemie.

Et muss alles gemaach ginn, fir datt esou mann wéi méiglech Mënschen an de Chômage erarutschen. De Wee aus dëser Kris kascht eppes, däers si mer ons all heibanne bewosst. Mee all Chômeur manner ass e Gewënn fir eis Gesellschaft. Duerfir sinn no der Pandemie de Chômage partiel an och de Congé pour raisons familiales bäizebehalen, fir esou ze erméiglechen, datt esou mann wéi méiglech Leit an de Chômage erarutschen.

Just nach e puer Zuelen de Moment, déi mer virleien hunn. Den 31. Januar 2020 hate mer 16.476 Chômeuren. Den 29. Februar hate mer 16.652 Chômeuren. Den 31. Mäerz 18.398. Wann een dat elo vergläicht vum Mount Februar op de Mäerz, ass dat eng Augmentatioun vun 1.746 Chômeuren. Dozou deelt d'ADEM mat: « Sur un an, cela constitue une hausse de 2.728 personnes, soit de 17,4 %. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, calculé par le Statec, s'établit à 6,1 %. »

Wann een de Mount Mäerz kuckt, da muss ee sech och d'Fro stellen, ob dës Erhéijung vum Chômage eppes mat der Pandemie ze dinn huet, well den offiziellen Ausnamezoustand ass jo eréischt nom 20. Mäerz a Kraaft getrueden.

Fir de Mount Abrëll huet de Statec ons haut am spéide Moie follgend Zuele matgedeelt: 20.361 (veuillez lire: 20.439) Chômeuren, dat ass e Plus géintiwwer dem Mäerz vun 2.497 (veuillez lire: 2.448), an domadder pendelt sech de Chômage dann elo plus/minus bei 6,9 % an. Alles dat ass derwäert, fir et am Detail ze analyséieren.

Engersäits ass et jo deen normale Chômage, deen um Klamme war, an anerersäits deen Taux, deen duerch d'Pandemie zum Droe kënnt. A mer mussen ofwaarden, wéi dat sech déi nächst Méint weiderentwéckelt, ouni den Däiwel wëllen elo un d'Wand ze molen, well et muss ee wëssen, Aarbecht ass d'Basis vum Liewen.

Den Här Minister Kersch an och d'Regierung hu jo dovunner geschwat, datt am Kader vun der Coronakris keen am Stach géif gelooss ginn. Leider ass dat net ganz richteg. D'Aarbechtslosegkeet ass déi lescht Méint an d'Luucht gaangen, an d'Regierung huet sech schwéier domat gedoen, fir séier an och transparent an der Aart a Weis deene ville klenge Betriber déi Hëllefen zoukommen ze loossen, op déi si Usproch gehat hätten an déi si och bluttnoutwendeg gebraucht hätten. Do dobäi si ganz vill Selbstständeger duerch de Raster gefall.

Kleng Commercen hu missen zoubleiwen, well se net hunn däerfen opmaachen. Dat ass tragescherweis zu där selwechter Zäit geschitt, wéi déi grouss Commercen, zum Beispill d'Baumäert, schonn erëm hunn däerfen opmaachen. Och am Horeca-Secteur schweesse vill Patrone mat hire Salariéë Blutt.

Bei eisen däitschen Noperen, ech denken do u Rheinland-Pfalz, däerfen d'Leit schonn erëm geschwënn an de Restaurant goen. Ech mengen, dës Woch nach. Firwat dann net och bei eis?

Mir erwaarden eis kloer Signaler vun der Regierung, Signaler, déi et hei scho misste ginn, an Äntwerten, déi mer och elo schonn hätte misse wëssen.

Mee wat kann ee maachen, fir datt d'Aarbechtslosegkeet net nach weider an d'Luucht sprëngt?

Dat Éischt emol, datt ee säi Wuert hält an deene betraffene Commercë séier an onkomplizéiert hëlleft. D'Aarbechtslosegkeet erofsetzen, kann nëmme parallell zu engem Erëmkuerbele vun der Wirtschaft lafen. Wa mer d'Wirtschaft ukuerbele wëllen, musse mer séier reagéieren, bürokrateschen Opwand vermeiden an de Patronen net méi Steng an de Wee leeë wéi néideg.

Ech soen dëst besonnesch och am Kontext vun den allgemengen Iwwerleeunge vun der ADR, wat d'Wirtschaftspolitik betrëfft. Mir hunn eis zënter ëmmer derfir ausgeschwat, d'Wirtschaft, den Horeca-Secteur, awer och eis Landwirtschaft mat onnéidege Schikanen ze verschounen.

Wéi mer als Partei gefuerdert hunn, d'Aarbechtslosegkeet an och d'Aarbechtspolitik zesummen ze kucke mat der Wuesstumsdebatt an och grenziwwergräifend iwwert d'Ursaachen ze schwätzen, firwat esou vill Lëtzebuerger zu Grenzgänger am eegene Land gi sinn, si mir hei an der Chamber belächelt ginn. Elo gesinn och d'Regierungsparteien an, datt déi Approche dee richtege Wee ass, geneesou wéi mer vun Ufank u gefuerdert hunn, datt parallell zu de grousse Commercen déi kleng hätte missen opmaachen däerfen.

Ech schléissen of mat der Remark, datt et der Regierung net schuede géif, där méi pragmatescher Approche vun der ADR an der Zukunft méi Gehéier ze schenken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, Chômage ass keen administrative Problem, deen een eleng mat enger besserer Verwaltung léise kéint. Et ass och keen technesche Problem, deen een eleng mat enger Digitaliséierung vun der ADEM behiewe kéint. An et ass, drëttens, och kee reng individuelle Problem vu Leit, bei deenen et just ëm onpassend Formatioun géif goen oder feelend Motivatioun.

Souguer wann et esou einfach wier, wier et schwéier, an deene fënnef Minutte vun esou enger Heure d'actualité op déi dote Froen anzegoen.

Nee, Här President, de Chômage ass d'Resultat vum Opbau vun eiser Ekonomie a vum Stellewäert vun der Aarbecht, an domat ass et e Problem fir eis Gesellschaft als Ganzt. Corona huet dat ganz däitlech gemaach.

Säit Mëtt Mäerz huet dëse Virus de facto eng Aarbechtszäitverkierzung fir ganz vill Leit bedeit, zumindest am formellen Aarbechtsliewen, well déi informell Aarbecht huet bei ganz ville Leit zougeholl. Stéchwuert: Kannerbetreiung. Stéchwuert: Homeschooling. D'Paie sinn am État de crise zu 80 % weiderbezuelt gi fir de Chômage partiel a bei de ganz klenge Léin bis zum Mindestloun souguer zu 100 %, obwuel d'Leit net hu misse schaffe goen, ouni dowéint automatesch hir Aarbechtsplaz ze verléieren. Dat ass d'Situatioun elo.

An déi doten Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, sinn déi eigentlech Ursaach, firwat de Chômage net nach méi explodéiert ass, net esou explodéiert ass wéi a Länner, wou et keen developpéierte Sozialstaat gëtt, wéi zum Beispill an den USA, wou een am Moment schwätzt vu räsonabele Previsioune vun engem Chômage bis zu 25 %, dat heescht, datt all véierten Amerikaner keng Aarbecht méi sollt hunn.

Déi neist Zuelen, déi haut erauskomm si vun der ADEM, weisen awer och an eng ganz beonrouegend Richtung. Déi symbolesch Zuel vun 20.000 Demandeur-d'emploien ass iwwerschratt ginn, a mindestens gradesou inquietant, wann net souguer méi, ass déi massiv Baisse vun de fräie Plazen, déi een op dem Bulletin vun dem Statec gesäit, wou ee gesäit, datt manner wéi 2.000 fräi Plazen op sinn.

An och inquietant ass, datt am stäerkste betraff vun der Hausse besonnesch Jonker sinn a besonnesch an am stäerkste betraff vun där Hausse ausgebilte Leit sinn, also Leit, déi en Universitéitsofschloss hunn.

Scho virun der Coronakris huet d'Ekonomie lues gedréit an et si vill Unzeeche ginn, datt sech dat och 2020 esou géif ausdrécken. A mir hunn och gesinn an deene Previsiounen, déi mer d'lescht Joer diskutéiert hunn, datt souguer mat engem Wirtschaftswuesstum vun iwwer 3 % de Chômage structurel zu Lëtzebuerg net géif ënner 5 % falen. An dat ass, mengen ech, e strukturelle Problem, dee mer hei am Land hunn an deen elo duerch d'Coronakris nach eng Kéier verstäerkt gëtt, a wou ech mengen, datt ee muss kucken, fir och strukturell Äntwerten dorobber ze fannen.

An ech gesinn, datt d'Zäit schonn amgaang ass, mer fortzelafen, duerfir wëll ech op véier Punkten oder véier Propositiounen agoen.

Éischtens, fir der muttwëlleger Entloossung vu Leit ënnert dem Coronadeckmantel virzebeugen, mussen abusiv Entloossungen aus wirtschaftleche Grënn verbuede ginn. Mir hunn dozou eng Proposition de loi gemaach, déi elo schonn zënter zéng Joer ongefëier iergendwou an den Archive vun der Chamber erëmgeeschtert. Ech mengen, datt et essenziell ass, datt kloer gëtt, besonnesch elo an der Kris, datt d'Betriber, déi nach Benefisser maachen, elo net aus ekonomesche Grënn entloosse kënnen. Dat schéngt mer den absolutte Minimum vun enger Politik ze sinn.

Zweetens menge mer, datt Leit, déi am Chômage sinn am Moment, déi Chômagegelder méi laang och an dëser Kris musse weider kënne kréie fir ze verhënneren, datt se an de REVIS falen oder am schlëmmste Fall ganz duerch d'Netz rëtschen, well all déi Mesuren, déi och mam REVIS verbonne sinn, wéi Aktivatioun an esou weider, bréngen näischt, wann et net genuch Aarbechtsplaze gëtt, déi de soi-disant esou fräie Marché zur Verfügung stellt. Dat heescht, do muss de Staat asprangen.

An duerfir menge mer, datt déi Instrumenter, déi et och schonn an der Vergaangenheet gi sinn an esou grousse Krisen, reaniméiert musse ginn, adaptéiert ginn, innovativ ëmgestallt ginn an datt mer domadder esou eng Zort Jobgarantie duerch de Staat kreéieren. Fréier huet een dat genannt eng Zort vun nationaler DAC, déi misst geschafe ginn, fir déi Mass un Dausenden an Dausende Leit, déi riskéieren, déi nächst Wochen a Méint an de Chômage ze falen, opzefänken, op där enger Säit hinnen eng Perspektiv weider ze bidden a gläichzäiteg nëtzlech Aarbechten, déi an eiser Gesellschaft awer esou dréngend gebraucht ginn an déi net onbedéngt e kommerzielle Charakter hunn, kënne weiderzeféieren.

An als lescht, véiert Mesure, mengen ech, datt mer net derlaanschtkommen, dat maachen aktuell ganz vill Ekonomisten, datt mer iwwer eng strukturell Aarbechtszäitverkierzung schwätze mussen. Dat ass besonnesch wichteg, an an enger Zäit, wou d'Nofro schwaach ass an d'Produktivitéitscapacitéiten net ausgelaascht sinn, menge mer, datt d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit déi beschte Manéier ass, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an enger Situatioun, wou mer jo och wëssen, datt de Staat bereet ass, Honnerte Milliounen, voire souguer Milliarden ze investéieren an d'produktiv Ekonomie. Also als eng Contrepartie dovunner, mengen ech, datt elo wierklech de Moment wier, fir eng Aarbechtszäitverkierzung nach eng Kéier seriö ze diskutéieren, well et, mengen ech, souwuel den Entrepreneuren an deem dote Fall mat deene Contrepartië kann entgéintkomme wéi awer och de Salariéen, déi domadder hir Aarbechtsplaze garantéiert kënne gesinn.

Här President, fënnef Minutte si wierklech ganz kuerz, fir iwwert dee vaste Sujet ze schwätzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. An Däitschland kurséiert ëmmer erëm dëse catchy Slogan: „Sozial ist, was Arbeit schafft!" An och zu Lëtzebuerg schéngt et mer, wéi wann dëst de Credo vun de meeschte Parteien ass. Ech ginn d'Gefill nämlech net lass, datt een domat engem Ideal noleeft, engem Ideal, wat u sech net méi zäitgeméiss ass, nämlech deem vun der sougenannter Vollbeschäftegung.

Fir eis Piraten ass net sozial, wat Aarbecht schaaft, mee sozial ass, wat manner Aarbecht mécht, méi Fräiheet a méi Selbstbestëmmung schaaft.

Här President, d'Covid-19-Kris huet innerhalb vu kierzester Zäit derfir gesuergt, datt d'ADEM am Mount Mäerz 3.142 nei Dossiere fir Demandeurs d'emploi huet missen opmaachen. Dëst entsprécht enger Hausse vu 25,2 % par rapport zum Mäerz 2019 - e Véierel méi!

Dësen Ustuerm un Demandeurs d'emploi huet virun allem domat ze dinn, datt d'Chantieren uechtert d'Land jo hu missen zoumaachen an d'Aarbechter, déi gréisstendeels Interim do geschafft hunn, keng Aarbecht méi haten.

Här President, ech mengen, et ass wéineg verwonnerlech, datt wärend der Kris de Chômage an d'Luucht geet. Mir Piraten sinn an éischter Linn frou, datt mer duerch de Lockdown an d'Mesuren, déi geholl goufen, evitéiere konnten, datt nach méi Leit dem Virus zum Affer géife falen. Jo, Chômage ass schlecht, mee d'Gesondheet ass awer nach méi wichteg.

Datt mer haut hei iwwert de Chômage schwätzen, gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, eng weider Kéier op d'Transformatioun, déi dem Aarbechtsmarché net nëmme bevirsteet, mee an där mer schonn dra sinn, hinzeweisen.

Ech hunn ugangs de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" hei evoquéiert. An ech mengen, et ass un der Zäit, datt mer eis iwwer aner Aarbechtsmodeller Gedanke maachen an net weiderhi blann dem Zil vun der Vollbeschäftegung hannendrulafen.

All Hobbyekonomist weess, datt de Chômage frictionnel eng natierlech Erscheinung vun enger Maartwirtschaft ass. Mir wäerten d'Vollbeschäftegung also ni erreechen an deementspriechend och dat soziaalt Verspriechen, wat mer duerch de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" ginn, net aléise kënnen.

An eisen Ae muss ee sech wierklech froen, wéi laang mer den Taux de chômage nach kënnen als fiabel Referenz fir e gesonden Aarbechtsmarché huelen. Mir wëssen, datt duerch d'Transformatioun ganz nei Aarbechtsmodeller, ganz nei Beschäftegungsstrukture sech erginn hunn, a mir wëssen och, datt eng ganz Rëtsch Leit natierlech net an de Chômagezuelen optauchen, well se a Mesure-d'emploien an esou weider dra sinn.

D'Defie vum zukünftegen Aarbechtsmarché sinn enorm. Mir wäerten deen Challenge net kënne gewannen, wa mer nach wie vor an der Logik vun enger Aarbechtswelt, wéi se am 19. Joerhonnert existéiert huet, denken.

Mir mussen nei Weeër goen! Weider am Scheema vun der Industrialiséierung ze denken, geet net duer.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéini ass den Zäitpunkt dofir besser wéi bei der Sortie de crise?

Här President, ech hu viru Kuerzem hei am héijen Haus vun de sougenannte Bullshit Jobs geschwat. Dës Jobs wäerten an Zukunft, a vläicht méi séier, wéi mer mengen, zu engem groussen Deel ewechfalen. Se wäerten automatiséiert ginn. Se wäerte keng Leit méi fannen, déi se wëlle maachen. Mir hunn et beim Teletravail gesinn, wéi séier d'Digitaliséierung dozou ka féieren, datt op eemol e Paradigmewiessel stattfënnt an der Aart a Weis, wéi mer schaffen. Keen hätt sech erdreemt virun dräi Méint, datt op eemol esou vill Leit vun doheem aus géife schaffen, datt dat méiglech wär.

Här President, de Chômage ass natierlech e grousse Problem. E stierzt Mënschen an eng prekär Situatioun ouni Perspektiv. Ma ass et wierklech d'Léisung, d'Leit Interim schaffen ze loossen an hinnen de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" virun d'Nues ze halen?

Fir eis Piraten ass et héich Zäit, datt mer iwwer alternativ Modeller nodenken, déi kapabel sinn, sech un den digitale Wandel um Aarbechtsmarché unzepassen. An et wäert Iech jo wuel kaum wonneren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech dobäi ee vun eise Projets phares evoquéieren, nämlech d'bedéngungsloost Grondakommes. Dëst ass ee méigleche Wee, fir eebe genee sech op dësen digitale Wandel anzestellen.

Här President, d'Coronakris huet de Chômage an d'Luucht gedriwwen. Jo, mir kënnen eis doriwwer austauschen. Mee schlussendlech musse mer déi richteg Léieren aus dëser Kris zéien. Mir mussen derfir suergen, datt d'Mënschen an eisem Land an an der Groussregioun zu Lëtzebuerg e modernen Aarbechtsmarché virfannen, deen net den Job selwer als ultimet Zil gesäit, mee d'Kreativitéit an d'Fräiheet vum Mënsch an de Vierdergrond setzt, dat Ganzt bei enger gerechter Bezuelung.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech mengen, siele war sech dës Chamber bei esou engem sensibelen Theema esou eens wéi haut. An ech wéilt och dem Här Spautz felicitéieren. Méi aktuell wéi déi heiten Aktualitéitsstonn konnt een am Fong net sinn, wann ee weess, dass déi neisten Zuele vun der ADEM de Moien erauskomm sinn, Zuelen, déi, wéi et schonn hei ugedeit ginn ass, eis ganz vill Suerge maachen.

Aarbecht ass bestëmmt net alles am Liewen, mee et riskéiert awer, esou ze sinn, dass, wa keng Aarbecht do ass, alles näischt ass. An duerfir si mer gutt beroden, eis hei zesummen ze beroden, wéi mer aus der ugedroter oder aus der Situatioun, déi sech elo ukënnegt, dann zesummen erauskommen.

Et ass, mengen ech, och kee Geheimnis, a kee bestreit dat och, dass dës Pandemie natierlech enorm Repercussiounen op d'Ekonomie insgesamt huet, an domat selbstverständlech och op d'Chômagezuelen.

Ee vun den Haaptinstrumenter, fir déi ekonomesch Repercussioune vun der Kris hei ofzefiederen, dat war ouni Zweifel de Chômage partiel. An och do wéilt ech Iech déi lescht Chifferen net virenthalen. Iwwert de Fonds pour l'emploi si bis elo bal 725 Milliounen an d'Betriber gefloss. Iwwer 14.000 Betriber hunn dovunner profitéiert an 325.613 Paie si bis elo iwwert de Chômage partiel ausbezuelt ginn.

Mir sinn eis bewosst, dass alleguerten déi Leit, déi elo Chômage partiel bezuelt kritt hunn, och alleguerten Akommesabousse mussen hinhuelen. Déi Sue feele selbstverständlech fir d'éischt hinnen, mee se feelen an enger zweeter Linn och eiser Ekonomie.

De Chômage partiel hëlleft net nëmmen, d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, mee en erlaabt den Entreprisen et, ab deem Moment, wou hir Aktivitéit relancéiert gëtt, erëm op hiert kompetent a geschoult Personal zréckzegräifen.

Hei am Land, mengen ech, ech ka mech net erënneren, dass jeemools eng Kéier eng Initiativ geholl ginn ass, déi esou wäitgeeënd war, fir de Chômage ze bekämpfen, wéi dëst massiivt Ausbezuele vum Chômage partiel. Et muss een allerdéngs och aschränkend derbäisoen, dass et och nach ni esou eng Situatioun ginn ass wéi déi heiten.

An och aner aarbechtsplazerhalend Moossname si scho getraff ginn. Sou ass an der Kris e Reglement geholl ginn, dass och déi Betriber, déi am Chômage structurel sinn, net kënnen entloossen, entgéint der normaler Praxis. Ausserdeem goufen eng ganz Rei Reglementer geholl, wou mer vulnerabel Leit, déi vun der ADEM an d'Betriber vermëttelt gi sinn, an déi doduerjer e gewëssene Betrag bei den Traitement bäigeluecht kréien, dass déi Betriber am Moment déi Leit net brauchen ze bezuelen, mee dass se zu 100 % vun der ADEM bezuelt ginn, wuel wëssend dass dat déi Éischt wären, déi vu Licenciementer bedrot wären.

Iwwregens ass ugeduecht, dës Reegelung och mat engem Projet de loi méi laang weiderzefuere wéi just den État de crise.

Doriwwer eraus hu mer och decidéiert, dass mer déi Zäit vum État de crise u sech immuniséieren, wat d'Dauer ugeet, wou mer de Chômage ausbezuelen. Och dat wäert Repercussiounen hunn, déi iwwert den État de crise erausginn.

Mir hu wierklech extreem an extreem héich investéiert, an trotzdeem wäert dës Kris e groussen Impakt op d'Chômagezuelen hunn. A wann een d'Analys e bësse mécht vun den Zuelen, da fält engem op, dass mer am Joer 2014 e Pic hate vu 7,2 %, mee dass mer eis am Joer 2019 bei ronn 5,5 % stabiliséiert hunn.

Mat der Kris am Mäerz sinn dunn däischter Wolleken opgezunn. 18.398 Demandeur-d'emploien hate mer Enn Mäerz ageschriwwen, eng Hausse vu 17,4 % par rapport zum Joer 2019. De Chômagetaux ass direkt op 6,1 % geklommen. Dës Hausse vum Mount Mäerz ass dee Moment opgetrueden, wou de Confinement deklaréiert ginn ass. A soumat huet et virun allem Interimairë getraff. Ech mengen, och dat sollt een hei net verstoppen.

Déi negativ Tendenz ass dann, an d'Zuelen hunn et de Moie bestätegt, och am Abrëll weidergaangen. De Chômagetaux klëmmt op 6,9 %. 20.253 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a prett wäre fir den Aarbechtsmaart, hunn am Moment keng Aarbecht a sinn an der ADEM ageschriwwen, 4.800 Persoune méi, wéi dat nach am Abrëll 2019 de Fall war, oder 31,1 %. Och déi Zuel ass scho genannt ginn.

Dat sinn dramatesch Chifferen an et huet kee Wäert, eppes wëllen ze verschéineren oder eis an eis eegen Täsch wëllen ze léien. An et brauch een och net Unisprofesser ze si fir festzestellen, dass mer déi Augmentatioune vum Chômage elo konnte feststellen, wuel wëssend, dass d'Schleise vun deene vulnerabelste Betriber, also deenen, déi am Chômage partiel sinn, dass déi am Moment jo nach ëmmer zou sinn an dass déi riskéieren, zumindest zum Deel am Juli opzegoen. An da kënnt nach derbäi, dass dann zu deem Moment och nach selbstverständlech eng ganz Rei vu Schoulofgänger sech wäerte bei der ADEM aschreiwen. Ech hoffe jo, dass vill Leit de Premièresexamen, dee jo och ënner besonnesche Konditioune muss stattfannen, wäerte packen.

Mir kënne vläicht e bësse géigesteieren als ëffentlech Hand, andeems mer eng ganz Rei vun deklaréierte Plazen, déi och schonn am Numerus clausus festgehale gi sinn an déi aus Grënn vun der Kris elo zum groussen Deel net besat gi sinn, dass mer déi elo séier besetzen. Mee ganz wäert dat de Problem mat Sécherheet net léisen.

D'Hausse vum Chômage ass also net nëmmen onbedéngt enger Erhéijung vun der Aschreiwungswell ze verschëlden. Dat wësse mer och. De Grond fir d'Hausse ass eng vill méi lues Entwécklung vun der Ekonomie. An als responsabele Politiker weess een och, dass mer riskéieren, dass dat, wat d'Ekonomie ugeet, och net méi esou séier wäert ulafen, wéi ee sech dat vläicht erhofft.

Virun e puer Wochen ass een hei nach bal geschluecht ginn, wann een dovir gewarnt huet, dass eng Minus- oder eng Nullwuesstumsideologie eis an d'Verdierwe géif renne loossen. Haut gesi mer, wéi séier et geet!

Et ginn einfach manner Aarbechtsplazen op! A soumat gëtt et och vill méi schwéier, fir eng Aarbecht ze fannen. A wa manner Aarbechtsplazen opginn, da gëtt et och weesentlech méi schwéier, Leit ze vermëttelen.

Bis Februar war d'Croissance vum Emploi 3,5 % am Joer. Am Mäerz ass dës Croissance dann dramatesch ëm quasi d'Hallschent op 1,7 % gefall. An am Mount Abrëll si mer nach bei 0,9 %. Sou huet d'ADEM och eng Chute vun den deklaréierte Poste misse feststellen, wéi dat och scho virdrun hei ugedeit ginn ass. Am Mäerz war dës Baisse bei 25,1 %, am Abrëll bei 43,1 % par rapport zu deenen nämmlechte Méint am Joer 2019.

Mir hunn natierlech och festgestallt, dass d'Natur vun den Offeren ännert. Sou gi vill méi CDDe wéi CDIen ugebueden. Wann am Abrëll 2019 nach 86 % vun den deklaréierte Plaze CDIe waren, da sinn et der am Abrëll 2020 just nach 31 %. Och dat ass e Problem, well d'CDDe par definition prekär Aarbechtsplaze sinn.

Haut, an do si mer eis, mengen ech, all eens, ka keen aschätzen, wéi de kompletten Impakt vun der Kris wäert ausgoen. Mir hunn eng Rei vu Krisenzenarie virgestallt kritt an och dorobber sinn eng Rei vu menge Virriedner schonn agaang. Vill Zuelen, vill Zenarioen, déi mer presentéiert kritt hunn. An ech brauch se och hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Wat mer awer wëssen, dat ass, dass sech hannert deenen Zuele Mënsche verstoppen,

Schicksaler verstoppen, Leed a Verzweiflung. A mir wëssen och, dass, egal wéi een Zenario antrëtt, d'Repercussiounen op den Aarbechtsmaart enorm wäerte sinn.

Mir mussen eis dofir op déi kommend Méint virbereeden. Ech mengen awer och, schonn haut kënnen ze soen, dass et wichteg ass, eis Legislatioun betreffend den Interimssecteur unzepassen. Och déi Leit, déi esou schaffen, hunn e gewëssent Recht op Sécherheet. An d'Kris, an ech hat et schonn erwäänt, huet gewisen, dass si déi Vulnerabelst an der Kette sinn.

Mir mussen déi verschidde Mesuren, déi d'ADEM huet, large interpretéieren an der aktueller Situatioun upassen. Dat heescht awer och, genee ze analyséieren, wéi den Aarbechtsmarché evaluéiert, an ze kucken, dass déi Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi néideg Formatiounen an dat néidegt Wësse vermëttelt kréien - Stéchwuert: Reskilling an Upskilling -, fir dass mer deene Leit, déi elo a Schwieregkeete kommen, eng reell Chance ginn, eng nei Plaz ze fannen. Dofir ass eng riseg gesellschaftlech Ustrengung verlaangt.

Mir brauchen, an dat hu mer och, eng vill besser opgestallt ADEM wéi an der Vergaangenheet. A se wäert mat Sécherheet hiert dozou bäidroen, fir dës Erausfuerderung erfollegräich ze gestalten. Mee mir brauchen alleguerten d'Acteuren u Bord. D'Instrumenter, déi déi verschidde Chamberen opgestallt hunn, sief et vu Patronats- oder Salariatssäit, déi mussen elo matupaken. A si hunn och schonn alleguerten hire Wëllen ausgedréckt, dat ze maachen.

Ech denken och drun, dass mer nom Virbild vun den Noutstandsaarbechten, et ass virdru schonn hei ugeschwat ginn, aus de 70er, 80er Joren zesumme mat de Gemenge kéinten e Programm ausschaffen, wou mir Leit net einfach sech selwer iwwerloossen an hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass se net ze vill Akommesverloschter mussen hinhuelen.

Ausserdeem kéint een nom Virbild vun de Beschäftegungsinitiativen, déi jo elo quasi ausschliisslech mat schwéier vermëttelbare Leit schaffen, nei Aarbechtsbeschafungsinitiative schafe fir méi héich qualifizéiert Salariéen, an dëst ënnert der Kontroll vun de Gesellschaften, déi vun der ADEM misste geleet ginn. Hei kéint wierklech sënnvoll Aarbecht geleescht ginn am Déngscht vun der Allgemengheet an de Leit an der Praxis eng ganz Rei vu Formatioune vermëttelt ginn, déi se brauchen, fir déi kommend Joren um Aarbechtsmarché ze bestoen.

Viraussetzung ass natierlech, dass all déi Initiativen do keng onlauter Konkurrenz zum éischten Aarbechtsmarché duerstellen, well mer dat soss kontraproduktiv géife gestalten. Mee ech sinn iwwerzeegt, dass all Euro, dee mer elo wäerten an d'Hand huelen, fir déi heite Moossname kënnen ze stäipen, e gutt investéierten Euro ass an dass et en Euro ass, wa mer e souguer reng wirtschaftlech kucken, an et soll een et net nëmme wirtschaftlech kucken, well, wéi gesot, et sti mënschlech Schicksaler do hannendrun, mee souguer wann een et reng wirtschaftlech kuckt, da sinn et Euroen, déi eis haut vläicht deier kaschten, mee déi eis an Zukunft wäerte weisen, dass et weesentlech méi bëlleg ginn ass, dass mer haut déi Initiative geholl hunn, fir eis Gesellschaft viru ganz Béisem ze schützen.

Sou, an nëmmen esou, kënne mer zesumme bestoen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour … A, den Här Roth huet nach eng Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wollt Parole après ministre froen. An nämlech Follgendes: Ech hu fonnt, dass den Här Back als Spriecher vun deene Gréngen eng ganz interessant Propos gemaach huet, nämlech am Sënn vun der Ennerstëtzung vun dem Horeca-Beräich. En huet gesot, et sollt een driwwer nodenken, fir Terrasse kënnen ze autoriséieren. Ech fannen dat eng ganz sënnvoll Propos, well Dir wësst alleguerten, dass den Horeca-Beräich, deen et souwisou schonns schwéier huet, et och nach wäert bei engem Deconfinement besonnesch schwéier hunn. A seng Propos fannen ech ëmsou méi sënnvoll, well vill Caféen, vill Brasserië sech net u Sécherheetsstandarde wäerte kënnen halen, notamment mat der Distanciation sociale, wann elo den Deconfinement och fir si wäert gëllen.

Et ass sécher, den Här Back huet den Appell un d'Gemenge gemaach. Ech mengen, dass déi mannste Gemengen hei am Land sech dergéint wäerte striewen, fir dass verbreet Terrassen ageriicht kënne ginn. Mee et sinn net nëmmen d'Gemengen, déi do gefuerdert sinn, mee et ass och den Aarbechtsminister, notamment wat d'Kommodosreglementéierung ubelaangt. An ech géif wierklech den Appell maachen, dass hien och dann do mat senger Verwaltung géif kucken, fir zumindest temporaire eng gewësse Flexibilitéit ze hunn, wann esou Terrassen ageriicht ginn, an doriwwer eraus och aner Ministèren, déi gefuerdert sinn, an notamment dee vun den Travaux publics, well och da gegeebenefalls jo relativ schnell Permission-devoirië musse kënne gemaach ginn.

Also dofir géif ech dat vum Här Back ënnerstëtzen, mee sou dass, wann den Deconfinement fir den Horeca-Beräich hoffentlech da geschwë wäert ulafen, dann och déi néideg Flexibilitéit vun den eenzelne Verwaltungen, déi gefuerdert sinn niewent de Gemengen, do kéint spillen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung, den Aarbechtsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här Roth. Ech mengen, Dir hutt mech direkt ugeschwat. Ech kann Iech garantéieren, wann dat doten eng vun deene Piste wär, déi een och zesumme mat de Gemenge ka goen, dass dann d'ITM net de Spillverdierwer wäert sinn. Ech wäert och an deem Sënn mat dem Direkter Kontakt ophuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet den Här Kaes nach eng Fro.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Am Fong geholl wollt ech dat, fir wat ech scho jorelaang plädéieren, hei nach eng Kéier widderhuelen. Et geet drëm, a grad déi Kris hei huet et gewisen, datt mer eng ganz Rei Produkter globaliséiert hunn, mir hu se a Bëlleglounlänner jo ginn. An domadder hu mer kee Moyen méi, déi Produkter nach hei hierzestellen.

Mir hunn awer gesinn, datt mer déi Produkter hei brauchen an et nawell ganz schwéier ass, fir déi Produkter heihinnerzekréien, respektiv mir se iwwerhaapt net heihinnerkréien.

Wier et net un der Zäit, och driwwer nozedenken, datt mer eng Rei Chômeuren, eng Rei Leit, déi mer vläicht an där jo technescher Wirtschaftswelt net méi ënnerdaach bréngen, datt mer déi op esou manner qualifizéiert Beräicher géife setzen, wuel wëssend datt mer se nach kofinanzéiere géifen, mee éischtens hätte mer se beschäftegt, zweetens géife se eppes fir eis Gesellschaft produzéieren an drëttens hätte mer d'Garantie, datt mer déi Produkter och hei hätten, wa mer se hei brauchen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kaes. An nach eng Kéier geet d'Wuert zréck un den Aarbechtsminister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech deele vill vun Ären Aschätzungen, wat d'Mondialisatioun ugeet an d'Problemer, déi domadder verbonne sinn.

Ech erënneren Iech u mäi Bäitrag, wou ech ganz kloer gesot hunn, dass ech der Meenung sinn, dass mer nom Modell vun de Beschäftegungsinitiativen, déi mer haut hunn, mussen drun denken, fir nei Initiativen ze schafen, wou et net nëmmen drëms geet, déi haut schwéier placéierbar Leit, déi am Chômage sinn, ze placéieren, mee wou mer och aner Leit mussen doran integréieren. Dat ass e bëssen déi Iddi, déi Der ugeschwat hutt. An ech mengen, dass mer eis gemeinsam doriwwer Gedanke musse maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert den Teletravail, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kris huet och eppes mat sech bruecht am Teletravail. Den Teletravail ass eppes, wat mer scho laang diskutéieren hei am Land. Deen éischten Accord, an ech hat d'Chance, deemools mat dobäi ze sinn, wéi deen ausgehandelt ginn ass, war zwëschent de Sozialpartner, an dat war am Joer 2006. Dat war en Accord, dee ganz holpereg war, wou mer laang dru geschafft hunn, mee dat, wat wichteg war, war: E war am Sozialdialog entstanen. Et war net de Legislateur, mee et ass vun de Sozialpartner ausgaangen. An dat war deen éischten Accord, deen hei zu Lëtzebuerg fonnt gi war am Teletravail. Et war och iwwregens deen éischten, deen op deem Niveau vum Sozialdialog fonnt ginn ass.

An iwwert den Teletravail hu mer jo gëschter Moien d'Madamm vum LISER um Radio héieren, déi huet jo och do gewisen, wat alles vun Zuelen do ass, wat alles vun Zuelematerial do ass. An ech mengen, datt et sécherlech interessant wier - eng Klammer, Här President vun der Aarbechtskommissioun, wa mer déi Etüd eng Kéier géifen do offiziell virgestallt kréie vun där Madamm, Klammer erëm zou -, dass dat sécherlech och interessant wier, fir doriwwer ze diskutéieren. Well den Teletravail bréngt vill Guddes, villes fir d'Mënsche mat sech. E bréngt och villes mat sech am Transport, am Verkéier, well wann s de vun doheem aus kanns schaffen, bass de net am Auto, bass de net am Stau, du geheis keen CO_2 eraus an du iwwerfëlls den Zuch an de Bus net.

Alles dat si Virdeeler, déi den Teletravail huet. Mee et muss een awer och, a verschidde Kolleegen hunn dat sécher och gemierkt, op dat manner Gutt beim Teletravail oppassen. Wien huet dann um sechs oder um Véierel op sechs emol nach séier geäntwert, well e souwisou erreechbar war? A wa mer vum Teletravail schwätzen, da brauche mer e legislative Kader.

Da brauche mer e Kader: Wéini muss ech on sinn? Wéini däerf ech off sinn? Wéini muss ech erreechbar si fir mäi Patron a wéini brauch ech net erreechbar ze sinn? Wéi ass et mam Aarbechtsschutz vun deem Salarié? Wéi ass et, wann en Unfall doheem geschitt, wann ech do grad amgaang sinn, bei mengem Computer ze sëtzen? Wéi ass dat gereegelt?

Wéi ass et mam Aarbechtsvertrag? Musse mer do net en Zousaz maachen, dass deejéinegen, deen elo vun doheem aus schafft, awer och d'Sécherheet huet an d'Garantie huet, wann e wëllt erëm ganz schaffe goen, dass en dat och ka maachen an dass en dann net gesot kritt: „Sorry, et ass kee Büro méi fir dech do, du schaffs elo vun doheem aus."? Et ass d'Fro: Wéi ass et mat der Aarbechtssécherheet, an dann net d'Sécherheetsunfallgefor, mee mam Dateschutz?

Elo de Moment, alleguer a vill vun deenen, ech mengen, mir och, deen een huet esou en Uschloss doheem, deen aneren huet esou en Uschloss doheem. An ech ka mer virstellen, dass et Leit gëtt, déi do séier an deenen Datenautobunnen dobanne sinn, well se wëssen - den Här Clement wäert herno dodrop agoen -, well se wëssen, wéi s de déi Donnéeë kanns unzapen, wou een och do sech muss Froe stellen, wéi et do mat der Sécherheet ass vun deenen Donnéeën, déi do eriwwerginn.

An do gëtt et Aarbechtsplazen, do ass et net liewenswichteg, wann déi Donnéeë fort sinn, mee et gëtt där awer och. A mir wëlle jo net eng Kéier moies erëm eppes héieren, dann net vum Geriicht, mee vun engem aneren. Mir ware jo och schonn als Chamber eng Kéier am Gespréich, well mer och do geknackt gi waren. Och alles dat si Saachen, déi Gefore si vum Dateschutz. An do muss een e legislative Kader fannen.

Mir wësse jo alleguer, dass eng Petitioun ënnerwee ass, an ech sinn dovun iwwerzeegt, déi knackt och déi 4.500, an da musse mer eis enger Debatt stellen. Mee eis geet et drëm, dass mer schnellstméiglech e legislative Kader maachen. Mir mussen d'Diskussioun féieren: Wéi ginn déi Leit bezuelt? Ech mengen net, bezuelt, wat de Salaire fixe ubelaangt, mee wéi ass dat mat deene Primmen? Déi Primmen, déi ausbezuelt ginn. Sinn déi Primme geschëllt? Si se net geschëllt? Well et muss ee jo och doheem iessen. Ass d'Iessenszoulag geschëlt? Oder ass d'Iessenszoulag net geschëlt?

Wéi ass et mat der Kontroll? Wéini däerf de Patron d'Aarbechtsplaz kontrolléiere kommen? D'Aarbechtsplaz ass jo bei engem doheem. Muss de Patron sech umellen? Wéini kënnt en? Zu wat fir engen Auerzäite kënnt en? Kann en zu all Moment kommen, wann e Loscht huet? Oder muss en een Délai raisonnable ginn a Bescheed soen: „Elo kommen ech laanscht!"?

Wéi ass et am Kader vu Krankheet? Wéi ass et am Kader vu Krankheet: Bleift een einfach doheem sëtzen an et schafft ee virun, deemno wat fir eng Krankheet ee grad huet? Oder kann ee sech dann och do ofmellen an out maachen? Kënnt dann de Betrib de Computer sichen? Oder muss de däin eegene Computer mat an den Teletravail eranhuelen?

All déi Punkten, mengen ech, déi musse geklaert sinn. An déi musse schnellstméiglech geklaert ginn. Well den Drock an de Wonsch vun de Leit, Teletravail maachen ze kënnen, gëtt ëmmer méi grouss. A soulaang alles einwandfrei leeft an et net zu engem Sträit kënnt, ass och jiddweree sech eens, dass et eng fantastesch Saach ass. Wann awer bis dat éischt Accident oder deen éischte Klamauk kënnt zwëschent dem Betrib an dem Salarié, deen am Teletravail ass, da leie mer do. An et ass dat, wou et eis drëm geet, dass et wichteg ass, dass mer schnellstméiglech e legislative Kader schafen.

Et steet am Koalitiounsaccord, dass eppes am Teletravail géif geschéien. An ech wëll drun erënneren: Mir haten eng Motioun 2019 wärend dem Debat vum État de la nation, wou mer och gesot hunn, dass et wichteg wier, dass eppes géif kommen, dass de Kader géif geschafe ginn, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, am Teletravail ze schaffen. Mee dat eent ass dat, wat mir kënne maachen. Mir hunn an der Debatt virdrun och vun iwwer 200.000 Frontaliere geschwat. 200.000 Frontalieren, wivill vun deene maachen de Moment Teletravail?

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Déi maachen Teletravail an déi hunn d'Méiglechkeet, Teletravail ze maachen, technesch sans discussion, mee och well mer Accorde fonnt hu mat Frankräich, der Belsch an Däitschland, dass d'Reegelung vun den 29 Deeg, 24 Deeg, 19 Deeg, wat d'Steieren ubelaangt, gëllen, a well mer Accorde fonnt hunn an der Sécurité sociale mat de 25 %, wou s de do schaffs.

Well wann s du méi wéi 25 % vun denger Karriär, also déi s de dee Mount méchs, an deem Land schaffs, bezils du d'Sécurité sociale an deem Land mat 25 %. A wann dat däin Heemechtsland ass, bezils de se a Frankräich, du bezils se an Däitschland an du bezils se an der Belsch. A mir wësse jo awer alleguer, och wa si eis Grenzen zoumaachen, dass, wa se hei schaffen, se dann awer an der Sécurité sociale op alle Fall besser Konditioune gebuede kréie wéi bei sech. Do musse mer dann och bilateral Accorde fannen, déi dann herno och iwwert d'Pandemie erausginn.

Well wann elo déi Diskussioun kënnt, eemol d'Woch jiddwereen, zweemol d'Woch jiddwereen Teletravail: Zweemol d'Woch jiddweree bei 19 Deeg, dat sinn 10 Wochen, an dann ass et mat Däitschland eriwwer. Well ab deem Moment kënne se nach ëmmer Teletravail maachen, mee da gi se nom däitsche Recht besteiert, an da weess ech net, ob se nach interesséiert sinn, et ze maachen.

An dat selwecht ass an der Belsch, do sinn et der e puer wieder, do sinn et der 24 an a Frankräich 29, wat d'Steieren ubelaangt an déi 25 % bei der Sécurité sociale.

An dofir ass et wichteg, dass mer e legale Kader fannen. An dofir ass et wichteg, dass mer do och d'Méiglechkeet kréien, mat deenen dräi Länner e bilateralen Accord ze kréien. Et sief dann, wat ech der Regierung géif wënschen, et géif op europäeschem Niveau zu engem Accord kommen. Mee ech mengen, dass dat nach e bësselche méi wäit ewech ass. Dass se sech do all eens si fir den Teletravail, jo, mee dass mer dann och an der Sécurité sociale an an der Besteierung do Accorde géife fannen an deem Volet, kann ech mer net esou richteg virstellen.

Dofir hu mer als CSV eng Motioun preparéiert, wou mer d'Regierung opfuerderen - an de Minister vun der Fonction publique ass jo och hei -, och an der Fonction publique si mer där Meenung, dass och vum Projet-pilote vun 2015 solle Konklusioune kommen an dass mer déi och schnellstméiglech sollen an dat Ganzt mat eranhuelen. Well mir hu jo och do zwee verschidde Kaderen. Mir hunn de Kader vun der Fonction publique a mir hunn de Kader vum Secteur privé, dass mer do kucken, dass mer do Neel mat Käpp maachen op deenen zwee Punkten an dass mer déi Konklusiounen, déi an der Fonction publique an där Etüd dra sinn, dass een déi och ka benotzen an dass een och ka soen: Hei, dat do sinn d'Stäerkten, dat do sinn d'Schwächten, op dat do muss een oppassen an op dat do muss een net oppassen!

An där Motioun schwätze mer och dovun, dass een am Privé dat alles muss reegelen, wat den Aarbechtsschutz, d'Aarbechtssécherheet ass, wat den Dateschutz ass. Wie ka responsabiliséiert ginn, wann do op eemol Date verluer ginn? Et ass virdru geschwat ginn: „Wéi ass d'Konnexioun beim Computer?", dass dat alles sécher ass dès le début. Well wann d'Kaz bis am Dreck läit, dann ass et ze spéit.

Une voix.- D'Kar.

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Kar jo, net d'Kaz, pardon. Dann ass et ze spéit.

(Interruptions et hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- D'Kaz am Sak, mee d'Kar am Dreck.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mee Dir hat alleguer verstanen, wat ech wollt soen. Mee et ass dofir wichteg, dass mer do e legale Kader fannen an dass mer dee legale Kader och schnellstméiglech hunn, well mer soss herno aus der Hëft eraus schéissen, wa mer soen, et gëtt ëmmer méi Demande an d'Revendicatioune sinn do.

Et geet drëm, dass all Salarié weess, wéi e kann Temps partiel (veuillez lire: Teletravail) ufroen, mee awer, an ech hat et scho virdru gesot, och d'Garantie huet, wann e wëllt aus dem Teletravail erauskommen. Dir hutt ganz vill Leit, déi hunn Temps partiel am Teletravail. Moies si se doheem, mëttes schaffe se um Büro. Oder si sinn zwee Deeg doheem an dräi Deeg um Büro. Mee dass mer och do festleeën, wéi dee Kader ass, wéi s de kanns à tout moment zréckkommen, an dass et och kloer an däitlech gekläert ass, dass deejéinegen, deen Teletravail mécht, och net ka benodeelegt ginn.

(Interruption par la présidence)

Ech hunn d'Motioun nach, Här Vizepresident. Ech schwätzen zur Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir maacht eis d'Zong laang.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dass et och do wichteg ass, dass dat gekläert ass an dass jiddweree weess: Wéini kann ech zréckkommen? Dass jiddweree weess, dass a sengem Salaire näischt geschitt, an dass jiddwereen och weess, wann en am Teletravail ass, dass och näischt a senger Karriär zu sengem Nodeel ka sinn, wann e sech fir den Teletravail entscheet huet.

Dat ass déi Motioun, déi ech dem Här Vizepresident géif ginn a wou ech géif hoffen, dass d'gesamt Chamber där kéint d'Zoustëmmung ginn. Et wier am Interêt vun all deene Leit, déi sech fir den Teletravail asetzen, an et wier och am Interêt vun eis, fir ze weisen, wéi geschlosse mir dozou stinn.

Villmools merci, Här Vizepresident.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le télétravail est une forme d'organisation du travail qui est de plus en plus sollicitée, alors qu'elle présente de nombreux avantages tant pour les employeurs que pour les salariés et constitue en même temps un outil important pour réduire les émissions de CO_2 et autres particules néfastes pour l'environnement ;

- considérant que notamment dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19, beaucoup d'entreprises, voire l'État et les services administratifs étatiques ont eu recours au télétravail permettant ainsi à l'économie de continuer de tourner du moins en partie malgré les mesures de fermeture et de confinement ;

- constatant ainsi que le télétravail est lié à de nombreux enjeux sociaux, économiques et environnementaux ;

- constatant cependant que ce mode d'organisation de plus en plus prisé peut s'avérer aussi bénéfique que néfaste s'il n'est pas encadré de manière correcte ;

- notant que le télétravail demeure une question qui est réglée via une convention du 21 février 2006 reconduite par les syndicats OGB-L et LCGB ainsi que par l'UEL en 2015 sans être ancrée dans le Code du travail ;

- constatant que ce cadre qui doit être sans cesse reconduit, et partant reste à la merci de négociations et d'accords entre patronat et syndicats, ne constitue dès lors pas un moyen approprié pour apporter les garanties nécessaires tant aux employeurs qu'aux salariés ;

- constatant que le Gouvernement actuel a affirmé dans son accord de coalition de 2018 sa volonté de développer le télétravail ;

- constatant encore que le télétravail a fait l'objet d'une motion de la part du CSV dans le cadre des discussions autour de la déclaration sur l'état de la nation le 25 avril 2019 dans laquelle le CSV invitait e. a. le Gouvernement à promouvoir tous azimuts le télétravail ;

- notant encore afin d'être complet que le télétravail dispose au niveau du secteur public d'une base légale qui date de 2003 et qui a été complétée via RGD en 2015 ;

- notant encore que lors d'une conférence de presse en septembre 2018, au cours de laquelle le Ministre de la Fonction publique de l'époque a tiré les premières conclusions du projet-pilote « Télétravail », il a clairement estimé que le cadre légal n'était plus adapté

invite le Gouvernement

au niveau du secteur privé :

- à favoriser par tous les moyens le dialogue entre les syndicats et le patronat au sujet du télétravail afin d'aboutir à des solutions bénéfiques pour les salariés et les employeurs et à voir avec eux de mettre en place une base légale générale, les spécificités propres aux différents secteurs économiques ou aux différentes entreprises étant prises en compte dans le cadre des conventions collectives ou des accords interprofessionnels ;

- à s'assurer en tout état de cause, que la base légale précise et clarifie un certain nombre d'aspects relatifs au télétravail

• en matière de sécurité du travail et de protection, voire de santé au travail notamment en définissant les mesures à prendre par l'employeur afin de respecter ses obligations dans ce domaine ;

• en matière des droits des salariés au passage en mode « télétravail » et de leur droit à un retour au travail en entreprise ;

• en matière d'organisation du travail et plus particulièrement en matière de temps de travail et du droit des salariés à la déconnexion et au repos afin de respecter les limites entre la vie privée et la vie professionnelle des salariés ;

• en matière de protection des données ;

• en matière de respect de la vie privée notamment en cas de visites de la part de l'employeur dans le cadre de son droit d'inspecter le matériel mis à disposition des salariés ;

• en matière de mise à disposition aux salariés des outils nécessaires afin d'exercer leurs missions en mode « télétravail » (entretien, adaptation, coûts, restrictions à l'utilisation) ;

• en matière de contrôle des prestations des salariés ;

• en matière d'information des salariés de la vie courante de l'entreprise et du maintien de contact de ceux-ci avec l'entreprise (présence à certaines réunions visioconférences régulières) ;

• en matière de chèques repas et autres prestations éventuelles dont bénéficient les salariés travaillant sur le site de l'entreprise ;

• en matière fiscale afin de trouver des accords tant sur le plan européen que sur le plan de la Grande Région portant sur le cas des salariés frontaliers et qui soient plus flexibles que ceux qui ont pu être conclus à ce jour avec nos pays voisins ;

• en matière de sécurité sociale ;

au niveau du secteur public :

- à finaliser l'évaluation définitive du projet-pilote de 2015 et à procéder aux modifications et adaptations qui s'imposent afin de mieux encadrer la mise en œuvre du télétravail.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Gast Gibéryen, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci Iech och. An dann huet d'Wuert direkt d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och hei virop e grousse Merci un d'CSV-Fraktioun an de Marc Spautz, déi dës Heure d'actualité lancéiert hunn. Ech mengen, dass mer eis op ville Punkten eens sinn an dass et wichteg ass, dass mer dëse Sujet, deen elo opkënnt, hei no vir bréngen.

Well am Moment befanne sech ganz vill Salariéen an enger ongewinnter Situatioun. Si verloossen hir Wunneng net, si sinn awer op der Aarbecht. Den Aarbechtswee huet sech däitlech verkierzt. Bis op de Büro brauche mer net eng Stonn, mir brauche manner wéi eng Minutt deelweis. D'Aarbechtskolleege gesi mer net um Büro, mee mir gesi se op de Computerbildschiermer per Videokonferenz. Nach ni hunn esou vill Leit am Homeoffice geschafft.

Dem Statec no sinn 69 % vun den aktive Persounen haut am Teletravail. Am Verglach mat 2019 ass dat méi wéi eng Verdräifachung. Dat huet muncheree virun e puer Wochen nach net fir ëmsetzbar gehalen. Wou virdru vill diskutéiert gouf, ass wéinst dem Coronavirus op eemol alles séier gaangen an et ass agéiert ginn.

Den Teletravail krut esou d'Chance, an enger ganzer Rei vu Secteure säi Potenzial ënner Beweis ze stellen, e Potenzial, dat d'DP och scho virun der Pandemie erkannt huet. Mir hunn als DP-Fraktioun Ufank vum Joer entscheet, eise Mataarbechter e flexibelt Recht op Teletravail wärend zwee Deeg an der Woch ze ginn. Datt dës Aarbechtsform Succès bei de Leit huet, gëtt ëmmer méi däitlech. Dat beweist zum Beispill déi och vum Marc Spautz schonn ugeschwat Petitioun, déi dozou opfuerdert, dem Teletravail e legale Kader ze ginn, eng Fuerderung, déi mir voll a ganz ënnerstëtzen, an dat net nëmmen, well se och schonn an eisem Walprogramm stoung.

Gëschter huet de Statec och ganz nei Resultater zum Teletravail publizéiert. Do goufen och Donnéeën zur Zefriddenheet vun de Leit erhuewen. 55 % hunn den Homeoffice als positiv empfonnt. D'Beléiftheet vum Teletravail hélt zou, well en eng Rei u Virdeeler bitt. Wann een d'Méiglechkeeten huet, am Homeoffice ze schaffen, dann erlaabt dat engem, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien.

D'Salariéen erhalen doduerjer méi Selbstbestëmmung an Eegeverantwortung. A wann ee sech seng Aarbechtszäit selwer andeele kann, dann hëlleft dat och, Stress ze reduzéieren. Et spuert een och vill Zäit fir den Aarbechtswee an. Mir alleguer wëssen, datt et keng Raritéit ass, iwwer eng Stonn bis op d'Aarbecht ze fueren an owes nach eng Stonn fir heem, Stonnen, déi ee méi produktiv kéint notzen, amplaz am Stau ze stoen. An dat ass e weidert Stéchwuert.

Wa méi Leit vun doheem aus kéinte schaffen, da géif dat zu enger Entlaaschtung vun eise Stroosse bäidroen. D'Leit si manner gestresst an och d'Émweltbelaaschtung duerch déi vill Ofgase géif reduzéiert ginn. Dowéinst ass den Teletravail och am nationalen Energie- a Klimaplang als konkreet Mesure festgehale ginn. An dësem Plang gëtt gefuerdert, dass dës Aarbechtsform gefërdert a reglementéiert soll ginn.

Natierlech gëtt et Leit, déi net doheem schaffe kënnen. Vläicht ass d'Wunneng ze kleng an et feelt d'Plaz fir e Büro oder et huet een doheem ze vill Oflenkung duerch d'Famill oder den Haushalt. Hei bidde Coworkingspaces eng gutt Alternativ zu dem Teletravail. Et muss ee sech net gradesou wäit deplacéieren an trotzdeem kann een an engem Émfeld schaffen, dat méi Konzentratioun bitt. Am Februar hu mir an der Chamber iwwert de Bien-être au travail debattéiert. An och do war den Teletravail a ville Rieden ernimmt ginn.

D'Recht op Teletravail kann nëmmen zum Wuelbefanne vun de Salariéë bäidroen. Wann een de Leit de Choix gëtt, ob si um Büro, an engem Coworkingspace oder am Homeoffice schaffe wëllen, dann dréit dat zu hirer Zefriddenheet bäi. An zefridden Aarbechter si gutt fir all Betrib.

Ëmmer méi Betriber notze schonn den Teletravail, och well sech duerch d'Digitaliséierung nei Méiglechkeeten erginn. Fir den Teletravail weider ze férderen, wëllt d'DP och steierlech Ureizer fir Betriber a Salariéë schafen.

D'Fonction publique ass ënnert dem Marc Hansen mat dem gudde Beispill virgaangen. Schonn am Februar hate 4.600 Staatsbeamten Zougréff op staatlech Serveren. Haut sinn et der schonn 10.000, déi vum Homeoffice profitéieren.

Wann ee vum Teletravail zu Lëtzebuerg schwätzt, da muss een, an de Marc Spautz huet dat och gesot, awer och vun der Situatioun vun deene ville Frontaliere schwätzen. Fir hinnen d'Aarbecht vun doheem ze erméiglechen, ass et onabdingbar, en Accord mat eisen Nopeschlänner ze fannen, deen eng Duebelbesteierung vun de Grenzgänger verhënnert. Och hei huet déi aktuell Kris eng Dier opgemaach.

De Finanzminister Pierre Gramegna konnt nämlech mat der Belsch, Frankräich an Däitschland eng Eenegung fannen, esou, datt d'Frontaliere wärend der Zäit vun der Pandemie net u Limitte gebonne sinn, wat d'Deeg vum Teletravail betrëfft.

Fir no der Kris muss et de But sinn, datt d'Frontalieren och weiderhin den Teletravail méi oft notze kënnen. Jo, et ass den Ament fir vill Leit eng ongewinnte Situatioun. Mee dës lescht Wochen hunn et eis wéi nach ni virdrun erméiglecht, d'Virdeeler vum Homeoffice ze erkennen an erauszefannen, wat nach verbessert ka ginn.

Loosst eis dës Chance, déi sech eis gebueden huet, elo net verpassen! Den Teletravail soll do, wou e méiglech ass, zu enger unerkannter Aarbechtsform ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och der CSV, fir d'Initiativ geholl ze hunn, dës Heure d'actualité hei ze froen. Dem LISER no huet d'Tatsaach, dass zu Lëtzebuerg nom Shutdown Mëtt Mäerz vill Entreprisen, wou et méiglech war, am Teletravail geschafft hunn, dozou bäigedroen, dass mer net nëmme weider Ustiechunge verhënnert hunn a Liewe gerett hunn, mee och dass de Schued bei der Lëtzebuerger Ekonomie ganz staark begrenzt ginn ass.

„D'Madamm", wéi den Här Spautz se genannt huet, d'Madamm Aline Muller, Direktesch vum LISER, déi huet an engem Interview festgehalen, dass, wann all d'Salariéen, déi an den Homeoffice gaange sinn, normal weidergeschafft hätten, d'Zuel vun den Infektiounen dräimol esou héich gewiescht wär, a wann dës Leit amplaz vum Teletravail ganz opgehalen hätte mat schaffen, da wier den Impakt op de PIB méi wéi duebel esou héich gewiescht, wéi dat elo de Fall war.

Lëtzebuerg huet de Virdeel, dass ee vill op den Teletravail kann zréckgräifen, well eis Wirtschaft staark op Servicer opgebaut ass, déi zu engem groussen Deel och kënnen am Homeoffice geleescht ginn. Eist Land ass awer och, an dat muss ee soen, digital gutt opgestallt. Mir hu gutt Reseauen. Et war also eng gutt Entscheedung, viru Joren ze soen: Kommt, mir leeën emol iwwerall de Glasfaser! Kommt, mir stimuléieren domadder eis Wirtschaft! Kommt, mir investéieren doranner a mir investéieren an eppes, wat vläicht viru Joren nach net esou wichteg geschéngt huet, mee haut ëmsou méi wichteg ass!

An duerch d'Covid-19-Kris si mer vun 20 % Teletravail am Joer 2019 haut op 69 % Teletravail geklommen. Eng enorm Croissance. An am Ufank war et sécherlech net ëmmer einfach fir jiddwereen, fir sech an déi nei Situatioun do eranzefillen. Ech ka mech un déi alleréischt Telekonferenzen erënneren, wou mer bis eng Véierelstonn emol gebraucht hunn, bis jiddwereen do war a jiddwereen de Mikro fonnt hat an d'Kamera richteg agestallt hat. Mee wéi dat bis gelaf ass, an dat leeft haut gutt, ass dat schonn, …

(Interruptions)

… ass dat haut awer, ass dat haut awer scho vill besser. Jo, jiddwereen huet doranner geléiert, och eis Regierung huet geléiert, mat deem Outil do ganz gutt eens ze ginn. Si hunn dat elo tipptopp am Gréff.

Den Teletravail, deen huet eng Rei vu Virdeeler. Si si virdru genannt ginn. Mee et muss een awer och gutt informatiséiert sinn. Et muss een och d'Personal forméiert hunn. Et muss een och d'Bereetschaft vum Personal hunn, fir op deen neien Outil ëmzeklammen. A wann een dann dat alles huet, dann ass et en enormen Zäitgewënn, wann een net muss am Stress am Trafick an am Stau stoen. Et erhéicht och d'Produktivitéit. Et ass gutt fir eis Ëmwelt a gutt fir d'Nerven. An et hëlleft och, deemno wéi et ass, Famill a Beruff besser mateneen ze verbannen. Mee et huet och eng Rei vu Risiken. De Facteur numérique, jo, den Droit à la déconnexion, d'Datesécherheet, obwuel et do och Moyene ginn, fir dat relativ gutt ze maachen. Ech kennen eng Gemeng, déi dat relativ gutt am Gréff huet.

Den Teletravail, do feelt awer och den direkte Kontakt mat de Mënschen. Déi sozial Relatiounen, déi kënne fleete goen. An dëser spezieller Situatioun war et och esou, dass verschidde Leit enger Dräifachbelaaschtung ausgesat waren: Teletravail mat Kanner am Homeschooling a gläichzäiteg kucken, dass eppes op den Dësch kënnt, dat ass net ëmmer esou evident.

An dësen Ëmstänn muss am Kader vum Teletravail och Rechnung gedroe ginn. Mir hunn och eng Rei vun Erfarungen. Et ass net esou, wéi et elo bal hei geklongen huet, dass mer iwwerhaapt keng Erfarung hätten. Mir hu jo awer schonn 2019 20 % vun de Leit gehat, déi am Teletravail waren. An et ginn och Gemengen, déi Erfarung domadder hunn. D'Gemeng Suessem huet virun enger gudder Zäit scho mat dem Teletravail ugefaangen. Déi Erfarunge sinn duerchaus positiv an op déi kann een och opbauen.

Mee an awer mengen ech, dass et derwäert ass, fir sech weider Gedanken ze maachen. An et ass sécherlech en Theema, fir mat de Sozialpartner ze diskutéieren, firwat net och am Kader vun enger Tripartite.

Mir kënnen, mir musse souguer fir d'Zukunft aus deene gesammelten Erfarunge léieren. Vill Patronen, déi hu sech elo, genau wéi déi concernéiert Salariéen, mam Teletravail, mam Material, mat de Programmer vertraut gemaach. A kommt, mir nëtzen dat! Kommt, mir nëtzen dat, och d'Vertrauen, wat elo an d'Leit gesat ginn ass, fir och an Zukunft weider drop opzebauen!

Natierlech duerf d'Aarbechtsrecht do net ausgehiewelt ginn. Natierlech muss ee kucken, wéi een dat mat de Steieren assuréiert.

(Interruption par la présidence)

Jo, ech si gläich fäerdeg. An och d'Sécurité sociale muss gekläert ginn an och d'Rechter vun de Salariéen, déi musse garantéiert bleiwen. An do musse mer mat de Grenzregiounen en Accord fannen. De Marc Spautz huet erkläert, wivill Deeg datt op där enger an

op där anerer Plaz do ze garantéiere sinn. An ech mengen, dass mer mussen do kucken, mat de Grenzregiounen en Accord ze fannen.

Den Teletravail, mäi leschte Saz, ass sécherlech keen Allheelmëttel, mee e ka sécherlech zu engem Deel zu enger besserer Aarbechtsweis vun der Zukunft ginn. An dofir solle mer dovun och profitéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. 1985 hunn ech ugefaang, fulltime ze schaffen, véier Deeg zu Lëtzebuerg, een Dag zu Paräis, wou ech mat menger Fra gewunnt hunn, déi fäerdeg Medezinn studéiert huet. Et gouf deemools keen Internet, just war de Minitel voll am Trend.

Une voix.- Dat war e Witz.

(Hilarité)

Une autre voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Et ass méiglech gewiescht, op Distanz ze schaffen, och schonn deemools. A firwat war et méiglech? Well d'Grondviraussetzung vun esou enger Relatioun ass d'Vertrauen, géigesäitegt Vertrauen tëscht dem Patron a senge Mataarbechter, soss fonctionéiert et ees wéi ees net, egal wéi eng Technik hannendrustécht.

Vertrauen à la base an net de Kontrollgedanken als Éischt. Kontroll muss och sinn, grad wéi e gesetzleche Kader, et ass scho vill ugeschwat ginn, deen do fir Kloerheet suergt iwwert dat, wat däerf sinn a wat net däerf sinn. D'Coronakris huet gewisen, wat méiglech ass a puncto Teleaarbecht, an huet gewisen, dass vill méi méiglech ass, wéi muncheree geduecht huet. De Georges Engel sot elo grad, hei an der Chamber war villes net virstellbar, wat elo Realitéit ass, a jiddwereen ..., a vill vun eis hu sech dobäi ertappt, dass se däers fäeg sinn, wat se selwer net geduecht hätten.

(Interruption et hilarité)

Villes ass vu menge Virriedner gesot ginn, ech versichen, an deene klenge fënnef Minutten net alles ze widderhuelen, just déi enorm Zuelen, déi de Statec gëschter publizéiert huet.

D'Coronakris zu Lëtzebuerg: Zwee Drëttel vun de Leit, déi hei wunnen, sinn an d'Teleaarbecht gaangen an d'Hallschent carrement zu 100 %. Fir dräi Véierels war et déi éischte Kéier. D'Hallschent vun de Leit gesinn dat positiv, 15 % awer negativ an déi aner hu gemëschte Gefiller, deels, deels.

Et gëtt also eng Bereetschaft an der Gesellschaft, fir méi Teleaarbecht ze maachen. Mir mussen eis dofir mam Theema auserneesetzen, Här Aarbechtsminister, Här Fonction-publiques-Minister, an ech freeë mech schonn op d'Diskussiounen an eise Chamberskommissiounen. An de Jean-Jacques Rommes, President vum CES, huet de Moien an engem Interview gesot, dass e sech däers wëllt unhuelen, et op den Dagespunkt setze vum CES, an net nëmme spezifesch fir d'Frontalieren, mee fir d'Teleaarbecht am Allgemengen.

Et ass gesot ginn, d'Reegelwierk fir de Privatsecteur a fir den ëffentlechen Déngscht soll an deem Sënn iwwerholl ginn. Ech wëll kloerstellen, dass mir als Gréng d'Teleaarbecht net gesinn als e Mëttel fir alles. Et ass kee Selbstzweck. De Mënsch ass an hoffentlech bleift e soziaalt Wiesen, dat vum Kontakt mat senge Matmënsche lieft. Trotzdeem ass den Teletravail eng grouss Chance. Dës positiv Dynamik musse mer oprechterhalen, notzen an ënnerstëtzen, fir dass d'Leit och no der Kris verstäerkt op den Teletravail zréckgräife kënnen a wëllen.

Zu Recht gëtt eise Banken de Moment vum Regulateur geroden, esou laang wéi méiglech bis no der Summervakanz an Teleaarbecht ze bleiwen, fir dass an deenen eenzelnen Haiser keng Hotspotten entstinn - de sanitäre Standpunkt -, fir dass eis Finanzindustrie verschount bleift a fir dass net eenzel Banken oder Etablissementer an de Lockdown musse goen - de wirtschaftleche Standpunkt.

Déi international Frontaliersfro, wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, ass deemno kruzial, se ass ganz akut. Ech wëll och nach ënnersträichen, dass de Regulateur selwer um Dag zwee vum Confinement mat 58 % am Teletravail war an Enn der Woch mat 98 %, an dat bis haut. Aner Leit sinn déi Zäit nach an der Stad ronderëmgelaf, Informatiksmaterial kafen.

A Stéchwierder d'Vir- an d'Nodeeler vum Teletravail fir d'Zukunft:

- manner Stau a manner Zäit am Stau a méi Zäit mat der Famill;

- manner Openspace, méi Konzentratioun an doduerch méi Produktivitéit a besser Resultater;

- d'Gefill vu Vertraue vusäite vum Employeur, méi prezis Kommunikatioun tëscht de Salariéen;

- besser Reputatioun och fir de Betrib, wann en Teleaarbecht ubitt;

- manner Raimlechkeete fir Büroen, domat gëtt méi Plaz gemaach fir de Logement.

Ech wëll natierlech och déi positiv Effekter op Ëmwelt a Klima ervirsträichen: manner Stroumverbrauch a manner lokal Pollutioun. Mer mierken et alleguerten.

Gläichzäiteg bestinn eng Rei Erausfuerderungen a potenziell negativ Effekter. Den Droit à la déconnexion ass ugeschwat gi vum Marc Spautz als Alleréischt. Mir mussen och kucken, dass déi Leit, d'Chef-de-servicë léieren, mat hire Mataarbechter ëmzegoen, fir dass se een no deem anere kucken, dass d'Relatiounen tëscht de Mataarbechter weider kënne bestoen.

Mir hunn och elo gemierkt, an déi Äntwerte krute mer jo, dass déi traditionell Geschlechterrollen net erëm däerfe verstäerkt ginn an ënnert der Teleaarbecht leiden. Et ware weesentlech méi Fraen, déi op de Congé pour raisons familiales zréckgegraff hunn, wéi Männer.

Mir Gréng sinn och derfir, dass de subjektive Wonsch vun all Salarié soll respektéiert ginn. Et ass net jiddwerengem senges, Teleaarbecht ze maachen, léiwer doheem wéi op der Aarbechtsplaz ze schaffen. Dat si perséinlech Grënn, déi gehéieren och respektéiert.

(Interruption par la présidence)

O, et ass esou kuerz, déi fënnef Minutten, Här President. Gitt mer nach eng Minutt, wannechgelift!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat musse mer eis mierken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir kritt gradesou vill wéi déi Kolleege virdrun, awer och net méi.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Okay. Ech vertrauen lech.

Wa mir also als Gesellschaft no der Kris méi op den Teletravail setzen, an dat sollte mer, da musse mer dëse Consideratioune Rechnung droen. Wéi schonns gesot, brauche mer eng grenziwwerschreidend Reegelung. Bis wéini dauert déi, wat bis elo ofgemaach ginn ass? Bis zum Enn vum État de crise zu Lëtzebuerg? Bis zum Enn vun dem État de crise, oder dem Ausnamezoustand a Frankräich? Enn Juni oder Enn Juli? Ech hu bis elo kee fonnt am Aarbechtssecteur, dee mer eng Äntwert konnt ginn. Ech weess net, ob ee vun de Ministere mer haut do eng Äntwert ka ginn.

Ech fannen och, dass mer nei Reegelunge solle fannen an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht, fir déi Teleaarbechtsgeschicht an de Grëff ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Margue, Dir misst elo zum Schluss kommen!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Wéi wär et, wa mer géifen nodenken iwwer en direkte Finanzausgläich fir d'Wunngemengen - och nodenken am Kader vun der Groussregioun - an domadder och déi Solidaritéit, déi mer haten, kéinte stäerken?

Ech soen lech Merci ...

(Hilarité)

... mat där Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, déi kéint abendfüllend sinn. Merci, Här Margue.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech. Ech stinn nach ënner Schock.

(Hilarité)

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir déi Initiativ, fir dës Heure d'actualité hei ze féieren.

Ech mengen, mir sinn eis eens: Et ass keen neie Sujet, d'Teleaarbecht. Et gëtt scho laang doriwwer geschwat. Se ass och punktuell schonn an d'Realitéit agetratt. A mir wëssen, datt scho praktesch 20 % vun de Leit dovunner profitéieren.

Datt et géif esou kuerzfristeg massiv an d'Luucht goen, hätt kee vun eis geduecht. Mir wieren alleguer fir verréckt erklärt ginn, wann een dat viru sechs Méint gesot hätt. An dach ass et eng Realitéit, datt - et kann een elo bal soen „dank der Coronakris" - kuerzfristeg massiv Deeler vun eisem Salariat konnte vun doheem aus schaffen an och doduerch, géif ech soen, Deeler vun eiser Ekonomie gerett si ginn. Iwwerall do, wou et méiglech war, ass se agesat ginn.

Sécherlech ass Teleaarbecht och eng Aarbecht, déi net iwwerall machbar ass: Leit, déi manuell schaffen am Bau, am Handwierk oder déi am Commerce schaffen, Leit déi beim Staat Fonctiounen hunn, wéi zum Beispill an de Spideeler, wéi bei der Police an esou virun, do gëtt et also vill Plazen, wou et net méiglech ass. Mee bei de Plazen, wou et méiglech ass, do ass massiv drop gesat ginn an deene leschte Méint, wat eis alleguer iwwerrascht huet. Et huet wonnerbar fonctionéiert. Et ass, géif ech soen, quasi scho bal improviséiert ginn. Et war näischt preparéiert, et ass einfach domat ugefaange ginn an et huet geklappt.

Gëschter huet de Statec eng Rei vun Ëmfroe publizéiert iwwert d'Teleaarbecht an dëser Zäit. An ech brauch d'Prozenter net méi ze soen, mee et ass erauskomm, datt am Fong 74 % vun de Leit positiv dorop reagéiert hunn an nëmmen e klenge Prozentsaz sech negativ geäussert huet.

Et muss een awer wëssen, datt dat eng Momentopnam ass, well dat eeben eng kuerzfristeg Decisioun war, wou et keng kloer Reegele gi si fir d'Leit, wou et keng Konditioune gi sinn, wou am Fong improviséiert ginn ass, a jiddereen huet gekuckt, wéi mer op Lëtzebuergesch géife soen: „fir duerch de Bësch ze kommen", fir datt et rullt. An dat war jo och d'Zil an duerfir ass et gutt. Mee wann dat awer bis eng Kéier, mengen ech, méi eng Normalitéit gëtt, wann et méi definitiv gëtt, méi gereegelt gëtt, wa kloer Konditioune sinn, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Salariat, ob dann och nach den Elan esou grouss ass, dat ass ofzewaarden.

Et gëtt sécherlech Vir- an Nodeeler. An ech mengen, meng Virriedner hunn déi meescht schonn ugeschwat, duerfir kann ech mech och op e puer Stéck nach eng Kéier limitéieren. Ech mengen, déi Virdeeler sinn op deenen zwou Säiten, op där enger Säit fir d'Betriber an op där anerer Säit fir d'Salariéen.

Den Aarbechtswee ass ugeschwat ginn. Et ass ee manner am Stau. Et si keng Verspéidungen duerch Stau. Och kënnen d'Leit, wann et definitiv gëtt, hire Wunnuert ..., dee se elo natierlech ëmmer kucken, esou no wéi méiglech bei hirer Aarbechtsplaz ze kréien, dat gëtt herno keng Konditioun méi. Et kann een och méi wäit ewech wunne goen, wann een net muss an de Betrib fueren. Also et kann een och soen, datt den Drock op de Logement doduerch kann zréckgoen.

Et huet och Virdeeler fir d'Betriber: Wa se keng Büroe méi brauchen zur Verfügung ze stellen, brauche se manner ze investéieren. Mee et kann ee sech awer och d'Froe stellen: Wann d'Betriber d'Büroen net méi zur Verfügung stellen, da mussen d'Leit d'Büroen zur Verfügung stellen. Wann d'Leit loune ginn, da musse se en Appartement lounen, wat och e Büro huet, an da geet de Loyer an d'Luucht. Oder wa se bauen, da musse se eng Raimlechkeet hunn, wou se da kënne schaffen. Also alles dat si Froen, déi musse gekläert ginn, well et jo och ka sinn, datt déi Leit duerfir mussen entschiedegt ginn.

Ech wëll nach, well eis Zäit eis ëmmer hei esou séier fortleeft, op ee Punkt agoen, deen de Mëtteg vläicht hei nach net beréiert ginn ass a wou ech awer eng Gefor dra gesinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech ka mer virstellen, wann dat d'Reegel gëtt mat der Teleaarbecht, datt eng Rei vu Betriber no engem gewëssenen Zäitpunkt higinn a keng Leit méi astellen oder weineger Leit astellen an datt se soen: „Majo, dat hei kann och ee maachen, dee sech dann elo eeben Independant muss maachen." Da gëtt gesot: „Maach dech Independant!" An de Betrib schreift eng Aarbecht aus, well se net eng confidentiel Matière ze behandelen huet, a seet: „Wie mécht mir déi Aarbecht hei ënnert deene Konditiounen, an deem Zäitraum?" An et kann ee quasi eng Soumissioun maachen, fir ze kucken: Wie mécht mer déi Aarbecht gutt an esou bëlleg wéi méiglech?

An doranner läit dann awer eng Gefor, well da besteet keng direkt Relatioun méi vun de Leit zum Betrib. De Betrib huet keng negativ Auswierkungen ze droen: E brauch kengem Congé ze ginn. E brauch kee Krankeschäin. Wann en e brauch (veuillez lire: Wann en een net méi brauch), brauch en en och net méi ze entloossen. Also och dat ass fir mech eng Gefor, déi an der Teleaarbecht läit, datt déi direkt Relatioun tëschent deene Leit, déi d'Aarbecht doheem maachen, an de Betriber, datt déi herno negativ fir d'Leit ausgeet (veuillez lire: an de Betriber verluer geet an datt dat herno negativ fir d'Leit ausgeet).

A mir hunn och de Fait - meng Virriedner hunn dat och gesot -, dass déi sozial Relatiounen doudsécher och hei verluerginn. Mir sollen also elo net einfach soen: „Dat ass positiv! Dat ass gutt, dat musse mer maachen!" Mee mir sollen et positiv-kritesch kucken, kritesch kucken an net iwwerstierzen. A mir sollen da kucken, datt mer eng gutt gesetzlech Basis kréien.

De Kolleeg Marc Spautz huet eng Motioun agereecht an ech hunn déi matënnerschriwwen, well ech fannen, datt déi d'Problematik gutt resuméiert an och eng ganz Rei vu Propositioune mécht, mat deenen, mengen ech, jidderee verbonne ka sinn. An duerfir hunn ech déi matënnerschriwwen an eise Grupp wäert se och matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Teletravail ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg. Net nëmmen duerch d'Coronakris, mee scho laang virdrun war et eng Realitéit. An de Marc Spautz ass e bëssen op d'Geschicht agaange vun der éischter Konventioun tëschent Gewerkschaften a Patronat 2006, déi 2011, mengen ech, erneiert ginn ass an an där scho wichteg Elementer - an eisen Ae ganz wichteg Elementer - drasti vun engem Reegelwierk, wéi Teletravail ze applizéieren ass.

Et sinn eng ganz Rëtsch Garde-fouen dra bei deene Konventiounen, déi eis wichteg erschéngen. Et ass effektiv esou, datt an der Coronakris, an de Statec huet déi Zuele beluecht, méi wéi zwee Drëttel vun de Leit zumindest deelweis am Teletravail waren. A bal d'Hallschent vun all de Leit war ganz am Teletravail déi Zäit. An dat ass éischter positiv vun de Leit empfonnt ginn, wat awer warscheinlech, muss ee soen, och domadder ze dinn huet, mat der d'Tatsaach, datt am Teletravail och eng gewësse Sécurité d'emploi war. Éischter onsécher ware jo Leit, déi net konnten op Teletravail zréckgräifen, déi am Chômage partiel waren et cetera, soudatt een dat awer vläicht e bëssen nuancéiere muss.

Mee mir kommen net derlaanscht, dat ass eng Realitéit. An et ass och eng Realitéit, déi deelweis vu Salariéë gefrot gëtt, well effektiv, wann ee bis zu enger Stonn den Dag brauch, fir op seng Aarbecht ze kommen, fir dohinner, an dann nach eng Kéier eng Stonn fir zréck, da sinn dat zwou Stonnen am Dag, déi ee gewanne kann an déi een effektiv méi sënnvoll nëtze kann. An ech mengen, datt ganz vill Salariéen dat och esou empfonnt hunn.

Op där anerer Säit muss een awer natierlech gesinn, datt dat - an den Här Engel ass och drop agaangen - a verschiddene Fäll eng duebel oder dräifach Belaaschtung ka sinn, notamment an der Coronakris, wou eventuell och nach Kanner ronderëmgelaf sinn, déi een am beschte Fall nieft der Aarbecht gläichzäiteg nach huet misse quasi homeschoolen. An et stellt sech och d'Fro, awéiwäit ee wierklech ofschalte kann, wann ee seng Aarbecht wierklech doheem huet an awéiwäit net de psychologeschen Drock duerch d'Teleaarbecht och méi grouss ass. An dat si Facteuren, déi een éischter iwwer eng laang Period observéiere muss.

Duerfir menge mir op jidde Fall, datt mer éischtens esou e legislative Kader brauchen, fir den Teletravail ze encadréieren, deen natierlech d'Resultat muss si vun Diskussiounen, déi am Sozialdialog musse stattfannen tëschent den Interessie vum Patronat an den Interessie vun deene Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen an déi hir Aarbecht quasi via Aarbechtsvertrag verkafen. Well dat ass eng weider Dimensioun vum Teletravail, an ech sinn net dacks mam Gast Gibéryen averstanen, mee op déi hien zu Recht opmierksam gemaach huet, well se d'Natur vun deem Aarbechtskontrakt awer nach eng Kéier ännert.

Well wat mer bis elo kennen, ass, datt e Mënsch wärend enger bestëmmter Zäit, déi definéiert ass iwwert de Kontrakt an awer och iwwert d'Aarbechtsrecht, seng Aarbechtskraaft zur Verfügung stellt. Am Teletravail, zumindest wann et vun doheem aus gemaach gëtt, stellt en net nëmme seng Aarbechtskraaft zur Verfügung, mee och nach en Deel vu senger Wunneng, vu sengem Büro, deen doheem ass. Dann, seng Outile kritt en zwar vläicht vum Patron gestallt, mee awer de Stroum, deen e benotzt, ass dee Stroum, deen op senger perséinlecher Rechnung herno steet. An dat sinn alles Elementer, déi mussen, mengen ech, och eng gesetzlech Basis hunn, a wou de Salarié an deem Fall dann natierlech och eng Entschiede-

gung fir déi Mise à disposition vun deene Raimlechkeeten, mengen ech, misst kréien.

Ganz wichteg ass dat, wat am Moment och nach an de Konventioune vun 2006 an 2011 drasteet: d'Fräiwëllegkeet vum Teletravail an datt de Refus, Teletravail ze maachen, op kee Fall eng Ursaach ka sinn, fir zu engem Licenciement ze féieren.

Déi aner Punkte sinn och ugeschwat gi vu Virriedner. Mir musse Kloerheet schafen, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, wat d'Erreechbarkeet ugeet, wat d'Recht op Deconnexioun ugeet, wat den Dateschutz an den Uschloss, den Digital Devide ugeet, deen et awer real och zu Lëtzebuerg nach ëmmer gëtt, a wou Leit, deemno wou se wunnen, einfach scho benodeelegt si par rapport zu Leit aus anere Géigenden.

Ganz wichteg schéngt eis awer och d'Fro vun der Kontroll a vun der Kontrollfonctioun vun der ITM ze sinn, vun der Aarbechtsinspektioun, déi ee sech souguer och nach am Kader vun Teletravail zu Lëtzebuerg virstelle kann, mee wou sech awer weesentlech méi grouss Froe stellen, dat ass: Wéi soll d'ITM da kënnen Teletravail a Frankräich, der Belsch oder Däitschland kontrolléieren? Wat ass do d'rechtlech Basis? Do bräichte mer, wa mer dat wëlle verallgemengeren, wierklech eng Politik vun der Grenzregioun, eng grenziwwerschreidend Politik, grenziwwerschreidend Accorden, déi och iwwert dat erausginn, wat och schonn ugeschwat ginn ass, nämlech déi fiskalesch Dimensioun an déi Dimensioun vun der Sécurité sociale.

Duerfir mengen ech och, wéi den Här Margue als ofschléissend Wuert gesot huet, datt mer wierklech och eng Politik brauchen, wou mer en direkte Finanzausgläich mat eisen Nopeschregiounen hunn. An et huet, wéi gesot, net terribel vill gehollef, datt déi Demanden op Finanzausgläich - dee mer scho mat der Belsch hunn -, datt dat an der Vergaangenheet domat ofgewimmelt ginn ass, datt Lëtzebuerg net do wier, fir d'Chrëschtdaagsbeliichtung vu Metz ze finanzéieren. Mee mir maachen et mat Arel, mat Baaschtnech maache mer et! An et huet och eppes mat Gerechtegkeet ze dinn a mat der Aart a Weis, wéi eis Groussregioun insgesamt sech entwéckele muss.

An dann e ganz wichtege Punkt, deen och kuerz ugeschwat ginn ass an deen awer schwéier ze ëmräissen ass, dat ass effektiv déi Gefor, datt et duerch e verallgemengerten Teletravail zu enger Förderung vun der Scheinselbstännegkeet komme kann. Do musse mer wierklech ganz, ganz genau oppassen. Do musse mer wierklech e klore legislative Kader hunn, deen dat ëmräisst.

Ofschléissend géif ech soen: Teletravail ass weeder schwaarz nach wäiss. En ass eng Realitéit, mat där mer eis befaasst hunn, déi Virdeeler kann hu fir Salariéen a fir Entreprisen, déi awer och Nodeeler fir Salariéë kann hunn. Duerfir muss als Alleréischt de Sozialdialog stattfannen tëschent deenen zwou Interessegruppen. A mir als Gesetzgeeber sinn da gefuerdert, deen entspriechende Kader ze bidden, deen deenen neie Forme vun der Aarbecht entsprécht.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech soen der CSV Merci, datt se den Teletravail haut ënnert der Form vun enger Aktualitéitsstonn nach eng Kéier an d'Diskussioun brëngt. Do gesäit een, datt d'Theema Digitaliséierung och an der gréisster Vollekspartei vum Land ukomm ass. Wa mer géifen d'Riedezäiten no de Parteien opdeelen, déi sech am intensivsten a scho fréi mam jeeweilegen Theema auserneegesat hunn, dann hätten d'Piraten haut wuel direkt no der CSV geschwat, well mir Piraten stinn zanter Laangem hannert der Iddi vum Teletravail an der Digitaliséierung insgesamt. Et däerf een net vergiessen: Mir sinn als Partei vun der Digitaliséierung gegrënnt ginn.

D'Coronakris huet gewisen: Den Teletravail ass keng Zukunftsmusek méi, mee ass a Rekordzäit zu der Reegel ginn, dat och a Betriber, déi dem Homeoffice bis ewell skeptesch géintiwwerstoungen. Nieft steierlechen Aspekter fir d'Frontalieren an dem Droit à la déconnexion stellen och Cyberattacken den Teletravail nach wie vor op d'Prouf. D'Gefor vun DoS-Attacken ass wärend der Kris massiv eropgaangen an d'Hacker profitéiere vu geschwächten IT-Infrastrukturen, fir sech an d'Systemer anzeschleisen a wäertvoll Informatiounen ofzezapen.

Dëst gëtt confirméiert vun enger rezenter Publikatioun vun Europol, déi viru Ransomware an DDoS-Attacke warnen. Jee méi Leit vun doheem aus schaffen, desto méi grouss ass d'Gefor vun esou Attacken, déi am schlëmmste Fall de komplette Betrib läme kënnen. Och kritesch Infrastrukture wéi Spideeler si vun esou Cyberattacken net verschount.

Eng grouss IT-Sécherheetsfirma schwätzt an engem viru Kuerzem publizéierten trimestrielle Rapport vun enger „alarméierender" Menace. Duerch d'Covid-19-Kris huet sech dës Menace dann och verännert. Doduerch datt ëmmer méi Leit vun doheem aus schaffen, läit de Schwéierpunkt ëmmer méi op virtuelle private Reseauen, déi vu ville Standuerter aus ze erreeche sinn, déi vu baussen erreechbar sinn. Do wou fréier d'Donnéeën am Fort vun enger Societéit gehale goufen, si se op eemol méi oppen. Dat ass natierlech eng optimal Konditioun fir DDoS-Attacken, déi dës Netzwierker geziilt iwwerlaaschten an de System zum Abroch brénge kënnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer den Teletravail wierklech wëlle stäerken a laangfristeg wëllen etabléieren, da musse mer de Betriber och déi néideg Berodung zur Säit stellen, fir sech kënnen un de rapid changéierenden digitale Kontext unzepassen. Fir dës Cyberresilienz ze garantéieren, brauchen d'IT-Infrastrukture vun de Betriber an Institutiounen adequate Schutz virun DDoS-Attacken, eng effikass Mitigatioun vu Bot-Attacken, eng gutt Web-Application-Firewall; an nach eng ganz Rëtsch weider Wierder. Wann ech se elo hei opzielen, géif ee mengen, mir wären am Engleschcours ukomm, well leider ginn et dofir keng lëtzebuergesch an och ganz seele franséisch oder däitsch Equivalenten.

(Interruption)

All dës Sécherheetsmoossname kaschten hautdesdaags vill Suen. Gutt Informatiker sinn ëmkämpft, mee mir sollten de Sécherheetsaspekt an dëser Debatt net vernoléissegen.

Här President, mir si säit Laangem Verfechter vum Teletravail. Vun doheem aus schaffen, bitt net nëmmen de schaffende Leit e Virdeel, mee et erméiglecht dem Staat och laangfristeg, Milliounen un Investissementer an d'Infrastruktur ze spueren. Manner Trafick op de Stroossen heescht: méi Leit doheem. Manner Trafick op de Stroossen heescht och, datt d'Leit, déi awer nach mobill musse sinn, manner Zäit am Stau verbréngen, domadder dann erëm méi Zäit fir hir Famill hunn.

Am Homeoffice sinn d'Weeër vill méi kuerz. Et gouf wärend der Covidkris ganz heefeg de Geck op Facebook gemaach, datt een dann elo vum Bett bis an de Büro just nach e puer Minutte bräicht anstatt eng Stonn. Ech mengen, jiddweree vun eis, dee jo och e bëssen am Homeoffice konnt iwwert d'Videokonferenze profitéieren, huet déi Erfarung gemaach, datt et vun der Schmier moies bis hin op de Büro vill méi séier goung a vill manner Stau war wéi üblech.

(Interruption)

Verschiddener hunn d'Schmier dann och mat op de Büro bruecht, och dat ass besser, wa se dat doheem maachen, wéi wa se dat géifen am Auto maachen an herno nach en Accident géife produzéieren.

(Interruption)

Mir mussen awer natierlech och un déi Leit denken, déi net vum Teletravail kënne profitéieren. Fir dës Leit sollte mer eng Opwäertung vun hirem Beruff virgesinn, sief dat am Botzsecteur, um Bau oder an all anerem Beruff, wou d'Unerkennung bis elo feelt.

Här President, mir begréissen, datt haut iwwert den Teletravail geschwat gëtt. Ma mir wënschen eis och endlech en entspriechend Gesetz! Doriwwer eraus musse mer endlech e Crédit d'impôt aféieren, deen et den Homeworker erlaabt, sech adequat doheem ze ekipéieren. De Kolleeg Marc Baum huet et virdru gesot: Et däerf net vum Akommes ofhängeg sinn, ob ech mer dann elo déi néideg Internetleitung ka leeschten, fir matzemaachen. Et däerf och net sinn, datt mer iwwert déi aktuell steierlech Incentives déi Leit belounen, déi e grousst Haus hunn, wou ech mäi Büro doheem hunn, en eegene Raum, wou ech einfach kann noweisen, datt ech deen zu 90 % fir den Homeoffice benotzen an dofir iwwert d'Frais d'obtention fir de Cabinet de travail à domicile - komplizéiert Wuertkonstruktioun -, also fir den Homeoffice kann ofzesetzen.

Well, déi, déi an engem Appartement, an engem Studio wunnen, wou de Kichendësch op eemol zum Büro gëtt, déi op engem Kichestull mussen de ganzen Dag sëtzen, fir am Büro ze schaffen, déi kënne vu manner steierlechen Opportunitéite profitéiere wéi deen, deen a bessere Konditioune sech kann en Homeoffice ariichten. Dat däerf an eisen Aen net sinn! Mir mussen do déi néideg fiskalesch Outile preparéieren an en place setzen, fir datt jiddweree kann ergonomesch am Homeoffice schaffen, datt ee sech richteg ekipéiere kann.

An ech hoffen, datt mer steierlech net nëmmen deenen hëllefen, déi genuch Plaz fir en dediéierte Büro hunn, mee all Salarié, dee sech doheem muss ekipéieren.

(Coups de cloche de la présidence)

An dofir, Här President, iwwerreechen ech lech och nach eng Motioun, déi genee dat fuerdert. An ech soen lech Merci.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- De Statec huet a sengem Pressecommuniqué N° 15 vum 19. Mee 2020 d'Resultater vun enger Etüd iwwert den Teletravail matgedeelt.

- Aus där Etüd geet eraus, dass den Teletravail sech am Vergläich zu 2019 verdräifacht huet;

- gläichzäiteg consideréiere 55 % vun de befrote Persounen den Teletravail als eng positiv Erfarung, 15 % jugéieren en als eng negativ Erfarung;

- allerdéngs affirméieren 43 % vun de Befroten, dass si méi Stonnen am Homeoffice schaffen ewéi gewéinlech.

- De Mouvement écologique schwätzt sech a senger Stellungnam vum Mee 2020 fir eng Reform vun neien Aarbechtszäitmodeller aus an dorënner och fir eng Weiderentwécklung vum Teletravail, ënnert der Berécksiichtegung, dass den Drock op der Aarbecht dowéinst net weider zouhélt;

- ënner Berécksiichtegung vun den negativen Aspekter vum Teletravail (ënner anerem: d'Trennung vu Beruff a Privatliewen, lwwerstonnen, Recht op Privatsphär a Paus) muss de Legislateur ee klore gesetzlech Kader virginn, fir d'Rechter vum Employé ze garantéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. eng Steiererliichterung fir Betriber an och ee Crédit d'impôt fir d'Employéen anzeféieren, fir den Teletravail zu Lëtzebuerg no der Coronakris als fest Aarbechtsform ze förderen an z'etabléieren,

2. Gebrauch ze maache vum Klima- an Energiefong, ugesiichts, dass et sech heibäi ëm eng konkreet an effektiv Emweltmesure handelt,

3. zesumme mat der Chamber déi néideg gesetzlech Dispositiounen ze schafen, fir Abusen am Kader vum Teletravail z'ënnerbannen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och hei nach eng Kéier. Merci dem Här Spautz, dass en dës ganz interessant Diskussioun hei op d'Dagesuerdnung setze gelooss huet.

Ech mengen, mir hunn haut villes héieren iwwert d'Virdeeler, och zum Deel iwwert d'Nodeeler vun der Teleaarbecht. Mir hunn och vill geschwat iwwert d'Teleaarbecht am Kontext vun der Kris, natierlech nach méi spezifesch hei zu Lëtzebuerg ze kucken, wéinst der besonnescher Situatioun vun iwwer 200.000 Frontalieren, déi all Dag an d'Land erakommen. Mee ech mengen, et sollt een och den Aspekt vun de Residenten net aus den Ae verléieren, well och déi hei e ganz groussen Interêt hunn.

Et ass och gesot ginn, dass d'Teleaarbecht eis gehollef huet, d'Covidkris besser ze iwwerstoen. Och doriwwer brauche mer eis net laang ze ënnerhalen, fir eis eens ze ginn.

Zu Lëtzebuerg, an dat bedaueren ech e bëssen, stounge bis elo an der Diskussioun ronderëm den Teletravail ëmmer zwou Saachen am Vierdergrond, nämlech d'Diskussioun ëm dat berüümt Steierofkommes, wat ze maachen ass, respektiv d'Diskussiounen ëm d'Sécurité sociale, well mer jo och wëssen, dass, wann ee méi wéi 25 % an engem anere Land géif domadder verbréngen, ee riskéiert, an deenen hir Sécurité sociale eriwwerzefalen, wat fir d'Leit ganz grouss Nodeeler kéint hunn.

Et ass och esou, dass mer et effektiv fäerdegbruecht hunn, an der Kris Accorden hinzekréie mat all eisen dräi Nopeschlänner, souwuel de Finanzminister, wat d'Steieren ugeet, wéi och de Sozialminister Romain Schneider, wat d'Sécurité sociale ugeet. Ech wëll awer hei ganz kloer soen: Déi Accorden, déi berouen op engem einfache Bréifverkéier. Dat si keng fäerdeg Traitéen! An et geet och net duer, hei ze soen, d'Regierung sollt dat elo endlech eng Kéier maachen. Dat ass einfach gesot, awer warscheinlech vill méi schwéier gemaach. Et muss ee wëssen, dass, wann ee wëllt en Accord kréien, da brauch een normalerweis zwou Säiten, déi mat eppes averstane sinn.

A mir sollen eis hei och kengen Illusiounen higinn: Déi aner Säiten hunn net ëmmer an dësem Theema déi nämmlecht Interête wéi mir. Och dat sollt een einfach beuechten.

An eppes sollt een och hei kloer soen: Wa mer Accorde wëllen, wäerte se net zum Nulltarif ze kréie sinn. Och dat hunn eis bilateral Partner eis scho matgedeelt. Déi nämmlecht Fro, wéi se sech bei de Steiere stellt, stellt sech, wéi ech virdru scho gesot hunn, och am Beräich vun der Sécurité sociale.

Ech wëll awer d'Diskussioun net op déi do zwee Theemae reduzéieren. An ech hunn dat als Aarbechtsminister an och scho virdrun ëmmer erëm gesot: Et ass am Fong schued, dass mer eis ëmmer nëmmen op déi do zwee Theemae fokusséieren, well sech an deem ganze Beräich awer nach eng ganz Rei vu weidere Froen opmaachen. Froen ëm den Droit du travail - et ass schonn ugeschwat ginn -, Froen ëm d'Gesondheet, Froen ëm d'Aarbechtszäiten, Froen ëm d'Unfallversécherung et j'en passe, well si sinn alleguerten hei méi wéi eng Kéier opgezielt ginn.

Interessant Donnéeën hu mer och kritt am „Quality of Work Index" vun 2017, wou eng ganz genau Etüd iwwert d'Empfanne vun de Leit vis-à-vis vum Teletravail gemaach ginn ass a wou, wéi gesot, interessant Zuelen erauskomm sinn. An och de Statec - och dat ass scho gesot ginn - huet gëschter eng ganz interessant Etüd virgestallt.

Et ass oft gesot ginn, den Teletravail wär zu Lëtzebuerg net gesetzlech gereegelt. Jo, dat ass richteg. Mee, an dat gehéiert awer och dozou, et entsprécht awer och eiser Traditioun vum Sozialdialog, de Sozialpartner dat ze iwwerloossen nom Solidaritéitsprinzip, wat si gäre selwer reegelen. An traditionell hält dann de Legislateur sech zréck.

An et ass och net esou, wéi wann eng ganz Rei vun deene Saachen, déi elo hei als problematesch duergestallt gi sinn, net gereegelt wieren. No deem flotten Accord vun 2006, wou den Här Spautz dann nach selwer dru matgewierkelt huet, ass d'Zäit jo och net stoe bliwwen! Do sinn eng Rei vun Adaptatioune gemaach ginn, wou déi Konventioun, déi tëschent de Sozialpartner gemaach ginn ass iwwert den Teletravail, och 2016 d'obligation générale erkläert ginn ass an iwwer e Règlement granducal domadder och u sech reglementaresch Kraaft kritt huet.

D'Fräiwëllegkeet ass de grousse Prinzip vun där Konventioun. Et kann also kee gezwonge ginn, an Teleaarbecht ze goen. Deen Accord gesäit och vir, dass muss en Avenant zum Contrat de travail gemaach ginn; och dat ass ganz wichteg, well dat hei als Fro opkomm ass. D'Material muss vum Patron zur Verfügung gestallt ginn. Formatioune musse garantéiert gi fir d'Leit, de Kollektivvertrag ass garantéiert, den Zougang zu allen Infoen, déi am Betrib kursécieren, muss garantéiert si fir deen, deen Teletravail mécht, d'Delegatioun muss mat informéiert ginn, wann eng do ass, an d'Égalité de traitement muss och garantéiert sinn.

An dann, fir op eng ganz konkreet Fro ze äntwerten, déi den Här Spautz gestallt huet: D'Primmen, wat déi ugeet, déi ee virdrun hat, déi mussen indemniséiert ginn. Wa se do ware virdrun, musse se och am Teletravail bezuelt ginn. D'Protektioun vun den Donnéeë läit an den Hänn vum Employeur. Dee muss souguer seng Leit informéieren a forméieren, dass se dat kënnen anhalen. De Respekt vun der Vie privée, do ass et a mengen Aen e bësse problematesch och, wat an der Konventioun drasteet. Do ass op jidde Fall a mengen Aen e groussen Diskussiounsbedarf.

Ech wollt hei nach eng Kéier ganz kloer soen: Et si problematesch Deeler, déi net ofgedeckt sinn, ënner anerem dee vun de Kontrollméiglechkeeten doheem. Wéi deckt sech dat, dass de Patron eventuell d'Méiglechkeet kritt, d'Aarbechtsplaz ze inspizéieren, d'Sécurité Santé d'Méiglechkeet kritt, d'Aarbechtsplaz ze inspizéieren, ënner Ëmstänn och eng ITM d'Méiglechkeet kritt, doheem ze inspizéieren, wéi deckt sech dat mat dem Prinzip vun der Inviolabilité vum Domicile? Alles dat sinn also Froen, iwwert déi ech gär bereet sinn, mat lech nach méi am Detail ze schwätzen.

Bref, et si vill Punkten, déi nach mussen ugeduecht, weidergeduecht an och nach warscheinlech an e reglementaresche Kader bruecht ginn.

Ech wëll och soen: Wann ee sech e bëssen ëmkuckt, wat am Ausland esou ronderëm leeft, ass et vläicht ganz interessant, eng Kéier op Holland ze kucken. D'Hollänner hunn zanter

2015 e Recht op Teletravail! D'Hollänner hunn och e Recht an hirem Droit du travail, dass se selwer kënne festleeën, zu wéi engen Zäiten am Dag se wëlle schaffen, ausser et géife gutt Grënn ginn, déi de Betrib dann awer muss motivéieren, fir aner Aarbechtszäite virzeschreiwen.

Et ass also derwäert, e Bléck iwwer eis Grenzen ewech ze werfen. An duerfir mengen ech, dass et och gutt war, dass mer eng Kéier dës Diskussioun hei gefouert hunn.

Mee wéi esou oft, an och do sinn ech frou, dass awer vu verschiddene Riedner dorop higewise ginn ass: All Medail huet zwou Säiten! Nieft deene ville positive Saachen, wou mer eis eens sinn, ginn et mat Sécherheet och Saachen, déi ee muss nokucken.

Et gëtt gesot, d'Leit géife manner schlofen, wa se Teletravail maachen. Si géife sech emotionell iwwerhaapt net méi kënnen trenne vum Betrib, si wäre praktesch ëmmer am Kapp op der Aarbecht. Et kéint kee richteg ofschalten.

De Burnout gëtt méi e grousse Problem. Sozial Vereinsamung, den Isolement vun de Leit ass e Problem. D'Tendenz, méi Iwwerstonnen ze maachen, zum Deel och onbezuelt. D'verbal Kommunikatioun, déi immens leit. Fir d'Salariéen an den Entreprisen, wou kloer war: Wie mécht wat, wie bezilt wat an esou weider, ass dat alles net méi kloer. Och kënnt nach derbäi, dass vill Typpe vun Aarbecht iwwerhaapt net machbar sinn am Teletravail.

Also, wéi gesot, dat Ganzt huet zwou Säiten. An duerfir sinn ech mat jiddwerengem averstanen, dee seet: Kommt, mir huelen eis déi néideg Zäit, fir dat heiten ze evakuéieren, bannen d'Sozialpartner mat an! Wa se et géife fäerdegbréngen, en Accord ënner sech ze maachen, deen all déi Froen hei beäntwert, da kéinte mer eventuell aus eiser legislativer Flicht erausgelooss ginn. Wann dat awer net méiglech ass, da sti mer natierlech virun eiser Verantwortung, fir ze legiferéieren.

Merci villmools!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch. An ech ginn d'Wuert weider un den zoustännege Minister fir den ëffentlechen Déngscht an delegéierten Digitalisatiounsminister, den Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation.*- Merci, Här President. Ech sinn natierlech och ganz frou, dass mer haut kënnen iwwert dee Sujet schwätzen. An ech géif e puer Wierder iwwert d'Zuele verléieren aus der Fonction publique. Et ass nämlech elo grad scho gesot ginn, dass ronn 10.000 Leit elo am Teletravail sinn. Do hu mer natierlech eng grouss Zuel vergiess, well mir hunn och 12.000 Enseignantë gehat, déi elo am Teletravail waren. Déi 10.000, oder elo schonn 10.250, sinn déi am Fong aus dem Rescht vun den Administratiounen, déi eeben elo ëmgeklomme sinn op den Teletravail an och konnten den Accès iwwert de VPN kréien, fir kënne vun dobaussen ze schaffen.

Dobäi nach eng Zuel: Den CTIE, dat ass also dann och de Rescht vun den Administratiounen, huet bannent där heiter Kris 1.000 Laptoppen ausgefouert. Dat ass normalerweis déi Zuel vu Laptoppen, wat se fir dat ganzt Joer hunn, fir d'Leit dobaussen ze ekipéieren. Dat ass alles a kuerzer Zäit gestemmt ginn; fir eng Kéier d'Envergure och ze weise vun deem, wat mat derbäigehéiert.

An dann nach eng lescht Zuel, déi och weist, dass dat awer och reell benotzt gëtt. Am Februar, also ier d'Kris zustan koum, waren et ronn 4.400 Minutten, déi Staatsbeamte benotzt hu fir Video- an Audiokonferenzen. Mir waren an dem Mount Mäerz bei ronn 140.000 där Minutten an am Mount Abrëll bei 440.000 Minutte Video- an Audiokonferenzen, dat heescht, mir hu bannent zwee Méint eng Verhonnertfachung vun deem, wat iwwer Online-Toole gemaach ginn ass, fir Meetingen, Konferenzen, Audio- oder Videokonferenzen ze maachen. Dat weist awer och, wéi séier dat natierlech an d'Luucht gaangen ass an deene leschte Méint.

E puer Saachen awer och nach iwwert den Encadrement, wat ugeschwat ginn ass. Am Februar, also virun där heiter Kris, hate mer e Gesetz, nämlech de Statut vum Fonctionnaire, mir haten e Règlement grand-ducal a mir haten de Pilotprojet, deen den Här Spautz och ernimmt huet.

D'Gesetz seet kloer am Statut an dem Artikel 19bis, dass de Fonctionnaire kéint autoriséiert gi vum Chef d'administration, fir Teletravail ze maachen. An de Chef d'administration géif d'Modalités d'exercice fir den Teletravail bestëmmen.

An da steet och hannendrun, dass de Règlement grand-ducal dat och eventuell kéint determinéieren. Dee Règlement grand-ducal war awer fir déi heiten aktuell Kris relativ restriktiv, soudass mer dat den 18. Mäerz ofgeschaaft hu mat engem neie Reglement. Dat ass keent aus dem Krisereglement, mee dee Règlement grand-ducal, dee virgesinn huet, dass zum Beispill Enseignanten dat net kéinte maachen, dat ass ofgeschaaft ginn, respektiv dass een och esou vill Joer huet missen an der Fonction publique schaffen, dat ass alles ofgeschaaft ginn, soss wär déi pragmatesch Léisung elo net méiglech gewiescht, an där mer awer, mengen ech, konnte gutt fonctionéieren iwwert déi Aart a Weis, déi Der alleguerte kennt.

Wou si mer elo drun?, well dat natierlech och de Punkt ass.

Ma ech géif soen, nieft deem, dass dat Reglement elo ofgeschaaft ass an dass mer e Gesetz hunn, wat de Kader autoriséiert, si mer an engem neien, an engem grousse Pilotprojet. Mir sinn am Fong eraus aus deem Pilotprojet, wou eng 30 Administratiounen an 300 Leit mat dra waren, bei deem grousse Projet, dee mer och elo kënnen evaluéieren, deen eeben duerch déi heite Kris an déi 10.000 nei Utilisateuren, net neier, mee 5.600 neier, dass mer dat och kënnen evaluéieren.

Mir hunn an där Zäit natierlech och dovunner profitéiert fir eppes, wat ech och ugekënnegt hat am Dezember. An et waren der vill vun Iech och mat derbäi op der Conférence des Comités élargie vun der CGFP, do hat ech schonn den Teletravail als Prioritéit eng Kéier gezeechent, dass dat géif weider ausgebaut ginn. Do si mer och genee amgaang weiderzefueren. Mir hunn elo, an ech hunn Iech dat matbruecht, an där Zäit een neie Guide d'accompagnement ausgeschafft, fir an der Fonction publique déi Modalitéite kënnen ze begleeden.

(M. Marc Hansen montre une documentation.)

Dat ass elo näischt, wat mer virun zwee Deeg ugefaangen hunn. Dat war eeben de Plang, fir no dem Pilotprojet och weiderzefueren. An an deem groussen neie Guide sinn esou Kapitelen eebe beschäftegt, wéi och de Marc Spautz dat haut de Mëtteg hei ernimmt huet. (An an deem groussen neie Guide beschäftegen esou Kapitele sech eebe mat deem, wat och de Marc Spautz haut de Mëtteg hei ernimmt huet.)

Do geet et eeben ëm d'Eligibilitéit fir den Teletravail. Den Teletravail an den Temps de travail, wéi sinn déi mateneen ënner en Hutt ze bréngen? D'Outils et systèmes informatiques, d'Risques professionnels, déi gebonne sinn un den Teletravail, an dann awer och den Accompagnement vun dem Teletravail, de Rôle vun dem Employeur an dem Encadrant, dee sech domadder ze beschäftegen huet, wéi ee kann „organiser le temps de travail du service avec le télétravail", den Environnement de travail à domicile. Et si genee esou Sujeten, déi och an deem Guide d'accompagnement stinn, deen hannert dem Pilotprojet, deem initialen, soll kommen. Dat ass alles schonn ausgeschafft ginn.

De Plang war, fir dat och ze diskutéiere mat de Sozialpartner, mat deene verschiddene Leit an den Administratiounen. Genee dat wäert och scho geschéien. Mee dat Dokument ass och an deene leschte Méint weiderentwéckelt ginn a wäert natierlech och elo nach eng Kéier evaluéiert ginn. An et ass och nach net dat fäerdegt Produkt, mee mir hunn dat awer an de Preparativen an an de Startlächer leien.

Ee Punkt, dee vläicht nach net gradesou vill thematiséiert ginn ass haut de Mëtteg, dee mir awer immens wichteg ass a wou mer an der Fonction publique och wäerten eng Prioritéit an den nächste Joren drop leeën, wat den Teletravail ugeet, dat ass d'Formatioun am Kontext vum Teletravail, d'Formatioun éischtens fir déi Leit, déi Responsabilitéit hunn, d'Chefs d'administration an d'Chef-de-servicen dorënner, fir dass déi och kënne mat deem neien Outil ëmgoen. Vill vun deenen, déi en place sinn, komme vläicht aus méi engem klassesche System, si vläicht gewinnt, hir Leit all Dag viru sech ze hunn. Fir mat deem Scheema ze fonctionéieren, do brauch et vill Formatioun, fir och déi Leit prett ze maachen.

Well elo huet de Marc Spautz dat och richteg ernimmt. Mir sinn elo mattendran, an op eemol hu mer erëm d'Tendenz, fir ze soen: „Ma wéini kommen dann elo erëm meng Leit erbäi a mir schaffen erëm wéi virun x Joren?" Och do mussen et Mentalitéitswandele ginn, an déi kënne mer natierlech just iwwer Formatioun kréien och op där Säit.

Awer och Formatioune fir deen Eenzelnen, deen an den Teletravail erageet, dass deen och an dem INAP esou Formatioune kann ugebuede kréien. Et gëtt och schonn do Konzepter an Iwwerleeungen, fir dat ze maachen. An dat ass eppes, wat, mengen ech, als Employeur ganz wichteg ass, fir de Leit dat mat op de Wee ze ginn, souwuel deenen, déi wäerte vum Teletravail kënne profitéieren, wéi awer och deenen, déi op där anerer Säit Ekippe musse geréieren, wou e groussen Deel am Teletravail wäert sinn.

Dann e Wuert iwwert d'Eligibilitéit vun de Leit. Et ginn ëmmer Metieren, och an der Fonction publique, déi wäerten net kënnen am Teletravail fonctionéieren. Ech ginn d'Beispill vun de Ponts et chaussées, e Polizist oder anerer. Bei verschiddenen Administratioune geet et elo scho gutt, well se digital gutt opgestallt sinn. A wann Der awer nach Administratiounen hutt, déi nach net esou gutt opgestallt sinn, wou nach alles op Pabeier ass, ass et natierlech och weesentlech méi schwéier, fir dat ze maachen, wéi dat an engem Ministère ass, wou alles digital ass an d'Prozesser esou ofgestëmmt sinn, dass dat ka fonctionéieren.

Dat ass och en Effort, dee muss weider gemaach ginn, dee muss begleet ginn, fir dass d'Administratiounen dat och kënnen am beschten hikréien.

Da musse mer als Konklusioun vläicht soen: Mir haten eng Normalitéit virun der Kris. Mir hunn elo an der Kris improviséiert, och déi nei Zort vun Teletravail hikritt, mat ville Punkten, déi ze verbessere sinn. An déi nei Normalitéit, vun där jo och elo souwisou vill geschwat gëtt, dat wäert warscheinlech iergendeppes dozwëschent sinn. Mir kënnen eeben elo net an deen ale Reflex verfalen a soen: „Elo ass et erëm wéi virdrun, den Teletravail ass just een Dag, wéi mer et deemools an de Reglementer haten, annerhallwen Dag, wéi et an de Pilotprojeten emol gemaach ginn ass." Mee mir wäerte sécher eng Well fannen dozwëschent, wou mer net einfach eriwwer kënne goen an deen ale System, wou et sécher déi positiv Effekter an déi méi negativ Säite vun der Medail ofzeweie gëllt, fir dann op déi Aart a Weis eng nei Aart a Weis ze kréien, och wéi mer den Teletravail an der Fonction publique wäerte weiderdreiwen.

Dat ass eng Prioritéit ëmmer gewiescht. Dat wäert eng Prioritéit weisen, déi elo e groussen Accelerateurcoup krut an deene leschte Méint. An dovunner solle mer profitéieren, fir den Teletravail dann och weider an der Fonction publique nach méi auszebauen, wéi dat den Ament de Fall ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Fonction-publiques-Minister an delegéierten Digitalisatiounsminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Mir komme gläich zu deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt Motioun Nummer 1, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir d'Motioun.

Eng ganz Rei vu Punkte ginn hei ugeschwat, déi och an deene Rieden hei ugeschwat goufen an déi sécherlech och nach derwäert sinn, dass ee se nach eng Kéier verdéift. Et ass eng Motioun, déi souwuel Aarbechtsrecht wéi och en Deel vun der Fonction publique, wéi och Steierrecht, wéi souguer EU-Recht zum Deel mat beinhalt an och uschwätzt, soudass ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei souwuel an d'Commission du Travail wéi och an d'Commission de la Fonction publique an och, dat muss ech nach klären dann, an d'Commission des Finances mathuelen. Ech klären dat hei mam Här Bauler, well et wierklech esou vill Punkten uschwätzt, an duerfir schwéier ass, elo hei der Motioun esou kënnen zouzestëmmen.

Duerfir géif ech proposéieren, se an déi eenzel Kommissiounen ze verweisen, fir et vläicht méi kuerz ze maachen. Dat selwecht géif ech mat der Motioun vun de Piraten proposéieren, well se änlech gelagert ass an och zum Deel eng Rei vu Saachen uschwätzt, zum Beispill den Teletravail, awer och Emweltmesuren an esou weider, och wou vill verschidde Kommissioune mat ugeschwat sinn, soudass ech proposéieren, déi zwou Motiounen an déi jeeweileg Kommissiounen ze verweisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Spautz oder den Här Roth? Dir musst lech eens ginn, wie fir d'éischt oder een eleng.

Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt eppes soen zu der Motioun Nummer 1, zu deem, wat den Här Engel gesot huet, dass do verschidde Kommissioune betraff wieren. Ech kann domadder liewen, dass mer se an déi Kommissioune ginn, mee dass mer awer och Stullgang drabréngen. Dat heescht, dass se elo net op d'Säit geluecht gëtt, mee dass mer och kucken, an deenen dräi Kommissiounen dozou ze kommen, dass mer dann och déi Konklusioune kënnen huelen an dann zesumme probéieren, och mat de Sozialpartner respektiv mat deene jeeweilege Stellen, déi Accorden iwwer Lëtzebuerg eraus ze kréien, well déi jo och do materaspillen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. An dann hat den Här Clement d'Wuert gefrot.

Motion 2

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dann zu menger Motioun ganz kuerz. Ech kann och domadder liewen, déi an d'Kommissiounen ze verweisen. Ech géif awer mengen, net an déi dräi nämmlecht Kommissioune wéi der CSV hir Motioun, well ech mengen, datt meng éischter d'Cofibu an d'Emweltkommissioun betrëfft, net onbedéngt d'Aarbechtskommissioun. Wann d'Aarbechtskommissioun sech mat hirem honorabele President awer och wéilt rejoignéieren, da sinn ech net opposéiert. Ech hat se awer éischter un déi zwou aner Kommissioune geriicht.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann hat nach den Här Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Zu der Motioun vun de Piraten. Mir si frou, dass d'Piraten och kee Problem dermat hunn, dass déi an d'Kommissioun verwise gëtt. Also generell ass d'CSV schonns derfir, dass een e gesetzleche Kader schaaft, dee méi wäit geet wéi dat, wat bis elo do ass, wat den Teletravail ubelaangt, och an de Beräicher, wat Finanzen ass a wat Ekologie ass.

Mir hunn och prinzipiell kee Problem domadder, fir zum Beispill d'Betriber ze encouragéieren, fir verstäerkt Investissementer ze maachen, an déi musse se maachen, och aus Sécherheetsgrënn, fir den Teletravail ze promouvéieren, ob dat elo iwwer Steiererliichterungen ass, dat ass souwisou eng Dépense d'exploitation, oder ob ee wëllt méi wäit goen, fir zum Beispill eng zousätzlech Bonification d'investissement ze ginn. Dat gëtt et schonn. Et kéint een do den Taux an d'Luucht setzen.

Do, wou et awer méi quokeleg gëtt, dat ass, wann hei gefrot gëtt fir e Crédit d'impôt fir d'Employéen. Also ech wëll Iech just soen: E Crédit d'impôt, dat ass eppes, wat gutt kléngt, dat ass eng Negativsteier, mee déi ass awer och richteg deier. Also 25 Euro de Mount mol 12, dat gëtt 300 Euro, mat 60.000 Leit sinn dat 180 Milliounen Euro (veuillez lire: 18 Milliounen Euro) direkte Coût budgétaire fir de Staat. Dat muss een och ëmmer an dësen Zäite mat consideréieren.

(Interruption)

Plusieurs voix.- En hallwen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da wëll ech och zousätzlech soen, dass een dann awer an aller Transparenz och muss bereet sinn, wann ee wëllt engersäits iwwer Steierkreditter nodenken an Teletravail, driwwer ze schwätzen, wéi wäit dass dann de Forfait kilométrique, deen ee kritt, nach Geltungsbestand huet. Well et ass jo awer schwéier nozevollzéien, wann een engersäits seet: „D'Leit bleiwen doheem", dann hu se jo eigentlech keng Käschten, fir op d'Aarbecht ze fueren, also muss een och dann, mengen ech, déi intellektuell Eierlechkeet hunn, wann ee seet: „Mir ënnerstëtzen engersäits den Teletravail, et sinn eenzel Leit, déi kënnen temporaire oder méi laangfristeg op den Teletravail zréck-

CHAMBRE DES DÉPUTÉS www.chd.lu

gräifen", da muss een och déi Éierlechkeet hunn a soen: „Da musse mer och iwwert de Forfait kilométrique an deem Fall diskutéieren."

Duerfir kann ech eigentlech am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Propositioun vum Här Clement nëmmen ënnerstëtzen, fir dës Motioun dann och an d'Finanzkommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, da kënne mer iwwert déi zwou Propositiounen ofstëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commissions

Wien d'accord ass, fir déi Motioun Nummer 1 an d'Kommissiounen ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwise respektiv an eng Jointe.

(La motion 1 de M. Marc Spautz est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à la Commission de la Fonction publique.)

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commissions

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissiounen ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dann och dës Motioun un d'Kommissioune verwisen.

(La motion 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire.)

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Verdéiwung vun den Inegalitéiten duerch déi sanitär Kris, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun ginn. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Paul Galles *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech esou eralauschteren an eis Gesellschaft, wéi d'Coronakris kommentéiert gëtt, dann héieren ech ëmmer erëm eng bestëmmt Logik eraus: Déi sanitär Kris féiert zu enger ekonomescher Kris an déi ekonomesch Kris riskéiert, zu enger sozialer Kris ze féieren. Dat ass hallwe Blödsinn!

Well natierlech ass et wouer, dass fir déi, déi finanziell schonn net gutt dru waren, déi ekonomesch Kris eng Katastroph ass, well se entweeder nach méi déif an d'Aarmut rutschen oder elo neierdéngs och si vun Aarmut an Aarmutsrisiko betraff sinn, zum Beispill och einfach, well d'Drénkgelder oder de Studentenjob ewechfalen, sou wéi d'Caritas et ze bedenke ginn huet, Independanten, déi de Courage haten, mee deene mir keen Netz a keen duebele Buedem ugebueden hunn, Kuerzaarbechter, déi mussen anerer ernären an déi net méi eens ginn. An ech géif mech net wonneren, wa mer gläich hei an Europa och Leader wäre bei de Working Poor. Dat ass déi finanziell Säit vun der sozialer Kris.

Dëse Virus ass, wéi de Professer Louis Chauvel an engem „Land"-Artikel gesot huet, „un virus anti-pauvres".Mee déi aner Hallschent vun der Wourecht ass, fir vill Leit war déi sanitär Kris als sollech vun Ufank un eng sozial Kris, net onbedéngt well se krank waren, mee och well hinnen dat geschitt ass, wat fir vill vun de Mënschen a prekäre Situatiounen dat Allerschlëmmst ass: Si ginn isoléiert. Si ginn erdréckt duerch eng grouss Famill, déi doheem oder an engem Flüchtlingsfoyer zu sechs oder siwen op engstem Raum sëtzt, net genuch Wi-Fi a Computeren huet fir den Homeschooling. An ech hu gëschter op Twitter eng hollännesch Etüd gedeelt, déi déi eklatant Ennerscheeder tëschent de sozioekonomesche Gruppe beweist. Si mussen e puer Rolle gläichzäiteg spillen, besonnesch d'Fraen - Elterendeel, Elengerzéienden, Hometeacher, Teletravailleur an esou weider -, waren onméigleche Situatiounen ausgesat, vläicht souguer Gewalt.

Kanner, déi net nokommen an der Schoul an elo richteg decrochéiert ginn, Mënschen, deenen de Confinement esou op d'Nerve gaangen ass, dass se bleiwend Schied dovundroen, portugisesch Familljen zum Beispill, déi Formulairen eréischt een Dag virun der Frist heemgeschéckt kruten an esou weider an esou virun. Dat ass déi mënschlech Säit vun der sozialer Kris, déi mënschlech Iwwerfuerderung. An déi war och onofhängeg vun der ekonomescher Kris vun Ufank u spierbar.

Hei weist sech erëm dat duebelt Gesiicht vun der Aarmut, dat finanziellt an dat excluéierend, isoléierend. An déi Situatioune gi ganz oft un eis Kanner verierft. An dat ass och an dëser Kris däitlech ginn a gouf vu Kannerdokteren a Mënscherechtler ëmmer erëm widderholl. Kanner leide besonnesch heirënner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zwar nach keng Zuele vun dëser Coronakris, fir d'Vergréisserung vun den Ongläichheete schwaarz op wäiss ze gesinn, mee mir brauchen och keng, well vum Prinzip hier ass et jo glaskloer, eng Kris deckt besteeënd Krisen op a verdéift se. D'Schéier tëschent deenen, deenen et gutt geet, an deenen, deenen et net gutt geet, geet nach vill méi wäit ausernaner. D'Ongläichheeten huelen zou op finanziellem an op mënschlechem Plang. An dat mécht mech traureg a rosen.

De 4. Februar hat ech doiwwer an der Chamber am Numm vun der CSV d'Interpellatioun zum Aarmutsrisiko presentéiert. Ech hat den Androck, dat géif net verstane ginn an d'Regierung géif just schwätze vun deenen 1,3 % vun der Bevëlkerung, déi an extreemer Aarmut liewen a fir déi mer d'Wanteraktioun opmaachen a méi laang oploossen, Fixerstuffen installéiert hunn oder zum Beispill de Streetwork organiséieren.

Mee un train peut en cacher un autre. An hannert deem Zuch vun den 1,3 % verstoppe mer een immens laangen Zuch vun 18,3 % vun de Leit, déi am Aarmutsrisiko liewen, an nom europäeschen Indicateur 21,9 % vun de Leit. An dat gëtt menger Meenung no net seriö genuch geholl. Dat war net nëmme mäin Androck, mee dat war praktesch den Tenor vun all deene villen Artikelen a Kommentaren an der Press, iwwregens och hei queesch duerch de Gaart a queesch duerch all d'Faarwe vun de Presseorganer.

Stellvertriedend dee vu „Reporter.lu". D'Iwwerschréft „Regierung relativiert statt zu handeln" gëtt kommentéiert mat: „Die Regierung weigerte sich dabei, das Problem überhaupt als solches anzuerkennen. Das ist angesichts der Faktenlage nicht nur enttäuschend, sondern letztlich unverantwortlich." Iwwer 100.000 Leit zu Lëtzebuerg hu bis elo am Aarmutsrisiko gelieft. Dat ginn der elo schlagaarteg nach vill méi. An all Dag héiere mer vun neie potenziellen Aarmen.

Dat bedeit dräi Saachen. Déi éischt: Dës Kris gëtt deene ville Mënschen, déi am Aarmutsrisiko waren, an deenen, déi elo drarutschen, ganz konkreet Gesiichter. Déi zweet: De Logement, de grousse Problem Logement kritt an der Coronakris e fatale Kompliz. D'Aarmut réckelt nach méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft.

An déi drëtt: Grad dës Kris mécht däitlech, dass de liberale Prinzip vun der Leeschtungsgerechtegkeet an enger Kris deen ongerechtste Prinzip ass, deen et gëtt, well d'Schéier esou wäit opgemaach gëtt, mat där Schéier krit een emol kee Bändche méi bei enger Aweiung duerchgeschnidden.

Grad elo gëtt de Prinzip vun der Chancëgerechtegkeet relevant. An dofir ass d'Fro eigentlech ganz berechtegt: Wa mer Milliarden an d'Rettung vun der Ekonomie stieche kënnen - natierlech, dat ass mer bewosst, dat hëlleft hannen um Enn ganz ville Leit och an de prekäre Situatiounen -, da kënne mer och e puer Milliounen deblockéieren, fir eise Sozialsystem méi gerecht opzebauen.

Erlaabt mer dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo hei zéng Iddien an de Raum ze werfen, déi als Diskussiounsgrondlag sollen déngen, wéi mer eise Sozialsystem elo direkt méi gerecht kënne maachen!

Éischtens, grad elo wou d'Zäit vun de Familje mat hire Kanner esou am Mëttelpunkt steet, wëll ech eis Fuerderunge vun der direkter Upassung vum Kannergeld, vun der Allocation pour familles nombreuses a vun der Allocation d'éducation erneieren, wéi ech et schonn am Februar ausgefouert hat. An ech wëll bei allem Luef fir de Congé pour raisons familiales och eis Propose fir eng Reform an eng Flexibiliséierung vum Congé parental erneieren.

Zweetens, mir brauchen elo direkt Hëllefe fir d'Monoparentaux. Well déi Steierreform, op déi se gehofft hunn an op déi se vläicht waarden, ass op eemol héchstwarscheinlech ganz wäit fort. Kommt, mir hëllefen hinnen elo onofhängeg vun där Reform!

Drëttens, woufir elo net beim REVIS nobesseren? Mir sinn an enger spezieller Situatioun, déi bedarf spezielle Mesuren. An dofir vläicht och grad elo e graduelle REVIS fir déi ënner 25 Joer.

Véiertens, d'Chambre des Salariés schwätzt vun engem Helikoptergeld fir Privatstéit, dat a klenge Geschäfter kéint ageléist ginn. Dat ass eng Iddi, déi iwwregens och ënnert deene 50 Iddien optaucht, déi de „Paperjam" als Initiativ ënnert dem Hashtag Luxembourg Recovery gestart huet.

Fënneftens, an der Schoul musse mer d'Méiglechkeeten ubidden, fir Retarden opzehuelen. Et dierf net eleng drëms goen, elo de Programm duerchzeknuppen, mee déi sozial schwaach Schüler a Schülerinne mussen elo grad gestäerkt ginn.

Sechstens, op mënschlechem Plang hu vill Mënsche psychologesch vill gelidden. Drogen, Oflenkungen, Alkohol, et gi vill ongesond Strategien, fir mat dëser Situatioun ëmzegoen. Mir brauchen e Plan national net eleng fir d'Relance économique, mee och fir de Rétablissement humain.

Siwentens, et ginn och Ongläichheeten am Behandeltginn. Dat, wat zum Beispill am Moment vill Independanten a kleng Societéiten erliewen, déi zwar net hu misse ganz zoumaachen, mee awer een enormen Abroch an de Recetten haten. Do misst menger Meenung no vill méi cas par cas gekuckt ginn.

Aachtens, well de Logement grad elo fir vill Leit zur Katastroph gëtt, misste mer nach eemol bei der Subvention loyer nobesseren an eis iwwerleeën, wat mer kënne maachen.

Néngtens, héchstwarscheinlech gëtt d'Liewen tatsächlech elo méi deier. An dofir ass et tatsächlech elo den ultimative Moment, déi säit 2009 net iwwerschafft Allocation de vie chère unzepassen. An als CSV hu mer dat säit Jore gefuerdert a mir freeën eis haut driwwer, dass haut ugekënnegt ginn ass, dass se fir 2020 verduebelt gëtt. Wann dat net eng éischt Fruucht vun dëser Heure d'actualité wär, dann ass dat eng super Saach.

Zéngtens, an elo wär de Moment ze weisen, dass d'Verklengere vun den Ongläichheeten de Krittär vun der Zukunft ass. Ech wëll an deem Kontext nach eng Kéier eng Lanz brieche fir den nationale Strategieplang fir d'Bekämpfung vun Aarmut an Ongläichheeten.

Déi particulière Pläng, déi mer an den eenzelne Secteuren hunn, si ergi kee gemeinsaamt, ganzt Bild. Mir mussen elo méi grouss kucken. Am Moment liewe mer nom neoliberale Modell: „Ëmmer méi, ëmmer méi séier an ëmmer méi héich!" Resultat: eng erschöpft Mënschheet, eng ausgebeut Äerd mat Klimakris, eng villschichteg Wirtschaft mat ville virtuelle Parallellwelten.

Wa mer eist Bestriewen no Nohaltegkeet seriö huelen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann heescht et elo eng gerecht Gesellschaft, eng gesond Äerd, eng fair Wirtschaft am Déngscht vum Gemeinwuel. An elo wäer d'Geleeënheet, an déi Richtung seriö ze plangen. „Option préférentielle pour les pauvres", vun deene Schwächsten hier d'Gesellschaft nei denken. Fir d'éischt zum Beispill am Klimaplang, déi sozial Kompensatiounsmesuren, vläicht e Klimascheck an dann déi grouss Ambitiounen. Well soss gëtt d'Welt vu muer zu enger Elitteveranstaltung, an dat ass dat Ongerechtst, wat kéint passéieren.

A wa mer grouss an iwwert den Tellerrand eraus kucken, dann erlaabt mer och nach ze soen: An eiser internationaler Solidaritéit däerfe mer op kee Fall un dee Prozentsaz fréckele goen, dee mer an d'Kooperatioun investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles sinn nëmme ganz kleng Elementer vu ganz villen anere méiglechen Elementer, fir en Debat ze lancéieren.

Als CSV läit eis d'Cohésion sociale immens um Häerz. Mir wëllen, dass eis Solidaritéit strukturell gëtt, dass mer eis Gesellschaft vun der Solidaritéit hier organiséieren. A mir wëllen net, dass dat hei eng kleng léif Aktualitéitsstonn um Enn vum Dag ass, wou mer alleguerte ganz fein matenee sinn. Mir wëllen, dass gehandelt gëtt, well et ass elo de Moment, elo direkt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech kéint mer et net verzeien, wann ech meng Ried net géif ufänken, andeems ech dem Kolleeg Paul Galles géif Merci soen, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Mir hu virun net allze laanger Zäit och hei an der Chamber respektiv vill méi niewendrun an der Chamber eng Debatt iwwert den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg gefouert. Mir waren eis, jo, mengen ech, deemools alleguerten eens, dass et grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, engem räiche Land wéi Lëtzebuerg verschidde Forme vu sozialen Ongläichheeten och hei gëtt. Mir konnten awer och festhalen, dass Lëtzebuerg ee vun de performantste Sozialsystemer op der ganzer Welt besëtzt.

An dës Regierung huet an der Sozialpolitik déi lescht sechs Joer nach eng Kéier spierbar nogebessert iwwert d'Steierreform an déi zousätzlech steierlech Entlaaschtunge vum Mindestloun vum Finanzminister Pierre Gramegna, d'Subvention loyer vum Minister Marc Hansen, de REVIS vun der Familljeministesch Corinne Cahen, gratis Schoulbicher a gratis Kannerbetreiung vum Bildungsminister Claude Meisch an, an, an.

Fir et nach eng Kéier mat Zuelen ze ënnermolen, wat d'Mesurë vun dëser Regierung fir d'Leit bedeiten: Eng Famille monoparentale mat zwee Kanner an engem net qualifizéierte Mindestloun huet um Enn vum Mount netto 450 Euro méi an der Täsch. Dat sinn ëmmerhin netto zousätzlech iwwer 5.500 (veuillez lire: zousätzlech bal 5.500) Euro d'Joer.

Eis Sozialpolitik berout op engem ganz einfache Prinzip: Mir hëllefen deene Leit, déi et am dréngendste brauchen, an do, wou se et am dréngendste brauchen.

Här President, déi beschte Sozialpolitik ass ëmmer nach déi, déi esou ville Leit wéi méiglech eng gutt bezuelt Aarbecht erméiglecht.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- D'Covid-19-Kris huet eis Ekonomie schwéier getraff. Vun deem engen op deen aneren Dag waren Zénggdausenden Aarbechtsplazen a Gefor. D'Regierung huet séier gehandelt an iwwert d'Instrument vum Chômage partiel verhënnert, dass Dausende Leit hir Aarbecht verléieren.

Am Chômage partiel kritt een am Prinzip 80 % vu sengem Salaire virubezuelt. Mir hunn awer derfir gesuergt, dass kee manner wéi de Mindestloun kritt, och dat ass eng Mesure, déi eist soziaalt Opfangnetz nach eng Kéier verstäerkt. Och all d'finanziell Hëllefe fir eis Betriber an Independanten hunn als Zil, esou vill Betriber wéi méiglech um Liewen ze erhalen an esou Aarbechtsplazen ze retten.

Ma och déi Mënschen an eiser Gesellschaft, déi et am mannste gutt hunn an a prekäre Verhältnisser liewen, riskéieren, duerch de Coronavirus a seng Konsequenzen eebe besonnesch haart getraff ze ginn. Ech sinn dofir immens houfreg op d'Regierung, déi d'Propositioun vun der Familljeministesch Corinne Cahen ugeholl huet, fir d'Allocation de vie chère fir dëst Joer réckwierkend ze verduebelen. Vun dëser Mesure profitéiere ronn 20.000 Menagen zu Lëtzebuerg. Héchstens 2.640 Euro kënnen déi concernéiert Persounen dëst Joer un Hëllefen ufroen.

Här President, ee Beräich, deen een an der Debatt ronderëm d'sozial Inegalitéiten net däerf vernoléissegen, ass och d'Schoul. Den Homeschooling an Zäite vu Corona ass just esou gutt, wéi d'Viraussetzungen et all eenzelnem Kand bei sech doheem eeben zouloossen.

Wärend an deenen enge Familljen dat néidegt informatescht Material a séier Internetkonnexiounen zur Verfügung stinn, hunn aner Kanner aus sozial schwaache Familljen et net esou einfach.

Mir wëssen alleguerten, dass och d'Sprooch eng immens wichteg Roll beim soziale Lift spillt. Net ëmsoss leeë mir esou vill Wäert op eng multilingual Kannerbetreiung, fir esou scho ganz fréi eng Chancëgläichheet an eise Schoulen ze garantéieren. Ma dës Chancëgläichheet ass déi lescht Wochen an den Desequiliber geroden, well d'Schoulen an d'Betreiungsinfrastrukturen eeben zou waren.

Mir sinn eis eens, dass et fir kee Kand gutt ass, wann et aus sengem normalen Émfeld erausgerappt gëtt. Mee déi eng Kanner gi méi staark an hirer Entwécklung gestéiert wéi anerer. An oft, net ëmmer, sinn et Kanner aus sozial benodeelegte Familljen, déi de Kierzeren zéien.

Aus all deene Grënn wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier dem Bildungsminister Claude Meisch Merci soe fir säi Courage, déi eenzeg richteg Entscheedung geholl ze hunn, nämlech d'Schoulen erëm opzemaachen. Dat ass net eleng eng bildungspolitesch Entscheedung, mee eeben och eng sozialpolitesch.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, de Moment sinn nach net alleguerten d'Auswierkunge vun der Covid-19-Pandemie virauszegesinn. Et ass awer gutt méiglech, dass déi eng oder déi aner Mesure néideg wäert sinn, fir de Schued vun eisem Land an eise Bierger esou kleng wéi méiglech ze halen. Ma dës Regierung

huet bis elo androcksvoll ënner Beweis gestallt, dass si zu all Moment vun dëser internationaler Kris déi richteg Entscheedunge geholl huet.

„Mir loosse keen am Ree stoen!" Dëst war d'Versprieche vum Premierminister Xavier Bettel, an dat Versprieche gëllt a besonneschem Mooss och fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft. Mir loosse keen am Stach.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. An och villmools merci, Paul, fir déi Debatt haut, déi sech jo schonn an eng Serie, an eng ganz Rei vun Debatten areit, déi mer schonn dëst Joer gefouert hunn. An effektiv, d'Inegalitéite sinn e Phenomeen, deen zwar an all Gesellschaft present ass an eis Gesellschaften eigentlech och strukturéiert, mee ginn dës Inegalitéiten, dës Ongläichheeten allerdéngs ze grouss, dann zerfriesse se ganz séier déi sozial Kohäsioun an eisem Land.

A mengem Budgetsrapport hat ech zejoert ënner anerem den Accent geluecht op d'Analys vun der Aarmut a vun den Ongläichheete bei eis am Land. D'Konklusioun war, dass zu Lëtzebuerg och ouni d'Coronakris d'Ongläichheete lues awer sécher eropginn, dass mir an eisem Land e puer sozial Kategorië vun eiser Gesellschaft hunn, déi besonnesch vulnerabel sinn an doduerch an der Prekaritéit musse liewen.

An d'A gestach hunn zum Beispill déi materiell Privatioune vu Kanner aus de sougenannte Familles monoparentales. All wirtschaftlech a sozial Kris huet zur logescher Konsequenz, dass se besonnesch déi Vulnerabel aus eiser Gesellschaft trëfft, déi, déi keng finanziell Reserven hunn an déi riskéieren, duerch eist soziaalt Netz ze falen.

Bei der Coronakris ass dat och net anescht, just datt sech haut e puer nei Facettë gewisen hu vun Inegalitéiten. Et huet sech zum Beispill gewisen, dass et tendenziell déi manner gutt bezuelt Beruffer sinn, déi net kënnen op den Teletravail zréckgräifen, iwwert dee mer elo grad geschwat hunn, a si sinn deemno engem méi grousse sanitäre Risiko ausgesat. An da gëtt et nach déi Inegalitéiten, déi een net direkt gesäit, mee eréischt wann ee sech déi richteg Froe stellt.

Wat mécht zum Beispill eng elengerzéiend Caissière, wa se de Covid-19 erwëscht huet? Oder wéi kann een de Sans-abrisen hëllefen, fir e sécheren Ënnerdaach ze fannen? Wéi geet et deene mat engem Handicap, déi elo wochelaang net konnten an hir Ateliere goen, déi fir si esou wichteg sinn? Eng weider Erkenntnis bei der Coronakris: Mir mierken, dass et fir eng Partie Eltere schwéier ass, wa si net méi kënnen op d'Schoulkantin zielen, fir hire Kanner eng waarm Moolzecht zu engem faire Präis ze bidden. Wéi hëllefe mir dëse Familljen?

Ech stelle fest, dass de Familljeministère hei enger Erausfuerderung géintiwwersteet, fir déi séier, effikass an och onkomplizéiert Léisunge musse fonnt ginn.

Mir hunn haut nëmmen eng Heure d'actualité an als Riedner hunn ech nëmme fënnef Minutten, fir op esou e komplexen a wichtege Sujet anzegoen. Ech wëll awer probéieren, net nëmmen den Zoustand ze kommentéieren, mee och déi eng oder aner Pist opzezeechnen, wéi ee konkreet a séier kéint op déi wuessend Ongläichheete wärend der Kris reagéieren. A mäin éischte Punkt, deen ech elo wollt soen, ass eigentlech dee vun der Allocation de vie chère.

A well d'Madamm Ministesch mer an der Mëttesstonn zevirkomm ass - a fir all déi, déi et net sollte matkritt hunn, widderhuelen ech nach eng Kéier, dass d'Regierung proposéiert huet, fir dës Allocation fir dëst Joer ze verduebelen -, géif ech dann net weider driwwer schwätzen, mee Iech derfir felicitéieren, Madamm Ministesch, an der ganzer Regierung, well ech mengen, dass dat genau dat Richtegt ass. Dat ass dat Instrument, wat mer hunn, fir séier kënnen ze hëllefen, an dat ass gutt.

Ech ginn awer och nach en anert Beispill. An eisem Nopeschland, an Däitschland, do gëtt et zum Beispill en Notfallkinderzuschlag fir Familljie mat klengem Akommes. Do géif ech fannen, dass et interessant wär, dat ze préiwen, zemools an deem Kontext, deen ech virdru gesot hunn, aus där Iwwerleeung eraus, dass d'Kanner eeben elo net méi wéi an normalen Zäiten all Dag konnten an d'Schoulkantin goen. Ech mengen, dass een dat eng Kéier sollt préiwen.

Wunnen, Iessen, et sinn dës zwee primär Besoine vun all Mënsch, dës fundamentaalst Mënscherechter iwwerhaapt, déi an dëser Kris besonnesch thematiséiert misste ginn. An engem gemeinsamen Appell Enn Abrëll huet déi europäesch Federatioun vun de Banque-alimentairen Alarm geschloen. A Westeuropa ass d'Demande bei de Banque-alimentairen ëm 25 % bis 30 % geklommen. Et komme vill Leit, déi nach ni virdrun hu misse kommen. An och Lëtzebuerg bleift net ganz vun dëser Tendenz verschount. Bannent engem Mount hunn net manner wéi 300 Leit ëm Hëllef gefrot bei der Corona-Helpline, déi d'Caritas Lëtzebuerg en place gesat hat. Jidderee vun eis huet et an de leschte Wochen och gemierkt, wann en akafe war.

Am Abrëll sinn d'Präisser vun de Liewensmëttel staark geklommen. Op ee Joer gekuckt, souguer ëm 4,5 %. Virun allem Uebst a Geméis gi rapid méi deier, bal 12 %. Dofir meng Fro un d'Madamm Cahen: Wéi kënne mir den Hëllefsorganisatiounen, den Epicerie-sociallen an esou weider hëllefen, fir deenen neien zousätzlechen Demanden nozekommen? Kënne mir do eng logistesch Hëllef bidden? Oder sollt een do einfach just d'Moyenen erhéijen?

Dee wuel gréisste Problem, soziale Brennpunkt betrëfft ganz kloer awer de Logement. Op ee Joer gekuckt sinn d'Präisser vun engem Logement nach emol ëm 11 % geklommen. Wann ee weess, wéi de Wunnengsmaart ausgesäit, da kann ee sech virstellen, wéi schlëmm verschidde Leit am Moment finanziell an d'Laberente kommen. An ech waarden och gespaant op d'Äntwert op meng Question parlementaire un de Logementsminister, wat dee massiven Drock ugeet, dee bestëmmt Promoteuren op Acquereure vun engem Logement en l'état futur d'achèvement ausüben.

Si üben Drock aus, fir datt d'Keefer en Avenant zum Kontrakt ënnerschreiwen, wou si sech verflichten, nach méi fir hiert Appartement ze bezuelen. Hei riskéiere vill Leit, besonnesch déi Primo-acquereure finanziell hefteg ënner Drock ze geroden.

Hei gëllt et als Politik, Faarf ze bekennen an d'Leit, déi do um kierzeren Hiewel sinn, net eleng ze loossen. Wäit méi schwiereg gëtt et fir Leit, déi am Chômage oder Chômage partiel sinn, Leit a prekären Aarbechtsverhältnisser oder och fir kleng Independanten, hir Loyeren oder och d'Mensualitéite vun hirem Prêt zréckzebezuelen. D'Auswierkunge wäerte mer eréischt an deenen nächste Méint gesinn.

Mee kee Versteesdemech hat ech fir d'Union des propriétaires, déi en Appell gemaach huet, op kee Loyer verzichten ze wëllen. Glécklecherweis iwwerleeën net all d'Proprietären esou. Mee och mir kënnen agéieren. D'Subvention loyer zum Beispill ass eng gutt Moossnam. D'Krittäre goufen erliichtert, mee längst net all potenziell Beneficiairen huele se och an Usproch.

An do sinn ech net mat Iech d'accord, Här Galles, well ech mengen, dass et net ëm de Montant vun där Hëllef geet, mee et geet ëm aner Saachen. Mir sinn nämlech deemools beim Aféiere vun dëser Hëllef vun 20.000 méigleche Beneficiairen ausgaang. Haut sinn et der awer nëmmen eng gutt 5.000. An der Kris hu mer déi Krittären och erweidert. Ma den Haaptproblem hu mer nach ëmmer net geléist. Déi Subventioun ass net kloer genuch an net einfach zougänglech. D'Demarchë sinn immens komplizéiert an déi bürokratesch Hürde sinn ze grouss.

Duerfir brauche mer méi Mëttele fir eng Hëllefstellung bei dësen Demarchen. A mengen Ae misst et eigentlech eng Zort Guichet unique ginn, wou all d'sozial Hëllefe vu staatlecher Säit zentraliséiert ginn. D'Prozeduren an d'Krittäre missten do harmoniséiert ginn. Dat géif vill hëllefen a géif och ënner anerem eis Office-sociallen an de Gemengen entlaaschten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Virus ka jiddwereen erwëschen, ob räich oder aarm, ob jonk oder al, mee d'Konsequenzen dovu sinn net déi selwecht.

Sou wéi um gesondheetleche Plang sou ass et och bei de soziale Konsequenze vun dëser Epidemie. Jiddweree ka getraff ginn, mee et gëtt awer net jiddwereen d'selwecht getraff. D'Kris ass also net neutral um soziale Plang.

Erlaabt mer virewech, dem honorabele Paul Galles Merci ze soen, fir dëse wichtege Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn! Fënnef Minutten, fir iwwer Inegalitéiten ze schwätzen, ass eng Saach vun der Onméiglechkeet, dofir wëll ech mech just op e puer Aspecte konzentréieren, ugefaang mat der Aarbecht.

De Chômage partiel war d'Häerzstéck vun de kuerzfristegen Hëllefe vun der Regierung. Wat d'Kris méi laang dauert, wat de Risiko awer méi grouss gëtt, dass d'Leit an de richtege Chômage falen. Iwwert déi rezent Zuele gouf haut jo och scho vill geschwat, dowéinst wëll ech se net nach eng Kéier ernimmen.

Bei der sektorieller Analys vum Chômage gesäit een: Déi Secteuren, wou den Teletravail guer net oder net esou einfach méiglech ass, sinn déi, wou de Risiko vum Ofrutschen an de Chômage am gréissten ass. Si leie meeschtens ënnert der Moyenne, wat d'Revenuen ugeet. Dat heescht, och hei sinn alt erëm déi Schwächst vun eiser Gesellschaft als Éischt betraff.

Wann de Risiko vum Chômage bei de Betriber virun der Dier steet, sinn et d'Freelancer, d'CDDen, d'Interimairen, déi fir d'éischt hir Aarbecht verléieren. Si, déi esou schonn an der Onsécherheet liewen, hunn am mannste Schutz, am mannsten Ofsécherung a sinn och déi Éischt, déi gekënnegt kréien, wann d'Betriber spuere mussen. Et trëfft och oft déi, deenen hir Aarbechtsplaz souwisou duerch d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung bedrot ass. Wann elo zum Beispill Prozesser wéinst Social Distancing automatiséiert ginn, da besteet de Risiko, dass dës Aarbechtsplazen no der Kris net méi erëmkommen.

Hei verbënnt sech déi kuerzfristeg Kris also mat strukturelle Risiken, déi mir hei an der Politik mussen zesummen analyséieren an och an Zukunft mussen ugoen.

Vun der Aarbecht bei d'Famill: D'Coronakris huet vill Haushalter an eng patriarchalesch Rolleverdeelung zréckgehäit. Et ware virun allem Fraen, déi beispillsweis am Mount Mäerz op de Congé pour raisons familiales zréckgegraff hunn: 23.000 am Verglach zu gutt 16.000 Männer. D'Ewechfale vu Betreiungsstrukturen a familiärem Support duerch beispillsweis d'Grousselteren huet d'Familljie forcéiert ze entscheeden, wien doheembleiwe muss. Hei hu mer et awer och mat engem Paradox ze dinn, well trotz deem däitlech méi groussen Undeel u Fraen, déi doheembleiwen, si besonnesch si et, déi an de systeemrelevante Beruffer schaffen. Ech denken hei ganz besonnesch un d'Fleegepersonal, d'Caissieren an d'Caissièren an d'Personal aus dem Botzsecteur.

Am Debat iwwert d'Aarmut hu mer festgestallt, dass et virun allem d'elengerzéiend Familljie sinn, déi besonnesch vun der Aarmut betraff sinn. Mir schwätzen hei vun 82 % Fraen. Si haten am Confinement kee Choix, ob se schaffen oder Kannerbetreiung maache sollen, si gehéieren nämlech souwisou och schonn zur Persounegrupp, déi am Aarmutsrisiko lieft an elo duerch Kuerzaarbecht, Suergen ëm e méigleche Chômage, Belaaschtung vun Homeschooling ganz sécher méi nach am Risiko ass, zu de Verléierer vun dëser Kris ze gehéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de Slogan „Bleif doheem!" gepriedegt kritt hunn, muss dës Ausso dach voller Ironie gewiescht si fir déi Leit, déi keen Doheem hunn, déi, déi op der Strooss liewen, déi, déi ofhängeg si vu soziale Strukture wéi der „Stëmm", dem „Courage", dem „Streetwork", si, déi eng Wanteraktioun verlängert kritt hunn, fir iergendwéi kënnen dem „Bleif doheem!" gerecht ze ginn. Si hunn och keng Krankeversécherung, well se keng Pabeieren hunn, keng Méiglechkeet, fir d'Hygiënesmesuren ze respektéieren a manner bis keng Service-supporte méi, well déi jo och am Confinement just nach a ganz reduzéierter Form schaffe konnten. Si gehéieren och zu de Leidtragende vun dëser Kris.

Wéi d'Schoule mat Homeschooling, mat Teamscoursen an Onlinequizzer ugefaangen hunn, war dës improviséiert Bildung besonnesch schwiereg fir déi Familljen, déi keng zwee, dräi Computeren oder Tablets fir d'Kanner an den Teletravail haten, fir déi, déi kee WLAN hunn oder déi Familljen, wou d'Elteren aus diverse Grënn net konnten d'Aufgaben erklären, hëllefen oder verbesseren. Hei goufen alt erëm d'Inegalitéite verstäerkt, an dat scho bei deene ganz Klengen.

Deementspriechend begréisse mir Gréng nach emol an aller Däitlechkeet d'Reouverture vun de Schoulen a weisen awer och drop hin, dass d'Auswierkunge vum Confinement an dem Homeschooling séier a fundéiert musse wëssenschaftlech opgeschafft ginn, wéi eis Fraktiounscheffin dat an enger rezenter Question parlementaire gefrot huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir haut hei vun Inegalitéite schwätzen, da sollte mir och drun denken, dass dëst Theema net op eiser Grenz ophält. Och international trëfft et déi Schwächst am schwéiersten. Déi Länner, déi hir Sozial- a Gesondheetssystemer schlecht opgestallt hunn, leiden am meeschten ënnert der Kris. Esou wéi mir Gréng ënnersträichen, dass de laangfristege Problem vum Klimawandel net duerch déi aktuell Kris dierf vun eisem Radar verschwannen, sou dierf och d'Entwécklungshëllef net zum Affer vun dëser Kris ginn.

Bei sämtleche wirtschaftleche Mesuren, déi mer an den nächste Méint huelen an déi och haut annoncéiert goufen, dierfe mer net vergiessen, dass et kruzial ass, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, se an der Aarbecht ze halen, schnellstméiglech erëm ze reintegréieren, falls se d'Aarbecht sollte verléieren, d'Kafkraaft héich ze halen a sozial Hëllefen an d'Luucht ze setzen, Ënnerstëtzung beim Loyer a bei de Prêten unzebidden, mee virun allem de Sozialstaat grad elo

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

do auszebauen, wou mer eng Solidaritéit an eng solidaresch Gesellschaft am meeschte brauchen.

Well och wann de Virus jidderee kann treffen, treffen d'Konsequenze grad déi Schwächst aus eiser Gesellschaft ëmsou méi haart. Mir hunn d'Responsabilitéit, eis däers bewosst ze sinn an hei gegeebenefalls och ze agéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Paul Galles en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn, wou et ëm déi sozial Ongerechtegkeete geet, bedéngt duerch dës Covid-19-Kris.

Et muss virun allem méiglechst verhënnert ginn, dass Inegalitéiten am Sozialwiese wéinst der Kris nach weider an d'Luucht ginn. D'Coronakris wäert déi sozial Schwaach aus eiser Gesellschaft am häertsten treffen. D'Aarmutsdiskussioun virun e puer Méint huet scho gewisen, datt mer bei 18,4 % wieren, an et ass ze fäerten, datt dat elo nach weesentlech eropgeet.

Awer dës Erkenntnisser an och Analyse solle genotzt ginn, fir d'Weiche fir d'Zukunft anescht ze setzen oder op d'mannst emol objektiv doriwwer nozedenken. E puer Beispiller aus dëser Pandemiezäit - leider kann ech net bei alles op den Detail agoen, well soss ass meng Riedezäit eriwwer.

Éischt Kapitel, dat ass dat vun de Kanner an der Famill an der Pandemiezäit. Wann een eppes muss soen, dann ass eng gesellschaftlech Struktur an der Coronakris extreem valoriséiert ginn, an zwar d'Famill. Eleng déi vill Reglementatiounen, déi geholl gi sinn, fir d'Teleaarbecht a Familljeliewen iwwerhaapt ze erméiglechen, weisen, wéi sozial ongerecht d'Famill an eiser Gesellschaft am Normalfall behandelt gëtt.

D'ADR-Elteregeld ass eng Alternativ, déi d'Regierung refuséiert, och nëmmen ze kucken. Loosst Iech net verkuerbelen duerch déi onsënneg Diskussiounen, ob et gerecht ass, sengem Kand bei den Hausaufgaben ze hëllefen oder net! D'Famill ass a bleift déi éischt Struktur fir d'Kannerbetreiung. Si ass alle staatleche Stellen iwwerleeën a verdéngt, weider Hëllef ze kréien. D'Eltere sollen nees de Choix kréien, ob si zu zwee schaffe ginn oder nees aktiv an hirer Kannererzéiung matmaachen.

Homeschooling steet a fält mam Encadrement vun den Elteren: Kanner, deenen hir Eltere si net zum Léieren ugehalen hunn oder hinnen net beim Léiere konnten hëllefen, an dann doraus de Schluss ze konstruéieren, datt den Homeschooling sozial Ënnerscheeder verschäerft, ass falsch. Dat kann an dat muss aneschters ugepaakt ginn.

Dat zweet Kapitel: Ongerechtegkeete bei de Salariéen. Déi eng Kategorie vu Leit, déi hunn hir Aarbecht verluer, an déi aner kréien iwwer Deelzäitaarbecht oder Heemaarbecht gehollef. Leit, déi keng Aboussen haten, dat ware leider déi Leit, déi um Mindestloun - oder Gott sei Dank déi Leit, déi um Mindestloun - waren, an déi aner haten am Chômage partiel awer manner Pai.

Drëtt Kategorie: Leit, déi krankgeschriwwe sinn, hir Sue vun der Krankekeess kréien an dann iwwerrascht goufen, wéi eng Partie vun hinnen 33 % u Steieren ofgehale kruten. An elo musse se erëm kucken, wéi se déi erëmkréien - onnéidege Paparassenopdriff!

A Leit, déi net konnte vun der Heemaarbecht a Fräistellung profitéieren a weider hu mussen op hir Schaff goen a sech dem Virus aussetzen, deelweis mam Drock vum Patron, sech nëmmen net krankzemellen, well de Betrib muss jo lafen.

Jo, et war eng Valoriséierung. Verschidde Beruffer, vun der Aide-soignante iwwer d'Infirmière, dem Dokter bis bei d'Männer vun de Kiwwelen, vun de Caissièren a Caissieren an de Geschäfter bis bei de Buschauffer an Zuchfürer. Eng Valorisatioun, vun där dës Leit sech awer näischt kënne kafen, soudatt seriö iwwer en Ausgläich - Pensioun, Pai - soll oder misst nogeduecht ginn. Hei ass d'Fro, wéi eng Modeller d'Regierung sech virstelle kéint.

Dat muss een och soen: De gudde Sozialsystem huet gehollef, fir d'Situatioun bei de Salariéen trotz gewëssenen Härtefäll, déi mer all kennen, esou gutt wéi méiglech ofzefiederen.

Drëtt Kapitel, do gëtt et och eng Rei Ongerechtegkeeten: Dat waren eis Betriber, déi Selbstänneg, déi ënnert der falscher Aschätzung an der Klischeevirstellung vun der Regierung ze leiden haten. Hëllefen u si hate fir déi meescht Ongerechtegkeete gesuergt, vläicht och, well hiert Beruffsbild am mannsten homogeen ass.

Ech hat dat a siwe Kapitelen ënnerdeelt. Mee ech gesinn, meng Zäit ass sou gutt wéi eriwwer, an da kéim ech elo zum Schluss.

D'Regierung hat versprach, datt kee Mënsch ënnert dëser Kris finanziell Aboussen ze befäerten hätt. D'ADR bezweifelt, datt dat anzehalen ass. D'Regierung soll awer bedenken, datt eng Ekonomie, fir sech ze erhuelen, och e Maart an eng Kafkraaft brauch. Duerfir kann net de Steierzueler mat neie Steiere fir d'Käschte vum Corona zur Keess gebiede ginn. D'ADR verlaangt, datt all d'Abgaben, déi duerch de Corona geschëllt sinn, transparent musse sinn an op d'mannst mussen hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dat hei ass elo déi drëtt Heure d'actualité, déi mer haut de Mëtten hunn iwwer dräimol jeeweils e wichtegen an interessante Sujet a wou ee mat enger Riedezäit vu fënnef Minutten ëmmer d'Gefill huet, datt een esou just de Sujet undikse kann, awer ni iergendwéi eppes seriö ausdiskutéieren. Wat e bëssen zu menger Frustratioun bäidréit! Ech wéilt awer trotzdeem dem Här Galles Merci soen, fir d'Debatt lancéiert ze hunn.

Ech mengen, mir musse soen, wat d'Fro vun de sozialen Ongläichheeten hei am Land ugeet, hu mer d'Situatioun virum Coronavirus mat deenen negatiivsten Zuelen ugefaangen, déi mer hunn, wat d'sozial Inegalitéiten ugeet, zënter Erfaassung vun deenen Zuelen, wat den Aarmutsrisiko ugeet, an deen a Wierklechkeet manner eppes iwwert d'Aarmut, déi reell Aarmut ausseet, mee deen, sou wéi e berechent ass, eebe justement en Inegalitéitsfacteur ass. An e beschränkt sech och, deen Aarmutsrisiko, op déi monetär Dimensioun vun de sozialen Inegalitéiten. Dat war de Start, wéi mer an d'Kris gestart sinn als Gesellschaft.

Virdrun hate mer d'Debatt iwwert de Chômage, wou mer gesinn, datt leider am Mäerz an am Abrëll, trotz allen Ustrengunge vun der Regierung, am Moment d'Zuel vun de Leit, déi keng Aarbecht hunn oder déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, am Zweedausendertakt an d'Luucht geet, wuel wëssend, datt och schonn elo de Mindestloun net duergeet, fir dee Seuil vum Aarmutsrisiko kënnen ze iwwerschreiden, an datt de Chômage evidenterweis do sécherlech net hëlleft.

A méi beängstegend ass virun allem déi Perspektiv, oder d'Gefor vun der Perspektivlosegkeet, déi domadder verbonnen ass. An do sinn ech dann och bei där Dimensioun vun de sozialen Inegalitéiten, déi eng gesellschaftlech, déi eng mënschlech Dimensioun ass, nämlech déi Angscht, Zukunftsangscht, déi een net moosse kann, d'Angscht vum Verloscht, d'Angscht, eventuell seng Famill a sech selwer net méi op deem Niveau, op deem sozialen Niveau kënnen ze halen, wéi dat virdrun de Fall war: Perspektivlosegkeet, Verzweiflung!

Am Confinement hu mer awer och ganz staark sozial Inegalitéiten erlieft, well et war nämlech net egal, wou ee confinéiert ass. Wann een e grousst Haus um Land hat mat engem grousse Gaart hannendrun, da war de Confinement relativ ze erdroen. Et konnt ee sech souguer eventuell nach méi ëm seng Kanner këmmeren, déi jo dann och am Homeschooling waren. Iwwer Teletravail hat een och eng geséchert Aarbecht. An op där anerer Säit hat ee Leit, déi am Chômage partiel waren, confinéiert op engstem Raum an engem klengen Appartement mat der Famill, a wou dem Sartre säi « l'enfer, c'est les autres » eventuell gespillt huet. Do huet ee ganz kierperlech déi sozial Inegalitéite gespuert. A se si verbonne mat engem vun deene grousse Sujeten hei zu Lëtzebuerg, nämlech dem Logement.

Och an der Schoul hu mer gesinn, datt et sozial Inegalitéiten am Confinement gi sinn. Den Homeschooling huet fir eng ganz Rëtsch Leit wierklech positiv Effekter gehat. Awer eng ganz Rëtsch Leit, déi waren iwwerhaapt emol net méi erreechbar, a Leit heescht an dësem Fall Kanner, I-Butzen, fir déi eigentlech déi ëffentlech Schoul en zivilisatoresche Fortschrëtt vum 20. Jorhonnert, warscheinlech souguer ee vun deene gréissten zivilisatoresche Fortschrëtter vum 20. Jorhonnert war, fir eebe justement ze probéieren, déi Inegalitéiten, déi bei der Gebuert duerch d'sozioekonomesch Situatioun vun den Eltere gi sinn, zumindest e bëssen opzehiewen. A mir wëssen, datt en dat zu Lëtzebuerg nach net an deem Mooss mécht, wéi dat an anere Länner de Fall ass oder wéi dat misst sinn. Och dat ass nach eng Kéier verstäerkt ginn, déi sozial Inegalitéiten.

Duerfir, mir stelle se fest, et gi se a si ginn tendenziell duerch d'Coronakris nach verstäerkt: um Niveau vun der Aarbecht, um Niveau vum Logement an dann drëttens um Niveau vun der Steiergerechtegkeet. Well et ginn natierlech och Gewënner vun dëser Kris! Et gi Boîtten, déi un dëser Kris sécherlech vill Sue verdéngt hunn. An et ginn Entreprisen, déi ëm dat blankt Iwwerliewe fäerte mussen.

Duerfir ass eng Diskussioun iwwer Inegalitéiten net nëmmen e karitativen Akt, fir der ënneschter Souche e bësse Plooschteren ze ginn, mee et muss och eng Diskussioun sinn ëm Ëmverdeelung an ëm déi, déi ganz douewe sëtzen, ëm d'Multimillionären an d'Milliardären, déi op eng obszön Aart a Weis Räichtum ugeheeft hunn an déi och Deel vun deene sozialen Inegalitéite sinn. Alles dat zesumme mécht esou eng Debatt aus. A wann ee géint sozial Inegalitéite wëllt virgoen, do gëtt et just ee strukturellt Rezept, dat ass: Ëmverdeelen!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sozial Ongläichheete goufen et och ewell virun der Coronakris. Ech mengen, de Kolleeg Paul Galles hat viru Kuerzem nach eng Interpellatioun zum Sujet Aarmut hei an der Chamber. A mir wëssen et alleguer, och zu Lëtzebuerg ginn et aarm Mënschen, an där leider ëmmer méi.

Mee datt sozial Ongläichheete wéinst der Covid-19-Kris nach zousätzlech wuessen, ass leider och net nëmmen eng Theorie, mee et ass Fakt. Weltwäit ass et esou, datt d'Schéier tëscht Aarm a Räich ëmmer méi auserneegeet. Der ONG Oxfam no besëtzen 2.153 Milliardären esou vill wéi 60 % vun der Weltbevëlkerung. Déi 22 räichst Männer, a jo, et sinn nëmme Männer, …

(Interruption)

… op der Welt besëtzen esou vill wéi alleguerten d'Fraen an Afrika zesummen. An och zu Lëtzebuerg bleiwe mer vun der inegalitärer Verdeelung vum Räichtum net verschount.

Här President, de Logement ass a bleift zu Lëtzebuerg dee gréisste Facteur d'exclusion sociale. Ech fannen et scho bemierkenswäert, wéi heefeg mer hei an der Chamber iwwer Inegalitéiten, Pauvretéit a Logement diskutéieren. Mee et geschitt näischt. Eis sozial Transferte ginn ëmmer weider an d'Luucht, mee mir bréngen et emol net fäerdeg, um Niveau vun de Gemengen en eenheetleche System vun den Aiden duerch d'Offices sociaux ze etabléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hunn ech an engem OECD-Rapport mam Titel „Examens territoriaux" aus dem Joer 2007 - sou wäit sinn ech zréck wulle gaangen - Follgendes gelies, Zitat: « Le problème du logement se pose avec une acuité croissante [...] et a conduit le Gouvernement », deemools nach ënnert dem Jean-Claude Juncker, « à annoncer au début de 2006 un projet de loi pour "promouvoir l'habitat", créant un "pacte logement" avec les communes ».

Här President, dat kënnt eis dach all iergendwéi bekannt vir. An ech froen Iech: Wéi laang sollen d'Leit eis dat nach gleewen? Wéi laang loosse mer d'Leit nach drop waarden, dass se vläicht iergendeng Kéier eng Wunneng zu engem abordabele Präis hei zu Lëtzebuerg fannen, ouni mussen op sozial Hëllefen zréckzegräifen?

Et si Leit, déi mëttlerweil moies a Kostüm a Krawatt an d'Badeanstalt dusche ginn, fir doheem Käschten ze spueren. Et si Leit, an dat huet de Marc Baum ganz gutt illustréiert, déi anescht de Confinement erlieft hu wéi déi meescht vun eis heibannen, déi eeben net d'Haus mam Gaart haten, wou et sech an der Koppel, vläicht mat engem oder zwee Kanner - der Duerchschnëttsfamill laut de Statistiker - erdroe léisst.

Déi eng liewen nämlech an engem groussen Haus mat Gaart an déi wäerten am Confinement zwar gelidden hunn, mee d'Haaptfro, déi sech um Enn gestallt huet, war: Wéini geet de Coiffeur erëm op? Wann ech awer zu siwen an engem Appartement zesummewunnen ënner miserabele Konditiounen, da war d'Fro: Wéi geet et weider?

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net vill ze vill Leit hunn, déi an dëse wuessenden Inégalités sociales net adequat liewe kënnen. Dëst si Situatiounen, an deenen d'Aarmut nach eng Kéier zousätzlech a Prekaritéit ëmschléit. Eis Proposition de loi, fir de Loyer auszesetzen, gouf vun der Chamber gekonnt ignoréiert. Gutt, datt d'Leit dobaussen dat net wëssen, well, Här President, dat versteet kee méi, ausser vläicht d'Union des propriétaires, déi dat ganz sympathesch fënnt, wann Ännerungen u Loyere vergiess ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass eigentlech eise Contrat social? Op där enger Säit wëlle mer d'Biergerinnen an d'Bierger motivéieren, fir sech selbstänneg ze maachen, op där anerer Säit gesi mer an dëser Kris, wéi schnell dës kleng Betriber hänke gelooss ginn. „Et soll keen am Ree stoe gelooss ginn", gouf heefeg gesot, gouf heefeg zitéiert. A genausou heefeg krute Betriber Refusen, Refuse fir déi elementaarst Aiden, well bei der Umeldung dee falsche Code NACE beim Statec gemellt gouf, well iergenden anere Problem am Betrib war, well se Retarde beim CCSS oder bei der TVA haten. Jo, Prekaritéit betrëfft net nëmmen d'Persounen, mee betrëfft och d'Betriber, well hanner all Betrib sti Leit, sti Mënschen, déi, an dat däerfe mer net vergiessen, d'Réckgrat vun der Croissance a vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg sinn. Well ouni Leit, déi Aarbecht schafen, hu mer och keng Leit, déi kënnen op eng Aarbecht schaffe goen.

Deementspriechend musse mer grad an den Temps de crise eis dat zu Häerz huelen. Mir musse Leit encouragéieren, sech ze engagéieren, weiderhin Aarbechtsplazen ze schafen, well soss si keng Aarbechtsplaze méi do. A wouzou dat féiert, hu mer an der Heure d'actualité iwwert de Chômage, mengen ech, ganz bildlech duergestallt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corine Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Och merci all de Riedner de Mëtten hei bei der Heure d'actualité. Jo, mir sinn an enger Crise sanitaire. An ech mengen, Dir heibanne schwätzt jo op d'mannst esou vill doriwwer wéi alleguerten d'Leit hei am Land, wat déi Crise sanitaire mat ons alleguerte mécht an dass mer net wierklech drop virbereet waren, well mer net konnte wëssen, dass et eng géif ginn. Dat mengen ech, wësse mer alleguerten.

Wat wäerten d'Kollateralschied si vun dëser Crise sanitaire? Dorobber kënne mer sécherlech haut net äntwerten, mee eréischt an engem Joer fréistens, wann net souguer méi spéit, e Bilan maachen. Kollateralschied op den Inegalitéiten, Kollateralschied am medezinnesche Beräich, Kollateralschied am soziale Beräich, fir alles dat, mengen ech, wa mer de Bilan wëlle maachen, musse mer nach e bësse waarden.

Mee mir waarden awer net, fir e Bilan ze maachen, fir de Leit ze hëllefen! Ganz au contraire. Mir hunn direkt decidéiert, de Leit ze hëllefen, well mer der Meenung sinn, dass d'Leit hei am Land wierklech näischt fir déi Kris kënnen. Jiddereen huet hei am Land musse gehollef kréien, wann dat néideg war, wann d'Regierung decidéiert huet, de Betrib zouzemaachen, zum Beispill. An ech mengen, wéi den honorabelen Deputéierte Sven Clement grad gesot huet, dass jiddereen wichteg ass hei am Land: d'Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen, d'Entrepreneuren, mee awer och all déi, déi Dag fir Dag schaffe ginn. Well dat bescht Mëttel géint d'Aarmut ass nach ëmmer d'Aarbecht!

An dofir kann ech net averstane si mat Ufroen, wéi se vum honorabelen Deputéierte Paul Galles gemaach ginn, fir d'Allocation d'éducation nees anzeféieren, zum Beispill, well do zitéieren ech dann de Saz, deen déi honorabel Deputéiert Djuna Bernard grad gesot huet: „D'Kris huet vill Haushalter an eng patriarchalesch Rolleverdeelung zréckgehäit." An dat wëlle mir net méi hei am Land!

Dës Regierung wëll keng patriarchalesch Rolleverdeelung. Dës Regierung hätt gär Chancëgläichheet, Chancëgläichheet zwëschent Mann a Fra. Dës Regierung hätt gären, dass d'Fraen onofhängeg sinn, finanziell onofhängeg och, a sech net nees ofhängeg maache vun engem Mann. An dofir kënnt Der dat zwar dacks fuerderen, dat kënnt Der och an Äre Walprogramm schreiwen, mee dat wäert mat dëser Regierung sécherlech net geschéien!

Aner Saache geschéien awer, an Dir hutt et richteg gesot: D'Allocation de vie chère, déi hu mer elo fir dëst Joer verduebelt. Dat si mer hei zu Lëtzebuerg, muss ech elo éierlech gesot soen, esou scho gewinnt gewiescht, well dat ass schonn eng Kéier geschitt virun e bësse méi laanger Zäit, wéi mer och an enger Kris waren. Do war och d'Allocation de vie chère verduebelt ginn.

Dat ass en Instrument, wéi den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten gesot huet, wat wierklech einfach ze realiséieren ass, well et gëtt de System, et ass onkomplizéiert, et gi Reegelen. Mir wësse genau, mir hunn eng Tabell, wivill ee muss verdéngen oder däerf verdéngen, fir e Recht ze hunn op déi Allocation de vie chère. An do ginn och d'Kanner am Haushalt gekuckt. Do gëtt gekuckt, wivill Leit am Menage liewen. A jee no Leit ass dann déi Allocation de vie chère gestaffelt: Fir eng Persoun ginn et dëst Joer dann 2.640 Euro, fir zwou Persounen am Menage 3.300 Euro, fir dräi Persounen 3.960 Euro, fir véier Persounen 4.620 Euro a fir fënnef Persoune 5.280 Euro.

Dat heescht, mir hu reagéiert genau do, wou déi Äermste sinn. A mir hunn net gewaart nëmmen op d'Allocation de vie chère, fir déi ze verduebelen. Mir hunn och schonn éischter decidéiert als Regierung, dass déi Leit, déi am Chômage partiel sinn an nëmmen 80 % vun hirem Gehalt kréien, dass déi mindestens de soziale Mindestloun kréien eeben och am Moment, wa se am Chômage partiel sinn.

Ob de Leeschtungsprinzip ongerecht ass, dorobber wëll ech elo net agoen. Ech mengen, do kënne mer awer gären eng Kéier méi laang driwwer schwätzen. An ech géif souwisou, Här President, dem President vun der Familljekommissioun proposéieren, dass mer ons vläicht eng Kéier eng Familljekommissioun laang Zäit huelen, fir iwwert déi verschidden Aspekter ze schwätzen. An ech mengen, souwuel d'lescht Kéier wéi och dës Kéier ass ëmmer nees de Logement ugeschwat ginn. Da géif ech proposéieren, dass mer eng Kéier eng Commission jointe maachen, wou och de Logementsminister dobäi ass, fir dass mer eng Kéier alleguer d'Mesurë kënnen duerchhuelen, déi dës Regierung scho geholl huet an nach wäert huelen, fir de Leit eeben ze hëllefen.

„D'Cohésion sociale", huet den honorabelen Deputéierte Galles gesot, „läit ons um Häerz." An ech menge kënnen ze soen, dass d'Cohésion sociale eis alleguerten heibannen um Häerz läit. A mir hunn, an ech kann et nëmme widderhuelen - Dir kënnt zwar froen, fir en Observatoire des politiques sociales ze kréien -, mir hunn en Observatoire des politiques sociales, dee mer ageriicht hunn, wéi mer d'Gesetz iwwert de REVIS agefouert hunn.

E Wuert zu den Épiceries sociales ... Ech gesinn elo hei d'Zäit net, Här President, ech weess net, wivill Zäit ech hunn. Sot mer wannechgelift Bescheed, wann ech esou lues un de Schluss kommen!

E Wuert zu den Épiceries sociales: Si hu sech erweidert och fir Leit, déi virdrun net komm sinn, zum Beispill Leit, déi keng Pabeieren hunn. Si hu bei ons nogefrot, ob dat méiglech wär. Natierlech war dat méiglech. Dat heescht, d'Épicerie-sociallen hunn elo am Moment méi Clientë wéi virun der Covid-19-Kris.

Mir hunn och zesummen - well Der d'Fro gestallt hutt, Här Cruchten -, mir hunn zesumme mat den Épicerie-sociallen, mat den Träger vun den Épicerie-socialle gekuckt, eng nei Hal ze fannen. D'Croix-Rouge huet déi kaf. De Familljeministère wäert de Loyer do bezuelen, fir dass eeben och d'Lager kann anstänneg organiséiert ginn. Déi Hal, déi wäert zu Léiweng dann dee Moment sinn.

Ech kucken emol, op wat ech elo nach net geäntwert hunn. Mee, wéi gesot, ech géif proposéieren, dass mer dat an der Chamberskommissioun souwisou nach eng Kéier maachen.

Ech géif awer nach gären op eppes zréckkommen, wat den honorabelen Deputéierte Marc Baum gesot huet: „D'Zukunftsangscht kann een net miessen." An ech mengen, dass d'Zukunftsangscht an deene leschte Woche bei ganz ville Leit, sief dat Leit, déi an engem Beruff sinn, wou se sécher och hir Aarbechtsplaz behalen, oder anerer oder vläicht Leit, déi iwwerhaapt keng Plaz hunn, dass déi Zukunftsangscht bei ganz ville Leit ganz grouss war a ganz grouss ass. A mir sollten dat net ignoréieren. Dat ass ee vun de Kollateralschied. Mir mussen de Leit nees Confiance ginn a sech selwer. Mir mussen de Leit soen - well dat soe mer net nëmmen, dat ass esou! -, wéi wichteg si sinn. Well hei am Land ass jidderee wichteg, fir dat Land hei weiderzebréngen, fir d'Land mat opzebauen. Jiddereen huet eng Responsabilitéit hei am Land!

A well dat esou ass, hate mer jo och am REVIS gesot, dass mer d'Leit net einfach wéilten doheem loossen, mee dass mer d'Leit aktivéiere wéilten. An dat hu mer och an dëser Kris probéiert, sou gutt wéi méiglech ze maachen. Mee natierlech sinn do vill Leit, déi am REVIS sinn, net méi op hir Aarbecht gaangen, well mer jo gesot hunn: „Bleift doheem!". A mir hunn awer derfir gesuergt, dass de Kontrakt weiderleeft, dass se hir Sue weider kréien an dass se dann op hir al Plaz elo nees kënnen zréckgoen, wann de Betrib respektiv déi Mesure, wou se dra sinn, dee Moment nees opgeet.

Inegalitéiten, där ginn et der leider vill. Et ginn der net nëmme finanzieller Natur. Et ginn Inegalitéiten an der Chancëgläichheet, dat heescht Chancenongläichheet. Et ass och de Mëtteg vill geschwat ginn hei vun Homeschooling, vu Schoul doheem, wou et natierlech onméiglech ass, sech virzestellen, wéi et ass, wann een zwee Kanner huet vun, soe mer, siwen an néng Joer, déi um Computer Homeschooling hunn, wou en Elterendeel, vläicht e Monoparental och nach, selwer am Teletravail ass an deen ee Computer, dee se vläicht disponibel hunn am Haushalt, och nach brauch, fir selwer ze schaffen! Majo dann, mengen ech, hu mer alleguer verstanen, wéi wichteg et ass fir déi Kanner a fir déi Familljen, dass d'Schoul nees opgeet, mat den néidege Precautiounen.

Mee Chancëgläichheet schaaft een emol fir d'éischt an der Schoul, well een do Zukunftsgläichheet dee Moment och schaaft. An dorunner schaffe mer, mengen ech, all zesummen hei am Land, well dat ass nämlech d'Chance, déi mer hunn, fir kënnen d'Kanner och gläichwäerteg auszebilden, fir dass jidderee säi Wee herno fënnt.

Wa mer vun Ongläichheete schwätzen, da schwätze mer och vu Gesondheetsongläichheeten. Ech mengen, et war d'Deputéiert Djuna Bernard, déi vun der Wanteraktioun geschwat huet, déi mer verlängert hunn. Mee mir hunn net nëmmen d'Wanteraktioun verlängert. Mir hunn och derfir gesuergt, a mir suergen nach ëmmer derfir, dass et dräi Moolzechte gi pro Dag. Mir kucken och, zesumme mat Médecins du monde, dass do eng medezinnesch Permanence ass, déi Leit ginn och op de Covid-19 getest. Och si kréien déi medezinnesch Versuergung, déi se brauchen an déi hinne muss zeguttkommen.

Dofir, och an der Wanteraktioun, do leeft dat, well et ass richteg, de „Bleift doheem!", dee gëtt absurd fir Leit, déi keen Doheem hunn. An dofir war et ons Aufgab als Staat an als Regierung, derfir ze suergen, dass mer op d'mannst awer eng Plaz hätten, wou déi sech och kéinten ophalen, an dass mer och eng Plaz hätten, wou se versuergt ginn, wou se medezinnesch versuergt ginn a wou se awer och e sozialen Accompagnement kréien.

Vläicht nach e Wuert zu den Office-sociallen, déi natierlech och wärend der Covid-19-Kris weider fonctionéiert hunn, vläicht net wéi virdrun, och net physesch vläicht, mee awer iwwer Telefon ware se ganz sécherlech alleguerten ze erreechen. D'nämmlecht fir d'Agents régionaux d'inclusion sociale, d'ARISen, déi disponibel waren um Telefon an déi och fir ons ganz essenziell waren, fir och de REVIS-Beneficiairen d'Informatiounen ze ginn, déi d'Regierung eeben erausginn huet - och well mer hei awer heiansdo mat enger marginaliséierter Populatioun ze dinn hunn, fir och hinnen ze soen, wat een däerf a wat een net däerf an dëser Krisesituatioun am Moment.

Dann natierlech sinn d'Guicheten opbliwwe vun der Zukunftskeess. De Chèque-service ass weider ausbezuelt ginn. D'Aides au logement, do ass natierlech d'Subvention loyer nach ëmmer bezuelt ginn an esou weider. A mir hunn als Regierung och decidéiert gehat, dass de Loyer net däerf bis Enn des Joers erhéicht ginn, wann een e Locataire an engem private Stot enzwousch ass.

Voilà, just fir lech emol ze soen, nieft all deenen Aiden, déi net remboursabel sinn an déi sécherlech am Moment grad op enger Pressekonferenz vu mengen dräi Ministerkolleege Gramegna, Kersch a Bausch virgestallt ginn, dee ganze Paquet de relance économique. Mir mussen d'Betriber stäerken, dass se d'Paie kënne bezuelen, dass d'Leit schaffe kommen, dass d'Leit hëllefen, de Betrib nees opzebauen, fir dass d'Leit eng sécher Aarbechtsplaz hunn, fir dass se hir Sue kënne verdéngen, fir dass se net an d'Aarmut falen, fir dass se kënnen onofhängeg liewen, dass se kënnen hiert Liewe selwer gestalten. Ech mengen, dat ass ons Aufgab als Staat an als Regierung. Dat ass dat, wat mer maachen. A wéi gesot, de Fait, dass mer d'Allocation de vie chère doubléiert hunn, do touchéiere mer genau déi, déi et am meeschte brauchen.

An ech proposéieren nach eng Kéier, wéi gesot, Här President, oder Dir Häre Presidente vun der Logementskommissioun a vun der Familljekommissioun, dass mer vläicht eng Kéier eng Jointe maachen, eventuell elo oder wa mer nees däerfen zesummekommen, fir da vläicht méi am Detail nach eng Kéier iwwer all d'Mesuren ze schwätzen a fir och Proposen ze kréie vläicht nach eemol vun den Deputéierten, wat mer nach besser kënne maachen. Well ech soen net, dass alles perfekt ass! Mir maachen onst Bescht! A mir maachen onst Bescht, fir d'Inegalitéiten och ofzeschafen. A mir wëlle keng nei Inegalitéite kreéieren. Mee wat déi Coronakris mat ons mécht, dat wësse mer elo nach net ganz genau. Mee mir probéiere sécherlech, géint d'Aarmut a géint d'Inegalitéiten géigenzesteieren.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Familljeministesch.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

M. Paul Galles *(CSV).*- Parole après ministre!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Paul Galles freet Parole après ministre. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn elo natierlech ganz genau nogelauschtert, och ganz interesséiert. An ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass mer wierklech der Meenung sinn, dass déi Verduebelung vun der Allocation de vie chère eng gutt Mesure ass. Mir mengen awer zugläich och, dass et net duergeet. Well dat passt net an dat Gesamtbild, wat mer gezeechent hunn, dass mat enger eenzeger Mesure dat do géif elo op eemol alles geléist ginn.

Ech hunn och nogelauschtert an ech hunn och gutt eraushéieren, dass d'Familljeministesch och vun der Chancëgläichheet geschwat huet. A wann et do ëm déi doten Theorie geet vu Leeschtungs- a Chancëgläichheet, da sinn ech frou, aus hirem Mond och dat Argument vun der Chancëgläichheet ze héieren, well ech mengen, dat ass deen Usaz, dee grad an enger Kris sech als dee richtegen Usaz erweist.

Ech sinn awer béis doriwwer, dass mer dës Kéier am Kader vun der Allocation d'éducation ëmmer erëm ee patriarchalescht Familljebild ënnert d'Nues geriwwe kréien!

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- Ech kennen heibanne keen, keen, weeder bei eis nach soss iergendwou, deen e patriarchalescht Familljebild huet. Heibanne gëtt et dat net méi! Mir si fäerdeg domat!

(Brouhaha et interruptions)

An dee Virworf, dee Virworf ass méi al, Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

Dee Virworf ass méi al wéi dat patriarchalescht Familljebild selwer. Ech wëll mir dat net méi gefale loossen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- An do schwätzen ech elo fir mech a fir meng Kolleegen a Kolleeginnen - wann ee sech net sécher ass, wéi déi aner denken -: Fir eis ass et op alle Fall esou. Dofir, wa mer iwwert déi dote Saache schwätzen, wannechgelift, Madamm Ministesch, dat doten net méi, well dat bréngt iwwerhaapt näischt. Mir schwätzen um sachlechen Niveau.

Fir de Rescht soen ech nach eng Kéier Merci och all deenen, déi hei geschwat hunn, dass mer offen a kloer an éierlech konnten driwwer schwätzen, dass déi Inegalitéiten hei am Land net méi sollen derzougehéieren. Mir setzen eis a géint d'Inegalitéiten. Ech soen Iech Merci dofir!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da freet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President.

(Exclamations, hilarité et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech ka mer, mengen ech, sécher sinn, datt d'Kolleegen nolauschteren, an dat freet mech och. Mee wann ech d'Wuert huelen, dann ass et, fir dem Här Galles Merci ze soe fir dat, wat en elo grad gesot huet.

Well mir hunn hei en Discours, dee wierklech laanscht déi reell Problematik geet. Mir hunn hei am Land, an ech ginn him Recht, kee patriarchalescht Familljebild. Awer dat, wat d'ADR vertrëtt, dat ass d'Méiglechkeet fir d'Leit, selwer ze decidéieren, wéi ee Familljebild si fir hir Famill wëlle wielen. Mir wëllen d'Fräiheet. An dat ass eeben dat, wat mech iwwerrascht bei der liberaler Partei: eng liberal Ministesch, déi hei kënnt an e lénkt Gesellschaftsbild propagéiert, wat eigentlech de Leit de Choix ewechhëlt, wat d'Familljen entmündegt a wat wëllt, datt de Staat de Familje virschreift, wéi si ze liewen hunn! Wéi d'Fraen ze liewen hunn, speziell!

(Brouhaha)

Ma loosst de Leit hir Fräiheet! Haalt dach op, hinne virzeschreiwen, wéi eng Famill soll fonctionéieren, wéi se hiert Liewe solle maachen! D'Leit kënne selwer decidéieren, wat se gären hätten! A mir, mat eise Propositioune vum Elteregeld, mir wëllen hinnen déi Méiglechkeet ginn. Dat huet mat patriarchalesch näischt ze dinn. Dat huet mat Fräiheet ze dinn. Dat huet mat voller Mündegkeet ze di fir d'Leit, fir sech vum Staat fräizemaachen ...

(Interruption et brouhaha)

... an endlech kënne fir hir Famill ze decidéieren, wat se wëllen.

Mir wëlle liberal Politik an deem Sënn, datt mer de Leit hir Fräiheet zréckginn! Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn … A, fir d'éischt nach den Här Marc Baum, deen nach d'Wuert freet.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt just eppes kloerstellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech wéilt just kloerstellen, datt dat Bild vun der Gesellschaft, wat d'DP-Familljeministesch gezeechent huet, kee lénkt Gesellschaftsbild ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat ginn ech d'Wuert zréck un d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, dat ass richteg. Do kann ech deem nëmmen zoustëmmen, well Dir sidd jo vun „déi Lénk" a mir sinn aus der Mëtt, d'Demokratesch Partei. Dofir, mengen ech, ass dat jo vläicht logesch. Mee do kënne mer dann eng aner Kéier driwwer schwätzen.

Ech muss awer dem Här Galles Recht ginn: Mat enger Mesure reegelt een net alles. Dat wäert och an Zukunft esou sinn. Et ass eng Mesure vu villen an et gi bestëmmt nach anerer, déi ee ka maachen. Wéi gesot, mir wäerte jo dann hoffentlech nach kënne weider doriwwer schwätzen.

Wat elo dat patriarchalescht Familljebild ugeet, dat wëll ech elo hei net weider kommentéieren. Ech wëll just zum Här Kartheiser soen: Dir fërdert d'Aarmut bei de Fraen, dat ass bewisen. Et si ganz vill Menagen auserneen. A wann Dir de Fraen ëmmer nees sot, si hätten de Choix, fir net schaffen ze goen, da fërdert Dir d'Aarmut bei de Fraen! An da si mer nees hei genau bei der Diskussioun, nämlech déi, …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat do ass eng Diskussioun aus den Achtzegerjoren, Madamm!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- … dass Der d'Fraen encouragéiert, fir an d'Aarmut herno ze falen. Oder: genau dat ze maachen, …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir wësst ganz genau, datt d'CSV-Politik ëmmer op genau de Géigendeel ausgeluecht war.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- … wat hire Mann och ëmmer vun hir verlaangt, fir nëmmen net verlooss ze ginn!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass e Fait personnel. D'Madamm Minister mécht hei eng absurd Ënnerstellung. Eng absurd Ënnerstellung! Well d'ADR-Elteregeld, wat mir jo gäre proposéieren, dat besteet och doranner, datt mir jo déi Leit sozialversécheren, datt mer hinnen och am Fall vun enger Trennung, egal ob de Papp doheem bleift oder ob d'Mamm doheem bleift, well dat ass d'Famill, déi dat decidéiert, datt se sozialverséchert sinn an doduerch, wa se an enger Trennung sinn, net an eng Situatioun erafalen, wou hinnen da Versécherungsjore géife feelen. Dat ass eeben net de Fall!

A wann Der Iech, Madamm Minister, mat eise Propositioune géift auserneesetzen, da géift Der dat wëssen. Et ass eng Garantie géint d'Aarmut a gläichzäiteg e Plus fir d'Famill!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Familljeministesch.

(Brouhaha)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Kee Salaire ass keng Garantie géint d'Aarmut, och wann ee sozialverséchert ass. Dat ass Äre Walprogramm. Dir kënnt deen esou vill verteidegen, wéi Dir wëllt. Mir hunn eis Meenung dozou. Mir wëlle géint d'Aarmut kämpfen an net Aarmut fërderen.

Dofir, Dir bleift do bei Ärer Positioun. An ech mengen, dass dat jo fir Iech dann esou gutt a richteg ass. A mir bleiwe ganz sécher bei onser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Genau dat! Dir vertriet hei Äre Walprogramm. A mir hunn déi besser Propositioun.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, ech vertrieden hei de Regierungsprogramm.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Merci villmools.

7. Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2551 vum Här Laurent Mosar a vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Recommandatioune fir d'Altersheimer. Den Här Mosar an d'Madamm Hansen hunn zesumme fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Madamm Ministesch zéng Minutten, fir drop ze äntweren. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech brauch déi fënnef Minutten net. D'sozial Kontakter, Kontakter zu Famill, zu Frënn sinn immens wichteg, a virun allem och fir eis eeler Leit. An eisen Informatiounen no ass et awer esou, datt d'Pensionären am Altersheim, wa si d'Struktur verloossen, fir zum Beispill bei en Dokter ze goen, wou si e Rendez-vous hunn, wa se dann zréckkommen, da 14 Deeg a Quarantän musse goen.

Stellt Iech dat just mol eemol vir! Dir gitt bei den Zänndokter, well Der wierklech Zännwéi hutt, an Dir kommt erëm zréck, an da musst Der 14 Deeg a Quarantän goen. Dat huet als Konsequenz, datt vill Leit sech et iwwerleeën, ob se bei den Dokter ginn, ob se och vläicht bei den Häerzdokter ginn.

Ech mengen, d'Madamm Minister huet virdru vu Kollateralschied geschwat. Hei kënnen och Kollateralschied entstoen. Fir eis ass déi Decisioun op jidde Fall net novollzéibar. An eisen Informatiounen no ass dat Ganzt eng Recommandatioun, déi vum Santésministère komm ass. A gëschter huet d'Madamm Gesondheetsministesch annoncéiert, si géif gëschter am Laf vum Dag u sech eng Kommunikatioun erausginn iwwer nei Recommandatiounen.

Déi Kommunikatioun ass net erauskomm. Duerfir meng Froen: Wéini kommen déi nei Recommandatiounen? A wéi gesinn dës nei Recommandatiounen aus? Fir eis ass et extreem wichteg, en Altersheem däerf keen Heem vum Elengsi ginn. A fir eis ass et wichteg, an et ass och elo un der Zäit, datt och fir déi eeler Leit Fräiheet a Gesondheet mussen ënner een Hutt bruecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Ech erstaunen Iech elo vläicht, mee ech si mat allem averstanen, wat d'Madamm Hansen gesot huet.

Et kann een net Leit nonstop a Quarantän setzen. An dat war effektiv eng Recommandatioun vum Gesondheetsministère, déi ëmmer nees opkomm ass, wou mir ëmmer nees nogefrot hunn, ob dat wierklech esou misst sinn. Well Dir hutt d'Beispill gesot vum Zänndokter. Ech soen Iech e vill méi schlëmmt Beispill: Dat vu Leit, déi an d'Dialys musse goen. Déi Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem sinn an zwee- oder dräimol d'Woch an d'Dialys musse goen, déi sinn zanter dem Ufank vum „Bleif doheem!" nonstop a Quarantän, well se net hunn däerfen eraus, well gesot ginn ass: „Soubal een erausgeet, muss een an der Quarantän sinn."

Bref, nodeems Der du gëschter mat der Gesondheetsministesch geschwat hutt, muss ech soen, war et meng Responsabilitéit, dass net direkt kommunikéiert ginn ass. Firwat? Ma well mer wollten dat elo anstänneg ausschaffen, fir dass déi eeler Matmënschen hei am Land genausou traitéiert gi wéi all déi aner. Et muss een de Leit och hir Responsabilitéit zréckginn.

Allerdéngs wëll ech direkt soen: Wann een an engem Alters- oder Fleegeheem lieft, dann ass een natierlech en communauté an et ass een och iergendswou responsabel fir déi aner.

Firwat ass déi Kommunikatioun do net direkt erausgaangen? Ma well mir de Gestionnairë vun den Alters- a Fleegeheemer emol fir d'éischt d'Chance wollte ginn, déi nei Recommandatiounen ze kréien, éier dass d'Famille Stuerm géifen uruffe bei hinnen. Si musse sech jo organiséieren an et muss ee jo kucke par rapport zu den neie Recommandatiounen.

Éier ech heihinnerkomm sinn, hunn ech mer erlaabt, einfach emol séier zéng Kopien ze maachen. Ech mengen, dann ass emol fir all Fraktioun op d'mannst eng dobäi. Ech géif dem President déi ginn.

(Mme Corinne Cahen dépose un document.)

Et sinn zwou nei Recommandatiounen. Dat eent concernéiert d'Visitten an de Strukture fir eeler Leit eeben am Kader vum Deconfinement progressif. Bei de Visitten ass et nämlech esou, dass och Kanner an Alters- oder Fleegeheemer op Besuch kënnen goe bei hir Bomi, hire Bopi oder Urgroussbomi, Urgroussbopi. Déi Visitten, just fir dat awer och eng Kéier ze soen, mam Plexiglas, dat muss just si fir de Fall, wou e Bewunner net kann de Mask undoen. Ech denken do zum Beispill un eng un Demenz erkrankte Persoun, déi dat net versteet, do muss Plexiglas sinn. Mee soss awer net.

Wann een d'Geste-barrièrë kann anhalen, déi zwee Meter, de Mask, da muss ee kee Plexiglas hunn. D'Kanner, wéi gesot, kënnen elo matgoen, d'Kanner iwwer sechs Joer, wann et bannen ass, well wa se an der Schoul verstinn, dass een eppes muss undoe virun d'Nues an de Mond, da versti se dat sécher och am Alters- oder Fleegeheem. D'Eltere bleiwen natierlech responsabel fir hir Kanner.

Baussen ass d'Unzuel u Besuch am Prinzip net limitéiert, just bannen op zwou Persounen, wéi d'Santé dat virgeschriwwen huet. A wéi gesot, fir déi un Demenz erkrankte Leit recommandéiert d'Santé nach ëmmer Plexiglas. D'Surblouse gëtt et net méi, d'Distanz vun zwee Meter oder de Mask mussen agehale ginn. An d'Pausen tëschent de Visitte geet vun 30 Minutten op 10 Minutten erof, wat och extreem wichteg ass,

justement fir dass méi Leit och kënnen op Besuch komme bei hir Léifsten.

Wat elo d'Sortien ugeet vun de Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem wunnen, do hunn ech och elo grad dann déi neiste Recommandatiounen erausginn, déi mir der Santé proposéiert hunn zesumme mat der COPAS, an d'Santé huet se positiv elo aviséiert. Et gëllt fir déi eeler Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem liewen, dat nämmlecht wéi fir déi aner.

Et kann net méi sinn, dass, wann een an eng Dialys geet oder wann ee bei den Dokter geet, een dann a Quarantän gesat gëtt. Dat heescht, d'Gestionnairen …, well et wunne jo net iwwerall déi nämmlecht Leit an den Alters- a Fleegeheemer. D'Populatioun ass jo och eng aner. A mir ginn hei hin a mir soen de Gestionnairen, dass si natierlech och musse kënnen decidéieren, wéi wäit se kënne goen oder net.

Ech soen Iech ganz éierlech, ech hu Gestionnairen, déi mir ugeruff hunn, déi mer soen: „Ma hei, mäin Haus hei, dat ass net wäit vun engem Supermarché ewech a meng Dammen an Hären hei, déi gi reegelméisseg an de Supermarché. Ech ka se awer net alleguerte 14 Deeg an d'Quarantän schécken, wa se bis an de Supermarché waren." Ech mengen, d'Haiser si ganz verschidden. An do mussen d'Chargé-de-directionen dat och kënne beurteelen, ob ee kann zum Beispill bei een heem goen. Voilà. D'Fro ass, ob ee ka bei een heem op Besuch goen. Mee och do gëllt … A mir sollen do och net liichtfankeg sinn, well mir hunn hei mat de Vulnerabelsten ze dinn, mat deenen, déi e ganz schwéiere Krankheetsverlaf kënnen hu vun där Krankheet. Mir hu mat deenen ze dinn, déi déi Krankheet kéinte mat an een Haus eranhuelen. Dat ass wierklech net schéin.

Also musse mer do nach méi strikt, souwisou solle mer strikt sinn, nach méi strikt déi Distanzreegelen anhalen, d'Geste-barrièren anhalen, d'Hänn wäschen, desinfizéieren, d'Masken undoen an esou weider.

Et ass net, well ee bei sech doheem ass, dass een a Sécherheet ass. Mir kënnen alleguerten heibannen haut Porteur si vum Virus Covid-19, ouni et ze wëssen, well mer asymptomatesch sinn. An et kéint awer sinn, dass mer engem aneren dee Virus weiderginn. Also solle mer wannechgelift alleguerten och ons Responsabilitéit do huelen, och déi eeler Leit, d'Geste-barrièren anhalen, d'Distanz anhalen, de Mask undoen, net sech an den Aarm huelen am Moment. An ech mengen, da komme mer weider.

Ech sinn immens frou, dass déi Fro gestallt ginn ass. An ech si frou, Iech kënnen haut déi doten Äntwert ze ginn, well ech denken och, dass dat absolutt net haltbar war, fir Leit esou laang anzespären. Well wa mer vu Kollateralschied schwätzen, wéi d'Martine Hansen richteg gesot huet, do wäerte se ganz grouss sinn. Ech héieren dat och. All Dag kréien ech Mailen a Messagen an Uriff vu Leit, déi laang kee Kiné gesinn hunn. A mir wëssen, dass bei deenen eelere Leit de Kiné ganz, ganz wichteg ass, fir a Beweegung kënnen ze bleiwen. Leit, déi net méi wëllen iessen, déi keng Liewensfreed méi hunn, well se hir Kanner an Enkelkanner net konnte gesinn. An ech hoffen, dass mer deem elo heimadder en Enn setzen.

An ech ruffen awer jiddereen heibannen an dobaussen op, wierklech d'Geste-barrièren anzehalen, déi wierklech ze respektéieren, fir dass mer evitéieren, dass mer de Virus an en Haus erandroen. Well wann de Virus bis an engem Haus dobannen ass, an engem Alters- oder Fleegeheem, ech soen Iech: Dat ass ganz schlëmm! Dat ass ganz schlëmm fir déi Leit, déi do liewen. Et ass ganz schlëmm fir déi Leit, déi do schaffen. An dofir si mer alleguerte responsabel fir ze kucken, dass mer dee Virus net an déi Haiser do erakréien. An dofir war d'Santé och esou virsiichteg. Ech verstinn dat och. Mee ech mengen, mir sollten awer de Leit d'Responsabilitéit zréckginn a mir sollen awer alleguerten extreem virsiichteg bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Familljeministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wëll fir d'éischt der Madamm Minister Merci soe fir hir Äntwerten. Mir sinn awer trotzdeem e bësselchen erstaunt iwwert déi Äntwert, well dat ass esou duergestallt ginn, wéi wann dat jo eigentlech alles relativ kloer wär a wéi wann d'Madamm Minister 100%eg och mat der Positioun vu menger Fraktioun d'accord wär.

Ech wëll awer just drun erënneren, Madamm Minister, datt d'Kolleege Marc Spautz a Martine Hansen elo scho säit Wochen a Question-parlementairë froen, wéi genau d'Bestëmmunge wieren. Bis gëschter respektiv bis haut si keng Äntwerte komm.

An ech ka mech, an et sinn eng Rei vu Kolleegen, déi och am Bureau an an der Conférence des Présidents dobäi sinn, ëmmer erëm erënneren, datt mer keng kloer Äntwert op déi Fro kritt hunn. D'Madamm Gesondheetsminister huet un Iech renvoyéiert, Dir zum Deel un d'Madamm Gesondheetsminister. An all Kéiers, wa mer wollten eng kloer Äntwert kréien, hu mer keng kritt. An nach gëschter - an ech schwätzen och hei ënnert dem Contrôle vum Chamberspresident, deen an där Reunioun dobäi war - hu mer keng kloer Äntwert kritt.

An d'Madamm Gesondheetsminister huet nach eng Kéier widderholl, si misst sech do kuerzschléisse mat hire Servicer a mir géife gëschter am Laf vum Dag eng Kommunikatioun kréien. Duerfir, wat mech einfach stéiert an där Saach, ass, datt hei elo iwwer Woche Pingpong gespillt ginn ass.

Ech si frou, datt d'Madamm Familljeministesch elo kloer Wierder de Mëtteg benotzt huet, mee dat hätt vill éischter kënne sinn, Madamm Familljeministesch. Well déi Leit, déi sinn, an et ass beschriwwe gi vun der Madamm Hansen, et ass beschriwwe gi vun Iech, wierklech net an enger flotter Situatioun, well se sech zum Deel virkommen, wéi wa se an engem Prisong wieren.

An duerfir sinn ech frou, datt et elo haut endlech hei zu deenen Ouverturë komm ass. Erlaabt mer awer och nach eng Kéier, eng ganz kloer Prezisioun ze stellen! Et geet nämlech och drëm, wa Leit erausginn, an et geet hei natierlech ëm déi Leit, déi emol musse bei den Dokter goen, et geet awer och ëm Leit, déi einfach wëllen eng Kéier heem bei hir Famill goen oder déi eng Kéier wëlle bei Namurs, wa se hei an der Stad sinn, einfach eng Eclair kafe goen: Kënnen déi Leit erausgoen, ouni datt se mussen herno an eng Quarantän goen? Well dat ass bis elo net kloer gewiescht!

An ech hätt wierklech gär, datt d'Madamm Minister dat nach eng Kéier géif kloer hei soen, well ech mengen, dat misst och vun den Direktere vun den Ältersheimer dann esou gesi ginn.

(Interruption)

Et ka jo net sinn, datt dat an deem enge geet an an deem aneren net. An duerfir hätte mir hei gär eng kloer Äntwert.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un d'Familljeministesch.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci dem honorabelen Deputéierte Laurent Mosar. Also et ass esou, dass alles, wat mat Santé ze dinn huet, dat sinn natierlech ëmmer Recommandatioune vun der Santé. An dofir hu mir jo och intervenéiert, fir dass déi Quarantän do soll opgehuewe ginn. An ech mengen, elo hutt Der jo eng ganz kloer Äntwert.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, fir op Är lescht Fro ze äntweren: Et ass vun de Recommandatiounen hier méiglech, dass de Chargé de direction erlaabt, dass d'Leit kënnen eraus. Mir hunn net iwwerall mat där nämmlechter Populatioun ze dinn. Et gi CIPAen, do sinn nach ganz rüsteg a gesond Leit an esou weider. An da ginn et der awer och, wou ganz, ech soen elo mol, un Demenz erkrankte Leit sinn, déi fonctionéiere souwisou aneschters.

Dat heescht, et muss een natierlech och dem Chargé de direction awer d'Appreciatioun loossen, ob dat a sengem Haus méiglech ass oder net, an och vläicht do eng Risikobewäertung ze maachen. Et huet vläicht och iergendwann domadder ze dinn, ob covidpositiv Fäll am Haus sinn oder net. An ech mengen, do ass all Haus aneschters.

Ech verstinn Är Fro, dass mer eng generell Recommandatioun fir d'ganzt Land erausginn. Dat hu mer gemaach, andeems mer soen, dass een däerf erausgoen, dass een net méi muss an d'Quarantän goen, wann een erausgeet. Dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Mee et muss een awer den eenzelne Gestionnairen, well awer d'Populatioune ganz anerer sinn … Ech wëll elo kee mam Numm nennen, d'Populatioune si ganz verschiddener. An dofir mengen ech, muss een hinnen awer och de Choix loosse respektiv de libre Arbitre vun hinnen och erwaarden, dass se kënnen, dass si … an och respektéieren, wa se soen: „A mengem Haus hei ass dat net ze maachen, dass een erausgeet wéinst …"

Bon, da kritt een dat jo normalerweis argumentéiert. Mee ech mengen am Allgemengen, Dir hutt elo eng ganz kloer Äntwert. Ech hunn, wéi gesot, och dem Chamberspresident d'Recommandatioun … Ech hunn Iech se erausgeprint, déi zwee Dokumenter, da braucht Der se net sichen ze goen. An ech hunn dem Chamberspresident se fir Iech ofginn. Do sinn déi zwou Recommandatiounen, déi nei, dran. Dat eent sinn d'Visitten an dat anert sinn d'Sortien, wou d'Leit net méi mussen a Quarantän goen.

Et gëtt just nach ee prezise Fall, wou een a Quarantän muss goen, an dat ass fir déi eeler Leit, déi an enger Struktur liewen, d'nämmlecht wéi fir ons alleguerten, wann een am direkte Kontakt war mat engem Covid-19-Positiven, an dat steet do och kloer an all deene Recommandatiounen an Ordonnancë vun der Santé dran, wann ee méi wéi 15 Minutten enke Kontakt hat mat enger Persoun, déi covid-19-positiv war, ouni Protektioun. An ech mengen, dat ass den Direkter vun der Direction de la santé, deen hat dat erausginn. Déi kennt Der alleguerten. Mee soss wäert keng Quarantän méi eebe musse gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Familljeministesch fir déi Prezisiounen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir de 26. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.16 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 36, 37 et 38

36e séance

Ouverture de la séance publique p. 555
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile p. 555-559
Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz p. 560
7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce p. 560-561
7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail p. 561-562
Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement p. 562
7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité p. 562-563

37e séance

Ouverture de la séance publique p. 564
Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 564
7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg p. 564
Communications p. 564
Ordre du jour p. 564-566
Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants p. 566-567
Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 567
Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale p. 567-570
Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf p. 570
Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite) p. 570-578

38e séance

Ouverture de la séance publique p. 579
Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise p. 579
7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants p. 580-582
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19 p. 583-586
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises p. 586-591
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19 p. 591-595
Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées p. 595-596

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 17** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1837	Jeff Engelen	Procédure d'essai mondiale harmonisée pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers
1838	Léon Gloden	Alerte inondations
2110	Marc Goergen	Colonies de mouflons
2112	Jeff Engelen	Statistiques dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2114	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Équipements de protection individuelle
2115	Carlo Back, François Benoy	Les conséquences radiologiques des incendies dans la région de Tchernobyl
2116	Gusty Graas, André Bauler	Stratégie de déconfinement
2117	Max Hahn, Gusty Graas	Dégradation de l'état de la N33 à la hauteur du « Käler Potto »
2118	Jean-Marie Halsdorf	Matériel de protection contre le Covid-19
2119	Fernand Kartheiser	Budget de l'Union européenne
2120	David Wagner	Récupération d'avantages fiscaux indus de la part d'une entreprise de commerce électronique
2121	Marc Goergen	Procédures de recrutement dans la fonction publique
2123	Lydia Mutsch	Application de traçage dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2124	Fernand Kartheiser	Déconfinement dans le cadre des maisons pour jeunes
2125	Dan Biancalana	Modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19
2126	David Wagner, Marc Baum	Dérogations autorisées aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus
2127	Sven Clement	Tests du coronavirus
2128	Marc Spautz	Convocation du Comité de coordination tripartite
2129	Roy Reding, Jeff Engelen	Vaccination obligatoire
2130	Françoise Hetto-Gaasch	Arrosage des voies de tramway engazonnées
2131	Laurent Mosar	Indemnités en faveur du secteur privé dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2132	Marc Spautz	Remboursement des prêts par les entreprises durant la crise sanitaire
2133	Marc Lies	Réouverture des aires de jeux dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2134	Marc Baum	Évaluation épidémiologique des données existantes sur le Covid-19 et démarches futures du Gouvernement
2135	Fernand Kartheiser	Facturation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2136	Roy Reding	Réforme du divorce par consentement mutuel
2137	Fernand Kartheiser	Tests du coronavirus dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins
2138	Simone Asselborn-Bintz	Installation de parloirs dans les structures d'accueil pour personnes âgées
2140	Fernand Kartheiser	Test du coronavirus pour l'ensemble de la population
2141	Martine Hansen, Laurent Mosar	Composition des différents groupes de travail, d'accompagnement et d'expertise du Gouvernement et de chacun de ses ministères dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19
2142	André Bauler, Claude Lamberty	Localité de Hoscheid-Dickt
2145	Paul Galles, Marc Spautz	Tests de dépistage du coronavirus
2146	Fernand Kartheiser	Étude sur la contamination et la contagiosité du coronavirus chez l'enfant
2148	Sven Clement	Contrôles des frontières
2149	Léon Gloden	CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency)
2151	Roy Reding, Jeff Engelen	Tarif horaire uniforme pour les médecins dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2152	André Bauler, Gusty Graas	Réserves en eau potable
2153	Sven Clement, Marc Goergen	Drapeaux européens en berne
2154	Sven Clement	Digitalisation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins
2155	Marc Spautz	Indemnité d'urgence pour les entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2156	Laurent Mosar	Jugement allemand dans le contexte du « Public Sector Purchase Programme » (PSPP) de la Banque centrale européenne
2157	Laurent Mosar	Impact de la crise actuelle sur les salariés
2158	Sven Clement	Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2159	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Étude CON-VINCE
2160	Stéphanie Empain	Maladie d'athlètes luxembourgeois lors des Jeux mondiaux militaires à Wuhan
2161	François Benoy, Charles Margue	Congé pour raisons familiales extraordinaire
2164	André Bauler, Gusty Graas	La filière porcine dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2165	Jeff Engelen	Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2167	Diane Adehm	Accueil des élèves à partir du 25 mai 2020
2168	Marc Goergen	Masques de protection dans le cadre de la réouverture des écoles
2169	Nancy Arendt épouse Kemp	Reprise de l'entraînement des sportifs d'élite au Centre national sportif et culturel « Coque »
2170	Marc Baum	Visites de contrôle médical obligatoire pour nouveau-nés durant l'état de crise
2173	Stéphanie Empain	Les modalités de remboursement des voyages à forfait annulés en raison du Covid-19
2176	Marc Goergen	Plateforme LetzShop
2178	Fernand Kartheiser	Nomination de la nouvelle directrice à la tête de la Bibliothèque nationale du Luxembourg
2181	Fernand Kartheiser	Collectif réfugiés Luxembourg
2182	Mars Di Bartolomeo	Appel aux dons de la part de Luxembourg Air Rescue (LAR) afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19
2183	Gilles Roth	Conséquences de la fonctionnarisation d'anciens chargés de cours au niveau de leur traitement
2184	Jeff Engelen	Masques de protection
2188	Fernand Kartheiser	Médecine scolaire
2189	Sven Clement	Soutien aux entreprises impactées par le coronavirus
2200	Marc Goergen	Réunions du Collège des bourgmestre et échevins
2220	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Relations avec l'International Astronomical Union (IAU)
2222	Fernand Kartheiser	Circuits autopédestres
2833 urgente cf. 2841 urgente, 2845 urgente	Marc Goergen	Tour de Luxembourg
2841 urgente cf. 2833 urgente, 2845 urgente	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Tour de Luxembourg
2845 urgente cf. 2833 urgente, 2841 urgente	Jeff Engelen	Tour de Luxembourg
2887 urgente	Fernand Kartheiser	Mise en quarantaine partielle dans les écoles
2907 urgente	Marc Hansen, Djuna Bernard	Restrictions de voyage et obligations des étudiants luxembourgeois dans leurs pays d'études
2951 urgente	Francine Closener	Impact du classement du Luxembourg en tant que pays à risque sur les étudiants

Question 1837 (06.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **procédure d'essai mondiale harmonisée pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers :**

Ab dem 1. Mäerz ginn nei Autoe just nach dann zougelooss, wann d'Emissiounen an de Verbrauch nom sougenannte WLTP-Verfaren (Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure) gemooss ginn. Dëst wäert zur Konsequenz hunn, datt d'Schuedstoffberechnung ëm bis zu 25 % méi héich ausfale kann. Den Automobilclub geet dovun aus, datt dëst mat Méikäschte vu bis zu 200 Euro pro Joer fir de Besëtzer vun engem Auto verbonne wäert sinn. Dëst ass eng substanziell Zomm, besonnesch wann ee bedenkt, datt och nach d'CO_2-Steier op den Automobilist wäert duerkommen. Parallell dozou ass gewosst - wéi dat och déi rezent Chamberdebatt gewisen huet -, datt Lëtzebuerg e massiven Äarmutsproblem huet an ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Besonnesch Leit mat engem schwaachen Akommes, déi awer op den Auto ugewise sinn, treffen esou Deierechte schwéier.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister an dem Här Finanzminister gären dës Froe stellen :

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt d'Ëmstellung op dat neit Moossverfaren mat enger substanzieller Deierecht fir den Automobilist verbonnen ass?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Tabell fir d'Berechnung vun de Käschten am Hibléck op den CO_2-Ausstouss esou ëmgeännert, respektiv reforméiert misst ginn, datt duerch den neie Berechnungsmodell keng Méikäschte fir den Automobilist entstinn?

Réponse commune (12.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'Ëmstellung vun der Berechnung vun der Autossteier op de WLTP („Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure") zielt den Datum vun der éischter Immatrikulatioun (date de la première mise en circulation). Konform zu dem europäesche Reglement 2017/1151 vum 1. Juni 2017, mat deem de WLTP-Testzyklus fir d'Homologatioun fir Gefierer agefouert gouf, muss all Land déi nei Bestëmmungen, wat d'Umelle vun Autoen ubelaangt, bis spéitstens den 31. Dezember 2020 ëmsetzen. De geplangte Stéchdatum zu Lëtzebuerg ass den éischten Dag vum Mount, nodeems d'Gesetz (Gesetzesprojet N° 7506) iwwert d'Applizéiere vun de WLTP-Wäerter am Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg publizéiert gouf.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt fir all Auto, dee virum Stéchdatum fir d'éischte Kéier immatrikuléiert gouf (och am Ausland), d'Autossteier déi selwecht bleift. Bei dëse Gefierer gëtt d'Autossteier weiderhi mat den NEDC-Wäerter („New European Driving Cycle") berechent och wann d'Gefier weider als Occasiounsauto verkaf gëtt oder fir ee Moment net méi ugemellt war. Deemno gëtt et keng Retroaktivitéit bei Autoen, déi scho virun dem genannten Datum ugemellt waren.

Wann een Auto nom Akraafttriede vum Gesetz fir d'éischte Kéier ugemellt gëtt, esou gëtt d'Autossteier mam kombinéierte Wäert vun den CO_2-Emissiounen nom WLTP-Testzyklus berechent. An der Moyenne leien dës Wäerter ongeféier 20 % méi héich wéi déi entspriechend Wäerter vum NEDC, mee et ginn awer och Modeller wou de WLTP-Wäert méi niddereg oder d'selwecht héich ass. Deemno gëtt et keng generell Formel woumat d'Variatioun tëschent den zwee Ofgaswäerter fir all Auto kéint bestëmmt ginn. Et hänkt ëmmer vun Auto zu Auto of wéi héich den Ënnerscheed tëschent dem NEDC- an dem WLTP-Wäert ass. Aus dësem Grond soll d'Berechnungsformel vun der Autossteier onverännert bleiwen a just den Ofgaswäert op den neie Préifzyklus adaptéiert ginn.

Esou bleift zum Beispill d'Autossteier bei engem Diesel mat 120 g CO_2/km nom NEDC onverännert géintiwwer engem Diesel mat 120 g CO_2/km nom WLTP. Hei sief awer drop higewisen, dass tatsächlech dee selwechten Auto ka verschidden CO_2-Wäerter a Funktioun vum Ofgastest hunn, wouduerch d'Autossteier bedéngt duerch den ënnerschiddlechen Ofgaswäert, fir en Auto deen no dem Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt ginn ass, anescht ass, wéi fir en Auto dee virum Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt gouf.

Aus dësem Grond huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten och eng Informatiounscampagne (www.wltp.lu) gestart, fir d'Leit doriwwer ze informéieren. Esou sollen d'Leit mat deenen Informatiounen hiren Auto kafe kënnen. Aus dësem Grond ginn déi zwee Wäerter och transparent bei de Concessionnairen affichéiert, soudass all Persoun, déi een Auto wëll kafen, sech am Detail informéiere kann.

Dëst bréngt mat sech, datt de Konsument beim Kaf vu sengem Auto méi realistesch Verbrauchswäerter ugewise kritt wouduerch hien, wann hie sech un den neie WLTP-Verbrauchswäerter orientéiert, bei enger duerchschnëttlecher Fuerleeschtung vun 13.000 km am Joer, bei engem Diesel bis zu 300 € a bei engem Bensinner bis zu 330 € ka spuere wat d'Tanken ubelaangt, dëst well den theoreeteschen an de reelle Verbrauch besser korreléieren.

Question 1838 (06.02.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**alerte inondations :**

Bei den Iwwerschwemmungen den 3. a 4. Februar 2020 sinn op ville Plazen am Land grouss Schied entstanen. Laut mengen Informatioune si weeder d'Leit nach déi lokal Auto ritéite fréizäiteg duerch de System GouvAlert iwwert dës Héichwaasser informéiert ginn. Bis en Dënschdeg de Moie wär keng offiziell Alert vum Waasserwirtschaftsamt oder dem CGDIS rausgaangen, fir esou fir eng besser Preventioun ze suergen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Kënnen d'Madamme Ministere meng Informatioune confirméieren?

- Wa jo, firwat sinn déi offiziell Alerten net éischter rausgaangen?

- Wéi wëllen déi zwee Ministeren an Zukunft fir eng besser Preventioun an Informatioun a puncto Héichwaasserschutz suergen?

Réponse commune (12.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'GouvAlert ass eng Applikatioun déi vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) am Kader vu gréisseren Interventioune benotzt gëtt, souwéi vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) am Kader vu Krisesituatiounen. D'Iwwerschwemmunge vum 3. a 4. Februar 2020 si weeder als Krisesituatioun unzegesinn, nach ass et zu gréisseren Interventioune komm, déi eng Alert duerch d'GouvAlert gefuerdert hätt. D'Iwwerwaachung vun den Iwwerschwemmungen ënnerleien der Kompetenz vun der Administration de la gestion de l'eau, déi d'Populatioun och alertéiert huet, ënner anerem duerch déi offiziell Internetsäiten (meteolux.lu, innondations.lu). Wichteg ass ze ënnersträichen, dass d'Bevëlkerung wärend deenen zwee Deeg stänneg, ënner anerem duerch d'Medien (z. B. Wiederdéngschter), iwwert d'Situatioun um Lafende gehale ginn ass an déi betraffe Gemengen, souwéi déi lokal Centres d'incendie et de secours (CIS) vum CGDIS informéiert gi sinn.

Ee Joer no der Aféierung vun der App GouvAlert huet d'Regierung entscheet dës weiderzeentwéckelen. D'Optimiséierung vun der App soll an Zukunft erlaben, dass déi staatlech Entitéiten, déi d'Bevëlkerung jee no Tëschefall mussen alertéieren, dovunner gebrauch kënne maachen. Dëst soll an Zukunft eng nach méi effikass an eenheetlech Alertéierung vun de Persounen erméiglechen, mam Zil besser informéiert ze sinn a sech eventuell op esou Evenementer virbereeden ze kënnen.

Schlussendlech investéiert d'Regierung säit Joren an den Héichwaasserschutz. Sou gëtt d'Bevëlkerung zum Beispill mat Hëllef vun Héichwaassergeforekaarten driwwer informéiert, a wéi engen Zonen d'Gefor vun Héichwaasser méi grouss ass wéi an aneren.

Question 2110 (29.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **colonies de mouflons :**

De 27. Abrëll sinn der Naturverwaltung dräi dout Schof gemellt ginn, déi eendeiteg vun engem „Raubdéier" gerass goufen. Eventuell vun engem Wollef. Ech géif an dësem Kontext gären nach eng Kéier op meng parlamentaresch Fro vum 22. Januar 2020, betreffend d'Muffelkolonie zu Iechternach zréckkommen.

Wéi et an enger Matdeelung vun der ANF vum 28. Abrëll heescht, kann eng Presenz vum Wollef am Raum Nidderaanwen net ausgeschloss ginn, bis een entspriechenden DNA-Test virläit.

Ech hat Iech deemools a menger Question parlementaire N° 1746 follgend Fro gestallt:

„Am Bulletin technique vun der ANF - en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse - am Numéro spécial: ‚Plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg' vun 2017 heescht et a Relatioun mam Muffel, datt dëst Déier net op d'Presenz vum Wollef adaptéiert wier a soumat eng ‚proie facile' fir e wier. Wéi gesitt Dir aktuell d'Situatioun vun de Muffele par rapport zu enger méiglecher Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg, kéint et eventuell sinn, datt de Muffel zäitno een natierleche Feind kritt?"

Op dës Fro krut ech follgend Äntwert:

„De Wollef ass, bis op zwee Kuerzoptrëtter am Juli 2017 an am Februar 2018, de Moment eises Wëssens no net um Lëtzebuerger Territoire present. Et ass zu all Moment méiglech, dass de Wollef sech fest zu Lëtzebuerg installéiert. Sollt dat e Ruddel Wëllef an engem Gebitt mat Muffele sinn, kann een opgrond vun den Erfarungswäerter aus dem Ausland dervun ausgoen, dass d'Muffelen op natierlech Aart a Weis deziméiert ginn."

Am Bulletin technique vun der ANF heescht et des Weideren:

„GPS-Telemetrie-Studien haben ergeben, dass abwandernde Einzelwölfe mehr als 1500 km zurücklegen können, bis sie einen Paarungspartner und/oder ein geeignetes Revier gefunden haben; große natürliche und anthropogene Hindernisse stellen nur geringe Probleme bezüglich ihrer Ausbreitung dar. Somit ist klar, dass es in Kontinentaleuropa kaum eine Gegend gibt, in der nicht zu jeder Zeit Wölfe auftauchen könnten."

De Wollef, falls en zu Nidderaanwe wierklech sollt present gewiescht sinn, kann also ouni weideres d'Distanz bis op Iechternach zréckleeën.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur an Ëmwelt, Klima an nohaltëg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Goufen et säit der leschter Privatjuegd weider Juegten op d'Muffelen zu Iechternach?

2. Falls sech géif erausstellen, datt sech de Verdacht vun der Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg géif confirméieren, géifen dann all weider Juegten op d'Muffelen agestallt ginn? Wann net, firwat net, wëssend, datt de Wollef d'Problematik ëm d'Iwwerpopulatioun an de Schued un de Beemercher géif op eng natierlech Aart a Weis regléieren?

3. D'Coronakris huet dofir gesuergt, datt d'Muffelen elo erëm ouni Angscht kënne fräi am Bësch liewen. Falls de Wollef awer tatsächlech op der Plaz opdaucht, dann ass et schnell gedoen ëm déi sympathesch Déiercher. Och déi reegelméisseg Juegten, ob Dréckjuegd, Pirschjuegd oder aner Juegdmethoden, si fir d'Wuel vum Déier eng Belaaschtung. Dofir, Madamm Ministesch, firwat loosst Dir d'Déieren net einfach afänken an an hir Heemecht bréngen, sou wéi Dir et jo och well an den Äntwerten op meng aner Question-parlementairen als Optioun consideréiert hutt?

4. Ass der Madamm Ministesch bekannt, datt et säitens dem Staat an de Gemenge Beméiungen goufen, fir Lot-de-chassen ze steeën? Wa jo, firwat gouf dat gemaach a wéi vill där Juegte sinn am Endeffekt wierklech gesteet ginn?

5. Madamm Ministesch, wéi vill ass bezuelt ginn, fir dës Lot-de-chassen ze steeën?

Réponse (05.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Säit der leschter Dréckjuegd, den 29. Februar 2020, déi de Piechter um Juegdlous zu Iechternach ugemellt huet, si keng weider Dréckjuegten ugemellt an ofgehale ginn. Juegd a Form vun Usëtz a Pirsch musse vum Juegdpiechter net ugemellt ginn.

ad 2. D'Presenz vum Wollef am Raum Nidderaanwen Enn Abrëll ass entre-temps duerch en DNA-Test confirméiert ginn. Een eenzele Wollef, vun deem net gewosst ass, ob en sech elo nach hei am Land oder an der Regioun Iechternach ophält, wäert de Muffelproblem sécher net léisen. D'Juegd op d'Muffele gëtt dofir och bei enger nogewisener Wollefspresenz net agestallt. Fir en Effekt op eng Muffelpopulatioun ze hunn, bräicht et eng stabill Presenz vu Wëllef (sprech, ee Ruddel op d'mannst) an där Regioun. Dëst ass bis elo net de Fall.

ad 3. Inwiefern d'Coronakris sech op d'Wuelbefanne vun de Muffelen ausgewierkt huet, doriwwer ka keng wëssenschaftlech baséiert Ausso gemaach ginn. D'Fänke vun de Muffelen aus der Groussregioun Iechternach, den Transport op eng aner Plaz, an d'Halen an engem Gatter duerno géif en immense Stress fir d'Déieren a grouss Verletzungsgefor bedeiten.

Et fënnt sech keen Déierepark, deen einfach sou géif 100-200 Muffelen iwwerhuelen. Korsika wëllt déi Déieren och net, well se hir autochton Genetik net wëlle contaminéieren.

Dovunner ofgesinn ass d'Provenienz vun den Iechternacher Muffelen net ganz gekläert.

ad 4. De Staat oder d'Gemenge kënne fir den „interêt général", wéi den Artikel 35 vum Juegdgesetz et virgesäit, ee Juegdlous pachten.

A bestëmmte Fäll, virun allem wann et ëm déi ëffentlech Sécherheet geet, wäert de Staat e puer Juegdlousen a Locatioun huelen. Et ass och gutt méiglech, datt e puer Gemenge Juegdlousen a Locatioun huele wäerten. Well d'Steeë vun de Juegdlouse fir de kommende Bail nach net ugefaangen hunn, kann zur Unzuel aktuell keng Ausso gemaach ginn.

ad 5. Et hunn nach keng Steeë stattfonnt.

Question 2112 (29.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

All Dag ginn d'Leit mat neien Zuelen a Statistiken zum Coronavirus konfrontéiert, an dëst weltwäit. Déi veréffentlecht Zuele ginn awer net iwwerall no de selwechte Krittären erhuewen an d'Verschaffe vun dësen Zuelen zu Statistike verleeft och no verschiddene Prinzipper.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wie bestëmmt fir Lëtzebuerg, wéi d'Zuelen an d'Statistiken am Zesummenhang mam Coronavirus erhuewen, ugeluecht a presentéiert ginn? Ass dat eng autonom Decisioun vun der Direction de la santé oder gëtt dat vun der Regierung mat bestëmmt?

2. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt e Mënsch mat nach anere Krankheete respektiv Virerkrankungen, deen an der Zäit vum Coronavirus stierft, automatesch als Coronaaffer gezielt gëtt, wann hie positiv op Coronavire getest gouf? Muss an all Fall e positiven Test op Corona virleien oder gi méiglecherweis scho symptomatesch Unzeechen, déi op Corona hindeiten, duer, fir déi Ursaach mat an eng Statistik, déi op der Basis vun der Polymorbiditéit geféiert gëtt, afléissen ze loossen?

3. Wéi steet d'Madamm Minister dozou, eng Autopsie u Persounen duerchféieren ze loossen, déi mat héijer Warscheinlechkeet u Corona gestuerwe sinn a bei deenen ee kann a priori dovun ausgoen, datt eng Autopsie Resultater an Erkenntnesser am Déngscht vun der Wëssenschaft ka bréngen?

4. Wann Zuele genannt ginn, geet net just rieds vu Coronadoudegen, mee och vu Coronainfizéierten an -hospitaliséierungen.

a) Gi bei den Zuele vun de sougenannten Hospitaliséierungen och déi Leit matagerechent,

- déi negativ am Spidol getest goufen,

- déi sech just am Drive-in teste gelooss hunn,

- déi positiv getest goufen an awer heem a Quarantän geschéckt goufen?

b) Zielen zu de sougenannte Coronainfizéierte just déi, déi wierklech getest goufen an tatsächlech positiv waren? Wann nee, gi bei den Zuele vun de sougenannte Coronainfizéierten dann och déi Leit matagerechent,

- déi méiglech Unzeechen hunn/haten, awer net getest goufen,

- déi méiglech Unzeechen hunn/haten, awer negativ getest goufen?

5. Wéini wëllt d'Madamm Minister komparativ Statistiken an Analyse publizéieren, déi et erlaben, de reellen Impakt vu Covid-19 op d'Mortalitéit hei zu Lëtzebuerg ze evaluéieren? Dëst bedéngt ënner anerem och e Verglach mat statisteschen Daten aus de Virjore mat enger preziser Oplëschtung an Analys vun den Doudesursaachen.

Réponse (28.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Zuelen an d'Statistiken iwwert de Covid-19 gi vun der Gesondheetsdirektioun erhuewen, ugeluecht a presenteiert, natierlech an enker Ofsprooch mam Gesondheetsministère. D'Aart a Weis wéi d'Analys vun deenen Zuele gemaach gëtt, baséiert sech generell op international Empfeelungen.

Esou ass dat och bei Doudesfäll a bei Leit, déi mam SARS-CoV-2 infizéiert sinn. International gëtt ugeroden, all Persoun, déi stierft, wa si mat dem Virus infizéiert ass, als Covid-19-Doudesfall

an d'Statistik opzehuelen. Dëst ass och de Fall, wann de Labotest negativ ass, mee dei klinesch Zeechen eendeiteg op eng Covid-19-Infektioun hiweisen.

Am Prinzip si mir am Gesondheetsministère natierlech en faveur vun enger evidenzbaséierter Medezinn a mir favoriséieren alles, wat eist Wëssen ëm Krankheete verbessert, inklusiv de Recours op Autopsien. D'Entscheedung, ob eng Autopsie awer schlussendlech gemaach gëtt, läit net beim Minister, mee beim Dokter, deen den Doud feststellt an dee sech an esou enger Situatioun - ausser et géif sech ëm e Rechtsfall handelen, wou d'Justiz d'Autopsie ordonnéiert - mat der Famill ofschwätzt, an dréit natierlech och dem Wonsch vum Verstuerwene Rechnung.

Bei den Hospitalisatioune ginn déi positiv getest Leit gezielt, dei dee Moment am Spidol sinn, egal wou si getest goufen. Falls e Positiven aus dem Spidol heem entlooss gëtt, gëtt e vun deem Moment un net méi bei den Hospitalisatioune gezielt.

De Statec huet entre-temps éischt Zuelen iwwert d'Surmortalitéit an de leschte Woche publizéiert. Eng méi genau Analys iwwert d'Mortaliteit gëtt wëi ëmmer vun der Gesondheetsdirektioun méi spéit am Joer publizéiert, nodeem déi ganz Daten ënnersicht, verifizéiert a validéiert goufen. Dës Analys beinhalt dann och eng genau Analys vun den Doudesursaachen.

Question 2114 (30.04.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **équipements de protection individuelle :**

À partir du 4 mai 2020, les médecins et les médecins-dentistes peuvent reprendre leur activité médicale afin de garantir l'accès aux soins de tous les patients pendant la pandémie du Covid-19.

Y afférent, le règlement grand-ducal du 28 avril 2020 portant modification du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 dispose : « Eu égard au risque particulier de contamination auquel sont exposées certaines professions de la santé du fait de la réalisation d'actes générant des aérosols, leur activité est subordonnée à l'utilisation d'équipement de protection individuelle adéquat. »

Il nous revient maintenant que certains fournisseurs d'équipements de protection individuelle exigent une quantité minimale de 200.000 pièces par commande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre, est-il prévu de faire une commande en commun d'équipements de protection individuelle, afin de garantir à tout médecin et médecin-dentiste concerné d'avoir accès au matériel requis ?

Réponse (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En vue de la reprise des activités médicales et médico-dentaires, les médecins pratiquant en cabinet libéral reçoivent chacun 200 masques chirurgicaux de la part du Ministère de la Santé. Il s'agit ainsi de la troisième distribution de masques au profit des médecins effectuée depuis le début de l'épidémie par le ministère, dans une optique de contribuer aux efforts du corps médical de faire face à cette situation exceptionnelle.

L'ensemble des médecins-dentistes ont bénéficié en total de 8.000 costumes Tyvek, 45.000 masques FFP2, 500 visières, 1.000 lunettes de protection et 45.000 blouses en vue de la reprise de leur activité.

Les autres professions de santé exposées reçoivent également du matériel de protection respectivement l'ont en partie déjà reçu, ce qui devrait leur permettre de redémarrer leur activité dans des conditions optimales de sécurité.

Le Ministère de la Santé n'a cependant pas vocation à devenir une centrale d'achat à long terme pour le corps médical. Ce dernier devra pour la suite s'organiser soi-même en coopérative d'achat respectivement rejoindre des efforts similaires au niveau des hôpitaux.

Question 2115 (30.04.2020) de **MM. Carlo Back** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant **les conséquences radiologiques des incendies dans la région de Tchernobyl :**

Le 4 avril 2020, des feux de forêt sont apparues dans la zone d'exclusion autour de l'ancienne centrale nucléaire de Tchernobyl, qui fut - il y a 34 ans, le 26 avril 1986 - le théâtre du pire accident nucléaire de l'histoire. Depuis plus de trois semaines, ces incendies ont ravagé plusieurs milliers d'hectares de terrain et de végétation toujours hautement radioactifs depuis l'accident nucléaire et ont donc libéré dans l'air une grande quantité de radionucléides et notamment du Césium-137. Des images diffusées par l'Agence spatiale européenne (ESA) ont par ailleurs montré que des feux brûlaient à proximité immédiate du réacteur détruit. Des sources ukrainiennes indiquent qu'en date du 27 avril, les incendies auraient enfin pu être éteintes, à l'exception de trois petits foyers dans la région, plus éloignée, de Jytomyr.

Selon des experts, la quantité de particules radioactifs libérés par la combustion des végétaux et par la poussière des sols emportée par le vent serait significative et même détectable en Europe de l Ouest. En raison du fort brassage des masses d'air, le taux de radioactivité détectable devrait néanmoins être très faible.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Santé et de Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quels éléments radioactifs - outre le Césium-137 - sont les plus probables à avoir été libérés lors des incendies de forêt à Tchernobyl ?

2) Est-ce qu'un accroissement de la radioactivité, imputable à ces incendies de forêts, a pu être détecté depuis le 4 avril par des stations de mesure au Luxembourg ou dans nos pays voisins ? Dans l'affirmative, quel en est le volume ?

3) Est-ce que les pluies actuelles sont susceptibles d'augmenter les rejets de particules radioactives dans nos contrées ?

4) De manière générale, les stations de mesure et les analyses luxembourgeoises ont-elles détecté des variations significatives du taux de radioactivité au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, quelle en est l'origine ?

5) Vu la longévité importante de certains isotopes radioactifs, est-ce que les rejets radioactifs de 1986 sont toujours détectables au Luxembourg, tel que par exemple dans certains champignons ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Les éléments radioactifs les plus pertinents sont le Césium-137, le Strontium-90 et les isotopes du Plutonium. D'autres radionucléides, comme le Césium-134 (demi-vie de deux ans) ou les isotopes de l'Iode ont des demi-vies beaucoup plus courtes et se sont désintégrés depuis l'accident. Le Césium-137 et le Strontium-90 sont considérés comme volatiles et peuvent encore être dispersés à partir des forêts de la région de Tchernobyl. Les autres radioéléments à vie longue, comme les isotopes du Plutonium, sont trop lourds pour être emportés par le vent. Il y a lieu de noter que le Strontium-90 est nettement moins volatil que le Césium-137. Pour cette raison, de Césium-137 serait le cas échéant, le premier à être détecté.

ad 2) Sur quatre stations de mesure du pays, la Division de la radioprotection de la Direction de la santé réalise une analyse détaillée de la composition des radionucléides présentes dans l'air. De temps à autres, ces analyses permettent de détecter une très faible concentration de Césium-137. Ces détections sont typiquement proches des limites de détection et proviennent du Césium-137 présent dans les terres luxembourgeoises. L'existence de cet élément artificiel, qui naturellement n'existait pas, est essentiellement le résultat des tests d'essais nucléaires atmosphériques réalisés entre 1945 et 1980, ainsi que de l'accident de Tchernobyl.

La mesure du filtre d'air de la station de Findel pour la période du 2 au 9 avril 2020 révèle une telle faible détection de 0,23 micro becquerels par mètre cube, sachant que la limite de détection était de 0,21 micro becquerels par mètre cube. Dans notre région, de telles petites variations allant jusqu'à 0,35 micro becquerels par mètre sont considérées comme normales. Un lien avec les feux en Ukraine n'est ainsi pas établi et même improbable.

Concernant nos pays voisins, la France avait publié des simulations indiquant que les masses d'air provenant de la zone des incendies ont pu atteindre la France. Les niveaux de radioactivité attendus en France étaient extrêmement faibles. À notre connaissance, les mesures y réalisées n'ont pas permis de détecter une augmentation du Césium-137 dans l'air.

ad 3) Au vu des explications qui précèdent, les pluies ne sont pas susceptibles d'augmenter les rejets de particules radioactives dans nos contrées.

ad 4) Des variations significatives du taux de radioactivité n'ont pas été détectées au cours des cinq dernières années. Les stations de mesures registrent cependant de temps à autre des résultats inhabituels, non significatifs d'un point de vue sanitaire. Dans ces cas, la Division de la radioprotection se concerte via ses réseaux européens et internationaux pour en trouver l'origine. Un tel cas a eu lieu en début de l'année 2017 quand une des stations luxembourgeoises avait détecté de manière sporadique des traces d'Iode-131. Cette détection était liée à un incident qui s'était produit dans un réacteur de recherche en Norvège. Cet incident fût l'objet de la question parlementaire n° 2864 du 24 mars 2017.

ad 5) La Division de la radioprotection maintient un programme de surveillance de la radioactivité dans l'environnement, y compris de la concentration de radionucléides dans les milieux ambiants. Les résultats de ces mesures sont publiés mensuellement sur le site www.radioprotection.lu.

Le Césium-137 reste encore toujours détectable, notamment dans les champignons. Ainsi, lors d'une série de mesures faites en 2019, le Césium-137 était détectable sur cinq de sept échantillons de champignons provenant de différentes régions du Luxembourg. Les activités rangeaient entre 1,1 et 28 becquerels par kilogramme. Par ailleurs, le Césium-137 reste détectable dans certains échantillons de l'environnement, dont par exemple les sédiments de la Moselle.

Il y a cependant lieu de constater que les niveaux détectés sont descendus à des valeurs proches de celles d'avant 1986.

Question 2116 (30.04.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **stratégie de déconfinement :**

L'accès à la culture étant d'une importance primordiale dans la vie quotidienne des citoyens, il l'est d'autant plus en temps de crise sanitaire lorsque les gens se voient forcés à se confiner. La lutte contre la pandémie a eu pour conséquence l'annulation des événements culturels les plus divers, dont les concerts, les conférences publiques, les expositions d'œuvres d'art ou encore les représentations théâtrales. De même, toutes les bibliothèques publiques ont été obligées de fermer leurs portes.

Or, la lecture de livres permet de former, de divertir ou de distraire nos concitoyens en ces moments difficiles où nombre de gens doivent rester chez eux.

Certes, la BnL, par exemple, donne accès 24 heures sur 24 à d'innombrables ressources numériques. Il faut toutefois noter que les services en ligne ne sont pas utilisés par toutes les bibliothèques. De plus, beaucoup de lecteurs préfèrent lire des livres en format traditionnel.

Depuis une dizaine de jours, plusieurs bibliothèques publiques multiplient leurs réflexions relatives à une stratégie de déconfinement. Une des idées principales est d'instaurer un outil de réservation avec un service à emporter, voire même un service de livraison.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre de la Culture peut-elle nous communiquer le nombre de personnes qui ont recouru aux offres en ligne de la BnL depuis le début de l'état de crise ?

2) À condition de respecter les consignes de sécurité, serait-il envisageable d'établir dans les meilleurs délais, et, si nécessaire, avec l'approbation des communes concernées, un outil de réservation avec un service à emporter ou de livraison pour les prêts de livres ?

3) Madame la Ministre de l'Intérieur est-elle disposée à contacter le Syvicol afin de l'inviter à intervenir auprès des communes concernées pour qu'elles aident les bibliothèques publiques respectives à assurer ce service durant le temps de crise ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Du 17 mars au 17 mai 2020, 1.073 nouveaux membres se sont inscrits en ligne à la BnL. 151 personnes ont renouvelé en ligne leur inscription au cours de la même période.

La croissance globale des consultations de contenus numériques (e-journals, e-books, bases de données) offerts par la BnL à ses lecteurs, mesurée par le nombre d'authentifications réussies, a été de 63 % pour les mois de mars et avril derniers par rapport aux consultations au cours des deux mêmes mois en 2019. Pour le seul mois d'avril, la croissance a été de 82 % par rapport à 2019.

La consultation des e-books mis à disposition des lecteurs des bibliothèques publiques (au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques) et des lecteurs de la BnL, via le portail ebooks.lu, a connu également une forte croissance. Pour les mois de mars et avril 2020, la hausse des consultations s'est située à 180 % (7.787 e-books téléchargés) par rapport aux deux mêmes mois en 2019 (2.783 e-books téléchargés). Pour le mois d'avril 2020, la hausse a été de 242 %, soit 4.867 e-books téléchargés contre 1.424 en 2019.

Notons qu'au-delà des initiatives mentionnées ci-dessous, l'adoption par le Conseil de Gouvernement en date du 6 mai 2020 du projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020, autorise entre autres les bibliothèques à ouvrir leurs portes au public à partir du 11 mai 2020, sous réserve du strict respect des conditions sanitaires.

Il convient de rappeler que toutes les bibliothèques membres du réseau de bibliothèques bibnet.lu qui souhaitent pratiquer le prêt de documents ont à leur disposition le module de réservation qui est partie intégrante du système de gestion de bibliothèques Aleph 500 utilisé par les bibliothèques du réseau. Par ce module les usagers inscrits peuvent faire leurs commandes en ligne.

De nombreuses bibliothèques ont déjà mis en place un service à emporter ou de livraison pour prêts de livres :

- La Bibliothèque nationale offre depuis le 4 mai 2020 trois prêts simultanés envoyés par voie postale gratuitement à leurs destinataires. Depuis le 12 mai, 15 postes de travail sont à disposition pour consultation sur place de documents non empruntables. Le guichet du prêt de la BnL est rouvert depuis le 19 mai avec possibilité d'emprunter jusqu'à dix documents simultanément. À partir du 25 mai, le nombre de postes de travail sera augmenté de dix unités qui peuvent être librement utilisées par toute personne disposant d'une carte de lecteur de la BnL. Tous les postes de travail doivent être réservés en ligne via la plateforme booker.bnl.lu. Les réservations de documents se font en ligne via a-z.lu, à l'exception des documents envoyés à domicile ou certains documents des collections spéciales consultés sur place.

- La Cité Bibliothèque (Bibliothèque municipale de la Ville de Luxembourg) propose à partir du mardi 19 mai 2020 un service de retrait de documents réservés via a-z.lu à ses lecteurs. Ceux-ci sont autorisés au nombre de cinq personnes à la fois dans les locaux. Les usagers peuvent également faire des demandes de réservation auprès du personnel. Les rayonnages restent cependant fermés au public dans une première phase.

- La Bibliothèque municipale de la Ville de Differdange a rouvert ses portes à partir du 18 mai. Le libre accès aux documents n'est pas possible, un collaborateur de la bibliothèque accompagne le lecteur et collecte les documents souhaités. Pour raccourcir le temps d'attente, il est possible de faire des réservations via a-z.lu et de venir les collecter.

- La Bibliothèque municipale de Grevenmacher propose un service de retrait de réservations depuis le 4 mai dernier. Le service biblio-Go-thèque propose aux lecteurs de réserver des documents via a-z, téléphone ou encore via e-mail. Un rendez-vous est communiqué au lecteur pour venir chercher sa commande.

- La Bibliothèque publique régionale de Dudelange propose un service de retrait et une réservation sur place de documents depuis le 12 mai. Par carte, un lecteur peut emprunter jusqu'à quatre documents. Les documents en salle ne sont pour le moment pas en accès libre pour le lecteur. Les réservations de documents se font via e-mail ou téléphone ou encore au guichet de la bibliothèque.

- La Bibliothèque municipale de la Ville de Esch-sur-Alzette propose une ouverture progressive en deux phases. La première phase s'étendra du 18 mai au 22 mai, pendant celle-ci les lecteurs peuvent faire des réservations via e-mail ou téléphone pour un maximum de trois prêts par carte de lecteur. Un rendez-vous

est ensuite communiqué au lecteur pour le retrait de sa commande. À partir du 26 mai, les locaux de la bibliothèque sont de nouveau ouverts au public avec un certain nombre de restrictions (ne toucher que les documents que l'on souhaite emprunter, temps limité de 20 minutes au sein des locaux, horaires limités, cinq personnes en même temps autorisées dans l'enceinte de la bibliothèque).

- Le « Mierscher Lieshaus » propose un service de retrait à ses lecteurs depuis le 4 mai. Les réservations se font en ligne via a-z.lu pour un nombre maximal de dix documents, un rendez-vous est communiqué au lecteur pour le retrait. Il faut compter trois jours de délai d'attente. À partir du 25 mai, le « Mierscher Lieshaus » ouvre à nouveau ses portes pour l'emprunt de documents en direct. Les horaires de la bibliothèque sont modifiés.

- La Bibliothèque d'Ettelbruck a de nouveau ouvert ses portes pour ses lecteurs depuis le 12 mai dernier. L'interdiction de rester sur place pour travailler fait partie des mesures de sécurité mises en place pour garantir l'accès sécurisé aux documents.

- Le Centre national de littérature a annoncé la réouverture de sa salle de lecture pour consultation de documents. Dans une première phase ce service est limité aux chercheurs et étudiants universitaires ; une seule personne est admise à la fois. Ce service est disponible uniquement sur rendez-vous via un site spécialement mis en place à cet effet.

- Le Centre national de l'audiovisuel propose à partir du 13 mai dernier un service d'envoi postal ou de retrait de réservations. Les prêts destinés à l'envoi postal sont limités au nombre de cinq documents par carte pour une durée de trois semaines. Dans le cas du retrait sur place, dix documents peuvent être empruntés. Les nouveautés du CNA sont limités au nombre de deux documents par lecteur.

- Le Centre de documentation de l'Institut de formation de l'éducation nationale propose à ses lecteurs un service de prêt avec envoi à domicile, il est possible de réserver un maximum de six documents en ligne via a-z.lu ou encore par e-mail. À partir du 18 mai, le Centre de documentation propose également un service de retrait de documents sur place.

- La Bibliothèque du Cid-femmes propose à nouveau un service de prêt à partir du mardi 19 mai. Il est recommandé de faire les réservations en ligne via a-z.lu, disponible après inscription à la bibliothèque. Il est cependant également possible de faire une réservation par téléphone pendant les heures d'ouverture ou par e-mail.

En complément de ce qui précède, il convient d'ajouter qu'à l'initiative de la Bibliothèque nationale, un groupe de travail ad hoc, composé de délégués des bibliothèques représentées au Conseil supérieur des bibliothèques publiques, a été créé pour servir de plate-forme d'échange, de concertation et de coordination entre ces bibliothèques. Il est prévu que ce groupe de travail fonctionne jusqu'à la fin de la pandémie et au retour au fonctionnement normal des bibliothèques.

Afin de favoriser les échanges entre les autorités communales et les bibliothèques publiques, qui desservent un public communal ou régional, la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, prévoit qu'un délégué du Syvicol soit membre du Conseil supérieur des bibliothèques. Tel a été le cas pendant les mandats successifs du Conseil supérieur.

Question 2117 (30.04.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **dégradation de l'état de la N33 à la hauteur du « Käler Potto » :**

Il nous revient que l'état de la N33 à la hauteur du « Käler Potto » se serait tellement dégradé que le terrain risque de glisser. Un tel incident entraînerait des perturbations importantes de la mobilité en direction des communes de Rumelange et Kayl.

En effet, des travaux majeurs pour remettre la route en état après un glissement de terre pourraient bloquer cette route pendant une longue durée, congestionnant ainsi davantage les autres routes dans le « Käldall ». Selon nos informations, des travaux de réfection du revêtement de la N33 viendraient d'être effectués à cet endroit, sans pour autant tenir compte des risques précités.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

- Monsieur le Ministre entend-il faire une analyse quant aux raisons sous-jacentes pour cette déstabilisation du terrain ?

- Des travaux spécifiques sont-ils prévus afin de stabiliser le tronçon de la N33 en question de manière durable ?

- Dans l'affirmative, pour quand ces travaux pourront-ils être entamés ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des travaux de réfection du revêtement ont été effectués récemment ? Dans l'affirmative quel en est le but ?

- Quels travaux sont réalisés à l'heure actuelle sur la N33 près de la sortie de Rumelange direction Esch-sur-Alzette ?

Réponse (18.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne la route nationale N33 reliant Rumelange à Esch-sur-Alzette, sur le tronçon entre le lieu-dit « Käler Potto » et l'entrée de Rumelange, il y a lieu de distinguer d'un côté les dégradations au PK 2200 à l'entrée de Rumelange, et d'un autre côté celles apparues au PK 300, à quelque 400 mètres du carrefour avec la N31 (« Käler Potto »).

À l'entrée de Rumelange, une fissuration importante de la chaussée a été constatée sur le versant sud du « Holleschbierg/Ellerbierg » face aux silos Cimalux. Cette fissuration est apparue après d'importants travaux de terrassement en pied de talus effectués par une société privée en vue de la construction d'un bâtiment. La longueur de voirie affectée par les fissures est estimée à environ 100 mètres.

Afin de sécuriser le tronçon concerné, une voie de circulation a été fermée et le trafic a été réglé par des feux tricolores. Suite à des études géotechniques, il a été relevé que le sous-sol de la zone de terrassement était une ancienne zone d'exploitation minière et il résulte de ces analyses que le tassement de la zone concernée a été causé par l'effondrement de vides résiduels liés aux galeries d'exploitation souterraines.

Le risque d'un nouveau tassement entraînant des dégradations importantes de la chaussée étant très faible, il a été décidé de réfectionner la voirie avec une nouvelle couche de roulement, afin de minimiser l'impact sur le flux du trafic. Néanmoins, des études détaillées sont réalisées en parallèle pour déterminer des mesures plus étendues en cas de réapparition des phénomènes et dans le but de minimiser les futurs entretiens.

En ce qui concerne le PK 300 de la N33 près du « Käler Potto », des fissures ont été notées pour la première fois en juin 2019 et une certaine aggravation a pu être constatée depuis.

Même si ce site se trouve également en milieu fortement perturbé par l'extraction passée du minerai de fer, la situation n'est pas la même à cet endroit d'un point de vue géologique. Après une première analyse géologique des données d'archives, il s'agit de la réactivation d'un glissement de terrain apparu déjà en 1958, déclenché à l'époque par l'exploitation du minerai de fer dans la minière située en contrebas qui se trouvait alors encore en service. Cette exploitation ainsi que le décapage des terrains recouvrant le minerai de fer qui s'approchaient de plus en plus de la route, avaient provoqué un glissement dans les terrains surplombant la Minette, causant une fissuration dans la chaussée exactement au même endroit qu'actuellement.

À l'état actuel des connaissances, une dégradation rapide et dangereuse pour les usagers de la route n'est pas à craindre. Des travaux de réfection ponctuels sont donc prévus à brève échéance. Parallèlement à ces travaux de réfection seront réalisés des forages de reconnaissance géotechnique afin d'analyser et de surveiller la situation de manière plus détaillée et de chercher des solutions pour minimiser des impacts futurs. Les démarches relatives à la réfection et la reconnaissance géologique ont été lancées et sont actuellement en cours.

Question 2118 (30.04.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **matériel de protection contre le Covid-19 :**

Face à l'énorme augmentation de la demande mondiale de matériel de protection contre le Covid-19, les prix s'envolent. En effet, l'on se doit de constater que les prix des masques chirurgicaux, gels hydroalcooliques, gants de protection, etc. ont été multipliés par deux, voire trois pendant les dernières semaines.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Afin de délester la population, ne serait-il pas envisageable dans le contexte actuel de ramener la TVA actuelle de 17 % à 3 % pour le matériel de protection qui ne représente pas un luxe mais bien une nécessité première ?

Réponse (28.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après « directive TVA ») établit dans son annexe 111 la liste des livraisons de biens et des prestations de services pouvant faire l'objet des taux réduits. Parmi les produits visés par l'annexe III, sont notamment repris au point 4) « les équipements médicaux, le matériel auxiliaire et les autres appareils normalement destinés à soulager ou traiter des handicaps, à l'usage personnel et exclusif des handicapés, y compris la réparation de ces biens, ainsi que la livraison de sièges d'enfant pour voitures automobiles ».

La directive TVA a été transposée en droit national luxembourgeois par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après « loi TVA »). Par analogie aux produits médicaux visés au point 4) de l'annexe III de la directive TVA, l'annexe B de la loi TVA relative à l'application du taux TVA super-réduit fait référence à des « articles thérapeutiques et appareils médicaux pour handicapés ».

Il échet dès lors de constater qu'aussi bien la législation européenne que nationale ne laissent pas de marge d'interprétation suffisante permettant d'inclure parmi les biens bénéficiant d'un taux super-réduit du matériel de protection, tel que demandé par l'honorable Député.

Il y a lieu également de rappeler que l'application du taux super-réduit ne se traduit pas nécessairement par une baisse du prix du bien pour le consommateur final. En effet, il n'est pas exclu que ce dernier ne soit pas en mesure de bénéficier d'une baisse TVA, si une telle réduction va de pair avec une adaptation à la hausse de la marge bénéficiaire des entreprises qui fabriquent et/ou vendent les biens en question.

Enfin, le Gouvernement a pris la décision de distribuer en tout 55 masques protecteurs à chaque résident du Luxembourg âgé de 16 ans au moins, ainsi qu'aux travailleurs frontaliers. Considérant le but recherché, à savoir celui d'inciter au respect des gestes barrière, une telle mesure a le mérite de produire des effets bien plus efficaces en comparaison à une incitation indirecte, dont les effets pour le public cible ne vont pas toujours de soi.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas envisagé de ramener la TVA de 17 % au taux de 3 % pour le matériel de protection.

Question 2119 (30.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **budget de l'Union européenne :**

De Lëtzebuerger EU-Kommissär Nicolas Schmit huet op RTL eng Verdueblung, wann net eng Verdräifachung vum EU-Budget fir déi nächst Jore gefuerdert.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Regierungspositioun, wat den EU-Budget ugeet? Wéi héich wären, bei enger Verdueblung respektiv Verdräifachung vum Lëtzebuerger Bäitrag an den EU-Budget, dës Contributiounen an absolutten Zuelen?

2. Ass d'Regierung och an där neier finanzieller Situatioun, déi duerch de Coronavirus entstanen ass, nach gewëllt, fir en Deel vun de britteschen Anzuelungen ze iwwerhuelen, déi jo ewechgefall sinn?

3. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung vum Lëtzebuerger EU-Kommissär vun enger Verdueblung bis Verdräifachung vum EU-Budget?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Zënter dem Ufank vun dëse Verhandlunge setzt d'Regierung sech fir en EU-Budget an, deen de Prioritéiten déi d'EU sech am Kader vun der strateegescher Agenda 2019-2024 gesat huet, gerecht gëtt.

D'Europäesch Kommissioun huet de 27. Mee en neie méijorege Budget 2021-2027 an en Instrument mam Numm „Next Generation EU" virgeschloen, fir déi europäesch Wirtschaft am Kontext vun der Coronakris erëm opzebauen.

D'Regierung ass elo amgaangen dës Virschléi ze analyséieren. Den Ament, also fir den Zäitraum 2014-2020, läit de Volume vum EU-Budget bei 1,14 % vum Bruttonationalakommes vun de 27 Memberstaaten. Fir Lëtzebuerg bedeit dëst an der Moyenne e Bruttobäitrag vun 385 Milliounen Euro d'Joer.

ad 2. Doduerch datt d'Vereenegt Kinnekräich net méi Member vun der EU ass, wäerten déi finanziell Bäiträg vun allen EU-Memberstaaten änneren. Hei dierf een allerdéngs net vergiessen, datt de britteschen Austrëtt sech net nëmmen op d'Recetten, ma och op d'Ausgaben auswierkt. Et wäert manner an den EU-Budget erakommen, mee dofir awer och manner mussen ausbezuelt ginn, well d'Vereenegt Kinnekräich net méi vun allen EU-Programmer wäert kënne profitéieren. Et ass och wichteg ze ënnersträichen, datt déi europäesch Solidaritéit grad a schwéieren Zäite wéi der Coronakris ëmsou méi wichteg ass. D'Regierung ass an deem Kontext bereet Verantwortung ze iwwerhuelen.

ad 3. De Paquet vun der Kommissioun schléit e Volume vun 1.100 Milliarden Euro fir de méijorege Budget 2021-2027 a 750 Milliarden Euro fir d'Instrument „Next Generation EU" vir. Dee Virschlag muss vun alle 27 Memberstaaten a vum EU-Parlament accordéiert ginn. Et si weider Verhandlungen ze erwaarden an d'Bäiträg vun de jeeweilege Memberstaate wäerte Géigestand vun deene Verhandlunge sinn. Ënnert den aktuellen Ëmstänn kann eng Opstockung vun eiser nationaler Contributioun an de méijoregen EU-Budget net ausgeschloss ginn.

Question 2120 (30.04.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **récupération d'avantages fiscaux indus de la part d'une entreprise de commerce électronique :**

Au terme d'une enquête approfondie ouverte en 2014, la Commission européenne a conclu en automne 2017 que le Luxembourg a accordé à une entreprise multinationale de commerce électronique des avantages fiscaux indus à hauteur d'environ 250 millions d'euros. Par conséquent, elle a demandé au Gouvernement luxembourgeois de récupérer les impôts indus sur base d'une méthodologie établie dans la décision. Notons en passant qu'il s'agit d'une multinationale qui est critiquée de par de nombreux observateurs et analystes pour ses travers notamment sociaux, fiscaux et environnementaux.

Le Gouvernement luxembourgeois a cependant refusé d'exécuter la décision. En décembre 2017, il a fait appel de cette décision devant la Cour de justice de l'Union européenne - une démarche qu'on peut certainement qualifier hors du commun, étant donné qu'il n'arrive pas tous les jours qu'un Gouvernement combat en justice l'opportunité d'encaisser des recettes fiscales supplémentaires à hauteur d'environ 250 millions d'euros.

Étant donné que la pandémie Covid-19 et les mesures de mitigation qui y sont liées affecteront lourdement le budget d'État, il serait certainement utile de pouvoir compter sur des recettes supplémentaires extraordinaires à hauteur substantielle.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

- N'êtes-vous pas d'avis qu'à la lumière de la situation budgétaire actuelle il serait opportun d'abandonner la procédure en justice susmentionnée et d'exécuter la décision de la Commission européenne de 2017 ?

Réponse (14.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question, l'honorable Député indique que le Luxembourg aurait refusé d'exécuter la décision d'aide d'État de la Commission européenne. Cette affirmation n'est pas exacte puisque les décisions d'aide d'État sont d'exécution directe et que le montant de l'aide d'État alléguée a été récupéré auprès du bénéficiaire et placé sur un compte séquestre en attendant l'issue de la procédure juridictionnelle devant la Cour de justice de l'UE.

La contestation en justice d'une décision d'aide d'État prise par la Commission ne peut également pas être considérée comme « hors du commun » comme le laisse entendre l'honorable Député, puisque l'ensemble des décisions de la Commission en matière d'aides d'État qui sont liées à des décisions fiscales anticipées ont fait ou font actuellement l'objet d'une procédure juridictionnelle devant la Cour

de Justice de l'UE, y compris dans le cadre d'affaires impliquant des montants d'aide substantiellement plus élevés que ceux en jeu dans l'affaire invoquée par l'honorable Député.

Il convient enfin de souligner que la prémisse à la base de la question parlementaire est erronée, puisque même au cas où le Luxembourg devait décider d'abandonner la procédure juridictionnelle devant la Cour de justice de l'UE, cela ne signifierait pas pour autant que le Luxembourg récupérerait immédiatement et définitivement le montant de l'aide d'État invoquée par la Commission européenne, puisque la décision de la Commission ferait toujours l'objet d'un recours en annulation par le bénéficiaire de l'aide d'État alléguée.

Question 2121 (30.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **procédures de recrutement dans la fonction publique :**

Aktuell suergt d'Nominatioun vun der neier BNL-Directrice fir Oprou queesch duerch d'politesch Landschaft. De Virworf vum Favoritismus steet am Raum.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht an Effentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Envisagéieren déi Häre Ministeren, fir an Zukunft anonymiséiert Kandidaturen zum neie Standard bei de Rekrutementsprozeduren ze maachen, déi onofhängeg vum Numm, dem Geschlecht oder der politescher Orientéierung vun der Persoun consideréiert kéinte ginn?

2. Wéi gedenken déi Häre Ministeren d'Vertrauen an de Staat, wat duerch déi grave Virwërf vu Klientelismus, Nepotismus oder Favoritismus méiglecherweis geschiedegt gouf, bei de Biergerinnen a Bierger erëm gutt ze maachen?

Réponse (04.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Centre de compétences RH vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) organiséiert de Rekrutement vun de Staatsbeamten, no de Konditiounen a Modalitéite vum groussherzogleche Reglement vum 30. September 2015 iwwert den Examenconcours. Am Artikel 10 Alinea 3 steet, dass d'Anonymat vun de Kandidate garantéiert ass (« Le président arrête les mesures nécessaires pour garantir l'anonymat des candidats et assurer le secret des tests et des délibérations »). Weiderhi steet am Artikel 10 Alinea 9, dass d'Evaluatioune vun deene verschiddenen Tester och standardiséiert an anonym sinn. Den Anonymat ass also schonns de Standard bei der éischter Etapp vum Astellungsprozess vun de Staatsbeamten.

Direktiounsposten, déi ënnert d'Gesetz vum 9. Dezember 2005 iwwert d'Nominatioun vun enger Fonction dirigeante falen, ginn net iwwert den Examen-concours rekrutéiert. Sou preziséiert d'Gesetz Follgendes a sengem Artikel 2 Alinea 4 « Les nominations prévues au présent article s'effectuent, le cas échéant, en dehors des conditions d'examen-concours, de stage et d'examen de fin de stage... ». Weiderhi steet nach am Artikel 1 vun dësem Gesetz « Les fonctionnaires nommés à une fonction dirigeante doivent faire preuve des compétences de direction et d'encadrement requises pour l'exercice de leurs fonctions ». Eventuell weider Konditiounen, wéi zum Beispill eng Formatioun an engem spezifesche Beräich, kënnen nach am Kadergesetz vun der respektiver Administratioun stoen.

D'Fonction publique a sämtlech Prozesser am Beräich vum Rekrutement sinn an deene leschte Jore moderniséiert a professionaliséiert ginn. De Centre de compétences des ressources humaines vum CGPO hëlleft den Administratioune bei hirem Rekrutementsprozess a stellt international unerkannten Tester zur Verfügung fir dee Kandidat, deen am beschten dem gesichte Profil entsprécht, kënnen ze selectionéieren.

Nieft der Gestion par objectifs, déi am Artikel 4 vum Statut vun de Staatsbeamte verankert ass, dréit also d'Professionaliséiere vun der Gestioun vum Personal och maassgeeblech dozou bäi d'Vertraue vun de Bierger, an den Entreprisen, an de Staat an a seng Beamten ze stäerken.

Question 2123 (30.04.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**application de traçage dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Dans le cadre de la pandémie provoquée par SARS-CoV-2, un certain nombre de pays recourent déjà, respectivement ont décidé d'avoir recours à des applications mobiles permettant de retracer la chaîne de contacts d'une personne testée positive au virus et ce sur une période déterminée. L'idée de ces « tracing apps » est de prévenir les personnes qui ont été en contact avec le malade testé positif, afin qu'elles se fassent tester elles-mêmes, et si besoin qu'elles soient prises en charge très tôt, ou bien qu'elles se confinent.

Étant donné que les données ainsi traitées sont hautement sensibles et que les applications en question risquent d'interférer avec des droits fondamentaux, le Gouvernement luxembourgeois a adopté une position très réticente vis-à-vis de ce type d'application et a déclaré vouloir favoriser, à ce stade, le traçage dit analogue. Le Gouvernement serait toutefois prêt à repenser cette position sous certaines conditions, notamment si une solution européenne voyait le jour, solution qui exclurait entre autes une utilisation obligatoire de l'application ainsi qu'un stockage central des données.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelles pourraient être les raisons qui amèneraient le Gouvernement à renoncer à sa position actuelle d'un traçage analogue exclusif (mise en service d'applications dans les pays voisins, nombre croissant de nouvelles infections, ...) ?

- Si le Gouvernement était, malgré ses réticences actuelles, amené à recourir dans un futur plus ou moins proche à une « tracing app », pourrait-il envisager, comme c'est le cas en Allemagne, d'associer des partenaires aux discussions des acteurs étatiques ou paraétatiques comme POST Luxembourg, l'Université du Luxembourg, les instituts de recherche publics ainsi que la Commission nationale de la protection des données ? Des contacts dans cette direction ont-ils déjà eu lieu ?

- Madame la Ministre de la Justice ayant annoncé l'élaboration d'un cadre juridique pour ce type d'applications, le Gouvernement songe-t-il à développer une application « étatique », qui répondrait aux conditions précitées (utilisation volontaire, stockage des données décentralisé) ?

- Quelle est, aux yeux du Gouvernement, la probabilité d'une solution européenne en matière de « tracing apps » ? Les approches nationales semblant être de mise actuellement, une telle solution ne semble-t-elle pas complètement irréaliste ?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La réponse à la question parlementaire n° 2026, à laquelle j'invite l'honorable Députée à se référer, fait état de l'action de suivi de l'utilisation de nouvelles technologies dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire et indique que le Gouvernement n'utilise actuellement pas d'application de traçage et mise sur un renforcement des ressources disponibles pour assurer un traçage manuel de qualité. Cette approche n'est en aucun cas incompatible avec une action de veille tant technologique que juridique des développements nationaux et européens. Il s'agit de déterminer à l'aune des évolutions du contexte européen, des pays voisins et des besoins identifiés par les autorités sanitaires nationales, tout au long des différentes étapes du déconfinement, si l'utilisation d'un traçage numérique des contacts serait utilement complémentaire au traçage analogique.

Dans le cadre de l'action de veille technologique, les initiatives de divers acteurs nationaux et européens sont étudiées. De même, les orientations de la Commission européenne sur les applications soutenant la lutte contre la pandémie de Covid-19 en ce qui concerne la protection des données, publiées mi-avril après concertation du Comité européen de la protection des données (EDPB), et les lignes directrices relatives à l'utilisation de données de localisation et d'outils de recherche de contacts dans le cadre de la pandémie de Covid-19 adoptées le 21 avril par l'EDPB, duquel la Commission nationale de protection des données est membre, sont prises en compte au titre de l'action de veille juridique.

Si les circonstances et l'analyse d'opportunité y relative amèneraient à faire évoluer la position gouvernementale en faveur du développement d'un certain type d'applications nationales de traçage, l'implication des acteurs concernés compterait parmi les garanties d'efficacité d'une telle action. De même, l'engagement du Gouvernement en faveur d'une protection élevée de la vie privée et des données personnelles serait susceptible d'amener vers une solution technologique réduisant autant que possible les risques à ce sujet, et bien évidemment en conformité avec les règles en vigueur, notamment en ce qui concerne les bases juridiques qui garantiraient la licéité d'une telle application de traçage.

Le Gouvernement a pris note de la motion parlementaire votée le 7 mai 2020 sur les applications de traçage et en prendra dûment compte dans les analyses préparatoires des bases juridiques, le cas échéant.

Question 2124 (30.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **déconfinement dans le cadre des maisons pour jeunes :**

An deene leschten Deeg si jo schonn déi verschiddenst Aspekter vum Deconfinement beliicht ginn. Iwwert d'Schicksal vun de Jugendhaiser ass awer nach näischt gesot ginn, ausser datt a verschiddene Gemengen dru geduecht gëtt, fir déi Raimlechkeeten ze benotzen, fir Plaz fir Crèchen oder aner Betreiungsstrukturen ze schafen.

D'Jugendhaiser sinn awer hautdesdaags e ganz wichtegt Element an der sozialer Aarbecht. Si sinn eng wichteg Stäip fir fragiliséiert Jonker a bidden hinne qualifizéiert a motivéiert Uspriechpartner. Si hu wichteg edukativ Aktivitéiten, déi ville Jonken eng gewëssen Autonomie kënne ginn. Am „Outreach" gëtt geziilt no deene Jonken op der Strooss gekuckt (NEET - Not in Education, Employment, or Training).

Esou wichteg Aktivitéite bedéngen dacks e perséinlecht Gespréich an enger vertrauensvoller Atmosphär a kënnen net duerch digital Kontakter ersat ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wat plangt d'Regierung am Hibléck op d'Reouverture vun de Jugendhaiser?

2. Wéi gëtt wärend der Kris déi sozial Aarbecht mat deene fragiliséierte Jonken organiséiert? Wéi gëtt d'Kontinuitéit vun der Betreiung garantéiert?

3. Ass et richteg, datt verschidde Jugendhaiser sollen zu Betreiungsstrukture fir Kanner ëmgewandelt ginn? Wa jo, wou a fir wéi laang? Wéi eng Konsequenzen hätt dat op déi sozial Aarbecht mat deene Jonken?

4. Wat geschitt fir déi Zäit mam Personal vun de Jugendhaiser? Musse si an der Kannerbetreiung mathëllefen oder bleiwe si fir d'Kontakter mat deene fragiliséierte Jonke verantwortlech? Kënnen d'Membere vum Personal bei hirer eventueller Reaffektéierung mat decidéieren? Gëtt et do eng allgemeng aarbechtsrechtlech Reegelung oder gëllen an ënnerschiddleche Jugendhaiser aner rechtlech Bedéngungen?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Jugendhaiser ware vu virun der Coronakris bis haut ëmmer operationell. Och wa keng Aktivitéiten am Haus konnte stattfannen, war an ass bis haut déi digital Jugendaarbecht mat de Jonken aus der Gemeng vun de Jugendaarbechter aus dem Jugendhaus iwwer Internet, déi sozial Medien an Telefon assuréiert. Den Educatiounsministère huet am Kontext vun der Reouverture vum Enseignement fondamental op kommunalem an op nationalem Plang en Appel un déi edukativ Strukturen op Gemengenniveau gemaach, fir datt Personal an Infrastrukture kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Den Educatiounsministère huet dono eng detailléiert Bestandsopnam vun de Jugendhaiser gemaach, fir e kloert Bild vun de Ressourcen a puncto Personal an Infrastrukturen no der Ouverture vum Enseignement fondamental ze kréien a fir ze kucken, ënner welleche sanitäre Konditiounen d'Aktivitéiten am Jugendhaus selwer erëm kënnen ulafen.

Dës Bestandsopnam war d'Basis, fir eng progressiv Reouverture vun alle Jugendhaiser bis de Summer 2020 ze plangen. Eng progressiv Reouverture vun de Jugendhaiser wäert ëmmer ënnert de jeeweilege sanitäre Konditioune stattfannen, esou wéi se vun der Regierung decidéiert ginn. Dëst bréngt Restriktioune vun den Aktivitéite vum Jugendhaus mat sech an eng flexibel Upassung un déi sanitär Konditiounen. Esou sinn individuell Gespréicher mat engem Jonken am Jugendhaus méiglech, souwéi och opsichend Jugendaarbecht vum Educateur baussent dem Jugendhaus. Aktivitéite fir gemëschte Gruppen, esou wéi se am Jugendhaus ugebuede ginn, sinn de Moment nach net méiglech aus sanitäre Grënn.

ad 2. D'Betreiung vun de Jonke gouf zanter dem Ufank vum Confinement iwwert de Wee vun der digitaler Jugendaarbecht, spriech iwwert déi digital Medien, garantéiert. Dëst huet de Jugendhaiser erméiglecht, mat hire Jonken iwwer divers digital Plattformen (z. B. Homepage, eege Facebooksäit, Facebook-Messenger, Whatsapp, Snapchat etc.) a Kontakt ze bleiwen.

Virum Confinement gouf et schonns eng enk Vernetzung tëscht de Jugendhaiser, wat et erméiglecht huet, wärend dem Confinement en Austausch un Iddien a Betreiungskonzepter ze garantéieren.

Doriwwer eraus ginn déi Jonk vun de Jugendhaiser ëmmer um aktuelle Stand gehalen, wat d'Mesurë vun der Regierung an dëser Kris ugeet. Iwwer déi digital Jugendaarbecht kënnen déi Jonk mat dem edukative Personal sech austauschen an och nofroen, wann hinnen eppes net kloer ass oder si veronséchert sinn.

ad 3. Den Educatiounsministère gesäit net vir, datt Jugendhaiser sollen zu Betreiungsstrukturen ëmgewandelt ginn. Au contraire ass et wichteg, datt all eenzelt Jugendhaus fir déi Jonk an hirer Gemeng an Emgéigend accessibel ass a progressiv seng normal Aktivitéiten nees ophuele kann.

Fir d'Reouverture vum Enseignement fondamental ze garantéieren, ass den Appel un d'Jugendhaiser erausgaangen, fir mat hirer Gemeng, déi zu 50 % de Finanzement an d'Responsabilitéit vun de Gebailechkeete vum Jugendhaus dréit, zesummenzeschaffe fir de Fall, wou Personal a Gebailechkeete gebraucht ginn. Deem Appel sinn alleguer d'Jugendhaiser nokomm an hunn hir Hëllef ugebueden. An deene Gemengen, wou op d'Ressourcë vun de Jugendhaiser zréckgegraff ginn ass, ass den Engagement vun dëse Ressourcë gebonnen un de Fonctionnement an d'Dauer vum Enseignement en alternance, esou wéi en de 25. Mee 2020 en place gesat gouf.

Iwwerdeems ass awer déi digital Jugendaarbecht, eng Eent-zu-eent-Betreiung fir déi Jonk am Jugendhaus, souwéi och opsichend Jugendaarbecht an der Gemeng vun all Jugendhaus garantéiert, soudatt déi sozial Aarbecht mam Jonken a Continuitéit ka stattfannen.

ad 4. Een Deel vun de Jugendaarbechter hëlleft an deene Gemenge mat aus, wou si gebraucht ginn, fir an der Kannerbetreiung als Educateur matzeschaffen. De Kontakt mat de Jonken, ënner anerem de fragiliséierte Jonken, ass iwwert d'Presenz vum aneren Deel vun der Jugendhausekipp assuréiert, déi net an der Kannerbetreiung engagéiert ass.

D'Gestionnairë vum Jugendhaus sinn invitéiert ginn, fir zesumme mat hire Gemengen ze kucken, wéi eng Affektatioun am sënnvollste fir d'Jugendaarbechter vum Jugendhaus ass, an och esou, datt d'Jugendhaus ka weider operationell bleiwen. Et ass dëst d'Entscheedung vum Gestionnaire zesumme mat der Gemeng.

D'Konventioune vum Educatiounsministère mat den eenzelne Gestionnairen a Gemenge si konform zum SAS-Kollektivvertrag gereegelt. Den Educatiounsministère huet eenheetlech Kontrakter ausgeschafft, déi fir all dat Personal gëllen, dat an dem Enseignement en alternance engagéiert ass oder aushëlleft. Et besteet also eng allgemeng an eenheetlech aarbechtsrechtlech Reegelung.

Question 2125 (30.04.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19 :**

Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur, a dessiné plusieurs pistes concernant les modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19.

Ainsi, il a annoncé que les secteurs économiques qui devraient pouvoir bénéficier des plusieurs centaines de milliards d'euros de liquidités du plan de relance européen seraient au nombre de 14. De plus, il a estimé que quelque 10 % du plan de relance devraient être alloués au secteur de la mobilité, notamment au secteur automobile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Est-ce que Monsieur le Ministre saurait me dire quels sont les 14 secteurs économiques susceptibles de bénéficier du plan de relance européen ?

- Quels secteurs économiques sont considérés comme prioritaires aux yeux du Gouvernement à l'échelle nationale ?

- Par ailleurs, début mars, le Commissaire européen au marché intérieur a également dit vouloir favoriser l'émergence d'une vingtaine « d'écosystèmes industriels » rassemblant des entreprises de taille variées dans un même secteur, notion proche de l'idée des « champions européens ». Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur cette question ? Faudrait-il rééquilibrer les priorités entre le respect du droit de la concurrence européen d'un côté et l'émergence de certains « champions européens » de l'autre côté pour pouvoir devenir plus indépendante en tant qu'Union européenne dans la production de certains biens stratégiques ?

Réponse (05.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le plan de relance européen visant à rétablir la confiance et à renouer avec la croissance économique, que la Commission a présenté le 27 mai 2020, repose sur deux grands piliers : une proposition révisée du budget européen pour la période 2021-2027, communément appelé « cadre financier pluriannuel », dotée d'une enveloppe budgétaire plus ambitieuse que la précédente avec un montant total de 1.100 milliards d'euros d'une part, et un nouvel instrument de relance baptisé « Next Generation EU », de 750 milliards d'euros sur la période d'ici à 2024 pour fournir des liquidités aux pays et secteurs les plus fortement touchés par la crise, d'autre part.

« Next Generation EU » sera financé par des emprunts réalisés par la Commission sur les marchés financiers. Les fonds seront accessibles à la fois sous la forme de prêts (250 milliards) et de subventions (500 milliards).

Sur le fond, le but du paquet de relance est de favoriser et de stimuler les investissements dans les domaines stratégiques reflétés dans le programme de travail de la Commission : la résilience, la croissance durable (Green Deal) et la numérisation, en assurant une reprise symétrique et solidaire à travers l'Union.

Le Ministre de l'Économie considère qu'avec ce plan de relance, l'Union européenne fait preuve de solidarité et de volonté politique pour sortir de cette crise sans précédent. Il salue de manière générale les objectifs, l'ambition et l'envergure du paquet de relance. Le plan de relance européen complémente les grands efforts déployés au Luxembourg pour soutenir et relancer l'économie et maintenir l'emploi.

À court terme, le plan de relance européen permettra de soutenir les économies des pays et les secteurs les plus gravement touchés. À plus long terme, le plan aidera à accompagner la transition verte et numérique des économies en encourageant les investissements dans les technologies propres et les énergies renouvelables. Le Ministre de l'Économie avait d'ailleurs plaidé pour mettre la croissance durable et la numérisation au cœur du plan de relance lors du dernier conseil compétitivité.

Vu le caractère horizontal et la complexité du paquet de relance, qui se compose de pas moins de 22 propositions législatives au total, il faudra cependant procéder à une analyse approfondie avant de se prononcer sur les différents éléments.

Le plan de relance européen ne fait pas référence à une orientation des fonds vers certains écosystèmes ou secteurs prioritaires. Il s'agit plutôt de stimuler les investissements durables de toutes sortes en vue d'accompagner la transition verte et numérique de l'économie européenne.

Dans sa nouvelle stratégie industrielle européenne, adoptée le 10 mars 2020, la Commission européenne avait annoncé qu'elle procéderait « à un examen et à une analyse approfondis des besoins industriels et recensera les écosystèmes nécessitant une approche sur mesure ».

Lors d'une visioconférence des ministres européens de l'Économie, qui s'est tenue le 15 mai 2020, le Commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, avait dévoilé les résultats préliminaires du recensement effectué par la Commission, qui identifie 14 écosystèmes stratégiques au total repris dans le schéma ci-dessous.

(Schéma à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces écosystèmes reflètent un large éventail de secteurs économiques, allant des activités les plus exposés pendant la crise - santé, commerce de détail, tourisme - aux grands secteurs industriels (automobile, numérique, électronique) et représentant environ 90 % du secteur privé[1]. Force est donc de constater qu'il ne s'agit pas d'une véritable priorisation, mais plutôt d'un regroupement selon de grandes chaînes de valeur, permettant d'identifier les liens entre les différents acteurs.

Selon le commissaire Thierry Breton, l'objectif de la Commission serait de créer les incitants nécessaires à des investissements durables dans l'Union européenne, en associant tous les acteurs appartenant aux différentes chaînes de valeur, y compris les PME, et à diminuer la dépendance par rapport aux importations des pays tiers.

D'une manière générale, la relance et la transition sont des thématiques transversales auxquelles il est important d'associer étroitement tous les secteurs économiques, au niveau national et européen. La crise Covid-19 a montré que l'Union européenne a besoin d'un tissu industriel plus diversifié et modernisé.

Pour ce qui est des politiques sectorielles, le Ministre de l'Économie s'attend à ce que la Commission poursuive ses analyses et consultations relatives aux écosystèmes stratégiques en vue de formuler des propositions concrètes au cours des prochains mois. À cet égard, le Luxembourg a activement contribué aux travaux du « Forum de haut niveau sur les chaînes de valeur stratégique », chapeauté par la Commission européenne, qui a identifié fin 2019 six grands axes prioritaires, dont l'électromobilité, les énergies renouvelables et l'industrie à faibles émissions CO_2[2].

L'objectif de ces travaux est d'encourager l'innovation et l'excellence dans des domaines stratégiques où l'Union européenne accuse un retard par rapport à ses principaux concurrents. L'idée est d'identifier des défauts de marché et de lancer des « projets communs d'intérêt général européen » (IPCEI), notamment suite aux bonnes expériences des précédents projets réalisés sous ce format (« High Performance Computing » p. ex.). Il ne s'agit pas de créer artificiellement des « champions européens », mais de mettre en place des conditions cadre - financières et réglementaires - encourageant une production d'excellence et la croissance des entreprises européennes.

Dans le même ordre d'idées, la révision en cours, par la Commission, des règles du droit de la concurrence est suivie avec grand intérêt. Dans ce contexte, il sera particulièrement important de revoir certaines définitions, notamment celle du « marché de référence », afin de mieux prendre en compte la dimension internationale lorsqu'il s'agit d'évaluer les projets de fusion et d'acquisition.

Finalement, le Ministre de l'Économie note avec satisfaction que la Commission a renouvelé, dans le plan de relance, son engagement de proposer un mécanisme d'ajustement aux frontières pour encourager une production durable au sein de l'Union et pour promouvoir les normes sociales et environnementales européennes au niveau international. Un tel mécanisme pourra bénéficier à des secteurs comme celui de l'acier, notamment.

Question 2126 (04.05.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **dérogations autorisées aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus :**

En date du 16 avril 2020, le Gouvernement a introduit par voie d'un règlement ministériel (n° 292) des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus. Ces dérogations sont autorisées pour la période allant du 18 avril au 31 mai 2020 et prévoient des temps de conduites journaliers et hebdomadaires plus élevés et des repos obligatoires moins fréquents.

Le règlement ministériel en question se base sur le règlement 561/2006 du Parlement européen qui dans son article 14 permet la mise en place de dérogations en matière du temps de conduite et des temps de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds dans des circonstances exceptionnelles. Ce même article prévoit également l'autorisation de ce même type de dérogations dans des cas d'urgence pour une durée maximale de 30 jours.

Il est à noter que les services de transport, transbordements et d'expédition de marchandises et de fret figurent également parmi les secteurs économiques essentiels fixés par voie du règlement grand-ducal du 18 mars dont l'exercice reste autorisé durant la pandémie du Corona/Covid-19 et pour lesquels des dérogations en matière de temps de travail ont été décidées par règlement grand-ducal.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Les entreprises désirant profiter des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds devront-elles demander une autorisation de la part de vos ministères respectifs ?

2) Dans l'affirmative, combien d'entreprises ont fait une telle demande et combien de chauffeurs en sont touchés ?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres possèdent-ils tout de même des informations quant au nombre d'entreprises qui ont recours aux dérogations ?

4) Pour quelles raisons Messieurs les Ministres ont-ils décidé d'autoriser des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds un mois après le déclenchement de la crise ? Des problèmes d'approvisionnement ont-ils pu justifier cette décision ?

5) Quelles sont les raisons avancées par Messieurs les Ministres pour avoir opté pour une période supérieure à 30 jours d'autorisation desdites dérogations au lieu de 30 jours dans des cas d'urgence ?

6) Les aires de repos au Luxembourg sont-elles adaptées à l'accueil de chauffeurs de poids lourds en ces temps de crise sanitaire ? Les chauffeurs y ont-ils accès à des installations sanitaires adéquates ? Les chauffeurs ont-ils la possibilité de prendre des repas chauds aux aires de repos sachant que ce type d'activités économiques est actuellement interdit ?

7) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les temps de conduite et les pauses obligatoires pour les conducteurs de poids lourds contribuent à la sécurité routière et que des dérogations pourraient avoir des conséquences néfastes dans ce domaine ?

Réponse commune (27.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Il convient tout d'abord de préciser que le règlement ministériel en question ne concerne que les temps de conduite et périodes de repos, mais pas les temps de travail des conducteurs de poids lourds.

ad 1), 2) + 3) Les dérogations, tant permanentes que temporaires, sont applicables sans distinction. Soumettre les dérogations à autorisation reviendrait à les rendre subjectives (« à la tête du client ») ce qui contreviendrait au principe de l'objectivité du règlement européen. Seul en cas de contrôle (sur route ou en entreprise), l'entreprise ou le conducteur doit pouvoir justifier le recours à la dérogation. Par conséquent, il n'existe pas des chiffres concernant le recours à des dérogations (permanentes ou temporaires).

ad 4) + 5) Au moment où le virus est arrivé en force en Europe, des mesures drastiques ont été nécessaires. Devant l'incertitude d'un bon approvisionnement, des dérogations au temps de conduite et périodes de repos avaient été décidées sur base de l'article 14 (2), à l'instar de tous les États membres.

La situation étant plus clair un mois après, il reste néanmoins que des conducteurs puissent se retrouver malgré eux dans une situation où ils ne peuvent pas entièrement respecter les obligations des temps de conduite et périodes de repos en raison des nombreux contrôles (aux frontières et autres) ou autres pertes de temps dues à de nouvelles procédures un peu partout dans la chaîne de logistique.

Ainsi, le Luxembourg a opté pour des dérogations prudentes aux temps de conduite, tout en veillant de ne pas réduire les périodes de repos.

Ceci a aussi le bénéfice que les conducteurs ne se retrouvent pas trop vite avec une infraction malgré eux. Afin d'éviter que les dérogations temporaires ne soient exploitées, le règlement ministériel prévoit l'obligation pour les conducteurs de respecter les limites normales, sauf en cas d'impossibilité. Dans ce cas, ils doivent noter la raison du recours à la dérogation.

La première dérogation devrait notamment aussi permettre aux conducteurs de regagner encore le Luxembourg quand les limites normales ne le permettraient plus.

ad 6) Dès le début de la crise le Gouvernement a cherché le contact avec le Groupement pétrolier et les opérateurs des aires afin d'assurer que les aires, y compris les boutiques et les installations sanitaires, restent ouvertes. Si le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 établissant l'état de crise avait ordonné la fermeture des locaux gastronomiques, la préparation et la vente en « take away » de repas chauds restaient par contre autorisées.

ad 7) Le règlement 561/2006 fait référence à la sécurité routière dans ses considérants et c'est la raison pour laquelle le Luxembourg a adopté des dérogations prudentes comparées aux autres États membres afin d'éviter des conséquences néfastes.

Pour cette même raison, le règlement ministériel prévoit que les entreprises doivent faire leurs planifications et dispositions dans les limites normales du règlement 561/2006 et que les conducteurs ne peuvent recourir aux dérogations que s'ils sont dans l'impossibilité de respecter les limites normales. Le recours à une dérogation doit alors être justifié. Cette double barrière assure que la sécurité routière reste garantie.

Question 2127 (04.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests du coronavirus :**

De Lëtzebuerger Staat huet eng hallef Millioun Coronavirus-Tester kaaft. Dat ganzt fir ronn 4,7 Milliounen Euro.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung sech grad fir dëse prezise Produit entscheet? Wat waren d'Auswielkrittären?

2. Am Dezember 2019 gouf et, Informatiounen vu reporter.lu no, eng Réckruffaktioun vun enger ganzer Rei Tester vun der Entreprise, bei där d'Regierung elo d'Tester akeeft. Dat, wéinst méigleche Gesondheetsrisiken. Och d'Resultater vun dësen Tester waren net zouverlässeg. Ass dëst der Regierung bekannt gewiescht a ka sécher ausgeschloss ginn, datt et weiderhi Problemer mat dësen Tester gëtt, souwuel wat d'Gesondheetsrisiken, wéi och d'Zouverlässegkeet ugeet?

3. Ass der Regierung bekannt, firwat et nach am Februar Remaniementer an der Direktioun vun der Firma goufen, vun där d'Tester kaaft gi sinn? Hunn dës Ëmstänn fir d'Regierung e Grond zur Skepsis duergestallt?

4. De Laboratoire, deen elo landeswäit d'Tester soll duerchféieren, steet virun enorme logistesche Erausfuerderungen. Huet de Laboratoire déi néideg Capacitéiten an ass dat am Virfeld gepréift ginn? Wéi ass dat genee kontrolléiert ginn?

5. Ass d'Testmethod, déi aktuell vum ausgewielte Laboratoire genotzt gëtt („Pooling"), der Ministesch hirer Aschätzung no, prezis? Kann ausgeschloss ginn, datt duerch dës Testmethod verschidde positiv Patienten onentdeckt bleiwen? Wa jo, firwat?

6. Reporter.lu no, gëtt et nach eng aner lëtzebuergesch Entreprise, déi zanter kuerzem eng asazbereeten Testmethod entwéckelt huet, déi och CE zertifizéiert ass. Gouf dës Firma och kontaktéiert? Wann net, firwat net?

7. 4,7 Milliounen Euro huet den Akaf vun de Coronatester kascht. Ma domat ass et net gedoen. Wat kascht dat landeswäit Testen? Ginn et dozou well Pronosticken?

8. Wat ass de geneeë Montant, deen den Laboratoire, deen d'Tester duerchféiert, vum Staat dofir ausbezuelt kritt?

9. Huet d'Entreprise, déi elo den Zouschlag vun der Regierung kritt huet, Ärem Wëssen no, well Tester u Laboratoiren verkaaft, ier hire Produit iwwerhaapt eng CE-Zertifizéierung hat? Wa jo, wéi laang ass dëst ouni speziell Autorisatioun geschitt? Wann net, kéint Dir mir d'Autorisatioun ënner anonymiséierter Form virleeën?

10. Stëmmt et, datt d'Regierung Ausname betreffend den Agrement vu verschiddenen Tester ausgestallt huet? Wa jo, wéini ass dësen speziellen Agrement ausgestallt ginn? Kéint Dir dësen Agrement ënner anonymiséierter Form virleeën?

[1] Voir SWD(2020) 98 final, p. 36 : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/assessment_of_economic_and_investment_needs.pdf

[2] Le rapport final des travaux est disponible ici : https://ec.europa.eu/docsroom/documents/37824

Réponse (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Wat déi ugeschwate Coronavirustester ubelaangt, sou goufen Ufank Mäerz verschidde Produiten op d'Qualitéit an d'Verfügbarkeet iwwerpréift. Dee Produit, deen dunn ausgewielt gouf, huet de Krittär vun der Qualitéit an der Sensibilitéit erfëllt a war och nach an der gewënschter Quantitéit verfügbar.

D'Réckruffaktioun vun enger ganzer Rei Tester vun der Entreprise ass eis bekannt. Déi Suspensioun vu verschiddenen Tester betrëfft awer natierlech net de Covid-19-Test, deen deemools nach net entwéckelt wor.

D'Firma gouf 2017 vu Siemens opkaf. An der Suite vun esou Opkeef an den domat verbonnene Restruckuratioune kënnt et a Biotechfirme reegelméisseg zu Changementer am Management.

Fir e Projet vun der logistescher Envergure wéi dee vum Large-Scale-Testing ze stëmmen, gëtt et prinzipiell kee Laboratoire zu Lëtzebuerg, deen dat logistesch ganz eleng kéint packen. Et ass aus deem Grond, datt de Laboratoire, dee landeswäit d'Tester duerchféiert, mat engem groussen internationale Sous-traitant aus dem Logistikberäich zesummeschafft.

De Pooling ass eng Method, déi schonn zënter enger Rei Joren zu Lëtzebuerg ugewannt gëtt. Eng 100 %-Sécherheet gëtt et net, soudatt net kann ausgeschloss ginn, datt verschidde positiv Patienten onentdeckt bleiwen. Dat huet awer näischt mat der Pooling-Method ze dinn - et wier bei der Eenzel-Test-Method net anescht -, mee huet éischter mat der Charge virale vun de jeeweilege Prouwen ze dinn.

De Pooling ass evaluéiert ginn a krut vun der Gesondheetsministesch, op Recommandatioun vun der Direktioun vun der Santé, eng Derogatioun, dat heescht eng Autorisatioun, fir ausserhalb vun de Konditioune vum initialen Testkit ze operéieren, an zwar am Kader vum Depistage (Screening).

Den Departement fir Infektiounen an Immunitéit (Department of Infection and Immunity) vum Luxembourg Institute of Health (LIH) huet divers PCR-Kits getest an huet erausfonnt, datt dee vu Fast Track Diagnostics dee sensitiivsten ass.

D'Regierung huet mam LIH eng Konventioun fir d'Duerchféiere vum landeswäiten Testen ofgeschloss, déi sech op e Gesamtmontant vun 32,5 Milliounen Euro beleeft.

Den LIH huet mat dem Laboratoire, deen den Optrag krut, e Kontrakt ofgeschloss, dee sech op e Gesamtmontant vun 31.079.738 Euro beleeft.

All Firma kann en Test verkafen, och wann en net CE zertifiéiert ass. E gëtt an dësem Fall am Kader vum „Research Use Only (RUO)" benotzt.

Am Kader vum Covid-19-Testing huet de Gesondheetsministère eng Derogatioun gi fir eng RNA-Extractiounsmethod op Basis vun enger FDA-(Food and Drug Administration, USA)-Equivalenz, a wéi schonns gesot, och eng Derogatioun fir de Pooling vu bis zu véier Echantillonen am Kontext vum Depistage (Screening).

Question 2128 (04.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **convocation du Comité de coordination tripartite :**

Le Comité de coordination tripartite a été institutionnalisé au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi, telle qu'elle a été modifiée en 1982. Ce Comité a pour fonction principale de dégager des consensus sur des questions socio-économiques importantes en temps de crise. La pandémie Covid-19 a impacté notre pays à différents niveaux, et notamment au niveau économique et social où les conséquences de la crise sanitaire sont d'ores et déjà le plus visibles.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Monsieur le Premier Ministre ne juge-t-il pas que la crise du Covid-19 rentre dans la même catégorie que celle de 1977 ayant trait au monde sidérurgique et risque d'entraîner de graves conséquences au niveau économique et social ?

2) Si oui, Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que l'actuelle crise sanitaire exige la mise en œuvre du formidable de tous les instruments dont nous disposons pour faire face aux effets les plus nocifs de celle-ci sur le plan économique et social ? Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que le Comité de coordination tripartite constitue l'un de ces instruments voire l'instrument par excellence à mettre en œuvre en temps de crise ?

3) En tout état de cause, Monsieur le Premier Ministre entend-il convoquer le Comité de coordination tripartite ?

Réponse (04.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Au Luxembourg, comme partout au monde, la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a en effet des conséquences directes au niveau économique et social.

Établir un parallélisme entre la « crise sidérurgique » des années 1970 et la situation actuelle ne semble pas de mise puisque cette dernière relève d'une urgence sanitaire et non pas de considérations structurelles.

ad 2) Le Gouvernement a entrepris de nombreux efforts pour éviter une crise économique et sociale. En effet, face à l'envergure et à l'urgence du défi, le Gouvernement s'est empressé à mettre en place un premier programme de stabilisation de l'économie contenant des mesures d'aides directes et d'avances remboursables dès le 25 mars 2020. Surtout, afin de maintenir l'emploi, les conditions pour demander et obtenir le chômage partiel ont été instantanément flexibilisées et une procédure facilitée de demande de chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du Covid-19 a été instaurée. Depuis, des mesures fiscales et financières supplémentaires ont été introduites en soutien aux entreprises issues des secteurs économiques les plus touchés, tout en maintenant évidemment la possibilité de recours au chômage partiel aménagé. En outre, un ambitieux plan de relance destiné à poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire du Covid-19 vient d'être annoncé.

La réactivité et la persévérance du Gouvernement à mettre en place ces mesures importantes a très certainement contribué à éviter au maximum les licenciements, à préserver le tissu entrepreneurial et à préparer une relance économique placée sous le signe de la durabilité.

ad 3) À différentes occasions tout au long du processus, le Gouvernement s'est concerté avec les représentants des organisations patronales et des organisations syndicales, ce qui lui a permis de bénéficier d'un retour important sur les besoins ressentis sur le terrain, ainsi que de propositions et de conseils concrets. Des réunions physiques successives avec les partenaires sociaux et le Gouvernement, représenté par le Premier Ministre, Ministre d'État, Xavier Bettel, les Vice-Premier Ministres, Dan Kersch et François Bausch, ainsi que les ministres Pierre Gramegna, Corinne Cahen, Romain Schneider, Lex Delles et Franz Fayot, ont d'ailleurs été organisées en date du 14 mai 2020 afin de permettre un échange approfondi (tout en respectant les règles de précaution sanitaire) sur les mesures entreprises.

Ces réunions ont permis un dialogue constructif sur la situation économique et sociale, y compris les évolutions sur le marché du travail et de l'emploi, ainsi que sur les diverses pistes en vue de la relance économique sur le moyen et long terme.

Question 2129 (04.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire :**

Wann dat stëmmt, wat een a ville Länner an de Medie vu Politiker a Spezialisten aus dem Gesondheetssektor héiert, sollen - wéinstens zu engem Deel - déi der Bevëlkerung operluechten Andämmungsmoossnamen nach esoulaang daueren, bis en Impfstoff do ass. An eréischt wa jidderee geimpft wier, kéint et zu engem Ophiewe vun de Schutzmoossname kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister a Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng allgemeng Positioun zum Sujet Impfflicht?

2. Wat fir Impfunge sinn am Ableck hei am Land nach obligatoresch?

3. Ass d'Regierung dofir, eng spezifesch Impfflicht anzeféieren, wa bis en zougeloossenen Impfstoff géint de Coronavirus do ass? Wann nee, ass d'Regierung dogéint, datt déi Leit, déi den Impfstoff ofleenen, mat Restriktiounen, egal vu wéi enger Zort, dozou bruecht ginn, sech schliisslech awer impfen ze loossen?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Fro no der Impfflicht gëtt reegelméisseg a parlamentaresche Froen gestallt. D'Regierung kann nach eemol nëmmen konfirméieren, dass et zu Lëtzebuerg keng Impfflicht gëtt, an domat deemno och keng obligatoresch Impfungen. D'Politik vun de Gesondheetsautoritéite war et ëmmer d'Leit duerch eng objektiv Informatioun ze motivéieren, sech an hir Kanner impfen ze loossen. Dat ass bis elo ëmmer ganz gutt gelongen, a Lëtzebuerg huet eng vun deene beschten Impfraten an Europa, a mir wäerten dëse Wee och bäi enger eventueller Covid-19-Impfung aschloen.

Question 2130 (04.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**arrosage des voies de tramway engazonnées :**

Et kann ee feststellen, datt op verschiddenen Deeler vum Tram-Tracé, notamment um Lampertsbierg, de Gréngsträifen an deem d'Gleiser leien, komplett verdréchent ass, dat obwuel e Bewässerungssystem verbaut ass, wéi den Här Minister 2017 a senger Äntwert op eng Fro erkläert hat. Deemools war och gesot ginn, d'Bewässerung géif tëscht Abrëll an August lafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Funktionéiert de Bewässerungssystem um Tram-Tracé momentan net oder aus wéi enge Grënn ass de Gréngsträife plazeweis verdréchent?

- Ass scho gewosst ob de Gréngsträifen op de betraffene Plaze muss ersat ginn? Wa jo, wéi vill kascht dat?

- Wéi vill huet de Bewässerungssystem um ganzen Tracé kascht?

Réponse (22.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Bewässerungssystem funktionéiert an ass a Betrib säit dem 20 Abrëll. De Wues gëtt tëschent Mëtternuecht a 4.00 Auer mueres genat, fir esou eng grouss Verdonstung wärend dem Dag ze verhënneren a keen onnéidegt Drénkwaasser ze verschwenden.

An der Reegel gëtt d'Bewässerungsanlag, falls d'Meteo et zouléisst, ab dem 1. Abrëll a Betrib geholl, fir d'Gefor vu Fraschtschued un der Anlag ze evitéieren. Déi automatesch Bewässerung funktionéiert am Normalfall vun Ufank Abrëll bis Enn August.

All Fréijoer, virun all Mise en service vun der Anlag, gëtt eng Firma beoptraagt eng Inspektioun ze maachen, fir ze kontrolléieren, ob déi automatesch Bewässerung voll funktiounsfäeg ass oder op d'Düse mussen ersat ginn.

Opgrond vun der Covid-19-Kris, huet den Datum vun der Inspektioun dëst Joer missen ëm zwou Woche verréckelt ginn. Dobäi koum, dass mir et säit Mëtt Mäerz mat extreem dréchene Wieder ze dinn hunn a quasi kee Ree gefall ass.

Duerch déi reegelméisseg Bewässerung säit dem 20. Abrëll, hunn déi betraffe Plaze sech erholl an kënne sech an den nächste Wochen weider regeneréieren. Dofir ass och net virgesinn déi Gréngsträife plazeweis ze ersetzen.

De Käschtepunkt vum Bewässerungssystem beleeft sech op 552.000 € HTVA.

Question 2131 (04.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **indemnités en faveur du secteur privé dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Le 24 avril 2020, le Gouvernement a décidé d'étendre l'indemnité d'urgence introduite via règlement grand-ducal du 25 mars 2020 aux microentreprises qui même sans avoir été obligées de fermer leurs établissements, voire d'arrêter leurs activités en application du règlement du 18 mars 2020 ont toutefois subi de larges pertes au niveau de leur chiffre d'affaires.

Le règlement grand-ducal du 24 avril 2020 introduit par ailleurs une indemnité complémentaire en faveur des microentreprises artisanales et commerciales obligées d'arrêter leurs activités voire de fermer leurs établissements.

Un règlement grand-ducal du 29 avril 2020 est désormais venu préciser que l'indemnité introduite en faveur des indépendants le 8 avril 2020 n'est pas cumulable avec l'indemnité complémentaire précitée, laissant sous-entendre que le cumul entre différents régimes d'indemnités était possible.

S'y ajoute que le 24 avril 2020, une nouvelle indemnité de 12.500 euros a été introduite en faveur des entreprises artisanales et commerciales obligées d'arrêter leurs activités voire de fermer leurs établissements, mais occupant entre dix et 20 personnes et dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 4.000.000 euros.

Il me revient dans ce contexte que les agents de l'État en charge de l'examen des dossiers ont du mal à s'y retrouver. Il me revient de même qu'un certain nombre d'entreprises ont reçu paiement de types d'aides pour lesquelles elles n'ont pas fait de demandes et vice versa.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'il y a eu des erreurs au niveau de la liquidation des aides (faux destinataires, etc.) ? Ces erreurs ont-elles entre-temps pu être redressées ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord avec l'affirmation qu'il est quasiment impossible de se retrouver dans ces différents régimes d'aides sans avoir l'aide de professionnels externes ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que selon le libellé des textes, certaines personnes ont pu cumuler différentes indemnités ? À défaut, comment s'explique le règlement du 29 avril 2020 ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que nonobstant la modification du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée, les entreprises visées à l'article 1er du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 initial continuent à rester éligibles à l'indemnité d'urgence certifiée, même si elles n'ont à ce jour pas encore introduites de demandes en la matière ? Messieurs les Ministres peuvent-ils par ailleurs confirmer que l'octroi de l'indemnité d'urgence certifiée précitée n'est pas un préalable à l'octroi de l'indemnité complémentaire ?

Réponse commune (05.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

À notre connaissance aucune aide n'a été versée à un éventuel mauvais destinataire. S'il est vrai que les différents régimes d'aide ont dû rapidement être élaborés, il importait au Gouvernement de ne pas confondre vitesse et précipitation. Cependant, tenant compte du peu de temps de réaction à notre disposition, on ne peut raisonnablement exclure d'éventuelles erreurs de traitement.

En ce qui concerne la soi-disant complexité pour se retrouver dans ces différents régimes d'aides, nous tenons à souligner que la plupart des dossiers reçus ont été introduits par les demandeurs eux-mêmes. Or, ces dossiers ont été correctement remplis dans leur grande majorité. Partant, on ne peut pas affirmer qu'il est quasiment impossible de se retrouver dans les différents régimes d'aides sans recourir à l'aide d'un professionnel externe. Aussi, au fur et à mesure que de nouvelles aides ont été introduites, le contenu des différents règlements grand-ducaux et lois ont été présentés sous forme vulgarisée sur le site www.guichet.lu et des fiches signalétiques ainsi que des pictogrammes ont été développés pour permettre la meilleure compréhension possible.

Quant aux règles d'anticumul, nous pouvons confirmer qu'à l'exception d'une règle anticumul initialement mise en place entre l'indemnité d'urgence prévue par le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 et l'indemnité d'urgence prévue par le règlement grand-ducal du 8 avril 2020, des cumuls entre différentes indemnités sont possibles, car souhaités par le Gouvernement. En effet, au fur et à mesure de l'évolution de la crise du Covid-19, le Gouvernement a voulu étendre la portée de certaines aides financières.

Aussi pouvons-nous confirmer que l'octroi de l'indemnité d'urgence certifiée n'est pas un préalable à l'octroi de l'indemnité complémentaire.

Question 2132 (04.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement des prêts par les entreprises durant la crise sanitaire :**

Fin mars, le Gouvernement fait l'annonce d'un paquet de mesures en faveur des entreprises au sens large. Il y est entre autres question d'un moratoire sur le remboursement des prêts

accordés par six banques de la place aux entreprises.

Il me revient qu'il n'existe pas de ligne de conduite commune parmi les banques concernées. Tandis que les unes ont allongées la durée du prêt, au moins un établissement de crédit aurait décidé de suspendre le remboursement, tout en exigeant le remboursement des mensualités en question suivant un échéancier assez serré après la fin du « moratoire ».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les conditions du moratoire ont été discutées entre ses services et les établissements de crédit en question ? Dans l'affirmative, les banques s'étaient-elles mises d'accord sur des modalités précises et si oui, lesquelles ?

- En ces temps de taux d'intérêts bas pour ne pas dire négatifs applicables aux opérations de refinancement par les banques, le comportement d'au moins une des six banques n'est-il pas regrettable ?

- Dans l'affirmative, quels conseils peut-il donner aux entreprises ayant à faire à cette/ces banque(s) ?

Réponse (14.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le 17 avril 2020, six banques de la Place ont signé un mémorandum d'accord, établi sous la coordination de l'ABBL, qui fixe le cadre pour l'accord de moratoires pour un maximum de six mois sur les crédits accordés aux entreprises luxembourgeoises avant le 18 mars 2020.

Comme les moratoires accordés par les banques n'impliquent aucun engagement de l'État, ce dernier n'est pas partie à cet accord et n'est pas non plus intervenu dans sa négociation.

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter la politique commerciale d'une ou de plusieurs banques données. Quand un client d'une banque n'est pas satisfait des conditions offertes par sa banque, il est libre d'en discuter avec celle-ci, voire de faire jouer la concurrence.

Question 2133 (04.05.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réouverture des aires de jeux dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

An Däitschland ass decidéiert ginn, fir dës Woch erëm d'Spillplazen opzemaachen, déi wéinst der sanitärer Kris zougemaach gi sinn. Dobäi sollen d'Elteren oppassen, dass déi virgeschriwwen Hygiènesreegelen agehale ginn. Des Weidere soll ee sech och vun iwwerfëllte Spillplazen ewechhalen.

Nodeems datt d'Kanner bei eis am Land wéinst dem Confinement och wochelaang net hirem Spill- a Beweegungsdrang konnten nokommen, wat op Dauer zu sozialen a gesondheetleche Problemer ka féieren, wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen :

- Envisagéiert d'Regierung spéitstens mat dem Erëmophuele vum Schoulbetrib am Enseignement fondamental och nees d'Spillplazen opzemaachen?

- Wéi eng Konditioune musse vun de Kanner an den Elteren agehale ginn?

- Ass ënner verschiddene Konditioune souguer vläicht eng kuerzfristeg Léisung virgesinn?

Réponse (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etapp aus dem Confinement eraus deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt an au vu vun der sanitärer Situatioun.

Question 2134 (04.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**évaluation épidémiologique des données existantes sur le Covid-19 et démarches futures du Gouvernement :**

Depuis un certain temps, le Gouvernement publie des chiffres ventilés selon le nombre de tests effectués, le nombre de cas positifs, mais aussi les cas d'hospitalisation, de soins intensifs et de décès. Il nous semble évident que cet échantillon important de 3.824 cas positifs parmi les 48.118 personnes s'étant présenté aux tests avec des symptômes grippaux (au 3 mai 2020) peut nous fournir des renseignements précieux sur l'origine, l'évolution probable et les possibilités de contenir la maladie Covid-19 également à l'avenir (autres vagues). Madame la Ministre serait certainement d'accord avec nous que l'évaluation épidémiologique de cet échantillonnage est de la plus haute importance.

Partant, j'aimerais demander les précisions supplémentaires suivantes de Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment les cas positifs symptomatiques non hospitalisés ont-ils été suivis pendant leur « quarantaine » ? Est-ce qu'on a uniquement tenté de retracer les chaînes de transmission éventuelles ou est-ce qu'on peut d'ores et déjà tirer des conclusions du suivi de ces cas en ce qui concerne l'évolution de leur état de santé ?

2) Concernant les cas hospitalisés, pouvez-vous nous renseigner sur la durée moyenne des hospitalisations en général et des hospitalisations en soins intensifs en particulier, ainsi que la répartition des cas sur le nombre de jours d'hospitalisation ? Quelles principales conclusions pouvez-vous tirer de l'évolution de la maladie en milieu hospitalier ? Quelles sont les complications les plus inquiétantes constatées et les séquelles pouvant rester ? Est-ce que des médicaments à effets présumés antiviraux ont été utilisés et si oui, lesquels ? À quel stade de l'évolution de la maladie ? Peut-on déjà en tirer des conclusions (positives, négatives ou neutres) ?

3) Quel est le nombre de non-résidents détectés positifs hospitalisés au Luxembourg ? Quelle est la collaboration du Gouvernement avec les régions limitrophes concernant le suivi des cas positifs et notamment le déroulement des mesures de déconfinement actuelles ?

4) Concernant les décès attribués au Covid-19, pouvez-vous nous renseigner sur le nombre de décès dont la cause principale a été un syndrome de dépression respiratoire aigüe (ARDS en anglais) ? Combien de décès attribués au Covid-19 sont-ils intervenus dans les hôpitaux ? Quelles sont les causes des décès intervenus hors des hôpitaux et notamment dans les maisons de retraite et de soins ?

5) Des premières conclusions de l'étude Discovery portant sur un essai randomisé d'efficacité de certains médicaments contre le Covid-19 et impliquant plusieurs États européens, dont le Luxembourg, ont-elles déjà été tirées ?

6) Pouvez-vous nous renseigner sur l'état de la recherche concernant l'utilisation d'autres molécules, voire d'un vaccin, au Luxembourg et à l'étranger ? Quelle a été l'influence de l'industrie pharmaceutique sur l'orientation de cette recherche ? Le Luxembourg interviendra-t-il pour promouvoir l'accessibilité scientifique de ces recherches et la mise à disposition du résultat pour l'humanité entière ? Qu'en est-il plus précisément de la publication et de la mise à disposition de la recherche effectuée au Luxembourg ?

7) À l'heure actuelle, le nombre de cas nouveaux et d'hospitalisations (en soins intensifs ou non) a encore diminué, malgré les premières mesures de déconfinement. Peut-on déjà en tirer des conclusions non seulement sur l'efficacité des mesures de confinement, mais également, le cas échéant, concernant un certain recul naturel du virus ? Au cas où il y aurait une deuxième vague, comment le Gouvernement entend-il s'y préparer ?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les cas positifs symptomatiques non hospitalisés sont suivis par appel téléphonique de l'Inspection sanitaire (Direction de la santé) aux jours 1, 3, 7 et 14 de leur maladie. En complément, ils peuvent opter sur base volontaire de répondre tous les jours pendant 14 jours à un questionnaire électronique sur leur état de santé. Finalement, les patients ont le choix de participer à l'étude Predi-Covid du Luxembourg Institute of Health (LIH) qui analyse plus en profondeur l'évolution de leur état de santé et de certains facteurs de risque de complications. Depuis le début du déconfinement, l'Inspection sanitaire procède aussi à nouveau à un contact tracing. Ceci a en effet permis de détecter certains clusters de transmission et de prendre des actions pour interrompre des chaines de transmission. En général, l'évolution des patients non hospitalisées était très favorable.

Concernant les cas hospitalisés, la Direction de la santé ne possède pas de détails sur l'évolution clinique et ne peut pas répondre aux questions très précises de l'honorable Député. On peut cependant préciser que la durée moyenne d'hospitalisation d'un patient Covid-19, tous séjours confondus (avec ou sans passage en soins intensifs), est de 12,5 jours. Pour une personne ayant eu un passage en soins intensifs, la durée moyenne de séjour en soins intensifs est de 19 jours et la durée moyenne d'hospitalisation (soins normaux et soins intensifs) est de 26 jours.

Il n'est pas exclu qu'une analyse ultérieure de ces cas sera faite, par exemple en collaboration avec le Service national des maladies infectieuses du CHL.

Les chiffres des non-résidents testés positivement sont publiés quotidiennement sur le site covid19.lu. Il s'agit de 768 cas en date du 28 mai. Depuis le début de la pandémie, 40 personnes non-résidentes testées positivement au Covid-19 ont été hospitalisées, dont onze personnes transférées de la région du Grand Est (Mulhouse, Strasbourg) dans le cadre d'une action de solidarité du Luxembourg avec la France.

La Direction de la santé est en contact journalier avec les autorités sanitaires des pays limitrophes afin de leur communiquer les informations sanitaires des personnes non-résidentes testées positivement au Luxembourg, afin que ces autorités sanitaires puissent prendre les mesures de santé publique qui s'imposent.

Toutes les personnes infectées par SARS-CoV-2 et décédées sont comptées comme décès Covid-19, même si la cause primaire de décès n'est pas toujours le coronavirus. La Direction de la santé n'a pas connaissance des dossiers médicaux détaillés des personnes décédées et ne peut donc pas déterminer le nombre exact de décès par syndrome de dépression respiratoire aigüe. On peut cependant estimer que tous les cas décédés à l'hôpital répondent à cette définition. La situation est possiblement différente dans les maisons de soins. En total, 110 personnes sont décédées (au 28 mai) dont 73 à l'hôpital, 36 en maisons de soins et une à domicile.

Les résultats de l'étude Discovery ne sont pas encore disponibles.

Le Luxembourg ne participe pas, à ce stade, à la recherche d'un antiviral ou d'un vaccin contre le Covid-19. La recherche dans notre pays est orientée plutôt vers l'épidémiologie y compris l'approche de modelling, l'analyse moléculaire du virus, y compris les méthodes de diagnostic et la recherche clinique. Dans le cadre de cette crise sanitaire mondiale, la position du Luxembourg est en faveur d'une accessibilité universelle des résultats de recherche pour le bien de l'humanité. Comme toujours, le développement des nouveaux médicaments est principalement sous la responsabilité des firmes pharmaceutiques.

Le nombre d'hospitalisations est effectivement en constant recul, et ceci malgré le déconfinement. Il faut interpréter ces chiffres avec prudence car séquentiellement les hospitalisations se produisent avec un retard d'au moins deux à trois semaines par rapport aux nouvelles infections. Les bons résultats à six semaines du début du déconfinement s'expliquent probablement plus par le respect des distances physiques et des autres mesures de prévention par la population que par un recul naturel du virus.

Le Comité interministériel qui a conseillé le Gouvernement dans les différentes phases de déconfinement a également pour mission de préparer des propositions de réaction en cas de deuxième vague épidémique. Ces travaux sont actuellement en cours.

Question 2135 (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **facturation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

D'Altersheemer gi jo vu verschiddenen Träger geréiert, an dowéinst ass et fir d'Regierung schwéier, fir allgemeng Aussoen iwwert d'Facturatioun an deenen eenzelen Heemer ze maachen. Vun allgemengem Interessi ass awer d'Fro, ob duerch d'Coronakris fir déi Leit, déi an engem Heem wunnen, keng sozial Ongerechtegkeeten entstane sinn.

Als Beispill fir esou eng Situatioun sief ernimmt, datt zënter dem Ufank vun der Coronakris d'Leit hiert Iesse jo net méi zesummen an engem Gemeinschaftssall zerwéiert kréien, mee eenzel, op hirem Zëmmer. Dee Service, also eenzel um Zëmmer zerwéiert ze ginn, gëtt awer fir geweinlech extra facturéiert.

Doduerch kann ee sech froen, ob duerch déi néideg sanitär Moossnamen de Leit eventuell e finanziellen Nodeel entstanen ass, wa si elo all missten e Supplement fir eng Prestatioun bezuelen, déi hinnen operluecht gouf. Dowéinst wéilt ech dës Froen un d'Madamm Famillje minister riichten:

1. Huet d'Madamm Minister en Iwwerbléck doriwwer, ob an den Heemer duerch néideg sanitär Moossnamen am Kontext vun der Coronakris de Bewunner zousätzlech Leeschtunge verrechent ginn?

2. Ass séchergestallt, datt an den Heemer am Kontext vun dëser sanitärer Kris jiddereen d'selwecht behandelt gëtt, och zum Beispill an deem Sënn, datt Leit, déi bis elo e Supplement hu misse bezuelen, fir op hirem Zëmmer kënnen eleng z'iessen, dat elo net méi musse maachen, well jo elo jiddereen op sengem Zëmmer muss iessen?

3. Huet d'Regierung zu dëse Froen eng Meenung an, wa jo, wéi stellt si sech zu de Froe vun der sozialer Gerechtegkeet an den Heemer?

Réponse (27.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. + 2. Mir ass net bekannt an och net zougedroe ginn, datt duerch déi néideg sanitär Moossnamen am Kontext vun der Coronakris zousätzlech Leeschtungen duerch d'Alters- a Fleegeheemer un hir Bewunner verrechent gi sinn.

ad 3. De Projet de loi iwwert d'Qualitéit an de Strukture fir eeler Leit (document parlementaire n° 7524) féiert en éffentlech zougängleche Regëster an, dee fir déi néideg Transparenz fir d'Bewunner an hir Famillje suerge wäert.

An dësem Regëster soll an Zukunft de Contrat d'hébergement vun all Haus ze fanne sinn an eng detailléiert an transparent Informatioun iwwert d'Pensiounspräisser. Esou wäert ze gesi sinn, wéi eng Prestatiounen am Pensiounspräis mat dra sinn a wéi eng Prestatiounen e Supplement duerstellen a wat se kaschten.

Question 2136 (04.05.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **réforme du divorce par consentement mutuel :**

Sous l'égide de votre prédécesseur une réforme du divorce par consentement mutuel a été initiée.

Aujourd'hui nous voyons de nombreuses difficultés supplémentaires pour les citoyens concernés, alors que la réforme était censée faciliter le divorce, le rendre plus rapide et moins coûteux.

Un problème très important concerne l'inventaire des biens meubles à dresser. Si, sous « l'ancien régime » on pouvait se limiter à déclarer dans la requête que « les biens meubles ont été partagés aux droits des parties », aujourd'hui certains juges exigent que l'inventaire renseigne :

- la liste du mobilier et des meubles meublants et l'évaluation de chaque objet au moment du partage ;

- le solde de chaque compte bancaire au moment du partage ;

- la spécification de chaque véhicule (marque, modèle, plaque d'immatriculation et/ou n° de châssis) et une évaluation de chaque véhicule ;

1) N'êtes vous pas d'avis que cet alourdissement des formalités est aussi chronophage que finalement inutile en pratique.

2) Aller au bout de la logique employée, ne devrait-on pas alors faire expertiser/évaluer tous les biens meubles des époux par des experts assermentés ?

3) Quid alors d'une expertise immobilière obligatoire et immédiate en cas de divorce ?

4) Comptez-vous déposer un projet de loi qui redresse certaines erreurs d'appréciation - aussi au niveau procédural - commises lors de la réforme en question ou donner des directives pour arriver au moins à une application uniforme des règles ?

Réponse (04.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En vertu de l'article 230 du Code civil, tel qu'il résulte de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification de diverses lois (ci-après la « Loi du 27 juin 2018 »), les conjoints qui demandent le divorce par consentement mutuel doivent soumettre une convention de divorce au tribunal.

En vertu du dernier alinéa de l'article 230, « [l]es conjoints sont tenus de faire préalablement par notaire inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger. L'estimation des biens se fera, en cas d'accord, d'après les déclarations des conjoints, sinon par prisée. Lorsqu'il n'existe pas de biens à partager entre

conjoints, les conjoints en feront la déclaration dans la convention prévue à l'alinéa 1er et il ne sera dressé aucun acte notarié. »

Cet alinéa reprend les dispositions de l'ancien article 276 du Code civil, abrogé par la Loi du 27 juin 2018. Cet article disposait en effet ce qui suit :

« Les conjoints déterminés à opérer le divorce par consentement mutuel seront tenus de faire préalablement par notaire inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger.

L'estimation des biens se fera, en cas d'accord, d'après les déclarations des conjoints, sinon par prisée. Lorsqu'il n'existe pas de biens à partager entre conjoints, les conjoints en feront la déclaration dans la convention prévue à l'article 277 et il ne sera dressé aucun acte notarié. »

Les « nouvelles » exigences relatives à l'inventaire des biens meubles évoquées par l'honorable Député ne sont donc pas le fruit d'une modification de la disposition législative pertinente.

L'honorable Député précise dans sa question parlementaire que les exigences évoquées seraient posées par « certains juges ».

En vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il n'appartient pas à la Ministre de la Justice de porter une appréciation sur le bien-fondé des décisions rendues par les juges ou de se prononcer sur la logique de telles décisions. Il n'appartient pas non plus à la Ministre de la Justice de donner des directives à des juges concernant l'application d'une loi.

Au vu de l'envergure de la réforme mise en œuvre par la Loi du 27 juin 2018, des ajustements ponctuels peuvent bien sûr s'avérer nécessaires en fonction de l'expérience acquise dans l'application de la loi. Dans ce contexte, le Ministère de la Justice examine l'ensemble des observations qui lui parviennent en vue d'éventuelles adaptations de la législation.

Question 2137 (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **tests du coronavirus dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Am Ableck leet d'Regierung vill Wäert drop, datt d'Schüler, déi an e puer Wochen hir Ofschlossexame schreiwen, sech op de Coronavirus teste loossen. Déi méi grouss a méi akut Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit ass awer warscheinlech an den Altersheemer.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prioritéit hunn d'Altersheemer, d'Bewunner an d'Personal, bei der Corona-Testcampagne vun der Regierung?

2. Gëtt et spezial Moossname fir déi Membere vum Personal, déi aus besonnesch betraffene Regioune kommen?

3. Ginn d'Bewunner vun den Altersheemer iwwert de medezinnesche Wäert, d'Fräiwëllegkeet an d'Modalitéite vum Test genee informéiert?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

All d'Bewunner esouwéi dat ganzt Personal an den Alters- a Fleegeheemer, am Total méi ewéi 13.000 Persounen, krute proposéiert, sech op fräiwëlleger Basis op de Coronavirus testen ze loossen. Dës Aktioun ass zënter dem 29. Mee ofgeschloss.

Zu dësem Zäitpunkt sinn an den 49 Haiser vu 5.463 Bewunner der 5.017 (91,8 %) getest ginn. D'Resultater weisen, datt der dovun zéng positiv waren, dat heescht 0,2 %. Gläichzäiteg si vu 7.924 Personalmemberen der 6.408 (80,9 %) getest ginn, an dovu waren zwielef Tester positiv (0,2 %).

Dës Resultater beinhalten net d'Zuelen aus dräi Haiser déi d'Tester selwer duerchgefouert hunn. D'Zuelen dozou ginn am Moment vun der Gesondheetsdirektioun veraarbecht an dat finaalt Resultat muss nach an d'Datebank vun der Gesondheetsdirektioun integréiert ginn.

Dat ganzt Personal gëtt gläich behandelt, a Leit mat Covid-19-Verdachtssymptomer gi vun der Aarbecht ausgeschloss a solle sech teste loossen.

Wéi uewe schonns gesot, ass den Test op fräiwëlleger Basis, wat och eng korrekt Informatioun iwwert den Test viraussetzt. Dës Informatioun hunn déi Responsabel vun den Alters- a Fleegeheemer hire Bewunner an hirem Personal och zoukomme gelooss.

Question 2138 (04.05.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**installation de parloirs dans les structures d'accueil pour personnes âgées :**

L'isolement forcé risque d'avoir un impact important sur la santé mentale des citoyens. Ceci vaut d'autant plus pour les personnes âgées vivant dans des structures d'accueil. Depuis le début du confinement et l'interdiction de visites dans les maisons de retraite et de soins, les habitants se trouvent dans l'impossibilité de recevoir leurs familles. L'ouverture, sous des conditions particulières, annoncée par Madame la Ministre de la Famille est ainsi absolument à saluer.

Un outil qui fonctionne bien est celui de la vidéoconférence, permettant aux personnes âgées d'interagir avec leurs familles. Beaucoup de gestionnaires ont fait de leur mieux pour installer ces systèmes de communication. Pourtant cet outil digital ne peut pas remplacer le contact direct. D'où l'initiative de certaines maisons d'installer des parloirs pour permettre des visites malgré le confinement. L'installation et l'entretien de ces parloirs se montrent très coûteux. À l'heure actuelle, il dépend de la situation des différentes structures si elles sont en mesure de financer des parloirs ou non. En partie, elles sont soutenues par la commune en question. Ainsi, la commune de Mertert-Wasserbillig a fourni une tente qui reprend la fonction de parloir. D'autres structures ont aménagé des locaux dans leurs maisons avec des barrières et protections transparentes entre les habitants et les visiteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Y a-t-il une stratégie nationale pour l'installation des parloirs dans les structures pour personnes âgées ?

- Le Ministère de la Famille va-t-il participer aux coûts de l'installation et de l'entretien de tels containers-parloirs ou à l'acquisition de matériel pour l'aménagement de parloirs à l'intérieur des structures concernées ? Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que toutes les personnes âgées devraient avoir accès gratuitement à des parloirs pour prendre contact avec leurs proches, indépendamment de la situation financière de la structure en question ?

Réponse (03.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dans le contexte du déconfinement progressif, j'ai chargé mes services d'élaborer des recommandations relatives aux visites des familles dans les structures pour personnes âgées, et ce en étroite concertation avec la COPAS. Ces recommandations ont été avisées par la Direction de la santé et, à ma demande, la COPAS les a transmises aux gestionnaires le mercredi 20 mai 2020. Elles ont été publiées le même jour sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html).

Ces recommandations, qui remplacent celles du 28 avril 2020, permettent les visites des familles auprès de leurs proches, dans le strict respect des règles d'hygiène et des gestes barrières.

Il est de la responsabilité de chaque gestionnaire d'organiser ces visites en fonction des spécificités de la structure dont il a la responsabilité, que ce soit au niveau de l'architecture et de l'agencement du bâtiment qu'au niveau de la disponibilité du personnel. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'intervient ni dans l'organisation ni dans le fonctionnement des CIPA et des maisons de soins ; une prise en charge de ces équipements n'est donc pas prévue.

Question 2140 (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **test du coronavirus pour l'ensemble de la population :**

Vum 19. Mee u soll, wa méiglech, déi ganz Bevëlkerung vu Lëtzebuerg op Covid-19 getest ginn. Dobäi gëtt op Drivethrough-Teststatioune gesat. D'Tester, d'Logistik an d'Auswäertung stellen e groussen Opwand duer an domat och en héije Käschtepunkt. Och stelle sech Froen, wat den Dateschutz ugeet.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi e Käschtepunkt huet déi geplangten Testserie?

2. Ass dee ganzen Optrag (Tester, Logistik, Auswäertung) un eng eenzeg Firma gaangen oder wéi gouf dee Projet opgedeelt?

3. Wéi eng Prozedure fir ëffentlech Ausschreiwunge si bei dësem Projet ugewannt ginn?

4. Wéi an a wéi engem Delai kréien d'Leit hiert Testresultat matgedeelt?

5. Wéi eng Firmaen, Institutiounen oder aner Instanzen hunn Zougrëff op d'Testresultater? Wéi gëtt den Dateschutz garantéiert?

6. Kontrolléiert d'Regierung, wie sech teste gelooss huet a wien net? Wa jo, ginn dës Date gehalen, fir wéi laang an zu wéi engem Zweck gi si gebraucht?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

De Käschtepunkt vun der geplangter Testserie huet e maximale Betrag vu ronn 35,44 Milliounen Euro. De groussen Deel vum Optrag ass un d'Laboratoires réunis Luxembourgeois (LRL) gaangen. D'Commission des soumissions huet eestëmmeg an hirem Avis vum 23. Abrëll 2020 zréckbehalen, dass e Recours op den Artikel 64 (2) (c) („urgence impérieuse") vum Gesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwunge vum 8. Abrëll 2018 méiglech ass.

D'Tester am Kader vum Large-Scale-Testing ginn all vun de Laboratoires réunis gemaach, ee Laboratoire d'analyses médicales, deen déi néideg Autorisatiounen dozou huet. D'Resultater ginn an nominativer Form weider un d'Direction de la santé geleet; dëst op Basis vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Meldepflicht vu verschiddene Krankheeten (loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies). D'Direktioun vun der Santé kann agreéiert an anonymiséiert Informatioune weiderginn un d'Fuerschungsinstituter zu Lëtzebuerg, notamment fir am sougenannte Modeling benotzt ze ginn (z. B. Prevalenztauxen a verschiddene Populatiounsgruppen). Den Dateschutz betrëfft déi nominativ Donnéeën an ënnerläit dem normale System vu Gestioun vun den Donnéeë vun der Direction de la santé, dee jo autoriséiert ass, esou Donnéeën zu sammelen an ze traitéieren. Dëst gouf och an engem speziellen Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun am Ufank vun der Epidemie confirméiert.

D'Leit, déi sech teste loossen, kréie bannent zwee Deeg e Message geschéckt, wou se d'Resultat vum Test kënne consultéieren. D'Testresultater gi vum Laboratoire iwwert d'Agence eSanté bei d'Inspection sanitaire vun der Direction de la santé geschéckt, déi als eenzeg Zougang zu den Daten hunn. Gespäichert sinn d'Date beim CTIE. Déi virdru genannten Acteure respektéieren de gesetzlechen a reglementaire Kader iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeën.

Et gëtt net kontrolléiert, wie sech teste gelooss huet a wien net. Et gëtt just de Rapport etabléiert zwëschent der Zuel vun Invitatiounen, der Zuel vun Aschreiwungen an der Zuel vun de Persounen, déi sech effektiv teste gelooss hunn.

Question 2141 (05.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **composition des différents groupes de travail, d'accompagnement et d'expertise du Gouvernement et de chacun de ses ministères dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19 :**

Nous nous permettons à cet égard de citer un article paru le 29 avril 2020 sur wort.lu :

« L'opposition est sortie du bois. […] Tout est parti d'une rafale de questions parlementaires adressées au Premier Ministre, Xavier Bettel. Émanant de plusieurs députés de l'opposition, elles avaient trait à la composition du groupe de travail chargé de plancher sur la stratégie de sortie de crise du coronavirus. […]

Une soudaine transparence qui a de quoi étonner, dans la mesure où Xavier Bettel avait invoqué des raisons de protection des données personnelles la semaine dernière dans une interview accordée au "Luxemburger Wort" afin justement de ne pas divulguer les noms des membres des différents groupes de travail. »

Le 28 avril 2020, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et Madame le Ministre de la Santé ont en effet publié ce qu'ils appellent « l'inventaire des différents groupes de travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 » :

- le groupe de travail interministériel sur la stratégie du déconfinement ;

- le groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

- le Research Luxembourg's Covid-19 Task Force (responsables) ;

- la Cellule de crise Covid-19 ;

- la Cellule logistique Covid-19 ;

- la Covid-19 Monitoring Task Force.

Or, d'après les affirmations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, il existerait d'autres groupes de travail au niveau des différents ministères.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous communiquer la composition de l'ensemble des groupes de travail, commissions et forces opérationnelles au niveau des différents ministères ?

Réponse (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Depuis le début de crise sanitaire, tous les départements ministériels sont impliqués dans des consultations internes et interministérielles afin de formuler les réponses aux défis posés par la crise à leurs secteurs de compétence respectifs. Ces consultations se déroulent dans des formats dynamiques et selon une cadence très variée, ad hoc, adaptés à chaque fois aux questions qu'il convient de résoudre concrètement. Au-delà des informations déjà publiées à cet égard par le Gouvernement, il n'est dès lors pas possible de répondre de manière exhaustive à la question posée par les honorables Députés.

Question 2142 (05.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **localité de Hoscheid-Dickt :**

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n° 1834 du 5 mars 2020, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ont qualifié la localité de Hoscheid-Dickt dans la commune de Parc Hosingen de « lieu-dit » alors que celle-ci devrait ranger plutôt parmi les villages du pays.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Quels sont les endroits ou localités du Grand-Duché qui sont qualifiés de « lieu-dit » ?

- Qu'est-ce qu'on entend exactement par « lieu-dit » ?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que certaines localités, au vu de leur développement démographique récent, devraient être qualifiées plutôt de village que de lieu-dit ?

- Dans cet ordre d'idées, pourquoi certaines localités du pays ne sont-elles pas encore qualifiées de villes alors que le nombre d'habitants qui y résident dépasse de loin celui d'actuelles villes du Grand-Duché telles par exemple Vianden ou Remich ?

- Selon quelle procédure une commune peut-elle demander au Gouvernement de voir octroyer le statut de ville à une localité précise ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent obtenir plus d'informations sur l'expression de « lieu-dit » et comment celle-ci est attribuée.

Les deux dictionnaires principaux de la langue française définissent « lieu-dit » comme étant un lieu de la campagne, qui porte un nom traditionnel et qui sert de repère faute de hameau (Petit Robert) ou encore comme étant un lieu qui, à la campagne, porte un nom rappelant une particularité topographique ou historique et qui constitue souvent un écart d'une commune (Petit Larousse).

Suivant l'article 2, lettre g), de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie, cette dernière a comme attribution « la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits ».

Cette gestion est assurée sur base des informations fournies par les autorités communales,

auxquelles il appartient de déterminer ces dénominations et numérotations.

L'Administration du cadastre et de la topographie publie ces données aussi bien sur un site Internet dédié au Registre national des adresses (https://www.services-publics.lu/caclr/index.action) que sur le Registre national des localités et des rues (https://data.public.lu/fr/datasets/registre-national-des-localites-et-des-rues/).

En outre, une liste avec les localités et autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg y est publiée (https://data.public.lu/fr/datasets/liste-des-localites-avec-coordonnees/). Cette liste contient les localités, mais aussi un certain nombre de lieu-dits, issus en majorité des cartes topographiques, qui ne sont actuellement pas repris officiellement en tant que localités dans le registre susmentionné bien qu'elles soient susceptibles d'accueillir des habitations.

Depuis la création de ce registre, Hoscheid-Dickt y figure en tant que localité, d'abord de l'ancienne commune de Hoscheid, puis de la commune actuelle de « Parc Hosingen ».

Actuellement le Grand-Duché de Luxembourg compte douze villes : Luxembourg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Remich, Rumelange, Vianden et Wiltz. Le terme est aussi employé pour désigner la commune qui s'identifie à l'agglomération (v. Vocabulaire juridique, Gérard Cornu, puf).

Conformément à l'article 1er, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, la dénomination de « ville » est attribuée par la loi. En l'absence de conditions de fond légales, il appartient au législateur d'apprécier la pertinence de l'octroi de la dénomination de « ville » à une localité. Le nombre de la population n'est pas le seul critère d'attribution. Généralement, la ville est un espace urbain constitué d'une agglomération plus ou moins importante, qui par les fonctions économique, administrative, politique et culturelle, qu'elle remplit, a un certain rayonnement sur sa périphérie.

Question 2145 (05.05.2020) de **MM. Paul Galles** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage du coronavirus :**

Ab dem 19. Mai wird die ganze Bevölkerung auf Covid-19 durchgetestet. Derzeit wird bereits in den Alten- und Pflegeheimen, auf den wieder geöffneten Baustellen (sogenannte Cluster-Prävalenztests) wie auch in den Schulen getestet.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

1. Wird in Alten- und Pflegeheimen ebenfalls auf freiwilliger Basis getestet oder wird systematisch jeder getestet?

2. Wie viele Tests wurden seit Beginn der Testphase in Alten- und Pflegeheimen absolviert?

3. Wie viele Tests waren davon positiv?

4. Werden die Tests nach einem gewissen Zeitraum wiederholt? Wenn ja, in welchem zeitlichen Abstand?

5. Werden in diesem Zusammenhang ebenfalls Personen getestet, die zurzeit zu Hause gepflegt werden? Wenn ja, wie viele wurden bislang getestet?

6. Von wem werden diese Tests durchgeführt?

7. Wer wird über das Testresultat informiert?

8. Im Fall von Personen mit Demenz oder anderen psychischen Krankheiten, werden in diesem Zusammenhang auch Familienangehörige über das Testresultat informiert?

Réponse (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Das Screening aller Wohneinrichtungen für ältere Menschen betrifft alle Bewohner, mit Ausnahme jener Bewohner, die bereits positiv auf COVID-19 getestet wurden, sowie das am Tag des Tests anwesende Personal. Die Teilnahme an diesem Programm der öffentlichen Gesundheit erfordert keine formelle, unterschriebene Einwilligung der Betroffenen. Allerdings kann eine Person als Einzelperson beschließen, nicht daran teilzunehmen (Opt-out). Es wird empfohlen, die betroffenen Personen selbst oder, bei unter Schutz stehenden Personen, den Vormund zu informieren. Für jeden Test wird vom Gesundheitsdirektor (Directeur de la santé) eine namentliche Anordnung verfasst.

ad 2. Bis zum 5. Mai 2020 wurden in den 14 Wohneinrichtungen für ältere Menschen 3.750 Tests durchgeführt. 1.537 der Tests wurden bei Bewohnern durchgeführt (bei insgesamt 1.664 Bewohnern, das entspricht 92,4 % der Bewohner). 2.213 Tests wurden bei den Beschäftigten durchgeführt (bei insgesamt 2.755 Mitarbeitern, das entspricht 80,3 % des Personals).

ad 3. Bis zum 5. Mai 2020 wurden durch die Testung 19 Covid-19-Infektionen bei Personen festgestellt, die zum Zeitpunkt des Tests asymptomatisch waren. Zehn der Infektionen wurden bei Bewohnern festgestellt, neun bei Mitarbeitern.

ad 4. Derzeit ist nicht vorgesehen eine systematische Testung dieser Gruppe zu wiederholen.

ad 5. Das systematische Testprogramm betrifft ausschließlich die Wohneinrichtungen für ältere Menschen. Es ist nicht auf ältere Personen, die zu Hause leben, ausgerichtet.

ad 6. Die Probenentnahme wird von mobilen Teams der Gesundheitsdirektion (Inspection sanitaire) durchgeführt. Diese werden unterstützt von Gesundheitsfachkräften, die in der Probeentnahme geschult sind, sowie gegebenenfalls auch durch das Personal der Einrichtungen selbst. Die Auswertung der RT-PCR-Tests wird vom Laboratoire national de santé (LNS) durchgeführt.

ad 7. Die Testergebnisse, ob positiv oder negativ, werden der betreffenden Person sowie ihrem behandelnden Arzt persönlich mitgeteilt. Der Direktor der jeweiligen Einrichtung sowie der Koordinierungsarzt der Einrichtung erhalten eine Kopie aller positiven Ergebnisse, damit diese (ggf. noch am gleichen Tag) entsprechende notwendige Isolierungsmaßnahmen (bei positiv getesteten Bewohnern) oder eine Entfernung vom Arbeitsplatz (bei positiv getestetem Personal) anordnen können.

ad 8. Die Gesundheitsdirektion hat den Einrichtungen empfohlen, die betroffenen Personen selbst, oder im Falle von unter Schutz stehenden Personen, den Vormund zu informieren. Das Feststellen einer Infektion mit Covid-19 erfordert die Isolierung der Person, die Information der Angehörigen sowie möglicher Besucher. Dies ist zur Einhaltung der Bestimmungen essenziell.

Darüber hinaus ist gemäß dem Gesetz vom 14. Juli 2014 über die Rechte und Pflichten des Patienten jeder Angehörige eines Gesundheitsberufs dafür verantwortlich, den Patienten in einer klaren und verständlichen Sprache zu informieren, die an die Verständlichkeit des Patienten angepasst ist. (« Il incombe à chaque professionnel de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible, adapté aux facultés de compréhension de ce dernier. ») Dieses Gesetz sieht vor, dass Informationen über den Gesundheitszustand des Patienten gegebenenfalls auch an die vom Patienten benannte Vertrauensperson oder an die vom Vormundschaftsrichter besonders bezeichnete Person gegeben werden.

Question 2146 (06.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**étude sur la contamination et la contagiosité du coronavirus chez l'enfant :**

Aus Däitschland ass elo eng Etüd vun der Berliner Charité bekannt ginn an där, ënnert der Leedung vun engem Virolog, dem Här Dokter Christian Drosten, d'Infektiounsgefor ënnersicht gouf, déi vu Kanner ausgeet. Dës Etüd gëtt nach wëssenschaftlech iwwerpréift an ass bis elo just virleefeg publizéiert ginn.

Festgestallt gouf, datt d'Virebelaaschtung an den Otemweeër onofhängeg vum Alter ass an datt Kanner a priori genee esou infektiéis wéi Erwuessener sinn. Zwar weisen se dacks manner Symptomer op an houschten och manner, sinn awer dofir sozial a kierperlech méi aktiv a méi agill. Déi däitsch Fuerscherekipp warnt doweinst virun engem allgemengen Neesopmaache vun de Schoulen an de Crèchen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung, a speziell dem Här Schoulminister an der Madamm Gesondheetsminister, dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung dës Etüd aus Däitschland a wéi reagéiert si op déi Erkenntnesser?

2. Ginn och zu Lëtzebuerg Etüden iwwer Kanner am Coronakontext gemaach a speziell och iwwer Ustiechungsgeforen, déi vun hinne kënnen ausgoen?

3. Ass geplangt, d'Kanner an der Schoul ze testen? Gëtt dofir den Accord vun den Eltere gefrot?

4. Féiert dës Etüd aus Däitschland d'Regierung dozou, fir hir Decisioun, d'Kanner schonn Enn Mee nees obligatoresch an d'Schoul ze schécken, ze reconsideréieren?

Réponse commune (09.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Regierung kennt d'Etüd vun der Charité aus Däitschland. Et ass eng vun e puer Etüde weltwäit, déi deelweis awer kontradiktoresch Resultater ginn hunn. Mir wëssen aktuell, dass d'Kanner manner oft krank gi mat Covid-19, dass si manner schlëmm Forme vu Krankheet hunn an dass méi Kanner asymptomatesch Formen opweisen. Et gesäit alles dono aus, wéi wann d'Kanner meeschtens vun den Erwuessenen ugestach ginn, an net ëmgedréit.

Weider gréisser Studie sinn awer nach amgaangen (Amerika, Canada an Holland), mee wäerten eréischt Resultater an ongefeier sechs Méint ginn. Zu Lëtzebuerg ginn am Moment keng Etüden u Kanner gemaach.

Et goufen, als „mesure de santé publique", 2.336 Primaner getest ier si zréck an d'Schoul gaange sinn de 4. Mee. Zéng Tester wore positiv. Dat ass eng Prevalenz vun 0,43 %, bei engem Taux de participation vun 38 % vun den ageluedene Schüler. En Echantillon vun 161 weidere Schüler aus dem Secondaire goufen zwëschent dem 7. an dem 9. Mee getest, bei engem Taux de participation vun 54 % vun deenen 300 Schüler, déi ugeschriwwe goufen. Dobäi war een Test positiv, wat enger Prevalenz vun 0,61 % entsprécht.

Am Kader vum Projet Large-Scale-Testing besteet och d'Méiglechkeet fir d'Kanner, sech testen ze loossen.

Question 2148 (06.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles des frontières :**

Am Kader vun der Coronakris goufe lëtzebuergesch Douanieren a Policebeamte requisitionéiert, fir déi däitsch Douane a Police bei Grenzkontrollen ze ënnerstëtzen.

Am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz betreffend d'Mesuren zum Covid-19 ass net rieds vu Grenzkontrollen. Laut dem Gesetz vum 9. Juni (ayant pour objet d'habiliter les agents de l'Administration des douanes à exercer certaines attributions de la police générale) ass virgesinn, datt Auslänner kann d'Entrée an d'Land refuséiert ginn. Vun der Ausrees ass dobäi net rieds.

Eisen Informatiounen no kontrolléiert d'Douane an och d'Police awer den Ament och déi Leit, déi ausreesen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, bannenzeg Sécherheet a Finanzen dës Froe stellen:

1. Féiert d'Douane an/oder d'Police ee Regëster betreffend déi kontrolléiert Persounen oder déi, déi duerchgewonk ginn? Wa jo, wat genee gëtt an dësem Regëster enregistréiert? Falls sou ee Regëster existéiert, wat ass d'Base légale fir dësen?

2. Opgrond vu wéi enger Base légale kann eng Ausrees vun der lëtzebuergescher Douane an/oder Police refuséiert ginn?

3. Wat ass d'Base legale vun den aktuelle Grenzkontrollen, déi duerch d'lëtzebuergesch Douane an/oder Police duerchgefouert ginn?

4. Gouf et eng Concertatioun mat den däitschen Autoritéite betreffend engem Ordre d'opération fir d'lëtzebuergesch Beamten?

5. Falls sou ee Regëster existéiert, ginn dës konservéiert? Falls jo, fir wéi laang? Falls net, wat passéiert dermat?

6. Här Minister, stellt eng Ausrees an Däitschland aktuell eng Infraktioun duer, falls kee valabele Grond fir d'Ausrees ka genannt ginn? Wa jo, wat ass hei d'Base légale?

7. Wat ass den Ordre d'opération fir d'lëtzebuergesch Douanieren a Polizisten? Wéini gouf dësen un d'Douanieren an d'Polizisten ausgehändegt?

8. Wien a wat genee sinn d'lëtzebuergesch Douanieren a Polizisten opgeruff ze kontrolléieren a musse si souwuel déi Leit kontrolléieren, déi areesen, wéi och déi, déi ausreesen? Kéint den Här Minister eis an dësem Kontext e puer Prezisioune liwweren?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Froe vum honorablen Deputéierte sinn all mat der Äntwert op d'Fro N° 2074 vum 22. Abrëll 2020 vum honorablen Députéierte Léon Gloden beäntwert.

Et gouf kee spezifeschen Ordre d'opération, well et sech ëm eng Mission en continu gehandelt huet.

Question 2149 (06.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency) :**

D'CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency), eng europäesch Institutioun mat Sëtz op der Cloche d'Or, huet ugekënnegt, datt Ufank 2021 hir ronn 80 Employéë sollen op Bréissel plënneren, fir do an der nei geschaafter European Innovation Agency integréiert ze ginn.

Déi Mataarbechter vun der CHAFEA, déi net wëlle mat op Bréissel wiesselen, solle gehollef kréien eng aner Plaz zu Lëtzebuerg ze fannen oder vum Chômage profitéiere kënnen.

An de leschte Joren huet Lëtzebuerg gestruewelt fir europäesch Institutiounen am Land ze halen, well d'EU-Mataarbechter dat selwecht verdénge wéi zu Bréissel, d'Liewenskäschten awer 10,5 % méi héich sinn. Den Ausseminister huet sech d'lescht Joer doweinst agesat fir d'EU-Employéen an huet ugekënnegt, datt d'Regierung géif dru schaffen, fir hinne besser Liewens- an Aarbechtskonditiounen ze bidden, fir datt de Grand-Duché weiderhi géif attraktiv bleiwe fir europäesch Institutiounen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. War d'Regierung am Virfeld iwwert d'Decisioun vun der CHAFEA informéiert ginn? Wa jo, waren Alternativen ugebuede ginn, fir datt dës Institutioun eventuell géif zu Lëtzebuerg bleiwen, oder datt déi nei European Innovation Agency géif zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn?

2. Ass d'Regierung elo dru bedeelegt, fir den Employéë vun der CHAFEA, déi wëllen zu Lëtzebuerg bleiwen, nei Posten ze sichen?

3. Wat ass bis elo konkreet ënnerholl ginn, fir datt de Grand-Duché och an Zukunft soll attraktiv bleiwe fir europäesch Institutiounen?

Réponse (05.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung ass net vun der Europäescher Kommissioun consultéiert ginn, iwwer hir Intentioun d'Aktivitéite vun der Europäescher Exekutiv-Agence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernierung (CHAFEA) vu Lëtzebuerg op Bréissel ze transferéieren. Wéi mir Enn Abrëll éischt Informatiounen an deem Sënn héieren hunn, hu mir direkt dem responsabelen EU-Kommissär, dem Johannes Hahn, d'Onverständnis an d'Besuerge vun der Regierung iwwer esou eng Entscheedung ausgedréckt, besonnesch och mat Bléck op déi ronn 80 Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der CHAFEA.

Definitiv Decisioune falen Enn dës Joers. Mir wäerten eis iwwert déi nächst Wochen a Méint asetzen, fir d'Europäesch Kommissioun dovun ze iwwerzeegen, datt et méi Sënn mécht d'CHAFEA, eng Agence déi säit 15 Joer zu Lëtzebuerg gutt schafft, ze verstäerken, wéi se opzebriechen op e puer verschidden Agencen zu Bréissel.

ad 2. D'Regierung ass net Partie vum Sozialdialog tëscht den Employéë vun der CHAFEA an der Europäescher Kommissioun an huet also do och keng Méiglechkeeten ze intervenéieren.

ad 3. D'Regierung setzt sech konsequent dofir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen am Grand-Duché weider ze stäerken a fir den EU-Fonctionnairen an Agenten déi beschten Aarbechts- a Liewenskonditiounen ze bidden. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den europäeschen Institutiounen an Agencë wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, huet d'Regierung eng ganz Rëtsch Mesurë geholl - wéi ënner anerem de Chèque-service accueil, Subventioune wat de Logement betrëfft an de gratis ëffentlechen Transport - déi zur allgemenger Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroen. An deem Kontext sief och gesot, datt et kee Lien gëtt tëscht der Intentioun vun der Europäescher Kommissioun, fir d'CHAFEA zouzemaachen an hir Aktivitéiten op Bréissel ze transferéieren, an den Aarbechts- a Liewenskonditiounen hei zu Lëtzebuerg.

Question 2151 (14.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **tarif horaire uniforme pour les médecins dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Fir datt eist Land d'Covid-19-Kris beschtméiglech iwwersteet an all Patient déi Hëllef kritt, déi e brauch, hu vill Dokteren an Zänndoktere sech spontan bereet erklärt, beim Krisemanagement matzeschaffen. Am Hibléck op d'Drénglechkeet vun der Situatioun huet d'Re-

gierung iwwert de Wee vun engem Reglement en Tarif horaire opgestallt, no deem d'Doktere remuneréiert sollte ginn. Et ass an deem Hibléck erschreckend, datt dës Doktere bis haut nach keen Cent fir hir Aarbecht kritt hunn.

An engem Bréif vun der Dokteschassociatioun AMMD vum 4. Mee heescht et, datt d'CNS dee vun der Regierung erstallten Tarif horaire net validéiert, well dësen am Viraus net mat hinnen ofgeschwat gouf.

An deem Kontext géife mir gär follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt den Tarif horaire net mat der CNS ofgekläert gouf? Wann nee, aus wéi engem Grond gouf dat net gemaach?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt et opgrond vun der Dréinglechkeet vun der Situatioun elo un der CNS ass, den Engagement vun den Dokteren an Zänndokteren schnellstméiglech unzeerkennen an an deem Kader och dee vun der Regierung opgestallten Tarif horaire unzeerkennen?

3. Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir datt d'Doktere fir hir geleeschten Aarbecht schnellstméiglech kënne remuneréiert ginn? A wéi engem zäitleche Kader, ass mat der Émsetzung vun der Remuneratiounsprozedur ze rechnen?

Réponse commune (19.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Bedéngt duerch d'Covid-Pandemie ass de Gesondheetssystem reorganiséiert ginn op Basis vum groussherzogleche Krisereglement vum 18. Mäerz 2020, wou jo ënner anerem d'Aktivitéite vun den Dokteren an Zänndokteren op e Minimum am Kader vun urgentë gesondheetleche Problemer limitéiert goufen a gläichzäiteg awer festgehale gouf, dass all essenziell Aktivitéiten am Gesondheetsberäich mussen disponibel bleiwen, an dëst natierlech an de Spideeler an an den Analyselaboen.

D'Reorganisatioun vun dem Gesondheetssystem gesäit véier Lignes de garde am Secteur extrahospitalier an eng spezifesch Ligne de garde am Spidolsecteur vir.

Am Secteur extrahospitalier goufen ënner anerem d'Centres de soins avancés als eischt Ulaafstell fir Covid-Patienten iwwert d'Land verdeelt, eng Garde vun den Hausdokteren iwwer Teleconsultatioun fir Net-Covid-Fäll, an eng Garde am Kader vun den Alters- a Fleegeheimer agefouert. Och ass eng Garde fir Zänndokteschurgencen op d'Bee gestallt ginn, och mat der Méiglechkeet vun Teleconsultatiounen (Ligne de garde).

Am Spidolssecteur ass d'Prise en charge vum Patient am Spidol och nei organiséiert gi mat enger spezifescher Prise en charge vu schwéiere Covid-Fäll, enger Garde fir Urgencë vun Net-Covid-Fäll an enger Disponibilitéit vu Spezialisten.

Dës Aktivitéiten an de verschiddene Lignes de garde si mat groussem Asaz vun de Dokteren um Terrain opgestallt an assuréiert ginn, ënnert der Responsabilitéit vun engem Coordinateur national um Gesondheetsministère.

Dës Aktivitéite sinn iwwer nei Akten an der Nomenclature remuneréiert, haaptsächlech een Akt fir Teleconsultatioun an een aneren Akt fir d'Participatioun un de Lignes de garde. D'Akte vun der Teleconsultatioun goufen de 17. Mäerz 2020 an déi vun de Forfaiten den 30. Mäerz 2020 iwwer e groussherzoglecht Reglement fixéiert esou ewéi dëst am Code vun der sozialer Sécherheet festgehalen ass.

Souwuel den Akt vun der Teleconsultatioun wéi dee vun de Forfaite sinn deen Ament mat de Leit vum Terrain ofgeschwat ginn, sief et mat den Dokteren, de Spideeler, an och mat der Administratioun vun der Gesondheetskeess, an dëst am Kader vun de Méiglechkeeten a Contrainten déi gebuede waren. Dës nei Akte sinn enger Gesondheetskeess opposabel, wéi all aneren Akt aus der Nomenclature, an deementspriechend och vun enger Kees en Charge ze huelen.

Aktuell sinn déi verschidde Pläng vun de Lignes de garde vum Coordinateur national validéiert a goufe weidergereecht un d'Gesondheetskeess, déi elo dës Aktivitéite sou schnell wéi méiglech remuneréiert.

Question 2152 (06.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **réserves en eau potable :**

Depuis fin mars, les eaux pluviales ont diminué très sensiblement par rapport aux volumes enregistrés au fil des mois d'automne et d'hiver.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celles des réserves du lac de la Haute-Sûre depuis septembre 2019 ?

2) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des réserves d'eau de la nappe phréatique du Luxembourg ?

3) Le Gouvernement est-il disposé à prendre des mesures dès maintenant afin de sensibiliser les consommateurs de toute catégorie à économiser d'ores et déjà de l'eau potable, en particulier au cas où le mois de mai ne connaîtrait guère de jours pluviaux ?

Réponse commune (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) De façon générale, les débits dans les cours d'eau sont en corrélation avec les précipitations. Alors qu'au mois de septembre 2019, les données pluviométriques enregistrées à la station Findel étaient en dessous de la moyenne à long terme, les précipitations d'octobre 2019 à mars 2020, à l'exception du mois de janvier 2020, étaient au-dessus ou proche de la moyenne statistique. Depuis le mois d'avril, les données pluviométriques sont néanmoins à nouveau clairement en dessous de la moyenne à long terme.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces données pluviométriques reflètent également les débits des cours d'eau, qui étaient au-dessus du débit moyen d'octobre 2019 à mars 2020, à l'exception du mois de janvier 2020. Le mois de janvier présentait des débits de cours d'eau plus faibles, et ceci était particulièrement prononcé dans les cours d'eau du nord du Luxembourg avec en moyenne 60 % moins d'eau. Pendant les mois de février et mars 2020, le débit des cours d'eau étaient au-dessus de la moyenne mensuelle à long terme, ce qui s'est traduit par plusieurs inondations. Depuis le mois d'avril, les débits des cours d'eau sont à nouveau à un niveau en dessous des moyennes à long terme.

Il est à noter que de façon générale, les cours d'eau présentent le niveau d'eau le plus bas entre août et octobre. Au cours des 18 dernières années, certains cours d'eau avaient néanmoins de façon isolée le niveau le plus bas en mai ou en juin. Les petits plans d'eau peuvent en effet atteindre leurs niveaux d'eau les plus bas dès juillet et le niveau d'eau a tendance à rester constant pendant l'été.

En ce qui concerne les eaux du lac de la Haute-Sûre, les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période estivale (qui s'étend du 1er avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 m au-dessus du niveau de la mer, tandis que durant la période hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode « protection contre les inondations ». Depuis septembre 2019, le niveau du lac a progressivement augmenté, passant de 314,5 m fin septembre à 318,9 m fin mars. Fin avril le niveau du lac était de 318,7 m, soit 0,5 m en dessous du niveau d'avril 2019.

ad 2) La période principale pour la recharge de l'eau souterraine est la période hivernale. Pendant l'hiver 2019-2020 la pluviométrie d'octobre à avril était favorable à la recharge des eaux souterraines et le cumul des précipitations efficaces pendant cette période correspond à un niveau modérément inférieur à la normale pluriannuelle. Étant donné le temps de transfert de l'eau dans le sous-sol (en moyenne au moins six mois à un an dans la zone non saturée), l'effet de ces infiltrations ne se remarquera que de manière retardée au niveau des captages d'eau potable (sources, puits ou forages). Actuellement les débits des captages ont une tendance à la diminution, notamment suite à une période hivernale 2016-2017 particulièrement sèche et des hivers suivants avec des précipitations guère supérieures voire inférieures à la moyenne pluriannuelle. Après une première estimation, les débits de source vont probablement se stabiliser après la période de recharge 2019-2020, tout au plus augmenter de manière peu significative. Les débits resteront de 10 à 20 % inférieurs à la moyenne pluriannuelle.

L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) suit de près l'évolution des débits des sources, des niveaux de l'eau souterraine et des consommations en eau potable. Pour de plus amples informations, un bulletin trimestriel résumant la situation quantitative des eaux souterraines peut être consulté sur le site Internet www.waasser.lu (https://eau.public.lu/eaux_souterraines/Situation-quantitative-des-eaux-souterraines/index.html).

ad 3) Les évolutions de la production d'eau potable à partir de captages et les consommations en eau potable sont suivies de manière rapprochée par l'AGE et les fournisseurs d'eau potable (communes et syndicats de communes). En cas de diminution significative du niveau des captages d'eau et d'une augmentation de la consommation d'eau en période estivale due à l'augmentation des températures, des mesures à court terme peuvent être mises en place pour inciter les personnes à réduire la consommation d'eau. Comme cela a été le cas en 2017, des « phases de vigilances » peuvent être déclenchées au niveau national afin d'informer et de sensibiliser la population à réduire sa consommation d'eau potable. Au cas où cela ne s'avère pas suffisant, les administrations communales, qui ont la compétence de l'approvisionnement en eau potable, peuvent prononcer des mesures de restriction en ce qui concerne l'utilisation de l'eau potable. Les communes peuvent, après concertation avec l'AGE et les syndicats de communes qui fournissent de l'eau potable, déclarer au niveau local, communal ou régional une « phase orange » (situation précaire au niveau des ressources disponibles) ou une « phase rouge » (situation d'urgence au niveau des ressources disponibles).

Outre la nécessité de surveiller et d'utiliser l'eau potable de façon responsable, il est également important de ne pas utiliser à tort l'eau des cours d'eau. Lors de périodes de canicules prolongées, qui, notamment dues au changement climatique, ont lieu de façon de plus en plus récurrentes, l'ensemble des cours d'eau présente des niveaux d'eau très bas pouvant être critiques pour la survie des organismes aquatiques. Ces périodes de sécheresse ont un impact sur toute la faune et la flore du milieu fluviatile. De même, avec des pressions anthropiques constantes et des débits en baisse, la concentration des charges polluantes dans l'eau augmente, étant donné que l'effet de dilution est moindre. C'est pour cette raison qu'en 2018 et 2019, l'AGE a déclenché une « phase de sensibilisation » et a appelé la population à ne pas prélever de l'eau dans les eaux de surface, afin de ne pas compromettre davantage la survie des organismes aquatiques et d'engendrer une dégradation partiellement irréversible de la qualité des eaux de surface.

Une attention particulière devra être portée à la consommation en eau potable lors de l'été 2020, car traditionnellement la consommation moyenne d'eau potable diminue dès le début des vacances scolaires et du congé collectif. Or, avec la situation particulière liée aux mesures prises suite à la pandémie du Covid-19, il est probable que moins de personnes partent en vacances à cette époque, et que la diminution de la consommation d'eau pendant cette période ne soit pas aussi importante que lors des années précédentes.

Afin de garantir durablement la sécurité d'approvisionnement en eau potable à long terme, le Gouvernement a mis en place une stratégie basée sur trois piliers :

1) protection des ressources en eau existantes (délimitation de zones de protection),

2) diminution de la consommation de l'eau potable (stratégie d'économie à long terme),

3) utilisation de nouvelles ressources (nouvelle station de traitement du SEBES et augmentation de la capacité de traitement, potabilisation des eaux de la vallée de la Moselle).

Afin de sensibiliser les consommateurs à diminuer la consommation en eau potable, l'AGE est actuellement en train de réaliser une étude pour identifier la mise en œuvre de mesures spécifiques pour réduire à court, moyen et long terme la consommation individuelle en eau potable. Ces mesures s'inscrivent dans l'accord de coalition pour la période 2018-2023, qui prévoit la promotion d'une utilisation rationnelle et responsable de l'eau et la mise en place d'une stratégie nationale pour réduire la consommation d'eau. Cette stratégie sera mise en œuvre avec tous les secteurs concernés, dont l'industrie, les PME, le secteur de la construction, l'agriculture, les communes et les ménages.

Question 2153 (06.05.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **drapeaux européens en berne :**

Wéi aus der Press ervirgeet, si Gemengen zu Lëtzebuerg, déi d'Europafändelen aktuell op Hallefmast setzen, fir esou d'Enttäuschung iwwert déi zoue Grenzen am Kontext vun der Coronapandemie ze artikuléieren.

Op de sozialen Netzwierker huet dës Aktioun fir deels virulent, europafeindlech Reaktioune gesuergt. Och wann d'Grenzen de Moment zou sinn, verdanke mir der europäescher Unioun Fridden a Prosperitéit op eisem Kontinent.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa an Interieur dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, wéi beuerteelt Dir dës Aktioun vu verschiddene Gemengen?

2. Ass d'Affichéieren oder den Ëmgang mam europäesche Fändel gesetzlech gereegelt?

Wa jo, wéi?

3. Gouf et fir dës Aktioun eng Autorisatioun säitens dem Minister?

4. Fält dës Aktioun eenzeg an eleng ënnert d'Autonomie communale an duerf eng Gemeng deementspriechend fräi entscheeden, wéi si den europäesche Fändel benotzt?

5. Sidd Dir d'Accord, datt dës Aktioun kéint en zweedeitege Message ausdrécken, deen, deemno wéi, Euroskepsis kéint férderen?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Et steet der Regierung net zou, sech iwwert d'Motivatioune vun den eenzele Gemengen ze äusseren; allerdéngs war der Regierung bewosst, dass d'Residentë vun deene Gemenge ganz besonnesch vu Grenzschléissungen a -kontrolle vun däitscher Säit negativ impaktéiert waren. Dowéinst huet d'Regierung sech och vun Ufank un op allen Niveaue fir en Ophiewe vun dëse Mesuren agesat.

ad 2. Den Ëmgang mam europäesche Fändel ass net spezifesch um nationale Plang gereegelt.

ad 3. Nee.

ad 4. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 2 verwisen.

ad 5. Dat ass eng reng spekulativ Fro op déi et keng eenzeg Äntwert ka ginn.

Question 2154 (06.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **digitalisation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Duerch d'Coronakris ass d'Digitaliséierung och a villen Alters- a Fleegeheemer ukomm.

Doduerch, datt keng oder nëmme limitéiert Visitte vun der Famill oder Frënn méiglech waren, sinn eng ganz Rëtsch Haiser op de Wee vu Videokonferenze gaangen, fir et den eelere Leit trotz den Ëmstänn ze erlaben, mat de Leit, déi hinnen nostinn, a Kontakt ze bleiwen. Eng Internet-, voire WLAN-Konnexioun gëtt deemno och an Alters- a Fleegeheemer ëmmer méi wichteg.

Zum aktuellen Zäitpunkt ass och dovun auszegoen, datt d'Sécherheetsmesuren am Kontext vum Coronavirus an den Alters- a Fleegestruktur méi laang wäerte bäibehale ginn, wéi op anere Plazen. Videokonferenze sinn ee Mëttel, fir ze verhënneren, datt déi eeler Leit mussen an der kompletter Isolatioun bleiwen. Dofir ass een Internetuschloss essenziell.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ginn aktuell well Formatioune fir d'Bewunner/innen an d'Personal vun Alters- a Fleegeheemer ugebueden, fir dës modern Technik méi accessibel a verständlech ze maachen?

2. Madamm Ministesch, gehéiert eng Internetkonnexioun aktuell zum Grondequipement vun engem Alters- oder Fleegeheem? Wann net, firwat net?

3. Madamm Ministesch, wéi vill Altersheemer bidden hire Bewunner/innen aktuell eng WLAN-Verbindung un?

4. Gedenkt d'Madamm Ministesch an Zukunft den Heemer, déi hire Bewunner wëllen eng Internetkonnexioun zur Verfügung stellen, finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

Réponse (03.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Digitaliséierung an d'Ëmgoe mat digitale Medie ginn hautzudaags ëmmer méi wichteg, fir kënnen um soziale Liewen deelzehuelen. E fräien Accès op déi nei Technologien an d'Benotze vun dëse Medie solle fir déi eeler Populatioun promouvéiert a garantéiert ginn.

Dëst ass mir, net nëmmen an dëser Situatioun vum Covid-19, e speziellt Uleies gewiescht an ass am Accord de coalition 2018-2023 vun der Regierung festgehale ginn:

« […] Sachant que les compétences techniques deviennent de plus en plus un prérequis pour pouvoir participer à la vie en société, il s'agira également de promouvoir l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au profit des personnes âgées. Le recours sans entraves à des plateformes et applications de support, dotées d'interfaces faciles à utiliser et adaptées aux besoins des personnes âgées permettront d'encourager le recours au numérique. »

ad 1. Och scho virun der Covid-19-Pandemie, hunn am Kader vun der alldeeglecher Betreiung an den Alters- a Fleegeheemer reegelméisseg Aktivitéite fir d'Bewunner stattfonnt, an deenen si den Ëmgang mat den neien Technologië bäibruecht kréien.

E puer Beispiller:

- D'Benotze vun engem Tablet fir Kreuzworträtsel-, Sudoku- oder Bingospiller etc.

- Eng Hëllefsstellung bei der Gestaltung vun engem Fotobuch um Computer.

- E Fitness-Lafband mat engem Ecran, deen engem eng virtuell Rees duerch Lëtzebuerg erméiglecht.

- D'Ariichte vun enger E-Mail-Adress, un déi d'Famillje Fotoe kënne schécken.

- En iPad fir d'Bewunner oder d'Entwécklung vun neien Appe fir d'Famillje vun de Bewunner.

Wat d'Personal betrëfft, kann de Gestionnaire fräi entscheeden ob säi Personal eng Formatioun an dësem Beräich brauch oder net.

Net nëmmen an den Alters- a Fleegeheemer sollen déi nei Technologien déi eeler Leit kënne begleeden, promouvéiert ginn, mee och am Kader vum Active Ageing ass d'Sensibiliséierung fir an d'Promouvéiere vun den digitale Medien eng Prioritéit. Déi 19 Clubs Seniors, d'Initiativ Bee Secure, Silversurfer.lu oder d'Plattform vum Büro BIBBS sinn e puer vun den nationalen Acteuren, déi d'Benotze vun den digitale Medie fir eeler Leit promouvéieren.

ad 2., 3. + 4. An der aktueller Legislatioun, gehéiert eng Internetkonnexioun nach net zum Grondequipement vun engem Alters- oder Fleegeheem. Et ass de Gestionnairen iwwerlooss, ob si fir hir jeeweileg Infrastruktur a fir hir Zilpopulatioun dës Offer wëllen ubidden oder net. Déi meescht Strukture bidden de Bewunner d'Méiglechkeet un, ee Computer mat WLAN-Verbindung ze benotzen. Oft ass dëse Computer no beim Accueil, wou och eng Hëllefsstellung ass, installéiert. E puer Strukturen hunn eng WLAN-Verbindung am ganze Gebai.

De Familljeministère kann sech un den Infrastrukturkäschten (Neibau, Renovatioun) bedeelegen, e bedeelegt sech awer net un de Fonctionnementskäschte vun den Alters- a Fleegeheemer.

Question 2155 (06.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**indemnité d'urgence pour les entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Et erreechen eis ëmmer nees Bréiwer vu Betriber, déi zanter dem sougenannte Lockdown vum 18. Mäerz respektiv 20. Mäerz 2020 zwar net obligéiert waren zouzemaachen oder hir Aktivitéiten anzestellen, mee de facto keng Opträg méi kruten, well hir Clienten/Zouliwwerer etc. hu missen zoumaachen.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Häre Ministere fir Wirtschaft a fir de Mëttelstand stellen:

- Huet d'Regierung eng Iwwersiicht vun dëse Betriber?

- Kënnen dës Betriber an de Genoss vun der initialer Indemnité d'urgence, déi duerch e groussherzoglecht Reglement vum 25. Mäerz 2020 agefouert gouf, kommen? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen?

- Kënne Betriber, déi elo schonn e Refus kritt hunn opgrond vum initiale groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020, eng nei Demande maache fir déi initial Indemnité d'urgence? Wa jo, kënnen dës Betriber dann och vun der Extensioun vun der Indemnité d'urgence, wéi et duerch d'Reglement vum 24. Abrëll 2020 beschloss gouf, profitéieren?

Réponse commune (05.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

No der Aféierung vun der Indemnité d'urgence duerch d'groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz hu vill Betriber eng Demande op dës Hëllef gestallt. Vill vun dëse Betriber waren awer net obligéiert zouzemaachen oder hir Aktivitéiten anzestellen op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz (Beispiller: Import-Export, Business to business, Prestataires de service, Vente à distance asw.) a konnten dofir net an de Genoss vun dëser éischter Hëllef kommen.

Mat der Iwwersiicht vun alle Fäll, déi net vun dëser Hëllef konnte profitéieren, a well d'Regierung sech bewosst war, dass vill Betriber an Independanten, obwuel si theoreetesch nach konnte weiderschaffen, e substanziellen Abroch vun hirem Ëmsaz haten, si weider Hëllefsmesuren an d'Liewe geruff ginn, fir och dëse Fäll eng spezifesch Léisung unzebidden.

Sou kann e Betrib, deen net huet missen zoumaachen oder seng Aktivitéiten huet missen astellen duerch d'groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz, säit dem 24. Abrëll 2020 an de Genoss vun enger Indemnité d'urgence vu 5.000 (fir Microentreprisen) respektiv 12.500 Euro (fir Entreprisen, déi tëschent zéng an 20 Leit beschäftegen) kommen, virausgesat, hien erfëllt déi eenzel Konditiounen (Abroch vum Ëmsaz vun iwwer 50 %, gülteg Handelsermächtegung asw.). Konkreet heescht dat also, dass déi Betriber, déi e Refus kritt hunn opgrond vum initiale groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020, eng néi Demande kënne maachen, wann si en Abroch vun hirem Ëmsaz vun op d'mannst 50 % tëschent dem 15. Abrëll an dem 15. Mee 2020 haten. Des Weidere gouf duerch e groussherzoglecht Reglement vum 8. Abrëll 2020 eng net remboursabel Direkthëllef vun 2.500 Euro fir Independanten agefouert. Zudeem gouf mam groussherzogleche Reglement vum 6. Mee 2020 eng weider net remboursabel Direkthëllef fir Independanten agefouert. Dës variéiert jee no kotiséiertem Akommes tëschent 3.000, 3.500 a 4.000 Euro.

Question 2156 (06.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **jugement allemand dans le contexte du « Public Sector Purchase Programme » (PSPP) de la Banque centrale européenne :**

Das deutsche Bundesverfassungsgerichts hat erstmals in seiner Geschichte entschieden, dass milliardenschwere Staatsanleihenkäufe (PSPP) durch die Europäische Zentralbank (EZB) kompetenzwidrig ergangen seien. In anderen Worten wären also die Handlungen und Entscheidungen europäischer Organe offensichtlich nicht von der europäischen Kompetenzordnung gedeckt und könnten daher keine Wirksamkeit in Deutschland entfalten.

Die Wahrung der kompetenziellen Grundlagen der Europäischen Union hat entscheidende Bedeutung für die Gewährleistung des demokratischen Prinzips.

Daraus ergibt sich, laut Gericht, dass:

- Bundesregierung und Bundestag aufgrund ihrer Integrationsverantwortung verpflichtet sind, auf eine Verhältnismäßigkeitsprüfung durch die Europäische Zentralbank hinzuwirken. Sie müssen ihre Rechtsauffassung gegenüber der Europäischen Zentralbank deutlich machen oder auf sonstige Weise für die Wiederherstellung vertragskonformer Zustände sorgen,

- Verfassungsorgane, Behörden und Gerichte dürfen weder am Zustandekommen noch an Umsetzung, Vollziehung oder Operationalisierung von Ultra-vires-Akten mitwirken. Das gilt grundsätzlich auch für die Bundesbank.

Auch wenn das Urteil des zweiten Senats des Bundesverfassungsgerichts sich nur auf Deutschland bezieht, könnte dies indirekt Auswirkungen auf zukünftige Anleihenkaufprogramme der EZB haben.

Daher möchte ich folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Teilt der Minister die Auffassung der deutschen Bundesrichter, dass diverse Staatsanleihenverkäufe gegen die Kompetenzordnung der europäischen Union verstößt, unter anderem deswegen da diese zu einer nachträglichen Änderung der Risikoverteilung zwischen den Mitgliedsstaaten (im Kapitalschlüssel der EZB) führen könnte? Kann der Minister mir den Kapitalschlüssel der EZB für die einzelnen nationalen Zentralbanken erörtern? Wie hat sich dieser Kapitalschlüssel durch Staatsanleihenkäufe durch die EZB de facto verändert?

- Wie verhält sich dieses Urteil mit dem Urteil des europäischen Gerichtshofs, welches dem Kaufprogramm durch die EZB im Dezember 2018 grünes Licht erteilt hatte?

- Wie könnte sich die Aufforderung des Bundesverfassungsgerichts an die Bundesregierung und den Bundestag auf eine Verhältnismäßigkeitsprüfung durch die EZB auf deren Unabhängigkeit auswirken? Wie schätzt der Minister die Auswirkungen dieses für Deutschland historischen Urteils auf die Arbeits- und Vorgehensweise der EZB aus?

- Wie könnte sich der Leitsatz des Bundesverfassungsgerichts, nämlich dass die Bundesbank weder am Zustandekommen, noch an der Umsetzung, Vollziehung oder Operationalisierung von Ultra-vires-Akten mitwirken darf, auf zukünftige Entscheidungen der EZB auswirken?

Réponse (04.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Im Allgemeinen obliegt es nicht dem Luxemburger Finanzministerium über die durch die deutsche Bundesregierung, den Bundestag oder die Bundesbank nach Aufforderung durch das Bundesverfassungsgericht und unter Einhaltung ihrer Verpflichtungen unter den europäischen Verträgen zu ergreifenden Maßnahmen oder deren Konsequenzen zu urteilen.

Gemäß Artikel 267 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union ist ein einzelstaatliches Gericht, dessen Entscheidungen selbst nicht mehr mit Rechtsmitteln des innerstaatlichen Rechts angefochten werden können, zur Anrufung des Europäischen Gerichtshofs verpflichtet, sofern in einem schwebenden Verfahren eine Frage über die Gültigkeit und die Auslegung der Handlungen der Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union gestellt wird. Wie es auch der Europäische Gerichtshof in seiner Pressemitteilung vom 8. Mai 2020 in Erinnerung ruft, sind nationale Gerichte an die Entscheidung des Gerichtshofes über die Gültigkeit dieser Handlungen gebunden.

Mit Urteil vom 11. Dezember 2018 (Weiss u. a., C-493/17) hat der Europäische Gerichtshof festgestellt, dass die Prüfung der dem Gerichtshof zur Vorabentscheidung vorgelegten Fragen nichts ergeben habe, was die Gültigkeit des Beschlusses (EU) 2015/774 der EZB vom 4. März 2015 über ein Programm zum Ankauf von Wertpapieren des öffentlichen Sektors an den Sekundärmärkten in der durch den Beschluss (EU) 2017/100 geänderten Fassung beeinträchtigen könne.

Es gilt auch hervorzuheben, dass die Staatsanleihenkäufe, welche von der EZB durchgeführt werden, weder de jure noch de facto einen Einfluss auf den Kapitalschlüssel der EZB haben. Die Anteile der nationalen Zentralbanken werden fünfjährlich auf Grundlage von Daten festgelegt, welche die Gewichtung der jeweiligen Mitgliedstaaten an der Gesamtbevölkerung und am Bruttoinlandsprodukt der EU wiederspiegelt.

Question 2157 (07.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**impact de la crise actuelle sur les salariés :**

Dans un entretien publié le 4 mai 2020 sur paperjam.lu Monsieur le Ministre de l'Économie a déclaré dans une question sur l'impact de la crise actuelle sur les salariés qu'un « patron intelligent serait bien avisé de permettre à ses salariés de prendre des congés après le confinement. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

- Le Gouvernement partage-t-il les propos de Monsieur le Ministre de l'Économie ?

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il que cette suggestion soit compatible avec une stratégie de relance de l'économie ?

Réponse (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Les propos de Monsieur le Ministre de l'Économie sont à placer dans le contexte plus large du paquet de mesures de soutien adopté par le Gouvernement et qui a pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire du Covid-19. Avec ce paquet de mesures supplémentaires à un coût final qui se situera entre 700 et 800 millions euros, le Gouvernement a jusqu'à présent mis à disposition des dépenses directes à hauteur de trois milliards, soit 5 % du PIB, pour soutenir l'économie.

Encourager l'emploi, soutenir les entreprises dans les secteurs les plus touchés et promouvoir une relance économique durable : telles sont les trois priorités de ce paquet dénommé « Neistart Lëtzebuerg » et qui mise sur une reprise durable et solidaire de l'économie luxembourgeoise.

Les 23 nouvelles mesures proposées dans le cadre du paquet contribueront à maintenir l'emploi, à entamer la relance dans les secteurs les plus touchés par la crise à l'aide de la création d'un nouveau fonds de relance et de solidarité pour entreprises ainsi que d'une nouvelle aide de redémarrage pour le commerce de détail, à soutenir le tourisme national et à accélérer la transition vers une économie plus durable.

Tout au long des prochains mois, ces mesures accompagneront les entreprises et les salariés vers une normalité économique post-Covid-19 et prendront progressivement le relais des mesures du paquet de stabilisation de l'économie, élaboré par le Gouvernement pour soutenir l'économie face aux conséquences immédiates de la pandémie.

Chômage partiel structurel simplifié pour les secteurs les plus touchés

Le plan propose de garantir l'accès au chômage partiel structurel simplifié aux entreprises touchées par la crise pandémique, à partir du mois de juillet. Il s'ensuit que les entreprises doivent présenter un plan de redressement, voire un plan de maintien dans l'emploi, les licenciements dans le système de chômage partiel structurel étant autorisés, mais à éviter dans la mesure du possible. À noter que les entreprises pourront profiter d'une procédure digitalisée simplifiée voire ultra-simplifiée. Ceci permettra aux entreprises de se réorganiser en vue de mieux s'adapter progressivement à la situation post-Covid-19.

Fonds de relance et de solidarité pour entreprises pour soutenir les secteurs les plus touchés par la crise Covid-19

Un fonds de relance et de solidarité pour entreprises sera mis en place pour une période de six mois commençant au 1er juillet pour offrir aux entreprises dans les secteurs de l'Horeca, de l'événementiel (y compris dans le domaine culturel), le secteur du tourisme ainsi que les centres de cultures physiques, une aide directe mensuelle de 1.250 euros par salarié en poste et de 250 euros par salarié au chômage partiel. Ce fonds sera complémentaire au chômage partiel structurel simplifié pour ces secteurs dans une double optique de soutenir la reprise des activités et d'encourager le maintien dans l'emploi.

Cette aide sera accordée aux entreprises qui n'ont pas encore l'autorisation de rouvrir au jour d'aujourd'hui. Pour bénéficier de l'aide, les entreprises doivent décider de reprendre leurs activités et doivent avoir subi une perte d'au moins 25 % du chiffre d'affaires. L'aide peut atteindre au maximum 10.000 euros par mois pour les entreprises de moins de dix salariés, 50.000 euros par mois pour les entreprises de moins de 50 salariés et 100.000 euros par mois pour les entreprises avec plus de 50 salariés.

Aide forfaitaire de relance du commerce de détail

Afin de soutenir le commerce de détail en magasin avec accueil du public (hors alimentation) ainsi que le secteur des soins à la personne, qui ont pu reprendre leurs activités dès le 11 mai, une nouvelle aide forfaitaire sera accordée sur une période de trois mois à hauteur de 1.000 euros par salarié en juin, 750 euros en juillet et 500 euros en août, jusqu'à un plafond de 50.000 euros par mois. Cette mesure est limitée aux PME (moins de 250 salariés).

Autres mesures de soutien

En vue de soutenir le tourisme national, un bon d'achat d'une valeur de 50 euros pour une nuitée dans une structure d'hébergement au Luxembourg sera accordé à chaque citoyen à partir de l'âge de 16 ans ainsi qu'à chaque frontalier salarié.

De plus, le nouveau plan encourage les bailleurs à réduire les loyers des entreprises dans le cadre de baux commerciaux, en introduisant un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros. Cette mesure permettra de pallier les éventuels problèmes de trésorerie des entreprises et de les soutenir lors

des premiers mois de relance. En outre, dans le cadre des baux non commerciaux, le Gouvernement a décidé qu'aucune augmentation des loyers ne devra intervenir d'ici la fin de l'année.

Qui plus est, le régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire sera prolongé pour une période de quatre mois. Les entreprises pourront ainsi demander une avance remboursable supplémentaire pour couvrir une partie de leurs frais entre le 15 mai et le 15 septembre 2020, bénéficiant ainsi d'une flexibilité additionnelle pour faire face aux besoins de liquidité.

Afin de soutenir les avocats et avocats-stagiaires travaillant sous le régime de l'assistance judiciaire, les taux des horaires de l'assistance judiciaire seront augmentés de 10 %.

Des aides spécifiques seront introduites en vue de soutenir la relance de la culture et de la création artistique, ainsi que notamment dans le secteur du sport.

Enfin, le Gouvernement souhaite soutenir les ménages les plus touchés par cette crise en doublant les montants de l'allocation de vie chère pour les personnes à faible revenu et en introduisant un congé pour soutien familial pour les personnes qui ont été forcées d'arrêter de travailler pour s'occuper de personnes majeures en situation de handicap ou de personnes âgées.

Afin d'éviter que les étudiants inscrits pendant le semestre d'été 2019-2020 dans un programme d'enseignement supérieur et bénéficiant de l'aide financière de l'État pour études supérieures ne soient pénalisés, la durée maximale de l'aide sera étendue.

Une initiative pour stimuler les investissements durables des entreprises dans l'ère du Covid-19

La crise actuelle continue à détériorer le climat d'investissement. Partant, un nouvel instrument d'aide du Ministère de l'Économie a pour objectif d'inciter les entreprises, moyennant des niveaux de subvention particulièrement favorables, à réaliser des investissements, notamment relatifs à la numérisation de leurs activités ou à des mesures d'efficacité énergétique afin d'augmenter leur productivité et leur compétitivité sur le long terme. Cet instrument d'aide s'inscrit déjà dans une politique de relance durable de l'économie afin de rebondir au plus vite après la crise que les entreprises traversent actuellement.

Le nouveau régime prévoit trois volets d'aides, à savoir des aides à l'investissement en faveur des projets de développement, des aides à l'investissement en faveur des projets d'innovation de procédé et d'organisation ainsi que des aides à l'investissement en faveur des projets d'efficacité énergétique ou de dépassement des normes. Prévoyant une intensité de l'aide allant jusqu'à 50 % des coûts admissibles avec un maximum de 800.000 d'euros par projet, le nouveau régime prévoit ainsi des montants d'aides à l'investissement plus élevés qu'en temps normaux, notamment pour les projets portant sur le développement de l'économie circulaire.

Une relance post-corona durable

À côté des mesures financières et fiscales immédiates, à court terme pour les différents secteurs de notre économie, il est important de profiter de la relance pour accélérer la transition économique vers la durabilité écologique. Le Gouvernement a déclaré sa volonté de garder les investissements à un niveau élevé pour l'année en cours et qu'ils progresseraient même de 6,3 % par rapport à l'année 2020.

Au cours des prochains mois, le Gouvernement discutera d'agencements probables du programme d'investissements afin d'accélérer la création d'infrastructures permettant le développement durable.

Enfin, toute une panoplie de mesures du paquet annoncé aujourd'hui vise à accélérer la transition écologique de l'économie et de soutenir davantage la mobilité douce, l'efficacité énergétique et la consommation responsable. Les mesures encourageront plus spécifiquement la rénovation énergétique durable de logements, la transition vers la mobilité douce et durable et l'investissement dans les énergies renouvelables.

Ainsi, les aides financières pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment « prime house » seront majorées de 50 %. Seront également augmentées de 25 % les aides financières pour la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables (Masutt-Ersatzprogramm) et renforcés les programmes des fournisseurs d'énergie en faveur de l'efficacité énergétique.

En vue de favoriser la mobilité douce, les primes d'achat pour les vélos et pédélecs ainsi que pour les quadricycles, motocycles et cyclomoteurs électriques seront augmentées de 100 % pour tous les achats du 11 mai jusqu'à la fin du 1er trimestre 2021 (plafonnés à 600 respectivement à 1.000 euros). Les primes d'achat pour les voitures et camionnettes électriques seront augmentées à hauteur de 60 % de 5.000 à 8.000 euros pour la même période.

L'augmentation des différentes primes et subventions sera d'application temporaire jusqu'au 31 mars 2021, notamment dans une optique de stimuler la demande à court terme et ainsi faire bénéficier les secteurs concernés (installateurs, garages, commerces, ...) de la relance économique.

Par ailleurs, un programme de subventionnement de bornes de charge électrique privées, complémentaires au réseau Chargy et orienté vers les utilisateurs souhaitant recharger leur véhicule à domicile, est en train d'être développé.

Enfin, les aides pour les installations photovoltaïques au-dessus de 30 kW seront dorénavant accessibles à tous les intéressés.

Question 2158 (07.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Am Kader vun der Mesure vum Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur de certaines micro-entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19 gouf eng Indemnité d'urgence fir PMEen an Héicht vu 5.000 € opgestallt.

Des Weidere gouf mam Règlement grand-ducal du 8 avril 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 och eng Hëllef vun 2.500 € fir Independanten opgestallt.

Mengen Informatiounen no, krute verschidden Independanten hir Demandë mat der Begrënnung verweigert, si hätten hire Betrib wärend dem Confinement net missen zoumaachen a kéinte soumadder net vun den uewe beschriwwenen Hëllefe profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Fro stellen:

1. Wéi verdeelen sech, opgeschlësselt nom Code NACE an no Typ vu Bäihëllef (2.500 € a 5.000 €) d'absolutt Zuele vun den Demanden, Refusen an Accorden?

Réponse (08.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Fir an de Genoss vun den zwou ugeschwate staatlechen Hëllefen ze kommen, si verschidde Krittären applizéiert ginn, ënner anerem de Besëtz vun enger gülteger Handelsermächtegung, e Minimum vu Joresëmsaz, eng Affiliatioun beim CCSS, d'Gréisst vum Betrib asw. Den NACE-Code war kee Krittär fir festzeleeën, ob eng Aktivitéit vun enger Aide ka profitéieren oder net. En Opschlësselen no NACE-Code ass deemno net méiglech.

Fir weider detailléiert Zuele betreffend d'staatlech Hëllefe vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 respektiv dem groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll 2020, verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2090.

Question 2159 (07.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**étude CON-VINCE :**

Den 9. Abrëll ass déi sougenannte CON-VINCE-Etüd lancéiert ginn, déi virgesäit, datt 1.500 Awunner aus dem Grand-Duché sollen op Anticorpse géint de Covid-19-Virus getest ginn. Zil ass et den Ausmooss vun den Infektiounen ze gesinn, d'Prevalenz vun der Covid-19-Infektioun an der Lëtzebuerger Bevëlkerung ze gesinn an ze verstoen, fir d'Ausbreedung vum Virus an den Immunstatus vun der Populatioun ze bewäerten.

Eisen Informatiounen no hunn déi Leit, déi bis elo bei der Etüd matgemaach hunn, gesot kritt, si géifen informéiert ob si immun géint de Covid-19-Virus wieren oder net. Anscheinend wier dat awer net esou an d'Leit géifen nom Test keng weider Informatioune kréien.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir d'Leit net ze informéieren?

3. Wéi vill Tester goufe bis elo gemaach?

4. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier déi kontrolléiert Leit awer ze informéieren ob si Anticorpse géint de Covid-19 hunn?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An der CON-VINCE-Studie ginn zwou Zorte vun Tester gemaach:

1. PCR-Tester fir ze kucken, ob eng aktuell SARS-CoV-2-Infektioun virläit.

An der CON-VINCE-Studie ginn all déi Leit, déi ee positiivt Resultat an dem PCR-Test hunn, vun der Direction de la santé kontaktéiert, well déi Resultater automatesch an de System vun den „déclarations obligatoires de certaines maladies" afléissen, well dës Analyse vum LNS gemaach ginn. Domat leeft déi ganz normal Prozedur vum Contacttracing un, mat deem normale Suivi vun de Leit.

2. Serologesch Tester (Antikierpertester) fir ze kucken, ob e Kontakt mam Virus an der Vergaangenheet do war.

An der CON-VINCE-Studie ginn all déi Leit, déi e positiivt Resultat an den Antikierpertester haten, informéiert. D'Antikierpertester ginn a „Batchen" (dat heescht en Antikierpertest gëtt net direkt ausgewäert soubal engem Patient d'Blutt geholl gouf, mee et gëtt gewaart bis eng gewëssen Unzuel vun Tester gesammelt gouf) gemooss, a positiv Resultater ginn dofir an engem Zäitraum vun ongefeier zwou Woche kommunizéiert. Esou wéi et am Studieprotokoll steet, dee vun der nationaler Ethikkommissioun validéiert gouf, ginn am Moment alleguerten d'Leit, déi an der Studie positiv getest goufen, informéiert, geneesou wéi hiren Hausdokter, wann d'Leit dës Referenz uginn hunn. All déi Persounen, déi keng positiv Resultater bei den Antikierpertester haten, ginn also net informéiert. Dëst ass och kloer op der CON-VINCE-Studie-Websäit beschriwwen: https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/convince/#convincefaq.

Et ass awer och wichteg ze betounen, dass en Noweise vun SARS-CoV-2-Antikierper am Blutt net onbedéngt heescht, dass eng Immunitéit opgebaut gouf. Verschidde Leit goufen a groussem zäitlechem Ofstand méi wéi eemol positiv op de Virus getest. Et ass also onbedéngt noutwendeg, weiderzefuerschen, fir ze verstoen, ob a wéi laang Antikierper géint de Virus schützen.

Bis elo gouf déi heiten Unzuel vun Tester am Kader vun der CON-VINCE-Etüd gemaach:

- An der éischter Visitt goufen 1.868 Antikierpertester gemaach. Dovunner waren 210 Tester positiv fir IgA an 39 Tester positiv fir IgG. Dozou muss ee wëssen, dass d'IgA-Antikierper bannent enger Woch opgebaut ginn, mee relativ onspezifesch sinn - dat heescht, dass si och vun anere Coronavire wéi dem SARS-CoV-2 kënnen ofstamen. D'IgG-Antikierper entstinn no e puer Wochen a kënne spezifesch enger Infektioun mam SARS-CoV-2 zougeuerdnet ginn.

- An der zweeter Visitt goufe bis elo 1.713 Antikierpertester gemaach. Dovunner waren 143 Tester positiv fir IgA an 38 positiv fir IgG.

- Déi drëtt Visitt gouf elo ugefaangen.

Question 2160 (07.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **maladie d'athlètes luxembourgeois lors des Jeux mondiaux militaires à Wuhan :**

Du 18 au 27 octobre 2019 ont eu lieu les septièmes Jeux mondiaux militaires du Conseil international du sport militaire à Wuhan en Chine. Le Luxembourg y était représenté par une délégation de 16 athlètes de l'Armée luxembourgeoise, six coaches pour les différentes disciplines, ainsi que par un chef de mission et un directeur technique.

Selon des reportages récents dans la presse écrite luxembourgeoise et internationale, plusieurs membres de la délégation luxembourgeoise seraient tombés malade lors de leur séjour à Wuhan avec des symptômes rappelant ceux du Covid-19.

Des informations récentes proposent que le premier cas de Covid-19 serait apparu en France le 27 décembre 2019, donc un mois avant la détection du premiers cas « officiel » en France le 24 janvier 2020. S'il s'avérait que les athlètes luxembourgeois auraient contracté le Covid-19 à Wuhan en octobre 2019, il s'agirait dès lors des premiers cas luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que des membres de la délégation luxembourgeoise sont tombés malade avec des symptômes rappelant ceux du Covid-19 lors de leur séjour à Wuhan ?

2) Est-ce que des tests sérologiques ont désormais été effectués auprès des membres de la délégation luxembourgeoise pour déterminer s'ils avaient effectivement été infectés par le Covid-19 durant leur séjour en Chine ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats des tests ?

3) Est-ce qu'il y a eu des échanges avec des autres délégations présentes aux Jeux mondiaux militaires à cet égard ?

Réponse commune (19.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1) En début de séjour, un état grippal sans fièvre a été constaté auprès de deux membres de la section de sports d'élite probablement dû à la climatisation lors du vol aller pour Wuhan.

L'armée ne peut pas confirmer que des athlètes ont été exposés au Covid-19 à l'occasion des Jeux mondiaux militaires.

ad 2) Lors de cette période, le virus Covid-19 n'a pas encore été identifié officiellement. À ce stade, des tests Covid-19 n'existaient pas. Aucun membre de la délégation luxembourgeoise ayant participé aux Jeux mondiaux militaires à Wuhan n'a été testé positif au Covid-19 jusqu'à présent.

ad 3) Non.

Question 2161 (07.05.2020) de **MM. François Benoy** et **Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **congé pour raisons familiales extraordinaire :**

Dans le cadre de la crise liée à l'épidémie Covid-19, le Gouvernement avait décidé d'élargir temporairement le régime du congé pour raisons familiales. Selon les chiffres avancés récemment, environ 30.000 salariés auraient demandé le congé pour raisons familiales extraordinaire en avril, correspondant à un coût total de 110 millions d'euros.

Cependant, les chiffres avancés jusqu'à présent ne sont que des projections, sachant que les décomptes n'avaient pas encore tous été achevés. De plus, les projections pour le mois de mai s'avèrent difficiles vu l'évolution incertaine de la situation.

Par ailleurs, ces chiffres ne donnent aucune indication quant à la répartition des sexes parmi les salariés ayant eu recours au congé pour raisons familiales extraordinaire.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il désormais nous renseigner le nombre exact de salariés ayant pris le congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

2) Afin de mieux cerner l'impact sur l'égalité des genres, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres précis indiquant la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels en ce qui concerne les salariés ayant pris le congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

3) Monsieur le Ministre va-t-il à l'avenir, lorsqu'il publiera les statistiques relatives au congé pour raisons familiales, inclure systématiquement des chiffres indiquant la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels ?

4) Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan définitif concernant le coût du régime du congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

5) Monsieur le Ministre peut-il déjà fournir des estimations quant au coût de cette mesure pour les mois à venir ?

6) Compte tenu de l'impact du congé pour raisons familiales extraordinaire sur la bonne situation financière de la sécurité sociale, par quelles sources de financement Monsieur le Ministre envisage-t-il de financer cette mesure ?

Réponse (27.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Dans le cas d'un congé pour raisons familiales, l'employeur doit continuer à payer le salaire correspondant à son salarié. Il a ensuite droit à un remboursement intégral de la part de la Mutualité des employeurs du montant en question. Ce remboursement, dont la charge incombe finalement à l'assurance maladie-maternité, est effectué par le biais de l'extrait de compte du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), à l'instar des remboursements ordinaires de la Mutualité des employeurs, et ce sur base des déclarations des salaires et des périodes d'incapacités de travail afférentes.

Afin d'accélérer cette procédure normale et dans l'objectif de soulager la trésorerie des employeurs pendant l'état de crise Covid-19, les institutions de sécurité sociale concernées ont mis en place un système d'avance sur le remboursement du congé pour raisons familiales élargi. L'avance intervient un mois avant le remboursement exact et les employeurs ont dès lors pu soumettre une liste reprenant ceux de leurs salariés qui les avaient informés de leur intention de recourir à ce congé spécial. Au début du mois d'avril 2020, le CCSS a ainsi pu procéder à la liquidation d'une avance pour le mois de mars de quelque 34 millions d'euros à 5.739 employeurs du chef de 26.068 salariés, dont 13.908 femmes et 12.160 hommes. Au mois de mai 2020, le CCSS a liquidé une avance de quelque 94 millions d'euros du chef de 26.518 salariés, dont 14.169 femmes et 12.349 hommes.

Au mois de mai 2020, la Mutualité des employeurs a pu effectuer les remboursements exacts relatifs aux congés pour raisons familiales pris au cours du mois de mars 2020. Ainsi elle a remboursé les congés pour raisons familiales à raison de quelque 46,7 millions d'euros sur base de déclarations patronales concernant 40.338 salariés, dont 23.464 femmes et 16.874 hommes ainsi que pour 1.409 indépendants et agriculteurs, dont 699 femmes et 710 hommes. Ces remboursements ont donc été effectués selon la procédure usuelle, pour tous les employeurs, y compris ceux qui n'ont pas introduit de demande d'avance, ainsi que pour les non-salariés qui n'étaient pas visés par l'avance sur le remboursement du congé pour raisons familiales. L'avance de 34 millions d'euros a été extournée sur l'extrait de compte du CCSS des 5.739 employeurs susmentionnés.

Le nombre d'employeurs, salariés et périodes concernés risque d'évoluer encore pendant les mois à venir, en raison du fait que de nombreux employeurs ont dû effectuer les démarches administratives afférentes pour la première fois et que bon nombre de services des ressources humaines ont été dépassés par le nombre de salariés concernés.

Le tableau suivant comporte la répartition des salariées et salariés du chef desquels la Mutualité des employeurs a effectué un remboursement du congé pour raisons familiales pris au cours du mois de mars 2020 suivant le secteur d'activité de l'employeur. Le nombre de salariés ne correspond pas tout à fait au nombre de salariés pour lesquels les remboursements ont été demandés, puisque tous les employeurs n'ont pas encore été classifiés selon le secteur NACE par le Statec et que quelques déclarations patronales n'ont pas pu être traitées en raison d'incohérences entre les déclarations des salaires et les déclarations des incapacités de travail.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comme les déclarations patronales relatives au mois d'avril 2020 ne parviendront au CCSS qu'au cours du mois de mai 2020, l'impact du congé pour raisons familiales pour le mois d'avril, en tenant compte de la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels, ne peut dès lors être déterminé à l'heure actuelle. Toutefois, de manière globale, les statistiques publiées par la sécurité sociale incluent, dans la mesure du possible et de la pertinence statistique, la répartition entre les sexes.

De même, un bilan définitif des coûts du congé pour raisons familiales ne peut point être dressé à l'heure actuelle, étant donné que les déclarations patronales relatives aux mois concernés ne parviendront au CCSS que dans les mois prochains et devront, le cas échéant, être corrigées ou complétées par la suite.

Q396

Question 2164 (08.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **filière porcine dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Comme tout le secteur agricole, la filière porcine souffre également des effets de la crise du coronavirus. En effet, la demande mondiale de viande de porc étant en baisse forte, les prix sur les marchés de la viande porcine ont chuté considérablement pendant les dernières semaines. De plus, vu la fermeture actuelle des restaurants et des cantines scolaires, les producteurs luxembourgeois de viande de porc n'arrivent plus à écouler leur stock.

La Commission européenne a publié le 4 mai dernier un nouveau train de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les marchés agricoles et alimentaires les plus touchés par la crise du coronavirus.

Ces mesures portent notamment sur l'aide au stockage privé pour les secteurs des produits laitiers et de la viande, sur l'autorisation temporaire d'adopter des mesures d'auto-organisation du marché par les opérateurs dans les secteurs durement touchés et sur la flexibilité dans la mise en œuvre des programmes de soutien du marché. Outre ces mesures, la Commission européenne a proposé d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires, à concurrence de 5.000 euros pour les premiers et de 50.000 euros pour les secondes.

Or, cette proposition de la Commission doit encore être soumise au Conseil et au Parlement européen pour approbation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette vue inquiétante du secteur agricole, notamment celle de la branche de viande porcine locale ?

- Dans l'affirmative, quelles solutions d'aide peut-il proposer à ce secteur ?

- Concernant les mesures proposées par la Commission européenne, le Luxembourg compte-t-il profiter de la possibilité d'indemniser les agriculteurs à hauteur de 5.000 euros et les petites entreprises agroalimentaires à hauteur de 50.000 euros ? Combien de producteurs de porc luxembourgeois pourraient bénéficier de cette aide supplémentaire ?

- Dans l'affirmative, quel montant du fonds luxembourgeois destiné au développement rural serait disponible pour ces aides ?

Réponse (09.06.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

À titre préliminaire, il convient de rappeler que le secteur de la production agricole a fait partie des secteurs dont l'exercice a été maintenu tout au long de la période de confinement, sachant que l'agriculture fait partie des activités qui sont essentielles pour le maintien des intérêts vitaux de la population et du pays.

Néanmoins, la crise du coronavirus risque d'avoir des effets négatifs directs et indirects également sur les secteurs agricole, viticole et horticole.

En ce qui concerne le secteur de la viande porcine, le constat est que les prix ont effectivement chuté à partir des mois de mars et avril par rapport à une situation certes assez favorable au début de l'année 2020.

Par ailleurs, une plus forte fluctuation du volume d'abattage indigène a pu être mise en évidence durant la même période, avec un niveau légèrement supérieur à la moyenne en mars par rapport à la moyenne triennale 2017-2019 et un niveau inférieur en avril à cette même moyenne.

Les derniers chiffres disponibles pour la deuxième moitié du mois de mai 2020 indiquent que les prix moyens au producteur pour la viande porcine se sont stabilisés à un niveau qui reste légèrement supérieur à la moyenne des années 2017-2019.

Les administrations du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont en train d'effectuer une analyse approfondie au niveau macro- et microéconomique de la situation actuelle des différents secteurs agricoles.

Les premiers résultats de cette analyse sont attendus pour fin juin 2020. À ce stade, il est ainsi trop tôt pour déterminer avec précision et objectivité les pertes encourues au niveau des exploitations agricoles porcines ou encore le nombre d'entreprises concernées.

La Commission européenne a mis en avant un cadre assez flexible pour soutenir les exploitations agricoles avec la modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19.

S'y rajoute la proposition d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires. Le montant du fonds FEADER destiné au développement rural qui pourrait être réaffecté pour cette aide se chiffre à 1.005.746 euros.

Il est important de souligner que ces aides devront être ciblées aux exploitations effectivement touchées par la crise et être basées sur des critères objectifs et non discriminatoires.

La décision quant au mécanisme et au montant de l'aide aux secteurs concernés sera prise à la lumière de l'analyse économique précitée.

Question 2165 (08.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR) c*oncernant le **refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Am Kontext vun der Covid-19-Pandemie krute vill kleng Betriber net déi staatlech Hëllef vu 5.000 Euro. An der Begrënnung heescht et dacks,

- datt dee jeeweilege Betrib net obligéiert war, zouzemaachen;

- datt dee jeeweilege Betrib keng Handelsermächtegung huet.

Wann ee sech déi Begrënnung méi genee ukuckt, ass et awer sou, datt vill Betriber, déi net obligéiert waren, zouzemaachen, trotzdeem hu missen zoumaachen, well am Kader vun der Covid-19-Kris einfach keng Aarbecht méi ugefall ass.

Et ass och esou, datt vill Betriber keng Handelsermächtegung hunn, well se dës net brauchen. An awer sinn dëst dacks Betriber, déi Leit beschäftegen a Sozialabgaben a Steiere bezuelen.

Besonnesch déi kleng Betriber kruten och keng Avancen op d'Kuerzaarbecht bezuelt, soudatt d'Patronen hu missen d'Paie virstrecken, déi Situatioun awer guer net méi, respektiv net méi laang packen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber kruten hir Demande op déi staatlech Hëllef vu 5.000 Euro refuséiert?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vill Betriber, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie net gesetzlech obligéiert waren, zouzemaachen, trotzdeem hu missen zoumaachen an datt dëse Schrëtt fir déi jeeweileg Betriber mat grousse finanzielle Verloschter verbonnen ass?

- Wa jo, firwat huet d'Regierung dëse Betriber net déi Hëllef vu 5.000 Euro zoukomme gelooss?

- Wa jo, wëll d'Regierung dëse Betriber elo schnellstméiglech hëllefen? Wéi soll dës Hëllef konkreet ausgesinn? Kréien dës Betriber elo déi 5.000 Euro noiwwerwisen? Fir wéini kënnen déi betraffe Betriber mat där Hëllef rechnen?

3. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vill Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie hu missen zoumaachen, déi keng Handelsermächtegung hunn an datt dëse Schrëtt fir déi jeeweileg Betriber mat grousse finanzielle Verloschter verbonnen ass?

- Wa jo, firwat huet d'Regierung dëse Betriber net déi Hëllef vu 5.000 Euro zoukomme gelooss?

- Wa jo, wëll d'Regierung dëse Betriber elo schnellstméiglech hëllefen? Wéi soll dës Hëllef konkreet ausgesinn? Kréien dës Betriber elo déi 5.000 Euro noiwwerwisen? Fir wéini kënnen déi betraffe Betriber mat därer Hëllef rechnen?

4. Firwat krute besonnesch déi kleng Betriber am Hibléck op d'Kuerzaarbecht keng Avancë bezuelt?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Sou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2090 scho geschriwwen, si vun den insgesamt 13.194 Dossieren déi eragereecht goufen, 7.061 vun dësen Ufroe refuséiert ginn.

Fir e bessert Versteesdemech vun der héijer Unzuel vu Refusen ze kréien, schéngt et eis wichteg, fir dëst dofir an de chronologesche Kontext ze setzen. Nodeems eng sëllege Betriber duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen, huet d'Regierung de 25. Mäerz (also innerhalb vun enger Woch) eng éischt Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft. Dës Hëllef war u verschidde Konditioune geknäppt a war prioritär geduecht fir déi Betriber, déi duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen (virun allem also den Eenzelhandel an de Bausecteur).

Et ass nozevollzéien, dass sech quasi all Betrib fir dës Hëllef gemellt huet, an der Hoffnung iwwert de Wee vun dëser éischter Mesure eng finanziell Ënnerstëtzung ze kréien. Vill Leit hunn en Dossier eragereecht, obwuel vu vir era gewosst war, dass si net konnten an de Genoss vun dëser éischter spezifescher Hëllef kommen. Et handelt sech hei virun allem ëm Leit a Betriber,

- déi keng Fermeture duerch de groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz operluecht kritt hunn an theoreetesch nach konnte weiderschaffen (Beispiller: Import-Export, Business to business, Prestataires de service, Vente à distance asw.);

- déi keng Handelsermächtegung haten an och net onbedéngt eng Handelsermächtegung fir den Exercice vun hirer Aktivitéit brauchen (Beispiller: Affekoten, Artisten, Kinesitherapeuten asw.).

D'Regierung war sech hirer Verantwortung awer bewosst an huet cibléiert Léisung ugebueden a weider finanziell Hëllefen ausgeschafft fir d'Independanten a fir déi Betriber, déi zwar konnte weiderschaffen, awer eng substanziell Abouss vun hirem Ëmsaz hunn. Dës Hëllefe goufe mam groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll, respektiv mam groussherzogleche Reglement vum 24. Abrëll ëmgesat. Esou gouf eng weider Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft fir Betriber, déi tëschent dem 15. Abrëll 2020 an dem 15. Mee 2020 en Ëmsazverloscht vun iwwert 50 %verzeechent hunn.

Am Hibléck op d'Avancë bei der Kuerzaarbecht, sinn déi kleng Betriber d'selwecht behandelt gi wéi déi grouss Betriber. Et stëmmt net, datt déi kleng Betriber keng Avancë kruten.

Question 2167 (08.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**accueil des élèves à partir du 25 mai 2020 :**

Les cours de l'enseignement fondamental et l'accueil reprendront selon un système en alternance à partir du 25 mai. Les élèves de chaque classe seront divisés en deux groupes (groupe A et groupe B).

L´accueil à l'école pour les élèves du groupe A ainsi que les études surveillées et l'accueil dans la structure d'accueil pour le groupe B sont facultatifs et gratuits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre, sachant qu'il y a des élèves qui ne vont pas dans l'accueil de la maison relais, mais qui optent pour l'accueil, par exemple, chez un assistant parental, est-ce que les heures d'accueil de l'assistant parental seront aussi gratuites et prises en charge par l'État ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas créer une concurrence déloyale par rapport à d'autres types de structures d'accueil par la gratuité des heures d'accueil de la maison relais ?

- De quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation ?

Réponse (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les heures d'accueil d'un enfant scolarisé accueilli par un assistant parental sont également gratuites pour les parents alors que l'État continue à assurer sa participation financière.

De plus, si les heures d'accueil pendant la période de déconfinement sont inférieures à celles facturées avant la période de suspension des activités, l'État garantit un soutien financier minimum. Les heures de cette période de référence seront ainsi toutes financées à raison de 100 % du tarif horaire fixé par la loi jeunesse.

Question 2168 (08.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **masques de protection dans le cadre de la réouverture des écoles :**

De Premierminister huet a senger Deklaratioun, den 8. Mee 2020 an der Chamber d'Bemier-

kung gemaach, dass d'Droe vu stoftene Masken net esou gutt protegéiert eréi d'Droe vu chirurgesche Masken. Am Kader vun der Reouverture vun de Schoulen ass am Lëtzebuerger-Wort-Artikel vum 24. Abrëll ze liesen, datt d'Schüler wéinst der Gréisst vun de chirurgesche Masken keng sou eng géife kréien, mee e Buff.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ëm wéi vill Prozent senkt de Risiko vun enger Infektioun mam Droe vun enger chirurgescher Mask

- par rapport zu enger stoftener Mask,

- par Rapport zu engem Buff?

2. Feststellend, datt am ëffentlechen Transport d'Droe vu Masken ab zwielef Joer obligatoresch ass, wäert déi nämmlecht Mesure och an de Schoulen applizéiert ginn?

3. Am Zesummespill mat den anere Geste-barrièren, schützt d'Droe vun engem Buff d'Kanner manner virun enger Infektioun mam Coronavirus eréi d'Droe vu chirurgesche Masken?

Réponse commune (05.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass net méiglech prezis ze quantifizéieren, wéi vill eng chirurgesch Mask méi oder manner gutt schützt wéi eng stofte Mask oder e Buff, well dëst och vun anere Krittären ofhänkt, wéi zum Beispill dee vum korrekten Droe vun enger Mask. Och wann d'chirurgesch Mask e bessere Schutz géif bidde wéi eng stofte Mask oder e Buff - ëmmer ënnert der Konditioun, dass se richteg gedroe gëtt - ass et evident, dass eng stofte Mask oder e Buff méi schützt wéi keng Mask. D'Mask ass en zousätzlech Geste barrière, mee soll awer net déi aner Gesten, wéi zum Beispill dat reegelméissegt a richtegt Hännwäschen, ersetzen. Et sief och rappeléiert, dass d'Droe vun enger Mask, onofhängeg dovun ëm wéi eng Zort vu Mondschutz et sech handelt, och virun allem e Schutz fir d'Mënsche ronderëm een ass.

Question 2169 (08.05.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **reprise de l'entraînement des sportifs d'élite au Centre national sportif et culturel « Coque » :**

Vom 4. Mai an dürfen die Spitzensportler wieder in der Coque trainieren aber momentan nur die Spitzensportler und unter strengen Sicherheitsbedingungen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin und den Herrn Sportminister stellen:

1. Welche Kriterien muss der Sportler erfüllen um unter die Kategorie „Spitzensportler" zu fallen und um in der Coque trainieren zu dürfen?

2. Wer hat diese Kriterien festgelegt?

3. Wie viele Sportler haben bislang diese Kriterien erfüllt und trainieren seitdem wieder in der Coque?

4. Aus welchen Sportarten stammen die jeweiligen Spitzensportler, welche jetzt wieder in der Coque trainieren?

5. Wurden die Spitzensportler und deren Trainer vor Beginn der Wiedereröffnung der Coque auf Covid-19 getestet?

6. Wenn nein, warum?

7. Wird der Test auf freiwilliger Basis durchgeführt?

8. Werden die Tests regelmäßig wiederholt?

Réponse (19.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Die Frage der ehrenwerten Abgeordneten befasst sich mit den Elitesportlern die seit dem 4. Mai 2020, unter strengen Bedingungen und Hygienemaßnahmen, ihr Training in der Coque wieder aufnehmen konnten.

ad 1. Wie der Pressemitteilung vom 28. April 2020 zu entnehmen ist, und wie in der Kammersitzung der Sportkommission vom 8. Mai 2020 vermittelt wurde, sowie auch des Weiteren in der Pressekonferenz am selben Tag, ist es, gemäß der geänderten großherzoglichen Verordnung vom 18. März, betreffend die Einführung einer Reihe von Maßnahmen im Rahmen der Covid-19-Krise, Elitesportlern, die unter Artikel 13 des umgeänderten Sportgesetzes vom 3. August 2005 fallen und deren Elitestatus vom „Comité olympique et sportif luxembourgeois" (COSL) anerkannt wird, nach Einverständnis des Ministers für Sport, erlaubt, seit dem 4. Mai 2020 in den Räumlichkeiten des Centre national sportif et culturel zu trainieren.

ad 2. Wie bereits am 23. April 2020 in der zuständigen parlamentarischen Kommission ausgeführt, wurde die Auswahl der Athleten, die unter gewissen Bedingungen und Vorsichtsmaßnahmen ab dem 4. Mai 2020 ihr Training in der Coque wieder aufnehmen konnten, vom COSL, in enger Zusammenarbeit mit dem LIHPS, getroffen.

Die Vorsichtsmaßnahmen und sanitären Bedingungen, unter denen ein Training ermöglicht wurde, wurden vom LIHPS, dem COSL, dem Ministerium für Sport und der „Société luxembourgeoise de médecine du sport" (SLMS), in Zusammenarbeit mit der Coque, ausgearbeitet.

ad 3. Wie in der zuständigen parlamentarischen Kommission und während der Pressekonferenz am 8. Mai 2020 angekündigt, haben bislang 25 Elitesportler ihr Training in der Coque wieder aufgenommen.

ad 4. Folgende Sportarten sind dabei vertreten:

Leichtathletik, Judo, Karate, Fechten, Schwimmen, Shorttrack, Ski, Triathlon und Tischtennis.

Um etwaige Missverständnisse aus dem Weg zu räumen, bleibt zu bemerken, dass verschiedene Sportler Kraft-, sowie Stabilisationsübungen, und nicht ihre eigentliche Sportart, ausüben.

ad 5. + 6. Die Elitesportler und deren Trainer wurden vor der Wiedereröffnung der Coque nicht auf Covid-19 getestet, wenn sie keine Symptome hatten. Vor jedem Training werden die Sportler von Mitarbeitern des LIHPS systematisch nach eventuellen Symptomen befragt und ihre Temperatur wird gemessen.

Alle Sportler und Trainer wurden vor dem ersten Training von einer Krankenschwester aus dem Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) über Risiken, Symptome und Vorsichtsmaßnahmen aufgeklärt.

Covid-19-Tests von asymptomatischen Sportlern stellen aus virologischer und sportmedizinischer Sicht keinen Mehrwert dar, da zwischen den Sportlern im Training kein Kontakt besteht und streng auf die vorgegebenen Hygienemaßnahmen geachtet wird. Anders verhält es sich für Mannschaftssportarten, wo eine solche Vorgehensweise im Ausland praktiziert wird.

Die in Luxemburg angewandte Vorgehensweise ist absolut im Einklang mit den aktuellen internationalen Empfehlungen.

Question 2170 (08.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **visites de contrôle médical obligatoire pour nouveau-nés durant l'état de crise :**

Sur décision gouvernementale, les activités médicales de toutes les catégories de médecins et dans tous les secteurs ainsi que des professions de santé libérales ont été reprises normalement et sans restrictions depuis le 4 mai 2020. Auparavant l'accès à un grand nombre de soins était restreint par ordre du règlement grand-ducal du 18 mars 2020. L'article 3 point 6 de ce règlement grand-ducal, stipule que : « Les activités exercées en cabinet libéral relevant de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ainsi que celles relevant de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé sont réduites aux problèmes de santé les plus sévères et/ou urgents. » Il se trouve que durant cette période de fonctionnement restrictif des activités médicales, les visites de contrôle réglementaires pour les nouveau-nés n'étaient pas considérées comme urgentes. Or, ces contrôles strictement régulés, répartis sur six dates fixes et non échangeables à compter du jour de la naissance de l'enfant jusqu'à l'âge de ses deux ans, ne peuvent être manqués par les parents éligibles à la prime d'allocation de naissance, sous peine d'une suppression de cette même prime.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille :

1) Sachant que les contrôles médicaux en question sont obligatoires afin de ne pas mettre en péril la santé des nouveau-nés, Mesdames les Ministres peuvent-elle me garantir que ces contrôles ont pu être exécutés malgré les mesures restrictives d'accès à certains soins du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 ?

2) Le cas échéant, ces visites médicales ont-elles pu avoir lieu grâce à un accord informel entre les parents et le médecin ?

3) Dans la mesure où des parents éligibles à la prime d'allocation de naissance, en s'en tenant aux règlements en vigueur pendant le confinement, n'auraient pas pris rendez-vous chez un médecin aux dates de contrôles obligatoires tombant dans la période du confinement, des dérogations aux conditions d'obtention de la prime d'allocation de naissance ont-elles été prévues par Mesdames les Ministres de manière à leur rendre accessible cette prime ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Les contrôles médicaux des nouveau-nés nécessaires pour faire face au péril de mise en danger de la santé du nouveau-né ont continué à être assurés dans un cadre professionnel respectant les mesures de confinement et les recommandations de prévention des infections élaborées par la Direction de la santé. La Direction de la santé a également émis une recommandation de ne pas postposer les vaccinations des enfants.

La plupart des autres examens, qui permettent une certaine marge dans le temps, ont pu également être réalisés ou seront réalisés prochainement.

En effet, selon le règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 portant exécution de certaines dispositions du Livre IV du Code de la sécurité sociale, l'intervalle temporaire pendant lequel les examens subséquents peuvent être effectués est, pour la plupart, de deux à trois mois. Parmi les examens non encore faits, un grand nombre de tests pourront de facto encore être réalisés dans les temps prévus.

Concernant plus spécifiquement le dépistage audiométrique néonatal, 1.062 nouveau-nés n'ont pas pu être testés entre le 16 mars et le 4 mai 2020 suite aux restrictions liés au Covid-19. Les parents de tous ces bébés ont reçu une invitation pour effectuer le dépistage audiométrique néonatal au courant du mois de mai 2020 dans les locaux du Service audiophonologique. Sachant que selon les dispositions susmentionnées, ce dépistage doit être effectué dans les six premiers mois de vie, les délais devraient pouvoir être respectés sans exception concernant ce dépistage.

Afin de ne pas priver les parents du bénéfice de l'allocation postnatale, le Gouvernement a décidé de faire modifier le règlement grand-ducal précité. Ainsi, le règlement grand-ducal du 29 avril 2020 modifiant le règlement grand-ducal précité prévoit que le respect strict de la périodicité des examens médicaux n'est plus une condition d'octroi de l'allocation postnatale ; ceci à l'instar de ce qui est applicable depuis de nombreuses années pour les deux autres tranches de l'allocation de naissance. La limite d'âge de l'enfant pour le dernier examen médical reste fixée à deux ans.

Question 2173 (08.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **modalités de remboursement des voyages à forfait annulés en raison du Covid-19 :**

Il ne fait point de doute en ce moment de pandémie que le secteur du tourisme fait partie des branches économiques les plus affectées par les stratégies de confinement des populations et de fermeture des frontières en vigueur à travers l'Europe et le monde. Vu la propagation soutenue du virus autour du globe, la crise est susceptible de perdurer particulièrement longtemps dans ce secteur économique international par excellence.

Conscient des difficultés auxquelles font face les opérateurs de voyages, le Gouvernement a décidé, par règlement grand-ducal du 27 mars 2020, une suspension des effets de la résiliation en matière de voyage à forfait dans le contexte du Covid-19. Dès lors et en vue du maintien de leur trésorerie, il est peu surprenant que de nombreux opérateurs de voyages à forfait favorisent en ce moment la remise à leurs clients de bons à valoir (« vouchers ») suite à l'annulation de voyages. Or, la délivrance de ces bons, bien qu'ils puissent le cas échéant représenter une alternative intéressante pour les clients, n'est nullement prévue dans le règlement grand-ducal. Malgré cela, il paraît qu'actuellement un ou plusieurs opérateurs luxembourgeois tentent d'inciter, voire de forcer leurs clients à accepter des bons à valoir avec une validité d'un an, repoussant ainsi un remboursement éventuel bien au-delà de la fin de l'état de crise.

En ce moment de crise, il ne fait aucun doute que toute législation en matière de remboursements de voyages à forfait doit peser des intérêts potentiellement conflictuels, en l'occurrence notamment la protection des voyageurs en tant que consommateurs et la situation économique de fait des organisateurs. Pour que les parties contractantes puissent apprécier pleinement et à tout moment leurs droits et devoirs respectifs, il est d'une importance primordiale que le cadre législatif et son application soient à tout moment intelligibles et transparents, malgré les circonstances difficiles du moment.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements et clarifications suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Madame et Monsieur les Ministres considèrent-ils qu'en vertu du règlement grand-ducal du 27 mars 2020 susmentionné, les opérateurs sont en droit d'exiger que leurs clients acceptent des bons à valoir en compensation de voyages annulés ? Dans l'affirmative, apposer une date limite sur ces bons à valoir est-il légal ?

2) Dans l'hypothèse que les clients sont en droit de rejeter l'acceptation d'un bon à valoir, quelles sont les modalités de remboursement prévues en vertu de la législation luxembourgeoise et européenne en vigueur actuellement ?

3) Sachant que le règlement grand-ducal du 27 mars 2020 est aboli automatiquement avec la fin de l'état de crise, le Gouvernement entend-il légiférer en cette matière, le cas échéant en apportant des précisions ou altérations ?

4) Madame et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas qu'une autorisation globale aux opérateurs de recourir à des bons à valoir, même dans l'hypothèse d'une validité limitée dans le temps et d'un remboursement après échéance, constitue une entrave à la protection des consommateurs, sachant que leur situation financière est aussi susceptible d'être affectée par le contexte actuel de crise économique ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :*

ad 1) Non.

ad 2) En raison des circonstances exceptionnelles liées au Covid-19, le Gouvernement luxembourgeois a suspendu provisoirement les effets de la résiliation des contrats de voyages à forfait pendant l'état de crise. Cette mesure exceptionnelle ne fait que reporter le remboursement des avances des clients et prendra fin au plus tard le 24 juin 2020. Elle n'a dès lors pas touché au principe même ancré dans le Code de la consommation en matière de voyages à forfait qui permet au voyageur d'obtenir le remboursement du voyage.

ad 3) Non. Il est utile de préciser que le Gouvernement recherche activement par le biais de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) des solutions sur mesure afin de remédier aux problèmes de liquidité des agences de voyages pour qu'elles puissent rembourser les clients le moment venu.

ad 4) Le Gouvernement n'entend pas proroger cette mesure au-delà de l'état de crise. Il ne s'oppose pas à d'éventuels arrangements entre l'organisateur du voyage et le voyageur consistant en l'émission de bons à destination des voyageurs, mais tient à réaffirmer le droit des voyageurs au remboursement. Obliger les voyageurs à accepter de tels bons constituerait une entrave à la protection des consommateurs.

Question 2176 (11.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **plateforme LetzShop :**

Dat lescht Joer hat ech de Minister fir Mëttelstand e puer Froen zum Fonctionnement vun der online Verkafsplattform LetzShop gestallt. Mam Abroch vun der Covid-19-Pandemie huet de Minister decidéiert, dass de Membersbäitrag vu 500 € fir dëst Joer opgehuewen ass, fir esou den Entreprisen ze hëllefen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemenge sinn iwwert den Zäitraum vun der Coronakris op d'Plattform bäikomm? Ëm wéi eng Gemengen handelt et sech?

2. Wéi vill Produite goufe virun der Coronakris op LetzShop ugebueden? Wéi huet sech dës Ziffer iwwert den Zäitraum vun der Coronakris entwéckelt?

3. Wéi vill Clicks goufe virun der Coronakris op LetzShop gezielt? Wéi huet sech dës Ziffer iwwert den Zäitraum vun der Coronakris entwéckelt?

4. Wéi schätzt de Minister déi zukünfteg Entwécklung vun der Plattform LetzShop an?

5. Opgelëscht no Gemeng, wéi vill Geschäfter ware virun der Coronakris op LetzShop ageschriwwen? No der nämmlechter Oplëschtung, wéi vill sinn elo wärend der Coronakris bäikomm?

Réponse (08.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Zanter ufanks der Covid-19-Kris si formell gesi keng nei Gemengen dem GIE Luxembourg for Shopping bäigetrueden.

Et sief op dëser Plaz drun erënnert, dass d'Personal vum GIE Luxembourg for Shopping wärend der Krisenzäit extreem sollicitéiert gouf, ënner anerem

- duerch déi kuerzfristeg Aféierung vun der Plattform corona.letzshop.lu déi e Liwwerservice fir déi vulnerabel Persounen offréiert ; den Opbau vun der Hotline, gebonne mat der logistescher Erausfuerderung vun der Organisatioun vum Stockage, der Liwwerung an der Hotline waren extreem zäitopwändeg a sinn a Rekordzäit ëmgesat ginn;

- duerch déi héich Ufro vun neie Betriber, déi sech krisebedéngt der Plattform LetzShop wollten uschléissen souwéi duerch d'Gratuitéit vun der Memberschaft op dëser Plattform.

Et ass extreem schwiereg, fir eng prezis Zuel vu Produiten unzeginn, déi op LetzShop iwwer e gewëssenen Zäitraum ugebuede ginn. Dës Zuele variéieren, ouni Afloss vu LetzShop, vun Dag zu Dag, jee no Asaz vun deenen eenzelen Händler. Graff gesi kann een awer soen, dass aktuell +/- 345.000 Artikelen op LetzShop zum Verkaf stinn. Dëst ass e Plus vun zirka 15 % am Verglach mat der Situatioun vu virun dräi Méint.

Et stellt een och kloer fest, dass LetzShop eng wichteg komplementar Léisung zum klassesche Eenzelhandel duerstellt, besonnesch fir déi Betriber, déi hir Diere wärend der Kris hu missen zoumaachen. An deem Kontext ass et interessant ze bemierken, dass d'Unzuel vun de Betriber op LetzShop wärend der Coronakris ëm 131 geklommen ass (vun 295 op elo 426 Betriber).

Wärend dëser selwechter Period:

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de User pro Mount ëm 383 % geklommen (vun 51.111 op 195.763);

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de Sessioune pro Mount ëm 556 % geklommen (vun 66.667 op 370.551);

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de Pageviews pro Mount ëm 1.121 % geklommen (vun 228.722 op 2.563.559).

Fir komplett ze sinn, sief op dëser Plaz nach preziséiert, dass um éischte Go-Live-Dag all neie Betrib tëscht 15 an 200 nei Produkter op d'Plattform bréngt.

Duerch de kompletten Abroch vum Ëmsaz vum traditionellen Eenzelhandel konnten eng sëllege Betriber sech iwwert de Wee vum Onlinehandel e klengt Basisakommes sécheren. Och wann ee sech aner Ëmstänn gewënscht hätt, sou hunn iwwer 130 Betriber, bedéngt duerch d'Kris, de Wee an d'Digitalisatioun méi séier ageschloen. D'Covid-19-Kris huet gewisen, dass et wichteg ass, fir e Betrib seng Wueren iwwer méi Weeër unzebidden. D'Plattform LetzShop dréit dofir e substanziellen Deel dozou bäi, fir dass den Eenzelhandel e gesonde Mix tëschent klasseschem Verkaf an Onlinepresenz ka fannen.

Oplëschtung no Lokalitéit vun de Geschäfter, déi den Ament op LetzShop aktiv sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2178 (11.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **nomination de la nouvelle directrice à la tête de la Bibliothèque nationale du Luxembourg :**

Am Kader vun der Nominatioun vun enger neier Direktesch fir d'Nationalbibliothéik stelle sech nach eng Rei vu Froen. Eng vun deenen Ufuerderungen un d'Kandidate war d'Redaktioun vun engem „Concept paper", an deem si hir Iddien iwwert d'Zukunft vun der Nationalbibliothéik sollten duerstellen. Dee „Concept paper" ass dohier vun allgemengem Interessi fir déi breet Ëffentlechkeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Ee vun den zwee Finalisten aus der zweeter Ausschreiwung, deen net zréckbehale gouf, huet säi „Concept paper" publizéiert. Wëllt d'Madamm Minister och de „Concept paper" vun der designéierter Direktesch publizéieren?

2. Wann d'Madamm Ministesch dee Pabeier net wëllt ouni den Accord vun där designéierter Direktesch publizéieren, ass si averstanen, fir där zukünfteger Direktesch aus Transparenzgrënn ze recommandéieren, hire „Concept paper" och ze publizéieren?

Réponse (26.05.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Wat d'Fro zur Verëffentlechung vun de sougenannte „Concept papers" ugeet, erlaben ech mir op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2105 vun den Deputéierten Octavie Modert a Laurent Mosar iwwert d'Nominatioun vun der neier Direktesch vun der Nationalbibliothéik ze verweisen.

Question 2181 (11.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **collectif réfugiés Luxembourg :**

D'Lëtzebuerger Gesetz imposéiert de Fonctionnaren, all Strofdot, vun där si wéissten, dem Parquet ze denoncéieren. Dëst gëllt domat am Prinzip och fir d'Ministeren. An engem Bréif, deen den Här Minister Asselborn an d'Madamm Minister Lenert de 24. Abrëll 2020 un de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot geschriwwen hunn, steet Follgendes ze liesen:

« Afin de contrer l'obstacle psychologique auquel certaines personnes peuvent être confrontées et qui pourrait les faire hésiter à se rendre dans un centre de soins avancés, le Ministère de la Santé s'engage à relayer une communication officielle à tous les professionnels de santé actifs dans les centres de soins avancés afin de les sensibiliser au fait que toutes les personnes peuvent profiter des soins prodigués dans les centres de soins avancés indépendamment de leur couverture sociale au de leur situation de séjour.

Il va sans dire qu'aucune sanction administrative ne sera prise à l'égard de personnes qui se présenteraient pour une prise en charge médicale durant la crise sanitaire. »

Wann ee kann d'Motivatioun novollzéien an et selbstverständlech ausser Zweifel steet, datt all kranke Mënsch muss gehollef kréien, esou stelle sech awer Froen. U sech kéint dee Bréif esou interpretéiert ginn, datt déi zwee Ministeren d'„obligation de dénoncer" ausser Kraaft setzen.

Dowéinst wéilt ech den Här Staatsminister, den Här Bausseminister, d'Madamm Gesondheetsminister an d'Madamm Justizminister gär froen:

1. Wéi eng legal Basis huet dëst Verspriechen un de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot? Goufen, iwwert de Wee vun engem Reglement nom Artikel 32(4) vun der Verfassung, am Virfeld vun dësem Bréif legislativ Dispositioune geännert, déi d'„obligation de dénoncer" betreffen?

2. Wéi stellt sech d'Regierung dozou, datt hei eng Obligatioun fir ze denoncéieren, esou wéi si an eiser Legislatioun virgesinn ass, de facto opgrond vun enger „communication offcielle" an aus „psychologesche Grënn" vun der Madamm Gesondheetsminister ausser Kraaft gesat ass?

3. Kann d'Madamm Gesondheetsminister der Chamber dës offiziell Kommunikatioun schécken?

4. Woussten d'Lëtzebuerger Justizautoritéite vun dësem Bréif oder goufe si consultéiert, ier dat Schreiwes un de Flüchtlingsrot fortgeschéckt gouf?

5. Wéi eng eventuell „administrativ Sanktioune" géint wéi e Persounekrees sinn an deem leschten zitéierte Saz gemengt?

6. Hunn den Här Bausseminister an d'Madamm Gesondheetsminister déi legal Kompetenz, fir am Numm vun der ganzer Regierung ze verspriechen, datt keng „administrativ Sanktioune" géife geholl ginn? Ass déi Dispositioun am Viraus an der Regierung ofgeschwat ginn a wat ass d'legal Basis dofir?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé:*

Et sief fir d'éischt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1042 vum 8. August 2019 vum honorabelen Deputéierte verwisen, déi erkläert, dass en irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg weeder ënnert d'Kategorië vun engem Delikt oder engem Verbriechen nach ënnert d'Stroofgesetzbuch falen.

An deem Sënn soll een d'Zouso, am Kader vun der sanitärer Kris keng administrativ Decisioun géint Auslänner, déi illegal am Land sinn, ze huelen, net verwiessele mat engem Ausser-Kraaft-setze vun der „obligation de dénoncer" vu penalen Delikter - wat zwou ganz verschidde Saache sinn.

Den 3. Abrëll huet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot (LFR) e Bréif un d'Gesondheetsministesch geschriwwen, wou d'Fro vun de Leit, déi illegal am Land sinn, am Kader vun der Covid-19-Pandemie abordéiert gouf. Am Kontext vum Accès zu de Soinen huet den LFR gefrot, fir wärend der sanitärer Kris kënne Garantië, fir eng „absence de risque de poursuites administratives du fait d'absence de titre de séjour valable" ze kréien.

Dës Garantien hunn d'Gesondheetsministesch an den Immigratiouns- an Asylminister an hirer gemeinsamer Äntwert, op déi den honorabelen Deputéierten sech berifft, accordéiert. Domat ass am Interessi vun der ëffentlecher Gesondheet d'Zouso gi ginn, dass Leit, déi sech an engem Spidol am Kader vun der Covid-19-Kris géife presentéieren, keng „décision de retour" am Kader vum Immigratiounsgesetz géifen zougestallt kréien an och net an de Centre de rétention géife placéiert ginn. Doduerch ass déi administrativ Situatioun vun de betraffene Persounen net regulariséiert, mee dës Garantie soll awer evitéieren, datt déi betraffe Léit aus Angscht virun enger administrativer Decisioun net géifen déi néideg Schrëtt am Kontext vun der Pandemie maachen.

Et kann an deem Sënn net behaapt ginn, dass eng „obligation de dénoncer" ausser Kraaft gesat gi wier.

Question 2182 (11.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**appel aux dons de la part de Luxembourg Air Rescue (LAR) afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19 :**

L'association « Luxembourg Air Rescue » (LAR) a lancé un appel aux dons afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19.

Dans ce contexte, je souhaite poser à Madame la Ministre de l'Intérieur les questions suivantes :

- Est-ce que l'association « Luxembourg Air Rescue » a demandé une aide financière extraordinaire pour l'acquisition d'équipement dans le cadre de la lutte contre la pandémie ?

- Dans l'affirmative, de quel équipement s'agit-il ?

- Qui a pris en charge le coût des transferts de malades Covid-19 effectués par la LAR de la France vers le Luxembourg d'une part et des transferts de patients entre des hôpitaux en France, respectivement de la France vers d'autres pays européens que le Luxembourg d'autre part ?

Réponse (11.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'association « Luxembourg Air Rescue » (LAR) n'a pas demandé au Gouvernement luxembourgeois une aide financière extraordinaire pour l'acquisition d'équipement dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Dans le cadre des missions effectuées pour le Service d'aide médicale urgente, l'équipement de protection individuelle pour les membres de l'équipage des hélicoptères de sauvetage de la LAR est mis à disposition par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Le coût des transferts des cinq patients Covid-19, qui ont été transférés de l'Alsace vers le Luxembourg avec des hélicoptères de sauvetage de la LAR, a été intégralement pris en charge par l'État luxembourgeois. Ces coûts comprennent le temps de vol, la préparation et l'organisation des vols, l'oxygène utilisé, la désinfection complète de l'hélicoptère et de l'équipage, l'évacuation des déchets, l'immobilisation de la machine à l'issue de la mission, ainsi que le personnel supplémentaire nécessaire pour effectuer les missions. Les coûts relatifs au transport d'un patient du Centre Hospitalier du Nord d'Ettelbruck vers Colmar, effectué par la LAR le 14 avril 2020 à la demande des autorités françaises, a été pris en charge par l'État français.

Les transferts de patients respectivement entre hôpitaux en France et de la France vers d'autres pays européens que le Luxembourg ont été réalisés par la LAR sur demande du Gouvernement français. Les coûts relatifs à ces transferts ont fait l'objet d'un accord entre l'État français et la LAR dans lequel le Gouvernement luxembourgeois n'est pas intervenu.

Question 2183 (11.05.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conséquences de la fonctionnarisation d'anciens chargés de cours au niveau de leur traitement :**

D'après mes informations, les chargés de cours, qui ont été fonctionnarisés au cours du mois de juin 2019 sur base de l'article 80 du statut des fonctionnaires de l'État, n'ont toujours pas été dûment reclassés et partant, ne bénéficient toujours pas de leur traitement de fonctionnaire. Il semblerait, en effet, que les chargés de cours concernés auraient été classés selon l'ancienne structure des carrières au niveau de l'enseignement (grades E7, E6, etc.), et que le contrôle financier aurait marqué son désaccord avec une telle façon de procéder au motif que la structure des carrières a subi d'importantes modifications depuis 2015 avec de nouvelles catégories de traitements.

Les personnes concernées ont été assurées fin 2019 que leur situation serait redressée dans les trois mois à venir. Or, nous inscrivons le mois de mai 2020, et les dossiers en question n'ont toujours pas été évacués. L'excuse de la crise sanitaire ne saurait jouer, alors que la problématique est connue depuis l'été 2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations ?

- Dans l'affirmative, pourquoi les chargés de cours n'ont-ils pas été classés dès le début selon la nouvelle structure des carrières et les nouvelles catégories de traitements ?

- Toujours dans l'affirmative, pour quelles raisons la situation n'a-t-elle pas été redressée jusqu'à présent, alors qu'il ne s'agit que de redresser un classement ?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les dossiers en question seront rapidement traités et qu'une décision sera prise sous peu ? Et si oui, dans quel délai ?

Réponse (04.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Dans un premier temps il m'importe d'émettre quelques remarques préliminaires quant au déroulement de la procédure de fonctionnarisation de chargés de cours avant de répondre aux questions de l'honorable Député :

Les agents concernés par cette procédure ont été fonctionnarisés sur base de l'article 80 du statut des fonctionnaires de l'État par un arrêté datant du 18 septembre 2019 et avec effet rétroactif au 1er juillet 2019. C'est en date du 17 décembre 2019 que la Direction du contrôle financier (DCF) a refusé son visa dans le dossier d'un agent concerné par cette procédure. La DCF argumente que cet agent était classé en tant qu'employé au grade E6 à l'échelon 17 avec 504 points indiciaires et ne peut être classé comme fonctionnaire professeur au grade E7 à l'échelon 15 avec 515 points indiciaires, comme l'a proposé le Ministère de la Fonction publique. La DCF s'appuie sur l'article 80 de loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État stipulant que « l'employé est nommé en qualité de fonctionnaire au même niveau de groupe de traitement et aux mêmes grade et échelon qu'il avait atteint avant sa fonctionnarisation. L'agent en question ne peut donc être classé au grade E7 ». Or, le groupe de traitement A1 du tableau transitoire de l'enseignement comprend pour la fonction de professeur le seul grade E7, le classement de l'agent au même grade, à savoir le grade E6, ne peut donc pas s'appliquer dans ce cas. En date du 15 avril 2020 la DCF a réitéré son refus au même motif. Le litige évoqué par l'honorable Député ne résulte donc pas d'un différend avec la DCF quant au classement des chargés de cours selon l'ancienne structure des carrières, mais d'un différend quant au classement de l'agent dans un grade supérieur à son grade initial dans lequel il était classé en tant que chargé de cours avant la nomination dans la fonction de professeur.

L'honorable Député pose la question pourquoi les chargés de cours n'ont pas été classés dès le début selon la nouvelle structure des carrières et les nouvelles catégories de traitements. Or, il s'avère que les agents concernés par la procédure de fonctionnarisation étaient déjà en activité de service au moment de l'entrée en vigueur des réformes de 2015 et conformément à l'article 68, paragraphe 1er de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, leur classement continuera à se faire suivant les grades et échelons du point II. « Enseignement » du tableau transitoire des carrières. Ce principe de classement d'un chargé de cours déjà en activité de service n'est pas nouveau. Ainsi, il est appliqué également par exemple dans le contexte des mécanismes de changement de groupe d'indemnité (connus sous les termes de « carrière ouverte » et « voie expresse »). À titre d'information, le classement des chargés de cours nouvellement recrutés à partir du 1er octobre 2015, date d'entrée en vigueur des réformes de 2015 se fait dorénavant suivant le tableau I. « Administration générale » de l'annexe de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Par arrêté du 28 mai 2020, j'ai fait application de l'article 59 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État qui prévoit la possibilité de passer outre au refus du contrôleur financier, ceci en vue de régulariser définitivement les dossiers de l'ensemble des agents concernés par ce litige.

Question 2184 (12.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **masques de protection :**

Mir ass rezent zougedroe ginn, datt d'Mataarbechter vun Hëllef doheem just eng Mask pro Dag zegutt hunn. Wann ee bedenkt, datt dës Leit besonnesch dacks Risikopatiente betreien, erschéngt mir dat ze wéineg. Et ass insgesamt wichteg, datt jidder eenzelen, dee mat Risikopatienten zesummeschafft, respektiv dës betreit, op genuch Otemschutzmaske kann zréckgräifen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatioun iwwert d'Unzuel vun de Maske bei de Mataarbechter vun Hëllef doheem confirméieren? Wa jo, ass déi Unzuel vu Masken an den Ae vun der Madamm Ministesch net ze knapp berechent? Wa jo, wéini kann d'Personal mat engem méi grousse Stock u Maske rechnen?

2. Ass insgesamt gekuckt ginn, datt all Aarbechtssecteur, wou verstäerkt a Presenz vu Risikopatiente geschafft gëtt, mat genuch Otemschutzmaske versuergt ginn ass?

Réponse (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No Récksprooch mat der Direktioun vun Hëllef doheem kann ech dem éierewäerten Deputéierte bestätegen, dass d'Mataarbechter vun dëser Organisatioun méi wéi just eng Mask pro Dag zur Verfügung hunn.

Am Allgemengen, an nom Aarbechtszgesetz, ass et esou, dass all Betrib responsabel ass, fir hire Mataarbechter dat neidegt Schutzekipement zur Verfügung ze stellen. Dëst schléisst gegeebenefalls och d'Masken an. D'national Reserve vu Masken ass geduecht fir de Gesondheetssekteur, zu deem natierlech och d'Soins à domicile gehéieren, an dofir och mat Material beliwwert goufen.

Question 2188 (12.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **médecine scolaire :**

No mengen Informatioune maachen d'Schouldoktere bis zum Enn vun dësem Schouijoer keng regulär Visitte méi an de Schoulen. An enger Zait mat engem méi héije gesondheetleche Risiko duerch eng Virusinfektioun, stellen sech dowéinst eng Rei vu Froen, déi ech dem Här Schoulminister an der Madamm Gesondheetsminister wéilt stellen.

1. Wéi ass d'Roll vun der Schoulmedezinn bei an no der Nees-Rentrée-scolaire ze gesinn, déi jo wärend enger Pandemie stattfënnt? Wéini fänken déi regulär Visitte vun de Schouldokteren nees un?

2. Wann e Kand Symptomer vu Covid-19 an der Schoul opweist, kann den Enseignant dann de Schouldokter ruffen, mat der Garantie, datt deen och kënnt fir d'Kand ze ënnersichen?

3. Wann e Kand Symptomer vu Covid-19 opweist, hunn dann d'Elteren d'Méiglechkeet, bezéiungsweis d'Flicht, beim Schouldokter ze passéieren?

4. Ass de Schouldokter den normalen Uspriechpartner bei Froen iwwert de Covid-19 fir d'Enseignanten, d'Educateuren an d'Elteren? Gëtt de Schouldokter Direktiven un d'Schoulkommiteeën oder d'Enseignanten?

5. Kréien d'Eltere Kontaktméiglechkeete mat der Schoulmedezinn matgedeelt, fir si bei Froen, och am Coronakontext, kënnen ze beroden?

Réponse commune (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Personal vun der Schoulmedizinn vun der Gesondheetsdirektioun, wäert fir de Schouljoer (d'Nees-Rentrée-scolaire) nom Deconfinement weider fir d'Ëmsetzen an d'Weiderféiere fir d'Betreiung vum PAI (Projet d'accompagnement individuel) schaffen a kucken, fir d'Bedierfnesser vu vulnerabele Kanner ze organiséieren.

D'schoulmedizinnesch Ekippe ginn net an de Schoulen wärend dëser Period agesat, awer këmmere sech mat den Etablissementer drëm, déi adequat Sanitärbedéngungen zur Verfügung ze stellen, déi virun der Ëmsetzung vun de schoulmedizinneschen Ënnersichungen noutwendeg sinn. Si stinn och fir d'Schoulen zur Verfügung, fir Ënnerstëtzung a Berodung ze bidden, all Kéier wann néideg.

D'Reprise vun de reguläre Visitte wäert normalerweis am September erfollegen.

De Schouldokter mécht keng therapeutesch Betreiung, mee ass do, fir preventiv Ënnersichungen ze maachen, an d'Promotioun vun der Gesondheet am Allgemenge bei de Schoulkanner ze förderen. Et ass evident, datt de Schouldokter den Hausdokter, dee säi Patient am beschten kennt, net ersetzt. Am Fall vu Covid-19-Verdachtssymptomer, soll een d'Kand isoléieren, d'Elteren uruffen an hinnen d'Situatioun erklären. D'Eltere sollen dann hiren Hausdokter kontaktéieren oder an e Service d'Urgence vun engem Spidol goen.

Et gëtt keng Flicht fir bäi e Schouldokter ze goen am Fall vun enger Krankheet. Dat betrëfft och de Covid-19.

D'Schoulmedizin steet säit dem Ufank vun der Kris zesumme mat der Inspection sanitaire vun der Gesondheetsdirektioun an éischter Rei, am Kampf géint d'Verbreedung vum Coronavirus. D'Schoulmedizin huet bis elo op all Froe vum Léierpersonal an Elteren geäntwert an si steet och weiderhin dofir zur Verfügung.

Question 2189 (12.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **soutien aux entreprises impactées par le coronavirus :**

D'Regierung huet an de leschte Wochen eng Rei Hëllefe fir ugeschloen Entreprisen ugekënnegt, déi vun der Covid-19-Pandemie wirtschaftlech getraff goufen. Dës Hëllefe sinn u verschidde Konditioune gebonnen, wéi zum Beispill, datt d'Entreprise am leschte Joer e Chiffre d'affaires vu mindestens 15.000 € virweise kann. Déi aner Konditioun ass, dass de Chida vun der Firma ëm mindestens d'Hallschent muss agebrach sinn an dass dësen Abroch op d'Covid-19-Pandemie zréckzeféiere muss sinn.

Dës Konditioune schléisse sécherlech eng Rëtsch vu klengen a jonken Entreprisen aus, well de Chiffre d'affaires, virun allem als jonk Entreprise, vu Mount zu Mount variéiere kann. Obwuel et sektoriell Ënnerscheeder ginn, besteet de Risiko, datt nei Entreprisen, déi nach keng etabléiert Clientèle hunn, iwwerduerchschnëttlech vun der Coronakris betraff kéinte ginn, well ënner anerem ëffentlech Evenementer, déi essenziell sinn, fir den Networking a fir nei Clienten ze fannen, bis op Weideres net stattfannen duerften. E (weideren) Kreditt an Zäite vun zousätzlecher Onsécherheet unzefroen, wäert fir vill jonk Entreprisen net a Fro kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Iddi - an der Zäit nom Confinement - verschidden ëffentlech Ausschreiwunge geziilt u kleng Entreprisen ze riichten oder dofir ze suergen, datt kleng Entreprisen net duerch verschidde Krittären, wéi de Chiffre d'affaires oder d'Ekipement, ausgeschloss ginn?

2. Wéi vill kleng a mëttelstänneg Entreprisë sinn net eligibel fir d'Bäihëllefe vun de groussherzogleche Reglementer vum 25. Mäerz 2020 an dem 8. Abrëll 2020, well se manner wéi 15.000 € Chiffre d'affaires haten?

3. Viraussetzend, datt de Chiffre d'affaires vu Mount zu Mount variéiere kann, firwat huet d'Regierung d'Approche zréckbehalen, de Chida vun enger kuerzer Period 2020 mat der Moyenne vum ganze Joer 2019 ze vergläichen? Sinn d'Ministeren hei der Meenung, dass dës Berechnung de wirtschaftlechen Exploit vun alle klengen a mëttleren Entreprisen differenzéiert genuch abegräift?

4. Wéi gedenkt d'Regierung eng massiv Well vu Faillittë vu klengen a jonken Entreprisen ze verhënneren? An deem Zesummenhang: wat mécht eng Entreprise, wa se trotz den Hëllefe vum Staat zuelungsonfäeg gëtt?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi aktuell Gesetzgebung vun den ëffentlechen Ausschreiwungen vum 8. Abrëll 2018 bitt eng Partie Méiglechkeeten, fir der Situatioun vun de klengen Entreprisë Rechnung ze droen an d'Bedeelegung vu méi klenge Betriber un den ëffentlechen Ausschreiwungen ze vereinfachen. Dës Moossname si ganz interessant fir d'Zäit nom Confinement.

D'Gesetzgebung ënnerstëtzt zum Beispill, datt d'Projeten a méi kleng Lousen ënnerdeelt ginn, esoudatt méi Betriber eng Méiglechkeet kréien, sech un gréissere Projeten ze bedeelegen.

An dësem Kontext gi bei Bauprojeten d'Aarbechten éischter no Handwierk a Lousen ausgeschriwwen. Den ëffentlechen Optraggeber gëtt sech doduerch och méi Chancen, datt méi Betriber matmaachen an dann och méi Offeren erakommen.

Des Weidere reegelt d'Gesetzgebung och d'Héicht vum Ëmsaz, dee maximal vum ëffentlechen Optraggeber als Selektiounskrittär ka verlaangt ginn, fir dass de gefuerderten Ëmsaz net soll disproportionéiert héich sinn. Jonk Betriber, déi nach net laang genuch bestinn, hunn dem Gesetz no zudeem nach aner Méiglechkeeten, fir der Beweislaascht nozekommen.

Jonk a méi kleng Betriber kënne sech och zesummeschléissen, fir sech u gréisser Opträg ze bedeelegen. D'Gesetzgebung iwwert d'ëffentlech Ausschreiwung erlaabt dëst ausdrécklech, ouni eng spezifesch Form virzeschreiwen. Dëst kann iwwer eng Société momentanée gemaach ginn, oder och nach als Sous-traitance.

Et sief och drop higewisen, datt zanter der Reform vum Kadergesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen de Seuil, fir kënnen eng Procédure négociée ze maachen, also wou den ëffentlechen Optraggeber kann eng Entreprise kontaktéieren ouni eng ëffentlech Ausschreiwung ze maachen, bei 60.000 Euro läit an datt et do derniewent och méiglech ass, ënnert der Konditioun, datt op d'mannst dräi Offere gefrot ginn, bis zu engem Seuil vun 122.623,20 Euro eng Procédure négociée ze maachen ouni ëffentlech Ausschreiwung.

Iwwert dës Procédures négociées kënnen de Staat, en Etablissement public oder och eng Gemeng oder e Gemengesyndicat relativ einfach a séier, ouni vill administrativen Opwand, Entreprisen ëffentlech Opträg ginn.

ad 2. Am Kader vun der Hëllef vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 sinn 133 Dossiere refuséiert ginn, well de Joresëmsaz vu 15.000 € net erreecht ginn ass.

Mir wëlle betounen, dass fir nei gegrënnte Betriber d'Méiglechkeet besteet, fir hiren Ëmsaz „pro rata" op ee Joer héichzerechnen. Wann e Betrib zum Beispill virun der Covid-19-Kris just zanter engem Mount bestanen huet a wärend dësem Mount en Ëmsaz vun 1.500 € hat, sou kann an dësem Fall den Ëmsaz op ee Joer héichgerechent ginn. Duerch d'Héichrechne vum Ëmsaz gëtt sou och de jonke Betriber eng adequat Léisung ugebueden.

Am Kader vun der Hëllef vum groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll 2020 gëtt et de Krittär vum Joresëmsaz vu 15.000 € net.

ad 3. Betreffend d'Fro, firwat d'Regierung d'Approche zréckbehalen huet, fir de Chiffre d'affaires vun enger kuerzer Period mat der Moyenne vum ganze Joer 2019 ze vergläichen ass ze betounen, dass déi kuerz Period vum 15. Abrëll bis de 15. Mee bewosst kuerz ass, well den Ëmsaz virun allem an dëser Period, bedéngt duerch de Covid-19, drastesch zréckgaangen ass.

ad 4. D'Regierung setzt alles dru fir ze verhënneren, dass d'Betriber an d'Independanten an eng gréisser finanziell Schiflag geroden, déi net duerch hiert eege Feelverhale verursaacht gouf. Aus deem Grond sinn och all déi verschidde Mesurë geholl ginn, fir hinne finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir erënneren op dëser Plaz dofir ënner anerem un de Chômage partiel, déi éischt an déi zweet Hëllef vu 5.000 € fir d'Microentreprisen, d'Hëllef vun 12.500 € fir d'Betriber mat 10-20 Salariéen, déi zwou Hëllefe fir d'Indépendanten, awer och un déi méi klassesch Instrumenter vun der „aide à l'investissement" oder déi eenzel „Fit 4"-Programmer. D'Akraafttriede vum neie Fonds de relance et de solidarité a vun der neier Direkthëllef fir den Eenzelhandel sinn an dësem Zesummenhang weider wichteg Mesuren.

De Fall gesat, eng Entreprise géif trotzdeem a Faillite goen, trieden déi traditionell Prozeduren a Kraaft, grad wéi dat och scho virun der Covid-19-Kris de Fall war.

Question 2200 (13.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **réunions du Collège des bourgmestre et échevins :**

Um Gemengenniveau ass et wichteg, dass d'Oppositiounspolitiker all politeschen Dossier analyséieren an och a Fro stelle kënnen, fir hirer Kontrollfunktioun am Gemengerot gerecht ze ginn. Fir hir Aarbecht am Kader vun hirem Mandat richteg maachen ze kënnen, brauchen och d'Politiker um Gemengenniveau - ob a Proporzgemengen oder a Majorzgemengen - Méiglechkeeten, d'Majoritéit an de Schäfferot a Buergermeeschter/in ze kontrolléieren. Dës Méiglechkeete beinhalte souwuel Accès zu Informatiounen, also Transparenz, an awer och Material, sief et e Konferenzraum, e Laptop etc.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Däerfe Gemengeconseilleren d'Gebailechkeete vun enger Gemeng (z. B. e Konferenzraum) am Kader vun hirem Mandat benotzen, fir zum Beispill Bierger aus der Gemeng ze empfänken?

- Falls jo, wéi gëtt séchergestallt, datt all Gemengeconseiller an enger Gemeng op dës Servicer kann zréckgräifen?

- Falls nee, firwat net a riskéiert een doduerch net, Majoritéiten an enger Gemeng e méi staarkt Gewiicht ze ginn?

2. D'Gemengegesetz gesäit a sengem Artikel 51 vir:

« Sauf disposition légale contraire, les réunions du collège des bourgmestre et échevins ont lieu à huis clos. »

- Deelt d'Madamm Ministesch d'Meenung, dass dës Dispositioun eng ontransparent Politik fördert?

- Missten d'Rapporte vun de Schäfferotsëtzungen aus Transparenzgrënn net och ëffentlech gemaach ginn?

- Misst net och de Public anonymiséiert Rapporten vun de Sëtzunge virgeluecht kréien?

3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass e Gemengerot senger Kontrollfunktioun besser nokomme kéint, wann e wéisst, wéini d'Schäfferotsëtzunge stattfannen a wat an hinne beschwat gëtt?

4. Wéi wäit ass d'Ministesch bereet ze goen, fir de Fonctionnement an de Gemenge méi transparent ze maachen?

Réponse (12.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Rechter vun den Oppositiounspolitiker.

D'Notzung vu Gemengegebaier duerch d'Membere vum Gemengerot ass gesetzlech net expressis verbis gereegelt. Deemno läit et bei de Gemengenautoritéiten selwer fir dat ze reegelen.

D'Gemengegesetz kann ee sou interpretéieren, dass de Schäfferot d'Autorisatioun ka ginn, Lokaler vun der Gemeng zur Verfügung ze stellen, ënnert der Konditioun, dass dat fir eng kuerz Dauer ass a kee konkreet Recht do drop entsteet. Eleng de Gemengerot kann decidéieren, fir Lokaler vun der Gemeng méi laangfristeg zur Verfügung ze stellen[3].

De Huis-clos vun de Sëtzunge vum Schäfferot ass justifiéiert duerch de Rôle, deen de Schäffe-

[3] v. V. De Tollenaere, Nouveau Commentaire de la Loi communale Tome II, Larcier 1955

rot zu engem groussen Deel als Organ vun der Gemeng huet. Dëse bereet engersäits d'Affäre vir déi dem Gemengerot ënnerbreet ginn, anersäits ass hien och fir d'Ausféierung vun den Entscheedungen zoustänneg. Déi Punkten, déi de Schäfferot op den Ordre du jour vum Gemengerot bréngt, ginn och ëffentlech vum Gemengerot entscheet oder ofgeleent, soudass dem Schäfferot seng Virschléi zu ëffentlechen Discussiounen an och Votte féieren, ausser wann et gesetzlech oder wéinst den Emstänn néideg ass, dass de Gemengerot à huis-clos zesummekënnt. Am Virfeld vum Gemengerot ass et essenziell, dass de Schäfferot d'Dossiere vum Gemengerot vertraulech an an enger gewëssener Serenitéit ka virbereeden an dono ausféieren. Dobäi hunn d'Membere vum Gemengerot ausdrécklech Zougang zu alleguer den Deliberatioune vum Schäfferot, déi an der Ausféierung vun den Entscheedunge vum Gemengerot geholl ginn, a kënnen dem Schäfferot Froen iwwert d'Verwaltung vun der Gemeng stellen. De Schäfferot muss entweeder schréftlech bannent engem Mount oder an der nächster utiller Sëtzung vum Gemengerot äntwerten. Et ginn also gesetzlech verankert Méiglechkeeten, fir de Schäfferot ze kontrolléieren.

D'Reform vum Gemengegesetz gëtt mir d'Geleeënheet, fir zesumme mat de Gemenge méi déifgräifend Iwwerleeungen iwwert de Fonctionnement vum Gemengerot a vum Schäfferot ze féieren.

Question 2220 (15.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations avec l'International Astronomical Union (IAU) :**

Zënter 1919 gëtt et déi International astronomesch Unioun (IAU) mat Sëtz um „Institut d'astrophysique de Paris". Well Lëtzebuerg eng aktiv Roll am Beräich vun der Notzung vum Weltraum spillt, stellt sech d'Fro, ob et schonn eng bilateral Relatioun mat der IAU gëtt an, wann nee, een net sollt probéieren, eng Relatioun opzebauen. Ënnert de Memberassociatioune vun der IAU sinn och 82 „National members". Ënnert den Aktivitéite vun der IAU, déi wëssenschaftlecher an net kommerzieller Natur sinn, fënnt een och den Office for Young Astronomers, deen an Zesummenaarbecht mat der norwegescher Akademie vun de Wëssenschafte jonk Astronomen usprécht.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen :

1. Gëtt et am Ableck Relatioune tëschent Lëtzebuerg als Staat oder Lëtzebuerger Entitéiten, wéi zum Beispill der Luxembourg Space Agency, der Universitéit, der SES oder anere mat der IAU?

2. Gëtt et Pläng fir eng Zesummenaarbecht mat der IAU, och fir zum Beispill jonk Wëssenschaftler, déi sech mat astronomesche Froe beschäftegen, ze ënnerstëtzen?

3. Gëtt et eng Lëtzebuerger Participatioun un den internationale Symposiume vun der IAU?

Réponse commune (12.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Weeder Lëtzebuerg als Staat, nach eng Lëtzebuerger Entitéit wéi d'Luxembourg Space Agency (LSA) oder d'Universitéit Lëtzebuerg, si Member vun der International Astronomical Union (IAU). Et ginn de Moment och keng aner Relatioune mat der IAU. D'LSA huet nach net u Symposie vun der IAU deelgeholl.

D'IAU konzentréiert sech op de Beräich vun der Astronomie. Ausser den engagéierten Amateurastronome gëtt et zu Lëtzebuerg an deem Beräich keng „masse critique" an der ëffentlecher Fuerschung, déi eng Memberschaft an der IAU géif justifiéieren.

Et ass deemno aktuell net virgesinn, fir Member vun der IAU ze ginn.

Question 2222 (15.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **circuits autopédestres :**

Am ganze Land beléift sinn déi Trëppeltier, déi als „circuits autopédestres" oder och „train-pédestres" vu Gare zu Gare bekannt sinn. Obschonn et där scho vill am Land ginn, fält op, datt et eng ganz Rei vu Gemenge gëtt, wou nach keen esou en Tour ugeluecht gouf.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozedure gëllen, wann en neie „circuit autopédestre" oder „train-pédestre" soll ugeluecht ginn? Wéi eng Roll kënnt hei de Gemengen zou a wéi eng de Syndicats d'initiative oder anere Gremien? Gëtt et e ministerielle Büro, wou Gemengen an Intresseveräiner sech kënnen informéieren an d'Schafe vun esou engem Tour an d'Weeër leeden?

2. Wéi vill där Tier gëtt et schonn, a wéi vill sinn der ugefrot? A wéi enge Gemengen ass am Ableck esou en Tour geplangt an ugefrot?

3. Wéi laang dauert et, bis en ugefroten Tour autoriséiert, ausgeschëldert a publizéiert gëtt?

4. Wien ass zoustänneg fir den Zoustand an d'Ausschëlderung vun de Weeër an der Rei ze halen a periodesch ze iwwerpréiwen?

5. Wéi gëtt dofir gesuergt, datt d'Publikatioune mat deene Weeër permanent aktualiséiert ginn?

6. Ass dru geduecht, genuch Parkplaze bei deenen neien Tier virzegesinn? Gëtt de reelle Besoin u Parkplazen bei existéierenden Tier reegelméisseg erfaasst an ugepasst?

Réponse (12.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

D'Circuits autopédestres sinn an den 1960er Joren entstanen a ware schonn ëmmer eng direkt Initiativ vum jeeweils zoustännege Ministère. Hir Zuel ass vun initiale 16 Circuits an den 1970er Jore rapid an och duerno nach reegelméisseg an d'Luucht gaangen, fir rezent bei bis zu 201 Stéck unzekommen.

Et goufen an der Vergaangenheet Initiative vu Gemengen, déi beim Ministère nogefrot hunn, ob och op hirem Territoire esou ee Circuit kéint opgeriicht ginn. Dat ass awer nëmme geschitt, wann den touristeschen Attrait et zougelooss huet, respektiv wann et net schonn eventuell aner Circuits autopédestres no bäi gi sinn.

D'Syndicats d'initiative hunn hir eege Weeër am Land mat enger entspriechender Signalisatioun um Terrain.

Geréiert gëtt d'Planung, d'Installatioun an den Entretien vun der Beschëlderung vun dëse Circuits autopédestres vun der Cellule Aktivtourismus um Ministère.

Et gëtt momentan 201 Circuits autopédestres, mee dës Unzuel ka wéinst Projete vun der Landesplanung oder wéinst Laangzäitchantiere variéieren.

Ugefrot ass keen, an et ass och net virgesinn an Zukunft weiderer auszebauen, well mir der Meenung sinn, datt mat 201 Stéck an engem Total vu knapp ënner 2.000 km dës Offer grouss genuch ass.

Fir déi Tier, déi an der Vergaangenheet ausgeschafft an opgeriicht gi sinn, kann esou ee Projet bis zu sechs Méint daueren.

D'Beschëlderung vun alle Circuits autopédestres gëtt vun deenen Entretiensekippen ënnerhale mat deenen d'Tourismusdirektioun e Kontrakt huet.

All Circuit autopédestre ass op engem spezifeschem Layer am nationale Geoportail, Rubrik „Tourismus", ugeluecht. Gréisser oder kleng Adaptatiounen, Spärungen an Deviatioune ginn am Geoportail allkéiers direkt gemaach, wann et um Terrain néideg war. Kaartematerial an aner Publikatiounen dozou, kënnen eréischt duerch eng nei Editioun vum Guide à jour gesat ginn.

D'Accessibilitéit mam Auto war de Basisgedanke vun den Autopédestres. Dofir gëtt et systematesch ëmmer ee Parking beim Depart vun esou engem Circuit. Reegelméisseg ass an der Vergaangenheet schonn den Depart vun deem engen oder anere Circuit op eng aner Plaz verluecht ginn, well de Parking zum Beispill duerch Stroossebau méi kleng ginn ass oder ganz verschwonnen ass.

Question urgente 2833 (16.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Hënt war den Optakt vum Skoda Tour de Luxembourg, enger Vëloscourse, déi 835 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg féiert. An der éischter Etapp gëschter koum et fir d'Sportler awer zu e puer geféierleche Situatiounen, well de Circuit scheinbar net komplett fir d'Sportler gespaart war. D'„Tageblatt" zitéiert an engem Artikel vun haut e lëtzebuergesche Profi, dee gläich an e puer geféierlech Situatioune geroden ass. Notamment seet de Sportler, datt d'Sécherheet um Circuit net garantéiert ass, well zum Beispill um Circuit Autoen op der Strooss stinn oder well souguer e Bus op der Strooss ënnerwee war. Glécklecherweis ass a béide Situatioune keen Accident passéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Sport dës Froe stellen:

1. Sinn d'Ministeren a Kenntnis, dass dës Course parallell mam normale Stroosseverkéier ofgehale gëtt?

2. Firwat goufen d'Stroossen net komplett fir de Verkéier gespaart?

3. Wéi ass et méiglech, datt Busser um Circuit gefuer sinn? Gouf et am Viraus keng Koordinatioun tëschent dem Mobilitéitsministère an dem Organisateur?

4. Ginn d'Stroosse fir déi reschtlech Etappe vum Skoda-Tour fir de Privatverkéier zäitweis gespaart bzw. ëmgeleet?

5. Wien dréit d'Responsabilitéit am Fall vun engem Accident tëscht engem Sportler an engem Gefier am Stroosseverkéier?

Question urgente 2841 (16.09.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Après avoir été confronté avec des véhicules extérieurs dont un autobus dans une descente de la première étape du Tour de Luxembourg, les coureurs se sont mis en grève à l'occasion de la deuxième étape. Une grande partie de l'étape a été neutralisée et la course s'est limitée aux derniers 60 kilomètres.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure quelle est l'envergure et quelles sont les mesures réglementaires et préventives qui ont été prises pour éviter de tels incidents et ainsi assurer tant que possible la sécurité des coureurs et aussi des utilisateurs de la voie publique et épargner une publicité négative à cet évènement sportif de haut niveau.

- Quelles sont les mesures qui tombent sous la responsabilité de l'organisateur ?

- Quelles sont le cas échéant les nouvelles mesures préventives, infrastructurelles de signalisation et autres qui sont envisagées ?

- Où se situe le cas échéant la responsabilité en cas d'accident ?

Question urgente 2845 (16.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Déi zweet Etapp vun dem Tour de Luxembourg sollt iwwer ronn 160 Kilometer vu Réimech op Hesper goen. Dozou ass et awer net komm, well d'Coureuren aus Sécherheetsgrënn gestreikt hunn. Grond war den iwwerméissegen Autostrafick, dee fir d'Sportler ka liewensgeféierlech sinn. An der Press konnt een iwwerdeems noliesen, datt et schonn um Dënschdeg zu ganz geféierleche Situatioune fir d'Coureure komm ass. Wann ee bedenkt, datt den Tour de Luxembourg eng renomméiert Course ass an den internationale Vëlossport an deem Moment op Lëtzebuerg kuckt, ass deen uewe beschriwwene Chaos, deen iwwerdeems d'Liewe vun de Coureuren a Gefor bréngt, sécherlech eng ganz schlecht Reklamm fir eist Land.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Sportsminister:

1. Goufen am Virfeld vun der Planung vum Tour de Luxembourg an den Ae vun den Häre Ministeren all néideg Sécherheetsmesure getraff, fir e sécheren Oflaf vun der Course kënnen ze garantéieren?

2. Gouf am Virfeld vun der Planung vum Tour de Luxembourg eng Persoun respektiv en Organ domat beoptraagt, fir d'Sécherheet vun der Course ze suergen?

3. Wa jo, wie waren an deem Kontext déi fir d'Sécherheet vun der Course responsabel Acteuren?

4. Bestinn an den Ae vun den Häre Ministere fir déi nächst Deeg weiderhi Sécherheetsrisike fir d'Coureuren?

5. Wa jo, wéi eng Konsequenze wëllen déi Häre Ministeren heirauser zéien?

6. Gedenken déi Häre Ministeren an Zukunft d'Sécherheetsdispositioune bei Vëloscoursen am Allgemengen ze iwwerdenken? Mat wéi enge konkreeten Ännerunge kann een an deem Kontext rechnen?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure :*

Well de Code de la route beseet, dass all Sportscompetitioun op ëffentleche Stroosse verbueden ass, ausser wann de Minister, deen den Transport a sengen Attributiounen huet, et autoriséiert, muss eng Vëloscourse am Viraus am Aklang mat de Bestëmmunge vum Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 betreffend d'Reglementatioun vum Verkéier op all ëffentleche Stroossen, déi dem Minister d'Muecht ginn am Beräich vu Sportseventer op der ëffentlecher Strooss Autorisatiounen auszeginn an d'Konditiounen dofir festzeleeën, guttgeheescht ginn, souwéi och am Aklang mam Artikel 143 vum ofgeännerten Arrêté grand-ducal vum 23. November 1955 iwwert d'Reglementatioun vum ëffentleche Stroosseverkéier, dee sech op sportlech Kompetitioune bezitt an d'Verflichtunge fir den Organisateur vun enger Course festleet, besonnesch wat d'Ofdeckung duerch eng speziell Versécherung, d'Beschëlderung vun der Streck oder d'Begleedung duerch Gefierer ugeet.

Eng Ufro vun engem Organisateur fir eng ministeriell Autorisatioun fir e Vëlosevent ze kréien, muss duerch d'Vëlosfederatioun gemaach ginn, déi de Joreskalenner vu Vëloscoursse mécht, an et mussen eng Rei Dokumenter derbäi sinn, ewéi zum Beispill de Wee, d'Horairen, d'Konditioune vun der Stroossebauverwaltung an déi vun der Police.

Den Oflaf vun der Course geschitt ënnert der Verantwortung vum Organisateur a muss deem entsprieche wat d'Autorisatioun an déi dozou passend Annexe virschreiwen.

Déi betreffend Vëloscourse Tour de Luxembourg 2020, aus der Kategorie UCI Pro Series, gouf de 6. August 2020 vum Mobiliteitsminister fir d'Zäit vum 15. bis den 19. September 2020 autoriséiert.

Den Organisateur vum Tour de Luxembourg huet d'Konditioune fir eng Autorisatioun erfëllt, esou wéi et aus der Demande vum 13. Juli 2020 ervirgeet:

- D'Vëloscourse ass am Evenementskalenner vun der FSCL am Oktober 2019 opgeholl ginn a si gouf zesumme mat der Police als Vëlosevent an der entspriechender Sécherheetskategorie klasséiert.

- D'Demande fir d'Autorisatioun gouf ewéi virgeschriwwe wéinstens véier Woche virum Event ofginn.

- Den Demandeur huet bei senger Ufro eng Assurance bäigeluecht, déi d'Responsabilitéit vun den Organisateure vum betreffende Vëlosevenement ofdeckt.

- Den Demandeur huet sech verflicht, dass d'Participanten duerch individuell Haftflichtversécherungen ofgedeckt sinn.

- Den Demandeur hat eng Consultatiounsversammlung mat de concernéierte Gemengeverwaltungen an de kompetente Servicer vun der Stroossebauverwaltung, fir sécherzestellen, dass et keng aner Eventer gëtt (Stroossebau, Manifestatioun oder soss eppes), déi méiglecherweis de gudde Verlaf vun der Vëloscourse hätte kéinte stéieren.

- D'Stroossebauverwaltung huet hiren Accord de principe de 26. Juni 2020 ginn.

- Den Demandeur hat Consultatiounsversammlunge mat der Police, déi hiren Accord de principe de 16. Juni 2020 ginn huet.

- De geplangte Wee preziséiert d'Uertschaften a Stroossen, d'Horairen, d'Police-Eskort an d'Detailer vun de jeeweilege Posten.

- Den Organisateur huet sech verflicht d'Sécherheetsmoossnamen ze organiséieren, déi weesentlech sinn, fir de Service vun der Uerdnung ze garantéieren an d'Stroosséchereheet ze schützen, inklusiv d'Posten, d'Agente vun der Police a Commissairen (op seng eege Käschten).

Am Sënn vun der Stroosséchereheet muss den Organisateur och dofir suergen dass:

- d'Course virun de Vëlosfuerer duerch e Gefier mat Blénkluuchten a mat engem Schëld wou

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

„course cycliste“ dropsteet an hannert de Vëlosfuerer duerch e Gefier mat Blénkluuchten a mat engem Schëld wou „fin de course“ dropsteet begleet gëtt;

- d'Cyclisten an aner Participanten d'Reegele vum Code de la route kennen, well deen applizéiert muss ginn, ausser am Fall wou d'Interventioun vun der Police den Oflaf vun der Course reegelt.

Den Organisateur iwwerhëlt d'Verantwortung fir all Accident oder Schued, dee wärend dem betreffenden Event geschitt ass, entweeder un de Participantë vun der Course, un Drëttpersounen oder un der ëffentlecher Ausrüstung.

D'Autorisatioun vum Mobilitéitsministère an d'Accorde vun aneren Institutioune verfale wann den Organisateur net de virgeschriwwene Konditioune gerecht gëtt.

Wat ënner anerem d'Zirkulatioun vu Bussen op der Streck vun der Vëloscourse ubelaangt, ass follgendes unzemierken:

D'Koordinatioun tëschent dem Mobilitéitsministère an dem Organisateur respektiv de betraffene Gemengen a puncto Busse gëtt vum Service chantier RGTR aus dem Transportdepartement, Direction des transports publics, assuréiert.

Fir de Skoda Tour de Luxembourg krut dee Service vun den Organisateuren Enn August den allgemengen Tracé vun der Streck, fir kënnen eng Viraarbecht ze leeschten an d'Analys ze maachen, wéi vill Buslinnen a Faarten ëmgeleet misste ginn.

An enger zweeter Phas krut de Service Chantier déi definitiv Verkéiersreglementer vun de Gemengen respektiv vun der Stroossebauverwaltung. Déi Reglementer sinn als Ënnerlag benotzt gi fir all d'RGTR-Buslinnen, déi hiren Tracé op der Streck hunn, kënne propper ëmzeleeden an awer nach d'Passagéier mat net ze vill Retard schnellstméiglech op hir Destinatioun ze bréngen.

No de Bestëmmunge vum Artikel 100 vum ofgeännerten Arrêté grand-ducal vum 23. November 1955 gouf de Verkéier also wärend der Manifestatioun temporär op de Staatsstroossen duerch ministeriell Reglementer gereegelt. Deemno si jee no Deelstécker vun der Streck entweeder Fuerverbueter an eng oder zwou Richtungen, respektiv Parkverbueter reglementéiert ginn. Déi entspriechend Verkéiersschëlter gi vun der Stroossebauverwaltung opgeriicht.

Zousätzlech huet de Service chantier RGTR d'Informatioun vun der Stroossebauverwaltung kritt, dass op deene Punkten op deenen aner Stroossen de Circuit kräizen, de Verkéier fir de Passage vun der Course vun der Police géif ugehale ginn, an duerno kéint normal weiderfueren.

Wichteg ass et nach ze preziséieren, dass d'Direction des transports publics de ganzen RGTR-Busreseau koordinéiert; aner Faarten ewéi zum Beispill de Grondschoultransport, Gemengennavetten asw. awer ënnert d'Responsabilitéit vun de Gemenge falen.

Ze erwänen ass, dass d'Police dee selwechte Sécherheetsdispositif zur Verfügung gestallt huet ewéi all Joers an esouguer no deenen éischten Incidenten nach opgestockt huet.

Déi Virfäll aus dem Tour de Luxembourg 2020 sinn natierlech bedauerlech. Déi vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ausgestalten Ausnamereegelung fir Sportsmanifestatiounen enthält kloer Reegelen an déi mussen applizéiert ginn. Et muss een an engem Debriefing mat alle concernéierten Acteuren, dës Situatiounen analyséieren an zesummen kucken**,** wéi een esou Tëschefäll an Zukunft ka verhënneren an d'Sécherheet vun de Sportler besser ka garantéieren. Et ass am Sënn vun allen Acteuren, dass d'Sécherheet bei esou Organisatiounen un éischter Stell steet, an dofir muss een alles drusetzen, fir an Zukunft esou Tëschefäll wa méiglech ze verhënneren.

Question urgente 2887 (23.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mise en quarantaine partielle dans les écoles :**

Déi rezent positiv geteste Coronafäll an der Grondschoul hu mat sech bruecht, datt ganz Schoulklassen a partieller Quarantän sinn. Dës Quarantänform gesäit vir, datt all Kand an Enseignant vun enger betraffener Klass an d'Schoul geet an a physescher Presenz um Unterrecht deelhëlt. Baussent der Schoul, also an der Fräizäit, duerfen déi nämmlecht Persounen awer d'Haus net verloossen a musse sech do un eng ganzheetlech Quarantän halen.

Well esou eng partiell Quarantän, grad och fir Kanner an Enseignanten, déi net positiv getest sinn a keng Symptomer hunn, zu enger Rei Iwwerleeunge féiert, wéilt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi e rechtleche Kader gëtt et fir esou partiell Quarantänen?

2. Wéi soll eng Quarantän oder och eng partiell Quarantän fir Kanner doheem organiséiert ginn? Kritt ee vun den Eltere Congé respektiv d'Recht op Heemaarbecht (Teletravail), well d'Kanner mëttes dann och net méi kënnen an e Foyer scolaire oder an eng Betreiungsstruktur goen? Wa jo, wéi eng Zort Congé hunn d'Elteren an deem Fall zegutt a fir wéi laang?

3. Stëmmt et, datt d'Santé den Eltere schréftlech recommandéiert, e Kand isoléiert a sengem Zëmmer ze loossen, an datt et eleng iesse muss? Wa jo, wéi ass dat um Niveau vum séilesche Wuelbefanne vum Kand ze rechtfertegen? Ass d'Santé sech bewosst, datt net all Kand eng eege Kummer doheem huet?

4. Gouf e Kannerpsycholog um Entworf vun deene Recommandatiounen un d'Eltere bedeelegt? Oder gouf op d'mannst den Avis vun engem Kannerpsycholog gefrot?

5. Kréien d'Elteren, wann d'Kand a Quarantän muss, vun der Santé och Recommandatiounen, wéi een dem Kand d'Situatioun erkläert oder kréie si vun der Santé automatesch Adresse mat vermëttelt, un déi si sech wende kënnen, wa si Rot am Emgang mat der Situatioun sichen? Wa jo, wat fir Recommandatiounen an Adresse ginn do vermëttelt?

6. Ugeholl an enger Klass triede vereenzelt positiv geteste Fäll an zäitlechen Intervallen op. An esou enger Situatioun misst all Kand an Enseignant vun där Klass iwwer länger Zäit a partieller Quarantän bleiwen. Dat brëngt awer eng Rei organisatoresch Schwieregkeete fir den Alldag mat sech, déi psychologesch a praktesch fir déi Betraffen an hir Famill ganz schwéier sinn. Wéi eng Léisungen huet d'Regierung fir déi Situatioun, wou eng Klass net méi aus der partieller Quarantän erauskënnt, well et an där nämmlechter Klass sukzessiv zu eenzele positiv geteste Fäll kënnt?

Réponse commune (01.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No enger genauer Analys vum rechtleche Kader, hu mir festgestallt, datt d'gesetzlech Basis net zolidd genuch ass, fir eng partiell Quarantän duerchzeféieren. Dofir hu mir jo och entretemps aner Dispositioune geholl an déi partiell Quarantän ofgeschaaft. Den Avantage vun der partieller Quarantän war effektiv esou ugeduecht, datt domat een Elterendeel Urecht krut huet, op Basis vun der „ordonnance de quarantaine“, op de Congé pour raisons familiales, fir dann d'Kanner an der Fräizäit ze betreien. Elo, nodeem de reglementairë Kader vum Congé pour raisons familiales nogebessert gouf, kréien d'Elteren dëst Recht, op Basis vun enger einfacher „Recommandatioun“, ouni datt d'Direktioun vun der Santé eng formell Quarantän muss ausschwätzen.

De Prinzip vun der Quarantän ass effektiv, datt déi betraffe Persoun sech vum Rescht vun der Famill ofsonnert, esou gutt wéi dat da méiglech ass. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt dëst am Fall vu Kanner, a besonnesch bei klenge Kanner, net esou einfach ze maachen ass, an datt do ëmmer muss gekuckt ginn, wat realisabel ass, a wat vertrietbar ass fir d'allgemengt Wuel vum Kand. D'Recommandatioune vun der Santé sinn an deem Sënn ëmmer nëmme generell Richtlinnen, an all Fall muss individuell adaptéiert ginn. Et ginn zum Beispill Situatiounen, wou een Elterendeel sech da mat dem betraffene Kand vum Rescht vun der Famill trennt fir e puer Deeg. E Kannerpsycholog ass do am Prinzip net agebonnen.

Familljen, déi Froen hunn, kënne sech op der Hotline vum Gesondheetsministère (247-65533) informéieren, respektiv d'Hotline vun der Educatioun (8002-9090) uruffen. Bei Bedarf kënnen d'Leit dann och weidervermëttelen un e psychologesche Service. Fir e besseren Encadrement vun de concernéierten Elteren a Schüler kënnen ze assuréieren, huet d'Educatioun an all Regioun vun der Grondschoul esou wéi an all Lycée eng Cellule Covid-19 ageriicht, an där och Psychologe matschaffen.

Wa geheeft Fäll an enger Klass virkommen (méi wéi zwee Fäll bannen zwou Wochen), gëtt och elo nach déi ganz Klass an eng richteg Quarantän gesat. De Schoulbetrib fänkt dono erëm un, an engem Moment wou eigentlech da keen aus der Klass méi infizéiert ass. Dëst ass warscheinlech déi effikasste Method, fir d'Ausbreedung vum Virus an enger Klass ze vermeiden, an net mussen iterativ Mesuren ze huelen.

Question urgente 2907 (25.09.2020) de **M. Marc Hansen** et **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **restrictions de voyage et obligations des étudiants luxembourgeois dans leurs pays d'études :**

Au cours de la soirée du 23 septembre 2020, le Luxembourg a été classé en « zone rouge » par les autorités belges, dans la suite de la montée en flèche des infections de Covid-19 que connaît le Grand-Duché depuis environ deux semaines. Dans de nombreux pays, la fin des vacances estivales et la reprise de la vie économique et publique ont mené à une augmentation des infections. Par conséquent, les restrictions à l'intérieur de ces pays tout comme celles affectant les déplacements transfrontaliers tendent vers un resserrement. Ceci au moment de la rentrée académique, où de nombreux étudiants luxembourgeois préparent ou effectuent le retour vers leurs pays d'études respectifs.

En l'absence d'un vaccin éprouvé et largement disponible contre le Covid-19, les resserrements ou relâchements de restrictions qui partout répondent aux fluctuations des statistiques d'infections seront assujetties à des changements difficilement prévisibles. Les dispositions concernant les passages transfrontaliers (p. ex. l'obligation d'observer une quarantaine) sont susceptibles d'entraver particulièrement les étudiants luxembourgeois qui font de nombreux trajets entre le Luxembourg et leur lieu d'études. Au cours des mois à venir, ils auront donc un besoin continu d'informations actualisées et fiables sur les différentes restrictions et obligations les affectant.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Selon Messieurs les Ministres, quelle est la meilleure source d'informations pour les étudiants luxembourgeois en ce qui concerne les restrictions de voyage et les obligations dans leurs pays d'études (notamment ceux limitrophes au Luxembourg) ?

2) Quels sont les organes ou services étatiques chargés de l'analyse des restrictions et obligations à l'étranger et notamment de celles affectant les étudiants luxembourgeois ? Est-ce que le CEDIES est impliqué dans la collecte et l'analyse des informations requises, ou dans la communication des informations aux étudiants ?

3) Sur la liste des lignes téléphoniques (« hotlines ») affichées sur le site d'information gouvernemental sur le Covid-19 (www.covid19.lu), une qui soit dédiée spécialement aux étudiants fait défaut. Messieurs les Ministres considèrent-ils utile un tel service ? Dans l'affirmative, quel serait un cadre temporel réaliste pour sa mise en place ?

Réponse commune (02.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Pour prendre connaissance des modalités précises applicables à chaque cas particulier, et vu la nature très évolutive de la situation, les étudiants sont invités à se tenir informés auprès des sites web des autorités locales de leurs pays d'études sur les modalités en vigueur au moment du déplacement.

Les étudiants poursuivant leurs études en Allemagne sont priés de s'informer sur les sites respectifs des « Bundesländer » où ils peuvent consulter les différentes « Länderverordnungen », respectivement aux hotlines des différents « Länder ». Les étudiants poursuivant leurs études en Belgique peuvent consulter les sites https://diplomatie.belgium.be et https://www.info-coronavirus.be. La France ne prévoit aucune mesure restrictive particulière.

Les étudiants peuvent également prendre contact avec les ambassades accréditées au Luxembourg, respectivement avec l'Ambassade du Luxembourg accréditée dans le pays de leurs études ou le Service d'assistance consulaire du Ministère des affaires étrangères et européennes.

ad 2) La Direction des affaires européennes et des relations économiques internationales du Ministère des Affaires étrangères et européennes assure la veille des restrictions et obligations à l'étranger, sur base notamment des informations recueillies par le réseau diplomatique luxembourgeois.

Par conséquent, en ce qui concerne les restrictions dans certains pays, le Service information sur les études supérieures du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'est pas impliqué dans la collecte et l'analyse des informations requises ainsi que dans la communication des informations aux étudiants.

ad 3) Le Service de l'assistance consulaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes, dont le numéro est renseigné sur le site internet www.covid19.lu, est à la disposition des étudiants pour les renseigner sur la situation dans leur pays d'études et pour leur porter assistance en cas de besoin.

Question urgente 2951 (05.10.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**impact du classement du Luxembourg en tant que pays à risque sur les étudiants :**

Wéinst der aktueller Coronasituatioun steet Lëtzebuerg a ville Länner op enger rouder Lëscht. Dëst bréngt och vill Opwand a Problemer fir Studente mat sech. An enger gemeinsamer Äntwert op d´parlamentaresch Fro N° 2907 erklären den Här Ausseminister an den Här Educatiounsminister, wéi e Schüler virgoe soll, fir d'Reegelen, déi a senger Unisstad gëllen, kënnen erauszefannen. Nei derbäi kënnt awer elo de Fait, dass verschidden Universitéiten den Zougang zu hire Gebailechkeeten a soumat zu hire Coursë fir Studenten aus Risikogebidder komplett verweigeren. Esou kruten zum Beispill d´Lëtzebuerger Studenten zu Heidelberg e Verbuet vun der SRH-Héichschoul, fir hire Campus ze betrieden an dat trotz negativem Coronatest.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Wëssen déi Häre Ministeren iwwer esou Virfäll Bescheed?

2. Stinn d´Häre Ministeren am Austausch mat hiren Homologen, fir dës Situatioun ze klären? Huet den Här Educatiounsminister an dësem konkreete Fall de Kontakt mat sengem Homolog aus Baden-Württemberg an/oder mat Verantwortleche vun der Universitéit gesicht, fir ze erméiglechen, dass déi concernéiert Studente kënnen un hirem Unterrecht deelhuelen?

3. Sinn dem Här Educatiounsminister weider änlech Fäll bekannt?

4. Ginn et Iwwerleeungen, fir mat de respektive Länner Spezialaccorde fir Studenten auszehandelen, dass si, sollten se emol heem wëllen, duerno net wärend 14 Deeg a Quarantän mussen a sou och net zwou Woche vun hire Studie verpassen?

Réponse commune (06.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Zënter dem Ufank vun de Restriktiounen, déi vun e sëlleche Länner am Kader vun der Covid-19 Pandemie verhaange goufen, sinn esou Virfäll dem Ausseministère gemellt ginn, deem seng Servicer, zesumme mat eisen Ambassaden, an an enkem Kontakt mam Héichschoul- a Fuerschungministère, déi néideg Demarchen ënnerholl hunn.

ad 2. D'Situatioun vu lëtzebuergesche Studenten am Ausland ass zënter dem Ufank vun der Kris mat den Autoritéite vun de concernéierte Länner thematiséiert ginn. Esou huet den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung sech schonns am Juli schréftlech u seng däitsch Homologin, d'Bundesministerin fir Bildung a Fuerschung, d'Madamm Anja Karliczek, adresséiert.

Soubal eis esou Informatiounen erreechen, sicht den Ausseministère de Kontakt mat den Autoritéiten an de betreffende Länner, fir esou Situatiounen esou séier wéi méiglech ze klären an de Studenten ze erméiglechen, un hire Coursen deelzehuelen.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

ad 4. Déi ablécklech Situatioun huet negativ Konsequenze fir eng ganz Rei vu spezifesche Kategorie vu Leit, dorënner och d'Studenten. Zil vun der Regierung bleift et, am Dialog virun allem mat eisen direkten Nopeschlänner, ma och doriwwer eraus, déi gréisstméiglech Flexibilitéiten an der Ëmsetzung vun de getraffene Restriktiounen ze erreechen.

Den Ausseministère réit de betraffene Studenten, reegelméisseg d'Reglementer vun de Länner, an deene si studéieren, duerchzeliesen, soudass si genaustens wëssen, wéi laang si sech dierfen zu Lëtzebuerg ophalen, ouni beim Retour an hiert Studieland a Quarantän mussen ze goen.

N°18
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 18 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Responsabilité civile en cas d'accident nucléaire	p. 603	Sommaire des séances publiques nos 39 à 41	p. 645	39e séance	Mardi 26 mai 2020
Traçage informatique dans le contexte du coronavirus	p. 624	Sommaire des questions parlementaires	p. Q402	40e séance	Mardi 9 juin 2020
Plan de relance et sa dimension écologique	p. 634			41e séance	Jeudi 11 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Présentation du bilan de la session 2019-2020 à la presse

La Chambre plus que jamais sollicitée



(de gauche à droite) M. Gilles Baum, Président du groupe DP, M. Georges Engel, Président du groupe LSAP, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Martine Hansen, Présidente du groupe CSV, et Mme Josée Lorsché, Présidente du groupe « déi gréng »

Retour sur une session parlementaire hors du commun lors d'une conférence de presse (les chiffres ci-après ne tiennent pas compte de la clôture de la session)

La session parlementaire 2019-2020 était hors du commun : « La crise sanitaire a renforcé la Chambre. […] Nous étions sollicités comme jamais auparavant », a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 12 octobre 2020. Le jour précédant la rentrée parlementaire, les membres de la Conférence des Présidents ont présenté le bilan de la session écoulée aux représentants de la presse. La Chambre des Députés est restée opérationnelle en période de crise sanitaire. Les séances plénières ont été transférées au Cercle municipal à Luxembourg-ville à partir du 17 avril 2020 afin que les mesures hygiéniques puissent être respectées. « Pendant l'état de crise, les séances publiques ont dû être réorganisées sur le plan logistique dans un temps record. Des visioconférences ont été mises en place et le déménagement a dû être organisé. Pour pouvoir respecter les distances nécessaires nous étions obligés de quitter nos localités », a expliqué le Président de la Chambre. La salle plénière est néanmoins utilisée pour les réunions des commissions parlementaires. Sur les six derniers mois, environ deux tiers des réunions de commission se sont tenues par visioconférence pour éviter une propagation du coronavirus.

Chiffres clés de la session parlementaire

60 séances plénières ont eu lieu avec une durée totale de 235 heures et 46 minutes. Depuis le 13 mars 2020, il y a eu 34 séances plénières. Sur les 60 séances, 8 se sont tenues le matin, 52 l'après-midi. 3 séances ont eu lieu un samedi pour pouvoir légiférer d'urgence sur les mesures anti-Covid. S'y ajoutent 43 réunions du Bureau, 55 réunions de la Conférence des Présidents et 687 réunions de commissions et de groupes de travail.

Projets de loi et propositions de loi

Pendant la session ordinaire 2019-2020, 157 projets de loi ont été déposés ; 147 projets de loi furent évacués dont 60 pendant l'état de crise, une période de trois mois au cours de laquelle le Gouvernement avait des pouvoirs spéciaux pour prendre des mesures plus rapidement et sans recours à la Chambre. En ce qui concerne les propositions de loi, 18 textes ont été déposés alors qu'une proposition de loi a été évacuée.

En outre, 2 propositions de révision de la Constitution ont été déposées entre octobre 2019 et octobre 2020 ; 3 propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés ont été introduites.

Questions parlementaires

Pour remplir leur fonction de contrôle du Gouvernement, les députés peuvent recourir aux questions élargies, parlementaires et urgentes.

Ainsi, 1.676 questions parlementaires ont été posées au Gouvernement qui a répondu à 1.650 d'entre elles. 33 questions élargies ont été posées de même que 190 questions urgentes, pour lesquelles l'urgence a été reconnue dans 113 cas.

Pendant l'état de crise, 425 questions parlementaires ont été posées, dont 80 urgentes. M. le Président Fernand Etgen a fait remarquer que « ce nombre élevé de questions parlementaires et urgentes pendant l'état de crise montre que le contrôle du Gouvernement par la Chambre des Députés a bien fonctionné ».

Visites à la Chambre des Députés

En temps normal, le Parlement luxembourgeois est ouvert au grand public. Pendant la session parlementaire 2019-2020, 46 visites guidées ont eu lieu auxquelles ont participé quelque 1.300 personnes. Au cours des trois derniers mois de l'année 2019, 19 visites ont été organisées avec 612 visiteurs ; 27 visites avec 690 visiteurs ont eu lieu en 2020 avant le début de la crise sanitaire. 25 visites déjà planifiées ont dû être annulées à partir de la mi-mars.

Diplomatie parlementaire

En ce qui concerne les relations diplomatiques au cours de la session parlementaire 2019-2020, 32 visites officielles, d'État, de courtoisie ou de travail ont eu lieu à la Chambre des Députés, lors desquelles M. le Président Fernand Etgen a reçu des dignitaires. Crise oblige, dix visites ont été organisées dans le respect des mesures sanitaires. Le Président a effectué une seule visite officielle à l'étranger : en novembre 2019 il fut reçu avec une délégation au Parlement du Monténégro.

Prochainement à la Chambre

À l'aube de la nouvelle session parlementaire qui a débuté le mardi 13 octobre 2020 à 14.30 heures, le Président a souligné que des travaux futurs se concrétisent déjà : « La Chambre des Députés est en train de préparer un bon nombre de débats et d'interpellations qui se concentrent entre autres sur le secteur de la santé, les conséquences de la pandémie du Covid-19 sur le système sanitaire et les différentes professions de santé.

Actuellement, des débats sur la modernisation et les défis dans le cadre de la fiscalité, le financement de projets d'infrastructure ainsi que le plan de développement culturel KEP 1.0 sont en préparation. Les députés interpelleront le Gouvernement sur le thème du suicide en novembre et sur la politique d'intégration en décembre. »

Les bilans parlementaires en comparaison

	2017-2018	2018-2019 *	2019-2020
Séances publiques	59	34	60
Commissions parlementaires	662	492	692
Projets de loi déposés	174	77	159
Propositions de loi déposées	4	10	18
Questions élargies	7	18	33
Questions parlementaires	740	1.297	1.687
Réponses aux questions parlementaires	744	1.217	1.681
Questions urgentes	43	79	190
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 63 questions	6 heures et 60 questions	7 heures et 75 questions

* Session durant laquelle des élections législatives ont eu lieu

„Ons Meedercher“: Lëtzebuerg erënnert sech



S.A.R. de Grand-Duc an d'Madamm Marie Bonichaux devoiléieren eng Kommemoratiounsplack.

Um nationale Kommemoratiounsdag erënnert sech Lëtzbuerg un de Kampf vum Lëtzebuerger Vollek am Zweete Weltkrich. Dëst Joer gouf ganz besonnesch un „ons Meedercher“, déi jonk Frae geduecht, déi als Zwangsaarbechterinnen an de „Reichsarbeitsdienst - RAD“ forcéiert goufen.

Op der Gare huet den Här Chamberspresident Fernand Etgen zesumme mat S.A.R. dem Grand-Duc, mam Här Premierminister Xavier Bettel a mat der Madamm Marie Bonichaux - eng vun de Fraen, déi wärend dem Zweete Weltkrich zwangsrekrutéiert goufen - eng Plack ageweit, fir un déi vill tragesch Schicksaler ze erënneren.

Beim Shoah-Monument huet de Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, eng Gerbe als Undenken un d'Shoah-Affer niddergeluecht.

Duerno hunn de Premierminister, de Chamberspresident, den Här Minister François Bausch an den éischte Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg, den Här Serge Wilmes, eng Gerbe virun der Gëlle Fra deposéiert.



De Chamberspresident Fernand Etgen huet Blumme virum Shoah-Monument deposéiert.

APOTAN : Crise politique au Bélarus à l'ordre du jour

Parmi les objectifs de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) figurent la défense de la démocratie, l'État de droit et les droits humains. Voilà pourquoi l'APOTAN a mis à l'ordre du jour une discussion sur la situation au Bélarus où des manifestants pacifiques sont violemment réprimés.

Lors de l'ouverture du webinaire auquel ont participé les parlementaires des États membres de l'Alliance et du Parlement européen, le Président de l'APOTAN, M. Attila Mesterházy (Hongrie) a condamné la violence à l'égard des manifestants pacifiques et a exhorté Minsk à respecter pleinement ses engagements internationaux et les droits fondamentaux, y compris la liberté d'expression et le droit au rassemblement pacifique.

Il a ajouté que la communauté internationale devait trouver des moyens de veiller à ce que la violence cesse pour que le peuple bélarusse puisse choisir librement ses dirigeants et son avenir politique.

Les parlementaires de l'OTAN se sont alors entretenus avec deux experts, M. Franak Viačorka et M. Mark Galeotti, qui ont présenté la situation politique au Bélarus et les perspectives d'un changement ainsi que le rôle de la Russie et les différentes options pour la communauté internationale.

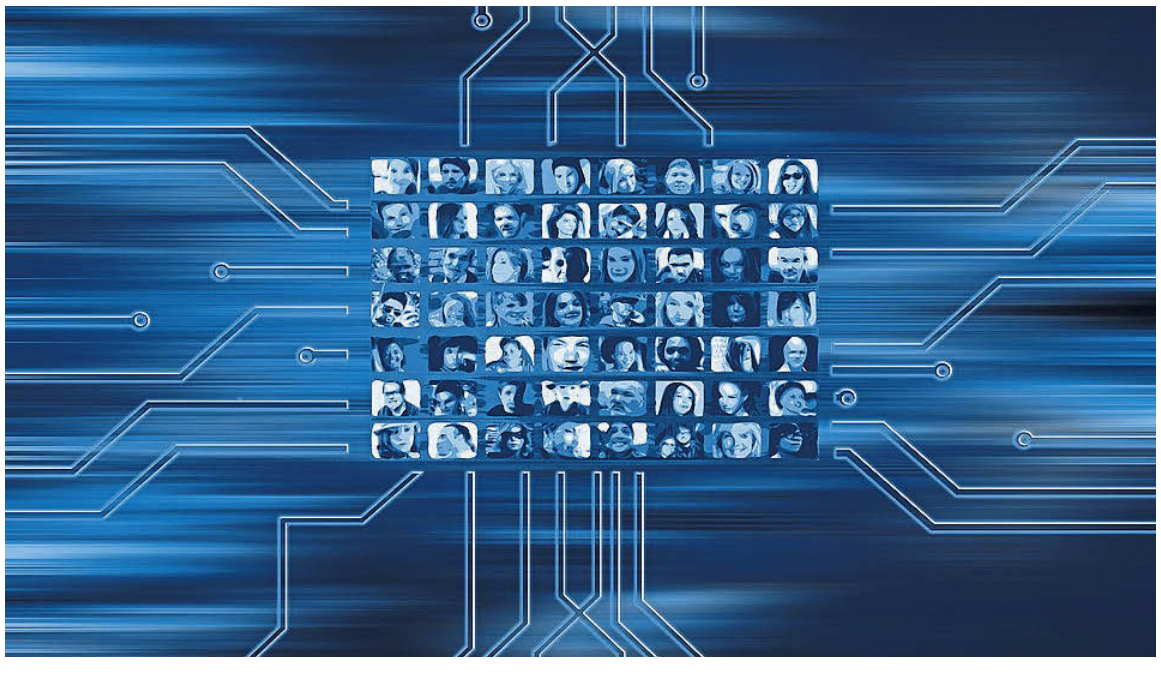
La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), M. Gilles Baum (DP), M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) et M. Sven Clement (Piraten).

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol

Protection des données et lutte contre le terrorisme

En raison des mesures liées à la pandémie du Covid-19, la 7e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint (GCPC) d'Europol s'est tenue les 28 et 29 septembre 2020 par vidéoconférence.

L'ordre du jour a abordé un certain nombre de sujets qui découlent des prérogatives de ce groupe prévues au règlement Europol, y compris une présentation de Mme Catherine De Bolle, Directrice exécutive d'Europol, du Contrôleur européen de la protection des données, M. Wojciech Wiewiórowski, ainsi que des interventions de M. Horst Seehofer, Ministre allemand de l'Intérieur, et de Mme Ylva Johansson, Commissaire européenne chargée des Affaires intérieures.



Lutte contre l'extrémisme et le terrorisme d'extrême droite

Un premier débat thématique portait sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme d'extrême droite. M. Boris Pistorius, le Ministre de l'Intérieur du Land de Basse-Saxe et Coprésident de ce groupe, a constaté que l'extrémisme de droite et le terrorisme d'extrême droite constituaient les plus grands dangers du moment et qu'ils n'étaient pas comparables à la menace d'extrême gauche. Il a ajouté que les criminels agissaient au niveau transfrontalier, de sorte qu'Europol devait se saisir de cette question. Il a déploré que « nous assistons au recul d'un corpus de valeurs auparavant considérées comme immuables dans l'Union européenne ».

Dans la discussion avec des représentants des parlements nationaux et des membres du Parlement européen, plusieurs parlementaires ont expliqué qu'il serait utile d'avoir une définition universelle de l'extrême droite. Le problème des tendances d'extrême droite au sein des forces de l'ordre ainsi que la radicalisation sur Internet ont également été mentionnés.

Dès lors, il serait utile de pouvoir obliger les fournisseurs d'accès à Internet et les opérateurs de plates-formes d'effacer les contenus d'extrême droite et de mettre fin à l'anonymat dans le monde numérique.

M. Wil van Gemert, Directeur exécutif adjoint d'Europol, a affirmé que les méthodes traditionnelles ne suffisaient plus pour lutter contre les milieux terroristes et qu'il fallait introduire de nouvelles méthodes dans tous les États membres. Ainsi, quant au cyberterrorisme, Europol pourrait aussi réagir très rapidement, selon M. van Gemert, si les moyens correspondants étaient mis à disposition, ce qui n'était pas le cas pour l'instant. La question du sous-financement d'Europol a été mentionnée par un grand nombre d'intervenants.

Politique de stockage de grandes quantités de données

Le Contrôleur européen de la protection des données, M. Wojciech Wiewiórowski, a critiqué la politique de stockage sur une longue durée de grandes quantités de données par Europol. Il a rappelé que cette pratique allait à l'encontre des dispositions du règlement Europol.

La quantité de données transmises par les États membres à cette agence européenne de police criminelle est plus élevée que ce que l'agence est en mesure de traiter ; voilà pourquoi Europol n'arrive pas à traiter les données dans un délai déterminé.

Collaboration en matière de sécurité après le Brexit

Les députés ont également souligné l'importance de la poursuite des discussions sur les questions de sécurité entre l'UE et le Royaume-Uni. Il faudrait mettre en place un cadre pour l'échange des données, car au terme de la période de transition, le 31 décembre 2020, le règlement Europol ne serait plus applicable au Royaume-Uni.

Pour M. Horst Seehofer, « il est important de veiller à ce que les malfaiteurs britanniques dans l'UE ou les malfaiteurs allemands au Royaume-Uni ne disparaissent pas subitement des radars afin d'éviter qu'ils puissent commettre de nouveaux délits ».

Mme Yvette Cooper, intervenant comme invitée au nom de la Chambre des communes du Royaume-Uni, a assuré que l'ensemble des membres de la Commission de l'Intérieur de la Chambre des communes convenait « que le Royaume-Uni devait collaborer étroitement avec l'UE en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité ». « La coopération avec Europol est à cet égard particulièrement importante », a-t-elle ajouté. Même en l'absence de résultats sur le commerce, il faudrait malgré tout introduire des accords en matière de sécurité dès janvier.

Mme la Commissaire Ylva Johansson a annoncé une refonte du règlement Europol et qu'il s'agirait d'une « proposition équilibrée ». Aux yeux de la Commissaire, l'analyse de grandes quantités de données constitue pour Europol la base de la réussite des enquêtes. Elle a déclaré que la nouvelle proposition respecterait les droits fondamentaux et qu'elle tiendrait compte des réserves émises par le Contrôleur européen de la protection des données.

Du côté de la Chambre des Députés, M. Carlo Back (déi gréng) et Mme Stéphanie Empain (déi gréng) ont participé à la vidéoconférence.

Zwee nei Deputéiert vereedegt



An der Sitzung vum 14. respektiv an där vum 21. Oktober 2020 goufen den Här Fred Keup vun der ADR (Foto lénks) respektiv den Här Jean-Paul Schaaf vun der CSV (Foto riets) als nei Deputéiert vereedegt.

Den Här Keup ersetzt den Här Gast Gibéryen an der Chamber.

Den Här Schaaf, dee schonn tëschent 2004 an 2013 Deputéierte war, trëtt d'Nofolleg vum Här Marco Schank un.



Le budget 2021 présenté à la Chambre

« Cette année n'est pas une année commune et 2021 ne sera pas non plus une année normale », a déclaré le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, le 14 octobre 2020 lors du dépôt du projet de budget pour l'année 2021 au Cercle municipal.

Le « budget » se compose de deux textes : le projet de loi 7666 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et le projet de loi 7667 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024.

M. Pierre Gramegna a déposé symboliquement une carte avec code QR entre les mains de M. le Député François Benoy (déi gréng), désigné pour coordonner les travaux législatifs autour du budget. Un budget qui montre à quel point « un virus invisible peut tout remettre en question ».

Suite à la présentation des grandes lignes, les deux projets sont débattus en Commission des Finances et du Budget. Toutes les commissions parlementaires se penchent également en détail sur les chapitres du budget concernant les domaines tombant sous leurs compétences respectives. Un vote en séance plénière est prévu avant les vacances de Noël.



(de gauche à droite) M. François Benoy, rapporteur du budget 2021, M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

APCE : La session d'automne remplacée par des réunions de la Commission permanente « élargie »

Impact de la pandémie et appel aux autorités turques

Après l'annulation des deux dernières sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), les membres avaient décidé d'introduire un nouveau format afin de pouvoir discuter des sujets d'actualité.

C'est ainsi que la Commission permanente de l'APCE s'est réunie successivement sous un format « élargi » les 12 et 13 octobre, puis les 22 et 23 octobre 2020 par vidéo-conférence. La réunion a permis à tous les membres de l'APCE de prendre la parole ; toutefois, seuls les membres de la Commission permanente ont eu le droit de voter.

Parmi les points forts de cette Commission permanente figuraient deux débats généraux, d'une part, sur l'impact de la pandémie sur les démocraties, les droits de l'homme et l'État de droit, l'égalité, les migrants et les réfugiés, et, d'autre part, sur les enjeux de l'intelligence artificielle en particulier face aux libertés fondamentales, ainsi qu'un débat d'urgence sur les nouvelles mesures de répression contre l'opposition politique en Turquie, et un débat d'actualité sur le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les parlementaires ont également eu un échange de vues avec M. Miltiadis Varvitsiotis, Ministre délégué aux Affaires étrangères de la Grèce, sur les priorités de la présidence grecque de l'APCE, et avec M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, sur les perspectives économiques suite à la pandémie. Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a présenté son rapport d'activité annuel pour 2019.

Dans une résolution, le Comité permanent s'exprimant au nom de l'Assemblée parlementaire a fermement condamné les nouvelles mesures de répression qui ont été prises à l'encontre de l'opposition politique et de la dissidence civile en Turquie. La résolution constate que des enquêtes et des poursuites ont visé des hommes et femmes politiques locaux, des parlementaires et anciens parlementaires, des membres de partis politiques d'opposition et des avocats. L'Assemblée note que de nombreux problèmes restent préoccupants en 2020 et appelle les autorités turques à respecter leurs obligations envers le Conseil de l'Europe.

Elle encourage les autorités turques à prendre des mesures significatives dans trois domaines différents : le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, l'État de droit et le respect des droits humains.

M. Gusty Graas (DP) et Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) ont représenté la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés fête les 75 ans de l'ONU



La Chambre illuminée en bleu pour célébrer #ONU75

À l'occasion du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné le rôle important de cette organisation internationale - promouvant la paix et la sécurité internationale - dans la lutte contre le Covid-19 : « La pandémie du Covid-19 nous rappelle, cruellement, combien il est nécessaire de coopérer par-delà les frontières et à quel point il est important de veiller à ce que tous les efforts menés par les générations précédentes ne soient pas mis à mal par des idéologies nationalistes qui basent l'identité d'un individu par rapport à une nation. »

Ambassadeurs des valeurs incarnées par l'ONU

Dans une allocution-vidéo, le Président du Parlement luxembourgeois a constaté que « l'institution ne dispose pas d'un statut qui la place au-dessus des États membres. Les Nations Unies ne sont que l'instrument dont se sont dotés les États pour prévenir ou résorber les conflits susceptibles de naître entre eux.

Il revient donc à nous tous d'être les ambassadeurs des valeurs incarnées par l'ONU. »

Le Luxembourg se démarque au niveau mondial

Finalement, M. Fernand Etgen a observé que « les petits pays, même si leur voix ne pèse pas fort dans les décisions politiques au niveau mondial, ont cependant un rôle à jouer ».

Le Président du Parlement luxembourgeois a rappelé que le Grand-Duché a « toujours cultivé un certain réalisme en matière de politique internationale et c'est avec engagement, solidarité et tolérance que le Luxembourg s'est fait remarquer sur l'échiquier mondial ».

« La Chambre des Députés n'a cessé de soutenir l'engagement de l'ONU et de promouvoir les idéaux à sa base et de corriger ainsi les déséquilibres mondiaux », a-t-il encore affirmé. Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a assumé ses responsabilités au sein de l'ONU, notamment en présidant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ou en siégeant au Conseil de sécurité.

« Le Luxembourg s'est toujours engagé en faveur du multilatéralisme et de la règle de droit », a-t-il encore conclu son allocution.

#ONU75 : 2020 marque le 75e anniversaire des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale fondée en 1945.

Le Luxembourg est un des membres fondateurs.

Le 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est célébré en 2020 par un vaste débat inclusif à l'échelle planétaire sur le rôle de la coopération mondiale.

La parole aux jeunes

Les députés membres de plusieurs organes et commissions parlementaires (Conférence des Présidents, Santé, Affaires étrangères, Environnement, Logement, Éducation nationale) ont eu, le 9 octobre 2020, un échange de vues avec une délégation du Parlement des jeunes (« Jugendparlament »).

Les jeunes ont présenté des résolutions adoptées lors d'une séance plénière du Parlement des jeunes en septembre et portant sur l'élargissement de l'Union européenne, la santé mentale, l'individualité dans l'éducation, les lois de l'espace, le logement et les énergies renouvelables.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes ?

Le Parlement des jeunes est une plateforme où chaque jeune a l'occasion de discuter et débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours. Un des objectifs est de rapprocher les jeunes et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui sont transmis régulièrement à la Chambre des Députés.



Journée des ambassadeurs



Une promenade à Clervaux, en présence du député-maire, M. Emile Eicher, et une visite des ateliers au centre touristique Robbesscheier à Munshausen, en présence de sa présidente, Mme Marie-Josée Jacobs, figuraient au programme de cette journée que la Chambre des Députés organise traditionnellement tous les ans afin d'entretenir les relations étroites entre les ambassadeurs et les membres du Parlement.

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (14 octobre 2020)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)
Membres effectifs:
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Lorsché Josée (déi gréng), Vice-Présidente de la délégation
Wiseler Claude (CSV)
Membres suppléants:
Haagen Claude (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Spautz Marc (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)
Membres effectifs :
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Knaff Pim (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE)
Membres effectifs :
Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Vice-Président de la délégation
Biancalana Dan (LSAP)
Haagen Claude (LSAP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants :
Baum Gilles (DP)
Eicher Emile (CSV)
Margue Charles (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)
Membres effectifs :
Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants :
Gloden Léon (CSV)
Margue Charles (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)
Membres effectifs :
Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Baum Gilles (DP)
Membres suppléants :
Ahmedova Semiray (déi gréng)
Clement Sven (Piraten)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)
Membres effectifs :
Cruchten Yves (LSAP), Président de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gary Chantal (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lamberty Claude (DP)
Reding Viviane (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)
Membres effectifs :
Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gloden Léon (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Mutsch Lydia (LSAP)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)
Membres effectifs :
Hartmann Carole (DP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
Clement Sven (Piraten)
Margue Charles (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Wolter Michel (CSV)

Union interparlementaire (UIP)
Membres effectifs :
Etgen Fernand (DP), Président de la section luxembourgeoise
Beissel Simone (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Hansen Martine (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Polfer Lydie (DP)
Spautz Marc (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)
Membres effectifs :
Back Carlo (déi gréng), Président de la délégation
Engel Georges (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Wagner David (déi Lénk)
Membres suppléants :
Empain Stéphanie (déi gréng)
Goergen Marc (Piraten)
Hartmann Carole (DP)

Assemblée interparlementaire Benelux
Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Hemmen Cécile (LSAP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants :
Arendt Guy (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Eicher Emile (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Haagen Claude (LSAP)
Kaes Aly (CSV)
Keup Fred (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)
Membres effectifs :
Etgen Fernand (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Adehm Diane (CSV)
Baum Marc (déi Lénk)
Biancalana Dan (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Lamberty Claude (DP)
Margue Charles (déi gréng)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants :
Arendt Guy (DP)
Back Carlo (déi gréng)
Baum Gilles (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Galles Paul (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Mischo Georges (CSV)

Le saviez-vous ?

ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES

Les activités de la Chambre des Députés s'étendent au-delà des frontières du Grand-Duché par le biais des délégations qu'elle envoie auprès de diverses assemblées parlementaires internationales et européennes.

Pour trouver le site web des divers organes internationaux, veuillez consulter la page sur les délégations internationales:

https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/OrganisationEtFonctionnement/Organisation/DelegationsInternationales

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (22 octobre 2020)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wiseler Claude
	déi gréng	Bernard Djuna
Membres	LSAP	Engel Georges
	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Hansen Martine
	CSV	Mosar Laurent
	LSAP	Mutsch Lydia
	DP	Polfer Lydie
	CSV	Spautz Marc
	DP	Beissel Simone
	ADR	Kartheiser Fernand
Membres suppléants permanents	DP	Baum Gilles
	CSV	Gloden Léon
	LSAP	Haagen Claude
	déi Lénk	Baum Marc
	déi gréng	Benoy François
	Piraten	Clement Sven
Secrétaire général		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV	Hansen Martine
	DP	Baum Gilles
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Engel Georges
Observateurs	ADR	Kartheiser Fernand
	déi Lénk	Baum Marc
	Piraten	Clement Sven

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	LSAP	Burton Tess
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Engelen Jeff

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Baum Gilles
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Engel Georges

Commission des Pétitions

Président	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Présidents	déi gréng	Hansen Marc
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia
	CSV	Eicher Emile, Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Président	DP	Beissel Simone
Membres	DP	Bauler André
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Lorsché Josée
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Graas Gusty, Polfer Lydie
	déi gréng	Bernard Djuna, Empain Stéphanie
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia
	CSV	Galles Paul *(pour les volets Coopération, Immigration et Asile)*, Halsdorf Jean-Marie *(pour le volet Affaires étrangères et européennes)*, Mosar Laurent, Reding Viviane, Spautz Marc
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Kartheiser Fernand *(sauf pour le volet Coopération)*, Keup Fred *(pour le volet Coopération)*

Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie *(pour le volet Affaires intérieures)*
	CSV	Wolter Michel
Membres	DP	Baum Gilles *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Benoy François, Gary Chantal *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Hansen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Closener Francine *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Haagen Claude *(sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Mutsch Lydia *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Eicher Emile *(pour le volet Affaires intérieures)*, Hetto-Gaasch Françoise *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*, Kaes Aly, Mischo Georges *(pour le volet Affaires intérieures)*, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc *(pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Affaires intérieures)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy *(pour les volets Économie et Espace)*
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Bauler André, Beissel Simone, Graas Gusty *(pour le volet Protection des consommateurs)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Margue Charles
	LSAP	Burton Tess *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Closener Francine *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*, Hemmen Cécile *(pour le volet Protection des consommateurs)*, Mutsch Lydia *(sauf pour le volet Protection des consommateurs)*
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Mosar Laurent, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déi gréng	Benoy François
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Haagen Claude, Hemmen Cécile
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie
	déi Lénk	Wagner David *(sauf pour le volet Protection des animaux)*
	Piraten	Goergen Marc *(pour le volet Protection des animaux)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Gary Chantal
	CSV	Eischen Félix
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Empain Stéphanie
	LSAP	Burton Tess, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Roth Gilles, Spautz Marc
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Classes moyennes)*, Goergen Marc *(pour le volet Tourisme)*
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Haagen Claude
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Ahmedova Semiray
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Hemmen Cécile
	CSV	Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Culture

Président	déi gréng	Bernard Djuna
Vice-Président	CSV	Modert Octavie
Membres	DP	Bauler André, Knaff Pim, Polfer Lydie
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François *(pour le volet Patrimoine)*, Lorsché Josée *(sauf pour le volet Patrimoine)*
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia
	CSV	Mischo Georges, Reding Viviane, Schaaf Jean-Paul, Wiseler Claude
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Keup Fred

Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déi gréng	Benoy François
Vice-Président	DP	Hahn Max
Membres	DP	Bauler André, Graas Gusty
	déi gréng	Ahmedova Semiray *(pour les volets Énergie et Aménagement du territoire)*, Back Carlo, Empain Stéphanie *(pour les volets Environnement et Climat)*
	LSAP	Engel Georges, Hemmen Cécile
	CSV	Eischen Félix *(pour les volets Énergie et Aménagement du territoire)*, Galles Paul *(pour les volets Environnement et Climat)*, Hansen Martine, Kaes Aly, Roth Gilles, Schaaf Jean-Paul
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Keup Fred

Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidentes	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Reding Viviane
Membres	DP	Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Hansen Marc
	LSAP	Closener Francine
	CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Hartmann Carole *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Lamberty Claude
	déi gréng	Hansen Marc *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Lorsché Josée *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Burton Tess, Closener Francine
	CSV	Adehm Diane *(pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Galles Paul, Hetto-Gaasch Françoise *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Mischo Georges *(pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)*, Modert Octavie (*pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)*, Wiseler Claude
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Keup Fred

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone *(sauf pour le volet Intégration)*, Closener Francine *(pour le volet Intégration)*
	CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schaaf Jean-Paul, Wilmes Serge
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Keup Fred

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles
	déi gréng	Benoy François, Lorsché Josée
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand *(sauf pour le volet Place financière)*, Reding Roy *(pour le volet Place financière)*

Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Adehm Diane
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Back Carlo, Gary Chantal
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Kaes Aly, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Keup Fred

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André
	déi gréng	Lorsché Josée, Margue Charles
	LSAP	Closener Francine, Engel Georges
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Adehm Diane *(pour les dossiers nationaux)*, Gloden Léon, Modert Octavie, Mosar Laurent, Reding Viviane *(pour les dossiers européens)*
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	déi gréng	Ahmedova Semiray
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Hansen Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hetto-Gaasch Françoise, Wilmes Serge
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Reding Roy

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	déi gréng	Back Carlo
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Wilmes Serge
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Gary Chantal, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Hemmen Cécile
	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Spautz Marc
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Président	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André *(sauf pour le volet Sécurité intérieure)*, Graas Gusty, Hahn Max, Lamberty Claude *(pour le volet Sécurité intérieure)*
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Cruchten Yves *(sauf pour le volet Sécurité sociale)*, Di Bartolomeo Mars *(pour le volet Sécurité sociale)*, Haagen Claude
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Graas Gusty *(pour le volet Santé)*, Hartmann Carole, Lamberty Claude *(pour le volet Sports)*
	déi gréng	Gary Chantal *(pour le volet Sports)*, Hansen Marc *(pour le volet Santé)*
	LSAP	Closener Francine, Hemmen Cécile
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy *(pour le volet Sports)*, Hansen Martine *(pour le volet Sports)*, Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges, Spautz Marc *(pour le volet Santé)*, Wiseler Claude *(pour le volet Santé)*
	déi Lénk	Baum Marc *(pour le volet Santé)*
	Piraten	Clement Sven *(pour le volet Sports)*
	ADR	Engelen Jeff

Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Lamberty Claude
	déi gréng	Bernard Djuna, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Reding Viviane
	ADR	Reding Roy

Sous-commission informatique

Président	DP	Etgen Fernand
Membres		Barra Isabelle, Linden Carlo, Reiter Benoît, Scheeck Laurent
	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Spautz Marc

Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice

Membres	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Gloden Léon
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Groupe de travail « Conférence des Présidents des Commissions permanentes »

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles, Beissel Simone, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo, Benoy François, Bernard Djuna, Empain Stéphanie, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Burton Tess, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars, Engel Georges, Haagen Claude
	CSV	Adehm Diane, Arendt épouse Kemp Nancy, Hansen Martine, Lies Marc
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 18** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Responsabilité civile en cas d'accident nucléaire

7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

Le projet de loi a pour objet de doter le Luxembourg d'un régime spécial de responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire.

Il s'agit d'un régime juridique spécifique d'indemnisation et de réparation en cas d'accident nucléaire causant des dommages sur le territoire luxembourgeois et qui sera plus avantageux pour les victimes potentielles que le régime de droit commun et que les différentes conventions internationales en la matière.

L'entrée en vigueur de cette législation rendra possible une action judiciaire devant des tribunaux luxembourgeois en relation avec des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement sur le territoire luxembourgeois sans que la victime ne doive apporter la preuve d'une faute de l'exploitant de l'installation nucléaire, sans limite maximale d'indemnisation, et ce pendant 30 ans. Le Luxembourg suit l'approche adoptée par l'Autriche qui, comme le Luxembourg, a signé les conventions internationales de Paris (1960) et de Bruxelles (1963), mais a finalement décidé de ne pas les ratifier, préférant adopter un régime national.

Le projet de loi modifie également la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux par la suppression des exceptions y prévues pour l'industrie nucléaire, ainsi que la loi du 21 avril 1989 sur la responsabilité civile du fait des produits défectueux.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 18.12.2017

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

18.04.2018	Présentation du projet de loi aux membres de trois commissions parlementaires (Environnement, Justice et Santé)
12.06.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
15.01.2020	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.04.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
22.05.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.05.2020

Loi du 6 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 578, page 1

Échange de renseignements à des fins fiscales

7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

En 2014, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en collaboration avec le G20, a développé la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (NCD). Les travaux de l'OCDE ont été repris par l'Union européenne et intégrés dans la directive 2014/107(UE). Le G20 a ensuite chargé le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de monitorer et d'évaluer la mise en œuvre de la NCD par les pays participants.

Le suivi et l'évaluation de l'application de la NCD se fait par l'approche par étapes. Lors de l'examen de l'étape concernant le cadre législatif, le Forum mondial a constaté que le Luxembourg ne se trouve pas en conformité avec tous les aspects essentiels de la NCD étant donné que la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (loi NCD) ne prévoit aucune disposition pour obliger les institutions financières déclarantes luxembourgeoises à conserver des registres des actions engagées et des éléments probants utilisés en vue d'assurer l'exécution des obligations de déclaration et de diligence raisonnable sous la NCD.

Partant, le présent projet de loi entend notamment modifier la loi NCD et la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA en ce sens en introduisant une obligation explicite, pour les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises, de conserver les registres des actions engagées et des éléments probants utilisés en vue d'assurer l'exécution des obligations de déclaration et de diligence raisonnable sous la NCD. De plus, il est proposé de préciser les pouvoirs d'investigation de l'Administration des contributions directes dans ce contexte afin de renforcer la sécurité juridique.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.02.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

24.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2020

Loi du 18 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 504, page 1

Covid-19 : Office du Ducroire

7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

En raison de la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et de l'état de crise tel que constaté par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le présent projet de loi entend modifier l'article 38 de la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg, afin de répondre aux besoins d'engagements à prendre de la part de l'Office du Ducroire (ODL) pour le compte de l'État.

Créé en 1961, l'ODL est un établissement public placé sous l'autorité du ministre ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Il a pour objet de favoriser les relations économiques et financières internationales dans l'intérêt du Luxembourg, principalement par la couverture de risques dans le domaine de l'exportation, de l'importation et des investissements à l'étranger.

En sus, l'ODL peut accepter des risques propres afin de faciliter l'accès des entreprises exportatrices ou importatrices ou de leurs partenaires commerciaux à des financements bancaires.

L'ODL agit également en tant qu'assureur pour les risques de résiliation et de non-paiement (politique et commercial) pour des transactions à l'exportation court terme et moyen long terme, ainsi qu'en tant qu'assureur de contrats à l'importation et des risques liés aux investissements des entreprises luxembourgeoises à l'étranger.

Le présent projet de loi pour objet de modifier la loi du 4 décembre 2019 relative à l'ODL.

L'article 38, paragraphe (1), section 3 de la loi en question limite le plafond des engagements que l'ODL peut prendre pour le compte de l'État à vingt fois les fonds propres affectés à cette activité ou à vingt pour cent du montant global des engagements de l'ODL assumés pour son compte avec la garantie de l'État.

La situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire décrété par le Gouvernement est accompagnée de mesures économiques d'aides en faveur des entreprises luxembourgeoises.

C'est dans ce contexte qu'il est force de constater que le plafond fixé à l'article 38, paragraphe (1) susmentionné ne répond pas aux besoins actuels.

Partant, le projet de loi entend augmenter, pour l'année 2020, le plafond des engagements pris par l'ODL pour le compte de l'État à cinquante fois les fonds propres affectés à cette activité et supprime le plafond applicable aux engagements pris par l'ODL pour le compte de l'État par rapport au montant global des engagements assumés pour son compte avec la garantie de l'État.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.04.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

04.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
11.05.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
03.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2020

Loi du 18 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 509, page 1

Covid-19 : renforcement des équipes enseignantes

7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi porte dérogation à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Le 16 avril 2020, le Gouvernement annonce la reprise progressive de l'enseignement fondamental à partir du 25 mai 2020. Cette décision fait partie de la stratégie de déconfinement global du Luxembourg, qui a comme objectif d'établir un équilibre entre les impératifs de la santé publique et les aspects psycho-sociaux, pédagogiques et économiques. Jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, les cours de l'enseignement fondamental sont organisés selon un système d'enseignement en alternance hebdomadaire, qui permet de réduire de 50 pour cent le nombre d'élèves simultanément présents dans les bâtiments scolaires et d'assurer le respect des règles d'hygiène et de distance.

L'enseignement se fait en bloc bihebdomadaire : la première semaine, les élèves viennent en classe pour apprendre de nouveaux contenus, la deuxième semaine, ils restent à domicile pour répéter leurs acquis. Parallèlement, les élèves qui le souhaitent peuvent s'inscrire à des études surveillées dans une structure d'éducation et d'accueil.

Chaque classe est divisée en deux groupes, A et B. En alternance hebdomadaire, l'un des deux groupes fréquente les cours, tandis que l'autre groupe profite d'un encadrement à distance. La mise en œuvre de ces mesures exceptionnelles et le remplacement des instituteurs ou autres intervenants classés comme « vulnérables » nécessite un renforcement des équipes enseignantes.

En date du 11 mai 2020, le Gouvernement a émis un règlement grand-ducal qui déroge à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, règlement grand-ducal qui a été pris sur la base des dispositions de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, et en vertu des pouvoirs exceptionnels que cette disposition confère au Grand-Duc en cas d'état de crise. Ledit règlement grand-ducal prévoit notamment une dérogation quant à la condition pour les chargés de cours de disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements.

Cette dérogation vise à accélérer et à faciliter le processus de recrutement du personnel supplémentaire nécessaire pour la mise en place du système d'enseignement en alternance hebdomadaire.

Ledit règlement grand-ducal prend fin avec la levée de l'état de crise, qui se situe avant la fin de l'année scolaire 2019-2020, de sorte que la présente loi en projet devra assurer la légalité de la prolongation des mesures dérogatoires quant au recrutement des remplaçants temporaires au sein de l'enseignement fondamental. Elle entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et cesse de produire ses effets en date du 14 septembre 2020.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.05.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 546, page 1

Covid-19 : enseignement fondamental I

7590 - Projet de loi portant dérogation

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi introduit des modifications temporaires au système d'évaluation et d'orientation de l'enseignement fondamental et aux conditions d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Suite aux mesures du Gouvernement mises en place pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19, toutes les activités scolaires et éducatives ont été suspendues à partir du 16 mars 2020.

Cette suspension n'a ainsi pas permis au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'aux enseignants, d'adapter en temps voulu l'organisation des épreuves communes au niveau national, prévues pour l'évaluation des élèves du cycle 4 de l'enseignement fondamental.

Dans un premier temps, et sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, cette mesure a été inscrite dans le règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Vu que ladite mesure est supposée produire des effets pour une durée qui va au-delà des trois mois de l'état de crise, donc jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, il est nécessaire de la consacrer dans une loi.

À cette fin, il est dérogé à l'article 26, paragraphe 2, alinéa 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La deuxième dérogation concerne l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Suite à la fermeture des établissements recevant du public dans le cadre des mesures gouvernementales mises en place pour lutter contre la propagation du virus Covid-19, certains des candidats au concours réglant l'accès à la formation d'instituteur de l'enseignement fondamental ne peuvent disposer à temps, avant le début du stage, de l'attestation de formation de base en maîtrise de secourisme, du brevet élémentaire de sauvetage aquatique ou du nombre d'heures requises d'activités d'encadrement auprès d'enfants ou d'adolescents.

Il leur est accordé une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage pour présenter les pièces requises.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 547, page 1

Covid-19 : enseignement fondamental II

7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi entend fixer l'organisation de l'enseignement fondamental dans le cadre de la mise en œuvre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental pour la période du 25 mai 2020 jusqu'au 15 juillet 2020. Dans le même contexte, il est proposé d'étendre la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques à l'ensemble du personnel intervenant dans la mise en œuvre de cette prise en charge en alternance des élèves.

Au vu des mesures mises en place pour la prise en charge en alternance des élèves de l'école fondamentale et des mesures d'hygiène et de distanciation sociale à respecter, le besoin en personnel ainsi qu'en locaux pour l'accueil des élèves est bien plus important qu'il ne l'était avant la fermeture des établissements scolaires et éducatifs, suite à la crise sanitaire déclenchée par le virus Covid-19. Le but de cet enseignement en alternance est notamment de garantir la continuité de l'apprentissage tout en réduisant de 50 pour cent les effectifs d'élèves simultanément présents dans les bâtiments scolaires.

Afin d'étendre les dispositions relatives à la responsabilité de l'État et des collectivités publiques à l'ensemble du personnel intervenant dans la prise en charge en alternance des élèves, le présent projet de loi introduit une dérogation à l'article 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 544, page 1

Covid-19 : formation professionnelle I

7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a pour objet de définir les mesures temporaires dérogatoires dans le domaine de la formation professionnelle à la suite de la crise sanitaire du virus Covid-19. Il est notamment proposé de déroger aux règles relatives à l'évaluation des compétences et modules, telles que prévues à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle. Il est notamment proposé de prévoir les cas de non-évaluation d'une ou de plusieurs compétences constituant un module, voire d'un module ou encore d'un stage qui n'a pas eu lieu ou qui a dû être interrompu à cause de la crise sanitaire.

En effet, si du fait de la crise sanitaire du Covid-19 ou encore pendant la durée de l'état de crise une compétence n'a pas pu être évaluée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, il est proposé qu'aucune note ne sera attribuée à cette compétence par dérogation au système d'évaluation existant. Dans ce cas, seules les compétences ayant pu être évaluées au cours du deuxième semestre sont prises en compte pour le calcul du module. Le calcul du module se fera en plusieurs phases suivant une règle de trois. Cette manière de procéder permet de rester sur une évaluation à soixante points au maximum. Les présentes dérogations sont limitées à l'année scolaire 2019-2020 et se basent exclusivement sur le principe de redresser au mieux les impacts négatifs que peut avoir la crise du virus Covid-19 sur l'évaluation des apprentis et élèves.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 505, page 1

Covid-19 : formation professionnelle II

7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi introduit des modifications temporaires à la conclusion ainsi qu'à la possibilité de reprise d'un contrat d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle. Il déroge ainsi à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail. Au vu du ralentissement de l'activité économique suite à la crise sanitaire, il est proposé de reporter le délai pour la conclusion de contrats qui ont trait à l'année scolaire 2020-2021 au 31 décembre 2020. En cas de résiliation d'un contrat d'apprentissage, le Code du travail prévoit que l'apprenti dispose d'un délai de six semaines pour trouver un nouveau patron-formateur en cas de résiliation du contrat d'apprentissage antérieur. Le texte sous rubrique propose une dérogation temporaire à cette disposition légale, en abandonnant la condition du délai de six semaines en ce qui concerne les résiliations survenues après le 16 mars 2020. La reprise des contrats sera possible jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 506, page 1

SÉANCE 39

MARDI
26 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;
2. le Code d'instruction criminelle ;
3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Fernand Kartheiser - Mme Nancy Arendt épouse Kemp - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

- *Mme Djuna Bernard*

6. Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer

- *Exposé : M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement*
- *Discussion générale : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - M. Yves Cruchten - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

7. Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels

- *Mme Nancy Arendt épouse Kemp - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Roy Reding)*

8. Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel

- *Exposé : Mme Djuna Bernard*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Pim Knaff - M. Fernand Kartheiser - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

9. Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange

- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de M. Claude Haagen et Mme Octavie Modert)*

10. 7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1)*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de Mme la Ministre Carole Dieschbourg, M. le Ministre Claude Turmes et M. François Benoy) - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 2) - M. David Wagner (dépôt des motions 3 et 4) - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. Marc Goergen) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement, M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler) - M. Marc Goergen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. François Benoy - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 : M. David Wagner (motion retirée)*
- *Resolution 1 : M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*

11. 7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

- *Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise

- *Exposé : M. Sven Clement*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen, M. Claude Wiseler et M. Léon Gloden) - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum (intervention de M. Marc Goergen) - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement)*
- *Vote sur la résolution (rejetée)*

13. Ordre du jour (suite)

- *M. Laurent Mosar - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) - M. Claude Wiseler (intervention de M. Sven Clement)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. 7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le Code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Déclaration de recevabilité

M. Fernand Etgen, *Président.*- An hirer Reunioun vum 20. Mee 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7589, eng Ofännerung vum Policegesetz, déi den 19. Mee 2020 vum Här Léon Gloden a vum Här Jean-Marie Halsdorf deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7589 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 26 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7584** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission « Resolute Support » en Afghanistan*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 15.05.2020

***7585** - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.05.2020

***7586** - Projet de loi relatives à certaines modalités concernant les audiences des juridictions et portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020

***7587** - Projet de loi portant*

1° prorogation de mesures concernant

- la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite,

- certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales,

- la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

- d'autres modalités procédurales,

2° dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020

***7588** - Projet de loi portant dérogation aux dispositions*

1° des articles L.151-1 alinéa 1er et L.151-4 du Code du travail ;

2° de l'article 16 de loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique ;

3° de l'article 5 de la loi modifiée du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques ;

4° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés ;

5° des articles 22, 25, 26 et 28 bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.05.2020

***7590** - Projet de loi portant dérogation*

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

***7591** - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

***7592** - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

***7593** - Projet de loi relatif aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

***7594** - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22.05.2020

***7595** - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.05.2020

***7596** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 22.05.2020

***7597** - Projet de règlement grand-ducal portant dérogation à l'article 6 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 portant organisation de l'apprentissage pour adultes*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 22.05.2020

***7598** - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.05.2020

***7599** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22.05.2020

***7600** - Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Belval*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

***7601** - Projet de loi relatif à la modification de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1608** - Demande de pétition publique : Prime Covid-19*

Dépôt : Cândida Lucia Lopes Bartolomeu, le 18.05.2020

***1609** - Demande de pétition publique : Télétravail frontalier : Négociation entre le Gouvernement luxembourgeois et les Gouvernements des pays frontaliers incitant les services fiscaux des pays frontaliers à permettre de télétravailler plus de 50 % au Grand-Duché de Luxembourg sans qu'il y ait des impacts fiscaux ou sociaux pour les télétravailleurs*

Dépôt : Robert Schmitz, le 19.05.2020

***1610** - Demande de pétition publique : Interdiction de l'utilisation d'enceintes portatives dans la rue*

Dépôt : Pierre Noirot, le 20.05.2020

***1611** - Demande de pétition publique : Instauration de « zones de rencontre » dans toutes les rues avec trottoirs étroits*

Dépôt : Johannes Loogman, le 22.05.2020

***1612** - Demande de pétition publique : Retour à 3 % de TVA pour le secteur Horesca*

Dépôt : Frank Bauer, le 22.05.2020

***1613** - Demande de pétition publique : Demande de réouverture des aires de jeux au Luxembourg pour les enfants*

Dépôt : Sara Puttemans, le 23.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Mam Accord vun der Presidentekonferenz gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här David Wagner iwwert de Bail à loyer, déi d'lescht Woch deponéiert gouf, als éischte Punkt direkt am Ufank vun der Sitzung op den Ordre du jour ze setzen.

Mam Accord vun der Presidentekonferenz gëtt och nach proposéiert, eng Motioun, déi d'Madamm Djuna Bernard am Numm vun der Kulturkommissioun elo wäert deponéieren, no der Motioun vum Här Wagner op den Ordre du jour ze setzen. Déi Motioun ass d'Resultat vun den Aarbechten an der Kulturkommissioun un der Madamm Octavie Modert hirer Motioun, déi renvoyéiert gi war.

Ass d'Chamber mat dësen zwou Propositiounen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber mat dësem esou ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eppes zum Ordre du jour soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An zwar geet et ëm den Artikel 83, erëm eng Kéier eis Froen. An do steet am Artikel 83 (5): « À défaut de réponse du Ministre à une question dans le délai d'un mois, cette question pourra être posée oralement lors de la première séance publique de la semaine suivant l'expiration du délai ».

An duerfir, Här President, mir hunn, mengen ech, siwe Froen hei, déi nach ëmmer net beäntwert gi sinn. Déi leschte Kéier hunn déi eenzel Fraktiounen drop higewisen, datt mer Problemer hätten, fir d'Äntwerten am Delai ze kréien. Mir hunn eng vun der Madamm Nancy Kemp-Arendt un d'Madamm Tanson iwwert d'Victimes d'abus sexuels. Mir hunn eng vu mir iwwert den Homeschooling un den Här Meisch, deen ass ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, Madamm Hansen, kënnt Der eis vläicht direkt d'Nummere soen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Den N° 1925. Also, ech war elo grad nach an de Portail kucken, wann en natierlech elo eréischt nach méi spéit erakomm ass, dann hunn ech déi aktuell Situatioun net, mee bis elo war se nach net beäntwert.

Also, den N° 1925 vun der Madamm Nancy Arendt, den N° 2020 vu mir, nee, den N° 2048 vu mir, an den N° 2049 - déi geet un d'Madamm Ëmweltministesch, déi kéinte mer jo dann, denken ech, direkt stellen, dat geet ëm de PNEC -, den N° 2060 vum Marc Spautz iwwert de CIPA vu Rëmeleng, den N° 2071, och erëm eng Kéier vu mir, un de Romain Schneider, iwwert de Präis vum Mazout agricole, den N° 2073 vum Laurent Mosar iwwert d'Difficultés vun de Medie wärend der Covid-19-Zäit. An eng Question urgente, déi refuséiert gi war, duerfir eng normal Fro ginn ass, mee och do ass schonn den Delai depasséiert, dat ass den N° 2074 vum Léon Gloden iwwert de Contrôle vun den Douannen un de Grenzen.

Et wär also flott, wa mer déi Froen dann, esou wéi d'Reglement dat virgesäit, och elo kéinte stellen. Ech mengen, mat där éischter, oder mat enger un d'Madamm Ëmweltministesch, kéint ech jo da vläicht schonn ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Mir wäerten och déi aner Ministeren direkt kontaktéieren a si bieden, wann dat hinnen haut nach geet, an d'Chamber ze kommen, fir opgrond vum besoten Artikel op déi dote Froen ze äntwerten.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Kann ech déi un d'Madamm Ëmweltministesch scho stellen?

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Ministesch, wannechgelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Madamm Hansen, déi Äntwert op Är Question parlementaire zum Klima- an Energieplang, déi ass erausgaangen. An zwar gouf et do eng Concertatioun nach haut vum Här Turmes, an déi misst Der a sech an der Entrée vun Äre Maile mëttlerweil hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, an eise Mailen ass se nach net dran. Also, am Portail och net, well ech war elo grad kucken. An et geet wierklech ëm de PNEC, wou mer gefrot hunn, wéini datt en op Bréissel géif goen. Mëttlerweil si mer jo da gewuer ginn, e wär op Bréissel gaangen.

Mir hunn och gefrot, wéi et mat de Remarke vun de Leit wär bei de Consultatiounen, ob déi agebaut gi wären, ob eis Remarken, wou mer am Dezember hei ganz laang driwwer diskutéiert hunn, ob dovun eppes agebaut gi wär. An et wär scho flott, wa mer do eng Äntwert kéinte kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Servicer vun der Chamber ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... wäerte verifiéieren, ob d'Äntwerten era sinn. An da komme mer gegeebenefalls dorobber zréck. Och op déi aner Froen. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Et wäert Iech elo net erstaunen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech a genau déi nämmlecht Kerb eraschloen. Just, datt ech amplaz vum Artikel 83 den Artikel 84, nämlech dee vun de Question-urgenten, beméien.

Dee seet, datt eng Question urgente, wann de Statut reconnu ass an am Delai eng Chamberssëtzung ass, an der Plenière beäntwert muss ginn. Falls dat net de Fall wär, da géif et en Delai vu siwen Deeg ginn, fir eng Äntwert ze ginn. Ech verweisen do op d'Fro N° 2254, déi un de Finanzminister gaangen ass betreffend d'Grenzkontrollen, wou ech notamment iwwer verschidde Base-legallen an en Uerder, virun allem, fir Donnéeën ze zerstéieren, gefrot hunn a wou ech ganz frou wär, eng Äntwert ze kréien, virun allem, well et sech hei dach ëm zäitkritesch Saachen handelt.

An dat huet och de President unerkannt, wéi en eng Question parlementaire urgente unerkannt huet. Deementspriechend, mengen ech, wär et nëmme richteg, datt de Finanzminister haut hei am héijen Haus Stellung dozou hëlt.

Une voix.- Mir hunn déi och zweemol.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ob ech dann dorobber eng Äntwert kréien, dat loossen ech emol an de Raum gestallt. Well ech krut net méi spéit wéi viru fënnef Minutten d'Äntwert op eng Fro, déi dozou gehéiert, nämlech d'Fro N° 2148, déi am Ganzen aacht Froen opgelëscht huet. Déi gouf beäntwert mat véier Zeilen. Déi éischt Zeil huet gesot: „Et gouf alles an der Fro N° 2074 vum Här Gloden beäntwert." Eng Fro, déi um Portail ze fannen ass, wou awer d'Äntwert nach net um Portail ze fannen ass, soudatt et dach e bësse kokass ass, datt e Minister scheinbar mer eng Äntwert ka ginn, déi ech elo scho ka liesen, wou e sech op eng Äntwert bezitt, ...

Une voix.- Délai dépassé!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... déi ech nach net liese kann.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Déi ass nach net do!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also dat ass dach ganz kokass. An deementspriechend kann ech mech der Demande vun der CSV nëmme ralliéieren, datt mer déi Froen hei kënne stellen, nämlech un déi Ministeren, déi hir Delaie vis-à-vis vun der Chamber net respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Och hei wäerten eis Servicer verifiéieren, ob déi Froen an der Tëschenzäit net erakomm sinn. An da wäerte mer unverzüglich dee concernéierte Regierungsmember kontaktéieren.

Dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. An duerno d'Madamm Arendt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt eigentlech elo net eng drëtt Ried zum selwechte Sujet halen. Mee et geet mer eigentlech drëm, fir nach en aneren Aspekt ze beliichten. Den Här Clement hat elo just gesot, en hat eng Question urgente iwwert d'Douane gestallt.

Ech wollt soen: Den 23. Abrëll hate mir och eng gestallt iwwert d'Douane, wou et och schonn ëm d'Grenzkontrolle goung an iwwert d'Roll vun eiser Douane. Den 23. Abrëll! Mir hunn haut nach keng Äntwert. Also, den Delai ass schonn depasséiert. Ech mengen, d'Regierung ka sech der Kontroll vum Parlament net entzéien, wa se un d'Demokratie gleeft. A si kann och net higoen an ëmmer, oder dacks, evasiv Äntwerte ginn, mee si muss dem Parlament an domadder hire Wieler, dem Lëtzebuerger Vollek, eng komplett an éierlech Äntwert ginn.

Mir wäerten och an Zukunft ... Mir hunn dat e puermol gemaach an der Vergaangenheet, mee ech wëll mech och hei un d'Kolleege riichten, fir hinnen ze soen: Wann Der net zefridde sidd mat der Äntwert, da kommt, mir ginn hin a stellen d'Fro nach eng Kéier an nach eng Kéier, bis mer wierklech d'Äntwerten hunn, déi mir, well mer jo d'Vollek vertrieden, verdéngen, déi d'Leit verdéngen! Well déi Kontroll, déi mir iwwert d'Regierung ausüben, ass en Optrag, dee mir vum Vollek hunn. An ech wëll der Regierung hei soen, datt mir dat an Zukunft nach méi seriö huelen. A wann eng Äntwert evasiv ass oder wa mer einfach mierken, datt net déi ganz Wourecht op den Dësch kënnt, da wäerte mer all d'Méiglechkeeten huelen, sief et hei am héijen Haus, sief et schréftlech, fir nozefroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Och dee Message wäerte mer un d'Regierung weiderginn. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nancy Kemp-Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Jo, Här President, ech gesinn, d'Madamm Tanson ass an Zwëschenzäit do. Wär et méiglech, datt ech da meng Question parlementaire géif stellen?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech hu kee Problem domat. Ech maachen Iech just drop opmierksam, also Dir kritt och d'Äntwert. Si ass eigentlech ..., ech hu se validéiert scho virun enger Zäit. Et ass net eng Fro, déi just u mech geet, mee ech kann Iech se gär beäntwerten. Dat ass kee Problem.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Ech kann eropkommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géife mer déi Fro och herno jiddefalls huelen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Firwat net direkt elo, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nom Ordre du jour, soudatt mer d'Froen hunn, datt d'Madamm Tanson sech da bis dohinner kann dorobber astellen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Okay. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay, ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Djuna

Bernard gi fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Djuna Bernard, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif gären eng Motioun deposéieren, déi ganz breet vu ville Membere vun der Kulturkommissioun gedroe gëtt. Si geet ëm kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg Mesuren am Kulturberäich, am Bezuch natierlech zur Covidkris an zu deem, wat duerno kënnt.

Ech wäert duerno, wa mer an der Diskussioun sinn, natierlech nach méi genau dozou Stellung huelen. An ech erlabe mer, Iech se elo heimadder ze deposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- reconnaissant l'effort global déployé par le Gouvernement pour contrer les effets de la flambée de Covid-19 et notamment concernant le secteur de la culture ;

- soutenant la démarche gouvernementale pour venir de suite en aide aux artistes indépendants et aux intermittents du spectacle notamment par le biais du projet de loi n° 7532 instituant un régime d'aides pour les entreprises en difficulté financière et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique,

invite le Gouvernement

- à réévaluer la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique en tenant compte des expériences faites lors de la crise et en réévaluant notamment la période de la première demande d'aide ;

- à considérer les situations survenues par la fermeture des instituts et institutions culturels ayant eu lieu avant la date de déclaration de l'état de crise ;

- à solutionner les situations qui rendent les nouvelles aides financières inapplicables du fait qu'aucun revenu n'a pu être généré pendant la période de l'état de crise ;

- à entamer des discussions avec les radios et médias audiovisuels afin d'augmenter la diffusion de musiques et de productions d'artistes ayant un lien avec le Luxembourg ;

- à créer un plan de relance pour gérer l'après-crise ;

- à adapter le « Kulturentwécklungsplang » - plan de développement culturel aux nouvelles donnes résultant de la crise sanitaire du Covid-19 ;

- à soutenir dans la mesure du possible la replanification d'événements culturels et artistiques qui ont dû être reportés en raison de l'état de crise, afin d'éviter des chevauchements multiples concernant les nouvelles dates.

(s.) Djuna Bernard, Simone Asselborn-Bintz, André Bauler, Marc Baum, Sven Clement, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bernard.

6. Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer

(Motion déposée en séance publique n° 37 du 19 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 17/2019-2020 en page 567)

Éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Motioun vum Här David Wagner iwwert de Bail à loyer. Här Wagner, als Auteur vun der Motioun hutt Dir direkt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President, erëm eng Kéier fir d'Wuert, well ech hat jo d'Motioun scho virdrun deposéiert an och presentéiert, an den Här Minister wäert se och kennen an och derzou kënne Stellung huelen, an d'Chamber hei och hoffentlech. Ech wäert dofir meng Ried net erëm eng Kéier halen, well soss, mengen ech, maachen ech mer hei am Haus keng Frënn. Mee ech wäert se awer vläicht nach kuerz resuméieren.

Déi heite Motioun geet natierlech op d'Wunnengsproblematik hei am Land duer, mee méi spezifesch op d'Wunnengsproblematik, déi elo am Kader vun der Pandemie vum Covid-19 zouschléit. Mir wëssen, datt vill Leit ekonomesch Problemer kréien, ob se Independant sinn oder och Salariéen, an datt déi ekonomesch Kris zu enger sozialer Kris wäert féieren an deenen nächste Wochen, awer och an deenen nächste Méint. Et ass also keng Affär, déi einfach esou iwwert de Summer wäert verschwannen.

Mir wëssen, datt d'Loyeren hei zu Lëtzebuerg extreem héich sinn a schonn elo an der aktueller Situatioun fir vill Leit e risege Problem duerstellen. Ëmsou méi wäerte se e risege Problem duerstellen, wa vill Leit, Dausenden, Zénga dausende vu Leit och kéinten u Kafkraaft verléieren.

Mir sinn och der Meenung, datt et net duergeet, de Problem vun der Deierecht vun de Wunnengspräisser, deen een op eng ganz aner Aart a Weis misst upaken, einfach ze kompenséieren, andeems de Staat u sech déi Deierecht mat subventionéiert iwwer Allokatiounen, verschidde Forme vun Allokatiounen. Mir sinn der Meenung, datt ee muss elo proaktiv virgoen, fir eeben d'Loyeren net nëmmen ze deckelen. Ech weess, datt mer deemnächst, dës Woch, wäerten e Projet de loi an der Logementskommissioun presentéiert kréien, dee soll d'Loyeren deckelen an enger éischter Phas, op jiddwer Fall derfir suergen, datt se bis zum Enn vum Joer net sollen eropgoen. Mir sinn awer der Meenung, datt dat net duergeet, well se souwisou scho relativ héich sinn a well d'Fro nach opsteet, wéi et herno wäert weidergoen.

Dofir dräi Fuerderungen un d'Regierung, et geet haaptsächlech drëms, déi aktuell Gesetzgeebung op gewëssene Punkten ze modifizéieren. Mir hunn zwar eng Proposition de loi als déi Lénk deposéiert, déi eng méi déif gräifend Ännerung virschléit, mee dat heiten, dat wier elo, fir relativ kuerzfristeg ze agéieren.

Et géif drëms goen, datt mer mat enger Deckelung pro Meterkaree kéinte fueren, andeems een och verschidde Krittäre mat a Betruecht hëlt, wéi d'geografesch Situatioun, d'Efficacité énergétique, d'Ancienneté, den Ekipement an esou weider. An datt een och hin zu enger Reform vun der aktueller Gesetzgeebung geet, déi a Richtung geet vun engem Erofsetze vun de Loyeren. Mir sinn der Meenung, datt dat elo ganz urgent wäert ginn an deenen nächste Méint.

Drëttens si mer awer och der Meenung, datt och kleng Proprietären iwwert déi Zäit solle kënne gehollef kréien, entweeder déi, déi scho mussen e Prêt zréckbezuelen un d'Bank, well se eeben en Eegenheem bauen oder kaaft hunn, respektiv déi, déi vläicht och een aneren Objet weiderverlounen. Also, mir excluéieren natierlech déi Groussgrondbesëtzer, Grousspropriétären aus där Motioun, mee mir sinn eis scho bewosst, datt och vläicht kleng Proprietäre kéinten a Schwieregkeete kommen. An dat wëlle mer natierlech och net.

Voilà. Ech hu se schonn deposéiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat de Logementsminister d'Wuert gefrot, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Wagner an dem Här Baum Merci soen, well si ass jo vun deenen zwee deposéiert ginn, déi Motioun. Dat erlaabt mer dann och, vläicht e puer Minutte méi wäit auszehuelen, fir dann och op déi eenzel Moossnamen anzegoen.

Dir hutt dräi Punkten genannt. Ech wëll se net nach eng Kéier widderhuelen. Oder dach, trotzdeem, well et awer wichteg ass: e Plaffong anzeféiere fir d'Loyeren, an dann eng Mietkommissioun, eng national, déi dat da soll kontrolléieren. An deen drëtten ass, fir deene klenge Proprietäre kënnen eng Zouwendung zoukommen ze loossen.

Dir sot, d'Regierung soll dat änneren. Bon, ech wëll soen, juste à la forme: Mir kéinten a sech och nëmmen eng „proposition" maachen, well d'Chamber ass jo déi, déi d'Ännerung da schlussendlech duerchféiert. Dat ass éischter à la forme. An Dir hätt och kënnen eng méi konkreet Propositioun maachen, fir dat doten dann och kënnen ëmzesetzen, well Dir hutt schonn eng zweet Propositioun gemaach. Ech kommen awer gläich dorop zréck.

Mee zum Inhalt, ech mengen, dat ass méi wichteg wéi d'Form elo: Dir wësst, pertinent, dass de Ministère, an dat hunn ech des Éfteren an der Kommissioun scho gesot, dass mer um Bail-à-Loyers-Gesetz schaffen. Dat huet scho virun der Kris gegollt an dat gëllt ëmsou méi no der Kris.

An ech hunn Iech gesot, dass mer un enger Rei Punkte wäerte schaffen. Ech kann Iech se awer vläicht opzielen. Dat eent ass d'Garantie locative, wou mer wäerten eng Propos maachen. Mir wäerten d'Commission vun den Agencen och nei kucken. Mir wäerten der Colocatioun endlech e legale Kader ginn, wat och mat de verlounten Zëmmeren zesummenhänkt.

An dann deen Artikel, dee ganz wichteg ass, dat ass deen, wou iwwert de Plaffong vun engem Loyer diskutéiert gëtt. Dat ass dee sougenannte „capital investi". Dir wësst alleguerten, dass do eng Diskussioun entbrannt ass. Ech hunn Iech och do gesot, dass ech un deem Dossier schaffen, intensiv schaffen, fir ze kucken, wéi mer dat intelligent upaken.

Och do wäerte mer dës Woch jo en éischt Resultat vun engem Geriichtsprozess materliewen. Ech mengen, d'Friddensgeriicht gëtt dës Woch den 28. eng Äntwert dozou. An dat wäert spannend ginn, a wéi eng Richtung mer dat maachen. Mir wëllen et upaken. Ech hu jo gesot, dass mer och do gäre méi konkreet géife ginn.

Wat konkreet déi Fuerderung vun engem Plaffong ugeet, do muss een oppassen, da brauch een e Mietspiegel. An an der Viraarbecht vun der Reform vum Bail à loyer, woumat mer amgaange sinn, hu mer dat och e bësse gekuckt. Mir hu versicht, iwwert de LISER erauszefannen: Mécht et Sënn, hei iwwerhaapt e Mietspiegel anzeféieren? A mir hunn awer gesot kritt, dass et statistesch ganz schwéier ass, well mer net déi Mass u Mietwunnengen hunn. Dat Eenzegt, wou et kéint à la limite goen, dat sinn eenzel Quartieren an der Stad Lëtzebuerg, fir eng Aart Mietspiegel kënnen anzeféieren. Also, et ass ganz schwéier, iwwerhaapt hei a Lëtzebuerg esou eppes wëllen ze maachen. Dofir ass d'Iddi nach ëmmer vum Capital investi drun.

An da wëll ech awer drun erënneren, an Dir hutt et selwer virdrun an Ärer Explikatioun gesot: Dir hutt eng Proposition de loi doleien, déi wäerte mer och den Donneschdeg an der Kommissioun diskutéieren, déi geet awer en anere Wee wéi deen, deen elo hei ass. Do probéiert Der, de Capital investi anescht ze berechnen.

Also ech mengen, mir maache méi Konfusioun dee Moment. Mir sollen eis Zäit huelen, wéi mer dat genau analyséieren. An dofir mengen ech, dass dat net ganz glécklech ass, hei esou aus der Hëft, géif ech elo emol soen, einfach e Plaffong anzeféieren, wou mer awer och déi déif gräifend Analys misste maachen, Dir hutt et virdru gesot: Wéi al sinn d'Wunnengen? Wéi ass den Zoustand? An esou weider. Dat ass näischt aneschters wéi de Capital investi. Deen hëlt nämlech och eng Decote vun de Wunnengen an esou weider dran. Dat ass dat a sech schonn.

Da wéilt ech zu deem zweete Punkt kuerz Stellung huelen, wat d'Loyerskommissioun ubelaangt. Jo, ech hunn dat och gesot, dass mer d'Loyerskommissioune wäerte reforméieren. Dat packe mer awer net innerhalb vum Bail-à-Loyers-Gesetz. Ech hu gesot: „Do solle mer eng Analys maachen!" Mir sinn och amgaang, déi Analys ze maachen. Ech wëll drun erënneren, dass ech e Bréif, oder dass d'Interieursministesch e Bréif un d'Gemenge verschéckt huet, well et sinn eng Rei Gemengen, déi de Moment keng Mietkommissioun agesat hunn. A mir si prett, souwuel den Interieur wéi och de Logementsminister, fir kënnen ze hëllefen, dass déi Mietkommissioun iwwerhaapt erëm an d'Liewe geruff gëtt. Ech wëll just soen, dass eng national - dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot - net dee richtege Wee ass. Mir sollen d'Proximitéit bäibehalen. Mir musse kucken, wéi mer déi Proximitéit maachen.

Awer wat richteg ass, dat ass méi eng Professionaliséierung. An do solle mer eis och Zäit huelen, fir dat dann och richteg kënnen ze maachen.

A wann ech déi Iwwerleeungen huelen, géif ech mengen, dass mer proaktiv als Regierung un deene Punkte scho schaffen, soudass déi Motioun, an et ass jo net u mir, déi Entscheedung ze huelen, mee ech géif proposéieren, dass se ofgeleent gëtt.

Ech wëll awer dervu profitéieren, nach eng Kéier de Prinzip ze soen, wéi d'Regierung higaangen ass, fir deene Leit ze hëllefen an där schwiereger sanitärer Kris. Ech mengen, et ass jo och des Éftere gesot ginn. Ech hunn och Är Debatt vum leschte Mëttwoch, well ech gemengt hat, ech géif do nach drukommen, nogelauschtert, wat eng ganz interessant Debatt war. Mir hu jo probéiert, an där Kris, ech soen elo emol, e Status quo e bësse bäizebehalen, ouni iergendwéi een deem aneren eng Schold weiderzeleeden.

Dat heescht, mir hu probéiert, insbesonnesch deenen, déi do ugeschwat ginn, ze hëllefen, sief et domat, de Salaire ze halen, de Chômage partiel, dee mer gehalen hu bis de Mindestloun. Mir hunn d'Betriber esou séier wéi méiglech ënnerstëtzt, dass déi och hir Arbeitneemer kënnen ënnerstëtzen.

Dann hu mer d'Subvention de loyer op dräi Elementer gehéicht: Mir hunn d'Referenzloyer gehéicht, mir hunn de Montant selwer an de Plaffong an d'Luucht gehuewen. Mir hunn d'Allocation de vie chère - d'Ministesch huet dat nach de leschte Mëttwoch ugekënnegt - hei verduebelt. Ech mengen, et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff ginn, fir déi Stabiliséierung elo an dësem Moment kënnen ze maachen.

Ech hunn och matkritt, dass mer eng Réunion jointe solle maachen. An ech hunn dat och mat der Familljeministesch scho beschwat. Ech mengen, dat war den Här Galles, dee jo gefrot hat an der Heure d'actualité iwwert d'Aarmut, dass mer och an enger Kommissiounssëtzung eng Kéier dee Phenomeen sollte kucken, well wann een Aarmut seet, huet een och oft de Logement mat derbäi. A mir preparéieren dat, soudass mir eng Jointe an deenen nächste Wochen zäitno, elo net ze laang erausgeschoben, kënne maachen.

An dann, zu gudder Lescht, hu mer och d'lescht Woch am Regierungsrot e weidert Element ugeholl, an dat betrëfft mech selwer: Dat ass d'Bail-à-Loyers-Gesetz, dat ass den Artikel 3, den Abschnitt 5, wou mer gesot hunn: „Mir maachen e Gel vun de Loyeren!" Dat heescht, e Gel vun de private Loyeren, well et ass do, wou et am schwieregsten ass. An et ass den Artikel 5, mengen ech, wou do seet, dass allkéiers, no all zwee Joer, kéint de Loyer an d'Luucht gesat ginn. An do hu mer gesot: „Hei, oppassen, dëst Joer bis Enn des Joers probéiere mer dann, dee Loyer anzefréieren op dee Montant, deen do ass!"

Vläicht nach eng Äntwert op déi lescht Fro, firwat mer elo net einfach sollten higoen an de Proprietären eppes ginn. An an der Debatt d'lescht Woch, mengen ech, hat den Här Spautz dat och nach eng Kéier gesot an där Heure d'actualité iwwert de Mëttelstand, iwwert déi kleng Betriber: Et ass jo eng ganz komesch Kris, déi mer awer trotzdeem erliewen. Et sinn net déi klassesch Arbeitneemer, déi elo am gréissten de Moment drënner leiden. Dat wäert kommen, wäert kënne kommen! Awer et si wierklech kleng mëttelständnesch Betriber oder Independanten, déi zwee Méint einfach verluer hunn. Déi si wierklech déijéineg, déi am meeschte verluer hunn.

Nichtsdestotrotz, d'Covid-19-Task-Force, iwwert de LISER, mécht eng Etüd de Moment: Wien ass dann deejéinegen, deen elo am Salaire verléiert? Ech mengen, éier mer och do aus der Hëft schéissen an nach Subventioune wëlle ginn, misste mer awer och d'Datelag genau wëssen: wou mer intervenéieren, wéi mer intervenéieren. Soss maache mer just de Géigendeel a mir verdeele Suen, déi net néideg sinn.

Dofir wäerte mer och drop zréckkommen, wann et muss sinn, an dat huet d'Regierung an all de Ressorten ëmmer gesot: „Wa muss nogebessert ginn an et gëtt gutt Analysen doriwwer, da wäerte mer och nobesseren!" An dat gëllt natierlech och alles an dem Beräich vum Logement.

D'Bail-à-Loyers-Gesetz, dat kann ech hei nach eng Kéier soen, ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, dass ech dat gäre virum Summer deposéieren. An dofir - et deet mer leed, ech hunn elo e bëssen iwwerzunn - war et mer awer wichteg, all déi eenzel Punkten nach eng Kéier hei ze erklären.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Logementsminister Henri Kox. An ech hunn eng éischt Wuertmeldung vun der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll just kuerz, ouni weider an den Detail ze goen - well ech mengen, den Här Minister huet dat zimmlech flott an zimmlech gutt gemaach, wat d'Detailer ugeet -, eng Stellung huele fir déi gréng Fraktioun a soen: Obwuel mer déi Grondiddien, de Grondprinzip vun där Motioun gutt fannen, kënne mer déi Motioun leider net matdroen.

Engersäits hu mer immens laang an immens vill an eiser Kommissioun, also an der Logementskommissioun, iwwert déi Punkte geschwat an eis auserneegesat. An zweetens wësse mer eeben och, datt d'Regierung, an dat ass och scho puermol an der Chamberskommissioun gesot ginn, deemnächst eebe wierklech wäert mat engem Gesetzesprojet zu deene Punkte kommen.

Voilà. An nach eng Kéier: Et deet mer leed, mee mir wäerten déi Motioun net kënne matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An dann huet den honorabelen Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wat dës Motioun vun deene Lénken ugeet, mengen ech, ass et an dëser Situatioun, soe mer esou, eng pertinent Fro, déi sech stellt, well besonnesch eng ganz Partie Locatairë sécherlech Schwieregkeeten hunn opgrond vum Chômage partiel, respektiv och Leit, déi vläicht hir Aarbecht wäerte verléieren. Duerfir, mengen ech, ass et pertinent, dës Fro zu dëser Zäit ze stellen.

Wat eis awer stéiert um éischten Alinea, wat e Plafonéiere vun de Loyeren ugeet, ass: Ben, ech mengen, do gëtt et eng ganz Partie Beispiller och am Ausland, wou ee gesäit, datt e Plafonnement vun de Loyeren net onbedéngt positiv herno matbegleet ginn ass, wou oft op verschiddene Plazen a Stied, a Quartieren an déi Wunnenge guer net méi investéiert ginn ass, wou Quartieren no enger gewëssener Zäitche verfall sinn.

Virun enger Zäitchen, virun engem Joer, annerhallwem Joer muss et gewiescht sinn, ass beispillsweis och zu Berlin dann e Plafonnement vun de Loyeren agefouert ginn. Och do huet d'Berliner Wunnfërdergesellschaft gesot, datt dat net onbedéngt dee beschte Wee wär, fir datt och virun an dës Wunnenge géif investéiert ginn. Duerfir menge mer, datt dat doten net onbedéngt dee richtege Wee ass, fir dat à ce stade ze maachen.

Mir wéilten d'Regierung awer weider encouragéieren an och weider opfuerderen, datt an Zukunft ... Ben, Enn d'lescht Joer hat d'CSV am Ganze véier Propositions de lois gemaach an néng Motiounen eragereecht, wéi ee méi schnell respektiv och méi sozial Mietwunnenge kéint op de Maart bréngen. Zemools sozial Mietwunnengen, ech mengen, do brauche mer net laang driwwer ze diskutéieren, datt den Taux vun deem, wat mer hei am Land u soziale Mietwunnengen hunn, definitiv net duergeet. An hei ass Urgence gebueden! An ech mengen, do sinn de Minister a seng Ekipp opgefuerdert, vläicht nach eng Kéier déi Motiounen, awer och déi Propositions de lois, déi vusäite vun der CSV eragereecht gi sinn, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Entre autres wor do och eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, fir d'Offices sociaux eng Kéier op de Leescht ze huelen. Dat ass net d'Missioun vum Logementsminister, mee bon, et gesäit ee méi a méi an den Offices sociaux, datt d'Aarbecht ronderëm ..., oder datt e gudden oder e groussen Deel vun där Sozialaarbecht notamment awer d'Wunnengssich ass fir Leit, déi Schwieregkeeten hunn, fir eng Wunneng ze fannen. Duerfir wär et wichteg, datt an dësem Gesetz och Synergië géifen entstoen zwëschent der Famille an dem Logement, fir dat kënnen op de Leescht ze huelen. Dat just als ee Beispill.

Och eng Fuerderung vun der CSV wor et, fir méi Transparenz bei den Annoncë walten ze loossen, dat souwuel bei der Locatioun wéi awer och bei der Vente. Wat ass hautzudaags e Meterkaree? Et sinn oft Annoncen, do liest een net draus eraus, wivill Meterkaree dann elo reellement an d'Vente oder an d'Locatioun ginn. Duerfir, mengen ech, sollt och hei e bësse méi Transparenz erfuerdert si respektiv gekuckt ginn, datt och eng kloer Definitioun iwwert d'Meterkareeën eng Kéier kéint gemaach ginn. Dat géif och schonn hëllefen, datt eebe méi Transparenz bei den Offeren an deenen Immobilieportaile wäert sinn.

Ech mengen, dat sinn elo eng ganz Partie Grënn, firwat och d'CSV dës Motioun net wäert matdroen. Wéi gesot, mir wéilten d'Regierung weider encouragéieren, datt notamment an deem Beräich hei vum Wunnengsmaart méi schnell „Taten folgen", datt verschidde punktuell Modifikatiounen a verschiddene Gesetzer gemaach solle ginn.

Wann alles an engems, in globo, soll iwwerschafft ginn, da brauch dat extreem vill Zäit. Mee déi Zäit, déi hu mer definitiv net méi. An duerfir fuerdere mer d'Regierung och heimat op, schnellstméiglech ze agéieren a Gesetzespropose respektiv Gesetzestexter an d'Kommissioun ze bréngе respektiv awer och déi Propositions de loi oder Motiounen, déi vusäite vu verschiddenen Deputéierten eragereecht gi sinn, dann och op de Leescht ze huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Ech gesi keng weider Wuertmeldung. Da kënne mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen. Fir d'éischt ...

(Interruption)

A! Den Här Yves Cruchten, wannechgelift.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Här President, et deet mer leed, ech hat gemengt, Dir hätt mech schonn opgeschriwwe gehat.

Jo, ech schwätzen och fir meng Fraktioun. Och mir wäerten déi Motioun hei vun de Kolleege vun déi Lénk net matdroen. Ech wéilt vläicht awer op ee vun den Haaptpunkten aus dëser Motioun agoen. Dat ass déi Propos, fir eng national Loyerskommissioun anzesetzen.

De Minister huet et elo just gesot, an alleguerte mir heibanne wëssen et eigentlech och scho méi laang, dass déi Loyerskommissiounen, wa se da funktionéieren, da funktionéiere se och nach meeschtens net gutt oder net esou op alle Fall, wéi mir eis dat virstellen.

Dofir mengen ech, dass d'Fro net déi ass, ob et wichteg ass, dass mer eng lokal, eng regional oder eng national Kommissioun hunn, mee d'Fro muss sinn: Wat fir eng Kompetenze sollen déi Kommissiounen hunn? Wat hunn déi ze maachen? Wat däerfe se? Wat hu se net ze maachen? Wat fir ee Pouvoir hu se? An ech mengen, déi Diskussioun wär vill méi spannend wéi just sech drop ze fokusséieren, ob dat elo eng lokal, eng regional oder eng national Kommissioun wär.

Wat awer bei deem drëtte Punkt interessant ass - dat ass deen, wou d'Kolleege vun déi Lénk aginn op Problemer, déi Leit kéinten hunn, fir hir Prêten zréckzebezuelen -, do hunn ech an deene leschte Wochen héiere vu Vertrieder vun der Bankeplaz, Vertrieder vu Lëtzebuerger Banken, an och a mengem Ëmfeld, dass d'Banken eigentlech kulant sinn den Ament an hire Clienten entgéintkommen. Dat war och dat wat, mengen ech, ee vun hire Vertrieder um Radio gesot huet, wéi mer driwwer rieds haten, dass an där leschter Kris d'Banken eigentlech de Problem waren, an dës Kéier kënne se da sech revanchéieren an en Deel vun der Léisung sinn.

Mee d'Fro, déi sech awer stellt, dat ass déi: Ass dat dote generaliséiert, dass effektiv déi eng oder aner Bank hire Clienten entgéintkënnt a seet: „Hei, et ass gutt. Mir prolongéieren d'Delaien. Mir setzen elo emol e Remboursement aus an Dir bezuelt eis dat spéider zréck?" Gëllt dat just fir d'Lëtzebuerger Banken oder gëllt dat zum Beispill och fir auslännesch Banken, déi hei zu Lëtzebuerg eng Filial hunn an hei zu Lëtzebuerg Prêten, Immobiliëprête lafen hunn?

Dat wär vläicht eng Fro, déi ech dem Minister wéilt mat op de Wee ginn, dass en dat eng Kéier mat sengem Kolleeg Finanzminister kuckt, ob mer do kéinte vun de Banke gewuer ginn, ob dat elo generell esou ass, dass effektiv d'Banken hire Clienten entgéintkommen. Wann dat net de Fall ass, da mengen ech schonn, dass et derwäert ass, nach eng Kéier drop zréckzekommen a sech hei an der Chamber driwwer ze beroden, ob een net sollt legiferéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Minister, datt en awer gutt op déi Motioun agaangen ass a seriö op déi Motioun agaangen ass, quitte datt mer eis vläicht net zu honnert Prozent eens ginn.

Virewech just eng kleng Saach: Déi Motioun, déi ass net „aus der Hëft geschoss" ginn, souzesoen. Also, et ass schonn eng intern Diskussioun bei déi Lénk gewiescht, eng kollektiv Aarbecht, déi gemaach ginn ass. A mir hunn eis einfach d'Fro gestallt, an déi hu mer eis relativ fréi gestallt, direkt wéi d'Pandemie an den État de crise lassgaange sinn -: „Wéi gi mer elo mat de Loyeren ëm?"

An net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ass déi Fro gestallt ginn. Déi huet sech international gestallt. Du si vill Zenarie gezeechent ginn: Et soll ee se ausloossen. Et soll ee se reportéieren - wat eng gutt schlecht Iddi ass a Wierklechkeet, oder eng schlecht gutt Iddi ass, an esou weider an esou virun.

Mir haten och an der Kommissioun driwwer diskutéiert, scho relativ fréi, am Abrëll oder am Mäerz - ech si mer net méi ganz sécher vum exakten Datum -, mee relativ fréi.

Duerno stellt sech ganz einfach d'Fro, natierlech: Wéi gi mir als Deputéiert domadder ëm?

Et kéint een natierlech nach eng Proposition de loi maachen. Bon, « chat échaudé craint l'eau froide ». Also, et geet een dovunner aus, datt dat vläicht e bëssen ze laang dauert. An de Problem ass jo och deen, datt een als Deputéierten net onbedéngt iwwert de kompletten Horizont vun Informatioune verfüügt wéi e Ministère mat sengen Administratiounen. Mee eng Chamber kann awer eng Regierung incitéieren, eppes ze maachen.

Ech wëll och preziséieren, datt mer déi heite Motioun jo ursprénglech wollten deposéieren, ier och de Gel vun de Loyeren d'lescht Woch decidéiert gouf. Bon, et ass warscheinlech ...

(Interruption)

Mir woussten et op jidde Fall nach net. Mee dat war jo och net Ar Schold. Also, well ursprénglech hätt et jo misse virun zwou ... Et war net Ar Schold! Dat ass ..., mee ech wollt dat just soen.

An innerhalb vun zwou Woche geschéie vill Saachen, zemools an dëser Zäit!

An dann zu der Refonte, déi den Här Minister engersäits proposéiert huet, an zwou Propositions de loi, déi mir virun zwee Joer deposéiert hunn: Déi zwou Saache si jo geschitt, ier déi Kris stattfonnt huet. Dofir, déi heite Motioun ass u sech net similaire zu deem, wat mir an eiser Proposition de loi fuerderen. Mir hunn an der Proposition de loi eng ganz aner Approche, wat de Loyer de référence ugeet, dat ass ganz kloer! Jo, jo, jo. Dat ass ganz kloer.

Mee dat heite war u sech eng Ureegung, déi heite Motioun, fir relativ schnell kënnen ze handelen. A si ass u sech nëmme geduecht fir deen heiten État de crise. Wa mer en normaalt Land wieren, da bräichte mer net vill ... Wa mer eng „normal Wunnengssituatioun" hätten hei am Land, da bräichte mer keng speziell Gesetzgeebung och a Covidzäiten ze hunn, well da kéint ee souguer a Krisenzäiten domadder ëmgoen.

Dofir ass dat heiten u sech e Versuch, no villen Diskussiounen, no villen Iwwerleeungen: Wéi kann een dat am beschten upaken? Datt et net zu honnert Prozent déi Ultraléisung ass, déi absolutt Léisung ass, kënne mir eis och virstellen. Well mer och net iwwer all Donnée verfügen. Mee op jidde Fall sinn et Indicatiounen. Duerno, natierlech, d'Chamber ass souverän - si wäert maachen, wat se wëllt.

Ech sinn awer och frou - wéi den Här Cruchten och gesot huet -: Also ech mengen och, mir musse wierklech doriwwer diskutéieren, wéi duerno d'Banken domadder ëmginn. Well dat Wuert „Versteesdemech" ass a mengen Aen e bëssen inflationär a leschter Zäit benotzt ginn: d'Versteesdemech vun de Patronen, d'Versteesdemech vun de Proprietären, d'Versteesdemech vun de Banken. Et geschitt. Wéi laang geschitt et? A wat sinn d'Konsequenzen duerno, op laang Dauer, vun deem Versteesdemech? Bon. Wie wäert dat ze droen hunn? Ech mengen, dat musse mer urgemment diskutéieren.

Ech mengen, ech bleiwen dobäi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech mengen, da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt huele mer de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmme fänkt un.

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 52 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 55 voix contre, 2 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui : MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Roy Reding), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : M. Marc Spautz ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels

Ech mengen, da kéinte mer direkt zur Questioun vun der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp un d'Madamm Tanson kommen. Madamm Nancy Kemp, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt fënnef Minutten, fir Ar Fro ze stellen, an d'Madamm Ministesch huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Madamm Nancy Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn de 24. Februar dës parlamentaresch Ufro 1925 un d'Madamme Ministesche fir d'Justiz, d'Famill an d'Gesondheet an un d'Häre Ministere fir bannenzeg Sécherheet, déi sozial Sécherheet a fir Educatioun, Kanner a Jugend gestallt a bis haut keng Äntwert kritt.

Dofir erlaabt mer, se elo nach eng Kéier ze stellen, well Dir selwer an Arer Äntwert eng „erschreckend" Äntwert ginn hutt, wéi Der selwer gesot hutt, am Kontext vun enger anerer Question parlementaire, déi ech den 13. Januar - Question parlementaire 1702 - gestallt hat iwwert d'Vervéierfachung vun de Meldunge vu Kanner, déi sech beim Kanner-Jugendtelefon gemellt hunn am Kontext vun Duerstellunge vu sexuellem Mëssbrauch vu Kanner am Internet.

Meng Froen dofir hei nach eng Kéier mëndlech: Wéi eng Ulafstellen an Therapië ginn et zu Lëtzebuerg fir Kanner a Jugendlech, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn? Gëtt et och Therapieméiglechkeete fir d'Ëmfeld vun de betraffene Mannerjäregen, zum Beispill d'Elteren? Ginn et zu Lëtzebuerg genuch Therapieplazen, fir datt och all Kand adequat ka betreit ginn, souwéi och fir säin Ëmfeld méiglechst?

Ginn dës Therapien zu honnert Prozent vun der Gesondheetskeess rembourséiert?

Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt, bis e Kand respektiv d'Famill kënne betreit ginn?

Ass d'Regierung der Meenung, datt dës Ulafstelle bekannt genuch sinn, oder misst nach méi sensibiliséiert ginn?

Kann d'Regierung eis e virleefege Bilan maache vum Fonctionnement vun der Afferambulanz? Wéi oft gouf dës Offer vum Staatslaboratoire an Usproch geholl? Wéi vill Persounen oder, besser gesot, wéi vill Mannerjäreger sinn zanter dem Asetze vun dëser Afferambulanz do virstelleg ginn?

A wéi oft konnten Informatiounen, déi do dokumentéiert gi sinn, a Strofprozesser verwäert ginn? Koum et och schonn zu Verurteelungen opgrond vun dësen Informatiounen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Nancy Arendt. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci Madamm Arendt. Et deet mer wierklech leed, deen Delai ass net ze excuséieren. Ech hu just dee klengen Deel vun der Äntwert, dee mech selwer betréfft. Ech hunn awer elo eng Zort koordinéiert Äntwert per Mail kritt. Ech erlabe mer, se dann hei vu mengem Telefon zum Deel ofzeliese fir déi Elementer, déi mech net concernéieren, mee fir dass Der esou eng komplett Äntwert wéi méiglech kritt.

Et erkläert sech eeben doduerch, dass ganz vill Ministeren implizéiert sinn. Mee bon, dat soll awer keng Excuse sinn. Et deet mer wierklech leed, dass dat elo esou laang gedauert huet.

Also d'Konsequenze vum sexuelle Mëssbrauch sinn natierlech villfälteg a villschichteg. D'Reaktioune vu jiddwer Affer sinn ënnerschiddlech op d'Situatioun, déi d'Affer grad erlieft huet. Niewent enger ausféierlecher Berodung kënnen, deemno wéi d'Situatioun sech ubitt, spezialiséiert Servicer noutwendeg sinn. Duerfir sollt d'Berodung an d'Propositioun vun enger Therapie vu Fall zu Fall ganz individuell consideréiert ginn, an dëst souwuel fir d'Kand - dee Jonken - wéi natierlech och fir d'Ëmfeld vun deem betraffene Mannerjäregen.

Et gëtt eng ganz Rëtsch un Ulaf- an Therapiestellen. Dat sinn: d'Aktioun Bobby - d'Sektioun „Protection de la jeunesse" vun der

Police judiciaire -, mat hirer Telefonsnummer 12321, et ass de Planning Familial, et ass d'Alupse, et ass d'Meederchershaus, d'Services d'aide aux victimes, d'Erzéiungs- a Familljeberodung „AFP - Solidarité-Famille", de Service national de pédopsychiatrie, de Service national de psychiatrie juvénile an d'psychologesch Praxen, déi natierlech och kënnen dorobber spezialiséiert sinn. Doniewent gëtt et och eng Rëtsch konventionéiert ASBLe vum „Mega" (ndlr: vum Ministère de l'Égalité des chances). Dat sinn OXYGENE - Femmes en détresse ASBL, infoMann - actTogether a PSYea - Femmes en détresse ASBL …, jo, déi hat ech schonn. Voilà!

D'Ulafstelle fir eng ambulant Therapie …, voilà, dat ass nach eng Kéier datselwecht.

Dann hat Der gefrot: „Ginn et zu Lëtzebuerg genuch Therapieplazen, wou ee ka betreit ginn? A ginn dës Therapien zu honnert Prozent vun der Krankekeess rembourséiert?"

Bon, ech mengen, ech hunn Iech elo opgezielt, et sinn eng ganz Rëtsch vu Plazen, déi ugebuede ginn. An et ass och esou, dass déi Kanner, déi Affer si vu sexuellem Mëssbrauch, en charge geholl ginn. Dat ass och eng Informatioun, déi mer kruten.

Therapieplaze bei Psychologen, Psychotherapeuten, déi en Agrement vum ONE (ndlr: vum Office national de l'enfance) hunn, gi mat engem klenge Participatiounsundeel vun der Famill gréisstendeels vum ONE iwwerholl.

De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen, datt Therapieplaze géife feelen. „Bei zwee Services nationaux am Kanner- a Jugendberäich, engem spezialiséierte Service wéi der Alupse, enger spezialiséierter Ekipp am Planning Familial am konventionéierte Beräich an iwwer 350 Psychologen, Psychotherapeuten misste genuch Ulafstellen ze fanne sinn", ass d'Ausso vun der Santé.

Wéi laang kann et am Duerchschnëtt daueren, bis e Kand betreit gëtt? De Ministère de la Santé seet dozou: „Der Ufro betreffend eng Prise en charge vun de Kanner gëtt séier nogaangen, am beschte Fall den Dag selwer vun der Ufro oder eebe wierklech an den Deeg, déi direkt hannendru sinn."

Dann hutt Der gefrot, ob d'Regierung der Meenung ass, datt dës Ulafstelle bekannt genuch sinn. Muss net méi sensibiliséiert ginn? Ech mengen, déi sinn alleguerten ze fannen op de jeeweilegen Internetsitten, mee et kann een natierlech ni genuch dovunner schwätzen. Duerfir ass dat hei jo dann och eng gutt Geleeënheet, fir nach eng Kéier e Rappell ze maache vun all deene Servicer, déi et gëtt.

Zur Afferambulanz: Zanter dass d'Umedo (ndlr: d'Unité médico-légale de documentation des violences) am Juli 2018 hir Dieren opgemaach huet, gouf a 76 Fäll dës Offer an Usproch geholl. Dorënner koum et a 35 Fäll zu Ënnersichungen, wärend et sech an 41 Fäll ëm Consultatiounen iwwer Telefon gehandelt huet.

Dann hutt Der gefrot, wéi vill Persounen a wéi vill Mannerjäreger zënter dem Asetze vun der Ambulanz do virstelleg gi sinn. Mannerjäreg Persounen hunn op Basis vum Gesetz net d'Méiglechkeet, Gebrauch vun der Offer vun der Umedo ze maachen. Dat erkläert deemno, firwat keng Fäll vu Mineuren am Kader vun der Umedo virstelleg gi sinn.

Wéi dacks konnten Informatiounen, déi do dokumentéiert ginn, a Strofprozesser verwäert ginn? Koum et schonn zu Verurteelungen opgrond vun deenen Informatiounen?

Bon, deen een Deel ass da mäin - do verweisen ech op eng Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 1372, wou preziséiert gi war, dass déi Informatiounen net am JUCHA sinn, well se net relevant si fir den administrative Suivi vun enger strofrechtlecher Prozedur. D'Informatioun, wa se existéiert, ass nëmmen an deene jeeweilegen eenzelnen Dossieren ze fannen a si kann also net fir statistesch Zwecker benotzt ginn.

An et ass nach d'Prezisioun och vun der Santé, dass d'Dokumentatioun vun den Ënnersichunge souwéi d'Asservéierung vu biologesche Spueren am Kader vun der Umedo strengen dateschutzrechtleche Bestëmmungen ënnerleien, an doriwwer eraus dann och dem Secret médical. D'Informatiounen, déi d'Umedo zesummendréit, kënnen deemno am Prinzip och just un déi concernéiert Persoun perséinlech iwwermëttelt ginn, dat dann mam Accord vun där concernéierter Persoun. An déi selwer decidéiert dann, wat se domadder mécht.

Voilà! Ech hoffen, et war elo komplett genuch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech hunn awer och nach eng Fro vum Här Reding opstoen. Wann dee mer se och wëllt stellen, do brauch ech keen Handy.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also, wann den Här Reding déi Fro, déi nach opsteet vun him, och wëllt stellen, da kann en dat direkt maachen. Oder e kritt eng schréftlech Äntwert. Här Reding?

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech akzeptéieren déi schréftlech Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kritt Dir Är schréftlech Äntwert.

8. Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 599 de ce compte rendu)

Mir kommen dann elo zur Motioun vun der Madamm Djuna Bernard iwwert déi kulturell Institutiounen, déi virum État de crise hu missen zoumaachen. An ech géif direkt der Madamm Bernard d'Wuert ginn.

Exposé

Mme Djuna Bernard *(déi gréng), auteur.*- Villmools merci, Här President. Erlaabt mer, virewech de Membere vun der Kulturkommissioun e grousse Merci ze soe fir déi konstruktiv an zilorientéiert Diskussiounen iwwert d'Situatioun vun der Kultur an an no der Coronakris.

Dës Motioun ass zustane komm duerch den engagéierten Asaz vun der honorabeler Deputéierter Octavie Modert a baséiert sech maassgeeblech op eng éischt Motioun vun der CSV, déi mer an d'Kommissioun verwisen hunn an de 14. Mee wärend der Sëtzung vun der Kulturkommissioun diskutéiert hunn.

Ech wëll awer och der Ministesch Sam Tanson e grousse Merci soen, souwuel fir hiert schnellt Agéiere fir de Kultursecteur, mee och fir hir grouss Disponibilitéit an der Kulturkommissioun, wou mer och erëm kommenden Donneschdeg déi nei Mesuren an Entwécklunge vum Kultursecteur op de Leescht wäerten huelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg war fréi dru mat den Hëllefen, spezifesch fir de Kulturberäich, an huet déi och konstant adaptéiert säitdeem, an dëst ganz rezent am Kader vum Neistart-Programm, deen e Méindeg virgestallt gouf.

Ech hu mech awer och domat beschäftegt, wéi de Kulturschafenden am Ausland gehollef gëtt. Hei lafen déi meescht Hëllefen an engem méi generelle Kader fir déi ganz Wirtschaft, wouduerch spezifesch Zuele fir de Kultursecteur schwéier ze fanne sinn. No an no ginn awer iwwerall speziell Urgencemoossname fir d'Kultur getraff, mee déi koumen oft vill ze spéit a si vill manner breet wéi d'Mesuren zu Lëtzebuerg. De Besoin dofir weist awer, dass de Kultursecteur hei wochelaang duerch d'Raster vun der Ofsécherung gefall ass, wat mir zu Lëtzebuerg vun Ufank u konnte verhënneren.

A mir bleiwe jo och net stoen. Mir ënnerstëtze weider. Eis Hëllefe sinn also net nëmme méi héich fir de Kultursecteur, vis-à-vis vum Ausland, mee och méi adaptéiert a méi previsibel fir déi Concernéiert.

D'Previsibilitéit ass dat, wat vill Kënschtler a Kulturschafend grad elo brauchen. Mir si matten am Deconfinement an dëse betrëfft och de Kultursecteur ganz direkt. Ëmsou méi begréissenswäert ass et, dass kulturell Evenementer och an Zukunft kënnen - natierlech ënner Krittären - stattfannen an d'Leit aus dem Secteur wëssen, op wat se sech astelle kënnen a mussen. Dat gëllt souwuel fir de künstleresche Plang, de logisteschen an organisationnelle Plang, mee natierlech och de finanzielle Plang, deen och nom Enn vum État de crise net einfach geléist ass.

Deementspriechend schwätze mer hei iwwer eng breet gedroe Motioun, déi notamment freet, dass no Léisunge gesicht gëtt, fir de Kulturschafende finanziell och iwwert déi erweidert Krisenzäit ënnert d'Äerm ze gräifen. Si freet awer och, dass méi laangfristeg Konsequenzen an Iwwerleeungen aus der Kris fir de Kultursecteur gezunn a gefouert ginn. Dëst betrëfft de Kulturentwécklungsplang, mee awer och Iwwerleeungen zum Gesetz iwwert de Statut vun den Artisten an den Intermittenten.

An natierlech ass eis besonnesch wichteg, dass sech d'Kulturministesch nach weider wéi bis elo och proaktiv fir hire Kultursecteur asetzt an e Plang presentéiert, wéi de sougenannten Après-crise fir d'Kultur kann ausgesinn a wat d'Perspektive fir d'Acteuren um Terrain sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kultur huet wärend dem Confinement nei Weeër fonnt, fir sech auszedrécken. Si huet eis Mutt gemaach, ofgelenkt, eis Kanner animéiert an eis zum Nodenke bruecht. Mir hu virun allem gemierkt, wéi vill mer se vermëssen. D'Mënschen aus dem Secteur, d'Kulturschafend, d'Intermittenten, d'Artisten, brauchen elo Perspektiven, Ënnerstëtzung an Transparenz. A genau dofir setzt sech dës Motioun an, iwwert déi mer haut ofstëmmen.

Ech soen elo scho jiddwerengem e grousse Merci, dee se wäert matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, Kultur ass e Grondbedürfnis. An dofir ass et och wichteg, sech drëm ze këmmeren.

An déi Motioun, déi d'Madamm Bernard als Presidentin vun der Kulturkommissioun elo hei hannerluecht huet, hëlt och ganz villes erëm vun der CSV-Motioun, souguer déi ganz Struktur. Schued just, datt eis konkreet Moossnamen erausgeholl gi sinn an d'Motioun esou awer e bësse verwässert ass.

Dobäi ass et ubruecht, datt och fir d'Kultur spezifesch Moossnamen an Hëllefen opgestallt ginn. An der Kulturkommissioun vun der leschter Woch sinn do weider keng nei Elementer vun der Regierung komm gewiescht.

Allerdéngs geet elo an der Motioun rieds vun engem „plan de relance", dat ass nei. An esou e Plang, dat ass och wichteg an néideg an ubruecht. An dofir stëmmt d'CSV d'Motioun och mat.

Mir hätten awer gär huerteg Prezisiounen zu dësem Plang, well an der Regierung hirem „Neistart" vun der leschter Woch steet zwar dat Wuert „Kultur" dran, awer net een eenzege konkreete Saz, wat do komme soll oder gemaach gëtt. De Kultursecteur, Kënschtler a Kulturschafend brauchen awer Perspektiven. An déi wëll ech an där nächster Chamberswoch vun der Regierung wëssen.

En attendant stëmmt d'CSV dës Motioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Jo, Här President, léif Kolleegen, merci och un d'Kulturkommissioun an un hir Presidentin, d'Djuna Bernard, fir déi Motioun, déi natierlech an déi richteg Direktioun geet, fir nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun der Kultur opmierksam ze maachen.

Grad a Krisenzäiten, do däerf d'Kultur net vergiess ginn. Dat war dat, wat och à l'unanimité an der Kulturkommissioun erauskomm ass. Dat ass och eppes, wat natierlech gedeelt gëtt vun der Regierung. Kultur ass wichteg, net nëmmen, well se dem Public Freed mécht, mee well se och en net negligeabele Facteur ass fir dat soziaalt an och dat ekonomescht Liewen am Land.

Ech mengen, déi wichtegst Decisioun, déi elo geholl ginn ass fir d'Kultur, dat ass déi vu gëschter, wou erëm decidéiert ginn ass, datt am Respekt vun de Geste-barrièren awer erëm Treffe kënnen tëschent den Artisten an hirem Public geschéien.

D'Kultur kann also erëm eropgefuer ginn. A complementaire zu natierlech den Orientatiounen, déi dës Motioun gëtt an déi mer zu wierklech enger larger Majoritéit droen, wënschen ech surtout den Direktere vun eise Kulturhaiser, den Administrateure vun eise Kulturassociatioune ganz vill Kreativitéit an der Émsetzung vun deem, wat elo vun hinne verlaangt gëtt, nämlech et ze erméiglechen, mat der gréisstméiglecher Sécherheet awer erëm ze kucken, datt den Accès pour tous à la culture garantéiert ass.

Dëst gesot, wéi gesot, stëmmt déi Demokratesch Partei och dës Motioun mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Dann huet den honorabelen Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Bernard fir dës Initiativ an deen Text, dee se presentéiert huet. Mir hunn deen Text net matënnerschriwwen, awer mir stëmmen e mat. An deen Ënnerscheed wëll ech erklären.

Mir hunn en net matënnerschriwwen, well zwou Saachen drastinn, wou mer eis wierklech Froe stellen. Dat Éischt ass d'Differenz op deem Dialog mat de Medien, datt mer elo do solle méi Wierker erabréngen. An do ass déi éischt Bemierkung, déi mer maachen - an do referéieren ech mech och op eng Initiativ vu mengem Kolleeg Roy Reding -, datt mir emol gär géifen den aktuelle Vertragsstand kenne mat zum Beispill RTL, ier mer higinn a soen: „Mir wëllen elo nach dëst an dat derbäimaachen." Mir géife gäre wëssen: Wat ass iwwerhaapt d'Verhandlungsgrondlag?

Mir wëssen, datt am Ableck nach e Prozess leeft. Mir waarden dorobber. Mee ech mengen, et ass selbstverständlech dat Recht vun der Chamber, dee Vertrag mat RTL notamment ze kennen. A wa mer dee bis kennen, da kucke mer, wéi mer weider kënne verhandelen.

Eng zweet Observatioun ass déi Formuléierung, déi een dacks héiert, datt mer solle Kënschtler förderen, déi „e Lien" mat Lëtzebuerg hunn. Do ass eng Pudeur d'expression, déi mir net deelen! Mir soen als ADR: „Mir solle Wierker deelen, déi vu Lëtzebuerger Artiste sinn an déi op Lëtzebuergesch sinn." Mir hu keng Angscht, fir eiser Kultur e Rang anzeraumen, dee se eiser Meenung no verdéngt! Et ass sécher an eisen Ae luewenswäert, wann ee seet: „Jiddwereen, deen e Lien mat Lëtzebuerg huet, dee soll kënne gefërdert ginn." Dat ass awer net eigentlech d'Aufgab, mengen ech, vun der Lëtzebuerger Politik. Eis éischt Aufgab ass et, och emol no de Lëtzebuerger Kënschtler an och no de Wierker a Lëtzebuerger Sprooch ze kucken. Wie géif et soss maachen?

Eng drëtt Consideratioun ass dee Kulturentwécklungsplang. Mir sinn net ganz frou mat deem, fir et fein auszedrécken, well mer soen: „Kultur huet fräi ze sinn!" Un éischter Plaz! Wa mer vun hir eng wierklech Onofhängegkeet erwaarden, eng kritesch Distanz zu villem, muss se och finanziell onofhängeg sinn. Dee Kulturentwécklungsplang ass e Schrëtt a Richtung Dirigismus. En ass net schlecht gemengt, well vu Kulturhëllef op Kulturplanung, dat ass ee Schrëtt. Mee deen nächsten ass eng staatlech, eng Staatskultur.

Mir wëllen dee Wee net goen! An dofir warne mer virun esou Saache wéi engem Kulturentwécklungsplang, well en inhärent Geforen a sech dréit. Well awer déi Referenz dran ass, ënnerschreiwe mer d'Motioun net.

Awer mir stëmme se mat. Mir stëmme se mat, well mer, wéi jiddwereen heibannen, iwwerzeegt sinn, datt d'Kultur an dësen Zäite muss ënnerstëtzt ginn, datt mer mussen zesummeschaffen, fir dee wichtegen Deel vun eisem sozialen, intellektuelle Liewe kënne lieweg ze halen, fir kënnen de Kontakt ze hunn an déi Konfrontatioun mat Iddien, déi mer soss net ëmmer begéinen. Mir wäerte se also matstëmmen, awer mat alle Reserven, déi ech gesot hunn: „Kultur ass fräi. Kultur muss fräi bleiwen!"

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Kultur ass wichteg an essenziell virun der Kris, an der Kris an och no der Kris. Mir sinn eis all bewosst, dass déi Kulturschafend, egal aus wéi engem Secteur se kommen, an de leschte Méint gelidden hunn. Dass d'Regierung am Kader vun der Coronakris an dem Stabilitéitspak och Hëllefe fir de Kultursecteur afléisse gelooss huet, dat ass begréissenswäert. An et kommen der jo och nach no.

Dass d'Kultur verbënnt, brauch ech jo elo wuel hei net onbedéngt extra ze betounen. Mee et huet een dat och nach eng Kéier ganz däitlech gesi mat deene séllechen Aktiounen, déi virun allem op de soziale Medien elo vu ganz ville Kulturschafende gemaach gi sinn an déi och e ganz groussen Erfolleg haten. Mir hunn eng qualitativ a quantitativ héichwäerteg Kulturzeen, déi et onbedéngt ze ënnerstëtze gëllt. Mir musse verhënneren, een Deel vun dëser Kultur, a wann et och nëmmen e klengen Deel wier, an dëser Kris ze verléieren, well soss géif Lëtzebuerg als vill méi en aarmt Land aus dëser Kris erausgoen.

An deem Sënn kënne mir als LSAP-Fraktioun dës Motioun, wéi se elo hei virläit, ënnerstëtzen, well et wichteg ass, fir elo an der aktueller Phas, an awer och an deene Phasen, déi kommen, déi Kulturschafend net eleng ze loossen a beschtméiglech ze ënnerstëtzen, fir si um Wee an déi kulturell Normalitéit, wann et dat da sollt ginn, ze begleeden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Allem, wat bis elo iwwert de Stellewäert vun der Kultur gesot ginn ass, kann ech mech natierlech nëmmen uschléissen. An

ech mengen, datt an der Kris, vun där jo evidenterweis och d'Kultur an déi kulturell Produktiounen direkt betraff sinn doduerch, datt se bis viru ganz Kuerzem iwwerhaapt kee Public méi konnten empfänken, datt dee ganze Kultursecteur duerch dës Situatioun quasi och virun e Schock gestallt ginn ass, wou relativ séier d'Regierung effektiv, an enger éischter Reaktioun, dorobber reagéiert huet, fir dat Gesetz, dee Kader, dee mer am Moment hunn, esou unzepassen, datt méiglechst wéineg Leit duerch d'Netz falen. Well betraff si virun allem déi Kulturschafend selwer.

A mir hunn, wat déi Kris sech weider entwéckelt huet iwwert déi lescht Wochen, festgestallt, wéi gesot, datt dat Gesetz, wat mer hunn, duerchaus seng Forcen huet, mee awer och duerchaus seng Faiblessen. An duerfir ënnerstëtze mer och dës Motioun, wou am éischten Tiret drasteet, fir genau dat dote Gesetz op de Leescht ze huelen. Mir hu festgestallt, datt d'Situatioune vun deenen ënnerschiddleche Statuten, deene vum Artist a vum Intermittent, ënnert sech nach eng Kéier esou verschidden an esou komplex sinn, datt et schwéier ass, mat engem eenzegen Text all deene verschiddene Situatioune kënne gerecht ze ginn.

Well dat, wat d'Gesetz à la base ass, dat ass eng sozial Mesure. Et ass kee Revenu de remplacement wéi de Chômage. Wat Vir- an Nodeeler huet. A mir mussen dat wierklech der Situatioun vun deene Kulturschafenden entspriechend, mengen ech, evaluéieren an och iwwerpréiwen, awéiwäit dat zäitgeméiss ass, awéiwäit dat de Besoine vun deenen Eenzelnen och entsprécht.

Dann, en zweet Element ass d'Fro vun der Previsibilitéit. Mir sinn effektiv gëschter gewuer ginn, datt kulturell Veranstaltunge mat Public erëm méiglech sinn, ënner bestëmmte Konditiounen. Wat am Moment nach manner kloer ass, dat sinn d'Produktiounsbedéngungen. Dat heescht, ënner wéi enge Konditiounen ass et méiglech fir Museker ze prouwen? Mir hunn de Moien och nach eng Kéier de Fall vu Chorallen ugeschwat.

Awer och an deem Beräich, deen ech jo ganz gutt kennen, dem Theater: Wéi ass et do an Zukunft méiglech ze prouwen? Well et geet jo net nëmmen duer, datt Zuschauer do sinn, et muss och am beschte Fall eppes op der Bün kënne gebuede ginn. An och do, mengen ech, ass nach e Schrëtt ze maachen, si gemeinsam Iwwerleeungen ze féieren.

An en allerlescht Wuert op d'Aussoen hi vum Fernand Kartheiser vun der ADR, wat d'Lëtzebuerger Sprooch ugeet: Déi gréisst Wierker vu Lëtzebuerger Kënschtler sinn net onbedéngt a Lëtzebuerger Sprooch verfaasst! An eng Kompositioun vun engem wéi dem David Ianni, zum Beispill, ass an enger Sprooch verfaasst, déi vläicht eng vun deene wonnerbaarsten ass, nämlech déi universell Sprooch vun der Musek.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, da kéime mer zur Ofstëmmung. Nee, den Här Sven Clement. Entschëllegt!

(Interruption)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech mengen, eleng un den Aussoen, déi mer elo grad héieren hunn, mierkt een, wéi divers d'Kulturlandschaft ass an datt et vereinfacht ausgedréckt wär ze soen, datt ee mat engem Gesetz, wéi dat am Ufank gemaach gouf, all d'Facetten dovunner kéint ofdecken.

Et ass wichteg, datt mer direkt agéiert hunn. An ech mengen, datt déi Hëllefen och séier bei deene Leit ukomm sinn, déi eligibel waren. Mir mierken awer elo, datt et punktuell Plaze gëtt, wou een nach nobessere kann. An ech mengen, datt déi Motioun hei genau an déi richteg Richtung geet, fir eebe genau dat ze maachen.

Wat mir perséinlech immens wichteg ass, ass datt mer eis Kulturlandschaft un déi nei Gegeebenheeten upassen, an deene mer eis elo erëmfannen. Engersäits hu mer eng ganz Rëtsch Produktiounen, déi prett sinn, déi an de Startlächer stinn, fir sech ze lancéieren. Et sinn nei Produktioune wärend dem État de crise preparéiert ginn, ouni datt se konnte geprouft ginn, ouni datt se konnten e Public fannen. Ech mengen, datt mer warscheinlech an eng Zäit wäerte kommen, wou et u Produktiounen net onbedéngt mangelt, wou et éischter d'Fro ass: Kréie mer genuch Public op déi richteg Plazen? Däerf de Public schonn nees dohinner goen? Ech mengen, dat si kruzial Froen.

An den däitschen Dichter Jean Paul huet eng Kéier gesot: „Die Kunst ist zwar nicht das Brot, aber der Wein des Lebens." An hei invitéiere mer d'Regierung, fir eppes am Sënn vum Brout fir d'Kënschtler ze maachen, fir eeben do nach eng Kéier iwwert d'Mesuren nozedenken, fir dat ze evaluéieren. An ech mengen, duerfir kënne mer dee Projet hei dann och matënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Merci. Fir d'éischt emol villmools merci, Madamm Modert, dass Der dat ugestiwwelt hat déi leschte Kéier, wéi mer hei iwwert d'Gesetz diskutéiert hunn. Ech si jo ëmmer erëm der Meenung, dass een net ka genuch, och politesch, iwwer Kultur diskutéieren. An ech sinn och ganz frou, trotz verschiddene Bemollen, op déi ech vläicht nach zréckkommen, dass hei esou eng breet Zoustëmmung ass fir dat doten.

Et ass manner prezis, wéi Dir virgeschloen hat. Dat ass richteg. Zum engen, well mer beim Intermittentsstatut elo nach net kënne genau soen, a wéi eng Richtung dass et wäert goen. Mir hunn elo relativ vill Erfarungswäerter an deene leschte Woche gemaach, mee eis Leit schaffen am Moment nach ëmmer an der Urgence, fir esou séier wéi méiglech d'Aiden auszebezuelen - et ass fir mech verfréit, fir elo ze soen, mir mussen do oder do upaken.

Wann ech reng meng Positioun kucken: Ech hunn nach virun e puer Méint geduecht, mir missten dee Statut, wou ech immens frou sinn, dass mer en hunn, dass meng Virgänger deen en place gesat hunn, mir missten dee just punktuell adaptéieren. Or, ech kommen awer mëttlerweil zur Konklusioun, dass mer do e bësse méi déif gräifend mussen drugoen. Just vläicht eng Zuel: Mir hunn am Mount Mee 435.000 Euro iwwert dee Budgetsposten ausbezuelt. Dat ass en absolutt neie Rekord. Et sinn 205 Demanden do traitéiert ginn. Och dat ass en neie Rekord.

Dann, deen zweete Punkt war dee vum Plan de relance. Do hat Dir effektiv eng Rëtsch Propositioune gemaach. D'Regierung huet déi lescht Woch, wéi mer dee ganze Programm „Neistart Lëtzebuerg" ugeholl hunn, och e puer Mesuren a puncto Kultur ugeholl. An den Donneschdeg kënne mer am Detail an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech soen lech elo eng Kéier déi grouss Linnen:

Deen éischte Posten, dat sinn 1,5 Milliounen, wou mer an d'Konventioune vun de besteeënde Konventiounen, déi mer elo hunn, weider investéieren, fir dass déi Haiser dat och erëm weider kënnen an d'Artisten investéieren. Et sinn eng ganz Rëtsch vun Institutiounen, déi elo vill Perten hate bei hire Recetten, well se keng Entréestickete verkaaft hunn, well se kee Catering haten, well se och keng Locatiounen haten. Dat heescht, do stinn eng Rëtsch Haiser viru reelle Problemer, déi mer probéieren, iwwert de Konventiounsbudget guttzemaachen.

Dann hu mer 1,5 Millioune fir Projeten an der Kultur virgesinn. Dat ass dat eent. Dat sinn zwee Posten, déi mer schonn hunn, déi mer elo verstäerken, fir eeben der aktueller Situatioun Rechnung ze droen.

Dat eent sinn Acquisitiounen, wou mer e Budget hunn, wou de Ministère fir 100.000 Euro d'Joer Acquisitioune bei Artiste mécht. Dee wëlle mer elo iwwer 150.000 Euro eropsetzen, dass mer domat och d'Galerien ënnerstëtzen. D'Galerië kënnen da Projeten eraginn, wou d'Artisten an d'Galerien ënnerstëtzt ginn.

Mir hunn d'Commande musicale. Och dee Posten hu mer verstäerkt. Amplaz vu 50.000 Euro sinn der elo 60.000 derbäikomm, soudass net just eng Selektioun vun Ensembelen eng Commande ka maachen, mee dass mer dat elo méi breet opstellen an och den OPL mat an dee System vun de Commandes musicales eranhuelen, soudass den OPL och eng Commande musicale wäert kënne ginn.

Mir ginn e Soutien à l'écriture vun engem Theatersteck, wou Projete kënnen eragereecht ginn, wou dann e Jury verschidde Projete selektionéiert, wou dann eenzel Haiser, Ensembele kënne Projete schreiwen, en Auteur bezuelt gëtt fir d'Écriture an herno dann och d'Produktioun en tant que tel bezuelt gëtt.

Mir hunn e Projet fir d'Reprise vu Piècen, eebe wa mer dervunner schwätzen, wéi mer elo an Terme vu Confinementszäite kënnen a mussen den Theater zum Deel nei denken, dass mer dat och ënnerstëtzen.

Dann hu mer e wichtege Projet, dat ass dee vun den Artistes associés, dat ass dee gréisste Poste vun deenen 1,5 Milliounen, wou dann déi eenzel Institutioune sech kënnen en Artiste associé, wéi dat elo schonn Haiser wéi Neimënster zum Beispill maachen, bäihuelen, deen dann eng gewësse finanziell Sécherheet huet a Projete mat deem Haus zesumme lancéiert.

An d'Residence vu Buerglënster wäerte mer elo ëmfonctionéieren. Déi kritt elo e Kollektiv zur Verfügung gestallt, och mat engem Budget vun 100.000 Euro, wou se kënne Projeten dann zu Buerglënster maachen.

Da sinn nach zwee Investposten. Dat eent ass fir d'Musées régionaux, wou mer festgestallt hunn, dass déi wierklech e Bedarf hunn, fir hir Zeenografie ze verbesseren, fir verschidden Investitiounen ze maachen, déi et einfach dann e bësse méi attraktiv maachen, wou mer an engems och d'Handwierk mat derbäi kënnen huelen, wou eng Millioun virgesinn ass. An dann nach eng Millioun fir d'Sites touristiques et archéologiques, wou mer kënnen opwäerten an do dann och gläichzäiteg d'Handwierk matziele kënnen. Dat sinn da fënnef Milliounen insgesamt fir dee Plan de relance.

Just nach eppes zu der Fro vum Lëtzebuergeschen. Ech mengen, de Marc Baum huet et esou schéi gesot, wéi ech et net selwer, mengen ech, elo hikritt hätt. Déi Oppositioun, fannen ech, ass eppes, wat mer widderstrieft. An Dir kënnt net op där enger Säit soen: „D'Konscht muss fräi sinn!", an op där anerer Säit soen: „Mee si muss op Lëtzebuergesch sinn!" Well ech mengen, dat ass eng ...

(Brouhaha)

... Kontradiktioun, qui ne tient pas la route. An ech verstinn och net, wéi grad Dir, deen Dir jo awer ëmmer gutt d'europäesch Reegelen am Bléck huet, kënnt soen, dass mer kéinten Aidë just u Lëtzebuerger Artiste ginn, well dat ass am Widdersproch mam europäesche Recht.

Mir kéinten net, souguer wa mer et wéilten - wat mer natierlech op kee Fall wëllen an engem multikulturelle Land wéi Lëtzebuerg -, just deene mat enger Lëtzebuerger Nationalitéit eng Ënnerstëtzung ginn. Dat geet iwwerhaapt net! Dat ass keen objektive Krittär, no deem mer kéinten déi Aidë verginn, soudass ech der Meenung sinn, dat Multikulturellt, an do ass d'Wuert „Kultur" mat dran, dat gëllt speziell nach méi an der Kultur wéi soss anzwousch.

Natierlech hu mer formidabel Artisten, déi sech op Lëtzebuergesch expriméieren, mee mir hunn och formidabel Lëtzebuerger, franséisch a wat weess ech, vu wéi engen Natioune se alleguerte kommen, Artisten, déi sech an alle méigleche Sproochen expriméieren, wou ech houfreg drop sinn, dass déi dat zu Lëtzebuerg maachen, mat engem Lien zu Lëtzebuerg. An déi wëlle mer natierlech alleguerten ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Kulturministesch. An dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Parole après ministre! Här President, et ass ëmmer interessant, wann een hei Saachen an de Mond geluecht kritt, déi een net gesot huet.

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee dofir wëll ech nach eng Kéier preziséieren, wat wierklech gemengt ass. Ech hu gesot: „Mir solle Lëtzebuerger Kënschtler ënnerstëtzen a Wierker, déi op Lëtzebuergesch geschriwwe sinn." E Lëtzebuerger, dee Musek schreift, gehéiert an déi Kategorie.

Wann ech soen, datt d'Konscht soll fräi sinn, gëtt dat net a Fro gestallt doduerch, datt ech soen: „Nëmme bestëmmte Leit solle mer finanziell ënnerstëtzen als Staat." Well mir mussen eis dat jo iwwerleeën als Staat, wéi eng Krittäre mer huelen, fir eng Ënnerstëtzung ze ginn, a wiem. Dat ass eng legitimm Demarche. Mir kënnen net - fir d'Beispill ad absurdum ze féieren, zum bessere Verständnis -, mir kënnen net iwwerall a jiddwereen ënnerstëtzen, also muss et eng selektiv Selektioun ginn, eng Selektioun, déi eiser Kultur hei am Land entsprécht. Absolutt legitimm!

Wann een elo higeet, wéi Dir dat sot an Ärer Ausdrocksweis, well Der net méi wëllt soen: „Mir ënnerstëtze Lëtzebuerger Kënschtler oder Wierker, déi op Lëtzebuergesch sinn", oder esou, dann heescht dat ewell ëmmer „les productions d'artistes", och am Kulturentwécklungsplang iwwregens, „ayant un lien avec le Luxembourg".

Wat heescht dat? Wéi vag kann dat sinn? Wou ass do eigentlech och d'Gerechtegkeet an der Selektioun a wou fänkt dat Arbiträert un? Wou ass dee Lien mat Luxembourg? Wou ass dee Lien, déi Plus-value fir eist eegent Kulturliewen?

Wësst Der, dee Multikulti- oder Interkulti-Usaz, dee mer jo do hunn, ass eng ganz wonnerbar Saach, wann een e richteg versteet. Eist Land, wéi och am Ganzen iwwerall, mir gewannen un der Pluralitéit vu Kulturen, wou eng déi aner ka befruchten, eng déi aner inspiréieren, eng un där anerer wuessen.

Awer Multikulti ass heiansdo e Synonym fir d'Klengschwätze vun deem Eegenen, fir ze soen: „Mir kënnen eist Eegent net méi esou no vir stellen, well mer jo déi aner mussen op d'mannst esou vill respektéiere wéi eist Eegent!" An do ënnerscheede mer eis. Mir soen: „D'Konscht, oder och Europa, ass e Mosaik, an dee jiddwereen, och d'Lëtzebuerger, vläicht e klenge Steen, e klenge Steenche kann draleeën, awer ouni dee Stee wär dat Mosaik net komplett." A fir eis ass Multikulti eppes, wat mir gesinn an der Gläichrangegkeet - op d'mannst! - hei am Land mat deenen anere Kulturen, an net e Virwand fir ze soen: „Mir kënnen eist Eegent net méi no vir stellen, well mer alles anescht mussen op e gläichen Niveau setzen."

Dat ass, mengen ech, e grondleeënden Ënnerscheed. Mir bekennen eis och zu deem, wat Lëtzebuergesch ass, ouni Komplex, ouni Reserv. An domadder schléisse mer keen aus. Mee mir kucken, datt mir bäidroen a fleegen, wat eis uvertraut ass, eis Lëtzebuerger Kultur an eis Lëtzebuerger Sprooch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Madamm Tanson wëllt nach dorobber reagéieren. Madamm Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Jo, ech sinn elo relativ erstaunt, well éischtens hutt Der ganz kloer gesot, dass just Lëtzebuerger Artiste sollen ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, ech sinn net dat Eenzegt, wat dat hei esou héieren huet. An dat geet iwwerhaapt net. An dat schléisst och dat aus, wat Der elo erkläert hutt.

Ech si perséinlech der Meenung, dass d'Nationalitéit an deem heite Kontext komplett egal ass. Dat, wat wichteg ass, dat ass d'Resultat. An Dir kënnt jo net op där enger Säit vu Fräiheet vun der Konscht schwätzen ... Ob ech mech op Franséisch oder op Lëtzebuergesch expriméieren, wann ech e Buch schreiwen, dat gehéiert och zur kënschtlerescher Fräiheet.

An dat wëllt net heeschen, dass ech déi Lëtzebuerger Sprooch net héichhalen. Ech hale se ganz héich! A wann ee gesäit, déi jonk Auteuren, wéi flott déi sech och op Lëtzebuergesch expriméieren, da fannen ech dat impressionnant. Mee et gëtt genausou vill aner Auteuren, déi sech net op Lëtzebuergesch zum Beispill expriméieren, a genau dat wëll ech och ënnerstëtzen.

An de „lien avec le Luxembourg", dat kënnt einfach dohier, dass mer op där enger Säit ganz vill Artisten hunn, déi hei wunnen, déi awer net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, mer also net kënne vu Lëtzebuerger schwätzen. Mir hunn awer och vill Lëtzebuerger Artisten, déi am Ausland wunnen an déi mer jo och net wëllen ausschléissen. Also kënne mer och net vu Residentë schwätzen. Duerfir ass et wichteg, dass mer déi alleguerten an deem heite Kontext materanhuelen, matënnerstëtzen, souwuel mat eisen Aidë wéi och an der Promotioun, déi mer wëlle maachen, sief et an de Medien oder sief et soss anzwousch, vun de Lëtzebuerger Artisten insgesamt. An dat ass eeben nun eemol esou: Genau wéi mer och soss eng multikulturell Gesellschaft sinn, hu mer och eng multikulturell Kulturzeen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. An den Här Kartheiser wëllt nach eng Kéier reagéieren.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir kënnen nach ..., dat ass ganz agreabel, fir mat der Madamm Tanson hei däerfen ze diskutéieren. Ech wollt just soen, éischtens, a fir et nach eng Kéier ze soen: Et steet selbstverständlech jiddwerengem fräi, wann en déi Krittären erfëllt, déi ech gesot hunn, ob e wëllt op Däitsch, op Franséisch, op Spuenesch oder soss eppes schreiwen. Dat ass absolutt net de Krittär. Mee de Krittär wär deen Ableck d'Nationalitéit vum Kënschtler. Ass dat eppes, wat een net soll maachen? Ma all Land op der Welt mécht et esou!

Wa mir hei en Institut culturel français hunn, e chineesesche Konfuzius-Institut, e russesche Kulturinstitut, eng däitsch Kulturvertriedung, dann ass dat genau dee selwechte Prinzip. All Land op der Welt probéiert, seng eege Kultur och am Ausland duerzestellen, duerch d'Förderung vun de Wierker, déi an deem Land eebe gewuess sinn am Laf vun der Zäit, duerch d'Presentatioun vun däitschen, franséischen, russeschen oder anere Kënschtler, duerch Initiativen, déi d'Kultur vun engem Land an engem anere Land sollen duerstellen an deene

Leit dann och d'Frëndschaft tëschent de Vëlker erliichteren doduerch, datt een deen anere besser kenne léiert. Eng normal international Saach. An och mir als Lëtzebuerg maachen dat duerch eis Kulturzenteren am Ausland, datt mer probéieren, d'Lëtzebuerger Kultur am Ausland ze weisen.

Ech verstinn net, firwat déi gréng oder aner Parteien esou e Reflex hunn, fir sech do dergéint ze wieren. Mir hunn iwwerhaapt keen A priori géint keen. Mee wann e Kënschtler aus dem Venezuela zu Lëtzebuerg wunnt an hei Gedichter op Spuenesch schreift, aus Heemwee oder soss eppes, dann ass dat fir eis kee Krittär, fir en ze förderen, well en zu Lëtzebuerg wunnt. Et ass net eis Saach, et ass eng Saach vun dem Venezuela. Mee datt en eppes Wonnerbares ...

(Interruption par la présidence)

... schreift, dat sief dohigestallt.

Ech hu fënnef Minutten, Här President. Parole après ministre! Ech wëll just hei eppes aus der Welt raumen!

(Brouhaha général et interruptions)

Ech wëll just hei aus der Welt raumen, datt den Engagement fir eis Kultur oder fir eis Sprooch eppes wär, wat géint en anere geriicht wär. De Géigendeel ass wouer. An ech wëll kloer soen, datt all déi Leit ... Mir kommen herno an engem anere Sujet vläicht nach op deen Theema Nationalismus zréck, dat ass nämlech och fir Iech als Gréng ganz interessant. Mee ech wëll Iech soen, datt dat eng normal Aufgab fir d'Lëtzebuerger Politik ass a fir e Lëtzebuerger Parlament, fir Lëtzebuerger Kënschtler an déi Lëtzebuerger Sprooch ze förderen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Da kënne mer zum Vott kommen. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

9. Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange

Da kéime mer zur opstoender Fro vum Här Marc Spautz un d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen. Här Spautz, als Auteur vun der Fro hutt Dir fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro ze stellen, an d'Madamm d'Ministesch huet zéng Minutten Zäit fir ze äntwerten.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 23. Oktober hate mer eng ganz interessant Debatt hei an der Chamber - net hei, mee an der Chamber -, iwwert den drëtten Alter, iwwer alles dat, wat wichteg ass, wat mer géife maache fir eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger.

Am Kader vun där Debatt hu mer och iwwert d'Altersheimer geschwat, iwwert d'Regionaliséierung vun den Altersheimer: wou mer Altersheimer hunn, wou mer nei Altersheimer brauchen. Mir haten do ënner anerem och rieds iwwer Déifferdeng, wou de Grondstee geluecht gi war a wou och nei gebaut ginn ass.

An do drängt sech d'Fro natierlech op, dass nach aner Altersheimer gebraucht ginn, souwuel déi, déi de Staat baut, déi, déi Servior baut, déi, déi vu private Leit gebaut ginn a vum Staat subventionéiert ginn, fir dass déi alleguerte kënnen an d'Rei gesat ginn, déi eng, respektiv anerer och nei gebaut ginn.

Dir wësst alleguerten, dass an der Zäit de Gesondheetsministère d'Fleegeheimer hat an de Familljeministère hat d'Altersheimer, an duerno ass et zu enger Fusioun komm vun deenen zwou Institutiounen. An do sinn déi eng Haiser a besserem Zoustand wéi déi aner Haiser an och duerch d'Entwécklung mat der Zäit ass net iwwerall dee selwechte Standard. Déi eng hunn en eegent Buedzëmmer, déi hunn d'Méiglechkeete vun eegene Blocs sanitaires. Bei aneren Haiser ass dat um Stack, do ass et net méiglech, en eegent um Zëmmer ze hunn. An dofir ass et och wichteg, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir iwwerall dee selwechte Standard ze kréien.

Mir hunn den 23. Oktober do iwwer verschidden Haiser geschwat, ënner anerem och, wéi gesot, iwwert d'Haus vun Déifferdeng. Mir hunn awer och iwwer en anert Haus geschwat, well Déifferdeng, ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dat ass en Haus, wou mer ganz laang driwwer geschwat hunn, dat ass dat aalt Spidol gewiescht, do ass et drëm gaangen, fir en Neibau ze maachen, fir duerno d'Spidol kënnen ofzetrieden. An an där Debatt hu mer och geschwat iwwert d'Haus vu Rëmeleng.

Rëmeleng ass en Dossier, deen zréckgeet op Ufank vun den 2000er Joren, wéi fir d'éischt d'Diskussioun war, dass de Staat géif bauen. Duerno war et awer net de Staat, dee gebaut huet, mee et war de Servior, deen den Dossier iwwerholl huet, an et war net méi am Bâtiment public, wou dat Gebai sollt behandelt ginn. An do ware Pläng gemaach ginn, do waren och schonn aner Haiser ofgerappt ginn. An do war och schonn eng gewësse Beweegung drakomm. Mee duerno stoung et.

Du war eng Kéier erëm eng nei kleng Avance komm 2013, an 2019 hat ech op dësem Pult - nee, net op dësem Pult, mee op dem Pult an der Chamber - gesot, dass et wichteg wier, do sollt ee keng Parteipolitik dermat maachen, dass mer an deem Dossier endlech virukommen. Do gëtt et Schwieregkeeten zwëschent dem Architekt an dem Bauhär; oder dat war op alle Fall de leschte Stand. An et wier do wichteg wier, och wann dat eis e bësse Méi an e bëssen Asaz an e bësse méi Geld géif kaschten, dass mer endlech deen Dossier géife vum Äis kréien, dass mer do d'Méiglechkeet géife schafen, fir dass och zu Rëmeleng en Altersheim géif kommen, wou d'Standarden der haiteger Zäit ugepasst sinn a wou een och gläichzäiteg dann d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi am Altersheim zu Rëmeleng sinn, kéint an d'Luucht setzen.

An do huet d'Madamm Minister eis deemools geäntwert, dass dat an der Maach wier. Dofir ass haut just meng Fro, oder déi Fro, déi ech virun engem Mount gestallt hat, ech wollt wëssen: Wat ass säit deem Moment geschitt, wou mer gesot kritt hunn am Oktober 2019, do wier elo eppes am Lafen? An ech wollt d'Madamm Minister froen: Wéi wäit ass et? Wéi sinn d'Chancë fir déi Rëmelenger Leit, dass endlech d'Pensionäre vu Rëmeleng en neit Altersheim kréien, an dat och ënnert deene Konditiounen, wéi et haut sollt sinn, déi solle wierdeg sinn?

Ech wëll awer hannendropsoen: Och wann dat Baulecht net an der Rei ass, d'Fleeg, déi d'Leit do kréien, déi ass par excellence! Dat kann ee just ënnersträichen. Mee dass dann och dat Baulecht an déi Zäiten erakënnt, wéi et haut üblech ass!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President, a villmools merci och dem honorabelen Deputéierten, deen absolutt Recht huet, mer déi Fro hei de Mëtten séance tenante ze stellen. An ech ka mech och nëmmen entschëllegen derfir, dass ech nach net geäntwert hat op Är Question parlementaire, mee dat hat awer natierlech e Grond, dass ech nach net geäntwert hat.

Ech hätt kënne virun e puer Deeg nach, oder och Wochen, Iech déi nämmlecht Äntwert gi wéi déi, déi ech Iech scho ginn hat, nämlech déi, dass d'Negociatiounen amgaange sinn. Mee wéi ech héieren hunn, dass se bal färdeg wären, d'Negociatiounen, hunn ech geduecht: „Hm, elo waart awer nach e bëssen a vläicht hues de dann eng positiv Nouvelle ze verkënnegen amplaz ëmmer nees ze vertréischten op méi spéit."

An elo wéilt ech awer soen: « Le hasard fait parfois bien les choses », fir mol dee Saz erauszehuelen, well ech war elo grad amgaangen, d'Fro, oder d'Äntwert op Är Fro ze redigéieren, well et ass ënnerschriwwen. Servior ass sech eens gi mam Architekt. Dat heescht, no bal Jorzéngten, op jidde Fall no 15 Joer Litige, oder wou een net richteg wousst, wéi et géif weidergoen, ass de Kontrakt elo ënnerschriwwen tëschent Servior an dem Architekt. A mir hunn och elo en Zäitplang a mir hunn e Budget.

Den Zäitplang ass deen, dass 2022 de Chantier soll ufänken. Dee Moment wäerten dann déi Leit, déi dee Moment zu Rëmeleng liewen, an dat neit Gebai, dat neit Haus kommen op Déifferdeng. Et sinn am Moment 70 Zëmmeren zu Rëmeleng. Da gëtt ofgerappt. Da gëtt e ganz neit, modernt Gebai gebaut mat 120 Zëmmeren. An deen Zäitplang gesäit vir, dass 2025 dann dat Haus zu Rëmeleng soll färdeg sinn.

Ech muss soen, dass ech e bëssen an deem Sënn de Bauch wéi hat, well ech wollt Iech natierlech d'Prioritéit vun der Informatioun loossen. An ech hat de Moien d'Gemeng Keel op Besuch, déi mech froe komm ass, wéi et elo ausgesäit. An ech konnt hinne mam beschte Wëllen nach näischt soen, well et war nach net färdeg ënnerschriwwen. De Conseil vu Servior hat nach mussen ënnerschreiwen. An ech wollt och fir d'éischt Iech äntwerten, well Dir hutt d'Fro dacks gestallt an Dir hutt se zu Recht dacks gestallt. An ech si wierklech immens houfreg, dass dat elo esou ass.

Vläicht nach e Wuert zum Budget. Dat Ganzt wäert 37.490.835 Euro kaschten. Servior ass de Bauhär. A wéi gesot, den Zäitplang hunn ech Iech gesot, 2022 plënneren déi Leit, déi nach do wunnen, dann op Déifferdeng an e ganz neit, ganz modernt Gebai, zesumme mat hire Kolleege vun Déifferdeng, wann ech emol esou ka soen, well do jo e gutt Stéck méi Zëmmere sinn. Parallell fänke mer jo och elo zu Käerjeng un, nach eng Struktur ze bauen. An dann, wa Rëmeleng färdeg ass, 2025, da plënneren déi Leit nees zréck. An da wäerte mer do 120 Zëmmeren hunn.

Voilà. Dann hoffen ech, dass déi Never-ending-Story elo en Enn fonnt huet. An dass mer dann elo kënnen, éischtens, ons do gesinn, wann de Chantier ufänkt, an dann hoffentlech och alleguerten zesummen - all déi, déi wëllen d'Bändchen herno duerchschneiden -, wa mer dann endlech dat Haus och kënnen aweien an de Leit dat dann iwwerginn, fir do e schéint Liewe kënnen ze hunn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Bravo a Felicitatiounen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Familljeministesch.

Une voix.- Tout est bien qui finit bien.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Sidd Der sécher, datt deen Zäitplang opgeet?

10. 7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zum Projet de loi 7221 iwwert d'Responsabilité civile am Fall vu Schied bei engem Nuklearaccident. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, de 26. Abrëll 1986 verléieren d'Techniker bei engem Test am Reakter 4 vum Atomkraaftwierk Tschernobyl d'Kontroll. De Reakter ass dunn explodéiert an huet wärend Deeg gebrannt. Dobäi gouf esou vill Radioaktivitéit fräigesat, dass de Super-GAU zu Tschernobyl bis haut nach ëmmer als déi schlëmmsten Atomkatastroph gëllt. Déi ganz Regioun ass ëmmer nach verseucht an d'radioaktiv Wollek vun deemools war och bis bei eis op Lëtzebuerg komm.

210.000 Leit goufen ëmgesidelt. 40.000 bis 100.000 Leit sinn un de Suitte vum Accident gestuerwen. 4.000 Mënsche krute Schilddrüsekriibs.

25 Joer méi spéit, den 11. Mäerz 2011, huet en Tsunami derzou gefouert, dass d'Reakteren zu Fukushima beschiedegt goufen. De Stroum ass dunn ausgefall. Och hei e Super-GAU. Eng Explosioun a Bränn direkt an e puer Reaktere vun der Zentral, massiv Radioaktivitéit gouf fräigesat. An och hei laangfristeg Konsequenze fir Mënsch an Ëmwelt. 160.000 Leit hu mussen ëmgesidelt ginn a wunnen zum Deel och ëmmer nach a provisoresche Containeren.

De Kriibsrisiko (veuillez lire: De Schilddrüsekriibs) an där Regioun a Japan ass bei Jonken 30- bis 40-mol méi héich wéi an anere Regiounen.

De Käschtepunkt vun engem Atomaccident ass immens héich. En ass gigantesch, wat d'negativ Konsequenzen ugeet engersäits, anerersäits fir d'Mënschen, fir d'Gidder an och fir d'Ëmwelt. Déi schlëmmstméiglech Zenarie ginn bei engem Atomaccident a Frankräich dervun aus, dat gouf 2007 vum franséische Radioprotektiounsinstitut gerechent, dass se sech belafen op 5.800 Milliarden Euro. An eng däitsch Etüd aus dem Joer 2010 aus dem Assurancëmilieu schätzt e Super-GAU an Däitschland souguer op iwwer 6.000 Milliarden Euro.

Wa mer dann awer kucken, awéiwäit d'Atomindustrie am Fall vun engem Accident fir d'Schied kann haftbar gemaach ginn, da gesi mer hei eng enorm Diskrepanz. Engersäits hu mer e potenzielle Schued vun e puer Dausend Milliarden an anerersäits meeschtens just minimal finanziell Haftungsreegelen. Schonn an de 60er-Joren, ganz am Ufank vun der kommerzieller Notzung vun der Atomenergie, goufen international Konventiounen zur Atomhaftung am Fall vun Accidenter ausgehandelt, déi zanterhier zwar verbessert goufen, mee ëmmer nach prioritär d'Atomwirtschaft schützen an net d'Affer vun engem potenzielle Schued.

D'Limitatioune fir d'Exploitantë vun Atomkraaftwierker bei den Entschiedegunge bei onsen Nopere leien a Frankräich zum Beispill bei 700 Milliounen Euro, an der Belsch an an Holland bei 1,2 Milliarden Euro. An Däitschland si se zwar prinzipiell onbegrenzt, wat d'Haftung ugeet, mat awer enger Obligatioun fir d'Verfügbarkeet vun 2,5 Milliarden Euro iwwer eng Haftflichtversécherung, déi musse garantéiert ginn.

Mat de leschten Amendemente vun 2004 zu den internationale Konventioune vu Paräis a Bréissel sollt de Mindestplaffong op 1,5 Milliarden Euro erhéicht ginn. Allerdéngs sinn dës Ännerungen och 16 Joer duerno nach ëmmer net a Kraaft. An ech erënneren drun, dass ech vun engem Schued virdru geschwat hunn, bei engem Super-GAU, vun ongeféier 6.000 Milliarden Euro Schued.

Dat heescht also, dass am Fall vun engem schlëmmen Accident d'Biergerinnen an d'Bierger, mee och d'Betriber aus deene Länner, déi eng vun den internationalen Atomhaftungskonventioune ratifizéiert hunn, op deem gréissten Deel vum Schued sëtze bleiwen oder hire Staat muss asprangen.

Et gëtt awer och déi net ganz esou schlëmm Accidenter. Et gëtt och anerer, méi kleng Accidenter, déi d'Suitte si vun der Notzung vun der Atomenergie. An och fir déi ass de Gesetzesprojet, dee mer haut hei zum Vott hunn, pertinent.

Wa mer zu Lëtzebuerg vun Atomaccidenter schwätzen, denke mer an éischter Linn natierlech un d'Zentral vu Cattenom, mee och nach un eng weider Zentral a Frankräich, westlech vun eis, zu Chooz an déi belsch Zentral zu Tihange bei Namur, alleguerte relativ no bei Lëtzebuerg.

Mee et gëtt och nach aner nuklear Anlagen. Ganz aktuell zum Beispill den Endlagerprojet an der Belsch, wou héich radioaktiven Offall soll endgelagert ginn, also haaptsächlech Offall aus Atomreakteren, déi Stroum produzéieren. An esou héich radioaktiven Offall ka bis zu 100.000 Joer e Problem sinn. An och bei engem Endlagerprojet sinn d'Konsequenze fir d'Mënschen an d'Natur bis elo nach total onbekannt.

Mat dem Gesetzesprojet zur Atomhaftung, deen ech Iech haut als Rapporteur presentéieren däerf, kritt Lëtzebuerg elo e speziellen nuklearen Haftungsregimm. Konkreet heescht dat, dass mir de Lëtzebuerger Residenten elo e méiglechst effikassen an onkomplizéierte Wee bidden, fir bei negative Konsequenze vun engem Atomaccident viru Geriicht op Reparatioun kënnen ze kloen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet gesäit also en neie Regimm fir d'Haftflicht bei engem nuklearen Accident vir fir de Schuedenersatz an d'Reparatioun am Fall vu Schued um Lëtzebuerger Territoire. Lëtzebuerg geet mam Atomhaftungsgesetz en änleche Wee wéi Éisträich, déi en änleche Regimm agefouert hunn. En ass méi avantagéis wéi den Droit commun an d'international Konventiounen, well déi droen dem potenzielle Schued net Rechnung, si si plafonéiert, kënnen net viru Lëtzebuerger Geriichter ageklot ginn a gëllen, à ce stade, just fir déi Länner, déi se ratifizéiert hunn, wat fir Lëtzebuerg net de Fall ass.

Mam Atomhaftungsgesetz gi mer eis elo en eegene Regimm, deen d'Nodeeler vun den internationale Konventiounen a vun eisem aktuelle Régime de droit commun ëmgeet. Mat dësem Gesetz wäert et an Zukunft méiglech sinn, viru Lëtzebuerger Geriichter ze kloen, Schued u Leit, Gidder an Ëmwelt um Lëtzebuerger Territoire anzekloen, kee Feeler vum Bedreiwer vun der nuklearer Installatioun méi mussen ze beweisen, op Schuedenersatz a voller Héicht kënnen ze kloen, och laangfristeg negativ Effekter ze berécksiichtegen, dank der Verjärungsfrist vun 30 Joer.

Mam Atomhaftungsgesetz suerge mer elo derfir, dass an éischter Linn natierlech Frankräich an d'Belsch, awer och aner Länner an Zukunft bei hiren Atompläng, speziell och bei de Pläng fir Lafzäitverlängerunge vun ale Reakteren a bei hiren Atomendlagerprojeten, déi zousätzlech finanziell Risken, déi fir si duerch eist Atomhaftungsgesetz entstinn, musse mat aberechnen.

D'Atomenergie war nach ni eng bëlleg Energie. De Präis gëtt just net déi wierklech Käschten erëm, déi de Steierzueler muss droen. A mat dësem Gesetz dréit Lëtzebuerg awer elo derzou bäi, fir de finanzielle Risiko, dee mam Betrib vun Atomanlage verbonnen ass, ze erhéijen. Dat huet eng dissuasiv Wierkung an hëlleft eis domadder och elo schonn, an net just am Eeschtfall, an eise politeschen Efforte géint d'Atomkraaft. D'Atomlobby muss elo mat eis rechnen, an dat am duebele Sënn vum Wuert.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Prinzippie vum Atomhaftungsgesetz sinn, dass de Regimm vun enger objektiver Responsabilitéit agefouert gëtt. D'Affer muss also net beweisen, dass den Exploitant e Feeler gemaach huet. D'Entschiedegung ass illimitéiert. Et gëtt also kee Plaffong. An d'Firma haft fir de reelle Schued, deen duerch den nuklearen Accident entstanen ass. Och Ëmweltschied musse guttgemaach ginn, net just Schied un Affer oder Gidder. Zum Beispill kritt d'Ressource Buedem, déi, fir Liewensmëttel ze produzéieren, entscheedend ass oder CO_2 ka späicheren oder e Liewensraum souwisou ass, e Präis, grad wéi d'Drénkwaasser, d'Natur mat all hirer Biodiversitéit an esou weider.

D'Verjärung gëtt op 30 Joer festgeluecht. Dat heescht, d'Affer ka bis zu 30 Joer nom Dag, wou e Schued duerch en nuklearen Accident passéiert ass, Schuedenersatz froen. Déi laang Frist ass wichteg, well de Schued sech medezinnesch dacks eréischt no ville Jore manifestéiert. An d'Lëtzebuerger Geriichter kréien d'Kompetenz. Dat heescht, déi Geschiedegt kënnen hei am Land kloen, wat hinnen et vill méi einfach mécht. Eeben duerch dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, kréie si déi Méiglechkeet, dat hei ze maachen.

An dann ass den neie Regimm vun der Atomhaftung am Fall vun engem nuklearen Accident spezifesch an net exklusiv. Dat heescht d'Affer kënnen, zum Beispill, och nach all aner juristesch Weeër probéieren, déi sech hinne bidden. D'Gesetz léisst hei de Betraffenen de Choix.

Et gëtt deemno eng fundamental Verbesserung am Verglach zur aktueller Situatioun an et ass e wichtege Bausteen an eisem juristeschen Arsenal.

De Gesetzesprojet definéiert en nukleart Accident duerch eng Tatsaach, an där Schied, ënner anerem duerch radioaktiv oder aner géifierlech Substanzen, entstane sinn, grad wéi zum Beispill duerch nuklear Brennstoffer oder nuklearen Offall an der Atomanlag, déi aus enger Anlag kommen oder um Wee an eng Anlag sinn.

D'Gesetz bezitt sech des Weideren, wéi scho gesot, net just op Reakteren, mee och op aner Installatiounen, wou nuklearen Offall produzéiert, genotzt, stockéiert oder vergruewe gëtt oder wou nuklear Brennstoffer traitéiert ginn, an och Fuerschungsreakteren. Als nuklear Schied ginn am Gesetz all d'Schied u Persounen, de Verloscht oder d'Schied u Gidder, de Manque à gagner, d'Käschte fir Schutzmesuren an all aner Verloschter oder Schied grad ewéi immateriell Schied consideréiert. D'Atomhaftungsgesetz ass wéi gesot eng ganz grouss Verbesserung fir Land a Leit fir de Fall, wou en Atomaccident géif passéieren an Auswierkungen op de Lëtzebuerger Territoire hätt.

A fir dat ze illustréieren, wëll ech kuerz eng Kéier déi aktuell Situatioun beliichten: Ronderëm Lëtzebuerg hu mer lauter Nopeschlänner, déi momentan nach op Atomkraaft setzen. Mir hunn an allen Himmelsrichtungen Atomkraaftwierker stoen. Fukushima an Tschernobyl hu gewisen, wat am schlëmmste Fall ka passéieren. Och wann ons Nopeschlänner zum Deel iwwer en Ausstig aus der Atomenergie diskutéieren, esou ass déi komplett Sortie aus dem Nucleaire, ausser an Däitschland, nach net fir haut oder muer an zouen Zentralen oder och nuklearen Offall bleiwen e Risiko.

Ons Nopeschlänner, Belsch, Frankräich, Däitschland, Holland, hunn déi international Atomhaftungskonventioune vu Paräis oder Bréissel an och hir Protokoller ratifizéiert. Lëtzebuerg, par contre, huet déi Konventioun aus de 60er-Joren zwar deemools ënnerschriwwen, mee schliisslech ni ratifizéiert. Doduerch hate mir bis elo kee spezifesche Regimm an dëser Fro an den Droit commun vun der Responsabilité civile géif sech applizéieren. Dat heescht, wéi gesot, dass am Fall vun engem nuklearen Accident d'Persoun, déi de Schued huet, de Feeler vum Bedreiwer vun der Anlag misst beweisen, wat fir den Normalbierger natierlech immens komplex ass.

En Avis juridique aus dem Joer 2017, am Optrag vum Nohaltegkeetsministère, huet nach eemol confirméiert, dass een den internationale Konventiounen net bäitriede sollt. Déi Texter schützen an éischter Linn d'Bedreiwer an d'Investisseure virun héijen Dedommagementskloen, wéi se mat dësem Gesetz an Zukunft zu Lëtzebuerg méiglech ginn. An deene Konventiounen ass zum Beispill festgehalen, dass d'Geriichter vun deem Land, wou d'Accident passéiert, ganz eleng zoustänneg sinn. Fir Affer hei am Land vun nuklearen Accidenter wär dat natierlech e groussen Desavantage a géif si viru geografesch, sproochlech a finanziell Barriäre stellen.

Da sinn, zum Beispill, an deene Konventiounen och systematesch déi ugangs erwäänte Plaffonge vun den Entschiedegunge festgehalen, obwuel den Droit commun de la responsabilité civile bei Schied eng komplett Reparatioun virgesäit. An deene Konventioune sinn dann och Restriktiounen a puncto Verjärung virgesinn, woubäi grad bei nuklearen Accidenter déi gesondheetlech Schied sech eréischt no ville Jore bemierkbar maachen. A Frankräich spillt eng Frist vu just dräi Joer, fir Schuedenersatz ze froen, an der Belsch vun zéng Joer.

Den nukleare Schued ass och iwwert déi aktuell gëlteg Konventiounen net kloer definéiert. A ville Länner kann ee bei engem nuklearen Accident just zum Beispill e materiellen oder kierperleche Schued akloen. Och ass et rechtlech onkloer, wéi et mat engem immaterielle Schued oder mat engem Schued vun der Ëmwelt géif ausgesinn.

Lëtzebuerg geet elo, mat dësem Gesetzesprojet, de Wee vun engem eegene spezifesche Regimm ënner Zoustännegkeet vun den eegene Geriichter. An deem Kontext gouf sech natierlech och d'Fro gestallt, ob a wéi d'Urteeler vun de Lëtzebuerger Riichter duerno am Ausland kéinten unerkannt a vollstreckt ginn. Déi erwäänt juristesch Etüd aus dem Joer 2017 huet ënnerstrach, dass een ënner anerem opgrond vum europäesche Reglement „Bréissel 1bis" iwwert d'juristesch Kompetenz an d'Exekutioun vun den zivillen a kommerziellen Urteeler de Choix huet, entweeder an deem Land ze kloen, wou een e Schued erlidden huet, oder am Land vum Exploitant. An dëst EU-Reglement gëllt also och fir Atomhaftungsfäll.

Wann ee sech dann decidéiert huet, net am Land vum Exploitant ze kloen, da stellt dat selwecht europäescht Reglement och sécher, dass d'Urteeler vun all de Länner aus der Europäescher Unioun a vun deenen aus der europäescher Fräihandelsassociatioun, wéi zum Beispill och der Schwäiz, unerkannt ginn. Fir all aner Länner ass d'Situatioun allerdéngs méi schwiereg.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 7221 iwwert déi zivill Responsabilitéit bei Schued duerch en nukleart Accident, genannt d'Atomhaftungsgesetz, ännert d'Gesetz vum 20. Abrëll 2009 iwwert d'Responsabilitéit, wat d'Preventioun an d'Reparatioun vun Ëmweltschied ugeet, grad ewéi d'Gesetz vum 21. Abrëll 1989 iwwert déi zivill Responsabilitéit vun defekte Produiten.

D'Ëmweltministesch huet d'Gesetz virun zwee an engem hallwe Joer, den 18. Dezember 2017, deposéiert. Gutt annerhalleft Joer duerno, wéi mer alleguerten d'Avise virleien haten, hu mer dunn an der Kommissioun mat onsen Aarbechten ugefaangen, woumat mer e ganzt Joer amgaange waren, am Ganze wärend véier Sitzungen. An de Rapport, deen ech elo hei mëndlech maachen, dee schréftlechen, dee gouf de leschte Freideg mat 14 Stëmmen an enger Géigestëmm ugeholl.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot néng Opposition-formellë gemaach, dorënner eng ganz Partie pertinent Remarken, virun allem wat d'Definitiounen ugeet, Kontradiktiounen am Text, am Ganzen aacht Opposition-formellë wéinst juristeschen Onsécherheeten, eng Opposition formelle wéinst Nonkonformitéit mat internationale Rechtsnormen. An déi konnten alleguerte behuewe ginn. Am éischten Avis complémentaire hate mer just nach eng Opposition formelle, déi am zweeten Avis complémentaire dunn domadder behuewe gouf.

Op eng Rei Punkte sinn ech elo schonn a mengen Ausféierungen agaangen. A fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a speziell op de Commentaire des articles.

De Staatsrot huet a sengem Avis dernieft och op d'juristescht Instrument vun der Sammelklo higewisen, déi grad bei engem nuklearen Accident kéint Sënn maachen. Am aktuelle Gesetzesprojet gouf dës Méiglechkeet à ce stade awer nach net virgesinn. An d'Kommissioun huet et och dobäi belooss, well d'Regierung ons verséchert huet, si géifen un engem Gesetz fir Sammelkloe schaffen, wéi et jo och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

D'Salariatskummer huet an hirem Avis d'Atomhaftungsgesetz fir Lëtzebuerg begréisst an un d'Regierung appelléiert, fir hir Efforte géint d'Atomkraaft op allen Niveaue weiderzeféieren, ënner anerem wat d'Zoumaache vun den Atomreakteren no un der lëtzebuergescher Grenz ugeet, well si ons Populatioun a Gefor bréngen.

An och d'Handelskummer huet d'Gesetz am Ganzen dräimol aviséiert an zum Deel änlech Remarke gemaach ewéi de Staatsrot.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. D'Atomhaftungsgesetz féiert en neie Regimm fir d'Haftflicht bei engem nuklearen Accident an. De Schued duerch en nuklearen Accident zu Lëtzebuerg kritt elo e reelle Präis. De Schued, net just u Mënschen a Gidder, mee och den immaterielle Schued an de Schued un der Ëmwelt ginn hei consideréiert. De Geschiedegte muss net beweisen, dass den Exploitant e Feeler gemaach huet. An d'Lëtzebuerger Geriichter ginn zoustänneg. D'Urteel kann och an den aneren europäesche Länner ëmgesat ginn. An d'Verjärung ass eréischt no 30 Joer. Dat ass eng fundamental Verbesserung am Verglach zur aktueller Situatioun vum Droit commun zu Lëtzebuerg an och weesentlech méi gënschteg fir eis Awunner a fir eist Land wéi eng eventuell Ratifikatioun vun den internationale Konventiounen.

Amplaz d'Atomindustrie gi mam proposéierte Lëtzebuerger Gesetz déi potenziell Geschiedegt geschützt a juristesch gestäerkt. Et ass e Projet de loi fir eis Bierger a kee fir d'europäesch Atomindustrie.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschtere vu mengem mëndleche Rapport an ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wollt dann awer och dervu profitéieren, wann Der erlaabt, Här President, fir Iech eng Motioun an och eng Resolutioun ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1er février 2012, du 27 mars 2012 et du 19 janvier 2016 au sujet du nucléaire ;

- vu également la recommandation du Conseil parlementaire interrégional de la Grande Région (CPI), votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz, qui demande entre autres « de sortir du nucléaire le plus rapidement possible sur la base d'un phasing-out envisageable combiné avec des mesures de compensation sous la forme d'une mise en place parallèle et d'une expansion de l'utilisation des énergies renouvelables » ;

- estimant que les pires catastrophes nucléaires à ce jour, en 1986 à Tchernobyl (ex-URSS) et en 2011 à Fukushima (Japon), nous ont rappelé de manière dramatique que le risque zéro n'existe jamais et qu'en matière nucléaire, les accidents arrivent en réalité bien plus souvent que prévus ;

- considérant que le risque associé aux installations nucléaires augmente avec l'âge d'exploitation ;

- rappelant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- convaincue que par le vote du projet de loi 7221 sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire, le Luxembourg se dote de moyens juridiques efficaces, qui tirent par ailleurs l'attention sur le danger considérable de l'énergie nucléaire ;

- souhaitant que la future loi allouera la charge du risque financier d'un accident nucléaire à l'exploitant et aidera à mettre en évidence le danger ainsi que les coûts et risques financiers réels du nucléaire ;

- rappelant que le Luxembourg a déjà clairement pris position contre la distorsion de concurrence en défaveur des énergies renouvelables en appuyant le Gouvernement autrichien dans le cadre du recours en annulation contre la décision de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point C » au Royaume-Uni ;

- constatant que le nombre des réacteurs nucléaires autour du Luxembourg commence enfin à diminuer, avec notamment la fermeture des centrales de Philippsburg en 2019 (Allemagne) et de Fessenheim (France) en 2020 ;

- rappelant que l'Allemagne planifie sa sortie du nucléaire au plus tard en 2022, que la loi belge fixe l'année 2025 comme année de fermeture du dernier réacteur et que la France prévoit de réduire le nombre de ses réacteurs ;

- rappelant qu'un grave accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale voire l'existence du pays ;

- considérant qu'un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire reste la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années ;

- considérant que le nouveau régime de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploiera toute son importance dans ce contexte, vu qu'il vise également les installations d'enfouissement de déchets nucléaires ;

- constatant qu'en Belgique, l'« Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies » (ONDRAF) a ouvert du 15 avril au 13 juin 2020 une consultation publique transfrontalière portant sur la future stratégie de gestion des déchets nucléaires les plus problématiques,

invite le Gouvernement à

- rédiger un avis critique et détaillé dans le cadre de la consultation publique susmentionnée, notamment concernant les formations géologiques envisageables pour l'enfouissement des déchets nucléaires à proximité du Luxembourg ;

- continuer de faire part, lors des contacts bilatéraux avec nos pays voisins, de nos préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs nucléaires, et du danger que constituent ces centrales pour le Grand-Duché ;

- suivre avec beaucoup d'attention l'évolution des discussions voire des projets d'extension de la durée de vie des centrales nucléaires dans nos pays voisins ;

- poursuivre les efforts pour aboutir à une fermeture définitive des centrales nucléaires de Cattenom, de Chooz et de Tihange et la sortie du nucléaire dans toute la Grande Région ;

- intensifier l'échange d'informations avec nos pays voisins dans le domaine du nucléaire et dans celui du développement d'alternatives au nucléaire.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth, David Wagner.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la motion déposée ensemble avec cette résolution dans le cadre du projet de loi 7221 concernant la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire ;

- rappelant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- considérant qu'un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire reste la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années ;

- considérant que le nouveau régime de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploiera toute son importance dans ce contexte, vu qu'il vise également les installations d'enfouissement de déchets nucléaires ;

- considérant qu'en Belgique, l'« Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies » (ONDRAF) a soumis à consultation publique, du 15 avril au 13 juin 2020, sa proposition de stratégie pour la gestion des déchets nucléaires les plus problématiques ;

- constatant que l'ONDRAF propose au Gouvernement fédéral belge d'adopter le stockage géologique, c'est-à-dire l'enfouissement, comme choix officiel pour la gestion finale des déchets hautement radioactifs et/ou à vie longue ;

- notant que dans son étude d'incidences environnementales, l'ONDRAF mentionne toutes les formations rocheuses envisageables sur le territoire belge, dont certaines sont très proches de la frontière luxembourgeoise voire pénètrent le Luxembourg (p. ex. argilites en Gaume ou schistes ardoisiers pour le Synclinal de Neufchâteau) ;

- constatant que l'ONDRAF conclut néanmoins à l'impossibilité « à ce stade d'évaluer les incidences transfrontières du plan » tout en affirmant que « ses incidences environnementales attendues après fermeture complète sont essentiellement locales et faibles » ;

- ne partageant pas la conclusion du rapport de l'ONDRAF quant à l'absence de susceptibilités d'incidences notables sur l'environnement luxembourgeois,

décide

- d'élaborer une prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Et sinn eng Motioun an eng Resolutioun, déi vun de Fraktiounen hei vun der CSV, der DP, der LSAP, déi gréng, déi Lénk a vun de Piraten ënnerstëtzt ginn. Also e ganz breede Konsens, dee mer hei hunn, wou mer am Fong soen: „Mir verstinn d'Atomhaftungsgesetz als eng Suite vun dem lëtzebuergeschen Engagement géint d'Atomkraaft an der Groussregioun an Europa an och doriwwer eraus."

An och wa bei där heiter Debatt noutgedronge vill iwwer Accidenter an iwwer Dedommagementer geschwat ginn ass, esou wëll ech trotzdeem elo eng positiv Nott do erabréngen, well d'Zuel vun den Atomreaktere ronderëm Lëtzebuerg geet fir d'éischte Kéier erof. Enn 2019 gouf an Däitschland d'Atomzentral vu Philippsburg zougemaach. An och dëst Joer ass dann endlech déi franséisch Zentral vu Fessenheim un der Rei. Ee Block ass schonn zou. An deen zweeten, dee kënnt am Juni no. An op der däitscher Säit geet den Atomausstig wéi geplangt weider, an et gëtt momentan och kee Grond, drun ze zweifelen, dass och déi lescht sechs Zentralen an den nächsten zwee Jore wäerten zoumaachen.

Och weltwäit muss ee soen, dass d'Atomkraaft zréckgeet. Mëttlerweil gëtt et 20 Reaktere manner wéi zum Héichpunkt, also am Joer 2002 nach. Zweifel allerdéngs kommen op mat dem belsche Fuerplang. Am Januar 2003 haten eis belsch Kolleegen e Gesetz fir d'Sortie du nucléaire bis 2025 gestëmmt. An déi éischt vun deene siwe belsche Reaktere sollte schonn 2015 zougemaach ginn. Leider ass dat awer bis elo nach net geschitt, an d'Diskussiounen iwwer eng Lafzäitverlängerung no 2025 leien an de Startlächer. An och Frankräich, do musse mer nach oppassen, wéi et weidergeet.

An der Motioun, déi ech elo grad deposéiert hunn, déi, wéi gesot, d'Ënnerstëtzung vu bal alleguerten de Fraktiounen hei aus der Chamber huet, rappeléiere mer am Fong, dass d'Chamber an de leschte Joren ëmmer scho Motiounen hei adoptéiert huet, wou mer eis däitlech, wéi och d'Regierung, géint d'Atomkraaft ausgeschwat hunn, a mir verweisen och op déi, grad wéi och d'Efforten, déi an der Groussregioun gemaach gi sinn.

Mir verweise ganz speziell drop, dass d'nuklear Energie wierklech eng Industrie ass, déi al ass, déi geféierlech ass, déi och deier ass, a mir verweisen op d'Wichtegkeet vun deem Gesetz, wat ech Iech elo grad ënnerbreet hunn, notamment well déi finanziell Risiken hei méi realistesch ageschat ginn an dat natierlech och Konsequenze wäert hu fir d'Zentralen a fir d'Exploitantë ronderëm, well eeben de wichtege finanzielle Risk muss berechent ginn.

Fir de Rescht soe mer och an der Motioun, dass e graven Accident an der Géigend vu Lëtzebuerg och eng reell Gefor fir eis duerstellt. Ech mengen, d'Beispiller goufe genannt: Tschernobyl a Fukushima. Mir ginn natierlech och op déi Fro vun der Endlagerung vun dem Atomoffall an, wou mer jo wëssen, an dat steet och an der Motioun, dass grad eng Debatt an der Belsch, eng Consultatioun eeben, leeft ëm d'Endlagerung vun Atomoffäll. An dofir invitéiere mer d'Regierung eebe grad, e kriteschen Avis ze maachen an där Consultatiounsphas, déi an der Belsch leeft.

Gradesou gutt appelléiere mer un d'Regierung, weiderzemaache mat de bilaterale Kontakter mat onsen Nopeschlänner, fir eeben alleguerten ons Reticencen an ons Ängschten an d'Gefore vun der Atomenergie däitlech ze maachen a sech dergéint ze wieren, virun allem am Kontext vu Lafzäitverlängerungen, a sech anzesetze fir d'definitiv Fermeture vun Atomkraaftanlagen an der Géigend ronderëm Lëtzebuerg an an der Groussregioun. A mir insistéieren natierlech och op de Fait, dass et wichteg ass, dass mer eis mussen engagéiere fir erneierbar Energien, fir dass mer eng Zukunft hunn no dem Nuklearen, dass mer op den Nuklear kënne verzichten.

An der Resolutioun, déi ech deposéiert hunn, hu mer och e relativ breede Considerant, deen och änlech ass wéi deen, deen ech elo virgedroen hunn. Och vun der Motioun virdru sinn Elementer dran, déi ech a menger Ried gesot hunn. Dofir hunn ech Iech déi erspuert. An an der Resolutioun soe mer eeben, dass d'Chamber och selwer eng Prise de position sollt huelen am Kader vun där Consultatioun, déi leeft, vun der ONDRAF, wou et drëms geet, dass et e Risk gëtt, dass ganz no un der lëtzebuergescher Grenz kéint en Atomendlager hikommen, wat e grousse Risiko ass fir onst Land.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung a fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet ganz kloer zu engem nationale Konsens a Saachen Atomenergiepolitik. Mir hunn déi Meenung vertrueden, wéi mer an der Regierung Verantwortung gedroen hunn, an d'CSV steet och zu deem Konsens als Oppositiounspartei an als gréisste Vollekspartei hei an dem Land.

Dat ass eng traditionell Positioun. Mee déi Positioun ass awer och bedéngt, an dat soen ech awer gradesou kloer, duerch eng Kohärenz: eng Kohärenz vun der Regierungspolitik a Saachen Emwelt- an Energiepolitik, a virun allem och eng Kohärenz vun der Kommunikatioun vun der Regierung an hirem Handelen an deene Beräicher.

Dat ass also e schmuele Pad, deen d'Regierung geet. A verléisst se dee Pad, mengen ech, dann ass et och d'Recht a virun allem d'Flicht vun enger Oppositiounspartei, dorobber hinzeweisen - dorobber hinzeweisen! -, dass et dach an deem Domän oft e groussen Ënnerscheed gëtt zwëschent Usproch a Wierklechkeet.

De Konsens, Dir Dammen an Dir Hären, deen dréckt sech haut dobäi aus, dass mer dee Gesetzesprojet hei stëmmen. An ech wëll vun dëser Plaz aus ganz éierlech riichteraus Merci soen, an dat ass net einfach esou e Merci, fir Merci ze soen, dem Rapporteur Merci soe fir déi wierklech exemplaresch Aarbecht, déi e geleescht huet. Wann Der dee Rapport gelies hutt, deen ass informativ, en ass ganz konzis, an och Leit, déi net all Dag an där Matière dra sinn, déi verstinn d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet. Här Benoy, Dir hutt wierklech eng exzellent Aarbecht gemaach, souwuel wat dat Schréftlecht ubelaangt wéi och dee Rapport, deen Der mëndlech haut der Chamber an dësem komplexen Dossier virgedroen hutt.

Mir ginn och hei net den Accord zu engem Gesetz, wat einfach e Gesetz ass. Neen! Dat ass e Gesetz, wat politesch fir eist Land weeweisend ass. An dat soll ee kloer soen, an ech soen et och als Oppositiounspartei, well mir ginn nämlech hei a Saachen Atomhaftung e ganz neie Wee. Mir ginn net an deene Pied vun de 60er-Joren. Mir ginn net an de Pied vu groussen Atommuechten. A mir gi virun allem och net an de Pied vun deene meeschte Memberstaate vun der Europäescher Unioun. Nee, änlech wéi Éisträich an Irland gi mer en eegene Wee vun engem nationalen Atomhaftungsgesetz.

Dat nationaalt Atomhaftungsgesetz, dat weist sech eigentlech dovunner of, dass mer net an dem Sënn si vun deene Konventiounen aus de 60er-Joren, Paräis, Wien, Bréissel. Déi eng ware fir déi westlech Länner an déi aner fir d'südamerikanesch Länner plus virun allem déi östlech Länner. A wat war de Konsens an deene Konventiounen? De François Benoy huet virdrun drop higewisen: Dat war fir eng Limitatioun vun der Responsabilitéit ze kréie vun de Bedreiwer vun deemolegen Atomzentralen. Firwat? Et soll een déi Leit och net verdamen, mee dat hat eng Ursaach, well ee gesot huet: „Wa mer déi Responsabilitéit net limitéieren, da fanne mer vläicht iwwerhaapt keng Bedreiwer vun deenen neien Energieproduktiounen."

Abee, haut ass d'Welt eng aner. An duerfir ass et och gutt, dass mer dee Wee hei gi vun deem lëtzebuergeschen Atomhaftungsgesetz. An et si genau véier Elementer, déi weeweisend sinn; de François Benoy huet drop higewisen.

E Lëtzebuerger, oder e Resident bei eis, dee brauch net an en Nopeschland ze goen, wann en der Meenung ass, e Schued erlidden ze hunn, sief et duerch eng Atomzentral oder sief et duerch en Atomendlager, e kann dat zu Lëtzebuerg maachen. E brauch net an dat jeeweilegt Land ze goen, mat alle Prozesskäschten an all deenen aneren, ech soen emol Engagementer, déi een duerfir muss huelen.

En zweete Punkt ass deen, dass et eng onbegrenzt Haftung gëtt. Wat heescht eng onbegrenzt Haftung? Mee déi ass net limitéiert, ech kommen herno nach dorobber zréck, am Montant. Dat heescht, de Schued, dee kann entweeder individuell oder kollektiv gesinn net limitéiert sinn um Niveau vun dem Montant vun der Haftung, déi ee geltend wëllt maachen.

En drëtte Punkt ass deen, dass de Bedreiwer eng objektiv Responsabilitéit huet. Wat heescht eng objektiv Responsabilitéit? Ma mir verloossen hei de Pad vun där traditioneller Responsabilité civile zu Lëtzebuerg. Ech muss also net e Feelverhalen noweisen dem Bedreiwer vun zum Beispill engem Atomendlager oder engem Reakter, wann ech e Schued hunn. Ech muss einfach soen: „Et ass e kausalen Zesummenhang zwëschent mengem Schued an dem Bedreiwer senger Exploitatioun."

An dee leschte Punkt ass dee vun der Verjärungsfrist. 30 Joer. Dat huet Vir- an Nodeeler. Am beschten ass ëmmer, dass een, wann een e Schued feststellt, séier kloe geet, séier seng Rechter geltend maache geet. Mee déi 30 Joer hunn hei natierlech an der Praxis eng grouss Importenz. Well wann ech zum Beispill eng Krankheet hunn, eng schläichend Krankheet, sief dat e Kriibsleiden oder soss e Leiden, eréischt Joren duerno, wou ech a Kontakt war mat där Atomzentral, wou ech a Kontakt war mat deem Atomendmülllager, da kann ech déi och nach geltend maachen.

Rechtlech, wéi gesot, ass de Schutz, d'legal Basis, sécherlech vill méi grouss, wéi dat bis haut de Fall ass, ier dëse Gesetzesprojet zum Droe kënnt. Wann ech soe „rechtlech", da muss een awer, mengen ech, hei och déi intellektuell Éierlechkeet hunn, an ech well kengem ze no trieden, mee et muss een einfach soen, wéi dat och an der Praxis da verleeft, wéi ech als Bierger oder als Biergerin, an och méi Bierger, kann dës Responsabilitéit geltend maachen. An ech wollt eigentlech dorobber agoen, op d'Situatioun, wann esou e Problem sech géif stellen an engem vun eisen dräi Nopeschlänner.

Loosst mech ufänke mat Frankräich! Huele mer dat, wat eis alleguerten um Häerz läit, a mir hoffen - mir hoffen! -, dass do ni eppes geschitt, well ech mengen, soss diskutéiere mer net méi vill iwwert d'Gesetz. Jo, an am beschten ass et, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei, dat kënnt ni zum Droen, dat musse mer och esou gesinn.

Mee kommt, mir ginn emol op d'Situatioun vu Frankräich an: A Frankräich, do huet de Legislateur déi Limitt vun der Haftung, de François Benoy huet et virdru gesot, op 700 Milliounen Euro festgesat. 700 Milliounen Euro toutes choses confondues. Wat heescht dat? Mee dat ass, dass de Bedreiwer, respektiv säin Assureur, well meeschtens spillen hei jo Assurancen, eng RC professionnelle, dass deem seng Haftung eigentlech limitéiert ass bei 700 Milliounen Euro.

„Wat geschitt dann duerno?", stellt Der d'Fro. Well de François Benoy huet gesot: „Dat si Milliarde Schied!" Milliarden, mat n hannendrun. Jo, da spillt d'Responsabilitéit vum franséische Staat. Et ass dat, wat an deem Konventionalsystem virgesinn ass. An doriwwer eraus géif dann d'Responsabilité collective spille vun där Staategemeinschaft, déi sech dozou engagéiert.

Nun ass et awer esou, zu Lëtzebuerg kann ech natierlech de Bedreiwer vu Cattenom usichen. Ech kann och d'Assureuren usichen. Ech kann och subsidiaresch de franséische Staat usichen. Mee wann dann de franséische Staat muss asprangen, da stellt sech natierlech och de Problem vun enger eventueller - ech soen, eventueller - Immunité juridictionnelle vum franséische Staat bei de Lëtzebuerger Geriichter.

Ech explizéiere mech: Wann e franséische Staatsauto zu Lëtzebuerg e Schued uriicht, bon, dann ass et normal, dann ass dat en Acte de gestion vun dem franséische Staat. A géif de franséische Staat oder den Assureur net bezuelen, da kéint de franséische Staat selbstverständlech zu Lëtzebuerg dowéinst ugesicht ginn, virun engem Lëtzebuerger Geriicht.

Et ass awer méi schwiereg, wann an der Responsabilitéit vun dem Nucleaire de franséische Staat hei géif ugesicht ginn, well dann ass dem franséische Staat seng Haftung jo net méi als en Acte de gestion unzegesinn, mee als en Akt vu senger Souveränitéit, well de franséische Staat gräift dann an opgrond vun deene konventionelle Moossnamen, wou hie sech selwer engagéiert huet. An dee Moment, wou et géif als Acte souverain consideréiert ginn, kéint sech natierlech d'Fro stelle vun der juridiktioneller Haftbarkeet iwwerhaapt vun dem franséische Staat. Et muss een einfach kloer soen: Jo, mir hunn eng legal Haftung! Mir kënnen déi legal geltend maachen. Mee an der Praxis ass dat do e Problem, dee sech stellt.

Dat selwecht zielt fir d'Belsch. An der Belsch geet déi Haftungslimitt op 1,2 Milliarden an d'Luucht. Si ass also an der Belsch 500 Millioune méi héich wéi a Frankräich. Dat heescht, wann zum Beispill en Atomendmülllager géif an der Belsch ageriicht ginn, dann ass déi Haftung bei 1,2 Milliarden Euro fir de Bedreiwer limitéiert. Doriwwer eraus géif dann och an deem selwechte System d'Responsabilitéit vun dem belsche Staat spillen.

Or, de belsche Staat, deen huet 1972 eng Convention de Bâle ënnerschriwwen. An déi Convention de Bâle, déi géif spillen. Dat heescht am Kloertext, dass de belsche Staat viru Lëtzebuerger Geriichter an deem Fall eng Immunité juridictionnelle hätt. Dat heescht, et kéint een, obschonn d'Haftung de facto an der Konventioun vum belsche Staat virgesinn ass (veuillez lire: an der Konventioun, déi vum belsche Staat ënnerschriwwe gouf, virgesinn ass), kéint een déi de jure hei net geriichtlech geltend maachen. Et wier natierlech ëmmer dem belsche Staat fräigestallt, fir ze soen: „Ech maachen dat op volontärer Basis, well ech meng Engagementer, meng Responsabilitéit wëll droen." Mee ech soen, akloe wier géintiwwer vun dem belsche Staat schwiereg.

An eng lescht Fro ass déi: Wéi geschitt et dann an Däitschland? De François Benoy huet mat Recht drop higewisen, dass an Däitschland alleguerten déi Bedreiwer eng Illimitéit hunn, eng onbegrenzt Haftbarkeet. Mee de facto ass déi Haftbarkeet op 2,5 Milliarde begrenzt, well do d'Assureuren ophalen ze bezuelen. Also och an Däitschland géif sech en änleche Problem stellen.

Dat, wat ech also wëll dermadder soen, ass, dass mer, jo, méi eng grouss Haftung hunn op legalem Plang, mee dass et kann an der Praxis zu deene Schwieregkeete féieren, wou ech elo virdrun drop higewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot, dass dee Konsens an der nationaler Nuklearpolitik, deen d'CSV dréit, natierlech och gekoppelt ass un eng gewësse Kohärenz vun der Regierung hirer Aktioun an hirer Kommunikatioun a Saachen Energie an Emwelt. An ech wéilt do, erlaabt mer dat, op dräi konkreet Punkten agoen.

Jo, et ass richteg, dass ee seet: „Mir sinn eng net nuklear Natioun!" Dat ass richteg. Mir hu kee Reakter. Et ass awer gradesou richteg, an ech mengen, dat muss een awer och éierlechkeetshalber soen, dass mer net keen atomare Müll hei zu Lëtzebuerg produzéieren. A wat maache mer? Jo, mir lageren en net hei, mee mir féieren e bei d'Belsch. Jo. A mir hunn och do mat de Belsch eng Konventioun ofgeschloss, eng Konventioun aus dem Joer 2016. An déi hu mer och 2018 hei an der Lëtzebuerger Chamber ratifizéiert. Dat heescht, mir hunn eigentlech als Chamber d'Zoustëmmung ginn zu där Konventioun, dass déi dann och zum Droe kënnt. An ech hu mech dann emol schlaugemaach, well dat muss ee liesen à la lumière vun all deem, wat déi lescht 14 Deeg op Pressekonferenzen esou gesot gouf, wat dann an där Konventioun do steet.

An d'Belsch, dat sinn net onbedéngt déi schlechtste Juristen! Se sinn oft feinfüleg, si hunn och gutt Lëtzebuerger Juristen ausgebilt, zu Bréissel op der ULB, oder ...

Une voix.- A.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... oder zu Louvain. Jo. A liest emol, wat déi Belsch eis do geschriwwen hunn!

Also, si schreiwen an déi Konventioun, an dem Preambule, dat ass esou de Virspan, ier et, bon, zum „Eingemachte" kënnt, do schreiwe se dann dran: « La volonté du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg de conclure un accord fixant le cadre technique et financier du traitement, du conditionnement et de l'entreposage des déchets radioactifs luxembourgeois en vue de leur stockage définitif sur le territoire belge, eu égard à l'excellente qualité des échanges bilatéraux existants ». Am Virspan. Dat heescht, am Virspan hunn d'Belsch gesot: „Majo, mir hunn lech dat hei ginn, mee au vu vun den exzellente bilateralen Echangen, déi mer zumindest bis dunn haten."

Une voix.- Bis dunn?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

An da seet d'Ministesch eis: „Jo, bon, d'Belsch si gebonne mat deem Traité." Jo. „Si kënnen dat net unilateral kënnegen." Do sinn ech mer net esou sécher. Well, an den Här Kartheiser ass Diplomat, deen huet d'Wiener Diplomateschoul, mee ech kucken dann ëmmer nëmmen, als aarme Landjong, wat an der Wiener Konventioun iwwert d'Traitésrecht drasteet, an do géif ech dann awer d'Ministesch emol drop verweisen, fir notamment d'Artikele 55 et suivants doriwwer ze liesen, well et ass net all Traité net kündbar, och op engem internationale Plang.

A wësst Der, kuckt emol, d'Belsch, déi reagéieren heiansdo ganz séier. Et sinn der vill, oder net méi esou vill, mee et sinn der awer eng Rei heibannen, déi wëssen dat, an och eng Rei Leit, déi meeschtens an der Chamber waren. Wësst Der, wéi 1982 de belsche Frang entwäert gi war, du war dat zu Lëtzebuerg ganz séier gaangen. A si haten do net ganz vill, mengen ech, mat eis geschwat.

An ech kommen da weider a liesen Iech da vir, wat am Artikel 3 vun där Konventioun do steet: « Le Royaume de Belgique se réserve le droit de refuser » - le droit de refuser ! - « tout déchet ra-

dioactif luxembourgeois si les autorités compétentes belges estiment » - an da kuckt emol erëm, wéi subtil dass déi Belsch awer sinn, si schreiwen net „prouvent" - « que leur stockage définitif sur le territoire belge ne peut pas se faire dans le respect de la réglementation belge en vigueur en matière de protection de la population, des travailleurs ou de l'environnement ».

Wat ech eigentlech do wëll soen: D'Belsch estiméiere just! Dat heescht, et ass fir si awer e relativ breede Gummi, ob se dann déi 30 Tonnen oder Meter Kibb Atommüll vu Lëtzebuerg huelen. An déi 30 Meter Kibb, dat ass net pro Joer, dat ass op d'Lafdauer vun dem Vertrag. Dat sinn nämlech 30 Joer. A wann ech gutt informéiert sinn, deposéiere mer de Moment bei de Belsch all Joers en hallwe Meter Kibb.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Et geet Richtung 25.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Meter Kibb, déi mer dohinner féieren. Dat, wat ech Iech eigentlech wëll soen: Also, déi Sécherheet, wou d'Ministesch eis an der Ëmweltkommissioun e Freideg alles esou gezielt huet, dat muss een awer mat méi Circonspectioun kucken!

Dir Dammen an Dir Hären, en zweet Beispill vu Kohärenz, dat ass, wa mir soen: „Natierlech, mir sinn eng net nuklear Natioun!" Mee wa mer dann awer zum Beispill den nationale Stroummix kucken, jo, da stelle mer fest, da stelle mer fest, dass 10 % vun eisem nationale Stroummix aus Atomenergie kommen, 10,4 %.

An dat ass net d'Schold vun der béiser CSV, well zënter 2013 ass dee Mix, zënter 2013, wou dës ...

(Interruptions)

... Regierung och gréng Vertrieder dran huet, ass dee Mix net erofgaang!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dir hutt d'Leitung (veuillez lire: Dir hutt d'Leitung a Richtung Frankräich) gebaut.

M. Gilles Roth *(CSV).*- En ass net erofgaang - Här Turmes, Dir kënnt herno esou laang schwätzen, wéi Der wëllt, mee loosst mech just meng Ausféierunge maachen, ech wëll Iech dat awer och soen - mat Participatioun vun déi gréng, déi scho siwe Joer laang an der Regierung sinn! Eng Enovos ass dee gréisste Stroumliwwerant zu Lëtzebuerg, de Staat huet do iwwert de Wee vun der Encevo 28 % Participatioun. Niewent dem Staat senger Participatioun huet och nach d'SNCI 14,2 % Participatioun, d'Spuerkeess 12 % an d'POST, jo, d'POST 4,7 %. Dat heescht: Déi lescht dräi Betriber, déi ech Iech opgezielt hunn, déi hu jo awer net näischt mat dem Staat ze dinn. Mee de Staat ass 100 % Aktionär doranner. Dat heescht, do kéint ech eigentlech nëmme soen: „Lasst den Worten Taten folgen!" Oder Dir konnt Iech als gréng.lu net vis-à-vis vun deenen aneren zwéin Regierungspartner op deem Punkt duerchsetzen.

An da wollt ech awer soen, dass ech et trotzdeem scho keck fannen - ech hätt do e bësse méi Bedenken, mee bon, dat schéngt awer da missen ze sinn -, wann ech dann emol esou e bësse liesen, wat d'Madamm Dieschbourg als Ëmweltministesch doriwwer seet.

Ech hunn hei eng Nott vun der Ëmwelt.lu vum 23. Abrëll 2018: „Carole Dieschbourg bei Treffen der Regionen gegen Atom." Do seet dann d'Madamm Dieschbourg: „Atomkraft ist keine Lösung, sondern eine teure und unflexible Risikotechnologie. Luxemburg engagiert sich gegen die Förderung der Atomkraft durch ein nationales Atomhaftungsgesetz" - haut stëmme mer dat -, „die Klage gegen die Förderung des AKW Hinkley Point C und Paks II sowie diplomatischen Druck auf die Atomförderstaaten". Jo. Also engersäits hu mer 10,4 % Atomenergie an eisem nationale Stroummix, a mir behaapten dat do keck dobaussen.

An da geet et weider: Rtl.lu, den 8. Abrëll 2018, Dieschbourg: „Allianz bilden, fir Drock op Länner héichzehalen." „Drock op Länner héichzehalen", steet do. A weider. No enger Reunioun vun der Ëmweltministesch, der Madamm Dieschbourg, deemools freides zu Berlin, mat hirer däitscher Homologin Svenja Schulze: „A mir hunn eis virun allem doriwwer verstännegt", seet d'Madamm Dieschbourg, „datt et wichteg ass, eng Allianz ze bilden, fir eeben och den Drock op déi Länner héichzehalen, wéi d'Belsch a Frankräich, déi hir Ausstigspläng no hanne verschoben hunn." Okay. Jo.

An da fuere mer weider, eng lescht Saach: „Allianz für Klimaschutz und gegen Atomkraft" - op dem Site vun der Lëtzebuerger Regierung - no engem „Treffen der deutschsprachigen Umweltministerinnen, das am 29. und 30. April in der Heimatstadt von Bundesumweltministerin Svenja Schulze in Münster stattfand." Och do, och do, Här Halsdorf: „Zusammen gegen Atomkraft. In diesem Zusammenhang vertreten die Ministerinnen die Auffassung, dass die Atomkraft in einer klimafreundlichen und damit treibhausgasneutralen Energieversorgung aufgrund ihrer Risiken und Kosten keine Rolle mehr spielen soll." Also, mir behaapten dat do steif a fest, an awer hu mer 2020 nach ëmmer 10,4 % Atomenergie an eisem nationale Stroummix!

(Interruption par M. Claude Turmes)

Atomstroum. Jo. Also, do muss ech Iech ganz éierlech soen: Dat kann een natierlech alles behaapten, mee et muss een awer och e bëssen eng politesch Kredibilitéit halen zwëschent deem, wat een ausseet, wat seng Usprech sinn, a wat an der Wierklechkeet de Fall ass.

An ech kommen dann zum leschte Punkt, och vun der Kohärenz, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass déi faméis Pressekonferenz, déi mer haten den 12. Mee dëst Joer, also viru 14 Deeg, vun der Madamm Dieschbourg. Ëm wat ass et do gaang? An ech muss einfach de Lien maachen, well d'Regierung selwer de Lien vun där Pressekonferenz mat dem Vott vun dem Gesetz vun haut och selwer inzenéiert huet. Dach, Madamm Dieschbourg. An ech liesen Iech hei Ären offizielle Pressecommuniqué vir, deen Der verschéckt hutt.

Do steet dran: « Le Gouvernement luxembourgeois tient à rappeler également que le projet de loi grand-ducal 7221 », dat ass jo awer deen, iwwert dee mer haut ofstëmmen, « établissant la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploie toute son importance dans ce contexte en prévoyant le dédommagement des victimes en cas d'accident dans une installation d'enfouissement de déchets nucléaires. »

Ëm wat geet et? Majo, d'Madamm Dieschbourg huet einfach eng Pressekonferenz gehalen, déi hat e grousse Medieretentissement wärend der Coronakris, an do ass et eigentlech drëms gaangen, dass eng belsch Autoritéit, nämlech d'ONDRAF, responsabel ass, fir verschidde Sitten erauszesichen, fir Atomendmülllagere festzehalen. An d'Madamm Dieschbourg hat dann do och medienträchteg eng Kaart, déi anscheinend si selwer oder hir Servicer ugefäerdegt hunn, mat siwe potenzielle Sitten am noen däitsch-belsch-Lëtzebuerger Grenzgebitt. A si weist do mat Recht drop hin, dass se seet: „Majo, do kënne geologesch Schichten infektéiert ginn, déi bis op Lëtzebuerg eriwwerginn." Si reegt sech och iwwert d'Virgoensweis vun der belscher Regierung op, wou se seet, dass déi géint internationaalt konventionaalt Recht an och géint EU-Direktive verstéisst, an duerfir géif si d'Bierger opfuerderen, d'Lëtzebuerger Bierger, gegeebenefalls och d'Belsch aus deem Grenzgebitt, fir dergéint Asproch ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech riichteraus, am Numm vun der CSV: Mir fannen et selbstverständlech, an ech repetéieren et nach eng Kéier, richteg, dass eng Lëtzebuerger Regierung hir Bierger opmierksam mécht, wa Consultatiounen och am Ausland lafen, fir dass d'Lëtzebuerger kënnen do hir Asprochrechter geltend maachen!

Dat, wat mer awer gäre gehat hätten, Här President, an ech mengen, do missten awer vill Kolleegen hei dermat d'accord sinn, dat ass, ier d'Ministesch déi Pressekonferenz do gehalen hat, hätte mir et fir ubruecht fonnt, wat iwwregens ganz vill aner Ministere maachen, dass se virdrun eng Sitzung vun der Chamberskommissioun vun der Energie an Ëmwelt zesummegeruff hätten, wou se de Volleksvertrieder, de Lëtzebuerger Volleksvertrieder, nämlech den Deputéierten, dat do am Virfeld gesot hätten.

A mir hätten dann och gäre gehat, wa bei där Sitzung - déi awer net war - en Avis juridique bäigeleeën hätt, wou ee gesot hätt, voilà, hei sinn déi konkreet Punkten, wou d'Belsch géint eng international Konventioun, an an dësem Fall d'Convention d'Espoo, géif verstoussen, respektiv géint wat fir eng europäesch Direktive géif verstouss ginn, an och déi faktuell Elementer, déi géife beleeën, alles dat, wat si gesot huet, nämlech dass déi geologesch Schichte géife bis op Lëtzebuerg eriwwerreechen.

Dat ass alles net geschitt! An do muss ee sech awer Froe stellen, notamment no der Sitzung vum leschte Freideg vun der Ëmweltkommissioun. Mir hunn natierlech d'Ministesch gefrot: „Mee hutt Dir en Avis juridique, deen dat do beleet, dass d'Belsch zum Beispill géint internationaalt Recht verstéisst?" Do ass vun der Ministesch d'Äntwert komm, an ech hu mer dat genau opgeschriwwen: „Do gouf et e Mail vun engem Beamten." Do hu mer gefrot: „Majo, opgrond vun dem Gesetz iwwert den Zougang zu Ëmweltinformatiounen, kënnt Der eis dee Mail da ginn?" Du huet se gesot: „Jo, dat huet sech och nach herno bekräftegt an enger Reunioun, déi intern am Ministère war." Punkt! Méi krute mer do net!

An dat, muss ech ganz éierlech soen, dat fannen ech an esou engem wichtege Sujet hei, wou d'Ministesch awer, an ech kommen herno nach dorobber zréck, en Incident diplomatique causéiert huet mat eisem belschen Noper, mat deem mer historesch verwuess sinn, muss ech soen, dass dat an eisen Aen awer e bëssen eppes ass wéi eng politesch Schaumschléierei! Et mécht ee keng Pressekonferenz iwwer esou e sensibele Sujet, ouni dass een am Virfeld d'Lëtzebuerger Chamber an hir Deputéierten doriwwer informéiert huet! Dat geet einfach net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reaktioun, déi ass jo bei eise belsche Frënn net ausbliwwen! An déi ass hefteg ausgefall!

A wa mer emol esou kucken, wat déi belsch Ministesch an dann de Parti vun eisem liberale Premier, den MR, wat déi alles esou do geschriwwen hunn, déi schreiwen hei: „Stockage des déchets nucléaires - halte aux fausses rumeurs". Halte aux fausses rumeurs!!

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Dir musst Iech virstellen, do si belsch Ministeren, déi geheien hei enger Lëtzebuerger Ministesch „halte aux fausses rumeurs" vir! Dat ass also net näischt! An ech mengen net, dass déi dat einfach esou do an den Äther geheien. Nee! Déi iwwerleeë sech dat, wa se dat schreiwen.

An da liese mer virun, dass d'belsch Ministesch, d'Madamm Marie Christine Marghem, seet: « qu'il n'y a pas eu de contacts avec les ministres fédéraux belges compétents, et considère qu'il s'agit d'un "incident diplomatique sérieux" », an da schléisst sech de Krees, wou ech Iech virdru gesot hunn, wou d'Belsch an der Konventioun geschriwwen hunn, nämlech, dass se gutt Relatioune mat de Lëtzebuerger haten, hei hu mer dann en „incident diplomatique sérieux", « et d'une "campagne de désinformation préjudiciable" ».

Une campagne de désinformation préjudiciable! An et geet dann nach virun, wat d'belsch Ministesch da behaapt; ech weess net, ob dat stëmmt oder net: « À ce stade, aucun site de stockage n'a été identifié ni même de type de roche pouvant accueillir les déchets, contrairement à ce qui a été affirmé pendant la conférence de presse », also vun der Madamm Dieschbourg. An da concluéiert d'belsch Ministesch: « La ministre ajoute que la consultation publique lancée par l'ONDRAF », also déi belsch Autoritéit, « respecte "en tous points" les législations belge et européenne ainsi que l'ensemble des traités internationaux ».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do hätt net misse sinn! Dat hätt net misse sinn!

An elo stellt Der natierlech d'Fro: „Ma, Här Roth, wéi hätt Dir dat da gemaach? Wéi hätt d'CSV dat do gemaach?"

Majo, mir hätte ganz einfach dat heite gemaach: Mir hätten am Virfeld éischtens emol eis Bierger grad ewéi Dir informéiert. Fannen ech absolutt richteg. Dozou sti mer. Mir hätten awer parallell, an esou engem sensibelen Dossier, en Avis juridique gemaach, gegeebenefalls der zwee, an dann hätte mer déi Argumentairë geholl, souwuel där juristescher wéi och där faktueller, a mir hätten déi de belsche federalen Autoritéiten an engem Gespréich matgedeelt a mir hätten hinnen dat och zoukomme gelooss. Well ech mengen, dat muss jo och ëmmer méiglech sinn. Et gëtt jo x EU-Conseilen an dann ass et nëmmen normal, dass een en marge vun esou engem EU-Conseil vläicht emol Kontakt hélt mat där Ministesch. D'autant plus, an et sinn eng Rei Leit heibannen, déi jo Regierungsconseile matgemaach hunn, dass ee weess, dass virun esou Regierungsconseilen ëmmer eng Concertation Benelux ass. Et muss ee sech net ëmmer eens sinn, mee et ass zumindest d'Méiglechkeet awer, fir en Échange de vues an esou sensibelen Dossieren ze hunn. Dat hätte mir gemaach. An ech mengen, dat wier där ganzer Saach och vill méi dénglech gewiescht.

Duerfir, ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet zu engem nationale Konsens an der Atompolitik. Mir stëmmen och duerfir bewosst dëse Gesetzesprojet iwwer eng Lëtzebuerger national Atomhaftung mat. Mir gi ganz einfach de Bierger méi legal Rechter. An der Praxis, an ech hunn dat ausgefouert, muss een natierlech wëssen, dass do vläicht par rapport zu der legaler Situatioun verschidden Ofstrécher sech kéinten duerstellen. Mee, an dat hoffe mer virun allem, an ech mengen, net nëmme mir eleng heibannen, mir hoffen, dass dat Gesetz hei mat aller Guttheet, wat et och huet, net oder ni muss zur Uwendung kommen.

D'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung a Saachen Ëmwelt an Energie, déi huet dës Kéier erëm, an dat soen ech awer och gradesou däitlech am Numm vun der CSV-Fraktioun, de groussen Ënnerscheed zwëschent Usproch a Wierklechkeet duergestallt. Wéi een dat qualifizéiert, dat kann ee fein soen, „onglécklech". Et kann een, ech soen, méi derb Termen huelen, déi huele mir net, et als Ökopopulismus dohistellen, mee zumindest ass awer an eisen Aen déi Pressekonferenz vum 12. Mee en diplomatesche Fauxpas gewiescht.

Madamm Ministesch, ech soen Iech dat riichteraus: Dee Medienoptrëtt, deen Der gemaach hutt, dee war der Saach net förderlech. Oder, fir et an der Saach vun de Grenzen ze soen: Dee war grenzwäerteg. Dir hätt sollen d'Leit informéiere mat Fakten. An dat wier och sécherlech méi sënnvoll gewiescht. An hei bleift bei eis awer e bëssen den Nogeschmaach, dass hei wuel déi eege Parteipolitik a virun allem déi gréng Duftmarken a Coronakris virun den Interessie vum Land stoungen. An dat bedauere mer. An dat fanne mer net gutt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Benoy Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här Roth. Merci och dem Här Roth an der CSV fir d'Ënnerstëtzung fir dat heite Gesetz, wat, genau wéi den Här Roth et sot, e ganz wichtegt Gesetz ass. En huet dat och a sengem Exposé elo duergeluecht, wéi ech et och virdrun a mengem Rapport scho gemaach hunn.

Här Roth, Dir hutt vun engem Incident diplomatique geschwat, dee Lëtzebuerg gemaach hätt. Ech gesinn dat iwwerhaapt net esou!

An ech stelle mer éischter d'Fro, ob net d'Belsch en Incident diplomatique gemaach huet, well se hei eng Prozedur lancéiert huet, wéi mer et och an der Ëmweltkommissioun diskutéiert hunn, déi wäit iwwert d'Grenz erausgeet. An do hätt een eigentlech kënnen dervun ausgoen, dass d'Belsch Lëtzebuerg am Virfeld informéiert, am Virfeld och consultéiert, wéi Lëtzebuerg, an där Beispiller krute mer an der Ëmweltkommissioun och genannt, et am Virfeld scho gemaach huet. Gradesou gutt stellt sech d'Fro, ob dat wierklech esou an där heiter Kris hätt misse sinn. An esou weider.

Fannt Der also net éischter, dass d'Belsch en Incident diplomatique hei gemaach huet? Oder fannt Der, dass déi Virgeeënsweis normal ass?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, dat musst Dir Äre belsche Kolleege matdeelen. Ech mengen, mir sinn hei an der Lëtzebuerger Chamber. Mir huelen zur Kenntnis, wéi d'Belsch eng Virgoensweis qualifizéiert hunn. Mir hunn net virzeschreiwen, wat d'Belsch ze maachen hunn. Mir bewäerten als Oppositiounspartei d'Handele vun eiser Lëtzebuerger Regierung an dat hunn ech elo duergeluecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Wann een eppes verknascht, wann een e Schued fir d'Allgemengheet uriicht, jo, da soll och deen opkommen, deen e verursaacht huet. Dëse Prinzip vum Pollueur-payeur ass eigentlech ganz logesch - ass eigentlech ganz logesch - a misst och jiddwerengem aliichten. Ëmsou méi erstaunlech ass et dann awer, wann dee Prinzip an engem Beräich ausgehiewelt gëtt, dee mat zu deene geféierlechste gehéiert, déi d'Mënschheet kennt: der Atomenergie.

Mam Atomhaftungsgesetz setze mir als Lëtzebuerg e kloert Zeechen, een Zeechen, dass mir net akzeptéieren, dass d'Allgemengheet de Präis soll bezuelen, wann et zu engem Virfall kënnt, een Zeechen, dass mer keen nuklearen Dreckstipp virun eiser Dier wëllen an och een Zeechen, dass déi Länner, déi fir sech decidéieren, op de Wee vun der Atomenergie ze goen, net kënnen aner Länner duerch hir Installatioune Gefore fir Gesondheet a Sécherheet aussetzen.

D'DP ass kategoresch géint d'Atomenergie. Mir schwätzen eis vehement géint all Technologien aus, déi d'Zukunft net nëmme vun eise Kanner, mee déi vun Honnerte Generatioune wärend Dausende vu Joren hypothekéieren. D'Zukunft gehéiert, an eisen Aen, den nohaltegen Technologien, déi den nächste Generatiounen e propperen a gesonde Planéit hannerloossen an déi et eis erlaben, eis Gesellschaft nohalteg weiderzeentwéckelen. An deem Sënn kann

d'Atomenergie fir eis och keng Léisung am Kampf géint de Klimawandel sinn. Et wier näischt aneres, wéi ee Problem mat engem aneren, jo, gradesou schlëmmen ze ersetzen.

Dowéinst hat sech de Claude Meisch och am Numm vu Lëtzebuerg de leschten November kloer géint den Euratom-Programm ausgeschwat, deen nämlech genee dat wollt maachen. Mir fannen, mir mussen dru fuerschen, wéi mer aus der Atomenergie erausklamme kënnen a wéi mer d'Risike vum Atomoffall, deen et scho gëtt, geréiert kréien, an net, wéi mer ëmmer méi Atomstroum produzéiere kënnen.

D'Risiken, déi mam Bedreiwe vun enger Atomzentral, wéi där zu Cattenom, Tihange oder Chooz, verbonne sinn, si fir eis net ze toleréieren, quitte dass d'Warscheinlechkeet éischter kleng ass, mee wann et awer bis eng Kéier zu engem Accident kënnt, dann ass de Schued fir Mënsch an d'Natur gewalteg!

Tschernobyl, Fukushima, dat sinn zwee Wierder, do weess all Mënsch, wat domadder gemengt ass. Ganz Stied hu misse vun haut op muer opgi ginn. Leit, déi séier hir Saachen hu misse paken an ni méi kënnen hanneschtgoen! Just fir e klengen Androck vun den Zäitofstänn ze ginn, ëm déi et hei geet: Wärend deenen nächsten 20.000 Jore wäert kee Mënsch méi zu Tschernobyl wunnen.

Mee mir brauchen net bis an d'Ukrain oder a Japan ze goen. Huele mer Cattenom hei vir a Frankräich oder Tihange an der Belsch: Wéi vill Tëschefäll gouf et dann do schonn an deene leschte Joren? Ëmmer erëm huet et, zum Beispill zu Cattenom, an deem engen oder an deem anere Gebai gebrannt. Eleng 2018 sinn do méi wéi 40 Stéierunge gemellt ginn. Et heescht dann zwar ëmmer, et wier näischt geschitt an et wier alles hallef esou wëll. Mee iergendwa stellt ee sech jo awer da Froen. Wat ass, wann eng Kéier eppes richteg Schlëmmes do geschitt?

Op jidde Fall kënne mir net akzeptéieren, dass d'Sécherheet an d'Gesondheet vun eise Bierger därmoossen op d'Spill gesat ginn. All nukleare Projet un eiser Grenz brëngt d'Souveränitéit an d'Existenz vun eisem Land a Gefor. Do si mer eis, mengen ech, alleguerten eens. Ee gréissere Virfall zu Cattenom hätt dramatesch Konsequenze fir eist Land. Mee och d'Atomkraaftwierker zu Tihange an zu Chooz, déi alle béid keng honnert Kilometer vun eiser Grenz ewechleien, stellen eng onmëttelbar Gefor fir eist Land duer a sollen esou séier wéi méiglech zougemaach ginn.

Här President, déi Lëtzebuerger Zivillgesellschaft a Politik engagéiere sech zanter Joerzéngten, fir dass ënner anerem Cattenom vum Netz geholl gëtt. Ëmmer nees sinn déi jeeweileg Regierungen an, jo, och mir als Chamber zu Paräis intervenéiert, ëmmer nees huet dës Chamber Motioune gestëmmt, ëmmer nees ass d'Zivillgesellschaft op d'Strooss gaangen. Et huet bis elo, wat Frankräich ugeet, net ganz vill bruecht. D'Belsch huet decidéiert, bis 2025 aus der Atomenergie erauszeklammen. Dat kënne mer nëmme begréissen.

Wat allerdéngs Cattenom betrëfft, ass et leider éischter de Géigendeel. D'Lafzäit ass souguer nach verlängert ginn. Wéi den Direkter vu Cattenom virun engem Joer sot, wier et d'Zil, d'Reaktere 60 Joer laang lafen ze loossen. 60 Joer laang, dat géif heeschen, eréischt 2050 géife se vum Netz geholl ginn, wat fir eis absolutt onvirstellbar ass.

Als DP hoffe mir dowéinst, mat dësem Text en neit a méi effikasst Instrument op den Dësch ze leeën, fir kënnen Drock ze maachen, Drock engersäits op EDF an déi franséisch Regierung, dass se Cattenom vläicht awer éischter wéi geplangt ofschalten, mee och anerersäits, fir zukünfteg Projeten ze verhënneren. Vläicht iwwerleet een et sech elo zweemol, en Atomkraaftwierk oder en Endlager un d'Grenz ze bauen, wann ee weess, dass et deemno wéi, jo, richteg deier ka ginn.

Et ass nämlech esou: Déi aktuell üblech Reegelung fir Schuedenersatz am Fall vun engem nuklearen Accident ass däitlech en faveur vum Bedreiwer an entsprécht och ganz kloer net dem Pollueur-payeur-Prinzip. De Bedreiwer hätt am Eeschtfall nëmmen e Brochdeel vun de reelle Käschten ze droen, déi hie verursaacht huet. Fir de groussen Deel vum Schued dierf dann natierlech erëm d'Allgemengheet opkommen. Esou e Kader kann nëmmen am Interessi vun engem Land sinn, dat selwer Atomzentrale bedreift, mee net an eisem Interessi. Dowéinst hu mir d'Konventioune vu Paräis a Bréissel och net ratifizéiert. De Rapporteur huet dat schonn am Detail erklärt, soudass ech dofir net méi muss op den Detail agoen.

Dowéinst begréisse mir ausdrécklech, dass mir eis mat dësem Projet d'Méiglechkeet ginn, am Fall vun engem Accident den tatsächleche Käschtepunkt vun de Repercussiounen op Mënsch an Natur beim Bedreiwer anzekloen. An anere Wierder: Op de Bedreiwer kéime Reparatiounen zou, déi och wierklech dem Schued entspriechen, dee verursaacht ginn ass. An déi wieren, deemno wéi, gewalteg.

Kucke mer am Fall Fukushima, wat alles do zerstéiert ginn ass: D'Natur, déi radioaktiv verseucht ass, dat kéinte Käschte ginn, Etüden hunn dat ausgerechent, an déi Dausende Milliarden Euro kéinten d'Käschten do goen. An dat ass e staarkt Signal, dat mir hei mat dësem Gesetz un eis Nopere schécken.

Mir hoffen dowéinst als DP, dass dëse Projet eng staark ofschreckend Wierkung huet fir all eventuell nuklear Projeten un eise Grenzen. Mir hoffen, dass all Bedreiwer, dee plangt, an Zukunft e Projet e realiséieren, sech et e puermol iwwerleet an am beschte Fall et natierlech ganz si léisst.

Stéchwuert: zukünfteg Projeten. Wéi mer rezent gewuer gi sinn, iwwerleeë sech och eis belsch Noperen de Moment, an der Grenzregioun eng nuklear Installatioun opzeriichten, an dësem Fall en Endlager vu radioaktivem Offall. Et wier dat weltwäit éischt geologescht Endlager déif am Buedem, dat fir en definitive Stockage ausgeluecht wier. Dat ass, an eisen Aen, problematesch, well u sech gewosst ass, dass et zu dësem Zäitpunkt nach ëmmer keng wierklech durabel Léisung fir d'Endlagerung vu radioaktivem Offall gëtt. Dat brëngt eng ganz Rei Risike mat sech, wéi zum Beispill eng méiglech Verseuchung vum Grondwaasser oder datt et duerch d'Gasen, déi sech kënne entwéckelen, zu Explosioune ka kommen.

Déi Dausende Joren, wou dee Knascht doläit, sinn eng ganz laang Zäit, an där ganz vill geschéie kann, souwuel op der Äerd, politesch, sozial, Zivilisatioune changéieren. Jo, et ka kee soen, wéi et an dausend Joer an der Belsch oder soss iergendwou op dësem Planéit ausgesäit. Mee och ënnert der Äerd schaffen d'Gestengsschichten, déi geologesch Formatioune beweege sech. Dat bleift och net einfach stoen, virun allem, wann een déi Zäitspan kuckt, ëm déi et jo hei geet.

Et ass evident, dass mir als DP kategoresch géint dëst Endlager sinn, d'autant plus, dass ee vun de proposéierte Sitten och nach am Anzuchsgebitt vum Stausséi, also eisem gréissten Drénkwaasserreservoir, läit. Et kann net sinn, dass déi national Drénkwaasserversuergung och nëmmen usazweis a Gefor geréit.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Eis Positioun als DP ass hei ganz kloer: Mir si vehement géint en Atommülllager an der Grenzregioun. Mir wëllen net, dass eventuell op deem engen oder anere Wee d'Lëtzebuerger Bevëlkerung duerch belschen Atommüll zu Schued kënnt. An do begréisse mer et natierlech ëmsou méi, dass mer dëse Projet haut hei stëmmen. Den Timing kéint deemno eigentlech net besser sinn.

Här President, kee Geld vun der Welt a keng Reparatioune kënnen de Schued guttmaachen, deen duerch atomaren Offall oder en Accident an engem Atomkraaftwierk entstanen ass. A mir hoffen dofir, dass mer deen Text, dee mir haut hei stëmmen, ni wäerte mussen notzen an dass ni eppes hei geschitt. Mee mir hoffen awer och, dass deen Text eis hëlleft, dass mer eng ofschreckend Wierkung bei eisen Noperen hunn, an dass dat dozou wäert bäidroen, zukünfteg Projeten ze verhënneren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren, géif och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn, dat awer op kee Fall, ier ech dem Rapporteur François Benoy op dëser Plaz villmools Merci géif soe fir seng zwee gutt Rapporten, souwuel säi mëndleche wéi och säi schréftlechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, jee méi ech un dëse Gesetzestext denken, desto méi kënnt mer dat Wuert „Sécherheet" an de Kapp. Jo, mee eng absolutt Sécherheet gëtt et quasi net, weeder fir deen Eenzelnen a sengem Privatliewen nach fir d'Gesellschaft an der Kollektivitéit.

Et muss een awer natierlech och alles drusetzen, fir d'Sécherheet esou héich ewéi méiglech ze halen.

Deen Text, iwwert dee mer awer haut debatteieren, handelt vun der Hypothees vun engem Accident nucléaire. Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwert d'Parteigrenzen eraus ëmmer eng relativ bis ganz, ganz skeptesch Vue gehat op d'Atomenergie. An dat mat Recht!

Et ass allerdéngs esou, dass et an eisen Nopeschlänner Atomenergie gëtt. Et ass souguer esou, dass dat Land op der Welt mat där héchsten Densitéit un Atomreakteren en Nopeschland vu Lëtzebuerg ass - mir hunn dat de Mëtteg schonn e puermol héieren -: Frankräich. E Land mat 58 Reakteren op 19 verschiddene Sitte vu sengem Territoire. An der EU kommen iwwregens ronn 30 % vum verbrauchte Stroum aus der Atomenergie.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Atomphysiker gi souguer dervun aus, dass d'Probabilitéit vun engem graven Incident an engem Atomreakter ongeféier bei 1 zu 100.000 Reakterjore läit. An ee Reakterjoer, dat ass ee Reakter, deen ee Joer laang leeft. Reell ginn et 14.000 Reakterjoren op der Welt. Dat heescht, dass, statistesch gesinn, ronn all siwe Joer ee schwéieren Incident an engem Reakter op der Welt passéiere kéint. Net all Incident vun dëser Zort féiert automatesch zu Fukushima oder zu Tschernobyl, mee all schwéieren Incident ass a bleift eng grouss Gefor fir Mënsch an Emwelt.

Aus deem Kontext eraus ass et eigentlech eng ganz logesch Konsequenz, dass ee sech muss eeschthaft mat der Fro auserneesetzen: Wat maache mer dann eigentlech, wann et zu engem Accident kënnt?, wa mer iwwerhaapt nach eppes kënne maachen!

D'Responsabilité civile am Fall vun engem nuklearen Accident dierf net dem Zoufall iwwerlooss sinn a scho guer net deemjéinegen, deen um längeren Hiewel sëtzt. Mir brauche kloer an ambitiéis Reegelen. De Legislateur, dee muss op der Säit vum Affer, also op der Säit vun deem Verletzbaarste stoen.

Natierlech ginn et international Konventiounen, déi d'Modalitéite vun der Responsabilitéit bei engem Schued duerch en Accident nucléaire reegelen. Lëtzebuerg huet awer weeder d'Paräisser Konventioun 1960 nach d'Bréisseler Konventioun 1963 ratifizéiert. Mee, wéi et allerdéngs scho gesot ginn ass, war et e bewosste Choix vun der Lëtzebuerger Regierung, méi ambitiéis ze sinn, ewéi et an deene Konventioune steet.

Ee vun de Virdeeler vun dësem Gesetz ass sécherlech, dass de Montant vum Dedommagement net gedeckelt ass. An der Konventioun vu Bréissel beispillsweis wier de maximale Montant vun engem Dedommagement pro Accident op plus/minus 375 Milliounen Euro fixéiert. E Montant, dee ganz séier kéint iwwerschratt sinn, wann een de Schued fir Mënsch an Emwelt bei engem schwéieren Accident zesummerechent.

Am Hexagone läit beispillsweis déi gesetzlech iewescht Limitt bei der Responsabilité civile bei 700 Milliounen Euro à charge vum Exploitant. A grad a Frankräich huet den Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, den IRS, en Etablissement public iwwregens, am Joer 2007 ausgerechent, dass am Fall vun engem extreem graven Accident, deen net méi ënner Kontroll ass, zum Beispill en Accident vum Typ Tschernobyl, d'Käschte kéinte 5.800 Milliarden erreechen.

En anere fundamentale Virdeel vun dësem Gesetz ass och, dass eng Victime, déi zu Lëtzebuerg residéiert, bei engem lëtzebuergeschen Tribunal ka kloe goen, souwäit et déi europäesch Texter oder d'Reglement vu Bréissel 1bis och erlaben. Dëst mécht et fir d'Affer, besonnesch fir eng Privatpersoun ouni gréisser juristesch Kenntnisser, natierlech vill méi einfach, fir hiert Recht anzefuerderen.

An deem Kontext begréisst d'LSAP-Fraktioun et ausdrécklech, dass den Delai vun der Prescriptioun, wärend deem eng Victime hiert Recht akloe kann, bei 30 Joer läit vun deem Zäitpunkt un, wou d'Accident stattfonnt huet oder wou sech de Schued bei der Victime gewisen huet. Dëst ass iwwregens am Aklang mam Artikel 2262 vum Code civil a weist nach eng Kéier, dass mir zu Lëtzebuerg am Verglach zu villen anere Länner eng ganz staark Protektioun vun den Affer hunn.

Fir eis als LSAP ass et och selbstverständlech an och e wichtegt Uleies gewiescht, dass de Champ d'application vun dësem Gesetz esou breet ass, fir dass dëst generéist Gesetz a méiglechst ville Situatioune ka spillen. Ech wëll hei rappeléieren, dass d'Gesetz net nëmme bei der Energieproduktioun selwer, mee och bei der Produktioun, beim Benotzen, beim Deponéieren an och beim Stockage vun atomarem Offall zum Droe kënnt. Och d'Definitioun vum Exploitant ass relativ breet gehalen, fir dass et eeben net soll méiglech sinn, sech senger Responsabilitéit a Sécherheetsfroen ze entzéien, wann ee wärend Joren zum Beispill mat der Produktioun vun Atomenergie Sue maache konnt.

Här President, jiddwereen hei am Sall huet matkritt, wéi virun e bësse méi wéi enger Woch de Sujet opkomm ass vun der Belsch, déi e Standuert sichen, fir atomaren Offall kënnen op hirem Territoire ënnerzebréngen. Ech widderhuele mech vläicht par rapport zu deem, wat meng Virriedner scho gesot hunn, mee ech wéilt awer hei betounen, dass et fir eis als LSAP e legitimmt Recht ass vun all Bierger hei am Land, sech d'Fro ze stellen, wéi et dann ëm d'Sécherheet steet am Fall vum Stockage vu radioaktivem Material no un der Grenz vu Lëtzebuerg.

Ech mengen, dass et bei esou engem eeschten a bei esou engem sensibelen Dossier onerlässlech ass, en éierlechen Dialog ze hunn tëschent Lëtzebuerg an dem belsche Kinnekräich. Zu engem éierlechen Dialog gehéiert, dass d'Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun der belscher Regierung hir Bedenke ganz kloer zum Ausdrock brëngt. Eng enk Zesummenaarbecht ass duerch näischt ze ersetzen, wéi och d'Fro vun der Gestioun vun nuklearen Offäll nach eng Kéier beweist.

Den Artikel 7 vun der europäescher Direktiv 2001/42 seet: „Dee Memberstaat, dee vun engem Plang oder engem Programm vun engem anere Memberstaat a Form vun ëmweltpoliteschen Incidencë mengt, touchéiert ze ginn, muss deem anere Memberstaat dat och matdeelen a soen, dass en eng Consultatioun wënscht." Hei ass also d'Lëtzebuerger Regierung gefrot, mat der belscher Regierung Kontakt opzehuelen. An engem gemeinsamen Accord leeë béid Memberstaaten der EU-Direktiv no d'Modalitéite fest, fir dass och d'Lëtzebuerger Bierger kënnen hiren Avis an engem ganz räsonabelen Delai ofginn.

Als LSAP ass et eis immens wichteg, dass op d'Biergerinnen an op d'Bierger gelauschtert gëtt. Virun allem awer och déi concernéiert Gemengen hunn et verdéngt, dass si reegelméisseg iwwert de leschte Stand a Kenntnis gesat ginn. Dëst ass e weesentlecht Element vun enger Prozedur, déi transparent soll sinn an déi d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger stäerke soll.

Éischt Prioritéit muss an all Fall sinn, dem Gesondheetsrisiko no verhältnisméisseg ze handelen, esou wéi déi europäesch Texter dat och soen, zum Beispill d'Direktiv 2011/70 Euratom am Considerant 34. Éischt Prioritéit muss an eisen Aen ouni Aboussen oder Relativiséierungen déi ëffentlech Sécherheet sinn. Et soll een och drop hiweisen, dass et vun de méiglechen Optioune fir de Stockage vun den nuklearen Offäll esou ass, dass et sécherheetspolitesch méi a manner gutt Optioune gëtt.

D'Schifergesteng, wéi een et notamment am Synclinal de Neufchâteau virfënnt, ass eiser Meenung no keng Optioun, well et nëmme ganz wéineg Etüde ginn iwwert d'Validitéit vun dësem Gestengs am Kontext vun der Durée vum Stockage vu radioaktiven Offäll. De Rapport vun der belscher Autoritéit ONDRAF iwwert d'Incidence op d'Ëmwelt vum Avantprojet kënnt op der Säit 37 och ganz genee zu dëser Konklusioun. D'ONDRAF gëtt an dësem Kontext och selwer zou, dass si nach keng Recherche expérimentale zu dësem Gestengs gemaach huet.

Mir sinn als LSAP och der Meenung, dass den Depot vun atomaren Offäll a Form vun engem Stockage géologique net onbedéngt alternativlos ass, esou wéi dat am genannte Rapport vun der ONDRAF suggeréiert gëtt. Sécherlech gëtt et méi schlëmm Techniken, wéi ee radioaktiivt Material stockéiere kann, mee dat kann awer a kengem Fall en Argument sinn.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här President, et féiert kee Wee derlaanscht, méi déifgrënneg wëssenschaftlech Analysen ze maache wéi dat, wat den ONDRAF bis elo gemaach huet. Dës Analyse mussen eiser Meenung no och eng Evaluatioun vun anere Methode wéi dem Stockage géologique begräifen.

Et dierf een och net vergiessen, dass den technologesche Fortschrëtt och an dëser Fro existéiert. Et kann also duerchaus Sënn maachen, dat radioaktiivt Material esou ze stockéieren, dass ee mëttelfristeg erëm dat Material sécher eraushuele kann, fir et no méi sécheren, well méi rezente Methoden ze stockéieren.

Eppes ass awer fir de gesonde Mënscheverstand ganz einfach ze verstoen: All Atomenergie, déi net muss produzéiert ginn, hannerléisst och keng Gefore fir déi Generatiounen no eis.

Déi politesch Aktualitéit weist, wéi wichteg dëst Gesetz ka sinn a wéi séier aus enger Hypothees ka Realpolitik ginn. D'LSAP dréit dëst Gesetz op alle Fall gäre mat, well et e grousse Fortschrëtt ass am Sënn vun der Sécherheet a vun der Gesondheet vun eis all.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hemmen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Kompliment un den Här Benoy. Den Här Benoy huet ganz gutt geschwat. En huet eis awer leider net iwwerzeegt, muss ech och soen, mee et war awer e ganz liewege Virtrag, deen nach eng Kéier vill Aspekter vun der Atomenergie a vun dëser Fro haut beliicht huet.

Mir mussen eis d'Fro stellen: Ëm wat geet et an dësem Gesetz? Et geet drëm, fir de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, indemniséiert ze ginn am Fall vun engem nuklearen Accident. Dat ass d'Iddi.

An da musse mer eis froen: Erfëllt dann dëst Gesetz dësen Zweck? Kann deen Usproch, deen hei gestallt gëtt, erfëllt ginn? An d'Äntwert dorobber ass: nee!

An eis gréng Kolleegen hunn et selwer am Rapport zitéiert, dee se eis haut virgestallt hunn. Well an deene Rapporten, och an de Kommissiounssëtzungen, stoung kloer, u sech wär d'Zil vun deem Gesetz, esou steet et an de Rapporten, Drock op d'Nopeschlänner ze maachen, fir datt si hir nuklear Zentrale sollen zoumaachen. Oder och, Zitat: „e Reflexiounsprozess doriwwer a Gang ze bréngen, wat déi reell Käschte vun der Nuklearenergie sinn". Dat waren d'Ziler vun dësem Gesetz, esou wéi se an der Kommissioun gesot goufen, esou wéi se an de Rapporte stinn.

Indemniséierung ass eppes anescht. Mir wëllen hei keng politesch Gestikulatioun maache géint Atomenergie. Dat ass e bëssen dat, wéi een dat Gefill huet, wou mer eis hei drop engagéieren. Mir als ADR hätte gär Rechtssécherheet fir d'Lëtzebuerger am Fall vun engem nuklearen Accident. Dat ass eis Prioritéit!

An et ass schonn e bësse verwonnerlech, datt mer säit dem Ufank vun de 60er-Joren eng Rei vun internationale Rechtsinstrumenter hunn, déi wéinstens zum Deel deem Usproch hätte kënne gerecht ginn, an awer all déi Joren, elo 60 Joer, Lëtzebuerg näischt gemaach huet, fir dat ze maachen. Et ass e Meritt vun dësem Gesetz, datt mer iwwerhaapt emol kënnen iwwert déi Fro diskutéieren an datt iwwerhaapt emol e Versuch gemaach gëtt, eng Indemniséierungsprozedur anzeféieren. Och wa se, wéi ech et wäert hoffentlech kënne beweisen, net zilféierend ass.

Et ass och e bëssen - wéi soll ech soen? - net iwwerzeegend, scho vum Usaz hier, datt et e ganz komplizéiert Wierk vun internationale Konventioune gëtt, wat dës Fro reegelt, an da komme mir a mir maachen eist spezifescht lëtzebuergescht Gesetz an erwaarden eis, datt déi aner Länner deem Gesetz follegen am Fall wou hei Urteeler geschwat ginn opgrond vun deem Gesetz. Et ass e bëssen eng Hybris, e bëssen en iwwerzunnend Selbstvertrauen, wat mer do weisen, well déi Urteeler, déi hei geholl géife ginn an eisem spezifesche Gesetz, jo och a Kontradiktioun stinn zu den internationalen Obligatioune vun deene Staaten, déi op d'Atomenergie zréckgräifen.

Et ass e bëssen eng Gestikulatioun, fir eng Anti-atomastellung vun eisem Land hei ze dokumentéieren. Mee den Här Roth huet et scho gesot a sengen Ausféierungen: „Och mir consomméieren Nuklearenergie, Atomstroum!" A mir maachen et och zu engem groussen Ausmooss. Eenzelner soen heiansdo: „Bon, et sinn nëmmen eppes Klenges iwwer 10 %", wéi d'Äntwert op dem Här Engelen seng parlamentaresch Fro et ausgewisen huet. Mee och Däitschland ass am Ableck an enger Gréisstenuerdnung vun 12 %, 13 % am Atomstroum. Dat ass also net negligeabel. An ech mengen, mir mussen eis däers och bewosst sinn. An d'Tendenz am Stroumverbrauch weist éischter no uewen. Éischter no uewen!

Mee gutt. Loosse mer emol kucken! Ech wollt eigentlech beweisen elo an e puer Ausféierungen, firwat deen Usaz, wéi dëst Gesetz e gewielt huet, net ka fonctionéieren.

Dee System vun de Konventiounen, deen huet den Här Benoy summaresch beschriwwen: déi Paräisser, déi Bréisseler Komplementarkonventiouns, déi Wiener Konventiouns. Ech ginn och net an den Detail, ech wëll just soen: Déi hunn net nëmmen Nodeeler. Déi hunn och eng ganz Rei Virdeeler. Well wa se net déi Virdeeler hätten, hätt dee System net esou laang Bestand gehat. E gëtt eng Rechtssécherheet, d'Kompetenz vun de Geriichter gëtt festgeluecht, et ass eng Responsabilité objective a virun allem: Déi Konventioune goufen iwwer all déi Joerzéngte konsequent weiderentwéckelt.

Et ass net esou, datt mir haut mat deene selwechte Konventiounen ze dinn hunn inhaltlech wéi 1960. Vill Saachen hu sech geännert. A wann een net bäitrëtt bei esou eng Konventioun, wann een net bäitrëtt, huet een zwou Saachen net. Zwou wichteg Saachen net! Dat Éischt: Et ass een net couvréiert vun de Virdeeler vun de Konventiounen. Ratione territoriae fir unzefänken. An et huet een net d'Méiglechkeet, selwer Verbesserungen am Vertragswierk virzeschloen, wéi et enger Vertragspartei awer zousteet. Dat sinn zwou Méiglechkeeten, déi een aus der Hand gëtt.

Et ass dacks gesot gi bei der Bréisseler Komplementarkonventioun: „Mir kënnen där net bäitrieden, well mer do eng Solidarléisung hunn." Dat heescht, mir misste fir déi zweet an déi drëtt Tranche vun den Indemnitéite selwer e Bäitrag leeschten als Lëtzebuerg, och als Netnuklearstaat, fir engem Risiko entgéintzetrieden, engem finanzielle Risiko, wann en Atomaccident géif geschéien. Dat war eigentlech eent vun den Haaptargumenter, firwat mer net bäigetruede sinn.

Mee och do ass eng Kontradiktioun an der Lëtzebuerger Politik festzestellen. Bei der Diskussioun vum Eurobond oder Coronabond wëlle mer déi Solidaritéit weisen, och an anere Saachen. Mir hätten dat och hei kënne maachen, fir eng Rechtssécherheet en retour ze kréien. An hei ass et net wéi bei deem finanzielle Coronabond oder Eurobond, datt iergendeng vertraglech Dispositioun eis dat géif explizitt verbidden. Dat ass hei net de Fall. Mir hätten ouni Problem déi solidaresch Verantwortung, Matverantwortung kënnen droen, fir en retour eeben eng Rechtssécherheet ze kréien.

Wa mer also déi Konventiounen net wëllen als Lëtzebuerg, op jidde Fall wat bis elo d'Regierungen net wollten, da stelle sech och do eng Rei Froen. Éischtens: Ass dat korrekt? Mir hu se all ënnerschriwwen. Mir hu se net ratifizéiert. Dat ass net am Aklang mat dem internationale Vertragsrecht.

Dann hätt ee kënnen higoen a sech iwwerleeën: Gëtt et dann Alternativen am internationale Recht, déi een hätt kënne benotzen? An et gëtt der zwou. Déi eng hätt kënne sinn iergendeng Reegelung am internationale Privatrecht. Do ass awer keng direkt erkennbar, déi fir eis wierklech applikabel wär.

Déi aner, wou wierklech d'Fro sech stellt, dat ass déi vun der Staatsresponsabilitéit. A mir hunn ëmmer an der Atompolitik zu Lëtzebuerg probéiert, zwee Prinzippien ze verfollegen: Deen een ass dee vum Pollueur-payeur, deen aneren ass dee vun der Responsabilité des États. D'Responsabilité des États, déi huet en enorme Virdeel. Éischtens stellt se jo d'office de Staat a seng Verantwortung an och déi theoreetesch illimitéiert Méiglechkeete fir ze indemniséieren. Mee si gëtt eis en diplomateschen Hiewel, dee mer bei all normaler rechtsschutz, zivillrechtlecher Approche net hunn. Do geet et ëmmer iwwert d'Geriichter. A mir mussen ëmmer dann Indemniséierungen akloen an esou weider. Bei enger Staat-zu-Staat-Negociatioun presentéiert sech dat ganz anescht.

Mir haten ee Fall, wou esou en Accord negociéiert gouf. Dat war d'Cattenom-Konventioun vun 1978. Déi hat den Här Gaston Thorn nach ënnerschriwwe fir Lëtzebuerg, den Här de Guiringaud fir Frankräich. Do hate mer eng partiell staatlech Léisung. Et war zwar nach ëmmer eng zivillrechtlech Approche, mee de Staat hätt kënne kollektiv fir d'Lëtzebuerger optriede virun deene kompetente franséische Geriichter, wat en enorme Virdeel duergestallt hätt par rapport zu där Situatioun fir eng allgemeng zivillrechtlech Approche.

Dat war eng Konventioun, déi duerchaus interessant war. Se war och interessant, well verschidde Leeschtunge wéi d'Assistenzleeschtunge gratis gewiescht wären. Hätt Frankräich eis zum Beispill gehollef fir ze evakuéieren, well mir selwer net vill logistesch Mëttelen hunn, wär eis dat net a Rechnung gestallt ginn. Et gëtt nämlech spezifesch Konventiounen, déi dat reegelen. An do ass dat ëmmer käschteflichteg. Mat der Cattenom-Konventioun wär dat net käschteflichteg gewiescht.

D'Staatsresponsabilitéit interpelléiert eis awer och, well mir als Lëtzebuerg eis mussen d'Fro stellen, ob mir déi ganz Verantwortung droen, déi mir als Staat eventuell hunn. Well mir hunn och Schëffer, déi ënner Lëtzebuerger Pavillon maritime fueren. Mir hu Fligeren, déi ënner Lëtzebuerger Pavillon fléien. An ech weess net, ob mir deene Konventioune bäigetruede sinn, déi dat reegelen, wann en Accident wär, wann do iergendeng fissile Matière géif transportéiert ginn oder eng radioaktiv Matière de quelque sorte que ce soit, wann do een Accident géif geschéien, ob mir, wat de Pavillon maritime an d'Loftfracht an esou weider ugeet, do déi néideg Schrëtt iwwerholl hunn. Déi Fro sief gestallt.

Da stellt sech eeben d'Fro vun der Analys vun där Approche, wéi déi gréng se hei proposéieren. An dat ass den Droit européen. An den Droit européen, deen invoquéiert gëtt, dat ass d'Reglement Bréissel 1bis 1215 aus dem Joer 2012 an eng Decisioun vum Conseil vum 8. Mäerz 2004. Dat sinn déi zwee Rechtsinstrumenter, déi d'Basis bilde vun deem Räsonnement. An eis Aufgab ass et, fir ze soen: „Dat fonctionéiert guer net!" An et ass nämlech wichteg, fir ze soen: „Dat Gesetz, déi Konstruktioun, déi déi gréng hei invoquéieren, kann net fonctionéieren!"

Dat Bréisseler Reglement 1bis aus dem Joer 2012 wéi och schonn d'Virgängerreglement 44, dat hei ass d'1215, hunn allen zwee eng exklusiv Klausel, wat d'Lex specialis ugeet. Am Reglement 1bis ass dat e Considerant, ech mengen, et ass de 35, an et ass en Artikel 71, déi kloer unerkennen, datt Länner, déi duerch eng Loi spéciale u Konventioune gebonne sinn, déi weider esou applizéiere kënnen. Dat heescht, et gëtt eng Exklusioun, d'Loi spéciale ass net betraff. An dat gëtt natierlech och vun Eenzelnen ugezweifelt, awer dat ass bis elo confirméiert.

Et ass och confirméiert an der Decisioun vum 8. Mäerz 2004, déi déi gréng invoquéieren oder d'Regierung allgemeng. Well déi Decisioun aus dem Joer 2004, déi berout op dem Artikel 249 vum Traité Communauté européenne. An deen Artikel seet, datt eng Decisioun vum Ministerrot, déi eng Rechtsnorm ass, déi an der Hierarchie hannert de Reglementer an hannert den Direktive steet, muss en Destinataire désigné hunn, an nëmmen den Destinataire désigné vun enger Decisioun vum Ministerrot ass concernéiert.

Elo ass et awer esou, datt Lëtzebuerg an där Decisioun vum 8. Mäerz 2004 vum Conseil iwwerhaapt net designéiert ass. Mir sinn net Destinataire vun der Decisioun, kënnen also weeder Rechter aus hir erauszéien nach si fir eis Flichten entstanen. Et ass einfach en Instrument, wat op drëtter Plaz an der Hierarchie vun de Rechtsnormen ass, net d'Kraaft huet an net zum Inhalt huet, fir eng Exklusiounsklausel aus engem Reglement ausser Kraaft ze setzen, a fir eis weeder Rechter nach Flichten entstoe léisst.

Et ass souguer esou, datt an där Decisioun kloer nach eng Kéier confirméiert gëtt, an dat ass och ganz interessant, datt, an dat ass elo d'Decisioun, déi ech zitéieren: « Étant donné que le protocole modifie … », hei ass de Protokoll, dat ass eng verännert Nuklearkonventioun vun 2004, dat ass awer hei elo net wichteg an deem Kontext. « Étant donné que le protocole modifie la convention de Paris, que le règlement (CE) n° 44/2001 », dat ass genausou wouer wéi den 1215, « autorise les États membres liés par cette convention à continuer à appliquer les règles de compétence prévues par celle-ci », kënnen déi dat da ratifizéieren.

Et ass also esou u sech, datt déi Decisioun vum Ministerrot, déi vun der Regierung hei invoquéiert gëtt niewent dem Reglement 1bis als legal Basis, eigentlech genau de Contraire seet, nämlech datt déi Länner, déi Deel si vun der Paräisser Konventioun, dat kënne weider applizéieren. Dat ass d'Zil vun där Decisioun. Sou steet et explizitt dran! An déi Confirmatioun, déi do drasteet, déi Zitéierung vun der lëtzebuergescher Rechtspositioun ass just einfach eng Ernimmung, awer ouni iergendwéi eng rechtlech Konsequenz.

Dee Professer, deen an deem Avis juridique zitéiert gëtt, deen d'Regierung an Optrag ginn hat, dat ass en tschecheschen Universitéitsprofesser, den Här Jakub Handrlica, deen huet selwer opgrond vu senger Analys geschriwwen, an dat ass och interessant: « Compte tenu de cet extrait de la décision, il est difficile de soutenir qu'après l'entrée en vigueur du Protocole […], le Règlement de Bruxelles sera directement applicable à toutes les questions de responsabilité nucléaire […]. » A méi wäit: « Une telle déclaration est en opposition complète avec des décisions relatives à des conventions internationales, dans lesquelles figurait une réserve indiquant que les États membres continueraient à appliquer le Règlement de Bruxelles à la reconnaissance et à l'exécution de leurs décisions respectives. Aucune réserve de ce type ne figure dans la Décision du 8 mars 2004. » Et ass also juristesch ganz evident, datt weeder de Reglement nach d'Decisioun a Fro kommen, fir d'Rechtspositioun vun der Regierung hei iergendwéi ze ënnerstëtzen.

Et kann een natierlech argumentéieren, datt de Reglement 1bis géif subsidiaresch erugezu ginn. Dat kann een argumentéieren. Do gëtt et och a priori kee Géigenargument. Dat kann awer nëmmen da gëllen, wann e Rechtsberäich tangéiert ass, deen net explizitt an der Paräisser, Bréisseler oder Wiener Konventioun, eeben da wéi et ass, géif ernimmt ginn.

Dat Gesetz, ass dat duerchsetzbar? Et ass net duerchsetzbar!

Éischtens: Den Här Benoy huet direkt am Ufank Tschernobyl als Beispill genannt. Tschernobyl ass an der Ukrain. Et ass also net EU. A wann eppes zu Tschernobyl géif geschéien, genausou wéi elo an England warscheinlech, et weess een nach net, wat d'Negociatioune wären, oder a Wäissrussland, a Russland oder an der Ukrain oder soss enzwousch, wou nuklear Kraaftwierker sinn, hätt dat heite Gesetz null Effekt. Dat gëllt just fir EU-Staaten. An et gëllt och net fir all EU-Staaten, well déi, déi Deel vun der Paräisser Konventioun sinn, wéi mer grad gesinn hunn, bleiwen un d'Paräisser Konventioun gebonnen an net un de Reglement 44 oder 1215.

Da gëtt et och ganz sécher mat der Schwäiz, wou och Atomkraaftwierker sinn … Bon, do gëtt et en extraen Accord, dat ass dee vu Lugano, dee géif dann applizéiert ginn. Mee de Rechtskonflikt oder de politesche Konflikt souguer mat den Nopeschstaate wär virprogrammëiert, wa mer géifen drop insistéieren, fir dat do iergendwéi duerchzesetzen.

An dat ass och en Element, wat den Här Roth schonn zitéiert hat. Mir hunn 1972 eng Konventioun ënnerschriwwen iwwert d'rechtlech Immunitéit vun de Staaten. D'Belsch an Däitschland, déi kommen hei iwwerhaapt net a Fro, realistesch och net fir en Atomlager, fir duerch eis duerch iergendee Geriicht do belaangt ze ginn. Also do wär just de Prinzip vun der Staatennegociatioun méiglech gewiescht. A fir Frankräich, do kann ech mer net virstellen, datt déi nuklear Operatioune vum franséische Staat géifen esou interpretéiert ginn als Acta jure gestionis. Dat si kloer Acta jure imperii. An hir Interpretatioun ass och déi, déi do zielt.

De Staatsrot huet dat och esou gesinn hei, well de Staatsrot seet: « Pour les États parties à la convention européenne sur l'immunité des États, il est […] très improbable qu'ils puissent être attraits devant les juridictions luxembourgeoises en cas d'accident nucléaire. » Also, mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt dat hei eng politesch Konstruktioun ass, déi rechtlech net ka fonctionéieren.

Frankräich: déi gréng wëllen hei och eng Diskriminatioun u sech afëieren, well de franséische Staat wär dann an enger Situatioun, wou e seng eege Leit misst méi schlecht behandele wéi Leit, déi hei am Land e Geriichtsurteel kéinte produzéieren. Dat ass vollkommen onrealistesch. De Fransous, deen zu Kettenuewe wunnt niewent der Zentral, dee géif indemniséiert ginn opgrond vun der Paräisser Konventioun, nom interne franséische Recht, wéi et och dann deen Ableck ass, an deen, dee just déi aner Säit vun der Lëtzebuerger Grenz wunnt, dee géif mat engem Lëtzebuerger Urteel kommen, wou e seet: „Ech wunnen zwar méi wäit ewech, ech si potenziell manner geschiedegt wéi mäi franséischen Noper vu Kettenuewen, mee ech hunn eng Responsabilité illimitée an ech kommen hei mat engem Urteel aus engem Land, wat emol net Deel ass vun der Paräisser Konventioun." A voilà!

A wann dat net duergeet, wat den Assureur vun der Atomzentral kontraktéiert huet, da muss de franséische Staat, also och nach de franséische Steierzueler, asprangen, fir meng Usprécher kënnen ze erfëllen. Dat heurtéiert sech an der Applikatioun un den Ordre public, un een essenziellen, substanziellen Ordre public. Et ass kee Staat op der Welt, dee géif op deen do Wee goen a seng eege Leit opgrond vun esou zweifelhafte juristesche Considératioune benodeelege géintiwwer aneren!

Och d'Chambre de Commerce hat do hir Problemer bei dëser Bewäertung vun deem Gesetzestext. Do gëtt geschwat vun: « […] rendant de facto impossible toute indemnisation supplémentaire par les tribunaux luxembourgeois » an aner Zitater, déi ech elo net hei all wëll bréngen.

Mir hunn also en anere Wee. Ech hunn am Ufank gesot, datt et hei ëm zwou verschidde Saache geet. Déi eng, déi wëllen eng politesch Gestikulatioun, fir ze soen: „Hei, d'Atomenergie ass esou deier, mir mussen elo emol jiddweree konfrontéieren, deen en Atomkraaftwierk huet, mat deene potenzielle reelle Käschte vun der Atomenergie." Dat ass déi eng Approche. Dat ass déi, déi d'Regierung hei proposéiert.

Oder déi aner Säit: Rechtssécherheet fir d'Lëtzebuerger Bierger. A wéi gesot, mir als ADR, mir ënnerschreiwe komplett a mir si frou, datt mer déi Iddi hei emol haut diskutéieren, fir eng Responsabilité civile en matière nucléaire och

gesetzlech festzeleeën, mee eise Wee ass deen, fir deene Konventioune bäizetrieden an ze kucken, datt déi Konventioune verbessert ginn. Dat ass dat, wat mir proposéieren als Wee. A mir hunn dat och an enger Motioun, Här President, déi ech Iech heimat däerf proposéieren, festgeschriwwen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- datt zënter dem Ufank vun de 60er-Joren déi rechtlech Situatioun vun eisem Land am Hibléck op méiglech Entschiedegungen am Fall vun engem nuklearen Accident net gereegelt gouf;

- datt et eng Rei vun internationale Konventioune gëtt, déi spezifesch déi sougenannte „responsabilité civile en matière nucléaire" betreffen;

- datt Lëtzebuerg e puer international Konventiounen a bilateral Verträg an dëser Matière ënnerschriwwen, awer bis haut nach net ratifizéiert huet;

- datt de Bäitrëtt zu dëse Konventiounen d'Rechtssécherheet vu Lëtzebuerg an dësem Beräich géif direkt, däitlech an op eng glafwierdeg Manéier verbesseren,

fuerdert d'Regierung op,

a) der Chamber méiglechst séier Gesetzesprojete virzeleeën iwwert d'Ratifizéierung vun dëse Rechtsinstrumenter:

- Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole additionnel de 1964 et le Protocole de 1982 (Convention de Paris);

- Protocole portant modification de la Convention de Paris du 12 février 2004 (Convention de Paris modifiée);

- Convention complémentaire à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 31 janvier 1963, amendée par le Protocole additionnel de 1964 et le Protocole de 1982 (Convention complémentaire de Bruxelles);

- Protocole portant modification de la Convention complémentaire de Bruxelles du 12 février 2004 (Convention complémentaire de Bruxelles modifiée);

an all aner international Konventiounen, déi d'Rechtssécherheet vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Indemnisséierung no eventuellen nuklearen Tëschefäll kéinte verbesseren, ze ratifizéieren;

b) de bilaterale Vertrag mat Frankräich, deen de 17. Mäerz 1978 vun deenen Häre Gaston Thorn an de Guiringaud ënnerschriwwe gouf (Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle), nozeverhandelen, fir en ze aktualiséieren an en duerno der Chamber fir eng Ratifizéierung virzeleeën;

c) ze préiwen, ob Lëtzebuerg selwer all Moossname geholl huet, fir déi Konsequenzen a Verflichtungen ze droen, déi et am Fall vun engem nuklearen Accident eventuell selwer ze droen hätt, zum Beispill am Kontext vun der Loftfracht oder vun Transporter op Schëffer ënner Lëtzebuerger Fändel, an der Chamber doriwwer bannent sechs Méint e Rapport ze maachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da wëll ech nach, well dat vun e puer Riedner ugeschwat ginn ass, e Wuert soen iwwert déi Saach vun de belschen Endlager oder dem belschen Endlager. Wësst Der, d'Situatioun an der Belsch ass am Abléck dës: Déi Saache sinn an der Surface stockéiert. Ech mengen, iergendwou a Flandern oder esou.

An datt d'Leit doriwwer net frou sinn an datt onbedéngt muss gesicht ginn an der Belsch, fir eng Léisung ze fannen, dat muss een dach verstoen. An datt e staatlechen Organismus an der Belsch chargéiert gëtt, fir eng Etüd doriwwer ze maachen, och dat muss ee verstoen. An datt déi elementar Héiflechkeet vun der Lëtzebuerger Regierung, an et kann ee sech doriwwer Suerge maachen, selbstverständlech, an et muss ee sech froen: Wou kommen déi Saachen hin? an esou weider, mee datt een dat muss an diplomatesch héiflechem Dialog mat de Belsch klären, dat ass och eng Selbstverständlechkeet!

Wat net geet, dat ass, datt den Ëmweltministère selwer eng Kaart mécht, déi net mat der Belsch ofgeschwat ass, a selwer eng Interpretatioun gëtt. Well dat ass esou eng kriddeleg Saach. Et hätt ee kënnen eng Kaart maachen, mat eise Suergen, an dann d'Belsch froen: Ass dat och Är Lektür? Ass dat do richteg? An da soen: Hei, dat do ass déi reell Situatioun.

Et kann een awer net Propaganda maachen op d'Käschte vun engem Nopeschstaat, fir sech wëlle politesch ze profiléieren!

Et ass nach eppes anescht hannendrun, wat mech fundamental stéiert. Kee Mënsch hei wëllt en Atomlager op der Lëtzebuerger Grenz. Dat ass näischt Schéines an dat huet Risiken; dat wësse mer alleguer. Mee déi Manéier, fir ze argumentéieren, déi ee bei der Regierung gespuert huet, déi stéiert mech awer och enorm. Esou déi Mentalitéit: Net bei eis! Kuckt, datt Der dat bei Iech behaalt!

Well, an eisem Mënschebild ass e Belsch genausou vill wäert a genausou verletzlech wéi e Lëtzebuerger. Dee Räsonnement, also: Haalt et vun eiser Grenz ewech!, dat ass esou deen „not in my backyard".

Mir kucken zwar och, mir bréngen Iech den Dreck dohinner. Mir si frou, datt Dir et maacht. A selbstverständlech, an do huet den Här Roth Recht, kann all Abléck déi Konventioun och unilateral gekënnegt ginn, selbstverständlech. Awer mir consomméieren och Atomstroum, ob dat franséischen ass oder belschen oder däitschen, wou och ëmmer, mee mir wëllen näischt dermat ze dinn hunn. Dat ass einfach wierklech Populismus. Dat ass wierklech Populismus! An et ass och zu engem Deel mënscheveruechtend an der Argumentatioun.

Ech fannen, datt do d'Regierung muss probéieren, och géintiwwer der Belsch, dat Bild ze korrigéieren, an engem Geescht vu Frëndschaft a Solidaritéit, wéi mer en ëmmer mat der Belsch haten; probéieren, déi do Problemer ze diskutéieren, ouni op eng bëlleg politesch Profiléierung wëllen ze hoffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Hei sinn ech. Merci, Här President. Ech wäert meng Interventioun och mat de Kamellen ufänken, an duerno komme mer mat der zweeter Dimensioun, déi an eisen Aen awer och e bësse problematesch ass.

Ech fänke mat der éischter Dimensioun un, déi vum direkten Inhalt vum Gesetzesprojet, dee mir ënnerstëtzen. Mir hunn en och mat an der Kommissioun gedroen. Mir kënnen eis warscheinlech all un d'Biller erënneren nom Accident vun der Atomzentral vu Fukushima am Mäerz 2011, bal zéng Joer hier. Mir erënneren eis net onbedéngt vum Schued selwer an der Atomzentral, mee vum Ëmland an de Mënschen, déi dat Ëmland bewunnt hunn. Si hunn, innerhalb vu Stonnen, hiert Doheem musse verloossen a si bis haut net méi dohinner zréckkomm - an dat wäert sech warscheinlech och ni méi änneren.

Ganz Gemeinschafte goufen an der Regioun zersprengt. Vill Famillje goufen aus hirem Ëmfeld gerappt, liewe bis haut a Containerwunnengen, hunn hir ekonomesch Existenze verluer.

D'mënschlecht Leed duerch dës Katastroph ass enorm. An dobäi schwätze mer emol nach net vun den direkte Gesondheets- an Ëmweltschied, déi oft eréischt Joerzéngte méi spéit optrieden an iwwert déi och nach laang net alles gewosst ass. D'Japaner si warscheinlech déi Natioun, déi awer, zu hirem Leed, am meeschten dozou weess.

De Leit, am Fall vun esou engem Accident an enger Atomzentral, beim Transport oder bei der Lagerung vu radioaktivem Material, d'Méiglechkeet ze bidden, fir Schuedenersatz vun de Verantwortleche vum Accident ze kloen, ass an eisen Ae ganz richteg. Et ass souguer de Minimum. Mir hoffen och, trotz de juristesche Bedenken, falls et esou wäit kéim - an dat wënscht sech natierlech keen -, datt et och wäert gräifen.

Mee mir wësse jo awer och ganz genee, datt keng finanziell Entschiedegung dat ka kompenséieren, wat betraffe Leit potenziell bei esou Accidenter verléiere kënnen. An dat och net, wann d'Responsabilitéit vum Exploitant illimitéiert ass. Well Schued u Gesondheet oder Ëmwelt sinn net mat Geld opzeweien. An néierens gëtt dat esou däitlech wéi am Fall vun engem atomaren Ongléck.

De Problem ass jo och deen, datt den Ausmooss vum Schued och net onbedéngt ofzegesinn ass, well nuklear Verstralung iwwer Zäitraim unhält, déi eis Virstellungskraaft wuel iwwersteigen.

Dofir si mer och als Lénk ëmmer prinzipiell géint déi sougenannte Monetariséierung vun der Ëmwelt, wéi se zum Beispill bei der Klimapolitik gedriwwe gëtt; Stéchwuert: Ökosteieren. Oder, well se d'Dier opmécht fir d'Marchandiséierung vun der Natur; Stéchwuert: Emissiounshandel. Oder, well se d'Dier opmécht fir eng potenziell Financiarisatioun vun der Natur; Stéchwuert: gréng Finanz.

Mir fannen et och richteg, datt potenziell betraffe Leit d'Méiglechkeet kréien, viru Lëtzebuerger Geriichter an och nach nom Oflaf vum Delai vun 30 Joer hiert Recht op Schuedenersatz kënnen anzekloen. D'Argumentatioun schéngt eis do och schlësseg. An et ass evident, datt dofir de Choix getraff gëtt, fir net onbedéngt internationale Konventioune bäizetrieden, déi dës Méiglechkeet zoumaache géifen a wou et warscheinlech och ganz schwéier wier fir Lëtzebuerg, se ze änneren.

Mee, och wa mir bis heihinner mat sinn an dat Gesetz op dëser Grondlag och matstëmme wäerten, musse mer awer soen, datt d'Regierung, awer och hir Virgängerregierungen, deelweis e falscht Bild mat der Atomenergie an der Atomwirtschaft spillt.

An do kommen ech zu der zweeter Dimensioun vun deem Gesetz, mat där mir net averstane sinn.

Et ass natierlech de Wonsch vu jiddwerengem hei am Haus, an et ass och e Wonsch vun der Regierung, datt op jidde Fall déi Atomkraaftwierker, déi ganz no sinn, eeben dee vu Kettenuewen an dee vun Tihange, sollen zoumaachen. Dat gëtt hei zënter Joren, zënter Joerzéngte gesot. A mir als Lénk sinn och dëser Meenung, well mer prinzipiell och der Meenung sinn, datt ee muss erausklammen aus der atomarer ziviller Energie.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee wa mer esou wäit wieren, datt déi Atomkraaftwierker géifen zoumaachen, dann hätte mer awer eng Fro un d'Regierung, nämlech déi, ob d'Regierung sech dann och bewosst ass, wa Kettenuewen an Tihange, zum Beispill, géifen zoumaachen, wat dat fir en Impakt hätt op eise Rentefong.

Ech hunn hei eng Lëscht mat verschiddenen Atomenergieentreprisen, déi am Rentefong sinn. Mir hu ganz oft iwwert dee Fonds de compensation geschwat. Scho viru Joren hu mer domadder ugefaangen a mir hu scho souguer Saachen ugestiwwelt, fir datt d'Investitiounen a Persouneminnen - an Entreprisen, déi Persouneminnen zum Beispill hierstellen -, datt do desinvestéiert gëtt. Dat ass awer eng laang Geschicht a si ass nach ëmmer net färdeg. A weiderhin ass nach net gebotzt ginn am Rentefong. Bäi Wäitem net gebotzt ginn!

Ech hunn hei eng Lëscht, wann ee kuckt, all déi Entreprisen, déi mat Atomwirtschaft handelen an déi och am Rentefong sinn. Do huet een: EDF France, ENGIE France, CEZ Group, vun der Tschechescher Republik, Fortum aus Finnland, EnBW aus Däitschland, RWE, natierlech aus Däitschland, Enel aus Italien, Kansai Electric Power Company aus Japan, Essent aus Holland, Inter RAO aus Russland, Endesa aus Spuenien, Iberdrola aus Spuenien, Vattenfall aus Schweden, BKW FMB Energie aus der Schwäiz. Dominion Resources, Duke Energy, NRG Energy, Southern Company; alles aus den USA. An dann och nach e puer Entreprisen, déi am Uranium täteg sinn.

Dat sinn alles Entreprisen, déi Lëtzebuerg duerch säi Rentefong ënnerstëtzt a wou mir mat investéieren.

Mir hunn dat ëmmer gesot a mir soen et weider: Iwwert dee Rentefong ass Lëtzebuerg e groussen Investisseur an atomarer Energie.

Dofir kann ee sech déi berechtegt Fro stellen: Ass d'Lëtzebuerger Regierung wierklech esou antiatom, wéi si et selwer ëmmer behaapt a wéi et souguer am Koalitiounsaccord och drasteet, wann een deenen Atomkonzerner dann awer d'Reserven aus dem Pensiounsfong uvertraut, mat der implizitter Opfuerderung natierlech, aus deene Suen nach méi Sue kënnen ze maachen?

Wann een dat mécht, dann ass dat natierlech och e Vertrauensbeweis an d'Atomwirtschaft a soss guer näischt!

Wéi ech et scho virdrun opgezielt hunn, eise Rentefong ass bei EDF investéiert, dem Bedreiwer vun der Atomzentral zu Kettenuewen. Eise Rentefong ass bei Engie investéiert, dem Bedreiwer vun der Atomzentral zu Tihange. Eise Rentefong ass bei Vattenfall investéiert, deen Atomkonzern, dee géint déi däitsch Regierung virum Schidsgeriicht geklot huet géint d'Fermeture vun Atomzentralen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meenung als Lénk ..., well mir hunn och dat e puermol gefuerdert, ech hat dat de leschte Freideg och nach an der Kommissioun gefuerdert, do krut ech gesot, et wier alles ganz gutt. Et ass net alles ganz gutt. Bäi Wäitem net! Lëtzebuerg ass weiderhin e groussen Investisseur an d'Atomenergie. Ech mengen, mir missten eis all eens sinn, fir deem en Enn ze setzen. Dofir géife mer och hei eng éischt Motioun deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant les risques de sécurité et les risques environnementaux inhérents à la production d'énergie nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires ;

- considérant le caractère non durable de l'énergie nucléaire ;

- considérant la très large opposition à l'énergie nucléaire au sein de la société luxembourgeoise, véhiculée notamment par le Comité national d'action contre le nucléaire qui réunit toutes les associations, syndicats et partis politiques œuvrant pour la sortie du nucléaire ;

- considérant l'engagement du Gouvernement luxembourgeois contre l'énergie nucléaire réitéré dans son accord de coalition 2018-2023 ;

- considérant que la SICAV-FIS du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) détient, selon son dernier rapport annuel en date du 31 décembre 2019, des actifs d'entreprises qui sont directement liés à la production d'énergie nucléaire ;

- considérant que le FDC dispose depuis 2011 des outils nécessaires pour exclure des entreprises individuelles ou des secteurs d'activité entiers de son univers d'investissement ;

- considérant que les fonds publics tel que le FDC doivent jouer un rôle précurseur en matière d'investissements responsables et qu'une politique d'investissement responsable du FDC peut entraîner un effet imitatif de la part d'autres fonds publics au niveau international,

invite le Gouvernement

- à charger le Conseil d'administration du FDC d'exclure rapidement et durablement de l'univers d'investissement du FDC toute entreprise liée à la production d'énergie nucléaire.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech ginn dovunner aus, vu datt mer jo all géint Atomenergie sinn, datt et kee Problem misst sinn, fir se unanime unzehuelen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, am Gesetz ass den Exploitant vun der Installation nucléaire d'ailleurs och definéiert als eng Personne physique oder morale, déi ekonomesch dervu profitéiert. An d'Madamm Hemmen huet dat virdru gesot: „Déi Definitioun ass breet opgestallt vum Exploitant, justement fir kënnen esou breet wéi méiglech ze interpretéieren, falls esou eppes geschitt." Dat heescht, datt een, dee Sue mat Atomenergie mécht, dann och vläicht esou interpretéiert kéint gi wéi en Exploitant. Géif dat dann heeschen, datt de Rentefong - dee mécht jo Sue mat Atomenergie, wann ech dat richteg interpretéieren - da vläicht och als Exploitant kéint bezeechent ginn?

Zum anere gëtt awer och nach een Deel vun eisem nationale Stroumverbrauch iwwer Atomstroum gedeckt. Den Här Roth ass virdrun dorobber agaangen. An dat ass keng Lappalie. Lëtzebuerg ass also net just finanziell, mee och direkt materiell mat der Atomwirtschaft verbonnen. D'Sotel bedreift säit e puer Joren eng direkt Stroumtrace op Kettenuewen. Déi gouf d'ailleurs duerch geschützte Gebidder an no bei de Wunnquartieren an der Suessemer Gemeng gebaut, fir de Wierker vun ArcelorMittal bëllegen Atomstroum aus dem franséischen Netz kënnen ze liwweren. Op deem Wee gouf d'Atomzentral vu Kettenuewen zousätzlech rentabiliséiert. An dat dréit sécherlech net dozou bäi, datt se séier wäert zougemaach ginn.

Wéi vill dësen Atomstroum ausmécht um gesamte Stroumverbrauch, konnt d'Ëmweltministesch eis op Nofro hin d'lescht Woch an der Kommissioun net onbedéngt soen. Ech misst mech un den Energieminister wenden. Déi Informatiounen, déi sinn anscheinend ganz staark kompartimentéiert hei an dëser Regierung. Mee opgrond vum héije Stroumverbrauch vun de Stolwierker kann ee warscheinlech dovunner ausgoen, datt den Undeel tëschent 10 % a 15 % misst leien. A vläicht kann d'Regierung eis dat jo och confirméieren.

Och do also, wou et e kuerzfristeg ugeluechte wirtschaftlechen Interessi gëtt, ass Atomenergie op eemol net méi esou problematesch, wéi een dat vläicht opgrond vu PR-Aktiounen a moraliséierende Riede kéint mengen.

Ech hunn hei och tatsächlech, ech mengen, den Här Roth ass drop agaangen, mee do mierkt een tatsächlech den … Am Rapport

vum ILR. Composition du mix national fir 2017 bei der Énergie nucléaire louche mer bei 9,8 %. 2018 bei 10,4 %. Dat war zwar nach ënnert dem Här Schneider, mee ech ginn dovunner aus, wann ech mech richteg erënneren, waren déi gréng trotzdeem an dëser Regierung vertrueden.

1973, et waren der vill schonn derbäi, ech nach net, hat déi deemoleg Regierung, d'Regierung Werner/Schauss II, CSV/DP, déi hat jo schonn d'Jalone geluecht, fir en Atomkraaftwierk zu Rëmerschen ze bauen. An dee Projet, dee gouf dann och nach weidergefouert vun der Regierung Thorn-Vouel-Berg, DP/LSAP, gouf weidergedroen, mee duerno gouf deen opgrond vun enger Mobiliséierung an och opgrond vun engem Beschloss vun der LSAP an der Chamber glécklecherweis gekippt.

Mee, d'Fro stellt sech: Wäre mer haut esou unanime an der Chamber, wann dee Projet gegléckt wier? Ech weess dat net.

Zu den Destinatairë vum Stroum vun der Sotel geheiert nieft dem Haaptclient ArcelorMittal natierlech och d'CFL. Och wann a klengem Mooss, gëtt déi national Zuchinfrastruktur och nach deelweis mat Atomstroum bedriwwen. Oder kann dat ausgeschloss ginn? Dat ass eng Fro, déi mer gäre géifen dëser Regierung stellen.

Derbäi kënnt, an dat soll een och net ënnerschloen, eebe wéi ech virdru gesot hunn, datt mer och nach fir de Privatkonsum Atomstroum hunn am Mix.

Här President, Lëtzebuerg ass keen Atomproduzent ginn, mee ass weiderhin en Atomkonsument. A wa mer als Land wëlle glafwierdeg sinn, da musse mer net nëmmen aus der Atomfinanzéierung erausklammen, mee och aus dem Atomkonsum erausklammen. An dat geet awer net vun haut op muer. Mir wëssen dat vu Länner, déi zum Beispill Atom produzéieren, och vu Beweegunge vu Regierungen, déi wëllen erausklammen, do soe se: „Et muss een en Atomausstig plangen op Joren!"

Hu mir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt en Ausstig aus dem Atomkonsum? Hu mer e Plang? Ech hunn nach net vill dovunner héieren. Et wär awer interessant, eng Kéier doriwwer ze diskutéieren. Et ass also och guer net esou, wéi dat eng Kéier hei, also net hei, dat war um Krautmaart, mee den ehemolegen Energieminister gesot huet a behaapt huet, datt 100 % vum Stroum zu Lëtzebuerg aus erneierbare Quellen aus dem In- an Ausland kéim.

Den Undeel läit net nëmme bei gutt 50 %, e gudden Drëttel kënnt och aus fossille Quelle weiderhin. An déi puer Punkten eleng weisen alt erëm, wat fir en onéierleche Kuddelmuddel déi national Klima- an Energiepolitik ass a wéi een déiwe Gruef tëschent der Realitéit an de grousse Rieden an Ukënnegunge besteet.

Déi grouss PR-Campagne a Saache Klimaplang hat dat jo och gewisen. Et si grouss Ziler an den Himmel geschriwwe ginn. Lëtzebuerg gëtt als Musterschüler verkaaft. Mee soubal een e bëssen un de Lack kraze geet, stellt ee fest, datt d'Realitéit eng komplett aner ass. Dee rezentste Bléck an d'Realitéit war d'Nouvelle, datt d'CO_2-Emissiounen zu Lëtzebuerg laut Eurostat 2019 ëm 7,5 % geklomme sinn. Dat wier enorm. Dozou hu mer jo och eng Question parlementaire gestallt.

Wa mer scho bei de Question-parlementairë sinn, virdrun, ganz am Ufank vun der Sëtzung gouf jo gesot, d'Madamm Hansen hätt eng Question parlementaire zum Klimaplang gestallt an och zu der Auswäertung eebe vun där Participatioun. Anscheinend ass d'Äntwert komm. Oder nach net? Si ass …

(Interruption)

Si ass mëttlerweil ukomm. Ech hu se awer nach net gelies. An do hätt ech … Mir hätten do nach eng Motioun, déi mer géifen deposéieren - mee mir wiere bereet, se awer herno zréckzezéien, wa se superfetatoire wier -, …

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'Accord de Paris ratifié par le Luxembourg en octobre 2016 ;

- considérant les objectifs fixés par l'UE dans le paquet climat-énergie 2020 et 2030 en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et d'augmentation de l'efficacité/sobriété énergétique ;

- considérant l'obligation du Luxembourg d'élaborer dans le cadre du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat un plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030 ;

- considérant les objectifs ambitieux fixés par ledit plan national intégré en matière d'énergie et de climat et les effort considérables qui seront à consentir pour les réaliser d'ici 2030 ;

- considérant qu'une participation citoyenne durable, conséquente et transparente sera essentielle pour la poursuite d'une politique de lutte contre le réchauffement climatique à la fois efficace et socialement acceptée ;

- considérant que le règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat prévoit une participation anticipée et effective du public dans le cadre de l'élaboration du plan national intégré en matière d'énergie et de climat ;

- considérant que dans ce contexte une consultation publique s'est déroulée entre le 12 février et le 29 mars 2020 lors de laquelle des commentaires et suggestions sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat ont été récoltés par le Ministère de l'Environnement ;

- considérant que la version finale du plan national intégré en matière d'énergie et de climat adoptée par le Conseil de Gouvernement en date du 20 mai a pris en compte les commentaires et suggestions en question,

invite le Gouvernement

- à publier la version du Plan intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) adopté par le Conseil de Gouvernement du 20 mai 2020 ;

- à publier - le cas échéant sous forme anonymisée - les commentaires et les propositions des citoyen.ne.s et des organisations de la société civile au sujet du PNEC collectés par le Ministère de l'Environnement dans le cadre de la consultation publique du 12 février au 29 mars 2020.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … wou mer och d'Regierung géifen opfuerderen, dann awer u sech d'Resultater vun dëser Participatioun matzedeelen, wat fir eng Propose gemaach goufen an och, wat fir eng zréckbehale goufen an integréiert goufen an dee Plang. Ech mengen, dat wier immens wichteg fir d'Transparenz a fir ze kucken, wat fir een Effekt och déi Campagne do hat.

An nach eng ganz lescht Saach: Mir hu jo gesi mat der Covidkris, déi eis iwwerrascht huet, wéi schwéier et war, op eemol an esou engem Noutfall mussen ze handelen. Et ass, ech mengen, do si mer eis all eens, relativ gutt gaangen. Mir hunn dat relativ gutt hikritt bis elo. Hoffentlech bleiwe mer bei der éischter Well. Mee et war schwéier. On a eu chaud, mee et ass gutt gaangen.

D'Fro ass awer och: Falls en Atomaccident géif geschéien an der Géigend vu Lëtzebuerg, et gëtt jo en Noutfallplang, ech muss zouginn, datt ech selwer net weess, wéi ech mech misst behuelen, wann esou en Accident géif stattfannen. Ech weess och net esou richteg, wéi deen Noutfallplang géif ausgesinn. Ech mengen, et wier awer gutt ze wëssen, well esou en Accident wär warscheinlech nach méi verheerend wéi dat, wat mer viru Kuerzem erlieft hunn, wéi deen ausgesäit. Vläicht kéint een deen eng Kéier presentéiert kréien an deene respektive Kommissiounen, déi dofir zoustänneg sinn. A vläicht muss een och Saachen drun änneren. Et wier interessant, awer eng Kéier en Abléck doranner ze hunn. Et wier och gutt, d'Bevëlkerung vläicht e bësse méi dorobber ze sensibiliséieren. Wënschend, datt mer ni mussen dovunner Gebrauch maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, léif Atomgéigner, iwwer Atom kéint ee Stonne schwätzen. Villes gouf scho gesot. An et kann een net genuch Kritik un der Technik ausschwätzen an net oft genuch de Risiko erwänen.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat de Kader reegelt am Fall vun engem Schued duerch en nukleaart Accident. Eng Situatioun, déi hoffentlech ni antriede wäert. Mir stëmmen haut dofir eist eegent Gesetz, dat de Kader reegele wäert. Mir Piraten wäerten eisen Accord zu dësem Gesetz ginn. Mir Piraten hunn eng kloer Antiatompositioun. Soumat kënnen d'Leit an Zukunft hei op de lëtzebuergesche Geriichter kloen, wann de Schued vun engem nuklearen Accident kënnt.

Mir sinn eis hoffentlech alleguerten eens, dass mer missten op d'Atomenergie verzichten. Fir Atomfans ass d'Argument, awer nëmmen op den éischte Bléck, dass déi geféierlech Atomenergie méi bëlleg ass. Mee wann een d'Follgekäschte kuckt, an dat iwwer Joerdausenden, dann ass d'Rechnung ganz schnell immens deier. Guer net ze schwätze vun de Follgekäschten am Fall vun engem Accident. Dofir sinn déi Aktivisten, déi sech an der Zivillgesellschaft géint Atomstroum asetzen, net oft genuch ze luewen an hinnen ass net oft genuch Merci ze soen. Et kéinte sech nach vill méi Bierger hinnen uschléissen a sech konsequent géint Atomenergie asetzen.

Wat mir Piraten kritiséieren, et gëtt esou duergestallt als ob Lëtzebuerg e gudde Schüler a Saachen Atomstroum wär. Wéinstens glécklecherweis huet Lëtzebuerg keen Atomkraaftwierk op sengem Terrain. Onglécklecherweis verbrauchen awer och mir zu Lëtzebuerg Atomstroum, ouni selwer esou e Kraaftwierk ze bedreiwen. An eise parlamentaresche Froen hunn d'Ministeren de Piraten bestätegt, dass ronn 10 % am nationale Stroummix am Joer 2018 aus Atomenergie komm ass. Mir mussen also zu Lëtzebuerg endlech den Turbo aleeën, méi Courage opbréngen, fir méi ëmweltfrëndlech ze ginn, virun allem an der Stroumproduktioun.

Hei kréie virun allem déi gréng Ministeren eng Datz, well si sinn net eréischt zënter 2018 op hire Posten. Zënter siwe Joer decidéieren déi gréng mat, wéi eis Energiepolitik soll ausgesinn. An trotzdeem importéiert Lëtzebuerg nach ëmmer Atomstroum an investéiert via Rentefonds och nach an den Atomstroum. Esou vill zu der grénger Wierkung an der nationaler Ëmwelt- an Energiepolitik. Wou déi gréng Partei entscheet, ass net noutwendegerweis och Ëmweltschutz dran, mee heiansdo och 10 % Atomstroum.

Déi mof Ëmweltpolitik vun de Piraten ass, dass mir als Land komplett atomfräi ginn, och am Verbrauch. Am Dezember hat ech schonns a menger Ried zum Klimaplang kritiséiert, dass d'Regierung an de leschte Joren am Klimafong Suen op d'Säit leet, ouni dës ganz ze investéieren. Mat deenen 180 Milliounen, déi am Dëppe leien, kann een also massiv nohalteg a sozial Energiepolitik förderen an et kënnt direkt eppes bei de Leit un. Eis mof Energiepolitik ass dofir der Meenung, dass ee komplett op den Import vun Atomstroum verzicht an elo an der Klimakris massiv erneierbar Energien ausbaut.

Fir de Stroumverbrauch vun nuklearer op erneierbar Energien ëmzestellen, fuerdere mir Piraten, dass de Staat massiv op ëffentleche Gebaier alternativ Energien ausbaue soll. Dat Ganzt soll awer net fir de Profitt gemaach ginn, mee iwwer eng Kooperativ mat de Bierger, déi dat um Stroumpräis erëm zegutt kréien. Dat sinn déi gutt investéiert Suen. Dat ass de mofe Wee mat Courage, fir Lëtzebuerg fit ze maache fir eng gesond Ëmwelt. Well wéi ka Lëtzebuerg selwer aner Länner iwwerzeegen, net méi op Atomstroum ze setzen a soumat e Gesetz wéi haut iwwerflësseg ze maachen? Ma andeems um Maart keen Atomstroum méi kaaft gëtt, och net vu Lëtzebuerg.

Nach kuerz zur Situatioun mat der Belsch. Mir hunn haut eng Situatioun, wou mir no virun der Dier bei engem Atomkraaftwierk wunnen. Mee wéisou hunn déi Länner nach Atomkraaftwierker? Ma well den Honger op Energie bei der Bevëlkerung ongebremst ass. Well sech Clientë fannen. Well iwwer Joerzéngte vergiess gouf, an nei ëmweltfrëndlech Technologien ze investéieren.

D'Stroumindustrie huet an der EU eng grouss Lobby. Jo, eng Lobby, déi leider vill Afloss op Entscheedungen an der EU hëlt a mat hirer Propaganda e falscht Bild vum Atomstroum verkeeft.

Mir maachen der Belsch elo zu Recht Drock, fir net hir Endlager vum Atommüll no bei eis Grenzen ze setzen. Genau richteg! Och mir Piraten soe kloer nee. Allerdéngs, wat mir Piraten awer guer net gutt fonnt hunn, war, wéi amateurhaft hei d'Ministesch an och eng gréng Partei virgaange si mat eise belschen Noperen, eise belsche Kolleegen. Eng amateurhaft Pressekonferenz moies, a mëttes huet déi gréng Partei hei nach an der Chamber eng kleng Show ofgezu mat enger aktueller Fro. Wéisou do net eng transparent Deklaratioun oder eng Kommissioun vun der Ministesch an der Chamber anstatt eng Showbün fir hir Partei, anstatt eng Pressekonferenz?

Mee jo, mir Piraten verstinn, dass et fir déi gréng am Moment schwéier ass an der Regierungskoalitioun. Dat bedeit fir eis awer net, dass een en diplomateschen Tëschefall mam Nopeschland ausléisen däerf. Wann ee weess, dass een op de gudde Wëlle vun engem Partner ugewisen ass, da muss een och gutt virbereet a gutt iwwerluecht virgoen, fir säin Zil ze erreechen. Well eent ass kloer: Wann d'Belsch elo stuer bleift an duerch dësen diplomateschen Tëschefall kee positiivt Resultat fir eist Land wäert erauskommen, dann ass et kloer d'Verantwortung vun der Ministesch Carole Dieschbourg.

Eis Piraten huet et awer verwonnert, dass déi aner Regierungskolleegen, virun allem de Kapitän vun der Ekipp, dee jo u sech bekannt fir eng roueg Entscheedungskultur ass, do net de grénge Partner a sengem Aktionismus gebremst hunn. Och wa mir Piraten d'Aart a Weis, wéi d'Ministesch sech duerstelle wollt, net deelen, esou si mir awer kloer mat der Regierung op enger Linn, wat d'Resistenz géint en Atommülllager ugeet.

Mir hoffen, dat Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, wäert ni gebraucht ginn an dass mir an noer Zukunft wäerte kënnen an enger atomfräier Welt liewen. Et muss ee just de Courage opbréngen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. An da wëll ech och menge Virriedner e grousse Merci ausschwätze fir déi onpoleemesch Diskussioun, déi mer haut iwwert dësen Dossier haten. Mir hu vill diskutéiert zënter 2017 am November, wou dëst Gesetz ugeholl ginn ass am Regierungsrot, seng Etappe gemaach huet. An dofir wëll ech och als Alleréischt dem François Benoy nach eng Kéier e grousse Merci soen, net nëmme fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, mee och fir seng Aart a Weis, wéi en eis guidéiert huet, wou ech mam Här Roth d'accord sinn. Ech mengen, hien an och de Virgänger Henri Kox hunn an där Kommissioun déi Diskussioune guidéiert an et konnten immens vill Froen am Virfeld gekläert gi bezüglech deene Konventiounen, bezüglech dem internationale Volet. Et ware flott, lieweg, kritesch Debatten. An ech mengen, dass deen Avis juridique, dee mer 2017 ugefrot hate bei engem Expertebüro vun Affekoten, dass dee wierklech och eng flott Explikatioun vun der Saach ginn huet, dass dee ganz vill konnt berengegen am Virfeld. An ech wëll net alles, wat meng Virriedner hei gesot hunn, widderhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, jo, an engem Moment, wou Europa Atomenergie banaliséiert, an engem Moment, wou d'Risike vun der Atomenergie ëmmer nach erofgespillt ginn, an an engem Moment, wou en Deel vun de Länner, déi eis Partner sinn, Atomenergie als en Deel vun der Léisung fir hir Klimapolitickе gesinn, do ass et ëmsou méi wichteg, dass mir en Zeeche setzen, dass mer nei Weeër ginn an dass mer alleguerte vereent sinn. An ech freeë mech och dofir iwwert déi grouss Eenegkeet, bon, net ganz Eenegkeet, mee déi grouss Allianz hei an dëser Chamber géint den Asaz vun der Nuklearenergie.

Mir setzen als Lëtzebuerg en Zeechen. A mir weise Pionéiergeescht. An dat ass mir perséinlech ganz wichteg gewiescht an deene ganzen Debatten. A merci, Här Roth, dass Der u sech opgezielt hutt, wou mer an deene leschte Joren um internationale Volet agéiert hunn, fir Allianzen ze schmidden. Jo, deelweis baséiert op deene Länner, déi schonn Ausstigsstrategië gemaach hunn. Mat Däitschland, déi en Ausstigsplang hunn, mat Éisträich, mat den däitschsproochege Ministeren, déi versicht hunn, Diskussiounen ze leeden och um Volet vum Klimaschutz.

Well et gëtt international, jo, et gëtt um weltwäiten Niveau vun den Diskussiounen eng Koalitioun, déi heescht Past Coal Coalition (veuillez lire: Powering Past Coal Alliance), wou mer wëllen aus de fossillen Energien erausklammen. Mee et gëtt, an dat ass d'Zil gewiescht vun deenen internationalen Dialogen, déi mer haten, nach keng esou fest etabléiert Communautéit, déi net nëmme seet: „Mir mussen aus de fossillen Energien eraus", mee och: „D'Nuklearenergie blockéiert eist Geld iwwer Joerzéngten a blockéiert déi Transitioun." An dat ass, mengen ech, den Haaptmessage, dee mer sollte ginn: Nuklearenergie gëtt ni sécher! Nuklearenergie ass ëmmer mat Risike behaft! Nuklearenergie bremst d'Energieeffizienz, bremst eng nohalteg Transitioun, eng Demokratiséierung vun Energie duerch erneierbarer, wou s de vill Acteure kanns abannen, a verhënnert, dass d'Geld an déi richteg Richtung investéiert gëtt. Se blockéiert also Geld.

An dofir: Jo, ech ginn et zou, Här Roth, ech versichen international ëmmer erëm den Drock héichzehalen an déi politesch Diskussioun iwwert den Nonsens vun dem Invest an eng Atomenergie, sief et wa mer iwwer Hinkley Point C schwätzen, e Projet an England mat de Fransousen, sief et wa mer iwwer aner Beräicher schwätzen, wou awer grad och d'Partnerlänner, mat deene mer vill schaffen, Pläng maa-

chen, fir nach weider an Atomenergie ze investéieren. Well ech mengen, dass et eng wichteg Diskussioun ass.

An dofir ass et och esou, dass dëst Gesetz nieft deene juristeschen Aspekter vu Rechtssécherheet och e wichtegen Aspekt huet, e politeschen, an dat ass dee vum Drock maachen. D'Käschtefro visibel maachen, déi reell Käschten, déi derhannertstiechen. Net nëmmen de Bau vun enger Zentral ass fuerchtbar deier, mee och alles, wat duerno kënnt. A mir hunn nach keng richteg Léisung fir d'Endlagerung. An dofir musse mer och déi politesch Diskussioun ëmmer erëm a permanent vun Neiem oprullen.

Jo, wat sinn dann déi dräi Haaptargumenter, fir dëst Gesetz haut unzehuelen?

Éischtens: Lëtzebuerg ass prett, fir am Interessi vu senge Bierger mat alle rechtleche Moyenen ze verdeedegen, dass mir hei Rechtssécherheet schafen. Eis eege Rechtssécherheet, wou eis Bierger och hei kënnen op d'Geriicht goen am Fall vun engem Incident an hei kënnen Entschiedegungen akloen. Ech fannen, dat ass e grousse Schrëtt.

Zweetens: Mir weisen, an dat ass wierklech dee Volet, deen ech ëmmer erëm muss betounen, mir weisen a mir kontabiliséieren, dass déi Käschten enorm sinn an dass déi Konventiounen, déi éischter enger Atomlobby déngen, déi éischter enger Atomindustrie déngen, dass mer déi esou net kënnen ënnerstëtzen, mee dass mer eis en eegene Regimm musse ginn. A mir verhënneren esou déi Renaissance vun enger Atomlobby, déi et awer an Europa gëtt.

Jo, an dofir mengen ech, an da ginn ech op dem Här Kartheiser seng Motioun an, egal ob mer eis den Avis vun 2017 ukucken oder och ukucken, wat déi ganz Regierunge virun eis gemaach hunn, keen huet déi Konventioune ratifizéiert, well se ganz kloer zu eisem Nodeel sinn. Et si grad déi Geriichter, déi responsabel sinn, wou d'Atomzentrale stinn. D'finanziell Haftung ass staark limitéiert, an d'Montante goufen hei genannt. An et war en immensen Ënnerscheed mat deem, wat mer haut wëssen, wat et kascht, wann eppes wéi zu Fukushima geschitt. D'Zäit vun der Haftung ass limitéiert, jee nodeem op dräi oder zéng Joer. D'Schied un der Ëmwelt ginn net mat a Bezuch geholl. A Lëtzebuerg misst un de Käschte participéieren.

Dat sinn awer alles ganz gutt Grënn, Här Kartheiser, fir eeben net op dee Wee ze goen. An ech si wierklech net dat Eenzegt, wat dat seet. Dat hunn och scho Regierunge virun eis gesot. An dofir goufen déi Konventiounen, déi d'ailleurs och am internationale Kontext, den Här Benoy huet et a senger Ried gesot, do sinn Amendementer komm an déi si bis haut, och 16 Joer duerno nom leschten Amendement, nach net a Kraaft. Jo, da musse mer eis soen: „Jo, dat gëtt kontrovers, an zu Recht kontrovers vu Juristen diskutéiert, vu Leit diskutéiert." An et war och eng wichteg Diskussioun, déi mir hu misse féieren am Kader vun dësem Gesetz.

Jo, d'Prinzippie sinn hei vu jiddwerengem erwäänt ginn. D'Leit kënnen hei viru Geriicht goen. Dëst Gesetz bitt e spezifesche Regimm, deen awer net exklusiv ass. Dat heescht, mir schafen eng Méiglechkeet méi fir eis Bierger. Déi illimitéiert Indemnisatioun, jo, mir kënnen eis natierlech juristesch elo driwwer ënnerhalen: Klappt dat? Wou kënne mer dat ëmsetzen? Mee wichteg ass awer, dass mer hei déi Zeeche setzen an dass mer wierklech an déi Diskussioun eraginn. An ouni dat Gesetz maache mir dat net.

D'Verjärungsfrist, se gouf erwäänt vu jiddwerengem. An d'Ëmweltschied.

De Volet vun der Energie loossen ech den Energieminister beäntwerten. An der Kommissioun schonn hate mer op d'Question parlementaire zréckgegraff, op déi 10 %. Ech loossen awer do ganz gär de Claude Turmes herno äntwerten.

An da wëll ech awer trotzdeem, well et ugeschwat gouf, dee ganze Komplex vun de Pläng vun der Belsch nach eng Kéier oprullen. Wa mer objektiv kucken, wou si mer haut a wou ware mer virdrun, ier mer dat publizéiert hunn, da si mer haut scho méi wéi eng Etapp weider. An dat ass och gutt esou an dat ass och wichteg esou! Well no där éischter Réaction à chaud vun der Ministesch, a si hat mer och eng SMS dowéinsder geschriwwen, an ech muss Iech soen, nom Telefonat owes mat der Ministesch war jo och den Incident keen Incident méi.

D'Ministesch selwer war net wierklech, an ech hat dat an der Kommissioun och gesot, war sech net bewosst, dass d'Informatiounen, déi mer haten zu hire Pläng, offiziell un eis erugedroe gi sinn iwwer eisen Espoo-focal-point-Mataarbechter, mee si hat gemengt, mir hätte mat de Wallounen eleng geschwat. Dat war fir si den Incident. An dee war besäitegt deen Owend selwer nach. An d'ailleurs hunn ech e Bréif gemaach un d'Ministesch, wou mer ganz kloer erklären, wou mer den Dissens hunn. An den Dissens ass deen, wou mer eigentlech, jo, de Fanger an d'Wonn geluecht hunn. Deen éischten Dissens, dee mer hunn, ass u sech deen, dass mer wëllen d'Impakter wëssen, dass déi musse gekuckt ginn iwwert d'Grenz ewech, dass mer Transparenz brauchen an dass mer wëllen an d'Prozedur matagebonne ginn. An ech mengen, dat ass e ganz legitimmt Recht, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wa mer gesinn, dass do Plaze sinn a geologesch Schichten, déi wierklech bis bei eis Grenz sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Dieschbourg, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Natierlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Herno, well ech wëll d'Madamm Minister net ënnerbriechen. Vläicht wa se fäerdeg ass.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Mëttlerweil ass d'ailleurs no der Interventioun och an der Belsch de Leit bewosst ginn, wéi e Plang do iwwerhaapt um Dësch läit. Och an der Belsch selwer ware vill Leit sech net bewosst, dass esou e Plang géif gemaach ginn.

An da muss ech wierklech awer och soen, an ech soen dem Här Benoy och Merci fir seng Interventioun: Ech perséinlech, Här Roth, ech hätt mer gewënscht, dass meng Kolleegin, déi jo scho méi laang vun de Pläng wousst, déi se do maachen, mech op engem Conseil zum Beispill am Mäerz op d'Säit geholl hätt a gesot hätt: „Mir hunn do e Plang." Dat ass awer net geschitt! Och op Mataarbechterniveau - normale Virgang ass, dass ee sech och ofschwätzt virdrun, dass ee seet: „Do kënnt eppes." -, och do ass näischt geschitt! D'Belsch huet e Plang lancéiert matten an enger Krisenzäit.

Wou ech Iech ka Recht ginn, ass, jo, ech hätt kënnen nach an d'Chamber kommen, dee Reflex hätt ech kënnen hunn. An ech mengen, dat soll een och esou soen, mir versiche jo ëmmer wierklech hei och direkt hinzekommen. Mee ech muss awer soen, dass ech awer net mengen, dass Lëtzebuerg als souveräne Staat muss eng Kaart ofgläichen, well ech selwer hätt ganz gären eng Kaart, eng richteg Kaart, wou déi Uertschaften, déi dann och dostinn, an déi geologesch Schichten, déi dann och an deem Rapport stinn, wou déi duergestallt gewiescht wären, soudass een et och hei als Lëtzebuerg da verstanen hätt. Déi Kaart, déi hätt ech ganz gären och an der Dokumentatioun derbäi gehat.

Mir ass wichteg, dass d'Leit sech motivéieren, dass d'Leit sech engagéieren, dass mer an dësem Prozess eis aktiv kënnen abréngen, dass mer all fir d'Transparenz kämpfen. An ech mengen, deen Engagement, deen hunn ech och de Mëtteg hei an der Chamber gesinn. Quitte dass Saache kënne kontrovers diskutéiert ginn. Quitte dass ee kann deen een oder anere kritiséieren.

Zu dem Theemekomplex mam Offall, mengen ech, et gëtt e Rapport vun der Santé, dee seet, dass tëschent 1995 an 2010 0,5 Meter Kibb an d'Belsch exportéiert goufen. Dat ass liicht radioaktive Müll aus Rauchmelder oder aus dem Santésberäich deelweis, do wou kee méi de radioaktiven Offall zréckhëlt. Well vill Produzenten, déi haut nach schaffen, huele jo och Saachen zréck. Dat heescht, dat ass liicht, awer trotzdeem och laang unhalende radioaktive Müll. Jo, do hu mer en Accord. An do kann een elo drëm streiden: Kann deen unilateral geléist ginn oder net? Mee wichteg ass awer, dass do virdrun, an dat steet d'ailleurs och an dem Accord, dee mer mat der Belsch hunn, awer muss sech ofgeschwat ginn.

Ee Moment, ech hu mer et erausgeschriwwe gehat! Elo muss ech meng Dokumenter kucken. An deem Traité selwer steet, dass als Éischt muss negociéiert ginn an dass dann en Arbitrage misst gemaach ginn. Jo, mee ech fannen awer trotzdeem, och wa mer hei mat der Belsch zesummeschaffen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, esou däerf dat eis awer net hënneren, eis Meenung ze soen zu engem Projet, deen iwwer Joren a Joren en Endlager vun Atommüll virgesäit, dee potenziellerweis an eiser Regioun ka sinn, deen och potenziellerweis, well wann Der Iech déi Kaart ukuckt, da gesitt Der, dass dat relativ no bei eisem gréissten Drénkwaasserreservoir ass. Dat kann eis net hënneren, eis richteg, esou wéi d'Prozeduren et och virgesinn, an e Prozess mat anzemëschen, eis aktiv fir eis Bierger, fir Transparenz anzesetzen.

Jo, an natierlech kann een zu allem och e juristeschen Avis maachen. Or wëll ech trotzdeem soen: Mir hu jo Juristen an eisem Ministère, ech weess net, Här Roth, vertraut Dir de Juristen am Ministère net?

Ech hunn e grousst Vertrauen a meng Mataarbechter, déi ganz vill vun deene Prozedure kennen. An hei, mengen ech, muss een net Jurist sinn, fir ze wëssen, wann esou e wichtege Plang lancéiert gëtt, dass mer awer Prozeduren hunn, och haut, an Direktiven, déi soen, dass mer sollen agebonne ginn an dass mer do am Recht sinn, wa mer genau dat froen, an dass dat net däerf en Akt si vun de gudde Relatioune mat der Belsch.

A wéi gesot, nom Telefonat, no der Opklärung, wéi sech d'Saach duergestallt huet, hu mer och e Bréif geschriwwen. An an deem Bréif gi mir och offensiv op d'Belsch zou a froen, fir nach eng Kéier bilateral och déi Saach zesummen unzegoen, esou wéi et sech an der Diplomatie och mécht. Mee et brauch een awer béides! Et muss ee kënne kloer seng Meenung zu engem Projet soen. An da muss een och kënnen diskutéieren. An dann ass net alles en Incident.

Erlaabt mer nach ganz kuerz zum Schluss e grousse Merci ze soen, net nëmmen dem Rapporteur, mee all deenen, déi dëse Projet mat op de Wee bruecht hunn! A wéi mer de Projet lancéiert hunn, war d'Lydia Mutsch, dat ass hei, Santéministesch, an de Félix Braz war Justizminister, an zesummen hu mer vill Diskussiounen am Virfeld gehat. A meng Gedanke sinn haut och beim Félix, mat deem mer de Projet ugefaangen hunn. Also merci hinnen!

Merci awer och dem Sam an dem Claude, déi eis elo begleet hunn, déi och vläicht nach kënnen op déi eng oder aner Thematik mat agoen. Well de Projet ass eréischt fäerdeg, wann Dir, léif Deputéierten, haut och Äre Vott gemaach hutt. An da mäi leschte Merci gëllt lech alleguerten, well mir hu vill debattéiert, vill diskutéiert. Ech mengen, dass haut Lëtzebuerg mat deem Pionéiergeescht dat zweet Land ass, well et ass just Éisträich, mengen Informatiounen no, net Irland, Irland ass ee vun eise Partner, Éisträich a Lëtzebuerg wäerten dann déi Länner sinn, déi en eegenen Atomhaftungsregimm hunn zum Schutz vun hire Bierger, Rechtssécherheet an awer och, fir den Drock weider héichzehalen, dass Atomkraaft keng Léisung ass.

Ech soen Iech e grousse Merci fir Är Opmierksamkeet.

Erlaabt mer, nach kuerz op d'Motiounen anzegoen!

Also zu där vun der ADR hat ech schonn eppes gesot. Mir hunn och nach zwou Motioune vun déi Lénk. Do ass et sécher esou - mir hunn haut schonn Exklusiounskrittären -, dass een dat sollt diskutéieren. Ech denken awer éischter, dass een dat och soll an enger Chamberskommissioun eventuell maachen. Mee mir hunn am Regierungsaccord stoen, dass mer um Pensiounsfong wäerte schaffen, well et der Regierung bewosst ass. Mir hunn haut Exklusiounskrittären, wann eng Firma zum Beispill verurteelt gouf, wa se eppes net agehalen huet am Beräich vun der Ëmwelt, an nach weiderer méi. Do gëtt eng reegelméisseg Revue gemaach. Doru schaffe mer also schonn. Dat huet och d'Virgängerregierung d'ailleurs ugefaangen. An dofir géif ech dat éischter an enger Chamberskommissioun gesinn, fir dass et kann debattéiert ginn, wéi wäit mer scho sinn.

An zur Motioun 4 vun deene Lénke wëll ech just soen: Beim PNEC, do kucke mer, en ass jo elo duerch de Regierungsrot, d'Volontéit ass do, fir alles ze publizéieren an de Leit accessibel ze maachen. Dofir gëtt u sech déi Motioun éischter hifälleg. Ech checken awer gären nach, ob et elo schonn um Internetsite steet oder net.

Voilà! Ech hoffen, ech hunn elo näischt vergiess. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Ëmweltministesch.

Da géif ech awer d'Wuert nach ginn dem Här Kartheiser an dann dem Här Goergen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. D'Madamm Minister huet sécher Recht. E souveräne Staat kann eng Kaart maachen. Awer déi Kaart soll richteg sinn. Déi Pressekonferenz huet mech e bëssen erënnert gehat, wësst Der, un den amerikanesche Minister Powell am UNO-Sécherheetsrot, deen hat eng Kaart gewisen iwwert déi irakesch Massevernichtungswaffen. A mir wësse jo, wat déi Kaart war! Ech soen dat just als kleng Anekdot, fir ze soen: Jo, e Staat däerf eng Kaart maachen, mee si soll awer och wa méiglech richteg sinn!

Une voix.- Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Meng Fro ass déi hei: D'Madamm Minister huet ëmmer erëm dat éisträichescht Gesetz do ervirgehuewen. Ech hunn dat hei: d'Atomhaftungsgesetz an der Versioun vum 14. Februar 2020 vun der éisträichescher Republik. An dat ënnerscheet sech scho vun deem, wat hei gemengt gëtt, well do steet zum Beispill: „Der Betriebsunternehmer einer in Österreich gelegenen Kernanlage hat zur Deckung seiner Haftpflicht eine Haftpflichtversicherung abzuschließen." Dat heescht, si schléisse guer net aus, datt si selwer Exploitant nucléaire sinn. Si hu jo och en Atomkraaftwierk, wat net a Betrib ass. Mee och hiert Gesetz schléisst net aus, datt Éisträich eng Nuklearanlag oder e puer bedreift, an zwar zu enger Versécherungszomm, déi wäit ënnert deem läit, zum Beispill, an der Paräisser Konventioun, a wat hei e puermol kritiséiert ginn ass, nämlech 406 Milliounen Euro plus Zënsen.

An ech froe mech einfach, ob d'Regierung sech däers bewosst ass. Natierlech gëtt et Analogien, well verschidde Kompetenzreegelungen och déi éisträichesch Geriichter betreffen. A wann een dat Gesetz hei liest, da gesinn ech net vill Ähnlechkeet mat deem, wat mir haut gestëmmt hunn, well et ass u sech en Atomermächtegungsgesetz an engem groussen Deel.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech mengen, et ass net fuerchtbar vill ze soen. Ech kann Iech just soen, dass d'Kaart dat reflektéiert, wat meng Mataarbechter am Dokument gelies hunn.

A wat dat éisträichescht Atomhaftungsgesetz ugeet, mengen ech, hunn ech mech hei net driwwer auszeloossen, wéi ech dat elo fannen oder net. Ech kann Iech just soen, dass ech mech freeën, dass mir de Pionéiergeescht opbréngen, haut eent ze hunn, wat Substanz bréngt, wat laang diskutéiert ginn ass a wou och haut den Ennpunkt ass vun den Diskussiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Ëmweltministesch.

An dann hat den Här Goergen nach Parole après ministre gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, ech hunn nach e puer Froen derzou. Fir d'éischt, ech schätzen déi Ausso, dass Der an Zukunft éischter an d'Chamber wäert kommen, ier Der an d'Press gitt. Dat schätzen ech wierklech vu vollem Häerzen.

Dir hutt gesot, Dir hätt gären déi Kaart am Viraus gehat. War et dann esou, dass Der déi och ugefrot hat? Gouf et do e Refus vun der Belsch? Oder hutt Der virun der Pressekonferenz déi net ugefrot gehat?

An déi zweet Fro ass: War Ären Optrëtt op der Pressekonferenz esou mam ganze Regierungsrot ofgestëmmt? War do net een am Regierungsrot, dee vläicht gewarnt hätt, wéi eng Konsequenzen dass dat kéint hunn? Dat heescht, waren d'Ministeren alleguerten d'accord oder net d'accord?

An dann déi aner Fro: Ass et net heiansdo awer nëtzlech, virun allem wann et op esou engem internationale Parkett ass, fir vläicht eng zweet Meenung anzehuelen, wat de juristeschen Avis ugeet?

A kënnt Dir der Chamberskommissioun oder der ganzer Chamber Ären Avis, deen Dir kritt hutt als Ministesch, zur Verfügung stellen, dass mir eis kënnen e Bild maachen, wat deemools de Ministère geduecht huet?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, vill vun de Froe vum Här Goergen hate mer schonn an der Kommissioun u sech beäntwert op där enger Säit. D'Belsch huet eis am Virfeld natierlech net agebonnen. Si hunn an enger Krisenzäit eng Prozedur ugefaangen. A si hunn eng Kaart mat geologesche Schichten, awer keng transparent Kaart, wat elo wou ass. Voilà!

Mir hunn dofir eng ugefäerdegt. Ech hunn et awer net fir néideg gesinn, dass mer sollten déi belsch Regierung ëm Erlabnis froen, well mir sinn e souveräne Staat. A mir hunn d'Dokument gelies a meng Mataarbechter hunn dat visualiséiert.

Deen zweete Punkt, also, do gesinn ech net de Besoin vun Ofstëmmung, muss ech Iech éierlech soen. Et ass jo just eng Visualisatioun. A mir hunn dat och vun Ufank un d'ailleurs gesot.

Déi zweet Saach, natierlech hunn ech de Regierungsrot informéiert, ier ech d'Pressekonferenz gemaach hunn. Dat hunn ech net eleng gemaach. Ech hunn de Regierungsrot ..., an d'ailleurs d'Madamm Cahen huet Iech dat an eiser gemeinsamer Sëtzung och bestätegt gehat.

An Är drëtt Fro goung ëm?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ob mer den Avis kéinte kréien, op deen Der Iech baséiert hutt fir d'Interventioun.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Wësst Der, ech hunn Iech an der Kommissioun ganz, ganz genee erklärt, ech krut vu menge Mataarbechter e Mail, wou ech drop higewise gi sinn, dass esou e Plang do wär. Ech hunn dat, mengen ech, och opgeschriwwe gehat, soudatt ech Iech d'Datumer konnt soen. An dunn ass am Avis derbäi gewiescht, a mir hunn dat mat de Juristen ofgeschwat, dass si mengen, dass mer do missten Transparenz an den Dossier bréngen.

Doropshin hat ech eng Reunioun, wou dat ganz genee erklärt gouf. D'ailleurs hunn ech op déi Direktiven higewisen, op déi mer eis baséieren. Ech hunn der Kommissioun och gesot: „Ech kann Iech och gären de Bréif schécken an deen transparent maachen, deen ech un d'Ministesch gemaach hunn, wou den Haaptdissens steet, dass mer wëllen agebonne ginn an dass mer wëllen déi Impakter, déi grenziwwerschreidend Impakter hunn. Mir kënnen Iech dat gär matdeelen."

An dann hunn ech Iech och gesot, dass mer amgaange sinn, en Avis ze schreiwen, wou mer all Elementer oplëschten, och déi, déi zum Beispill d'Waasser betreffen, an dass ech Iech dann, soubal deen Avis fäerdeg ass, natierlech och e kompletten Avis ka ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Ëmweltministesch.

An da ginn ech d'Wuert nach weider, wann ech richteg verstanen hunn, un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, just ganz kuerz. Also ech mengen, et sinn, zu Recht, eng ganz Rëtsch pertinent a manner pertinent juristesch Remarke komm. Fir d'éischt emol villmools merci dem Rapporteur, deen hei wierklech eng exzellent Aarbecht geleescht huet, an awer och de juristeschen Ausféierunge vum Här Roth, déi wierklech d'Saach op de Punkt bruecht hunn.

Natierlech stelle sech hei vill Froen. Dat hei ass Neiland. A glécklecherweis ass et Neiland. Glécklecherweis gëtt et net vill Jurisprudenz an deenen heite Situatiounen.

Zu där Fro, ob e Staat kann ugesicht ginn an deem heite Fall oder net, do si mer jo awer an der Situatioun, ech iwwerblécken elo net d'ganz nuklear Gesellschaft an Europa an doriwwer eraus, mee dass et meeschtens awer Entreprisë sinn, déi géifen ugesicht ginn. Ergo déi Fro vum Staat hannendrun, a mengen Aen, sech net stellt, well eeben déi Limitatiounen, déi et gëtt vun de Montanten hier, déi si jo an de Konventioune fixéiert. Or, wa mer dovunner ausginn, dass mir net Partie sinn zu deene Konventiounen, mee dass mir eeben eis eegen Dispositiounen hei hunn, da spillen déi a priori net.

Natierlech kann ee sech virstellen, dass et och Entitéite gëtt, ech mengen, den Här Kartheiser huet dat elo grad nach gesot, vu Länner, déi selwer Bedreiwer wären. Do kënnt een an eng aner Diskussioun. Da muss een eng Analys maachen, ob et den Exercice vun der Autorité publique ass, wat do geschitt, oder net. Déi Konventiounen, déi virgesinn, dass de Staat dann net kann ugesicht ginn, an deem Fall kéint de Staat dann natierlech net ugesicht ginn. Mee an deenen anere Fäll fält dat doten awer, a mengen Aen, éischter ënner eng Activité économique wéi elo ënnert déi aner. Mee dat si Froen, déi mer hoffentlech ni musse klären, déi komplex sinn, déi awer natierlech zum Debat hei gehéieren. Mee ech mengen, dass et net esou eendeiteg ass, dass hei d'office déi Responsabilitéit net kann exercéiert ginn.

Dann deen zweete Punkt vum Reglement 1bis vu Bréissel, den Artikel 71. Ech hu mer deen Artikel elo nach eng Kéier duerchgelies. Also, ech fannen et jo e bëssen droleg hei an der Diskussioun: Déi eng soen, et misst en Avis juridique zu der Fro gemaach gi vun där Bréisseler, belscher Diskussioun, déi aner soen, mir hätten hei en Avis juridique, deen näischt wäert wier. Duerfir, bon, et ass interessant! Mir hunn op alle Fall en Avis juridique, deen dat Ganzt analyséiert, dee sech och déi ganz Doktrinn ugekuckt huet an deenen heite Beräicher. An do gëtt allerdéngs ëmmer op de Reglement vu Bréissel verwisen.

Wann ech elo den Artikel 71 kucke vum Reglement 1bis vu Bréissel, da liesen ech deen allerdéngs esou, dass dee sech applizéiert op zwee Cas de figure. Dat eent ass eng Konventioun, déi existéiert tëschent engem État membre an engem État tiers. An dat anert ass deen, wou zwee État-memberen och déi Konventioun ënnerschriwwen hunn, an net een État membre, dee se net ënnerschriwwen huet.

Ech hunn och elo eng Kéier séier d'Jurisprudenz vun der Europäescher Cour gekuckt. An och do gëtt souguer gesot, dass, souguer wann déi zwee État-memberen, déi concernéiert sinn, eng aner Konventioun, eng sektoriell Konventioun ënnerschriwwen hunn, da spillt net d'office déi sektoriell Konventioun. Da muss nach gekuckt ginn, bei der Exekutioun vun engem Urteel an deem aneren État membre, ob dann net awer verschidde Prinzippien, déi eigentlech d'europäescht Recht awer ausmaachen, hei ausgehielegt ginn. An ech fannen dat och déi absolutt richteg Approche, well soss wär et jo awer relativ einfach, déi europäesch Gesetzgeebungen auszehielegen. Vun dohier mengen ech, dass och déi Considératiounen hei net justifiéiert sinn. An ech sinn natierlech ganz frou, dass mer elo hei kënnen op deen dote Wee goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch.

An da ginn ech d'Wuert nach un den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Villmools merci. Ech wollt eigentlech deen historesche Moment, dee mer haut hunn, net verpassen. Dat Haftungsgesetz, wat mer haut stëmmen, ass menger Meenung no politesch wierklech e grousse Schrëtt virun, fir géint d'Atomkraaft virzegoen.

Firwat? An ech wëll vläicht einfach nach zwee politesch Grënn ginn.

Dat eent ass: Wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, dann ass et fir d'EDF a Frankräich ..., déi jo elo mussen ofweien, si musse jo vu 75 % Atom op 50 % erof. Dat heescht, si mussen eng ganz Rei Atomkraaftwierker ofschalten. A mat deem heite Gesetz heescht dat, dass déi zwee Reakteren, also déi Reakteren, déi se méi no bei Lëtzebuerg hunn, potenziell méi deier si wéi anerer, well se jo méi en héije Risiko hunn, wann eng Kéier eppes geschitt. Dat heescht, dat ass dat eent.

An dat anert, wat hoffentlech och geschitt spéitstens no 2022, wann Däitschland aus der Atomkraaft erausklémmt, da stellt sech jo an Däitschland d'Fro, ob Däitschland iwwerhaapt nach soll Partie bleiwe vun deem Wiener a Paräisser an eeben deem Bréisseler Protokoll.

Wat da géif heeschen, dass déi gréissten Ekonomie aus Europa sech géif zréckzéien aus enger kollektiver Proatom-Assurance an dann natierlech d'Fro sech géif stellen a Versécherungs- an och a Bankekreesser, ob dann déi Staaten, déi nach Atomkraaftwierker bedreiwen, iwwerhaapt solvabel genuch wieren, fir hannendrun de Schued kënnen ze droen. An duerfir ass dat hei e wichtege Schrack fir Lëtzebuerg.

An, esou wéi ech eis Ministesch, d'Carole Dieschbourg, kennen, wäerte mer och probéieren, alles ze maachen, fir dass dat, wat mer elo hei maachen, och spéitstens no 2022 an Däitschland opgegraff gëtt, well dat och nach eng Kéier e weidere Schrack ass.

Hei an der Diskussioun sinn nach zwou, dräi Saachen ernimmt ginn. Dat eent war déi Saach mam Energiemix. Ech hunn do schonn op zwou Question-parlementaren an der Lescht geäntwert. Dat eent war den 1358 an dat aner war den 1997.

An et ass esou ..., an den Här Roth, dee sot, d'Enovos wier quasi schëlleg un deenen Atomstroumimporter. Dat ass net esou, well de Gros vun deenen Atomstroumimporter, dee geschitt iwwer eng Leitung, déi an de Joren 2011, 2012, 2013 gebaut ginn ass vu Lëtzebuerg a Frankräich. An et gëtt, ech hunn elo e bësse gesicht, en Artikel am „Tageblatt" vun 2009, wou Greenpeace, déi jo géint déi Leitung geklot hunn, behaapt, dass de Risiko besteet, dass iwwert déi Leitung duerno d'ArcelorMittal an aner Industriebetriber zu Lëtzebuerg da géife franséischen Atomstroum akafen.

An dat, wat Greenpeace deemools gefaart huet, ass an der Realitéit agetratt. Dat heescht, dee Rescht vun Atomstroum, dee mer hunn, deen ass net vun den Haushalter. A wann Der d'Äntwerte liest op déi zwou parlamentaresch Froen, an ech mengen, dat gëllt dann och fir d'Leit vun deene Mofen, also vun de Piraten, do ass eng Tabell hannen. An do geet ganz kloer draus ervir, dass kee Prozentsaz Atomstroum bei de Privatclienten ass. Déi meescht Privatclientë ginn iwwert d'Enovos beliwwert. Mee et ass den Atomstroum iwwer ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat war jo net d'Fro. Et war einfach 10 % am Stroummix, egal wien e benotzt.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo. Nee. Mee et sinn d'Industrieclienten, déi, well dat haut awer dann nach e bësse méi bëlleg ass, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also Google!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... Atom akafen. Dat huet näischt mat der Enovos ze dinn. An duerfir géif ech och mengen, dass mir eis Responsabilitéit do iwwerhuelen,

M. Gilles Roth *(CSV).*- Firwat schaaft Der dat dann net of?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gelift?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Firwat schaaft Der dat dann net of?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo, also déi Leitung ass gebaut ginn an enger Regierung, wou den Här Juncker ...

(Brouhaha)

... President war.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sidd awer elo an der Regierung!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et gëtt awer vill Waasserleitungen, Här Turmes, déi net gebraucht ginn, da schalt se of!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... Premier war. Gesitt Dir mech elo ... Ech kann déi Leitung net ofrappen. Déi Leitung war jo deemools beklot ginn, ass vum Verwaltungsgeriicht ugeholl ginn.

Vläicht nach eng lescht Fro. Den Här Kartheiser huet gemengt, et wier nach eng Gefor, dass Lëtzebuerger Schëffer géifen Atommaterial transportéieren an dass dat dann e Grond wier, fir an deenen internationale Konventiounen dran ze sinn. Mir hunn dat nogekuckt. Et ass verbueden, op Schëffer ënnert der Lëtzebuerger Flagg Atommaterial ze transportéieren.

Ech soen Iech villmools Merci. An ech soe virun allem all deene Merci, déi déi lescht Joren dru geschafft hunn, ech mengen d'Sam Tanson an der Lescht als Justizminister, virun allem d'Carole Dieschbourg, wat dat gemaach huet, dem Berichterstatter awer och. Dat, wat flott ass, dat ass, dass mer hei esou e breede Konsens hunn, fir géint Atomkraaft virzegoen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Energieminister.

Nach eng Kéier Parole après ministre freet den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hätt nach eng Fro un den Här Turmes an zwar ëm déi 10 %. Sécherlech hu mir Mofer do eng aner Iddi wéi Dir. Mee ech wollt einfach nëmme froen, wat dann elo déi nächst Schrëtt vun Iech sinn, fir dass déi 10 % erofginn? Oder geet dat elo éiweg esou weider?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Energieminister.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also et gëtt Limitte vun deem, wat een als nationalen Energieminister ka maachen. Et si Länner, déi hu probéiert, hire Betriber ze verbidden, Atomstroum aus anere Länner ze importéieren, an dat ass net EU-rechtskonform. An duerfir, also dat, wat ech maachen, an ech maachen dat do nach eng Kéier vun hei aus, et ass eigentlech en Appell u quasi déi, virun allem Industrievertrieder, déi, leider, nach dann, fir e puer Centime ze spueren, Atomstroum importéieren. Ech mengen, et sinn eigentlech déi, deenen hire Choix féiert derzou, dass mer nach dee Rescht hunn.

Déi gutt Noriicht ass: Däitschland klëmmt eraus. An duerch d'Gesetz vun haut, mengen ech, maache mer och e Bäitrag, dass insgesamt d'Rentabilitéit vun Atomkraaft méi schlecht gëtt an Zukunft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7221. Den Text steet am Document parlementaire 7221[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7221 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Mir kommen elo zum Vote par procuration. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass de Projet de loi 7221 mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Mir kommen dann zur Diskussioun respektiv Ofstëmmung vun de Motiounen.

Fir d'éischt d'Motioun 1, déi vum Här Benoy deposéiert ass ginn.

Motion 1

Ass do nach eppes derzou ze soen? Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, an där Motioun si ganz vill Saachen, déi eis och sympathesch sinn an déi mer kéinte matdroen. Et ass just esou, datt do e puer Referenzen op dat Gesetz dra sinn, wat grad gestëmmt ginn ass, vun deem mir iwwerzeegt sinn, datt et net fonctionéiert. An da wär et jo net logesch, wa mer dat elo géifen esou matstëmmen. Et ass net nëmmen, datt mer domadder Problemer hunn, mam Realismus vun deem Gesetz 7221, mee och d'Baseler Konventioun iwwert d'Staatenimmunitéit ass hei ugeschwat indirekt, an ech mengen, och op eng Manéier, déi net realistesch ass.

A schlussendlech ass eis Meenung, datt mer, ier mer elo sollten Avise maachen oder sollten direkt do eng Aktioun ënnerhuelen, emol misste mat der Belsch kucken, an d'Regierung sollt sech emol endlech mat der Belsch zesummesetzen a kucken, wat Fakt ass, ier mer hei Aktiounen huelen. Dofir wäerte mir eis bei dëser Motioun enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Sinn nach weider Wuertmeldungen do? Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass da bei zwou Enthalungen, mat enger ...

Plusieurs voix.- Dräi!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Pardon, mat dräi Enthalungen ugeholl.

Da kéime mer zur Motioun 2, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass.

Motion 2

Kënne mer iwwert dës Motioun, wa keng Wuertmeldung ass, ofstëmmen? Den Här Benoy huet d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Also déi Motioun, déi deposéiert

ass, ass natierlech an totaler Kontradiktioun zu deem Gesetz, wat mer grad gestëmmt hunn. An dofir kënne mir déi dote Motioun selbstverständlech net unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Nee, den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Just fir Iech ze bieden, e Vote électronique ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss, d'Motioun 2 ass bei 3 Jo-Stëmmen ...

Plusieurs voix.- 4!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... 4 Jo-Stëmmen, iwwert d'Procuratioun, a bei 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Vott an der Diskussioun zur Motioun 3.

Motion 3

Et ass proposéiert ginn, fir dës Motioun 3 an d'Kommissioun ze verweisen. Fir d'éischt freet awer nach den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann déi Motioun hei sollt an d'Kommissioun verwise ginn, wëll ech awer vun der Plaz hei profitéieren, well de Kolleeg vun deene Lénken huet eng wichteg Fro hei opgeworf, nämlech déi vun der Exklusiounslëscht vum FDC, vum Fonds de compensation, deen haut, an net viru méi laang wéi sechs Deeg seng Lëscht u sech à jour gesat huet, fir elo 126 Firmen opzelëschten.

Wie weess, datt et weltwäit 630.000 Firme gëtt, déi kënnen op de Marchéé gehandelt ginn, dee mierkt, datt déi Lëscht dach erstaunlech kleng ass. A wann ee sech dann déi Lëscht ukuckt, dann ass se nach ëmsou méi erstaunlech, well et si gutt Geschäftspartner vun der Lëtzebuerger Regierung drop.

Ënner anerem fënnt een dorobber Airbus, déi ëmmerhin op där Lëscht stinn, well se schéin déi Businesspractices hunn a schlecht fir den Environnement sinn a Controversial Weapons hierstellen. Gläichzäiteg ass et Airbus, vun deene Lëtzebuerg e puer Helikoptere keeft.

Da steet Audi drop, an déi leschte Kéier, wou mer Question-parlementairen zum Fuerpark vun der Regierung haten, stoungen do Audien drop, iwwer Volkswagen geet et weider, Boeing steet mat drop. Wien net dropsteet, mee wou de Fong dann awer Aktien huet oder Obligatiounen, dat sinn Engie, EDF, déi goufe scho genannt. An da GE Capital, déi ëmmerhi fir de Refinanzement vun Atomzentralen déngen. General Electric insgesamt, déi relativ alles maachen. Also wann een déi ganz vast Exklusiounskrittären hëlt, fanne mer do sécher och deen een oder anere Grond, firwat ee mat GE net sollt schaffen. Et ass also e bëssen eréi e Schwäizer Kéis, déi Exklusiounslëscht. Mir hunn do 126 Nimm, déi iergendwann eng Kéier vum Conseil d'administration dropgesat goufen, vu ganz, ganz ville Firmen, déi ee vill méi iwwerschaubar misst kucken.

De Fong huet iwwregens iwwer 8.000 Investissementer iwwer verschidde Sous-Fongen. Iwwregens och 600 Millioune bal an Immobilien. Och eppes, wou ee sech d'Fro ka stellen, ob déi net sollten an abordabele Logement zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Soit, ech mengen, datt déi Fro vum Fonds de compensation vill méi breet muss gefouert gi wéi just iwwert d'Atomenergie. Ech hätt déi heite Motioun matgestëmmt, well ech de Prinzip ganz sympathesch fannen. Ech sinn awer genausou frou, wa mer an der Kommissioun dat Faass Fonds de compensation ganz breet kënnen opmaachen, well do gëtt et definitiv eng méi grouss Liste d'exclusion ze féiere wéi just 126 Firmen, vun deenen e puer nach ganz gutt Geschäftspartner vum Lëtzebuerger Staat sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet absolutt Recht. Et muss een am Prinzip ganz breet doriwwer diskutéieren. Mir hunn eis an dëser Motioun u sech nëmmen op déi Betriber konzentréiert, déi Atomenergie produzéieren, well mer grad an enger Diskussioun waren iwwer Atomenergie.

Mee ech kann Iech awer versécheren - an Dir kënnt dat an deene verschiddene Procès-verbaux kucken an noliese vun deenen allerleschten, vun deene leschte Joren -, zu immens villen Debatten hu mir als Lénk ganz oft zu deene verschiddenste Froen, zu deene verschiddenste Sujeten all Kéiers déi Fro opgeworf: Firwat kann een net zum Beispill de Fonds de compensation botze vun enger Partie vu Betriber, déi och géint d'Mënscherechter ginn? Zum Beispill bei Kooperationsdebatte féiere mer dat all Kéiers un, fir datt dat erausgeholl gëtt an esou weider an esou virun.

An 2016 huet déi heite Chamber och eng Motioun ugeholl, huet déi heite Chamber eng Motioun ugeholl, déi seet, datt d'Regierung, an dat misst de Minister vun der Sécurité sociale sinn, misst e Bericht maachen, iwwer justement d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation.

Wat ass mat där Motioun geschitt? Näischt! Wat relativ grav ass! Et ass grav! An ech mengen, do misst een e bëssen d'Regierung an den zoustännege Minister rëselen. Mir maachen dat reegelméisseg, all Kéiers. An da kréie mer all Kéiers déi selwecht Äntwert, wéi och déi vun der Madamm Dieschbourg: „Jo, mir schaffen un den Exklusiounskrittären. Mir sinn amgaangen, drun ze schaffen." Dat ass eng Äntwert, déi mer zënter Joren héieren. An et geschitt näischt! Et geschitt strictement näischt!

An ech ginn dovunner aus, datt, wa mer déi Motioun hei an d'Kommissioun weiderginn, och näischt wäert geschéien. Da kënnt den Här Schneider an erzielt eis eng laang Geschicht, datt se amgaang sinn, drun ze schaffen. An da geschitt näischt, well dat ass d'Erfarung, déi mer gemaach hu bis elo. Ech stelle mer souguer d'Fro: Géif se ugeholl ginn - vu datt souwisou heiansdo Motiounen ouni Effekt endegen, wat e reellen demokratesche Problem hei ass am Land -, da weess een och emol net, ob eppes géif geschéien. Ech fannen dat relativ grav.

Déi Motioun ass jo guer net komplizéiert. A si ass net schwéier ëmzesetzen a Wierklechkeet. Et ass en plus eng Fuerderung, déi net nëmme mir droen; d'Atombeweegung dréit se, den OGB-L huet se ugeholl op sengem leschte Kongress. Also, et ass eng Evidenz, wa mer schonn eng Regierung hei hunn, déi ganz aktiv ass, déi ganz vill Aktioune mécht géint d'Atomenergie, fir net ze soen Aktionismus mécht géint d'Atomenergie, datt mer just fuerderen, datt déi Portefeuillen erausgeholl ginn aus dem Fonds de compensation. Ech hu se opgezielt. Et sinn der warscheinlech nach méi. Ech weess, dat evoluéiert jo nach. Dat kann ee ganz einfach maachen.

Mir, déi heite Regierung, déi Lëtzebuerger Regierung, déi fuerdert vun anere Regierungen, vun der franséischer Regierung, vun der belscher Regierung, datt se hir Atomkraaftwierker zoumaachen. Zu Recht! Mee esou eppes ass immens komplizéiert. Et ass vill méi einfach, erauszegoen aus dem Invest vun der Atomenergie wéi Atomkraaftzentralen ofzeschalten.

Mir fuerdere vun anere Länner vill méi komplizéiert Saache wéi dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg kéinte maachen. Op eemol ass erëm alles komplizéiert. Dat héiere mer zënter Joren. Wa mer minimaalst kohärent wieren, géife mer, duerch e puer Klicken, duerch e puer Decisiounen, einfach esou aus dem Invest vun der Atomenergie erausklammen. Do gëtt et net vill ze diskutéieren.

Dofir si mir der Meenung, datt déi heite Motioun soll ofgestëmmt ginn, well mir wësse ganz genau, datt, wa se an d'Kommissioun weidergeleet gëtt, da wäert näischt geschéien. An et ass guer net komplizéiert. A bestëmmt net fir déi gréng, do kann et wierklech net komplizéiert sinn. Den Här Turmes huet vun engem historesche Moment geschwat. Mir hunn hei en historesche Moment, wou déi gréng kënnen awer soen: „Lëtzebuerg kann elo aus der Finanzéierung vun der Atomenergie erausklammen." Allez, kommt, maacht et!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir sinn d'accord mat der Iddi, déi derhannertstécht bei der Motioun. Et ass wichteg, dass mer eng kohärent Politik maachen. Dass mer och vum Fonds de compensation schwätzen, wou investéiert gëtt. Dofir hu mir Gréng ons schonn ëmmer staarkgemaach. An et steet jo och am Koalitiounsaccord, wéi et schonn e puermol gesot ginn ass.

An dofir géif ech déi Lénk wierklech froen, dass mer dat doten an der Kommissioun kéinten diskutéieren, och an der Ëmweltkommissioun, mat der Sécurité-sociales-Kommissioun dann zesummen. Zënter, elo an dëser Legislaturperiod hu mer dat heiten Theema nach net an der Ëmweltkommissioun thematiséiert. Dofir ass et keng Geschicht, déi grad esou e laange Baart huet, wéi den David Wagner et elo dann hei seet. Dofir wär ech frou, wa mer dat esou kéinte maachen. A wann déi Lénk bereet wären, dass mer déi Motioun do kéinten diskutéieren.

An ech soen Iech och, ech garantéieren Iech, dass mer dat net eréischt Mokuchsdag maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy.

Ass nach eng Wuertmeldung do? Da stëmme mer iwwert déi ...

(Interruption)

Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also, mir bleiwen derbäi, datt déi Motioun muss ofgestëmmt ginn. Et ass net komplizéiert. Ech wëll, mir wëllen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... datt déi heite Regierung ...

(Brouhaha)

... sech derzou bekennt, fir erauszeklammen aus der Finanzéierung vun der Atomenergie.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da stëmme mer iwwert d'Motioun ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee mir kënnen och an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Dat eent schléisst dat anert net aus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A mir wäerten och derfir suergen, datt et ...

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir stëmmen iwwert déi Motioun of. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien ee Vote par procuratioun wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Motioun 3 ass ofgeleent mat 31 Nee-Stëmmen, 25 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4 vum Här David Wagner. Ass do eng Wuertmeldung do? Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat et a menger Ried gesot: Déi heite Motioun kéint jo superfetatoire ginn! A mir wieren och bereet, se zréckzezéien, wa mer d'Informatioune kréien. An esou, wéi ech matkritt hunn, wäerte mer de Plang kréien, d'Resultater vun der Participatioun. Voilà. Da kënne mer se zréckzéien. Dat ass kee Problem.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Dës Motioun ass domadder zréckgezunn.

(La motion 4 de M. David Wagner est retirée.)

Resolution 1

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Resolutioun. Ech gesi keng Wuertmeldung. Wie mat der Resolutioun ...

(Brouhaha)

O, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Eis Bemierkung ass d'selwecht wéi virdrun. Hei gëtt positiv op dat Gesetz gestëmmt, wat haut hei iwwert d'Responsabilité civile gestëmmt ginn ass. Dir wësst, eis Positioun ass do eng aner. Dofir wäerte mer eis bei dësem Text och enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat nach den Här Clement d'Wuert gefrot. Oder net?

Une voix.- Nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. Ech mengen, da kënne mer iwwert d'Resolutioun ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wie mat dëser Resolution d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass da bei 3 Enthalungen ugeholl.

11. 7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zum Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7573 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding *(ADR), rapporteur.*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen, dës Ännerung un eisem Reglement ass néideg ginn duerch d'Adoptioun vum Gesetz vum 1. Abrëll 2020, woumat mer den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher agefouert hunn an deen der Chamber rattachéiert hunn.

Den Text gouf deposéiert de 6. Mee vum honorabelen Deputéierte Gilles Baum. D'Presidentekonferenz huet dës Propositioun un eis Commission du Règlement verwisen de 7. Mee. D'Kommissioun huet mech als Rapporteur designéiert den 12. Mee. A mir hunn deen Text eingeeënd studéiert an de Projet de rapport ass unanime ugeholl ginn den 19. Mee vun dësem Joer.

Am Weesentleche geet et hei ëm fënnef Punkten:

Dat Éischt ass: Vu datt elo d'Chamber deen Ombudsmann designéiert, hu mer mussen eng Prozedur aféieren. An déi hu mer da calquéiert op déi Prozedur, déi mer och hu fir de Mediateur, fir den normalen Ombudsmann, oder den allgemengen Ombudsmann.

Dat Zweet, wat mer gemaach hunn, ass, datt mer gesot hunn, ënner wat fir enge Konditioune mer deen Ombudsmann ofberuffe kënnen. An dat wier zum Beispill de Fall, wa gesondheetlech Problemer wieren, wann den Ombudsmann duerch eng aner Ursaach an der Incapacitéit wier, fir seng Aarbecht ze leeschten, wann e géif eng Fonctioun unhuelen, déi laut Gesetz - Artikel 11 vum Gesetz vum 1. Abrëll 2020 - net kompatibel wier mat senger Fonctioun, a schlussendlech, wann e seng Fonctioun net géif konform zum Gesetz exercéieren oder soss e graavt Feelverhalen him virzewerfe wier.

Den drëtte Punkt ass u sech den interessantsten. An deem Punkt reegele mer d'Aarbechtsverhältnis tëscht der Chamber, zu där jo dann den Ombudsmann rattachéiert ass, a senger Institutioun. Wat do ganz interessant ass: All Kommissioun kann an Zukunft den Ombudsmann an d'Kommissioun ruffen, wann iergenden Theema ass, wat am wäitste Sënn d'Rechter vu Kanner oder Jugendleche betrëfft a wou seng Meenung gefrot ass. An ëmgedréit kann och den Ombudsmann selbstverständlech froen, fir an all Kommissioun gehéiert ze ginn, wann en der Meenung ass, seng Interventioun wier wichteg.

Déi lescht zwee Punkte sinn u sech technescher Natur. Dat ass, datt och den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand a Jugendlechen an Zukunft muss e jäerleche Rapport virleeën - genau wéi dat och fir de Mediateur de Fall ass - iwwert d'Situatioun vun de Kannerrechter an och iwwer seng eegen Aktivitéiten.

A schlussendlech wäerte seng jäerlech Konten dann och genausou kontrolléiert ginn an apuréiert ginn, wéi mer dat och haut scho maache fir de Mediateur.

Ech wollt ofschléissen a Merci soe fir déi wierklech flott, effizient a sympathesch Zesummenaarbecht, déi mer an där Kommissioun hunn, a virun allem och eisem Kommissiounssekretär, dem Benoît Reiter, fir seng absolutt virbildlech Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dëse Propositioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un den honorabelen Här Reding fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Voilà, et ass elo souwäit, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ass un d'Chamber rattachéiert, esou wéi et an der leschter Legislaturperiod gefuerdert ginn ass an esou wéi mer et an der leschter Legislaturperiod och an d'Wee geleet hunn, fir dann effektiv mam Gesetz vum 1. Abrëll vun dësem Joer rechtskräfteg ze ginn. Dofir mussen elo verschidden Adaptatiounen am Chambersreglement virgeholl ginn. Dës Adaptatioune betreffen haaptsächlech d'Designatiounsprozedur vum Ombudsmann, awer och d'Aarbecht mat der Chamber, well jo all Chamberskommissioun den Ombudsmann elo ka saiséieren.

D'Rattachéiere vum Ombudsmann un d'Chamber ass den Haaptënnerscheed zum fréieren ORK. An dëst erlaabt dem Ombudsmann, seng Aufgaben a voller Onofhängegkeet an awer och mat deenen néidege Ressourcen ze assuréieren. Duerch dës Initiativ ënnersträiche mir als Chamber nach eng Kéier de Stellewäert, dee mir dem Schutz vun de Kanner an och dem Schutz vun hire Rechter hei zu Lëtzebuerg ginn.

E grousse Merci un d'Mataarbechter vun der Chamber, déi bei dësem Projet matgeschafft hunn. Op eng gutt Zesummenaarbecht mam Ombudsmann!

An ech ginn natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President. A selbstverständlech ginn ech och de Merci weider un de Rapporteur. Méi e grousse Merci awer un déi Responsabel vum ORK, deen nom Gesetz vum 1. Abrëll „OKaJu" heescht: Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher - an de President kann dat bescheinegen -, deen eng exzellent Zesummenaarbecht mat eiser Chamber huet an och dohikomm ass iwwert d'Gesetz, wuer e grad eréi den Ombudsmann higehéiert, ënnert de Giron vun der Chamber, wat em méi eng grouss Independance garantéiert an déi Zesummenaarbecht nach weider verstäerkt.

Et ass richteg gesot ginn, dass am Gesetz eng Rei vu Responsabilitéite vun der Chamber festgeluecht si fir hiren neie Partner. A fir dat kënnen ëmzesetzen, hu mer dat missen an engem Kapitel an eisem Chambersreglement festhalen. Dat maache mer haut. A mir freeën eis op eng weiderhi gutt Zesummenaarbecht mam „OkaJu" - et kënnt nach net esou richteg eriwwer. Den Numm huet geännert, d'Leit, déi bleiwen déi selwecht, ganz engagéiert Leit!

Merci villmools dem ORK an op eng gutt Zesummenaarbecht ënner neiem Numm mat där wichteger Institutioun, déi d'Interête vun de Kanner an de Jugendleche vertrëtt. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och mir Gréng sinn natierlech immens frou, datt mer dëse Schrëtt maachen. Wéi gesot, dës Modifikatioun baséiert jo um Gesetz vum 1. Abrëll, wat d'Onofhängegkeet vum Ombudsmann, deen domat geschafe ginn ass, och garantéiert huet.

Ech wéilt an deem Kontext awer och un de Camille Gira erënneren, dee bei der Schafung vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand schonn am Joer 2002 gefuerdert hat, datt déi Instanz sollt onofhängeg ginn. E kann et leider net erliewen, mee mir wësse genee, datt dat säin Häerzenswonsch war. A fir eis ass et och wierklech hei e Pleséier, kann ech soen, dobäi elo och un hien ze denken.

Et muss ee soen, mir sinn elo op der leschter Etapp ukomm. Et ass eng wichteg Etapp och an der Émsetzung vun der UN-Kannerrechtskonventioun, déi mer als Lëtzebuerg jo ganz grousssschreiwen. An deem Sënn begréisse mer natierlech ganz staark, datt elo den Ombudsmann fir d'Rechter vun de Kanner a Jugendlechen zu all Gesetz muss Stellung bezéien, en Avis ofginn ëmmer dann, wa Kanner a Jugendlecher betraff sinn, respektiv datt och dee Moment, wou eng Chamberskommissioun der Meenung ass, datt e soll invitéiert ginn, si e kann invitéieren.

Dat bedeit, datt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ombudsmann a senger Ekipp mat der Chamber wäert bedeitend verstäerkt ginn. An der Lescht hu mer e just eemol am Joer an der Chamber gesinn: En huet de Rapport virgestallt. Elo hu mer d'Méiglechkeet, ëmmer erëm iwwert déi Theemen do mat him ze diskutéieren, wat och eng grouss Stäerkung vun der Chambersaarbecht bedeit. A begréissenswäert ass och, datt de Rapport muss veröffentlecht ginn, soudatt mer sécher sinn, datt Transparenz herrscht an datt domat och eng Qualitéit wäert groussgeschriwwe ginn.

Ofschléissend wéilt ech dann nach dem Här Roy Reding Merci soe fir säi gudde Rapport a seng gutt Leedung vun der Kommissioun. An natierlech och all de Leit vum Ombuds-Comité, dee jo elo dann ënnert dem Ombudsmann vun de Rechter fir d'Kanner a Jugendlech wäert funktionéieren.

A ech ginn domat den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag zum Chambersreglement 7573. Den Text steet am Document parlementaire 7573[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7573

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, wannechgelift.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Proposition de modification du Règlement 7573 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Roy Reding), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise

(Résolution déposée en séance publique n° 36 du 13 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 17/2019-2020 en page 562)

Eise leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Resolutioun vum Här Sven Clement iwwert d'Veröffentleche vun engem Rapport spécial ënnert dem Abanne vun alle mat der Coronakris befaasste Chamberskommissiounen, deen op Pistes de sortie de crise souwéi op d'Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, ageet. An ech ginn d'Wuert un den Auteur vun dëser Resolutioun.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet elo och ee Plang. Dee Plang nennt sech dann „Neistart Lëtzebuerg" a presentéiert Léisungen, wéi mir aus dëser Kris erauskomme sollen.

„Schéin a gutt!", kann ee soen. Ma ech regrettéieren, wéi esou heefeg, datt d'Regierung erëm net de Wee gewielt huet, fir d'Chamber mat an d'Ausschaffe vun dëse Léisunge matanzebannen. Och d'Parlament muss seng Responsabilitéit huelen an net d'Regierung einfach maache loossen.

Här President, ech hu viru Kuerzem déi Resolutioun hei deposéiert, déi virgesäit, alleguerten de Chamberskommissiounen, déi sech mam Coronavirus amgaange sinn ze befaassen oder sech wäerte mat de Konsequenze vum Virus befaasse missen, den Optrag ze ginn, e Rapport spécial de sortie de crise ze publizéieren.

Ma domat net genuch! Mir Piraten gesinn et als äussert wichteg un, datt d'Zivillgesellschaft mat an d'Iwwerleeungen, wéi mir aus där Kris erauskommen, abezu gëtt. Mir wëllen net, wéi dat beim CETA de Fall war, datt d'Zivillgesellschaft mam Fanger am Mond dostoe gelooss gëtt, ouni no hirer Meenung gefrot ze ginn.

Den Artikel 22 (veuillez lire: Artikel 25) vum Chambersreglement gesäit vir, datt d'Kommissiounen d'Méiglechkeet hunn, Auditions publiques duerchzeféieren. Dëst ass an eisen Aen eng viabel Pist, fir d'Zivillgesellschaft wierklech konsequent an d'Aarbechte vun der Sortie de crise matanzebannen, hiren Avis ze lauschteren an domat e méiglechst breede Konsens ze erreechen, dee gläichzäiteg all d'Aspekter an d'Enjeuen, déi esou eng Sortie de crise mat sech brëngt, kann abezéien.

Virun allem sollte mer eis als Chamber selwer responsabiliséieren. Mir sollten nolauschteren a mir sollten als Chamber eis Pisten, fir aus der Kris erauszekommen, nidderschreiwen. Et ass kee reng intellektuellen Exercice. Et ass en Exercice, deen an deem Fall unique ass, mee mir sinn och mat enger relativ uniquer Kris hei befaasst.

Et ass en Exercice, deen definitiv méi Oppenheet hätt, wéi just tëschent engem Ad-hoc-Gremium, deen aus der Conférence des Présidents an dem Bureau besteet, an der Regierung ze diskutéieren. Et wär en Exercice, dee wierklech géif op d'Matbestëmmung, op Bürgernähe, wéi een dat op Däitsch seet, agoen.

Mir mussen iwwert d'Cellule de crise erauskommen a mir mussen hikommen zu enger Approche, wou mer op jiddweree lauschteren, wou mer mat jiddwerengem schwätzen a wou mer dann e méiglechst breede Konsens fannen, fir op eng unique Kris mat uniquen Äntwerten opzewaarden.

Mir wëssen, datt d'Regierung ewell annoncéiert huet, Lëtzebuerg neizestarten. Wéi eisen deemolege Walslogan verréit, wollte mer 2013, also viru siwe Joer schonn, Lëtzebuerg rebooten. Dëse Reboot hätt an eisen Aen awer genee dora bestanen, direkt op den Dialog ze setzen an net de Plang ze annoncéieren an en dann einfach nëmmen duerchzezéien.

Dëse Rapport de sortie de crise, wéi mir e gesinn, sollt also dofir ënner Abezéiung vu méiglechst villen Acteure stattfannen, méiglechst strukturéiert an encadréiert sinn an esou och weisen, datt d'Chamber den éischten Uspriechpartner ass, wann et drëm geet, d'Zukunftsgestaltung no dëser Kris unzegoen. Alleguerten zesummen, ouni forcement e parteipolitescht Geplänkels, mee esou, datt mer konsensuell Léisunge fannen an domadder dann och Léisunge fir Lëtzebuerg fannen!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech maachen et ganz kuerz.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat awer feststeet, dat ass, datt déi lescht zwielef Wochen definitiv mussen opgeschafft ginn. An déi musse vun der Chamber opgeschafft ginn, dat ass immens wichteg. Mir hunn eng speziell Situatioun an déi däerfe mer net einfach esou laanschtgoe loossen.

Wat awer genausou wichteg ass, dat ass, datt eis Zukunft hei muss preparéiert ginn. An och déi muss vun der Chamber preparéiert ginn. Do hu mer nach vill Sputt no uewen, wéi d'Chamber kann agebonne ginn. An dofir soen ech de Piraten och villmools Merci fir dës Initiativ. Ech denken, et ass wichteg, datt mir hei als Chamber eis Eegeverantwortung mat huelen. Mir hunn dat scho méi wéi eemol gesot a mir wëllen dat och. Mir mussen déi Wirtschaftskris, déi amgaang ass ze kommen, definitiv probéieren esou wäit wéi méiglech ze verhënneren. A virun allem musse mer eis drop konzentréieren, datt keng extreem sozial Kris kënnt. An do hu mer alleguer eng ganz grouss Verantwortung, fir eeben, wéi gesot, eis Zukunft ze preparéieren.

An ech denken, datt mer dat och solle mat der Zivillgesellschaft zesumme maachen. Dat ass och ee Punkt, deen d'Piraten froen. Dat ass wichteg. Mir hunn dat Instrument. Mir gräifen net dacks genuch drop zréck. Et ass awer e wichtegt Instrument.

Wat eis vläicht nach hei feelt bei dëser Resolutioun, dat ass en Instrument, wéi mer dat kéinte besser encadréieren. An dat wär an eisen Aen u sech eng Spezialkommissioun, déi sech mat dësem Punkt géif befaassen. Dofir soen ech: Mir hunn eng speziell Situatioun. Fir déi speziell Situatioun opzeschaffen an och d'Zukunft ze preparéieren, bräichte mer dann och eng Spezialkommissioun.

Mir kënnen awer dës Resolutioun esou matstëmmen an dat anert als nächste Punkt dann awer gesinn. An dat kënne mer jo dann an enger nächster Sitzung beschwätzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn ewell e puermol heiuewen d'Bild vun enger Course géint de Virus benotzt, vun engem Marathon. An ech mengen, dëst Bild vun enger Course huet mer gutt gefall, well et effektiv ëm d'Zäit geet. D'Zäit, déi dee wichtegste Facteur ass an entscheet iwwer Erfolleg oder Mësserfolleg vun eiser Strategie géint de Covid-19. An dat soen eis och alleguer d'Experten.

Wann ee sech an enger Course befënnt, dann ass et net fir zréckzekucken, mee et kuckt een no vir an et hält een d'Zillinn am Bléck. A loosst mech a mengem Punkt ganz kloer sinn:

D'Course géint de Coronavirus ass net eriwwer! A si ass nach net gewonnen!

Et ass an eisen Aen net gutt, zu dësem Zäitpunkt d'Chamber ze beoptragen, nach e Rapport spécial ze schreiwen an Hearingen ze organiséieren, well et immens zäitopwändeg ass a well et och Ressourcë beusprocht, déi mir am Moment op anere Plaze brauchen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Et mécht och wéineg Sënn, nach eng Exitstrategie an engem Rapport spécial ze beliichten, wou mir dach ganz genau wëssen, dass all Exitstrategien zu dësem Moment vun den dagesaktuellen Infektiounszuelen ofhängeg sinn. D'Politik muss kënnen zu all Moment op eng méiglech nei Infektiounswell reagéieren.

A jo, natierlech solle mer iwwer Piste schwätzen! Natierlech solle mer kucken, wat fir eng Léieren dass mer aus dëser Kris zéien! An dat wäerte mer och maachen. An dat wäerte mer heibanne maachen. Dat wäerte mer heibanne maachen! Ech mengen, hei ass och déi richteg Plaz.

D'Regierung, déi steet am reegelméissege Kontakt mat der Chamber. Ech mengen, do ware ganz vill Leit an deene Sëtzungen tëschent dem Bureau an der Conférence des Présidents ëmmer derbäi, mat de Gewerkschaften, de Glawensgemeinschaften, der Zivillgesellschaft. An ech mengen, si maachen hiert Bescht, fir deenen eenzelne Bedenke Rechnung ze droen.

D'Responsabilitéit, fir d'Decisiounen ze huelen, déi läit am Endeffekt awer ëmmer bei der Regierung a bei der Chamber. Esou ass dat an enger representativer Demokratie.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Et ass d'Essenz vun der Demokratie! An dofir si mir och hei. Dofir si mir gewielt ginn. An ech géif dofir virschloen, dës Resolutioun net matzedroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Gilles Baum, dee schonn e groussen Deel vun deem gesot huet, wat ech och wollt soen. Mir sinn an der drëtter Phas vum Deconfinement am Moment. Mir hu schonn zwou Phasen ageleet. Déi drëtt Phas, déi ass kuerz virdrun, dass se realiséiert konnt ginn. A wann elo gesot gëtt, mir sollen hei eng Kommissioun grënne fir ze kucken, wéi mer aus där Kris hei erauskommen, dann ass dat awer menger Meenung no schonn e bësse „moutarde après dîner", well mer schonn an där Phas do dra sinn!

Iwwregens muss ee jo och soen, dass dat heiten iwwerhaapt net laanscht d'Chamber geet, well d'Chamber ass bei alle Phase vum Deconfinement matabezu ginn. Mir hunn hei eng ganz Partie vu Riede gehalen. Mir hunn hei eng ganz Partie vu Projet-de-loie gestëmmt, déi dee ganzen Deconfinement mat solle begleeden. Än duerfir sinn ech iwwerhaapt net der Meenung, dass d'Chamber hei hirer Roll net gerecht gi wär. Si huet déi Responsabilitéit geholl heibannen. Si huet hei Texter gestëmmt, déi hu misse gestëmmt ginn, fir dass mer och gutt aus där Kris hei erauskommen. En plus ass et esou, dass déi Rapporten, déi jo am Bureau a mat der Conférence des Présidents gemaach goufen, och ëffentlech Rapporte sinn, déi een ëmmer erëm kann noliesen.

An ech sinn awer der Meenung, wann dat, wat geduecht war, wat den Här Clement mat senger Resolutioun hei wollt virbréngen, war, dass ee sollt déi Kris hei opschaffen - ech mengen, dass dat net geduecht war -, mee dat wär awer eng gutt Saach, dass een déi Kris hei eng Kéier sollt opschaffen an dass do sollten Dokumenter bleiwe fir d'Zukunft, wéi dass ee mat där Kris hei ëmgaangen ass. Wann dat en Dokument soll sinn, wat eis an Zukunft vläicht soll hëllefen, fir mat anere Krisen ëmzegoen, da sinn déi Rapporten, déi mer ëffentlech gemaach hunn, ganz sécherlech do eng gutt Hëllef.

Ech bleiwen och nach derbäi, dass eng Mesure, déi menger Meenung no gutt wär, wann een déi géif maachen, wär, eng Tripartite ze organiséieren, wourauser Konsequenze solle kommen. An déi Konsequenze solle jo och hei an der Chamber dann debattéiert ginn. Duerfir géif ech och mech dem Gilles Baum uschléissen a soen, dass déi Resolutioun hei soll ofgeleent ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Wann een dem Här Clement esou nogelauschtert huet, dann hat ee bal den Androck, wéi wann en den État de crise net matgestëmmt hätt. Mir hunn domat der Regierung d'Recht ginn, fir séier op d'Entwécklungen ze reagéieren. An dat war gutt esou. Si huet séier reagéiert a si huet hir Aarbecht gemaach. Da soll een dat am Nachhinein och net bedaueren.

Op den éischte Bléck, Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- A wou hunn ech vu „bedauere" geschwat, Madamm Lorsché?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat war ënnerschwelleg.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Madamm Lorsché, pardon, wou hunn ech vu „bedauere" geschwat?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat war ..., Dir hutt dat ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché huet d'Wuert!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här Clement, Dir hutt dat Wuert net genannt, mee et huet sech ënnerschwelleg esou unhéieren.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ech stellen Iech an, Madamm ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech wëll awer soen, ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- ... Lorsché, als meng Interprète!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech wëll awer soen, datt natierlech déi Resolutioun op den éischte Bléck ganz sympathesch kléngt, well jo eigentlech jiddwereen an eisem Land fir d'Bedeelegung vun der Zivillgesellschaft ass. Dat stelle mer net a Fro. Mee op den zweete Bléck kann een awer als gréng Fraktioun och mat dëser Resolutioun net d'accord sinn. An dat huet eng ganz Rei Ursaachen.

Déi éischt ass déi, datt se eigentlech inkohärent ass, well jo am Fong am Ufank eppes anescht ers gefuerdert gëtt oder festgestallt gëtt wéi dat, wat herno dann am zweeten Deel zum Virschäi kënnt.

Emol onofhängeg dovun, datt et aus sanitären Ursaache guer net méiglech ass de Moment, ëffentlech Auditiounen an der Chamber ze organiséieren, déi jo elo zu dësem Moment scho sollen organiséiert ginn, ass de Widdersproch follgenden: Et ass deen, wann d'Zivillgesellschaft effektiv an de Krisemanagement, wéi dat jo gefuerdert gëtt, soll agebonne ginn, da misst dat jo eigentlech vun Ufank u geschéien; esou wéi Dir et och scho gesot hutt, Här Engel. Dann hätt dat vun der éischter Minutt u misse geschéien, well de Krisemanagement huet am Mäerz ugefaangen.

E gëtt elo natierlech lafend evaluéiert. All zwou Woche gëtt e Bilan gezunn: Wou sti mer? An dat ass e Prozess, dee scho laang amgaangen ass. Duerfir menge mer, datt e souwisou schonn elo gutt amgaangen ass, dee ganze Prozess, a mir als Chamber sinn agebonnen. Mir sinn all Woch zwee- oder eemol mat der Regierung zesummen, fir doriwwer ze diskutéieren.

(Interruption)

Ënne steet awer dann an Ärem Text - och wann Dir dat elo lëschteg fannt -, datt dee sougenannte Rapport spécial, éier e veröffentlecht ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Mir hunn et net lëschteg fonnt, mir hu gefrot, wou d'Zivillgesellschaft ass! Dir hutt gesot: „D'Chamber ass agebonnen."

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wou ass dann d'Zivillgesellschaft?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mir si jo vun der ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass wéi beim CETA.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... Zivillgesellschaft gewielt, mir sinn och en Deel vun der Zivillgesellschaft.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A! An duerfir däerfe se elo net matschwätzen?!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An enger representativer Demokratie ass d'Chamber och en Deel vum Vollek.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Oder net?

Une voix.- Dach.

Une seconde voix.- En Deel!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Genau.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert ass nach ëmmer bei der Madamm Lorsché.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo. Wéi gesot, ënnen am zweeten Deel steet dann, datt de Rapport viru senger Veröffentlechung soll diskutéiert ginn. Mir mengen, datt dat am Widdersproch steet zu deem, wat uewen ass. Wann e veröffentlecht gëtt, ass e jo scho fäerdeg. Dann huet et jo och net méi vill Sënn, d'Zivillgesellschaft anzebannen.

Deen zweete Grond, firwat mer d'Resolutioun net stëmmen, besteet doran, datt mer ënnerschwelleg Messagen dora bedaueren, virun allem deen, datt d'Regierung net kloer kommunikéiert. D'Regierung kommunikéiert kloer: Si organiséiert reegelméisseg Pressekonferenzen. Dat Eenzegt, ...

(Brouhaha général)

... wat se net ...

Une voix.- Loosst Iech net stéieren!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat Eenzegt, wat se ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat war awer déi Bescht, déi do!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... net kommunikéiert, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat Eenzegt, wat kloer ass, ass de Bildschierm hannen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... sinn d'Moossnamen, déi haut an dräi Méint oder nach méi spéit oder och nach an engem Mount sollen ëmgesat ginn, ganz einfach, well déi ganz Bewäertung vun der Entwécklung muss geschéien. An dat kréie mer an all Reunioun erkläert. An ech mengen, dat ass och nëmme richteg, datt d'Regierung esou virgeet, datt se net virun de Won sprëngt, wuel wëssend, datt eng zweet Well riskéiert, op eis zouzekommen.

Dann e Wuert zu der Biergerbedeelegung, wou ech awer elo wéilt drop hiweisen, datt mëttlerweil ëm déi 40 oder 50 Petitioune schonn an der Chamber ukoumen, déi och d'Coronakris betreffen, déi mer wäerten diskutéieren. An och dat ass eng Biergerbedeelegung, déi mir scho laang an der Chamber agefouert hunn am grousse Konsens, wou mer mengen, datt dat och e ganz gudde Moyen ass, fir mat de Bierger ze diskutéieren an ze debattéieren, wuel wëssend, datt och d'Regierung do ëmmer mat drun deelhëlt.

An da muss ee jo och wëssen, datt déi Biergerbedeelegung an der Chamber eeben net nei erfonnt gëtt, vu datt mer deen do Prozess längst agelaut hunn. Och op Basis vun där interner Expertise, déi mer eis wëlle ginn, fir déi ganz Debatten, déi mer mat de Bierger hunn, nach méi kompetent ze gestalten an och mat deem néidege Fachwëssen auszestatten.

Et muss een och wëssen, datt een Audienzen hautdesdaags oder all déi Reunioune mat ville Bierger net vun engem Dag op deen aneren iwwert de Knéi brieche kann. Déi musse virbereet sinn. An déi wäerten op d'mannst esou vill Zäit an Usproch huele wéi d'Lafdauer vun enger Petitioun.

An dann e leschten, net onweesentleche Problem, dee mer heimat hunn, ass eeben dee vun der Legitimitéit vun den Decisiounen, dëst am Fall, wou Dir ...

(Brouhaha)

Dir fannt dat wierklech witzeg, jo?

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Ech fannen et wierklech witzeg, Madamm Lorsché, wéi Der Är Prinzippien hei grad wierklech mat Féiss trëppelt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Nee, nee, ech soe just, wat ech denken, Här Clement!

(Interruptions)

Wann Dir verlaangt, datt eng Biergerversammlung soll mat un de Gesetzer decidéieren, da si mer iergendwéi ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Dat steet net am Text!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Krisemanagement muss mat Gesetzer gemaach ginn oder mir sinn an enger komescher Situatioun. Mir sinn amgaangen, Covidgesetzer ze maachen. Déi Covidgesetzer ginn ...

(Interruptions)

... an der Chamber gestëmmt. An do ass nun emol d'Chamber zoustänneg, fir dee legislative Prozess ze gestalten. An dat ass nun emol eise representative System, eis representativ Demokratie, déi Der selwer jo och kennt a wou Dir jo och hei an der Chamber eragewielt gi sidd.

Alles an allem si mir derfir, datt mer eis Verantwortung weiderhin iwwerhuelen. Mir sinn op der leschter Ligne droite vum État de crise ukomm. A mir sinn amgaangen, nees zu den demokratesche Verhältnisser zréckzefannen.

(Brouhaha)

Duerfir si mir der Meenung, datt mer déi Verantwortung, déi mer als Chamber hunn an déi mer elo gefuerdert hu ...

(Brouhaha général)

... säit Wochen, datt mer déi weiderhin elo sollen iwwerhuelen.

Dat verhënnert net, datt mer d'Kultur vun an den Dialog mat der Zivillgesellschaft weiderhin héichhalen, d'Kris natierlech och opschaffen, mee mir kënnen net an de Krisemanagement elo agräifen.

Duerfir bräichte mer natierlech déi néideg Zäit, déi néideg Ressourcen, déi néideg Expertise an déi néideg juristesch Sécherheet. E bürokratescht Monster, wat an extreem kuerzer Zäit aus dem Stee geschloe soll ginn, ouni datt et am akute Krisemanagement decisiounsfäeg ass, brauche mer eiser Meenung no net. An duerfir stëmme mer dës Resolutioun och net mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen.

(Brouhaha)

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, d'Coronakris, den État de crise, dee mer als Chamber eestëmmeg decidéiert hunn, deen huet eis virun eng Situatioun gesat, wéi eist Land se nom leschte Weltkrich, géif ech soen, nach net kannt huet. An ech mengen, et ass kloer, an do wäerte mer eis och heibannen eens sinn, wann déi Kris eriwwer ass, datt mer eis dann eng Kéier mussen zesummesetzen an e Bilan zéien, wéi mer duerch déi Kris komm sinn a wat mer dorauser kënne léieren.

An an deem Sënn huet mäi Kolleeg Fernand Kartheiser och virun e puer Wochen eng Interpellatioun ugefrot, déi och ugeholl ginn ass, wou en eebe gesot huet: „Kommt, mir setzen eis no der Kris zesummen an der Chamber, mir maachen eng Interpellatioun, wou jiddwereen da ka seng Konklusiounen, säi Bilan zéien, doraus léieren oder Konklusiounen oder Konsequenzen aus deem Ganzen zéien a Propositioune maachen, wéi mer mengen, wat mer an Zukunft kéinte besser maachen!"

Dat Ganzt soll net geduecht si vum Fernand Kartheiser an och net vun eis, fir Kritik ze üben. Ech mengen, mir hunn deen État de crise eestëmmeg heibannen decidéiert. Mir waren als Parlament informéiert iwwer all déi Wochen a Méint, déi elo komm sinn. An elo komme mer an déi Phas, wou d'Parlament och erëm selwer decidéiert, wat iwwert den 23. Juni eraus geschitt. An ech mengen, dat ass eng gutt Iddi, déi mer hunn, datt mer duerno heibannen driwwer diskutéieren, mat engem gewëssenen Ofstand. Datt mer do Donnéeë brauchen, Erfarunge brauchen, schéngt mer alles richteg ze sinn.

Déi Resolutioun, déi elo vun de Kolleege vun de Piraten hei proposéiert ginn ass, gesi mir komplementar derzou. Mir gesinn awer net, datt ee soll e Rapport spécial elo scho maachen, well et ass einfach ze frél. A mir sollte fir d'éischt emol en Debat heibanne féieren, wéi mir mengen als Parlament, wat geschitt. An wann do als Konklusioun aus esou enger Interpellatioun erauskënnt, datt mer soen: „Kommt, mir maachen e Grupp!", an datt mer e Rapport spécial vun der Chamber wëlle maachen, da kënne mer dat jo decidéieren. Awer dat muss no engem Debat geschéien.

Duerfir wäerte mir eis bei dëser Resolutioun enthalen, well mer eebe waarden, bis d'Interpellatioun vum Fernand Kartheiser komm ass, déi Prioritéit huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat eigentlech net wëlles, elo nach eng Kéier hei un d'Riednerpult ze kommen. Ech wollt soen, datt déi Resolutioun vun de Piraten eis ganz sympathesch ass. An ech wollt zwee, dräi Argumenter liwweren, firwat mer mengen, datt een déi ënnerstëtze sollt.

No deem, wat d'Madamm Lorsché, d'Spriecherin vun deene Gréngen, hei awer elo vum Stapel gelooss huet ...

(Protestations)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... iwwert d'representativ Demokratie, do muss ech awer soen, datt een elo verschidde Saachen awer erëm riichtbéie muss!

Éischtens: Hei ass effektiv den État d'urgence, den État de crise votéiert ginn. An Dir waart frou, datt Der d'Oppositioun op Ärer Säit hat an datt d'Oppositioun kooperéiert huet. Wann dat net de Fall gewiescht wier - wann dat net de Fall gewiescht wier! -, wier d'Regierung handlungsonfäeg gewiescht. Et ass eng Ausnamesituatioun, och fir dës Chamber! A mir wëssen, datt a Krisesituatiounen et d'Exekutiv ass, déi d'Zepter an der Hand huet, an datt do d'Stonn vun der Exekutiv geschloen huet.

Elo, wou mer eis Gedanke maachen iwwert den Deconfinement, wou mer e Freideg solle Gesetzer presentéiert kréien, déi dem Deconfinement och eng legal Struktur ginn, elo ass de Moment komm, wou d'Chamber erëm Souveränitéit gewanne muss a wou mir eis Verantwortung mussen iwwerhuelen.

Vill Leit hunn am État de crise hei Sonndesriede gehalen, datt et net méi kann esou virugoe wéi virdrun, datt mer eng grondleeënd Reflexioun brauchen iwwert déi Aart a Weis, wéi mer an eiser Gesellschaft liewen, wéi eis Gesellschaft zesummenhält a wat eventuell Problemer sinn, an datt et net méi kann einfach zréckgoe bei de Business-as-usual. Duerfir brauche mer esou eng Zort Rapport spécial, deen dës Chamber, a virun allem d'Chamber, generéiert!

A wann ech dann héieren, et géif jo immens gutt kommunizéiert gi vun der Regierung, da wonneren ech mech: Mee firwat reegen d'Gewerkschafte sech op, datt net mat hinne geschwat gëtt? Firwat reegt d'Patronat sech op, datt net mat him geschwat gëtt? Firwat reegen d'Ëmweltverbänn sech op, datt net mat hinne geschwat gëtt? Jo, souguer d'kathoulesch Kierch, mat där ech jo elo awer wierklech net kann de Virworf gemaach kréien, verbündet ze sinn, reegt sech op, datt net mat hir geschwat gëtt. Dat ass d'Zivillgesellschaft! An dat geet iwwert déi 60 Leit heibannen definitiv eraus!

Mat deene musse mer an den Dialog trieden, fir déi Gesellschaft vu muer, fir deen Neistart, deen eist Land brauch, iwwert déi kuerzfristeg Mesuren, déi mer deemno wéi matstëmmen oder net matstëmmen, iwwert déi mer awer hei eng Debatt hunn, fir déi grondleeënd gesellschaftlech Debatt kënnen ze féieren.

D'Madamm Martine Hansen huet komplett Recht: Et kéint ee sech och virstellen, datt dat eng Spezialkommissioun wier, déi dat Ganzt encadréiert. Mee awer dee Gedanken, deen derhannertstécht, dat ass en absolutt richtegen, een, dee mir absolutt ënnerstëtzen. An déi Resolutioun ass absolutt guer net inkohärent! Inkohärent ass d'Verhale vun der grénger Partei, déi de Contraire vun deem mécht, woufir se nach virun ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... zéng Joer gestanen huet!

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Jo. Fait personnel, vu datt ech e puermol ugeschwat gouf, Här President.

Wou soll ech ufänken?

Une voix.- Vir.

Une autre voix.- Bei der Madamm ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Vir. Ma da fänken ech beim Här Baum un. Den Här Baum an den Här Engel hu sech hei de Relais ginn an deem, wat d'Madamm Lorsché mer duerno virgeworf huet. Nämlech deen ee seet: „Mir si schonn an der Exitstrategie. Deementspriechend kënne mer souwisou als Chamber näischt méi ännere", deen anere seet: „Mir sinn nach net prett, fir iwwert d'Exitstrategie ze schwätzen."

Wat ass et dann elo? Si mer an der Exitstrategie, an d'Chamber soll de Bak halen, well et ass alles gemaach? Oder si mer nach net do, an d'Chamber soll sech als Legislateur, als éischte Pouvoir vum Land behaapten an dat begleeden? D'Äntwert dorobber ..., ech si gespaant!

An dann, déi gréng Partei. Keen huet mech haut esou enttäuscht wéi d'Madamm Lorsché! An, jo, Madamm Lorsché, ech hu gutt gelaacht, wärend Der do geschwat hutt, well manifestement, ech kann lech mäi Brëll léinen, vläicht hätt Der domat den Text vun der Resolutioun besser gelies an net iergendwou gemengt, Saachen ze liesen, déi net drastinn, respektiv mir net Wierder an de Mond geluecht, déi ech net gesot hunn.

Nee, ech bedaueren net, den État de crise matgestëmmt ze hunn! Ech bedaueren et net, well et war zu deem Zäitpunkt déi richteg Entscheedung. Ech bedaueren och net, e Rapport spécial ze froen, deen d'Sortie aus der Kris soll begleeden. Do geet et net drëm, Leit responsabel ze maachen. Et geet net drëm, fir iergendeen ze vernennen oder politescht Kapital aus iergendwelleche Kommunikatiounsgaffen ze schloen. An ëm Gottes wëllen, et gëtt der méi wéi genuch, déi ee kéint elo thematiséieren!

Nee, et geet drëm, datt d'Chamber, den éischte Pouvoir am Land, mat de Biergerinnen a Bierger, déi eis dee Pouvoir ginn hunn, déi mer all Dag erëm dovunner iwwerzeege mussen, datt mer och an hirem Interêt schaffen, mat hinnen zesummen, datt déi Gehéier fannen! Ech weess net, wat déi Aversioun virun Auditions publiques, déi am Reglement virgesi sinn, ass! Et ass en Outil, deen eist Reglement eis gëtt. Mee mir trauen eis net, en ze benotzen.

Fir dann drop hinzeweisen, datt et jo esou vill Petitioune géif, ma dat ass inkohärent, well dat weist, datt et en Diskussiounsbedarf gëtt! Dat weist, datt et net nëmmen d'Gewerkschaften, d'Kierch, d'Ëmweltverbänn, d'Zivillgesellschaft tout court ass, déi gäre matdiskutéiere wëllt. Et sinn och Biergerinnen a Bierger, déi eppes wëlle beweegen, déi eeben net méi an enger Zäit sinn, wou d'representativ Demokratie an engem Elfebeentuerm sëtzt a vun uewen erof hinne seet, wat se ze denken hunn a wat se gutt ze fannen hunn. Nee! Dat heiten ass eng unique Chance. A wéi de Marc Baum et richteg gesot huet: D'Sonndesrieden, déi gehale goufe virum État de crise, wärend dem État de crise, mir bräichten en Ëmdenken, mir bräichten eng grondsätzlech Diskussioun iwwer eise Liewenswandel, mee dat gëtt ad absurdum gefouert, wa mer eis refuséieren, déi Diskussioun ze féieren!

Wat den Zäitpunkt ubelaangt - Dir hutt et selwer gesot -, et brauch Zäit, fir dat ze organiséieren, dat geet net vun haut op muer. Esou e Rapport spécial schreift sech net an e puer Deeg. Deementspriechend sollte mer elo ufänken an net a sechs Méint! Deementspriechend sollte mer déi Interpellatioun vun der ADR als Basis huelen a matabannen. Esou e Rapport spécial schreift sech net an deenen nächsten zwou Wochen. An dat war och net d'Intentioun. D'Intentioun vun dëser Resolutioun war et an ass et, datt mer deen Debat ufänken, datt mir als Chamber weisen, datt et eis net egal ass, iwwer wat mer schwätzen, datt mer eis net vun der Regierung virschreiwe loossen, wéi eng Gesetzer mer diskutéieren a wéi eng net. Et geet drëm, datt mer mat de Leit zesummen un der Sortie de crise schaffen.

An dann, ganz éierlech, wann ech héieren, wéinst sanitäre Konditioune kéinte mer keng Auditions publiques maachen: Also ech fille mech, wéi wa mer géifen 1920 liewen, wou ee sech physesch huet missen treffen. Mir hunn elo ganz gutt funktionéiert mat Kommissiounssëtzungen, mat auswäertege Participantë vu Ministèren, vu Verwaltungen, déi deelweis vun doheem aus hirem Zëmmer, aus hirer Stuff, aus hirer Kiche mat u parlamentarescher Aarbecht geschafft hunn, an et ass gaangen! Mir sinn 2020, mat digitalen Outilen, mat deene mer déi lescht Wochen a Méint hei geschafft hunn. Firwat soll dann eng Audition publique iwwert déi nämmlecht Kanäl op eemol net goen? Also, déi Logik muss ee mer erklären!

An da schlussendlech: Et geet hei net drëm, de Krisemanagement ze begleeden. Ech hunn et kloer gesot. Et geet drëm, den Après-crise ze definéieren, ze kucken: Wou soll sech eis Gesellschaft hinentwéckelen? An dat ass net eppes, wat een einfach zu 60 am „stillen Kämmerlein" mécht. Dat ass net eppes, wat een ouni Abanne vun der Zivillgesellschaft mécht.

Jo, mir kënne weider Politik maache wéi an deene leschte Joerzéngten. Jiddweree vun eis kann a senger Fraktioun, Sensibilitéit déi jeeweileg Verbänn, déi him nostinn oder och net nostinn, empfänken, kann dann am Hannerzëmmer do mat deenen hir Positioun diskutéieren a kann dann an d'Chamber kommen an hei seng Sonndesried halen. Oder: Mir kënne se an d'Chamber ruffen, mir kënnen hinnen hei nolauschteren ...

M. André Bauler *(DP).*- Dat maache mer jo och.

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- ... a mir kënnen da mat hinnen diskutéieren. A wann ech héieren: „Jo, dat maache mer", Här Bauler, wannechgelift, sot mer: Wéini war déi lescht Audition publique hei an der Chamber ausserhalb vun enger Petitioun? Dat géif mech ganz staark interesséieren, well ech mengen, datt et en Outil ass, dee massiv ënnerbewäert an net genuch benotzt gëtt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot wéinst Fait personnel. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, ech wëll net nach eng Kéier vu vir ufänken, mee ech wëll just betounen, datt mir als Gréng natierlech zu Audienze stinn. Mir hunn der selwer organiséiert: d'Landesplanung. Dat war alles keen Theema. Mir hunn de Rifkin-Prozess matbegleet. Här Clement, mir hu wierklech scho vill an déi do Richtung geschafft.

Wat ech virdru gesot hunn, ass, datt mer zu dësem Moment am Krisemanagement, wéi dat an der Resolutioun steet, datt mer dat elo net hikréien. Dat hunn och den Här Engel an den Här Baum gesot. Zu dësem Moment ass de Krisemanagement eeben ugesot. An do gëtt et endlech Zäit, datt d'Chamber erëm hir Verantwortung kann iwwerhuelen, datt se schafft ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Genee dat!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... an datt mer déi Covidgesetzer och elo zum Enn bréngen, datt mer déi wierklech hei zesummen ausschaffen, datt mer se hei diskutéieren. Dat verhënnert natierlech guer net, datt mer och Dialog féieren. Mee zu dësem Moment ass dat net méiglech, an eisen Aen, well et einfach muss séier goen a well all zwou Wochen ...

(Interruption)

... aner Decisiounen, deemno wéi, musse geholl ginn. An an deem Sënn menge mir als Chamber, datt et elo un eis ass fir ze schaffen an an enger zweeter Etapp natierlech de Biergerdialog weider ze férderen, wéi mer et souwisou scho laang maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration ofgi wëllt, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Abstentioun ass domadder mat 25 Jo-Stëmmen ...

M. Sven Clement *(Piraten), auteur.*- Et ass zwar keng Abstentioun, Här President.

Une voix.- Et ass eng Resolutioun.

(Interruptions)

Une voix.- Dës Resolutioun!

(Concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dës Resolutioun ass mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentioune verworf ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Domat si mer um Enn ukomm.

Den Här Laurent Mosar freet nach d'Wuert.

13. Ordre du jour (suite)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, de Mëtten hat eis Fraktiounscheffin, d'Madamm Hansen, gesot, datt siwe vun eise Froen nach net beäntwert gi wären. Dat huet manifestement gehollef, well entre-temps sinn der eng Rei hei mëndlech beäntwert ginn an déi aner si schréftlech beäntwert ginn. Just eng, déi ass net beäntwert ginn, déi ech un de Kommunikatiounsminister gestallt hat iwwert d'Hëllefe fir d'Press an där ganz, ganz schwiereger Zäit, wou och d'Press extrêmement vill leit.

Ech hunn elo nach eng Kéier viru fënnef Minutte gekuckt um Site: Déi ass och net schréftlech beäntwert ginn. Am Prinzip kéint ech elo hei insistéieren, datt den Här Staatsminister a Kommunikatiounsminister mer op déi Fro elo äntwerte kéint. Duerfir wollt ech lech froen, Här President: Wéi gi mer elo domadder virun? Den Delai ass längstens ofgelaf. Bis de Mëtten ass déi Fro nach net beäntwert. Et ass eng wichteg Fro an duerfir wëll ech elo vun lech wëssen, wéi mer hei viruginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar, fir déi Fro. De Message vun de Mëtten, dee war gehéiert ginn. Vun 22 Froen, déi opstoungen, hunn 21 Froen haut eng Äntwert kritt.

(Interruption par M. Laurent Mosar et hilarité)

Et ass och e substanziellen Effort am Staatsministère gemaach gi vum Kommunikatiounsminister, datt och déi 22. Fro soll eng Äntwert kréien. Mee leider hu se déi Zuelen net beieneekritt. A si hunn eis awer versprach, datt muer déi Fro géif schréftlech beäntwert ginn, wa se déi Zuelen hätten. Ech mengen, mir mussen eis dann - leider, Dir hutt jiddefalls Recht - mat där doter Äntwert fir haut zefridde ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et wäert jo alt viru Kleeserchersdag sinn, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, et ass e substanziellen Effort ...

Une voix.- Mokuchsdag!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... gemaach ginn. An dat soll een dann och esou gesinn.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ...

(Brouhaha)

O, pardon! Den Här Marc Spautz freet nach d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech hat eng Question parlementaire eraginn, wou Der och d'Urgence unerkannt hutt. Dat wier haut, an am Plenum hätt se da misse beäntwert ginn. Ech gesinn, dass den zoustännege Minister net hei ass. Dofir wollt ech froen: Ass en anere vun der Regierung, deen d'Fro beäntwert? Oder wéi geet dat elo? Well den Artikel 84 vum Reglement gesäit vir, dass, wann d'Urgence unerkannt ass, dann am Plenum d'Fro ka gestallt ginn.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wat ass et fir eng Fro?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dës Fro (veuillez lire: D'Urgence) ass ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Regierung ass heem!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... unerkannt ginn.

(Interruptions diverses)

Mee déi Fro ass awer eréischt am Laf vum Mëtteg erakomm. An de President, dee kuckt d'Froen net ëmmer, ob se recevabel sinn an ob och nach d'Urgence unerkannt ginn ass. Mee de President huet awer decidéiert, datt d'Urgence unerkannt gëtt, a mir wäerten derfir suergen, datt déi do Fro, grad ewéi déi aner Froen, vun deene mer haut rieds haten, esou séier wéi méiglech eng Äntwert kritt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma Här President, d'Reglement seet, datt se awer am Prinzip den Dag selwer muss op den Ordre du jour kommen oder den éischten Dag, wou Sëtzung ass. Mir hunn haut eng ëffentlech Sëtzung an et kënnt net op den Ordre du jour. An et ass eréischt subsidiairement, wou d'Reglement virgesäit, datt se ka schréftlech innerhalb vu siwen Deeg beäntwert ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech éierlech soen: Ech fannen, datt mer och musse kucken, datt mer déi Reglementer, déi mer hunn, och respektéieren. An ech fannen och, datt der Regierung muss rappeléiert ginn, datt net d'Froen eréischt beäntwert gi vun deem Moment un, wou reklaméiert gëtt a wou eis Fraktiounspresidentin emol seet, wat de Kont vun de Froen ass, déi net beäntwert gi sinn. Déi sollen an den Delaie beäntwert ginn!

A wann ee se net ka beäntwerten, da gesäit eist Reglement vir, datt se bei Iech sollen en Délai supplémentaire froen an datt Dir deen accordéiert oder net accordéiert. Ech fannen, d'Regierung soll déi prezis Angaben, déi eist Reglement gëtt, och anhalen. An dat fannen ech e Minimum vu Politesse par rapport zur Chamber!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir huelen Akt vun deem, wat den Här Wiseler elo gesot huet.

(Protestation et brouhaha général)

Mee mir wäerten ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass jo net fir Akt ze huelen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... awer dee Message un d'Regierung weiderginn. Mee wa mer kee Minister hei hunn, kënne mer elo och déi ...

(Protestations et exclamations)

Une voix.- Hutt Der da keng Handysnummer?!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

(Protestations et brouhaha général)

D'Sitzung ass opgehuewen!

(La séance publique est levée à 19.37 heures.)

SÉANCE 40

MARDI 9 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Vice-Premier Ministre - M. Marc Lies*

4. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies
- *Exposé : M. Marc Lies (interventions de M. Guy Arendt, Mme Martine Hansen et M. Claude Haagen)*
- *M. François Bausch, Vice-Premier Ministre*

5. Dépôt d'une résolution par M. François Benoy
- *M. François Benoy*

6. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten
- *Exposé : M. Yves Cruchten*

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
- *M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- *M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
- *Mme Cécile Hemmen (intervention de M. André Bauler) - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- *M. Marc Goergen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme
- *Mme Stéphanie Empain - M. Lex Delles, Ministre du Tourisme*

Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO_2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Gast Gibéryen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

8. Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES)
- *M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

9. Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2
- *M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

10. Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Marc Baum - M. Gilles Baum (interventions de M. Gusty Graas, M. Marc Spautz, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Goergen et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Georges Engel - M. Sven Clement (interventions de M. Marc Spautz, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. André Bauler et M. Georges Engel) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Gilles Baum et Mme Simone Beissel) - Mme Lydie Polfer - Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Claude Wiseler - Mme Lydie Polfer (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État)*
- *Mme Martine Hansen (interventions de M. Gilles Roth et M. Léon Gloden) - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. André Bauler, Mme Martine Hansen et Mme Lydie Polfer)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

11. Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST
- *M. David Wagner - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. David Wagner - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

12. 7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF
- *Exposé : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser - M. Max Hahn - M. David Wagner - M. Georges Engel - M. Marc Goergen - M. François Benoy*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Carole Dieschbourg, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëschte vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, si verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Laut dem Gesetz vum 1. Abrëll 2020 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher an de Bestëmmunge vum Artikel 167 vum Reglement vun der Chamber designéiert d'Chamber an ëffentlecher Sitzung een Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Dës Matdeelung erfollegt op d'mannst 30 Deeg virun der Designatioun. Interesséiert Persoune kënnen hir Kandidatur mat engem Bréif

un de President vun der Chamber erareechen. D'Membere vun der Chamber kënne Kandidaturen iwwer Bréif erareechen. An deem Fall musse se sécherstellen, datt de Kandidat dës Kandidatur och akzeptéiert.

Fir zoulässeg ze sinn, mussen d'Kandidature bis spéitstens de 24. Juni 2020 eragereecht gi sinn. De Kandidature muss eng Biografie bäigefüügt ginn an all relevant Dokumenter, aus deenen ervirgeet, datt déi vum Artikel 13 vum Gesetz vum 1. Abrëll 2020 zur Asetzung vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gefuerdert Qualifikatiounen a Krittären erfëllt sinn.

Dës Kommunikatioun gëtt a Form vun engem detailléierte Communiqué de presse op Franséisch publizéiert an ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7602** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.05.2020

***7603** - Projet de loi portant*

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2. modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.05.2020

***7604** - Projet de loi portant dérogation*

aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale ;

à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.05.2020

***7605** - Projet de loi portant abrogation de la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 29.05.2020

***7606** - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) et modifiant*

1. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020

***7607** - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures à l'égard des activités économiques et accueillant un public dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) et dérogeant à certaines dispositions de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020

***7608** - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'un congé pour soutien familial*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 02.06.2020

***7609** - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020

***7610** - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.06.2020

***7611** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :*

1° transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;

2° compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;

3° transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;

4° transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.06.2020

***7612** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020

4) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7539** - Projet de loi prévoyant des suspensions de délais d'instruction des dossiers et modifiant :*

1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

2. la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ; et

3. la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.03.2020

Retrait du rôle des affaires : 29.05.2020

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1614** - Demande de pétition publique : Interdire de monter des cartes de visite et flyers sur des voitures qui appartiennent à des tiers/Verbuet, fir Visittekaarten a Flyeren un Autoe vun aneren ze montéieren*

Dépôt : Jeff Cigrand au nom de Partei fir Aarbecht, Rechtsstaat, Trucmachin, Eliteförderung a basisdemokraktesch Initiativ - d'PARTEI, le 26.05.2020

***1615** - Demande de pétition publique : Réouverture des aires de jeux*

Dépôt : Sophie Leboulanger, le 30.05.2020

***1616** - Demande de pétition publique : Mesures contre le littering/Maßnahmen gegen die Vermüllung*

Dépôt : Jacques Glod, le 31.05.2020

***1617** - Demande de pétition publique : Stationnement gratuit de 12.00 à 14.00 heures pendant les jours ouvrables et les samedis dans tout le pays jusqu'à fin 2020 afin de relancer l'économie et le commerce local rapidement*

Dépôt : Fábio Neves Fitas, le 01.06.2020

***1618** - Demande de pétition publique : Facilitation à l'accession aux postes de chargés de cours dans l'enseignement public au Luxembourg*

Dépôt : Jean-Timothée Vervliet, le 02.06.2020

***1619** - Demande de pétition publique : Donner une prime aux femmes de charge et aux aides ménagères*

Dépôt : Patricia Kauth Chaves, le 03.06.2020

***1620** - Demande de pétition publique : Demande d'annulation des démarches gouvernementales concernant la « Protection du Climat »*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 04.06.2020

***1621** - Demande de pétition publique : Augmentation du taux de THC (Tetrahydrocannabinol) légal dans les produits de CBD (Cannabidiol) de 0,3 % à 1.0 %*

Dépôt : Eric Kiens, le 06.06.2020

5) Conformément à la loi du 1er avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et aux dispositions de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés, la Chambre des Députés est appelée à désigner un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 24 juin 2020.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 loi du 1er avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher sont remplies, à savoir :

1) posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;

3) offrir les garanties de moralité requises ;

4) être titulaire d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master ou de son équivalent ;

Les grades ou diplômes doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (copie des diplômes, certificats et homologations) ;

5) posséder une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans un domaine utile à l'exercice de la fonction ;

6) avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

Luxembourg, le 9 juin 2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruption)

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Just kuerz zum Ordre du jour. Mir hu jo eng Heure de questions, a wann Der kuckt, wat hei ausgedeelt ginn ass, fält lech vläicht op, datt mer just eng Fro vun der CSV hunn. Dat ass awer net, well mir net méi Froen ze stellen haten, well mir haten nach zwou Froen un d'Madamm Cahen eraginn a mir kruten - ech hunn elo nach eng Kéier grad gekuckt gehat - um 11.37 oder 11.33 Bescheed gesot, datt d'Madamm Cahen de Mëtteg net kann. Duerfir konnte mer natierlech eis Froen net stellen a mir haten och keng Zäit méi, fir nei Froen eranzeginn.

Dir hat eis zwar en Delai ginn, mee mir hate Fraktiounssëtzung a mir konnten duerfir keng nei Froen eraginn. Mir wären also frou, wa mer an nächster Zäit dann éischter Bescheed kréichen, wann d'Ministeren net kënnen. Ech weess jo elo net, firwat datt se net kann. Mee wann et méiglech wär, da wär et definitiv hëllefräich, wa mer do matzäit Bescheed kréichen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat Dir gesot huet. Wéi mer en Donneschdeg Conférence des Présidents haten, do waren dräi Membere vun der Regierung, déi gesot haten, si wieren net do; de Mëtteg si mer awer an der Situatioun, datt zum Schluss aacht Leit op der Lëscht stounge vun deenen, déi net hei wieren.

Dat mécht mech net frou! An dat erfëllt net dee Rôle, dee mer hunn, well d'Chambersreglement virgesäit, datt ëmmer deen éischten Dënschdeg vum Mount Heure de questions ass, an dee missten am Fong geholl de Gros vun de Regierungsmembere sech fräihalen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci, Här President, a merci och der Madamm Hansen. Ech wëll mech dann offiziell entschëllegen. Ech muss soen, ech kann dat verstoen, datt d'Chamber dat net gutt fënnt. Ech fannen dat och net gutt. An ech wäert mat menge Regierungskolleegen driwwer schwätzen. Ech weess awer elo net, wat d'Ëmstänn sinn, firwat datt d'Madamm Cahen oder anerer net konnten hei sinn.

Mee ech mengen, Dir hutt Recht, mir solle probéieren, dënschdes hei ze sinn, wann d'Froestonn ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Dann hat den Här Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, ech géif gär eng Motioun hannerleeën.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ma mir musse fir d'éischt nach den Ordre du jour guttheeschen.

Ass d'Chamber mat deem proposéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

An da ginn ech dem Här Marc Lies d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

4. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies

Exposé

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. A pardon, datt ech elo e bësse voreileg war. Ech wollt hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun deposéieren. Ben, ech erklären awer och firwat.

Virun engem décke Mount, de 4. Mee, do hat ech eng Question parlementaire gestallt un eise Staatsminister, wéi et domat wär, respektiv nodeems datt de 17. Mäerz alleguerten d'Spillplazen uechtert d'ganzt Land zougemaach gi sinn, dat och op Initiativ vun de Gemengen, mengen ech, wat zu deem Zäitpunkt e ganz, ganz wichtege Gest war, fir dat ze maachen.

Mir sinn awer elo dräi Méint duerno an d'Situatioun huet sech do an deene leschten Deeg a Wochen awer massiv verännert. A virun e puer Deeg, pardon, gëschter krut ech eng Äntwert dunn op déi Question parlementaire vum 4. Mee, op d'Fro, vu datt zanter dem 17. Mäerz d'Spillplazen zou waren an natierlech d'Kanner an hirem Spill- a Beweegungsdrang wärend där ganzer Dauer do awer gehandicapt waren, datt dat natierlech och eng Inzidenz op dat soziaalt a gesondheetlecht Verhale vun de Kanner kéint oder wäert hunn. An ech krut da gëschter eng Äntwert vum Staatsminister, déi net allze vill aussoend ass.

Ben, ech fannen dat extreem schued. De Gilles Roth huet virun e puer Woche schonn eng Kéier gesot: „Méi a méi mutéiert dës Chamber zu engem Kannertheater." An ech fille mech éierlech gesot hei och op eng gewëssen Aart a Weis entmündegt, wann esou Äntwerte wéi déi hei erakommen.

Ech kann lech se gär virliesen: „D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etapp aus dem Confinement eraus, deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt, au vu vun der sanitärer Situatioun."

Wat heescht dat? Fir mech heescht et: Ech weess et, mee ech soen Dir et net!

(Hilarité)

Voilà! Aus deem Grond, wat ech elo just hei virgedroen hunn, géif d'CSV-Fraktioun dann dës Motioun deposéieren, wou mer da verlaangen, datt d'Regierung ab dem Datum vu muer, dem 10. Juni, d'Spillplaze fir alleguerten d'Kanner nees soll opmaachen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que suite aux mesures prises dans le contexte de la pandémie liée au coronavirus Covid-19, les aires de jeux ont été fermées tout au long du confinement ;

- considérant que face à la fermeture des écoles, des structures d'accueil et des clubs de sport à partir de mi-mars, les enfants ont eu une activité physique moins régulière ;

- notant que les aires de jeux sont les incitations les plus efficaces et amusantes à l'activité physique et contribuent par conséquent à la santé des enfants ;

- constatant la reprise des activités sportives et de plein air depuis le déconfinement, alors que les

aires de jeux pour enfants restent toujours fermées ;

- considérant que dans certains pays voisins, les aires de jeux ont été réouvertes au début du mois de mai,

invite le Gouvernement

- à réouvrir à partir du 10 juin 2020 les aires de jeux au public tout en insistant sur le respect des mesures de sécurité et d'hygiène énoncées par le Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19.

(s.) Marc Lies, Félix Eischen, Martine Hansen, Georges Mischo, Marco Schank.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lies. Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Mir loossen eis awer net ënner Drock setzen!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Den Drock hu mer awer da scho laang opgebaut!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Nächsten Donneschden.

(Interruption par M. Marc Lies)

Se ginn den nächsten Donneschden op.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Bausch huet d'Wuert a soss keen.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Här President, …

Une voix.- Wat ass hei e Kasperletheater!

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, …

(Coups de cloche de la présidence)

… ech kann duerchweegs verstoen, gleeft mer et, Här Lies, et geet der Regierung esou wéi warscheinlech allen Deputéierten, an lech och net aneschters, datt, wa mer eppes wierklech problematesch fannen, et ass, datt d'Spillplazen zou sinn. Zemools, d'Kanner, déi brauche Fräiheet, déi musse sech kënnen entfalen, an d'Spillplaze sinn e wichtegen Deel dovun.

Ech mengen, mir sinn eis do alleguerten eens. Ech wëll Iech awer soen, datt dat, wat de Premier Iech do geäntwert huet, awer ganz sécher net aus schlechtem Wëllen eraus ass, oder och net, well en Iech oder d'Deputéiert net wëllt eescht huelen. Mee et ass am Fong an der Logik vun deem, wéi d'Regierung bis elo gehandelt huet, nämlech datt mer deen Deconfinement a Phase gemaach hunn, mat all Kéiers zwou Wochen Espace dertëschent. Wa mer eppes Neies opgemaach hunn oder nei Saachen opgemaach hunn, wollte mer zwou Wochen ofwaarden, fir ze kucken, wéi d'Zuele sech entwéckelen.

An ech kann Iech versécheren, mir haten an der Regierung och Diskussiounen iwwert déi dote Fro am leschte Regierungsrot. A mir deelen Är Suergen eigentlech komplett an och Är Beweeggrënn komplett. An et ass awer esou, mir hunn ons du gesot: Kommt, mir waarden elo awer déi zwee, dräi Deeg nach of, fir datt mer och déi 14 Deeg ofgewaart hunn, datt mer an deem Rhythmus bleiwen, dee mer eis virgeholl hunn, wou mer da kënnen evaluéieren, wat et bruecht huet, zum Beispill déi lescht Phas, wou mer awer relativ vill opgemaach hunn.

An ech kann Iech och versécheren, mir wäerte muer am Regierungsrot ganz sécher iwwert déi dote Fro schwätzen. An ech mengen, Dir wäert och eng zefriddestellend Äntwert kréien.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch, fir déi Prezisiounen. Ech géif dann elo d'Wuert weiderginn un den Här François Benoy fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. François Benoy

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, mir hate virun zwou Wochen op där heiter Plaz eng Resolutioun gestëmmt, wou mer gesot hunn, dass d'Chamber géif eng Positioun huele concernant den Avant-projet vun der Consultatioun, déi leeft, fir en Endlager vun Atomoffall an der Belsch, wou Sitte ganz no un der lëtzebuergescher Grenz concernéiert sinn.

An ech géif Iech hei eng Resolutioun deposéieren, wou et eeben ëm d'Positioun geet vun der Chamber, déi mer géifen innerhalb vun den nächsten Deeg, well d'Consultatioun leeft Enn der Woch aus, op Bréissel schécken, wou mer eis Oppositioun zu deem Projet als Chamber manifestéieren, wéi d'Regierung an och Gemengen, d'Zivillgesellschaft an aner Acteuren dat vu Lëtzebuerg aus gemaach hunn. An déi ass och ënnerschriwwe vun de Gréngen, vun der DP, vun der LSAP, vun déi Lénk, vun der CSV a vun de Piraten.

Résolution

Prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF

La Chambre des Députés,

- constatant qu'en Belgique, l'ONDRAF (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) a lancé en date du 15 avril 2020 une consultation publique de 60 jours portant sur son projet de plan pour la destination finale des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie en Belgique ;

- vu la résolution adoptée lors de la séance plénière du 26 mai 2020 par laquelle il a été décidé d'élaborer une prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF ;

- vu le dossier en consultation, qui comprend un projet de plan sous forme d'Avant-projet d'arrêté royal établissant le processus d'adoption de la politique nationale relative à la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie et définissant la solution de gestion à long terme de ces déchets, une évaluation des incidences environnementales y afférente, ainsi qu'un résumé non technique, consultables à l'adresse https://www.ondraf.be/sea2020 ;

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1er février 2012, du 27 mars 2012, du 19 janvier 2016 et du 26 mai 2020 au sujet du nucléaire ;

- regrettant que les pays voisins n'aient pas été prévenus à l'avance ni de la démarche à venir, ni du calendrier de la consultation publique ;

- vu la circulaire n° 07/2020 du Syvicol (Syndicat des villes et communes luxembourgeoises) proposant aux conseils communaux une résolution type pour une prise de position dans le cadre de la consultation publique relative à la stratégie belge de gestion des déchets nucléaires ;

- estimant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- rappelant qu'un accident nucléaire grave à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale, voire l'existence du pays ;

- considérant que la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années, reste un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire et ce depuis le début de l'âge nucléaire il y a plus de 75 ans ;

- vu que l'ONDRAF propose au Gouvernement fédéral belge d'adopter le stockage géologique, c'est-à-dire l'enfouissement profond, comme choix officiel pour la gestion finale des déchets hautement radioactifs de catégorie B (faible ou moyenne activité et longue durée de vie) et de catégorie C (haute activité et courte ou longue durée de vie) ;

- notant que les déchets radioactifs les plus problématiques, qui proviennent essentiellement des réacteurs nucléaires et qui contiennent notamment du plutonium « Pu239 » ayant une demi-vie de 24.110 ans, doivent être isolés de l'homme et de l'environnement jusqu'à ce que leur niveau d'activité se soit réduit, selon l'ONDRAF, au moins par un facteur 1.000, c'est-à-dire pendant une période pouvant atteindre des centaines de milliers d'années ;

- regrettant que, au vu de cette dangerosité radiologique dépassant l'entendement humain et malgré l'impossibilité d'un stockage final sûr, l'industrie nucléaire continue toujours à produire des quantités importantes de déchets extrêmement dangereux ;

- rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a renoncé en 1978 à un projet de centrale nucléaire nationale, envisagé à Remerschen ;

- considérant que le stockage géologique de déchets hautement radioactifs n'existe encore nulle part au monde, pas plus qu'il n'existe de retour d'expérience d'un stockage géologique en phase fermée, deux faits qui ressortent d'ailleurs aussi du dossier de l'ONDRAF ;

- constatant que, dans son projet de plan, l'ONDRAF propose d'opter pour le stockage géologique sans présenter de manière objective les alternatives possibles et en omettant de nombreuses informations pourtant nécessaires pour le grand public afin de pouvoir se faire une opinion informée sur la problématique du stockage des déchets nucléaires, sur la faisabilité et la sécurité (ou non) du stockage géologique proposé sur le territoire belge et sur l'impact environnemental - y compris transfrontalier ;

- notant que dans son étude d'incidences environnementales, l'ONDRAF mentionne les formations rocheuses envisageables sur le territoire belge, dont certaines sont très proches de la frontière belgo-luxembourgeoise, voire pénètrent le Luxembourg (synclinal de Neufchâteau) ;

- soulignant le fait relevé par l'ONDRAF que les schistes ardoisiers, présents dans la zone du « synclinal de Neufchâteau », ne sont que très peu étudiés en tant que formations hôtes potentielles et qu'ils n'ont pas non plus fait jusqu'ici l'objet d'une recherche expérimentale par l'ONDRAF ;

- constatant que l'ONDRAF conclut à l'impossibilité « à ce stade d'évaluer les incidences transfrontières du plan » tout en affirmant que « ses incidences environnementales attendues après fermeture complète sont essentiellement locales et faibles » ;

- insistant particulièrement sur le fait que notamment la couche géologique du « synclinal de Neufchâteau » se prolonge en direction du principal réservoir d'eau potable du Grand-Duché - à savoir le lac de la Haute-Sûre, auquel sont raccordés à peu près 80 % de la population luxembourgeoise et dont approximativement les deux tiers de la surface du bassin versant se situent sur le territoire belge ;

- insistant également qu'une des couches géologiques, à savoir celle de la « Gaume », est très proche de la région de la vallée de l'Eisch et de ses sources d'eau potable alimentant le sud et le sud-ouest du Grand-Duché ;

- rappelant que d'autres sources et forages d'eau potable existent dans la région frontalière belgo-luxembourgeoise, qui sont utilisés par exemple pour la production d'eau minérale ou la production de bière ;

- considérant la valeur écologique et l'importance de la région de la Haute-Sûre et de ses nombreux affluents, avec le contrat de rivière transfrontalier et ses parcs naturels de chaque côté de la frontière, pour la protection de la faune et la flore locale, faisant d'ailleurs partie des zones protégées par la Convention de Ramsar pour la protection des zones humides ;

- estimant que l'eau est source de vie et notre denrée alimentaire la plus essentielle et que même une très faible probabilité de contamination radioactive constitue un risque inacceptable ;

- convaincue qu'une contamination des nappes phréatiques ainsi que des eaux de surface par des accidents lors de la phase d'exploitation d'un site de stockage et surtout par des fuites radioactives dans la phase fermée du site, ne peut jamais être exclue ;

- estimant qu'en attendant la validation éventuelle (ou non) d'une solution sûre pour la gestion des déchets nucléaires, la première priorité devrait être la réduction maximale des déchets visés et donc l'arrêt des réacteurs nucléaires ;

- saluant l'engagement de la Belgique, par la loi modifiée du 31 janvier 2003 « sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité », à sortir de l'énergie nucléaire entre 2022 et 2025 ;

- sachant qu'il s'agit, en ce qui concerne l'accord bilatéral belgo-luxembourgeois pour la reprise de déchets radioactifs luxembourgeois, en réalité de transferts rares et de quantités minuscules, qu'entre 1995 et 2010 uniquement 0,5 m³ fut remis à la Belgique et que les déchets radioactifs originaires du secteur médical et du secteur industriel luxembourgeois doivent en principe être repris par les fournisseurs respectifs ;

- ne partageant pas la conclusion du rapport de l'ONDRAF quant à l'absence de susceptibilités d'incidences notables sur l'environnement luxembourgeois ;

- mais convaincue que seul un dialogue continu et une coopération transfrontalière entre les parties concernées permettront de prendre en compte toutes les préoccupations,

décide

- de s'opposer au projet de plan pour l'enfouissement géologique tel que proposé actuellement par l'autorité responsable belge ;

- de rappeler à l'ONDRAF plus particulièrement le fait que la mise en œuvre du plan proposé est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement luxembourgeois et que celles-ci devraient donc être analysées en bonne et due forme, conformément aux dispositions de la directive européenne 2001/42/CE ;

- de demander à l'ONDRAF de reporter la consultation publique en attendant que le projet de plan sur le stockage géologique des déchets radioactifs à haute activité et/ou à vie longue soit complété notamment par l'évaluation des incidences transfrontières prémentionnée ;

- d'inviter les autorités belges à préparer les démarches futures concernant ces projets aux incidences transfrontières probables par un dialogue régulier et continu avec les autorités luxembourgeoises,

charge

- le Secrétariat Général de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution avant le 13 juin 2020 à l'ONDRAF, et pour information au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Marco Schank, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- An ech hat mat lech ofgemaach, ech géif se zum Schluss vun der Seance presentéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Ech mengen, déi do Resolutioun géife mer dann zum Schluss vun der Sitzung vun haut als leschte Punkt diskutéieren an ofstëmmen, vu l'urgence.

Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Yves Cruchten, deen och eng Resolutioun deponéiert. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Et geet an dëser Resolutioun ëm de Problem, deen eis opgefall ass: Et geet ëm d'Agence exécutive vun der Europäescher Unioun, déi sougenannt Agence exécutive CHAFEA. Ech soen eng Kéier kuerz, wat dat ass. Dat ass d'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation, déi aktuell hei zu Lëtzebuerg beherbergt ass. An et besteet am Moment d'Volontéit vun der Europäescher Kommissioun, fir dës Agence erëm op Bréissel ze huelen.

Mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun doriwwer geschwat a mir hu fonnt, dass et derwäert wär, fir der Regierung hir Bestriewungen, fir ze probéieren, déi Agence, gradsou wéi aner wichteg Agencen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, hei ze halen, fir déi ze ënnerstëtzen. An duerfir hu mer als Kommissioun decidéiert, fir eng Resolutioun ze huelen, wou mer der Regierung hir Aarbecht doranner géifen ënnerstëtzen.

Ech wéilt awer virausschécken, dass deen Éischten, deen dee Problem hei opgeworf hat an der Kommissioun, de Laurent Mosar war. Dat gehéiert sech, dass ech dat hei soen. An och de Mars Di Bartolomeo, dee mat der Iddi komm war, fir dass mer sollten an der Kommissioun eng Resolutioun unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech wëll ënnersträichen, dass déi Resolutioun hei vu sämtleche Parteien aus der Chamber gedroe gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- An ech wär frou, Här President, wa mer déi heite kéinten den Donneschdeg de Mëtteg direkt um zwou Auer op den Ordre du jour huelen, well ech hu mat eisem Ausseminister geschwat, deen hätt dann eventuell och d'Méiglechkeet, fir hei ze sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés considérant

- l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de l'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA), établie actuellement à Luxembourg, vers Bruxelles ;

- la volonté de la Commission européenne d'intégrer l'activité de cette agence importante dans d'autres agences exécutives situées à Bruxelles ;

- qu'une telle décision en pleine crise sanitaire due au virus Covid-19 est difficilement compréhensible, ceci d'autant moins que la Direction C « Santé publique, connaissance des États membres, gestion de crise » de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne est implantée à Luxembourg et fonctionne remarquablement bien ;

- que la décision d'intégrer les tâches de la CHAFEA dans d'autres agences exécutives irait à

contresens de l'augmentation considérable des moyens, proposée dans le prochain cadre financier pluriannuel, pour des programmes qui entrent potentiellement dans le champ d'activité de la CHAFEA allant d'actuellement 400 millions à plus de 10.000 millions d'euros sur sept ans, et dont la réalisation exigerait une augmentation substantielle du personnel au lieu d'une réduction ;

- que les autorités luxembourgeoises n'ont pas été informées ni consultées sur l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de la CHAFEA à Bruxelles ;

- que le personnel établi à Luxembourg critique sévèrement la façon de procéder de la Commission européenne,

rappelant que l'implantation de la CHAFEA à Luxembourg est en ligne avec :

1. le Protocole n° 6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ;

2. la décision des représentants des Gouvernements des États membres, du 8 avril 1965, relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés (67/446/CEE) (67/30/Euratom), d'implanter la Direction de la protection sanitaire de la Commission européenne à Luxembourg ;

3. l'accord Kinnock-Polfer de 2003 qui stipule que la création de la CHAFEA à Luxembourg était destinée à compenser la réorganisation de la Direction Santé/C et le transfert de postes vers Bruxelles ;

4. l'accord Asselborn-Georgieva de 2015 qui comporte un engagement de la Commission européenne d'examiner la délégation de davantage de programmes et d'un renfort en personnel de la CHAFEA à cette fin à Luxembourg, et qu'en vertu de cet accord, 12,48 % de l'ensemble du personnel de la Commission européenne devrait être affecté au site de Luxembourg,

s'engage à

- soutenir tous les efforts du Gouvernement luxembourgeois et des représentants luxembourgeois dans les institutions de l'UE en vue de convaincre la Commission européenne de reconsidérer sa décision et de renforcer la CHAFEA au Luxembourg et plus généralement le pôle santé au Luxembourg, en profitant pleinement des possibilités de synergies dans le cadre de la eSanté, au lieu de la dissoudre et de transférer ses activités vers d'autres agences exécutives implantées à Bruxelles ;

- intervenir auprès de la Commission européenne et insister sur le plein respect des engagements pris dans le cadre de l'accord Asselborn-Georgieva relatifs à la présence de la Commission européenne au Luxembourg ;

- exprimer sa solidarité avec le personnel concerné par la décision unilatérale de la Commission européenne.

(s.) Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Sven Clement, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché, Laurent Mosar, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An déi Resolutioun huele mer dann den Donneschdeg als éischte Punkt op den Ordre du jour.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 116 vum Här Marco Schank un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch de Covid-19 gëtt d'Reform vum RGTR retardéiert. An ech wollt duerfir vum zoustännege Mobilitéitsminister wëssen, wéi et weidergeet, dat heescht, wéi eng Echeancen a puncto Reform RGTR an Zukunft virgesi sinn. Viru véier Wochen huet de Minister an enger Kommissiounssëtzung kuerz iwwert de Sujet geschwat a gesot, datt déi Reorganisatioun vum RGTR géif ëm véier Méint reportéiert ginn.

De Minister hat sech dunn nach net definitiv festgeluecht, wéi e mat deenen annuléierte regionalen Informatiounsversammlungen ëmgeet. Siwen hunn der stattfonnt, dräi respektiv véier goufen annuléiert, Ettelbréck, Réimech, Hesper a Wolz, wat jo nach bäigesat gi war deemools.

Meng Fro: Ass elo virgesinn, datt déi Versammlungen, soubal d'Enn vun der Pandemie dat zouléisst, awer ofgehale ginn? Wat mir iwwregens sënnvoll fannen, well jo déi Versammlungen een Deel vun deem participative Prozess sinn, dee mer och nach ëmmer gutt fannen.

De Minister hat och an der Sëtzung vum 14. Mee vun engem Tableau geschwat, deen am Ministère géif opgestallt gi betreffend den Deroulement, de Phasage vun der Mise en service vum neie Reseau. Wou si mer do drun?

Dann huet de Minister och en Dokument ernimmt, wou d'Gemengen nach eemol géife kontaktéiert ginn, dëst am Kontext vu geplangten Ofännerunge vum Reseau eeben an der Suite vun de Suggestiounen, déi d'Leit an de Versammlunge gemaach hunn. Wéini kënnt dat? Meng Fro: Wéini ginn d'Gemengen an deem Kontext kontaktéiert? An no wéi engem Schema?

Eng weider Fro ass nach déi, a wéi enger Suite d'Reform passéiert. Et war deemools gesot ginn, et géif am Osten ugoen. Eis géif interesséieren, wéi et dann der Rei no virugeet.

An zum Schluss och d'Fro no den Ausschreiwungen, well jo de Reseau, den RGTR, op europäeschem Niveau gemaach muss ginn. An d'lescht Joer huet de Minister an deem Kontext gesot, datt den Appel d'offres virum Summer 2020 géif geschéien. Ech denken, datt dat och retardéiert ass. Duerfir och an deem Kontext meng Fro.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. De Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, a merci och dem Här Schank fir déi Froen. Fir d'éischt emol zu deene Versammlungen. Ech wäert dat maachen. Mir wäerten dat nohuelen, soubal et méiglech ass. Ech hoffen, datt dat esou schnell wéi méiglech ass, datt een erëm kann ëffentlech Versammlungen ofhalen. Da wäerte mer direkt en Timing festleeën. Ech wollt nach keng festleeën, well dat elo kee Wäert huet, well ech net weess: Kann ech et am September zum Beispill maachen oder net?

Mee et ass awer esou: Mir wäerten d'Ëmsetzung vum neie Reseau de 15. September ufänken am Osten, wéi et virgesi war, also mat dräi Méint Verspéidung am Endeffekt. Da geet et weider esou, wéi mer et och geplangt haten.

Deen Tableau, dee si mer amgaangen Iech auszeschaffen. Dee kritt Der geschéckt, soubal e fäerdeg ass. An et ass esou, dass d'Gemenge schrëftlech informéiert ginn iwwert déi Modifikatiounen, déi mer nach virgeholl hunn op Basis vun de Versammlungen. An ech muss soen, eleng aus deem Grond plädéieren ech och derfir, fir déi Versammlunge mat de Bierger ofzehalen. Net nëmmen, et waren enorm vill Leit do. Mir haten an der Moyenne wäit iwwer 200 Leit op deene siwe Versammlungen, op enger souguer bal 500 Leit. Et war e Risesuccès.

An ech muss soen, dat war eng richteg flott Diskussioun, déi mer mat de Biergerinnen a Bierger do haten. A mir hu souguer op enger Plaz am Süden, um Belval, do war e Konflikt tëschent zwou Gemenge par rapport zu enger Buslinn, e Kompromëss fonnt mat deenen zwou Gemengen op der Biergerversammlung. Dat war schonn eng flott Aart a Weis fir virzegoen.

An ech sinn duerfir selwer Demandeur, fir datt mer déi véier, déi nach opstinn, och nohuelen. Do war, mengen ech, Ettelbréck emol derbäi, Wolz, an Hesper war ganz sécher derbäi, an nach eng véiert, wou ech net méi weess. Et waren der véier, déi op alle Fall nach opstoungen.

Dann d'Ausschreiwung. Et ass esou, datt d'Virbereedung vun där Ausschreiwung awer weidergelaf ass. Déi muss dëst Joer nach ulafen. Mir si gezwongen, well mer do europäesch Contrainten hunn. Vläicht geet et net méi duer elo virum Summer, mee da gëtt et September. Dat ass awer elo net dramatesch. Mee op alle Fall musse mer déi ofhalen, well soss kréie mer Schwieregkeete mat der Kommissioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 117 vum Här Gusty Graas un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Multiplikatioun vum Litteringphenomeen wärend dem Confinement. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, ech schneiden hei keen neit Theema un. Ech mengen, et ass eppes, wat eis an deene leschte Joren ëmmer méi beschäftegt huet: de Littering. Mee iergendwéi huet een e bëssen d'Gefill - bon, et mag sinn, datt et e subjektiivt Gefill ass -, wéi wann an deene leschte Méint dee Problem nach zougeholl hätt. Dat krut een och bestätegt duerch eng Rei vun Aussoe vu Fierschteren, vu Leit, déi vill um Terrain sinn.

A besonnesch schlëmm ass, datt elo eng Rei Naturschutzgebidder och dovu betraff sinn. Ech denken un den Ellergronn zu Esch, un d'Haard zu Diddeleng oder un d'Léiffrächen zu Keel. Et ass och opfalend, datt een elo och ëmmer méi Masken um Buedem dobausse fënnt, wat ganz schlëmm ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'franséisch Regierung elo decidéiert huet, fir dowéinst och d'Strofen eropzesetzen, wann een ënner anerem Masken einfach esou ewechgehäit, vun 68 op 135 Euro. De Gesamtoffall, deen duerch dee Littering géif am Joer entstoen, dee gëtt hei zu Lëtzebuerg op 950 bis 1.200 Tonne geschat.

An dann och en Argument, wat een ëmmer erëm muss ervirhiewen, dat ass - ech gesi jo hei duerch de Sall och ganz vill Kolleeginnen a Kolleege sëtzen, déi um kommunalen Niveau Responsabilitéit hunn -, wéi vill een am Fong geholl sech hiergëtt, fir Plantatioune propper ze halen. An da gesäit een awer, wéi séier datt se erëm verknascht ginn. Also iergendwéi ass dat e Problem, wou een d'Gefill huet, mir kréichen et net richteg an de Grëff.

Ech wëll awer hei direkt soen, datt dat mat Sécherheet net der Politik hir Schold ass. Well egal wéi eng Decisioune mer huelen, et sinn awer nach ëmmer, ech wëll net pauschaliséieren, mee et sinn awer nach ëmmer ze vill Leit, déi awer hir eege Reglementer opstellen a mengen, si kéinten d'Natur notzen, fir hiren Offall einfach esou lasszeginn.

Dowéinst, an deem ganze Kontext wollt ech véier Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

Éischtens emol, mengt Der, datt et eng kausal Relatioun géif ginn tëschent der Covidkris an dem verstäerkten Opkomme vun där Problematik vum Littering?

Zweetens, sidd Der net och der Meenung, datt een awer misst d'Strofen eropsetzen? Ech weess, datt dat an enger liberaler Gesellschaft ëmmer e bëssen e Problem duerstellt. Mee iergendwou kommen awer och Grenzen, wou ee seet: Nee, mir mussen awer elo méi streng ginn!

Drëttens, Dir hutt jo eng Rei legislativ Mesuren ugekënnegt. Ech weess, dat geet elo net an Äre Kompetenzberäich eran. Ënner anerem sollte jo zum Beispill och d'Agent-municipallen nei Kompetenze kréien. Wéi wäit si mer mat deene Gesetzer? Virun allem weess ech awer och, datt um Niveau vum Offallgesetz vum Naturschutzgesetz mer sollen Adaptatioune kréien. Wéi wäit si mer do?

An dann eng lescht Fro nach. Et gi jo ëmmer reegelméisseg Analyse gemaach vun deem Offall, deen duerch de Littering entsteet. 2008 ass eng gemaach ginn, 2015. Ech hunn an enger Question parlementaire gelies, datt och dëst Joer sollt eng kommen. Vläicht kéint Der eis schonn informéieren, awéifern datt och dëst Joer elo eng nei Analys virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci dem honorabelen Deputéierte Gusty Graas fir déi Fro, well ech mengen, et ass e Problem, deen eis all beschäftegt. An eis Agente vun der Natur- a Bëschverwaltung, déi am Moment vill Iwwerstonne maachen, well se verstäerkt Presenz um Terrain weisen, eebe grad wéinst dem Problem, confirméieren dat Gefill, wat Der hutt, a soen, dass zurzäit wierklech méi dobaussen an der Natur fonnt gëtt, dat huet natierlech och als Grond, dass d'Leit elo am Confinement d'Natur nei entdeckt hunn, wat jo super ass, wat positiv ass, dass d'Leit spadséiere gaange sinn, gesinn hunn, wéi schéin et an eise Bëscher ass.

Mee elo musse mer nach eng Kéier noleeën. An d'Natur- a Bëschverwaltung huet dofir schnell reagéiert gehat. Si hunn direkt d'Presenz, mat an ouni Kolleege vun der Polizei, verstäerkt. An dofir soen ech als Alleréischt gäre menge Mataarbechter vun der Natur- a Bëschverwaltung fir déi Iwwerstonnen, déi elo ugefall sinn, e grousse Merci.

Ech wëll och soen, dass verschidde Plazen - Dir hutt der genannt, eng ass och Remerschen, Haff Réimech, wou elo am Gespréich war -, do goufen zum Beispill d'urgence Reuniounen aberuff, fir nach eng Kéier nozekucken: Wéi kann een dem Phenomeen vum Littering, awer och dem Drock, deen a besonnesch sensibele Gebidder op d'Natur gemaach gëtt, wéi kënne mer deem nach besser entgéintwierken?

Do si mer amgaang ze plangen. An an de leschten Deeg a Wochen ass gekuckt ginn, dass mer nach méi verstäerkt zesummeschaffe mat der Polizei, dass d'Polizei mat zu Hëllef kënnt, well si natierlech nach méi Agenten hu wéi eng Natur- a Bëschverwaltung oder och d'Ëmweltverwaltung, déi jo net esou massiv ausgestatt si mat deene Leit um Terrain. Dofir sinn ech frou, dass déi Ofsprooch tëscht de Ministèren och an deem Beräich klappt.

Dat heescht, ee Volet ass definitiv: D'Kontrolle si verstäerkt ginn a wäerten och nach weider musse verstäerkt ginn. Ech mengen, de Kinnekswee ass awer wierklech deen, dass mer d'Leit nach besser eduquéieren, méi sensibiliséieren an zweetens de gesetzleche Kader upassen.

Zum gesetzleche Kader, do hutt Der Recht, do hat ech och der Chamber schonn e puermol Ried an Äntwert gestanen. Mir sinn amgaange mat den d'Offalldirektiven, wou och eng zum Beispill iwwert de Single-Use-Plastic dran ass, also iwwert dat, wat mer nëmmen eemol benotzen, wat dann awer och an der Natur lant. Déi sollen nach virum Summer op de Wee geschéckt ginn. An do ass ënner anerem virgesinn - wéi a ville Beräicher vun der Ëmweltlegislatioun, wou mer an de leschte Jore versicht hunn, eis méi Moyenen ze ginn -, fir d'Strofen eropzesetzen, well et ass kee Kavaléiersdelikt. Do wäerten och Verstäerkungen drakommen. Mee natierlech däerf een elo net virgräifen deenen Negociatiounen, déi elo tëschent de Ministèrë lafen. Dat gëllt och fir eng vun de Froen, déi Dir nach gestallt hutt, ob och nach aner Leit kënne mat kontrolléiere goen, d'Agenten zum Beispill.

Dat heescht, mir sinn aktiv amgaangen, um reglementaresche Kader ze schaffen. Mir sinn och, grad well mer déi Direktiv hunn iwwert de Plastik, deen nëmmen eemol benotzt gëtt, amgaangen, un enger neier Methodologie ze schaffen, fir de Littering nach méi systematesch ze erfaassen an deem och méi systematesch entgéintzewierken.

An dann, mengen ech, muss ee wierklech usetzen um Ufank. An deenen Direktive gëtt et jo och d'Produzenteresponsabilitéit. Et wäerten och Pfandsystemer kommen. An och dat wäert hëllefen, esou munches aus der Natur erauszebréngen, wa mer mat der Ekonomie zesummen no Léisungen am Beräich vun der Preventioun sichen. An och dat ass virgesinn am reglementaresche Kader, dee mer amgaange sinn ze beaarbechten.

An dann awer nach kuerz, an Dir wësst et: Mir haten d'lescht Joer „Offall kann déidlech sinn" als Campagne. Déi wäert nach eng Kéier opgegraff ginn. Mir hate just virun der Kris vir, mat de Baueren zesummen eng grouss Campagne laanscht d'Stroosseränner ze maachen. Déi wäert dann och nogeholl ginn. A mir wäerten un de Stroosseränner och eng Campagne maachen, wou mer nach eng Kéier wierklech op d'Gefore vum Offall, vum Littering, hiweisen. Dat ass eng Campagne, déi hat d'lescht Joer ugefaangen. Déi wäerte mer och reegelméisseg widderhuelen.

Mee dat geet awer net duer. Mir brauchen d'Educatioun, d'Sensibiliséierung. Mir mussen d'Leit mat an d'Boot kréien. An dee Preventiounsvolet, un deem gëtt am reglementaresche Kader nach eng Kéier extra geschafft.

Dofir mengen ech, si mer gutt opgestallt, wa mer all zesummen op allen Niveauen eis Responsabilitéit huelen an eis Aktioune verstäerken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 118 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Sécherheet am Hibléck op déi douce Mobilitéit. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen *(ADR).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der leschter Zäit muss ee feststellen, datt d'duuss Mobilitéit ëmmer méi zouhëlt. Dat gesäit ee speziell an de Stied, awer och ewell an den Dierfer, wou ëmmer méi Vëloen, Trottinetten an aner méi schwéier definéierbar Gefierer mat engem, zwee, dräi oder véier Rieder, an déi dobäi och nach dacks elektresch bedriwwe ginn, ënnerwee sinn.

Dat bréngt mat sech, datt nei Verkéierssituatiounen entstinn, déi deels komplizéiert an och geféierlech sinn. Eise Code de la route ass net op duuss Mobilitéit agestallt. Vill där neier Gefierer kann een och als Spillsaach ugesinn, déi awer dann de Sécherheetsufuerderunge vum Stroosseverkéier net gerecht ginn an hir Bedreiwer wéi och déi aner Participantë vum Verkéier a Gefor kënne bréngen.

D'Premiss, datt den Autoschauffeur opzepassen huet, net nëmmen op de Foussgänger, mee och op déi aner Gefierer, ass am Code de la route net iwwerdrobar, net direkt. D'Responsabilitéit bei engem Accident ass hei schwéier festzestellen. D'Spueresécherung ass och net esou evident. De Foussgänger bleift dat schwächste Glidd an der Ketten an et gëtt keng Dispositiounen, déi hie virun esou Gefierer schützen. E ganze Katalog vu Sécherheetsbestëmmungen ass geholl ginn, fir de Cyclist ze schützen, wéi zum Beispill op der Strooss beim Iwwerhuelen an esou weider.

An duerfir hätt ech da follgend Fro un den Här Minister: Ass virgesinn, fir hei e rechtleche Kader ze schafen - et kann een et och e Reegelwierk nennen -, fir deene Situatiounen, déi ech elo opgezielt hunn, Rechnung ze droen a gerecht ze ginn?

Et wiere ganz sécher nach eng ganz Partie aner Iwwerleeunge materanzebréngen, mee dat wier e ganze Rateschwanz ginn an dat hätt meng Riedezäit vun zwou Minutte bei Wäitem iwwertraff. Duerfir hunn ech mech op dat Weesentlecht konzentréiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.-* Merci, Här President. An och merci fir déi Froen. Ech mengen, mir mussen endlech verstoen, datt den ëffentleche Raum net nëmme fir ee Verkéiersmëttel do ass, mee datt all Verkéiersmëttel oder all Verkéiersteilneemer, loosse mer et esou soen, seng Plaz am ëffentleche Raum muss hunn.

An dat geet beim Foussgänger un iwwert d'Trottinett, de Vëlo, d'Motorrad, den Auto, de Bus, whatever am Stroosseraum wëllt fueren. Dat ass awer eng Premiss, déi mer an de leschte Jorzéngte vill ze vill oft vergiess hunn. Mir hunn den ëffentleche Raum vill ze vill organiséiert an ausgeriicht op ee Verkéiersmëttel. Dat musse mer einfach éierlechkeetshalber esou gesinn, nämlech dem motoriséierten, meeschtens Autosverkéier.

Elo ass et esou, Dir hutt Recht, Dir gesitt, datt d'Mobilité douce an deene leschten zwee, dräi, véier Joer enorm zouhëlt, an dat huet sech nach méi bestätegt elo am Kader vun der Kris mam Confinement. De Vëlo erlieft de Moment en onwarscheinleche Boom. Dir hutt Vëlosgeschäfter, déi hunn d'Regaler eidel, well se d'Veloën net méi séier genuch geliwwert kréien, fir se ze verkafen. Et ass schonn impressionnant, dat alles ze gesinn.

Ech muss Iech awer soen, de Code de la route, deen huet eigentlech Reegele fir all eenzelne Verkéiersteilneemer an och, wéi se ënnereneen a matenee mussen ëmgoen. Déi ginn natierlech net ëmmer respektéiert vu jiddwerengem vun de Verkéiersteilneemer. An ech mengen, et ass dat Wichtegst, ze verstoen, datt jiddwereen deen anere muss am Stroosseraum par rapport zum besteeënde Code de la route respektéieren.

Elo ass et awer esou, an do ginn ech Iech Recht, datt et ëmmer gutt ass, wann een de Code de la route permanent iwwerschafft, kuckt, nei Situatiounen, déi sech kënne stellen, ze analyséieren. Dat maache mer och. Mir hunn en Aarbechtsgrupp am Ministère, zesumme mat allen Acteuren, Stroossebauverwaltung, Leit vun der Mobilitéit, mee och externer, mat deene mer permanent déi Reegelwierker kucken an duerchkucken a reforméieren.

Duerfir hate mer - zwee Joer, mengen ech, ass et elo hier - haaptsächlech fir de Vëlo eng ganz Rei Saachen am Code de la route geännert. Mir kucken och selbstverständlech dauernd alles nei no par rapport zum Foussgänger.

Et kommen och ëmmer erëm nei Iddien op, déi ech ganz positiv fannen, vu ville Gemengen: Shared-Space-Formen, verschiddenst Shared-Space-Formen, wou de Foussgänger eng ganz aner Prioritéit huet. A mir wäerten och ..., mir sinn amgaangen och ze kucken, also mir hunn dat eigentlech fäerdeg, mir sinn amgaangen, déi Broschür elo definitiv auszeschaffen.

Dat soll eng Reegelwierksbroschür gi fir d'Gemengen, wéi si den ëffentleche Raum sollen amenagéieren, fir datt virun allem innerorts, well de Foussgänger ass jo haaptsächlech en Innerortsproblem - net e Problem, en ass haaptsächlech betraff innerorts par rapport zum Verkéier -, wéi een den ëffentleche Raum soll organiséieren, fir datt de Foussgänger och do respektéiert gëtt a seng Plaz fënnt. Well ganz villes beim Foussgänger huet dermat ze dinn, wéi den ëffentleche Raum gestalt ass innerhalb vun den Uertschaften.

Mee, wéi gesot, Är Remarke sinn awer pertinent a mir wäerte ganz selbstverständlech och déi mathuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 119 vun der Madamm Cécile Hemmen un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Bekämpfung vun de Raupen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).-* Merci, Här President. Jo, effektiv, et geet ëm den Eichenprozessionsspinner. Dat ass eng Raup, déi sech, wéi den Numm et scho seet, op den Eechen ophält a grad elo an der virsummerlecher Period zu Honnerte prozessiounsaarteg ënnerwee ass.

Ech halen Iech elo kee grousse Cours, kee grousse Biologiescours iwwert dës Raup. Just esou vill: Déi entwéckelt sech an hirem Larwestadium iwwer sechs Stufen an an der drëtter, also vun der drëtter Stuf un, fänkt se u geféierlech ze ginn, duerch déi vill kleng Härercher, déi duerch dee klengste Wandstouss da verbreet ginn. A wann déi Härercher dann iergendwou op dem Kierper vun de Leit landen, da kann dat zu gréissere gesondheetleche Problemer féieren. Dat geet vun Allergien op der Haut bis hin zu gréisseren Otemproblemer. An, net ze vergiessen eis Hausdéieren, ënner anerem d'Muppen, déi kënnen och e Schued hunn, wann déi mat deene klengen Härercher do a Kontakt kommen. Net ze vergiessen natierlech och d'Kanner, déi kleng Kanner, bei deenen ass dat extreem geféierlech.

De Problem ass mëttlerweil uechtert d'ganzt Land bekannt. Et kann een net méi soen, dass et sech reng nëmmen op eenzel Regioune limitéiert. An duerfir ass meng Fro un d'Ministesch: Wéi eng Mesurë ginn zu Lëtzebuerg envisagéiert, fir do dergéint virzegoen?

D'lescht Joer ass vun engem Plan d'action national geschwat ginn. Wou si mer do drun? Gëtt et een? Oder si mer nach ëmmer um Punkt, wou d'Gemenge selwer hir Recommandatioune sollen erausginn?

Ech weess vun enger Gemeng, déi et leider fäerdegbruecht huet, eng déck schwéier Eech bei enger Spillplaz ëmzehaen, well eeben déi Eech och komplett ...

Plusieurs voix.- O!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).-* ... befall war vun deem Eichenprozessionsspinner. Ech mengen net, ...

M. André Bauler *(DP).-* D'Eech kann net derfir!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).-* ... dass dat déi richteg Léisung ass.

Ech hunn awer och gesinn, dass op verschiddene Plazen, zum Beispill zu Nice, se eng relativ flott Method fonnt hunn, wou mat klenge Wuessbullen op d'Beem geschoss gëtt, e bëssen nom Paintballmodell.

(Interruptions)

An dee Wuess, léif Kolleegen, soll verhënneren, dass d'Päiperleken hir Eeër do ofleeën, soudass keng Raupen déi Saison drop do kënnen entstoen.

A méi no bei eis, hei zu Guénange, hu se mat Hëllef vun Drone Bioziden op d'Beem gesprutzt. Dat ass eng Aktioun, déi och elo Mëtt Mee gelaf ass.

An Däitschland, eisem aneren Nopeschland, déi hunn natierlech och de Problem. Dat geet vu Bayern bis erof op Nordrhein-Westfalen, an déi sinn och elo scho massiv mat Schädlingsbekämpfung amgaangen.

Bref, meng Fro un Iech, Madamm Minister: Wéi eescht huele mir de Problem hei zu Lëtzebuerg - well mer jo och wëssen, dass d'Leit grad elo an an och nom Deconfinement de Wee verstäerkt an d'Natur sichen?

Duerfir: Wéi eescht huele mir de Problem hei zu Lëtzebuerg? Ass op nationalem Niveau eng Mesure geplangt?

Merci fir Är Äntwert!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Hemmen. D'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.-* Merci der Madamm Hemmen fir dës Fro, well et ass eng, déi duerchaus och mat eiser Gesondheet ze dinn huet an dofir eng wichteg ass.

Vläicht kuerz: Wat hu mer bis ewell scho gemaach? 2019 huet d'Natur- a Bëschverwaltung e Flyer gemaach, wéi den Émgang mam Eichenprozessionsspinner ze handhaben ass, well jo vill Leit éischtens emol musse wëssen, wat dat fir en Déier ass, wat do d'Problematik ass. Dofir gëtt et e Flyer. An et gëtt och eng E-Mail-Adress, un déi besuergte Bierger, déi Froen hunn, sech kënnen un d'Natur- a Bëschverwaltung wenden. Dat ass den „eps" - also Eichenprozessionsspinner: eps@anf.etat.lu. Dëst gesot, wëll ech awer och soen, dass mer, wéi et am Exposé vun der Madamm Hemmen gesot gouf, un engem nationale Plang schaffen, engem Aktiounsplang iwwert den Émgang mat dësem Eichenprozessionsspinner.

Mir liwweren aus der Natur- a Bëschverwaltung an aus dem Ëmweltministère deen Deel iwwert „Wat ass dat fir en Déier?", also éischter dee biologeschen Aspekt. D'Santé huet de Lead vum Gesamtdokument. Et ass eng Kollaboratioun tëschent ganz villen Acteuren, well mer brauchen natierlech och d'Bâtiments publics, mir brauchen d'Ponts et chaussées, mir brauchen de Syvicol. All déi Acteuren, an dann och, zum Beispill vun deene grousse Gemengen, déi Leit, déi an de Parke schaffen.

Well u sech ass et e groussen Ënnerscheed, ob dat Déier iergendwou an der Gewan iergendwou eng Plaz fonnt huet op enger Eech oder ob mer et direkt bei enger Schoul hunn, wou ganz vill Kanner ronderëmlafen. An deementspriechend mussen och déi eenzel Methode gekuckt ginn, ob mer se mechanesch ofsaugen - well dat gëtt et an dat maache mer. An do gëtt et Formatiounen an do gëtt et spezialiséiert Betriber. Och do soll d'Aktioun verstäerkt ginn.

An da muss ee sech eeben och déi néideg Mesurë ginn, déi dann iwwert d'ganzt Land sollen eenheetlech sinn, well mer natierlech net wëllen d'Gemengenautoritéiten eleng domadder loossen.

Leider huet dëse Plang duerch d'Coronakris e bësse Retard kritt, well och hei d'Santé mat am Lead war. Mir sinn awer an der Finalisatioun. Et kommen elo nach e puer lescht Ofstëmmungen an da wäerte mer de gudden Émgang, cas par cas, jee nodeem wou déi Déiere sech dann usidelen a wéi geféierlech et ass, an deem nationale Plang beschreiwen, esou dass och jiddereen et versteet an dass mer dee Management uerdentlech hikréien. Well, Dir hutt et gesot, et ass eppes, wat am Ufank net esou heefeg war. Mëttlerweil beweegt et sech bis erop an den Norden, soudass mer mengen, dass et wierklech un der Zäit ass, mat alle Partner dëse Plang esou schnell wéi méiglech ze finaliséieren.

An och a Lëtzebuerg si mer amgaangen ze kucken, ier e Bam muss gefällt ginn, ob et net och biologesch Biozide ginn. An do ass d'Ëmweltverwaltung amgaangen ze kucken, an dat wäert och an de Plang kommen. Mee dat wäert just an Ausnamefäll, also do, wou mer elo direkt keng aner Méiglechkeet iwwerhaapt hätte vu mechanescher Bekämpfung, kënnen agesat ginn.

Do si mer also nach um Negociéieren an um Finaliséieren. An natierlech géif dat och just da goen, wann et net an engem Naturschutzgebitt oder besonnesch sensibele Gebidder ass.

Mee bis deem souwäit ass, fannt Der natierlech all Informatioune bei der Natur- a Bëschverwaltung, op dem Flyer, an awer och: Bei Froe kënnen d'Bierger sech roueg mat der E-Mail-Adress un d'Natur- a Bëschverwaltung wenden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Da kéime mer elo zur Fro Nummer 120 vum Här Marc Goergen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Antidumpingmoossnamen an der Aviatioun. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Merci, Här President. D'Loftfaart wäert net méi déi selwecht sinn no der aktueller Situatioun. Elo, wou d'Fligeren erëm ofhiewen, komme verschidden Diskussiounen op, wéi een déi ëmweltgerecht Loftfaart kéint gestalten. An do ass elo eng Iddi, déi den éisträichesche grénge Vizekanzler bruecht huet: Dat ass e Mindestticketpräis. Dee wëlle se och elo an Europa lancéieren.

An duerfir ass eis Fro och un de Minister, ob d'Lëtzebuerger Regierung oppen ass - Éisträich huet elo 40 Euro genannt -, ob d'Lëtzebuerger Regierung oppe wär, wann dann en europäescht Theema géif opkomme fir esou een Antidumpingpräis, deen natierlech op d'Low-costfluchgesellschaften ofgeziilt ass, ob se deem positiv wäert entgéintkommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Goergen. D'Wuert huet den Här Minister fir d'Mobilitéit, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.-* Merci, Här President. An och merci fir déi Fro. Et ass natierlech esou, datt de Moment vill Initiativen an Europa lafen, fir de Fluchverkéier méi nohalteg ze gestalten. An déi gi meeschtens alleguer an Zesummenhang bruecht mat deenen Hëllefspäck, déi duerch ganz Europa decidéiert ginn a wäerte ginn.

Do hunn ech gesinn, an Däitschland leeft déi Diskussioun mat der Lufthansa. Si ass an Éisträich mat der Austrian. Se ass och ausserhalb vun der EU an der Schwäiz mat der Swiss, a Frankräich mat Air France, an Holland mat der KLM. A selbstverständlech fanne mir och vu Lëtzebuerg aus gesinn, datt ee muss versichen, natierlech un éischter Stell dem Aviatiounssecteur aus där Kris hei ze hëllefen, en aus där Kris erauszebréngen, mee en dann och esou erauszebréngen, datt en net scheitert bei der nächster Kris, nämlech där vun der Klimaproblematik, déi och virun der Dier steet an déi à la limite, wa mer net eng aner Aviatioun kréien, aner Treibstoffer, aner Motorisatioune kréien an de Fligeren, vill méi schlëmm ka ginn.

Duerfir fannen ech och all d'Initiativen, déi de Moment de part et d'autre an d'Diskussioun bruecht gi sinn, interessant. Et gëtt och Initiativen innerhalb vum europäeschen Transportconseil. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hunn ech eng ënnerstëtzt vun der hollännescher Regierung, wou et och an esou änlech Richtunge geet. An dat Interessantst an dat Bescht wär natierlech, wa mer europäesch Reegelunge géife fannen. Well ech mengen, dat ass och deen eenzege Wee, fir hei erauszekommen.

Ech gesinn net de Sënn dovunner an an ech fannen et net hëllefräich, wann all eenzelt Land elo all méiglech Mesuren a Schikanen abaut, well dat net ganz vill bréngt, sou wéi de Loftraum an Europa organiséiert ass. Zum Beispill wann Der Lëtzebuerg huelt, wa gesot gëtt, Bannevollen organiséieren, mir hu kee Vol op Iechternach an op Ëlwen. Dat heescht, mir hu keng Bannevollen, mir hunn nëmme bannen-europäesch Vollen.

Wat soll ech mat esou enger Propositioun ufänken? Ech mengen, net ganz vill. Sënn mécht et awer, driwwer ze diskutéiere ganz sécher innerhalb vun Europa, ob een net fir verschidden Distanzen e besseren Zuchreseau géif ausbauen. An dat ass jo och eng Diskussioun, déi de Moment leeft. Mee da musse mer den Zuchreseau fir d'éischt emol ausbauen. Dat ass de Moment net de Fall. Mir hu verschidde Strecken, déi si gutt organiséiert. Anerer nach schlecht. Mee ech mengen, dat gëtt eng Diskussioun, déi wäert an Europa ganz sécher stattfannen.

Wat déi éisträichesch Initiativ ubelaangt mam minimale Präis vu 40 Euro, deen ass jo haaptsächlech géint d'Low-Cost-Airlines geriicht. An ech muss soen, dat ass mer net onsympathesch, wat déi éisträichesch Regierung do proposéiert huet.

Wann ech elo zu Lëtzebuerg kucken, ech hunn d'Luxairspräisser nach e bësse verglach: D'Luxair bitt keng esou Tariffer un. D'Luxair bitt de Moment Tariffer u vun 99 Euro. Dat ass dat Bëllegst de Moment. Mee de Moyennes-

präis läit bei der Luxair bei 215 Euro ongeféier, soudatt mer do ganz sécher net am Low-Cost-Beräich leien. Bei 99, do kann ee schonn driwwer diskutéieren. Mee ech kann et awer verstoen, datt esou Präisser gemaach ginn.

Mir hunn awer zu Lëtzebuerg natierlech eng aner Airline oder e puer aner Airlinen, déi Bëllegairlinë sinn. An ech wëll Iech awer soen, datt ech net gesinn, wéi mer dat an engem Land kéinten decidéieren, rechtlech gesinn. Well ech mengen, datt do d'Kommissioun direkt d'rout Kaart géif weise respektiv, wann een un den Europäesche Geriichtshaff domadder geet, da kritt een dat annuléiert, well mir sinn an engem europäesche Wirtschaftsraum, an engem europäesche Loftraum. An do kënne mer net Contraintë maache géint eenzel Airlinen an engem Land. Ech mengen net, datt dat geet.

Wann dat fir d'Austrian Airlines elo virgeschriwwe gëtt am Zesummenhang mat dem Rettungspak, deen d'Regierung mécht par rapport zu der Austrian Airlines, dann ass dat eng aner Diskussioun. Da kënnen déi soen: „Wann dir net dat dote maacht als Airline, da gi mir iech net déi Suen, déi der zegutt hutt." Mee ech gesinn net, wéi et géif d'Strooss halen, datt Éisträich elo géif decidéieren: Fir sämtlech Airlinen, déi an Éisträich landen a starten, ass de Minimalpräis vum Ticket 40 Euro.

Wat natierlech Éisträich ka maachen, dat ass Taxen aféieren - Starttaxen, Landetaxen, Passagéiertaxen - an déi esou staffelen, datt dat de Präis herno gëtt. Dat ass natierlech méiglech. An duerfir muss ech och soen: Ech hu mir dat alles ugekuckt, déi 40 Euro, dat kléngt gutt, mee et ass net spezifizéiert. Wat ass dann do dran an deene 40 Euro? Ass dat mat den Taxen, mat de Start- a Landetaxen, mat de Passagéiertaxen an esou weider? Oder kommen déi nach do uewen drop? Dat ass nach net kloer.

Mee grondsätzlech gesinn, fannen ech mindestens d'Initiativ net schlecht, well et geet jo drëms bei där dote Fro, net nëmmen ze verhënneren, datt Leit wierklech fir, ech soen emol, fir all Klengegkeet an de Fliger klammen, och wann et net misst sinn. Hei geet et jo och virun allem drëms, fir d'Sozialstandarden ze retten an Europa bei deenen normalen Airlinen. An do sinn ech ganz op der Säit vun deenejéinegen, déi esou Initiativen huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 121 vun der Madamm Stéphanie Empain un de Minister fir Tourismus iwwert den Tourismus wärend dem Päischtweekend. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt géif ech gären dem Här Minister an de ville Leit, déi am Tourismusberäich schaffen, felicitéiere fir déi vill Efforten, déi elo an de leschte Woche gemaach gi sinn, fir dem Secteur, esou gutt et geet, erëm op d'Been ze hëllefen. Nieft de finanziellen Hëllefe sinn eng ganz Rei Campagnë lancéiert ginn. Dat ass eng nei Campagne - ech hoffen, Dir hutt se alleguerte gesinn -, „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!" mat ganz schéine Visuellen, déi wierklech och Loscht maachen, heiheem Vakanz ze maachen, déi ganz gutt ukënnt.

Mir begréissen och d'Aktioune ronderëm de Vëlosummer, déi elo presentéiert gi si mat engem Accent op den duussen Tourismus, den Tourisme de proximité an och eeben der Méiglechkeet, den Transport de bagages organiséiert ze kréien, an natierlech och déi Initiativ mam Bong vu 50 Euro, wat ee groussen Incentive ass, fir déi national Offer no vir ze bréngen.

Ech mengen, et ass kloer: Wivill Ministeren hu schonn an deene leschte Jore „Vakanz doheem" als grouss Neierung geprisen am Ufank vun hirem Mandat? Ech mengen, dës Kéier ass „Vakanz doheem" wierklech méi um Ordre du jour wéi jee, wann och net aus deene selwechte Grënn, wéi urspréinglech geduecht.

D'Horesca huet elo eng grouss Campagne gemaach mat „Safe to Serve", déi och gutt ukënnt an och hiren Zweck erfëllt, d'Leit ze rassuréieren, andeems se erkläert, wat d'Reegele vum Spill sinn.

Déi Mesurë waren dann elo zur Päischtvakanz all prett an et ass alles ugelaf. Et ass nach relativ fréi, fir déi éischt Zuele vläicht erauszefannen. Mee ech mengen, mir waren alleguerten elo esou frou, dass d'Gäscht erëm konnte bei eis empfaang ginn, a sinn natierlech och gespaant op d'Zuelen.

An dofir wollt ech froen, ob Dir mäi Gefill bestätege kënnt, dass grad just am Campingsberäich awer schonn alles relativ gutt besicht war a wéi et an der Hotellerie ausgesäit par rapport zum Campingssecteur. Ech kéint mer virstellen, dass et an der Hotellerie e bësselche méi schwiereg ass wéi am Campingsberäich, well um Camping ee méi fir sech ass, et kann ee sech besser organiséieren. Et huet ee vläicht manner Retizenzen erauszegoen. D'Fro vun de Jugendherberge stellt sech. Wéi rentabel kënnen déi fonctionéieren, well se net méi esou fonctionéiere kënne wéi urspréinglech?

Dann och d'Fro vun den Ursprongslänner. Belsch konnte jo nach keng kommen. Et ass ganz vill Kommunikatioun gemaach ginn um hollännesche Marché. Do wollt ech froen, ob déi Zuelen dat erëmspigelen, wéi et do ausgesäit par rapport zu den däitsche Clienten, och vläicht d'Verdeelung tëscht Stad a Land. Ech kéint mer och virstellen, dass et grad just an der Stad eebe vill méi schwiereg ass, vun den Zuelen hier erëm an d'Luucht ze kommen, well mer do de MICE-Secteur hunn, dee matspillt, do hu mer d'Citytrips, d'Leit, déi méi mam Fliger ukommen, an esou weider. Dat heescht, ech mengen, den Auto spillt méi eng Roll. Ginn et do schonn Zuelen, och wat d'Relance vum Tourismus ubelaangt, den Impakt op d'Hotellerie an de Campingssecteur am Allgemengen an dann eeben d'Verdeelung Stad a Land?

Voilà! Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Empain. Den Här Minister fir Tourismus Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President. Merci villmools och der Madamm Empain fir déi Fro. Et ass natierlech ganz fréi, fir scho kënne genau Chifferen hei ze annoncéiere vun deem Weekend, well jo méindes annoncéiert ginn ass, dass de Weekend am Fong scho kéint virgezu gi fir den Horeca-Secteur, fir kënnen opzemaachen.

Et muss een awer soen, mir hu mat der Horesca geschwat, an do sinn et eng ronn 60 % vun de Betriber, déi opgemaach hunn. Also sinn et hei ronn 1.500 Betriber, déi iwwerhaapt emol op ware fir de Päischtweekend. Direkt méindes, dënschdes sinn eng ronn 25 % vun den anere Betriber nach opgaangen, dat si ronn 700 Betriber, déi dunn an där Woch opgemaach hunn.

Den Taux d'occupation an de Restauranten, dee louch bei ronn 30 % bis 40 %. Dat sinn natierlech Chifferen, déi mer elo vun der Horesca kritt hunn. Op där anerer Säit awer natierlech an der Hotellerie gesäit et vill manner gutt aus. Do war den Taux d'occupation wärend dem Weekend bei ronn 12 %. Dat léisst sech jo drop zréckféieren, datt och déi verschidde Campagnen net konnte vun den Hotelsbetriber selwer ganz laang am Viraus gemaach ginn.

D'Jugendherbergen, do sinn déi éischt Clienten do. Et muss een awer wëssen, dass natierlech grad an dëser Saison - Abrëll, Mee, Juni, Juli - ganz vill Schoulen an aner Gruppe mat Kanner an de Jugendherberge waren. Dat heescht, déi Zuele vun den Nuitéeë sinn natierlech elo dëst Joer net do. Et waren awer, wéi gesot, schonn déi éischt Clienten, déi an de Jugendherberge waren.

Wat de Campingssecteur ugeet, do gesäit een, dass et eng ganz duerchwuesse Situatioun ass. Déi eng si ganz gutt gaangen, déi aner si vill, vill manner gutt gaangen. Dat läit gréisstendeels un zwee verschiddene Voleten. Dat eent natierlech, dass mer ganz vill lëtzebuergesch Gäscht haten a Gäscht aus Däitschland, déi op de Campinge waren. Op där anerer Säit war eeben nach déi belsch Grenz zou, soudass aus der Belsch net vill bis guer keng Touriste komm sinn. Natierlech Holland war och eng Diskussioun, wou mer en anere Problem haten. Do war d'Kommunikatioun, déi am Land gemaach ginn ass, net glécklech. Si hunn nämlech a verschiddene Publikatioune gesot, dass Lëtzebuerg zou wier fir den Tourismus. Duerfir och do ganz grouss Retizenze respektiv eeben hunn d'Leit sech net nach anescht informéiert, fir op Lëtzebuerg op e Camping ze kommen. Mee do hu mer direkt géigegesteiert a mir sinn och do amgaangen, geziilt Campagnen ze maachen, fir eebe grad déi Sensibiliséierung ze maachen.

Wa mer scho vun de geziilte Campagnë schwätzen, Dir hutt se genannt, d'Campagne „Vakanz doheem" hu mer dëst Joer, mengen ech, aus bekannte Grënn net esou genannt. Si heescht „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!" dëst Joer, well ech mengen, dass de Slogan vu „Vakanz doheem" net passend wier dëst Joer, mee „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!", fir emol en anere Point de vue mat eriwwerzebréngen, nämlech dass Lëtzebuerg als Vakanzendestinatioun eng aner Saach ass, wou mer och geziilte Reklamm eebe grad am noen Ausland maachen. Dofir hu mer och bewosst eis Outilen, déi mer hunn, fir Reklammen ze maachen am Ausland, op d'Nopeschlänner plus Holland limitéiert. Mir wäerten eréischt mat den Ouverturen duerno schrëttweis an Europa nach aner Campagnë maachen, mee alles, wat Fernmäert sinn, maache mer guer keng Campagnen.

Dir hutt vum Aktivtourismus geschwat, eebe grad do vum Vëlostourismus mat der Campagne, wou d'CRe gespaart sinn, wou mer scho mat verschiddene Gemenge geschwat hunn, déi ganz frou sinn, fir dat ze maachen.

Dir hutt de Gepäcktransport ugeschwat, en neie Projet, deen dëst Joer ass, deen d'Gratuitéit och dëst Joer huet fir d'Gepäck vum Voyageur, vum Tourist. Souwuel als Vëlostourist respektiv Wandertourist huet een hei d'Méiglechkeet, säi Bagage vun engem Hotel an deen anere bruecht ze kréien, fir dass een also do och vill méi flott kann duerch d'ganzt Land reese mam Rucksak.

An dann hutt Der gesot, dass d'Labelen e ganz wichtege Volet sinn. Dofir si mer och ganz frou, dass mer mat der Horesca zesummen de Label „Save to Serve" hunn, fir also d'Sécherheet bei de Client, deen an de Restaurant respektiv an den Hotel geet, erëm kënnen eriwwerzebréngen.

Parallell dozou si mer amgaangen, am Businesstourismus och do e Label auszeschaffen, fir international kënnen ze garantéiere mat engem nationale Label, dass et och do sécher ass, dass verschidde Krittären agehale ginn, wann een zu Lëtzebuerg e Businessevent respektiv e Meeting, iergendeppes organiséiert, dass et och sécher ass, wann een op Lëtzebuerg kënnt.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. Mir kéimen dann elo un d'Fro Nummer 122 vum Här André Bauler un d'Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert den ekologesche Schutz an d'Valorisatioun vum Kulturiewen am Kader vum Waassergesetz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt effektiv eng Fro stellen un d'Madamm Emweltminister am Kontext, am Spannungsfeld Protection du patrimoine culturel a Waasserschutz. D'Waasserschutzgesetz vun 2008 gesäit effektiv vir, fir de Fall, wou déi néideg hydromorphologesch Ännerunge vun engem Gewässer signifikant Ännerungen op d'Emwelt am wäiteste Sënn hätten, dëst Gewässer als kënschtlech oder weesentlech verännert anzestufen.

Fir dëse Fall muss dëst Gewässer dann d'Krittäre vun engem sougenannte gudden ekologesche Potenzial erfëllen. Laut Europäescher Kommissioun ëmfaasst de Begréff Emwelt am wäiteste Sënn och de kulturelle Patrimoine. D'Waasserschutzgesetz vun 2008 stellt also e Mechanismus zur Verfügung, fir den Ausgläich tëschent dem Waasserschutz an dem Schutz vum Patrimoine, wéi zum Beispill Waassermillen, ze fannen.

An dësem Kontext wollt ech Iech, Madamm Minister, follgend dräi Froe stellen: Éischtens, am aktuelle Règlement grand-ducal vum 15. Januar 2016 gëtt de kulturelle Patrimoine net erwäänt. Wéi stellt Dir aktuell sécher, dass och an eisem Land de klasséierte Patrimoine erhale bleift?

Zweetens, dee selwechte Règlement grand-ducal fixéiert d'Evaluatiounsmethode vum Zoustand vum Waasser nom Prinzip „one out, all out". Déi vill Aarbecht vun de leschte Jore spigelt sech dowéinst net an der Evaluatioun vum Zoustand vum Waasser erëm. E bessere Prinzip géif sécherlech och zu enger méi kohärenter Waasser- an Energiepolitik bäidroen. Sou kéint dann och zukünftegt d'Waasser eng méi grouss Roll bei der Reduktioun vum CO_2 spillen oder besser bei laangen Drécheperiode geréiert ginn. Wéini gëtt dës Evaluatiounsmethod iwwerschafft?

An zum Schluss, verschidde Waassermillen hei am Land hunn e Waasserrecht. De Jurist bezeechent dës Millen als „existence légale" oder och nach als „moulin fondé en titre". Drëttens also, wéi behandelt Äre Ministère dës Rechtsbegréffer an déi domadder verbonne Rechter? A wéi eng Instruktiounen hunn Är Administratiounen an deem Kontext?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Emweltministesch Carole Dieschbourg huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci och dem Deputéierte Bauler fir déi Froen, déi e mer gestallt huet, déi duerchaus wichteg sinn. Et ass enorm wichteg, dass mer den Zoustand vun eise Gewässer verbesseren, Dir wësst et. Mir sinn iwwerall um Schaffen, fir déi 52 Querbauwierker, déi mer an eisem Plang drastoen hunn, no an no ze reduzéieren, fir dass eeben d'Wanderfësch an eeben och d'Liewewiesen am Waasser, déi sech u sech mussen hin an hier, erop an erof kënne beweegen, fir dass den Zoustand besser gëtt, fir dass déi kënne wanderen.

Dëst gouf am internationale Kontext decidéiert. Mir schaffen och an der Rhäin-Kommissioun zum Beispill zesummen, fir no an no de Saumon erëm op Lëtzebuerg ze kréien. An ech mengen, dat ass esou eng Fernvisioun, déi awer ganz wichteg ass, fir deen ekologesch gudden Zoustand fir eis Gewässer mat de Liewewiesen dran ze erreechen.

Wéi stelle mer, elo ginn ech op Är éischt Fro an, sécher, dass den Denkmalschutz gewaart gëtt, well mir wëlle jo net nëmmen eist natierlecht Kapital schützen, mee och eise Patrimoine culturel, deen zu eiser Identitéit gehéiert? An do ass et esou, dass mer natierlech bei deene Bauwierker Récksprooch hale mat Sites et monuments, ëmmer wann eppes soll gemaach ginn, wéi zum Beispill och no den Iwwerschwemmungen, awer och, wéi et an eisem Plang steet, fir déi Bauwierker fortzekréien. Do gëtt et jo och technesch Solutiounen. Dat heescht, et kann een och e Bypass maachen, da kann een e Wier erhalen. Et kann een och aner Solutioune fannen, wann elo en denkmalgeschützte Wier do wier oder e Bauwierk, e Querbauwierk.

Do ass et esou, dass et virun all Aktioun, virun all Renaturéierungsprojet vun der Waasserverwaltung dee Kontakt gëtt. Mir haten och an de vergaangene Joren, ech mengen, et war 2017, eng gréisser Reunioun mat Vertrieder vum Denkmalschutz, deene genau dat doten um Häerz louch. An do war d'Waasserverwaltung och dobäi, soudass do e Kontakt ass an ëmmer erëm nogefrot gëtt.

Zur Evaluatiounsmethodik. Dat ass eng, déi europäesch festgehale gëtt iwwer Direktiv. An dat huet och säi Sënn, well d'Duerchgängegkeet ass wierklech ee vun de wichtegste Krittären, fir d'Waasserqualitéit, also d'Qualitéit vun eise Gewässer ze bestëmmen, soudass deen „One out, all out"-Prinzip erhale wäert bleiwen. Mir wëllen dat och net änneren. Mir wëllen net eis Standarden erofsetzen. Mee mir wëllen eis all engagéieren, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat de Bierger, a mir hunn dat am Waassergesetz, an där leschter Iwwerschaffung huele mer méi Geld an de Grapp, souwuel de Staat wéi och aner Acteuren, fir d'Duerchgängegkeet ze garantéieren, natierlech am Respekt mam Denkmalschutz.

An da musse mer och wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer lauter kleng Gewässer, well mir sinn op der Waasserscheed tëschent dem Rhäin an der Meuse. A mir hunn eng Potenzialetüd 2018 an Optrag ginn an der Waasserverwaltung, well mer wollte wëssen: Wat mécht dat aus? Well bei eis si lauter Minihydropower-..., also sou kleng Hydropowerstations do, dat heescht, dat si klengst Einheeten, wou mer u sech vun der Effizienz hier net fuerchtbar vill Stroum produzéieren. Et ass éischter de Gedanke vun der Autonomie a vum Denkmalschutz, dee bei dëse Bauwierker, déi haut bestinn, eng Roll spillt doran, wéi mer se behandelen.

Nëmme fir Iech eng Impressioun ze ginn: Also eng Wandmille mécht esou vill Stroum wéi all déi kleng Waasserrieder an Turbinnen, déi et à ce stade gëtt. An dofir mengen ech, dass, wa mer an d'Zukunft kucken, mer éischter musse kucken, den Naturschutz an de Klimaschutz gemeinsam ze behandelen an hei där Iwwerleeung vun deene klenge Waasserleef d'Prioritéit ze ginn an éischter eis dorëm ze këmmeren, dass de Bestand uerdentlech geschützt gëtt an dass mer do Weeër fannen.

An dohigeeënd geet och mäi Lescht: Also natierlech, 2008 mat dem Waassergesetz si Veränerunge komm. Do sinn u sech déi Rechter, déi déi Millebesëtzer haten, sou an där Form net weidergefouert ginn. Um Terrain gesäit et awer esou aus, dat hu mer an de leschte Joren op all Fall gemaach, wa mer an der Wäisser lernz Iwwerschwemmungen haten oder och an der Schwaarzer lernz, ëmmer wann e Bauwierk beschafft ginn ass, ass versicht ginn, mat de Proprietären an Uwunner eng kollaborativ Approche ze maachen, d'Pläng am Virfeld duerchzeschwätzen a mat de Leit déi Projeten unzegoen, déi ganz, ganz vill mat hirer Liewensqua-

litéit ze dinn hunn an och mat hirem Patrimoine, wou se liewen. Dofir, mengen ech, hu mer do eng gemeinsam Approche, quitte dass Är lescht Remark zum Recht, also dem Recht, wat et do fréier gouf, dat gouf iwwert d'Waassergesetz 2008 esou net weidergeféiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Mir kommen elo zur Fro Nummer 123 vum Här Gast Gibéryen iwwert d'CO_2-Tax un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO_2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt déi Fro hei am Fong un den Här Staatsminister stellen, mee den Här Staatsminister huet mech iwwert d'Verwaltung awer wësse gelooss, datt e léiwer hätt, ech géif déi un d'Madamm Ëmweltministesch stellen. A well mer fei Jonge sinn, maache mer dat dann och.

Meng Fro, déi bezitt sech am Fong op den „RTL"-Interview vu gëschter Owend am Journal vum Finanzminister Här Gramegna, deen eng ganz kloer a fir mech positiv Ausso do gemaach huet. Op d'Fro, ob elo géife Steiererhéijunge kommen, fir d'Staatsfinanzen ze sanéieren, huet den Här Gramegna geäntwert: „Dat heiten ass elo net de Moment, wou ee muss Steieren eropsetzen, weeder fir d'Leit nach fir d'Entreprisen. Dat versteet sech vum selwen. Et gëtt aner Perioden am Liewen, wou een esou Saache muss an d'A faassen."

Et ass eng Ausso, déi mir, wéi gesot, begréissen. A well mer héieren, datt e vu Perioden am Liewe schwätzt, a wëssen, datt déi Kris hei d'Finanzen nach wäert eng Rei vu Méint a Joren ubelaangen, si mer also frou, datt ee quasi kann dovun ausgoen, datt et an dëser Legislaturperiod keng Steiererhéijungen däerfte ginn.

(Interruptions)

Meng Fro, déi ech méi prezis dofir wollt stellen un den Här Staatsminister: D'Regierung hat virgesinn, a verschiddenen Etappen d'CO_2-Steier an d'Luucht ze setzen. An opgrond vun där Ausso vum Här Finanzminister gëtt jo dann och elo keng Erhéijung vun den CO_2-Steiere gemaach. An ech wollt am Fong froen, wéi laang datt d'Regierung dann och gedenkt, keng CO_2-Steiererhéijung ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An d'Wuert geet un d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Merci och dem Här Gibéryen fir déi Fro. An ech mengen, dass et hei zu Interpretatiounen och Ärersäits koum, well u sech steet de Präis vum CO_2, deen de Prinzip ass vum Polueur-payeur, ech mengen, dass mer do d'Diskussiounen net sollte verwiesselen, dee steet am Klimaplang. An dee gouf vun der Regierung ugeholl.

Dat heescht, mir hunn u sech de 6.12. plus den 20.5. mam Klimaplang d'Iddi net opginn, dass mer am Kader vun der Steierreform, déi jo awer kënnt an un där mer als Regierung festhalen, en CO_2-Präis wäerten aféieren. An deen ass och dynamesch opgestallt. An dorunner huet sech u sech näischt geännert. Dat wäert am Kader vun der Steierreform kommen.

A vill méi kann ech Iech à ce stade net soe wéi dat, wat mer schonn an deene leschte Wochen a Méint ëmmer erëm och an der Press an och op Question-parlementairë geäntwert hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg.

8. Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES)

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 38 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vun der europäescher Satellittegesellschaft SES. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng eventuell Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'SES ass eng vun deene ganz grousse systeemeschen Entreprisen an dësem Land. Et ass d'Aushängeschëld vum gesamte Spacesecteur an och ee vun de Weltleaderen, wat d'Satellittenaktivitéiten betrëfft.

Säit e puer Méint ass awer dës Gesellschaft, wann ech dat emol esou kann ausdrécken, a relativ schwierege Gewässer. An net méi spéit wéi d'lescht Woch ass jo och eng Annonce komm, datt weltwäit géifen d'Effectiffe vun dëser Societéit ëm 10 % bis 15 % erofgoen, wat fir Lëtzebuerg 60 bis 75 Aarbechtsplaze géif ausmaachen.

An do muss ee sech natierlech froen, wéi et zu dëser Situatioun konnt kommen, wat och do déi méi déif Ursaache sinn.

Ech hunn de Mëtten net ganz vill Zäit. Ech wäert mech also op déi weesentlech Punkte konzentréieren an och doriwwer eng Rei vu Froe stellen. Ech mengen, datt et hei eng Rei vun Ursaache ginn, sécherlech ass eng dovun och déi ganz schwiereg Situatioun vun de Satellittegesellschafte weltwäit, déi natierlech net verbessert ginn ass duerch d'Covidkris.

Doniewent ginn et awer och eng Rei vun Erklärungen, déi direkt mat der SES zesummenhänken. An do ass natierlech déi éischt Erklärung déi vun der Diversifikatiounsstrategie vun dëser Firma. An do wëll ech awer vläicht nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, well et wichteg ass, datt an dëser Societéit u sech de lëtzebuergesche Staat plus d'SNCI plus d'Spuerkeess quasiment 16 % vun de Participatiounen halen an awer méi wéi 33 % vun de Stëmmrechter hunn.

Dat heescht, de lëtzebuergesche Staat ass u sech deen eenzegen Actionnaire de référence an dëser Gesellschaft. A wann ee seet „actionnaire de référence", ass et och deen Aktionär, deen u sech decidéiert, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Elo stelle sech do eng Rei vu Froen, op déi ech och méi prezis nach wäert ze schwätze kommen. Mee eng dovunner ass, datt geplangt ass, datt u sech zwou Aktivitéiten, déi vum Video an déi vun den Networks, solle getrennt ginn. Video ass u sech bis elo ëmmer d'Mëllechkou vun der SES gewiescht. Do si ganz vill Sue verdéngt ginn. Elo gëtt awer zu Recht och op dee Volet Networks geluecht an do si ganz grouss Investissementer virgesinn, Investissementer vu 4 Milliarden, wou op zwee ganz nei innovativ Systemer gesat gëtt. Dat eent ass den HTS an dat anert ass den O3b mPOWER.

Deen zweete ganz besonnesch ass een, deen en place gesat gëtt fir d'Croisièresschëffer. An ech mengen, ech brauch Iech elo net ze molen, wéi an Zukunft d'Croisièresschëffer wäerte sinn. An do stellt sech eigentlech d'Fro, wéi et mat deenen Investissementer virugeet. Déi sinn zum Deel, Här President, och absolutt net ofgeséchert.

Da kënnt den zweete Volet dobäi, datt u sech d'SES wäert op Frequenze renoncéieren an de Vereenegte Staaten, duerfir e Betrag vu 4 Milliarde wäert kréien, u sech d'Fro sech stellt, wéi déi 4 Milliarden do wäerten investéiert ginn.

Da stellt sech awer och eng absolutt weesentlech Fro, datt am Moment d'SES eng Strategie fiert, fir Europa ze verloossen a quasiment ganz hir Aktivitéite Richtung Vereenegt Staaten auszeriichten. Just et muss een elo do wëssen, wann d'SES an d'Vereenegt Staate geet, huet se mat verschiddene ganz décke Playeren ze dinn, mat Facebook, mat Google. An do muss een einfach wëssen, datt d'SES e ganz, ganz klenge Player ass. An do muss ee sech wierklech och d'Fro stellen, wat dat fir e Sënn mécht, nëmme systematesch Richtung Vereenegt Staaten ze goen an e bëssen de Secteur vun Europa ze delaisséieren.

Ganz kuerz eng Rei vu prezise Froen, Här Staatsminister, déi ech awer och wollt stellen. Ësichtens, wéi gesäit et mat der Diversifikatiounsstrategie aus? Wat ass do konkreet och d'Roll, déi d'lëtzebuergesch Regierung als Actionnaire de référence an där Prozedur spillt?

Zweetens gëtt mer gesot, datt grouss Problemer wären och um Niveau vum Personal, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, grouss Schwieregkeeten, wat d'Beamtendelegatioun an d'Direktioun betrëfft. Do géif et quasiment net zu Gespréicher kommen. Och do wär ech frou, wann Der mech géift wësse loossen, a wat fir eng Richtung datt et geet. Ginn och hei zu Lëtzebuerg 10 % bis 15 % vun de Leit entlooss?

Dann déi drëtt Fro: Ass d'Regierung u sech mat deem Konzept d'accord, fir d'SES ze splécken an zwee Voleten, de Volet Networks an de Volet Video? An ass och d'Regierung domadder averstanen, datt d'Aktivitéite vun deem enge Volet just nach an Amerika wäerten oflafen an datt och déi Societéit mat hiren Haaptaktivitéiten do soll domiciliéiert ginn? Dat sinn extreem wichteg Froen!

Dann eng allerlescht Fro, déi engem och Suerge mécht. Sou wéi am Moment d'SES opgestallt ass mat ville finanziellen Investissementer, ville Problemer, ass se leider Gottes en Objet, fir kënne relativ einfach iwwerholl ze ginn. An do stellt sech och d'Fro: Wat ënnerhëlt d'Regierung fir ze evitéieren, datt d'SES d'Affer vun enger Iwwernam gëtt? Déi Gefor, déi besteet reell. An ech wär ganz frou, Här Staatsminister, wann ech och géif Äntwerten op all déi dote Froe kréien. Déi sinn net nëmme wichteg fir d'SES, déi si wichteg fir d'lëtzebuergesch Wirtschaft an déi si wichteg fir eist Lëtzebuerger Land.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt awer ze ënnersträichen, an ech mengen, dat ass awer vergiess ginn, dass d'SES eng Privatgesellschaft ass. Et ass keng Staatsgesellschaft, ech wëll domadder awer hei ufänken. Mir sinn Aktionär, mir sinn historesch e wichtegen Aktionär. Mee mir sinn awer, och wa mer en Actionnaire, Dir sot, de référence sinn, si mer nach ëmmer e minoritären Aktionär.

An Dir wësst jo awer och, wéi d'Privatgesellschafte fonctionéieren a virun allem och Betriber, déi op der Bourse cotéiert sinn. Et ass, mengen ech, ganz wichteg, dass mer hei net a Spekulatioune falen, andeem mer soen, d'SES géif elo Lëtzebuerg verloossen, et géif hei oder et géif do. Ech mengen, et ass e Privatbetrib. An ech mengen, dass och verschidde Saachen, Spekulatiounen engem Betrib kënne schueden.

Direkt fir unzefänken: Et ass am Board selbstverständlech iwwert de Commitment zu Lëtzebuerg diskutéiert ginn. An d'SES bekennt sech zu Lëtzebuerg! Doweinster: Déi Rumeur, dass hei d'SES géif Lëtzebuerg verloossen oder net committed wier fir onst Land, wëll ech direkt emol schonn hei ewechhuelen.

Et ass tatsächlech eng Situatioun, déi komplizéiert ass fir e Betrib wéi d'SES. An erlaabt mer, dass ech hei och en toute transparence, esou wéi d'SES et och gemaach huet, ob dat an der Press, ob dat och am Verwaltungsrot ass, dorop wëll agoen. Ech mengen, et ass en Interview am „Wort" gewiescht, och vum CEO vun der SES, wou een eeben och op all déi Detailer agaangen ass.

Ier mer awer iwwert de Plan social schwätzen, sollte mer mat deem generelle Kontext ufänken, eebe vun der Societéit a vun de Satellitten insgesamt. Dir musst wëssen, dass d'SES jo historesch opgebaut ginn ass op d'Aktivitéit vun de Videosegmenter. Dat heescht am Kloertext: Dat waren d'Schosselen, déi d'Leit doheem haten. An iwwert d'Schosselen hunn d'Leit dann eeben och hir Programmer gekuckt, fir d'Tëlee kënnen ze captéieren. Dat huet och als Konsequenz gehat, datt d'SES an dëser Matière zum Champion ginn ass.

Ech brauch Iech jo net ze erklären, an ech mengen, den Här Mosar huet schonn eppes gesot, wat ganz richteg ass, dass deen traditionellen Tëleesprogramm, deen ee gekuckt huet oder gezapped huet mat der Schossel, hautdesdaags net méi d'Realitéit ass, wat gefrot gëtt.

Ëmmer méi Leit maache Video-on-Demand. Ëmmer méi jonk Leit kucken hire Programm op hirem Handy, op hirem iPad a maachen iwwerhaapt keng Tëlee méi un, oder och op hirem Computer. Dat heescht, ech brauch Iech net ze erklären, dass et Netflix haut gëtt. Ech brauch Iech net ze erklären, dass et Amazon Prime haut gëtt. Ech brauch Iech net ze erklären, dass et YouTube gëtt. Dat heescht, dass hautdesdaags och de Marché vun deem, wat iwwerhaapt gekuckt gëtt um Schierm, en aneren ass wéi deen, deen et an der Vergaangenheet war.

An ech muss Iech soen: Dat ass eng Realitéit fir d'SES, mee et ass och eng Realitéit fir d'Tëleeschaînen. Mir gesi jo och, dass ëmmer manner Leit d'Tëleeschaînen, an dat soen ech, e ganze Programm kucken, mee se duerno just dat kucke ginn, wat se dann och wëllen, oder déi Sujeten, déi se dann och interesséieren. Dofir sinn et manner Tëleeschaînen, déi och Client gi si bei der SES, an dat heescht, dass och manner Capacitéite vun de Satellitte beusprocht gi sinn.

Et gëtt och domadder gerechent, dass de Covid-19 och an deem Beräich wäert en Impakt hunn, well nämlech d'Clienten och vun der SES duerch de Covid-19 concernéiert sinn. Et ass doudsécher net den Ausléiser, mee verstäerkt awer och dee finanziellen Drock op d'SES. Am Detail kann awer d'SES dës Zuelen nach net chiffréieren.

Dës Changementer huet d'SES natierlech anticipéiert. Et ass net, dass d'SES elo op eng Kéier iwwerrascht ass, dass déi Schossel net méi dat ass, wat vu jiddwerengem och gebraucht gëtt, an huet och dofir déi lescht Joren dorunner geschafft, en neit Standbeen opzebauen, nieft deem traditionelle Videoberäich. Dat ass den Datamarché. Dat ass deen, dee vun SES Networks bedéngt gëtt. Also Connectivitéit an Dateniwwerdroung iwwert d'Satellitten, haaptsächlech och do, wou kee Glasfaser kann installéiert ginn.

Et ass virdrun zitéiert gi vum honorabelen Deputéierten: d'Croisière. Mee et ass net nëmmen d'Croisière. Et sinn och d'Fligeren an et sinn och déi Länner, déi manner connectéiert sinn, wou een do och am Fong e grousse Marché huet a wou d'SES och e staarke Wuesstum do kennt.

Et ass och esou, an dat ass och eng Tatsaach, déi den honorabelen Här Mosar gesot huet, dass et och nei Acteure ginn an deem dote Marché, dat heescht, dass d'SES net méi eleng ass. Virdru war et: Si waren net eleng, mee si haten awer eng grande Part de marché. Mir sinn haut mat SpaceX mat sengem Starlink oder Amazon, déi sech am Fong och all opstellen, fir där Capacitéit am Connectivitéitsniveau och bäizekommen.

D'Revenuen aus dem Videoberäich ginn dofir och déi lescht Joren erof an d'Datae ginn erop - dat ass och eng Tatsaach an där Firma - , ouni awer de Réckgang vum Video kënnen ze kompenséieren. Dat heescht, et ass eng Montée, déi do ass, mee et ass eng Baisse, déi méi grouss ass wéi dat, wat d'Montée och ass.

Wou am Ufank ongeféier de Videosegment 100 % vun de Revenue vun der SES war, sinn et der am Moment just nach 60 an et wäert och a kuerzer Zäit op 50 % kënnen erofgoen.

Fir och kënnen am Databeräich aktiv ze sinn an eebe present ze sinn an e Big Player ze sinn, huet d'SES massiv a sougenannt High-Throughput-Satellitten investéiert, och den HTS, Geogestionnaire an och an d'Constellatioun, den O3b, deen och virdrun zitéiert ginn ass. Duerfir goufen och Prêten geholl. An esou wéi dat mat engem Prêt ass, mussen déi och iergendeng Kéier zréckbezuelt ginn.

Dës Strategie "Simplify and Amplify" huet als Haaptzil, fir d'SES eeben och op dat neit Ëmfeld kënnen ze preparéieren. Fir dëst ze erreechen, gëtt et nämlech véier Schwéierpunkten an dëser Strategie.

Deen éischte Punkt ass deen eeben, fir d'Zukunft och kënnen ze innovéieren, dat heescht, verstäerkt op Cloud-Servicer och ze setzen a Léisungen an Technologië mat Clienten a Partner ëmzesetzen, eeben iwwert den Innovatioun Hub. D'Zil ass et, fir och neie Wuesstum iwwert déi nächst Joren ze generéieren.

Et gëtt analyséiert, esou wéi den Här Mosar och gesot huet, fir d'Videoen an d'Networks ze trennen, soudass sech zwou Unitéite och besser kënnen op hiert Ëmfeld fokusséieren a sech och flexibel kënnen un de Marché upassen.

D'Resultater vun dëser Analys gi méi spéit dëst Joer erwaart. Duerfir, et wier haut auch precoce ... Dir sot, mir wieren e wichtegen Aktionär a mir géife soen: „D'Regierung wëllt, dass et esou geet." Et ass e Privatbetrib. Ech mengen, et ass wichteg, dass déi Decisioun do och am Conseil geholl gëtt.

Mir wëllen nëmmen dat Bescht fir déi Entreprise. An ech mengen, wann de Conseil dat duerno soumettéiert, wäerte mer och an déi Richtung kënne goen.

De Fokus soll och, als drëtte Punkt, op der SES hir Kärkompetenze konzentréiert ginn, dat heescht, op hir Stäerkte fir déi profitabelst Marchéen. An et muss een och eng Kéier d'Decisioun huelen, dass déi manner profitabel Marchéë musse gestoppt ginn. Et ass e Privatbetrib an do kann een och net nëmmen à perte schaffen. An domadder gëtt d'Effikassitéit eropgesat an da gëtt et och vläicht méi einfach, fir mat der SES, mat hire Clientë kënnen ze schaffen.

Dann dee véierten. Dat ass: Deen operationelle Betrib soll vereinfacht ginn, d'Produkter standardiséiert ginn an déi weltwäit Presenz soll och optimiséiert ginn. Domat sollen d'Ressourcen den neie Fokus ënnerstëtzen an eng manner hierarchesch Struktur am Fong agesat ginn. D'Profitabilitéit ass iwwert déi lescht fënnef Joer erofgaang, dat ass kee Geheimnis, well sech d'Marchéen esou staark verännert hunn. An duerfir mussen och elo weider Käschte gespuert ginn.

Firwat ass e Sozialplang néideg? Ech mengen, d'Regierung freet sech ni iwwer e Sozialplang vun engem Betrib, mee d'Marchéen hu sech, wéi ech virdru gesot hunn, geännert. D'Konkurrenz ass méi grouss ginn. Et ass manner Nofro. An duerfir muss och d'SES sech nei ausriichten, fir awer weider um Marché kompetitiv ze bleiwen, an net am Fong nëmmen nokucken, wéi dann op eng Kéier d'SES soll do a schlecht Dicher geroden.

Et ginn am Fong elo verschidde Kompetenze gebraucht, neier gi gebraucht. An et sinn aner, déi och manner gebraucht ginn. Dat ass eeben och, wann de ganze Secteur, esou wéi ech virdrun gesot hunn, och schonn an der Transformatioun ass. Dat heescht, de Betrib muss sech strukturell nei opsetzen a méi effikass och kënne fonctionéieren. Do muss evitéiert ginn, dass op verschiddene Plazen am Fong ze vill Leit si fir Aarbecht, déi do net méi gemaach gëtt. An dann op anere Plazen, wéi gesot, kann een och net d'Leit einfach ëmswitchen a soen: „Elo kritt Der eng nei Fonctioun", wa se och net dorop preparéiert gi sinn.

Et muss awer och leider u Käschte gespuert ginn. Dat ass och eng Realitéit vum Marché, fir dass och weider an de Wuesstum kann investéiert ginn. Wann net investéiert gëtt, dann ass d'SES op eng Kéier och net méi kompetitiv visà-vis vun deenen aneren. Dat heescht, dat soll och dozou féieren, dass och mëttel- bis laangfristeg méi Leit kënnen zu Lëtzebuerg agestallt ginn an dass sech hei och cibléiert gëtt op dat, wat erfollegräich ass.

A fir och weiderhin a Wuesstum kënnen ze investéieren, muss de Betrib och säi Kredittrating behalen. An an dëse momentan schwieregen Zäiten heescht dat och, Käschte spueren, fir dass d'SES och weider op Kapital zu deene beschte Konditioune kann zougräifen. An duerfir goufen och schonn Dividende reduzéiert am Betrib. Et mussen awer nach weider Efforte gemaach ginn.

Den Impakt fir Lëtzebuerg, huet den honorabelen Här Mosar och gefrot. Jo, et ginn am Ganzen tëschent 10 bis 15 % vum Personal ofgebaut. Weltwäit schaffe bei der SES ongeféier iwwer 2.000 Leit, an zu Lëtzebuerg sinn et der knapp 600.

Et gëtt awer probéiert duerch Preretraiten an och duerch Ëmschoulungen, den Impakt esou kleng wéi méiglech ze halen. Dorunner gëtt och intensiv mat der Personalvertriedung geschafft, krut ech gesot. Duerfir sinn ech iwwerrascht, dass Der mer sot, dass do guer keen Dialog wier. A mir och als Staat setzen eis derfir an, sou wäit wéi dat méiglech ass, fir de sozialen Impakt op Lëtzebuerg, op seng Mataarbechter esou kleng wéi méiglech ze halen a kënnen ze minimiséieren.

Lëtzebuerg ass a bleift och den Haaptsëtz vun dëser Firma! Ech insistéieren op deem dote Punkt. An et ass och ganz wichteg, dass d'Gesellschaft och op deem Site zu Betzder bleift. Iwwert d'Zäit soll d'Personal hei zu Lëtzebuerg souguer erweidert ginn, krute mer vun de Vertrieder am Verwaltungsrot gesot, awer an engem neie Fokus; wéi gesot, op Cloud an och d'Applikatiounen.

Aner Sitten op der Welt ginn a verschiddene Länner souguer ganz zougemaach oder ganz vill Leit licenciéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci dem Staatsminister, dee mer zum Deel op meng Froe geäntwert huet, awer net ganz. Duerfir muss ech nach eng Kéier à charge kommen.

Ech wëll dem Här Staatsminister awer just vläicht eppes rappeléieren. En huet virdru gesot, hei wär eng Aktiegesellschaft an de Staat hätt do net ganz vill Influenz, souguer wann en Actionnaire de référence wär. Ech wëll awer just dem Här Staatsminister rappeléieren: Hei huet de Staat mat der Spuerkeess an der SNCI iwwer 33 %, dat heescht eng Minorité de blocage. Ouni den Accord vum Haaptaktionär, wat ass elo hei de lëtzebuergesche Staat ass, kann also keng strateegesch Decisioun geholl ginn! Ech mengen, et ass awer wichteg, datt een dat nach eng Kéier preziséiert.

Elo nach eng Kéier kuerz eng Rei Froen, op déi Der awer net geäntwert hutt, Här Staatsminister.

Déi éischt, Dir hutt elo gesot, den Haaptsëtz vun der SES bleift esou oder esou hei zu Lëtzebuerg. Meng Fro war eigentlech ze wëssen: Kënnt et zu där Opspléckung zwëschent där SES - kommt, mir nennen déi emol - Video an der SES Networks? An ass et richteg, datt déi SES Networks an de Vereenegte Staaten, wat hir Aktivitéiten betrëfft, domiciliéiert gëtt an datt eigentlech just nach hei zu Lëtzebuerg de Volet Video bleift?

An déi zweet Fro och nach eng Kéier hannendrun: Dat géif jo awer heeschen, datt mer géifen an Zukunft de Gros vun eisen Aktivitéiten ausserhalb vun Europa lokaliséiere goen, wat awer trotzdeem fir mech eng Rei och vu prinzipielle Froen opwërft.

Dann eng drëtt Fro, op déi Der guer net geäntwert hutt, déi awer extrêmement wichteg ass. Wann een d'international Press liest, besonnesch an deem dote Secteur, gëtt vun der SES geschwat als engem Takeovertarget. Et gëtt besonnesch gesot, datt Telesat, dat ass eng ganz grouss kanadesch Firma, dorunner interesséiert wier. Dat heescht, hei besteet reell d'Gefor, datt d'SES Affer vun enger Unfriendly Takeover kéint sinn. An do ass et awer wichteg, datt ee sech d'Moyene gëtt, fir dogéint ze resistéieren.

An ech géif awer gär de Mëtteg vun Iech wëssen, Här Staatsminister, wat d'Regierung do gedenkt ze maachen. Hei geet et net ëm egal wat fir eng Firma. Hei geet et ëm d'SES! An ech mengen, mir wëllen net muer an der Zeitung liesen, datt d'SES einfach vun enger anerer grousser Firma iwwerholl ginn ass.

An duerfir wär ech wierklech frou, wann Der mer op déi dote Fro kéint nach eng detailléiert Äntwert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un de Premier- a Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech soe Merci fir déi dote Froen. Tatsächlech déi vun der OPA hat ech vergiess ze beäntweren. Et muss ee just wëssen, dass dat net esou einfach geet, well d'SES leeft iwwer eng Concessioun, déi hei ass. Dat heescht, souwisou d'Regierung misst de Go ginn. Dat heescht, et ass net einfach esou, dass hei d'SES ka vun haut op muer op eng OPA kommen, well ouni Concessioun fonctionéiert et net. Doweinster, wéi gesot, ass dat doten net richteg.

An déi aner Saach, dat ass déi, wou den Här Mosar geschwat huet iwwert déi Visioun vun deenen zwou Saachen. Do hunn ech virdrun awer kloer beäntwert, Här President, dass am Moment Analyse sinn an dass mer bis Enn des Joers normalerweis do och missten definitiv Resultater hunn.

An ech krut nach eng Kéier bestätegt, dass och d'Délégation du personnel zesumme mam Betrib géif schaffen. Dat heescht, dass den Dialogue social am Betrib awer géif fonctionéieren. Et ass vläicht net ëmmer einfach. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Mee, wéi gesot: Haaptsaach et schwätzt ee mateneen an et probéiert een, no konstruktive Léisungen ze sichen an déi duerno och am Interêt vum Betrib kënnen zesumme festzehalen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dat och wäert sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Staatsminister.

9. Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 39 vum Här Claude Wiseler iwwert den informateschen Tracing am Kader vum Coronavirus. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eng eventuell Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. „Den informateschen Traçage däerf net aus puren opportunistesche Grënn eliminéiert ginn." „Opportunistesche Grënn", dat soen net ech, dat seet d'Lëtzebuerger national Eethikskommissioun. A se fiert souguer weider an hiren Explikatiounen, an ech liesen Iech dat vir, well et aussergewéinlech kloer ass an deem Avis vun der Eethikskommissioun.

Se seet: L'écarter - dat heescht den informateschen Traçage - « L'écarter par commodité politique ou par surévaluation des principes de la protection des données personnelles serait inacceptable. » Inacceptable! « Ce serait d'autant moins acceptable qu'il n'est nullement établi que la protection des données est incompatible avec le traçage [...]. »

Opportunismus, politesch Kommoditéit, inakzeptabel: Dat si staark Wierder. Dat seet d'national Eethikskommissioun an engem kloren däitlechen Avis, ëm deen d'Regierung se net gefrot huet, mee dee se awer de Besoin hat fir ze schreiwen, fir e Message weiderzeginn.

Fir mech, wann ech et interpretéieren, ass dat en Appell un d'Lëtzebuerger Politik, un d'Majoritéit, mee net nëmmen un d'Majoritéit, e wichtege Sujet, wéi deen heiten, unzegoen, en awer unzegoen, ouni eng virgefaasste Meenung auszedrécken, en unzegoe mat sachlechen Argumenter, en unzegoen, ouni sech dauernd ze froen, wat hei elo an dësem Moment bei de Leit gutt ukënnt oder wat net gutt ukënnt.

Et ass e Message, fir en unzegoen a sech ëm den Inhalt ze bekëmmeren. An den Inhalt, dat sinn hei déi sanitär Froen a wéi mer mat deenen ëmginn, an net mat enger vun enger Pensée unique gepräägter Meenung oder mat generalistesche Banalitéiten, fir deenen engen an deenen anere Recht ze ginn, fir nëmmen net unzestoussen.

Wat seet den nationalen Eethiksrot? Zwee Messagen, déi ganz einfach sinn:

Éischtens, eng Covidapplikatioun kann am Kader vun der Mise en place vum Deconfinement an der Ënnerbriechung vun der Infektiounsketten nëtzlech a sënnvoll sinn. Dofir soll, dofir muss, seet en, d'Regierung sech drëm bekëmmeren an derno kucken! Dat ass déi éischt Ausso.

Déi zweet Ausso, déi den nationalen Eethiksrot mécht, dat ass, fir ze soen, datt natierlech, wann esou eng Covidapplikatioun kënnt, se muss faisabel sinn a se muss proportionell sinn zu der Zilsetzung. Faisabel, dat ass se. Dat gesi mer an Däitschland, déi se an enger Woch aféieren. Dat hu mer a Frankräich gesinn, déi se säit enger Woch hunn.

Si muss proportionell zum Zil sinn. An dofir setzt d'national Eethikskommissioun eng Rei Konditiounen: éischtens, kloer d'Konditioun vum Volontariat, vun der Transparenz, vun enger minimalistescher Applikatioun, déi limitéiert an der Zäit ass an déi och kloer definéiert Objektiver huet.

Dat war eng Diskussioun, déi virun e puer Wochen am Bundestag gefouert ginn ass mat wierklech Rieden, wann Der et gelauschtert hutt, déi an d'Déift gaange sinn an déi sech mat de Vir- an Nodeeler vun deene ganzen Applikatiounen a vun deene ganze Reegelen, déi mer an engem Confinement mussen anhalen, de Leit mussen als Politiker imposéieren, auserneegesat hu mat profunde Reflexiounen, déi gemaach gi sinn. An déi Applikatiounen, déi an Däitschland kommen, déi dezentral sinn, déi sinn och deene Krittäre gerecht. Zumindest huet de Bundestag dat esou empfonnt.

Op jidde Fall entsprieche se och deene Krittären, déi mir eis hei an der Chamber ginn hunn, notamment iwwer eng Motioun, déi den Här Clement erabruecht hat an déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Ech hunn zwou Froen un d'Regierung:

Dat ass déi, wéi d'Regierung sech par rapport zu dem Avis vum nationalen Eethiksrot stellt, dee seet, datt d'Realisatioun vun esou enger Applikatioun incontournabel ass. Wat sinn d'Suitte par rapport zu deem Avis?

An zweetens, am Ausland, notamment an eisen Nopeschlänner, sinn oder wäerten esou Applikatiounen en place kommen. Wat sinn d'Konsequenze vun den Akten, déi eis Nopeschlänner momentan setzen, mam Hannergrond, datt all Dag esou vill Frontalieren an eist Land eriwwerkommen, Länner, déi mat deem Typ vun Applikatioune schaffen?

Ech wär frou, dorobber Äntwerten ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech muss Iech soen: Ech hunn d'Gefill, ech wär am falsche Film! Ech wëll just drun erënneren, dass mir virun engem Mount op Initiativ vum Här Clement eng Motioun hei gestëmmt hunn. Bal unanime! Ech mengen, ausser der ADR huet jiddwereen derfir gestëmmt - jiddwereen! -, wou Dir sot: „Mir wëllen, dass d'Regierung keng App mécht, wann et net muss sinn! Wann et net muss sinn! Dir sollt den Analog weiderféieren an net dat Digitaalt maachen."

An dunn hate mer d'Diskussioun, dass mer eis engagéiert hunn, mir géifen dat Digitaalt maachen, wann - an dat waren d'Konditiounen, déi mer och hei gesot hunn - mer op eng Kéier Zuelen hätten an dat analog net méi géife packen oder wann et och d'Konditioun wär, fir an d'Ausland kënnen ze fueren.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech soen Iech just, dass am Moment ... An Dir hutt vu Frankräich geschwat, Däitschland ass nach ëmmer net applikabel. Éisträich huet eng gemaach, déi huet net dee gewëssene Succès. Ech hat Iech schonn hei zitéiert: Verschidde Länner hunn hir App schonn ofgeschaaft.

Elo kënnt den Avis vum Comité national d'éthique an da kréien ech gesot: „Elo musst Der alles änneren!"

Här President, ech muss Iech soen: Ech stinn zur Verfügung, wat d'Chamber gären hätt. Mee da sot mer et! Dir kënnt net hei eng Motioun stëmme mat 56 oder 57 Stëmmen, andeem Der sot: „Mir wëllen am Moment keen Digital", an da kënnt en Avis, an hei ass jo vun Opportunité politique geschwat ginn, dass dann op eng Kéier alles aneschters wär!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann Iech just soen, Här President, dass d'Regierung selbstverständlech den Avis vum Comité national d'éthique analyséiert, dass mer selbstverständlech och den Dateschutz an all déi Saachen juristesch en veille halen. Dat heescht, dass, wann déi Konditiounen - déi Dir eis ginn hutt!! -, fir eng digital App ze maachen, erfëllt ginn, mer et och maachen. Mee wa mer vun Opportunité politique schätzen: Hei ass méi vun Opportunismus, dass geschwat gëtt, wéi vun iergendeppes aneres!

Am Moment, an Dir gesitt och d'Zuelen, si mer net an enger Situatioun, wou mer dat analog net packen. A wann Dir, wann d'Chamber mir elo haut seet, dass dat, wat se virun engem Mount op Initiativ vum Här Clement mat enger grousser Majoritéit gestëmmt huet, haut net méi richteg ass, da sot mer et an da maachen ech meng Hausaufgaben aneschters!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Wiseler freet d'Wuert nach fir eng Zousazfro.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, jo. Här President, wann Der déi Motioun gelies hutt, déi mir gestëmmt hunn, do steet dran, ënner wat fir enge Konditiounen esou eng Applikatioun net kéint gemaach ginn an ënnert war fir enge Konditioune kéint gemaach ginn.

Ech stelle just fest, datt an deene leschten Zäiten all déi aner Länner ronderëm aner Decisioune geholl hunn, fir de Leit eng volontär Zousazsécherheet kënnen ze gi fir déi Leit, déi se wëllen huelen.

Dir beweegt Iech net. Dir sot, Dir wëllt op kee Fall esou eppes maachen.

Op där anerer Säit gitt Der awer an eisem Covidgesetz dohinner, dass den analogen Traçage an d'Obligatiounen, déi Der doranner-setzt, esou staark sinn, datt sech fir mech awer dann och eng ganz Rei Froen opwerfen.

Notamment gitt Der do dem Direkter vun der Santé respektiv senge Leit d'Méiglechkeet, fir en Traçage analog ze maachen, wou jiddwer Eenzelnen obligéiert ass, ganz genau individuell perséinlech mat Numm a mat Daten de Leit ze soen, wann en dann infizéiert ass, wat e gemaach huet an deene leschten Deeg a wéi en et gemaach huet an ënner wat fir enge Konditiounen en et gemaach huet!

Ech muss Iech soen: Wann Der dat op där enger Säit maacht an Dir refuséiert an déi aner Diskussioun eranzegoen, da stelle sech a mengen Aen awer eng ganz Rei Froen!

Ech fannen deen Avis vun der Eethikskommissioun e ganz gudden Avis, e sënnvollen Avis, en Avis, deen dat sachlech ugeet. An ech fannen, datt mir hei an der Chamber sollen an dësem Moment, well mer an engem anere Moment si wéi viru 14 Deeg, 3 Wochen, eng uerdentlech sachlech Diskussioun iwwert déi bescht Schutzmoossnamen, déi mer eise Leit kënnen bidden, deenen, déi et da wëllen, och heibanne féieren, ouni Saachen ze soen, déi einfach virdru schonn einfach Banalitéite sinn, wou mer Argumenter huelen, wat just Gefillsargumenter sinn. Ech hätt gär eng sachlech Diskussioun heibannen, déi uerdentlech gefouert gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Wuert geet zréck un den Här Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn, wéi gesot ... Här President, d'Regierung huet ni gesot: „Mir wëlle mordikus ni eng digital App!" Mir hunn hei zesummen driwwer diskutéiert. Mir hunn eng Motioun gestëmmt, wou mer gesot hunn: „D'Regierung soll op dat Analoogt setzen, dat Analoogt weiderféieren." Mir maachen dat! Dat anert gëtt juristesch, technesch iwwerpréift, ass méiglech! Wann de Besoin do ass, kënne mer et maachen!

Mee sot eis just, Här President, wat d'Chamber wëllt! Mir si flexibel. Mir si bereet, dat ze maachen, wat wichteg a richteg ass, wat Dir fannt. Wéi gesot, et kann net sinn, dass da gesot gëtt: „Well anerer et maachen, maache mer et net", well an deem ganze Covid sinn ech frou, dass mer net alles gemaach hunn, wat anerer gemaach hunn, an dass mer Saache gemaach hunn, déi och anerer net gemaach hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Elo weess ech nach ëmmer net, wat d'Regierung wëllt. Wëllt se et oder wëllt se et net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

10. Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020

Mir kommen elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun, déi vum Här Marc Lies am Numm vun der CSV-Fraktioun deponéiert gouf iwwert d'Reouverture vun de Spillplazen. Wie freet zu dëser Motioun d'Wuert? Den Här Staatsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ganz kuerz, Här President. Den Här Bausch huet mer gesot, wéi ech erakomm sinn, dass e schonn hei d'Stellung geholl huet. Ech wëll Iech just soen: Ech géif wierklech d'Chamber froen, se haut net ze stëmmen oder se iwwermuer ze stëmmen, wann Der den Donneschdeg Sitzung hutt, oder se dann ofzeweisen.

Firwat? Mir hunn de Prinzip gehat, dass mer zwou Wochen ofwaarden, fir Decisioune kënnen ze huelen. Wann ech den Owend bis d'Resultater hunn, da kann een d'Resultater kucken. An da wëllt d'Regierung muer Decisiounen huelen. Wann d'Resultater den Owend richteg sinn, da géife mer och an déi Richtung goen, fir d'Spillplazen opzemaachen.

Dowéinster: Hei gëtt am Fong gestëmmt, dass muer sollt opgoen, ouni ze wëssen wéi d'Zuelen den Owend sinn! Ech weess, ech erwaarde mer elo net eng Explosioun den Owend, a kee wënscht sech déi, mee, Här President, d'Regierung kann hei just ... Ech ka mech hei vis-à-vis vun lech engagéieren, dass dee Punkt muer um Ordre du jour ass an dass et am Moment och ganz grouss Chancë gëtt, dass muer d'Spillplazen opginn.

Mee elo wëllen, an ech hu virdru vun Opportunité politique geschwat, wëssen, dass et gemaach gëtt: Geet et ëm d'Saach oder geet et just ëm hei duerno: „A hei, duerch d'CSV sinn d'Spillplazen opgaangen!"?

Plusieurs voix.- O!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann Iech just soen: Et ass weeder wéinst oder dank enger CSV, dass d'Spillplazen opginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer lächerlech dat do, Här Bettel.

Plusieurs voix.- O!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- O, Mamm o Mamm!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et geet jo just dorëms ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Mir si jo och scho méi laang hannendrun, net eréischt zënter haut, dass d'Kanner sech beweege sollen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir wëllt dat just muer ufänken. Dat ass alles.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif dann d'Chamber bieden, der Regierung d'Vertrauen ze ginn, dass mer mat deenen Zuelen, déi mer kréien, och muer kënnen dann déi Decisioun huelen, andeems mer déi Zuelen och hunn an net haut Suppositioune stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll hei just einfach soen, datt mer drop halen, datt d'Motioun ofgestëmmt gëtt. Mir haten och gesot, firwat mer déi Motioun erabruecht hunn, well déi Äntwert, déi mer op eis Question parlementaire kritt hunn, definitiv iwwerhaapt näischt ausgesot huet. An duerfir wëlle mer einfach elo Kloerheet hunn a mir wëlle gär d'Motioun ofstëmme loossen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Baum huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Motioun ass eis och ganz sympathesch, well se trëfft nämlech en Nerv, deen dobaussen an der Gesellschaft ganz staark diskutéiert gëtt, nämlech awer eng gewëssen Inkohärenz an der Krisegestioun, wat de Volet vun deem dote Beräich vun Ouverturen ugeet.

Den Här Staatsminister huet elo gesot, den Owend géifen d'Zuelen erauskommen an da géif dann dorobberhin muer eng Decisioun geholl ginn.

Mee, Här Staatsminister, déi Zuelen, déi hutt Der dach elo schonn, well et sinn d'Zuele vun deem Dag virdrun! Also, Dir kënnt mer net erzielen, datt mer elo um véier Auer déi Zuele vun den Owend net hunn. Ausser do wier elo wierklech eng risegrouss Iwwerraschung, wat ech mer net virstelle kann, well soss géift Der net esou gemittlech do sëtzen. Ech ka mer net virstellen, datt iergendeng aner Decisioun ka geholl ginn.

Ech mengen, et ass elo wichteg: Wa mer sollen an deenen nächsten Deeg hei zwee Covidgesetzer ofstëmmen, wou d'Chamber hir Souveränitéit erëmgewënnt, da kéint dat hei wierklech e ganz staarke symboleschen Akt sinn, deen d'Chamber gradesou unanime kéint huelen, wéi mer hoffen, datt och aner Texter hei duerchginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. An da wier et elo um Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech hat mech elo geflass. Ech verstinn natierlech d'Positioun vun de Kolleege vun der CSV, déi hei eng Motioun erabréngen. Ech mengen awer, mir sollte bei der Strategie bleiwen, déi mer an der ganzer Covidkris duerchgezunn hunn. Dat heescht …

(Interruption par M. Claude Wiseler)

O! Mir hu vläicht kee Plang, Här Wiseler, mee mir haten eng Strategie.

(Brouhaha)

Dat kann ech Iech awer soen. Elo geet et awer duer!

(Interruptions)

Ech maache jo gär villes mat, mee dat do geet awer net. Dat do geet awer net!

(Exclamations)

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Mir sichen haut nach no Ärem Plang.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst Iech net stéieren! Dir hutt d'Wuert, an Dir eleng.

M. Gilles Baum *(DP).*- Also kommt, mir bleiwen elo bei der Saach! Ech verstinn d'Positioun vun der CSV. Well Dir kënnt eis gleewen: Dir gitt gradesou vill ugeschwat wéi ech och. An ech kucke meng Schäfferotskolleegin hei aus der Gemeng Jonglënster: Mir hu 36 Spillplazen. Et deet eis alleguerte wéi, dass mer se mussen zouloossen. Ech mengen awer, mir sollten effektiv op d'Zuele waarden. An ech mengen, le moment venu wäert d'Regierung kommunikéieren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir wëllt d'Kanner als Geisel huelen.

Une voix.- O!

M. Gilles Baum *(DP).*- A mir sollen eis dann nach e puer Deeg gedëllegen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Nach e puer Deeg?! Wivill Deeg froe mer schonn?

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir sollen eis nach e puer Deeg gedëllegen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Wat een Theater!

M. Gilles Baum *(DP).*- An da wäerten d'Spillplazen och an der véierter Phas vum Deconfinement fir d'Kanner alleguerten opgoen. An da sidd Dir frou. A meng Kanner si frou an alleguerten déi Leit, déi Kanner hunn, déi si ganz, ganz frou. Voilà! Dorëms geet et.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP).*- An dat ass och, Här Wiseler, en Deel vun der Strategie!

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da kritt den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir wëllen heibannen alleguerten, datt mer frou Kanner hunn. Mir wëllen alleguerten, datt d'Kanner esou séier wéi méiglech kënnen op d'Spillplaz goen.

Mir hu virun enger Rei vu Wochen hei schonn eng Rei vu Strategien an d'Wee geleet. Eng dovunner ass, dass mer A- a B-Klassen an de Schoule gemaach hunn. An déi A- a B-Klassen, déi …

(Interruption)

… muss een net gutt fannen. Jo, dat ass richteg. Ech gleewen dat och, datt eng Partie Leit heibannen dat net gutt fannen. Et gehéiert awer zu enger Strategie, wéi den Här Baum elo grad gesot huet, déi jo net einfach esou aus der Loft gegraff ass. An Dir hutt dat alleguer kritt. Dir hutt déi Modellisatioune kritt, déi och d'Uni mat berechent huet, wou och Risikoberechnunge mat dra sinn, wann een en Domän opmécht fir méi Leit, dass dat och erëm esou vill méi Risiko bedeit, fir sech méi unzestiechen. An an där doter Berechnung ass och déi Berechnung vun de Spillplaze mat dran.

Dofir, et kann een och elo froen - et wonnert mech alt, datt dat net gestallt ginn ass -, mir missten elo zu siwen doheem sinn amplaz zu sechs.

(Interruption)

Dat géif bestëmmt gutt ukommen! Et si bestëmmt och Leit, déi gär zu siwe sinn. Oder: „Mir wëllen zu fënnef um Dësch sëtzen amplaz zu véier." Dat sinn alles Saachen, déi komme gutt un. Oder: „Mir ginn zu sechs oder esou …" Alles dat kënnt jo gutt un dobaussen. Dat kënnt och gutt un, wa mir et froen, mee mir hunn eis bis elo op Berechnunge baséiert, mir hunn eis bis elo en Timing ginn, zwou Wochen, nodeems mer eng Decisioun geholl hunn, fir verschidde Saachen erëm opzemaachen, fir och deene Berechnungen erëm kënne Rechnung ze droen.

A wann ech dann an der Motioun liesen: „Jo, aner Länner hunn och schonn aner Saachen opgemaach", dann ass dat och am Kader vun enger Strategie. An et kann ee sech net nëmmen d'Korinten aus verschiddene Saachen erauspicken. Et muss een dat als Ganzt gesinn. An duerfir mengen ech, dass et richteg ass, elo ofzewaarden, sou wéi de Premier dat gesot huet. Iwwregens huet d'Santéskommissioun virun enger Woch scho gesot, si géif d'Regierung doranner ënnerstëtzen …

(Interruption)

E Freideg. Okay, e Freideg. … ënnerstëtzen … Da war et d'lescht Woch, jo, richteg! … d'Regierung doranner ënnerstëtzen, datt se d'Spillplaze sollen opmaachen, wann d'Zuelen et beleeën. Duerfir mengen ech och, dass een dat soll maachen an där Strategie och do soll weider nogoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An dann huet den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass dach en Trauerspill, wa mer heibannen als Chamber eis elo op e puer Stonne vertréischte loossen a gesot kréien: „D'Zuele gi muer am Regierungsrot presentéiert." Ma wien ass dann deen éischte Pouvoir am Land? D'Chamber oder d'Regierung?

Wie soll, …

M. Marc Spautz *(CSV).*- Richteg! Richteg, Här Clement. Sot et!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass eng gutt Fro, Madamm Beissel. Wie geréiert d'Kris dann? Dat ass wierklech eng gutt Fro. A wa mer dat diskutéieren, Madamm Beissel, …

(Brouhaha)

M. Guy Arendt *(DP).*- D'Oppositioun an d'Spillpazen!

(Coups de cloche de la présidence)

… jo, do gesi mer et. Do gesi mer et.

M. Roy Reding *(ADR).*- Est-ce qu'il y a un capitaine à bord?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Kommt, mir stellen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- … Kadavergehorsam hannendrun.

M. André Bauler *(DP).*- Wat sinn ech frou, datt Dir d'Kris net geréiert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Genau dat. Also ganz, …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Also mat Spillplaze geréiert een d'Kris net.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz éierlech, mir hunn hei …

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Den Här Bettel huet elo grad gesot: „D'Zuele sinn an e puer Stonnen do." Majo, souwäit ech den Ordre du jour vun der Chamber hei gesinn, hu mer nach e bëssen Ordre du jour virun eis. A wann d'Zuelen, an do ginn ech dem Kolleeg vun déi Lénk absolutt Recht, wann d'Zuele jo vu gëschter sinn, da si se do. Da waarde mer elo, datt mer se presentéiert kréien, datt mer net drop waarden, datt d'Pushnotification vun iergendengem Presseorgan kënnt, an da kann d'Chamber en connaissance de cause net elo, net a fënnef Minutten, mee dann an annerhallwer Stonn oder an zwou Stonnen doriwwer ofstëmmen. Nämlech zu deem Zäitpunkt, wou déi Zuelen do sinn. Well wéi eescht …

M. Guy Arendt *(DP).*- D'Spillplazen op fir d'Oppositioun!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … huele mir eis als Chamber? Wéi eescht huele mir eis als Chamber, wa mir haut, an do denken ech un d'Kolleege vun der Majoritéit, wa mir haut ëm, kommt, mir soen, fënnef Auer géint d'Opmaache vun de Spillplaze stëmmen an de Regierungsrot muer de Moien ëm eelef Auer annoncéiert, datt d'Spillplazen opginn? Dat ass dach net seriö ze huelen! Do maache mer eis dach heibanne selwer lächerlech. An ech mengen, genau dat ass et, wat d'Politikverdrossenheet am Land generéiert, …

M. Guy Arendt *(DP).*- O!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … wann d'Chamber mëttes seet: „Nee!", …

(Brouhaha)

Une voix.- Egal wat!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … an d'Regierung den Dag drop seet: „Jo!"

(Coups de cloche de la présidence)

An dat ass lächerlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Loosse mer erëm e bëssen zur Rou kommen!

(Brouhaha)

Well, …

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Dat ass schwéier!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, mat e bësse guddem Wëlle geet alles! Ëm wat geet et hei, Här President? Ech hunn elo nogelauschtert, wéi meng Virriedner geschwat hunn. Wéi ech den Här Gilles Baum héieren hunn, dee gesot huet: „Mir mussen op d'Zuele waarden." Ech mengen, d'Zuelen, déi weess d'Regierung haut schonn, well muer de Moien decidéiert se et. An d'Familljeministesch, déi huet souguer gëschter Moien um Radio driwwer geschwat a si huet dunn och scho gesot, si wier zwar net zoustänneg, mee si kéint awer assuréieren, datt an déi Richtung géif dës Woch decidéiert ginn, soudatt am Fong schonn alles quasi fäerdeg ass. Et ass eebe just elo eng Saach, datt d'Regierung wëllt de Privileeg hunn, fir dat muer ze decidéieren. An da kréie se um Regierungssender RTL eng Stonn Pressekonferenz muer de Mëtteg, …

(Interruption)

… wou se dann der Natioun dat kënnen alles virdroen, sou wéi dat an deene leschte Méint de Fall war. Do huet d'Regierung, ech weess net, esou vill Stonne Pressekonferenz iwwer RTL kritt, ech mengen, wéi d'ganzt Parlament zesummen an zéng Joer net kritt. Dat ass an deene leschte Wochen op RTL do geschitt.

(Brouhaha)

An dat hei ass da sou. A wann dann hei geschwat ginn ass vum Här Baum vun enger Strategie, also d'Strategie war déi heiten: D'Regierung mécht alles an d'Parlament gëtt näischt gewuer. An d'Regierung setzt …

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir waart e puer Méint net do!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach! Ech hunn alles matkritt!

(Brouhaha)

Ech hunn alles ...

(Interruption)

Ech hunn alles matkritt an ech erliewen dat och elo schonn erëm zwee Méint mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Baum, den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Baum, lauschtert op den Här President. Den ...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Esou geet dat net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dat geet. Dat geet! Dat hei ass déi ganzen Zäit eng Show gewiescht vun der Regierung iwwer all déi Wochen a Méint an dat ass näischt méi an näischt aneres an duerfir gëtt et héich Zäit, et gëtt ganz héich Zäit, datt deen État de crise ophéiert ...

(Brouhaha)

... an datt de Pouvoir erëm dohinnerkënnt, wou en higehéiert, nämlech hei an d'Chamber.

(Brouhaha)

A wann elo den État de crise eriwwer wier, da géif d'Chamber doudsécher dat doten haut schonn decidéieren. An et ass dach lächerlech, datt elo gesot gëtt: „Mir kënnen dat haut net decidéieren!" An all Mënsch weess awer elo scho mëttlerweil, wann en héieren huet, datt muer d'Regierung et decidéiert. An do gesäit ee jo, datt d'Regierung deen État de crise wierklech mëssbraucht, fir d'Parlament sou vill wéi méiglech auszeschalten, fir datt si sech kënne Lorberen zouspriechen, ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... déi hir net sinn!

(Interruption)

An duerfir, Här President, ...

Madamm Beissel, wann Der gären d'Wuert hätt, dat kënnt Der et beim Här President froen!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir waart net hei ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war ...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir sidd eng Personne vulnérable, Der hutt Iech dauernd entschëllegt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo sécher!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Ech sinn awer ... Madamm Beissel, Dir ...

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Madamm Beissel, Dir schreift mir net vir, wat ech maachen. An haut sinn ech hei!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

An haut sinn ech hei an haut soen ech dat, wat ech wëll. An dat, wat Dir sot, interesséiert mech kee Batz!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir kënnt awer net hei ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well et ass guer net richteg, wat Der sot!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här Gibéryen, Dir sidd ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Haalt dach op!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir kënnt net hei léie kommen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma ech léien dach net!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir kommt hei léien! Dat geet net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma grad well ech net hei war, hat ech gutt Zäit, wéi ech mech an d'Quarantän zréckgezunn hunn, fir dat vu Wäitem ze kucken. An do hunn ech dat jo ganz objektiv an neutral kënne kucken, wéi déi Politik hei gemaach gëtt, hei an deem Land. A géift Dir heiansdo soss méi jäize wéi haut, da géif et Iech och besser goen. An da bräicht Der och, ...

(Coups de cloche de la présidence)

Voilà, Här President, et ass also ganz kloer, der Regierung geet et just drëms, fir muer kënnen ze decidéieren an dann der Natioun ze verkënnegen, datt si dat gemaach huet. Kommt, mir huelen als Parlament de Pouvoir dohinner zréck, wuer en higehéiert, a mir stëmmen haut iwwert déi Motioun of a mer huele se un!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Här President. Also, léif Kolleegen, ech muss soen, ech sinn awer elo e bëssen erstaunt. Mir hu bal dräi Méint hannerun eis, déi waren net einfach. A mir hunn déi als Land an als Gesellschaft gutt iwwerstan, well mer zesummegehalen hunn, och geschwat hunn. Gewëss, mir hunn der Regierung hei virun dräi Méint, oder bal dräi Méint, Vollmuechte ginn, fir eeben déi Kris sou gutt wéi nëmme méiglech ze meeschteren. An zesummen hu mer och méi wéi eng Kéier hei scho festgestallt, datt mer dat bis elo gutt gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An ech sinn effektiv ënner ... An ech zielen eis alleguer do derbäi, well ech war a munche vun deene Reuniounen, wou eeben de Bureau an d'Conférence des Présidents an de leschte Freideg d'Santéskommissioun mat der Regierung zesumme geschwat hunn a wou vill Saachen diskutéiert gi sinn. A wou mer dat ëmmer op eng ganz korrekt an uerdentlech Aart a Weis gemaach hunn. A wou, wann ech dat dann esou soen, mee ech hunn dat net esou gespuert, vun der Oppositioun Iddie komm sinn, déi direkt agefloss sinn an déi mat op de Wee geholl ginn an déi doduerch d'Gesetzer an d'Texter och besser gemaach hunn.

Firwat sinn ech elo esou erstaunt? Well mer de Freideg de Mëtten eng Reunioun hate mat der Madamm Minister Lenert, wou mer iwwert dat hei an nach eng ganz Rei aner Saache geschwat hunn. An ënner ons all, Majoritéit an Oppositioun vun den Deputéierten, hu mer iwwert d'Spillplaze geschwat. An ech wëll mer elo guer net op d'Schëller klappen, mee jiddweree weess, wéi ech gesot hunn, datt mer onbedéngt déi Spillplazen nees missten opmaachen.

Mee mir hunn net nëmmen dat gesot! Mee mer hunn net nëmmen dat gesot, mer hunn och nach, an ech kucken den Här Spautz an d'Aen, mer hunn och nach vun amplaz zwee Meter, annerhallwe Meter geschwat. Mer hu vu Saache geschwat, déi nach net dra wieren an déi sollten dra kommen. A mir waren ons ënner ons ganz eens, a mir haten och d'Gefill, an ech hunn dat och nach haut, datt d'Regierung ganz oppe war fir déi Remarken, an net nëmme Remarken, mee fir dat Gefill, wat mer matginn hunn. A mir hunn d'Reunioun opgehal, andeem mer der Madamm Minister gesot hunn: „A Madamm Minister, Dir hutt jo elo hei gesinn, datt mir alleguerte fannen, datt op deene puer Punkten do, ënnert der Presidence vum Här Di Bartolomeo, datt mer do vun der Regierung erwaarden, datt op deene Punkten awer nach e puer Ännerunge kommen."

An d'Madamm Lenert huet ons gesot, si géif dat mathuele bei d'Regierung an de Mëttwoch de Moien, sou wéi de Staatsminister et elo gesot huet, de Mëttwoch de Moie kéime si zesummen an da géife se zesummen eeben iwwert déi dote Punkte schwätzen, a si géif dat dote mathuelen an dat der Regierung mathuelen als wierklech de Wonsch vun all deenen Deputéierten, Majoritéit oder Oppositioun, déi do waren. Dat wousste mer de Freideg. A mir sinn auserneegaang ganz roueg a fein a mir woussten et.

Dofir wonnert et mech awer elo op eemol. An d'Madamm Lenert huet natierlech och dat gesot, wat den Här Staatsminister gesot huet, datt dee Moment d'Zuelen do wieren. A jo, d'Zuele si vläicht och schonn den Owend do, mee et ass nun eemol sou, mir hätten déi Kris hei net esou gutt duerchgestan, wann net awer e gewësse System dra gewiescht wier, deen d'Regierung rigouréis duerchgezunn huet am Dialog mat der Chamber. Dofir, fir elo dat hei ... An engersäits kann ee soen: „Et ass, bon, et ass eeben ... Mir sinn elo an engem Spill Oppositioun", mee ech fannen awer, et entsprécht net deem, et entsprécht net där Zesummenaarbecht, wéi mer se bis elo haten. An dofir, wann éieren hei géif driwwer ofgestëmmt ginn, da participéieren ech net um Vott, well ech fannen, datt dat hei net deem entsprécht an datt et dat Zesummeschaffen, wat mer bis elo haten, a gutt haten, einfach iwwer Bord wërft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer.

(Brouhaha)

An dann hat déi honorabel Madamm Josée Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt och der Madamm Polfer Merci soe fir déi Aussoen, déi si elo gemaach huet. Et war am Fong dat, wat ech och selwer wollt virdru scho soen. Mir hunn am Bureau an an der Conférence des Présidents elo säit Wochen a Woche konstruktiv zesummegeschafft, mir hunn en Dialog mat der Regierung gefouert, dee wierklech ganz respektvoll war. Dat waren Iddie vun alle Säiten. A mir bedaueren et als Gréng, dass elo d'Plenière benotzt gëtt, fir esou ze maachen, wéi wann dat net de Fall gewiescht wär. Dat ass op Basis vun enger gemeinsamer Motioun zustane komm, déi mer all ënnerstëtzt hunn.

(Brouhaha)

A mir wäre frou, wa mer bis zum Enn vum État de crise an deem konstruktive Geescht ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... kéinte weiderschaffen. An an deem Sënn ënnerstëtze mer och souwuel de Premier wéi och de François Bausch, dee virdrun och schonn dozou Stellung geholl huet. Mir sollten an deem Geescht bleiwen, dee mer bis elo gutt gepackt hunn, an net d'Plenière benotzen, fir hei eng Nummer ze maachen, déi just dobaussen gutt ukënnt.

(Exclamations)

Merci.

Une voix.- Also doranner sinn déi gréng awer Expert, an der Nummer maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt mer bis elo nach ëmmer och konstruktiv am Bureau matenee geschafft hunn, an datt awer hei een neie Moment ass. Mir hunn de Freideg, ...

(Interruption)

Dach! Mir hunn de Freideg eng Kéier gefrot gehat, fir d'Spillplazen opzemaachen. Mir haten awer virun engem Mount eng Question parlementaire gestallt, ob et net méiglech wär, wann d'Schoule géifen opgoen, dass dann och d'Spillplaze géifen opmaachen. Deen Delai ass Ufank vun der Woch ausgelaf gewiescht, du krute mer eng Äntwert. Wa mer déi Äntwert net kritt hätten, hätte mer déi Fro natierlech hei gestallt, dat, mengen ech, weess den Här President. Da wär d'Fro iwwerfälleg gewiescht, dann hätte mer se gestallt.

Déi Äntwert, déi mer kritt hunn, war awer keng Äntwert. Do steet dran: „D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etapp aus dem Confinement eraus, deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt an au vu vun der sanitärer Situatioun." Sou, wann elo ee vun Iech heibanne mir ka soen, wéini datt doduerjer, wann ech déi do Äntwert hunn, wéini datt d'Spillplazen opginn, da muss ech soen: Dann hutt Der erëm eng Kéier eng Glaskugel! Ech hu se dës Kéier net matbruecht, mee dann hutt Der definitiv eng besser Glaskugel wéi mir. An dofir hätte mer gären net nëmmen eng Äntwert gehat, duerfir hu mer haut déi Motioun abruecht, fir datt se elo definitiv sollen opgoen.

Also et ass een neie Moment vis-à-vis vum leschte Freideg. Dat ass déi Question parlementaire hei, déi am Prinzip net beäntwert ginn ass. A mir halen dru fest, datt d'Motioun elo ofgestëmmt gëtt.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann huet nach d'Wuert gefrot: den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Ech wëll just awer eng Remark maachen, well hei d'Virriedner, d'Madamm Polfer an d'Madamm Lorsché, konstant vun där grousser konstruktiver Zesummenaarbecht geschwat hunn, déi mer elo an deene leschte Méint haten. Ech muss Iech soen: Sou hunn ech dat awer net onbedéngt gesinn! Ech hunn hei gespuert, datt mir all Woch zesummen...

(Interruption)

... all Woch zesummekomm sinn, et ass vun der Oppositioun eng konstruktiv Aarbecht mat erakomm, mee mir kruten awer haaptsächlech an deene Bureaussëtzungen all Woch just erzielt, wat duerno an der Pressekonferenz géif dann der Press matgedeelt ginn. Dat war déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten. Et war am Ufank eng Unité nationale versprach ginn, wou kéint zesummen eng Rei Saachen decidéiert ginn. Dat ass awer ni an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Dofir wëll ech dat Märche vun där konstruktiver Zesummenaarbecht awer net hei stoe loossen. Déi Participatioun, déi mer haten, war net eng Participatioun, fir eng Zesummenaarbecht ze maachen, dat war just eng Informatioun, déi mer kruten. An dobäi ass et bliwwen. An dofir ass et fir mech extreem kloer, ...

(Interruption)

... datt dat, wat mer virun e puer Méint gestëmmt hunn, fir den État de crise ze maachen, wou mer der Regierung eng Rei exzeptionell Pouvoiren eriwwerginn hunn, datt dat definitiv op kee Fall kéint an iergendwellecher Konditioun weidergestëmmt ginn, well d'Decisioune sollen an d'Parlament zréckkommen, dohinner, wou se higehéieren. Déi Gesetzer, déi mer maachen, déi mussen hei vun eis gemaach ginn. Dat schéngt mer essenziell ze sinn. An et muss een erëm an d'parlamentaresch Normalitéit erëmkommen. An d'parlamentaresch Normalitéit, dat ass, datt mer haut déi Motioun hei zur Ofstëmmung bréngen. An da muss jiddweree mat sech selwer eens ginn, wat e stëmmt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An dann huet d'Wuert gefrot den ...

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

... d'Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also ech muss awer elo wierklech soen: Ech kommen aus dem Staunen iwwerhaapt net méi eraus!

Une voix.- Mir och net!

(Interruption)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Well Dir sot ..., oder wëllt Dir Är Meritter esou schmäleren, datt Der wëllt soen, Dir hätt null Influenz gehat. Déi Saachen, déi Dir gesot hätt, deene wier guer net Rechnung gedroe ginn. Ech erënnere mech u méi wéi eng ...

(Interruption)

... Reunioun, et huet heiansdo vläicht Zäit gebraucht, mee d'Madamm Hansen an ech, mir hunn zënter Laangem plädéiert, fir datt an de Fleegeheimer missten aner ...

(Interruption)

Jo, mee um Fong hu mer dat plädéiert. Et sinn nei Moossname komm. Et huet gewëss seng Zäit gebraucht. Nach eng Kéier: Kommt, mer kucken, wat muer bei deenen Decisiounen erauskënnt, déi d'Regierung hëlt, a wou mer ganz kloer, wou mer wierklech ganz kloer Punkten der Ministesch mat op de Wee ginn hunn!

Ech ... Elo kënnt Der soen, ech hätt eebe Vertrauen an déi Regierung. Jo, ech hunn es eeben. Dofir hunn ech och Vertrauen, datt dat, wat mer hinne mat op de Wee ginn hunn, datt dat och geholl gëtt. Aner Saache vun de Kanner, d'Madamm Kemp huet ganz am Ufank eng Kéier gefrot gehat, datt eeben och misst gekuckt ginn a gescheete Famillje fir d'Kanner. Et sinn eng ganz Rei Saachen, déi geholl ginn. Dofir maacht Iech awer net méi schlecht, wéi Der sidd! Dir hutt konstruktiv ...

(Interruption)

Dir hutt konstruktiv matgeschafft. An et ass natierlech net, well een eng Kéier ee Moment et seet, datt et direkt muss muer sinn. Ech hunn op alle Fall ...

(Interruption)

Ma dann hunn ech vläicht ..., da sinn ech ze optimistesch an ze empathesch, mee ech hat am Fong ee ganz gutt Gefill, wéi mer an deene Kommissiounen, an deene verschiddenen, zesummegeschafft hunn. An et deet mir leed, wann Dir dat Gefill net hat. Wärend ech nämlech an der Kommissioun souz, hunn ech och all Kéiers dat gespuert, well do ass ni esou gejaut gi wéi hei.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madamm Polfer, ech schaffen ëmmer konstruktiv mat. Mee op där anerer Säit fannen ech awer net, datt ee kann higoen an als konstruktiv Zesummenaarbecht beschreiwen, wann eng Regierung dohinnerkënnt an déi éischt hallef Stonn emol déi geholl Decisioune virstellt. Dat ass net Matsprooch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Polfer, a merci, Här Wiseler. An dann hat d'Wuert gefrot gehat: den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll bestätegen, dass mer an deene leschte 14 Deeg an der Santéskommissioun an an der Institutiounskommissioun an an der juristescher Kommissioun exzellent zesummegeschafft hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech wëll och ënnersträichen, dass hei exzellent Virschléi

komm sinn, ouni Ënnerscheed, ob se vun der Majoritéit komm sinn oder ob se vun de Spezialiste vun der Oppositioun komm sinn, a se wäitgeeëndst och an eis Diskussiounen agefloss sinn an afléisse wäerten.

Ech wëll awer drun erënneren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer de Freideg e ganz klore Message als Santéskommissioun un d'Regierung ginn hunn. Ee ganz klore Message! Ech hunn nach eng Kéier extra nogefrot, wéi dat ze verstoen ass. Et war vun encouragéiere bis: „Mir hätte gär, dass déi Spillplazen erëm opginn!"

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir och!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, nee, Här Staatsminister, ech kommen zu menger Konklusioun. D'Regierungskolleegen, déi do waren, déi hu gesot: „Mir huelen dat mat an d'Regierung." Well muer, muer Mëttwoch, ass déi éischte Kéier, wou déi Kolleegen dee Wonsch vun der Chamber kënne mat an d'Regierung huelen. Déi éischte Kéier!

(Interruption)

Also géif ech mengen, dass mer eis konsequent wären, wa mer der Regierung d'Chance géife ginn, fir déi Fuerderung vun der Chamber ze erfëllen.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Géif déi Fuerderung, dee Wonsch, deen Encouragement net erfëllt ginn, da kënne mer déi Motioun den Donneschdeg hei an de Plenum eranhuelen.

(Brouhaha)

Dat, Kolleegen, géif ech mengen, wär gewisen, dass d'Chamber duerchaus kann ...

(Interruptions)

... hir Wënsch äusseren, dass d'Regierung, déi am État de crise jo muss dat Reglement änneren, well wann d'Chamber dat op sech wéilt maachen, da misste mer ee Gesetz maachen, fir iwwert d'Reglement ewech ze goen. Gi mer also der Regierung d'Chance, fir muer dat Reglement ze huelen op Basis vun deene Chifferen, déi se hunn! Kënnt et net dozou ... Kënnt et net dozou, géife mer d'Motioun erëm hei an d'Parlament huelen. Ech géif mengen, ...

(Brouhaha)

Ech géif mengen, dat wär fair. Dat wär fair! Dat géif och deem Wonsch entspriechen, deen d'Kommissioun geäussert huet, a géif zumindest der Regierung d'Chance ginn, fir de Wonsch vun der Chamber ze erfëllen. Maache mer dat net, da gleewe mer jo net dorun, dass dat eppes bewierkt, wann eng Chamberskommissioun an trauter Eintracht e Wonsch un d'Regierung äussert.

Merci gesot.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Madamm Hansen freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dofir géif ech mengen, et ass eist elementaart Recht, eng Motioun ze deposéieren. Dofir géif ech froen, datt mer déi elo ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Di Bartolomeo huet eng Propositioun gemaach. Mir géifen da fir d'éischt iwwert d'Propositioun vum Här Di Bartolomeo ofstëmmen, ...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir wëlle gär au vote. Au vote!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir datt mer en Donneschdeg iwwert déi Motioun hei géifen ofstëmmen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Au vote!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott fänkt un.

Une voix.- Nee! Nee! Et huet een Iech net héieren. Et huet een net héieren, wat Der gesot hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Entschëllegt! Ech hat de Mikro net un. Et war net verstane ginn, wat gesot war. Fir d'éischt géife mer awer iwwert d'Propositioun vum Här Mars Di Bartolomeo ofstëmmen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma nee!

Plusieurs voix.- Nee!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir datt mer de Vott iwwert d'Motioun den Donneschdeg géife maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ech mengen net, datt d'Chamber et zouléisst, datt d'Majoritéit der Oppositioun verbitt, hei eng Motioun ofstëmmen ze loossen!

Plusieurs voix.- Nee!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech géif mengen, da gi mer!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat hutt Der schonn eng Kéier probéiert!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also dat geet net!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat steet net am Reglement!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, genau, den Här Staatsminister freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hunn elo déi ganzen Zäiten den Handy gekuckt, ob d'Resultater net géife kommen. Dann hätt ech Iech jo kënne soen, wat muer definitiv decidéiert gëtt. Mir wëllen all dat selwecht heibannen, Här President, all dat selwecht!

(Brouhaha)

Ech soe just, wann hei vu Kristallkugel geschwat gëtt oder vu Kaffisazlieserei: Ech si frou iwwert déi Resultater, déi mer am Moment hunn, Här President. An déi Resultater si komm, well mer virsiichteg waren. Well mer Delaien ofgewaart hunn. Well mer net gekuckt hunn, wat d'Ausland mécht. Well mir hätten och kënne soen: „Schweden huet iwwerhaapt näischt zougemaach! Firwat maacht Der iwwerhaapt eppes zou?" Ech si frou, dass mer e Lëtzebuerger Modell gewielt hunn. E Modell, deen hei adaptéiert war. E Modell, wou mer net d'Grenzen zougemaach hunn, well mer gesot hunn: „De Risk kënnt vu baussen", mee dass mer hei Mesurë geholl hunn, wou mer d'Ënnerstëtzung awer vum groussen Deel vun dëser Chamber kritt hunn, och fir déi Mesuren duerchzezéien.

Ech soen och, an ech muss der Madamm Polfer net Onrecht ginn: Hei si ganz konstruktiv Propose komm vun der ganzer Oppositioun, vun all den Deputéierten. An de Kommissiounen hu mer Saache geännert, déi mer matgeholl hunn. Dir hutt de Freideg d'Bestätegung kritt, dass mer muer, wann d'Zuelen dann och stëmmen, d'Spillplazen opmaachen. Dir hutt virdru vum Här Bausch gesot kritt: „Wann d'Zuele stëmmen, ginn d'Spillplaze muer opgemaach." Dir kritt et vu mir nach eng Kéier gesot, dass d'Spillplaze muer opginn. Mee dann huelt elo net e Vott!

An ech sinn och frou, Här President, well den Här Gibéryen huet gesot, dass et schued ass, dass d'Chamber dat net kann decidéieren. Mee wann d'Chamber et decidéiere géif, da wier et e Gesetz. Da wiere mer haut net hei oder op jidde Fall Dir kéint et stëmmen, mee da géift Der nach op d'mannst eng Woch waarden oder e puer Deeg waarden, fir dass d'Spillplaze kéinten opgoen. E Projet de loi oder eng Proposition de loi muss duerch de Staatsrot goen. Doweinsder, kommt, mir huelen dee Wee, schenkt eis Vertrauen! Wann d'Zuelen den Owend stëmmen, dann ass muer am Laf vum Dag d'Annonce, dass och d'Spillplazen erëm opginn, ënner anerem! Ënner anerem, well d'Zuele si gutt. An ech wënsche mer, dass och, ...

(Brouhaha)

Ech wënschen ...

Une voix.- Wéi, d'Zuele si gutt?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma d'Zuele si gutt! An déi Zuele vun haut hunn ech nach net. Ech hu virdru gekuckt. Mee d'Zuele vun den ... Mir sinn eis eens, Här President, dass déi Zuele vun deene leschten Deeg gutt a positiv sinn ...

M. André Bauler *(DP).*- Déi rezent Entwécklung!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... a konstruktiv. An doweinsder, ech géif Iech proposéieren, wéi gesot, dass mer ofwaarden. Dir kënnt ... Mee muer de Moie souwisou, si ass superfetatoire. Wann d'Zuele richteg sinn, wäerte mer dat doten och maachen. An d'Zuelen, déi mer déi lescht Deeg kritt hunn, ech freeë mech iwwert déi Zuelen. Hei si verschidde Leit, et schéngt hinnen egal ze sinn, mee wann ech den Taux d'infection kucken, d'Leit an den Intensivbetter an d'Leit, déi infizéiert sinn, sinn ech houfreg iwwert déi Aarbecht, déi mer zesumme fäerdegbruecht hu bis haut.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir wëllen d'Motioun ofstëmme loossen!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech hu meng Meenung geännert. Je participe au vote.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Nee-Stëmme bei 29 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 29 vum Här David Wagner iwwert d'Gestioun an d'Affektatioun vun den Immobilie vum POST Group. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eng eventuell Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Jo, kommt, mir maachen eng kleng Paus! Et geet elo ëm d'POST. Ech versichen awer trotzdeem, dat e bësse spannend hinzekréien. Här President, voilà, dat ass eng Question élargie. D'Demande ass gemaach gi viru genau véier Méint, am Februar. Mir haten dunn och e bësse gewaart, datt u sech e Wiessel kéim an der Regierung, datt d'DP och der LSAP de Wirtschaftsministère iwwergëtt. An elo hu mer e Minister, dee sech vläicht e bësse méi fir de Service public interesséiert.

Et waren e puer Ausléiser u sech. An do ware gréisser Diskussiounen. Een Ausléiser war natierlech d'Postgebai an der Stad um Hamilius. En aneren Ausléiser natierlech, wat d'ganzt Land betrëfft, dat sinn déi verschidde Postlokaler, déi zougemaach ginn. Et si vill Froe gestallt ginn. Mir hunn och Froe gestallt, Question-parlementairë gestallt, och un de Virgänger vum Här Fayot. Mir wësse ganz genau, datt eng Reorganisatioun stattfonnt huet vun der POST, déi op verschiddene Piliere berout.

E Pilier ass ATM, déi Postomater, Espace-POSTen. Dann och nach d'Bréifdréier, déi weiderhi funktionéieren. Wou ee sech och misst d'Fro stellen, inwiefern d'Aarbechtskonditioune vun de Bréifdréier nach ëmmer assuréiert sinn. Well wann ech heiansdo mat Bréifdréier schwätzen, op jiddwer Fall si se net ëmmer sou frou.

A véiertens, an dat ass en anere gréissere Problem an eisen Aen: Dat sinn och déi Partenariater mat verschiddene privaten Entreprisen, notamment dem Cactus. Bon.

Laut där ganzer Strategie, déi virun e puer Joren och decidéiert gouf, sollen eng ganz Partie Lokaler zougemaach ginn. Et sinn der och scho ganz zougemaach ginn. Ëm déi 40 ongeféier. Bon, dat ass natierlech och a méi klenge Lokalitéite geschitt. Och a mëttelgrousse Lokalitéiten, voire heiansdo souguer och a Quartieren, déi staark besidelt sinn, wéi zum Beispill zu Bouneweg, wou och d'Bevëlkerung an där Géigend ganz erstaunt war, datt dat op eemol esou decidéiert gouf. An et huet souguer eng Manifestatioun do stattfonnt.

Do hätt ech awer och Froen, déi ech och do scho gestallt hat, fir ze wëssen, wat fir eng Bilanz de Minister och vun der Reorganisatioun vun der Post zitt a wat en och u sech vun der Matabezéiung vu Bierger, voire och vu Gemengeverantwortlechen hält, wann et drëms geet, esou Gebaier zouzemaachen oder ze desaffektéieren oder hir Natur ze änneren. Mir soen net, datt onbedéngt ëmmer systematesch falsch gehandelt gëtt, mee et ass awer eng demokratesch Fro, déi wichteg ass.

Mir mengen awer och ganz kloer, datt et problematesch ass, datt en ëffentleche Service an enger Joint Venture mat private Betriber gemaach gëtt, d'POST - mam Cactus zum Beispill - am Cactus Servicer ubitt. Mir hu jo och keng Schoulen am Aldi oder och keng Spideeler am Bâtiself. Ech iwwerdreiwen e bëssen, mee, ech mengen, et ass awer eng prinzipiell Fro.

Bei de Gebailechkeeten, do hu mer e klenge Problem. Well ech hat och deemools d'Fro gestallt, wat d'Hamilius-Gebai ugeet. An do sinn ech verwise ginn op d'Gesetz vum 10. August 1992, dat d'POST reorganiséiert, an dann op den Artikel 23 (2) verwise ginn, am Zesummenhang mam Artikel 7, wou u sech festgeluecht ass, wie wat organiséiert, also, wie wat ze soen huet. A verschiddene Beräicher kann de Verwaltungsrot eleng d'Decisioun huelen. An anere Beräicher, do ass et de Minister. An anere Beräicher ass et u sech de Verwaltungsrot, mee de Regierungsrot kann innerhalb vun 30 Deeg am Prinzip, ausser et si Gesetzer oder Reglementer, wann ech dat richteg verstanen hunn, soen: „Stopp, mir maachen dat aneschters!"

Wann ech dat lo richteg verstanen hunn, well den Artikel 23 (3), dee seet - an do fält ënner anerem drënner: „acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles"; wann ech dat richteg verstinn, dat fält ënnert den Artikel 7 (3) -, dass do soll u sech de Regierungsrot awer och kënne matschwätzen innerhalb vun 30 Deeg. Wann dat awer net sou wier, da mengen ech awer och, dass ee sech misst d'Fro iwwerleeën oder d'Saach iwwerleeën, ob een net d'Gesetzgeebung kéint änneren an deem Sënn.

Well mir mengen nämlech, datt alles wichteg ass, wat d'Affektatioun vu Postgebaier ugeet. Dat ass eng strateegesch demokratesch Fro. An de Problem ass: D'Situatioun ass elo déi, dat betrëfft d'Bierger a Quartieren oder a Gemengen oder och Buergermeeschteren, déi sinn op eemol konfrontéiert mat enger Reaffektatioun, mat engem Zoumaachen an esou weider.

A wann een eppes wëllt dozou soen, maja, de Problem ass, d'Regierung ass net méi gräifbar, well am Prinzip kéint de Minister soen: „Et ass de Verwaltungsrot, deen d'Decisioun hëlt." Dann ass ee konfrontéiert mam Service Relations presse vun der POST. An déi gi jo derfir bezuelt, fir ze soen: „Nee, et ass alles ganz gutt!" Mee demokratesch ass dat net.

Et ass souwisou eng allgemeng Tendenz. An dat ass jo d'Resultat och vu Liberaliséierunge vu Service-publicken: datt een herno strictement näischt méi ze soen huet. Well et sinn alles Technokraten a Manager, déi eppes decidéieren; ob et gutt oder schlecht Decisioune sinn. Dat ass e gréissere Problem! Ech mengen, dofir misst ee warscheinlech eng Gesetzesännerung maachen. Mee vläicht kann den Här Minister eis do nach weider soen, wat e mengt.

Ech hätt nach eng weider Fro, well an der Tëschenzäit huet d'Postgewerkschaft och eng Propos gemaach, déi net oninteressant ass. Si schloe vir ... Si huelen als Beispill Frankräich. Dir hutt de Communiqué warscheinlech och gelies. Do ass et esou: D'Post zesumme mam Staat an zesumme mat der Association des maires de France - dat ass de Syvicol dohannen - etabléieren e Programm zesummen, wéi sech d'Post soll implantéieren an esou weider. D'Postgewerkschaft hei zu Lëtzebuerg seet net, dat misst een zu 100 % iwwerhuelen, mee esou e Modell wier vläicht interessant. Vläicht kéint een och an déi Richtung goen. Vläicht wier et och interessant ze wëssen, ob d'Regierung, den Här Minister, och scho mat der Postgewerkschaft doriwwer diskutéiert huet.

An dann de leschte Punkt: d'Postgebai Hamilius. Et wier wierklech gutt ze wëssen, wat domadder geschitt. Ech mengen, mir hunn eng Geleeënheet, fir wierklech doraus eppes Interessantes ze maachen. Dat heescht, net onbedéngt e Schickimickihotel oder -restaurant. Mir hunn der genuch an der Stad an am Stadkär. An zemools grad op där Plaz!

Ech ka mech gutt un d'Plaz Hamilius erënneren, wéi se fréier war. Elo kann een iwwert d'Ästheetik diskutéieren. Mee op jiddwer Fall: Et war eng Plaz, déi der Bevëlkerung gehéiert huet, an zemools der Jugend och gehéiert huet. Dorunner ka sech jiddereen erënneren.

Elo gehéiert et Abu Dhabi. An et ass dekoréiert, wann een dat sou wëllt soen, mat Gebaier, déi quadratesch sinn an déi u sech nëmmen nach sou vu Keelt strotzen! Déi Plaz ass verschampeléiert ginn. An ech hoffen, datt mer wéinstens duerch dat Postgebai erëm e gewëssent Liewen an d'Stad bréngen a mer verschidde Projeten do kéinte maachen.

Do kënne Sozialwunnenge kommen. Do kënnen awer och Lokalitéite komme fir ONGen, fir Associatiounen an esou weider. Ech mengen, mir brauche Liewen am Stadkär. Jiddereen ass sech däers bewosst. An ech si mer och sécher, datt mer ee Minister an dëser Regierung sëtzen hunn, deen awer och ganz sensibel op déi Froen ass.

Voilà! Ech soen Iech Merci. Ech mengen, ech hunn näischt vergiess. Jo.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci och dem honorabelen David Wagner fir seng Question élargie. Hien huet selwer drun erënnert: U sech huet d'POST am November 2015 an hirem Conseil d'administration eng Decisioun geholl, fir hire Reseau vun Agencen a Point-de-venten ze reorganiséiere ronderëm dräi Achsen.

Dat heescht, éischtens, fir u sech eng Rei Agencë bäizebehalen, mee fir se méi convivial a méi modern ze maachen. Well et war e Fakt, dass eng ganz Rei vun deenen Agencen einfach net méi zäitgeméiss waren an och net méi ganz userfriendly waren.

Een zweeten Achs war effektiv, fir de Facteuren eng Rei Servicer och ze iwwerginn, ganz breet. Dat heescht, haut kann een engem Facteur e Virement matginn. Et kann een och Sue bei em bestellen. Et kann een Timbere bei em kafen. Et kann een also eng ganz Rei Operatiounen och beim Facteur maachen.

An dann drëttens, effektiv fir eng Partie Point-POSTen doruechter opzemaachen, jo, bei externe Partner, an engem Partenariat mat Cactus, och mat Shoppien, mee awer och mat enger Rei aneren Drëttpersounen oder Drëttstellen, wéi zum Beispill den typeschen Tante-Emma-Läden zum Beispill an der Gemeng Bartreng. Ech kucken op de Buergermeeschter Fränki Colabianchi. Do ass an engem Buttek am Duerfzentrum e POST-Büro installéiert ginn, deen, mengen ech, gutt fonctionéiert an dee bénéfique ass souwuel fir de Commerçant, deen dat Lokal do exploitéiert, mee awer och fir d'Clientë vun deem Büro.

Dir frot, ob déi Strategie do opgaang ass, ob déi positiv war ënnert dem Strëch. Ech kann Iech do eng Rei Zuele ginn, déi vläicht méi soe wéi elo laang Rieden.

2015, wéi déi ganz Strategie do ugefaangen huet, waren et am Ganzen eng 119 Points de vente vun der POST. Tutti quanti, hein, alles mat dran. An dat war am Ganzen an deene Punkte vun der POST en Total vun 3.959 Heures d'ouverture. A wann een elo kuckt: 2020, à titre de comparaison, sinn et nach 111 Stelle vun der POST, déi et gëtt, mee awer fir en Total vu 6.446 Heures d'ouverture.

Dat heescht, Dir gesitt, déi Ëffnungsstonne vu POST-Büroen, sief et an eeben externe Stellen oder richtege POST-Agencen, sinn drastesch an d'Luucht gaangen. An ech mengen, dat ass ee wichtege Benchmark, wann ee vun der Qualitéit vun enger Post schwätzt, och eng Qualitéit vun engem Service aux usagers, och Accessibilitéit, hein. Well, ech mengen, et ass gewosst, dass eng ganz Rei vun deene Büroen, déi zougemaach gi sinn, net méi déi néideg, wéi gesot, Qualitéit haten an och net déi néideg Accessibilitéit haten.

Dat huet sech drastesch geännert. Dat weist sech och un den Operatiounen, déi an deene Büroen do gemaach ginn. 2015 hat Der am Ganzen an deene Partnerbüroen, dat heescht denen externen, en Total vu 624.000 Operatiounen. An haut, 2020, hutt Der der 1.257.000. Dat ass also eng Evolution du simple au double. An et gesäit een, dass déi Tendenz steigend ass. Dat heescht, dass an deene Büroen, sief et a Cactussen, sief et an Tankstellen, sief et an aneren Drëttstellen, d'Operatiounen tendenziell an d'Luucht ginn.

Elo kann een dat gutt fannen oder et kann een dat schlecht fannen am Numm vum Service public, am Numm vum Service universel. Woubäi een, mengen ech, awer och muss soen, dass de Réseau commercial vun der POST net méi vum Service universel relevéiert. Dat ass bei eis am Gesetz anescht wéi an anere Länner, wéi zum Beispill an der Belsch.

Bei eis ass effektiv d'Bedreiwung vun deem Reseau eng kommerziell Decisioun vun der POST. An déi mécht effektiv do, bon, wat se wëllt; net genee, wat se wëllt, mee dat huet effektiv, éischtens, als Haaptgrond d'Qualitéit vum Service aux usagers. An dann, zweetens gëtt et natierlech och e Käschtegrond. Eng ganz Rei vun deenen Agencen, déi zougemaach gi sinn, ware ganz einfach net méi rentabel. Dat soen ech Iech, an ech weess, dass mäi Virgänger Iech dat och scho gesot huet, deen iwwregens och an der LSAP war, wéi ech dat sinn, an deen ... Gutt! Ech mengen, dat ass e Fait. Dat kann ee contestéieren, mee dat ass esou.

En anere Pilier vun där Strategie, dat ass eng Rei Self-POSTen. Dat heescht, ATMen, Distributeuren, déi et op enger ganzer Rei Plaze gëtt. Dat gehéiert och dozou. An natierlech d'PackUp-Statiounen, déi sech och uechtert d'Land multiplizéieren an déi och ganz vill benotzt gi vun de Leit.

An enger zweeter Fro frot Der, op wat fir enge Krittären déi POST-Büroen zougemaach ginn an ob dat a Concertatioun mat de Gemenge gemaach gëtt.

Dozou muss ee soen, dass, wéi gesot, den Haaptkrittär deen ass vun der Attraktivitéit vun deene Lokaler. Gi se nach gebraucht? Wat sinn d'Frequentatiounen? Ganz vill vun deene Lokaler haten eng ganz geréng Frequentatioun, waren och effektiv net méi laang op. Do kann ee soen: „Okay, dat eent konditionéiert vläicht dat anert", mee et ass e Fait, dass déi Büroen, a ganz vill vun deene Büroen, einfach net méi rentabel waren.

Wat da geschitt ass, dat ass, dass en fait an all Fall mat der Gemeng eng Concertatioun gemaach ginn ass. Dat heescht, d'Gemenge sinn all Kéiers consultéiert gi vun der POST, ier esou e Büro zougemaach ginn ass. An ech mengen, et muss een och soen, dass an deenen allermeeschte Fäll esou Schléissungen och keng Welle geschloen hunn.

Wéi gesot, dat heescht, déi meescht Fermeturë ware relativ gutt akzeptéiert. An et ass och ëmmer gutt gekuckt ginn, ob déi Alternativen, déi fonnt gi sinn, e bessere Service fir den Usager géife mat sech bréngen an ob déi Büroe méi accessibel waren en fin de compte.

Dir hutt de Büro vu Bouneweg ugeschwat. Ech weess, dass do Contestatioune waren. Ech weess, dass och eng Demonstratioun do war, wou Dir och derbäi waart, wann ech mech net täuschen. Bon, et ass awer e Fait, dass op manner wéi engem Kilometer vun deem Büro vu Bouneweg, op der Gare dee gréisste Postbüro am ganze Land ass. Et ass och e Fait, dass am Cactus, deen e puer Honnert Meter ewech ass, och e Point de vente vun der Post opgaang ass. Et ass also och hei eng Alternativ fonnt ginn.

Eng weider Fro, déi Der gestallt hutt, dat war déi ronderëm d'Strategie, wat d'Vente vun deene Bienen do ugeet, vun deene POST-Büroen. Do huet d'POST u sech eng Strategie op dräi Achsen applizéiert.

Et ass ëmmer esou gaang, dass d'POST fir d'éischt dat Lokal der Gemeng ugebueden huet. An a ganz ville Fäll huet d'Gemeng dat och opkaaft. Et gëtt do eng Lëscht, déi ech Iech och ganz gäre kann zoukomme loossen, wou all déi Transaktioune säit 2008 renseignéiert ginn.

Dat heescht, éischtens ass et der Gemeng ugebuede ginn au prix du marché, zweetens gëtt et, wann d'Gemeng et net wollt, e Partenariat elo mam Fonds du logement, wou de Fonds du logement och eng Rei vun deenen Immeublen do kaaft huet, fir Wunnengen dran ze maachen. An dann en fin de compte, wa weeder d'Gemeng nach de Fonds du logement d'Gebai wollten, dann ass et verkaaft ginn an enger Vente aux enchères, well d'POST effektiv net wëllt Immobilienagent oder Promoteur spillen. Also muss se dat an enger Vente aux enchères verkafen zu engem Präis, dee konform ass zum Prix du marché.

Do gëtt et eng Lëscht. Wéi gesot, ech kann Iech déi gären zoukomme loossen. Da kënnt Der dat verifiéieren.

An dann, schlussendlech stellt Der d'Fro zu der Affektatioun vum Hôtel des Postes. Jo, dat ass effektiv e Gebai, wat eis all als Stater ganz vill um Häerz läit. Ech hat och, gradesou wéi Dir, oft Rendez-vous bei der Post, fir do een huelen ze goen oder fir mech duerno an der Stad mat menge Kolleegen ze treffen. An dat ass eng Nostalgie an dat ass en emotionellt Attachement un deem Gebai, wat ganz staark ass.

En éischte Punkt, deen ee muss soen an dee wichteg ass, dat ass, dass dat Postgebai u sech, den Hôtel des Postes am Besëtz vun der POST wäert bleiwen. Dat heescht, dat Gebai gëtt net verkaaft. Ech mengen, dat ass en éischte wichtege Punkt.

An dann zweetens, mäi Wëssensstand vun de Projete vun der POST zu dësem Gebai ass, dass hei u sech en Usage mixte gemaach gëtt. Dat heescht, dass um Rez-de-chaussée solle Commercen entstoen, Restauranten, méiglecherweis Caféen, an dass op de Stäck soll en Hotel kommen an eng Partie Büroen, déi do sollen entstoen. Dat Ganzt soll engem Prestataire de service confiéiert ginn. Dat heescht, dat Gebai gëtt da verlount un een, deen dat exploitéiert. Souwäit ech weess, wäert d'POST och hei deemnächst dozou kommunikéieren a méi konkreet soen, wat mat deem Hôtel des Postes do wäert geschéien.

Voilà! Ech hoffen, dass ech op Är Froe geäntwert hunn an ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wirtschaftsminister. D'Wuert geet zréck un den Här David Wagner fir eng Zousazfro.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci och dem Minister, deen awer relativ komplett op meng Froe geäntwert huet.

E klenge Bemoll, dat war déi ganz Fro, justement vun der Decisiounskraaft vum Minister respektiv vun der Regierung, wat d'Affektatioun ugeet vun de Gebaier. Ech mengen net, datt den Här Minister drop agaangen ass. An ech weess och net, ob déi Liesaart, meng Liesaart op jidde Fall, vun der aktueller Gesetzgeebung deem entsprécht.

Well wann ech dat richteg verstinn: Zurzäit ass et esou, datt bei Alienatiounen, Affektatiounen, Venten, Achate vun Immobilien u sech de Regierungsrot en Droit d'approbation huet innerhalb vun 30 Deeg. Dat heescht, datt awer trotzdeem d'Regierung d'politesch Gewalt, e gewëssenen Droit de regard huet.

Et kéint awer och sinn, wéi ech dat an der Äntwert krut vum Här Schneider bei enger anerer Fro, datt just de Verwaltungsrot exklusiv doriwwer bestëmme kann. Dat wär a mengen Aen eendeiteg méi problematesch, well dann hu mer och en demokratesche Problem. An ech mengen, datt d'Fro vun de Gebailechkeeten eng zentral Fro ass, justement bei der Organisatioun vun der POST.

A wann et sou wier, datt u sech ... Also, ech hätt souguer am léifsten, datt dee Punkt u sech éischter an déi Kategorie géif kommen, wou u sech de Minister och kéint direkt matdecidéieren.

Mee op jidde Fall, mengen ech, wann dat sou wier, datt just de Verwaltungsrot eppes ze soen hätt, da misst een d'Gesetz änneren an deem Sënn. An et ass och net komplizéiert, hein. Also, dat wier wierklech keng gréisser Affär.

Jo, zum Service universel. Jo, jo, jo, jo, jo, also mir ... De Service universel, dat ass eng Notioun, déi amgaangen ass ze verschwannen. Dat huet an den 90er Joren ugefaangen. Do si vill politesch Familljen, y compris politesch Famillen, déi dat net hätte solle maachen, déi hunn dat matgedroen. Dat ass schlecht. Et funktionéiert net.

De Service public soll e Service universel sinn. E soll net no Rentabilitéitskrittäre funktionéieren. D'POST soll net no Rentabilitéitskrittäre funktionéieren! Soll net! Dat ass iwwer Jorzéngten esou gaangen, well et ass e verbréift Recht, c'est le cas de le dire, justement vun de Bierger, fir kënne vun deene verschiddenen Aktiounen a Servicer vun der Telekommunikatioun, déi evoluéieren, ze profitéieren.

Et ass genausou e wichtege Service wéi d'Educatioun. A mir géifen hei net driwwer diskutéieren, ob d'Educatioun rentabel misst sinn. Also! Ech weess, den Här Minister sot: „Et ass, d'Situatioun, sou wéi se ass."

Mee dat ass u sech d'Äntwert vun engem Journalist. Mee e Minister kann d'Situatioun änneren. E kann u sech dee Statut vun der POST erëm eng Kéier änneren, wann e wéilt. Ech wënsche mer dat op jiddwer Fall. An dat wär eng spannend Diskussioun, déi mer hei kéinte féieren. Also, ech invitéieren d'Regierung, iwwerhaapt erëm iwwert d'Orientatioun vun der POST ze diskutéieren a Richtung vu Service universel an ewech vum Rentabilitéitskrittär, deen näischt daacht.

De Problem ass awer och, datt ech awer e reelle Problem domadder hunn - also ech hoffen, datt mir als Lénk net déi Eenzeg sinn, déi e Problem domadder hunn -, datt gewësse Servicer, net all d'Servicer, mee gewësse Postservicer an engem Buttek am Cactus kënne gemaach ginn. D'autant plus, wann ee weess, wéi de Cactus mat sengem Personal ëmspréngt. Dat däerf, dat muss een awer och eng Kéier hei soen! Dat si keng Gudder!

An ech sinn der Meenung, datt u sech déi ganz wichteg Aarbechte musse vu Leit gemaach ginn, déi déi Ausbildung hunn, respektiv ech wier dann och frou, wann déi Leit, déi dat elo an de Cactusse maachen, och deementspriechend entlount ginn.

Dann: Jo, et kann een natierlech soen, et gëtt och nach d'Alternativ zu Bouneweg, da kann ee bis op d'Gare goen an esou weider. Jo, dat ass awer relativ, et ass awer méi wäit. An dann huet een dee ganze Reseautage, deen ëmmer méi ofhëlt. An da muss een och wëssen, datt déi Leit, déi net méi op Bouneweg ginn, dann eebe mussen an der Schlaang stoen op der Gare. Ech weess net, ob dat Ganzt wierklech perfekt ass.

An dann d'Postgebai. Ech mengen, et wier awer gutt, déi Fro ass esou sensibel an interesséiert esou vill Leit, och an der Stad, datt et interessant wier, dat ass just eng Suggestioun, datt do misst e Processus participatif entstoen. Et wier interessant, wann d'Direktioun vun der POST oder och d'Regierung dat kéint virschloen, fir ze soen: „Hei kommt, maacht Projeten, maacht Propositiounen, d'ONGen, d'Bierger an esou weider, wat een domadder kéint maachen." Wéi een dat organiséiert, doriwwer muss een nach diskutéieren. Dat wier eng Saach - ech hunn dat och eng Kéier, mengen ech, am Gemengerot gesot an der Stad -, dat wär eng ganz interessant Saach, fir d'Leit, fir d'Bierger matanzebezéien, fir ONGe matanzebezéien. An do hätte mer vläicht e schéine Projet. Voilà. Et ass just eng Iddi fir mat op de Wee.

Mee soss soen ech awer och dem Här Fayot Merci fir seng Äntwert. En huet sech awer gutt domadder auserneegesat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Wagner Merci. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Jo. Also, ech mengen, dem Här Wagner seng lescht Interventiounen debordéieren elo e bëssen de Kader vu senge Froen. Mee et ass eng Diskussioun, déi ee gäre ka féieren. Och eng Kéier méi breet iwwert dat, wat eng Post haut soll sinn an eiser Gesellschaft.

Ech kann Iech just soen, well ech viru ganz kuerzer Zäit eng Kéier e längert Gespréich hat mat dem Comité exécutif vun der POST, dass d'POST nach ee vun deene ganz wéinege Betriber ass an Europa, wou all déi Servicer, déi eng Post traditionell ugebueden huet, zesummegehale gi sinn. Dat war ëmmer de politesche Wëllen zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen, a fir dat net ausenanerzebriechen.

Iwwerall an Europa, an dovunner kann een halen, wat ee wëllt, sinn d'Postservicer liberaliséiert ginn. An an deenen allermeeschte Länner si se auserneegebrach, auserneegebrach ginn. Do ass d'Telekom op eng Säit gaang, de Courrier ass op déi aner gaang oder behale ginn, an d'Finanze sinn och geoutsourced ginn. A meeschtens sinn déi Saachen, déi rentabel waren, gehale ginn, an all déi aner si verschierbelt ginn.

Bei eis ass dat net geschitt! Haut ass d'POST e Betrib zu Lëtzebuerg, jo, deen an engem Marché muss bestoen, dee muss concurrentiel sinn, deen also och no gewësse Rentabilitéitskrittäre muss schaffen, deen net à pure perte ka schaffen, mee awer ëmmerhin e Betrib, deen en Accès universel un all déi Grondservicer do garantéiert.

D'POST ass dee Betrib, wou haut jiddweree kann e Kont opmaachen. Jiddweree kann e Postcheckkont opmaachen. An dat ass net evident! Jiddwereen, souguer, wann e guer keng Suen huet, kann e Postcheckkont opmaache bei der POST. Obwuel dat wierklech an deem aktuelle Kontext kee gewënnbréngend Geschäft méi ass fir eng Lëtzebuerger POST! All déi aner Servicer ginn och garantéiert. Dat heescht, ech mengen, et ass e bësse kuerz gegraff, fir e Bild hei ze molen, vun engem liberalen, just nach no Gewënn operéierenden Operateur POST Lëtzebuerg.

D'POST huet sech an deene leschte Joren a ganz ville Beräicher considerabel moderniséiert. Heiansdo no Krittären, jo, déi Iech manifestement net gefalen, wou Choixe gemaach gi sinn, fir mat aneren zesummenzeschaffen, sief et mat engem Cactus, sief et mat enger Raiffeisebank fir d'Services bancaires, wou Saachen optimiséiert gi sinn. Et kann ee gären eng Kéier méi laang driwwer schwätzen. Mee ech mengen, dass d'POST haut e Betrib ass, deen ëm-

mer nach fir d'Leit do ass, deen de Service public, de Service universel, garantéiert. An ech mengen, dat ass de sprangende Punkt.

Wat Är Liesaart ugeet, wat de Pouvoir vum Minister ugeet, esou ass et net meng Liesaart, dass de Minister oder de Regierungsrot sech kann an déi Decisiounen immiscéieren, wat d'Vente vun Immeublen oder d'Affektatioun vun Immeublen ugeet. Ech kann dat awer gären nach eng Kéier reverifiéieren. Mee dat ass net meng Liesaart. Dat ass effektiv eng Decisioun vum Conseil d'administration vun der POST.

De Ministre de tutelle huet e puer ganz enk gefaasste Pouvoiren, wat d'POST ugeet. En huet natierlech eng gewësse Softpower: Doduerch, dass en am permanenten Discours ass mat der POST, ass och eng gewësse Sensibilitéit do. An ech kann Iech awer och soen, dass déi Leit, déi an der Responsabilitéit si bei der POST, net egal wat maachen an och net mat den Immeublë vun der POST egal wat maachen, sief et deen Hôtel des Postes an der Stad, oder awer och déi, déi elo op der Gare nei gemaach ginn, den Accinauto, dat aalt Postgebai, wat elo nei gebaut gëtt, mee awer och déi Immeublen op der Cloche d'Or.

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

12. 7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7563 iwwert den Office du Ducroire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Josée Lorsché an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a Coronazäiten ass den internationalen Handel net méi sécher ginn. Mir steieren op eng zolidd Rezessioun duer, wa mer net scho matzen dra sinn. An dat mécht sech och an eisen Handelsbezéiunge bemierkbar, wou Lëtzebuerger Betriber de Risiko lafen, net bezuelt ze ginn. Fir deem entgéintzewierken, gëtt et Versécherungsmechanisme vum Office du Ducroire, kuerz och nach ODL genannt.

Hei am Gesetzesprojet 7563 geet et ëm d'Ofännere vum Gesetz vum 4. Dezember 2019 iwwert den Office du Ducroire Luxembourg. Dëst an deem Sënn, datt dësen Établissement public weesentlech méi finanziell Mëttele soll kréien, fir eebe méi héich Risiken ofzedecken, déi krisebedéngt sinn, an domat eise Betriber, déi international aktiv sinn, zolidd ënnert d'Äerm ze gräifen.

Éier ech méi op den Detail vun dësem Gesetzesprojet aginn, erlaabt mer, e puer Wuert iwwert den Office du Ducroire en tant que tel ze soen. Den ODL ass 1961 als Établissement public an d'Liewe geruff ginn. Zanterhier besteet seng Missioun doranner, fir déi ekonomesch a finanziell Relatiounen an engem internationale Kontext ze förderen, haaptsächlech duerch d'Couverture vu Risiken am Beräich vun den Exportatiounen an den Importatioune souwéi den Investissementer.

Duerch eng Konventioun tëscht dem Office du Ducroire an dem Staat, déi dee sougenannte „Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises", kuerz COPEL, gegrënnt huet, ënnerstëtzt den Office du Ducroire zanter 2002 och zousätzlech lëtzebuergesch Exporter iwwert de Wee vun enger Participatioun un de Promotiounsonkäschte souwéi de Fraisen, déi mam Export oder der Formatioun ze dinn hunn.

Den ODL hëlleft de Betriber also, fir sech iwwert d'Grenzen eraus ze entwéckelen, Handelspartner ze fannen an esou am Ausland Fouss ze faassen. An anere Wierder: Hien dréit zur Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg a vum Lëtzebuerger Standuert a vun de Lëtzebuerger Entreprisë bäi, fir dat méi prezis ze soen.

An Zäite vum Virus, also vum Covid-19, ass d'Roll vum Office du Ducroire nach méi wichteg gi wéi jeemools virdrun. Duerch déi verschlechtert Marchészoustänn ass d'Demande fir verschidden Assurancen, déi den Office du Ducroire ubitt, staark geklommen, wéi zum Beispill fir d'Assurancë vu Bankkreditter.

Dës Assurancen erméiglechen et de Finanzinstituter, fir hire Risiko géintiwwer lëtzebuergeschen Exportentreprisen, déi net vun hire Clientë bezuelt géife ginn, ze reduzéieren. Grad an dësen Zäiten hu vill Entreprisë sougenannt Liquiditéitsschwieregkeeten, sinn also net flësseg, a froen hire Banquier oder hir Bankhaiser, fir Crédits de caisse ze kréien. Den Office du Ducroire versécher t d'Banken an dësem Fall eebe géint den Netremboursement vun esou enge Kreditter.

Sougenannt Topassurancen, pardon, Top-up-Assurancë sinn am Moment och zimmlech gefrot. Dës Versécherungen erlaben, fir punktuell déi Transaktiounsmontanten ze assuréieren, déi iwwert der Limitt vun deem leien, wat ee privatrechtlechen Assureur-crédit accordéiert huet. Ech erspueren Iech wierklech déi technesch Detailer dozou. Mee aus reglementaresche Grënn hunn déi Assureurs-crédits d'Kreditter, déi verséchert Montanten, drastesch missen erofsetzen, egal ob d'Entreprise solvent ass oder net.

Dëst stellt vill Entreprises luxembourgeoises viru grouss Schwieregkeeten, fir hir kommerziell Échangë mat hiren auslännesche Clientë weiderzefëieren. Den Office du Ducroire spréngt dann hei an, fir dëse Vide, deen duerch d'Erofsetze vum versécherte Montant duerch d'Assureurs-crédits entsteet, opzefëllen.

Nieft dëse Produkter gëtt et nach weider Assurancen, déi vum Office du Ducroire proposéiert ginn, och an Zesummenaarbecht mat der Chambre de Commerce.

Eppes zu den Zuelen: Den Office du Ducroire assuréiert am Kader vum Covid-19 elo schonn Transaktiounen an engem Montant vu bal 150 Milliounen Euro. Am Ament ginn nach Demandë behandelt, déi dëse Montant op bal 320 Milliounen Euro klamme loosse kéinten.

Fir awer elo bei de Projet de loi u sech ze kommen: Dëse Projet de loi proposéiert, d'Grenz vun den Engagementer, déi den Artikel 38 Paragraf 1 vum Gesetz iwwert den Office du Ducroire fir d'Aktivitéite „pour le compte de l'État" - esou gi se genannt - virgesäit, fir d'Joer 2020, also fir dëst Jor, opzelackeren.

Ënnert d'Formule „pour le compte de l'État" falen déi Operatiounen, déi wéinst der Gravitéit oder der Dauer vun hirem Risiko normalerweis net vum Office du Ducroire gedroe ginn. Wann de Regierungsrot awer fënnt, dass et opportun wier oder ass, dass déi Operatioune verséchert ginn, ginn dës iwwert d'Formule „pour le compte de l'État" ofgewéckelt.

Fir dës Engagementer ass den Ament en duebele Plaffong virgesinn, also an der aktueller Legislatioun. Engersäits dierfen d'Engagementer maximal 20-mol sou grouss si wéi d'Fonds propres, also d'Eegekapital vum Office, oder anerersäits bis zu 20 % vum globale Montant vun Engagementer, déi den ODL am Kader vu sengen Aktivitéite mat Staatsgarantië mécht.

D'Zuelen, déi ech Iech virdru virgestallt hunn, weisen, dass dëst eeben net duergeet. Doweinst gëtt e véierte Paragraf bei den Artikel 38 derbäigesat, deen de Plaffong fir Pour-le-compte-de-l'État-Aktivitéiten op 50-mol d'Fonds propres fir d'Joer 2020 erhéicht. Deen zweete Plaffong wäert dëst Joer net ugewannt ginn.

Komme mer dann nach séier zu den Avisen! De Staatsrot huet a sengem Avis vum 5. Mee 2020 eng Opposition formelle musse formuléieren. Déi héich Kierperschaft huet sech mat der Formulatioun vun der Situation économique exceptionnelle schwéiergedoen. Et géif heifir keng Definitioun ginn an duerfir vill Froen opwerfen, soudass eng Rechtsonsécherheet bestoe géif.

Den Artikel 2 vum initiale Gesetzesprojet iwwert d'Entrée en vigueur konnt de Staatsrot wéinst senger Formulatioun net zefriddestellen. Dësen Artikel gouf doropshi vun der Finanz- a Budgetskommissioun gestrach.

Des Weideren huet de Staatsrot misse feststellen, dass d'Fiche financière keng Inzidenz vum Projet de loi op de Staatsbudget virgesäit, obwuel d'Garantien eventuell mussen ageléist ginn.

Am Avis complémentaire vum 26. Mee konnt déi héich Kierperschaft hir Opposition formelle fir den Artikel 1 ophiewen. Si preziséiert awer fir dee selwechten Artikel, dass Lëtzebuerg sech net an engem État d'urgence sanitaire befënnt, dee vun der Regierung dekretéiert ginn ass, mee dass et sech heibäi ëm en État de crise handelt, deen op de Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2020 baséiert ass. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet hei de Libellé vum Staatsrot natierlech iwwerholl.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis vum 21. Abrëll de Gesetzesprojet. Do dernieft deelt si d'Bedenke vum Staatsrot, wat d'Determinatioun vun enger Situation économique exceptionnelle ugeet a wat de budgetären Impakt vun dësem Gesetzesprojet betrëfft. D'Handelskummer begréisst an hirem Avis complémentaire vum 4. Juni d'Amendementer an ënnerstëtzt d'Remarken aus dem Avis complémentaire vum Staatsrot.

D'Salariatskummer an d'Handwierkerkummer hunn an hire respektiven Avise keng Bedenke formuléiert. Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet, souwéi och e Merci fir déi konstruktiv kritesch Mataarbecht oder d'Matschaffen an der Finanz- a Budgetskommissioun.

An ech ginn natierlech och hei op dëser Plaz direkt den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Dat war eng Punktlandung. Op d'Sekonn hutt Der Är Riedezäit agehal. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Merci un de Rapporteur, deen dat wéi ëmmer op eng perfekt Aart a Weis gemaach huet. En huet haaptsächlech och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vum Office du Ducroire generell higewisen, awer och op d'Wichtegkeet a Krisenzäiten, wou et wichteg ass, datt awer den internationalen Handel ka weider fonctionéieren an datt de Risiko fir déi lëtzebuergesch Entreprisë sou wäit wéi méiglech minimiséiert gëtt. Duerfir ass dat heiten e ganz wichtege Projet. An duerfir wäerte mir deen och als CSV matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ma ech wéilt dem Rapporter, dem André Bauler, Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport. Haut geet et drëms, d'Risike vum Office du Ducroire, deen e vitalen Acteur ass an den Entreprisen, déi exportéiere wëllen, jo hëlleft, ze couvréieren. An ech mengen, dat ass e ganz wichtegen Aspekt.

D'LSAP begréisst dës geziilte Moossnam, a mir droe se och deementspriechend mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Och mir als gréng Fraktioun soen dem Ánder Bauler e grousse Merci fir säi gudde Rapport. Mir hu schonn Enn 2019 den Office du Ducroire ënnerstëtzt. Do hu mer d'Gesetz modifizéiert. An natierlech schléisse mer eis och hei dëser Modifikatioun un, déi sech jo opdrängt op Basis vun der Covidkris. Dat ass wichteg! An an deem Sënn kënnt eisen Accord dann och haut.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Obwuel den Här Bauler e ganz gudde Rapport gemaach huet, muss ech Iech enttäuschen, genausou wéi beim leschte Vott iwwert den Office du Ducroire, datt mir dat net wäerte matdroen an net wäerte matstëmmen.

Éischtens, well mer weiderhin der Meenung sinn, datt d'Ausriichtung vum Office du Ducroire net onbedéngt gutt ass an datt mer net agesinn, datt d'Kollektivitéit systematesch muss Risiken agoe fir d'Industrie.

D'autant plus, d'autant plus, datt u sech d'Krittäre guer net transparent sinn. Si waren et net a si sinn et elo nach ëmmer net. An dat ass och schonn oft ugeprangert gi vun den ONGen a vun der Société civile. Et weess een net, ob déi Entreprisen, déi an de Genoss dovunner kommen, och d'Ëmwelt respektéieren, d'Mënscherechter respektéieren, d'sozial Rechter respektéieren. A mir sinn der Meenung, datt awer do wéinstens och schonn eng Partie Konditiounen hätte misse matagebonne ginn.

Dat ass net de Fall, genausou wéineg wéi et de Fall war bei der Garantie bancaire, déi mer och net matgestëmmt haten, well mer der Meenung waren, datt een ze large ëmgeet an datt een awer eng Partie Krittäre muss festleeën. Dat ass eppes, wat d'Zivillgesellschaft hei zu Lëtzebuerg dem Office du Ducroire ëmmer virwerft.

An deem Sënn wäerte mer dat heiten net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Bauler huet de Rôle, mengen ech, ganz gutt ëmrass, wat den Office du Ducroire mécht a firwat et wichteg ass, a grad an dëser Zäit esou néideg ass, och elo déi Modifikatioune virzehuelen.

Ech wëll awer meng Riedezäit ganz kuerz dofir notzen, fir op e klenge Bemoll vun deem anzegoen, wat den David Wagner och schonn ugedeit huet: Nämlech, datt eng Finanzéierung an och eng Assurance vun Exportleeschtunge mat sech brëngt, datt et en Export gëtt, an datt eeben net kontrolléiert gëtt, ob dat en Export ass, deen och mat deenen aneren Ziler vum Land an Aklang ass. Ech denken do ganz besonnesch un d'CO_2-Emissiounen, déi natierlech entstinn, a wou bis elo keng Pist opgewise gëtt, wéi déi kéinte reduzéiert ginn. Och do géif ee sech erwaarden, datt et awer nei Piste gëtt, wéi een déi Exporter kéint méi ëmweltfrëndlech gestalten.

Trotz dësem Bemoll denke mer, datt et wichteg ass, Entreprisen, déi duerch d'Kris getraff sinn an déi am Export täteg sinn, egal a wéi engem Domän vum Export täteg sinn, net am Ree stoen ze loossen. An dofir wäerte mir Piraten och dëse Projet matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. An dat mécht de Mëttelstandsminister Lex Delles a Vertriedung vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- Merci villmools, Här President.

Plusieurs voix.- A.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- Jo, de Finanzminister ass am Moment um ECOFIN, dofir kann e leider am Moment net derbäi sinn. Mee en huet mer awer natierlech seng verschidden Notte matginn.

Ech mengen, dass et besonnesch e Projet ass, wou ech wëll, fir unzefänken, dem Rapporter villmools Merci soe fir deen exzellenten a komplette Rapport, deen e gemaach huet. D'Wichtegkeet vum Office du Ducroire, mengen ech, gëtt hei am Sall net méi a Fro gestallt. Ech mengen, dass et sech eebe grad an dësen Zäite weist, och mat deem Projet de loi hei, wéi wichteg dass et ass, dass e kann agräifen, eebe grad och, fir hei déi Assurancë kënnen ze ginn: D'Eropsetze vun där duebeler Konditioun, wéi se grad genannt ginn ass, sief et déi 50 %, fir kënnen Hëllefen ze ginn, op där anerer Säit awer och déi duebel Konditioun, déi fir 2020 dann ausgesat gëtt, mengen ech, weist och, wéi wichteg dass den Organisme vum Office du Ducroire ass.

An ech wëll domat nach eng Kéier villmools Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7563. Den Text steet am Document parlementaire 7563[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7563 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7563 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7527 iwwer een automateschen Informatiounsaustausch am Beräich vun der Besteierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7527 geet et drëms, fir d'Obligatioune vun de Finanzinstituter am Beräich vum automateschen Informatiounsaustausch bei Steieren a méi genee bei de sougenannte „Registres des actions engagées et éléments probants" gesetzlech explizitt ze verankeren. Dofir ginn zwee Gesetzer ëmgeännert: Engersäits dat ofgeännert Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert d'Norme commune de déclaration, an anerersäits dat ofgeännert Gesetz vum 24. Juli 2015 iwwert de FATCA, dat den Échange automatique d'informations mat de Vereenegte Staate reegelt.

Éier ech bei de Fong vum Gesetzesprojet selwer kommen, erlaabt mir, Här President, fir kuerz op de Kader anzegoen, an deem mir eis hei beweegen! D'Norme commune de déclaration, déi sougenannten NCD, ass 2014 um Niveau vun der OCDE an d'Plaz gesat ginn an huet duerch d'Direktiv 2014/107 eng legal Basis op europäeschem Niveau kritt. Déi Norm reegelt den automateschen Informatiounsaustausch vu Comptes financiers am Kontext vun de Steieren am europäesche Raum an doriwwer eraus.

De Forum mondial, eng Ënnerorganisatioun vun der OCDE, war beoptraagt ginn, fir d'Ëmsetze vun der NCD ze monitoren. An hei ass ënner anerem eise legislative Kader ënnert d'Lupp geholl ginn. D'Konklusioun vun dësem Monitoring ass, datt mir eigentlech ganz gutt dostinn, an datt mir als „early adopter" figuréieren, also als Land, dat ganz schnell d'NCD applizéiert huet, an dat ee Joer virun deene meeschten anere Länner.

De Forum mondial huet just op engem klenge Punkt misse feststellen, datt mir nobessere kéinten. An zwar: Eis Finanzinstituter zu Lëtzebuerg sinn de Moment net ausdrécklech verflicht, fir dee genannte Regëster ze féieren.

Dëse Regëster läscht déi follgend Aktiounen op. Dat sinn: D'Prozeduren, d'Kontrollen oder déi informatesch Prozesser, déi vun de Finanzinstituter en place gesat gi sinn, fir hiren Deklaratiounsflichten nozekommen an hir sougenannten Diligence raisonnable ze maachen. Dorënner versteet een zum Beispill de sougenannte „KYC", dat heescht, den „Know-your-customer", also d'Informatiounen iwwert d'Identitéit vum Client.

D'Haaptzil vum Projet de loi ass also, fir dëse Regëster explizitt am Gesetz virzegesinn. Et gëtt awer och dovunner profittéiert, fir d'Obligatiounen, d'Verflichtunge vun de Finanzinstituter méi kloerzemaachen. An am Sënn vun enger méi grousser Rechtssécherheet sollen och d'Investigatiounspouvoire vun de Verwaltunge méi kloer formuléiert ginn. Schliisslech ginn d'Amenden nogebessert an der Realitéit um Terrain ugepasst. Dëst zum Volet vun der NCD.

All déi Ännerunge gi parallell zum Gesetz iwwert den automateschen Informatiounsaustausch bei Steiere mat de Vereenegte Staaten, dem sougenannte FATCA-Gesetz, applizéiert. D'NCD an d'FATCA hunn dat selwecht Zil an ënnerleien deem selwechte Mechanismus an der Verwaltung. An et ass deemno opportun, fir e Parallellismus tëschent deenen zwee Gesetzer bäizebehalen.

Wat de Fong betrëfft, ännere d'Artikelen 1 bis 4 d'Gesetz iwwert d'NCD of. Den Artikel 1 gesäit Follgendes vir: Éischtens, datt déi viséiert Finanzinstituter keng Praktiken uwenden dierfen, fir den Echange automatique d'informations ze ëmgoen. Zweetens, datt se e Regëster vun hiren Aktiounen an Éléments probants mussen aféieren, déi hinnen erlaben, fir hiren Obligatiounen ënnert der NCD nozekommen. Et gëtt och virgesinn, datt déi Finanzinstituter e Message, e sougenannte Message à valeur zéro, kommunizéiere mussen, falls se kee Compte déclarable hunn.

Weider ginn d'Amendementer (veuillez lire: d'Amenden) un d'Realitéite vum Terrain ugepasst. Ënner anerem wäert d'Steierverwaltung keng onpraktikabel Kontrolle méi duerchféiere mussen, fir de Montant vun de Strofen ze evaluéieren. D'Verwaltung wäert an Zukunft kënne mat forfaitairen Amendë reagéieren.

Deen éischte Punkt vum Artikel 4 definéiert d'Pouvoire vun der Steierverwaltung, fir d'Kontrolle bei den Acteuren duerchzefëieren. Deen zweete Punkt gëtt der Steierverwaltung Zougank op de Regëster mat den Aktiounen an den Éléments probants. An den drëtte Punkt vum Artikel 4 reegelt d'Verjärungsfrist vum Pouvoir d'investigation, deen op zéng Joer festgesat ass. D'Artikele 5 a 6 applizéieren d'Dispositioune vun den Artikelen 1 a 4 vum Gesetzesprojet, mutatis mutandis, am FATCA-Gesetz.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle formuléiert. Eng vun den Observatioune vun der héijer Kierperschaft betrëfft d'Extensioun vum Uwendungsberäich. De Staatsrot ass nämlech der Meenung, datt d'Direktiv net nëmmen d'Institutions financières déclarantes géif viséieren, mee och d'Personnes physiques an d'Intermediairen.

An der Cofibu hu mer awer decidéiert, fir beim initialen Text ze bleiwen, well deen net nëmmen déi 150 Banken op der Plaz betrëfft, mee zum Beispill och Investmentfongen a Venturecapital-Entreprisen. De Gesetzesprojet viséiert ronn 6.000 Entitéiten.

Anerersäits proposéiert de Staatsrot, datt de Regëster net nëmmen d'Comptes déclarables ëmfaasst, mee datt all Comptes financiers sollen heirënnerfalen. Do huet d'Cofibu (ndlr: d'Commission des Finances et du Budget) och decidéiert, beim originalen Text ze bleiwen.

De Staatsrot huet och e puer Remarken um legalen Niveau gemaach, notamment iwwert den Titel vum Projet de loi. Déi proposéiert Formulatioun gouf zréckbehalen, fir e méi explizitten Intitulé ze hunn.

D'Handelskummer huet hirersäits an hirem Avis vum 14. Abrëll geschriwwen, datt si net wéisst, ob d'Dispositioune vum Gesetzesprojet den Observatioune vum Forum mondial Rechnung géif droen, vu datt de Rapport net ëffentlech ass.

D'Chambre de Commerce hätt sech bei der Kommunikatioun vun engem Message zéro, also wann et näischt ze deklaréiere gëtt, eng aner Approche gewënscht, déi iwwer eng Aschreiwung bei der Steierverwaltung gaange wier.

D'Staatsbeamtekummer hirersäits approuvéiert de Projet de loi an hirem Avis vum 7. Mee vun dësem Joer.

Här President, dat gesot, soen ech all de Mataarbechter Merci, och de Kolleeginnen a Kolleegen an der Cofibu fir hir gutt Zesummenaarbecht. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporteur, dee souwuel säi schréftleche wéi mëndleche Rapport mat ganz vill Kompetenz a Wëssen hei duergelueche huet. En huet notamment op d'Wichtegkeet vun deem Gesetz higewisen, och nach eng Kéier op déi Bestëmmungen, déi u sech aus der OECD kommen. En huet awer och nach eng Kéier drop higewisen, datt et u sech hei och ëm eng Ëmännerung vum FATCA-Gesetz geet.

Ech wollt vläicht just nach eng Kéier drun erënnere fir déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi nach net sou laang derbäi sinn: U sech ass de FATCA-Agreement eigentlech dee gewiescht, deen eigentlech fir d'Ofschafung vum Bankgeheimnis steet. Dat war deemools e laange Kampf, deen ausgefouert ginn ass, bis dann ee Moment d'amerikanesch Administratioun decidéiert huet, iwwer e FATCA-Agreement eigentlech en Ableck an d'Konte vun anere Residenten ze kréien.

Haut schwätzt quasiment kee méi vun deem FATCA-Agreement. Mir änneren deen haut op eenzelne Punkten ëm.

Ech géif op jidde Fall och fir dëse wichtege Projet den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Meng Fraktioun ënnerstëtzt dës Ännerungen, well se an déi richteg Richtung gi fir Lëtzebuerg, a Lëtzebuerg och eng méi transparent a méi eng propper Finanzplaz doduerch kritt. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dëse Projet de loi a seet natierlech dem Här Guy Arendt e grousse Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen, well e geet an déi richteg Richtung. Kleng Bemollen awer trotzdeem: Et muss ee sech virstellen, wa jiddereen hei eng Bank wier, da wier d'Konfrontatioun mam Gesetz eng ganz aner, well mer jo hei e Gesetz stëmmen, wou mer eis an engems och bewosst sinn a wou mer dat och draschreiwen an dat och soen, datt mer net onbedéngt iwwert d'Mëttele verfügen, fir ze kucken, ob déi, déi viséiert sinn, och dat duerchsetzen, wat d'Gesetz seet.

An dofir hu mer dann och eng Amende forfaitaire vun 10.000 Euro agefouert. Ob déi wierklech der Héicht entsprécht, wësse mer net. Mee dat ass jo fir all déi Banken an déi Instituter, déi u sech de Montant net kommunizéieren. Et ass natierlech eng ganz aner Saach, wann eng Enquête approfondie gemaach gëtt, datt se do mat enger anerer Amende konfrontéiert ginn, also vun 250.000 Euro, an déi majoréiert gëtt mat 0,5 % vun deem, wat net kommunizéiert gouf. Dat ass natierlech eng aner Geschicht.

D'Fro bleift awer déi, ob mer déi Mëttelen hunn, ob d'ACD (ndlr: Administration des contributions directes) iwwert déi Mëttele verfüügt, fir déi 6.000 Instituter, déi de Rapporteur a sengem gudde Rapport opgezielt huet, all kënnen ze kontrolléieren. Et ass natierlech immens vill, mee mir mussen eis awer och weiderhin ustrengen, fir eis déi Mëttelen ze ginn, fir déi Kontrollmëttelen eeben och kënnen effikass ëmzesetzen.

Ech wëll net soen, datt dat net ugefaangen huet; dat huet ugefaangen. Ech wëll net soen, datt et einfach ass, fir och all déi Leit ze rekrutéieren, mee dat muss ee weider maachen. Dat ass en Effort, deen ee muss maachen, och wann et eppes kascht. An dofir wäerte mer awer trotzdeem deen heite Projet de loi matstëmmen, wuel wëssend datt déi puer Bemollen do bestinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och profitéieren, fir dem Rapporter, dem Guy Arendt, hei e grousse Merci ze soe fir säin exzellente Rapport, virun allem och well en nach eng Kéier op eng Fro zréckkomm ass, déi ech an der Kommissioun opgeworf hat, wat eeben déi Amende-forfaitairen, iwwert déi mer hei schwätzen, ubelaangt.

Et ass net üblech oder net heefeg, datt mer hei an der Chamber esou eng konsequent Hausse u sech vun enger Amende forfaitaire stëmmen. An ech mengen, datt et dofir och wichteg war, dat an de parlamentareschen Aarbechten ze erwänen. An dofir nach eng Kéier e grousse Merci un de Rapporter, deen dat exzellent opgeschafft huet.

Ech mengen, wat d'Basis vun deem heite Projet ass, souwuel wat d'NCD wéi och de FATCA ubelaangt, gouf scho vill gesot, souwuel vum Rapporteur wéi vun de Kolleegen, deem kann ech mech just uschléissen.

Fir eis Piraten ass et immens wichteg, datt mer heimadder eng weider Bréck am Kader vum Kampf géint Steierhannerzéiung, Geldwäsch an aner nefast Aktivitéiten op der Bankeplaz u sech kënne leeën, datt mer domadder sécherstellen, datt mer eeben net op enger groer oder souguer op enger schwaarzer Lëscht landen, datt mer derfir suergen, datt d'Transaktiounen hei op der Plaz propper sinn.

Ech mengen, mir hunn hei d'Chance, fir Virreider ze sinn, fir net als Nachzügler, wéi mer dat an der Vergaangenheet virun e puer Jorzéngten awer gären emol waren, ze sinn, mee datt mer wierklech hei Virreider sinn. Datt mer weisen: Zu Lëtzebuerg akzeptéiere mer eebe kee Schmu. Mir schaffe mat eisen Nopeschlänner zesummen, mir schaffe mat eise Partnerlänner zesummen, an dat, wann et drëm geet, fir d'Kriminalitéit auszerotten.

An ech mengen, dat ass dee wichtege Message, dee mer haut ginn. An dofir wäerte mir dëse Projet och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. An dat mécht nach eng Kéier den Här Mëttelstandsminister Lex Delles a Vertriedung vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.*- ... deen nach ëmmer um ECOFIN ass. Loosst mech, fir unzefänken, dem Rapporter villmools Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport!

Transparenz an déi administrativ Kooperatioun an der Fiskalitéit gehéieren zu der konstanter Politik vu Lëtzebuerg. An d'Efforten, déi Lëtzebuerg souwuel am Informatiounsaustausch op Demande wéi awer och am automateschen Informatiounsaustausch gemaach huet, si considerabel a weisen eebe grad, dass Lëtzebuerg op engem héije Konformitéitsniveau ass.

Wat den automateschen Informatiounsaustausch ugeet, wäert de Forum mondial am Laf vun 2020 d'Gesetzer iwwerpréiwen, mat deene seng Memberen d'NCD ëmgesat hunn. Et ass also primordial, sech déi néideg Mëttelen ze ginn, eeben och hei konform ze sinn, fir eeben do och ganz virbäi ze sinn. An de Rapporter huet et scho gesot: Early Adopter ze sinn, ass ganz wichteg; an dësem Fall nach eng Kéier ee Joer virun deenen anere Länner, fir eis eeben och grad do ze positionéieren, wou mer sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7527 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7527. Den Text steet am Document parlementaire 7527[4].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7527 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF

Da kéime mer als leschte Punkt zur Resolutioun, déi den Här François Benoy am Ufank vun der Sitzung deponéiert huet am Kader vun der Consultation publique iwwert d'Déchets radioactifs an der Belsch. Här François Benoy, als Auteur vun der Resolutioun ginn ech Iech dann direkt d'Wuert.

Exposé

M. François Benoy *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, an der Resolutioun, déi ech virdrun deposéiert hunn, geet et eeben drëm, dass d'Chamber, wéi mer dat och virun zwou Woche gesot hunn, Positioun hëlt am Kader vun der ëffentlecher Consultatioun vun der ONDRAF, also dem Organisme national des déchets radioactifs an der Belsch. D'belsch Autoritéite siche jo grad, wéi mer et wëssen, Dechargen, fir hiren héich radioaktiven Atomdreck endzelageren. An do sinn och verschidde Sitten no un der lëtzebuergescher Grenz, déi a Betruecht gezu ginn.

D'Ëmweltverschmotzunge kenne keng Grenzen. Grad och geologesch Schichte kenne keng Grenzen, an nach manner Drénkwaassergebidder. An hei ass jo an enger Zon eebe grad eis gréisst Drénkwaassergebitt concernéiert, nämlech de Stauséi, deen 80 % vun dem Drénkwaasser zu Lëtzebuerg ofdeckt a wouvun och zwee Drëttel am Anzuchsgebitt vun der Belsch leien.

Atomenergie, dat wësse mer, ass eng al a gefëierlech Technologie. D'Risike vun engem Accident si mat ganz grousse Suitte fir Mënsch an Ëmwelt verbonnen. Radioaktiv Offäll, och déi; Dausende vu Jore brauche se, fir ofzebauen. Mir hu wéineg Erfarung domat a kennen d'Risiken dovunner net. Also, en Endlager wéi dat heite gëtt et och nach guer net. Dat heescht, mir si wierklech mat groussen Onkloerheeten hei konfrontéiert.

Trotzdeem gëtt d'Verbuddelen hei an dem Avant-projet, wéi e virläit, als alternativlos duergestallt. An d'Alternativen zum geologesche Stockage goufen an dem belschen Dossier net am Detail gekuckt.

Aktuell gëtt de Sujet jo an der Ëffentlechkeet vill diskutéiert. An d'Chamber hat, wéi ech virdru gesot hunn, och virun zwou Wochen am Kader vun den Debatte ronderëm d'Atomhaftungsgesetz gesot, dass mer hei sollte Positioun bezéien. Dat hate mer och an enger Resolutioun festgehalen, déi och mat ganz grousser Majoritéit hei gestëmmt ginn ass.

Den Delai fir déi belsch Consultatioun leeft dës Woch aus, nämlech de Samschdeg. An dofir ass et wichteg, dass mer als Chamber elo hei Positioun huelen; wat mer mat där Resolutioun maachen, déi ech Iech elo hei presentéieren.

D'Regierung mécht dat och. Ganz vill Gemengen uechtert d'Land maachen et. Ech appeléieren, dass der nach méi do wäerten nozéien, wéi och de Lëtzebuerger Aktiounscomité géint d'Atomkraaft et gemaach huet, d'Zivillgesellschaft an esou weider. D'Resolutioun, wéi se hei virläit, ass en ligne mat fréiere Motiounen, mat der Aarbecht vum nationalen Aktiounscomité. Si iwwerhëlt och zum Deel Wierder oder Sätz, wéi se an der Motion type gebraucht ginn, déi de Gemenge virläit. Jee, dat Ganzt ass wierklech an der Linn vun der Aarbecht, wéi se hei am Land gemaach ginn ass.

D'Resolutioun, déi hei virläit an d'Chamberspositioun festleet, ass géint de Projet, fir Atomoffäll anzebuddelen, wéi et elo vun de belschen Autoritéite geplangt gëtt, wou d'Ëmweltimpakter, och fir Lëtzebuerg, net uerdentlech gekuckt ginn. An dofir froe mer eeben e Report vun deem Plang, fir datt dat ka komplettéiert ginn an och speziell d'Ëmweltimpakter grenziwwerschreidend hei gekuckt ginn, an uerdentlech an am Detail gekuckt ginn. Dat Ganzt soll natierlech och an engem grenziwwerschreidenden Dialog ausgeschafft ginn, wéi et eigentlech bei Projete vun där heiter Envergure, déi iwwert d'Grenz ewechginn, och ubruecht ass an an der Reegel och gemaach gëtt.

Mir stinn hei an der Chamber weiderhin a grousser Majoritéit hannert deem nationalen Antiatomkonsens. An, wéi gesot, virun zwou Wochen hu mer hei och eng Motioun, net nëmmen d'Resolutioun, fir dat heiten ze maachen, mee och eng méi global allgemeng Motioun gestëmmt. D'Atomhaftungsgesetz hu mer virun zwou Woche gestëmmt, wat e speziellen Haftungsregimm an dëser Fro festleet.

A grad wéi d'Motioun virun zwou Woche setzt déi Resolutioun haut e staarkt Zeechen als Lëtzebuerg, wat e Land vun Atomgéigner ass, fest. Mir wëlle keng nuklear Offäll a sensibelen Zonen, notamment an Drénkwaasserschutzzonen op onser Grenz! A mir kënnen och net d'accord si mat dem Prinzip, dass hei net richteg gekuckt gëtt an dass d'Alternative vun allem, wat hei verbuddelt gëtt, net uerdentlech gekuckt ginn an dass de potenziellen Impakt op Land a Leit op onser Säit vun der Grenz net uerdentlech gekuckt gëtt.

Et gesäit och esou aus, wéi wann d'Chamber déi Resolutioun haut hei unanime unhëlt. Och sechs Parteien hunn d'Resolutioun ënnerschriwwen. An deem Sënn soen ech jiddwerengem villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung. Ech mengen, et ass wierklech e wichtege Moment haut och, wou mer déi Positioun hei festleeën am Sënn an an der Linn vun dem nationalen Antiatomkonsens, dee mer hei am Land hunn.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ganz kuerz: D'CSV huet viru 14 Deeg gesot, dass se zu engem Konsens op nationalem Plang steet a Saachen Atompolitik. Dat hu mer och verdäitlecht, andeem mer d'Atomhaftungsgesetz matgestëmmt hunn, och déi Motioun, op déi den Här Benoy verwisen huet. A mir stëmmen haut selbstverständlech och dës Resolutioun mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci an och e Merci un den Här Benoy fir déi Resolutioun, déi en eis haut hei presentéiert huet. Ech wéilt vläicht e puer Kommentarer maachen, souwuel wat de Fong ugeet, wéi och wat d'Form ugeet. D'Form ass vläicht hei elo nach dee méi wichtege Kommentar.

Mir hunn dësen Text net matënnerschriwwen. Mir sinn awer d'accord mat der Portée vum Text a mir stëmmen en dofir och mat.

Mee firwat hu mer net matënnerschriwwen? Well an eiser Analys hei erëm eng Kéier esou gemaach gëtt, als wäre mer absolutt kohärent an eiser Atompolitik. Dat si mer net!

Hei gëtt zum Beispill an dëser Resolutioun gesot, d'Atomenergie wär einfach global eng al Energie. Jo, dat kann een esou gesinn, wat d'Fissioun ugeet, mee gläichzäiteg ënnerstëtzt dës Regierung d'Recherche an der nuklearer Fusioun am ITER. Dat muss ee soen, dat ass einfach eng Tatsaach. Soudatt een dat vläicht net global sollt kucken, mee awer méi differenzéiert, well och d'Politik vun der Regierung ass am atomare Beräich méi differenzéiert, wéi se hei presentéiert gëtt.

Et ass och esou: Hei gëtt einfach pauschal gesot: „Mir mussen d'Atomreakteren ausmaachen." Jo, mee mir consomméiere méi wéi 10 % Nuklearenergie. Mir brauchen d'nuklear an d'fossill als Backup fir alternativ Energien, a warscheinlech op ganz laang Zäit. A virun allem si mir eis als Lëtzebuerg, an och dës Regierung huet dat bis elo net a Fro gestallt an hirer praktescher Aarbecht, Member vun der AIEA a vun Euroatom. An déi zwou Organisatiounen hunn och nach als Haaptobjet vun hirer Aktivitéit d'Promotioun vun der friddlecher Notzung vun der ziviller Atomtechnologie. Och dat muss ee soen!

A bei den Objectifs de développement vun der UNO, do ass och een derbäi: den Accès un d'Energien. Do ass am Kader vun der AIEA 2015 e Programm ugeholl ginn iwwert den Developpement vun der Nuklearenergie mat dem Accord vu Lëtzebuerg zu engem Ableck, wou dräi gréng Regierungsmemberen an eiser Regierung souzen!

Och dat ass einfach en Deel vun der Realitéit! A mir wieren eis einfach dergéint, datt eppes hei behaapt gëtt, wat awer an der Wierklechkeet vill méi komplex a vill méi differenzéiert ass.

Wat awer elo de Fong ugeet ... vum Fong, pardon, hunn ech geschwat ... mee d'Form ugeet, an, ech mengen, dat ass hei elo dee wichtegen Aspekt, hu mer awer Bedenken. Mir adresséieren eis als Lëtzebuerger Parlament hei un eng belsch Administratioun. Dat ass net de Wee, wéi et soll sinn!

Wa mir als en nationaalt Parlament eng Resolutioun huelen a mir wëllen, datt dat an der Belsch en Effet huet, da solle mir dat dem belsche Parlament matdeelen oder mir sollen et un de Lëtzebuerger zoustännege Bausseministère ginn an den Här Asselborn deen Ableck froen, fir dat un déi belsch Regierung virunzeginn, well déi ONDRAF, dat ass dach nëmmen eng Administratioun ënnert der Autoritéit vun der belscher Regierung. Do ass einfach en Ongläichgewiicht!

A mir fannen als ADR, datt mir eis als Parlament devaloriséieren! Wa mir ufänken, Resolutiounen hei ze huelen als en nationaalt Parlament an da froe mer eise Generalsekretär oder sou, fir déi un eng belsch Administratioun virunzeginn, déi ënnert der Autoritéit selbstverständlech vun der Belscher Regierung funktionéiert, do ass einfach dann d'Form falsch!

Dofir géife mir froen, mir hunn näischt dergéint ... Wéi gesot, mir stëmmen dat hei mat, well mer mat Iech d'accord sinn, datt net iergendwou do nuklear Decheten endgelagert ginn, datt do mussen all d'Garantie bestoen, datt et net kann zu engem Schued kommen, inklusiv vum Grondwaasser an esou weider. Kee Problem! Dat stëmme mer mat. Mir sinn och der Meenung, datt dat muss iwwert d'Grenzen eraus tëschent de Regierungen diskutéiert ginn. Och dat ass richteg!

Mee ech mengen, datt mer eis net als Parlament hei sollen devaloriséieren. A mir sollten higoen a vläicht dee leschte Paragraf nach eng Kéier nei redigéieren an et den Donneschdeg stëmmen, datt mir soen: „Mir sollen et dem belschen nationale Parlament iwwermëttelen. A mir sollen et der belscher nationaler Regierung ginn, fir datt déi belsch national Regierung et un hir Verwaltunge virugëtt."

Awer ech gesinn net eng Lëtzebuerger Chamber mat enger belscher Verwaltung verhandelen!

Dat gesot, wéi gesot, mir kënnen et matstëmmen. Mir hätten eis awer gär gewënscht, an ech hoffen och, op Versteesdemech do bei der Regierungskoalitioun ze stoussen, datt mer awer eis selwer als Parlament méi respektéiere wéi dat doten an dee richtege Wee anhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächstenageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Bon, ech géif vläicht ufänken, andeems ech dem François Benoy Merci soen, deen e bësse probéiert huet mat de Fraktiounen zesummen, hei eng flott Resolutioun op d'Been ze stellen. An och dem Syvicol vläicht op dëser Plaz awer och e Merci, deen och de Gemengen hei tatkräfteg matgehollef huet.

Wat an dëser Resolutioun gefuerdert gëtt, ass eigentlech näischt Extraes. Ech géif soen, et ass jo bal eng Selbstverständlechkeet, dass mir als Lëtzebuerg wëlle matschwätzen, wann et ëm eis Sécherheet hei op eisem Territoire geet, sief et eis Waasserversuergung, sief et och alles, wat mat eisen Ëmwelt- a Gesondheetsaspekter ze dinn huet.

Dëst gesot: Mir wäerten als Demokratesch Partei natierlech dëser Resolutioun och zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An da wär et um honorabelen Här David Wagner.

(Interruption par M. Georges Engel)

O, pardon!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech sinn och en Engel, heiansdo.

(Hilarité)

Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Resolutioun natierlech matstëmmen. D'Remark vum Här Kartheiser ass net dénué de bon sens op eng gewëssen Aart a Weis. Si ass vläicht, an eisen Aen, net onbedéngt zentral, mee et kéint scho Sënn maachen, wann een d'homologue à homologue funktionéiert an déi heite Resolutioun dem Federalparlament zu Bréissel géif schécke respektiv och vläicht eis Regierung domadder géif beoptragen, dat dem Ministère du tutelle vum ONDRAF an der Belsch och matzedeelen. Bon. Mee ech mengen, op jiddwer Fall et ass wichteg, datt den ONDRAF et matkritt, egal wéi mer do virginn!

Mir wäerten déi Resolutioun matdroen. Eis gefält awer trotzdeem - ech kommen net derlaanscht, dat ze soen -, datt ee Considerant relativ interessant ass. Dat ass deen, dee seet, datt d'Atomenergie - d'ailleurs, d'Atomenergie; et geet ëm d'Atomenergie an net onbedéngt Recherche an der Fissioun an esou weider; dat ass eng aner Saach, mee egal - eng al Technologie ass, eng knaschteg Technologie ass, eng net renouvelabel Technologie ass, eng deier Technologie ass an eng ganz gefëierlech Technologie ass.

Dat musst Der awer och dem Fonds de compensation matdeelen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Well dee jo weiderhi wäert an déi al knaschteg, deier, net renouvelabel a gefëierlech Energie investéieren. A mir hu jo d'leschte Kéier decidéiert an der Chamber, datt dat sou soll weidergoen. Quitte datt mer vläicht an enger nächster Interpellatioun, déi mer gefrot hunn, wäerten nach dorobber zréckkommen.

Et wier awer och interessant, a vläicht kann ee schonn an zwee Deeg e bëssen doriwwer diskutéieren ... Et wier gutt, der Kohärenz zuliebe, datt déi heite Regierung endlech emol en Ausstigsplang, eng Ausstigsstrategie aus dem Atomkonsum géif virleeën. Well mir si weiderhin Atomkonsumenten! A mir sinn net ganz kohärent, wa mer mat sou Saache kommen, trotzdeem.

Et ass net einfach, mee et muss een eng Strategie hunn, déi seet op 5, 10, 20 Joer, wat och ëmmer, datt een - vläicht net grad 20 Joer -, mee datt een awer relativ schnell aus dem Atomkonsum erauskënnt. Et gëtt Länner an der EU, déi hunn 0 % Atomenergie als Konsum. Firwat kéinte mir dat net maachen? Voilà! Dat ass eng Iwwerleeung an et ass eng Diskussioun, déi mer deemnächst nach wäerte weiderféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Atomenergie ass gefëierlech. D'Atomenergie ass net bëlleg, och wann et kuerzfristeg esou ausgesäit, mee op laang Siicht sécherlech net. A si ass gefëierlech hei eventuell fir eppes, wat fir eis Mënschen allegueerte liewenswichteg ass: Dat ass eist Waasser. A souwuel de Stau, mee och d'ganzt Anzugsgebitt vun der SES, vun dem Syndicat des Eaux du Sud, ass heivunner eventuell betraff.

An et gëtt ganz vill Onkloerheeten. An deem Dossier hei si ganz vill Saachen, déi net uerdentlech gekuckt ginn. An dat huet hei och iwerhaapt näischt, wat een eventuell kéint virgeworf kréien, mat engem NIMBY-Effekt ze dinn. Dat huet einfach mat enger Ofsécherung vu liewensnoutwendege Ressourcen ze dinn. An dofir fanne mir déi Resolutioun hei exzellent.

Och wann een eventuell kéint iwwert d'Fro vum Här Kartheiser nodenken, mengen ech, dass et gutt ass, dass mer dat heite maachen. Ech wéilt dem Här Benoy Merci soe fir déi Initiativ. A mir stëmmen déi heite Resolutioun och mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da kritt den honorabelen Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et steet guer net a Fro: Och mir Piraten wäerten dat als Atomgéigner matstëmmen.

Ech wëll awer ausdrécklech nach eng Kéier de François Benoy luewen, dass en all de Parteien ugebueden huet, d'Resolutioun matzedroen. Well nëmmen zesumme si mer staark. Leider ass dat net an all Gemengerot vun der grénger Partei esou gewiescht. Do sinn et éischter Alleingäng heiansdo.

A wat mech och e bësse gestéiert huet, dat ass, dass déi gréng Partei elo op eemol an de Gemenge Flyer ausdeelt, wou d'Leit sech kënne beschwéieren, anstatt dass ech mer dat éischter zesumme vun der ganzer Regierung erwaart hätt, wéi d'Leit sech kéinten opstelle géint den Atom.

Well virun allem, wann ee kuckt, de Vott d'leschte Kéier vun der Motioun vun déi Lénk, fir net méi an Atom ze investéieren, an dass Lëtzebuerg nach ëmmer 10 % Atom konsuméiert: Do kann ee scho vun Etiketteschwindel schwätzen, wat déi gréng heiansdo u Flyer erausginn.

Mee trotzdeem wäerte mir déi Resolutioun hei matstëmmen. A mir hoffen, dass d'Regierung op e gemeinsame Wee mat all de Parteie wäert goen an net op eenzel kleng Flyer a Showen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An dann hat den honorabelen Här François Benoy nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. François Benoy *(déi gréng), auteur.*- Villmools merci, Här President. Merci och alleguerten de Riedner fir d'Ënnerstëtzung.

Ech mengen, dass hei eng Consultatioun leeft. Et ass eng Consultatioun, déi fir jiddwereen op ass, fir alleguerten d'Institutiounen, och grenziwwerschreidend. Dofir gesinn ech net ... Et ass wierklech guer kee Problem, dass mir als Chamber ons Positioun hei dem ONDRAF matdeelen.

Ech mengen awer, wat vläicht interessant kéint sinn oder wat een och sollt maachen, ass, dass een eng Kopie heivun un d'belsch federal Parlamenter wéi och un d'belsch Regierunge ka schécken, dass se och Bescheed wëssen iwwer ons Positioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Ech mengen, da kéinte mer zum Vott kommen iwwert dës Resolutioun.

Vote sur la résolution

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat der Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt den nächsten Donneschdeg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)

SÉANCE 41

JEUDI
11 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles
- *M. Yves Cruchten - M. André Bauler - M. Max Hahn - M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas (intervention de Mme Lydie Polfer) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale
- *Exposé : M. Claude Wiseler*
- *Débat : M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. André Bauler (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. André Bauler)*

4. 7590 - Projet de loi portant dérogation :

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Georges Engel) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

5. 7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles

(Résolution déposée en séance publique n° 40 du 9 juin 2020 - à consulter en page 619 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat enger Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert d'Verlagerung vun der Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation op Bréissel. Ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Cruchten.

(Interruption)

Wie fänkt un?

(Interruption)

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Den Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Di Bartolomeo. Da musse mer waarden, bis den Här Di Bartolomeo do ass.

(Brouhaha)

Une voix.- Hien huet Santéskommissioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Santéskommissioun, mengen ech, ass awer an der Tëschenzäit eriwwer.

M. André Bauler *(DP).*- Ass d'Sëtzung elo ënnerbrach?

(Brouhaha et concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur muss jo ufänke mat der Resolutioun.

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Här President, ech hat se jo den Dënschdeg deposéiert an do hat ech jo eigentlech virgestallt, ëm wat et gaangen ass. Et wär elo un de Fraktioune fir ze schwätzen. Ech huelen un, dass den Här Di Bartolomeo no der Kommissiounssitzung aus der Santé all Ablack wäert hei antreffen. Mee Dir kënnt vläicht ee vun den anere Kolleegen an där Zäit schonn zu Wuert komme loossen. Ech huelen un, dass den Här Di Bartolomeo gläich do ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, merci villmools, Här Cruchten. Ech mengen, da fänke mer u mat den ageschriwwene Riedner. Éischten ageschriwwene Riedner ass dann den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Iwwert d'Resolutioun!

M. André Bauler *(DP).*- Nee, de Gusty Graas schwätzt driwwer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Pardon!

M. André Bauler *(DP).*- Den Här Hahn ass fir aner Domäner zoustänneg.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech si fir deen nächste Punkt de Spriecher vun der DP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wie freet d'Wuert zu der Resolutioun, déi den Här Cruchten deposéiert huet? Den Här Gusty Graas dann.

M. Max Hahn *(DP).*- Esou ass et richteg.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar. Da fänkt den Här Mosar un.

(Interruptions et brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dat do ass awer net den Här Hahn!

(Hilarité)

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, et ass e bësse schwiereg de Mëtteg. Ech géif da wëllen ufänken, andeem ech dem Initiator an dem Haaptsignataire, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet, och fir datt mir als Parlament e festen Engagement huelen, fir alles ze ënnerhuelen, fir déi Agence CHAFEA, iwwert déi schonn e puermol hei rieds gaangen ass, och onbedéngt am Kader vun der Politik vum Siège hei am Land ze behalen.

Ech mengen, en huet, wéi en dës Resolutioun hei presentéiert huet, jo och däitlech ënnerstrach, wat d'Wichtegkeet dovunner ass, soudatt ech net méi onbedéngt dorobber wëll agoen.

Et ass natierlech kloer, datt mir och als CSV-Fraktioun déi doten Intentiounen an déi Politik ënnerstëtzen.

Erlaabt mir awer vläicht, Här President, e puer méi allgemeng Wierder zu der Politik vum Siège hei ze soen, och e bësselchen à l'adresse vum Ausseminister, deen, ech weess, sech awer ganz vill fir d'Interessie vu Lëtzebuergz, och am Kader vum Siège, engagéiert!

An ech wollt do awer nach eng Kéier kuerz op déi dräi Haaptpôlen, op déi jo de Siège och opgebaut ass, ze schwätze kommen.

Ech mengen, den éischte Pôle, dat ass de Pôle financier. Iwwert dee brauch een eigentlech net vill Wierder ze verléieren. D'BEI fonctionéiert gutt, gëtt och permanent ausgebaut, soudatt een eigentlech do net ganz vill Wierder brauch driwwer ze verléieren.

Dann ass deen zweete Pôle de Pôle juridique, deen u sech och gutt fonctionéiert, wou awer elo an deene leschte Wochen eng gewëssen Onsécherheet komm ass, wat de Parquet européen betrëfft. Ech mengen, déi prinzipiell Decisioun ass jo geholl ginn. Et gëtt awer elo gesot, urspréinglech waren anscheinend 220 Leit virgesinn, fir op deem Parquet européen ze schaffen, an déi Zuel, déi wär elo relativ substanziell erofgesat ginn. Et géif elo just nach vun eppes iwwer 100 Leit do rieds goen.

Dann ass natierlech eng wichteg Fro: Wann de Parquet européen, dee ganz grouss Responsabilitéite kritt, och wierklech soll gutt a richteg fonctionéieren, mengen ech, geet dat sécherlech net mat där Zuel vu Leit duer, déi am Moment do virgesi sinn. Ech froe mech och, ob dat net och erëm en Essai ass, fir awer e bëssel chen, éischtens, déi Kompetenze vun deem Parquet ze limitéieren an natierlech och, fir erëm um Niveau vum Siège Lëtzebuerg do e puer Problemer ze maachen.

En drëtte Volet, op deen ech e bësselche méi laang wollt agoen, dat ass de Pôle digital. Do hu mer jo déi Direction digitale hei zu Lëtzebuerg, wat och u sech eng gutt Saach ass. Mir hu souguer en Directeur général, deen eigentlech hei och zu Lëtzebuerg lokaliséiert an affektéiert ass. Awer och do gëtt mer gesot, datt deen awer de facto zu Bréissel wier, wat dann erëm net gutt ass. An ech mengen, datt dat heite wierklech eng extreem wichteg Direktioun ass.

An ech hunn dat schonn e puermol gesot, ech wëll dat elo nach eng Kéier widderhuelen: Do ass an de leschte Wochen a Méint eppes geschitt, wat wierklech net gutt ass!

An där Digitaldirektioun ass et dee sougenannte Blockchain-Kompetenzzenter ginn, eigentlech e formidabelen, innovativen Departement, dee sech formidabel entwéckelt huet. An deen ass elo op eemol einfach opgeléist ginn ouni prezis Ursaachen. An déi Beamte sinn zum Deel op Bréissel zréckbeuerdert ginn. Anerer hu carrement gekënnegt kritt. Ech mengen, och déi zoustänneg Delegatioun war scho beim Här Ausseminister oder bei senge Servicer. Also och dat ass eppes, wat absolument net akzeptabel ass. Hei gëtt eng super Aarbecht gemaach, et ass en innovative Service Blockchain, an da gëtt deen aus iergendengem Grond einfach do erausgeholl an dee gëtt erëm iergendwéi zu Bréissel affektéiert.

Ech mengen also, et muss een hei extrêmement gutt oppassen, wat do geschitt. Et muss ee wachsam sinn. Ganz besonnesch, wat déi zwee Pôlen, de Pôle juridique an de Pôle digital, betrëfft, dierfe mer wierklech an eisen Efforten net noginn.

An da vläicht nach eng allerlescht Remark zu deem Ganzen. Ech mengen, et wär vläicht och wichteg, Här Ausseminister, wann Der nach eng Kéier déi Iddi, déi jo och ville Leit am Moment virschwieft, vum Office numérique interinstitutionnel, wat jo u sech e bëssen eng logesch Suite wär vum Office des publications, wann ee wierklech géif mat Nodrock och bei der Kommissioun, och bei Äre Kolleegen um Niveau vum EU-Conseil insistéieren, datt mer wierklech esou en Office numérique géife kréien. Dat wier och am Interêt vum Fonctionnement vun den europäeschen Institutiounen, well do leien Evaluatioune vir, datt dat kéint bis zu 150 Milliounen, 200 Milliounen un Erspuernisser an Ekonomië bréngen, wat déi ganz digital, numeeresch an informatesch Missioune betrëfft.

Duerfir en résumé: Ech mengen, mir mussen alleguerten hei wachsam sinn. D'CSV-Fraktioun wäert op jidde Fall hei d'Regierung 100%eg ënnerstëtzen an hiren Efforten. An duerfir wäerte mir och mat Begeeschterung där Resolutioun eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, Lëtzebuerg huet ouni Zweifel eng grouss, eng laang Traditioun um Niveau vun der Europäescher Unioun. Et brauch een net méi weider ze erënneren, datt mer 1957 Grënnungsmember ware vun der EWG an datt eist Land, esou kleng et jo och ass, awer e grousse wichtege Pilier innerhalb der Europäescher Unioun anhëlt. Dat ass onbestreitbar. Mir hunn och schonn entre-temps dräi Kommissiounspresidente gestallt. Och dat ass e Beweis vum Afloss vu Lëtzebuerg.

Dat huet och dozou bäigedroen, datt am Laf vun de Jorzéngten eng Rei wichteg Institutiounen an och EU-Servicer op Lëtzebuerg komm sinn, wat och gutt war, wat eisem Land ouni Zweifel e gudden, e wichtegen neien Image ginn huet. Ech erënneren och drun, datt scho virdrun, 1952, d'CECA hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hat.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Hei am Haus!

M. Gusty Graas *(DP).*- „Hei am Haus", seet d'Madamm Buergermeeschter mer souguer. Ech war zwar ëmmer der Meenung, et wier doënne gewiescht, wou d'Spuerkeess war. Fir d'éischt hei an duerno bei d'Spuerkeess.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Cour de justice war hei.

M. Gusty Graas *(DP).*- D'Cour de justice war hei. Esou léiert een nach bäi. Merci, Madamm Buergermeeschter.

A mir mierken allerdéngs, an et ass elo vu mengem Virriedner och erëm hei ënnerstrach ginn, datt awer ëmmer erëm geknabbert gëtt, och un dem Siège hei vu Lëtzebuerg, wat verschidden Institutiounen a Servicer ubelaangt. An et ass, wéi gesot, dowéinst e bëssen ze bedaueren, datt mer elo och an déi Situatioun haut hei komm sinn, datt mer déi Resolutioun hei mussen huelen.

Et spiert een och, datt ëmmer méi versicht gëtt, och vläicht souguer Fonctionnairë vu Lëtzebuerg ofzezéien. Dat ass och doduerch ze erklären, datt zum Beispill ëmmer méi Beamten och Zäitkontrakter kréien. An da gëtt et och nach de Problem vum Coefficient correcteur op de Paie vun de Fonctionnairen, wou bis elo d'Liewenskäschte souwuel vu Lëtzebuerg a vu Bréissel mat consideréiert ginn, wat net zum Virdeel vun eisem Land ass.

Elo ass et den Tour, wéi gesot, un der CHAFEA. Wat een do muss besonnesch ënnersträichen, dat ass och déi Manéier, an ech bezéie mech hei och op Aussoe vum Här Ausseminister, datt mer u sech guer net am Virfeld kontaktéiert gi sinn, datt u sech do Decisioune geholl ginn, ouni datt mat Lëtzebuerg virdru geschwat ginn ass.

Sécher ass d'CHAFEA elo net déi allergréisst Agence, mee et däerf een awer net vergiessen, datt den Objet vun där Agence awer ganz wichteg ass. Virun allem geet et och ëm d'Santé. A grad an dëse Momenter brauch ee jo net ze ënnersträichen, wat fir eng Wichtegkeet de Volet Santé virun allem och an Zukunft wäert um europäeschen Niveau spillen.

Duerfir: Och fir eis als Demokratesch Partei ass dat hei och eng Prinzippiefro. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt Lëtzebuerg Urecht huet op eng ganz Rei Servicer an Institutioune vun der Europäescher Unioun hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn och eng ganz Rei Atouten, déi een net däerf vergiessen: Et sinn déi kuerz administrativ Weeër, et ass déi Mehrsproochegkeet a virun allem awer och dee gewëssene Liewensniveau, deen et jo och erlaabt, datt villen EU-Beamten hei zu Lëtzebuerg de Kader mat Sécherheet gefält. Dat kritt ee jo ëmmer erëm confirméiert.

D'Demokratesch Partei, ech brauch dat net nach eng Kéier hei ze ënnersträichen, ass eng Partei, déi ganz proeuropäesch agestallt ass. An dowéinst wäerte mer eis och mat alle Mëttelen derfir asetzen, datt näischt dru wäert änneren, fir datt mer an Zukunft eeben net nach méi Servicer oder Institutioune wäerte verléieren.

Ech wëll och drun erënneren, datt eisen Europadeputéierten, de Charles Goerens, och e Bréif un d'Kommissioun geschriwwen huet. An en huet mer gëschter nach confirméiert, datt en nach keng Äntwert kritt huet. Mee och op deem Niveau gëtt sech awer agesat, datt d'CHAFEA soll hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Duerfir: Ofschléissend begréisse mir als DP dës Resolutioun. Ech soen och dem Auteur, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci, awer anscheinend och op Mataarbecht vum Laurent Mosar. Ech mengen, et soll een och fairerweis hei ënnersträichen, datt en déi Initiativ geholl huet. A selbstverständlech wäerte mir, wéi gesot, als DP ganz hei derhannertstoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Stéphanie Empain. Nee! Wie schwätzt bei der grénger Fraktioun?

(Interruption)

Déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Ech soen Iech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech mengen, d'Saach ass relativ kloer. Meng Virriedner hu scho quasi alles gesot. Ech géif trotzdeem gären dem Här Cruchten hei och Merci soe fir dës Initiativ, an natierlech och dem Här Ausseminister Merci soen, éischtens, fir säin Engagement, deen en an dëser Saach matbréngt, an eeben och, dass mer an der aussepolitescher Kommissioun ëmmer, also ech kann dat confirméieren, doriwwer informéiert ginn a reeg Echangen doriwwer hunn.

Mir hunn och e Konsens hei an der Chamber, dass mer alles sollen um Niveau vun dëser Chamber maachen, fir eis Regierung doranner ze ënnerstëtzen, déi Struktur hei ze behalen.

Ech mengen, wat kloer ass, dat ass, dass et net nëmmen am Sënn vun de Leit ass, déi do schaffen an déi elo an engem Vide sinn. Ech selwer sinn och kontaktéiert gi vu Leit, déi do schaffen an déi sech de Moment immens schwéierdinn an där Situatioun, well se net wëssen, wou se an Zukunft wäerten affektéiert ginn. A si selwer versti jo och net de Grond vun där Manipulatioun, genausou wéineg wéi mir en apparente Grond gesinn, firwat déi Decisioun elo getraff ginn ass.

Et ass och net nëmmen am Sënn vum Standuert Lëtzebuerg - ech mengen, dat ass ugeschwat gi vun de Virriedner -, dass mir als Standuert jo och - bon, ech wëll net soen - en Urecht op esou Strukturen hunn, an dat jo och alles historesch gewuess ass. Mee et ass awer och am Sënn vun der Struktur selwer. An den Här Graas huet et ugeschwat: Et ass grad just elo an dëser Kris net de Moment, fir um Niveau vun de Strukturen, déi och am Beräich vun der Santé aktiv sinn, Experimenter ze maachen.

An duerfir widderhuelen ech et eebe gär nach eng Kéier: Et ass un eis, un der Chamber, dat elo ze ënnerstëtzen an ze weisen, dass mer dohannertstinn, an drunzebleiwen an alles derfir ze maachen, dass déi Struktur dann och ka bei eis am Land bleiwen.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Cruchten an, ech mengen, och un den Här Di Bartolomeo, déi dësen Text hei verfaasst hunn an eis en haut hei presentéieren.

Mir stëmmen deen Text mat als ADR, well mer der Meenung sinn, datt mer och solidaresch solle weisen, datt mer als Lëtzebuerger politesch Communautéit de Siège hei héichhalen an e wëlle verdeedegen.

Mee déi Manéier, wéi d'Kommissioun hei mat Lëtzebuerg ëmgaangen ass, déi weist awer och vill, wéi Europa haut ass a wat d'Kommissioun sech och géintiwwer de Memberstaaten eraushëlt. D'Kommissioun huet eis hei emol net consultéiert, emol net informéiert. An et ass e ganz grave Virgang, well d'Lëtzebuerger Regierung, an och nach Ären Numm, Här Minister, ass och nach mat deem Accord verbonnen, wou eigentlech just de Contraire ugekënnegt gëtt, nämlech datt d'Kommissioun soll studéieren, fir d'CHAFEA hei zu Lëtzebuerg ze verstäerken.

Et kann net sinn, datt Memberstaate sech druginn, mat ënnerschiddlechem Erfolleg, fir hir Obligatiounen am Kader vun der Europäescher Unioun ze erfëllen, an datt d'Europäesch Kommissioun sech awer Rechter eraushëlt, déi hir net zoustinn!

Ech muss awer vläicht eng Kritik derbäi maachen. Iergendwéi fillen ech mech trotzdeem bei dësem Text net 100%eg sécher. D'Europäesch Kommissioun ass e Collège. Si hëlt hir Decisiounen am Prinzip eestëmmeg, zesummen, op jidde Fall an engem Konsens. De Lëtzebuerger Member vun der Europäescher Kommissioun ass also heimadder d'accord gewiescht. Dat ass den Här Nicolas Schmit vun der LSAP.

Déi Resolutioun hei ass vun der LSAP proposéiert ginn. An de Minister, deen elo soll eis Positioun zu Bréissel vertrieden, ass vun där selwechter Partei. An ech géif gär wëssen: Wou steet dann d'LSAP hei an dëser Diskussioun?

Ech sinn net hei, fir mech do manövréieren ze loossen, an d'ADR am Allgemengen nach manner. Wa mer hei de Siège verdeedegen a wa mer hei déi Lëtzebuerger Vertrieder an den europäeschen Institutiounen an dësem Text opruffen, fir sech fir eis anzesetzen, da gëllt dat och fir déi Vertrieder vun der LSAP, déi an europäeschen Institutioune sinn an dohinner gewielt goufen oder designéiert goufen, jee nodeem wéi eng Institutioun et ass.

Mir hätten hei gär en éierlecht Spill an domadder och e kloren Engagement vun eisem Minister, fir Lëtzebuerger Interessen ze vertrieden! An zu deem Engagement, mengen ech, gehéiert och, datt mer eis kënnen drop verloossen, datt dee Lëtzebuerger Kommissär an der Kommissioun dee Message héiert an och an der Kommissioun wäert derfir antrieden, datt déi Accorden, déi déi Europäesch Kommissioun mat eisem Land ofgeschloss huet, agehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir bedaueren all déi Decisioun an och déi Virgeeënsweis vun der Kommissioun, wat d'CHAFEA ugeet. Dat schreift sech jo och an eng Émstrukturéierung vun den Agencë vun der Europäescher Kommissioun an.

An et ass scho gesot ginn, ech soen et erëm eng Kéier, mee: Et ass schonn ironesch ze gesinn, grad an der Pandemiezäit, wéi grad déi Agence, déi ënner anerem mat der Gesondheet ze dinn huet, soll erëm reorganiséiert ginn an och vläicht geschwächt ginn, zemools wann ee weess, wéi schwaach d'EU u sech an dëser Pandemiekris war.

Et huet een och wierklech strictement net den Androck, datt d'Kommissioun aus dëser Kris iergendeng Léier gezunn hätt. Dee Saz, dee kéint ech awer oft repetéieren. Am Laf vun der Geschicht, all Kéiers, wann eng Kris ass, kritt een ëmmer duerno gesot: „D'Kommissioun wäert Léieren zéien, d'EU wäert Léieren dorauser zéien", an et geet duerno weider esou wéi virdrun. Dat geet eng Kéier ganz schif aus.

Et ass awer natierlech och wichteg ... Also, mir ënnerstëtze selbstverständlech déi Resolutioun. Dat war och eng gutt Initiativ vum Här Cruchten, fir déi ze huelen a fir déi ofzestëmmen.

Mir haten och ... De Marc Baum hat eng Question parlementaire un den Här Minister gestallt. Do ass schonn drop geäntwert ginn. Well d'Fro ass jo och nach déi ... Et si jo net nëmme Fonctionnairen, déi do schaffen, et si jo och nach aner Leit, déi en anere Statut hunn. An déi sinn natierlech och onsécher an hirer Situatioun, well se net onbedéngt iwwert déi selwecht Protektioune verfüge wéi d'Fonctionnairen. Et ass och wichteg, fir un déi Leit ze denken. Voilà!

Mee ceci étant dit, mir stëmmen dat heiten natierlech mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass als Éischt emol e grousse Merci un den Yves Cruchten an och un de Laurent Mosar fir d'Initiativ vun dëser Resolutioun auszedrécken, well wann d'CHAFEA fortgeet, dann ass dat ze vergläiche mam Depart vun engem gréissere Betrib hei zu Lëtzebuerg.

Den David Wagner huet et gesot: Dat betrëfft net nëmmen d'Fonctionnairen, déi reaffektéiert ginn, déi zwar weiderhin e feste Salaire kréien, déi awer net onbedéngt méi do kënne wunnen, wou se sech wuelfillen, nämlech hei zu Lëtzebuerg. Mee et betrëfft virun allem och all déi zivill Mataarbechter, déi ganz normal do iwwer Aarbechtskontrakter agestallt sinn. Et si Leit, déi vun haut op muer, an dat grad um Ufank vun enger Wirtschaftskris, kéinten de Patron verléieren. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen, wann ee vum Depart vun esou enger Agence schwätzt.

Dat Zweet ass: Net nëmmen, datt déi Leit hir Aarbecht géife verléieren, och dee ganzen ekonomeschen Impakt, deen awer d'Presenz vun all deene Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der CHAFEA huet, géif een natierlech mierken.

Mir hunn haut de Moien nach driwwer diskutéiert, datt Restaurateuren et spieren, datt méi Leit am Teletravail sinn, datt manner Leit haut op d'Büroen zréckkommen. Genau dat nämmlecht geschitt, wann eng ganz Agence vun haut op muer hir Wallisse paakt. An dofir fannen ech et ganz schued, datt d'Europäesch Kommissioun hei unilateral decidéiert huet, ouni Concertatioun mat Lëtzebuerg, ouni hir Accorden, déi ënnerschriwwe goufen, ze respektéieren, déi Agence wëllen ze delokaliséieren.

An duerfir wäert ech och dës Resolutioun zesumme mam Marc Goergen ënnerstëtzen an och dofir stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un de Coinitiateur vun dëser Resolutioun, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. An entschëllegt d'Verspéidung! Mir souzen nach zesummen an der Santéskommissioun, fir just iwwert d'Konsequenzen an déi nächst Etapp vun der Covidkris ze diskutéieren.

Ech mengen, déi Covidkris huet gewisen: Méi wéi jee ass d'Santé och e wichtege Punkt a muss e wichtege Punkt op der europäescher Agenda sinn, och wann d'Santé haaptsächlech du domaine vun deenen eenzelne Länner bleift. Eng gemeinsam Demarche a länneriwwergräifende Gesondheetsproblemer ass méi wéi jee an Europa noutwendeg.

An da si mer bei deem éischte Punkt, firwat dass mer eis dergéint wieren, dass eng Agence - déi elo nach eng ganz aner Wichtegkeet géif kréien, misst kréien um Hannergrond vun där Covidkris - net nëmme vu Lëtzebuerg ofgezu gëtt, mee soll opgeléist an an aner Agencen iwwerfouert ginn.

Dat ass e falscht Signal zu der falscher Zäit. Wann Europa higeet an d'Mëttele fir d'Gesondheet, fir de Konsumenteschutz, fir d'Agrikultur an eng gutt Ernärung vu sage und schreibe 400 Milliounen op 10.000 Milliounen iwwer siwe Joer erhéicht, da brauch se eng performant Agence, fir dat ëmzesetzen, mat éischter méi wéi mat manner Leit.

Do hunn ech emol iwwerhaapt nach net vun der Siège-Fro geschwat. D'Siège-Fro, déi awer och net onwichteg ass. Lëtzebuerg huet ëmmer bewisen, dass et de Siège vun den europäeschen Institutioune verteidegt, an där Attacken ass et méi wéi genuch ginn. An heibanne sëtzen der eng ganz Rei, déi et fäerdegbruecht hunn, fir vill vun deenen Attacken ofzewieren an derfir ze suergen, dass awer hei zu Lëtzebuerg an der Zwëschenzäit 14.000 Leit bei den europäeschen Institutioune schaffen. Ech gesinn d'Lydie Polfer viru mer, ech gesinn de Jean Asselborn viru mer, et bien d'autres, d'Viviane Reding, déi sech ëmmer derfir agesat hunn, dass Lëtzebuerg ee wichtege Standuert bleift.

Lëtzebuerg ass Standuert vu wichtegen Abteilunge vun der DG Santé - Direction générale Santé -, déi eng exzellent Aarbecht leeschten, an duerfir ass ëmsou méi onverständlech, dass een déi Agentur wëllt ofzéien, ouni Ofsprooch, ouni seriö Ofsprooch mam Personal an ouni seriö Ofsprooch mam Partner, dee Lëtzebuerg ass.

Ech wonnere mech, dass ëmmer an ëmmer erëm an enger Fro, wou Solidaritéit vun alle Parteien noutwendeg ass, dat klengt Gestëppels awer säi Wee an déi heiten Diskussioun erafënnt. Hei ass keng Affär vun der LSAP, vun der CSV, vun der DP, vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun der ADR a vun déi Lénk. Hei ass eng Affär vun eis alleguer! A mir weisen hei Eenheet. An da solle mer se och bis zum Schluss weisen, an dat klengt Gestëppels op der Säit loossen, dat eis iwwerhaapt net weiderbréngt.

Ech sinn och ganz frou, dass eis Europadeputéierten direkt de Relais geholl hunn. Ech soen dem Kolleeg Laurent Mosar e ganz häerzleche Merci fir d'Iddi. De Laurent hat d'Iddi. Ech hunn en direkt begleet. Ech war dee schreiwenden Aarm. A mir haten e President, den Yves Cruchten, deen d'Unitéit an der Fraktioun (veuillez lire: Kommissioun) méiglech gemaach huet mat eis alleguer zesummen, dass mer hei e Gest setzen a soen: Mir si solidaresch mam Personal! Mir weisen der DG Santé an deene Servicer, déi drunhänken, dass Lëtzebuerg si an allem ënnerstëtzt, fir hir Aarbecht esou gutt wéi méiglech ze maachen.

An et freet mech, dass an dësem Fall d'Personaldelegatioun sech unanime fir e Weiderbestand hei zu Lëtzebuerg ausgeschwat huet, wat deem widdersprécht, wat jo ëmmer gesot gëtt: dass d'Europabeamten eigentlech esou séier wéi méiglech vu Lëtzebuerg wéilten ofzéien.

Also déi heite Resolutioun huet een Zil: ze weisen, wéi wichteg eis déi Institutioune sinn, wéi wichteg eis d'Santé an Europa ass an dass mer zesummenhalen an domat eis Regierung an och eis Vertrieder an Europa ënnerstëtzen, fir eventuell d'Kommissioun nach eng Kéier ëmzestëmmen. Et wär e falscht Signal zu der falscher Zäit!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un Iech, Här President, un d'ganz Chamber, un all d'Fraktiounen. Et ass gutt, wann an dëser Saach d'Regierung de Réck gestäipt kritt.

Ech géif natierlech dem Yves Cruchten an dem Mars Di Bartolomeo an och dem Laurent Mosar Merci soen, well ech weess, dass si um Originn vun där Resolutioun hei sinn. An ech fannen et och gutt, dass eis sechs Europadeputéierte sech och hannendrunkéien. Si hunn och Rendez-vous bei mer gefrot a bei eiser Secrétaire générale, fir iwwert de Siège ze schwätzen an iwwert d'CHAFEA eraus ze schwätzen. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

Sou! Ech mengen, Dir hutt et alleguerte gesot: D'CHAFEA huet 15 Joer laang immens gutt hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert, ouni Problemer. Bon, déi Decisioun, an ech mengen, do muss een dem Här Kartheiser Recht ginn, déi ass e wéineg op eis zoukomm an engem Kontext, wou een dat jo net erwaart hätt.

Allerdéngs wëll ech soen, an ech ginn nach vläicht op dat an, wat den Här Mosar och gesot huet: Mir sinn hei konfrontéiert mat enger Situatioun, wou mer jo wëssen, dass am Cadre financier pluriannuel beim Heading 7, also deem Punkt, wou déi administrativ Ausgabe sinn, 15 % kéinte verluer goen. An dat sinn d'Propositioune vun der Kommissioun net, mee et sinn awer déi Diskussiounen, déi virun der Kris amgaange waren. An do dergéint musse mer eis immens wieren.

Mir hunn, ech soen Iech dat och, net ganz vill Alliéierter. Ech wëll net iwwer aner Länner schwätzen, mee den Appui, dee mer hunn, deen ass minim. A jidderee wëllt beim Administrative sträichen. Dat deet kengem wéi. Mee wann dat gemaach gëtt, 15 % manner, da weess ech net, wéi iwwerhaapt d'Europäesch Unioun nach kann administrativ richteg fonctionéieren. A mir als Lëtzebuerger wieren do grouss Perdanten derbäi. Ech mengen, dat ass dee weesentleche Punkt.

Bon, CHAFEA, Dir wësst dat: Mir sinn dermat konfrontéiert, dass de Pouvoir de décision bei der Kommissioun läit. Do kënne mer eis dréien a kéieren, wéi mer wëllen. Dat ass net ausgehandelt ginn, déi Agence, mat Lëtzebuerg.

Dir musst och wëssen, dass et um gewerkschaftleche Volet eng Debatt ass, déi tëscht der Kommissioun an den europäesche Gewerkschafte gefouert gëtt zu Bréissel, net hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn natierlech mat um Ball. Mir hunn och e gudde Kontakt mat de Responsabele vu CHAFEA hei zu Lëtzebuerg. A mir maachen alles, wat mer kënne maachen, wéi den Här Di Bartolomeo gesot huet, fir eventuell nach d'Kommissioun ëmzestëmmen. Déi Decisioun ass nach net geholl. Déi gëtt Enn des Joers geholl. Mee natierlech musse mer der Realitéit an d'A kucken.

Ech wëll och hei bemierken: Dat huet näischt mat der Attraktivitéit vun eisem Siège ze dinn. Et ass e Sondage gemaach gi bei CHAFEA an eng grouss Majoritéit vun de Leit vu CHAFEA hu sech hei wuelgefillt a wëllen och hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Déi Emfro, déi gemaach ginn ass: Ech mengen, et ass wichteg, dass mer dat op jidde Fall wëssen.

Mir däerfen net elo an däischter Gedanke falen, dass eise Siège a Gefor wier. Et hunn nach ni esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg an den europäeschen Institutioune geschafft wéi elo. Et si méi wéi 14.000 Leit, déi hei schaffen. Déi Zuel hate mer nach ni. Ech mengen, d'Madamm Polfer hei an den Här Kinnock haten een éischten Accord, deen ass jo elo ersat ginn duerch deen Accord vun der Madamm Georgieva a mir selwer 2015.

Et kann een elo net soen, dass dat, wat hei geschitt ass, eigentlech géint deen Accord do leeft, well d'Zuel vun de Beamten, virun allem, Laurent Mosar, am finanzielle Beräich, Dir wësst dat, duerch d'BEI an duerch de Regling (ndlr: Klaus Regling, Directeur général du Mécanisme européen de stabilité), ass nach ni esou héich gewiescht, wéi se elo ass. An déi Zuel huet natierlech ganz vill bäigeholl.

Mir hunn och zwou Agencë kritt an de leschte Joren - Dir wësst et -: den europäesche Parquet an dann och deen Eurocomputer, deen - wéi nennt dat Dénge sech? - EuroHPC. Eppes, wat wichteg ass fir Europa an natierlech och fir Lëtzebuerg.

Ech wëll Iech och nach soen, dass ech mam Johannes Hahn, wat e Mann aus Éisträich ass, och en zimmlech gudde Kontakt hunn. An déi Suerg, déi mer him zum Beschte ginn, an ech mengen, do musse mer alleguer hannendrustoen, dat ass, dass un deenen dräi Pilieren - dee juristeschen, dee finanziellen, deen digitalen - net gefréckelt gëtt an dass do den Accord Asselborn-Georgieva voll respektéiert gëtt.

De Pilier financier, ech mengen, dee steet op feste Been.

De juridique, hutt Der Recht, Här Mosar, ech mengen do, wat de Parquet européen ugeet, déi Madamm, déi designéiert ginn ass, déi war bei eis, bei der Madamm Tanson, beim Här Bettel an och bei mir. A mir hunn de Message ginn, dass mer eis zu Bréissel asetzen, dass effektiv dee Parquet sech och kann hei developpéieren. Mee et huet näischt mat Lëtzebuerg ze dinn. Et gëtt Länner an der Europäescher Unioun, a malheureusement ëmmer méi, déi eppes géint d'Integratioun vun Europa hunn. An hei ass ee vun deene Reflexer, déi ee gesäit, dass een eeben op esou eppes wéi dat do kéint verzichten; de Parquet européen. An dofir musse mer kämpfen. Dat maache mer och!

Beim Pilier digital, also do sinn ech elo net esou bewandert, well ech jo nëmmen Ausseminister sinn. Mee ech wëll soen, wat den Här Mosar gesot huet vum Blockchain: Ech hunn och endlech verstanen, wat dat ass. An och déi aner Saach vum Office de publication gi mir op déi richteg Plaz weider. Ech weess, dass dat hei zu Lëtzebuerg och gutt fonctionéiert huet. An ech mengen, et ass och en Argument, dat mer benotzen, fir dat och weiderzeginn.

Ech sinn och mam Här Di Bartolomeo d'accord, dass mer elo mussen oppassen, wat d'Kommissioun ugeet, Här Kartheiser! Ech mengen, d'Kommissioun ass par définition ëmmer en Alliéierte vun deene Länner, déi vläicht manner grouss sinn an der Europäescher Unioun; muss se op jidde Fall sinn. An duerfir géif ech mengen, wéi gesot: D'Decisioun ass nach net voll getraff, mee wann déi Decisioun an déi dote Richtung géif goen, dass dat muss kompenséiert ginn, genee op deem, wat ofgemaach ass tëschent Asselborn an Georgieva vun 2015, do kann et kee Millimeter ënnendrënner goen. An dat ass eeben d'Aufgab, déi mer hunn.

An duerfir sinn ech ganz frou, Här President, dass d'Chamber d'Regierung do ënnerstëtzt an dass mer och d'Europadeputéierten op eiser Säit hunn.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur la résolution

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dës Resolutioun.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale

D'Chamber féiert elo eng Aktualitéitsstonn iwwert de Relancementsplang, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Wiseler als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. „Neistart Lëtzebuerg" huet d'Regierung ambitiéis dee Relanceprogramm genannt, dee se der Chamber presentéiert huet an dee se dobausse presentéiert huet.

Wat heescht dat? Wat sinn d'Virstellungen? A wat versteet een och ënner „Neistart"? Heescht Neistart, elo d'Ekonomie erëm frësch ze lancéieren, well mer zwee Méint gestoppt haten, fir d'Betriber ze schützen, fir Aarbechtsplazen ze schützen, fir erëm Investissementer ze maachen, datt d'Maschinn erëm frësch ka starten? Dat fanne mer wichteg an dat fanne mer richteg esou. An deem Moment wär et esou, dann heescht „nei" „frësch" oder „erëm" starten.

Oder heescht „Neistart", net méi weidermaache wéi elo, mee eppes Neies maachen, en ambitiéisen Embau maache vun eiser Gesellschaft, vun eiser Ekonomie, se méi resilient, méi nohalteg maachen? Esou wéi ech dat an Artikelen an an Interviewe vun deenen engen a vun deenen aneren an haaptsächlech vun där grénger Säit konnt liesen an deene leschte Wochen. An dee Moment heescht „nei" net „frësch", mee heescht „anescht".

An d'Regierung ass u sech Spezialist am Gebrauch vun de Wierder, déi verschidde Bedeitungen hunn a wou jiddwereen am Fong dat erëmfënnt, wat fir hie richteg ass. A jiddweree ka senger Wielerschaft presentéieren, wat en dorënner versteet, an déi Moossnamen, déi da fir hie wichteg sinn. An da gëtt dat och nach begleet mat esou Terme wéi „grouss Visiounen", „Ambitiounen", „Investitiounen", „Cleverness", „Courage" an esou weider an esou virun. An da weess een awer net richteg, wou dat Ganzt elo soll higoen.

An da kann een e Realitéitscheck maachen, wann een déi Moossname kuckt, déi elo um Dësch leien. Mir hunn op där enger Säit bei deene 700, 800 Milliounen, déi proposéiert gi si fir dee Plan de relance, eng Rei Moossname wéi zum Beispill de Fonds de solidarité et de relance fir d'Betriber. Mir hunn d'Aide forfaitaire de relance fir d'Commerce-de-détailen. Mir hunn déi Méiglechkeeten, fir d'Baux commerciaux bei de Steieren ofzesetze respektiv déi Transitioun, déi am Chômage partiel elo an deene leschten Deeg méi preziséiert ginn ass, déi mer evidenterweis vum Prinzip absolutt begréissen, well se absolutt noutwendeg waren.

Mee ech stelle fest, datt dat klassesch Moossname si vun enger Relance, déi u sech déi Wirtschaft, déi gebremst war, esou wéi se ass, sollt an deenen nächste Wochen erëm relancéieren, klassesch relancéieren.

An ech mengen, dat ass och wichteg an dat muss och esou sinn. Well brénge mer dat net fäerdeg, da stelle sech eng ganz Rei aner Froen. Dann hu mer eng ganz Rei aner Problemer, déi do hannendrukommen. Dobäi gëtt da gesot: D'Investissementer ginn net verkierzt.

Dat ass also dat selwecht, wéi mer virdrun haten: klassesch Wirtschaftspolitik. An da kucke mer nach, wat nach an deem Pak de relance steet. An da gesi mer, datt och eng Rei gréng Tëppelen - an ech soe wierklech den Term gär „gréng Tëppelen"; keng grouss Punkten, gréng Tëppelen - dobäistinn. En résumé: Dee grénge Touch ass u sech, datt eng Rei Primme vum ekologesche Wunnengsbau gehéicht ginn, temporaire gehéicht ginn, an datt och eng Rei Primme fir Elektromobilitéit gehéicht ginn, temporaire gehéicht ginn, an datt och eng Rei Efforte gemaach ginn, Gott sei Dank, fir nach zousätzlech Bornen ze maachen.

Ech fannen dat gutt. Ech fannen dat sympathesch. Mir ënnerstëtzen dat och, mee ech soen awer gradesou gutt hannendrun, datt et am Fong meilewäit ewech ass vun deem, wat gepriedegt gëtt, vun deenen Usprécher, déi mer awer an de Riede vun deenen engen a vun deenen anere konnten héieren, an engem Artikel vum Här Turmes am „Wort", deen ech gelies hunn, iwwer wéi een an deenen nächste Joren déi ekologesch Transitioun soll ugoen, an haaptsächlech mam Relanceprogramm, dem Interview vun der Madamm Dieschbourg op RTL respektiv engem Artikel am „Land" vun der Madamm Bernard an dem Här Kmiotek, déi awer ganz aner Saachen ... déi Meilestäng hei versprach hunn, déi ech awer elo net am Relanceprogramm erëmfonnt hunn.

Keng vun Ären zwielef Punkte fannen ech an deem Relanceprogramm, deen hei presentéiert ginn ass, erëm, Här Turmes!

An ech géif hei gär op e puer Punkten agoen.

Dat Éischt, dat sinn déi Investissementer. Just déi Ausso, déi gemaach ginn ass am Relanceprogramm, fir ze soen: „Si bleiwen do, wou se sinn. An dee groussen Effort, dee mer maachen, dat ass, net un den Investissementer ze kierzen." Ech fannen dat a priori och positiv, wann een et da fäerdegbréngt mat där Ekonomie, an där mer elo dra sinn.

Mee ech hätt mer awer trotzdeem an deem dote Kader eppes aneres erwaart! Ech hätt mer erwaart, datt mer iwwert d'Prioritéiten, déi mer an Zukunft bei den Investissementer setzen, géife schwätzen.

Ech hätt mer erwaart, datt mer laangfristeg Iwwerleeungen iwwer eis Finanzsituatioun maachen. An och, wa mer d'Prioritéiten dëst Joer an nächst Joer esou héichhalen, awéiwäit hu mer d'Capacitéiten a véier, fënnef, sechs Joer, fir mat deem, wat geschitt ass, esou weiderzefueren?

Ech hätt mer kloer Aussoen zu den Investissementer bei de Gemengen erwaart. Wat ass d'Situatioun vun de Gemengen? A kënnen och si déi Investissementer an deem Rhythmus bäibehalen, wéi dat an de leschte Jore geplangt war?

Ech hätt mer och, an dat ass mer bal dat Allerwichtegst, eng Rei Iwwerleeungen an dësem

Moment, just an der Sortie vun dëser Kris, erwaart, iwwert dee freneetesche Wuesstum, dee mer an de leschte Jore kannt hunn an deen eiser Usiicht no laangfristeg net ze packen ass, an dës Kris benotzen, fir Reflexiounen doriwwer ze féieren an ze soen: Wéi fuere mer dann an Zukunft domadder weider?

Ech hätt mer och eng Rei Iwwerleeungen iwwer Investitiounen am Kader vun der groussregionaler Politik erwaart, well ech elo méi wéi jee feststellen, awéiwäit Lëtzebuerg vun der Groussregioun dependent ass.

Ech hätt mer erwaart, datt mer Iwwerleeungen iwwert d'Mobilitéitspolitik gemaach hätten, notamment mat deenen neien Donnéeën, déi eis den Teletravail materabréngt, wou mer awer eng aner Aarbechtssituatioun kréien a vläicht eis Mobilitéit ganz anescht gëtt, an haaptsächlech och am Kader vun engem ëffentlechen Transport, deen awer elo e grousse Réckschlag mat där Covidkris krut a wou mer net wëssen, wéi den ëffentlechen Transport sech wäert an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren developpéieren, a wou mer och feststellen an deene Moossnamen, datt d'Regierung elo op den Individualverkéier, Individualtransport setzt, contrairement zu deem, wat viru véier, fënnef Joer gesot ginn ass.

Ech ka mech gutt erënneren un den Här Gira sengerzäit, wéi d'Primme fir d'Autoen ofgeschaaft gi sinn, dee gesot huet: „Mir wëllen am Fong net op den Individualverkéier, mir wëlle just op den ëffentleche Verkéier setzen." Doriwwer hätt ech mer och eng Rei Reflexiounen erwaart. Dat war mäin éischte Punkt.

Mäin zweete Punkt ass, datt mer an där Covidkris hei ganz gutt gemierkt hunn, wéi dependent mer als Europa an als Lëtzebuerg vum Ausland sinn, an datt jiddweree feststellt, datt mer eng Diskussioun musse féieren iwwert d'Limitte vun der Globalisatioun an datt mer och alleguer gesinn an et soen, wéi noutwendeg et ass, erëm op lokal Produktiounen zréckzegräifen, wéi noutwendeg et ass, e Rapatriement ze maache vun enger Rei Industrien, déi net méi zu Lëtzebuerg, déi net méi an Europa sinn an déi awer fir eis Autonomie extreem weesentlech sinn.

Ech hunn doriwwer Iwwerleeungen an dësem Relanceprogramm vermësst. Déi sinn awer wichteg, wa mer iwwer eng zukünfteg Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Froe wéi: Wéi favoriséiere mer déi lokal an déi regional Produktioun? Wéi favoriséiere mer déi Verbraucherketten, déi regional sinn? Wéi gi mer eng Reindustrialisatioun un? Wat si mer bereet, un Hëllefen an eng Reindustrialisatioun ze stiechen? Awéiwäit si mer och bereet, déi Autorisatiounen ze ginn, déi mer fir esou eng Reindustrialisatioun brauchen, mat dem Souvenir, datt vill Diskussioune waren an datt der verschiddentlech souguer frou waren, wa Betriber, déi schmotzeg waren, net méi zu Lëtzebuerg waren a sech delokaliséiert hunn an Indien, a China a wou och ëmmer? Dat ass awer eng zentral Fro, wéi mer an Zukunft mat deenen dote Saachen ëmginn.

Mäin drëtte Punkt, dat ass deen iwwert déi Entreprisen a wéi mer Entreprisen hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen, wa se sech da méi ekologesch wëllen opstellen. Ech hunn do de Wirtschaftsminister gesinn, deen e flotte Programm Fit 4 Resilience presentéiert huet, wou en deene Betriber wëllt hëllefen, déi sech an der Digitalisatioun, an der Circular Economy engagéieren.

Ech hunn awer och gesinn, datt dee Programm, deen en do virgestallt huet, haaptsächlech dorëms geet, fir datt eng Etüd soll gemaach ginn, dann eng SWOT-Analys sollt gemaach ginn. An dat huet mech nu wierklech un dee Vocabulaire erënnert, deen ëmmer an de Big-Foure gebraucht gëtt, wou esou Typpen, esou SWOT-Analyse gemaach ginn. Wann ech dee Programm kucken, dann ass et awer haaptsächlech a mengen Aen e Programm, dee vun de Big-Fouren developpéiert/geduecht ginn ass, deen un de Wirtschaftsminister weidergi ginn ass an deen haaptsächlech dorëm geet, datt déi Consultatiounsbetriber an d'Big-Foure vill Suen domat verdéngen, mee der wéineg an der Entreprise ukommen.

Besser hu mer déi Moossname gefall, déi elo frësch virgestallt gi sinn, fir Betriber bei Digitalisatiounsprojeten - selwer bei de Projeten an net bei der Etüd, mee selwer bei de Projeten a selwer bei dem Fait, wa se Energie spueren, sech reorganiséieren - dann ze ënnerstëtzen. Dat hunn ech extreem positiv fonnt. Ech hätt mer gewënscht, datt nach déi Moossnam géif derbäikomme fir déi Betriber, déi sech reorganiséieren fir d'Circular Economy, déi sech anescht opstellen, déi och d'Prozeduren anescht maachen, déi sech ëmstelle mussen, datt mer déi och spezifesch hätte kënnen ënnerstëtzen.

Mäi véierte Punkt, dat ass, fir et méi kuerz ze maachen: Änleches wär och sënnvoll gewiescht fir déi Betriber, déi hir Corporate Governance reorganiséieren, sou wéi dat vun der Kommissioun an dem Pabeier „Next Generation" virgeschloe ginn ass, respektiv fir déi Betriber, déi d'accord sinn, an d'Responsabilité sociale oder sociétale ze investéieren a sech och do anescht opzestellen. Ech fannen, datt de Wirtschaftsministère an den Ëmweltministère prezis esou Entreprisen nach anescht ënnert d'Äerm misste gräifen, wéi dat bis elo de Fall war.

Mäi fënnefte Punkt, dat sinn eng Rei Aussoen, déi hannert dem Plan de relance gemaach gi sinn, notamment vum Här Turmes an der Madamm Dieschbourg, iwwert d'Aviatioun, wou gesot ginn ass vun der Madamm Dieschbourg an engem RTL-Interview, datt ee sech awer misst iwwerleeën, ob déi Proposen, déi fir d'franséisch Aviatioun gemaach gi sinn, net och sënnvoll hei zu Lëtzebuerg wären.

An op där anerer Säit, dat ass Äre Punkt 1, Här Turmes, an Ärem Artikel, wou Dir och sot, datt ee bei all deene Flich Court-courriers, déi mat engem Train à grande vitesse méi schnell kënnen hannerluecht gi wéi mat engem Fliger, misst iwwerleeën, ob een déi Volle bei den Aviatiounsgesellschaften net géif verbidden, tout simplement.

Ech soen Iech: Ech kann dat intellektuell verstoen, mee wann ech awer kucken, wat dat fir Lëtzebuerg géif heeschen - wéi Frankfurt a Paräis net méi ufléien -, da géif dat fir Lëtzebuerg heeschen, datt mer eis vun den zentralen Hub-Flughäfen, déi eis weiderféieren, géifen total trennen. Dat wär fir de Flughafe Lëtzebuerg eng Katastroph. Dofir hoffen ech, datt Der dat just am generellen Europäesche gemengt hutt, mee awer fir Lëtzebuerg net wäert applizéieren, well dat stellt eis viru reell Problemer, wann dat do als Är Iddi géif Realitéit ginn.

Mäi sechste Punkt, dat sinn e puer Reflexiounen iwwert déi Subsidiatioun vun Autoen, déi Der gemaach hutt. Ech fannen dat jo alles positiv. Ech fannen et trotzdeem liicht erstaunlech, datt Der just d'Autosentreprisen, just d'Garagisten am Fong hei ënnerstëtzt. Aner Entreprisen hu gradesou vill Problemer, kréie manner Ënnerstëtzung. An Dir maacht dat, obwuel mer keng richteg Autosindustrie, contrairement zu anere Länner hei zu Lëtzebuerg, hunn, an dann och nach d'Decisioun huelt, awer nëmmen d'Elektroautoen ze ënnerstëtzen, woubäi ee genau weess, datt dann och eng ganz Rei Marken ausgeschloss ginn, déi déi Produkter net offréieren.

Do hätt ech mer erwaart, datt awer d'Reflexioune géife méi wäit goen, datt een och extreem spuersam respektiv Hybridautoe kéint an esou Kategorië materanhuelen. Ech hunn och eng Iwwerleeung vermësst iwwer am Fong d'Plaffonge vun deene Käschtepunkten, déi esou Autoen hunn, esou wéi dat an Däitschland ass, wou d'Plaffongen agefouert gi sinn.

Well et muss een och wëssen, datt net jiddweree sech esou en Auto ka leeschten an haaptsächlech och dann net jiddweree kann esou en Auto gebrauchen. Deemno wat fir eng Liewenssituatioun Der hutt, wëllt Der zwar ekologesch fueren, maacht och alles, fir ekologesch ze fueren, mee en Elektroauto kënnt net fir Iech a Fro, wann Der grouss Strecke musst fueren, well Der en einfach praktesch net kënnt gebrauchen an net kënnt oplueden. Da kënnt Der Iech en héchstens als Zweetauto kafen. An dat ass, mengen ech, jo awer net de Sënn vun deene Subsiden, déi mer hei ginn.

Ech si par contre ganz frou, datt Der vill Efforte fir Luedestatioune maacht. Ech hoffen, datt déi Luedestatiounen, déi elo hei virgeschloe ginn, net erëm déi selwecht 800 sinn, déi mer säit 2012 virschloen an nach ëmmer net gebaut hunn.

Mee positiv, dat muss ech awer soen, fannen ech déi Subsidiatioun vun de Kolonne respektiv de Luedestatiounen, déi Der um Privaten ënnerstëtzt, wann Der dat da maacht.

Also hätt ech mer do och erwaart, datt mer déi Propose méi systematesch géifen entwéckelen, déi haaptsächlech doranner géife bestoen, datt mer d'Leit ënnerstëtzen, wa se de Besoin respektiv d'Aart a Weis, wéi se den Auto brauchen, kënnen organiséieren, notamment fir ze kucken: Wéi luede se? Wéi kënne se fueren? Wat sinn d'Avantagen, déi en Elektroauto kann hunn? E kann op anere Piste fueren, e kann op der Autobunn op der drëtter Pist, déi reservéiert ass fir den ëffentlechen Transport, fueren, e kann extra Parkplazen huelen.

All déi Moossnamen, déi an Norwege geholl sinn, fir d'Elektromobilitéit ze förderen, fanne mer extreem sënnvoll. An heiansdo ass et méi wichteg, et verbessert een d'Konditioune vum Gebrauch, wéi et mécht een eng Hëllef beim Präis, well haut sinn haaptsächlech vill Leit blockéiert, well de Gebrauch an de praktesche Gebrauch am Alldag vum Elektroauto hinnen net méiglech ass, plutôt wéi datt se vum Präis gebremst ginn.

Ech hätt mer also erwaart, datt déi Iwwerleeungen och ganz anescht hei an dësem Kontext géife gefouert ginn.

Zum Schluss wëll ech just eng Recommandatioun hei soen, déi mer wierklech um Häerz läit. Madamm, Här Minister, ech wéilt Iech soen: Profitéiert vun der Situatioun, an där mer elo haut dra sinn, fir déi richteg Diskussioun ze lancéieren a maacht dat elo! Maacht et direkt a maacht et mat deene richtege Sujeten, well Dir hutt haut eng Chance, fir eng Rei Sujete kënnen unzegoen, déi Der an aneren Zäite warscheinlech net esou kritt, well eng grouss Receptivitéit fir dës Froe momentan do ass!

A versteift Iech net just drop ze soen, datt bis elo alles richteg gelaf ass an Der alles richteg am Gréff hutt! Well wann Der dat maacht a wann Der just dat maacht, da verléiert Der och déi, déi Iech op dëse weesentleche Froe wéilten hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. All Kris, esou schlëmm se och ass, ass och gläichzäiteg ëmmer eng Chance. D'Covid-19-Pandemie stellt ouni Zweifel eng déif Zäsur duer an eiser Aart a Weis ze liewen an ze schaffen. Vill Selbstverständlechkeete sinn - jo! - vun haut op muer a Fro gestallt ginn an et ass nach ëmmer schwéier ze soen, wéi de Virus eis Welt verännere wäert. Eppes ass op alle Fall sécher: Verännere wäert en d'Welt! An et ass un eis ze decidéieren, ob a wéi mir dee Wandel gestalte wëllen.

Fir eis als DP ass kloer, dass elo net de Moment ass fir ze zécken, mee fir ze investéieren an eis Wirtschaft ze stäipen, fir e Maximum u Substanz ze erhalen an Aarbechtsplazen ofzesécheren. Gläichzäiteg géllt et, kloer Akzenter ze setzen, a wéi eng Richtung eist Land sech entwéckele soll.

De Corona war an ass déi eng Kris. D'Äerderwäermung ass déi aner. An och dës Kris musse mer genausou decidéiert ugoe wéi d'Coronakris an de leschte Wochen a Méint. D'Gefor ass, dass eng Wirtschafts- a Sozialkris d'Klimakris an den Hannergrond dréckt.

Dat muss op alle Fall evitéiert ginn, léif Frënn! Well wann et bis esou wäit ass, dass d'Wirtschaft aknéckt an et de Leit ëmmer méi schlecht geet, geet d'Transitioun zu engem klimafrëndleche Lëtzebuerg och vill méi schwéier.

D'Regierung ass also hei gefuerdert. An d'Regierung liwwert och! Mat engem ganz ambitiéise Programm „Neistart Lëtzebuerg" gi ronn 800 Milliounen zousätzlech zu den Hëllefe wärend der Kris mobiliséiert, fir dass d'Wirtschaft séier nees un d'Rulle kënnt. Dobäi kënnt der Nohaltegkeet eng ganz zentral Roll zou.

Här President, ech sot et schonn: D'Kris ass eng Chance, eng Chance, fir eis Wirtschaft an eise Liewensstil méi séier méi nohalteg auszeriichten, wa mer se dann notzen.

Kucke mer d'Digitaliséierung! Zwar huet sech d'DP scho laang virun der Kris fir den Teletravail ausgeschwat, mee et ass duerch d'Kris, dass den Homeoffice reegelrecht explodéiert ass. D'Zuele schwätze fir sech: Vun 20 % op 70 % ass dësen an d'Luucht gaang. Mir gesinn also, dass hei e ganz grousst Potenzial do ass. Jo, ganz vill Leit konnte vun deem engen op deen aneren Dag vun doheem aus schaffen. An dass d'Demande dofir reell do ass, weist ënner anerem och nach eng Kéier d'Petitioun 1556 grad ewéi d'Tatsaach, dass e groussen Deel vun de Leit dës nei Manéier ze schaffe positiv empfonnt huet.

Dofir hoffen ech, dass vun der Regierung séier den néidege Kader gesat gëtt, fir dass et an Zukunft méi einfach méiglech ass, op den Teletravail zréckzegräifen, esou wéi et jo och am Klimaplang virgesinn ass.

Mir begréissen natierlech och, dass d'Propos vun der DP, als zousätzlechen Ureiz, den Teletravail vun de Frontaliere manner ze besteieren, och am Klimaplang zréckbehale gouf. An och hei hoffen ech, dass séier Fortschrëtter gemaach kënne ginn.

Den Teletravail ass natierlech nëmmen ee Beispill, wéi d'Digitalisatioun d'Liewe méi einfach an och méi nohalteg mécht. Déi zwee ginn dacks Hand an Hand, grad bei de Betriber. D'Digitalisatioun hëlleft hei engersäits, méi effikass ze schaffen, d'Prozesser ze vereinfachen a méi kompetitiv ze ginn, anerersäits kënnen esou Ressourcë geschount ginn an d'Wirtschaft ka méi ëmweltfrëndlech fonctionéieren. Op dës Manéier ginn d'wirtschaftlech Relance, de Wuesstum an de Klimaschutz och matenee kombinéiert. Hei unzesetzen, heescht, eis Gesellschaft op d'Zukunft ze preparéieren, an dat, wéi gesot, an duebeler Hisiicht.

Här President, an engem rezente Pabeier vun der renomméierter Uni vun Oxford gëtt och nach eng Kéier ënnerstrach, wéi nohalteg Konjunkturprogrammer, also Investitiounen an d'Digitaliséierung, d'erneierbar Energien, d'Energieeffizienz, d'energeetesch Sanéierung an esou weider, vill besser sinn, net just fir d'Klima, mee och fir d'Erhuele vun eiser Wirtschaft.

Dofir begréisse mir als DP déi verschidde Mesuren, déi d'Regierung decidéiert huet, souwuel op der Säit vun de Betriber wéi och op der Säit vun der Demande, fir déi kuerzfristeg unzereegen. Vill Aidë sinn an enger éischter Phas zolidd eropgesat ginn, fir elo séier eng Stimulatioun vun der Nofro ze kréien.

Ech wëll se elo net all nennen, just fir der e puer erauszepicken: d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisë bei Investitiounen an d'Digitaliséierung, an d'Energieeffizienz an esou weider mat bis zu 800.000 Euro pro Projet. Léif Frënn, dat ass en décke Batz! Dat wäert de Betriber och vill hëllefen. Dat ass déi richteg Approche.

Och d'Hëllefen, fir d'Heizunge bei Privatleit auszetauschen an duerch eng ëmweltfrëndlech ze ersetzen, ass ferm an d'Luucht gesat ginn. Wann een zum Beispill eng Mazoutsheizung duerch eng Wäermepompel ersetzt, kënne bis zu 80 % vun de Käschte vum Staat iwwerholl ginn. Dat ass wierklech e staarken Ureiz, eppes fir de Klima ze maachen an eis Betriber hei am Land ze ënnerstëtzen.

An enger zweeter Phas kommen dann och nach aner Hëllefen, wéi dat jo och am Klimaplang virgesinn ass, déi dann och nach méi spezifesch sinn. Ech denken zum Beispill un d'Primm fir d'Elektroautoen. Amplaz pauschal fir all Modell a fir jiddwereen, onofhängeg vum Akommes, eng fix Zomm ze ginn, wier et dach vläicht awer e bësse besser, méi sozial selektiv a cibléiert d'Leit ze ënnerstëtzen. Doduerch kéint dann och d'Wierkung vun där Mesure nach verbessert ginn.

Mee mir begréissen op alle Fall, dass d'Regierung déi richteg Akzenter setzt. Grad zu dësem Moment ass jo eeben duerch de bëllege Bensinn, duerch dee bëllege Mazout den Ureiz fir vill Leit méi kleng, fir vum selwen op klimafrëndlech Alternativen ëmzeklammen.

Dowéinst ass et wichteg, dass de Staat elo aspréngt an de Leit hëlleft, fir dass mer och wierklech d'Kéier kréien, hin zu enger klimaneutraler Mobilitéit.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech géif awer och nach op dëser Plaz ganz gären dem Interpellant vun dëser Aktualitéitsstonn, dem Kolleeg Claude Wiseler, villmools Merci soen, fir dës ganz wichteg Aktualitéitsstonn hei op d'Agenda vun eisem Ordre du jour gesat ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Coronakris war an éischter Linn eng sanitär Kris, déi net just eng Klammer an eisem Liewe wäert sinn. Si huet eis an eng Situatioun bruecht, wéi quasi kee vun eis se bis elo erlieft huet. Si huet enorm sozial a wirtschaftlech Auswierkunge mat sech bruecht an et stinn eis der weider bevir.

D'sanitär Kris ass am Moment ënner Kontroll, well mer glécklecherweis e staarke Staat an e gudde Gesondheetssystem hunn. D'Zil ass et elo, d'Situatioun um gesondheetlechen Niveau weider ënner Kontroll ze halen a gläichzäiteg awer d'Wirtschaftskris ofzefiederen an eng gréisser sozial Kris ze vermeiden, ouni aner gesellschaftlech Prioritéite wéi de Klimaschutz ze vergiessen.

De Staat beweist, dass en an dëser Kris eng wichteg Roll spillt. De Staat huet versicht, d'Auswierkunge vun der Kris op den Eenzelnen ze minimiséieren, an huet direkt Moossnamen ergraff, fir och de wirtschaftlechen Abroch, deen dës Kris mat sech bruecht huet, ofzeschwächen.

Et ass em gelongen, Moossnamen auszeschaffen, fir dem Bierger ze hëllefen, an enger éischter Phas direkt och de Betriber ze hëllefen, Aarbechtsplazen ze stabiliséieren. Mee anererséits muss awer och d'Kafkraaft erhale bleiwen (veuillez lire: un d'Erhale vun der Kafkraaft geduecht ginn).

Mir brauchen also, dat huet dës Kris jo eendeiteg bewisen, kee méi e schwaache Staat, mee mir brauche méi e staarke Staat.

Dee Stabiliséierungspak „Neistart Lëtzebuerg" huet also eng ganz Rei vu Mesurë géint d'Aarbechtslosegkeet mat sech bruecht, déi och richteg sinn, 700 bis 800 Milliounen. An ech sinn och frou, dass, wéi den Här Wiseler dat gesot huet, d'CSV dat begréisst. Ech mengen och, dass et richteg ass, dass mer dëse Pak hei zesummen ofgestëmmt hunn an och zesummen un dee Pak hei gleewen.

Duerch d'Ënnerstëtzung fir d'Betriber, besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber, d'Kuerzzäitaarbecht, déi wierklech e ganz enormen Impakt hei huet, hu mer et fäerdegbruecht, d'Aarbecht fir vill Leit oprechtzeerhalen.

De Statec geet dovunner aus, dass de Chômage partiel an de Chômage pour raisons familiales zesummen dëst Joer 15.000 Aarbechtsplaze rette konnt. Dat Instrument, wat jo en déift sozialdemokratescht Relanceinstrument par excellence ass - de Chômage partiel -, huet also hei exzellent gewierkt. An d'Schafe vun engem Fonds de relance et de solidarité pour entreprises fir déi Secteuren, déi am meeschte vun der Kris betraff sinn, ass och en exzellente Moyen gewiescht.

Den Teletravail ass ugeschwat ginn. Och deen ass enorm geklommen. Mir haten en Debat heiriwwer, wat ganz richteg war. D'Allocation de vie chère gouf verduebelt. Jonk Leit dierfen net duerch de Raster falen.

Jo, dat sinn alles Moossnamen, déi richteg sinn an un deene weider muss geschafft ginn. A mir sinn och frou, datt eng Tripartite wäert kommen am Juli, fir iwwert déi Mesuren, fir déi wirtschaftlech Rezessioun anzedämmen, an och déi Mesuren, déi musse geholl ginn, zesummen ze diskutéieren.

An ech muss hei soen: Ech si frou iwwert déi Proposen, déi d'CSV hei gemaach huet, konkreet Proposen, déi weider mussen diskutéiert ginn. De Klimaschutz dierf net vergiess ginn. An als LSAP begréisse mer och dee Pak „Clever wunnen", dee Plan de relance, deen hei presentéiert ginn ass. Dee geet awer net ouni sozial Begleetmoossnamen. Energie a Klima sinn zentral Prioritéite vun dëser Regierung. An dat hu se och bewisen - an dat hu mer alleguer bewisen - duerch d'Ofstëmme vum ambitionéierte Pak „Klima- an Energieplang", deen hei ofgestëmmt gouf. Dëst si mer och eisen zukünftege Generatioune schëlleg.

Weider Efforte sinn natierlech net vu Muttwëll. De Programme des Nations Unies pour l'environnement huet gerechent, dass mer all Joer wäerten eng Baisse vu 7,6 % vun den CO_2-Emissioune brauche bis 2030, fir dat 1,5-Grad-Zil kënnen anzehalen. Am Joer 2020 hu mer vun der internationaler Agence fir Energie virgerechent kritt, datt mer eng 8%eg Baisse hunn. D'Konklusioun kéint jo dann also déi sinn, dass d'Staategemeinschaft all Joer misst esou aschneidend Mesuren huelen, quasi all Joer en zweeméintege Lockdown maachen, fir dass mer déi Ziler kéinten erreechen.

Dat kënne mer eis natierlech net erlaben. A mir mussen eis aner Mesuren afale loossen, fir déi Ziler ze erreechen. Deen neie Pak - den Här Hahn huet virdrun opgezielt, wat alles do dran ass -, dat sinn natierlech Moossnamen, déi hunn éischter eng Laangzäitwierkung, mee déi wäerten eis et erméiglechen, eis Betriber an eis Bierger ze ënnerstëtzen an esou och d'Verbindung tëschent der wirtschaftlecher Entwécklung an och der Klima- an der Energiepolitik ze stäerken.

Ech hunn et virdru scho gesot: Ouni sozial Dimensioun sinn déi Efforte fir d'Ëmwelt awer net méiglech. Mir kënnen net engem Deel vun eise Bierger, vun eise Leit aus dësem Land net hëllefen, déi Mesuren hei matzedroen an och mat kënnen dovunner ze profitéieren, well soss komme se net un a kréien och net de gesellschaftleche Réckhalt.

Niewent deenen nationale Beméiunge musse mer natierlech kucken, op EU-Niveau eis Beméiungen ze intensivéieren. Mir mussen eng harmoniséiert Industriestrategie schafen. D'Produktiounschaînen, dat huet dës Kris och gewisen, musse méi regional ginn. Mir mussen déi an eisem Bannemaart besser organiséieren. Et ass kee falsche Protektionismus, wa mer dat hei an Europa wëlle maachen, mee et ass eng europäesch Léier aus dëser Pandemie. Do musse mer op dem europäeschen an awer och op nationalem Niveau Efforte maachen.

Ech kommen zum Schluss. An deem Kontext begréisse mer dann och d'Annonce vun der EU-Kommissioun, e Wäissbuch vun Instrumenter géint auslännesch Subventiounen a Verzerrunge bis Mëtt 2020 ze publizéieren.

Et ass also elo genau dee richtege Moment, weider un enger klimaneutraler Wirtschaftspolitik ze schaffen. Mir musse vun dëser Kris profitéieren, fir eis Wirtschaft méi nohalteg, méi regional ze maachen an op d'Kreeslafwirtschaft ze baséieren, ouni déi sozial Komponent ze vergiessen. Mir duerfen net an deen ale Modell zréckfalen a mussen elo fir eis nächst Generatioune suergen.

Dass een dat net alles an deenen zwee bis dräi Méint Kris hei konnt bewerkstellegen, dat, mengen ech, misst heibanne jiddwerengem aliichten. Et ass awer richteg, datt een et …

Une voix.- Et hätt een et kënne virdru maachen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et hätt een et och kënne virdru maachen. Dat ass richteg! Ech mengen och, dass eng ganz Rei vu Mesurë virdru schonn an d'Wee geleet goufen. Mee et ass awer richteg, dass een dat net soll vergiessen an och weider dru schaffen. Déi gutt Virschléi, déi hei komm sinn, déi solle mer opgräifen an zesummen un deem Modell do schaffen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Covid-19-Pandemie huet eng schwéier Wirtschaftskris ausgeléist, déi awer aner grouss Urgencen net verstoppe léisst, nämlech de Biodiversitéitsverloscht oder de Klimawandel, déi ons Mënschheet an hirem Iwwerliewe bedroen. An dofir mussen d'Mesuren zur Relance vun der Coronakris elo gläichzäiteg och Mesurë si fir eng zukunftsfäeg Ekonomie an e liewenswäerte Planéit.

De Relanceprogramm muss also och a Kohärenz si mat onsem Nohaltegkeetsplang, deen d'Ëmsetzung vun de „sustainable development goals" ass respektiv onsem Klima- an Energieplang, dee ganz ambitiéis Reduktiounsziler, fir de Paräisser Accord ze respektéiern, virgesäit.

Dofir hu mer ons déi néideg Moyene ginn. An dofir huet d'Regierung sech och engagéiert, fir weiderhin en héijen Invest an ëffentlech Infrastrukturen ze maachen. Deen héijen Invest grad och an den Ëmwelt- an och an de Klimaschutz soll an den nächste Jore weider eropgeschrauft ginn. An dee ganze Relancepak ass also elo en zousätzleche Moyen, fir den nohaltege Strukturwandel zu Lëtzebuerg weiderzebréngen.

Et geet eeben drëms, fir déi ëffentlech Sue geziilt an zukunftsfäeg klima- an ëmweltfrëndlech Technologien a Secteuren ze investéieren. Domadder gi mer de concernéierte Secteuren eng Perspektiv a Stabilitéit fir déi nächst Joren an och Joerzéngten.

An déi richteg Jalonen hu mer och scho virun der Kris gesat. An dat muss eeben elo weidergoen. Lëtzebuerg ass zum Beispill e Musterschüler, wat den Invest an de Bus an an d'Bunn ugeet. Mat Pro-Kapp-Ausgabe pro Joer vu 600 Euro an d'Schinn si mer als Lëtzebuerg un der Spëtzt vun der Europäescher Unioun. Mir setzen also hei kloer Prioritéiten an den ëffentlechen Transport. Dat ass méi, wéi et jee virdru war.

En zweet Beispill: De Bioaktiounsplang mat sengem ganz ambitiéisen Zil vun 20 % Bio bis 2025, fir dass mer eis Landwirtschaft nohalteg gestalte kënnen an esou och d'Biodiversitéitskris kënnen an de Gréff kréien. Eng Kris, déi leider oft am Schiet steet vun der Klimakris, mee gradesou dramatesch ass, mat eeben der Zilsetzung, dass Bio déi attraktiivste Primm kritt, och eppes, wat mer virdrun nach ni zu Lëtzebuerg haten an onser Ëmsetzung. An de Budget fir Bio soll och massiv an d'Luucht goen, sou vill wéi en och an de leschte Joren nach ni war. E soll an den nächste Jore lues a lues eropgoen.

Da musse mer natierlech och ons Industrie an d'Verantwortung huelen. Mir wëssen, dass ongeféier d'Hallschent vun onsem Stroum vun der Industrie verbraucht gëtt, 44 % vun dem Gasverbrauch. An dofir musse mer onse Secteuren hëllefe mat finanziellen Hëllefen. Mee dat muss natierlech ënner gewëssene Konditioune sinn an et däerf net dozou féieren, dass mer beim Status quo bleiwen, mee et muss den Ziler, déi mer an onsem Klima- an Aktiounsplang (veuillez lire: Klima- an Energieplang) hunn, gerecht ginn.

An déi gréng Relance fir Lëtzebuerg huet och scho virun der Pandemie ugefaangen, mee den Neistart Lëtzebuerg erlaabt et ons elo, weider wichteg gréng Akzenter ze setzen an d'Mesuren aus dem PNEC nach méi séier auszebauen, wéi mer dat virgesinn haten. Stéchwuert: Primmen, wéi se viru Kuerzem annoncéiert gi sinn, „Clever wunnen" zum Beispill, wou mer méi Subside fir d'Ëmweltberodung ginn an d'energeetesch Sanéierung, wou mer méi Hëllefe ginn, fir aus dem Mazout erauszeklammen a fir op Erneierbarer ëmzeklammen.

An esou Programmer si gutt fir de Klima, fir d'Bierger, déi dovu profitéieren, an och fir d'Handwierker, déi dat duerno musse bauen. Et kann een also och net just soen, dass d'Garagisten heivunner géife profitéieren. Dat heiten ass och eng kloer Hëllef fir all d'Handwierker an onsem Land.

An ech géif dann dervu profitéieren, fir d'Regierung ze froen, ob se ons scho kënnen nächst Mesuren annoncéieren oder mat op de Wee ginn, wat geplangt ass, well dat heite war jo just en éischte Worf vu Mesuren. Kann ee vläicht och schonn e Bilan zéie vun deenen éischte Mesuren, déi elo virgezu goufen am Kader vum Neistart Lëtzebuerg?

Ech kommen da bei d'Mobilitéit, well mir wëssen alleguerten: Mat zwee Drëttel vum Ausstouss vun dem CO_2 zu Lëtzebuerg ass den Transport dee Secteur, dee responsabel ass. A mer musse weiderhin dru schaffen, fir onsen CO_2-Ausstouss an de Gréff ze kréien. Mir brauchen dofir ganz kloer manner Autoen op onse Stroossen. An dofir musse mer weider un Alternative schaffen an d'Multimobilitéit ausbauen - méi ëffentlechen Transport, méi Vëlo - a mir mussen eise Fuerpark virun allem konsequent emissiounsfräi maachen, well am Moment ass en ze schwéier, en huet ze vill Ausstouss, ze vill PS. An dofir ass et och richteg, dass déi heite Primmen eebe grad a Richtung Elektroautoen an och -vëloe ginn. A bei de Vëloe wësse mer, dass mer hei en enorme Succès hunn.

Mee d'Leit brauchen natierlech och uerdentlech Vëlosweeër, op deene se kënne fueren. An do hu mer eréischt d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt, wou mer d'Vëlospiste wëllen op iwwer 1.000 ausweiden. A fir dëse Summer komme 16 nei Strecken derbäi.

Mee fir dass de Vëlo och wierklech eng Alternativ ass, musse mer nämlech och an de Gemenge weiderkommen. An dofir, mengen ech, soll all Gemeng hei dem gudde Beispill vun der Regierung nogoen an och kuerzfristeg Vëlosweeër maachen. An de Ministère ënnerstëtzt si och an där Demarche.

Erlaabt mer vläicht, nach eng Kéier kuerz op déi Kriticken anzegoen, déi a puncto Elektromobilitéit kommen. Ech mengen, dass d'Klimaurgence do ass. Dat wësse mer. An dofir ass et och kloer, an dat ass och d'Zilsetzung vum PNEC, dass déi Subventiounen, déi mer elo setzen, och 100%eg a Richtung Nullemissioune ginn.

E weidert Ënnerstëtzen, a wann et och nëmmen zum Deel ass, vun dem Bensinn, Mazout oder Gas ass einfach net am Aklang mat onser Klimapolitik. An et héiert een och ëmmer erëm Stëmmen, déi soen, dass mer fréckele sollten un Iddien an u Konzepter wéi der CO_2-Bepräisung, der Akzisenhausse oder och un Ëmweltgesetzgeebungen, oder se carrement a Fro stellen. Dat sinn och Kriticken, déi zum Deel hei am Haus kommen.

Do soe mer awer ganz kloer Nee! Dat wär nämlech desastréis fir d'Zukunft vun onsem Planéit a vun den nächste Generatiounen. An et géif och, mengen ech, alleguerten déi Betriber bestrofen, déi schonn um Wee si vun der nohalteger Transitioun an déi schonn op hire Geschäftsmodell ëmgeklomme sinn.

Mir brauchen elo par contre - grad elo! - kloer politesch Signaler fir d'Entreprisen, fir d'Betriber a fir d'Investisseuren, fir dass mer an Zukunft vun de fossillen Energien an der Ëmweltzerstéierung fortkommen. An nieft den Aiden, de Primme musse mer eeben och grad elo ambitiéis bleiwen, wat d'CO_2-Bepräisung ugeet, d'Akzisepolitik, wéi se virgesinn ass, d'Autossteier an der Reform oder och d'Ëmweltgesetzgeebungen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. An de leschte Joren hu mer scho villes erreecht am Beräich Klimaschutz; dem Transport, wou mer wierklech schonn e Paradigmewiessel agelaut hunn; an och wat d'erneierbar Energien ugeet, hu mer eis verbessert. An der Landwirtschaft hu mer wierklech villes wëlles. D'Pandemie huet ons elo eng Opbrochstëmmung ginn. An do gëllt et wierklech elo, vun där ze profitéieren. D'Mesurë fir d'Relance no der Coronakris musse gläichzäiteg och Mesurë si fir méi Ëmwelt a fir méi Klimaschutz.

D'Investitiounen a Primme mussen a Kohärenz si mat onsen Nohaltegkeetsziler, well nëmmen da si se och sënnvoll. A mir mussen elo vun der Relance profitéieren, fir onst Land an ons Ekonomie esou ëmzebauen, dass mer och ëmwelta klimafrëndlech sinn a mir no der Kris méi staark dosti wéi virdrun.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, fir dem Här Wiseler Merci ze soen, datt en dee Punkt hei am Numm vun der CSV op den Ordre du jour geholl huet an eis heimadder erméiglecht, och e puer Iddien ze echangéieren.

Mir hunn elo verschidde Reflexiounen héieren, ëm eis Ekonomie elo um Enn - hoffentlech - vun dëser Kris a wéi mir als Staat domadder ëmginn. Mir hunn als Staat d'Ekonomie gestoppt, well mer geduecht hunn: „Dat ass elo wichteg aus sanitäre Grënn." Dat ass eng Verantwortung, déi mir als Politik geholl hunn.

Mir hu wärend där Zäit och sozial Moossname geholl wéi de Chômage partiel, fir d'Konsequenzen dovunner e bëssen ofzefiederen. An elo ass et eis Verantwortung als Staat, fir deenen, deene mir eigentlech hir Geschäftsgrondlag entzunn hunn, déi zréckzeginn. Et ass awer net d'Aufgab vum Staat, fir elo déi privat Verantwortung vun den Entreprisen, hir Fräiheet ewechzehuelen an an eng Plangwirtschaft, an en Dirigismus eranzefalen, fir elo den Entreprisen ze soen, wéi se sech no där Kris sollen nei opstellen.

Dat ass schlecht fir d'Entreprisen. Eis Industrien, eis Entreprisë brauche laangfristeg Planungssécherheet. Mir däerfe se net konfrontéiere mat permanent neien Oploen, mat permanent neien Ufuerderungen, déi hinnen et net erméiglechen ze plangen, net erméiglechen, Investitiounen ze plangen, net erméiglechen, Investitiounen iwwer méi laang Zäiten ze amortiséieren.

Wa mer wëlle verantwortlech Wirtschaftspolitik maachen, da musse mer laangfristeg Sécherheet ginn. An dat heescht och sozial Sécherheet, well déi Leit, déi do schaffen, déi brauche sécher Aarbechtsplazen. Mir kënnen net higoen an einfach wärend e puer Méint Kris richteg Moossnamen huelen, wéi de Chômage partiel, fir Aarbechtsplazen ofzeséchere wärend der Kris, a se dann duerno a Gefor bréngen, well verschidde Leit, an notamment déi gréng, kommen a permanent nei Exigenzen un eis Entreprisë wëlle stellen. Dat ass weeder d'Roll vum Staat nach ass et sozial verantwortlech.

Déi Fro och: „Wéi kënne mer Europa nei industrialiséieren?", well mir hu jo gesinn, datt eis eng Rei Industrië feelen, notamment cheemescher, pharmazeutescher an anerer. Heescht: och eng Matverantwortung vun eisem Land. Oder ass et elo d'Doktrinn: „Mir wëssen, datt mer keng pharmazeutesch Industrie oder net genuch an der Europäescher Unioun hunn, mee mir als Lëtzebuerg wëllen näischt domat ze dinn hunn."?

Och mir mussen eis iwwerleeën, wéi mir eis Industriepolitik hei am Land an deenen nächste Joren nei opstellen, wéi mer eis Fuerschungslandschaft nei opstellen, fir déi Lacunnen, déi mer elo festgestallt hunn, kënnen ze combléieren.

déi gréng hunn, an ech mengen, den Här Wiseler hat dat och schonn a sengen Ausféierunge gesot, hir Iwwerleeungen zum Loftverkéier bruecht. Dat ass net déi éischte Kéier. Si hate virun der Kris scho gesot, den Tourismus mam Fliger an esou weider, dat misst een alles iwwerdenken.

Elo si se nees domadder komm, mee d'Konsequenzen op Lëtzebuerg als Standuert, souwuel politesch wéi fir déi europäesch Institutiounen, iwwert déi mer virdru geschwat hunn, wéi fir d'Finanzplaz, wéi iwwerhaapt fir d'Beweegungsfräiheet vun de Leit an dem breetste Sënn, wären en Desaster! An déi Iwwerleeungen, déi hei iwwert de Loftverkéier gemaach ginn, déi weisen eigentlech, datt déi gréng déi Verantwortung, déi se an enger Regierung sollen droen, iwwerhaapt net kënnen droen, well se net laangfristeg iwwerleeën, wéi eng Konsequenzen hir Politik kann hunn.

Si féieren e Krich géint all méiglech Leit, a leider och géint d'Baueren. Mir hu gesinn, an deene leschte Méint virun allem, wéi wichteg et war, datt mer nach eng funktionéierend Agrikultur hei am Land hunn. An et gëtt och permanent op déi Leit Drock ausgeüübt, fir sech an eng bestëmmte Richtung ze entwéckelen, fir hinzegoen an eng extensiv Agrarpolitik amplaz an eng intensiv, fir all méiglech Produite fir Planzeschutz an esou weider net méi ze benotzen. Alles géint d'Baueren! Mee mir brauchen d'Baueren. A si waren immens, immens hëllefräich elo an dëser Kris. Eis Perspektiv ass et, se ze ënnerstëtzen.

Mir brauche keng Steiererhéijungen, weeder fir d'Entreprisen, den Här Gramegna huet dat och scho gesot, mee och net fir d'Privatleit. Den Här Benoy huet hei grad gepriedegt fir eng Reform vun der Autossteier, fir d'Akzisen ze erhéijen, wou mer wëssen, datt vill Leit am Land elo sozial Problemer hunn. Ausgerechent elo, wou

mer eeben esou vill Leit am Chômage partiel hunn, wou de Chômage ëm sou vill Prozent an d'Luucht spréngt! Elo kommen déi gréng a setzen d'Akzise gär an d'Luucht, an de Rescht vun der Regierung mat, a maache Steiererhéijungen, wou d'Leit et manner brauche wéi jee!

E lescht Wuert nach vläicht iwwert d'Mënscherechter, well ech kommen op d'Elektromobilitéit. Den Här Turmes an déi gréng wësse ganz genee: Mir hunn hei am Parlament schonn e puermol gesot, datt mir nach kee Mëttel hunn, fir dee Kobalt an esou ofzebauen, ausser duerch déi afrikanesch Minnen. Mir sinn nach net do, wou den Här Turmes gesot huet, datt mer vläicht eng Kéier hikomme mat Schweeden a Korea an esou weider, datt mer kënne Batterien op eng aner Manéier fabrizéieren. Do si mir nach net!

Mir sinn nach ëmmer op deem Punkt, wou mer an afrikanesch Minne mat Kanneraarbecht de Kobalt siche ginn, fir dem Här Turmes seng Elektromobilitéit iwwerhaapt ze erméiglechen.

Hei ware virun e puer Deeg, wéi op villen anere Plazen och op der Welt, Demonstratioune „Black Lives Matter". Jo. Mee dat gëllt och fir déi Kanner, déi do am Kongo schaffe fir d'Elektromobilitéit! Et gëllt och fir déi Leit, déi an Amerika Problemer hu mat der Police. Jo. Et gëllt awer fir jiddereen! Et gëllt och fir déi Kanner am Kongo! A wa mer wierklech d'Mënscherechter eescht huelen, dann däerfe mer keng Elektromobilitéit als Staat subventionéieren, bis mer anstänneg a moralesch vertriedbar Methoden hunn, fir dat ze produzéieren.

Mir kënnen et elo net maachen! Mir däerfen et net maachen! Et ass net den CO_2-Ausstouss duerch Elektromobilitéit, deen dat rechtfertegt, wat mir do mat verursaachen. Dat geet net!

Mir als ADR sinn och derfir, datt mer klimafrëndlech Moossnamen huelen, ëmweltverträglech Moossnamen. An et si Saachen, déi gutt sinn, fir d'Leit ze encouragéieren, aner Heizungen anzebauen, méi ëmweltfrëndlech Heizungen. Dat kann een alles maachen. Dat ass och gutt. An do hu mer och e Konsensus hei. Mee Ëmweltpolitik op Drock, Ëmweltpolitik zulaaschte vun anere Leit ass net vertriedbar. Mir sollen eist Land opbauen, andeem mer eis Ekonomie stäerken, net andeem mer Zwang ausüben!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann ee ganz konsequent ass mat de Mënscherechter, da soll een tatsächlech op Elektromobilitéit verzichten, mee awer och op Diesel an op Bensinn, well vill besser, wat d'Mënscherechter ugeet, leeft et an der Pëtrolsindustrie och net. A Wierklechkeet misst een dann zu 100 % kohärent sinn.

Här President, fir et awer … Ech mengen, mir hunn en Dissens mat der Regierung, mir als Lénker, wat d'Klimapolitik ugeet, wat déi ekologesch Fro ugeet. Mir hu keen Dissens, wat d'Ziler ugeet. Mee mir hunn awer en Dissens iwwert d'Aart a Weis, wéi een déi Ziler soll erreechen.

Mir hunn eis déi Pressekonferenz vum Här Turmes a vun der Madamm Dieschbourg ugekuckt. A mir mierken: Et ass näischt Neies! Mir mierken ëmmer méi, datt u sech d'Regierung de Choix gemaach huet, fir weiderhin d'Klimafro ze léisen iwwert d'Maartmechanismen, quitte datt se gestäipt gi mat Primmen an anere Mesuren.

Mir gleewen net, datt dat dee richtege Wee ass. Mir hunn dat schonn e puermol gesot. Mir mengen, dat ass eng Sakgaass. De Problem ass jo och deen, an dat war jo och eng interessant Ausso vum Här Turmes op dëser Pressekonferenz, fir ze soen: Duerch d'Coronapandemie, déi elo komm ass, wäerte mer warscheinlech eis Klimaziler zu Lëtzebuerg méi einfach kënnen erreechen. Dat seet awer eppes aus! Well de Problem ass jo deen, datt mer u sech déi Klimaziler ouni d'Coronapandemie net hätte kënnen erreechen. An ech ginn net dovunner aus, datt d'Regierung - ech weess, datt se vläicht ganz gutt sinn - sou wäit planifizéiert huet, datt se domadder gerechent huet, datt eng Kéier déi Pandemie géif kommen. Dat seet jo schonn eppes doriwwer aus, datt et net esou richteg funktionéiert. Dat war u sech eng Aart Offenbarung.

Mee op der Pressekonferenz gouf och vun enger grénger Relance geschwat. A vu datt et bis elo net esou richteg funktionéiert huet, stelle mer eis d'Fro, ob et wierklech Sënn mécht, eppes ze relancéieren, wat souwisou scho virdru manifestement net funktionéiert huet, well déi Mesurë vun der Regierung beim Klima hate scho virun der Coronapandemie keen Erfolleg a se sinn elo warscheinlech nach manner pertinent.

Bon, laut Logik vun der Regierung soll sech alles op Privatinitiativen u sech stäipe mat Primmen, déi vum Staat kommen. Mee dat setzt dann natierlech viraus, datt d'Leit schonn iwwer eng gewësse Finanzkraaft verfüge mussen, fir iwwerhaapt déi néideg Investitiounen am Konsum an an der Renovatioun investéieren ze kënne. Dat heescht, dat ass u sech eng Politik, déi sech u Leit adresséiert, déi schonn iwwer e gewëssene Patrimoine verfügen an och iwwert déi Energie a warscheinlech och iwwert déi Zäit verfügen, fir sech domadder ze beschäftegen.

Ech weess net, ob déi Regierung sech deem bewosst ass, mee d'Land besteet net nëmmen aus ieweschte Mëttelschichten. Et ginn och Leit, déi e bësse manner verdéngen oder vill méi verdéngen hei am Land. An déi wäerten net an de Genoss vun all deene Primme kommen. Do kënnt Der sécher sinn!

Mir kënnen och souwisou, wann een dovunner ausgeet zum Beispill, dass een déi cumuléiert Hëllefe kritt, déi sech, wann ee Renovatioune mécht, op 65.000 Euro beziffere fir d'Renovatioun, fir d'Heizung, fir Solarpaneauen an esou weider, fir dat alles kënnen ze maachen, da muss een awer schonn dovunner ausgoen, datt een iwwer en Haus verfüügt, datt een iwwer e gewëssene Patrimoine verfüügt, datt een iwwer 100.000 Euro warscheinlech och als Reserve verfüügt; also 4 Milliounen aler Frang fir déi, déi sech nach dru kënnen erënneren. An iwwer esou eng Reserv verfüügt net jiddwereen.

Wann s de 3.000 Euro de Mount verdéngs, da lees de net esou einfach 100.000 Euro op däi Spuerbuch. Dat gëtt et net. Esou funktionéiert déi Welt hautdesdaags leider net méi.

An ech mengen och, wann een déi Klimabank e bësse kuckt: e Flopp, totale Flopp! Ech hat nach am Januar eng Question parlementaire gestallt, dat sinn am ganze 26 Stéit, bis Januar op jidde Fall, déi dovunner profitéiert hunn. Wann een dovunner ausgeet, datt 200.000 Haiser misste renovéiert ginn - mir hunn dat ausgerechent -, da bräicht een 28.500 Joer, fir dat alles schonn nëmme mat der Klimabank kënnen ze renovéieren.

Ech ginn dovunner aus, datt déi heite Regierung wëllt laang am Amt bleiwen, mee dat doten ass e bëssen ze vill!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A mat der Urgence climatique huet dat och net vill ze dinn.

Nee, mee Spaass beisäit. Mir hunn e Problem! Den Här Turmes sot och, bis den 31. Mäerz 2021 wäerte mer ni méi esou vill Hëllefe kréien. Wat soll dat heeschen? Also, ech weess net, wéi een dat kann interpretéieren. Das war's dann. Das war's dann!

Well déi verschidde Primmen … Ech hu jo virdrun erkläert, firwat se net wäerte gräifen: Well dat sech souwisou nëmmen un eng Kategorie vu Leit adresséiert, déi sech dat souwisou kënne leeschten, an déi aner wäerten derduerchfalen. Dat heescht, mir wäerte souwisou weiderhin, wat d'Renovatioun ugeet, déi Klimaziler op jidde Fall komplett - komplett! - verpassen.

An duerno muss een awer och nach kucken: Mir si grad an der Coronapandemie. Wann ee vum 31. Mäerz 2021 schwätzt, bis dohi wäert sech héchstwarscheinlech déi ekonomesch a sozial Kris verschäerft hunn. An da geet een dohinner an da seet een zu de Leit: Dir kënnt Iech verschëlden - quitte datt se e Prêt kréien -, Dir kënnt Iech verschëlden, Dir maacht e Prêt, Dir kritt eng Primm, eng Primm op e Prêt kréien oder op eng Verschëldung kréien.

Mee dee Wee wäerte ganz wéineg Leit goen. Wann s de am Chômage partiel bass, wann s de vläicht net sécher bass, ob s de deng Aarbechtsplaz nach wäerts behalen, ma dann hues de ganz aner Saachen am Kapp, wéi esou e Projet kënnen an d'A ze faassen. Dat wäert zemools an dëser Zäit guer net funktionéieren.

A wann d'Regierung dohinnerseet: „Mir mussen dat awer alles verbanne mat deenen anere soziale Mesuren", da soen ech: Dann ass déi Regierung awer ganz dënn op der Broscht, wat d'Klimaziler ugeet! Ech kéint nach weiderhin doriwwer schwätzen. Et gëtt villes ze soen zu där ganzer Fro. Mee mir si weiderhin der Meenung - ech wéilt nach e bësse konstruktiv ophalen -, datt een e ganz anere Wee sollt aschloen.

A mir haten déi Diskussioun och schonn an enger Kommissioun. Den Här Turmes war ganz éierlech. E sot: „Mir hunn en ideologeschen Dissens." Ech si ganz averstanen domadder. Mir hunn en ideologeschen a politeschen Dissens.

Mir sinn nämlech der Meenung, datt ee muss strateegesch plangen. Dat huet näischt mat Dirigismus ze dinn. Plangen, strateegesch plangen ass keen Onwuert. Dat hu mer elo an deene leschte Méint d'ailleurs och gesinn. Dat bréngt eppes. An déi ganz Privatinitiativfro mat Primmen, dat bréngt näischt. Mir hunn d'ailleurs och eng Motioun dozou gemaach - d'Regierung huet gesot, si verschléisst sech där net -, fir eeben esou e Projet ze kucken, ze diskutéieren, wéi ee ka Renovatioun maachen, dee geplangt wier mat der ëffentlecher Hand, déi dat an Ugréff géif huelen. Ech mengen, dat ass eng vill besser Approche, wéi einfach déi heite Privatinitiativgeschichten do unzegoen.

An dann nach eng kleng Saach, eng lescht Saach zur Finanzéierung. Et wier interessant, well … Bon, vläicht hu mer schlecht gesicht, mee mir hunn u sech kee Rapport gesinn oder kee Rapport annuel, dee rezent wier, well dee leschten, dat war vläicht 2017 iwwert de Klimafong. Wat geschitt domadder? Wat kënnt eran? Wat geet eraus? Et wier vläicht interessant, dat eng Kéier ze kréien. Vläicht hu mer schlecht gekuckt, et ka sinn, mee fir ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Aus dem Lockdown léieren zu Lëtzebuerg a weltwäit heescht awer och, dass een aus dem gewinnten Tempo kann erausklammen. Dat soll elo net als Virbild fir d'Zukunft eleng gëllen, mee et kann een awer sécherlech déi richteg Schlussfolgerungen dorauser zéien, wéi am Lockdown d'Liewen op deene gudden Aspekter fonctionéiert huet. A sécherlech hu mer do vill Punkte geléiert, wou mer eiser Ëmwelt eppes Guddes kënnen doen.

Déi politesch Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéi eng Léier huet d'Regierung aus dem Lockdown gezunn? Wat elo ugekënnegt ginn ass op de Pressekonferenzen, geet eis Piraten nach net wäit genuch. Mir gesinn dat éischter als kleng Plooschteren, awer nach net de grousse Worf, deen d'Regierung elo géif ukënnegen, en plus dass déi Moossnamen dann auslafen, well d'Leit, déi wëlle jo awer gewësse Garantien iwwert d'Joren ewech an net nëmmen iwwer e puer Méint.

Huele mer do zum Beispill de Solar. Jo, mir Piraten soen och: De Solar ass richteg! Mee et muss een awer bedenken: Déi meescht Leit si frou, wa se iwwerhaapt emol Geld kréien, fir en Haus ze kafen. Fir dann nach e Prêt opzehuelen, fir de Solar ze finanzéieren, ob dat herno e Subsid vun 10 %, 20 %, 30 %, 40 % ass. Mir Piraten froen do, dass et iwwer eng Léisung vun enger Kooperativ vill méi héich Subside ginn, wou d'Leit kënne vill méi schnell vun de Moossname profitéieren, ouni sech musse selwer iwwer Joren ze verschëlden.

Beim Elektroauto si mir a sech averstane mat der Regierung. Mir ginn awer méi wäit a mir soen, dass déi Subside misste gedeckelt ginn un de Verbrauch vum Stroum. Well et ass och net esou, dass all Elektroauto herno ëmweltfrëndlech ass. Wann Der déi grouss SUVen hutt am Elektro, bezweifelen ech, dass déi vill méi ëmweltfrëndlech si wéi e klenge Bensinner. An deementspriechend: Och do froe mir d'Regierung, dass een en Deckel abaut bei de Subsiden, sief dat um Elektroverbrauch oder um Präis, wou een den Auto herno am Garage keeft.

Da bei de Pëtrolsprodukter. Mir Piraten haten et schonn eng Kéier ugeschwat: Mir verstinn net, dass iwwer Tankkaarte weiderhi grad déi, déi am meeschte Pëtrol verbrauchen, Remisen op der Pompel kréien, awer elo d'Regierung natierlech fir d'éischt emol deene klenge Leit wäert schueden, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren, wa se d'Akzisen eropsetzt. Dofir froe mir, wéi och scho virun e puer Méint, dass een e Betrag asetzt, soe mer 75 Liter, an duerno eréischt de Präis wäert an d'Luucht goen op der Pompel, fir esou kënnen d'Leit awer ze ënnerstëtzen, virun allem déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren.

D'Loftfaart ass schonn e puermol ugeklongen. Ech hat et och an enger Fro en Dënschde gestallt. Et ass jo esou, dass een ab Lëtzebuerg nach ëmmer fir 99 Euro kann duerch Europa fléien. An do ass eeben eis Fro: Wat sinn dann déi konkreet Moossnamen, déi d'Regierung elo um Findel wëllt huelen?

Et héiert ee vill, déi eng an den Interviewen, déi aner a parlamentaresche Froen. Mee wat sinn elo genau d'Moossnamen? Wéini wäert kee Fliger méi op Paräis fléien? Oder kënnt dat awer net? Wéi geet et do weider? Oder ass dat einfach emol eng Kéier an de Raum geheit ginn? Do wäre mer frou, wa mer haut als Äntwert e bësse méi konkreet Aussoe kréichen, wéi dat soll ausgesinn. An dann: Wäert et just Paräis betreffen? Oder sinn do och nach Frankfurt, Amsterdam oder aner Flughäfe mat betraff?

Dann ass et den Transportsecteur. Do fuerdere mir Piraten, dass alternativ Technologien, wéi se elo am Ausland och staark gefërdert ginn, vill méi ënnerstëtzt ginn. Well et ass jo nun emol esou, dass d'Camione mat de gréisste Verbraucher vun de Pëtrollsprodukter sinn an deementspriechend och do misste fir d'éischt déi nei Technologien agesat ginn. Däitschland huet et elo virgemaach mat engem Milliounepackage, wou se wëllen de Waasserstoff férderen.

Bon, den CO_2-Verbrauch zu Lëtzebuerg bleift gigantesch. Wéi och scho bei de Virriedner ugeklongen, wäert dee jo elo duerch d'Kris an de Corona erofgoen. Mir hoffen awer, dass déi néideg Mesuren elo geholl ginn, fir dass dat och dauerhaft bleift. An net, dass mer herno erëm e Sprong no uewen erliewe wäerten an dem Verbrauch vum CO_2. An dass Lëtzebuerg endlech vun deem 16. Februar ewechkënnt an endlech, hoffe mer, eng Kéier am Juli oder am August eréischt den Overshoot Day erreecht, oder iergendeng Kéier nom 31. Dezember, also guer net méi verbraucht, wéi de Planéit eigentlech huet.

Et bleift nach ganz vill ze dinn hei am Land an der Ëmweltpolitik. A wann déi gréng en Alliéierte brauchen, fir d'Ëmweltpolitik virunzedreiwen: An de Piraten wäerte se dee fannen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gudde Mëtteg. Ech wëll fir d'éischt dem Claude Wiseler Merci soe fir déi Interpellatioun, déi eis och nach eng Kéier d'Méiglechkeet gëtt, de Green New Deal Lëtzebuerg, also de grénge Deel vum Konjunkturprogramm, vläicht méi am Detail nach eng Kéier duerzeleeën.

Wat flott ass fir eis als Regierung ass, dass et hei e ganz breede Konsens gëtt, dass d'Bekämpfung vun den Effeten, dem Nowierke vun der Coronakris an d'Bekämpfung vun der Klimakris mussen Hand an Hand goen. An ech mengen, et ass wierklech flott, dass mer hei an engem Parlament sëtzen, wou, ech géif soen, bal 100 % där Meenung sinn. An dat stäerkt eis natierlech als Regierung. An ech denken, dass dat och e gudde Message ass an d'Bevëlkerung eran.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn net aus Zoufall dee selwechten Dag, wou mer de Konjunkturprogramm am Regierungsrot decidéiert hunn, och de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat definitiv ugeholl. Dat heescht, mir hu ganz bewosst an deem Regierungsrot decidéiert, dass fir eis d'Relance vun der Ekonomie, d'Stäerkung vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, zesummenhänkt a ganz enk zesummespillt mat eisem Energie- a Klimaplang, mat eiser Responsabilitéit, déi mer am Klimaschutz hunn.

D'Ministesch Carole Dieschbourg wäert elo nach méi an den Detail goe vun de Mesurë ronderëm d'PRIMe House, also dee ganze Masuttsersatz, d'Renovatioun. A si wäert Iech weisen, dass eleng eis Pressekonferenz schonn derzou gefouert huet, dass mer e Riseninterêt hu bei de Leit. An och d'Handwierker si ganz frou iwwert déi Moossnamen, déi mer elo an de Wee geleet hunn.

Vläicht zur Fotovoltaik. Wat mer gemaach hunn ass, dass mer elo eng Fuerderung, déi mer oft och mam Aly Kaes hei an der Chamber diskutéiert hunn, méi einfach maache fir d'Baueren, fir direkt an d'Fotovoltaik ze investéieren, awer och fir - wat weess ech? - de Garagist, deen anere Mëttelständler, ouni mussen iwwer eng Kooperativ ze fueren, am Regierungsrot ugeholl hunn. An doduerch erhoffen ech mer och, dass mer nach e weidere Schub kréien.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, well hei heiansdo esou gemaach gëtt, wéi wann näischt géif geschéien: Mir hunn d'lescht Joer 30 Megawatt Solar bäikritt. Dat wier, wéi wann Däitschland 3.000 Megawatt bäikritt hätt. Däitschland huet der net emol 1.000 gemaach oder just e bësse méi. Dat heescht, mir hunn d'lescht Joer véier-, fënnefmol méi Solarinvestitioune gehat zu Lëtzebuerg. An duerch déi nei Moossnamen, déi mer elo huelen, fir d'Baueren an eeben och déi Kleng- a Mëttelbetriber zu Solarenergie ze encouragéieren, hof-

fen ech, dass mer elo dëst Joer nach méi héich kommen.

Zur Elektromobilitéit: Ech war ganz frou ze héieren, dass mer do awer och e ganz grousse Konsens hunn. Ech mengen, d'Elektromobilitéit ass en Deel vun eiser Mobilitéitspolitik. Dat Allerwichtegst ass natierlech fir d'éischt d'Landesplanung. Mir maache grouss Projeten um Kierchbierg, zu Esch, zu Diddeleng, zu Wolz, fir eebe grouss Quartieren do ze schafen, wou d'Leit och schaffen. Dat heescht, dass mer d'Wunnen am d'Schaffe méi no beienee bréngen. Dat ass déi alleréischt Verkéierspolitik oder Mobilitéitspolitik.

Dann ass natierlech d'Teleaarbecht, an ech mengen, de Max Hahn huet et ganz richteg gesot: Mir hunn der Teleaarbecht am finale PNEC méi e grousse Stellewäert ginn. A mir schaffen och elo als Regierung drun, fir de Kader fir d'Teleaarbecht fir d'Betriber an och fir den ëffentlechen Déngscht ze verstäerken. Ech mengen, dass déi Kris hei och bewisen huet, dass Teleaarbecht vill méi méiglech ass, wéi mer dat vläicht virdru geduecht hunn.

An dann de Vëlo. Ech mengen, de François Bausch an de Lex Delles hunn d'lescht Woch eng flott Initiativ virgestallt. Mir hunn e ganz gudde Retour vun de Gemengen. Ech hu souguer héieren, dass eenzel Gemengevertrieder souguer fannen, dass een nach méi wäit kéint goen. An dat fanne mer natierlech ganz flott.

Dann zum ëffentlechen Transport. Däitschland: D'Madamm Merkel ass vill gelueft gi fir hire Konjunkturpak, fir hir grouss Zommen. Wann een Däitschland ëmrechent relativ zu Lëtzebuerg, da musst Der wëssen, dass wann een déi Milliarden, déi mir an den ëffentlechen Transport investéieren, vu siwe Joer erofbrécht op ee Joer, da sinn dat 570 Milliounen. Dat seet de François Bausch mer. Dat ass zweemol méi wéi dat, wat Däitschland elo mécht. An Däitschland gëtt iwwerall gelueft.

Dann hoffen ech, dass mir och gelueft ginn, a virun allem eisen Transportminister, fir dat, wat e mécht, fir den ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och iwwert d'Grenzen eraus, attraktiv ze gestalten. An de François Bausch ass amgaang, mat Holland, mat Éisträich, mat anere Länner ze kucken, dass och deen europäesche Konjunkturpak méi e groussen Undeel kritt fir Investitiounen an d'Eisebunn, well méi Eisebunn et natierlech och méiglech mécht, fir dann eventuell manner Kuerzstreckeflich ze maachen.

Da vläicht zur Elektromobilitéit.

(Interruption)

Wann Der d'Zeitunge kuckt, déi sech mat Autoe beschäftegen, déi soen eis, dass mer Enn des Joers, Ufank d'nächst Joer, méi wéi 200 verschidde Modeller wäerten hunn, déi voll elektresch sinn. Et ass och esou, dass mer bei de Bornen, wou mer zu Lëtzebuerg schonn déi gréissten Densitéit vu Bornen hunn am ëffentleche Raum iwwert den Chargy, och elo noleeë wäerten.

An eng vun de Saachen, déi mer och am Konjunkturpak decidéiert hunn, dass mer 80, also 8-0, Fast-Chargy-Stations, Schnellladegeräter deelweis op den Autobunnen, awer och, an dat war mir ganz wichteg, flächendeckend iwwert d'ganzt Land maachen. Dat heescht, Dir fuert op der N7 - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op Iechternach - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op Réimech - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op Wolz, Dir fuert op Réiden, iwwerall am Land wäert et Enn d'nächst Joer Fast-Charging-Stations ginn. An domadder wäerte mer natierlech och d'Akzeptanz fir d'Elektromobilitéit weider verbesseren.

An dat anert, wat mer maachen, an dat wäerte mer elo an zwou, dräi Wochen an der Regierung am Detail decidéieren, ass en neie Programm fir Wallboxen, dat heescht Ladegeräter fir doheem, awer och an de Betriber. An och do wäerte mer noleeën, well et wichteg ass, dass mer ënnerstëtzen, dass déi Ladeinfrastrukturen an d'Haiser kommen.

Gutt! An nach eng Kéier merci, dass Der och deen Effort vun der Regierung esou quasi iwwert d'Parteigrenze positiv begleet.

De Claude Wiseler huet nach eppes Wichteges gesot an, ech mengen, och de Georges Engel huet dat erwäänt: Déi Kris hei weist eis, dass et Limitte gëtt vun der extreemer neoliberaler Wirtschaft, wou alles nach just op de leschte Billig-Billig verlagert gëtt. A mir als Lëtzebuerg gehéieren zu deene Regierungen, déi mat anere soen: Mir brauchen eng Reindustrialiséierung an Europa!

Den nächste Méinden ass Energieconseil. An an deem Energieconseil hunn ech eng Initiativ geholl, mat aacht anere Länner, fir ze soen, dass et wichteg ass, dass mer bei Wand-, awer och bei der Solarenergie probéieren, en Deel vun där Produktioun, déi iwwert déi lescht Joren a China ofgewandert ass, zréckhuelen. An ech spieren och, dass mer do ëmmer méi Réckewand hunn. An ech mengen, et ass och flott ze gesinn, dass dee Réckewand och vum Claude Wiseler an och vun der gréisster Oppositiounspartei eigentlech matgedroe gëtt.

Wat an eisem grénge Konjunkturpak vläicht e bëssen ënnergaangen ass, dat sinn dem Franz Fayot seng Moossnamen als Wirtschaftsminister. Fir d'Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg gëtt et zwëschen elo an dem 31. Dezember extreem, extreem attraktiv, fir an Energieeffizienz an och an Économie circulaire ze investéieren. An dat wäert och, wann een herno emol d'Milliounen kuckt, déi do zesummekommen, e groussen Deel sinn, e weidere Baustee vun eisem grénge Konjunkturprogramm.

An ech mengen, Dir hutt an Ärer Ried, Här Wiseler, gesot, dass de Fit 4 Resiliance Iech vläicht e bëssen abstrakt wier. Mee a Wierklechkeet ass et esou, dass ech Investitioune brauch. Mee ier ech Investitioune maachen, ass et awer gutt, wann ech quasi en Audit maachen, wou mäi Betrib haut steet an dann eebe kucken, wouranner ech da muss investéieren, fir zukunftsfäeg ze sinn.

A genee dat mécht de Franz Fayot. En huet en Instrument, wou e quasi déi intellektuell Viraarbecht mécht, a wat een eigentlech soll investéieren, an dann op där anerer Säit eeben déi konkreet Investitiounen.

Zum Schluss. Déi Kris hei huet gewisen, dass mer e Land sinn, op dat mer houfreg kënne sinn. Ech mengen, mir hunn eng enorm Solidaritéit gehat. Studenten, déi mam Vëlo eeler Leit beliwwert hunn, obwuel se guer net zu hirer Famill gehéiert hunn. Mir hunn eng enorm Leeschtung am Krankesecteur gemaach. Et gëtt eis immens héich ugerechent, dass mer um schwéierste Punkt vun der Kris Solidaritéit gewisen hu mat Frankräich a Schwéierverletzter zu Ettelbréck, an der Stad an an anere Klinicke gefleegt hunn. A mir hate se bal alleguerten erëm gesond kritt.

Dat heescht, déi Solidaritéit, déi Empathie, déi ass gewuess an eiser Gesellschaft. An ech hoffen, dass mer déi och elo mat eriwwerhuele fir eeben déi schwéier Zäit, déi mer elo an der Wirtschaft kréien, an eeben och, fir d'Klimakris ze bewältegen. Op déi Solidaritéit, déi Empathie, déi mer haten an eiser Bevëlkerung, sinn ech houfreg, a mir bauen op déi op.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, och ech soen éischtens emol e grousse Merci, well et ass wierklech eng Geleeënheet, fir nach eng Kéier zréckzekucken op den Neistart a vläicht awer dann och schonn ze soen, wat dann nach duerno nokënnt.

An dofir wëll ech dermat ufänken, fir ze soen: Jo, déi Kris - an ech mengen, dat hat de Max Hahn ganz gutt gesot - sollt een notzen als eng Chance fir eeben déi aner Krisen, déi am enke Lien mat dëser sanitärer Kris sinn, d'Biodiversitéit, well den Ursprong ass eng Zoonos. Do kucke mer genau op den Ursprong, wou et drëm geet, dass de Mënsch ëmmer méi Raum brauch, an och op seng Aart a Weis, fir ze consommëieren, fir ze produzéieren. Mir mussen déi Liene maachen an doraus déi richteg Léieren zéien an net nëmme wëllen d'sanitär Kris iwwerstoen, wou mer, mengen ech, um gudde Wee sinn. Mee da musse mer awer och déi hannendru verstoppte Krisen, déi den Ursaache méi no kommen, déi vum Verloscht vun der Biodiversitéit, d'Klimakris an déi vun der Pollutioun, all gemeinsam léisen.

An ech mengen, dass deen Opschwongpak hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. An ech wëll dofir ganz kloer soen: Dat heiten, dee Relanceprogramm, deen Neistart, dat ass, fir d'Saach erëm un d'Dréien ze kréien, fir de Leit kuerzfristeg ënnert d'Äerm ze gräifen, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Mee et ass nëmmen en Deel vun engem méi laangfristege Plang! An dofir huet den Här Turmes richteg gesot: „Majo, mir hunn net aus Zoufall de PNEC dee selwechten Dag ugeholl wéi déi kuerzfristeg Mesuren, déi mer bis d'nächst Joer lafe loossen."

Fir ganz kuerz op d'Mesuren anzegoen a kuerz ze soen, wat awer d'Resultat schonn ass: Dës Woch eleng hate mer 250 Uriff bei „myenergy", wou Leit nogefrot hunn, déi Demandë wëlle maache fir déi Aiden, déi mer elo an Aussiicht gestallt hunn, sief et am Wunnengsbau, mat „Clever wunnen", sief et am Beräich vun der Mobilitéit, „Clever fueren". Well et si Mesuren, déi bei de Leit ukommen, wou mer de Leit hëllefen, d'Leit ënnerstëtzen, herno besser, méi gesond, méi klimafrëndlech ze liewen.

Wou mer och d'Leit ënnerstëtzen, fir sech kënnen e Vëlo ze kafen. An zwar hu mer déi Aidë verduebelt. Do gëtt et bis zu 600 Euro de Vëlo. An do gesi mer, dass dat voll ageschloen huet. Do ass e Boom bei den Demanden. An do ass och e Boom bei deem, wat d'Leit wëlle wëssen. 250 Uriff! Ech soen Iech fir ze vergläichen: Normalerweis sinn et tëschent 75 an 100 Uriff de Mount bei „mynergy", fir déi Berodungen ze kréien. Dat heescht, dat huet duerchaus e Wandel bei de Leit ervirbruecht.

An dat ass och keen Zoufall, well wann ee seet: „Dir kritt 50 % méi fir ze sanéieren. Dir kritt och den Energieberoder quasi ganz bezuelt, fir déi éischt Schrëtt ze huelen", dann ass et kloer, dass d'Leit, déi nach gezéckt haten, elo d'Chance ergräifen, fir dat ze maachen.

Ech mengen, dass dat e wichtege Message ass, deen och dem Handwierk guttdeet. Well mir brauchen net nëmme Mesuren, déi hëllefen, dass kuerzfristeg d'Leit net an d'Aarbechtslosegkeet falen oder fir de Betriber iwwert dës Period ze hëllefen, mir brauche virun allem Mesuren, wou d'Betriber erëm kënne schaffen an domadder d'Aarbechtsplaze garantéieren.

An et wäert och net esou sinn, dass déi Primm herno ganz fort geet. Neen! Am Kader vum Klimaplang hu mer jo definéiert, dass mer laangfristeg och d'sozial Krittären, d'Gesondheetskrittären, déi d'Liewensqualitéit nach solle verbesseren an deenen neie klimaneutrale gesonden Haiser, iwwerschaffen. Dat heescht, et fält een och net op näischt. Mee et ass déi eemoleg Geleeënheet, fir elo ze investéieren, fir elo ze kucken: Kann ech net dee Schrëtt maachen? An domadder eiser Wirtschaft ze hëllefen.

An Här Wagner, ech muss Iech awer ganz e bësse verbesseren, wat d'PRIMe House ugeet. Wann Der net nëmmen d'Klimabank kuckt, mee d'PRIMe House an deene leschte fënnef Joer, do hu mer awer eng 101 Milliounen Euro fir 18.350 Aiden ausginn am Kader vun der PRIMe House. Dat heescht, et gëtt investéiert. Mee de Renovatiounspotenzial ass immens grouss.

An ech mengen, dass mer eise Betriber wierklech gutt hëllefen, wa mer hinnen iwwert dës méi schwiereg Period weiderhëllefen. An ech mengen och, dass mer de Leit hëllefen, well jiddweree vun eis wëllt en Acteur si fir de Klimaschutz. Jiddweree vun eis wëllt gären een Acteur sinn, dee gestäerkt aus der Kris erausgeet. An dat maache mer mat dësem Opschwongpak.

An dann ass deen zweeten Deel, wourop ech awer dem Här Wiseler wëll äntweren. De PNEC ass een Deel, mee mir hunn och en Nohaltegkeetsplang, dee virun der Kris erschafft ginn ass. Mir hunn e Klimaplang, deen elo zu Bréissel ass. An als Regierung hu mer matzen an der Kris, den Här Fayot, den Här Gramegna, den Här Turmes an ech, en Opruff um europäesche Plang vu Parlamentarier, Entreprisen a Ministeren ënnerstrach, wou mer gesot hunn, de Green New Deal, esou wéi mir elo eise PNEC bezeechnen, dee soll am Häerz vun der zukünfteger Entwécklung vun Europa sinn!

An ech mengen, als Lëtzebuerger an als iwwerzeegt Europäer ass dat genau d'Richtung:

- dass mer Prioritéite setzen an der Investitioun. Do setzt de Pierre Gramegna sech a fir d'Digitaliséierung an de Klimaschutz;

- dass mer Prioritéite setzen, wou mer dann hiwëllen;

- dass mer och Krittären zesummen definéieren, wann de Staat hëlleft op laang Dauer, fir dass mer allen Acteuren an dëser Gesellschaft d'Transitioun méi einfach maachen an dass mer se begleeden an deem Defi.

An dat, mengen ech, ass d'Stäerkt hei zu Lëtzebuerg. An dofir soen ech och all menge Virriedner e grousse Merci, dass mer hei zu Lëtzebuerg de Konsens hunn, dass mer dee Wee an déi Defie wëlle gemeinsam ugoen.

An domadder soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Deen nächsten ...

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bauler huet nach eng Fro.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech stelle ganz spontan eng Fro un d'Madamm Ëmweltminister. Si huet elo just geschwat vun hirem Klimaplang, dee se op Bréissel agereecht huet a vu gesondheetstechneschen Aspekter an deem Kontext, wou et jo dann och soll, dovunner ginn ech aus, zu qualitative Verbesserunge kommen. Ech wollt Iech just froen, Madamm Minister: Gëtt et och qualitativ Verbesserunge bei den Isolatioune vun den Haiser, wat d'Fassaden ugeet? Ech denken, do wier bestëmmt nach ganz vill Spillraum.

Merci, fir Prezisiounen do nach kënnen ze kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon. An engem zweete Volet vun eisem System vun der PRIMe House, deen d'nächst Joer soll kommen als Nofollgepaket vun deem jëtzegen, wou mer och schonn amgaang waren ze schaffen, well dee sollt eigentlech bis Enn des Joers stoen an um Wee sinn, sinn de facto Iwwerleeungen am Beräich Gesondheet mat dran.

Bei der leschter Reform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass, hu mer ugefaangen, ganz geziilt méi nohalteg Baumaterialien, naturbaséiert Baumaterialie méi ze ënnerstëtzen. Elo an engem zweete Volet wëlle mer dat nach méi ënnerstëtzen, wou mer an d'Kreeslafwirtschaft eraginn, naturbaséiert a gesond Materialien abauen. An dat si Saachen, wou mer deemools nach net esou wäit waren, dass dat alles handfest war.

M. André Bauler *(DP).*- Dat heescht, déi gi finanziell méi staark ënnerstëtzt?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Elo a bis Enn des Joers wäerte mer souwäit sinn, dass mer geziilt och Gesondheetsaspekter plus méi nohalteg Materialien nach méi geziilt kënnen ënnerstëtzen. Dat wäert also kommen. Mee et ass den Nofollgepaket.

Wat mer elo gemaach hunn am Kader vun der Kris ass wierklech, op déi besteeënd Primmesystemer, Top-uppen ze setzen, fir kënne ganz schnell ze reagéieren, ganz schnell eppes ze lancéieren. Déi richteg Iwwerschaffung mat deene Krittären, déi kënnt dann d'nächst Joer als Nofollgeprogramm vun dëser PRIMe House. An do wäerten déi Elementer mat dra sinn, Här Bauler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. André Bauler *(DP).*- Dat kléngt jo gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

4. 7590 - Projet de loi portant dérogation :

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Deen nächste Punkt vun haut ass de Projet de loi 7590 iwwert d'temporaire Ofännerunge vum Grondschoulgesetz am Kader vum Bewäertungs- an Orientéierungssystem an der Grondschoul souwéi vun den Opnamekonditioune vum Léierpersonal an de Stage. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech stellen Iech de Mëtte véier Projet-de-loie vir, déi eis Schoule betreffen, souwuel de Fondamental wéi och d'Beruffsausbildung an och d'Ausbildung vun den Enseignanten. Dës Gesetzer foussen alleguerten op Règlement-grand-ducallen, déi am Kader vun der Kris geholl gi sinn, deenen hir Wierkung awer iwwert den État de crise erausgeet, dat heescht bis un d'Enn vum Schouljoer respektiv bis un d'Enn vum Joer.

Domat ass de Kontext gesat an ech brauch dat net bei all Projet de loi ze widderhuelen.

Den éischte Projet de loi besteet aus zwee Deeler an derogéiert zwee Artikelen aus den ofge-

ännerte Schoulgesetzer vum 6. Februar 2009. Op där enger Säit geet et ëm d'Épreuves communes, déi all Kand an all Klass am ganze Land am Cycle 4.2, dat heescht am sechste Schouljoer, mécht. Déi Tester si fir alleguerten d'Kanner gläich. An déi Tester ginn och fir alleguerten d'Kanner gläich verbessert a gläich bewäert.

Dës Tester am Däitschen, am Franséischen an och an der Mathematik konnten dëst Joer net ofgehale ginn, well eis Primärschoulen, well eise Fondamental iwwer zwee Méint zou war. An duerfir kënnen natierlech déi Resultater vun deenen Tester och net an d'Orientatiounsprozedur matafléissen.

D'Léierpersonal an d'Elteren zesumme baséiere sech also op déi schréftlech Produktiounen an op d'Prüfungen, déi am Cycle 4 gemaach gi waren, fir d'Kanner an déi jeeweileg Lycéeën an an déi jeeweileg Richtungen ze orientéieren.

Pour la petite histoire: Mir hate virun dräi Joer e Gesetz gestëmmt, wou eebe genau déi heiten Orientéierungsprozedur ofgeännert ginn ass, an dat heescht, dass déi Prozedur méi fréi ufänkt. D'Eltere gi schonn am Cycle 4.1, am fënnefte Schouljoer, bei de Bilansgespréicher all Trimester mat erageholl fir ze kucken, wéi hiert Kand sech entwéckelt huet an a wat fir en Ordre d'enseignement et nom sechste Schouljoer soll goen. An dës Prozedur kënnt, bedéngt duerch d'Kris, dëst Joer hei voll zum Droen.

Op där anerer Säit geet et ëm d'Enseignanten, déi am September nei ufänken, déi am September wäerte fir d'éischte Kéier eng Klass hunn an e puer Dokumenter net konnten am Delai ofginn. Et handelt sech hei ëm den Éischt-Hëllef-Cours, et handelt sech ëm de Rettungsschwëmmer an och de Schäin, deen déi 80 Stonne Kannerbetreiung ausserhalb vun der Schoul beleet. Dat kann een zum Beispill maachen als Fussballtrainer, als Scoutschef, dat kann awer och eng Organisatioun si bei der Caritas oder bei der Croix-Rouge, fir just dës ze nennen.

Ech hunn de Moien nach eng Kéier nogefrot an ech hu mer soe gelooss, dass awer schonn eng ganz Rei vun deenen zukünftegen Enseignanten déi Dokumenter do prett hätten, well si scho vun Ufank vun hirer Formatioun un, déi jo bekanntlech véier Joer dauert, woussten, dass se dat missten no deene véier Joer hunn. An déi, déi et eeben elo net hunn, déi kréien en Delai vun engem Joer, fir dann déi Dokumenter do eranzereechen.

Et versteet sech vum selwen, dass en Enseignant, deen de Brevet vum Rettungsschwëmmer net huet, natierlech mat senger Klass dëst Joer net ka schwamme goen.

Den IFEN wäert sech drëm bekëmmeren, am Laf vum nächste Schouljoer déi Dokumenter erbäizekréie bei all deene jonken Enseignanten, déi dat nach net sollten hunn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn elo schonn d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An och e grousse Merci dem Rapporter fir säin ausféierleche Rapport.

Et ass kloer, datt weeder d'Schüler nach d'Enseignantë sollen en Nodeel hunn duerch d'Coronakris, an duerfir si mer natierlech och domadder averstanen, datt d'Enseignanten en zousätzlechen Delai vun engem Joer kréien, fir hir Basisformatioune kënnen nozehuelen.

Et ass fir eis och kloer, datt d'Kanner aus dem Cycle 4.2 net kënnen déi Leidtragend sinn, dass duerch d'Coronakris d'Épreuve-communnen net konnte stattfannen. Den Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire ass allerdéngs eng ganz kruzial Etapp fir vill Kanner. D'Decisioun vun dëser Orientatioun, déi baséiert sech dann elo virun allem op d'Aarbechte vun de Schüler am Cycle 4 an och op d'Bilanen. Dat ass fir eis och esou an der Rei, well den Enseignant kennt seng Kanner nach ëmmer am beschten.

Et ass fir eis awer och kloer, datt en Deel vum Programm net konnt gemaach ginn. Et ass fir eis och kloer, datt verschidde Kanner, an dat si virun allem déi Kanner aus deene sozial méi schwaache Familljen, am Homeschooling méi Problemer hate wéi anerer.

A fir eis als CSV ass et wichteg, datt mer eeben derfir suergen, datt, éischtens, kee Kand duerch Corona e bleiwende Retard wäert behalen, an zweetens, datt d'Bildungsschéier tëschent de Kanner aus de sozial schwaachen a staarke Familljen duerch dës Kris net nach méi wäit däerf auserneegoen.

An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir sech déi noutwendeg Moyenen ze ginn, fir déi schoulesch Problemer, Retarde vun de Kanner an de verschiddene Cyclë festzestellen, fir doropshi geziilt Ënnerstëtzungsmoossnamen auszeschaffen an eng geziilt a gratis Nohëllef ze offréieren.

Mir froen d'Regierung och fir ze analyséieren, ob Programmupassungen opgrond vun der Coronakris an deenen eenzelne Cyclen noutwendeg sinn, awer och op de Septièmesklassen, an da bei Bedarf eeben och déi Upassungen ze maachen, fir eeben ze verhënneren, datt d'Kanner am nächste Schouljoer riskéieren, d'Schlappen ze verléieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la fermeture des écoles et des services d'éducation et d'accueil (SEA) était sans alternative durant les phases du confinement dû à la pandémie du Covid-19 ;

- rappelant que le contexte socio-économique avait cependant déjà une influence significative sur la réussite scolaire des élèves avant la précitée pandémie ;

- constatant que la fermeture physique des écoles et la mise en place du « home-schooling » risquent d'aggraver davantage les inégalités constatées ainsi que les retards scolaires de certains élèves ;

- notant de surcroît que certaines matières n'ont pas pu être enseignées lors du « home-schooling » ;

- considérant que le passage de l'école fondamentale à l'enseignement secondaire constitue une étape cruciale du cursus scolaire des élèves,

invite le Gouvernement

- à débloquer les ressources supplémentaires nécessaires pour repérer les problèmes scolaires et à procéder à une analyse approfondie des retards constatés lors du « home-schooling » ;

- à élaborer un système d'assistance scolaire gratuit et à libérer les moyens adéquats pour assurer des cours d'appui ciblés et individuels aux élèves qui en ont besoin ;

- à entamer une analyse des programmes scolaires de l'enseignement fondamental ainsi que des classes de septième du lycée et à procéder aux adaptations nécessaires de ceux-ci.

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

Domadder soen ech Iech Merci. An ech ginn och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reprise vun der Schoul war ganz komplizéiert. D'Organisatioun war schwiereg fir jiddwereen: fir d'Enseignanten, fir d'Kanner, fir d'Gemengen, fir d'Elteren, fir jiddwereen. Et gouf awer keng Alternativ dozou. An et ass wierklech gutt, dass d'Schoul erëm fonctionéiert, dass d'Isolatioun vun de Kanner eriwwer ass an dass de Risiko, dass déi sozial Schéier bedéngt duerch de Lockdown nach méi auserneegeet, mol bis op Weideres och eriwwer ass.

D'Schüler, an eeben och déi aus dem 4.2, dem fréiere sechste Schouljoer, kënnen net derfir, datt Lockdown war. Si dierfen an hirem schoulesche Parcours net dorënner leiden, datt déi Epreuven net konnte wéi geplangt gemaach ginn.

D'LSAP begréisst et dofir ausdrécklech, dass déi Orientéierung an de Lycée opgrond vun deenen Elementer gemaach gëtt, déi et scho gëtt: Prüfungen a schoulesch Produktiounen. Ech mengen, et ass dat Allerwichtegst elo, dass mer de Schüler e gudden Ofschloss vun der Grondschoul garantéieren an e gudde Start an de Lycée a se net elo nach duerch Tester stressen.

Och fir d'Enseignanten am Stage huet de Lockdown Auswierkungen. A wéi de Rapporter schonn a sengem exzellente Rapport gesot huet, kënne se jo elo duerch dës Derogatioun dann och hir Dokumenter, wéi zum Beispill de Brevet vum Rettungsschwëmmer, méi spéit noreechen. Si kënnen hire Stage also normal ugoen an déi Dokumenter bannent engem Joer areechen.

Dofir ginn ech natierlech hei fir dëse Projet de loi den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci och vu menger Säit un de Rapporter fir säin exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport.

Mat dësem Projet de loi legiferéiere mer net nëmme fir de Corps enseignant, dee lo kuerz virum Stage awer nach ee Joer méi laang Zäit huet, fir säin Éischt-Hëllef-Diplom a säi Rettungsschwëmmer nozereechen, wat natierlech nëmmen ze verstoen ass, dass dat an deene leschte Méint net méiglech war, mee mir denken awer ganz besonnesch un déi Kanner aus dem Cycle 4.2, déi hir Épreuve-communnen net konnte maachen. Déi Épreuve-communnë si wichteg. An awer ass natierlech ze verstoen, vu dass d'Zäit et onméiglech gemaach huet, dass si se gemaach hunn, dass si eng Orientatioun brauchen. An déi gëtt natierlech gemaach opgrond vun de besteeënden Tester, de besteeënden Epreuven, déi am Joer scho gemaach goufen. An an deem Sënn ass dat heiten e ganz wichtegen an néidege Gesetzestext zum Wuel vun deene Kanner.

Mir bleift heibäi just, hinnen och nach eng schéin Zäit am Cycle 4.2 ze wënschen - si hunn elo nach e puer Wochen am Fondamental, déi se dann hoffentlech kënne genéissen - an hinnen dann e gudde Start an de Lycée ze wënschen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der gréner Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Ech wéilt och ufänken an dem Här Baum Merci soe fir dee ganz klore Rapport. E kritt jo de Mëtten direkt e puermol d'Geleeënheet, eis ze beweisen, mat wéi enger Maîtrise en déi verschidde Sujeten hei ka presentéieren.

Den Haaptpunkt, mengen ech, an dësem Projet ass effektiv d'Orientéierung vun de Kanner no der Primärschoul. D'Kanner entwéckele sech bis zulescht. A wa se wëssen, datt eng wichteg Etapp op si zoukënnt, da si se natierlech besonnesch motivéiert fir ze schaffen. A mir wëssen, datt der vill sech an där Zäit virun den Épreuves communes an eeben zum Schluss vum Schouljoer besonnesch druginn hunn.

Déi Entwécklung vun de Kanner, déi kënne mer eebe lo net vollstänneg refletéieren an där Prozedur, wéi se hei proposéiert gëtt.

Mir hätte léiwer gehat, et wär wéinstens eng Méiglechkeet gewiescht oder et wär och hei esou gesot ginn, datt déi Kanner, déi Elteren, déi hätte wëllen op esou eng Épreuve commune zréckgräifen, dat och hätte kënne maachen, well de Risiko, datt e Kand falsch orientéiert gëtt, ass natierlech elo méi grouss wéi virdrun, well et eeben net kann iwwert déi ganz Period kontinuéierlech evaluéiert ginn.

Mir wäerten eis an dësem Projet enthalen. Ech wäert och beim nächste Projet nach eng Kéier rappeléieren, datt mir als ADR eng aner Approch zu dëser Rentrée haten, well mer eeben op en anere System gehofft haten, nämlech deen, datt et méiglech sollt sinn, den Homeschooling ënnert der Uleedung vun enger brevetéierter Léierpersoun virunzeféieren an net elo op dee System, wéi mer en am Ableck hunn, iwwerzegoen.

Mir gesinn d'Nodeeler. Dëse Projet wëllt en Deel vun deenen Nodeeler combléieren, mee ech mengen, e bréngt dat net gutt genuch fäerdeg. Mir wäerten eis dofir enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

(Interruption)

Nee. Da geet d'Wuert un de leschten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Éischt emol e grousse Merci un de Rapporter, dee sech hei an extreem kuerzer Zäit huet mussen net nëmme mat engem Projet, mee direkt mat enger ganzer Hickecht vu Projeten ofginn, fir déi ze preparéieren an och ze presentéieren. A mir wäerte bei deenen nächste Projeten nach erliewen, datt en dat ganz exzellent preparéiert huet.

(Interruption)

Wat de Fong vun dësem Projet ugeet, mengen ech, ass alles gesot. Et ass relativ kloer. Et ass e relativ kuerze Projet. Nichtsdestotrotz ass et awer wichteg, dorop ze insistéieren, datt wierklech hei keen däerf duerch eng Kris en Nodeel kréien. Et däerf net zum Nodeel vun de Kanner goen, déi ënner extraordinäre Circonstancen hei hiert Schouljoer hu musse fäerdegmaachen.

A virun allem dat lescht Schouljoer am Fondamental ass eent, wat schonn an normalen Zäite vu Stress gepräägt ass, well ee sech op déi Epreuvë preparéiert, well een ziddert, wouhin een orientéiert gëtt. A wien an de leschten Deeg e bëssen op de sozialen Netzwierker ënnerwee war, deen huet, wann en dann e puer houfreg Grousselteren a senger Frëndesgrupp huet, ganz séier gesinn, datt d'Freed dach meeschtens ganz grouss war, wann hir Enkelen dann orientéiert goufen.

Deen zweete Punkt ass awer net manner wichteg. Et geet nämlech net nëmmen drëm, fir hei d'Kanner ouni Nodeel duerch déi Kris kommen ze loossen, mee eeben och d'Léierpersonal respektiv dat zukünftegt Léierpersonal. Mir wëssen alleguerten, datt Léierpersonal net deen einfachste Beruff ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg am Staatswiesen offréiere kënnen. Et ass och sécherlech net deen, deen am renomméiertsten ëmmer ass. Do war et an der Vergaangenheet vläicht emol anescht.

Mee et ass e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, wou ee sech mat vill Häerzblutt muss drastiechen. An och do muss een … An ech mengen, dat ass vläicht virdrun e bësse kuerz komm, datt déi meescht dat a véier Joer preparéiert haten an hir Dossiere prett haten. Et ass awer net jiddwereen, dee kapabel war oder gewëllt war, dat an där Zäit ze packen. An deementspriechend ass et och hei wichteg, datt mer deenen, déi sech schonn engagéieren, fir eis Kanner do ze eduquéieren, net zousätzlech Steng duerch eng Kris an de Wee leeën.

An dofir wäerten d'Piraten dëse Projet de loi och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e Merci un de Rapporter, awer och un all déi, déi hei intervenéiert sinn.

Ech mengen, en huet festgestallt, datt mer hei e pragmatesche Wee gesicht hunn, fir mat den Auswierkunge vum Lockdown op d'Schoul an op d'Schüler an op hir Promotioun an awer och op d'Enseignanten eens ze ginn, awer gläichzäiteg och e Wee, dee sécherlech nach ëmmer ganz staark am Interessi vun de Kanner ass an am Interessi vun eiser Schoul ass.

An ech deelen all deene Leit hir Approche, déi soen: „Mir solle kucken, datt déi Kris hei kee bleiwende Schued fir d'Kanner hannerléisst." An duerfir hu mer jo och scho ganz fréi decidéiert gehat, datt mer eis fir dëst lafend Schouljoer op déi essenziell Contenue musse baséieren. Déi essenziell Contenuen, déi mer dorunner festhalen: Wat ass wichteg als Fundament, fir duerno am nächste Schouljoer de 15. September erëm gutt kënnen unzefänken, fir datt mer d'Auswierkunge vun der Coronakris just op ee Schouljoer kënne limitéieren an dat net weider matschleefen?

An ech selwer hat och schonn ugereegt an hunn entre-temps scho meng Servicer chargéiert, eng Rei vu Modeller mol ze proposéieren, wéi een och do kéint Modeller vun Nohëllefen, vun zousätzlechem Appui schafen, well et sécherlech esou ass, datt déi eng Kanner ganz gutt duerch déi Kris komm sinn, awer datt dat net fir jidderee ka gëllen.

An ech deelen och déi Approche, fir eng Analys ze maache vun deene Contenuen, déi nach dëst Joer konnte behandelt ginn. Mer hu jo gesot: „Mir konzentréieren eis op dat Essenziellt." Mir gesinn de 15. Juli, ob dat elo nach méiglech war an deene leschte Woche vun der Schoul, wou mer dann erëm regulären Unterrecht an der Schoul och konnten halen, oder awéiwäit dat net méiglech war. An deementspriechend muss et natierlech och eng Repercussioun awer op déi nächst Rentrée hunn.

Haut gi mer nach ëmmer dovunner aus, datt mer déi Zäit maximal sollten notzen, déi elo do ass. An dat wäerte mer och maachen. Dat si mer momentan amgaangen ze maachen. An ech sinn optimistesch, datt mer do ganz villes nach kënne vermëttelt kréien, wat wichteg ass, fir bei der nächster Rentrée e gudde Start kënnen ze hunn.

Ech kann awer mat deene Proposen, déi an der Motioun vun der CSV-Fraktioun hei sinn, abso-

lutt d'accord sinn, datt mer dat doten och nach eng Kéier am Detail analyséieren nom Ofschloss vun dësem Schouljoer. A gegeebenefalls, falls sech sollt erausstellen, datt e Besoin ass, dann och drop reagéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7590. Den Text steet am Document parlementaire 7590[3].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7590 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun, déi vun der Madamm Hansen agereecht ginn ass. Wëllt nach een eppes dozou soen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech wollt e kuerzt Wuert zur Motioun soen, déi effektiv fondéiert ass, déi an hire Consideranten effektiv eng Situatioun zréckspigelt, wéi mer se kennen. Et ass gesot ginn, dass effektiv déi Kanner, déi scho vläicht méi Schwieregkeeten an der Schoul haten, lo duerch den Homeschooling warscheinlech net bevirdeelegt gi sinn, mee benodeelegt gi sinn.

Dofir mengen ech, dass mer opgrond vun all deene Leit, déi mer awer elo agestallt hunn, och fir d'B-Gruppen ze assuréieren - dat sinn der ganz vill a mir wäerten d'nächst Woch doriwwer schwätzen -, d'Méiglechkeete vläicht sollten ausloten, fir an de Gemengen effektiv iwwert d'Grouss Vakanz en Angebot unzebidden, en concertation mam Léierpersonal, fir effektiv virun der Rentrée kënne grad deene Schwächsten e Coup de pousse ze ginn, fir anstänneg kënnen ze starten an dat neit Schouljoer.

Merci fir déi Motioun, déi mer matstëmmen. Ech géif de Kolleege vun der Majoritéit un d'Häerz leeën, wannechgelift och d'Motioun hei matzedroen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da maache mir dat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Hansen an deenen anere Kolleegen, déi se mat ënnerschriwwen hunn, fir dës Motioun. Mir hunn déi ganz genee gelies, well Dir wësst, datt et der ADR um Häerz läit, fir alles ze verhënneren, wouduerch den Niveau vun de Schoulen erofgeet. Mir hunn also der Madamm Hansen nogelauschtert a mir hunn d'Motioun gelies.

Mee sou, wéi se formuléiert ass, kënne mer se matdroen. Et muss ee just wëssen, an dofir wëll ech dat hei nach eng Kéier preziséieren, datt déi Interpretatioun, déi mir ginn, vun « à procéder aux adaptations nécessaires », dat heescht fir eis: eng wëssensorientéiert an intensiv Schoulbildung, ewech vum Kompetenzunterrecht, a méi Niveau an eise Schoulen, fir de Kanner besser Zukunftschancen ze erméiglechen. Dat ass eis Interpretatioun vun dësem Text. An an deem Sënn stëmme mer d'Motioun och mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Kënne mer à main levée iwwert d'Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Hie wollt nach eppes soen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wie wëllt nach eppes soen?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Den David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Keng Angscht, ech wäert keng länger Ried halen. Mee ech wollt awer och déi Motioun vun der CSV ënnerstëtzen. Mir mengen och, datt déi Motioun an déi richteg Richtung geet. An do steet jo och an den Invitten, datt Retarde vläicht konnte constatéiert gi wärend der Period vum Homeschooling. Dat wier natierlech eng Aart a Weis fir ze palliéieren, fir aus där Situatioun dat Bescht ze maachen. Mee mir wëssen all, datt et eendeiteg besser ass, datt d'Kanner erëm zréck kënnen an d'Schoul goen.

Allerdéngs, wat interessant ka sinn, wat ech och héieren hunn: Wärend deene Woche vun Homeschooling, do ass awer eppes Positives vläicht hänkebliwwen. Dat ass, datt op eemol iwwer e puer Wochen d'Kanner e Cours haten zu zwee oder zu dräi mam Schoulmeeschter oder mat der Schoulmeeschtesch, dat heescht, wou d'Enseignantë sech konnte wärend deene Coursen esou e bësse méi op d'Kanner konzentréieren. Dat heescht, wat u sech kéint interessant sinn.

Dat ass kee Plädoyer fir den Homeschooling, mee et ass e Plädoyer, fir ëmmer méi Mëttelen ze hunn, fir datt d'Enseignanten och déi Zäit an déi Méiglechkeet hunn an enger normaler Schoul, sech kënnen op d'Schüler ze konzentréieren. Dat konnt och relativ positiv Aspekter hunn. An deem Sënn do natierlech!

Mais ceci étant dit, mir wäerten dat natierlech matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Vote sur la motion 1

An dann huelen ech en neien Ulaf: Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

5. 7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Mir komme lo zum Projet de loi 7591, enger weiderer Ofännerung vum Grondschoulgesetz. An ech ginn direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Baum, deen eis seet, wouranner déi Ofännerung besteet. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéinst der Covid-19-Pandemie hat d'Regierung decidéiert, d'Schoulen an d'Betreiungsstrukturen ab dem 16. Mäerz zouzemaachen. Ee Mount méi spéit ass decidéiert ginn, d'Schoulen erëm no an no opzemaachen: de 4. Mee fir d'Premièresschüler, den 11. fir de Lycée an de 25. dann endlech och fir déi Kleng aus dem Fondamental.

Deen Dag huet fir d'Grupp A d'Schoul nees ugefaangen. D'Grupp B war an der Betreiung oder doheem; dat heescht, an der Maison relais oder doheem. An an der Mëtt vun der Woch, mëttwochs, ass gewiesselt ginn. A mir schwätzen haut iwwert de Plan de prise en charge en alternance. Dee fonctionéiert vum 25. Mäerz u bis un d'Enn vum Schouljoer.

Et geet am Projet de loi ëm d'Schülerbetreiung am Fondamental also. De Gesetzestext organiséiert déi ofwiesselnd Betreiung vun de Schüler am Fondamental. Dofir mussen d'Artikelen 38 an 39 vum modifizéierte Schoulgesetz vum Februar 2009 ofgeännert ginn. An deem Zesummenhang gëtt awer och d'Responsabilité civile vum Staat a vun der Collectivité publique erweidert op dat ganzt Personal, dat wärend där Zäit mat de Kanner schafft; dat heescht, net nëmmen d'Léierpersonal, mee och d'Leit, déi an de Maison-relaise schaffen. Dofir kënnt et zu enger Ännerung vum Artikel 68 vum bekannte Schoulgesetz.

D'Zil ass et, den Unterrecht an zwou Gruppen ze organiséieren, soudass den Unterrecht ka garantéiert ginn, awer soudass nëmmen d'Hallschent vun de Kanner am Raum si respektiv am Schoulgebai sinn an natierlech och nëmmen d'Hallschent vun de Kanner do openeentreffen. Dofir brauch een natierlech, fir dat ze organiséieren, vill méi Personal an natierlech och vill méi Raimlechkeeten.

D'Ännerunge si follgend: Et ass e Gesetz mat zwee Artikelen. Den Artikel 1 betrëfft also d'Organisatioun. A bis de 15. Juli baséiert d'Organisatioun sech op follgend Prinzippien: D'Schüler sinn agedeelt an den A-Grupp an an de B-Grupp. All Schüler aus dem Cycle 1 bis 4, mat Ausnam vum Precoce, kritt also ofwiesselnd eng Woch Schoul an der Schoul an duerno eng Übungswoch, déi en entweeder kann doheem maache respektiv an enger Betreiungsstruktur.

Déi vulnerabel Schüler oder déi Schüler, déi Elteren hunn, déi vulnerabel sinn, dierfe weiderhin den Enseignement à distance weiderféieren. Si mussen awer dofir e Certificat médical liwweren.

Souwuel d'Schoulstonne wéi och d'Surveillance sinn op fënnef Stonne beschränkt. An dat geet vun 8.00 Auer moies bis 13.00 Auer mëttes mat liichte Variatioune jee nom Schoultransport. An de fakultativen Accueil an der Maison relais no 13.00 Auer gëtt natierlech och ugebueden.

Den zweeten Artikel hëlt also d'Ännerunge vum Artikel 68 vir, wou et ëm deen ausserschouleschen Accueil a falls noutwendeg d'Zesummenaarbecht tëschent dem Schoulpersonal an dem Personal aus der Maison relais geet. Et ass esou, dass mer Leit hunn, déi an de Maison-relaise schaffen, awer elo am Moment an de Schoulen aushëllefen, genausou wéi mer Léierpersonal hunn, wat an de Maison-relaisen aushëlleft. An d'Responsabilitéit, déi festgeluecht ass am Gesetz vum 1. September 1988, gëtt ausgedeent op alleguerten déi Leit, déi Kanner betreien. An dat bis de 15. Juli.

Voilà! Fir weider Detailer verweisen ech op de Rapport. An ech gi schonn elo den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt mol merci dem Här Baum fir den ausféierleche schréftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Et war eng Erausfuerderung, fir net ze soen en immens groussen Challenge fir d'Schüler, d'Enseignanten, awer virun allem och fir d'Elteren, déi déi lescht Wochen hu mussen deen doten Challenge meeschteren: de quasi abrupte Lockdown, iwwert den Homeschooling bis hin zur aktueller ongewéinlecher Schoulrentrée.

Eng Schoulrentrée, wéi et dëst Land bis dato nach net gesinn huet. No bal siwe Wochen Homeschooling an zéng Woche laangem „Bleift doheem!" sinn d'Dieren am Fondamental den 18. Mee erëm opgaangen ënner engem Zwee-Gruppe-System: deene vill diskutéierten an och a Fro gestallten A- a B-Gruppen.

Op dës Thematik ginn ech dann hei awer net weider an. Sou wéi de Ministère sech dat am Ufank virgestallt hat, konnt et net klappen, virun allem well d'Service-scolairen an d'Léierpersonal all Dag nei Consignë kritt hunn.

Als CSV stëmme mir dëse Gesetzestext mat, mat deem dëse System seng legal Basis kritt, mee ech wëll awer nach eng Umierkung maachen: Och wann elo alles steet an de System um Terrain relativ gutt fonctionéiert, sou muss een awer soen, datt et eng Herkulesaarbecht war, dëst en place gesat ze kréien. Ech hunn et selwer als Gemengepapp gesinn a matkritt, souwuel an der Logistik wéi och an der Manpower.

Jo, et ass eng ongewéinlech an ongewëss Zäit, déi mer duerchmaachen, mee dat kritt een och dofir just hi mat enger uerdentlecher Kommunikatioun a koordinéiertem Zesummeschaffe vum Ministère an de Gemengeservicer. D'Gemengen, d'Enseignanten a souguer regional Direktioune goufen zäitgläich mat den Eltere quasi just via Pressekonferenz informéiert.

Krittären, wéi zum Beispill d'Fraternitéit, konnten net agehale ginn. An déi stänneg Ännerunge vun net duerchduechte Mesuren hunn zäitweis zu Inkohärenz bei der Ëmsetzung an zu grousser Planungsonsécherheet gefouert. Datt d'Reprise vun de Coursen am Fondamental net am organisatoresche Chaos ënnergaang ass, ass dem onermiddlechen Asaz vun den Enseignanten an de Service-scolairen ze verdanken.

Dofir ginn ech heimadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Mir notzen awer nach eng Kéier d'Geleeënheet, am Numm vun der CSV dem gesamte Schoulpersonal an de Gemengeservicer aus dem ganze Land ausdrécklech Merci ze soe fir hir Aarbecht an hiert Engagement zum Wuel vun eise Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir si frou, datt d'Regierung bei allen Iwwerleeungen, wéi et an der Schoul da lo soll weidergoen, net op eng kapitalistesch Approche gaang ass, mee deene gesondheetlechen Aspekter Prioritéit ginn huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- An dat gëtt an dësem Projet de loi natierlech och ganz däitlech, wou et eeben drëms geet, de System vun där Alternance genee festzeleeën.

Natierlech wier et méi einfach gewiescht vun der Organisatioun hier, vun der Logistik hier, fir d'Schoulen erëm ganz normal ulafen ze loossen, an deen een oder deen anere wier domadder bestëmmt och ganz zefridde gewiescht, mee aus gesondheetlecher Siicht hätt dat awer méi e grousse Risiko bedeit. A mat dësem System ass de Risiko ganz einfach just nach hallef sou grouss.

En plus ass et esou, dass d'Kanner och elo ganz genee wëssen, datt se weiderhi solle virsiichteg sinn, datt se wëssen, wéi déi Geste-barrière sinn, wéi dat fonctionéiert, datt ee sech soll d'Hänn wäschen. A wann d'Schoul erëm einfach normal ugaange wär, wär dat sécher méi verluer gaang.

D'Organisatioun an A- a B-Gruppe war vill Opwand, dat steet ausser Zweifel. Ëmsou besser ass et jo, dass et och gutt fonctionéiert. A fir dëse Système en alternance ze organiséieren, sinn, wéi de Rapporter jo preziséiert huet, selbstverständlech méi Enseignanten, méi Klassesäll néideg. Och dat gëtt jo dann hei gereegelt duerch dëse Projet de loi wéi och duerch anerer, déi mer nach an der nächster Woch hei wäerte stëmmen.

Et ass wichteg, datt all Mënsch, deen an der Educatioun intervenéiert, an dëser Zäit déi selwecht Rechter a Flichten huet. Sou ass et och ze begréissen, datt se alleguer vun der Responsabilité civile vum Staat ofgedeckt sinn.

Här President, d'Zuele vun der Santé si gutt. Et war richteg, virsiichteg ze sinn an op dëse Modell ze setzen. Duerfir ginn ech am Numm vun eiser Fraktioun och den Accord. An och an der Hoffnung, datt d'Rentrée am September sou normal wéi méiglech wäert kënne verlafen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Schoulorganisatioun an A- a B-Gruppen huet de Ministère, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Personal aus de Maison-relaisen, mee awer virun allem d'Gemengen an awer och d'Kanner virun eng grouss Erausfuerderung gestallt. D'Capacitéiten u Personal, u Raimlechkeeten an u Méiglechkeete si maximal ausgeschëpft ginn. An esou munch ee Schoulverantwortlechen huet laang Deeg a kuerz Nuechte verbruecht mat

der Organisatioun vun där ganzer neier Organisatioun.

Wéi den Deconfinement an der Schoul am Abrëll fir d'éischte Kéier duerchgespillt gouf, war et eng Navigation à vue. Kee wousst, wéi d'Situatioun sech géif entwéckelen. An deemools waren d'Stëmme vun „zouloosse bis an de September eran" bis zu „opmaache" present.

Dat Wichtegst ass awer, dass mer d'Schoul erëm opgemaach hunn an d'sanitär Moossname berücksichtegen am Sënn vun der Gesondheet vun eise Kanner a Jonken an natierlech awer och den Enseignanten. An dat Wichtegst ass virun allem awer, dass mer eis gemeinsam agesat hunn, fir dass dat dote méiglech ginn ass, dass nieft der Schoul och dat nonformaalt Léieren an de Maison-relaise seng Plaz hat. An déi Zesummenaarbecht tëscht béiden Entitéiten ass ëmsou méi wichteg gewiescht bei dësem Deconfinement an der Schoul.

Gradesou reibungslos geklappt huet natierlech och eisen Austausch an der Educatiounskommissioun. An deem Sënn e grousse Merci fir déi interessant Diskussiounen. An natierlech och un de President vun der Educatiounskommissioun, den Här Gilles Baum, deen en exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport hei ginn huet.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools Madamm Bernard. An da geet d'Wuert direkt un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e ganz wichtege Projet, dat heiten. An ech wéilt ufänken, wéi ech et d'leschte Kéier och scho kuerz ugedeit hunn, a soen, datt d'ADR déi Méiglechkeeten anescht gesinn hätt, fir de Schoulbetrib an der Kris virunzeféieren.

Mir hunn eis kloer derfir ausgeschwat, fir de Leit de Choix ze loossen, ob den Homeschooling sollt ënnert der Uleedung vun engem qualifizéierte Léierpersonal virugeféiert ginn oder ob se d'Méiglechkeet hunn, fir zréck an eng Schoul ze kommen. An da wäre jo och vill manner Kanner an de Schoule gewiescht. An et wär vill méi einfach gewiescht, fir Personal a Plaz ze fannen, fir dat dann esou ze organiséieren.

Et ass e bëssen op ville Plazen eng chaotesch Situatioun gewiescht. An et kann een och wierklech nëmmen de Gemengen an och dem Léierpersonal selbstverständlech an all deene Leit, déi sech esou ugestrengt hunn an deene leschte Méint, villmools Merci soe fir dat, wat se geleescht hunn.

Dat Gesetz ass a villerlee Hisiicht net normativ genuch oder déi Dispositiounen, déi geholl goufen, well eng Onsécherheet war: Wéi wäit kënnen d'Kanner ausernee sinn oder musse se ausernee sinn? Wéi grouss ass wierklech de sanitäre Risiko fir d'Kanner?

D'Experten hu sech gestridden um Radio, well eigentlech ... An internationalen Etüde koum et zu ënnerschiddleche Resultater. Kee weess eppes Geneeës haut! Nach ëmmer net! An et ass dofir e bëssen eng Navigation à vue. A wa mer op dee Wee gaange wären, dee mir proposéiert hunn, da wär natierlech och de sanitäre Risiko méi kleng gewiescht.

Elo wësse mer net, wéi et virugeet. Den Här Minister huet ugedeit, datt mer elo vläicht déi Klassenopdeelung an A- a B-Gruppen erëm kënne fale loossen. Mir wëssen net, wéi d'Rentrée am September elo organiséiert gëtt. Och doriwwer musse mer geschwë schwätzen, fir datt mer eis do wéinstens kënne matzäit drop virbereeden an d'Schoulkonditioune sou gutt wéi méiglech virbereeden an organiséieren.

Mee och dëst Gesetz ass e bëssen e Spigelbild vu ville chaoteschen Zoustänn, déi mer an deene leschte Woche kannt hunn. Ech wëll just dräi Beispiller hei eraushiewen.

De Punkt 1 (6) (ndlr: 1 (5) am gestëmmte Projet) zum Beispill. Do steet: « Les études surveillées sont assurées par le personnel intervenant de l'école, lequel peut, selon les besoins, être assistépar le personnel éducatif de la structure d'éducation et d'accueil. »

Dat kléngt jo gutt, mee mir hu sou vill Leit do rekrutéiert a leschter Zäit. Leit, déi zum Deel keng Qualifikatiounen haten am pedagogesche Beräich, mat enger Première. Déi kënnen da lo do ënnerstëtzen. Mir wëssen net genee, wat se ënnerstëtzen. Mir wëssen net genee, awéiwäit se kënnen am Schoulbetrib mat agräifen. Alles dat ass net kloer!

Mir kréien nach Diskussioune mat engem anere Projet, dee mer elo geschwë wäerten hei hunn, de 7579, datt mer d'Leit ënner verschiddene Statuten aféieren. Déi eng bei private Patronen a Structures d'éducation et d'accueil, déi aner net bei privaten. Déi eng hunn eng Steierbefreiung, déi aner net.

Alles dat spillt do mat eran. A mir wësse schlussendlech net, wien a wéini, ënner wéi engem Statut wou intervenéiert. Alles dat ass onsécher! Et ass onkloer. Et ass net transparent.

Den Här Baum wénkt Nee. Ma da wäert en eis dat genau erklären, wa mer de 7579 hei diskutéieren elo. Da kréie mer d'Geleeënheet, doriwwer nozedenken.

Dann en anert Beispill. Et ass eng Exemptioun am Gesetz vun der Schoulorganisatioun vum 6. Februar 2009 an deem Sënn, datt den Artikel 38 do - ech zitéieren och hei -, normalerweis gëtt do och an de Gemengen iwwert de Contingent diskutéiert. Et heescht hei: « [...] des leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique [...] », an esou weider.

Dat heescht, do gëtt eigentlech iwwert d'Zuel vun de Léierpersoune geschwat, déi néideg sinn, eeben och just fir sozial oder sozioeducativ Schwächte kënnen auszegläichen. Dat ass elo ausser Kraaft.

Et gëtt op deenen allermeeschte Plaze keen Appui méi. Et gëtt keng Cours d'accueils fir d'Primo-arrivants. Alles dat ass, wann et nach do ass, héchstens nach embryonnaire. Mee am grousse Ganze feelen déi Saachen. Dat heescht, u sech ass déi Rentrée, déi eis verkaaft gouf als eng Mesure vun der sozialer Gerechtegkeet, fir keen op der Streck ze loossen, vun engem Recht op Bildung, awer an der Realitéit eng Reduzéierung vu Méiglechkeete fir vill Kanner, fir Ënnerstëtzung an de Schoulen ze fannen! Et ass also den Effet contraire!

Da muss een och kucken - do ass nach eng drëtt Saach, déi ech an deem Kontext wollt opwerfen - mam Homeschooling, do huet den Här Minister erkläert gehat, datt vill Kanner net ze erreeche wären. An et wär eng vun deene wichtegen Argumentatiounen, fir déi Neesrentrée hei elo ze maachen, datt eebe verschidde Kanner net ze erreeche waren, am Ufank méi wéi zum Schluss. Mee de Faktum bleift.

Do wollt ech just awer drun erënneren, datt och d'Schoulgesetz do eng kloer Sprooch schwätzt. Nämlech no Artikel 14, datt d'Elteren d'Obligatioun hu fir hir mannerjäreg Kanner, datt déi an der Verantwortung stinn, datt d'Kanner an d'Schoul ginn. A wa Kanner net erreechbar sinn, da froen ech mech awer ... Da soll den Här Minister eis emol erklären: Ass dann do d'Verantwortung vun den Eltere vum Staat eescht geholl ginn? Wat ass da gemaach ginn? Well d'Eltere sti jo an der Verantwortung, datt d'Kanner an d'Schoul ginn.

Mir sinn an der Tëschenzäit gewuer ginn, opgrond vu verschiddenen Ëmstänn, datt vill Leit am Ausland waren. Wéi ass dat méiglech?! Wousst d'Educatioun dat dann net? Hutt Der dann net probéiert ... Hutt Der net erausfonnt, datt Eltere mat hire Kanner an d'Ausland waren an doduerch zum Deel net konnten erreecht ginn?

Wann ech also dee Projet hei wëll resüméieren, da muss ech soen: En ass e Spigelbild vun enger zimmlech chaotescher Organisatioun vun enger Neesrentrée. E soll eis eng Warnung sinn! E soll eis kloer soen, datt dat, wat elo kënnt an deenen nächste Méint, an haaptsächlech d'Rentrée am September, muss laangfristeg previsibel, kohärent, logesch organiséiert ginn, fir datt mer d'Scolaritéit vun de Kanner sou gutt wéi méiglech kënne virbereeden!

Dat wor elo net de Fall! Et wor zum Deel, wéi ech gesot hunn, en Effet contraire hei erreecht ginn, datt manner Ënnerstëtzung fir verschidde Kanner, a besonnesch bei deenen, déi et vläicht am meeschte gebraucht hätten, konnt erméiglecht ginn.

Mir wäerten eis als ADR bei dësem Projet aus genau deene Grënn enthalen, well mer en anere Modell wollten, well mer d'Fräiwëllegkeet wollten. E reelle Choix fir d'Elteren, am Interessi vun de Kanner an am Interessi vun der Qualitéit och vun hirem schoulesche Wee.

Jo, déi Schwaach, déi brauchen Ënnerstëtzung. Déi, déi doheem net kënnen den Homeschooling maachen, brauchen Ënnerstëtzung. An déi hätte mer jo och kënnen opfänken an de Schoulen an aneren, a bessere Konditiounen, wéi dat elo konnt gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Lo muss ech mech eng Kéier kuerz erblosen, well wann ech dat doten alles héieren hunn, da sinn ech frou, datt ech nach nom Här Kartheiser erauskommen, fir awer kloerzemaachen, datt mir anerer Meenung sinn.

Et ass kloer, datt d'Kanner d'Schoul vermësst hunn. Et ass kloer, datt d'Kanner hir Kolleeginnen a Kolleegen an der Schoul vermësst hunn, datt d'Kanner de sozialen Echange an der Schoul vermësst hunn.

Wie sech déi éischt Deeg mam Léierpersonal ënnerhalen huet, jo, deen huet héieren, datt villes net direkt esou geklappt huet, wéi et sollt, datt iwwerall e bësse Quacke waren, datt iwwerall déi eng oder aner Saach schifgaangen ass. Ech mengen, de Georges Mischo huet dat virdru gesot: Et war eppes, wat séier huet musse goen. Et war eppes, wat net onbedéngt vum éischten Dag un zu 100 % funktionéiert huet.

An och haut nach verlaangen déi A- a B-Woche vum Léierpersonal en aussergewéinlechen Effort, deen an normale Schaffwochen u sech net geleescht gëtt. Et ass en Effort, fir engersäits de Kanner eppes bäizebréngen, déi do sinn, anerersäits d'Kanner ze ënnerstëtzen, déi dat nämmlecht oder dat vu leschter Woch doheem sollen opschaffen.

Et ass sécherlech net einfach, ënnert deene Bedéngunge Schoul ze halen! An et ass och net einfach, ënnert deene Bedéngungen an d'Schoul ze goen. Dat stellt keen a Fro. Et ass genausou, wéi et och am Aarbechtsliewen net fir jiddwereen einfach ass, sech de geännerte Konditiounen, déi mer duerch d'Kris haten an hunn, unzepassen.

Mir Piraten sinn der Meenung, datt et richteg war, datt d'Kanner erëm an d'Schoul gaange sinn, datt et richteg war, datt d'Kanner erëm de Kontakt mam Léierpersonal haten. Iwwert déi genau Datumer, wéini dat geschitt ass, iwwert déi genau Mesuren, wéi dat geschitt ass, kann ee sech elo ganz gutt a ganz laang streiden. Ech mengen, do gëtt et esou vill Meenungen, wéi et Acteuren am Schoulwiese gëtt. An och dat ass eppes, wat, mengen ech, net ongewinnt ass, wann et ëm d'Schoul geet.

Wat awer hei wichteg ass, ass, datt mer dee System, deen elo leeft, déi nächst Wochen net nach eng Kéier op d'Kopp stellen. Et ass wichteg, datt mer dee System, wou mer eis elo iwwert déi lescht Wochen erageschafft hunn, net mam Ophale vum État de crise einfach nach eng Kéier op d'Kopp werfen an dann nach eng Kéier vu vir ufänken. Deementspriechend ass deen heite Projet de loi jo einfach nëmmen d'Weiderféiere vun deem, wat bis elo an der Schoul gemaach gouf. An ech mengen, deementspriechend gëtt et och kee Grond, fir haut dergéint ze sinn.

Et gëtt e Grond, fir verschidde Mesuren dovunner ze kritiséieren. Dat hu mer gemaach, wéi se agefouert goufen, an ech kéint elo nach eng Kéier 20 Minutten doriwwer referéieren. Mee Fakt ass: Dat géif näischt änneren. Fakt ass: Et bréngt eis elo just weider, wa mer de Kanner an dem Léierpersonal déi néideg Rou ginn, fir d'Schouljoer gutt op en Enn ze bréngen.

Dofir wäerte mir dëse Projet och matstëmmen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Rapporter an all de Riedner hei. Den 13. Mäerz vun dësem Joer hu mer annoncéiert, datt ab deem Dag fir eng ongewëssen Durée vu Woche keng Schoul méi wär, datt dat dee leschten Dag Schoul wär. An de 16. Abrëll hu mer decidéiert, datt mer d'Schoul erëm wéilten opmaachen, d'Grondschoul wéilten opmaache mat engem A-/B-Modell mat halbéierte Klassen, fir Ofstänn ze garantéieren, fir no deenen dee Moment gegeebene sanitäre Kaderen iergendwéi, ënner iergendenger Form d'Schoul erëm kënnen opzekréien, an dat mam Datum op de 25. Mee.

Mir stelle fest, datt dat, wat mer annoncéiert hunn, den A-/B-Modell, datt deen haut fonctionéiert. Hei gëtt souguer gesot, et sollt wannechgelift elo emol bis de 15. Juli weider esou fonctionéieren, fir datt et op d'mannst dat an deene restriktive Konditioune ka leeschten, wat d'Schoul soll leeschten: nämlech, datt mer eng Equitéit hunn, datt mer all Kand déi selwecht Bildung kënnen offréieren an all Kand déi selwecht Bildungschancë kënne garantéieren.

Vum 13. Mäerz bis de 25. Mee a bis haut, den 11. Juni, wësse mer natierlech scho vill méi iwwert de Covid-19: wéi e sech verhält, wéi e sech verbreet an der Gesellschaft, wéi e seng Auswierkungen huet bei Kanner, wéi en iwwer Schoulen a Betreiungsstrukture verbreet gëtt. A mat all Dag, dee vergeet, wësse mer nach emol méi. An duerfir, denken ech, war et richteg, datt mer am Laf vun deene leschte Wochen eng gewësse Flexibilitéit un den Dag geluecht hunn, fir eis deenen neien Erkenntnisser ëmmer nees unzepassen. An duerfir solle mer och domadder net ophalen.

Duerfir war et och besonnesch wichteg, datt mer grad déi Rentrée hei am Fondamental, aneschters wéi dee Moment, wéi d'Primaner zréck an d'Schoul komm sinn, aneschters wéi beim Lycée, dee jo éischter ugefaangen huet, datt mer dat zesumme gemaach hunn: zesummen tëschent de staatleche Strukturen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat den Träger vun de Maison-relaisen. A mir hu sécherlech och déi eng oder déi aner Prezisioun, do si mer zréckkomm, hunn eis och emol nach eng Kéier neiorientéiert, hunn emol nach eng Kéier dat eent an dat anert nei ausgeriicht, well mer dat zesumme wollte maachen, well mer gesinn hunn, jo, wat och bei deenen anere Partner geet a wat vläicht do net geet. Wat ass gewollt? A wat ass net gewollt? An deementspriechend hu mer gekuckt, d'Enner beieneenzekréien.

A mir haten eigentlech ... An dat gëtt net grad dat Bild erëm, wat och heiansdo hei gezeechent ginn ass respektiv och a villen ëffentleche Commentairë gezeechent gouf, nämlech datt hei, jo, jiddereen e bësse fir sech geschafft hätt. Mat enormem Engagement ass zesumme gekuckt ginn, déi Rentrée do ze preparéieren. An et huet jiddereen de Maximum vu senger Säit eigentlech gemaach, fir dat ze erreechen, an dat sécherlech och vu staatlecher Säit: Wann ech nëmmen un déi Onmenge vu Material denken, dat mer probéiert hunn ze mobiliséieren, ze verdeelen, bei d'Gemengen a bei d'Schoulen ze kréien, wat net onbedéngt eis primär Aufgab gewiescht wär.

Wann ech kucken, datt mer de Gemenge gehollef hunn, zousätzlecht Personal ze fannen, och fir d'Betreiungsstrukturen, fir déi esou ze ressourcéieren, datt mer do kënne rouege Gewëssens soen: „Jo, dat doten, dat fonctionéiert." Bis hin, datt ech och déi eng oder déi aner Kéier zu Beamten um Ministère gesot hunn: „Hei, fuer mol an déi dote Gemeng a kuck mat de Leit, ob mer et wierklech hikréien a wéi mer eis Experienz och nach eng Kéier an den Déngscht vun där doter Gemeng kënne stellen." An ech denken, den Här Mischo weess bestëmmt hei, vu wat ech schwätzen.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci soen all deenen Acteuren, déi um Terrain assuréiert hunn, datt déi Rentrée hei gutt geklappt huet. An och zanter där Rentrée, datt et gutt weidergelaf ass. Et war - an de President vum Syvicol, den Emile Eicher, huet et gesot - eng Herkulesaufgab! Mir hu se ugeholl. An ech mengen, mir hu se zesumme reusséiert.

An et war och derwäert, déi Aufgab do unzehuelen an all déi Efforten ze maachen, fir d'Schoul nämlech nees opzekréien, fir d'Schüler an d'Schoul ze kréien, an dat op eng Manéier, wou mer awer och jidderengem konnte Vertraue maachen: de Schüler, den Elteren an och den Enseignanten, datt se sécher sinn an der Schoul. Well dat war jo dee Moment, wéi mer de 16. Abrëll ugekënnegt hunn, d'Schoul nees opzemaachen, alles aneschters wéi sécher. A mir erënneren eis nach un déi éischt Gefiller am Bauch vu ganz ville Leit an déi éischt Reaktiounen, déi se haten, wéi mer gesot hunn: „Jo, mir maachen elo emol d'Schoulen nees op."

An duerfir war et och wichteg, dee System do esou opzestellen, fir datt mer garantéieren, datt kee krank gëtt an der Schoul, weeder vun de Kanner nach vun den Enseignanten, an datt mer de Virus iwwert d'Schoulen net erëm an d'ganz Gesellschaft géife verbreeden. An déi Resultater, déi mer hunn, och um Plang vun der Epidemie, déi weise jo, datt dat op jidde Fall net de Fall war an datt mer do gemeinsam och reusséiert hunn.

Trotzdeem, denken ech, sollte mer, sou wéi mer et an deene leschte Woche gemaach hunn, och weiderhin ofweien: ofweien, ob dee Modell, dee mer elo do hunn, ob dat nach ëmmer dee richtegen ass, sécherlech ofweien, an dat hunn ech ganz fréi gesot, am Hibléck op d'Rentrée am September, mee och nach ofweien elo virun der grousser Vakanz fir ze kucken, ob mer dat elo esou duerchzéie bis de 15. Juli oder ob mer net awer nach déi eng oder déi aner Adaptatioun kënne maachen.

An duerfir wollt ech Enn vun dëser Woch a bis an déi nächst Woch era ganz vill Acteuren och consultéieren: Acteuren, mat deene mer dat do zesumme gemaach hunn, an aner Acteuren, och vum wëssenschaftleche Beräich, fir ze kucken, ob et net awer mëttlerweil nach nei Erkenntnisser gëtt, déi eis nei Méiglechkeete géife ginn, nämlech nach eng Kéier méi Schoulstonnen ze assuréiere fir all Kand. Well dorëms geet et finalement, well all Stonn huet do hire Wäert. An all Dag, wou d'Kand an d'Schoul ka kommen, ass vu Bedeitung.

Ech wëll awer och hei nach eng Kéier soen, datt et sécherlech net esou ka sinn, datt mer nach eng Kéier dee selwechten administrativen an organisatoreschen Opwand elo maachen, fir en anere Modell ze maachen, an datt mer eis awer dovunner guidéiere loossen, datt, wa mer et einfach kënne maachen, mer dat da maachen. A wann et och net ze maache wär, well et net am Interessi vun de Kanner, am Interessi vun der Schoul ass, an och well mer eis soss d'Auer géifen do briechen, da wäerte mer et och net maachen. Ech sinn do relativ oppen doranner. An ech denken awer, datt dat eent oder dat anert nach ka goen. A mir wäerten duerfir kucken, datt mer Enn nächster Woch eventuell kommunikéieren, wéi et da mat dësem Modell ka weidergoen.

Ech soen awer elo hei Merci fir déi Zoustëmmung, déi mer hei kréien, déi elo emol bis op Weideres dat, wat mer iwwert den État d'urgence en place gesat hunn, wäert perenniséieren an domadder assuréieren, datt dee Modell, deen elo emol gutt fonctionéiert, ka weiderfonctionéieren.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7591. Den Text steet am Document parlementaire 7591[3]. Mir huele fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt maachen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Mat 55 Jo-Stëmmen ass de Projet ugeholl, bei 4 Abstentiounen an 1 Nee-Stëmm.

Une voix.- Här President!

(Interruption)

La même voix.- Den Nee ass e Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Dat heescht, dann ass de Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

De virleschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7592, eng temporaire Ofännerung vun der Reform iwwert d'Beruffsausbildung. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. An ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass mer eng kleng passéiert, wéi ech d'Ried de Moien nach eng Kéier iwwerschafft hunn: Ech hunn effektiv vergiess, se a grousse Buschtawen erauszedrécken. Et gëtt elo eng Ustrengung fir d'Pupillen, dat hei. Mee ech halen dann de Pabeier déi Kéier am Grapp.

An dësem Gesetzesprojet geet et ëm temporaire Ännerungen an der Beruffsausbildung. Duerch déi sanitär Kris muss den Artikel 33 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung, wat d'Evaluatioun vun de Kompetenzen an de Modülle betrëfft, ugepasst gi bis de Schluss vum Schouljoer.

D'Konsequenze fir d'Beruffsausbildung sinn net nëmmen d'Aussetze vun de Coursen, mee och d'Stoppe vun de Stagen an de Beruffsléieren. Et wär also domat ze rechnen, dass et Fäll géif ginn, wou keng richteg Evaluatioun vun de Kompetenze kéint stattfannen. Dat kann eng Kompetenz vun engem Modüll sinn, dat kann awer och alt emol e ganze Modüll sinn. Fir dass d'Schüler an d'Léiermeedercher an d'Léierbouwen am September hir Ausbildung weiderféiere kënnen, muss awer um Enn vum zweete Semester eng Evaluatioun gemaach ginn.

E Stage, deen ënnerbrach ginn ass, oder eng Léier, déi net ofgeschloss konnt ginn, däerf net dozou féieren, dass e Schüler oder e Léierbouf net ugeholl gëtt fir d'Rentrée am September. Dat wär, mengen ech, fir eis alleguerten heibannen inakzeptabel, an dofir mussen hei e puer Dispensen agefouert ginn.

De follgende Gesetzesprojet ass noutwendeg, well déi geplangten Ännerungen iwwert den Delai vum Krisenzoustand eraus wäerte goen. All d'Ännerunge sinn zesumme mat de Lycéesdirekteren an de Beruffschamberen ausgeschafft ginn, an och d'Équipes curriculaires ware mat dobäi fir ze soen, dass ee sech elo fir de Rescht vum Schouljoer sollt op dat Essentiellt konzentréieren. Et geet schliisslech drëm, dass kee Schüler, keen Apprenti, kee Stagiaire duerch d'Kris vum Coronavirus a senger Ausbildung benodeelegt gëtt. An dofir setze mir natierlech alles drun, dass se kënnen e propperen Ofschloss vum Schouljoer a vum Léierjoer maachen.

Déi follgend Ännerunge beschränke sech natierlech op d'Schouljoer 2019/2020. Et geet drëm, déi vill negativ Konsequenzen, déi dës Kris op eis Schüler, Apprentien a Stagiairen huet, riichtzebéien. Den Artikel 1 hélt verschidden Ännerunge vum Artikel 33 vir. Konkreet soll a ka keng Nott vergi gi fir eng Kompetenz oder e Modüll, déi an dësem Joer net gemaach gi sinn. An dofir soll et eng Dispens ginn.

Den Artikel 2 ännert dee selwechten Artikel fir Modülle mat evaluéierte Kompetenzen an net evaluéierte Kompetenzen. Do gesäit de Gesetzestext eng Rechnung mat enger Règle de trois vir. Als Éischt gëtt d'Zomm vun den evaluéierte Kompetenze gerechent. Duerno gëtt déi Zomm duerch déi maximal Punktzuel gedeelt. An zu gudder Lescht gëtt dat Resultat mat 60 multiplizéiert, fir eng Nummer ze kréien, déi op 60 erausleeft. Huet een doriwwer méi wéi 30, dann ass dat natierlech eng Reussite an déi Kompetenzen an déi Modülle si gepackt.

Den drëtten Artikel gëtt dem Klasserot d'Méiglechkeet, een oder méi Modüllen ze dispenséieren, eng Dispens ze ginn, wann eng Evaluatioun effektiv net konnt stattfanne wéinst der Kris.

An den Artikel 4 preziséiert, dass déi dräi éischt Artikele vum Gesetzestext sech op d'Modüllen aus der Schoul an aus der Beruffsausbildung bezéien.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ech wéilt awer eng Erklärung nach ginn iwwer eng Diskussioun, déi mer am Kader vun der Schoulkommissioun haten, eebe grad wat déi Dispensen hei ugaangen ass. An d'Fro, déi sech gestallt ginn ass, ass, ob de Conseil de classe kann eng Dispens ginn. An ech referéiere mech do op d'Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën, den Artikel 20, wat de Conseil de classe ugeet, wou drasteet: « Le conseil de classe a notamment les attributions suivantes : », ech ziele se net all op, « il délibère sur les progrès des élèves », an, « il décide de la promotion des élèves ». Ech géif dat awer effektiv an dëser Situatioun, déi awer dach speziell ass, esou interpretéieren, dass de Conseil de classe och hei kann Dispense fir déi eng oder aner Kompetenz respektiv Modüllen ausspriechen.

Dat wär et fir dëse Projet de loi. An ech ginn heimadder och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och nach eng Kéier merci dem Rapporter fir säin ausféierleche Rapport. An och bei dësem Projet de loi misst gëllen, datt kee Student däerf Nodeeler hunn opgrond vun der Coronakris.

De Projet de loi besteet aus dräi Artikelen u sech - mat Inhalt -, ech soen elo emol dräi Artikelen. Deen éischten Artikel beseet: Wann d'Kompetenzen net konnten evaluéiert ginn, da kréien d'Kompetenze keng Nott. Dat schéngt eis logesch ze sinn. Mat deem Artikel si mer och averstanen.

Da ginn ech emol direkt bei deen drëtten Artikel. Och dee schéngt eis zimmlech logesch ze sinn. Well wann ee Modul net konnt gehale ginn, da gëtt dee Modul och net evaluéiert. Dat schéngt eis logesch ze sinn. An en faveur vum Kandidat gëtt dann am Prinzip virgesinn, datt dee Modul „réussi par dispense" ass.

Domadder kënne mer och liewen, dat ass och an der Rei, et soll eebe kee Student en Nodeel hunn. Allerdéngs muss awer an eisen Ae séchergestallt ginn, an dorobber weist och d'Chambre des Métiers hin, datt déi Elementer, Kompetenzen, déi definitiv absolutt noutwendeg si fir ee Beruff, datt déi awer iergendwann eng Kéier behandelt gi wärend der Schoulausbildung, och wa se elo wärend dësem Modul net konnte behandelt ginn.

An dofir direkt zwou Froen un den Här Minister: Kann een dat garantéiere fir u sech alleguer d'Ausbildungen, déi mer hunn, an an deem Sënn och schonn d'Programmupassunge fir déi follgend Jore virgesinn?

Da kommen ech awer bei deen zweeten Artikel. An deen Artikel seet am Prinzip: Wann an engem Modul verschidde Kompetenzen evaluéiert ginn, da kréien déi eng Nott. A wa verschidde Kompetenzen net evaluéiert ginn, da kréien déi keng Nott. An da gëtt, sou wéi den Här Baum gesot huet, eng Reegel-de-tri gemaach an da gëtt op 60 héichgerechent. Prinzipiell kënne mer och domadder averstane sinn.

Mee sou wéi den Artikel geschriwwen ass, ass et méiglech, datt, wann ee Modul ... Huele mer emol un, en hätt siwe Kompetenzen, fënnef vun deene siwe Kompetenze géife jeeweils mat 10 Punkte bewäert ginn, da wär ech op 50 Punkten, an ech hätt nach zwou méi kleng Kompetenzen, déi jeeweils mat 5 Punkte géife bewäert ginn, da kéim ech herno och op déi 60. Wann awer elo duerch d'Covidkris just eng vun deene siwe Kompetenzen hätt kënnen evaluéiert ginn an dat wär och nach nëmmen eng kleng gewiescht, vun deene 5 Punkten, an de Schüler, deen hätt dat eeben esou gesinn, wéi een dat heiansdo gesäit: „Déi 5 Punkten, dat ass jo net vill vu 60", deen hätt dat net esou ganz seriö geholl an en hätt definitiv eng Nott vun 1 vu 5 kritt. Wann ech dëst Gesetz elo applizéieren, da kritt dee Schüler 12 Punkte vu 60, an dat obschonns eeben nëmme 5 Punkte vun deene 60 u sech evaluéiert gi sinn. An dat kann an eisen Aen net sinn. Dat ass definitiv dann en Nodeel fir dëse Schüler. An hei bräichte mer Kloerheet, datt esou eng Bewäertung net däerft méiglech sinn.

Ech hat dat och an der Kommissioun gefrot. Den Här Baum ass drop agaangen. Ech hat du gesot kritt schonn, de Conseil de classe kéint dat decidéieren. Ech hat dunn och gefrot, wou dat stéing, well dat stéing net esou am Text. Dunn hunn ech eebe gesot kritt, ech krit nach eng Äntwert. A gëschter Owend hunn ech dunn och e Mail kritt, do gëtt dann nach eng Kéier op den Artikel 20 vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën higewisen, wou dann eeben drasteet, datt de Conseil de classe kann iwwert d'Promotioun deliberéieren. Mee hien decidéiert awer net iwwer eng Nott! An hei ass et d'Nott vum Modul. An dunn hunn ech d'Gesetz iwwert d'Formation professionnelle gekuckt. Do steet och, d'Nott gëtt vum Enseignant festgehalen an en Enseignant zertifizéiert d'Nott nach eng Kéier vum Modul.

Ben, wann ech dat elo nach ganz large wéilt interpretéieren, da géif ech och nach soen: „D'Méiglechkeet besteet eventuell, datt de Conseil de classe kéint, wann en dat wéilt, decidéieren, datt de Schüler hei kéint eng Dispens kréien." Dat hunn ech awer ... Ech mengen, de Gilles Baum huet mer de Moien nach eng Kéier e Mail geschéckt, wéi et dann tatsächlech an der Praxis ausgesäit. A wann ech dee Mail liesen, da kann ech awer net averstane sinn. Well hei steet dran, wéi et an der Praxis gemaach gëtt, datt et héichgerechent gëtt mat der Reegel-de-tri. An da steet awer do: „De Conseil de classe huet nach ëmmer d'Méiglechkeet, eng Dispens auszeschwätzen, wann dat situatiounsbedéngt op dee Schüler besser passt."

Mee wat heescht dat, „hien huet d'Méiglechkeet" a „wann dat situatiounsbedéngt besser passt"? Dat ass fir mech, oder fir eis, absolutt net kloer! Mir bräichten hei Kloerheet, datt an deem dote Fall en faveur vum Kandidat dee Modul net kéint berechent ginn. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Dann ass den nächste Riedner déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Wéi de Rapporteur et scho ganz pertinent beschriwwen huet, musse wéinst der Pandemie och bei der Formation professionnelle also Upassunge virgeholl ginn. Modüller, verschiddener, a souguer och Stagë konnten eebe wéinst dem Lockdown a senge Suitten net duerchgefouert an evaluéiert ginn. Et ass awer evident, datt een elo net kann einfach d'Schüler dozou forcéieren dëst Joer, déi verpassten Elementer nozehuelen.

Duerfir gesäit dëse Projet effektiv vir, fir mat Dispensen ze schaffen. Natierlech ass dat net optimal. Grad an der Beruffsausbildung kann all Léierstonn, all Erfarung, déi ee mat op de Wee kritt, vun enormer Bedeitung sinn. Duerfir muss effektiv gekuckt ginn, wéi am Laf vum nächste Joer oder am Laf vun den nächste Jore sou Elementer nach vläicht kënnen opgefaange ginn. Mee well d'Apprentien awer mat enger Nott aus dësem Schouljoer musse kënnen erausgoen, menge mer, dass déi Léisung, déi dëse Projet hei virgesäit fir d'Berechnung vun deem Ausbildungsjoer, eng gutt Léisung ass, dass och am Interêt vun all Schüler an all Schoul gehandelt gëtt.

An an deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach guer net sou laang hier, dass mer nach an der aler Plenière iwwert d'Formation professionnelle geschwat hunn. Dës Jonk sinn och natierlech vun der Kris betraff. An hinne feelt déi néideg Evaluatioun vun hire Kompetenzen, hire Modüller an och gegeebenefalls hire Stagen. Dëse Gesetzestext bitt hinnen eng Dispens oder eeben eng Nott, déi via Règle de trois ausgerechent gëtt.

Eis gouf och an der Kommissioun verséchert, dass de Conseil de classe an d'Proffen dat Ganzt natierlech och hei wäerten am Interêt vum Schüler kucken a bewäerten. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass d'Schüler net déi Leidtragend sinn a puncto Notten an a puncto vum Suivi vun hirer Formatioun vun dëser Kris. Natierlech muss och weiderhi gekuckt ginn, wéi dat Ganzt kann an déi weider Formatioun agebaut ginn, dass do net Lacunne bleiwen. An ech si mer sécher, dass d'Proffen dat och wäerten um Schierm hunn.

An deem Sënn fanne mer dëse Projet richteg a wichteg. An ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, dem Rapporter villmools Merci ze soe fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser weider.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. An ech wéilt dem Här Baum och Merci soen. En huet haut e besonneschen Effort gemaach, an dat musse mer natierlech och unerkennen. Bei eis ass zwar elo net de Problem onbedéngt vun der Gréisst vun de Buschtawen - dee kënnt heiansdo bei mir och vir -, mee éischter de Contenu vum Gesetz.

Et ass nämlech esou, datt mer wierklech hei net drastoen hunn, wéi déi Lacunne sollen opgefëllt ginn. Well dat eent ass jo d'Notatioun vum Schüler an dat anert sinn déi Lacunnen, déi en a sengem Wëssen an a sengem Kënnen huet.

Mir hu jo hei elo Erklärungen héieren. An d'Madamm Hansen an anerer hu gesot: „Et steet net am Projet hei dran, wéini a wéi déi Lacunne sollen nogeholl ginn." Dat gesi mir och, wa mer soen: „Mir däerfen engem Schüler net elo duerch déi Covidphas hei schueden." Da sinn dat jo eeben net nëmmen d'Punkten, mee et ass och einfach säi Wëssen, fir säi Beruff herno kënnen ze maachen. An dofir kann een do déi verschidden Interpretatiounen hunn.

Ech wëll d'Kolleege vun der CSV awer drun erënneren, wat se eis just virdrun hei gesot hunn. Bei der Motioun, déi mer beim éischte Projet haut gestëmmt hunn, do huet d'CSV gesot: « à entamer une analyse des programmes scolaires », do ass et ëm d'Orientéierung gaang no der Primärschoul, « de l'enseignement fondamental ainsi que des classes de septième du lycée et à procéder aux adaptations nécessaires […]. »

Do hu mir als ADR eebe gesot, well mir eis konsequent sinn, dat muss heeschen, datt kee Wësse verluer geet op der Streck. An dat gesi mer an dësem Projet genausou. Et däerf duerch Covid kee Wësse verluer goen! Et däerf een d'Programmer net allegéieren, mee et muss ee kucken, datt d'Leit op deem héchstméiglechen Niveau qualifizéiert ginn.

Dee Gesetzesprojet ass zwar ganz kuerz, mee en ass awer schwéier ze verstoen. An d'Madamm Hansen huet jo do Rechebeispiller ginn. Mir hunn nach de Moien eng Note explicative kritt. Déi wor ganz interessant a fir mech och e bësse verwonnerlech. Ech sinn elo ronn zéng Joer an der Politik, mee et ass déi éischte Kéier an deenen zéng Joer, wou ech eng Note explicative kréien, wou drasteet: „Et soll een, fir dat Gesetz besser ze verstoen, d'Artikele vun hannen no vir liesen."

(Hilarité)

Dat wär méi einfach. An ech wëll dat hei, well ech wëll awer déi Freed deelen: « Aux fins de clarification », steet an der Note explicative, « il est plus facile », dat soen ech, « de lire les articles en sens inverse en allant de l'article 3 vers l'article 1er .»

(Hilarité)

Wësst Der, Här President, wonnert Iech net, awer ech soen Iech, datt mer eis enthalen. Enthale wéinst dem Contenu vun dësem Projet, mee virun allem och enthalen, well mer gär wéissten, am Interessi vun deene jonke Leit, wéi se a wéini se d'Geleeënheet kréien, fir déi Lacunnen, déi se elo an hirer Schoulkarriär kruten, nozehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech sot et scho virdrun: Et däerf kengem duerch d'Kris en Nodeel geschéien. Dat soll net beim Léierpersonal sinn, dat soll net bei de Kanner am Fondamental sinn an dat soll och net bei deene sinn, déi eng Léier maachen, eng Beruffsausbildung maachen.

Deementspriechend, als Éischt nach eng Kéier merci un de Rapporter, dee sech dës Kéier besonnesch Méi ginn huet, fir eis de Rapport virzedroen, wann dat och éischter technesche Problemer geschëlt war. Mee vun de Piraten aus gëtt et och heifir den Accord, well: Et soll kengem en Nodeel geschéien, ob een e Brëll brauch oder net!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei hu mer probéiert, ganz pragmatesch ze reagéieren an ze kucken, wéi mer d'Kontinuitéit vum Léierprozess kënnen assuréieren an awer och d'Apprentien net benodeelegen. Dat hu mer zesummen ausdiskutéiert mat deene Responsabelen aus de Lycéeën, awer och mat de Vertrieder vun de Chambres professionnelles, well mer jo d'Formation professionnelle zesummen organiséiere mat de Beruffskummeren.

An ech denken, datt mer hei an deem ganz komplizéierte System e Wee fonnt hunn, wou mer deene Krittären do gerecht gi sinn. Allerdéngs, grad well de System vun der Formation professionnelle scho sou komplizéiert ginn ass, ass en heiduerch nach net méi einfach ginn. An dat erkläert da vläicht dee Rot, deen de Fernand Kartheiser do aus eisem Haus kritt huet.

Et ass gefrot ginn, fir d'Programmer unzepassen am Laf vum nächste Joer. Ech denken, datt mer dat hei effektiv musse punktuell fir déi ënnerschiddlech Formatiounen och iwwerleeën op där enger Säit. Well mer hu jo och all Kéiers e Projet intégré, deen en Zyklus ofschléisst vun der Formatioun, wou herno nach eng Kéier iwwert déi ganz Formatioun zréckgekuckt gëtt an eigentlech déi Kompetenzen, déi um Programm stinn iwwer all d'Joren, zum Schluss nach eng Kéier kënnen ofgepréift ginn an dem Projet integré. An do däerf dann effektiv kee Lach entstoen.

Op där anerer Säit däerfe mer awer och elo net zousätzlech Epreuven d'nächst Joer nach eng Kéier anzéie fir eventuell dat, wat dëst Joer schonn hätt misse geleescht ginn, well soss geheie mer do och erëm eng Kéier deen dach komplizéierte System nach eng Kéier op d'Kopp. An deen een oder deen aneren Apprenti géif vläicht doduerjer och grad riskéieren hänkenzebleiwen.

Ech ka mer awer ganz gutt virstellen, datt mer eng Kommunikatioun an deem dote Sënn och, souwuel un d'Schoule wéi och an d'Beruffskummeren, wäerte ginn, fir eebe sécherzestellen, datt dat, wat ech herno fir mäi Projet intégré final wierklech muss gesinn hunn, och gemaach ginn ass. Dat ass och parallell ze gesinn zu deem, wéi mer jo am Fondamental an am Secondaire gesot hunn: Mer sollen eis op dat Essenziellt baséieren!

Duerfir denken ech, datt dat, virun allem well dat jo och eng Kommunikatioun war, déi mer frëi gemaach hunn …

(Brouhaha)

Une voix.- Pscht!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- … an déi och hei am Haus begréisst ginn ass, och zum Beispill vun de Spriecher vun der CSV hei am Haus begréisst ginn ass, datt mer eis op dat Essenziellt vun de Contenue solle konzentréieren.

Et ass souguer recommandéiert ginn, mer sollen dat net nëmmen elo an der Covidphas maachen, mer sollen dat permanent maachen. Dat wär eigentlech eppes, wat souwisou eng Kéier misst geschéien. An duerfir wonnert et mech dann awer elo e bëssen, datt hei esou pedantesch insistéiert gëtt, datt dat, wat vläicht hei elo net am Detail konnt gemaach gi wéinst der Covidkris, dann awer onbedéngt herno am September nach eng Kéier nei misst nogemaach ginn.

Ech denken, et gëtt Contenuen, déi muss den Apprenti vermëttelt kréien. An dorobber solle mer Wäert leeën. An et gëtt och vläicht anerer, do géife mer warscheinlech d'nächst Joer nëmme méi komplizéiert maachen. An dat ass och net am Sënn vun deene Jonken.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt ech gesot hunn: „Dee System hei ass komplex à la base an e gëtt duerch dës Interventioun hei net méi einfach!" An duerfir fannen ech et absolutt sënnvoll, datt mer grad hei déi Flexibilitéit notzen, déi de Conseil de classe huet.

An elo d'Aarbecht vun engem Conseil de classe esou duerzestellen, datt dat eigentlech just eng Rechemaschinn wär, datt dat e renge Computer wär, datt dat e rengen informatesche Programm wär, dee géif Moyennë beieneenzielen an dann nach just decidéieren, ob et an déi Richtung oder an déi Richtung geet, a just dat géif kucken, wat déi Moyennen do aussoen, dat gëtt awer der Kompositioun vun engem Conseil de classe an der Iddi vun engem Conseil de classe net gerecht!

Ech denken, datt grad déi Leit, déi den Apprenti op d'mannst iwwer ee Joer laang gesinn hunn, déi vläicht säi schoulesche Wee iwwer Jore laang konnte begleeden, awer absolutt à même sinn, fir dorobber ze reagéieren, wa vläicht hei nëmmen eng Kompetenz emol beurteelt ginn ass, an dat iwwert déi Reegel de tri dann héichgerechent gëtt an dann eng ganz héich oder eng ganz niddreg Nott derbäi erauskënnt.

Déi Kommunikatioun, déi mir ginn, dat ass, datt duerch esou Decisioune keng Nott däerf erofgesat ginn. Dat wär eng Sanktioun. Mee et ass awer do, wou de Schüler vläicht duerch dee Rechemodell hei elo benodeelegt ginn ass, datt de Conseil de classe absolutt d'Fräiheet huet, fir deem entgéintzewierken an da kënnen d'Nott eropzesetzen an eeben de Gesamtfall ze kucken.

An zu deem Gesamtfall gehéiert eeben och déi doten extreem Situatioun, déi Härtefäll, déi hei geschildert gi sinn. An ech hunn absolutt Vertrauen, mee ech kann et awer och nach eng Kéier un d'Leit an de Schoule kommunikéieren, datt déi dat mat Verstand an och mat Häerz wäerte maachen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fannen et dann erstaunlech - ech liesen elo nach eng Kéier hei, wat ech gesot hunn -: Et muss an eisen Ae séchergestallt ginn, an dorobber weist och d'Chambre des Métiers hin, datt déi Kompetenzen, Elementer, déi an der Beruffsausbildung essenziell sinn, déi fir de Beruff essenziell sinn, mussen an der Ausbildung behandelt ginn.

An dat hunn ech gefrot. An ech géif et komesch fannen, wann den Här Minister dat doten net géif esou matdroen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech denken, datt et kloer war a menge Wierder an datt dat deem doten absolutt Rechnung dréit.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma Dir hutt mir awer ënnerstallt, mir géifen eis net op dat Essenziellt begrenzen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun …

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech kann domadder liewen, wa mer eis eens sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech kann absolutt domadder liewen, wa mer eis eens sinn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7592. Den Text steet am Document parlementaire 7592[4].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7592 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 35 Jo-Stëmme bei 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7593, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht am Kader vun der Beruffsausbildung. A Rapporteur vun dësem Projet ass nach eng Kéier den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Voilà! Elo geet et erëm besser. De Computer huet gutt geschafft, da kommen ech méi séier derduerch.

Wéi mer alleguerten heibanne wëssen, ass dës Kris net spuerlos un eise Betriber laanschtgaangen an och net spuerlos un all deene Leit, déi do schaffen. Dat gëllt och fir eis Léierbouwen an eis Léiermeedercher. Eng ganz Rei Betriber hunn hir Aktivitéiten erofgefuer oder hu souguer wärend enger Zäit ganz zougemaach. De Confinement huet d'Organisatioun an d'Bewäertung an der Beruffsausbildung op d'Kopp gehäit, well d'Léierbouwen a -meedercher hir praktesch Formatioun beim Patron hu mussen op Äis leeën. Mat der ekonomescher Reprise riskéiert awer dee gudden Oflaf vun der Beruffsausbildung fir d'Joer 2021 méi schwéier ze ginn duerch d'Konsequenzen och vun der sanitärer Kris.

Den Artikel L. 111-3 Paragraf 4 aus dem Code du travail gesäit vir, dass de Contrat d'apprentissage bis den 1. November muss ofgeschloss ginn. Well et ekonomesch awer nach méi lues geet, gesäit dëse Projet de loi vir, den Delai bis den 31. Dezember ze verlängeren.

Falls e Contrat d'apprentissage opgeléist gouf, gesäit de Code du travail och vir, dass de Léierbouf oder d'Léiermeedche sechs Wochen huet, fir sech en neie Patron-formateur ze sichen. Dëse Projet de loi gesäit vir, dass d'Konditioun vun deene sechs Wochen ausgesat gëtt fir déi Kontrakter, déi nom 16.3. opgeléist goufen, an et kann een déi Kontrakter bis un d'Enn vum Schouljoer erëm ophuelen.

Et ass e klengen, awer en extreem wichtege Projet de loi fir alleguerten eis Jonk an der Ausbildung. Ech ginn och domat schonn den Accord vun der d'Demokratescher Partei an ech freeë mech dann drop, fir d'nächst Woch kënnen dräi weider Projet-de-loien hei ze presentéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. A fir d'éischt nach merci dem Rapporter fir säi leschte Rapport da fir haut. D'Covidkris, an och dat huet de Rapporter scho gesot, hat, huet a wäert och nach Konsequenze fir eis Betriber hunn. Awer genau dës Betriber sinn immens wichteg fir eis Beruffsausbildung, well ouni si geet et net. Ouni si ass d'Léieren e bëssen - ech vergläichen et elo mol mam Danzen -, wéi danzen ouni Musek. D'Praxis feelt einfach! Theorie eleng geet net duer, also brauche mer d'Realitéit vun de Betriber. An däers musse mer eis vläicht e bësse méi bewosst ginn!

Mat dësem Projet de loi ginn elo déi strikt Zäitlimitten, fir en éischte Patron ze fannen, wann een d'Ausbildungen ufänkt, oder fir en neie Patron ze fannen, falls ee Kontrakt fréizäiteg opgeléist ginn ass, opgelackert. Dat ass gutt esou, well et soll definitiv verhënnert ginn, och an der Beruffsausbildung, datt e Student seng Ausbildung opgrond vu Covid-19 net kéint ufänke respektiv misst ofbriechen.

Allerdéngs, an dat wëll ech hei nach eemol betounen, muss alles dru gesat ginn, datt esou mann wéi méiglech Studente musse vun dësem Projet de loi profitéieren, well ech soen et dann eeben nach eemol: Déi praktesch Ausbildung an engem Betrib, déi praktesch Beruffserfarung an der reeller Welt ass essenziell!

An hei riskéiere mer leider an Zukunft, Problemer ze kréien, ganz einfach well eis Betriber och Problemer hunn. Dann ass d'Ausbildung vläicht net méi direkt hir éischt Prioritéit an da riskéiere mer op eemol, net méi genuch Ausbildungsbetriber ze kréien.

De Marc Spautz huet an dësem Sënn eng Question parlementaire gestallt. Ech hoffen, datt eis Ängschten hei net bestätegt ginn.

An dofir wëll ech ofschléissend just nach eemol soen: Et ass ëmsou méi wichteg, datt mer wierklech all déi Betriber, déi een ausbilden, mat alle Moyenen ënnerstëtzen, déi nëmme méiglech sinn!

An domadder ginn ech dann och den Accord fir dëse Projet de loi vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. A merci och nach eemol dem Rapporter. Och d'Apprentië kënnen näischt fir dës Kris an de Confinement. Duerfir ass et richteg, derfir ze suergen, datt se keng gréisser Desavantagen an hirem Parcours kréien. Duerfir ass et richteg, datt se bis Enn des Joers Zäit kréien, fir eng Ausbildungsplaz ze fannen.

Vu datt effektiv vill Betriber sech wäerte schwéierdoen, fir Léiermeedercher a Léierbouwen ze huelen, dat ass jo effektiv haut schonn net ëmmer evident, gëtt et sécherlech net méi einfach. An duerfir ass et och richteg, déi Sechs-Woche-Reegel fir dëst Joer ewechzeloossen, wann een en neie Patron muss sichen.

An duerfir ginn ech dann natierlech och zu dësem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

(Brouhaha)

Une voix.- Pscht!

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. An Zäiten, wou den Aarbechtsmarché op der Kopp steet, sinn et leider op ville Plazen d'Freelancer, d'Stagiairen, d'Studentenjobben, déi déi Éischt sinn, déi op der Kipp stinn. An ëmsou méi wichteg ass et hei, dass mer mat dësem Gesetzesprojet déi jonk Apprentien ënnerstëtzen a begleeden op hirer Sich no enger Stageplaz, fir am Kader vun der Formation professionnelle kënne praktesch Erfarungen an de Betriber ze sammelen.

Dat ass, wéi scho gesot, kee ganz einfache Prozess fir si, och net an normalen Zäiten. Et wäert och elo an de kommende Wochen a Méint net méi einfach ginn. Ëmsou méi wichteg ass et, dass d'Delaien hei verlängert ginn, mee awer och, dass d'Begleedung vun de Jonken an dësem Prozess ëmsou besser funktionéiert, dass déi Ënnerstëtzung do ass. An do sinn ech mer sécher, dass dat gemaach gëtt.

An deem Sënn: Mir begréissen dëse Projet de loi an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wëll awer och nach dem Rapporter fir de véierte Gesetzestext vun dësem Mëtteg e grousse Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. D'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen, well den Här Baum huet eis déi Kéier wierklech iwwerzeegt a mir stëmmen dëse Projet mat.

(Interruption)

Et ass awer, muss ech soen, och wierklech agreabel, am Kader vun dësem Projet och en anere Bléck op eis Entreprisen ze werfen. Mir haten am Ufank vum Nomëtteg Leit hei, Ministere vun der Regierung, déi eis Entreprisë wëllen dirängelen. Elo schwätze mer iwwert déi Manéier, wéi mer eis Entreprisë kënnen derbäi ënnerstëtzen, jonk Leit auszebilden. Dat ass eng positiv Approche. Dat ass déi richteg Approche, wéi mer mat eisen Entreprisë sollten zesummeschaffen. An ëmsou léiwer stëmme mer dëse Gesetzesprojet och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Rapporter fir de Rapport, deen dës Kéier a grousse Buschtawe virgedroe gouf.

(Hilarité)

Wann et ëm d'Stagë geet, da gëtt et vläicht ee klenge Bemoll. Dat ass, datt et haut, an dat ass vläicht de Chambre-professionnellen zouzedroen an net direkt dem Minister, nach ëmmer heiansdo schwéier ass fir Entreprisen, fir Stageplazen ze offréieren, well se gewësse Konditioune mussen erfëllen. Dat ass deen ee Bemoll. Wa mer eis nämlech ëmmer driwwer opreegen, datt et net genuch Stageplaze gëtt, da sollt ee sech vläicht och eng Kéier Gedanken driwwer maachen, wéi een et vläicht nach méi einfach ka maachen, datt Entreprisen, grad och jonk Entreprisen, kënne Stagiairen ausbilden.

Dat gesot, soll och erëm hei d'Kris kengem zum Nodeel ginn. An dofir droe mir dëse Projet och mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng Kéier e grousse Merci un de Gilles Baum als Rapporteur, och un déi aner Intervenanten. Ech denken, datt dat heiten eng éischt Interventioun ass, déi mer elo gemaach hunn, déi mer och esou mat de Chambres professionnelles diskutéiert hunn. Woubäi ech awer do wëll soen: Do ginn d'Meenungen och auserneen, wat elo den Delai ubelaangt, bis wéini een e Contrat d'apprentissage kann ofschléissen. Mer hunn deen Delai elo no hanne verréckelt, fir eeben ze assuréieren oder, soe mer mol sou, deene Jonke méi Chancen ze ginn, nach e Kontrakt ze kréien an der Beruffsausbildung fir d'nächst Joer.

Mer mussen awer dee ganze Beräich, de Secteur, d'Zuel vun den Apprentien, vun de Léier-

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

plazen am A behalen. Op där enger Säit: Et gëtt eng ganz Rei vun Entreprisen, déi an ekonomesch Schwieregkeete gerode sinn duerch dës Kris an eventuell souguer Personal ofbauen, och riskéieren, Apprentien ofzebauen oder souguer ganz an eng Faillite ze geroden oder de Schlëssel ënnert den Teppech mussen ze leeën.

Do ginn also Plaze verluer, wou jo haut nach Jonker ausgebilt gi sinn. Dat musse mer um Radar behalen! Mir musse kucken, wéi mer dorobber reagéieren, zesumme mat aneren Entreprisen, zesumme mat eise Schoulen. A mir mussen awer och ganz enk am A behalen, wéi d'Entreprisen elo Léierplazen ausschreiwe fir d'nächst Joer, well sécherlech eng ganz Rei vun Entreprisen och elo en anere Fokus hu momentan, wéi vläicht auszebilden.

Déi Angscht ass do, op eiser Säit, och op der anerer Säit. Ech muss allerdéngs soen, datt déi éischt Echoen, déi mer kréien, och aus den Entreprisen, éischter positiv sinn. Mee mer mussen dat doten am Bléck behalen! Mer mussen natierlech kucken, wéi mer deene Jonken, deene Schüler, déi vun enger Cinquième kommen, déi an d'Beruffsausbildung wëlle goen a vläicht elo duerch déi heite Situatioun covidbedéngt keng Léierplaz fannen, aner Alternative kënnen ubidden, wéi mer d'Entreprisë vläicht méi staark nach kënnen dran ënnerstëtzen, wéi mer eis Lycéeën awer och kënne fit maachen, fir do alternativ Programmer ze bidden.

Mir soen alleguerten zesummen hei an op anere Plazen: Duerch de Covid däerf et keng verluere Generatioun an der Schoul ginn! Nun, hei riskéiere mer se. An dat heiten ass eréischt eng éischt Interventioun, déi mer gemaach hunn. An dat musse mer ganz enk suivéieren. Ech si sécher, datt mer dat nach méi wéi eng Kéier hei mussen erëm diskutéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7593. Den Text steet am Document parlementaire 7593[5].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7593 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Santéskommissioun kënnt uschléissend un d'Plenarsitzung vun haut am Plenarsall vun der Chamber zesummen.

Déi nächst Sitzungen hei am Cercel si virausiichtlech fir de 16., 17. an 18. Juni virgesinn. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.14 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 39, 40 et 41

39e séance

Ouverture de la séance publique p. 597

7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :
1° du Code de procédure pénale ;
2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;
4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
et portant abrogation :
1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant
1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;
2. le Code d'instruction criminelle ;
3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;
2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police (Déclaration de recevabilité) p. 597

Communications p. 597-598

Ordre du jour p. 598

Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard p. 599

Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer p. 599-600

Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels p. 600-601

Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel p. 601-603

Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange p. 603

7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant
1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux
2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux p. 603-613

7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher p. 613-614

Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise p. 614-616

Ordre du jour (suite) p. 616-617

40e séance

Ouverture de la séance publique p. 617

Communications p. 617-618

Ordre du jour p. 618

Dépôt d'une motion par M. Marc Lies p. 618-619

Dépôt d'une résolution par M. François Benoy p. 619

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten p. 619-620

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 620

- Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 620

- Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 621

- Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 621

- Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 621-622

- Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme p. 622

- Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 622.623

- Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO_2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 623

Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES) p. 623-624

Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2 p. 624-625

Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020 p. 625-627

Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST p. 627-629

7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg p. 629-630

7527 - Projet de loi portant modification de
1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA p. 630-631

Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF p. 631-632

41e séance

Ouverture de la séance publique p. 632

Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles p. 632-634

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale p. 634-638

7590 - Projet de loi portant dérogation :
1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 638-640

7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 640-642

7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 642-643

7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail p. 643-645

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 18** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1840	Marc Goergen	Première classe dans les trains des CFL
1842	Yves Cruchten	Gare d'Esch-sur-Alzette
1861	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Créations artistiques commanditées par l'État
2065	Fernand Kartheiser	Fondation « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB)
2066	Fernand Kartheiser	Enseignement fondamental dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2069	Gusty Graas	Maladie aviaire infectieuse
2093	Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler	Homeschooling
2096	Sven Clement, Marc Goergen	Demande de la plateforme JIF 2020 (Journée internationale des femmes) dans le cadre de la crise sanitaire
2099	Marc Spautz	Encouragement auprès des sociétés pharmaceutiques internationales à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg
2144	Paul Galles	Maladie bactérienne des mésanges bleues
2147	Sven Clement	Campagne de sensibilisation du Gouvernement face au coronavirus
2150	Marc Goergen	Contournement Hoscheid-Dickt
2162	Marc Goergen	Salaires des employés du groupe Luxair dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2166	Marc Spautz	Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2175	Octavie Modert	Piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10
2180	Marc Baum	Réorganisation et regroupement des agences exécutives de la Commission européenne à Bruxelles
2985 urgente	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 avant un séjour à l'étranger
2989 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Vaccin contre la grippe
2991 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Dispositif sanitaire au sein des établissements scolaires dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2997 urgente	Roy Reding	Amortissement fiscal accéléré

Question 1840 (06.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **première classe dans les trains des CFL :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1710 vum honorabelen Deputéierte M. Schank confirméiert de Minister d'Iwwerlaaschtung vu verschiddenen Zich. De Minister schreift, dass duerch d'Bäikafe vun neie Waggonen d'CFL an den nächste Joren d'Passagéiercapacitéite fir d'éischt an déi zweet Klass erhéije wäert.

Am Uschloss op dës Fro wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Sëtzplazen existéieren aktuell an allen Zich vun der CFL? Wéi vill dovunner entfalen op d'zweet Klass? Wéi vill dovunner entfalen op déi éischt Klass?

2. Wat ass d'Gesamtcapacitéit vun allen Zich (Sëtz- a Stéiplazen) vun der CFL?

3. Wéi vill Passagéier sinn 2019 an der zweeter Klass matgefuer a wéi vill an der éischter Klass?

4. Wann all d'Sëtzplazen an der éischter Klass ofgeschaaft géife ginn, wéi vill Plazen (Sëtz- a Stéiplazen) kéinten da fir d'zweet Klass liberéiert ginn?

5. Ass et fir de Minister virstellbar, de Prinzip vun der Zwee-Klassen-Trennung ofzeschafen? Falls nee, aus wéi engem Grond ënnerstëtzt de Minister den Erhalt vun enger éischter Klass?

6. Wéi vill Recetten huet d'CFL 2019 duerch de Verkaf vun Tickete fir d'éischt Klass generéiert? Wéi vill maachen dës Recettë par rapport zu de Käschte vun der CFL aus?

Réponse (13.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Aktuell existéiere 26.211 Sëtzplazen an allen Zich vun den CFL, dovunner 22.572 Sëtzplazen an der zweeter an 3.639 Sëtzplazen an der éischter Klass.

ad 2. D'Gesamtcapacitéit vun allen Zich (Sëtz- a Stéiplazen) vun den CFL loung am Joer 2019 bei 48.339.

ad 3. Vun de 25.015.897 Passagéier, déi d'CFL am Joer 2019 transportéiert hunn, sinn der 24.347.513 an der zweeter Klass a 668.384 an der éischter Klass matgefuer.

ad 4. Wann all d'Sëtzplazen an der éischter Klass géifen ofgeschaaft ginn, da kéinten zousätzlech 3.639 Sëtzplazen an 1.679 Stéiplaze fir d'zweet Klass liberéiert ginn.

ad 5. Wéi aus den Zuelen ersiichtlech, gëtt et eng Nofro fir eng éischt Klass. Et ass net virgesinn, fir d'éischt Klass ofzeschafen.

ad 6. Am Joer 2019 hunn d'CFL Recetten an Héicht vu ronn 1.230.000 € duerch de Verkaf vun Éischt-Klass-Ticketen an Abonnementer generéiert. Par rapport zu de Chargen, déi am Budget fir de „Service public par rail" fir d'Joer 2019 virgesi waren, maachen dës Recetten 0,55 % aus.

Question 1842 (07.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **gare d'Esch-sur-Alzette :**

Depuis quelques années déjà, la gare CFL d'Esch-sur-Alzette se trouve en chantier.

Il faut saluer les efforts entrepris pour moderniser cette station importante qui a vu l'arrivée, parmi d'autres établissements, d'une auberge de jeunesse.

Or, les nombreux utilisateurs du rail notent, depuis plusieurs mois déjà, un arrêt des travaux restés en souffrance.

Ceci concerne notamment l'aménagement intérieur de la gare et des quais. On note également l'absence de panneaux indicateurs électroniques, dont bénéficient aujourd'hui même les plus petites haltes du pays et qui sont prévus pour toutes les gares et arrêts sur le réseau ferroviaire.

Étant donné qu'en 2022, Esch-sur-Alzette sera Capitale européenne de la culture et l'arrivée par le rail de nombreux voyageurs dans ce contexte, il est à espérer que la gare d'Esch-sur-Alzette pourra briller d'un nouvel éclat.

En conséquence j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons de l'arrêt des travaux à la gare d'Esch-sur-Alzette ?

- Est-ce que ces travaux avancent selon le calendrier initialement prévu ?

- Quand est-ce que ces travaux pourront être achevés ?

Réponse (13.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Ces dernières années, la gare d'Esch-sur-Alzette a fait l'objet de travaux en parallèle à la construction de l'auberge de jeunesse de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Après avoir trouvé un accord avec la Ville concernant le foncier, il avait été retenu de reconstruire le bâtiment voyageur en même temps que l'auberge afin de trouver des symbioses au niveau des équipements techniques comme les rétentions d'eau et d'autres réseaux.

Afin de pouvoir reconstruire le bâtiment voyageur, il a été nécessaire de faire des adaptations au niveau du quai 1 du côté du bâtiment voyageur et de ses accès (ascenseurs, escaliers, etc.). Actuellement, le bâtiment voyageur est finalisé et seules les installations se situant au-delà des accès au quai 1 sont adaptées provisoirement à l'existant. Ces mesures, dans l'état actuel, peuvent rester en place sans aucune contrainte pour les voyageurs.

Ces équipements provisoires seront entretenus afin de garantir un accès au train en toute sécurité.

En attendant le projet de reconstruction des installations ferroviaires (quais, marquises, nouveau plan des voies, accès aux quais, etc.) en cours d'étude, les CFL ont également accepté un programme de « KuFa's Urban Art », initié par la Kulturfabrik d'Esch-sur-Alzette afin de profiter des éléments de surface voués à disparaître lors de la reconstruction.

Les CFL ont entamé un avant-projet et une étude géotechnique est actuellement en cours de réalisation afin de trouver des solutions pour maîtriser les arrivées d'eau du « Gaalgebierg » et de l'Alzette.

Compte tenu des études détaillées restant à réaliser et du programme décennal des projets en cours et à venir, les CFL envisagent un démarrage des travaux vers 2025-2026. Les interceptions de ligne nécessaires pour la réalisation d'un tel projet ne sont pas compatibles avec tous les projets déjà en cours sur l'ensemble du réseau ferroviaire national et il n'est pas envisageable d'entamer un tel projet avant l'achèvement de certains grands projets déjà en cours.

Concernant les installations d'informations aux clients, la gare d'Esch-sur-Alzette sera équipée dans sa configuration actuelle avant 2022 avec le système d'information optique et acoustique automatisé actif « Auris » avec des stèles devant le bâtiment voyageur, dans le hall des pas perdus et des écrans sur les quais, permettant ainsi une information en temps réel des voyageurs.

Question 1861 (12.02.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **créations artistiques commanditées par l'État :**

La loi du 19 décembre 2014 relative à la promotion de la création artistique prévoit que lors de la construction d'un édifice par l'État ou par les communes ou par les établissements publics, un pourcentage du coût total de l'immeuble ne pouvant être en dessous de 1 % et ne pouvant dépasser les 10 % est affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice.

Un cahier de charges et les plans d'architectes sont communiqués par l'autorité en charge de la réalisation de l'immeuble au Ministère de la Culture.

Une commission de l'aménagement artistique est saisie pour proposer des concepts d'aménagements, pour donner son avis sur des œuvres et pour proposer des artistes.

Des concours d'idées via un appel à candidature sont à lancer par voie de publication dans au moins trois quotidiens.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de créations artistiques ont été commanditées par l'État, les communes et les établissements publics ? Combien de concours d'idées ont été publiés ?

2) Y a-t-il eu des réalisations d'immeubles étatiques et communaux sans que le montant minimal prévu par la loi précitée ait été affecté à des créations artistiques ? Dans l'affirmative, combien ?

3) La commission de l'aménagement est-elle systématiquement sollicitée ? À combien de reprises a-t-elle siégé ?

4) Sur base de quels critères la commission de l'aménagement artistique propose-t-elle des artistes ? Existe-t-il un pool d'artistes ?

5) Y a-t-il des créations artistiques installées dans des immeubles étatiques et communaux sans nécessairement avoir recouru à la procédure prévue par la loi ? Dans l'affirmative, combien ?

6) Quels sont, selon les informations à votre disposition, les coûts minimaux et maximaux des œuvres artistiques jusqu'à présent réalisées ?

Réponse (13.03.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi abrogée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique, 61 projets artistiques ont été commandités ou sont en cours d'être commandités. 29 concours d'idées ou appels à candidature ont été publiés à ce jour.

ad 2) Le montant minimal prévu par la loi est d'office affecté à la création artistique dans les budgets de l'Administration des bâtiments publics relatifs aux projets de construction et de rénovation complète de bâtiments.

ad 3) La Commission de l'aménagement artistique est systématiquement sollicitée par l'Administration des bâtiments publics pour ses nouveaux projets de construction et les rénovations complètes de bâtiments. La Commission de l'aménagement artistique siège en moyenne six fois par an.

ad 4) Dans les cas où une loi spéciale doit être votée pour la réalisation d'un édifice, conformément aux dispositions de l'article 99 de la Constitution, un concours d'idées est lancé. Un appel à candidature européen est dès lors publié dans trois quotidiens publiés au Luxembourg, sur le portail des marchés publics pmp.lu ainsi que sur le site Internet culture.lu. Sur base de cet appel, la Commission de l'aménagement artistique retient entre cinq et dix artistes pour le concours d'idées. Ce choix est motivé par une analyse de la qualité artistique du dossier, du parcours professionnel de l'artiste candidat et de son expérience dans la gestion de projets d'envergure importante.

Pour la réalisation d'édifices ne nécessitant pas le vote d'une loi spéciale, la Commission de l'aménagement artistique a constitué un « pool d'artistes » sur base d'appel à candidature.

Pour ces édifices, la commission invite entre trois et six artistes de ce pool à participer à un concours d'idées. Le choix des artistes invités est motivé prioritairement par une analyse de la qualité artistique du dossier du candidat. Alors que le parcours professionnel de l'artiste est pris en compte, le critère de la qualité artistique prévaut, de sorte à augmenter les chances de sélection des artistes plus jeunes et moins expérimentés.

Notons encore que la commission veille à maintenir un équilibre entre les domaines d'action des artistes (peinture, sculpture, photographie, …) ainsi qu'entre les genres.

ad 5) Le suivi, par le Ministère de la Culture, des œuvres artistiques intégrées dans les édifices étatiques et communaux se limite aux projets de construction ayant recouru à la procédure prévue par la loi du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique.

ad 6) Le coût minimal d'une œuvre artistique réalisée dans ce cadre est de 4.600 EUR. Il s'agit d'une installation artistique dans des vitrines sur trois étages à la Chambre des Députés, annexe Printz et Richard en 2008 par l'artiste Christophe de la Fontaine.

Le coût maximal d'une œuvre artistique réalisée dans ce cadre s'élève à 851.261 EUR. Il s'agit d'une tapisserie réalisée par procédé spécial et de trois tableaux petit format réalisés en 2001 par Jean Leyder pour la justice de paix de Diekirch.

Question 2065 (20.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Fondation « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB) :**

„Falschinformatiounen a Verschwierungstheorien erkennen" heescht en Artikel, deen de 6. Abrëll 2020 um Site vun RTL veréffentlecht gouf. An dësem Artikel gëtt een iwwer e Link weidergeleet op e „Propaganda-Guide", dee mat engem Test, bestoend aus zéng Froen, kläre soll, ob et sech bei engem Facebook-Post, Tweet, Plakat, Snap, Film, Text, enger Ried oder och bei Musek ëm Informatioun oder Manipulatioun handelt. Dësen „Propaganda-Guide" gouf ausgeschafft vum Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), deen en Ofkommes (Rahmenabkommen) mat der Regierung, méi prezis mam Educatiounsministère, huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wor d'Regierung beim Ausschaffe vum Test oder bei der Opstellung vun de Froen a Beispiller bedeelegt oder involvéiert?

2. Ass d'Regierung averstane mat deem, wat am Test vermëttelt gëtt a wéi deen Test eng Äusserung (egal vu wat fir enger Form) bewäert a klasséiert? Ka si dat begrënnen?

3. Ass d'Regierung averstane mat allen zéng Froen an den derbäi ugefouerte Beispiller? Wann nee, wou net? Ass den Test an den Ae vun der Regierung an der Auswiel vu senge Krittäre komplett an, an der Opzielung vu senge Beispiller, politesch ausgeglach?

4. Wëll d'Regierung dësen Test benotzen, zum Beispill an de Schoulen oder op anere Plazen a wa jo, wéini, a wéi enger Form an ënner wéi enge Konditiounen?

5. Gesäit d'Regierung e Risiko, datt esou en Test, duerch seng summaresch extreem vereinfacht Erugoensweis an der politescher Analys a seng staark reduzéierend Krittäre bei engem esou komplexe Sujet, selwer kéint zu manipulativen Zwecker mëssbraucht ginn?

6. Gesäit d'Regierung e Grond, fir den ZpB opzefuerderen, dësen Test zréckzezéien oder ze iwwerschaffen?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) ass eng onofhängeg Stëftung a schafft inhaltlech onofhängeg vun der Regierung, vu politesche Parteien an aneren Institutiounen. Weeder um Ausschaffe vum Guide nach um Opstellen oder dem Choix vun de Froen oder de Beispiller war d'Regierung bedeelegt, an et wier dofir och falsch sech inhaltlech zu den ausgewielte Froen ze positionéieren.

Et sief op dëser Plaz och preziséiert, datt et sech hei net ëm en „Test" handelt, wéi an der Fro vum honorabelen Deputéierte suggeréiert gëtt. Den Outil mam Numm „propaganda.guide" ass geduecht, fir de Leit eng Indicatioun ze ginn, ob et sech bei enger Noriicht éischter ëm eng sachlech an niichter Informatioun handelt oder ëm politesch opgelueden an zougespëtzte Formuléierungen. Propaganda oder Aussoen, déi ee sollen zum Handelen opfuerderen oder an eng bestëmmten Denkrichtung wëllen drécken, hunn an der Reegel bestëmmte Mierkmoler. Déi Froen, déi am genannte Guide gestallt ginn, bezéien sech op dës Mierkmoler a sollen den Notzer vum Guide hëllefen, sech dës Mierkmoler bewosst ze maachen. Dee vum ZpB ausgeschafftene Guide soll Aussoe weeder bewäerten nach klasséieren, mee déngt dozou, ze sensibiliséieren an de kritesche Bléck vun den Notzer ze schäerfen.

Question 2066 (21.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enseignement fondamental dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

De Krisenzoustand bréngt grouss Ëmstellungen an och vill Komplikatioune mat sech, dëst esouwuel fir d'Schüler ewéi och fir d'Léierpersonal an d'Elteren. Fir datt d'Schüler dat lafend Schouljoer net verléieren, goufe Weeër gesicht, fir d'Schoul trotz alle krisebedéngten Aschränkunge weider lafenzeloossen. Dës Optioun ass awer och mat munche Kompromësser a Problemer verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Och an der Grondschoul gëtt zur Zäit staark op d'Technologie gesat, also konkreet och op d'Informatik, fir d'Schüler trotz den Ëmstänn weider ze enseignéieren.

- Gouf dobäi séchergestallt, datt all Schüler iwwert déi néideg technologesch Viraussetzunge verfüügt, fir un där neier Unterrechtsform vollstänneg kënnen deelzehuelen?

- Gouf et Schüler, déi net déi néideg Viraussetzungen haten? Wéi vill därer Fäll gouf et a wat gouf hei ënnerholl? Wat gëtt gemaach, fir kee Schüler ze benodeelegen?

2. Fënnt den Här Minister, datt - esou wichteg d'Technologie an den Internet haut och ëmmer sinn - weiderhin och nach aner, méi traditionell Informatiouns- a Wëssensquellen hir Wichtegkeet am Unterrecht behale mussen?

3. Wéi steet den Här Minister, onofhängeg vum Krisenzoustand, zum ëmmer weider verstäerkte Gebrauch vun technologeschen Unterrechtsmëttelen am Schoulalldag an am Unterrecht?

4. Huet den Här Minister Bedenke wéinst de wëssenschaftlech bekannte Schied op Kuerz- oder Laangzäit vum iwwerméissege Gebrauch vu Computeren an aneren technologeschen a reng visuelle Medien an der Schoul, wéi zum Beispill d'negativ Auswierkungen op d'Vue (d'Fäegkeet ze gesinn), d'negativ Aflëss op d'Wuelbefannen am Alldag duerch Kappwéi, séiert Ermidde vun Aen a Geescht, Konzentratiounsproblemer, Ënnerentwécklung vun der Feinmotorik a vun der raimlecher Orientéierung asw.?

5. Ass den Här Minister a Kenntnes iwwert d'Wichtegkeet an d'Virdeeler vum Schreiwe mat der Hand an dem Liesen um Pabeier fir d'Entwécklung vun der Feinmotorik, esou wéi och fir d'neurologescht Verschaffen a Memoriséiere vun Informatiounen? Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Schreiwe mat der Hand an d'Liesen um Pabeier dowéinst wichteg sinn, fir dem Schüler seng Entwécklung a Léierfäegkeet? Wa jo, wéi wëll den Här Minister déi Kompetenze bei de Schüler ënnerstëtzen an ausbauen?

6. Fënnt den Här Minister, datt och an dëser aussergewéinlecher Situatioun de Pabeier eng Méiglechkeet fir d'schoulescht Schaffe bleiwe muss (Aarbechtshefter mat handschréftlechen Aufgaben an Übungen, eng Aart Broschüren, Liesbicher asw.), esoudatt den Internet, de Computer an all méiglech technologesch Medien de Schoulalldag net vollstänneg dominéieren? Wa jo, wat ass virgesinn, fir datt dëst och reell ëmgesat gëtt?

7. Eng Rei vu Schüler konnten iwwer méi laang Zäit net erreecht ginn. Wat woren d'Ursaachen? Wat fir Konsequenzen huet dëst op de Verlaf vun deene betraffene Schüler hirem Schouljoer?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierten an der Aleedung zu senger parlamentarescher Fro ganz richteg ënnersträicht, stellt déi aktuell Situatioun jidderee viru grouss Erausfuerderungen, déi et an deem Mooss bis elo nach ni goufen. Am Beräich vum Léieren doheem hu sech souwuel d'Schülerinnen a Schüler an hir Elteren wéi och d'Léierpersoune missen a kierzester Zäit ëmstellen, fir datt d'Léieren och dunn nach konnt weidergoen, wéi d'Schoulhaiser hu missen zougemaach ginn. Et ass en enorme kollektiven Effort gemaach ginn, fir dat Bescht aus der Situatioun ze maachen.

D'Decisioun vun der Santé, déi zesumme mat der Education geholl gouf, huet am Interêt vun der Santé publique misse stënterlech geholl ginn, an et gouf just e ganz kuerze Virlaf. Doweinst konnt am Virlaf vun der Suspensioun vum Unterrecht net direkt séchergestallt ginn, datt all Kand iwwert déi néideg Ekipementer verfüügt. Allerdéngs goufen an der Suite all Schüler aus dem Lycée respektiv hir Elteren, déi sech mat engem entspriechenden Uleies gemellt hunn, un hir Schouldirektioun verwisen, wou gekuckt ginn ass, datt se no Méiglechkeet en Apparat geléint kritt hunn. Eng sëlleche Schüler aus de Lëtzebuerger Grondschoule krute vu Säite vu verschiddene Gemenge bei Bedarf informatescht Material zur Verfügung gestallt. Och sou Initiative wéi digital-inlcusion.lu hu gehollef, datt iwwer 1.500 Apparater konnten u Jonker verdeelt ginn, déi net deen néidegen Ekipement doheem haten.

Déi informatesch Technologië waren a si beim Enseignement à distance eng ganz grouss Hëllef, well se engersäits d'Méiglechkeete vum Léieren doheem ganz staark erweideren a vereinfachen, an awer och de Kontakt tëschent de Léierpersounen an de Kanner an hiren Elteren ënnerstëtzen. Grad an der Grondschoul, wou d'Kanner nach net déi selwecht Autonomie beim Léieren entwéckelt hu wéi am Lycée, ass et dofir wichteg, datt si och doheem vum Léierpersonal begleet ginn, an dofir eegnen sech déi informatesch Technologien an dëser Situatioun besonnesch gutt.

Déi lescht Woche ware fir all déi Bedeelegt och d'Geleeënheet, vill Neies am Ëmgank mat deene Medien ze léieren, an och wann dat dacks vill Gedold an Efforte verlaangt huet, sou huet et dach och dozou gefouert, datt dee Volet vum Léierprozess sécherlech méi séier weidergaangen ass, wéi dat ouni den Enseignement à distance de Fall gewiescht wier.

D'Schülerinnen a Schüler, grad wéi och hir Elteren, goufen a ginn an deem Prozess lafend ënnerstëtzt, sief et vum Léierpersonal, sief et vun den Experten, déi bei den Ufroen, déi op der Helpline (8002-9090) vum Ministère erakommen, hir Hëllef ginn.

Et däerf een och net vergiessen, datt d'Aufgaben an d'Aarbechten, un deenen d'Schülerinnen a Schüler an de leschte Wochen doheem geschafft hunn, net alleguer op engem digitale Support ze maache waren. Et goufen der och eng ganz Rei dovu mat Hëllef vu Bicher an Hefter respektiv Blieder gemaach, sou wéi dat och de Fall gewiescht wier, wann d'Schoulen net hätte missen zougemaach ginn.

ad 2. No méi wéi 30 Joer Existenz sinn den Internet, an no méi wéi 50 Joer och de Computer, sécherlech och schonns als en traditionelle Medium unzegesinn. Onofhängeg vun esou enger Astufung ass et fir de Ministère wichteg, datt all Léiermedien, déi ganz modern an och déi ganz traditionell, gläichberechtegt nieftenee stinn an adäquat agesat ginn, fir Wëssen ze vermëttelen a Kompetenzen ze entwéckelen. Net den Outil steet am Vierdergrond, mee d'Léiere vum Kand. Sou krut zum Beispill all Kand aus dem Cycle 4.2. ugangs Mee e Buch vum renomméierte Lëtzebuerger Wëssenschaftler Dr. Jean-Luc Lehners, mam Titel „Die Erde ist mein Raumschiff" vum Ministère heem geschéckt. Donieft fannen d'Léierpersounen um Site www.schouldoheem.lu interaktiivt Zousazmaterial zu dësem Buch.

ad 3. Zanter et d'Mënschheet gëtt, huet de Mënsch ëmmer Technologië gebraucht, fir sech weiderzeentwécklen. De Ministère ass der Meenung, datt am Unterrecht all d'Technologien zum Asaz komme sollen, déi d'Léieren erméiglechen a förderen. Wat elo déi sougenannten nei Technologien ugeet, sou sollen se do agesat ginn, wou se sënnvoll sinn, fir Léierprozesser ze ënnerstëtzen. De Gebrauch vun den Technologien ass kee Selbstzweck, mee gëtt do recommandéiert, wou en e Virdeel beim Léiere bitt. Dës Kris weist dobäi op dat grousst Potenzial hin, dat déi nei Technologien hunn am Kontext vun engem differenzéierenden Unterrecht, deen zum Deel muss à distance gehale ginn.

ad 4. Beim Gebrauch vun Technologien am Alldag an am Unterrecht kënnt et wéi sou dacks am Liewen op eng verstänneg Gewiichtung an e responsabelen Ëmgank un. Et gëllt, e gesond Gläichgewiicht ze fannen tëschent der digitaler an der analoger Welt. Dofir gëtt och allgemeng an de Schoulen drop opgepasst, datt et net zu engem exklusiven a permanenten Asaz vun digitale Medie kënnt, an d'Schülerinnen a Schüler ginn donieft och encouragéiert, fir sech an hirer Fräizäit u ville sportlechen a kulturellen Aktivitéiten ze bedeelegen, am Hibléck op eng ausgeglachen a gesond Entwécklung. D'Campagne „Bee Balanced", déi den SNJ schonn 2013 an deem Sënn lancéiert huet, behält och haut nach ëmmer hir Wichtegkeet. A grad déi rezent Sensibiliséierungscampagne „Bildschirme in der Familie/Les écrans en famille", déi am Februar 2020 lancéiert gouf, bitt den Elteren eng grouss Hëllef bei der Erzéiung vun hire Kanner, wat den Ëmgang mat den digitale Medien ugeet.

ad 5. + 6. Wat d'Schreiwe mat der Hand ugeet, sou bleift dat selbstverständlech eng wichteg Kompetenz, op déi de Ministère och weiderhi grousse Wäert leet. Dëst gëtt onverännert vu Klengem u gefërdert an och souguer an de Lycéeën op den Tablett-Klassen nach gelieft, wou d'Schüler extra e Stëft hunn, fir kënnen handschréftlech um Ecran ze schreiwen. Och dat férdert d'Feinmotorik beim Schreiwen an Zeechnen. Et ass zu kengem Ament virgesinn, fir dat handschréftlecht Schreiwen oder d'Liesen op Pabeier ze vernoléissegen oder ze reduzéieren. Am Respekt vun der Stavanger Declaration Concerning the Future of Reading soll et och bei eis am Land esou sinn, datt et weiderhin e gesonde Mix aus digitalem Léiermaterial an aus Unterrechtsmaterialien op Pabeier an all eise Schoule gëtt.

ad 7. Et huet sech dank der virbildlecher Aarbecht vun den Enseignanten an dem enke Kontakt vun dëse mat dem sozioedukative Personal, dat mat an d'Prise en charge vun de Schüler an de Grondschoulen agebonnen ass, erausgestallt, datt an der éischter Phas vum Confinement net all d'Schüler konnten erreecht ginn. Dëst louch an de meeschte Fäll dorunner, datt d'Famillje verständlecherweis Zäit gebraucht hunn, fir sech der ongewinntener Situatioun unzepassen a sech doheem nei ze organiséieren. Jee no berufflecher Situatioun hunn eenzel Elteren, déi nieft der Betreiung vun hire Kanner dru gebonne sinn, fir weiderhin hire beruffleche Verflichtungen nozegoen, Zäit gebraucht, fir béides ënner een Hutt ze kréien. D'Membere vun der Schoulcommunautéit waren dobäi beméit, den Eltere konstruktiv zur Säit ze stoen an et goufen all néideg Efforte gemaach, fir sämtlech Kanner ze erreechen a sech eng Demarche ze ginn, fir de Kontakt tëschent der Schoul an de Kanner mat Hibléck op déi spezifesch Situatiounen oprechtzeerhalen.

Bis zum Ufank vum 3. Trimester war d'Unzuel vun de Kanner, déi net konnten erreecht ginn, an all den Direktioune bis op wéineg Ausnamen zréckgaangen. D'Direktiounen hunn zesumme mat den Enseignanten a mat de Membere vun der ESEB sech an Ekippen organiséiert, fir an eenzelne Fäll d'Schüler mat den Elteren an de Schoulen oder an de Raimlechkeete vun der Direktioun ze gesinn an hinnen hei déi néideg Erklärungen ze ginn, fir datt si d'Aufgaben, déi si dee Moment mat heem kruten, do kéinten ëmsetzen. Zanter dem 20. Abrëll 2020 waren d'Enseignanten ewéi och d'Membere vun der ESEB autoriséiert, fir eenzel Schüler an de Schoulgebaier oder an de Raimlechkeete vun der Direktioun am Respekt vun de sanitäre Virgaben ze empfänken, fir hinnen do spezifesch Aktivitéiten unzebidden, déi hire Besoinen ugepasst waren a mat deenen si geziilt gefërdert gi sinn, an déi duerno doheem konnte verdéift ginn. Des Weidere konnten d'Enseignanten an och d'Membere vun der ESEB op ënnerschiddlech Moyenen zréckgräifen, fir mat de Schüler à distance a Kontakt ze bleiwen. Esou goufen zum Beispill eenzel Unterrechtssequenze via Videokonferenz ofgehalen, zousätzlech Erklärungen de Kanner bei Bedarf via Telefon zoukomme gelooss a Material um Pabeier vun den Enseignanten direkt bei d'Kanner heem geschéckt, esouguer heem gedroen.

Vu déi aktuell Aschränkungen, gëtt sech op d'Behandele vun de weesentlechen Inhalter beschränkt, déi mäi Ministère fir déi eenzel Cyclen definéiert an den Enseignanten ugangs Abrëll kommunizéiert huet. Fir eventuell entstanen Defiziter nom 25. Mee 2020 esou séier wéi méiglech opzefänken, gouf eng Reorganisatioun vun der Prise en charge vun de Schüler an de Grondschoulen op d'Bee gesat.

Question 2069 (21.04.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **maladie aviaire infectieuse :**

Comme il a été relayé récemment dans un article de presse, une maladie aviaire infectieuse se propage à l'heure actuelle en Allemagne, ravageant surtout les populations des mésanges bleues, mais pas exclusivement. Depuis peu de temps des premiers cas ont également été détectés au Luxembourg.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la situation actuelle au Luxembourg ? Combien de cas ont été recensés jusqu'à présent ?

2) Comme il ressort de l'article de presse susmentionné, il ne serait pas possible de faire des analyses laboratoires des oiseaux infectés au Luxembourg. Quelles en sont les raisons ? Les oiseaux infectés sont-ils analysés dans un laboratoire à l'étranger ?

3) Est-il prévu de lancer une campagne de sensibilisation afin d'inciter la population davantage à participer au recensement du nombre d'infections au Luxembourg et de l'informer également des risques sanitaires éventuels de cette maladie pour l'être humain ?

Réponse commune (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Depuis le début du mois de mars 2020, cette maladie aviaire infectieuse touche principalement l'Allemagne et dans une moindre mesure les pays voisins : Belgique, Grande-Bretagne et la France. Des examens médicaux vétérinaires en Allemagne avaient permis d'isoler la bactérie Suttonella ornithocola. Cette bactérie de la famille des cardiobactéries décrite en 1996 dans des poumons de mésange bleue en Grande-Bretagne provoque une pneumonie chez les mésanges infectées. Suttonella ornithocola affecte presque exclusivement les mésanges, en particulier les petites espèces comme la mésange bleue, qui est la plus abondante en Europe. Les oiseaux malades sont principalement repérés à proximité des mangeoires étant indicatrice à une haute contagiosité entre mésanges.

ad 1) Suite à un appel à la population par l'association natur&ëmwelt, cette dernière a reçu durant les mois de mars à mai quelque 228 notifications concernant 371 mésanges bleues malades ou mortes dont les symptômes correspondaient à l'infection due à la bactérie Suttonella ornithocola avec un pic durant le mois d'avril. Ces notifications étaient réparties de façon uniforme sur l'ensemble du territoire du pays.

ad 2) Il est tout à fait possible de faire l'analyse de cette maladie au Laboratoire de médecine vétérinaire du Luxembourg (LMVE) puisqu'il s'agit de la détection d'une bactérie dans un cadavre de mésange. Cette analyse est une analyse de routine pratiquée pour d'autres maladies bactériennes au LMVE. Aucun cadavre d'oiseau n'a été analysé à l'étranger.

ad 3) L'association natur&ëmwelt a lancé une campagne à ce sujet en demandant à la population de leur notifier des oiseaux morts ou malades présentant lesdits symptômes. En plus, du matériel informatif a été disposé dans les quatre stations „Wëlldéieren Drop-off". Quant au risque sanitaire pour l'être humain, eu égard des connaissances scientifiques actuelles, la maladie est limitée à la famille des mésanges et ne présente aucun risque pour d'autres espèces d'oiseaux, voire d'autres groupes d'animaux. D'ailleurs, elle ne présente aucun potentiel zoonotique, c'est-à-dire cette maladie n'est pas transmissible à l'être humain.

Question 2093 (27.04.2020) de **Mme Martine Hansen**, **M. Marc Spautz** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **« homeschooling » :**

Selon les propos de Monsieur le Ministre de l'Éducation, un nombre non négligeable d'élèves de l'enseignement n'ont pas pu être joints depuis le début de l'enseignement à distance (homeschooling) dû au Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Combien d'élèves du fondamental et du secondaire n'ont pas pu être joints au cours des deux premières semaines du « homeschooling » ?

- Combien d'élèves n'ont pas pu être joints au total ?

- Existe-t-il des différences selon les régions ? Quel est le pourcentage par région ?

Q404

- Selon l'article 7 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre, doit fréquenter l'école. En cas d'infraction à cette disposition, le Collège des bourgmestre et échevins met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi.

En vue de pouvoir contacter les parents concernés, est-ce que les communes ont été informées par le ministère sur les élèves dans leur commune qui n'ont pas participé au « homeschooling » ?

- Est-ce qu'un message clair, voire des recommandations ont été envoyées dans ce contexte aux directions régionales respectivement aux directions des lycées ?

- Quelles mesures sont prévues pour aider ces enfants à rattraper leur retard ?

- Selon nos informations, certains élèves à besoins spécifiques ont recours à des aides ponctuelles en petits groupes au sein des bâtiments scolaires.

Ce soutien est-il strictement limité aux élèves à besoins spécifiques ?

Dans l'affirmative, n'est-il pas possible de proposer des aides adéquates à d'autres élèves en situation de difficulté ?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Lors des premières semaines suivant le début du confinement, un nombre très restreint d'élèves, tant de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire, n'ont pas pu être joints par les enseignants.

Dans cette situation sans précédent, il s'est avéré que les parents avaient parfois besoin d'un certain temps pour s'organiser de manière à pouvoir assurer l'encadrement de leurs enfants sans négliger leurs obligations professionnelles. Il a été constaté par ailleurs que les équipements informatiques indispensables dans le cadre de l'enseignement à distance faisaient défaut dans certaines familles. Ainsi, dans un premier temps, des efforts soutenus ont été entrepris, tant par les directions des lycées que par les autorités communales, pour équiper en matériel informatique les familles qui n'en disposaient pas.

Ensuite, afin d'éviter le décrochage scolaire des élèves qui n'ont pas pu être joints, un dispositif de prise en charge a été mis en place. Les élèves qui ne participaient pas dès le début à l'enseignement à distance ont pu être rapidement identifiés et, plutôt que de prévoir des mesures répressives, les directions de région et les directions des lycées se sont engagées à proposer aux parents concernés des pistes susceptibles de remédier à la situation.

Au niveau de l'enseignement fondamental, le personnel des directions de région a accueilli, le cas échéant en coopération avec les titulaires de classe et les membres de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, les élèves concernés dans ses locaux ou dans les écoles pour leur fournir en présentiel des explications supplémentaires quant aux activités à réaliser dans le cadre de l'enseignement à distance. Grâce à cette approche conciliante appréciée par les parents concernés, les directions de région ont assuré que tous les élèves fréquentant une école fondamentale publique bénéficient d'une prise en charge régulière entraînant un développement adéquat de leurs compétences pendant la période du confinement.

À partir du 20 avril 2020, certains élèves ont profité, après concertation avec les parents et dans le respect des recommandations sanitaires, d'une prise en charge individualisée par le personnel enseignant et socio-éducatif dans les écoles. Ces activités avaient pour objectif de soutenir les élèves dans la réalisation des tâches confiées dans le cadre de l'enseignement à distance et la participation n'était pas exclusivement limitée aux élèves à besoins spécifiques. Par le biais de cette prise en charge adaptée aux besoins des élèves en situation de difficulté, une optimisation du développement des compétences de ces derniers a pu être mise en place.

La même approche a été choisie dans l'enseignement secondaire où les élèves n'ayant pas répondu aux consignes de l'enseignement à distance ont été systématiquement identifiés par les équipes pédagogiques au sein des classes ; ils ont ensuite été contactés par les membres des SePAS (services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires), des SSE (services socio-éducatifs) et des ESEB (équipes de soutien pour enfants à besoins spécifiques). Dans tous les cas, il s'est agi de faire un état des lieux de la situation avec l'élève et les parents, d'identifier les facteurs émotionnels, familiaux ou sociaux qui pouvaient entraver l'apprentissage à domicile et de soutenir les familles dans la mobilisation des ressources nécessaires à l'apprentissage dans un contexte de confinement.

Si l'évolution du nombre d'élèves ne participant pas aux activités de l'enseignement à distance n'a pas fait l'objet d'une analyse statistique, on peut toutefois noter que dans l'enseignement secondaire, il s'est situé autour de dix pourcent à l'issue de la deuxième semaine du confinement. Grâce aux efforts entrepris par tous les membres des communautés scolaires, ce nombre a progressivement diminué au fil des semaines.

Question 2096 (28.04.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande de la plateforme JIF 2020 (Journée internationale des femmes) dans le cadre de la crise sanitaire :**

Den 24. Abrëll huet d'Plattform JIF 2020 (Journée internationale des femmes) en Appell un d'Regierung an un d'Deputéierten addresséiert, fir verschidde sozioekonomesch Donnéeën ze erhiewen an ze veréffentlechen, fir op déi Manéier kënnen Analysen ze maachen iwwert den Impakt vun der Covid-19-Kris op déi eenzel Geschlechter an Akommesschichten.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Sozialversécherung, Aarbecht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun dëse Fuerderungen?

2. Wéi laang schätzt d'Regierung, datt se wäert brauchen, fir dës Donnéeën ze erhiewen, ze verschaffen an ze publizéieren?

3. Plangt d'Regierung den Demandë vun dëser Plattform Rechnung ze droen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt dës Donnéeën als „open data" sollte veréffentlecht ginn?

Réponse commune (09.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet Kenntnis vun dëser Demande vun der Plattform JIF 2020 (Journée internationale des femmes). Leider existéieren déi gefrote sozioekonomesch Donnéeën net ënnert där Form a missten extra ugefrot, gesammelt an traitéiert ginn. Duerch déi grouss Diversitéit an Zuel u gefroten Donnéeën an duerch déi vill concernéiert Acteuren, mee och wéinst der Envergure vun de Froen, geet dës Démarche wäit iwwert de Kader vum Gesetz vum 14. September 2018 iwwert d'Administration transparente et ouverte eraus. Aus dëse Grënn kann d'Regierung där Demande keng favorabel Suite ginn.

Question 2099 (28.04.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**encouragement auprès des sociétés pharmaceutiques internationales à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg :**

La fragilité du système d'équipement médical et le processus d'approvisionnement de médicaments a été manifestement démontrée dans le cadre de la pandémie Covid-19 au Grand-Duché de Luxembourg. Ce manque de préparation dans le secteur de la santé mène à demander comment la crise sanitaire actuelle peut servir à élaborer une stratégie plus apte et efficiente quant à l'accès, en temps opportun et en général, à divers médicaments et substances médicinales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- Prenant en compte que le Luxembourg avec ses différents centres de recherche et la volonté du Gouvernement de faire du domaine de la recherche mais aussi de l'innovation un pilier de notre économie, est-ce qu'il est envisageable d'encourager des industries pharmaceutiques à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg afin de lever l'accès aux médicaments ?

- Si oui, comment est-ce que cette implantation pourrait être mise en place dans le cadre d'une part d'une stratégie nationale de diversification économique et d'autre part d'un approvisionnement adéquat en médicaments que le Gouvernement envisage ?

- Ne serait-ce pas attrayant, d'un point de vue économique, de créer un niveau de diversification dans la chaîne logistique pharmaceutique en établissant une production locale pour garantir un accès plus rapide aux médicaments requis ?

Réponse commune (03.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

La dépendance sanitaire de l'Europe est une problématique globale et multifactorielle pour laquelle définir une réponse adéquate à la fois en matière de politique industrielle pharmaceutique et de santé publique demandera du temps et ne sera pas résolue à l'échelle d'un pays seul. En décembre 2019, les membres du Conseil de l'Union européenne ont débattu de la question de savoir si la réinstallation de la production de médicaments dans l'UE atténuerait les pénuries de médicaments. Il est clairement apparu que cette mesure à elle seule ne suffirait pas et qu'une série d'actions additionnelles et coordonnées entre États membres étaient nécessaires, telles que : la facilitation du transfert de médicaments d'un pays à l'autre, l'échange d'information sur l'état des stocks, la mise en place de mécanismes d'alerte précoce de carences, l'intensification de la surveillance du marché…

Le Luxembourg mettra en place des actions en phase avec cet agenda européen.

Les investissements importants consacrés par le Luxembourg depuis ces dix dernières années dans sa recherche publique biomédicale afin de soutenir la diversification de son économie ont permis de constituer une masse critique d'expertises scientifiques de renommée internationale. Cette recherche publique génère principalement des connaissances en matière de recherche fondamentale, toute première étape de la chaîne de valeur du développement d'un médicament qui précède de dix à 15 ans sa mise sur le marché. Cette recherche consiste à explorer les mécanismes biologiques liés à l'apparition des maladies, l'identification des récepteurs impliqués, le design de molécules ou agents actifs ciblant ces récepteurs et l'évaluation de leur effet in vitro (modèles cellulaires) et in vivo (modèles animaux). Elle ne cible pas les questions d'ingénierie associées à la production pharmaceutique telles que l'optimisation des systèmes d'expression d'API protéiques, mise à l'échelle des productions d'APIs, optimisation de rendements, techniques de purification.

La recherche publique ne peut donc directement attirer la production pharmaceutique (API de nature chimique) ou biopharmaceutique (API de nature protéique) au Luxembourg. Par contre, cette recherche publique biomédicale d'excellence contribue à l'innovation du domaine pharmaceutique et des technologies de la santé au travers de partenariats publics-privés de R&D qui facilitent la valorisation de la propriété intellectuelle des acteurs de la recherche publique via la négociation d'accords de licence de leurs brevets. Le retour potentiel national à attendre est d'ordre financier, sur une échelle de dix à 20 ans, sans impact direct significatif en matière de sécurité nationale d'approvisionnement en médicaments.

Si le Luxembourg ne pourra résoudre à lui seul ses problèmes d'approvisionnement en médicaments, il possède cependant des leviers stratégiques pour faciliter l'accès des patients luxembourgeois à des médicaments innovants et accroître sa visibilité et son attractivité auprès d'entreprises actives dans le secteur HealthTech au sens large, y inclus l'industrie pharmaceutique.

- Au niveau du cadre réglementaire :

Le Ministère de la Santé a déposé en février 2020 un projet de loi pour la création de l'Agence luxembourgeoise des médicaments et des produits de santé (ALMPS) qui assurera la surveillance du marché et rassemblera les compétences spécifiques en matière d'autorisation nationale de la production et de la mise sur le marché des médicaments.

L'ALMPS jouera un rôle déterminant pour attirer les acteurs à s'implanter au Luxembourg, car elle leur fournira les garanties requises pour pouvoir travailler dans le contexte d'un cadre réglementaire précis appliqué de manière efficace pour l'autorisation et le contrôle de leurs activités de production et de commercialisation, ainsi que la planification de leurs essais cliniques.

Le fait d'encourager les industries pharmaceutiques à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg pourrait le cas échéant améliorer l'accès aux médicaments et aux produits de santé de la population et des patients.

Par ailleurs, l'agence pourra accompagner utilement le développement des compétences du Luxembourg dans le domaine de la santé

numérique, capable de catalyser le développement d'un véritable secteur économique centré sur la médecine personnalisée, les biotechnologies et l'innovation dans le domaine de la santé.

Cela permettra à terme de constituer un pool d'expertises techniques nécessaires par exemple pour la réalisation des inspections de type « Good Manufacturing Practices - GMP » d'une installation de production pharmaceutique.

L'agence permettra également de veiller aux obligations de l'industrie en matière de notification des pénuries et contribuera au travail de l'Agence européenne du médicament (EMA) visant à faciliter la prévention, l'identification, la gestion et la communication concernant ces pénuries. Elle jouera également un rôle fondamental pour permettre un accès rapide et encadré à des médicaments et produits de santé innovants pour la population.

L'excellence en matière réglementaire est une force pour un écosystème, l'ALMPS jouera dans le futur un rôle essentiel tant pour la sécurité des patients que pour le développement économique du secteur des technologies de la santé.

En effet, la diversification de la chaîne logistique pharmaceutique ne peut se faire sans un cadre réglementaire clair.

- Au niveau de la recherche clinique :

Les investissements stratégiques dans la recherche publique biomédicale ont aussi permis le développement de compétences en matière de recherche clinique qui permettent aux patients luxembourgeois de bénéficier d'innovations médicales, dont en matière de médicaments, dans les meilleurs délais. Ces compétences ont démontré leur importance et leur capacité de mobilisation à grande échelle dans le cadre du Centre national d'excellence dans la recherche sur la maladie de Parkinson (NCER) et, plus récemment, dans le contexte de la Task Force Covid-19, qui a permis le développement en parallèle de trois essais cliniques à échelle nationale. Cette collaboration renforcée entre notre recherche publique fondamentale et nos hôpitaux au travers de la recherche clinique constitue un outil au service des patients et de la population luxembourgeoise. Combinée à une approche « Health Technology Assessement (HTA) », cette capacité de recherche clinique pourrait permettre au Luxembourg de se positionner comme un « test-bed » attractif vis-à-vis d'entreprises désireuses d'évaluer la valeur (bénéfice pour le patient/coût) de leurs médicaments, dispositifs médicaux, kits de diagnostics innovants afin d'en préparer la commercialisation. Un tel positionnement rapprocherait de manière certaine nos besoins nationaux en matière d'innovations médicales des entreprises, y compris pharmaceutiques, à l'origine de ces innovations.

- Au niveau de la digitalisation :

La pandémie du Covid-19 a démontré l'intérêt du recours à la digitalisation en matière de services de soins de santé pour mieux gérer les flux de patients, limiter la propagation virale et éviter le dépassement des capacités hospitalières, en particulier via la téléconsultation (éviter la venue de patients dans les cabinets médicaux pour limiter la propagation du virus), le télémonitoring (suivi des symptômes de patients contaminés afin de les orienter vers les hôpitaux au bon moment) ; le diagnostic (solution d'intelligence artificielle pour l'analyse d'images médicales de poumons de patients permettant d'évaluer la gravité des infections dues au Covid-19), voire de solutions de e-Signature (pour une prescription dématérialisée). La digitalisation des systèmes de santé, comme les investissements dans des systèmes dématérialisés tels que les dossiers de patients informatisés à données structurées sont des leviers importants pour offrir une meilleure prise en charge des patients, un environnement de travail administratif plus efficace et convivial pour le personnel médico-soignant, ainsi que pour créer une base d'investissement à long terme pour une recherche clinique intégrant la collecte et l'exploitation des données de santé en vie réelle. En capitalisant sur les investissements importants réalisés dans ses infrastructures IT et mettant la cybersécurité au cœur de la gouvernance des données de santé, le Grand-Duché de Luxembourg sera en mesure de se positionner comme leader en matière de confiance de son écosystème de données de santé. Il sera ainsi en mesure d'attirer des entreprises souhaitant mesurer le bénéfice produit par une solution thérapeutique donnée chez des patients sur base de données de santé collectées et analysées en respect des principes du RGPD. Cette approche constitue la pierre angulaire de l'implémentation d'une médecine personnalisée, prédictive, participative et préventive.

Si le Luxembourg ne dispose pas directement d'atouts forts pour attirer à court terme des activités de production pharmaceutique, il dispose de leviers qu'il peut renforcer pour augmenter sa visibilité et son attractivité vis-à-vis de l'industrie HealthTech en général et favoriser l'accès de sa population à des innovations biomédicales.

Question 2144 (05.05.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **maladie bactérienne des mésanges bleues :**

Innerhalb vun 20 Deeg goufen iwwer 200 dout Blomeesen a ronn 150 krank Vullen bei natur&ëmwelt gemellt. Laut Radio 100,7 wier eng Bakterie doru Schold. Dës Bakterie, am Fachjargon „Suttonella ornithocola" genannt, géif bei de Blomeesen eng Longenentzündung ausléisen.

Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech folgend Froen d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt stellen:

1. Gouf et an der Vergaangenheet schonn en änlecht „Massestierwen" bei Blomeesen wéinst dëser Bakterie?

2. Kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatiounen zu dëser Bakterie liwweren?

3. Wéi erkläert et sech zum Beispill, dass dës Bakterie just fir Blomeesen en déidleche Verlaf kann hunn oder sinn och aner Vullenaarte betraff?

4. Kann d'Ministesch bestätegen, dass dës Bakterie weeder op de Mënsch nach op d'Hausdéieren iwwerdrobar ass?

Réponse commune (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Dës Krankheet gouf eng éischte Kéier am Joer 1996 an England festgestallt, wou se mëttlerweil endeemesch ass, mat saisonalem Héichpunkt am Fréijoer. An de Joren duerno ass se sporadesch a verschiddene Länner detektéiert ginn. Am Fréijoer dëst Joer ass dës Krankheet zimmlech massiv an der Belsch, an Däitschland mee och hei zu Lëtzebuerg opgetaucht. No engem Opruff vun natur&ëmwelt goufe während de Méint Mäerz bis Enn Mee, mat engem Peak am Abrëll, 371 krank respektiv doudeg Meese gemellt, déi d'Symptomer vun dëser Krankheet gewisen hunn.

ad 2., 3. + 4. Et handelt sech ëm den anaeroben, gram-negative Bakterium „Suttonella ornithocola" aus der Famill Cardiobacteriaceae deen haaptsächlech Blomeese befält, mee och bei anere Vulle vun de Famille Meesen a Schwanzmeese bekannt ass. Bei anere Vullen, Notz- an Hausdéiere konnt bis haut den Erreeger net nogewise ginn. Och huet dës Bakterie keen zoonotesche Charakter, dat heescht si kann net op de Mënsch iwwerdroe ginn.

Dëse Bakterium gräift haaptsächlech d'Longen un, kann awer och de Verdauungstrakt befalen. D'Vullen halen duerfir op mat friessen an drénke vill. Si ginn doduerch ganz moer a stierwe meeschtens an engem Zäitraum vun e puer Deeg.

Question 2147 (06.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **campagne de sensibilisation du Gouvernement face au coronavirus :**

Net ouni meng Mask - dëse Slogan ass den Ophänkert vun enger aktueller Publicitéitscampagne vun der Regierung, fir de Public fir d'Anhale vun de Coronamesuren ze sensibiliséieren. Dës Pub huet rezent d'Deckblat vun den Zeitunge vun engem Pressegrupp gefëllt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Här Minister, gëtt d'Regierung bei all de Medien, déi vun der staatlecher Pressehëllef profitéieren esou eng Pub an Optrag? Wann net, firwat net?

2. Wéi goufen d'Pressehaiser, fir déi esou eng Publicitéit vun der Regierung an Optrag gi gouf, ausgewielt?

3. Huet d'Regierung bei anere sougenannten „Out of Home"-Annoncen op Bushaisercher vun enger Gratuitéit profitéiert?

4. Huet d'Regierung bei den Zeitungsannoncë vun enger Gratuitéit profitéiert oder goufen dës Annoncen zum Maartpräis akaaft?

Réponse (09.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Campagnen, déi als But hunn, d'Gesellschaft iwwert déi verschidde Mesuren an der Lutte géint de Covid-19 ze sensibiliséieren, ewéi d'Campagne mam Titel #Bleiftdoheem, d'Phase vum Deconfinenement oder och nach #NetOuniMengMask, limitéieren sech net op d'Zeitungsannoncen, mee sinn als Deel vun engem méi groussen Outreach ze verstoen. D'Zil war a bleift esou vill Bierger ze erreeche wéi méiglech a gläichzäiteg sécherzestellen, dass d'Majoritéit vun de Leit Accès op Informatioune kritt - dëst esou einfach wéi méiglech an onofhängeg dovunner, fir wéi eng Informatiounsquell de Bierger sech entscheet, sief et digital, iwwert de Radio oder am Print, op Franséisch, Däitsch, Englesch oder Portugisesch.

ad 2. An dësem Sënn sinn d'Annoncen net un d'Konditioun vun der Pressehëllef gekoppelt ginn, an d'Regierung huet net automatesch bei all de Medien, déi d'Pressehëllef kréien, och dës Publicitéiten an Optrag ginn. Et ass sech virun allem d'Fro gestallt gi wéi ee beschtméiglech all linguistesch an demographesch Gruppen a Communautéite vun eiser Gesellschaft erreeche kann, och als Complement zu den digitale Reseauen an der offizieller Internetsäit vun der Regierung.

ad 3. Wärend der Zäit vum Confinement sinn d'Annoncë vum #Bleiftdoheem an de Bushaisercher der Regierung gratis zur Verfügung gestallt ginn. D'Regierung huet d'Käschten, déi mam Print a mam Montage verbonne waren, iwwerholl. Déi aktuell Annoncë ronderëm den #NetOuniMengMask an de Bushaisercher ginn zu engem verbëllegten Tariff facturéiert.

ad 4. D'Regierung huet bei den Zeitungsannoncen net vun enger Gratuitéit profitéiert, eng Rei Medienhaiser hunn eng Remise um Gesamtpräis offréiert.

Question 2150 (06.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **contournement Hoscheid-Dickt :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1824 schreift den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten Folgendes:

„Ee Contournement vun der Houschter Déckt ass de Moment net virgesinn. Et ass dozou ze soen, dass et sech bei Housen an Hengescht ëm Uertschaften handelt a bei der Houschter Déckt ëm e „lieu-dit", wat déi ënnerschiddlech Prioritéitsniveauen erkläert."

D'Houschter Déckt ass an der Tëschenzäit zu enger gréisserer Agglomeratioun mat ronn 270 Awunner erugewuess a bis 2025 wäerte nach ronn 190 Menagen derbäikommen.

Mir ass iwwerdeems zougedroe ginn, datt d'Leit, déi op dësem „lieu-dit" wunnen, bei staarkem Verkéier mol net mat hirem Auto iwwert d'Strooss kommen. Den Zouwuess u Bevëlkerung suergt dofir, datt dës Situatioun sech nach verschäerfe wäert. Och fir d'Foussgänger ass d'Houschter Déckt geféierlech. E Contournement kéint dësem Problem entgéintwierken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Duerch wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister d'Foussgänger an der Houschter Déckt besser ze schützen, ouni derbäi den Trafic op der N7 ze entravéieren?

2. Wat ass, Här Minister, den aktuelle Stand vu follgende Projeten:

- Contournement Housen

- Contournement Hengescht

- Ausbau vun der B7

3. Ass den Här Minister bereet, seng Decisioun betreffend engem Contournement fir d'Houschter Déckt ze iwwerdenken an an noer Zukunft de Prioritéitsniveau eropzehiewen? Falls net, firwat net?

4. Ass de Minister d'accord mam Constat, datt et géif Sënn maachen, de Contournement Hengescht an Housen zesumme mat engem Contournement Houschter Déckt ze realiséieren, wëssend datt dëst kéint fir e koherent a séchert Verkéierskonzept op dësem Tronçon vun der N7 suergen?

5. Ass d'Bezeechnung „lieu-dit" fir d'Houschter Déckt nach zäitgemëiss? Gedenkt de Minister an noer Zukunft d'Houschter Déckt als „Uertschaft" unzeerkennen? Falls net, firwat net?

Réponse (09.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'Foussgänger an der Houschter Déckt besser ze schützen, si schonn an der Vergaangenheet Mesurë geholl ginn, an zwar sinn do geséchert Iwwergäng mat enger Mëttelinsel speziell fir d'Foussgänger amenagéiert ginn. Weider Mesurë si momentan op där Plaz net virgesinn, an et sinn do och keng weider Problemer bekannt.

Den aktuelle Stand vum Contournement Housen gesäit esou aus, datt d'Ëmweltetüden an déi geotechnesch Etüden ofgeschloss sinn. Dëst Joer nach ginn déi archeologesch Etüden an eng Sich no Iwwerreschter vum zweete Weltkrich gemaach. Den „avant-projet de loi" gëtt viraussiichtlech Enn Juni op Basis vum „avant-projet détaillé" presentéiert.

Beim Projet vum Contournement Hengescht gëtt den „avant-projet sommaire" dëse Summer fäerdeggestallt. Zousätzlech ginn dëst Joer nach akustesch Etüden an Ugréff geholl.

Wat den Ausbau vun der N7 tëschent dem Fridhaff an der Wemperhaart betrëfft, ass ze soen, datt dëst Joer am Summer den „avant-projet" presentéiert gëtt als Basis fir den noutwendegen „projet de loi". Am Kader vun dësen Sécherheetsmoossnamen ass kee Contournement fir d'Houschter Déckt virgesinn.

De „projet de loi" fir den Ausbau vun der B7 ass och an Ausaarbechtung a wäert kënnen am Hierscht presentéiert ginn.

Laut Artikel 2 aus dem Code de la route, ass eng Lokalitéit definéiert duerch « espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique ; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe de trois maisons qui sont distantes les unes des autres de moins de 100 m ; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 m de la première et de la dernière maison ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet ; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations ».

Et ass richteg, datt d'Houschter Déckt laut dem Code de la route duerch den Ausbau an de leschte Joren als Lokalitéit betruecht ka ginn. Dee Moment géif d'Geschwindegkeet op 50 begrenzt ginn.

Question 2162 (07.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **salaires des employés du groupe Luxair dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

D'Coronapandemie an déi dovun ausgoend Beschränkungen op d'Wirtschaft hunn dozou gefouert, dass am Loftverkéier Fligeren hu missen um Buedem bleiwen an d'Geschäftsaktivitéit op quasi null reduzéiert gouf. Heivunner sinn och d'Luxair an hir Mataarbechter betraff.

D'Employéë vun der Luxair, déi am Normalfall hire Salaire duerch Weekendtariffer opstocke konnten, verdénge mam Agräife vum Chômage partiel nëmmen nach ronn 80 % vun hirem normale Salaire, dëst well de Chômage partiel op 80 % vum Grondsalaire plus d'Moyenne vun de Primme berechent gëtt.

Den Aarbechtsminister selwer hat den 3. Abrëll 2020 an engem RTL-Interview gesot, dass et all Patron fräi géif stoe méi u seng Salariéen ze bezuelen ewéi déi 80 % vum Chômage partiel. De Staat selwer besëtzt ronn 39 % vun den Aktië bei Luxair an ass domadder och am Verwaltungsrot vun der Entreprise stëmmberechtegt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Goufen et säitens der Regierung Pläng, fir d'Luxair dozou ze beweegen, datt d'Employéen hire Grondsalaire zu 100 % ausbezuelt géife kréien, dat heescht, datt Luxair déi restlech 20 % vum Salaire iwwerhëlt?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass de Staat an dëser Krisesituatioun - am Hannergrond vun der d'Ausso vum Aarbechtsminister - mam gudde Beispill virgoe misst a bei der Luxair misst Drock maachen, fir dass d'Salariéen 100 % vun hirem Salaire kréien?

Réponse (09.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Nee, säitens der Regierung goufen et keng Pläng, fir d'Luxair dozou ze beweegen dei restlech 20 % vum Salaire ze iwwerhuelen.

ad 2. Dëst ass eng Decisioun vum Conseil d'administration vun der Luxair. D'Regierung ass awer mam gudde Beispill virgaangen an huet séchergestallt, datt de Chômage partiel net ënnert de Mindestloun ka falen. Betreffend de Chômage partiel mussen déi selwecht Reegele fir den ganze Privatsecteur gëllen.

Question 2166 (08.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Et erreechen eis ëmmer nees Messagë vu Betriber, déi mam Asetze vum Confinement de 16. respektiv den 18. Mäerz 2020 vu Poliziste mam Hiweis op méiglech Strofen, gerode kritt hunn hir Dieren zouzemaachen.

Dës Betriber staunen haut net schlecht, wann hir Demande op eng Indemnitéit vun de staatleche Servicer ofgewise gëtt, mam Hiweis, si wieren net obligéiert gewiescht zouzemaachen.

Aus deene Grënn wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an d'Häre Ministere fir Wirtschaft stellen:

1. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass hir Krisekommunikatioun ugemiesse war an och bei de Concernéierten ukomm ass?

2. Hunn d'Ministere Kenntnis vu Betriber, déi sech bei hinne beschwéiert hunn, well Poliziste si souzesoe gedoen hunn zouzemaachen a si lo am Nachhinein gewuer ginn, dass si guer net viséiert ware vum Verbuet?

3. Kann de Minister fir bannenzeg Sécherheet mir soen, wéi d'Polizisten op d'Krisereglementer preparéiert goufen? Goufen et an deem Kontext kloer Instruktiounen un d'Beamte vum Terrain? Goufen dës Instruktioune schréftlech matgedeelt?

- Wa jo, ass de Minister bereet eis dës Dokumenter zur Verfügung ze stellen?

- Wann nee, firwat net? Kann de Minister ausschléissen, dass d'Beamte vum Terrain de Betriber falsch Informatiounen zoukomme gelooss hunn an doduerch Fermeturë vu Betriber erbäigefouert hunn?

4. Wéi wëllt d'Regierung dëse Betriber entgéintkommen?

Réponse commune (09.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Mam groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 ass eng éischt finanziell Ënnerstëtzung vu 5.000 fir d'Betriber an d'Liewe geruff ginn. Vill Leit hu sech d'Fro vun hirer Eligibilitéit zu dëser Hëllef gestallt, déi ënner anerem dru gebonne war, ob de Betrib seng Dieren huet missen duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz zoumaachen.

Fir eenheetlech an transparent no baussen ze kommunizéieren, gouf et en enken Informatiounsaustausch mat der Hotline vun der Regierung, op där ënner anerem och Vertrieder vum Wirtschaftsministère present waren, fir op d'Froe vun de Betriber ze äntweren, respektiv mat der Hotline vum House of Entrepreneurship an der Chambre des Métiers. Schonn ab dem 16. Mäerz huet d'Regierung op quasi deeglecher Basis de Responsabele vun der Hotline matgedeelt, wéi eng Aktivitéite vun dëser Hëllef kënne profitéieren (am Fall vun enger obligatorescher Schléissung) a wéi eng Aktivitéite vun dëser Hëllef ausgeschloss wieren. Dësen direkte Kontakt tëschent der Regierung an den Hotlinen hat als Zil, fir eenheetlech Ausserunge vis-à-vis vun de Betriber ze maachen.

ad 2. D'Kontrolle vum Respekt vun den Aschränkungsmesurë betreffend d'Betriber, wéi se an de reglementairen Texter säitens der Regierung festgeschriwwe goufen, goufen souwuel säitens der Police wéi och der Douane assuréiert.

Der Direction générale des classes moyennes sinn dräi Fäll bekannt, wou d'Betriber affirméiert hunn, si hätte vu Säite vun der Police respektiv der Douane gesot kritt, si missten hir Dieren zoumaachen, déi awer net kënne vun der Hëllef profitéieren, déi vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz agefouert gouf.

Q406

D'Police huet bis elo keng sou Reklamatioune säitens de Betriber erakritt.

ad 3. Direkt am Ufank vun der Kris huet d'Police Déngschtuweisungen un hir Beamten erausginn, wéi ze verfuere wier. Dës Déngschtuweisungen hu sech op d'Dispositiounen aus de Krisereglementer baséiert.

- Eng operationell Nott fir sämtlech Beamten huet explizitt déi reglementaire Texter zu deem Sujet regruppéiert an detailléiert opgelëscht;

- an där Nott war och eng national Prozedur an der Police opgestallt ginn fir duerch d'ganz Land déi nämmlecht Äntwerte kënnen ze ginn am Fall wou (déi nämmlecht) Froe géifen optauchen, dëst souwuel an enger Urgence iwwert d'Zentral vum 113 respektiv iwwert d'Direktiounen am aneren Fall;

- an der interner Uweisung fir sämtlech Beamten a fir d'Zentral vum 113 gouf et e Verweis op déi offiziell Hotline vun der Regierung ënnert der Nummer 8002-8080. Et war dëst déi Nummer, op där och d'Police sech renseignéiert huet am Fall vu Froen.

D'Police huet also d'Informatiounen, déi se vun de respektiven Hotlinë krut, un d'Betriber weiderginn, am Fall wou se domat befaasst ginn ass.

ad 4. Déi dräi betraffe Betriber sinn individuell kontaktéiert ginn an si sinn iwwer alternativ Hëllefsmesuren informéiert ginn. Ënner anerem konnten si vun der Hëllef profitéieren, déi vum groussherzogleche Reglement vum 24. Abrëll geschaaft gouf.

Question 2175 (11.05.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10 :**

L'utilisation et l'aménagement de la piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10 entre le lieu-dit « Hëttermillen » et Bech-Kleinmacher suscite régulièrement et depuis longtemps de nombreux commentaires et questions.

D'où mes questions :

I. En ce qui concerne le tronçon entre Stadtbredimus et Hëttermillen :

- Il ne comporte qu'une seule ouverture sur toute la longueur de 4 km de la piste cyclable. Les services de l'administration compétente n'accordent aucune dérogation pour rajouter l'une ou l'autre ouverture supplémentaire dans les glissières, apparemment pour des raisons de sécurité. Voilà qui soulève les questions suivantes :

• Pourquoi n'y a-t-il pas de possibilité pour des ouvertures supplémentaires dans les glissières ?

• Est-ce qu'il est correct que des raisons sécuritaires seraient invoquées à cet effet ?

• En ne pouvant quitter la voie cyclable par exemple en cas de danger, en cas de malaise, mais encore pour s'acheminer sur d'autres routes, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que, bien au contraire, cela représente bien plus un risque pour la sécurité ?

D'autant que cela incite de nombreux cyclistes à ne pas emprunter cette piste, mais à rouler sur la chaussée de la N10.

- Monsieur le Ministre est-il conscient qu'il n'y a pas de trottoir à hauteur des maisons du lieu-dit « Hëttermillen » longeant immédiatement la N10, et que les piétons doivent marcher sur la chaussée de la N10, parce qu'il leur est impossible d'entrer autrement sur la piste (où la circulation des piétons est autorisée) ?

• Est-ce que Monsieur le Ministre approuve cette situation ?

• Est-ce qu'il estime cette situation appropriée et sûre pour des familles avec poussette pour bébés, des chaises roulantes ou pour des gens âgés marchant à l'aide de cannes ou déambulateur ?

• Considérant d'autre part que traverser la N10 à la Hëttermillen n'est pas facile non plus pour les riverains en l'absence d'un passage clouté, est-ce qu'il est correct qu'un tel aménagement relèverait des autorités communales compétentes ?

• Est-ce qu'il est correct d'autre part qu'un passage pour piétons sur la N10 ne pourrait y être aménagé que si des feux rouges seraient parallèlement mis en place à cet endroit ? Si oui, pour quelles raisons ? À titre d'information, il s'agit d'un endroit où la vitesse des automobilistes est limitée à 70 km/h, et des situations similaires avec passages pour piétons existent.

- Au niveau de la bifurcation de la N10 et du CR146 entre Stadtbredimus vers Greiveldange, aucune ouverture ne se trouve dans la glissière de la piste, qui permettrait aux cyclistes de quitter la piste cyclable pour s'engager sur le chemin repris en question - ou l'inverse. Il en résulte que les cyclistes roulent sur la N10, dans l'impossibilité de pouvoir s'engager sur la piste cyclable. Or, à cet endroit, la piste cyclable est obligatoire pour les vélos. Il est néanmoins impossible de l'emprunter dans les circonstances décrites ci-avant.

• Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette situation de rouler en illégalité est tolérable ?

• Le statut de piste ou voie cyclable obligatoire serait-il la raison pour laquelle aucune ouverture supplémentaire dans les glissières serait possible ?

• Si oui, Monsieur le Ministre n'opine-t-il pas qu'il faudrait amender la réglementation afférente ?

• Ou est-ce que Monsieur le Ministre serait d'avis que les situations prédécrites sont tolérables ?

II. Concernant le tronçon de la N10 entre Stadtbredimus et Remich :

- Force est de constater que les ouvertures dans les glissières sont très nombreuses à ce niveau, une dizaine d'ouvertures se trouvant dans les glissières de ce tronçon de seulement 2 km - et où par ailleurs un trottoir longe la N10.

• Pour quelles raisons y a-t-il ici autant d'ouvertures, alors que sur une distance longue de 4 km (cf. sub I.), il n'y en a qu'une seule ?

• Considérant que cette piste n'est pas une piste cyclable obligatoire, est-ce que cela en serait la raison ?

• Si oui, pourquoi la piste n'est-elle pas obligatoire ici, tandis qu'elle l'est sur le tracé entre Stadtbredimus et Hëttermillen ? Quelles sont les raisons de cette différence ? Est-ce que Monsieur le Ministre les approuve ?

III. Certaines signalisations peuvent risquer d'induire en erreur les cyclistes, en juxtaposant par exemple des interdictions pour vélos avec des signalisations de voie cyclable obligatoire, par exemple à hauteur de Bech-Kleinmacher. Est-ce qu'il conviendrait de revoir la cohérence des panneaux de signalisation respectivement de leur emplacement ?

IV. Monsieur le Ministre serait-il opposé à ce que des ouvertures soient aménagées par endroits dans les glissières pour des raisons d'ordre touristique ou d'œnotourisme ?

Réponse (16.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant d'entrer dans les détails évoqués par l'honorable Députée, il y a lieu de faire un bref état de la complexité du sujet.

Situé entre les vignobles et le cours d'eau, le tracé de la route nationale N10, en rive gauche de la Moselle, constitue le corridor quasi naturel pour toute infrastructure linéaire entre Schengen et Wasserbillig. Au fil des années, la N10 a évolué et, à part sa fonction de route principale nord-sud, des éléments pour la mobilité active ont été ajoutés (piste cyclable PC3 pour vélos, chemins pour piétons).

Les voies suggestives pour cyclistes, marquées des deux côtés de la chaussée, ont successivement été remplacées par une piste cyclable sur site propre, dont certains tronçons ont dernièrement pu être réalisés dans le cadre du collecteur des eaux usées raccordant les localités a ux stations d'épuration. Ceci, bien entendu, en concertation et avec l'encouragement des édiles communaux et des organisations touristiques. S'y ajoute l'urbanisation progressive le long de la N10, qui contribue à une demande croissante d'utiliser la piste cyclable au-delà des objectifs touristiques initiaux.

En ce qui concerne les aménagements relatifs à la piste cyclable, il y a lieu de noter que celle-ci a été construite du côté de la Moselle, ce qui peut s'expliquer - au-delà des aspects touristiques - par l'absence de croisements de routes et donc par une bonne continuité du tracé et ainsi une meilleure sécurité routière.

Pour augmenter davantage la sécurité des usagers de la piste cyclable, il a été décidé en phase d'avant-projet de placer une glissière de sécurité dans la bande de verdure entre la chaussée de la route nationale et la piste cyclable, ce qui augmente également la sécurité des automobilistes, en présence des plantations d'arbres dans la zone de verdure et de la Moselle.

Depuis quelques années, les systèmes de glissières de sécurité (dispositifs de retenue) doivent se conformer aux normes européennes et chaque système doit disposer d'une homologation et ne peut être mis en œuvre que par des entreprises spécialisées et qualifiées, obligées à respecter les conditions d'application en conformité avec les règlements et standards, et en application des lignes de conduite concernant la protection des usagers de la route et de son voisinage. En effet, ce n'est qu'à partir du début des années 2000 qu'une évolution massive et rapide des règles de l'art et des standards a pu être constatée, notamment suite aux objectifs politiques d'augmenter la sécurité routière et de réduire le nombre et les conséquences des accidents de la route.

Pour ainsi, certaines dispositions d'usage à l'époque, conformes aux standards anciens, n'ont pas été homologuées dans la suite et ne peuvent plus être appliquées pour leur dangerosité vis-à-vis de véhicules en sortie de route. Voilà pourquoi des interruptions courtes de glissières permettant de laisser passage aux piétons ne sont plus conformes et devraient de ce fait être remplacées par des constructions beaucoup plus conséquentes, si la situation le permet, ou tout simplement être fermées.

Appliqué au tronçon Remich–Stadtbredimus, les ouvertures actuellement présentes dans les glissières (mises en œuvre selon les anciens standards), qui permettent le passage des piétons en provenance des bandes de stationnement du côté des vignobles, ne pourront plus être maintenues selon les principes actuels, une fois que le tronçon devra être réaménagé.

Le tronçon de la N10 entre Stadtbredimus et Hëttermillen, avec sa vitesse maximale autorisée de 90 km/h, a cependant été conçu selon les nouveaux standards, de sorte que les passages à travers les glissières ont été évités au maximum. Ceci est notamment le cas parce qu'il a été opté pour la mise en place de glissières en bois pour lesquelles des constructions spéciales d'abouts n'existent pas et pour lesquelles il faudra donc a priori aménager des abaissements, ce qui a le désavantage de créer à chaque ouverture une zone non homogène d'une trentaine de mètres. De toute évidence, l'accent avait été mis sur la continuité linéaire, l'esthétique et la sécurité ainsi que la conformité du système. Par ailleurs, en dehors des agglomérations, la nécessité d'aménager des passages à travers les glissières de sécurité n'était guère percevable, comme par ailleurs de fortes voix réclamaient l'aménagement d'une piste cyclable séparément des voies empruntées par les voitures.

Ce n'est qu'après-coup et au vu de réclamations de la part de riverains qu'il est devenu clair que des améliorations sont à mettre en place.

Dans le passé, à de nombreux endroits, les glissières ont été interrompues à la convenance des riverains, sans pour autant analyser les conséquences pour la sécurité routière comme déjà évoqué plus haut. Le pays est encore parsemé de telles ouvertures dans les structures de protection, qui ne répondent pas aux nouveaux standards.

Une analyse effectuée récemment par l'Administration des ponts et chaussées a montré par exemple que sur la N10 le long de la Moselle, il y a 45 ouvertures sur environ 20 kilomètres de glissières qui répondent encore aux anciens standards, et pour lesquelles il faudra trouver des solutions dans la suite, et au plus tard lors de la mise en œuvre d'un nouveau système de glissières homologué. Il s'agira dès lors de consolider les besoins de perméabilité pour les piétons et cyclistes et les aspects de sécurité routière de tous les usagers.

Lors de cette même analyse, sur le tronçon Stadtbredimus–Hëttermillen, plusieurs endroits auxquels il serait souhaitable de donner accès à la piste cyclable par la N10 ont été détectés, sans pour autant rendre nécessaire l'aménagement de passages pour piétons ou cyclistes, en application du guide de la Commission de la circulation de l'État relatif à l'aménagement d'infrastructures sur la voirie hors agglomération.

Comme les différents endroits en question se distinguent par leurs caractéristiques (en agglomération ou hors localité, vitesse autorisée 70 ou 90 km/h, etc.), les solutions devront cependant en tenir compte en conséquence.

Voilà pourquoi je préconise clairement la réalisation de trottoirs aménagés en chemin mixte de l'autre côté de la N10 et la mise en place d'un passage pour piétons à l'intérieur de l'agglomération de Hëttermillen, permettant ainsi un accès aisé à la piste cyclable. Ces mesures devront être réalisées par l'administration communale. Aux endroits hors agglomération, dont la compétence revient à l'Administration des ponts et chaussées, une étude a été lancée pour définir les emplacements exacts en fonction de la demande et des aspects de sécurité routière ainsi que les modifications à apporter, le cas échéant, aux glissières existantes. Il s'agit en l'occurrence de plusieurs arrêts d'autobus et du passage pour cyclistes en provenance de Greiveldange. Les analyses y rela-

tives n'ont cependant pas encore pu être terminées.

Question 2180 (15.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **réorganisation et** le **regroupement des agences exécutives de la Commission européenne à Bruxelles :**

L'Union européenne, dans sa stratégie financière 2021-2027, prévoit de réorganiser et de regrouper les différentes agences exécutives de la Commission à Bruxelles. Ces agences exécutives sont créées pour une durée déterminée. Pour le moment elles sont au nombre de six. Ces agences sont obligatoirement situées soit à Bruxelles, soit à Luxembourg-ville, là où siège la Commission européenne.

Cette décision de réorganisation concerne aussi, l'agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation basée au Luxembourg (CHAFEA en anglais, la Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency). Celle-ci doit en effet être supprimée et ses différentes tâches réparties parmis d'autres agences basées à Bruxelles. Cette agence occupe environ 80 salarié(e)s. Parmi ces 80 salarié(e)s certain(e)s ne sont pas des fonctionnaires européen(ne)s et ne bénéficient donc pas tou(te)s des mêmes protections. La décision de fermer cette agence, qui est entre autres responsable pour une partie du volet santé de l'Union, en période de pandémie et en période de crise économique, pose question.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte faire face à la décision de fermer l'agence exécutive CHAFEA ? Est-ce que vous comptez vous y opposer ?

2) À défaut de maintenir l'agence et ses employé(e)s, un plan de sauvegarde de l'emploi est-il prévu pour ceux et celles voulant rester au Luxembourg ?

3) Qu'est-ce que cette réorganisation des agences exécutives de la Commission signifie pour l'accord Asselborn-Georgieva qui prévoie de développer davantage encore la présence des institutions européennes au Luxembourg, mentionnant spécifiquement l'augmentation du personnel au sein de la CHAEFA ?

La pandémie du Covid-19 a mis à l'épreuve la solidarité et la coopération européenne. Entre fermetures des frontières, course au matériel sanitaire pour chaque pays membre et difficulté de coordonner ensemble les mesures de confinement et de déconfinement, c'est l'État-nation et sa souveraineté qui semble sortir renforcée de cette crise. La santé est certes du ressort des différents États, mais le virus ne s'est pas arrêté aux frontières nationales.

Aujourd'hui la Commission mène une réflexion autour de la mise en place d'un programme de santé au niveau européen afin de mieux préparer les différents systèmes de santé face à de nouvelles pandémies.

Considérant ces réflexions sur l'état de coopération au sein de l'Union européenne notamment dans le contexte de la pandémie du Covid-19, je voudrais poser les questions suivantes a Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelles sont les pistes qui découlent de cette réflexion autour d'un programme de santé européen ?

2) Une réflexion est-elle menée au niveau européen afin d'organiser et garantir la production et le stockage de matériel sanitaire, tel que des masques chirurgicaux, des tests de dépistage ou encore des médicaments de base ?

3) Qu'est-ce que le Luxembourg envisage de faire pour contribuer au renforcement de la solidarité européenne sur un plan sanitaire mais aussi politique ?

4) Si une coopération entre tous les États membres échoue, le Luxembourg envisage-t-il, à travers la procédure dite de « coopération renforcée », de renforcer la solidarité européenne avec les États membres volontaires ?

La pandémie a révélé la forte vulnérabilité du Luxembourg face aux politiques et mesures mises en œuvre en Allemagne, en Belgique et en France. La fermeture, réelle ou envisagée, des frontières a menacé le secteur de la santé luxembourgeois où les frontalier(ière)s constituent 62 % des employé(e)s. D'une manière générale une bonne partie des secteurs dits essentiels risqueraient de s'effondrer si les frontalier(ière)s étaient empêché(e)s de venir travailler. Fin 2019 plus de 200.000 frontalier(ière)s travaillaient et payaient des impôts au Luxembourg.

C'est pourquoi j'aimerais poser au Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ces questions suivantes :

1) Dans le cadre de la pandémie, une coopération spécifique a-t-elle été mise en place afin de coordonner les efforts dans la Grande Région ? Si oui, quels sont les résultats de cette coopération ?

2) Qu'est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage pour faciliter le recours au télétravail pour les frontalier(ière)s dans le futur ? Jusqu'à quand la non-imposition des journées de télétravail dans les pays de résidences est-elle valable ?

3) Le Luxembourg envisage-t-il de renforcer la coopération au niveau de la santé dans le cadre de la Grande Région ou avec ses pays voisins ?

Réponse commune (09.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région :*

ad Agence exécutive européenne pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) :

1) Le Gouvernement n'a pas été consulté par la Commission européenne sur son intention de transférer les activités de l'Agence exécutive européenne pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) de Luxembourg vers Bruxelles. Après avoir appris que la Commission serait sur le point de fermer CHAFEA, j'ai immédiatement pris contact avec le Commissaire européen au budget et à l'administration, Johannes Hahn, en charge de ce dossier, pour lui faire part de l'incompréhension et de la forte préoccupation du Luxembourg quant à une telle décision et ses conséquences pour le personnel concerné. J'ai aussi fait part de nos interrogations quant au moment choisi, en pleine crise du Covid-19, pour précipiter des décisions et des changements dans ce domaine crucial lorsque tous les efforts devraient être concentrés sur la gestion de la crise.

La procédure applicable aux agences exécutives accordant un rôle prépondérant à la Commission européenne, et ce contrairement à la procédure portant sur le siège des agences décentralisées, le Luxembourg ne peut pas s'opposer seul au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles dans le cadre du paquet de refonte des agences exécutives, qui a été endossé par le Collège des commissaires en date du 29 avril 2020. Le Gouvernement va pour autant poursuivre, au cours des prochains mois, ses efforts en vue de convaincre la Commission européenne du bien-fondé de revoir son projet de refonte - les décisions définitives à cet égard devant être prises fin 2020 - et de renforcer plutôt la CHAFEA à Luxembourg, où elle fonctionne bien depuis sa création il y a 15 ans, en profitant notamment des possibilités de synergies dans le cadre de la e-santé, au lieu de transférer ses activités vers plusieurs agences exécutives basées à Bruxelles.

2) Vu que le Gouvernement n'est pas partie prenante au dialogue social entre la Commission européenne et les fonctionnaires et agent(e)s de la CHAFEA, le Gouvernement ne saurait se prononcer concernant un éventuel plan de sauvegarde de l'emploi pour les fonctionnaires et agent(e)s souhaitant rester au Luxembourg.

3) Lors de nos échanges au cours des dernières semaines que ce soit avec le commissaire compétent, Johannes Hahn, ou avec la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la Commission a, nonobstant son annonce quant à la CHAFEA, confirmé sa volonté de mettre pleinement en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'accord Asselborn-Georgieva de décembre 2015 quant à la pérennisation et le renforcement de la présence des services de la Commission européenne au Grand-Duché, et notamment des pôles juridique, financier et numérique.

ad Programme de santé européen :

1) Le 28 mai 2020, la commissaire en charge de la santé, Stella Kyriakides et le Vice-Président de la Commission européenne chargé de la promotion du mode de vie européen, Margaritis Schinas, ont présenté le nouveau programme « L'UE pour la santé » (EU4Health) pour la période 2021-2027. Contrairement à la version précédente du projet de cadre financier pluriannuel (CFP), ce nouveau programme complètement autonome, a été découplé du « Fonds social européen plus » comme initialement proposé en mai 2018.

Par l'intermédiaire du programme « L'UE pour la santé », la Commission propose d'investir 9,4 milliards d'euros dans le renforcement des systèmes de santé. À titre de comparaison, dans la précédente proposition de la Commission concernant le volet « Santé », le montant était de 413 millions d'euros.

Le programme EU4Health poursuit trois objectifs généraux : améliorer la capacité de gestion des crises de l'Union, assurer la disponibilité de médicaments, de dispositifs médicaux et d'autres produits utiles en situation de crise à un coût abordable et renforcer les systèmes de santé et la main-d'œuvre dans le secteur des soins de santé. Outre la préparation et la réaction aux crises, le programme entend répondre dans le long terme à d'autres défis de taille pour les systèmes de santé, en particulier la répartition inégale des capacités des systèmes de soins de santé, les inégalités entre les groupes de population, les pays et les régions concernant l'accès à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité, les obstacles à l'adoption d'innovations numériques ou encore l'augmentation de la charge sanitaire résultant de la dégradation de l'environnement et de la pollution, touchant en particulier la qualité de l'air, de l'eau et du sol.

Dans le contexte de ces objectifs spécifiques, la Commission européenne a établi dans l'annexe au règlement, une liste d'actions éligibles qui pourront être financées dans les différents domaines couverts par le programme. Il s'agira notamment de réaliser des audits, par exemple des mécanismes de préparation et de réaction des États membres (tels que la gestion des crises, la résistance aux antimicrobiens, la vaccination) afin de garantir leur efficacité, d'instaurer de nouveaux mécanismes, par exemple pour la passation de marchés publics de biens et de services nécessaires à la prévention et à la gestion des crises sanitaires, de mettre en place des programmes de formation et d'échange pour le personnel médical et de santé ou encore de développer la collaboration et les partenariats transnationaux, y compris dans les régions transfrontalières, en vue du transfert et du renforcement de solutions innovantes, y compris numériques, par exemple par l'intermédiaire des réseaux européens de référence.

Enfin, il est également à souligner que d'importants investissements en matière de santé au titre du prochain budget à long terme sont prévus par l'intermédiaire d'autres instruments de financement, tels que le Fonds social européen plus (FSE+), pour aider les groupes vulnérables à avoir accès aux soins de santé, le Fonds européen de développement régional, pour améliorer les infrastructures sanitaires régionales, Horizon Europe, pour la recherche et l'innovation en matière de santé, rescEU, pour constituer des stocks de fournitures médicales d'urgence, et le Programme pour une Europe numérique, pour mettre en place les infrastructures numériques nécessaires aux outils de santé numérique.

2) Au cours de la crise du Covid-19, une multitude de mesures ont été prises au niveau européen afin de répondre aux questions susmentionnées. Tout d'abord, afin de garantir un accès plus équitable à certaines contre-mesures médicales, d'améliorer la sécurité d'approvisionnement et d'offrir des prix plus équilibrés aux pays de l'Union européenne participants, la Commission a lancé, dès la fin février, des procédures de marché commun via le mécanisme de passation conjointe de marché prévu à l'article 5 de la décision 1082/2013/UE relative aux menaces transfrontières graves sur la santé. Dans ce sens, non seulement des équipements de protection individuelle (EPI) tels que des gants et des combinaisons de protections ont pu être acquis, mais également des respirateurs et d'autres appareils de ventilation, du matériel de protection des yeux et des voies respiratoires ainsi que du matériel de laboratoire tel que les kits de test.

Le 20 mars 2020, la Commission européenne a créé « rescEU », une réserve stratégique et un mécanisme de distribution de matériel médical, dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne. Cette réserve européenne commune permet de distribuer rapidement du matériel médical tel que des respirateurs, des équipements de protection individuelle, des vaccins, des médicaments et du matériel de laboratoire. 100 % du coût de cette réserve sont financés par la Commission européenne qui gère également la distribution du matériel pour veiller à ce qu'il aille là où il est le plus nécessaire.

En outre, le 14 avril, le Conseil de l'Union européenne a adopté deux propositions modifiant le budget de l'Union pour 2020 afin de libérer des fonds pour faire face à la crise du Covid-19. Dans ce contexte, l'instrument d'aide d'urgence (ESI) fournit dans l'ensemble des États membres un soutien stratégique direct face à la crise de santé publique provoquée par le coronavirus, en particulier dans le secteur des soins de santé. Doté d'un budget de 2,7 milliards d'euros provenant de l'UE, il est déployé pour atténuer les conséquences immédiates de la pandémie et anticiper les besoins liés à la phase de sortie et de relance. Géré de manière centralisée par la Commission, l'instrument se concentre principalement sur les marchés attribués directement et les subventions directes, tandis que, dans certains cas, les actions seront mises en œuvre par l'intermédiaire de partenaires tels que des organisations internationales.

Au mois d'avril, la Commission européenne a également établi une « chambre de compensation pour l'équipement médical », pour une période de six mois, qui doit faciliter le recensement du matériel disponible, y compris les kits de test, et accélérer son adéquation à la demande des États membres. Par l'intermédiaire de contacts avec des centaines d'entreprises spécialisées dans la production de dispositifs médicaux et d'équipements de protection individuelle qui ont confirmé avoir l'intention d'augmenter leur production pour répondre à la demande, voire l'ont déjà augmentée, la chambre de compensation fera coïncider leurs propositions avec les besoins et demandes des États membres, et elle interviendra pour surmonter les obstacles techniques ou réglementaires ou réduire les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement, afin de veiller à la livraison rapide du matériel.

En complément à ces initiatives visant à faire face aux défis posés par cette crise sanitaire dans le court terme, la Commission entend également approfondir les réflexions sur la production de matériel médical au sein de l'UE, la dépendance de l'UE à l'égard de pays tiers en matière d'ingrédients pharmaceutiques actifs ou encore la disponibilité de médicaments à prix abordables et les pénuries, dans sa stratégie pharmaceutique dont elle entend publier la feuille de route en fin d'année.

3) + 4) Dans les prochaines semaines, et afin de faire face aux défis de cette crise, le Luxembourg s'attèlera à tout mettre en œuvre afin qu'à côté des mesures déjà prises, et complétées par un fonds de relance crédible, un cadre financier pluriannuel solide pour les années à venir soit adopté pour protéger nos économies et assurer une relance européenne durable. En matière sanitaire, le Luxembourg soutiendra toute initiative de la Commission en vue de renforcer la coordination européenne en temps de crise, d'assurer l'accès à des médicaments abordables, de garantir la sécurité de l'approvisionnement et de promouvoir le développement de vaccins, de nouveaux produits thérapeutiques et de diagnostics. Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler que depuis 2015, le Luxembourg participe activement avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Irlande, à la coalition BeNeLuxAI dont l'objectif principal est d'améliorer l'accès des patients aux traitements efficaces et de haute qualité, surtout en ce qui concerne les maladies rares et complexes. Cette collaboration internationale, qui se fonde sur quatre axes principaux, la détection précoce de développements pharmaceutiques potentiellement importants, l'évaluation de l'impact médical, économique, social, éthique et juridique des innovations pharmaceutiques, le partage de données concernant des traitements pharmaceutiques, des méthodes d'évaluation, des registres ainsi que les négociations conjointes de prix avec le secteur pharmaceutique concernant par exemple le remboursement de médicaments orphelins coûteux, a été complémentée en 2019 par une autre initiative européenne regroupant dix pays (Irlande, Portugal, Espagne, Italie, Malte, Chypre, Grèce, Slovénie, Croatie et Roumanie), le groupe de la Déclaration de La Valette, dont l'objectif primaire est de garantir une tarification durable des nouveaux médicaments mis sur le marché. De par leurs travaux, ces projets ont démontré la nécessité d'actions fortes au niveau du marché pharmaceutique européen et le Luxembourg espère que ce seront des modèles pour les initiatives que la Commission présentera dans les prochaines semaines tout particulièrement dans sa stratégie pharmaceutique. Cette crise sanitaire mondiale a en effet exacerbé les problèmes que ces initiatives tentaient de combattre, et il s'agira de passer des paroles aux actes pour y répondre d'une manière cohérente et coordonnée au niveau européen.

ad Coopération transfrontalière dans le domaine de la santé :

1) Une coopération spécifique dans le cadre de la pandémie a été lancée avec les différents interlocuteurs de la Grande Région à tous les niveaux, aussi bien de manière bilatérale (avec les capitales nationales et/ou régionales) que multi-

latérale (au niveau de la Grande Région). Les contacts intenses au niveau politique ont été complétés par d'innombrables contacts au niveau administratif. La Présidence sarroise des exécutifs du Sommet de la Grande Région a mis en place une « Corona Task Force » dès le mois de mars 2020 pour coordonner les efforts des territoires de la Grande Région. Ces contacts intenses à tous les niveaux ont permis de s'échanger sur la situation sanitaire et les processus de déconfinement, d'identifier les nombreux problèmes (dont ceux pour les travailleurs frontaliers) qui ont surgi dans le contexte du rétablissement de mesures restrictives aux frontières, ainsi que de s'engager en faveur d'un rétablissement rapide des libertés de circulation. Les pourparlers au niveau bilatéral ont entre autres permis d'assurer le passage des frontaliers, d'aboutir à un assouplissement progressif des contrôles aux frontières ainsi que la réouverture des postes frontières fermés.

2) Le télétravail a gagné en importance avec la crise actuelle. La société toute entière a en effet pris conscience de l'efficacité et des atouts du télétravail tant sur le plan social qu'environnemental. Même avant l'épidémie du Covid-19, le télétravail était une priorité pour le Gouvernement luxembourgeois. L'objectif est de continuer à promouvoir et à faciliter le télétravail pour ses citoyens et ses frontaliers ensemble avec ses trois pays voisins. Les contacts que le Ministère des Finances a déjà eus avant la crise actuelle avec les pays voisins seront poursuivis à l'avenir afin d'atteindre cet objectif.

En ce qui concerne les accords avec nos pays voisins concernant le télétravail des frontaliers pendant l'épidémie actuelle, la situation sera évaluée ensemble avec les pays concernés au fur et à mesure afin de déterminer la durée d'application de ces accords. Le Ministère des Finances ou, le cas échéant, l'Administration des contributions directes, publiera tout changement ou nouvelle concernant les accords en question sur leurs sites Internet respectifs.

3) Oui, le Luxembourg envisage de renforcer la coopération au niveau de la santé au sein de la Grande Région et au niveau bilatéral. Le Sommet intermédiaire des Exécutifs de la Grande Région du 18 juin dédié à la crise du Covid-19 sera également l'occasion d'évoquer de nouvelles pistes de coopération dans ce domaine. Le sujet est régulièrement abordé avec le voisin français dans le cadre de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Avec la France, il existe un groupe de travail « professions de santé ». Avec la Belgique, une grande partie de la coopération sanitaire a lieu avec l'Agence fédérale des médicaments et produits de santé belge, respectivement s'inscrit dans le cadre de l'Union Benelux. Il y existe déjà une commission spéciale pour la santé publique et cette année, une concertation stratégique relative à la lutte contre la fraude dans les soins de santé est prévue.

Question urgente 2985 (13.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 avant un séjour à l'étranger :**

D'Zuel vun de Covid-19-Infektioune klëmmt an d'Diskussioun ëm Riskogebidder gëtt nees akut. Bei Auslandsreese gëtt op ville Plazen nees e rezent negatiivt Testresultat vu maximal 48 Stonne virdru gefuerdert. Dat ass zäitlech, wann een un d'Virbereedung vun enger Auslandsrees denkt, eng zousätzlech Belaaschtung fir dës Leit, besonnesch, well et deelweis zu laange Waardezäite kënnt, wéi eis vu Maarnech zougedroe gouf.

Duerfir hunn ech zwou ganz konkret Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéini gëtt nees eng séier Prozedur fir obligatoresch Covid-19-Tester bei Auslandsreesen agefouert?

2. Wär dës net am Kader vun de méi grousse Capacitéite vun de Large-Scale-Testing-Infrastrukture méi sënnvoll wéi am normalen Testing an de Laboratoiren?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Déi Leit, déi bei Auslandsreesen en obligatoreschen negative Covid-19-Test brauchen, kënnen iwwert d'Plattform MyGuichet.lu e Rendez-vous fir en Test kréien. Am Kader vum Large-Scale-Testing ass e Contingent vu Rendez-vousen extra fir sou Fäll virgesinn. Bei Auslandsreese brauchen d'Leit also net an e Laboratoire ze goen, fir sech testen ze loossen. Dës Prozedur ass den 30. September reaktivéiert ginn, nodeems Lëtzebuerg vu verschiddene Länner nees als Risikogebitt agestuuft ginn ass.

Question urgente 2989 (16.10.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la grippe :**

Gëschter war ze héieren, datt am Moment quasi keng Grippeimpfungen an den Apdikten ze kréie sinn. Enn des Mounts soll erëm eng Liwwerung vun enger grousser Firma kommen, dono géif et dann awer bis Dezember dauere bis déi nächst Impfstoffer am Grand-Duché ukommen. D'Apdikten hate wuel eng Circulaire vun der Santé kritt fir de vulnerabele Leit de Vaccin prioritär ze reservéieren, allerdéngs ass dës Circulaire zu engem Moment komm, wou déi meescht Apdikte scho keng Impfstoffer méi haten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung ze garantéieren, datt bei den nächste Liwwerungen déi vulnerabel Leit eng Prioritéit hunn?

2. Huet d'Regierung probéiert bei de verschiddene Fournisseuren ze intervenéieren, fir datt zäitno méi Vaccinen op Lëtzebuerg geliwwert ginn?

3. Wann nee, firwat, respektiv huet se wëlles, dat nach ze maachen?

4. Wéi eng Strategie huet d'Regierung dëst Joer wat d'Grippeimpfunge vun eiser Populatioun ugeet?

Réponse (19.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Ech erlabe mir dem honorabelen Deputéierte kuerz nach eemol d'Organisatioun vun der Grippeimpfung zu Lëtzebuerg ze rappeléieren: et handelt sech heibäi am Prinzip ëm e fräie Marché, wou d'Apdikter aus den Officinen am Ufank vum Joer - an dësem Fall virun der Covid-19-Epidemie - bei de Grossisten hir Virbestellung u Vaccine maachen. D'Grossisten hirersäits bestellen da bei de Produzente vum Vaccin déi eng „autorisation de mise sur le marché" zu Lëtzebuerg hunn oder ufroen. De Verkafspräis vum Vaccin gëtt vun der Securité sociale fixéiert, d'final Zuel vun de Vaccinen an d'Akafspräiser ginn um fräie Marché zwëschent Apdikter, Grossisten a Produzente verhandelt. Fir 2020 goufen esou eppes méi wéi 80.000 Vaccine bestallt.

De Staat gräift an dëse fräie Marché nëmmen an, wann dee sech net selwer reguléiert a wann doduerch mat Problemer ze rechnen ass. Dëst war natierlech 2020 de Fall, bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie, wou et virauszegesi war, dass eng gréisser Demande fir de Vaccin géif kommen. D'Direktioun vun der Santé huet dofir am Juni decidéiert, no engem Gespréich mat dem Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL), wou d'Problematik ugesprach gouf, selwer 30.000 Dose Vaccin ze kafen, zousätzlech zu de Vaccinen, déi iwwert d'Pharmacië bestallt goufen. Dës Vaccine wäerten och Ufank Dezember geliwwert ginn.

D'Direktioun vun der Santé huet de 7. September, also ongeféier zwou Wochen iert déi éischt Dose Vaccine vun de Grossisten an d'Apdikte geliwwert goufen, eng Lettre circulaire un d'Dokteren an un d'Apdikter geschéckt, wou si dorop insistéiert huet, dass déi vulnerabel Leit sollte prioritär Vaccine kréien. Et ass dofir net nozevollzéien, firwat an enger rezenter RTL-Reportage behaapt gouf: „Do ass eng Circulaire komm, vun der Direktioun vun der Santé, mee déi ass awer leider eréischt komm, do haten Dräivéierels vun den Apdikte scho kee Vaccin méi."

D'Recommandatioun, dass déi vulnerabel Leit prioritär sollte sinn, ass den 29. September nach eemol widderholl ginn, genausou wéi eng leschte Kéier Mëtt Oktober.

D'ganzt Joer steet d'Direktioun vun der Santé reegelméisseg all zwee bis dräi Méint mat de verschiddene Produzente vu Vaccinen a Kontakt, fir sécherzestellen, dass dës Produzenten och hir Vaccinen zu Lëtzebuerg ubidden an esouwuel eng „autorisation de mise sur le marché" bei der Santé wéi e „prix de vente" bei der Sécurité sociale ufroen. Dëst sinn d'Basiskonditiounen, fir dass dono Vaccinen iwwerhaapt kënnen akaaft a geliwwert ginn.

Enn September sinn eng 55.000 Grippevaccinen op Lëtzebuerg komm. Et ass virgesinn, dass nach eng ronn 30.000 Vaccine bis Enn Oktober geliwwert ginn. Dono kommen nach eemol 5.000 Vaccinen an d'Apdikten Ufank Dezember, zur gläicher Zäit, wou och dann déi 30.000 supplementär Vaccinen an der Direktioun vun der Santé ukommen. Dëst wären dann am Ganze ronn 120.000 Dosen, bedeitend méi wéi an engem normale Joer wou zwëschent 60.000 an 80.000 Dose geliwwert ginn. Et gëtt am Moment eng allgemeng Penurie vu Grippevaccinen a ganz Europa. Et ass dofir net domat ze rechnen, dass nach zousätzlech Vaccinen op Lëtzebuerg kommen.

D'Strategie dëst Joer fir Grippeimpfungen ass kloer a bedéngt duerch d'Realitéit, dass mir net déi ganz Bevëlkerung impfe kënnen: fir d'éischt déi vulnerabel Leit (no der Definitioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses), dono d'Gesondheetsberuffler**,** déi am direkte Kontakt mat dëse vulnerabele Leit stinn an domat Vecteur vum Virus kéinte sinn, an dono eréischt all déi aner Leit, déi sech wëllen impfe loossen.

Question urgente 2991 (16.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **dispositif sanitaire au sein des établissements scolaires dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Le 4 septembre 2020, le Ministre de l'Éducation nationale a présenté un dispositif sanitaire comprenant une procédure en trois scénarios à appliquer au sein des établissements scolaires dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19. Le premier scénario préconise qu'un élève infecté soit isolé à son domicile et que la classe soit isolée à l'intérieur de l'établissement scolaire. Après le sixième jour, ce même scénario implique que toute la classe soit testée au Covid-19. L'isolation est alors abolie en cas où l'entièreté de la classe est négative dans ce scénario.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Vu que les tests de dépistage ne sont pas obligatoires, Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer la procédure à suivre, si un seul ou plusieurs élèves d'une classe mise en isolation refuse(nt) de se soumettre au test Covid-19 ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une telle situation, où un ou plusieurs élèves aurai(en)t refusé de se soumettre à un test Covid-19, s'est déjà produite à ce jour ?

- Si ce fut le cas, Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer comment la situation a été traitée ?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le dispositif sanitaire à trois niveaux présenté pour la rentrée scolaire 2020 (« Stufeplang ») prévoit, lors d'un cas isolé d'un élève ou d'un enseignant testé positif au Covid-19 et où la source d'infection est extérieure à l'école, les mesures suivantes :

1) La personne testée positif est mise en isolement à domicile.

2) Les personnes en contact direct avec la personne testée positif et qui ont eu un contact à haut risque sont mises en quarantaine.

3) Si la personne testée positif est un élève ou un enseignant et que la source d'infection est extérieure à l'école, les classes concernées continuent les cours en prenant cependant certaines mesures d'après le scénario 1 du « Stufeplang », afin de séparer cette classe d'autres élèves de la même école. Ceci se base sur le constat que les chaines d'infection à l'intérieur d'une classe sont peu fréquentes.

Par mesure de précaution, un test PCR est cependant proposé après six jours à tous les élèves d'une classe concernée par scénario 1. Ce test n'est pas obligatoire et sa non-réalisation éventuelle n'a pas d'influence sur les mesures générales de séparation de cette classe qui prennent fin après une semaine. En général, les parents souhaitent que leurs enfants se fassent tester et il s'avère que seulement à de rares occasions les tests ne sont pas réalisés.

Question urgente 2997 (19.10.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**amortissement fiscal accéléré :**

Dans le contexte de la réforme du régime dit « de l'amortissement fiscal accéléré » pour promouvoir la construction d'habitations neuves destinées à la location, j'aimerais demander des précisions dans l'intérêt de la sécurité juridique et fiscale des citoyens :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les acquéreurs qui signent leur acte notarié d'acquisition en « VEFA » encore cette année bénéficieront de l'ancien régime (amortissement fiscal de 6 % sur l'année en cours plus six ans) ou non ? En effet, il m'a été rapporté qu'un receveur aurait fait savoir à un justiciable que ce ne serait pas la date de l'acte mais la date de la remise des clefs qui serait à retenir.

2) De même, une personne qui achète (acte notarié) en 2020 un terrain pour y construire un immeuble locatif pourra-t-elle profiter encore de l'ancien régime fiscal ou non ?

3) Une question se pose en particulier pour l'application de l'amortissement réduit à 4 % pour les investissements qui dépassent 1.000.000 EUR. Est-ce que le montant cumulé des investissements au 31/12/2020 sera pris en compte pour déterminer si des investissements effectués en 2021 dépassent le seuil de 1.000.000 EUR ou non ?

4) Les investisseurs qui ont effectué des investissements supérieurs à 1.000.000 EUR au 31/12/2020 continueront-ils à bénéficier de l'ancien régime sur l'intégralité de leurs investissements en question ?

Réponse (20.10.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député demande des précisions concernant la réforme du régime dit « de l'amortissement fiscal accéléré » en raison d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble affecté au logement locatif.

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 prévoit qu'à partir de l'année d'imposition 2021, un amortissement accéléré au taux de quatre pour cent est admis à l'endroit d'immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués après le 31 décembre 2020 et affectés au logement locatif, lorsque l'achèvement de l'immeuble ou de la partie d'immeuble remonte au début de l'exercice d'exploitation à moins de cinq ans. Dans une optique de sécurité juridique, il est toutefois proposé qu'un amortissement accéléré au taux de six pour cent est admis à l'endroit d'immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués avant le 1er janvier 2021 et affectés au logement locatif, lorsque l'achèvement remonte au 1er janvier de l'année d'imposition ou au début de l'exercice d'exploitation à moins de six ans.

Ainsi, pour déterminer si le taux d'amortissement accéléré de six pour cent est le cas échéant encore applicable dans les circonstances invoquées par l'honorable Député, il y a lieu de prendre en compte la date de l'achèvement de l'immeuble. Par conséquent, les acquéreurs qui signent leur acte notarié d'acquisition en « VEFA » encore cette année ne pourront plus bénéficier du taux d'amortissement accéléré de six pour cent, si l'achèvement de la construction n'est pas réalisé avant le 1er janvier 2021.

Dans le même sens, une personne qui achète en 2020 un terrain pour y construire un immeuble locatif ne pourra plus bénéficier du taux d'amortissement accéléré de six pour cent si l'achèvement de la construction n'est pas réalisé avant le 1er janvier 2021.

L'abattement immobilier spécial est calculé par rapport à la somme des valeurs qui se trouvent à la base du calcul des amortissements accélérés de quatre pour cent, en raison des immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués après le 31 décembre 2020 et affectés au logement locatif dont l'achèvement remonte au 1er janvier de l'année d'imposition à moins de cinq ans. Par conséquent, le montant de la somme des valeurs au 31 décembre 2020 se trouvant à la base du calcul de l'amortissement accéléré de 6 % n'est pas pris en compte pour déterminer le montant de l'abattement immobilier spécial.

Par rapport à la dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler que le taux d'amortissement accéléré de six pour cent est admis pour l'ensemble des immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués avant le 1er janvier 2021 dont l'achèvement remonte au 1er janvier de l'année d'imposition ou au début de l'exercice d'exploitation à moins de six ans dans les conditions actuellement en vigueur.

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

N°19
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 19 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Conséquences de la crise sanitaire p. 651
Reprise des activités des structures d'accueil p. 655
Covid-19 : garantie de l'État p. 665

Sommaire des séances publiques nos 42 à 44 p. 687
Sommaire des questions parlementaires p. Q409

42e séance Mardi 16 juin 2020
43e séance Mercredi 17 juin 2020
44e séance Jeudi 18 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Remise du rapport OKaJu 2020: Bilan d'un mandat de 8 ans



Accompagné de Mme Françoise Gillen (2e de gauche), M. René Schlechter (au milieu) a remis son 8e rapport à M. Fernand Etgen, Président de la Chambre (2e de droite) en présence du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck (à droite) et du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter (à gauche).

Depuis 1954, la Journée mondiale de l'enfance du 20 novembre vise à promouvoir les droits fondamentaux des enfants. Le 19 novembre 2020, à la veille de cette journée internationale, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. René Schlechter, a remis son 8e rapport sous le titre « Bilan d'un mandat de 8 ans » au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Celui-ci a félicité M. Schlechter pour son engagement tout au long des années.

« Un de vos points forts est le fait que vous étiez toujours à l'écoute des gens et notamment des enfants et des jeunes. Votre travail n'a pas été marqué par un formalisme exagéré, mais vous avez agi avec tact », a souligné M. Fernand Etgen. Il a annoncé que le rapport va être transmis aux commissions parlementaires respectives, à savoir la Commission de la Justice ainsi que celles de l'Éducation, de la Santé et de la Famille.

Le Président de la Chambre s'est également renseigné sur le travail de l'Ombudsman en temps de crise. M. René Schlechter a expliqué que la crise sanitaire n'a pas eu d'impact primordial sur le travail de l'institution, dont il assure la présidence depuis décembre 2012. Actuellement des entretiens ont lieu au niveau de la Conférence des Présidents pour désigner un successeur pour M. Schlechter qui prendra sa retraite à la fin de l'année.

Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En tout, 18 rapports ont été rédigés et publiés depuis 2003 par l'institution qui veille aux droits des enfants au Luxembourg. Les thèmes abordés représentent la panoplie de défis auxquels les enfants doivent faire face : la santé mentale, le manque de prise de parole, les enjeux auxquels sont confrontés les mineurs non accompagnés, etc.

C'est pourquoi l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a profité de l'occasion pour publier en 2020 un rapport rétrospectif qui a comme fil rouge l'intérêt supérieur de l'enfant. Quelles recommandations ont eu des suites sur le terrain ? Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En effet, des observations formulées par l'institution ont mené à une amélioration de la situation, par exemple pour les enfants venus en tant que mineurs non accompagnés au Luxembourg.

Une institution rattachée à la Chambre des Députés

Le 1er avril 2020 a marqué un changement pour l'institution : c'est à partir de cette date que l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) est devenu l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) grâce à un nouveau cadre légal. Depuis quelques semaines, l'OKaJu a pris son siège au numéro 65 route d'Arlon à Luxembourg. C'est aussi par la loi du 1er avril 2020 que l'institution a été rattachée à la Chambre des Députés, garant de son indépendance et de sa neutralité.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher veille au respect de la Convention relative aux droits de l'enfant datant de 1989 et veut la faire connaître au Luxembourg.

De par son nouveau cadre légal, l'OKaJu a plus de visibilité et espère pouvoir davantage sensibiliser le grand public et les acteurs du terrain. En outre, ses missions pourront se développer à l'avenir, par exemple en émettant des avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.

Actuellement, des débats sur la modernisation et les défis dans le cadre de la fiscalité, le financement de projets d'infrastructure ainsi que le plan de développement culturel KEP 1.0 sont en préparation. Les députés interpelleront le Gouvernement sur le thème du suicide en décembre et sur la politique d'intégration en janvier 2021.

OTAN en 2030

Les députés membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se sont entretenus, le 26 octobre 2020, par vidéoconférence avec M. Mircea Geoană sur l'avenir de l'Alliance dans le cadre du processus appelé « OTAN 2030 ». L'APOTAN participe activement à ce processus et y attache une grande importance. Son Président, M. Attila Mesterházy (Hongrie), a souligné que l'Assemblée jouait un rôle important en tant que promoteur et défenseur engagé des valeurs de l'OTAN et en tant que plateforme précieuse pour un dialogue politique ouvert et franc.

Trois sujets clés en particulier ont été soulevés au cours de cet échange : les partenariats de l'OTAN, les technologies émergentes et perturbatrices ainsi que la résilience.

M. Geoană a présenté son point de vue sur ces questions et la manière de s'adapter aux problèmes. À part les anciens, l'Alliance est confrontée à de nouveaux défis dans l'espace et le cyberespace, la mise en place de réseaux 5G, la lutte contre la désinformation et autres menaces hybrides et du changement climatique. En outre, l'Alliance continue d'être hantée par le fléau du terrorisme comme en témoignent les récents événements en France.

Face à ces risques, il est important de renforcer la résilience des États membres de l'Alliance et avant tout celle de nos sociétés. Dans ce contexte, il a été rappelé que les dépenses de défense et les investissements dans l'innovation et la technologie ne devraient pas être revus à la baisse.

La délégation luxembourgeoise était représentée par Mme Lydia Mutsch, Mme Nancy Arendt, M. Gilles Baum, Mme Semiray Ahmedova et M. Sven Clement.

Mission accomplie pour les députés luxembourgeois

Vérifier si les présidentielles américaines se sont bien déroulées comme prévu, sans être perturbées ou détournées, c'était la tâche d'une centaine d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Trois d'entre eux venaient du Grand-Duché de Luxembourg.

M. Gusty Graas, M. Claude Haagen et Mme Josée Lorsché, membres de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, sont restés pendant cinq jours aux États-Unis pour accompagner l'« Election Day » en tant que « short term observers ».

C'était la première fois que les trois parlementaires ont agi en tant qu'observateurs indépendants internationaux aux États-Unis. Ils ont contrôlé une vingtaine de bureaux de vote à Washington et au Maryland.

Quelles observations avez-vous faites le jour des élections dans les bureaux de vote ?



M. Claude Haagen (LSAP) : *Le déroulement du vote a été très bien organisé, tant au niveau des élections elles-mêmes qu'en matière de lutte contre la Covid-19. En tant qu'observateurs internationaux nous avons pu faire notre travail sans être encombrés. Uniquement dans un cas précis, on a voulu nous refuser l'accès au bureau de vote. Mais après avoir expliqué aux responsables du bureau qui nous étions, ils nous ont laissé entrer et faire notre contrôle.*



Mme Josée Lorsché (déi gréng) : *Dans certains cas, les responsables de bureaux n'étaient pas informés de la présence des observateurs indépendants de l'OSCE. Ils étaient sceptiques et inquiets parce qu'ils ne savaient pas si nous faisions partie d'un parti politique, de la presse ou d'un autre organisme qui pourrait influencer ou mettre sous pression les électeurs.*

Que pensez-vous des accusations de fraude entourant cette élection ?



M. Gusty Graas (DP) : *Je pense que les élections ont été réalisées avec sérieux, mais qu'il y a un problème au niveau du système électoral. À mon avis, les États-Unis doivent uniformiser leur système électoral au niveau fédéral.*

Dans certains États, les votes par correspondance ne comptent que s'ils sont reçus le jour avant l'élection. Dans d'autres, c'est la date du tampon de la poste qui compte et ils peuvent être reçus plusieurs jours après l'élection. Cela mène à une certaine confusion. Le risque de fraude se situe pour moi ailleurs : dans certains États, on peut par exemple exclure des gens des listes électorales selon des règles différentes en fonction de leur casier judiciaire. C'est là que se situent pour moi les risques de fraude, rendant d'autant plus utiles des règles uniformisées.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 19** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Covid-19 : mise en place d'un régime d'aides

7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19

Ce projet de loi coule sous forme de loi le règlement grand-ducal du 8 avril 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19. Le règlement grand-ducal précité sera abrogé dès que le présent projet de loi entre en vigueur. L'objet du régime d'aides est d'apporter un soutien financier aux entreprises qui portent un projet d'investissement ou de recherche et de développement lié à la lutte contre la pandémie Covid-19.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14.04.2020

Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

07.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
15.05.2020	Adoption d'un projet de lettre d'amendements
11.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 508, page 1

Covid-19 : célébration du mariage

7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose problème à un certain nombre de communes.

C'est la raison pour laquelle le projet de loi n° 7577 propose une dérogation temporaire à l'article 75 du Code civil afin de permettre à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale. Les édifices visés devraient permettre, de par leur superficie plus grande, la présence de la famille et des amis des futurs époux lors de la célébration du mariage tout en respectant les gestes barrières.

Cet édifice de célébration autre que la maison communale doit être affecté à un service public communal permettant de respecter les consignes sanitaires en temps de pandémie fixées par la future loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus SARS-CoV-2 (Covid-19) et modifiant 1. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (projet de loi n° 7606).

L'édifice de célébration autre que la maison communale est déterminé par le collège des bourgmestre et échevins, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La durée d'application de la future loi est alignée à celle de la future loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus SARS-CoV-2 (Covid-19) susmentionnée.

Il importe de noter qu'une disposition analogue pour les partenariats enregistrés n'est pas nécessaire. Dans la mesure où la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ne fixe aucun lieu pour la réception de la déclaration de PACS, l'officier de l'état civil peut recevoir les futurs partenaires dans les mêmes locaux que les futurs mariés, à savoir dans la maison communale ou dans l'édifice communal déterminé pour les mariages. Partant, il n'y a pas de discrimination de traitement.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 07.05.2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

10.06.2020	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

10.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.06.2020	Adoption d'un projet de lettre d'amendements
17.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 526, page 1

Covid-19 : incapacité de travail et sécurité sociale

7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à proroger les effets de certaines dispositions du règlement grand-ducal du 3 avril 2020 portant dérogation aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3, 14, alinéa 2 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail.

Plus précisément, le projet de loi crée la base légale permettant à l'assurance maladie-maternité de continuer à prendre en charge les indemnités pécuniaires de maladie des salariés jusqu'au dernier jour du mois de calendrier au cours duquel se situe la fin de l'état de crise.

En effet, la disposition en question avait été introduite par règlement grand-ducal en date du 3 avril 2020 pour éviter que les employeurs ne soient contraints de porter la charge financière supplémentaire qui découle de l'augmentation du nombre des périodes d'incapacité de travail personnelle des salariés.

Cette disposition est reprise au niveau du présent projet de loi afin de permettre à l'assurance maladie-maternité de continuer à prendre en charge les indemnités pécuniaires de maladie dues pour la fraction du mois se situant entre la fin de l'état de crise et le dernier jour du mois de calendrier au cours duquel se situe cette date – ceci en raison d'arguments techniques.

Il convient de rappeler qu'en dehors de cette disposition dérogatoire (et donc à nouveau à partir de juillet 2020), l'employeur est tenu de continuer à rémunérer le salarié en incapacité de travail jusqu'à la fin du mois au cours duquel se situe le 77e jour d'incapacité de travail.

Cette disposition est applicable à tous les salariés depuis l'introduction du statut unique par le biais de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

Le présent projet de loi précise par ailleurs que, même si l'indemnité pécuniaire de maladie due à un salarié prend cours à partir du premier jour ouvré de l'incapacité de travail, la prise en charge par l'assurance maladie-maternité ne prive pas le salarié du droit au maintien intégral du salaire et des avantages découlant de son contrat de travail. Les éventuelles différences sont régularisées sur base des décomptes définitifs établis.

Le projet de loi proroge par ailleurs jusqu'au 31 décembre 2020 la disposition, introduite par le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 pour la durée de l'état de crise, visant à suspendre le cours des intérêts moratoires pour les retards de paiement des cotisations à payer par l'employeur, fixés actuellement à 0,6 % par mois entier de calendrier.

Cette mesure devrait permettre à un employeur qui se trouve dans une situation financière difficile dans le contexte de la crise Covid-19 de gérer le paiement des cotisations de manière flexible, sans être frappé par des sanctions pécuniaires.

À noter que le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 susmentionné (pris dans le cadre de l'état de crise) avait également suspendu l'application des dispositions de l'article 14, alinéa 2, du Code de la sécurité sociale concernant la mise en compte des périodes d'incapacité de travail personnelle dans le cadre de la limite du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, fixé à 78 semaines pour une période de référence de 104 semaines. Cette disposition n'est pas prorogée, étant donné que l'administration du Contrôle médical de la sécurité sociale a repris ses activités entre-temps.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.05.2020

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

04.06.2020	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
11.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 511, page 1

Covid-19 : Code du travail (congé pour raisons familiales)

7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de la gestion de la crise liée au Covid-19. Il a pour objet de compléter le dispositif existant en matière de congé pour raisons familiales, en élargissant le champ d'application aux cas qui ne sont pas directement dus à une maladie de l'enfant, mais qui sont tout de même liés à des mesures de santé publique visant à limiter la propagation d'une infection à large échelle.

En effet, au début de la proclamation des mesures de confinement pour lutter contre le Covid-19, le Gouvernement a pris la décision de fermer les établissements scolaires et de formation publics et privés, ainsi que les structures d'accueil. Par conséquent, il a pris des mesures exceptionnelles et immédiates motivées par la gravité de la situation, en introduisant le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2, de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, afin de tenir compte du maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie.

Par la suite, le Gouvernement a pris la décision de rouvrir les établissements de l'enseignement par un retour en classe en alternance. Au vu de l'urgence particulière de la situation et afin de pallier la fermeture intégrale ou partielle des structures d'accueil, le règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail a été introduit, afin d'autoriser l'octroi du congé pour raisons familiales au salarié ou travailleur indépendant ayant à charge un enfant vulnérable au Covid-19, ou un enfant né à partir du 1er septembre 2015 ou encore un enfant scolarisé de moins de 13 ans accomplis dont l'école est fermée. Il convient toutefois de noter que la durée de validité de ce règlement se limite à la période de l'état de crise alors que les dispositions auront des conséquences juridiques pouvant aller au-delà de l'état de crise.

Dès lors, le présent projet de loi doit assurer la continuation de ces dérogations jusqu'au 15 juillet 2020. Dans ce contexte, le présent projet de loi apporte des changements aux articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail afin de tenir compte de l'impact sur le plus grand nombre possible de situations spécifiques auxquelles les parents visés doivent faire face. Par conséquent, le champ d'application du congé pour raisons familiales s'élargit au salarié ou au travailleur indépendant ayant à charge :

- un enfant vulnérable au Covid-19 à condition de produire un certificat médical attestant cette vulnérabilité ;

- un enfant né à partir du 1er septembre 2015 ;

- un enfant scolarisé de moins de 13 ans accomplis dont l'école est fermée ou dont les

cours restent suspendus pour des raisons directement liées à la crise sanitaire ou qui ne peut être pris en charge par aucune école ou structure d'accueil en raison de la mise en œuvre d'un plan de prise en charge en alternance des élèves ou de l'application de mesures barrières imposées, à condition de produire un certificat attestant la situation donnée, émis par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. La limite d'âge de moins de 13 ans accomplis ne s'applique pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale.

Les dispositions prévues par le présent projet de loi s'appliquent également aux frontaliers.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.05.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
11.06.2020 Présentation du projet de loi et examen des avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur
15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 512, page 1

Covid-19 : libre circulation des personnes et immigration

7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi a pour objet la prolongation dans le temps des effets de certaines mesures introduites par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Dans ses articles 13 et 14, le règlement grand-ducal précité prévoit un certain nombre de mesures dérogatoires à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Ainsi, il est proposé de porter temporairement à six mois le délai accordé à certains ressortissants de pays tiers arrivés au Luxembourg depuis le 1er janvier 2020 pour solliciter la délivrance de leur titre de séjour, de proroger temporairement la durée de validité des titres de séjour expirés et de déclarer régulier le séjour de ressortissants de pays tiers dont le visa est échu ou dont le séjour vient de dépasser les 90 jours.

Par ailleurs, il est proposé d'ancrer dans la loi l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, limitant l'entrée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg aux ressortissants de pays tiers pour une durée déterminée, sauf exemptions et dérogations.

Il est ainsi donné suite aux recommandations et communications de la Commission européenne en la matière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.05.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
10.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
12.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 536, page 1

Covid-19 : justice I

7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Le présent projet de loi s'inscrit dans le sillage de la fin légale de l'état de crise et vise, pendant une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020, à tenir les audiences des juridictions conformément aux mesures anti-Covid-19 et à créer la possibilité d'effectuer certains actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication.

Dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19, le Gouvernement a déclenché en date du 18 mars 2020 l'état de crise prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution pour une durée de dix jours. Cet état de crise a été confirmé et sa durée prorogée pour une durée maximale de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Les règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise. Vu qu'il convient toutefois de maintenir bon nombre de mesures pris par voie de règlement grand-ducal au-delà de la fin de l'état de crise, le présent projet de loi se propose d'ancrer, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020, les mesures jugées utiles et nécessaires dans une loi.

Aux termes de l'exposé des motifs, chaque mesure prise pendant l'état de crise a été analysée par rapport à sa finalité première en la mettant en balance avec les droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité.

Les mesures en cause trouvaient leur source dans les règlements grand-ducaux suivants :

- le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, article 5, alinéa 3 ;

- le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, article 2, paragraphes 2 à 8, et

- le règlement grand-ducal du 29 avril 2020 portant adaptation de certaines modalités procédurales en matière pénale.

Le présent projet de loi prévoit des dispositions en ce qui concerne :

- des procédures écrites de notification des ordonnances de perquisition et de saisie prises par le juge d'instruction visant à éviter des contacts physiques ;

- l'audition de témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence ;

- l'assistance d'une personne qui est privée de liberté par son avocat par des moyens de télécommunication ;

- des procédures écrites, remplaçant les procédures orales, devant les juridictions siégeant en matière pénale, à savoir les juridictions d'instruction et de jugement des tribunaux d'arrondissement et de la Cour d'appel, et cela tant pour l'instruction des affaires que pour les procédures d'appel, sur ce dernier point y compris en ce qui concerne le tribunal de police ;

- l'exécution fractionnée de certaines peines privatives de liberté, et

- la saisine de la chambre de l'application des peines par une procédure écrite visant à éviter des contacts physiques.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
12.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'une rapportrice
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 542, page 1

Covid-19 : justice II

7587 - Projet de loi portant :

1° prorogation de mesures concernant
a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

L'état de crise prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution a été déclenché en date du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19 pour une durée de dix jours.

Cet état de crise a été confirmé et sa durée prorogée pour une période de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19.

L'article 32, paragraphe 4, de la Constitution prévoit que pendant l'état de crise le Grand-Duc peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires qui peuvent déroger à des lois existantes.

Afin de garantir le fonctionnement du service public de la justice pendant l'état de crise, tout en endiguant le virus Covid-19 et en protégeant tous les acteurs du monde judiciaire, un certain nombre de règlements grand-ducaux ont été adoptés afin d'adapter les textes existants.

Or, les effets de ces règlements grand-ducaux cessent au plus tard à la fin de l'état de crise tel que prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, c'est-à-dire au moment de l'abrogation de la loi du 24 mars 2020 précitée et au plus tard à l'expiration du délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur de la loi du 24 mars 2020.

Or, la fin de l'état de crise au sens juridique du terme n'est pas synonyme de fin de la pandémie du virus Covid-19 au Luxembourg.

C'est pourquoi un certain nombre de mesures prises par voie de règlement grand-ducal pendant l'état de crise et dérogeant à des lois existantes doivent être maintenues temporairement au-delà de l'état de crise dans le cadre de la lutte contre le virus.

Trois nouvelles mesures ponctuelles sont également introduites dans le contexte de la lutte contre le virus.

La première concerne la tenue de la prochaine assemblée générale des barreaux et la durée du mandat actuel de leurs membres.

La deuxième concerne la tenue de la prochaine assemblée générale de la chambre des notaires et la durée du mandat actuel de ses membres.

La troisième prolonge un délai dans le cadre de la déclaration de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise.

Le présent projet de loi s'inscrit donc à la fois dans la suite de la déclaration de l'état de crise du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ainsi que dans la stratégie de reprise et de sortie de crise.

Au vu de la levée progressive des mesures de confinement et en vue d'une reprise des activités, le seul maintien temporaire de mesures et jugées utiles et nécessaires dans le cadre de la stratégie de reprise et de sortie de crise est proposé.

Pour voir si et comment elle doit être maintenue, chaque mesure prise pendant l'état de crise a été analysée par rapport à sa finalité première en la mettant en balance avec les droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité.

Ces mesures se retrouvent dans les textes suivants :

- le règlement grand-ducal du 17 avril 2020 relatif à la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite et portant adaptation temporaire de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

- le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales ; et

- l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Sont également modifiées dans ce contexte la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat et la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

12.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'une rapportrice
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 523, page 1

Covid-19 : reprise des activités des structures d'accueil

7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Le présent projet de loi établit une base légale pour permettre l'organisation de la reprise des activités des structures d'accueil pour les élèves de l'enseignement fondamental entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020. Il vise à introduire des mesures temporaires et dérogatoires par rapport à des lois existantes concernant l'exercice des activités des services d'éducation et d'accueil, des mini-crèches et des assistants parentaux. Afin de pourvoir au besoin accru en personnel enseignant et éducatif qui découle de la mise en place de la prise en charge en alternance des élèves, l'article 1er du présent projet de loi prévoit de recruter des étudiants pour la période comprise entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020. Ceci constitue une dérogation aux articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail.

L'article 2 propose une dérogation à l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles. Le système d'enseignement en alternance est supposé augmenter le nombre d'élèves nécessitant un accueil extrascolaire. Face à la capacité limitée des établissements existants, et dans la mesure où le groupe d'enfants scolarisés est limité à dix, des locaux supplémentaires doivent être mis à disposition des structures d'accueil. Afin d'accélérer ce processus, les travaux y afférents sont exempts de l'examen préalable de l'inspecteur général.

L'article 3 déroge aux articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Dans le cadre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental, toute transformation portant sur des établissements classés ayant pour objet l'accueil des élèves est exempte d'une demande d'autorisation préalable.

Finalement, l'article 4 prévoit des dérogations aux articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Pour la période du 25 mai 2020 au 15 juillet 2020, l'État met en place un accueil extrascolaire gratuit, ce qui libère les représentants légaux des enfants du paiement de leur participation au dispositif du chèque-service accueil. Sous certaines conditions, l'État peut octroyer des aides financières supplémentaires aux prestataires du chèque-service accueil. Cependant, toute sorte de double financement doit être évitée. En ce qui concerne la tarification des services d'éducation et d'accueil, il est interdit aux prestataires d'augmenter leur prix horaire par rapport à celui pratiqué avant le 18 mars 2020. En outre, la valeur de la participation de l'État via le chèque-service accueil est calculée sur la base des heures fixées dans les contrats en vigueur à la date du 18 mars 2020.

Suite aux modifications des plages horaires et des conditions d'accueil dans le cadre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental, tous les contrats conclus entre les requérants et les prestataires du chèque-service accueil avant le 25 mai 2020 seront suspendus.

Les contrats d'adhésion qui viendraient à échéance pendant la période comprise entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020 seront automatiquement prolongés jusqu'au 31 juillet 2020. Les étudiants engagés pour assurer l'accueil extrascolaire seront libérés du paiement de l'impôt sur le salaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.05.2020
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
10.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 545, page 1

Covid-19 : garantie de l'État

7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder une garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19.

Afin de préserver la cohésion du marché unique et dans le but de permettre la lutte efficace de tous les États membres contre les conséquences socio-économiques de la crise actuelle, l'Eurogroup s'est mis d'accord sur un plan d'urgence avec trois filets de sécurité pour un volume global de 540 milliards d'euros.

L'instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence, connu sous sa dénomination « SURE », vise à aider les États membres à faire face aux dépenses liées à la préservation de l'emploi notamment par le biais du chômage partiel. Cet instrument est doté de 100 milliards d'euros et il sera garanti par les États membres pour un volume de 25 milliards d'euros, dont environ 77 millions d'euros seront garantis par le Luxembourg.

Un Fonds de garantie européen Covid-19 sera établi auprès de la Banque européenne d'investissement. Ce fonds sera garanti à hauteur de 25 milliards d'euros de la part des États membres et aura pour objectif de contribuer au financement des entreprises européennes pour un volume total de 200 milliards d'euros. La contribution du Luxembourg au fonds précité s'élève à environ 33 millions d'euros. Le troisième filet de sécurité relève du Mécanisme européen de stabilité (MES) qui permettra aux États membres de solliciter des lignes de crédits jusqu'à concurrence de 2 % du PIB de la zone euro, soit 240 milliards d'euros. Ces lignes de crédits seront accordées sans conditionnalité macroéconomique, outre la nécessité d'affecter les fonds empruntés à des dépenses liées directement ou indirectement à la crise sanitaire.

Par le présent projet de loi, il est proposé d'autoriser l'octroi de la garantie de l'État en faveur de la Commission européenne pour l'instrument « SURE », ainsi qu'en faveur de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le Fonds de garantie européen Covid-19. Le montant global de la contribution du Luxembourg se chiffre à environ 110 millions d'euros et le montant à autoriser à travers les articles 1er et 2 du présent projet de loi s'élève à 150 millions d'euros afin d'accorder au Gouvernement la flexibilité nécessaire pour un éventuel accroissement de la force de frappe des instruments en question.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.05.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

03.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 510, page 1

Covid-19 : logement

7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le projet de loi n° 7598 a pour objet d'interdire toute augmentation de loyer d'un bail à usage d'habitation à partir de la fin de l'état de crise, tel que déclaré par le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, et jusqu'au 31 décembre 2020, en dérogeant ainsi à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.05.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

28.05.2020 Désignation d'une rapportrice
Présentation du projet de loi
15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 517, page 1

Covid-19 : Code du travail

7603 - Projet de loi portant

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2. modification du Code du travail

Le présent projet de loi vise à proroger les effets d'un certain nombre de mesures prises pendant l'état de crise sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution dans le domaine du travail et de l'emploi. Ces mesures, qui sont des dérogations essentiellement à des dispositions du Code du travail, ont été mises en œuvre par le biais de règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution afin de pouvoir mettre rapidement à disposition des salariés et des entreprises des règles spécifiques adaptées au caractère exceptionnel de la situation.

Il convient toutefois de noter que la durée de validité de ces règlements se limite à la période de l'état de crise alors que la majorité de ces dispositions auront des conséquences juridiques pouvant aller au-delà de l'état de crise. Le présent projet de loi doit dès lors assurer la continuation temporaire ou même permanente de certaines de ces dérogations respectivement créer une sécurité juridique par rapport à celles qui continuent ou peuvent continuer à produire des effets après la crise pour ainsi préserver les effets de ces dispositions là où c'est nécessaire.

Dans ce contexte, le projet de loi envisage de prendre le relais de ces règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution dont les dispositions deviennent caduques à la fin de l'état de crise, notamment aussi et surtout pour les dispositions qui produisent leurs effets après la fin de l'état de crise. Les dispositions qui sont censées être maintenues de façon définitive sont intégrées dans le Code du travail par une modification des articles afférents.

Par contre, les dispositions dont les effets sont strictement limités à la période de l'état de crise et qui s'éteignent du fait de la fin de celui-

ci, aucune démarche législative supplémentaire n'est nécessaire : elles ne sont dès lors pas reprises dans le présent projet de loi.

Finalement, la mise en œuvre de certains instruments, dont notamment le chômage partiel, rendent nécessaire des dérogations temporaires par rapport au dispositif de droit commun sans que celles-ci n'aient été prévues par un règlement grand-ducal pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, parce que le besoin ne s'est fait ressentir qu'après une certaine période d'application permettant d'analyser la situation avec le recul nécessaire.

Ainsi, vu le recours massif au chômage partiel du fait de la crise sanitaire et suite aux décisions gouvernementales prises par rapport à cette situation exceptionnelle, le contingent maximal de 1.022 heures de chômage partiel disponibles par an risque d'être épuisé avant la fin de l'année en cours.

Les dérogations par rapport au Code du travail concernent plus particulièrement :
- Les heures de chômage partiel utilisées pendant la période du 1er janvier 2020 au 31 juillet 2020, qui ne sont pas imputées à la réduction de la durée de travail maximale de 1.022 heures par année de calendrier.
- La suspension durant l'état de crise des différents délais prévus dans le cadre de procédures concernant :
- la clause d'essai prévue par un contrat d'apprentissage, un contrat de travail à durée indéterminée, un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de mission ;
- le reclassement ;
- la protection contre le licenciement en cas d'incapacité de travail pendant 26 semaines ;
- la négociation d'un plan social ;
- la proposition par l'Agence pour le développement de l'emploi d'une convention de collaboration individuelle pour le demandeur d'emploi ;
- les droits aux indemnités de chômage complet ;
- la dispense concernant l'acceptation de tout emploi approprié pour les demandeurs d'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise ou la reprise d'une entreprise.
- La suspension des examens médicaux d'embauche dans les domaines de la santé et des soins, mesure qui avait été prise par le règlement grand-ducal modifié du 1er avril 2020 portant dérogation aux articles L. 322-2 et L. 326-1 à L. 326-12 du Code du travail, abrogé en date du 11 mai 2020 du fait de la reprise desdits examens.
- Les effets d'un contrat à durée déterminée de 40 heures par semaine conclu entre un étudiant et un employeur dans un domaine d'activité défini comme essentiel - ces contrats prennent fin à la date d'échéance initialement convenue, sans préjudice d'une résiliation d'un commun accord préalable, et ne peuvent pas être renouvelés après la fin de l'état de crise.
- La participation de l'employeur aux indemnités d'un stage de professionnalisation, d'un contrat de réinsertion, d'un contrat appui-emploi ou d'un contrat d'initiation à l'emploi qui sont pris en charge par l'État.
- Les gratifications, compléments et accessoires versés aux salariés des domaines d'activités définis comme essentiels, qui ne seront pas pris en compte pour le calcul du revenu cotisable au titre de l'assurance pension.
- Les salariés indemnisés en préretraite, dont le salaire versé dans le contexte d'une reprise d'activité dans un des domaines définis comme essentiels pendant l'état de crise est neutralisé par rapport au calcul du revenu accessoire annuel du salarié en préretraite.

Le projet de loi prévoit par ailleurs une dérogation à la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses concernant la suspension de certains délais.

Les modifications définitives au Code du travail ont trait :
- aux sanctions prévues en cas de fraude ou de malversation de fonds liquidés au titre du chômage partiel ;
- à l'accès par l'Agence pour le développement de l'emploi à certaines données du Centre commun de la sécurité sociale dans le cadre du suivi des demandeurs d'emploi ou la liquidation des indemnités de chômage partiel.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.05.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

15.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 538, page 1

Covid-19 : formation des enseignants stagiaires

7604 - Projet de loi portant dérogation :

1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Le projet de loi sous rubrique prévoit une série de mesures en vue d'adapter d'urgence les dispositifs de formation et d'évaluation de certains agents de l'éducation nationale en période de stage ou en période d'initiation.

À la suite de la propagation de la pandémie de Covid-19 et de la décision du Gouvernement de suspendre toutes les activités scolaires et éducatives à partir du 16 mars 2020, l'Institut de formation de l'éducation nationale a été contrait de suspendre ses programmes de formation et d'évaluation. Les mesures proposées se placent dans le contexte de la stratégie de déconfinement et de reprise des cours, décidée par le Gouvernement en date du 16 avril 2020.

Dans le cadre du présent projet de loi, il est proposé de réduire de huit heures le programme de la formation spéciale des enseignants en période de stage afin de maintenir une offre de formation adaptée au besoin des enseignants et de la rendre la plus pertinente et efficace possible.

En ce qui concerne les séances d'hospitation, telles que les visites de classes, d'environnement professionnel ou d'établissements, qui visent à favoriser l'échange de pratiques et d'expériences, il est proposé de supprimer la séance prévue dans la deuxième moitié de l'année scolaire 2019-2020.

Par mesure de sécurité, il est également proposé de supprimer les deux séances de regroupement entre pairs prévues dans la deuxième moitié de l'année scolaire 2019-2020.

Le projet de loi prévoit d'étendre la période d'évaluation du bilan des compétences didactiques et pédagogiques et du bilan du portfolio à la période d'approfondissement qui débutera pour les agents concernés le 15 septembre 2020 et durera une année scolaire. Les épreuves pourront ainsi être préparées et passées dans des conditions conformes à celles attendues en temps normal. Il est proposé de reporter la seconde session de l'épreuve pratique au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2020-2021, afin de donner un temps suffisant au stagiaire pour retravailler sur le fond et développer les compétences évaluées comme insuffisantes. Ce report sur l'année scolaire suivante est sans effet sur la carrière.

La loi en projet propose d'ailleurs d'étendre au premier trimestre de l'année scolaire 2020-2021, les formations du certificat de formation pédagogique des employés du groupe d'indemnité A2, l'évaluation de certaines épreuves de la formation théorique et l'évaluation de l'épreuve de la formation pratique prévue dans le cadre de l'année scolaire 2019-2020.

Le projet de loi prévoit d'adapter les modalités de réussite au certificat de formation pédagogique des employés du groupe d'indemnité A2, sous-groupe de l'enseignement fondamental, dont notamment la remise de trois productions écrites avant le 30 juin 2020. En cas d'échec, les conditions permettant de suivre de nouveau les formations du certificat précité et de se présenter aux épreuves sont celles actuellement fixées par la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale.

Finalement, il est proposé de prolonger de trois mois la période de trois ans actuellement en cours pendant laquelle les enseignants de l'enseignement secondaire participent à quarante-huit heures de formation continue obligatoire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

10.06.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur

15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 543, page 1

Covid-19 : création d'un congé pour soutien familial

7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus Covid-19, le Gouvernement a dû se résoudre à la fermeture d'un certain nombre de structures pour limiter la propagation du coronavirus.

On citera tout d'abord la fermeture de l'ensemble des structures d'enseignement du 16 mars au 19 avril 2020, prolongée ensuite jusqu'au 11 mai 2020.

À côté des structures d'enseignement, de nombreuses structures pour personnes handicapées et pour personnes âgées, autres que les structures d'hébergement, ont également dû fermer leurs portes.

Il s'agit plus particulièrement des structures d'accueil et d'activités de jour, des structures de formation et de travail.

Ces services sont fréquentés :

- d'une part, par des personnes âgées qui souffrent d'une perte d'autonomie considérable telle qu'il leur est impossible d'assurer seules certains actes de la vie courante et qu'elles ne peuvent pas rester seules à la maison, et

- d'autre part, par des personnes en situation de handicap, pour la plupart majeures, qui sont fortement dépendantes de l'assistance d'une tierce personne.

Ces personnes habitent souvent chez un membre de leur famille ou un proche qui a été contraint de prendre congé pour s'occuper, pendant la journée, d'une personne handicapée ou âgée, suite à la fermeture des prédits services pour des raisons de lutte contre la pandémie du coronavirus Covid-19.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement avait créé le congé pour soutien familial par règlement grand-ducal du 3 avril 2020. Ce congé rémunéré visait à venir en aide à ces salariés et travailleurs indépendants qui étaient amenés à s'occuper de leurs proches le temps de la fermeture d'une structure pour personnes en situation de handicap ou pour personnes âgées, en raison de la pandémie. Il s'agissait d'éviter que ces salariés et travailleurs indépendants doivent avoir recours à leur congé de création pour s'occuper d'une personne majeure en situation de handicap ou d'une personne âgée qui est fortement dépendante et qui réside chez eux.

Pour mettre en œuvre cette mesure, il a été décidé de s'inspirer d'un côté du congé français pour proche aidant prévu à l'article L. 3142-16 du Code du travail français dont peut bénéficier tout salarié lorsque des personnes déterminées (conjoint, concubin, ascendant, collatéral, personne résidant avec le salarié, etc.) présentent « un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité ». De l'autre côté, cette mesure s'inspire également largement des dispositions législatives luxembourgeoises relatives au congé pour raisons familiales.

Par ailleurs, il a été décidé de se limiter aux travailleurs indépendants et salariés liés par un contrat de travail privé, car dans les domaines public et communal, les employés et fonctionnaires peuvent, dans ce cas, se voir accorder à titre exceptionnel une dispense de service.

À noter que le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial avait été pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution.

En d'autres mots, il s'agit d'un règlement d'urgence dont les dispositions peuvent être dérogatoires à la loi car prises dans le contexte de la crise internationale. Néanmoins, il faut savoir que ces règlements d'urgence ainsi que leurs mesures ne sont valables que pendant la durée de l'état de crise.

Le Gouvernement ayant toutefois estimé qu'il y a un besoin réel de maintenir ce congé pour soutien familial pour d'autres événements imprévisibles éventuels, il a été décidé d'élaborer une loi à cet effet.

Le présent projet de loi est donc une reprise de la mesure prévue dans le règlement précité tout en contenant quelques adaptations nécessaires au niveau de la forme pour que le congé pour soutien familial puisse être reconduit au-delà de la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 02.06.2020

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

17.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 533, page 1

SÉANCE 42

MARDI
16 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen
- *Exposé : Mme Martine Hansen*

5. Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg
- *M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding
- *M. Roy Reding*

7. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement
- *M. Roy Reding - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs*

8. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen*

9. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite)
- *M. Roy Reding*

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)
- *Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap
- *Exposé : M. Marc Spautz*
- *Débat : M. Max Hahn - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social
- *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Claude Haagen - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)
- *Vote sur la motion (adoptée)*

14. Ordre du jour (suite)
- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an deem, dee vun dem Rôle gestrach ginn ass, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 16 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7613** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.06.2020

***7614** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et

2° du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.06.2020

***7615** - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

***7616** - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

***7617** - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.06.2020

***7618** - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016*

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 12.06.2020

***7619** - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.06.2020

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

***6830** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Dépôt : M. Marc Lies, Député, le 30.06.2015

Retrait du rôle des affaires : 11.06.2020

4) La demande de pétition publique suivante a été déposée :

***1622** - Demande de pétition publique : Renforcement des mesures à l'aide à l'emploi dans le cadre de la crise sanitaire et économique*

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 10.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir sollen déi nächst Woch Covid-19-Gesetzer ofstëmmen. D'Verantwortung kënnt also erëm zréck bei d'Chamber. Fir dës Verantwortung awer kënnen ze iwwerhuelen, brauch d'Parlament u sech genau déi selwecht Informatioune wéi d'Regierung och. De Premierminister huet eis erklärt, d'Decisioune vun der Regierung beim Deconfinement, déi géife sech baséieren op wëssenschaftlech Modelliséierunge vun der Uni.lu. A genau dës wëssenschaftlech Faktebasis hätte mer gären. Déi brauche mer, direkt, nach virum Vott vun de Gesetzer, well dat heiten däerf sécherlech kee Vott aus dem Bauchgefill eraus ginn.

Duerfir froe mer eeben d'Regierung mat dëser Motioun, fir eis d'Modelliséierungen ze ginn, op déi sech déi aktuell Covidreglementer an déi geplangt Moossname vun de Covid-19-Gesetzer baséieren. Mir hunn der, mee déi datéiere vum 15. Mee an déi si sécherlech elo net méi aktuell. Also, d'Modelliséierunge mat den entspriechende Simulatioune vun de Konsequenzen, déi sech aus de proposéierte Mesuren erginn.

Ech soen Iech Merci. Wannechgelift.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que, selon les déclarations de Monsieur le Premier Ministre, le Gouvernement s'est basé pour définir les différentes phases du déconfinement sur des modélisations scientifiques de l'évolution de la pandémie Covid-19 ;

- constatant que la dernière simulation sur le développement de la pandémie Covid-19 à moyen terme date du 15 mai 2020 ;

- considérant qu'avec les votes sur les projets de loi nos 7606 et 7607 la responsabilité sur le cadre légal de la future gestion de la pandémie Covid-19 incombe à ce stade à la Chambre des Députés ;

- estimant qu'afin de pouvoir assumer cette responsabilité, les Députés doivent être en connaissance des données sur lesquelles le Gouvernement se base pour décider sur les nouvelles règles du déconfinement,

invite le Gouvernement

- à fournir immédiatement à la Chambre des Députés toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 sur lesquelles le Gouvernement s'est basé lors de l'élaboration des projets de loi nos 7606 et 7607 ainsi que des différentes phases du déconfinement depuis le 15 mai 2020.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Octavie Modert, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

5. Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg

D'Chamber fänkt dës Sitzungswoch u mat der Question urgente Nummer 2390 vum Här Sven Clement iwwert de Covid-Test um Flughafen. Den Här Clement huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir op dës Fro ze äntwerten.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit dem 29. Mee ass um Findel erëm Betrib. No bal zwee Méint Paus sinn déi éischt Fligeren da mat deenen ënnerschiddlechsten Destinatioune fortgeflunn an och erëm zréckkomm. Hoffentlech, an dat ass, mengen ech, d'Hoffnung, déi mer alleguerten hunn, ouni d'Krankheet erëm mat op Lëtzebuerg ze bréngen!

D'Airlines hu sech selwer engagéiert, fir verschidde Sécherheetsmesuren u Bord respektiv och um Airport ze huelen. Gläichzäiteg huet den 30. Mee de Mobilitéitsminister zesumme mat der Direction de la santé annoncéiert, datt jiddwereen, deen um Findel ukënnt, sech ka gratis teste loossen. Et kann een also och schonn op der Plaz um Findel en Test maachen an domadder relativ séier wëssen, ob een da krank ass oder net. Fir datt dat funktionéiert, kritt jiddwereen e Bong, mat deem e sech da kann teste loossen, entweeder um Findel oder an engem vun den agreéierte Laboratoiren.

Zanterdeem déi Tester ugebuede ginn, gëtt et awer nach eng zweet Moossnam, déi d'Airlines op Basis vun enger Recommandatioun vun der International Civil Aviation Organization, der ICAO, geholl hunn. An entschëllegt, wann ech elo nach e puer englesch Wierder benotzen: U Bord vun all Fliger muss am Moment op Uweisung vun den Airlines e sougenannte „Public Health Passenger Locator Form" ausgefëllt ginn. Wat no vill kléngt, ass essentiellement en DIN A4-Blat, wou ee perséinlech Donnéeë muss uginn: Donnéeën, wien een ass, wou ee souz am Fliger, mat wiem ee reest, wouhinner ee reest, wou een déi nächst 30 Deeg ze erreechen ass a wien am Zweifel een déi nächst 30 Deeg erreeche kann. Dat heescht, hei ginn och Donnéeë vun Drëtten, déi net forcement am Fliger sëtzen, matrepertoriéiert.

Dës Donnéeë gi legal erhuewen, dorunner besteet wéineg Zweifel. Mee no eise Kenntnisser si leider schonn um Findel oder bei Passagéier,

déi iwwert de Findel transitéiert sinn, positiv Covid-19-Tester duerchgefouert ginn, dat heescht, déi éischt positiv Tester um Findel hu stattfonnt. An en conclusioun dovunner huet, erëm eisen Informatiounen no, d'Direction de la santé bei der betraffener Airline nogefrot, fir d'Donnéeë vun deene sougenannte „Public Health Passenger Locator Forms" ze kréien.

Elo ass et esou, datt mer am Kader vun der Covid-19-Gesetzgeebung, iwwert déi mer jo e Méindeg sollen ofstëmmen, iwwer en Amendement parlementaire eebe grad eng Base légale geschafen hunn, datt déi Donnéeë kënne verschafft an accedéiert ginn.

Et stellt sech also fir mech d'Fro, Madamm Ministesch: Kënnt Dir confirméieren, datt d'Direction de la santé oder eng aner Administratioun d'Passagéierdonnéeën, déi op dëse Formulairë gespäichert sinn, ugefrot hunn? A falls jo, op Basis vu wat fir enger Base légale ass dat geschitt?

An dann déi zweet Fro: Kënnt Dir confirméieren, datt Passagéier um Findel zanter dem 29. Mee positiv op de Covid-19 getest goufen? Falls jo, wivill Fäll sinn dat? An huet d'Santé hir Kontakter retracéiert? A wa jo, goufen déi aner Passagéier u Bord doriwwer informéiert? A falls jo, mat wat fir enger Datebasis?

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, et ass zu Recht, wou an deem heite Kontext vum Här Clement op de Règlement sanitaire international vun 2005 verwise gëtt. Dëst internationaalt Instrument ass dat eenzegt, wat verbindlech ass am sanitäre Beräich fir d'Länner.

Dëse Reglement ass eng Basis fir villes, wat mer am Moment maachen. Et ass notamment an deem Reglement, wou een och déi ganz Terminologië vu Quarantän, vun Isolement a vu Mesure-préventivë fir Leit, déi beispillsweis presuméiert sinn, infizéiert ze sinn, erëmfënnt.

Opgrond vun dësem Reglement gi Recommandatioune vun der OMS ausgeschafft. A justement ass och elo eng Recommandatioun, déi Dir hei zitéiert, fir am Kader vum Fluchverkéier eng Rei vu Lëschten ze féieren.

Dir frot no der Base légale, fir dës anzefuerderen. Mir sinn, Stand haut, dovunner ausgaangen, dass de Reglement selwer d'Base ass. Firwat ass dat eis Meenung? Majo, well am Kontext vun deem internationale Reglement en nationale „Focal Point" muss designéiert ginn, an dee „Focal Point" huet d'Befugnisser, dat, wat recommandéiert gëtt am Reglement, ëmzesetzen.

Mir hunn esou e „Focal Point". Dat ass den Dokter Schmit, deen Iech alleguerte ganz gutt bekannt dierft sinn iwwert déi lescht Wochen. Dat heescht, hien ass en nom personnel „Focal Point" fir deen internationale Reglement an huet och an där Qualitéit déi Informatioune gefrot.

Mir sinn eis awer bewosst - an dofir hu mer jo och als Regierung proposéiert, en Amendement ze maachen -, dass mer besser dostinn, wa mer wierklech eng Base légale hei bei eis hunn, déi déi dote Saache méiglech mécht. Well et ass immens wichteg, dass, wa mer elo méi ufänken ze reesen iwwert d'Grenzen eraus, mer ons esou opstelle mussen, dass mer do wierklech alles kënnen an den Asaz bréngen, fir infizéiert Leit eeben esou schnell wéi méiglech ze identifizéieren an zum Schutz vun der Allgemengheet déi Leit, déi mat hinnen a Kontakt waren an eebe riskéiert hunn, sech och ze infizéieren, deementspriechend kënnen ze identifizéieren.

Wat elo d'Mesuren um Findel ugeet, hu mer effektiv zesumme mat lux-Airport gekuckt, fir eis Teststrategie dohinner auszewäiten. Et ass eng Fro gestallt ginn ... Dir hat dräi verschidde Froen an deem ganze Kontext, ech muss soen, ech hale se elo net méi richteg auserneen. Dir sot mer herno, ob ech en Aspekt vergiess hunn.

D'Presenz selwer vun enger Teststatioun - déi Käschte ginn iwwerholl vu lux-Airport. Mee d'Tester u sech ginn natierlech op d'Käschte vum Staat. Dat schreift sech an an eis ganz Teststrategie. Dat heescht, wat do gemaach gëtt um Findel, dat ass näischt anescht wéi d'Tester, déi mer anerwäerts och maachen, an den Altersheimer oder op anere Plazen oder eeben och elo am Large-Scale-Testing, soudass de Finanzement vum Volet Tester u sech natierlech à charge vum Staat ass.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass et sech hei ëm eng Mesure handelt, déi d'Leit näischt kascht. Et ass e Service, dee mer gratis ubidden. Domadder wëlle mer d'Leit wierklech och incitéieren, déi Tester ze maachen. An anere Länner ass dat anescht. Ech mengen, an Éisträich, hunn ech mer soe gelooss, ass dat relativ deier: Wann een dann deen Test, deen ee muss maachen, mécht, ass dat op eege Käschten. Bei eis ass et staark recommandéiert, a mir facilitéieren et an deem Sënn, dass mer de Leit och scho wierklech d'Méiglechkeet ginn, soubal se erauskommen aus der Zon, dat da sur place ze maachen.

De Stand: Säit dem 14. Juni hu 508 Leit dovunner Gebrauch gemaach. Dat fannen ech relativ erfreelech. Et schéngt also relativ gutt unzekommen. Mir hunn do och scho Leit positiv getest, op verschiddene Volle schonn, direkt vun Ufank un, soudass dës Mesure wierklech gutt war, och wann et e bësse sportlech wor, fir se méindes en place ze hunn. Mee et huet geklappt. An et ass e Service, dee genotzt gëtt an deen och scho seng Friichte gedroen huet.

A jo, mir hu schonn, also den Dokter Schmit huet och scho Lëschten ugefrot. Ech hunn awer keen Detail iwwert den Tracing, deen domadder gemaach ginn ass, well ech verbidde mer och, dat vu menge Leit ze kréien. Dat ass ganz kloer. Do si Perséinlechkeetsrechter drop, dat heescht, déi, déi drop schaffen, deenen ass et erlaabt, fir dat ze traitéieren. Ech wëll déi Saachen eigentlech och als Minister net hunn. Och do gëllt dee Schutz.

Mee, wéi gesot, fir op Är Fro oder Är Suerg ze äntwerten: Eis Positioun dozou ass, dass mer dervun ausginn, dass deen internationale Reglement à ce stade d'Base ass, fir dem nationale „Focal Point" dann déi Befugnisser ze ginn, fir Recommandatiounen, déi am Kontext vun der Pandemie geschwat gi sinn, och ëmzesetzen an anzefuerderen, surtout.

Voilà. Sinn domadder déi dräi Froen och beäntwert?

(Assentiment)

Okay. Tipptopp! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding

Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding, fir d'éischt fir den Depot vun enger Proposition de révision.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci. Här President, léif Kolleegen, méi prezis geet et ëm eng Proposition de révision vum Artikel 32 vun der Constitutioun. Dat ass deen Artikel, ënnert deem haut déi Mesures réglementaires geholl gi sinn, wéi mer se kennen. Deen Text ass vum 13. Oktober 2017. An e seet ganz formell, datt d'Mesures réglementaires musse konform sinn zur Constitutioun an zu internationalen Traitéen.

Leider Gottes gesäit dësen Text awer weeder en effiziente Contrôle nach iergendeng Sanktioun vir, wann d'Regierung Reglementer hëlt, Mesure-réglementairen hëlt am État de crise, déi eebe grad just net konform zur Constitutioun an zu den Traités internationaux sinn.

Mir als ADR an och vill Leit an der Zivillgesellschaft hu monéiert, datt gewësse Reglementer wäit iwwert d'Proportionalitéit erausgaange sinn an e gravéierenden Agréff waren an d'biergerlech Fräiheeten, wéi d'Versammlungsfräiheet an esou weider.

Fir deem an Zukunft kënnen e „Riegel vorzuschieben", proposéiere mir, datt en neien Tiret an den Artikel 32 kënnt, deen all Bierger et erlaabt, via einfach Requête un d'Cour constitutionnelle ze froen, datt d'Konformitéit vu Mesure-réglementairë vun der Regierung ka getest ginn, ob se dann also konform zur Verfassung an zu internationalen Traitéë sinn oder net.

Eis Propositioun gesäit weider vir, datt en Arrêt définitif bannent zéng Deeg soll kommen. Dat ass extreem wichteg, fir datt engersäits ganz schnell eng Decisioun kënnt, déi de Bierger da Gewëssheet gëtt, mee awer och zéng Deeg, fir datt d'Cour awer an esou wichtege Froe mat deem néidegen Ofstand an där néideger Zäit kann en Arrêt huelen.

Voilà, dat ass d'Proposition de révision de l'article 32.

7620 *- Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution*

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

7. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement

An da kritt den Här Reding d'Wuert fir déi erweidert Fro Nummer 37 iwwert d'Rechter vum Konsument bei de Ventes en état futur d'achèvement. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro an eng eventuell Zousazfro no der Äntwert vum Minister ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, léif Kolleegen, et geet hei a mengen Aen ëm eng vun deene wichtegste Froe vum Konsumenteschutz. Mir hunn eng Hellewull vun Texter, déi de Konsument schützen an alle méigleche klengen Acquisitioune vum Liewen. Mee hei geet et ëm d'Appartement oder d'Haus, wat e Konsument keeft „en état futur d'achèvement", dat heescht op Plang. An do gesi mer an der Praxis ganz vill Punkten, déi ganz, ganz schwaarz sinn.

Dat Éischt ass d'Garantie décennale. Wat heescht dat? De Promoteur muss wärend zéng Joer d'Garantie iwwerhuelen, datt den Immeubel, deen do gebaut gëtt, net gréisser Vice-et-malfaçonen huet, datt en zolidd ass, an e muss bannent deenen zéng Joer agräifen.

Elo ass awer de Problem, datt, wann de Promoteur Faillite mécht an deenen zéng Joer, de Consommateur absolutt kee Recours méi huet. Hei wier et an eisen Ae wichteg, datt d'Garantie décennale géif obligatoresch duerch eng Assurance ofgedeckt ginn. Dat géif och bedeiten, datt all Schrëtt vum Bau iwwerwaacht gi vun enger Gesellschaft, déi vun där Assurance engagéiert gëtt. An och dat géif zousätzlech de Konsument schützen.

Dat Zweet, wat ech opgeworf hunn, ass d'Bezuele vun den Tranchen. D'Tranchë solle laut Artikel 1601 (9) vum Code civil ganz klipp a kloer ëmmer nëmme bezuelt gi beim Achèvement vun deem, wat gebaut gëtt. Den Text seet: « Les sommes payées correspondent à tout moment à l'importance des travaux réalisés. »

An der Praxis ass et esou, datt dësen Artikel praktesch vu ganz, ganz wéinege Promoteure respektéiert gëtt. An hei wier et extreem wichteg, datt een éischtens eng Sanktioun virgesäit, datt, wann e Paiement gefrot gëtt virum Achèvement, et dann zu zolitte Strofe ka kommen, sief et zivillrechtlecher oder strofrechtlecher Natur, a virun allem, datt e Certificat muss virleien, datt déi Tranche fälleg ass, datt déi Aarbecht achevéiert ass.

An dat ass dann nees mäin éischte Punkt: Hätte mer déi Assurance décennale, da géifen déi dat iwwerwaachen, an dat wieren dann och déi Leit, déi dee Certificat kéinten ausstellen.

Deen drëtte Punkt, deen ech opgeworf hunn, ass dee vum Cahier des charges. Jiddweree vun Iech, dee schonn eng Kéier eppes kaaft huet op Plang, weess, datt déi Cahier-de-chargen extreem déck an extreem illisibel sinn. Déi hu 50, 100 oder 150 Säiten. Do gëtt et zwee Haaptpunkten, déi ze monéiere sinn. Dat Éischt, dat ass, datt ganz oft Aarbechten an deem Cahier des charges expressis verbis ausgeschloss ginn, wat de Konsument awer net onbedéngt mierkt, well déi wéinegst Leit kënnen esou e groussen, komplexen Text liesen an dat och wierklech verstoen.

Ech hunn Iech einfach e Beispill matbruecht, eent parmi cent mille autres.

(M. Roy Reding montre une documentation.)

Do gesäit een e schéint Haus en état futur d'achèvement, mat wonnerschéinem Gréngs virun der Dier, richteg lackeleg, do fillt ee sech schonn direkt doheem. An op der Säit 49 vun 52 vum Cahier des charges steet dann: « Les jardins privatifs restent à la charge de chaque propriétaire. » Dat heescht, dat, wat ech gesinn, wat mer gewise gëtt, fir mech unzelackelen, ass net dat, wat kontraktuell verflichtend am Cahier des charges steet.

Deen zweete grousse Problem ass, datt oft Standarde virgesi sinn, déi vu ganz, ganz schlechter Qualitéit sinn, an datt dann de Konsument en cours de route Choixe muss maachen an dann extreem héich Supplemente muss bezuelen. Extreem héich Supplementen och duerfir, well de Promoteur ganz oft mat deenen Handwierker, déi dat maachen, eng Konventioun huet, datt hien eng Kommissioun kritt op déi Supplementen, déi da fälleg ginn. An der Praxis gi ganz oft 10 % vum Kafpräis vun engem Appartement oder engem Haus drop mat Supplementen.

An do wär d'Iddi fir ze soen, datt dee Cahier des charges muss vill méi lisibel ginn, datt muss klipp a kloer gesot ginn, wat ausgeschloss ass, an, bei gréissere Projeten zumindest, datt och muss entweeder virtuell oder reell en Appartement témoin bestoen, soudatt ech gesinn: Fir de Basispräis, deen annoncéiert ass, kréien ech déi heite Qualitéit, déi heite Wuer, dat heite Buedzëmmer, déi heite Plättercher. Dat géif de Konsument extreem schützen!

Ech hunn am Virfeld vun dëser Fro mam Konsumenteschutz zesummegeschafft an déi hu mech nach op zwee aner Punkten opmierksam gemaach, déi och ganz, ganz wichteg sinn.

Dat eent ass den Délai d'achèvement. Ganz oft steet en Delai d'achèvement do, dee fir den normale Bierger a souguer fir de Spezialist net onbedéngt lisibel ass. Do gëtt emol geschwat vu „jours ouvrables", vu „mois ouvrables". Et kënnt ëmmer erëm zu Verzögerungen. Da kommen Intemperien. An do, fannen ech, misst vill méi prezis gesot ginn, wat meng Date d'achèvement ass. Fir wéini kann ech fest dermat rechnen, datt mäin Appartement fäerdeg ass, fir datt ech kann eraplënneren a kee Loyer méi muss bezuelen?

An da kënnt a mengen Aen dat Allerallerschlëmmst: Dat ass d'Garantie d'achèvement. Déi gëtt ee jo zréck, wann achevéiert ass. An do gëtt et Promoteuren, déi e reegelrechte Chantage bedreiwen a soen: „Soulaang wéi Dir mir net d'Garantie d'achèvement zréckgitt, sou laang maache mer net emol eng Visitt fir d'Receptioun", oder „sou laang gi mir net d'Mainlevée vun eise Privilèges de vendeur." Dat ass total inakzeptabel!

Wann de Konsument seet: „Et ass fäerdeg, et ass achevéiert", eréischt da muss en déi Garantie d'achèvement zréckginn. Och wann nëmmen nach 5 % ze realiséiere bleiwen, och dann, well soss ass en à la merci vun der eventueller Faillite vu sengem Promoteur!

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här Reding, fir d'Fro, déi zwar net u mech adresséiert war, mee vu dass et awer relativ vill Code civile ass, hu mer fonnt, et wär méi pertinent, ech géif kommen, mat der Consommatiounsministesch wéi dem Logementsminister.

Den Droit de la construction ass esou eng vun deenen Never-ending-Storyen am Justizberäich. Do gëtt et Reformprojeten, déi schonn ugeduecht wore virun ëm déi 20 Joer mëttlerweil. Ech si schonn der Meenung, dass et och, grad vu déi aktuell ugespaant Situatioun beim Logement, relativ wichteg wär, wa mer eis där Saach géifen unhuelen an eis och e bëssen erëm méi géifen upassen un déi Reformen, déi notamment an eisen Nopeschlänner gemaach gi sinn.

Dat heiten ass elo ee spezifesche Volet dovunner, wou et och schonn en Aarbechtsgrupp gëtt tëschent dem Logement an der Justiz, mat awer och de Professionelle vum Secteur.

Et ass och eng Formulatioun am Koalitiounsaccord, déi och dee Problem hei opgräift vun de Faillitten, mee net nëmme vun de Faillitten, mee och vun de Situatiounen, déi mer ëmmer méi gesinn: vu Gesellschaften, déi extra gegrënnt gi fir ee spezifesche Projet an déi dann, wann de Projet bis realiséiert ass, net méi existéieren an déi dann natierlech och relativ einfach, deemno wéi se sech ugeluecht hunn, net zur Rechenschaft kënne gezu ginn.

Dat ass glécklecherweis net bei all Projet esou. An et ass wéi ëmmer just eng Minoritéit vu Societéiten, déi déi Prozeduren do applizéieren. Mee nawell solle mer do dergéint virgoen. An do komme mer natierlech net laansch eng Reform vun den Dispositiounen, déi misste virgesinn, dass een obligatoresch sech versécher fir d'Garantie décennale.

Dat sinn Dispositiounen, déi gëtt et mëttlerweil a Frankräich, et gëtt se an der Belsch. An der Belsch just fir kleng Projeten, wat ech elo hei manner gutt géif gesinn, well dat jo vläicht grad net all d'Projeten ofdeckt, déi awer vun enger gewëssener Wichtegkeet sinn. Dat Eenzegt, wat een natierlech muss bedenken: Dat huet och e Käschtepunkt! An dee Käschtepunkt wäert sech erëm nidderschloen op de Consommateur.

Zum zweete Punkt, dat, wat muss bezuelt ginn. Bon, do ass de Code civil eigentlech ganz, ganz kloer. Dat heescht, et muss an enger Vente en état futur d'achèvement just dat bezuelt ginn, wat och geschafft ginn ass. All aneres widdersprécht dem Text an ass och net dû.

Ech verstinn Är Propositioun fir ze soen: „Da muss een dat iergendwéi nach méi formaliséieren!" Ech gesinn awer éierlech gesot an der Praxis net d'Plus-value do dervunner, well den Text ass kloer. An et wär héchstens nach eng Surcharge administrative, déi d'Saach vläicht nach méi komplizéiert géif maachen. Dat muss

jo och kontrolléiert ginn, soudass ech do awer éischter retizent sinn.

An dann dee leschte Punkt, an do wäert d'Madamm Lenert nach derzou Stellung huelen: Och do hu mer haut schonn eng ganz Rëtsch Dispositiounen am Code civil, déi virgesinn, dass ee mat deemjéinegen, deem een eppes verkeeft, muss éierlech sinn. Et kann een deem net bewosst Saache soen, déi falsch sinn. Et kann een och net probéieren, een iwwert den Dësch ze zéien.

Ech mengen, mir hunn d'Erreur, déi virgesinn ass, mir hunn den Dol, déi si virgesinn am Code civil. Och do muss sech an der Vente en état futur d'achèvement schonn haut dru gehale ginn. Natierlech soll ee sech iwwerleeën - net nëmme bei der Vente en état futur d'achèvement, ech mengen, dat ass eppes, wat insgesamt am Secteur immobilier wichteg ass bei den Annoncen -, dass een esou transparent an esou kloer wéi méiglech ass mat de Consommateuren. Ech mengen, d'Madamm Lenert wéilt dozou och nach eppes soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. An d'Madamm Konsumenteschutzministerin, d'Paulette Lenert, iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Protection des consommateurs.*- Jo, merci, Här President. Et ass effektiv eng Thematik, déi vill beschäftegt. Ech muss och soen, dass mir am Konsumenteschutzministère schonn domadder befaasst gi sinn an eng Rei Viraarbechte gemaach hunn an deem Sënn, dass mer gekuckt hunn: Wien ass fir wat zoustänneg?

Dir wësst, dass de Konsumenteschutzministère an där spezieller Situatioun ass, dass en also just Kompetenzen huet, déi em attribuéiert sinn, dat heescht, mir sinn zoustänneg fir de Code de la consommation, an da punktuell elo fir d'Sécurité alimentaire a verschidde Saachen. Mee alles, wat de Konsument betrëfft, geet awer wäit doriwwer eraus. Dat heescht, et ass eng Situatioun, wou mer wierklech interministeriell musse kucken, wéi wat zesummeleeft. Dofir och déi gemeinsam Interventioun hei.

Wat awer opgefall ass, an ech denken, dass dat nach eventuell en Usaz ass: Mir hu jo och am Code de la consommation ganz vill Dispositiounen, déi de Konsument solle schützen eeben a Bezuch op d'Publicitéit, déi gemaach gëtt, op Praxissen, déi net an der Rei sinn. Do ass et schonn erstaunlech, dass wuel d'Dispositiounen iwwert d'Pratiques commerciales déloyales applikabel sinn am Immobilieberäich, wuel och déi iwwert d'Fraude, mee net dat generellt Kapitel iwwert d'Informatiounen.

Mir hunn am Code de la consommation den Artikel 113 (1), deen eng ganz Rei, eng ganz Oplëschtung vun Elementer huet, déi wierklech à titre d'information virun dem Ofschloss vun engem Kontrakt un de Konsument adresséiert musse ginn. An do ass de Paragraf 3 vun deem selwechten Artikel, dee seet, dass dat sech net applizéiert op Kontrakter „portant sur la construction d'immeubles neufs, transformations importantes" an esou weider, dat heescht, genau dat, wat eis hei beschäftegt.

An ech géif mech engagéieren, och dat nach eng Kéier duerchzekucken, ob een eventuell do kann eng Auswäitung maache vun där Informatiounsflicht. Dat wär sécherlech interessant, well dat heiten ass eppes - wann dat esou eng Praxis ginn ass, déi entdeckt ginn ass an och méifach erëm ugewannt gëtt -, wou ee sécherlech muss nobesseren.

8. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 646 de ce compte rendu)

Ech géif vläicht, wann ech de Mikro hunn, zur Motioun eppes soen. Kann ech e Wuert dozou soe vun de Modellisatiounen? Ass dat erlaabt? Oder ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt nach fënnef Minutten Zäit.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Okay. Voilà, Dir hutt no de Modellisatioune gefrot. Déi lescht Modellisatiounen, op déi mir eis baséiert hunn, dat sinn effektiv déi vum 15. Mee, déi jo och online sinn. An ech mengen, déi waren lech zougeschéckt ginn als Chamber. Mir hunn duerno keng méi gemaach.

Firwat? Well d'Situatioun net weesentlech geännert huet, fir net ze soen, guer net geännert huet, a wann, dann héchstens pour le mieux. Dat heescht, déi Basis, déi mir als Regierung do haten, ass eis à ce stade duergaangen, fir déi Mesuren ze huelen, déi mer elo hunn. Do si jo vill Zenarien duerchgespillt gewiescht, déi ons dat erlaabt hunn, a mir hate jo och déi Diskussioun an der Chamberskommissioun. Mir sinn op engem Punkt ukomm, wou d'Situatioun immens gutt ass, wou mer op de Modellisatioune relativ genee gesinn, wou d'Risikoberäicher sinn, wéi a wat en Impakt huet an Terme vu Risikoimpakt.

Esou si mer mat deene Mesuren, déi mer elo geholl hunn, wierklech och an enger politescher Ofweiung: Wéi wäit wëllt ee goen a kann ee goen? Net ze vergiessen, dass mer jo an deem Paradigmewiessel, deen elo ugestrieft ass, net soen: „Et gëlle keng Reegele méi!" Mee mir ginn eebe ganz vill eriwwer op Recommandatiounen, déi awer nach wie vor déi selwecht sinn. Dat heescht, den Degré d'alerte, op alle Fall am Discours vun der Santé, ass nach ëmmer dee selwechten, quitte dass mer oplockere bei deem, wat verflichtend ass, wou mer d'Leit wierklech an hire Grondrechter aschränken. Do hu mer jo elo scho ganz grouss Schrëtt gemaach am leschte Reglement an och an deene Projeten, déi mer nach de Pleséier hunn, herno am Detail ze beschwätzen.

Fir de Rescht, selbstverständlech, wann nei Modellisatiounen do sinn ..., oder wann där nach gewënscht wären, kënne mer déi och nach relativ kuerzfristeg maache loossen. Mir si just der Meenung gewiescht, dass dat eis à ce stade net vill méi wäert weiderbréngen. Mir hu relativ alles elo um Dësch leien, wat ee brauch.

Mee déi Modellisatiounen, mengen ech, kënne mer méi oder manner iwwer Nuecht lafe loossen. Also, bannent engem Dag, annerhallwem Dag kënne mer nei Modelllisatioune maachen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. D'Madamm Hansen huet eng Fro. An da kritt den Här Roy Reding d'Wuert fir eng Zousazfro.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Ben, déi Ausso vun der Madamm Ministesch, déi erschreckt mech elo e bëssen, well de Premierminister huet eis erkläert, d'Decisioune vun der Regierung géifen net aus dem Bauch eraus geholl ginn, mee déi géife sech baséieren op wëssenschaftlech Fakten, déi eeben duerch déi Simulatiounen op den Dësch geliwwert géife gi vun der Uni. An déi lescht Simulatiounen, déi mer hunn, Modelliséierungen, do steet nach ëmmer eng Dinnerparty mat sechs Leit dran. A mir sinn awer schonn, mengen ech, vun där Dinnerparty mat sechs Leit fort. Mëttlerweil gi ganz aner Saachen erlaabt.

An do si mir dervunner ausgaangen, datt dat duerchgerechent gi wär, mat all deem, wat elo opgeet, wat dat fir Konsequenzen huet, an opgrond vun där Modelliséierung wär dann eeben déi Decisioun geholl ginn, datt et u sech keng gravéierend Konsequenzen hätt, fir do méi opzelackeren.

Also, wéi gesot, de Premierminister huet ëmmer drop gepocht, oder drop gepocht no laangem Nofroen, datt d'Decisioune sech géifen op d'Modelliséierunge baséieren. A wéi gesot, ech sinn elo zimmlech erschreckt, datt dat dann awer elo e bëssen aus dem Bauch eraus decidéiert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Mir wëllen awer fir d'éischt elo d'Fro vum ...

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Här Reding ofschléissen. Jo, genau, fir d'éischt huet elo mol d'Wuert den Här Reding, fir d'Zousazfro ze stellen zu senger erweiderter Fro. Här Reding, wannechgelift.

9. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite)

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir kommen nees zréck bei de Bau. Fir d'alleréischt emol sinn ech extreem frou, datt op Regierungssäit och e Bewosstsi besteet fir d'Gravitéit vun de Problemer an dësem Feld. An ech sinn och frou iwwert d'Engagementer, do Saachen ze ënnerhuelen.

Ech muss awer trotzdeem drop hiweisen, datt et hei fir Leit ëm existenziell Problemer geet. Wann e Mënsch e Budget huet vun 350.000 Euro fir säin neit Appartement, da kann e sech keng 400.000 leeschten. An do komme Leit a grouss Laberenten, soulaang wéi mer net hei ganz seriö eppes ënnerhuelen.

Da waren zwee Punkten, wou ech wollt der Justizministesch äntwerten. Dat eent ass de Käschtepunkt vun der Garantie décennale, iwwer eng Assurance ofgedeckt. Jo, do ass och de Konsumenteschutz sech där Saach duerchaus bewosst, datt dat e Käschtepunkt huet, mee dee Prozentsaz ass minim par rapport zu der Sécherheet, déi dat dem Konsument gëtt, datt dat, wat e fir deiert Geld keeft, och dat deiert Geld wäert ass.

An dat Lescht ass: Do ass de Code civil, woumat Der ganz Recht hutt, ganz, ganz kloer. Mee wann ee sech net drun hält, dann huet déi aner Partei nëmmen de Gang virun en Zivillgeriicht. Or, dat ass jo komplett onméiglech! Ech sinn amgaang, dat hHaus ze bauen, ech hu mech verschëlt, ech bezuele Loyer, da kann ech net tëschenduerch emol och nach iwwer e Paiement vun enger Tranche en Zivillprozess féieren, dee sech zwee, dräi oder fënnef Joer hinzitt.

Hei brauche mer ganz kloer eng Sanktioun fir Promoteuren, déi deen doten Artikel violéieren, wat fir enger Natur och ëmmer. A fir déi Saach elo ze beschleunegen, wäert ech dann an enger vun deenen nächste Sëtzungen eng Proposition de loi op deem dote Punkt proposéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Wëllt d'Regierung nach eppes dozou soen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)

Wëllt d'Madamm Lenert nach op dat reagéieren, wat d'Madamm Hansen gesot huet?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Et ass net grad, wéi wann et ganz aus dem Bauch eraus wär. Mir hu jo och eisen normale Monitoring, dee mer maachen, wou mer gesinn, dass mer eebe mat deenen Zuelen un Neiinfektiounen an och un der Beleeung vun de Better absolutt an der Rumm oder souguer ënnert deem sinn, wat virausgesat ginn ass. Dat heescht, et ass alles wierklech am grénge Beräich.

An et war jo och e Set vu Recommandatiounen, dee scho méi laang am Viraus gemaach gi war, wou d'Ausgangspositioun guer net esou gënschteg war, wou een och scho konnt den Impakt gesi vu méi groussen Evenementer, soudass mer effektiv vun eiser Säit zur Konklusioun komm sinn, dass mer à ce stade genuch Informatioune virleien hätten, fir kënnen an déi dote Richtung ze goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap

Ech mengen, da kéinte mer elo zum nächste Punkt kommen. D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun an den Altersheimer souwéi an de Strukture fir behënnert Leit, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Familljepolitik fir Chancegläichheet, eng Familljepolitik, wou all Familljemember d'Méiglechkeet huet, deen aneren ze besichen, egal a wat fir enger Generatioun dat ass, ob d'Eltere wëlle bei d'Kanner, d'Kanner wëlle bei d'Elteren, d'Enkelkanner wëlle bei d'Grousselteren, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass!

Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, Lëtzebuerg huet dës Coronaviruszäit am Verglach zu verschiddenen anere Länner gutt iwwerstanen. Wann een d'Statistike kuckt, déi mer gesinn, stelle mer fest, dass mer an der Groussregioun an och a ganz Europa ganz gutt dostinn. An dat ass och, well eebe Leit mat Asaz, mat Iwwerzeegung un deen Dossier erugaange sinn, well mer gutt Personal haten an den Alters- a Fleegeheimer, well mer decidéiert haten, wat mir als Oppositioun och matgestëmmt hunn, e Lockdown ze maachen. Dat huet Lëtzebuerg erlaabt, besser aus der Kris erauszekomme wéi verschidden aner Länner.

Och an de CIPAen, an den Alters- a Fleegeheimer, an de Strukture fir Leit mat Behënnerung, och do ware ganz grouss Erausfuerderungen. An och do huet d'Personal eng fantastesch Aarbecht geleescht, well wann Der dat vergläicht mam Ausland - an do héiert een, dass plazeweis, net wäit ewech vun eis, awer méi Richtung d'Elsass erop, Altersheimer komplett voll ware mat Leit, déi de Virus erwëscht hunn -, ass dat och eng Leeschtung vun deene Leit, déi an den Alters- an an de Fleegeheimer schaffen, a genau dat selwecht an den Ariichtunge fir Leit mat Behënnerung.

Awer eppes muss een och soen, wann een dat alles kuckt, an d'Familljeministesch war den 30. Abrëll an den 13. Mee an der Familljekommissioun an huet eis och do e Bericht gemaach gehat, wéi et an deenen eenzelnen Haiser ausgesinn huet. Ech wëll awer soen: Déizäit ware se nach net all ofgeschloss. D'lescht Woch ass erauskomm, dass vun 49 Haiser da 6.000 Leit getest gi sinn. Dat war déizäit nach net, do ware mer eréischt bei der Hallschent ukomm. Mee dat huet eeben d'Zäit mat sech bruecht. An dat beweist och, dass - mat deene Prozentsätz, déi do erauskomm si vun deene Leit, déi bereet waren, sech testen ze loossen - e Besoin bei deene Leit do war, fir déi Sécherheet ze hunn, ob dat de Patient war, oder de Client, wéi dat jo haut heescht, oder ob dat och bei de Salariéë war, wou et 80 % sinn.

Mee en anere Phenomeen ass doriwwer vergiess ginn! En anere Phenomeen ass doriwwer vergiess ginn an dat ass dat Soziaalt, dat ass dat Mënschlecht, dat ass dee mënschleche Kontakt. An ech war agreabel iwwerrascht, wéi ech de Weekend héieren hunn, dass d'Madamm Gesondheetsministesch an d'Madamm Familljeministesch nach eng Kéier en Appell gemaach hunn un d'Bedreiwer, fir dach d'Familljen zesummen ze loossen an d'Familljen zesummenzeféieren. Well ech hu ganz vill Bréiwer a Maile kritt vu Leit, awer ech muss éierlech soen, an där doter Generatioun méi Bréiwer wéi Mailen, wou ech gesot kritt hunn: „Hei lauschtert, et ass jo alles schéin a gutt, hei an där Struktur leeft och alles wonnerbar. Ech kréien de Virus zwar net, mee ech sinn amgaangen, en ale Gräis ze ginn. Ech kann näischt méi maachen. Ech sinn a mengem Zëmmer oder och nach op mengem Stack agespaart. Ech gesi kee Mënsch méi ausser dee vun der Fleeg, dee bei mech kënnt. Ech hätt awer gär Kontakt, Kontakt mat der Famill. Ech géif gär meng Enkelkanner gesinn." An dat vun den Enkelkanner stoung méi oft am Bréif wéi dat vun de Kanner.

Do wëll ech just soen: Ech verstinn déi Leit! A mir verstinn déi Leit ganz gutt, dass do eppes geschitt ass, eng Aart Vereinsamung. An dat Schlëmmst, wat ee mer geschriwwen huet, deen huet gesot: „Ech gesinn zwar elo tipptopp aus an ech hunn de Virus net kritt, mee ech hätt da léiwer de Virus gehat an ech hätt meng Famill gesi wéi ëmgedréit." An däers muss ee sech bewosst sinn an deene Strukturen, dass do vill Leit sech déi Fro stellen, well se dee sozialen an dee mënschleche Kontakt vermësst hunn. Den Telefon war zwar do, an aner Leit hu geäntwert: „Et ass och méiglech, iwwer e Computer mat der Famill a Kontakt ze trieden", mee och an deene Strukture gëtt et Leit, déi sinn deenen neie Medie mächteg, an et sinn der do, déi sinn deenen neie Medien net méi mächteg.

An och, wat net gutt war, an dat solle mer eis alleguerte mat op de Wee huelen, do si Leit, déi haten op eemol d'Chance, bei hire Partner ze kommen, da wollte se awer mat em schwätzen, an dat ass net gaangen: Dach, si konnte schwätzen, mee do war dann éischtens Plexiglas dertëschent an et stoung och nach dräi Meter hannendrun ee fir opzepassen, dass se och allen zwee beim Plexiglas géife stoe bleiwen. An déi hunn dann net geschwat. Oder si hu vläicht geschwat, awer net dat, wat se am Fong wëlles haten ze schwätzen. An dat ass dat, wat net gutt ass. An dat ass dat, wouriwwer mer eis alleguerte solle Froe stellen.

Et ass gutt gelaf, wat mer am Ufank gemaach hunn, mee et ass net gutt gelaf elo zum Schluss. Vill vun deene Leit konnte sech den Dokter net eraussichen. De Kiné ass net méi komm. An do muss ee sech och d'Fro stellen, ob dat och alles konform ass zu eisem Gesetz vun 2014 iwwert d'Rechter vum Patient! Do steet am Artikel 5: „libre choix du prestataire de soins de santé". Do steet och dran, dass een als Patient Méiglechkeeten huet, op seng Hëllefen, op seng Aiden ze bestoen, dat heescht also och op de Kiné, dass een déi Rechter huet. Dat alles ass do ze kuerz komm. An do si verschidde Leit, déi net frou doriwwer sinn an déi sech vernoléissegt fillen, vun eis all.

Ech weess, dass d'Familljeministesch an och d'Gesondheetsministesch Appeller gemaach hunn, mee ëmmer erëm hannendrugesot hunn: „Et ass net un eis, enger Struktur eppes virzeschreiwen. Mir hunn enger Struktur näischt virzeschreiwen." An et ass do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir dat anescht gesinn. Et ass net um Ministère, engem Prestataire eppes virzeschreiwen, mee et ass awer um Ministère, de Lead ze iwwerhuelen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Um Ministère, de Lead ze iwwerhuelen an ze soen: „Dat do an dat do hätte mer gär." A wa mer kucken, wivill Prestatairë mer hu bei deenen 52 Haiser, dat si jo net 52 verschidde Prestataire. Dee gréissten ass een, deen dem Ministère och nosteet, well et ass de Servior, deen huet 15 Haiser. Et sinn der zwar elo nach méi am Bau, mee am Moment sinn et der 15. An et gëtt och nach anerer. An do hätt ee missen de Lead iwwerhuelen an do hätt ee misse soen, wat ee wëllt an op wat fir eng Aart a Weis ee wëllt higoen a wat ee wëllt do maachen.

An ech hu mer erlaabt ze kucken, wéi et och an anere Länner war, op anere Plaze war. An do ass et esou: All Altersheem huet missen e Schutz- an en Hygiènesplang opstellen an dem Ministère zoukomme loossen. An duerno konnt ab der Ëffnung, ab der Ëffnung, wou d'Leit d'Méiglechkeet haten, an en Altersheim ze goen, eng Persoun pro Dag aus dem Familljekrees d'Leit besiche goen. An dat ass decidéiert ginn net vun der Heemleedung, mee dat ass decidéiert gi vun engem Landesminister an deem gréisste Land, wat hei niewent eis läit, déi déi Decisioune geholl hunn.

An dat ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wat mir och musse maachen, dass et de Ministère ass, deen de Lead gëtt, an dass et net un deenen 52 Haiser ass. Well och innerhalb vun deene Gruppen, an dat weess d'Ministesch esou gutt wéi ech, sinn et och ënnerschiddlech Behandlunge ginn, souguer am Grupp. Woubäi ee bei deenen engen all Woch konnt ee besiche goen oder all drëtten Dag, bei aneren Haiser huet et 14 Deeg gedauert, bis een deen anere konnt besiche goen. An dat ass net gutt! Mir brauchen do och Gläichbehandlung ee vis-à-vis vun deem aneren. A mir mussen och do derfir suergen, dass dat d'selwecht geet.

Do hätt een a menge Virstellungen, an de Virstellungen och vun der CSV, de Lead vum Ministère aus kënnen huelen a soen: „Da musse mer hëllefen, Strukturen opstellen." Ech weess, dass a verschiddenen Altersheimer Chalete virun d'Dier gesat ginn, dass se d'Méiglechkeet hunn, dass Familljemembere sech treffen. Bei aneren ass, ech hunn et virdru scho gesot, Plexiglas dertëschent gemaach ginn. An aneren, wou Gäert waren, huet d'Méiglechkeet bestanen, dass een do an der fräier Natur, wann d'Wieder et erlaabt huet - net wéi de Mëtteg um Véierel op zwou, mee wann d'Wieder et erlaabt huet -, konnt mat deene Leit schwätzen an diskutéieren, fir dass se sech net vernoléissegt fillen an dass d'Leit net d'Flemm hunn doduerch, dass kee méi no hinne kucke kënnt.

An dann ass jo nach en anere Grupp derbäi, dat sinn d'Leit mat Alzheimer, déi verstinn net, dass op eemol kee méi vun der Famill kënnt an dass dräi Méint, och wa se keen Zäitgefill méi hunn, mee dass guer kee méi laanschtgaangen ass. An do ass den Zoustand och vun deene Leit net besser ginn déi dräi Wochen, wou kee Mënsch do war.

Wa mer bei den Handicapéiertestrukture kucken, wou ee wierklech muss de Leit all felicitéieren, dass kee Fall opkomm ass, mee do si Leit, déi ware richteg vulnerabel, an do waren der awer och, déi soen: „Ma mir hätte kënnen erausgoen. Mir hunn zwar en Handicap, mee mir sinn net esou krank, dass mer net hätte kënnen ënnert d'Leit." An och déi konnten dat net maachen. An do ass dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir der Meenung sinn, dass een dat schnellstens muss analyséieren an dat och schnellstens op de Leescht huelen.

D'Madamm Minister huet e Gesetz deposéiert, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen, iwwert d'Qualitéit vun deene Soinen, déi ugebuede ginn. An ech mengen, dass mer dat Gesetz mussen op de Leescht huelen - nämlech dat Gesetz ass komm virun dem Covid-19 - an dass et elo drëm geet, fir all déi Saache matanzebauen, wou mer gemierkt hu beim Covid-19, wat net gutt ass an eisem System a wat net gutt ass, wéi et leeft, dass keng Weisungsbefugnis do ass. Well nëmmen op déi Aart a Weis ass et dann awer méiglech - ech wënschen eis zwar alleguerten, dass mer kee Covid-19 méi erliewen -, mee wa mer nach eng aner Kéier eng Pandemie kréien, och anescht ze reagéieren an och vläicht da kënnen esou ze reagéieren, dass mer de Bewunner vun deenen Alters- a Fleegeheimer wéi och de Bewunner vun den Handicapéiertestrukture kënne méi Rechnung droen. Et ass wichteg, dass mer deene Leit och net d'Gefill ginn, dass se vernoléissegt sinn.

Ech gesinn hei bei verschiddene Leit, déi soen: „Wat wëllt hien?" Ma ech kann lech soen: D'Madamm Minister, do ginn ech dovun aus, huet d'Hallschent vun deene Bréiwer, oder duebel esou vill kritt wéi ech, an d'Hallschent vun deenen, déi ech kritt hunn, wäert si och nach eng Kéier kritt hunn. An et sinn der nach heibannen, déi déi Bréiwer kritt hunn. Déi Generatioun huet sech dës Kéier e bësse vernoléissegt gefillt. A mir sollen eis dat och zu Häerz huelen! Dat kann een net vun haut op muer änneren, mee et ass awer wichteg, dass et kloer ass.

An ech wëll och dorun erënneren - an alleguerten déi Leit, déi an der Santéskommissioun si respektiv am Bureau, déi hunn dat matkritt -, wéi oft mir, ob dat de Laurent Mosar war, d'Martine Hansen war oder ech, seet de Geck, oder och nach anerer, d'Fro gestallt hunn: „Wéini kréien d'Leit endlech d'Méiglechkeet, hir Familljemembere besichen ze goen? A wéini ass d'Méiglechkeet do, dass och do eppes kann ënnerholl ginn?" An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass dat, wou mir der Meenung sinn, dass dat am Ufank ganz gutt gelaf ass, mee dass mer do vill Nohuelbedarf hunn an dass et och do wichteg ass, dass mer eppes maachen.

Gëschter huet e Mann zu mer gesot: „Fir d'éischt war d'Freed ganz grouss, wéi de Besuch huet däerfe kommen. Mee duerno koum d'Ernüchterung: Si däerfen ëmmer nëmmen all dräi Woche kommen." An de Punkt ass: Si däerfen emol net spontan kommen, well dat muss alles ugefrot ginn. An deemno wou s de wunns an du muss bei deng Elteren an e Fleegeheim goen, wat Kilometere wäit ewech ass, stells de der och dozou Froen. An dofir ass et och wichteg, dass mer do eppes ënnerhuelen.

An et wier och wichteg gewiescht, dass all déi Haiser hätte missen an de Ministère oder an eng Administratioun alles dat eraginn, wou alleguerten d'Konditioune géife stoen, wéi et an deene jeeweilegen Haiser ass, well all Haus huet et aneschters gemaach. Ech hat eng Fra aus engem Altersheim um Telefon, hei an der Stad Lëtzebuerg, déi huet gesot: „Ech wollt just bei den Namur eng Rieslingspaschtéitchen iesse goen. Ech hunn net däerfe goen! Ech sinn net erausgelooss ginn. Ech hunn awer guer näischt. Mee mäi Partner huet Alzheimer a sëtzt am Zëmmer niewent mer an dofir däerf ech och net eraus. Well ech kéint jo erëm eppes mat erabréngen."

Alles dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass de Bewäis, dass mer villes richteg gemaach hunn, dass och villes gutt gelaf ass, mee dass mer och op verschiddene Punkten, an notamment deene vun den eelere Leit, e groussen Nohuelbedarf hunn. A mir mussen do kucken, gemeinsam, dass mer do déi Reegele schafen, dass esou eppes wéi dat, wat elo virkomm ass vis-à-vis vun där Generatioun, vun deene Generatiounen, deene mer vill ze verdanken hunn, net méi esou virkënnt, dass si sech ausgeschloss fillen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Déi lescht Zäit war keng einfach, fir kee vun eis. Ech mengen awer, d'Persounen an Alters- a Fleegeheemer, awer och a Behënnertestrukturen, jo, déi haten et besonnesch schwéier. Net nëmme war hir Beweegungsfräiheet ageschränkt, mee virun allem de Verloscht u soziale Kontakter, déi fir si esou wichteg sinn, huet si haart getraff. Et war dowéinst natierlech keng einfach Decisioun, fir d'Visitte fir d'éischt komplett ze verbidden a se duerno nëmme limitéiert ze erlaben. Spontan Visitte sinn nach ëmmer net méiglech, d'Visitte mussen ugemellt sinn. An och déi aktuell Geste-barrièrë gëlle selbstverständlech weiderhin.

Eeler Leit a Leit mat Virerkrankunge gëllen nach ëmmer als vulnerabel. Fir si ze schützen, musse mir, soulaang dëse Virus nach do ass, léieren, mat dëser neier Situatioun ëmzegoen. Dass déi streng Mesuren, déi geholl goufen, eppes bruecht hunn, beweisen eis virun allem d'Zuelen. Op de 5. Juni waren an den Alters- a Fleegeheemer bal 92 % vun de Bewunner a bal 81 % vum Personal op de Virus getest ginn. Vun insgesamt 11.025 Leit waren der nëmmen 22 positiv.

De Virus ass awer, wéi mir alleguerte wëssen, nach net verschwonnen. De Familljeministère huet eng laang Lëscht u Recommandatioune fir d'Betreiungsstrukturen erausginn, fir de luese Wee zréck an d'Normalitéit ze begleeden. Mee et ass fir d'Strukturen, déi fir d'Sécherheet vun hire Bewunner an hirem Personal responsabel sinn, net ëmmer einfach, e gesonden Equiliber ze fannen.

An enger Struktur ass een en Deel vun der Communautéit, wou een net nëmme fir sech eleng verantwortlech ass, mee fir alleguerten d'Leit, déi do zesumme mat engem liewen. Verschidde Strukturen hate Fäll vu Covid-19. Si wësse genau, wéi schlëmm dat ass. An och fir Infizéierter, déi a Quarantän gesat musse ginn, ass et keng angeneem Situatioun. Dass sech streng un d'Hygiènesmesurë gehale muss ginn, ass dowéinst verständlech, well nëmmen esou Neiinfektioune bei deene vulnerabelste Leit verhënnert kënne ginn.

Innerhalb vun enger Betreiungsstruktur sinn och net all d'Bewunner homogeen. Och hei kënnen d'Leit ënnerschiddlech op de Virus reagéieren. Wärend déi eng schwéier krank ginn, kann et sinn, dass anerer asymptomatesch bleiwen. Och dat ass e Grond, firwat d'Strukturen esou gutt oppasse mussen, dass de Risiko vun enger Infektioun esou kleng ewéi méiglech gëtt. Een eenzege Fall, deen net direkt entdeckt gëtt, kann hei katastrophal Auswierkungen hunn.

Déi laang Aschränkunge kënnen awer zu anere gesondheetleche Problemer féieren, an ech denken hei un déi mental Gesondheet, déi net zu engem Kollateralschued däerf ginn. Mir Mënsche si schliisslech sozial Wiesen a mir schätzen eis Autonomie. Och eeler Leit a Leit mat engem Handicap, och si verlaangeren no hirer Famill an hire Frënn, och si wëlle sech erëm fräi beweegen. Mënsche mat enger Behënnerung, déi an d'Schoul ginn oder eng Aarbecht hunn, wëllen dësen Deel vun hirem Liewen och erëm ophuelen. D'CPPen (ndlr: Centres de propédeutique professionnelle) an d'Atelier-protégéë sinn dowéinst zum Deel erëm opgemaach ginn. An dat gëtt vun der Regierung och ënnerstëtzt. Mee d'Gesondheet vun de Leit muss am Mëttelpunkt stoen.

Mir liewen an enger Zäit, wou mir, trotz physescher Distanzéierung, iwwer Mëttel verfügen, fir de soziale Kontakt oprechtzeerhalen. Traditionell Kommunikatiounsmoyene wéi Bréiwer an Telefon goufen an dëser Kris erëm méi benotzt. Virun allem an den Altersheemer sinn awer och d'digital Medie méi an den Asaz komm, fir esou gutt et geet um soziale Liewe kënnen deelzehuelen. Obwuel den direkte Kontakt also net méiglech war, konnt een zum Beispill iwwer Videochat d'Famill op d'mannst gesinn oder mat hir schwätzen. Dofir goufe vun de Betreiungsstrukturen Tablets zur Verfügung gestallt an d'Personal huet do, wou et néideg war, de Leit beim Ëmgang mat deenen neien Technologië gehollef.

D'Regierung hat sech nämlech schonn am leschte Koalitiounsaccord virgeholl, fir den Zougang op déi nei Technologien an d'Benotze vun den digitale Medie bei der eelerer Populatioun ze förderen, an dëst och an den Alters- a Fleegeheemer. An dësem Kontext goufen och scho virun der Kris Aktivitéiten organiséiert, fir déi eeler Leit mat den neien Technologië vertraut ze maachen. Dës Entwécklung gouf vun der Kris beschleunegt, esou wéi den Teletravail am Aarbechtssecteur.

Här President, d'Normalitéit wäert nach fir eng laang Zäit eng aner sinn, wéi mer se virun der Kris kannt hunn. Mir musse weiderhin all openeen oppassen, och fir déi Vulnerabelst ënner eis net enger onnéideger Gefor auszesetzen. An hoffentlech dauert et net méi laang, bis mir eis Léifst erëm ouni Limitatiounen an den Aarm huele kënnen!

Ech soen Iech Merci, besonnesch dem Kolleeg Marc Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat ze hunn. An ech géif awer och der Ministesch op dëser Plaz Merci soe fir hir Disponibilitéit, fir eis ëmmer als Kommissioun och déi aktuellst Zuele presentéiert ze hunn an do dernieft och ëmmer probéiert ze hunn, eise Remarke beschtméiglech Rechnung ze droen.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Coronakris, de Lockdown an de Confinement ware fir eis all keng einfach Zäit. An ech sinn net dat Éischt an ech wäert och net dat Lescht sinn, wat dat hei op dëser Tribün wäert soen. Den Deconfinement an och elo den Ëmgang mat dem Erlieften ass och net einfach a brëngt aner Schwieregkeete mat sech.

Wann een awer eppes Positives aus dëser Erfarung kann erauszéien, dann ass et, dass ee gesinn huet, wat am Liewe wierklech wichteg ass an op wat bezéiungsweis op wien et ukënnt. An do gehéiere ganz sécher d'Famill an all engem seng Léifsten derzou. Och wann et vläicht heiansdo ustrengend war, vill méi doheem ze si wéi soss, war et fir vill Leit eng ganz flott Zäit, fir méi intensiv a wäertvoll Momenter mat de Kanner an der Famill kënnen ze verbréngen.

Fir d'Elteren an d'Grousseltere war d'Situatioun awer leider eng ganz aner, virun allem fir déi, déi an Alters- a Fleegeheimer wunnen, déi konnten aus Virsiichtsmoossnamen hir Famill net méi gesinn. D'Altersheemer souwéi all aner Strukture fir eeler Leit, ouni awer och d'Strukture fir Leit mat engem Handicap ze vergiessen, well et huet een heiansdo den Androck, dass déi e bësse méi an deem Ganze vergiess gi sinn, hunn d'Diere missen zoumaachen. D'Duechter, de Jong, d'Enkelkanner oder d'Urenkele konnten d'Mamm an de Papp an d'Boma an de Bopa net méi gesinn. An dat war eng extreem Belaaschtung, virun allem fir déi eeler Leit. Et ass eng Gratwanderung tëschent dem Schutz vun de schwaachen, vulnerabele Leit an dem Sech-agespaart-Fillen. Mee vu déi grouss Ausbreedung, déi de Virus ugangs kannt huet, gouf et leider keng aner Optioun. Mir sinn eis och sécherlech alleguerten heibanne bewosst, wéi schwiereg et war an och ass, déi richteg Decisiounen an de jeeweilege Situatiounen ze huelen. Ech kann nëmme mäi Respekt ausdrécke fir jiddwereen, dee gehollef huet, Decisiounen ze huelen!

A kucke mer haut op d'Zuele vu positive Fäll, déi mer an den Altersheimer haten, a wa mer nach dës Zuele mat deenen am Ausland vergläichen, kënne mir als LSAP nëmme voll a ganz hannert dësen Decisioune stoen. Och hei muss een ervirsträichen, dass d'Gesondheetsministesch direkt alles an d'Wee geleet huet, dass all Struktur hir Leit konnt testen. An dat war déi richteg Strategie. De Schutz vu Mënscheliewe stoung un éischter Stell. A genau do muss en och ëmmer stoen.

Ech wéilt awer och hei profitéieren, fir all de Responsabele vun de Strukture fir eeler a behënnert Leit e grousse Merci ze soe fir hiren Engagement a fir hiren Asaz. Si hu ganz séier Prozeduren opgestallt an ëmgesat, fir hir Haiser no baussen ze schützen, an hunn alles drugesat, dass et hire Bewunner gutt geet. Sou hunn déi meescht zum Beispill probéiert, hire Bewunner via Videokonferenz, Skype oder Änleches de Kontakt mat hire Familljen ze erméiglechen. Ech hu Fotoe gesinn, wou d'Bewunner mat Laachen op hirem Gesiicht mat hirer Famill konnte poteren. Dat war ganz schéin.

Op d'mannst gradesou e grousse Merci a Respekt geet awer och un d'Mataarbechter aus den Haiser: Infirmier, Infirmière, Aide-soignant, Aide-soignante, Aide socio-familiale, Educateur, Educatrice, jiddwereen, dee sech dagaus dagan an engem extreem ustrengende Beruff esou gutt ëm eis eeler Generatioun an eis behënnert Matbierger këmmert, huet elo en plus och nach de Rôle vum Ersatz vun der Famill missen anhuelen a sech esou dacks et nëmme goung net nëmme kierperlech, mee och moralesch ëm d'Bewunner gekëmmert. Si all hu ganz sécher no dëser Kris méi wéi nëmmen e waarmen Applaus verdéngt. An et muss thematiséiert ginn, dass d'Fleege- a Santésberuffer et verdéngt hunn, dass ee sech richteg mat hire Besoinen, Problemer an Demanden auserneesetzt a se elo net an enger Hauruckaktioun mat enger klenger Primm wëllt ofspeisen. Si all hunn eng richteg an iwwerfälleg Opwäertung verdéngt!

Här President, dass d'Leit sech fille wéi an engem Prisong, däerf et hei zu Lëtzebuerg net ginn. An ech mengen, dass et absolutt wichteg ass, do ze intervenéieren. Net all behënnert Matmënsche gehéieren zu enger Risikogrupp. An och si musse kënnen hir eegen Decisiounen huelen. Et ass natierlech och richteg, dass déi ganz Bevëlkerung am Lockdown war a jiddweree sech huet missen aschränken. Mee Leit doheem, déi net an der Risikogrupp waren, konnten awer fir sech selwer decidéieren an och emol erausgoen.

Wéi ech dat d'lescht Woch an enger Question parlementaire gefrot hunn, muss de Familljeministère Verantwortung iwwerhuelen a kloer Richtlinne fir all eis Haiser a Strukturen erausginn. Momentan ass d'Situatioun esou, dass weeder d'Bewunner nach d'Familljen nach déi Responsabel vun Alters- a Behënnertenheemer richteg wëssen, wéi eng Reegelen elo nach gëllen. Dat féiert dozou, dass all Haus aner Reegelen applizéiert an esou bei villen e Gefill vun Onverständnis opkënnt: „Firwat däerf meng Nopesch hir Mamm an d'Altersheem x besiche goen, firwat däerf ech awer net an d'Altersheem y goen?"

Leschte Sonndeg konnte verschidde Mamme fir Mammendag heemgoe bei hir Kanner an anerer konnten dat vläicht net oder éischter mat ganz strengen Oplagen. Haut de Moien ass effektiv e Rappell fir d'Recommandatioune gemaach ginn. An déi nächst Woch wäerte jo nach weider Recommandatioune kommen. Mee et si Recommandatiounen a keng Richtlinnen, un déi jiddweree sech soll halen. An esou ass och d'Äntwert op meng Question parlementaire haut de Moien erakomm. Ech mengen awer trotzdeem, dass de Familljeministère hei séier fir Kloerheet muss suergen. Dat géif jiddwerengem zeguttkommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et schéngt mer och ganz wichteg, dës Kris a virun allem déi Zäit no der Kris ze notzen, fir all déi Problematiken, déi elo opgetaucht sinn, wéi zum Beispill d'Diskussioun ronderëm d'Blannenheem oder d'Matsproocherecht vun de behënnerte Matbierger, déi a Strukture liewen, op de Leescht ze huelen an zesummen no Léisungen ze siche mat den Acteure vum Terrain. Mir denken awer, dass mat deem Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit, dat d'Madamm Ministesch jo virun e puer Woche presentéiert huet, e ganz gudden Ufank gemaach ass an och e Schrëtt an déi richteg Richtung. Hei huele mer Responsabilitéite fir d'Haiser a Richtung Qualitéit an Transparenz, an dat ass och gutt esou.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, dës Kris huet eis geléiert, wéi wichteg eis eis Famill ass. Dofir loosst eis hinnen, awer och all de Leit, déi sech am Alldag ëm si këmmeren, den néidege Respekt an déi néideg Ënnerstëtzung zoukomme loossen! Well, fir mat enger klenger kultureller Nott a mam Serge Tonnar opzehalen, géif ech da soen: „Wien ass nach do, wa soss näischt méi geet? Hey, meng Boma!"

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mäi Bopa hat Chance. Hien huet d'Chance, an engem Altersheem an der Stad ze wunnen, wou hie konnt duerch den hauseegene Park trëppelen a wou op där anerer Säit och konnten d'Leit vu baussen duerch de Stater Park trëppelen a wou duerch d'Gitter op dräi Meter Distanz konnt mat him geschwat ginn. Dës Begéignung mat der Famill, fir mech perséinlech, gouf ganz schnell zu engem extreeme Privileeg fir hie selwer a fir eis an den Héichpunkt vun deem soss awer relativ tristen, deprimanten an isoléierten Alldag.

Eng Isolatioun, déi natierlech néideg war, an dat stellen ech hei net a Fro. Eng Isolatioun, fir de Risiko vun enger Infektioun bei enger vulnerabeler Bewunnerschaft ze miniméieren. Miniméieren heescht awer och net komplett evitéieren, dat war leider net méiglech. An esou huet de perfide Covidvirus och an den Altersheemer seng Affer gefuerdert. Mee trotzdeem konnt vill Schlëmmeres duerch drastesch Mesuren evitéiert ginn.

Loosse mer eis awer näischt virmaachen: Déi drastesch Mesuren, déi mer geholl hunn, andeems mer Dausende Bewunner vun eisen Altersheemer an hiren Heemer vun der Baussewelt isoléiert hunn, hinnen hir Fräiheet ewechgeholl hunn, hunn hinnen zwar eng méiglech Infektioun duerch e béisaartege Virus erspuert, mee op anere Punkte siichtbar gemaach, wéi wichteg de mënschleche Kontakt ass. De Kontakt mat Servicer am Altersheem, ob dat mat dem Coiffer ass oder dem klenge Supermarché oder och mam Kiné oder dem Ergotherapeut, dee reegelméisseg an d'Haus komm ass.

Och d'Amenagement an de gebailechen Opbau vun den eenzelnen Haiser hat en immensen Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Bewunner. Dëst huet een net nëmme beim Grad vun der Isolatioun gesinn, mee eeben och dorun, wou d'Bewunner nach konnten iessen, gemeinsam oder am Zëmmer, ob se konnten erausgoen oder och, wéi elo an der leschter Phas, wéi se konnte mat Besuch a Kontakt kommen.

Déi selwecht Problematik stellt sech och an Heemer fir Mënschen, déi mat enger Behënnerung liewe mussen. Leider hunn d'Meldungen aus de leschte Woche gewisen, dass et och hei zu deelweis ganz dramatesche Situatioune komm ass, an dat an engem Secteur, deen och scho virun der sanitärer Kris net ëmmer ganz vill Opmierksamkeet vun der breeder Effentlechkeet kritt huet. Inklusioun bedeit och, dass all Mënsch, onofhängeg vun engem eventuellen Handicap, un der Gesellschaft kann deelhuelen. Isolatioun ass awer genau de Géigendeel. An dofir musse mer elo am Deconfinement eis Efforten nach verstäerken, fir eis Gesellschaft méi inklusiv ze gestalten.

Déi grouss Schwieregkeet, déi och zu ville Frustratioune gefouert huet, ass déi, dass d'Haiser bis haut d'Recommandatioune vum Ministère de la Famille an der Santé ënnerschiddlech a jee no Capacitéiten a logistescher Méiglechkeet ëmsetzen. Heibäi bleift letztendlech d'Verantwortung beim eenzelnen Direkter vum Haus. An dat ass eng grouss Verantwortung, déi individuell jee no Fall an de Méiglechkeete muss gepréift ginn. An dat ass net ëmmer eng Verantwortung an eng Entscheedung, déi op d'Verständnis vu ville Leit stéisst. An et ass novollzéibar, dass do déi eng oder aner Frustratiounen draus geschitt sinn an nach ëmmer geschéien.

Dofir ass et immens wichteg, dass déi eenzel Haiser zesumme mam Ministère sech reegelméisseg concertéieren, Best Practices austauschen, fir dat Bescht fir hir Bewunner ze maachen an hirer ganzheetlecher - an ech betounen d'Wuert „ganzheetlech" - Gesondheet gerecht ze ginn. Hei, denken ech, sinn och zwee Punkte besonnesch wichteg, an dat ass eng verständlech a kloer Kommunikatioun mat de Bewunner, fir hinnen d'Situatioun ze erklären, hinnen d'Verantwortung, hir Rechter a Flichten nozeleeën, an zum aneren d'Kommunikatioun mat de Familljen dobaussen, déi sech och Froe stellen, déi hir Léifst vermëssen, déi sech këmmere wëllen, déi Ängschten hunn. An och si brauchen eng kloer Kommunikatioun an d'Gefill, dass d'Direktioun, d'Haus am ganzheetlechen Interêt vun de Bewunner agéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Sonndeg feieren ech mat mengem Bopa bei mir doheem mäi Gebuertsdag. An aller Virsiicht gi mer hie sichen, mat Mask, beschtméiglecher Distanz, mee virun allem mat vill Freed, fir kënnen zesummen ze sinn, ze laachen, ze erzielen a fireneen do ze sinn. Well al ginn ass déi eng Saach, mee wéi een al gëtt, ass déi vill méi wichteg.

Altersheemer sinn net just en Hotel, net just e Prestataire de services, nee, si sinn dat neit Doheem vun eiser drëtter a véierter Generatioun. Si ze schützen, mee och, hinne Liewensqualitéit, medezinnesche Support an Ënnerstëtzung ze bidden, ass hir Aufgab. Eng Aufgab, déi vu ganz engagéiertem Personal virun, während an no der Kris iwwerholl gëtt a mat vill mënschlechem Gespier, Wëssen an de Soinen a perséinlechem Engagement ausgeübt gëtt. Si hunn ee vun deene ville systemrelevante Beruffer an hinne gëllt mäi ganz grousse Respekt.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Spautz an un d'Madamm Hansen, déi hei dëse Punkt op den Ordre du jour setze gelooss hunn. Et ass ganz wichteg, datt mer eng Kéier iwwert d'Situatioun an den Altersheemer an och fir déi behënnert Leit hei schwätzen.

Ech wéilt ufänke vläicht mat enger Bemierkung: Mir brauche méi Respekt fir déi eeler Leit an eiser Gesellschaft. Zu deene Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, gehéiert jo och déi Diskussioun vun haut, an et gouf Defiziter an deenen Heemer. An dofir ass et ganz wichteg, datt mer eis iwwerleeën: Wat kënne mer maachen, fir och deen drëtten Alter méi ze respektéieren?

Et gouf heiansdo abstrus Diskussiounen an deene leschte Méint hei. Ech erënnere mech, nom Brexit ass gesot ginn: „Jo, dat ass esou ausgaangen, well virun allem eeler Leit ofgestëmmt hunn." Eeler Leit hunn einfach vollwäertegt Matsproocherecht an der Gesellschaft! Mir all profitéiere vun hire liewenslaange Leeschtungen. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis däers bewosst sinn, och wa mer dat hei elo haut diskutéieren.

Ech wéilt ufänke vläicht mat enger Diskussioun, déi och hei am Land geféiert ginn ass nach virun der Kris, dat ass déi vum Adapto. Do ass eeben déi Diskussioun geféiert ginn, déi eigentlech derzou gefouert huet, fir d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit ze reduzéieren, zum Deel aus Käschtegrënn. Dann ass gesot ginn: „Mir maachen elo Sammeltaxien." Mir mussen och op déi Diskussioun zréckkommen, well eleng aus sanitäre Grënn ass dat natierlech haut net méi denkbar, Sammeltaxie beim Adapto!

Mir hätte gär eng ganz aner Approche. Ech mengen, eng vun deene Léieren, déi mer mussen zéien, ass, datt mer solle kucken: Wat kënne mir maachen, fir d'Mobilitéit vun deenen eelere Matbierger ze verbesseren? Wat kënne mer maachen, fir esou e Modell Taxi, Adapto oder esou anzeféieren, fir einfach déi Leit, och déi an Heemer sinn, kënne méi mobill ze maachen, net nëmmen an hirer Gemeng, mee datt se och aner Saache kënne maachen? Ech mengen, mir sollten op de Wee goe vu méi Grousszügegkeet an deem do Beräich an déi ganz Adapto-Diskussioun nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Mir haten an den Heemer grouss Problemer. Mir haten och mam Stierwen déi schlëmm Situatioun, wa Leit hir Leit net konnte besichen, déi um Stierwe louchen, oder eeben, datt déi Leit hu missen eleng stierwen. Dat ass alles ganz dramatesch. Mir hunn eng Aufgab, eng Flicht als Staat, fir all Form vu Gewalt, och psychescher Gewalt vun deenen eelere Leit ewechzehalen. Dat gëllt och an deem Sënn, datt mer hir Dignitéit musse respektéieren. Et ass net normal, datt eeler Leit nëmme kënne mat hirer Famill an der Presenz vun engem Member vum Fleegepersonal schwätzen! Wéi soll een da matenee kënne schwätzen iwwer Familljesaachen, iwwer Gesondheetssaachen, iwwer Finanzsaachen, wann een derbäisteet, deen net zu der Famill gehéiert? Dat ass einfach eng Manéier, fir mat de Leit ëmzegoen, déi hir Dignitéit net genuch respektéiert.

A mir mussen och oppassen, datt all Form vun Humiliatioun evitéiert gëtt. Iergendwou stoung och, datt zum Deel behënnert Leit hu misse bei der Liwwerantenentrée, bei der Entrée des fournisseurs Kontakt hu mat hire Leit. Dat ass alles net néideg. A mir mussen déi Léieren, déi mer aus dëser Kris zéien, dohi benotzen, datt mer musse kucken, wat mer maachen, fir méi Dignitéit an déi do Situatioune kënnen eranzebréngen.

Ech muss awer och soen, datt d'Regierung an dëser Diskussioun ganz schwaach war. Et geet net duer, wéi d'Madamm Familljeminister et gemaach huet, fir ze soen: „Jo, dat si privat Strukturen. Déi si privat, do kënne mir näischt maachen als Staat." Den Här Educatiounsminister, den Här Meisch, deen ass vill méi wäit gaangen. Deen ass, a mengen Ae souguer ënner Verletzung vu gesetzleche Grondprinzippien, higaangen an en huet a privat kontraktuell Kontrakter agegraff tëschent de Leit a Crèchen an esou weider, fir do aner Dispositiounen ze huelen. Dat ass vläicht ze vill wäit gewiescht. Mee de Staat kann net einfach sech aus senger Verantwortung fir d'Matbierger erausléise fir ze soen: „Ma dat do si privat Strukturen, do kënne mir näischt maachen." Nee, et hätt ee kënnen!

Et hätt ee kënnen, de Staat hätt kënne besser accompagnéieren, en hätt kënne méi kloer Instruktiounen erausginn, en hätt kënnen hëllefen, fir einfach dat Wuel vun all deene Leit méi an den Zentrum vun de politeschen Iwwerleeungen ze stellen. Et wor schwaach! Et wor net näischt, an d'Madamm Minister huet dat jo och e puermol erkläert, et kann een net soen, si hätt näischt gemaach, mee si huet schwaach agéiert an an eisen Aen net staark genuch eeben.

Mir hunn och en Optrag, fir d'Liewenskonditioune fir déi eeler Leit ze iwwerdenken a fir et ëmmer besser ze maachen. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Sprooch, mee dozou gehéiert och déi digital Exklusioun. Besonnesch och dës Regierung huet an hirem Modernitéitsfimmel einfach déi Tendenz, fir alles op dat Digitaalt ze setzen. Et ass net jiddwereen e Lettré an deem Sënn vum Digitalen. Et muss een einfach ëmmer matbedenken, datt et Leit an eiser Gesellschaft gëtt, déi deen Deel vun der Kommunikatioun net benotzen, an dann och drun denken, fir déi Leit net falen ze loossen.

Mir brauche méi Fuerschung am Sënn vu besser al ginn, méi gesond al ginn. Mir brauchen eng frëndlech Emgéigend, och an eisem Urbanismus an esou weider, fir d'Liewensqualitéit vun deenen eelere Matbierger ëmmer ganz héich ze halen.

Mir hunn och eng ganz konkreet Konklusioun als ADR, déi mer wëllen hei proposéieren. Mir denken, datt institutionell den drëtten Alter an eiser Gesellschaft net genuch representéiert ass. Wat gëtt et dann? Mir hunn de Seniorentelefon. Mir hunn och dee CET, dee Centre pour l'égalité de traitement, deen emol ka Reklamatiounen entgéinthuelen. Mee mir denken, mir sollte fir déi Problemer vum drëtten Alter eppes Änleches maachen, wéi mer et maache beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Do sollte mer och esou eppes hu fir den drëtten Alter.

Mir sollten einfach eng Struktur hunn, déi d'Leit kann opfänken, déi se ka beroden, déi hinne kann hëllefen, déi ka vermëttele mat Administratiounen. Ob mer dat elo maachen iwwert de Wee vun engem Ausbau vun de Kompetenze vum Ombudsmann, dee mer hunn, oder vun enger neier Struktur, doriwwer kann ee selbstverständlech diskutéieren. Awer mir sollten institutionell och dee Schrëtt maache fir ze soen, mir mussen den drëtten Alter an eiser Gesellschaft opwäerten an déi Problemer, déi déi Leit hunn, och besser behandelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt och ufänken domat, dem Här Spautz Merci ze soe fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité. A wann een och elo de Virriedner alleguer nogelauschtert huet, dann, mengen ech, kann een eng traureg Konklusioun elo schonn zéien, nämlech datt den Deconfinement, vun deem mir alleguer profitéieren a wou mer alleguer frou driwwer sinn, datt mer eis erëm beweege kënnen, datt mer erëm en Deel vun eiser Normalitéit zréckgewonnen hunn, datt deen an de Strukture vum drëtten Alter nach net ukomm ass. An dat ass eng bedenklech Situatioun!

Ech mengen, a vill Virriedner hunn dat virdrun och scho gesot, datt déi Decisioune richteg waren, déi virun dräi Méint geholl gi sinn, déi radikal Decisioune vum Lockdown, notamment och an den Alters- a Fleegestrukturen, besonnesch well déi Leit vulnerabel sinn, duerch hir Situatioun souwisou schonn, duerch deelweis fortgeschrattenen Alter, duerch deelweis eng ugeschloe Gesondheet an awer och, well dee Virus bei deene Leit am heftegsten zouschloe kann. An dat gesi mer och, oder hu mer, leider, misse gesinn un den Doudeszuelen. An et ass net ëmsoss, datt de Medianalter vun deene Leit, déi leider um Covid gestuerwe sinn, esou héich ass. Duerfir waren déi Decisiounen, wéi se am Ufank geholl gi sinn, mengen ech, och déi absolutt richteg, och wann ee vergläicht, wéi mer am Verglach mat eisen Nopeschregiounen ofgeschnidden hunn.

An ech verstinn och, datt den Deconfinement an deene Strukture schwéier ass, well all déi Strukturen ënnerschiddlech Bevëlkerungen hunn, ënnerschiddlech Personalstrukturen hunn, ënnerschiddlech Erwaardungen an ënnerschiddlech Fonctionnementer hunn, an datt et net eng Reglementatioun ka ginn, déi passe-partout ass an déi duerfir op all Betrib ze applizéieren ass. Mee grad well dat d'Erausfuerderung ass, mengen ech och, hätt grad hei de Familljeministère eng weesentlech méi aktiv Roll missen iwwerhuelen, wéi en dat bis elo gemaach huet.

Ech mengen och, datt, den Här Spautz huet et genannt „de Lead iwwerhuelen", datt dat an där doter Fro dat gewiescht wier, wat een an deene verschiddenen Etappe vum Deconfinement hätt misse maachen a sech hätt kënnen erwaarde vum Familljeministère, a wat menger Meenung no, oder eiser Meenung no och net an deem Mooss geschitt ass, wéi dat néideg war.

Well ëmmer, och an de Kommissiounen, wa mer déi dote Problematik ugeschwat hunn, Deputéierter drop opmierksam gemaach hunn, dann hat een ëmmer erëm den Androck, wéi wa Pingpong géif gespillt ginn. Eng Kéier ass gesot ginn: „Jo, ech sinn net responsabel. Dat sinn d'Recommandatioune vun der Santé", dat war eng Verteidegungslinn. An déi zweet Verteidegungslinn ass: „Jo, et ass d'Responsabilitéit vun de Gestionnairen. Do kann ech näischt maachen."

Ech mengen, datt dat awer net duergeet. An ech mengen och, datt an där Situatioun, wou mer am Moment dra sinn, wou mer elo nach gesinn, datt déi ënnerschiddlech Strukturen awer komplett verschidden Aart a Weisen hunn, wéi se mat där Situatioun vum Deconfinement ëmginn, datt dat eppes ass, wou spéitstens elo awer de Familljeministère an d'Familljeministesch gefrot sinn, fir do ze reagéieren. Well ech mengen och, datt et eeben net duergeet - wann ech haut de Moien d'Zeitung richteg gelies hunn -, datt gëschter um DP-Kongress gesot ginn ass, datt engem d'Häerz blutt, wann een un déi al Leit denkt. Ech hätt mer vun engem Familljeministère erwaart oder vun engem Familljeminister erwaart, datt e seet: „Mir leeft de Schweess d'Stier erof, esou vill schaffen ech dorunner."

Dat hätt ech mer erwaart! Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der CSV an dem Här Marc Spautz fir dës wichteg Fro. Et huet ee gemierkt, dass, zënter d'Situatioun vum Covid komm ass,

déi Fro ganz vill Famillje beschäftegt huet. Den Här Spautz huet et elo richteg gesot: Et si ganz vill Bréiwer komm. Eis Partei ass vläicht e bësse méi digital. Bei eis si ganz vill Leit, déi ugeruff hunn, eis awer och E-Maile geschriwwen hunn. An ech kann Iech soen, informatesch ausgedréckt: Et war net null an et war net eent. Et war wierklech eng Diskussioun an deene leschte Wochen, wou d'Familljen, déi eng gesot hunn: „Et ass gutt, wa meng Elteren an der Seniorie geschützt sinn", an anerer hu gesot: „Wéi kann een nëmmen! Et hëlt een deenen eelere Leit alleguerten d'Fräiheet!"

Gutt, mir si selwer eng Famill, wou d'Elteren an de Seniorië sinn. Et ass net einfach! Eist Klengt doheem huet och gefrot: „Wou ass dann elo d'Urgroussboma? Firwat kommen ech net méi dohin?" Dat ass keng einfach Situatioun! Et ass awer nun emol och esou, dass een do muss eng Kéier soen a réckblécken, wéi d'Situatioun ugefaangen huet.

Wéi mer nämlech déi Entscheedungen an der Familljekommissioun och presentéiert kruten, huet d'Bild sech vill méi düster duergestallt. An du war et zu deem Moment och sécherlech, an den Ae vun de Piraten zumindest, déi richteg Entscheedung fir ze soen: „Mir huelen de Risiko aus de Seniorien eraus a mir kucken, dass keng Infektiounen erakommen." Et ass kee Geheimnis, ech kommen aus enger Gemeng, wou de Covid an de Seniorien e grousst Theema war, ech hunn et hautno materlieft. Wann ee Familljememberen huet, déi an den Zëmmere sëtzen an da ruffe se doheem un: „Wat soll ech maachen? Am Zëmmer niewendrun, do hänkt en Ziedel un der Dier, déi huet Covid! Wat geschitt elo mat mir? Wéi geet dat elo weider?"

Do ass et sécherlech ee grousse Problem gewiescht, dass et net zentral geléist ginn ass. Dat ass sécherlech och aus dem politesche System eraus. Et war een einfach net virbereet op déi Situatioun, déi eng Kéier géif antrieden, dass eng Seniorie virun - kommt, mir nennen et awer esou! - enger esou grousser Gefor géif stoen an esou schnell missten Entscheedunge getraff ginn. Well ech ka mer och virstellen, dass d'Madamm Ministesch iwwer Nuecht Verschiddenes huet missen decidéieren, fir d'Senioren deementspriechend ze schützen.

Wat mir Piraten aus der Diskussioun gäre géife mat eraushuelen, ass den Denkustouss, fir méi zentral Entscheedungen ze huelen. Et ass nämlech esou, dat hu mer och selwer elo gemierkt: An der Nopeschgemeng ass dann op eemol eng ganz aner Reegel. Do ass et an där enger méiglech, dass ee vläicht nach iwwert den Drot mam Familljemember geschwat huet, wat bei där anerer guer net méiglech war.

(Brouhaha)

Oder bei där anerer war eng vill méi grouss Ouverture. Wat sécherlech d'Situatioun fir d'Famillje vill méi komplizéiert gemaach huet.

Deementspriechend géife mir gären der Ministesch mat op de Wee ginn, dass ee sech Gedanke mécht, wéi een an Zukunft, wann esou Situatiounen optrieden, allgemeng Reegelen, déi national gëllen, kann opstellen. Well sécherlech, et kann een all Vertrauen hunn an d'Direktioun vun den Haiser, mee och do sinn heiansdo d'Entscheedungen net, nenne mer et emol „nozevollzéie" gewiescht. Deementspriechend wär et flott, wann an Zukunft dat vun uewen erof kéim.

E grousse Merci gëllt dem ganze Personal an de Seniorien, déi awer wierklech vill Iwwerstonne geschafft hunn a sech och hu misse komplett nei organiséieren. Ech krut dat selwer mat. Wann een an d'Seniorien elo besiche geet an och virdrun, wou et jo awer Méiglechkeete gouf wéi iwwert den Drot, fir mat Familljememberen a Kontakt ze kommen am Fräien: Et kann een net genuch Merci soe fir dat, wat d'Personal an där Zäit geleescht huet! A sécherlech ass et un der Politik, fir elo déi richteg Schlussfollgerungen aus dëser Situatioun ze zéien an deementspriechend sech virzebereeden, sollte weider Situatiounen antrieden.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz an och der honorabeler Deputéierter Martine Hansen villmools Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn. Esou wéi mer dat och schonn an der Vergaangenheet gesot hunn an de Chamberskommissiounen, mee och hei, solle mer ons dacks austauschen, well et gëtt hei kee „one size fits all". An ech mengen, jiddwereen ass verschidden. All Haus ass verschidden. All Mënsch ass verschidden! An am Fong geholl misst ee jo quasi 6.500 verschidde Recommandatiounen erausgi fir all Mënsch eenzel, well et ass eeben net ee wéi deen aneren. Wann een an der Communautéit lieft, dann ass een nun emol net nëmme fir sech selwer verantwortlech.

Mee ech deelen awer Är Suergen. An ech deelen och dat, wat Dir gesot hutt, Här Spautz: Dat si keng Prisongen, d'CIPAen an d'Maison-de-soinen. Et kann een d'Leit net aspären. Woubäi ech awer drun erënnere wëll, dass jiddweree vun ons am Fong agespaart gouf mam „Bleif doheem!". An et goung drëms, justement déi vulnerabel Leit ze schützen. Mir wëssen, dass Leit an engem gewëssenen Alter méi e schwéiere Krankheetsverlaf hu vum Covid-19 an do ass et eeben drëms gaangen, déi virun allem ze schützen.

Et ass e puermol elo de Mëtten ugeklongen, dass iwwert d'Ausland geschwat ginn ass, wéi et do war. Abee, ech soen lech, ech si frou, dass et hei zu Lëtzebuerg net war ewéi am Ausland! Ech si frou, dass hei zu Lëtzebuerg d'Leit besser versuergt goufe respektiv dass d'Krankheet manner eragedroe ginn ass. Well, wéi den honorabelen Deputéierte Marc Goergen grad gesot huet: Wann de Virus bis an engem Haus dobanne war, da war dat wierklech ganz komplizéiert, och fir déi, déi net krank waren, och fir d'Personal. Extreem komplizéiert! An ech si wierklech frou, dass d'Personal haut de Mëtteg méi wéi eng Kéier gelueft ginn ass a Merci gesot krut, well si hunn net nëmmen eng formidabel Aarbecht gemaach, si hunn och deelweis probéiert, dat opzefänken, wat d'Bewunner net haten, well eeben hir Léifsten net konnte kommen.

An ech mengen, Här Spautz, Dir hutt gesot, „eng Generatioun, déi sech vernoléissegt gefillt huet". Mir hunn dat jo alles gemaach justement, fir si ze schützen! A wann ee sou wéi mir dat gemaach hunn - well dee Virus wierklech Europa, soen ech elo emol, iwwerschwemmt huet -, fir ons all ze protegéieren, ons Vulnerabel ze protegéieren, alles esou séier zoumécht, da mierkt een haut, an ech mierken dat och, dass et nach laang net esou einfach ass, nees alles esou séier opzemaachen, wéi et zougaangen ass - zoumaache fir Alters- a Fleegeheemer war vill méi einfach -, well et eng ganz Organisatioun ass!

An d'Djuna Bernard huet vu sengem Bopa geschwat, deen hei an der Stad am Pescatore ass. Do sinn 345 Awunner! A wann natierlech d'Regierung seet: „D'Visitte sinn nees erlaabt", da si jo net nëmmen 345 Leit, déi uruffen, mee 345 mol all d'Kanner an d'Enkelkanner a vläicht Bridder, Schwëschteren a soss Familljememberen a Frënn, déi uruffen, dass se wéilte kommen. Dat heescht, dat ass natierlech fir esou en Haus eng riseg Organisatioun.

Et ass awer och esou, dass et dee Virus nach ëmmer gëtt. Dee Virus existéiert nach ëmmer. An déi Angscht virum Virus bei verschiddene Chargé-de-directionen, déi existéiert och nach ëmmer. Dofir war d'COPAS extreem virsiichteg. Mir hunn bal alldeegleche Kontakt mat der COPAS, och mat der FEDAS, fir ze kucken, wéi mer den Haiser kënnen hëllefen. An am Ufank ass dann, wéi den Här Spautz gesot huet, Plexiglas opgeriicht ginn. Et ass aus Angscht ze vill gemaach ginn. Well effektiv, wann zwou Persounen e Mask unhunn an et ass nach e Plexiglas dotëschent an et sëtzt ee véier Meter vuneneen an déi eeler Persoun aus dem Alters- oder Fleegeheem héiert vläicht souwisou schonn net ganz gutt, dann, mengen ech, gesi mer alleguerten, dass dat näischt gëtt an dass do am Fong keng Visitt bal besser ass wéi eng, déi een awer dann extreemst frustréiert.

Ech mengen, dass d'Gestionnairen alleguer hiert Bescht gemaach hunn. Mee et ass un der Zäit, méi wäit ze goen, awer andeems mer oppassen, andeems mer d'Geste-barrièren alleguerte respektéieren. An et ass richteg, dass net een Haus wéi dat anert gehandelt huet, well d'Populatioun an engem Haus net wéi déi an engem aneren ass! Et kann een net verlaangen, dass eng Persoun, déi dement a krank ass, d'Geste-barrièren all kennt, woubäi awer een, dee kärgesond ass an an engem Alters- oder Fleegeheem lieft, vun deem kann een dat awer schonn erwaarden.

Ech wëll just un eng Situatioun erënneren, déi ech hat. Dat war wéi ech freides e Chargé de direction vun engem Altersheim um Telefon hat - en Altersheim, wat Verschiddener heibanne ganz gutt kennen -, dee mer gesot huet: „Ha, also Madamm Minister, ech sinn esou frou, well mir hu keen ee Fall bei ons! Mir hunn esou Chance!" An dënschdes drop hate se der zwielef! Dat ass e Schock. Dat ass e Schock net nëmme fir de Chargé de direction, dat ass e Schock fir d'ganzt Personal an dat ass e Schock fir déi ganz Bewunner!

An ech mengen, mir sollten alleguerten e bësse Respekt hu virun deem luesen Deconfinement vun den Alters- a Fleegeheemer. Mir sollten do e bëssen och Gedold hunn a mir sollte se ënnerstëtzen. An ech mengen, deen neien Text, dee mer amgaange sinn eeben ze beschaffen, deen am Moment beim Staatsrot ass, dat neit Gesetz vum ASFT, dat leet de Schwéierpunkt op en aktiivt Zesummeliewen, op eng aktiv Participatioun och vum Bewunner. Dat steet elo net am Text!

An Dir hutt Recht - also ech géif mech scho gäre méi aktiv do abréngen, mee mir mussen ons awer och un d'Gesetzer halen. An ech mengen, dat wësst Dir am allerbeschten.

Dat heescht, mir gi Recommandatiounen eraus, an ech sinn och sécher, mam Schluss vum État de crise wäerten och do nach eng Kéier d'Recommandatiounen iwwerschafft ginn. Mir sinn amgaangen, dat ze maachen, well Dir hutt Recht, ech kréie warscheinlech bal déi nämmlecht Courriere wéi Dir, méi oder manner. An ech muss soen, wann ech all déi Courriere kucken, an ech hunn och ronderëm mam Ombudsmann, mat Politiker, mat e lauter Leit geschwat: Mir hunn 52 Haiser. Et sinn ëmmer déi dräi, véier selwecht Haiser, wou d'Reklamatioune kommen. Da muss ee jo awer soen, dass an 48 Haiser dat einwandfrei fonctionéiert.

Mir wëssen och, dass an engem an deem selwechten Haus eng Famill seet: „Mir wëllen onbedéngt elo d'Bomi mat eraushuelen." An eng aner Famill aus dem Nopeschzëmmer seet: „Mir wëllen op kee Fall, dass nach iergende Friemen an d'Haus erakënnt!" Mee elo, wou d'Personal deconfinéiert ass, wou déi owes no der Aarbecht jo e Patt huele ginn an nees hiert Liewe liewen, mengen ech, ass et och méi wéi un der Zäit, dass och déi eeler Leit da ganz sécher deconfinéiert sinn. An an deenen allermeeschten Haiser ass dat de Fall.

Ech kucken emol a meng Notten, ob ech eppes vergiess hunn. Ech wéilt nämlech nach gäre vum Rescht vun der Zäit profitéieren, fir e puer Wuert iwwert de Behënnerteberäich ze soen, well mir schwätze ganz vill vum Aleberäich, mee mir schwätze ganz wéineg vum Secteur Handicap.

Firwat ass dat esou? Ma well de Secteur Handicap, deen ass behandelt gi wéi mir alleguerten! Eng Behënnerung ass jo och net gläichzesetze mat enger anerer Behënnerung. Et kann een net soen, dass dat, wat fir deen ee gëllt, fir jiddweree gëllt!

De Familljeministère, wëll ech hei eng Kéier kloer soen, huet zu kengem Ament eng Instruktioun erausginn, dass verschidde Servicer missten zougemaach ginn. Et war allerdéngs normal, dass verschidde Servicer zougemaach gi sinn, notamment d'Atelier-protégéen, natierlech d'CPPen. Et si 14 Services d'information, de consultation et de rencontre, déi mer hunn. Do waren der 6 zou, 8 hunn e Service réduit ugebueden.

Vun de Services d'activités de jour war just dee vun der FAL (ndlr: Fondation Autisme Luxembourg) nach op, all déi aner haten zougemaach. Dowéinst hate mer och de Congé pour soutien familial agefouert, well eeben d'Leit net méi an d'Dagesstrukture konnte goen.

Mee wat d'Wunnstrukturen ubelaangt, déi liewe wéi an enger Famill. Dat si kleng Unitéiten, contrairement zu engem Alters- oder Fleegeheem. Déi liewen zesummen, déi kachen zesummen, déi hunn zesummen Hobbyen, déi verbréngen Zäit zesummen. An déi waren esou confinéiert wéi mir a si sinn och elo gradesou deconfinéiert. An och do ass d'Fräiheet eppes, wat ganz, ganz wichteg ass, dass een d'Leit nees liewe léisst, dass een d'Geste-barrièren natierlech respektéiert.

An deem Sënn hat ech och en Appell gemaach, dass vum 25. Mee un d'Aktivitéiten nees solle progressiv an d'Luucht gesat ginn. Si kënnen am Moment nach net alleguerte stattfannen, well mer nach ëmmer Geste-barrièren hunn, well mer nach zu manner däerfen am Sall vläicht si wéi virdrun. An dofir wäerte mer och en Donneschdeg nach eng Kéier iwwert d'Gesetz vum Congé pour soutien familial schwätze fir déi Leit, déi dann net kënne schaffe goen, well se eng behënnert oder eng eeler Persoun, déi net méi selbststänneg ass, doheem hunn, op déi se dann daagsiwwer mussen oppassen, déi se da musse betreien, wa se net kann an hire CPP oder soss an hir Dagesstruktur goen.

Also ech sinn absolutt oppen, och wa mer nach eng Kéier iwwert d'Gesetz schwätzen, fir ze kucken, wat mer verbessere kënnen. Mee ech mengen, doduerch, obwuel mer dee Virus hei net kannt hunn, obwuel mer net woussten, wéi eng Pandemie kéint gehandhaabt ginn, steet an deem Text zum Beispill schonn, dass déi Wunnberäicher an Zukunft net méi wéi 30 Awunner däerfen hunn. Dat heescht jo am Fall vun enger Pandemie wéi där heiten, dass net méi e ganzt Haus muss a Quarantän kommen, wann ee krank ass. Mee wann ee méi kleng Wunnberäicher huet, da kann een och dat e bësse méi limitéieren op eeben de Wunnberäich.

Also, et läit mir immens um Häerz. Ech si ganz freiheitsliebend. An ech mengen, mir sollten alleguerten d'Gestionnairen ënnerstëtzen, mee net brüskéieren. Et muss lues goen. Et kann net vun engem Dag op deen anere sinn.

Mee ech ginn Iech Recht, Här Spautz: Et kann net sinn, dass e Friemen derbäisteet, wann ee matenee wëllt schwätzen! Et kann net sinn, dass ee sech net versteet, well een ze wäit vuneneen ewech sëtzt! Mee et muss een awer och de Gestionnairen zougestoen, dass se ganz, ganz séier ganz vill Material bestallt hunn, fir et iwwerhaapt nees méiglech ze maachen, sech kënnen ze gesinn.

Mee ech freeë mech op deen Dag, wou ee sech nees ka gesinn, ouni Rendez-vous ze huelen, a wou een einfach no der Aarbecht nees ka bei seng Léifsten erasprangen, Moie soen an hoffentlech geschwënn och nees eng Bees ginn an eng Kéier knuddelen.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert de sozialen Dialog an d'Konsequenze vun der sanitärer Kris um wirtschaftlechen a soziale Plang, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass.

An nach eng Kéier ginn ech d'Wuert un den Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eng Sozialkris gehat mam Covid, wéi d'Welt nach keng erlieft hat. Mee elo muss ee sech d'Froe stellen: Wat kënnt do alles hannendrun? Eng ekonomesch Kris? Gëtt et kee Wuesstum méi? Wéi gesäit et aus mam Chômage?

Gëschter hunn eis Kolleegen aus der Finanzkommissioun matgedeelt kritt, wéi d'Situatioun ausgesäit mat de Staatsfinanzen.

M. André Bauler *(DP).*- E Freidegowend.

M. Marc Spautz *(CSV).*- E Freideg, pardon, Här President vun der Finanzkommissioun!

Bei de Gemengen ass d'Alarmluucht ugaangen a si hu matgedeelt kritt, et gëtt e gudde Batz manner. An alleguerten déi, déi ech elo erwäänt hunn, d'Gemengen, sinn e ganz groussen Investisseur! A wa manner Geld kënnt, da kann och manner investéiert ginn.

Alles dat bréngt mat sech, dass och verschidde Betriber a verschidde Leit, déi all Dag schaffe ginn, sech Gedanke maachen: Wéi geet et virun a wat bedeit dat fir mech?

Ech hat virun e puer Wochen eng Fro gestallt un de Staatsminister, ob et net Zäit wier, fir driwwer nozedenken, eng Tripartite anzeberuffen. Ech hat och esou eng Remark gemaach an engem Debat, deen ech heibannen hat mam Aarbechtsminister. An do hat ech d'Gefill, dee war net ofgeneigt. Aus der Äntwert vum Staatsminister geet awer ervir, et sollt een net virun de Won lafen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass eng Tripartite zesummekënnt, dass et wichteg ass, dass d'Sozialpartner sech do kënnen austauschen. An et war fir mech, dee sech e bësse mat der Geschicht vun der Tripartite beschäftegt huet, dach awer iwwerraschend, dass en DP-Staatsminister dat Gremium net wëllt aberuffen, wat emol en aneren DP-Staatsminister 1977 gegrënnt huet. Dat war mer dach dofir awer e bësse komesch, dass do vun deene selwechten, vun där selwechter Partei e Premierminister genau de Contraire vun deem gesot huet, wat säi Virvirvirvirgänger gemaach huet.

Well et ass nämlech wichteg, dass mer elo schonn eis domat beschäftegen an dass mer net waarden, bis dass de Chômage klëmmt!

Den Här Aarbechtsminister huet eis virun engem Mount an enger Debatt, déi mer heibannen haten, bestätegt, dass de Chômage amgaangen ass, relativ séier an d'Luucht ze goen. An och am Comité de conjoncture, wou jo souwuel den Aarbechts- wéi de Wirtschaftsminister ëmmer derbäisëtzen, wësse se, dass et

méi schwiereg wäert ginn, wat den Emploi ubelaangt. An net méi spéit wéi virgëschter huet d'Direktesch adjointe vum Arbeitsamt an engem Interview bestätegt, dass et net gutt ausgesäit, wat de Moment geschitt, well vill Leit, déi mat engem net festen Aarbechtsvertrag ënnerwee waren, dee Vertrag net méi verlängert kritt hunn, ob dat en CDD war oder ob dat och e Prêt temporaire de main-d'œuvre war, well een net weess, wéi et an deene Betriber weidergeet.

Dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass eng Tripartite zesummekënnt, wou een och do ka kucken, wat déi Weeër sinn, déi ee wëllt goen. An et brauch een do d'Rad jo net nei ze erfannen. Schonn 1997 ass eng Kéier eng Strategie festgehale gi vun engem europäesche Plan d'action, wéi mer och eng Kris haten, déi zwar net esou schlëmm war wéi déi heiten, wou och duerno e Plan d'action national erauskomm ass aus enger Tripartite - fir d'éischt en europäesche Sommet, duerno ass eng Tripartite gewiescht -, wou och Mesuren decidéiert gi sinn, fir alles ze maache géint de Chômage a fir den Emploi.

An dat ass wichteg, Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat och elo op de Wee bruecht gëtt. An dat kann net unilateral sinn, dat muss diskutéiert gi mat de Sozialpartner. An do ass et wichteg, dass d'Sozialpartner vun Ufank u matagebonne sinn. Wat fir ee Wee wëllt een do goen?

Et muss een awer och mat de Sozialpartner a mat der Chamber zesumme kucken an d'Revisioun maache vun all deene Mesuren, déi mer déi lescht Joren a Jorzéngte geholl hunn am Emploi: Wat huet eppes bruecht, wat huet näischt bruecht? Wat ass dëser Zäit nach ugepasst a wat ass dëser Zäit net méi ugepasst?

Wéi gesäit et aus mat der Réinsertion professionnelle fir Leit, déi eng Aarbechtsplaz verléieren, a wou et där Aarbechtsplaze mat deene ganz einfache Gesten ëmmer manner ginn, wéi kënne mer déi Leit erëm zréck an d'Aarbecht féieren? Wat musse mer do investéieren, fir dass déi Leit d'Méiglechkeet hunn, och an Zukunft duerch d'Aarbecht kënnen ze liewen a virun allem ze iwwerliewen?

Et ass ëmmer besser, an Aarbecht ze investéiere wéi a Chômage. An dofir ass et och gutt, dass de Chômage partiel verlängert ginn ass. Mee et ass awer genausou kloer, dass och de Moment wäert kommen, wou mussen a verschiddene Betriber - dat sinn net mir, mee dat muss zwëschent de Sozialpartner gekuckt ginn - strukturell Veränneruge kommen, deemno wéi d'Situatioun ass. Well och dat ass wichteg. An da muss een elo schonn doriwwer schwätzen, wat een maache kann a wéi een déi Leit begleede kann, déi dann net méi déi Chance hunn, an deem do Job oder an deem heiten Job kënne virunzegoen.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi ass et mat der Aide à la création d'entreprise? Ech war iwwerrascht, ech héieren op ville Plazen - wat heescht op villen, op e puer Plazen -, dass Leit soen: „Ma ech géif mech elo gär selbstständeg maachen, ech géif gär e Buttek opmaachen!"

Ech hunn hei an dëser Kris gemierkt, wéi et ass, wann s de allkéiers kilometerwäit muss fueren, bis de iergendeppes hues, soudass et och wichteg ass, dass mer do emol erëm eppes opbauen, méi no beieneen. A wéi gesäit et do aus mat der Aide à la création d'entreprise? Musse mer elo net grad an dësem Moment extra Hëllefe ginn, fir do eppes kënnen ze ënnerhuelen?

Wéi gesäit et aus mat der Concurrence déloyale? D'Concurrence déloyale, wéi gesäit et do aus mat der Schwaarzaarbecht? Wéi gesäit et aus, dass déi eng Betriber hire Produit konnte verkafen an anerer, déi dorop spezialiséiert sinn, hunn de Betrib missen zoumaachen? Beispiller, déi mer d'lescht Woch heibanne schonn diskutéiert haten. Wéi gesäit et do aus? Wat kënne mer maachen an der Concurrence déloyale, dass déi net kënnt? Well dat ass jo elo eng Gefor opgrond vun där Kris, déi do war, an och enger anerer, déi wäert op eis zoukommen, wa mer do net direkt der Concurrence déloyale e Reedel virschiben.

Ass et gutt - d'Decisioun ass geholl ginn -, dass mir elo e Congé collectif maachen, dräi Woche Congé collectif am Bau? Also net mir, mee de Congé collectif am Bau kënnt. Ech hätt mer och aner Saache kënne virstellen: Dräimol dräi Wochen, an dann hätt dee Secteur kënne virulafen. Et ass zwar elo méi einfach fir d'ITM fir ze kontrolléieren, ob Schwaarzaarbecht ass déi dräi Wochen oder net, wéi wann dat anescht ers gewiescht wier.

Mee ech wëll awer soen, et muss ee sech d'Fro stellen: Hätt dat net kënne virugoen? Hätt do net kënne virugeschafft ginn, wann d'Sozialpartner vläicht éischter an aneschters doriwwer diskutéiert hätten? Well d'Festleeung vum Congé collectif ass jo eng Precautioun, déi d'Sozialpartner iwwert de Wee vum Kollektivvertrag an duerno iwwert déi spezial Dispositioune maachen, a wou den Direkter vun der ITM där Kommissioun virsëtzt.

Musse mer net schwätzen iwwer eng aner Aart a Weis, eng Modernisatioun vun der Organisation du temps du travail? Et ass eng Diskussioun, déi mer scho laang féieren.

Teletravail, do hat ech d'Éier an d'Chance, hei mat Iech zesummen ze diskutéiere virun engem Mount. Wat bedeit den Teletravail elo an der Organisatioun vun der Aarbecht? A verschiddener vun Iech wäerte jo och drop ugeschwat gi sinn. Et si verschidde Saachen, déi si fantastesch beim Teletravail: fir moies net brauche fir d'éischt ënnert d'Dusch ze goen, ier mer de Computer umaachen. Mee anerer sinn awer méi schlecht! Schwätzt emol mat der Restauratioun op verschiddene Plazen, wou déi Leit soen: „Mir spieren, dass kee méi bei eis kënnt, well d'Leit net méi schaffe kommen." Oder: „Si kommen nach bei eis, awer et kommen der manner bei eis." Och déi Diskussioun musse mer féieren.

Wéi ass et mam Temps partiel, elo wou et méi lues geet? En Droit au temps partiel, deen op ville Plazen diskutéiert gëtt, wou d'Sozialpartner jo och villes an de Kollektivverträg festgeschriwwen hunn? Mee wéi ass et do mat engem Droit de retour? En Droit de retour, fir dass ech och op eemol erëm eng Kéier ka ganz schaffe goen, wa meng ekonomesch Situatioun oder meng Loscht oder meng familiär Situatioun eng aner ginn ass?

Wéi gesäit et aus, wa mer de Marché de l'emploi net sollten an de Grëff kréien, mat der Preretraite? Muss een do net iwwer nei Iddien nodenken? An iwwer nei Iddien nodenken elo schonn, dass och d'Sozialpartner d'Méiglechkeet hunn, op deene verschiddensten Niveauen driwwer ze diskutéieren an och iwwer e Kollektivvertrag verschidde Saache festzehalen? Mee dat geet just, wa mer all zesummen de Lead huelen. A wa si all d'Méiglechkeet hunn, sech auszetauschen an och ze wëssen, wat d'Regierung an och mir heibanne bereet sinn, wat de Budget ubelaangt, fir déi eenzel Fongen ze maachen.

Wéi gesäit et aus mat de Reserve vun de Pensiounskeesen, wann am Emploi en Abroch kënnt? A wann ech dat richteg gelies hunn - de President vun der Finanzkommissioun huet de Bericht schonn auswenneg geléiert - ass e Freideg dorop opmierksam gemaach ginn, wat geschitt, wann en Abroch kënnt, wa mer elo bei verschiddenen Aarbechtsplaze manner Cotisatioune kréien, wa manner Aarbechtsplaze kommen, an och, wann déck - pardon, net déck, mee héich - Salairen ewechfalen, wéi et da mat de Cotisatioune geet. Och domat huet jo dee Rapport, deen e Freideg an der Finanzkommissioun virgestallt ginn ass, sech beschäftegt.

Wat geschitt, wann d'Reserven an der Sécurité sociale weider erofginn oder wa se net méi opgefëllt ginn? Alles dat sinn déi Punkten, wou et elo gëllt, Decisiounen ze huelen, a wou et och elo wichteg ass, dass mer eis als Chamber domat beschäftegen, mee virun allem, dass sech d'Sozialpartner dermat beschäftegen an zesumme mat der Regierung an der Tripartite un den Dësch sëtzen. Dat bedeit jo net, dass se mussen zu engem Resultat kommen! D'Tripartite huet scho positiv Resultater bruecht, d'Tripartite ass awer och scho kéiereweis gescheitert. An dann ass et aleng um Parlament, seng Decisiounen ze huelen.

Mee et sollt een awer virdrun, am Virfeld, an enger Situatioun wéi elo, zesumme mat de Sozialpartner alles probéieren, fir dass mer déi Situatioun an de Grëff kréien. An dann ass et och herno méi einfach, alleguerten déi Punkten an déi Saachen ëmzesetzen.

E leschte Punkt, deen ech wëll soulevéieren, dat ass virun allem, dass fir déi Eeler um Aarbechtsmaart och dës Kéier d'Gefor ëmmer do ass. Well wann ee weess, wat de Käschtepunkt ass, a wann ee weess, wann dat dann a Betriber ass, wou eng Kollektivvertragskultur ass, dass et da meeschtens d'Anciennetéit oder den Alter sinn, déi iwwert de Käschtepunkt oder iwwert d'Pai decidéieren: Misste mer net vläicht dee Projet de loi iwwert d'Politique d'âges, dee säit 2015 an der Chamber ass, op de Leescht huele respektiv en zréckzéien - also dat sinn net ech, mee de Minister misst en zréckzéien - an en neie Projet brénge, dass mer och deene Leit kënnen hëllefen, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, um Aarbechtsmaart ze bestoen?

An e leschte Punkt, dat ass am Fong deen: Wat maache mer mat deene Jonken, deene Jugendlechen, déi elo de 15. September op den Aarbechtsmaart kommen? Wéi sinn hir Perspektiven, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen? Wéi sinn hir Perspektiven, fir eng Léierplaz ze fannen? Ass et net wichteg, dass mer och do Aktioune maachen an dass mer déi Mesurë fir déi Jonk, déi mer jo schonn zesummen decidéiert hunn hei an der Chamber, mussen iwwerschaffen an dass mer do nei Usätz musse maachen, fir dass och déi Leit d'Méiglechkeet hunn, um Aarbechtsmaart ze bestoen an och en Astig an den Aarbechtsmaart kréien. Well dat Wichtegst ass, dass mer sollen d'Aarbecht ënnerstëtzen an net de Chômage!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop e Merci un de Marc Spautz an un d'CSV-Fraktioun, déi dës Heure d'actualité ugefrot hunn.

D'Auswierkunge vum Covid-19 op d'Aarbechtswelt an op eis Gesellschaft wäerten nach laang ze spiere sinn. D'Decisioun, de Lockdown anzesetzen, fir all eis Matmënsche virun enger Infektioun mam Virus ze schützen, huet eis Ekonomie staark strapazéiert a mir alleguerte mussen eis un eng nei Normalitéit gewinnen, wou de Virus eise Begleeder wäert sinn.

D'Sécherheet vun eiser Bevëlkerung steet un alleréischter Stell. Ma mir mussen awer och un eis Entreprisen denken, si stäerken, fir de Leit och eng berufflech a finanziell Stabilitéit garantéieren ze kënnen. Wa mir den Entreprisen elo net hëllefen, da riskéiere mir, datt vill vun eise mëttelstännesche Betriber hir Aktivitéite mussen opginn. D'Konsequenz wär e Verloscht vun Aarbechtsplazen an eng Hausse vu Menagë mat finanzielle Suergen.

Vill Secteuren, wéi d'Handwierk oder d'Horesca, kënnen net vun alternativen Aarbechtsforme wéi dem Teletravail Gebrauch maachen. Dowéinst begréisst d'DP, datt d'Sozialpartner, zesumme mat der Regierung, en Accord fonnt hunn, wat de Chômage partiel betrëfft.

Véier ënnerschiddlech Fäll goufe festgeluecht, an deenen Entreprisen an hir Salariéen och nom État de crise vum Chômage partiel profitéiere kënnen. Den Dialog mat de Sozialpartner gëtt also zu Lëtzebuerg héichgehalen. Am Kontext vun dëser Kris hu mir alleguerten dat selwecht Zil, nämlech eis Ekonomie ze stäerken an esou Aarbechtsplazen ze sécheren.

Dës gemeinsam Demarche erënnert eis un aner schwéier Zäiten, duerch déi eist Land gaangen ass, an notamment un d'Stolkris an de 70er Joren, déi och schonn ugeschwat gouf, wou ënnert der Regierung vum Gaston Thorn de Sozialdialog an eeben och d'Tripartite an d'Liewe geruff goufen. An, Här Spautz, och d'Zesummenaarbecht an der Tripartite wäert am Juli weidergoen.

Vill bewierkt hunn awer elo schonn déi divers finanziell Hëllefe fir Betriber, mee och d'Mesuren, déi am Sënn vun den Aarbechter vun eiser Regierung geholl gi sinn. Viru Kuerzem sinn an dësem Kader och Programmer fir verschidde Secteuren entwéckelt ginn, déi d'Entreprisen an hir Salariéen op hirem Wee aus der Kris ënnerstëtze wäerten.

Een dovun ass de Plang „Restart Tourism", deen, wéi den Numm et scho seet, als But huet, der Tourismusbranche ënnert d'Äerm ze gräifen. Hir Saison hat e schlechte Start an ass nach ëmmer staark ausgebremst. Et geet elo drëms, zesumme mat dem Secteur dat Bescht aus de Summerméint ze maachen.

En anere Programm, de Fit 4 Resilience ass an Zesummenaarbecht mam House of Enterpreneurship vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans an der Fedil entstanen. En ass en Deel vun der Strategie „Neistart Lëtzebuerg" a wäert d'Entreprisen duerch eng Analys vum internen an externen Impakt vun der Kris ënnerstëtzen an hinnen hëllefen, fir sech besser op zukünfteg Krise vun dëser Zort virbereeden ze kënnen. Esou kënnen a sollen och Aarbechtsplaze geséchert ginn.

D'Secteuren hunn awer och selwer no innovative Léisunge gesicht, fir hir Betriber iwwer Waasser ze halen. Dat bescht Beispill ass d'Horesca, déi Eegeninitiativ bewisen an de Label „Safe to Serve" an d'Liewe geruff huet. Restauranten, Caféen an Hoteliere erhalen de Label, wa si der Charta bäitrieden, mat där si sech engagéieren, héich sanitär a qualitativ Standarden anzehalen an esou souwuel hiert Personal wéi och hir Clienten esou gutt et geet ze schützen. Dës Initiativ gëtt vum Tourismus- a Mëttelstandsministère ënnerstëtzt.

Als Konklusioun kann ee soen, datt an Zesummenaarbecht tëschent der Regierung an de Secteuren an am Dialog mat de Sozialpartner bis elo an och an Zukunft kënne Mesurë geholl ginn, duerch déi mer alleguerte gestäerkt a méi widderstandsfäeg aus dëser Kris ervirgoe kënnen. Et gëllt also weider zesummenzehalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Marc Spautz fir dës Heure d'actualité. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Coronakris, initialement eng sanitär Kris, huet sech mëttlerweil an eng enorm wirtschaftlech Kris ëmgewandelt, mee si däerf net nach zu enger Sozialkris ginn. Dëst hu mer als LSAP schonn e puermol betount. A fir eis ass et wichteg, datt mer déi schwaachst a vulnerabelst Persounen an eiser Gesellschaft net nëmmen net vergiessen, mee awer och voll schützen.

De Lëtzebuerger Sozialmodell, deen an eiser nationaler Aarbechtsgesetzgeebung verankert ass, gesäit am Fall vun enger Verschlechterung vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun vir, datt d'Regierung direkt eng Tripartite aberifft, fir zesumme Léisungen op wichteg wirtschaftlech a sozial Froen ze fannen. Dofir sti mir och weider als LSAP a mir ware vun Ufank vun der Kris un iwwerzeegt, datt et wichteg wier, schnellstméiglech eng Tripartite anzeberuffen.

An enger Pandemie vun dësem Ausmooss a mat dëser Entwécklung ass dat natierlech schwéier, fir ënner esou Konditiounen hei direkt ze reagéieren. Dofir begréisse mer natierlech, datt dëst elo decidéiert ginn ass an och ufangs Juli wäert stattfannen. Da sinn och d'Donnéeën an d'Erfarungen, souwäit wéi méiglech, méi kloer wéi direkt am Ufank.

D'Wirtschaftskris an hire sozialen Impakt, an dat hu verschidde Riedner scho gesot, wäerten eis warscheinlech nach fir Jore beschäftegen. Wéi de Statec d'lescht Woch wärend der Presentatioun vum leschte Konjunkturpak erwäänt huet, soll dës Kris eng Baisse vu 6% vum PIB mat sech bréngen, wann een de Scénario de base ganz einfach kuckt. Dat ass eng eemoleg Rezessioun zënter der Stolkris vun 1975. Dës Donnéeën nieft aneren Zuelen a Previsioune sinn am Kader vun der Presentatioun vum PSC och vun der Regierung op Bréissel kommunizéiert ginn.

Dëst ass awer och eng Kris, déi eis alleguerte betrëfft, den Här Spautz huet et scho gesot, an net nëmmen ee bestëmmte Secteur. D'Solidaritéit an de géigesäitege Versteesdemech, deen d'Tripartite zu engem Modell fir den Erfolleg wärend der Stolkris gemaach huet, sinn haut ëmsou méi noutwendeg a wichteg, wéi se Jorzéngte gewiescht sinn.

Et schéngt eis op jidde Fall an der aktueller Situatioun absolutt opportun an onëmgänglech, am Sënn vum Sozialdialog an der sozialer Kohäsioun mam Instrument vun der Tripartite ze schaffen. Dofir déi novollzéibar Fuerderung och vun de Gewerkschaften. An et war an et ass och un der Regierung, fir hei deen néidegen a richtege Schratt ze maachen, fir de gemeinsame Sozialdialog erëm starten ze loossen an em hei eng nei Dynamik ze ginn.

Dofir, an dat wëll ech awer och betounen, musse sämtlech Partner - sämtlech Partner! - dofir mat op dëse Wee goen. Mir mussen elo zesumme versichen, den Impakt vun der Covid-19-Kris op d'Wirtschaft an eis Gesellschaft esou vill wéi méiglech ze verhënneren an ofzefiederen. D'Kris huet gewisen, datt e staarke Sozialstaat, an domadder e staarke Staat am Ganzen, richteg a wichteg ass. Dofir steet op jidde Fall d'LSAP.

Esou wéi de Staat eng wichteg Roll am Ufank vun der Kris gespillt huet, andeems en direkt staark Moossnamen ergraff huet, fir de wirtschaftlechen Abroch, deen dës Kris mat sech bréngt, ofzeschwächen an de Bierger ze hëllefen, oder wärend der Kris mat de wirtschaftleche Stabiliséierungspäck, déi hei virgestallt gi sinn, esou muss och no der sanitärer Kris zesumme gehandelt ginn. An, ech hunn et och schonn eng Kéier gesot, aussergewéinlech Ëmstänn verlaangen och aussergewéinlech Mesuren!

Et ass och elo an der Verantwortung vun der Politik ze decidéieren, datt laangfristeg weider Moossnamen ausgeschafft musse ginn, engersäits ekonomesch Moossnamen, awer och net ze vergiessen, fir d'sozial Sécherheet ze garantéieren.

Zesumme musse mer déi sozial a wirtschaftlech Erausfuerderungen, an dat ass och schonn an der Ried ugeklongen, vun eiser Zäit ugoen. De Sozialdialog muss weider genotzt ginn, fir laangfristeg extra Mesuren auszeschaffe fir ënnerschiddlech Beräicher, wéi d'Situatioun vum Aarbechtsmaart an d'Erhale vun den Aarbechtsplazen am Kampf géint de Chômage. Zesumme muss hei decidéiert ginn, wéi et mat extra Mesurë fir d'Mise au travail an esou

weider ausgesäit. Dee richtegen Equiliber muss fonnt ginn, fir engersäits alles ze maachen, fir d'Betriber an d'Aarbechtsplazen ze retten an, wat wichteg ass, eng héich Investissementspolitik op jidde Fall bäizebehalen.

D'Analys an den dauernde Suivi vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun de Mëttel- a Klengbetriber muss gemaach ginn, d'sozial Ofsécherung an d'sozial Hëllefen.

A mir däerfen net vergiessen, datt mer hei, wéi scho gesot, déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft musse schützen. Dofir ass et wichteg, datt gläichzäiteg muss gekuckt ginn, wéi ee vermeide kann, datt d'sozial Inegalitéite weider an d'Luucht ginn. Et muss diskutéiert ginn, wéi déi nei Facettë vun Inegalitéit, déi esou eng sanitär a wirtschaftlech Kris géif mat sech brénge, verhënnert kënne ginn.

D'LSAP verdeedegt déi duebel Fonctioun vum Lëtzebuerger Modell mat engersäits dem Interessi vun de Salariéen an Employéen an anererséits enger dynamescher, nohalteger a wirtschaftlecher Entwécklung. Trotz Kris sëtze mer hei um Enn all zesummen an engem Boot an hunn ee gemeinsamen Interêt, nämlech praktikabel Léisungen auszeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, fir d'éischt géif ech emol dem Här Marc Spautz Merci soen, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, déi am Fong jo zwee Voleten huet, déi wirtschaftlech a sozial Konsequenze vun der Covidkris, mee och de Sozialdialog oder respektiv déi Problemer, déi do entstane sinn. A merci virun allem, dës Fro gestallt ze hunn, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn an dësem Moment eebe vun där Kris. Ech mengen, dat erlaabt et och dem Parlament, der Chamber, iwwert dee Sujet do nozedenken, virun allem de Sozialdialog, op deen ech e bësse méi aginn, Reflexiounen ze maachen a virun allem och, vläicht Propositiounen ze maache fir d'Zukunft.

Eng Rei Constaten am Ufank: De Chômage partiel huet eng Explosioun vun der Aarbechtslosegkeet kënne verhënneren. No der Ouverture vun de Chantieren an dem Secteur Horeca fänkt d'Wirtschaft nees u mat dréien. Dat gesäit een dobaussen op den Terrassen, wat jo och ganz gutt a flott ass. Mee déi allgemeng Veronsécherung wäert och um Aarbechtsmarché ze spiere sinn.

Bis elo ass d'Zuel vun den neien Demandeurs d'emploi nach net signifikant geklomme par rapport zum leschte Joer. Mee déi, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, déi fannen natierlech déi Aarbecht vill méi schwéier, an déi fanne virun allem wéineg oppe Plazen. Et ass also ze erwaarden, datt de Chômage nach weider wäert klammen.

Mee, wéi gesot, den Här Marc Spautz huet deen doten Theema relativ gutt ofgedeckt. Ech wäert dann och do net méi weider drop agoen a wéilt mech e bësse méi mam Sozialdialog beschäftegen.

Eng Crise sanitaire, déi eng Crise économique provozéiert huet an domat och eng Rei gréisser Problemer um Aarbechtsmaart provozéiert huet, an initialement kee Konflikt tëschent Patronen an Employéen! Nee, fir eng Rei Betriber geet et hei ëm d'Iwwerliewen, net, well ee Problemer huet mam Ofsaz, zum Beispill an der Restauratioun, a virun allem och net, well et e Streik gouf, nee, hei ass en drëtten Aussesteeënden, an dee war bis elo ganz onbekannt, an d'Spill komm, de Covid-19. A mat deem ass et ganz schwiereg, e Sozialdialog ze féieren.

De Gouvernement huet d'Crise sanitaire ausgeruff. D'Noutstandsgesetz gouf hei am Parlament gestëmmt. D'Employéë krute vun der Regierung verbueden, op hir Aarbecht ze goen. D'Regierung huet Mesurë geholl, fir d'Employéë finanziell ze ënnerstëtzen. Anerer hu vun doheem aus geschafft. Dat Ganzt ass op Initiativ vun der Regierung aus der Staatskeess, mat engem groussen Acte de solidarité nationale, géif ech emol soen, méiglech gemaach ginn. An ech muss soen: och ouni Sozialdialog.

Wéi steet et ëm de Sozialdialog um Niveau vun den Entreprisen? De Confinement war eng Épreuve d'effort fir den Dialogue social. Am Betrib goufen d'Employéë vun där selwechter Entreprise vun engem Dag zum aneren an de Chômage, de Chômage partiel oder den Teletravail versat. Hei huet déi sanitär Urgence warscheinlech och derzou gefouert, datt d'Decisioune ganz schnell geholl hu misse ginn. D'Distanz erschwéiert natierlech doriwwer eraus och nach d'Aarbecht vun den Delegatiounen am Betrib.

Et wier interessant ze wëssen, ob den Aarbechtsminister iwwer seng Administratioun, d'Inspection du travail et des mines, d'ITM, méi iwwert dat soziaalt Klima an de Betriber weess. Gouf et méi Plaintë bei der ITM säit dem Ufank vun der Covid-19-Kris, a Relatioun natierlech ëmmer zu der Kris selwer?

Wéi gesot, an der Urgence war leider och de Sozialdialog en éischt Affer vun der Kris. D'Decisioune goufe séier an och ouni Consultatioune geholl. Mam Deconfinement muss also och elo e Retour vum Sozialdialog stattfannen. Um nationalen Niveau huet d'Regierung dat jo scho mat enger Serie vu Reuniounen agelaut.

Déi vum Virus ausgeléiste Kris ass eng Geleeënheet, fir nees zu engem nationale Konsens ze fannen. Mee dat ass net einfach. An de leschte Jore gouf et ëmmer nees Konflikter zwëschent de Sozialpartner, wéi dann elo en nationale Sozialdialog kann ausgesinn an a wéi enge Gremien deen nach soll stattfannen.

Eng national Tripartite ass sécher e ganz wichtegt Zeechen. Et weist, datt d'Regierung d'Ambitioun huet, d'Sortie aus der Kris op Basis vun engem gesellschaftleche Konsens virunzebréngen. Mee d'Parlament ass och mam Sozialdialog befaasst.

De Projet de loi 7518, dat ass d'Ratifikatioun vun der OIT- oder BIT-Konventioun 144 iwwert d'Consultation tripartite, ass jo elo um Instanzewee. Dëse Projet ka sécher mat eiser Hëllef an eiser Ënnerstëtzung zu enger Verbesserung vun dësem Sozialdialog bäidroen. An am Kader vun der Verfassungsreform hu mir hei am Haus jo och Iwwerleeunge gefouert, de Sozialdialog an eiser Constitutioun ze verankeren. Mir schénge jo och hei e Konsens ze fannen.

Dëse Sozialdialog gëtt och am Traité vun der Europäescher Unioun am Artikel 152 als Zil vun der Sozialpolitik vun der EU definéiert, esou wéi mir et zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet scho praktizéiert hunn.

Fir eis Gréng ass et och wichteg, follgend Realitéit ervirzestréichen: 50 % vun den Employéen hu kee Contrat collectif. Kollektivvertrëg sinn e ganz essenziellt Instrument vun eisem Aarbechtsmaart an an der Sozialpartnerschaft. Mee net all Salarié schafft an engem Betrib oder Secteur, wou et aktuell e Kollektivvertrag gëtt.

Wat heescht Sozialdialog fir déi Employéen, déi an engem Secteur ouni Kollektivvertrag schaffen? Hei wier de Moment an d'Plaz, fir dësen Theema unzegoen, am Parlament. Sollte mir net als Parlament iwwert de gesetzleche Kader vun de Verhandlungen nodenken a kucken, wéi mer eng Auswäitung vun de Kollektivvertrëg encouragéiere kënnen?

Fir dës Problematik awer besser ze verstoen, do feelen eis nach eng Rei Elementer. Do muss beispillsweis oder soll beispillsweis de Statec e kloren Optrag kréien, fir dee Suivi ze maachen, wéi een Undeel vun eisem Emploi zu Lëtzebuerg ënner Kollektivvertrëg fält.

Ech kommen zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dofir och follgend Konklusioun vun eis Grénger: De Sozialdialog huet sech fir Lëtzebuerg, fir eist Land, verdéngt gemaach. Hien ass en Element vun eisem Zesummenhalt a Liewen. Et ass de Modell Lëtzebuerg. Mir sollten hie schätzen, upassen an ausbauen!

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir unzefänken, datt ech et net vergiessen, dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir dës Heure d'actualité.

Beim Ufank vun dësem État de crise ass kee gefrot ginn. Et huet misse gehandelt ginn. Et war dréngend. Elo beim Deconfinement, wat de Moment nach deels ënnert d'Gesetzgeebung fält vun dem aktuellen État de crise bis de 24. Juni, do hätte mir ons gewënscht, datt d'Regierung sech beim Erausklammen oder beim Eropfuere vun der Ekonomie mat de Sozialpartner ofgeschwat hätt. Zum Beispill, et hätt ee kënnen do en Zäitraffer opstellen, wéi een déi eenzel Etappe ka meeschteren. Dat hätt vill onnëtz Diskussioune verhënnert a jiddereen hätt sech kënnen am Virfeld aneschters oder besser organiséieren.

Zweetens, déi eenzel Phase vum Deconfinement, do hat d'Regierung wuel d'Chamber reegelméisseg informéiert, mee déi eenzel Sozialpartner an deem Mooss net. Dat huet een all déi Zäit elo héieren un deene villen Echoen, déi an der Press ze héieren an ze liese waren.

Dobäi ass de Sozialdialog ganz wichteg. Hei hätte mir ons gewënscht, datt méi Dialog do gewiescht wier. Ech mengen, eng Tripartite huet sech hei am Land iwwer 40 Joer bewäert, zwar mat Héichten an Déiften, wéi iwwerall a mat alle Partner. Wéi dës Regierung viru siwe Joer ugetratt ass, du war hire Slogan „Dialog", mee et war en dënnen Dialog. Mee et ass ni ze spéit, fir et gutt ze maachen. An am Liewe muss ee feststellen, wa jiddereen agebonne gëtt, dann hëlleft en och éischter mat droen. An ech mengen, dat ass wichteg, datt mer eis an där Saach do Leitlinne ginn.

Besonnesch gëllt dat elo, wou mer d'Ekonomie héichfueren. A mir wëssen all, datt dat keng einfach Zäit gëtt. Et gëtt eng schwiereg Zäit, eng ganz schwéier Zäit, wou mer warscheinlech finanziell nach Joerzéngten drun droen.

Dobäi ass et wichteg, datt mer mat alle Partner schwätzen. Well no enger Wirtschaftskris kënnt jo bekanntlech eng Sozialkris hannendrun. Et muss een duerfir all Meenung vun all Partner eranhuelen, dat huet ee scho geléiert. Ech hat emol e Kolleeg, en erfuerene Mann, deen huet mer virun 30 Joer mat op de Wee ginn: „Du muss ëmmer kënne mat egal weem an iwwer egal wat fir e Sujet matenee schwätzen." A wann ee matenee schwätzt, da kënnt och eppes eraus. Dann huet ee keng Oppositioun, net an deem Mooss, wéi et ass. Mee, ech mengen, dann hëlleft een droen.

An deem Sënn do begréisse mer, datt elo zwar eng Tripartite ass, mee et huet een awer schonn héieren, datt déi huet misse vun anere Leit gefuerdert ginn. An ech mengen, et wier besser, et wier een do virun de Won gesprongen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Deem, wat mir Sozialdialog nennen, läit d'Ausenanersetzung vun engem fundamentalen a konstituéierenden Interessekonflikt zugronn: Op där enger Säit sinn déi, déi iwwer Kapital verfügen an iwwer Produktiounsmoyenen, an op där anerer Säit déi, déi hir Aarbechtskraaft verkafen un déi aner. Dat ass e fundamentalen Interessekonflikt, deen traditionell „Klassekampf" heescht, an deem seng gezäämte Form „Sozialdialog" heescht.

De Sozialdialog hélt zu Lëtzebuerg um nationalpoliteschen Niveau traditionell d'Form vun der Tripartite un. A reegelméissegen Ofstänn oder wa wäitgräifend Entscheedungen dat néideg maachen, setze sech Salariats-, Patronats- a Regierungsvertrieder un een Dësch a versichen, e Kompromëss ze fannen. A fir datt dat effikass fonctionéiere kann, gouf dëse Prozess och institutionaliséiert mat permanente Gremien, déi dës Verhandlunge virbereeden a koordinéiere sollen. An d'Regierung huet dobäi de Lead. Ouni hir Initiativ kënnt an der Reegel och keng Tripartite zesummen.

Also ech mengen, datt ee festhale muss, datt de Sozialdialog keng bisounours Veranstaltung ass, mee datt et dorëms geet fir ze probéieren, déi ënnerschiddlech Interessien ënnert der Schiermherrschaft vun der Regierung ënner een Hutt ze kréien. An dat fonctionéiert emol, dat fonctionéiert awer och emol net.

An et kann ee soen, datt zënter der leschter grousser Kris, nämlech zënter 2008, de Sozialdialog schwéier lädéiert ass. Et gouf deemools kee Kompromëss. D'Regierung huet ee Spuerpak nom aneren iwwer e puer Joer opgeluecht géint de Widderstand vun de Gewerkschaften, déi deemools zu Recht Angscht haten, d'Leit misste fir d'Kris bezuelen, déi vun de Finanzmäert ausgeléist ginn ass.

An déi Entwécklung, musse mer feststellen, déi zitt sech och bis haut fort. Och an der Covidkris, vum Shutdown duerch déi eenzel Deconfinementsphasen erduerch, sinn d'Gewerkschaften net matabezu gewiescht. Si sinn zwar eventuell informéiert ginn iwwer Decisiounen, déi d'Regierung geholl huet, eventuell och informéiert ginn, ier d'Press informéiert ginn ass, mee abezu ware se net, an dat obwuel si jo awer déi waren, déi d'Interessie vun de Salariéë vertrueden hunn, déi eis mat hirem Courage an hirem Asaz iwwerhaapt emol eréischt duerch dës Kris bruecht hunn an all deene Secteure vun eisem alldeegleche Liewen, déi an deene leschte Wochen a Méint esou dacks „essentiell" an „indispensabel" genannt gi sinn.

D'Regierung ass ëmmer erëm virgeprescht mat Annoncen, sief et bei der Aarbechtszäit, bei der Reouverture vun de Schoulen oder insgesamt bei der Deconfinementsstrategie, ouni dobäi déi sougenannt Sozialpartner matanzebezéien. A bei der Ausaarbechtung vun de Covidgesetzer ware si bis zum leschten Ament ausgeschloss. An den Taskforcë ware si, zumindest d'Gewerkschaften, och net vertrueden. An dat huet an eisen Aen zwee Problemer mat sech bruecht: Engersäits gouf et dowéinst ëmmer erëm widderspréchlech Aussoen oder Decisiounen, déi den Dag drop oder kuerz drop erëm hu misse revidéiert ginn oder zu Recht gebeugt ginn oder richteggestallt ginn. A wat ganz vill zu deem bäigedroen huet, wat Mëssverständnisser, Duercherneen an eng mangelhaft Kommunikatioun war.

Anerersäit, an dat ass awer an eisen Ae méi schlëmm, hu mer duerch den Alleingang vun der Regierung och e Retard kritt bei der sozialer a wirtschaftlecher Politik fir d'Zäit, déi elo wäert ugoen.

Déi Mesuren, déi mer an den nächsten Deeg wäerten decidéieren, déi en Deel vun engem Relanceplang sinn an déi eis awer an der Form vun zesummegefléckte Gesetzer virleien, si virdrun och net mat de Sozialpartner ausgehandelt ginn.

An domadder riskéiert ee wichtegt Element, nämlech wéi mer d'Zukunft vu Lëtzebuerg gestalte sollen, an enger Form ze geschéien, wou déi droend Acteure vun där Zukunft net matagebonne sinn.

Duerfir menge mer, datt d'Decisioun fir eng Tripartite, déi elo fir Juli annoncéiert ass, richteg ass. Mee ech mengen, datt déi Tripartite just en Ufank ka si vun enger ganz grousser gesellschaftlecher Debatt ronderëm d'Zukunft vum Land, déi wäit iwwert déi Gesetzer erausgeet, déi mer elo an deenen nächsten Deeg hei votéiere wäerten. An do gehéiert och d'Abezéie vun deenen antagonisteschen Interessien, déi eis Ekonomie duerstellen, dozou.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Alleréischt der CSV a virun allem och dem Marc Spautz Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, well si ass alles anescht wéi anodin.

Grad an dësen Zäiten, déi geprägt si vun Onsécherheet an Zukunftsängscht, sollte mer de Sozialdialog ganz grouss schreiwen. D'Gewerkschaften hunn hire Wëllen, fir sech mat der Regierung un een Dësch ze setzen, schonn zënter dem Ufank vun der Coronakris verlaude gelooss.

Och mir Piraten hunn eis derfir ausgeschwat, de Sozialdialog un déi éischt Plaz, nieft der wirtschaftlecher Relance, ze setzen. Dofir hate mer ewell viru Kuerzem hei an der Chamber an enger Motioun gefuerdert, fir e Rapport spécial de sortie de crise zesumme mat der Zivillgesellschaft auszeschaffen. Dozou wäert et, wéi d'Majoriéit et heibannen decidéiert huet, net kommen, well d'Motioun gouf ofgeleent.

Här President, scho virun der Coronakris koume säitens dem Patronat Stëmmen op, an ech wëll hei keng Nimm nennen, déi gemengt hunn, de Modell vun der Tripartite wier obsolet, well net konsensfäeg. Ech erënnere mech un eng Emissioun op der Antenn vun RTL, wou ëmmer erëm vun „Dialog" geschwat gouf. Dësen Dialog sollt, wann et nom Patronat geet, just nach an enger Zweeërkonstellatioun gefouert ginn an net méi an enger Dräierkonstellatioun.

Mir Piraten halen et awer grad an de Krisenzäiten fir imminent wichteg, datt mer elo keen Dialogue de sourds féieren. D'Tripartite huet eisem Land ewell fréier aus schwéieren Zäite gehollef, an dat geneesou am Sënn vun de Patrone wéi an deem vun de Salariéen.

Haut liewe mer awer an aneren Zäiten, kéint ee mengen. Zum sozialen an ekonomeschen Aspekt geselle sech och nach aner politesch Agendaen, wéi notamment de klimateschen Enjeu oder dee vun der Cohésion sociale.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Lockdown ass eriwwer. D'Verbreedung vum Virus schéngt ofgeschwächt an den État de crise geet lues awer sécher op en Enn. No der sanitärer Kris riskéiere mer awer elo, vun enger wirtschaftlecher a sozialer Kris getraff ze ginn. D'Konsequenze vun dëser Entwécklung kënnen ënner Ëmstänn desastréis sinn. Och virun der Kris hate mer a Saachen Aarmut, Accès zum Logement, Klimaziler oder sozial Kohäsioun ewell Nohuelbedarf.

Elo sti mer hei matzen an enger Kris. Mir hu keng Zäit. Mir dokteren, plooschteren, mee e Plang hu mer net. Mir hunn héchstens d'Gewëssheet, Här President, datt um Enn vun dëser Kris déi Problemer, déi dëst Land, eist Land ewell virun der Kris hat, sech nach eng Kéier verschäerfen. Ma wéi solle mer un dës Problemer erugoen, wann net am Dialog?

Jo, mir Piraten si Fan vum Sozialdialog. Et ass absolutt néideg, datt sech déi eenzel Acteuren

zesummen un den Dësch setzen, fir d'Problemer, déi mer hunn, an déi, déi eis bevirstinn, gemeinsam unzepaken. Mir gesinn awer och, datt de Sozialdialog muss reforméiert ginn. Eng Tripartite ass schéin a gutt, mee mir brauchen e moderne Sozialdialog, deen iwwer eng reng Tripartite erausgeet an deen och aner Acteure vun der Zivillgesellschaft mat un den Dësch hëlt.

Wien haut e Gesetz mécht, dee muss méi Parametere matabezéien, wéi dat nach virun 20 Joer de Fall war. Mir liewen an enger Zäit, wou keng Decisioun méi ka getraff ginn, ouni de sozialen, ekologeschen, demokrateschen an digitalen Aspekt ausser Uecht ze loossen (veuillez lire: Aspekt mat ze betruechten).

Här President, mir liewen am Zäitalter vun de Reseauen. Och d'Politik kann dovu profitéieren, fir gutt Gesetzer ze maachen: Gesetzer, déi mat de Biergerinnen a Bierger ofgestëmmt sinn, Gesetzer, déi basisdemokratesch legitiméiert sinn, Gesetzer, déi contrairement zu fréier kee méi ausschléissen an eng Hellewull u Parametere matabezéie kënnen, jo, souguer mussen.

Wa mir wëlle Konsequenze vun der Kris anticipéieren, da kommt, mir hunn de Courage, mat de Biergerinnen a Bierger ze schwätzen: Wou leien d'Doleancen? Wéi kënne mer e Maximum u Biergerinnen a Bierger mat eiser Politik erreechen? Wéi kënne mer wierklech e Sozialdialog op d'Rei bréngen?

Mir duerfen net riskéieren, datt dat, wat mer hei schwätzen, dobausse kee Mënsch méi erreecht. Mir mussen net nëmmen ufänken, d'Zivillgesellschaft aktiv anzebannen, an dat op villen Niveauen, mee mir mussen och ufänken, iwwer alternativ Participatiounsmodeller nozedenken, zum Beispill „liquid democracy". Well, Här President, ech soen Iech eppes: Déi Leit, déi d'Politik haut vergësst, bei deenen d'Mesuren net gräifen, déi wende sech vun der Politik of. An dat ass grav.

Mir Piraten si fir e modernen, participativen, sozialen an ekologeschen Dialog, dee sech den Enjeue vun haut a muer bewosst ass, deen d'Leit sech bedeelege léisst, deen de Biergerinnen a Bierger d'Gefill gëtt, datt d'Politik fir si do ass, fir hinnen an hirem alldeegleche Liewe wierklech ze hëllefen. An dat heescht, fir den Eenzelnen an d'Kollektivitéit an de Vierdergrond ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. A merci och dem Här Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn, mengen ech, zum richtegen Zäitpunkt gefrot ze hunn. Et ass effektiv elo dee richtegen Zäitpunkt, fir sech iwwert den intensivéierte Sozialdialog ze ënnerhalen a wéi een dee sollt organiséieren.

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass d'Regierung vun Ufank u gesot huet, dass eng Tripartite ze organiséiere matten an engem État de crise wuel net déi richteg Mesure wär, mee dass ee sech misst Zäit loossen, fir dat virzebereeden. Déi Zäit ass elo komm. An dass d'Regierung de Sozialdialog ganz eescht hëlt, dat gesitt Der eleng un deem Fait, dass haut dräi Ministeren hei sinn, fir dës Debatt nozelauschteren, och wa mer eis d'Wuert ginn hunn, dass net jiddweree wäert d'Wuert elo hei huelen, well dat soss de Kader wäert sprengen. No mir wäert da just nach de Franz Fayot d'Wuert iwwerhuelen.

Den Här Spautz huet gesot, en hätt d'Gefill gehat, de Staatsminister hätt eppes géint d'Tripartite. Ech muss Iech soen, Här Spautz, wann Der dat Gefill hat, dann hat Der e falscht Gefill.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dann huet Ären Gefill Iech getäuscht, well jo an der Tëschenzäit feststeet, dass eng Tripartite soll organiséiert ginn, an zwar souguer och schonn en Datum am Raum steet - ech mengen, et ass den 3. Juli -, wou mer eis da wäerten zu dräi Partner treffen, fir iwwert d'Zukunft vum Land ze diskutéieren.

An d'Regierung huet, mengen ech, gutt dru gedoen, fir, éier mer eis zesummesetzen, eng Rei vu Spillreegele festzehalen: engersäits, dass, wa mer eng national Tripartite zesummeruffen, mer net iwwer sektoriell Problemer wäerte schwätzen, an zweetens, dass mer eis d'Wuert ginn hunn, dass d'Partner alleguerten eng gewësse Confidentialitéit wäerte behalen, fir net d'Verhandlunge vu vireran zum Scheiteren ze verurteelen. An alleguerten d'Partner ware sech eeneg, dass mer sollten esou virgoen.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer déi Tripartite hei gutt, ganz gutt virbereeden. Duerfir huet d'Regierung och decidéiert, d'Theemen net vu vireran oder vun uewen erof festzeleeën. Mee mir hunn d'Sozialpartner opgefuerdert, selwer Virschléi ze maachen, wéi eng Theemen dass sollen diskutéiert ginn an och, op wéi eng Aart a Weis dass se sollten diskutéiert ginn, fir dass mer de Feeler net widderhuele vun der leschter Kris, wou ee sech emol an der Analys net eeneg war. A wann ee sech an der Analys net eeneg ass, ass et natierlech schwéier, fir herno zu gemeinsame Resultater ze kommen.

De Sozialdialog, iwwregens, war am État de crise net ausgeschalt, sou wéi dat awer hei bei deem engen oder anere Riedner ugeklongen ass. An och ouni formell Aberuffung vun enger Tripartite huet e ganz gutt fonctionéiert.

Ech selwer hunn zesumme mat der Hëllef, wat deen ee Volet ugeet, vum Franz Fayot zwee ganz wäitgeeënd Arrangementer fonnt, déi vun alle Sozialpartner souguer ënnerschriwwe gi sinn: engersäits wou et drëms gaangen ass, en Arrangement ze fannen, dass déi Leit, déi an Zukunft Chômage partiel kréien - elo si mer schonn an der Vergaangenheet -, mee déi Leit, déi da Chômage partiel kritt hunn, dass déi net ënnert de Mindestloun falen duerch déi berüümt 80 %-Reegelung, eng Reegelung, déi vun alle Sozialpartner ënnerschriwwe ginn ass an déi mer dann och esou ëmgesat hunn, a last but not least och dat Arrangement, wat mer elo eréischt viru Kuerzem fonnt hunn, wéi mer dann de Chômage partiel bis un d'Enn vum Joer wäerte reegelen. Och hei waren d'Sozialpartner alleguerte bedeelegt an hunn alleguerten hiren Input erabruecht, fir dass mer eng kohärent Léisung do konnte presentéieren.

An och déi Bipartitten, an da widderhuelen ech dat Wuert, wat de Staatsminister gebraucht huet, ware keng „Kaffiskränzercher", wou mer just nogelauschtert hunn, mee do hu mer eng ganz Rei vun deene Virschléi, déi souwuel vu Patronatssäit komm si wéi och vu Gewerkschaftssäit komm sinn, an eise Moossnamepak matafléisse gelooss.

D'Loyersbrems war eppes, wat vun de Salariéë gefrot ginn ass a wat mer mat an eise Moossnamepak opgeholl hunn. D'Hëllefe weiderféiere fir d'Betriber, haaptsächlech och geziilt Hëllefe fir d'Betriber, dat war eppes, wat mer am Detail och mat de Patronen diskutéiert hunn a wou eng ganz Rei vun hire Virschléi matagefloss sinn.

Déi berüümt Reegelung, vun där ech virdru scho geschwat hunn, dass keen ënnert de Mindestloun fält, war u sech geduecht bis zum Enn vum État de crise. Mee opgrond vun enger Diskussioun, déi d'Gewerkschafte mat opbruecht hunn, hu mer decidéiert, fir déi bis mindestens zum Enn vum Joer weiderzeféieren.

An dann de Congé pour raisons familiales, dee mer weiderféiere bis de 15. Juli op eng ganz, soen ech mol, mëtschgieweg Aart a Weis, och dat ass eppes, wat vun de Gewerkschaften zu Recht an d'Diskussioun erabruecht gouf a wat mer opgeholl hunn.

A souguer de Virschlag, dee jo vun der Chambre des Salariés kënnt, fir all Bierger e Bong vun 200 Euro ze ginn, ass, an enger verännerter Form wuelwëssend, awer och ëmgesat ginn, andeem dass mer all Bierger e Bong vu 50 Euro zur Verfügung stellen, deen iwwregens och fir Frontalieren ass, fir dann eis Hotellerie hei zu Lëtzebuerg ze treffen.

Mir mengen iwwregens, dass dat méi zilféierend ass, wéi jiddwerengem Eenzelnen 200 Euro ze ginn - iwwert de Betrag kann een ëmmer schwätzen -, déi een da kann ausginn, wéi e wëllt. Et hëlleft eiser Lëtzebuerger Ekonomie net ganz vill, wann déi Suen herno bei Amazon géifen ausgi ginn. Dofir menge mer, dass et besser ass, fir dat zilféierend op eis Lëtzebuerger Ekonomie dann och auszeriichten.

An dann hate mer stänneg Gespréicher mat de Sozialpartner, och wärend der ganzer Kris. Eng Hellewull vun deene Kriseregelementer, déi mer geholl hunn, fir d'Salariéen ze schützen - ech schwätzen zum Beispill vum Schutz virum Licenciement wärend dem État de crise oder dass mer de Chômage verlängert hu fir déi Leit, déi vum Chômage betraff sinn, oder dass mer déi Leit, déi am Reklassement sinn, geschützt hunn iwwert déi Règlement-de-crisen -, dat war d'Ergebnis vun enger ganzer Rei vun Diskussiounen, déi mer mat de Sozialpartner och wärend dem État de crise gefouert hunn.

Et ass also falsch ze behaapten, de Sozialdialog hätt wärend der Kris net fonctionéiert. De Contraire ass souguer de Fall. Ech hat souguer den Androck, dass méi intensiv an och méi offe mateneen diskutéiert ginn ass. Och wann de Sozialdialog, an dat ass vläicht richteg, an der Kris net ëmmer virun de Kameraen an der grousser Effentlechkeet stattfonnt huet, esou war en dach ganz intensiv. An ech mengen och, dass et gutt war, dass mer esou virgaange sinn.

Ech wollt just vläicht da „pour la bonne histoire" eng Kéier nach hei ënnersträichen, dass deen Arrangement, dee mer fonnt hunn, wéi mer mam Chômage partiel solle weiderfueren, wierklech an engem klasseschen Tripartite-Modell fonctionéiert huet an och ëmgesat ginn ass. An déi Demande ass da komescherweis souguer vun der UEL komm, fir eis op deem doten Niveau ze treffen, fir dann en Arrangement ze fannen zu dräi, wéi mer mam Chômage partiel bis zum Enn vum Joer sollte weiderfueren.

Et gesäit een also do eng gewësse Beweegung dran, déi insgesamt och bei de Patronen do ass, fir aneschters un d'Fro erunzegoen, wéi dat nach vläicht virun der Kris de Fall war.

An ech sinn net der Meenung, dass d'Regierung vläicht besser gehat hätt, esou wéi dat elo hei ugeklongen ass, „virun de Won ze sprangen". All Kéiers, wann ee virun de Won spréngt, da riskéiert een, dass een ënnert d'Rieder kënnt. An ech mengen, wa mer an dësem Fall, an dat soll ee wëssen, wa mer an dësem Fall hei ënnert d'Rieder wäerte falen, dann ass de Sozialdialog, esou wéi mer en zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngte kennen, fir éiweg dout. Duerfir ass et richteg, fir net virun de Won ze sprangen a fir déi Tripartite hei, esou wéi mer et geplangt hunn, wierklech am Detail ze preparéieren, fir dass mer och eng Chance hunn, dass et eng Reussite gëtt.

Dat wëllt net heeschen, dass et par force eng Reussite gëtt. Och wa mer et gutt virbereeden, heescht dat net, dass mer onbedéngt elo scho wëssen, dass et herno eng Reussite gëtt. Mee mir mussen alles maachen, fir d'Chancen esou grouss wéi méiglech ze maachen, dass mer eeben hei zu gudde Saache kommen.

D'Instrumenter vum Sozialdialog hu wärend dem ganzen État de crise net geschlof. Den CES ass eent vun deenen Instrumenter, an ech wëll dann hei soen, well den Teletravail och hei nach eng Kéier kuerz en Theema war, dass mer ausgemaach hunn, dass fir d'éischt den Avis vum CES ofgewaart gëtt - dee soll virun der Vakanz nach kommen, spéitstens awer am Hierscht -, éier d'Regierung wäert eng Initiativ huelen, fir d'Sozialpartner zu genau deenen doten Theemen nach eng Kéier ze consultéieren.

Et ginn nach weider Gremien: De Comité de conjoncture, dee praktesch zweemol an der Woch getaagt huet - e Modell vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg! -, zweemol an der Woch, kann ech soen, hu mer eis praktesch getraff, de Comité de coordination tripartite, dann de CPTE, wou mer eng Rei Couacken dran hate virun der Kris, wou ech awer elo eng ganz Rei vu Chancë gesinn, fir deen erëm nei ze beliewen, a last but not least d'Quadripartite.

De Sozialminister ass heibannen. Muer de Moie wäert en d'Partner gesinn. An en huet sech jo och schonn engagéiert, der Chamber en ausféierleche Rapport iwwert déi Gespréicher virzeleeën. An och iwwert d'Pensiounen, wat jo kuerz ugeschwat ginn ass, wäert spéitstens 2021 e Rapport erauskommen, wou mer dann alleguerte wäerten driwwer diskutéieren, wéi et an deem Beräich wäert weidergoen.

D'Bekämpfung vum Chômage, dat ass richteg, wäert eng vun deene groussen Erausfuerderunge ginn a bleiwen. Mir hate jo scho kuerz heiriwwer geschwat.

Ech wollt nach kuerz soen, dass ech also der Meenung sinn, dass mer dee Sozialdialog, deen elo usteet, als eemoleg Chance sollte gesinn, fir dëst Land erëm zesummenzeféieren. D'Regierung ass dozou bereet!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Och vu menger Säit merci un de Marc Spautz fir déi Heure d'actualité, déi en initiéiert huet. Et ass scho ganz vill gesot ginn an ech géif just nach gären e bësse méi prezis agoen op dee wirtschaftleche Kontext, deen hei maassgeeblech ass an deen och natierlech e ganz staarke Lien huet mat där sozialer Fro.

Et ass schonn e puermol gesot ginn, de Statec huet et och elo nach d'lescht Woch constatéiert a senger leschter Note de conjoncture: D'Land wäert enger Rezessioun entgéintkucken, enger déiwer Rezessioun, héchstwarscheinlech ëm déi fënnef bis sechs Prozentpunkte Rezessioun fir dëst Joer. Da geet de Statec, wéi och d'Europäesch Kommissioun, dervun aus, dass mer eng relativ staark Reprise kréien. Dat ass dee faméise „scénario en v", wou mer dann och d'nächst Joer géifen erëm 6 % wuessen.

Trotzdeem ass et kee gudden Zenario. De Chômage wäert an d'Luucht goen. D'Inegalitéite gi ganz staark ofgefiedert duerch déi Mesuren, déi d'Regierung geholl huet a vun deenen den Dan Kersch och elo geschwat huet. Mee trotzdeem ass d'Jobonsécherheet bei de Leit eppes, wat wiisst, an dat ass net gutt. An dofir musse mer deem entgéintwierken.

Ech géif gären an deenen nächste puer Minutte just kuerz agoen op déi Relance, déi mer virhunn, déi am „Neistart" schonn ugeklongen ass. A verschidde Riedner, d'Carole Hartmann zum Beispill, sinn agaangen op verschiddener vun deene Programmen, déi d'Regierung entscheet huet, déi d'Regierung op den Instanzewee geschéckt huet, fir eeben eise Secteuren ze hëllefen, fir erëm aus där Kris hei erauszekommen, fir erëm neie Wuesstum ze kréien, am Beräich vum Tourismus, mee awer och de Programm Fit 4 Resilience, dee vu Luxinnovation zesumme mam Wirtschaftsministère, mee och mat deene verschiddene Beruffskummeren initiéiert ginn ass an dee justement de Betriber soll hëllefen, méi resilient, méi resistent ze ginn, fir wann d'nächst Kéier esou eng Kris kënnt, fir do eebe besser draus erauszekommen, mee och, fir besser ze resistéieren an esou Circonstancen.

Eppes, wat och wichteg ass, dat ass, dass mer dës Kris an d'Sortie vun dëser Kris net verpassen. Et geet elo drëm an et ass drëm gaangen, fir eis Betriber an och d'Aarbechtsplazen ze schützen, fir ze kucken, dass esou vill wéi méiglech Aarbechtsplaze géife gerett ginn. Dat ass eis gelonge mat der Deelzäit, mat der Kuerzaarbecht, mam Chômage partiel. Mee et geet elo och drëm, fir an der Relance eng Reorientéierung vun eiser Wirtschaftspolitik ze kréien.

Do muss ee kucken, dass et am europäesche Kontext bougéiert. Dat, wat geschitt fir de Moment an der Europäescher Unioun mat deem europäesche Plan de relance, dee 750 Milliarde staark ass a wou wierklech eng historesch Avancée komm ass doduerch, dass d'Länner sech fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun Europa eens ginn, eng Dette ze mutualiséieren, zesumme solidaresch ze investéieren a wierklech eng Verdéiwung vun der europäescher Politik hinzekréien, dat ass eppes, wat remarkabel ass a wat mech optimistesch stëmmt. Ech weess, dass dee Pak nach net am Dréchenen ass, dass do nach ganz vill Traktatioune sinn, déi amgaange sinn. Mee et geet an déi gutt Richtung! Dat ass dat eent.

An och wat d'Orientéierung ugeet vun dësem neien europäesche Pak, geet et an déi richteg Richtung. Mir gesinn, dass d'Kommissioun proposéiert, wierklech resolutt a Richtung vu Green New Deal ze goen, dass se och seet, dass mer mussen an d'Richtung vun der Digitaliséierung goen an dass d'Gesondheet eppes ass, wou mer ganz staark mussen als Europa dran investéieren.

An dann natierlech d'Realisatioun, dass mer och eis Industrie erëm mussen zréck an Europa bréngen, haaptsächlech a strateegesche Beräicher wéi an de Medikamenter, mee awer och an der Produktioun vu Stol a vun anere Matière-premièren, déi strateegesch si fir eis Industrie.

Dat sinn och Richtungen, déi mer zu Lëtzebuerg huelen, déi mer scho geholl hu virun der Coronakris an déi elo u sech renforcéiert ginn, déi acceleréiert ginn no dëser Kris. Dofir benotze mer dësen Après-crise, dës Sortie de crise, fir déi Richtungen do ze verstäerken.

An een Instrument, wéi mer dat maachen, dat ass am Neistart-Pak dran, dat ass e Projet de loi, deen um Instanzewee ass. An dat ass eppes, wou mer Pionéier sinn an Europa. An ech géif dat hei wierklech gären ënnersträichen!

Mir hunn een Aideninstrument, wou mer massiv Investissementer subventionéieren doduerch, dass mer bis zu 50 % Hëllefe gi fir Infrastrukturen, déi ëmweltfrëndlech sinn, fir Infrastrukturen, déi konform sinn zu der Digitaliséierung, an nach eng Kéier eng Tranche dozou fir de Beräich vun der Kreeslafwirtschaft. Dat heescht, wann e Betrib investéiert an nohalteg Investissementer, an Digitaliséierung, an dobäi nach en Element huet vu Kreeslafwirtschaft, wou mer alleguerte wëssen, dass dat d'Zukunft ass vun der Wirtschaft, ewech vun där linearer Wirtschaft hin zu enger Kreeslafwirtschaft, da kënnt nach eng Kéier eng Tranche vu 25 % derbäi.

Domadder ass Lëtzebuerg e Pionéier an Europa. Et gëtt keen anert Land an der Europäescher Unioun, wat esou en Instrument huet an dann och nach esou eng generéis Subventioun huet an der Économie circulaire.

Dat sinn alles Saachen, déi mer elo scho maachen, fir dës Sortie de crise ze reusséieren. Mir wëssen, dass mer nach net um Enn sinn do-

madder. Mee wa mer gären déi sozial Kris esou kleng wéi méiglech gestalten, wa mer gären dat alles offiederen, wa mer gären d'Leit an der Aarbecht halen, wa mer och déi Leit, déi hir Aarbechtsplaz verléieren, an dëser Kris erëm gär géife fir en neien Job fit maachen, da musse mer an déi Richtung goen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)

Mir kommen dann elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun där Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Martine Hansen am Numm vun der CSV-Fraktioun deposéiert gouf.

Sinn do Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot vum Här Roth.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

14. Ordre du jour (suite)

De Projet de loi 7603, dee fir en Donneschdeg virgesi war, ass an der Tëschenzäit fäerdeg. Ass d'Chamber d'accord, datt mer dëse Projet als leschte Punkt op den Ordre du jour vu muer Mëttwoch huelen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

An alleguer déi, déi an der Santéskommissioun respektiv an der Justizkommissioun sinn, déi mussen heibleiwe fir eng Réunion jointe vun deenen zwou Kommissiounen.

Merci villmools.

(La séance publique est levée à 16.35 heures.)

SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7604 - Projet de loi portant dérogation :

1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Baum) - M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Viviane Reding - Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7603 - Projet de loi portant

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2. modification du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 15.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech bieden direkt ëm Äert Versteesdemech, datt mer d'Sitzung mat enger Stonn Verspéidung ugefaangen hunn, well nach eng Kommissiounssitzung war vun der Santéskommissioun zesumme mat der Commission de la Justice.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Nee, Här President.

2. 7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7588, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, no zéng Woche „Schoul doheem" gouf et héich Zäit fir d'Reprise vum Presenzunterrecht. An de 25. Mee war dann dee groussen Dag, wou d'Kanner endlech nees zréck hunn däerfen an d'Schoul goen. Vill vun hinnen hu sech op dee Moment gefreet a konnten et net erwaarden, hir Kolleegen an och hir Enseignanten erëmzegesinn. D'Schoulrentrée war souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Léierpersonal e ganz wichtege Schrëtt a Richtung Normalitéit.

Nieft de Schoulen hunn de 25. Mee awer och d'Betreiungsstrukturen hir Dieren nees opgemaach. Souwuel d'Maison-relaise wéi d'Crèchen, d'Minicrèchen an d'Assistants parentaux duerften hir Servicer nees ubidden.

Genau wéi an der Schoul goufen an dëse Strukturen awer déi néideg Mesurë geholl, fir e maximale Schutz fir d'Gesondheet vun de Kanner a vum Personal ze garantéieren. Gestes barrières, ech mengen, dat ass mëttlerweil jiddwerengem heibannen an och dobaussen awer e Begréff.

Duerch déi enk Zesummenaarbecht tëschent de Betreiungsstrukturen an de Schoule gouf e spezielle System ausgeschafft, fir d'Unzuel vun de Kanner, déi sech gläichzäiteg an engem Raum befannen, op e Minimum ze reduzéieren. Sou soll d'Gefor vun der Infektioun mam Coronavirus limitéiert ginn. D'Klasse goufen an zwou Gruppen agedeelt, d'Grupp A an d'Grupp B. An den Unterrecht verleeft op Basis vun engem wëchentleche Wiessel vu Presenzunterrecht a Schoul doheem. Déi Wochen A, do sinn d'Kanner an der Schoul, an d'Woch B, dat ass eng Übungswoch, do si se dann entweeder an enger Betreiungsstruktur, wou se gehollef kréien an ënner Opsiicht da kënne schaffen, oder awer si maachen hir Aufgaben, déi se kritt hunn, fir dat, wat se geléiert hunn, ze verdéiwen. Dat däerfe se dann och doheem maachen.

Et ass gewosst, dass vill Elteren opgrond vun hirem berufflechen a familiäre Kontext an hirem Engagement net ëmmer d'Méiglechkeet hunn, hir Kanner selwer doheem ze betreien. Wärend der B-Woch kréien d'Kanner also d'Méiglechkeet, déi fakultativ Étude surveillée ze suivéieren, déi an de Betreiungsstrukturen organiséiert gëtt. Vun aacht Auer bis eng Auer ënnerstëtzen dann d'Educateuren d'Kanner beim Léieren a beim Schreiwe vun hiren Hausaufgaben.

Och innerhalb vun de Betreiungsstrukturen dierfe sech d'Schülergruppen net kräizen. Dofir gi mëttes vun 13.00 bis 18.00 Auer zwou verschidde Gruppe fir den Accueil organiséiert. Déi Schüler, déi moies am Unterrecht sinn, fir déi gëtt den Accueil innerhalb vum Schoulgebai organiséiert. Déi Kanner, déi an d'Betreiung ginn an d'Maison relais oder bei d'Assistants parentaux, bleiwen och mëttes dann an där Struktur.

Dëse Projet de loi schaaft eng legal Basis fir d'Organisatioun vun der Kannerbetreiung fir d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli. Dësen Text baséiert sech op verschidden Derogatiounen, déi unhand vum Règlement granducal vum 15. Mee geholl gi sinn. A well dës Derogatiounen awer nëmme wärend dem État de crise gëllen, brauche mer eng zousätzlech gesetzlech Basis, fir dës Mesurë bis un d'Enn vum Schouljoer, also bis de 15. Juli, ze verlängeren.

Duerch d'Opsplécke vun de Klassen ass och de Besoin un Educateure vill méi grouss gi wéi virun der Kris. Fir de Manktum u Personal auszegläichen, huet den Educatiounsministère decidéiert, op d'Hëllef vu Studenten zréckzegräifen. Dës sollen d'Educateuren an de Betreiungsstrukturen ënnerstëtzen. A laut de Virschréfte vum Code du travail kéinten d'Studenten allerdéngs net fir dee geplangten Accueil rekrutéiert ginn. Éischtens däerf e Student maximal zwee Méint pro Joer schaffen. An zweetens däerf de Student just wärend senger Fräizäit oder senge Vakanze schaffen.

Dëse Projet de loi proposéiert eng temporaire Derogatioun par rapport zum Code du travail, déi all Student betrëfft, deen iwwert d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli fir den Accueil extrascolaire engagéiert gëtt. An zwar soll dës Period net fir de Cumul vun de maximalen Aarbechtswoche vun zwee Méint consideréiert ginn. Et wëllt een dëse Studenten also och erméiglechen, wärend der grousser Vakanz nach kënne schaffen ze goen, falls si dat wëllen.

Wéi de Bildungsministère betount, sinn d'Tâchë vun der Kannerbetreiung mat vill Responsabilitéit verbonnen. A well d'Studenten op Basis vun hire Kontrakter just 80 % vum Mindestloun verdéngen, wëllt en hinnen entgéintkommen a si brauchen deemno keng Steieren op hirer Pai ze bezuelen.

Nieft dem gréissere Besoin u Personal brauche mer och vill méi Raimlechkeeten, fir e sécheren Accueil ze garantéieren. A fir schnellstméiglech nei Lokaler zur Verfügung ze stellen, proposéiert dëse Projet de loi zwou Derogatiounen, déi fir de Fonctionnement vum Accueil en alternance néideg sinn. Déi éischt Derogatioun gesäit vir, dass dës Lokaler direkt kënne benotzt ginn, ouni dass se virdru vun der Generalinspektioun gepréift gi sinn. An déi zweet Derogatioun betrëfft all déi Lokaler, déi ënnert d'Gesetz vun den Établissements classés falen an déi fir den Accueil en alternance agesat ginn. An dëse Gebaier kënnen do déi néideg Embauaarbechten, falls der ufalen, ouni prealabel Autorisatioun duerchgefouert ginn.

An engem leschten Artikel proposéiert de Projet de loi e puer Derogatiounen zum Gesetz iwwert de Chèque-service accueil. D'Kannerbetreiung fir de Rescht vum Schouljoer ass fir jiddweree gratis. D'Eltere ginn also hei vun hirem finanzielle Bäitrag um Chèque-service befreit. Normalerweis mussen d'Eltere fir d'éischt eng Demande d'adhésion maache bei hirer Gemeng, fir kënne vum Chèque-service ze profitéieren. Dëse Projet derogéiert allerdéngs zu där Prozedur: Déi Elteren, déi bis elo nach net vum Chèque-service profitéiert hunn, brauchen dat net extra ze maache fir d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli, fir un deem Programm deelzehuelen. An all déi aner Elteren, déi schonn e Contrat d'adhésion haten, deen ofleeft tëschent dem 25. Mee an dem 15. Juli, gëtt dee Kontrakt automatesch verlängert.

Eng weider Ännerung betrëfft de Montant vun de staatleche Bäihëllefen um Chèque-service. D'Berechnung vun dësem Montant muss un déi nei Horairë vum Accueil en alternance ugepasst ginn. Déi al Horairen, déi an de Kontrakter vu virun der Kris festgehale goufen, ginn net méi fir de Calcul berücksichtegt. Ausserdeem verbitt dëst Gesetz eng Hausse vun de Stonnentariffer. D'Betreiungsstrukture mussen déi selwecht Tariffer ubidde wéi virun der Kris an däerfe keng supplementar Käschte verrechnen.

Eng aner Derogatioun betrëfft d'Contrats d'éducation et d'accueil tëschent den Elteren an de Betreiungsstrukturen. All Kontrakt, dee virum 25. Mee ënnerschriwwe ginn ass, gëtt bis de 15. Juli ausgesat. Doduerch dierfen och keng Prestatiounen op Basis vun dëse Kontrakter fakturéiert ginn.

Zu gudder Lescht gesäit dëse Projet eng finanziell supplementar Hëllef fir d'Betreiungsstrukture vir. Dës finanziell Ënnerstëtzung soll déi negativ Effete vun der Kris ausbalancéieren, déi eventuell wärend der Period vum 25. Mee bis de 15. Juli kéinten optrieden. Nëmmen déi Strukturen, déi trotz der Reprise vun hiren Aktivitéiten eng Perte maachen, kënnen dës Hëllef ufroen. Eng weider Konditioun setzt natierlech viraus, dass kee Member vum Personal wéinst wirtschaftleche Grënn kann entlooss ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Schoulrentrée war et der Regierung wichteg, d'Chancëgläichheet vun de Kanner ze garantéieren. Dofir huet de Ministère decidéiert, d'Kannerbetreiung bis de 15. Juli gratis ze maachen a soumat den Elteren och nach eng Kéier finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. All Kand soll d'Chance kréien, dëst Schouljoer sou gutt wéi méiglech ofzeschléissen. An all Kand soll säi Schoulparcours ouni Retard an ouni Schued kënne fortsetzen.

Duerch déi exzeptionell Organisatioun vun de Schoulzäiten ass d'Nofro fir d'Betreiungsstrukturen natierlech an d'Luucht gaangen. A fir dësem gerecht ze ginn, hunn de Syvicol an d'Gemengen a kuerzer Zäit d'Raimlechkeete vun de Schoulen ëmstrukturéiert an zousätzlech Lokaler fir d'Betreiung vun de Kanner en place gesat. Am Numm vun der DP kann ech déi enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère, de Gemengen an dem Syvicol nëmme luewen. An ech denken, dass se déi Herkulesaarbecht exzellent gemeeschtert hunn. E grousse Merci dofir!

An ech ginn och direkt den Accord vun der Fraktioun vun der DP zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci awer virun allem och dem Rapporter Gilles Baum fir säi wierklech explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Wéi de Minister am Abrëll seng Iddi presentéiert huet, fir d'Klassen an A- a B-Gruppen opzesplécken an déi zwou Gruppen och en alternance a Schouldeeg an Übungsdeeg opzesplécken, war hie sech warscheinlech, ech huelen emol un, der Komplexitéit vu senger Iddi nach net bewosst. Et louch och kee weider ausgeklügelt Konzept um Dësch. A wat d'Schoul, de Syvicol, d'Schoulpresidenten, d'Leit vun de Maison-relaisen an awer och déi Gemengeresponsabel sech méi de Kapp zerbrach hunn, fir dat Ganzt och kënnen um Terrain ëmzesetzen, fir dann och déi A- a B-Gruppe souwuel an de Schoule wéi och an de Maison-relaise kënnen ze trennen, fir A- a B-Bussen anzesetzen, soudass déi zwou Gruppe sech net géife kräizen, wat sech méi Froe gestallt hunn.

Ëmmer erëm koumen och nei Consignë vum Ministère bäi. A wann et am Ufank geheescht huet, et sollt ee just versichen, d'Gesëschter an dee selwechte Grupp ze tässelen - d'Schoulpresidenten hunn da ganz äifreg Lëschten opgestallt -, sou huet et eng Woch méi spéit geheescht, et sollt een dach, wannechgelift, och nach duerno kucken, all déi Kanner an dee selwechte Grupp ze setzen, déi och ab 13.00 Auer géife Betreiung brauchen. Kloer, domadder konnt Personal agespuert ginn, mee dat, wat virdrun alles schonn ausgeschafft gi war, dat war fir d'Kaz an et gouf nees bei null ugefaangen.

Dat alles hätt wierklech kënnen evitéiert ginn, wann e kloert Konzept dès le départ bei der Annonce vun der Reprise um Dësch geleeën hätt. Et war eng Navigation à vue. An et war e richtegen Challenge fir d'Schoulpresidenten, fir d'Maison-relaisen an och fir d'Gemengeresponsabelen.

An elo liest een dann, dass de Minister eventuell déi lescht Wochen d'A- a B-Gruppen nees wëllt ofschafen. An do wäre mer natierlech frou, Här Minister, wann Der eis doriwwer kéint Kloerheet ginn a wann Der eis dann och kéint soen, wat mat deene Leit geschitt, déi awer elo fir déi Übungswochen, déi jo dann am Fong geholl wäerten ewechfalen, extra agestallt gi waren.

Dat do elo just reng zum organisatoresche Volet. Elo wéilt ech awer eppes soen zu engem Theema, wat weider net ugeschwat ginn ass déi ganz Zäit: Dat ass d'Pedagogik. Well déi bleift hei total op der Streck!

Vertrauenspersounen, Bezuchspersounen, wat ass dat dann? Well elo hunn d'Kanner zum Deel mat ganz villen neie Gesiichter ze dinn, mat ganz ville verschiddenen Intervenanten. Friemer assuréieren am Haff den Accueil. Si kennen d'Kanner net an d'Kanner kenne si net. Dat schéngt keen ze stéieren! Et war souguer eng Zäit vum SNJ virgeschloe ginn, dass d'Kanner och kéinten, wann Nout um Mann oder u Raimlechkeete wier, an déi aner Structure-d'accueile goen an do vun deene Leit encadréiert ginn, wann dat da misst sinn. Nach friem Leit, nach méi e frieme Kader, nach besser!

An da komme mer zu den Divergenzen, wat d'Bezuele vun de Studenten ubelaangt. D'Studenten, déi an der Maison relais mëttes intervenéieren, déi solle vun de Steiere befreit ginn, wéi mer elo héieren hunn, also speziell remuneréiert ginn. Soi-disant, well si fir den SEA (ndlr: Service d'éducation et d'accueil) eng empathesch a besonnesch responsabel Aufgab mat Mannerjäregen iwwerhuelen. A sengem éischten Avis hat de Conseil d'État sech och dorunner gestouss. Mee am zweeten Avis huet en dëse „geste de faveur" akzeptéiert als Erklärung.

Mir als CSV empfannen dat awer nach wie vor als eng Inégalité de traitement. Et gëtt dach bestëmmt och nach aner Studenten, déi an anere Secteure schaffen elo an der Covidkris, déi och responsabel an empathesch Aufgaben iwwerhuelen. Ech denken un den Hospitalier, un d'Altersheimer, mee virun allem awer och un d'Schoul, wou Studenten an den Übungsgruppen intervenéieren. Mir haten och gefrot an der Kommissioun, fir eng Oplëschtung ze kréie fir ze vergläichen, wéi vill Studente mat deene selwechten Ofschlëss géife verdéngen, jee nodeem a wéi engem Secteur se täteg wieren. Mir sinn nämlech der Meenung, dass een à compétence égale och d'selwecht misst verdéngen. Bis elo hu mer déi Zuelen awer net geliwwert kritt.

An dann d'Kiischt um Kuch: Dee ganze Spaass kascht, laut Fiche financière, 590.000 Euro den Dag zousätzlech zum allgemenge Käschtepunkt vun der Schoul. Et ass bal net ze gleewen: am Ganzen 19 Milliounen! Just zum Verglach: Een Dag vun där A-a-B-Reprise kascht bal duebel sou vill wéi déi 350.000 Euro, déi de Landwirtschafts- a Wäibauminister gëschter als Direkthëllefen annoncéiert huet.

Mir si frou fir d'Kanner, dass se nees dierfen an d'Schoul goen. Mee mir sinn net frou, éischtens, wéi komplizéiert a wéi deier dat Ganzt ass, zweetens, wéi onkohärent an ongerecht och d'Remuneratioun vun de Studenten ass. An drëttens si mir net frou, dass hei all pedagogesch Iwwerleeunge carrement aus de Féiss geraumt si ginn, fir dat Ganzt mordicus kënnen duerchzesetzen.

Aus all dësen Ursaache wäerte mir als CSV eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hetto-Gaasch. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener agedroen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, den aktuelle Schoulsystem an A- a B-Gruppen, wéi en zanter dem 25. Mee an der Grondschoul praktizéiert gëtt, huet Auswierkungen op d'Organisatioun vum Accueil extrascolaire. Vu datt d'Gruppen net dierfen ze grouss sinn, goufen a ginn notamment méi Personal a méi Säll gebraucht. Fir där Nofro nozekommen, gesäit dëse Projet eng ganz Rei vun temporairen Derogatiounen zu besteeënde Gesetzer vir, wéi de Rapporter dat exzellent erkläert huet.

Et ass scho ganz dacks gesot ginn, datt et net einfach war, fir dee ganze System op d'Been ze stellen. An ëmsou méi positiv ass et, datt déi verschidden Acteure sou gutt a sou effikass zesummegeschafft hunn, souwuel wat d'Organisatioun vum eigentlechen Unterrecht wéi och vun der Übungswoch an natierlech och vun der Reprise vun de Betreiungsstrukturen ugeet.

Et war eng reell Erausfuerderung fir all déi Concernéiert: Kanner, Elteren, Enseignanten, Educateuren, Gemengen a Ministère. Duerfir ass et ëmsou méi flott, datt et den Ëmstänn entspriechend gutt fonctionéiert a jidderee sech eigentlech elo och gutt op dee System agestallt huet. An duerfir hoffen ech och, datt dem Minister säi Virstouss, fir déi lescht zwou Wochen d'Schoul virun der Summervakanz warscheinlech erëm „normal" funktionéieren ze loossen, datt dee Virstouss gutt iwwerluecht a mat allen Acteuren ofgeschwat ass.

Wann et gesondheetlech onbedenklech ass, fir de Kanner e weidert Stéck Normalitéit zréckzeginn, wa se nees dierfen zesumme bei hiren Enseignant oder hir Enseignante goen, dann ënnerstëtze mir déi Initiativ natierlech. D'Kanner géife sech immens freeën, dorunner besteet keen Zweifel. Mir géifen dat also ënnerstëtzen, natierlech awer ënnert der Konditioun, datt a puncto Organisatioun a Logistik net elo nach eemol eng Herkulesaufgab op den Terrain duerkënnt, an der Schoul oder an de Betreiungsstrukturen. Ech denken an ech gi fest dervun aus, datt de Minister sech däers bewosst ass an dat och net wëllt.

Wann ech dat richteg gesinn hunn, da soll et jo awer op alle Fall bis zum 15. Juli bei den Horairen 8.00 bis 12.00 Auer respektiv bis 13.00 Auer bleiwen. An deem Kontext ass et menger Partei ganz wichteg, datt mer déi richteg Léieren aus dëser Kris zéien. An do ass absolutt iwwerleeënswäert, ob een deen aktuellen Horaire an der Grondschoul net kéint esou oder esou änlech bäibehalen. Moies sinn d'Kanner konzentréiert. Déi zwou Pausen, déi elo bestinn, hëllefen, datt se och nach bis kuerz virun eng Auer derbäibleiwen. Den aktuelle Modell kënnt bei ville gutt un, virun allem bei de Kanner. An ëm si geet et jo schliisslech hei. D'Kanner musse bei allen Iwwerleeungen am Mëttelpunkt stoen.

Jiddefalls kënne mir eis als LSAP e Modell vun enger moderner Ganzdagsschoul, wéi mer se schonn zënter Laangem fuerderen, ganz gutt virstellen: moies bis an de fréie Mëtteg eran zesumme schaffen, zesummen iessen, fir dann nomëttes disponibel ze sinn, fir Sport, Kultur, vläicht och fir Nohëllefstonnen ze maachen. Et wär och net vu Muttwëll, emol méi genee ze kucken, wéi zäitgeméiss de Break vun zwou Stonnen tëscht 12 an 2 méindes, mëttwochs a freides nach ass, respektiv ob d'Kanner déi Paus appreciéieren, ob se an der Maison relais wierklech zur Rou kommen a sech dann nomëttes nach eemol bis 16.00 Auer kënne konzentréieren. Dat ass eigentlech scho bal eng rhetoresch Fro.

Vill Lycéeën, déi op de System vu Schoul tëschent 8.00 an 14.30 Auer inklusiv enger méi kuerzer Mëttespaus ëmgestallt hunn, hu jo eigentlech scho positiv Erfarunge gemaach. Mir sinn der Meenung, datt en änleche Modell fir d'Grondschoul duerchaus interessant kéint sinn, natierlech adaptéiert un d'Besoine vun de méi jonke Kanner an a ganz enker Ofstëmmung mat den Experte vun der nonformaler Bildung.

Dat gesot, Här President, ginn ech zu dësem Projet de loi natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President, loosst mech domat ufänken, fir dem Rapporter en häerzleche Merci ze soe fir säin exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport.

Et gouf scho vill gesot. Ech wëll och elo net méi op den Detail agoen, mee ech wollt ervirsträichen, dass aus deem aktuelle Modell, och wann en aus enger Noutsituatioun eraus zustane kommen ass, definitiv och eng Rei positiv Léiere wäerte kënne fir eis gezu ginn, an zwar fir d'Zesummenaarbecht tëscht der formaler an der nonformaler Bildung, déi jo scho säit ville Joren iergendwou parallell niewentenee fonctionéieren, emol méi, emol besser an heiansdo och emol manner gutt vernetzt agéieren. An ech mengen, dass mat deem aktuelle System déi Zesummenaarbecht nach eng Kéier vill besser ka fonctionéieren an dass deen Iwwergang zuenee méi smooth an awer och vun de Ressourcen an de Raimlechkeeten hier besser matenee vernetzt ka ginn.

Dat ass, mengen ech, eng Léier, déi wichteg ass an där mer och sollten an Zukunft e Suivi ginn, grad wa mer kucken, dass mer vill Mënsche vu baussen agestallt hunn, fir hei ze agéieren, fir eng Nobereedung ze maache vun den educative Projete vum Léieren, fir awer och nonformaalt Léiere matanzebezéien an de Bildungswee vun eise Kanner. Ech mengen, dass dat hei geschitt. An dat ass sécher eng luewenswäert Konklusioun, déi mer hei kënnen zéien.

Natierlech, a puncto Raimlechkeete si mer viru komplett nei Erausfuerderunge gestallt ginn. Och do ass ze begréissen, wéi eng grouss Flexibilitéit grad um Gemengenniveau do war, fir Léisungen ze fannen, wou d'Kanner sech a méi

klenge Gruppe konnten zesummefannen. An dat ass, mengen ech, och eng flott Konklusioun, dass een dat Léieren an dee Prozess vum Zesummesinn och kann op ganz anere Plaze fannen, wéi zum Beispill och am Bësch, an der Natur, an dass een do och op eng flott Aart a Weis ka léieren.

Ech wollt nach ganz kuerz op d'steierlech Exemptioun fir d'Studenten aus der Kannerbetreiung agoen. Do kënnt de Staat enger Fuerderung vun der FEDAS no, eebe grad och, fir där Inegalitéit an de Paien iergendwou entgéintzekommen. Dat ass ze begréissen. An do muss een natierlech och kucken, dass een an Zukunft och bei de Studenten, déi natierlech am Schoulwiesen aktiv sinn, am SEA, déi Paiendiskrepanz, déi awer do present ass, muss um Schierm hunn. Wa mer an deem Beräich vun engem Sechunnäheren tëschent formaler an nonformaler Bildung schwätzen, ass dat sécher en Aspect, deen een och an Zukunft ka weider am A behalen.

Dass d'Kannerbetreiung gratis gëtt, ass, mengen ech, ganz positiv. Dat ass jo och eppes, wat mer an Zukunft och an der Koalitioun nach wëlle weider verlängeren a méi dauerhaft, méi nohalteg gestalten. An do zéie mer och elo hei schonn déi richteg Konsequenzen aus dëser Kris, fir d'Familljen och ze entlaaschten a fir et ganz kloer ze maachen, dass d'Kanner onbedéngt mussen erëm an d'Schoul goen an och mussen eng Betreiung kréien, e Suivi kréien, fir déi Retarden opzeschaffen, fir déi Inegalitéiten opzeschaffen, déi awer entstane sinn. A fir d'Wuel vum Kand ass dat, mengen ech, e ganz wichtege Schrëtt.

An deem Sënn ginn ech heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Baum, deen eis hei dee Projet wierklech ganz am Detail erkläert huet. An ech wéilt vläicht zwou Virbemierkunge maachen an dann op dräi Punkten e bësse méi genee agoen.

Déi éischt Virbemierkung ass: Dat heiten ass keen harmlose Projet an deem Sënn, datt en net och méi eng wäit Bedeitung hätt wéi nëmmen d'Éducation nationale. Hei gëtt per Gesetz agegraff a kontraktuell Relatiounen tëschent Privatleit a privaten, och net konventionéierten Entitéiten. Dat ass eppes, wat gerechtfertegt ginn ass an der Äntwert op eng Question parlementaire, déi mer zu deem Theema gestallt hunn, mat dem Hiweis op d'Noutwendegkeet vun där Léisung elo an deem Kontext vun der Covidkris, well de Ministère eeben déi Optioun geholl huet, fir d'Kanner zréck an d'Schoul ze huelen, wéi mer dat elo an deene leschte Woche gesinn hunn.

Mee geet dat duer? Kann de Staat dat mat deem Hiweis? An ech mengen, hei wär ee Beispill fir ze soen, et wär gutt, wa mer kéinten e Contrôle a priori vun de Gesetzer duerch eng Cour constitutionnelle hunn. Et ass heiansdo derwäert, déi Saache préiwen ze loossen. An dofir huet d'ADR ëmmer déi konsequent Positioun gehat, bei verschiddene Froen, déi vu grousser juristescher Portée kënne sinn, sollte mer dat kënnen iwwerpréiwen, ier mer iwwer e Gesetz ofstëmmen. Et däerf net nëmmen eng Fro si vun der politescher Opportunitéit.

Ëmsou méi well de Minister jo och selwer déi Noutwendegkeet, déi e behaapt, vläicht net esou honnertprozenteg iwwerzeegend konnt duerleeën. Wivill Gewerkschaften, niewent eis natierlech elo an der Politik, mee wivill Gewerkschaften, wivill Acteuren um Terrain hu gesot: „Dat do ass net noutwendeg. Et gëtt aner Modeller, fir d'Schüler weider ze scolariséieren"?

An och deen Duerjerneen, deen entstanen ass an deen elo nach eng Kéier ënnerstrach gëtt duerch deen Abandon vun deem A-a-B-Modell, deen elo warscheinlech erëm op eis duerkënnt, weist eigentlech, wéi onkloer a wéi oniwwerzeegend déi Argumentatioun vum Ministère an deene leschte Woche war.

Eng zweet Virbemierkung, déi ech vläicht wéilt maachen, ass iwwert d'Roll vun de Familljen. D'Familljen, an dat wësse mer, hu vill Groussaarteges geleescht an deene leschte Wochen. Vill Groussaarteges! Well si hunn, niewent dem Léierpersonal, iwwert den Homeschooling d'Kanner ënnerstëtzt. Heiansdo ass dat eeben net méiglech gewiescht. Dat wësse mer. An do hu mir och als ADR gesot: „Et muss méiglech sinn, fir verschidde Kanner erëm ze scolariséieren, fir datt et eeben net kann zu Nodeeler kommen." Mee dat wor an der Reegel net de Fall.

An et ass eis opgefall, datt och an deenen Texter, déi mer presentéiert kruten - dat wor vläicht net einfach eng Lacune -, vun de Familljen, vun den Elteren eigentlech net méi rieds goung, mee vun de „représentants parentaux" oder vun den „détenteurs de l'autorité parentale". Mee dee Begréff „Elteren", dat ass anscheinend e Begréff, mat deem dës Koalitioun e Problem huet. Mir hu keen!

(Interruption)

Mir hätte gär, datt d'Familllje gestäerkt ginn. Et huet gefeelt. Et huet gefeelt! An de Staatsrot huet et och ervirgehuewen a senger Argumentatioun.

Et ass fir eis net iwwerraschend, datt d'LSAP de Mëtten hei hikënnt an da seet: „Mir hätte gär eng Ganzdagsschoul." Dat ass e Modell, do hu si natierlech d'Recht, dat ze fuerderen. Mee mir als ADR, mir soen: De Staat däerf net déi komplett Kontroll iwwert d'Kanner kréien!

Mir hätte gär, datt d'Familllje gestäerkt ginn. Mir hätte gär, datt d'Kanner och kënne mëttes, wann et geet, mat hiren Elteren zesumme sinn. Mir wëllen net, datt d'Kanner dee ganzen Dag, wann eng aner Méiglechkeet besteet, mussen an der Schoul oder an engem Foyer och an enger anerer Struktur sinn. Mir hätte gär, datt déi Méiglechkeet vum Familljeliewe weiderbesteet. An dofir hu mir och déi politesch Konzepter wéi d'Elteregeld, wéi d'Stäerkung vun der Famill. All déi Saache leien eis um Häerz. A mir soe kloer: De Staat däerf net d'Souveränitéit iwwert d'Kanner hunn, praktesch vu ganz kleng bis eebe spéider, wa se erwuesse sinn.

Et sinn dräi Punkten aus dem Gesetz, déi ech wëll kommentéieren. Dat Éischt ass den Abandon vun de Sécherheetsiwwerpréiwungen. Dat ass eng Iddi, déi ass irresponsabel. Et kann een net higoen a soen: „Mir brauchen elo méi Plaz, dofir maache mer Ofstrécher bei de Sécherheetskontrollen op deene Plazen, wou d'Kanner solle versuergt ginn."

Dat ass eppes, wat een aus praktesche Grënn ka verstoen, mee et ass irresponsabel! A mir wäerte sécher kee Gesetz matstëmmen, wou mer soen: „Do maache mer Ofstrécher." Et hätt ee sécher kënnen higoen an aner Forme vun der Kontroll nach kënnen ervirhiewen. Dat ass hei an deem Gesetz net ze erkennen. Et ass irresponsabel.

Den Engagement vu Studente wërft och vill Froen op. Wat ass hei genee d'Definitioun vum Student? Wéi eng Qualifikatiounen huet en? Wéi eng Sprooche schwätzt en? Mir hu ganz vill Leit engagéiert, de Ministère huet ganz vill Leit engagéiert. Et ass net ganz transparent, wien a wéi enger Kategorie engagéiert ginn ass, wéi eng Garantië gemaach gi sinn, wéi déi Leit iwwerpréift gi sinn, och wat hir Moralitéit ugeet, wéi eng Sproochen datt se schwätzen. Alles dat ass an eisen Aen och net kloer. An dobäi wësse mer, datt déi Leit net nëmmen elo d'Kanner empfänken oder esou, mee datt se och an anere Rôlë mussen asprangen - ganz einfach, well esou vill Léierpersonal feelt, och well déi zum Deel vulnerabel sinn - an einfach do musse kënnen och agräifen. An dofir sinn all déi Froe vu Qualifikatioun vun deene Leit wichteg.

Eng lescht Bemierkung iwwert déi Fro vun der Steierexemptioun. Do huet de Staatsrot och mat Recht gesot: „Dat ass eng Diskriminéierung. Et geet net, datt déi eng Leit musse Steiere bezuelen an déi aner net." An déi Argumentatioun ass wierklech alles aneres ewéi stéchhalteg.

Wivill Leit hunn Empathie gewisen, e besonnescht Verantwortungsgefill, och bei Mannerjäregen, am Gesondheetssecteur, op anere Plazen? An dat ass einfach als Argumentatioun net staark genuch! Mir kënnen net eng Diskriminéierung afëieren einfach opgrond vun enger verständlecher Revendicatioun. Et ass net, datt een dat net kéint novollzéien oder verstoen, mee de Staat muss och fir Gerechtegkeet suergen, Steiergerechtegkeet, net Diskriminéierung!

Dat si jo Saachen, déi mer awer alleguer wëllen iergendwéi verdeedegen an héichhalen. An da kann een net op de Wee goen, fir esou punktuell Moossnamen ze huele mat enger Argumentatioun, déi geneesou och op vill aner Kategorië vu Leit géif passen, déi besonnesch an deene leschte Woche Groussaarteges geleescht hunn, fir datt mer zesummen iwwert déi Kris ewechkommen.

Mir wäerten als ADR dëse Projet also net matënnerstëtzen a kloer, wéi eis Politik nun eemol ass, drécke mer dat och duerch en däitlechen Nee aus.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech wäert direkt domadder ufänken, fir e puer Wierder ze verléieren eeben iwwert d'Betreiungsstrukturen. Mir wëssen, zënter enger Partie Joren ass de Besoin u Betreiungsstrukture phenomenal an d'Luucht gaangen. Mir als Lénk gesinn dat net esou, datt den Ausbau vu Betreiungsstrukture gläichzesetze wär mat enger Kontroll vum Staat iwwert d'Kanner. Dat ass net d'Philosophie dovunner. Ech mengen, dat entsprécht enger Necessitéit.

Et ass awer natierlech esou, datt Leit, déi de Choix maachen, Kanner ze hunn, sech och ëm déi Kanner wëlle bekëmmeren, well et wichteg ass, vill Zäit wëlle mat deene Kanner ze verbréngen, a well d'Kanner selwer och Zäit mat hiren Eltere wëlle verbréngen.

Dat ass awer hautzudaags net ëmmer esou méiglech. Dat huet domadder ze dinn, datt u sech d'Liewen ëmmer méi kascht, datt déi zwee Eltere gezwonge sinn ze schaffen, minimum aacht Stonnen den Dag, wann net méi, mat Iwwerstonnen, ouni och nach den Transport matanzebezéien, an datt se u sech guer keng Zäit méi hunn, fir sech ëm hir Kanner ze bekëmmeren, respektiv datt se wierklech midd sinn owes, fir sech iwwerhaapt ëm hir Kanner ze bekëmmeren. Da bleift vläicht nach e bëssen de Weekend iwwreg.

Do kann een natierlech soen: „Voilà, dat ass eeben den État des lieux, dat ass eeben déi Gesellschaft, an där mer liewen." Wou ëmmer méi Salariéen ëmmer méi musse schaffe - fir ëmmer manner Geld a Wierklechkeet - an ëmmer méi mussen erdroe kënnen an duerno hir Kanner net méi kënne gesinn!

Dat mécht natierlech eng aner Diskussioun op: Wann een doriwwer wëllt diskutéieren, ob een Zäit huet, fir se mat senge Kanner ze verbréngen, da muss een iwwert d'Aarbechtszäitverkierzung diskutéieren. Da muss een awer och iwwert d'Paien diskutéieren. Wann de Papp en Aarbechter ass, wann d'Mamm Botzfra ass, se an onméigleche Konditioune musse schaffen, déi och nach dem Aarbechtsrecht op eng illegal Aart a Weis derogéieren, ouni datt de Staat iergendwéi richteg intervenéiert, wat awer d'Realitéit ass, an onméiglech Zäite muss schaffen, dann hunn déi guer keng Zäit méi fir hir Kanner.

Dorauser ergëtt sech e Business. Well mir hu jo gesinn, mat deem System och vun de Chèquen, déi net vun dëser Regierung agefouert goufen, étant donné datt zu Lëtzebuerg déi ëffentlech Betreiungsstrukturen ni ausgebaut goufen, mee étant donné, datt et awer e Besoin gëtt, dee ganz wichteg ass, sinn déi privat Betreiungsstrukture wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss. An natierlech war duerno d'Äntwert vun der Regierung fir ze soen: „Ma okay, mir subventionéieren dat!" Dat heescht, de Staat, de Steierzueler, dee subventionéiert de fräie Maart!

Ech stelle mer eppes anescht ënner Liberalismus vir. Wa vill Leit iwwer Liberalismus schwätzen, dat ass et natierlech och net. Mee vu datt déi Betreiungsstrukturen esou deier sinn, da kann et net aneschters goen. Et ass e richtege Business dorauser entstanen.

An ech mengen, wann déi Leit vun hautzudaags, zu eisen Zäiten, deemools regéiert hätten, wéi d'ëffentlech Schoul zu enger Generalitéit gi war, da wiere mer an enger Situatioun hautzudaags, datt mer och fir an d'Primärschoul ze goen haaptsächlech privat Infrastrukturen hätten, déi da vum Staat géife subventionéiert ginn. Dat ass glécklecherweis net de Fall.

Ech fannen dat nach ëmmer erstaunlech, datt mir als Lénk quasi déi Eenzeg sinn, déi sech dru stéieren, datt d'Betreiungsstrukturen hei am Land zum gréissten Deel privat sinn a vum Staat finanzéiert ginn. Dobäi misst et u sech esou sinn, datt se ëffentlech wieren an datt dat misst d'Reegel sinn, déi grouss Reegel, wéi bei der ëffentlecher Schoul, an datt se natierlech och misste gratis sinn. An ech hoffen, datt et awer och wäert an déi Richtung goen.

Et kann een iwwert de Käschtepunkt schwätzen. Jo, natierlech, de Käschtepunkt ass héich. Hätte mer natierlech e ganz breede Reseau, deen ëffentlech wär, dann hätte mer an dëser aktueller Situatioun warscheinlech och e Käschtepunkt, well mir missten natierlech och zousätzlech astellen, wéi mer dat lo hei maachen an dëser Krisesituatioun. Mee e wär warscheinlech aneschters ze moossen. An et géif och an der Rumm vun der Ëffentlechkeet bleiwen.

Ech wollt dat erëm eng Kéier soen, mir hunn dat e puermol gesot. Ceci étant dit, et sinn e puer Froen zu deem Projet de loi, déi ee wierklech kann erhiewen, déi och erhuewe goufe vu Kolleege virdrun. Mee mir mengen trotzdeem, datt et wichteg ass, deen elo awer unzehuelen, datt mer kënne sécherstellen, datt d'Kanner an der aktueller Situatioun kënne betreit gi vu Leit, déi dann, wat d'Paien ugeet, mat der Liberatioun vun der Steier, wat d'Studenten ugeet, och nach korrekt do bezuelt ginn.

Voilà. Ceci étant dit, mir wäerten dat matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, iwwert dëse Projet ze schwätzen, wollt ech ganz kuerz op d'Umierkunge vum Educatiounsminister agoen, deen ugekënnegt huet, driwwer nozedenken, d'A- an d'B-Wochen erëm ofzeschafen a fir déi lescht zwou Wochen all d'Schülerinnen an d'Schüler zesummen an d'Klassen ze ruffen.

De Moie konnt een um soziokulturelle Radio eng vu menge fréiere Proffen aus dem Lycée héieren, déi gesot huet: „Majo, dat ass eng gutt Propos, mee et ass net de Problem, deen d'Schülerinnen an d'Schüler am Moment hunn, an och net d'Léierpersonal." Et geet net drëm, sech onbedéngt erëm a méi grousse Gruppen ze gesinn, et geet drëm, iwwerhaapt erëm en normalen Unterrecht, oder méi en normalen Unterrecht kënnen ze hunn, sech erëm kënnen an d'Gesiicht ze kucken, net gedämpft duerch Plexiglas oder duerch Masken, datt een d'Distanzen anhält, mee vläicht ouni Mask, oder vläicht mat Mask, awer ouni déi grouss Distanzen - déi nämmlecht Reegelen, déi mer fir jiddwer aneren och hunn.

Ech mengen, datt et méi wichteg ass, e gutt Schoulhalen ze erméiglechen. An dozou gehéiert och, dem Léierpersonal an dem ganze Personal, wat d'Schoul encadréiert, d'Méiglechkeet ze ginn, e Plang ze maachen a mat deene Pläng dann och kënnen ze schaffen. An ech mengen, genau do ass d'Kromm an der Heck. Well wa mer elo nach eng Kéier fir zwou Wochen de Plang op d'Kopp werfen, da mussen erëm ganz vill Iwwerstonne geleescht ginn, fir déi Pläng ze arrangéieren. D'Personal muss sech reorganiséieren, d'Léierpersonal, wat elo deelweis fräiwëlleg Iwwerstonne mécht, fir op déi 25 Stonnen ze kommen. Falen déi zréck an hir al Systemer? Maache se weider fräiwëlleg Iwwerstonnen?

Bref, do sinn eng ganz Rëtsch oppe Froen, wou ech mer dach léiwer géif erwaarden, mir géifen déi Diskussioun op d'Schoulorganisatioun am September schiben an de Schülerinnen, de Schüler an dem Léierpersonal e gutt an dach en esou normal wéi méiglecht Enn vun dësem Joer erméiglechen.

Här President, mir hunn an deem exzellente Rapport, deen de Gilles Baum eis virgedroen huet, iwwer eng ganz Rëtsch Punkten an dësem Gesetz eppes héieren an duerfir wëll ech net op all eenzelne Punkt nach eng Kéier agoen, well ech mengen, datt ganz vill do scho gesot gouf. Ech plécke vläicht just zwou Saachen eraus.

Dat eent, dat ass sécherlech de Volet vun der Steierbefreiung vun de Studenten. Ech deele sécherlech d'Suerg, datt dat eng ongläich Behandlung ass. Mee wann et eng ongläich Behandlung ass, da misst ee sech d'Fro stellen, ob et net nach ganz aner ongläich Behandlungen an deem System gëtt, wou Leit, déi déi nämmlecht Schoulen hunn, awer duerch ënnerschiddlech Kontrakter engagéiert sinn, ënnerschiddlech bezuelt ginn an deementspriechend och ënnerschiddlech Charge-socialle bezuelen, ënnerschiddlech Steiere bezuelen an um Enn vun hirer Karriär mat enger ënnerschiddlecher Pensioun dostinn, obwuel se eventuell 40 Joer genau déi nämmlecht Aarbechte geleescht hunn.

Dat sinn och ongläich Behandlungen, iwwert déi ganz wéineg Wierder verluer ginn. Mir sollten eis also hei elo wierklech net doriwwer opreegen, datt grad déi, déi am mannste verdéngen an deem System an déi mer gebraucht hunn, fir en anstännegt Schoulwiesen elo déi lescht Wochen iergendwéi oprechtzeerhalen, e klenge Bonus kréien. Ech wär och gespaant, ech hunn de genaue Montant net erausfonnt, op wivill sech dann déi Steiererliichterunge chiffréieren. Ech mengen, datt dat an deem ganze Projet hei sécherlech dee klengste Batz ass. Do kann de Minister eis jo vläicht herno e bëssen eppes nach derzou verzielen.

Wat ech och gutt fannen, an dat ass, mengen ech, déi zweet Mesure, dat ass dat mat de Chèques-services d'accueil. Ech fannen et gutt, datt mer hei eng séier, einfach a konkreet Léisung fonnt hunn, fir nach eng Kéier deene Leit, déi drop ugewise sinn, e bësse méi Netto vum

Brutto um Enn vum Mount ze loossen, an dat ganz ouni datt se sech Suerge mussen drëm maachen, wéi hir Kanner encadréiert sinn. Esou hu mer eng Kontinuitéit vun der Kannerbetreiung. An ech mengen, déi Kontinuitéit, esou wéi ech et bei den A- a B-Wochen ugeschwat hunn, ass eppes, wat mer sollte bis d'Enn vum Schouljoer bäibehalen, soudatt d'Elteren, déi déi Choixe getraff hunn, net nei Choixe mussen treffen.

Dat gesot, Här President, markéieren ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet, well mer der Meenung sinn, datt d'Kontinuitéit wichteg ass an datt mer sollten dëst Schouljoer esou gutt wéi méiglech op en Enn bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un de Rapporter an och un déi aner Intervenanten. Jo, mir perenniséieren hei nach eng Kéier e Spezialregimm bis de 15. Juli, bis d'Enn vum Schouljoer, dee mer och iwwert d'Reglement vum État d'urgence a Kraaft gesat hunn, well mer e brauchen, well mer momentan eeben aneschters musse fonctionéieren an der Schoul, an der Kannerbetreiung, well de Virus jo awer nach ëmmer present ass, eisen Alldag bestëmmt an eeben och de Schoulalldag an den Alldag an de Betreiungsstrukture matbestëmmt.

Sécherlech kann een, wann een herno nach eng Kéier zréckkuckt, dat eent an dat anert hei kritiséieren. Sécher hu mer och déi eng oder déi aner Erkenntnis gewonnen am Laf vun deene leschte Wochen, andeems mer dat heiten organiséiert hunn. An ech sinn eigentlech gespaant an ech waarden nach ëmmer op deen, dee vu sech selwer ka behaapten, hien hätt de 16. Abrëll oder iergendwa virun der Covidkris gewosst, wéi een dat doten alles géif zur Perfektioun maachen a wat een zu wat fir engem Zäitpunkt da wéini hätt missen a Kraaft setzen.

Mir hunn hei eng eemoleg Situatioun, eng total aussergewéinlech Situatioun, mir hu mat absolutt aussergewéinleche Moossname mussen dorobber reagéieren. An d'Resultat ass dat, denken ech, wat zielt, an dat ass awer remarkabel.

Et ass remarkabel, datt mer et zesumme fäerdegbruecht hunn, datt mer eent vun deene wéinege Länner an Europa sinn, wou all Kand gläichermoossen an d'Schoul geet, wou all Kand gläichermoosse vun där selwechter Bildungsoffer ka profitéieren. Dat ass nach net déi, déi mer gären hätten, dat sinn nach net déi 100 %, wéi dat a regulären Zäiten ass. Mee all Kand kënnt all zweet Woch gläichermoossen an d'Schoul.

Vu villen anere Länner, wësse mer, datt emol e puer Klassen zréckgeruff goufen, datt d'Ofschlossklassen zréckgeruff goufen, datt d'Iwwergangsklassen zréckgeruff goufen, datt vläicht am Fondamental dann déi, déi an den nächste Cycle géife kommen d'nächst Joer, zréckgeruff gi sinn. Mee ganz vill anerer sinn eigentlech do nach guer net an d'Schoul komm. Wann ech an eenzelnen däitsche Bundeslänner liesen, datt et d'Zil ass, datt all Kand nach zwee Deeg Schoul bis zur Summervakanz soll kréien, dann, denken ech, ass et remarkabel, wat mir hei zesummen, d'Schoulen, d'Enseignanten, d'Direktiounen, an awer och virun allem am Fondamental d'Gemengenautoritéiten, fäerdegbruecht hunn. Dat soll awer och emol eng Kéier ënnerstrach ginn! An et gëtt do sécherlech ëmmer nach Saachen, déi mer, wa mer déi nächst Covidkris eng Kéier sollte kréien, nach kënne besser maachen. Dat ass wuel och ganz, ganz kloer!

Ech wëll kuerz op een Aspekt agoen, deen hei ugedeit ginn ass: Dat ass, wéi wa Raimlechkeeten elo momentan géife genotzt ginn, wou d'Sécherheet net garantéiert wär. Dat ass net esou! Mir hunn hei op Raimlechkeeten zréckgegraff, wou d'Sécherheet schonn op eng aner Manéier eng Kéier, nämlech fir aner Aktivitéiten, fir sportlech Aktivitéiten, fir assoziativ Aktivitéiten, fir kulturell Aktivitéiten, garantéiert gouf. A wann een do elo mat e puer Schüler dra Cours hält oder e puer Schüler dran animéiert, denken ech, misst dat jo awer och ze verkraafte sinn.

Duerfir wëll ech dat awer nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, datt dat sécherlech néierens stattfënnt, datt mer an iergendengem Raum momentan Schoul halen oder Betreiung assuréieren, wou d'Sécherheet fir déi Aktivitéit do net ze veräntwerte wär.

(Interruption)

Ee Wuert vläicht och nach zu der Fro vun der Steierfräiheet vun deenen eenzelnen oder vu spezifesche Studentekontrakter hei. Dat ass effektiv, esou wéi d'Djuna Bernard gesot huet, eng Demande gewiescht vun der Federatioun vun den Träger vun de sozioeducativen Aktivitéiten, der FEDAS. A mir hunn deem Rechnung gedroen, well si schonn d'Suerg haten, datt, wa mer dat doten net maachen, mer vläicht e Problem kréichen, fir hei elo genuch Jonker ze mobiliséieren.

Et gëtt elo e bëssen duergestallt, an dat wonnert mech eigentlech hei, et gëtt duergestallt, wéi wann et eng ongläich Behandlung wär zugonschte vun deene Jonken, déi eeben an deem dote Beräich schaffen, déi da vun där Steierfräiheet do kéinte profitéieren. Mir wëssen, datt et op där anerer Säit momentan och Tariffer gëtt, déi méi héich sinn, déi momentan och fir Studente bezuelt ginn.

Hei ass et net drëms gaangen, datt jiddweree lo momentan d'selwecht bezuelt gëtt. Mee mir hu Regimmer, un déi mer eis awer mussen halen. Et gëtt eeben dee Regimm fir wann ech an d'Schoul ersetze ginn, an da kréien ech deen Tariff, deen een normalerweis kritt, fir an der Schoul ze ersetzen. An déi, déi moies bei der Éducation nationale momentan do hëllefe komm sinn, déi hu grosso modo déi selwecht Bestëmmungen a Konditioune missen erfëlle wéi déi, déi normalerweis bei d'Éducation nationale an d'Grondschoul ersetze ginn, an déi hunn duerfir och dee selwechte Kontrakt kritt, mat där selwechter Karriär dorunner a mat deem selwechte Loun dorunner.

Déi, déi bei d'Gemengen oder bei déi aner Träger vun de Maison-relaisen elo hëllefe gaange sinn, déi kréien dee Kontrakt, dee Studenten eeben do an der Reegel kréien. A well dee méi niddreg ass, war ech och domadder d'accord, fir mat der Regierung ze schwätzen, a virun allem mam Pierre Gramegna ze schwätzen, datt déi hei eeben net och nach misste Steieren drop bezuelen, wat jo normalerweis net de Fall ass a Studentekontrakter. Mee well mer dee jo exceptionnellement hei méi laang virgesinn hunn, fir déi ganz Period kënnen ofzedecken, an och vun de Stonnen hier méi e grousse Volume virgesinn hunn, wollte mer do déi ongläich Behandlung iergendwéi kompenséieren.

An et ass elo einfach fir ze soen, do misst elo jiddwereen d'selwecht behandelt ginn. Ech denken, domadder géif een awer sécherlech och soen, datt mer dat, wat momentan iwwert d'Croix-Rouge, iwwert d'Caritas, iwwer Arcus a ganz vill aner Plaze vu privatrechtlechen Träger organiséiert gëtt an der Kannerbetreiung, quasi misste verstaatlechen, wa mer gären hätten, datt dat alles dat selwecht d'Personal wär a mer et dann och géife wéi an der Éducation nationale bezuelen. An ech denken, datt dat net d'Motivatioun wär vun där Fuerderung. Duerfir soll een do vläicht och e bësse méi differenzéiert virgoen.

Ech mengen och, datt ee sech et e bëssen einfach mécht, fir elo ze soen, hei wären all d'pedagogesch Iwwerleeungen iwwer Bord gaangen. Ech verteidegen net, datt mer d'Gruppen trennen. Ech verteidegen net déi Sterilitéit, déi mer momentan an der Schoul hunn, an datt d'Kanner sech eigentlech net méi kënne fräi ausliewen, hire Beweegungsdrang zum Beispill net kënne fräi ausliewen.

Mir wëssen awer, firwat mer dat hunn. Mir wëssen, datt mer et nach ëmmer wéinst dem Covid-19 maachen an net wéinst soss iergendeppes. An ech hunn awer genuch Vertrauen an déi professionell Acteuren, an d'Léierpersonal an de Schoulen, an d'Educateuren an de Maison-relaisen, a jiddwereen do, datt en an deem méi rigide Kader et fäerdegbréngt, dach der Pedagogie hir Plaz ze ginn, datt en et awer fäerdegbréngt, elo sënnvoll Aktivitéiten ze maachen.

Ech hunn dee ganze Moie mat Enseignantë geschwat - dee ganze Moien! -, an déi hu mer eigentlech alleguerte gesot, wéi flott a wéi wäertvoll et eigentlech och ass, momentan an deene klenge Gruppen ze schaffen, wat fir e Benefiss dat huet, fir eeben och do emol eng Kéier, grad no där laanger Covidzäit doheem, kënnen op d'Kanner anzegoen a se wierklech individuell ze betreien an ze encadréieren. An da kann ee sech jo awer elo net hei virstellen, wann dat de Feedback ass vum Terrain, vun den Enseignanten, déi elo momentan all Dag mat de Kanner schaffen, heihinnerzekommen an ze soen, all pedagogesch Iwwerleeung wär do iwwer Bord gaangen!

Ech wëll natierlech betounen, datt, och wann dat esou flott ass an esou gutt ass, momentan a klenge Gruppen ze schaffen, mer nach ëmmer nëmmen an der Situatioun sinn, datt d'Schüler nëmmen all zweet Woch kënne kommen. Duerfir wär ech frou, wa mer mat den Acteuren - a mir haten de Mëtten de Syvicol begéint, de Moie vill Enseignantsgewerkschaften, Direktiounen an och anerer - et géife fäerdegbréngen, dach virum Enn vun dësem Schouljoer nach eng Kéier d'Kanner alleguerte beieneenzekréien, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt d'Klasse sech erëm géifen zesummefannen, datt A- a B-Gruppen dach zur selwechter Zäit erëm bei hirem Enseignant an engem Klassesall wären.

Ech weess, datt dat, wann och sécherlech net komparabel mat deem, wat mer rwell fir de 25. Mee hu misse leeschten, dach awer nach eng Kéier déi eng oder aner Ustrengung vun de Gemengen, vun den Enseignanten, vun de Ministèreservicer a vun den Direktioune wäert verlaangen. Mee trotzdeem mengen ech, datt et derwäert wär. Trotzdeem denken ech, datt mer deen dote Schrëtt a Richtung Normaliséierung vun der Educatioun awer elo sollte goen.

Ech froe mech d'ailleurs: Wéini sollte mer en da goen? Well vill manner Infektiounen, wéi zwou oder dräi den Dag wäerte mer warscheinlech net kënne kréien. Wa mer deen dote Schrëtt net elo maachen, weess ech eigentlech net méi, wéini datt mer e kënne maachen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech nach just eng Kéier ënnersträichen: Et si ganz vill gutt Proposen elo scho komm, wat alles esou immens gutt gewiescht wär an dëse Wochen. An ech menge schonn, datt een do soll draus léieren, datt een dat och mat Recul iergendwann eng Kéier soll analyséieren. Do gëtt vum Horaire geschwat. Awer och vum Digital Learning gëtt geschwat. Wéi konnte mer eigentlech d'Aufgaben opdeelen à distance? Wat kënnen d'Schüler doheem maachen? Wéi kënne mer se och op Distanz iwwer nei digital Outilen dach ganz gutt encadréieren?

Mee dat soll een net an der Kris maachen. Dat soll een net wärend der Kris maachen. Dat soll een net ënnert dem Androck vun der Kris maachen! A wa mer dat heiten, wat mer elo nach konkreet virun eis hunn, geschëllert hunn, dann, mengen ech, soll een duerno eng Kéier ganz konkreet kënnen de Réckbléck maachen a kucken, wat fir eng Léiere mer gezunn hunn a wat mer hei eigentlech dach konnte feststellen, wat misst perenniséiert ginn. Mee bis dohinner hu mer awer nach munnech Aarbechte virun eis a munnech Hürd ze huelen.

Villmools merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Meisch. Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir déi Explikatiounen, déi en eis ginn huet.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier op déi Fro vun der Sécherheet vun de Kanner zréckkommen. Ech huelen zur Kenntnis, an dat ass jo och esou an deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, datt déi verschidden Installatiounen, wou d'Kanner elo sinn, iergendwéini eng Kéier sécherheetsméisseg iwwerpréift goufen. Awer d'Fro ass: Wann iergendeng Installatioun vläicht fir kulturell oder sportlech Zwecker ofgeholl gouf, da stellt sech nach ëmmer d'Fro, ob se da gëeegent ass, fir do mat klenge Kanner ëmzegoen. Do sinn aner Besoinen, aner Virschréften, och am sanitäre Beräich.

Fir just am sanitäre Beräich ee Beispill ze nennen, wat och e bëssen Onrou ëmmer ervirrifft, dat ass d'Lëfte vun den Zëmmeren, vun de Klassenzëmmeren. Dir wësst, datt d'Experten um Radio soen, et wär wichteg, datt do ëmmer gelëft gëtt. An a Wierklechkeet kréien d'Enseignantë mol net ëmmer de Schlëssel, fir d'Fënsteren opzemaachen.

Also ech mengen, et sinn einfach Problemer an deene Raimlechkeeten do. An d'Argument ass, jiddefalls eiser Iwwerzeegung no, datt et net duergeet, datt e Kulturzentrum oder eng Sportshal eng Kéier ofgeholl gouf fir d'Besoine vun Erwuessenen, wa se elo solle fir eng ganz aner Kategorie vu Leit mat anere Sécherheetsproblemer genotzt ginn. An do soe mir: „Do ass eng Lacune!"

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Educatiounsminister. Nee? Dann ass d'Diskussioun domat ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7588. Den Text steet am Document parlementaire 7588[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7588 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech elo den Appel nominal fir de Vote par procuration. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 36 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7588 est adopté par 35 voix pour, 4 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7604 - Projet de loi portant dérogation :

1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Den zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7604, eng Upassung vun der Ausbildung a vun der Bewäertung vum Léierpersonal, dat sech am Stage befënnt. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Esou wéi Der et scho gesot hutt, geet et hei ëm déi jonk Enseignanten, déi nach am Stage vun zwee Joer sinn an déi och net all hir Formatiounen an all hir Projete konnten duerchzéien, well eis Schoulen eng Zäit laang zou waren.

Konkreet ännere mer zäitweileg d'Gesetz vum 30. Juli 2015 betreffend d'Organisatioun vum IFEN an och d'Gesetz vum 10. Juli 1980 iwwert d'Planification des besoins u Léierpersonal am Secondaire, dëst awer natierlech zäitlech begrenzt.

Et geet also ëm eng Rei Upassunge vun der Formatioun an der Bewäertung vum Léierpersonal, dat nach am Stage ass. Och si sollen d'Méiglechkeet kréien, hir Formatioun propper ofzeschléissen an och eng qualitativ héichwäerteg Formatioun vun hire professionelle Kompetenze garantéiert ze kréien.

Andeems mir dës Upassunge virhuelen, suerge mer derfir, dass d'Léierpersonal trotz de Krisenzäiten esou gutt wéi méiglech ausgebilt ka ginn. An dat kënnt och eise Kanner zegutt, déi weiderhi vun enger héichwäerteger schoulescher Bildung profitéiere kënnen.

Esou gëtt de Formatiounszyklus am Ufank vun der Karriär adaptéiert, verschidden zertifikativ Epreuvë ginn a formativ Epreuven ëmgewandelt, den theoreeteschen an de verdéiwende Programm ginn ugepasst an déi obligatoresch Formation continue vun 48 Stonnen an den dräi éischte Joer gëtt ëm dräi Méint verlängert.

Konkreet schwätze mer vun dësen Upassungen: D'Formation spéciale vun den Enseignanten am Stage gëtt ëm aacht Stonne gekierzt, fir dës Formatioun awer kënnen effikass ze halen an op dat Weesentlecht ze begrenzen. Wat d'Séances d'hospitation ugeet, dat heescht Visitten an anere Klassen oder an anere Schoulgebaier, wou et ëm den Austausch vu Best Practices an Erfarunge geet, do wäert déi zweet Sëtzung am Schouljoer 2019/2020 ewechfalen, well se net ënnert de gëeegente Konditioune kann ofgehale ginn. D'Kontinuitéit vun dësem Dispositif bleift awer garantéiert, well an der éischter Hallschent vum Schouljoer schonn esou Seancë stattfonnt hunn an och weider am zweete Joer vum Stage organiséiert wäerte ginn. Aus Sécherheetsgrënn gëtt och virgeschloen, déi zwou Seancë vum Regroupement entre pairs, déi fir déi zweet Hallschent vum Schouljoer virgesi waren, dëst Joer ausfalen ze loossen.

De Projet de loi gesäit och vir, d'Bewäertungsperiod vum Bilan des compétences didactiques et pédagogiques a vum Portfolio op d'Verdéiwungsperiod, déi de 15. September dëst Joer ugeet, auszedeenen. Esou kënnen d'Epreuvë gutt virbereet ginn an och ënner normalen Emstänn ofgehale ginn.

Et gëtt och virgeschloen, fir déi zweet praktesch Epreuve op dat éischt Trimester vum neie Schouljoer ze verleeën, soudass d'Stagiairë sech nach eng Kéier kënnen am Fong virbereeden an hir Kompetenzen opschaffen.

Och op dat éischt Trimester 2020/2021 ginn d'Formatioune vum Certificat de formation pédagogique vum Grupp A2 ausgedeent. Verschidden theoreetesch Epreuven an och déi praktesch Formatioune ware jo fir dëst Joer virgesinn.

Och d'Modalitéite fir d'Employéen am Grupp A2 fir de Certificat de formation pédagoqique, wéi zum Beispill d'Ofgi vun dräi Produktioune vu Schoulstonne bis den 30. Juni, ginn ugepasst. Wann een net reusséiert, fir de Certificat ze kréien, däerf ee sech erëm mellen no de Konditioune vum Gesetz vun 2015.

Fir d'Enseignanten aus dem Lycée gëtt d'Period vun dräi Joer, fir déi 48 Stonne Formation continue ze maachen, ëm dräi Méint verlängert. Esou kann d'Unzuel vun de Stonne bäibehale ginn an déi concernéiert Enseignantë kréie genuch Zäit, fir d'Formatioun op Distanz ze absolvéieren oder u Presenzcoursen deelzehuelen.

Dëse Projet de loi, fir déi, déi sech en am Detail ugekuckt hunn, ass schonn immens technesch. Ech verweisen duerfir fir weider Detailer op de schréftleche Rapport a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säin, ech mengen, fënnefte Rapport schonn an deene leschten zwou Wochen, oder sechste Rapport. An et kënnt nach een haut.

Mat dësem Projet de loi gesi mer elo verschidden Upassunge vir an den Ausbildunge vun den ënnerschiddleche Stagiairen am Enseignement. An och hei soll de Prinzip gëllen: „Kee soll en Nodeel opgrond vu Covid-19 hunn!" Duerfir kënne mer och am Prinzip averstane si mat, éischtens, verschiddenen theoreeteschen a praktesche Coursen, déi gekierzt ginn, an zweetens, verschiddenen Evaluatiounsperioden an Epreuven, déi no hanne geréckelt ginn. Dat natierlech ënnert der Konditioun, datt all dës Exzeptioune kloer limitéiert sinn op dëst Schouljoer. Dat ass am Text net ëmmer esou kloer geschriwwen, mee ech ginn emol dervun aus, datt et esou ass.

Mee mir hunn awer Problemer domadder, wa mer riskéieren, datt opgrond vu verschiddenen Decisiounen an der Coronakris d'Qualitéit vum Enseignement kéint leiden. An do ginn ech u sech just op zwee Punkten an, eng Kéier dee prakteschen Deel vun der Ausbildung:

D'Hospitatiounen an d'Regroupements entre pairs, dat gëtt ganz staark reduzéiert vun zwee op eent, respektiv vun dräi op eent. Mir krute gesot, dat wär wéinst de sanitäre Consignen u sech net méiglech. Mir mengen awer, datt et ze organiséiere wär, well och wann d'Stagiairen zwar enk mussen encadréiert ginn, esou ass awer och bei den Hospitatiounen, mengen ech, en Ofstand vun zwee Meter méiglech. Dat ass also net direkt eng Entschëllegung, fir dat net ze maachen. A virun allem ass et e wichtegen Deel vun der Ausbildung, aner Stonne kucken ze goen. A Leit, déi bei ee selwer eng Stonn kucke kommen, wou een Hiweiser kritt, wat ee kéint verbesseren, dat ass, mengen ech, ee ganz wichtegen, bal dee wichtegsten Deel vun der Ausbildung.

Deen zweete Punkt sinn d'Quereinsteiger. Et ass hei déi politesch Decisioun geholl ginn - mir kruten nämlech gesot, datt et eng politesch Decisioun wär, et wär och anescht méiglech gewiescht -, fir d'Evaluatioun vun de Quereinsteiger just nach formativ ze maachen. Dat heescht, si packen den theoreeteschen Deel, wa si dräi Production-écritte matzäit ofginn. Och de Legislatiounsexamen ass just nach formativ. Et muss een en also just nach maachen.

Dann ass et och déi politesch Decisioun, fir de prakteschen Deel vun hirer Ausbildung, nämlech d'Inspektioun vum Unterrecht, och just formativ ze bewäerten. Wa si dëst Trimester net konnt gemaach ginn, datt se dann an d'nächst Trimester verluecht gëtt, dat fanne mer normal. Dat ass gutt. Mee firwat ännert een awer hei d'Aart un der Evaluatioun? Et kann u sech net sinn, datt ee just eng Stonn muss halen, iwwert déi Stonn diskutéieren, mee datt een de Certificat kritt, onofhängeg dovunner, ob déi Stonn elo schlecht oder gutt war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si fest dervun iwwerzeegt, datt mer ganz vill ganz gutt Quereinsteiger hunn an datt mer och solle frou sinn, datt mer déi hunn. Mir hunn awer och Quereinsteiger, déi net onbedéngt gëeegent sinn, fir Schoul ze halen, déi dann awer och eventuell dësen Examen net géife packen, déi deen awer elo einfach esou net musse maachen.

Duerfir, ech mengen, ech hunn dat schonn e puermol hei gesot: Wa mer vun Enseignement schwätzen, da geet et ëm d'Zukunft vun eise Kanner, Jugendlechen! An do kënnt et op den Enseignant un. An dee muss definitiv pedagogesch a fachlech topp sinn. An da kann et net sinn, datt hei, aus wéi enge Grënn och ëmmer, näischt méi zertifikativ ofgepréift gëtt. D'Schoulen an d'Lycéeën, déi hunn et fäerdegkritt, fir d'Schüler, d'Studenten zertifikativ ze préiwen. Da ginn ech dervun aus, datt och den IFEN dat selwecht misst fir d'Enseignantë fäerdegkréien!

Mat dëser politescher Decisioun kënne mir also net averstane sinn. An duerfir wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An dann ass et un der honorabeler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well den IFEN seng Formatiounsprogrammer a Coursë wärend der Kris huet missen op Äis leeën, konnten d'Enseignant-stagiairen hir Formatiounen net wéi geplangt maachen. Well awer och si net fir dës Kris kënnen, dierfe si och net an hirem beruffleche Parcours bestrooft ginn.

Duerfir ass et wichteg, duerch dëst Gesetz eng Rei Upassunge ronderëm de Stage an d'Période d'initiation virzehuelen. Esou soll d'Formatioun vun de Stagiairen nach méi effikass a méi pertinent ginn. Doriwwer eraus kréien d'Kandidate méi Zäit, fir d'Mindestzuel u Formatioune kënnen ze maachen. An och wat d'Epreuvë vum zukünftege Léierpersonal ugeet, ginn duerch dëst Gesetz eng Rei Adaptatioune gemaach. De Rapporter ass am Detail drop agaangen, an och him vu mir nach eng Kéier e grousse Merci.

Här President, wéi aus villen anere kann een och aus dëse Krisendispositiounen eventuell Léiere fir no der Kris zéien, net direkt, Här Minister, mee awer à moyen terme!

Ech sinn iwwerzeegt dervun, dass eng Analys vun de Formatiounen ubruecht ass, fir eeben eis Stagiairen optimal op hire Beruff virzebereeden, awer och déi aktuell Enseignantë mat enger wierklech effikasser a pertinenter Formation continue ze ënnerstëtzen.

Här President, d'Coronakris soll esou mann wéi méiglech negativ Auswierkungen op de Parcours, d'Formatioun an d'Karriär vun eisen Enseignant-stagiairen hunn. Dat gëtt duerch dëse Projet séchergestallt. An duerfir ginn ech och dozou den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An da fuere mer weider mat der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech schwätze vun hei. Merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. Jo, et ass nach net esou laang hier, d'lescht Joer, wou mer de Stageopbau reforméiert hunn. Do hu mer vill iwwert d'Hospitatiounen, de Regroupement entre pairs a sou weider geschwat.

Ech fannen et novollzéibar, dass dat net konnt stattfannen. Ech weess awer vu villen Echangë mat Leit aus dem Secteur, déi grad elo wärend der Kris esou vill Echangë mat hire Pairen hate wéi seele virdrun, well se sech natierlech concertéiert hunn, wéi se elo déi ongewéinlech Situatioun kënne léisen. Dowéinst vertrauen ech och do op d'Conscience vun deene ville Professionellen am Secteur, fir deen Echange awer ze féieren.

Dass de Bilan vun den didaktesche Kompetenzen a vum Portfolio op dat nächst Joer verréckelt gëtt, erschéngt mer evident. Dat ass logesch an novollzéibar, well einfach eng Rei Kompetenzen elo net konnte gepréift a certifiéiert ginn. An och, dass d'praktesch Prüfunge kënnen am Trimester 2020/2021 (veuillez lire: am éischten Trimester 2020/2021) nogeholl ginn, erschéngt mer total legitimm en vue dovunner, dass déi einfach net konnte stattfannen an dass och elo natierlech déi Enseignanten, déi am Stage sinn, och voll agespaant sinn an der Organisatioun vun der Schoul, déi jo awer fir jiddwereen usprochsvoll ass. Dass d'Formation-continuen iwwert déi nächst dräi Méint nogeholl ginn, ass wichteg a richteg. Déi solle jo och dowéinst elo net verluer goen.

Wat mir hei ze soen iwwreg bleift, ass, dass ech et wichteg fannen, dass dës Mesurë kloer an transparent alle Stagiairë kommunizéiert ginn, dass si wëssen, wou se dru sinn, wat op se duerkënnt elo, wat spéider nach op se duerkënnt. A wa mer dat maachen, dann, mengen ech, gi mer hinne gerecht, well si sinn natierlech och gradesou wéi vill anerer d'Affer vun enger sanitärer Kris a sollen net drënner leiden.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Kéier merci un den Här Baum, dee wierklech haut vill, vill Rapporte muss presentéieren. An e mécht dat, wéi gesot, ëmmer ganz gutt a ganz komplett.

Mir hunn eng Rei Froen, wat dëst Gesetz ugeet. Awer mir deelen d'Absicht vum Gesetz, och mir sinn der Iwwerzeegung, datt duerch dës Kris kengem soll en Nodeel entstoen. Dofir wäerte mer och dëst Gesetz net matstëmmen, well mer awer Froen hunn, awer och net dergéint stëmmen. Mir wäerten eis enthalen.

Mee déi Froen, déi mer hunn, dat sinn der eng ganz Partie. Déi éischt ass emol eng Kéier zu de Matièren, déi elo net vermëttelt ginn um IFEN: Wéini kënnen déi Leit dat nohuelen? Well wa mer dervun ausginn, datt alles dat, wat do enseignéiert gëtt, och wichteg ass, da stellt sech eeben d'Fro: Gëtt wierklech alles nogeholl?

Déi zweet Fro ass déi vun deenen Épreuves certificatives, déi an Épreuves formatives ëmgewandelt gi sinn. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat dee Punkt och schonn ernimmt. Et ka jo net sinn, datt eigentlech keen Exame méi iwwert d'Gesetzer gemaach gëtt. Et wore jo scho bal keng Épreuves certificatives méi um IFEN. Dat meescht ass schonn nëmmen nach formativ. Et woren net méi vill Matièren, wou iwwerhaapt nach en Exame war. A fir dat och elo nach ëmzewandelen, dat geet vläicht ee Schrëtt ze wäit.

Et kann een net higoen a Leit an eise Schoulsystem eraloosse mat enger Verantwortung, wou mer awer net sécher sinn, datt se eis Gesetzer an deem Beräich kennen. Dofir ass dat eng Fro, déi mer eis awer stellen.

Dat Drëtt sinn d'Formatiounsméiglechkeeten um IFEN elo wärend der Kris. Wéi wäit ass et dann eigentlech do - well mer jo hei gewuer ginn, datt verschidde Formatioune ganz ewechgelooss goufen an esou weider - a wéi wor et dann do mam Enseignement à distance? Ech mengen, eng vun deene Kompetenzen, déi eis Stagiairen um IFEN solle léieren, ass jo eigentlech d'informatesch Kompetenz. Wéi wäit ass dat do am Enseignement benotzt ginn?

D'Madamm Closener huet och hei gesot, datt d'LSAP à long terme wéilt kucken, wéi den Enseignement um IFEN soll organiséiert ginn, wat do de Leit soll bäibruecht ginn. Dat denke mir och, vläicht ënner engem anere Bléckwénkel.

Well ënnert deenen néng Kompetenzen, wéi dat hei genannt gëtt am Gesetz iwwert den IFEN: „neufs compétences professionnelles", do feelt eigentlech déi wichtegst an eisen Aen. Ech wëll lech emol kuerz déi néng Kompetenzen hei zitéieren, déi am Gesetz sti vum IFEN, déi de Stagiairen do bäibruecht ginn.

Do steet: „agir en professionnel", et soll een eng kollektiv Dynamik kënnen entwéckelen, et soll ee mat den Eltere kënnen zesummeschaffen, et soll een eng Situation d'apprentissage kënnen imaginéieren „concevoir", et soll een e Fonctionnement vun engem Grupp kënne maîtriséieren, et soll ee Saache kënne bewäerten, et soll ee psychopedagogesch Kenntnisser hunn, et soll ee kënne mat de Schüler kommunizéieren an et soll een d'Technologies de l'information beherrschen.

Souwäit d'Gesetz. Mee dat Allerwichtegst, dat feelt doranner. An dat Allerwichtegst, wat ee soll kënnen, wann een an eng Schoul geet, dat ass einfach: Wësse vermëttelen - savoir enseigner des connaissances. Dat ass eppes, wat feelt! Néng Kompetenzen, déi wichtegst feelt.

An dofir denke mir och, datt ee vläicht eng Kéier muss higoen an iwwerhaapt d'Formatioun vun de Stagiairen an de Contenu, de Contenu an d'Qualitéit vum Enseignement um IFEN esou op de Leescht huelen, datt mer sécher sinn, datt wierklech déi beschtméiglech Virbereedung vun de futur Enseignanten do bruecht gëtt.

Mir sinn als ADR, dat hunn ech hei dacks gesot, der fester Iwwerzeegung, datt eise Schoulsystem muss erëm opgebaut ginn, datt mer mussen erëm probéieren, méi Wëssen an d'Schoul eranzebréngen, datt mer d'Qualitéit an den Niveau vun de Schoule musse lues a lues erëm an d'Luucht hiewen, well mer och am internationale Vergläich grouss Problemer hunn. Pisa oder Vergläichstester an der Informatik weisen eis dat ëmmer erëm. Mir musse Konklusiounen zéien, Konsequenzen zéien an eis Kanner, och am Vergläich zu den Nopeschregiounen, beschtméiglech op hir Zukunft virbereeden.

Dat heiten, d'Ausbildung vun den Enseignanten, ass een Deel dovunner. A mir engagéieren eis, jiddefalls als ADR, fir hei den IFEN an d'Formatioun vun den Enseignanten och an deem Sënn unzegoen, datt mer wëlle méi Wëssen, méi Fachwëssen an d'Vermëttlung vu Fachwëssen an dee Studium materabréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Et ass keng Fro, et ass eng erklärend Remark. Ech wollt awer just op dëser Plaz soen: Dir hutt déi néng Punkten opgezielt an deen zéngten, wou Der sot, dass ee muss wëssen, wéi een enseignéiert.

Mir schwätzen hei vu Leit, déi jo awer véier Joer Formatioun gemaach hunn. A wann ech net schlecht informéiert sinn, da géif ech mengen, an deene véier Joer hätte se 18 Wochen an de Klasse verbruecht, bei de Klasse verbruecht. An ech mengen - 18 Wochen ass en halleft Schouljoer -, dass se do déi Kompetenze schonn ënner Beweis gestallt hunn, soss hätte se hire Bachelor net gepackt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum, fir déi Prezisioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll dem Här Baum kuerz drop äntwerten, op eng Manéier, mengen ech, déi och hien akzeptéiert. Ech wëll einfach säi Minister zitéieren. Well den Här Minister Meisch huet viru Kuerzem en Interview am „Lëtzebuerger Wort" ginn, ech hunn em et och hei matbruecht, ech kann et nosichen, wann den Här Baum insistéiert, wou den Här Minister selwer gesot huet, datt d'Studente Lacunnen hunn.

Hie weess och, an en huet et am „Lëtzebuerger Wort" gesot, datt eeben déi do Theorie leider net méi stëmmt an datt mer musse kucken an der Formatioun vun den Enseignanten no de Wëssensréckstänn an de Kompetenzen am Franséischen, am Rechnen, an der Mathematik, well do einfach Lacunnen hautzudaags bestinn.

A mir musse kucken, datt mir och déi Formation universitaire an alles, wat am Virfeld vun engem IFEN steet, erëm op en Niveau bréngen, wou et keng Lacunnen am Fachwësse méi gëtt. Well mir hunn Elteren, déi reklaméieren, mir haten dat méi dacks an der Vergaangenheet a vläicht aner Kolleegen heibannen och, Elteren, déi bei eis reklaméiere kommen, well d'Schoulmeeschtere falsch Saachen un d'Tafel schreiwen, Grammatikfeeler. Alles dat däerf et net méi ginn! An ech mengen, déi Ustrengung, wou mir soen, datt mer sollen higoen an d'Leit op deem héchstméiglechen Niveau qualifizéieren, et ass dat, wat eis Kanner op d'Zukunft virbereet!

Natierlech ass eng pedagogesch Ausbildung u sech net an éischter Hisiicht do, fir Fachwëssen ze vermëttelen. Awer mir musse kucken, datt

dee ganze Curriculum, souwuel d'Grondausbildung, d'Fachwëssen, d'Pedagogik vum Fach an herno déi praktesch Virbereedung an der Pedagogie zesummen awer dozou féieren, datt d'Léierpersonal ouni Wëssenslacunne ka seng Funktiounen do ausféllen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et kéint ee laang iwwer Lacunne schwätze vun engersäits den Enseignanten, anerersäits de Schülerinnen a Schüler. Dat ass eng Diskussioun, déi net nei ass. Ech mengen, virun 20, 30, 40, 50 Joer gouf ëmmer gesot: „Hautzudaags ass alles méi schlecht! D'Leit sinn ëmmer manner qualifizéiert."

Dat ass eng laang Diskussioun. A mengem Geschichtsstudium, kann ech mech erënneren, do hat ech al mesopotamesch Geschicht geholl, a mir hunn eng Plakett a Käilschréft analyséiert, wou e Mann am drëtte Jordausend viru Christus op Toun geschriwwen huet, d'Jugend vun haut, déi wier katastrophal, si géif de Gëtter net méi huldegen. Si géif sech nëmme nach fir Päerdscourssen interesséieren - dat war d'Formule 1 deemools - …

(Hilarité)

… an nëmme Béier drénken. Dat war schonn deemools in. An d'Zivilisatioun géif ënnergoen. Déi Zivilisatioun huet nach eng gewëssen Zäit gedauert.

Mee, niewebäi …

(Interruptions)

Dat huet de Proff eis gesot, dee sot eis: „Erzielt dat eng Kéier, wann der en Här oder eng Madamm héiert soen: ‚Passt op! D'Jugend vun haut, aus där gëtt näischt méi!' "

Mee natierlech, wann een elo haut kuckt, …

(Interruption)

… wien och an de Secondaire ka goe par rapport zu fréieren Zäiten: De Secondaire huet sech opgemaach fir aner Bevëlkerungsschichten, dee virdru vill méi reservéiert war fir Leit aus dem Bildungsbürgertum, Kanner aus dem Bildungsbürgertum, déi natierlech schonn e gewëssene Privileeg haten an d'Schoul konnten, an engem gewëssene Format, och vill besser matmaachen.

Ech mengen, de Problem ass jo och deen - ech äntwerten e bëssen op dat, wat mäi Virriedner gesot huet -: Natierlech muss en Enseignant am Secondaire säi Fach maîtriséieren. Mee e Fach maîtriséieren ass eng Saach. Capabel sinn, esou e Fach och nach weiderzevermëttelen, ass eng aner Saach, an eng ganz aner. Et kann een e Fach ganz gutt maîtriséieren an incapabel sinn, fir dat weiderzevermëttelen.

A mir mengen och hei, hautzudaags ass de Problem net onbedéngt deen, datt d'Enseignanten déi Formatioun net onbedéngt hätten, fir kënnen hiert Fach weiderzevermëttelen an der Schoul, mee et ass och eng Fro vu Mëttelen, déi d'Enseignanten hunn an déi d'éffentlech Schoul iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg huet. Dat deet natierlech de Kader vun dëser Debatt explodéieren.

Mir wäerten deen heite Projet de loi matdroen, well mer der Meenung sinn, datt en awer enger gewëssener Urgence entsprécht. Mir sinn eis awer natierlech och bewosst, datt een déi ganz Diskussioun iwwert de Stage vun den Enseignantë muss weiderféieren, well do gëtt et nach ganz, ganz vill Nachholbedarf. A mir wësse jo och, datt et net vun näischt kënnt, datt vill Enseignanten, zemools vun deene méi jéngere Generatiounen, och soen, datt de Beruff ëmmer méi ustrengend gëtt. An en ass et och. En ass et och objektiv ginn. Et ass keen einfache Beruff hautzudaags. An och déi Period, déi Formatiounsperiod, mécht d'Saach och net méi einfach. Mee ech mengen, dat ass nach eng Diskussioun, déi mer weider wäerte féieren.

Voilà. Mee dovunner ofgesinn, mir stëmmen dat heite mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Och e grousse Merci nach eng Kéier un de Gilles Baum, deen eis, d'selwecht wéi d'lescht Woch, hei duerch den Educatiounsmarathon guidéiert an eis an déi eenzel Matièrë ganz gutt a kompetent aféiert.

Ech wëll vläicht just e puer Remarken hei nach zu deem maachen, wat gesot ginn ass. Et hat een e bëssen d'Impressioun, den IFEN, dee wär zougewiescht wärend där ganzer Kris. Dat ass net de Fall.

Den IFEN war ganz aktiv. E war op Distanz eeben aktiv par rapport zu senge Clienten, an dat sinn d'Enseignanten. E war esou aktiv, datt en ëmmerhin 300 Formation-continuen ugebueden huet, eeben op Distanz, mat 8.000 Inscriptioune wärend där doter Phas. Ganz dacks natierlech Formation-continuen, déi grad elo gepasst hunn, déi grad am Digitalen eeben do thematiséiert waren, fir den Enseignanten doheem kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen an eeben ze kucken, wéi se och elo à distance kënnen hir Schülerinnen a Schüler esou gutt wéi méiglech encadréieren.

Dat wat natierlech gefeelt huet, dat war d'Méiglechkeet, an d'Schoul ze goen, als Stagiaire an d'Schoul ze goen. Dat war eeben den Échange entre pairs, dat war d'Hospitatioun. A ganz einfach, well d'Schoul laang zou war. A well d'Schoul eebe momentan och nach ënner anere sanitäre Bedéngunge fonctionéiert. An et ass awer och, denken ech, hei elo dacks genuch gesot ginn an deene leschte Wochen an der Chamber: Mir wëssen, datt d'Enseignantë momentan och nach aner Saachen ze dinn haten an nach ze dinn hunn, an dëser exzeptioneller Situatioun. An duerfir hu mer eeben och dovunner ofgesinn, elo nach zousätzlech d'Obligatioun ze maachen, do Stagiairen ze empfänken, déi ze encadréieren, déi nokucken ze loossen an hinnen ze erklären, wat hir Methode sinn.

Mir haten einfach elo eng Prioritéit. An dat war de Covid-19 an dat war, d'Schüler erëm zréck an d'Schoul ze kréien. An dat war, déi Lacunnen, déi entstane sinn, esou gutt wéi méiglech am Presenzunterrecht respektiv à distance kënnen ze combléieren.

Een anert Wuert vläicht zu de Quereinsteiger. Also, hei ass et e bëssen esou duergestallt ginn: „Wann déi elo keng Épreuves certificatives méi musse maachen, da kréie mer se guer net méi aus der Educatioun eraus." Ech wëll hei just soen: Déi hunn alleguerten e Contrat à durée indéterminée! Hei geet et jo virun allem drëms, ob se duerno an eng Karriär als Fonctionnaire kënne kommen; well si hunn alleguerten als Salarié e Statut à durée indéterminée. A si wäerten dann och iwwert déi nächst Joren - egal wéi, ob se déi Epreuve gepackt hätten oder net - kënnen enseignéieren. Datt een natierlech duerno iwwer aner Weeër, Formation continue an esou weider, kuckt, op eventuell Lacunnen anzegoen, ass kloer, dat hätte mer souwisou gemaach. Dat kënne mer och elo maachen, wa bei enger formativer Epreuve dann do sech sollt erausstellen, datt dat eent oder dat anert vläicht awer net esou sëtzt.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer jo mat der Reform vum Stage en zousätzlecht Joer och geschafen hunn, eng Année d'approfondissement. Wa mer also elo formativ Evaluatiounen hunn, wou een ëmgangsproochlech gesot „net kann duerchfalen" doduerjer, mee eigentlech eng Informatioun kritt, wat da vläicht nach net esou perfekt ass, da kann ee sech jo och grad a senger Année d'approfondissement mat deene Matièrë beschäftegen an dat eebe verdéiwen. An duerfir, hei geet et jo grad dorëms an duerfir denken ech och, dass dat doten e gudde Wee ass, an dëser Noutsituatioun par rapport zu de Quereinsteiger ze reagéieren.

Wat mir och wichteg war, dat ass, datt mer déi Engagementer, déi mer geholl hu par rapport zu de Quereinsteiger, wat hire Parcours ubelaangt, och den zäitlechen Oflaf vun deem Parcours ubelaangt, kënnen anhalen. Dat trotz der Covidkris. Mir wäerten nämlech och déi nächst Joren op Quereinsteiger ugewise sinn. An do ass et eebe wichteg, datt dat, wat mer där Generatioun vu Quereinsteiger, déi elo bei eis komm sinn, versprach hunn, datt mer dat och kënnen anhalen. Well nëmmen da wäerten och déi nächst Joren d'Leit eis gleewen, hire Beruff opginn, hiren Engagement op enger anerer Plaz opginn, fir bei d'Éducation nationale ze kommen an eis do kënne weiderzehëllefen.

Dat waren déi Prezisiounen, déi ech nach wollt ginn. Fir de Rescht wollt ech Iech alleguerte Merci soe fir déi Zoustëmmung respektiv déi Ënnerstëtzung, déi Der dann op anere Manéieren hei zum Ausdrock bruecht hutt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7604. Den Text steet am Document parlementaire 7604[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7604 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss. D'Resultat vum Vott ass: De Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmme bei 24 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7604 est adopté par 35 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7579 iwwert d'Léierpersonal an der Grondschoul. An nach eng Kéier ginn ech direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Esou wéi Der et gesot hutt, geet et effektiv hei ëm d'Astellung vun enger ganzer Rei Studente fir an eise Primärschoulen, am Fondamental, ze hëllefen. Ech erënneren nach eng Kéier kuerz un d'Opdeelung an d'Woch A an d'Grupp B mam Zil, d'Gruppen an de Klassen esou kleng ze hale wéi méiglech, fir de Virus anzedämmen. Doduerch ginn natierlech méi Personal a méi Raimlechkeete gebraucht. Ech mengen, mir hunn de Mëtte schonn driwwer geschwat, do brauch ech net nach eng Kéier an den Detail ze goen. Et geet awer och drëm, fir Léierpersonal, dat vulnerabel ass, ze ersetzen.

Am Ganze goufen, an dat no Ofsprooch mat de Studentenorganisatiounen, 1.012 Persoune rekrutéiert fir auszehëllefen. Och op den Unien an op den Héichschoulen am Ausland si wärend der Kris Coursen ausgefall respektiv ass villes online ugebuede ginn, soudass vill Lëtzebuerger Studenten zu dësem Moment och nach am Land sinn.

Ze notéieren ass, dass dës Studenten, déi 1.012, duerch déi zwielef Direktiounen (veuillez lire: déi 15 Direktiounen) an déi 105 Gemenge verdeelt gi sinn.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Pardon! Hunn ech gesot 105? Ech entschëllege mech! Merci, Här Roth, fir d'Rektifikatioun!

Vun deene Studenten hunn der 827 eng Première, 126 hunn e Bachelor an 59 hunn e Master. An ech mengen, et ass onnéideg ze ënnersträichen, dass alleguerten déi Jongen a Meedercher, déi jo op der Uni.lu d'Formatioun maachen, fir de Bachelor ze kréien, och um Terrain engagéiert sinn.

Dëst Gesetz derogéiert an engem Punkt zum Schoulgesetz vun 2009, an zwar an deem Sënn, dass Leit kënnen agestallt ginn, déi dee Brevet fir ersetzen ze goen net hunn, einfach fir där grousser Demande u Personal nozekommen tëschent dem 25. Mee an dem 15. Juli.

Ech ënnersträichen elo nach eng Kéier ganz kloer an däitlech, dass alleguerten déi Leit eng Première hunn, mat Ausnam natierlech vun de Chargé-de-coursen, déi scho virun 2009 beim Staat agestallt waren an elo an der Réserve des suppléants sinn.

D'Kontrakter lafen iwwer zwee Méint, och wann d'Gesetz bis de 14. September leeft. An domat soll séchergestallt ginn - an dat ass dat jo, wat mir d'lescht Woch hei an enger Motioun festgehalen hunn, wat mir zesumme gestëmmt hunn -, dass och kann op Leit zréckgegraff ginn, fir de Kanner op d'Spréng ze hëllefen, déi dat virun der Rentrée géife brauchen.

Dëst Gesetz huet e puer Ronne gedréint beim Staatsrot, well de Staatsrot gären am Gesetz gesinn hätt, wivill déi Leit verdéngen, an och wéinst enger Rei textuelle Prezisiounen, deene mer nokomm sinn.

D'Remuneratioun als also opgelëscht fir déi Leit, déi e BAP, e Brevet d'aptitude pédagogique, oder e CEP, e Certificat d'études pédagogiques, hunn. Zweet Kategorie sinn déi Leit, déi eng Première hunn oder den Equivalent zu enger Lëtzebuerger Première; an dann d'Chargés de cours.

„Aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen", hu mer oft gesot. Awer wat ech esou vum Terrain matkréien, ass awer duerchaus positiv. A vläicht - ech soe souguer „hoffentlech!" - kréie mer deen een oder anere vun deene jonke Leit, déi elo engagéiert sinn, fir de Beruff begeeschtert.

Voilà, dat war elo mäi siwente Projet an der Educatioun. Mee mir sinn awer nach net fäerdeg an d'Educatiounskommissioun wäert och nach net an d'Vakanz goen. Mir hunn nach de Projet iwwert den ECG, wou de Claude Lamberty Rapporteur ass. Dann hu mer de Projet iwwert d'Professeurs sursitaires, d'Studiebäihëllefen an de Medezinnstudium op der Uni, wou de Kolleeg André Bauler Rapporteur ass. An, ech mengen, et ass mäin erklärtent Zil, dass mer awer esou vill wéi méiglech vun deene Projeten, wann de Staatsrot eis hëlleft, virun der Vakanz clôturéieren an och evakuéieren. Also, wéi gesot, et bleift an der Educatiounskommissioun nach genuch Aarbecht.

Merci soen ech elo just eng Kéier fir déi siwe Projeten an déi véier, déi hannendrukommen, alleguerten de Beamte vum MENJE, déi ganz, ganz fläisseg waren, dem Staatsrot, op dee mer eis wierklech konnten immens verloossen, an dann och eiser ganz, ganz fläisseger Sekretärin, der Madamm Joëlle Merges, a ganz besonnesch awer och alleguerten de Memberen aus der Educatiounskommissioun, fir dat aktiivt an engagéiert Matschaffe bei all deene Projeten.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An als éischte Riedner ass nach eng Kéier d'Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nach eng Kéier merci, Här President. An nach eng Kéier merci dem Rapporteur da fir d'lescht fir haut.

Esou wéi d'Schoul säit dem Neiufank nom Confinement organiséiert ass, ass et ganz logesch: Mir brauchen zousätzlecht Personal. An et ass och ganz kloer, datt mer do e legislative Kader brauchen. Duerfir si mer och do prinzipiell domadder averstanen. Mee mir hunn awer leider och hei zwee Punkten, déi eis Problemer bereeden.

Dat Éischt ass: Mir fannen et schued, datt am Gesetz net kloer drasteet, wéi eng Qualifikatioune gefrot gi fir déi Leit, déi an der Schoul u sech asprangen. D'Staatsbeamtekummer freet dat och. Et ass gesot ginn, et ass mindestens d'Première. Mee mir hätten eis do Kloerheet am Text gewënscht.

Deen zweete Punkt, an do ass d'Françoise Hetto schonn drop agaangen: Fir eis ass definitiv ee Student ee Student, an all Student, dee wärend der Coronakris opgrond vun Decisioune vun der Regierung aushëlleft, misst u sech d'selwecht behandelt ginn. D'Regierung huet, wéi gesot, decidéiert, fir Studenten anzestellen an der Santé, an der Educatioun, an der Educatioun moies an der Schoul, mëttes an de Maison-relaisen. An den Educatiounsministère huet iwwer eng Annonce u sech en Opruff gemaach, fir Leit ze fannen, déi wärend där Pandemie géifen hëllefen. An do steet dran: « à participer à la prise en charge des enfants et à

contribuer ainsi à garantir le bon fonctionnement des écoles et des maisons relais/foyers scolaires ».

Elo ass et awer esou, datt déi Studenten, déi moies an der Schoul asprangen, déi ginn direkt iwwert de Ministère bezuelt an déi kréien, wa se eng Première hunn, ronn 39 Euro pro Stonn. Dat ass, loosse mer emol soen, kee schlechte Studenteloun!

Dat ass awer alles fir eis an der Rei. Fir eis ass awer net an der Rei, wann et grouss Ënnerscheeder ginn. Well genau déi selwecht Studenten, déi sech op déi selwecht Annonce gemellt hunn an déi dann eeben zoufälleg mëttes agestallt ginn, déi ginn iwwert d'Prestatairë bezuelt - also och indirekt iergendwéi iwwert de Staat subventionéiert - an déi kréien esou ronn 12 bis 14 Euro d'Stonn.

Ech weess och nach net, wéi déi Aarbecht opgedeelt ginn ass a wéi d'Studenten opgedeelt gi sinn. Wie konnt moies goen? Wie konnt mëttes goen? Ech weess just, datt déi, déi mëttes agestallt gi sinn, datt déi am Prinzip déi schlecht Kaart gezunn hunn.

Wéi gesot, d'Regierung huet d'Decisioun geholl, fir op Studenten zréckzegräifen. Fir eis ass d'Aarbecht moies genausou wichteg wéi mëttes a mëttes genausou wichteg wéi moies. An duerfir soll d'Regierung derfir suergen, an do ginn et sécherlech och Léisungen, datt Studente mat vergläichbaren Diplomer och d'selwecht honoréiert ginn. Dat ass dat Éischt. An zweetens soll d'Regierung d'Käschte fir all déi Studenten zu 100 % iwwerhuelen an net dat zum Deel op d'Prestatairen ofwälzen.

An aus dëse Grënn wäerte mir eis bei dësem Projet de loi och enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass weeder de Schoulsystem nach de Programm an och net d'Klassegréisst, wat déi schoulesch Karriär vun engem Kand am meeschte beaflosst. Determinant ass den Enseignant: wéi hien d'Schüler encouragéiert, motivéiert, wéi e Froen an Theemen diskutéiert, ob e selwer vun engem Theema begeeschtert ass. Nëmmen da kann en och seng Schüler dovunner begeeschteren.

Dat ass empiresch bewisen an de Meta-Etüde vum vill zitéierte Bildungsexpert John Hattie. A wärend dem Confinement an dem Homeschooling huet sech och eemol méi gewisen, datt den digitalen Unterrecht sécherlech eng Ergänzung kann an och soll sinn, awer ganz sécher keen Ersatz ass vum reelle pedagogesche Setting mat engem Pedagog, wa méiglech de préférence mat engem ausgebilte Pedagog.

Mee a Krisenzäite muss ee flexibel si wéinst der Opdeelung an A- a B-Klassen. Wéi de Rapporteur et jo ganz richteg erkläert huet - a merci och nach eng Kéier vun eiser Säit fir dëse Rapport -, ass et mam Contingent u Léierpersonal, dat schonn an eisem System war, eeben net méi duergaangen.

Aus deem Grond stëmme mer elo dëse Projet de loi, deen et erlaabt, op méi Personal fir den Asaz am Fondamental zréckzegräifen. Ouni dëse Renforcement vun eisem Corps enseignant wier d'Organisatioun vun der Schoul, wéi mer se elo wärend der Kris gemaach hunn, ganz einfach guer net méiglech gewiescht! Deemno gëllt och all deenen, déi sech hei esou séier gemellt hunn - an et waren der jo iwwer 1.000 - ee ganz grousse Merci!

An et kéint natierlech och e ganz interessanten Exercice sinn, fir bei deene Studenten, déi quasi aus dem Stand eraus an eise Schoulsystem erakomm sinn, eng Enquête ze maache fir ze héieren, wéi si dee System empfannen, wéi si en erlieft hunn. Dobäi kéime ganz bestëmmt konstruktiv Denkustéiss a Konklusiounen eraus.

Gradesou interessant wier et fir ze kucken, fir déi Leit effektiv och weiderhin un d'Schoul ze bannen, zum Beispill fir Nohëllefcoursen, zum Beispill awer och fir Hausaufgabenhëllef. An deem Sënn ass et jo och gutt, datt hir Kontrakter iwwert d'Summervakanz nach weiderlafen.

De groussen Zesummenhalt hei zu Lëtzebuerg, Här President, deen dréckt sech och an dësem Projet de loi aus. Et geet schliisslech ëm näischt anescht wéi ëm d'Oprechterhale vun eisem Bildungssystem an ëm d'Ersetze vu vulnerabele Leit, an dësem Fall vulnerabelen Enseignanten. Duerfir ginn ech natierlech och heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt virun un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eemol e grousse Merci un de Rapporteur Gilles Baum fir déi lescht zwou Woche vill Aarbecht, déi Der geleescht hutt an den exzellente Rapporten, déi eis hei virlouchen an déi Der natierlech exzellent presentéiert hutt.

Et goufen iwwer 1.000 Leit rekrutéiert, hu mer héieren. An et geet net nëmmen duer, hinne Merci ze soen, mee mir mussen hinnen och eng Rechtssécherheet bidden.

Si, dat si vill Jonker, déi och scho virdrun a Jugendhaiser, an de Scouten, a ville Kolonië sech benevoll engagéiert hunn. Dat si Studenten, deenen hir Uni ofgebrach gouf oder déi nieft hiren digitale Coursë sech mëttes nach an de Maison-relaisen oder an de Schoule weider engagéieren.

Et geet drëms, dass mer fir si Responsabilitéit iwwerhuelen an dass mer net just hei stinn an opzielen, wat net geet, mee och als Staat hei d'Responsabilitéit assuméiere fir dee ganze System, dee mer opgebaut hunn a wou mer hinnen eeben och hei eng Rechtssécherheet musse ginn, esou wéi ech dat grad scho gesot hunn.

De Ministère huet probéiert, an där ganzer Pandemie a senger Schoulpolitik eng „evidence-based policy" ze maachen, also fir sech un der Gesondheet ze orientéieren an net just un ekonomeschen Imperativen. An dat ass fir d'éischt emol luewenswäert, well et geet ëmmerhin ëm d'Wuel vun de Kanner an natierlech och den Enseignanten. An dëst bedeit, dass ee muss flexibel sinn an dass dynamesch Decisioune musse geholl ginn, déi een net ëmmer kann am Viraus previsibel a perfekt kommunizéiert presentéieren.

Evidenzbaséiert Politik heescht am Kader vun deem, wat mer hei maachen, natierlech och, dass mer schnell musse reagéieren. An dat ass net ëmmer confortabel. Esou diskutéiere mer grad elo am Moment erëm driwwer, ob d'Schoulen net awer erëm op deen ale System sollen ëmschwéngen. Op där anerer Säit, wa mer no de Grënn kucken oder der wëssenschaftlecher Approche, wou mer am Fong awer elo kee Virus méi esou present an eiser Gesellschaft hunn a gläichzäiteg gesinn, dass Kanner net esou vun der Schoul kënne profitéieren, just all zweet Woch a Kontakt mat hirem Enseignant kommen, da muss een och hei erëm kënne sech iwwerleeën, ob een net en fonction vun den Zuele seng Politik erëm muss kënne flexibel änneren.

Ech mengen, genau dat, deen Exercice mécht de Ministère am Moment. Dat ass ganz sécher net einfach an et fuerdert alt erëm eng grouss Flexibilitéit vun den Enseignanten um Terrain a vun där ganzer Schoulorganisatioun. Ech hunn en enorme Respekt virun deem, wat si an deene leschte Wochen hu misse leeschten a wat natierlech och dann elo eventuell kann op si zoukommen.

Ech wëll awer och hei ganz kuerz soen, éier mer ophalen an där Diskussioun, dass ech och grousse Respekt hu virun de Mataarbechter um Ministère, fir déi et definitiv och net einfach ass, alleguerten déi Saachen do ze berechnen. Déi Modeller, dat ass sécher eng grouss Erausfuerderung gewiescht fir si. An och do, fannen ech, gehéiert hinnen e grousse Merci, fir eeben dee Courage och ze hunn, an dëser Situatioun ëmmer erëm à courte vue mussen Decisiounen ze huelen an déi natierlech och dobaussen ze verteidegen. Dat ass ganz sécher net einfach. Mee d'Wuel vun de Schüler ass dat, wat muss am Vierdergrond stoen. An dat ass déi héchsten Direktiv, no där mer eis solle riichten, souwuel gesondheetlech, mee awer och an der ganzheetlecher Approche, fir d'Bildung vun eise Schüler ze garantéieren.

An deem Sënn droe mir och dëse Projet de loi ganz gäre mat. Et geet ëm Rechtssécherheet an ëm eng gutt Continuatioun vun eisem Schoulsystem. An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och dann nach eng Kéier de Merci un den Här Baum fir seng wierklech grouss Fläissaarbecht.

An eisen Aen, mengen ech, ass et wichteg, hei nach eng Kéier ze betounen, datt mer jo hei an engem Zenario si vun enger Gestioun vun enger relativ chaotescher Situatioun. Et ass hei drëm gaangen, an dat huet de Staatsrot och gesot, fir méiglechst séier manner qualifizéiert Leit, méiglechst vill manner qualifizéiert Leit kënnen ze engagéieren, fir dee Modell vun Enseignement, vu Rentrée, deen den Här Meisch proposéiert huet, kënnen ze realiséieren. Dat ass natierlech keng optimal Viraussetzung.

An ech fänke vläicht un, ech hunn e puer Kommentaren, mee ech fänke vläicht un, deen Aspekt vun der Qualifikatioun e bësse méi ze beliichten, an zwar vläicht och a sproochlecher Hisiicht. Well ech wär net bei der ADR, wann dat net wichteg wär.

Mir hunn hei gesot kritt: „Et ass wichteg, datt d'Leit Lëtzebuergesch kënnen", well Lëtzebuergesch ass an där ganzer Primärschoul an och virdrun en Deel vum Programm. Ech mengen, et ass ëmmer virgeschriwwen, datt d'Leit musse kënne Lëtzebuergesch schwätzen an datt d'Kanner dat solle léieren.

Elo ass et awer esou, datt net jidderee mat Première iwwerhaapt nach Lëtzebuergesch kann oder datt mer dat einfach kënne viraussetzen. Mir hunn an der Tëschenzäit an eisem Schoulsystem och Klassen à régime linguistique spécifique, wou net méi garantéiert ass, datt jiddereen déi dräi administrativ Sprooche vum Land op engem gudden Niveau kann. Mir hunn och ewell international Schoule mat engem Diplom aus der Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul a mir mussen ufänken an eis froen: Wat ass dann eigentlech de Sproochenniveau? Wéi eng Sprooche kënnen déi Leit nach, déi mat enger Lëtzebuerger Première wierklech untrieden?

Dann: Hunn déi Leit wierklech alleguer den Niveau Première? Den Här Baum huet eis dat hei gesot. En huet gesot, ech mengen, et woren iwwer 1.000 Leit, an en huet eis do ënnerstrach, datt jiddereen eng Première huet, op d'mannst. Mee firwat ass dat Gesetz dann esou redigéiert?

Wann een d'Gesetz kuckt, da gesäit een, datt op d'mannst zwou Dispositiounen drastinn, wou eigentlech Ausname virgesi sinn. Et steet do bei enger Dispositioun am Gesetz an enger op enger Websäit vum Unterrechtsministère. De Gesetzesprojet, dee mer hei solle stëmmen, deen huet eng extra Dispositioun fir Leit, déi keng Première hunn. Do steet: « Le chargé de cours ne pouvant pas se prévaloir des diplômes cités aux lettres a) et b) » - an do steet d'Première dran -, dee kritt eeben déi an déi Indemnitéit.

Firwat brauche mer dat dann, wann de Wëlle besteet, datt jiddereen eng Première huet? Op där Websäit, wou d'Leit sech konnte melle fir de Pool national études surveillées oder Pool national accueil d'enfants, do konnt ee säi Profill ukräizen. A bei deem Profill, deen ee kann hunn, steet kloer „sans diplôme". Och déi Leit konnte sech mellen!

Ass dat dann elo wierklech esou, datt jiddereen eng Première huet? A wann dat da wierklech de Wëlle vun der Regierung ass, firwat sinn déi Ausnamen oder déi Méiglechkeeten iwwerhaapt virgesinn, fir sech ouni Diplom kënnen ze mellen? An dat Gesetz erméiglecht och, datt déi Leit remuneréiert ginn.

Eng zweet Consideratioun betrëfft, wéi déi Leit agesat ginn. Ech wëll dat elo net weider verdéiwen, well mer scho virdrun an Diskussiounen hei waren. Mee mir mussen einfach wëssen, datt esou vill Kanner an deenen Études surveillées sinn, an och nomëttes, an och well esou vill Enseignantë feelen, zum Deel, well se vulnerabel sinn, datt et einfach esou ass, datt déi Leit hei och schoulesch Aktivitéite musse maachen. Do féiert kee Wee derlaansicht. Dat ass einfach eng normativ (veuillez lire: eng objektiv) faktesch Saach. An da musse mer eis eebe froen: Ass dat eng optimal Situatioun, datt déi Studenten, bei deene mer scho virdrun iwwer verschidden Defiziter geschwat haten, och an deene Funktiounen aktiv sinn?

Eng drëtt Consideratioun, dat, mengen ech, hunn d'Virriedner och schonn ugeschwat, ass einfach déi vun der Gerechtegkeet, datt déi eng Studenten anescht bezuelt gi wéi déi aner, datt déi eng eng steierlech Exemptioun hunn, déi aner net. Do gesi mir esou e grondleeënde Problem, datt mer dëse Projet och net wäerte matstëmmen.

An eng véiert Consideratioun betrëfft d'Durée vum Engagement. Mir haten an deem Projet virdru Leit, déi hu mer engagéiert bis de 15. Juli. Hei engagéiere mer Leit bis de 15. September. An interessant ass, datt hei gesot gëtt, datt déi Leit och Nohëllefstonne kënne ginn an der Vakanz. Dobäi ass ze wëssen, datt souwuel an der Ouschtervakanz wéi an der Päischtvakanz de Minister gesot huet, et sollte keng Vakanzaarbechten organiséiert ginn. Déi Kanner hätten hir Vakanz zegutt. Elo an der grousser Vakanz soll et gemaach ginn.

Mee wie vun deenen 1.000 Leit soll dann déi Nohëllefstonne ginn? Ass dat obligatoresch? Wéi gëtt gesot, wéi eng Kanner sollen Nohëllefstonne kréien a wéi eng net? Mussen d'Elteren d'accord sinn? Däerfe se an d'Vakanz fueren, wa se sollen Nohëllefstonne kréien, souwuel d'Enseignantë wéi déi Schüler, déi eventuell nach Defiziter opweisen?

Firwat gëtt net méi brevetéiert Personal geholl? Mir gesinn haut nach, datt brevetéiert Léierpersonal geholl gëtt fir an de SCRIPT oder an aner Instanzen, déi éischter zum administrative Waasserkapp vum Unterrechtsministère gehéieren. Besonnesch och an dësen Zäite wär et wichteg gewiescht, fir brevetéiert Léierpersonal bei d'Schüler ze huelen, elo wou mer higinn a mir musse bis zu 1.000 Leit, déi net déi selwecht Qualifikatiounen hunn, ganz séier rekrutéieren.

Wéi eng Formatioun hunn déi Leit kritt? Mir haten dat och an enger Question parlementaire schonn opgeworf. An ech mengen, mir hunn nach keng Antwert dorobber kritt. Do ass gesot ginn, déi kriten een Dag Formatioun, een Dag Formatioun. Wéi si se kontrolléiert ginn? Wéi wësse mer, ob hir Moralitéit wierklech deem entsprécht, wat mer mussen hunn, fir bei d'Kanner ze kommen?

Et sinn esou vill Froen an dofir kommen ech op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn. Mir sinn iwwerzeegt, datt mer hei eng Gestioun oder de Versuch vun enger Gestioun vun enger chaotescher Situatioun hunn, déi mer net hätte missen hunn. Dat war e Choix, e politesche Choix vun der Regierung, fir d'Rentrée esou ze organiséieren.

Vill Froen, vill Ongerechtegkeeten, vill Onsécherheeten, dat ass net esou, wéi mir eis eng Legislatioun am Unterrechtswiesen oder iwwerhaapt virstellen. An dofir wäerte mir dëst Gesetz net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen. Ech felicitéieren och dem Här Baum fir säi siwente Rapport dozou. Mir wäerten deen heite Projet de loi matstëmmen.

Et ware länger Diskussiounen natierlech an der Educatiounskommissioun, zemools wou et ëm déi Remplaçantë goung, déi keng Première wäerten hunn. Sou wéi ech et verstanen hunn, ass et de Wonsch, fir éischter op Leit zréckzegräifen, déi eng hunn an déi och en Diplom hunn. Mee falls dat net de Fall ass, a mir si jo awer an enger komplizéierter Situatioun, da wier dee Problem awer och esou gereegelt. Et ass net ideal. Ech weess och net, wéi mir et an deem Fall do aneschters gemaach hätten.

Et muss een heiansdo och e bëssen ..., et muss een och heiansdo éierlech sinn. Dofir wäerte mer deen heite Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt villmools merci, sou wéi den David Wagner et gesot huet, fir de siwente Rapport an deenen heiten Dossiere vum Gilles Baum. Ech denken, datt der do nach e puer nokomme virun der Summervakanz, en huet eis et annoncéiert. An deementspriechend wäerte mer nach e bëssen eppes ze schaffe kréien hei.

Wéi scho beim Projet de loi 7588 ugedeit, si mir weiderhin derfir, d'Schoulklassen an zwou Gruppen anzedeelen, a mat der Zoustëmmung zum 7588 ass et dann och logesch, datt mer d'Konsequenze vun engem Zweegruppesystem natierlech matdroe mussen. Et ass esou, datt, wien A seet, och B matdroe muss, respektiv, wien eng A-Grupp huet, brauch och eng B-Grupp. Et ass nämlech esou, datt, wa mer méi Gruppen hunn, mer méi Personal brauchen. A grad wa mer dann och nach vulnerabelt Personal hunn, musse mer dat ersetzen.

Optimal wär et, wa mer iwwerall gutt ausgebilte Leit op Ofruff prett hätten, déi déi Ausfäll oder déi Méiaarbecht kéinten ersetzen. Mir wëssen alleguerten, datt dat grad am Léierwiesen net de Fall ass, datt mer do keng grouss Reserven hunn, wou een einfach emol esou déi Méiaarbecht kéint ofdecken.

Deementspriechend ass dëse Projet de loi u sech eng Noutléisung. Et ass eng Léisung, déi séier huet misse getraff ginn, fir engem Besoin um Terrain gerecht ze ginn a fir domadder ze garantéieren, datt d'Schülerinnen an d'Schüler iwwerhaapt konnten an d'Schoul goen, an dat an engem aneren, mee zumindest an engem Kader.

Mir Piraten begréissen duerfir, datt et séier goung, schonn am Règlement grand-ducal d'urgence geholl gouf an elo eebe per Gesetz. Mir stëmmen awer och der Kritik vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics zou, datt d'Kandidaten awer wéinstens e Minimum un Experienz am Beräich Kannerbetreiung sollten hunn, wann dat och nëmmen iergendwou méiglech ass, an ech soen: „wann dat iergendwou méiglech ass". Dat ass, wann ee realistesch bleift, natierlech net ëmmer méiglech. A mir hunn einfach, och mat den Unien, déi ausgesat sinn, net genuch qualifizéiert Studentinnen a Studenten, fir der aktueller Demande kënne gerecht ze ginn.

Duerfir deelen ech dem David Wagner säi Gefill, datt ech net weess, wéi een et anescht hätt kënne maachen, wann ee genuch Personal an der Schoul wëllt a muss mobiliséieren. Et wär also gutt, wann déi Kandidaten eng intensiv Formatioun géife kréien.

Et wär gutt, wann déi Kandidate vläicht och duerch dat Schnupperen hei um Schoulwiese de Goût dru kréichen a vläicht am nächste Schouljoer eeben da sech op de Wee maachen, fir regulär kënne rekrutéiert ze ginn. Wann e puer vun deene Kandidaten, déi do konnte rekrutéiert ginn, dee Wee géifen aschloen, dann hätt dëse Gesetzestext net nëmmen den Avantage gehat, datt mer enger Urgence konnte Rechnung droen, mee och deen, datt mer vläicht souguer eng Klengegkeet gutt gemaach hunn, fir laangfristeg méi Personal am Unterrechtswiesen ze mobiliséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass en Noutnol, dee mer hei stëmmen. Mee nichtsdestotrotz musse mer e stëmmen. An duerfir wäerten och d'Piraten den Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nach eemol dem Gilles Baum merci. A merci all den Intervenanten. Ech wëll e puer Remarken nach just derbäifügen.

D'Qualifikatioun, ech mengen, do si mer eis an der Interpretatioun eens, datt mer hei nëmme Leit rekrutéiert hunn, fir Schoul ze halen, fir an der Schoul ze ersetze wéi och an deene B-Woche moies déi Études surveillées ze assuréieren, déi eng Première hunn, och wann dat net nach eng Kéier explizitt esou am Text hei steet. Do gëllt dat normaalt Gesetz vun de Chargéen, vun deenen, déi mer als Remplaçantë bis elo ëmmer konnten huelen. Déi eenzeg Exceptioun, déi mer hei gemaach hunn, dat ass, datt mer déi véier Woche Stage, fir Remplacementer kënnen ze maachen, net konnte maachen, noutgedrongen, well keng Schoul war virdrun a well mer déi véier Wochen net haten.

Domadder hu mer also näischt Exceptionnelles gemaach. Domadder hu mer eigentlech déi Grondviraussetzungen erfëllt, déi d'Leit och bis elo hu missen erfëllen, wa se e puer Deeg, e puer Wochen, heiansdo e puer Méint, jo heiansdo e ganzt Joer eng Klass à charge haten, an dat eleng an dat fir déi komplex Situatioun, déi dann awer den Titulaire de classe souguer heiansdo huet missen assuréieren.

An deem Sënn hu mer hei sécherlech näischt gemaach, wat net schonn an deene leschten 30 Joer de Fall gewiescht wär. Well ech denken, jiddereen heibannen ass sech jo bewosst, datt mer an deene leschten 30 Joer ëmmer nees Chargé-de-coursen hu misse rekrutéieren, fir de Fonctionnement vun de Grondschoulen ze assuréieren, an datt dat ëmmer op Basis vun enger Première war, wou do rekrutéiert ginn ass.

Mir hunn duerfir och gekuckt, datt mer déi Leit, déi eng Première hate bei deenen, déi sech gemellt haten, och vun de Studenten, datt mer déi natierlech a Richtung vun de Schoulaktivitéiten, de Moiesaktivitéiten éischter orientéiert hunn. An déi, déi keng Première haten, deenen hu mer éischter proposéiert, och vläicht mëttes da bei de Maison-relaise kënnen aktiv ze ginn. An dat erkläert eeben och nach eng Kéier, datt dee Student, dee moies bei der Schoul intervenéiert oder an der Étude surveillée intervenéiert, datt deen eeben och ënner anere Konditiounen agestallt gouf wéi deen, dee mëttes bei de Gemengen, bei de Maison-relaisen intervenéiert huet. Moies huet deen eebe genau déi selwecht Konditioune kritt wéi een, dee soss och par ailleurs iwwert d'Joren ersetze kënnt an der Éducation nationale. A mëttes huet deen eeben déi Konditioune kritt, déi Studenten an esou enger änlecher Aktivitéit eebe kréien, déi se zum Beispill bei Vakanzenaktivitéite bei deene selwechten Träger an der Reegel och proposéiert kréien.

Dat erkläert déi Kohärenz, déi hei applizéiert gouf. A mir hunn hei net probéiert, datt mer soen: „Elo maache mer eppes isoléiert fir de Covid a mir wennen do just déi Konditiounen un", well do hätte mer jo da Widdersprëch kritt tëschent deenen, déi an der Reegel bei eis zum Beispill ersetze kommen an deene mer ëmmer ganz dankbar sinn, datt se do sinn, par rapport zu deenen, déi elo genau déi selwecht Aarbecht gemaach hätten an déi awer net déi selwecht Unerkennung do kritt hätten. Dat war déi Logik, déi mer do applizéiert hunn. An dat huet zu där Situatioun gefouert, déi mer hei hunn.

Wann een och aner Konditiounen huet missen erfëllen, net ëmmer erfëllt huet, mee huet missen erfëllen, fir eng Aufgab och kënnen hei an dësem Kontext ze iwwerhuelen, erkläert dat, denken ech, och nach eng Kéier, wéi et iwwerall an der Fonction publique ass, op ganz villen anere Plazen ass, wann et ëm Remuneratioun, ëm Karriäre geet, datt een dann och deementspriechend aneschters remuneréiert ginn ass. An deen Ënnerscheed hunn ech jo hei och elo nach eng Kéier tëschent de Moiesaktivitéite fir d'Éducation nationale an de Mëttesaktivitéite fir Maison-relaisen a Gemengen erkläert.

Ech hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir alleguerten, datt mer hei vun deenen 1.000, iwwer 1.000 jonke Leit virun allem, déi mer mobiliséiert hunn, déi glécklecherweis disponibel waren, déi eisem Opruff ganz schnell nokomm sinn a gesot hunn: „Jo, ech hunn elo Zäit. Jo, ech hu mäi Studium missen ënnerbriechen wéinst der Covidsituatioun. Ech hu keng Virliesungen. Jo, ech wëll hei elo eng Hand mat upaken an en Job mat iwwerhuelen", ... Ech wëll deenen e grousse Merci soen an ech hoffen eigentlech, datt deen een oder deen anere sech inspiréiert fillt duerch dat, wat e gemaach huet, an erausfonnt huet, ob e gëeegent ass fir en educative Beruff, fir vläicht dat zu senger Beruffung ze maachen, an sech duerno dann och professionell an déi dote Richtung ka weiderentwéckelen. Dat wär sécherlech e ganz flotten Nieweneffet dann nach eng Kéier nodréiglech, dee mer vläicht an e puer Joer dann eréischt kënne feststellen, vun dëser Covidsituatioun.

Ofschléissend no dëser Staffel vu Covidgesetzer ronderëm den Domän vun der Educatioun, och Iech alleguerten, Här President, souwuel vun der Chamber wéi och dem President vun der Educatiounskommissioun an de Membere ganz besonnesch vun der Educatiounskommissioun, mee och jidderengem hei am Haus e grousse Merci.

Mir waren eis net ëmmer alleguerten eens an deene Punkten do. Ech fannen et richteg a gutt, datt och alles kritesch hannerfrot ginn ass, well och a Krisenzäite muss munches kritesch hannerfrot ginn. Och wa ganz besonnesch schnell heiansdo Decisiounen hu misse geholl ginn, déi net alleguerte konnten ofgewie ginn, ass et wichteg, datt och emol kritesch Stëmmen do sinn. An där sinn och hei am Haus komm, an aus alle Fraktiounen, denken ech, si se komm, heiansdo emol vun deenen engen e bësse méi haart a vun deenen aneren e bësse méi lues. Mee dat gehéiert och zu de Reegelen hei am Haus. An ech denken, datt dat finalement dann awer nach dozou bäigedroen huet, datt mer hei gutt Léisungen zesumme konnte fannen an datt mer awer elo am Réckbléck kënne soen, datt mer dach relativ gutt do derduerchkomm sinn, wat d'Educatioun ubelaangt, an awer nach eng Rei vun Etappe virun eis hunn, bis mer komplett zur Normalitéit kënnen zréckfannen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zu …

Do ass nach eng Wuertmeldung vun der honorabeler Madamm Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, wann Der erlaabt, ech wollt eng Bemierkung maachen, well et sinn esou vill Mercie gefall haut, souwuel vum Minister an och vun den Deputéierten, a ganz richteg Mercien un déi alleguerten, déi sech drëms bekëmmert hunn, fir datt den Unterrecht awer ënner schwierege Konditiounen iergendwéi konnt stattfannen.

Ech sinn elo ee vun deene Raren hei am héijen Haus, déi keng Responsabilitéit an der Gemeng hunn. An dofir mengen ech, däerft ech a sollt ech Follgendes soen: Ech hunn elo wärend all där Zäit observéiert, wat eis Gemengepappen a -mammen hu misse leeschten, fir datt den Unterrecht konnt stattfannen. An dat war eng Leeschtung! An ech mengen, eleng fir dat Ganzt ze organiséieren, fir den Transport hinzekréien, fir d'Säll, fir, fir, fir ...

Ech hunn dat matkritt, vun alle Parteien iwwregens, an ech wollt emol am Numm vun eis alleguerten hinne Merci soen: « Vous êtes des héros ! »

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung ...

D'Madamm Hetto nach.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ma ech wollt nach eng Fro un den Här Minister stellen, wann Der erlaabt. Mir si jo elo beim Personal gewiescht, a wann ech Iech richteg verstanen hunn, hunn ech gespuert elo éineschters, dass Der eigentlech frou wiert, wann Der kéint déi lescht Woch oder déi lescht zwou Wochen déi A- a B-Gruppen eventuell erëm zesummeféieren. Et stellt sech awer fir d'Leit dobaussen um Terrain, fir déi jonk Studenten, déi Der engagéiert hutt, fir d'Übungswochen d'Fro: „Wat geschitt mat eise Kontrakter?" An ech hat Iech déi Fro elo éineschters gestallt. Dir hat mer awer net geäntwert. Do wär ech frou, wann ech elo kéint eng Äntwert kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Här Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, ech soen der Madamm Hetto villmools Merci fir dee klenge Rappel. Ech mengen, et ass wichteg, dat kloerzestellen. Wa mer et esou maachen, datt mer déi lescht zwou Woche respektiv méindes den 29. Juni nach eng Kéier d'A- an d'B-Gruppe géifen zesummeféieren, da géife mer och d'Personal zesummeféieren. Dat heescht, déi Kontrakter lafe weider. Mir wäerte weider och op déi Leit zréckgräifen.

Dat heescht, da sinn och zwee Enseignantë respektiv Remplaçanten och all Kéiers bei deene Gruppen dobäi, den Enseignant vun der Klass an och deen, deen d'B-Grupp assuréiert huet. Dat erlaabt eis, grad och do nach eng Kéier differenzéiert kënnen ze schaffen an och op déi eventuell Lacunnen aus der laanger Zäit vum Homeschooling kënnen anzegoen. An déi sinn a waren immens wäertvoll, déi Leit bis elo, a wäerten och wäertvoll bleiwen, och wa mer d'A- an d'B-Gruppen erëm zesummeféieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech gesinn elo keng Wuertmeldung méi. Da kënne mer awer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7579 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7579[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7579 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Ech maachen duerno den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, sollt d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7579 ass mat 35 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7603 - Projet de loi portant

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2. modification du Code du travail

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7603, eng weider Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An ech ginn direkt d'Wuert un den honorabelen Här Georges Engel als Rapporteur vun dësem Projet. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wärend dem État de crise goufen eng ganz Rei vun Derogatiounen zum geltenden Aarbechtsrecht geholl. Mam Enn vum État de crise sinn dës Reglementer dann opgehuewen. Duerfir brauche mer elo e Gesetz, well eng ganz Partie Mesuren, déi gi wäit iwwert den État de crise eraus. D'Auswierkunge ginn iwwert déi Period eraus, soudass mer deem an engem Gesetz musse Rechnung droen. A bei enger ganzer Rei vu Bestëmmunge ginn d'Delaie verlängert oder d'Zäit vum État de crise gëtt fir d'Berechnunge vun deenen Delaien ausgeklamert.

Dat gëllt zum Beispill fir Salariéen, déi an deenen Entreprisë schaffen, déi hu missen zoumaachen oder/an de Chômage partiel Covid-19 kruten. Dat gëllt och fir de Schutz virun der Entloossung am Krankheetsfall wärend de 26 Wochen. Dat gëllt och beim Reklassement oder an de Verhandlungen am Kader vun engem Sozialplang.

Änlech Derogatioune gëtt et och am Sënn vun de Leit, déi am Chômage sinn. D'Recht op eng Indemniséierung vum Chômage gëtt ëm d'Dauer vum État de crise verlängert. Dat selwecht gëllt fir d'Dispens, fir all proposéiert Aarbechten unzehuele fir Chômeuren, déi sech wëlle selbststänneg maachen. D'ADEM kritt och méi Zäit, fir dem Chômeur eng Konventioun unzebidden, eng Convention de collaboration individualisée, wéi déi genannt gëtt, an och fir anerersäits den Entreprisë Kandidaturen ze proposéieren.

Déi Stonnen, déi tëschent dem 1. Januar an dem 31. Juli vun dësem Joer opgrond vum Chômage partiel manner geschafft gi sinn, déi ginn dann och immuniséiert bei der Berechnung vun den 1.022 Stonnen am Joer, ëm déi d'Aarbechtszäit ka verkierzt ginn. Dat ass zimmlech technesch, mee déi Leit, ëm déi et geet, an déi Leit, déi domadder befaasst sinn, déi wësse genau, ëm wat datt et geet, an déi sinn och frou iwwert dës Mesure.

Administrativ Vereinfachunge bei der Demande vum Chômage partiel respektiv beim Dekont um Enn vum Mount ginn och iwwert d'Enn vum État de crise eraus verlängert. A fir déi Zäit vum État de crise iwwerhëlt de Staat déi finanziell Bedeelegung bei den Employeuren, déi normalerweis den Employeur misst bezuelen am Fall vun engem Contrat, déi do heeschen: „de réinsertion-emploi", „d'appui-emploi" oder „d'initiation à l'emploi". Eng gutt Hëllef also vum Staat och do fir den Employeur.

E puer Bestëmmunge betreffen de Fonctionnement vun der Commission mixte de reclassement. Wärend dem État de crise war op d'Obligatioun fir d'Personal aus dem Spidols- a Fleegesecteur, fir bei den Aarbechtsdokter ze goen, verzicht ginn. Dës Derogatioun zum Aarbechtsrecht gouf zwar entre-temps opgehuewen, mee well dës Suspensioun och iwwert den Datum vum 25. Juni eraus nach eng Rei vu Repercussiounen huet, gëtt et heizou och eng Dispositioun an dësem Projet de loi.

Weider Derogatioune gouf et, fir Studenten, Leit am Reklassement oder an der Preretraite kënnen ze mobiliséieren, fir an deenen essenzielle Beräicher, déi mer haten an déi onbedéngt wichteg waren, datt déi besat waren, och kënnen temporaire ze schaffen.

Studenten, déi an deem Kontext e Kontrakt kruten, fir 40 Stonnen ze schaffen, déi kënnen dëse Kontrakt nach fäerdeg maachen. Si kréien awer elo an där Form keen neie Kontrakt méi.

Indemnitéiten, déi Leit am Reklassement fir esou essenziell Aarbechte kruten, ginn net vun hirer Indemnité compensatoire ofgezunn. An esou Montante ginn och fir Leit an der Preretraite neutraliséiert bei der Berechnung vum Revenu accessoire annuel.

A schliisslech gëtt et nach eng Suspensioun vu bestëmmten Delaien am Kader vu groussen Accidenter mat geféierleche Substanzen.

Et gëtt awer och nach Modifikatiounen, déi definitiv an de Code du travail ageschriwwe ginn. Si betreffen engersäits d'Sanktiounen am Fall vu Bedruch oder vun der Zweckentfremdung vu Gelder, déi fir de Chômage partiel ausbezuelt goufen, an anersäits d'Donnéeën, op déi d'ADEM kann zréckgräifen, fir de Suivi ze maache vun den Aarbechtslose respektiv vun den Indemnitéiten, déi u Leit an dem Chômage partiel ausbezuelt goufen. Dat gëtt dann definitiv an de Code du travail ageschriwwen.

Et sollt een och nach erwänen, dass am initialen Text eng Bestëmmung dra war fir sécherzestellen, dass just déi Leit kéinte vum Congé pour raisons familiales profitéieren, déi keng aner Méiglechkeet hunn, fir hir Kanner ze betreien. E Cumul vum Chômage partiel a vum Congé pour raisons familiales an engem Stot sollt verhënnert ginn. De Staatsrot huet awer hei opgrond vun enger Insécurité juridique eng Opposition formelle gemaach an d'Kommissioun huet dunn decidéiert, dës Dispositioun ze sträichen.

All déi Mesuren, déi hei geholl goufe säit dem État de crise, déi goufen an enger gewëssener Urgence geholl. Mee déi hu ganz, ganz ville Leit a ganz, ganz ville Betriber gehollef, fir plus ou moins gutt iwwert deen État de crise an déi Krisenzäit hei ewechzekommen. Déi waren also extreem wichteg a si waren och extreem richteg.

Ech wéilt de Membere vun der Aarbechtskommissioun e grousse Merci soen, dass se esou flexibel waren, fir dat Gesetz hei an engem ganz séieren Tempo ze analyséieren, ze beschwätzen an och iwwert de Rapport ofzestëmmen, gradsou wéi och de Mataarbechter vun der Chamber, vun der Fraktioun, vum Staatsrot an och de Leit aus dem Ministère. Hei gouf ganz gutt geschafft a ganz effikass geschafft.

An ech géif och heimadder den Accord vun der LSAP ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporter fir deen ausféierleche Bericht. Mir wäerten en déi nächst Deeg nach e puermol erëm erliewe bei anere Gesetzer, déi mer och musse vu Reglementer a Gesetzer ëmwandelen, well den Artikel 32 (4) vun der Verfassung iwwert d'Reglementer jo en Dënschdeg ofleeft.

Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, bei mir geet et just drëm, eng Fro an zwou Remarken ze maachen. Ech wollt vum Minister wëssen, dat wat elo am Artikel 13 steet vun deenen 100 % vun dem „jeune demandeur d'emploi", ob hien zoufälleg weess, wivill Leit an dëser Phas dovu profitéiert hunn an ob een do Chifferen huet. Och wann et net haut ass, hie kann eis déi vläicht an den nächsten Deeg noliwweren, well mäi Kolleeg, de Paul Galles, huet dozou och hei eng Demande gemaach beim Chamberspresident, fir doriwwer kënnen ze diskutéieren.

Mir geet et awer och drëm, eng Kéier ze soen, well ech an deene leschten Deeg heibannen an och dobaussen drop ugeschwat gi sinn, wéi dat mat deenen 1.022 Stonnen ass, wéi dat mat deene 40 Stonnen ass, fir dat eng Kéier an zwee Wuert ze soen. Dir wësst alleguerten, d'Joer huet 365 Deeg oder 366, wann et e Schaltjoer ass. An dann huelt Der eng Kéier 52 Samschdeger ewech an 52 Sonndeger ewech an da laut legalem Kader 26 Deeg Congé an 11 Feierdeeg - dat ass nämlech de Minimum, deen all Mënsch huet -, an da kommt Der op 224 Schaffdeeg. A wann Der dat mat 8 Stonne multiplizéiert, kommt Der op dat, wat Der musst schaffe goen.

A mat deene Facteuren do kënnt Der alleguerten dat rechnen, wat déi 80 % ausmaachen. Mee Dir musst ëmmer ufänken: 365 minus d'Samschdeger, minus d'Sonndeger, minus d'gesetzlech Feierdeeg, minus de Congé. An da kann een alles dat dote rechne mat deene Prorataen, an do kommen déi 1.022 hier an do kommen déi 2.044 hier, déi Der och an der Sozialversécherung hutt. Ech wollt dat eng Kéier gesot hunn, well ech oft elo déi lescht Deeg d'Fro gestallt kritt hunn: „Wou kënnt dat hier mat deenen 1.022 Stonnen?" Da wollt ech dat just als Remark gemaach hunn.

An als leschte Punkt wollt ech nach d'Fro stellen oder drun erënneren: Mir hunn hei elo vill Dispositioune verlängert, mee mir kommen nach op anerer déi nächst Deeg zréck, wou ee vläicht nach déi eng oder déi aner weider Remark ze maachen huet.

Villmools merci. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur huet et grad schonn ugeschwat - e Merci fir säi schréftlechen a ganz gudde mëndleche Rapport -: Wärend dem État de crise sinn divers Règlement-grand-ducalle geholl gi mat Mesuren, déi d'Aarbechtsrecht temporaire un déi exceptionnel Situatioun, an där mir eis befannen, ugepasst hunn.

Och wann déi Reglementer vun der Regierung geholl goufen, hu mir dës als Deputéiert awer an der zoustänneger Aarbechtskommissioun presentéiert kritt a konnten esou eisen Input zu de verschiddene Mesurë ginn. Dëst ass iwwregens, an dat ass wichteg ze soen, kommissiounsiwwergräifend esou gemaach ginn, soudass mir als Deputéiert alleguerten eis Froen a Suggestiounen zu de Reglementer konnte maachen. Mir begréissen dës Approche vun der Regierung ausdrécklech.

Sou sinn och an der Aarbechtskommissioun en cours de route eng Rei Upassunge vun de Reglementer proposéiert an och ëmgesat ginn, notamment eng Prezisioun, dass och während dem État de crise e kranke Mataarbechter net däerf pour faute grave licenciéiert ginn, an zum Beispill eng Ajoute, dass d'Delaien, fir Recoursen um Conseil arbitral anzeleeden, och suspendéiert sinn, wat entre autre och Recourse géint Decisioune vun der ADEM betrëfft.

Mam Enn vum État de crise halen d'Problemer fir d'Betriber an d'Salariéen awer net all op. Et ass dowéinst wichteg, dass mir mat dësem Gesetzesprojet sécherstellen, dass si och nom Enn vum État de crise vu gewëssene Mesurë profitéiere kënnen.

Mir begréissen als Demokratesch Partei ausdrécklech, dass de Chômage partiel vu verschiddenen Entreprisen och nom État de crise nach ugefrot ka ginn an dass dëse Gesetzesprojet proposéiert, d'Period vum 1. Januar 2020 bis den 31. Juli 2020 eebe just net bei deenen 1.022 Stonnen am Joer ze consideréieren, op déi d'Kuerzaarbecht am Prinzip limitéiert ass.

Dës Mesure hëlleft haaptsächlech deene Betriber, déi nach méi laang vun den negativen Auswierkunge vun der Coronakris betraff sinn an och nom Enn vum État de crise nach net nees 100 % produktiv kënne sinn.

De Lockdown hat onweigerlech och en Impakt op Leit, déi sech beim Ausbroch vun der Pandemie nach an der Proufzäit befonnt hunn. Doduerch, dass d'Leit heemgeschéckt goufen, konnt d'Proufzäit net komplett genotzt ginn. Den haitege Projet de loi confirméiert dofir, dass d'Proufzäite wärend dem État de crise ausgesat an deementspriechend verlängert ginn.

Als DP hu mir an der Kommissioun awer betount, dass dës Ausnamereegel just bei deene Leit Sënn mécht, déi wärend hirer Proufzäit tatsächlech net schaffe konnten. E Salarié, dee weiderschaffe konnt, konnt sech nämlech e Bild maache vum neien Job an de Patron e Bild vum neie Mataarbechter.

D'DP begréisst och, dass nom Avis vum Staatsrot preziséiert gouf, dass Leit, déi am État de crise krank waren, hire Kënnegungsschutz verlängert kréien an dass dës Verlängerung awer net d'office déi ganz Period vum État de crise beinhalt, mee just déi Zäit, wou een effektiv net schaffe konnt. Anerefalls wiere mer an eng Situatioun komm, wou net nëmmen d'Salariéen ënnerschiddlech behandelt, mee och d'Patronen dovunner negativ betraff gi wären.

Ee weidere positive Punkt an dësem Gesetzesprojet, deen den Employeuren an hire Salariéen entgéintkënnt, betrëfft d'Contrats d'appui-emploi an d'Contrats d'insertion à l'emploi (veuillez lire: d'Contrats d'initiation à l'emploi). D'Indemnitéiten, déi de jonken Demandeurs d'emploi mat esou Kontrakter wärend dem État de crise bezuelt gi sinn, ginn nämlech komplett vum Fonds pour l'emploi iwwerholl. De Promoteur muss deemno dem Fonds pour l'emploi net déi 50 % vum soziale Mindestloun remboursëieren. Mat dëser Mesure bleiwe Liquiditéiten, déi soss debourséiert gi wären, an den Entreprisen.

Mir alleguerten hunn an dëser Kris erkannt, wéi eng wichteg Roll verschidde Secteuren an der Kris iwwerhuelen. De Gesondheets- a Liewensmëttelsecteur, den Transport public an déi ëffentlech Administratiounen, fir der just e puer ze ernimmen, sinn essenziell, well si fir e gudde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft suergen. An dëse Secteuren hu mer an der Kris ausnamsweis op Persounen zréckgegraff, déi eigentlech schonn an der Pensioun waren. Dëse Leit kënnt dëst Gesetz finanziell entgéint, andeems et festleet, dass den zousätzleche Revenu, dee wärend dem État de crise ausbezuelt gëtt, net beim Plaffong vun de Revenue berücksichtegt gëtt.

Och nom nationalen Noutstand musse mir d'Betriber an hir Aarbechter op hirem Wee an d'Normalitéit weider begleeden. D'Mesuren an dësem Text suergen derfir, datt déi gutt Aarbecht, déi bis elo geleescht gouf, net verluer geet.

Ech ginn domat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech menge Virriedner un a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet. Ech soen dem Rapporter Merci. Ech sinn och frou, wierklech kënnen ze ënnersträichen, dass dee Chômage partiel wierklech de Retter an der Nout war zu Lëtzebuerg, mee och a ganz Europa. All déi Länner, déi keng esou Moossnamen hunn, do gesi mer, wéi déi wäerten an d'Gette goen, och no der Covidkris selwer.

Mir hunn elo dee Projet hei verlängert bis Enn Juli. An ech sinn immens frou, dass d'Sozialpartner sech an deene leschten Deeg fonnt hunn, fir en Accord ze fannen, fir och no der immediater Postkris weider ze kucken, wéi mer mat där Kris ëmginn, wéi mer de Chômage partiel, méiglecherweis aner Modeller fannen, fir dass deen Effort, dee mer elo geleescht hunn - vu ronn 800 Milliounen ass bis ewell geschwat ginn, 300.000 Leit, 14.000 Betriber -, dass dee wierklech net ëmsoss war.

Et ass mer wichteg ze ënnersträichen, dass dat elo perpetuéiert gëtt mat deem heite Gesetz a mat deenen Negociatioune am Kader vum Sozialdialog, dee mer och dës Woch ugeschwat hunn, ka verlängert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech dann den Owend méi kuerz faassen. Ech géif dem Rapporter, dem Här Georges Engel, en häerzleche Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, mir hu gesi gehat, et sinn insgesamt 19 Punkten, wou eist Aarbechtsrecht modifiéiert oder geännert gëtt. Dat ass op ville Facetten an op ville Punkten. Ech denken do zum Beispill un d'Stagenzäit, d'Proufzäit - ech wëll Der just e puer opzielen -, Kënnegungsschutz, begrenzten Aarbechtskontrakt, Medico, Chômage partiel, Preretraite, Studentenaarbecht. All eenzel Delaie goufen och genannt. Ech mengen, et kann ee soen, queesch duerch de Gaart geet dëst Gesetz hei.

Ech mengen, dat Gesetz hei war néideg. Opgrond vun de Coronareglementer am Fong geholl, kann ee soen, huet et sech erginn, datt mer nom État de crise erëm an den Droit commun zréckkommen. An déi eenzel Saachen, déi mer hei gestëmmt hunn oder déi mer elo stëmmen, do lafen déi eng bis Enn des Joers, anerer lafen nach doriwwer eraus. Ech mengen, op den Detail wëll ech net agoen, den Här Georges Engel huet et gemaach. An ech mengen, mir mussen elo all deem Rechnung droen, wat an der Coronakris gestëmmt gouf, well soss wiere mer do an engem Vide hannendrop an da kréiche mer Problemer zu alle Säiten.

Ech ginn dann den Accord vun der ADR zu dëser Propose de loi. An ech hoffen, datt mer elo, well dee Gesetzesprojet an Zäitdrock gemaach ginn ass, näischt vergiess hunn, am Interesse vun de schaffende Leit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Eng ganz Rëtsch vun de Virriedner hunn et scho gesot, datt dëst Gesetz eigentlech d'Weiderféierung vun enger Panoplie vu Mesuren ass, déi mer am État de crise geholl hunn an déi sech natierlech aschreiwen an eng ganz onsécher Zäit; eng onsécher Zäit, déi och weidergeet nom État de crise, wa mer versichen, zréckzefannen an eng sougenannt Normalitéit.

Ech soe „sougenannt Normalitéit", well mer nach guer net wëssen, wéi déi nächst Méint a Joren ausgesinn. Gëtt et eng zweet Well am Hierscht? Wéi sinn déi dauerhaft sozial an ekonomesch Awierkungen anzeschätzen? A wéi musse mer d'Aarbechtsrecht an d'sozial Systemer opstellen, fir dësen Erausfuerderungen entgéintzekommen an dës Erausfuerderungen ze meeschteren? Anescht ausgedréckt: Wéi suerge mer derfir, datt no der sanitärer Kris an där Wirtschafts- a Sozialkris, déi mer elo amgaange sinn ze entdecken oder déi sech um Horizont ofzeechent, wéi brénge mer et fäerdeg, eis sozial Systemer an eist Aarbechtsrecht esou opzestellen, datt mer deem entgéintgoe kënne? An dat ass fir eis een Element an eng ganz zentral Fro bei dësem Gesetz.

Mir sinn eis natierlech bewosst, datt et net eleng duergeet, e puer Verännerunge vum Aarbechtsrecht virzehuele fir ze verhënneren, datt déi sozial Schéier an der nächster Zäit nach weider auserneegeet, mee vereenzelt Puzzlestécker fanne sech awer an dësem Gesetz.

Zil muss et an eisen Ae sinn, fir dräi Saachen ze maachen: éischtens, de Verloscht vun Aarbechtsplazen an domadder verbonnen och Entloossungen ze verhënneren, zweetens, Leit a prekärer Aarbecht oder op der Sich no Aarbecht ze schützen, an drëttens, d'Entsteeung vun enger verluerener Covidgeneratioun ze verhënneren, déi ouni wirtschaftlech Perspektiven an déi nächst Méint a Jore goe muss.

Bei deem éischte Punkt begréisse mer natierlech d'Verlängerung vum Chômage partiel. Et ass en effikasst Mëttel, fir d'Salariéë weider an hirem Aarbechtsverhältnis ze halen, mat all de soziale Rechter, déi domadder verbonne sinn. Wéi de Chômage partiel genee soll gehandhaabt ginn, war jo Géigestand vu Verhandlunge mat de Gewerkschaften an dem Patronat. A mir kënnen eis elo natierlech net am Detail dozou äusseren, well d'Detailer jo och nach zum Deel an der Diskussioun sinn.

Mir begréissen awer och, datt an dësem Gesetz no der Interventioun vum Staatsrot déi Anticumulreegel erausgeholl ginn ass, wat de Congé pour raisons familiales mat dem Chômage partiel ugeet, well do esou vill Onkloerheeten awer dra waren a virun allem Häertefäll hätte kënnen entstoen, datt et, mengen ech, ganz sënnvoll war, dëst erauszehuelen.

Ech mengen awer, datt et och immens wichteg ass, bei der zweeter Fro, nämlech dem Verloscht vun Aarbechtsplazen, datt deen direkt verbonnen ass mat der Prekaritéit vu Leit an Aarbecht a Leit op der Sich no Aarbecht. An dozou gëtt et och eng Rei Elementer ervirzehiewen. D'Salariatskummer weist drop hin, datt zum Beispill vill Leit an der Période d'essai während dem État de crise hire Kontrakt gekënnegt kruten, well se net protegéiert waren. Dat trëfft an dësem Fall wuel an alleréischter Linn Jonker. An dat si Leit, déi riskéieren, aussiichtslos an de Chômage ze falen an och net wierklech gehollef ze kréien, wann hir Rechter op Chômage sech nëmmen ëm dräi Méint verlängeren.

D'Salariatskummer proposéiert duerfir eppes, wat mir als Lénk natierlech och ënnerstëtzen an och schonn eng Zäitche fuerderen, nämlech datt dës Chômagerechter ëm déi zwielef Méint verlängert ginn, egal ob se virdru geschafft hunn oder net, fir ze verhënneren, datt se eebe justement an de REVIS falen, wat en Instrument ass, wat, mengen ech, net terribel gëeegent ass, fir Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze bréngen an enger Situatioun, wou mer eng Penurie un Aarbechtsplazen hunn.

Drëttens, Här President, an ech mengen, dat ass ganz wichteg, musse mer onbedéngt Weeër fanne fir ze verhënneren, datt déi jonk Leit, déi nach an Ausbildung sinn oder déi elo no enger Plaz sichen a vläicht scho virun der Kris geschafft hunn, mee eeben nach an der Proufzäit waren, de Präis musse bezuele fir d'Covidpandemie.

Schonn am Abrëll dëst Joer louch de Jugendchômage zu Lëtzebuerg laut Eurostat bei 24,7 %. Nëmme Spuenien a Griicheland sinn nach méi schlecht drun, wat de Jugendchômage ugeet, wéi Lëtzebuerg. An dat sinn erschreckend Zuelen. An dat war am Abrëll. An d'Fro stellt sech wierklech: Wou leie mer mat deenen Zuelen am September?

Déi aktuell wirtschaftlech Situatioun versprécht deene Jonken, déi nach net Fouss gefaasst hunn, net vill. Si riskéieren ëmmer méi, als eenzeg Optioun prekär an zäitlech begrenzt Kontrakter ze kréien. An do geet och d'CSL an hirem Avis an deem dote Kontext op déi sougenannt Autoentrepreneuren oder Scheinselbstständeger an, déi fir Plattforme schaffen an déi keen Zougang zu soziale Schutzmechanismen hunn, déi mat engem Aarbechtskontrakt a Verbindung stinn, an dowéinst och kee Chômage partiel kréien. Duerfir ass et an eisen

Aen och grad elo ëmsou méi dréngend, fir an deem dote Beräich ze legiferéieren.

Här President, mir mengen, datt mer eis an deenen nächste Méint a vläicht Jore musse rüste fir déi sozial Situatioun a fir déi Situatioun um Aarbechtsmaart, déi riskéiert, op eis duerzekommen. A mir mengen, datt dat hei wierklech just kann en Ufank sinn, fir iwwert déi Situatioun vum État de crise erauszekommen, an datt d'Regierung an den Aarbechtsminister gefuerdert sinn an domadder natierlech och d'Chamber an enger zweeter Etapp, fir déi Erausfuerderungen unzegoen, déi mer brauchen, fir eebe genau déi dote Problemer kënnen ze behiewen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den État de crise huet villes mat sech bruecht, wat aarbechtsrechtlech net ideal ass. A mir probéiere mëttels Projet-de-loie wéi dësem, mee och deenen, déi schonn annoncéiert sinn an déi mer haaptsächlech och muer wäerten traitéieren, eis der Situatioun beschtméiglech ze adaptéieren a se esou fair wéi méiglech fir jiddereen ze maachen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet awer och op d'Kritik vun der Chambre des Salariés verweisen, déi ze bedenke gëtt, datt d'Rechter vum Salarié bei dësem Gesetzesprojet net wäitreechend genuch geschützt sinn. Heizou zielt ënner anerem d'Verlängerung vum Delai betreffend de Kënnegungsschutz vu 26 Wochen, deen een hirer Meenung no misst iwwert den État de crise eraus bis Enn des Joers verlängeren. Hei hätt een effektiv e bësse méi wäit kënne goen.

Och d'Interimmen, en Theema, wat d'Piraten hei am héijen Haus ewell des Éfteren ugeschwat hunn, mussen an dëser Kris besonnesch geschützt ginn. Schonn an Netkrisenzäite leiden dës Leit ënner prekären an heiansdo schlecht bezuelten Aarbechtsverhältnisser.

Mir Piraten schléissen eis der CSL hirer Kritik un a fannen, datt dës Leit vum selwechte Schutz misste kënne profitéiere wéi déi aner Salariéen. Mir sti fir Gläichberechtegung an duerfir fanne mer, datt jidder Aarbechter oder Salarié vum selwechte Schutz soll kënne profitéieren, sief dat am Beräich vum Aarbechtsrecht, bei der Sozialversécherung oder beim Zougang zu der Gesondheetsversuergung.

Här President, wéi mer wëssen, wäert den Impakt vun der Kris nach laang ze spiere sinn. Dofir mécht et Sënn, verschidde Moossnamen, déi wärend dem État de crise am Beräich vum Aarbechtsrecht ergraff goufen, iwwert dësen eraus ze verlängeren. Ma, vill Leit leide wéinst der Kris, engersäits ënnert der Angscht an Onsécherheet, hiren Job ze verléieren, anerersäits wéinst vill méi triviale Froe vum Alldag, wéi et generell soll weidergoen. Et hunn och rezent Studie gewisen, datt Leit duerch d'Kris zu méi verstäerkten Angschtstéierunge kommen. E staarke Kënnegungsschutz kéint dëser Angscht definitiv entgéintwierken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meenung, datt de Chômage partiel de Patronen d'Decisioun kann erliichteren, Aarbechtskontrakter vun de Salariéen och wärend der Coronakris an duerno ze erhalen.

Mir Piraten stëmmen dëse Gesetzesprojet mat an der Hoffnung, datt d'Regierung an Zukunft nach verstäerkt Efforte wäert maachen, fir datt dee mat dësem Gesetzesprojet votéierte Schutz och allen anere schaffende Leit kann zegutt-kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech och dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Bericht. Et war net Ären drëtte fir haut an och net Äre siwenten insgesamt. Et war Ären éischte fir haut, mee e war wéi ëmmer ganz explizitt an e mécht mir d'Saache weesentlech méi einfach, dass ech net méi muss op all eenzelne Punkt vun deem Gesetz hei agoen.

Et ass virdru richtegerweis bemierkt ginn, dass dëse Gesetzesprojet insgesamt 19 Punkten ëmfaasst. Gëschter hat ech hei frank a fräi behaapt, de Sozialdialog hätt wärend dem État de crise ganz exzellent fonctionéiert. An haut liwwere mer de Beweis dofir. Well alleguerten déi Punkten, déi mer haut u sech iwwert den État de crise weider fonctionéiere loossen, sinn de Beweis dofir, dass mer wärend deem État de crise Suerg haten, fir d'Rechter vun de Salariéen ofzesécheren an och op där anerer Säit de Betriber entgéintzekommen, fir esou vill wéi méiglech Leit an engem Aarbechtsverhältnis ze behalen.

Et ass zu Recht gesot ginn, dass de Chômage partiel warscheinlech déi entscheedend Moossnam war, fir eis Ekonomie ze stäerken. An ech wëll och der Chamber eng Rei vun interessanten Zuelen net virenthalen, déi ech haut kritt hunn.

Fir de Mount Mäerz waren et insgesamt 12.800 Betriber, déi Chômage partiel kritt hunn. Am Abrëll, an dat war de Rekord, waren et der 14.100. Am Mee ass et erofgaangen op 9.900 an am Juni waren et nach 6.000 Betriber, déi eng Demande gemaach hunn, fir Chômage partiel ze kréien. Am Ganzen hu mer iwwer 800 Milliounen ausginn, woubäi, an dat hat ech scho gesot, en Deel dovunner mat Sécherheet ka recuperéiert ginn, wann d'Dekonte kommen.

De Comité de conjoncture war de Moien och zesummen an huet zwou wichteg Decisioune geholl: engersäits ab Juli en neie Formulaire, deen awer och informatiséiert ass an iwwer guichet.lu fonctionéiert. D'Demandë kënne bis de 26. Juni - de 26.6. also - gemaach gi fir de Mount Juli, e bësse par Derogatioun zu deem, wéi mer soss ëmmer gefuer sinn.

A fir de Mount August - an do ass et och wichteg bäizefügen, dass an Zukunft fir all eenzelne Mount muss frësch ugefrot ginn, sou wéi dat och fréier ëmmer de Fall war - ass de leschten Delai den 12.7. fir d'Joer 2020. Wuel wëssend, esou wéi ech et virdru gesot hunn, dass ëmmer muss iwwert deen neie Formulaire gefuer ginn, deen ab dem 20. Juni normalerweis misst och aktiv sinn.

Ech wéilt mech dann och nach vläicht, well och hei nach eng Kéier speziell de Jugendchômage ugeschwat ginn ass, der Meenung uschléissen, dass dat eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun der nächster Zukunft wäert ginn.

Ech wiere mech awer e bësse géint déi Duerstellung, déi mer haut an der Press gelies hunn, dass dat keen Theema gewiescht wier bei der Politik. Souwuel an eiser Kommissioun wéi awer och bei verschiddenen ëffentleche Geleeënheeten hunn ech ganz kloer drop higewisen, dass dat a mengen Aen déi gréisst Erausfuerderung fir d'Zukunft gëtt an dass mer do mussen e ganz besonnescht Aemierk drop geheien.

Ech wéilt dann och, e bëssen entgéint der normaler Praxis, der Chamber och zwou weider Zuelen net virenthalen, déi ech och haut de Moie kritt hunn.

Engersäits an entgéint deem, wat mer nach virun enger Woch gemengt hunn, geet de Chômage Enn Mee net zréck am Verglach zu Enn Abrëll, mee e bleift praktesch stabel. Mir bleiwen also iwwert där faméiser Grenz vun 20.000 Leit, Residenten, déi fir den Aarbechtsmarché disponibel sinn. An de Chômagetaux geet insgesamt vu 6,9 % op 7 % erop. Enn Mee, wéi gesot, ass hei d'Referenzperiod, vun där mer schwätzen.

Dat weist also, dass mer nach laang net iwwert de Bierg sinn. Mir ginn dervun aus, an ech hunn ni en Heel draus gemaach, dass mer Enn Juli déi schlëmmsten Zuele wäerte verzeechnen an dass dat sech och nach bis an de spéiden Hierscht wäert mat eriwwerzéien. Wuel wëssend, dass dann eng Rei vu Betriber op Chômage partiel net méi wäerten zréckgräifen, well se dat esou fir sech decidéiert hunn, an dass dann awer och de Risk besteet, dass se eng Rei Leit wäerten entloossen.

An op där anerer Säit hu mer selbstverständlech d'Schoulofgänger vun dësem Joer. A mir hoffe jo, dass Der vill den Exame gepackt hunn an domadder och vill Leit da fir den Aarbechtsmaart disponibel sinn. Mee op där anerer Säit wäert dat natierlech d'Saach net vereinfachen, fir hinnen alleguerten esou séier wéi méiglech dann och eng würdeg Aarbechtsplaz ze verschafen.

Dat gesot, nach eng Kéier zréckkommend op den Text: Hei ass et drëms gaangen, fir eng Sécurité juridique ze kreéiere fir alleguerten déi Règlement-de-crisen, déi mer geholl hunn am Interêt vum Schutz vun de Salariéen, am Interêt och vun de Betriber, fir hinnen entgéintzekommen, wa se d'Leit an den Aarbechtsverhältnisser gehalen hunn. An anerersäits geet et natierlech drëms, fir déi faméis 1.022-Stonne-Reegelung, vun där elo och schonn e puer Riedner geschwat hunn, praktesch esou ze gestalten, dass net duerch déi Reegelung herno eng Rei Leit duerch de Sift falen an net kéinte vum Chômage partiel profitéieren.

Ech wéilt awer och nach vläicht soen, well dat awer och eng wichteg Informatioun ass, déi elo net an dësem Gesetz steet, mee Dir wësst, dass mer och decidéiert hunn, dass zumindest bis um Enn vum Joer keen, dee Chômage partiel kritt, wéinst der 80 %-Reegelung ënnert de Mindestloun wäert falen. Dat leeft iwwer Règlement grand-ducal, och wann de Staatsrot doriwwer net frou war an éischter gär gehat hätt, dass mer dat sollten an d'Gesetz schreiwen.

Ech mengen och, dass de Staatsrot do Recht huet, soudass mer also gefuerdert sinn, innerhalb vu kierzester Zäit déi ganz Reegelung, wéi de Chômage partiel ausbezuelt gëtt, wat haut actuellement - an dat war traditionell esou - an engem Règlement grand-ducal steet, dass mer dat eeben och mussen op de Gesetzesniveau erophuelen. Ech si jiddefalls op, fir dat dann och ze maachen.

Ech wollt dann e ganz besonnesche Merci um Schluss lassginn un alleguerten déi Leit, déi matgehollef hunn, dass mer dëst Gesetz an den Delaie konnten hei zur Ofstëmmung bréngen. Dat war net evident. Dat huet eng ganz gewësse Portioun Pragmatismus vun alle Säite gefuerdert.

Ech soe ganz besonnesch och der Oppositioun Merci, dass se mat op dëse Wee gaangen ass an och, dass se alleguerten, vun alle Bänken, d'Zoustëmmung fonnt hunn, fir dëse Gesetzesprojet, deen, mengen ech, am Interêt vu ganz, ganz ville Leit ass, dann och kënnen eestëmmeg ze verabschiden. E ganz grousse Merci vu menger Säit och vis-à-vis vun de Leit vum Staatsrot, déi eng exzellent Aarbecht geleescht hunn.

Merci nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7603. Den Text steet am Document parlementaire 7603[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7603 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass domadder mat 59 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7603 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.30 heures.)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 44

JEUDI
18 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
- *Exposé : M. Laurent Mosar*

3. 7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian
- *M. Dan Biancalana - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

5. 7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Djuna Bernard - M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) - M. André Bauler - M. Roy Reding - M. Claude Haagen - Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. André Bauler et M. Laurent Mosar) - M. André Bauler (parole après ministre) (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

7. 7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- *Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova*
- *Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (intervention de M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale
- *Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7587 - Projet de loi portant :

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise
- *Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. François Benoy (parole pour fait personnel) - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen - M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
- *M. Fernand Etgen, Président*

12. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *M. Laurent Mosar*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

13. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail
- *M. Fernand Etgen, Président*

15. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite)
- *Mme Martine Hansen (intervention de M. André Bauler)*

16. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite)
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Frank Colabianchi - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

17. 7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Da wollt ech direkt dem Här Laurent Mosar d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wollt de Mëtten eng Motioun hei deposéieren. Et geet do ëm déi ganz Thematik vum Virkafsrecht. Dir kënnt lech erënneren, datt ech viru gutt sechs Wochen hei eng Kéier eng Question élargie un d'Madamm Inneministesch gestallt hat, wou ech sechs Froen opgelëscht hat, notamment ob se net géif gedenken, déi Circulaire iwwert d'Virkafsrecht zréckzezéien.

Ech hu keng Äntwert dorobber kritt. Dorobberhin hutt Dir, Här President, nach eng Kéier d'Madamm Inneministesch drop opmierksam gemaach, si misst mer onbedéngt op all meng Froen äntweren. Dat war ganz genau de 26. Mee. Bis haut hunn ech nach ëmmer keng Äntwert kritt vun der Madamm Inneministesch.

Hei geet et awer ëm e weesentleche Punkt, nämlech d'Virkafsrecht vun de Gemengen. An dofir deposéieren ech elo hei eng Motioun, déi och matgedroe gëtt vun de Kolleege vun de Piraten, vun der ADR, an ech ginn och dovun aus, datt d'Kolleege vun déi Lénk, wa se hei sinn, déi och matdroen, wou mir formell d'Ministesch opfuerderen, fir déi Circulaire endlech zréckzezéien, well déi mécht am Moment alle Gemengen den Exercice vum Virkafsrecht onméiglech.

An ech ginn och dovun aus, datt ech e ganz grousse Konsensus hei an deem Haus kréien, well hei sëtze ganz vill Gemengepolitiker, déi Responsabilitéiten hunn. An déi sinn alleguer terribel geplot. Ech mengen, et geet och hei ëm de Respekt, deen eng Regierung enger Chamber gëtt; enger Chamber, awer och de Gemengen. An duerfir insistéiere mir och drop, Här President, datt déi Motioun nach haut hei ofgestëmmt gëtt.

Ech wëll iwwregens preziséieren, déi Motioun gëtt och matsignéiert vu mengem Kolleeg Serge Wilmes. Mir zwee deposéieren also déi heite Motioun.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant les déclarations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État lors de la présentation du programme gouvernemental 2018 à 2023 au sujet de la politique du logement :

« Fir séier an effikass virunzekommen, brauche mer déi privat an déi ëffentlech Acteuren a mir brauche virun allem och d'Gemengen, déi méi agebonnen a méi an d'Verantwortung geholl ginn. » ;

- notant que l'engagement des communes pour l'acquisition de terrains en vue de la création de logements sociaux et à coût modéré ne date pas d'hier ;

- convaincue que les communes sont disposées à s'investir encore davantage, si elles ne sont pas freinées dans leur élan ;

- considérant toutefois les lourdeurs qui se dégagent pour les communes de l'interprétation de l'arrêt de la Cour administrative n° 43240C, telle que proposée par Madame le Ministre de l'Intérieur dans sa circulaire n° 3378 du 5 mars 2020 ;

- que ces lourdeurs proviennent de :

• la saisine du conseil communal pour prise de décision,

• la soumission de la décision communale pour approbation au Ministre de l'Intérieur, et enfin

• le respect de la procédure administrative non contentieuse,

alors que l'arrêt précité ne vise à proprement parler que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat ;

- considérant que le respect des termes de la circulaire revient à rendre quasiment impossible l'exercice du droit de préemption par les autorités communales,

invite le Gouvernement

- à retirer la circulaire n° 3378.

(s.) Laurent Mosar, Gast Gibéryen, Marc Goergen, Serge Wilmes.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

3. 7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7595 iwwert d'Staatsgarantie als Instrument, fir d'soziowirtschaftlech Konsequenze vum Covid-19 ofzeschwächen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7595 geet et drëms, der Regierung d'Erlabnis ze ginn, fir der Europäescher Kommissioun an der Europäescher Investitiounsbank eng Staatsgarantie auszestellen.

Dës Staatsgarantie schreift sech an de Stabiliséierungsplang vun der Europäescher Unioun a mam Zil, fir déi sozial a wirtschaftlech Konsequenze vum Covid-19 ofzefiederen. An dëser sanitärer Kris, déi sech lues a lues awer sécher an eng ekonomesch Kris entwéckelt huet an nach entwéckele wäert, hu mer gesinn, dass jo all Memberstaate vum selwechte Schock erwëscht goufen, awer d'Ausmooss vun der Äntwert vu Memberstaat zu Memberstaat ënnerschiddlech war respektiv ass.

Ville Memberlänner feelt haut de finanzielle Spillraum, den néidege Sputt, wéi de Pierre Gramegna ëmmer esou schéi seet, fir mat der erfuerderter Firepower dëser Kris entgéintzewierken. An dësem Stabiliséierungsplang sinn dowéinst dräi Mesurë virgesinn.

Primo, de Programm SURE, deen de Memberstaaten hëllefe soll, fir déi ëffentlech Depensen eropzesetzen, fir Aarbechtsplazen ze schützen, andeems virun allem d'Kuerzaarbecht ënnerstëtzt gëtt. Hei sinn 100 Milliarden Euro virgesinn, déi zu 25 %, also 25 Milliarden, vun de Memberstaate garantéiert ginn. D'Kontributioun vu Lëtzebuerg beleeft sech heibäi op maximal 105 Milliounen.

Secundo, de sougenannte Fonds de garantie européen Covid-19 gëtt gegrënnt. Dëse Fong, deen der Europäescher Investitiounsbank BEI ënnersteet, wäert an der Héicht vu 25 Milliarden Euro duerch d'Memberstaate garantéiert sinn.

D'Zil vun dësem Fong ass et, fir sech um Finanzement vun den Entreprisen a besonnesch de mëttelstännegen Entreprisen, de PMEen, déi duerch d'Coronakris a Liquiditéitsschwieregkeete sinn, ze bedeelegen.

D'BEI proposéiert hei den Entreprisen uechter ganz Europa e Mix vu Produite mat Hëllef vun de lokale Banke mat engem globale Volume vun 200 Milliarden Euro, fir se ze ënnerstëtzen. De Bäitrag vu Lëtzebuerg beleeft sech hei op maximal 25 Milliounen Euro.

Tertio, de Méchanisme européen de stabilité, ESM, stellt de Memberstaaten Ligne-de-crédite bis zu 2 % vum PIB vun der Eurozon, soit 240 Milliarden Euro, zur Verfügung. Dës Kreditter sinn u keng makroekonomesch Konditionalitéite gekoppelt, wann d'Fongen direkt oder indirekt am Kampf géint de Covid-19 agesat ginn.

D'Sträiche vun der Konditionalitéit ass e Meilesteen an déi richteg Richtung, fir an Europa och an Zukunft besser zesummenzeschaffen. Dëse Projet de loi, iwwert dee mer also haut schwätzen, wäert awer nëmmen déi zwou éischtgenannte Moossname viséieren, also de SURE-Programm iwwert d'Kuerzaarbecht an de Fonds de garantie vun der Banque européenne d'investissement.

D'Zomm vun de Garantien, déi Lëtzebuerg am Kader vun dësen zwee Instrumenter bäisteiere muss, beleeft sech op den Total vun 110 Milliounen Euro, 77 Millioune fir de SURE-Programm an 33 Millioune fir de Fonds; also de Fonds européen de garantie, fir prezis ze sinn.

Fir der Regierung awer eng Flexibilitéit ze loossen, falls d'Force de frappe fir dës Instrumenter erhéicht misst ginn, stinn an dësem Projet de loi 150 Milliounen Euro, à savoir 105 Milliounen Euro fir de SURE a 45 Milliounen Euro fir de Fong, zur Verfügung.

Mir hunn an der Finanz- a Budgetskommissioun vum Finanzministère Prezisioune gefrot zu den Ëmstänn, ënnert deenen dës Garantië missten debourséiert ginn. Eis ass vergewëssert ginn, datt et hei net ëm e Vergemeinschafte vun de Scholde geet, eng Mutualisation des dettes, wéi ëmmer gesot an dacks kritiséiert gëtt, mee et geet vill méi drëm, eng Hiewelwierkung ze erzilen, also déi gehiewelt Force de frappe auszenotzen, déi d'Memberstaaten zesummen opbrénge kënnen, wa mer zesummen agéieren, amplaz dass jiddereen a sengem Eck Moossnamen ergräift an domat en eegene Wee geet.

Besonnesch ass dëst fir d'Memberstaate mat engem manner gudde Rating wichteg, déi soumat dank dem Triple-A vun der EU relativ gënschteg hir Mesuren an der Lutte géint de Koran..., Coronavirus - en Zungenbrecher - finanzéiere kënnen. Et geet ëm d'Verdeelung vun de Risiken, de „risk sharing", deen um europäeschen Niveau soll gedeelt ginn, an net ëm d'Mutualiséierung vu Scholden. Dat soll hei nach eemol ënnerstrach sinn.

Dowéinst gesäit och d'Fiche financière zu dësem Gesetzesprojet keen direkten Impakt op de Staatsbudget vir. Op Lëtzebuergesch gesot: Mir mussen hei d'Suen net direkt op den Dësch leeën, wéi dat och op Nofro vun Deputéierten an der Finanzkommissioun vu Beamtesäit, nämlech vum Här Nima Ahmadzadeh aus dem Finanzministère, gesot a preziséiert gouf.

Wat de SURE-Programm ugeet, gëtt d'Probabilitéit, datt d'Garantie gezu misst ginn, als éischter geréng ageschat, vu datt d'Destinatairë Memberstaate sinn. D'Garantie erlaabt et jo, datt d'Europäesch Kommissioun d'Kreditter méi gënschteg kann ophuelen, doduerch dass hiren Triple-A-Standard duerch d'Garantië vun de Memberstaate weider gestäipt gëtt.

Wat d'Garantie fir de Fonds de garantie européen Covid-19 bei der Banque eurpéenne d'investissement, der BEI, ubelaangt, sinn d'Beneficiairen Entreprisen. Do ass de Risiko vun engem Appel de garantie evidenterweis méi grouss, awer natierlech net am Viraus ze bezifferen.

Här President, de Staatsrot huet sech a sengem Avis vum 9. Juli 2020 mam Zesummeschmëlze vun deenen zwou Garantien an engem Article unique net d'accord gewisen. Vu datt d'Eegeschaften an d'Risike vun den zwou Garantië verschidde sinn, missten déi zwou Garantien, aus Transparenzgrënn a fir der Chamber hir Kontrollfonctioun ze erméiglechen, preziséiert ginn.

De Staatsrot huet op Basis vum véierte Saz vum Artikel 99 vun eiser Verfassung eng Opposition formelle formuléiert. Dëse Passage gesäit nämlech vir, Dir wësst dat, dass all Engagement vum Staat iwwer 40 Milliounen Euro iwwer e Spezialgesetz muss autoriséiert ginn. Aus dësem Grond freet déi héich Kierperschaft, dass all Garantie hiren eegenen Artikel an dësem Gesetzesprojet kritt.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 29. Mee de Stabiliséierungsplang vun der Europäescher Unioun begréisst, och wa se dovunner ausgeet, dass déi decidéiert Mesuren net wäerten duergoen, fir de Liquiditéitsbedürfnisser vun de Betriber Rechnung ze droen. D'Handelskummer freet, datt d'Ënnerstëtzunge schnell an ouni onnéidegen administrativen Opwand ausbezuelt kënne ginn.

Eng lescht Remark vun der Chambre de Commerce viséiert de Programm SURE, deen och den Independanten zeguttkënnt, déi vun enger Baisse vun hirem Revenu a vun der Aktivitéit betraff sinn. Si géife sech eng gläichwäerteg Moossnam um nationalen Niveau wënschen.

D'Salariats- an d'Handwierkerkummer konnten duerch hir respektiv Avise wichteg Remarken zu dësem Gesetzesprojet formuléieren. Fir méi Detailer verweisen ech do op dee schréftlechen Avis.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech soen och emol eng Kéier op dëser Plaz Merci der Sécrétaire-administrateur vun eiser Kommissioun, dem Caroline Guezennec, déi a leschter Zäit ganz vill Aarbecht och ze leeschten hat, an och dem Loris Meyer aus eiser Fraktioun fir déi administrativ an inhaltlech Begleedung a ginn dann och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem André Bauler och Merci fir säin extensive mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech ka weesentlech méi kuerz sinn a ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech wëll awer alleguerten deene Leit, déi sech mat dem Militärsatellitt beschäftegen, eng Kéier recommandéieren, d'Lecture vun dem Avis vum Conseil d'État ze maache par rapport zur Applikatioun vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, well deen huet eng ganz strikt Lecture vum Artikel 99 vun eiser Verfassung. An alleguerten, déi gemengt haten, wéi 2018 d'Chamber in extremis de Militärsatellittsdossier gestëmmt huet, dass do niewent de Fabrikatiounskäschten och d'Gestiounskäschte scho mat beinhalt wieren, ech mengen, déi wiere mat dësem Avis vun dem Conseil d'État Lige gestrooft ginn.

Fir de Rescht ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Fir d'éischt géif ech gären a mengem Numm an och am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir dee gudden an exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir hu schonn e puermol hei iwwer Covid-19 geschwat, déi Pandemie, déi keng Staatsgrenze kennt a wou am Fong all Regioune vun der Welt an net nëmme vun Europa betraff sinn. Et ass jo och schonn ugeklongen, datt mer am Fong hei vun enger sanitärer Kris op eng wirtschaftlech Kris komm sinn. Dofir kucke mer och a begréissen och, wa mer d'Zuele gesinn, d'Fréijoersprevisioune vun der EU-Kommissioun, wéi se de 6. Mee matgedeelt gi sinn, si rechne mat engem Minus vu 7,5 % vum PIB an der EU fir dëst Joer. Dës Zuel seet natierlech nëmmen een Deel vun der Wourecht, well verschidde Staaten, notamment Italien a Spuenien, vill méi staark getraff gi si wéi de Grand-Duché, respektiv Länner wéi Griicheland a Portugal um sanitäre Plang relativ verschount bliwwe sinn, awer nach ëmmer ekonomesch ganz béis leiden an och béis getraff gi sinn, well hir Wirtschaft sech no der Finanzkris 2009 nach ëmmer net esou richteg erholl huet.

D'EU-Kommissioun grad ewéi d'Staats- an d'Regierungscheffen hunn op d'mannst aus deem Émgang mat där Wirtschaftskris a Finanzkris vun 2009 geléiert. An ech hunn dat scho gesot am Kader vum Debat vum PSC, datt déi Clause dérogatoire générale, déi am Kader vum sougenannte Sixpack an de Pacte de stabilité et de croissance integréiert ginn ass, a Kraaft gesat ginn ass. Domadder sinn net nëmmen déi méi bekannte Maastricht-Krittären temporaire ausser Kraaft gesat, mee och d'Anhale vum Objectif à moyen terme, dat heescht vum OMT.

Den internationale Wärungsfong, IWF, hat fir déi global Wirtschaft am Abrëll e Minus vun 3 % fir 2020 geschat. D'Weltbank geet vun engem Minus vu 5,2 % aus. An den IWF wäert seng Previsiounen, ech mengen, de 24. Juni komme se eraus, warscheinlech nach korrigéieren, soudatt d'Schätzung vun den Zuelen an och alleguerten déi Entwécklungen, déi mer gesinn, villes vun där sanitärer Kris an an dësem Fall och vun der Wirtschaft wäert ofhänken.

Dofir ass an eisen Aen als LSAP d'Wuert vun der Stonn „Solidaritéit". An esou schwéieren Zäite wéi dëse muss een dëst Wuert mat Liewe fëllen. D'Europäesch Unioun muss op der Héicht si vun där Solidaritéit, déi den EU-Bierger ganz einfach freet. Et ass gutt, dass d'Europäesch Zentralbank fir dëst Joer virgesäit, europäesch Obligatioune vu Staaten an Entreprisen an Héicht vu méi wéi 1.000 Milliarden Euro um Marché secondaire ze kafen. Et ass och sécher net verkéiert, datt se dëse Programm wäert bis Juni 2021 verlängeren. Sou hu mer momentan 20 % vun der Staatsschold vun de Länner vun der Eurozon an hirem Bilan.

D'europäesch Solidaritéit tëschent de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend gefuerdert wéi nach ni virdrun. D'Solidaritéit däerf awer net just vun der Europäescher Zentralbank eleng verkierpert ginn. Et ass wichteg, datt d'EU no baussen e Bild vu Geschlossenheet a Reaktivitéit vermëttelt. Den Drock vun de Finanzmäert op Länner wéi zum Beispill Italien oder Spuenie muss sech a Grenzen halen. Et geet hei manner ëm d'Etikett vun der Hëllef, mee ëm de Prinzip, datt d'EU an där Solidaritéit zesummen handlungsfäeg bleift.

De Paquet an der Héicht vu 540 Milliarden Euro, op dee sech d'Finanzministere vun der EU den 9. Abrëll géeenegt hunn an ëm deen et hei geet, ass een éischte wichtege Schrëtt. Mee et geet awer och nach net duer, fir mëttelfristeg eng Relance ze erméiglechen. Den EU-Kommissär fir Ekonomie huet ee Volume vun 1.000 bis 1.500 Milliarde genannt, deen néideg wier.

D'LSAP bleift weiderhin der Meenung, datt et vum Prinzip hier richteg wier, wann d'EU-Kommissioun kéint en europäeschen Emprunt ophuelen, deen un den EU-Budget ugeglidert gëtt, sou wéi dat notamment vun der franséischer Regierung och proposéiert ginn ass.

D'Ursula von der Leyen huet hirersäits op hirer Pressekonferenz nom leschte Conseil vum 23. Abrëll d'Noutwendegkeet ënnerstrach, de Plafong vum järleche Budget vun den Eegemëttel vun der EU fir zwee bis dräi Joer op 2 % vum europäeschen RNB eropzeschrauwen, amplaz vun aktuell 1,2 % vum RNB, andeems d'Memberstaaten d'Garantië fir déi Suen, déi d'EU-Kommissioun souscrivéiere léisst, dréit.

All déi, denken ech, déi nach ëmmer mengen, datt et eis net sollt këmmeren, wann a verschiddenen EU-Länner oder soss enzwousch an der EU europäesch Bierger a Prekaritéit gedréckt ginn an d'Ekonomie an d'Knéie geet, déi gesinn déi vernetzte Relatiounen net an der Ekonomie. Dofir brauche mer Solidaritéit. An déi Solidaritéit brauche mer net nëmmen an der Finanzpolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporter ass schonn drop agaang: Déi dräi sougenannte Filets de sécurité, un deene sech och Lëtzebuerg mat dësem Gesetz wäert bedeelegen, si wichteg. Virun allem d'Hëllef SURE ass an den Ae vun der LSAP en zentraalt Instrument, well et Aarbechtsplazen an domadder och d'Perspektive vu ville Salariéë queesch duerch Europa erhält. D'EU-Kommissioun geet an hirer makroekonomescher Projektioun dovun aus, datt den Emploi an der Eurozon wäert ëm 4,7 % erofgoen, Spuenie mat minus 8,7 % an Italie mat minus 7,5 % wäerten hei am besonnesche Mooss betraff sinn. De Volume vun 100 Milliarden Euro, deen de Programm SURE huet, ass deemno batter noutwendeg.

D'LSAP begréisst och, datt sech d'Memberstaaten duerchgerongen hunn, fir 240 vun deene 410 Milliarden Euro aus dem ESM, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris betraff sinn.

Et ass an eisen Aen immens wichteg, dass mer kee Memberstaat hänke loossen an dëser graver Situatioun. Wann d'LSAP begréisst, datt d'Memberstaate sech kenge strukturelle Reforme mussen ënnerzéien, ier se déi Kreditter aus dem ESM kréien, sou hätte mer an der EU allerdéngs den Deckel vun 2 % vum PIB pro Memberstaat net gebraucht. Am Fall vun Italien, an ech hunn dat scho gesot bei den Diskussiounen iwwert de PSC, mécht dat fir esou e Land knapps 36 Milliarden Euro aus. Fir e Land wéi Italien, dat esou schwéier getraff ginn ass, sinn déi Kreditter wuel méi eng Drëps op de waarme Steen.

Et wäert duerfir ëmsou méi drëm goen, datt de Plan de relance, dee wichteg ass, deen op EU-Niveau ausgeschafft gëtt, genuch Mëttele wäert hunn an dës Mëttelen och no de jeeweilege Besoine fair verdeelt ginn.

D'Propos, déi d'EU-Kommissioun Enn Mee op den Dësch geluecht huet, ass eng gutt Ausgangsbasis, och wa mir eis hei géifen nach e bësse méi Ambitioune wënschen.

Als LSAP ass et eis doriwwer eraus och wichteg, dass de Gros vum Plan de relance a Form vu Subside kann ausbezuelt ginn. Finalement wëlle mir och ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt mer net ze vill séier no der Kris erëm de Rimm méi enk schnallen. Mir mussen d'Ekonomie och ootme loossen an déi Relance och ukomme loosse bei de Leit. An dat ass zum Wuel vun de Leit a vun Europa.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, et geet bei deem heite Gesetzesprojet ëm d'europäesch Solidaritéit, déi an der Vergaangenheet leider dacks ze kuerz komm ass. An dat ass positiv, an dofir huet dat heite Gesetz och eis voll Ennerstëtzung.

Europawäit ginn esou 540 Milliarden Euro zesummegeluecht, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, fir Entreprisen ze ënnerstëtzen, fir d'Staatsfinanzen ze stabiliséieren an och am Kampf géint de Coronavirus. A fir Lëtzebuerg bedeit dat 150 Milliounen Euro an zwar a Form vu Garantien, déi am Fall vu Kredittausfäll agesat ginn.

Mat dësem Gesetzesprojet si mer solidaresch mat onse Partnerlänner an der Europäescher Unioun, deenen et manner gutt geet. An ons Ekonomie selwer profitéiert jo och vill vun dem Bannemaart a mir si gutt duerch déi heite Kris komm, an dofir ass et och wichteg a richteg, dass mer eis Responsabilitéit huelen, fir deenen aneren, déi et brauchen, ze hëllefen.

Et gouf aus der Eurokris hei geléiert. Déi Hëllefen hei sinn net un Austeritéitsmesurë gekoppelt, déi e grousse Schued an de betraffene Länner ugeriicht hunn, zum Beispill duerch forcéiert Privatiséierunge vun ëffentleche Servicer, Kierzungen an de Sozialprogrammer oder an de Gehälter, déi zu Aarmut a Prekaritéit a betraffene Länner zum Deel gefouert hunn.

D'Investissementer an d'Infrastrukturen an och de Gesondheetssystem hu gelidden an deene betraffene Länner, an dat hu mer net méi spéit eréischt wéi an där heite Kris geléiert. An dofir ass et wichteg, dass mer net déi selwecht Feeler maachen an dass mer staark ëffentlech Servicer hunn an d'Investissementer och an deene Länner an Zukunft net vernoléissegen. An dofir ass dat heite Gesetz an déi heiten Aart a Weis virzegoen e wichtege Schratt, andeems mer amplaz vun enger Spuerpolitik Solidaritéit hei weise mam Rappel, andeems mer eng Garantie ginn.

Et ass och e gutt Zeeche fir d'Wärungsunioun an och d'Zukunft vun der Europäescher Unioun, well mer relativ séier budgetär eng Äntwert ginn hunn op déi heite Kris, eng europäesch Äntwert. D'Europäesch Unioun huet gewisen, dass se handlungsfäeg ass. A mir hunn och gewisen, dass mer aus där leschter Kris geléiert hunn an nei Instrumenter konnten developpéieren.

A ganz onofhängeg vun deem Solidaritéitsgedanken, deen ech elo hei beschriwwen hunn, hu mer als Land och en Interêt, fir den anere Länner ze hëllefen, Länner wéi Italien, Spuenien, Griicheland, fir just si ze nennen, déi ferm verschëlt sinn, well esou riskéiere mer, eng nei Eurokris ze verhënneren, andeems mer déi Länner eeben net am Ree stoe loossen. An dovunner hu mir alleguerten eppes, dass mer hinnen hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Hären, geet dat heiten dann elo duer? Dat heiten, wéi gesot, si Kreditter a Garantien, et si keng direkt Hëllefen. Et ass eng richteg éischt europäesch Reaktioun. Mee si ginn awer fir vill europäesch Länner net duer, menge mir.

Länner, déi virun der Kris schonn ugeschloe waren, mussen nei Scholden ophuelen, wann och zu bessere Konditiounen, wéi wa se dat géifen um fräie Marché maachen. A mir brauchen elo zousätzlech europäesch budgetär Moyenen, fir de betraffene Staaten ze hëllefen an domadder d'Stabilitéit an der Eurozon och ze garantéieren. Et ass eppes, ech hunn et och scho gesot, wouvunner mer alleguerten eppes hunn, Gäichzäiteg och ass et d'Relance vun der europäescher Ekonomie, eng Relance, déi natierlech muss gréng sinn am Respekt vun onsen Ziler am Klimaschutz an och aneren Ziler.

An déi méi schwaach Länner, grad si kréien déi Relance net esou hin, wa mer hinnen net hëllefen, wa mer se net ënnerstëtzen. An et geet doduerjer hei och ëm d'Handlungsfäegkeet vun der Europäescher Unioun an ëm d'Vermeidung vun zousätzleche Krisen.

Ech wëll kuerz dann op de Recoverypak vun de 750 Milliarden Euro vun der Kommissioun agoen, wouvunner en Deel jo och Direkthëllefe solle sinn. Dat geet an eisen Aen eeben an déi richteg Richtung, well hei eng weider Verschëldung vun deene schwaache Staate verhënnert gëtt. An déi Konditiounen däerfen eeben net u Spuerpolitik wéi fréier emol gelinkt sinn. Mir mussen an zukunftsträchteg Investitiounen investéieren. Fir e puer Beispiller ze nennen: Infrastrukturinvestitiounen zum Beispill. Et ass an de leschte Wochen a Méint ëmsou méi dovunner geschwat ginn. Et kann een zum Beispill soen, dass mer mussen an de grenziwwerschreidenden europäesche Fernverkéier vum Zuch investéieren, wat immens wichteg ass, grad wa mer iwwert d'Zukunft schwätzen.

Mir mussen d'ekologesch Transitioun weiderbréngen, den Ausbau vun erneierbaren Energien an och eng méi nohalteg Landwirtschaft, grad och en vue vun der Stäerkung vun der Biodiversitéit, eng vun deene gréisste Krisen, déi awer gären am Schiet vun der Klimakris steet.

Mat deene Suen hei, mat deene Sue vun deem Recoveryplan däerf op kee Fall an al Modeller investéiert ginn, déi keng Zukunft hunn an déi net mat onsen Ziler vu méi Klimaschutz an also och méi Liewensqualitéit an den nächste Jore vereinbar sinn.

Dat heescht awer natierlech och, dass mer fir d'Zukunft verschidden europäesch Subventiounsmodeller mussen a Fro stellen, déi eeben am Moment net nohalteg ausgeriicht sinn. A mir musse kucken, dass eeben déi nei Mëttelen, déi mer hei ginn, net gläichzäiteg fundamental mat aneren Zilsetzungen, déi mer hunn, a Kontradiktioun sinn. An och do wëll ech kuerz déi gemeinsam Agrarpolitik nennen, ee vun den déckste Päck, déi d'Europäesch Unioun bezilt, wou virun allem awer zum groussen Deel mat der Strenz einfach verdeelt gëtt, amplaz cibléiert no de Krittären, déi ons wichteg sinn.

Da musse mer natierlech och kucken, dass d'Europäesch Unioun méi staark eege Finanzéierungsmodeller kritt. An do sinn eng ganz Rei interessant Pisten, déi an der Diskussioun sinn, zum Beispill eng Digitalsteier, eng CO_2-Bepräisung un den europäeschen Aussegrenzen op Importer aus Drëttstaaten, eng Plastiksteier, d'Ausweitung vum Emissiounshandel zum Beispill op de Schëffsverkéier oder de Fluchverkéier.

Alles dat si Proposen, déi duerchaus Sënn maachen an déi ons weiderbréngen an dem Klimaschutz op europäeschem Niveau an och esou déi budgetär Komponent vun der Europäescher Unioun géife stäerken an den europäesche Budget och méi resilient maachen. Eeben duerch nei Finanzéierungsquelle wier d'Europäesch Unioun an Zukunft manner ofhängeg vun de staatleche Kontributiounen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet hei iwwert d'europäesch Staatsgarantien huet d'Ennerstëtzung vun de Gréngen, an ech wëll dem Rapporter och villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et geet eeben drëm, fir europawäit hei Moyenen a Form vu Garantien zesummenzeleeën. Lëtzebuerg mécht dat mat 150 Milliounen Euro. Dat ass an onsen Aen en éischte richtege Schrëtt.

Mir all profitéieren dovun, dass mir als oppent Land an dem Bannemaart vun der Europäescher Unioun sinn a vun der ganzer Europäescher Unioun. An et ass eis Flicht, dass mer och hei Solidaritéit weise mat deene Länner, dehenen et manner gutt geet an der Europäescher Unioun an dass mer si ënnerstëtzen op déi hei Aart a Weis, awer och iwwer anerer, an ech hunn dat scho gesot. Et hätt eeben immens negativ Konsequenzen, wa mer hei erëm eng Kéier géifen den Euro zesummebrieche loossen oder eng gréisser Kris hätten. An dat probéiere mer mat deem heiten ze vermeiden.

Doriwwer eraus ass et natierlech an onsen Aen och wichteg, dass mer méi wäit ginn an d'europäesch Mëttele stäerken. Ech hunn den europäeschen Relancepak vun der Kommissioun mat senge 750 Milliarde fir d'Verstäerkung an der Eurozon ugeschwat. Aner Punkte sinn d'Verstäerkung vun dem europäesche Budget, mee et kéint een och anerer nennen. Dat heiten ass eng Chance, fir de Memberstaaten ze hëllefe bei enger nohalteger an digitaler Transitioun an europawäit de Green Deal ëmzesetzen an a Richtung vu méi Klimaneutralitéit d'Länner ze ënnerstëtzen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir säi Rapport an och d'Manéier, wéi en eis Sitzunge vun der Finanzkommissioun ëmmer ganz demokratesch an objektiv leet.

Ech mengen, dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, dat ass e Gesetz, wat am Fong op europäeschem Niveau, wéi gesot gëtt, eng gewësse Solidaritéit soll ervirruffen tëschent de Memberstaaten, wou déi Länner, déi méi schlecht dru sinn, iwwert dës Weeër solle gehollef kréie respektiv iwwert dëse Wee Emprunten zur Verfügung gestallt kréie mat méi engem niddregen Taux, wéi dat wier, wa si missten direkt en Emprunt huelen. An dësem Fall kënne se zréckgräifen op en Emprunt, dee vun der Europäescher Unioun géif opgeholl ginn a wou dann dervun ausgaange gëtt, datt déi Emprunten, déi d'Europäesch Unioun da kéint ophuelen, op engem relativ niddregen Taux bis zum Null-Taux kéinten opgeholl ginn.

Et ass de Programm SURE, dee schonn hei ernimmt ginn ass, ech brauch net méi op d'Detailer anzegoen, dee virun allem d'Kuerzaarbecht soll garantéieren an deene Staaten, fir datt déi ka finanzéiert ginn, eng Moossnam, vun där mir als Lëtzebuerg sécherlech net wäerte profitéieren. Et ass de Garantiefong vun der BEI, deen zur Verfügung steet, duerch deen d'Memberstaate Garantië kréien a wou de Lëtzebuerger Staat, zesumme mat deenen anere Staaten, 25 Milliarde garantéiert an den ESM stellt de Memberstaate Ligne-de-créditen zur Verfügung bis zu enger Héicht vun 240 Milliarden.

De Lëtzebuerger Staat, also Lëtzebuerg, ass heirun direkt bedeelegt mat 110 Millioune Garantien, déi an enger zweeter Phas kënnen op 150 Milliounen eropgoen. Et ass kloer, datt déi Garantien net direkt bezuelt ginn, mee datt dat Garantië sinn, déi an deem Fall, wou ee vun deene Memberstaaten déi Sue kritt huet an net à même wier, fir zréckzebezuelen, géifen antrieden, an zwar ass all Land da bis zum Maximum vun där Zomm, fir déi et garantéiert huet, zoustänneg, fir déi zréckzebezuelen.

Déi grouss Fro, déi sech an dësem Debat stellt: Ass et eng Vergemeinschaftung vun de Scholden? Jo oder nee? D'Auteure soen: „Nee, et ass keng Vergemeinschaftung." Mir als ADR soen: „Dach, et ass eng Vergemeinschaftung vun de Scholden!" Den Traité vu Maastricht am Kader vun der Wärungsunioun huet nämlech explizitt verbueden, datt Scholde vergemeinschaft ginn. An eiser Meenung no ass hei eng Vergemeinschaftung vun de Scholden, well Memberstaate Scholden ophuelen, a wa se déi net zréckbezuelen, da mussen déi aner Memberstaaten duerfir haften an déi Scholde bis zu deem Plaffong, zu deem se sech engagéiert hunn, zréckbezuelen.

Mir sinn also der Iwwerzeegung, datt dat heiten, iwwert deen dote Wee, eng Vergemeinschaftung vun de Scholden op europäeschem Niveau ass a contraire zum Traité vu Maastricht.

Et muss een och wëssen, wat een hei fir e Wee aschléit. Solidaritéit ass ëmmer e gutt Wuert. Mee hei muss ee wëssen: Déi Länner, déi hei eng staark Verschëldung hunn - mir schwätze vun deene Länner wéi Italien, Spuenien, Griicheland -, déi Situatioun, an déi déi Länner haut komm sinn, dat ass eng Situatioun, déi jo a priori iwwer Joren duerch politesch Decisiounen an deene Länner zustane komm ass. An do sinn och vill politesch Decisioune geholl ginn, déi mir als Lëtzebuerg sécherlech net geholl hunn, well mer ëmmer versicht hunn, eng responsabel Finanzpolitik ze maachen, ze kucken, datt eis Staatsfinanzen net ze vill an den Defizit kommen, fir datt mer als Land ëmmer eng staark finanziell Situatioun hunn.

Dat war an deenen anere Länner net ëmmer de Fall, an do si ganz dacks, a mir konnten dat jo och ëmmer iwwert d'Medie verfollegen, Politicke gemaach ginn, ganz dacks sinn elektoral Decisioune geholl ginn, déi net ze veräntwerte waren. An elo doduerch, datt mer am Fong eng Scholdepolitik aféieren, déi vergemeinschaft gëtt, hunn déi Länner elo nach vill manner Hemmungen, fir hir Länner an eng finanziell Situatioun ze drainéieren, well se jo wëssen, datt déi aner Länner fir Scholden haften, déi si maachen.

An do muss een och wëssen, datt dat heiten als eng Konsequenz huet, an ee vu menge Virriedner huet et ugeschwat, datt herno dat Ganzt muss bezuelt ginn an datt mer herno am Fong och wäerten europäesch Steieren, weider europäesch Steiere kréien, wou mir als ADR och dergéint sinn. Mir sinn der Meenung, datt nëmmen d'Staaten, déi eenzel Staaten, däerfen e Recht hunn, Steieren opzehiewe vun hire Bierger an hire Betriber, an dann eeben iwwer Accorden, déi getraff ginn, déi eenzel Staatsbudgeten den europäesche Budget finanzéieren. Awer iwwert d'Europäesch Unioun däerfen net Steieren opgehuewe ginn! Well Europa ass kee Staat, Europa huet keng direkt Bierger, Europa kann also an eisen Aen och keng Steieren ophiewen.

Doriwwer eraus muss ee wëssen, datt dat e ganz groussen Demokratiedefizit gëtt. Wann hei am Land eng Regierung oder e Parlament decidéiert, eng Steier anzeféieren, eng Steier ze erhéijen, dann huet de Bierger e Recht an eng Méiglechkeet, bei den nächste Walen dat ze ënnerstëtzen oder ze sanktionéieren. Wann op europäeschem Niveau eng Steier agefouert gëtt, gëtt et déi Méiglechkeet net. Déi Méiglechkeet gëtt et net! E Bierger kann net eng Europäesch Unioun, eng Europäesch Kommissioun oder Gott weess wat fir ee Gremium op europäeschem Niveau sanktionéieren. An och am Europaparlament kann e Lëtzebuerger Bierger net sanktionéiere mat deene puer Leit, déi mir do hunn an deene puer Stëmmen, déi mir doranner ofginn. Et entsteet also do e groussen demokrateschen Defizit.

Och steet zu dësem Zäitpunkt net fest, ob déi Moossnamen iwwerhaapt a Kraaft trieden integral, well jo op europäeschem Niveau och nach keng Accorden zu deene Moossnamen hei bestinn. Dat heescht am Fong: Mer stëmme preventiv e Gesetz, fir datt eebe Lëtzebuerg kann op europäeschem Niveau, wéi vläicht och aner Staaten dat preventiv stëmmen, soen, datt mer d'Viraussetzung geschaaft hunn, fir deen Accord do ze ginn, woubäi mer awer wëssen, datt verschidden aner Länner momentan nach ganz retizent sinn, fir an déi do Richtung ze goen.

Och ass net gewosst, ënner wat fir enge Konditiounen déi Länner déi Emprunte kréien. Kréie se déi op 10 Joer? 20 Joer? 30 Joer? Mir hunn déi Fro an der Kommissioun gestallt. Do hu mer keng kloer Äntwert drop kritt. Do ass gesot ginn, et géif warscheinlech gekuckt ginn, fir relativ laang Zäitraim fir déi Emprunten ze maachen. Dat heescht, mir leeën hei eng Hypothéik op, déi am Fong dann an 10, 20 oder 30 Joer wäert zum Spille kommen.

Et muss ee wëssen, datt eiser Iwwerzeegung no déi betraffe Länner, mir hu se elo schonn e puermol heibanne genannt, net wäerten, weeder an 10 nach an 20 Joer, à même sinn, fir hir Scholden zréckzebezuelen. Souguer Lëtzebuerg, e Land wéi Lëtzebuerg, wat sech jo bretzt, finanziell staark ze sinn, ass net à même, fir seng Scholden zréckzebezuelen.

Fir Scholden zréckzebezuelen, muss e Staat en Iwwerschoss a sengem Budget maachen, soss kann e keng Scholden zréckbezuelen. A Lëtzebuerg huet am Fong vun 2003 bis haut all Joers en Defizit a sengem Staatsbudget gehat mat Ausnam vun 2007. 2007 hate mer fir d'éischt en Iwwerschoss, an elo, 2018-2019, si mer relativ an den Equiliber komm a mir konnten och 2019, mengen ech, eng Kéier 400 Milliounë Kapital zréckbezuelen. Dat ass am Fong op 17, 18 Joer eng Kéier, wou mer à même waren, fir eebe kënnen e puer Honnert Milliounen zréckzebezuelen. An all déi aner Joren hu mer nëmme misse Scholde maachen, fir eeben déi Defiziter ze decken.

An da wëll ech Iech zum Ofschloss nach soen, Här President: Kuckt ons finanziell Situatioun! Déi ass eiser Meenung als ADR no bei Wäitem net esou roseg, wéi se vun der Regierung duergestallt gëtt! Wa mer nämlech d'Kris kucke vun 2008, do hate mer 10 % Defizit, Schold vis-à-vis vum PIB, dat ass deemools bis 2012, also iwwer 5, 6 Joer, vun 10 % op 20 % eropgaangen.

An der Kris vun haut, do geet et am Fong vun 2020 op 2021 vun 20 % op 30 %, also vill méi rapid erop wéi an der d'Kris vun 2008. An d'Kris vun 2008 huet och gewisen, datt déi Joren duerno, datt net op ee Joer oder op zwee Joer d'Kris am Gréff war, mee d'Repercussiounen op de Budget, déi hunn eng Rei vu Jore gedauert. An och hei wäert déi Kris iwwer 2021 eraus Repercussiounen op de Budget hunn.

An haut, mengen ech, géif keen hei d'Hand an d'Feier leeën a soen: „Vun 2022 un hu mer de Budget erëm am Equiliber!" Mir hunn en doudsécher net am Equiliber, soudatt mer och no 2021 wäerte weider Schold maachen. An ech si praktesch iwwerzeegt, datt mer an dëser Legislaturperiod duerfir iwwert déi 30 % wäerte kommen. A vu datt mer och an Zukunft dann net à même sinn, Scholden zréckzebezuelen, bleiwe mer prozentual op deem Taux stoen. An déi nächst Kris kënnt bestëmmt, an da gi mer vun 30 % op 40 % oder 45 % erop.

Also, mat där Politik, déi mer esou maachen, geet Lëtzebuerg lues, Schratt fir Schratt, och an déi Richtung vun deene Länner, deene mer mat dësem Gesetz wëllen hëllefen. An duerfir stëmmt d'ADR géint dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Här Gibéryen. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Bon, ech wäert mam konsensuellen Deel ufänken, dee wäert net laang daueren. Mee mir wäerten de Projet de loi matdroen. Mir wäerten de Projet de loi matdroen, well mer mengen, datt déi Participatiounen un deene Garantië fir déi zwee Instrumenter - dat eent, fir de Chômage partiel ze assuréieren, dat anert Instrument, dat iwwert d'Banque européenne d'investissement fiert -, datt net vill

dergéint schwätzt, fir déi Mëttelen ze benotzen. Ob déi Mëttele wierklech d'Panacée duerstellen, dat wäert sech erausstellen. Mir mengen net onbedéngt, datt dat déi grouss Léisung wäert sinn. Also, déi zwee Instrumenter kënne mer matdroen.

Et ass awer evident, an et ass jo esou, mir wëssen dat, datt dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, sech jo op déi Garantie beschränkt, mee natierlech agebett ass an engem ganze Plan de relance, agebett ass an engem sougenannte Plan de relance vun der Europäescher Unioun, deen och iwwert den Europäesche Stabilisatiounsmechanismus soll lafen.

Do si mer net méi esou averstanen, wéi et leeft. An do fänkt et un, e bësse quokeleg ze ginn. Ech mengen, den Här Gibéryen, mäi Virriedner, huet elo virdrun e bëssen esou d'Stëmm, on va dire, vun den Austeritéitslänner gespillt, vun den nërdleche Länner, mir kenne se, Holland, Dänemark an esou weider an esou virun, deelweis jo och Däitschland, déi der Meenung sinn, datt een u sech mat deenen anere Länner, déi Strukturdefiziter hunn, déi méi aarm sinn, net solidaresch soll ëmgoen. Dat ass déi egoistesch Positioun aus dem Norde vun Europa, déi an eisen Aen och nach a kengem Fall justifizéiert ass, well ech hoffen, datt déi Regéierend an den nërdleche Länner vun Europa sech bewosst sinn, datt, wann déi südlech Länner an Europa komplett faillite sinn, da wäerte si mat an d'Faillite erofrutschen.

Dofir si mir ganz kloer der Meenung als Lénk, datt ee Solidaritéitsmechanisme brauch, datt een Transferte brauch vu räich no manner räich, datt een awer och eng Ekonomie opbaue muss. Dat ass déi eng Saach.

Duerno stellt sech awer d'Fro, ob dee Mechanismus tatsächlech esou solidaresch ass, wéi en da kléngt. Well souwäit ech elo nach an der Press gesinn hunn, dat evoluéiert jo permanent, ass de Plang vun der Madamm von der Leyen jo u sech e Kompromëss tëscht den austeritäre Länner an de manner austeritäre Länner. Bon, meeschtens hu se awer och eng relativ neoliberal Regierung, soi-disant. Passons, egal. A Frankräich jo och, dat ass jo keng ganz sozial Regierung, déi do zu Paräis sëtzt. Mee soit, dat ass e Kompromëss.

An da kënnt dat, wat och an der Kommissioun gesot gouf, datt déi Hëllefen u Konditionalitéite wäerte gebonne sinn. An, mir kennen dat natierlech, datt déi Konditionalitéite jo och, deemno wéi, wann ech richteg verstanen hunn, den Här Gramegna hat dat jo och gesot, oder Vertrieder vum Finanzministère hunn dat jo och gesot, datt d'Troika u sech dat och misst surveilléieren, deemno wéi, wann ech mech net ieren.

D'Troika, pour rappel, datt sinn u sech d'Fonctionnairen, d'Technokrate vum Fonds monétaire international, vun der Europäescher Zentralbank, vun der Europäescher Kommissioun. Leit, déi strictement keng demokratesch Legitiméierung hunn, mee eendeiteg méi ze soen hu wéi all anert Organ an der Europäescher Unioun, wat eng demokratesch Legitiméierung huet!

A si waren um Wierk a Griicheland. Si hu Griicheland deementspriechend futti gemaach. Mir kréie gesot an der Finanzkommissioun vum Finanzministère: Si hu Griicheland gerett! Ech weess dat net. Mee ech sinn der Meenung, datt déi Leit, déi mengen, datt d'Troika Griicheland gerett huet, sollen op Athen goen oder op Thessaloniki goen, oder an iergendenger griichescher Stad dorëmmer lafe mat enger Pancarte, wou grouss dropsteet „I love the Troika", an dat och nach op Griichesch, a versichen, zéng Minutten iergendwéi ze iwwerliewen. Do gëtt et e Marathon, do gëtt et e Marathon! Ech kann lech assuréieren, datt dat esou eppes gëtt.

An et muss ee sech iwwerhaapt och d'Fro stellen, ob a Länner wéi, ech weess net, Portugal, Spuenien an esou weider, dat Wuert „Troika" an iwwerhaapt déi ganz Politik - dat ass wéi den Houseker - wäert gräifen. Well si wësse ganz genau, datt et e Präis gëtt, deen ee muss bezuelen: Strukturreformen, wéi si dat nennen. An déi Strukturreformen, déi treffe wien? Natierlech d'Service-publicken, am Prinzip, a si treffen d'Aarbechter. Si treffen ni d'Kapital. Si treffen ni déi, déi wierklech schold sinn un der Kris!

Et gouf gesot, an ech mengen, et si vill Leit frou, datt déi heite Covidkris, déi ekonomesch Kris, an där mer sinn, an déi Rezessioun, déi wäert kommen, strictement näischt mat de Banken ze dinn huet.

Mee wann een awer e bësse kuckt, wéi an deene Méint virun dem Covid sech d'Saach iwwerhaapt entwéckelt huet, wann een e bësse sech bewosst ass, datt mer souguer Taux-négatiffen haten, well esou eng Kris amgaange war, sech unzebanen. Et wousst een natierlech net esou richteg, wéini se géif declenchéiert ginn a wou se géif declenchéiert ginn. A glécklecherweis ass den hellege Covid komm - op eng gewëssen Aart a Weis - an e konnt natierlech d'Banken an hir politesch Vertrieder an deem Sënn e bësse retten: Also gesitt Der, et ass net eis Schold dës Kéier!

Mee neen! Mir sinn der Meenung, wann ëmmer gesot gëtt, mir missten d'Léieren aus der Vergaangenheet zéien an aus dëser Kris zéien, misst dat och um europäeschen Niveau lafen. Mir mengen awer net, datt elo mat deem soi-disant Plan de relance, deen …

Den Här Gibéryen mengt tatsächlech, dat wär eng Mutualiséierung vun den Detten. Mee ech hoffen, datt d'ADR ganz genau weess, datt dat guer net esou an déi Richtung geet, well et u Konditionalitéite jo geknäppt wäert sinn, u Sozialofbau wäert geknäppt sinn. Dat heescht, dat ass guer näischt, wat magnanime ass. Dat ass net esou, wéi wa mir hei am Norde wäerten eist Geld einfach esou am Süden dohinnerpuchen. Au contraire: Si wäerte bludden! Vläicht mir och eng Kéier, dat weess ee jo net, well et ass net nëmmen eng Kluft tëschent Norden a Süden. Soit.

Mir mengen net, datt mer elo an eng Richtung ginn um europäeschen Niveau, wou een d'Lektioun aus der Vergaangenheet gezunn hätt, mee et geet genau an déi selwecht Richtung wéi virdrun. Leider ass et esou, den Einstein huet et jo scho gesot, datt een e Problem net léise ka mat de Leit, déi um Ursprong vum Problem waren.

Dat heescht, et brauch een e politesche Wandel. D'Leit musse wëssen, datt, soulaang plus ou moins déi selwecht politesch Parteien an déi plus ou moins politesch Stréimungen un der Muecht sinn an deene verschiddenen europäesche Länner oder um Niveau vun der Europäescher Unioun, sech näischt Fundamentales wäert änneren, an datt mer herno erëm Business-as-usual hunn an datt mer warscheinlech a Richtung vu fermer Austeritéit ginn, well mer a Richtung vun enger Rezessioun ginn.

A mir wësse ganz genau, datt, wa mer net a Richtung gi vun enger Ëmverdeelung vum Räichtum, een awer wéinstens kéint versichen, d'Traitéen ze änneren, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech och op europäeschem Niveau kéint engagéieren, datt zum Beispill och d'Europäesch Zentralbank endlech kéint d'Dette vun de Länner opkafen, datt d'Europäesch Zentralbank och kéint direkt un d'Staate léinen zu engem Taux, dee ganz akzeptabel ass, wéi all Land op der Welt dat och ka maachen, wéi d'Amerikaner dat kënne maachen an anerer och. Firwat kann een dat hei an Europa net maachen?

An dat ass ee vun de fundamentale Problemer. A firwat kéint och net d'Lëtzebuerger Regierung sech endlech engagéieren, fir déi geckeg Stabilitéitskrittären endlech ofzeschafen? Si funktionéieren net wärend der Kris, mee se hunn och net virun der Kris funktionéiert. Dat si fundamental antisozial an antidemokratesch Krittären, déi do festgehale ginn, déi d'Staaten dorunner hënneren, déi néideg Investitiounen ze maachen, déi néideg Investitiounen an de soziale Servicer ze maachen, déi néideg Investitiounen an den ëffentlecheServicer ze maachen. Si hunn net funktionéiert!

Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Regierung, ech wier frou, wann d'Lëtzebuerger Regierung sech op europäeschem Niveau géif engagéiere fir eng fundamental Reform, wa se sech fir en Ofschafe vun deene Stabilitéitskrittäre géif engagéieren, a wa se sech och fir eng fundamental Reform vun der Europäescher Zentralbank géif engagéieren, an dann awer eng aner Politik bedreiwen.

Wann et net geet op europäeschem Niveau, da kann ee Grupp vu Staaten dat vläicht och maachen, mee datt een awer och duerno iergendeng Kéier d'Suen do siche geet, wou se sinn an datt een do richteg Steieren ophieft, op Fongen zum Beispill.

(Interruption)

Ech menge wierklech, jo, et muss een d'Kapital taxéieren. Ech weess, d'ADR geet léiwer d'Sue siche bei den Aarbechter an net bei d'Kapital.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- O!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir wëssen, wat fir e falscht Spill Dir spillt! Mir sinn eis deem ganz bewosst. Dir hutt dat jo elo erëm grad bewisen. Mee mir sinn der Meenung, datt dës Kéier d'europäesch Regierunge mussen d'Suen do siche goen, wou se wierklech sinn, net bei de Leit, mee justement bei de grousse Fongen a bei de grousse Societéiten! Mir wäerten déi Sue brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Coronakris huet der europäescher Wirtschaft e béisen Dämpfer verpasst, well bal all Handelsaktivitéiten an de leschten dräi Méint sinn zum Stëllstand komm oder hu missen op e ganz niddregen Niveau erofgefuer ginn. Och elo, wou et schéngt, datt mer déi éischt Well e bëssen ënner Kontroll hale kënnen, gëllen trotzdeem nach eng Rëtsch Beschränkunge fir d'Gestaltung vun eisem normalen Alldagsliewen an domadder och vun den Handelsaktivitéiten.

Dës Beschränkungen hunn natierlech ëmmer nach en Afloss op d'Konjunktur, well all Mesure, déi d'Ausbreedung vum Virus verhënnert, och eng Brems ass, fir verschidde Wirtschaftsaktivitéiten auszeféieren.

Ech denken do zum Beispill un d'Eventbranche, déi queesch iwwert d'Welt zum Erleie komm ass. Dëst Joer ginn et keng grouss Evenementer. Et gëtt keng Fussballeuropameeschterschaft, keen Tomorrowland, fir déi, déi op déi Musek stinn, oder keen Oktoberfest fir déi, déi gären däitsche Béier drénken. An och zu Lëtzebuerg wäerte grouss Evenementer wéi d'Fouer, de Bluesfestival oder d'Festivitéiten zum Nationalfeierdag net stattfannen. Wat mech natierlech och perséinlech e bëssen traureg mécht, well et ass awer ëmmer flott, bei deene Fester ze zelebréieren.

M. André Bauler *(DP).*- Och „Al Dikrech".

M. Sven Clement *(Piraten).*- An, Här Bauler, jo, och „Al Dikrech" fält dëst Joer, souwäit ech dat matkritt hunn, leider flaach, ausser de Buergermeeschter géif eis eppes aneres soen.

(Interruption)

D'Netstattfanne vun dësen Evenementer bréngt natierlech fir d'Organisateuren an och d'Participanten integral eng Perte mat sech. Am Fall, wou dës Aarbechter an Independantë kee gläichwäertegt Ersatzakommes kréien, si se natierlech an hirer Existenz bedrot.

D'sanitär Restriktiounen, déi hu misse getraff ginn, hunn also e ganz direkten Effekt op d'Erschafe vu Valeuren an eiser Wirtschaft. Wat eis Mesurë méi restriktiv sinn, wat méi Leit dorunner gehënnert ginn, hir Aarbecht ze realiséieren an domadder och Valeur an eise Wirtschaftssystem ze pompelen. Dat gesäit een dann un den Zuelen, wann notamment de PIB abrécht.

D'EU-Kommissioun rechent dëst Joer mat engem Abroch vu 7,5 % par rapport zu 2019. Dat ass an absolutten Zuele ronn eng Billioun Euro, déi an deene leschten dräi Méint net geschaaft gouf. Eng Billioun Euro, déi net un Aarbecht konnt realiséiert ginn an déi an Zukunft och net méi realiséierbar ass. Déi Suen, déi Valeur ass verluer. Dat ass e Lach an et gëtt keng aner Méiglechkeet, wéi elo iwwer Erspuernesser a Kreditter derfir ze suergen, datt dat Lach vun enger Billioun Euro net déi Falsch an eiser Gesellschaft verschléngt.

Aus dësem Grond hunn d'EU-Kommissioun an de Rot decidéiert, insgesamt 540 Milliarden Euro ze mobiliséieren, andeems d'EU-Länner op de Finanzmäert fir gutt Konditioune schnell an einfach Sue léine kënnen an esou hoffentlech d'Konsequenze vun der Covid-19-Kris op hir Ekonomien ofschwäche kënnen.

Ech betounen, datt et sech heibäi ëm Prêten handelt, déi d'Memberlänner onbeuecht vun hirer Staatsschold kënnen ophuelen an déi awer iergendwann an Zukunft mussen zréckbezuelt ginn.

A jo, den Här Gibéryen huet Recht, wann e kritiséiert, datt d'Staatsschold reegelméisseg net ofgebaut gëtt. Wat een awer éierlecherweis muss soen, ass, datt Lëtzebuerg zum Beispill, trotzdeem datt et all Joer erëm op de Mäert Sue léint, keen „default" gemaach huet. All Prêt, dee geholl gouf, ass mat Zëns an Zënseszëns zréckbezuelt ginn. An et ass ze erwaarden, datt och hei d'Destinatairë vun dëse Prêten dës zesumme mat den Zënsen an Zënseszënsen zréckbezuelen.

Insgesamt ginn dräi Finanzéierungssailen opgestallt, fir d'Aarbecht, d'Entreprisen an d'Lutte directe géint de Covid ze finanzéieren. D'Finanzéierung leeft eemol iwwert den europäesche Stabilitéitsmechanismus, eemol iwwert d'EIB, d'Europäesch Investitiounsbank, an eemol iwwer e Sécherheetsnetz, wat dem Chômage partiel ganz no kënnt, mam Akronym SURE.

Dës Fonge si gedeckt mat staatleche Garantien, well ouni Garantien, dat weess jiddwereen, deen e Prêt huet, gëtt et kee Geld op de Marchéen. Dës Garantië betreffen duerfir och Lëtzebuerg, wou mer mat jeeweils 77 Milliounen an eemol 33 Milliounen dës Fonge garantéieren, fir datt aner EU-Länner zu gudde Konditioune Suen op de Finanzmäert léine kënnen.

Et kann een driwwer diskutéieren, ob déi mobiliséiert Zomm duergeet, déi geléint gëtt, well se stellt, wéi ech virdru gesot hunn, nëmmen d'Hallschent vun där Billioun duer, déi vun där Covid-19-Pandemie zerstéiert gouf.

Op jidde Fall huet d'EU hei eppes misse maachen, well et handelt sech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ëm dee gréisste wirtschaftleche Schock zënter dem Zweete Weltkrich. An d'EU huet eppes geliwwert, mat deem alleguerten d'EU-Länner kënnen zu gudde Konditioune Geld léinen.

Elo kënne mer driwwer diskutéieren, ob et déi perfekt Léisung ass. An egal wat fir eng politesch Richtung een huet, ass all Kompromëss ni déi perfekt Léisung. Mee e Kompromëss ass dat, wat a Verhandlungen nun emol erauskënnt. Et ass dat, mat wat jiddwereen e bësse liewe kann a mat wat jiddwereen och e bëssen e Bemoll huet. Duerfir wonnert lech net, wann ech net 100 % mat deem Projet hei averstane sinn, mee et ass dat, wat mer zesummen an der EU konnten opstellen, fir de Leit, den Entreprisen an den eenzelne Länner ze hëllefen.

Am Fong ënnerstëtze mir dëse Projet also. Mee an der Form hu mer e bëssen déi nämmlecht Problemer gesi wéi de Staatsrot. Dee klenge Puffer vu 40 Milliounen, deen agesat gouf, fir séier kënne weider Suen ze mobiliséieren, dat ass an eisen Aen net, wéi eng transparent Politik, wou ee fir esou Sue bei d'Chamber kënnt, géif fonctionéieren.

Wa mer vun Transparenz schwätzen, wëll ech awer emol d'Fro an de Raum stellen, wéi dës Kreditter dann elo gemanaged ginn. Wie kontrolléiert, datt d'Suen um Enn och bei deene landen, déi se wierklech brauchen?

D'EU selwer kann net de Mikromanagement vun all eenzelnem Kreditt maachen. D'EU ass keng Bank, déi eenzel Kreditter verdeelt. Dat heescht, d'EU ass och net responsabel, datt déi eenzel Suen, deen eenzelnen Euro, bei de Leit oder bei den Entreprisen ukommen. Hei ass all eenzelt Land an der EU forcéiert, opgeruff, déi néideg administrativ Demarchen ze schafen, fir esou ze garantéieren, datt d'Suen do ukommen, wou se gebraucht ginn.

An esou, wéi eis Piratekolleegen am Europaparlament et scho soten: D'Responsabilitéit läit ganz kloer bei de Regierungen a Parlamenter fir ze kucken, datt d'Suen, déi hei kënne geléint ginn, do zum Asaz kommen, wou se gebraucht ginn!

Duerfir fanne mir Piraten et wichteg, datt kontrolléiert gëtt, fir datt dës Gelder net bei Multimillionären an auslänneschen Investisseure landen, mee wierklech an der Realekonomie, do, wou et soss zum Kollaps féiert.

Well et si Kreditter, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dat däerfe mer net vergiessen, déi duerch Steiergelder garantéiert ginn, déi duerch Steiergelder um Enn vum Dag finanzéiert ginn. An do däerf et eeben net zu Abuse kommen. An do ass eng extreem Virsiicht beim Deboursement a bei de Kontrollen dovunner néideg.

An ech hoffen, an ech sinn u sech confiant, datt eise Finanzminister op europäeschem Plang alles wäert drusetzen, datt dës Garantien agefuerdert ginn, datt d'Suen do sollen ukommen, wou se gebraucht ginn. Well wann dat net de Fall ass, dann hu mer hei eng schéi 540 Milliarde schwéier Usine à gaz produzéiert, déi zur Selbstberäicherung vun deene bäidréit, déi u sech scho genuch hunn. A wann dat sollt sinn, da féiert dat zu méi Politikverdrossenheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi definitiv net weider muss promouvéiert ginn.

Zum Schluss, Här President, wëll ech awer nach dem Rapporteur vun dësem Projet Merci soen, well en huet dëse Projet ganz gutt duergestallt. Et ass keen einfache Projet, mat ganzen dräi Sailen. An deementspriechend kann ech awer och den Accord vun eiser Sensibilitéit fir dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär mat engem duebele Merci ufänken. E Merci un de Rapporteur André Bauler fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an deen zweete Merci un all déi, déi an dëser Procédure législative implizéiert waren. Mir bréngen haut zesumme fäerdeg, dass mer dëse Projet de loi wäerte stëmmen a manner wéi engem Mount Zäit par rapport zum Moment, wou de Regierungsrot dee Projet de loi ugeholl huet a praktesch och nëm-

men ee Mount, nodeem Europa dës Decisioune geholl huet.

Dofir e grousse Merci, net nëmmen, well mer kënne weisen, dass mer séier kënne schaffen, mee well mer jo gären hätten, dass déi Garantië séier en place kënne sinn an et ganz schued gewiescht wär, wa Lëtzebuerg do hannen am Peloton gewiescht wär oder wa mer effektiv net virum Enn vun dësem Mount dat hätte kënne stëmmen, well dann hätte mir d'ganz Prozedur opgehalen. All Land huet sech engagéiert, fir et esou séier wéi méiglech ze maachen. Lëtzebuerg ass do am viischte Peloton. An ech mengen, dat steet eis all gutt zu Gesiicht.

Bevir ech op de Projet de loi aginn, well den Debat awer och e Modell 1 war an e bësse méi Zäit war, géif ech gären e bëssen aushuelen iwwert déi verschidde Remarken, déi gemaach gi sinn, wou mer dann dru sinn an Europa a wat um Niveau vun der Europäescher Unioun an de leschte Wochen a Méint gemaach ginn ass, fir op dës gemeinsam Covidkris ze reagéieren.

Ech muss Iech soen, dass, wann ech elo op déi dräi lescht Méint zréckkucken, a wann ech elo hätt missen e Statement ofginn am Mäerz, wéi Europa dosteet par rapport zu dëser Covidkris, wär ech extreem enttäuscht gewiescht, extreem pessimistesch iwwert d'Chancë vun Europa par rapport zu haut.

Mir hunn am Laf vum Abrëll, Mee op europäeschem Niveau et fäerdegbruecht, haaptsächlech am Eurogroup an am ECOFIN, fir e Pak auszeschaffen, deen et an Europa nach ni ginn huet. Ech mengen, all déi, déi un Europa gleewen, an dat ass d'grouss Majoritéit hei am Parlament, an dat ass d'grouss Majoritéit an eisem Land, kënne sech nëmmen doriwwer freeën.

Et kann een natierlech ëmmer fannen, dass d'Fläsch nëmmen zwee Drëttel voll ass oder d'Glas zwee Drëttel voll ass an een Drëttel eidel. Mee mir sinn hei iwwert der Hallschent. Mir sinn hei wierklech iwwert der Hallschent voll, wëll ech Iech ënnersträichen. An ech géif dat gären e bësse beschreiwen.

Mir hunn dräi Mesurë geholl, déi Urgencemesurë sinn, wouvun der zwou hei den Objet si vum Projet de loi, dat heescht, dat, wat d'BEI mécht, an dat, wat de Projet SURE mécht. Herno kommen ech drop ze schwätzen. Deen drëtten Element ass de Méchanisme européen de stabilité. Déi dräi zesumme si 540 Milliarden Euro, déi Europa - tëschent Guillemeten - „zur Verfügung stellt".

Dat huet et nach ni ginn. Ech muss Iech soen, mir hunn eis d'Käpp gutt ageschloen. Mir hunn e puer Nuechten drop verbruecht an hu missen awer eng Unanimitéit hunn, fir dat ze maachen, well et nei Instrumenter sinn, déi et virdrun net ginn huet. Kommt, mir ënnerschätzen dat doten net, dass mer dat fäerdegbruecht hunn!

A firwat hu mer dat fäerdegbruecht? Well déi Kris natierlech Tracen hannerléisst an all Land. An dat war d'Haaptargument, firwat och Lëtzebuerg plädéiert huet, méi wäit ze goe wéi dat, wat mer gewinnt sinn, méi wäit ze goe wéi dat, wat d'Traitéen hierginn, well mir sinn all betraff.

Et ass vill gesot ginn hei, dass Länner wéi Italien a Spuenien an e puer anerer méi betraff sinn. Se sinn en fait duebel betraff. Si si betraff vun enger Gesondheetskris a se sinn nach eng Kéier betraff, well se keng gutt finanziell Lag hunn. Mee och déi, déi eng gutt finanziell Lag hu wéi mir, si voll betraff. An eis finanziell Lag wäert sech staark degradéieren, vu dass mer dëst Joer wäerten en Defizit hu vu bal fënnef Milliarden Euro amplaz en Iwwerschoss. Also mir sinn och betraff. An et war eng Situatioun, wann Europa net hätt kënnen nei Instrumenter schafen an engem Moment, wou d'Kris vu bausse kënnt, vun engem Virus - et ass wéi eng Attack op Europa, se ass zwar net nëmmen op Europa, se ass op där ganzer Welt -, wa mer et do net fäerdegbruecht hätten, eis zesummenzerappen a Saachen zesummen ze maachen, ech soen Iech, dat wär d'Enn vun Europa gewiescht!

A mir hunn eis als Lëtzebuerg wierklech dofir geschloen, esou vill mer konnten, an allem, net nëmme bei de Finanzministeren, och bei den Ausseministeren, beim Premierminister, fir dass Europa soll en Deel vun der Léisung sinn an dass Europa net bausse steet an nokuckt.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dat ass dat, wat hei gelongen ass. Ech hunn elo déi dräi Mesures d'urgence ugeschwat. Ech schwätzen elo gläich och eng Minutt iwwert de Recovery Fund, Fonds de relance. Mee kommt, mir vergiessen och d'Zentralbank net! D'Zentralbank huet virun zwee Méint gesot, se géif bis 750 Milliarden Euro un Obligatioune vun de Memberstaate kafen, an huet virun e bësse méi wéi enger Woch nach gesot, se géif der 600 Milliarde méi kafen. An esou eng Flexibilitéit hate mer jo och nach ni. An dofir sinn d'Zënsen esou niddreg. Mir hunn och dovunner als Lëtzebuerg benefitéiert.

Heiansdo kritt een d'Gefill, net nëmmen heibannen, mee och dobaussen, dass all déi Saachen nëmme gutt si fir déi aner an net gutt wiere fir Lëtzebuerg. Wa mir konnten zu liicht negativen Zënsen 2,5 Milliarden den 18. Abrëll léinen, ass dat wéinst där Politik vun der Europäescher Zentralbank. Kommt, mir soen, mir erkennen dat awer och un! Dat kënnt jo eis och zegutt!

Vill vun deene Mesuren, ech kommen nach herno drop zréck, benefitséieren och eiser Ekonomie, eisen Entreprisen, eise Salariéen.

Une voix.- Ganz genee!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- E Wuert zum Fonds de relance, Recovery Fund. Déi Debatt ass nach amgaang. 750 Milliarden Donen an och Prêten, wou Lëtzebuerg bereet ass, méi ze maachen, méi ze maachen, en fait, méi wéi säi mathemateschen Deel do bäizesteieren. Mee och do gëtt et Limitten. Mir kënnen och nach e Multipel vun deem erabezuele par rapport zu deem, wat mer erauszéien. Mee och do muss awer eng gewësse Fairness bestoen. Well fir dass déi Saach kredibel ass, a well mer jo all betraff si vun dësem Virus, et brauch een nëmmen d'Ziffere vun eiser Ekonomie ze kucken, minus 6 % warscheinlech dëst Joer, jo, da muss och Lëtzebuerg en Deel Beneficiaire sinn.

Zu dësem Projet de loi, well et ugeschwat ginn ass vu Verschiddene mat engem ganz e bësse kriteschen Toun, dass mer hei net transparent wären: Mir hätten hei kënnen ee Projet de loi maachen, wou mer nëmmen d'Garantie vum SURE drageschriwwen hätten - déi ass 77 Milliounen -, well dat iwwer 40 Milliounen ass, an déi vun der BEI, déi 33 Milliounen ass, déi hätte mer kënne maachen, ouni iwwer Gesetz ze fueren. Dat hätte mer kënne maachen.

Ech wollt dat net. Ech hu fonnt, dass dat do e Package ass, an dofir hu mer déi zwou Saachen zesummegeschloen an dofir insistéieren ech gären drop fir ze soen: Mir hu genau de Géigendeel gemaach! Mir hunn Iech, d'Parlament, informéiert vun all deem, wat amgaangen ass ze geschéien, an net gesot: „Déi eng Limitt ass 33 Milliounen, dat ass ënner 40 Milliounen, da kënne mer dat ouni Gesetz maachen!"

Mir hunn och déi Marge de manœuvre agebaut, fir nëmmen net an d'Situatioun ze kommen, dass mer hannert dem Komma, oder e puer Milliounen, jee nodeem, wéi dat ausgerechent gëtt, op eemol eppes gestëmmt hätten, also Dir hätt eppes gestëmmt an der Chamber, wou herno eng Millioun gefeelt hätt. Dofir déi Marge de manœuvre. Et ass also net 77 an 33 gefrot, mee 36 % méi op deenen zwou Plazen. Dat sinn dann 105 Millioune fir de SURE a 45 Millioune fir d'BEI.

Wat sinn d'budgetär Konsequenze fir Lëtzebuerg hei? Dans l'immédiat näischt, dans l'immédiat näischt! Dat si Garantien, déi mer ginn. Wann alles - tëschent Guillemeten - „riicht ausgeet", wäert dat de Lëtzebuerger Steierzueler net ganz vill kaschten oder bal näischt kaschten.

Mee kommt, mir maachen eis awer och keen A fir en U vir! Ech huelen zum Beispill d'BEI. Do geet et jo drëm, d'Cautionnementer vun den Entreprisen ze garantéieren. Wa mer nëmme géife Cautionnementer ginn un Entreprisen, wou de Risk, dass se Faillite maachen, immens kleng ass, jo dann hëllefe mer net vill den Entreprisen an da verléiert natierlech déi Loi de garantie hiert Zil.

Mir hunn eis vill agesat, fir dass d'PMEe sollen den Haaptbeneficiaire si vun de Garantien. An dat ass eis och gelongen, zesumme mat anere Staaten. An ech wëll och, wat d'BEI ubelaangt an d'Cautionnementer vun den Entreprisen, ënnersträichen, dass natierlech d'Lëtzebuerger Entreprisen eligibel sinn, fir dovunner ze beneficiéieren. Dat kënnt also och direkt Lëtzebuerg zegutt.

Wat d'SURE ubelaangt, dat ass dee Scheema vum Chômage partiel. Éischtens hu mir dee Scheema, deen huet net all Land. Verschidde Länner hunn dat guer net, dee Scheema. Mir hunn en a mir kënnen dat selwer finanzéieren. Mir hu warscheinlech keen Interêt, finanziell gesinn, op déi Garantie zréckzegräifen. Mee mir kéinten et maachen! Mee de Moment stellt déi Fro sech, mengen ech, net.

Mee mir si frou, dass duerch déi Garantie, déi Lëtzebuerg zesumme mat anere Länner gëtt, déi Länner, déi entweeder de Scheema net hunn oder dee schwéier finanzéiere kënnen, et kënne méi liicht finanzéieren.

Wat ass dann - an ech kommen da schonn op d'Konklusioun - en fait den Interêt vu Lëtzebuerg, wa mer dat elo e bësse breet oder e bëssen enk wëlle kucken?

Dat heite sinn zwee Instrumenter vun deenen dräi vun den direkten Hëllefen, déi elo direkt en œuvre gesat ginn. Dat heiten ass also e Geste de solidarité.

Zum Zweete garantéiert et de Level-Playingfield, well mir liewen de Moment an enger Period, déi ganz extra ass, wou d'Kommissioun d'Konkurrenzreegelen opgelackert huet par rapport zu deem, wat mer normalerweis hunn, par rapport zu de Ramebedéngungen, déi d'Europäesch Unioun normalerweis festsetzt. Verschidde Saachen, déi hei elo geschéien, wären normalerweis iwwerhaapt net méiglech, well se eng Distorsioun vu Concurrence maachen.

Zum Drëtte benefitséieren déi Saachen hei - an ech hunn et scho virdrun e bëssen ugeschwat - den Entreprisen, haaptsächelch d'BEI, mee de SURE benefitséiert den Entreprisen an de Salariéen. An de Chômage partiel - ech ënnersträichen dat allkéiers, wann ech nëmme kann - ass net nëmme gutt fir d'Salariéen, en ass och gutt fir d'Entreprisen! An et ass, mengen ech, eent vun deenen Instrumenter, déi am beschten ënnersträichen: Eng Wirtschaft, déi gutt fonctionéiert, ass eng, wou et dem Salarié gutt geet a wou et den Entreprisë gutt geet. Dat eent ouni dat anert geet net!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz pertinent!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat Véiert ... Also, déi Instrumenter féieren also derzou, dass mer et wäerte fäerdegbréngen, dass d'Reprise e bësse besser geschitt an e bësse méi séier geschitt an deene meeschten EU-Länner, a grad an deenen, déi méi schwaach opgestallt sinn. Do kann ee soen: „Dat ka Lëtzebuerg e bëssen egal sinn." Ben, do sinn ech awer absolutt net domat d'accord an d'Regierung ass net domat d'accord. Au contraire. Eis geet et gutt, wann et deenen aneren och gutt geet!

Wiem verkafe mir dann eise Stol? Wiem verkafe mer eis Satellittservicer? Wiem verkafe mer eis Service-financieren? Wiem vermaarte mer eis Investitiounsfongen? Majo, der ganzer Welt, an haaptsächlech an Europa mat der libre Prestation de services, mat der libre Circulation des capitaux, der libre Circulation des biens. An dat däerfe mer ni vergiessen!

De Marché unique ass en fait fir eis e richtegen Tresor. Ouni dee kéint eis Wirtschaft sech iwwerhaapt net entwéckelen. A wa mir natierlech déi Länner duerch déi Instrumenter, déi gutt duerchduercht sinn, ënnerstëtzen, hëllefe mer deene Länner, mee indirekt hëllefe mer eis selwer.

Zum Schluss wéilt ech awer och, fir en iwwerméissegen Enthusiasmus ze bremsen, soen: All Mesure, déi Lëtzebuerg eppes kascht, déi soll natierlech an d'Parlament kommen. Déi soll diskutéiert ginn. An do wäerten nach Saachen op eis duerkommen. De Recovery Fund, de Fonds de relance ënner anerem, de Budget pluriannuel vun der EU op siwe Joer. Dat muss alles duerch d'Parlament goen. Dat heescht, Dir wäert dat alles gesinn. A mir mussen dat och kritesch hannerfroen.

Wann ech dat haut mat Enthusiasmus verteidegen, wat hei gemaach gëtt, dann heescht dat net, grad als Finanzminister, dass mir alles duerchwénken. Mir wäerten derfir suergen, dass den Deel, dee Lëtzebuerg dréit, dass dee fair ass, dass dee richteg ass, dass dee proportionell ass. Dass e liicht méi wéi proportionell ass, kann och an der Rei sinn, mee et muss sech a Grenzen halen. Well effektiv, wéi richteg ënnerstrach ginn ass: Dat heite si Sue vum Steierzueler.

A wann ee gesäit, wéi séier eisen Defizit fir 2020 klëmmt, da muss een natierlech vigilant a virsiichteg bleiwen.

Ech soen Iech Merci fir déi gutt Debatt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7595. Den Text steet am Document parlementaire 7595[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7595 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass de Vott ofgeschloss. An de Projet de loi 7595 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Une voix.- 4 Nee-Stëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- 4 Nee-Stëmmen, pardon! Jo! De Projet de loi 7595 ass mat 55 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7595 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian

Mir kommen dann elo zur Question urgente Nummer 2412 vum Här Mars Di Bartolomeo an dem Här Dan Biancalana iwwert d'Zukunft vum Guardian-Grupp zu Diddeleng. Den Här Biancalana huet fënnef Minutten, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou, fir ze äntweren. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci, dass dës Fro vun dem Mars Di Bartolomeo a mir d'Urgence unerkannt krut.

De Muere konnte een, jo, schonn iwwerraschend an der geschriwwener Press liesen, dass Guardian Europe säi Standuert zu Diddeleng kloer a Fro stellt, well d'Liewensdauer vun de Glasiewen zu Enn kënnt an e considerabelen Invest misst getätegt ginn, fir d'Weiderproduktioun kënnen ze garantéieren.

Guardian produzéiert jo Glas, Flaachglas, an ass e ganz bekannten Zouliwwerer vun der Automobillbranche international. Wann d'Produktioun zu Diddeleng definitiv agestallt soll ginn ... Säit 1989 ass Guardian an der nationaler Industriezon Wolser. Déi national Industriezon an deem Raum gouf jo geschaaft als Äntwert op d'Stolkris. An nieft hire Sitten, déi se och zu Käerjeng an zu Bartreng hunn, huet dës Decisioun natierlech e konsequenten Impakt op d'Aarbechtsplazen, bon, an dat och nach a Krisenzäiten.

Viru gutt dräi Joer huet Guardian awer och nach e gréisseren Invest a seng Produktioun zu Diddeleng getätegt, notamment an déi gréng Technologien, fir sech ze moderniséieren a sech och ze conforméieren. An e gouf och dofir vum Staat subventionéiert. An ech konnt mech erënneren, dass ech bei där Aweiung derbäi war.

Duerch déi aktuell Decisioun vu Guardian ass net nëmmen den Industriestanduert - well dat ass en -, den Industriestanduert Diddeleng a Gefor. A mir kënnen eis alleguerte gutt erënneren: Virun déck zwee Joer gouf jo och eng Diskussioun gefouert ronderëm d'Wierk vun Arcelor, also den direkten Noper vu Guardian, a mat ILVA, wou, mengen ech, herno och nach Liberty Steel effektiv d'Responsabilitéit an de Courage hat, et ze iwwerhuelen. Et ass also net nëmmen de Standuert Diddeleng, deen a Gefor ass, mee och den industrielle Secteur hei

zu Lëtzebuerg, wat awer, mengen ech, nach e ganz, ganz wichtege Pilier ass an der Diversification économique.

Dofir hei meng zwou Froen un de Wirtschaftsminister: Wéi war d'Informatiounspolitik vu Guardian vis-à-vis vum Wirtschaftsministère, vis-à-vis vum Minister? War hiert Virhabe wierklech eng Politique du fait accompli? A wéi eng Moyenen, wéi eng Marge wëllt d'Regierung sech ginn, fir de Site zu Diddeleng ofzesécheren, an esou déi 200 Aarbechtsplazen, déi hei awer kloer a Gefor sinn, probéieren ze erhalen an ofzesécheren?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Dem Dan Biancalana an dem Mars Di Bartolomeo merci fir déi Question urgente, déi se haut stellen en rapport mat Guardian, wat mer och erlaabt effektiv, op deen Dossier do anzegoen.

Et ass effektiv gesot ginn an et ass gewosst, dass de Flaachglasproduzent Guardian säit den 80er Joren hei bei eis zu Land present ass. Guardian ass eng vu ville groussen amerikaneschen Entreprisen, déi sech effektiv an de 70er an an den 80er Joren hei zu Land installéiert hunn. Et ass och ee vun deenen Industriebetriber, déi mer effektiv am Wirtschaftsministère elo säit e puer Joer oder säit enger ganz längerer Zäit scho besonnesch an intensiv suivéieren an och accompagnéieren.

Virgëschter Owend souzen d'Dirigeantë vum Group Guardian, notamment den General Manager fir Europa, bei mir am Büro am Ministère, fir iwwert d'Zukunft vum Betrib zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Si hunn eis an där Reunioun iwwer hir Decisioun informéiert, fir den Uewen um Site zu Diddeleng effektiv erofzefueren. Dat heescht, datt Guardian mat der Produktioun vu Glas zu Diddeleng effektiv wäert ophalen.

Dat ass och déi direkt Konsequenz, dass am ganze Grupp Guardian weltwäit d'Investissementer an Héicht vu ronn 130 Milliounen Dollar an d'Moderniséierung an an de Renforcement vun esou Installatiounen zréckgestallt goufen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och op villen anere Sitten.

Mam Cooldown vum Uewe ginn awer net all d'Aktivitéiten zu Diddeleng gestoppt. Et ass effektiv nach e Laminoir do, dee bestoe bleift an deen och nach wäert weider lafen. Trotzdeem: Effektiv wäerten hei eng ganz Rei Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. An dat ass natierlech kee flotte Moment an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Industrie.

D'Gewerkschafte si gëschter Moien doriwwer vun der Direktioun vu Guardian informéiert ginn. Guardian huet eis versécher t, dass den Ofbau vun dëse Plazen natierlech an Ofsprooch mat der Delegatioun wäert geschéien an natierlech och e Sozialplang wäert ausgeschafft ginn, zesumme mat der Delegatioun vum Personal.

Mir probéieren op eiser Säit, zesumme mam Aarbechtsminister, zesumme mat der ADEM, datt déi Leit, déi hir Schaff verléieren, an engem anere Betrib ënnerdaach kommen oder dass soss aner sozial Mesurë kënne spillen, wéi natierlech d'Preretraite.

Am Wirtschaftsministère wësse mer, an den Dan Biancalana huet et och nach eng Kéier gesot, dass den Uewen zu Diddeleng en fin de vie war, dass en e gewëssenen Alter huet an onbedéngt hätt missen erneiert ginn. Dofir hat mäi Virgänger och am Mee 2018 eng Rees an d'USA gemaach, fir mat de Proprietäre vu Guardian och doriwwer ze diskutéieren an ze verhandelen.

Ech selwer hat den 23. Abrëll, matzen am Lockdown, e Gespréich mat de Responsabele vu Guardian doriwwer. Deemools war déi Decisioun nach net gefall. Guardian mengt, dass sech am Kontext vun der Coronakris bis 2023 d'Demande fir industriell Glasproduktioun net erhuele wäert. Dat ass eng Konsequenz vun engem schwächelnden Automobillsecteur, awer och an der Konstruktioun wäert et europawäit op deene Marchéen, wou Guardian Lëtzebuerg täteg ass, manner schnell dréien. Et kann een also soen, dass dat heiten eng éischt industriell Victime vun der Coronakris ass.

D'Beispill Guardian weist awer och, wéi wichteg et ass, datt an der Industrie permanent investéiert gëtt, fir ëmmer um leschte Stand vun der Technologie ze sinn a fir op déi Manéier esou ressourcëschounend wéi méiglech ze produzéieren, awer och fir esou par rapport zu der Konkurrenz kompetitiv ze bleiwen.

An ech wëll et nach eng Kéier soen: Dat ass de Grond, firwat mer dat Aideninstrument op den Instanzewee geschéckt hunn, fir d'Hëllefe substanziell an d'Luucht ze setzen, fir d'Betriber derzou ze incitéieren, fir an d'Digitalisatioun ze investéieren, fir an ëmweltfrëndlech Technologien ze investéieren, fir sech fit ze maache fir d'Zukunft an och fir a Richtung Kreeslafwirtschaft ze goen, a fir se justement ze incitéieren, hir Investissementer, déi geplangt waren, och wierklech ze maachen, fir déi duerchzezéien an net fir se ze suspendéieren.

Gardian ass awer och e Beispill, wat weist, dass engem Standuert wéi Lëtzebuerg haut näischt méi geschenkt gëtt, dass mer natierlech an engem internationale Marché sinn, dass mer et hei och et mat engem internationale Grupp ze dinn hunn, deen eng Partie Produktiounsstätten an Europa huet an deen hei natierlech Decisiounen hëlt, déi och op Rentabilitéit baséiert sinn.

Mir kënnen op där anerer Säit awer, an dat ass vläicht eng positiv Nott an dëser Diskussioun, houfreg sinn, dass vill vun deenen Industriebetriber, déi an de 60er a 70er Joren an och duerno nach op Lëtzebuerg koumen, an der Lescht hir Aktivitéiten ausgebaut hunn, wéi zum Beispill DuPont zu Contern, déi an eng nei Produktiounslinn vun Tyvek investéiert hunn.

Aner Betriber hunn hir Sitte massiv moderniséiert. Ech denken elo zum Beispill u Goodyear zu Diddeleng, déi déi modernste Pneuefabrik an Europa gebaut hunn, oder Husky, där hire Projet „Factory of the Future" a Saachen Digitaliséierung richtungsweisend ass.

A mir wäerten eis mat aller Energie och derfir asetzen, dass och Guardian an Zukunft weider an de Lëtzebuerger Site investéiert, dass se an en héich modernen, energieeffizienten Uewen investéiert, wann de Moment komm ass. Dofir wäerte mer weider a Gespréicher bleiwen a mir wäerte wierklech kucken, dass Guardian op dee Wee geet.

Béid Beispiller, déi ech virdru genannt hunn - Goodyear, awer och Husky wéi och DuPont -, weisen awer trotzdeem och a mengen Aen, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg e Secteur ass, dee weiderhi vill Potenzial huet, grad wann d'Betriber op d'Technologië vun der Industrie 4.0 setzen.

An am Resümmee kann een, mengen ech, soen, och wann haut natierlech déi Decisioun vu Guardian absolutt ze bedaueren ass, datt haut den Industriestanduert Lëtzebuerg net a Fro gestallt ass. Am Géigendeel. Dat weist a mengen Aen déi nohalteg Entwécklung an d'Digitaliséierung vum Secteur aus deene leschte Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot.

5. 7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7585 iwwert d'Aféierung vu verschiddene Moossnamen am Kader vum fräie Verkéier vun de Leit a vun de Migranten. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Jo, Dir Dammen an Hären, d'Covid-19-Kris huet jo villes op d'Kopp geheit. Virun allem déi méi jonk Leit, déi eigentlech keng Grenze bannent Europa méi kannt hunn, stoungen op eemol virun enger Barriär oder goufe vun der Police ugehalen, wa se bis bei eis Nopere goe wollten. Ech mengen, dat war eppes, wat sech der vill net konnte virstellen, och eigentlech déi méi Eeler ënner eis net.

Doriwwer eraus hat d'EU-Kommissioun de Memberstaaten un d'Häerz geluecht, d'EU-Baussegrenze fir d'Leit aus Drëttstaaten zouzemaachen. Alles dat hat eng Rëtsch Konsequenzen. Och fir den Immigratiounssystem hu sech op eemol e puer Froe gestellt, wa Leit net méi ausreese konnten oder net konnten zréckgefouert ginn.

Den Ausseministère selwer konnt och net méi op all d'Demanden, wéi zum Beispill d'Titre-de-séjouren, reagéieren. An duerfir goufen am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz eng Rëtsch Moossname geholl, fir d'Delaie vu verschiddene Prozeduren ze verlängeren an déi Leit, déi an esou enger Situatioun sinn, ze schützen.

De Projet, dee mer elo virun eis leien hunn, verlängert eeben dës Moossnam iwwert d'Enn vum État de crise eraus a gëtt hinnen domadder eng gesetzlech Basis, sou wéi mer dat dëser Deeg méi dacks musse maachen. Heibäi gëtt temporaire vu verschiddenen Dispositiounen aus dem Immigratiounsgesetz vun 2008 derogéiert.

Fir Leit aus Drëttstaaten, déi zanter dem 1. Januar 2020 op Lëtzebuerg komm sinn, gëtt den Delai fir d'Ausstelle vun hirem Titre de séjour op sechs Méint verlängert. D'Validitéit vun den Titres de séjour selwer, déi ofgelaf sinn, gëtt bis den 31. August 2020 verlängert. An den Openthalt vu Leit aus Drëttstaaten, deenen hire Visa ofgelaf ass oder deenen hiren Openthalt déi berüümten 90 Deeg iwwerschratt huet, gëtt bis den 31. Juli 2020 als regulär unerkannt.

D'Mënscherechtskommissioun hat sech an hirem Avis gefrot, ob déi verschidden Delaie laang genuch wieren. Hei huet an der Kommissioun den Ausseministère preziséiert, datt dës Delaien opgrond vun enger Analys engersäits vun der Situatioun an anerersäits vun de Capacitéite vum Ministère festgeluecht goufen. Falls et sech awer als onméiglech erausstelle sollt ze reesen, well sech d'Situatioun zum Beispill erëm verschlechtert hätt, kéint een awer reagéieren an zum Beispill e Visa Typ D ausstellen.

Wichteg ass a mengen Aen, dass mer hei eng mënschlech Approche behalen a verhënneren, dass Leit géifen an e rechtleche Vakuum falen.

Mir ginn der Mënscherechtskommissioun och Recht, dass déi concernéiert Persoune kloer iwwert dës Delaien an iwwert d'Demarchen insgesamt informéiert musse ginn.

Zweetens schaaft dëst Gesetz och de Kader, fir d'Recommandatioun vun der EU-Kommissioun ëmzesetzen, d'EU-Baussegrenze bei net essenziellen Deplacementer fir Leit aus Drëttstaaten zouzemaachen. Et ginn allerdéngs Ausnamen, wou dës Restriktiounen dann net spillen.

De 16. Mäerz huet d'EU-Kommissioun eng Recommandatioun erausginn, wou se proposéiert, dass d'Staats- a Regierungscheffen eng koordinéiert Decisioun sollen huelen, fir déi net essenziell Deplacementer aus Drëttlänner an d'EU temporaire anzeschränken. Zu Lëtzebuerg goufen dës Moossnamen am Artikel 14 vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz festgehalen.

De Projet de loi vun haut gëtt dëser Moossnam déi gesetzlech Basis, fir se och nom Enn vum État de crise oprechtzeerhalen. Fir dass et awer genuch Flexibilitéit gëtt, fir op kuerzfristeg Annerunge vun der Situatioun respektiv fir op d'Recommandatioune vun der Kommissioun reagéieren ze kënnen, ginn d'Dauer, de Geltungsberäich an d'Modalitéite via Règlement grand-ducal festgeluecht. An effektiv huet d'EU-Kommissioun net méi spéit wéi den 11. Juni eng Kommunikatioun mat neie Recommandatioune publizéiert, also dee selwechten Dag, wéi ech der aussepolitescher Kommissioun och mäi Rapport zougestallt hat. An ech mengen, dat weist nach eng Kéier, wéi komplizéiert déi ganz Covidkris et der Politik mécht.

Well dat, wat gëschter vläicht nach richteg war, ass deemno wéi haut net méi esou. An ech mengen, do kënne mer alleguerten heibannen an och an der Regierung e Liddchen dovunner sangen.

An d'EU-Kommissioun encouragéiert d'Memberstaaten elo, d'Bannegrenze bis de 15. Juni erëm komplett opzemaachen an d'Restriktiounen op de Baussegrenze bis den 30. Juni ze verlängeren. Vum 1. Juli u sollen dann déi Restriktioune fir verschidden Drëttlänner graduell opgehuewe ginn. Ech ginn elo net weider op d'Detailer vun där Recommandatioun an, mee wollt awer drop hiweisen, dass d'EU-Kommissioun Flexibilitéit als ee vun de Prinzippie vun deem Prozess gesäit. Dat heescht also, dass e konstante Monitoring gemaach gëtt an, wann d'Situatioun sech erëm verschlechtere géif, Restriktiounen erëm kënnen an d'Liewe geruff ginn.

Duerch dëst Gesetz an d'Approche, fir d'Detailer via Règlement grand-ducal festzeleeën, gi mer eis eeben d'Méiglechkeet, fir flexibel op eventuell nei Recommandatioune vun der EU-Kommissioun ze reagéieren. Fir dass dat awer net bis an d'Onendlechkeet erareecht, gëllen d'Dispositioune vun dësem Gesetz just bis den 31. Dezember vun dësem Joer.

E puer Wuert nach zu eisen Aarbechten an der Kommissioun. Dat goung alles relativ séier an ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun och Merci derfir. De Projet gouf den 19. Mee vun eisem Ausseminister deposéiert. Mir hu souwuel den Avis vum Staatsrot wéi och dee vun der Mënscherechtskommissioun gepréift. Dem Staatsrot senge Remarken hu mer Rechnung gedroen an de Rapport gouf den 12. Juni vun der Kommissioun ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Rapporter, dem Yves Cruchten, villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och als President vun der Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht wärend där Zäit. Well et ass wouer, mir hu relativ séier misse schaffen, hunn och ganz vill Froe gehat. An dat ass alles ganz, ganz gutt verlaf.

Als CSV ënnerstëtze mer dëse Projet de loi, well en ass engersäits do, fir all deene Mënschen ze hëllefen, déi aus iergendenger Situatioun an ouni Eegeverschëlden an eng illegal Situatioun hätte kënnen erarutschen, an anerersäits ass en awer och do, fir dem Ministère elo déi néideg Zäit ze ginn, fir kënnen déi Dossieren opzeschaffen, déi wéinst der Covidkris leie bliwwe sinn.

Et geet also ëm Rechter vun de Leit. A wann et ëm Rechter vun de Leit geet, besonnesch där, déi a besonnesche Situatioune sinn, an ëm e Modus Vivendi wärend dëser Krisenzäit, dann ass et kloer, dass mir als CSV do dohannerstinn an dee Projet de loi och ënnerstëtzen, an dofir och keng Kontroversen an dësem Dossier hei wëllen opmaachen, dat ass ganz kloer.

Ech erlabe mer awer trotzdeem, fënnef Remarke mat op de Wee ze ginn, déi mer awer wichteg erschéngen. Déi éischt ass déi heiten. Et geet jo ëm Ressortissants de pays tiers. Dat bedeit an et setzt viraus, dass d'europäesch Aussegrenzen trotzdeem wärend der Kris oder wéinst der Kris weiderhin zou sinn, wat jo fir eng ganz Rei Leit awer trotzdeem e Problem u sech ass. Ech géif gäre froen, ob et bekannt ass, ob wärend dem État de crise ..., oder wéi vill Déclarations d'arrivée an och Demandes de protection internationale awer trotzdeem wärend dem État de crise hei zu Lëtzebuerg gemaach goufen, an och nach eng Kéier drun erënneren, dass de Moie jo d'Pressekonferenz war vum Flüchtlingsrot, déi och nach eng Kéier eng Rei Saachen opgeworf hunn an awer och eng Kéier vill Luef ausgeschwat hu fir déi Politik, déi elo wärend dëser Zäit bedriwwe gouf.

Et ka jo gutt sinn, an dat kann ee sech jo virstellen, dass grad wéinst der Coronakris eng Rei Leit aus Pays tiers hiert Land verlooss hunn, well do eeben de Covid net behandelt oder net gutt behandelt gëtt, an dass et Mënsche gëtt, déi sech gesot hunn: „Zu Lëtzebuerg wär ech do a méi enger gesécherter Situatioun." Dat ass meng éischt Bemierkung.

Déi zweet ass déi heiten: Wann et viraussetzt, dass eeben d'Aussegrenzen zou sinn, da betrëfft et awer am Flüchtlingsberäich oder stellt sech am Flüchtlingsberäich déi Fro vun den Dubliner. An do ass meng Fro déi: Leeft dee Prozess weider vun deenen, déi elo iwwert déi Feststellung vun Dublin, déi dovu betraff sinn? Leeft dat weider? Ginn déi Mënschen elo an deenen eenzelne Länner vun Europa erëm verdeelt?

Déi drëtt Bemierkung ass déi heiten: Et geet drëms, dass d'ASTI an deene leschten Deeg nach eng Kéier op d'Situatioun vun de Sanspapiers higewisen huet. Ech weess an ech si mer bewosst, dass mer hei iwwert déi schwätzen, déi aus oder ouni Eegeverschëlden an d'Inegalitéit gerutscht sinn. Hei ginn et Mënschen, déi aus iergendwelleche ganz komplexe Situatioune gewielt hunn, an enger Situatioun ze sinn, déi mir als eng illegal Situatioun feststellen, also déi keng Openthaltsgeneemegung zu Lëtzebuerg hunn. An d'ASTI huet extra drop higewisen, dass dat oft ganz, ganz komplex Geschichte si mat ganz komplizéierten a komplexe Motivatiounen, déi net do sinn, fir se ze verurteelen, mee déi do si fir ze probéieren, se ze verstoen, vläicht well se d'Aarbecht verluer hunn oder aus iergendengem Grond de Flüchtlingsstatus verluer hunn.

Hei meng Fro: Wéi d'ASTI virgeschloen huet, eng Ulafstell vum Staat ze schafe fir déi Leit, déi eeben an där Situatioun sinn, ob d'Regierung sech esou eppes kéint virstellen.

Meng véiert Bemierkung: D'Mënscherechtskommissioun, an den Här Rapporter ass schonn drop agaangen, och op de Rapport oder d'Reaktioun, den Avis vun der Mënscherechtskommissioun, huet nach eng Kéier be-

tount, dass et wichteg ass, och Léisungen ze fanne fir déi Mënschen, déi zu Lëtzebuerg kee Statut hu bezéiungsweis am Moment net hei regulariséiert sinn, déi awer erëm wëllen heemgoen, ob et Léisunge gëtt a wéi déi Léisungen ausgesi fir déi Leit, déi erëm wëllen heemgoen.

An dat Lescht ass, ech wëll nach eng Kéier betounen, wéi wichteg dass et eis erschéngt, dass eng Publication claire gemaach gëtt, dass déi Betraffen also kloer an däitlech iwwer hir Rechter an d'Verlängerung vun hire Rechter opgeklärt ginn.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. De leschte Sonndeg war zu Schengen eng kleng Feier, wou dann de 35. Anniversaire vum Traité, Ofkommes vu Schenge gefeiert ginn ass. Et léisst ee sech natierlech dann dozou hileeden, fir sech e puer Gedanken ze maachen iwwert d'Schengen-Ofkommes. A besonnesch ass dat Ofkommes jo an deene leschte Méint ganz op d'Prouf gestallt ginn.

Et huet ee gemierkt, wéi wichteg datt Grenze sinn. Et huet een awer och gemierkt, wéi séier datt Staate bereet sinn, datt dat, wat se feierlech 1985 op der Marie-Astrid ënnerschriwwen hunn, op eemol awer net méi esou eescht soll geholl ginn. Ech hunn dat elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt ausgedréckt, mee et ass awer eppes dobäi.

Dat soll eis awer och ze denke ginn, wéi wichteg datt et ass, datt mer esou Ofkommessen hunn an datt déi och musse respektéiert ginn. Mir hunn haut e Gesetz, wat elo punktuell muss ugepasst ginn, wou et eeben, wéi gesot, ëm d'Verlängerung vun Delaie geet. Dat ass eng Selbstverständlechkeet, fanne mer, well besonnesch an der Prozedur vun Demandes d'asile, datt do awer muss elo méi eng Flexibilitéit spillen. Mir wëssen, datt dat an deene leschte Wochen a Méint zu ganz grousse Problemer gefouert huet. An doweinst ass, vun deem Standpunkt hier gekuckt, dat hei ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert.

Deen zweeten Aspekt vun deem Gesetz, dee behandelt jo do, datt u sech Leit aus Pays tiers net méi d'Méiglechkeet hunn, theoreetesch an den europäesche Raum anzereese bis spéitstens den 31. Dezember, sauf, wéi gesot, datt elo nach eng Verschlëmmerung vun der Situatioun kéim, datt do aneschters nach misst reagéiert ginn. Wat wichteg ass, ass, datt mer flexibel sinn.

Ech mengen, de Rapporter, den Yves Cruchten, huet dat hei gutt ënnerbreet. Ech soen em och Merci fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. Mee wéi gesot, Flexibilitéit ass e weesentlechen Aspekt engersäits vis-à-vis vun deene Leit, déi natierlech nach wie vor Ursaachen hunn, fir hiert Land ze verloossen, éischter aus ekonomesche Grënn, anerersäits awer och, et däerf een net vergiessen, datt jo och hei elo eng Rei Leit net kënnen zum Beispill op Lëtzebuerg kommen oder an aner Staate vun der Europäescher Unioun, fir ekonomeschen Aktivitéiten nozegoen. Och dat musse mer eis bewosst sinn.

Grad e Land wéi Lëtzebuerg, e klengt Land, mee wat eng oppen Ekonomie huet, wat eeben awer ganz vill Commerce mam Ausland mécht, ass drop ugewisen, datt och reegelméisseg den Echange mat Spezialisten aus dem Ausland ass, déi natierlech elo, bedéngt duerch esou Situatiounen, net d'Recht kréie vläicht, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Dowéinst, wéi gesot, ass d'Flexibilitéit awer ganz wichteg. Wann ee mierkt, obwuel een och ganz virsiichteg muss sinn, wann ee mierkt, datt d'Situatioun sech géif awer lues a lues méi entspanen, da muss och déi Bereetschaft do sinn, vläicht och emol u gewësse fix Datume réckelen ze goen.

Et ass awer allerdéngs esou, datt, an ech wëll dat och nach ënnersträichen, wat de Paul Galles hei gesot huet, en huet elo eng Rei pertinent Froe gestallt, datt virun allem d'Informatioun hei muss spillen. An ech denken och do un déi Leit, déi natierlech net déi Moyenen hu wéi mir, déi net esou iwwerinforméiert, muss ee scho bal soen, si wéi mir, well se och déi Moyenen net hunn, déi technesch Moyenen.

An et ass jo och esou, datt zum Beispill deen een oder anere Rendez-vous iwwer E-Mail muss ugefrot ginn. Dat ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, eng Normalitéit, mee fir vill aner Leit ass dat net de Fall. Dowéinst ass et och wichteg, datt déi Leit éischtens, wéi gesot, gutt informéiert ginn iwwer hir Moyenen, datt se och elo verlängert Delaie kréien, awer anerersäits och vläicht eng gewëssen Hëllefsstellung kréien, wa se sech net esou an deem technesche Dschungel géifen erëmfannen.

Dat gesot, bréngen ech selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, et handelt sech heibäi ëm eng Prorogatioun vu verschiddene Mesuren, déi aus dem Krisereglement verlängert ginn. Dat gouf vu menge Virriedner jo schonn extensiv erkläert.

De Rapporter huet déi eenzel Aspecte vum Gesetz ervirgehuewen. Him e grousse Merci fir säi schréftleche wéi mëndleche Rapport. Ech schléisse mech och hei de Virriedner un, déi ervirhiewen, wéi wichteg et ass, dass eng Informatiounscampagne gemaach gëtt fir déi concernéiert Leit. D'Mënscherechtskommissioun huet dat jo och ganz däitlech an hirem Avis gesot. Si musse wëssen, wat hir Rechter an hir Flichte sinn.

A kuerz virum Weltflüchtlingsdag den 20. Juni wollt ech awer och ervirsträichen, dass et weiderhin nach ëmmer kann ..., dass d'Recht, fir Asyl unzefroen, also Protection internationale, nach ëmmer Bestand huet. Dat ass e fundamentaalt Grondrecht, wat och heiduerjer u sech net verhënnert gëtt. An do ass natierlech och dann déi Fro vum Dublin-Prozess innerhalb vun der EU eng ganz pertinent, déi de Kolleeg Paul Galles gestallt huet.

Weiderhin ass et wichteg, datt mer eis Gedanke maachen, wéi eng Léisunge kënne fonnt gi fir déi Leit, déi zréck an hiert Heemechtsland wëlle reesen, déi dat aus Transitproblemer net kënnen oder well hir Heemechtslänner se net zréckhuelen. An do musse mer Léisunge fir déi betraffe Leit fannen.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Rapporter Yves Cruchten huet d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, ech wollt just eng Kéier séier, well ech weess, dass den Här Ausseminister de Mëtten net kann hei sinn, fir op eng Partie vun deene Froen ze äntweren, déi gestallt goufen, mee ech erlabe mer dann als President vun der Kommissioun, déi eng oder aner Äntwert ze ginn.

Den Här Galles huet jo gefrot, wéi et wär mat den Demandes de protection internationale. En huet och gefrot, wéi et ass mat den „Transfert Dublin". Ech wëll just rappeléieren, dass déi Informatiounen, mir maache jo eemol d'Joer an der Kommissioun eng Kéier den Tour, wou mer de Point maachen, d'Situatioun iwwert dat lescht ganzt Joer. Do huele mer eis dann Zäit, fir dat am Detail ze analyséieren.

Et ass awer esou, dass een déi Informatiounen all Mount, Mount fir Mount opgeschlësselt um Internetsite vum Ministère erëmfënnt. An do hunn ech dat dann elo séier nogekuckt an da kann ech em äntweren, dass an de Méint Abrëll a Mee 10 respektiv 15 Demandes de protection internationale eragereecht goufen an dass keng Transferten eraus a keng Transferten era gemaach goufen am Kader vum Dublin-III-Reglement.

An zu der Fro, déi och elo d'Madamm Bernard nach opgeworf huet, mat der Informatioun, déi muss geleescht ginn, do hate mer och doriwwer rieds an der Kommissioun. Ech hat och probéiert, dat a mengem Bericht ze soen. Mee et ass esou, dass de Ministère sech där Saach bewosst ass an dass de Ministère och ugekënnegt huet, dass se géifen Efforte maachen, wat d'Kommunikatioun vun deenen neie Bestëmmungen ugeet.

Voilà! Dat wollt ech just als Prezisioun ginn. Ech wollt déi Froen net einfach esou am Raum stoe loossen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Prezisiounen. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat dem Merci un den Här Cruchten, deen esou kompetent ass, datt en och d'Regierung haut de Mëtten hei ersetzt.

(Brouhaha)

Well mir denke prinzipiell ... Prinzipiell denke mer, datt et schued ass, datt den zoustännege Ressortminister an enger Fro, déi awer anscheinend fir d'Regierungskoalitioun esou wichteg ass wéi d'Immigratiounsfro, hei de Mëtten net vertrueden ass.

Mir hunn och e puer Bemierkungen, wat dëse Projet ugeet. A meng éischt ass, datt ech verwonnert sinn iwwert d'Positioun, déi d'CSV hei vertrueden huet. Ech hunn dat Gefill, datt d'CSV amgaangen ass, Gambia lénks ze iwwerhuelen an der Immigratiounspolitik. An dat ass schonn eng Konscht. Dat ass schonn eng Konscht, muss ech Iech soen. Mee dat, wat hei zum Deel vun der CSV proposéiert ginn ass, ass net am internationale Recht virgesinn. Dat ass innovativ, fir et emol ganz virsiichteg auszedrécken.

Et ass och eng Kontradiktioun per se, datt mer hei eng Situatioun hunn, wou Gambia sech ëmmer opgereegt huet, wann d'Baussegrenze vu Lëtzebuerg duerch d'Nopeschstaate kontrolléiert gi sinn - wat mir jo absolutt kënnen novollzéien, mir hate jo do e Konsensus, datt mer all déi Situatioun net gär haten -, awer net protestéiert gëtt, wann d'Baussegrenze vun der EU kontrolléiert ginn. Well dat Argument, wat ëmmer gesot ginn ass, eng zoue Grenz kann de Virus net ophalen, da gëllt dat jo och fir d'Baussegrenzen.

Also mir hätten do gär eng logesch Kohärenz. A mir stelle just fest, datt et anscheinend Gambia net stéiert, datt d'Baussegrenze vun der EU zou sinn. Wou ass dann do d'Logik? Mee mir sinn domat d'accord, natierlech mussen déi Grenze kontrolléiert ginn.

Déi puer Bemierkungen, déi ech wëll maachen, dat sinn einfach déi heiten. Mir kënne mat allem d'accord sinn, wat an dësem Gesetz steet. Mir brauche Rechtssécherheet fir déi Leit, wou den Här Cruchten a sengem exzellenten Exposé jo och duergeluecht huet, wat d'Ursaachen dofir sinn. Mir brauche Rechtssécherheet an et ass jo och gutt am Interessi vun deene Leit, datt mer déi Dispositiounen hei verlängeren, fir datt do alles méiglech ass, fir datt se hir Situatioun kënne regulariséieren.

Mee et feelen eis Saachen. Mir denken, mir hu Problemer genuch am Beräich vun der Immigratioun. A wann een elo higeet an et mécht een e Gesetz an deem Beräich, da kann een dat jo net ausblenden. An dofir soe mer: Mir hunn hei eng verpasste Chance. Mir hätte gär véier Saachen och an dësem Gesetz gehat, wou mer mengen, mir missten endlech legislativ aktiv ginn oder op jidde Fall Saache regulariséieren.

D'Retentioun zum Beispill. Mir haten an dëser Kris Leit, déi einfach aus der Retentioun fräigelooss gi sinn. Natierlech ass d'Retentioun kee Prisong. Mee mir leien an den Delaie wäit ënnert deem, wat d'EU-Recht erlaabt. An d'Regierung hätt kënnen ouni Problem ënner Beruffung op Verfassungsartikel 32 (4) Dispositiounen huelen, fir d'Retentioun ze verlängeren am État de crise. Dat ass net gemaach ginn.

Mir froen eis: Wou sinn déi Leit haut? Wou si se? A wéi enger Situatioun si se? Gi se elo erëm zréck an d'Retentioun? Wéi wëllt d'Regierung se fannen? Gi se elo ausgewisen? Wou si mer dru mat deene Leit? Keng Äntwerten, mir wëssen et net.

Et ass schued, datt den Här Asselborn net hei ass. Hien hätt eis et bestëmmt gesot.

Zweete Punkt. Mir hunn eng Diskussioun hei am Land, den Här Galles huet a sengen Ausféierungen och drop ugespillt, iwwert déi, déi net an enger regulärer Situatioun sinn. Ech ginn net op déi Poleemik an, wa gesot gëtt, kee Mënsch wier illegal. Natierlech ass kee Mënsch illegal. Awer hir Presenz um Territoire ass illegal. An do hätte mir gär, datt mer net higinn an einfach an eng Logik vu Regulariséierung vun der Illegalitéit ginn, mee mir hätte gär, datt mer d'Leit incitéieren, déi zu Lëtzebuerg sinn, dat conformement zu eise Gesetzer ze maachen. Da komme se och net an eng Situatioun vu Prekaritéit. Da si se jo an enger sozialer Ofsécherung. Dat ass dat, wat mir gär hätten.

Mir hätte gär, datt déi Leit, déi hei um Territoire sinn, sech un eis Gesetzer halen an an enger regulärer legaler Situatioun sinn. Mir wëllen net elo higoen an eng Logik, fir einfach ze soen: „Ma da regulariséiere mer." Well da kommen déi nächst, déi sech an déi Situatioun beginn, déi nächst Prekaritéit. Dat ass einfach e falschen Usaz. Mir hu Gesetzer. Eis Gesetzer gëlle fir jiddereen.

Mir hätte gär eng Kontroll a mir wëllen einfach eng Rechtsstaatlechkeet an deem Sënn och verstane wëssen, datt jiddereen, deen hei um Lëtzebuerger Territoire ass, sech un déi Gesetzer gebonne fillt, well dat ass esou, wéi e Rechtsstaat fonctionéiert.

Drëtte Punkt. Mir hunn e grousse Problem hei am Land mat Drogemafiaen, op der Gare, op anere Plazen am Land, mir wëssen dat alleguer. E groussen Deel vun deene Leit sinn aus Schwaarzafrika, si kommen an d'Europäesch Unioun mat Pabeiere vu Länner, an deene si eeben den Territoire vun der Europäescher Unioun als Éischt beréiert hunn, Spuenien, Italien an anerer. Déi Pabeiere sinn dacks schlecht ausgefëllt, deelweis ausgefëllt, se feelen oder et si keng Datumen drop, et si Lacunnen. Mir hätte gär, datt och den Ausseminister, deen zoustänneg ass fir dëse Beräich vun der Immigratioun, vun Asyl, der Police an dem Policeminister, an dësem Fall dem Här Bausch, hëlleft, fir déi Situatiounen ze verhënneren, wou Leit mat falsche Pabeiere kënnen hei um Territoire sinn, fir hei illegal Geschäfter ze maachen zulaaschte vun der Gesondheet vun eiser Populatioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Do geschitt näischt! Dat ass net akzeptabel. Wa mer hei schwätze vun Immigratiounsgesetzer, da musse mer kucken, datt e Mëssbrauch vun eiser Largesse an deem Beräich zu kriminellen Zwecker zulaaschte vun der Gesondheet, dacks och vu jonke Leit, absolutt verhënnert gëtt.

Véierte Punkt. Vill Leit am Land reege sech op, besonnesch hei an der Stad, datt mer eng Mendicitéit hu mat organiséierten Heeschebanden. Dat ass eng Form vu Mënschenhandel. Et ass eng Form vu Mëssuechtung vun der Dignitéit vum Mënsch. Et ass esou villes. A mir wëssen, déi kommen iwwert d'Grenz moies, a mir kucken dat no. Mee dat europäescht Recht iwwert d'Beweegungsfräiheet an der Europäescher Unioun ass net geduecht fir ze erlaben, Mënschen auszebeuten, doduerch datt mer organiséiert Heeschenaktivitéiten an engem Nopeschland toleréieren.

Mir soen, dat ass e Mëssbrauch vun der Beweegungsfräiheet. Dat kënnt fir eis net a Fro! Mir wëllen dat net! A wa mer wëlle géint déi organiséiert Mendicitéit hei virgoen op eng effikass Manéier, ma da kënne mer den Usazpunkt huele fir ze soen: „Ma dat ass e Mëssbrauch vun der Beweegungsfräiheet, déi kënnen net zu deem Zweck iwwer eis Grenze kommen, fir Leit auszebeuten, déi deeglaang dosëtzen, zum Deel fréier mat Kanner, mat Déieren an esou weider an esou virun, déi keng Perspektiven am Liewe kënnen entwéckelen, näischt aneres wéi dozesëtzen, fir ausgebeut ze gi vu Leit, déi vun deenen Aktivitéite profitéieren!" Et geet dach net duer, datt mer eis hei doriwwer opreegen, datt mer Matleed weisen. Mir mussen et ënnerbannen! An dat heiten, d'Beweegungsfräiheet, d'Legislatioun am Beräich vun der Immigratioun gëtt eis en Hiewel. Mir sollen och dee benotzen.

(Interruption par la présidence)

Et sinn also Saachen, déi eis feelen. Ech halen op mat enger leschter Bemierkung, Här President.

De Règlement grand-ducal, deen eis hei presentéiert ginn ass, dee gesäit och eng Dispositioun vir, wéi eng Leit nach kënnen op Lëtzebuerg kommen. Dat ass de Punkt k). An an deem Punkt k) steet selbstverständlech: Leit, déi wëllen heihinnerkommen, fir d'Protection internationale ze kréien „ou pour d'autres raisons humanitaires", kënne kommen. Dat ass am Usaz richteg. Mir wëllen awer och drop opmierksam maachen, datt mer och hei eng international an eng europäesch Rechtsreegelung hunn, an déi seet: „Wien aus engem sécheren Drëttstaat kënnt, kann hei keng Demande op Asyl maache mat Aussiicht op Erfolleg." An och dat ass Recht an och dat wëlle mir respektéiert wëssen.

Alles dat feelt eis an dësem Gesetz. Dofir wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat e klengen Intermezzo virdru mat der ADR, Här President. D'Funktioun vu rietse Parteien, déi ass ganz kloer, déi kenne mer. D'Funktioun vu riets Parteie besteet doranner, Schwaacher géint Schwaacher auszespillen, fir déi ganz Räich kënnen ze protegéieren.

Dat ass ganz kloer. Mir soen ëmmer: „Wann s de kee Klassekampf hues, da kriss de e Rassekampf!" An dat ass dat Allerschlëmmst. Dat ass an der Geschicht beluecht. Dat ass ganz oft geschitt. An et ass dat, wat d'ADR mat enger rarer Systematik mécht.

Den Zesummenhang och hierzestellen tëschent Leit, déi aus dem sougenannte Schwaarzafrika kommen - ech kennen der och ganz vill, dat si ganz fei Leit, dat ass en Term, deen ech net esou géif benotzen -, deen Zesummenhang hierzestelle mat der Kriminalitéit, dat dréit en Numm, dat ass Rassismus. Dat muss een awer och eng Kéier ganz kloer soen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … och, Här Wagner, dat weess all Mënsch!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, mee dat ass … Wësst Der, ech ka mech moies an de Spigel kucken.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech och.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, mir hunn net déi selwecht Wäerter. An d'ailleurs, dat wonnert mech och net, datt den Här Galles, deen huet d'LSAP, kann ee soen, vläicht lénks iwwerholl, den Här Galles, wann hie sech fir déi Leit engagéiert, dat ass justement, well hie weess, wat Chrëschtentum ass. Dat ass och e Glawen an de Mënsch. Dat ass keng folkloristesch Veranstaltung, wéi déi Riets dat ëmmer esou mengen. Dat ass och dat, wat Der net esou richteg verstitt.

Ech sinn och frou justement, datt den Här Galles déi Fro ugeschwat huet, well mir wäerten dee Projet de loi selbstverständlech matdroen. Mee virun e puer Deeg hunn de Marc Baum an ech selwer eng Question parlementaire gestallt un den Här Asselborn an un d'Madamm Cahen, déi natierlech net hei sinn, fir justement d'Fro opzewerfe vun de Leit, déi an enger irregularer Situatioun hei zu Lëtzebuerg sinn an déi am totalen Denuement sinn.

Et ass geschwat ginn, also do sinn Artikele komm och iwwert d'ASTI, déi sech ëm déi Leit zesumme mat der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte musse bekëmmeren, well leider de Familljeministère net vill mécht. An Dir hutt Leit, déi natierlech am Normalfall schwaarz schaffen, vläicht am Horeca, als Botzfraen an esou weider, an déi elo guer, guer näischt méi hunn. Dat ass eng katastrophal Situatioun fir Honnerten, wann net Dausende vu Leit, haaptsächlech aus Brasilien, Kamerun, Cap-Vert an esou weider.

Déi Leit si scho laang hei. Déi Leit wäerten och hei bleiwen, zemools wann ee bedenkt: D'Brasilianer, also déi ginn … Wann ee weess, wien un der Muecht elo ass: E rietsextreeme Psychopath, wou ee wierklech dovunner kann ausgoen, datt déi a Brasilien - ech weess, vu wat ech schwätzen, et betrëfft mech an der Famill jo och e bëssen -, déi ginn dëst Joer net méi zréck, vläicht d'nächst Joer och net méi zréck. Dat ass wierklech eng katastrophal Situatioun. Et ass natierlech net nëmme Brasilien, mee et si vill Länner, do hutt Der wierklech immens vill Leit, déi sinn elo am totalen Denuement.

Dat bedeit och … Zemools fir Fraen, ech brauch Iech kee Bild ze molen, wat dat fir Frae ka bedeiten, wa se emol net méi schwaarzschaffe kënnen, zum Beispill als Botzfra oder am Horeca, wat se alles vläicht musse maachen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech brauch Iech kee Bild ze molen! Dat ass näischt Schéines. Ech mengen, mir mussen elo awer, an dat ass d'Fro, déi mer gestallt hunn: Engersäits, wat géif d'Regierung elo maachen, fir deene Leit direkt ze hëllefen, wuel wëssend datt déi Leit och Angscht hunn, well se net gepëtzt wëlle ginn? An anerersäits menge mer, datt een eppes misst maachen, wat och scho gemaach ginn ass, souguer vum Här Frieden, dat ass, datt een eng Regulariséierung mécht iergendeng Kéier.

Well maacht Iech keng Illusioun, déi Leit bleiwen hei! Déi Leit wäerten heibleiwen. Si schaffen och hei. Ech hu léiwer, si schaffe regulär wéi irregulär. Et ass besser fir jiddereen: fir eis Gesellschaft, fir de Staat souguer an och fir déi Leit a fir d'Gesondheet. An dann, wa mer wierklech net wëllen, datt gewësse Leit, déi an där Irregularitéit sinn op Joren an op Joren, sech mussen duerchschloen, wa mer wierklech net wëllen, datt se Saache maachen, déi net onbedéngt konform mat der Legalitéit sinn, da muss ee vläicht dee Schrëtt elo eng Kéier huelen. Wann den Här Frieden dat deemools konnt, da misst déi heite Regierung dat och kënnen.

Ech weess, datt déi zoustänneg Ministeren elo net do sinn. Mir hunn déi Fro gestallt. Ech wär awer frou, mir wäre wierklech frou a vill Leit wiere frou, wann d'Regierung dee couragéierte Schrëtt géif maachen. Humanismus, dat ass awer och eppes Konkreetes, grad an enger Krisenzäit musse mer dee Schrëtt maachen. Dann hu mer wierklech Existenze gerett, litteralement.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat elo e bëssen d'Gefill, am falsche Film ze sinn, well mer iwwer e Gesetzesprojet à l'appui schwätzen an eng fundamental Diskussioun ënner anerem iwwer Rassismus an iwwert d'Recht vu Leit, do ze liewen, wou se wëlle liewen, féieren.

Ech erënnere mech dorunner, datt mer och hei am héijen Haus scho vu Politiker, och vun der Regierung den Term zum Beispill „nigerianesch Mafia" an enger Kommissioun ze héiere kruten, iwwregens en Term, géint dee mir eis als Piraten vehement gewiert hu mat engem Bréif och un de Chamberspresident, datt een net esou rassistesch Termen, déi eppes reng op eng Nationalitéit oder reng op eng Hautfaarf limitéieren, soll benotzen. Well hautdesdaags geet et net méi duer, kee Rassist ze sinn. Hautdesdaags muss een Antirassist sinn!

(Interruptions)

Dat als Éischt emol gesot. Här President, ech hunn d'Wuert, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Genau! Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Am Kader vun der Coronakris …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, Här Kartheiser, den Här Clement huet d'Wuert, hunn ech just gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dierf ech wannechgelift eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat kënnt Der dann duerno maachen.

Sout, Här Clement, elo ass déi néideg Rou erëm do. Dir kënnt elo weiderfueren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Am Kader vun der Coronakris war et fir d'Europäesch Unioun immens wichteg, eng kohärent Politik vun hire Baussegrenzen ze verfollegen. Dorop huet d'Kommissioun och méifach higewisen. Dës Kohärenz war innerhalb vun Europa net ëmmer wierklech do. Verschidde konservativ Politiker hu gemengt, et kéint een de Virus u Landesgrenze stoppe respektiv se misste bei hire Wieler den Haarde markéieren an d'Grenzen zoumaachen, fir no banne Stäerkt ze weisen. Dat ass iergendwéi eppes, wat heiansdo esou e Gest ass fir ze weisen: „Ech sinn dee Staarken, dofir maachen ech d'Grenzen zou!" A wie bestrofe se domadder? Ma genau déi, wou se argumentéieren, se wéilte se schützen.

Also ech ginn dem David Wagner do schonn e bësse Recht, datt et e bëssen Hypokrisie ass ze mengen, andeem ee grad déi Schwächste géint aner Schwaacher ausspillt, datt een doduerjer op eemol en Haarde wär. Dat ass nämlech bei Wäitem net esou. An ech mengen, datt dat éischter en Aarmutszeugnis fir déi Politiker ass, déi gemengt hunn, e Virus, deen iwwert d'Loft iwwerdroe géif ginn, géif op enger Grenz, déi op Pabeier definéiert ass, Halt maachen. E Virus ass net esou intelligent, datt en iergendeen Traité vun anno Tubak liese kann a weess, wou eng Grenz ass. E Virus ass esou domm, datt en tatsächlech déi Grenzen einfach ignoréiert.

A wie mengt, mat Grenzenzoumaache géif e Virus sech stoppe loossen, deen huet, mengen ech, an der Bio net opgepasst.

Här President, mam Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2020, dee verschidde Mesuren am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 virgesinn huet, ech mengen, mir kennen en all, goufen och hei Dispositioune betreffend Immigratioun aus Net-EU-Staaten agefouert.

De Projet de loi, iwwert dee mer grad schwätzen, gesäit vir, verschiddener vun dëse Mesuren, notamment déi, déi am Artikel 13 a 14 vun deem Règlement grand-ducal virgesi waren, ze verlängeren.

Mir erlabe mat dësem Projet zum Beispill enger Persoun, déi den 1. Januar zu Lëtzebuerg ukomm ass, hiren Delai fir d'Demande vum Titre de séjour ëm e puer Méint ze verlängeren. Déi Titres de séjour, déi ofgelaf sinn, ginn iwwergangsweis verlängert. Bref, all déi Mesuren, déi vun all deene Virriedner schonn explizitt duergestallt gi sinn.

Ech mengen, datt een, wann een iwwert déi Mesurë schwätzt, wierklech sollt sech drun erënneren, datt zoue Grenzen Lëtzebuerg schiedege kënnen.

Mir hunn et gesinn a mir sollten eis dat och an Zukunft an d'Bewosstsi ruffen. Wat awer de Projet sous avis hei ugeet, wollt ech nach drop hiweisen, datt d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis richteg bemierkt huet, datt een d'concernéiert Persoune muss transparent an adequat iwwert d'Modifikatioun am Gesetz informéieren, a well grad bei där Populatioun, déi mer hei viséieren, net onbedéngt Kenntnis vun eisen Amtssprooche ginn ass, muss dat eventuell och a Sprooche stattfannen an op Moyene stattfannen, déi net jiddwerengem geleefeg sinn.

Dat gesot, stëmme mir dëse Projet de loi mat, fir eng Sécurité juridique ze schafen a well et eebe wichteg ass, datt Lëtzebuerg och weiderhin eng Terre d'accueil ass an net eng Terre, wou ee Leit, well se eng aner Hautfaarf hunn oder eng aner Nationalitéit hunn, direkt als Mafiosi vernennt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Här Kartheiser, elo däerft Der dem Här Clement eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma da soen ech Iech Merci, Här President, an och dem Här Clement, well en d'Fro entgéinthëlt. Ech wollt kuerz op de Begréff vun der nigerianescher Drogemafia agoen, dee, wéi gesot, net vun eis ass, dee mer an de Kommissiounen och vun zoustännege Ministeren héieren hunn, einfach de facto eng Tatsaach, eeben am Ableck. Dat do ass jo am Laf vun der Geschicht och vun anere gemaach ginn. Am Ableck hu mer e Problem eebe mat enger nigerianescher Drogemafia.

Ech wollt den Här Clement froen, wou do dat rassistescht Element ass. Wësst Der, Nationalitéit ass eng rechtlech Kategorie. De Staat Nigeria verdeelt d'Nationalitéit u Leit, dat huet also näischt mat hirer biologescher Konditioun ze dinn. Den Alter, d'Geschlecht an esou weider si biologesch Krittären.

D'Nationalitéit ass eng rechtlech Kategorie, déi vun engem Staat, an dësem Fall dem Staat Nigeria, u Bierger verdeelt gëtt no Krittären, déi an hirem Rechtssystem festgeluecht ginn. Dofir wollt ech eebe froen, wann de Staat Nigeria Nationalitéiten no gewësse Krittäre verdeelt, wou do dat rassistescht Element derbäi ass, wa mir dat feststellen, wéi de Staat Nigeria einfach eng Rechtskategorie handhaabt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech soen dem Här Kartheiser u sech villmools Merci fir déi Fro, well et weist wierklech, wéi eng Iwwerzeegungen do derhannert spillen.

Éischtens emol ass net erwisen, datt jiddwereen, dee mat deem Term „nigerianesch Mafia" zitéiert oder soll, jo, duergestallt ginn, wierklech d'Nationalitéit vum Staat Nigeria huet. Ech mengen, datt mer Krimineller, a virun allem Drogekrimineller, aus enger ganzer Hellewull vu Länner hunn, vun ënnerschiddlechster Hautfaarf an ënnerschiddlechster Nationalitéit. Deementspriechend ze mengen, datt ee seet „nigerianesch Mafia" an domadder hätt een dann och nëmmen Nigerianer getraff, dat ass awer e bësse kuerz gesinn.

Nee, et gëtt hei mat Symboler gespillt. Et gëtt domadder gespillt, datt déi meescht Leit, ech géif soen, déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi d'nigerianesch Nationalitéit hunn, eng aner Hautfaarf hu wéi den Duerchschnëttslëtzebuerger. A genau mat deene Prejugéë gëtt gespillt, wann ee seet „nigerianesch Drogemafia". Well soss géif et duergoen, ze soen „Drogemafia" an net „nigerianesch Drogemafia". Do gëtt scho mat Prejugéë gespillt. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Wie wierklech mengt, wie wierklech mengt, datt d'Nationalitéit direkt emol exclu wär vu Rassismus, dee vergësst, datt bei deene meeschte Staaten d'Nationalitéit duerch d'Gebuert an deem Staat oder vun Elteren an deem Staat kënnt an datt dat net e fräie Choix vun deem jeeweilege Bierger ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schwätzt eis och nach e bësse vun der italieenescher Mafia!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt, Här Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot als Vertrieder vum Här Asselborn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären de Jean Asselborn excuséieren, deen haut effektiv net konnt hei si fir dëse Projet.

Ech géif gären dem Rapporter Yves Cruchten Merci soen. Wéi hie gutt erkläert huet, ass dëse Projet de loi en fait just do, fir verschidde Mesuren am Beräich vun der Immigratioun an de Baussegrenzen, déi wärend dem État de crise geholl houfen, fir e puer Méint ze verlängeren. Dës Mesurë betreffe souwuel d'Legalitéit vum Openthalt vun eise Matbierger aus Drëttstaate wéi déi temporaire Verlängerung vun dem sougenannten „entry ban"op eiser Baussegrenz, deen EU- a Schenge-wäit am Ufank vun der Kris en place gesat ginn ass.

Et handelt sech hei also wierklech ëm eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun den europäeschen Decisiounen, déi ganz enk zesummenhänke mat der Covid-19-Kris, an net ëm eng grondleeënd Debatt ronderëm eis Immigratiounspolitik.

Trotzdeem géif ech der Chamber gäre Merci soe fir dee gudden Debat. Ech huelen och all déi Ureegungen, déi gemaach goufe vun deene verschiddene Riedner, natierlech mat a wäert dat dann och mam Ausseminister diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7585. Den Text steet am Document parlementaire 7585[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7585 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Mir kommen elo zum Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott ofgeschloss. De Projet de loi 7585 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19

Als nächst kënnt de Projet de loi 7559, eng Aféierung vu Bäihëllefen zugonschte vu Projeten, déi d'Covid-19-Pandemie bekämpfen. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mat dem Projet de loi 7559 wäerte mir d'Dispositiounen unhuelen, fir deenen Entreprisen hei am Land eng finanziell Hëllef zoukommen ze loossen, déi ee Projet d'investissement oder ee Projet de recherche et de développement uginn, fir géint d'Covid-19-Pandemie ze kämpfen.

Den Text vum Projet de loi ass esou ausgeluecht, datt et méiglechst wéineg Prerequise ginn. D'Entreprise muss kënnen eng Autorisation d'établissement virweisen a se däerf net a grave finanzielle Schwieregkeete gestanen hu virum 1. Januar vun dësem Joer.

D'Pandemie ass fir all Land op dëser Welt eng Iwwerraschung am negative Sënn gewiescht,

där hir Envergurë sech elo lues a lues ëmmer méi weisen an haut och immens hefteg an nach ëmmer ongewëss sinn.

Et huet misse séier an determinant gehandelt ginn. Dofir huet de Wirtschaftsministère iwwer e Règlement grand-ducal am Kontext vum État de crise schonns e Régime d'aides en place gesat, fir d'Entreprisen ze incitéieren, esou ee Projet d'investissement oder Projet de recherche et de développement unzegoen.

Fir datt dëse Régime d'aides ka weidergefouert ginn, stëmme mir haut iwwert dësen Text of. De Règlement grand-ducal wäert deementspriechend och ausser Kraaft trieden, wann dësen Text en vigueur trëtt.

Am Ënnerscheed zu der Panoplie vun aneren Hëllefen, déi d'Entreprisen an deene leschte Méint finanziell entlaascht hunn, andeems se d'Liquiditéiten an der Tresorerie vun den Entreprisen assuréiert hunn, ass den Objet vun dëser Hëllef eng aner.

Déi Projeten, déi hei ënnerstëtzt ginn, kënnen ënnerschiddlech Formen unhuelen. E Projet de recherche industriel oder de développement expérimental kann zum Beispill en Impfstoff sinn, mee och Ventilateuren, Instrumenter zur Diagnos oder Schutzkleedung. Hei hëlt de Staat 80 % vun den admissible Käschten en charge, à moins et handelt sech ëm e Projet de recherche fondamental, an deem Fall hëlt de Staat d'Käschten integral en charge. Zu de Käschten, déi ugerechent ginn, zielen notamment d'Personalkäschten, déi néideg technesch an informatesch Equipementer, déi mussen ugeschaaft ginn, oder beispillsweis och nach d'Käschte vun de Gebailechkeete wärend der Zäit vun der Recherche. Wann d'Entreprise Equipementer notzt, déi se scho virdrun hat, gëtt den Amortissement wärend där Zäit vum Projet ugerechent.

En aneren Typ vu Projet, dee schonn ernimmt ginn ass, sinn d'Projets d'investissement fir d'Produktioun vu pertinente Produiten am Kader vun der Lutte géint de Covid-19. Dat kann zum Beispill d'Produktioun vu Masken oder vu medezinneschem Material sinn, déi an eise Klinicken zum Asaz komme kënnen.

Och hei gëllt, datt de Staat déi admissibel Käschten zu 80 % en charge hëlt mat enger Majoratioun vu 15 %, wann de Projet d'investissement innerhalb vun zwee Méint no der Demande ofgeschloss ass. De Projet d'investissement muss a sechs Méint spéitstens kënnen ofgeschloss ginn.

Déi zwee Typpe vu Projeten, bei deene gëtt et eng Majoratioun vu 15 %, wann de Projet am Sënn vun enger grenziwwerschreidender Kooperatioun vun engem aneren EU-Memberstaat matgedroe gëtt.

Dëse Regimm, dee schaaft also an engem Krisekontext och d'Viraussetzung, fir manner ofhängeg ze si vun Drëttstaate bei der Entwécklung respectivement der Produktioun vu strateegesche Gidder. Bis zum 10. Juni, krute mer gesot an der Kommissioun, si ronn zwielef Projete beim Ministère schonn ënnerbreet ginn.

Déi concernéiert Entreprisen, déi sech lancéiert hunn, ginn awer och net am Stach gelooss am Fall, wou si eng Perte maachen. De Staat iwwerhëlt och do seng Verantwortung a bezilt eng Couverture, déi natierlech ofhängeg ass vun der Durée vun der Produktioun. Dës Couverture geet bis 30 % vun der Perte a bis ee Montant vu 500.000 Euro.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 28. Abrëll dräi Opposition-formellen zum Ausdrock bruecht, déi awer alleguerten duerch Amendementer an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun hu kënnen opgehuewe ginn. Et waren éischter Prezisiounen an der Formulatioun, zum Beispill hat d'Notioun vun der „Clôture vum Projet" hei am initialen Text zu enger Insécurité juridique gefouert, well net op alle relevante Plazen am Text déi nämmlecht Terminologie genotzt gi war. Och bei der Rechnungsmethod vun enger eventueller Perte, déi vum Staat zu 30 % ze couvréiere wier, ass iwwer en Amendement elo definitiv Kloerheet geschafe ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis grondsätzlech den Objet vun dësem Text begréisst. Si fuerdert allerdéngs, datt d'Couverture vun der Perte misst op 50 % eropgeschrauft ginn. Dës Fuerderung ass sécherlech en ligne mam Rôle, deen eng Handelskummer ze verdeedegen huet. Ech ginn awer hei ze bedenken, datt d'Couverture de perte jo zousätzlech zur eigentlecher Hëllef derbäikënnt an datt de Gesetzestext domadder och genéréis ass.

D'Handelskummer gëtt doriwwer eraus ze bedenken, datt déi Hëllef och misst kënnen Entreprisen zougänglech sinn, déi keng Autorisation d'établissement hunn. Och hei hate mer an der Kommissioun driwwer geschwat. An et muss een och constatéieren, datt virun allem gréisser Entreprisen déi entspriechend Produktiounscapacitéiten en charge geholl hunn, déi souwisou eng Autorisation d'établissement hunn.

Déi Entreprisen, déi keng Autorisation d'établissement hunn, kënne beim Depot vum Projet, deen an dëse Kader fält, eng Autorisation d'établissement ufroen a ginn domadder eligibel, wann natierlech och de Projet eligibel ass. Aneschters besteet och nach ëmmer de Programm iwwert de Wirtschaftsministère vu StartupsVsCovid19, wou déi Entreprisen och drapassen.

Eng aner Fro an der Kommissioun, déi diskutéiert ginn ass an déi och opgeworf ginn ass vun där zoustänneger Kummer, waren d'Avancë bei de Projeten an och de Remboursement vun de Fraisen, deen iwwert de Wirtschaftsministère souwisou bei deene Projeten alleguerte gemaach gëtt bis dee Montant, vun deem awer 20 % bis 30 % bis zu der Clôture vum Projet zréckbehale ginn, soudatt och de Remboursement des frais garantéiert ass.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänken u mat engem grousse Merci un eise Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen an och elo mëndleche Rapport. En huet eigentlech déi weesentlech Punkte vun dësem Projet am Detail resuméiert.

Ech wäert och direkt all Spannung virwechhuelen: Mir wäerten dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. Firwat?

Fir d'alleréischt, an dat ass och schonn aus den Explikatioune vum Här Rapporteur erausgaangen: Hei geet jo d'Wirtschaft sech investéieren a Projeten um Niveau vun der Recherche an der Innovatioun am Kampf géint dee Virus do. An dat ass eigentlech och extreem positiv vu groussen, mëttleren, awer och klengen Entreprisen.

En zweete Punkt, firwat dee Projet wichteg ass: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e ganz staarkt Gewiicht op Recherche an Innovatioun gesat am Kader vun der Uni, awer och am Kader vu ganz villen aneren Organisatiounen. An ech fannen, et ass wichteg, datt domadder och all déi Entreprisen, déi an der Recherche an an der Innovatioun och op dësem Niveau Bekämpfung vu Virussen aktiv sinn, och hei déi Ënnerstëtzunge kréien, déi an deem Projet de loi virgesi sinn.

Dat heescht fir eis: D'Stoussrichtung vun deem Projet ass richteg. Déi Montanten, déi virgesi sinn, sinn och fir eis adaptéiert, soudatt mer do kënnen dermat liewen.

Mir hunn awer zwee gréisser Bemolle mat deem Projet. An do muss ech awer nach eng Kéier drop agoen. Den Här Haagen huet se zwar schonn zitéiert. Ech fänken elo mat deem un, dee vläicht manner wichteg ass, awer och net onwichteg. Dat ass dee vun den Avancen, déi hei einfach net bezuelt ginn. Déi Projete ginn herno eréischt ausbezuelt, wa se fäerdeg sinn.

Et muss een hei wëssen, et huet een net nëmmen - contrairement zu deem, wat den Här Rapporteur gesot huet - mat ganz groussen Entreprisen ze dinn. Hei sinn och ganz vill klenger, déi net onbedéngt déi Projete kënne virfinanzéieren, déi also frou wieren, wa se do Avancë kréichen. Aus Grënn, déi fir mech net onbedéngt ersiichtlech sinn, déi den Här Minister eis an der Kommissioun ginn huet, schéngt dat hei net méiglech ze sinn. Dat bedauere mer, dat bedauere mer!

Wann dat da wierklech an den europäeschen Texter esou festgeluecht ass, da géif ech op jidde Fall en Appell och un d'Regierung maachen, datt mer déi Texter géifen ännneren, well ech fannen, déi si wierklech net am Interêt vun der Wirtschaft an och net am Interêt vun der Recherche an der Innovatioun.

Do, wou mir awer fundamental e Problem hunn, Här President, an dat huet elo awer eng gewëss Systematik, dat ass, datt bei alle Projeten, déi mer elo am Kontext vum Covid geholl hunn, déi Hëllefe virgesinn, quasiment ëmmer systematesch Entreprisen ausgeschloss ginn, déi keng Handelsgeneemegung hunn. Dat hu mer scho bei enger Rei vun anere Projeten thematiséiert. E Samschdeg kommen der och erëm zwee, wou mer déi selwecht Problemer hunn.

An ech muss Iech einfach soen: Ech fänken un, dat doten net méi kënnen nozevollzéien! Mir hunn all Kéiers erëm déi Fro do gestallt, well mir net déi Eenzeg sinn. Déi Kritik do gëtt permanent vun alle Chambre-professionnellen ëmmer erëm soulevéiert, notamment erëm an dësem Projet vun der Chambre de Commerce, vun aneren. An trotzdeem fiert d'Regierung einfach nëmmen esou virun, wéi wann dat hir egal wier.

Bis elo hu mer dann ëmmer déi Explikatioun kritt, jo, dat wären zum Deel Aiden, déi géife vum Ministère des Classes moyennes attribuéiert ginn, an do wär eng Konditioun, datt een eebe misst eng Handelsgeneemegung hunn. Ech loossen déi Argumentatioun elo mol esou am Raum stoen.

Hei si mer awer elo an engem total anere Film. Hei si mer net méi an der Kompetenz vum Mëttelstandsministère, hei si mer an der Kompetenz vum Wirtschaftsministère. An do ass et fir eis awer net novollzéibar, datt erëm eng Kéier hei déi Entreprisë virun der Dier stoe gelooss ginn.

An hei mengen ech - an ech kucken nach eng Kéier de Wirtschaftsminister -, mir wëssen, datt et ganz besonnesch am Kader vun der Recherche effektiv ganz vill kleng Startuppe gëtt, an déi brauchen, Här Minister, keng Handelsgeneemegung. Déi sinn nach net um Niveau vun der Produktioun oder vun der Kommerzialisatioun. Déi sinn um Niveau vun der Entwécklung vun engem Produit an déi brauche keng. D'Chambre de Commerce huet dat à d'itératives reprises scho geschriwwen. An Dir setzt Iech einfach doriwwer ewech a kommt mat Explikatiounen, déi fir eis op jidde Fall net justifiéiert sinn! An Dir maacht quasiment do engem ganze Secteur et onméiglech, vun dësen Hëllefen ze profitéieren. Dat ass fir eis wierklech net am Sënn vun der Saach.

Duerfir erlaben ech mer, hei am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun ze deposéieren, wou mer nach eng Kéier froen - elo net fir dëst Gesetz, well dat ass jo schonn ze spéit, mee fir an Zukunft all d'Gesetzer, déi kommen -, datt Der wierklech dee Punkt do vun deenen Handelsgeneemegungen nach eng Kéier op de Leescht huelt an net vu vireran einfach do e ganz groussen Deel vun der Wirtschaft ausschléisst, andeem Der dat als eng Conditio sine qua non an déi Projet-de-loien erasetzt.

Ech géif Iech wierklech bieden, Här Minister, Iech dat doten nach eng Kéier unzekucken, well ech menge wierklech net, datt dat do am Sënn vun der Saach ass, esou wéi dat am Moment praktizéiert gëtt. Ech deposéieren also heimadder déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- revu la question parlementaire n° 2037 ayant trait à la production nationale de masques de protection ;

- revu le règlement grand-ducal du 8 avril 2020 adopté sur base de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution et ayant pour objectif d'apporter un soutien financier aux grandes entreprises et aux PME pour des projets de recherche industrielle et de développement expérimental, ou d'investissement pour la production et le développement de produits contribuant à combattre la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

- considérant les limites du dispositif légal et réglementaire au niveau des entreprises bénéficiaires, et notamment l'exigence d'une autorisation d'établissement qui peuvent avoir pour effet d'exclure des porteurs de projets et mettre obstacle à l'ambition affichée du Gouvernement ;

- rappelant à cet égard l'avis de la Chambre de Commerce au sujet du projet de loi sous rubrique explicitant que le fait qu'exclure les projets portés par de telles entreprises conduirait à exclure potentiellement des solutions viables pour lutter contre le Covid-19, chose que l'on ne peut se permettre de faire au vu de la situation mondiale et en considération des déclarations de l'OMS ;

- considérant entre autres la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres acteurs de la santé du 24 avril 2020 s'engageant, tout en lançant en même temps un appel à l'action, pour une collaboration mondiale pour accélérer la mise au point, la production et l'accès équitable à de nouveaux produits de diagnostic, traitements et vaccins contre le Covid-19 ;

- appelant de nos vœux qu'un accès équitable à des outils innovants contre le Covid-19 soit assuré à tous et partout ;

- que les activités des entreprises et soutenues par le Gouvernement soient exécutées dans l'optique d'un accès universel et juste des produits contribuant à combattre la pandémie liée au Covid-19 ;

- saluant sous cet aspect que le projet de loi sous rubrique oblige une entreprise bénéficiaire à s'engager à octroyer des licences non exclusives à des conditions de pleine concurrence et de manière non discriminatoire à des tiers intéressés de l'Espace économique européen,

invite le Gouvernement

- à envisager, dans un avenir proche, une extension du cercle des entreprises bénéficiaires au vu de projets leur soumis, respectivement des appels à soutien soumis aux services étatiques de la part d'entreprises ne disposant pas d'une autorisation d'établissement ;

- à évaluer le dispositif légal sous l'aspect d'une collaboration commune et un accès universel aux produits développés au moyen des aides allouées sous les régimes légal et réglementaire susmentionnés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech kommen zum Schluss. Mir sinn also mat deem Projet do averstanen. Mir wäerten en och stëmmen.

Erlaabt mer awer ganz kuerz, generell nach zwou, dräi Remarken ze maachen iwwert d'Situatioun vu ganz ville Kleng- a Mëttelbetriber. Mir hu gëschter aus dem Mond vum Dan Kersch héieren, datt de Chômage nach substanziell an d'Luucht wäert goen. Dat heescht, mir sinn eréischt am Ufank vun dëser Kris a mir sinn nach laang net aus där Kris eraus!

D'Regierung huet, an dat gi mir ganz gär zou, eng ganz Rei vu gudden Initiative geholl. De Chômage partiel ass eng, a mir begréissen och, datt dee bis zum Enn vum Joer verlängert gëtt. Mir sinn och frou iwwert déi Mesure vun de Moratoiren, esou wéi mer och all déi Mesurë begréisse vun direkten Aiden un Entreprisen.

Dat wat awer manifestement net gutt geklappt huet - an dat muss een einfach elo eng Kéier hei feststellen, an ech sinn och net méi d'accord mat all deenen Excusen, déi kommen -, dat sinn déi Staatsgarantieprêten. Bis elo hunn déi net fonctionéiert. An dat muss een einfach och esou unerkennen! Et sinn net nëmme mir, déi dee Constat maachen, mee generell mécht d'Wirtschaft dee Constat.

Mir hu bei de Moratoiren, Här Wirtschaftsminister, 18.000 Demanden! Dat weist, wéi gutt datt déi Mesure ukomm ass. D'selwecht bei den Aide-directen. Do sinn och Dausende vun Demandë gemaach ginn. Op där anerer Säit hu mer hei ganz genau 186 Demanden! Do gesäit een, datt dat einfach eng Mesure ass, déi net de Besoine vun den Entreprisen hei entsprécht.

Wat mir dofir nach eng Kéier wëlle soen: Ech mengen, et ass wichteg, datt mer d'Zukunft och elo preparéieren, fir wann déi Moratoiren eriwwer sinn, Här Wirtschaftsminister. A mir géifen Iech elo schonn hei wierklech un d'Häerz leeën ze iwwerleeën, ob een net déi Moratoirë kéint iwwert d'Enn vum Joer verlängeren, well et wierklech eng Mesure ass, déi effikass ass.

Dat Zweet, an dat muss ech awer wierklech och nach eng Kéier hei soen: Mir verstinn net, nodeem ganz vill Gemenge grouss Efforte gemaach hunn, fir hire Locatairen de Loyer ze schenke wärend där Kris, datt de Staat nach ëmmer déi dote Mesure net geholl huet. Mir wëssen, wéi schwéier ganz vill Locatairen et hunn, fir hir Loyeren ze bezuelen. Gemengen, déi net d'Moyenen hunn, och wéi d'Stad Lëtzebuerg, hunn trotzdeem hire Locatairen déi Loyere geschenkt. De Staat mécht dat net! Dat ass fir eis einfach onverständlech!

An dann e leschte Wonsch, deen ech awer wierklech hei nach eng Kéier géif artikuléieren, och eng Kritik, déi een oft héiert, Här Wirtschaftsminister: Dat ass, wat d'Hëllefen ausbezuelen ubetrëfft. Dat ass vläicht och elo éischter eng Demande, déi Der kënnt un den Här Delles virureechen. Mir kréien nach ëmmer gesot, datt ganz vill Efforte gemaach ginn - och e Respekt fir all déi Beamten -, mee datt nach ëmmer ganz vill Demanden do zwëschent de Raster falen, well déi Krittären do awer heiansdo vill ze vill streng applizéiert ginn. Ech géif Iech wierklech och nach eng Kéier mat op de Wee ginn, dat nach eng Kéier ze kucken, well notamment bei där enger Aide, an déi Zuelen hu mer jo d'lescht Woch an der zoustänneger Kommissioun kritt, si quasiment d'Hallschecht vun den Demanden net ugeholl ginn.

Hei geet et ëm eppes Weesentleches: Et geet éischtens ëm eis Betriber, et geet awer och ëm extreem vill Aarbechtsplazen. Duerfir wäre mir Iech wierklech dankbar, wann Der Iech och elo scho géift iwwerleeën, wat fir eng Mesurë mer och an deenen nächste Méint fir besonnesch déi Kleng- an déi Mëttelentreprisen huelen. Well ech mengen, déi sinn d'Réckgrat vun eiser Lëtzebuerger Wirtschaft!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend der Kris hu mer et gepackt, datt eis dat néidegt Material am Kampf géint de Virus zu kengem Moment ausgaangen ass. Ech denken hei virun allem un Händschen, Masken, Desinfektiounsmëttel a Beootmungsgeräter. Well mer mat enger weltwäiter Pandemie konfrontéiert waren, war et phaseweis immens schwiereg, un dëst wäertvollt, awer iwwerliewenswichtegt Material ze kommen. All Land huet zur gläicher Zäit eigentlech déi selwecht Saache gebraucht.

Trotz der ugespaanter Situatioun konnt een awer erliewen, dass d'Solidaritéit ënnert den Natioune groussgeschriwwe gouf. Länner, déi d'Chance haten, fir méi Material ze hunn a manner Patienten op hirer Intensivstatioun, hunn hiert Material kuerzerhand anere Länner, déi déi Chance net haten, zur Verfügung gestallt. Dat huet och de Rapporteur Claude Haagen a sengem Rapport betount. An ech wéilt him vun dëser Plaz aus en häerzleche Merci soe fir all seng Prezisiounen.

Dat meescht Material, dat wärend der Kris gebraucht gouf, gëtt a Länner produzéiert, wou een e ganz laangen Transportwee a Kaf muss huelen an, ech denken, wou net ëmmer d'Produktiounsbedingungen déi bescht sinn, souwuel wann een d'Nohaltegkeet au sens écologique kuckt, wéi awer och sozial. Mir wëssen dat. Duerfir ass et wichteg, datt een och Material fënnt, dat just e kuerze Wee huet, bis et an eise Klinicken oder op anere Plazen ukënnt.

Et war flott ze gesinn, datt eis Industrie esou flexibel ass a Verschiddener kuerzerhand hir Produktioun konnten ëmstellen, fir dat Material hierzestellen, dat grad akut wärend der Kris gebraucht gouf. Mir wëssen all elo, datt zum Beispill e grousse Produzent vun Tyvek-Schutzkostümer zu Contern schafft, deen eebe Schutzkleeder produzéiert huet oder produzéiert, déi dréngend an eise Klinicke gebraucht goufen.

Aner Betriber hu kuerzerhand eng Produktiounslinn ëmgestallt an Desinfektiounsmëttel hiergestallt. Och eis Brenner, eis Distillerien hunn do matgeholl ef. An net méi spéit wéi, ech mengen, et war en Dënschdeg hu mer an der zoustänneger Landwirtschaftskommissioun gesot kritt, datt an deem Beräich nach sollen Efforte gemaach ginn, fir och d'Distillerië méi matanzebezéien an d'Produktioun zum Beispill vun Desinfektiounsmëttel. Ech si ganz gespaant, mee et ass awer emol eng flott Iddi.

Aner Betriber hunn Deeler fir Ventilatore gebaut an nach anerer hunn ugefaangen, Masken ze produzéieren, ob dat dee klenge Schneideratelier war oder e gréisseren Textillbetrib.

Et war flott ze gesinn, datt Deeler vun eiser eegener Industrie sou opgestallt sinn, fir kuerzfristeg derzou bäizedroen, Material hierzestellen, wat wärend enger weltwäiter Pandemie dréngend gebraucht gëtt.

Duerfir begréisst d'DP ausdrécklech dëse Gesetzesprojet, dee sécherstellt, datt all déi Betriber, déi hire Bäitrag derzou geleescht hunn, fir duerch dës Kris ze kommen, och finanziell ënnerstëtzt ginn.

An dëser Kris koum et eis och zegutt, datt Lëtzebuerg wärend deene leschte Jorzéngte vill Energie a Finanzmëttel an Innovatioun a Fuerschung gestach huet. Ouni Recherche kee Vaccin. An ouni Fuerscher wäerte mer ni kënne verstoen, wéi esou e Virus fonctionéiert, wéi e mutéiert a wéi mer en eventuell Meeschter kënne ginn.

Duerfir ass et och wichteg, datt all Projet de recherche, deen derzou bäidréit, de Kampf géint de Virus ze gewannen, och finanziell ënnerstëtzt gëtt. Ob et ass, fir Medikamenter hierzestellen, e Vaccin ze fannen oder och Tester ze optiméieren, soulaang mer keen Impfstoff hunn, musse mer léieren, esou gutt wéi méiglech mam Virus ze liewen. Mir brauche clever an innovativ Léisungen, fir e sécheren Deconfinement ze garantéieren an eng zweet Infektiounswell ze verhënneren.

Méi wéi jee waarde mir gespaant a voller Hoffnung op nei Erkenntnisser aus der Recherche. Et ass duerfir absolutt noutwendeg, dass sämtlech Fuerschungs- an Entwécklungsprojeten ënnerstëtzt ginn, déi eis am Kampf géint de Virus hëllefen.

Léif alleguer, zemools am Kader vum Deconfinement ass et wichteg, esou schnell wéi méiglech innovativ Produkter a Servicer unzebidden, déi eis virun enger neier Hausse vun Infektiounszuele schützen. Mir mussen eis elo lues a lues nees zréck an den normalen Alldag beweegen, ouni eis Gesondheet op d'Spill ze setzen. Kuerzfristeg sollen dës Hëllefsmoossnamen also en temporäert Zesummeliewe mam Virus erméiglechen a laangfristeg zum Enn vun der Pandemie bäidroen. Duerfir stëmme mir och haut dat heite Gesetz, dat eis et erlaabt, datt dës Hëllefen och nom Enn vum État de crise kënne gräifen.

Dëst gesot, wëll ech nach eng Kéier alle Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Ättentioun. Ech ginn och den Accord vun der Demokratescher Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An d'Wuert geet elo un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Nee, et geet direkt weider dohannen un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech wollt dem Claude Haagen Merci soe fir säin exzellente Rapport. Dëst Gesetz ass eng richteg gutt Iddi. An dat mierkt een dorunner, wann een der Handelskummer hiren Avis liest, wou se seet, si géif dëst Gesetz mat „Enthusiasmus" begréissen. Trotzdeem komme mer net drëm erëm, déi zwee Bemollen, déi schonn opgezielt gi sinn, ze widderhuelen.

Dat Eent ass déi wierklech onsäglech Situatioun vun deenen Autorisation-de-commercen, wou eppes muss ënnerholl ginn. Ech hunn awer haut mat Freed zur Kenntnis geholl, datt et duergeet, déi Demande fir déi Autorisation de commerce zu gläicher Zäit wéi d'Demande fir d'Aide anzereechen. Dat ass jo ëmmerhin emol schonn e Fortschrëtt.

Dann ass et e richtege Problem, datt d'Hëllefen eréischt beim Ofschloss vum Projet ausbezuelt ginn. Et sollen dann Avancë kommen, 20 % oder 30 %. Mee et muss ee bedenken: Dat heite si Projeten, déi ganz oft ganz vill Geld brauche fir d'Recherche, fir d'Fuerschung a fir Investissementer eventuell och a Maschinnen. An do wier et besser gewiescht, dee Prozentsaz méi héich ze setze respektiv déi Aide wärend dem Projet auszeschëdden.

Trotz dëse ganz klore Schwaachstelle begréisse mir als ADR dëst Gesetz a wäerten et och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools Här Reding. An da wier et um honorabelen Här … Fir d'éischt wëllt den Här Claude Haagen nach eppes soen.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo, ech wollt just eng kleng Prezisioun ginn, well dat elo mat deenen 20 % an 30 % ugekënnegt ginn ass. Am Rapport an och an der Kommissioun …

(Interruption)

Ech wollt just eng Prezisioun ginn zu deenen 20 % an 30 %, well Der dat elo ugeschwat hutt.

An der Kommissioun gouf gesot, wéi och am Rapport steet: D'Avancen oder d'Frais de remboursement ginn ausbezuelt bis dee Montant an da ginn 20 %, 30 % zréckbehalen. Dat heescht, et gëtt bis 70 %, 80 % ausbezuelt an da gëtt zréckbehalen, bis de Projet complètement clôturéiert ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Haagen, fir déi Prezisioun. An da wier et un der honorabeler Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci, Här President. Natierlech wëll ech fir d'éischt Merci soen dem Här Haagen fir den detailléierten an de ganz klore Rapport. Mir begréissen natierlech dës Verlängerung vun dësem Hëllefsregimm, deen iwwert den État de crise erausgeet. Och wa mer eis momentan an engem ganz luesen Deconfinement befannen, ass et sécher, datt d'Kris nach ëmmer net eriwwer ass an datt de Virus nach ëmmer present ass.

Mir wëssen haut net sécher, wéi d'Infektiounssituatioun sech an de kommende Méint a Wochen an Deeg iwwerhaapt wäert entwéckelen. Dofir mécht et Sënn, dësen Hëllefsregimm ze verlängeren, fir ënner anerem d'Produktioun vu Schutz- a Gesondheetsmëttele weiderhin ze ënnerstëtzen. Sou wiere mer och besser virbereet, falls elo leider eng zweet Well op eis géif duerkommen.

Vill Entreprisen hunn, wéi dat scho virdrun och ganz kloer illustréiert gouf, wärend dem Confinement d'Produktioun ëmgestallt, fir ënner anerem vläicht Desinfektiounsmëttelen hierzestellen oder nach aner Produiten an deem Kader.

Dës Entreprisë brauchen och weiderhi Planungssécherheet, zemools wa si a Rechercheprojeten oder nach a Produktioune vu Schutzmaterialien am Kampf géint de Covid-19 investéieren. Mat der Verlängerung vun deem Regimm gi mer den Entreprisen dës Planungssécherheet och iwwert den Zäitraum, deen iwwert den État de crise erausgeet.

An domadder ginn ech dann och natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Da wier et elo um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Deen Text, dee mer hei elo virleien hunn, geet jo zréck op eng Initiativ vun der Europäescher Kommissioun. An ech wëll virewechschécken, datt mir als Lénk natierlech derfir sinn, datt d'Produktioun vu Medikamenter, datt d'Produktioun vun Tester, fir Covid ze detektéieren, an datt och d'Produktioun vu medezinneschem Schutzmaterial erëm an Europa relokaliséiert gëtt. Awer iwwert déi Aart a Weis, wéi dat hei geschitt, hu mer net nëmme Bauchwéi, mee, muss ech soen, hate mer scho carrement Mokrämp.

An dat huet zum Deel mat där Visioun ze dinn, wéi och de Spriecher vun der DP se hei probéiert huet duerzestellen. Den Här Bauler huet gesot: „Ben, mir sinn eigentlech ganz gutt duerch d'Kris komm, well mir haten ni wierklech eng Penurie u Material." Do denken ech: Mee hunn ech an enger anerer Welt gelieft?!

Mir haten dach keng Masken! Duerfir hat d'Regierung immens vill Problemer, iwwerhaapt doriwwer ze kommunizéieren, firwat een da Maske soll droe respektiv net soll Masken droen.

(Brouhaha)

Dat heescht, et ass eng objektiv Penurie ginn!

An déi zweet Ausso, déi den Här Bauler gemaach huet, ass, wéi schéin et war, déi Solidaritéit tëschent den Natiounen. Och do hunn ech mech awer gefrot: So, hunn ech an enger anerer Welt gelieft?!

D'Natiounen hunn hir Grenzen zougemaach! Si hunn hir Produktioun requisitionéiert fir hir eegen Interessien. A genau dowéinst hunn d'Europäesch Kommissioun am Mäerz, wéi eigentlech alleguer d'europäesch Natiounen an de Lockdown gaange sinn, an déi eenzel national Regierungen erstaunt festgestallt, datt d'Gesondheetsmaterial, wat mer bräichten, a China produzéiert gëtt, datt d'Medikamenter, déi mer bräichten, a China, deelweis an Indie produzéiert ginn. A si hunn erstaunt festgestallt, datt vun all deene Saachen, déi mer elo esou dréngend bräichten, näischt méi oder bal näischt méi an Europa hiergestallt ginn ass.

Dat ass de Grond, firwat mer deen heiten Text elo diskutéieren. An et geet zréck op genau déi selwecht radikal Fräihandelspolitik, déi et erméiglecht huet an deene leschte Jorzéngten, datt iwwerhaapt delokaliséiert ginn ass, datt mer näischt méi an Europa selwer produzéieren! An elo, wou d'Kar am Dreck stécht, elo muss dann de Steierzueler asprangen.

Woumat mer et hei ze dinn hunn, dat ass eng Sozialisatioun vun den Investissementer an eng Privatisatioun vun de Profitter! Eng Entreprise, déi bereet ass, zum Beispill eng nei Produktiounsanlag fir Masken ze bauen, kritt tëschent 80 % an 100 % vun där neier Anlag vum Staat bezuelt, deelweis inklusiv d'Personalkäschten. D'Profitter, déi se mécht, wa se dem Staat oder de Leit dann herno Maske verkeeft, ka se awer zu 100 % behalen. A wann de Projet net rentabel wier, bezilt de Staat duerno nach souguer en Deel vun de Perten zréck! Also effektiv: Kee Wonner, datt d'Chambre de Commerce Schaum virum Mond vun Enthusiasmus hat.

De Problem ass awer, datt mer och vun der Europäescher Kommissioun eng komplett fragmentéiert Approche hunn. Et ass an der Rei, d'Europäesch Kommissioun huet missen an Urgence handelen. Mee si huet alt erëm eng Kéier nees probéiert, dee klengstméigleche gemeinsamen Nenner ze fannen. Iwwerall an Europa ginn elo eenzel Fuerschungsprojeten oder Produktiounen ouni Koordinatioun subventionéiert. Et ass also erëm vun der Europäescher Unioun eng komplett fragmentéiert Approche!

An da stellt sech natierlech d'Fro vun de Perspektiven: „Dat heiten ass eng Mesure d'urgence", kann ee soen. Et kann een awer och soen, datt et eng kuerzfristeg Verzweiflungstat ass. Well et wäert de Problem vun der Delokaliséierung net laangfristeg léisen. A mir stelle fest, datt sech zwar jiddweree schockéiert driwwer weist, mee datt awer keen iergendeng laangfristeg Léisung géint d'Delokaliséierungen op den Dësch leet.

Well wa mer vu Relokaliséierung schwätzen, da geet dat just, wa géifen d'Länner, an och Lëtzebuerg, essenziell Gidder definéieren an déi virun der auslännescher Produktioun schützen. Oder d'Produktioun nationaliséieren. An et misst een de Contraire maache vun deem geckege Fräihandel, deen am Moment bedriwwe gëtt.

Aus all deene Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir dee Projet hei net matvotéieren, well mer Problemer mat der Approche hunn a mat der Ëmsetzung. Well mer awer déi kuerzfristeg Necessitéit, déi effektiv objektiv besteet, erkennen, wäerte mer eis enthalen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Coronakris huet gewisen, wéi wichteg et ass, an Zukunft verstäerkt op d'Fuerschung ze setzen. Wien an der Welt vu muer wëllt e Big Player sinn, dee muss op Innovatioun setzen a Gesetzer maachen, déi dëst och favoriséieren.

Une voix.- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Uni Lëtzebuerg ass e gutt Beispill, unhand vun deem ee gesäit, datt Fuerschung a Politik duerchaus gutt kënnen zesumme fonctionéieren. D'Uni war an ass wärend der Coronakris en zouverlässegen an onverzichtbare Partner gewiescht; wann d'Chamber dann och nach déi jeeweileg Studien ëmmer matzäite gesinn hätt, vläicht souguer nach e besseren. Nëmme mat innovativer Recherche an den néidege finanzielle Mëttel, déi mer den Universitéiten, Instituter an Entreprisen zur Verfügung stellen, kënne mer an Zukunft eng Kris wéi déi vum Covid-19 evitéieren.

Mir Piraten begréissen dëse Projet de loi, dee virgesäit, Entreprisen, déi an d'Lutte géint de Covid-19 investéieren, finanziell ze ënnerstëtzen. Dës Hëllef ka bis zu 100 % erreechen. Mir sollten allerdéngs och bedenken, datt elo ewell verschidden Entreprisë Problemer hunn, fir liquid ze bleiwen. Dofir wier et wichteg gewiescht, de selektionéierten Entreprisen d'Akkonten direkt auszebezuelen, fir datt se och wierklech d'Méiglechkeet hunn, direkt „duerzefuerschen".

Och sollte mer bedenken, datt verschidde Fuerschungsprojete laang Zäit brauchen an datt den zäitleche Kader, deen elo gesat gouf, eventuell nach eng Kéier misst ausgedeent ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Perennitéit vum Règlement grand-ducal, deen à la base vun dësem Projet steet, ze assuréieren, musse mer gemeinsam hannert dësem Projet stoen. Mir kënnen eis et net erlaben, datt Firmen, déi an d'Lutte géint de Coronavirus investéieren, a finanziell Schwieregkeete kommen. Mir mussen d'Fuerschung op dësem Gebitt aktiv encouragéieren. Duerfir begréisse mir, datt d'Hëllefen esou héich ugesat sinn, datt d'Regierung bereet ass, sech de Kampf géint de Virus eppes kaschten ze loossen.

Quitte datt dëse Projet de loi op enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun fousst, ass et och vun eisem Land aus e positiivt Signal, wat mer no baussen ausstralen. Dat ass e Statement och fir d'Zukunft: Mir Lëtzebuerg, mir Europa sinn endlech bereet, d'Fuerschung à sa juste valeur unzeerkennen an dran ze investéieren.

A jo, och wann net all Fuerschungsprojet vun engem Succès wäert gekréint sinn - et ass nun emol Fuerschung, an do kann een och emol erausfannen, datt d'Pist, déi ee verfollegt huet, net fonctionéiert -, kënne mer eis sécher sinn, datt d'Recherche ni fir näischt ass. Well och erauszefannen, datt eng Pist net fonctionéiert, heescht, datt deen Nächsten net nach eng Kéier déi Feeler muss begoen. Et seet een esou schéin: „Mir kënne just esou wäit gesinn, well mer op de Schëllere vu Gigante sinn." A genau dat ass an der Fuerschung de Fall: All Resultat baut op d'Resultater vun deenen, déi virdru komm sinn, op. An deementspriechend ass Recherche ni fir näischt.

Här President, ech wëll awer och vun der Geleeënheet hei nach profitéieren, fir am Numm vun de Piraten en Appell ze lancéieren un d'Regierung: Mir mussen an Zukunft vun all verdéngtem Euro e ganzen Deel direkt an d'Fuerschung fléisse loossen, dat net nëmmen um Niveau vun der Fuerschung géint de Covid-19, mee spéider och op anere Gebidder.

Mir mussen innovativ bleiwen. Mir musse selbstverständlech an naturwëssenschaftlech Recherche investéieren, ma ech maachen awer och en Appell, fir déi humanwëssenschaftlech Recherche net ze vergiessen. Well mir brauchen als Europa an och als Lëtzebuerg eng staark Iddi, e staarke Softpower, e staarkt humanwëssenschaftlecht Fundament, fir datt mir och weiderhin heiheem a queesch duerch d'Welt kënne brilléieren an eis Matière grise kënnen an d'Vitrinn stellen.

Dat gesot, stëmme mir dëse Projet haut mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Virop e grousse Merci un de Claude Haagen, de Rapporteur, fir säi ganz gudden a komplette Rapport an och merci un all d'Deputéiert fir dëse gudden Debat.

Et ass gesot ginn: Déi Mesuren hei hëllefen, datt mer Produktiouns- a Recherchecapacitéiten zu Lëtzebuerg kënnen opbauen a mobiliséieren, fir an esou Krise wéi déi, déi mer elo amgaang sinn ze duerchliewen, manner ofhängeg vum Ausland ze ginn.

Ech mengen, ech brauch net op de Projet zréckzekommen, de Rapporteur huet dat komplett gemaach, mee ech géif gären eng Partie Informatioune ginn, konkreet Informatiounen, an och op déi verschidde Remarken a Froen agoen, déi vun den Deputéierte gemaach goufen.

Bis elo ass nach keng Aide ausbezuelt ginn ënnert dësem neie Régime d'aides, mee et sinn awer eng ganz Rei vun Entreprisen, vu Lëtzebuerger Betriber, déi sech manifestéiert hunn, fir vun dëse Mesurë kënnen ze profitéieren. Konkreet si bis elo fënnef Demanden erakomm fir eng Fuerschungshëllef a siwen Demandë fir eng Investitiounshëllef.

Ëm wat geet et bei dëse Projeten? Bei de Fuerschungsdossieren handelt et sech engersäits ëm Projete fir Diagnostikstester, Dekontaminatiounsprozeduren oder och nach fir Stécker fir Beootmungsmaschinnen ze entwéckelen. Bei den Investitiounsprojeten, also bei deene Projeten, wou Betriber hir Produktioun ëmgestallt hunn, geet et ënner anerem ëm d'Produktioun vu Chirurgie- an FFP2-Masken, Visièren oder och nach Diagnostikskitten.

De globale Montant vun deenen RDI-Hëllefe läit elo bei 800.000 Euro a bei ëm déi 4,6 Milliounen Euro fir d'Investitiounsprojeten. Et ass awer esou, dass nieft dësen zwielef Demanden, déi schonn erakomm sinn, nach eng ganz Rei aner Projeten an der Pipeline sinn, déi bei Luxinnovation amgaang si beschafft ze ginn. Mir kréien do gesot, dass nach ongeféier eng 15 Dossieren do sinn, mat deene mer nach kënne rechnen an deenen nächste Wochen a Méint.

Déi Zuele weise wierklech d'Kompetenzen, de Savoir-faire, dee mer hei zu Lëtzebuerg allgemeng hunn an der Lutte géint de Covid-19. Dat stëmmt een zouversiichtlech, well dat weist, dass eis Entreprisë flénk sinn, dass se sech kënne schnell a flexibel astellen op esou eng Situatioun wéi dës an och eeben hir Produktioun kënnen ëmstellen.

D'Betriber, déi vun dësen Hëllefsmesurë profitéieren, viséiere meeschtens net nëmmen de Lëtzebuerger Marché, mee och de Marché vun der Groussregioun, voire souguer de ganzen europäesche Bannemaart.

De Risk, dass mer länger Zäit musse mat dësem Virus liewen, dee besteet. Deen ass reell. Dat wësse mer alleguerten. A souguer wann dëse Virus fort ass, ass et de Risk, dass en neie Virus kënnt. Also ass et ganz gutt, dass eis Betriber dofir Produiten entwéckele fir Lëtzebuerg a fir aner EU-Länner, fir dass mer kënnen dorop zréckgräifen an eis eeben, wéi gesot, hei manner ofhängeg maache vum Ausland, wat jo eng generell Erkenntnis ass, déi mer an dëser Kris gemaach hunn. Och dorop sinn eng Rei Riedner agaangen.

Ech géif gären elo op verschidde Remarken a Froen agoen, déi Verschiddener vun Iech gemaach hunn. Ech si fir d'éischt emol frou, dass dëse Projet awer trotzdeem eng ganz breet Zoustëmmung hei an der Chamber fënnt. An de Laurent Mosar huet hei zwee Bemollen ugemellt zu dësem Projet, op déi ech wollt agoen, an och op eng Partie anerer vu senge Remarken.

En huet fir d'éischt bemängelt, dass keng Avancë géifen ausbezuelt ginn. De Claude Haagen ass scho kuerz dorobber agaangen: Et ass net ganz richteg. D'Gesetz gesäit effektiv vir, dass, wann ee Betrib net genuch Liquiditéiten huet, fir e Projet bis zum Schluss duerchzeféieren, da kann en Akkonte kréien am Kader vun esou engem Régime d'aides. An e kann au fur et à mesure déi Suen zur Verfügung gestallt kréien, fir säi Projet och effektiv duerchzeféieren, mat engem Sold vun 20 % bis 30 %, deen en dann eréischt zum Schluss kritt, wann de Projet effektiv bis färdeg ass.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et esou, dass Betriber, déi gären dat heite solicitéieren, fir Recherche ze maachen oder Investissementer an hire Produktiounsapparat ze maachen, och nach aner Aidë kënne beusprochen. Dir wësst, dass mer ganzer 40 Mesurë gemaach hunn an deem éischte Stabiliséierungspak an 23 Mesuren am Neistart-Programm, déi alleguerten entweeder Liquiditéiten, Direkthëllefen, Délai-de-paiementen, mee awer och remboursabel Avancen oder Moratoirë virgesinn.

Deen zweete Kritikpunkt, deen Der gemaach hutt, Här Mosar, dee betrëfft d'Exigence, fir eng Autorisation d'établissement ze hunn. Do ass et esou, dass de Betrib bei der Demande am Fong theoreetesch nach keng Autorisation d'établissement brauch, wann e seng Demande mécht. E muss se effektiv hunn, wann en da seng Produktioun bis lancéiert, wat jo och effektiv ... An hei si mer meeschtens am Beräich vun industrieller Produktioun, jo, och munchmol vu klengeren a mëttlere Betriber. Mee dat sinn alles Betriber, déi normalerweis mat enger Autorisation d'établissement ënnerwee sinn, wa se dann effektiv déi Schutzkleedung oder déi aner Mëttelen am Kampf géint de Covid-19 hierstellen.

Bei de Startuppen ass et esou, dass mer eng Rei aner Saache gemaach hunn. De Concours StartupsVsCovid19 ass genannt ginn. Mir hunn och d'Aidë bei de Startuppen eropgesat um Niveau vun den Hëllefen, wou mer op op d'mannst 70 % vum Kofinanzement eropgaange si bei Projete mat maximum 800.000 Euro. Och dat ass eng relativ substanziell Hëllef fir Startuppen, soudass ech mengen, dass een net ka soen, dass fir d'Startuppen hei effektiv guer näischt gemaach gouf oder dass dee Punkt do mat den Autorisations d'établissement och effektiv esou problematesch ass, op d'mannst am Kontext vun dësem Projet d'aides.

Dann ass gesot ginn …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Loosst mech wannechgelift färdegmaachen. Da maacht Der dat duerno, wann Der wëllt.

Dir hutt och gesot, dass Der d'Moratoiren zwar begréisst, mee Dir hutt nach eng Kéier gesot, wat Der schonn e puermol hei gesot hutt, dass déi Staatsgarantien do net fonctionéieren. Ech mengen, do ass et esou, dass mer hei an dëser Kris an engem Marathon sinn, net an engem Sprint. Dat ass eng Kris, déi sech vläicht nach iwwer eng länger Zäit erauszitt. Ech sinn der Meenung, dass een net elo scho ka soen, dass déi Garantie d'État do guer net fonctionéiert.

Ech menge wierklech, dass et nach ze vill fréi ass dofir, well et eng ganz Rei Betriber gëtt, déi effektiv elo dee Moratoire kruten, déi amgaang sinn, sech ze froen, ob se nach méi spéit ... An et wäert sech warscheinlech am Hierscht, voire eréischt um Enn vum Joer erausstellen, ob se e weidere Besoin de financement hunn. An da sinn ech iwwerzeegt, dass se sech wäerten iwwerleeën, ob se dann dee Moment op déi Garantie d'État do wëllen zréckgräifen.

Ech menge wierklech, dass et fir de Moment esou ass, dass eng ganz Rei Betriber nach auskomme mat hiren existente Kredittméiglechkeeten. Mir wëssen och vun de Banken, dass et ganz vill Betriber gëtt, déi hir existent Ligne-de-créditen nach net ganz epuiséiert hunn. Dat heescht, do besteet nach bei ganz villen eng Marge de manœuvre, soudass ech wierklech mengen, dass een déi Staatsgarantien do net kann à ce stade als e Flopp bezeechnen, dass et nach dofir ze fréi ass.

Dir hutt dann och kritiséiert, dass mer ze laang brauchen, fir déi Aidendossieren do ze behandelen. Dat ass effektiv eppes, wat an der Haaptsaach an der Direktioun vun de Classes moyennes bei eis am Haus gemaach gëtt. Dir wësst awer, dass mer deen Echange haten an der Wirtschaftskommissioun, zesumme mam Lex Delles, wou Der erklärt krut, dass wierklech do alles gemaach gëtt, fir dat esou schnell wéi méiglech ze behandelen, dass déi Aiden och elo schnell ausbezuelt ginn, dass déi Dossiere beschafft ginn, dass an deem éischten Instrument vun den Aides directes effektiv eng ganz Rei Refusen derbäi waren, well dat schlecht verstane gouf oder well effektiv sech do vill Leit gemellt hunn, déi dee Moment net eligibel waren. Dofir, Dir wësst och, dass do nogebessert ginn ass par la suite an dass déi ganz Independanten an aner PMEen do nach duerno eppes nokruten an effektiv och elo adequat gehollef kréien.

Aus deene Grënn mengen ech zu Ärer Motioun, dass déi Motioun do a mengen Aen net wierklech fundéiert ass, dass se e bësse laanscht den Objektiv vun dësem Régime d'aides läit. An aus deem Grond géif ech och d'Chamber invitéieren, fir déi Motioun hei net ze stëmmen.

Voilà! Pour le reste, mengen ech, sinn och vun anere Riedner eng ganz Rei interessant Saache gesot ginn. Den Här Baum huet nach eng Kéier kritiséiert, dass mer hei am Fong eppes géife maachen, wou mer aus de Lektioune vun dëser Kris net richteg geléiert hätten. E seet: „Dir hutt net richteg verstanen, dass mer mussen essenziell Gidder fir d'éischt emol identifizéieren an dann erëm zréck an d'Europäesch Unioun bréngen." Ech mengen awer, Här Baum, dass dat eng Lektioun ass, déi geléiert ginn ass. Ech gesinn dat am Conseil des ministres vun der Kompetitivitéit. Do ass duerchaus verstane ginn, …

M. André Bauler *(DP).*- Ganz genee!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- … dass et eng Partie strateegesch Industrië gëtt, déi mer mussen zréckbréngen an Europa. Et gëtt eng Politik gemaach elo vun der Europäescher Kommissioun an do komme Propose fir eng ganz Partie Secteuren, Ecosystemer, déi solle strateegesch wierklech erëm zréckbruecht ginn an Europa mat deenen néidegen Investitiounen, déi musse gemaach ginn an deene Beräicher, soudass ech wierklech mengen, dass déi Prise de conscience do ass.

An dat ass natierlech eng Politik, déi mir och als Lëtzebuerg encouragéieren, déi mir matginn. Dat ass net nëmmen de Green Deal, dat ass net nëmmen d'Digitalisatioun, mee dat sinn och wierklech strateegesch Industrien, wou mer verstanen hunn, dass mer se hei brauchen am Beräich vun der Santé, awer net nëmmen. An ech menge schonn, dass do eng Prise de conscience do ass an deene Beräicher.

Voilà! Dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi a Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Fayot. An da géif ech dem Här Mosar d'Wuert ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, fir d'éischt merci dem Här Minister fir déi trotzdeem ganz vill nach zousätzlech Informatiounen. Ech wollt awer nach eng Kéier op déi dräi Punkten zréckkommen, well ech mech da vläicht net kloer genuch ausgedréckt hunn, fir dat nach eng Kéier ze preziséieren.

Éischtens: Dat, wat eis stéiert bei deenen Akkonten, ass, datt eng Entreprise muss fir d'éischt noweisen, datt se keng Liquiditéiten huet. Ech mengen, et gi vill Projeten an der Wirtschaft normalerweis gemaach. Déi strecke sech normalerweis iwwer Méint oder kënne sech iwwer Jore strecken. An déi ginn normalerweis ëmmer bezuelt iwwer Akkonten. Do gëtt an deene seltenste Fäll alles eréischt zum Schluss bezuelt.

Dat wat mir hei kritiséieren, ass, datt een eigentlech net automatesch ka vun Akkonte profitéieren. Esou wéi mir den Text liesen - mee Dir kënnt mech awer gär verbesseren -, muss een eigentlech noweisen, datt ee keng Liquiditéiten huet. Dat ass dat Éischt.

Dann dat Zweet, dat ass wierklech awer eng fundamental Fro, Här Wirtschaftsminister. Wann Der och eis Motioun liest, déi ass generell gehalen. Déi spillt fir dëse Projet ... oder si ka souwisou elo net méi spillen, well mer jo elo de Projet stëmmen. Mee déi ass generell. An do geet et wierklech ëm e fundamentale Problem bei all deenen Aiden! An ech hunn et virdrun ënnerstrach, datt ëmmer systematesch eng Konditioun dran ass, datt déi Entreprisë mussen eng Handelsgeneemegung hunn. Elo kréie mir permanent hei gesot - d'Madamm Hansen huet mer elo just nach vun engem Beispill gezielt -: „Et ginn eng ganz Rei vun Entreprisen, notamment hei an der Recherche, déi brauche keng Handelsgeneemegung." Vum Gesetz hier brauchen déi keng! Dat ass nun emol einfach e Constat.

Ech kann Iech och nach eng Kéier hei virliesen, wat d'Chambre de Commerce seet. An dat si jo wierklech awer Leit, déi permanent och mat där doter Thematik ze dinn hunn. Ech zitéieren hei d'Chambre de Commerce: « En effet, le champ d'application du projet, tel que modifié par les amendements, reste trop restrictif en raison du maintien de l'autorisation d'établissement comme prérequis à l'accès à cette aide. Or, une autorisation de commerce n'est pas requise pour certaines activités […]. »

Et ass awer nun, mat allem Respekt, Här Wirtschaftsminister, et ass awer e Fait, dat doten! An duerfir froe mir hei eigentlech an eiser Motioun eppes, dat ass, datt dat doten nach eng Kéier evaluéiert gëtt an datt gekuckt gëtt, ob wierklech all Entreprisen hei drënnerfalen. Eisen Informatiounen no ass dat net de Fall.

Wann Dir eis elo iwwerzeegt, datt dat esou ass, da musst Der vläicht och eng Kéier de Chambres professionnelles dat soen, well déi gesinn dat genausou wéi mir. Duerfir, nach eng Kéier: Et geet net just nëmmen hei ëm dëse Projet, mee et geet generell ëm déi dote Konditioun. Mir wëlle proaktiv a produktiv hei matschaffen. Dat do ass manifestement e Problem. Duerfir, och wann Der se elo net haut wëllt unhuelen, da kommt, mir renvoyéiere se zumindest an déi zoustänneg Kommissioun a mir diskutéieren eng Kéier doriwwer! Well et geet awer net duer, einfach nëmmen ze soen: „Dat ass net esou!", an do sinn awer Entreprisen domadder konfrontéiert.

Dann eng drëtt Observatioun nach eng Kéier iwwert déi Staatsgarantie-Emprunten. Ech mengen, Här Wirtschaftsminister, an ech sinn net deen Eenzegen, wann Der mat de Leit, den Entreprisen an och de Banquiere schwätzt, ass et einfach esou, datt d'Konditioune vun der Stee hei ze deier sinn. Déi sinn einfach ze deier! Kommt, mir maachen eis näischt vir! Dat ass d'ailleurs dat, wat ech deemools, wéi de Projet hei an der Chamber zur Diskussioun war, och dem Finanzminister gesot hunn. Et ass méi bëlleg, eng Entreprise, déi geet einfach bei hir Hausbank. Do sinn d'Konditioune vum Prêt méi interessant, wéi wa se iwwert deen heite Wee geet.

An duerfir mengen ech, wa mer wierklech wëllen d'Attraktivitéit vun deem Instrument do vergréisseren, musse mer nach eng Kéier iwwert d'Konditioune schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, déi Geschicht mat der Autorisation d'établissement, do hunn ech probéiert, Iech drop ze äntwerten. Ech wëll Iech och soen, mat allem Respekt fir d'Chambre de Commerce, mir sinn hei an der Chambre des Députés, dat heescht, mir huelen hei eis, oder Dir huelt Är Decisiounen. Ech weess, dass Der déi Avisen do liest an dass dat och gutt ass, dass een dat seriö hëlt.

Mir huelen dat och seriö. Ech sinn der Meenung, dass déi Betriber vun dësen Aiden hei, déi hei wierklech viséiert sinn, dass dat der sinn, déi an deenen allermeeschte Fäll, kommt, mir soen, dass dat an 99 % vun de Fäll där sinn, déi eng Autorisation d'établissement brauchen, well se eppes produzéieren, well se eppes verkafen, well se Saache maachen, wou se eeben eng Handelsermächtegung hunn.

Et ka sinn, dass der e puer derbäi sinn, wou dat net de Fall ass. Mee ech menge wierklech, dass dat hei an deene meeschte Fäll esou ass. Ech kann dat gären nach eng Kéier, mir kënnen dat gären nach eng Kéier analyséieren am Ministère. Guer kee Problem! Mee, wéi gesot, dat ass meng Meenung, mat allem Respekt, wéi gesot, fir verschidden Avise vun deenen engen oder deenen aneren.

Dat anert, gutt, ech mengen, bei de Staatsgarantien, Dir wësst, dass do muss eng Kommissioun gefrot ginn. Déi ass ganz niddreg. Dat ass eng Exigenz vun der Europäescher Kommissioun ënnert dem europäesche Regimm, Framework fir d'Staatshëllefen. Ech mengen, wann een esou e Kreditt brauch, dann ass dat net ..., da sinn dat adequat Konditiounen, och wat den Taux ugeet vun deene Kreditter.

Ech weess awer, dass et nawell eng Partie Betriber gëtt, déi Kreditter huelen ouni Staatsgarantie. Dat ass jo och gutt esou. Mee ech mengen, nach eng Kéier, dass ee wierklech muss ofwaarden, bis ee kann en definitive Jugement maachen iwwert dat Instrument vun deene Staatsgarantien, dass et nach e bësse fréi ass, fir dat elo wierklech als en Echec ofzeschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Bauler nach d'Wuert gefrot.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech kann Iech entloossen, Här Minister. Ech wollt einfach nëmmen drop reagéieren.

Ech wollt effektiv zu de Staatsgarantië ganz kuerz eppes soen. Mir hate schonn eng Kéier eng Analys an der Commission des Finances et du Budget dozou gemaach. An, wéi den Här Fayot richteg preziséiert huet, däerf een elo net vergiessen, datt mer an der Phas si vun de Moratoiren. Et si jo, wéi de Finanzminister gesot hat, Dausende vu Moratoirë bis ewell accordéiert ginn. Wa meng Souvenire gutt sinn, mengen ech, si mer an der Perspektiv vu 7.000, 8.000 Moratoiren.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- 18.000.

M. André Bauler *(DP).*- 18.000 souguer! Tant mieux.

An dann ass och gesot ginn, datt gekuckt gëtt, wann et nëmme méiglech ass, klassesch Prêten ze maachen, Kreditter ze accordéieren, ier een dann zu deem aneren Instrument kënnt. Mee et war jo einfach gesot ginn, datt et de Moment ze fréi ass an datt mer sollten am Hierscht, wann d'Geschäftsjoer sech weiderentwéckelt huet, nach eng Kéier deen do Dossier op de Metier huele fir ze kucken, wéi wäit dat Instrument da genotzt ginn ass.

Mir sollten dat maachen. Ech hat et och versprach. A mir wäerten dat och maachen,

Här Mosar. Insofern huet den Här Fayot jo och betount, datt een an Etappen do eigentlech muss denken.

Nach eng aner Remark. Ech hat eng Remark gemaach zur Solidaritéit tëschent den Natiounen. Ech wëll do absolutt net falsch verstane ginn. Ech hu just dorunner geduecht, well mir als Lëtzebuerger Land e ganz gutt Beispill u Solidaritéit ginn hunn, wéi mir am Klinickswiesen eebe Patienten aus dem Grand Est hei zu Lëtzebuerg opgeholl hunn, well mir eebe Plaz haten op eisen Intensivstatiounen a well mir eebe Material haten, fir déi Patiente bei eis ze accueilléieren.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- An dat war am Fong dat, wat ech gemengt hunn, net méi an net manner. Ech si keen, deen hei dreemt a vu Solidaritéite schwätzt - déi et net gëtt, däers sinn ech mer duerchaus bewosst.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Bauler fir déi dote Remarken. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7559. Den Text steet am Document parlementaire 7559[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7559 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domat ofgeschloss an dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun. Ass nach een, deen eppes zur Motioun wëllt soen?

(Négation)

Da kënne mer och iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

7. 7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Da kënne mer zum Projet de loi 7598 iwwert de Wunnengsloyer kommen. Ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi an dat ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7598 iwwer en temporäert Verbuet vu Loyerserhéijung. Konkreet geet et bei dësem Projet drëm, all Erhéijung vun engem Loyer bis Enn vun dësem Joer ze verbidden, an dat am Kader vum Bail-à-usage-d'habitations-Gesetz Artikel 3 Paragraf 5 vum 21. September 2006.

Fir vill Matbiergerinnen a Matbierger huet dës sanitär Kris vum Covid-19 och en direkten Impakt op de Revenu. Vill Betriber hu missen zougemaach ginn a vill Salariéen hu sech an engem Chômage partiel erëmfonnt. Och elo am Deconfinement dréit d'Aktivitéit vu ville Betriber nach méi lues. An doduerjer kënnt et bei ville Leit zu engem empfindleche Kafkraaftverloscht. Wann an esou enger Situatioun nach zousätzlech eng Erhéijung vum Loyer derbäikéim, wier dat fatal fir den Haushalt.

Dofir huet d'Regierung dës Mesure am Kader vum État de crise a konform mam Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung den 20. Mee 2020 decidéiert. Um Enn vum État de crise soll dëse Gesetzesprojet 7598 dës Mesure elo bis Enn vum Joer verlängeren. Doduerjer dass mir all Erhéijung vun engem Loyer am Kader vum 2006er Gesetz verbidden, ginn d'Locataire um private Wunnengsmarché geschützt.

Et bleift natierlech dem Proprietär fräigestallt, säi Loyer temporär ze senke bezéiungsweis mat sengem Locataire eng Staffelung auszehandelen, wann dëse Retard beim Bezuele vu sengem Loyer hätt. De Locataire bleift also weiderhi gebonnen u säi Loyer, esou wéi et a sengem Kontrakt festgeschriwwen ass.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun agoen. Dëse Gesetzesprojet gouf den 22. Mee 2020 deponéiert. Am Avis vum Staatsrot vum 12. Juni weist de Staatsrot dorop hin, datt d'Referenz vum Datum vum Enn vum État de crise als Ufanksdatum vun dëser Mesure géif zu enger Diskontinuitéit vun dëser féieren. Fir dësem Problem aus dem Wee ze goen, huet sech d'Logementskommissioun der Propositioun vum Staatsrot ugeschloss an de Gesetzesprojet ugepasst, andeems dës Referenz einfach gestrach gouf.

D'Avise vun der Chambre de Commerce a Chambre des Salariés sinn alle béid favorabel. Si gesinn an dësem Gesetzesprojet eng Mesure, déi déi wirtschaftlech Situatioun vun engem Locataire schützt. D'Chambre de Commerce mierkt un, datt een eng vergläichbar Mesure och hätt misse fir d'Baux commerciaux dekretéieren. D'Chambre des Salariés suggeréiert, datt de Legislateur eng Senkung oder souguer a gewëssene Fäll eng komplett Aussetzung vum Loyer promouvéiere sollt.

Well et sech heibäi ëm e Gesetzesprojet handelt, deen d'Regierung am Kader vum Kampf géint d'Auswierkunge vun der Pandemie vum Covid-19 op de Wee bruecht huet, huet eis Logementskommissioun ënner engem gewëssenen Zäitdrock geschafft. Dofir profitéieren ech op dëser Plaz dovun, fir de Membere vun der Logementskommissioun och Merci ze soen. De Projet de rapport ass dann och de 15. Juni eestëmmeg an der Logementskommissioun ugeholl ginn. Ech wëll awer och all deene Merci soen, déi un dësem Gesetzesprojet natierlech matgewierkt hunn.

Heimadder ginn ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen och der Rapportrice Merci, fir dat Gesetz eng Kéier erkläert ze hunn. An ech mengen, mir liewen an engem ganz spezielle Joer, mat där ganzer Kris, déi d'ganzt Land an natierlech dann awer och alleguerten déi Leit, déi loune ginn, betrëfft, wou natierlech Problemer si bei deem engen, bei deem aneren, deen eventuell seng Plaz verluer huet, dee manner Revenu hat, doduerch dann och an d'Laberente komm ass, wann et drëm gaangen ass, fir de Loyer ze bezuelen. Duerfir mengen ech, datt dat hei e wichtegt Gesetz ass, fir datt bis Enn des Joers keng Hausse vum Loyer da soll gemaach ginn.

Ben, ech mengen, och de Proprietär huet d'Méiglechkeet, Arrangementer ze treffe mat de Locataires, wou sécherlech tëschent Proprietär a Locataire nach eng Méiglechkeet besteet, fir dorop kënnen ze reagéieren. Duerfir wäert och d'CSV dëst Gesetz matdroen.

Ech wéilt awer och dervu profitéieren, vu datt mer an deene leschte Wochen a Méint opgrond vun der Kris och festgestallt hunn, datt notamment och de Bau méi deier ginn ass: Do si verschidde Constructeuren, Promoteuren, déi am Kader vun enger VEFA, Vente en l'état futur d'achèvement, dann och hire Clientë scho matgedeelt hunn, datt sécherlech de Bau vun deem ganzen Haus, Appartement, wat och ëmmer, datt dat méi deier wäert ginn.

An dësem Beräich hu mer à ce stade awer nach weider keng Hëllefe gesinn. Ech wollt hei nach eng Kéier rappeléieren, datt d'CSV Enn lescht Joer eng Rei vu Proposition-de-loien do gemaach huet an awer och eng Rei vu Motiounen eragereecht huet, wou et notamment ëm de bëllegen Akt gaangen ass, awer och drëm gaangen ass, fir de Fräibetrag op der TVA vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen. An ech mengen, dëst wären och wichteg Outilen, notamment well d'Präisser an deene leschten zéng Joer am Schnëtt ëm 70 % an d'Luucht gaange sinn, datt och den „Häuslebauer" muer oder iwwermuer vläicht déi eng oder déi aner Hëllef vum Staat kéint kréien.

Duerfir, fir d'Locataires: 100 % d'accord! Mee et sollt een awer och no deene Leit kucken, déi sech haut oder muer oder iwwermuer wëllen eng Wunneng leeschten.

An dësem Sënn nach eng Kéier merci fir d'Wuert an ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Jo, wat soll ee soen, wann eng Rapportrice esou komplett war, wéi dat hei de Fall war? „Net méi vill", kënnt Der elo soen. Dann hutt Der Recht. Ech géif dat och esou dobäi beloossen. Ech géif dann heimat awer der Rapportrice e grousse Merci ausspriechе souwuel fir dee schréftleche wéi och dee mëndleche Rapport.

An ech géif dann heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Selbstverständlech ënnerstëtzt d'LSAP-Fraktioun dëse Gesetzesprojet, well an der Kris sinn déi Fragillst nach méi fragill wéi déi aner. A fragill Stéit fënnt ee méi oft a Mietwunnenge wéi an Eegenheemer. Dofir ass déi Decisioun hei gutt, fir déi Moossnamen, déi am Rame vun der Krisereglementéierung geholl gi sinn, bis zum Enn vum Joer ze verlängeren, dat heescht, d'Loyeren net à la lettre, wéi dat am normale Gesetz virgesinn ass, all zwee Joer kënnen ze erhéijen oder ze adaptéieren, mee eng Schounfrist ze gewäre bis den 31. Dezember.

Aus den Avise vun de Beruffschambere geet ervir, dass dat hei e gudde Schrëtt ass, mee dass déi méi grouss Schrëtt nach follege mussen. Dat ass och eis Iwwerzeegung, zesumme mat dem Wunnengsbauministère a sämtleche Kolleegen hei an der Chamber. Hei ass eng Noutmoossnam, wou hannendrun déi Pläng musse kommen, dass mer erschwénglecheMietwunnengen absolutt Prioritéit musse gi bei deene grousse Wunnprojeten, déi mir maachen, an och bei méi klenge Wunnprojeten. Rezent Beispiller weisen an déi richteg Richtung. Och wann ech der Meenung sinn, dass bei ganz, ganz grousse Projeten dee Prozentsaz vun deene 25 % ganz bescheiden ass a mer duerchaus do kënnen nach eng Schëpp uleeën.

Interessant ass och déi Bemierkung vun der Chambre de Commerce, dass een am Sog vun dëse Moossnamen, déi de Loyer bei de Privathaushalter afréieren, eppes Änleches kéint virgesi bei de Geschäftsloyeren. Och do steet Eenzelnen d'Waasser bis zum Hals.

Ech deelen d'Suerg vu mengem Virriedner, dem Marc Lies, dass et net ka sinn, dass elo am Sog vun der Kris bei zukünftegen Eegenheembesëtzer deenen d'Messer vun de Bauunternehme kann op d'Broscht gesat ginn, dass se entweeder relativ héich Zomme musse bezuelen oder, wéi dat zu engem gewëssenen Zäitpunkt ausgesinn huet, net méi weidergebaut géif ginn. Dat nennt een op gutt Lëtzebuergesch en Erpressungsversuch! Bon, dat huet sech e bëssen decantéiert. Mee et misst een awer déi Méibelaaschtung seriö kënnen ënnert d'Lupp huele fir ze kucken, wat d'Realitéit ass a wou dovu profitéiert gëtt, fir Präisser zu Onrecht ze adaptéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat gesot, ass och am Avis vun der Chambre des Salariés drop higewise ginn, dass dee Projet hei net de Problem léist vun deene besonnesch Vulnerabelen, déi weeder en Eegenheem nach eng erschwénglech Mietwunneng hunn. Dat ass och net, mengen ech, de Sënn vun dësem Projet. Dat musse mer iwwer aner Weeër maachen. An ech mengen, do ass d'Regierung op engem gudde Wee, grad ewéi se op engem gudde Wee war, dass se garantéiert huet duerch den Aarbechtsminister, dass trotz Chômage partiel kee ka manner wéi de Mountmindestloun verdéngen. Well wann een ënnert de Mindestloun géif falen, da muss ee mer erklären, wéi een iwwerhaapt nach säi Loyer ka bezuelen.

Dat gesot, fënnt dëse Projet d'Ënnerstëtzung vun eiser Fraktioun, an all déi Moossnamen, déi nach wäerte kommen, fir den erschwénglecheWunnengsbau erëm erschwénglech ze maachen, gradesou. Well déi Coronakris, déi wäert iergendeng Kéier eriwwer sinn. D'Wunnengskris, déi wäert iwwert d'Coronakris ewechgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert bei den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President, ech wëll och am Numm vun der ADR der Madamm Semiray Ahmedova Merci soe fir dee ganz prezise Rapport.

Dësen Text ass souwuel als sozial Mesure wéi awer och aus der Siicht vun nationaler Solidaritéit eng ganz wonnerbar Iddi. An ech géif hoffen, dass dës Regierung aner wonnerbar Iddie géif verfollegen, wéi zum Beispill d'Kafkraaft ze stäerken duerch eng Baisse vun der TVA.

Mir ginn dësem Text also eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, och merci der Rapportrice, déi dat wierklech ganz komplett gemaach huet.

Mir wäerte selbstverständlech och dee Projet de loi matdroen, well en u sech awer an déi richteg Richtung geet. Mir hate schonn e puer Diskussiounen och mam Här Logementsminister doriwwer, notamment wat eis Motioun ugeet, déi mer deposéiert haten, wou et drëms geet justement, datt een net nëmmen d'Loyere geléiert, mee datt een och derfir suergt, datt se erofginn. Well de Problem ass jo deen, datt mer ... Ech si mer jo bewosst, datt dat jo keng eenzel Mesure ass vum Logementsministère, mee elo wäerten d'Loyeren net méi kënnen eropgoe bis den 31. Dezember. Wuel wëssend, datt d'Loyeren elo schonn eendeiteg ze héich sinn! Dat heescht, et wäert de Misär just e bësse manner schlëmm maachen.

Mee ech mengen, an dat steet jo och am Avis vun der Chambre des Salariés, si soen dat selwer: Et ass evident, datt d'Sozialkris nach méi schaarf wäert sinn, och nom 31. Dezember 2020, datt et vläicht wierklech ganz haart gëtt an datt d'Leit och déi aktuell Loyeren einfach net méi wäerte kënne bezuelen. Dat heescht,

dee Gel wäert warscheinlech, esou wéi d'Chambre des Salariés dat och seet - ech mengen, datt mer an déi Richtung musse goen -, iwwert den 31. Dezember 2020 missen erausgoen. D'Chambre des Salariés geet relativ wäit, si seet: „op e puer Joren" - firwat net? Well da géif ee vläicht déi iwwerdriwwe Loyeren, déi gefrot ginn um Marché, e bësse méi wettmaachen. Wann ee vu Solidaritéit schwätzt, d'Solidaritéit fänkt jo ëmmer uewen un. Et ass jo dat, datt déi, déi douewe sëtzen an déi, déi am meeschten hunn, déi musse méi ofginn.

Bon, d'Fro stellt sech, an ech hoffe wierklech, datt d'Proprietäre wäerte matschaffen! Well et muss een awer och kontrolléieren, ob se dat wäerte respektéieren. Wéi gëtt dat kontrolléiert? Well ech weess och net, ob jiddweree weess, Dir wësst jo, et ass e Kräfteverhältnes tëschent dem Proprietär an dem Locataire. An d'Kräfteverhältnes ass ëmmer en faveur vum Proprietär. Ech hoffen ...

(Brouhaha)

Jo! Et si vill Proprietären, déi hei sëtzen. Ech weess net, wéi dat ass, Proprietär ze sinn. Mee ech weess op jidde Fall, wéi et ass, Locataire ze sinn. Mee, jo, okay!

(Interruption)

Nee, nee, nee, nee! Et ass ee besser drun am Prinzip, wann ee Proprietär ass wéi e Locataire. Also et soll ee mir elo awer keng Geschichten erzielen! A wann et esou schwéier ass, Proprietär ze ginn, dann däerf een och Locataire ginn. Da kann een alles ofginn. Wann dat wierklech esou schwéier ass, mon Dieu, da kann een dat jo ëmdréien.

Ech hat awer och den Avis vun der Chambre de Commerce gelies. Ech muss dat méi oft maachen, well ech hu mech awer gutt ameséiert. Si si gutt! Si schreiwen, ...

(Hilarité)

... si soen: „Passt op, ...

Une voix.- Wat huet e gesot?!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... ulala, net datt d'Locatairen elo mengen, datt dat op éiweg wäert daueren! Also mir ënnerstëtzen dat, mee nom 31. Dezember 2020, da bezuele se erëm! An dann erhéije mer erëm, da kënne mer erëm erhéijen." Si hunn e bëssen Angscht.

Anerersäits soe se och, an dat sot d'Madamm Ahmedova jo och, anerersäits soe se och: „Jo, et misst een eppes ënnerhuelen, wat de Bail commercial ugeet" - et ass zwar eng aner Gesetzgebung, et ass en plus, mengen ech, en anere Ministère -, well d'Betriber och ze vill héich Loyere musse bezuelen, d'Commercen an esou weider. Wat och stëmmt.

An do ass et relativ interessant, well et mierkt een, datt d'Chambre de Commerce u sech zwee kontradiktoresch Interesse vertrëtt. Si musse sech eens ginn. Well engersäits vertriede se d'Interesse vun de Betriber, déi ze héich Loyer musse bezuelen. Anerersäits vertriede se och d'Interesse vu Societéiten, déi an den Immobilie sinn an déi dofir zoustänneg sinn, datt d'Loyeren esou héich sinn! An do mierkt een, datt se bei der Chambre de Commerce esou e bësse „boguen", esou: „Wat geschitt elo? Wiem musse mer elo Rechnung droen?" Also an eisem Jargon nenne mer dat „kapitalintern Kontradiktiounen", an et ass immens witzeg, deem nozekucken, well se do net richteg eens ginn.

Op jidde Fall, mengen ech, si mir eis all eens, an den Här Di Bartolomeo huet dat jo och virdru gesot: „Dat wäert nach laang daueren." Mir sinn eis däers bewosst. An ech mengen, dat heiten ass e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung. Et muss een och hoffen, datt et gräift. An ech hoffen awer och, datt mer éischter der Chambre des Salariés nolauschtere wéi der Chambre de Commerce, wann et drëms geet, et weiderzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Semiray Ahmedova fir deen exzellente Rapport. Mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzestext ginn.

Et ass nun emol esou, dass iwwert de Covid déi Leit, déi Loyer ze bezuelen hunn, och an eng schwiereg Situatioun komm sinn. An all Mesure, déi d'Regierung hëlt, fir déi Leit, déi loune ginn, ze ënnerstëtzen an och fir dass de Loyer net exorbitant an d'Luucht geet, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. A mir géife begréissen, wann d'Regierung méi esou Moossnamen an déi Richtung géif huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, merci fir d'Wuert. Merci awer och virun allem emol fir d'éischt der Rapportrice fir den exzellente Rapport, dee si gemaach huet. Dofir wollt ech net allze vill inhaltlech nach eng Kéier drop agoen. Ech wollt awer profitéieren, fir zu deenen engen oder anere Remarken, déi hei gesot gi sinn, kuerz awer eppes ze soen. Vläicht wichteg nach virauszeschécken: Effektiv gräife mer hei an d'Bail-à-loyers-Gesetz an. A mir gräifen an e Marché an, deen um private Secteur ass. Dat heescht, den Artikel, deen hei sech bezitt (veuillez lire: den Artikel, ëm deen et hei geet), dee bezitt sech op déi privat Loyeren, déi um Marché libre u sech gestalt ginn. E bezitt sech net op déi ëffentlech Wunnengen, déi mir zu abordabele Präisser eise Leit zur Verfügung stellen.

Dat erlaabt mer vläicht, indirekt och eng Äntwert op dat ze ginn, wat virdrun hei gesot ginn ass, déi an déi Piste sollte mer nach verfollegen. Ech mengen, ech hu meng Iwwerschréft iwwert déi Wunnengspolitik, déi ech wéilt méi an nei kadréieren, ënnert de Motto gestallt „cibléiert Wunnengsbaupolitik", nämlech cibléiert do, wou de Manktum am gréissten ass. An dat wësse mer alleguerten, dat ass am Locatiounsberäich. Dat heescht, mir mussen all zesummen, net nëmmen de Staat, net nëmmen d'Gemengen, net nëmmen d'ëffentlech Promoteuren, an deem Beräich intervenéieren, fir och déi Gréisstméiglech mat an d'Boot ze huelen an natierlech och déi Privat net ze vergiessen, Moyenen zur Verfügung ze stellen, dass déi dat och kënne maachen.

Dat Zweet, wat ech wéilt soen, dat sinn dräi Begréffer, déi mir awer och ganz wichteg sinn. Dat ass éischtens „ëffentlech", zweetens „abordabel" an drëttens „nohalteg".

Ech menge mat „ëffentlech" déi Wunnengen, déi haut um Marché sinn am ëffentleche Beräich. Déi, déi do wunnen, brauche sech keng Suergen ze maachen, dass de Loyer géif explodéieren, well déi bezuelen e Loyer, deen ass pro rata hirem Taux d'effort, deen net ze vill héich ass. Mir wäerten an zwou Wochen an der Familljekommissioun zesummen och mat der Logementskommissioun eng nei Etüd presentéieren, déi vum LISER ausgeschafft gëtt, wou et grad ëm den Taux d'effort geet, deen déi Eenzel mussen um Privatmarché opbréngen. Dofir ass dat ëffentleche Wunnengsbau. An dofir wär ech frou, wa mer d'Gemenge mam Pacte Logement an d'Boot kriten, fir dass dat och kann ëmgesat ginn.

„Abordabel", an dat ass och schonn des Efteren hei gesot ginn: abordabel net nëmme fir déi, déi am ënneschte Beräich sinn, mee déi Abordabilitéit geet méi wäit an d'Mëttelschicht eran. A mir mussen do och eppes presentéieren, fir déi Offer och an d'Luucht ze setzen.

An dat Drëtt ass awer e Begréff, deen och wichteg ass, dat ass d'Nohaltegkeet. Dir wësst, an der Vergaangenheet hu mer ëffentleche Wunnengsbau gemaach, dee mer um private Marché verluer hunn. Dofir steet d'Nohaltegkeet net onbedéngt fir en nohaltege Wunnengsbau - dee mer souwisou musse maachen no de Klimaerausfuerderungen -, mee Nohaltegkeet an der Längt vun der Offer, fir dass d'Wunnengen och längerfristeg an der Abordabilitéit bleiwen. An am beschten natierlech an der ëffentlecher Hand, wa se schonn eng Kéier an der ëffentlecher Hand waren.

Dofir, mir wäerten an der Kommissioun ... An de Moien hate mer d'Méiglechkeet, och nach eng Kéier iwwert de Bail à loyer ze schwätzen: Wéi ass et mat dem Capital investi? Mir haten de Moien eng ganz interessant Etüd, an ech wäert och do mat dem Bail à loyer mat enger gewëssener Transparenz an Novollzéibarkeet, wat de Capital investi ugeet, an d'Chamberskommissioun kommen, fir dann och d'DP ..., d'Gesetz, pardon, net ...

Ech weess net, firwat ech elo op d'DP komm sinn!

M. André Bauler *(DP).*- Ech froe mech dat och! Mee ech hat Iech emol guer net gekuckt!

M. Henri Kox *Ministre du Logement.*- Dat war elo ..., dat ass elo méi …

(Brouhaha)

… fir d'Gesetz dann nach virum Summer wëllen ze depotéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7598. Den Text steet am Document parlementaire 7598[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7598 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7586, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Prozedurvirschréften. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7586 geet et, wéi de President elo grad gesot huet, ëm temporaire Adaptatioune vun eiser Procédure pénale fir d'Post-état-de-crise-Zäit. Mir verlängeren hei eng Rei vu Mesuren, déi wärend dem État de crise op Basis vu groussherzogleche Reglementer geholl goufen.

Initial hat dëse Projet a sengem éischten Artikel virgesinn, wéini a vu wiem d'Masken an de Sitzungssäll vun all eise Juridictioune misste gedroe ginn. Vu dass mer an den Haaptgesetzer vun der Sortie de crise awer keng generaliséiert Maskeflicht méi virgesinn, quitte dass d'Maske recommandéiert bleiwen, hu mer dësen Artikel am Endeffekt aus dem Projet erausgeholl. Wann an engem Sitzungssall Leit sech ze no géife kommen, kann awer de President vun der Chamber - iwwer säi Pouvoir de police - froen, dass déi generell sanitär Reegele vun de Leit sollen agehale ginn.

Duerch d'Ewechfale vun dësem generellen Artikel iwwert d'Maske betrëfft dëse Projet de loi elo effektiv just déi strofrechtlech Prozeduren. De Parquet vu Lëtzebuerg huet, par rapport zum Champ d'application vun dësem Text, a sengem Avis opgeworf, dass d'Prozeduren, déi vum 1992er Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse virgesi ginn, net explizitt an eisem Projet de loi opgefouert goufen. Allerdéngs hält den Artikel 19 vum Gesetz vun 1992 explizitt fest, dass all d'Dispositiounen, déi d'Poursuite pénale viséieren, sech op d'Prozedure vum Jugendschutz uwenden. De Projet huet dowéinst net missen amendéiert ginn. Mir hunn de Renvoi vum Artikel 19 awer am Commentaire des articles preziséiert.

Mat dësem Projet de loi bleift et weiderhi méiglech, eng ganz Rei u juristeschen Demarchen, déi normalerweis a physescher Presenz gemaach ginn, iwwer Telekommunikatiounen ze erlaben. Do wou en Zesummekommen net dréngend néideg ass, soll domat d'Sécherheet vu jiddwerengem beschtméiglech garantéiert an de Risiko vun enger zweeter Covidwell minimiséiert ginn.

Konkreet gesäit de Projet vir, dass Ordonnanzen vu Perquisitiounen oder Saisië vun Dokumenter, Donnéeën oder och vu Fongen an Objeten och kënne schréftlech zougestallt ginn, dat via Lettre recommandée, Fax oder och souguer per E-Mail. Sollt eng Persoun refuséieren, déi ordonnéiert Informatiounen oder Objeten erauszeginn, riskéiert si eng Amende. An der Kommissioun ass preziséiert ginn, dass dës no Ampleur vun dem respektive Fall festgeluecht gëtt. Dës Strof soll awer net direkt spillen, wann eng Kommunikatioun ouni Äntwert bleift. Wann een net reagéiert, gëtt probéiert, anescht un déi Persoun ze kommen. An eréischt wann en effektive Refus do ass, fir der Ordonnanz nozekommen, si mer an enger Infraktioun.

Da gëtt dëse Projet d'Méiglechkeet, fir Auditioune vun Zeie per Telefon oder Video ze maachen. Vu dass d'Procès-verballen an deem Fall net materiell kënnen ënnerschriwwe ginn, ginn d'Auditiounen opgeholl fir de Fall, wou et zu Contestatioune par rapport zu deem, wat ausgesot gouf, kënnt.

Eng Persoun, déi festgeholl gëtt oder am Prisong ass an déi muss gehéiert ginn, huet d'Recht, vun engem Affekot assistéiert ze sinn a sech am Virfeld vun engem Interrogatoire mat hirem Affekot ze ënnerhalen. An deem Kontext gesäit de Projet vir, dass dës zwou Assistenzen och kënne per Video oder per Telefon assuréiert ginn. Wichteg ze soen, an och vum Staatsrot ervirgestrach, ass, dass dës Assistenz per Video oder Telefon just eng Fakultéit, also keng Obligatioun, ass. Dat heescht, den Affekot kann och weiderhi physesch derbäi sinn.

De Projet de loi viséiert dann eng ganz Rei u Prozeduren, wou et am Normalfall zu Depoten um Geriicht kënnt respektiv wou d'Affekote mëndlech, dat heescht a physescher Presenz, um Geriicht plädéieren. Et ass virgesinn, dass d'Demandë fir eng Nullitéit, eng Restitutioun oder eng Mise en liberté ze froen nach iwwert d'Zäit vum État de crise eraus op Dossier, also ouni physesch Presenz vun de Parteien, den Affekoten an dem Parquet kënne verhandelt ginn.

An dësem Kontext huet de Parquet vun Dikrech a sengem Avis regrettéiert, dass et domat an esou sensibele Matièrë wéi der Mise en liberté net zu engem kontradiktoreschen Debat kënnt an dass den Ugekloten esou net d'Méiglechkeet kritt, fir sech virun de Riichter ze expriméieren.

Am selwechte Sënn ass eis Kommissioun virgëschter nach mat engem Avis vun den Avocats pénalistes befaasst ginn, deen d'Wichtegkeet vun de mëndleche Verhandlungen am Strofrecht ënnersträicht. Mir hunn zréckbehalen, dass mer dësen Avis an enger nächster Kommissiounssëtzung analyséieren an dann decidéieren, ob le cas échéant Upassunge misste gemaach ginn.

Och bei den Appeller géint Decisioune vum Untersuchungsriichter, vun der Chambre du conseil oder géint Decisiounen, déi generell net de Fong vun enger Affär betreffen, ass virgesinn, weiderhin d'mëndlech Prozedur, déi wärend der Kris temporaire opgehuewe gouf, duerch eng schréftlech Prozedur mat kuerzen Delaien ze ersetzen.

Wann ee géint e strofrechtlecht Urteel an Appell wëllt goen, gesäit eis Legislatioun vir, dass een eng Déclaration d'appel um Geriicht muss ofginn. Mir bleiwen elo temporaire dobäi, dass dës Appeller all kënne „par tous moyens écrits", also notamment och per E-Mail, gemaach ginn.

Bei all dësen temporairen Derogatiounen, wou mat E-Mail ka geschafft ginn, gouf et eng Diskussioun doriwwer, ob dës E-Mailen eng Signature électronique drop mussen hunn. D'Autorités judiciaires hunn dëst Element generell begréisst. De Staatsrot huet eis allerdéngs zur Kohärenz opgeruff, well d'Signature électronique net generaliséiert, och notamment net an der Procédure civile virgesinn ass. Mir sinn dësem Avis nogaangen a gesinn elo just nëmme vir, dass d'Transmissiounen och kënne par voie électronique gemaach ginn.

Och d'Exécution des peines ass an dësem Projet de loi viséiert. Sou kënne weiderhin Exécutions fractionnées vu Prisongsstrofen ugefrot ginn, an dat net nëmme wéi normalerweis, wann een nach ee Joer misst am Prisong bleiwen, mee och wann een nach eng Strof vu bis zu dräi Joer ofzesëtzen huet. An d'Chambre de l'application des peines kann, wéi virdru bei den Appeller, déi agereecht ginn, och par tous moyens écrits saiséiert ginn.

Wat d'Dauer vun dësem Gesetz ugeet, ass virgesinn, dass dëst bis den 31. Dezember 2020 en vigueur bleift. Et ass zu dësem Zäitpunkt net

méiglech, genau ze soen, wéini dass déi Pandemie hei eriwwer ass a wéi laang et also Sënn mécht, fir dëst Gesetz oprechtzeerhalen. Mir waren eis an der Kommissioun eens, dass et en fonction vun der Mise en pratique vun dësem Text och wärend den nächste Méint nach zu Adaptatioune kéint kommen.

Dëst gesot, verweisen ech fir d'Detailer op mäi schréftleche Rapport, ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen direkt der Madamm Rapportrice, dem Carole Hartmann, Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, ech géif e puer generell Remarke soen, déi souwuel fir dëse Projet ziele wéi fir deen anere Projet, da brauch ech just eng Kéier hei op d'Riednerpult ze kommen a mir spueren Zäit.

D'Riichter an d'Geriicht sinn do, fir de Rechtsstaat ze garantéieren. Dës Feststellung ass ëmsou méi wichteg an engem État de crise, wou d'Regierung exorbitant Pouvoire kritt. An datt se hir Roll erfëllt hunn, besonnesch am État de crise, weist e Jugement vum 25. Mee 2020, wou d'Geriichter de Mechanismus vun de Sanktiounen, dee festgeluecht gi war an engem vun den éischte Reglementer am Ufank vun dem État de crise, sanktionéiert hunn an am Fong dat confirméiert hunn, wat d'CSV vun Ufank u par rapport zu deem Mechanismus vun de Sanktioune monéiert hat.

Et ass wichteg gewiescht, an engem État de crise och déi Leit, déi op de Geriichter schaffen, ze protegéieren, fir datt d'Geriichter kënne viru fonctionéieren, fir datt weider Urteeler kënne geschwat ginn, fir datt weider den État de droit garantéiert ginn ass. Duerfir war et richteg a wichteg, eng Rei Mesuren iwwer Règlements grand-ducaux ze huelen, déi Exceptiounen - am Fong generell Exceptiounen - zu den normale Prozedurreegele souwuel am penale Beräich wéi och am ziville Beräich virgesinn hunn.

Haut elo, mat dësem Projet de loi 7586 wéi och mam 7587, probéiere mer, erëm vun deenen Exceptioune par rapport zu den normale Prozedurreegele lues a lues ewechzekommen, quitte datt se sech nach applizéiere wärend enger gewëssener Zäit, soit bis Enn des Joers, soit fir een, zwee Méint no dem État de crise. Well et ass wichteg, datt eis Geriichter erëm kënne sou schnell wéi méiglech normal fonctionéieren, wéi dat am Code de procédure civile an am Code de procédure pénale virgesinn ass.

Duerfir wëll ech och eng Kéier hei op deen Avis vun de Penalisten agoen, deen zwar e bësse spéit komm ass - och dat muss ee soen -, mee wou se am Fong op eng Rei Problemer hiweisen, besonnesch en matière pénale, wou awer de grousse Prinzip ass vum Contradictoire oral, vum Face-à-face tëschent de Riichter respektiv de Prevenuen, den Accuséen an hiren Affekoten. An näischt verhënnert eis, wann d'Resultater vun dëser Epidemie weider gutt bleiwen, datt mer déi Gesetzer kënnen upassen. An ech mengen, datt d'Madamm Justizministerin esou enger zukünfteger Modifikatioun och gutt gesënnt ass.

Et geet drëm, mat dëse Gesetzer den Equiliber ze fannen tëschent dem Respekt vun den Droits fondamentaux an dem Respekt och vun der Gesondheet vu jiddwer Eenzelnem, wéi gesot, fir datt d'Geriichter weider kënne fonctionéieren.

Dës Experienz, déi mer hei elo gemaach hunn opgrond vun deenen aussergewéinleche Reegelen, wou vill och iwwer Visioconference oder, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, mat Signature électronique geschafft gouf - Moyenen, déi mir am Fong elo net dagdeeglech an der Justiz applizéieren an enger normaler Zäit -, erlaabt eis och, an Zukunft dee Projet eJustice, vun deem scho geschwat gëtt, soulaang ech schon um Barreau sinn - an ech soen elo net, wéi laang ech um Barreau sinn -, weiderzedreiwen. Ech mengen, dat ass och wichteg, déi Experienzen, déi an dee Projet kënne matafléisse gelooss ginn, an dee Projet eJustice, dee mer jo och virun e puer Wochen nach eng Kéier an der Commission de la Justice virgestallt kritt hunn.

Zum Schluss wéilt ech awer dann och begréissen, datt d'Regierung schonn an engem vun hire Reglementer eng CSV-Propositioun matafléisse gelooss huet. Dat ass notamment d'Suspensioun vum Delai, fir en Aveu vun der Faillite ze maachen. Dat war eng CSV-Iddi. Déi ass elo matagefloss an eent vun de Reglementer an déi gëtt natierlech elo hei mat iwwerholl. An doriwwer freeë mer eis natierlech och besonnesch, well, ech mengen, et ass och wichteg, datt mer de Betriber oder deene Leit, déi Betriber geréieren, d'Méiglechkeet ginn, awer kënnen ze kucken, aus dëser mësslecher Situatioun erauszekommen, och wa mer wëssen, datt deen een oder deen anere Betrib awer leider op der Streck bleift.

Dëst gesot, ginn ech den Accord zu deenen zwee Projets de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, mëttlerweil si mer jo schonn ukomm op engem Punkt, wou ee sech och emol ka Gedanke maachen iwwert déi positiv Auswierkunge vun der Kris. An ech wéilt do da vläicht just de Volet Digitalisatioun eraushuelen am Beräich vum Droit, wou den Här Gloden och elo grad dervu geschwat huet. D'Digitalisatioun eebe just am Beräich vum Droit zielt och kloer zu enger vun dëse positiven Entwécklungen.

Och wann d'Ännerungen an dësem Gesetz Enn des Joers auslafen, sou misst een awer vläicht op Basis vun der Erfarung, déi een elo mat dëse Prozedursreegele sammelt, evaluéieren, wéi eng Léieren dass een do soll erauszéien, an och kucken, ob een dës positiv Erfarungen dann net och op Dauer eventuell kéint iwwerhuelen.

D'LSAP ënnerstëtzt op alle Fall all Beméiunge vun der Justiz hin zu enger weiderer Digitaliséierung vun de Prozeduren, dëst natierlech ganz kloer am Aklang mam Droit de la défense.

Duerfir och den Accord vun der LSAP fir dëst Gesetz. Mir waren elo net vill méi explizitt, well d'Madamm Hartmann dat an hirem Rapport och tipptopp gemaach huet. An dofir och e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. E grousse Merci un d'Rapportrice vun dësem a vun deem nächste Gesetz. Dat ass d'Carole Hartmann an ech soen him ausdrécklech Merci, dass et kuerzfristeg bereet war, fir déi Rapporten unzehuelen an där schneller Zäit, déi mer hei hunn.

Ech wëll och nach ausdrécklech eng Kéier als President vun der Kommissioun widderhuelen, wat scho gesot ginn ass: Dass mer den Avis vun de Penalisten an d'Kommissioun eranhuelen, hu mer gëschter ofgemaach. Ech wéilt et ënnersträichen, well deen Avis koum kuerzfristeg. Mir konnten net drop reagéieren, och net, fir dëst Gesetz elo ze verabschiden.

Ech fannen et och interessant, dass dëst Gesetz an dat nächst bis Enn des Joers ginn. Mir hunn domadder d'Geleeënheet ze kucken, wéi dann och a méi normalen Zäiten eis Geriichter kéinte funktionéiere mat Prozeduren, déi mer bis ewell net esou fir méiglech gehalen haten, déi kéinten iwwer Visio, iwwer Telefon sinn, haaptsächlech iwwer Ecrit sinn an net esou vill am Presentiel.

Et huet, wéi ech mer soe gelooss hunn an der Kommissioun, besser funktionéiert wéi befaart, sou dass mer sollen och elo vun deene Méint profitéieren, déi kommen, wann dëst an dat nächst Gesetz a Kraaft sinn, fir de Bilan ze maachen, mat alle Partie-prenanten, déi um Geriicht sinn. An ech hu ganz gutt héieren, dass - wat d'Penaliste jo bemängelen - den Débat contradictoire am Face-à-face, wéi de Léon Gloden et och elo gesot huet, muss kënne stattfannen. Et geet mir hei och drëm, dass mer jiddwerengem dat Gerechtegkeetsgefill, uerdentlech vun der Justiz kënne behandelt ze ginn, kënne weidervermëttelen, deenen eenzelne Leit, an dass net just „se", dat heescht d'Affekoten an all déi, déi stellvertriedend si fir de Justiciabel, iwwer hir Käpp ewech géifen handelen.

Wéi gesot, ech soen der Rapportrice Merci. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, dem Carole Hartmann, fir dee gudde Rapport. D'Piraten wäerten hir Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer do nach zwou, dräi Remarken derzou maachen. Déi eng Remark hat ech och esou an der Kommissioun ubruecht: datt et eis Piraten wichteg ass, wann e Mandant mat sengem Affekot géif iwwert déi nei Medie kommunizéieren, dass dann aner Mesuren, sief et eng Vorratsdatespeicherung oder e Staatstrojaner, dee Moment inaktiv sinn an dass dat och wierklech sech zu Häerz geholl gëtt an dass déi Leit net iwwerwaacht ginn, wa se mat hiren Affekoten oder anere Leit géifen dee Moment schwätzen a Vertrauleches matdeelen.

Den zweete Punkt ass mat den E-Mailen. Sécherlech ass dat eng gutt Mesure. Mir ginn awer och do ze bedenken, dass et esou ass, dass déi vun deem enge Server op deen anere ginn an et ëmmer méiglech ass, dass hautdesdaags eng E-Mail dee Server net erreecht. An deementspriechend, wéi mer och an der Kommissioun ze bedenke ginn hunn, ass et do, fir mat de Sanktioune ganz duuss ze sinn a virsiichteg ze sinn, well esou eng E-Mail eeben ëmmer mol kann net ukommen.

An op där anerer Säit ass ze bedenken: Wann een eng E-Mail schéckt, steet zwar heiansdo en Absender do, mee et ass net ëmmer deen, deen do soll stoen. Deementspriechend géife mir et begréissen, wann eng Signature électronique ganz schnell géif kommen, fir dass een och sécher ass, wien d'Identitéit hannert där E-Mail ass, déi een op der Justiz geschéckt huet oder geäntwert huet.

Mir wäerten den Accord zu dësem Projet ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, fir d'éischt emol merci, Carole Hartmann, fir deen ausféierleche Rapport. Ech brauch net méi op d'Detailer vun dësem Projet anzegoen.

Et ass schonn ugeklongen: Et ass elo och d'Zäit, wou mer kënne vläicht scho positiv Konsequenzen aus deene leschten Erfarunge vun de Wochen a Méint, déi mer haten, zéien. Ech hat virun enger Woch eng Reunioun mat den Autorités judiciaires, mam Barreau, wou mer eeben en Échange haten iwwert de Verlaf vun der Covidkris elo op de Geriichter. An d'Konklusioun war, dass eigentlech alles, wéi de Charles Margue scho virdru gesot huet, besser gaangen ass, wéi ee sech dat erwaart huet, an eeben och, dass déi Digitaliséierung, dat heescht, kënne per E-Mail eppes eraschécken, wat virdrun huet musse mat engem Deplacement verbonne sinn, u sech ganz gutt fonctionéiert huet.

Et hu sech natierlech bei verschiddene Kompositiounen, awer bei Wäitem net bei en all, Retarden akkumuléiert, virun allem do, wou vläicht méi physesch Presenz souwisou schonn ass, wou méi Parteien hikommen, wou méi Leit och hikommen, déi net zu Lëtzebuerg wunnen; wat scho méi schwiereg wor. Do sinn elo vläicht Retarden, déi festgestallt gi sinn.

An duerfir hu jo och d'Geriichter decidéiert, si géifen d'Vacances judiciaires ëm zwou Wochen no hanne verréckelen, soudass an där Zäit bis den Ufank August nach kënne gereegelt Audienze stattfannen, wat dann och mat sech bréngt, dass probéiert gëtt, nach méi vun deem Retard opzeschaffen.

Dee Projet, dee mer elo haut unhuelen - an ech soen Iech Merci fir déi breet Ënnerstëtzung -, dee probéiert, wéi sou villes, wat mer am Moment maachen, ze ponderéieren tëschent de Mesures sanitaires Rechnung ze droen a gläichzäiteg awer och net op déi fundamental Rechter ze empietéieren.

Et ass elo scho vill vun dem Droit de la défense geschwat ginn. Dat, wat d'Penalisten an hirem Avis monéieren, ech kann dat absolutt novollzéien. Ech bedaueren effektiv och, dass mer et eréischt de Mëttwoch kruten.

Vläicht zur Explikatioun: Souguer ier mer de Projet de loi am Regierungsrot deposéiert haten, hunn ech net nëmmen d'Autorités judiciaires consultéiert, mee natierlech och de Barreau. An ech krut vum Barreau eng Prise de position, wou dat doten net en Deel dovunner wor, well soss wier dat natierlech an dee Projet hei agefloss.

Ech hunn awer haut och mam Philippe Penning vun der ALAP telefonéiert an hunn och mat him ausgemaach, dass mer eis géife kuerzfristeg zesummesetzen, fir hir Erfarunge matafléissen ze loossen. An ech hunn em och gesot, dass menger Meenung no - dat kënne mer dann zesummen an der Kommissioun diskutéieren - mer entweeder déi Dispositioun kënnen ofschafen, wann d'Covidtexter och zu Enn sinn, well ...

Also, et geet jo hei elo ëm déi reng schréftlech Prozedure vun der Chambre du conseil. Dat sinn Demandes de mise en liberté, dat sinn Nullitéiten, déi gefrot sinn, oder bei Restitutioune vun engem Auto zum Beispill, deen een ofgeholl krut. Dat si méi provisoresch Moossnamen, mee trotzdeem, et geet awer ëm vill. Et geet drëm, ob ee kann aus dem Prisong erauskommen, zum Beispill. Soudass et do heiansdo ganz wichteg ka sinn, dass ee gehéiert gëtt.

Ech kann dat novollzéien. Duerfir d'Propos, dass mer géifen en Amendement an deenen nächste Wochen eraginn, wou mer entweeder déi Dispositioun ganz eraushuelen oder, wéi an deem nächsten Text, dee mer haut wäerten decidéieren, wou mer soen, dass, wann eng Demande do ass, fir gehéiert ze ginn, dass een da muss gehéiert ginn. Ech fannen dat absolutt legitimm. Ech bedaueren eebe just, dass mer déi Erfarungen, déi se gemaach hunn, net éischter kruten, soss hätte mer dat natierlech hei matafléisse gelooss.

Just nach kuerz zum Här Goergen senger Remark. Ech verweisen do op den Artikel 4 vum Text, deen expressis verbis virgesäit, dass guer keen Enregistrement ënner iergendenger Form vun där Kommunikatioun tëschent der Persoun a hirem Affekot ka gemaach ginn. Dat ass de generelle Prinzip. Dee gëllt natierlech och am Kader vun der Videokonferenz, genau wéi e gëllt, wann een den Affekot en face gesäit.

Soudass mer hei déi selwecht Rechter garantéiere wéi am Normalfall, just eeben, dass et facilitéiert, dass en Affekot, deen da vläicht vu méi wäit ewech soll geruff ginn, an der Nuecht oder zu ongënschtege Momenter, a wa souwuel den Affekot an d'Partei och der Meenung sinn, dass ee sech och kéint iwwer Videokonferenz consultéieren, dass dat dann och dee Moment méiglech ass.

An dat ass eigentlech och, fir vläicht d'Saache heiansdo méi séier weiderzebréngen, guer net esou schlecht an och en Element, wou mer dann an e puer Méint mussen de Bilan zéien, wat mer weider mat iwwerhuelen a méi definitiv Texter a wat mer da fale loossen, wann d'Gesetz net méi néideg ass.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. An da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och de Cortège an déi Eintracht net duerjerneebréngen. Ech wëll just soe virun der Chamber hei, dass mer awer musse kucken, dass déi Gesetzer, déi mer hei zesummen ausschaffen an der Kommissioun - dat ass wierklech an der Justizkommissioun, mengen ech, exzellent gelongen, déi Zoustëmmung, déi mer hei ginn an dem Parlament zu deene Gesetzer -, dass déi awer och op dem Terrain als solch applizéiert ginn.

An ech wëll soen, dass déi Covidkris hei, mat allem Respekt, och mat där néideger Distanciatioun, déi ee muss hunn, net zum Virwand geholl däerf ginn, déi Kris, fir elementar Grondrechter a Strofprozesser ausser Kraaft ze setzen.

An ech muss Iech ganz éierlech soen, ech mengen, Dir kennt dee Fall och, Madamm Minister: Ech gouf de Moie vun engem Vertrieder vum Barreau abordéiert; 50 Joer Experienz, bekannt. Deen huet mer vun engem Fall vu gëschter erzielt, wou en da sollt den Interrogatoire matmaache mat engem Client op der Police op der Gare. Et sollt en Interrogatoire ... An Dir wësst, dass zënter 2017 all Mënsch, ob en als Temoin oder als Prevenu gehéiert gëtt bei der Police, do schonn d'Recht huet, fir sech vun engem Affekot entouréieren ze loossen.

E wollt och dohinnergoen. An do ass him gesot ginn, e misst eng Mask unhunn. Dat ass awer aus perséinleche gesondheetleche Grënn net méiglech gewiescht. An ech liesen Iech elo vir, wat d'Suite dovunner ass, en E-Mail, dee gëschter vun deem betreffende Beamte vun der Police un deen Affekot geriicht gouf: « Bonjour Maître », sou an esou, « en respectant vos réflexions », schreift de Polizist, an ech liesen Iech dat hei vir aus engem E-Mail, gëschter, Mercredi, 17. Juni 15.00 Auer, « je suis tenu à vous informer que je vais donc terminer le procès-verbal sans l'audition de votre partie. »

Ech widderhuelen nach eng Kéier: « sans l'audition de votre partie ». « Ceci, car il n'est pas possible de changer les bureaux comme on les trouve », also sou steet do, « ici au bureau de la gare. De plus, la situation due au Covid-19 ne changera pas dans les prochains temps. »

Dir Dammen an Dir Hären, do muss ech Iech soen: Dat do, dat geet net! Entweeder, wann een eng Distanciation physique an de Covidgesetzer virgesäit - déi och vläicht hir Bedeitung an hir Rechtfertegung huet -, mee da kann een awer do net d'Grondprinzippie vun eisem Rechtsstaat ausser Kraaft setzen! Dat geet net!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An Dir hutt virdrun hei gesot, och vun den Avocat-pénalisten, et misst een de Principe du contradictoire respektéieren, et misst een de Principe vun den Droits de la défense respektéieren. Jo! Mee da kuckt och, dass et op dem Terrain de Fall ass!

Well et ka jo net sinn, dass d'Chamber hei mat groussem Brimborium a groussem Tammtamm am Joer 2017 am Mäerz e Gesetz stëmmt, wat „Ëmsetzung vun de sougenannten ABC-Direktiven" heescht, dat heescht, dass d'Leit elementar Rechter hunn, wat hir Onscholdvermutung ass, dass d'Leit elementar Rechter hunn, wa se an engem Strofprozess involvéiert sinn ...

An do seet och ganz kloer den Artikel 3-6. aus eisem Code de procédure pénale: « A droit de se faire assister d'un avocat : ...», Punkt 3, « 3. la personne qui est interrogée au cours de l'enquête préliminaire ;». Mee, Dir Dammen an Dir Hären, wann dat am Code de procédure pénale steet, dann ass et awer total inakzeptabel an engem Lëtzebuerger Rechtsstaat, dass hei e Polizist engem Affekot mat 50 Joer Experienz schreift: „Mee wann Der d'Mask net kënnt undoen, dann ass dat mir egal, mee da maachen ech mäi Procès-verbal ouni d'Auditioun vun Ärem Temoin."

Also Madamm Minister, dat do dat ass eppes, wat net geet! A mir hätte gären, dass zesumme mat den Avocat-pénalisten, zesumme mat der Chamberskommissioun och déi Gesetzer, déi mer hei stëmmen an dem Justizberäich, op hir Praxisuwendung gepréift ginn. An dat ass eng elementar Fuerderung, déi mer och wëllen hei nach eng Kéier bekräftegen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Also, ech mengen, dat do ware jo elo zwou verschidde Saachen.

Dat eent ass d'Consultatioun vun de Professionellen. Déi maache mer. Ech consultéieren de Barreau. Ech sinn der Meenung, wann ech de Barreau consultéieren, dann organiséiert de Barreau sech, fir dann déi Affekoten ze froen, en Avis ze ginn, déi déi Matière praktizéieren. Ech ginn do dervun aus, dass dat geschitt.

Ech wëll hei awer betounen: Mir hu ganz vill net nëmme vun Iech verlaangt an deene leschte Wochen a Méint, och vun den Autorités juridicaires, och vum Barreau, fir ganz séier en Input ze kréie bei den Texter. Hei hat ech nogekuckt: Hei hate se awer fënnef Deeg, ier mer de Projet de loi an der Regierung deposéiert hunn.

Ech wëll elo hei kengem e Reproche maachen, well ech sinn immens frou iwwert déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer souwuel an der Kommissioun hu wéi och mam Barreau. Well deen Input, dee mer vun hinne kruten, ass wichteg an ... Voilà.

Mee ech hunn, genau wéi Dir, deen Avis vun der ALAP entdeckt - wéini war et? - e Mëttwoch de Moien. Mir wäerten deem natierlech Rechnung droen. Mee mir konnten awer elo net de Projet net stëmmen dowéinst. Well hei sinn einfach Mesuren, déi musse prolongéiert ginn, déi mer dowéinst materanhuelen.

Dee Fall, deen Dir elo nennt ... Ech kennen elo d'Eenzelheeten net. Dofir, Dir hutt elo hei en Extrait virgeluecht, ech wäert mech schwéier hidden, mech dorop ze prononcéieren, vun deem kuerzen Extrait. Mee natierlech: De Prinzip ass, dass d'Reegele mussen applizéiert ginn, ob dat elo vun der Police ass oder vu soss iergendengem.

An ech mengen, mir sinn an engem Rechtsstaat. A wann een an engem Fall ass, wou déi Reegelen net ugewannt ginn, dann hu mer genuch Moyenen, fir do dergéint virzegoen. Do ka weeder e Covid en Argumentaire dergéint sinn, nach soss iergendeppes.

Dofir, ech hu vollst Vertrauen an dee Confrère vun Iech, deen dann esou laang um Barreau ass, dass deen och ganz genau weess, wat en domadder muss maachen. Ech wäert dem zoustännege Minister dat dote weiderginn als Informatioun. Ech sinn net fir d'Police zoustänneg.

Dat huet awer elo net direkt eppes mat der Applikatioun vun deem heiten Text ze dinn, well do nämlech strictement näischt esou an deem Text drasteet, weeder par rapport zu de Mesuren, déi mussen agehale ginn um Geriicht. Net bei der Police natierlech, dat hu mer jo erausgeholl, well mer der Meenung sinn, et féiert just zu Kontradiktiounen, wann een op verschiddene Plazen ënnerschiddlech Mesurë gesetzlech festhält.

An der Salle d'audience ass et esou: Do ass et de Riichter, deen huet de Pouvoir de police driwwer, wéi ee sech an der Sall d'audience ze verhalen huet. Dat hu mer jo an der Kommissioun nach gëschter diskutéiert. Ech fannen dat och richteg. Et ass net all Sall, deen d'selwecht ass. Et ass net an all Sall, wou een déi selwecht Mesurë kann uwennen.

Et hänkt och dervun of, wéi eng aner Leit an deem Sall sinn, ob do Personnes vulnérables sinn. Ech sinn der Meenung, do muss ee sech souwisou aneschters ... Et muss een einfach deen néidege Respekt, jiddweree vun eis, weisen, wa Personnes vulnérables do sinn, fir dann eeben d'Mask unzedoen, och wann déi Sécherheetsdistanze kënnen agehale ginn.

Mee voilà: De Prinzip ass natierlech deen, dass d'Gesetzer mussen applizéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7586. Den Text steet am Document parlementaire 7586[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7586 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7587 - Projet de loi portant :

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7587 iwwert d'Weiderféierung vun den éffentleche Geriichtsverhandlungen. An nach eng Kéier ass d'Tribün fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann als Rapportrice vun dësem Projet.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi beim viregte Projet geet et och beim Projet de loi 7587 ëm d'Verlängerung vun enger Rei zäitlech begrenzte Mesuren, déi am Kader vun dem État de crise iwwer groussherzoglech Reglementer en place gesat goufen. Mir schafen eng gesetzlech Basis fir temporaire Derogatiounen, déi gréisstendeels Prozeduren op eise Geriichter betreffen.

Déi éischt Artikele vun dësem Projet de loi betreffen Affäre virun eisen diverse Juridictiounen, déi an enger sougenannter Procédure écrite verhandelt ginn, dat heescht, méi einfach gesot, wou d'Argumenter haaptsächlech schréftlech ausgetosch ginn. Am Kader vun dëse Procédures écrites ass am Normalfall virgesinn, dass et zum Schluss vun der Prozedur zu enger mëndlecher Sitzung kënnt, wou d'Argumenter dem Riichter nach eemol kënnen duergeluecht ginn.

Fir Deplacementer, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, op e Minimum ze reduzéieren an domat de Risiko vun enger weiderer Verbreedung vum Covid-19 ze reduzéieren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass dës Affären ouni Sitzung mat physescher Presenz kënnen ofgeschloss ginn. Juristesch soe mer, dass si „en délibéré" geholl ginn, ouni dass d'Parteien nach eemol op d'Geriicht kommen.

Wichteg heibäi ass, dass d'Mandatairë vun de Parteie mussen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung kënnt. Wann en Affekot freet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt souwuel fir Affäre virun eise Verwaltungsgeriichter, virum Verfassungsgeriicht, dem Kassatiounsgeriicht an och den zivillrechtleche Juridictiounen, déi en matière civile oder commerciale siegéieren a wou och eeben déi schréftlech Prozedur applizéiert gëtt.

Wat déi schréftlech Procédure civile a commerciale ugeet, preziséiert de Projet de loi, dass d'Affekoten, déi wëlle plädéieren, spéitstens 48 Stonne virun der Sitzung musse Bescheed ginn, ob se wëllen op d'Geriicht kommen oder net. Dat musse si dem Geriicht schréftlech matdeelen, woubäi och den elektronesche Wee op ass.

Dës prozedural Derogatioune sinn, wéi gesot, zäitlech begrenzt a gëlle vum Enn vum État de crise bis Enn des Joers.

Am Projet de loi gëtt do dernieft an zwee Artikele virgesinn, dass Requêten oder Demanden, déi wärend dem État de crise ageleet goufen, déi awer bis elo nach net tranchéiert sinn, nom État de crise no den temporairë Reegelen, déi en place gesat goufen, verhandelt ginn. Et geet dobäi drëm, fir dës Affären net nees bei null ufänken ze mussen.

Déi zwee concernéiert Artikele viséieren engersäits Requêten, déi beim Familljegeriicht eragaange sinn, an anerersäits eng spezifesch Demande, déi et de Parteie wärend dem État de crise erméiglecht huet, fir eng Derogatioun zu der allgemenger Suspension des délais ze froen. A béide Fäll hu mer op der Basis vun den Avisen, déi mer erakruten, an den Diskussiounen an der Kommissioun am Commentaire des articles eng explizitt Referenz op d'Règlements grand-ducaux gemaach, déi wärend dem État de crise applikabel waren.

Wat d'Suspension des délais ugeet, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass déi generell Suspensioun vun de prozeduralen Delaien net verlängert gëtt. Dat heescht zum Beispill fir en Delai vu 40 Deeg, fir Appell ze maachen, dass, wann en Urteel fënnef Deeg virum Ufank vum État de crise zougestallt ginn ass, de Rescht vun dëse 40 Deeg, dat heescht an dësem Fall 35 Deeg, nom Enn vum État de crise weiderlafen.

Mir confirméieren allerdéngs, sou wéi et am Règlement grand-ducal iwwert d'Suspension des délais virgesinn ass, d'Prorogatioun, déi bei legalen a konventionellen Delaie virgesi gouf, fir eng éischtinstanzlech Prozedur anzeleeden.

Wa mer dës Prorogatiounen net géifen iwwerhuelen, hätte se keng legal Basis méi. Duerfir brauche mer e Régime transitoire, wou mer weiderhi virgesinn, dass d'Delaien, déi wärend dem État de crise ausgelaf sinn, ëm zwee Méint nom État de crise verlängert ginn an dass d'Delaien, déi am Mount nom Akraafttriede vun dësem Gesetz auslafen, ëm ee Mount no hirer ursprünglecher Date d'échéance verlängert ginn.

Ech ënnersträichen op dëser Plaz, dass d'Prorogatioun vun dësen Delaien och fir d'Recours gracieux gëllt. Dës Recourse waren initial net am Règlement grand-ducal virgesinn, sinn awer no Diskussiounen an eiser Kommissioun och derbäigesat ginn.

De Staatsrot hat a sengem Avis nach d'Fro opgeworf, ob d'Péremption d'instance och couvréiert ass. Dës Prozedur ass och schonn am Règlement grand-ducal viséiert a gëtt deemno och am Gesetz viséiert.

Och ass d'Fro gestallt ginn, ob eng strofrechtlech Prescriptioun, déi am Mount nom Enn vum État de crise (veuillez lire: déi an de Mount nom Enn vum État de crise fält,) ënnert dës Prorogatioun fält. An och hei ass d'Äntwert: Jo. Dësen Artikel gëllt och en matière pénale.

Niewent dëser genereller Prorogatioun vun den Delaien, fir ze kloen oder fir e Recours gracieux anzeleeden, hu mer an dësem Projet de loi awer och eng Rei spezifesch Delaien explizitt suspendéiert:

Sou sinn d'Deguerpissementen, déi am Kader vun engem Bail d'habitation oder engem Bail commercial ordonéiert goufen, wärend engem Mount suspendéiert.

Eng Déclaration de naissance, déi normalerweis innerhalb vu fënnef Deeg no der Gebuert muss gemaach ginn, kann nach wärend engem Mount nom État de crise gemaach ginn.

D'Delaien, wat d'Ventes immobilières forcées uginn, ginn nach zwee Méint suspendéiert.

A wärend sechs Méint ka weiderhin en Aveu de faillite gemaach ginn, wéi de Léon Gloden et och scho gesot huet.

Här President, an dësem Projet de loi hu mir an engems och virgesinn, dass d'Assemblée-générale vum Barreau a vun der Chambre des Notaires ausnamsweis dëst Joer am September kënnen ofgehale ginn. De Projet de loi preziséiert och, wéi d'Iwwergangszäit vun de Mandatairen an deenen zwee Gremien ausgesäit, wéini a wéi laang déi jëtzeg Mandatairen also nach den Interim maachen.

Ee leschte Punkt betrëfft d'Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Hei gëtt proposéiert, fir d'Date limite fir eng Déclaration de recouvrement de la nationalité ze maachen, ëm ee Joer, op den 31. Dezember 2021, ze reportéieren.

Wat d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz ugeet hat de Staatsrot eng Opposition formelle opgeworf. Soudass mir kloer festgehalen hunn, dass dëst den éischten Dag nom Enn vum État de crise a Kraaft trëtt.

Dëst gesot, verweisen ech fir déi weider Detailer op de Rapport écrit. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Den éischten agedroene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden, hat schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn, soudass ech d'Wuert kann direkt weiderginn un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Discussion générale

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Dat war wierklech e ganz detailléierte Rapport, dee se gemaach huet, wierklech all d'Punkte schéin eenzel opgezielt an och gutt verständlech. Merci duerfir. Deem ass näischt bäizefügen.

An d'LSAP gëtt selbstverständlech hir Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An d'Wuert kritt direkt den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech un. Wéi gesot, ech soen nach eng Kéier der Rapportrice Merci, dass se sech där Aufgab hei ugeholl huet.

An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och merci dem Carole Hartmann fir deen exzellente Rapport. Och mir wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Ech si just virdrun eng Kéier kuerz un der Ausso vun der Madamm Ministesch hänke bliwwen, wou Der gesot hutt, dat mat dem Staatstrojaner, dass deen net géif ophuelen. Do wäre mer frou als Piraten, wann Der eis eng Kéier kéint an enger Kommissioun méi genau erklären, wéi dat soll technesch fonctionéieren. Ech wollt Iech dat just nach mat op de Wee ginn: Wéi dee Staatstrojaner dat net soll mat ophuelen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. An da kritt d'Wuert déi honorabel ... O, net déi honorabel ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn net honorabel? Här President?!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

(Hilarité)

Et ass un der Regierung wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, honorabelen Här President. Ech hu virdru gesot, Här Goergen, ech hunn Iech den Artikel aus dem Gesetz virgelies, dass déi Enregistrementer tëschent Affekot a Partei, déi am Kader vun enger Policeauditioun zum Beispill géife stattfannen, net géifen enregistréiert ginn. Ech hunn dat Wuert „Staatstrojaner" net an de Mond geholl. Dat ass de generelle Prinzip.

(Interruption)

Genau.

(Hilarité)

Voilà. Hei ass e bësse méi e Fourre-tout nach wéi dat en matière pénale. Et geet awer och hei ganz vill drëm, dass Vereinfachungen eigentlech stattfannen, dass keng Deplacementer musse sinn, dass Prozeduren, déi souwisou schréftlech Prozedure sinn, dann net nach mat engem zousätzlechen Deplacement vun den Affekote verbonnen sinn. Natierlech just, wann d'Affekoten och net esou eng Demande maachen, also d'Parteien net eng Demande an deem Sënn maachen, fir sech ze deplacéieren.

Vläicht fir just effektiv nach eng Kéier en Accent ze setzen, zousätzlech zu deem, wat d'Madamm Hartmann natierlech ganz am Detail a pertinent developpéiert huet: Wat elo vläicht virun allem fir de Particulier wichteg ass, ausserhalb vun deene Saachen, déi da méi d'Praticiene vum Droit concernéieren, ass eeben, dass d'Déguerpissements forcés, déi elo geschwat gi sinn oder déi elo nach geschwat ginn, eeben nach eng Prorogatioun ..., eng Suspensioun hunn ëm ee respektiv zwee Méint. Dat ass bei den Déguerpissement-forcéen, déi nach fir e weidere Mount ausgesat ginn. An dem Reglement vum 25. Mäerz ware se suspendéiert. An dat gëtt prorogéiert. Déi Suspensiounen, déi geschwat gi ware fir aner, déi virgesinn ...

(Brouhaha)

Pardon! Ech sinn e bëssen dekonzentréiert hei. Ech hunn e fréiere President, dee mer an d'Ouer schwätzt.

(Hilarité)

Also, mir haten am Reglement vum 25. Mäerz eng Rëtsch Suspensiounen, déi virgesi waren. Déi ginn hei ëm ee respektiv zwee Méint prorogéiert. Dat ass bei den Decisiounen, wou een dann net direkt muss e Recours maachen. A beim Déguerpissement forcé, wou et drëms geet, dass Leit mussen erausgesat ginn aus hirer Wunneng zum Beispill, do ass et: Wann elo eng Decisioun kënnt oder wann et schonn eng Decisioun gëtt, déi ginn nach eng Kéier ëm ee Mount verlängert.

An dat Zweet ass eppes, wou ech relativ paff war iwwert d'Envergure. Dat ass eeben déi Prolongatioun vun de Recouvremente vun der Nationalitéit. Wann een d'Zuele kuckt: 2009 waren et nach 22 Dossieren, déi sou ugefrot gi sinn. 2019 ware mer bei 5.000 Dossiere vun deene Recouvrementen.

An et sinn eebe ganz vill Leit, déi sech nach virgeholl haten, dëst Joer heihinnerzekommen, fir déi lescht Formalitéiten ze maachen, fir bis zum Enn vum Joer eebe kënnen d'Nationalitéit zréckzekréien, déi hir Virfaren haten. Ech krut Honnerten E-Maile vu Leit aus den USA an aus Südamerika, déi geplangt haten alleguerten, virun allem fir Nationalfeierdag heihinnerzekommen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien.

Dofir, vu dass dat natierlech am Moment eng Saach vun der Onméiglechkeet ass an et wichteg war, fir deene Leit awer elo net dat Recht ze beschneiden, sinn ech ganz frou, den Accord ze kréien, fir dass mer dat nach kënnen ëm ee Joer verlängeren.

Voilà! Merci villmools fir Är Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7587. Den Text steet am Document parlementaire 7587[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7587 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Als nächst kënnt de Projet de loi 7577 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gemengegebai wéi dem Gemengenhaus. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Pim Knaff, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, wat wann dee schéinsten Dag vum Liewen an d'Coronazäit fält, deen Dag, wou d'Koppel sech Jo seet fir d'Liewen op hirem Hochzäitsdag? D'Gemengen, déi d'Hochzäiten duerchféieren, musse garantéieren, dass d'Hochzäiten am Respekt vun de Gestes barrières duerchgefouert ginn, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

Genau dofir musse vill Gemengen op en anere Sall zréckgräife wéi deen, dee se am Gemengenhaus hunn. A genau dorëms geet et bei dësem Gesetz, wat ech Iech elo hei wëll presentéieren.

Eng Partie Koppele verleeën hir Hochzäit elo natierlech oder soe se of. Mee d'Majoritéit vun de geplangten Hochzäite gëtt wuel awer gemaach. Sou krut ech et op alle Fall vun dem Stater État civil confirméiert.

Dat weist och d'Necessitéit vun deem heite Gesetz, mat deem mir de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, d'Hochzäiten och an anere Gemengegebaier wéi dem Gemengenhaus ze organiséieren, eebe fir d'Hochzäiten am Respekt vun de sanitäre Bestëmmungen ze organiséieren - hir Hochzäit, ee vun de ganz wichtege Momenter am Liewe vu ville Leit.

Am État de crise gouf mat der Ännerung vum 17. Abrëll vum Reglement vum 18. Mäerz d'Maximalzuel bei Hochzäiten iwwregens op 20 Persoune festgeluecht. De 4. Mee huet de Regierungsrot dann och eng Derogatioun vum Artikel 75 decidéiert, déi et de Gemengen erlaabt, en anere vun hire Säll fir d'Hochzäite festzeleeën.

Mam Gesetzesprojet 7577 huele mer de Relais vun deem Règlement grand-ducal fir d'Zäit nom État de crise, wou de Coronavirus jo nach net iwwerwonnen ass an de Staat an d'Gemengen hiren Aufgaben, wéi hei bei den Hochzäiten, a gläichzäiteg dem Schutz vun de Bierger virun der Pandemie mussen nokommen.

Mir derogéiere weiderhin temporaire vum Artikel 75 vum Code civil, fir dem Officier vum État civil d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai ewéi dem Gemengenhaus ofzehalen. Well da méi grouss Säll kënne genotzt ginn, kënne méi Frënn a Famill un deem wichtegen Dag vun der Koppel deelhuelen, an dat am Respekt vun de sanitäre Bestëmmungen.

D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. D'Hochzäit kann deemno zum Beispill och an engem Centre culturel, an enger Sportshal oder an enger Museksschoul ofgehale ginn. De Schäfferot kann esou ee Gebai festleeën, dat den Inneministère approuvéiert. A bis elo goufen et iwwregens 24 Gemengen, déi esou eng Demande eraginn hunn.

D'Gültegkeet vun dësem Gesetz ass op ee Mount festgeluecht. An eng Prezisioun, wat de Pacs ugeet: Do muss keng Ännerung gemaach ginn, well d'Pacsgesetz vun 2004 keng Plaz festleet fir d'Deklaratioun vum Pacs.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Justizministesch an d'Inneministesch hunn de Gesetzesprojet 7577 de 7. Mee deposéiert. De Staatsrot huet den 19. Mee säin éischten Avis ginn an de 16. Juni säin Avis complémentaire. Déi concernéiert Chamberskommissiounen hu sech den 10. Juni eng éischte Kéier mat dem Text befaasst. An d'Justizkommissioun huet den 12. Juni d'parlamentaresch Amendementer ugeholl an de 17. Juni de schréftleche Rapport.

Ech kommen dann zu den Avisen a verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport. De Staatsrot huet a sengem Avis gemengt, dass d'Designatioun vum Édifice alternatif iwwert de Procureur d'État misst lafen. Dëst, well am Artikel 57 vum Code civil schonn eng Derogatioun besteet. Deemno kann den Officier de l'état civil sech mam Accord vum Procureur d'État deplacéieren, fir de Mariage op enger anerer Plaz wéi dem Gemengenhaus ofzehalen.

Well et sech hei beim Gesetzesprojet awer net ëm Ausnamesituatiounen handelt, wéi bei deenen am Artikel 75 beschriwwene Fäll - et geet hei ëm Persounen, déi sech aus graven Ursaachen net kënnen an d'Gemengenhaus deplacéieren, dat kann zum Beispill sinn, well een um Stierfbett läit oder am Prisong ass -, ass d'Kommissioun awer der Meenung, dass déi heite Prozedur fir d'Approbatioun iwwert den Inneministère soll lafen.

De Stater Parquet huet a sengem Avis och geschriwwen, datt en dem Staatsrot seng Argumentatioun op dësem Punkt net deelt. D'Kompetenz fir d'Designatioun vum Sall fir d'Hochzäite géif gutt beim Schäfferot leien, deem seng Decisioun jo da vum Inneministère muss approuvéiert ginn. D'Gemengenautoritéite kennen hir Lokalitéiten, hunn Erfarung a wëssen, wou een d'Zeremonië beschtméiglech ofhale kann.

De Syvicol freet sech awer, firwat d'Approbatioun vum Ministère de l'Intérieur drasteet, well dës an der aktueller Versioun vum Gesetzesprojet 7514 iwwert d'Tutelle administrative soll fir den Artikel 22 ofgeschaaft ginn.

A sengem Avis complémentaire huet de Staatsrot da geroden, d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz net un eent vun de sougenannte Covidgesetzer - an dësem Fall de Gesetzesprojet 7606 - ze koppelen, wéi mir et ee Moment wollte maachen, mee et einfach op ee Mount ze limitéieren. An d'Kommissioun huet zesummen decidéiert, där Remark nozekommen.

Och d'Dikrecher Geriicht approuvéiert den Text a stellt d'Fro no der allgemenger Iwwerschaffung vun dem Artikel 75 en vue vun enger Upassung vun de Bräich un d'gesellschaftlech Entwécklung, an dësem Fall vun der Hochzäit.

An deem Kontext verweisen ech op de Regierungsaccord, an deem steet, dass d'Gemengen an der Organisatioun vun zivillen Zeremonien, wéi den Hochzäiten oder Begriefnisser, sollen ënnerstëtzt ginn an d'Legislatioun an deem Sënn soll moderniséiert ginn. Wann och just temporaire, kann een dat heite schonn als en éischte klenge Schrëtt an dës Direktioun gesinn, well d'Hochzäiten elo an anere Säll kënnen organiséiert gi wéi bis ewell. E weidert Beispill, wou déi aktuell Kris eng Entwécklung acceleréiert huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Mam Gesetzesprojet 7577 kënnen d'Gemengen den nächste Mount fir d'Hochzäiten och op aner Gemengesäll zréckgräifen ewéi just am Gemengenhaus. Esou kënnen Hochzäiten am Respekt vun den aktuelle Gestes barrières gefeiert ginn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 ze verhënneren an awer d'Hochzäiten ënner flotte Konditiounen duerchzeféieren, wat fir d'Koppel, déi sech bestit, hir Famill an hir Frënn wichteg ass.

An deem Sënn wënschen ech all de concernéierte Koppelen, déi sech an dësen Zäite bestueden, vun dëser Plaz all Guddes an e schéint Fest mat hirer Famill an hire Frënn. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem François Benoy, dem Rapporter, villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. E war wéi ëmmer gutt, bis op déi lescht Minutt.

(Hilarité)

Jo! Dat bréngt eis och do e bëssen a Schwieregkeeten. An, Här President, ech géif Iech wierklech bieden, dass Der mer erlaabt, fir eng Minutt vläicht drunzehänken. Ech explizéieren Iech och ganz éierlech firwat.

Mir sinn als CSV selbstverständlech dermat d'accord, dass wärend der ganzer Covidkris d'Méiglechkeet besteet fir d'Gemengen, fir net nëmmen am Büro vum Buergermeeschter oder an enger Salle de mariage ze bestueden, mee zum Beispill an engem Centre culturel oder soss an enger Gemengeninfrastruktur. Do soe mer ganz kloer: „Jo!"

Ech soen och ganz kloer, dass mir léiwer gesinn hätten, dass déi ursprünglech Versioun, sou wéi se vun der Regierung an och vun der Chamberskommissioun festgehale ginn ass, nämlech, dass déi Moossnam hei, fir op enger anerer Plaz wéi an der Gemeng ze bestueden, gezielt hätt iwwert déi ganz Zäit vun der Covidkris an dass mer net onbedéngt den Text vum Conseil d'État iwwerholl hätten, fir déi Zäitdauer hei op ee Mount ze beschränken.

Well wann Der elo dat Gesetz huelt, ech ginn dervun aus, dass dat, loosse mer soen, e Méindeg, en Dënschdeg an dem Mémorial ass, dann zielt Der e Mount derbäi, da fale mer an, soen ech emol, déi grouss Vakanz. A wa mer dann net dat Gesetz, oder zumindest d'Dispositioun, déi Zäitdauer vum Gesetz festsetzt, verlängeren, dann zielt ab Enn Juli déi Bestëmmung hei net méi, ouni dass mer awer sécher sinn, dass alleguerten déi Mesurë vun der Distanciation physique - dat heescht, den Ofstand, deen ee muss halen -, dann alleguerten ofgeschaaft sinn. Dat wësse mer haut net. Et ass awer eng Probabilitéit, dass dat kéint sinn.

Duerfir, wa mer un dësem Gesetz festhalen a mir stëmmen et mat, da muss ee sech bewosst sinn, dass ee gegeebenefalls zäitlech eng Kéier do muss virun der grousser Vakanz oder virun de Vacances parlementaires nobesseren.

Dat wat mer net deelen, an dat soen ech awer gradesou däitlech, well et war e relativ grousst Rumouers bei eis am Eck elo, dat ass nämlech, dass een déi temporaire Moossnam hei, déi sënnvoll ass an déi jo eng spezifesch Ursaach huet, nämlech d'Covidkris, dass een déi elo verbënnt mat dem Verweis op de Regierungsprogramm, nämlech engem Regierungsprogramm, wou steet, an de François Benoy huet et elo gesot, dass ee géif déi ganz Zeremonie moderniséieren.

Éischtens si mer der Meenung, dass dat net Partie intégrante ass vun engem Rapport vun enger Chamberskommissioun.

(Interruption)

Esou gi mer dervun aus. An dat soen ech Iech dann och op der Chamberstribün, Här Benoy, dass dat Är Appréciation personnelle ass, déi eigentlech näischt an engem Rapport - mëndleche - vun enger Kommissioun ...

(Brouhaha)

... verluer huet!

(Interruptions)

Ech wëll dat awer och argumentéieren - an duerfir ass dat, wou ech Iech gefrot hu virdrun -, dee Punkt, well et geet hei net nëmmen ëm e schéinen Dag fir eng Koppel oder d'Famill. De Mariage ass ee vun de weesentlechsten Actes de l'état civil, ...

(Interruption)

... mat ganz ville rechtleche Konsequenze fir déi betraffe Koppel an och spéider fir hir Famill. De Mariage huet duerfir e grousse Sënn an eisem Code civil.

An ech hu mer de Moien eigentlech kuerz d'Méi gemaach fir ze kucken, wéi dann dat am Ausland gereegelt ass. An den Artikel 75 vun eisem Code civil gëtt et och an der Belsch an et gëtt en och a Frankräich.

An et ass effektiv esou - well déi meescht Leit kréien dat dobaussen net richteg mat, déi Prinzippien, déi Grondprinzippie vun der Celebratioun vum Mariage, wou ëmmer drop higewise

gëtt -, dass et éischtens en Acte public ass, dass et en Acte solennel ass an, wéi d'Fransousen et schreiwen: „qui répond aux valeurs républicaines". An déi Iddi - ech kommen herno dorobber zréck -, déi fënnt sech och an dem belsche Code civil erëm.

De Prinzip ass: Et gëtt ee bestuet op der Gemeng, also an der Märei. Dat ass a Frankräich, an der Belsch an zu Lëtzebuerg. Geet dat net, ass en Empêchement do, zum Beispill, wann eng Persoun sech net kéint dohinner deplacéieren, wann eng Persoun krank ass, da kann op Requisitioun, dat heescht, op Demande vun dem Procureur oder mam Accord vun dem Procureur, bestuet ginn an der Residence oder am Domicile vun engem vun deenen zwee Leit aus där Gemeng. Dat ass an deenen dräi Länner déi selwecht Reegel.

Da kënnt nach eng Reegel derzou. Dat ass déi, wann eng extreem Urgence ass, loosse mer soen, am penibelste Fall e Stierffall, an déi Leit, déi wëllen awer nach kuerz virum Doud vun engem vun de Partner sech bestueden. Abee, da kann de Buergermeeschter, ouni dass e virdrun den Accord huet - dat ass also seng eege Responsabilitéit -, sech transportéieren, loosse mer soen op d'Stierfbett. Ech ginn dervun aus, dass dat meeschtens an deene Gemengen ass, wou eng Klinik ass, e Spidol oder eng Maison de soins, a manner engem Fall. Hie muss awer dann herno de Procureur dovunner informéieren.

Dann ass dee véierte Fall, an et ass deen, dee mer jo dann uschwätzen: Wéi ass et dann, kann ech op anere Plazen, en dehors vun deenen dräi Fäll hei, bestueden? An da si mer an deem Fall, dee mir hei elo als temporaire ugesinn.

D'Fransousen, déi gesinn zënter 2016 dat vir, dass de Buergermeeschter, well deen den État civil mécht - et ass eng gewësse Logik dran -, dass dee kann dem Procureur eng aner Lokalitéit - et ass e „Bâtiment" communal, och do läit ... Et ass e „Bâtiment", net e „Local" communal. Wann et e Bâtiment communal ass, da sinn zum Beispill aner Plazen ausgeschloss. A kritt en do keen Avis contraire vu senger Autorité supérieure, da gëtt dee Local communal oder dee Bâtiment communal zréckbehalen.

Dat heescht, och a Frankräich ass et net méiglech, fir sech an engem Park, op enger Wiss - et ass e Bâtiment communal - ze bestueden. Firwat? Si argumentéieren dat mat der Publicitéit, mat der Solennitéit a mat de Valeurs républicaines.

Firwat Valeurs républicaines? Majo, dass kee stigmatiséiert gëtt. Dass deen een an engem Schlass bestuet ka ginn, seng privat Demeure eventuell, deen aneren an enger feudaler Demeure, wéi se och ëmmer op dem Site vun der Gemeng ass, an deen aneren, dee kann dat net maachen. Also dat huet eng gewësse Logik!

Bei de Belsch ass et och esou. An der Belsch, do kann nëmmen de Gemengerot decidéieren, fir och an engem anere Bâtiment communal ze bestueden. Dat heescht, et ass net esou, dass een hei iergendeng Plaz sech erauswënscht a seet: „Ma Buergermeeschter", oder wien och ëmmer den État civil mécht, „kommt Dir elo dohinner!", ... a spillt, op gutt Lëtzebuergesch gesot, de „Pausenclown", mat aller Ceremonie zwëschent Entrée an Haaptplat op där Plaz, déi déi Koppel sech da wënscht.

An ech wollt dat, ...

(Interruptions)

Entschëllegt, dass ech dat e bësse méi laang ausgefouert hunn, mee ech wollt nach eng Kéier, bei aller Sympathie, déi ee vläicht fir de Caractère solennel a fir déi Feier vun där betraffener Koppel kann hunn, awer mat Nodrock drop hiweisen, dass et sech hei beim Bestietnis ëm en Acte de l'état civil handelt an dass een deen Acte de l'état civil net liichtfankeg ka vum Lieu deplacéieren, wéi dat engem vläicht am Interessi vun der Koppel, oder där zukünfteger Koppel, passt.

An et ass dat och déi Argumentatioun, Dir Dammen an Dir Hären - an ech entschëllege mech nach eng Kéier, dass et e bësse méi laang ass -, firwat dass sech d'CSV, an ech kann dat elo soen, mat där Iddi, déi am Regierungsprogramm oder am Koalitiounsprogramm vun dëser Regierung virgesinn ass, firwat dass mir eis schwéierdinn domat, fir dat ze maachen. Wéi gesot, net einfach, fir Nee ze soen, mee op Basis vun awer enger dach pragmatescher a rechtlech fundéierter Approche, notamment déi vun eisen zwéin Nopeschlänner, vu wou eise Code civil och ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här François Benoy d'Wuert gefrot.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et wär fir Fait personnel. Ech soen dem Här Roth ...

Plusieurs voix.- O!

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... villmools Merci fir seng luewend Wierder fir mäi Rapport, fir bal dee ganze Rapport. An ech wëll just drop hiweisen, dass ech am Kontext vun engem Avis, nämlech deem vun dem Dikrecher Geriicht, ganz neutral, ouni eng perséinlech Appreciatioun dervun ze maachen, dat virgelies hunn, wat am Regierungsaccord steet. Ech mengen, dass dat just eng ganz neutral Duerstellung vun der Saach ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Voilà, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci un de Rapporter Lex Benoy fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Une voix.- François Benoy.

M. Pim Knaff *(DP).*- Pardon. François Benoy!

Dës sanitär Kris hat en Impakt op ganz vill Beräicher, esou och op d'Actes de l'état civil, wéi notamment d'Hochzäiten. Mee bei alle Grenzen, déi eis dës Kris opgewisen huet, gesi mir als DP dës awer och als eng Chance, nei Méiglechkeeten ze fannen, fir eist weidert Liewen anescht ze gestalten.

Eng Hochzäit ass eppes ganz Spezielles. Et muss een net bestuet si fir ze wëssen, wéi vill Preparatioun, Zäit an Aarbecht an esou en Dag investéiert gëtt. Déi ënner Iech, déi bestuet sinn, erënnere sech ganz sécherlech gutt un de vollen Agenda vu Rendez-vousen, déi hu musse fixéiert ginn, an dëst oft Méint a souguer Joren am Viraus.

(Brouhaha)

Mee bei allem Stress, deen dësen Dag mat sech bréngt, bleift en awer och e ganz spezielle Moment an engem sengem Liewen, op deen een och spéider ëmmer erëm gären zréckkuckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Koppelen, déi dësen Dag dëst Joer an hirem Kalenner markéiert haten, leeft alles e bëssen anescht. Déi normal Prozedure sinn net méi a Kraaft an de Covidvirus hat bei villen, déi a grousser Erwaardung op hiren Dag gewaart hunn, dëser Virfreed en Deckel opgesat.

Dofir si mir als DP frou, dass dëst Gesetz et de Gemenge weider wäert erlaben, dës offiziell Feieren och ausserhalb vun de Gemengenhaiser ze zelebréieren. Mir begréissen, dass vum normalen Zivillgesetz ofgesi gëtt, fir dass och an deene Gemengen, wou et méi schwéier gewiescht wär, sech un déi sanitär Moossnamen ze halen, Hochzäite kënnen ofgehale ginn an esou d'Koppelen och weiderhin d'Geleeënheet kréien, hiren Dag trotz der Kris ze feieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech kuerz op den Avis vum Dikrecher Bezierksgeriicht zréckgräifen, wou se dëse Projet, ënlech wéi mir, als eng Opportunitéit gesinn, den Artikel 75 vun eisem Zivillrecht och fir d'Zukunft unzepassen. Mir als DP géifen et begréissen, wa géif consideréiert ginn, dëst Gesetz och no der Coronakris weider oprechtzeerhalen.

Als Demokratesch Partei wëlle mir eis Gemengen an der Organisatioun vun zivillen Zeremonien ënnerstëtzen a si mat modernen, flexibele Gesetzer an hire Funktioune stäerken.

Loosst eis positiv an oppen no vir kucken an déi Méiglechkeeten, déi sech elo opdinn, erhalen, fir och an der Zukunft fortschrëttlech an am Sënn vun enger opgeschlossener Politik ze agéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz gesäit jo vir, dass am Kader vum Covid-19 kann ausserhalb vum Gemengenhaus d'Bestietnis duerch den Officier de l'état civil, wat de Buergermeeschter ass, vollzu ginn an engem Gemengegebai, dat de Schäfferot jo definéiert, festleet a wat jo och da vum Innenministère guttgeheescht gëtt.

Dëst ass u sech, mengen ech, ganz, ganz positiv, well et de Gemengenautoritéiten eng Flexibilitéit gëtt, eng Auswäichméiglechkeet gëtt, wou engersäits déi sanitär Exigenzen agehale ginn, respektéiert ginn, well et am Fong d'Gemenge sinn, déi hir eege Gebailechkeeten am beschte kennen.

An dëst ass, mengen ech, och net onwichteg, well fir eng Koppel, déi sech bestit, zesummen och mat Famill a Frënn, déi se derbäihunn, ass et sécherlech e schéine Moment an hirem Liewen, an dee soll a gudde Konditiounen ofgehale ginn. An duerfir suergen da jo och d'Gemengen.

An deem Sënn ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun, mee net ouni awer dem Rapporteur, dem François Benoy, Merci ze soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Wann een awer méi wäit wëllt kucken a wann een awer och där Auswäichméiglechkeet, der Maison communale plus eent, wéi et de Moment jo de Kader ass, wann een deem méi wëllt Rechnung droen, well een Demanden huet aus der Gesellschaft, well een awer och eng Ouverture huet, kloer, vu verschiddene Gemengen, och am allgemenge Secteur, wann een deem méi en definitive Charakter wëllt ginn, da soll een en toute sérénité doriwwer diskutéiere mat deenen zwou Ministeschen zesummen an deenen zwou Kommissiounen, wéi eng Modalitéiten een deem ka ginn, wéi een et a Form ka bréngen, fir där Ouverture, mengen ech, och en definitive Charakter ze ginn.

Dat ass haut sécherlech net de Fall an dësem Kontext, wou mer sinn, mee et soll een awer op alle Fall déi doten Diskussioun weiderféieren.

Villmools merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt mech ganz kuerz faassen: Ech ginn am Numm vun der ADR d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Dat gëtt dann de Leit fir e gudden, schéinen Dag, dee se da feieren, d'Méiglechkeet, auszewäichen op en anert Gebai, wann d'Situatioun et net anescht erlaabt.

An et ass och gutt, datt et begrenzt ass fir e Mount. Ech fannen, en Acte de mariage ass en zivillrechtlechen Akt. Dee soll scho würdeg gefeiert ginn. A mat deenen heiten Ausnaméiglechkeeten erlabe mer de private Leit déi eng an déi aner Méiglechkeet, auswäerts dat ze maachen. An ech ginn domadder eis Zoustëmmung.

(Interruption)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President, a merci dem Rapporter. Also, et ass virdrun ugeklongen, dës Säit huet déi eng Meenung ... Also, als Piraten si mir e bësse gespalt do dertëschent, wat d'Zukunft no dësem Mount soll ugoen.

Mir sinn och der Meenung, d'Hochzäite solle kënnen an anere Raim stattfanne wéi nëmmen an der Gemeng selwer. Éischtens, heiansdo ass et net ganz flott an deene Raim; heiansdo hu se och net genuch Plaz. An ech erënnere mech selwer u meng Hochzäit, wéi schwéier et war ze decidéieren, wie vun deenen 20 Leit elo iwwerhaapt däerf derbäi sinn. Wär deemools eng aner Méiglechkeet do gewiescht, dann hätt ech dat scho begréisst!

Wat mir als Piraten awer och nach wollte fir d'Zukunft mat op de Wee ginn, well mer hoffe jo, dass och eng Kéier d'Diskussioun wäert stattfannen, wéi d'Hochzäite moderniséiert kënne ginn: Mir wäerten eis awer och ganz kloer dergéint ausschwätzen, dass herno de Buergermeeschter oder een aneren aus dem Gemengen- oder Schäfferot muss an den deierste Restaurant lafen, well mer dat géifen och onsozial fannen, dass et herno iwwert de Portmonni ze decidéieren ass, wéi schéin dass deen Akt gëtt.

Deementspriechend gi mir den Accord zu dësem Gesetz. Mir denken och net, dass et op engem Mount wäert bleiwen. Mir hätten eis och gefreet, wann et alignéiert gewiescht wär un d'Coronagesetzer, déi mer wäerte stëmmen, soudass mer hei net erëm hätte missen eng Kéier nostëmmen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An da kritt d'Wuert nach den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen deem heite Projet natierlech och zou. An déi Diskussioun, déi derhannert läit, déi den Här Roth elo opgeworf huet, huet sécherlech hir Berechtegung. Woubäi mir als Lénk natierlech och éischter e Penchant derfir hunn, datt et och aner ëffentlech kommunal Gebailechkeete kënne sinn, opgrond vun enger Decisioun vum Gemengerot, déi eventuell kéinte benotzt gi fir esou Zeremonien.

Well wësst Der, mäi Kolleeg, den David Wagner, ass virun engem Joer an der Stad Lëtzebuerg bestuet ginn. An ech muss Iech soen: Ech war enttäuscht driwwer, als Escher, ze gesinn, wéi moche dat Gebai vun der Stad Lëtzebuerg ass!

(Hilarité générale)

M. Sven Clement *(Piraten).*- O, Här Baum!

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann een dann awer gesäit, wéi zum Beispill hei de Cercel, ...

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

... et gëtt jo ganz vill aner Méiglechkeeten a wonnerbar Gebaier um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... a wou ech mengen, datt dat kéint sënnvoll sinn, fir och aner Gebailechkeeten, kommunal Gebailechkeeten ze benotzen, fir där Zeremonie, déi, wéi sou richteg gesot ginn ass, eng vun deene schéinsten am Liewe soll sinn, déi néideg Würd ze ginn.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

(Brouhaha)

An elo huet d'Regierung d'Wuert. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prises de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, wéi ech virdrun heihinnerkomm sinn, sinn ech iwwert de Knuedler gaangen an do stoung e grousse Grupp vu Leit - déi éischte Kéier an deene leschte Wochen, wou dat mer erëm opgefall ass -, e grousse Grupp vu Leit fir eng Hochzäit. Et huet mech gefreet ze gesinn, dass erëm ... Si stounge schéin auserneen, mat hire Masken un - baussen! -, fir ze waarden, dass eeben d'Zeremonie soll stattfannen an deem Sall, deen dem Här Baum dann net gefält.

(Brouhaha)

Et ginn awer zwee Säll an der Stater Gemeng: Deen een ass ganz modern, deen aneren ass méi traditionell; ech weess net, wéi een Äre Kolleeg erausgesicht hat fir seng Hochzäit. Mee effektiv, och an der Stater Gemeng gi relativ wéineg Leit an de Sall. An dat ass jo eng fundamental Diskussioun! Duerfir, et geet schonn och dorëm.

An, Här Roth, och wann ech, wéi ëmmer, Äre pedagogeschen Ausféierunge ganz konzentréiert a mat Freed nogelauschtert hunn, esou verstinn ech net déi artificiel Kontradiktioun, déi Der hei wëllt ervirbréngen. Well et ass keng do!

Mir hunn en Text haut virleien, dee gesäit vir, dass een an enger Maison communale, déi muss affektéiert sinn zu engem „service public communal" , wat jo awer relativ restriktiv ass ... Et schwätzt kee vun engem privaten Domicile. Et schwätzt kee vun enger Piscine bei engem doheem. Mir schwätzen net vun iergendwelche farfeluen Iddien. An och dat, wat de François Benoy aus dem Regierungsaccord zitéiert huet, ass net … Et geet net drëm - an do sinn ech ganz bei Iech -, et geet absolutt net drëm, weeder elo, nach wa mer an e puer Méint eng Evaluatioun maache vun deem, wat elo wor, fir dat hei komplett opzemaachen!

Mir sinn eis absolutt bewosst: Mir sinn hei an engem solennellen Akt. Et ass en Akt, deen am Code civil gereegelt ass. Et ass en Akt, dee vum État civil ass, deen net nëmme fir déi eenzel Leit e wichtegen Akt ass, mee deen och vun dem Prozeduralen net à la légère soll geholl ginn.

Nawell ass et esou, dass ganz vill Leit de Choix maachen, entweeder well se et net anescht kënnen oder et net anescht wëllen, fir sech net méi an der Kierch ze bestueden, mee fir sech just zivill ze bestueden. An ech sinn der Meenung, dass een deene Leit och muss kënnen d'Freed ginn, fir dat net just mat zéng oder 20 Leit ze maachen, mee fir dat kënne mat hirem ganze Frëndeskrees ze maachen. An dat ass eppes, do si mer scho gefuerdert, fir déi Méiglechkeet virzegesinn.

A wann ech dee franséischen Text kucken, dee seet och näischt anescht. Dee seet eigentlech genau dat; deen ass souguer nach méi large wéi dat, wat mir elo hei maachen. Dat ass d'ailleurs och en Text, wou et ëm d'Modernisatioun vun der Justice geet. An och do geet et drëm, dass ee kann an „tout bâtiment communal" de Mariage celebréieren, sauf Oppositioun dee Moment da vum Procureur.

Dat heescht, dat ass souguer nach méi oppe wéi dat, wat mir soen. Well mir soen hei: „eng Maison communale, wou e Service public dran ass", wat jo nach méi restreignant ass. Bei de Fransousen ass et all Gebai, wat eng Maison …, wat der Gemeng gehéiert.

Dat heescht, wa mer elo eng Kéier géifen eng definitiv Decisioun hei huelen, wiere mer och guer net en contradiction mat deem, wat d'Fransousen, un deene mer eis jo oft orientéieren, an hirem Code civil virgesinn, déi och der Meenung sinn, dass eng modern Gesellschaft verlaangt, dass ee kann e wichtegen zivillen Akt, wéi e Mariage, esou maachen, wéi een dat fir richteg hält. Dat heescht, mat esou ville Leit, wéi et méiglech ass, a wat a ville Gemengen, net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, mee och soss duerch d'Land, net méiglech ass. Voilà!

Dat heescht, dat hei ass fir mech och eng vun deene Moossnamen, wou een da kann herno kucken - an d'Madamm Inneministesch wäert herno dorobber agoen -, wéi eng Konsequenzen dat huet, wat ee kann an engem Text, wann een eng Kéier en definitiven Text hëlt, verbesseren a wat ee kann esou loossen, wéi een et elo virgesinn huet.

Zu der Diskussioun iwwer ee Mount oder sech ubannen un d'Covidtexter, bon, mir hunn do déi héich Kierperschaft an hirer Sagesse suivéiert, déi eis sot, mir sollen et op e Mount bannen. Wann d'Mesures sanitaires aus de Covidtexter verlängert ginn - wann ech Iech richteg verstanen hunn, waren dat jo Är Bedenken -, da musse mer jo souwisou eng Prolongatioun vun deenen Texter stëmmen an dann ass dat jo och net elo esou ëmständlech, fir och déi heite Prolongatioun am selwechte Moment ze stëmmen. Wann dat net de Fall ass, stellt d'Fro sech jo dann och dee Moment aneschters fir deen heiten Text.

Duerfir, ech gesinn dat elo net esou komplizéiert. Ech hunn do gemengt, dass mer sollten der Sagesse vun dem Conseil d'État suivéieren. Voilà! Merci. An da ginn ech erëm no hannen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. An d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding iwwerhëlt de Relais fir d'Regierung.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt. Merci och nach dem Rapporteur an och der Madamm Justizminister, dass mer hei awer relativ séier eng einfach, pragmatesch Léisung konnte fannen. Et ass eng Offer, déi mer de Gemengen eeben ubidden. An déi gëtt och ganz gären ugeholl. Dofir wollt ech Iech elo ganz kuerz de Retour d'expérience ginn. A virdrun hat de Rapporteur et och scho verroden: Bis elo si 24 Gemengen, déi eng Derogatioun bei eis ugefrot hunn. Dat funktionéiert och ganz onkomplizéiert iwwer E-Mail. A si kréien och vun eis elo, vum Interieur, innerhalb vu 24 Stonnen d'Approbatioun zréck. Dat funktionéiert jo ganz gutt. An deene sechs Wochen, wou och elo d'Reglement schonn en vigueur ass, hu mer also scho positiv Erfarunge gemaach.

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

D'Gebaier, déi erausgesicht gi sinn, dat sinn der eng ganz Rëtsch. Fir hei der e puer ze nennen: Do si Centres culturels, Sportshalen, awer et sinn och desaffektéiert Kierchen, Schoulen, Maisons relais, Theateren an och Salles polyvalentes derbäi.

Et ass virdru scho vun e puer Riedner gesot ginn, dass mer jo wëlles hunn als Regierung, eeben och d'Reglementatioun vun den zivillen Zeremonien ze moderniséieren. An ech begréissen och, dass awer eng Majoritéit heibannen dat och esou gesäit. An ech mengen, mir sollen eis och där Diskussioun do net verschléissen. Et geet jo net drëms, herno d'Gemengen an eng Onméiglechkeet ze drécken, mee et geet dorëms, dass mer eeben eng gewësse Flexibilitéit erakréien, dass mer de Kader kënne moderniséieren. Ech mengen, dat ass am Interessi vun eis alleguerten, vun de Gemengen, awer ganz sécherlech och fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger, fir hei deen Dag, dee fir vill Leit jo dee schéinsten am Liewe soll sinn, dann och esou flott wéi méiglech ze gestalten.

An hei sollen natierlech alleguerten déi Avisen, déi elo erakomm sinn, eis direkt kënne weiderhëllefen, genausou wéi och déi Experienzen, déi mer eeben elo schonn an deene sechs Woche gesammelt hunn an déi och elo nach mam Projet de loi wäerte gesammelt ginn. Ech mengen, do solle mer eis herno och dohinnersëtzen, zesumme mam Gemengesecteur wëll ech dat och diskutéieren, fir dass mer dann herno méi modern Zeremonië kënnen offréieren. Wéi gesot, dat solle mer alleguerten zesummen a Rou diskutéieren. An ech hoffen, dass mer eis net direkt do schonn enger Diskussioun verschléissen.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7577. Den Text steet am Document parlementaire 7577[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7577 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7608 iwwert de Congé pour soutien familial. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

O pardon! Hei, Här Hahn, kënnt Der ee Moment erlaben, datt mer nach déi Motioun virhuelen, déi vum Här Mosar deposéiert ginn ass iwwert d'Circulaire 3378, soulaang wéi d'Inneministesch nach hei ass?

M. Max Hahn *(DP).*- Selbstverständlech, Här President.

12. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 665 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun där Motioun. Wëllt nach een eppes zu där Motioun soen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Interruption)

D'Madamm Ministesch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Okay. Gutt, zur Motioun. Also ech sinn u sech ganz bei den Auteuren, dass op Basis vun deenen Ausféierungen, déi dat Urteel hei mat sech bréngt, d'Prozedur net méi einfach gëtt an d'Delaien doduerch nach erschwéiert sinn. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass mer domadder net ganz zefridde sinn an dass mer dat net gutt fannen. Dofir wëlle mer jo och gären déi Modifikatioune maachen.

Mee werft mer, an dat wëll ech awer ganz éierlech elo soen, awer elo net vir, dass ech Iech elo doriwwer a Kenntnis setzen an drop opmierksam maachen, dass e Geriichtsurteel kann op d'Decisioun vun de Gemengen Afloss hunn, notamment wann eeben do d'Decisioun vun deem falschen Organ geholl gëtt! Am Gemengesecteur, fir eeben d'Vente an och d'Kafe vun den Terrainen, ass de Gemengerot zoustänneg. A genau op dat dote weise mer jo hin! Mir maachen an där Circulaire elo keng falsch Interpretatioun oder maachen elo net eng politesch Decisioun, déi mer do materanhuelen. Mir maachen näischt aneschters wéi eeben d'Gemengen drop hinzeweisen, dass de Risiko besteet, wann en anert Organ d'Decisioun hëlt, en anert Organ wéi de Gemengerot, dass herno den Akt, d'Vente eeben net vum Interieur approuvéiert gëtt oder dass d'Geriicht herno déi Decisioun kann annuléieren. Mir maachen näischt aneschters, wéi eeben hei d'Gemengen dorop hinzeweisen.

An do wëll ech awer och soen, dass de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg dem Logementsminister de 6. Februar e Bréif geschriwwen huet, an ech zitéieren - elo sichen ech en - an ech mengen, mir sinn eigentlech guer net esou verschidden hei, well dee Bréif vum Stater Schäfferot seet: « La décision de préemption doit être prise par délibération du conseil communal laquelle doit être en outre approuvée par la Ministre de l'Intérieur. » Dir maacht déi selwecht Interpretatioun. An et ass näischt aneschters, wat mir och an der Circulaire dee Moment dostoen hunn.

Ausserdeem, e fiert och weider am Bréif, geet och drop an, dass hei d'PANC muss spillen. Et ass genau dat, wat mer och an der Circulaire dee Moment erklären, u wat et sech hei ze hale gëtt. Dir maacht also horgenau déi selwecht Interpretatioun. An nach eng Kéier: Et ass näischt aneschters, wat mer hei dem Gemengesecteur matdeelen.

Dass mer gäre wëllen d'Virkafsrecht reforméieren, ech mengen, do si mer, wéi gesot, eis eens. Do gëtt et jo deen Aarbechtsgrupp ënnert dem Lead vum Logementsminister, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg dra vertrueden ass. Och do war eng éischt Lektür vum Urteel gemaach ginn. Och do waren d'Leit sech eens, och Är Juriste vun der Stad Lëtzebuerg.

Nach eng Kéier: Ech mengen, mir sinn eis hei an der Interpretatioun eens. A mir sinn eis och eens, dass mer dat do wëllen änneren. Dofir hoffen ech och hei op eng gutt Kollaboratioun, wou Der eeben, wéi gesot, mat dra vertruede sidd. An ech mengen och, dass grad d'Stad Lëtzebuerg, déi jo oft seet, dass se e Problem domadder huet, jo och dee Moment dee richtegen Uspriechpartner ass fir ze kucken, dass mer dat Virkafsrecht eeben esou kënnen ausleeën, dass d'Gemengen net herno an der Onméiglechkeet sinn, fir dat kënnen ze zéien.

Dofir wäert ech och elo net déi Circulaire zréckzéien. Wéi gesot, et ass näischt aneschters wéi eeben hei d'Interpretatioun vum Urteel, wat mer maachen, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg an hirem Bréif dat genausou gesäit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch. Dann huet den Auteur vun der Motioun, den Här Mosar, d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, ech weess net, ob d'Ministesch net wëllt verstoen oder ob se et net versteet! Ech wëll et elo nach eng Kéier widderhuelen: Hei geet et ëm en Arrêt vun der Cour administrative an enger Affär vun enger Persoun xy géint de Fonds du logement. Net géint eng Gemeng oder géint d'Gemengen! Géint de Fonds du logement! Do huet deen Arrêt eng Rei vu Prinzippien opgesat, déi spille par rapport zum Fonds du logement, net par rapport zu de Gemengen. Den Interieur ass dohinnergaangen an huet an enger Circulaire deen Arrêt eent zu eent, Madamm Minister, eent zu eent op d'Gemengen applizéiert, obschonn dat néierens an deem Arrêt steet. Néierens!

Dat féiert derzou, Madamm Minister, datt d'Gemengen, déi grouss wéi d'Stad Lëtzebuerg, am Moment den Droit de préemption iwwerhaapt net méi kënnen exercéieren. An dat, wat Dir hei sot: Natierlech ass et de Conseil communal, an dat steet am Gemengegesetz, deen dat approuvéiert. Mee dat ass jo net de Problem, Madamm Minister. Ech géif Iech wierklech emol eng Kéier bieden, Är eege Circulaire ze liesen!

Wat ass hei de Problem? De Problem ass, datt emol net méi de Schäfferot kann iwwerhaapt eng éischt Decisioun huele fir ze soen: „Mir wëllen do en Objet preemptéieren." Dat ass net méi méiglech! An dat steet néierens an deem Arrêt! An ech wëll elo nach eng Kéier déi Froen, déi ech hei viru sechs Woche schonn eng Kéier gestallt hunn, wou de Chamberspresident Iech invitéiert huet, drop ze äntwerten, stellen:

Déi Interpretatioun vun där Circulaire, op Base vu wat hutt Dir déi gemaach? Läit do iergendwéi en Avis juridique vun iergendwéi engem Bureau oder vun iergendwelleche Juriste vir?

Ech zitéieren Iech en eminente Jurist aus der Stad Lëtzebuerg, deen Ärer Partei ugehéiert, dee seet, déi Interpretatioun do wär Schwachsënn! An et ass net deen eenzegen, et sinn immens vill Juristen, déi dat do soen. An ech hätt gär, datt Dir eis elo ee fir alle Mol sot, op Base vu wat Der Iech do fondéiert, fir esou eng Circulaire ze huelen. A wann Dir Iech dorobber viru baséiert, da soen ech Iech: Da kënne mir wärend annerhallwem Joer, soulaang bis dann hoffentlech dat neit Gesetz kënnt, keen Droit de préemption méi exercéieren! Dat ass eng eenzeg Katastroph!

(Interruption)

D'Regierung gëtt net midd, andauernd d'Gemengen opzefuerderen, si sollen eppes maachen am soziale Wunnengsbau! Mir ginn, zu Recht, vun de Kolleege vun der Oppositioun, déi der grénger Partei ugehéieren, permanent drop higewisen, mir sollten eis Droits de préemption exercéieren. Dir maacht eis dat onméiglech, Madamm Minister, onméiglech duerch eng Circulaire, déi op eppes baséiert, wat kee versteet!

An duerfir géif ech, wannechgelift, nach eng Kéier froen, et ass awer wierklech näischt Onméigleches: Loosst dach eng Kéier deen Arrêt iergendwéi - an et si jo genuch Affekotenetüden am Land - nach eng Kéier wierklech analyséieren, an déi sollen Iech wierklech soen, wat déi Konklusioune sinn, déi aus deem Arrêt do ze zéie sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

(Brouhaha)

M. Pim Knaff *(DP).*- Ech muss mäi Vott rectifiéieren. Ech hunn déi falsch Tast gedréckt.

Plusieurs voix.- Här President!

(Brouhaha général et concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen bei 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 31 voix contre 29 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

13. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Da kënne mer zum Projet de loi 7608 iwwert de Soutien familial kommen. D'Wuert huet dann de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Opgrond vun der Covid-19-Pandemie hu vill Dagesstrukturen, déi sech ëm eeler Persounen a Persoune mat enger Behënnerung këmmeren, hir Diere missen temporär zoumaachen. D'Familljen, wou normalerweis jiddweree schafft, hu sech du selwer ëm hir Familljemembere këmmere missen. An dat huet si, jo, viru grouss Erausfuerderunge gestallt.

Fir Salariéen an Independanten an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, huet du ganz séier de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure agefouert gehat, eng Mesure, vun där ëmmerhin 52-mol bis elo profitéiert gouf.

Mir stëmmen haut dëst Gesetz, fir dass dëse Congé och nom État de crise nach ugefrot ka ginn, well d'Fermeturë vun de virdru genannten Dagesstrukturen am Kader vu Covid-19 leider och an Zukunft nach kënne méiglech sinn.

(Brouhaha)

Gläichzäiteg leet dëst Gesetz och fest, dass och Gemengen- a Staatsbeamte vun dësem Congé kënne Gebrauch maachen, fir sech ëm eng eeler Persoun oder eng Persoun mat Handicap ze këmmeren. Dës Änderunge goufen opgrond vum Avis vum Staatsrot virgeholl.

De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär an am Kader vun der Covid-19-Pandemie hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. Mat dësem Congé muss ee sech also net méi reguläre Congé froen, fir sech ëm eng eeler Persoun oder eng Persoun mat enger Behënnerung, déi bei engem doheem wunnt, këmmeren ze kënnen.

Ausserdeem kann de Congé souwuel vu Residentë wéi och vu Frontalieren ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno net zwéngend zu Lëtzebuerg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir e Congé pour soutien familial muss un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlech u gewësse Konditioune gebonnen. Der Demande musse verschidden Dokumenter bäigefüügt ginn, dorënner, éischtens, e Certificat de résidence vum Demandeur a vun der encadréierter Persoun, déi jo bei engem wunne muss; zweetens, eng Bescheinegung, dass déi encadréiert Persoun an enger autoriséierter Struktur ageschriwwen ass, oder en Aarbechtskontrakt vun engem behënnerte Salarié, deen an engem Atelier protégé oder engem Service d'emploi schafft; drëttens, eng Bescheinegung vun der autoriséierter Struktur selwer, déi bestätegt, dass wéinst enger partieller oder kompletter Schléissung vun der Struktur opgrond vun der Covid-19-Pandemie keng Plaz méi fir déi encadréiert Persoun zur Verfügung steet, a véiertens, eng Beschreiwung vun der Struktur, wa se sech ausserhalb vu Lëtzebuerg befënnt.

Am deposéierte Projet stoung ursprénglech als weider Konditioun nach dran, dass keng Persoun aus deem selwechte Menage am Chômage partiel dierft sinn an och keng aner Méiglechkeet vun enger Garde besteet. De Staatsrot huet hei awer eng Opposition formelle formuléiert, well d'Begréffer „ménage" an „aucun autre moyen de garde" juristesch net kloer genuch sinn. D'Kommissioun huet dësen Awand akzeptéiert an dës Konditiounen aus dem Text gestrach.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausféierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankekeess geschéckt muss ginn. D'Gesetz leet dann och fest, dass de Congé dann ophält, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass se hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett ophuele kann an doduerch och erëm eng Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi gëtt.

De Congé pour soutien familial kann natierlech net gläichzäiteg vun zwou Persoune geholl ginn, fir sech ëm eng eeler oder eng Persoun mat Behënnerung ze këmmeren, mee et kann awer fraktionéiert ginn, dat heescht opgedeelt an noenee geholl ginn.

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgesat mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Dowéinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtsschutz betrëfft.

Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelegung kënnt, wäert dëse Congé remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bäihëllefen, op déi d'Salariéen en Urecht hunn. D'Mutualitéit vun den Employeure remboursëiert dem Patron dann och de komplette Salaire mat de Charges patronales, déi hien u seng Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezuelt huet, a si iwwerhëlt och d'Indemnités pécuniaires fir d'Independanten.

Do dernieft genéisst de Salarié natierlech och Kënnegungsschutz, soulaang den Employeur virschrëftsméisseg vu senger Absence informéiert gouf.

De Congé pour soutien familial ergänzt de Congé pour raisons familiales. Dëse riicht sech jo u Familljen, déi sech ëm Kanner ënner 13 Joer oder ëm Kanner mat enger Behënnerung bis 18 Joer këmmere mussen, well se zum Beispill krank sinn oder hir Schoul wärend der Pandemie huet missen zoumaachen.

Do dergéint ginn hei ausschliisslech erwuesse Persoune viséiert, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer hunn an dowéinst an hirem Alldag op d'Hëllef vun engem Drëtten ugewise sinn. A soulaang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass, musse mir och nom Noutzoustand de Familljen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass si sech ëm hir Léifst këmmere kënnen.

Et bleift nach ze betounen, léif Kolleegen, dass an enger zweeter Phas och d'Méiglechkeet vum Congé pour soutien familial iwwert d'Covid-19-Kris eraus erméiglecht soll ginn. Dëst war an dësem Text leider net méiglech. Mee de Wonsch vun der Regierung an, jo, och vun eiser Chamberskommissioun ass do ganz kloer a geet an déi Richtung, dass dat, wéi gesot, och no der Covid-19-Pandemie sollt gëllen, soubal wéi déi Strukturen eebe missten zoumaachen duerch iergendeng aner Ursaach wéi dann d'Covid-19-Kris.

Dëst gesot, ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Ech géif awer och op dëser Plaz ganz gäre profitéieren, (veuillez lire: profitéieren, fir Merci ze soen,) well et awer en Text ass, dee ganz séier traitéiert ginn ass. Ech soe just: E Méindeg koum den Avis vum Staatsrot, dënschdes war de Rapport fäerdeg, soudass och d'Chamberskommissioun dëse konnt ofseenen, jo, an haut, wéi Der wësst, stëmme mer dëse Gesetzestext an der Plenière. Dofir all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, dass dat esou séier konnt goen, virop natierlech de Memberen aus der Kommissioun, der Familljeministesch an hirem ganze Staff, dem Sekretär vun der Familljekommissioun an, jo, och menger Mataarbechterin an der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, hinnen alleguerten e ganz, ganz grousse Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten am Ufank och gehofft, dass dat Gesetz net nëmme géif komme wéinst dem Covid, mee de Staatsrot hat Schwieregkeeten domat esou, wéi et vum Ministère formuléiert gi war, an huet dofir och drop higewisen, dass een et elo just däerf op d'Covidmesurë beschränken. Dat Gesetz ass, soubal et publizéiert ass, nach fënnef Méint doriwwer eraus gëlteg an duerno ass dat Gesetz fort.

Et wier awer net schlecht, wann och d'Madamm Familljeministesch eis eng Kéier kéint soen, wivill Leit bis elo dorop zréckgegraff hunn. Well net méi spéit wéi gëschter an der Generalversammlung vun der Krankekeess, an haut de Moien hate mer ënnert der Presidence vum President vun der Sozialkommissioun de Minister do, fir eis och do op verschidde Saachen hinzeweise betreffend all déi Investissementer, net Investissementer, mee dat, wou d'Krankekeess d'Sue virgestreckt huet, an dass duerno och misst e Kassensturz gemaach ginn, wat déi eenzel Mesurë kascht hunn. Mee et wier awer elo net schlecht, wann d'Madamm Familljeministesch eis kéint soen, wivill Leit bis elo dovu profitéiert hunn a wat och bis elo de Käschtepunkt vun dëser Mesure ass.

Et ass wichteg an et ass och gutt, dass mer elo esou eng Mesure ewéi dat hei hunn. Mir hu gesinn am Covid déi éischt Wochen, wéi dat nach net do war, wat fir eng Problemer sech do gestallt hunn. Dofir ass et gutt, dass mer elo esou e Gesetz hunn. Mee et wier awer och duerno noutwendeg, e Gesetz ze hunn definitiv, net nëmme wéinst Covid-19, mee et kënnen och nach aner Cas-de-force-majeuren do entstoen, fir dass een och do kann deene Leit hëllefen, déi no enger Persoun kucken, déi vulnerabel ass, oder no enger Persoun kucken, déi an enger Struktur ass, dass och déi da kann doheem versuergt ginn.

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, dëse Projet de loi, dee reit sech jo an eng Abberzuel vu Projeten an, déi alleguerten op de Reglementer foussen, déi wärend der Kris geholl gi sinn a wou et wichteg an och richteg war, dass séier gehandelt ginn ass.

De Congé pour soutien familial ass ville Familljememberen zeguttkomm, déi hir Léifst hu missen doheem versuergen, well eeben hir Betreiungsstrukturen duerch de Virus zou waren. An dat ënnerstëtze mir als LSAP voll a ganz.

Ausserdeem ass et luewenswäert, dass d'Ministesch eis an der Kommissioun och gesot huet, dass se sech am Hierscht oder doriwwer eraus dësem Congé pour soutien familial nach weider unhëlt, fir dat dann auszeschaffen. An ech géif dann heimadder, ier ech den Accord vun der Sozialistescher Partei ginn, dem Rapporteur en décke Merci soe fir säi séieren a gudde schrëftlechen an och mëndleche Rapport, a wéi gesot, dat ass den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci dem Här Hahn fir säin detailléierte Rapport. Déi lescht Wochen a Méint hunn nach eng Kéier gewisen, wéi wichteg dës Strukture sinn a wat fir en Ausmooss et huet, wann op eemol vun haut op muer dës Strukturen net méi fonctionéiere kënnen. Duerfir begréisse mer de Congé pour soutien familial, well deen de Familljen et erméiglecht huet, en immens wichtege Rôle ze iwwerhuelen a fir hir Léifst do ze sinn. A genau duerfir si mer och frou, dass d'Ministesch an Aussiicht gestallt huet, fir eng méi nohalteg Léisung op laang Siicht ze préiwen, fir dass och an Netcovidzäiten esou eng familiär Hëllef ka garantéiert sinn.

An heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänken, fir dem Här Hahn Merci ze soen, deen eis e ganz komplette Rapport gemaach huet. Ech mengen, mir kënnen eis hei freeën, datt mer e Konsens an der Politik hu fir ze soen: „Dat do ass wichteg, dat do maache mer zesummen. A mir sollen och kucken, fir et ze perenniséieren." Et ass einfach eng gutt a wichteg Saach fir déi Leit, déi do betraff sinn, och wann et der net ganz vill sinn. Mee ech mengen, et steet eis als Staat gutt zu Gesiicht, fir derfir ze suergen, datt déi do Léisung ka viru bestoe bleiwen.

Et ass e Congé, en heescht „pour soutien familial", an et ass da vläicht liicht ze verwiessele mat „pour raisons familiales". Et sinn awer zwou grondverschidde Saachen.

Fir de Congé pour raisons familiales freeë mer eis driwwer, datt e groussen Uklang fonnt huet an där Krisenzäit, déi mer elo erliewen an hoffentlech geschwënn hannert eis hunn. A wat de Congé pour raisons familiales ugeet, do si mir als ADR, a mir soen et ëmmer erëm, der Meenung, datt mer op deem Wee nach vill méi wäit solle goen: ausbauen, Elteregeld aféieren, Familljen emanzipéiere géintiwwer dem Staat an hinne Méiglechkeete ginn, hire Liewensmodell selwer ze bestëmmen.

Déi zwee Usätz, souwuel de Congé pour soutien familial, iwwert dee mer elo ofstëmmen, wéi och pour raisons familiales, hunn eng grouss Bedeitung. A mir als ADR, als eng aktiv an engagéiert Pro-Famillje-Partei, mir droen déi zwee selbstverständlech mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet natierlech och matstëmmen. Ech wéilt awer vläicht nach zwou, dräi Remarke maachen.

Dat Éischt ass, mir mengen, datt déi urspréngliech Philosophie, nämlech fir et net nëmmen un d'Kris vum Covid ze bannen, mee och aner Cas-de-figuren ze imaginéieren, richteg ass a mir hoffen, datt relativ zäitno de Familljeministère an d'Familljeministesch e Projet deposéiere wäerten, deen deene Considératioune Rechnung dréit, déi de Staatsrot, ech mengen, och net ganz zu Onrecht, opgeworf huet. Well et kann ee sech jo vill Situatioune virstellen, wou esou Etablissementer mussen zoumaachen - vun, ech soen elo emol, relativ banal, engem relativ grousse Feier, wat et onméiglech mécht, datt dat Etablissement nach ka funktionéieren -, och an esou Situatioune muss ee kënnen dorobber zréckgräifen.

Eng zweet Remark ass méi genereller Natur. Mir hunn elo eng ganz Rëtsch Covidgesetzer, déi mer an deene leschten Deeg, haut, iwwermuer an e Méindeg nach votéieren, also Gesetzer, déi en direkte Lien mam Covid hunn, a mir stelle fest, datt d'Approche ëmmer eng verschidden ass, wat d'Durée vun deene Gesetzer ugeet. Heiansdo ass d'Durée e Mount, wouriwwer mer virdrun diskutéiert haten, heiansdo ass et da fënnef Méint, heiansdo ass et e Stéchdatum, soit den 31. Dezember, soit de 15. Juli. An d'Fro stellt sech ëmmer bei all deene verschiddenen Datumen, déi da jeeweils do agesat ginn: Jo, mee wat ass dann, wann de Virus nach ëmmer virulent an der Gesellschaft ass? An et hätt ee sech awer vläicht kënnen erwaarden, datt d'Regierung méi eng gemeinsam Orientéierung, méi eng gemeinsam Linn, wat d'Auslafe vun deene spezifesche Gesetzer, déi direkt un de Covid liéiert sinn, un den Dag geluecht hätt.

Dëst gesot, gi mer awer natierlech och eisen Accord zu dësem Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin ausféierlechen a schnelle Rapport. E war genausou schnell wéi mer och d'Gesetz konnten duerch d'Kommissioun bréngen. Dat bréngt net all President fäerdeg. Och do e grousst Kompliment.

An als Piraten hu mer eis natierlech gefreet, wéi d'Ministesch ugedeit huet, dass dat Gesetz och soll duerno weidergefouert ginn. A mir wäerten och haut eisen Accord ginn, souwéi hoffentlech schnell, dass et weidergefouert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. An elo eréischt huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol villmools merci fir déi breet Zoustëmmung fir dëse Gesetzestext, deen, mengen ech, ganz wichteg ass fir déi Leit, déi e brauchen. Et sinn net ganz vill Leit, déi et brauchen. Mee fir déi, déi ee Familljemember hunn, deen eng Behënnerung huet oder deen eeben net méi eleng ka sinn an deen am Moment net kann a säi Foyer de jour goen, well en eeben zou ass wéinst dem Covid-19 zum Beispill oder well se am Effectif

am Moment hu missen eroffueren, ass dat doten essenziell, well et kann een d'Leit dann net eleng doheem loossen.

Fir op dem Här Spautz seng Froen ze äntwerten: Et sinn 52 Congés pour soutien familial geholl ginn, 14 dovunner fir eeler Leit, déi net eleng doheem kënne sinn, déi normalerweis an enger Dagesstruktur sinn, a fënnef Frontalieren hunn dovunner Gebrauch gemaach.

Ech hunn elo grad mam Minister vun der Sécurité sociale Récksprooch geholl. Mir haten e Budget virgesi vu véier Milliounen. Et wäert awer manner wéi eng Millioun kaschten. Et ass d'CNS, déi dat virstreckt, mee de Staatsbudget wäert dat awer da rembourséieren.

Et ass och ganz kloer gewiescht an der Kommissioun, dass de Wëllen do ass vun der Chamber an och vun der Regierung, dass mer dat heite perenniséieren. An ech hat do d'Zouso gemaach, dass mer am Kader vun der Work-Life-Balance-Direktiv, déi mer souwisou mussen transposéieren, dass mer an deem Kader da géife kucken, dat heiten och ze perenniséieren.

Fir awer ze soen, firwat dat heiten op fënnef Méint elo limitéiert ass respektiv firwat mer fënnef Méint erausgesicht hunn: Dat ass, fir déi néideg Flexibilitéit ze halen iwwert de Summer, am Fall wou do kuerzfristeg missten nees Foyeren zoumaachen, fir dass mer dann eng Méiglechkeet hätten, dee Congé pour soutien familial ze ginn, och wann d'Chamber zum Beispill dann dee Moment net géif siegéieren. Dofir si mer op fënnef Méint gaangen. A wéi gesot, mir kucken dann, wéi mer et kéinte maachen, fir dat dann an der Zukunft ze perenniséieren.

Mee ech mengen awer, dass d'Zil dat muss sinn, dass d'Strukture funktionéieren, dass d'Leit entlaascht ginn, well dat ass ganz, ganz schwiereg. An ech géif och gären ee Moment un déi Leit denken, déi eng behënnert Persoun fleege respektiv e Familljemember, deen eeben net méi kann eleng sinn. Dat ass ganz komplizéiert, wann Der vu moies bis owes op esou eng Persoun oppasst respektiv mat där verbréngt. An dofir, fir dass mat deene Persoune geschafft gëtt, fir dass se manner séier vläicht kognitiv Fäegkeete verléiere respektiv fir dass se am Beräich vum Handicap nees méi kënne selwer maachen, ass et wichteg, dass déi Strukture funktionéieren, déi Dagesstrukture funktionéieren, fir d'Leit ze beschäftegen a fir dass se daagsiwwer dann och versuergt sinn.

Dofir, ech soen Iech villmools Merci. Ech schléisse mech awer och de Mercien un all d'Mataarbechter souwuel aus dem Familljeministère wéi och hei vun der Chamber un. Villmools merci och un de Rapporter, well Dir hutt wierklech eng formidabel a séier Aarbecht geleescht. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7608. Den Text steet am Document parlementaire 7608[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7608 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7582, enger Ofännerung vum Sécurité-sociales-Code.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President!

15. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech wollt just nach eng Kéier e kloert Resultat vum leschte Vott widderholl kréie vun Iech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott vun der Motioun?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vun der Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 31 Jo-Stëmmen.

(Brouhaha)

Une voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee-Stëmmen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... 29 Jo-Stëmmen. Bei 31 Nee-Stëmmen ass déi ofgeleent ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Dobäi bleift et awer elo!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd absolutt an Ärem Rôle fir nozefroen, well do e bëssen e klengen Hickhack dra war.

M. André Bauler *(DP).*- Et ass och wichteg, datt mir et hunn.

16. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Da kënne mer zum Projet de loi 7582 kommen. An ech géif direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi d'Wuert ginn. Dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren, et kuerz a knackeg ze maachen.

Deen heite Projet reit sech an déi laang Rei vun de Projeten an, déi d'Sortie de l'état de crise solle begleeden an de Relais huele vun enger Rei vu Moossnamen, déi am Rumm vum État de crise iwwer Reglement geholl ginn.

Zwou Haaptmoossnamen, eng, déi net méi zréckbehale ginn ass. Bei deenen zwou Haaptmoossnamen, do handelt et sech drëm, fir d'Lounfortzalung, déi am normale Fall wärend 77 Deeg vun dem Patron iwwerholl gëtt am Krankheetsfall, dat zënter dem Gesetz iwwert den Eenheetsstatut, wat elo am eeleften oder am zwielefte Joer ass, fir also dee Régime général wärend der Kris an deem Sënn ze änneren, dass d'CNS vum éischten Dag un, vum éischte Krankheetsdag un d'Käschten iwwerholl huet.

Dat huet derzou gefouert, dass d'Mutualitéit an enger éischter Phas entlaascht ginn ass. Dat huet derzou gefouert, dass an enger éischter Phas och méi Sécherheet fir d'Aarbechtsplaze konnt assuréiert ginn. An dat huet an enger éischter Phas derzou gefouert, dass och de Staat eng seriö Aspuernis gemaach huet.

Normalerweis wär déi dote Reegelung vun der Lounfortzalung, déi d'CNS iwwerholl hätt ab dem éischten Dag, ausgelaf mam État de crise. Aus enger Rei vun Ursaache sozialer, awer och technescher Natur hält dat heite Gesetz fest, dass déi Reegelung, déi Ausnamereegelung, bestoe bleift bis d'Enn vum Mount Juni. Da komme mer erëm an deen normale Regimm vun der Lounfortzalung, dat heescht, déi éischt 77 Deeg à charge vum Betrib, ofgeséchert duerch d'Mutualitéit, gestützt vun enger Rei vu Kontributioune vum Staat.

Dat war eng appreciabel Depense, déi d'Krankekeess, pardon, d'Gesondheetskeess hat. Fréier hu mer ëmmer gesot: „Wann ee ‚Krankekeess' seet, dee muss fënnef Euro an d'Spuerbéchs maachen." Also, ech sinn elo fënnef Euro schëlleg. De Minister wäert eis genee soen, wéi de provisoresche Käschtepunkt vun där Moossnam ass, well mer de Clearing nach net gemaach hunn, dat heescht, nach net doriwwer diskutéiert hunn, wie wat dann am Endeffekt iwwerhuele wäert, fir déi Aspuernisser op där enger Säit an d'Méiausgaben op där anerer Säit iergendwéi besser ze balancéieren.

Déi zweet Moossnam, déi am Gesetzestext festgehalen ass, ass och eng Verlängerung vun där Reegelung, dass op deene Retarde bei der Bäitragszuelung duerch Betriber, déi, op gutt Lëtzebuerg gesot, „a Schwulitéite" komm si wéinst där Kris, dass déi net direkt mat Scholdzënsen, Strofzënse beluecht ginn. Dat huet gegollt elo wärend der Dauer vum État de crise a gëtt iwwert dëse Projet verlängert bis zum 31. Dezember, wat och eng Erliichterung ass fir déi Betriber, déi am häertste vun der Coronakris getraff gi sinn. Och do wäert de Minister eis kënne soen, wat de geneeë Käschtepunkt dovun ass.

Déi Reegelung, déi mer geholl hate wärend der Kris, dass de Maximum vun 78 Wochen innerhalb vun zwee Joer net däerf iwwerschratt gi bei der Krankmeldung, déi leeft par contre aus. Déi ass also net am Gesetz berücksichtegt ginn. Do leeft de Compteur, deen ausgesat gouf wärend der Kris, erëm normal weider nom Enn vun dem État de crise. D'Argumentatioun, déi do gebraucht gëtt, déi net vu jiddwerengem gedeelt gëtt - dat ass de bon droit -, dat ass, dass den normale Regimm an der Aarbechtswelt erëm ugelaf ass, méi oder manner, dass de Contrôle médical och erëm normal ka fonctionéieren. Dat heescht also, do leeft de Compteur nom État de crise erëm un.

Voilà. Dat war den Inhalt vun dësem Projet. Et ware keng weesentlech Awänn. Et waren éischter Suggestiounen, wou een nach misst méi wäit goen. Mee dat iwwerschreit d'Portée vun dësem Gesetz. Ënner anerem, sech ëm déi vulnerabel Persounen an de Betriber këmmeren, ech mengen, dat ass eng Opfuerderung, déi queesch duerch d'Diskussounen iwwert d'Kollateralschied vum Covid geet. An dat wäert déi Kris no der Kris sinn, déi gradesou vill Efforten a gradesou vill Solidaritéit verdéngt ewéi den Engagement wärend der Kris.

Här President, dat war et. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn ...

An ech ginn!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi méi oder wéineger knackegen, awer detailléierte Rapport, schréftlech a mëndlech. Dat war esou detailléiert, datt et kee Sënn huet, nach eng Kéier op déi eenzel Punkten anzegoen. Fakt ass, datt et sech an all déi Mesuren areit, fir engersäits de Leit ze hëllefen, anerersäits, an deem hei Fall, de Patrone finanziell entgéintzekommen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Frank Colabianchi.

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Merci, Här President, merci och dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. En huet gesot, e géif probéieren, kuerz a knackeg ze bleiwen. De Kolleeg Aly Kaes huet gesot, mam Knackegen, do hätt et vläicht e bësse gehappert, iwwert dat Kuerzt schwätze mer net. Mir wëssen ëmmer, wann de Mars op d'Tribün geet, dauert et e bëssen, well en dat ëmmer ganz, ganz explizitt mécht. Op alle Fall war dat hei e Rapport, deen exzellent a ganz ausféierlech war. Dofir e ganz, ganz décke Merci.

Dëse Projet de loi 7582, deen ass ganz, ganz sécher am Sënn an am Interêt vun de Salariéen engersäits, an op där anerer Säit hëlleft en och dem Employeur, soudass mir vun der DP-Säit aus kee Problem hunn, fir hei eisen Accord derzou ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Et war kuerz!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Colabianchi. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun och de Go fir dëse Projet. Ech huelen un, dass déi sozialistesch Fraktioun dat och mécht.

(Hilarité)

De Rapporter hat dat vergiess ze soen, hunn ech gemierkt.

(Brouhaha)

Mir haten de Moie schonn eng gutt Sitzung mam Minister Schneider. Effektiv, d'Fro vum Kassensturz, déi kënnt déi nächst Zäit. De Projet hei hëlleft, wéi de Frank Colabianchi gesot huet, immens de Betriber an hire Salariéen dofir. D'Moossnamen, déi an Zukunft wäerte geholl ginn, ginn och geholl, wéi ech soen, an deem ganzen Esprit, wéi mer haut all d'Gesetzer gestëmmt hunn.

Ech ginn domadder och den Accord an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dann och dem Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci soe fir deen ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass net vill hannendrunzefügen. Et geet hei ëm Coronamesuren, déi hu musse geholl ginn am Interessi vum Betrib an och vum Salarié.

An ech géif d'Zoustëmmung brénge vun der ADR zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Also dat, wouriwwer mer hei schwätzen, dat ass jo awer kee klenge Muckefuck. Am Projet de loi steet eng dräistelleg Milliounenzuel, ëm déi et hei geet.

(Brouhaha)

An et muss ee sech froen, wat d'Natur dovunner ass. Déi Suen, déi d'Krankekeess - an ech geheien elo keng fënnef Euro an e Spuerschwäin, well ech mengen, „Krankekeess" ass nach ëmmer richteg, well et kritt ee jo och eigentlech e Krankeschäin a kee Gesondheetsschäin, wann een net op seng Aarbecht goe kann, mee dat sief à part gestallt -, déi Suen, déi d'Krankekeess, oder d'Gesondheetskeess, verwalt, dat ass de sozialiséierte Loun vun de Salariéen. A wéi virdrun och scho gesot ginn ass, gëtt mat deem sozialiséierte Loun vun de Salariéen de Betriber gehollef. Dat heescht, dee sozialiséierte Loun, d'Salairë vun de Salariéen, déi gi geholl, fir de Betriber entgéintzekommen.

An dat ass awer an eisen Aen eng relativ problematesch Demarche, well mir mengen, wann een de Betriber wëllt entgéintkommen, da soll de Staat dat maachen iwwert déi Instrumenter, déi en huet, an zumindest hätt ee missen hei e Parallellgesetz virgesinn, wou dat Lach, wat deemno wéi an dräistelleger Milliounenhéicht kéint sinn, zumindest vum Staat combléiert gëtt. Mir hunn och Aussoe vum Minister héieren, datt dat nach soll geschéien. Mee ech mengen, datt dat eppes wier, wat onbedéngt hätt misse parallell zu dësem Gesetz geschéien, well soss, en absence vun esou engem Gesetz, bleift et bei enger Ëmverdeelung vun de Sue vun de Salariéen hi bei d'Betriber.

Dat ass eppes, wat mir net matdroe kënnen, quitte datt aner Elementer an deem Gesetz sinn, déi ganz positiv sinn. Duerfir wäerte mir eis hei enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- O!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Krank sinn ass net schéin. Ma et ka jiddwerengem geschéien. Kee Mënsch kann derfir, wann e krank gëtt. A wann et geschitt,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

bréngt dat en Ausfall virun allem an der Aarbechtswelt a villes op d'Kopp, engersäits an der Famill, anerersäits am Betrib. Et ass eeben eng speziell Situatioun. Jee no Gravitéit kann och d'Karriär mat op d'Kopp geworf ginn, an et kann een ufänken, ëm säin Akommes ze baangen, wann et da méi laang de Fall ass.

An och fir de Patron ass et net schéin, wann e Salarié länger Zäit feelt, wou een net genau weess, wéi laang, a wou een net weess: Ersetzen ech en elo fir ee Mount? Ersetzen ech e fir e puer Méint? Ersetzen ech e fir ëmmer?

Nieft dësem organisatoreschen Opwand, deen entweeder duerch Ëmorganisatioun oder duerch d'Astelle vun temporairen Aarbechtskräfte kuerzfristeg kann ersat ginn, entstinn awer natierlech och Fraisen, ganz nom Prinzip vun der Lohnfortzahlung, déi mer guer net a Fro wëlle stellen.

(Brouhaha)

Ech wëll domadder awer soen, datt et virun allem a klenge Betriber an a Betriber, wou et wéinst der Spezialiséierung vun der Aarbecht schwéier ass, d'Employéë kuerzfristeg ze ersetzen, schwéier ass, fir en Ausfall vun engem Employé duerch Krankheet ze kompenséieren.

Global betruecht ass also ze soen, datt bei engem Krankeschäin all déi Bedeelegt iergendwéi verléieren. Elo am État de crise hat d'Regierung decidéiert, datt d'Krankekeess - a jo, ech deelen do d'Aschätzung vum Här Baum, datt een nach ëmmer e Krankeschäi kritt -, d'Krankekeess also d'Entschiedegunge fir de Salaire am Fall vun engem Krankheetsausfall iwwerhélt. - Do ass schonn nees „Krankheet"! Also den Numm Gesondheet, wann d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess bis ufänkt, déi Gesond ze bezuelen, da kënne mer se richteg Gesondheetskeess nennen. - Dëst gouf gemaach, fir d'Entreprisen, déi jo duerch d'Pandemie kloer Ausfäll ze bekloen haten, finanziell ze entlaaschten. Um Schluss ware béid Säite Gewënner: D'Entreprisen, well se net hu mussen d'Ausfäll finanzéieren, an d'Salariéen, well se weiderhi mat hirem Salaire rechne konnten.

Mir mengen, datt aus den Avise vun de Kummere kloer erauskënnt, datt d'Gesetz am Kader vun der Entschiedegung am krankheetsbedéngten Ausfall misst reforméiert ginn. Well kommt, mir sinn éierlech, dat Gesetz, dat de Rechemodell opstellt, ab wéini d'CNS d'Indemnisatioun iwwerhélt, gëtt warscheinlech nëmme vun de Services ressources humaines a groussen Entreprisë richteg verstanen an applizéiert. Kleng a mëttel Entreprisen, wou ee bis zwee Krankheetsfäll oft direkt en Zéngtel bis e Véierel vun der Beleegschaft ausmaachen, di sech schwéier fir ze berechnen, ab wéi engem Dag d'CNS dann elo de Salaire bezilt a wéini net méi.

Fir eis Piraten wär et dofir sënnvoll, datt ab dem drëtten Dag, wou e Mataarbechter am Krankeschäin ass, d'Indemnisatioun direkt iwwerholl géif ginn. Domadder géif een engersäits kleng Entreprisë finanziell direkt méi entlaaschten, op där anerer Säit awer och de Salariéen näischt ewechhuelen an dem Staat de Rôle als Regulateur zoukomme loossen.

Fir eis ass et kloer, datt d'Lohnfortzahlung an Zukunft muss ugepaakt ginn, fir kleng Entreprisë wéi och d'Salariéë besser ze ënnerstëtzen a fir Nodeeler aus der Welt ze raumen. Trotzdeem, souwuel d'Patronatskummere wéi och d'Chambre des Salariés hunn dëse Projet positiv opgeholl. A mir Piraten deelen d'Meenung, datt dëst Gesetz fir de Moment béid Säite gutt arrangéiert.

Aus deem Grond kënne mir och eisen Accord fir dëse Projet ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och vu mir aus e grousse Merci un de Rapporter fir dee flotte schrëftlechen an och mëndleche Rapport, deen en hei duergeluecht huet. Mee virun allem, an ech schléissen do dee Projet un, dee mer duerno hunn, deen iwwert de Congé pour raisons familiales, e grousse Merci un d'Chamberskommissioun, déi wierklech hei alles gemaach huet, fir déi zwee wichteg Projeten an och nach een aneren, deen e Méindeg gestëmmt gëtt, dee vun der Indemnité d'attente, esou schnell wéi méiglech ze evakuéieren.

Dat war net evident. Et ass ganz schnell gaangen, Här President vun der Kommissioun, zesumme mat Äre Mataarbechter respektiv och mat alle Membere vun der Kommissioun si mer duerch déi eenzel Avise gaangen, schnell, mee mir hu virun allem den Interêt gesinn, deen heira louch. An ech mengen, deen Interêt, do wëll ech awer vläicht nach eng Kéier och soen, vu wou e koum.

Et ass esou, datt mer eis ganz schnell, wéi d'Covidkris agetrueden ass, mat de Sozialpartner - an ech huelen d'Wuert da mol vun der CNS, dat ass ëmmer neutral bei Krankekeess a Gesondheetskeess -, der CNS zesummegesat hu fir ze kucken, wat déi Léisunge sinn, déi mer kënnen erbäiféieren, fir engersäits ze garantéieren, datt och an Zukunft nach all Assuré, all Salarié seng Sue kritt an einfach seng Kafkraaft behält, och dann also, wa Betriber kéinten a Schwieregkeete kommen, datt se grad da kënnen opgefaange ginn an net mussen ofhängeg si vun engem Liquiditéitsmanktem, dee Betriber hätte fir ze bezuelen.

Op där anerer Säit ass awer natierlech och ze kucken, Liquiditéite fir d'Betriber ze hunn, fir datt se eebe kënnen hiren Aufgabe gerecht ginn, engersäits hei, wou mer elo schwätzen, iwwert d'Krankegeld, op där anerer Säit awer och herno iwwert de Congé pour raisons familiales, dee se och hei hätte misse bezuelen.

Dofir ass dat heiten een Accord, deen och dorunhänkt, an et gouf och scho gesot hei vum Rapporter, vum Mars Di Bartolomeo, et ass e Package, deen zesummen ze gesinn ass mat deenen 78 Wochen. Och dat, mengen ech, war en Uleies, wou mer gehollef hu grad wärend där heiter Zäit, wou och de Contrôle médical net esou fonctionéiert huet wéi virdrun, wou also déi Leit, déi op déi 78 Woch koumen an déi net konnte gekuckt ginn, déi net konnten orientéiert ginn, awer do net an engem soziale Vide gelooss goufen. Mee mir hu gesot: Mir stoppen de Compteur a mir loossen en eeben erëm ulafen no der Kris, dat heescht nom 24. Juni, nom État de crise. Also, deene Leit ass wärend där doter Zäit näischt geschitt, déi haten d'Méiglechkeet, opgefaangen ze ginn. Och dat ass e Käschtepunkt vu véier Milliounen Euro, deen d'CNS méi gedroen huet, wéi se hätt missen droen.

Doniewent ass awer natierlech dat heiten och e Wee fir, wéi gesot, ze kucken, fir eeben d'Käschten ze verdeelen. A mir hunn awer gëschter bei der Quadripartite - den Här Spautz huet vun der Generalversammlung vun der CNS geschwat, et ass e bësse méi gewiescht, Dir wësst dat, ech mengen, mir haten de Moien ausféierlech driwwer geschwat an der Kommissioun vun der Sécurité sociale - gesot, datt et evident ass, an d'Patronen hunn dat direkt gesot an och de President vun der Mutualitéit huet dat gesot, datt selbstverständlech déi Suen, déi hei virgestreckt goufe vun der CNS fir d'Patronen, déi 35 Milliounen, dat heescht déi 20 %, déi se direkt hätte misse bäileeën, wäerten zréck bei d'CNS kommen iwwert de Staatsbudget. An anerersäits och de Staatsbudget, déi 121 Milliounen, déi se agespuert hunn, fir eeben en Equiliber zwëschent deenen Ausgaben an der Mutualitéit an dem Taux fir d'Cotisatioun vun 1,85 %, deen Der alleguerte kennt, ze maachen, datt also déi 156 Milliounen erëm wäerten, niewent de Cotisations patronales, déi drop bezuelt ginn, zréck an d'CNS kommen. Do ass en Accord, deen do ass, soudatt ech mer hei keng Suerge maachen, datt dat dote wäert geschéien, nodeems mer virun allem och déi eenzel Dekonte gemaach hunn.

Fir vläicht e puer Saachen unzeschwätzen, déi och hei wärend dëse Stellungname koumen: Ech mengen, et ass esou, datt virun allem, Här Clement, déi kleng Betriber awer vun deem ganze System vum Statut unique - dat Ganzt baséiert jo um Statut unique, wou ech d'Chance hat, ee vun de Rapporteren ze sinn -, grad dat huet sech awer gewisen, hei immens Virdeeler hunn, datt hei effektiv och d'Salariéë kënne viru bezuelt ginn an datt virun allem d'Salariéen och hei net déi Leeddroend sinn. Hei ass wierklech eng Win-win-Situatioun iwwert de Statut unique entstanen. Et muss ee selbstverständlech all d'Detailer kucken a selbstverständlech och kucken, wou et Verbesserungen nach driwwer gëtt. Och dat ass eng Saach, déi ëmmer erëm wichteg ass.

Da gouf de Beräich vun der Vulnerabilitéit ugeschwat. Richteg. An dofir hu mer, grad fir dat och iwwert d'Covidkris eraus ze klären, en Aarbechtsgrupp agesat zwëschent dem Ministère du Travail an dem Ministère de la Sécurité sociale mat alle Servicer hannendrun, der Médecine du travail an och dem Contrôle médical, fir ze kucken, fir do eng eenheetlech Linn ze fannen, eenheetlech Dispositiounen ze fannen a selbstverständlech och dat ze kucken, fir wann dat doten an deenen nächste Joren an der Aarbechtswelt wäert zréckkommen.

Deen zweete Volet vun dësem Projet sinn d'Intérêts moratoires. Mir hu gesot als Regierung, datt wärend der Zäit vun der Covidkris d'Entreprisen net mussen hir Sécurité-sociales-Cotisatioune bezuelen, datt se déi kënnen aussetzen a spéider bezuelen. Ech muss soen, ech ginn Iech d'Zuelen: An deem éischte Mount, am Mount Mäerz, hu 66 % se awer bezuelt, an am Mount Abrëll hu 75 % vun den Entreprisë se bezuelt! Well effektiv, eppes musse bezuelen an erausschiben ass eigentlech keng Léisung. Iergendwann musse se bezuelt ginn. Et ass dat och eng Responsabilitéit.

An et gesäit een, datt mer awer déi Intérêts moratoires fir déi Betriber, déi dat net kënne maachen, ausgesat hu bis Enn des Joers, fir effektiv och mat den Dekonten nozekommen. Et gouf e Chiffer hei gefrot. Dat wieren, wa maximal Indemnitéiten oder Cotisatiounen net bezuelt gi wieren, 200.000 Euro de Mount gewiescht. Mee bei deenen Tauxen, déi ech virdru gesot hunn, wäerten déi Intérêts moratoires, déi hei ewechfalen, déi Zënsen also, déi hätte misse bezuelt ginn, och manner bedroen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir déi grouss Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Ech mengen, hei ass eng konkreet Mesure, wéi mer an der Covidkris engersäits souwuel de Salariéë wéi anerersäits och de Patrone gehollef hunn, derduerchzekommen. An ech mengen, dat war dee richtege Wee, wéi och op villen anere Projeten, déi mer an deenen eenzelne Sozialvolete gemaach hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7582. Den Text steet am Document parlementaire 7582[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7582 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass da mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

17. 7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Mir kommen zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7583, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An ech ginn direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här Georges Engel, d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Den zéngte Gesetzesprojet hunn ech d'Geleeënheet an de Pleséier, lech haut de Mëtten hei ze presentéieren. Et geet ëm de Projet de loi 7583. Nodeems d'Schoulen zougemaach goufe wéinst deene bekannten Ursaachen, gouf d'Reglement vun 1999 iwwert de Congé pour raisons familiales ofgeännert, fir dass och déi Elteren dee kéinten huelen, wou d'Kanner aus zwéngende Grënn hu mussen doheembleiwen.

Duerno gouf deconfinéiert an d'Schoule goufen nees de 25. Mee opgemaach mat A-a B-Gruppe vun 8.00 bis 13.00 Auer, an och mat manner Plazen an de Betreiungsstrukturen, dëst bedéngt duerch d'Distanciation sociale, déi huet mussen agehale ginn. D'Kannerbetreiung war awer nach ëmmer noutwendeg, an doséinst gouf dunn d'groussherzoglecht Reglement vum 20. Mee geholl, fir e komplett oder deelweist Zoumaache vun den Empfangsstrukturen ze kompenséieren an esou de betraffenen Eltere weiderhin de Congé pour raisons familiales unzebidden, an dat an dräi prezise Fäll:

éischtens wann d'Kand ufälleg op de Covid-19 ass, zweetens wann d'Kand ab dem 1. September 2015 gebuer ass, an drëttens fir e Schoulkand ënner 13 Joer, deem seng Schoul zou ass oder d'Empfangsstrukture gespaart bleiwen aus Grënn, déi dann och direkt mat der sanitärer Kris verbonne sinn.

De Projet de loi, deen ännert och Artikelen am Code du travail of, fir dass an deenen dräi Fäll, déi ech elo grad genannt hunn, och nom État de crise a bis d'Enn vum Schouljoer de 15. Juli 2020 op de Congé pour raisons familiales kann zréckgegraff ginn.

De Projet de loi, dee gouf schonn den 13. Mee 2020 deposéiert. Et goufen Amendementer, nodeems de Staatsrot eng Rei vu juristeschen Inkohärenze bemierkt huet.

Hei sinn och nach e puer zousätzlech Punkten ze bemierken: De Gesetzestext, dee gëllt och fir Frontalieren an och fir déi méi informell Kannerbetreiung. Notamment bei den Dagesmammen oder bei de Grousselteren, wann déi och vulnerabel sinn an d'Empfangsstrukturen d'Betreiung vun de Schoulkanner net kënne garantéieren, da kënnen déi Elteren hei och de Congé pour raisons familiales kréien, an dat op Basis vun engem Certificat, deen de Ministère de l'Éducation dann ausstellt.

An eng Remark nach: D'Alterslimitt vun 13 Joer gëllt hei net fir Kanner mat enger physescher oder mat enger mentaler Behënnerung.

Ech hunn et virdru gesot, de Projet gouf den 13. Mee deposéiert. Den Avis vum Staatsrot

koum den 19. Mee. A mir hu gutt geschafft an d'Kommissioun huet dëse Rapport dann och ganz séier fir gutt befonnt.

An ech géif heimadder dann och den Accord vun der LSAP ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci dem Här President, merci dem Här Rapporter vun dësem Projet de loi. Den Här Engel ass ganz an den Detail gaange mat deem, wat de Projet de loi ubelaangt. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass déi Verlängerung vun deene véier Wochen, déi elo nach bleiwe bis zum Enn vun der Schoul, gemaach gëtt. Et war wichteg, dass d'Familljе konnten, wärenddeem d'Schoulen zou waren, op dat zréckgräifen, dee Congé pour raisons familiales an där Form, wéi mer et elo gemaach hunn.

An ech mengen, an den Här Schneider wäert dat jo herno och nach eng Kéier soen, dass do awer eng Konfusioun entstanen ass. Et ass net d'Krankekeess, déi dat wäert bezuelen, et ass d'Krankekeess, déi en Avancement gemaach huet. Mee den Här Schneider wäert do herno sécherlech och mat där néideger Erklärung derzou kommen. Et war eng gutt Saach. Et ass gutt, dass mer et verlängeren. A loosse mer hoffen, dass mer et de 15. September net méi brauchen.

Villmools merci. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da wär et um honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- Jo, Här President, merci fir d'Wuert. E grousse Merci un de Rapporter, de Georges Engel, fir deen exzellente Rapport. Deem ass och weider näischt méi bäizefügen. An ech ginn natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President, ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporter natierlech Merci, dass d'Situatioun elo bis de 15. Juli an der Rei ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll dann och dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass eng Moossnam - déi war noutwendeg gewiescht am Kader vun der Coronakris -, déi mer och begréissen. Si ass vun der CNS iwwerholl ginn, am Fong geholl aus praktesche Grënn, fir datt et konnt séier iwwert d'Bün goen. Mee elo, wann den Dekont gemaach gëtt, hoffe mer jo och, datt dann ...

(Brouhaha)

... déi Suen erëm zréckkomme bei d'CNS, soss hu mer do e Lach an dann hu mer d'Gefor do ginn, datt mer entweeder d'Cotisatioune mussen eropsetzen oder d'Leeschtungen erof.

Ech wollt dat just mat vermierken, datt dat eis Suerg ass an datt mer dat och solle maachen. Ech mengen, souwäit ech den Här Minister kennen, wäert en drop agoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da wär et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Als déi Lénk wäerte mir dëse Projet natierlech och matënnerstëtzen. An et kann ee just hoffen, datt dat, wat den Här Spautz virdru gesot huet, net zoutréfft an datt mer dat Gesetz de 15. September net méi brauchen; well mir hunn et de 15. September net méi.

An do stellt sech, wéi a villen anere Beräicher, d'Fro, wéi mer als Chamber domadder ëmginn, wann et dann eventuell zu enger zweeter Well géif kommen. Ech mengen, dat wäert een Element si vun deenen Diskussiounen, déi de Méindeg nach wäerte stattfannen, wou mir eis als Chamber och mussen déi Instrumenter ginn, fir eventuell och kënne séier ze reagéieren.

Dëst gesot, et war eng wichteg Mesure, déi agefouert ginn ass, si gëtt elo nach verlängert. Och dat ass gutt. Mir stëmmen deem hei zou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir den exhaustiven, awer zäitlech knackege Rapport. Deem ass näischt méi bäizesetzen. Et ass e wichtege Projet, dat heiten, eng wichteg Mesure, déi wierklech den Elteren zeguttkënnt an hëlleft.

Deementspriechend ginn ech och den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier den Här Sozialminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Erlaabt mer awer vläicht, e puer Minutte méi laang op de Projet anzegoen.

Plusieurs voix.- O!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Net ze laang, mee awer vläicht ...

(Brouhaha)

Ech weess, datt ech mech elo onbeléift hei maachen ... Mee wéi Der scho gesot hutt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei e ganz wichtege Projet, an et ass ee vun deenen éischten, e gouf eigentlech agefouert direkt.

Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi mer sonndes moies mat de Sozialpartner zesummesouzen, an déi aus der CNS natierlech, fir dann ze kucken, wéi mer reagéieren an deem Moment, wann d'Schoulen zouginn, wann d'Strukturen zouginn. Wéi fanne mer ee Moyen, datt d'Eltere kënnen no hire Kanner kucken, datt se effektiv se kënne betreien? An do hu mer gesot: „Mee mir hunn ee Moyen, de Congé pour raisons familiales, dee jo besteet. Da kommt, mir huelen e Congé pour raisons familiales élargie." Dofir hu mer en elargéiert am Ufank, eng éischt Mesure, an e gouf ëmmer erëm nogebessert, well mer jo och verschidde Phasen an deem ganzen Zyklus vum Covid-19 haten.

Hei ass elo e gemeinsame Projet gewiescht zwëschent dem Aarbechtsminister, dem Minister vun der Educatioun an dem Sozialminister, deen e bëssen de Schatzmeister hei gespillt huet. Dat ass richteg! Dat ass vu ville Säite scho gesot ginn. Mee et ass virun allem drëm gaangen, fir pragmatesch, fir séier virzegoen. An op där anerer Säit, fir och virun allem ze kucken, datt mer d'Méiglechkeete ginn, fir d'Kanner ze betreien, op där anerer Säit awer och net d'Patronen ze vill domadder ze belaaschten. Ech kommen herno mat e puer Chifferen, déi awer schonn, mengen ech, impressionnant sinn.

Et gouf och viraus geschwat hei dervun, datt et wichteg ass, datt mer herno selbstverständlech kucken, wat dann elo effektiv zur Charge vun der CNS ass a wat zur Charge vum Staat ass. Alles dat hu mer gëschter an der Quadripartite och mat de Sozialpartner, mat de Prestataires, awer och virun allem a Presenz vun der Gesondheetsministesch an awer och vum Finanzminister diskutéiert. A mir hunn eis gesot: „Wa mer all d'Zuelen hunn, wann all d'Dekonte gemaach sinn", an dat wäert Enn des Summers, Ufank Hierscht sinn, wann effektiv d'Patronen ofgerechent hu mat der CNS, „da wäerte mer e Kassensturz maachen a kucken, wat dës Mesure effektiv kascht huet."

Eng Mesure, déi een elo kann tabléieren fir déi éischt Period vum 16. Mäerz bis de 25. Mäerz (veuillez lire: 25. Mee) op ongeféier 222 Milliounen. Vum 25. Mee elo bis de 15. Juli hu mer ganz héich gerechent, mir hu mol all d'Kanner matagerechent, déi eventuell dovunner kënne profitéieren, do wären dat 75 Milliounen - ech mengen awer, datt dee Chiffer relativ grouss gefaasst ass -, soudatt mer am Ganzen op eng Zomm vu ronn 300 Millioune kommen, déi dëse Congé pour raisons familiales eis géif kaschten. An éischte Schätzungen, déi mer haten, hate mer souguer vu 400 Millioune geschwat. Dir gesitt, a mir gesinn dat och, wa mer d'Dekonten erakréien, datt et effektiv manner Leit waren.

Fir awer vläicht e puer Zuelen ze soen, déi och schonn op eng Question parlementaire geäntwert gi waren, mengen ech, do hu mer elo relativ konkreet Zuele fir de Mount Mäerz, well do déi meescht Dekonte gemaach sinn. Do gesi mer, datt ongeféier eng 39.500 Salariéen dovunner profitéiert hunn. Dat waren 21.000 Fraen an et waren 18.000 Männer, déi dovunner profitéiert hunn. A fir de Mount Abrëll sinn d'Zuelen nach net ganz fäerdeg, mee mir kommen awer och der Saach scho relativ no fir den Dekont. Do si mer nach bei 29.000 Leit, Salariéen, déi dovunner profitéiert hunn. Fir de Mount Mee sinn d'Tendenzen, datt et ongeféier d'Hallschent nach wäert sinn.

Dir gesitt also, et geet effektiv zréck, well jo och doniewent natierlech d'Schoulen an d'Strukturen zum Deel erëm opgaange sinn. An ech sinn iwwerzeegt, datt fir déi nächst Period, déi elo kënnt, bis de 15. Juli, och eng Rei aner Moossnamen nach spillen. Ech mengen, d'Aarbecht huet erëm ugefaangen. Doniewent sinn eng ganz Rei vu Schoulen, déi erëm funktionéieren, vläicht en neien Zyklus, deen hannendrukënnt. Och d'Strukturen, déi fonctionéieren erëm.

Mee ech mengen, am Endeffekt war et eng ganz flott Mesure, déi hei geholl gouf, wou ech och ganz gäre bereet war, ee vun de Partner ze sinn, niewent dem Aarbechtsminister, iwwert de Code du travail, niewent awer och dem Educatiounsminister, well et virun allem d'Schoulen an d'Strukture betrëfft.

Ech géif vun dëser Plaz aus Iech alleguerten eng Kéier Merci soen, virun allem der Kommissioun, awer och dem Parlament, fir déi grouss Zoustëmmung. Ech géif awer och menge ervicer vun der CNS an dem Centre commun Merci soe fir den Traitement vun deenen Dausende vun Dossieren, déi do erakomm sinn. Och dat war net evident. Mir hunn eis missen am Teletravail op-

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

stellen, och iwwer nei informatesch Méiglechkeeten, fir dat propper ze traitéieren. An an deem Sënn ass dat heiten eng flott Saach.

Ech hoffe just, an den Här Baum huet et ugeschwat, datt mer effektiv de 15. Juli domadder kënnen ophalen, datt mer ab der Rentrée an eng nei Sphär erakommen. Wann net, da musse mer eis zesummesetzen, fir dann ze kucken, wéi mer Léisunge fannen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7583. Den Text steet am Document parlementaire 7583[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7583 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt viraussiichtlech e Samschdeg de Moien um zéng Auer nees zesummen. D'Membere vun der Conférence des Présidents solle wannechgelift nach e bëssen heibleiwen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.51 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 42, 43 et 44

42e séance

Ouverture de la séance publique p. 646
Communications p. 646
Ordre du jour p. 646
Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 646
Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg p. 646-647
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding p. 647
Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement p. 647-648
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 p. 648
Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite) p. 648
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite) p. 648
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap p. 648-651
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social p. 651-655
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite) p. 655
Ordre du jour (suite) p. 655

43e séance

Ouverture de la séance publique p. 655
7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :
1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;
2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;
3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;
4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse p. 655-658
7604 - Projet de loi portant dérogation :
1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;
2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire p. 658-660
7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 660-662
7603 - Projet de loi portant
1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;
2. modification du Code du travail p. 662-664

44e séance

Ouverture de la séance publique p. 665
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 665-666
7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19 p. 666-669
Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian p. 669-670
7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 670-672
7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19 p. 672-676
7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 676-677
7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale p. 677-679
7587 - Projet de loi portant :
1° prorogation de mesures concernant
a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
d) d'autres modalités procédurales ;
2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise p. 679-680
7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 680-682
7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 682
Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 p. 682-683
7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite) p. 683-684
7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail p. 684
Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite) p. 684
7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite) p. 684-685
7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail p. 685-687

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 19** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1912	Marc Goergen	Recrutement auprès du CGDIS
2177	Laurent Mosar	Soumissions publiques
2179	Fernand Kartheiser	Hélicoptères de l'Armée luxembourgeoise
2187	Fernand Kartheiser	Cours d'accueil pour élèves primo-arrivants dans l'enseignement fondamental
2190	Diane Adehm	Recettes fiscales
2191	Stéphanie Empain, Charles Margue	Devoir de diligence des entreprises
2192	Stéphanie Empain	Suspension du remboursement de dettes par les pays en développement
2193	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Service central d'assistance sociale
2194	Sven Clement	Formulaire en ligne « Formstack »
2195	Martine Hansen, Laurent Mosar	Fonds de soutien pour le tourisme
2196	François Benoy	Compensation écologique
2197	Sven Clement	Stockage géologique de déchets nucléaires
2199	Fernand Kartheiser	Recrutement du personnel pour les centres de dépistage du coronavirus
2201	Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth	Efficacité des bandanas utilisés comme protection contre la Covid-19
2202	Laurent Mosar	Memorandum of Understanding
2204	Gusty Graas, André Bauler	Infections détectées dans des abattoirs
2205	Laurent Mosar	Assurances dans le cas de fermeture d'une entreprise
2206	Fernand Kartheiser	Stockage géologique de déchets nucléaires
2207	Carole Hartmann, Gusty Graas	Capacités des hôpitaux
2208	André Bauler	Pollution sonore causée par le trafic
2209	Josée Lorsché	Inégalités scolaires dans le contexte de l'enseignement à distance
2211	Gusty Graas, Carole Hartmann	Pollution de la « Millebaach »
2213	Gilles Roth	Refus d'annulation d'un congé posé par un salarié
2214	Marc Spautz	Possibilité de report d'éventuels déficits liés à la crise sanitaire
2216	Martine Hansen, Diane Adehm	Mesures de déconfinement des cultes
2218	Marc Baum	Augmentation du temps de travail maximal autorisé
2219	Martine Hansen	Tarif de rachat photovoltaïque
2221	Serge Wilmes	Avenir de LuxairGroup
2223	Fernand Kartheiser	Réforme du Code de déontologie du Gouvernement
2224	Martine Hansen, Laurent Mosar	Aides pour le secteur événementiel
2225	Martine Hansen, Marc Spautz	Recommandations pour les maisons de soins
2226	Jeff Engelen	Entreprises de livraison
2229	Marc Baum, David Wagner	Personnes en rétention et validité des titres de séjour
2230	Dan Biancalana	Jugement sur accord
2232	Jean-Marie Halsdorf	Campagne de dépistage de la Covid-19
2242	Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser	Reprise des services religieux au Luxembourg
2249	Diane Adehm	Tentatives de phishing
2253	Mars Di Bartolomeo	Élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19
2257	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence
3034 urgente	Marc Goergen	Prolongation du congé de la Toussaint
3041 urgente	Sven Clement	Visites dans les foyers pour enfants
3042 urgente	Jeff Engelen	Déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3052 urgente	Michel Wolter	Évolution du coronavirus dans les eaux rejetées par les ménages
3060 urgente	Paul Galles	Accusations contre Frontex
3061 urgente	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19
3087 urgente	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Menace terroriste actuelle
3094 urgente	Laurent Mosar, Marc Spautz	Chômage partiel
3095 urgente	Jeff Engelen, Fred Keup	Stations de dépistage de la Covid-19 mobiles
3099 urgente	Jeff Engelen	Télétravail
3107 urgente	Jeff Engelen	Déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3110 urgente	Marc Spautz, Léon Gloden	Dispositions concernant la réserve sanitaire
3111 urgente	Fernand Kartheiser	Fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État
3130 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Vaccin contre la Covid-19
3137 urgente	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 dans le cas d'un voyage
3147 urgente	Martine Hansen	Installation de purificateurs d'air dans les écoles
3157 urgente	Martine Hansen	Centre de dépistage pour la Covid-19 dans le nord-ouest du pays
3160 urgente	Fred Keup	Mise en quarantaine de 24 classes dans la commune de Steinsel

Question 1912 (21.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **recrutement auprès du CGDIS :**

2018 goufen d'Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg nei organiséiert an an deem Kontext gouf duerch d'Gesetz vum 27. Mäerz 2018 de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) geschafen. D'Land zitt an engem Artikel vum 10. Januar 2020 e klenge Resümmee aus dem leschten annerhallwe Joer vum CGDIS:

„Hier stößt das CGDIS an dieselben Probleme wie vergleichbare luxemburgische Institutionen, das heißt Polizei und Armee. Haben die beiden Letztgenannten ein reines Rekrutierungsproblem, so hat das CGDIS zusätzlich ein Ausbildungsproblem vor allem der Führungskräfte und hat sein Selbstverständnis noch nicht definiert."

Weider kommentéiert den Auteur iwwert d'Émsetzung vu follgendem Punkt aus dem Koalitiounsaccord:

« Ce dialogue structuré, impliquant les représentants des différents départements ministériels concernés, thématisera les dispositifs et moyens nécessaires, utiles et adaptés pour rendre le bénévolat efficient et attractif. [...] Une attention particulière sera portée aux pompiers bénévoles qui, ensemble avec les pompiers professionnels, sont les piliers de nos services de secours. » (Säit 54)

„Es fehlt genau an dem geforderten strukturierten Dialog. Der könnte auch dazu führen, dass Politik und Verwaltung geeignete Sensoren an der Systembasis schaffen, um so ein Frühwarnsystem zu haben, das Fehlentwicklungen anzeigt, bevor massive Unzufriedenheit sich in den Reihen der gemeinen Löschknechte breit macht.";

esou d'Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill nei Fräiwëlleger a wéi vill Haaptamtlecher goufe säit der Grënnung vum CGDIS rekrutéiert?

2. Wéi vill Fräiwëlleger a wéi vill Haaptamtlecher hu säit der Grënnung vum CGDIS als fräiwëlleg Secouristen a Pompjeeën opgehalen?

3. An der Fro N° 1505 huet den honorabelen Deputéierte Sven Clement Froen zum Contrôle médical beim CGDIS gestallt. Hei äntwert d'Ministesch:

„Déi kierperlech Ustrengung, schaffen ënner Stress souwéi staark Hëtzt, där d'Pompjeeën am Asaz ausgesat kënne sinn, si Konditiounen, déi spezifesch Ënnersichunge verlaangen. [...] Déi nei Bestëmmunge vum Medico erlaben et haut vill besser, dass jidderee besser deene gesondheetlechen Ufuerderungen entsprécht, déi jee no Emploi bzw. Aktivitéit gefuerdert sinn."

Wéi vill Fräiwëlleger si säit der Grënnung vum CGDIS beim Medico duerchgefall an aus wéi enge Grënn?

4. Ginn et aus der Siicht vun der Ministesch punktuell oder generell personell Enkpäss duerch e Manktem u Fräiwëlleger?

Réponse (06.05.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. + 2. Den honorabelen Deputéierte freet Zuelen iwwert de Rekrutement an d'Demissioun vu fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeë beim CGDIS. De follgenden Tableau weist d'Entwécklung vun der Unzuel vu fräiwëllegen a beruffleche Fraen a Männer Pompjeeën am CGDIS säit senger Grënnung den 1. Juli 2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Bei der medezinnescher Ënnersichung gëtt keen Ënnerscheed tëschent fräiwëllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeë gemaach. Aus deem Grond bezéie sech d'Angaben op d'Gesamtzuel vun Ënnersichungen.

Well de Gesondheetszoustand sech entwéckele kann, ass et méiglech, dass e Pompjee sechs Méint no enger Ënnersichung, wärend där en „inapte" geschriwwe gouf, nees als „apte" gëllt.

Ausserdeem besteet d'Méiglechkeet, datt zum Zäitpunkt vun der Ënnersichung net alleguer d'Informatiounen zum Gesondheetszoustand vun der Persoun virleien oder zousätzlech Ënnersichunge vun engem Spezialist mussen

ugefrot ginn. De Pompjee kritt an deem Fall eng „inaptitude temporaire“ a kann, esoubal d'Resultater alleguer virleien, nei bewäert ginn.

Heiraus ergëtt sech, dass et net méiglech ass, d'Gesamtzuel vun de Leit, déi beim Medico duerchgefall sinn, iwwer e laangen Zäitraum unzeginn, well et sech ëmmer just ëm eng aktuell Momentopnam handelt.

De CGDIS erstellt reegelméisseg eng Statistik iwwert den Total vun de Resultater vun der Ënnersichung. Fir d'Joren 2018 an 2019 gesäit déi follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Säit dem 1. Januar 2020 ginn d'„personnes inaptes temporaires“ wëchentlech korrigéiert, well vill Persoune schlussendlech „apte“ geschriwwe ginn. De Prozentsaz vun Inaptitude läit domat an der Moyenne bei 4,8 %.

De CGDIS wäert an Zukunft d'Informatiounen zum Gesondheetszoustand vun de Pompjeeën an enger elektronescher Datebank sammelen. Vun deem Moment u wäerten d'Ursaache fir eng Inaptitude besser kënnen ausgewäert ginn. Bis ewell kann ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1505 verweisen an där ech erkläert hunn, dass de Body Mass Index (BMI) international als Referenz benotzt gëtt an dass déi Leit, déi iwwergewiichteg sinn oder en héije Risiko hu fir Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen, a ville Fäll „inapte“ geschriwwe ginn.

Ech wëll awer och nach eemol drun erënneren, dass de CGDIS seng Pompjeeë bewosst kengem héije Gesondheetsrisiko wëllt aussetzen an eng ganz Rei Mesuren en place gesat huet, fir dem Taux vun Inaptitude bei den operationelle Pompjeeën entgéintzewierken (Sportscoachen, Sportsaktivitéiten, Ernärungsberodung asw.). Wéi wichteg dat ass, weist elo och déi aktuell Pandemie, wou d'Fraen a Männer Pompjeeën, déi zu der Kategorie vun de vulnerabele Leit gehéieren, am Moment keen Déngscht kënne maachen. Als vulnerabel gëlle Leit mat gesondheetleche Problemer, wéi zum Beispill Adipositas, Häerz-Kreeslaf-Krankheeten a verschidde Forme vun Diabetes.

ad 4. De CGDIS huet mäi vollst Vertrauen, dass en alleguer d'Erausfuerderungen, déi sech stellen, professionell meeschtert. Mir ass keng Situatioun bekannt, wou de CGDIS wéinst engem Manktem u Fräiwëllegen net drop reagéiere konnt.

Question 2177 (11.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **soumissions publiques :**

Mengen Informatiounen no ginn et am Moment Schwieregkeete fir eng Rei Betriber, déi bei ëffentlechen Ausschreiwunge wëlle matmaachen. Well vill Betriber am Kader vun der Covid-19-Kris vun enger Rei vun temporäre Mesuren am Beräich vun der TVA an der Sécurité sociale profitéieren, kënne si net déi néideg Certificaten ausgestallt kréien, fir bei enger Soumissioun matzemaachen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt hei séier misste Léisunge fonnt ginn, fir datt déi concernéiert Entreprisen net nach méi Aboussen hunn?

3. Ass d'Regierung bereet, d'Méiglechkeet vun enger Derogatioun virzegesinn, fir datt och Entreprisen, déi vun den temporäre Mesuren am Kader vun der Covid-19-Kris profitéieren, dierfen un ëffentlechen Ausschreiwungen deelhuelen?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et ass der Regierung bewosst, dass am Kader vun der Covid-19-Kris verschidde Betriber Schwieregkeete bei ëffentlechen Ausschreiwungen hunn. De Regierungsrot huet dofir an diverse Sëtzungen iwwert dës Problematik diskutéiert a verschidde Mesurë festgehalen.

Wat d'Gestioun vun de soziale Bäiträg, den trimestrielle Steieravancen an der TVA (délais de paiement) ugeet, huet d'Regierung temporär Mesurë festgeluecht, fir Betriber mat verstäerkter Flexibilitéit ze ënnerstëtzen.

Des Weideren huet d'Regierung de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) an d'Steierverwaltunge gebieden, de Betriber, déi virum 18. Mäerz 2020 (État de crise) „en règle“ mat hire Steieren a Sozialchargë waren, d'Certificaten, esou wéi den Artikel 91 vum Règlement grand-ducal vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Ausféierung vum Gesetz iwwer ëffentlech Ausschreiwungen et virgesäit, auszestellen.

Heiduerch misst et de Betriber méiglech sinn, déi néideg Certificaten ze kréien an un enger ëffentlecher Ausschreiwung deelzehuelen.

Et ass selbstverständlech, dass dës aktuell Krisesituatioun kee Virwand bitt fir net konform Situatiounen ze regulariséieren.

Question 2179 (11.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **hélicoptères de l'Armée luxembourgeoise :**

An engem Interview am „Forum“ mam Titel „Die Armee - ein interessantes Unternehmen“ vum 11. September 2017, huet déi deemoleg Staatssekretärin fir Verdeedegung, Francine Closener, ënner anerem dës Aussoe gemaach:

„Zwei der geplanten Hubschrauber sollen in Luxemburg stationiert sein, der dritte in Belgien. Dieser Hubschrauber soll auch für maritime Einsätze ausgestattet sein, um entlang der belgischen Küste eingesetzt zu werden.“

An deem Kontext wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Entsprécht déi Ausso vun der deemoleger Staatssekretärin nach de Pläng vun där aktueller Regierung?

2. Wéi vill Helikoptere wëll déi aktuell Regierung nach kafen a wéi sollen déi agesat ginn?

Réponse (05.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

D'Regierung ass am Kader vum Effort de défense beméit, sënnvoll an nëtzlech Kontributioune fir d'EU an d'NATO ze maachen.

Wat déi an der Fro ugeschwaten NH90-Helikoptere betrëfft, esou sinn zurzäit bei de Partner vum NH90-Programm Diskussiounen iwwert d'Upgradë vun den Helikopteren amgaang. Dëst ass näischt Aussergewéinleches bei esou grousse Programmer, déi sech iwwer Joerzéngte strecken. Déi genau Lëtzebuerger Kontributioun zum Programm ass ofhängeg vun de Konklusioune vun dëser Etüd. Méiglech Asazprofiller ginn a Koordinatioun mat de Partner ausgeschafft.

Question 2187 (12.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours d'accueil pour élèves primo-arrivants dans l'enseignement fondamental :**

Am Enseignement fondamental huet all Kand, dat nei an d'Land kënnt (Primo-arrivant), d'Recht op zwee Joer maximum „cours d'accueil“. Wärend d'Kand aus senger Reegelklass erausgeet, kritt et Extra-Coursen, fir eng oder zwou (jee no Situatioun) Schoulsproochen D/F intensiv opzeschaffen, mam Zil, datt et a senger Reegelklass ka matkommen. Elo héiert een, datt déi Coursen nom 25. Mee kéinten ewechfalen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Cours d'accueil am Enseignement fondamental fir de Rescht vum Schouljoer 2019/2020 ewechfalen?

2. Wa jo, wéi gëtt dat begrënnt?

3. Wéi sollen déi betraffe Kanner an hirer Klass eens ginn, ouni déi néideg Sproochekenntnesser, déi si dann net méi bäibruecht kréien? Bleift et Zil, déi Kanner esou schnell ewéi méiglech an hirer Reegelklass ze integréieren?

4. Wat ass fir déi Primo-arrivant-Kanner virgesinn, déi tëschent dem 25. Mee an dem 15. Juli op Lëtzebuerg kommen?

5. Ass geplangt, datt d'Zäit am Cours d'accueil, déi d'Kanner nach fir dëst Schouljoer zegutt hätten, op dat anert Schouljoer verluecht gëtt?

6. Well de SECAM (Service de la scolarisation des enfants étrangers) just nach op Nofro vum Enseignant bei der Orientatioun vu Primo-arrivant-Kanner am C4 hëlleft, hunn d'Elteren, am Fall wou si mat der Entscheedung vum Enseignant net averstane wären, d'Méiglechkeet, de Service SECAM ze kontaktéieren? Gi si doriwwer informéiert? A wéi enger Form?

Réponse (16.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Nodeems d'Schoulhaiser wärend zwee Méint zou waren, gouf de Schoulbetrib de 25. Mee 2020 nees eropgefuer, dat bekanntermoosse mat engem Enseignement en alternance a mat der Halbéierung vun de Klassen. Dës sanitär onëmgänglech Moossnam ass personalintensiv, woufir dann och all Enseignanten hu misse mat ageplangt ginn, och déi vum Cours d'accueil. Wärend dem Confinement haten déi Enseignantë vum Accueil och mat hire Schülerinnen a Schüler en Enseignement à distance gemaach. Zanter dem Enn vun der Ouschtervakanz haten all Enseignanten d'Méiglechkeet, deconnectéiert respektiv besonnesch fragill Kanner am Respekt vun den Hygiènesdispositiounen am Schoulhaus eent zu eent ze gesinn an ze betreien. Elo sinn d'Léiergruppe kleng an den Titulaire vun der Klass huet d'Méiglechkeet, méi op d'Bedierfnisser vun de Kanner mat Migratiounshannergrond anzegoen, dat ënner anerem mat individualiséiertem Unterrecht a Peer-Learning. Wann de Schoulbetrib richteg um Rullen ass, an net ze vill Ausfäll beim Léierpersonal sinn, kënnen d'Enseignantë vum Accueil sech nees exklusiv hirem Public cible widmen.

ad 3. Dat éischt Zil ass a wäert et och an dëser aussergewéinlecher Zäit bleiwen, fir deene Kanner, déi et brauchen, ze hëllefen, esou séier wéi méiglech sproochlech aktiv an autonom ze ginn an hir Bedierfnisser, Iddien an dat, wat si u Wëssen a Kompetenze matbréngen, ausdrécken ze kënnen. An deem Sënn bleift d'Zil vum Cours d'accueil dat selwecht, nämlech déi betraffe Kanner esou séier wéi méiglech fit ze maachen, fir um Reegelunterrecht deelzehuelen.

ad 4. Déi interkulturell Mediateure vum Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) sinn zanter Ufank vum Confinement nach verstäerkt am Asaz. Si ënnerstëtzen d'Léierpersonal an d'edukatiivt Personal op villfälteg Aart a Weis (Gespréicher iwwer Videochat, schréftlech Iwwersetzungen, reegelméissege Kontakt mat den Elteren, fir Froen zum Enseignement à distance ze beäntweren).

Déi interkulturell Mediateure stinn dem Léierpersonal an dem edukative Personal, de Kanner an hire Familljen och weiderhin zur Säit, fir den éischten Accueil vun engem Kand, dat als Primo-arrivant an de Lëtzebuerger Schoulsystem kënnt, ze assuréieren. Esouwäit et méiglech ass, gëtt bei de Mediatiounen op Telefon, E-Mail a Videochat zréckgegraff. A Situatiounen, wou den interkulturelle Mediateur sech deplacéiert, wéi all Eent-zu-eent-Situatioun, ginn d'Distanz- an d'Hygiènesmesurë strikt ëmgesat.

Déi jeeweileg Direktiounen an d'Enseignantë vum Cours d'accueil garantéiere weiderhin den Empfang vun de Kanner, déi tëschent dem 25. Mee an dem 15. Juli 2020 an der Lëtzebuerger Grondschoul ukommen. Wat d'Beschoulung vun dëse Kanner ugeet, esou si si vun Ufank un an hirer Classe d'attache, woubäi den Titulaire vun der Klass aktiv mat dem Enseignant vum Cours d'accueil zesummeschafft.

Fir vulnerabel Kanner, déi virun dem Confinement de Cours d'accueil besicht hunn, gëtt den Enseignement à distance weidergefouert:

- wéi bis elo féiert den Enseignant vum Cours d'accueil den Encadrement vun de Kanner virun, an zwar an Zesummenaarbecht mam Titulaire vun der Klass;

- am Plan individualisé de formation ginn d'Haaptléierziler an den aktuelle Schoulparcours vum Schüler oder der Schülerin festgehalen; dëst Dokument ass béiden Enseignanten zougänglech.

ad 5. Laut dem Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays gëtt d'Unzuel u Stonne vum Cours d'accueil no de Besoine vum Kand festgeluecht. D'Zäit am Cours d'accueil gëtt also a Funktioun vum viregte Schoulparcours vum Kand grad ewéi sengem schouleschen a sproochleche Bilan vum Titulaire vun der Klass an dem Enseignant vum Cours d'accueil festgeluecht; dëst mat engem Maximum vun zwee Joer pro Sprooch. Bei dëser maximaler Dauer handelt et sech ëm Kalennerjoren an net ëm Schouljoren. Deemno ass et, jee no Besoin vum Kand, duerchaus méiglech, och iwwert d'Schouljoer 2019/2020 eraus nach Cours d'accueil ze kréien.

Grad elo, an den erschwéierte Bedingunge vum Confinement, hält de SECAM iwwregens d'Beschoulung vun de Kanner a Jonken tëschent eelef an 18 Joer, déi rezent an de Lëtzebuerger Schoulsystem komm sinn an opgrond vun deenen aktuellen Ëmstänn net kënnen enger Schoul zougewise ginn, mat Classes d'accueil oprecht.

ad 6. D'Decisioun fir d'Orientatioun steet um Enn vun engem Prozess, et ass eng gemeinsam Entscheedung vum Titulaire vun der Klass an den Elteren. D'Tester vum SECAM stellen am Orientatiounsprozess just eng fakultativ zousätzlech Informatioun fir den Enseignant an dem Kand seng Elteren duer. Fir d'Enseignanten an d'Elteren an där aktueller Situatioun weiderhi kënnen ze beroden, bleift de SECAM eng Ulafplaz fir béid Acteuren. D'Mataarbechter vum SECAM sinn telefonesch, per E-Mail a Videochat disponibel.

De SECAM huet och dëst Joer d'Formatioun „Orientation vers l'enseignement secondaire : différentes voies pour différents profils“ ugebueden. Véier Sessioune goufe vun Enn Februar bis Ufank Mäerz 2020 ofgehalen. Am Mëttelpunkt vun dëser Formatioun stoungen déi verschidde Schoulofferen, déi op verschidde Profiller vun de Schüler a Schülerinnen ausgericht sinn, dorënner och déi staatlech Schoule mat internationalem Charakter.

Informatiounen iwwert d'Orientatioun (ë. a. d'Méiglechkeete vum Recours am Fall wou d'Eltere mat enger Decisioun net averstane sinn), sinn a folgende Broschüren ze fannen: „Bienvenue à l'école luxembourgeoise“; „Que faire après le 4e cycle de l'enseignement fondamental?“; „Orientation vers l'enseignement secondaire - différentes voies pour différents profils“. Déi éischt Brochür vum SECAM riicht sech besonnesch un Eltere vu Kanner, déi als Primo-arrivants an de Lëtzebuerger Schoulsystem kommen. Dës ass a fënnef Sproochen, esouwuel als Pabeierversioun ewéi och iwwert den Internetsite vum Educatiounsministère, disponibel.

Doniewent gëtt et weider Hëllefstellungen, déi de SECAM ubitt:

- d'Eltere kënne weiderhin op déi interkulturell Mediateuren zréckgräifen;

- um Aschreiwungsformulaire fir an de Lycée ass eng Referenz op d'Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA), wou d'Eltere vun engem Kand, dat rezent an de Lëtzebuerger Schoulsystem komm ass, sech bei Froen zur Orientatioun vun hirem Kand melle kënnen;

- op Radio Latina gouf et eng Emissioun zum Theema Orientatioun, wou de SECAM als Ulafplaz genannt ginn ass; fir de Fall, datt d'Eltere weider Froen zu der Orientatioun hunn. Dat ass nëmmen ee Beispill vun Zesummenaarbecht mat Vertriedungen a Medien vun a fir Leit aus anere Länner.

Question 2190 (12.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **recettes fiscales :**

Bis dato war d'Positioun vun der Regierung zum Deele vu Steierrecettë mat den Nopeschregiounen ëmmer relativ ofleenend. An enger Pressekonferenz vun der Regierungspartei déi gréng lescht Woch ass awer där hire Copresident Christian Kmiotek sou zitéiert ginn: „Es wäre denkbar, einen Teil unserer Steuererträge mit unseren Nachbarregionen zu teilen, wenn wir so unsere Infrastruktur entlasten können.“

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Staatsminister, den Här Finanzminister an d'Madamm Ministesch fir d'Groussregioun stellen:

- Stëmmt d'Positioun vun der Partei déi gréng mat der Regierung hirer iwwereneen?

- Wa jo, ass et zu engem Revirement an der Politik vun der Regierung komm? Falls jo, aus wéi enge Grënn?

- Wéi soll déi zukünfteg Relatioun mat den Nopeschlänner an dësem Kontext ausgesinn?

Réponse commune (28.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région :*

D'Positioun vun der Regierung ass am Koalitiounsaccord festgeluecht, dee fir all relevant Thematik op de Volet vun der Groussregioun ageet.

Déi konkreet Kooperatioun mat eisen Nopeschregiounen ass Bestanddeel vun engem permanenten Echange mat de Vertrieder vun deene Regiounen. D'Regierung bleift disposéiert, fir konkreet grenziwwerschreidend Projeten, déi am Interêt vun de Bierger an der Groussregioun sinn, ze ënnerstëtzen.

Question 2191 (12.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **devoir de diligence des entreprises :**

Début février 2020, le Bureau des droits de l'homme de l'ONU a publié une liste regroupant les entreprises qui ont des activités dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Notons que l'occupation de ces colonies par l'État d'Israël est considérée contraire au droit international. Parmi les 112 entreprises figurant sur cette liste, il y a une entreprise domiciliée au Luxembourg. En date du 26 février, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a adressé une lettre à l'entreprise concernée.

Par ailleurs, en décembre 2019, le Gouvernement a approuvé son 2e plan d'action pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans ce plan figure entre autres l'objectif de préparer la mise en œuvre du règlement européen sur les minerais de conflit, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2021. Selon la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n° 2188 du 26 juillet 2016, au Luxembourg, une trentaine d'entreprises seraient affectées par le règlement en question.

Quant à l'introduction d'une base légale au Luxembourg sur le devoir de diligence des entreprises, Monsieur le Ministre avait annoncé dans sa réponse à la question parlementaire n° 1852 du 12 février 2020 qu'une étude supplémentaire « plus approfondie et complémentaire à la première » sera effectuée afin d'évaluer « l'impact potentiel qu'une législation au niveau national pourrait éventuellement avoir pour les entreprises concernées (en termes de coûts et de compétitivité) et sur le niveau du respect pour les droits de l'homme en général ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle a été la réponse à la lettre envoyée par Monsieur le Ministre à l'entreprise luxembourgeoise figurant sur la liste susmentionnée de l'ONU ?

2) Monsieur le Ministre possède-t-il des informations sur d'autres entreprises luxembourgeoises actives dans des régions de crise ? Dans l'affirmative, quelles sont ces régions et quelle est l'approche des ambassades du Luxembourg concernant le respect des droits humains par ces entreprises ?

3) Dans le contexte de la mise en œuvre du règlement européen sur les minerais de conflit, Monsieur le Ministre va-t-il publier et actualiser régulièrement la liste des entreprises luxembourgeoises affectées par ledit règlement ?

4) Concernant la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence des entreprises au niveau national, quel est le délai prévu pour la finalisation de l'étude susmentionnée ?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de l'Économie :*

ad 1) À ce stade, la société en question, eDreams Odigeo SA, n'a pas répondu à la lettre du Ministre des Affaires étrangères et européennes datée du 26 février 2020. Par communiqué daté du 31 mars 2020, l'entreprise a annoncé son intention de déplacer son siège social du Luxembourg en Espagne.

ad 2) Au vu du caractère très extensif de la notion « régions de crise » il n'est pas possible de répondre en détail à cette question. Toutefois, nous pouvons indiquer que nous n'avons pas d'informations sur d'autres entreprises luxembourgeoises qui seraient dans un cas similaire à celui de la société eDreams Odigeo.

ad 3) Le règlement européen (UE) 2017/821 sur les minerais provenant de zones de conflit ne prévoit pas la publication par les autorités nationales d'une liste des entreprises affectées, mais il impose aux importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or (3TG) un nombre d'obligations dont celle de publier sur leur site Internet un rapport sur les politiques et pratiques en matière de devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement. Compte tenu de cette garantie de transparence, la nécessité pour les autorités compétentes de constituer et de publier une telle liste n'est pas établie.

ad 4) Une étude plus approfondie et complémentaire ayant pour objet d'analyser la possibilité, voire l'opportunité de légiférer, au plan national, sur un devoir de diligence en matière d'entreprises et de droits de l'homme pour les entreprises domiciliées au Luxembourg est confiée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes à l'Université du Luxembourg.

Un échange de vues sur la portée de l'étude avec l'université et les représentants du secteur privé et de la société civile a été entamé. La finalisation de l'étude est prévue pour automne 2020. Dans ce même contexte, le Luxembourg s'est exprimé en faveur d'une initiative européenne pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales et pour garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur. Le Commissaire européen à la Justice Didier Reynders a entre-temps annoncé l'intention de la Commission d'introduire une initiative législative en la matière.

Question 2192 (12.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **suspension du remboursement de dettes par les pays en développement :**

Dans le contexte de la crise actuelle liée au Covid-19, de nombreux pays en développement rencontrent des difficultés financières sérieuses et se retrouvent face à une situation d'endettement insoutenable, ce qui réduit leur capacité à répondre efficacement à la crise sanitaire et économique. Afin de remédier à ce problème, les pays du G20, en tant que créanciers majeurs envers ces pays, se sont mis d'accord le 15 avril d'annuler les obligations de remboursement pour 76 pays jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, ils ont aussi appelé les créanciers privés à suivre leur exemple.

Cependant, selon des reports dans la presse internationale, bien que le pays ait adhéré à l'engagement du G20, la Chine n'a pas annulé ces obligations et continue à demander des remboursements aux pays débiteurs à des taux d'intérêt allant jusqu'à 6 % pour les prêts accordés dans le cadre de son initiative intitulée « Nouvelle route de la soie » (BRI : Belt and Road Initiative), sachant que les taux d'intérêt appliqués aux prêts qu'octroie par exemple la Banque mondiale aux pays en développement se trouvent aux alentours de 1 %.

La Chine fait aujourd'hui partie des plus grands créanciers au niveau mondial. Dans le cadre de la BRI, la Chine accorde des crédits à des pays en développement afin de financer le développement des infrastructures dans ces pays. Selon des estimations, la Chine aurait prêté au total plus de 120 milliards de dollars à 67 pays dans le cadre de la BRI.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en ces temps de crise, les créanciers internationaux publics et privés devraient adapter voire annuler les obligations de remboursement de dette pour les pays en développement qui se trouvent dans des situations financières difficiles et insoutenables, afin que ces derniers puissent prendre les mesures nécessaires pour faire face à la crise actuelle ?

2) Monsieur le Ministre possède-t-il plus d'informations sur le cas précis de la Chine développé ci-dessus ? Condamne-t-il le fait que la Chine ne respecte pas l'engagement pris par les pays du G20 en continuant de demander des remboursements pour les prêts accordés dans le cadre de la BRI et ceci à des taux d'intérêt exorbitants ?

3) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser cette problématique et notamment le cas de la Chine au niveau international ?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Alors que l'impact à long terme de la pandémie du Covid-19 sur les économies des pays en développement n'est pas encore connu à l'heure actuelle, il est fort probable que ses effets seront dévastateurs. Une reprise des discussions concernant le besoin d'allègement du service de la dette à l'égard de ces pays, compte tenu des nouvelles circonstances, s'est ainsi imposée au plan international. De ce fait, le 15 avril 2020, les ministres des Finances du Groupe des vingt (G20) se sont mis d'accord sur une suspension partielle de la dette des 77 États à bas revenus, signifiant que le remboursement prévu en 2020 est reporté à 2022 et échelonné sur trois ans. Le Fonds monétaire international (FMI) a rapidement emboîté le pas au G20 en annonçant, à son tour, des aides financières immédiates non remboursables à 27 pays afin d'alléger le poids de leur dette. Il y a lieu de préciser que la part de la dette détenue par des créanciers privés et par des pays non membres du Club de Paris, a fortement augmenté au fil des années. Des solutions globales s'avèrent, par conséquent, de plus en plus difficiles. Le Luxembourg, qui ne détient pas de dettes d'autres pays, soutient toute initiative d'allègement du service de la dette des pays les moins avancés prise dans un contexte multilatéral et visant à libérer une importante partie des ressources financières de ces pays afin qu'ils puissent prendre des mesures d'urgence pour faire face à la crise. La question de savoir si, en sus de la suspension, cet allègement doit se faire sous forme d'annulations devrait être tranchée dans les enceintes multilatérales tout en tenant compte des besoins spécifiques de chacun des pays concernés et en évitant des répercussions négatives sur leurs futures notations.

ad 2) Au lendemain de la décision du G20, le Ministre chinois des Finances a annoncé que la Chine soutient la suspension des obligations de remboursement pour les pays les moins avancés et qu'elle contribuera à la mise en œuvre du consensus qui s'est dégagé à cet égard au G20. Le 8 juin 2020, la Chine a réitéré son engagement concernant la suspension du remboursement des dettes pour 77 pays en développement conformément à l'initiative du G20. Concernant plus précisément les investissements réalisés dans le contexte de la « Nouvelle route de la Soie » (Belt and Road Initiative, BRI), la Chine et les pays participants au deuxième forum BRI sur la coopération internationale, qui s'est tenu le 27 avril 2019 à Beijing, ont adopté un communiqué conjoint au titre duquel ils s'engagent à respecter les critères de la durabilité en vue du financement et de la réalisation des projets d'investissement dans le cadre de la BRI.

L'estimation à plus de 120 milliards de dollars du volume des prêts accordés par la Chine à 67 pays participants à la BRI, auquel se réfère l'honorable Députée, est difficile à vérifier. En effet, les créanciers chinois comprennent des acteurs multilatéraux tels que l'AIIB (« Asian Infrastructure Investment Bank ») publiant les montants des crédits alloués, mais également des acteurs tels que la China Development Bank, la China Export Import Bank ou encore des grandes banques publiques qui ne sont pas obligées de divulguer des informations détaillées à cet égard. Ceci étant dit, la somme globale précitée est à mettre en relation avec les besoins en infrastructures des pays en développement. Ainsi, la Banque asiatique de développement a estimé à 26.000 milliards de dollars (sur la période entre 2016 et 2030), le volume d'investissements en infrastructures dont la seule Asie a besoin afin de préserver un taux de croissance économique permettant d'éradiquer la pauvreté et de relever les défis liés au changement climatique.

Enfin, s'agissant des taux effectifs des crédits commerciaux accordés par des établissements publics ou des banques chinoises dans le cadre de la BRI, ces chiffres ne sont pas dévoilés puisqu'ils font l'objet de négociations bilatérales. Certains de ces investissements sont réalisés dans des pays ou des régions où d'autres bailleurs de fonds internationaux ne s'engagent pas à octroyer des prêts à des taux d'intérêt ne reflétant pas entièrement les risques économiques liés à ces projets. De même, le rééchelonnement des dettes ou les autres modalités de remboursement qui résultent de négociations bilatérales que la Chine mène, au cas par cas, avec les pays débiteurs, ne sont pas soumis aux mêmes programmes et conditions que ceux négociés, par exemple, par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Ces facteurs, dans leur ensemble, contribuent à une différence des taux d'intérêt appliqués respectivement par certains bailleurs de fonds multilatéraux et par des institutions financières en Chine.

ad 3) Comme les réponses aux questions précédentes le montrent, cette problématique est déjà thématisée et traitée au niveau international. Il s'agit désormais de faire en sorte que l'ensemble des acteurs concernés se concertent afin de soutenir par des mesures adéquates les pays dont le budget est très largement au service de la dette et qui risquent une fragilisation importante. Les représentants du Luxembourg au sein des banques multilatérales de développement, et notamment à l'AIIB, veilleront également à ce qu'une attention particulière soit accordée à la mise en œuvre des engagements pris au niveau du G20. Le Luxembourg soutiendra également les initiatives visant à mettre le sujet de l'allègement du service de la dette des pays en développement à l'ordre du jour du prochain sommet de l'ASEM, plateforme qui réunira les chefs d'État et de Gouvernement de 53 pays européens et asiatiques.

Question 2193 (12.05.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant le **Service central d'assistance sociale :**

Am SCAS ginn Entretienen och gefilmt.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Gespréicher ginn am SCAS gefilmt oder soss opgeholl? Wéi eng legal Basis existéiert dofir?

2. Wéi eng Reegele fir den Dateschutz ginn hei applizéiert? Wien huet Zougréff op dës Opnamen?

3. Wat geschitt mat deenen Enregistrementer? Sti si och deene Persounen zur Verfügung, déi gefilmt goufen? Kënnen dës Persounen d'Zerstéierung vun deenen Opname verlaangen?

Réponse (10.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den SCAS bitt eng breet Panoplie vu Servicer un an dat majoritär op Uerder vum Geriicht an ënnert der Kontroll vum Parquet général. Gespréicher, déi am Kader vum Jugendschutz gefouert ginn, wéi zum Beispill „enquêtes sociales" oder „assistances éducatives" ginn dofir weeder gefilmt nach opgeholl. Dat selwecht gëllt och fir den Service de probation a fir de Service des tutelles. D'Agentë vum SCAS huele sech wärend oder no den Entretienen schréftlech Notizen. An deem Sënn ass keng spezifesch legal Basis verlaangt.

De Service d'aide aux victimes, un deen d'Affer sech direkt adresséiere kann, stellt d'Ausnam. Nodeems 2016 eng nei Direktioun en place gesat gouf an en Audit duerchgefouert gouf, sinn an deem Service verschidde Gespréicher gefilmt ginn, dëst exklusiv fir Formatiouns- an Weiderbildungszwecker. Am Kader vun hirer Formatioun EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing), wat eng psychotherapeutesch Method fir Traumatherapie ass, hunn zwee Psychotherapeuten aus dem SAV d'Gespréicher mat véier Clients gefilmt. Am Ganze sinn zéng Stonne Material zesummekomm.

D'Clienten si selbstverständlech am Viraus iwwer hir Rechter informéiert ginn an opgekläert ginn, wat Sënn an Zweck vun deenen Opname war. Am Virfeld hunn déi betraffe Persounen dann och hire schréftlechen Accord zu dësen Opname ginn, souwéi och hiren Accord, datt dat Filmmaterial fir Formatiounszwecker gebraucht gëtt.

D'Material ass vum jeeweilege Psychotherapeut, mam Formateur zesummen, analyséiert ginn an doropshin zerstéiert ginn. Eng Demande säitens dem betraffene Client, fir d'Material zu Verfügung gestallt ze kréien gouf et zu deem Ament net.

Question 2194 (12.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **formulaire en ligne « Formstack » :**

Den Educatiounsministère huet rezent d'Ausschreiwunge gemaach, fir e „Pool national études surveillées" an e „Pool national accueil d'enfants" opzestellen. De Ministère gëtt dobäi vum CGIE ënnerstëtzt, deen een Online-Aschreiwungsformulaire opgestallt huet, an deem perséinlech Donnéeën ergraff ginn, dorënner och d'Matricule an d'perséinlech Ënnerschréft. Dësen Online-Formulaire kënnt vun der US-amerikanescher Firma Formstack a leeft also iwwer amerikanesch Serveren, also ausserhalb vun de Reegele vum europäeschen Dateschutz (RGPD).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, fir Bildung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Consideréieren d'Ministeren, datt de Formstack-Formulaire deenen Dateschutzstandarden

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

entsprécht, déi mir zu Lëtzebuerg oder an der EU uwennen?

2. Firwat benotzt d'Regierung fir dëse Formulaire

1) keen Open Source?

2) kee lëtzebuergeschen, voire europäeschen, Server?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt eng Formstack-Ënnerschrëft den néidege Krittäre vum eIDAS entsprécht, wëssend datt mat der Ënnerschrëft eng Consultatioun vum Casier judiciaire erlaabt soll ginn?

Réponse (16.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Fir Lëtzebuerg a fir d'EU ass den Dateschutz duerch d'Dateschutz-Grondveruerdnung 2016/679 (GDPR) reglementéiert. Am Artikel 45 Paragraf 1 ass eng Iwwermëttlung vu persounebezunnenen Donnéeën un eng international Organisatioun erlaabt, wann d'Europäesch Kommissioun beschloss huet, datt déi betreffend international Organisatioun en ugemoossene Schutzniveau huet.

Ee vun der Europäescher Kommissioun 2016 unerkannte Schutzniveau ass d'EU-US-Dateschutzschëld (EU-US Privacy Shield). Dei amerikanesch Gesellschaft Formstack ass konform zum EU-US-Dateschutzschëld an ass och zertifiéiert, wat ee mat Hëllef vum follgende Link iwwerpréiwe kann: https://www.privacyshield.gov/participant?id=a2zt0000000TVUtAAO&status=Active.

Well d'Societéit Formstack kee Sëtz an der EU huet, huet dës Gesellschaft een EU-Vertrieder, wat konform ass zum Artikel 27 vum GDPR, an dat iwwert den DPR Group (https://www.dprgroup.com). Aus deem Grond entsprécht d'Kollekt, d'Ofspäicheren an d'Opruffe vun den Donnéeën iwwer e Formstack-Formulaire den Dateschutzstandarden, déi mir zu Lëtzebuerg oder an der EU uwennen.

Doriwwer eraus ass den Accès op Donnéeën, déi duerch e Formulaire gesammelt goufen, mat enger duebeler Authentifikatioun ofgesécher, dat heescht, datt all Persoun vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), déi op déi Donnéeë wëll zougräifen, sech mat enger Authentifizéierungsmethod (Luxtrust, IAM-Token) muss authentifizéieren.

ad 2.

1) De MENJE probéiert ëmmer do, wou et eng Méiglechkeet gëtt, op Open-Source-Produiten zréckzegräifen. An dësem konkreete Fall gëtt et awer keng Open-Source-Produiten, déi den Ufuerderungen u komplex Formulairë gerecht ginn. Aus deem Grond huet sech de MENJE, no enger déiwer Analys vun all de Produiten um Marché, fir de Produit vu Formstack entscheet, och grad aus deem Grond, well Formstack konform zu eisen Dateschutzufuederungen ass.

2) Bei einfache Formulairen ass déi Fro sécherlech berechtegt an et kéint een effektiv déi Formulairen intern erstellen an déi ofgefroten Donnéeën op lëtzebuergeschen oder europäesche Serveren ofspäicheren. Et ass awer esou, datt et sech oft ëm „intelligent" Formulairë mat logesche Funktiounen, mat automateschen Notifikatiounen a mat integréierten Aarbechtsofleef handelt, déi een net einfach ëmmer erëm nei erstelle kann. Fir den Aarbechtsopwand an domadder och indirekt Käschten ze reduzéieren, gouf op e professionellen Outil zréckgegraff.

ad 3. Et ass esou, datt de MENJE weess, datt eng Formstack-Ënnerschrëft net den néidege Krittäre vum eIDAS entsprécht an dofir am Prinzip net op Formstack-Formulairen an deem Kontext soll benotzt ginn.

Allerdéngs kann eng Persoun iwwer eng Formstack-Ënnerschrëft seng aktiv Awëllegung ginn, konfom zum Artikel 7 vum GDPR.

Question 2195 (12.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **fonds de soutien pour le tourisme :**

Le Gouvernement et la Commission européenne ont plaidé pour que les intérêts du voyageur soient protégés et que par conséquent, celui-ci soit intégralement remboursé des sommes qu'il a avancées. Dans la mesure où les sommes engagées par le voyageur ne sont plus en possession des agences de voyages ou des tour-opérateurs, car elles ont été soit transférées aux différents prestataires (compagnies aériennes, hôteliers, croisiéristes) soit utilisées pour couvrir les frais de fonctionnement, l'Union luxembourgeoise des agences de voyages (ULAV) plaide pour la mise en place d'un fonds de soutien, afin que chaque agence puisse rembourser ses clients. Les acteurs du tourisme luxembourgeois auraient besoin d'un soutien à hauteur de 20 millions d'euros pour pouvoir remédier à la crise du Covid-19.

Toujours dans le contexte de la crise du Covid-19, l'ULAV souligne aussi qu'il serait important que les agences de voyages et tour-opérateurs, qui en auraient besoin, puissent continuer à bénéficier du chômage partiel au-delà de la période de crise, car celle-ci sera bien plus longue pour le secteur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres, le Gouvernement envisage-t-il de venir en aide au secteur des agences de voyages ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière concrète ?

- La proposition d'une mise en place d'un fonds de soutien au tourisme constitue-t-elle une option ?

- Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger la mesure du chômage partiel pour le secteur en question ?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Gouvernement a mis en place plusieurs mesures de soutien en faveur des petites et moyennes entreprises touchées par les conséquences financières associées à la pandémie du Covid-19, dont peuvent profiter les agences de voyages.

Une indemnité d'urgence à destination des très petites entreprises a ainsi été créée. Grâce à cette mesure, les entreprises de moins de dix salariés peuvent bénéficier d'une aide financière immédiate et non remboursable de 5.000 euros. Il a également été décidé d'introduire une indemnité unique, qui s'élève à un montant forfaitaire de 12.500 euros, pour les entreprises qui occupent entre dix et 20 personnes. À cela s'ajoute une indemnité complémentaire non remboursable de 5.000 euros accordée aux entreprises de moins de dix salariés. Par ailleurs une aide remboursable de maximum 500.000 euros pour soutenir les entreprises qui subissent des difficultés financières temporaires liées au Covid-19 a été mise en place. Qui plus est, le Gouvernement, à travers la Société nationale de crédit et d'investissement, vient de mettre en place une formule de prêt indirect de développement destinée à remédier aux problèmes de liquidité des agences de voyages.

Il est à noter en outre que le Gouvernement a suspendu provisoirement les effets de la résiliation des contrats de voyages à forfait pendant l'état de crise. Cette décision a été prise afin d'éviter une accumulation massive de demandes en remboursement qui serait susceptible d'engendrer un risque financier conséquent pour la survie du secteur concerné.

Un projet de loi a été déposé afin de créer un fonds de relance et de solidarité pour entreprises pour une période de six mois commençant au 1er juillet, pour offrir notamment aux entreprises du secteur du tourisme une aide directe mensuelle de 1.250 euros par salarié en poste et de 250 euros par salarié au chômage partiel. Ce fonds, dont pourront profiter les agences de voyages, sera complémentaire au chômage partiel structurel simplifié dans une double optique de soutenir la reprise des activités et d'encourager le maintien dans l'emploi. En vue de remettre le tourisme de loisirs sur le chemin de la reprise un fonds du tourisme pour le soutien et la relance du secteur touristique associatif à hauteur de trois millions d'euros sera également mis en place.

Conscient que bon nombre d'entreprises vont continuer à souffrir des effets négatifs de la crise sanitaire au-delà de la fin de l'état de crise, il a été retenu de continuer à les accompagner par l'instrument du chômage partiel jusqu'à la fin de l'année en cours.

Les entreprises des secteurs de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur évènementiel, considérés comme des secteurs vulnérables dans lesquels la situation des entreprises est particulièrement difficile, pourront bénéficier d'un accès accéléré au chômage partiel de source structurelle, sans limitation du nombre de salariés qui y auront droit.

Question 2196 (13.05.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **compensation écologique :**

Malgré les efforts entrepris pour éviter et réduire la dégradation environnementale provoquée par les projets d'infrastructures publics et privés, des impacts négatifs sur les biotopes et habitats naturels sont parfois inévitables. Pour cette raison, le législateur a introduit l'obligation de compensation écologique, reformée par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'objectif principal de la compensation est d'éviter la « perte nette » de biodiversité, en restaurant ou en recréant notamment des écosystèmes, habitats, biotopes dont la composition, la structure et les fonctions sont les plus proches possibles de ceux qui ont été endommagés.

Afin de déterminer l'envergure des mesures nécessaires pour compenser un projet sur un terrain, un bilan écologique est établi, exprimant en éco-points la différence de la valeur écologique avant travaux et de la situation projetée après la réalisation des travaux. De manière générale, les mesures compensatoires prises en vertu du bilan écologique sont effectuées dans les pools compensatoires. Notons que le ciblage des mesures est régi par des règles d'équivalence : les biotopes « compensatoires » doivent être de valeur écologique au moins équivalente aux biotopes protégés réduits, détruits ou détériorés.

Dans ce contexte, j'aimerais me renseigner sur la mise en œuvre du système de compensation écologique depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :

1) Quelle surface est actuellement gérée dans le pool compensatoire national ? Madame la Ministre serait-elle en mesure de fournir de plus amples informations sur les biotopes et habitats inclus dans ce pool et sur la valeur écologique totale de ce dernier ?

2) Combien de pools compensatoires régionaux existe-t-il actuellement et quelles communes ou syndicats de communes les gèrent ? Madame la Ministre pourrait-elle élaborer sur les types et surfaces des biotopes ou habitats gérés par ces pools, ainsi que sur la valeur écologique des pools respectifs ? Quelle est la proportion de mesures réalisées et projetées ?

3) Madame la Ministre peut-elle me fournir des détails sur la valeur monétaire des compensations qui ont d'ores et déjà été effectuées dans les pools compensatoires, respectivement en dehors des pools compensatoires ?

4) Combien de mesures compensatoires ont effectivement été réalisées ? Quels sont les délais et critères applicables dans ce contexte ?

Le site www.compensation.lu a été lancé pour sensibiliser le grand public à la compensation écologique. En avril 2020, l'Administration de la nature et des forêts a également publié une brochure élaborant les principes de la compensation écologique et les démarches à suivre.

5) Dans ce contexte, est-il envisagé de rendre accessible au public les détails concernant les diverses mesures compensatoires prises en vertu de la loi du 18 juillet 2018 précitée ? Dans l'affirmative, quelle forme la publication des détails pourrait-elle prendre ?

Réponse (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le principe de la compensation écologique s'appuie sur l'obligation de réparation de dommages écologiques engendrés par des constructions ou aménagements privés ou publics. L'enjeu de la compensation est de concilier la protection de la nature et de la biodiversité avec le développement économique et démographique et les phénomènes d'urbanisation et d'artificialisation des territoires.

Dans beaucoup de pays, la responsabilité pour la réalisation de mesures compensatoires incombe aux maîtres d'ouvrage. Au Luxembourg, ceux-ci participent, de manière générale, à la mise en œuvre des mesures compensatoires dans ce qu'on appelle des pools compensatoires. Les pools compensatoires constituent un patrimoine foncier, qui est aménagé pour des besoins de compensation futurs en y réalisant des projets écologiques d'envergure.

Contre le payement d'une taxe, les maîtres d'ouvrage peuvent se dédouaner de leur obligation de compenser le dommage écologique causé par leur projet.

Cette démarche permet notamment de réduire les délais de réalisation des mesures compensatoires, et ainsi de diminuer les pertes de biodiversité pouvant survenir entre la réalisation d'un projet d'aménagement et la mise en œuvre effective des actions de compensation.

En outre, elle rend possible une mutualisation entre les compensations de plusieurs projets d'aménagement, afin de réaliser des économies d'échelle et de favoriser la cohérence écologique. Cette démarche permet également de mieux aligner les différentes mesures compensatoires avec les priorités nationales en matière de protection de la nature.

En dehors de ces aspects purement écologiques, le nouveau système compensatoire comporte de toute évidence des éléments de stimulation de l'économie verte, dans la mesure ou des secteurs avec a priori des effets collatéraux négatifs sur l'environnement, opèrent à travers la taxe de remboursement des transferts financiers vers des activités économiques de production de biens et de services qui contribuent à l'amélioration et à la gestion durable de l'environnement naturel.

ad 1) Depuis 2015, l'Administration de la nature et des forêts (ANF) est activement engagée dans l'acquisition de terrains pour le compte du pool compensatoire national par le biais du Comité d'acquisition du Ministère des Finances. Sur un total d'environ 445,12 hectares acquis par l'État pour le compte du pool compensatoire national, 386,14 ha sont actuellement mobilisés pour la réalisation de mesures compensatoires. En fonction de l'état d'avancement des différents projets, ces mesures sont soit déjà réalisées, soit en cours de réalisation, soit à un stade d'avant-projet prévus pour être réalisées au cours des 24 mois à venir. En total, les bilans écologiques cumulés de ces 386,14 ha révèlent un potentiel de création et valorisation de 40.918.000 éco-points. Concernant les biotopes et habitats créés ou restaurés dans le cadre des projets du pool compensatoire, les mesures suivantes ont déjà été mises en œuvre ou sont en planification :

- restauration et création de prairies extensives du type prairie maigre de fauche (code 6510), de pelouses sèches ou de pâturages extensifs ;
- structurations paysagères ;
- renaturation de cours d'eau ;
- extensification de labours ;
- restauration et construction de murs à maçonnerie sèche ;
- restauration landes à callune ;
- création de mares ;
- boisement compensatoire.

ad 2) À l'heure actuelle, aucune zone destinée à la création d'un pool compensatoire régional n'a été ni approuvée, ni soumise à approbation en vertu de l'article 64 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 3) En conséquence à la réponse précédente, les informations relatives aux dépenses réalisées jusqu'à l'heure actuelle pour assurer les mesures en lien avec la création et la gestion du pool compensatoire national peuvent être ventilées de manière suivante :

Achat terrains	14.415.461,00 €
Planification	452.609,31 €
Réalisation	735.045,33 €
Total	15.603.115,64 €

En vertu de l'article 66, l'ANF gère uniquement le registre permettant l'enregistrement et la comptabilisation en éco-points de mesures compensatoires. En conséquence, l'ANF ne dispose pas d'informations quant aux dépenses - en termes de valeur monétaire - relatives aux mesures compensatoires réalisées en dehors des pools compensatoires et donc au compte propre des maîtres d'ouvrage, effectuées en vertu de l'article 63, paragraphe 3.

ad 4) En complément à la réponse sub. 1., l'ANF a entamé la mise en œuvre de mesures compensatoires dans dix zones du pool compensatoire national, correspondant à 353,47 hectares et révélant un potentiel de création et de valorisation de 36.560.298 éco-points, après 25 ans de gestion.

Les délais et critères dépendent du temps de maturation inhérents aux différents biotopes et habitats restaurés ainsi que l'évolution de ces derniers en fonction des conditions locales et l'occurrence d'imprévus ou conditions météorologiques changeantes. L'ANF envisage de procéder à l'enregistrement définitif des mesures du pool compensatoire au cas par cas et sur base de dossiers soumis au ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, tel que prévu à l'article 64, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018. Ce dossier devra contenir une expertise des biotopes et habitats à enregistrer certifiant leur conformité aux définitions

reprises au règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

ad 5) À part la brochure et le site Internet mentionnés par l'honorable Député, les projets du pool compensatoire bénéficiant d'une approbation ministérielle en vertu de l'article 64, paragraphe 2 sont publiés sur le géoportail, sous le domaine de l'environnement et la rubrique « mesures compensatoires » (http://g-o.lu/3/0VKq). Chaque projet y est décrit par une fiche signalétique reprenant les principales informations relatives à sa localisation, la situation initiale et les objectifs et mesures de compensation.

Question 2197 (13.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **stockage géologique de déchets nucléaires :**

Déi belsch Pläng, fir no un der Lëtzebuerger Grenz atomar Offäll ze stockéieren, suerge bei der Lëtzebuerger Ëmweltministesch fir grousst „Onversteesdemech".

De 15. Mee 2018 huet d'Chamber de Projet de loi N° 7177 eestëmmeg votéiert. Bei dësem Projet de loi goung et ëm en Accord tëscht dem Grand-Duché an der Belsch betreffend d'Gestioun an den definitive Stockage vum radioaktive lëtzebuergeschen Offall um Territoire vun der Belsch. Wärend der deemoleger Chamberdebatt hat en Deputéierte Follgendes ze bedenke ginn:

„(…) Et kann ee sech och froen, wéi d'Diskussioun an der Belsch virugeet ëm de Stockage vun de radioaktiven Offäll. Wéi d'Madamm [Rapportrice] richteg gesot hat, hu si och nëmmen e provisoresche Site. An der Belsch gëtt et nach keen definitive Site fir radioaktiv Offäll. An et muss een also och d'Fro stellen: Wéi geet déi Diskussioun an der Belsch virun? An ass et wierklech eng op laang Dauer kredibel Léisung, déi eis hei proposéiert gëtt?"

Den Artikel 2 vum bilateralen Ofkommes mat der Belsch hält iwwerdeems fest:

« Les déchets radioactifs luxembourgeois conditionnés seront entreposés en Belgique jusqu'à leur stockage définitif dans les respects de la réglementation belge en vigueur. »

Am Artikel 7 steet:

« Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à couvrir tous les coûts occasionnés sur le territoire belge en exécution de l'article 2. » A weider: « Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à s'acquitter de toutes les redevances présentes et futures pour la gestion à long terme sur le territoire belge des déchets radioactifs luxembourgeois qui font objet de cet accord, conformément au cadre règlementaire en vigueur en Belgique. »

An de belsche Medien, tous médias francophones confondus, schwätzt déi belsch Ëmweltministesch vun engem « incident diplomatique sérieux » an ass irritéiert vun den Aussoe vun hirer lëtzebuergescher Homologue.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, waren d'Plaze fir de Stockage vum radioaktive Material Sujet vun Diskussioune wärend de Verhandlungen ëm de besote bilateralen Accord? Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Diskussioune gewiescht? Wann net, firwat net?

2. Wëssend, datt scho wärend den Diskussiounen an der Chamber Bedenken opkomm sinn, betreffend de futur Site fir de Stockage vum radioaktive Material - goufen et duerno nach eng Kéier Concertatioune mat de belschen Autoritéiten? Wa jo, wéini, wou a wat ass derbäi erauskomm? Wann nee, firwat net?

3. Madamm Ministesch, hat Dir well Gespréicher mat de belschen Autoritéite betreffend déi laangjäreg, vun der Zivillgesellschaft gefuerdert, Fermeture vun de Centrales nucléaires an der Belsch? Wa jo, wat war de Fin mot vun dëse Gespréicher?

4. Wéi vill Material vu Lëtzebuerg ass momentan an der Belsch entreposéiert? Wéi vill huet Lëtzebuerg déi lescht Jore fir de Stockage vun dësem Material bezuelt?

5. Konform zum Artikel 2 a 7 vum bilateralen Accord - wäert Lëtzebuerg sech, am Fall wou déi Sitten no un der lëtzebuergescher Grenz realiséiert géife ginn, mat un de Käschte fir de Bau bedeelegen?

6. Madamm an Här Minister, firwat ass am Kader vum bilateralen Ofkommes net en Arrangement fonnt ginn zesumme mat de belschen Autoritéiten, fir déi futur Sitten net an der Grenzregioun ze installéieren?

7. Madamm Ministesch, hutt Dir mat Ärer belscher Homologue Kontakt opgeholl, ier Dir mat der Revelatioun vum Stockage no der lëtzebuergescher Grenz un d'Press erugetruede sidd? Wann net, firwat net?

8. Madamm Ministesch, hutt Dir Iech mat der Regierung concertéiert, ier Dir mat der Revelatioun vum eventuelle Stockage vu radioaktivem Material no der lëtzebuergescher Grenz un d'Press erugetruede sidd? Wann net, firwat net?

Réponse commune (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Direktiv 2011/70/Euratom schreift vir, datt all Memberstaat een nationale Programm ëmsetze muss, deen all d'Etappe vun dem Entstoe vum Offall bis zur Entsuergung ofdeckt. De Wee hin zur Entsuergung ass an all Memberstaat e ganz laange Prozess, wouvun an der Belsch elo déi éischt Etapp an der Diskussioun ass.

Zu deem Moment, wou d'Verhandlungen zum Accord gefouert gi sinn, war de Prinzip vun der Endlagerung an der Belsch nach net offiziell festgehalen. Deemno wier eng Diskussioun iwwert d'Plaz oder d'Plaze fir de Stockage wärend de Verhandlunge just spekulativer Natur gewiescht.

ad 2. Den Accord reegelt wichteg Prinzippien iwwert d'Verbrénge vu Lëtzebuerger radioaktiven Offäll an d'Belsch. No der Ratifikatioun vun dem Accord a béide Länner lafe fir de Moment Echangen, fir déi administrativ an technesch Detailer bei der Ëmsetzung vum Accord ze klären. An deem Kader gouf et e puer Reuniounen an Echangë vu Lëtzebuerger Säit mat der belscher Agence fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall (ONDRAF) an dem Wirtschaftsministère aus der Belsch. D'Fro vum Site war zu kengem Moment um Ordre du jour.

ad 3. D'Regierung geet dovunner aus, datt sech d'belsch Regierung un dat belscht Gesetz vum 31. Januar 2003 iwwert den Atomausstig hält an dee leschte Reakter den 1. Dezember 2025 vum Netz geet an d'Ëmweltministesch an den Energieminister engagéiere sech op alle Niveaue géint d'Atomenergie. D'nukleaart Haftungsgesetz, wat vun der Justiz- an der Ëmweltministesch zesummen abruecht a vun der Chamber gestëmmt gouf, gëtt der Lëtzebuerger Regierung d'Méiglechkeet, mat Nodrock op d'Anhale vun dëser Echeance ze insistéieren.

ad 4. Bis elo ass e Volume vun 0,510 m^3 an d'Belsch transferéiert ginn. Dëst huet 182.981, 67 € kascht.

ad 5. D'Lëtzebuerger Regierung wäert sech mat alle juristeschen a politesche Mëttelen derfir asetzen, datt keen Endlager un eis Grenz kënnt. Esou huet d'Ëmweltministesch den 11. Juni 2020 e kriteschen Avis un déi belsch Ëmweltministesch an un d'ONDRAF geschéckt.

ad 6. Zu deem Moment, wou d'Verhandlungen zum Accord gefouert gi sinn, war de Prinzip vun der Endlagerung an der Belsch nach net offiziell festgehalen.

ad 7. Et handelt sech net ëm eng Revelatioun. Meng Servicer si vun der ONDRAF iwwer E-Mail, zesumme mat deenen aneren EU-Staaten, iwwert de Lancement vun der Prozedur an der Belsch informéiert ginn. An der selwechter E-Mail ass eis och matgedeelt ginn, datt keng grenziwwerschreidend Effekter am Kader vun der SUP (Strategische Umweltprüfung) analyséiert ginn.

Dëst ass och eis Haaptkritik zu dësem Moment vun der Prozedur. Eiser Analys no kënne grenziwwerschreidend Impakter net ausgeschloss ginn a hätte missen analyséiert ginn. Och hätt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Bierger missen „en bonne et due forme" consultéiert ginn an net nëmmen informéiert. Esou gesäit et souwuel de Protokoll vu Kiew zur Espoo-Konventioun wéi och d'SUP-Direktiv (Directive 2001/42/CE) vir.

ad 8. De Regierungsrot war am Viraus iwwert dës Demarche informéiert an huet se ënnerstëtzt.

Question 2199 (13.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement du personnel pour les centres de dépistage du coronavirus :**

Enn Abrëll gouf ugekënnegt, datt d'ganz Lëtzebuerger Populatioun an d'Frontalieren op de Coronavirus solle getest ginn. 20.000 Tester den Dag kéinte gemaach ginn, huet et geheescht. D'Logistik ass awer nach net prett an déi staatlech Servicer ginn nach net fir déi flächendeckend Tester opgestallt.

Am Kontext vun dësem Projet, dee bis haut nach net fäerdeg organiséiert ass, stéisst een op Facebook alt op international Annoncen, wou Personal fir befriste Vollzäitaarbechtsplazen an de Covid-19-Testzentren zu Lëtzebuerg gesicht gëtt. Dës Annoncë gi publizéiert vun enger däitscher Interimsentreprise. Op hirem däitsche Facebook-Site fënnt ee sechs Annoncen, wou Personal fir ënnerschiddlech Aktivitéiten an der Sécherheet (Uerdnungspersonal), der Gesondheets- a Krankefleeg, der Dateveraarbechtung, der Labortechnik a medezinnescht Personal geziilt fir Lëtzebuerg gesicht gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir d'Recherche gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass déi Personalvermëttlungsagence ausgesicht ginn? An ass dës exklusiv beoptraagt ginn, fir dat néidegt Personal fir Lëtzebuerg ze fannen?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg keng vergläichbar Agence, déi dësen Optrag hätt kënnen ausféieren?

3. Ass dat geschitt, wéi all Méiglechkeeten, zu Lëtzebuerg Personal ze fannen, zum Beispill iwwert d'ADEM, ausgeschäfft waren?

4. Wat ass de Statut vun deene Leit? Schaffe si no Lëtzebuerger Recht mat enger Lëtzebuerger Pai a si si an engem CDD oder als Interimaire ugestallt?

5. Stëmmt et, datt dës Jobofferen ausschliisslech am Ausland publizéiert gi sinn oder huet de Ministère Efforte gemaach, fir an éischter Linn Personal zu Lëtzebuerg ze fannen?

6. War déi däitsch Entreprise op d'mannst ugehalen, och zu Lëtzebuerg ze sichen?

7. Huet eng Lëtzebuerger Entitéit, déi Personal iwwert eng international Interimsagence sicht, weider d'Obligatioun, d'ADEM iwwert hire Besoin u Personal ze informéieren?

Réponse (15.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Déi geplangten Testserie gëtt, am Optrag vum Luxembourg Institute of Health (LIH), zum groussen Deel vun de Laboratoires Réunis Luxembourg (LRL) ausgefouert. D'Firma Ecolog ass ee Sous-traitant vun den LRL, déi am Kontext vum Projet mat den Aspekter vun der Logistik an dem Astelle vum néidege Personal fir d'Asammele vun de Prouwe beoptraagt gouf. De Choix ass op d'Firma Ecolog gefall, well dat eng Entreprise ass, déi jorelaang Erfarung an dëse Beräicher huet.

Et kann ee generell dozou soen, datt Ecolog mat lëtzebuergeschen Agencen zesummeschafft, fir an dëser Krisenzäit, primairement, Personal aus Lëtzebuerg oder der Groussregioun ze rekrutéieren. Well een zurzäit wéinst der Covid-19-Kris awer leider net exklusiv op lokal oder regional Mataarbechter aus dem Gesondheetssecteur zréckgräife kann, war der Firma Ecolog hiren Optrag ënner anerem och, derfir ze suergen, dass een och op Personalressourcen ausserhalb vu Lëtzebuerg oder der Groussregioun kéint zréckgräifen, fir de Fall wou een déi Leit hei net géif fannen.

An dësem Projet stinn zudeem och Leit aus der nationaler Réserve sanitaire ënner Vertrag.

95 % vun de Mataarbechter sinn no lëtzebuergeschem Recht an duerch verschidden zu Lëtzebuerg registréiert Agencen agestallt. Déi reschtlech ugestallte Persoune sinn nom däitsche Recht an däitsche Gehaltsniveau rekrutéiert. Et komme souwuel CDDe wéi och interimaire Aarbechtsverträg beim administrativen a logistesche Personal zur Uwendung.

Question 2201 (13.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**efficacité des bandanas utilisés comme protection contre la Covid-19 :**

Am Kontext vun der Coronakris hunn divers Regierungsvertrieder de Leit erkläert, si kéinten amplaz Schutzmasken och e Buff oder Änleches droen. Dozou sief och bemierkt, dass all Schüler zwee Buffe vun der Regierung zur Verfügung gestallt krut oder kritt.

An der Froestonn gëschter sot den Här Bildungsminister, dass si d'Qualitéit vun deene Buffen net getest hunn an hie géif och dovunner ofroden, se sou oft ze diebelen, bis se dicht sinn, well ee soss Ootmungsproblemer kéint kréien.

Um offizielle Site vu Buff heescht et zu hirem Produit:

„Obwohl unsere multifunktionalen Kopfbedeckungen die gesamte Vorderseite des Gesichts (Nase, Mund, Kinn und Hals) bedecken, ist wissenschaftlich nicht erwiesen, dass sie die Ansteckung oder die Übertragung eines Virus, einer Krankheit oder eines Leidens auf andere Personen verhindern."

D'Regierung huet jo oft gewarnt, dass d'Droe vu Schutzmasken de Leit eng falsch Sécherheet kéint vermëttelen. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro liest een niewebäi Follgendes zum Droe vu Masken:

« Il est également important d'informer la population sur les limites de protection qui concernent le porteur du masque même, et la nécessité de respecter en toute occasion les autres consignes d'hygiène et de distanciation interpersonnelle. »

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

- Wéi kann d'Regierung d'Leit dozou ermuddegen, e Buff ze droen, wa souguer de Produzent selwer schreift, dass et net wëssenschaftlech erwisen ass, dass dës Gesiichtsbedeckung hëlleft, d'Iwwerdroe vum Coronavirus ze verhënneren? Oder op wéi eng wëssenschaftlech Studien huet sech d'Regierung bei hiren Aussoe baséiert?

- Stinn d'Aussoe vun der Regierung am direkte Widdersproch zu anere Regierungsaussoen iwwer eng falsch vermëttelt Sécherheet?

- Hätt d'Regierung, änlech wéi se dat de Gemenge virgehalen huet, d'Leit net besser missen iwwert d'Limitte vum Droe vun de Buffen informéieren?

- Wéi bewäert d'Madamm Minister deemno d'Verdeele vu Buffen un d'Schüler? Sinn d'Schüler iwwert d'Limitten dovunner informéiert ginn? Deelt d'Madamm Minister follgend Aussoe betreffend d'Buffe vum Bildungsminister: „Was die Sicherheit betrifft, ist es nichts anderes als ein Mundschutz"?

Réponse commune (15.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et ginn effektiv nëmme limitéiert Studien iwwert d'Effikassitéit vu sougenannten „alternative" Masken oder Mond-Nuese-Schutz. Et muss een och drop hiweisen, dass et sech heibäi net ëm standardiséiert Produkter handelt, mee dass jee no Qualitéit vum Stoft d'Wierksamkeet variéiere kann, an dofir keng allgemeng gülteg Schlussfollgerunge kënne gezu ginn, wéi dat bei engem genormte Produkt méiglech ass.

Aus der aktueller medezinnescher a wëssenschaftlecher Literatur geet awer ganz kloer Follgendes ervir:

1. D'Droe vun engem Mond-Nuese-Schutz (y compris déi selwer gemaachte Masken) gëtt eng kloer Protektioun géint d'Infektioun mat Viren, déi iwwer Drëpsen iwwerdroe ginn[1];

2. déi standardiséiert Masken hunn eng liicht besser Filterfonktioun wéi d'stofte Masken[2];

3. d'stofte Masken ginn eng manner gutt Protektioun géint d'Infektioun wéi déi standardiséiert Masken [3] [4] [5].

Bei der ganzer Diskussioun muss een awer och bedenken, dass aner Facteure matspillen, wann ee gären hätt, dass d'Leit och d'Maske richteg a reegelméisseg undinn. Esou emfanne vill Leit d'chirurgesch Masken als desagreabel a kloe ganz schnell iwwer verschidde Beschwerden (Kappwéi, Otemproblemer, Schwindelgefiller etc.). Dëst schéngt manner de Fall ze si bei stofte Masken. Et weess een och, dass et bei de Kanner vu sechs bis zwielef Joer oft schwiereg ass, dass si eng Mask richteg undinn an opbehalen iwwert d'Zäit. Dofir kann hei e „Buff" eng méi praktesch an effizient Alternativ sinn.

[1] Chu, DK et al. Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of SARS-CoV-2 and Covid-19: a systematic review and meta-analysis. Lancet 2020, June 1. Online publication.

[2] Konda, A. et al. Aerosol filtration efficiency of common fabrics used in respiratory cloth masks. ACS NANO, 2020, April 21. Online publication.

[3] Godoy, LRG. et al. Facial protection for healthcare workers during pandemics: a scoping review. BMJ Global Health 2020, April 23. Online publication.

[4] MacIntyre, CR. et al. A cluster randomised trial of cloth masks compared with medical masks in healthcare workers. BMJ Open 2015, March 15. Online publication.

[5] Davies, A. et al. Testing the efficacy of homemade masks: would they protect in an influenza pandemic Disaster Med Public Health Preparedness 2013; 7:413-8.

Dëst war och d'Iwwerleeung vum Educatiounsministère. De „Buff" ass just eng Optioun, déi den Educatiounsministère all Schüler an all Enseignant zur Verfügung gestallt huet, fir d'Schoulcommunautéit beschtméiglech ze schützen. Et ass dem Enseignant oder dem Schüler deemno iwwerlooss, ob se de „Buff" droen oder en alternativen Mondschutz. Bei all den ausgedeelte „Buffen" un d'Schüler an un d'Enseignantë louchen Informatiounsziedelen derbäi, déi iwwert d'Utilisatioun vum „Buff" opgekläert hunn. D'Elteren an d'Enseignantë goufen och iwwer eng Newsletter informéiert.

D'Ausso vum Fabrikant vum „Buff", dass säi Produkt kee wëssenschaftlech bewisene Schutz géint Infektiounen ass, muss een och am Sënn verstoen, dass de Fabrikant hei keng legal Responsabilitéit wëllt iwwerhuele fir e Produkt, dat hie jo absichtlech net als „Medizinprodukt" op de Maart bréngt. Géif hie säi Produkt als „Medizinprodukt" kommerzialiséieren, misst hie ganz aner legal Oplage respektéieren, wat aus finanzieller Siicht fir de Produzent sécher net interessant wär.

Question 2202 (13.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Memorandum of Understanding :**

En date du 27 mars 2020, le Mouvement écologique a saisi la CAD, conformément à l'article 10 de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, afin que celle-ci rende un avis entre autres quant à la communication du Memorandum of Understanding (« MoU ») précité, le Ministère de l'Économie ayant estimé que le document était de nature confidentielle.

La question de la communication du MoU dans le cadre du projet de data center à Bissen, mais également dans d'autres dossiers notamment celui des activités spatiales promues par le Gouvernement a fait l'objet de nombreuses discussions en commission et de plusieurs questions parlementaires[6] et notamment d'une question parlementaire n° 0681 du 8 mai 2019 dans laquelle le soussigné et Monsieur Gilles Roth souhaitaient savoir, si le Gouvernement entendait soumettre à approbation de la Chambre des Députés les MoU et autres accords que l'État serait amené à signer avec des pays ou des entreprises. Dans sa réponse du 27 mai 2019, le Gouvernement a estimé que « la conclusion de telles déclarations n'étaient soumises au respect d'aucune procédure particulière et relève de la politique du pouvoir exécutif ».

Dans son avis du 4 mai 2020 (avis R-3/2020), la CAD a estimé que l'accord en question rentrait dans le champ d'application de la loi de 2018, et était partant communicable. La commission a aussi estimé, après analyse du MoU que celui-ci ne refermait aucun élément de nature confidentielle qui empêcherait sa communication. La CAD a également donné à considérer que, quand bien même un document daterait d'avant l'entrée en vigueur de la loi de 2018 précitée et ne doit en principe pas faire l'objet d'une communication spontanée par les administrations, il en est autrement en cas de demande de communication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs le Premier Ministre, Ministre d'État et Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Le Gouvernement est-il au courant de l'avis de la CAD précité ?

- Le Gouvernement va-t-il se conformer audit avis et communiquer le MoU voire rendre public celui-ci ?

- Le Gouvernement entend-il communiquer ledit MoU également à la Chambre des Députés conformément à la question parlementaire précitée ?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas au vu de l'avis de la CAD que la Chambre des Députés doit être saisie lorsque de tels accords sont signés, et ce afin que la Chambre des Députés puisse exercer les prérogatives qui sont les siennes et notamment son pouvoir de contrôle de l'exécutif ?

Réponse commune (09.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Gouvernement est conscient de l'avis de la Commission d'accès aux documents (CAD) rendu à propos de la question de la communication du MoU dans le cadre du projet de data center à Bissen.

La CAD a adopté son avis en date du 4 mai 2020 et l'a transmis le 6 mai 2020 au Ministère de l'Économie. Il y a lieu de relever que la CAD est un organe collégial composé de cinq membres dont les avis ont une portée consultative.

Le Gouvernement a décidé de ne pas suivre l'avis de la CAD du 4 mai 2020 et de rejeter la demande de communiquer le document sollicité. En vertu des dispositions de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, le refus est susceptible de faire l'objet d'un recours. Le Gouvernement reste d'avis que le MoU fait partie des documents non communicables.

Question 2204 (14.05.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **infections détectées dans des abattoirs :**

Ces derniers jours de nombreux foyers d'infection ont été détectés dans des abattoirs en Allemagne et aux États-Unis. Parmi eux figurent quatre abattoirs dans le nord et l'ouest de l'Allemagne.

La plupart des travailleurs contaminés sont des étrangers, logés par des entreprises d'intérimaires dans des logements insalubres et contraints à la promiscuité. Les conditions de travail des salariés dans les abattoirs américains ne sont guère meilleures. Dans un des abattoirs allemands plus de 200 salariés ont été testés positif au Covid-19. Dans une autre structure située dans le sud du pays près de Karlsruhe, 200 contaminations avaient été enregistrées fin avril. Le secteur entier compte maintenant tester tout son personnel. Certains « Länder » ont déjà ordonné la mise en quarantaine des salariés. Il est à noter que le nombre de contrôles dans les abattoirs allemands a été fortement réduit durant les dix dernières années.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que des cas d'infection ont déjà été détectés dans les abattoirs luxembourgeois ? Vu la situation actuelle en Allemagne, les personnes travaillant dans un abattoir au Luxembourg sont-elles à considérer comme « cluster » qu'il est nécessaire de faire tester prioritairement ? Dans l'affirmative, des tests systématiques de ces travailleurs sont-ils envisagés ?

2) Quelles mesures spécifiques ont été mises en place dans les abattoirs luxembourgeois pour protéger les travailleurs et les produits animaliers contre le Covid-19 ?

3) Vu les critiques récentes concernant les conditions d'hygiène insuffisantes dans les abattoirs allemands et américains, Monsieur le Ministre peut-il affirmer que ces conditions sont scrupuleusement respectées au Luxembourg ? Quelle est l'évolution du nombre de contrôles dans les abattoirs depuis 2010 ?

4) Est-ce que des contrôles spécifiques sont actuellement effectués dans le contexte du Covid-19 ? Dans la négative, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'intensifier le contrôle des importations de viande provenant de l'Allemagne ou des États-Unis ?

5) Quelles sont les répercussions de la fermeture temporaire de certains abattoirs allemands et américains sur le secteur de la viande au niveau mondial ? Quelles sont les conséquences pour le marché luxembourgeois de la viande ?

Réponse commune (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Cinq cas positifs au SARS-CoV-2 ont été détectés parmi le personnel administratif dans un abattoir au Luxembourg. Les abattoirs dans lesquels ont lieu également le désossage et la première découpe des carcasses ont l'habitude, tout comme les autres établissements du secteur alimentaire, de respecter des règles strictes en matière d'hygiène afin d'assurer la sécurité alimentaire tout au long de l'année. Néanmoins, durant cette crise, des règles supplémentaires d'hygiène ont été instaurées au niveau des abattoirs en vue de la protection sanitaire des travailleurs d'autant plus que la distanciation n'est pas toujours facile à respecter vu le travail sur des chaînes d'abattage respectivement de découpe. Toutes ces mesures expliquent le nombre très restreint de cas.

Vu ces constats, il reviendra à la discrétion des autorités sanitaires de prévoir des tests au niveau du cluster des travailleurs d'abattoirs.

ad 2) À côté des règles élémentaires d'hygiène qui sont respectées en temps normal, certaines mesures supplémentaires au niveau de l'hygiène du personnel et du matériel ont été mises en place par les responsables des abattoirs. Ainsi, le port du masque a été rendu obligatoire dès le début de la crise sanitaire pour tous les travailleurs et il y a eu de nombreux rappels concernant l'hygiène des mains par un lavage et une désinfection fréquents. En outre, le nettoyage et la désinfection du matériel ont été intensifiés.

ad 3) Toutes ces mesures ont été mises en place par les responsables des abattoirs en étroite collaboration avec l'Administration des services vétérinaires. Un premier contrôle est opéré par les responsables qualité des abattoirs qui, tout au long de l'année, réalisent les contrôles suivant le principe « HACCP » (« Hazard Analysis and Critical Control Points ») qui se résument à des contrôles visuels ainsi qu'à des analyses de laboratoire. En surplus de cet autocontrôle figure le contrôle officiel qui est effectué en continu puisque les vétérinaires-inspecteurs de l'ASV sont obligatoirement présents durant toute la durée des activités d'abattage et réalisent des contrôles permanents au niveau des autres activités telles que découpe de la viande, fabrication de préparations de viande et de produits à base de viande.

ad 4) Des contrôles spécifiques dans le contexte du Covid-19 concernant une contamination de la viande par le virus ne sont pas effectués. Cette recherche de contamination par des analyses de laboratoire serait très aléatoire voire impossible d'autant plus qu'il faut retenir que la contamination de la viande et des produits ne constitue pas de risque pour l'infection de l'homme par le virus qui se transmet essentiellement par voie respiratoire tandis que la voie digestive est improbable.

ad 5) Probablement, la fermeture d'un nombre limité d'abattoirs n'aura pas beaucoup de répercussions au niveau mondial du secteur de la viande. Au niveau du marché luxembourgeois de la viande, les répercussions sont également minimes. Néanmoins, la fermeture d'abattoirs en Allemagne pourrait avoir des répercussions sur le secteur porcin national puisque le Luxembourg exporte toutes les semaines plusieurs centaines de porcs d'abattage vers l'Allemagne.

Question 2205 (14.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **assurances dans le cas de fermeture d'une entreprise :**

Ob eng Assurancepolice de Risiko vun enger Fermeture vun zum Beispill engem Restaurant ofdeckt, doriwwer streide sech momentan déi verschidden Interessevertrieder an Däitschland.

A Bayern gouf et e Kompromëss, deen d'Versécherungsgesellschaften eng Ronn 300 Milliounen Euro géif kaschten.

Opgrond vun deenen Diskussioune wéilt ech follgend Froen un den Här Finanzminister an un d'Häre Ministere fir Wirtschaft a fir de Mëttelstand stellen:

- Hunn d'Ministere Kenntnis iwwer änlech Virgäng zu Lëtzebuerg?

- Ass de Risiko vun enger Pandemie vun de betriblechen a professionellen Assurancepolicen, déi gemengerhand bei eis ofgeschloss ginn, ofgedeckt?

• Wa jo, hunn d'Ministeren Informatiounen doriwwer, wéi vill Entschiedegungen an deem Beräich schonn ausbezuelt gi sinn (eventuell pro Secteur)?

• Wann net, hu sech d'Versécherungsgesellschaften, änlech wéi bei de rezenten Iwwerschwemmungen, mat de Versécherte solidaresch gewisen an awer een Deel vum Schued ersat? Oder strieft d'Politik zu Lëtzebuerg en änleche Kompromëss, wéi deen deen a Bayern fonnt gouf, un?

- Wa Betriber oder Selbststänneger hire Schued ersat kruten, si si an deem Fall verflicht d'Indemnitéiten, déi si vu staatlecher Säit kritt hunn, zréckzebezuelen?

• Wa jo, ass dat och an deenen eenzele Krisereglementer esou virgesinn?

• Kënnen d'Ministeren eis déi eenzel Passagen zitéieren?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Risike vu Pandemië si ganz schwéier ze modelliséieren, wat mat sech bréngt, dass Pandemien an deene meeschten Assurancepolicen ausgeschloss sinn an nëmmen a ganz seelene Fäll duerch spezialiséiert Versécherungsgesellschafte couvréiert ginn.

No den Informatiounen, déi de Finanzministère vum Secteur kritt huet, couvréieren déi betriblech a professionell Standard-Assurancepolicen, déi zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, de Risiko vun enger Betribsënnerbriechung („assurance pertes d'exploitation") nëmmen als „risque connexe" am Kader vun, zum Beispill, enger Feierversécherung oder enger Versécherung géint Waasserschued.

Spezialiséiert international Versécherungsgesellschafte bidde moossgeschneidert Kontrakter „pertes d'exploitation tous risques" un, déi och d'Risike vun enger Pandemie kënnen ofdecken. D'Regierung huet keng Donnéeën zu der Unzuel vun esou Kontrakter, déi vu Lëtzebuerger Betriber bei auslännesche Versécherungsgesellschaften ënnerschriwwe gi wären. Och ass der Regierung net bekannt, ob am Kader vun esou Kontrakter Entschiedegungen zu Lëtzebuerg ausbezuelt goufen.

Wat eng méiglech nodréiglech Ofdeckung vu Risike vun der Pandemie duerch Versécherungsgesellschaften ubelaangt, verweist d'Regierung op ee Pabeier[7] vun der Europäescher Versécherungsopsiicht (EIOPA):

„It is important to recognise that in the case of a widespread pandemic, the pooling of risks necessary for insurance may be difficult to achieve, setting boundaries on what the sector can offer. As a general principle, imposing retroactive coverage of claims not envisaged within contracts could create material solvency risks and ultimately threaten policyholder protection and market stability, aggravating the financial and economic impacts of the current health crisis."

De Finanzministère an d'Association des compagnies d'assurance et réassurance (ACA) wäerten am Kader vun engem Aarbechtsgrupp d'Méiglechkeet vun eventuelle Protektiounsmechanismen am Kontext vu gréissere sanitäre Risike studéieren.

Question 2206 (14.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **stockage géologique de déchets nucléaires :**

D'Madamm Ëmweltminister huet den 12. Mee op enger Pressekonferenz, an duerno och an der Chamber, déi belsch Regierung kritiséiert, well an der Belsch eng Etüd iwwer méiglech Plaze fir d'Endlagerung vu laangfristeg aktiven an héich toxeschen nuklearen Offäll gemaach gëtt. D'Madamm Dieschbourg kritiséiert, am Besonneschen, datt e puer vun deene Sitten, déi theoreetesch kéinten a Fro kommen, an der Géigend vun der Lëtzebuerger Grenz sinn an datt op d'mannst eng vun deene potenziell betraffene geologesche Formatioune bis an de Groussherzogtum erareecht.

Déi Fro ass u sech net nei. Scho bei där eestëmmeger Ratifizéierung vum bilateralen Ofkommes mat der Belsch de 15. Mee 2018 an der Chamber, ass d'Fro no engem Endlager an der Belsch gestallt ginn [Projet de loi (7177) portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gaichel le 4 juillet 2016].

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Déi belsch Ministesch fir Ëmwelt, d'Madamm Marie Christine Marghem, huet d'Aussoe vun der Madamm Dieschbourg als „graven, diplomateschen Incident" duergestallt. Dëst ënner anerem dowéinst, well d'Madamm Dieschbourg verschidde Behaaptungen an der Effentlechkeet gemaach huet, ouni am Viraus mat de kompetente, federalen Autoritéiten an der Belsch Kontakt ze hunn. Wéi stellt sech déi lëtzebuergesch Regierung zu deenen Aussoe vun engem belsche Regierungsmember?

2. Lëtzebuerg deckt, no Aussoe vun der Regierung, eppes méi wéi 10 % vu sengem aktuelle Stroumverbrauch mat Stroum aus Nuklearkraaftwierker of. Wéi vill kënnt dovun aus belschen Atomkraaftwierker?

3. Well jo Lëtzebuerg selwer Atomstroum importéiert a verbraucht, also indirekt och Atomoffall produzéiert, huet et dann net och eng, op d'mannst moralesch, Matverantwortung fir den nuklearen Offall a seng laangfristeg Stockéierung?

4. Lëtzebuerg ass un d'Direktiv 2011/70/Euratom gebonnen, déi bestëmmt, datt kee Staat

[6] QP nos 1228 et 1328 de M. Laurent Mosar QP 0681

[7] EIOPA-BoS-20-261 - April 1 2020 - Call to action for insurers and intermediaries to mitigate the impact of Coronavirus/Covid-19 on consumers

sech däerf der Verantwortung fir seng eegen nuklear Offäll entzéien. Wann d'Belsch de bilateralen Accord iwwert d'Stockéiere vun deene lëtzebuergeschen nuklearen Offäll sollt kënnegen, wéi eng Alternativen hätt eist Land dann?

5. Well Lëtzebuerg selwer souwuel direkt wéi och indirekt nuklearen Offall produzéiert, an den direkt produzéierten an d'Belsch exportéiert, an de bilateralen Accord vum 4. Juli 2016 keng geografesch Dispositioune virgesäit, ausser datt den Offall muss definitiv op belschem Territoire gelagert ginn a belschem Recht ënnerläit, wéi justifiéiert sech eng Argumentatioun, wéi déi vun der Madamm Dieschbourg, déi u sech en eventuelle Risiko vun der Endlagerung vun eise Grenze wëllt ewechhalen an en domat eleng op eis belsch Nopere wëllt ofwälzen?

Réponse commune (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. De Regierungsrot war am Viraus iwwert dës Demarche informéiert an insistéiert op eng besser Abannung vu Lëtzebuerg an den Entscheedungsprozess. D'Regierung gesäit net awéiwäit d'Diffusioun vun den Informatiounen, déi vun der belscher Agence fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall (ONDRAF) koumen, en diplomateschen Incident kéint duerstellen. Et ass d'Aufgab vun der Ëmweltministesch dëst public ze maachen.

ad 2. Den Undeel vun Atomstroum am sougenannte „mix national", deen all Joer vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ausgerechent gëtt, opgrond vun der Zesummestellung vun all de Fournisseuren hire Stroumproduiten, déi si u Lëtzebuerger Endclientë liwweren, louch 2018 bei 10,4 %, a gëtt vum net residentielle Secteur genotzt. Well an dësem Secteur den europäesche Bannemarché spillt, kann d'Regierung engem Betrib net virschreiwen, wéi ee Stroum genotzt dierf ginn. All d'Menagë kréien awer 100 % grénge Stroum.

Fournisseure kafen hire Stroum zu engem groussen Deel op internationale Stroumbourssen an net bilateral direkt bei de Produzenten. Op den internationale Bourse ginn d'Offeren an d'Demanden anonym placéiert, dat heescht de Keefer kennt just d'Quantitéit an de Präis vum Stroum, awer keng Informatioun, wou de Stroum hierkënnt. Deemno ass et net méiglech ze soen, wéi een Deel vum Stroum aus Atomkraaftwierker aus der Belsch kënnt.

ad 3. Et ass drun ze erënneren, datt d'Haushalter zu Lëtzebuerg schonn zu 100 % erneierbare Stroum kréien. Fir Betriber gëllt, datt den europäeschen Energiemarché oppen ass an datt et hinne fräisteet, hire Produit ze wielen. D'Regierung huet dorop keen Afloss a kann doweinst weeder legal nach moralesch responsabel gemaach gi fir d'Gestioun vum nuklearen Offall, dee bei der Stroumproduktioun am Ausland entsteet. Dat ass nom Prinzip „pollueur-payeur" d'Responsabilitéit vum Produzent.

ad 4. De Lëtzebuerger radioaktiven Offall besteet haaptsächlech aus ganz klenge Quantitéiten aus verschiddenste Beräicher (Blitzableiter, Feiermelder, Reschtprodukter aus Medezinn a Recherche) a gëtt zum groussen Deel vun de Fournisseuren zréckgeholl. Effektiv schreift d'Direktiv 2011/70/Euratom vir, datt all Memberstaat responsabel ass fir d'Gestioun vum radioaktiven Offall an dem ofgebrannten nukleare Brennstoff, deen op sengem Territoire generéiert gëtt. Weiderhi muss all Memberstaat en nationale Programm ëmsetzen, deen all d'Etappe vun dem Entstoe vum Offall bis zur Entsuergung ofdeckt. D'Direktiv erlaabt awer och d'Entsuergung vum radioaktiven Offall an engem anere Memberstaat, wann dëst an engem bilateralen Accord gereegelt ass.

Opgrond vun dësen Obligatiounen huet d'Lëtzebuerger Regierung Verhandlunge fir e bilateralen Accord mat der Belsch opgeholl. Dësen Accord ass 2016 ënnerschriwwen an am Mee 2018 zu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn. An der Belsch ass den Accord am Mäerz 2019 ratifizéiert ginn. Zënterhier schafft d'Divisioun vun der Radioprotektioun aus der Direktioun vun der Santé mat der belscher ONDRAF un den Detailer, déi bei der Ëmsetzung vun dem Accord definéiert musse ginn. Dëse leeft iwwer eng Dauer vun 30 Joer a gesäit keng eesäiteg Opkënnegung vir, mee den Artikel 9 enthält eng „clause de règlement des différends".

Eng Alternativ zum Accord mat der Belsch ass zurzäit net ugeduecht.

ad 5. Den Ëmweltministère ass vun der ONDRAF iwwer E-Mail, zesumme mat deenen aneren EU-Staaten, iwwert de Lancement vun der Prozedur an der Belsch informéiert ginn. An der selwechter E-Mail ass och matgedeelt ginn, datt keng grenziwwerschreidend Effekter am Kader vun der SUP (Strategische Umweltprüfung) analyséiert ginn.

Dëst ass och d'Haaptkritik zu dësem Moment vun der Prozedur. Eiser Analys no kënne grenziwwerschreidend Impakter net ausgeschloss ginn an hätte missen analyséiert ginn. Och hätt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Bierger missen „en bonne et due forme" consultéiert ginn an net nëmmen informéiert. Esou gesäit et souwuel de Protokoll vu Kiew zur Espoo-Konventioun wéi och d´SUP-Direktiv (Directive 2001/42/CE) vir.

Question 2207 (14.05.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **capacités des hôpitaux :**

Depuis quelques semaines, le nombre de nouvelles infections confirmées au Covid-19 est en baisse. L'amélioration de la situation sanitaire a déclenché une discussion sur la stratégie du déconfinement du secteur hospitalier. En effet, la prise en charge des patients non atteints du coronavirus fut temporairement restreinte afin de libérer des capacités supplémentaires pour le traitement des patients Covid-19.

Selon les affirmations d'un représentant du corps médical quelque 20.000 patients auraient dû reporter leur examen ou traitement médical pendant ce laps de temps.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer la taille des surfaces réservées au traitement des patients atteints du Covid-19 dans les différents centres hospitaliers du pays et la mettre en relation avec la taille globale de chaque structure ?

- Vu que les patients atteints du Covid-19 nécessitent souvent une prise en charge intensive, Madame la Ministre dispose-t-elle des précisions sur le nombre et le pourcentage du personnel médical qui s'occupe exclusivement des patients Covid-19 ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le nombre de patients traités dans les hôpitaux durant les deux premiers mois de l'année 2020 ? En comparaison, combien de patients non atteints du Covid-19 ont été traités dans les hôpitaux depuis le début du confinement ?

Réponse (16.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La surface des superficies réservées au traitement des patients Covid-19 dans les différents centres hospitaliers n'a pas été déterminée. Chaque hôpital a dédié une unité de soins ou une partie à la prise en charge des patients Covid-19 dans les unités de soins normaux et dans le Service national des maladies infectieuses au CHL. Une unité ou partie d'unité de soins intensifs a également été réservée et occupée par des patients Covid-19 positifs dans chacun des quatre hôpitaux aigus. Dans chaque hôpital, les unités Covid-19 et non-Covid-19 ont été géographiquement séparées et le personnel dédié pour éviter la transmission du virus à des patients hospitalisés pour d'autres raisons. Chaque service d'urgence a créé une deuxième filière avec accès, salle d'examen et scanner séparés pour les patients suspects d'infection par Covid-19 à leur arrivée aux urgences où un tri des patients sur base des symptômes a été organisé. Pour les services de soins intensifs, il y a eu entre dix et 15 patients par établissement aigu au pic de l'épidémie, mi-avril. Cela représente environ 45 % des capacités totales de soins de réanimation habituelles (lits équipés de respirateurs) qui ont été occupées par des patients Covid-19. Pour les soins normaux, ce sont de 15 à 18 % des lits de soins normaux qui ont été occupés par des patients Covid-19 au pic de l'épidémie.

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres précis sur le nombre et le pourcentage du personnel médical qui s'occupe exclusivement des patients Covid-19. Les unités ont été renforcées en personnel selon les besoins. Chaque hôpital a réorganisé ses services pour que la prise en charge soit assurée par un nombre de personnel suffisant et le personnel a été cohorte comme dit plus haut.

Selon les données fournies par la CNS, les quatre hôpitaux aigus du pays ont traité en janvier et février, respectivement 8.232 et 7.869 patients. En mars, avril et mai on note respectivement 6.390, 4.490 et 5.652 patients traités. Les données de facturation ne sont cependant pas encore toutes récupérées et donc ces chiffres ne sont qu'approximatifs. Globalement, cela correspond à une chute de 30 % environ en moyenne du nombre de patients pris en charge pendant le confinement.

La pandémie de Covid-19 a contraint notre système de santé à se réorganiser rapidement et à s'adapter à une évolution incertaine. Grâce à la contribution et l'implication de tous les acteurs, les hôpitaux luxembourgeois et leur personnel ont réussi à prioriser les soins et assurer une prise en charge de qualité aux patients infectés par le SARS-CoV-2 tout en prodiguant les soins nécessaires urgents (chirurgicaux ou médicaux) à la population dont l'état le nécessitait. Environ un tiers des lits de soins normaux ont été occupés par des patients non atteints de Covid-19 au pic de l'épidémie avec une augmentation très progressive début mai. L'activité des hôpitaux durant la période épidémique a été nettement ralentie. Ainsi, par exemple au CHL, sur l'ensemble des trois sites, l'activité stationnaire a chuté de 30 % avec une diminution de 60 % de l'activité en hôpital de jour et de 43 % en ambulatoire (en mars-avril 2020 comparé à janvier 2020). Cependant les disparités entre les services étaient fortes, les activités non urgentes ayant été reportées.

Des sites hospitaliers ont aussi été sanctuarisés et aucun cas Covid-19 n'y a été pris en charge. Il s'agit des établissements de Eich, la ZithaKlinik, Niederkorn (HPMA), Sainte-Marie (CSM) et Wiltz.

Certains services de rééducation gériatrique ont eu une activité proche voire supérieure à celle d'avant la crise. Par exemple, le service de rééducation gériatrique du site de Wiltz des hôpitaux du Nord a présenté un taux d'occupation de 95 % durant l'épidémie, lié sans doute en partie à la réduction des nouvelles installations dans les maisons de soins pour éviter d'y importer le virus.

La reprise d'activité est actuellement en cours, mais elle n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise.

L'analyse des données de l'épidémie est en cours. Elles aident à suivre et à anticiper une deuxième vague épidémique. Des données consolidées seront accessibles sur le site de la santé le moment venu.

Question 2208 (14.05.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **pollution sonore causée par le trafic :**

L'impact nuisible de la pollution sonore causée par le trafic routier sur la santé et le bien-être de la population est bien connu. Cette problématique ne se limite cependant pas seulement aux axes routiers à forte circulation ; dans certaines régions rurales, notamment dans le nord du pays, de nombreux résidents sont exposés à d'importantes nuisances sonores provenant de certains automobiles et motocycles, dont souvent soit le pot d'échappement, soit l'engin est modifié afin d'augmenter la production de bruit.

Une campagne de mesure réalisée par l´Observatoire du bruit français « Bruitparif » en juillet 2018 sur la RD91 dans la Vallée de Chevreuse, région comparable à celle de l´Oesling ou du Mullerthal, empruntée par les motocyclistes en raison des nombreux virages présents, a bien révélé des intensités sonores atteignant les 92 dB(A).

À noter que l'OMS a procédé en 2018 à une réévaluation importante de la gêne liée au bruit routier, notamment en raison des bruits à caractère événementiel (passage d'avion, de train ou autre véhicule bruyant). En ce qui concerne l´exposition moyenne au bruit routier, l´OMS considère comme objectif à atteindre des valeurs limites de 53 dB(A) le jour et 45 dB(A) la nuit contre 70 dB(A) et 60 dB(A) applicables au Luxembourg suite à une décision du Ministère de l´Environnement du 17 juillet 2008.

Dans ce contexte de nombreuses initiatives, comme par exemple la « Initiative Motorradlärm » du « Land » de Bade-Wurtemberg, ou l´initiative « Silent Rider » réunissant une vingtaine de communes du Parc national de l´Eifel, critiquent la réglementation européenne concernant la réception européenne par type de véhicules neufs d'être insuffisante pour combattre efficacement les nuisances sonores. La réglementation européenne concernant la réception par type de systèmes d´échappement sport, quant à elle, est jugée mal adaptée à l´évolution du marché.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable compte-t-elle apporter des améliorations aux plans d´action relatifs à la lutte contre le bruit suite à la mise à jour des lignes directrices de l´OMS concernant le bruit dans les régions européennes, en particulier pour ce qui est des valeurs limites ?

- Considérant les critiques de la réglementation européenne s´opposant à une lutte efficace contre les émissions sonores excessives de véhicules à moteur à combustion, dans quelle mesure Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics entend-il améliorer cet état des choses ?

- Combien de contrôles concernant le respect des dispositions en matière de nuisances sonores ont été effectués par la Police grand-ducale en 2019 ? Combien d'infractions ont été constatées ? Est-il prévu d'augmenter le nombre de contrôles afin de mieux lutter contre les nuisances sonores excessives causées par certains motocycles et automobiles ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure entend-il mettre à disposition des forces de l´ordre les moyens technologiques nécessaires afin de mener à bien la lutte contre les véhicules manipulés produisant des nuisances sonores excessives ?

Réponse commune (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

Concernant la question de l'honorable Député au sujet des valeurs limites des plans d'action contre le bruit, il s'agit de préciser que les plans d'actions actuels prévoient des valeurs limites à deux niveaux :

1) Le dépassement des valeurs limites Lden de 70 dB(A) et Lnight de 60 dB(A), qui sont mises en avant par l'honorable député, représente une priorité pour les plans d'action visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit.

2) Cependant à plus long terme, les plans d'action visent également à gérer et à réduire les problèmes de bruit définis par un dépassement des valeurs limites Lden de 65 dB(A) et Lnight de 55 dB(A).

Ces valeurs limites s'orientent par rapport aux publications de l'OMS et aux valeurs limites des pays voisins, notamment celles utilisées dans le même contexte en Allemagne. L'Administration de l'environnement suit l'évolution de la question des valeurs limites et il est d'ailleurs prévu de remettre régulièrement en question les valeurs limites dans le cadre des plans d'action contre le bruit afin d'en juger la pertinence, notamment par rapport aux nouvelles publications de l'OMS.

Cependant, il s'agit de noter que les valeurs limites précitées, tout comme les publications de l'OMS, ne concernent pas spécifiquement les émissions sonores des motocycles, mais plutôt l'exposition au bruit routier à long terme dans son ensemble.

Ceci dit, on peut admettre que le bruit excessif de certains engins routiers, notamment ceux dont les pots d'échappement ou autres dispositifs ont été manipulés, semble être perçu comme une gêne particulière.

En ce qui concerne la réglementation européenne en matière d'homologation, il y a lieu de relever qu'un État membre ne peut pas refuser la mise en circulation d'un véhicule qui répond aux prescriptions des règlements et directives européens en vigueur.

Tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1005 du 1er août 2019 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo, le niveau sonore admissible des véhicules automoteurs (catégorie M et N) est défini par les règlements d'homologation européens et internationaux. Au niveau européen le règlement 540/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 concernant le niveau sonore des véhicules à moteur et des systèmes de silencieux de remplacement, modifiant la directive 2007/46/CE et abrogeant la directive 70/157/CEE, prévoit pourtant une réduction des émissions sonores admissibles en trois phases pour certaines catégories de véhicules. La première phase est applicable depuis juillet 2016 et la dernière phase sera d'application à partir de juillet 2026. Ainsi, depuis le 1er juillet 2016, les États membres refusent, pour des raisons liées au niveau sonore admissible, d'accorder la réception UE par type si le véhicule ne respecte pas les limites définies par le règlement 540/2014 précité. Pour une voiture à personnes (M1) les seuils maximaux repris dans le tableau ci-dessous sont/seront en conséquence applicables :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne les motocycles (catégorie L3), les limites réglementaires applicables au niveau des émissions sonores, conformément à la procédure d'essai d'homologation Euro 4, ont été fixées jusqu'à la fin de l'année 2015 selon la section D de l'annexe V du règlement 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles, en fonction de leurs cylindrées. Les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous ont ainsi été applicables :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Depuis le 1er janvier 2016, les niveaux sonores ont été adaptés vers le bas et les seuils maximaux repris à l'annexe 6 du règlement UNECE R41 sont applicables. De surcroît, les limites ne sont plus définies en fonction de la cylindrée, mais en fonction du rapport « indice puissance/masse (PMR) » et ne doivent pas dépasser les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De ce qui précède, le règlement 540/2014 précité prévoit dès lors une réduction successive du niveau sonore pour les véhicules à personnes. En ce qui concerne les motocycles, une première réduction des émissions sonores a eu lieu depuis l'année 2016 et des réductions supplémentaires vont probablement être introduites avec la révision du cadre légal européen concernant les exigences en matière de performances environnementales. Cette réglementation est actuellement sous revue et un premier avant-projet est estimé pour le troisième trimestre 2020.

Toutefois, il y a lieu de préciser que l'ensemble des seuils susmentionnés sont des limites fixées dans le cadre de la procédure d'homologation, une procédure bien définie. Ainsi, étant donné que sur le réseau routier les conditions limites de la réception par type ne sont plus nécessairement données, le dépassement des seuils sonores lors d'un contrôle est en soi difficile à verbaliser, comme les véhicules ont été réceptionnés conformément à la réglementation européenne en vigueur. Néanmoins, il est important de signaler que les vitesses et accélérations à atteindre lors des essais d'homologation, sans pour autant dépasser le niveau sonore maximal, correspondent aux vitesses et accélérations usuelles en agglomération et des constats de non-conformité par rapport à la procédure d'homologation peuvent évidemment être verbalisés lors des contrôles routiers effectués par la Police grand-ducale.

Pourtant, comme les prédits contrôles englobent toujours toute une panoplie d'aspects sécuritaires et techniques en la matière, il est par conséquent impossible de fournir un nombre de contrôles se bornant uniquement aux nuisances sonores.

En 2019, la police a décerné un total de 159 avertissements taxés à cause de bruits gênants, respectivement dépassant le niveau sonore réglementaire ou encore à cause d'échappements non réglementaires, sans distinction entre un motocycle ou un autre véhicule.

La campagne de sécurité routière « MOTO » de la Police grand-ducale débutera cette année le 20 juin. La Police grand-ducale est consciente de la problématique en question et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le contrôle des équipements et surtout des échappements sera un des objectifs primaires de cette campagne.

Des discussions au niveau ministériel sont également en cours afin de déterminer si la Police grand-ducale peut aller au-delà d'un décernement d'un simple avertissement taxé. En effet, dans des cas spécifiques, les policiers seraient éventuellement en droit d'immobiliser certains véhicules.

Le groupe de travail « Aspects techniques et inspection automobile » de la Commission de circulation de l'État avait été chargé en 2012 d'élaborer un règlement définissant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle de sonomètres mobiles. Il a été constaté entre autres que les règlements européens concernant le niveau sonore des véhicules sont très complexes et que le mesurage du bruit nécessite des conditions très particulières sur le terrain. Pour ces raisons, il a été retenu que les constatations de la Police grand-ducale doivent se limiter dans ce domaine à un contrôle visuel afin de constater si un échappement est réglementaire ou non. À l'heure actuelle, la législation luxembourgeoise rend donc inopérante l'acquisition de matériel spécifique dans ce domaine pour la police.

Q416

Question 2209 (14.05.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **inégalités scolaires dans le contexte de l'enseignement à distance :**

Lors de la préparation de la rentrée scolaire au Luxembourg, l'impact négatif que l'enseignement à distance risque d'avoir sur les inégalités au niveau des compétences scolaires a occupé une place centrale dans les débats tant parlementaire que public.

Quant à la France, le Conseil scientifique de l'éducation nationale (CSEN) vient de publier à ce sujet sa liste de recommandations pédagogiques pour accompagner le confinement et sa sortie. Il y déplore entre autres une pénurie d'études chiffrées sur les conséquences du confinement et de l'« école à la maison ». Pour pallier à ce manque, le CSEN recommande la réalisation de deux enquêtes, l'une auprès des familles et l'autre auprès des enseignants. Il souligne en outre l'importance de la collecte combinée de données quantitatives et qualitatives afin de pouvoir tenir compte des situations d'enseignement innovatrices et complexes éprouvées à travers le confinement et la sortie.

La question des inégalités scolaires et sociales est l'un des fils rouges parcourant l'analyse du CSEN. Dans cet ordre d'idées, le Conseil liste une « discipline émergente » parmi ses recommandations, à savoir l'éducation à la lecture critique des médias, domaine de compétence dont le lien aux inégalités socio-économiques des familles aurait ressorti clairement des expériences d'enseignement à distance. Cette compétence revêt d'une importance particulière en cette période où la compréhension de l'actualité et l'adoption de gestes responsables par les jeunes sont cruciales.

À propos du Luxembourg, l'Agence nationale pour l'information des jeunes (ANIJ) vient de publier son rapport sur les Assises de l'information jeunesse qui ont eu lieu les 24 et 25 octobre 2019. Un des trois constats principaux de ce rapport est précisément le manque de compétences et de ressources des jeunes pour s'informer de manière objective via les médias.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la problématique du creusement potentiel d'inégalités scolaires figurera parmi les priorités de toutes les études et évaluations relatives aux effets du confinement et plus particulièrement à l'enseignement à distance ?

2) Monsieur le Ministre entend-il approfondir l'analyse des effets de l'enseignement à distance afin d'en identifier ses forces et faiblesses ? Quelle sera la méthodologie par laquelle cette analyse sera réalisée le cas échéant ?

3) Des enquêtes auprès de familles et d'enseignants telles que revendiquées par le CSEN en France figurent-elles parmi les approches envisagées au Luxembourg ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il d'appliquer une méthodologie mixte, à savoir quantitative et qualitative, au vu de la complexité des questionnements ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer le manque de compétences et de ressources du côté des jeunes pour s'informer de manière objective via les médias, tel que relevé par l'ANIJ ? Quelles sont le cas échéant les démarches que Monsieur le Ministre veut mettre en œuvre afin de remédier à cette problématique ?

Réponse (16.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Dès le début du confinement, le personnel enseignant et socio-éducatif a entrepris, en coopération avec les directions de région, les efforts nécessaires pour assurer un encadrement efficace de tous les élèves fréquentant les écoles fondamentales publiques. Grâce à l'étroite collaboration entre tous les membres de la communauté scolaire, une croissance des inégalités scolaires a su être évitée par, entre autres, les mesures suivantes :

- La mise en place d'un enseignement à distance par les enseignants proposant à leurs élèves des activités tenant compte du rythme d'apprentissage de ces derniers ainsi que l'évaluation régulière des mesures d'encadrement en vue de les adapter davantage aux besoins de chaque élève. Dans le cadre de ces activités, les enseignants ont pu recourir aux ressources (vidéos pédagogiques, applications, exemples d'activités, etc.) élaborées par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) en collaboration avec ses partenaires et mises à disposition sur le site www.schouldoheem.lu. Les étudiants du bachelor professionnel en sciences de l'éducation ont conçu, en se référant au plan d'études luxembourgeois, et mis à disposition de la communauté scolaire des vidéos pédagogiques visant à soutenir le développement des compétences des élèves des cycles 1 à 4. La mise à disposition d'un accès aux applications reprises dans « Office 365 » à tous les élèves et agents intervenant dans une école fondamentale luxembourgeoise publique a favorisé la communication entre les différents partenaires de la communauté scolaire.

- L'accueil ponctuel en cas de besoin de certains élèves par le personnel des directions et les titulaires de classe dans les locaux de la direction de région ou dans les écoles pour leur fournir des explications supplémentaires quant aux activités à réaliser dans le cadre de l'enseignement à distance.

- La prise en charge individualisée à partir du 20 avril 2020, après concertation avec les parents et dans le respect des recommandations sanitaires, de certains élèves par le personnel enseignant et socio-éducatif dans les locaux des directions de région ou dans les écoles pour les soutenir dans la réalisation des tâches confiées dans le cadre de l'enseignement à distance.

- La détermination des contenus essentiels à développer prioritairement pour assurer la continuité des apprentissages des élèves.

- La mise à disposition, le cas échéant, du matériel informatique par les autorités communales aux élèves pour faciliter à ces derniers la participation à l'enseignement à distance et pour les encourager à exploiter les applications recommandées par mon Ministère.

Dans le cadre de l'enseignement en alternance organisé depuis le 25 mai 2020 dans les écoles fondamentales luxembourgeoises, les élèves sont pris en charge en petits groupes d'un maximum de dix élèves aux premier et deuxième cycles et de douze élèves aux troisième et quatrième cycles, ce qui favorise un accompagnement axé davantage sur les besoins individuels de chaque élève. Parallèlement, mon Ministère a mis à disposition des directions de région du personnel encadrant supplémentaire qui intervient dans les différentes écoles pour soutenir les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre des mesures de différenciation. L'enseignement en alternance constitue par conséquent une stratégie efficace pour remédier à des lacunes éventuelles provenant de la période du confinement et pour éviter, en complément aux actions susmentionnées, une croissance des inégalités scolaires.

Même si tous les acteurs de l'éducation nationale, y compris les parents, ont fourni un effort collectif considérable pour assurer la meilleure continuité possible des apprentissages, la question des inégalités devra néanmoins être approfondie par les chercheurs. La question d'une éventuelle aggravation des inégalités scolaires dues au confinement et à l'enseignement à distance devra ainsi être pris en considération dans le cadre d'études et d'évaluations visant à analyser les effets et conséquences de la situation vécue par les élèves et leur familles ces derniers mois.

ad 2) + 3) Mes services et les directions de région ont mené en continu, en collaboration avec les membres de la communauté scolaire, une analyse sur l'efficacité des mesures mises en place dans le cadre de l'enseignement à distance et ils ont régulièrement transmis aux enseignants, par exemple dans le cadre des échanges réguliers avec les présidents des comités d'école et les coordinateurs de cycle, des recommandations et des exemples de bonne pratique. En cas de difficultés, les enseignants et les parents ont eu la possibilité de contacter la direction de région compétente qui s'est efforcée à proposer une adaptation de l'enseignement à distance, le cas échéant, en collaboration avec les autorités communales, pour assurer une prise en charge efficace de tous les élèves. Grâce au suivi étroit assuré par mes services et les directions de région ainsi que la réactivité des autres membres de la communauté scolaire, les obstacles gênant les activités offertes lors de l'enseignement à distance ont rapidement pu été détectés et il a été procédé aussitôt à l'élaboration de stratégies susceptibles de remédier aux difficultés constatées. Une analyse régulière des expériences vécues par les différents membres de la communauté scolaire dans le cadre de l'enseignement à distance tout au long du confinement, a donc eu lieu.

Différentes études scientifiques actuellement réalisées par l'Université du Luxembourg (http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2020/06/10-etudes-covid19/index.html) se penchent sur les conséquences de la crise liée au Covid-19 dans le secteur de l'éducation et cherchent à savoir notamment comment les enfants et les jeunes ont vécu les mesures de distanciation sociale ou quelle influence l'apprentissage à domicile a eu sur leur bien-être et sur leurs études. L'étude COVID-KIDS a été développée pour recueillir les témoignages d'élèves âgés de six à 16 ans et analyser comment ils vivent la période de pandémie, au Luxembourg et ailleurs dans le monde. L'équipe de recherche réalise des entretiens de groupe et mène une enquête en ligne à grande échelle auprès des élèves. Les résultats pourront servir à améliorer la prise en charge scolaire, sociale et psychologique des enfants et des jeunes en cas de crises similaires.

D'autres études visent à analyser l'impact de la fermeture des écoles et de l'apprentissage à distance, essentiellement en ligne, sur les inégalités en matière d'éducation en comparant la situation du Luxembourg, de la Finlande et de l'Estonie (« Why flipping the classroom is not enough: Curriculum making after the pandemic »).

Lors de la prochaine édition des Épreuves standardisées (EpStan), qui se déroulera en novembre 2020, certaines variables supplémentaires en relation avec le Covid-19 seront recueillies pour mieux comprendre l'impact de la pandémie sur les performances et les disparités et pour expliquer certaines anomalies éventuelles dans les résultats.

Début avril 2020, le Fonds national de la recherche (FNR) a lancé un programme de financement ambitieux pour soutenir des projets de recherche dans le cadre de la pandémie.

ad 4) Des études comme PISA et ICILS confirment les constats de l'ANIJ, puisqu'elles relatent des lacunes dans le domaine de la littéracie numérique, tant chez les élèves au Luxembourg que dans de très nombreux autres pays.

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental prévoit dans le domaine de l'éducation des médias que les élèves soient menés entre autres à « sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias » et à « détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias ». Dans le domaine « Démarches mentales », les élèves découvrent les stratégies favorisant la recherche, le traitement et l'utilisation de l'information. Les élèves découvrent dans le cadre de ces activités le monde des médias et ils sont sensibilisés à recourir à différentes sources d'information et, le cas échéant, à des supports variés pour s'informer sur les sujets d'actualité ou pour déterminer les informations essentielles dans le cadre d'une recherche.

En complément au plan d'études, le SCRIPT a publié le Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias qui offre aux enseignants et aussi aux éducateurs un cadre pratique, destiné à les aider à sensibiliser et former les jeunes à l'usage des médias, dans une approche transversale. Le site Internet www.edumedia.lu complète ce guide en proposant des supports pédagogiques moyennant le passeport médiatique qui documente les compétences médiatiques des élèves. Parallèlement, l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose des formations continues dans le domaine de l'éducation aux médias au personnel enseignant et socio-éducatif.

Afin de soutenir les élèves dans le développement des compétences numériques requises, mon Ministère a lancé en février 2020 l'initiative « Einfach digital - Zukunftskompetenze fir staark Kanner ».

La mise en œuvre de la stratégie pour l'éducation aux médias prévoit entre autres l'introduction du coding à l'école fondamentale dès la prochaine rentrée ainsi que l'introduction de la fonction d'instituteur spécialisé en compétences numériques (I-CN). Ceux-ci ont pour mission de soutenir, de conseiller et d'assister le personnel enseignant et éducatif ainsi que les autres acteurs faisant partie de la communauté scolaire dans toutes leurs démarches pédagogiques, notamment en ce qui concerne le cadre de l'éducation aux et par les médias et l'implémentation du coding et de la pensée computationnelle auprès des élèves. Les I-CN mettront davantage en œuvre des activités souvent à caractère transversal visant à développer auprès des élèves les stratégies qui leur permettent de s'informer de manière objective via les médias. L'enseignement du coding fait partie d'un concept global d'éducation aux médias et par les médias, lequel engage l'ensemble des enseignants et des disciplines scolaires.

À l'enseignement secondaire, il est prévu d'introduire une nouvelle discipline appelée « sciences informatiques » (« computer sciences ») dans les classes inférieures dès la rentrée en 2021.

Question 2211 (14.05.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **pollution de la « Millebaach » :**

Il nous revient qu'une fois de plus un cours d'eau au Luxembourg aurait été pollué par des eaux contaminées issus d'un chantier, en l'occurrence la « Millebaach » à la hauteur du Potaschbierg.

Or, il paraît également qu'il ne s'agit pas de la première fois qu'un incident pareil s'est produit à cet endroit, comme le suggèrent les arbres morts le long dudit cours d'eau.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la situation décrite ci-dessus ?

2) Une enquête a-t-elle été lancée pour tenir responsable le pollueur selon le principe du pollueur-payeur ?

3) Madame la Ministre entend-elle faire une analyse quant aux raisons sous-jacentes du déclin de la flore à cet endroit ?

4) Combien de cas de pollution d'un cours d'eau ont été détectés par l'Administration de la gestion d'eau au cours des cinq dernières années ?

5) Dans combien de cas le pollueur coupable a pu être identifié et tenu responsable pour la pollution causée ?

Réponse (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a effectivement été alertée d'une pollution du cours d'eau « Millebaach » en date du 13 mai 2020. Elle n'a par contre pas été alertée des autres pollutions auxquelles les honorables Députés font référence et ne peut donc pas se prononcer sur celles-ci.

ad 2) Suite aux recherches entamées par les agents de l'AGE, l'auteur de la pollution a pu être retracé. Il s'agissait d'une société de construction qui pompait les eaux de fouille d'un chantier dans une canalisation se rejetant dans le cours d'eau « Millebaach ». Suite à l'intervention de l'AGE, le pompage des eaux de fouille vers le cours d'eau a été arrêté. Bien qu'il s'agisse d'une pollution physique causée par des boues et des sédiments, et non d'une pollution chimique, il est important de noter que même les matières en suspension peuvent avoir des effets néfastes sur la faune et la flore sauvage en bouchant des interstices ou en couvrant tout le lit du cours d'eau ainsi que sa biologie d'une couche opaque. Les matières en suspension peuvent constituer une entrave à la respiration, à la photosynthèse et détruire des frayères potentielles.

ad 3) Comme mentionné plus haut, il n'y a pas d'autres pollutions qui aient été signalées à cet endroit. Il est important de noter que la pollution détectée le 13 mai ne peut pas engendrer la mort d'arbres.

ad 4) Au total, 441 pollutions de cours d'eau ont été signalées à l'AGE lors de la période 2015-2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Malheureusement, le responsable n'a pu être identifié que dans 190 cas.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En moyenne, les origines de ces pollutions se répartissent comme suit :

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2213 (14.05.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **refus d'annulation d'un congé posé par un salarié :**

Suite à la crise sanitaire, un certain nombre de mesures ont été prises notamment au niveau du domaine du travail. Ainsi, il est possible pour un employeur pendant l'état de crise de refuser un congé, voire d'annuler un congé déjà accordé. Sauf erreur, les différents règlements qui ont été pris par la suite restent muets sur le droit du salarié de reporter un congé déjà posé.

Il s'ensuit que les dispositions du Code du travail sont pleinement applicables.

D'après l'article 233-10 du Code du travail, le congé est fixé en principe selon le désir du salarié. Logiquement si le congé est en principe fixé selon le désir du salarié, celui-ci devrait être en mesure de pouvoir annuler un congé déjà posé. Or, d'après mes informations, certains employeurs forcent leurs salariés à prendre les congés tels que fixés, alors même que les salariés souhaiteraient les prendre à une date ultérieure en raison de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant que de nombreux employeurs forcent leurs salariés à prendre les congés déjà accordés, alors même que ceux-ci souhaiteraient les reporter en raison de la crise sanitaire ?

2) Existe-t-il une disposition dans le cadre des règlements pris suite à la déclaration de l'état de crise qui oblige les salariés à prendre les congés d'ores et déjà accordés, voire existe-t-il une disposition autorisant un employeur à forcer les salariés à prendre les congés tels que accordés alors même qu'ils souhaiteraient reporter lesdits congés ?

3) Dans la négative, comment expliquer que les employeurs puissent refuser les demandes d'annulation de congés accordés de leurs salariés ?

4) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait dès lors intervenir en l'espèce et apporter les clarifications qui s'imposent ?

Réponse (15.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Il faut souligner que la teneur exacte de la première phrase de l'article du Code du travail citée par l'honorable Député est la suivante : « Le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent. »

Par conséquent, le salarié n'a pas une liberté absolue en matière de fixation de son congé légal. Le congé doit toujours être fixé d'un commun accord, c'est-à-dire le salarié a la liberté de choisir la ou les dates de son congé mais ce choix doit être approuvé par l'employeur. Si les besoins du service ou les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise s'opposent au choix du salarié, il faut que l'employeur propose d'autres dates disponibles.

Le texte applicable ne prévoit cependant aucune possibilité pour le salarié d'annuler de manière unilatérale le congé préalablement fixé et accordé.

ad 2) Non, une telle disposition spécifique n'a pas été prise. Les dispositions actuelles du Code du travail s'appliquent.

ad 3) cf. réponse sous ad 1).

ad 4) Vu ce qui précède, il ne semble pas que des clarifications supplémentaires soient nécessaires.

Question 2214 (14.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **possibilité de report d'éventuels déficits liés à la crise sanitaire :**

Dans ma question parlementaire n° 2054, j'avais attiré l'attention des ministres sous référence sur la possibilité de reporter le déficit ou une partie de celui-ci et demandé si une telle possibilité était envisagée par le Gouvernement afin de venir en aide aux entreprises et indépendants. Dans leur réponse commune du 12 mai 2020, Messieurs les Ministres ont conclu qu'un report rétrospectif ne constitue pas une piste permettant de préserver la liquidité et la rentabilité à court des entreprises et indépendants dans le cadre du Covid-19, alors qu'il serait difficile voire impossible de déterminer les pertes établies pour 2020 et pouvant faire l'objet d'un report.

À noter par ailleurs dans ce contexte que si des difficultés devaient apparaître dans la détermination des pertes pour 2020, il serait aussi difficile pour le Gouvernement de faire des prévisions exactes quant aux impôts que les contribuables vont effectivement devoir payer voire les montants des avances que les contribuables doivent verser ne correspondant à aucune réalité. Le fait d'énoncer parmi les mesures prises pour venir en aide aux entreprises la possibilité de demander la mise à zéro des avances pour les deux premiers trimestres 2020 ne constitue partant pas une mesure adéquate puisque les avances ont été calculées à partir des données des années précédentes, donc sur des données qui ne sont plus d'actualité compte tenu des conséquences de la pandémie Covid-19 sur le tissu économique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de l'Économie :

- Messieurs les Ministres estiment-ils que les problèmes de liquidité et de rentabilité des entreprises et des indépendants sont des problèmes à court terme ? Ou bien pensent-ils qu'ils vont perdurer et risquent de se reposer notamment au moment où par exemple les subventions en capital sous forme d'avance doivent être remboursées ou lorsque les contribuables, qui ont demandé à bénéficier de la mise à zéro des avances concernant l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial, seront appelés à régler l'entièreté de ces impôts ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre à ce moment-là ? Va-t-il recourir aux mêmes mesures que celles qui existent actuellement ? Ou bien va-t-il mettre en place des moyens plus innovants et destinés à venir en aide aux entreprises et aux indépendants à long terme ? Dans cette hypothèse, le système du report tel qu'il existe dans certains pays ne constitue-t-il pas une telle mesure ? Toujours dans l'affirmative, ne pourrait-on pas innover en prévoyant des mesures de report sur les exercices futurs créant ainsi un système particulier destiné à pouvoir être mis en œuvre par exemple lors de crises ou autres cas de force majeure ?

- Quelles sont les difficultés d'ordre comptable et fiscal qui empêchent la mise en place d'un système de report « loss carry back » dans le cadre actuel ? En temps normal, n'y a-t-il aucune difficulté à déterminer les pertes à prendre en considération dans le cadre d'un report respectivement quelles sont les différences entre le système de report en temps normal et en temps de crise ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les pays qui connaissent un système de report de déficit n'ont pas suspendu ce système en raison de la pandémie actuelle ? Dans l'affirmative, ne pensent-ils pas qu'il faudrait s'inspirer de ces modèles et adapter notre système fiscal au plus vite ?

- Dans la mesure où les avances ont en principe été calculées à partir des données des années précédentes, donc sur des données qui ne sont plus d'actualité compte tenu des conséquences de la pandémie Covid-19 sur le tissu économique du pays, à partir de quelles données les avances pour l'année en cours, et qui seront dues pour toutes les entreprises au 3e et 4e trimestres 2020, sont-elles calculées ?

- Si les entreprises ou les indépendants ne seront pas en mesure de régler lesdites avances, les sanctions et procédures normales s'appliqueront-elles ?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Suite à la réponse commune à la question parlementaire n° 2054, dans laquelle a été mise en exergue la raison pour laquelle un report rétrospectif de pertes ne permet pas de préserver la liquidité et la rentabilité des entreprises et des indépendants à court terme dans le contexte de la pandémie Covid-19, l'honorable Député pose des questions supplémentaires concernant d'autres mesures destinées à venir en aide aux entreprises et aux indépendants.

Dans ce contexte, il est renvoyé à la présentation du paquet « Neistart Lëtzebuerg » le 22 mai 2020, qui répond à une grande partie des questions soulevées par l'honorable Député. Ce paquet de mesures de soutien a pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire Covid-19. Les trois priorités de ce paquet sont d'encourager l'emploi, de soutenir les entreprises dans les secteurs les plus touchés et de promouvoir une relance économique durable. Les 23 nouvelles mesures proposées contribueront donc au maintien de l'emploi, à la relance dans les secteurs les plus touchés par la crise à l'aide de la création d'un nouveau fonds de relance et de solidarité pour entreprises ainsi qu'au redémarrage du commerce de détail par des aides spécifiques, tout en soutenant le tourisme national et en accélérant la transition vers une économie plus durable.

Dès lors, le Gouvernement est persuadé que les mesures du paquet « Neistart Lëtzebuerg », ainsi que celles prévues dans le Programme de stabilisation de l'économie, sont nettement plus efficaces qu'un report rétrospectif de pertes qui n'aurait pas pu être mis en place à court terme.

Concernant les subventions sous forme d'avance remboursable mises en place dans le contexte de la crise du Covid-19, il y a lieu de préciser que le remboursement de l'aide commencera au plus tôt douze mois après le premier paiement de l'avance remboursable, sauf demande contraire de l'entreprise.

Le remboursement de l'aide se fait sur base d'un plan de remboursement proposé par l'entreprise requérante et approuvé par l'État vers la fin du premier semestre 2021. L'État se réserve le droit de renégocier, le cas échéant, les modalités de remboursement avec l'entreprise requérante en fonction de la capacité de remboursement et du résultat réalisé par cette dernière au cours de l'exercice fiscal durant lequel l'aide a été octroyée et des exercices fiscaux qui suivent.

Le plan de remboursement tiendra évidemment compte des paramètres financiers de l'entreprise.

Question 2216 (14.05.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **mesures de déconfinement des cultes :**

An senger Déclaration au sujet de la stratégie de déconfinement progressif de 7. Mee an der Chamber huet den Här Staatsminister Xavier Bettel erkläert, et wiere verschidde Froen un all d´Culten erausgaangen, fir ze gesinn, wéi si d´Praktik vun der Relioun an Zäite vum Deconfinement géife gesinn. Op Basis vun den Äntwerten dorop kéint ee feststellen, ob dës Kulte rëm kéinten an noer Zukunft Leit empfänken.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Staatsminister an un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Sinn dës Froe vun alle Kulte beäntwert ginn? Wa jo, wéi eng Schlëss kann een doraus zéien?

- Gëtt et beispillsweis eng Strategie fir den Deconfinement an de Kierchen? Wa jo, wéini sollen dës erëm opgoen?

- Wéi kann d´Praktik vun de Kulten an Zäite vum Deconfinement ausgesinn?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Op Ufro vum Kultusminister hunn all déi konventionéiert Reliounsgemeinschaften dem Kultusdepartement e „projet de stratégie de déconfinement" zoukomme gelooss.

All dës Projete sinn du vun der Santesdirektioun aviséiert ginn.

Den 22. Mee 2020 hat de Kultusminister eng Entrevue mat de konventionéierte Reliounsgemeinschaften, fir zesummen iwwert den Deconfinement ze diskutéieren.

De 29. Mee 2020 ass dunn de Règlement grand-ducal du 26 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a Kraaft getrueden, deen eng Reprise vun de kultuellen Aktivitéite mat Presenz vun der Öffentlechkeet erëm erméiglecht huet.

Question 2218 (14.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**augmentation du temps de travail maximal autorisé :**

Le règlement grand-ducal du 11 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal du

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

27 mars 2020 portant introduction d'une dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail a étendu l'augmentation du temps de travail maximal autorisé par cet article à douze heures par jour et 60 heures par semaine en faveur des activités énumérées en annexe de ce règlement.

La liste de ces activités, où ce temps de travail maximal exceptionnel est autorisé, est très longue et comprend, outre les activités définies comme essentielles pour le maintien des intérêts vitaux de la population et du pays, également toutes les activités commerciales et artisanales actuellement autorisées à s'exercer.

Cette exception à la réglementation européenne de certains aspects du temps de travail est ainsi justifiée dans les considérants du règlement grand-ducal :

« Considérant que les différentes mesures réglementaires introduites se limitent à ce qui est indispensable et strictement nécessaire et qu'elles sont adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux ;

Considérant qu'il existe des exceptions au champ d'application de la directive 2003/88 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail et que la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé qu'elle n'autoriserait ces exceptions que dans le cas d'événements exceptionnels à l'occasion desquels le bon déroulement des mesures destinées à assurer la protection de la population dans des situations de risque collectif grave exige que le personnel ayant à faire face à un événement de ce type accorde une priorité absolue à l'objectif poursuivi par ces mesures afin que celui-ci puisse être atteint ».

Cette vue extensive sur ce qui relève de la protection de la population dans une situation de risque grave me semble cependant être en opposition aux dérogations autorisées par la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Le droit européen retient une conception restrictive des dérogations à la prédite directive et préconise de justifier celles-ci en fonction de la nature des tâches effectuées par le travailleur, et non pas d'après le secteur d'activité de l'employeur.

En effet la communication interprétative de la Commission européenne relative à cette directive retient ce qui suit :

« 2. Dérogation : exception dans des situations exceptionnelles

(…) Il en irait ainsi "lors de catastrophes naturelles ou technologiques, d'attentats, d'accidents majeurs ou d'autres événements de même nature, dont la gravité et l'ampleur nécessitent l'adoption de mesures indispensables à la protection de la vie, de la santé ainsi que de la sécurité de la collectivité et dont la bonne exécution serait compromise si toutes les règles énoncées par les directives 89/391 et 93/104 [la directive sur le temps de travail] devaient être observées" (57).

L'exception interprétée par la Cour découle de l'article 2, paragraphe 2, de la directive 89/391/CEE. Celui-ci dispose que "[l]a présente directive n'est pas applicable lorsque des particularités inhérentes à certaines activités spécifiques dans la fonction publique, […] s'y opposent de manière contraignante" (soulignement ajouté par la Commission).

La Commission considère que l'élément déterminant en la matière devrait être la nature des activités des travailleurs lors de la prestation d'"activités de la fonction publique" destinées à assurer l'ordre et la sécurité publics (58) plutôt que la simple existence d'un employeur du secteur public ou d'une intervention des pouvoirs publics dans le financement ou l'organisation du service concerné.

Bien que la Cour n'ait pas encore statué sur ce point, il semblerait injustifié en cas de survenance des événements exceptionnels précités d'exempter de façon temporaire les travailleurs du secteur public uniquement et de continuer à exiger le strict respect des dispositions de la directive pour les travailleurs du secteur privé, par exemple les travailleurs dans des hôpitaux privés.[8] »

[8] (56) Ordonnance dans l'affaire C-52/04, op. cit., point 53 ; arrêt dans l'affaire C-132/04, op. cit., point 26. (57) Ordonnance dans l'affaire C-52/04, op. cit., point 54 ; arrêt dans l'affaire C-132/04, op. cit., point 27. (58) Arrêt dans l'affaire C-303/98, op. cit., point 36.

Au vu de cette situation légale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer en quoi il estime que cette longue liste d'exclusions du droit du travail se limiterait « à ce qui est indispensable et strictement nécessaire » et en quoi les dispositions retenues seraient « adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux » ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en particulier les activités parmi celles énumérées à l'annexe du règlement qui relèveraient selon lui de la « protection de la population dans des situations de risque collectif grave » ou de « mesures indispensables à la protection de la vie, de la santé ainsi que de la sécurité de la collectivité » et justifieraient donc la dérogation au droit du travail opéré en leur faveur ?

3) Monsieur le Ministre peut-il notamment me renseigner sur la raison de l'inclusion de tout le secteur privé dans cette liste dérogatoire alors que la directive en cause mentionne expressément le seul secteur public pouvant bénéficier d'une telle dérogation et qu'il n'y a pas encore de jurisprudence de la CJUE se prononçant sur l'inclusion du secteur privé dans cette dérogation (même si le texte interprétatif cité en haut semble ne pas exclure une telle inclusion concernant par exemple les hôpitaux privés, mais certainement pas les commerces de détail) ?

4) Monsieur le Ministre ne craint-il pas notamment une action en manquement de la Commission européenne contre ce texte qui va clairement contre les conditions restrictives attachées à la possibilité de dérogation des dispositions européennes concernant le temps de travail ?

5) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il est au contraire temps d'abolir cette réglementation contraire au droit du travail ?

Réponse (15.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Il faut tout d'abord retenir que cette liste de secteurs éligibles a entre-temps été largement raccourcie par le règlement grand-ducal du 15 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 mars 2020 portant introduction d'une dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail.

En effet cette modification a exclu les entreprises artisanales et commerciales du champ d'application de la possibilité d'obtenir une autorisation ministérielle de dérogation à l'article L. 122-11 précité.

Par ailleurs, les autorisations accordées sur base de ce règlement grand-ducal pris dans le cadre de la pandémie du Covid-19 l'ont été par rapport à la nature du travail à exécuter par les salariés concernés au sein des entreprises éligibles afin de respecter les critères de l'indispensable et du strictement nécessaire.

ad 2) La très grande majorité des dérogations ont été accordées à des hôpitaux, des maisons de soins, des maisons de retraite et des institutions du secteur d'aides et de soins, et ce toujours avec l'accord des délégations du personnel concerné.

ad 3) Le secteur privé a été inclus alors que beaucoup d'activités, qui normalement incombent à l'État, sont exécutées par des associations qui agissent dans le cadre d'un conventionnement.

En ce qui concerne les secteurs du commerce et de l'artisanat aucune dérogation n'a été accordée.

ad 4) Non.

ad 5) Le règlement grand-ducal incriminé par l'honorable Député viendra de toute façon à expiration avec la fin de l'état de crise, soit au 24 juin 2020 et ne sera pas reconduit, et toutes les autorisations accordées jusque-là cesseront automatiquement leur effet à cette date.

Question 2219 (14.05.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **tarif de rachat photovoltaïque :**

Anlage fir Solarstroum, op privat oder gemeinschaftleche bzw. ënnert der Form vun Energiekooperativen, déi virun dem 31. Dezember 2020 a Betrib geholl ginn, profitéieren nach vun engem méi favorabelen Aspeisetariff, wéi wann dës Anlag 2021 a Stroumproduktioun geet (z. B. fir Privatpersounen 0,160 €/kWh an 2020 versus 0,155 €/kWh an 2021[9].)

D'Coronakris huet awer en Impakt op d'Fäerdegstellung vun de Projeten, déi an der zweeter Hallschent vun dësem Joer ausgefouert ginn, an déi lo riskéieren net méi rechtzäiteg virun dem Stéchdatum a Betrib geholl ze ginn. Engersäits huet d'Kris en Impakt op d'Produktioun vu Material, dat am Ausland produzéiert gëtt (z. B. Solarzellen déi zu engem Groussdeel aus Wuhan, China kommen), wat zu Engpässer an deenen nächste Méint kéint féieren, an anerersäits op d'Aarbecht op de Chantieren, déi wärend dem Lockdown ënnerbrach waren. Dofir riskéiere puer Anlagen net rechtzäiteg (d. h. virun Enn des Joers) fäerdeg ze sinn. Dëst ka fir déi betraffe Leit problematesch sinn, vu dass déi hir Berechnungen op d'Wirtschaftlechkeet vun den Anlagen op den Tariff vun 2020 baséiert hunn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Plangt de Minister, Aspeisetariffer fir Solarstroum fir d'Joer 2020 wéinst der aktueller Covid-19-Kris iwwert d'Joer 2020 ewech ze verlängeren?

2. Wa jo, wéi laang?

3. Wann nee, ginn déi concernéiert Leit anescht ënnerstëtzt?

[9] https://www.myenergy.lu/de/privatpersonen/photovoltaik/finanzierung-und-foerderprogramme

Réponse (10.06.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert kann ech lech matdeelen, datt esou eng Verlängerung schonns um Instanzewee ass. Well de gezwongene Stëllstand op de Chantieren ee Mount gedauert huet, et awer schwéier ass och méiglech accumuléiert Retarden anzeschätzen souwéi méiglech Problemer a Retarden an de Produktiouns- a Liwwerketten, gouf eng Verlängerung vun dräi Méint festgeluecht, d'Maximaldauer vum „état de crise". D'Tariffer vun 2020 si gülteg bis den 31. Mäerz 2021 inclus.

Dës Problematik war am Ministère fréi opgeworf ginn, an eng entspriechend Ännerung vum groussherzogleche Reglement iwwer erneierbar Energië gouf dann och schonn am Regierungsrot vum 20. Mee 2020 diskutéiert an ugeholl.

Dëst ass och als eng Mesure unzegesinn am Kader vun der wirtschaftlecher Relance.

Ech erlabe mer dowéinst och nach eng aner Mesure ze ernimmen, déi am selwechte groussherzogleche Reglement geholl ginn ass. Am Beräich Photovoltaik ass et jo esou, datt déi méi grouss Kategorië vun 30-100, 100-200 an 200-500 kW mat engem garantéierten an attraktiven Aspeisetariff bis elo gemeinschaftlechen Anlagen („sociétés coopératives et civiles") virbehale waren.

Fir jidderengem ze erlaben an dëser Gréisstenuerdnung täteg ze ginn a „gréng" Investitiounen ze tätegen, gouf an der leschter Ausschreiwung fir grouss Photovoltaikanlage schonn extra eng Kategorie 200-500 kW bäigesat.

Fir lo no der Coronakris weider Investissementer ze erméiglechen an ze stimuléieren, ginn déi zwou aner Kategorien, 30-100 an 100-200 kW, mat dëser Reglementsännerung opgemaach fir jiddereen. Domadder kënne beispillsweis och lo kleng a Mëttelbetriber a landwirtschaftlech Betriber, déi e méi groussen Daach hunn, eng Photovoltaikanlag installéieren a vun engem reglementéierten Tariff profitéieren. Domadder entsteet och fir d'Lëtzebuerger Handwierksbranche en zousätzleche Marché a fir d'Betriber eng interessant Opportunitéit, fir an eng nohalteg Stroumproduktioun ze investéiren.

Question 2221 (15.05.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**avenir de LuxairGroup :**

Dans un communiqué du 30 avril 2020, l'OGBL, tout en saluant les déclarations publiques de l'actuel directeur général de LuxairGroup, a revendiqué une garantie d'emploi pour tous les salariés du groupe. À quelques jours de son début de mandat, le nouveau directeur général se veut moins rassurant. Sur rtl.lu, on peut lire : « Ob d'Luxair ouni Entloossungen duerch d'Kris kënnt, ob Staatshëllefen néideg wäerte sinn, dofir wier et ze fréi, sech haut festzeleeën. »

Alors que l'État du Grand-Duché de Luxembourg détient directement 40 % et de manière indirecte 60 % des actions du groupe et est directement représenté par plusieurs fonctionnaires au sein du conseil d'administration du groupe, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en ces temps de crise, il faille rassurer les salariés du groupe ?

- Est-ce que le Gouvernement, via ses représentants, entend s'opposer à des licenciements de salariés du groupe ?

- J'aimerais également profiter de la présente pour demander à Monsieur le Ministre de répondre de manière détaillée à chacune des interrogations soulevées dans ma question parlementaire n° 2163 du 6 mai 2020. À cette occasion, Monsieur le Ministre pourra m'informer si l'actuel directeur général a, avant d'annoncer son départ à la retraite, été informé que son mandat ne sera pas renouvelé.

Réponse (16.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tout le secteur de l'aviation est plongé dans la plus profonde crise qu'elle n'a jamais connue au niveau mondial. Cette crise est évidemment économique, mais elle a aussi des conséquences sociales directes. Ainsi le Gouvernement a pris au cours des derniers mois un certain nombre de mesures afin de soutenir au mieux les salariés dans tous les secteurs et celui de l'aviation ne fait pas exception.

Le Gouvernement a toujours été et restera attentif à l'évolution des conséquences de l'arrêt des opérations aériennes pour Luxair et ses employés. À ce stade, il est toujours trop tôt pour mesurer l'ensemble des répercussions que cette crise aura sur le groupe dans son ensemble et sur les salariés en particulier. Le nouveau directeur général devra présenter son projet pour l'avenir du groupe et l'avenir des salariés y tiendra certainement une position centrale.

J'estime que la question parlementaire n° 2163 a été traitée de manière exhaustive lors de l'heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile du 13 mai 2020 à la Chambre des Députés.

Quant à la question concernant l'ancien directeur général, il ne m'appartient pas de commenter sa décision de prendre sa retraite, ni les raisons entourant cette annonce.

Question 2223 (15.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réforme du Code de déontologie du Gouvernement :**

De „Paperjam" vum 14. Mee mellt, datt den Deontologiekodex vun der Regierung sollt iwwerschafft ginn. Als Grond ginn déi aktuell professionell Aktivitéite vun engem fréiere Minister genannt. Dat war awer net den eenzege Kontext, an deem den Deontologiekodex vun der Regierung a rezenter Vergaangenheet diskutéiert gouf.

Dowéinst wéilt ech dem Här Staatsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ännerunge plangt d'Regierung un hirem Deontologiekodex?

2. Soll zum Beispill reglementéiert ginn,

a) datt e Regierungsmember keng direkt oder indirekt Reklamm fir e Betrib däerf maachen, besonnesch dann net, wann hien oder no Familljemembere finanziell Interessien an deem Betrib hunn oder haten?

b) Gëtt an deem neien Text och reglementéiert, wéi a wéini e Regierungsmember op offiziellem Pabeier ka schreiwen a wéini de Gebrauch vun enger offizieller Entête en Abus duerstellt?

c) Wëll d'Regierung preziséieren, datt kee Minister däerf an eegener Saach eng Decisioun huelen?

d) Gëtt an deem neien Text och preziséiert, wéi e Minister korrekt mat enger Affär ëmgeet, wou e Mandataire vu senger Partei oder e Frënd betraff ass?

Réponse (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Et ass de Moment verfréit, fir op dës Fro ze äntwerten, well d'Regierung nach amgaangen ass op Recommandatioun vum Greco (Groupe d'action contre la corruption) vum Europarot am Kader vum 5. Cycle ze waarden, eebe justement fir an Zukunft Textännerungen unzehuelen. D'Regierung huet dem Greco eng éischt Prise de position mat enger Rei Proposen zoukomme gelooss, wéi een de Recommandatioune gedenkt entgéintzekommen an et gëtt erwaart, dass bis den Hierscht hei eng Réckmeldung vum Greco virläit, op Basis vun där d'Regierung dann hire Code wäert upassen.

Question 2224 (15.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **aides pour le secteur événementiel :**

Dem ganze Secteur événementiel geet et an der aktueller Kris ganz schlecht, well aus

evidente Grënn all Opträg ewechfalen an och kaum elo scho vill geplangt gëtt fir déi nächst Méint. Eisen Informatiounen no sti verschidde Betriber kuerz virun der Faillite. Bis elo konnt dee ganze Secteur net vu staatlechen Hëllefe profitéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Häre Ministere fir Ekonomie a fir de Mëttelstand stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatioune bestätegen, datt et éischt Faillitten am Secteur événementiel ginn?

2. Gedenkt d'Regierung, an Zukunft och dës Betriber ze ënnerstëtzen? Wa jo, ginn et scho konkreet Pisten?

3. Huet d'Regierung eng Analys gemaach fir erauszefannen, wéi eng Secteuren nach momentan net vu Bäihëllefe kënne profitéieren? Wa jo, wéi eng Secteure sinn dat? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir och deene Secteuren ze hëllefen?

Réponse commune (15.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Bedéngt duerch d'Covid-19-Kris si vill Evenementer, Foiren a Konferenze kuerz- bis mëttelfristeg ofgesot ginn. Deels si souguer Manifestatioune bis an d'Joer 2021 era betraff. De Secteur événementiel ass also besonnesch schwéier vun der Covid-19-Kris getraff a vill Betriber sti viru grousse finanziellen Erausfuerderungen. Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur événementiel hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net sécher soen. Dëse Secteur ass net nëmmen als Éischt vun de Repercussioune vun der Coronapandemie betraff gewiescht, et ass mat Sécherheet e Beräich, deen am nohaltegste wäert ënnert den Auswierkunge leiden.

Well d'Regierung de Secteur wëllt ënnerstëtzen, huet si e Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an d'Liewe geruff, iwwert deen ënner anerem den Tourismussecteur an de Secteur événementiel geziilt ënnerstëtzt ginn. Déi betraffe Betriber kënnen, ënner verschiddene Konditiounen, iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befënnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ënnerstëtzung vun 250 € a fir all Salarié, deen effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ënnerstëtzung vun 1.250 € geplangt. Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg ënnert d'Aerm gräifen an de Reemploi cibléiert ënnerstëtzen.

Zanter ufanks der Kris mécht d'Regierung e permanente „screening" vun der wirtschaftlecher Situatioun, fir e Bild ze hu vun de Secteuren, déi krisebedéngt an eng finanziell Schiflag gerode sinn. Esou stoung scho knapps eng Woch nom Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz eng éischt Hëllef bereet, fir deene Betriber ze hëllefen, déi duerch d'Akraafttriede vum benannte Reglement hir Dieren hu missen zoumaachen. Op Basis vun dësem „screening" sinn duerno nach eng séllege weider Hëllefen ausgeschafft an an d'Liewe geruff ginn.

Esou wäert an de kommende Méint och de Régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin a Kraaft trieden; e Regimm dee spezifesch op eng nohalteg Ënnerstëtzung vum Eenzelhandel ausgeluecht ass. Donieft wäert ënner anerem och eng Hëllef an d'Weeër geleet ginn, déi den ASBLen an deene ville Fräiwëllegen aus dem Tourismussecteur wäert finanziell Ënnerstëtzung ubidden.

Question 2225 (15.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **recommandations pour les maisons de soins :**

Le moral des résidents des maisons de soins est très impacté par la crise sanitaire et cet aspect psychologique joue un rôle important dans le bien-être des personnes concernées. Afin de garantir la santé psychique des habitants des maisons de soins, la réouverture aux visites de leurs proches a été annoncée le 28 avril 2020 par le Gouvernement.

Cependant, il nous revient que le Ministère de la Santé aurait émis des recommandations aux maisons de soins concernant l'application des mesures sanitaires en cas de sortie passagère d'un des occupants. Selon les informations qui nous ont été transmises, une personne habitant une maison de retraite et assumant une visite médicale auprès d'un médecin ou un séjour à l'hôpital, devra alors être placée systématiquement sous quarantaine pendant 14 jours sans preuve tangible de contamination. Cette mesure empêchera de nouveau les résidents de recevoir des visites de leurs proches pendant cette durée d'isolement mentionnée.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Le Gouvernement, peut-il confirmer avoir émis une telle recommandation aux maisons de soins ?

- Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement pourrait-il nous communiquer la raison pour laquelle cette recommandation a été formulée ? Il convient ici de rappeler que le personnel de ces maisons de soins n'y réside pas, et exécute ainsi des déplacements au quotidien entre leur foyer et leur lieu de travail, représentant également un potentiel danger de contamination.

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les possibilités pour les résidents isolés de revoir leurs familles pendant ces deux semaines de quarantaine ?

- Prenant en compte la stratégie annoncée par le Luxembourg de tester à grande échelle, l'exécution d'un test diagnostique au lieu de l'isolation pendant 14 jours en cas de déplacement vers l'extérieur de l'établissement constituerait-il une option ?

- Si le Gouvernement a réellement émis une telle recommandation, serait-il prêt à revoir ses considérations afin de garantir la santé mentale des résidents des maisons de soins ?

Réponse commune (15.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Gouvernement avait effectivement émis une recommandation de mise en quarantaine de tout résident de maison de soins revenant d'une sortie passagère au début de l'épidémie Covid-19 vers la mi-mars. Cette recommandation avait été formulée suite à l'introduction dans plusieurs maisons de soins de l'infection Covid-19 par des résidents retournant d'un séjour à l'hôpital au mois de mars.

La nécessité de suivre une quarantaine de 14 jours a été abolie en date du 20 mai 2020 par un document élaboré conjointement par le Ministère de la Famille et la COPAS et avisé par la Direction de la santé. Le document « Alignement des sorties des structures d'hébergements pour personnes âgées aux recommandations pour la population générale (20/05/20) » est disponible sur le site du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Question 2226 (15.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **entreprises de livraison :**

Zënter datt am Kader vun der Coronakris am Mäerz verschidde Restriktioune gëllen an d'Betriber aus dem Horeca-Beräich hir Diere fir hir Clienten hu missen zoumaachen, hunn hei zu Lëtzebuerg d'Liwwerdéngschter, fir Liewensmëttel ze transportéieren, Héichkonjunktur.

Dofir wéilt ech der Regierung follgend Froe stellen.

1. Ass der Regierung bekannt, datt hei zu Lëtzebuerg bei der „livraison à domicile" eng Firma aktiv ass, déi e gutt Stéck méi bëlleg ass wéi aner Ubidder? Dat, well der Firma hir Livreuren als „prestataires de services" mat engem Freelance-Kontrakt agestallt ginn?

2. Déi betraffe „prestataires de services" mussen, laut Gesetz, alleguerten eng Autorisatioun fir hir Aktivitéit hunn? Ass dat de Fall?

3. All Livreur misst bei all Liwwerung eng Rechnung, mat der respektiver TVA drop, ausstellen? Ass dat de Fall?

4. Am Secteur vun der Restauratioun a vun de Liwwerservicer ass eng gréisser Onrou wéinst der Praxis vun der betraffener Firma. Hei gëtt vun deloyaler Konkurrenz geschwat. Ass d'Regierung och där Meenung?

5. Ass déi Firma an d'Leit, déi fir si schaffen, scho kontrolléiert ginn, ob déi aarbechtsrechtlech Bestëmmungen alleguerten agehale ginn?

6. Wéi steet d'Regierung zu dëser Astellungspraxis wëssend, datt sech de Minister François Bausch an der Vergaangenheet scho géint en auslänneschen Taxidéngscht ausgeschwat huet, well dësen eng änlech Praxis ausüübt an dësen hei am Land dowéinst net Fouss faasse konnt?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. bis 5. Falls den honorabelen Deputéierte sech a senger parlamentarescher Fro op d'Firma bezitt, déi iwwer eng digital Plattform hir Servicer als Entreprise de livraison à domicile ubitt, esou ass déi Firma der Regierung duerchaus bekannt.

Et sief an dësem Kontext drop higewisen, dass d'ITM eng Rei Kontrollen duerchgefouert huet an an der Tëschenzäit sinn och Dossieren un de Parquet weidergeschéckt ginn.

Vu dass de Parquet den Ament nach amgaangen ass déi Rapporten ze analyséieren, wéilt d'Regierung d'Resultater vun dëser Analys ofwaarden.

ad 6. D'Regierung ass ganz kloer géint d'Praxis vun der Schäiselbststännegkeet. All Firma, déi sech zu Lëtzebuerg etabléiere wëllt, muss déi néideg Autorisatioune fir hir Aktivitéit ufroen an och kréien, a sech u geltend Aarbechtsrecht halen.

D'Zil muss och weiderhi sinn, d'Rechter vun de Salariéen ze schützen an d'Concurrence déloyale tëscht den Entreprisen ze verhënneren.

Question 2229 (15.05.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **personnes en rétention et** la **validité des titres de séjour :**

La pandémie actuelle a eu plusieurs conséquences sur le plan international. D'une part, de nombreux pays ont fermé leurs frontières extérieures. D'autre part, les moyens d'aller d'un pays à un autre sont quasiment inexistants. Ces évolutions ont empêché l'État d'exécuter les mesures d'expulsion, qu'elles soient liées au règlement Dublin III ou qu'elles soient liées à un manque de titre de séjour valable.

Au Luxembourg comme dans d'autres pays, une partie des personnes en procédure d'expulsion sont internées dans le Centre de rétention qui se trouve au Findel. Selon l'article 120 de la loi du 29 août 2008, « un étranger peut être placé en rétention afin de faciliter l'exécution d'une mesure d'éloignement ». L'article 1er de la loi du 28 mai 2009 stipule que le Centre de rétention « a pour mission d'accueillir et d'héberger les personnes faisant l'objet d'une mesure de placement » et « de les préparer à leur éloignement ». Finalement l'article 4 de la loi du 4 décembre 2019 portant modification de la loi modifiée du 19 août 2008, stipule que « la rétention ne peut être maintenue qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement est en cours et exécuté avec toute diligence requise. » Le placement en rétention ne pourrait donc être maintenu qu'à condition que l'expulsion puisse être exécutée et si elle peut l'être rapidement et en toute sécurité.

Or, avec le secteur de l'aviation ne circulant quasiment plus, l'expulsion ne pouvait plus être exécutée rapidement. C'est d'ailleurs ce que le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a affirmé en Commission des Affaires étrangères et européennes le 8 avril dernier : « la durée de séjour au Centre de rétention est limitée par la loi. Si des vols pour leur [déboutés du droit d'asile, personne en situation irrégulière] retour ne peuvent pas être organisés dans ces délais, les personnes concernées doivent quitter le Centre de rétention. » Le risque, lors d'une expulsion ainsi que dans le Centre lui-même, de propager le virus ou d'y exposer une personne n'est d'ailleurs pas négligeable.

Suivant les considérations qui précèdent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Combien de personnes ont été libérées du Centre de rétention depuis le début de l'état de crise parce que leur expulsion ne pouvait plus être exécutée ?

2) Combien de personnes ont été maintenues dans le Centre de rétention ?

3) Parmi ces personnes, combien y avait-il d'hommes seuls, de femmes seules, de couples, de familles et d'enfants ?

4) Un hébergement a-t-il été mis à disposition de ces personnes libérées ou les a-t-on simplement mises à la rue ? Si un hébergement a été mis à disposition, pouvez-vous nous détailler de quel type d'hébergement il s'agit ?

5) Est-il vrai que les personnes placées en rétention se sont vu proposer d'y rester faute d'autres hébergements disponibles ?

6) Considérant que les procédures d'expulsion ne pourront pas reprendre de si vite, et afin d'éviter de laisser les personnes pendant plusieurs mois dans une incertitude concernant leur futur, Monsieur le Ministre considère-t-il régulariser toutes ou certaines des personnes concernées ?

Les mesures de confinement et de distanciation physique et sociale décrétées par l'État en mars ont aussi inclus la fermeture de certains guichets liés à l'immigration, ou du moins leur service réduit.

Le règlement grand-ducal du 18 mars prescrivait d'ailleurs, à l'article 13, la prolongation automatique des différents visas et titre de séjour jusqu'à la fin de l'état de crise.

Considérant que cet état de crise devra prendre fin au mois de juin et que la validité des visas et titres de séjour risquera de ne plus être valable d'un jour à l'autre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

7) Monsieur le Ministre a-t-il prévu de prolonger la validité des titres de séjour et visas au-delà de l'état de crise ?

8) Comment Monsieur le Ministre prévoit-il d'éviter de pénaliser les personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de retourner dans leur pays faute de moyens de transports mais qui risquent de ne pas pouvoir renouveler leur titre de séjour à temps ou qui risquent de ne pas obtenir un titre de séjour à temps ?

9) Comment Monsieur le Ministre compte-t-il organiser la réouverture des guichets et la reprise des services liés à la demande et à la prolongation des titres de séjour ?

Réponse (05.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Depuis le 18 mars 2020, neuf retenus ont été élargis du Centre de rétention parce que leur retour n'était matériellement pas possible en raison des mesures de confinement prises par les pays de transit ou d'accueil respectifs. En date du 16 mars 2020, 19 retenus avaient été élargis en raison notamment de la réorganisation du Centre dans le cadre de son plan de continuation des activités et parce qu'un éloignement dans les délais s'avérait hautement hypothétique voire improbable.

ad 2) En date du 29 mai 2020, le Centre de rétention dénombrait 25 retenus (hommes seuls uniquement).

ad 3) Le Centre de rétention n'accueille plus que des hommes seuls depuis le début de l'état de crise. Il est à relever dans ce contexte que la dernière pensionnaire hébergée par le Centre a été transférée aux Pays-Bas le 27 février 2020, tandis que la dernière famille accompagnée d'enfants à y avoir séjourné l'a quitté le 3 mars 2020.

ad 4) Les personnes élargies du Centre se sont systématiquement vu proposer d'être hébergées à la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK). Il convient de noter dans ce contexte que le staff psychosocial du Centre s'efforce de façon générale d'orienter les retenus qui en sont élargis vers des structures d'hébergement adéquates pour autant que ces personnes signalent qu'elles n'ont pas la possibilité de se loger par leurs propres moyens.

ad 5) Non, une personne ne peut être placée et maintenue en rétention que sur base soit de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire soit sur base de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et pour autant que les conditions y fixées soient remplies. Il convient de rappeler que la rétention administrative est une privation de liberté dans une structure fermée et qu'aucune base légale ne permet de placer en rétention une personne qui n'en remplit pas les conditions, même si cette personne y marquait son accord. Une admission volontaire n'est donc pas possible. Aucun retenu ne s'est en conséquence vu proposer de rester volontairement au Centre alors qu'il en était officiellement élargi.

ad 6) En ce qui concerne les retenus du Centre de rétention, il n'est pas prévu de régulariser des personnes ayant obtenu une décision de retour et une interdiction d'entrée sur le territoire.

ad 7) Oui, un projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration a été déposé à la Chambre des Députés en date du 19 mai 2020. Le projet de loi 7585 a comme objet la prolongation dans le temps de certaines mesures prévues aux articles 13 et 14 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Il est accompagné d'un règlement grand-ducal relatif à la durée de l'interdiction et la portée des exceptions prévues à l'article 2 du projet de loi.

ad 8) Le projet de loi mentionné ci-avant devrait permettre aux concernés se situant actuellement au Grand-Duché soit de quitter le territoire, soit de régulariser leur séjour en temps utile. Au-delà de ces délais, le ministre analysera la situation individuelle de chaque personne.

ad 9) Depuis la semaine du 16 mars 2020, la Direction de l'immigration a fonctionné sur base d'un plan de continuité des activités qui prévoit le maintien des fonctions essentielles avec un effectif réduit sur place. Les guichets de la Direction de l'immigration étaient ouverts sur rendez-vous pour des urgences motivées.

Dans le contexte du déconfinement, les guichets en charge de l'établissement des titres de séjour sont à nouveau ouverts au public pendant l'horaire habituel depuis le 13 mai 2020, mais ils fonctionnent exclusivement sur rendez-vous pour assurer une gestion adéquate du flux du public. Pour la prise de rendez-vous, une lettre explicative a été envoyée aux concernés. De même, le traitement des demandes de titre de séjour a repris et la présence physique des agents au sein des services en charge du traitement de ces demandes a été augmentée dans les limites des consignes sanitaires actuelles.

Question 2230 (15.05.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **jugement sur accord :**

Par la loi du 24 février 2015 le Luxembourg s'est doté d'un nouvel instrument procédural en matière pénale : le « jugement sur accord ».

La procédure consiste en une négociation entre le parquet et un prévenu, afin de trouver une position commune quant à la peine à appliquer. Cette réforme a été entamée afin de désengorger les tribunaux, par « une procédure simple, visible, accessible et transparente qui (…) aboutit à un jugement rendu par un tribunal, après un procès équitable, conformément aux droits de l'homme en sauvegardant la transparence de la justice et les droits des victimes ».[10]

Selon les rapports d'activité publiés par le Ministère de la Justice pour les années 2015 à 2019 la procédure du « jugement sur accord » ne connaît qu'un succès mineur ; uniquement le parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch publie des chiffres relatifs à cette innovation législative et évacue entre deux à cinq affaires par année suivant ladite procédure.

Dans un article du « Luxemburger Wort » paru en date du 10 août 2017, l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes (« ALAP ») critique que « le parquet rejette systématiquement toutes les propositions dans le domaine des infractions routières et 99 % de celles dans le domaine des délits liés à la drogue » et que des jugements sur accord ne seraient négociées « qu'en cas d'évasion fiscale ». Le parquet a rejeté fermement ces critiques de l'ALAP en rétorquant que « jusqu'à présent, aucune proposition spécifique n'a été faite par un avocat au ministère public ».

De ce qui précède, je voudrais demander les renseignements suivants pour les années 2017, 2018 et 2019 à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de propositions de jugement sur accord ont été proposées par les avocats ?

- Combien de ces propositions ont été rejetées par le parquet pendant ladite période ?

- Pour quelles causes ces propositions ont-elles été rejetées ?

- Pour quel type d'infraction des jugements sur accord ont-ils été néanmoins acceptés ?

- Pour quel type d'infraction des jugements sur accord ont-ils été rejetés ?

- Madame la Ministre de la Justice est-elle d'avis que la procédure du jugement sur accord soit un succès ou pense-t-elle qu'elle nécessite une réforme afin de devenir le succès espéré ?

Réponse (12.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La procédure du jugement sur accord a été introduite par une loi du 24 février 2015 et n'est prévue qu'en matière de délits et en matière de crimes décriminalisés. La procédure du jugement sur accord peut être entamée à tout stade de la procédure tant qu'il n'a pas été statué par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement sur l'action publique.

La procédure du jugement sur accord a son fondement légal aux articles 563 et suivants du Code de procédure pénale. L'article 564 du Code de procédure pénale dispose que la proposition de jugement sur accord, pouvant émaner soit du procureur d'État, soit de la personne poursuivie, assistée d'un avocat, énonce les faits qui feront l'objet de l'accord et la peine proposée à titre de sanction. La proposition est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. L'article 564 du Code de procédure pénale précise que l'accord conclu par un acte qui énumère d'abord tous les faits visés à l'accord, puis ceux d'entre eux que la personne poursuivie reconnaît avoir commis. Cet acte doit spécifier :

- la qualification pénale des faits reconnus par la personne poursuivie,

- les circonstances atténuantes à retenir le cas échéant,

- les peines principales et accessoires à prononcer, les peines proposées devant être de nature correctionnelle et ne pouvant dépasser en aucun cas une durée d'emprisonnement de cinq ans,

- la décision à prendre sur les restitutions et les frais de la procédure pénale,

- la décision à prendre sur les demandes indemnitaires d'ores et déjà présentées, comportant la condamnation au paiement, dans un délai déterminé, des montants reconnus par la personne poursuivie.

Le système mis en place implique donc qu'à l'initiative soit du procureur, soit de la personne poursuivie, ensemble avec son avocat, une véritable proposition de jugement soit rédigée comprenant notamment une énumération des rapports et procès-verbaux de police et autres pièces auxquelles il est fait référence, le libellé précis des faits avec l'indication des circonstances de lieu et de temps, la qualification pénale exacte de tous les faits faisant l'objet du projet d'accord, les concours d'infractions, les circonstances atténuantes éventuelles, les restitutions, frais de justice ainsi que les intérêts civils éventuels.

Ce n'est que sur base de l'accord ainsi conclu, que la personne poursuivie est citée par le procureur d'État devant une chambre correctionnelle pour qu'il soit statué sur l'accord.

Selon l'article 575 du Code de procédure pénale, la chambre correctionnelle statue sur la culpabilité de la personne poursuivie par rapport aux faits que la personne poursuivie a reconnu avoir commis dans l'acte d'accord. Elle contrôle la légalité des peines proposées en tenant compte des circonstances atténuantes qui ont le cas échéant retenues dans l'acte d'accord. La chambre correctionnelle contrôle également l'accord relatif aux restitutions et aux frais de la poursuite pénale. Enfin, elle s'assure, sur base des déclarations recueillies à l'audience et des pièces versées, si l'accord relatif aux demandes indemnitaires d'ores et déjà présentées est, en tout ou en partie, accepté par les personnes les ayant présentées.

Pour les années 2017 à 2019, le nombre de jugements sur accord renseignés dans la chaîne pénale dite « JU-CHA » se chiffre comme suit :

	2017	2018	2019
Luxembourg	17	17	15
Diekirch	4	2	4
Total	21	19	19

Pour l'année 2020, une dizaine de procédures de jugement sur accord ont pu être finalisées, respectivement sont en voie d'établissement, toutes à l'initiative du parquet.

Pour la période de 2017 à 2019 et sauf erreur, deux propositions de jugement sur accord répondant tant soit peu à la définition légale du Code de procédure pénale ont été soumises au procureur d'État par un avocat. Dans les deux cas, le parquet a opposé un refus. Dans le premier cas, la raison en était que la peine proposée était illégale. La contre-proposition du parquet étant restée sans réponse, la procédure de jugement sur accord devint caduque aux termes de l'article 564, dernier alinéa du Code de procédure pénale. Dans le deuxième cas, la proposition était incomplète pour ne pas contenir le libellé des infractions reconnues.

Il est arrivé que dans certaines affaires, un avocat ait adressé un simple courrier au parquet afin de solliciter de façon globale une procédure de jugement sur accord, sans autre précision et sans que le courrier en question ne réponde aux exigences de la loi. Dans certains de ces cas, le magistrat du parquet en charge de l'affaire a comblé la lacune en procédant lui-même à la rédaction intégrale de la proposition de jugement sur accord.

Dans certaines affaires, le courrier en question est parvenu au parquet après la clôture de l'instruction, voire après la fixation de l'affaire à l'audience, voire même le jour avant la date de l'audience au fond, ce qui a limité l'intérêt du parquet à entamer une procédure de jugement sur accord au risque de retarder inutilement l'évacuation de l'affaire en audience publique dans un délai rapproché.

D'ailleurs, aucune proposition répondant aux exigences légales n'a été rejetée.

À noter encore que les jugements sur accord (tous à l'initiative du parquet) ont été conclus dans les matières les plus diverses : banqueroute simple, banqueroute frauduleuse, défaut d'autorisation d'établissement, non-respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment, infraction à la législation sur les domiciliations, infractions à la loi sur la surveillance du secteur financier, abus de biens sociaux, infraction à la réglementation en matière de navigation aérienne, faux et usage de faux, vol simple, vol domestique, vol à l'étalage, violation du secret bancaire, vol à l'aide d'effraction, vol à l'aide de violence, en matière fiscale, infraction à la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs, coups et blessures volontaires.

À noter enfin que certaines matières ne se prêtent pas à la procédure de jugement sur accord. Tel est notamment le cas pour les affaires de circulation, contentieux de masse où la politique de poursuite des parquets est bien arrêtée et où les affaires, souvent sans la moindre complexité, sont évacuées dans des délais très rapprochés de sorte qu'une négociation par le biais de la procédure de jugement sur accord ne ferait que retarder inutilement l'évacuation de l'affaire au fond. L'évacuation prioritaire de ces affaires s'explique aussi par le fait que des saisies de véhicules et des interdictions de conduire provisoires ont été prononcées. Les matières de viol, attentat à la pudeur, pédopornographie, outrages publics aux bonnes mœurs ne se prêtent guère pour la procédure de jugement sur accord, notamment eu égard aux intérêts des victimes de telles affaires.

Les avantages de cette procédure, notamment ceux de fixer un prévenu dans des délais rapprochés sur l'issue de l'action pénale dirigée à son encontre, de voir prononcer une peine qui est acceptée par celui-ci, d'économiser des moyens et temps et ainsi de désengorger les cabinets d'instruction et de raccourcir les débats à l'audience publique, doivent être mis en balance avec une justice fonctionnelle, performante, efficace et moderne. Dans la mesure où l'accord de coalition de 2018 prévoit que « le jugement sur accord sera évalué afin de renforcer son attractivité et d'évacuer un nombre d'affaires plus important et dans un délai raccourci », une analyse quantitative, mais également caractérisée des affaires ayant conduit à des jugements sur accord est constamment faite, notamment sur base des expériences des autorités judiciaires.

Question 2232 (15.05.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **campagne de dépistage de la Covid-19 :**

Le Gouvernement projette le lancement d'un dépistage du Covid-19 à large échelle. Il s'agirait d'un projet de recherche, qualifié de « très ambitieux » par la Ministre de la Santé. Sur le plan opérationnel, il serait conduit par le « Luxembourg Institute of Health » (LIH) ainsi que des partenaires et/ou sous-traitants. Le lancement de la campagne de dépistage, initialement prévu pour le 19 mai 2020, semble actuellement retardé alors que la logistique pour assurer ces tests à échelle large par le biais de 17 stations à travers le pays n'est pas encore en place.

Voilà, pour l'essentiel, les informations jusqu'alors diffusées par les autorités publiques responsables. L'ordonnateur semble être le Haut-Commissariat à la Protection nationale. La direction semble être confiée au « Luxembourg Institute of Health ». Les dépenses (il est question de 39,5 millions d'euros) seraient couvertes par des fonds provenant du budget de la recherche. Les opérations sur le terrain seraient sous-traitées par des entreprises ou laboratoires privés sans que la question du respect de procédures de marchés publics n'ait été soulevée.

Or, selon des informations relayées par la presse (« Land » du 15 mai 2020, « Fragen Sie das LIH »), le volet opérationnel du dépistage de masse serait encore plus incongru. Il est ainsi dit qu'une société dénommée « Ecolog » prendrait une part significative dans ce contexte, sans qu'aucune précision ne soit donnée sur ce fait. Je lis : « Dennoch äußert LIH-CEO Nehrbass sich über die Zusammenarbeit mit Ecolog nur zurückhaltend. Erst auf mehrmaliges Nachfragen hin teilt er knapp mit, die Firma baue die Teststationen auf. Das LIH habe mit den Laboratoires Réunis in Junglinster „einen Vertrag abgeschlossen, um die logistische Lösung für das Large scale testing bereitzustellen". Die Laboratoires Réunis hätten Ecolog beauftragt, die Stationen zu errichten. Ecolog International selber will dazu nichts sagen. »

Le déroulement des tests de dépistage soulève également de nombreuses questions. En effet, notre pays ne dispose pas des ressources humaines nécessaires pour effectuer ces prélèvements.

On apprend dans le même article de presse que : « Zwischen 14 und 32 Mitarbeiter würden pro Station benötigt, sagt Ulf Nehrbass, je nach der Kapazität der einzelnen Stationen, die zwischen 760 und 2.300 pro Tag zu testenden Personen variieren werde. Die Mitarbeiter aber stellt nicht das LIH ein. Seit rund zwei Wochen wird das Personal per Internet von Agenturen rekrutiert, darunter die deutsche Contime Service GmbH, die Schweizer Artifex Personal AG und die rumänische IBD Romania.

Artifex sucht ab 19. Mai und für drei Monate für „insgesamt 17 Covid-19-Testzentren in Luxemburg" Gesundheits- und Pflegepersonal, medizinische Fachangestellte, Medizinstudenten, Pflegefachassistenz und Laborpersonal. Contime rekrutiert Datenverarbeitungspersonal „für die Erfassung von Daten in den Covid-19-Testzentren in Luxemburg". IBD Romania sucht „100 nurses for Luxembourg project swap collection for Covid-19 testing", aber auch „150 persons - no specific qualification required". »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Qui est l'ordonnateur de cette campagne de dépistage ?

2) Qui est le destinataire des résultats de cette campagne ?

3) S'agit-il d'une opération de recherche scientifique ou d'une mesure sanitaire ?

4) Quel est le rôle de l'entreprise « Ecolog » ? Qui l'a engagée ?

5) Concernant le personnel de santé :

a) Est-il vrai que des sous-traitants étrangers mènent une campagne de recrutement pour du personnel destiné à effectuer les prélèvements dans les 17 centres de tests luxembourgeois ?

b) Qui sera l'employeur effectif de ce personnel médical ? Sur quelle base contractuelle sera effectué leur recrutement ?

c) Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il garantir un déroulement selon les règles de l'art, par un personnel qualifié, dans l'intérêt de l'intégrité physique des patients ?

d) Comment assurer que ce personnel étranger recruté à la hâte dispose d'une autorisation d'exercer sur le territoire luxembourgeois, normalement exigée en matière de professions de santé ? Dans quelles conditions et délais y sera-t-il pourvu ?

Réponse commune (16.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf au sujet de la campagne de dépistage du Covid-19, nous tenons à signaler d'emblée que la plupart des informations sollicitées figurent dans les réponses aux questions parlementaires n^{os} 2113, 2127, 2140 et 2199.

Dans sa séance du 24 avril 2020, le Conseil de Gouvernement a approuvé une stratégie de monitoring proactif et a chargé le Luxembourg Institute of Health (LIH) de l'implémentation d'un testing PCR à large échelle à travers l'attribution d'un marché négocié à la société Laboratoires Réunis Luxembourg. La société Ecolog est un sous-traitant de la société Laboratoires Réunis Luxembourg, responsable de l'infrastructure et des ressources humaines nécessaires au bon déroulement de la préanalytique du projet.

Le personnel de santé est recruté conformément aux procédures prévues par la législation et la réglementation luxembourgeoises en matière de professions de santé et satisfait aux exigences prescrites par celles-ci.

[10] Rapport de la Commission juridique du 7 janvier 2015, doc. parl. n° 6518/07

Question 2242 (19.05.2020) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **reprise des services religieux au Luxembourg :**

An der Pontifikalmass um Sonndeg vun der Schlussoktav, de 17. Mee 2020, huet den Här Kardinol Jean-Claude Hollerich bedauert, datt keen Dialog méi tëscht der Regierung an der kathoulescher Kierch bestéing. De Lëtzebuerger Bistum huet am Kader vun der Coronakris e Schutzkonzept fir d'Kierchen am Land ausgeschafft, fir nees ëffentlech Masse kënnen ofzehalen an huet eng deementspriechend Demande bei der Regierung gemaach. D'Regierung, virop den zoustännege Kultusminister, Xavier Bettel, hätten dorobber awer net reagéiert.

Den Här Kardinol Hollerich hätt vun der Regierung nëmmen eng méi allgemeng, schrëftlech Äntwert kritt: Ongeféiert Zitat: « Il n'en demeure pas moins que dans l'état actuel de la réglementation, les activités de nature culturelle, sociale, festive et sportive pratiquées en salle et récréative, dans les établissements recevant du public, sont toujours suspendues. »

Datt déi reliéis Aktivitéit offensichtlech keen Theema ass an net extra ernimmt gëtt, misst een, dem Här Kardinol no, staark bedaueren. Zitat Jean-Claude Hollerich:

„Ech hu mat Bëschofen aus dem Ausland doriwwer geschwat, déi waren entsat (...), well et d'Mënscherecht vun der Reliounsfräiheet gëtt."

Dowéinst wéilte mir der Regierung follgend Froe stellen:

1. Wëll d'Regierung d'Ausübe vun der Reliounsfräiheet als fundamentaalt Mënscherecht respektéieren a Versammlungen zu Kultzwecker a reliéise Raimlechkeeten nees zouloossen?

Wa jo, wéini an ënner wat fir enge Konditiounen?

2. Hält d'Regierung et an Zäite vum Deconfinement nach fir néideg an dem Grondsaz vun der Proportionalitéit entspriechend wann, op där enger Säit, Butteker an aner Commercen däerfen opmaachen, awer, op där anerer Säit, keng Massen oder Gottesdéngschter gehalen däerfe ginn?

3. Firwat huet den Här Kultusminister dem Här Kardinol net an engem adequaten Delai op seng Demande geäntwert?

Réponse (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Cultes :*

D'Regierung huet a senger Confinements- an Deconfinementsstrategie all fundamental Mënscherechter, inklusiv d'Reliounsfräiheet, ëmmer versicht esou wéineg wéi méiglech an nëmmen esou laang eléi néideg anzeschränken.

Betreffend d'Reliounsfräiheet, sief och drun erënnert, datt, wat d'kathoulesch Kierch betrëfft, d'Gottesdéngschter an der Kathedral weiderhin ofgehale konnte ginn, an och d'Oktav esou konnt stattfannen.

Des Weideren huet déi rezent Aktualitéit leider och erëm bewisen, datt reliéis Handlunge mat engem Public eng Zort Veranstaltung kënne si wou de Virus sech gutt ka propagéieren. Et wor deementspriechend besonnesch wichteg, fir den Deconfinement vun de Kulten adequat virzebereeden.

Op Ufro vum Kultusminister hunn all déi verschidde konventionéiert Reliounsgemeinschaften dem Kultusdepartement e „projet de stratégie de déconfinement" fir hir Reliounsgemeinschaft zoukomme gelooss.

All dës Projete sinn du vun der Santésdirektioun aviséiert ginn.

Duerno hat de Kultusminister den 22. Mee 2020 eng Reunioun mat de konventionéierte Reliounsgemeinschaften, fir zesummen iwwert d'Preparatioun vum Deconfinement ze diskutéieren.

Den 29. Mee 2020 ass schlussendlech d'Ofännerung vum Règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a Kraaft getrueden, deen eng Reprise vun de kultuellen Aktivitéite mat Presenz vun der Ëffentlechkeet erëm erméiglecht huet.

Dës Reprise ass no reegelméissegen Echangen tëschent dem Kultusdepartement an de Reliounsgemeinschaften entstanen. De Kultusminister, deen zoustänneg ass fir all konventionéiert Reliounsgemeinschaften, huet de verschiddene Reliounsgemeinschaften missen déi néideg Zäit loossen, fir hir Deconfinementsstrategie kënnen ze preparéieren, ier um Enn eng kollektiv Reunioun den 22. Mee 2020 konnt stattfannen.

Question 2249 (20.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **tentatives de phishing :**

Dans un communiqué diffusé aujourd'hui par voie de presse, on peut lire :

« Depuis le début de cette semaine, de nombreuses tentatives de phishing (hameçonnage) ont été recensées au Luxembourg. Des SMS et e-mails invitant l'utilisateur à mettre à jour ses données ont été envoyés, imitant les communications de LuxTrust, 3D Secure et de plusieurs banques du Grand-Duché. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs susmentionnés avaient connaissance de l'imminence d'une telle action ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pour quelles raisons les clients n'avaient pas été informés plus tôt ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre de clients concernés par ces actions d'hameçonnage ? Les malfrats ont-ils réussi à dérober des avoirs de clients ? Qu'en est-il du régime de responsabilité dans un tel cas de figure ? Les clients se font-ils rembourser ? Dans l'affirmative, par qui ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'éventuelles plaintes auprès de la CSSF en réaction à de telles actions ou tentatives de phishing ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si des données sensibles de clients ont pu être dérobées au courant des actions de phishing décrites sous rubrique ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs précités ont récemment dû dénoncer à la CNPD un quelconque incident ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs mêmes ont récemment fait l'objet de tentatives d'intrusion ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que des données sensibles aient été dérobées ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si LuxTrust SA a au cours des derniers mois procédé à un renforcement de ses systèmes pour améliorer la protection des données à sa disposition ?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie* :

L'honorable Députée soulève une série de questions relatives à des tentatives d'hameçonnage ou de « phishing » récemment recensées au Luxembourg. Selon les informations dont dispose le Gouvernement, les attaques de piratage informatiques ont amené les principaux acteurs concernés à appeler sans tarder leurs clients à être particulièrement vigilants aux tentatives de fraude et d'escroquerie en ligne, notamment par courriels électroniques ou SMS frauduleux, et à rappeler les consignes générales en matière de sécurité informatique.

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter le détail des tentatives de fraude et d'escroquerie en ligne décelées par les entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Or, il ressort des informations communiquées au Gouvernement qu'un opérateur privé, à savoir LuxTrust, auquel il est fait expressément référence dans la question parlementaire, fut contacté par 470 personnes ayant récemment reçu un mail de phishing, dont 23 personnes ont effectivement communiqué des informations ou données de sécurité personnalisées aux fraudeurs. Les établissements de crédit concernés notent au total 98 clients qui ont fourni des informations ou données sur le site Internet frauduleux utilisé. Il est à supposer que certains clients aient simplement pu considérer les SMS ou mails frauduleux émanant des cyberarnaqueurs comme étant d'origine douteuse, sans pour autant signaler l'incident à leur banque ou à LuxTrust. Les agissements illicites ont donné lieu à des achats frauduleux par cartes de crédit dans une vingtaine de cas pour un montant total s'élevant à environ 22.150 euros. L'attaque d'hameçonnage a en outre donné lieu à quatre connexions e-banking suivies d'opérations de virement frauduleuses qui ont pu être annulées.

Il est à noter que les tentatives et actions de phishing arrivent typiquement inopinément et à l'insu des entités visées par l'attaque.

La loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement établit le régime de responsabilité en cas de pertes occasionnées par une opération de paiement non autorisée consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou au détournement d'un instrument de paiement et prévoit les conditions et modalités de remboursements dans ces cas.

L'article 85 (1) de ladite loi prévoit notamment que le client qui détient un compte auprès d'une banque n'obtient de la banque la correction d'une opération de paiement non autorisée que si le client en informe sans retard injustifié la banque au moment où il constate une telle opération donnant lieu à une réclamation, et ce au plus tard dans un délai de treize mois suivant la date de débit.

L'article 88 (2) de la même loi prévoit toutefois que le client supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le client n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83, lequel prévoit notamment que le client habilité à utiliser un instrument de paiement doit utiliser l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant l'émission et l'utilisation de cet instrument de paiement et que l'utilisateur de services de paiement doit prendre toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses données de sécurité personnalisées.

L'article 87 (1) de la loi prévoit que la banque rembourse à son client le montant de l'opération de paiement non autorisée immédiatement après avoir pris connaissance de l'opération ou après en avoir été informée, et en tout état de cause au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant, sauf si la banque a de bonnes raisons de soupçonner une fraude et si elle communique ces raisons par écrit à la CSSF. L'article 88 (1) de la loi prévoit que le client peut ne pas être dédommagé à concurrence de 50 euros.

En ce qui concerne la nature des données de clients dérobées, la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement définit les données de paiement sensibles comme toutes les données, y compris les données de sécurité personnalisées, susceptibles d'être utilisées pour commettre une fraude. Les clients qui ont répondu au mail de phishing ont dès lors fourni des données sensibles au sens de ladite loi. Les banques concernées sont en train d'analyser s'il y a lieu ou non de procéder à une dénonciation auprès de la CNPD.

Les entités concernées ont indiqué ne pas avoir fait l'objet de tentative d'intrusion dans le contexte de l'attaque de phishing.

La CSSF n'a pas été saisie d'une plainte par les clients concernés dans le cadre des tentatives et actions de phishing auxquelles l'honorable Députée fait référence.

Les prestataires de la place se concertent régulièrement sur des sujets liés à la cybersécurité et échangent des bonnes pratiques en la matière. Il est de la compréhension du Gouvernement que LuxTrust est également dans un processus d'amélioration continu de la sécurisation de ses systèmes informatiques par rapport à des attaques phishing de ce type.

Question 2253 (20.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19 :**

Les présidents des quatre groupes hospitaliers luxembourgeois viennent de prendre la décision de proposer au Gouvernement la constitution d'une ASBL (association sans but lucratif) ayant pour objet l'élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19.

L'ASBL aurait comme but l'exploitation commune de cette nouvelle infrastructure et la gestion du stock national du matériel de protection prévu pour le cas d'une épidémie.

Dans cette déclaration d'intention, une collaboration avec l'Université du Luxembourg et des synergies avec le projet d'hôpital militaire sont envisagées.

Selon les présidents des groupes d'hôpitaux cette association pourrait être mise en place sans délai.

Il serait envisagé de créer cette infrastructure sur un site à part pour les cas graves avec 100 lits intensifs.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre si cette proposition qui s'adresse à plusieurs membres du Gouvernement étant en charge de l'État, de la Santé, de la Défense, de la Sécurité sociale et des Finances a été discutée avec le Gouvernement et si le cas échéant elle trouve son appui.

- S'agit-il d'une initiative concertée entre les organes de décision des différents hôpitaux ou d'une initiative spontanée des présidents d'hôpitaux ?

- Quelle est le cas échéant la position de la Fédération des hôpitaux face à cette proposition ?

Réponse (19.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire du Covid-19, la Cellule de crise du Ministère de la Santé avait mis en place une cellule « logistique » qui avait comme mission de gérer « le stock national », c'est-à-dire mettre à disposition les équipements de protection individuelle, certains médicaments et dispositifs médicaux nécessaires dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du Covid-19 non seulement au profit des établissements du secteur hospitalier mais également au profit d'un certain nombre d'autres acteurs non hospitaliers (COPAS, AMMD, etc.) ainsi qu'à la population.

Cette cellule « logistique » qui a été mise en place dans l'urgence en période de crise était composée de personnes provenant de différents administrations et organismes publics mises à disposition de manière temporaire (agents de l'armée, du CGDIS, de différents administrations ou ministères, de centres de recherche, de diverses sociétés, d'experts médicaux, etc.), mais elle n'était pas destinée à exercer cette mission de manière permanente.

Devant le constat qu'une solution durable devait être recherchée, je me suis adressée aux hôpitaux, au niveau de leurs directions et présidents, et à leur association faîtière pour leur demander s'ils pouvaient me proposer ensemble une solution pour reprendre de manière pérenne la gestion du prédit stock national alors que j'ai estimé que les professionnels du secteur hospitalier étaient mieux outillés pour reprendre ces activités.

C'est dans ce contexte que les présidents des quatre centres hospitaliers m'ont soumis de leur propre initiative une proposition de créer une association sans but lucratif (ASBL) qui aurait non seulement pour objet de gérer le stock national, mais qui se proposerait également d'élaborer et de mettre en œuvre un concept d'infrastructure pour cas épidémiologiques graves de type Covid pour le Luxembourg.

L'association souhaiterait également instaurer une coopération avec l'Université du Luxembourg et collaborer dans le cadre du projet d'hôpital militaire.

J'ai marqué mon soutien à leur proposition de créer ensemble une ASBL qui aurait pour objet de gérer le stock national. Cette gestion commune profiterait non seulement à leurs propres établissements, mais également aux établissements hospitaliers spécialisés ainsi qu'à d'autres acteurs qui souhaiteraient collaborer avec cette ASBL.

Par ailleurs, je ne peux que saluer toutes réflexions à plus long terme visant à examiner si une infrastructure commune gérée par les quatre centres hospitaliers et destinée à prendre en charge des patients lors d'une éventuelle nouvelle pandémie ferait sens notamment en tenant compte de nos effectifs médicaux limités.

J'ai également été informée par mes représentants au sein des organismes gestionnaires des centres hospitaliers que leurs membres ont été informés des démarches de leur président respectif.

Je ne puis néanmoins m'exprimer au nom de la Fédération des hôpitaux en ce qui concerne la position relative de celle-ci à ce sujet.

Question 2257 (22.05.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

Leit, déi mat Inkontinenz geplot sinn, sinn op speziell Wëndelen ugewisen. Am Kader vun der Fleegeversécherung gëtt et fir Persoune mat enger konstatéierter Fleegebedierftegkeet e „forfait pour matériel d'incontinence" vun 116,62 Euro, wa se doheem gefleegt ginn. Wa si an enger Struktur liewen, ginn d'Wëndelen iwwer d'Geldleeschtungen, déi d'Fleegeversécherung un d'Etablissementer bezilt, mat iwwerholl.

Eisen Informatiounen no kënne Leit mat Inkontinenz, déi awer net fleegebedierfteg sinn, net vum „forfait pour matériel d'incontinence" profitéieren a mussen d'Fraise fir d'Wëndele selwer iwwerhuelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

3. Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, dës Fraise fir déi betraffe Leit ze iwwerhuelen?

Réponse (29.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et ass effektiv esou, datt d'Fleegeversécherung e „forfait pour matériel d'incontinence" virgesäit. Fir vun dësem Forfait kënnen ze profitéieren, muss déi fleegebedierfteg Persoun op de Seuil vun 3,5 Stonne Fleeg am Beräich vun den „actes essentiels de la vie" kommen. Den Artikel 349 1. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit Follgendes vir:

« Le bénéfice des prestations prévues par le présent livre est alloué si la personne dépendante requiert des aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie définis à l'article 348, pour une durée d'au moins trois heures et demie par semaine [...] ».

D'Krankeversécherung iwwerhëlt awer och ënner bestëmmte Konditioune Fraise fir d'Wëndelen, an zwar bei de Kanner iwwer zwee Joer an ënner 18, déi ënner enger Inkontinenz leiden. Fir Leit iwwer 18 Joer ginn d'Wëndele rembourséiert vun der Krankeversécherung fir all Persounen, déi vu Spina bifida betraff sinn an inkontinent sinn.

Question urgente 3034 (23.10.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prolongation du congé de la Toussaint :**

Fir d'Zuel vun den Neiinfektioune mam Coronavirus auszebremsen, huet de belsche Bildungsministère d'Allerhellgevakanz ëm bal eng Woch bis op den 11. November verlängert. Vu, datt d'Zuel vun de Covid-19-Neiinfektiounen hei am Land an de leschten Deeg explodéiert ass, kéint een dës Mesure eventuell och hei applizéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- Wäert de Bildungsminister d'Allerhellgevakanz an de Schoule verlängeren?

Réponse (28.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Bildungsministère gesäit net vir, d'Allerhellgevakanz ze verlängeren.

Et sief an deem Kontext preziséiert, datt e Suspendéiere vum Schoulbetrib andeems d'Allerhellgevakanz géif verlängert ginn, nëmme Sënn géif maachen, wann déi aner Aktivitéiten an eiser Gesellschaft och géife reduzéiert ginn oder wann et zu enger allgemenger Ausgangsspär géif kommen.

Nëmmen de Schoulbetrib ze reduzéieren, kéint sech souguer als kontraproduktiv erweisen, well sech dann déi Jonk iwwer eng länger Zäit ausserhalb vum gereegelte Kader vun der Schoul géifen treffen, wat de Risiko vun Ustiechunge géif vergréisseren.

Question urgente 3041 (26.10.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **visites dans les foyers pour enfants :**

Mir ass zougedroe ginn, datt op Direktiv vun der Ministesch fir Famill an Integratioun d'Besich vun Elteren a Kannerheemer ëm 50 % reduzéiert gi sinn. Deemno krute verschidden Elteren hir Visitten dës Woch mat dësem Argument annuléiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Fro stellen:

- Kann d'Ministesch bestätegen, dass si decidéiert huet d'Besuchszäite vun den Elteren a Kannerheemer ze reduzéieren?

Falls jo, ëm wat fir eng Direktiv handelt et sech an op Basis vu wéi enge Krittären a wéi enger legaler Basis gouf se getraff?

Falls nee, kann d'Ministesch bestätegen, datt d'Besuchszäiten an de Kannerheemer net geännert hunn an och net ännere wäerten?

Réponse (27.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiounsministère huet keng Direktiv erausginn, déi beseet, datt d'Besuchszäite vun den Älteren a Kannerheemer ze reduzéiere wieren.

An deem Zesummenhang sollt een erwänen, datt et keng generell Besuchszäiten an de Kannerheemer ginn. De Kontakt mat der Hierkonftsfamill ass ëmmer individuell no de Besoinen an dem Wuel vun all eenzelem Kand organiséiert an an der Reegel och zesumme mam Jugendgeriicht festgeluecht. Jee no Wuelbefannen an Entwécklungsstand vum Kand kann dëse Kontakt deemno ugepasst an nei organiséiert ginn.

Bedéngt duerch d'Coronapandemie ass et awer méiglech, datt déi privat oder staatlech Träger vu Kannerheemer den Hierkonftsfamillje Propositioune maachen, fir de Kontakt mat de Kanner dem sanitäre Kontext unzepassen, sou zum Beispill, dass d'Visitte verstäerkt dobaussen, zu adaptéierten Horairen oder iwwert den digitale Wee stattfannen. Wichteg ass awer, dass de Kontakt oprechterhale bleift.

Question urgente 3042 (26.10.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Laut aktueller Gesetzgeebung muss e Salarié sengem Patron bannent dräi Deeg e schréftlechen Attest virleeë bei enger Krankmeldung. An dëser Coronapandemie geet d'Zuel vun de Leit awer rapid an d'Luucht, déi sech mussen un d'Quarantän halen. Dës dramatesch Hausse vun de Leit, déi sech mussen un d'Quarantänen halen, kréien deelweis keen Attest am Delai fir eng Krankschreiwung vun der Direktioun vun der Santé, dat well dës, verständlecher Weis, iwwerbelaascht ass. Ausser et consultéiert ee säin Hausdokter, deen dann iwwer Teleconsultatioun en Attest ausstellt.

Am Prinzip kritt wuel all Salarié esou en Attest, mee et kënnt zu Verzögerungen, wat iwwert dës dräi Deeg erausgeet, déi am Gesetz virgesi sinn.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Häre Ministere vun der sozialer Sécherheet a vun der Aarbecht:

1. Fir deem entgéintzewierken, well et kéint jo hei zu eenzele Verzögerunge kommen, wat d'Areeche vun engem Attest ubelaangt, misst een hei net a ganz kuerzer Zäit e rechtleche Kader schaffen? Wa jo, wéi kéint deen ausgesinn? Am Fall vum Nee, op wat fir eng gesetzlech Reegelung gëtt dann hei zréckgegraff?

2. Am Fall vu Quarantän, ass do Teletravail erlaabt?

3. Ass et den Dokteren erlaabt, en Attest auszestellen am Fall vun enger Quarantän?

Réponse commune (27.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Déi grouss Unzuel un Neiinfektiounen huet dozou gefouert, datt d'Ausstelle vun den Attester vun der Direktioun vun der Santé méi laang kann daueren ewéi üblech. D'Gesondheetskeess ass doriwwer um Courant an hëlt ëmmer den Datum deen op der Ordonnance steet, och wa se méi spéit erageschéckt gëtt. D'Gesondheetskees huet dofir extra eng Mailadresse kreéiert, wou d'Leit hir Dokumenter sollen hischécken, an zwar op follgend Adresse: saisieCIT.cns@secu.lu.

Heiriwwer gouf et eng Kommunikatioun op der Internetsäit vun der Gesondheetskeess ënner follgendem Lien:

https://cns.public.lu/fr/actualites/2020/temps-attente.html.

Doriwwer eraus huet Direktioun vun der Santé och op hirem Site weider Informatioune publizéiert, an zwar ënner follgendem Lien:

https://sante.public.lu/fr/actualites/2020/10/covid-tracing-adaptation-procedures/index.html.

D'Direktioun vun der Santé huet zum Beispill och mat de Vertrieder vun den Employeure geschwat, fir datt se solle méi coulant sinn, falls d'Attester e bëssi méi spéit erakommen, wat jo administrativ bedéngt an net op d'Persoun selwer zréckzeféieren ass.

Allerdéngs mussen déi betraffe Persoune sech direkt bei hirem Employeur mellen, fir ze informéieren, datt se net kënnen/däerfen op d'Aarbechtsplaz goen, esou ewéi dat soss och am Krankheetsfall muss gemaach ginn. D'Leit kënne sech och un hiren Dokter wenden, virun allem wa se Symptomer virweisen, deen hinnen och en PCR-Covid-19-Test ausstelle ka fir d'Kontroll nom 6. Dag vun der Infektioun. Prinzipiell sollen déi betraffe Leit sech awer bei der Direktioun vun der Santé mellen.

Et sief och nach dorop opmierksam gemaach, dass laut den Artikelen L. 312-1 et suivants vum Code du travail den Employeur eng Obligatioun huet, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz ze assuréieren an dowéinst dann och déi néideg Moossnamen a sengem Betrib huele muss, fir seng Salariéen ze schützen.

Deemno géif den Employeur, deen ee vu senge Salariéeën ustellt schaffen ze kommen, obwuel dëse Salarié eventuell mam Covid-19 infizéiert ass, senger Obligatioun a Saache Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht net nokommen. De Salarié huet dann och eng Obligatioun, fir d'Instruktioune vu sengem Employeur ze befollegen an d'Gesondheet an d'Sécherheet vun anere Salariéeën am Betrib net a Gefor ze brénge.

Wat den Teletravail ubelaangt, gouf den 9. Oktober 2020 an engem Communiqué vum Aarbechtsminister a vum Minister vun der sozialer Sécherheet preziséiert, datt d'Salariéeën, déi sech an der Quarantän befannen oder am Isolement, d'Méiglechkeet hunn op den Teletravail zréckzegräifen, wa se dat wëllen.

An deem Fall brauche se de Krankeschäin net an Usproch ze huelen. Allerdéngs muss dat schréftlech tëschent dem Salarié a sengem Patron zréckbehale ginn, an dëst ënner egal wéi enger Form (E-Mail, Bréif etc.). Dës Optioun gëllt natierlech nëmme wann den Assuré fäeg ass, fir seng Aarbecht ze maachen, also keng Symptomer huet. Anerefalls kann hien op seng Ordonnance als Krankeschäin zréckgräifen. Et sief ze preziséieren, datt den Teletravail als normal Aarbechtszäit ugesinn ass an den Assuré am Kader vun der Onfallversécherung assuréiert ass.

D'Méiglechkeet op den Teletravail zréckzegräifen, stellt d'Mesurë vun der Quarantän oder vum Isolement vun der Direktioun vun der Santé net a Fro, dat heescht, datt déi sanitär Mesurë mussen applizéiert ginn.

Question urgente 3052 (27.10.2020) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**évolution du coronavirus dans les eaux rejetées par les ménages :**

Une équipe de chercheurs du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) suit depuis plusieurs mois l'évolution de la présence du coronavirus dans les eaux usées de l'ensemble des stations d'épuration du pays. En effet, les eaux usées donnent une image précise de l'état de santé de la population à un moment précis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle me communiquer les résultats journaliers depuis le 1er octobre 2020 de la charge virale dans les eaux usées de l'ensemble des stations d'épuration du pays ?

Réponse (28.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les analyses des eaux usées à la recherche du génome du virus SARS-CoV-2 se font de manière hebdomadaire par une collaboration entre l'Administration de la gestion de l'eau et le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Les rapports hebdomadaires sont disponibles sur le site des deux institutions via les liens suivants :

https://www.list.lu/fr/covid-19/

https://eau.public.lu/.

Question urgente 3060 (29.10.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **accusations contre Frontex :**

Déi däitsch Zeitung „der Spiegel" ewéi och den däitsche Sender ARD hunn déi lescht Deeg d'Fro opgeworf ob a wéi wäit d'EU-Agentur Frontex an déi sougenannte „pushbacks" verwéckelt ass, déi sech anscheinend an deene leschte Méint virun der Insel Lesbos ofgespillt sollen hunn. Tatsächlech wiere Flüchtlingen, déi a Griicheland erakomme wollten, vu Schëffer an d'Tierkei zréckgedriwwe ginn.

Et wier esou wäit komm, datt d'Flüchtlingsbooter vun de griicheschen an tierkesche Gardecôten ëmmer erëm ofgedrängt gi wieren, soudatt dës Flüchtlinge stonnelaang um Mier misste bleiwen, bis d'Tierkei se schlussendlech opgeholl hätt. Et wier des Weidere gesi ginn, wéi Frontex-Iwwerwaachungsfligeren déi selwecht Zäit iwwert d'Mier geflu wieren, mee näischt ënnerholl hätten. Dem ARD no wier et esouguer zu Momenter komm, wou Frontexschëffer de Flüchtlingsbooter esouguer de Wee verspaart an hinnen och net gehollef hätten.

Op Nofro hätt den Här Fabrice Leggeri, Chef vu Frontex, awer am Juli am EU-Parlament niéiert, datt d'Frontex-Iwwerwaachung jeemools eppes vu „pushbacks" matkritt hätt.

Dem ARD no hätt Frontex awer an engem Schreiwes esou e „pushback" opgezeechent. Bei mindestens sechs „pushbacks" wier Frontex noweislech esou „no" derbäi gewiescht, datt een dovun ausgoe kéint, datt d'Agence eppes vun den Dote matkritt hätt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung vun dëse „pushbacks", déi sech virun der Insel Lesbos ofgespillt hunn, Kenntnis geholl?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt dës „pushbacks" eng Verletzung vun de Mënscherechter duerstellen an d'Frontex an dësem Fall d'Flüchtlinge misst a Sécherheet bréngen?

- Wéi gedenkt d'Regierung ze reagéieren op europäeschem Niveau?

- De Medien no ass d'europäesch Kommissioun amgaangen, eng Analys ze maache wéi wäit Frontex an dës „pushbacks" involvéiert ass. Huet d'Regierung schonn Informatioune kritt iwwert dës Analys?

Réponse (29.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

D'Nouvellen zu enger eventueller Implikatioun vu Frontex a sougenannte „pushbacks" am östleche Mëttelmierraum si besuergneserreegend a géifen, am Fall wou se sech bestätegen, eng Verletzung vun de Mënscherechter duerstellen.

Den Directeur exécutif vu Frontex huet eng intern Enquête lancéiert an huet eis iwwert d'virleefeg Resultater informéiert. Bis elo si keng Beweiser fonnt ginn, déi dorop hiweise kéinten, dass Agenten, déi vu Frontex agesat gi sinn, géint de Code de conduite vu Frontex verstouss hunn. Et muss een och dozou soen, dass d'Missioune vu Frontex de Memberstaaten ënnerleien, an deenen se stattfannen.

Op Ufro vun der Presidentin vun der Europäescher Kommissioun huet d'Kommissärin Ylva Johansson eng extraordinär Reunioun vum Verwaltungsrot vun der Agence fir den 10. November aberuff. Lëtzebuerg wäert op dëser Reunioun representéiert sinn, fir iwwert de Stand vun den Enquêten informéiert ze ginn.

Et ass awer och un de concernéierten nationalen Autoritéiten, déi néideg Enquêten op hirem Territoire duerchzeféieren. Des Weideren ass et un der Europäescher Kommissioun dofir ze suergen, dass dat europäescht Recht respektéiert an ugewannt gëtt. Si ass responsabel, fir den Europäesche Geriichtshaff ze saiséieren, fir Memberstaaten, déi géint d'EU-Recht verstoussen, ze sanktionéieren.

Question urgente 3061 (29.10.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19 :**

Déi nei Covid-19-Moossname brénge grad fir Wirtschaftssecteuren, déi scho vill ënnert de Coronarestriktiounen ze leider haten, nei Verschlechterungen nom Confinement. An och d'Wirtschaft am Ausland leit, wat weider ekonomesch Konsequenze fir eist Land huet. Alt nees ass den Horeca-Secteur betraff (Restriktioun vun de Leit pro Dësch, Ausgangsspär no 23:00 Auer). De Business- a Kongresstourismus a generell all Reesaktivitéite si weider Affer. An och den Evenementiel an de Kultursecteur wäerte bei der Reduzéierung vun de soziale Kontakter nees mat weideren Abousse konfrontéiert sinn. Generell haart betraff sinn och d'Maartleit an d'Forainen.

Duerfir wollt ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Banneminister, dem Här Minister fir Tourismus an der Madamm Kulturminister dës dréngend Froe stellen:

1. Als Éischt kritt d'Personal an all deenen Domänen d'Auswierkungen ze spieren. Mat wat fir Moossname soll verhënnert ginn, datt Leit an dëse Secteuren hir Aarbecht verléieren? Wéi eng Moossname gi weidergefouert a fir wéi laang, wat sinn nei Léisungen, déi envisagéiert ginn?

2. Ee vun den Haaptbetraffenen zu Lëtzebuerg ass den Aviatiounssecteur. Wat kann de Staat

maache fir hei ze hëllefen, esouwuel wat déi grouss Airlines wéi och wat d'Privatloftfaart ugeet?

3. Wéi ass et méiglech, den Horeca-Secteur besser ze ënnerstëtzen? Verfollegt d'Regierung hei nei laangfristeg Léisungen? Gëtt de Primmesystem nach eng Kéier opgeluecht?

4. Wat fir Mesurë sinn am Evenementiel an am Kulturberäich envisagéiert?

5. Bei de Forainen a Maartleit dréit (nom Ofsoe vum Chrëschtmaart an der Stad) alles drëm, deene Leit Méiglechkeeten ze ginn, fir esou vill Ëmsaz wéi méiglech ze maachen. Gëtt un engem gesécherte Kader geschafft, wéi a wou dat ka méiglech sinn?

6. Hunn d'Ministèrë schonn Erkenntnesser iwwert d'Wierksamkeet vun de Moossnamen, déi bis elo ausprobéiert gi sinn, a sinn eventuell Ännerungen an Upassunge geplangt?

7. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen rappeléiert den Här Tourismusminister de „Fonds de relance et de solidarité". Kann dee Fong, dee speziell fir Horeca, Evenementiel an Tourismus ass, och op d'Forainen an d'Maartleit ausgedeent ginn?

8. Den zoustännege Minister confirméiert an där Äntwert och, datt knapp zéng Prozent vun den Hotelsbongen, déi säi Ministère erausginn huet, bis elo gebraucht goufen. Ass séchergestallt, datt déi Mëttelen, déi heifir geduecht waren, an de „Fonds de relance et de solidarité" fléissen, wann d'Bongen net méi an Usproch geholl ginn?

Réponse commune (06.11.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Aarbechtsplazen

D'Regierung ass sech hirer Verantwortung voll a ganz bewosst a wäert weiderhin deene Betriber ënnert d'Äerm gräifen, déi net duerch en eegent Feelverhalen, mee duerch déi konjunkturell Situatioun vun der Pandemie vum Covid-19, an eng prekär Situatioun gerode sinn. D'Regierung huet dofir schonn eng sëlleche Mesuren ergraff, ënner anerem:

- An enger éischter Phas ass e Stabilisatiounspak vun 10,4 Milliarden Euro beschloss ginn.

- An enger zweeter Phas koum de „Neistart Lëtzebuerg" derbäi, mat engem Finanzpak vun 800 Milliounen Euro.

- Dat mat Ofstand wichtegst Instrument war an ass awer sonner Zweifel de Chômage partiel, wou mir grousse Wäert drop geluecht hunn, dass kee vun de betraffene Salariés ënnert de Seuil vum soziale Mindestloun fält.

- Direkthëllefen an Héicht vu +/- 200 Milliounen Euro sinn un d'Fräiberuffler ausbezuelt ginn. Dëst ass iwwert de Wee vun enger éischter Direkthëllef vun 2.500 Euro an duerno iwwer eng zweet Direkthëllef vun 3.000 bis 4.000 Euro geschitt.

- Et sinn Direkthëllefen un déi kleng a mëttelgrouss Betriber ausbezuelt ginn: Eng éischt Direkthëllef vu 5.000 Euro fir déi betraffe Betriber an duerno ee weidere Betrag vu 5.000 Euro, respektiv 12.500 Euro.

- Mir hunn och Mesuren agefouert, fir d'wirtschaftlech Relance vun de vulnerabelste Secteuren ze förderen. Dëst ass geschitt iwwert de Wee vun Direkthëllefe fir den Eenzelhandel a verschidden Aktivitéiten aus dem Handwierk an iwwert de „Fonds de relance et de solidarité", dee sech virun allem un d'Secteure vum Horeca, dem Evenementiel an dem Tourismus geriicht huet.

D'Regierung huet déi wirtschaftlech Entwécklung permanent am Bléck a wäert och weider Mesuren ergräifen, wa sech dëst als noutwendeg sollt erweisen:

- Esou wäert d'Méiglechkeet vun der Deelzäitaarbecht iwwert den 31. Dezember 2020 méiglech bleiwen, virop fir déi vulnerabel Secteuren, mee och fir déi aner Betriber, déi duerch d'Pandemie a Schwieregkeete gerode sinn.

- Den aktuelle „Fonds de relance et de solidarité" wäert verlängert ginn, dëst ënnert de selwechte Konditioune wéi an der aktueller Versioun.

- Mir wäerten och eng nei Direkthëllef an d'Weeër leeden, déi et de Betriber aus de vulnerabele Secteure wäert erlaben, fir en Deel vun hire Käschte kënne kompenséiert ze kréien.

- De Chômage partiel ass de beschten Outil, fir am Kader vun dëser Kris den Emploi beschtméiglech ze stabiliséieren an d'Regierung wäert an enker Ofsprooch mat de Sozialpartner déi néideg Upassungen un d'Mechanisme vum Chômage partiel maachen, fir dësen dem aktuellste Stand vun der Krisesituatioun unzepassen.

- Am Kader vun den neie Moossnamen am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi zënter dem 30. Oktober 2020 a Kraaft sinn, huet d'Regierung dofir och decidéiert, fir ausnamsweis den Delai ze verlängeren, fir de Chômage partiel fir de Mount November unzefroen. Esou kënne Betriber, déi fir de Mount November nach kee Chômage partiel ugefrot haten, dëst nach nodréiglech bis de 5. November maachen.

ad 2. Aviatioun

Wat den Aviatiounssecteur ugeet, esou ass am Moment eng Tripartite amgaangen, wou de Staat mat de Gesellschaften, wou en Aktionär ass, an de Personalvertrieder zesumme probéiert, eng Rei vu Léisungen ze fannen.

ad 3. + 4. Horeca / Evenementiel / Kultur

D'Secteure vum Horeca, dem Evenementiel a vun der Kultur gehéieren den Ament zu den am schwéierste betraffene Secteuren. Mee mir sinn eis awer sécher, dass d'Majoritéit vun de Betriber an dëse Beräicher gesond ass an dass hire Businessmodell no der Pandemie och nees gräife wäert. Dofir ass et wichteg dëse Betriber zur Säit ze stoen, fir d'Kris esou gutt et geet ze iwwerstoen.

D'Verlängerung vum „Fonds de relance et de solidarité" gradesou wéi déi nei Hëllef fir eng Deelkompensatioun vun de Käschte sinn dofir an eisen Ae fundamental Elementer fir d'Betriber vum Horeca a vum Evenementiel, esou wéi de Premier Xavier Bettel dat och schonn an der Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert hat.

Obwuel de Kulturbetrib ka weiderlafen, ass en dach duerch déi bestoend Moossname beaträchtegt, wat virun allem e groussen Impakt op d'Beschäftegungsméiglechkeete vun de professionellen onofhängegen Artisten an Intermittents du spectacle huet. De Kulturministère iwwerpréift dofir d'Méiglechkeet, fir déi temporär zousätzlech Sozialhëllefe fir onofhängeg professionell Artisten an Intermittents du spectacle, déi vum Mäerz bis den August 2020 en vigueur waren, erëm ze reaktivéieren.

ad 5. + 7. Forainen a Maartleit

D'Foraine kënne scho vum aktuelle „Fonds de relance et de solidarité" profitéieren.

ad 6. Wierksamkeet

Et versteet sech vum selwen, dass d'Regierung e permanente Screening vun de bestoenden Hëllefe mécht a probéiert d'Mesuren esou gutt a gerecht wéi méiglech ze gestalten an, falls néideg, nei Mesuren an d'Liewen ze ruffen. Éischt Erkenntnesser weisen, dass, bedéngt duerch d'Unhale vun der Pandemie, déi erhoffte Relance an eenzele Beräicher leider ze schwaach ass respektiv guer net agetratt ass. Aus dësem Grond ginn dofir verschidde Mesurë verlängert, respektiv nei Regimmer (Hëllef fir eng Deelkompensatioun vun de Käschten) geschaaft.

ad 8. Bongen

An dësem Kontext sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 2911 verwisen.

Question urgente 3087 (03.11.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **menace terroriste actuelle :**

Depuis fin septembre, les incidents terroristes en Europe se multiplient.

Le 4 octobre 2020, une attaque est perpétrée à Dresde (Allemagne) faisant un mort et un blessé.

Le 16 octobre 2020, un fonctionnaire de l'éducation nationale et professeur d'histoire et géographie est violemment assassiné à Conflans-Sainte-Honorine (France).

Le 29 octobre 2020, un homme attaque plusieurs personnes à l'arme blanche faisant trois morts.

Hier, au moins quatre personnes (deux hommes et deux femmes) ont été tuées et plusieurs ont été blessées, lundi 2 novembre au soir, lors de fusillades dans six rues du centre historique de Vienne (Autriche).

Alors que le Plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes « Plan Vigilnat » indique que « Le grand public est informé de l'évolution de la menace terroriste et du changement de niveau d'alerte par le Gouvernement à travers le site Internet www.infocrise.lu ainsi que par tout autre moyen approprié. », aucune information récente n'a été communiquée en la matière.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres :

1) Est-ce que les autorités ont récemment procédé à une réévaluation de la menace terroriste ?

2) Quel est le niveau d'alerte actuel ?

3) À considérer que le niveau d'alerte se soit « aggravé », quelles sont les mesures additionnelles qui ont été décidées ? Quel en est l'impact sur la population locale, respectivement sur les services de l'ordre ?

Réponse commune (10.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Suite aux récents incidents terroristes en Europe, le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme (GCT), qui regroupe le Ministère de la Sécurité intérieure, le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Service de renseignement de l'État, la Police grand-ducale, le Parquet général, le Parquet de Luxembourg et le Haut-Commissariat à la protection nationale, s'est réuni dans un souci d'analyser la situation sécuritaire eu égard aux éléments disponibles et de procéder à une mise à jour de l'évaluation de la menace qui pèse sur le territoire national.

ad 2) Suite à son analyse, le GCT en est venu à la conclusion de proposer au Gouvernement de maintenir le niveau de la menace « 2 » qui signifie, conformément au Plan Vigilnat, que la menace est réelle mais abstraite. Les autorités continueront de suivre et d'analyser l'évolution de la situation de manière continue.

ad 3) Bien que le niveau d'alerte général ne nécessite pas d'être changé, la Police grand-ducale a adapté son dispositif de protection de points sensibles en prenant en compte les attentats terroristes récents en Europe.

Question urgente 3094 (04.11.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** concernant le **chômage partiel :**

Il y a quelques jours le Ministre des Finances a confirmé au « Lëtzebuerger Land » avoir reçu le feu vert de la Commission européenne pour prolonger entre autres la mesure du chômage partiel au-delà de 2020.

Face à la recrudescence du nombre d'infections au SARS-CoV-2 et d'hospitalisations, le Gouvernement a par ailleurs, dans le sillage de la présentation des nouvelles restrictions, décidé d'une prolongation du délai pour l'introduction des demandes de chômage partiel pour le mois de novembre jusqu'au 5 novembre 2020. Un communiqué en ce sens a été publié sur le site gouvernemental.

Il nous revient désormais que les premières entreprises ont reçu un avis négatif par rapport à leur demande d'octroi du chômage partiel pour le mois de novembre, alors que leurs activités ne sembleraient « pas ou plus impactées par les effets directs ou indirects de la pandémie d'une manière telle qu'un recours au chômage partiel se justifierait ».

D'autres entreprises se voient imposées la confection d'un plan de redressement motivé. Il est à cet égard étonnant de lire sur le site guichet.public.lu que le plan de redressement en question devrait « fixer une période d'application ne dépassant pas la date du 31 décembre 2020 ».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus ?

2) Quelles sont, selon Messieurs les Ministres, les activités qui ne semblent pas ou plus impactées par les effets directs ou indirects de la pandémie ?

3) Quand cette décision d'exclure certaines activités du champ d'application du chômage partiel a-t-elle été prise ? Cette décision a-t-elle été directement communiquée aux entreprises concernées ?

4) Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que l'établissement d'un plan de redressement à l'horizon de décembre 2020 soit irréaliste dans les circonstances actuelles ?

5) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il soit opportun, dans les circonstances actuelles, de soustraire nombre d'entreprises au mécanisme du chômage partiel ?

Réponse commune (11.11.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Si la grande majorité des demandes a été acceptée, un certain nombre de demandes de chômage partiel a effectivement été refusé. Les chiffres sont régulièrement publiés après la tenue du Comité de conjoncture.

Par ailleurs, il convient de noter que les réponses différenciées aux entreprises qu'évoquent les honorables Députés, en ce que certaines d'entre elles se voient refuser l'aide et d'autres voient l'aide sollicitée conditionnée à l'élaboration d'un plan de redressement, voire d'un plan de maintien dans l'emploi, s'expliquent par l'application de dispositions légales distinctes, partant de conditions et de modalités différentes. Ainsi, certaines demandes se fondent sur le chômage partiel conjoncturel, tandis que d'autres procèdent du chômage partiel structurel.

Pour toutes les demandes d'aide, les autorités et organismes compétents s'emploient à accompagner les entreprises concernées dans leurs démarches afin qu'elles puissent bénéficier des instruments de soutien financier prévus.

ad 2) Il s'agit surtout d'activités telles que celles effectuées par des fiduciaires, des consultants, des comptables, des agences immobilières ainsi que des activités en matière de téléphonie et de l'internet. De plus, certaines entreprises ont reçu une décision négative alors que de nombreuses entreprises exerçant les mêmes activités n'ont pas introduit de demandes ceci afin de ne pas créer des distorsions dans des secteurs hautement concurrentiels.

ad 3) Toutes ces décisions ont été prises par le Gouvernement en conseil sur base d'un avis du Comité de conjoncture et immédiatement communiquées aux entreprises concernées.

ad 4) Comme les entreprises ont à leur disposition un modèle simplifié d'un plan de redressement, cette approche ne semble pas irréaliste comme le montre d'ailleurs le fait qu'actuellement 34 de tels plans ont été reçus pour le mois de novembre.

En plus, il convient d'ajouter que l'établissement de tels plans n'est obligatoire que dans certains cas précis comme par exemple le dépassement des pourcentages de chômage partiel éligibles ou l'accès exceptionnel au chômage partiel pour certaines activités qui relèvent d'un secteur hautement concurrentiel pour les entreprises qui ont des activités particulières qui souffrent spécifiquement de la pandémie du Covid-19.

ad 5) Afin de ne pas faire de distorsion de concurrence cette approche est actuellement considérée comme nécessaire, tout en rappelant que si des décisions plus incisives étaient prises par le Gouvernement, le champ d'application du chômage partiel pourrait être rapidement adapté, sur avis des partenaires sociaux dans le cadre du Comité de conjoncture.

Dans ce contexte, il faut rappeler que suite aux dernières restrictions le délai d'introduction des demandes pour le mois de novembre a été prolongé jusqu'au 5 novembre 2020.

Question urgente 3095 (04.11.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **stations de dépistage de la Covid-19 mobiles :**

Am Kader vun de Covidmoossname bei der Schoulrentrée 2020/2021 hat den Educatiounsminister ënner anerem mobill Teststatiounen ugekënnegt, déi bei Bedarf an d'Schoule komme kënten.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Sinn an Tëschenzäit schonn där mobill Teststatiounen am Asaz? Wann nee, ass en Delai virgesinn, bis wéini déi éischt Statioune mussen asazfäeg sinn? Wéi vill mobill Teststatioune si geplangt?

2. Wat fir eng Administratioun huet d'Responsabilitéit fir den Asaz vun dëse Statiounen?

3. Wéi sinn déi mobill Teststatioune personell besat? Wat fir Qualifikatiounen hunn déi Leit, déi an dësen Teststatioune schaffen?

4. Ass virgesinn, datt dës mobill Teststatiounen och an anere Beräicher wéi an der Schoul agesat ginn (z. B. am CIPA)? Wa jo, wat fir Beräicher sollen dorop zréckgräife kënnen?

5. Wat fir Prozedure si virgesi fir den Asaz vun enger mobiller Teststatioun an der Schoul oder am CIPA?

6. Wien ass responsabel, fir esou eng Teststatioun ze ruffen? Wat fir Konditioune mussen hei erfëllt sinn, fir datt esou eng Statioun op d'Plaz kënnt? Gëtt et Delaien, an deenen déi mobill

Teststatiounen, wa si bis kontaktéiert sinn, mussen op der Plaz sinn?

Réponse commune (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wat d'Schoulen ugeet, gouf de Choix getraff, fir mat Testekippen ze schaffen. Et geet an der Haaptsaach drëm, fir d'Kanner an d'Enseignanten aus dem Zenario 1 (ee positive Fall an der Klass, Source d'infection vu baussen) direkt an der Schoul kënnen ze testen, wann déi sechs Deeg nom leschte Kontakt mat deem Positiven eriwwer sinn. D'Eltere mussen natierlech hiren Accord fir dësen Test ginn, hunn awer och d'Méiglechkeet, d'Kand op eegen Initiativ an engem Labo testen ze loossen.

Mir hunn den Ament eng Dosen Ekippe vun zwee Leit virgesinn, all Kéiers ee Professionellen aus dem Santésberäich, deen déi néideg Kompetenzen huet, fir en Ofstrëch ze maachen, an eng Persoun, déi fir den administrative Volet responsabel ass.

Dës Ekippe gi vum Educatiounsministère a vum LNS koordinéiert a ginn an d'Gebaier, fir déi Tester ze realiséieren. Dat geschitt bannent de Schoulstonnen.

Aner Beräicher wéi zum Beispill d'CIPAen oder d'Maisons de soins ginn net iwwert de selwechten Dispositif wéi dee fir d'Schoulen ofgedeckt. Dës Strukture ginn iwwert de mobillen Interventiounsdispositif getest, deen am Kader vum LST zesumme mat der Gesondheetsdirektioun en place gesat gouf.

Am Kader vun den Aarbechten am LST ass e Plang opgestallt ginn, wou ganz genau festgehalen ass, wéi eng Beräicher bis Enn Mäerz am Kader vun den Interventions mobiles getest solle ginn. Fir Strukture wéi CIPAen oder Maisons de soins gëtt et e genaue Planning, wéini d'Interventiounsekippen op d'Plaz kommen, fir déi verschidde Strukturen ze testen. Dëse Planning kann natierlech jee nodeems adaptéiert ginn, fir prioritär eventuell Clusteren ze testen, wann der optauchen. An esou engem Fall gëtt den normale Planning ënnerbrach, fir en urgence de Cluster ganz duerchzetesten.

Dës Tester ginn all vu Laboratoires Réunis duerchgefouert, déi den Zouschlag vun der ëffentlecher Ausschreiwung vum LST 2 kruten. D'Residenten aus de verschiddene Beräicher an hiren Dokter gi vu Laboratoires Réunis informéiert. D'Resultater vun den Tester ginn och an de System vun der Inspection sanitaire gespeist.

Question urgente 3099 (05.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **télétravail :**

Vill Betriber hu missen op d'Heemaarbecht zréckgräifen, wéi den État de crise vun der Regierung ausgeruff ginn ass. Wéi dësen nees opgehuewe gouf, ass d'Heemaarbecht a verschiddene Betriber bäibehale ginn. Esou schaffen zanterhier eng ganz Rei Leit, esouwuel am ëffentlechen eweï och am private Secteur, vun doheem aus. Fir Betriber, déi hir Leit awer aus der Heemaarbecht zréckgeholl hunn, kéint de Sujet Heemaarbecht, bei de rezenten Entwécklungen an der Covidkris, elo awer nees ganz aktuell ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi weist sech d'Rechtslag vun der Heemaarbecht fir de Patron an den Ugestallten an der aktueller Situatioun, an där zwar keen État de crise besteet, mee awer en neit Covidgesetz gestëmmt gouf? Entsprécht d'Konditioun vum béidsäitegen Accord ablécklech nach der legaler Grondlag? Ginn et Ausnamen? Wa jo, wat fir eng?

2. Gëtt d'Regierung zurzäit Recommandatiounen u verschidde Betriber, datt si hir Leit, wann a wou méiglech, nees an d'Heemaarbecht schécke sollen? Wa jo, wat fir Betriber kruten/kréien esou Recommandatiounen a wourop grënnt d'Wiel vun deene Betriber? Sinn dës Recommandatioune fakultativ oder sinn d'Betriber dann obligéiert, hir Leit an d'Heemaarbecht ze schécken?

3. Ännert esou eng Recommandatioun eppes un der Rechtslag vun der Heemaarbecht fir de Patron oder den Ugestallten? Gëtt d'legal Konditioun vum béidsäitegen Accord tëscht Patron an Ugestallten an deem Fall a Fro gestallt?

Réponse (12.11.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Mat den neien Ännerungen um Covidgesetz vum 17. Juli 2020 ännert sech näischt um aktuellen Aarbechtsrecht. D'Heemaarbecht kann och weiderhin nëmmen dann agefouert ginn, wa souwuel de Patron eweï och de Salarié domat averstane sinn. Konkreet heescht dat also, dass weeder de Patron senge Salariéen imposéiere kann Heemaarbecht ze maachen, nach kann de Patron vum Salarié gezwonge ginn, Heemaarbecht accordéiert ze kréien.

Et sief an deem Kontext och drop higewisen, dass den neien Accord interprofessionnel betreffend d'Heemaarbecht, deen tëscht de Sozialpartner ausgehandelt a rezent ënnerschriwwe gouff, um Prinzip vum béidsäitegen Accord vum Patron a vum Salarié festhält. D'Prozedur fir d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vum neien Accord interprofessionnel ass entre-temps och lancéiert ginn.

ad 2. + 3. D'Regierung mécht och weiderhin den Appell un d'Patronen, fir wärend dëser sanitärer Kris verstäerkt op d'Heemaarbecht zréckzegräifen an zwar iwwerall do, wou dat och méiglech ass. Soumat soll de physesche Kontakt tëscht de Salariéen op der Aarbechtsplaz verhënnert oder reduzéiert ginn, fir der potenzieller Verbreedung vum Coronavirus entgéintzewierken.

Eng Recommandatioun ass par Definitioun awer net bindend an eweï schonns an der Äntwert op d'Fro N° 1 beschriwwen, kann d'Heemaarbecht net eesäiteg vun enger Partei imposéiert ginn.

Et sollt een dobäi awer och bedenken, dass laut den Dispositioune vum Aarbechtsgesetzbuch de Patron eng Obligatioun huet, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen an allen Aspekter vun der Aarbecht ze assuréieren a soumat och all méiglech an disponibel Mesuren huele kann a muss, fir dëser Obligatioun nozekommen.

Wann de Patron deemno der Meenung ass, dass d'Heemaarbecht eng vu méigleche Mesuren ass, fir d'Verbreedung vum Coronavirus innerhalb vu sengem Betrib ze verhënneren a soumat d'Gesondheet vu senge Salariéen ze schützen, da kann de Patron senge Mataarbechter d'Heemaarbecht ubidden.

Et sief och nach drop higewisen, dass nieft de generelle sanitäre Recommandatiounen, déi de Gesondheetsministère publizéiert, d'Regierung awer keng spezifesch Recommandatioune betreffend den Teletravail un Entreprisen erausgëtt.

Question urgente 3107 (06.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

A Bezuch op d'Gestioun vu Covidmoossname goufe mir rezent vun ënnerschiddleche Persoune Virfäll zougedroen, déi alleguer ganz änlech verlaf sinn:

Wann an engem Stot eng Persoun positiv op de Covidvirus getest gouf, goufen déi aner Persounen aus deem Stot vun der Santé kontaktéiert a goufen ugehalen, doheem ze bleiwen, fir esou d'Gefor, weider Leit unzestiechen, ze reduzéieren. Si kruten och gesot, datt hinne géif e Krankeschäin zougeschéckt ginn, fir hirem Patron virzeleeën.

Déi betraffe Persoune waarden elo schonn deeglaang op hire Krankeschäin. De Krankeschäi muss dem Patron awer spéitstens dräi Deeg no der Krankmeldung virleien an hire Patron besteet och an der aktueller Covidsituatioun op dës Virschréft.

Elo sinn déi betraffe Persounen an der Situatioun, datt si sech entweeder musse Congé huelen, fir d'Virschréfte vun der Santé kënnen ze respektéieren, oder esouguer drun denken erëm schaffen ze goen, trotz der Uweisung doheem ze bleiwen. Vum Patron ënner Drock gesat, sinn déi Leit veronséchert a wëssen net, wat si maache sollen a wat hir Rechter sinn.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3042 heescht et:

„D'Direktioun vun der Santé huet zum Beispill och mat de Vertrieder vun den Employeure geschwat, fir datt se solle méi coulant sinn, falls d'Attester e bëssi méi spéit erakommen, wat jo administrativ bedéngt an net op d'Persoun selwer zréckzeféieren ass."

Dëst ass zwar eng gutt gemengte Recommandatioun, allerdéngs sinn d'Patronen domat net gesetzlech dozou verflicht. Iwwerdeems ass dës Recommandatioun, mat där d'Santé sech un d'Vertrieder vun den Employeure geriicht huet, och net bei all Patron ukomm.

Zu all deem kënnt, datt op der Hotline vun der Santé keen ze erreechen ass, soudatt si sech net emol iwwer hir Méiglechkeete renseignéiere kënnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes iwwert déi uewe genannte Virfäll? Wa jo, ass si sech der Drénglechkeet vun enger Léisung fir dëse Problem bewosst? Wéi wëllt si dësem Problem entgéintwierken?

2. Wat ass generell virgesinn, a wat fir engem zäitlechen Delai Leit, déi ugehale ginn doheem ze bleiwen, hire Krankeschäin zougestallt kréien? Gëtt et hei net d'Méiglechkeet, dësen iwwer Mail ze verschécken? Wann nee, firwat net?

3. A wat fir enger Form huet déi uewe genannte Kommunikatioun tëscht der Santésdirektioun an de Vertrieder vun den Employeure stattfonnt? Wéi ass hei séchergestallt ginn, datt dës Recommandatioun och bei all Patron hei zu Lëtzebuerg ukomm ass? Gouf déi legal Grondlag fir de Patron an den Ugestallten hei a Fro gestallt? Besteet hei net d'Noutwendegkeet vun enger legaler Dispositioun, fir datt dëst kloer an eenheetlech fir all Patron an och all Ugestallten am Land gekläert ass?

4. Wat fir Méiglechkeeten a Rechter hunn déi betraffe Leit, wann de Patron drop insistéiert, datt si sech Congé huelen, wa si de Krankeschäin no dräi Deeg net virleeë kënnen? Huet de Patron hei d'Recht, dëst vu sengem Ugestallten ze verlaangen?

5. Ass esou e Krankeschäin och réckwierkend gülteg, respektiv nodeems dee vum Patron virgeschriwwenen Delai net konnt agehale ginn? Ass de Patron an deem Fall gesetzlech verflicht, déi réckwierkend Gültegkeet unzeerkennen?

6. Wéi ass et méiglech, datt deeglaang keen op der Hotline vun der Santé ze erreechen ass? Wat wëllt d'Madamm Minister ënnerhuelen, fir datt dës Hotline dréngend erëm funktiounsfäeg gëtt, fir d'Leit sech bei wichtege Froen oder bei Veronsécherungen am Kader vun der Covidkris renseignéieren ze kënnen?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass richteg, dass d'Famill vun enger infizéierter Persoun am Prinzip a Quarantän gesat gëtt, fir d'Verbreedung vum Virus ze limitéieren. Dës Leit kréien eng „ordonnance de quarantaine" déi och als „certificat d'incapacité de travail" geltend gemaach ka ginn.

Et ass leider esou, dass duerch dat rezent exponentiellt Usteige vun den neie Covid-19-Infektiounen d'Inspection sanitaire Retarde krut bei der Identifikatioun vun de Kontaktpersounen an dem Verschécke vun den „ordonnances de quarantaine". Dëse Problem ass derbäi resorbéiert ze ginn duerch dräi wichteg Mesuren: i) d'Opstocke vum Personal am Contacttracing, ii) d'Informatisatioun vun der Preparatioun an dem Erausschécke vun den „ordonnances de quarantaine" an iii) d'besser Identifikatioun vun de Kontakter mat der Hëllef vun de betraffene Leit iwwer Onlineformulairen.

D'Santé huet och mat de Patronen iwwert dëse Problem kommunizéiert via d'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), an zwar iwwer Telefon an iwwer Mail, an och via Mail mat der Chambre des Métiers, déi eis konfirméiert huet, dass si de Message weider un d'Patrone ginn huet. D'Santé war och a Kontakt mat der Caisse nationale de santé (CNS) an dësem Dossier.

Och wa mir verstinn, dass dës Situatioun eventuell zu Diskussiounen zwëschent Patron a Salarié gefouert huet, ass eis net bekannt, dass ee Salarié duerch dëse Retard seriö Problemer mat sengem Employeur kritt hätt.

D'Hotline vun der Santé funktionéiert all Dag 7 Deeg op 7, an zwar vu méindes bis freides vun 8.00 Auer bis 18.00 Auer a samschdes a sonndes vun 10.00 Auer bis 18.00 Auer. Si ass besat mat op mannst 15 bis 18 Persounen, déi den Telefon ophiewen, a koordinéiert vun op mannst zwee Responsabelen. Den éischten Objektiv vun der Hotline ass, d'Bierger esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtze fir all déi Demarchen a Relatioun mat Covid-19, an awer och fir Auskunft ze ginn - respektiv de Lien ze maache mam Contacttracing oder der Cellule de coordination vum Ministère vun der Educatioun (am Fall vun engem Kand).

An der Woch vum 2. November bis den 8. November 2020 sinn ongeféier 5.000 Appeller traitéiert ginn. All Appell dauert am Schnëtt 15 Minutten, well meeschtens och nach eng Verificatioun am System néideg ass, fir dass déi administrativ Tâchë kënnen ausgefouert ginn (Ordonnance verschécken, Kontakter an de System aginn). Esou ënnerstëtzt d'Hotline aktiv de Contacttracing. Déi meescht Appeller gi bannent den éischte véier Minutte beäntwert, et kënnt awer vir, dass d'Waardezäit méi laang ass oder een e puermol probéiere muss.

Question urgente 3110 (09.11.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **dispositions concernant la réserve sanitaire :**

Am Grand-Duché ginn et fir d'Professions de santé Dispositiounen, déi festhalen, datt wann ee fënnef Joer de Beruff net ausgeüübt huet, ee muss e Cours de recyclage maachen, fir zréck an de Beruff goen ze kënnen.

Des Weideren ass et esou, datt et fir Leit an der Pensioun Anticumulbestëmmunge gëtt, wa si nach eppes zousätzlech verdengen. Änlech Bestëmmunge gëlle fir d'Preretraite an d'Retraite anticipée.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Gëllen dës Mesuren och fir d'Réserve sanitaire, oder sinn do aner Moossname geplangt?

Réponse (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisatioun vun de Gesondheetsberuffer gesäit am Artikel 13 (2) vir, dass all Gesondheetsberuffler, dee méi wéi fënnef Joer net méi säi Beruff ausgeüübt huet, e Stage de réintégration vum Minister imposéiert kréie kann.

Am Kader vun der aktueller sanitärer Kris an deem domat verbonnene grousse Besoin u Gesondheetsberuffler an de verschiddene Secteure vum Gesondheetssystem, virun allem Infirmières/iers an Aides-soignant(e)s, huet de Gesondheetsministère sech follgend Richtlinne ginn:

D'Kandidature fir d'Réserve sanitaire ginn, en rapport mam genannten Artikel 13 (2), au cas par cas vum Ministère analyséiert, dëst engersäits op Basis vun der Unzuel vun de Joren, wou de Gesondheetsberuffler net méi säi Beruff ausgeüübt huet, an anerersäits par rapport zu sengen eventuelle Weiderbildunge wärend dëser Zäit, déi a Relatioun mat sengem Beruff sinn.

Déi Gesondheetsberuffler, déi e Stage de réintégration musse maachen, kënnen och um Terrain aktiv sinn, wann den Encadrement vum Stagiaire esou assuréiert ass, datt d'Sécherheet vum Patient an d'Qualitéit vun de Soins zu all Moment garantéiert sinn.

Zu den Anticumulbestëmmungen ass eng Derogatioun am Gesetz vum 20. Juni 2020 virgesinn. Si gëllt bis den 31. Dezember 2020 a wäert deene Gesondheetsberuffler, déi an der Preretraite sinn, erméiglechen, e Revenu fir hir Aarbecht am Kader vun der Réserve sanitaire ze bezéien, ouni datt dëst en Afloss op hir Pensiounsrechter huet.

Question urgente 3111 (09.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État :**

No RTL-Informatioune vum 6. November 2020 wär et engem Staatsbeamten, deen net Informatiker ass, gelongen, sech eng Lëscht vun ongeféier 80 Mataarbechter vum SREL zesummenzestellen.

Weider heescht et, de Beamten hätt de SREL doriwwer informéiert an eng E-Mail u seng Direktesch geschéckt, déi awer ni geäntwert hätt. Weider hätt hien den Här Staatsminister informéiert, deen och net geäntwert hätt, a mam Chef de cabinet vum Här Staatsminister geschwat.

Dowéinst wéilt ech dem Här Staatsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Elementer aus dem Reportage vun RTL kann den Här Staatsminister confirméieren? Wéini ass hien, respektiv d'Madamm Direkter vum SREL, iwwert dës Affär informéiert ginn?

2. Ass et wierklech méiglech gewiescht, datt eng normal Recherche vun engem dofir net speziell qualifizéierte Bierger duergaangen ass, fir eng ronn 80 Mataarbechter vum SREL ze identifizéieren? Wa jo, wéi erkläert sech den Här Staatsminister dëse schwéiere Sécherheetsproblem?

3. Wa jo, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dëser Affär? Huet hien direkt reagéiert, wou hien informéiert gouf, an, wa jo, op wéi eng Manéier?

4. Wéi eng Moossnamen hëlt de SREL fir seng Leit besser ze schützen?

5. Ass sech den Här Staatsminister bewosst, datt dës Affär kann op en Neits dozou bäidroen, datt auslännesch Geheimdéngschter net genuch Vertrauen an de SREL hunn, fir mat him zesummen ze schaffen?

6. Gëtt et an dësem Dossier penalrechtlech Aspekter an, wa jo, ass de Parquet saiséiert ginn?

7. Gëtt séchergestallt, datt déi Lëscht vu ronn 80 SREL-Mataarbechter net kann zirkuléieren?

Réponse (16.11.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Enn Abrëll 2020 huet e Staatsbeamte via E-Mail eng spontan Kandidatur beim Service de renseignement de l'État (SRE) gemaach. Dëse Staatsbeamte krut deen nämmlechten Dag eng Äntwert vum Service des ressources humaines vum SRE op seng Kandidatur mat der Informatioun, datt all fräie Posten, wéi bei all aner Administratioun, och um Site www.govjobs.lu publizéiert gëtt, an datt all Vacance de poste am SRE exklusiv iwwert déi offiziell Prozedur, also via eng Kandidatur op www.govjobs.lu, besat gëtt.

Uganks Mee 2020 huet dee selwechte Staatsbeamte sech beim SRE gemellt am Kader vun engem fräie Posten, deen awer net senger Karriär entsprach huet. De Kandidat krut och hei erkläert, datt seng Demande aus deem Grond net recevabel wier. Hien huet doropshin eng Lettre de motivation a säi Liewenslaf un den SRE geriicht.

Uganks Juni 2020 kontaktéiert dee selwechte Staatsbeamten den SRE op en Neits a behaapt, hien hätt eng Lëscht zesummegestallt mat de Mataarbechter vum SRE. Hien huet uginn, den Accès op den internen informatesche Reseau vum Staat, deen him just wéinst senger Aktivitéit als Staatsbeamten zur Verfügung steet, genotzt ze hunn, fir eng detailléiert Recherche ze maache mam Zil, d'Mataarbechter vum SRE ze identifizéieren. Hien huet uginn, mat där Aktioun beweisen ze kënnen, datt hien déi néideg Qualitéiten hätt fir beim SRE ze schaffen.

Am Kontakt mat deem Staatsbeamten ass kloer ginn, datt et sech bei enger Rei Nimm, déi hie mat senger Recherche identifizéiert huet, effektiv ëm Mataarbechter vum SRE handelt. Bei aneren Nimm, déi hien als Beispill genannt huet, war dat net de Fall.

D'Direktioun vum SRE, déi zäitgläich och de Premierminister an den Délégué au SRE informéiert huet, huet doropshin de Service informatique vum SRE beoptraagt, Schwaachstellen am staatlechen informatesche Reseau ze identifizéieren an ze behiewen, wat och direkt geschitt ass. Datt dëst geschitt ass, gouf och vum Staatsbeamte confirméiert, wéi hien uganks Juli 2020 de Staatsministère kontaktéiert huet, fir nach eemol op seng Aktioun hinzeweisen a mat Nodrock ze bekräftegen, datt hien e Poste beim SRE wéilt kréien.

Doropshi gouf de Comité ministériel du renseignement a senger nächster Sëtzung vum 13. Juli 2020 vun dëser Demarche an d'Bild gesat. Well am Juli keng weider Sëtzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun ugesat war, huet nach deen nämmlechten Dag d'Directrice vum SRE all d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum SRE ugeruff, fir si iwwert déi Demarche ze informéieren. Deemno sinn all d'Kontrollorganer, déi d'Gesetz iwwert den SRE virgesäit, en temps utile iwwert déi Demarche informéiert ginn.

De 14. Juli 2020 krut besote Staatsbeamten en offizielle Bréif mat engem Refus wat seng spontan Kandidatur betrëfft.

Enn Juli 2020 kontaktéiert dee selwechte Staatsbeamten op en Neits den SRE am Kader vun enger Publikatioun vun engem Posten um Site www.govjobs.lu. Hie kritt uganks August 2020 d'Äntwerte vum SRE op seng Froen an deem Kontext. Doropshi reecht hie seng Kandidatur an.

Mëtt September 2020 kontaktéiert de Kandidat den SRE fir ze froen, ob hie fir de Posten zréckbehale ginn ass.

Uganks November 2020 gëtt dee selwechte Staatsbeamten an engem Reportage vun RTL zitéiert an deem seng Vue vun de Faite presentéiert.

D'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE muss am Exercice vun hirer sensibeler Missioun am Déngscht fir déi national Sécherheet beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen.

D'Lëscht, déi vu besotem Staatsbeamten erstallt gouf, gouf dem Staatsministère net kommunizéiert a se gouf och net publizéiert. De Staatsministère huet de Parquet deemno och net saiséiert.

Question urgente 3130 (11.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Am September an Oktober hat d'Europäesch Kommissioun scho Kontrakter iwwer Covidvaccinen ofgeschloss mat diverse Firmen. D'Verdeelung soll sech no der Populatioun vun de jeeweilege Länner riichten. Esou sollen zum Beispill 420.000 Impfdosissen u Lëtzebuerg goen. Am September huet d'Madamm Gesondheetsministesch och schonns erkläert, datt si bei Bedarf zousätzlech Dose kéint bestellen.

Mëttlerweil hunn eng Rei Entreprisen annoncéiert, en Impfstoff géint de Covid-19 fäerdeg ze hunn. D'Europäesch Kommissioun huet gëschter bekannt ginn, datt d'Verhandlunge mat dëse Firmen ofgeschloss wieren. Esou kéinte Milliounen Dosissen Impfstoff securiséiert ginn um europäeschen Niveau. D'Kommissioun soll haut de Wee duerfir fräimaachen, wat en neie Moment duerstellt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéini wäerten déi annoncéiert 420.000 Dosissen zu Lëtzebuerg disponibel sinn?

2. Plangt d'Regierung fir sech, iwwert d'EU-Pist eraus, weider Dosissen ze sécheren an ze bestellen?

3. Kann d'Regierung eis matdeelen, no wéi engem Konzept den Impfstoff zu Lëtzebuerg verdeelt soll ginn?

4. Wéi eng Leit solle prioritär vum Impfstoff profitéieren? Wat sinn d'Krittäre wat dës Priorisiéierung ugeet? Wien definéiert, respektiv huet dës Krittären definéiert? Wat ass déi wëssenschaftlech Basis heivunner?

5. Soll de Vaccin d'Leit eppes kaschten? Wa jo, wéi vill?

6. Huet d'Eethikkommissioun sech scho mat der Impfstoffstrategie auserneegesat? Wa jo, kann d'Regierung eis doriwwer méi Informatioune ginn?

7. Bei wéi engem Prozentsaz vun Impfung kann een zur Normalitéit zréckkommen?

Réponse (12.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et ass zu dësem Zäitpunkt ze fréi, fir sech definitiv zu engem Datum ze prononcéieren. Nodeems d'Kommissioun länger Zäit behaapt huet, déi éischt Dose géife virun Enn vun dësem Joer geliwwert ginn, mécht si haut d'Ausso, dass déi éischt Liwwerungen eréischt am éischten Trimester 2021 zu Lëtzebuerg ukomme wäerten.

ad 2. D'Regierung plangt keng Eegeninitiativ iwwert déi Verhandlungen eraus, déi d'Kommissioun am Numm vun allen Etats membres mat den Hiersteller féiert.

ad 3. D'Verdeelungsmodalitéite vum Impfstoff gi momentan vun engem Aarbechtsgrupp vun der Cellule de crise ausgeschafft.

ad 4. Eng Propos fir d'Priorisiérung wäert dem Regierungsrot virgeluecht ginn. Dës Priorisiérung soll der Evolutioun vun der Epidemie zu Lëtzebuerg Rechnung droen a wäert sech un internationale Recommandatiounen zu dësem Theema, notamment vun der OMS, dem ECDC an der Kommissioun, inspiréieren. An all dëse Recommandatioune ginn déi Vulnerabel an d'Leit aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer als prioritär ausgewisen.

ad 5. D'Fro vum Finanzement wäert dem Regierungsrot ënnerbreet ginn.

ad 6. Et ass der Regierung net bekannt, ob d'Eethikkommissioun sech scho mat dësem Dossier befaasst huet.

ad 7. Idealerweis, wënscht ee sech, dass een op ee Prozentsaz kënnt, wéi bei enger natierlecher „Häerdimmunitéit", dat heescht op d'mannst 60-70 % vun der Bevëlkerung. An deem Fall, kann de Virus net méi an der Bevëlkerung zirkuléiere well d'Chancë ganz geréng sinn, dass hien nach eng fir d'Infektioun susceptibel Persoun fënnt. Mee och schonns manner héich Prozentsätz wäerten e positiven Effekt hunn, well si d'Zirkulatioun vum Virus an domat d'Neiinfektioune reduzéieren.

Question urgente 3137 (12.11.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 dans le cas d'un voyage :**

D'Zuel vun de Covid-19-Infektioune klëmmt an d'Diskussioun ëm Risikogebidder gëtt nees akut. Bei Auslandsreese gëtt op ville Plazen nees e rezent negativt Testresultat vu maximal 48 Stonne virdru gefuerdert. Dat ass zäitlech, wann een un d'Virbereedung vun enger Auslandsrees denkt, eng zousätzlech Belaaschtung fir dës Leit, besonnesch, well et deelweis zu laange Waardezäite kënnt, wéi eis vu Maarnech zougedroe gouf.

Duerfir hunn ech zwou ganz konkreet Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéini gëtt nees eng séier Prozedur fir obligatoresch Covid-19-Tester bei Auslandsreesen agefouert?

2. Wär dës net am Kader vun de méi grousse Capacitéite vun de Large-Scale-Testing-Infrastrukture méi sënnvoll wéi am normalen Testing an de Laboratoiren?

Réponse (16.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dem honorabelen Deputéierte seng dréngend parlamentaresch Fro ass identesch mat der dréngender Fro vum selwechten Deputéierten (Fro N° 2985) vum 13. Oktober 2020, op déi ech de 14. Oktober 2020 follgendermoosse geäntwert hunn:

„Déi Leit, déi bei Auslandsreesen en obligatoreschen negative Covid-19-Test brauchen, kënnen iwwert d'Plattforme MyGuichet.lu e Rendez-vous fir en Test kréien. Am Kader vum Large-Scale-Testing ass e Contingent vu Rendezvousen extra fir esou Fäll virgesinn. Bei Auslandsreese brauchen d'Leit also net an e Laboratoire ze goe fir sech testen ze loossen. Dës Prozedur ass den 30. September reaktivéiert ginn, nodeems Lëtzebuerg vu verschiddene Länner nees als Risikogebitt agestuuft ginn ass."

D'Fro N° 3137 ass deemno schonns beäntwert ginn.

Question urgente 3147 (16.11.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**installation de purificateurs d'air dans les écoles :**

Den Här Minister fir Educatioun huet an de parlamentaresche Froen N° 2938 an N° 2812 „ëmmer erëm vum Asaz vu mobille Filteren ofgeroden, well se kee relevanten Effet op d'Verhënnere vun der Verbreedung vum Virus" géifen hunn.

Laut der fachtechnescher Zäitschréft „Science" vum 16. Oktober N° 6514 Vol. 370 wieren Aerosolen den Haaptiwwerdroungswee vum Covid-19. Aerosolen, déi de Virus enthalen, géifen en iwwer 2 Meter weidertransportéieren, an de Virus géif sech esou an de Raim accumuléieren. An deem Sënn géifen d'Wëssenschaftler kloer Richtlinne fuerderen, fir d'Banneloft ze verbesseren duerch Belëftung an och duerch Filterung.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Op wéi enger wëssenschaftlecher Basis baséiert d'Ausso vun der Regierung, datt d'Filtere „kee relevanten Effet op d'Verhënnere vun der Verbreedung vum Virus" hunn?

- Hält d'Regierung weider un hirer Ausso fest, datt d'Filtere „kee relevanten Effet op d'Verhënnere vun der Verbreedung vum Virus" hunn, esou wéi se dat an deenen zwou parlamentaresche Froen annoncéiert huet?

• Wa jo, aus wéi engem Grond?

• Wann nee, ass de Minister mëttlerweil bereet, de Schoule Raumloftfilteren zur Verfügung ze stellen, do wou se noutwendeg sinn?

Réponse commune (17.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Sujet vun de Purificateurs d'air gëtt ganz enk vun der Gesondheetsdirektioun mee och vun anere wëssenschaftlechen Entitéiten (LIH, uni.lu etc.) suivéiert an et gëtt eng permanent Veille vun eventuellen neien Erkenntnisser gemaach.

Fir de Moment ginn et awer nach keng konkluant Erkenntnisser, déi d'Effikassitéit oder och d'Neteffikassitéit vun de Purificateurs d'air beleeën an et sinn nach ze vill oppe Froen, fir sech fir en Asetze vu Purificateurs d'air auszeschwätzen.

Als wëssenschaftlech Basis kann een ënner anerem déi rezent Publikatioun vum European Center for Disease Prevention and Control vum 10. November zitéieren „Heating, ventilation and air-conditioning systems in the context of COVID-19: first update", déi zur Konklusioun kënnt, datt et just ganz begrenzte Beweiser ginn, datt den Asaz vu mobille Filtersystemer oder aner „purificateurs d'air" de Risk vun der Transmissioun vum SARS-CoV-2 erofsetzt.

D'Gesondheetsdirektioun recommandéiert an deem Sënn, fir de Moment nach ëmmer d'Klassesäll reegelméisseg ze lëften, fir d'Verbreede vun den Aerosols ze minimiséieren.

Question urgente 3157 (18.11.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **centre de dépistage pour la Covid-19 dans le nord-ouest du pays :**

Am Kader vun Large-Scale-Testing geet d'Teststatioun zu Schieren den 19. November definitiv zou a gëtt duerch eng nei Statioun um Rouscht ersat, déi ab dem 20. November 2020 operationell ass. An der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing sinn och nach op anere Plazen nei Teststatiounen opgaangen. Leider gëtt et am ganzen Nordweste vum Land nach ëmmer keng eenzeg Teststatioun.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Ass ugeduecht, fir eng weider Teststatioun anzeriichten?

- Wa jo, wou kéint dës Teststatioun hikommen?

- Wann neen, firwat net?

Réponse (18.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Fir der grousser Demande nozegoen, gëtt d'Testcapacitéit vum LST vun am Moment 53.000 progressiv op 70.000 eropgesat. Fir déi zousätzlech Tester ausféieren ze kënnen, ass ënner anerem virgesinn, dass eng zousätzlech Teststatioun opgoe wäert.

D'Iwwerleeungen zum genaue Standuert sinn en cours. Dobäi wäerte Krittäre wéi Belaaschtung vu bestoenden Teststatiounen an demographesch Densitéit eng Roll spillen.

Question urgente 3160 (18.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **mise en quarantaine de 24 classes dans la commune de Steinsel :**

An engem RTL-Artikel vun haut (18.11.) ass nozeliesen, datt an der Gemeng Steesel 24 Klassen a Quarantän gesat goufen. Et wären deemno 375 Schüler a 37 Enseignanten a Quarantän. D'Cellule de coordination hätt déi Decisioun zesumme mat der Santé geholl. Op RTL-Nofro bei der Gemeng Steesel huet et geheescht, et „hätt een Uerder keng Informatiounen erauszeginn".

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng Autoritéit(en) huet/hunn den Uerder ginn, keng Informatiounen no baussen ze ginn an aus wéi engem Grond gouf dës Decisioun geholl?

2. Déi betraffen Enseignanten a Schüler sinn aktuell an enger ganz schwiereger Situatioun, well si sech vun haut op muer mussen isoléieren an derbäikënnt, datt de Schoulbetrib esou normal wéi méiglech virulafe soll: Ass et an den Ae vun der Regierung net inakzeptabel, datt et och de betraffenen Enseignanten a Schüler verweigert gëtt, Informatiounen ze erhalen?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et elo dréngend un der Zäit wier, eng transparent Informatiounspolitik ze féieren, esou datt all déi betraffen Acteuren alles solle gewuer ginn, wat hinnen zousteet?

Réponse (19.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Cellule de coordination „Covid-19 & Education" vum Educatiounsministère huet en Dënschden den Owend d'Resultater aus der Grondschoul vu Steesel kritt.

Um 19.00 Auer huet eng déif gräifend Analys vun der Inspection sanitaire erginn, datt et zéng Fäll vu Covid-19-Infektioune géif ginn, déi warscheinlech zesummenhänken. Um 21.00 Auer ass doropshin de Comité de pilotage, mat Vertrieder aus dem Educatiounsministère an dem Gesondheetsministère, zesummekomm an huet decidéiert, fir als preventiv Mesure déi dräi concernéiert Cyclen a Quarantän ze setzen.

Dës Decisioun ass nach en Dënschden den Owend an aller Transparenz un d'Gemengevertrieder, d'Schouldirektioun, déi concernéiert Enseignanten an un d'Eltere kommunizéiert ginn. Am Laf vum Mëttwoch huet den Educatiounsministère dann nach zwee Pressecommuniquéen erausginn, an deenen de Ministère d'Effentlechkeet breet informéiert huet (cf. Attachement).

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi concernéiert Schoulacteuren an déi breet Effentlechkeet sinn deemno zäitno, proaktiv an transparent informéiert ginn.

N°20
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 20 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Mesures anti-Covid - personnes physiques	p. 697			45e séance	Samedi 20 juin 2020
- activités sportives et culturelles	p. 710	Sommaire des séances publiques nos 45 à 48	p. 736	46e séance	Lundi 22 juin 2020
Aides financières pour petites entreprises	p. 691	Sommaire des questions parlementaires	p. Q426	47e séance	Lundi 22 juin 2020
Chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans	p. 732			48e séance	Mardi 30 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Numérisation des archives de la Chambre des Députés (1848-1940)

Accès digital inédit à l'histoire parlementaire



Dans le souci de faciliter l'accès aux sources historiques originales, la Chambre des Députés et les Archives nationales de Luxembourg (ANLux) ont mis en ligne plus de 184.000 scans d'archives du fonds de la Chambre des Députés. Ce fonds, conservé aux ANLux, s'étale de la création du Parlement luxembourgeois en 1848 jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Il est composé de quelque 3.200 dossiers, soit environ 30 mètres linéaires.

Une source importante pour l'histoire du Luxembourg

Ces archives donnent un regard inédit sur la quasi-totalité du premier siècle d'histoire parlementaire au Luxembourg et constituent une source importante pour l'histoire du Grand-Duché en général.

Le fonds touche à tous les aspects de la vie socio-économique, culturelle ou encore sanitaire, comme le projet de loi datant de l'année 1885 relative à la lutte contre la propagation d'une épidémie au Luxembourg - en l'occurrence le choléra - l'illustre *(cf. extrait d'archives ci-contre)*.

Outre les projets et propositions de loi et les travaux parlementaires, on y trouve également des documents concernant l'organisation et le fonctionnement internes du Parlement (règlement interne, comptes, personnel) ou la correspondance nationale et internationale des organes décisionnels et du Président de la Chambre ainsi que les résultats des élections.

Une politique active de numérisation du patrimoine écrit

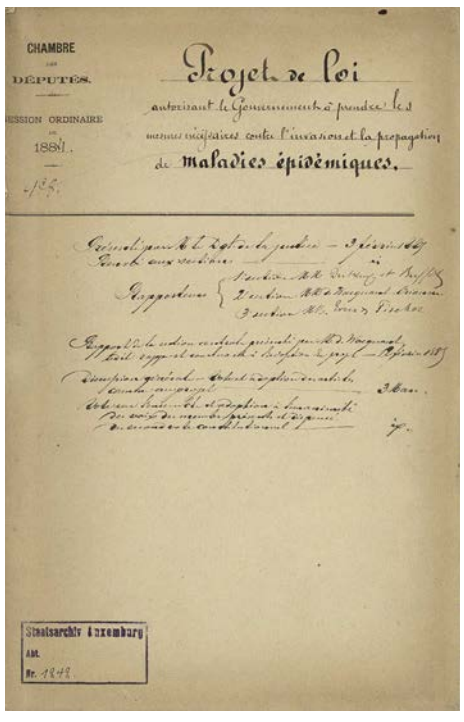
La réalisation de ce projet de numérisation commun à vocation patrimoniale s'est étalée sur deux années, d'octobre 2018 à décembre 2020.

Les ANLux ont retravaillé l'inventaire et préparé physiquement les documents pour la numérisation, effectuée par un prestataire externe. Suite au contrôle qualité des scans effectué par les deux partenaires et à la préparation informatique de leur mise en ligne, le fonds peut désormais être consulté via le moteur de recherche des ANLux (https://query.an.etat.lu).

Avec ce projet, les ANLux et la Chambre des Députés poursuivent leur politique active de numérisation et de mise en ligne de documents d'archives conservés dans leurs fonds respectifs dans un souci de faciliter l'accès du grand public et des chercheurs au patrimoine historique écrit en leur permettant une consultation à distance et structurée des sources.

La numérisation de documents d'archives est également destinée à éviter une détérioration des documents originaux due à des consultations physiques régulières.

Tous les documents parlementaires datant d'après 1945 sont déjà numérisés et consultables par une recherche d'archives sur le site de la Chambre.


CHAMBRE DES DÉPUTÉS.
SESSION ORDINAIRE 1881.
Projet de loi
autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires contre l'invasion et la propagation de maladies épidémiques.
Staatsarchiv Luxemburg
Abt.
Nr. 1848

L'Administration parlementaire recrute :

un ASSISTANT / SECRÉTAIRE pour son Service juridique et pour le secrétaire général adjoint (m/f)
(réf. CHD 42S) - CDI tâche complète

Nous vous invitons à consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

un RÉDACTEUR-CORRECTEUR pour son Service du compte rendu
Groupe de traitement B1 - tâche complète
(poste à pourvoir par changement d'administration, par des fonctionnaires déjà nommés)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://govjobs.public.lu/fr/postuler/recrutement-interne/changement-administration

Dans le cadre de la mise en place d'une cellule scientifique et d'expertise

3 SPÉCIALISTES (bac +8) disposant d'une expertise avérée dans l'un des domaines suivants : sciences juridiques, sciences économiques et/ou financières, sciences naturelles (m/f)
(RÉF. CHD 47S) - tâche complète

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

« Zuch vun der Demokratie »



Le Président de la Chambre a discuté par visioconférence avec les enfants.

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'enfance, le Président de la Chambre et les députés ont rencontré le 20 novembre 2020 une centaine d'enfants, non pas à la Chambre des Députés, mais en ligne. Il s'agit de la troisième édition du « train de la démocratie », coorganisé avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) et le Kannerbureau Wooltz.

À cause de la crise sanitaire, ni les enfants, ni les députés n'ont pu se déplacer en train au Parlement, mais ils ont discuté au cours d'un échange virtuel. Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et le Directeur du Zentrum fir politesch Bildung, M. Marc Schoentgen, étaient présents au Parlement pour accueillir les enfants en mode vidéoconférence.

Quelque 100 enfants du Grand-Duché âgés entre 8 et 12 ans ont participé à cette édition virtuelle du « Zuch vun der Demokratie ». Les enfants ont été répartis par classe, en six groupes, avec les députés. Les réflexions des jeunes citoyens étaient présentées sous forme de figurines en carton que les élèves avaient préparées au cours des semaines précédentes.

Lët'z say no to violence against women



Am Kader vum internationalen Dag géint d'Gewalt géint Fraen huet d'Chamber un der Campagne „Orange Week 2020" deelgeholl a war eng Woch laang owes orange beliicht. D'Deputéiert hunn d'Campagne och ënnerstëtzt, andeem si deen Dag fir d'ëffentlech Sëtzung eng orange Mask unhaten.

Conférence virtuelle de la COSAC

Organisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Un des sujets principaux de la conférence virtuelle de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) les 30 novembre et 1er décembre 2020 fut l'organisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Y ont participé les membres des délégations des parlements nationaux des 27 États membres de l'Union européenne ainsi que du Parlement européen.

Annoncée dans les orientations politiques de la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, la Conférence sur l'avenir de l'Europe sera l'occasion pour les citoyens et la société civile de s'exprimer sur leurs attentes envers l'Union européenne. Les institutions de l'UE négocient actuellement une déclaration commune sur l'organisation de la Conférence. Dans une lettre signée par les présidents des délégations, la COSAC revendique que les parlements nationaux y soient associés à pied d'égalité.

Les autres sujets figurant à l'ordre du jour de la conférence virtuelle étaient les enseignements de la crise du coronavirus, les relations avec les États-Unis, le bilan de la présidence allemande du Conseil et le partenariat avec l'Afrique.

Crise sanitaire, relations États-Unis/UE et défis de la présidence allemande du Conseil

Parmi les enseignements de la crise sanitaire, il a été constaté que les parlements nationaux doivent rester impliqués dans les décisions sur les mesures à prendre pour endiguer la pandémie et pour soutenir



Mme Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne

l'économie. Sur le plan européen, le blocage du financement du plan de rétablissement par la Pologne et la Hongrie a été vivement critiqué. La coopération dans les domaines des capacités hospitalières et de l'approvisionnement en matériel médical et pharmaceutique est tout aussi importante que la coordination européenne en matière de vaccins. La Commission européenne a réussi à signer des contrats avec plusieurs producteurs de vaccins Covid-19 et à réserver ainsi un grand nombre de doses destinées aux citoyens de l'Union européenne et, dans le cadre de la solidarité avec le continent africain, aux populations des pays africains qui ne sont pas capables de procurer à eux seuls cette opportunité à leurs citoyens.

Quant aux futures relations avec les États-Unis, les participants à la COSAC se sont exprimés de manière optimiste sur le retour au partage des valeurs et des stratégies communes dans le cadre de l'OTAN et des organisations multilatérales. La Chancelière allemande, Mme Angela Merkel, a présenté les défis des dernières semaines de la présidence allemande du Conseil. Elle a dit espérer que des compromis seraient trouvés en ce qui concerne le mécanisme de la conditionnalité liée au respect de l'état de droit ainsi que les relations futures avec la Grande-Bretagne avant le Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, ainsi que M. Gilles Baum, Mme Chantal Gary, M. Claude Lamberty et Mme Viviane Reding, membres.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Élection d'un nouveau Président

Pour la première fois dans l'histoire de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN une session annuelle s'est tenue en ligne, du fait des restrictions de déplacement liées à la crise du Covid-19. La 66e session annuelle de l'OTAN, organisée du 18 au 23 novembre 2020, a été marquée par la pandémie et les participants se sont notamment penchés sur pas moins de six rapports concernant le Covid-19. Parmi leurs sujets figurait notamment l'importance de l'assistance militaire et du maintien des niveaux de dépenses en matière de défense alors même que le virus a des effets dévastateurs sur les économies nationales. En réponse à sa propagation, les Alliés ont joué un rôle important en fournissant des équipements médicaux vitaux, en coordonnant les vols et en luttant contre la désinformation.

Au cours de la session, les membres ont élu comme Président le chef de la délégation des États-Unis auprès de l'APOTAN, M. Gerald E. Connolly, qui s'est engagé solennellement à défendre les valeurs démocratiques de l'OTAN à un moment crucial de l'histoire de l'Alliance en insistant sur la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté d'opinion, le droit de s'organiser politiquement et l'état de droit. Ces valeurs, a-t-il déclaré, « sont l'arme la plus forte dont nous disposons ».

Durant une réunion tenue en présence du Secrétaire général, M. Jens Stoltenberg, des parlementaires membres de l'Assemblée ont formulé à son adresse une série de recommandations concrètes sur les changements à opérer dans le cadre du processus de réflexion OTAN 2030 lancé l'an dernier. Il a été souligné que l'Alliance arrivait à un moment crucial de son existence et que son avenir serait déterminé par le processus de réflexion et la révision du concept stratégique en cours.

À travers les recommandations adoptées, les parlementaires mettent en évidence que l'OTAN doit maintenir une politique de dissuasion et de défense robuste vis-à-vis de la Russie. Ils soulignent qu'il faut tenir Moscou pour responsable de ses violations du droit international en ne sous-estimant ni ses dépenses militaires ni son effort de moderniser les troupes, mais qu'il faut rester ouverts au dialogue.

S'agissant de la Chine, l'OTAN devra selon les parlementaires évaluer les opportunités ainsi que les défis découlant des ambitions et de l'action de ce pays à l'échelle mondiale, tout en étudiant, ici aussi, les possibilités d'établir un dialogue plus étroit.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation, M. Gilles Baum, Vice-Président, et Mme Nancy Arendt, membre effectif, ainsi que par les membres suppléants Mme Semiray Ahmedova, M. Sven Clement et M. Jean-Marie Halsdorf.

Le Président a reçu…



… S. E. M. Ullrich Wilhelm Klöckner, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 20** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Covid-19 : tenue de réunions à distance

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Le projet de loi n° 7566 a pour objet de proroger les effets du règlement grand-ducal du 20 mars 2020 portant introduction de mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales en ce qui concerne les modalités de tenue d'assemblées générales et d'autres réunions des organes des sociétés et des personnes morales à une date postérieure à la fin de l'état de crise.

Pour de telles assemblées, le projet de loi permet qu'elles se tiennent sans la présence physique des participants même si ceci n'est pas prévu dans leurs statuts.

Le projet de loi prévoit le régime permettant la tenue des assemblées générales et des autres réunions à distance : le vote à distance par écrit ou sous forme électronique, par visioconférence ou un autre moyen de télécommunication permettant l'identification des participants. Les actionnaires ou associés peuvent se faire remplacer par un mandataire désigné par la société. Les réunions des autres organes de toute société peuvent être tenues par résolutions circulaires écrites ou par visioconférence ou un autre moyen de télécommunication permettant l'identification des participants.

Le projet de loi propose encore de permettre, d'une part, aux associations sans but lucratif, aux syndicats de copropriété, à l'Ordre des experts-comptables et à l'Institut des réviseurs d'entreprises de reporter leurs assemblées générales jusqu'au 30 septembre 2020 au plus tard et, d'autre part, au Fonds du logement de disposer de délais supplémentaires pour faire aboutir le processus d'approbation de ses comptes et de certains documents connexes.

Finalement, la possibilité d'organiser des assemblées générales selon les modalités prévues à l'article 1er du projet de loi pour les entités énumérées à l'article 1*septies* est introduite.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.04.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

22.04.2020	Présentation et examen des articles
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de propositions d'amendements
27.05.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une deuxième série de propositions d'amendements
05.06.2020	Adoption des propositions d'amendements
17.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 541, page 1

Covid-19 : réunions d'information publiques des communes

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi a pour objet d'introduire une mesure temporaire complémentaire à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain pour adapter aux réalités de la pandémie Covid-19 le fonctionnement des réunions d'information publiques avec la population que le collège des bourgmestre et échevins doit organiser dans les quinze jours suivant la publication du dépôt du projet d'aménagement général dans le cadre de la procédure d'adoption des plans d'aménagement général des communes.

Cette mesure temporaire permettra d'organiser les réunions d'information visées à l'article 12 de ladite loi en recourant à des moyens de transmission électronique en direct et de manière interactive, permettant la communication entre la population et le collège des bourgmestre et échevins pendant la réunion.

Le collège des bourgmestre et échevins aura ainsi trois options, en ce qui concerne l'organisation de la réunion d'information publique :

- la réunion classique nécessitant la présence physique des citoyens ;
- une réunion organisée exclusivement par le biais d'un webinaire ;
- un système hybride, avec la présence physique d'un nombre limité de citoyens, ainsi que la participation à travers un webinaire.

La future loi s'appliquera pendant douze mois après la fin de l'état de crise.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2020
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

28.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement
18.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement supplémentaire
22.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 532, page 1

Covid-19 : réunions virtuelles du conseil communal

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi prévoit une série de mesures temporaires pour adapter le fonctionnement de certaines réunions ou séances du conseil communal pour lesquelles la législation actuelle impose une présence physique des membres qui y prennent part, afin que des décisions puissent être prises en toute sécurité juridique, lorsque cette présence physique ne peut pas être assurée. Certaines de ces mesures figurent actuellement dans le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

À cet effet, le projet de loi instaure le cadre juridique permettant aux conseillers communaux de participer par visioconférence aux séances publiques du conseil communal, disposition qui vise notamment les personnes vulnérables, et admet les votes par visioconférence, ainsi que le vote par procuration.

Par ailleurs, les réunions du conseil communal peuvent avoir lieu dans un local particulier sans devoir solliciter l'approbation ministérielle.

Le champ d'application de la future loi, qui reste en vigueur douze mois après la fin de l'état de crise, s'étend aux organes délibérants des syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2020
Rapportrice : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

28.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.06.2020	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et du Syvicol
	Adoption de deux amendements supplémentaire
22.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 531, page 1

Covid-19 : aides de minimis (entreprises)

7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19

Ce projet de loi vise à maintenir temporairement des aides financières d'urgence instituées par voie de règlement grand-ducal pendant l'état de crise en faveur des petites entreprises les plus touchées par les conséquences de la pandémie afin de leur fournir des liquidités pour faire face à leurs besoins les plus urgents.

Il s'agit des subventions suivantes :

- l'indemnité d'urgence certifiée complémentaire (5 000 euros) ;
- l'aide forfaitaire unique de 12.500 euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

16.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
19.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 534, page 1

Covid-19 : aides de minimis (indépendants)

7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

Ce projet de loi vise à maintenir temporairement l'aide financière d'urgence, instituée par voie de règlement grand-ducal durant l'état de crise, en faveur des travailleurs indépendants confrontés à des difficultés financières en raison de la pandémie de Covid-19. L'aide, dénommée « indemnité d'urgence certifiée », a la forme d'une subvention en capital forfaitaire et unique.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

16.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
19.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 535, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie I

7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Le projet de loi sous rubrique vise à créer un cadre légal pour les mesures à prolonger, voire à adopter, à l'égard des personnes physiques pour continuer la lutte contre la pandémie de Covid-19 après la fin de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Ce catalogue limité de mesures est donc destiné à contenir la propagation du virus Sars-CoV-2 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les mesures, centrées sur les personnes physiques, s'articulent autour de trois axes :

- la limitation des rassemblements de masse,

- l'application de mesures de protection,

- l'identification, le suivi et la mise à l'écart rapide des personnes infectées et susceptibles d'être infectées.

Tant qu'il n'existe pas de médicament efficace contre la maladie Covid-19 et tant qu'un vaccin contre le virus Sars-CoV-2, à l'origine de cette maladie, n'aura été développé, ces mesures sont le moyen le plus efficace pour lutter contre l'épidémie.

La particularité du présent projet de loi, se limitant à conserver et adapter les outils nécessaires pour éviter une recrudescence du virus Sars-CoV-2, repose sur son applicabilité dans le temps. La loi cessera à produire ses effets après un mois. La raison de cette limitation repose sur le fait que les mesures doivent être nécessaires à la finalité poursuivie, à savoir la protection de la santé publique, répondre à l'évolution de la situation et être proportionnées par rapport aux limites et atteintes à certaines libertés publiques.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

02.06.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
03.06.2020	Examen du projet de loi
05.06.2020	Continuation des travaux
11.06.2020	Continuation des travaux
16.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2020	Continuation des travaux
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
19.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

03.06.2020	Examen du projet de loi
16.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2020	Continuation des travaux
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
19.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 524, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie II

7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi a été élaboré parallèlement au projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) (doc. parl. 7606). Il vise à créer le cadre juridique se rapportant aux mesures à prendre à l'égard des activités sportives, des activités culturelles ainsi que des établissements recevant du public afin de limiter la propagation du virus Sars-CoV-2 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

La particularité de cette loi repose sur son applicabilité dans le temps. Ainsi, il est prévu que la loi cesse de produire ses effets après un mois. La raison pour cette limitation de l'applicabilité dans le temps repose sur le fait que les mesures prises doivent être nécessaires à la finalité poursuivie, à savoir la protection de la santé publique, être proportionnées par rapport aux limites et atteintes à certaines libertés publiques, dont notamment la liberté de commerce et l'exercice de la profession libérale, et limitées dans le temps.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

02.06.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
03.06.2020	Examen du projet de loi
05.06.2020	Continuation des travaux
11.06.2020	Continuation des travaux
17.06.2020	Continuation des travaux
20.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

03.06.2020	Examen du projet de loi
17.06.2020	Continuation des travaux

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 525, page 1

Régime d'aides « PRIMe House »

7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi modifie la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Élaboré dans le contexte de la pandémie du Covid-19 et faisant partie intégrante du paquet de la relance verte pour le Luxembourg, le projet de loi renforce pour une courte durée (du 20 avril 2020 au 31 mars 2021) plusieurs des subventions étatiques prévues par le régime d'aides « PRIMe House ». Il a pour objectif d'augmenter les incitatifs pour les mesures d'économie d'énergie et de recours aux sources d'énergie renouvelables dans le domaine du logement.

Les mesures visent à soutenir les citoyens et l'artisanat et entendent encourager la relance économique du pays tout en redoublant les efforts en matière de lutte contre le changement climatique. Ils s'insèrent également parfaitement dans le contexte du plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030, dans le cadre duquel le Luxembourg s'est doté d'objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon de 2030.

Les modifications apportées au régime actuellement en vigueur par le projet de loi sont les suivantes :

- les subventions accordées pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment, la mise en place d'une ventilation mécanique contrôlée, ainsi que pour le conseil en énergie à la base de tout projet de rénovation énergétique sont augmentées de 50 % par rapport à leur niveau actuel ;

- les aides financières pour la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables, à savoir les installations solaires thermiques, pompes à chaleur, les chaudières à bois et les raccordements à un réseau de chaleur sont augmentées de 25 % par rapport à leur niveau actuel.

Ces modifications s'appliquent à toutes les rénovations pour lesquelles la demande d'accord de principe a été introduite entre le 20 avril 2020 et le 31 mars 2021. Les travaux doivent être réalisés au plus tard le 31 décembre 2022 ;

- lorsqu'une chaudière existante alimentée en combustible fossile est remplacée par une pompe à chaleur ou un raccordement à un réseau de chaleur, à l'image du bonus qui existe d'ores et déjà pour le remplacement d'une chaudière existante par une chaudière à bois, les aides financières prévues par le régime actuellement en vigueur peuvent être augmentées d'un bonus de 30 %.

Les hausses des aides financières précitées sont accompagnées par la hausse des plafonds de ces aides, tels que définis dans le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016. Les nouveaux plafonds sont fixés par le biais d'adaptations apportées au règlement grand-ducal précité.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 12.06.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :

17.06.2020	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

17.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 513, page 1

SÉANCE 45

SAMEDI
20 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Semiray Ahmedova*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19

- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Francine Closener - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Francine Closener - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 10.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee!

2. 7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7566 iwwert d'Organisatioun vun den Assemblées générales. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Gudde Moien um Samschdeg, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Ech presentéieren Iech elo a kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet - entschëllegt, ech maachen nach den Handy aus - iwwert de 7566. En ass änlech wéi de 7541, wou et ëm d'Verlängerung vun den Delaie vun de Publikatioune vun de Konte goung.

Ëm wat geet et hei? Wat ass, wann de wichtegsten Dag am Liewe vun enger Societéit, enger Associatioun a Coronazäite fält? Deen Dag, wou hir Assemblée générale soll sinn, wou d'Aktionäre Jo oder och vläicht Nee soen zum Rapport d'activité, zu de Konten oder zu der strateegescher Ausriichtung?

An de leschte Wochen an Deeg hu muncher vun eis vläicht schonn un esou enger Generalversammlung deelgeholl per Bréif oder Videokonferenz. Mam Projet 7566 huele mer de Relais vu verschiddene Mesuren, déi iwwer Règlement grand-ducal vum 20. Mäerz agefouert goufen an déi iwwert d'Durée vum État de crise erausginn, fir se ze verlängeren, wéi scho sou oft dëser Deeg.

Et geet ëm d'Modalitéiten, ënnert deenen Assemblée-générallen oder aner Reunioune vu Societéiten ofgehal kënne ginn, och wann dës Reuniounen op engem Datum nom État de crise stattfannen, well vill där AGe goufe jo op Basis vum Krisereglement respektiv vum Gesetz vum 22. Mee dëst Joer, dat mer kierzlech hei gestëmmt hunn, op e spéideren Zäitpunkt verluecht, deen och nom État de crise ka sinn. An et geet mer drëm ze preziséieren, dass just AGen a Reuniounen, déi op Basis vun dësem Text verluecht goufen, ënnert dëst Gesetz falen.

Hei déi weesentlech Elementer: Den Artikel 1 erlaabt AGe per Videokonferenz oder ënner enger anerer Kommunikatiounstechnik, déi physesch Presenz oder Zesummekommen net erfuerdert an awer eng Identifikatioun vun de Bedeelegten erméiglecht, de Vote à distance per Bréif oder digital, natierlech och sous condition, dass déi Bedeelegt identifizéierbar sinn, an dat, wichtege Punkt, och wann d'Statute vun der Societéit dëst net ausdrécklech, net explizitt virgesinn. Fir de Fall, wou en Aktionär, Associé oder anere Participant sech an enger AG duerch e Mandataire ersetze léisst, kann dësen Ersatz dann och just via eng vun de Méiglechkeeten, déi am Artikel 1 Paragraf 1 Punkt 1 an 2 virgesi sinn, un dëser AG deelhuelen.

Virtuell Participanten, dat ass och erëm e wichtege Punkt, zielen dann och fir de Calcul vum Quorum.

De Paragraf 2 gesäit vir, dass och aner Reuniounen dematerialiséiert kënne ginn, sous forme de circulaire oder Videoconference, natierlech och sous condition, dass déi Bedeelegt identifizéierbar sinn.

An den Artikelen 2, 3, 5 a 6 gi mer den ASBLen, de Syndicats de copropriété, dem Ordre des experts-comptables, de Réviseurs d'entreprises Méiglechkeeten, hir AGe bis den 30. September dëst Joer ofzehalen, net bis um Enn vum Joer, mee bis den 30. September.

Mam Artikel 4, e ganz speziellen, dee fir eng Kategorie agefüügt ginn ass, dee geet retroaktiv op den 30. Mee, verlängert d'Gesetz d'Delaien, déi am Artikel 25 Paragraf 3 an am Artikel 27 vum Gesetz vum 24. Abrëll 2017 iwwert d'Reorganisatioun vum Fonds du logement definéiert ginn, an déi Delaie ginn ëm dräi Méint verlängert.

Den Artikel 7, do ass elo d'Opzielung vun de Personnes morales dran, op déi d'Dispositioune vum Artikel 1 an dësem Projet gegeebenefalls uwendbar sinn. Et geet do ëm d'ASBLen an ëm d'Stëftungen, d'landwirtschaftlech Associatiounen, d'Mutuellen, d'GIEen, d'GIE européens, de Fonds du logement wéi gesot, d'Kopropriétéiten, Syndikater, den Institut des réviseurs d'entreprises an déi vum Ordre des experts-comptables. Dir gesitt: allgemeng an awer och e puer ganz prezis Personne-morallen erausgegraff.

De Werdegang vun den Aarbechten: De Projet de loi 7566 gouf den 21. Abrëll vun der Madamm Justizministesch deposéiert. An der éischter Sitzung vun der Justizkommissioun, den 22. Abrëll, krute mer den Text presentéiert an hunn en Artikel par Artikel duerchgeschafft, Amendementer ugeholl an de Rapporter ass designéiert ginn.

De 5. Mee huet de Conseil d'État säin Avis ofginn - deen éischten. An der Kommissiounssëtzung vum 27. Mee gouf dësen Avis analyséiert an eng zweet Serie vun Amendementer per lettre circulaire de 5. Juni ugeholl.

Den Zousazavis vum Staatsrot koum dunn den 12. Juni, soudass d'Justizkommissioun an hirer Sitzung vum 17. Juni de Projet de loi mat der Adoptioun vum Rapport konnt finaliséieren.

Wat steet an den Avise vum Staatsrot? Deen ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Projet, ouni dee beim Auslafe vum État de crise d'Mesuren, déi op Basis vum Reglement, Krisereglement geholl goufen, och géifen auslafen, wat d'Societéiten natierlech par rapport zu hire Verflichtunge géif a gréisser Schwieregkeete brénge. Hie weist drop hin, dass d'Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales op d'Statute vun de Societéite verweist, déi expressement musse virgesinn, dass Videokonferenzen oder Votes par correspondance fir d'AGe méiglech sinn.

Des Weidere gesäit d'Gesetz keng komplett Dematerialisatioun vu Reunioune vir, déi physesch Presenz kéint ersetzen. An deem Sënn war de Krisereglement eng substanziell Neierung, déi mer am Gesetz, wéi gesot, verlängeren, fir de Societéiten deen néidege Spillraum ze ginn.

Fir dem Staatsrot Rechnung ze droen, gouf am Text preziséiert, dass d'Statute vun de Societéiten d'Méiglechkeete vu Videokonferenz, Vote à distance an esou weider, wéi scho gesot, net explizitt musse virgesinn.

Weider huet de Staatsrot opmierksam gemaach op de Fait, dass muss drop opgepasst ginn, dass d'Dispositioune vun dësem Gesetz, wat mer haut stëmmen, mussen artikuléiert gi mat deene vum Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales an deene vum 24. Mee 2011 iwwert d'Ausübe vu verschiddene Rechter vun den Aktionäre bei den AGe vu cotéierte Societéiten. D'Entrée en vigueur ass dann den Dag vun der Publikatioun am Journal officiel, mat der Ausnam vum Artikel 4 iwwert de Fonds du logement, dee retroaktiv ab dem 30. Mee a Kraaft trëtt. A mer si jo elo no bei der Fin vum État de crise a bei der Publikatioun, soudass mer do och kee Vakuum de facto opkomme loossen.

Mir haten awer och eng Opposition formelle vum Staatsrot kritt. An zwar bei der Propositioun, fir d'Dispositiounen aus dem Artikel 1 op all Personnes morales auszeweiten. Do kéinten nëmme Societéiten a Fro kommen, déi an hirer Funktiounsweis no genuch u kommerziell Societéiten erukéimen. An duerfir ass eng genee Opzielung noutwendeg. Mir hate länger Diskussiounen an der Kommissioun driwwer, mee mir sinn awer där Opfuerderung nokomm, soudass de Projet de loi am Artikel 7 preziséiert, wéi eng Personnes morales a Fro kommen. Mat där Propositioun war de Staatsrot dunn och zefridden an huet seng Opposition formelle opgehoff.

Fir weider Detailer iwwert de Staatsrot a seng Remarke verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Avisen zu dem Projet koumen dunn och vun der Handwierkerkummer den 20. Abrëll, déi de Projet begréisst. Dee vun der Chambre de Commerce den 23. Abrëll, dee begréisst, dass de Projet Rechtssécherheet gëtt, wat d'Ofhale vun den AGen als Videokonferenz ugeet, a proposéiert, dës Méiglechkeet op all Societéiten auszedeenen an deem Mooss, wou se d'Personnalité morale hunn. Wéi gesot, do war eng Appréciation de vue, déi verschidde war mam Staatsrot, dofir hu mer et prezis dragemaach.

Den Ordre des experts-comptables huet och e spontanen Avis zoukomme gelooss, den 19. Mee, an drop opmierksam gemaach, dass de Staatsrot, wéi gesot, net d'accord ass, fir d'Méiglechkeet vun de Video-AGen op sämtlech Personnes morales auszedeenen, mee dass eng genee Opzielung vun dësen Entitéiten noutwendeg ass. Den Ordre vun den Experts-comptables wëllt da logescherweis an där Opzielung berücksichtegt ginn, wat mer jo gemaach hunn.

De 4. Juni da koum nach en Avis vun der Chambre des Notaires, deen déi legal Kompetenze vun den Nottären am Zesummenhang mat den aussergewéinlechen AGe vu Societéite rappeléiert an dass dëst och kloer am Text misst gesot ginn. Heizou huet d'Kommissioun festgehal, dass déi generell Referenz am Projet de loi op d'Assemblées générales duergeet, well den Objet vun dëse jo just doranner besteet, temporaire Mesurë par rapport zu der Participatioun unzehuelen, an all aner Dispositioune bleiwen onverännert, y compris déi vun der Roll vun den Nottären.

Ech si geschwë fäerdeg.

Si wieren dann och - si, d'Nottären - op engem zweete Level vun den Dispositioune vum Gesetz betraff, well si hir AG schonn op Basis vum Règlement grand-ducal no hanne verluecht hunn, wat mer d'lescht Woch och am Gesetz 7587 festgehalen hunn.

Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jidderengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war vun dësem Gesetzesprojet: um Ministère, an der Chamber, an de Fraktiounen, d'Kolleegen an der Kommissioun an och d'Auteure vun den Avisen natierlech.

Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet, deen all deenen, déi a Coronazäiten AGen a soss Versammlungen organiséieren, d'Liewe weesentlech méi einfach mécht duerch eng manner komplizéiert Prozedur a manner Zäitopwand, a vergiesse mer net, et och méi einfach mécht, als Member un dëse Versammlungen deelzehuelen. An an engems ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Merci, Här Rapporter, fir Äre ganz ausféierlechen an detailléierte Rapport elo grad iwwer en zwar kuerzt Gesetz, un deem mer awer vill Ännerunge gemaach hunn, an déi ginn dem Text elo méi Konsistenz an och en Deel méi Kloerheet.

D'CSV gëtt den Accord, well dëst Gesetz fir Rechtssécherheet suergt an der Kontinuitéit vum Urgencëreglement vum 20. Mäerz, well vill Firmen, Betriber oder Gesellschaften awer och vill Vereenegungen oder Veräiner wéinst Corona hir Generalversammlungen net konnten ofhalen, soudatt se eigentlech elo géint d'Gesetzgeebung verstoussen.

Natierlech huet d'Nullitéit vun Entscheedunge vun Organer vu Sociétés commerciales méi grouss Konsequenzen a puncto wirtschaftlechen Impakt a juristesch Responsabilitéit. An awer hu Veräiner a Vereenegungen dach och eng grouss Bedeitung fir d'Zesummeliewen an den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Do muss ee sech eigentlech scho wonneren, datt

net méi un d'Spezifissitéite vun ASBLe geduecht gi war. Datt se elo méi Flexibilitéit hunn, ass der Interventioun vun der CSV ze verdanken. Den Text ass erweidert ginn. Si hu méi Zäit kritt. Bis den 30. September kënne se elo hir Generalversammlungen ofhalen an, wa gewollt, iwwer aner Forme wéi physesch zesummekommen. Et muss ee bedenken: Et sinn nach e ganze Koup Generalversammlungen uechtert d'Land, déi nach nozehuele sinn. A wéi gesot: Bis den 30. September ass elo Zäit do derfir.

Duerno, nom 30. September, komme mer zréck op den Droit commun, well, effektiv, dëst Gesetz bleift zäitlech begrenzt, bis elo jiddefalls, et sinn also temporaire Ausnamebestëmmungen, temporaire Ausnameprozeduren och, déi heimadder erméiglecht ginn iwwert d'Zäit vum Ausnamezoustand eraus. Dëst Gesetz bleift also eng Loi d'exception.

Vläicht kéint ee spéiderhi verschidden Agencementer, verschidden Dispositiven iwwerhuelen an déi normal Gesetzgeebung, an awer ass et wichteg, datt d'Leit, d'Memberen, d'Aktionären, d'Obligatairen, d'Associéë sech begéinen a gesinn a physeschen AGen. Den Austausch ass besser. De Kontakt ass wichteg. Froe stellen, ass méi einfach. Dat huet natierlech eng sozial Importenz. Dat ass awer besonnesch wichteg, fir den Droit d'information auszeüben, a soumat och d'Kontroll vun de Féierungsorganer an deenen hirer Verantwortung auszeüben. An dat ass jo d'Essenz vun de Generalversammlungen an och e wichtege Punkt vun der Gesetzgeebung. An den Ofschloss vun engem Exercice social ass keng Banalitéit schliisslech.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur e grousse Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass schonn ugeklongen, déi Modifikatioun oder dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, huet scho seng Wichtegkeet fir d'Liewe vun de Gesellschaften, mee net nëmmen, a mir hunn am Artikel 7 jo eng ganz Partie Entitéiten, déi dovunner betraff sinn.

Et ass och schonn drop higewise ginn, dass et wichteg ass, an dass och d'Gesellschaften haaptsächlech, mee awer och déi aner Entitéiten, sech un d'Gesetz halen, dat heescht, hir Rapporten, hir Generalversammlungen ofhalen, wou dann d'Kontroll kann ausgeübt ginn.

Ech huele just d'ASBLen eraus. Fir déi ass et natierlech och extrem wichteg, datt déi eng Prozedurvereinfachung kréien, déi elo hei, wéi gesot, am Gesetz virgesinn ass. Do sinn nämlech eng ganz Partie eeler Leit, Memberen, déi eeben och net onbedéngt wëllen a kënne sech deplacéiere fir eng physesch Generalversammlung. Elo kréie se hei d'Méiglechkeet, aneschters awer hir Iddien an hir Wënsch auszedrécken.

Dat selwecht gëllt och fir d'Syndicats de copropriété, wou et och net onwichteg ass, dass do déi Kontroll vun de Koproprietäre kann duerchgezu ginn an enger vereinfachter Prozedur. Dofir begréisse mer och hei, dass d'Syndicat-de-copropriétéen och materakomm sinn.

Dat gesot, mer wëssen zwar net, ob dat elo mat de Syndicats de copropriété zäitlech duergeet, well se eng ganz Partie Assembléeën nozehuelen hunn. E Veräin, dee brauch nëmmen eng Assemblée nozehuelen. Mee déi Syndicken, déi beoptraagt sinn, fir d'Syndikater zesummenzeruffen, déi hunn eebe ganz, ganz vill nozehuelen. Eventuell misst do nogebessert ginn. Mee dat gesi mer Enn September, wann dësen Text, wéi gesot, an deem Sënn ausleeft.

Ech géif op alle Fall jiddwerengem Merci soen, deen och hei matgeschafft huet, a géif den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. E grousse Merci un de Charles Margue fir dee wierklech ganz detailléierte Rapport, deen och genee dat erëmginn huet, d'Emramung, wat an der Kommissioun och beschwat a geschafft gouf.

Och fir d'LSAP ass et ganz kloer, dass mer dëst Gesetz natierlech gäre matdroen. Net zulescht well, an ech erënneren drun an ech schléisse mech do de Wierder vum honorabelen Här Guy Arendt un, och d'ASBLe jo e bëssen opgereegt waren, well se net sécher waren, ob se ënnert dës Reegelung géife falen, wat jo da schlussendlech an der Oplëschtung och spezifesch festgehale gouf.

Voilà, dat gesot, ass näischt bäizefügen deem, wat meng Virriedner gesot hunn. An ech ginn nach eng Kéier den Accord, wéi gesot, vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. Dann huet sech agedroen: den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och am Numm vun der ADR wollt ech dem Rapporteur, mee och menge Virriedner häerzlech Merci soen. Ech mengen, zu dësem Text ass elo dat gesot ginn, wat huet musse gesot ginn. Ech wëll et net nach eng Kéier widderhuelen. An ech bréngen den Accord vun der ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. Och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci villmools, Här President, mee och all de Membere vun der Justizkommissioun. Mir hunn hei op en Neits ganz gutt zesummegeschafft gehat. An do si Remarken an Demandë vun deenen engen an deenen aneren natierlech an deen Text agefloss. Duerfir gëtt et jo déi parlamentaresch Aarbecht. An dofir diskutéiere mer déi Saache jo och zesummen.

Dat hei ass erëm en Text wéi déi, déi mer déi lescht Woch schonn ugeholl hunn, wou et drëms geet, de Gegeebenheete vun den aktuellen Emstänn Rechnung ze droen an och ze kucken, dass awer dat normaalt Liewe vun de Societéiten, vun den ASBLe ka fonctionéieren, mat alle Mesuren, déi musse geholl ginn. Do geet et natierlech engersäits ëm d'Societéiten an op där anerer Säit, dat ass ganz vill elo schonn ernimmt ginn, och ëm d'ASBLen an ëm déi aner Entitéiten, déi mer elo expressis verbis och am Gesetz opgezielt hunn, no natierlech den Diskussiounen, déi mer haten.

Zu der Remark vum Här Arendt: Mir mussen hei, wéi och bei deenen anere Projeten, d'Situatioun am A halen. Wa mer gesinn, dass deen Delai, dee mer elo fixéiert hu vum 30. September, ech hunn dat jo schonn an der Kommissioun gesot, wann dat net duergeet, da kënne mer am Summer nach eng Kéier kucken, wou mer do dru sinn, en Echange hu mat de Syndicats de copropriété an da gegeebenefalls deen Delai verlängeren, wéi mer dat jo och scho bei anere Mesurë virgesinn hunn.

Dat hei vereinfacht elo, wéi gesot, d'Liewe vun den ASBLen, awer och vun de Societéiten, an der Hoffnung dann, dass déi Mesurë bis dohinner duerginn. A wann net, da musse mer nach eng Kéier den Delai verlängeren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, der Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zum Ofstëmme vum Projet de loi 7566. Den Text steet am Document parlementaire 7566[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7566 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7566 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7618 iwwert d'erneierbar Energiebäihëllefen am Logementsberäich. An ech géif direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut de mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7618, mat deem d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 ofgeännert gëtt. E Gesetz, wat e Regimm vun Hëllefe fir d'Promotioun vun der Durabilitéit am Gebrauch vun erneierbaren Energien am Logement agefouert huet, vläicht och besser bekannt ënnert dem Numm „PRIMe House".

Mat dësem Projet de loi 7618, och nach de Pak „Clever wunnen" genannt, ginn d'Subventiounen eropgesat, an dat fir energeetesch Sanéierung, Heizungssystemer, déi kënne geännert ginn, mee op Basis vun erneierbaren Energien, an d'Energieberodung. Net ze verwiessele mam Energiepass.

Am Kontext vun der Relance verte an dem „Neistart Lëtzebuerg" geet et also ëm en Top-up vu Mesurë vum besteeënde System vun der PRIMe House. Et geet drëm, fir am Beräich vum Logement e klimaschutzfrëndlechen Impuls ze ginn, an dat a Kohärenz mat den Ziler vun dem Lëtzebuerger Energie- a Klimaplang PNEC.

Kuerz gesot, gesäit de PNEC follgend Ziler fir 2030 vir:

- eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregasemissiounen;

- en Energieeffizienzzil vu 40 % bis 44 %, an

- d'Zil vu 25 % un erneierbaren Energien.

A Kohärenz mat dësen Ziler wëllt de Projet de loi de Bierger kuerzfristeg méi e groussen Incentive ginn, fir hiert Doheem energeetesch ze sanéieren an doduerjer laangfristeg Suen ze spueren. Dat heescht, e bessere Wunnconfort mat besserem Klimaschutz. An dovunner profitéieren natierlech och déi Handwierksbetriber, déi an deem Beräich täteg sinn.

Konkreet gesäit de Projet de loi follgend Ännerungen um Gesetz vun 2016 vir: 50 % méi Subventioune fir d'energeetesch Sanéierung vun engem Gebai a fir d'Installatioun vun enger mechanescher Beléftung. Hei geet de Plaffong vun de Subventioune vu 50 % op ganzer 75 % erop vum effektiven Invest.

50 % méi Subventioune fir d'Energieberodung. Wat och souzesoe wéi en éischte Schratt ze gesinn ass fir déi Leit, déi iwwerhaapt iwwer eng energeetesch Sanéierung nodenken. Hei schwätze mer vun 2.200 Euro, déi eropginn op ganzer 3.300 Euro fir en Eefamilljenhaus, an 2.800 Euro, déi eropginn op 4.200 Euro fir Méifamilljenhaiser.

De Projet de loi gesäit och 25 % méi Hëllefe vir fir Heizungen, déi op erneierbaren Energië basséieren. De Plaffong vun de Subventioune fir Solarthermie, Wärmepompelen, Holzpelletsheizungen, geet hei vu 50 % op 62,5 % vum effektiven Invest erop. Och de Plaffong vum Uschloss un e Wärmenetz ass ëm 25 % eropgesat ginn.

An et gëtt en zousätzleche Bonus vu ganzer 30 % agefouert fir déi, déi hir fossill Heizungen duerch Wärmepompelen ersetzen. Dat heescht, hei kann een zum Beispill eng Masuttsheizung duerch eng Wärmepompel ersetzen an da kënnen d'Subventioune sech cumuléieren an et kënnt een op ganzer 81 % Subventioune vun den effektive Käschten.

Une voix.- Dat ass ganz vill!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, ganz wichteg!

Et muss ee wëssen, datt d'Hausse vun den Hëllefen zäitlech limitéiert ass. Graff gesot, mussen d'Commanden zwëschent dem 20. Abrëll vun dësem Joer an dem 31. Mäerz 2021 gemaach ginn. D'Aarbechte kënnen awer och nom Delai vum 31. Mäerz duerchgefouert ginn. An d'Rechnunge musse spéitstens bis Enn 2022 an der Ëmweltverwaltung eragereecht ginn.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechte vun der Ëmweltkommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf den 12. Juni vun dësem Joer deposéiert. A sengem Avis vum 9. Juni huet de Staatsrot Remarke gemaach zu verschiddene Referenzen an huet proposéiert, den Text ze restrukturéieren. E wor och averstane mat der Retroaktivitéit vum Text, well dës Mesuren en faveur vun de Bierger sinn.

De Remarke vum Staatsrot gouf op alle Punkte Rechnung gedroen. Bis op eng Ausnam, wou d'Textpropos vum Staatsrot net prezis genuch war a mir den initialen Text zréckbehalen hunn.

D'Chambre des Métiers ass an hirem Avis vum 8. Juni ganz positiv, well si sech erwaarden, dass d'Erhéijung vun de Subventiounen e positiven Impakt op de Chiffre d'affaires vun de concernéierten Handwierksbetriber wäert hunn. Si wënsche sech och eng Informatiounscampagne iwwert d'Mesuren an d'Ëmsetzung vun der Simplification administrative an dësem Beräich.

D'Chambre des Salariés huet dee selwechten Dag hiren Avis och ofginn. Si begréisst de Prinzip vun der Erhéijung vun de Primmen, mee vermësst, datt d'Primmen net no soziale Krittären a méi cibléiert op akommesschwaach Haushalter ausbezuelt ginn.

An dësem Kontext ass et wichteg ervirzehiewen, datt d'Erhéijung vun de Subventiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, net déi méi déif gräifend Upassunge vun de PRIMe-Housë sinn, déi am Energie- a Klimaplang festgehale goufen an déi méi laangfristeg solle gräifen.

Am PNEC gouf festgehalen, datt, en vue vun der Verlängerung vum Regimm, d'Montanten iwwerpréift a gegeebenefalls ugepasst solle ginn; datt déi administrativ Vereinfachung soll weidergefouert ginn an datt nach zousätzlech Nohaltegkeetskrittären a Gesondheetskrittären integréiert solle ginn.

Um Niveau vun der sozialer Gerechtegkeet soll bei dëser Upassung och gekuckt ginn, wat déi richteg Krittäre sinn, fir méi sozial Selektivitéit an de Regimm PRIMe House eranzekréien. Dat ass wichteg, fir déi finanziell méi fragill Stéit verstäerkt an enger energeetescher Transitioun ze ënnerstëtzen; fir datt déi besser ënnerstëtzt ginn.

De Projet de rapport ass de 17. Juni an der Ëmweltkommissioun ugeholl ginn. Ech wëll op dëser Plaz de Membere vun der Ëmweltkommissioun Merci soen, well och hei bei dësem Projet huet et natierlech misse ganz schnell goen.

An der Kommissioun huet d'Madamm Ministesch erkläert, datt vill Nofro bei der Energieberodung zu dëse Primme war. Dofir wollt ech d'Madamm Dieschbourg haut och froen, ob si eis méi prezis Zuele ka ginn, wivill Leit sech bis ewell bei der Energieberodung iwwert déi ugekënnegt Subventiounen informéiert hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7618 erhéije mer, wéi gesot, en Deel vun de Subventioune vun der PRIMe House. Domadder kënne méi Bierger hire Logement energeetesch sanéieren, wéi zum Beispill eng Masuttsheizung ersetzen oder besser hiren Daach isoléieren, fir datt och d'Energie an d'Wäermt am Haus ka bleiwen. An dat Ganzt trotz enger Onsécherheet, déi duerch d'Pandemie ausgeléist gouf.

Duerch déi palpabel Erhéijung vun de Subventioune fir dës Renovatiounsaarbechte kënne

mer dem Bierger an dem Handwierk zu dësem Zäitpunkt op eng schnell Aart a Weis ënnert d'Äerm gräifen a gläichzäiteg e Schratt no vir maachen a puncto Energieeffizienz an Nohaltegkeet am Beräich vum Logement.

Dat gesot, ginn ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen hei déi Mesuren, déi als „Clever wunnen" bekannt sinn, an dat fënnt d'Zoustëmmung vun der CSV. Ech soen der Rapportrice och e ganz häerzleche Merci fir hir gutt schréftlech a mëndlech Ausféierungen. An et war jo keng einfach Aarbecht. De leschten Avis ass nach gëschter Owend spéit erakomm. An och deen huet et nach gegëllt, dann ze kucken.

Als CSV, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gehéiert et zu eiser DNA, Ëmwelt an Natur ze konservéieren, ze schützen, ze beschützen, an dofir och mat eiser Energie effizient a gutt ëmzegoen. Mee dat geschitt bei eis ëmmer mat Hëllef vun zwee Prinzippien: Engersäits, dass d'Mesuren net nëmme gutt ausgesinn a gutt kléngen, mee dass se eiser grousser Verantwortung gerecht ginn, déi mer alleguerten zesummen droen. An anerersäits, den zweete Prinzip, dass dës Mesuren net zu enger ökologescher Elittebildung féieren, esou dass herno just déi matmaachen, déi sech et leeschte kënnen, an déi, déi et am dréngendste bräichten, sech et net leeschte kënnen, vläicht souguer trotz allen Hëllefen.

Une voix.- Dat ass wouer!

M. Paul Galles *(CSV)*.- An dofir erlaabt mer awer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, unhand vun deenen zwee Prinzippien trotzdeem ee méi genauen a méi kritesche Bléck op dëse Projet de loi ze werfen an dozou sechs Bemierkungen ze maachen.

Déi éischt ass déi heiten: Et geet jo eigentlech ëm eng Majoratioun vun de PRIMe House fir eng gewëssen Zäit, an zwar bis Enn éischt Trimester 2021. Also mat engem gewëssenen Drock, deen ausgeüübt gëtt. Iwwregens bedauere mir, dass d'Retroaktivitéit op den 20. Abrëll festgesat gouf an net op den Dag vun der Deklaratioun vum État de crise.

Deen Drock huet eppes Guddes. Wann ech dat richteg gesinn, da ginn d'Hëllefen elo op de Maximum vun deem eropgesat, wat Europa erlaabt, an dat ass ausdrécklech an eisem Numm begréissenswäert. Dat huet e positiven Aspekt. Et ass eng Win-win-Situatioun. De Client kann elo Hëllefen an Usproch huelen an d'Handwierk brauch elo déi Opträg, fir seng eege Relance ze erliewen. Wuel wëssend, dass et héchstwarscheinlech privat Clientë sinn, déi momentan an d'Handwierk investéiere kënnen, well Commerce an Horeca sinn am Moment net an der Situatioun, fir kënnen ze investéieren.

Mee et huet och en negativen Aspekt. An dat ass dat Zweet, wat ech wollt soen. Et ass iergendwann eng Kéier eriwwer, an zwar den 31. Mäerz 2021. An da gi mer erëm zréck bei déi normal PRIMe House. An dofir besteet hei en akuten Handlungsbedarf. Wann ech dat richteg gesinn, lafen d'PRIMe House insgesamt 2021 aus. An dat gëtt eng enorm Chance, fir de System insgesamt fundamental ze änneren, ze erweideren, sozial ze staffelen, sou wéi d'Chambre des Salariés et och gesot huet, nom Prinzip, deen eis esou wichteg ass, nämlech alleguerten d'Leit mat an d'Boot ze kréien. An anere Wierder: Et ass eng Chance, fir en neit an aktualiséiert Gesetz dann ze schreiwen.

Well d'Gefor ass awer grouss, dass et hannen um Enn just eppes fir eng Elitt ass, fir déi, déi sech et leeschte kënnen. Well um Schluss vun der PowerPoint-Presentatioun vum „Clever wunnen" gëtt et e Beispill vun engem Haus vun 150 m^2, un deem elo eng Rei Mesurë virgeholl ginn. Nei Fassad, dräifachverglaste Fënsteren, Wärmepompel an esou weider. Mat allem drun und dran. D'Rechebeispill ergëtt ronn 65.000 Euro Subsiden. Dat kléngt mega. Mee wann ech versichen, mat engem Handwierker de Gesamtpräis vun all deene Mesuren ze schätzen, da seet dee mer: De Gesamtpräis läit méi no bei 200.000 Euro wéi bei 70.000 Euro. Dat wären trotzdeem dann nach 100.000, 135.000 Euro Eegebäitrag, deen ech leeschte misst. An ech fäerten, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat fir vill Leit vill ze vill ass.

(Interruption)

Dat Drëtt, wat ech soe muss, ass: Et si lauter Mesuren, déi et scho gëtt. Ech hätt mer gutt kënne virstellen, dass mer fir eng ökologesch Relance zesummen driwwer nodenken, wat fir eng nei Mesuren elo nach kéinten agefouert ginn.

Dat Véiert ass, dass vun deenen Energiemesuren insgesamt der eng Rei vill Succès hunn an anerer praktesch guer keen. Solarpanelen, déi elo hei ausgeholl sinn, funktionéieren zum Beispill gutt. Mee bei de Chaudièren, ëm déi et hei jo och geet, ass et vill méi schwiereg. Et gëtt jo éischter bei ville Leit nach op Gas zréckgegraff, well Wärmepompel a Pellets deier a komplizéiert sinn. Alles fält a steet mam déiwen Energiepräis; wéi och d'Chambre de Commerce et bemierkt. Wat eigentlech e Virdeel ass, gëtt hei och eng Kéier zum Nodeel. Well woufir fir deier Suen ëmklammen, wann al Maschinnen de Client net ze deier ginn? Et ass vläicht eng Geleeënheet, fir all déi eenzel Mesuren nach eng Kéier ganz éierlech ze evaluéieren an ze kucken, wéi déi, déi net gutt ukommen, elo kënne besser ukommen.

An dat Fënneft, wat ech wëll soen, dat sinn déi administrativ Hürden, op déi och d'Chambre des Métiers higewisen huet. Mir falen der zum Beispill bei de Wärmepompelen eleng schonn zwou an. Déi éischt ass, dass d'Handwierker fir d'Buere musse schréftlech mat Recommandé hir Demande eraschécken. Ech hunn den Androck, dat wär an der Tëschenzäit technesch iwwerholl. An dat Zweet: D'Kaart um Geoportail ass zum gréissten Deel giel, an dat bedeit, et weess een net esou richteg, ob et geet. An dat läit dorun, dass et e méiglecht Quelleschutzgebitt ass, wat gesetzlech awer nach net ausgewisen ass. Giel ass also eigentlech rout, soulaang dat net geschitt ass, a rout bedeit, et geet net.

An dat Lescht ass dat, wat mäi Kolleeg Claude Wiseler bei senger Aktualitéitsstonn hei schonn iwwert déi sougenannte gréng Relance gesot huet: Dee grousse Kader feelt eis ëmmer nach. Déi Froe vu Wuesstum, Reindustrialiséierung, Wäertschëpfungsketten, Entspriechung mat de Besoine vun de Leit an esou weider an esou virun. Vill gréng Tëppelen, hu mir den Androck, awer mat Sécherheet kee richtegen neien Ufank, keen neie Start.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, d'Gesetz vun 2016 gëtt nach eng Kéier ugepasst. D'Aidë ginn no uewen ugepasst. Dat ass eppes, wat natierlech ganz am Sënn vun der Demokratescher Partei ass. Ech mengen, keng Obligatiounen, keng Verbuetspolitik, mee Ureizer schafen, fir d'Leit mat op de Wee ze brénge.

Jo, et gëtt dacks vun enger Win-win-Strategie geschwat. Ech géif soen, hei ass et eng véierfach Win-Strategie, Win-win-win-win deemno, wou op där enger Säit natierlech - an dat wäert de Mëttelstandsminister Lex Delles besonnesch freeën - d'Betriber solle gehollef kréien, andeems se nei Opträg, méi Opträg an deem heite Beräich solle kréien. Op där anerer Säit natierlech och d'Bierger selwer, déi méi Wunnconfort kréie respektiv manner héich Energiekäschte wäerten ze droen hunn. Op där anerer Säit, jo, ganz kloer och d'Ëmwelt duerch manner CO_2-Emissiounen. A jo, last but not least natierlech och mir als Staat, well et ons natierlech och hëlleft, eis Klimaschutzziler ze erreechen.

Mir begréissen och, dass d'Regierung hei wëllt eng breet Informatiounscampagne och nach an deem heite Kontext starten an dass och d'Zil sech gesat ginn ass, fir nach ze probéieren, den administrativen Opwand wäitgeeëndst ze reduzéieren.

Dëst gesot, bleift mir nach den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn an natierlech och der Rapportrice e grousse Merci ze soen. Ech mengen, mir hunn alleguerte gesinn, dass si vum Fach ass. Dir wësst et vläicht, dass d'Madamm Ahmedova jo och an hirem fréiere Liewen Energieberoderin war. Dat huet een hei och nach eng Kéier ganz gutt gesinn. Deemno lech och e ganz grousse Merci nach eng Kéier fir Är zwee Rapporten, Äre mëndlechen an Äre schréftlechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir déi zwee Rapporten, dee mëndlechen an dee schréftlechen, déi ware ganz gutt.

Deen heite Gesetzesprojet, deen ännert jo dann d'PRIMe House, esou wéi dat jo schonn elo e puermol gesot ginn ass. D'Subside gi fir eng begrenzten Zäit erhéicht, fir dem Moossnamepak „Clever wunnen" aus dem Pak „Gréng Relance fir Lëtzebuerg" Rechnung ze droen.

Dat sinn zousätzlech Mesuren, déi och de gesellschaftleche Prioritéiten, déi mer jo alleguerten hei schéngen, wann ech dat richteg verstanen hunn, an der DNA ze hunn, déngen. Souwuel déi eng wéi déi aner hu mer alleguerten den Erhalt oder d'Beschützen an d'Schütze vun der Ëmwelt an der DNA. Dat ass gutt esou. An ech freeë mech dann och, wann elo weider Diskussiounen iwwert den Ëmwelt- an de Klimaschutz kommen. Da sinn ech och frou, dass mer hei eng ganz grouss a breet Zoustëmmung wäerte kréie fir all déi Mesuren, well mer et jo alleguer an der DNA hunn. Dat ass och gutt. Ech sinn och frou, dass de Paul Galles dat hei esou gesot huet. An ech sinn och frou iwwert déi Proposen, déi e gemaach huet. Well do sinn der dobäi, déi ech honnertprozenteg mat em deelen.

Dee Gesetzesprojet hei, dee setzt dee richtegen Akzent, fir weider un der Klimakris ze schaffen, well en och weist, datt d'Energie- a Klimapolitik weiderhin eng vun den zentrale Prioritéite vun eis ass. An duerfir gi mir och den Accord vun der LSAP, ginn ech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Et wier awer och noutwendeg, e bësse méi wäit ze kucken. Als LSAP ënnerstëtze mir all déi Moossnamen, déi hei presentéiert goufen, mee mir pochen awer och drop, datt déi sozial Komponent berücksichtegt gëtt. Et misst ee séier Analyse maache vun deem, wat hei agefouert gëtt, fir ze kucken, wat da lo de Käschtepunkt a wat d'Resultat ass. Ob déi Mesuren hei och do ukommen, wou se sollen ukommen, an ob se deen Effekt hunn, dee mer gären hei hätten.

Et muss een awer och net bei dëse Moossname stoe bleiwen, déi sécherlech an dëser Phas deene Leit mat enger méi grousser Kafkraaft wäerten hëllefen. Als LSAP wëlle mer awer net, dass déi vulnerabel Leit …, a mir hu ganz vill vun deene vulnerabele Leit geschwat an der leschter Zäit, déi vun der Covidkris betraff waren. Hei sinn och vulnerabel Leit, déi net nëmme vun der Covidkris, mee och vun all deene soziale Mesure vläicht manner betraff sinn, well se net fir si a Fro kommen. Den Här Galles huet dat Beispill genannt: Wann s de nach 135.000 Euro muss hunn, fir weider ze investéieren, jo, natierlech, dat huet net all Mënsch. Dofir, fir déi vulnerabel Leit do musse mer och eppes maachen, fir dass déi net duerch déi sanitär Kris nach méi am Stach gelooss ginn. Mir mussen un enger nohalteger Entwécklung fir eis all schaffen.

A bezuchneemend op dat, wat de Paul Galles virdru gesot huet: Rout bedeit net, et geet net! Dach, am Plang heescht dat natierlech esou. Mee ech wëll et politesch huelen. Rout bedeit hei fir eis net: Et geet net! Rout bedeit fir eis: Et muss goe fir jiddwereen! Och fir déi, déi e bësse méi aarm sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci der Madamm Ahmedova fir e ganz flotte Rapport, dee se eis hei presentéiert huet. Ech mengen, de Kontext vun dësem Gesetz muss een och kloer gesinn: Lëtzebuerg wäert aller Viraussiicht no d'Klimaziler, déi fixéiert goufen, net erreechen. Wéinstens ass dat déi Richtung, wou déi lescht Statistiken hiweisen. Eréischt an engem gudde Joer wäerte mer méi genee kënnen evaluéieren, wéi no mer wierklech da komm sinn.

Mee déi Klimaziler sinn därmoossen ambitionéiert, datt dat warscheinlech net erreechbar ass. Mir haten dat och ëmmer als ADR gesot, datt mer mussen oppasse bei deene ganz ambitionéierten Ziler, well mer einfach eng grouss Croissance hei am Land hunn, an aller Hisiicht. Dat ass zwar elo duerch déi lescht Méint natierlech gebremst ginn op eng dramatesch Manéier, mee de grondsätzleche Problem, dee bleift, souwäit mer dat gesinn, datt nämlech mat där Croissance, déi mer hunn, mer och musse Realismus bei de Klimaziler weisen. Do kann net Ideologie einfach sech iwwert d'Realitéiten ewechsetzen.

E Projet wéi deen hei, dee beurteele mir no verschiddene Krittären. Ekonomesch, politesch an dann natierlech ekologesch. Ekonomesch ass e gutt, an dofir stëmme mer en och haut mat, well mer einfach eis Betriber mussen ënnerstëtzen, fir elo no der Kris kënnen an dësem Beräich och aktiv ze sinn. Ech mengen, dat ass wierklech néideg, datt mer alles maachen, fir eis Entreprisen elo ze ënnerstëtzen.

Politesch, do hu verschidde Kummere jo och Krittären a Kriticke genannt, d'Virriedner hu se och scho resuméiert, wéi zum Beispill d'Datumen, wéi d'Bürokratie oder anerer, wéi elo zum Beispill, ob déi sozial Schwaach kënnen dervu profitéieren. Dat ass eppes ganz Wichteges.

Do ass zum Beispill déi Iddi opkomm vun der Chambre des Salariés, datt de Staat direkt d'Rechnunge bezilt bis zur Héicht vun de Subventiounen. Dat sinn alles interessant Iddien. An ech mengen, wa mer wierklech jiddweree wëlle profitéiere loosse vun esou Moossname wéi där hei, sollte mer dann och op dee Wee goen.

Och den Impact budgétaire ass natierlech eng Saach, déi mer musse laangfristeg verfollegen, datt mer wierklech e genaut Bild hu vun de Käschten.

Ekologesch ass dat hei awer e ganz gemëschtent Bild. Mir hu Moossnamen, déi sinn ekologesch sécher gutt. Mir hunn anerer, wéi déi Chaudièren, Holzchaudièren, déi sinn diskutabel. Déi sinn diskutabel! An et muss ee wierklech soen, datt ee soll ganz virsiichteg sinn, och bei Ëmweltprojeten, datt een näischt ënnerstëtzt, wat der Ëmwelt herno vläicht méi schuet wéi notzt. Wann een och nëmmen eng kleng Recherche mécht zu deene Pellets, da fënnt een déi erstaunlechst Saachen.

Ech ginn elo mol net op déi Risiken duerch Kuelemonoxid an esou weider an, mee et muss een einfach wëssen, datt bei der Verpressung och Miel gebraucht gëtt. Dat sinn Narungsmëttel, do hu mer dann eng änlech Diskussioun wéi beim Biodiesel. Déi däitsch Ëmwelthëllef seet, datt och zum Deel Tropenholz benotzt gëtt, fir déi Pellets ze maachen. An an Däitschland ass dat net penal belaascht. Ass et hei zu Lëtzebuerg penal belaascht? Well mir wëlle jo net, datt Tropenholz dann herno hei einfach verhëtzt gëtt.

Mir hunn de Problem vun der ëmmer méi grousser Nofro u Pellets, dat schuet dem Bësch an där Manéier, wéi se gewonne ginn a wéi een Holz benotzt gëtt. Wann déi Pellets gedréchent ginn, gëtt Palmueleg matbenotzt. Dat ass natierlech och duerch d'Ofholzung vum Tropebësch zum Deel eppes, wat mer jo net wëllen.

Bei der Kuelendioxidbilanz stellt ee fest, datt d'Pellets méi schlecht ofschneide wéi de Pëtrol. Et ass wierklech erstaunlech! An d'Europäesch Ëmweltagentur huet festgestallt, datt d'Stëbsemissiounen, d'Feinstëbsemissiounen duerch Pellets- an Holzheizunge méi héich si wéi duerch den Diesel zum Beispill.

Also, wann een dat alles kuckt, an dat kann een natierlech alles am Detail diskutéieren an esou weider, mee da freet ee sech: Ass da wierklech alles sënnvoll, wat mer hei ënnerstëtzen? Sollte mer net och ënnert deene Moossnamen, déi ënner ekologesch hei verkaaft ginn oder promouvéiert ginn, vill méi e strengen Tri nach maachen, fir wierklech ze wëssen, wat der Ëmwelt ënnert dem Strëch wierklech notzt? An dat solle mer och ënnerstëtzen. An Technologien, déi awer zweifelhaft sinn oder och grouss Nodeeler kënnen hunn, awer dann och zréckstellen. Ech mengen, da wäre mer och kohärent an der Ëmweltpolitik.

Fir eis gëtt et Krittären, wéi een en Ëmweltprojet ka beurteelen. An déi solle mer och ëmmer applizéiere fir ze wëssen: Ënnerstëtze mer dat oder net?

Deen éischten ass natierlech: Et däerf kee Mënsch a wa méiglech och keen Déier zu Schued kommen! Dat ass emol grondsätzlech.

Dat Zweet: Eng Ëmweltpolitik muss éierlech a wouer sinn. Et kann ee keng Propaganda maachen, mee et muss een ëmmer alles op den Dësch leeën.

En drëtte Krittär ass: Ass et eng reell Plus-value fir d'Ëmwelt, wann een alles rechent, de Gesamtbilan, zum Beispill och bei der Fotovoltaik oder bei der Wandenergie? Ass wierklech do vum Ufank bis zum Schluss, vun der Produktioun, vum Transport, vun der Entsuergung, d'Energiebilanz positiv oder negativ?

De véierte Krittär: Natierlech däerf d'Kompetitivitéit an déi ekonomesch Leeschtungsfäegkeet vun eiser Gesellschaft net drënner leiden, notamment och zum Beispill iwwert d'Energiepräisser.

De fënnefte Krittär: Si solle fräiwëlleg sinn. Mir wëlle keen Zwang!

De sechste Krittär: D'Privatsphär vun de Leit muss respektéiert ginn.

An dee siwente Krittär: Eng Moossnam muss sozial gerecht sinn.

Wann déi siwe Krittären erfëllt sinn, dann ass et eng gutt Politik, eng gutt Ëmweltpolitik am Besonneschen. Hei an dësem Gesetz sinn eng Rei vun deene Krittäre leider net erfëllt. Mee, wéi gesot, fir eis ass am Abléck d'Prioritéit d'Ënnerstëtzung fir eis Ekonomie, an dofir stëmme mir als ADR deen hei Projet och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also, wann d'Diesellobby iergendeng Kéier fäerdeg ass, da gëtt et ganz spannend, well a leschter Zäit héieren ech, datt quasi alles méi schlëmm wéi den Diesel ass. A wa mer fäerdeg sinn, wäerte mer erkläert kréien, datt een Diesel och nach moies beim Kaffi muss drénken a wa méiglech och nach an de Biberon maache vun de Klengkanner, dat wär och nach extra gesond. Mee soit.

Dat gesot, bon, mir wäerten eis enthale bei dësem Projet de loi, well, esou wéi den Här Hahn et zu Recht gesot huet, dee Projet de loi ass ganz am Sënn vun der Demokratescher Partei. Ech stëmmen deem och zou. Ech stëmmen deem och zou! Dat ass eng Ursaach, firwat mir net mat Jo wäerte stëmmen, mee eis enthale wäerten.

Ech weess net, ob ech erëm eng Kéier all déi Argumenter muss derouléieren, firwat mer skeptesch sinn. Ech hunn dat schonn e puermol gemaach. Mir hunn dat e puermol gemaach. Mee mir hunn einfach de Problem, datt mer grondsätzlech den Androck hunn, datt hei zu Lëtzebuerg an der Regierung den Esprit vum Service public u sech net ëmmer esou priméiert par rapport zu enger anerer Politik vu Steiererliichterungen a Primmen.

Et gëtt aner Länner, déi aner Methoden hunn. Notamment d'ailleurs a Frankräich, wat e Land ass, wou se deen Esprit vum Service public nach e bësse méi staark hunn, op jidde Fall bei de politeschen Decideuren an de Regiounen an esou weider, wou ee seet, datt een esou Mesurë muss ëffentlech duerchzéien, mat ëffentleche Programmer, an net systematesch Steiererliichterungen oder Primme fir Proprietären. Dat ass e bëssen esou de Lëtzebuerger Wee, deen net effikass an och net gerecht ass.

An de Problem ass jo och deen, meng Virriedner hunn dat och gesot, den Här Engel huet dat gesot, den Här Galles huet dat gesot, ech soen dat dann eeben erëm eng Kéier: Déi heite Primm, déi elo majoréiert gëtt, profitéiert prinzipiell nach ëmmer nëmme weiderhin éischtens de Proprietären an deenen, déi sech et kënne leeschten an déi och a Konditioune liewen, déi energeetesch gesi vläicht schonn eendeiteg besser sinn, wéi Leit, déi a Konditioune liewen, déi energeetesch méi vulnerabel sinn, an deementspriechend och méi grouss Schwieregkeete wäerten hunn, fir iwwerhaapt technesch a praktesch voire juristesch an de Genoss ze komme vun dëser Primm, ob majoréiert oder net majoréiert.

Mir hunn duerno och nach en anere Problem, deen awer wierklech komesch gëtt. Also, wann déi energeetesch Sanéierungsaarbechte gemaach ginn, da wäert dat derzou bäidroen, datt d'Wunneng u Wäert gewënnt an datt deementspriechend de Capital investi och eropklëmmt. Allerdéngs ass et awer esou, datt deen, deen déi Aarbechte mécht, Primme vum Staat kritt.

Dat heescht, e gëtt subventionéiert vum Staat. Déi Subventiounen, déi verschwannen, souwäit ech verstanen hunn, awer net aus dem Capital investi. Dat heescht, datt theoreetesch de Proprietär no dësen Aarbechten, déi zum Deel subventionéiert gi vum Staat, säi Loyer kéint erhéijen. Dat heescht, e kéint eng vum Staat subventionéiert Loyerserhéijung hunn. Dat kéint dozou féieren!

Dat Zweet ass awer, dass dann och nach d'Subention loyer derbäikënnt, déi ee vläicht kéint froen, well de Loyer erhéicht gouf. Dat heescht, mir kommen hei an eng Situatioun, wou erëm eng Kéier de Staat e Proprietär subventionéiert, étant donné datt d'Subvention loyer jo u sech eng indirekt Subventioun ass fir de Proprietär. E Kolleeg huet mer gesot: „Wann een dat op d'Spëtzt géif dreiwen, da fänkt een un, an eng Richtung ze goe vu komeschem Ëmgang mat ëffentleche Gelder en faveur vu Privatleit."

Ech mengen net, datt dat de Sënn ass vun deem Gesetz. Mee et kann awer esou interpretéiert ginn. A souwäit ech verstanen hunn, souwäit ech verstanen hunn, kann een déi Primmen net aus dem Capital investi eraushuelen. Dat ass awer problematesch an eisen Aen.

Dofir si mer der Meenung, datt ee wierklech muss an eng ganz aner Richtung goen, ewech vu Subventiounen a Primmen, mee e richtege Service public vun der Sanéierung vun de Wunnengen op d'Bee bréngen.

Ech mengen, déi hei Regierung ass awer scho siwe Joer am Amt. Wann een no siwe Joer nach ëmmer mat soss näischt kënnt wéi mat Primmen oder Erliichterungen, dann ass d'Fantasie relativ staark ageschränkt, wann een och nach d'Klimaziler sozial gerecht wéilt erhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Fir d'Iwwerraschung virewech ze huelen: Also d'Piraten wäerten dem Projet zoustëmmen! Mir hunn awer e klenge „Mee" derbäi, dee mer schonn e puermol uklénge gelooss hunn, sief et bei de Primmen wéi och beim Elektroauto. Eis deet et einfach am Bauch wéi, dass se net sozial gestaffelt sinn.

Huele mer e klengt Beispill: Et geet een eng Kéier hin, et huet ee sech e schéint Familljenhaische kaaft, et huet een dat schéin ageriicht, an da wëllt een dat energeetesch renovéieren. Et ass jo nun emol esou, dass déi meescht Leit scho mol, wa se bei d'Banke ginn, fir d'éischt e Problem hunn, fir de Prêt ze kréie fir de Logement. Da muss een elo och nach en zweete Prêt ophuele fir déi energeetesch Renovatioun. Dat gëtt net einfach fir déi meescht Familljen. Dat heescht, et misst ee schonn esou vill Geld um Spuerkont hunn, fir iwwerhaapt kënnen déi energeetesch Renovatiounen ze maachen.

Duerfir stelle mir Piraten eis vir, dass et vill méi einfach sollt ginn, dass de Staat mat enger Bürgschaft higeet an e seet: „Déi Prête garantéiere mir!" Dat heescht deementspriechend, dass déi Familljen dat kënnen iwwer 10, 15 Joer zréckbezuelen. Awer och do, dass, wat de Revenu méi kleng ass, de Subsid an d'Luucht geet fir d'Familljen.

Dat ass e bëssen dat, wat mer och ëmmer beim Elektroauto kritiséieren. Et kann ee sech zwar herno en Auto vun iwwer 100.000 Euro kafen, an da kritt een déi Primm. Mee d'Fro ass: Brauch een déi Primm dann nach ëmmer? Oder ass et éischter, dass mer sollten dat Geld investéiere fir déi Leit, déi sech et net aus fräie Mëttele kënne leeschten, fir d'Haus energeetesch ze renovéieren? Dat ass e bëssen dee klenge „Mee", dee mer gären hätten.

An dat anert, wat mer umierken, ass - et ass och virdrun ugeklongen - , dass d'Subside bezéiungsweis d'Primme wäerten iwwerschafft ginn. Et muss een oppassen, wéi een dat dobausse kommunizéiert. Well et ass jo elo esou, dass déi Leit spekuléiert hunn a gesot hunn: „O, et kënnt e Klimaplang, kommt, mir waarden nach e bëssen, bis mer eng Renovatioun maachen!" Déi hu jo elo emol richteg geleeën, dat war jo mol gutt! Déi, déi am Januar hir Commande net gemaach hunn, do ass et jo gutt, dass déi elo gewaart hunn.

Et ass awer elo geféierlech, wann d'Politik higeet a si seet: „Et kënnt nach e Klimaplang, vläicht kéinten d'Primmen nach eng Kéier an d'Luucht goen." Dat wär schlecht fir eist Handwierk, well déi waarden dann elo erëm. Et ass e bësse wéi op der Bourse! Et spekuléiert een dann: Komm, wann dat doten ausleeft, maache se vläicht méi eng héich Primm!

Dofir wier et do wichteg, dass ee kohärent géif bleiwen an d'Datumen och net grad esou kuerz hält, well mir mussen och eng Sécherheet an eist Handwierk bréngen. Et sinn nun emol héich Montanten, wann een déi Renovatioune mécht, an et sinn och héich Investitioune fir eis Handwierksbetriber.

An en anere Punkt, wou mer nach wollte matubréngen, dat ass, mir hunn et schonn e puermol uklénge gelooss, och op aneren Dossieren, dass et immens wichteg ass, dass mer an der Zukunft, wat d'Formatiounen ubelaangt, vill méi an de Schoulen op d'Handwierk setzen bezéiungsweis op déi Beruffer, déi eppes mat Energie ze dinn hunn.

Et ass hautzudaags esou, dass, wann ee Solarpanele wéilt installéiere loossen, een op eng Waardelëscht vun engem Joer kënnt. Bei de Chaudièrë läit een am Moment bei sechs Méint. Vläicht ass et no Corona liicht anescht ginn. Mee ech schwätze mol nach dervun, wéi et virdru war. De Problem ass ganz einfach, wann een do mat de Patrone schwätzt: D'Leit wëllen nach eppes fir d'Ëmwelt maachen an eng Renovatioun lancéieren, mee dann ass et esou, dass de Patron net genuch Leit huet, fir d'Aarbechten auszeféieren.

Do misste mer an der Educatioun e bësse méi op de Wee goe fir dës wichteg Beruffer, well d'Theema Ëmwelt wäert jo bleiwen. A mir mussen eis weiderhin an deene Beruffer vill méi staark opstellen, fir dass mer méi Leit hunn, déi d'Renovatioune bezéiungsweis d'Installatioune kënnen ausféieren.

Mir Piraten wäerten eisen Accord ginn an hoffen op weider Mesuren, déi d'Regierung wäert huelen, fir d'Handwierksbetriber an deem Beräich ze ënnerstëtzen, awer och d'Leit, déi wëllen hir Haiser energeetesch renovéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här Chamberspresident. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e ganz häerzleche Merci un d'Semiray Ahmedova fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a fir déi schnell an onkomplizéiert Zesummenaarbecht an dësem Dossier. Och de Kommissiounsmemberen e grousse Merci.

Et ass Flexibilitéit an dëser Zäit gefrot an et ass schnell Reaktioun an dëser Zäit gefrot. An dofir hu mer als Regierung entscheet, op besteeënd Primmen, déi et zanter dem 23. Dezember 2016 gëtt, en Top-up ze maachen, op där enger Säit, well déi jo schonn eng Kéier aviséiert waren, op där anerer Säit, well een huet wëlle schnell reagéieren, fir souwuel dem Handwierk wéi de Bierger ze hëllefen an och de Klimaschutz konkreet virunzedreiwen.

An dofir freeën ech mech iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi et hei an dësem Haus gëtt an iwwert déi gutt Zesummenaarbecht. An natierlech hunn all d'Riedner Recht, déi soen: „Mir brauchen nach méi eng déif gräifend Reform vum Primmesystem!" An esou steet et och am Energie- a Klimaplang. Mir hunn eis d'ailleurs virgeholl, Här Galles - mir falen net zréck op deen ale System - , dass mer wäerte bis de Mäerz d'nächst Joer en neie System stoen hunn, wou grad d'sozial Krittäre matgekuckt ginn, wou mer grad wëllen de Gesondheetsaspekt bei der Renovatioun a bei de Materialien, déi mer brauchen, matkucken a wou mer natierlech och d'Zil hunn, eng administrativ Vereinfachung ze maachen.

Wat awer elo eist Zil war: Mat dem Bestand, deene Formulairen, déi och d'Acteure kennen, der Virgeeënsweis, op déi mer eis gëeenegt hunn an déi säit Joren elo besteet, dass mer do op eng schnell Hëllef fir jiddweree setzen. An ech mengen, dass kee ka soen, dass, wann een de Masuttersatzprogramm notzt a bei enger Äerdwärmepompel 81 % vun de Käschte remboursëiert kritt, dat kee fairt Angebot wär, fir d'Leit elo ze motivéieren, schnell ze investéieren. Natierlech brauch een net dat ganzt Haus ze maachen, dee ganze Programm. Ech mengen, mir stellen dat op a mir kucken, wivill dat kéint sinn am Totalen. An den Här Galles huet dat och hei eng Kéier zitéiert. Mee natierlech kann een déi eenzel Elementer och eleng maachen!

An zum Beispill grad am ländleche Raum, mengen ech, ass et awer wichteg, dass mer eeben dee Masuttersatzprogramm hunn, fir am Bestand de Leit de Passage a Richtung Fit 4 Future, a Richtung klimafit Wunnengen ze garantéieren. An dat ass och ukomm.

D'Madamm Ahmedova hat gefrot: Gëtt et da rezent Zuelen? Mir hunn ëmmer nach en immense Rush op eiser Hotline vu „myenergy", déi mer gëschter nach eng Kéier d'Zuele vermëttelt hunn. Mir haten déi lescht Wochen ëm déi 300 Uriff. Déi sinn opgedeelt op 30 % Froen, wat „Clever fueren" ugeet, 30 % Froen, wat d'Solarenergie an d'Notzung an d'Installatioun dovun ugeet, a 35 % Wunnen. De Rescht ass divers. Wunnen, dat heescht „Clever wunnen", d'PRIMe House oder eeben och aner Beräicher, insgesamt alles, wat ech ka maachen.

Ronn e Véierel - dat ass vläicht och wichteg fir d'Deputéiert ze wëssen - , e Véierel vun deenen Uriff endegt herno och a Berodungen, soudass fir déi nächst Wochen 180 konkreet Berodunge fir Projeten um Ordre du jour stinn. Ech mengen, dat weist, dass awer eng Dynamik entstanen ass an deem Beräich. Dat hëlleft dem Handwierk. Dat hëlleft de Leit, fir herno eng besser Liewensqualitéit, eng besser Wunnqualitéit ze hunn a fir fortzekomme vun de fossillen Energien. An dofir freeën ech mech dann och wierklech iwwert dee Rush. An ech hoffen, dass mer mat eiser Sensibiliséierungscampagne, déi och nach gemaach gëtt iwwert de Summer, dass mer domat alle kënnen e Stéck no vir hëllefen an e gemeinsamen Attrait zum Klimaschutz maachen.

Et koumen och e puer kritesch Remarken. Ech mengen, dass mer tatsächlech mussen oppassen: Mir hunn eng Staffelung tëschent Holzchaudière an Äerdwärmepompel. Do gëtt et Staffelungen. Do gëtt et jo och ënnerschiddlech Tauxen, wivill d'Leit do bäikréien. Beim Holz speziell, Här Kartheiser, steet am PNEC dran, an dat ass d'ailleurs eng vun de Verbesserungen, de Radius, an dass mer mussen nohalteg Krittären hunn.

Ech ginn all deenen, déi dat kritesch betruechten, natierlech Recht. Mer wëllen iwwert d'Zäit eis Instrumenter alleguerte besser maachen, dat souwuel fir de soziale Volet wéi fir den Ëmweltvolet, wou mer no an no eis alleguerte gemeinsam verbesseren.

Domadder soen ech Iech e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7618. Den Text steet am Document parlementaire 7618[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7618 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7580 iwwert den De-minimis-Hëllefsregimm zugonschte vu verschiddene Betriber. An ech géif dann d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech elo u sech noeneen zwee Projet-de-loien, mir maachen an der Mëtt awer de Vott, de 7580 an de 7581, d'Krisenhëllefe vun der Regierung, virgesi fir déi kleng Entreprises commerciales an artisanales a fir d'Independanten.

Komme mer fir d'éischt zum 7580. Ëm wat geet et? Et geet drëm, fir d'Krisenhëllefe fir kleng Entreprisen, déi d'Regierung via Règlement grand-ducal an d'Liewe geruff huet, iwwert d'Enn vum État de crise ze verlängeren. Et geet hei ëm zwee Règlement-grand-ducallen, vun deene mer schonn oft héieren hunn, vum 24. Abrëll 2020.

Deen éischten, dat ass d'Mise en place vun enger Indemnité d'urgence certifiée complémentaire en faveur vun de Mikroentreprisen,

an dann och, portant modification vun dem éischte Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz, deen dee selwechten Objet hat an deen och Aidë fir Independantë virgesäit.

An dann den zweete Règlement grand-ducal vum 24. Abrëll, selwechten Datum, deen och Aidë virgesäit fir Entreprisen, déi zwëschen 10 an 20 Leit beschäftegen, natierlech alles Aiden am Kader vun der Lutte géint de Coronavirus an d'Pandemie, déi dozou entstane sinn.

Här President, mir wëssen alleguerten, dass den État de crise den nächste Mëttwoch, 24. Juni, soll ophalen. Géife mer haut dëst Gesetz net stëmmen, da kéinten alleguerten déi concernéiert Acteure keng Hëllefe méi nom 24. Juni ufroen.

Wéi gesäit déi Hëllef aus? Ganz wichteg, et geet ëm zwou direkt Krisenhëllefen, net remboursabel a steierfräi. 5.000 Euro fir Mikroentreprisen, 12.500 Euro fir d'Entreprisen, wéi ech scho gesot hunn, déi zwëschen 10 an 20 Leit beschäftegen.

Wat muss een dann elo maachen, fir dass een dës Hëllef kritt? Do gëtt et e ganze Koup Konditiounen. Déi eng sinn am Artikel 2 vun dem Projet festgesat. Et muss een, an hei si mer elo am Secteur vun den Entreprisen, eng Autorisation d'établissement hunn, fir dass ee kann als Commerçant, Artisan, Industriel oder gegeebenefalls als Profession libérale schaffen. Da mussen déi Leit, déi Salariéen agestallt hunn, beweisen, dass déi dee Moment um Centre commun de la sécurité sociale regulär enregistréiert sinn. An drëttens, de Jores-Chiffre-d'affaires muss minimum 15.000 Euro sinn.

Doniewent muss awer eng vun dëse Konditiounen erfëllt sinn, a mir hunn lech schonn oft dovunner geschwat, Dir kennt déi verschidden Hypotheesen.

Déi éischt Hypothees ass: Wann et ëm Entreprisë geet, déi hu mussen zoumaachen oder hir Aktivitéiten astellen an déi net hunn dierfen, wéi déi éischt Lockerunge komm sinn de 24. Abrëll, erëm opmaachen.

Zweet Hypothees: Dat sinn déi Betriber, déi hu mussen zoumaachen oder keng Aktivitéite méi konnten halen an déi erëm hunn dierfen opmaachen de 24. Abrëll, mee déi duerch dat ganzt Zoumaachen eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires haten zwëschent dem 15. Abrëll an dem 15. Mee vu 50 %.

An dann déi drëtt Hypothees: Dat sinn déi Betriber, déi net hu mussen zoumaachen oder hir Aktivitéiten astellen an dann awer duerch déi ganz Ëmstänn eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires kritt hu vu 50 %, an zwar an där selwechter Period vum 15. Abrëll bis de 15. Mee.

D'Perten, déi gi gekuckt par rapport zum Chiffre d'affaires mensuel moyen vun 2019. Da kënnt awer derbäi, an dat war eng Fro, do sinn Entreprisen, déi sinn eréischt nom Abrëll 2019 gegrënnt ginn, an do ass gesot ginn: „Jo, wéi kucke mer dann deenen hir Perten?" An do ass gesot ginn, do géif da vum 15. Abrëll 2019 bis de 17. Mäerz 2020 gekuckt ginn, wat fir eng Perte vum Chiffre d'affaires déi dann eventuell hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn lech elo e kuerzen Iwwerbléck iwwert déi wichtegst Punkten, déi an deene verschiddenen Avisen erakomm sinn. Dat Éischt ass den Avis vun der Chambre des Métiers, dann den Avis vun der Chambre de Commerces an natierlech den Avis vum Staatsrot. Fir all Detailer, well et si ganz technesch Avisen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an dann och op déi eenzel Avisen.

Zu der Chambre des Métiers: D'Chambre des Métiers begréisst natierlech, dass déi Aiden elo iwwert d'Enn vun dem État de crise verlängert ginn. Si insistéiert awer, dass wierklech soll envisagéiert ginn, fir nach weider Aidë virzegesinn, well si fäert, dass, compte tenu vun der Situatioun, déi Aiden eventuell net géifen duergoen.

D'Chambre de Commerce reagéiert an där selwechter Richtung. Fir d'éischt begréisst se déi Aiden, wou se seet: „Déi direkt Subventiounen, déi sinn elementar, fir dem Secteur ze hëllefen." Och si insistéiert, dass soll envisagéiert ginn, eventuell nach weider Hëllefe virzegesinn.

D'Chambre de Commerce huet awer dann och ënnerstrach, dass de Krittär vun der Berechnung fir d'Perte vum Revenu vu 50 % misst opgelockert sinn. An dann insistéiert se an all hiren Avisen, et misst onbedéngt en Délai de réponse obligatoire an d'Gesetz ageschriwwe ginn - dat ass natierlech terribel coercitif -, et misst drageschriwwe ginn, wéini dann d'Regierungssäit misst op d'Demande vum Requerent äntweren.

De Staatsrot huet e ganze Koup Remarke gemaach, déi och ganz pertinent sinn. Fir d'éischt stellt e sech emol d'Fro, wat d'Pertinenz ass vun dësem Projet de loi, well déi Aiden, also d'Demandë musse bis de 15. Juli vun dësem Joer era sinn. Dann huet de Staatsrot sous réserve oder Menace vun enger Opposition formelle beanstandet, dass d'Period, déi sollt berechent gi vun deenen neien Entreprisen, déi nom 14. Abrëll 2019 kreéiert gi waren, misst anescht berechent ginn, fir eeben déi Betriber net ze laiséieren. D'Classes-moyennes-Kommissioun huet deem Rechnung gedroen. Dat hu mer du verbessert.

Bei de Konditiounen, fir dass déi Hëllefe kënne kommen, war am initialen Text och virgesinn, dass Betriber géifen ausgeschloss gi vun deenen Aiden, déi keng Leit agestallt hätten, dat heescht d'ganz Mikroentreprisen. No Diskussiounen an der Kommissioun hu mer deen Oubli och nogeholl, an elo kënnen alleguerten déi Entreprisen, déi keng Leit agestallt hunn, och an de Genoss vun den Aidë kommen.

Op Urode vum Staatsrot hu mer dann och präziséiert, dass d'Verurteelung, déi ee riskéiert, kritt ze hunn, an déi dann dee Moment eng Exklusioun géif virgesinn, dass déi op dräi Joer no der Condamnatioun, wann déi Force de chose jugée oder décidée huet, limitéiert wär.

Dann huet d'Kommissioun och nach eng Diskussioun gehat, an ech mengen, dat ass wichteg fir sämtlech Projeten, déi elo nach géife kommen, déi éiweg Fro: Muss ee bei esou Demanden e Casier judiciaire bäileeën oder geet et duer, wann een eng Déclaration sur l'honneur mécht?

De Staatsrot huet hei bei de Societéiten, bei den Entreprisen u sech gefuerdert, et soll e Casier judiciaire derbäikommen. Mir hunn awer no Diskussiounen an der Kommissioun decidéiert, mir géife festhalen, dass eng Déclaration sur l'honneur géif duergoen, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens: Momentan ass et esou, dass op guichet.lu an de Formulairen eng Déclaration d'absence de condamnation drasteet. Dat ass zwar elo juristesch e wéineg en extrat Déier. Dat ass weeder e Certificat nach e Casier, nach eng Déclaration sur l'honneur.

Mee et ass awer elo déi gängeg Verwaltungspraxis, dass op de Formulairen, wann d'Leit dat ausfëllen, si u sech eng Déclaration sur l'honneur maachen, an dann ass dat esou ugeholl ginn.

An deen zweete Grond: Mir schwätzen ëmmer vu Simplification administrative! Hei hu mer eng Méiglechkeet, fir dat ze konkretiséieren. Et muss een net op de Casier goen, fir en Extrait ze kréien, mee et kann ee sech selwer déi Déclaration sur l'honneur maachen. Do spuert ee ganz vill Zäit an och Administratives. Nach muss ee soen, dass d'Beamten, wann déi esou en Dossier traitéieren an do wär eng Suspicion légitime, dat heescht, déi géife mengen, et wär iergendwéi do gemauschelt ginn, dann hunn déi à tout moment d'Méiglechkeet, fir zousätzlech Stéchprouwen ze maachen oder nach zousätzlech Detailer ze froen.

Fir de Rescht hu mer natierlech de legisteschen Demandë vun dem Staatsrot Rechnung gedroen, wéi mer dat ëmmer maachen, well de Staatsrot meeschtens ganz pertinent Remarke mécht, deene mer follegen.

Här President, mir hunn hei séier, awer akribesch genau a ganz intensiv geschafft. A mir hunn et fäerdegbruecht, well et waren awer technesch Diskussiounen an technesch Rapporten, fir dat a kuerzer Zäit hinzekréien. Ech wëll dofir en häerzleche Merci soen dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp, mee och dem Staatsrot fir seng ganz konstruktiv a gutt formuléiert Proposen. An dann onse Membere vun der Commission des Classes moyennes en häerzleche Merci, well mir hate richteg gutt Diskussiounen, ech hunn lech et elo gesot, mir hu verschidde Saache completéiert an eventuell och riichtgebéit. An dann eisen zwee Sekretären, dem Timon Oesch an dem Gigo Lamesch en häerzleche Merci fir dësen Text.

Ech géif ëm ganz grouss Zoustëmmung bieden. An ech brëngen natierlech den Accord vun der DP. Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- All Kris ass ze iwwerstoen. D'Fro ass just, wéi a wéini. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass eng Hëllef fir d'Betriber an et ass domadder och eng Hëllef fir d'Aarbechtsplazen. Mir hunn dës Woch déi nei Zuelen héieren, wat de Chômage ubelaangt, a mir wëssen, wann d'Betriber a Schwieregkeete kommen oder sinn, dass dat och en negativen Impakt huet op d'Aarbechtsplazen.

An dofir ass et gutt a richteg, de Betriber déi Hëllef ze ginn, déi d'Betriber brauchen, fir dass mer do d'Aarbechtsplaze kënnen erhalen. Ech erënneren nach eng Kéier un dat, wat ech en Dënschdeg gesot hunn: „Mir wëllen Aarbechtsplaze finanzéieren a kee Chômage!" An dofir ass et gutt a richteg, dass déi Primme kommen.

All Betrib soll gehollef kréien. An et ass do, wou mer e bëssen eng Diskussioun haten, den Här Delles kennt se auswenneg, d'Kolleegen an der Kommissioun och. Mir si mat der Definitioun net ëmmer esou ganz glécklech. Ech sinn awer frou, dass déi héich Kierperschaft, de Conseil d'État, eng aner Propos gemaach huet, wéi se am initiale Projet stoung. Et ass schonn e bësse méi no un dat erukomm, wat mir als CSV gefuerdert hunn a wat an der Proposition de loi, wéi den Här Mosar, den Här Gloden an den Här Roth se eraginn hunn, drastoung, wat mir als Definitioun léiwer gehat hätten. Da wier et nämlech nach méi kloer, wat fir eng Betriber dozou Urecht hätten oder net.

Wa mer elo schwätzen iwwer all déi Detailer, wou d'Madamm Beissel eis elo en exzellente Rapport gemaach huet an enger dach technescher Matière, dann erlaben ech mer awer nach eng Kéier, déi eng oder déi aner Remark ze maachen. Den Här Delles kennt se! Déi vun der Autorisation d'établissement, déi hunn ech scho gemaach.

Da géif ech och nach gären eng Kéier agoen op déi Saach vun den Dekonten, mat deene Jonken a mat deenen neie Betriber, wou eng Kéier dosteet de 15., eng Kéier dosteet de 17., wou och de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach huet, soudass mer d'Datumen hu musse réckelen.

An do drängt sech awer fir mech eng Fro op vis-à-vis vum Reglement. Do si jo schonn, wa meng Informatioune richteg sinn, mee dat kann den Här Minister eis soen, do si jo scho Refusen erausgaang vun deene Primmen, déi iwwert dat Reglement gefrot gi sinn. Net iwwert d'Gesetz, well d'Gesetz ass jo nach net do. Mee elo ass jo awer den Inhalt net méi dee selwechten. Elo si jo do bei deenen Datumen Ännerunge komm. Do ginn et aner Moyennen, well doduerch, dass een aner Deeg hëlt, gëtt et jo och aner Moyennen.

Wat bedeit dat? Sollen déi Leit eng nei Demande maachen? Well menger Meenung no kann dat méi favorabel fir d'Betriber sinn, an domadder wären déi Refusen dann net méi ginn. Ginn déi Betriber doriwwer informéiert, dass en neie Modus do ass elo mam Gesetz? Oder musse se dat an der Zeitung an an dem Public gewuer ginn? Ech weess, kee Mënsch ass dervu befreit, d'Gesetzer ze kennen. Mee da maache mer e ganz groussen Appell, dass all déi Betriber, déi e Refus kritt hunn, an där Form nach eng Kéier hir Demande solle maachen, well d'Krittäre geännert hunn a se domadder d'Méiglechkeet hunn, elo vläicht awer drënner ze falen, well d'Moyennen aneschters gerechent ginn.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi Froen, déi mer eis stellen.

An da kënnt nach eng derbäi: Dat hei sinn net remboursabel Aiden. An ech géif de Minister bieden, opfuerderen, driwwer nozedenken, och eng Primm anzeféiere fir alleguerten déi Betriber, déi elo Schoulofgänger astellen, déi de 15. Juli hoffentlech mat engem Diplom an der Täsch kommen a ganz grouss Schwieregkeeten um Aarbechtsmaart wäerten hunn. Och do kéint een eppes maachen, fir de Betriber ze hëllefen, wa se Aarbechtsplaze kreéieren, fir dass mer eiser Jugend, déi elo fäerdeg gëtt mat der Schoul, eng Perspektiv ginn a fir dass mer se net ausgebilt hunn, fir dass se duerno doheem musse sëtze bleiwen. Och si kënnen net fir déi Kris, déi mer de Moment hunn, a mir sollen alles maachen, fir och deene Leit eng Perspektiv ze ginn, fir och deenen ze hëllefen, well dat ass d'Zukunft vun eis. Dat ass d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Lockdown war fir jiddwereen eng ellen Zäit. Virop natierlech fir déi, déi krank waren, fir déi, déi isoléiert waren, a fir déi, déi ëm hir Existenz hu musse fäerten an nach haut fäerten.

32.000 kleng a mëttelgrouss Entreprisë gëtt et zu Lëtzebuerg. A fir vill vun hinnen ass d'Kris alles anescht wéi iwwerstan. An domat och net fir déi ronn 200.000 Leit, déi do schaffen.

De Mëttelstand gëtt jo esou gär an och zu Recht als Réckgrat vun eiser Ekonomie bezeechent. En ass dat effektiv och. An dofir hu mir alleguerten en ureegent Interessi drun, datt dat Réckgrat net nohalteg beschiedegt, mee am Géigendeel esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzt gëtt mat engem adaptéierte Corselet. An an deem Sënn ass et eigentlech eng Selbstverständlechkeet gewiescht, datt d'Regierung esou en adaptéierte Corselet geschafen huet mat enger ganzer Panoplie vu Moossnamen, fir d'Ekonomie ze relancéieren. Neistart!

A gradesou normal war et, datt se fir d'PMEen, nach ier dee Pak vum Neistart ficeléiert war, direkt Subventiounen annoncéiert an ëmgesat huet, déi fir vill Betriber carrement iwwerliewenswichteg waren, eeben déi net remboursabel Hëllefe vu 5.000 respektiv 12.500 Euro, där hir Verlängerung mer haut stëmmen. A bei där Geleeënheet wëll ech der Rapportrice nach e ganz grousse Merci soe fir hiren exzellente Rapport.

Dass dat déi richteg Instrumenter waren, dat weisen d'Zuelen, déi d'Ministeren dës Woch virgestallt hunn. Iwwer 18.000 Aidendossiere goufe positiv aviséiert. A wann ech dat richteg nogerechent hunn, da waren et 84 Milliounen Euro, déi ausbezuelt goufen, just wat dës Aiden an déi fir d'Independantë betrëfft, iwwert déi mer herno nach wäerte schwätzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis en Delai gefrot, bis wéini eng Hëllef spéitstens soll ausbezuelt ginn. Ech verstinn dës Demande. Ech verstinn awer och, datt bei där enormer Zuel un Demanden, déi erakommen, d'Traitéiere vun den Dossieren e bësse méi laang dauere kann. Ech si mer sécher, datt déi zoustänneg Leit am Ministère alles maachen, fir esou séier wéi méiglech ze äntweren an och auszebezuelen.

Mam Projet vun haut kréien d'Entreprisë méi laang Zäit, fir déi erwäänte Subventiounen unzefroen, fir datt effektiv och e Maximum u PMEe se kënnen an Usproch huelen.

Här President, ech hoffen an ech mengen och, datt eis Wirtschaft sech séier erhëlt an datt déi meescht Betriber dës schwéier Zäit iwwerliewen, och wann et naiv wär ze mengen, et kéime keng Faillitten. Ech war awer och ganz frou, gëschter ze héiere vum Mëttelstandsminister, datt d'Demanden, d'Zuel vun den Demandë fir nei Handelsermächtegungen erëm ferm unzitt a geschwënn erëm um Niveau ass wéi virun der Kris.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt de Mëttelstand wéi ëmmer Courage, Charakterstäerkt a Steeverméige wäert un den Dag leeën, Réckgrat wäert beweisen an dës Kris wäert meeschteren.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt wollt ech der Rapportrice e grousse Merci soe fir dee gudden Exercice, deen hei gemaach ginn ass; e schnellen Exercice. Mir haten an der Kommissioun e bëssele méi sportlech Momenter, esou wéi dat an all de Kommissiounen de Moment de Fall ass. Ech mengen, mir hunn dat gutt gemeeschtert. An ech si wierklech frou, ech géif dat allgemeng gäre soen, net just fir dëse Projet de loi, iwwert déi Zesummenaarbecht, déi mer hunn, fir hei wierklech virunzekommen an den Neistart, net just den Neistart Lëtzebuerg an dësem Kader, mee den Neistart postcorona esou gutt wéi méiglech ze meeschteren.

Wat mer musse kloerstellen am Kader vun dësem Projet de loi, dat ass, dass et sech net ëm eng nei Aide handelt, mee dass et sech kloer ëm d'Verlängerung vu verschiddenen Aiden, Direktaiden handelt. Déi Aiden, déi iwwerliewenswichteg waren, an och nach sinn, fir eis Betriber. An dofir ass et wichteg, dass mer dat weiderféieren an den Delai verlängert hu bis de 15. Juli.

Dann ass d'Fro opkomm: Jo, wat ass dann nom 15. Juli? Sinn dann eis Betriber ..., gi se da vergiess? An dat ass eebe carrement ... Also, et ass wichteg ze soen, dass dat net de Fall ass, well dat heiten ass ze gesinn am Kader vum Gesamtpaquet, mat all den Initiative ronderëm den Neistart Lëtzebuerg, deen eis Betriber, wéi gesot, a Postcoronazäite begleede sollen an déi och eng kloer Bereetschaft weisen, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber, fir hei Ënnerstëtzung ze bidden, wou se néideg ass.

Déi Froen, déi wäerte sech mat Sécherheet och nach eng Kéier Enn des Joers stellen, wann d'Bankmoratoiren auslafen, a wou dann och muss gekuckt ginn, ob déi néideg Mesuren dee Moment en place sinn, déi dee Moment dann och gebraucht ginn, an ob eventuell muss nogebessert ginn, falls néideg.

Wat ech nach wéilt umierken, dat ass, dass et - Stand 11. Juni - just 186 Demandë gouf fir Kreditter mat staatlecher Garantie; wann déi Zuel richteg ass. An dat weist eigentlech, dass de Worst-Case-Zenario net agetraff ass an dass d'Entreprisen zu engem ganz groussen Deel net hu missen op Kreditter zréckgräifen.

Dat ass och zu engem groussen Deel dorobber zréckzeféieren, dass déi Direkthëllefen, déi mir heimadder jo och verlängere wëllen, an och de Chômage partiel gegraff hunn. Esou konnten da bis elo iwwer 82 Milliounen un net remboursabelen Hëllefen u kleng a mëttelstänneg Entreprisen an Independanten ausbezuelt ginn. D'Zil war et, wéi schonn e puermol gesot, kee Betrib, keen Independant am Stach ze loossen, an, ech mengen, dat Zil hu mer zu engem ganz, ganz, ganz groussen Deel erreecht.

Mir begréissen als Gréng natierlech, dass d'Texter via dësen an och de kommende Projet de loi weidergefouert an och preziséiert gi sinn. Notamment wat d'Anticumulsreegelen ubelaangt an och d'Méiglechkeet, eeben eng Hëllef unzefroen op Basis vun enger Déclaration sur l'honneur. Dat alles huet d'Rapportrice jo am Detail erkläert.

An an deem Sënn, wéi gesot, ass dëse Projet de loi fir eis ganz begréissenswäert. An domadder ginn ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir als ADR begréisse béid Projeten a wäerte se och allebéid matstëmmen.

Et gëtt ee grousse Kritikpunkt fir eis, dee mer schonn éfters gesot hunn, och d'Kolleege vun der CSV, dat ass déi Obligatioun vun der Autorisation d'établissement. Ech hat hei e Beispill genannt, wou Verschiddener gelächelt hunn, vum Ponyhaff, deen, par Definitioun, keng Autorisation de commerce huet, deen awer och gelidden huet an hei net konnt gehollef kréien.

A wann ech ganz gutt verstinn, datt am Stress, am éischte Stress vun der Urgence, vläicht net all Konsequenzen duerchduecht gi sinn, da muss ech soen: Elo, wou mer e Gesetzestext maachen, hätte mer ganz gutt kënne mam Aemooss soen: „Kommt mir maachen hei och dat doten op fir Betriber, déi eebe just keng Autorisation de commerce hunn, aus dem einfache Grond, well se keng brauchen." Ech bedaueren, datt dat hei net geschitt ass!

An da wollt ech ganz kuerz op meng Virriednerin agoen, d'Madamm Empain vun deene Gréngen. Et ass ëmmer schéin, wann een iwwer Saache schwätzt, déi mat dësem Text näischt ze dinn hunn. Mee da soll ee bei der Wourecht bleiwen.

Déi remboursabel Kreditter, datt déi net esou an Usproch geholl gi sinn, heescht net, datt mer kee Worst-Case-Zenario hunn. Ganz am Contraire!

Gott sei Dank hu mer d'Moratoiren! Dat war ee ganz gutt Instrument, wat d'Regierung agesat huet, an dat ass massiv benotzt ginn, soudatt Firmen iwwert déi éischt schlecht Zäiten iwwert d'Moratoiren ewechkoumen. An Dir wäert gesinn, an Dir wäert mech kee Ligener fannen, datt déi remboursabel Kreditter an enger zweeter Phas eng ganz grouss Roll wäerte spillen a ganz vill wäerten an Usproch geholl ginn. A mir als ADR si frou, datt déi Mesure, datt déi Méiglechkeet fir d'Betriber vun der Regierung geschafe ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Regierung huet an der Kris eng Aide d'urgence agefouert, fir kleng Betriber noutdürfteg iwwer Waasser ze halen. An elo freet se d'Chamber haut, ob mer d'accord sinn, datt den Delai, fir esou eng Aide unzefroen, ëm 15 jours ouvrables verlängert gëtt. Well dat ass den Inhalt: Bis de 15. Juli mécht et vum Akraafttriede vum Gesetz ongeféier 15, zimmlech genau souguer 15 jours ouvrables. Bon. Sou wäit, sou gutt. Dat ass an der Rei. A mir sinn d'accord, datt deen Delai ëm 15 Deeg verlängert gëtt a vottéieren dat och mat.

D'Fro, déi eis haut awer eigentlech beschäftege muss, ass, wéi mer all déi kleng Betriber schnellstméiglech nees un d'Rulle kréien. An do, muss ech soen, ass d'Äntwert vun der Regierung awer alles anescht wéi iwwerzeegend.

Fir unzefänken ass hiren Timing net un d'Urgence vun der Situatioun ugepasst. D'Regierung huet hire grandiose Relanceplang „Neistart Lëtzebuerg" den 20. Mee mat ganz vill Pomp virgestallt, mee mer stellen awer fest, datt déi zentral Mesurë fir déi kleng Betriber, nämlech engersäits de Fonds de relance an anererséits déi Aide de redémarrage fir d'Commercer, viraussiichtlech nach Woche brauchen, bis se operationell sinn. Virun allem awer huet d'Approche vun deenen zwou Mesurë guer näischt mat Relance ze dinn. D'Regierung gesäit jo vir, iwwer e puer Méint de klenge Betriber, jee no Unzuel vu Salariéen, monatlech Zouschëss ze ginn. Dat ass awer keng Mesure fir d'Relance, dat ass eng Hëllef fir ze iwwerliewen.

Dir haalt domadder vläicht déi kleng Betriber esou just iwwer Waasser, mee dir relancéiert se net. Wann d'Regierung de klenge Betriber wierklech wëllt hëllefen an domadder déi dausenden Aarbechtsplazen nohalteg ofséchere wëllt, da muss d'Regierung derfir suergen, datt d'Leit erëm an de Restaurant ginn, datt se erëm d'Handwierker bestellen an akafe ginn. An do geet och eng einfach Pub-Campagne vum Mëttelstandsministère leider net duer!

Här President, et ass keng Rocketscience. Déi wirtschaftlech Relance hänkt maassgeeblech dovunner of, ob d'Leit aus Angscht virun der Zukunft hir Suen ënnert d'Matrass leeën oder ob se mat Zouversiicht an d'Zukunft kucken a sech eppes leeschte wëllen. An et gëtt keng besser Méiglechkeet, fir bei de Leit déi Zouversiicht an d'Zukunft hierzestellen, wéi hinnen eng Stäerkung vun hirer Kafkraaft an Aussiicht ze stellen an dann natierlech och ëmzesetzen.

Ech hunn et schonn e puermol hei gesot an ech soen et och ganz gären nach eng Kéier: Mir mussen d'Demande ukuerbelen, wa mer déi kleng Betriber relancéiere wëllen. Souguer déi däitsch Regierung huet dat mëttlerweil verstanen, och wann ee sécherlech iwwer hir eenzel Mesuren, déi eenzel konkreet Mesuren natierlech streide kann.

D'lëtzebuergesch Regierung, do hunn ech awer den Androck, datt dee Message nach ëmmer net ukomm ass. Hire Refus, fir d'Steierbelaaschtung vun den einfache Bierger erofzesetzen, ass eng grondleeënd falsch Entscheedung an eisen Aen, déi eis am Endeffekt méi wäert kaschten, wéi se aspuert. Jo, schonn eleng déi Ukënnegung vum Finanzminister huet de klenge Betriber geschuet.

Mir fuerderen duerfir d'Regierung op, nach eng Kéier d'Besteierung vun der Aarbecht erofzesetzen, zemools fir déi ënnescht a mëttel Revenuen. A wann Der Angscht hutt virun engem méigleche Budgetsdefizit, ma da setzt am Géigenzuch d'Besteierung vum Kapital a gläichem Mooss erop. Esou stäerke mer d'Relance nohalteg, mir entschäerfen déi sozial Kris, mer hëllefen eise klengen a mëttele Betriber a mer erhalen domadder Aarbechtsplazen, a mer suerge gläichzäiteg nach fir ee Minimum u Steiergerechtegkeet hei am Land.

Donieft muss d'Regierung och iwwer eng Erhéijung vum Mindestloun an, dorunner gekoppelt, vum REVIS nodenken. Viru Kuerzem hunn an Däitschland honnerte vu Wëssenschaftler en Opruff un d'Bundesregierung ënnerschriwwen, fir de Mindestloun unzehiewen. Net trotz der Kris, mee wéinst der Kris!

Et ass e staarkt Signal, fir d'Vertraue vun de Privatstéit erëm hierzestellen, well de Mindestloun natierlech och eng Wierkung huet op alleguerten déi aner Salairen. An et gi ganz vill wëssenschaftlech Etüden, déi weisen, datt dat net zu manner, mee zu méi Beschäftegung féiert.

Vun de wirtschaftlechen Iwwerleeungen emol ofgesinn, denke mer, datt et och eng moralesch Obligatioun ass, deenen essentiellen Aarbechterinnen an Aarbechter no dem Applaus an der Fënster och endlech finanziell Merci ze soen.

Mat enger substanzieller Stäerkung vun der Kafkraaft géife mer all deene klenge Betriber nohalteg ënnert d'Äerm gräifen an d'Wirtschaft vun ënne relancéieren. An dat wier dat, wat mer dréngend bräichten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wärend dem État de crise goufen duerch de Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz eng ganz Rei Hëllefe fir Betriber decidéiert. D'Zil vun dësem Projet ass et elo, déi verschidden Aiden, déi et gëtt, an engem Gesetz ze fusionéieren, fir d'Aide d'urgence temporaire bäizebehalen an nach e puer weider Méint zur Verfügung ze stellen.

Alles schéin a gutt, kann ee soen. Wieren do net eng Rei Schéinheetsfeeler, déi mer elo, leider, net behuewen hunn, ...

(Interruption)

... ier mer dat Gesetz hei elo stëmmen.

Betriber, déi wëllen an de Genoss vun dësen Aidë kommen, mussen hir Demande bis de 15. Juli agereecht hunn.

Här President, de 15. Juli, dat ass schonn net méi laang. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Staatsrot kritiséieren dësen Delai dofir och ferm a fuerderen, datt een hei nobessert an den Delai nach eng Kéier verlängert.

Ech mengen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, viru wéi engen Erausfuerderungen d'Betriber am Moment stinn, da wier et nëmme fair, hei nozebesseren. Och mir Piraten sinn der Meenung, datt dräi Woche respektiv, wéi de Kolleeg Marc Baum et richteg gesot huet, 15 Schaffdeeg ze kuerz si fir Entreprisen, fir dës Aiden ze sollicitéieren.

Här President, hei kéinte mer méi kulant sinn. A mir hu jo nach virum 15. Juli Chamber a vläicht geschitt nach e Wonner am Interêt vun de Betriber!

Mir gesinn alleguerten, wéi staark d'Kris d'Entreprisen trëfft. Mir Piraten gesinn dat dofir änlech wéi d'Chambre de Commerce, déi verlaangt, datt weider Aidë solle geschafe ginn. Wëssend, datt d'Kris eeben esou schlëmm ass, wéi se ass.

Mir gesinn de Moment, wéi Betriber hir Aktivitéiten opginn. Ech mengen, mir sollten dat als Warnsignal gesinn. E Warnsignal, elo net op der falscher Plaz ze spueren. Well seele waren esou vill Horeca-Fonds-de-commercen um Marché ze kréie fir esou niddreg Montante wéi am Moment. Seele gouf et esou vill Betriber, déi a Schwieregkeete sinn.

Wien huet missen zoumaachen, an domadder direkt eligibel ass fir déi Aiden, a wien net, do ginn et och nach ëmmer keng méi konkreet Erklärungen. Et gëtt weiderhin op déi bestoend Texter verwisen. A mir wëssen alleguerten - an déi Diskussioun ass hei am héijen Haus gefouert ginn -, datt déi net ëmmer richteg oder stringent oder kohärent applizéiert goufen.

Et gi Betriber, déi krute vum Ministère op hir Demande fir eng Aide gesot: „Dir sidd net eligibel. Dir hätt kënnen opmaachen." Genau déi selwecht Betriber kruten awer vu Beamte vun der Police oder Douane gesot: „Nee. Dir musst zou hunn!"

Ech hat dozou eng Question parlementaire gestallt, well et eng Zäit laang d'Gerücht gouf, datt do de Code NACE gegollt hätt. Deem ass net esou, wéi de Minister mer op d'Question parlementaire 2158 geäntwert huet. Mee da froen ech: Wat waren dann déi konkreet Krittäre fir zouzemaachen, wann de Ministère op där enger Säit dat eent seet a Beamten, déi anere Ministèren ënnerstinn, muss ech éierlech soen, eppes anescht um Terrain gemaach hunn? Ech mengen, datt mer do an dësem Text hei hätte kënne méi prezis sinn an net nëmmen déi Konditiounen, déi mer elo festgeschriwwen hunn, huelen.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënne mer d'Betriber méi séier ënnerstëtzen? Méi séier, well et ginn nach ëmmer keng Limitten, wéi séier de Ministère muss äntweren. Mir krute gesot, datt an deene leschte Wochen déi Äntwerten ëmmer méi zügeg erausgaange sinn an datt d'Beamten do och Heroesches geleescht hunn, datt dat séier geet - deenen och Merci gesot fir hiren Effort -, mee nach ëmmer kommen eenzel Dossieren zustanen, déi eeben eng ganz laang Zäit brauchen.

Entrepreneuren, déi an der Kris, wou et wierklech op all Dag an der Tresorerie ukënnt, wochelaang waarden, fir Aiden ze kréien, an domadder an enger Ongewëssheet sinn. Hei wär et gutt, wann een nach eng Kéier kéint eng Schëpp dropleeën.

Här President, iergendwou ass de Wuerm dran. An awer, mir Piraten begréissen dëse Projet de loi, well et ass absolutt néideg, eis Entreprisen, souwäit et geet, ze ënnerstëtzen. An awer hätte mer eis eebe gewënscht, datt et plazeweis méi wäit géif goen, generell méi Aiden zur Verfügung géife stoen a generell och d'Krittäre méi kloer wieren a méi oppe wieren, a schlussendlech, datt et natierlech séier geet. Ech weess, dat ass net ëmmer ganz trivial, an och dofir nach eng Kéier: Mir begréissen dëse Projet.

Eng lescht Fro, wou de Minister mer awer vläicht da kann drop äntweren: Wien ersetzt deene Betriber, déi laut dem Ministère hunn dierfen opbleiwen an awer vun de Forces de l'ordre zougemaach goufen, hir Perten, déi iwwert déi Aiden, déi se hei kënne kréien, erausginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir dee ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass ganz gutt an den Ausféierungen erkläert ginn, wourop dëst Gesetz sech baséiert. Et geet eebe grad drëm, Hëllefen hei kënnen auszebezuelen. An ech wëll, well ech net ganz vill Zäit hunn, awer op déi sëlleche Froen agoen, déi gestallt gi sinn.

Jo, et geet hei drëm, dem Réckgrat vun der Ekonomie, d'Madamm Closener huet et nach eng Kéier ënnerstrach, eebe grad Hëllefe kënnen auszebezuelen. Et geet drëm, Hëllefe kënnen auszebezuelen, fir iwwert dës Zäit kënnen erauszekommen.

Jo, den Här Spautz huet et gesot, et gi Changementer am Gesetz par rapport zum Reglement. Majo, natierlech hu mer eis op d'Reglement baséiert. Dat war déi Base, déi mer haten, fir kënnen auszebezuelen. Wann do Refuse waren, déi sech elo op d'Gesetz baséieren, kënne se natierlech nach eng nei Ufro maachen. Ech kann Iech awer direkt soen: Et waren net ganz vill Refusen, déi op deem dote Volet waren. Mee natierlech kann ... Wann ee mengt, do wier eng Differenz, soll e ganz gären nach eng nei Demande maachen. Well da gëtt nämlech den Dossier net méi op Basis vum Reglement traitéiert, mee natierlech op Basis vum Gesetz traitéiert.

Et ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn, et hätt een elo just 15 Deeg Zäit, fir d'Demande hei ze maachen. Jo, et huet een elo just nach 15 Schaffdeeg, fir déi Demande hei ze maachen. Mir schwätzen awer hei vun engem Reglement, wat et scho ginn ass, vum 24. Abrëll. Dat heescht, et ass net, dass et elo nëmme 15 Deeg ginn, fir hei kënnen Aiden auszebezuelen. Mir schwätzen hei vu 15 Schaffdeeg, déi nach méiglech sinn, fir op Basis vum Gesetz déi Aiden auszebezuelen. Déi ganz Durée muss een awer kucken, déi ass vum 24. Abrëll un. Also net esou, wéi et hei vläicht fälschlecherweis duergestallt ginn ass.

Et si ganz vill Aiden ausbezuelt ginn. Jo, mir schwätzen hei vu ronn 80 Milliounen Euro, déi als direkt, non remboursabel Hëllefen ausbezuelt gi sinn. An et war eng Diskussioun iwwert déi verschidden Hëllefen, déi et gëtt: d'Moratoiren, d'Staatsgarantien an natierlech déi direkt, non remboursabel Aiden. Hei si mer natierlech am Kader vun deenen non remboursabelen.

Mee do gëtt et och nach eng kleng Nuance: Mir schwätze vun deenen 80 Milliounen, déi non remboursabel ausbezuelt gi sinn. Et ginn awer donieft nach iwwert d'Avances remboursables u mëttelstänneg Betriber eng ronn 60 Milliounen Euro, déi als Avances remboursables ausbezuelt gi sinn. An ech mengen, dass do, esou wéi den Här Reding gesot huet, ganz vill verschidden Aiden, déi en place gesat ginn, aneneegräifen. Et gëtt natierlech d'Moratoiren, et gëtt déi direkt Hëllefen, et gëtt d'Avanceremboursablen, et gëtt de Chômage partiel. Also, et gesäit een, dass hei d'Regierung eng ganz Panoplie vu verschiddenen Aiden en place gesat huet, fir eebe kënnen all Secteur do ënnert d'Äerm ze gräife wärend dëser Kris.

Jo, wa mer dem Här Baum seng Remark huele vun der Relance: Jo, et gëtt e Volet vun den Aiden - vun den Aiden, wéi ech se elo grad nach eng Kéier ervirgestrach hunn. Bei der Relance gëtt et awer och verschidde Voleten, déi nach matspillen. Dat sinn éischtens emol ganz héich Investissementer, wéi et natierlech nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass vun der Regierung, dass och weiderhin d'Investissementer héich wäerte bleiwen. Da gëtt et awer och eng Campagne „Smile Again", déi awer ganz wichteg ass, fir awer ze weisen ... Do gëtt et esou e klenge Button - ech weess net, ob den Här Baum dee scho kennt -, deen eebe grad och do nach eng Kéier soll weisen: Majo kuck, ech gi bei mäi Liblingsgeschäft, ech gi bei mäi Liblingshandwierker, ech ginn a mäi Liblingsrestaurant, fir och do erëm kënnen déi Sécherheet ze hunn.

Et gëtt d'Campagne „Safe to Serve" vun der Horesca, fir och do erëm eng Kéier kënnen de Client ze assuréieren: Hei an dësem Lokal gëtt drop opgepasst. Wann ech dohinner ginn, sinn ech a Sécherheet.

Et gëtt de Bong vu 50 Euro, wou d'Bréiwer d'nächst Woch wäerten erausgoen, fir och do erëm eng Relance ze hunn, dass d'Residenten an d'Frontalieren och sollen zu Lëtzebuerg an eng Structure d'hébergement goen, wat jo e ganzen Effet hannendrun huet. Net nëmmen de Bong, mee natierlech och well een op enger Plaz ass, et beweegt ee sech, et mécht ee vläicht Aktivitéiten, déi ee soss net mécht. Dat ass ee Volet vun der Relance.

Ech mengen, de Chômage partiel, dass deen ugepasst ginn ass, dass deen net kann ënnert de Mindestloun falen, ass ee Volet och dovun, dass solle Suen dobleiwen, dass een och ka Suen hunn. An dann déi verschidde Campagnen.

Den Här Clement huet gesot ..., jo, dat hunn ech net ganz verstanen: „Seele gouf et esou bëlleg an esou vill Horeca-Lokaler ze lounen, wou de Fonds ze kafen oder ze loune war."

Kënnt Der mer just, wannechgelift, déi Zuele ginn. Well ech kenne just anerer. Wann Der déi fonnt hutt am Verglach zu aneren, géif ech mech froen, op wéi eng Etüd Dir Iech do baséiert. Well ech kennen déi net. An ech héieren och vum Secteur déi Saachen do net. Dat heescht, wann een esou Saache seet, wär ech just ganz frou ...

(Interruption)

Dir hutt dat jo doudsécher!

(Interruptions)

Dann d'Differenze vum éischte Reglement zum zweete Reglement. Dat éischt Reglement, dat war ... An ech mengen, do huet ee jo verschidde Saachen duerjerneegehäit. D'Krittäre beim éischte Reglement, fir kënnen déi Aiden auszebezuelen, dat waren déi, déi sech baséiert hunn op Fermeturen. Mir schwätzen hei vum zweete Reglement, wou et drëm geet, eng Perte vum Chiffre d'affaires vu 50 % oder méi ze hunn, wou mer doropshin d'Gesetz hei deposéiert hunn, fir eebe kënnen déi Hëllefen och weiderhin auszebezuelen. Dat heescht, dat sinn zwou verschidde Saachen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier just soen, dass dat éischt Reglement souwuel fir d'Independantsaide 2.500 Euro wéi awer och déi éischt Aide fir d'Fermeturen - wou net d'NACE-Codë gekuckt gi sinn, well mer eis op d'Reglement baséiert hunn, wat d'Fermeturë gemaach huet -, och do, déi lafen aus. Dat heescht, mam État de crise wäert et déi zwou éischt Aiden net méi ginn. An dofir war et esou wichteg, dass mer déi heiten hunn.

Wa mer dann nach eng Kéier ganz kuerz just op den Delai kommen: Firwat bis de 15. Juli? Majo, fir do e Parallelismus ze maachen tëschent där éischter Aide an där zweeter Aide. Dat heescht, déi éischt Aide - 5.000 Euro - an déi zweet Aide, wat hei e Gesetz ass, wäerten duerno déi nämmlecht Durée hunn, wou ee kann d'Demande areechen. Dofir ass déi Durée esou.

Zu der Durée vum Traitement: Jo, mir hunn ... Am Ufank si mer iwwerschwemmt ginn. Et sinn eng ronn 18.000 Demanden erakomm. Wéi gesot, 135 Milliounen, déi iwwert d'Classes moyennes ausbezuelt gi sinn. An engem normale Joer hu mer 16, 17 Milliounen. Mir haten awer net vill méi Leit. Natierlech hate mer d'Leit aus dem Tourismus matgeholl a mir haten nach lénks a riets Hëllefen, fir kënnen auszebezuelen. Dofir gouf et eng Durée de traitement, déi gëtt et awer elo net méi.

Den Här Clement huet nach gesot, „[...] iergendwou ass de Wuerm dran", bei deenen Aiden, déi elo ausbezuelt ginn. Bei eenzelnen Dossiere kommen ëmmer nach Froen. Mir sinn där am Moment keng bekannt vun Dossieren, déi nei erakommen, an ech suivéieren déi awer. Vläicht hutt Der do Beispiller, fir mer déi da kënnen ze ginn.

Ech weess, dass déi Dossieren, déi elo erakommen, dat sinn der eng ronn 60 bis 80 den Dag, fir déi zweet Hëllef, 5.000 Euro, respektiv d'Aide pour indépendants kënnen auszebezuelen. A grad déi Dossiere sinn awer bannent enger Woch traitéiert.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7580. Den Text steet am Document parlementaire 7580[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7580 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Da maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

De leschte Punkt vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7581 iwwert den De-minimis-Hëllefsregimm, dës Kéier zugonschte vun de Fräiberuffler. An nach eng Kéier huet d'Rapportrice, d'Madamm Simone Beissel, d'Wuert. Madamm Beissel, wannechgelift.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ëm wat geet et bei dësem Projet? Och hei geet et drëm, fir déi zweet Krisenhëllef, déi d'Regierung fir d'Independantë via Règlement grand-ducal an d'Liewe geruff huet, iwwert d'Enn vum État de crise eraus ze verlängeren.

Et handelt sech hei konkreet ëm de Règlement grand-ducal vum 6. Mee, deen eeben eng nouvelle indemnité d'urgence certifiée en faveur vun den Travailleurs indépendants méiglech gemaach huet.

Vu - an ech kommen nach eng Kéier drop zréck - dass den État de crise nächste Mëttwoch, de 24. Juni, soll ophalen, ass et elementar wichteg, dass mer haut dëse Gesetzesprojet stëmmen, fir dass déi concernéiert Independantë kënnen nom 24. Juni nach virun hir Aiden ufroen, an dat bis de 15. Juli.

Ëm wat geet et hei? Souwéi bei deem Projet virdrun, dat ass ganz wichteg: Et geet ëm direkt Krisenhëllefen, net remboursabel a steierfräi. Déi Hëllefen, déi variéieren en fonction vum Revenu vun dem Independant a sinn zwëschent 3.000 oder 4.000 Euro pro Demande. 3.000 Euro - an ech simplifiéieren elo, well den Text ass ganz komplizéiert -, 3.000 Euro wann de Revenu méi kleng oder d'selwecht ass wéi 1,5-mol de Mindestloun; 3.500 Euro wann de Revenu d'selwecht oder méi kleng ass wéi 2-mol de Mindestloun; a 4.000 Euro wann de Revenu d'selwecht oder méi kleng ass wéi 2,5-mol de Mindestloun.

Wat muss een dann elo maachen? Wat muss een als Konditiounen erfëllen, fir dës Aiden ze kréien? Et muss een d'Konditioune vum, an dësem Fall ass et den Artikel 3, erfëllen. Dat heescht, et muss een de 15. Mäerz beim Centre commun de la sécurité sociale afiliéiert sinn. An da muss een natierlech, an dat variéiert, wéi gesot, och mat der Formulatioun zum Projet virdrun, déi néideg Konditiounen erfëllen, fir kënnen als Independant ze schaffen. An dat gëtt dann och dem Marc Spautz Satisfaktioun, well mir hate grouss Diskussiounen ëm d'Autorisation d'établissement oder generell d'Konditiounen, fir kënnen als Independant ze schaffen. An drëttens, dat hunn ech scho gesot, de Revenu muss méi kleng si wéi 2,5-mol de Mindestloun.

An dann: Den Independant, deen d'Demande mécht, muss beweisen, dass en duerch, awer nëmmen duerch de Coronavirus an d'Pandemie, déi da vum Covid-19 komm ass, an déi finanziell Situatioun oder d'finanziell Problemer erakomm ass.

Wéi gesinn elo d'Formalitéiten aus? Et muss een natierlech fir d'éischt e Certificat eraginn, dass een affiliéiert ass bei der Sécurité sociale. Da muss een en Dokument eraginn, wéi d'Assiette vun de Charge-socialle berechent gëtt oder, de Cas échéant, e Certificat de pension vun 2019. Da muss een en Dokument eraginn, an do komme mer erëm op dee selwechte Punkt, dat beweist, dass een als Independant en tant que tel dierf schaffen.

Dann d'Déclaration sur l'honneur, hu mer och hei an dësem Text festgehalen, dass een net condamnéiert ass. An dann, och wichteg, eng Deklaratioun, dass een net schonn aner Aides de minimis an de leschten zwee Joer kritt huet.

Här President, zu den Avisen, do hu mer erëm eng Kéier den Avis vun der Chambre des Métiers, den Avis vun der Chambre de Commerce an natierlech den Avis vum Staatsrot. Hei och verweisen ech op d'Detailer vu mengem schréftleche Rapport an zu de gutt fournéierten Avise selwer.

D'Chambre des Métiers begréisst natierlech hei och, dass dës Aidë weidergefouert ginn iwwert d'Enn vum État de crise. Se seet och erëm eng Kéier: „Oppassen, vläicht missten nach zousätzlech Hëllefe kommen!" A si verweist, an dat huet se iwwerhaapt an hirem Avis zum Projet virdrun och gemaach, op hire Plan global de relance mat 36 konkreete Propositiounen, wéi dem Secteur ka gehollef ginn.

D'Chambre de Commerce fir hiren Deel, erëm eng Kéier, begréisst déi zousätzlech Aiden an d'Verlängerung dervun. Se seet och: „Wannechgelift envisagéiert, eventuell weider Aidë virzegesinn." Si beanstant awer, oder regrettéiert, dass déi éischt Aide vun 2.500 Euro net duerch dëst Gesetz nach eng Kéier kéint widderholl ginn. A si freet awer och, oder regrettéiert, dass et net méiglech wär, iwwert de Seuil vun 2,5-mol de Mindestloun dann awer an de Benefiss vun dësen Aiden ze kommen.

Finalement - an dat ass, wéi gesot, d'Leitmotiv, dat selwecht wéi an dem Avis virdrun - freet d'Chambre de Commerce erëm, dass géif en Délai de réponse obligatoire an d'Gesetz geschriwwe ginn, an deem d'Regierung also misst dem Requerant op seng Demande Récksprooch ginn.

Fir de Conseil d'État. De Conseil d'État, anescht wéi bei dem Projet virdrun, beanstant direkt, dass keng Anticumulbestëmmung an dësem Text steet. Anticumulbestëmmung, dat heescht, dass misst u sech kënne verhënnert ginn, dass een ënnert dem Règlement grand-ducal déi éischt Aide ugefrot huet an, le cas échéant, kritt huet an dann no dem Règlement grand-ducal, wann dëst Gesetz a Kraaft wär, déi selwecht Aide nach kéint eng zweete Kéier ufroen. D'Kommissioun huet zesumme mam Minister ... Mir hunn dësen Oubli constatéiert a mir hunn dat direkt am Text derbäigesat, dass also elo eng Reegel fir den Anticumul virgesinn ass.

Dann huet d'Kommissioun och d'Formulatioun iwwerholl, déi definéiert, dass eebe just net muss fir dee ganze Secteur vun den Independanten eng Autorisation d'établissement virleien, mee dass just einfach d'generell Konditiounen, fir dass ee kann als Independant schaffen, mussen erfëllt ginn.

An d'Kommissioun huet an dësem Projet erëm eng Kéier an der Diskussioun iwwert d'Déclaration sur l'honneur déi selwecht Attitüd gehat wéi mat dem Projet de loi virdrun. Et geet duer, eng Déclaration sur l'honneur ze maachen. Wéi gesot, nach eng Kéier: All Kéier wann d'Suspicion legitimm ass, kann de Beamten, deen den Dossier traitéiert, natierlech nach weider Elementer nofroen, fir dass net gemauschelt gëtt.

An, wéi gesot, nach wéi virdrun, an ech ginn do net méi drop an: Et sinn déi selwecht zwee Grënn - éischtens, d'gängeg Praxis mam Guichet.lu an, zweetens, d'Simplification administrative -, déi d'Kommissioun derzou beweegt hunn, fir bei der Déclaration sur l'honneur ze bleiwen.

Mat de legistesche Propositioune vum Staatsrot ware mer och alleguerten averstanen, well mir wëlle jo de beschtméiglechen Text och an de franséische Formulatioune bréngen.

Här President, ech sinn elo schonn zum Enn komm. Ech hu gekierzt, well mir hu ganz vill d'selwecht Iwwerleeung gehat an deenen zwee Projeten. Ech mengen, nach eng Kéier vu menger Säit aus de ganzen Ekippen, déi hei gehollef hunn, fir dass mer schnell, awer mat seriöer Preparatioun an uerdentleche Formulatiounen dësen Text awer och de Rapport konnte finaliséieren, en häerzleche Merci.

Ech bieden ëm Är staark Ënnerstëtzung a gi bien entendu hei och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Madamm Beissel fir deen ausféierlechen an detailléierte Rapport.

Déi global Approche, déi ech scho virdru gemaach hunn, gëllt och hei. Ech wëll awer nach zweemol op en Detail agoen.

Ech hu lo wärend eiser Debatt eng SMS kritt. Do steet dran: „Du kriss e Casier judiciaire genausou séier wéi eng Déclaration sur l'honneur. Wann s de en deen een Dag ufrees, hues de en och den zweeten Dag." Dat war jo eng Diskussioun bei eis an der Kommissioun, wou se soen: „Du hues en den Dag drop." Domadder wier dat och net eng Verzögerung ginn, mee en ass direkt do. Well dat kanns de haut an Zwëschenzäit och elektronesch ufroen. A wann s de e siche gees, kriss de e souguer nach dee selwechte Moment.

Dofir erlaben ech mer, déi Remark nach eng Kéier ze maachen. D'Kolleegen aus der Kommissioun wëssen, dass mer do e bëssen, ech wëll net soen hannertenee gerode waren, mee eng kleng Diskussioun driwwer haten.

Da begréissen ech och d'Definitioun betreffend d'Independanten. Do ass ëmmer erëm eng Diskussioun mat enger Autorisation de commerce oder net mat enger Autorisation de commerce. Dofir ass dat hei elo e bësse besser, mee ech soen nach eng Kéier: Ech ginn nach eng Kéier op d'Proposition de loi a vu mengen dräi Kolleegen, wou et nach an eisen Ae méi kloer definéiert war.

A fir de Rescht, wëll ech awer soen, ass et gutt, dass mer den Independanten hëllefen, ass et gutt, dass mer déi Primm ausbezuelen. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Ech wëll der Rapportrice och e ganz grousse Merci soe fir och dëse ganz ausféierlechen an exzellente Rapport.

Hanner all klenger a mëttelstänneger Entreprise stoung oder steet en Independant. Eng Persoun, déi sech zu engem gewëssene Moment selbststänneg gemaach huet, vill Risiken op sech geholl huet, sech getraut huet, an dat an enger Gesellschaft, déi jo quasi gär Vollkasko hätt. Duerfir: Trau dech!, dat ass wichteg. Trau dech!, dat soll och no der Kris nach ëmmer gëllen.

Lëtzebuerg ass ugewisen op innovativ an dynamesch Käpp, op seng Entrepreneuren, eebe seng Independanten. Si innovéieren, si beliewen eis Wirtschaft, a virun allem schafe se Aarbechtsplazen. Duerfir musse se och a schwieregen Zäiten ënnert d'Aerm gegraff kréien. Dat huet d'Regierung gemaach. Dat mécht se mat dësem Projet.

Mir brauchen, mir wëllen zu Lëtzebuerg staark Independanten! Ouni si gëtt et keng Wirtschaft, keng Steieren, kee Sozialstaat. Si verdéngen eis Ënnerstëtzung an eise Respekt. An deem Sënn ginn ech natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. Da wier et un där honorabeler Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Jo. Villmools merci och, Här President. Och hei nach eng Kéier e grousse Merci un d'Rapportrice, déi hei och de Kader gutt gestach huet par rapport zum Projet de loi, dee mer virdrun ofgestëmmt hunn. Et handelt sech, wéi gesot, hei nach eng Kéier ëm direkt, net remboursabel, steierfräi Aiden, déi awer dës Kéier dann, wéi gesot, op d'Independantë gemënzt sinn, déi hei separat an engem separate Projet de loi extra betruecht ginn. An ech ka mech dann natierlech och der Rapportrice hiren Ausféierungen uschléissen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg ëm déi 28.000 Independanten. Dat si vill Leit, déi vun dësem Gesetz betraff sinn. An dat si Leit, déi, wéi d'Madamm Closener och gesot huet, e Risiko geholl hunn, fir sech selbstständeg ze maachen, fir fir sech eng Aarbechtsplaz ze schafen, eventuell och fir aner Leit Aarbechtsplazen ze schafen. An och si dierfen hei an dëser Kris net ënnert d'Rieder kommen.

Stand 9. Juni waren ëm déi 2.270 recevabel Demandë fir d'Indemnité d'urgence vun 2.500 Euro agereecht ginn an 2.585 Demandë fir d'Aide directe supplémentaire bis 4.000 Euro. Wat och weist, wéi ville Leit heimadder konnt ënnert d'Äerm gegraff ginn. Dat sinn, wéi gesot, ganz konkreet Direkthëllefen, déi den Independanten direkt zeguttkommen an déi, wéi gesot, och net mussen zréckbezuelt ginn.

Wichteg ass hei, nach eng Kéier drop zréckzekommen, well et jo do och bei deenen éischten Aiden e bëssen Tumult ginn ass respektiv vill Froen, déi opkomm sinn, dat ass, dass et sech un all d'Independante riicht. Och un déi, déi fir den Exercice vun hirer Funktioun keng Autorisation de commerce brauchen.

Voilà. Ech mengen, et ass alles dozou gesot. Vun dohier géif ech dann heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi kënnt den Independanten zegutt. Iwwert den État de crise eraus sollen d'finanziell Hëllefe fir déi Selbstständeg, déi opgrond vun der Kris a Schwieregkeete koumen, maintenéiert ginn. Mir kennen alleguer d'Poleemik ëm d'Independanten, déi wärend der Kris opgrond vum Här Minister Kersch sengen Aussoen ausgebrach ass. Ech wëll dat och net nach eng Kéier hei am Detail oprullen, ma et revoltéiert mech am Nachhinein schonn, ...

Une voix.- O.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... wann ech elo gesinn, a wéi enger Situatioun vill vun deene Fräischaffende sinn.

Här President, ech si selwer Independant, meng Fra ass Independant. Dofir erlaabt mer, datt ech mech ëmmer erëm wonneren, wéi wéineg Bewosstsäin awer fir d'Situatioun vun den Independanten herrscht, a virun allem och wivill Independantë sech selwer net bewosst sinn, wat et heescht, Independant ze sinn.

Et geet net duer ze soen: „Mir sinn eng Startupnation a mir wëllen nei Entreprisë förderen." Et muss een dat och Dag fir Dag weisen.

An ech zitéieren do elo ee Beispill, wat weist, oder, besser gesot, zwee Beispiller, déi weisen, wou dat awer e bëssen ze kuerz kënnt.

Mir hunn, am Kader vun den Aidë vun dëser Kris, de Fit-4-Resilience-Projet lancéiert. De Fit-4-Resilience-Projet soll et Entreprisen oder Independanten erlaben, sech Berodung ze huelen, wéi se méi resilient fir eng zukünfteg Kris kënne ginn. Dat kléngt op den éischte Bléck super.

Beim méi genauen Hikucken heescht dat awer, datt déi Hëllefe just ausbezuelt ginn, wann ee sech Hëllef sicht bei engem vun de konventionéierte Partner vun deem Projet. An do ass et dann erëm vill méi komplizéiert, datt nei Independanten, nei kleng Entreprisen eligibel sinn, fir konventionéiert ze ginn, wéi déi bestoend. Et kënnt hei also aus enger gudder Iddi, et ginn d'Sue schlussendlech awer bei etabléiert Beroderfirmen.

An och beim Fit 4 Start ass et net esou, datt do all Firma sech ka konventionéiere loossen. Beim Fit 4 Start - erëm esou ee Fit 4, dat ass jo e beléiften Term zu Lëtzebuerg - ass et esou, datt verschidde Kategorië vu Firme guer net méi als konventionéierte Partner ugeholl gi mat der Begrënnung, et géifen der scho genuch ginn.

Ma do stellen ech mer d'Fro: Ass et un engem staatlech finanzéierte Projet ze entscheeden, wie seng Servicer a wéi engem Secteur däerf offréieren oder ob en net vun engem staatlech finanzéierte Projet gesot kritt: „Ma nee, da musst Der Iech vläicht ëmorientéieren a vläicht aner Servicer offréieren, fir datt Der kënnt vun dësem Programm profitéieren."

Ech fannen, datt dat immens schued ass an datt dat weist, wéi wéineg u sech eis dru geleeën ass, fir nei Firmen an alle Secteuren ze ënnerstëtzen. A genau do ass de Wuerm - ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot -, genau do ass de Wuerm dran: an all deenen Aiden an all deene Programmer, déi mer maachen.

Et ass ëmmer erëm - an der Informatik seet een - den Happy Path. Et ass dee Wee, wou mer déi mannsten Objektioune gesinn. Et ass dee Wee, wou et am einfachsten ass, et ze erklären. Et ass awer net dee Wee, wou mer déi eenzel Fäll, déi vläicht net genau an de Raster passen, erfaassen.

Et sinn e puer Beispiller vu villen, datt mer zu Lëtzebuerg nach wäit vun där sougenannter Grënnerkultur ewech sinn. Sécherlech, et ass begréissenswäert, wa mer mat dësem Projet de loi weiderhin Independanten ënnert d'Äerm gräifen. Besser den Aascht fält wéi de Bam. Mir maachen hei just dat Néidegst. Och bei dësen Aidë falen erëm eng ganz Partie Leit duerch de Raster. Et ass nun emol esou, datt Flexibilitéit net ganz groussgeschriwwe gouf.

Virun allem, Här President, musse mer an Zukunft awer och verstäerkt kucken, de Problem vun der Schäiselbststännegkeet an de Gréff ze kréien, déi sech grad elo an Zäite vun Teletravail nach eng Kéier wäert verschäerfen. Mir mussen d'Freelancer besser encadréieren, se vu virera sensibiliséieren, wat net nëmmen hir Rechter, mee och hir Flichte sinn, fir datt mer verhënneren, datt d'Leit, déi sech lancéieren, schlussendlech net nohalteg kënne wirtschaften, well se verschidde Konditiounen net um Schierm hunn.

Mat dësem Projet hei weise mer, datt eis d'Independanten net egal sinn, datt mer se net ganz vergiess hunn. An awer bleiwen nach Efforten ze maachen. Domadder ginn ech awer trotzdeem den Accord vun de Piraten fir dëse wichtege Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech och bei dësem Projet de loi der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, dee se gemaach huet. Ech mengen, et ass ganz vill zu dësem Text gesot ginn. Et ass also eng weider Aide, déi fir d'Independanten ass. Eng zweet, déi hei gemaach gëtt.

An och do nach eng Kéier de Rappell: Déi éischt Aide, 2.500 Euro, wäert mam État de crise auslafen. Dofir ass et esou wichteg, dass mer hei e Gesetzesprojet hunn, fir déi zweet Aide Independant, 3.000, 3.500 oder 4.000 Euro, kënnen auszebezuelen, och iwwert den État de crise eraus.

Ech wëll awer nach ganz kuerz just op déi verschidde Remarken agoen. An do ass just eng, dat ass déi vum Här Clement. Ech fannen d'Generaliséiere vu verschiddene Saachen ëmmer schwiereg, besonnesch wann ee seng Argumentatioun opbaut op ee Programm, Fit 4 Resilience, dee vu Luxinnovation gemaach gëtt.

Et gëtt eng ganz Rëtsch Fit-4-Programmer. Zum Beispill de Fit 4 Digital Packages, e ganz neie Programm, deen awer op ass fir jiddwereen, deen och iwwer Luxinnovation ofgewéckelt gëtt. Ech fannen et just generaliséierend, wann ee seet: „Well bei Luxinnovation Verschiddener net kënne materakommen, ass et ganz schwéier hei zu Lëtzebuerg, Independant ze ginn." Dat gesinn ech net esou. An d'Zuele schwätzen och fir sech.

Vun 2018 op 2019 si ronn 5 % méi Autorisation-d'établissementen ugefrot ginn. An och do si mer eeben amgaangen, drun ze schaffen, den Delai ze verkierzen, fir och do nach anescht, méi séier kënnen ze verfueren. Ech mengen, dass hei zu Lëtzebuerg ganz vill souwuel fir d'Startuppe wéi och fir d'Independantë gemaach gëtt. Ech mengen awer, wat wichteg ass, an do ginn ech Iech Recht, Här Clement: Et kann een ëmmer nach méi maachen. An d'Regierung schafft och natierlech drun, och an dëse Beräicher nach méi ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles. Et ass nach eng Fro do vum honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Parole après ministre, well ech hei ugeschwat gouf. Ech mengen, datt de Minister mech falsch verstanen huet, wéi ech vun de Fit-4-Programmer geschwat hunn. Ech hunn net gesot, datt et doduerjer schwéier ass, fir Independant zu Lëtzebuerg ze ginn. Ech hunn drop higewisen, datt et staatlech subventionéiert Programmer sinn, déi entscheeden, a wéi engem Feld ee kann an deem Programm aktiv ginn. Dat heescht, datt ee gesot kritt: „Wann s de an deem Feld bass, wou mer schonn ze vill Leit hunn, da bass de net méi eligibel." Dat wollt ech kloerstellen.

An dat Zweet ass, de Minister huet elo grad d'Autorisations d'établissement ugeschwat, e bëssen en Dada vu mir. Well ech rezent erëm hautno erliewe konnt, datt eng Autorisation d'établissement, wou de Virgängerminister Étienne Schneider eng Kéier op enger Table ronde gesot huet: „An dräi Deeg ass dat méiglech", a wou ech schonn e puermol nogefrot hunn, erëm rezent erliewe konnt, datt eng Autorisation d'établissement, déi just eng Transcriptioun war vu enger bestoender op eng nämmlecht Aktivitéit, just vun Indépendant en nom propre op eng Société commerciale, dräi Woche gebraucht huet.

Et huet eng Woch gedauert, bis den Accusé de réception op myguichet do war. Ech mengen, do ass nach e wäite Wee ze maachen. An ech begréissen, datt de Minister seet: „Mir schaffen drun." An ech hoffen, datt mer séier dru schaffen, well dat ass wierklech eppes, wou de Schong bei enger ganzer Rëtsch vun Independanten dréckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Mëttelstandsminister.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Jo, villmools merci. Ech wëll, an ech schwätzen net ze laang, just ganz kuerz eng kleng Reaktioun dodrop ginn.

Mir sinn am Moment bei ronn, an der Moyenne, 9,4 Deeg, fir eng Autorisatioun kënnen auszestellen. Jo, mir schaffen dodrun. Normalerweis, wann d'Delaie méi laang sinn, dann ass et ganz oft, well eng Pièce nach feelt.

Et ass virdrun awer scho beim éischte Projet de loi gesot ginn: Et mierkt een awer elo schonn, dass bei eis d'Autorisation-d'établissementen ëmmer erëm méi ugefrot ginn. A mir si bal um Stand vu virun der Kris. Also, et gesäit een, dass och do bei den Autorisatiounen erëm eng Relance, wéi den Här Baum se virdru genannt huet, do ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7581. Den Text steet am Document parlementaire 7581[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7581 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass den nächste Méindeg, moies um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.09 heures.)

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

SÉANCE 46

LUNDI
22 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Discours de M. le Président
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments
- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Mme Martine Hansen et M. Gast Gibéryen) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marc Spautz et M. Claude Haagen) - Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (dépôt de la motion 2) - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Jeff Engelen*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Martine Hansen (parole après ministre) (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées
- *Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*

7. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler et M. Marc Goergen)*

8. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)
- *M. Fernand Etgen, Président*

9. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
- *Mme Martine Hansen*

10. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)
- *Motion 2 : M. Claude Wiseler - Mme Josée Lorsché*
- *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*

11. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
- *Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Marc Goergen, M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, Mme Lydie Polfer, M. Laurent Mosar, M. Sven Clement, Mme Simone Beissel et M. Mars Di Bartolomeo)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Den État de crise geet sengem Enn entgéint. D'Regierung hat den 18. Mäerz den Noutstand ausgeruff fir zéng Deeg. Duerno huet d'Chamber eestëmmeg de Krisenzoustand fir dräi Méint verlängert bis de 24. Juni Mëtternuecht. Dat ass iwwermuer.

De Krisenzoustand wäert dann automatesch eriwwer sinn. D'Kris ass awer nach net eriwwer. A vill Efforte wäerten awer nach néideg sinn, fir all d'Konsequenzen ze bewältegen. Dowéinst stëmme mer haut wichteg Gesetzer, grad eréi mer dat d'lescht Woch an an deene Woche virdru gemaach hunn.

D'Unanimitéit, fir de Krisenzoustand vun Enn Mäerz bis iwwermuer ze verlängeren, war awer kee Chèque en blanc fir d'Regierung. Ech si stolz drop, datt d'Chamber solidaresch a konstruktiv mam Executif an och mam Staatsrot ganz enk zesummegeschafft huet an dat awer och op eng ganz kritesch Aart a Weis gemaach huet.

D'Chamber ass nieft hirer legislativer Funktioun och hirer Kontrollfunktioun nokomm um Niveau vun der Conférence des Présidents an dem Bureau vun der Chamber grad eréi um Niveau vun de Kommissiounen. Och duerch ganz vill Questions parlementaires, d'Froen an d'Hannerfroen, duerch Aktualitéitsstonnen an Debate gouf dem Parlament seng Kontrollfunktioun wouergeholl.

Ech wëll Iech alleguer Merci soe fir Ären demokratesche Reflex, alles, wat d'Regierung gemaach a proposéiert huet, esou akribesch ënnert d'Lupp ze huelen. An ech wëll och der Administration parlementaire en häerzleche Merci soen. Am Haus selwer war et méi roueg, well bal jiddereen am Teletravail war. Ganz vill vun eisen iwwer honnert Mataarbechter hu wärend Méint awer e Kräiz iwwer hire Schlof gemaach, fir datt d'Deputéiert hir politesch Aarbecht konnte maachen. Näischt war onméiglech.

Schonn e puer Deeg ier den État de crise ausgeruff gouf, war eng Nott iwwert den État de crise do. E Visiokonferenzsystem, dee mer net haten, gouf vun haut op muer en place gesat. Ganz vill sanitär Sécherheetsmesurë goufe geholl. D'Chamber huet sech ufangs iwwer verschidde Säll verdeelt, fir kënnen ze fonctionéieren, ier mer dunn an de Cercel geplënnert sinn, woufir ech och dem Lydie Polfer an der Stad Lëtzebuerg e grousse Merci wëll soen.

Nach ni goufen et esou vill parlamentaresch Reunioune wéi an deene leschte Méint. Dat muss alles organiséiert a geplangt ginn, logistesch an och legistesch. An och um internationalen Niveau huet d'Chamber weider fonctionéiert a mir hu Kontakt konnten hale mat de Parlamenter an Europa an doriwwer eraus. E ganz besonnesche Merci gëllt haut eisem Kommissiounsservice, dem Chef vum Kommissiounsservice, dem Laurent Besch, grad wéi der Secrétaire-administrateur Patricia Pommerell fir hiren onermiddlechen Asaz um Niveau vun der Santéskommissioun.

Den exzellente President vun der Santéskommissioun wäert dat bestëmmt och nach eng Kéier ënnersträichen. Dat kann net oft genuch ënnerstrach ginn.

Besonnesch ervirhiewe wëll ech awer och eisen neie Generalsekretär Laurent Scheeck, dee seng nei Missioun mam Ufank vun dëser Krisenzäit ugefaangen huet. Dat nennt een „an d'äiskaalt Waasser gehäit ginn"! Hien huet awer d'Chamber op eng magistral Aart a Weis duerch dës Zäit gefeiert a war eng exzellent Stäip fir jiddereen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools! Dat war en exemplareschen Engagement un der Spëtzt vun der Administratioun vum éischte Pouvoir.

Ech wëll alles dat net mat Superlative beschreiwen. Ech wëll hei mäi Respekt ausdrécken. Et ass einfach schéin ze gesinn, datt jiddereen ouni ze zécken eng voll Bereetschaft beweist, wann et wierklech drop ukënnt. Ech wëll Iech Deputéiert a Mataarbechter alleguer Merci soen, datt Dir eis Demokratie an eis Institutioun oprechterhalen a gestäerkt hutt. Merci fir Ären Asaz. Merci fir Är Solidaritéit, fir Är Kritik. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer alleguer aus dëser Kris méi grouss erauskommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 22 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de révision de la Constitution suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7620** - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution*

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 16.06.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1623** - Demande de pétition publique : Schoulzäiten a Maison-relais-Zäiten esou bäibehale wéi an der Zäit vum Covid-19*

Dépôt : Magali Funez, le 12.06.2020

***1624** - Demande de pétition publique : Toutes les entreprises doivent, à partir d'un chiffre d'affaires assez élevé, engager un certain nombre de salariés*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 13.06.2020

***1625** - Demande de pétition publique : Place pour garer la voiture*

Dépôt : Marcelo Filipe Figueiredo Sequeira, le 13.06.2020

***1626** - Demande de pétition publique : Intégration des avances sur les impôts/recalculs annuels d'impôts dans le salaire mensuel pour les couples imposés collectivement - Integrierung der Steuervorschüsse in den monatlichen Gehaltszahlungen für gemeinschaftlich besteuerte Paare*

Dépôt : Olivier Buschmann, le 15.06.2020

***1627** - Demande de pétition publique : Un système pour le remboursement des frais de vétérinaire - Eng Zousazversécherung fir d'Déieren*

Dépôt : Christophe Grisius, le 15.06.2020

***1628** - Demande de pétition publique : Abolir les dates obligatoires des congés collectifs dans le secteur du bâtiment*

Dépôt : Léandre Halbout, le 15.06.2020

***1629** - Demande de pétition publique : Das Erhalten der Schulgruppen A und B*

Dépôt : Miriam Kesselhut, le 16.06.2020

***1630** - Demande de pétition publique : Umstellung von Kleingeräten mit Verbrennungsmotoren zur Garten-, Wald- und Wegepflege auf Elektrobetrieb - Conversion des petits appareils à moteur à combustion pour l'entretien des jardins, des forêts et des chemins au fonctionnement électrique*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1631** - Demande de pétition publique : Extension du catalogue d'autorisation et de remboursement de la CNS pour inclure les méthodes de traitement alternatives et la naturopathie*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1632** - Demande de pétition publique : Les uniformes à l'école*

Dépôt : Beatriz Alves, le 16.06.2020

***1633** - Demande de pétition publique : Conversion de tous les véhicules de service et de livraison jusqu'à 3,5 t au fonctionnement électrique d'ici à la fin de 2025*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1634** - Demande de pétition publique : La lutte contre la pollution par des mégots de cigarettes*

Dépôt : Jean-Pierre Santer au nom de Pickitup Luxembourg a.s.b.l., le 18.06.2020

***1635** - Demande de pétition ordinaire : Schoulzäiten*

Dépôt : Lynn Jung, le 14.06.2020

***1636** - Demande de pétition publique : Pour la création d'un système d'auto-dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST)*

Dépôt : Eleanor Surbey, le 20.06.2020

***1637** - Demande de pétition publique : Sauvegarde d'urgence de maisons et immeubles d'avant 1950 du pays au caractère architectural du pays*

Dépôt : Emmanuel Hanus, le 20.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Moie mam Projet de loi 7606 iwwert d'Aféierung an d'Verlängerung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covidpandemie un. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement an den Här Jeff Engelen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Matbiergerinnen a Matbierger, merci dem President fir d'éischt fir déi exzellent Aleedung.

Normalerweis wären haut d'Virfeiere vun Nationalfeierdag um Programm. Déi fannen dëst Joer net statt oder just a symbolescher Form. Och d'Feierlechkeete vun eisem Nationalfeierdag hu missen ofgesot ginn. An de Virus huet an deene leschte Méint eist soziaalt, ekonomescht a berufflecht Liewen op d'Kopp gestallt. An trotzdeem gëtt et haut Grond, sech e bëssen ze freeën, net mat Freedefeier oder mat Halligalli, mat grousse Manifestatiounen, mee mat Famill a Frënn.

De Krisenzoustand leeft de 24. Juni op Mëtternuecht aus. An haut solle mer déi Gesetzer diskutéieren, déi eisen Ausstig aus dem Krisenzoustand an den Astig a méi Normalitéit solle begleeden.

Déi Gesetzer brauche mer, well och wann de Krisenzoustand ausleeft de Virus nach ëmmer do ass. Dat gesäit een, wann een iwwert d'Grenz kuckt. Et gesäit een et och bei deene schwankenden Ustiechungszuelen a virun allem, wann ee kuckt, wou déi Zuele vun Ustiechungen hierkommen.

Niewebäi bemierkt, hätte mer haut fir d'éischt sollen iwwert de Projet 7605 diskutéieren, mat deem de Krisenzoustand abrogéiert gi wär, oder d'Gesetz iwwert de Krisenzoustand abrogéiert gi wär. Mee well den État de crise souwisou iwwermuer ausleeft, also op de Punkt vun deene maximalen dräi Méint, war dee Projet net méi onerlässlech oder souguer noutwendeg an d'Regierung huet en zu Recht zréckgezunn.

Här President, viru bal genee dräi Méint, et war den 21. Mäerz, stoung ech als Rapporter vum Gesetzesprojet 7534 mat zidderege Knéie virun Iech, fir de Krisenzoustand, dee vun der Regierung e puer Deeg virdrun ausgeruff gi war, ëm maximal dräi Méint ze verlängeren. Et war dat dat wäitreechendst Gesetz, dat mir zënter dem Zweete Weltkrich hei an der Chamber an Applikatioun vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung mat enger Zweedrëttelmajoritéit hu misse stëmmen, well säit Woche bei eis an an der Welt dee Virus - deem säin Numm een net méi kann héieren oder scho bal net méi kann héieren, well en engem laang nogelaf ass, a mer sinn amgaang, en ofzehänken - vill Leit krank an dout gemaach huet an et kee Medikament, keen Impfstoff géint deen onsiichtbaren a winzegen, mee brutale Krankheetserreeger gëtt.

De Covid-19 ass verantwortlech fir déi schlëmmst weltwäit Gesondheetskris säit der Spuenescher Gripp vun 1919. Am Krisenzoustand krut d'Regierung duerfir d'Vollmacht, fir do schnell ze reglementéieren, wou an normalen Zäite Gesetzer noutwendeg sinn, déi, egal wéi schnell mer sinn, méi Zäit brauchen. A gleeft mer, an der leschter Zäit ware mer schnell, mee net esou schnell, wéi mer am Ufank jiddefalls vun der Kris hätte misse sinn.

D'Suitte kennt Dir. An ech hu se am schréftleche Rapport am Detail opgezeechent. Lëtzebuerg huet am Ralenti, jo, deelweis mat enger Vollbremsung fonctionéiert, wann ee vun deene Secteuren ofgesäit, déi mat formidabelem Asaz derfir gesuergt hunn, dass alles gemaach gouf, wat méiglech war, fir eis Gesondheet ze erhalen oder erëmzekréien, fir eis Versuergung mat deem, wat wichteg war, ze sécheren, bref, déi noutwendeg Servicer ofzesécheren.

Hinnen all - ob Mataarbechter aus dem Gesondheetssecteur oder déi Leit, déi eis mat Liewensmëttel versuergt hunn, Uerdnungskräften, Hëllefsservicer, déi Beschäftegt aus Ekonomie, Schoul, Hygiènedéngschter, Administratiounen, Gemengen, Staat, Benevoller - eise Respekt, eis Unerkennung an Dankbarkeet.

A Kolleeginnen a Kolleegen, si hu vill geklappt kritt. Ech mengen, dat wär och haut en Ulass, wou mir dat selwecht kéinte maachen, wann Der wëllt.

(Applaudissements)

Mir dierfen hinnen dat no der Kris net vergiessen. An no deem verdéngten Applaus och hei am Haus musse mer Fakte schafen. An deenen dräi Méint ass vill geschitt an et huet richteg wéigedoen, éischtens, well ganz vill Leit schlëmm krank goufen oder gestuerwe sinn, awer zweetens och, well d'Land als solches mat senge Leit gelidden huet duerch Krankheet, Deelzäitaarbecht, Schléissung, Existenzen, déi um Spill stinn. Haut kann a muss ee soen, datt mer richteg gehandelt hu virun dräi Méint, a glécklecherweis zu deem richtegen Zäitpunkt.

Duerch déi resolutt Moossnamen, déi um politeschen Niveau decidéiert goufen, duerch déi beispilllos Solidaritéit an den Zesummenhalt, duerch dee Kraaftakt, dee mer gemeinsam gepackt hunn, gesi mer Liicht am Tunnel, mee mir sinn nach net um Enn vum Tunnel. An Ofwiesenheet vun engem Géigemëttel ware mir selwer mat eisem Verstand - jiddefalls bal all - déi beschte Waff géint deen heimtückesche Virus.

Säit e puer Woche gesäit et aus, wéi wa mer dee Krankmécher am Gréff hätten: D'Zuel vun den Infektiounen ass niddreg, d'Zuel vun den Doudesfäll ass stabill bei null ..., loosse mer Holz upaken! Eise solidaresche Gesondheetssystem ass erëm am normale Regimm an d'Regierung huet an deene leschte Woche munches erëm opgemaach: de Bau, d'Schoulen, d'Commercen, d'Spillplazen, d'Restauranten, d'Caféen, an ech hale mat der Opzielung op, well ganz vill Saachen erëm, mat méi oder manner Oplagen, versteet sech vum selwen, fonctionéieren. A mir hunn zesumme Moossname getraff, fir deene vun der Kris am schlëmmste Getraffenen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet zwar der Regierung déi Spezialpouvoire ginn, mee sech ni ausgeklinkt, am Contraire. D'Jalonen hate mer scho mat eiser gemeinsamer Motioun vum 21. Mäerz gesat, wou mer d'Regierung opgefuerdert haten, sech am Wocherhythmus mat eis ze konzertéieren an eis schnellstméiglech iwwer all Änneruna an Evolutiounen ze informéieren, déi nächst Schrëtt mat eis duerchzediskutéieren an ze preparéieren.

D'Regierung huet sech doru gehalen an ass mindestens eng Kéier d'Woch mat eisem Bureau an der Presidentekonferenz zesummekomm, insgesamt 18-mol an deenen dräi Méint. Sou vill Kontakt zwëschent Parlament a Regierung hunn ech an deene 35 Joer, wou ech dobäi sinn, net erlieft. Ech mengen, dat war wichteg, richteg, nëtzlech, noutwendeg.

D'Chamber ass mat groussem logisteschen Opwand - de President huet zu Recht dorop higewisen - voll operationell bliwwen an huet hir legislativ Aarbecht an hir Kontrollfonctioun voll iwwerholl. An deenen dräi Méint hate mer 189 Kommissiounssëtzungen, 21 Plenarsëtzungen an hu méi wéi 60 Gesetzer gestëmmt. Och dozou e speziellt Kapitel an eisem Rapport.

Déi ganz Lëtzebuerger Gemeinschaft an déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, am Gesondheetssystem besonnesch staark vertrueden, hunn et fäerdegbruecht, dem Virus säi Liewensnerv ze blockéieren, hunn derfir gesuergt, dass eise Gesondheetssystem ni iwwerfuerdert war, d'Logistik no Ufanksengpäss gutt fonctionéiert huet, siehe Tester, siehe Masken an esou weider, an datt eist Land wéinst sengem Krisemanagement, eist Land a seng Leit selbstverständlech, Luef kritt huet.

Ech huelen nëmmen ee Beispill eraus. D'Editioun vum 10. Juni vum „Le Monde", enger vun deene beschten Zeitungen op der Welt, seet, titréiert: « Au Luxembourg, une stratégie anticipée et réussie de lutte contre Sars-CoV-2 », a weider: « Le […] Luxembourg aura sans doute été le laboratoire d'une gestion efficace des risques liés au Covid-19. » Wann dat e Luef ass, da muss en u jiddwereen heibannen a jiddwereen dobaussen, dee verstanen huet, ëm wat dass et hei geet, weidergeleet gi mat engem grousse Merci.

Duerch dee gemeinsamen Asaz sinn haut déi dräi Haaptkonditiounen erfëllt, déi laut Weltgesondheetsorganisatioun an Europäeschem Zentrum fir ustiechend Krankheeten noutwendeg sinn, fir d'Gesellschaft erëm opzemaachen: Éischtens, ganz niddreg Infektiounszuelen, do si mer ukomm. E Gesondheetssystem, dee prett ass. Deen ass prett! E seriöe Suivi - „Tracing", wéi dat heescht -, deen Anormalitéiten direkt ka weisen, wann de Virus erëm géif wakereg ginn. Och deen hu mer, ouni App, mee mat groussem mënschlechen Asaz.

Elo dann zum Detail vum Gesetzesprojet 7606.

Plusieurs voix.- A!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Kolleegen, ech mengen, déi ausseruerdentlech dräi Méint, déi mer hannerun eis hunn, waren e puer Wuert wäert. An dat, wat nach dozou ze soen ass, fannt Der am schréftleche Rapport vun der Kommissioun ganz am Detail. Mir wäerten iergendeng Kéier dorop zréckblécken als eng Zäit, wou mer eis bewäert hunn a vun där mer hoffen, dass se net méi erëmkënnt.

Also elo den Detail vum Gesetzesprojet 7606, deen den 29. Mee deponéiert gouf an deen d'Santéskommissioun iwwer wäit Strecke mat der Commission de la Justice analyséiert, amendéiert an zesumme mam Conseil d'État an der Regierung verbessert huet.

D'Chamber huet hei voll hir Roll gespillt, och wann d'Delaie knapp waren, huet sech iwwer 20 Stonnen an ëm déi 10 Sëtzunge geholl, fir seriö parlamentaresch Aarbecht ze leeschten. Kolleegen, mir hunn heimat d'Lat héich gehaangen a bei ganz wichtege Projeten däerfe mer eis heirun inspiréieren. Majoritéit an Oppositioun zesumme mat der Regierung hu gutt Aarbecht geleescht. Merci der Gesondheets- an der Justizministerin an hire Mataarbechterstief, merci awer och eise Leit an der Chamber, un der Spëtzt d'Patricia Pommerell, de Laurent Besch, de Laurent Scheeck, an de Mataarbechter aus de Fraktiounen, eiser Fraktioun, dem Nadine Entringer, fir dee groussen Asaz bis an d'Nuecht heiansdo eran, fir dass mer d'Pabeieren erauskréien.

Merci och de Kolleegen aus deenen zwou Kommissiounen. Dir hutt esou gutt geschafft, dass mer dat Gesetz eigentlech zesumme misste stëmmen. Mee dat ass wuel nëmmen e fromme Wonsch vun Ärem Rapporter. An ech mengen, och jee nodeem ..., och egal wéi de Vott ausfält, mir hunn alleguer zesummen d'Gefill vun enger gutt gemaachtener Chambersaarbecht. Duerfir soen ech Iech Merci, deenen aus der Gesondheetskommissioun, deenen aus der juristescher Kommissioun. An hei war et net ee géint deen aneren, mee mir hunn doru gewonnen, dass d'Kompetenz a Saache Santé an d'Kompetenz en matière juridique zesummegetraff sinn. Merci, Kolleeginnen a Kolleegen!

Eise Rapport gëtt en Iwwerbléck iwwert den internationalen an de Verlaf vun der Krankheet hei zu Lëtzebuerg, wou mer iwwer 4.000 Leit hunn, déi krank gi sinn, a leider - leider, an eis Gedanke si bei de Famillen! - 110 Doudesaffer. An der Welt sinn aacht Millioune Leit - an der Zwëschenzäit sinn et der scho warscheinlech erëm vill méi - ugestach ginn, eng hallef Millioun Doudesaffer.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, nom État de crise de Relais ze huelen an eng Partie Reegelen a Mesurë festzehalen, fir Ustiechungen an d'Verbreedung vum Virus och weider ze verhënneren.

Ech erspueren Iech d'Lëscht, wat mer an der Zwëschenzäit scho vu Schrëtt ënnerholl hunn, fir d'Gesellschaft erëm méi opzemaachen. Dat fannt Der detailléiert am Rapport.

Nom totale Confinement an no virsiichtege Schrëtt an den Deconfinement mat lues a lueser Ännerung vun der Philosophie vun der Strategie si mer vun enger Approche vum Verbuet mat Ausnamen elo nees a Richtung Fräiheet mat eenzelnen Aschränkungen ënnerwee, mat Obligatiounen, fir de Schutz vun der Gesondheet vun der Populatioun ze garantéieren. Et ass eng Approche vu Vertrauen a Responsabilitéit fir sech selwer a fir déi Leit, déi ronderëm ee liewen.

D'Haaptmesuren a Reegele sinn d'Obligatioun, fir de Mondschutz, ob dat eng Mask oder aner Mondschutze sinn, am ëffentlechen Transport an op alle Plazen a bei Aktivitéiten, déi Public empfänken, ze droen. Ausname vun der Obligatioun, fir d'Mask unzedoen, gëlle fir de Chauffer am ëffentlechen Transport, wann eng Distanz vun zwee Meter agehalen ass oder de Chauffer duerch eng aner Separatioun ofgetrennt ass, Ausnam fir Kanner ënner sechs Joer, fir Kanner ënner 13 Joer, wa se dobausse sinn, Ausnam ënner Persoune vun deem selwechten Haushalt a Persoune mat engem Handicap, mat enger Behënnerung, wa se eng entspriechend Erklärung respektiv en entspriechende Certificat vum Dokter hunn.

Aschränkunge gëllen och bei organiséierte Versammlungen: „rassemblements". Do gouf et Stëmmen, mir sollten dat méi genee definéieren. Ech muss soen, ech hunn iwwerall nogesicht, bei der WHO, beim ECDC, déi si gradsou klug wéi mir. A Versammlunge sinn einfach Leit, déi zesummekommen. An do gëtt et den Ënnerscheed tëschent spontan zesummekommen an organiséiert zesummekommen. Hei geet et ëm déi organiséiert Treffen, déi iwwer 20 Persounen am ëffentleche Raum an op Plazen, déi fir de Public zougänglech sinn. Do gëllt déi duebel Konditioun, dass d'Leit musse Sëtzplazen hunn an zousätzlech eng Distanz vun zwee Meter anhalen oder eng Mask unhunn.

D'Konditioun, dass d'Leit musse sëtzen, gëllt net bei Demonstratiounen. Dat fräit Recht fir ze demonstréiere spillt also nees voll a ganz. Dat ass eng Grondfräiheet. Mee och do: Virsiichtsmoossname si gebueden.

Här President, sidd e bëssen indulgent mat mir, well ech presentéiere gläichzäiteg …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng Motioun!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- … och d'Motioun, wou ech den Optrag hat, dat am Numm vun der Kommissioun ze maachen, an déi och op ass fir Ënnerschréften, wou ech schonn d'Zouso vun enger Rei vu Kolleegen hunn. Mee si ass op fir d'Ënnerschréften. Et geet ëm d'Reform vum Gesetz vun 1980.

Am Projet de loi gëtt et keng Bestëmmunge méi fir de private Beräich. Well et gëtt keng Aschränkunge méi do, well de Conseil d'État sot, dass et verfassungswiddreg ass, dass mer an d'Privatsphär géifen agräifen, a mat enger Opposition formelle gedrot huet. Ech muss soen, dass een dat versteet, mee och do gëtt et keng Ursaach, fir sech de Batti ze stellen. An och wann doheem aner Reegele gëlle wéi dobaussen, da soll een op deen aneren, op sech an op seng Famill oppassen. Enorm, enorm wichteg!

Also am Resümmee: keng legal Limitatioun am Privaten, mee eng staark Recommandatioun, fir d'Gestes barrières an d'Hygiène anzehalen a grouss Usammlunge vu Leit ze evitéieren am Prinzip, soss generell d'Mask, wann zwee Meter Distanz net anzehale sinn. Ausnamen, déi an eng aner Richtung ginn: ëmmer Mask am ëffentlechen Transport, Lieux ouverts au public an Ausname bei de Kanner, dobannen, dobaussen, entweeder 6 oder 13 Joer.

De Projet de loi gesäit fir de Fall vun enger Infektioun oder fir Leit, déi e grousse Risiko hunn, dass se infizéiert sinn, Mesurë vir, fir weider Ustiechungen ze verhënneren. Fir Persounen, déi e grousse Risiko hunn, dass se sech ugestach hunn, decidéiert den Direkter vun der Santé eng Quarantän vu siwen Deeg mat nom fënneften Dag engem Test. Wann d'Persoun géif refuséieren, esou en Test maachen ze loossen, gëtt d'Quarantän nach emol ëm maximal siwen Deeg verlängert.

Fir Persounen, déi erwisenermoossen infizéiert sinn, ass et en Isolement vu 14 Deeg mam Verbuet fir erauszegoen. Selbstverständlech, wann een e Gaart huet an do net a Kontakt mat anere Leit kënnt, gëtt een do net agespaart. Dës Mesure ka maximal zweemol erneiert gi bei engem neie positiven Test.

Fir de Fall, wou déi betraffe Persoun sech net ënner gudde Konditioune kann doheem oder soss enzwousch a Quarantän oder Isolement setzen, kann dës Persoun och mat hirem Averständnis op enger anerer Plaz oder Struktur d'Quarantän oder den Isolement verbréngen. Bei enger Quarantän oder engem Isolement kritt déi betraffe Persoun selbstverständlech e Krankeschäin, wa si ee brauch. D'Mesurë vun der Quarantän an dem Isolement sinn direkt ze applizéieren. De Projet de loi gesäit awer e Recours vir, fir wann een net d'accord mat deene Moossnamen ass.

Fir de Fall, wou eng infizéiert Persoun refuséiert, sech ze isoléieren, an domat riskéiert, hir Matmënschen unzestiechen, gesäit de Projet de loi de „confinement forcé" vir an definéiert am Detail d'Prozedur, wéi d'Aktioun vun der Direktioun vun der Santé mat hire Professionelle mam Pouvoir judiciaire zesummespillt, fir dass, obwuel een net zur Vernonft kënnt, déi perséinlech Rechter, d'Grondrechter net verletzt ginn.

Dat war dee Punkt, deen am meeschten diskutéiert ginn ass, och wann déi klengste Warscheinlechkeet besteet, dass et iwwerhaapt antrëtt. D'1980er Gesetz huet eng änlech Prozedur virgesinn. A 40 Joer ass déi Dispositioun

nëmmen eng Kéier - eng eenzeg Kéier! - applizéiert ginn.

Et ass kloer, dass esou eng Zwangsmoossnam nëmmen am extreem extreemste Fall unzewenden ass! Domat ass jiddwereen d'accord. Et muss awer och jiddweree kënne verstoen an et muss jiddwerengem aliichten, dass dee staark Infizéierten, dee Schwéierkranken zwar Fräiheeten huet, Grondfräiheeten huet, mee zu deene Grondfräiheete gehéiert net d'Recht, fir anerer unzestiechen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dat kann net sinn!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dat ass kee Grondrecht! Et ass e Recht, fir gesond ze bleiwen, e Recht op Gesondheet. Et ass kee Recht, fir anerer unzestiechen. An dofir gëtt et a mengen Ae keng Fräiheet, fir wéi eng Virusbomm a fräier Landschaft ze lafen, wëssentlech, wëllentlech, a sech all Versuch, fir sech selwer hëllefen ze loossen, net wëllen ze ënnerzéien. Och do muss d'Allgemengheet sech wiere kënnen. Dat ass eng Evidenz, déi iwwer laang Strecken am éffentlechen Debat net esou zum Droe komm ass.

Ech wëll soen, dass d'Kommissiounen hei eng gutt Viraarbecht geleescht hu fir dat, wat mer an Zukunft als Reform vum 1980er Gesetz solle maachen. Well hätte mer hei näischt gemaach, hätt dat 80er Gesetz gespillt. An zumindest bei den Delaien ass dat Gesetz ongënschteg - ganz ongënschteg! - fir déi Betraffen.

Well dëse Projet nëmmen ee Mount zur Uwendung kënnt a mir och wann dës sanitär Kris eriwwer ass eng adaptéiert Prozedur brauchen, hunn ech am Numm vun der Kommissioun, am Optrag vun der Kommissioun eng Motioun preparéiert, déi zur Ënnerschréft fräi ass. Ech hu se deene verschiddene Fraktioune gëschter am Laf vum Nomëtteg zoukomme gelooss, fir dass si se kënne liesen. Et sinn och schonn eng Rei vu Kolleegen, déi ugekënnegt hunn, dass se géifen ënnerschreiwen. Ech kréie just vum Kolleeg Claude Wiseler gewisen: Hien ënnerschreift se am Numm vun der CSV mat. Dat ännert näischt un de Positioune vun deene verschiddene Parteien, mee hei war e kloren Optrag vun der Kommissioun.

Ech ginn net an den Detail iwwert déi Prozedur. D'Zäit leeft mer fort. Ech ginn dervun aus, dass d'Madamm Justizminister respektiv d'Gesondheetsministesch dorop agoe wäerten.

D'Chamber insistéiert, aneschters wéi de Conseil d'État, dass se iwwert dës Prozedur reegelméisseg vum Direkter vun der Santé informéiert gëtt. De Staatsrot war éischter der Meenung, dass dat net noutwendeg wär. Mir sinn der Meenung, dass mer en A sollen dodrop halen. Dat ass net onwichteg, well et awer eng agräifend Prozedur ass.

Just ganz am Telegrammstil: E weidere Volet vum Projet erlaabt am Fall vun enger Pandemie, Medikamenter ze importéieren, déi nach keng Autorisation de mise sur le marché hunn, hir Effikassitéit awer bewisen hunn.

D'Strofbestëmmungen, déi de Projet enthält, si ganz limitéiert a betreffen nëmmen d'Netbeuechtung vun de Schutzmoossnamen an den Artikelen 2 an 3. Si kënne mat Amendë vu 25 bis 500 Euro beluecht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Particularitéit vun dësem Projet ass seng Lafzäit vun engem Mount. No deem Mount geet et weider. An duerfir gëtt et zwou prioritär Aufgaben: éischtens, direkt awer zesummen a groussem Dialog iwwer e Pandemiegesetz ze diskutéieren a fir d'Zukunft fir eng Ofléisung fir dat 1885er Gesetz ze suergen, respektiv eng aner Prioritéit, fir d'1980er, amendéiert 2015er Gesetz eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp ze huelen.

D'Chamber, wéi déi éischt Iddie komm waren, fir an der Krisenzäit e Pandemiesgesetz ze maachen, also aus der Hëft eraus, war der Meenung, dass dat dee falsche Wee wär. Mir sollen eis dofir Zäit loossen. An duerfir hu mer eis an eisem Gesetz op dës Epidemie limitéiert. Bon, dat ass scho méi wéi genuch.

Här President, just nach ee Wuert zu deene villen Avisen, déi dëse Projet begleet hunn. Dir fannt en detailléierte Resümmee am schréftleche Rapport a wichteg Elementer dovun am definitiven Text erëm. Ech wëll virun allem och dem Conseil d'État fir seng konstruktiv an extreem schnell Propositioune Merci soen.

Als Konklusioun just dat heiten: Mam Enn vum État de crise ass de Virus net ofgeschaaft. Et geet net, wéi eng Kéier en Diktator an engem afrikanesche Staat gemengt huet, dass een e Gesetz kéint huelen, dat seet: « L'inflation est abolie », oder hei: « Le virus est aboli. » Dat geet net. Deen ass nach ëmmer do.

De Virus ass also nach present an hie waart drop, dass mir vireileg eis Virsiichtsreflexer iwwer Bord geheien, fir eis nach eng Kéier ze iwwerfalen. No dem État de crise, wou per Dekret reglementéiert gouf a mir ze follegen haten, kënnt elo dee méi komplexen Deel, do, wou mir all eis Fräiheet a Verantwortung erëmkréien an no engem méintlaange „Bleif doheem!" un eis Adress de klore Message „Bleif dobaussen!" un d'Adress vum Virus eriwwergeet.

Net eleng duerch Gesetzer a Reglementer kënne mer de Virus erhéngere loossen, mee duerch responsabelt Handelen. Fräiheet heescht Responsabilitéit iwwerhuelen, fir eis, fir déi aner a virun allem fir déi Vulnerabelst ënner eis. Also weiderhin: Virsiicht ass néideg.

A leschten Enns däerfe mer net déi aner Krise vergiessen, déi duerch d'Covidkris nach verschäerft ginn. Mir mussen alles maachen, dass d'Aarbechtslosegkeet, d'Zuel vun de Faillitten, d'Wunnengsproblematik net zu enger weiderer Katastroph ginn, a virun allem däerfe mer och d'Klimakris doriwwer net vergiessen. Duerfir wënschen ech eis all, dass mer eng gutt Portioun vun där Solidaritéit, vun deem Zesummenhalt an där Hëllefsbereetschaft, déi mer elo gewisen hunn, an d'Normalitéit mathuelen.

An domat sinn ech um Enn ukomm, soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an hoffen, dass dee Projet, deen a ville Punkten d'Handschréft vu Majoritéit an Oppositioun, vu Staatsrot, vu berodenden Instanzen dréit, Är Ënnerstëtzung fënnt. Merci gesot. Et war opreiwend, mee et war awer uspornend, fir mat Iech alleguer zesummenzeschaffen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporteur, dem honorabelen Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An als éischte Riedner huet den honorabelen Här Claude Wiseler d'Wuert. Här Wiseler, wannechgelift.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech fir d'éischt dem Här Di Bartolomeo als Rapporteur Merci soe fir souwuel dee mëndleche Bericht wéi dee schréftleche Bericht an och fir d'Aarbecht, déi en an deene leschte Wochen an der Kommissioun gemaach huet. Dat war net ëmmer evident an einfach an dofir huet ee vill Gedold gebraucht.

Dës Chamber huet de 24. Mäerz mat der Verlängerung vum État de crise bis de 24. Juni der Regierung fir dräi Méint d'Méiglechkeet ginn, iwwert d'Chamber ewech zäitweileg Gesetzer ofzeänneren an domat aus sanitäre Grënn weesentlech Aschränkunge vu konstitutionelle Fräiheeten de Leit ze imposéieren: Recht fir sech ze versammelen, Recht fir sech fräi ze beweegen, Recht fir seng Relioun auszeüben, Recht fir de Commerce ze exercéieren, Recht fir ze schaffen. Och schwéier beschränkt sinn d'Fräiheete ginn.

Mir waren domat averstanen, well d'Gesondheetssituatioun et verlaangt huet, datt een aschneidend Moossname géif schnell huelen. Mir hate sengerzäit Bedenke mat deenen dräi Méint, déi den État de crise sollt daueren, deen d'Regierung gefrot huet, well déi dräi Méint initialement am Gedanke vum Artikel 32 (4) vun der Constitutioun als e Maximum virgesi waren, deen een a priori sollt repetitiv kënne froen a verlängeren, wann d'Necessitéit sech nach ëmmer géif beweisen.

Haut géif ech soen, datt dräi Méint direkt ze ginn a mengen Aen ze laang war. Mir hätte besser gehat, et an dräi Kéieren - dräimol ee Mount - ze maachen. An ech soen Iech och firwat: Well dat hätt d'Regierung obligéiert, all Mount eng Kéier virun der Chamber all déi Explikatiounen ze ginn, déi noutwendeg waren, fir nach eng Kéier d'Necessitéit vun dem Weiderféiere vum État de crise hei ze justifizéieren an net iwwert d'Chamber, ouni an d'Plenarsëtzung ze kommen, kënnen ewechzegoen.

Den État de crise, deen huet nämlech als Finalitéit, an als eenzeg Finalitéit, der Regierung ze erlaben, schnell ze sinn. Schnell ze sinn, wann déi formell Prozeduren an der Chamber ze laang daueren an eng rapid Reaktioun absolutt noutwendeg ass. Just dofir ass den 32 (4) geduecht. A wann een déi Schnellegkeet, dat Immediat, net méi brauch, da sollt nom Esprit vum 32 (4) vun der Constitutioun alles an deen normale konstitutionellen, an deen normale legale Kader erëm zréckgoen.

D'Gefor nämlech bei der Uwendung vum Artikel 32 (4) ass, datt et am Fong fir eng Regierung en extreem kamoud Instrument ass, fir iwwert d'Chamber ewechzegoen, fir iwwert de Conseil d'État ewechzegoen, fir iwwert d'Beruffschamberen ewechzegoen, fir iwwert d'Gewerkschaften, fir iwwert d'Associatiounen, fir iwwert d'ONGen ewechzegoen, fir schnell, fir ouni Kontroll, fir ouni Consultatioun ze decidéieren, wat een dann och ëmmer wëllt.

Dofir hunn d'Regierungen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerall, den État de crise am Fong geholl gären, well en hinne fräi Hand gëtt, well en hinnen och quasi keng Konkurrenz an der Kommunikatioun gëtt. An och déi Lëtzebuerger Regierung huet, wéi gesot, déi dräi Méint voll a ganz gefrot an och ausgenotzt an hat och an den Ufanksdiskussiounen d'Méiglechkeet opgeworf, fir déi dräi Méint als État de crise ze verlängeren.

Ech ka mech un déi Diskussiounen erënneren, déi mer ronderëm déi Motioun haten, déi hei an der Chamber virun dräi Méint gestëmmt ginn ass, wat fir eng Diskussioune mer do haten a wat déi éischt Volontéit vun der Regierung war. Dat ass awer vun der Chamber an aller Däitlechkeet sengerzäit ofgeblockt ginn.

Et ass och esou gewiescht, datt d'Regierung refuséiert huet, am Kader vun där Diskussioun iwwert d'Unité nationale, déi mer haten, fir eng Consultatioun mat der Chamber ze maachen, déi sollt prealabel sinn zu den Decisiounen. Och deen Accord ass net komm. Mir haten do Diskussioune mateneen. D'Regierung wollt net mat der Chamber au préalable iwwer hir Diskussioune schwätzen. Si wollt et direkt maachen, esou wéi si et gär gehat hätt.

Dee Gesetzestext, deen éischten, dee proposéiert ginn ass vun der Regierung an der Chamber, huet genau dat selwecht zum Ausdrock bruecht. Et war am Fong e Gesetz, dat d'Vollmachte vun der Regierung sollt weiderschreiwen, andeem et hir d'Méiglechkeet ginn hätt, alles iwwer Règlement grand-ducal ze decidéieren, also de facto den État de crise weiderzeféieren. An do hu souguer d'Majoritéitsdeputéierte gesot, datt een esou mat der Demokratie net kéint spillen an datt mer net als Chamber domat d'accord wären an datt mer elo erëm missten an déi normal Situatioun zréckkommen.

Meng Erfarung ass déi, datt dee Refus, deen een huet, fir aner Leit matschwätzen ze loossen, ganz oft aus engem Angschtgefill an aus engem Schwächegefill erausgeet. Wann ee staark ass, dann huet een net Angscht, fir aner Leit mat un Decisioune schwätzen ze loossen.

Elo héieren ech schonns de Premier, deen eis eventuell hei ka soen: „Mee et war dach, wéi Der an deene leschte Woche gesinn hutt, schwiereg, fir en Text an der Chamber ze maachen; deen Zäitdrock, deen Der hutt." Ech hu mech selwer jo doriwwer geiergert. Dat ass och richteg. Mee ech soen Iech awer och, firwat ech mech doriwwer geiergert hunn: Mir hunn der Regierung alleguer zesummen an der Motioun de 24. Mäerz, dat heescht, virun dräi Méint, gesot, si sollt direkt déi Aarbechten ufänken, fir e Gesetzestext ze maachen, mat deem mer haut kënnen ëm den Dësch kommen, fir datt mer net sollten ënner Zäitdrock kommen. Mir hunn hir et virun dräi Méint gesot a mir hunn och repetitiv an de Bureaussëtzunge gesot, datt mer gär deen Text esou schnell wéi méiglech op den Dësch hätten.

Duerno ass quasiment zwee Méint näischt geschitt! Elo héieren ech de Staatsminister e Samschden um Radio soen: „Ma wéi hätt da sollen eppes geschéien. Ech hu jo keng Kristallskugel. Ech hu jo keng Kaffissazlieserei kënne maachen."

Ma ech soen Iech, wann ech kucken, deen Text, dee mer haut virleien hunn: Vun deenen eelef Artikelen, déi dra sinn, sinn der néng, déi ouni Problem hätte scho kënne virun dräi Méint ugefaange gi virbereet ze ginn. Just zwee dovunner sinn der, wou mer Datumen an Zuelen dran hunn, déi ee muss adaptéieren. Déi aner néng hätt een duerchaus scho kënne méi laang virbereeden. An et si genau déi aner néng, wou mer haut Diskussiounen driwwer hunn a wou mer Kontestatiounen domadder hunn. Dat hätt also kënnen an deene leschten dräi Méint vill méi fréi virbereet ginn, egal wat Der elo erzielt.

Dunn hu mer en Text proposéiert kritt, an dorëms ass et gaangen, deen am Fong net déi noutwendeg Explikatioune ginn huet, déi d'Chamber gefrot huet, mee wat e sougenannt „Vollmachtegesetz" wär, wou souguer d'Majoritéitsfraktiounen Iech gesot hunn: „Esou geet et net!"

An dunn ass en Text proposéiert ginn - dat war deen éischten, dee mer da seriö vun Iech kruten -, dee juristesch d'Strooss net hält, deen d'Santéskommissioun zweemol huet misse verbesseren a wou den Aussoe vun der Regierung no, déi Dir selwer nach de leschte Samschde gemaach hutt, mer momentan nach ëmmer en Text hunn, deen net gutt ass, a wou Dir gehofft hutt, datt de Conseil d'État Iech deen Text da géif ëmänneren an hallefweegs uerdentlech maachen, fir datt e kéint haut gestëmmt ginn.

D'Chamber krut den Avis vum Conseil d'État de 16. Juni. De 16. Juni konnte mer am Fong eis Aarbechten eréischt richteg ufänken. De 16. Juni, dat ass viru sechs Deeg - well haut si mer den 22. Juni -, sechs Deeg, säit mer e stabiliséierten Text haten a säit mer konnten un engem stabiliséierten Text schaffen!

D'Kommissioun huet vill geschafft, an dat ginn ech gären zou. D'Kommissioun huet ganz vill geschafft, mee d'Kommissioun huet missen aus genau deem Grond an ënner onméigleche Konditiounen haut schaffen. An doriwwer hunn ech mech geiergert, well dat hunn ech anormal fonnt.

Dunn hunn ech d'Madamm Lorsché am „Tageblatt" gelies. Ech hunn Iech gelies, Dir sot, Madamm Lorsché: „An der Politik muss een haut kënne mat Stress ëmgoen." Ech fannen dat jo eng léif Ausso, mee, wann ech vergläichen: Vun eis zwee, do froen ech mech, wien dee méi coolen Ëmgang mat Stress vun eis zwee kann hunn. Ech mengen, dat sidd sécher Dir net.

Ech soen Iech awer, wat mech gestresst huet: Dat ass deen onausgegorenen, onprezisen, inkohärenten Text, deen d'Strooss net hält, dee mer virleien haten! Dat huet mech richteg gestresst! An ech mengen, domat kënnt Dir vill méi cool ëmgoen, wéi ech ka cool domadder ëmgoen. Well domadder kann ech net ëmgoen, well ech dat fir eng Aarbecht vun der Chamber net appropriéiert fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sot, d'Oppositioun hätt nëmme Froe gestallt. Mir hätten, sot Der, „politescht Geplänkels" gemaach. Dat hunn ech gelies. Mir hätte politescht Geplänkels gemaach. Ech soen Iech: Deen Text, dee mer haut virleien hunn an deen net gutt ass, mee deen ass awer weesentlech besser wéi deen Text, dee mer vun der Regierung viru 14 Deeg kruten.

An deen ass weesentlech besser, well eng Rei Froe gestallt gi si vun der Oppositioun. Duerch dat „politescht Geplänkels", wéi Dir sot, ass deen Text weesentlech besser ginn, obwuel mer en nach net esou gutt fannen, wéi en hätt misse sinn! An hätte mer lech gewäerde gelooss, da wär en net ënnert där Form, wéi en haut doläit.

Mir sinn eis bewosst, datt et e komplizéierten Text ass, well ee Choixe muss maachen, well een Equilibere muss hierstellen an haaptsächlech zwou Zorte vun Equiliberen:

Dat Éischt, dat ass en Equiliber zwëschent de Garantien op där enger Säit vun de fundamentale Fräiheeten, der Constitutioun, de Mënscherechter, der Fräiheet fir Reuniounen ze maachen, sech fräi ze beweegen, den Exercice vun der Relioun, dem Commerce, d'Commercefräiheet, d'Recht schaffen ze goen, op där enger Säit. An dann op där anerer Säit: Et muss equilibréiert si mat dem Droit à la vie an dem Droit à la santé, deen am Artikel 11 vun eiser Constitutioun steet an am Artikel 2 vun de Mënscherechter. An do muss een Ofschätzunge maachen. An déi Ofschätzungen, déi ënneren natierlech Woch fir Woch mat der Evolutioun vun der Gesondheetssituatioun, der sanitärer Situatioun hei am Land. Dat ass deen éischten Equiliber, dee komplizéiert ass.

Deen zweeten Equiliber, dee komplizéiert ass, dat ass deen zwëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet, schnell an effikass ze schaffen an ze handelen an allgemeng, an déi richteg Richtung ze goen, mee dat schnell ze maachen, an dann, zweetens, der Ofsécherung vun individuelle Rechter a Protektioune vu Recoursen a vun Appellen a vun enger Protektioun géint staatlech Abusen, géint lertemer, géint diskretionärt an onmotivéiert Handelen an Decidéieren. An och deen Equiliber ass schwéier hierzestellen zwëschent op där enger Säit dem Schnellsinn an op där anerer Säit dem Evitéiere vun den Abusen.

An dofir ass et e komplizéierten Text. An dofir ginn et och - an dat muss een och esou gesinn - politesch Ënnerscheeder zwëschent eis, zwëschent de Parteien, och heiansdo innerhalb vun de Parteien, wéi een déi Equiliberen do anzeschätzen huet, well et och mënschlech verschidde Sensibilitéiten a verschidden Erfarunge gëtt. Ech fannen dat och normal.

Mee wann een esou komplizéiert Equilibere muss hierstellen, dann ass et am Fong onbedéngt wichteg, datt mer kloer Zilsetzungen hunn, datt mer prezis Artikulatiounen zwëschent eisen Zilsetzungen hunn, datt mer

propper Prozeduren hunn an datt mer och am Text ganz kloer an net a Fro ze stellend Definitiounen erëmfannen. An dat alles hat de Projet de loi, dee vun der Regierung deposéiert ginn ass, absolutt net!

An dofir, ech liesen Iech just deen éischte Saz vum Avis vum Conseil d'État vir, well deen dréckt am Fong an e puer Wierder, an e puer Sätz alles aus. Dee seet: « [...] l'articulation entre les différents dispositifs n'est pas des plus évidentes, [...] certaines notions utilisées manquent de précision [...] le dispositif est lacunaire, en particulier en ce que certaines procédures ne sont pas réglementées. »

A wann een dem Conseil d'État seng feutréiert a seng diplomatesch Ausdrocksaart a -weis kennt, da spiert een, datt de Conseil d'État d'Presentéiere vun esou engem schlechte Projet de loi schonn als staarken Tubak unerkennt.

Mee well de Conseil d'État esou ass, wéi en ass, an zwar staatstragend, a wëssend, datt mer haut mussen en Text stëmmen, datt mer net derlaanschtkommen, iergendeen Text ze stëmmen, huet en en dann an enger ganzer Rei Artikelen einfach frësch geschriwwen. E seet awer selwer, datt en nëmmen dat Gröbst konnt frësch schreiwen an datt nach eng ganz Rei Froen opbleiwen. Dat soen ech net, dat seet de Conseil d'État.

An ech wëll hei och dem Conseil d'État Merci soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet, déi doranner bestanen huet, datt en en Text quasiment ganz frësch geschriwwen huet, wat am Fong net seng Aarbecht gewiescht wär, mee wat der Regierung hir Aarbecht gewiescht wär. De Conseil d'État huet se awer gemaach, well e staatstragend ass a well en eis wollt erméiglechen, haut en hallefweegs propperen Text ze stëmmen.

Mir stellen awer fest, datt déi Haaptkriticken, déi de Conseil d'État ausgedréckt huet, genau deenen entspriechen, déi d'CSV an aner Oppositiounsparteien a Beruffschamberen a Gewerkschaften an ONGe säit Méint haart an däitlech maachen a soen.

An ech zielen der e puer op:

Éischtens, déi verschidde Moossnamen, seet de Conseil d'État, sinn total disproportionéiert gewiescht an haaptsächlech am Kader vum Rechtsstaat net akzeptabel. Déi Virschréften, déi am éischten Text waren, wat d'Leit an hirer Privatsphär däerften oder net däerfte maachen, mat wiem oder mat wéi vill Leit se kéinten zesumme sinn, se däerften zesumme sinn oder wéi vill Leit se däerften doheem empfänken, dat war kloer an däitlech fir de Conseil d'État en inakzeptabelen Agréff an d'privat Fräiheet, deen absolutt net méi justifizéiert ass mat der aktueller sanitärer Situatioun.

Mir si frou, datt dat aus dem Text eraus ass, Et ass awer nëmmen eraus, well de Conseil d'État eng Opposition formelle drop gemaach huet a well soss deen Text iwwerhaapt net weiderkomm wär. D'Regierung huet eis kloer gesot, datt hir Philosophie eng aner wär, datt se dat do net hätt wëllen akzeptéieren, mee datt se et eeben huet misse maachen, well de Conseil d'État eng Opposition formelle drop gemaach huet.

Mäin zweete Punkt vum Conseil d'État, dat ass dee vum Traçage analogique. De Santésdirekter kritt d'Méiglechkeet, fir jiddwer Covidkranken iwwer säi Privatliewen, seng Kontakter, den Typ an d'Längt vun de Kontakter detailléiert auszefroen. An de Kranke kritt haaptsächlech d'Obligation légale, alles ze soen a jiddwereen ze kommunizéieren, mat deem en an deene leschten 48 Stonnen zesumme war, ouni datt necessairement déi Persoun, mat där de Kranken zesumme war, da weess, datt se un d'Direction de la santé kommunizéiert gëtt. An dat mat sämtleche Privatdonnéeën, déi deemjéinege Kranken zur Dispositioun stinn.

Fir mech ass dat evidenterweis en enormen Agréff an d'Privatliewe vun de Kranken op där enger Säit, mee awer och vun all deene Leit, mat deenen e Covidkranke Kontakt hat an déi da vun deem Moment u kënnen deelweis „à haut risque" klasséiert ginn, dat heescht, „à haut risque" fir infizéiert ze sinn.

Mir verstinn, datt en analogen Traçage muss sinn. Ech soe just hannendrun: En numeereschen Traçage wär weesentlech manner invasiv wéi en analogen Traçage, well all déi Privatdonnéeën, déi do sinn, net géifen zur Verfügung gestallt ginn. Mee do kréie mer awer nach eng Kéier an deenen nächste Wochen eng Diskussioun driwwer, well d'Kommissioun huet elo en Avis erausginn, wou se a sech déi eenzel europäesch Traçageapplikatiounen, déi kommunikabel ënnert sech sinn ... Dat heescht, mir hunn elo zumindest e System, deen europawäit zesumme fonctionéiert. An doriwwer musse mer och an nächster Zäit eng Kéier hei schwätzen.

Mee komme mer awer zu dem Sujet zréck. Well deen Traçage analogique esou invasiv ass, wéi en ass, muss en och encadréiert sinn, muss en och prezis sinn! An och do sinn ech frou, datt de Conseil d'État dat verbessert huet. Och dat war eppes, wat mer säit Laangem gefrot hunn.

Den drëtte Punkt, dat ass dee vun den Zwangshospitalisatiounen. Esou wéi se beschriwwe waren am initialen Text, souwuel an der Prozedur wéi an der Motivatioun, ware se an eisen Aen inakzeptabel, well se eng Fräiheetsbeschränkung waren, ouni déi noutwendeg Garantien, déi bei deem Typ vu Fräiheetsbeschränkung musse sinn. Elo, nom Avis vum Conseil d'État, mussen déi Decisioune vun engem Riichter geholl ginn an net vun engem Procureur d'État. Och dat fannen ech fundamental richteg.

A mir hunn och nach an der Kommissioun virgesinn, datt en Appell géif agefouert ginn. Och dat war eng Demande vun der Oppositioun. An ech sinn do frou, datt d'Madamm Tanson sofort dorobber agaangen ass an och eng Proposition de texte gemaach huet, déi zwar duerno vum Conseil d'État contestéiert war. Et muss een et warscheinlech och nach eng Kéier kucken. Mee vum Prinzip hier, muss ech soen, si mir frou a begréisse mer, datt elo en Appell méiglech ass. Deen Text ass weesentlech besser, wéi e virdru war.

Véierte Punkt: Mir haten och gréisser Bedenken iwwert den Dateschutz, well zum Beispill am initialen Text keng Journalisatioun virgesi war. Eng Journalisatioun ass awer noutwendeg, wann een d'Traçabilitéit wëllt hierstellen, dat heescht, wann ee wëllt kloerstellen, wie wéini op dee Fichier Zougréff hat, wien eppes dra gekuckt huet. Och dat muss prezis, kloer am Gesetz virgesi sinn. Mat den Ëmännerunge vum Conseil d'État ass dat elo dran.

An dat selwecht gëllt fir d'Suppressioun vun den Artikelen iwwert d'Medikamentendepoten, wou multipel Opposition-formellen do sinn, wou den Text momentan da suppriméiert ginn ass, well et net méiglech war, en ënnert där Form, wéi d'Regierung e virgeschloen hat, ëmzesetzen.

Dësen Text ass also vill besser, wéi den originale Regierungstext war: dank dem Conseil d'État, dank den Avise vun de Chambre-professionnellen, de Gewerkschaften, den ONGen, dank och dem Drock vun der Press an dank och der Aarbecht, déi mer an der Kommissioun, notamment als Oppositioun, gemaach hunn; dat, wat d'Madamm Lorsché „Geplänkels" nennt.

Dësen Text ass vill besser, wéi e war. E war grotteschlecht! En ass elo besser, mee en ass alles anescht wéi gutt, nach ëmmer. En huet nach eng Rei grondleeënd Problemer, déi net geléist sinn. An de Conseil d'État seet, si hätte just dat Gröbst an deen Text hei drageschriwwen, si hätte sech just ëm dat Gröbst bekëmmert, fir d'Katastroph ze vermeiden, déi doranner bestanen hätt, datt mer soss haut keen Text gehat hätte fir ofzestëmmen.

Dat wollt de Conseil d'État vermeiden, mee en huet nach a sengem Avis eng ganz Rei Froe gestallt, déi fir en uerdentlechen Text och hätte missen onbedéngt Äntwerte fannen, déi awer net an dësem Text dra sinn! An ech ginn lech e puer Beispiller vun deem, wat an eisen Aen an deem heiten Text feelt a misst dra sinn.

Éischte Punkt, zum Beispill beim Traçage analogique, eng Rei Froen iwwer:

Wéi komplettéiert d'Administratioun Informatiounen, wann net alles gesot ass? Wéi ass den Accès vun der Administratioun zu den offizielle Registere gereegelt, fir Leit ze lokaliséieren, wann net all Donnéeën do sinn? Wann e Kranken aner Leit benennt, mat deenen en a Kontakt war, wéi geet déi Informatioun weider un deejéinegen, deen do benannt ginn ass? Geet dat just iwwer Ordonnance? Oder geet et iwwer Telefon? Ech si sécher, datt et eng praktesch Léisung gëtt, well Dir maacht dat jo schonn. Mee si steet awer net am Text.

Wéi ass et a wat geschitt, wann deejéinege kontestéiert, datt dat, wat de Kranke seet, esou ass, wéi de Kranken et seet? Wéi ass et mat den Obligatioune vun de Personnes à haut risque? Wéi ass et mam Traitement vun den Donnéepersonnellë vun enger Personne à haut risque, déi agedroe ginn, ouni datt deejéinegen d'Informatiounen huet an ouni säin Averständnis?

Alles dat si Froen, déi vläicht am Prakteschen esou oder anescht erklärt sinn, mee déi awer nëmmen esou laang klappen, am Praktesche klappen, bis dann iergendee se kontestéiert. An da steet et net am Text an dann hu mer keng Base, trotzdeem an engem ganz invasive Procedé, wat den Traçage analogique ass. An dat ass fir eis absolutt net okay. Dat misst prezis, däitlech hei am Text definéiert si bis an den Detail eran, well et eeben eng Prozedur ass, déi extreem invasiv ass an déi extreem an d'Privatliewen erageet.

Zweete Punkt ass dee vum Confinement forcé, engem vun deene schwéiersten Agréff an d'Privatliewen, well domadder déi Fräiheet einfach ewechgeholl gëtt. An dat ka bis zu maximum sechs Wochen daueren. An och do kann een net approximativ sinn. Do kann een net eng vag Notioun gebrauchen. Do muss een a weesentleche Punkte kloer sinn. An dësen Text ass a weesentleche Punkten onkloer.

Zum Beispill: Wou gëtt deejéinegen, deen dann an de Confinement forcé geschéckt gëtt, higeschéckt? Am Text steet: un hôpital ou „un établissement ou une structure appropriés et équipés". Wat ass en „établissement ou structure appropriés"? Wat ass dat?

Ass dat e Spidol? Ass dat eng Jugendherberg? Ass dat eng Pensioun? Ass dat e Prisong? Wat ass et? Wat ass „approprié" an dësem Fall? Wat ass „équipé"?

Wat ass „équipé"? Heescht „équipé" medezinnesch equipéiert, datt an deem Zëmmer Ventilatore stinn, datt alles ofgeséchert ass, datt ee ka medezinnesch op den Noutfall reagéieren? Oder heescht „équipé", datt Eisendieren dra sinn, datt deejéinegen net kann erausgoen, déi kënnen zougespaart sinn. Wat heescht „équipé" an dësem Fall?

Ech weess et net. Hei gëtt awer en Isolement gemaach an et muss awer kloer sinn, wou e ka gemaach ginn, ënner wat fir enge Konditiounen e ka gemaach ginn. Den Text seet eis näischt doriwwer.

Déi drëtt Fro, dat ass: Wéi? Am Text steet, wann e Confinement forcé gemaach gëtt, da gëtt dat iwwert de Riichter gemaach an da ka gefrot ginn, datt d'Polizei déijéineg Persoun och an de Confinement setzt. Jo, an dann? An dann? Dat ass jo necessairement, wann s de e Confinement forcé muss maachen, eng Persoun, déi net wëll am Confinement bleiwen. Wéi garantéiere mer dann, datt en an deem Zëmmer, wou dat dann och ëmmer ass, wuer e gesat gëtt, datt en doranner bleift? Wat geschitt, wann en d'Dier opmécht an erëm wëllt erausgoen? D'AMMD schreift an hirem Avis ganz kloer, datt si op jidde Fall net wëllt, datt d'Spidol oder d'Dokteren oder d'Infirmieren dee Rôle vum Gardien missten iwwerhuelen, well dat ass net hir Roll.

Wie garantéiert, datt déi Persoun am Confinement bleift? Wéi gëtt de Suivi gemaach? Maachen Infirmièren de Suivi? A wann en erausgeet, mussen d'Infirmièrë soen: „Du däerfs net erausgoen!", an en unhalen? Wie mécht déi ganz Aarbecht? Wie mécht dee Suivi? Den Text seet näischt driwwer an enger vun deenen zentrale Froen, déi hei d'Fräiheetsbeschränkung betreffen.

An elo soen ech, elo kënnt Der soen: „Dat kënnt net vir oder net oft vir." Fir déi, déi e Samschden d'Tëlee gekuckt hunn an déi gesinn hunn, wat zu Göttinge lass ass, wou e Foyer an Isolement gesat ginn ass a wou déi Leit, déi an Isolement an deem Foyer waren, net wollten am Isolement sinn a wollten erausgoen - Dir hutt jo gesinn op der Tëlee, wat lass war, wéi dat geschitt ass, wat geschitt ass.

Sou! Ech hätt just gär, datt an deene Punkten hei Kloerheet wär. Ech soen hei ganz kloer: Mir si fir e Confinement forcé. Mir mengen, datt de Staat muss d'Moyenen hunn a sech ginn, wa Persounen infizéiert sinn a krank sinn, fir esou e Confinement ze maachen. Mir stellen dat net a Fro. Mir si kloer der Meenung, datt d'Regierung muss esou en Instrument hunn. Mee mir soen awer gradesou gutt, datt dat Instrument da muss prezis, däitlech an haaptsächlech och an der Realitéit applikabel sinn an net just mat vagen a flouen Notiounen däerf operéieren, déi duerno an der Realitéit eis wäerte juristesch virun enorm Schwieregkeete stellen!

An dat, wat an dësem Text steet, ass an eisen Aen net applikabel, esou wéi et elo dosteet.

Den drëtte Punkt, dat ass deen iwwert d'Quarantän, „mise en isolement" an alles dat, wat de „port d'un équipement de protection individuelle" och ugeet. Och do sinn an eisen Aen eng ganz Rei Onkloerheeten am Text. Zum Beispill steet do, datt en Équipement de protection spéciale nëmmen „dans le cadre des mesures prévues à l'article 1er" (veuillez lire: prévues au paragraphe 1er") kéint sinn. Dat ass meng Fro dann direkt also: Kann e Port de protection spéciale nëmme vun dem Direkter vun der Santé ordonnéiert ginn, wann eng Quarantän oder en Isolement ausgesprach ginn ass? Ass dat esou? Brauche mer net eng aner Rei Moossnamen, wann zum Beispill Leit, déi doheem sinn, op e Geriicht oder wuer och ëmmer musse goen, datt déi vläicht dann awer och Mesure-de-protectionen hunn? Kann dat nëmmen „dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1er" sinn oder net?

An op där anerer Säit, kann den Directeur de la santé esou Mesuren ordonnancéieren oder imposéieren, wéi am Text steet? Imposéiere steet am Text. De Conseil d'État, dee seet dozou: « Le Conseil d'État relève que les mesures spécifiques », dat heescht d'Droe vu Protektiounsmoossnamen, « que les mesures spécifiques [...] ne sont soumises ni à un régime de contrôle ni à un mécanisme de sanctions en cas d'inobservation. [...] ne peut pas faire appel à la force publique [...] », dat heescht, den « directeur de la santé ne peut pas faire appel à la force publique pour exécuter les mesures qu'il a prises. »

Dann ass meng Fro: Mee wéi fonctionéiert dat Ganzt dann? Och dat ass hei am Text net virgesinn.

Véierte Punkt, dat ass, wann een de Leit Virschréfte mécht mat Sanktiounen hannendrun, da mussen déi och kloer sinn an da musse se och fir d'Leit verständlech sinn. Och dat ass an eisen Aen net de Fall. Net de Fall!

D'Fro ass: Wat ass e Rassemblement? Am Text steet eng „réunion organisée de personnes physiques de manière simultanée". Warscheinlech misst et sinn „une réunion organisée de personnes physiques se trouvant de manière simultanée". Enfin, et ass elo egal. Ech verstinn, wat am Text gemengt ass. Mee meng Fro ass: Wat ass e Rassemblement? Wat ass eng Réunion organisée? Wat ass am Artikel duerno en Evenement? Wat ass den Ënnerscheed tëschent dem Evenement, deen ënnert déi eng Reegele fält, an engem Rassemblement oder enger Réunion organisée, wat ënner aner Reegele fält? Wat heescht dat: „les activités qui accueillent un public"? Alles dat sinn Definitiounen, wou duerno kloer Reegelen, déi deelweis sanktionabel sinn, hannendrustinn.

Wann ech awer d'Definitioun net kennen, ass et awer schwiereg, fir dat ze applizéieren. A wann ech dann och nach den Text 7607 kucken, dee mer duerno analyséieren, do kommen dann nach aner Definitiounen dobäi, wéi „activités économiques et accueillant un public". Aner Definitioune mat anere Sanktiounen. Wéini applizéiert sech wat op wien? Dat ass an deenen Texter a mengen Aen net kloer.

Ech ginn Iech och gären e puer Beispiller fir ze illustréieren, e puer Beispiller, déi am dagdeegleche Liewe stattfannen, datt Der verstitt, vu wat ech hei schwätzen.

Éischt Beispill, dat ass, ech sinn e Samschdeg an der Stad spadséiere gaangen iwwert d'Kinnekswiss respektiv iwwer eng Rei Parken, déi mer an der Stad hunn. No dem Confinement huet sech esou déi Moud etabléiert, datt owes jonk Leit op der Wiss, oft iwwer 20, sech Rendez-vous do ginn, dat heescht, sech selwer organiséieren, Picknick matbréngen, Musek maachen, Gedrénks matbréngen. Ech fannen dat lëschteg, ech fannen dat flott. Et deet mir leed, datt ech net méi deen Alter hunn. Sou.

Dovunner elo ofgesinn, datt ech dat flott fannen, soen ech awer: Ass dat e Rassemblement? Jo oder nee? Ass et eng Réunion organisée? Jo oder nee? Ass et en Evenement? Jo oder nee? Ass et erlaabt? Oder ass et net erlaabt, wann ech d'Fro wëll vereinfachen? Kann d'Polizei soen: „Jo, Dir däerft", oder soen: „Nee, Dir däerft net"? A sti Strofen drop? Oder sti keng Strofen drop? Ech liesen dat net am Text eraus. An et géif mech wonneren, wann déi Leit, déi jonk Leit, déi hei de Besoin hu fir sech ze ameséieren, wann déi géife verstoen, wat se dann elo däerfen a wat se net däerfen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat muss einfach kloer sinn. Wéi gesot, ech hu wierklech näischt géint dat Zesummekommen. Ech fannen dat flott. Mee et muss kloer sinn, ob et geet oder ob et net geet. An et muss fir jiddweree kloer sinn. Well dann héiers de déi Leit, déi laanscht ginn, déi meckeren dann doriwwer, well se dat net esou flott fannen. Also do muss et kloer sinn, wat mer kënnen a wat mer net kënnen.

Zweet Beispill: Un de Baggerweieren zu Remerschen, do kanns de dech online aschreiwen. Ech fannen dat super, datt d'Leit elo erëm däerfen dohinnergoen. Mat deem Wieder ass dat jo genial. 1.000 Leit ginn do akzeptéiert, online Aschreiwung. Do sinn och eng ganz Rei Moossnamen um Site virgesinn. Also ech fannen dat wierklech positiv, wierklech flott.

Mee meng Fro ass just: Ass dat dann elo e Rassemblement oder net? Eng Réunion organisée oder net? Geet dat? Wat mussen d'Reegele sinn? Wat musse se net sinn? Ech wëll et just wëssen. Et muss kloer sinn. Et soll erlaabt sinn, mee et muss just kloer ginn, ënner wat fir enge Reegelen et soll erlaabt sinn.

Drëtt Beispill: Wat ass eng Kiermes? D'Ville de Luxembourg, d'Madamm Buergermeeschtesch huet jo elo decidéiert, eng Rei lokal Kiermessen ze organiséieren, fir d'Schueberfouer ze rem-

placéieren. Ech fannen dat jo richteg flott. Ech soen dat direkt, net datt ech falsch verstane ginn. Mee nach eng Kéier d'Fro: Ass dat e Rassemblement, deen organiséiert ass, deen annoncéiert ass? An deem Fall ass en net erlaabt, wa méi wéi 20 Leit do sinn. Oder ass et eng Foire, e Salon oder e Marché, wat eng aner Definitioun ass? Et ass hei am Fong eng „kermesse", well eng Foire, e Salon ass a sech do, wou haaptsächlech d'Vente vu Marchandisë gemaach gëtt. Eng „kermesse" ass nach eppes anescht. Eng Kiermes entsprécht éischter enger „kermesse". Dofir erlaabt mer just einfach ze froen, ënner wat et fält.

Ech weess och elo d'Äntwert, datt et interpretéiert gëtt wéi eng Foire oder e Salon. Ech soen lech just, esou wéi den Text do ass, steet et awer net do. Ech fannen, Dir sollt et maachen. Mee ech fannen, datt Der och sollt am Kader vun deem Gesetz déi Reegelen hunn, wou Der sécher sidd, datt kee Mënsch et awer och nëmme ka kontestéieren.

Véierte Punkt: D'Chamber, wat si mir hei, ...

Une voix.- O!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... eng „réunion organisée"? Wann ech eis kucken, ass se heiansdo „désorganisée". Mee et sief dann. Si mer eng Réunion organisée? Si mer en Evenement? Si mer e Lieu public hei? Oder si mer e Lieu privé hei? A wat däerfe mer? U wat fir eng Reegele solle mer eis halen? Gradesou wéi eis Buvette, déi eng Rei Froe stellt am Kader vun deene Reegelen.

Sou, ech fannen, datt mir als Chamber eis mussen exemplaresch, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, un déi Reegelen halen, déi mer eis selwer ginn. An dofir géif ech gäre wëssen, wou dat hei dann drënnerfält, ënner wat fir een Artikel, a wat fir eng Reegelen dann elo fir eis applikabel sinn.

(Interruption)

Une voix.- Mir si culturel.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Si mer culturel? Okay.

(Interruptions)

Mir sinn Artisten, jo. Dat ass ... Domat hutt Der Recht!

(Interruption)

Eng aner Inkohärenz. Op Foiren, Salone muss een de Mask droen, awer nëmme wann d'Distanz net kann agehale ginn, wann also déi zwee Meter Distanz net méiglech sinn. Ech fannen dat och parfaitement okay. Mee elo souz ech iwwert de Weekend ganz eleng am Tram.

Plusieurs voix.- O!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oder am Bus, wéi Der och ëmmer wëllt, dat ass dat selwecht, soen ech och, do waren awer zwee, dräi Leit do. Ech hunn de Mask ugedoen, well do ass den Text zumindest kloer. Am ëffentlechen Transport, do muss ech de Mask undoen. Am ëffentlechen Transport, do muss ech de Mask undoen, also doen ech en un. Mee et ass natierlech fir d'Leit relativ schwiereg ze verstoen, wann op 30 Meter kee ronderëm ass, datt s de da muss de Mask undoen, an op der Kiermes respektiv der Foire, datt et do anescht traitéiert ass. Dat ergëtt net onbedéngt eng Logik. An dat, wat net logesch ass, ass och schwéier ze verhalen an ass och schwéier duerno ze applizéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee elo soen ech lech, wat mech awer wierklech un deem Text hei stéiert an der reeller Politik, déi domat gemaach gëtt.

Elo si mer an der véierter Etapp vum Deconfinement. An elo ginn eng Rei prezis Moossname geholl, 20 Leit kënnen zesummekommen, et huet een eng Obligatioun, Masken unzedoe bei Evenementer, déi public sinn, zwee Meter Distanz. Dat ass alles gutt. Mee ech froe mech just: Op wat fir enger wëssenschaftlecher Basis berout dat Ganzt?

Mir hunn - a mir hunn et oft gefrot - bis elo nach keng Modellisatioun kritt, respektiv mir hunn eng kritt Mëtt Mee, mee déi awer ganz anere Krittären a Situatiounen entsprécht wéi déi, wou mer haut dra sinn. Mir hunn als Chamber keng kritt a mir mussen haut eng Decisioun huelen, ob dat hei elo richteg oder falsch ass, an et stëmmen, ouni datt mer déi wëssenschaftlech Basis hunn.

D'Madamm Lenert huet virun enger Woch gesot, si hätte momentan keng aner Modellisatioun, respektiv sot se zwee Deeg duerno, si misst déi Modellisatioun op Basis vun deem, wat de Conseil d'État huet, elo ëmschreiwen an ëmfonctionéieren. Dann ass d'Fro: Hutt Der eng oder hutt Der keng? A wann Der eng hutt, dann hätte mer se gär als Chamber. Well ech fannen, datt mir mussen driwwer decidéieren an datt mer hei mussen ofstëmmen. An da fannen ech, datt mer mussen en connaissance de cause kënnen ofstëmmen, an dofir brauche mer all déi wëssenschaftlech Donnéeën, déi d'Regierung zur Verfügung huet.

Dat selwecht gëllt fir d'Testresultater. Et ass e Large-Scale-Testing ugekënnegt ginn. Dat ass geduecht, fir den Deconfinement ze begleeden. Sou ass et op jidde Fall annoncéiert ginn. Haut si mer an der véierter Etapp an den Deconfinement ass bal fäerdeg. An op jidde Fall hu mir als Chamber vun deem Large-Scale-Testing nach keng Resultater kritt, déi eis géifen hëllefen, d'Analys ze maachen, ob dat, wat hei gesot ass, richteg oder falsch ass an ob déi Moossnamen, déi hei geholl ginn, deem entspriechen, wat mer dann och wëllen.

Iwwer 40 Millioune sinn engagéiert ginn, et si Bréiwer geschriwwe ginn, et ass eng Campagne gemaach ginn. An op deene weesentleche Punkten, wou mer elo haut awer do sinn, steet eis näischt zur Verfügung. Dat Eenzegt, wat mer hunn, dat sinn déi deeglech Zuelen iwwert déi Infizéiert, déi Hospitaliséiert, déi Leit, déi leider gestuerwe sinn. Mee dorop léisst sech awer keng seriö Decisioun huelen, well fir seriö Decisiounen ze huelen, muss een d'Modellisatiounen hu vun deene Modeller, déi ee wëllt an d'Realitéit ëmsetzen, datt ee gesäit, wat dee Modell, deen ëmgesat gëtt, och als Resultat zumindest theoreetesch kann hunn. Dat hu mer awer net!

Dofir hunn ech déi Decisioun an déi Diskussioun am Fong och lächerlech fonnt, déi mer d'leschte Kéier iwwert d'Spillplazen haten, wou de Premierminister a sech refuséiert huet, op eng Motioun vun der Oppositioun anzegoen, mat der Ausso, e misst nach op Zuele waarden, Zuelen, déi awer just an deenen dräi, déi ech hei gesot hunn, bestanen hunn. An dofir war et lächerlech ze soen: „Ech muss op déi Zuele waarden, fir muer eréischt eng Decisioun ze huelen." Dat war just, fir d'Kommunikatioun selwer kënnen ze maachen.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Regierung huet gesot, si géif gär science-based Decisiounen huelen. Ech hunn d'Impressioun, datt d'Regierung just approximativ Bauchdecisiounen hëlt. A wann d'Regierung wëssenschaftlech Informatiounen huet, wa se der hätt, wa se der méi hätt, wéi se eis seet, da fannen ech et absolutt inakzeptabel, datt se der Chamber déi net zur Verfügung stellt, well mir brauchen déi, mir bräichten déi Informatiounen, fir kënnen hei Decisiounen ze huelen.

Wann ech kucken, wat an Däitschland geschitt, wou de Robert Koch-Institut all puer Deeg eng Pressekonferenz ganz fräi vun der Regierung hält, wou en all Detailer ëffentlech erklärt, wou en all d'Zuele publizéiert an ëffentlech zur Verfügung stellt, da fannen ech, datt do eng ganz aner Transparenz-/Informatiounspolitik gemaach gëtt wéi hei. An dat ass e Gefill, wat net nëmmen d'Oppositioun huet, mee dat ass e Gefill, wat d'ganz Populatioun huet.

Wat mer nach méi Suerge mécht, wësst Der, dat ass: De Confinement, dat war jo net ganz einfach, mee et war awer nach ganz einfach par rapport zu dem Deconfinement, wëll ech kloer soen. Well am Confinement waren Decisiounen ze huelen, déi am Fong a ganz Europa d'selwecht geholl ginn, déi d'Regierungen, déi d'Leit direkt verstanen hunn. An do kann een natierlech iwwert d'Detailer diskutéieren. Muss een de Bau zoumaachen? Oder muss een en net zoumaachen? Dat sinn elo Detailer. Dat maache mer an engem Debriefing eng Kéier spéider.

Mee ech soen awer och hei ganz kloer, an et fält mer nu wierklech keen Zack aus der Kroun fir ze soen, datt mir mat engem groussen Deel vun deenen Decisiounen, déi do geholl gi sinn, d'accord sinn, datt déi Richtung gestëmmt huet an datt dat och okay war. Kee Problem, dat zouzeginn. Ech soen awer och hannendrun, datt et haaptsächlech d'Leit sinn, déi gutt reagéiert hunn, déi disziplinéiert waren an déi zu engem groussen Deel och responsabel reagéiert hunn.

Mee d'Psychologie vum Ufank vum Confinement, dat ass eng Saach, dat war eng Psychologie, wou Staatsautoritéit gefrot war, wou souwuel am Privatliewe wéi am ekonomesche Geschéien ëmmer méi nom Staat gefrot ginn ass, wou de Staat dat eent, d'Privatliewen, an dat anert, d'ekonomescht Liewen, sollt deelweis decidéieren an och iwwerhuelen.

Ech hunn heiansdo misse lächelen, wann ech gesinn hunn, datt all déi, déi soss gejaut hunn no ëmmer manner Staat, datt de Staat sech sollt aus allem eraushalen, elo gesot hunn, de Staat sollt alles iwwerhuelen. Mee dat sief just eng Klammer. Dat ass normal an dat ass och klassesch esou, datt een an engem Gefill vun Angscht, vun Ongewëssheet, vun eppes Neiem, wou een net weess, wat et ass, an dat op een zoukënnt, eng Autoritéit sicht. An dat ass eng Zäit, wou d'Regierung sech muss afirméieren a wou d'Oppositioun an d'Press, déi Froe gestallt hunn, net ëmmer wëllkomm ware mat hire Froen.

Den État de crise bréngt am Ufank en enorme Vertrauensvirschoss mat sech un d'Regierung, un déi, déi decidéieren. De Problem ass, iwwert d'Zäit ewech muss een d'Leit och u Bord halen. An ech soen haut, wann haut erëm misst e Confinement gemaach ginn, wann een dat haut erëm misst decidéieren, da géif dat net méi esou goen, wéi et virun dräi Méint gaangen ass, ausser d'Regierung géif decidéieren, dee Confinement mat drastesche Moossnamen ze begleeden. Well aus dem Vertrauensvirschoss, deen am Ufank do war, elo awer en Autoritéitsverloscht a mengen Ae ginn ass. Well d'Regierung et a mengen Aen net fäerdegbruecht huet, d'Leit mat op de Wee ze huelen an hir Politik uerdentlech ze erklären. An och do ginn ech gär dräi Beispiller, datt Der verstitt, vu wat ech schwätzen.

Éischt Beispill: Am Ufank vun deem Confinement ass d'Unité nationale eropbeschwuer ginn an eis versprach ginn.

„Unité nationale" heescht eppes. Dat ass en historeschen Term an der Geschicht vun dësem Land, an der Geschicht vun anere Länner. Unité nationale heescht, datt een déi verschidde politesch Kräften net nëmmen nolauschtere léisst, mee och matdecidéieren, zumindest deelweis matdecidéiere léisst. Dat ass awer den éischten Dag scho vum Dësch geholl ginn, an dee Refus do war, fir eis prealabel vun den Decisioune matanzebannen. Mir hu just Informatioune kritt.

Mir hunn als Oppositioun, an ech soen dat och ganz kloer hei, trotzdeem, obwuel dat eis fundamental gestéiert huet, decidéiert, datt mer d'Regierung géifen ënnerstëtzen, well een a Krisesituatiounen d'Solidaritéit muss weisen. Well mer och net wollten, datt d'Regierung an enger schwiereger Zäit, do wou se Autoritéit gebraucht huet, fir d'Leit vu Saachen ze iwwerzeegen, déi net einfach waren, well mer net wollten, datt d'Regierung en Autoritéitsverloscht zu där Zäit hätt. Well mer de Confinement och matgedroen hunn. Well mer och déi ekonomesch Moossname fir den Deconfinement matgedroen hunn.

Mir hunn 18 Texter hei mat lech an der Chamber gestëmmt, 18 Stéck. Do hu mer „Jo" gestëmmt, obwuel mer heiansdo eng aner Meenung haten a verschiddenen Detailer, obwuel mer den Text heiansdo gär anescht gehat hätten, och d'ailleurs Proposition-de-loie gemaach hunn. Mir hunn 18 Texter matgestëmmt, dat obwuel mer net all d'Informatioune kruten, obwuel mer net ëmmer consultéiert gi sinn, oder quasiment ni consultéiert gi sinn, an obwuel mer oft aner produktiv Proposen um Dësch haten.

Mir hu festgestallt, datt déi Unité nationale, déi am Ufank eropbeschwuer gi war, an eisen Ae just eidel Wierder waren an datt de Premierminister virun dräi Méint just seng Zweedrëttelmajoritéit wollt, fir den État de crise duerchzekréien, an duerno weidergefuer ass wéi virdrun, ouni vun Unité nationale ze schwätzen.

An ech soen: Esou schaaft ee keng Unitéit, déi ee brauch, wann een iwwer Méint wëllt d'Autoritéit bäibehalen!

Mäin zweete Punkt, dat ass, datt net ëmmer alles gesot ginn ass. Ech ginn lech do och just zwee Beispiller. Am Ufank ass gesot ginn, an ech hunn den Depliant hei, datt ee keng Masken am Fong sollt undoen. Ech hunn den Depliant hei, wou dee Mann mat Mask rout ausgestrach ass, e roude Rondel mat engem Strëch derduerch. Do steet niewendrun: „Eng normal Mask bitt lech kee Schutz virun Ustiechungen."

Dat ass och richteg, mee mir hunn awer och sengerzäit direkt am Ufank mat enger ganzer Rei Epidemiologe geschwat, an déi hunn eis all gesot: „Et ass sécher kee Schutz géint Ustiechungen, mee et ass awer besser, Dir dot se un! Et ass awer besser, Dir dot se un, well se awer trotzdeem méi schützt, wéi wann Der keng Mask unhutt." Esou krute mir vun Ufank u sofort gesot. D'Regierung huet eng aner Kommunikatioun sengerzäit gemaach. An haut si mer amgaang, e Gesetz ze stëmmen, wou d'Masken eng Obligatioun ginn, nodeem mer am Ufank gesot kruten: „Dot keng un, well se bréngen näischt!"

Sou, dat ass net onbedéngt, fir Vertraue matzebréngen, et ass fir ze froen: Wéi sollen d'Leit lech da gleewen? An de Problem, mengen ech, ass, datt Der de Leit duerchaus hätt kënne soen: „Mee mir hunn net genuch Masken!" Jiddwereen hätt dat am Ufank verstanen. Wann Der der Honnertdausende braucht, dann hutt Der der am Ufank nécessairement net genuch, well déi hutt Der net op Stock. Dat ass jo keng Diskussioun, dat ass jo kee Problem.

A wann Der gesot hätt: „Mee et ass elo kloer, an dëser Situatioun suerge mer derfir, datt d'Gesondheetspersonal, déi un éischter Front sinn, emol all eis Maske kritt, well déi brauche se méi wéi all déi aner Leit!", da wär dat och logesch gewiescht. Dann hätt dat och jiddweree verstanen. A wann Der dat de Leit erkläert, da kritt och jiddwereen dat mat. Da gëtt dat och matgedroen an et hätt lech erlaabt, eppes anescht ze soen. Dat heescht, et hätt lech et och erlaabt ze soen: „Mee dann dot wéinstens e Schal un. Et bréngt zwar net esou vill wéi eng Mask, mee et ass trotzdeem besser wéi näischt!"

Haut stëmme mer e Gesetz, wou d'Mask, de Schal, de Buff oder wat och nach ëmmer, Obligatioun ass. Dat hätt ee schonn déizäit ouni Problem kënne soen, wann een zouginn hätt, datt een net genuch Masken hätt, wat awer a mengen Ae kee Problem gewiescht wär.

Dat selwecht gëllt fir d'Teststrategie. D'Covid-Taskforce schreift an hirer Explikatioun zur Teststrategie deen heite Saz: „Das Ziel ist es, die gesamte Bevölkerung testen zu können, zum Teil mehrmals, einschließlich der etwa 200.000 Grenzgänger." An dofir géif een zirka 1,8 Milliounen Tester brauchen. Dat huet den Här Meisch och méi wéi eng Kéier repetéiert.

Dat ass awer net esou. Haut hu mer 466.000 Tester kaaft, dat ass op jidde Fall dat, wat mir an der Kommissioun offiziell gesot kritt hunn. Et gëtt net déi sämtlech Populatioun mehrmals getest. A bei de Primaner war och gesot ginn, datt d'ganz Primanerpopulatioun géif getest ginn. Dat ass awer och net d'Realitéit gewiescht. Dat stëmmt also alles net esou, wat gesot ginn ass. A wann ee Saache seet, déi net stëmmen, dann huet een heiansdo Schwieregkeeten, fir duerno déi Autoritéit ze behalen, déi een awer muss hunn an esou Situatiounen.

Elo schwätzen ech nach net iwwert déi ëffentlech Ausschreiwungen, ronderëm déi mer eng Diskussioun bei deenen Tester hunn. D'ailleurs wollt ech lech awer just à ce propos froen, well d'Ausso vun der Regierung war, datt och nom 31. Juli déi Tester géife weidergefouert ginn an datt, wa se nom 31. Juli géife weidergefouert ginn, se dann dës Kéier iwwer eng normal Ausschreiwung géife lafen ... Dat war op jidde Fall dat, wat offiziell vun der Regierung matgedeelt ginn ass.

Ech kenne jo elo liicht eppes vun Ausschreiwungen, well ech där vill hu missen exercéieren. Elo si mer den 22. Juni, an den 1. Juli muss déi Ausschreiwung fäerdeg sinn. Dir hutt awer, wann Der eng klassesch Ausschreiwung maacht, eng Rei Délai-obligatoiren, déi Der net kënnt verkierzen. Dofir ass meng Fro: Ass et dann elo ausgeschriwwen? Well soss hutt Der awer richteg Schwieregkeeten, fir dat den 1. Juli iwwert den normale klassesche Wee ze maachen. An da musst Der erëm eng Urgenceprozedur huelen, wou Der awer formell gesot hutt, Dir géift déi dës Kéier net méi huelen. Dir kënnt jo duerno drop äntweren.

An da soen ech mäi leschte Punkt. Dat ass, datt eng chaotesch Kommunikatioun awer a mengen Ae stattfonnt huet an deene leschte Méint. Wann ee wëllt d'Leit u Bord halen, da muss een eng Kommunikatioun maachen, déi propper, verständlech, novollzéibar ass. Wat awer an deene leschten dräi Méint kommunikatiounstechnesch geschitt ass, wou de Staatsminister an d'Gesondheetsministesch verschidde Woche bal all Dag opgetruede sinn - dat huet mech emol nach net gestéiert -, mee haaptsächlech dann och nach eng ganz Rei aner Ministeren opgetruede sinn, an alles dat live iwwerdroen an der Press! Mir hate bis zu véier Pressekonferenzen den Dag!

Elo sinn ech jo professionelle Politiker an hunn theoreetesch Zäit, fir dat do alles ze kucken, mee ech krut net méi alles gekuckt. Ech krut net méi alles gekuckt! Ech hunn net matkritt, wat déi eng an déi aner gesot hunn. A wéi sollen d'Leit dat da matkréien? Wéi solle se et integréieren? Wéi solle se et verstoen? A wéi solle se et och memoriséieren, well et sinn awer schlussendlech Reegelen, déi d'Leit mussen duerno applizéieren. A wann een esou eng Kommunikatioun, esou e Moudendefilee vu Ministere mécht, déi op dem RTL-Livestream dann alleguer iwwerdroe ginn, wéi wëllt Der dann, datt d'Leit duerno wëssen, wat se solle maachen a wat se net solle maachen?

Wann ech kucken, wéi an der Belsch, Frankräich, Däitschland ronderëm de Premier déi Pressecampagnë gemaach ginn, dann ass dat awer vun engem ganz anere Professionalismus wéi dat, wat hei geschitt ass. Ech hu fonnt, datt de Premier et net fäerdegbruecht huet, déi Kri-

sekommunikatioun uerdentlech a korrekt ze organiséieren.

A schlussendlech déi Kommunikatioun iwwert dësen Text. Niewent allen Onprezisioune maachen ech mer awer eng Rei Suergen iwwert dat, wat elo mat dësem Text geschitt. Wësst Der, mir haten an deem éischten Text eng Rei Reegele stoen iwwert d'Privatliewen. Déi huet de Conseil d'État eis erausgeholl. Do stoung dran, datt een net sollt, oder datt et eng Obligatioun wär, fir net méi wéi sechs Persoune bei sech doheem ze invitéieren a wéi 20 Persounen dobaussen a sengem Privatheem.

Dat huet de Staatsrot mat Recht aus dem Text erausgeholl, well e seet: „Et ass keng Obligation légale!" Et brauch keng Obligation légale ze sinn, et brauch och net am Text ze stoen, well et disproportionéiert ass par rapport zur sanitärer Situatioun, déi mer haut hunn.

Ech ka mech erënneren, datt mer am Bureau vill Diskussiounen haten iwwert d'Obligation, déi sanctionnabel wär, iwwert d'Obligatioun, déi am Gesetz stéing, wou awer keng Sanktioun hannendru wär a wou och keng Kontroll méiglech wär, an iwwert d'Recommandatiounen, an datt d'Madamm Hansen méi wéi eng Kéier gesot huet: „Mee huelt dach all déi Obligatiounen, déi net sanctionnabel an net verifiabel sinn, aus dem Gesetz eraus a setzt se a Form vu Recommandatiounen!", wat vill méi sënnvoll wär.

An ech soen Iech haut, datt ech déi Recommandatiounen, déi am Gesetz stoungen als Obligation non sanctionnée, awer richteg fannen. Well ech fannen, datt an där Situatioun, wou mer hei sinn, mer zwar keng Obligation légale kënnen doduerch schafen. Mee d'Regierung misst awer eng Rei Recommandatiounen erausginn, fir de Leit ze soen: „Passt awer och op an Ärem Privatliewen, wann Der Leit invitéiert, wann Der Är Frënn ronderëm Iech hutt, well d'Saach ass net eriwwer!"

De Problem ass elo just, bei der Situatioun, wou mer elo dragerutscht sinn duerch déi Kommunikatioun, déi iwwert den Text gemaach ginn ass: D'Leit dobaussen hunn d'Impressioun, datt se am Privatliewen am Fong keng Precautioun méi bräichten ze huelen, datt dat elo alles an der Rei wär an datt ee sech absolutt normal kéint behuele wéi virdrun. An elo gitt Der warscheinlech eng Rei Recommandatiounen duerno eraus - ech hoffen, datt Der se erausgitt -, mee elo musst Der zréckruderen zu där Kommunikatioun, déi Der initialement hat. Elo musst Der zréckruderen a soen: „Pardon, passt op! Et ass awer net esou. Mir ginn Iech eng Rei Recommandatiounen am Privatliewen." An hätt Der dat am Ufank vum Gesetz a Form vu Recommandatioune gemaach, dann hätten d'Leit et och dee Moment matkritt, hätten et och verstanen an hätten et akzeptéiert. An ech soen, an dësem Moment ass dat vill méi schwiereg, fir dat duerchzesetzen.

Ech soen och ganz kloer, ech maache mer och eng ganz Rei Suergen, genau aus deem Grond, mee och aus enger Rei anere Grënn, ëm déi Méiglechkeet vun enger zweeter Well. Mir gesi jo elo, wat amgaang ass an anere Länner ze geschéien. An dofir hunn ech fir d'nächst Woch eng Heure d'actualité ugefrot, fir iwwert de Virbereedungszoustand zu enger zweeter Well hei zesummen ze schwätzen: Wou si mer drun? Wat solle mer maachen? Wat wëllt d'Regierung, fir wann eng zweet Well kënnt, dann duerno an der Praxis maachen? Wou sti mer do? An dat ass, mengen ech, déi nächst Aufgab, déi op d'Regierung zoukënnt.

Den État de crise ass iwwermuer eriwwer. Ech mengen, den État de grâce vun der Regierung, deen ass och eriwwer.

(Brouhaha)

De Confinement war deen einfachen Deel vun dëser Kris. Den Deconfinement gëtt weesentlech méi komplizéiert. Hei gëllt et nämlech ze decidéieren, hei geet et drëm, Choixen ze maachen, gesellschaftlech Choixen, sanitär Choixen, ekonomesch Choixen.

Dësen Text ass den éischte Schrëtt nom État de crise, en Text, dee staark Agréffer an d'Privatliewen a Beschränkunge vun de Fräiheete mécht, déi fundamental Aschnëtter an eis Fräizäit, an eist kulturellt Liewen, an eist dagdeeglecht Liewe mécht, awer en Text, deen an eisen Aen net ausgegoren ass, deen net prezis an den Definitiounen ass, dee juristesch ongekläert Punkten net opléist, an dat a weesentleche Sujeten, dee grouss Lacunnen an de Prozeduren huet, deen net uerdentlech openeen artikuléiert ass an haaptsächlech, deem seng sanitär Moossnamen net erkläert an oft net novollzéibar sinn.

Et ass dofir en Text, deen et fir d'CSV onméiglech ass matzedroen. An ech soen Iech och ganz éierlech: Mir hunn ee Moment geduecht, ob mer eis bei deem Text net sollen enthalen. Aus e puer Grënn: well mer d'Noutwendegkeet gesinn, datt en Text haut muss gestëmmt ginn, well mer och grosso modo mat den Zilsetzungen d'accord sinn a well och op eis Suggestioun hin eng ganz Rei Saache par rapport zum initialen Text verbessert gi sinn.

Mee esou wéi den Text elo virläit, mat esou vill inakzeptabel Onzoulänglechkeeten op weesentleche Froen, déi eis Fräiheete betreffen, komme mer net derlaanscht, op dësen Text e kloren Nee ze joen. An deen Nee soll och eis gréisser Suerg zum Ausdrock bréngen iwwert déi dach chaotesch Organisatioun vum Deconfinement, déi d'Regierung amgaang ass ze maachen.

Dësen Text huet glécklecherweis e Verfallsdatum an engem Mount an ech hoffen, datt an engem Mount d'Regierung et fäerdegbréngt, eis en aneren, uerdentlechen Text zumindest fir déi Zäit duerno op den Dësch ze leeën. Well fir dësen Text kënne mer just e kloren an en däitlechen Nee zum Ausdrock bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Just a menger Eegenschaft als Rapporteur vum Projet eng Prezisioun, déi awer net onwichteg ass. Ech kann net am Raum stoe loossen, dass de Kolleeg Wiseler sot, dass d'Kommissiounen hir Aarbechten eréischt konnten de 15. Juni ophuelen nom Avis vum Conseil d'État.

De 15. Juni, wéi den Avis vum Conseil d'État komm ass, hate mer schonn als Gesondheetskommissioun zesumme mat der Commission de la Justice véier Sëtzungen, laang Sëtzungen hannerun eis.

Une voix.- Gelunn!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Iwwer zéng Stonnen hu mer, ier den Avis vum Conseil d'État komm ass, un deene Projeten hei geschafft. Ier den Avis vum Conseil d'État komm ass, hu mer zwee Train-d'amendemente vun der Kommissioun, vun der Kommissioun ...

(Brouhaha et interruption)

Dat ass d'Aufgab vum Rapporteur, well dat d'Aarbechte vun der Kommissioun erëmgëtt.

(Interruption)

... hu mer zwee Train-d'amendementen eraginn, déi vum Conseil d'État nach konnte consideréiert ginn, ënner anerem iwwert den Zwangsconfinement, ënner anerem hu mer Prezisiounen zum Dateschutz, wat fir eng Daten däerfe gesammelt ginn, wéi laang dass se däerfe genotzt ginn, wéi déi verschidde Kategorië beim Dateschutz consideréiert ginn, opgrond vum Avis vun der CNPD.

Ech wollt also net am Raum stoe loossen, dass déi Kommissioun, déi Kommissiounen op den Avis vum Conseil d'État gewaart hunn, fir hir Aarbechten opzehuelen.

(Brouhaha)

An ech wëll och soen, dass et eigentlech net méi an net manner wéi d'Aarbecht vum Parlament ass, dass e Gesetzesprojet ...

(Brouhaha)

... dass e Gesetzesprojet aus dem Parlament net onbedéngt esou erausgeet, wéi e vun der Regierung abruecht ginn ass.

Ech bleiwen do derbäi an ech stelle mech do virun déi Kolleegen aus deenen zwou Kommissiounen, jiddefalls als President vun där enger. An ech ginn dovun aus, dass deen anere President dat selwecht seet!

(Brouhaha)

Mir hunn hei als Parlament eng gutt Aarbecht gemaach. Voilà! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. Ech ginn d'Wuert zréck un den honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ginn dem Här Di Bartolomeo Recht wann e seet: „Mir hu vill Aarbecht gemaach." Ech soen awer hannendrun: Mir hu ganz vill Aarbecht ëmsoss gemaach, well mer op engem Text geschafft hunn a laange Stonnen a vill Amendementen op den Text gemaach hunn, wou d'Regierung selwer gesot huet: „Et ass e schlechten Text a mir hoffen, datt de Conseil d'État en zu engem Deel ganz frësch schreift", wat de Conseil d'État och gemaacht huet. An déi produktiv Aarbecht, déi mer konnte maachen, wéi mer den Avis vum Conseil d'État haten, déi ass méindes de 16. ugaangen, well mer dunn en Text haten, esou wéi ech dat a menger Ried gesot hunn, dee stabiliséiert war a wou ee konnt uerdentlech, produktiv Aarbecht driwwer maachen. De Rescht war vill Aarbecht, vun do un ass déi produktiv ugaangen.

Dofir, ech soen Iech ganz kloer: Wann een op deem Text, deen de Conseil d'État erabruecht hat, hätt wëlle sech bis definitiv ausschwätzen, sech Gedanke maachen iwwert déi richteg Konsequenzen, déi richteg Suitten, dann hätt ee méi wéi fënnef, sechs Deeg gebraucht, fir dat ze maachen. Déi hate mer net, well mer duerch alles dat, wat virdru geschitt war, esou an Zäitdrock gerode waren, datt ee sech net méi konnt seriö op deen Text konzentréieren - wat mer hätte misse maachen.

Elo huet d'Kommissioun nach vill geschafft an ech ginn der Kommissioun keng Schold. Ech ginn hei der Regierung d'Schold, datt se net méi fréi mat engem uerdentlechen Text komm ass an datt se elo nach selwer seet, den Text wär net uerdentlech. Ech hunn nach selten eng Regierung héieren, déi seet: „Stëmmt hei, léift Parlament, en Text, ech weess, datt en net gutt ass, mee stëmmt en awer!" Esou eng Regierung hunn ech nach net héieren!

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Di Bartolomeo nach eng Kéier.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, just ee Saz.

(Brouhaha, protestations et coups de cloche de la présidence)

Hei, liest Äert Reglement!

(Coups de cloche de la présidence)

Liest Äert Reglement! Liest Äert Reglement: De Rapporteur kann ëmmer dann aschreiden, wann eng Prezisioun ze maachen ass!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'LSAP huet ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wou steet dat dann?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Ech well Iech just drop hiweisen, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- ... dass de Conseil d'État net nëmme kritesch mam Regierungstext war, mee och zu eenzelne vun deenen Amendementen, déi mir abruecht hunn, alles aneschters wéi frëndlech gesënnt war an och do staark Kritick geäussert huet.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, Här Wolter, ech hunn Iech verstanen. Mee meng Stëmm ass méi haart wéi Är!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo! O Mamm! Si ass awer duerfir net besser!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

An ech mengen, mir kënnen elo mat den Diskussioune virufueren. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech probéieren dann hei, e bësse Loft aus deem Debat erauszehuelen an deen erëm a gereegelt Bunnen ze féieren.

Mir hunn eng ganz engagéiert Oppositiounsried héiere vum Här Wiseler, deen eis op eng Rei Punkten opmierksam gemaach huet. Ech wäert probéieren, an den nächsten 20 Minutten Iech ze weisen, dass mer als Regierung an als Chamber déi Kris hei, déi eis onerwaart getraff huet, mengen ech, gutt geréiert hunn an dass deen Text, dee mer haut virun eis leien hunn, eng ganz Rei Argumenter liwwert, fir den Text ze stëmmen - en Text, deen, wéi gesot, eng Durée huet vun engem Mount.

« Le Grand-Duché de Luxembourg aura sans aucun doute été le laboratoire d'une gestion efficace des risques liés au Covid-19. » Dat ass en Zitat aus dem „Monde" vum 9. Juni. An ech wëll hei soen, dass ech mech net mam Här Di Bartolomeo ofgeschwat hunn, fir eis Riede virzebereeden.

Ech wéilt dofir awer mat e puer Constaten ufänken de Moien. Jo, Lëtzebuerg ass, mengen ech, gutt duerch dës Kris komm a mir si vun deem Schlëmmste verschount bliwwen. Eis Regierung huet fréi genuch alles an d'Wee geleet a si huet anticipéiert, fir op de Stuerm virbereet ze sinn. Den Taux de mortalité vun deene Leit, déi Covid-19-positiv waren, ass ee vun deenen déifste weltwäit. Eist Gesondheetswiesen ass zu kengem Moment u seng Limitte gestouss an et gouf och kee Manktum u Material. Sanitär Zoustänn wéi zu Bergamo, zu New York oder am Elsass hu mir hei net kannt, an dat war och gutt esou.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir hunn eis Capacitéite ginn, fir d'ganzt Land ze testen, an trotz dem Large-Scale-Testing, deen nach ëmmer amgaangen ass, bleiwen eis Infektiounszuelen niddreg. Ech mengen, eleng dës Constate weisen, dass d'Ausso, déi de „Monde" gemaach huet, pertinent sinn. Lëtzebuerg huet dës Kris gutt geréiert. Doriwwer solle mer eis alleguerte freeën, well letztendlech geet et ëm Mënscheliewen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer wann ech feststellen, oder de Programm gemaach gëtt an et steet fest, dass ech eng Ried soll an der Chamber halen, notéieren ech mer dat direkt a mengem Kalenner. Dat hëlleft mer, den Iwwerbléck ze halen iwwer eng Rei Aktivitéiten. Et erlaabt mer awer och, mech zäitlech op de Programm ze preparéieren. A wéi ech dës Ried ageschriwwen hunn, do huet mäin Handy mech en Donneschden no der Conférence des Présidents drop opmierksam gemaach, dass ech do schonn eppes ageschriwwen hat.

„Virowend vun Nationalfeierdag" stoung um Display. Ech sinn am Prinzip keen awergleewege Mënsch, mee am éischten Ablack hunn ech gemengt, et wier einfach en Zoufall, dass dëse wichtege Vott haut op den Dag virun Nationalfeierdag fält. Ech hu mech de Weekend awer nach e bëssen domat beschäftegt an et huet mech net lassgelooss, an eng gewësse Symbolik ass awer hei net vun der Hand ze weisen.

De Virowend vun Nationalfeierdag ass an der Reegel den Dag vun der Freed, vum Zesummekommen a vum Zesummesinn. Et ass deen Owend am Joer, wou uechtert d'Land d'Leit sech treffen, sech erausfizen, e Patt zesummen huelen an op de festleche Kader vun Nationalfeierdag sech astëmmen. Et gëtt esou munches gebueden an de Gemengen: Cortègen, Freedefeier, Concerten, Volleksfester, déi gehéieren dozou.

Dat ass dëst Joer anescht. D'Stroosse bleiwen haut den Owend mat Sécherheet zum gréissten Deel eidel. Keng ëffentlech Zeremonie an der Philharmonie, keen Te Deum, wéi mer dat déi lescht Jore gewinnt waren.

Jo, de Coronavirus huet eist ëffentlecht Liewen, eist Zesummeliewe vun haut op muer op d'Kopp gestallt. Nach ëmmer si mer an enger sanitärer Kris, déi nieft de gesondheetlechen Aspekter an deem ville Leed och aner Saachen a Fro gestallt huet. Mir hu missen op villes verzichten, wat eis vertraut war a wat mir bis dohinner ëmmer fir selbstverständlech ugesinn hunn. Dat gëtt op esou engem Dag wéi haut, dem Virowend vun Nationalfeierdag, wou mer elo esou lues scho géifen, mengen ech, an d'Virfreed kommen, besonnesch däitlech. De Coronavirus huet eis Gewunnechte verännert.

Den Dag vun haut eegent sech awer och aus engem zweete Grond. Nieft de Festivitéiten zu Ëiere vun eisem Staatschef ass den Nationalfeierdag nämlech och dee Moment, wou een een Ablack stëll ka bleiwen, a sech eragoen an un dat denken, wat eis als Land ausmécht, wat eis zesummenhält a wat eis verbënnt.

Grousses gouf an de leschte Wochen a Méint hei am Land geleescht. Vill Leit sinn un hir Grenze gaangen. Ech sinn nach ëmmer beandrockt vun där grousser Well vu Solidaritéit, vun Engagement a vun Hëllefsbereetschaft. Jo, wa mir haut do stinn, wou mir stinn, dann ass dat de Verdéngscht vun dem Eenzelnen. Jiddereen huet op senger Plaz mat senge Kompetenze säin Deel dozou bäigedroen, dass mir mat engem bloen An dovukomm sinn.

Et gouf sech mat Disziplinn a mat Ausdauer un d'Precautiounsmesurë vun der Regierung gehalen. D'Leit hunn d'Aschränkunge vun hirer Fräiheet mat Courage, Verständnis a Solidaritéit akzeptéiert. An ech fannen, dass grad den Nationalfeierdag dee gëeegente Moment ass, fir all de Leit nach eng Kéier Merci ze soen.

Ouni Zesummenhalt an ouni dee bedéngungslosen Asaz vu villen Eenzelne wier dat net méiglech gewiescht. Ouni dësen Ekippegeescht stéinge mir haut net do, wou mir stinn.

Här President, dräi Méint sinn et elo hier, dass mer hei am Haus den État de crise confirméiert a verlängert hunn. Den État de crise ass a bleift en aussergewéinlecht Instrument, wat keng Regierung gären asetzt. Mee et war noutwendeg.

Ech war deemools houfreg, Member an dësem Parlament ze sinn, wat d'Verlängerung vum État de crise eestëmmeg matgedroen huet an domat op eng androcksvoll Aart a Weis bewisen huet, dass Lëtzebuerg a schwéiere Stonnen

déi politesch Iwwerleeungen hannenustellt an zesummenhält am Interêt vum Land.

D'Regierung huet an deene leschten dräi Méint bewisen, dass si sech dee Vertrauensvirschoss fir hir Aarbecht verdéngt huet. D'Regierung huet geliwwert. Et goufen an de leschte Wochen a Méint ganz vill Reglementer geholl, déi et erlaabt hunn, de Motor vun eisem Land och an der Coronakris um Rullen ze halen. D'Regierung, ënnert der Leedung vum Premier Xavier Bettel, huet Wäitsiicht bewisen a gläichzäiteg kuerzfristeg kënnen op Entwécklunge reagéieren. Dat wier mat deene schwéierfällege legislative Prozeduren, déi mir kennen, net an där Form méiglech gewiescht.

Duerfir kann ech haut mat Iwwerzeegung confirméieren, wat mir unanime virun dräi Méint heibanne gesot hunn: Den État de crise war déi eenzeg richteg Entscheedung.

Leider ass d'Enn vum État de crise net gläichbedeitend mam Enn vun der sanitärer Kris, soss hätte mer et elo iwwerstanen a mir kéinten nees esou liewen, wéi dat virum Mäerz de Fall war. De Virus ass nach ëmmer ënner eis, och wann d'Zuelen am Moment gutt sinn. Doriwwer solle mer eis freeën, well dat erlaabt der Regierung, hir Strategie vum progressiven Deconfinement weiderzeféieren.

Trotz der positiver Entwécklung gëllt et awer weiderhi virsiichteg ze bleiwen an näischt ze iwwerstierzen. De Virus ass nach ëmmer bei eis. Eng oniwwerluechten Exitstrategie, eng Strategie op Teufel komm raus, kéint fatal Follgen hunn. Déi rezent Entwécklungen zu Peking weisen, wéi séier dass et ka goen. Do gesi se eng zweet Well op sech zoukommen a si fänken nees mam Lockdown un.

Elo kënnt Der mer soen: „Jo, Peking, China, dat ass alles wäit ewech!" Kommt, mir erënneren eis emol, wéi séier dass de Virus déi éischte Kéier vu China an Europa war! An ech wéilt och op eppes hiweisen, wouriwwer och an de Medie rieds geet - dovunner ass zwar de Moien nach net geschwat ginn. Et geet ëm d'Fleeschveraarbechtungsfabrick an Nordrhein-Westfalen, wou iwwer 1.000 Mataarbechter - dat muss ee sech virstellen! -, iwwer 1.000 Mataarbechter do mam Coronavirus infizéiert si ginn. An dat ass definitiv net ganz wäit ewech vun eis.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee Covidtexter, iwwert déi mer haut ofstëmmen, sollen dofir e Kader fir eist Zesummeliewe mam Virus schafen, op d'mannst emol fir e Mount. D'Virgeeënsweis vun der Regierung bleift déi selwecht. Mir taaschten eis lues no vir a kucken, wéi wäit dass mer kënne bis zu engem gewëssenen Zäitpunkt goen. Dat huet eis bis elo gutt duerch dës Kris bruecht: näischt iwwerstierzen, mee eist Handelen op d'Entwécklung vun den Infektiounszuele baséieren.

Ech wäert net an deen allerleschten Detail vun de Mesuren agoen, mee awer e puer méi grondleeënd Froe stellen a mech dorobber fokusséieren. Virobber awer dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo merci fir säin ausféierleche Rapport. D'Kommissioun huet effektiv ganz vill an ënner Zäitdrock misse schaffen. Dat huet dem Rapporteur d'Liewe bestëmmt net méi einfach gemaach, dofir him awer e grousse Luef an e grousse Merci!

Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Gesetz sti vill Sécherheets- a Precautiounsmesuren dran, déi mer viru véier Méint nach net fir méiglech gehalen hätten, déi mer eis vläicht nach net hätte kënne virstellen. D'Droe vu Masken, d'Anhale vu Sécherheetsofstänn waren eis bis dohinner komplett friem. Zanter Mäerz gehéieren dës Reegelen, des Geste-barrièren awer zum Alldag. D'Leit hu se och relativ séier ugeholl a sech un déi nei Realitéit gewinnt, warscheinlech well si se fir sënnvoll a fir noutwendeg empfannen. Si gesinn et als hire solidaresche Bäitrag, fir sech selwer an hir Matbierger, ob vulnerabel oder net, virun enger méiglecher Ustiechungsgefor ze schützen.

Ob vun de Leit akzeptéiert oder net, all dës Mesuren, all dës Reegele waren a sinn nach ëmmer en Aschnëtt an d'Fräiheete vum Eenzelnen. Dat kann een objektiv net anescht beurteelen.

A wéi bei all Aschnëtt an eis Fräiheeten, muss een ofweien, ob dëse Schrëtt opgrond vun de Realitéite gerechtfertegt a proportionéiert ass.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech hunn et heibanne schonn eng Kéier gesot: Ech hu mech viru laange Joren an enger Partei engagéiert, déi sech wéi keng aner fir déi individuell Fräiheete vum Mënsch asetzt. Dat fräit Denken, déi fräi Meenungsäusserung, déi fräi Liewensgestaltung, dat sinn d'Eckpeiler vun der Demokratescher Partei an ee vu ville Grënn, firwat ech mech an där Partei engagéiert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech kann et dofir awer wierklech kengem iwwelhuelen, wann e sech mat Fräiheetsbeschneidunge schwéierdeet. Dës natierlech Ofneigung, dëse Schutzreflex géint alles, wat a Kontradiktioun steet zu der demokratescher, fräier a liberaler Gesellschaft, begréissen ech souguer. Wann et ëm Moossname wéi Isolement, Quarantän oder souguer Confinement forcé geet, da betrëfft dat de Kär vun der Aart a Weis, wéi mir zesummeliewen a wéi mir eis Gesellschaft gestalten.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz genee!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir sinn do wierklech um Nerv ukomm.

Et stellt sech déi fundamental Fro, ob mir mam amendéierten Text, esou wéi en elo um Dësch läit, de richtegen Equiliber fonnt hunn tëschent dem Aschränke vu Fräiheeten op där enger Säit an dem Schutz vun der Allgemengheet an Zäite vun enger Pandemie op där anerer Säit. An et stelle sech dobäi net nëmme formell juristesch Froen, mee och eethesch Froen a moralesch Froen. Moralesch Aspekter mussen hei a Betruecht gezu ginn.

Fakt ass, dass mir an de leschten Deeg an der Kommissioun oder an de Kommissiounen, vill un den Texter geschafft hunn, fir d'Moossname besser gesetzlech ze reglementéieren. Déi Moossname sinn elo manner fräiheetsbeschneidend an dofir méi encadréiert. Dat ass de Meritt vun alleguerten de Memberen, déi an der Kommissioun sinn. An ech zielen do natierlech d'Kolleege vun der Oppositioun mat dobäi, déi konstruktiv um Text matgeschafft hunn, grad wéi un enger ganzer Rei aneren Texter wärend deene leschten dräi Méint.

Sollt een am ëffentleche Raum Rassemblementer vu méi wéi 20 Persounen zu dësem Zäitpunkt nach u Sécherheetsmesurë knäppen? Ass d'Droe vun enger Mask zu dësem Zäitpunkt nach noutwendeg? Sollt een de Sécherheetsofstand vun zwee Meter zu dësem Zäitpunkt nach anhalen? Ech kann lech rouege Gewëssens soen, ech géif hei dräimol Jo soen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech géif lech en Artikel un d'Häerz leeën, dee viru ganz Kuerzem am „Spiegel" stoung. Do geet et ëm d'Situatioun an Israel. An Israel hate se Mëtt Mee keng Neiinfizéierunge méi. Si hu gelockert. D'Leit hu sech hiert fréiert Liewen, esou wéi et war, zu 100 % zréckgeholl. An elo hu se eng zweet Well mat méi wéi 100 Neiinfektiounen den Dag. An duerfir, mengen ech, gëllt et, virsiichteg ze sinn an och weider op déi heite Mesuren opzepassen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genee!

M. Gilles Baum *(DP).*- Loosst mech nach eppes zu deem ominéise „confinement forcé" soen. Wat de Fong betrëfft, do gëtt et dat Instrument jo schonn eng Zäitchen. D'Hospitalisation forcée ass festgeschriwwen am Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Direction de la santé. Dat sinn elo 40 Joer hier. Et schéngt bis viru Kuerzem kee gestéiert ze hunn oder et hat och vläicht bis viru Kuerzem keen et bemierkt.

D'Iddi dohannert ass awer an all deene Joren déi selwecht bliwwen. Et geet drëm, d'Allgemengheet virun enger ustiechender Krankheet ze schützen. Dat geschitt op d'Käschte vun der Fräiheet vun engem Eenzelnen. Vusäite vun der Santé hunn ech héieren, dass deen Text bis elo eréischt eng Kéier bei engem Tuberkuloskranken applizéiert ginn ass. Deen Text ass eemol applizéiert ginn a 40 Joer.

Wann een ustiechend ass a riskéiert, duerch säi Verhalen eng Gefor fir déi aner Leit ze sinn, da brauch een eng legal Basis, fir dat kënnen ze ënnerbannen. Iwwregens ass de Prinzip dovunner och net vum Staatsrot a Fro gestallt ginn. An der Diskussioun geet et vill méi ëm den Encadrement, déi legal Recoursen an ëm Gardefoue fir ze evitéieren, dass Leit ouni berechtegte Grond a géint hire Wëlle festgehale ginn. An anere Wierder: Et geet drëms, fir Abusen ze vermeiden.

Wann ee sech elo d'Prozedur ukuckt, da stinn elo Garde-fouen dran, déi am Laf vun de Kommissiounsaarbechten derbäikomm sinn. D'Initiativ behält den Direkter vun der Santé. Wann eng infizéiert Persoun eng Gefor fir anerer duerstellt a sech opposéiert, fir op enger appropriéierter Plaz beherbergt ze ginn, da kann de Santésdirekter de President vum Tribunal vum Bezierksgeriicht mat enger Requête saiséieren. Et ass also direkt e Magistrat domadder befaasst.

Déi infizéiert Persoun gëtt dann an engem Delai vu maximal 24 Stonne vum President vum Tribunal oder sengem Delegéierten empfaangen a gehéiert. D'Persoun gëtt also convoquéiert an hire Point de vue ka se dann dem Magistrat duerleeën.

Eréischt duerno kann de President vum Bezierksgeriicht per Ordonnance der Requête vum Santésdirekter eng Suite ginn. Géint dës Ordonnance kann een e Recours aleeën. Een Appell géint d'Ordonnance ass also méiglech a gëtt souguer vun der Cour d'appel an de Referé geholl. Si muss innerhalb vu 24 Stonnen no der Requête statuéieren.

Wéi gesot, wann et ëm d'Aschränkunge vun de Fräiheete geet, da fannen ech, dass eng gesond Portioun Skepsis duerchaus ubruecht ass. Dat soen ech als Liberalen. Bei deene ville konstruktive Kommissiounssëtzungen hu mir awer elo zesummen eng Prozedur op d'Bee gesat, déi de Risiko vun Abusen op e Minimum reduzéiert.

A wann ech op meng Fro vu virdrun zréckkommen, da si mir als DP der Meenung, dass dës Moossnam a Prozedur net nëmmen opgrond vun der Pandemie gerechtfertegt sinn, mee eeben och déi néideg Garantië mat sech brénge. Dëst gëllt souwuel fir dësen Artikel wéi och fir de Rescht vum Text.

Kolleeginnen a Kolleegen, zënter dem Ufank vun der Kris schwätzen ech hei uewen ëmmer erëm vun enger Course géint de Virus, vun engem Marathon. Mam Enn vum État de crise gëtt d'Regierung de Staffelstaf elo nees un d'Parlament zréck. Et ass elo un der Chamber, fir dës Course op en Enn ze lafen. Kommt, mir halen och an de leschte Meteren Ausdauer an Disziplinn. Geschwë si mir am Zil ukomm.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn zu dësem Text den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, e schréftleche Rapport vun 89 Säiten, deen e ganz gudde Recapitulatif ass vun deene leschte Méint. En ass ganz gutt geschriwwen, en huet eng ganz Rei vu Phasen, déi an dëser Zäit virkomm sinn, gutt dokumentéiert an et ass en Dokument, wat ee soll halen. Et ass en Dokument, wat ee vläicht nach eng Kéier ka gebrauchen. Ech hoffen net. Mee wa mer et nach eng Kéier brauchen, kënne mer op dat heiten Dokument zielen.

Den État de crise, dee geet op en Enn, mee déi sanitär Kris, déi ass nach net eriwwer. An och d'Konsequenzen dovunner sinn nach laang net ausgestanen.

Wat sech also elo ännert, dat ass, dass et elo d'Parlament ass an net méi d'Regierung, déi dës Kris um legislative Plang wäert encadréieren. Den État de crise ass gläich eriwwer an d'Regierung ka keng Reglementer méi huelen, mee muss iwwer Gesetzer fueren, déi duerch d'Chamber ginn. Déi zwee Gesetzer, déi mer haut de Moie stëmmen, sinn e wichtegen Deel vun dësem Iwwergang zu enger parlamentarescher Normalitéit.

Réckbléckend muss ee soen, dass den État de crise et der Regierung erméiglecht huet, ganz séier kënnen an deene verschiddenste Beräicher Decisiounen ze huelen, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen. Dat waren zum Deel ganz radikal Mesuren, déi och seriö Auswierkungen op d'Liewe vun de Leit an och vun der Ekonomie haten an och nach ëmmer hunn.

Am Resultat muss een awer soen, dass dat néideg war an dass déi Mesuren och gegraff hunn. D'Zuele sinn direkt Ufank Abrëll, 14 Deeg nom Confinement, direkt erofgaangen. D'Decisioun vun der Regierung a vum Parlament war also déi richteg. D'Regierung huet grouss Efforte gemaach, fir déi negativ Konsequenze vun deem État de crise ofzefiederen, och wann et leider net méiglech ass, alles ze kompenséieren.

De Succès vun dëse Mesuren um sanitäre Plang huet et eis och erlaabt, etappeweis, an dat ass ganz wichteg, etappeweis aus dësem Confinement erauszekommen, sou dass mer am Moment am Verglach zu anere Länner ganz gutt dostinn. An déi Etappe si wichteg: fir d'éischt eng Analys vun der Situatioun, zweete Punkt, konsolidéiert Chifferen, an drëtte Punkt, Deconfinement.

Wichteg war eis ëmmer, déi vulnerabel Leit ze schützen, progressiv dann och aus dem Confinement erauszeklammen, mat enger Prevalenzzäit vu 14 Deeg. An da kann een natierlech den 13. Dag schonn eppes fuerderen, wat awer eréischt de 14. Dag ka gemaach ginn, well mer eis un déi Zäit wëllen halen. Dat ass och richteg esou.

Wichteg war et och, eis Situatioun an de Spideeler am A ze behalen, eis Bierger no an no ëmmer méi ze responsabiliséieren, e Monitoring ze assuréieren, deen et eis erlaabt, wëssenschaftlech fundéiert Decisiounen ze huelen.

D'Bierger no an no ze responsabiliséieren, Här Wiseler, ass och eng Strategie gewiescht vun de Masken. Am Ufank war et richteg, zu de Leit ze soen: „Haalt Är Distanzen an! D'Masken, déi bidden lech net dee richtege Schutz." Et ass wichteg gewiescht, fir d'Leit ze responsabiliséieren, datt se d'Distanze sollten halen.

An et huet een et ganz gutt gesinn, well vun un, dass een d'Masken agefouert huet, sinn d'Distanze vun de Leit vill méi reduzéiert ginn, sinn d'Leit vill méi no beieneekomm. Duerfir war et richteg, emol am Ufank d'Leit auserneenzehalen, fir dass d'Leit et an d'Käpp kritt hunn an den éischte Wochen, dass se ausernee solle bleiwen. Dat war déi richteg Decisioun, déi do geholl ginn ass.

D'Chamber, Här Wiseler, war an der ganzer Period ganz enk an déi Diskussiounen hei matagebonnen. D'Zesummenaarbecht tëschent der Regierung an dem Parlament war ganz gutt. Den Här Rapporteur, den Här Di Bartolomeo, huet et gesot: 18-mol ass d'Regierung mam Bureau a mat der Conférence des Présidents zesummekomm. 18-mol ass d'Parlament informéiert ginn iwwert de Wee, …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Warscheinlech manner dacks wéi Pressekonferenzen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … wou mer eis zesummen eens waren, dass dat dote sollt de Wee …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Informéiert" ass richteg gesot. Informéiert ginn!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, informéiert ginn an och mat consultéiert ginn, well et si ganz vill Saachen duerno nach matagefloss. Maacht lech dach net selwer erof!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Consultéiert iwwert dat, wat decidéiert ass, gediert!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Maacht lech dach als CSV net selwer erof!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Dir hutt gehollef, an dësem État de crise d'Texter besser ze maachen. Gleeft dach dorunner! Gleeft emol eng Kéier un lech selwer, Här Wiseler!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A, Dir sidd witzeg.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mir sinn awer déck vernannt ginn, soubal wéi mer eppes gesot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert a soss keen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir sidd do un den Texter mat bedeelegt gewiescht, fir déi auszeschaffen. An am Detail kann ee ganz sécher déi eng oder déi aner Kritik hei ubréngen, wou et normal ass, datt och net jiddwereen déi selwecht Meenung huet.

Mee Dir hutt virdrun - et huet mech awer e bësse revoltéiert - gesot, et wären onlogesch Passagen an deem Text do dran. Ma et gi ganz vill Texter, Här Wiseler - an Dir waart laang Minister an Dir hutt Der nach an Äre Reien, déi och laang Minister waren -, wou eng ganz Rei vun onlogeschen Textpassagen dra sinn.

Ech ginn ee Beispill: Op der Autobunn musst Der bei engem Chantier, an där gëtt et der ganz vill, heiansdo mat 70 oder heiansdo mat 50 laanschtfueren. Obwuel et zwou Spuere ginn, wou et gutt iwwersiichtlech ass, datt keen lech entgéintkënnt, muss een heiansdo mat 70 fueren. Net nëmme wärend der Dauer vum Chantier, mee och nach nuets muss een da mat 70 fueren! An op enger Landstrooss, déi mat Kéieren duerch Bëscher geet, wou et gefëierlech ass, kann ee mat 90 fueren. Ass dat da logesch?! Fannt Dir dat dann alles esou logesch? …

M. Marc Spautz *(CSV).*- Siwe Joer sidd Der an der Regierung! Wann lech eppes net gefält, da musst Der et änneren, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … ass dat dann alles logesch?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir sidd an der Regierung, net mir! Elo gëtt et awer Zäit!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen och, dass dat net alles logesch ass. Mee dofir elo deen Text hei esou ze kritiséieren, dass et hei vun onlogesche Passagë géif trifen, dass dat net gutt wär, dat fannen ech net ganz richteg.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Par ailleurs steet dat anert net am Gesetz, mee et ass just eng Applikatioun.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, dann ass et eng Applikatioun. Mee Dir hätt se och kënnen änneren, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer e liichten Ënnerscheed.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wéi Der déi Zäit Minister waart.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et sinn effektiv just kleng Detailer.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass awer ...

(Interruption)

Mir sinn eis awer eens, dass et net logesch ass.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Den Här Lucien Lux ass an der LSAP, mengen ech, jo?! E wollt et expressis verbis net änneren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass awer, an dat muss ech soen, wärend deem État de crise hei effektiv keng Parteipolitik, hunn ech emol d'Gefill gehat, bedriwwe ginn. Op d'mannst huet se sech a Grenze gehalen.

(Interruption)

Iwwert d'Parteigrenzen ewech gouf zesummegeschafft, heiansdo ënner ganz groussem Zäitdrock, mat dem Zil, méiglechst gutt duerch dës Zäit ze kommen. An elo am Nachhinein gesäit ee jo, datt d'CSV awer duerno virdrun alles besser wousst. Dat ass eng Tugend, déi si hunn, déi natierlech relativ einfach ass, well duerno weess ee virdrun alles besser!

An ech freeë mech drop - dëse Gesetzestext ass jo fir ee Mount gutt -, elo wärend deem Mount, op alleguer déi Amendementer, déi nach zu dësem Text komme vun der CSV! Mir waarde jo da gespaant mat drop, dass dësen Text soll besser ginn, wann et en nächsten Text dann no engem Mount soll ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mécht d'Regierung näischt méi? Huet d'Regierung of...?

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech waarden awer och op déi vun der Regierung elo momentan, déi selwer seet, den Text wär net gutt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass eng zimmlech Kakofonie, wat vun ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, Är Logik ass net ganz staark!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Gesetzestext, deen duerno kënnt, jo da vill besser wäert sinn, wann d'CSV deen dann amendéiert huet.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et wier gutt, wann ee vun der Regierung ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, Der gitt schonn dervun aus, datt Der kee gudde fäerdegbréngt?!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Leit dobausse vun eis erwaart hunn, dass mer hei alleguer zesumme solle schaffen, dass et iwwert d'Parteigrenzen ewech soll an dëser Kris eng Eenegkeet ginn. An et war och gutt esou, dass mer déi haten.

Wann et eescht ass, da muss ee kënnen zesummenhalen an un engem Strang zéien an et duerf een net, wéi aner Leit et emol gesot hunn, da léien. Dat wär op kee Fall richteg. Dat ass och net gemaach ginn. Et ass mat oppene Kaarte gespillt ginn, d'Oppositioun ass matagebonne ginn a konnt esou vill Froe stellen, wéi se wollt. An d'Regierung huet sech wierklech déi néideg Zäit geholl, fir op all déi Froen ze äntwerten, mat wierklech ganz, ganz laange Sitzungen, déi awer noutwendeg waren, fir Kloerheet ze schafen.

Déi, déi vun Ufank un derbäi waren, déi kënnen dat och objektiv beurteelen. Déi, déi natierlech net do waren, kënnen elo net soen, dass se net informéiert waren, well se net derbäi waren, well et war jo dann hire Choix, dass se net derbäi waren.

Dat war och d'Approche beim Ausschaffe vun dësen zwee, jo, komplizéierte Gesetzer - ech ginn dem Här Wiseler do Recht -, déi mer haut hei virleien hunn. Mir sinn eis all bewosst, dass sech d'Situatioun vu Woch zu Woch erëm verännere kann an och verännert huet virdrun an dass mer um gesetzleche Plang nach net ganz zur Normalitéit vu virun der sanitärer Kris kënnen zréckkommen. Wien dat wëllt, wien erëm wëllt zréckkommen zu deem Etat vu virun der Kris ouni Restriktiounen, deen ass onverantwortlech a spillt mat der Gesondheet vun de Leit. An dat ass net gutt.

Mir wëllen en anere Wee. Mir hunn nämlech en anere Wee gewielt: dee vun der Sécherheet an dee vun der Preventioun. A mir wäerte bei eiser Method bleiwen, Etappe si wichteg: d'Analys vun der Situatioun, consolidéiert Chifferen an dann Deconfinement.

Mir wäerten an deene kommende Méint musse genausou séier sinn, fir Gesetzer ze maachen an ze adaptéieren, wéi d'Regierung dat bis elo mat Règlement grand-ducal gemaach huet. Mir kënnen dobäi zréckgräifen op d'Erfarungen aus deene Méint, déi hanner eis leien, an op deenen déi Gesetzer, déi mer de Muere stëmmen, och opbauen.

Elo wou d'Infektiounszuele relativ niddreg sinn, brauchen d'Mesuren net esou restriktiv ze sinn, wéi se nach viru Woche waren. Sollt de Risiko vun enger zweeter Infektiounswell awer klammen, esou mussen eventuell séier erëm nei oder méi Aschränkunge beschloss ginn.

Op eng Pandemie ware mer net wierklech virbereet, an dach war eise Gesondheetssystem zu kengem Moment iwwerlaascht an all Infizéierte konnt uerdentlech behandelt ginn. D'Capacitéite vun de Spideeler goufen an enger Rekordzäit eropgesat an et konnte ganz vill Leit mobiliséiert ginn, fir Enkpäss ze vermeiden.

Ze verdanken hu mer dat dem Ëmstand, dass mer generell zu Lëtzebuerg e staarke Sozialstaat an e gutt fonctionéierende Gesondheetssystem hunn, deen net no der leschter Finanzkris doutgespuert gouf. Dat war richteg esou.

An eng formidabel Aarbecht huet och an dësem Dossier - an ech wëll dat eng Kéier ganz kloer an däitlech hei soen, dat ass och d'Meenung vun der absolutter Majoritéit vun de Leit dobaussen - eis Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert, gemaach, där et gelongen ass, d'Rou ze behalen, déi richteg Wierder ze fannen an déi richteg Decisiounen ze huelen, an déi innerhalb vun e puer Wochen zesumme mat hire Leit de Gesondheetssystem esou adaptéiert huet, dass mer elo preparéiert sinn, wann eng zwee Infektiounswell sech géif ukënnegen.

Als Chamber wäerte mer e ganz reegelméissegen Echange mat der Gesondheetsministesch brauchen, fir d'Mesuren, déi mer elo per Gesetz huelen, un déi aktuell Situatioun kënnen unzepassen.

Vill vun deene Gesetzer, déi mer an deene leschten Deeg gestëmmt hu respektiv haut wäerte stëmmen an nach wäerten unhuelen, sinn an der Zäit limitéiert. Dëst Gesetz ass e Gesetz fir ee Mount! Domadder ass eng reegelméisseg Evaluatioun vun de Mesuren automatesch virgesinn. An déi Evaluatioun musse mir och op fundéierte Chiffere kënnen huelen. Duerfir fuerdere mer d'Regierung och op, dee reegelméissege Mechanismus ze installéieren, fir all déi Mesuren ze evaluéieren an dann och kënnen nozejustéieren, wann et noutwendeg ass, an déi Modellisatiounen och weiderzefëieren.

A wann ech richteg informéiert sinn, Madamm Gesondheetsministesch, kommen haut erëm nei Zuelen eraus. Dat ass och gutt esou.

Et muss allerdéngs och nach méiglech sinn, méi séier Gesetzesännerungen ze maachen, wann dat sech als noutwendeg oder sënnvoll erweist. Fir d'Chamber ass dat ongewinnt. Jo, dat geet heiansdo séier. Normalerweis bessere mer e Gesetz just da kuerzfristeg no, wann eppes iwwersi gouf oder an der Praxis net esou fonctionéiert, wéi dat geduecht war. Dat ass dës Kéier anescht. Ännerungen oder awer Verlängerunge vun eenzelne Mesuren a relativ kuerzen Ofstänn wäerten egal wéi mussen hei gemaach ginn. An ech ka mer gutt virstellen, dass a kierzester Zäit och zu dësem Gesetzesprojet schonn Ännerunge kéinte geholl ginn.

Mir sollten dobäi d'Strategie vun der Regierung awer bäibehalen, wou d'Veränneruge schrëttweis gemaach ginn, den Impakt dervu gemooss gëtt an dann decidéiert gëtt, wéi et weidergeet. Den Drock vun alle Säiten, fir natierlech séier erëm eis Fräiheeten erëmzegewannen, deen ass immens grouss. Wa mer elo awer net virsiichteg sinn, riskéiere mer en änlechen Zenario wéi am Mäerz. D'Gefor ass net eriwwer. Wa mer e räsonabele Mëttelwee fannen, da misst et geléngen, esou duerch dës Kris ze kommen, dass mer net nach eemol esou streng Mesurë wéi déi am Ufank mussen huelen.

Ech sinn optimistesch, dass dat méiglech ass, well mer haut awer eng Rei vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser hunn, déi eis viru Wochen nach gefeelt hunn. Mir si besser ekipéiert, mir hu méi Material a mir hu virun allem d'Méiglechkeet, systematesch Leit ze testen a fréi ze mierken, wann iergendwou en neien Infektiounsherd entsteet. Well ech zweifele wierklech drun, dass mer eis esou e Lockdown wéi deen, dee mer elo haten, nach eng Kéier kënne leeschten.

Nieft dëser noutwendeger Navigation à vue - jo, dat ass eng - wäert et Sënn maachen, an aller Rou a mat deem néidegen Expertewëssen iwwer e generellt Pandemiesgesetz nozedenken, dat iwwert d'Covid-19-Kris eraus e Kader setzt, wéi mer mat Pandemien ëmginn. Dat heite war eng éischt, an d'Gefor, dass weiderer nokommen, déi ass ganz reell.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An esou kuerzer Zäit wär dat neit Gesetz awer net méiglech gewiescht. Déi Diskussiounen, déi mer haten, hu gewisen, dass et net ëmmer einfach ass, déi optimal Balance ze fannen tëschent dem Schutz vun der Allgemengheet an der Fräiheet vun deem Eenzelnen. An dobäi steet fir eis de Schutz vun der Gesondheet vun der Allgemengheet als Prioritéit do.

Egal wéi déi konkreet Mesuren ausgesinn, et muss een e puer Prinzippien awer respektéieren: Aschränkunge vu bestëmmte Fräiheete mussen noutwendeg an och verhältnisméisseg si par rapport zu den Ziler vun der Gesondheetspolitik am Fall vun enger Pandemie. D'Decisiounen heifir mussen transparent an novollzéibar bleiwen. A gesetzlech Dispositioune mussen esou formuléiert sinn, dass Abuse verhënnert ginn.

Trotz deem ganz enken Zäitkader huet d'Chamberskommissioun hei ganz invensiv geschafft an et goufe grad an dësem Projet de loi eng Rei kritesch Froe ronderëm dës Prinzipie gestallt. Et war en Text, dee gelieft huet, jo, et war en Text, dee sech geännert huet.

Vill Diskussiounen, déi meescht, goungen ëm déi Zwangsmoossnamen, wann eng infizéiert Persoun géif refuséieren, fir sech ze isoléieren. Vill Diskussioune gouf et dorëm. U sech e Fall, dee mat gréisster Warscheinlechkeet net wäert optrieden. D'Kommissioun huet vill doru geschafft, fir um Enn en Text virleien ze hunn, deen d'Prinzippien, vun deenen ech grad geschwat hunn, dann och respektéiert.

En Zwangsisolement muss ëmmer als lescht Méiglechkeet gewielt ginn, wann et keng aner Léisung gëtt, déi manner contraignant wier. En ass nëmmen da méiglech, wann eng infizéiert Persoun eng Gefor fir anerer duerstellt a selwer all aner Méiglechkeete refuséiert, fir dës Gefor ze limitéieren. Et geet hei ausschliisslech ëm e Problème de santé publique. Keen anert Argument ka genotzt gi fir esou eng Zwangsmoossnam.

A schliisslech huet d'Chamberskommissioun nach eng Appellméiglechkeet an d'Gesetz ageschriwwen an e ganz kuerzen Delai, soudass bannent 48 Stonnen no enger Zwangsisolatioun séchergestallt gëtt, dass dee Betraffenen net zu Onrecht géint säi Wëlle festgehale gëtt.

Et ass net einfach, d'Rechter an déi perséinlech Fräiheet vun deem Eenzelnen ofzeweie géint berechtegt Interesse vun aneren. Als LSAP, ech soen et nach eng Kéier, si mir awer der Meenung, dass et am Extreemfall muss méiglech sinn, eng Persoun kuerzzäiteg an hirer Fräiheet anzeschränken, wann anerwäerts riskéiert gëtt, aner Leit unzestieche mat enger Krankheet - wéi de Mars Di Bartolomeo gesot huet, dass ee quasi als Virusbomm duerch d'Géigend ka lafe mat enger Krankheet -, fir déi et nach keng Medikamenter gëtt an déi zum Doud féiere kann.

Mir ginn natierlech dervun aus, dass déi allermeescht Leit sech fräiwëlleg wäerten isoléieren, wa se infizéiert sinn, a mir hoffen, dass dës Dispositioun an der Praxis net muss ugewannt ginn.

Ännerungen huet d'Chamberskommissioun ausserdeem op Urode vun der Dateschutzkommissioun gemaach, well mir eis ganz bewosst sinn, dass d'Gesondheetsdonnéeën zu deene sensibelsten Donnéeë gehéieren, déi et iwwer eng Privatpersoun gëtt. Esou wéi den Text elo virläit, si mir als LSAP iwwerzeegt, dass och hei d'Prinzippie vun der Noutwendegkeet a vun der Verhältnisméissegkeet respektéiert sinn.

Wéi gesot, Majoritéit an Oppositioun hunn an dësem Dossier konstruktiv zesummegeschafft. An ech hoffen, dass dat an dësem wichtegen Dossier, an dësem schwierege Beräich vun der sanitärer Kris och wäert esou bleiwen.

An deem Sënn hat ech mer erwaart, vläicht dach a menger Naivitéit, dass d'Oppositiounsparteien, zemools déi gréisst, dës Gesetzer géife matstëmmen, vu dass se och hir Handschréft hei droen. Leider ass deem net esou. An ech fannen et, erlaabt mer, dat awer och ze soen, onverantwortlech, dat Gesetz hei net ze stëmmen!

(Brouhaha et exclamations)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen et onverantwortlech, et esou ze schreiwen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen et onverantwortlech, dat Gesetz hei net ze stëmmen. Well wat geschitt, wann dat Gesetz hei net d'application gëtt? Da komme mer erëm zréck an déi Situatioun vu virun der Kris, wou alles erlaabt ass, wou mer kënnen alles maachen, ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Verantwortlech wär et gewiescht, en uerdentlechen Text ze schreiwen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... Rassemblementer, Concerten, wou Dausende Leit kënnen zesummekommen, wou zu Dausende Leit kënnen zesummekommen, mat dem Risiko, dass Leit sech infizéieren, ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

... mat dem Risiko, dass d'Leit sech infizéieren!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här Wolter, lauschtert léiwer no!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Onverantwortlech, wann ee liest, dass virgëschter nach an Däitschland iwwer 1.000 Leit an enger Fleeschfabrik - ech nennen dat eeben esou - positiv getest goufen; onverantwortlech, wann ee liest, dass an Israel, nodeems déi e ganz strenge Confinement haten an du lues a lues deconfinéiert hunn, elo eng zweet Well ënnerwee ass, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An duerfir wär et wichteg gewiescht, hei e kloren Text ze hunn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Maacht en uerdentlechen Text, da stëmme mer e mat!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... dass d'Schoulen erëm zougemaach ginn an dass 24.000 Leit do a Quarantän sinn. Onverantwortlech virun enger Vakanzenzäit, wou d'Leit erëm vill reesen a wou de Risiko vun Infektiounen erëm méi grouss gëtt. Onverantwortlech, wann ee sech hei a Riede staark mécht fir d'Santé publique an dann awer dat net um Terrain walte léisst.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Maacht en uerdentlechen Text!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An et schéngt mer, an et schéngt mer wierklech, ...

(Interruption)

... wéi wann hei an der CSV sech dee méi radikalen Hardlinergrupp duerchgesat huet.

(Brouhaha)

An ech sinn iwwerzeegt, dass heibannen iwwerhaapt net jiddweree frou ass mat där doter Decisioun an dass et eng ganz Partie räsonabel Stëmmen an der CSV gëtt, déi dat heite Gesetz sécherlech gär matgestëmmt hätten. Et deet mer leed, dass dat hei net de Fall ass.

Ech sinn zefridden, dass mir dësen Text hei kënne stëmmen. An ech fannen et onverantwortlech vun deenen, déi en net stëmmen. Dass ee sech kann enthalen, dat kann ech verstoen. Mee hei dergéint stëmmen, dat fannen ech onverantwortlech.

Merci.

Une voix.- Dat do war net déck!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci. Ech wollt dem Här Engel just soen, datt eis Deputéiert hei alleguer Nee zu deem Gesetz soen, an ech soen lech och firwat: well et onverantwortlech ass, e schlecht Gesetz ze stëmmen! Well et onverantwortlech ass, hei ee Gesetz ze stëmmen ouni kloer Consignen, ouni Kohärenz, an duerfir si mir eestëmmeg dergéint. A mir wäerten Är Remarken ... Ech weess net, wat Der géint eis Decisioun hei hutt, oder ech verstinn, wat Der géint eis Decisioun hutt ...

(Interruption)

Ech verstinn, wat Der géint eis Decisioun hutt. Mee, wéi gesot, et ass vun Ärer Säit onverantwortlech, e schlecht Gesetz ze stëmmen, wou d'Leit net wëssen, wat se solle maachen a wat se däerfe maachen, u wat se sech sollen halen.

(Interruption)

De Moien huet mäi Meedchen nach zu mir gesot: „Wann ech déi do Consignë gesinn, a wann ech gesinn, wat mir an der Schoul däerfe maachen a wat mer vläicht am Zuch net däerfe maachen, wat mer dann an der Stad erëm däerfe maachen, dann hale mir eis un iwwerhaapt näischt méi.“ An dat ass onverantwortlech! An dat ka ganz schlëmm Konsequenzen hunn!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass effektiv onverantwortlech, sech net un d'Reegelen ze halen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, fir …?

(Protestations)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Net, fir an d'Diskussioun anzegräifen, Här President, mee just fir Iech d'Motioun fir d'Reform vum 1980er Gesetz mat den Ënnerschréfte vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten ze iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en vertu de l'article 5, paragraphe 1er, de la Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

« 1. (…) Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales : (…)

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ; (…)

e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, (…) » ;

- considérant que tant les mesures d'isolement et de quarantaine que les mesures d'hospitalisation ou de confinement forcés s'analysent comme des mesures privatives de liberté dès lors que la personne concernée se voit interdite de déplacement pendant une tranche au moins substantielle de la journée ;

- considérant qu'en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, « la privation de liberté est une mesure si grave qu'elle ne se justifie que lorsque d'autres mesures, moins sévères, ont été considérées et jugées insuffisantes pour sauvegarder l'intérêt personnel ou public exigeant la détention. Il ne suffit donc pas que la privation de liberté soit conforme au droit national, encore faut-il qu'elle soit nécessaire dans les circonstances de l'espèce (…) et conforme au principe de proportionnalité (…) » (Enhorn c. Suède, § 36) ;

- considérant qu'en ce qui concerne l'hospitalisation ou le confinement forcé en particulier, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé dans l'arrêt Enhorn contre la Suède que « les critères essentiels à la lumière desquels doit s'apprécier la "régularité" de la détention d'une personne "susceptible de propager une maladie contagieuse" consistent à savoir, d'une part, si la propagation de la maladie est dangereuse pour la santé ou la sécurité publiques, et, d'autre part, si la détention de la personne contaminée constitue le moyen de dernier recours d'empêcher la propagation de la maladie, d'autres mesures, moins sévères, ayant déjà été envisagées et jugées insuffisantes pour sauvegarder l'intérêt public. Lorsque ces critères ne sont plus remplis, la privation de liberté perd sa justification » (§ 44) ;

- que la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé prévoit dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les maladies contagieuses la possibilité pour le Directeur de la santé de prendre des mesures individuelles et collectives (art. 10) tels que la quarantaine et l'isolement, ainsi qu'une procédure d'hospitalisation forcée d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse et qui néglige ou refuse de se faire traiter (art. 11) ;

- que la Commission de la Santé et des Sports ainsi que la Commission de la Justice de la Chambre des Députés, lors des travaux parlementaires dans le cadre du projet de loi 7606 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, a examiné en détail les dispositions et procédures prévues par la loi précitée du 21 novembre 1980 ;

- que les deux commissions parlementaires ont constaté que les procédures de quarantaine et d'isolement, ainsi que l'hospitalisation forcée, telles que prévues par la loi précitée du 21 novembre 1980, ainsi que les modalités et délais de recours y prévus méritent d'être revus à la lumière de l'évolution des principes en matière de sauvegarde des droits de la personne dans le cadre des procédures de justice ;

- qu'il y a consensus que la procédure d'hospitalisation ou de confinement forcé n'est applicable que dans le contexte de maladies contagieuses, d'épidémies ou de pandémies et en dernier ressort, lorsque les autres mesures prévues pour contenir le risque de propagation d'une maladie contagieuse n'ont pas été respectées ;

- qu'il est essentiel qu'un dispositif légal d'hospitalisation forcée ou de confinement forcé parvienne à garantir un juste équilibre entre le respect des libertés individuelles et l'impératif de protection de la santé publique,

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais et selon les principes retenus dans le cadre des discussions autour du projet de loi 7606, un projet de loi portant révision des articles 10 et 11 de la loi du 21 novembre 1980.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Jeff Engelen, Josée Lorsché, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. A mir fueren elo mat der Diskussioun iwwert de Projet de loi 7606 virun. Mee den Här Roth wëllt och nach eppes soen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wann ech dat mat där Verantwortung héieren, ech hunn den Här Bettel de leschte Samschdeg Mëtteg héieren …

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … an en huet gesot, dass déi Gesetzer näischt géifen daachen. Dann hätt ech gären, dass den Här Bettel seet, firwat dass en der Meenung ass, dass dat schlecht Gesetzer sinn. An da fannen ech et onverantwortlech, dass hei 31 Deputéierter herno e schlecht Gesetz stëmmen, wou d'Leit net wëssen, wat se domadder ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet herno d'Wuert. An ech géif elo d'Wuert weiderginn un déi honorabel Madamm Josée Lorsché, fir d'Diskussiounen iwwert de Projet de loi 7606 virunzeféieren. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut si mir den 22. Juni, et ass scho gesot ginn, also deen Dag, wou traditiounsgeméiss vill Mënschen an de Gemengen zesummekommen, fir de Virowend vum Nationalfeierdag ze feieren an domat eis Diversitéit, eis multikulturell Wäerter an dee groussen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft, dee sech och am État de crise nach eng Kéier gewisen huet.

Anescht am Joer 2020, wou d'Solidaritéit an den Zesummenhalt zwar nach ëmmer grouss waren, mee wou sämtlech Feierlechkeete ronderëm den Nationalfeierdag ofgesot gi sinn, well den héich ustiechende Covidvirus nach ëmmer an eisem Land säin Onwiesen dreift. An eent steet fest: E stécht nach ëmmer un an en ass nach ëmmer héich geféierlech! Schonn zanter Wochen a Méint forcéiert en eis derzou, déi sozial Kontakter anzeschränken an op grouss Feierlechkeeten ze verzichten, fir eis selwer an eis Matbierger virun enger Infektioun ze schützen.

An awer ass den 22. Juni och dëst Joer e besonneschen Dag. Et ass e besonneschen Dag fir eis Demokratie, well mir eis haut op der leschter Ligne droite vum État de crise befannen an als Chamber am Startblock stinn, fir eis Roll als éischte Pouvoir vum Land nees voll a ganz ze spillen.

Dir Dammen an Dir Hären, politesch bedeit dëse Schrëtt ganz vill. E bedeit vill, well den État de crise an all Demokratie e kriddelegen Zoustand ass, och an engem Rechtsstaat, a well et eng Erliichterung ass, wann en zu Ënn geet, esouguer dann, wann e wéi zu Lëtzebuerg eestëmmeg vum Parlament decidéiert ginn ass.

Ëmmerhin huet en der Regierung Rechter zougesprach, déi wäit iwwer hir gängeg Befugnisser erausginn, wat eng absolutt Ausnam muss bleiwen, och wann dës Rechter an eiser Verfassung verankert sinn. Doranner si mer eis, denken ech, alleguer eens.

Gläichzäiteg, an dat wëll ech betounen, wëll ech och e positive Bilan aus de leschten dräi Méint zéien. Et ass deen, datt eis Demokratie net ënnert dem État de crise gelidden huet. E positive Bilan zitt och de fréiere Premier Jean-Claude Juncker de Moien am „Lëtzebuerger Wort", …

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … andeems e behaapt, datt d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert eng ausgezeechent Aarbecht gemaach huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- De gudde Mann misst jo wëssen, vu wat e schwätzt.

(Brouhaha)

Une voix.- Dat war nach eng CSV.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dës Kéier huet e richteg d'Wourecht gesot an en huet och Recht.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dem État de crise ass d'Chamber voll funktiounsfäeg a ganz aktiv bliwwen. Domat si mir dem Zil, wat mer eis scho beim Vott vum État de crise gesat hunn, also méi wéi gerecht ginn. Och koum et wärend dem État de crise zu enger effizienter Aarbechtsopdeelung tëscht der Chamber an der Regierung. Wärend d'Regierung iwwert de Wee vu groussherzogleche Reglementer déi wichtegst Moossnamen an der Lutte géint d'Pandemie ëmgesat huet, huet d'Chamber parallell dozou déi néideg Gesetzer ausgeschafft, fir d'Kontinuitéit vun enger ganzer Rei Mesuren iwwert den État de crise eraus ofzesécheren.

D'Zuele schwätze Bänn. Si si scho virdru genannt ginn. Wärend deene leschten dräi Méint hunn 189 Kommissiounssëtzungen a ganzer 21 Plenièren an der Chamber stattfonnt, wou iwwer 60 Gesetzer gestëmmt gi sinn. Dobäi goung et net nëmmen ëm de Gesondheetsschutz an ëm d'Reegele ronderëm, déi verlängert ginn, mee och drëms, d'Familljen, d'Betriber an d'Salariéen ze ënnerstëtze bis iwwert den État de crise eraus.

An anere Wierder: D'Regierung huet d'Kris geréiert an d'Chamber huet d'Zukunft virbereet.

E puer Beispiller sinn d'Weiderféierung vum Chômage partiel a vum Congé pour raisons familiales, déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Betriber, de PMEen an den Independanten, agefruere Loyeren, d'Verlängerung vu villen Delaien, staatlech Garantië fir d'Betriber, d'Erhéijung vun de Primme fir d'Renovatioun vun Haiser an esou weider, dat heescht, vill Gesetzer, déi mir an de leschte Wochen hei gestëmmt hunn.

Derbäi kënnt, datt d'Vertrieder an d'Vertriederinne vun alle Fraktiounen an de politesche Sensibilitéite ganzer 18-mol mat Vertrieder vun der Regierung zesummesouzen, fir iwwert déi sanitär Entwécklung an déi entspriechend Moossname vun der Regierung ze diskutéieren. An an der Chamber si ganzer fënnef Debaten iwwert d'Moossnamen organiséiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Laut dem Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung hat d'Chamber zu jidder Zäit d'Recht, an d'Politik vun der Regierung anzegräifen, a si hat och d'Recht, dem État de crise fréizäiteg en Enn ze setzen. D'Chamber huet net agegraff, well et net néideg war. Et war net néideg, well d'Strategie vun der Regierung sech als richteg erausgestallt huet a séier gegraff huet.

An ech mengen, mat ville Gesetzer hätte mer dee Rhythmus net erreecht, woubäi ech der Madamm Gesondheetsminister och am Numm vun deene Gréngen e grousse Merci wëll ausdrécken. Si war jo net just Minister, mee si war och Krisemanagerin. Dat ass scho bal en Job fir sech, woubäi ech awer och déi ganz Regierungsekipp ronderëm si net wëll vergiessen.

A well d'Kris bis haut gutt gemeeschtert ginn ass, ass et och keen Zoufall, datt d'Covid-19-Strategie vun eisem Land an der internationaler Press als absolutt virbildhaft duergestallt ginn ass. Den Artikel vum „Le Monde" ass schonn e puermol zitéiert ginn.

Duerch déi positiv Entwécklung, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer eis et haut erlaben, mam Deconfinement Schrëtt fir Schrëtt an d'Normalitéit zréckzefannen.

Ënnert dem Strëch kann een also net behaapten, de Fonctionnement vun eiser Demokratie hätt op Äis geleeën. Net op Äis louchen och d'Institutiounen, déi ech op dëser Plaz explizitt wëll ernimmen, well se hire Missioune méi wéi gerecht ginn zu Lëtzebuerg a mat an d'Boot geklomme sinn, fir de Virus a Schach ze halen.

Ech denken hei natierlech un d'Gemengen an d'Gemengevertrieder hannendrun, déi all hir Servicer, mee och de Fonctionnement vun de Schoulen a Betreiungsstrukturen un déi sanitär Reegelen ugepasst hunn an eng Sisyphusaarbecht geleescht hunn. An ech soen och dem President vum Syvicol, deen heibannen ass, dem Här Eicher, e grousse Merci.

Staark gefuerdert war och de ganze Secteur vun der Santé mat Dausende Beschäftegten, déi eng grouss Aarbecht geleescht hunn - et kann ee se luewen -, inklusiv de Secteur vun der Recherche mam LIH, dem LISER, dem LNS, der Uni, dem LIHPS, déi och hir Verantwortung an dëser Kris iwwerholl hunn. Derbäi kënnt d'Ekipp ronderëm den Haut-Commissaire à la protection nationale, déi sech grad wéi d'Beruffskummeren an d'Federatioune ganz konstruktiv um Ausschaffe vun de Covidreegelen an de sektorielle Recommandatioune bedeelegt hunn.

A well de Virus nach ëmmer aktiv ass, wäerten all dës Institutiounen a Gremien och an Zukunft eng relevant Roll am Kampf géint d'Pandemie spillen. D'Vertrauen an dës Partner ass fir eis absolutt wichteg a mir sollten alles drusetzen, fir et um gesellschaftleche Plang ze stäerken. An ech mengen, och an de Schoule muss méi iwwer eis Institutioune geschwat ginn.

Ervirhiewe wéilt ech awer och de Staatsrot, déi national Dateschutzkommissioun an déi berodend Mënscherechtskommissioun, déi zesumme mat de Responsabele vum Gesondheetsministère a mat der Chambersverwaltung keen Effort gescheit hunn, fir déi sougenannt Covidgesetzesprojeten, iwwert déi mer haut ofstëmmen, zäitgeméiss an dréchen Dicher ze kréien.

Datt d'Politik a ville sensibele Froen ofweien an Entscheedunge treffe muss, läit an der Natur vun der Saach a vun der Demokratie. Et stellt d'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Institutiounen an hiren Engagement awer net a Fro. An deem Sënn wéilt ech allen Acteuren, déi Wochen a Méint um Krisemanagement an duerno un der Verbesserung vun de Gesetzestexter bedeelegt waren, och e Merci ausdrécken.

Här President, wann d'Regierung an d'Chamber sech op eis Institutioune kënne verloossen - a sech mussen drop kënne verloossen - an och op se zréckgräifen, fir d'Krisesituatioun besser ze meeschteren, da bewäerte mir dat net als Schwächt. Dann ass dat villméi eng Stäerkt vun eiser Demokratie. Et liwwert net nëmmen de Beweis, datt mir robust Institutiounen hunn, et weist och, datt an eisem Land op alle Pläng zesummegehalen an zesummegeschafft gëtt, wann et drop ukënnt, quitte datt d'Meenungsverschiddenheeten um politesche Plang längst nees zum Alldag gehéieren. An och dat ass en Deel vun eiser Demokratie.

Fir eis läit den Enjeu jiddefalls doran, op der solidarescher Schinn weiderzefueren, zesumme mat alle Partner Erfarungen ze sammelen an d'Covidreegele reegelméisseg un d'Entwécklung unzepassen, ouni hire gesellschaftlechen an ekonomeschen Enjeu aus den Aen ze verléieren.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech eng Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que face à l'apparition du coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19) et la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'une « urgence sanitaire mondiale », le Gouvernement luxembourgeois avait déclaré l'état de crise le 18 mars 2020 en invoquant l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution luxembourgeoise ;

- vu que l'état de crise fut prorogé par la Chambre des Députés pour une durée de trois mois par la loi du 24 mars 2020 ;

- considérant que l'état de crise prendra fin le 24 juin 2020 à minuit, et que par la suite l'Exécutif ne pourra plus prendre des mesures d'urgence par voie réglementaire ;

- considérant que les règlements grand-ducaux pris en vertu de l'état de crise deviendront dès lors caducs ;

- reconnaissant la nécessité d'introduire une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) par le biais des projets de loi 7606 et 7607 ;

- considérant que les projets de loi susmentionnés visent à prévenir et combattre la propagation du Sars-CoV-2 (Covid-19), ainsi qu'à limiter les conséquences préjudiciables sur la santé de tout ou partie de la population en atténuant, voire en évitant la contagion ou le risque de contagion ;

- considérant que toute mesure prise dans la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) doit tenir compte de l'évolution sanitaire et des connaissances scientifiques et médicales liées à la pandémie,

invite le Gouvernement

- à mettre en place, dans un délai de deux semaines, un dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets de loi 7606 et 7607 ;

- à collaborer de façon systématique avec la Chambre des Députés en vue de mettre en œuvre toutes les modifications de lois qui pourraient s'imposer en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid-19 au Grand-Duché du Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Si fuerdert d'Regierung op, innerhalb vun zwou Wo-

chen en Outil en place ze setzen, wat et erlaabt, Moossnamen ze evaluéieren, eeben am Hibléck op hir Upassung. Si ass ënnerschriwwe vun de Vertrieder vun der Koalitioun, de Piraten an déi Lénk.

Woubäi ee jo muss wëssen, datt et am Kampf géint d'Pandemie net méiglech ass, sech op Experienzen aus der Vergaangenheet ze berufen, ganz einfach, well et eng Pandemie vun dëser Envergure zanter dem Zweete Weltkrich net méi gouf.

D'Weeër, déi d'Regierung huet musse goen - an déi mir elo als Chamber mat untrieden -, sinn also net scho virgetrëppelt Pied. Dat mécht d'Decisiounen natierlech net méi einfach. Derbäi kënnt, datt et sech beim Sars-Cov-2-Virus ëm ee bis zum Dezember 2019 komplett onbekannte Virus handelt, dee weltwäit muss erfuerscht ginn an deem seng Eegeschaften trotz dem Asaz vun héichkarätege Wëssenschaftler nach net bis an de leschten Detail duerchkuckt sinn. Nach ëmmer stelle sech Froen, wat seng Iwwerdroung, seng Verbreedung, seng Entwécklung, seng Iwwerliewenskraaft a souguer seng laangfristeg Impakter op d'Gesondheet vun Infizéierte betrëfft.

Net méi spéit wéi dee leschte Freideg sinn zum Beispill an der London School of Hygiene and Tropical Medicine nei Erkenntnisser bekannt gemaach ginn, wat déi sougenannt Ustiechungsclusteren ugeet. Et schéngt, wéi wann de Virus sech ganz gären a Raim ophält, wou vill Kaméidi ass, mee och, wou haart gejaut oder haart gesonge gëtt.

Une voix.- Da musse mir oppassen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Un der Politik ass et, op dës an op vill aner nei Erkenntnisser ze reagéieren, wat et schonn eleng onméiglech mécht, sech vill Zäit fir d'Elaboratioun vu sanitäre Gesetzer ze huelen. A wann Eenzelner mengen, d'Gesetzer, déi mir haut stëmmen, hätte scho virun zwee Méint kënnen um Dësch leien, da verkenne se d'Realitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis steet jiddefalls fest, datt de Projet de loi 7606, dee jo op de Schutz vun de Personnes physiques ausgeriicht ass, e gudden Equiliber hierstellt tëscht dem Recht vun der Allgemengheet op gesondheetleche Schutz engersäits an der Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten anerersäits. Dat ass fir eis den Haaptenjeu, woubäi ech wéilt bemierken, datt déi sanitär Sécherheet an d'Gesondheet vun all Populatioun net nëmmen e wichtegt Grondrecht ass, déi sanitär Sécherheet ass och eng wichteg Konditioun, fir fräi kënnen ze liewen, net nëmmen zu Lëtzebuerg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat kommen ech bei déi wichtegst Bestëmmung vun dësem Projet de loi, oder besser gesot, déi sensibelst, dee sécherlech nach eng Rei Fräiheetsbeschränkungen enthält, eis awer och eng grouss Fräiheet zréckgëtt. Et ass déi, datt am Privatberäich op all Zort vu Virschréft verzicht wäert ginn an datt d'Eegeverantwortung vun de Bierger a Biergerinnen nees méi zum Droe kënnt.

Zesumme mat Kroatien, dat huet d'Madamm Minister eis d'lescht Woch gesot, ass Lëtzebuerg domat dat eenzegt Land, wat opgrond vun den niddregen Infektiounszuelen op Obligatiounen am Privatberäich ka verzichten, esou wéi de Staatsrot dat och mat Recht a senger Opposition formelle gefuerdert huet.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och bewosst bleiwen, datt déi Errungenschaft jee no der zukünfteger Entwécklung vun den Infektiounszuelen, op wackeleg Féiss ka geroden. Dofir mäin Opruff, am Privatberäich sech un d'Recommandatiounen ze halen. Si bleiwe wichteg!

Wichteg ass och, datt jiddweree seng Verantwortung iwwerhëlt an am ëffentleche Raum konsequent d'Reegele respektéiert, fir d'Infektiounszuele weiderhin niddreg ze halen, och dann, wa keng Kontrolle gemaach ginn. Näischt wier fir eis Gesellschaft méi schlëmm wéi eng zweet Well, en zweete Shutdown an en zweete „Bleif doheem!", an och fir d'Wirtschaft wier dat eng Katastroph.

Här President, eng Dispositioun, déi op manner Begeeschterung gestouss ass an zum Deel hefteg kritiséiert ginn ass, ass bekanntlech déi ronderëm de Confinement forcé, deen an der initialer Versioun vum Projet de loi jo ënnert dem Numm „hospitalisation forcée" figuréiert huet. Opgrond vum Avis vum Staatsrot huet d'Santéskommissioun decidéiert, dës Dispositioun méi kloer an de Kontext vun der Covidpandemie ze setzen, wou de Confinement jo eng wichteg Roll spillt, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. An deem Sënn hu mer den Term „hospitalisation forcée" op déi berechtegt Remark vum Staatsrot hin, wéi ech gesot hunn, duerch „confinement forcé" ersat.

Derbäi kënnt, datt e forcéierte Confinement, de Fall gesat, net onbedéngt an engem Spidol muss stattfannen a scho guer net, eiser Meenung no, an der Psychiatrie vun engem Spidol, well dee Service ganz sécher eng aner therapeutesch Missioun huet wéi d'Prise en charge vu Covidpatienten.

Bleift dann awer nach d'Fro, ob Lëtzebuerg iwwerhaapt déi gëeegent Infrastrukturen a Strukturen huet, fir op Noutléisunge kënnen ze verzichten. Ech mengen net, an duerfir invitéiere mer d'Regierung, dee Problem um Gesondheetsdësch mat de Sozialpartner ze thematiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg dovun, ob mer elo vun „hospitalisation forcée" oder „confinement forcé" schwätzen, ass den Hannergrond dee selwechten. Et geet drëms, datt den Direkter vun der Santé de President vum Bezierksgeriicht ka saiséieren am Fall, wou eng infizéiert Persoun hir Matmënschen a Gefor bréngt doduerch, datt se sech net un d'Reegelen hält an d'Mise en quarantaine refuséiert.

De President huet dee Moment d'Recht, déi infizéiert Persoun, wéi et dosteet, géint hire Wëllen an enger Struktur ënnerzebréngen a se wärend der Inkubatiounszäit do ze isoléieren, fir d'Gesondheet vun de Matmënschen ze schützen.

Där betraffener Persoun gi mer mat dësem Projet de loi d'Recht, innerhalb vun 48 Stonnen eng Requête géint dës Zwangsmoossnam anzeleeden, woumat ech elo net weider op d'Detailer vun där Prozedur aginn. De Rapporteur huet dat scho gemaach an dofir e grousse Merci.

Politesch méi relevant ass am Kontext vun dësem Projet de loi awer Follgendes: Dës Zwangsmoossnam huet hiren Ursprong am Gesetz iwwert d'Santésdirektioun aus dem Joer 1980, wat ënnert der CSV/DP-Regierung mam Pierre Werner ausgeschafft ginn ass. Den Emile Krieps war deemools Santésminister. Am Laf vu ganzer 40 Joer huet déi Dispositioun net Ulass ginn zu Kritik, net emol am Joer 2015, wéi mir d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé reforméiert hunn. Elo, wou déi Zwangsmoossnam nees optaucht, gëtt se op eemol staark kritiséiert, wuel wëssend, datt mer nach verbessert hunn, andeems mer d'Recht op Recours innerhalb vun 48 Stonnen ageschriwwen hunn. Am 1980er Gesetz gouf et dat net.

Wann een dann e Bléck an d'Vergaangenheet geheit, da stellt een och fest, datt déi Dispositioun an de leschte 40 Joer eemol a 40 Joer applizéiert ginn ass bei engem tuberkuloskranke Mënsch. D'Warscheinlechkeet, datt déi Moossnam elo applizéiert gëtt innerhalb vum nächste Mount, ass also extreem niddreg, wuel wëssend datt dëse Projet de loi, wéi gesot, just eng Lafdauer vun engem Mount an net vu 40 Joer huet.

Wann eenzel Journalisten, wéi gëschter am Presseclub vun RTL, vun engem Stuerm am Waasserglas schwätzen, kann een hinnen net ganz Onrecht ginn.

Domat wëll ech ganz sécher net soen, datt mer eis net fundamental mat der Fro vun der Zwangsaweisung an eng Struktur auserneesetze mussen. Dat ass drëngend néideg. An duerfir ënnerstëtze mir als Gréng och d'Motioun, déi de Rapporteur Mars Di Bartolomeo an deem Kontext deposéiert huet. Dat heescht, amplaz eis an den éischter theoreeteschen Artikel ... En ass natierlech theoreetesch, well en dosteet an der Theorie. Mir mengen, e gëtt net applizéiert. Mir sollten eis net an deen Artikel verbäissen. Et ass an eisen Ae méi sënnvoll, d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé aus dem Joer 1980 ze reforméieren a speziell de Volet vun der Hospitalisation forcée ënnert d'Lupp ze huelen, fir potenziell Abusen ze verhënneren.

Deementspriechend muss et drëms goen, d'Mënscherechtskonventioun an allen Hisiichten ze respektéieren. Dat heescht, datt all d'Méiglechkeete vun engem humanen Ëmgang mat infizéierte Persounen ausgeschëpft musse ginn, éier iwwerhaapt vun Zwangsaweisung rieds ka goen.

Besonnesch sensibel ass déi Fro bei vulnerabele Persounen, deenen hir perséinlech Situatioun ganz ënnerschiddlech ka sinn, sou zum Beispill bei den Affer vun haislecher Gewalt, de Mënschen ouni feste Wunnsëtz oder de Sanspapiers, déi aner Garantië brauche wéi déi Persoun, déi net mat enger sozialer Problematik konfrontéiert ass.

Ënnerstëtzenswäert ass an deem Kontext ganz genee d'Recommandatioun vun der berodender Mënscherechtskommissioun, datt all fräiheetsentzéiend Moossnam déi néideg Garantië muss enthalen an der individueller Problematik vun der betraffener Persoun muss gerecht ginn.

Eréischt wann human Moossname wéi Informatioun, Responsabilisiérung an Opbau vu Vertraue géintiwwer den Autoritéiten net gräifen, solle koerzitiv an invasiv Moossnamen zum Droe kommen, sou wéi d'Mënscherechtskommissioun dat an hirem Avis och fuerdert.

Op där anerer Säit kann een natierlech net vu vireran ausschléissen, datt bewisenermoossen infizéiert Persoune sech onbehellegt, souzesoe fir hire Spaass oder aus Revolt, iwwert d'Reegelen ewechsetzen an hieren eegenen Interessi domat virun de kollektiven Interessi stellen. Esou e Verhalen ass net akzeptabel, well d'Konsequenze fir hir Matmënsche gravéierend sinn, quitte datt esou Fäll menges Wëssens éischter seele sinn.

Manner seelen a ganz geféierlech ass deem géingeniwwer de Phenomeen vum sougenannte „Superspreader". Dëse Phenomeen ass de Grond, firwat organiséiert Usammlungen ab 20 Leit kloer gereegelt musse ginn an am Fall vun Netrespekt mat Sanktioune beluecht ginn.

Dëse Phenomeen bedeit, datt eng eenzeg Persoun oder een eenzegen Event kann duergoen, fir vill Méint vun Andämmungsaarbecht a Schutz géint de Virus futti ze maachen. D'Wëssenschaft schwätzt hei vun „Ustiechungsclusteren", wéi déi, déi momentan an enger Rei Schluechthaiser am Ausland festzestelle sinn, an net nëmmen do. Si kommen haaptsächlech a geschlossene Raim vir, an deenen d'Mënschen enk zesumme schaffen oder liewen, a ganz oft ënner ganz schlechte Bedingungen.

E Beispill fënnt een och a Südkorea, wou déi sougenannt „Patientin 31" no enger Chinarees véier Gottesdéngschter vun enger Sekt besicht huet an eng Kettereaktioun mat 4.000 Infizéierten ausgeléist huet. Wëssenschaftlech beluecht ass och mëttlerweil, datt 10 % vun den Infizéierten 80 % vun der Ausbreedung vum Virus mat sech bréngen, eebe just dann, wa se zesummen a laang a geschlossene Raim beienee sinn an d'Distanzen net respektéieren.

Et gëtt also e gudde Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fir e bewosst irresponsabelt Verhale vun infizéierte Persounen oder Organisateuren net ze verharmlosen a sech als Gesetzgeeber d'Méiglechkeet ze ginn, esou e Verhalen ze bestrofen an, besser gesot, ze verhënneren.

Här President, nach e puer Wierder zum Tracing oder dem Traçage, deen eebe grad geduecht ass, fir de Phenomeen vum Superspreader ze verhënneren, mee och d'Ustiechungen a méi klenge Gruppen, doduerch datt net nëmmen déi infizéiert Persounen, mee och déi Persoune mat bewisenermoossen héijem Risiko duerch den Tracing geschützt ginn.

De Projet de loi limitéiert sech op den analogen Tracing vun den infizéierte Persounen a vun de sougenannte „personnes à haut risque d'être infectées". E leeft iwwert de perséinleche Kontakt vun der betraffener Persoun mat der Santésdirektioun a respektéiert d'Reegele vun der europäescher Dateschutzveruerdnung ganz kloer, sou wéi se fir de medezinnesche Beräich a fir d'Recherche definéiert sinn. Wichteg ass dobäi d'Pseudonymiséierung vun den Daten no dräi Méint vun den Infizéierten an direkt nom negativen Test bei deenen anere Persounen, déi engem héije Risiko ausgesat waren.

Als Gréng begréisse mir dës analog Approche a mir hunn och weiderhin eis staark Reserven, wat d'Effikassitéit vun deenen Applikatiounen ugeet, virun allem dann, wann all Land seng eegen Zopp kacht a méi Geforen, Inkohärenzen an Nodeeler mam numeereschen Traçage verbonne si wéi dat, wat esou Applikatiounen ënnert dem Strëch kënne bréngen.

An deem Kontext sollte mer awer och aus den Erfarunge léieren, déi momentan an Däitschland mat der Coronaapp gemaach ginn. Ënner anerem zu Berlin, wou nees vill Leit wéinst héijen Infektiounsraten a Quarantän sëtzen, an net nëmmen do, gëtt dës App vun de Medezinner als Spillsaach fir déi digital Uewerschicht duergestallt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et huet sech nämlech erausgestallt, datt ee fir d'Coronaapp en Handy brauch, deen um neiste Stand ass, an domat en Handy, deen net jiddweree sech ka leeschten.

Am meeschte betraff sinn natierlech elo déi Mënschen, déi am Fong am meeschte geschützt musse ginn, well se op enkem Raum zesummeliewen an och op der Aarbecht enger ganzer Rei Risiken ausgesat sinn. Ech erënneren un d'Schluechthaiser. Esou Zoustänn erënnere munchereen u Filmer, an deenen déi Benodeelegt a grausame Verhältnisser liewen, wärend déi Bessergestallt sech et op enger grousser Raumstatioun oder an den Éischtklasswaggone vun engem dohirasenden Zuch gutt goe loossen. Den Opstand ass déi onvermeidlech Konsequenz.

An den USA ginn d'Spannungen ëmmer méi grouss. Si beweisen eemol méi, datt d'Pandemie riskéiert, zu der sozialer Spaltung bäizedroen. Och an Däitschland stellt sech eraus, datt vill Smartphonenotzer elo d'Gefill kréien, ausgegrenzt ze sinn. An et si grad si, déi fräiwëlleg zum Gesondheetsschutz wollte bäidroen. Et geet schonn duer, en Handy ze hunn, deen nëmme sechs Joer al ass, fir d'Coronaapp net kënnen ze benotzen, wärend all aner knallfaarweg Apps sech problemlos erofluede loossen. Komescherweis also net déi, déi dem Schutz vun der Gesondheet soll déngen.

Déi sozial benodeelegt Bierger a Biergerinnen, déi sech also fräiwëlleg dozou engagéiere wollten, zu der Risikobegrenzung bäizedroen, gehéieren elo zu de gréisste Verléierer. Berechtegterweis stellt sech hei d'Fro, wisou e profitt-orientéierten Technikgigant wéi Apple déi al iPhone-Modeller eigentlech net mat der aktueller Software norüst. Ech denken, d'Äntwert läit op der Hand.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nom Homeschooling iwwer iPad, PC a performant Imprimante, dee bei Kanner aus sozial schwaache Familljen net ëmmer déi néideg Resultater konnt bréngen, weist sech am digitalen Tracing also e weidere soziale Risiko.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An doudsécher géif den Asaz vun enger Coronaapp och an eisem Land riskéieren, d'Gesellschaft nach weider ze splécken. A mat all Update vun der App géif den Ofstand tëscht de Gewënner an de Verléierer méi grouss ginn.

Och dat Argument, Dir Dammen an Dir Hären, däerf an der Diskussioun ronderëm den numeereschen Tracing net ignoréiert ginn, emol onofhängeg vun all den Argumenter, déi sech op déi perséinlech Daten, déi perséinlech Kontakter an op d'Kontroll vum Privatliewe bezéien.

Zum Gléck geet eis Regierung mat dësem Projet de loi net op de Wee vum numeereschen Tracing an hält um analogen Tracing fest. Dëst a Kombinatioun mat enger Teststrategie, déi zwar hire Käschtepunkt huet - dat wëll ech net verneinen -, si rett awer och vill Mënscheliewen. Schonn eleng aus deem Grond sollt ee sech mat der Kritik un deenen Tester net allze vill wäit aus der Fënster leenen, quitte datt verschidde Froen an Hannerfroungen duerchaus berechtegt sinn. D'Zil ass awer dat: de Schutz vum Liewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen ofschléissend, sinn ech frou festzestellen, datt dëse Projet de loi e Paradigmewiessel alaut. U sech schaaft en d'Basis, fir eis progressiv aus dem méi autoritäre System an eng Gesellschaft eranzebeweegen, déi geléiert huet, mam Virus ze liewen an op Eegeverantwortung ze setzen. Penaliséiert gëtt nach just den Netrespekt vun de Reegelen, déi bei organiséierten Usammlunge vun iwwer 20 Leit gëllen, respektiv d'Netanhale vun de Gestes barrières an dem ëffentleche Raum.

Natierlech huet am Ufank kee Wee laanscht extreem Verbueter a Reegele gefouert, fir d'Katastroph ze verhënneren. Mat dësem Projet de loi si mer elo um gudde Wee, fir d'Fräiheeten nees zréckzegewannen.

An och wa mir eis haut net an alle Punkten eens sinn, hoffen ech, datt d'Zil fir eis alleguer awer dat selwecht ass. Et muss dora bestoen, datt d'Grondrechter net méi ageschränkt musse ginn. Dat Zil erreeche mer net vum selwen. Mir erreechen et ëmsou besser, wat mer méi bereet sinn, gewësse Reegelen anzehalen an temporaire bewosst op eenzel Grondfräiheeten ze verzichten, fir der massiver Verbreedung vum Virus an den nächste Wochen a Méint keng Chance méi ze ginn. Woubäi ech mat „mir" eis ganz Gesellschaft mengen!

Dir Dammen an Dir Hären, mir - an domat mengen ech elo d'Politik - mussen awer och méi wäit an d'Zukunft kucken, souzesoen iwwer eisen Tellerrand ewech. Et wäerten nämlech ëmmer nei Vire ginn an déi wäerten och ëmmer geféierlech sinn, vläicht nach méi geféierlech wéi de Covid-19. Och an Zukunft wäert eis Gesellschaft mat Pandemië konfrontéiert ginn. A spéitstens dann däerf d'Politik net nach eemol um lénke Fouss erwëscht ginn a muss vun Ufank u wëssen, wéi se op eng Pandemie soll reagéieren - grad wéi beim Covid-19 oder anescht?

Fir déi Fro ze klären a fir méiglechst villen Aspekter vun enger Pandemie Rechnung ze droen, a villen Auswierkungen och, féiert an eisen Ae kee Wee laanscht en neit Pandemiegesetz. De Georges Engel huet déi Fuerderung och schonn hei erhuewen.

Eiser Meenung no däerf et an deem Gesetz net just ëm den effikassen Ëmgang mat engem

Virus goen. Och de Volet vun de Mënscherechter a vun de gesellschaftlechen, sozialen an ekonomesche Konsequenze muss bei der Ausaarbechtung vun deem Gesetz nach eemol ënnert d'Lupp geholl ginn. Alles an allem muss dat Gesetz kloer Richtlinnen an transparent Strategië schafen, déi iwwert dat erausginn, wat an eisem aktuelle Gesetz iwwert d'Maladies infectieuses ze fannen ass.

D'Ausaarbechtung vun engem Pandemiegesetz muss doriwwer eraus genotzt ginn, fir der Politik eng Orientéierungshëllef ze schafen. Eng Orientéierungshëllef, déi et de Responsabelen - e wéineg plakativ ausgedréckt - erlaabt, am Dilemma tëscht Zouspären an Opmaachen an tëscht dem Motto „Bleif doheem!" an dem Motto „Besich deng Famill!" déi richteg Decisiounen ze huelen.

An där Hisiicht bleift nach vill ze dinn. Orientéiere kënne mer eis um Epidemiegesetz aus der Schwäiz aus dem Joer 2018. Dat ass ganz rezent an et ass och ganz komplett. Eist staamt vun 1885, wat weist, datt d'Käpp sech net oft zesummegestach hunn, fir doriwwer ze schwätzen.

Zum Schluss bleift mir awer nach eppes ze dinn: Ech wéilt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem Mars Di Bartolomeo, an och President vun der Santéskommissioun, Merci soen. An de leschten Deeg huet hien net nëmme seng Sportlechkeet duerch säi rasanten Aarbechtsrhythmus ënner Beweis gestallt, wou en eis all matgezunn huet, en huet och e ganz ausféierlechen an interessante Rapport presentéiert, deen et wierklech derwäert ass ze liesen, och wann een net an der Santéskommissioun ass.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech, mee och vill vun Iech an och vill Leit dobaussen, vill Bierger waren erstaunt an zum Deel och erschreckt iwwert d'Tragweit vun de Reglementer, déi d'Regierung am Rame vum État de crise geholl huet.

Ech war erstaunt an erschreckt, mat wat fir enger Liichtfankegkeet oft Grondrechter ausser Kraaft gesat goufen. Vill vun deene Mesurë ware selbstverständlech gutt, richteg a wichteg, mee anerer waren awer och total disproportionéiert. Ech denken hei zum Beispill un de Verbuet, fir mat sengem Auto spadséieren ze fueren.

Anerer hunn Ulass ginn zu - kommt, mir soen emol - Iwwerinterpretatioune vu gewëssenen Administratiounen. Ech denken do un déi Fra, déi e Protokoll krut, well se hiert Fleesch bei hirem Liblingsmetzler kaaft huet an net bei deem, dee méi no bei hir doheem war. Ech denken u Leit, déi hir Päerd wollte fiddere fueren. Ech denken un déi onwarscheinlech Datesammlung duerch d'Douane vu Leit, déi iwwert déi däitsch Grenz gefuer sinn.

Esou en iwwerdriwwene Zèle gëtt natierlech doduerch erliichtert, wann Definitiounen net kloer sinn oder Reglementer net kloer sinn. Da kënnt et dozou, wéi an dësem Fall, datt dann eng Policedirektioun Frequently Asked Questions erausgëtt, déi ganz kloer dem Sënn, der Ratio legis vun de Reglementer widdersprieche.

Gefor erkannt, Gefor gebannt. Mir hu gesinn, datt den Artikel 32 vun der Constitutioun klipp a kloer seet, datt Reglementer vun der Regierung a Krisenzäite musse konform sinn zur Constitutioun, konform zu internationalen Traitéen a proportionéiert zu hirem But. Mir hunn awer och festgestallt, datt wann dat net de Fall ass, et dann net déi geréngste Méiglechkeet vu Sanktioun oder vu Contrôle gëtt.

An duerfir hunn ech jo och hei am Numm vun der ADR eng Propositioun deposéiert, fir d'Verfassung dohigeeënd ze änneren, datt an engem zukünftegen État de crise, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer, de Bierger d'Méiglechkeet huet, iwwer e Genre Referéverfaren direkt d'Cour constitutionnelle unzeruffen.

Dat war iwwer „erstaunt an erschreckt". Mee entsat war ech - entsat! -, wéi ech de Projet 7606 gelies hunn. Ech ka verstoen, datt een am Stress vun der Aktioun am Ufank, wou alles muss terribel séier goen, d'Definitiounen heiansdo net prezis mécht oder verschidde Konsequenzen net onbedéngt erkennt.

Mee datt hei eng Regierung, an där awer, wann ech richteg gezielt hunn, net manner wéi fënnef Volljuriste sëtzen - Paulette Lenert, Sam Tanson, Xavier Bettel, Franz Fayot a Jean Asselborn -, en Text duerchwénkt an hei deposéiert, an deem vun Zwangshospitalisatioun rieds geet, eng Contradictio in terminis! „Hospice", „hospital" kënnt vun „hospice": de Gaascht. Wéi kann ech „Zwangsgaascht" ginn? Wou en Text presentéiert gëtt, wou d'Decisioun, fir een zwangsanzeweisen, soll vum Procureur geholl ginn ... Wat ass dee liberale Premier, deen en plus en exzellente Penalist ass, ugaangen, esou eppes an engem Gesetz duerchzewénken, wou et jo klipp a kloer ass, datt dat géint d'Gewaltentrennung an der Justiz verstéisst an och géint déi aktuell Roll zumindest vum Parquet par rapport zum Executif?! Et ass fir mech en Hon!

Mee och dëse verbesserten Text, dee mer haut hei virleien hunn, gëtt eis fundamental ze bedenken.

De Staat huet sech esou wéineg wéi méiglech an d'Liewe vum Bierger anzemëschen. Mëndeg Bierger droen d'Verantwortung fir sech selwer, huelen hir Entscheedunge selbstständeg a brauche keng Erzéiungsdiktatur duerch d'Politik. De Bierger soll de Staat kontrolléieren, an net ëmgedréit. Dat steet genau esou am ADR-Grondsaz- a Walprogramm. An dat ass eis Linn.

Mee et ass och d'Meenung vun der Commission consultative des droits de l'homme. Déi huet sech gefrot, « s'il ne faudrait pas miser plutôt sur la responsabilisation, la confiance, la compréhension et la collaboration de la population avant d'avoir recours à une mesure draconienne ». Dat kann ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Hei riskéiert d'Regierung wéi esou oft, den exakte Contraire vun deem ze erreechen, wat se wëllt. Well wann d'Konsequenze vu mengem Sech-teste-Loosse fir mech a mäin Entourage ze vill negativ Konsequenze kënnen hunn, ma da loossen ech mech net testen! A genau dat ass en Effet pervers vun engem Text wéi deem heiten.

Haut de Moien am Paperjam hunn ech, a warscheinlech och ganz vill vun eise Kolleegen hei, den interessanten Interview mam Ulf Nehrbass vum Luxembourg Institute of Health gelies, wou dee klipp a kloer beschreift, firwat datt d'Teste wichteg ass, wéi et gemaach gëtt, wéi et an Tranchë gemaach gëtt, Cellulë vu 5, 10 oder 20 Leit. Jiddereen, deen dat liest, deem liicht an, datt dat eng gutt Saach ass, wann ech invitéiert ginn, fir matzemaache beim Test.

An och de Xavier Bettel huet op RTL gesot, alles hätt esou gutt fonctionéiert, well d'Leit sech dru gehalen hunn, well d'Leit zivill waren. Mee genau dat riskéiere mer hei elo ze verléieren. Anstatt eng Zivilitéit, anstatt sech un eppes halen, fäerten ech, datt et éischter zu engem zivillen Ongehorsam kënnt, well dat Sechteste-Loossen negativ Konsequenze kann hunn op Basis vun dësem Text.

De Georges Engel huet et onverantwortlech genannt, géint dësen Text ze stëmmen. An a mengen Aen ass de Contraire wouer, well d'Leit ze decouragéieren, sech testen ze loossen, dat ass onverantwortlech. A verantwortlech wier et, d'Leit ze encouragéieren, ze informéieren an ze motivéieren, amplaz hinne mat dësem Test d'Loscht, sech testen ze loossen, ze huelen a mat drakonesche Konsequenzen ze dreeën.

Nieft dësem perversen Effekt nach eppes: An dat ass d'Proportionalitéit. An all Text, dee mer hei stëmmen - oder a ganz villen Texter, déi mer hei stëmmen - musse mer ëmmer erëm e Spagat maachen tëschent dem Respekt vu Grondfräiheeten an dem Zil vun der Gesetzgeebung, an dësem Fall d'Protektioun vun der Gesondheet. A priori ass d'Argumentatioun, wéi de Mars Di Bartolomeo se duergeluecht huet, schlësseg. Et geet drëm ze verhënneren, datt ee Positiven duerch säi farlässegt Behuelen oder souguer express ganz vill, zeg aner Persounen ustécht. Dat gëllt et ze verhënneren.

Mee dat kënne mer ëmmer soen! Wa mer kucken Dateschutz/Strofverfollgung: Op där enger Säit den Dateschutz, op där anerer Säit déi berechtegt Fuerderung vum Parquet, fir iwwer méiglechst vill Daten ze verfügen, fir Strofverfollgung ze maachen. Dat kann een op d'Spëtz dreiwen! Deen Dag, wou mer alleguerten en Chip implantéiert kréien an iwwerall Borne sinn, da gëtt et praktesch keng Strofdot méi, déi net kann opgeklärt ginn, well mat engem Drock op dem Computer ka festgestallt ginn, wie sech zu wat fir enger Auerzäit op där Plaz opgehalen huet.

Dat selwecht kann ee soe mat deem onsägleche Waffegesetz, wat deposéiert ginn ass. Ënnert dem Virwand - dem Virwand! - eppes ze maache géint Terrorakte mat automatesche Waffen, gëtt hei den normale Bierger ganz einfach schikanéiert an et gëtt eng Saach iwwerreglementéiert.

An dat ass de falsche Wee! De Bierger ze schikanéieren ass de falsche Wee! Den Iwwerwaachungsstaat ass en absolutt falsche Wee a besonnesch dann, wann et hei nëmmen ëm extreem Eenzelfäll geet.

Et ass net eise Wee! Et ass net der ADR hire Wee. Mir zielen op de mëndege Bierger am Respekt vu senger Privatsphär a vu senge Grondrechter an net op en allmächtege Staat. Wat mer manner Verbuetsgesetzer maachen, desto besser ass et.

Dëst Gesetz stëmme mir op jidde Fall net mat. An am Contraire zur CSV entschëllegt d'ADR sech net, fir géint dëst Gesetz ze stëmmen. Mir maachen et aus vollster an déifster Iwwerzeegung!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, virun dräi Méint hu mer an der Chamber den État de crise gestëmmt. Mir hunn en unanime gestëmmt, well eist Land konfrontéiert war mat engem Virus, dee mer net am Gréff haten a wou stënterlech Decisiounen hu misse geholl ginn, fir d'Leit, fir d'Bevëlkerung ze schützen. Ze schützen net nëmme virum Virus, mee och virun deene sozialen an ekonomesche Konsequenze vun deem ordonéierte Lockdown, déi dee mat sech bruecht huet.

Et war e Virus oder et ass e Virus, deen am noen Ausland d'Spidolswiese virun den an deelweis zum Kollaps bruecht huet, dee wesentlech méi virulent a pathogeen war wéi aner viral Erkrankungen a fir deen et keen Impfstoff gouf.

Haut, dräi Méint méi spéit, komme mer endlech aus dem État de crise eraus an dat Schlëmmst konnt verhënnert ginn, och wa jiddwer eenzelne vun deenen entre-temps 110 Doudegen een ze vill ass. An och guer net ze schwätze vun all deene Leit, déi zwar iwwerlieft hunn, mee déi schwéier Sequellen dervugedroen hunn.

Iwwermuer hält den Ausnamezoustand op a mir kommen erëm zréck an eng soi-disant Normalitéit, an där de Virus awer net verschwonnen ass. Mir musse léieren, mat senger Presenz an der Gesellschaft ze liewen, an e bleift weiderhin eng Gefor, well et nach ëmmer kee Géigemëttel a keen Impfstoff géint e gëtt. Duerfir also dëst Gesetz, dat e Liewen a Presenz vum Covid-19 versicht ze organiséieren, an dëst fir d'Dauer vun engem Mount, mat der Méiglechkeet fir d'Chamber, fir et ze verännere, ze verlängeren oder einfach auslafen ze loossen.

Dat demkokratescht gewielt Parlament réckelt also endlech nees an de Mëttelpunkt vun der Entscheedungskraaft. An dat ass och gutt esou. Et bedeit awer och eng enorm Verantwortung fir jiddwer eenzelnen Deputéierten, well all Mesure, déi mer huelen oder net huelen, kann enorm Konsequenzen hunn, net nëmmen op d'Propagatioun respektiv d'Andämmung vum Virus, mee och op dat gesellschaftlecht a soziaalt Liewen.

An duerfir brauche mer als Chamber all Informatiounen, déi verfügbar sinn, fir kënnen iwwerhaapt esou Decisiounen ze huelen. An dat war, muss ee soen, an der Vergaangenheet a bis elo net de Fall, och nach bei den Diskussioune ronderëm dëst Gesetz. An dat eleng wier eigentlech schonn e Grond fir ze soen, datt een deem dote Gesetz seng Zoustëmmung net ka ginn.

An dobäi sinn ech mer bewosst, datt den Ëmgang mam Virus keng Science exacte ass, well mer nach ëmmer net genuch iwwert e wëssen. Ech si mer och bewosst, datt de Kenntnisgrad vun der Wëssenschaft ännert an datt Saachen, déi gëschter nach richteg waren, haut scho kënne falsch sinn.

Mee grad dowéinst, Här Rapporter, brauche mir als Chamber elo, wéi virdrun d'Regierung, all méiglech Informatiounen, Modellisatiounen a wëssenschaftlech Expertis, fir mat beschtem Wëssen a Gewëssen ofweien ze kënnen. Eréischt da kann d'Chamber där Verantwortung och gerecht ginn, déi se mat dësem Gesetz zu Recht och kritt. An duerfir brauche mer awer och e Paradigmewiessel an der Informatiounspolitik vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber. D'Chamber muss d'Evolutioun vun no kënne suivéieren an all Suggestioune vun der Santé an der Fuerschung kënnen novollzéien, fir op där Grondlag Decisiounen ze huelen.

Här President, responsabel Decisiounen huelen, heescht ofweien. A besonnesch e Gesetz wéi dëst, wat also gemënzt ass op ee konkreete Virus an enger bestëmmter Zäit, muss also ofweien tëschent Aschränkunge vun individuellen an - dat wéilt ech derbäisetzen - kollektive Fräiheeten op där enger Säit an dem Usproch op ëffentlech Gesondheet an dem Principe de précaution op där anerer Säit.

An do, muss ech Iech soen, Här President, do si mir als Lénk awer enttäuscht iwwert d'Grondausriichtung, d'Philosophie an den Opbau vun dësem Text, obwuel en duerch d'Aarbechte vun der Kommissioun weesentlech verbessert respektiv zumindest entschäerft gouf. Mee déi Kritik gëllt nach vill méi deene viregten Texter vun der Regierung, déi glécklecherweis vum Dësch sinn, op Drock notamment vun der Chamber hin.

Ech wëll drun erënneren, datt als alleréischt Iddi e Pandemiegesetz am Gespréich war, wat dann hätt sollen an der Hâte - de Rapporter selwer huet et genannt „aus der Hëft geschoss" - geschriwwe ginn. A wa mer iwwert déi juristesch Onzoulänglechkeete vun deem heiten Text diskutéieren, dann hätt ee sech emol misse virstellen, wat dat bedeit hätt, wa mer e ganzt Pandemiegesetz innerhalb vun e puer Wochen hätte missen duerchboxen. Dat ass glécklecherweis vum Dësch.

Dunn huet d'Regierung awer eppes presentéiert, wat gradesou inakzeptabel, jo, vläicht souguer nach méi geféierlech war, nämlech eng Zort „Ermächtegungsgesetz", wat et der Regierung erméiglecht hätt, och ausserhalb vum Krisenzoustand allméiglech Reglementer ze huelen, wat näischt anescht wéi d'Legaliséierung, d'Verlängerung vum Ausnamezoustand bedeit hätt.

An dunn dësen Text, deen d'Chamberskommissioun an dräi Jeten huet missen amendéieren, zum Deel och verbesseren, an deen elo zum Vott steet.

Firwat huet d'Chamber dat misse maachen? Mee ganz einfach, well den Text schlecht strukturéiert war a schlecht redigéiert war. E war mat ganz waarmer Nol gebitzt. En huet aus lauter Copy-Pasten aus Reglementer bestanen, déi zesummegeholl eigentlech deelweis sech widdersprach hunn oder zumindest widderspréchlech Aussoe gemaach hunn. Dat an zwee Gesetzer, wou een haut misst soen, datt et vill méi logesch gewiescht wier, mir hätten ee Gesetz gehat, wou all déi Mesuren eventuell drageschriwwe wieren.

An, Här President, ech muss Iech soen, et gi seele Gesetzesprojeten, déi esou unisono vu bal allen Avisen esou kritiséiert gi si wéi dësen, well en duerch an duerch an an éischter Linn e restriktive Charakter huet an dee restriktive Charakter enorm vill Froen opwerft, déi bis elo zum Deel nach ëmmer net gekläert sinn. An ongekläert Froe féieren zu Onsécherheeten a biergen ëmmer de Risiko vu Willkür.

An dat ass eng vun eisen Haaptkriticken: Wéi déi alleréischt Entwërf - Pandemie- oder Ermächtegungsgesetz - stécht dësen Text ganz déif am Geescht vum Obregkeetsstaat aus dem 19. Joerhonnert, deen haaptsächlech ordonéiert a verbitt. An dat eigentlecht Zil, nämlech de Schutz vun der Bevëlkerung, wierkt bal accessoire. Well am Zentrum stinn eeben net d'Rechter - och a grad déi sozial a sanitär Rechter - vun de Leit, déi sech an anerer protegéiere mussen.

An dat ass net nëmmen eng verpasste Chance, mee och e Grond, firwat esou vill Onrou an der Gesellschaft war an ass. An Onrou an Onsécherheet si Gëft fir den Emgang mam Virus.

An et ass och de Géigendeel vun där Unité nationale, déi de Premier beim Ausruffe vum État de crise bal inflationär ëmmer an d'Wagschuel geworf huet an déi sech awer och an deene leschten dräi Méint an der Realitéit net esou erwisen huet. (veuillez lire: an déi sech awer an deene leschten dräi Méint an der Realitéit och esou erwisen huet.) Well eng vun deene grousse Léieren aus deene leschten dräi Méint ass, datt d'Propagatioun vum Virus just konnt a Grenze gehale ginn, well et e gemeinsamen, e kollektiven Effort vun der ganzer Populatioun war.

Wéi d'Regierung virun dräi Méint de Lockdown ordonéiert huet, mat ganz groussen Aschränkunge fir Grondrechter a -fräiheeten, sinn dës Mesurë vun enger ganz, ganz grousser Majoritéit vun der Populatioun akzeptéiert a respektéiert ginn. Well esou Mesurë kënnen nëmmen dann effikass sinn, wann d'Leit se als sënnvoll ugesinn. A wa mer et zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, haut niddreg Zuele vun Neiinfektiounen ze hunn, dann huet dat domadder ze dinn, datt se ganz breet gedroe goufen.

Oppe Froen, Onsécherheeten, Onrou, dat ass awer genee dat, wat mer als Gesellschaft net brauchen, fir weider géint de Virus virzegoen. Jo, et riskéiert souguer, der Strategie entgéintzewierken, déi d'Regierung en place gesat huet: nämlech engersäits d'Geste-barrièren, verbonne mat verschiddene Reegelen, an anersäits massiv Tester, fir duerch déi Tester d'Infektiounskette fréizäiteg ze erkennen an ze ënnerbannen.

Eng Strategie, déi d'ailleurs ganz gutt ass a fir déi esou munch aner Länner eis beneiden. Mee besonnesch bei den Tester spillt d'Fräiwëllegkeet jo eng zentral Roll. Wann de Large-Scale-Testing an den analogen Tracing solle Succès hunn, da musse se och vun der Populatioun akzeptéiert ginn. Da musse mer derfir suergen, datt d'Leit sech net op eemol net méi teste loossen, well se Angscht virun de Konsequenzen hunn, soit fir sech, soit fir anerer, wa se uginn, mat wiem se a Kontakt waren.

Dat heescht, wann dat Ganzt soll en Erfolleg ginn, da brauche mer e Vertrauensverhältnis tëscht der Populatioun an der Santé. An do hëlleft dëst Gesetz leider net vill, zum Deel ass et souguer e Réckschrëtt par rapport zu enger awer guer net esou schlecht fonctionéierender Praxis.

D'Madamm Minister géif mer elo warscheinlech äntwerten, datt d'Erfarung um Terrain bis elo ganz positiv war, datt dat Personal, wat Interviewe mat positiv geteste Persoune gemaach huet, virun allem kuckt, fir genee déi vertraulech a respektvoll Relatioun hierzestellen, an datt d'Erfarung och gewisen huet, datt an deene leschte Méint kaum Leit sech géint Mesurë wéi Quarantän oder Isolement opposéiert hunn, well dës Mesurë grad och vun der Populatioun als sënnvoll ugesi ginn. An dat begréissen ech och.

Just, mer mussen eis virun Ae féieren, datt d'Akzeptanz wärend dem Lockdown natierlech ganz grouss war, well quasi déi ganz Gesellschaft am Confinement war. Dat hat natierlech eppes Kollektives an eppes Egalitäres. An elo komme mer an eng Zäit, wou dës Mesurë vill méi individuell wierken. Grad dowéinst dierft an eisen Aen an esou engem Gesetz net d'Privatioun am Mëttelpunkt stoen, mee d'Rechter an d'Méiglechkeeten, sech an anerer ze schützen.

Ech wëll e Beispill duerfir ginn. Mir fannen d'Applikatioun vun deem Konzept vun enger Persoun, déi en héije Risiko huet, infizéiert ze sinn - am Text nennt sech dat da „personne à haut risque d'être infectée" -, ouni awer selwer e positive Covidtest ze hunn, fir da per Ordonnance 7 soit 14 Deeg a Quarantän gesat ze ginn, aus verschiddene Grënn problematesch.

Éischtens: Am Géigesaz zur Isolatioun läit hei keen objektiivt Element vir, wéi zum Beispill e positiven Test, mee et baséiert just op Aussoe vu Leit, déi positiv getest goufen an dunn uginn hunn, bannent de leschten 48 Stonne Kontakt zu där Persoun gehat ze hunn.

Et steet dann zweetens am Commentaire des articles, datt déi Zäit, déi eng Persoun en héije Risiko huet, infizéiert ze sinn, identesch ass mat der Inkubatiounszäit vum Virus, also 14 Deeg. Elo ass et jo awer méiglech, datt eng Persoun positiv getest gouf, ouni Symptomer, a vläicht viru fënnef Deeg e laange Kontakt mat enger anerer Persoun hat. Wat gëllt da fir si? Gëllt da fir si och d'Quarantän? Net nëmmen an hirem Zwangscharakter, mee och an hire Méiglechkeeten, nämlech d'Méiglechkeeten, e Krankeschäin ze hunn? Op déi Froe si mer net méi spéit wéi virgëschter gestouss, wéi mer de Commentaire des articles nach eng Kéier gelies hunn, dee bäikomm ass opgrond vun enger Fro vum Staatsrot.

Drëttens: De Staatsrot huet och drop higewisen, datt d'Anhale vun der Quarantän net kontrolléierbar ass, net vun der Police duerchsetzbar ass an och net sanktionéierbar ass. Also firwat eppes an e Gesetz schreiwen, wat an der Praxis dann op eemol näischt méi heescht?

Et kann een dann zudeem zu där Quarantän e Recours maache beim Verwaltungsgeriicht, mee den Tribunal administratif huet a sengem eegenen Avis gesot, datt dat an der Praxis materiell kaum ëmsetzbar wier. Duerfir, à quoi bon eng Mesure, déi e liberticidë Charakter huet, an e Gesetz ze schreiwen, déi an der Praxis net ëmsetzbar ass?

Dann ass et an eisen Ae besser a méi éierlech, et seet een: „Dat doten ass eng staark Recommandatioun!" Jo, et ass en Akt vu grondleeënder Civilitéit, et ass eng Méiglechkeet, eng Chance, eng Opportunitéit, sech an anerer ze schützen. Domat stellen ech also d'Konzept vun der Quarantän net a Frou. Am Géigendeel!

Wat mer brauchen, dat ass e Gesetz, wou déi sozial a sanitär Rechter, déi mat enger Quarantän verbonne sinn, kloer definéiert sinn: vum Krankeschäin, deen hei an dësem Text effektiv drasteet, iwwert de Suivi médical, dee jo awer zentral misst sinn, wou awer kee Wuert driwwer verluer gëtt, iwwert d'Méiglechkeet, vläicht selwer d'Santé kënnen ze saiséieren an engem Fall, wéi ech en elo grad beschriwwen hunn. Alles dat misst am Zentrum stoen an net autoritär wierkend Decisiounen, un déi ee sech dann awer net hale muss. An dat wier och am Kontext vun der Strategie vum Testen an Tracë weesentlech méi zilféierend an effikass wéi den aktuellen Text.

Och steet näischt oder quasi näischt am Text iwwert de Schutz op der Aarbechtsplaz. Et ass e ganz liberaalt Gesetz, wou et just ëm den Individuum geet, deen am Zentrum steet, an net oder ganz wéineg gekuckt gëtt, wat seng sozial Interaktiounen notamment op der Aarbecht sinn, wat d'Méiglechkeete si vun engem Salarié, fir sech eventuell zréckzezéien. D'Beispill vun de Schluechthaiser an Däitschland huet jo awer gewisen, wéi wichteg esou eppes wier.

Här President, ech sinn awer frou, datt mer beim Dateschutz weesentlech nogebessert hunn. Nieft dem méi kloren Encadrement vun Donnéeën - nämlech wéi eng, wéi laang se gehale ginn, fir wie se asiichtbar sinn - louch eis als Lénk besonnesch um Häerz, datt dës Donnéeën net kënnen un auslännesch Autoritéite weidergeleet ginn, ouni virdrun anonymiséiert ze ginn. Well d'Gefor, datt esou Donnéeën zu Areesbeschränkungen a verschiddene Länner kéinte féieren, ass net vun der Hand ze weisen.

Änlech verhält et sech beim rechtsstaatlechen Encadrement am Fall vum Zwangsconfinement. Bal all d'Avisen hunn dat monéiert. An ech denken, datt mer elo eppes hunn, wou ee sech och an anere Situatioune wënsche géif, datt déi esou staark encadréiert wieren, quitte datt nach ëmmer Froen op sinn. An ech mengen, den Här Wiseler an d'Madamm Lorsché hunn dat zu Recht opgeworf, nämlech d'Fro, wat dann déi Infrastrukture sinn, déi hei benannt ginn.

Här President, wat dëst Gesetz awer als Qualitéit huet, dat ass déi verstäerkt a gestäerkt Roll vum Parlament, déi mir spille mussen an den nächste Wochen, well mir mussen eis d'Fro stellen: Verlängere mer dat hei Gesetz? Veränere mer et eventuell? Opgrond vu wéi engen Donnéeën? All déi Froe musse mir als Deputéiert eis stellen an et ass eng Zesummeféierung Richtung Chamber an eng Opwäertung vun der Aarbecht vun eis als Deputéiert.

Virdrun ass gesot gi vu verschiddene Majoritéitsriedner, dësen Text hätt d'Handschrëft vun der Oppositioun. Ech mengen, dat stëmmt net. Dat ass objektiv falsch! Wat dësen Text huet, dat ass d'Handschrëft vun der Majoritéit mat e puer ganz, ganz groussen a wichtege Ploosch tere vun der Oppositioun, net méi an net manner. An duerfir wäerte mir eis enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis zum Gesetzesprojet 7606 schreift de Staatsrot, Zitat: « La liberté est la règle et la restriction l'exception. »

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetzesprojet of, dee bei de Biergerinnen a Bierger, ech wëll net soen, fir Bauchwéi suergt, ma op d'mannst op eng gewësse Skepsis stéisst. Wa mer „Zwangshospitalisatioun" héieren, an dat an engem Kontext, wou mer stënterlech mat frësche Coronanews konfrontéiert ginn, maache mer eis Suergen, dat ass iergendwéi normal. An enger Kris iwwerschloe sech d'Decisiounen nun emol oft. Et muss schnell reagéiert ginn. A wéi mer wëssen, feelt et heiansdo un der Zäit, fir dat gutt a sënnvoll ze erklären. Nichtsdestotrotz muss ee seng Politik gutt a sënnvoll erklären, wann ee wëllt, datt se vun de Biergerinnen a Bierger dobausse verstane gëtt an datt se och nach suivéiert gëtt, wann et op den éischte Bléck esou ausgesäit, wéi wann d'Kris quasi iwwerwonne wier.

Jo, et ass gutt, datt mer haut e Gesetzesprojet hunn, iwwert dee mer kënnen ofstëmmen. Zwëschenzäitlech, wärend dem État de crise, gouf et jo Doutten drun, ob mer séier genuch legiferéiere kéinten. Dat heite weist, datt et séier genuch geet, mee net onbedéngt ëmmer séier genuch. Ech kommen nach dorobber zréck.

Och mir Piraten si wéi de Staatsrot hei der Meenung, datt d'Restriktioun d'Ausnam soll bleiwen an d'Fräiheet awer d'Reegel.

Här President, wann et awer ëm d'Gesondheet vun de Leit geet a mer iwwer e Gesetz d'Méiglechkeet kréien, de Covid-19 wierklech konsequent ze bekämpfen, dann ass et net nëmmen eise Wëllen, mee souguer eis Flicht, dat och ze maachen.

Wéi am Mäerz d'Presidentekonferenz stënterlech an d'Chamber convoquéiert gouf, fir vum Premier annoncéiert ze kréien, datt d'Regierung plange géif, de Krisenzoustand auszeruffen, waren d'Detailer vun der Kris nach net ofzegesinn. D'Zuele fir Lëtzebuerg waren dee Moment erschreckend an hunn eng änlech Trajectoire wéi Italien an de Grand Est virgezeechent.

D'Regierung hat knapps éischt Moossname geholl, du si mer zu Lëtzebuerg vun den Decisioune vun eisen Nopeschlänner awer wierklech iwwerrannt ginn. D'Grenze goungen zou, Ausgangsspäre goufe verhaangen an alles, op dat sech eis Regierung dee Moment baséiere konnt, war e Gesetz zur Bekämpfung vu Seuchen aus dem 19. Jorhonnert. E Gesetz, dat bal 150 Joer al ass, war eng wierklech ganz dënn Basis, fir déi grouss Aschränkungen ze justifiéieren.

De Sars-CoV-2-Virus an déi doraus resultéierend Covid-19-Krankheet si méi schlëmm wéi eng Gripp. Et handelt sech ëm eng geféierlech Pandemie. De Virus verbreet sech méi schnell a besser wéi eng normal Influenza. Weltwäit si mëttlerweil bal esou vill Leit gestuerwen, wéi der am Ganzen zu Lëtzebuerg liewen. Jiddweree ka vum Virus an der doraus resultéierender Krankheet getraff ginn, ob jonk oder manner jonk, ob männlech oder weiblech. Mir dierfen all déi Leit, déi géint de Virus gekämpft hunn, net vergiessen. Et huet jidder Eenzelne vill Kraaft kascht a bei vill ze vill Leit goung de Kampf trauregerweis net gutt aus. Mäi Bäileed geet duerfir un d'Familljen a Frënn vun all deenen, déi de Kampf leider verluer hunn.

Trotzdeem a glécklecherweis hu vill Leit de Kampf géint de Virus kënne gewannen. Dëst ass virun allem de Verdéngscht vun alle Volontairen, dem Fleegepersonal, den Dokteren an all dem Personal am Gesondheetswiesen, déi an engem onermiddlechen Asaz an heiansdo an engem iwwermënschlechen Effort alles drugesat hunn, fir esou vill wéi méiglech Mënscheliewen ze retten.

Mee net nëmmen d'Personal aus dem Gesondheetswiesen huet dat Onméiglecht méiglech gemaach. Och Beruffer, déi als essenziell a systemrelevant ageschat goufen, hunn, wärend de Groussdeel vun der Bevëlkerung huet missen doheem bleiwen, een inhumanen Effort musse maachen, fir eis Gesellschaft e bëssen um dréinen ze halen. Dat ware Mënschen, déi am Botzsecteur, als Reassortisseur oder Verkeeferin am Supermarché oder am Logistiksecteur schaffen. Et sinn der vill ze vill, fir se alleguerten opzezielen, mee all hinne gehéiert eise gréisste Merci an eise gréisste Respekt, ëmsou méi, well vill vun deene grad Genannte fir wéineg Geld ganz vill geschafft hunn.

Et dierf net sinn, datt mer elo an der Sortie vun der Kris dësen Asaz erëm vergiessen. Mir als Chamber kënnen derfir suergen, datt keen, keen een, deen a Vollzäit schafft, ënnert de Seuil de pauvreté fält. Mir mussen eis Responsabilitéit huelen an hei dréngend nobesseren! Mir brauchen e Mindestloun, deen iwwert dem Aarmutsrisiko läit. Mir musse systemrelevant Beruffer sozial revaloriséieren.

Här President, dës Kris huet eppes gewisen, nämlech, datt et eng ganz Rëtsch Konsequenze wäert ginn. Mir schwätzen am Moment ganz vill iwwert déi ekonomesch Konsequenzen. Et gi Plan-de-relancen, et gi „Fit 4"-Projete lancéiert. Mee wat nach ëmmer e bëssen ze kuerz kënnt, sinn déi psychologesch Konsequenzen. Déi psychologesch Konsequenze sinn nach net erfuerscht. Mir wëssen net, wat mat de Leit geschitt, wann een hinnen dräi Méint quasi all Kontakt verbitt. An hei musse mer eis drop gefaasst maachen, datt mer an deenen nächste Wochen a Méint nach mat enger anerer Crise sanitaire wäerte konfrontéiert ginn, nämlech där vu psychologeschen a psychiatreschen Erkrankungen, déi mer an där Heefegkeet bis elo net kannt hunn. Hei bleift nach vill ze dinn.

Här President, wéi schonn esou oft hei ugemierkt, wéilt ech awer trotzdeem gären op eis mangelnd parlamentaresch Diskussiouns- a Konsenspolitik hiweisen. D'Oppositioun krut och am Virfeld vun dësem Gesetz erëm versprach: „Dir gitt matagebonnen!" D'Regierung huet d'Chamber informéiert. Jo. Mee Informatioun ass net gläichzesetze mat abannen! Heefeg goufe mer knapps virun der Press oder direkt duerno informéiert, fir esou zumindest, jo, informéiert ze sinn. Mee Kommunikatioun ass méi wéi nëmmen Informatioun. Jo, et war keng einfach Zäit, a jo, Informatioun vu gëschter kann haut schonn nees anescht sinn. Mee dat excuséiert awer net, d'Biergerinnen an d'Bierger net fir eescht ze huelen.

Am Ufank, wéi net genuch Masken do waren - an d'Statistik ass jo mëttlerweil ëffentlech, do gesäit een et -, wier et besser gewiescht, dat genee esou ze soen, amplaz Informatiounen zréckzehalen an den Notze vu Masken ze hannerfroen. Dës Kommunikatioun am Ufank vun der Kris féiert elo um Enn vun der éischter Well derzou, datt nach ëmmer Leit sech op Aussoe vun deemools beruffen, fir eppes ze refuséieren, wat noweislech Liewe rette kann. Hei ass elo eng Informatiounspolitik ze maachen, déi een net hätt misse maachen, wär een am Ufank e bësse méi oppe gewiescht.

Och elo um Enn vum État de crise ass et wichteg, gutt ze kommunizéieren an d'Biergerinnen an d'Bierger ze responsabiliséieren, proaktiv mat de Leit ze schwätzen amplaz ex cathedra Decisiounen ze huelen, déi net ëmmer gutt erkläert sinn oder kohärent si mat de fréieren Aussoen.

Här President, ech war erféiert, wéi de 15. Mee eng Ekipp vun der Uni eng Simulatioun vun der Entwécklung vun der Covid-19-Epidemie opgestallt huet, déi a verschidden Zenarien agedeelt war a wou d'Unzuel vun Doudesfäll immens variéiert huet.

D'Regierung sot heefeg, si wéilt wëssenschaftlech fondéiert Moossnamen huelen. Duerfir sinn ech zudéifst erschreckt, datt déi lescht Mesuren ouni nei wëssenschaftlech Modeller getraff goufen. Eis Meenung ass, datt dëst ze wichteg Entscheedunge sinn, fir sech op e Bauchgefill ze verloossen, mee datt ee sech op anstänneg Date baséiere soll. Leider gëtt dat hei net gemaach.

D'Chamber muss besser, proaktiv a séier informéiert ginn. Et kann net sinn, datt mer der Regierung all eenzel Informatioun mussen aus der Nues zéien, esou wéi e Sampel vun engem Covid-19-Test. Jo, esou en Test deet wéi. An heiansdo hunn ech d'Gefill, datt dat permanent Nofroen net wéi genuch deet, well soss géifen d'Informatioune vläicht proaktiv kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen elo virun eis läit, ass zwar keen Text, dee laang duerch d'Chamber gaangen ass, mee et ass en Text, deen eng mouvementéiert Geschicht kennt.

Ech erënnere mech nach gutt drun, wéi am Bureau an an der Presidentekonferenz mat der Regierung diskutéiert gouf, wat d'Wënsch vun der Chamber fir dësen Text wieren. An ee vun de Wënsch war kloer: Mir wéilte keen Ermächtegungsgesetz! Mir alleguerten heibannen, parteiiwwergräifend, wollten e kloert Gesetz fir d'Sortie de crise ze begleeden.

Duerfir war ech ëmsou méi erstaunt, wéi eng Woch duerno d'Regierung eis en Avant-avant-projet proposéiert huet, dee ganz einfach d'Pouvoire vun der Regierung weidergefouert hätt. Dat war inakzeptabel, an duerch d'Ignoréiere vun de Wënsch vun der Chamber huet d'Regierung hei wäertvoll Zäit verluer, déi um Enn néideg gewiescht wier, fir de Projet de loi 7606 nach ze verbesseren.

Den Text, dee mer haut stëmmen, ass sécherlech besser, an ech géif souguer soen, vill besser wéi déi éischt Ebauche, déi mer kruten! An et ass der Kommissioun héich unzerechnen, wéi konstruktiv vun alle Säiten un dësem Text matgeschafft gouf. Och mir Piraten hunn eis an dëser Kommissioun, trotz eisem Status, wou mer just Observateur sinn, abruecht, fir datt an dësem Text minimal Grondrechter, wéi e Recht op Recours an och den Dateschutz, besser verankert ginn. Nichtsdestotrotz ännert dat awer näischt un de méi fundamentale Problemer, déi den Text nach ëmmer huet.

Här President, erlaabt mer, kuerz op genee dës Problemer anzegoen. Et fänkt nees mat der Kommunikatioun un. D'Regierung huet et verpasst, kloer am Viraus ze kommunizéieren an ze erklären, fir wéi een Zweck dëse Gesetzesprojet benotzt gëtt. D'Regierung huet hei vill ze vill Raum fir Interpretatioune gelooss an et hat een heiansdo d'Gefill, si wéisst selwer net, wat se mat dësem Text genee bezwecke wéilt.

De Mars Di Bartolomeo huet et nach eemol ënnerstrach, datt, wat d'Pouvoire vun der Santé ugeet, weiderhin d'Gesetz vun 1980 gëllt. An dat Gesetz geet immens wäit. Ënner anerem sinn Zwangshospitalisatiounen domadder méiglech an d'Delaie fir d'Appeller immens laang. Jo, duerfir war et néideg a wichteg, fir déi Froen an dësem Projet de loi hei méi kloer ze reegelen a virun allem rechtlech Garantien ze ginn, datt et net zu Abuse kënnt. Ech begréissen et, datt mer zesummen an der Kommissioun dës Fro léise konnten, och wann ech ganz déif a mer bannendra wënschen, datt mer dës Dispositioun net applizéiere mussen.

Mee eleng doduerch, datt den Ufankstext immens large war an esou vill Ännerungen néideg waren, huet dat zu ganz vill Interpretatiounsspillraum gefouert. Et léisst Raum fir Spekulatiounen, an dat ass Gëft fir d'Vertrauen, dat d'Biergerinnen an d'Bierger an eis Institutiounen hunn. Onkloerheet féiert zu Angscht: Angscht virun Abusen, Angscht virun engem Excès, Angscht, datt d'Grondrechter net méi respektéiert ginn.

Här President, dësen Text hätt nach misse méi kloer ginn, méi Garantië kréien, besser erkläert ginn. A jo, do huet d'Regierung op Zäit gespillt, amplaz fréizäiteg kloer ze kommunizéi-

eren. Wär et direkt zu engem Text an net zu enger Propos vun engem Ermächtegungsgesetz komm, hätte mir vläicht déi Woch gehat, déi eis elo um Enn gefeelt huet, fir nach eng Kéier d'Navette ze maache mam Staatsrot, fir nach eng Kéier um Text kënnen ze schaffen.

Och beim Dateschutz ass trotz alle Verbesserungen nach eng Kéier nozebesseren. Et ginn nach ëmmer ze vill Date gesammelt an den Accès dorobber ass trotz Limitatiounen nach ëmmer immens large. Verschidden Dispositiounen, verschidden Aschränkunge gi just am Commentaire des articles gemaach, net am Text, net am Gesetz, do, wou se higehéieren.

Mir hunn hei an der Chamber eng Motioun géint invasiv Tracingapplikatioune gestëmmt a virun allem zentralen Datebanken, wou dës Date géife stockéiert ginn, e kloren Nee ginn. An elo gi fir den analogen Tracing genau esou zentral Datebanken ugeluecht. Den Zweck ass deen nämmlechten, d'Date sinn déi selwecht, et ass just en anert Gesetz. Nee, dat ass net einfach esou hinzehuelen!

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass e schwieregen Text gewiescht, fir en ze schreiwen, mee och, fir do drop ze schaffen. E war onausgegoren an et huet vill Ännerunge gebraucht, fir en Niveau ze kréien, wou fundamental Rechter besser geschützt ginn. Den Equiliber tëscht dem Recht op Gesondheet an deenen anere Grondrechter, Recht op Manifestatioun, Inviolabilitéit vum Domicile, Meenungsfräiheet an esou weider, ass net einfach ze fannen. An d'Diskussioune ronderëm dësen Text hu gewisen, datt mer generell an eise Gesetzer nach eemol mussen d'Fréijoersbotz maachen, fir d'Grondrechter erëm ze stäerken.

Duerfir sinn ech och frou iwwert dem Mars Di Bartolomeo seng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, fir d'Gesetz vun 1980 ofzeänneren. Et ass awer schrecklech, datt mer dat per Motioun musse fuerderen an datt net proaktiv hei schonn agéiert gouf. Mir diskutéieren nämlech scho säit iwwer engem Mount iwwert de Problem vun den Zwangshospitaliséierungen, fir nëmmen ee Punkt ze nennen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Text, deen eis virläit, ass en Text, dee garantéiert, datt mer weider kënne géint de Virus kämpfen. E garantéiert, datt net iwwermuer ëm Mëtternuecht d'legal Basis fir de Kampf géint d'Krankheet zréck op nach méi schlecht Gesetzer fält, op Gesetzer aus dem 19. Jorhonnert oder d'1980er-Gesetz. Béid si méi schlecht Optioune wéi dat, wat hei virun eis läit.

Mir hätten eis gewënscht, datt mer bei esou kruziale Grondrechtsfroe méi fréi vun der Majoritéit matagebonne gi wieren, fir e richteg gutt Gesetz ze schreiwen. Dat ass leider net de Fall. An esou hu mer haut nëmmen de Choix zwëschent zwou schlechten Optiounen. Stëmme mer fir den Text, ass et en Zeechen, datt mer domadder averstane wieren, datt esou mat der Chamber, mat der Oppositioun, verfuer gëtt. Stëmme mer géint den Text, fale mer op richteg schlecht Texter zréck, Texter, ënnert déi ech net wëll falen, wa mer de Kampf géint dës Krankheet wëlle seriö ugoen.

Bleift also déi drëtt Optioun, déi vläicht am mannste schlecht fir eis ass, an dat ass: Mir enthalen eis! Den Text ass nämlech „das geringere Übel", dat muss een esou soen. En ass bei Wäitem net gutt, mee et géif vill méi schlecht goen. An duerfir wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „D'Texter si besser, mee nach net gutt", sot de liberale Staatsminister de leschte Samschdeg op RTL am „Background" iwwert déi zwee Covid-19-Gesetzesprojeten, iwwert déi mir haut hei befannen. Wou den Här Staatsminister Recht huet, huet e Recht!

(Hilarité)

Wann e Projet de loi esou vum Staatsminister selwer analyséiert gëtt, deen hien a seng Regierung ze responsabiliséieren hunn, da muss ee sech als Oppositiounspolitiker Froe stellen. An ech mengen, da brauch ech jo kengem heibannen ze soen, wéi déi Liberal géifen ofstëmmen zu dësen zwee Projeten, wa si an der Oppositioun wären.

Une voix.- Dat si mer Gott sei Dank net!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Bei dëse Covidgesetzer geet et ëm privat an allgemeng Reegelen. Ech wëll hei e puer Ergänzungen opzielen, déi de Roy Reding nach net ugeschnidden huet, an och e puer Iwwerleeunge materabréngen. Mir hunn hei eng Rëtsch Bedenken, haaptsächlech op zwee Punkten.

Éischtens emol: D'Aschnëtter an déi perséinlech Fräiheete sinn a villen Textpassagen onkloer! Wat däerf een a wat däerf een net? Generell hale mir als ADR fest: Wann en Agréff geholl gëtt an déi perséinlech Fräiheet respektiv d'Grondrechter, déi an der Verfassung verankert sinn, da muss dat och an der Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit gestëmmt ginn!

Fir d'ADR kënnt eng Zwangshospitalisatioun net a Fro. Grondfräiheete sinn a Gefor a mir wäerten ons do dergéint wieren. Dës Moossnam baséiert op engem Gesetz aus dem Joer 1980 a passt net an déi haiteg Situatioun eran. A si war och virgesinn an engem anere Kontext.

Och vill Experten, zum Beispill ee Jurist vun der Commission consultative des droits de l'homme seet dat heite mat follgendem Zitat: „Diese Maßnahme kommt einem Freiheitsentzug gleich und bedeutet einen tiefen Eingriff in die Persönlichkeitsrechte." An d'Presidentin vun der nationaler Eethikkommissioun huet deklaréiert, wat d'Zwangshospitalisatioun ubelaangt, do wär d'Eethikkommissioun dergéint, dat géif d'Vertrauen an d'Gesondheetswiesen zerstéieren. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics warnt och virun engem Agréff an d'Grondrechter vu jidder Eenzelnem, an d'Justizautoritéiten hunn och Problemer mam Gesetz.

Ech erlabe mer, hei op den Avis vun der Chambre des Salariés anzegoen, déi Follgendes schreift - well ech och aus deem Beräich kommen -: « La Chambre des Salariés, dont l'avis date du 11 juin 2020, refuse de donner son accord au projet de loi qui, selon elle, pérennise des mesures gouvernementales initiales destinées à limiter la propagation du virus et entrave de manière substantielle les libertés individuelles.

Elle estime que les mesures de mise en quarantaine, de placement en isolation et surtout, d'hospitalisation forcée, sont disproportionnées et les conditions et circonstances dans lesquelles ces mesures peuvent être prises ne sont pas définies assez clairement. En tout état de cause, la Chambre des Salariés se demande comment une hospitalisation forcée serait exécutée et si les hôpitaux seraient prêts ou équipés pour accueillir les patients contre leur gré. »

Ech mengen, dat seet jo genuch aus. A wann een dann nach weider géif dee ganze Projet de loi elo liesen, da muss ee feststellen, datt, nieft der Salariatskummer, sech dëse roude Fuedem praktesch duerch déi meescht eenzel Avisen zu dësem Covidgesetz zitt.

Vill Onkloerheete sinn am Projet de loi, an dat gëtt och vu ville Fachleit dobaussen aus de jeeweilege Branchë kritiséiert. Ech denken do ënner anerem un d'Artikele 4 a 5, déi a mengen Ae vill Interpretatiounen zouloossen.

Do derbäi ass d'Recht vun engem zweeten Test no engem positiven Test net am Gesetz virgesinn, well mer wësse jo all, datt eenzel Tester falsch sinn oder falsch kënne matgedeelt ginn. An an engem Rechtsstaat misst dat jo och méiglech sinn.

Et ass e komplizéierten Text, dee méi Froen opwerft, wéi en der léist. Bal all Passus brauch eng Erklärung. Dat ass ongesond a bréngt vill Diskussiounsstoff mat sech fir d'Leit dobaussen.

De Covidprojet beinhalt 69 Säite Commentaires des articles. An op där anerer Säit hu mer emol net 10 Säiten am Gesetz stoen. Ech mengen, dat weist jo genuch. A wie liest dann all déi 79 Säiten? An dobäi kann nach jidderee se interpretéieren no senger Liesaart.

Datt et komplizéiert ass an net einfach, dat gesäit een och am Avis vum Staatsrot, dee praktesch nëmme Recommandatioune virschléit, awer wéineg konkreet Gesetzesännerunge mécht, esou wéi dat bei aneren Avisen zu anere Gesetzesprojeten de Fall ass.

Dësen Text ass och onkloer a léisst vill Rechtsverdréierei zou. Wa mer esou Gesetzer maache wéi dëst an nach vill anerer, da musse mer an Zukunft ons d'Fro stellen, ob mer net mussen all neigebuerenem Kand en Affekot zur Säit stellen, fir duerch d'Liewen ze kommen.

Mir haten eng Motioun preparéiert, fir e Pandemiegesetz ze maachen, mee den Här Mars Di Bartolomeo huet do och eng gehat a mir hunn eis där ralliéiert, soudatt mer eis Motioun zréckgezunn hunn an déi dann net brauchen hei virzedroen.

Mir mussen eis och Gedanke maachen, wéi mer dermat ëmginn, wann, wat mer all net hoffen, eng zweet Well géif kommen. Ech mengen, da stelle sech an där ganzer Saach nach vill aner Problemer. An do muss een elo schonns kucken, wat fir Méiglechkeeten datt mer hunn.

Ech géif dann zum Schluss Iech all e Merci soe fir d'Nolauschteren, dem Rapporteur och e Merci, an all deenen, déi un deem Gesetzesprojet hei matgeschafft hunn, och e grousse Merci, well et war e grousse Labyrinth, fir hei derduerchzekommen.

A wéi mäi Kolleeg, de Roy Reding, annoncéiert huet, wäerte mir dëst Gesetz aus all dësen Iwwerleeungen eraus net kënne stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Gesondheetsministesch hélt Kenntnis vun der schlechter Zensur, déi se kritt huet. Si wäert sech dat zu Häerz huelen a kucken, an der zweeter Halbzeit déi Saach da besser ze maachen.

Si ass och ganz beandrockt vun der Zouversiicht, déi hei ass, dass esou vill Leit dat besser gemaach hätten. Wann ech zréckkucken, hätt ech déi Zouversiicht haut net. Ech muss ganz éierlech soen: Wann ech nach eng Kéier misst ufänken ënnert deene selwechten Emstänn, ech weess net, ob ech et wierklech vill besser gemaach hätt. Dofir, Chapeau fir déi Zouversiicht, déi Dir hutt! Do feelt et mir nach e bëssen u Selbstvertrauen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Déi éischt Halbzeit ass gelaf. D'Rudder geet eriwwer. Et ass net méi d'Regierung, déi elo um Rudder ass. An als Bierger kann ech dann zouversiichtlech sinn, dass, wa mer alleguerten zesummen elo dorunner schaffen an dësem Mount, sécherlech villes méi kloer wäert ginn.

Ob déi éischt Halbzeit am Endeffekt gutt gelaf ass oder net, ass och à ce stade net wierklech relevant. Et ass déi lescht Zensur, déi wäert zielen, well de Match ass eriwwer, wann en ofgepaff ass. Jiddwereen, dee Sport mécht, dee weess dat. An och, wann alles gutt ass a wa mer vill gelueft ginn, wann d'Zuele gutt sinn, sou si mer net derduerch an d'Gefor ass grouss, dass mer eis iergendwann nach eng Kéier e Selbstgol schéissen an der zweeter Halbzeit.

Den 11. Mäerz ass d'Pandemie vun der Weltgesondheetsorganisatioun deklaréiert ginn. Wat ass dat? Eng Infektiounskrankheet, déi weltwäit grasséiert. Déi Pandemie ass nach ëmmer do. Si ass net opgehuewen. Ech muss Iech éierlech soen: Wann Der mech den 11. Mäerz gefrot hätt, wéi et dräi Méint méi spéit ausgesäit, hätt ech gehofft, laang gehofft, dass mer e bëssen Entwarnung hätten, dass et e bësse besser geet, well et war eng ganz stresseg Zäit.

Dat ass awer net de Fall, wéi Der alleguerte sécherlech matkritt hutt. De leschte Freiden ass eng nei Warnung vun der Weltgesondheetsorganisatioun komm, den 19. Mäerz, (veuillez lire: den 19. Juni,) grad emol néng Deeg no eise leschte Mesures de déconfinement, déi ganz generéis waren, déi mer geholl hunn.

A wat war op där Pressekonferenz déi Haaptausso? Ma déi zweet Phas, déi elo ugeet, déi zweet Phas, dat ass eng nei an eng geféierlech Phas. Et ass e weltwäiten Opruff zur Virsiicht, dee gemaach ginn ass.

Asoufern muss ech soen, dass nieft deene ganz intensiven Debaten, déi mer geféiert hunn, deene ville Stonnen, déi mer verbruecht hu mat Grondsazfroen, wou ee sech normalerweis Zäit muss huelen, fir dat am Fong ze maachen, meng Haaptsuerg déi ganzen Zäit iwwer, déi éischt Halbzeit an och elo déi zweet Halbzeit wäert um Terrain leien. Et ass do, wou meng Prioritéit ass, et ass do, wou ech der Meenung sinn, dass ech muss present sinn, fir déi Kris beschtméiglech ze geréieren, an zwar um Terrain.

Jo, et stelle sech vill Froen. Zu ville juristeschen Texter stelle sech Froen. Mir hunn hei en Text bannent kierzester Zäit probéiert ze maachen, deen d'Situatioun juristesch soll besser maache wéi dat, wat mer elo zur Verfügung hunn. Mir hu misse mat deem Arsenal u juristeschen Instrumenter schaffen, wat mer haten. Mir konnten net, wéi d'Pandemie do war, mat der Baguette magique eis nei Gesetzer ginn. Dat ass richteg.

An et war och net einfach, déi Gesetzer auszeschaffen, well ganz vill Aarbecht um Terrain huet misse gemaach ginn an och nach muss gemaach ginn. Villes leeft hannert de Kulissen. Een Deel vu mengem Job ass hei op der politescher Bün. An ech si mat Iech d'accord, et dass net do, wou meng gréisste Stäerkt läit. Ech probéieren, um Terrain ze geréieren, an dat ass vill Aarbecht! Mir sinn amgaangen ze evaluéieren, e Plang opzestelle fir déi nächst Phas, déi kënnt. Dat ass ganz vill Aarbecht. Eis Ekippe si gefuerdert Dag fir Dag. D'Situatioun ännert, a jo, et ass net ëmmer déi richteg Zäit, fir gutt ze kommunikéieren.

All déi Froen, déi Der Iech stellt - an ech ginn net méi drop an -, do hu mer vill Stonne mat deene Froe verbruecht an eise Kommissiounen. Bon, déi lafen net ëmmer bei der Kamera, dofir kritt net jiddwereen et mat. Mee wéi bei villen Texter ass et hei och d'Intentioun vun der Regierung gewiescht, esou kloer wéi méiglech op de Leit hir Froen ze äntweren. Dofir hate mer vun Ufank un eng Hotline en place, déi ganz vill solicitéiert ginn ass, déi ganz vill op Benevollen zréckgegraff huet. A mir haten och eisen Internetsite, wou mer all d'Froen, déi au fur et à mesure all Dag erakomm sinn, owes evaluéiert hunn an da „frequently asked questions" en ligne gesat hunn, déi vill vun deene Froen, déi d'Leit dobausse sech gestallt hunn, an och vill vun deene Froen, déi Dir Iech bis haut nach stellt, zum Deel beäntwert hunn.

Dat ass dat, wat mer vun Ufank u gemaach hunn a wat mer och weiderhi wäerte maachen. An esou hoffe mer, dass déi Froen, déi sech vläicht stellen, Saachen, déi net ganz kloer sinn - dat ass bei juristeschen Texter oft esou -, dass mer déi kënne lues a lues nobesseren an de Leit Äntwerten op déi Froe ginn, déi se sech legitimmement stellen.

A jo, mir hu kee Robert Koch-Institut hei zu Lëtzebuerg. Mee ech wëll awer ënnersträichen, dass mer eng ganz performant Recherche hunn an dass d'Covid-19-Taskforce, dat si Lëtzebuerger Chercheuren, déi sech spontan zesummegesat hunn an eis hei beroden, alles drusetzt, fir d'Regierung an iwwerhaapt d'Bevëlkerung beschtméiglech opzeklären.

Dës Informatiounen, dat sinn déi Informatiounen, op déi d'Regierung sech baséiert. Déi sinn ëffentlech zougänglech op engem Site, deen immens gutt gemaach ass. An op deem Site fannt Der och ab de Moien déi nei Berechnungen, déi ech effektiv gefrot hunn d'lescht Woch fir justement deen neien Zenario, dee mer iwwert d'Opposition formelle vum Conseil d'État hu missen hei eraspillen.

Dëst, an ech géif dat gären ënnersträichen, obwuel mer déi zwou Wochen elo net ofgewaart hunn, fir en neie Schrëtt ze maachen. Dat ass déi éischte Kéier an dëser Pandemie. Et gëtt ëmmer gesot: „D'Regierung ass sech net konsequent." Op engem Punkt ass se et. Mir hu vun Ufank u gesot: „Mir wäerten esou fréi wéi méiglech kucken, an eng Normalitéit ze goen, awer esou, wéi mer et recommandéiert kritt hunn, mat klenge Schrëtt, ee Schrëtt nom aneren, an tëschent all Schrëtt waarde mer of."

Ech weess, dass dat vill Gedold fuerdert an dass immens gedréckt ginn ass, dat éischter ze maachen. Mee dat hu mir op alle Fall vu Regierungssäit konsequent duerchgezunn, mam Resultat, dass mir effektiv fir dee leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, an zwar dee vum 20. ..., nee, elo sinn ech duercherneen, vum 10. Juni, dee leschten, dee vu Mammendag, am Moment nach ofwaarden, wat geschitt.

Et ass scho beonrouegend, op alle Fall fir mech als Gesondheetsminister, elo en neie Schrëtt hu missen ze huelen an der leschter Ligne droite, ouni ofgewaart ze hunn, wat d'Effete vum leschte Schrëtt waren. Eise leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, ass e Paradigmewiessel gewiescht. Mir si vill méi op d'Eegeresponsabilitéit gaangen, grad am Privaten. Mir hu fir Rassemblementer vu Leit ënner 20 keng Virschréfte méi. Do si mer wierklech voll op d'Eegeverantwortung vun de Leit gaangen. A mir sinn eréischt um Dag 10 duerno a wann Der eis Zuele kuckt, gesitt Der, dass mer och - fir d'éischt an dëser Pandemie, et ass deen éischte Schrëtt, dee mer geholl hunn, wou mer dat hunn! - en Effet op eiser Kurv gesinn, an net dee beschten.

D'Zuele sinn amgaangen eropzegoen, soudass vun eiser Säit aus, op alle Fall vu menger Säit aus am Moment eng gréisser Suerg ass. Ech wëll gären déi 14 Deeg ofwaarden. Wa mer da bis en Trend gesinn op eiser Kurv, si mer an enger Positioun fir ze kucken, wat dann elo den nächste Mount soll Sache sinn oder wat net.

Dee leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, ass e Schrëtt, deen eis operluecht war, deen asoufern ... Ech net weess, wourobber e fousst, op alle Fall net op eiser Demarche, déi doranner bestanen huet, wierklech d'Inkubatiounszäit ofzewaarden. Wa mer d'Leit wierklech an eng aner Richtung begleeden, dass mer soen, mir vertrauen dorobber, dass se d'Reegele verstanen hunn, da muss ee sech och déi néideg Zäit gi fir ze kucken, ob deem och esou ass, a gegeebenefalls nobesseren, falls dat net esou ass. Well nieft den individuelle Fräiheete hu mer als Staat eng Responsabilitéit fir jiddwereen. Mir hunn d'Responsabilitéit, dat Land hei och duerch déi zweet Halbzeit ze féieren.

Do wou mer eis am Moment befannen, dat ass op dënnem Äis. D'Situatioun ass net gutt. Net nëmmen ass et eng nei an eng geféierlech nei Phas, déi annoncéiert ginn ass vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Et ass och elo net nëmme méi eng Spekulatioun, mee d'Zuele sinn amgaangen, erëm weltwäit eropzegoen.

Dat ass net just an Asien, wäit ewech vun eis, nee, och hei. Wann Der iwwert d'Grenze kuckt: Berlin, Paräis, iwwerall, lues a lues zitt et erëm un. Mir wëssen net, ob dat eng kleng nei Well ass, ob dat sech erëm leet. Deen Trend kënne mer eréischt kennen, wa mer eis nach e bëssel chen Zäit gi fir ze kucken, wat geschitt. Et ass jo vläicht just e klengt Unzéien an et leet sech nees. Mee et weess een et haut net. Ech weess et op alle Fall net. Aner Leit gesinn vläicht do besser an de Kaffismarc.

Déi nei Normalitéit, déi mer gären hätten an op déi mer setzen - well déi Schrëtt, déi mer geholl hunn, si méi schnell komm a waren och lues a lues méi grouss, well mer alleguerten zesummen, eis Betriber, d'Leit an deem Land hei, et fäerdegbruecht hunn, eis un d'Reegelen ze halen -, mee trotzdeem, et ass eng nei Normalitéit, déi ganz vill fuerdert. Si fuerdert Responsabilitéit. Si fuerdert Perseverance.

Et ass wierklech net de Moment, fir nozeloossen! Well wat mer méi deconfinéieren, wat natierlech erëm de Risiko vun neien Infektioune méi grouss gëtt. Wat mer eis juristesch besser opstellen, méi konform zu allem, wat mer natierlech och méi ageschränkt sinn an eisem Handlungsspillraum. Dofir, dat ass net eng einfach Situatioun.

Ech ginn Iech just d'Beispill vum analogen Tracing. Mir hunn am Ufank immens vill mat Benevolle geschafft, mat Leit, déi vu riets a lénks hëllefe komm sinn an dëser Kris. Dat ass elo net méi méiglech. Dat ass elo limitéiert. Op den Date kënnen nach just Medezinner schaffen oder Gesondheetspersonal. Ech brauch lech net ze soen, wat dat bedeit. Do kënne mer net esou séier Ligne-de-garden opriichten, wa mer se brauchen.

Dat heescht, mir sinn op ganz dënnem Äis. An dofir vu mir aus e ganz, ganz groussen Appell u jiddwereen: Wannechgelift, et ass net de Moment, fir ze relaxéieren. Et ass de Moment, fir méi wéi jee Eegeverantwortung ze huelen an derbäi ze bleiwen! An déi basesch Reegelen, déi mer hunn, dat ass ganz einfach. Esou komplizéiert ass et net.

Et gëtt just een eenzegt Mëttel, fir dee Virus iergendwou agedämmt ze halen. Dat ass, op Distanz ze bleiwe respektiv, wann een dat net kann, eng Mask unzedoen. Et c'est tout! Et ass ganz einfach!

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Méi komplizéiert ass et net. An dat deklinéiere mer. A mir behale Reegelen oprecht fir grad déi Saachen, wou een aus der Erfarung weess, dass et dem Mënsch net esou einfach ass, op Distanz ze bleiwen: nämlech gréisser Rassemblementer, do wou gefeiert gëtt, do wou et geselleg gëtt. Et ass do, wou de Risiko läit, an et ass do, wou mer nach wollten d'Schrauf e bëssen unzéien. Dëst fir ze kucken, wéi et am nächste Mount evoluéiert. Mir sinn och e Land, wou vill Zirkulatioun ass. Mir hu vill Frontalieren. Et ass net, fir hei ze fréi d'Garden erofzemaachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Voilà! No den zéng Deeg no Mammendag hu mer Neiinfektiounen. Ech wäert Iech dat net verstoppen. Mir hunn ons engagéiert, d'Chamber reegelméisseg ze informéieren. Dat wäerte mer all Woch maachen, net nëmmen d'Chamber, mee och d'Leit dobaussen.

Déi Neiinfektiounen, ben, wou komme se hier? Bei deene Saachen, wou mer vun Ufank u gesot hunn, wou dee gréisste Risiko ass: wa mer am Privaten ufänken, e bëssen nozeloossen. Et sinn och gréisser Partyen, déi gefeiert gi sinn, wou d'Leit dann, obwuel se warscheinlech am Ufank nach ganz motivéiert waren, op Distanz ze bleiwen, se et iergendwann „vergiess" hunn. Dat ass nun eeben emol esou. Mir wëssen, dass dee Risiko do ass.

Wat ass de Risiko, wa mer Neiinfektiounen hunn? Et ass net just eng blank Zuel. Et sinn och déi Kontakter, déi doduerjer entstinn. Wat mer eis méi an dem Deconfinement gesinn, wat mer méi Kontakter hunn. Wat mer awer méi Kontakter hunn, wat et méi schwéier gëtt, en Tracing ze maachen. Dat heescht, d'Kaz, déi bäisst sech an de Schwanz! Wat mer méi oniwwersiichtlech erëm ufänken erauszegoen, eis ze mëschen, iessen ze goen, wat et méi schwéier gëtt, am Fall vun enger Infektioun nozevollzéien a sech iwwerhaapt och nëmmen ze erënneren, mat wiem ee Kontakt hat.

Mir haten elo Fäll an deene leschten Deeg, wou een Neiinfizéierte bis zu 80 Kontakter hat. Kënnt Der Iech dat virstellen?! 80 Kontakter, do sinn ech mer 100 % sécher, dass déi Persoun sech net genau konnt wierklech erënneren, wien déi Kontakter waren.

Kënnt Der Iech virstellen, wat dat bedeit fir den Tracing, wat dat fir en Opwand ass? Mir hu modelliséiert, andeems mer dervun ausgaange sinn, dass d'Leit am Schnatt néng Kontakter hunn. Wann dat sech op eemol verduebelt, verdräifacht, ben, dann hu mer e Problem! Dann hu mer e seriöe Problem. An ech hunn net onbedéngt d'Léisung dofir à ce stade.

Voilà! Mir hunn, et ass gesot ginn, e Gesetz, wat net immens ass. Do kann ech gär domadder liewen. Et ass an der Hetz gemaach ginn. Et ass net esou einfach. Ech sinn zouversiichtlech, wa mer esou zesummeschaffen, wéi mer et elo gemaach hunn, mat enger Justizkommissioun zesummen, mat enger Justizministesch, déi hei och wierklech op verschiddene Punkte mat ugepaakt huet, dass mer dat zesummen hikréien, fir dat lues a lues ze amelioréieren.

Mee, wéi gesot, an der Urgence schaffen ... Iwwerhaapt, wou gehuwwelt gëtt, fale Spéin. A wann Der schnell schafft, da sidd Der net a Perfektioun. Dat ass esou. Op alle Fall a menger Welt ass dat esou.

Voilà! Mir sinn nach net ukomm. Wat gëllt et elo? Weiderhin derbäi ze bleiwen. Mir brauchen dat Gesetz. Mir mussen als Santé handlungsfäeg bleiwen. Et ass extreem wichteg. Den État d'urgence ass eriwwer, mee d'Pandemie ass net laanscht a mir musse kënne weiderschaffen.

Dëst Gesetz ass dat, wat eis d'Basis gëtt, fir handlungsfäeg ze bleiwen. Dofir si mer drop ugewisen, dat Gesetz ze hunn. Ech si frou, wann et gestëmmt gëtt. Ech bieden Iech alleguerten, et ze stëmmen. A wann Der Iddien hutt a Propositiounen hutt - firwat net och eng Proposition de loi?, ëmmerhin ass et den éischte Rôle vun der Chamber, fir d'Legislatioun riichtzestoen -, da sinn ech och zouversiichtlech, dass mer kënnen an engem Mount eventuell e bessert Gesetz hunn.

A fir drop anzegoen, dass et esou schlecht ass, wéi Der kaum eent gesinn hutt: Dat deelen ech och net. Ech ka mech erënneren, wéi ech ugefaangen hunn, an der Fonction publique ze schaffen, hate mer e Projet de loi virleien, deen och vu Juristen ausgeschafft gi war, deen hat grad emol 100 Opposition-formellen. Also, esou schlëmm ass et och net!

(Hilarité)

Mir hunn der hei zwou gehat a mir sinn driwwer ewechkomm. Ech hunn op alle Fall a menger Karriär scho vill Schlëmmeres gesi wéi dat doten, wat vill méi laang ausgeschafft ginn ass. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer dat nach besser hikréie wäerten all zesummen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Här President, honorabel Deputéiert, et ass dacks ënnerstrach ginn, wéi déif d'Mesuren am État de crise d'Grondfräiheeten ageschränkt hunn. Eis Verfassung, mee och eis europäesch an international Engagementer maachen däitlech, dass och am Kader vun enger Pandemie net all Fräiheeten am Numm vun der Gesondheet däerfe geopfert ginn.

Dëse Projet de loi ass ee vun den Texter, deen et eis soll erlaben, aus dem État de crise erauszekommen. Et ass dofir eminent wichteg, dass d'Exceptiounslogik vum État de crise och mam État de crise definitiv en Enn hëlt. Den Text gëtt net fir näischt kritesch gekuckt, vu dass sech hei déi potenziell fräiheetsaschränkend Mesurë befannen, déi nom État de crise nach fir d'Privatpersoune gëllen.

Ech erlabe mer, meng Commentairen op d'Prozedure betreffend den Isolement, d'Quarantän an den Zwangsconfinement ze limitéieren. D'Diskussioun war hei mat Momenter jo ganz besonnesch hefteg, wat mech awer u sech rassuréiert, well et sinn hefteg Mesuren.

Dem franséische Conseil constitutionnel a senger Analys vun der Loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire a Frankräich no ass all Mesure, déi enger Persoun wärend op d'mannst zwielef Stonnen den Dag all Ausgang verbitt, eng Privation de liberté. All Fräiheetsentzuch muss, fir net just eiser Verfassung, mee och dem Artikel 5 vun der Mënscherechtskonventioun ze entspriechen, gewësse Garantië virgesinn.

D'Mesure muss fir d'éischt emol néideg sinn, well d'Fräiheet d'Reegel an d'Restriktioun d'Exceptioun ass. Och eng absolutt als néideg agesinn. Mesure kann dat konkreet just sinn, wann am Virfeld all aner manner invasiv Mesure geholl ginn ass. An och eng konkreet noutwendeg Mesure muss esou kalibréiert sinn, dass den Agréff an d'Fräiheet de revendiquéierten Objektiv verhältnisméisseg erfëllt. An all Mesure, an dat war jo och eng wichteg an néideg Diskussioun hei, muss och am Respekt vum Contradictoire virun engem Geriicht kënne contestéiert ginn.

Well de Rechtsstaat sech net op de gudde Wëllen eleng, mee op kloer Texter a Garantië baséiert, hu mer déi bestoend Dispositiounen, also d'Artikelen 10 an 11 vum Santésdirektiounsgesetz, mussen op de Leescht huelen. Sech u Prinzippien halen, heescht am aktuelle Kader also effektiv heiansdo, dass mer fir e Gesetz, dat just ee Mount gëllt, Prozeduren, déi iwwerlieft sinn, mee sollen applizéiert ginn oder solle kënnen applizéiert ginn, adaptéiere mussen. Dat, well e Staat, deen an d'Fräiheeten agräife wëllt, dat net op egal wéi eng Manéier däerf maachen.

Wat den Isolement an d'Quarantän betrëfft, sou ginn dës Mesuren agesat, fir d'Infektiounschaînen ze briechen an d'ëffentlech Gesondheet ze garantéieren. Deen Objektiv ass legitimm. En erlaabt awer net all Méttelen. Well et sech, wéi gesot, ëm e Fräiheetsentzuch handelt, musse mer all an deem Kader elementar Prinzippie spille loossen.

Par rapport zum Text vun 1980, deen dem Direkter vun der Santé relativ vast an éischter vag Pouvoire léisst, ass d'Méiglechkeet vum Ausstelle vun enger Ordonnanz elo besser encadréiert. Et sinn zwee kloer getrennt Regimmer agefouert ginn: op där enger Säit dee vum Isolement, dee just op positiv getest Persoune kann applizéiert ginn, op där anerer Säit dee vun der Quarantän am Fall vun enger Exposition à haut risque.

De Regimm vum Isolement ass, wéi ee sech dat erwaarde kann, méi restriktiv an op méi laang Dauer ugeluecht wéi dee vun der Quarantän. Et gouf virdru keng Prezisioun an deem Sënn. Béid Ordonannze versti sech och elo manner repressiv a méi protektiv. Si gesinn dofir vir, dass dem Concernéierten e Krankeschäi muss kënnen delivréiert ginn. Au vue vun der ekonomescher Reprise ass dat besonnesch wichteg fir Persounen, déi wéilten a Quarantän goen, dat ouni Krankeschäi vum Patron awer net erlaabt kréichen.

Och um Recours ass geschafft ginn. D'Ordonnanz gëtt virum Verwaltungsriichter contestéiert. De Concernéierte ka selwer present sinn, mee sech natierlech och vertriede loossen. Hie ka sech vun engem Affekot representéiere loossen, e muss dat awer net. E ka sech och aneschters vertriede loossen. Alles dat sinn Innovatiounen, déi och an der Praxis d'Effektivitéit vun de Voies de recours solle garantéieren.

Vu dass et sech ëm e Fräiheetsentzuch handelt, sinn och d'Delaien entspriechend kuerz gehale ginn.

Och hei allerdéngs wousste mer schonn, mee dat weisen och d'Avisen, datt den Effort net wäit genuch geet. Dat och, well eis verschidden Instrumenter feelen, fir e wierklech adequate Kader ze garantéieren.

Wat dës Mesure zum Beispill ugeet, sou hunn d'Consultatiounen erginn, datt mer um Niveau vum Verwaltungsgeriicht kéinten e Juge des libertés aféieren. Well och um Administratif gëtt et eng ganz Partie Prozeduren, déi quasi penaler Natur sinn an dofir weider Garantië kéinte verdroen. Esou e Riichter hu mer den Ament net. Dat heescht, mir kënnen deen och net an esou enger Prozedur wéi där heiter virgesinn. Mee dat soll op alle Fall an eis Reflexioune fir en definitiven Text afléissen.

Erlaabt mer och e puer Wierder zur Prozedur vum forcéierte Confinement, also dat, wat mer bis elo Zwangshospitalisatioun genannt hunn. Och hei ass d'Analys, dass den Artikel 11 vun deem aktuellen 1980er Gesetz net konform ass mat deene Garantien, déi esou Prozeduren haut musse respektéieren. Dat ass och net weider erstaunlech. D'Gesetz ass vun 1980, mee den Ursprong vun deem Text geet op 1952 zréck. Et gouf och säitdeem net méi fundamental modifizéiert.

Mir sinn hei bei ganz séier an zum Deel wierklech extreem séier proposéierten Alternativen. Natierlech kënne mer net ganz zefridden domadder sinn. Mir hu se awer zréckbehalen, well se par rapport zum Text vun 1980 méi fundamental Garantië virgesinn.

Iwwert déi éischt Garantie ass an der Lescht wéineg geschwat ginn, mee si ass fundamental. Net just muss déi positiv getest Persoun Mënschen an hirem Émfeld hir Gesondheet a Gefor bréngen, fir dass d'Mesure iwwerhaapt a Fro kënnt, hir muss och am Virfeld eng adequat Alternativ proposéiert ginn. Eréischt wa si och déi Alternativ refuséiert, kann e forcéierte Confinement beim Riichter ugefrot ginn.

Konkreet heescht dat, dass och zum Beispill eng Persoun ouni feste Wunnsëtz virun engem forcéierte Confinement eng alternativ Struktur muss ugebuede kréien, déi zum Beispill aus enger Hotelskummer ka bestoen. Et gëtt also zwou kumulativ Konditiounen, fir deen Zwangsconfinement ze envisagéieren. An déi mussen och vum Riichter kontrolléiert ginn.

Wat de Recours ugeet, gëtt et hei Änlechkeeten an Differenze mat deem géint d'Isolements- oder d'Quarantänsordonnanz. Änlechkeeten, well et sech, wéi gesot, a béide Fäll ëm eng Privaion de liberté an engem quasi penale Kontext handelt, deen deemno verschidde Garantien an notamment déi vum Contradictoire verlaangt. Differenzen awer och, well de forcéierte Confinement nach e Stéck méi wäit geet, andeem en d'Isolementsordonnanz géint de Wëlle vun deem Betraffenen exekutéiert. Dës Contestatioun gëtt dofir virun de Juge judiciaire gedroen. Hei lafen extreem kuerz Delaien, fir der Gravitéit vun der Mesure Rechnung ze droen. Vu datt d'Decisioun dëser Prozedur no vun enger Instanz geholl gëtt, déi dann och hir Validitéit soll kontrolléieren, huet eng Appellméiglechkeet mussen agefouert ginn.

Och dës Garantië sinn net perfekt. Mir kënnen eis net domat zefridde ginn - duerfir begréissen ech och déi Motioun, déi d'Chamber erageréecht huet -, datt dëse Projet fir d'Gesetz just eng Durée de validité vun engem Mount virgesäit. D'Gesetz vun 1980 bleift weider applikabel a mir mussen dës onkonventionell Dispositiounen aus eiser Legislatioun erauskréien.

Éier ech ophalen, wollt ech awer och nach e puer Mercie lassginn. Merci un Iech alleguerten, well Der dësen Text a senge sukzessive Formen ëmmer nees am Sënn vun engem gréisstméigleche Schutz vun de Grondrechter duerchlächert hutt. Och déi ënner Iech, déi den Text am Endeffekt net wëlle matdroen, hu bis zum Schluss wäertvoll Suggestioune gemaach, wéi en op d'mannst technesch kéint verbessert ginn, an hunn op déi Aart a Weis awer hir Responsabilitéit gedroen.

Merci och un d'Aarbecht hannert de Kulissen an de Ministèren, op deenen och keng Iwwerstonn gezielt a gescheit gouf. Merci natierlech dem Staatsrot fir seng kritesch Remarken an Textproposen. An zulescht villmools merci de Mataarbechter vun der Chamber. Och Dir hutt a ganz kuerzer Zäit Beandrockendes geleescht, eng Kommissioun no där anerer a bis zu zéng den Dag begleet a verschafft. Et wor net evident. An ech hoffe fir Iech alleguerten, dass de Rhythmus sech an Zukunft e bëssen normaliséiert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7606. Den Text steet am Document ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier ënnersträichen: „D'Zuele sinn amgaang eropzegoen", sot d'Madamm Ministesch, dat mécht eis och Suergen. Mir hunn och gëschter hei zu Lëtzebuerg gesinn, datt se u sech eropgaange sinn. A genau dofir hate mer jo och virun enger Woch eng Motioun hei ofstëmme gelooss, déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, wou mer gefrot hunn, fir déi Modelliséierungen ze kréien, a wou mer och gefrot hunn, fir d'Simulatiounen dann ze kréien: Wat geschitt, wann déi Mesuren ëmgesat ginn, déi elo an dësem Projet de loi virgesi sinn?

Ben, mir hunn näischt kritt. D'Madamm Minister huet gesot, et wär elo online. Also, ech hunn an eiser Fraktioun nogefrot. Mir hunn iwwerall eppes gesicht. Um Courrier ass zumindest nach näischt. Mir hunn eppes fonnt iwwert de Large-Scale-Testing, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech schécken Iech de Link, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... mee ech wëll just soen: Eng Simulatioun an eng Modelliséierung mécht ee jo u sech, ier een eng Decisioun hëlt, an net eréischt duerno iergendwann eng Kéier, well d'Chamber et freet.

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

Ech fannen et awer traureg, well et ass och eng Fro vun der Verantwortung. Als Oppositioun -

„Wëssen ass Muecht", gëtt jo ëmmer gesot -, firwat gëtt dat Wëssen net u sech mat eis als Oppositioun gedeelt? Mir brauchen déi Saachen, fir déi Mesuren och kënnen anzeschätzen.

A wéi gesot: Mir maachen hei villes op. „Et gëtt méi oniwwersiichtlech", ass gesot ginn. Mee wat ass de Risiko vun där méi Oniwwersiichtlechkeet, déi elo u sech gestëmmt gëtt? Dofir hätte mer wierklech gären déi Simulatioune gehat.

Hei huet d'Regierung déi Motioun, déi mer awer eestëmmeg gestëmmt hunn, also déi ganz Chamber huet se gestëmmt ... Hei ass déi ganz Chamber, net nëmmen d'Oppositioun ignoréiert ginn. An dat ass fir eis - et deet mer leed, et ze soen - awer respektlos. An et ass u sech och verantwortungslos, well et eis net d'Moyene gëtt, dat Ganzt richteg anzeschätzen. An ech wär wierklech frou, wann Der eis zumindest elo géift soen, wou et ze fanne wär, well mir hunn et bis elo nach ëmmer net fonnt.

Leider, géif ech soen, esou funktionéiert Demokratie net! Fir d'Demokratie muss dat Wëssen, wat do ass, och gedeelt ginn, an och gedeelt gi mat der Oppositioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll direkt soen, datt de Link virun zwou Minutte vun der Administration parlementaire un all Deputéiert weidergeschéckt ginn ass.

(Interruptions)

Den Här Wiseler freet d'Wuert.

(Interruption)

An d'Madamm Ministesch.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass effektiv de Link weidergeschéckt ginn, wärend d'Madamm Hansen amgaang war ze schwätzen. Just, wat mech interesséiert hätt - vu datt d'Regierung dee Link hat -, éier d'Sëtzung war, wär awer gewiescht, ongeféier ze wëssen, éier d'Chamber elo heiriwwer ofstëmmt, wat dann drasteet. Elo hu mer zwar de Link, a mir stëmmen an 30 Sekonnen of. Mir wëssen awer nach net, wat drasteet. Dat liicht mer net ganz an.

Dann hunn ech nach zwou Remarken, déi ech awer onbedéngt wollt maachen. D'Madamm Lenert huet ganz richteg gesot: „A 14 Deeg musse mer elo kucken, wat dat Ganzt erginn huet, fir dann erëm en neit Gesetz ze maachen." Dat ass vläicht richteg fir déi Zuelen, déi da mussen agesat ginn an deen nächsten Text, wa mer iwwer Deconfinement, oder Reconfinement an engem Mount vläicht, da schwätzen. Mir wëssen dat jo net.

Ech géif just bieden, datt awer net a 14 Deeg eréischt ugefaange gëtt, den Text ze maachen. Well et sinn elo néng Artikelen am Text, déi strictement näischt ze dinn hu mat deem ganzen Zuelematerial, wat een da muss asetzen oder net muss asetzen, an déi duerchaus nach misste verbessert ginn. Dat ass awer eng Aarbecht, déi haut de Mëtte kann ugoen, well et och gutt wär, wa mer eis esou schnell wéi méiglech elo géifen drëm bekëmmeren.

An da mäin drëtte Punkt, deen ass mer awer och net onwichteg: Et si jo eng Rei Moossnamen aus dem Gesetz erausgeholl ginn, well et jo Moossname sinn, déi net novollzéibar waren, well se an de Privatsphären ..., déi och net kontrollabel waren. Dofir huet de Conseil d'État jo och gesot: „Huelt se eraus!" Dir hutt elo mat Recht gesot, Dir hutt d'Suerg vun enger zweeter Well - dat deele mer alleguer! - an och a sengem Privatliewe sollt een nach oppassen, wat ee mécht.

Ech deelen do Är Gedanken honnertprozenteg. Mee ech wär just frou, wann Der dann, wat duerno a Recommandatiounen erauskënnt an net méi am Gesetz steet, kloer an däitlech elo géift soen: Wat sinn d'Recommandatioune vun der Regierung? Wat sinn d'Recommandatioune vum Ministère de la Santé un déi privat Leit, op Basis da vun där Modellisatioun, déi elo gemaach ginn ass, déi mer hinne mat op de Wee ginn?

U wat solle se sech dann elo halen, vläicht net gesetzlech obligéiert, vläicht net sanktionabel, mee awer als Recommandatiounen, fir sech, hir Famill, hir Frënn ze schützen? Do wär ech wierklech frou, wann Der eis - an de Leit haaptsächlech dobaussen! - dat an aller Däitlechkeet kéint soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, zwou Saachen zu de Modellisatiounen.

Dat Éischt ass, fir eis lescht Mesuren, déi mer proposéiert hunn als Regierung, do hat ech Iech an der Chamberskommissioun erkläert, well do ass déi Fro do jo och gestallt ginn, dass mer fir dee Schratt, dee mer gemaach hunn, keng nei gebraucht hunn. Firwat? Well déi vum 15. Mee u sech esou vill Zenarien ofgedeckt hunn, dass mer opgrond vun deenen Zuelen, déi mer elo hunn, relativ einfach konnte projezéieren, dass dat sech am grénge Beräich beweegt.

Vu dass d'Zuele besser si wéi dat, wat do den Ausgangszenario war, hu mer fir déi Mesure, déi mer do proposéiert hunn, wou mer ëmmer nach eebe bei Eventer iwwer 20 waren, wou mer relativ strikt Mesurë proposéiert hu bäizehalen, och am Privaten, keng nei gebraucht. Dat hu mer en toute transparence gesot.

Déi heiten, hat ech Iech an der Chamberskommissioun gesot - dat war, wéi mer alleguerten zesumme moies um eelef Auer den Avis vum Staatsrot kritt hunn an zréckbehalen hunn, dass mer eeben elo méi wäit nach en zousätzleche Schrëtt musse maachen, ouni eeben déi 14 Deeg elo ofgewaart ze hunn -, dass ech dat géif nei modelliséiere loossen. Déi Informatioun krut ech. Ech hunn et awer selwer och eréischt gekuckt, wéi ech vum Mikro fortgaange sinn, nodeem ech Iech et gesot hunn.

An ech hu se entre-temps souguer scho gekuckt hei; op alle Fall d'Dénger ... An ech hunn dat einfach fonnt. Et huet och net ee mer e Link geschéckt. Mee vu datt mer jo alleguerten op deem Covid-19-Site zimmlech doheem sinn an déi nei Saache mat grousser Erwaardung kucken, war ech och dervun ausgaangen, Dir géift dat schnell fannen. Mee mir hunn Iech de Link awer elo geschéckt, soudass Der en hutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn net esou schnell doranner.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Majo, ech weess ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir si frou, datt mer e Link kruten.

(Brouhaha et interruptions)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Nee, mir haten déi Diskussioun schonn de 15. Mee. Do war dat schonn déi selwecht Diskussioun, wéi mer Iech gesot hunn: „Si sinn elo online op der Uni." Mee mir kënnen Iech se awer systematesch dann duebel och schécken, och wa se do online sinn. Voilà.

Dat anert sinn d'Recommandatiounen. Selbstverständlech, déi sinn amgaangen iwwerschafft ze ginn. D'Santé huet déi ganzen Zäit iwwer vill Recommandatiounen um Site gehat fir eenzel Beruffsgruppen, fir eenzel Kategorië vu Leit. A selbstverständlech wäerten haut am Laf vum Nomëtten eis nei Recommandatioune fir de Grand public online goen. Déi si relativ einfach geschriwwen. Dat ass och keng Rocketscience. Ech hunn et virdru gesot: D'Reegel ass nach wie vor déi selwecht. Et gëllt nach wie vor, op déi Distanz opzepassen. Dat ass dat Eenzegt, wat ee ka maachen.

Et gëllt, op vulnerabel Leit opzepassen. Mir hunn och e Set u Recommandatiounen ausgeschafft spezifesch a Richtung vun de vulnerabele Leit. Engersäits fir déi, déi am Ëmgang mat hinne sinn: Wourop solle si oppassen? An och fir déi vulnerabel Leit selwer, deene mer beispillsweis wäerte recommandéieren, sech och un hiren Dokter ze wenden, fir genau hir Situatioun anzeschätzen. D'Vulnerabilitéit ass statistesch definéiert. Dat wëllt awer net onbedéngt eppes fir deen Eenzelne soen, soudass et do scho wichteg ass, dass jiddweree fir sech mat sengem Dokter kloerstellt, wéi e soll mat senger Situatioun ëmgoen.

An déi Recommandatioune wäerte mer och selbstverständlech elo an där nächster Phas, déi usteet, nees ënnert d'Leit bréngen, sou wéi mer dat och am Ufank vun der Pandemie gemaach hunn, iwwer Flyeren, iwwert déi mer scho vill geschwat hunn.

An ech wollt do nach just op eppes zréckkommen: Eppes, wat ech mer net gäre soe loossen, ass, dass ech d'Leit beléien. Et ass villes net perfekt. Et ass villes net gutt. Ech si sécherlech net talentéiert fir grouss Kommunikatioun. Mee belunn hu mer d'Leit ni!

An ech mengen, dass et bis an de leschte Wénkel vun dësem Land duerchgedrongen ass, dass mer e Problem haten, Masken erbäizekréien. Dat war an allen Nouvellen, op deene ville Livestreamen. Och wa se vläicht penibel ze kucke waren - moi je veux bien -, mee op alle Fall hunn ech vun Ufank un en toute transparence de Leit déi Schwieregkeete gesot, déi mer haten. Mir si gedriwwe gi mat deene Schwieregkeeten. Mir hu gemaach, wat mer konnten, fir déi Masken erbäizekréien. An ech mengen, dass een net kann dervun ausgoen, dass d'Leit dat net matkritt hunn, och wann et hei vläicht net ukomm ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Gesondheetsministesch fir déi Prezisiounen. D'Diskussioune sinn elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7606 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7606[17].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7606 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuratioun wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (vote par procuration)

Dëse Projet de loi ass domat mat 31 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vum Här Mars Di Bartolomeo deposéiert ginn ass. Ass do nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Deen nächste Projet um Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi ...

(Interruption)

Ma d'Motioun 2, déi ass fir déi zwee Projet-deloien 7606 an 7607. Dann huele mer déi nom Vott vum Projet de loi 7607.

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn nach eng Question urgente, déi ugeholl gi war, an déi riicht sech un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister. Mee d'Madamm Gesondheetsministesch ass jo hei. Do wollt ech froen, ob ech déi awer elo kéint stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, fir d'Äntwert vun där doter Question parlementaire misst och den Educatiounsminister hei sinn, oder net? Ech weess elo net, ob en ënnerwee ass oder ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen, et geet ëm eng Interpretatioun vun dësem Gesetz. Meng Fro ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hie kënnt nach de Mëtten. Déi zwee sinn hei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi sinn hei. Da kommt, mir maache fir d'éischt dat heite Gesetz fäerdeg an dann huele mer eeben einfach déi Question urgente do dertëschent!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hunn ech dat hei och gelies.

7. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo un de Projet de loi 7607 iwwert d'Aféierung vun engem gesetzleche Kader, deen d'Ausbreedung vum Virus am Kader vu sportlechen a kulturellen Aktivitéite soll vermeiden. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren, bei dësem Rapport dat erëm eranzehuelen, wat ech mat der Indulgence vum President bei deem leschte Projet iwwerzunn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7607 ass de Pendant zum Projet, dee mer elo just ofgestëmmt hunn. Sou wéi de Projet de loi 7606 d'Reegelen a Mesurë virgesäit fir déi physesch Persounen, reegelt deen direkt hannendrun d'Mesuren, déi applikabel sinn am Beräich vun den ekonomeschen Aktivitéiten an deenen Aktivitéiten, déi Leit empfänken.

Och hei hu mer dee selwechte Paradigmewiessel wéi bei deem virege Projet. Sanktioune gëtt et just nach am Ausnamefall. D'Eegeverantwortung an d'Verantwortung fir déi aner ginn hei d'Reegel.

D'Konditiounen, ënnert deene mer geschafft hunn, ware bei deenen zwee Projeten déi selwecht. An ech mengen, et ass virdrun e puermol ervirgestrach ginn: Ënner normale Konditiounen hätt een e bëssen aneschters kënne schaffen. Mee zesummen hu mer et awer fäerdegbruecht, fir e Maximum an där Zäitnout, déi mer haten, an an där Urgence, déi mer haten, ze bréngen, an - et ass e puermol insistéiert ginn - mat Hëllef och vun deene berodenden Instanzen, mat Hëllef vun all deene Leit, déi douewe sëtzen aus deene verschiddene Ministèren, mat Hëllef awer och vun der Regierung.

De Projet ass den 29. Mee parallell zum Projet 7606 deponéiert ginn an en ass an deene selwechte Sëtzunge wéi dee virege parallell analyséiert ginn. Am Zweifelsfall hätt een och déi zwee Projete kënne mateneen diskutéieren, mee mir hunn en anere Choix geholl. Dat féiert dozou, dass mer eng ganz Rei vu Saachen, déi mer beim virege Projet gesot hunn, hei net brauchen ze widderhuelen.

Et geet am grousse Ganzen ëm Mesuren, déi Ustiechungen an d'Verbreedung vum Virus solle verhënneren, an dat duerch Schutzmoossname wéi der Obligatioun fir Masken, e breede Begréff fir alles dat, mat deem ee sech selwer manner, déi aner awer méi schützt, wat d'Verbreedung vum Virus verhënnere soll.

Mir wëssen, dass an der Tëschenzäit d'Spillplazen an d'Spillariichtunge jo erëm op sinn. Déi kënnen normal fonctionéieren, mat der Obligatioun, an dat gëtt hei an dësem Gesetz gereegelt, zum Mask oder Mondschutz fir déi, déi net manner wéi sechs Joer al sinn.

Gereegelt gëtt och d'Ausübung vun deene Sportsaktivitéiten, déi erëm erlaabt sinn. Sportsaktivitéite sinn erlaabt, wann et kee physesche Kontakt gëtt. Eng Ausnam gëllt hei fir d'Elittesportler, ënner awer enger Rei vu Konditiounen, déi vun de Federatiounen och fixéiert ginn. Et gëllt och net fir d'Aktivitéite vum Sportslycée, ausser elo fir Kompetitiounen; déi Kompetitiounen, déi sinn net op.

Eng aner Ausnam zur Reegel, dass physesch Kontakter verbuede sinn, gëllt fir professionell Acteuren an Dänzer am Kader vun hire professionellen Aktivitéiten.

De Projet de loi definéiert d'Reegele fir den Horeca-Secteur, also Caféen, Restauranten,

mee och, an dat ass eng Partikularitéit, déi an den Diskussioune vun der Chamber mat erakomm ass, a Säll, wou geleeëntlech Iessen zerwéiert gëtt. Et géllt a Kantinnen an och an Hoteller. Hei ass d'Reegel vun exklusive Sëtzplazen, maximal zéng Persounen un engem Dësch, ausser wann d'Leit zesumme wunnen, also aus deem selwechte Foyer kommen. D'Dëscher mussen annerhallwe Meter vuneneen ewech sinn oder awer duerch eng aner Aart a Weis getrennt sinn, déi et erlaabt, de Risiko vun enger Infektioun ze limitéieren. D'Personal am direkte Kontakt mat de Clientë muss eng Mask undoe grad ewéi d'Clienten, wa se net sëtzen. Spéitstens um Mëtternuecht muss zougemaach ginn.

Foiren a Mäert dobaussen däerfen ofgehale ginn. Och hei géllt d'Obligatioun, fir eng Mask unzedoen, wann d'Distanz vun zwee Meter net kann agehale ginn. De Projet de loi gesäit och Amendë vir, awer nëmmen am Horeca-Beräich am Fall, wou géint d'Reegel vun der obligatorescher Distanzéierung, d'Sëtzplazreegelung oder vun der Fermeture op Mëtternuecht verstouss gëtt.

Ënner anerem op dësem Punkt, d'Fermeture administrative, d'Zwangsfermeture, huet d'Kommissioun Amendementer proposéiert fir déi, jo, fir de Milieu zougeginnenerweis haart Mesuren ofzeschwächen an nëmmen zum Zuch kommen ze loossen, wa keng Asiicht an deene betraffene Lokaler entsteet. Sou kann eng Fermeture nëmme geholl ginn, wann déi Responsabel fir en Etablissement, obwuel se dozou opgefuerdert sinn, net där Opfuerderung nokommen, also drop bestinn, dass déi Reegelung vu Mëtternuecht net fir si géllt. Da spillt d'Zesummewierkung erëm eng Kéier wéi bei deem viregte Gesetz, dass dat net direkt op der Plaz, mee eng administrativ Fermeture gëtt. An deem Moment, wou d'Konditiounen erëm erfëllt sinn, kann den Etablissement erëm opgoen. Hei ass och e Recours méiglech.

Eng Rei vun Ännerungen hu sech an deem heiten Text nom Avis vum Conseil d'État opgedrängt, déi mer och gemaach hunn ouni Problemer, well de Conseil d'État an dësem wéi och an deem anere Projet eng ganz positiv Approche hat a meeschtens Textpropositioune gemaach huet do, wou et méiglech war. Et gouf natierlech och Beräicher, wou de Conseil d'État an där selwechter Situatioun war wéi mir, wann e Schwieregkeeten hat, Definitiounen ze fannen, déi ugerass gi sinn op enger anerer Plaz, WHO, ECDC (ndlr: European Centre for Disease Prevention and Control), mee net méi an den Detail gaange sinn. Dat ass nun emol esou.

Et ass virdru richteg gesot ginn: „Hei handelt et sech net ëm eng Science exacte." An et ass och munch Ermiessensspillraum dodran. Learning by doing a sech virsiichteg eruntaaschten. Dat kann een net alles an Texter erakleeden, och wa mer elo weiderfueren. Ech mengen, et wäert ni méiglech sinn, all Detailer an deen Text, an Texter eranzesetzen. Et muss een heiansdo och Vertrauen hunn an déi Leit, déi um Terrain sinn, sief dat d'Direktioun vun der Santé, wou ech muss soen, dass den Direkter vun der Santé eis hei wäitgeeënd zur Säit stoung, oder déi Professionell, d'Dokteren, d'Fleegepersonal, d'Leit vun den Inspektiounen. Et muss een deenen och kënne vertrauen, dass se hir Aarbecht maachen, esou wéi se se joran, joraus no deene professionelle Qualitéiten, déi se hunn, maachen.

Selbstverständlech musse se kadréiert ginn. Mee mir kënnen déi heiten Approchen ni esou kadréieren, dass alles op Komma a Punkt gereegelt ass. Et geet einfach net! Et geet einfach net! Et ass grad, ewéi wann een engem Dokter genee géif virschreiwen, wat e bis op dee leschten Dibbelche bei engem Problem, deen optaucht, misst maachen. Ech mengen, do kënnt et och op d'Fangerspëtzegefill un. An ech mengen, dat ass an deene leschte Jore jo gewise ginn.

Zur gudder Lescht, fir komplett ze sinn, bleift ze erwänen, dass de Projet de loi och eng Ausnamereegelung virgesäit, wat de Fonctionement vum Staatsrot ugeet. Dat erlaabt dem Staatsrot an dësen exzeptionellen Zäiten, vläicht och wann an Zukunft nach eng Kéier eppes Änleches virkënnt, och ze fonctionéieren an decisiounsfäeg ze sinn, wa seng Memberen iwwer en elektronesche Wee oder soss iwwer Telefon oder Videokonferenz zougeschalt ginn.

Och en Exempel, wou mer kënnen iwwerleeë bei eis an der Chamber, fir all Méiglechkeeten, all Spillraum vun deenen elektronesche Medien ze notzen, wann eis wierklech eng Kéier den Himmel op de Kapp fält an net nëmmen d'Leit dobausse vun enger Epidemie getraff wären, mee beispillsweis och Leit aus der Chamber- oder d'Leit aus der Regierung.

Genee ewéi de Projet de loi 7606 ass och d'Gesetz, dat aus dem Projet de loi 7607 ervirgeet, limitéiert, wat d'Durée ugeet: ee Mount. De Grond ass dee selwechten: well d'Mesuren exzeptionell Mesurë sinn, déi eng Aschränkung vun der Fräiheet bedeiten. An et ass duerfir wichteg, dass déi verschidde Moossnamen ëmmer nees virum Hannergrond vun der Entwécklung vun der Situatioun nei kënne gekuckt ginn, ob se nach richteg sinn, ob ee méi wäit an d'Libertéit ka goen oder, wat mer eis alleguer net wënschen, wann eng zweet Well géif kommen, no méi strikte Krittäre sech misst orientéieren.

Dat wënsche mer eis alleguer net! A fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen, wat e puermol hei gesot ginn ass: „Dat hänkt vun eis of." An enger Zäit, wou et kee Medikament, kee Vaccin géint de Virus gëtt, ass déi wierksaamst Waff géint de Virus de Mënsch selwer, deen entweeder Verantwortung iwwerhëlt oder dem Virus eng Flank weist an em et erlaabt, erëm ze attackéieren. Dat wëlle mer net. An duerfir musse mer Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech, wéi dat hei eng Tradition ass, am Ufank vu menger Ried dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci soe fir säi mëndleche Rapport elo an och dee schréftleche Rapport, dee mer zougestallt krute virun e puer Deeg.

Wann een hei intervenéiert, dann ass dat sécherlech an der Komplementaritéit vun deem Gesetz, dat mer virdrun elo grad gestëmmt hunn, well déi zwee si ganz schwéier vuneneen ze trennen. A wann et jo bei deenen zwee Gesetzer drëm geet, fir d'Ustieche vum Virus, dass dat den haapt Mot d'ordre ass - mir wëlle jo verhënneren, dass mer ugestach ginn, dass mer keng zweet richteg Pandemie kréien -, da wësse mer och, dass et dem Virus egal ass, wou en ee kontaminéiert oder wou en een ustécht, wou en zouschléit, ob dat an engem Café ass, ob dat am Sëtzen ass oder soss enzwousch. Dem Virus ass et och egal, ob dat wirtschaftlech Aktivitéite sinn oder esou.

A wann een dat justement mat deem Brëll kuckt, da kann ee méi wäit goe wéi dat, wat de Mars Di Bartolomeo elo grad als Rapporteur gesot huet, an zwar zesummen diskutéieren. Et hätt ee kënnen ee Gesetz maachen, ee gesamtjuristesche Kader. An dat wär a mengen Ae méi logesch gewiescht. D'ailleurs muss ech soen, dass d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, och an enger Kommissiounssitzung souguer selwer gesot huet, dass et sënnvoll gewiescht wier, nëmmen ee Gesetz hei ze maachen. Bon, elo hu mer zwee Texter. Wéi et ugaangen ass, et war Mëtt Mee, mengen ech - den 13. Mee huet d'Madamm Minister, d'Gesondheetsministesch, dann deen Text proposéiert -, do huet d'Oppositioun dës Texter gänzlech ofgeleent. A 14 Deeg drop sinn déi zwéin Texter da komm.

Et ass de Moien och scho gesot ginn, virdrun, den 8. Juni war eng éischt Serie vun Amendementer, den 12. Juni eng zweet. Dat ass also, wéi et ofgelaf ass. Mee well mer elo déi zwee Gesetzer hunn: An deem hei Gesetz hu mer jo dann e juristesche Kader, fir Moossnamen ze huelen, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen oder ze stoppe bei wirtschaftlechen Aktivitéiten oder bei Anstalten, also Infrastrukturen, déi Leit empfänken.

Da war ee scho verwonnert, wann een deen éischten Text gesinn huet, dass am Chapitre 2 „Activités économiques et accueillant un public", et war den original Artikel 2, als éischte Punkt stoung: „D'Spillplaze sinn zou." Dat ass jo sécherlech keng wirtschaftlech Aktivitéit. A wëssend, dass schonn deemools vill Leit dës Decisioun net verstanen hunn, ëmsou manner nach, well déizäit war et méiglech, dass d'Schoulklasse mat hire Schoulmeeschteren oder Schoulmeeschterinne respektiv d'Maison-relaisen a Gruppe konnten déi selwecht Plazen, Spillplaze benotzen an d'Eltere mat hire Kanner net. An eebe justement an där ganzer Diskussioun hat jo dann och d'CSV den 9. Juni hei eng Motioun hannerluecht, fir dass eeben d'Spillplaze sollen opgoen. Déi ass awer vun der Majoritéit ofgeleent ginn. Wat jo oft esou ass, wéi et eeben ass.

A wat da méi speziell ass, dat ass, deen Dag drop, den 10. Juni, huet déi selwecht Regierung, wou d'Majoritéitsparteie jo dann an engem Boot sëtzen, déi mécht dann d'Spillplazen op. An duerfir hat ech och fonnt, an engem gudde Mateneen hätt een och kënnen déi Motioun hei an der Chamber stëmmen an net sech dergéint ausschwätzen. Mee dat ass nun eeben esou. An domat musse mer liewen.

Mir hunn och den Artikel 5, deen de Rapporteur och elo grad ugeschwat huet, wou de Staatsrot nei opgestallt gëtt, wou en elektronesch Moyene kritt an och Telekommunikatiounsmoyenen, fir seng Avisen unzehuelen an d'Plenièren iwwert dës Weeër ze maachen. Dat ass och en Artikel, deen net vill mat Wirtschaft ze dinn huet. Dat mécht awer Sënn, dass deen an dësem Gesetz steet.

Mee wann ech dann den Artikel 1 huelen, wou et ëm Sportsaktivitéite geet an de physesche Kontakt, do ass et scho méi schwéier, fir e Lien mat der Wirtschaft ze maachen, well et geet jo am Fong geholl ëm Spëtzesportler, déi vum COSL proposéiert ginn, an ëm Sportler bei Aktivitéiten am Sportslycée. D'Kompetitiounen, déi sinn ausgeschloss. Do wär e wirtschaftlechen Hannergrond gewiescht. Dat hu mer jo zum Beispill an Däitschland, an England, wou wirtschaftlech Interessen am Vierdergrond stinn, wou nees däerf zum Beispill Fussball gespillt ginn. Dat Eenzegt, wat mer duerch dësen Artikel wëssen, dat ass, wat och am Staatsrot sengem Avis steet, dass Tennis, Liichtathleetik a Golf erlaabt sinn, Fussball, Rugby an Art-martialle si verbueden. Bon.

Dann hu mer deen zweete Paragraf vun deem Artikel 1, do gëtt jo da preziséiert, dass bei kulturellen Aktivitéite just déi professionell Acteuren däerfe physesch Kontakter hunn. Do gëtt et ee Lien mat der Wirtschaft, jo, well hannendrun hänkt jo déi ganz Problematik vun den Theateren, vun den Danzspektakelen a vun de Filmer, d'Filmindustrie. Dat mécht Sënn, dass dat kloer ass. Da weess een och, wat do méiglech ass a wat net méiglech ass.

Wat awer hei nach net kloer ass, dat ass dee Règlement grand-ducal, dee soll an deem Kontext kommen. De Staatsrot hat jo a sengem Avis vum 16. Juni gesot, dass esou e Règlement grand-ducal sollt opgestallt ginn. Ech hunn awer nogekuckt. Am Regierungsrot vum 19. Juni ass, laut Résumé des travaux, awer kee Règlement grand-ducal an déi Richtung geholl ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dat selwecht géllt herno, wou ech och nach drop ze schwätze kommen, fir en zweete Règlement grand-ducal, deen och an dësem Gesetz steet.

Iwwerhaapt, wann ech déi eenzel Punkte kucken an den Text, dee mer hunn, wou am Rapport steet: « À la différence du projet de loi précité », dat ass dann deen, dee mer elo grad gestëmmt hunn, also d'Covid-1-Gesetz, « le présent projet de loi vise à créer le cadre juridique se rapportant aux mesures à prendre à l'égard des activités économiques et des établissements recevant du public afin de limiter la propagation du Covid-19 », gesinn ech awer wierklech kee roude Fuedem, deen deem Prinzip wierklech vun hanne bis vir géif gerecht ginn.

Mir hu vill Punkten diskutéiert. Ech wollt op e puer Punkten, déi spezifesch si fir dëst Gesetz, agoen. Ech wollt awer och ervirsträichen, dass de Staatsrot hei eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. Net, well en dräi Opposition-formelle gemaach huet, mee well e wierklech méi wéi en Toilettage vum Text gemaach huet. Grouss Deeler vum Gesetz sinn nei geschriwwe ginn. En huet d'Gesetz vereinfacht an en huet méi Kohärenz mat erabruecht. Mee wat muss ee soen? Dee konnt och leider nëmmen op deem Text schaffen, dee virun em louch. Bon.

En huet d'Fuerderung gestallt, zum Beispill, deen éischten original Artikel 1, fir deen ze sträichen, well e seet, den Inhalt, dee wär net normativ an et sollt een dësen Inhalt dann eeben an den Exposé des motifs schreiwen. Dat selwecht huet e gesot bei de Referenzen, déi gemaach goufe fir sportlech a kulturell Aktivitéiten. Do hätt en eng Opposition formelle gemaach. An ech mengen, wann een esou Saachen an engem Avis liest, da stellt ee sech awer Froen iwwert d'Qualitéit vun engem Gesetz. Mee ech wollt déi Beispiller do awer ginn.

Ech kann och nach e puer aner Beispiller ginn aus dem Gesetz, déi spezifesch sinn, déi Froen opwerfen a wou et net kloer ass.

Dat Éischt, et ass schonn ugeschwat ginn, d'Distanz beim Opstelle vun den Dëscher, wou 1,50 Meter als Minimum géllt, fir eppes ze iessen oder eppes ze drénken. Firwat bei dëser Distanz - ech hat dat och an der Kommissioun gefrot - 1,50 Meter? Firwat da soss am grousse Ganzen ëmmer zwee Meter? Firwat net generell 1,50 Meter? Dat wier vläicht besser dobaussen ze verstoen, well dat esou an aneren europäesche Länner ass. Mee do konnt keen alenke bei der Regierung. An dat bréngt eng gewësse Konfusioun, dat ass ganz kloer.

Well, wann dëst Gesetz eis jo soll am Deconfinement begleeden, an et setzt jo op eng responsabel Haltung vun eise Matbierger, ëmsou méi, an dat ass elo grad ugeschwat ginn, am private Beräich keng Limitte méi do sinn, wivill Leit kënne beieneekommen, an déi administrativ Strofe sech och just op verschidde Reegelen am Restaurationsberäich an op d'Spärstonn beschränken, ass et wichteg, dass d'Leit verstinn, wat geschitt, an dass se sech responsabel behuelen.

Grad déi Spärstonn, déi mer hunn, mat zwielef Auer. Et muss owes also um zwielef opgehale ginn, net um eng Auer. Ech hunn elo gelies dëser Deeg, dass an Däitschland, spezifesch a Bayern, de Verwaltungsgeriichtshaff déi virgezunne Spärstonn an der Gastronomie gekippt huet. Mir wäerten och herno hei eng Motioun als CSV - de Laurent Mosar wäert dat maachen - abréngen, fir déi Diskussioun nach eng Kéier ze féieren iwwert déi Spärstonn a fir déi eventuell och hei am Land opzehiewen. Da wësst Der, wat nach kënnt.

Dann zum Restaurationsberäich. Do ass et esou, dass am Text steet: « ne sont admises que des places assises », fir ze bestrofen. Also et muss ee sëtzen. Mee et steet keng Distanz derbäi, soudass et wierklech keck ass, sou géife se zu Gréiwemaacher soen, dass d'Distanz net strofbar ass. Et muss ee just sëtzen. D'Polizei an d'Douane kënnen also näischt maachen, wann d'Dëscher net esou stinn, ewéi et hei proposéiert gëtt, well et keng Strof dorop gëtt. An ech erwaarde mer och dann do vun alle Säiten eng gewësse Vernunft an dass och mat Aemooss gehandelt gëtt, well et steet munches um Spill bei eise Restaurateuren.

Wat awer dann opfält, wann een dat da kuckt mat deem anere Gesetz, do stinn zwee Meter dran. An déi si strofbar, wa méi wéi 20 Leit bei engem Rassemblement an engem Sall sinn. An déi hei 1,50 Meter sinn net strofbar. Dat sinn awer a mengen Aen deux poids et deux mesures. Bon.

Eng aner Fro, déi sech och stellt bei den Horeca-Reegelen, dat ass: Wou hält eng Terrass op? Mir hunn dat och laang a vill an der Kommissioun diskutéiert. Mee wann d'Leit niewendrustinn a sech zesummefannen, gëllen dann déi Reegelen och fir si, déi op der Terrass gëllen, déi zum Etablissement gehéiert? Dat ass problematesch an dat ass net kloer.

Tatsaach ass, an ech hunn et selwer hei an der Stad gesinn, dass vill Leit virun den Diere sti vun de Caféen, an dat och owes méi spéit, a spéider Nuecht, déi do da consomméieren. An do gëtt et dann och nees Iwwerschneidunge mat deem Gesetz, wat mer elo grad gestëmmt hunn iwwert d'Personnes physiques, wou justement d'Rassemblementer erwäänt ginn ouni kloer Definitiounen. An dat mécht d'Saach sécherlech net méi kloer. Duerfir stellt sech d'Fro: Wat ass de Statut vun deene Leit, déi nieft den Terrasse stinn? Spillt bei deene Leit zum Beispill d'Spärstonn? Wann déi sech Gedrénks huelen, wann déi consomméieren, kënnen déi dat maachen? Wéi sinn do d'Reegelen? Dat ass a mengen Aen net kloer. An et wär awer net schlecht, wann d'Leit géife verstoen, wéi et ass a wéi et net ass.

De Confinement kann nëmme gutt fonctionéieren, wann eis Matbierger wierklech disziplinéiert matmaachen. Dat hu se gemaach. An esou muss et och si fir den Deconfinement. Do mussen d'Leit eng Hand mat upaken, soss geet et d'Baach eran.

Een anere Punkt, deen diskutéiert gouf iwwert déi Horeca-Reegel, well mir hu vill doriwwer geschwat, dat ass deen: Wou spillen dës Reegelen? A wéi engem Etablissement? An deem Kontext si mer séier vu véier Leit op engem Dësch op zéng Leit eropgefuer, ouni Erklärung. Firwat zéng Leit? Firwat net zwielef? Nun, mir hunn der eeben elo zéng geholl. Mee wat wierklech luewenswäert war, dat ass fir d'Etablissementer, wou Iessen a Gedrénks erlaabt sinn, fir do « tout lieu où une restauration occasionnelle peut être offerte » bäizesetzen. Sou kréien d'Traiteuren, d'Wënzer an d'Strukturen am ländleche Raum och d'Méiglechkeet oder Reegele fir ze fonctionéieren. Dat war eng gutt Saach.

Mee zum Beispill gëllen dës Reegelen dann och bei Gemengegebaier? Oder si Gemengegebaier, wann do consomméiert gëtt, Buvetten oder soss Strukturen, wou Iessen a Gedrénks zerwéiert gëtt, sinn dat Débits de boissons ou tout autre lieu de restauration? Well se jo am Fong geholl a Gemengenhand sinn. Et géif mech nawell interesséieren, wann d'Ministesch eis herno kéint soen, ob d'Gemengegebaier drënnerfalen.

Een anere Punkt, deen och ganz kontrovers diskutéiert gouf, dat waren d'Foiren an d'Salonen, wou gesot ginn ass: « Les foires et salons sont interdits, sauf s'ils sont organisés en plein air. » An dann ass gesot ginn, wa keng zwee Meter méiglech sinn, ass de Mask obligatoresch. An da steet nach hannendrun: „Les dispositions de l'alinéa 2", also dat heescht fir de Mask an déi zwee Meter, déi géifen och ziele fir d'Mäert. Mee et steet net do, dass d'Mäert verbuede wären, soudass mer eng komesch Situatioun hei kréien, well op där enger Säit kënnen d'Mäert …, Foiren a Salonen, déi kënnen dobausse gemaach ginn, Mäert och, an dobanne kënne just Mäert gemaach ginn. Dat ass eng komesch Saach.

An duerfir, wann een da seet: „Ech maachen elo e Wäimaart", oder „Ech maachen eng Wäifoire", de Wäimaart, dee kéint jo da stattfannen, an d'Wäifoire, déi kéint net stattfannen. An iwwerhaapt, hunn ech am Rapport gesinn op der Säit 7, do steet: « L'autorisation de foires et marchés pour autant qu'ils sont organisés en plein air », dat ass e Feeler, et misst do sinn: « L'autorisation de foires et salons pour autant qu'ils sont organisés en plein air ». Wéi gesot, do ass eng gewësse Konfusioun. An do wär et net schlecht gewiescht, wann een eng Definitioun kritt hätt: Wat ass eng Foire a wat ass e Salon?

Een anere Punkt, deen och diskutéiert ginn ass, ass dee vun den Diskoen. Mir hate gefrot an der éischter Sitzung: Sinn Diskoen erlaabt? An dat kënnt kloer an d'Gesetz stoen: Si sinn net erlaabt. Mee wéi ass et dann zum Beispill, wann elo e Café mat engem DJ owes Musek mécht, ass dat eng Disko? Oder wéi ass et, wann en Thé dansant stattfënnt, deen zwar dann net mëttes ass, wéi et Usus ass, mee owes, wann also och do Leit sinn, déi zesummekommen, wéi eng Reegele spillen do? A wéi kann een dat organiséieren? Ass dat méiglech? Ass dat net méiglech? Ass dat e Rassemblement? Ass dat kee Rassemblement? Dat ass fir mech och net kloer.

Een anere Punkt, deen ech och speziell fannen, dat ass deen, Dir hutt deen, de Staatsrot hat dee geschriwwen, d'„établissements proposant des activités de jeux à l'intérieur". Do ass et elo esou, dass, wann ee méi wéi sechs Joer huet, de Mask obligatoresch ass. Dat heescht dann awer och op Lëtzebuergesch, dass, wann een an engem Raum ass an et spillt ee mengetweege Keelen oder et spillt ee Bowling, da muss een dat mat engem Mask maachen. Dat ass awer e bësse komesch, well et ass kee Mënsch wäit a breet. Mee dat Gesetz seet, wann Dir Keele spillt an Dir spillt Bowling, musst Der e Mask unhunn, wann Der dat maacht. Ech fannen dat och speziell. Gutt.

Dann en Artikel iwwert d'„désinfection des moyens collectifs de transport de personnes et des moyens de transport de marchandises", do ass vill diskutéiert ginn, effektiv wa Leit sech kontaminéieren, wéi et mat der Verwaltung vun den Donnéeë wär. Wat ass ëffentlechen Transport? Wat ass privaten Transport? An esou weider. Mee do soll jo e Règlement grand-ducal kommen. Deen ass och nach net do. An ech si gespaant, wat do drasteet, well dësen ass jo geholl gi vum Staatsrot. Oder et ass gesot gi vum Staatsrot, et sollt een esou een huelen, fir eebe reglementaresch ze fixéieren, wéi eng Schutzmoossname geholl ginn an esou weider, well soss wär eng Opposition formelle komm.

An da komme mer un d'Kapitel vun den administrative Strofen. Ech mengen, do ass méi Kohärenz erakomm. Wann administrativ Strofen ubruecht sinn, wat de Staatsrot seet a wat ech och mengen, da geet och en OPA, also en Officier de police administrative duer, mir brauche keen OPJ. Gutt.

Wann ech d'Gesetz elo global kucken, muss ech soen: Et sinn Aktivitéiten dran, anerer sinn net dran. Wéi eng sinn dann elo déi, déi net dra sinn, sinn déi erlaabt oder wéi ass dat? Ech weess et net. Et ass och schwéier ze soen. Dat Eenzegt, wat ech weess, an dat ass jo och elo hei diskutéiert ginn, elo nach kierzlech, dass d'Lessons learned musse méi afléissen. Dat heescht, op d'mannst an der Kommunikatioun a vläicht och an den Texter, dass een de Leit seet, wat d'Standarde sinn an esou weider, dass ee besser kommunikéiert, fir dass déi Optiounen, déi een hëlt, besser verstane ginn. Well esou kënnen d'Leit da besser verstoen, firwat mer dat esou maachen oder firwat d'Regierung dat esou mécht an net anescht mécht.

Well, ech kann als Beispill déi kuerzfristeg Normaliséierung am Schoulwiesen huelen, wou op eng Kéier 14 Deeg laang sollt eng gewëssen Normalitéit nees an d'Schoulklasse kommen. Do ass eng grouss Diskussioun dobaussen! D'Leit gesi keng nei objektiv Elementer um Dësch leien, déi dëst am Fong geholl fuerderen oder net fuerderen. An duerfir ass et gutt a wichteg, wa mer do géifen an Zukunft richteg qualitativ a quantitativ Elementer kréien an déi virleiend nächst Texter, déi wäerte kommen, an dass déi wëssenschaftlech Basis vun där Modaliséierung, déi elo ugeschwat ginn ass, dass déi dann um Dësch läit an dass ee weess, wéi dat Ganzt opgestallt ginn ass.

Eng aner Fro, déi sech opdrängt, ass déi, dat hei Gesetz ass gemaach gi mat enger exklusiver Santésapproche, mat enger sanitärer Approche. An d'Fro, déi sech hei stellt: Hätt een net missen och à titre subsidiaire e bësse sozial a psychologesch Considératiounen afléisse loossen? Ass dat net méiglech? Wa se net am Text sinn, misste se op d'mannst an der Kommunikatioun sinn. Dat schéngt mer wichteg ze si fir en zukünftegt Gesetz. Well dat heiten dauert jo nëmmen ee Mount, maximal, an da kréie mer jo en neit. Bon.

Dëst Gesetz setzt jo dann am Deconfinement op d'Eegeverantwortung vun de Leit. Ech hunn et scho gesot: Am Privatberäich gëtt et keng Limitte méi. Dee gëtt total opgemaach. An do ass et geféierlech, dass do eng Aart, géif ech bal soen, Banaliséierung, eng Aart Banaliséierung géif komme vun der Situatioun, dass d'Leit net méi oppassen, e bëssen nom Motto: „Wat ech net gesinn, dat gëtt et net." An da kréie mer eng Katastroph. Duerfir ass et elo wichteg bei deenen nächste Schrëtt, déi geholl ginn, dass kloer erkläert gëtt, dass dat, wat gemaach gëtt, novollzéibar war, dass dat verhältnisméisseg ass, dass et räsonabel ass an net iwwerdriwwe gëtt.

An duerfir brauche mer och Referenzen. An déi eenzeg Referenz, déi de Moment geholl gëtt, ass d'Zuel vun den Infizéierten. Dat geet a mengen Aen net duer. Mir brauchen eng richteg Basis, och wann déi vläicht net visibel ass. Déi muss kommen. An do kann ech mech nëmmen deem ralliéieren, wat den Här Claude Wiseler och virdru gesot huet.

Duerfir wëll ech ofschléissend Folgendes soen: Dee virleienden Text huet eng maximal Liewensdauer vun engem Mount. An dat ass an dësem Fall wierklech eng gutt Saach, well esou schnell en nogebesserten Text bruecht ka ginn, deen eebe justement de besteeënden Insuffisancë Rechnung dréit. An dee kann dann op de legislativen Instanzewee geschéckt ginn. Dann hu mer eng besser Situatioun.

Wat mir brauchen, ass ee kohärenten, ee kloren Text. Mir brauche kloer Definitioune vu Begréffer a kloer a kohärent Reegelen. An deen Text, dee kann nëmme gutt sinn, wann d'Leit dësen och verstinn. Dat ass fir mech dee wichtegste Saz. An ech mengen, mir hunn eis gutt Situatioun dem Verhale vun de Leit ze verdanken. Dat wësse mer alleguerten heibannen. Mee mat dësem Text wëssen d'Leit net méi, wat si däerfen oder net däerfe maachen. Duerfir, op Basis vun dësem Text ass et leider net méiglech, deen Text hei ze ënnerstëtzen an deen da mat lech zesumme positiv ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Halsdorf. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, a merci dem honorabele Rapporteur, dem Här Di Bartolomeo, deen eis déi verschidde Restriktiounen an Obligatiounen am Detail erklärt huet an deene verschiddene Secteuren. Dat erlaabt mir et, mech méi kuerzzefaassen.

D'Iddi an de Räsonement hannendru si jo identesch wéi déi vum Projet de loi virdrun. D'Eegeverantwortung vun de Leit réckelt nees an de Fokus, réckelt nees an de Mëttelpunkt.

Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir hu virun dräi Méint eng nei Realitéit kennegeléiert: d'Realitéit vum Lockdown. Eng Realitéit, déi eis bis dohinner komplett friem war. Vun haut op muer war et eis net méi méiglech, mat Kolleegen an de Restaurant iessen ze goen. Et war net méi méiglech, op e Concert ze goen. Et war net méi méiglech, sonndes op e Fussballsmatch ze goen. A mir sinn eis dem Wäert vu villem bewosst ginn, wat eis bis dohinner selbstverständlech geschéngt huet.

Mee et huet natierlech verschidde Leit besonnesch haart getraff. Fir verschidde Leit war et wierklech e Stach an d'Häerz. Ech denken do un d'Restaurateuren, un déi Leit, déi e Café bedreiwen, d'Commerçanten, d'Fräiberuffler, déi hiert ganzt Erspuertes an hir ganz Energie an en Etablissement gestach hunn. Ech denken och un d'Elittesportler, déi aus hirem Hobby eng professionell Karriär gemaach hunn. An ech denken un déi Kulturschafend, déi op dat wonnerbaart Gefill hu misse verzichten, wann de Riddo opgeet an et steet een am Scheinwerferliicht virun dem Publikum.

All dës Leit droen natierlech keng Schold um Coronavirus an hunn awer hir Diere bis op Weideres missen zoumaachen. Ech ka mer virstellen, dass et fir ganz vill vun hinnen net nëmmen ekonomesch schwéier war ze verkraaften, mee och mënschlech. Et kritt een den Teppech ënnert de Féiss ewechgezunn a vun haut op muer muss een op eemol onverschëlt ëm seng Existenz fäerten a kämpfen.

D'Regierung, a besonnesch hei de Mëttelstandsminister Lex Delles an de Finanzminister Pierre Gramegna, hu séier den Eescht vun der Situatioun erkannt a stounge mat Direkthëllefe bereet. Ech zielen net nach eng Kéier alleguer d'Mesuren op, mee et ware substanziell Aiden. An de Montant vum Lëtzebuerger Stabilitéitspak an Héicht vu ronn zéng Milliarde schwätzt fir sech.

Dës Finanzsprëtzen hu Liquiditéiten an d'Betriber bruecht an hu gehollef, déi lafend Käschten ze decken. Zesumme mam Chômage partiel huet dat ville Betriber gehollef, de Kapp iwwer Waasser ze halen.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Shutdown bei eis am Land war net schéin. Fir kee vun eis. An och fir kee vun hinnen. An awer war et absolutt noutwendeg. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier jiddwer Eenzelne Merci soen. Mat Ausdauer a Courage a Versteesdemech hu si och alleguerten hiren Deel derzou bäigedroen, dass mer elo dostinn, wou mer stinn. D'Andeele vun der Exitstrategie a verschidde Phasen huet sech och als goldrichteg erwisen. Dat beweisen déi rezent Infektiounszuelen. De Lëtzebuerger Wee war dee richtege Wee!

Mëttlerweil sinn d'Commercen, d'Caféen, d'Restauranten nees op. Eist Land ass erëm mat Liewe gefëllt. D'Terrassen an der Stad fëlle sech. D'Terrasse laanscht d'Musel sinn och erëm gutt besicht. Dat gutt Wieder, wat mir hoffentlech am Summer erwaarde kënnen, mécht och den Deconfinement am Horeca-Secteur weesentlech méi einfach.

Well dobaussen d'Sécherheetsdistanze besser agehale ginn, kënnen och vill Aktivitéiten erëm no bausse verluecht ginn, niewent sportlechen a kulturellen Aktivitéiten och nees Foiren, Salonen. Déi Saache kënnen erëm dobaussen ofgehale ginn. De Moment gëllen awer nach weiderhin déi sanitär Sécherheetsmesuren, d'Geste-barrièren, well, an dat kann een net oft genuch betounen, de Virus ass nach ëmmer en Deel vun eisem Liewen, ob mir dat wëllen oder net. Ech hunn awer grousst Vertrauen, dass déi meescht Leit, déi allermeescht Leit sech wäerten un d'Mesuren halen.

Well bei all Aschnëtt an eis Fräiheete musse mir ofweien, ob d'Restriktiounen nach gerechtfertegt sinn oder net. Och bei dësem Projet si mir als DP der Meenung, dass mer déi Mesuren zu dësem Moment nach brauchen.

Mir alleguer hu bis elo responsabel gehandelt, soss wären déi Lockerungen, déi mer duerchgezunn hunn, net méiglech gewiescht. Loosst eis de Summer genéissen, bei enger Vakanz doheem! Loosst eis eis Betriber, eis Veräiner an eis Kënschtler ënnerstëtzen!

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Baum. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et jo, grad wéi bei deem vu virdrun, drëms, eng Rei Moossnamen, déi am État de crise decidéiert gi sinn, souzesoe fir ee Mount an d'Verlängerung ze schécken, wou ech scho beim Sport ukomm sinn, zumindest mat der Terminologie.

Méi speziell geet et hei ëm d'Reegelen, déi iwwerall do respektéiert musse ginn, wou d'Mënsche sech zu kulturellen, sportlechen oder Fräizäitzwecker zesummefannen, dëst op ëffentlech zougängleche Plazen, sief et, fir mat der Famill oder de Frënn zesummenzekommen, sief et, fir hire jeeweilegen Aktivitéiten nozekommen oder un engem Evenement deelzehuelen. Alles dat also, wat eis Gesellschaft zesummenhält, wat eist Liewe beräichert, de sozialen a kulturellen Zesummenhalt stäerkt a wat eis geeschteg a kierperlech fit hält.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi huelen ech net esou wäit aus wéi bei deem virdrun. Ech kommen awer nach eemol zréck op d'Motioun, déi ech beim Projet de loi 7606 virdrun deposéiert hunn an déi sech och op dëse Projet de loi bezitt. Se invitéiert d'Regierung, kuerzfristeg eng Evaluatioun vun de Reegele virzehuelen, fir der Evolutioun um Niveau vun den Infektiounszuele Rechnung ze droen an d'Gesetzer eventuell entspriechend unzepassen.

Ee Volet, dee mer hei besonnesch wichteg schéngt, an ech mengen, et ass een, dee mer e bësse méi genee ënnert d'Lupp huele mussen, dat ass deen, dee sech op d'Kultur bezitt. Et geet ëm de Beräich vun der Kultur, wou ech awer fir d'éischt der Madamm Minister Sam Tanson e grousse Merci wéilt ausdrécke fir all déi Ënnerstëtzungen, déi de Kultursecteur am Laf vun de leschte Wochen a Méint zougesprach kritt huet. Si sinn an der Kris net vergiess ginn an duerfir all Respekt!

Ech wéilt just eng weesentlech Fro opwerfen, déi sech méi speziell op Theater-, Film- an Danzproduktioune bezitt, déi vläicht hei awer riskéieren, net kënne virbereet oder realiséiert ze ginn. Ech erkläre mech. Dëse Projet de loi gesäit jo vir, datt Kierperkontakt tëscht de Schauspiller an Dänzer nëmmen dann erlaabt ass, wann et sech ëm professionell Schauspiller oder ëm professionell Dänzer handelt. Dës Dispositioun ass ganz verständlech, well se sech eigentlech un de Sport alignéiert, wou just d'Élittesportler vum COSL respektiv d'Schüler vum Sportslycée d'Recht op Kierperkontakt hu bei der Ausübung vun hirer Sportaart. Well een dës Sportler an engem gewëssene Mooss mat Professionelle vergläiche kann, ass also fir eng gewësse Kohärenz mam Kultursecteur gesuergt.

Op där anerer Säit muss een dann awer bedenken, datt virun allem am Theater an am Film, mee warscheinlech och am Danzsecteur vill Leit aktiv sinn, déi d'Schauspillerei oder Danz als Niewebeschäftegung ausüben, nieft hirem eigentleche Beruff. Dat heescht, eng ganz Rei Leit spillen zu Lëtzebuerg Theater, sti virun der Kamera oder danzen, ouni professionell ze sinn. D'Resultat ass, datt souzesoen all Produktioun oder bal all Produktioun mat engem Mix vu professionellen an net professionellen Acteuren oder Dänzer besat ass. Wann een da weess, datt Kierperkontakt zum Schauspill gehéiert wéi den Amen zum Gebiet, da weess een och, datt de Verbuet vu physeschem Kontakt tëscht Netprofessionelle ganz Produktioune riskéiert, op d'Spill ze setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, et wär derwäert, dës Thematik zesumme mat der ASPRO, der Association luxembourgeoise des professionnels du spectacle vivant, a mat anere Partner aus dem Kultursecteur méi genee ze analyséieren an ze iwwerleeën, ob effektiv weiderhin en Ënnerscheed soll gemaach ginn tëscht professionellen an net professionellen Acteuren oder Dänzer.

Dëst och opgrond vun der Tatsaach, datt an engem Theatersték oder enger Filmzeen ëmmer nëmmen e Grappvoll Leit op der Bün oder virun der Kamera stinn. Ech denken, beim Danz ass déi Problematik e bësse méi grouss, well d'Dänzer oft zu vill méi zesummen danzen. De Problem vun engem ongeschützte grousse Rassemblement muss op alle Fall matconsidéréiert ginn an dësem Kontext, wuel wëssend, dass och d'Reegelen am Zuschauerraum musse respektéiert ginn.

Wat dann de Sport ugeet, Dir Dammen an Dir Hären, hoffen ech natierlech, datt déi niddreg Infektiounszuelen et erlabe wäerten, den Deconfinement weiderhi bäizebehalen am selwechte Rhythmus, wéi en ugefaangen huet. Ëmmerhin huet de Sport eng wichteg preventiv a gesondheetserhalend Funktioun, déi a Covidzäiten net ënnerschätzt sollt ginn.

Domat fuerderen ech ganz sécher net, datt Etappen iwwerspronge musse ginn. Well och bei dësem Projet de loi befanne mer eis am sougenannte Preventiounsparadox. Dëse Paradox bezitt sech allerdéngs net nëmmen op de Sport, op d'Kultur oder den Horeca-Secteur an all déi aner, mee op sämtlech Secteuren, déi gereegelt gi mat eise Gesetzer. Schafe mer all d'Reegelen of, riskéiere mer eng zweet Well, bleiwe mer virsiichteg an halen d'Moossname bäi, fanne Verschiddener se iwwerdriwwen an déi Responsabel kréie Streech! Mat dësem Dilemma ass d'Politik bei all Kris konfrontéiert. Se muss ofweien an Decisiounen huelen.

Datt et bis haut déi richteg Decisioune waren, Dir Dammen an Dir Hären, weist sech an den niddregen Infektiounszuelen. Et weist sech awer och an den Zuele vum Statec zur Iwwerstierflechkeet, déi ganz sécher méi héich géife leien, wann d'Regierung déi falsch Decisiounen oder guer keng Decisioune geholl hätt, just fir sech bei Eenzelne beléift ze maachen. Als Chamber si mir elo mat am Boot. An ech sinn iwwerzeegt, datt mir an Zukunft zesumme mat der Regierung déi richteg Decisioune wäerten huelen, fir Mënscheliewen ze schützen an eng zweet Well ze verhënneren. Dat muss eist Zil bleiwen.

Domat soen ech dem Rapporteur …

Ech hat en elo net op senger Plaz gesinn, en ass hannert mer?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- En ass net do! En ass net do. Et ass just de Presi, deen hannerun Iech ass.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech kucken …

… e grousse Merci fir säin zweete gudde Rapport a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ech soen em et weider.

(Hilarité)

Merci der Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass, wann ech mech net ieren, den Här Engelen. Dir zwee Engelen hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll da fir unzefänken dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz. E Gesetzesprojet, dee sech haaptsächlech ëm d'Reegele bekëmmert an de Betriber an dëser Zäit, awer och déi, déi Public empfänken, zum Beispill wéi am Sport oder an der Kultur.

Dëst Gesetz ass praktesch dem viregte gläich. Et ass och a sengen Ausféierunge relativ onkloer an et léisst, zweetens, och vill Interpretatiounen zou. Duerfir halen ech mech och hei kuerz, soss misst ech villes, wat ech am viregte Gesetz gesot hunn, widderhuelen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'praktesch Ausféierung vun dësem Gesetz gëtt problematesch. A mat der praktescher Ausféierung vun dësem Gesetz wäerten déi meeschte Leit hei am Land konfrontéiert ginn an et wäert fir vill Gespréichsstoff suergen. D'Leit um Terrain wëssen net, wat se solle maachen. Et ass eng Onsécherheet do.

Et ass och schonns mat Problemer behaangen. Froen zum Beispill aus dem Horeca-Secteur eenzel Leit am Gesondheetsministère no zu där enger oder anerer Ausleeung vun de Reegelen, da kréie se mat Nee geäntwert. Ech hat der Madamm Ministesch déi selwecht Froen de leschte Freideg an der Kommissioun gestallt, an do krut ech eng Jo-Äntwert. Da muss ee sech am Fong geholl froen: Verstehe wer will! Dat eleng beweist, datt dëst Gesetz onkloer geschriwwen ass. A grad dëst Gesetz wäert dobaussen a senger Interpretatioun fir ganz vill Gespréichsstoff suergen.

An dann hätt ech awer och nach eng Fro aus dem Horeca-Secteur: Firwat gëtt déi Spärstonn vun 1.00 Auer op 12.00 Auer zréckverluecht? Ech mengen, dat ass am Fong geholl onlogesch, onkonkreet. Et ass säit Joerzéngten ëmmer hei am Land, datt d'Spärstonn owes um 1.00 Auer ass. Wat och, souwäit ech weess, ni mat ville Problemer behaange war. A lo gëtt déi op 12.00 Auer zréckverluecht. Ech mengen, de Coronavirus, ob deen um 12.00 Auer do ass oder um 1.00 Auer, dat spillt an deem Beräich keng Roll.

Et muss een och wëssen, datt den Horeca-Secteur am Fong geholl dee Secteur ass, deen déi meeschte Schwieregkeeten an deem Beräich huet, beim Restart an dat Normaalt, well si am häertste getraff gi sinn. An ech wëll dann och nach drop hiweisen, datt den Horeca-Secteur zwar fir Päischten erëm huet dierfen opmaachen, mee si kruten dat dräi Deeg virdru gesot. Du waren d'Virbereedunge praktesch onméiglech. Dat huet mussen an der Hektik gemaach ginn. D'ADR hat dräi Woche virdru propagéiert, se sollen dem Horeca-Secteur soen, et géif Päischten ugoen. Dann hätte se genuch Zäit gehat, fir sech an aller Rou ze preparéieren, an ech mengen, dat hätt och misse méiglech sinn.

Do derbäi kënnt dann nach fir déi Leit, déi dëst Gesetz um Terrain iwwerwaachen: Wat a wéi sollen déi dat maachen? A wéi ginn déi eenzel Gesetzer applizéiert? Jiddweree leet et op seng Aart a Weis aus. An do wäerte Schwieregkeete kommen: Op wat fir enger Grondlag?

Et muss ee sech och d'Fro stelle bei eenzelne Strofen, déi hei virgesi sinn, ob déi net iwwerdimensionéiert si géintiwwer anere Gesetzesverstéiss.

An zu deenen eenzelne Recoursen hätt ech dann och nach eng Fro. Et sinn zwar Delaien dra vun dräi a fënnef Deeg an deem Beräich. Dat ass okay. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob déi eenzel Verwaltungsgeriichter organisatoresch wéi och personell op dës Situatioun virbereet sinn, well aus praktesche Grënn wësse mer jo, datt et viru Geriicht ëmmer méi laang dauert.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen Iech, datt mir dëst Gesetz als ADR net wäerte matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Nee, dat ass net de Fall. Dann ass dee leschten agedroene Riedner den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ënnerscheed zum virege Projet de loi setzt dëse Gesetzesprojet de juristesche Kader betreffend de Mesuren, déi am Kader vu sportlechen a kulturellen Evenementer ze huele sinn. Doriwwer eraus sollen och d'Verhalensreegele gekläert ginn, déi op Plaze gëllen, wou Leit zesummekommen.

Eppes soen ech Iech virewech: Dësen Text ass vill besser wéi de 7606, bei deem mer eis virdru schonn enthalen hunn. Dat heescht awer nach laang net, datt e gutt ass. Et huet schonn e bëssen eppes Surrealistesches, wa mer bedenken, datt an dësem Projet de loi steet, datt sportlech Aktivitéiten zwar erlaabt sinn, mee awer de Kierperkontakt ënnersot ass. Wéi realistesch dat elo an der Praxis ass, sief emol dohigestallt. Grad am Sportwiese gëtt een nämlech konfrontéiert mat enger ganzer Rëtsch vu spannenden Interpretatioune vun deene Mesuren, déi mer haut stëmme sollen, wou déi onméiglechste Sportaarte mat deenen onméiglechsten Hypotheese komme fir ze behaapten, datt se sech géifen un dat Gesetz halen, ouni awer de Sënn vum Gesetz ze respektéieren. Et hëlleft net, datt et zwar op där enger Säit kloer ass: „Kee Kierperkontakt!", op där anerer Säit awer immens large ass, wat d'Interpretatioun dovunner ubelaangt. Virun allem, wa mer dann op anere Plazen - an ech kommen dorobber zréck - op d'Distanzen aginn.

Här President, virun engem Joer hu mer nach alleguerte geschmunzelt, wann ee Biller aus Asie gesinn huet, wou d'Leit eng Mask unhaten. Eppes, wat an Asie ganz normal ass, wann ee sech e bësse krank fillt, fir seng Matmënsche viru sech selwer ze schützen, huet dach ganz dystopesch op eis Europäer gewierkt. An elo ass et Alldag!

D'Leit fänken esou lues a lues erëm un, virun d'Dier ze goen, sech ze versammelen, an den normalen Alldag ass e Stéckwäit zréckkomm. An awer. D'psychologesch Suitte vum Lockdown sinn däitlech ze gesinn. D'Leit si virsiichteg. Anerer dann awer liichtsënneg. Et gëtt déi eng, déi hir Mask bei all Geleeënheet undoen, anerer halen et net méi fir néideg, déi elementaarste Geste-barrièren ze respektéieren. Et ass am Prinzip gutt, datt mer iwwer e Gesetz wéi dat heite versichen, esou Situatioune juristesch ze clarifiéieren an endlech e kohärent Reegelwierk ze schafen, fir esou bestëmmten Aktivitéite kënnen nozegoen, ouni dobäi eis Matmënschen a Gefor ze bréngen.

Dir wäert elo vläicht denken: Mir schwätzen hei iwwer e konkreete Projet de loi an den Här Clement schwätzt eis vu psychologesche Suitte vum Deconfinement!

Här President, dat ass e Punkt, deen eis Piraten ganz wichteg ass. D'Majoritéit huet haut hei e Gesetz gestëmmt, dat e Confinement forcé virgesäit. Och wann dat en vue vun enger sanitärer Kris sécherlech néideg ass, sollte mer wierklech net vergiessen, datt vill Biergerinnen a Bierger sech d'Fro stellen, wat als nächst kënnt. Desinformatioun ass omnipresent an der haiteger Welt. D'Leit ware wochelaang doheem agespaart, mat sech eleng a mam Internet. Eng sanitär Kris engendréiert eng wirtschaftlech Kris. De Gruef tëscht aarm a räich gëtt ëmmer méi grouss. D'Welt gëtt digitaliséiert. Aarbechtsplaze wäerten ewechfalen. Dat alles féiert zu deenen, mengen ech, dach grave psychologesche Problemer, déi nach op eis zoukommen.

Ech fäerten, mir ënnerschätzen de kollektiven Trauma, deen eist Land, jo, eis ganz Welt momentan erleit. Mir mussen onbedéngt derfir suergen, datt de Mënschen hir Suergen eescht geholl ginn. Mir mussen d'Repercussioune vun dëser Kris och um psychosozialen Niveau evaluéieren. Mir mussen de Leit Berodung zur Verfügung stellen. Et wier un der Zäit, de Beruff vum Psycholog opzewäerten a Behandlungen an deem Beräich warscheinlech och ze rembourséieren.

Bref, dat ass eng Diskussioun, déi mer hei am Haus nach méi wéi eng Kéier wäerte féiere mussen. An ech hoffen, datt mer zu enger zefriddestellender Léisung fir déi Betraffe kommen. Et war mer wichteg, och eng Kéier op dësen Aspekt anzegoen. Mee zréck zum Projet de loi.

Eng wichteg Partikularitéit, déi schonn ugeschwat gouf, ass d'Durée. D'Gesetz gëllt ee Mount. Firwat ee Mount? Do, wou ee beim éischte Projet de loi, beim 7606, konnt soen, ee Mount, dat wär, well mer hei a fundamental Fräiheete vun den eenzele Persounen agräifen, esou gräife mer hei jo a wirtschaftlech Secteuren an. Ee Mount ass, mengen ech, dee richtegen Delai, fir eis de Reflex ze ginn, eis Decisiounen ëmmer an ëmmer erëm ze evaluéieren, an dat op dräi Niveauen. Eng Mesure, déi d'Fräiheet vun Eenzelnen aschränkt, muss néideg sinn, se muss proportionéiert sinn a se muss limitéiert an der Zäit sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et néideg, datt mer eis Distanzen halen? Jo. Ass et néideg, datt mer eis d'Hänn desinfizéieren, wa mer an e Buttek ginn? Jo. Ass et néideg, datt mer Reegele festleeën, déi e Weiderverbreede vum Virus duerch Basisgestë verhënnere kënnen? Nach eng Kéier e Jo. De Krittär vun der Necessitéit ass also ginn.

Här President, ass et dee Moment proportionéiert, de Leit ze verbidden, sech an enger Disko uneneenzedrécken oder aus engem Glas ze drénken? Klore Jo. Ass et proportionéiert, e Gesetz ze maachen, dat speziell Krittäre festleet, no deene mir eis wärend engem Mount ze verhalen hunn, fir d'Verbreedung vum Virus ze vermeiden? Jo. Mir Piraten denken op alle Fall schonn, fir de Moment jiddefalls nach. De Krittär vun der Proportionalitéit ass deemno de Moment och ginn, wann awer scho mat e puer Bemollen.

Bleift also nach, wéi laang et néideg ass. Ee Mount ass dëst Gesetz en vigueur. Wa mer mierken, datt et méi laang néideg ass, dann ass et méi laang néideg. An da kënnt d'Chamber och sécherlech zesummen, fir et nach eng Kéier ze verlängeren.

Et ass also esou, datt mer grondsätzlech mat der Stoussrichtung vun engem Gesetz, wat kloer definéiert Aschränkunge fixéiert, liewe kënnen. Et ass néideg, verschidde Reegele vum Zesummeliewen ze hunn, fir datt mer net méi krank ginn.

Et ass awer leider esou, datt dëse Projet de loi net ëmmer kloer ass. Et ass op där enger Säit, wéi ech sot, am Sport, wou et onkloer ass, ob dann elo zesummen eng Ekippesportaart ze maachen ass ouni kompetitive Charakter, mee andeem ee sech net beréiert, wou een awer Bäll echangéiert, wou een awer aner Saache mécht, wéi een domadder an Zukunft ëmgoe soll.

Et huet net gehollef, a virun allem och de Verbänn net gehollef, datt de Sportministère, nodeem d'Verbänn Aarbecht dragestach hunn, fir Richtlinnen opzestellen, déi kuerzerhand elo erëm vum Internet geholl huet mat enger neier Guideline, datt ee sech wannechgelift net soll ze no kommen. Bon.

Wat heescht dann elo „net ze no kommen"? Da geet een an d'Gesetzer liesen. Da geet een als Eischt an de 7606 liesen, wou drasteet: 2 Meter. Okay. 2 Meter, dat kann ech mer verhalen. 2 Meter ass einfach. 2 Meter ass also d'Richtlinn.

Da liest een de 7607. Do steet dann op eemol dran, datt d'Dëscher mussen 1,50 Meter auserneesënn. Dat heescht nach net, datt d'Leit mussen am Restaurant 1,50 Meter auserneesëtzen, och wa se net um gemeinsamen Dësch sëtzen. Do krute mer als Äntwert: „Jo, dat ass awer kohärent, well d'Leit sëtzen da vläicht Réck u Réck an net Gesiicht bei Gesiicht." Also ass 1,50 Meter jo bal wéi 2 Meter. Bon, dat mécht d'Fro vun deenen Distanzen net méi kloer. Vu wou ginn déi 1,50 Meter gemooss? Vu wou ginn déi 2 Meter gemooss? Bei zwëschemënschleche Kontakter ass et relativ einfach. Bei Dëscher fänkt et schonn un, méi komplizéiert ze ginn. A wann een dann e ganze Raum muss domadder bestullen, nach méi schwéier.

Mir hunn nogehaakt an de Kommissiounen, an d'Äntwerte sinn net méi kloer ginn! Wa mer scho Gesetzesprojeten am Kader vum Covid-19 erausbréngen, da wär dat mannst, datt se kloer sinn, fir datt jiddweree se einfach versteet a sech drun hale kéint.

Et ass gutt, datt mer nach virsiichteg sinn, zemools, wann d'Zuele vun Neiinfektiounen den Ament erëm eropginn, well mer grad erëm ufänken, de Virus ze ënnerschätzen. Bedauerlecherweis sinn et nach vill Biergerinnen a Bierger, déi d'Sécherheetsmoossnamen net respektéieren oder iwwerhaapt dru gleewen, datt et de Virus gëtt. Ech hu virdru vun Desinformatioun geschwat, wou Leit wochen- a méintlaang doheem mat hirem Computer a mat obskure YouTube-Channelen oder Telegram-Channelen elenggelooss goufen, wou déi komeschste Verschwörungstheorien iwwert de Virus zirkuléieren.

Mir sollten eis bewosst sinn, datt et wichteg ass, ze informéieren a virun allem och Vertrauen ze schafen. Do hëlleft et natierlech net, wa Reegelen, déi hei am Text stinn, net och enforcéiert ginn. Natierlech sinn éffentlech Fräiheeten a Grondrechter e wichtege Facteur, a se ze beschränken, deet eis alleguerten am Häerz wéi. An an enger Ausnamesituatioun, wou een déi da muss beschränken, erwaarden ech mer e gudden Argumentaire, firwat a wéi.

Ech mengen, ech hunn déi lescht puer Minutten duergeluecht, firwat mer deen Argumentaire an deem heiten Text e bësse feelt. Et ass déi richteg Richtung. Et ass néideg. Et ass proportionéiert. Mee et feelt un Erklärungen! Et feelt un Detailer! An dowéinster kënne mer eis bei dësem Projet och just enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mäin exzellente Fraktiounskolleeg Jean-Marie Halsdorf schonn ugekënnegt huet, wëll ech hei den Depot vun enger Motioun maachen, déi d'ailleurs vun alle Fraktiounen an der Oppositioun hei matënnerschriwwe ginn ass. Dat heescht, et ass eigentlech eng gemeinsam Motioun vun der gesamter Oppositioun, wou et justement iwwert dee Punkt vun der Schléissungsstonn vun dem Horeca-Secteur geet.

De Jean-Marie Halsdorf huet dat och zu Recht hei ënnerstrach, et gëtt am Moment en Arrêt vum Bayresche Verfassungsgeriicht, wat déi ganz Thematik vun de Schléissstonnen in extenso analyséiert huet. An ech géif Iech och bieden, fir déi, déi dorunner interesséiert sinn, wierklech eng Kéier deen Arrêt nozelauschteren, well ech fannen, datt dee sech eigentlech eent zu eent op d'Situatioun och hei zu Lëtzebuerg misst applizéieren.

Mir sinn also der Meenung, datt mer fir déi Schléissstonn erëm sollten op den Droit commun zréckkommen, dat heescht, déi normal Schléissstonn vun 1.00 Auer respektéieren. Quitte datt een, bien entendu, nach d'fräi Nuechten expressement ausschléisst an datt et och ganz kloer ass, an dat wëll ech och nach eng Kéier am Numm vun eisem Grupp ënnersträichen, datt all d'Leit, déi an d'Restauranten an an d'Caféë ginn, sech natierlech mussen un all d'sanitär Bestëmmungen halen, souwuel wat d'Maskendroen ubelaangt wéi och wat d'Distanzbestëmmungen ugeet. Dat ass fir eis evident.

Et gëtt awer elo dräi Grënn, firwat datt mir der Meenung sinn, datt een erëm hei soll bei den Droit commun zréckkommen. Deen éischte Grond ass deen, datt mir eigentlech net verstanen hunn, firwat datt ee vun 1.00 Auer op 12.00 Auer hei zréckgeet, an och am Moment, wou jo awer erëm grouss Deeler vum Secteur, vum éffentleche Raum opgemaach ginn, firwat een hei bei 12.00 Auer bleift. Mir hunn eigentlech déi sanitär Grënn net verstanen, firwat datt dat esou wier. Ech mengen, wann ee bis 11.00 Auer oder bis 12.00 Auer an e Restaurant oder an e Café geet, kann ee fir eis och parfaitement bis 1.00 Auer an deem Café bleiwen. Wéi gesot, mir hunn net verstanen a mir hunn dat bis elo nach net erkläert kritt, wat déi imperativ Argumenter sinn, firwat 12.00 an net 1.00 Auer.

Den zweete Grond, an ech mengen, dat ass eigentlech dee méi juristesche Grond: Dee ganzen éffentleche Raum ass am Moment op. Dat heescht, jiddweree kann d'ganz Nuecht an der Strooss säi Patt huelen, deen e sech da vun doheem matbréngt. Dat kann een och zu Honnerte maachen. Dat wäerte mer spéitstens den Owend op ganz ville Plazen hei am Land gesinn. Dat ass also parfaitement alles legal. An de Caféen, an de Restaurante muss awer Punkt 12.00 Auer zougemaach ginn.

Do seet d'Bayrescht Verfassungsgeriicht, a wéi gesot, ech mengen, datt dat hei genausou ass: „Do ass einfach keng Verhältnismëissegkeet méi gi fir déi eng Situatioun an déi aner Situatioun." An duerfir huet och dat Bayrescht Bundesverfassungsgeriicht déi Decisioun annuléiert.

Et gëtt awer och nach en drëtte Grond, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an e Samschdeg ass jo nach eng Kéier intensiv och vun de Problemer geschwat gi vum Horeca-Secteur, deen et wierklech ganz, ganz schwéier am Moment huet a wou et, trotz de ville gudden Hëllefen, déi de Staat och un dee Secteur ausdeelt, awer nach immens problematesch ass. Déi Stonn méi, déi d'Restauranten an d'Caféë kéinten am ganze Land op sinn, géif där Branche extrêmement vill hëllefen. Duerfir géife mir wierklech hei, besonnesch den Owend, um Virowend vun Nationalfeierdag, nach eng Kéier d'Regierung invitéieren, erëm op den Droit commun

zréckzekommen an einfach ze soen: „D'Schléissstonn ass net méi 12.00, mee 1.00 Auer!"

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est indéniable que parmi les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire des derniers mois, il y a lieu de compter le secteur Horeca ;

- considérant que dans l'attente de l'annonce d'une réouverture, le secteur a tout mis en œuvre pour que ses ressortissants puissent à nouveau accueillir leurs clients dans les meilleures conditions sanitaires possibles ;

- rappelant à cet égard que les restaurants, bars, cafés et autres salons de consommation n'ont été autorisés à ouvrir leurs terrasses qu'à partir du 27 mai, voire les salles situées qu'à partir du 29 mai dernier ;

- considérant que le chiffre d'affaires des exploitants des établissements en question reste bien en deçà des niveaux d'avant-crise ;

- saluant dans ce contexte les diverses aides et initiatives étatiques et locales, mais également les actions de solidarité privées visant à soutenir les acteurs en question qui agissent chacune comme une pièce d'un puzzle en vue d'un retour progressif à la normale ;

- saluant dans ce même contexte que les prescriptions applicables aux établissements en question ont été assouplies par règlement grand-ducal du 10 juin 2020, alors que la majorité gouvernementale à la Chambre des Députés était restée en retrait par rapport à cette décision gouvernementale dans le cadre de ses amendements au projet de loi n° 7607 du 8 juin 2020 ;

- considérant que malgré ses « progrès », le projet de loi n° 7607 dans sa dernière mouture continue à prescrire la fermeture à minuit des établissements précités, sans pour autant fournir les motivations sanitaires à la base de cette décision ;

- considérant que pour être acceptées par la population, les décisions des autorités publiques doivent être compréhensibles et sensées ;

- notant que les décisions récentes manquent malheureusement souvent de cohérence ;

- convaincu au demeurant de l'importance qu'il convient d'accorder aux gestes barrières ;

- rappelant dans ce contexte que parmi les règles actuellement prévues, le port du masque reste obligatoire pour le client des établissements susmentionnés qui n'est pas assis à table,

invite le Gouvernement

- à reporter dès à présent l'heure de fermeture légale des établissements précités de minuit à 01.00 heure du matin, ce qui constituerait un symbole fort à l'approche de notre fête nationale et viendrait en soutien au secteur de l'Horeca,

- à rappeler aux citoyens l'importance des gestes barrières et la responsabilité propre de tout un chacun.

(s.) Laurent Mosar, Gast Gibéryen, Marc Goergen, David Wagner, Serge Wilmes.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Gesondheetsministesch Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et si vill Froe gestallt ginn, déi mer schonn an der Chamberskommissioun haten. Wéi ass et, fir um Dësch Kaart ze spillen am Bistro? Dat ass eppes, wat beschäftegt. Wéi ass et mat engem Thé dansant? Ass dat erlaabt oder net? Ech verstinn, et sinn Detailfroen. A mir wäerten dat och an eis FAQen ophuelen, fir dass dat fir de grand Public verständlech an zougänglech gëtt. Ech wäert lech awer keng Äntwert virenthalen, well mer hei a méi engem grousse Krees si wéi just an der Chamberskommissioun.

Den Thé dansant, wéi d'Wuert et seet, do sinn iwwer 20 Leit, do kann net gedanzt ginn. Dat heescht, et kann ee Musek lauschteren um Stull, well déi duebel Konditioun ass déi vum Sëtzen: Sëtzen entweeder op zwee Meter Distanz oder Sëtze mat enger Mask. An do stellen ech mer den Thé dansant schwiereg vir.

Wat elo d'Kaartespillen am Bistro ...

(Brouhaha)

... ugeet, wat eis dann och vill beschäftegt, ob dat soll goen oder net, do musst Der mech entschëllegen, wa meng Beamten do eng aner Meenung hu wéi ech. Am Moment änneren effektiv déi Reegele schnell an ech sëtzen effektiv net niewent all Eenzelnem, mir sinn zu e puer Honnert an eisem Betrib. Mee fir mech perséinlech ass et relativ kloer: En Débit de boissons, dat ass d'ailleurs iwwerall do, wou ausgeschenkt gëtt, och wann eng Gemeng en Débit de boissons huet, do sinn d'Reegelen déi selwecht, dat sinn déi vum Horeca.

Dat heescht, iwwerall wou et Gedrénks gëtt, an dat ass och an engem Bistro de Fall, do gëllen déi Reegele vum Horeca, déi esou sinn, wéi se elo scho säit enger Zäit sinn. Dat heescht, d'Leit musse sëtzen. D'Dëscher, vun der Kant un, mussen op 1,50 Meter ausernee sinn. An dat ass effektiv eng aner Reegel wéi déi vun 2 Meter. Déi gëllt tëschent de Leit. Also 2 Meter tëschent Persounen, 1,50 Meter vun Dëschkant zu Dëschkant. Mir ass net bekannt, dass iergendee Restaurant Problemer hat, dat ëmzesetzen. Déi sinn all mam Meter ronderëmgaangen. An ech mengen, dat huet keng praktesch Froen opgeworf.

Ob ech elo um Dësch eppes drénken oder Kaart spillen, mengen ech, mécht keen Ennerscheed. Mir sinn am Horeca. D'Reegele si kloer. Am Horeca ass et net verbueden, Kaart ze spillen, soudass dat vu menger Säit aus kloer ass. Mee mir wäerten derfir suergen, dass mer dat och an enger FAQ ophuelen, fir dass dat dann och fir jiddwereen dierft kloer sinn.

Dann ass d'Fro, déi mer ganz oft haten, ech mengen, a sämtleche Chamberskommissiounen ass déi Fro opkomm: Wat ass, wa beim Palais d'Leit dostinn? Ben, och do ass d'Äntwert vun der Interpretatiounssäit vun der Regierung nach ëmmer déi selwecht, déi ech lech all Kéiers ginn hunn: D'Reegel ass, dass am Sëtze muss zerwéiert ginn. Wann also e Cafetier een, dee steet, zerwéiert, ass en, menger Interpretatioun no, net konform zum Gesetz, och net zum Reglement, wat bis elo gegëllt huet, well nun eeben emol d'Reegel déi ass, an déi ass nach kontrollabel, dass et am Sëtze muss sinn. Also muss wuel am Sëtzen zerwéiert ginn.

Fir de Rescht, an dat hu mer och en long et en large duerchgeschwat a sämtleche Sitzungen, souwäit ech mech erënneren, do koum natierlech ëmmer erëm déi Fro: Jo, wann een an der Stad mat sengem Gedrénks geet, da geet en do. A wa vill Leit do sinn, ass dat net anescht, wéi wann an der Groussgaass vill Leit sinn. An dat ass och net en organiséierte Rassemblement - dat ass eng Fro, ech weess, dass déi d'Madamm Hansen ëmmer vill beschäftegt -, dat ass net organiséiert. Organiséiere setzt viraus, dass eng Aktioun do ass, dass et en Organisateur gëtt, deen een och gegeebenefalls ka responsabel huele fir dat, wat en organiséiert huet.

Voilà. Dat si Saachen, déi mer eis wäerte beméien, op eiser Hotline de Leit méi no ze bréngen, wa se nach Froen dozou hunn. An au fur et à mesure wäerten eeben nach ganz vill Froen an der Praxis kommen. E Gesetz bréngt dat generell mat sech. E Gesetz reegelt ni all Situatioun am Detail a muss nun emol interpretéiert ginn, souwuel vun de Verwaltunge wéi och vun de Geriichter. Wann dat alles esou kloer wär, da bräichte mer vill manner Riichter an dësem Land.

Da géif ech nach eng Kéier gären op d'Fro zréckkommen, wou gesot ginn ass: „Wéisou schreift Der eppes an e Gesetz, wann et net méi geaandet ka ginn, wa keng Strof méi drop ass?" Dat ass eng pertinent Fro. Och déi hu mer an deene leschte Chamberskommissiounen e puermol undiskutéiert gehat. A meng Äntwert ass och nach ëmmer déi selwecht. Awer och nach eng Kéier hei fir de méi grousse Krees: Et ass eng Saach vu Symbolik!

Mir sinn och net eleng do. E Land wéi Frankräich, wat eng ganz gutt Rechtskultur huet, huet déi selwecht Approche geholl an dësem Kontext. Verschidde Saachen, wou mer einfach nach wëllen ënnersträichen, dass et dat ass, wat mer recommandéieren, déi sinn am Gesetz ageschriwwen. Gutt, elo kann ee soen: Dat muss net onbedéngt sinn! Et deet awer och net wéi. Et huet eng gewësse Symbolik. A vun dohier hu mer déi Optioun geholl, déi mer lech och esou exposéiert hunn.

Fir de Rescht, d'Reegelen, wann ee se zesummeschléit, vun deenen zwee Texter, dat ass richteg, op deem Punkt, wou mer haut ukomm sinn, mat all deene Mesures de déconfinement, déi geholl gi sinn, misst een net onbedéngt méi zweet Texter hunn. Dat war awer, souwäit ech mech erënneren, och ausdrécklech de Wonsch vun der Chamber, dass mer eis esou vill wéi méiglech Flexibilitéit ginn iwwert de Summer, mam Argument, dass, wa vläicht just een Text misst geännert ginn, dat méi einfach wär, wéi wann een all Kéiers misst un dee ganze goen. Mir soll dat Recht sinn.

Am Endeffekt ass dat, wat mer no bausse wäerte kommunizéieren - ech mengen, d'Leit ginn net de Mémorial liesen - elo eisen Challenge, déi Reegele propper opzebereeden, online ze setzen, soudass d'Leit se verstinn. Wann ee se zesummebréngt, bleiwen der net ganz vill iwwreg.

Et bleiwen insgesamt e puer Saache verbueden, kloer verbueden. Do ass en éischte Set vu Reegelen. Dat si Foiren a Salone bannenan. Bausse si se méiglech, mee am geschlossene Raum hu mer dat nach verbueden. Et sinn Diskothéiken, effektiv. A wann ech an engem Bistro Musek maachen, ass dat net eng Diskothéik, fir dat kloerzestellen. Et ass schonn eng Nomenclature, déi fir sech schwätzt. Dat ass kloer determinabel, wat eng Diskothéik ass a wat net, an et ass net eleng de Fait, dass Musek ass, dass een an enger Diskothéik ass.

Da kënnt en zweete Set u Mesuren. Dat ass deen, wou nach Maskeflicht ass. Och nach séier wéineg, Stand haut. Maskeflicht hu mer nach an den Transports publics a Maskeflicht hu mer bei Aktivitéiten, wou e Public accueilléiert gëtt. Elo sot Der mer: Dat ass net kloer! Ech muss soen, ech hunn aner Gesetzer gekuckt vun anere Länner, ech hunn do néierens vill méi Klores fonnt. Mee vläicht fält eis och nach eppes a beim nächste Jet, falls mer nach e Gesetz brauchen, fir dat méi kloer ze maachen.

Wat ass eng Aktivitéit, wou e Public hikënnt? Ma eng, déi oppen ass fir de Public. Dat sinn d'Commercen, dat si kulturell Institutiounen, et si Bibliothéiken. Hei si mer menges Wëssens net op fir de Public. Déi Fro ass de Moie gestallt ginn. Hei ass e geschlossene Krees vu Leit, vun Deputéierten, déi sech ënner sech treffen. Dat ass eng Reunioun. Mee à moins dass ech mech iere mam Chambersrèglement, mengen ech, ass hei net oppe fir de Public. Dat, fir just e puer Beispiller ze gi fir d'Maskeflicht, voilà. Dat sinn déi zwou Hypotheesen, wou Maskeflicht ass. Transport public an alles, wou eeben e Public empfaange gëtt. Firwat ass do eng Maskeflicht an der Reegel? Well mer dervun ausginn, dass eebe vill Leit sech kräizen an dass et relativ müséileg ass, do déi ganzen Zäit ofzemoossen, ob een zwee Meter auserneen ass oder net.

Dann hu mer en drëtte Set vu Reegelen. Dat sinn déi fir d'Rassemblementer vu méi wéi 20 Leit. Leschte Stand dann elo, nom Avis vum Staatsrot, no der Opposition formelle, just nach Rassemblementer, déi op der Voie publique oder do sinn, wou de Public da kann hikommen. An do gëllt déi duebel Reegel, dat heescht: Ech sëtze bei iwwer 20 Leit an ech sëtzen entweeder op zwee Meter oder ech sëtze mat Mask. Dat ass déi Reegel, déi mer relativ anschaulech schéngt an och liicht ëmzesetzen ass.

Dann hu mer dozou, zu där Sëtzreegel, e puer Ausnamen, déi mer och laang diskutéiert hunn, wou mer och, mengen ech, e Konsens haten: dass een op engem Begriefnis baussen net onbedéngt muss sëtzen; dass, wann ee manifestéiert, een dat am Goe mécht; an ass et op Foiren, Salonen an och op Mäert an der Rei ass, wann ee geet, a selbstverständlech net do soll sëtzen. Dat si Saachen, déi jo an der Circulatioun sinn an déi mer eeben dee Moment opgemaach hunn.

Da kommen nach déi spezifesch Reegelen, där bleiwen net méi ganz vill. Et bleiwen déi vum Horeca. Dat sinn nach ëmmer déi nämmlecht wéi an der leschter Phas. Nee, net méi grad déi nämmlecht. Mir sinn op zéng Leit pro Dësch eropgaangen. A mir sinn eis wuel bewosst, dass am Horeca speziell Reegele gëllen, dass mer do sécherlech e gewësse Risiko a Kaf huelen, well d'Leit, och wann d'Dëscher nach 1,50 Meter ausernee sinn, d'Leit selwer e Contact étroit hunn.

An dofir wäert et eis och wichteg sinn, an eise Recommandatiounen drop opmierksam ze maachen, dass, wann een zesummen op engem Dësch sëtzt, wou een déi Distanz net huet, een natierlech e gewëssene Risiko huet an dass een all Interêt huet, sech och ze erënneren, wéi eng Kontakter dass een do hat.

Et ass erëm déi ganz Saach vun der Quantitéit. Wann een, ech weess net, een-, zweemol d'Woch am Restaurant ass, bleift dat iwwerschaubar. Wann een natierlech ufänkt, all Dag moies an owes ze goen, weess ech net, wéi d'Leit da wëllen den Iwwerbléck behalen. Wa se eng Kéier infizéiert sinn, da gëtt et schonn erëm schwiereg beim Tracing, fir dat ze restituéieren. Mee voilà. Grondsätzlech ass et effektiv eng spezifesch Mesure, déi ofwäicht vun der genereller Reegel vun den zwee Meter.

Dann hu mer nach e puer spezifesch Reegelen, alles, wat Sauna an esou weider ass. Mir soen à ce stade, do sollen d'Leit eleng dragoen an net a Gruppen, ausser si wären aus engem Haushalt. A bei de sportlechen Aktivitéiten ass eng lues a lues Oplockerung och fir de Contact physique nees fir Elittesportler respektiv fir Professioneller. Dat si Saachen, déi een nach kann Etapp fir Etapp oplockeren.

Generell deelen ech dem Sven Clement seng Aschätzung net, dass dat heite Gesetz elo soll esou vill besser si wéi dat anert. Ech stelle mer perséinlech d'Fro, wann ech hätt missen de Choix maache fir Aschnëtter par rapport zu der Constitutioun. Fir mech ass d'Recht, fir e Geschäft, fir meng Activité économique ze exercéieren, genausou staark am Artikel 11 vun der Verfassung verankert wéi d'Privatrechter. Asoufern kann ee sech tout à fait och hei d'Fro stellen, ob d'Proportionalitéit nach gewaart ass, well déi Leit, déi hei menger Meenung no am meeschte Kollateralschued wäerten dervundroen, si vläicht manner d'Privatpersounen, mee et si wierklech d'Geschäftsleit, déi hei op d'Felg kommen an déi et vläicht net packen, an déi warscheinlech eréischt vläicht a Méint d'Konsequenze spieren, déi et elo nach vläicht esou just packen, mee vläicht Enn dës Joers et net méi wäerte packen. Do kënnt Kollateralschued. An do hunn ech perséinlech nach méi Schwieregkeete mat der Proportionalitéit gehat à ce stade wéi mat deem aneren Text. Mee et sief, ech respektéieren deen Avis. A mir si bei deenen Texter, wéi se elo sinn.

Dann zu deenen 2 Meter, nach eng leschte Kéier, och an all Chamberssëtzung ass déi Fro wierklech ëmmer erëmkomm. Wa mer déi 2 Meter géifen en cours de route vun där Pandemie änneren a mir géifen op 1,50 Meter goen, da géife mer gesot kréien: „Dir hutt ons belunn, Madamm Lenert! Dir hutt gesot, et sinn 2 Meter, elo sinn et op eemol 1,50 Meter."

Mir bleiwe kohärent. Mir hunn d'Optioun geholl am Ufank, fir eng virsiichteg Optioun ze huelen. Dat ass alles net esou kloer. Et ass an englesche Féiss ausgedréckt, wat international recommandéiert ass, dat géif bei 1,80 Meter leien. Et gëtt keng nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi eis géifen iergendwéi doranner bestätegen, dass een et soll erofdrécken. Also bleiwe mer bei deem, wat mer am Ufank geduecht a gesot hunn. Zumindest kann een eis dann net reprochéieren, mir hätten d'Leit ugelunn oder mir wéissten net, wat mer soen.

Voilà. Dat war et vu menger Säit. An d'Spärstonn nach. Jo, d'Spärstonn, et kann een driwwer diskutéieren. Dir zitéiert Bayern. Ech mengen, si hunn zwar vill méi sec Spärstonnen. Ech kennen dat Urteel elo net, ech muss mer dat sichen. Mee ech mengen, dass do um 22.00 oder souguer um 20.00 Auer owes pillo war. Jo, jo, ganz fréi.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Si si bis 1.00 Auer op.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, elo nees. Mee hir Spärstonn war net Mëtternuecht. Déi war relativ fréi. Ech mengen, fir d'Bierstube war et souguer 18.00 Auer oder 22.00 Auer fir d'Restauranten, voilà.

Wat ass eis Iwwerleeung? Ma dat ass net profund. D'Iwwerleeung ass, dass, wat et méi spéit gëtt, wat ee vläicht manner Krunnewaasser drénkt, an dass mer wëllen d'Leit dovunner ofhalen, owes ...

(Interruption)

... schläicht sech. Gelift?

(Interruption)

Keng Zäit méi? Pardon. Ma ech maachen et méi kuerz.

Voilà, Dir verstitt de Räsonement. Et ass och méi symbolesch geduecht fir ze soen: Et ass nach net alles wéi am Normalen! Mee ech verstinn awer d'Bestriewungen, dass een dat da soll erëm zouloossen, fir op 1.00 Auer ze goen. Dat ass sécherlech eppes, wou ee kann driwwer diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch. A fir den Ofschloss vun dëser Debatt ginn ech d'Wuert un den Här Staatsminister Xavier Bettel.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hätt awer nach eng Fro un d'Gesondheetsministesch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert, fir nach eng Fro ze stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Also ech hu ganz genau nogelauschtert. An Dir hutt et ganz ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Une voix.- Pscht!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... prezis gesot, Madamm Gesondheetsminister, wat ech ...

(Interruption)

... honnertprozenteg ënnerschreiwen. Notamment sidd Der och selwer e bësse méi kritesch hei zu dësem Gesetz wéi zu deem aneren.

An Dir hutt ganz vill op d'Verhältnisméissegkeet gepocht. An déi Fro, déi ech virdrun opgeworf hunn, dat ass awer wierklech eng fundamental. Dat ass déi, datt mir eigentlech gär géife wëssen, op wat fir eng sanitär Elementer Dir a sech Är Decisioun baséiert fir ze soen: „Mir ginn net erëm op den Droit commun, op 1.00 Auer, mee mir bleiwe bei 24.00 Auer!" Dir hutt elo virdrun do eppes gesot, do géif da manner Krunnewaasser gedronk ginn. Ech muss éierlech soen: Als Argumentatioun ass dat mer awer wierklech e bëssen dënn! Ech mengen, et ka jo awer net nëmmen dat do sinn.

Ech hunn et jo virdrun och eng Kéier preziséiert: Fir eis ass et natierlech ganz kloer, datt jiddweree muss d'Reegele respektéieren, ob dat bis 21.00 Auer, bis 22.00 Auer, bis 23.00 Auer, bis 24.00 Auer oder bis 1.00 ass oder och nach no 1.00, well et gëtt jo nach vill Leit, déi am ëffentleche Raum no 1.00 Auer sinn. Mee ech hunn awer wierklech aus Ären Explikatiounen net erausfonnt, wéi gesot, wat déi sanitär prezis Iwwerleeunge sinn, firwat 24.00 Auer an net 1.00 Auer, wat den Droit commun ass. An ech wär awer do frou, e bësse méi eng prezis Äntwert ze kréie wéi déi, déi Dir mer ginn hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Si ass net vill méi prezis wéi esou. Ech ka se awer e bësse méi apaken. Et ass effektiv erwisen, wann Der d'Risikoaschätzunge kuckt an deem Dokument vu Mëtt Mee, wat mer vun der Uni kritt hunn, wat eise Modellisatiounen zu Fouss läit, do gesäit een, dass d'Risikoaschätzung, wou d'Leit am Privaten zesummekommen, eeben einfach méi héich ass. A mir wëssen aus deem, wat mer gesinn hunn an deenen anere Länner, do, wou Clustere sinn, wat mer elo erëm gesinn d'ailleurs bei deenen neien Infektiounen, dass et sech bestätegt, dass do, wou gefeiert gëtt, méi e grousse Risiko ass vun Infektioune wéi zum Beispill op der Aarbecht.

D'Ouverturen, déi mer gemaach hunn an der Aarbechtswelt, dat war immens gutt, Dir erënnert Iech, do ass iwwerhaapt keen Impakt gewiescht op d'Zuelen. Dat ass awer net de Fall, wann nees gefeiert gëtt. A voilà, mir ginn dervun aus, dass do d'Risikoaschätzung zu Recht méi héich ass wéi an engem anere Kontext. Méi profund wéi esou ass et net! An da géif ech elo just ronderëmbrodéieren, wann ech Iech eppes anescht géif soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lenert. An elo ass d'Wuert fir den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, e grousse Merci. Ech wëll och de Riedner alleguerte Merci soen. Ech mengen, et ass méi wéi eng Kéier gesot ginn: Hei ass en Effort vun engem ganze Land gemaach ginn, vu jiddwerengem, deen hei lieft, vu jiddwerengem, deen hei schafft. An ech mengen, et ass net de Verdéngscht weeder vun enger Regierung nach vun enger Chamber, nach vun iergendenger Institutioun eleng, dass mer dee Virus souwäit am Grëff hunn. Et ass virun allem e grousse Verdéngscht vun onser Gesellschaft.

Erlaabt mer awer hei och, de Kolleegen am Regierungsrot, mat der Madamm Lenert, Merci ze soen. D'Leit hunn ëmmer gesot, an et ass eis scho bal reprochéiert ginn, dass mer ganz transparent an informativ wollte sinn. Merci awer och all de Kolleegen an der Regierung fir d'Aarbechten, déi gemaach gi sinn, fir all déi Projeten, wéi scho gesot ginn ass, eng Abberzuel vu Projeten, déi hei gestëmmt gi sinn.

Hanner eis selwer stinn eis Beamten, an ech wëll deenen och vun hei aus e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi ganz Aarbecht, déi se gemaach hunn.

Här President, et ass een Zoustand, deen ee sech weeder wënscht nach erhofft, dee mer net souguer nach einfach liichtfankeg akzeptéiere kënnen. Dofir ass et fir eis wichteg, dass een aus dem État de crise kënnt. An erlaabt eis, dass mer hei, wat Dir och an der Introduktioun gesot hutt, déi gutt Zesummenaarbecht mat der Chamber ënnersträichen.

Jo, tatsächlech, den État de crise gëtt der Regierung Muechten, déi se soss net huet. D'Regierung huet dat och ganz seriö geholl a selwer gesot: „Mir musse kucken, dass mer aus dem État de crise och esou séier wéi méiglech erauskommen!"

Tatsächlech, ganz am Ufank wousste mer net, wéini dat kéint sinn. Mir haten en Text deposéiert, well mer gehofft hunn, dass mer souguer éischter kéinten aus dem État de crise kommen. Mee elo aus dem État de crise en Text haut ze stëmmen, wou mer den État de crise an 48 Stonnen net méi hunn, do hu mer selbstverständlech och gesinn, dass dat superfetatoire wär.

An erlaabt mer, Iech, Här President, stellvertriedend fir d'ganz Chamber Merci ze soe fir déi Zesummenaarbecht, fir deen Echange och mat den Institutiounen. De Conseil d'État war och e wichtege Partner, mat deem mer hei geschafft hunn, fir kënnen iwwerhaapt weiderzekommen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, de Virus staark ze kontrolléieren. Ech soen: Mir hunn hei de Match nach net gewonne géint de Virus, mee mir hunn eng grouss Etapp gewonnen! An déi Biller, déi mer aus dem Ausland kannt hunn, an ech ka mech erënneren, dass mer hei déi eethesch Froe gestallt hunn, ob ee muss eng Kéier e Choix treffen, wien ee ka soignéieren oder och net soignéieren, da sinn ech ganz frou, dass mer eis déi Froen net hu musse stellen als Politik, wa mer dann op eng Kéier d'Saach net méi gepackt hätten. An dat hu mer och fäerdegbruecht!

An et ass scho gesot gi vu jiddwerengem, ech mengen, och vum Rapporter, an ech wëll deem och hei extra Merci soen, dem Här Di Bartolomeo. Wéi Der de Moien all geklappt hutt, déi Symbolik ass wichteg! Déi Leit hu sech net d'Fro gestallt, wéi et ëm hir Sécherheet an hir Gesondheet géif goen. Déi hu sech just agesat, fir deenen anere Leit ze hëllefen. An ech weess elo net méi, wéi ee Riedner et war, ech mengen, et war den Här Clement, dee gesot huet, wa mer all eenzelne Beruff missten opzielen, hätte mer eng Lëscht vun all deene Leit, déi all moies opgestane sinn, fir dass iwwerhaapt eis Gesellschaft kéint fonctionéieren. Deenen alleguerten e ganz, ganz grousse Merci fir dat, wat gemaach ginn ass!

Wat fir eis elo wichteg ass, et sinn e puer Froe gestallt ginn: Mir hunn eisen Deel Verantwortung iwwerholl gehat. Mir hunn déi lescht bal dräi Méint d'Verantwortung iwwerholl. Et ware keng einfach Decisiounen. An ech muss Iech soen, Här President, dass mer selwer virun e puer Wochen nach net woussten, wat haut de Fall wär. A souguer d'Science kann Iech haut och nach net garantéieren, wéi et weidergeet! Wéi mir alleguerten hei och net. An ech si jo frou, dass elo net hei 60 Leit awer mengen, dass se Experte wieren, esou wéi et a verschiddene Parlamenter ass, wou op eng Kéier jiddweree mengt, e wier e selbsternannten Expert an der Matière. Mir mussen eis op Saache baséieren, op Modellisatiounen, op Zuelen, op Spezialisten. An duerno awer och d'politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an Decisiounen treffen.

Dofir muss ech Iech soen, dass déi Motioun, déi ech elo vum Här Mosar kritt hunn, mech awer e bëssen erféiert. Ech gesinn och, dass den Här Wiseler an d'Madamm Hansen déi selbstverständlech net ënnerschriwwen hunn. Déi zwee Deputéiert vun der CSV, déi déi ganzen Zäit soen: „Mir brauche Modellisatiounen!", sinn net bereet, hei ze ënnerschreiwen: „Et ass egal, et ass elo vun 12.00 op 1.00 Auer", ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir kënne jo schlecht zu 21 ennerschreiwen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... ouni dass iergendeng Modalisatioun derbäi ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat ass dann d'Modellisatioun vun 12.00 Auer?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech muss Iech soen, wann ech scho vun der CSV schwätzen, Här President, et war jo eng Question parlementaire geplangt vum Här Mosar a vum Här Wilmes, déi op eng Kéier op hirem Site verschwonnen ass - ech mengen, d'Madamm Hansen wäert se blockéiert hunn - mam Titel: „Restauranten a Caféë mussen um Mëtternuecht zougemaach ginn. Fënnt d'Regierung net, dass een dës kéint ausnamsweis fir Nationalfeierdag oploossen?" Dat war eng Question parlementaire, déi an der CSV war. Ech hu se jo um Site fonnt. Mee du wäert se sécher vun der Fraktionscheffin zréckgezu gi sinn, well si gesot huet: „Nee, stellt déi do net! Mir kënnen eis jo awer net selwer eng siche goen, andeem mir soen: Et zielt all Dag ausser fir Nationalfeierdag!"

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech freeë mech, datt Dir eise Site esou gutt kontrolléiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn awer frou ze gesinn, dass d'Madamm Hansen sech op deem dote Punkt duerchgesat huet.

Mee wéi gesot, Här President, fir wëllen elo ze probéieren, net eranzefalen. Ech ka mech erënneren, dass aner Deputéiert vun aneren Oppositiounsparteien eis viru Méint scho gesot hunn: „Maacht dach déi Caféen a Restauranten op!" Et ass hei jo virun e puer Stonnen och gesot ginn: „Firwat maacht Der d'Spillplazen net op"? Mir hunn eis eng Reegel gi vun zwou Wochen. Mir haten ëmmer strikt Reegelen, un déi mer eis gehal hunn. Mir sinn haut houfreg iwwert dat, wat mer als Lëtzebuerger Land alleguerten zesumme fäerdegbruecht hunn.

Dir hutt d'Verantwortung haut iwwerholl. Mir sinn do, fir Iech ze roden, fir Iech ze beroden, fir Iech all déi Informatiounen ze ginn, déi Der och braucht, fir déi nächst Decisiounen ze huelen. Dir hutt eis och garantéiert, dass séier kéint agéiert ginn. An dat, wat haut gestëmmt gëtt, Här President, ass net onbedéngt fir ee Mount gutt. Et ka gutt sinn, dass mer an zéng Deeg oder an zwou Wochen nei Informatioune kréien, déi eis erlaben, iwwer Amendementer oder nei Texter, op jidde Fall dësen Text ze amendéieren. Mee mir sollen net an d'Course verfale vun deem, dee probéiert, hei eng Surenchère ze maache vun deem, wat e mengt, wat bei de Bierger géif gutt ukommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et geet ëm d'Gesondheet vun onse Bierger. Et geet ëm eng Kohärenz. Et geet ëm Zesummenhalt. An et geet virun allem ëm d'Solidaritéit!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7607. Den Text steet am Document parlementaire 7607[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7607 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique.

A, d'Madamm Hansen huet sech et elo nach anescht iwwerluecht. Si wëllt nach eppes soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee. Ech wëll just soen, ech gesinn, datt d'Madamm Lenert fortleeft. Ech wollt meng Question urgente awer nach eng Kéier stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou wéi meng Informatioune sinn, gëtt et an der Tëschenzäit eng Äntwert op déi Question parlementaire urgente.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hoffen ech, datt ech déi och scho kritt hunn.

Une voix.- Ech schécken Iech se.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass dat dann och gekläert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech wëll Iech just soen: Am Reglement steet, datt d'Questions parlementaires urgentes prioritär musse mëndlech beäntwert ginn.

(Brouhaha)

Une voix.- Jo. Wat ass dat do?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, ech misst se awer kënne mëndlech stellen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir ware bei der Prozedur vum Ofstëmmen amgaang. D'Ofstëmmen ass nach ëmmer amgaang.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll awer, datt d'Madamm Lenert net fortleeft.

Une voix.- Jo. Déi ass gelaf.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi ass gelaf. Jo.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir musse fir d'éischt awer elo d'Ofstëmme fäerdegmaachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, mee et kann awer vläicht ee kucke goen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, da gitt se erëm sichen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma den Här Premier ka mer och äntweren. Dat ass och an der Rei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Premierminister ass jo och nach hei.

(Interruption)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen, 23 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7607 est adopté par 31 voix pour, 25 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zu de Votte vun de Motiounen.

8. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)

Fir d'éischt d'Motioun vun der Madamm Josée Lorsché. Ass nach een, deen eppes zu där Motioun wëllt soen?

(Brouhaha)

9. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech mengen, d'Resultat stëmmt net.

Wien huet dann Abstentioun bei eis gemaach?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, domadder ass och dat gekläert, datt dann eeben déi falsch Interpretatioun vum Walresultat ausschliisslech bei de Membere vun der CSV-Fraktioun war. An et ass awer berechtegt, datt een ëmmer probéiert, datt mer dat richtegt Resultat kréien. Okay. Si mer domadder averstanen? Merci villmools. Dann ass dat och esou aktéiert.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et waren der zwee, déi sech geiert hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et waren der zwee, déi sech geiert haten, jo.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

10. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)

Motion 2

Da kéime mer elo zur Motioun. Den Här Claude Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Just zwee Wuert iwwert d'Motioun vun der Madamm Lorsché, mer si jo bei där elo, wann ech richteg verstanen hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gutt. Da wollt ech soen, datt mer selbstverständlech déi Invitten, déi d'Madamm Lorsché hei proposéiert, an zwar déi, fir en „dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets 7606 et 7607", datt mer dat selbstverständlech als Zilsetzung ënnerstëtzen. Gradesou wéi mer ënnerstëtzen, datt d'„collaboration de façon systématique" mat der Chamber fir all déi Modifikatiounen, déi an Zukunft solle kommen, och gemaach gëtt. Selbstverständlech ënnerstëtze mer dat och. Mir fannen déi Zilsetzunge richteg.

Mir kënnen awer déi Motioun, esou wéi se hei steet, net matdroen, well am fënnefte Considerant einfach d'Unerkennung vun der Noutwendegkeet vun deenen Texter steet, déi elo gestëmmt gi sinn. Géint déi Texter hu mer awer gestëmmt, soudatt mer net implizitt elo kënne wéinst deem Considerant heifir stëmmen.

Wann d'Madamm Lorsché d'accord wär, fir dee Considerant erauszehuelen, dat heescht de fënneften, an dann de sechsten Tiret ëmzeänneren: „Considérant que les projets de loi 7606 et 7607 visent à prévenir", da kënne mir déi Motioun och matstëmmen. Mee et geet mer ëm dee fënnefte Considerant, dee contraire zu eisem Vott ass, do musst Der verstoen, datt mer selbstverständlech deen net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här Wiseler, fir déi do Offer. Ech denken, et mécht der Kaz kee Bockel, ob deen do Tiret eraus ass oder net. Mir hunn déi Gesetzer zesummen hei gestëmmt, majoritär.

Wann Dir dermat kënnt liewen, dass deen do Tiret erauskënnt, an Dir ënnerstëtzt eis Motioun, da si mir natierlech frou an ech si gäre bereet, deen Tiret dann erauszehuelen.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que face à l'apparition du coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19) et la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'une « urgence sanitaire mondiale », le Gouvernement luxembourgeois avait déclaré l'état de crise le 18 mars 2020 en invoquant l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution luxembourgeoise ;

- vu que l'état de crise fut prorogé par la Chambre des Députés pour une durée de trois mois par la loi du 24 mars 2020 ;

- considérant que l'état de crise prendra fin le 24 juin 2020 à minuit, et que par la suite l'Exécutif ne pourra plus prendre des mesures d'urgence par voie réglementaire ;

- considérant que les règlements grand-ducaux pris en vertu de l'état de crise deviendront dès lors caducs ;

- considérant que les projets de loi 7606 et 7607 visent à prévenir et combattre la propagation du Sars-CoV-2 (Covid-19), ainsi qu'à limiter les conséquences préjudiciables sur la santé de tout ou partie de la population en atténuant, voire en évitant la contagion ou le risque de contagion ;

- considérant que toute mesure prise dans la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) doit tenir compte de l'évolution sanitaire et des connaissances scientifiques et médicales liées à la pandémie ;

invite le Gouvernement

- à mettre en place, dans un délai de deux semaines, un dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets de loi 7606 et 7607 ;

- à collaborer de façon systématique avec la Chambre des Députés en vue de mettre en œuvre toutes les modifications de lois qui pourraient s'imposer en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid-19 au Grand-Duché du Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Mars Di Bartolomeo, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéinte mer zum Vott kommen, wa keng weider Wuertmeldung méi do ass.

Vote sur la motion 2 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, esou wéi dat elo vun der Madamm Lorsché gesot ginn ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Den Här Kartheiser, nee.

Dës Motioun ass da bei 2 Enthalungen ugeholl.

11. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Da kënne mer duerno zur Motioun komme vum Här Laurent Mosar iwwert d'Fermeture légale vun de Restauranten a Baren. Ass nach een, deen eppes dozou wëllt soen? Ech ginn dervun aus, datt do de Vote électronique gefrot ass.

Une voix.- Jo.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat ...

Do ass awer eppes falsch.

(Brouhaha et concertation interne)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, also sot eis emol d'Resultat, wannechgelift!

(Brouhaha)

Jo, mee Här President, et ass jo do, d'Resultat. Kënnt Der eis et soen, wannechgelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sot eis einfach d'Resultat.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sidd einfach emol transparent!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo. Dir hutt virdru jo och transparent hei gesot, wie sech verklickt hat.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Der Madamm Beissel hir Maschinn ass net gaang.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat ass domat?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Madamm Beissel, et ass jo awer e Resultat do.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Gëtt elo gewaart, bis et passt?

(Concertation interne)

Also mir gesinn de Bildschierm hei, Dir do ënne vläicht net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Hei, de Vott vun der Madamm Mutsch feelt.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerfir …

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et concertation interne)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ech hu mech geiert. Ech sinn Nee, net Jo.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A!

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir hunn zwee Stéck, déi sech geiert hunn. Elo gesäit d'Situatioun méi kloer aus.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Da steet et elo 2:2!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat heescht, et sinn dann 29 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun dann ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung Nummer 46 vun haut de Moien ukomm.

(La séance publique est levée à 14.50 heures.)

SÉANCE 47 LUNDI 22 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Ordre du jour
   - *Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Sven Clement) - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Martine Hansen et M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*
3. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)
   - *Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Gilles Baum (parole après ministre) (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (interventions de Mme Martine Hansen)*
4. 7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe
   - *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
   - *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19
   - *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz*
   - *Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Sven Clement)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)
   - *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
   - *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de Mme Martine Hansen)*

7. 7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Max Hahn - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.50 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fänken direkt u mat der Sitzung Nummer 47 vun haut de Mëtteg. An do freet d'Madamm Hansen d'Wuert.

2. Ordre du jour

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma ech soen am Prinzip dat selwecht wéi um Enn vun der Sitzung Nummer 46 vun de Moien. Ech wollt gär meng Question urgente stellen. An ech gesinn, de Premier ass och elo fort an am Moment ass kee méi do vun der Regierung.

(Interruptions)

Dat heescht, et ass elo keen do, dee mer ... A, en ass do!

(Brouhaha)

Une voix.- Da gëff mir se!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu der Fro vun der Madamm Hansen krut ech matgedeelt, dass déi de Moie scho beäntwert wier an och schonn an Äre Servicer wier säit de Moien. Ech krut dat elo beäntwert vun de Ministeren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Laut Chambersreglement ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. An d'Conférence des Présidents hat an där Fro decidéiert, wann eng schréftlech Äntwert do wier, da wier déi Fro evakuéiert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat steet awer net am Chambersreglement. An ech pochen hei op mäi Recht, datt ech déi ka mëndlech stellen.

Une voix.- Jo. Dat steet esou am Reglement!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann Iech d'Äntwert virliesen, mee dann ...

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A, well mir hu se nach net!

Une voix.- Si ass nach net do!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hu se och nach net gestallt, d'Fro. Dann ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Reglement ass kloer!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee. U sech ass jo ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Eng Question urgente däerf mëndlech gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Do gëtt et eng Decisioun vun der Conférence des Présidents, datt u sech dann d'Fro, wann eng schréftlech Äntwert virläit, domadder beäntwert ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee d'Reglement seet eppes anescht, Här President.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Déi Decisioun ass net am Reglement festgehal. Déi Decisioun ass, mengen ech, och iergendwann eng Kéier geholl ginn, wéi ech sécherlech nach net dra war. Dat heescht, et ass och net onbedéngt esou, datt een dat ëmmer alles muss wëssen. A se steet net am Reglement sou dran. A laut Reglement hu mer d'Recht, déi Fro, wa Plenière ass, da mëndlech ze stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- U sech, déi Decisioun, déi ass vun 2018. An et steet och am Reglement dran: Wann d'Fro recevabel ass, dann ass et och um President, fir eeben ze soen, wéini datt déi op den Ordre du jour kënnt. Vu datt awer d'Äntwert op déi Fro do ass, brauche mer déi net op den Ordre du jour ze huelen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also den Artikel 84 ass kloer, Här President! Do steet dran, datt Dir d'Recht hutt, se recevabel ze erklären an och de Caractère urgent ze definéieren, an datt Dir de Moment fixéiert, wou se gestallt däerf ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Richteg.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et steet net dran, datt se schréftlech ka beäntwert ginn. Dat steet net an der Question urgente am Punkt c) voir am Artikel 84 dran. Also muss se mëndlech gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass eng Decisioun, déi vun der Conférence des Présidents geholl ginn ass, wat u sech dann, wann déi ...

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ass d'Reglement, wat zielt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, wa jiddweree sech berouegt, Här President ... Wann ech hei ... D'Madamm Hansen kënnt heihinner. Ech liese vir, wat den Här ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An ech stelle se!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... Meisch do geschriwwen huet. Mee Dir hutt se schréftlech. Si ass an d'Chamber erakomm, gesinn ech hei. Also ech hunn lech se och gemailt. Mee ech sti selbstverständlech zur Verfügung, fir se och hei virzeliesen.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou. Merci, Här President. Ech stellen da mol fir d'éischt d'Fro, ier ech d'Äntwert da virgelies kréien. An da wëll ech awer fir d'éischt soen, datt elo déi Simulatioun, déi mer kritt hunn, mech och erschreckt huet. Well do steet u sech dran, datt mat deem Referenzzenario, mat den aktuelle Lackerungen eng moderat zweet Welle kéint komme mat 600 Doudeger. Also déi huet mech erschreckt. An dofir hu mer och scho gefrot, fir datt mer déi op den Ordre du jour vun enger Kommissioun kënne kréien.

Sou. Dann awer elo zu dëser Fro. Den Educatiounsminister huet e Freideg u sech annoncéiert, datt ab dem 29. Juni d'Kanner erëm alleguer an d'Schoul goen, ouni datt nach A- a B-Gruppe sinn. An deem Kontext hei, wann ech dat Gesetz kucken, wat mer elo de Moien ..., oder wat net mir gestëmmt hunn, mee wat Dir gestëmmt hutt, stelle sech eng Partie fundamental Froen.

Am Gesetzesprojet steet am Artikel 2, datt Rassemblementer vu méi wéi 20 Leit „dans les lieux accessibles au public" verbuede sinn. E Rassemblement ass laut dem Projet eng organiséiert Reunioun vu physesche Persounen, déi sech simultan op enger Plaz befannen. Dat ass dann déi éischt Fro, ob den Här Premier u sech der Meenung ass, datt e Schoulgebai, e Klassesall respektiv eng Enceinte vun der Schoul ënnert d'Definitioun vu „lieux accessibles au public" fält.

Net all Rassemblementer sinn awer vun dësem Verbuet betraff. Sou si laut dem Gesetzesprojet zum Beispill Evenementer vu méi wéi 20 Leit ënner verschiddene Konditioune méiglech.

Dat ass meng nächst Fro un den Här Premier: Ass de Schoulbetrib laut dem Här Minister en Evenement? Wa jo, muss d'Schoul sech dann un déi gesetzlech Konditiounen halen, ënner anerem assignéiert Plaze plus Maskeflicht fir Kanner iwwer sechs Joer oder d'Anhale vun de virgeschriwwenen Ofstandsreegelen?

Laut deem selwechte Gesetzesprojet, Artikel 3, besteet och eng allgemeng Maskeflicht fir Aktivitéite „qui accueillent un public". Meng nächst Fro also: Ass d'Schoulaktivitéit eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Ech géif scho mengen.

Hei ass et erëm eng Kéier méiglech, dovunner ofzeweichen, wann eng Aktivitéit vun Natur aus inkompatibel mam Droe vun enger Mask ass. An deem Fall muss den Organisateur aner sanitär Moossnamen ergräifen, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

Meng nächst zwou Froen heizou: Ass den Här Premier der Meenung, datt de Schoulbetrib als Aktivitéit ze betruechten ass, déi vun Natur aus net kompatibel mam Droe vun enger Mask ass? A wa jo, wéi eng aner sanitär Moossname recommandéiert d'Santé deenen eenzele Schoulen, fir d'Propagatioun vum Virus ze verhënneren?

Wann ech dat richteg liesen, misst dat jo dann erëm eng Kéier den Ofstand an d'Mask sinn, virun allem well d'Madamm Gesondheetsministesch virdru gesot huet, fir kloer ze sinn, géife si iwwerall bei zwee Meter bleiwen. Et ass awer eiser Meenung no dovunner auszegoen, datt d'Anhale vun deenen Ofstandsreegelen ab dem 29. Juni ganz schwéier wäert sinn, fir déi kënnen anzehalen, wann erëm eng Kéier alleguer d'Kanner an engem Klassesall sinn.

Duerfir ass d'Fro: Muss hei de Projet adaptéiert gi fir ze verhënneren, datt d'Kanner, d'Jugendlecher an der Schoul entweeder mussen zwee Meter Ofstand hunn, wat jo warscheinlech net realiséierbar ass, oder dann dee ganzen Dag musse mat der Mask dosëtzen? A wa jo, da géif ech froen: Wéini kënnt déi Adaptatioun? A wann nee, wéilte mer gäre wëssen, op wéi eng gesetzlech Basis de Minister oder d'Regierung sech baséiert fir ze soen, datt hei keng Maskeflicht géif bestoen, wa méi wéi 20 Kanner a Jugendlecher mam Enseignant an engem Klassesall sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech erlabe mer hei, déi gemeinsam Äntwert vun de Ministere Meisch a Lenert op déi Drénglechkeetsfro vun der Madamm Hansen virzeliesen. Déi honorabel Deputéiert freet, ob d'Schoulgebaier ënnert d'Kategorie vun de „lieux accessibles au public" falen.

Fir d'Grondschoul erlabe si sech dobäi, op den Artikel 2 vum Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ze verweisen. Deemno ass d'Schoul eng „entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires".

De Schoulbetrib adresséiert sech domadder un eng kloer definéiert a limitéiert Populatioun, déi a kleng Entitéiten agedeelt sinn. Dëst ënnerscheet d'Schoul op eng fundamental Aart a Weis vun Evenementer, déi fir e breede Public op sinn a bei deenen d'Populatioun a permanent neie Konstellatiounen och zesummekënnt.

Och d'Lycéesgesetz vum 25. Juni 2004 kläert an den Artikelen 1 a 2, dass d'Aktivitéite vun der Schoul sech net un en allgemenge Public adresséieren, mee d'Ënnerriichte vun de Schüler an engem kloer delimitéierte Klasseverband als Objet huet.

Nieft den Aktivitéiten ass och den Accès zu de Gebaier souwuel an der Grondschoul wéi am Secondaire kloer gereegelt. Et gëtt kee Publikumsverkéier an de Schoulen.

De groussherzogleche Reglement vum 7. Mee 2009 seet dozou fir d'Grondschoul: « L'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre. »

Dëse Prinzip gëllt och fir d'Lycéeën. Am Artikel 40bis vum Gesetz vum 25. Juni 2004 heescht et: « L'accès à l'enceinte du lycée est réservé aux élèves du lycée, aux membres du personnel du lycée, aux personnes exerçant au sein du lycée une mission prévue par la loi et aux personnes y autorisées par le directeur du lycée. »

Aus den ugefouerte Grënn falen d'Grondschoulen an d'Lycéeën net ënnert d'Dispositioune fir d'Rassemblementer a „lieux accessibles au public", wéi se am Gesetzesprojet N° 7606 virgesi sinn.

Déi sanitär Bestëmmungen, déi fir d'schoulesch Aktivitéite gëllen, gi vun der Direction de la santé veröffentlecht a permanent der Situatioun ugepasst.

Den Educatiounsministère huet sech an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère eng kohärent Strategie ginn am Bekämpfe vum Covid-19. Dës Strategie besteet aus sechs Elementer:

1. Schutz vun de vulnerabele Populatiounen;

2. Adaptatioun vu Schoulgebaier;

3. Aféiere vun zousätzlechen Hygiènesreegelen;

4. Notze vu Schutzmaterial, fir zousätzlech Barriären ze schafen (Masken, Plexiglaspanneauen etc.);

5. Organiséiere vu feste Gruppen, déi sech net vermëschen (sozial Clusteren);

6. an Halbéiere vun de Klassegréissten ass de Punkt Nummero 6.

Mat der Decisioun vun der Regierung, fir den Enseignement en alternance ofzeschafen, gëtt just de sechste Punkt vun der Strategie opgehuewen. All aner Elementer vun der Strategie bleiwe bestoen.

Wat d'Droe vun engem Mundschutz ubelaangt, bleift d'Regierung bei den existéierende Reegelen. D'Droe vun engem Mundschutz ass bei Kanner iwwer sechs Joer vum Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse recommandéiert fir den Trajet bis an d'Schoulklass eran. An der Klass ass d'Droe vum Mundschutz fakultativ.

Doriwwer eraus erlaben ech mir - also dat heescht, den Här Meisch erlaabt sech vis-à-vis vun lech - ze rappeléieren, dass d'Schoulaktivitéiten an Zäite vum Covid-19-Virus zu deenen am mannste problemateschen an eiser Gesellschaft gehéieren. Kanner gi manner oft ugestach vum Virus, si hu manner staark Symptomer a stiechen an der Reegel och manner Leit un. Mat dem aktuelle Wëssensstand kënne mir soen, dass d'Bildungsariichtungen net zu de Clustere gehéieren, iwwert déi de Virus sech an der Gesellschaft verbreet. Mat dëser Erkenntnis a virum aktuellen Hannergrond vun den niddregen Zuele vun Neiinfektiounen ass den aktuelle sanitären Dispositif der Situatioun an eise Schoulen absolutt ugepasst.

An ech sinn iwwerzeegt, si géifen Iech och allen zwee Merci soe fir Är Fro.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, et ass een Deel ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci. Ech soe villmools Merci fir d'Äntwert. Een Deel vun der Fro ass och beäntwert. Dat ass de Verweis op den Artikel 2, datt deen u sech net zoutrëfft, well et kee Lieu accessible au public ass. Den Artikel 3, dee seet awer, datt eng allgemeng Maskeflicht besteet bei Aktivitéiten, „qui accueillent un public". An ech weess awer net, wéi Der mer elo kënnt erklären, datt d'Schoul kee Public accueilléiert.

An dat anert ass wierklech, wann ech dat elo kloer verstinn, da gitt Dir de Message eraus, d'Regierung gëtt de Message eraus: Och a Klassesäll, 30 Kanner beieneen, egal wéi eng Distanz, kënnt der beienee sëtzen dee ganzen Dag ouni Mask.

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Nee.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer wéi gesot, d'Fro, d'Schoulaktivitéit, eng Aktivitéit, qui accueille un public, verstinn ech ..., déi hunn ech net beäntwert kritt. A wann dat nämlech esou ass, da gëllen awer d'Reegelen oder eng Ausnam. An da musst Der mer d'Ausnam erklären an och vläicht begrënnen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum freet d'Wuert.

(Interruption)

M. Gilles Baum *(DP).*- Wann ech mer däerf erlaben, ech mengen, d'Lycéeën, déi si jo elo schonn op säit dem 11. Mee. Do waren d'Klassen natierlech elo halbéiert. Déi komme jo elo erëm zesummen. Do riskéiere mer, iwwer 20 ze kommen. Mee sou wéi et bis elo war, hunn d'Professeren entweeder gesot: „Haalt är Mask un!", oder: „Et ass fir mech ok, dass der se ausditt." An ech denken och, dass sech un där Astellung vun deene Leit, déi Schoul halen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Den Här Meisch huet gesot, et brauch ee keng unzedinn!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... och näischt wäert änneren. Wann de Professer seet: „Dot är Mask un!“, dann dinn d'Schüler se un.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer op wéi enger gesetzlecher Basis? Dat ass jo d'Fro.

M. Gilles Baum *(DP).*- Wéi gesot, sou wéi mer elo fonctionéiert hu säit dem 11. Mee, ass et säit ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ma dach!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et sinn der elo méi wéi 20.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ma nee!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Du waren et der manner wéi 20. An du waren zwee Meter Ofstand. Et sinn elo keng zwee Meter Ofstand méi.

M. Gilles Baum *(DP).*- Et kann ee vläicht eng Schoul ... Et muss een awer och kucken, d'Schoule sinn net opgefouert am 7606 an am 7607. An dat huet säi gudde Grond, nämlech dass mer eis referéieren op d'Schoulgesetz vun 2009.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- War dat och der Regierung hir Äntwert, dat do?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, Här President, wann d'Madamm Hansen insistéiert a fënnt, dass déi schréftlech Äntwert vun der Madamm Lenert a vum Här Meisch net op d'Fro äntwert, da kann ech dem Här Meisch soen, e soll säi ganze Programm op d'Kopp geheien an dann hei an d'Chamber kommen, wann dat de Wonsch vun der Fraktiounscheffin vun der CSV ass. Ech hu gemengt, ech hätt wierklech op all déi Froen eng Äntwert ginn.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hu keng Äntwert op den Artikel 3 kritt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mee wann hei gemengt gëtt, dass den Här Meisch soll kommen, da kënnt den Här Meisch.

(Interruptions)

Wann dat ... Mee ech wëll dat vun der Madamm Hansen héieren, dass hei net op hir Fro geäntwert ginn ass an dass se gären hätt, dass den Här Meisch soll selwer kommen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, ech hu gesot, datt laut dem Gesetzesprojet 7606 Artikel 3 eng allgemeng Maskeflicht besteet fir Aktivitéite „qui accueillent un public“. An ech hunn nach keng Äntwert kritt, wéi Der mer erkläert, datt d'Schoulaktivitéit eeben dann eng Aktivitéit wär, déi net ënnert deen Artikel géif falen. A wa se ënnert deen Artikel fält, dann hu mer eng allgemeng Maskeflicht. An d'Enseignantë musse jo awer och, an d'Schouldirektioune musse jo awer och kloer wëssen: Fale si ënnert deen doten Artikel oder net? Et ass souguer en Artikel, dee strofbar ass. Also misst e kloer sinn!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech versti just net, Här President ... Just, ech sinn net de Spriecher hei vum MENJE, mee also fir mech ass jo eng Aktivitéit an der Schoul keng Activité publique. Et ass eng Aktivitéit.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Qui accueille un public!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An hei gëtt gesot: Soubal eng ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Soubal ee Public empfänkt, géif een da mussen eng Mask unhunn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mee et steet esou dran!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just drun erënneren, dass mer vun de Restauranten hei geschwat hunn. Do gëtt e Public empfaang. An do gëtt et dat och net. Dat heescht, do gëtt et selbstverständlech spezifesch Reegelen och bei deem engen a bei deem aneren - de Mikro geet ëmmer aus hei -, wéi dat hei soll funktionéieren. Mee, wéi gesot, den Här Meisch ass dann um 4 Auer hei op Demande vun der Madamm Hansen, an da ka se hir prezis Froe stellen, déi se da mengt, dass déi zwee Ministere bis elo net beäntwert hätten.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Domadder ass dëse Punkt viraussiichtlech ofgeschloss.

4. 7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

A mir kënne lo bei deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun eiser Sitzung vun haut de Mëtte kommen. Dat ass de Projet de loi 7617 iwwert de Reklassementsdispositif. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech stellen lech dann de mëndleche Rapport vum Projet de loi 7617 vir. An dësem Projet de loi, deen Deel vun der Coronakrisebewältegung ass, geet et ëm eng Mesure, déi am Kader vum Reclassement professionnel geholl ginn ass. Et geet drëms, fir deenen Aarbechter, deenen hir Indemnité d'attente wärend der Kris ausgeléist géif ginn, eng Verlängerung vun der Bezuelung vun dëser Kompensatioun ze garantéieren, an dëst bis op dee leschten Dag vum Mount no deem Mount, an deem de Krisenzoustand eriwwer ass.

Eng kuerz Erklärung zur allgemenger Reegel. D'Gesetz vum 23. Juli 2015 betreffend den internen an externe Reklassement gesäit a senge Bestëmmunge vir, datt, wann deen zoustännegen Dokter eng Recuperatioun vun der Aarbechtsfäegkeet vun engem Aarbechter feststellt, déi dësem erlaabt, eng änlech Positioun ze besetze wéi déi virum Reklassement, den Dokter dann déi kompetent Pensiounskeess doriwwer informéiert, déi dann d'Suspendéierung vun der Indemnité d'attente mat engem Preavis vun zwielef Méint aktéiert.

Elo war et awer esou, dass dës onerwaart sanitär Kris och en direkten a staarken Impakt op den Aarbechtsmaart hat, mat der Konsequenz vun enger staark reduzéierter Aarbechtsoffer, a sou och enger schwiereger kuerzfristeger Reintegratiounsméiglechkeet um Aarbechtsmaart. D'Aktivitéite vun Entreprisen dréien nun eeben zënter der Kris méi lues.

Fir deene betraffene Persounen eng finanziell Hëllef ze garantéieren an och fair vis-à-vis vun hinnen ze sinn am Verglach zu deene Leit, déi op de Chômage partiel oder aner Mesuren zréckgräife konnten, huet d'Regierung wärend dem État de crise dës Mesure mat engem groussherzogleche Reglement den 29. Mee decidéiert.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass dann, d'Bestëmmung vum Reglement vum 29. Mee nom État de crise nach ze verlängeren. Déi betraffe Persoune profitéieren esou vun enger viraussiichtlecher Verlängerung vun hirem Recht op eng Indemnité d'attente vun tëschent engem bis véier Méint, ofhängeg vum Datum vum Preavis, wéini en ugefaangen huet.

Fir all rechtlech Onsécherheet ze vermeiden, muss d'Reglement vum 29. Mee mam Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet abrogéiert ginn.

Et ass e Gesetzesprojet, dee lo net immens Tonne vill Leit betrëfft. Wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, sinn et 31 Leit, wéi de Minister et an der Kommissioun gesot huet. Mee fir déi 31 Leit ass et eng wichteg Mesure.

Dee Gesetzesprojet ass den 11. Juni deposéiert ginn. Den 12. Juni hu mer den Avis vum Staatsrot kritt, dee ganz favorabel war. Dunn den 18. Juni ass mäi Rapport an der Aarbechtskommissioun ugeholl ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An als éischte Riedner huet den honorabelen Här Aly Kaes d'Wuert. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll mer erlaben, am Numm vun der CSV och dem Rapporter villmools Merci ze soe fir säin explizitte Rapport, sou gutt elo mëndlech wéi och schréftlech.

Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir Leit, déi soss géifen an e Vide falen, net an e Vide falen ze loossen. A wéi mer aner Delaie verlängert hunn, sou gëtt och den Delai iwwert den externen an interne Reklassement verlängert. Dat heescht, d'Indemnité d'attente gëtt verlängert fir sécherzestellen, datt déi 31 Leit, ëm déi et sech handelt, eeben, wéi gesot, net an e Vide falen. An duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, an och vum Här Kaes nach weider alles gesot ginn. Duerfir bleift mir just den Accord ze gi fir d'DP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

(Interruptions)

Wann dat net de Fall ass, dann ...

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Dach!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A!

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporter Merci. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Den Här Kaes huet nach e puer komplementar Informatiounen derzou ginn. Och mir als Gréng stëmmen deen Text hei mat.

Ech profitéieren awer vum Moment. Wann ech mech elo net ieren, ass hei dat leschte Gesetz, wat mer am Kader Covid stëmmen a wat mat Sécurité sociale ze dinn huet a wou lo och de Minister present ass, fir eis nach vläicht Äntwerten dorop ze ginn.

Mee ech profitéieren awer vun der Geleeënheet, fir op dat zréckzekommen, wat den Här Di Bartolomeo virdru sot, wat en am „Monde“ gelies huet: eng Gestion efficace vun der Kris. Effektiv, mir hunn eis ganz gutt do verhalen. An ech mengen, mir hunn eis och ganz gutt verhalen, wat d'sozial Konsequenze vun där Kris sinn. Mir hunn dat hei e puermol diskutéiert. Ech denken un d'Chômagediskussioun, déi mer haten, an och déi iwwert de sozialen Dialog. Wéi gesot, mir hunn dat versicht esou gutt wéi méiglech an, ech mengen, och ganz gutt ze maachen. An dat heiten ass dee leschten Text, dee mer an deem Kontext stëmmen.

An ech mengen, hei sinn 31 Persoune betraff. Dat sinn der, wéi gesot, net ganz vill. Mee dat weist awer och, datt mer un déi 31 geduecht hunn. Eise Sozialsystem, eist soziaalt Netz huet bewisen, datt et effikass ass an och fonctionéiert.

Ech soen lech Merci.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Rapporter, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat hei ass am Fong geholl eng Ergänzung zum Covidgesetz, wou mer d'Delaie verlängere fir déi Leit, déi net konnte bei den Dokter goen, wéi dat am Gesetz virgesi war.

Ech bréngen domadder den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Meng Virriedner hunn alles zum Text gesot. Deementspriechend bleift do näischt méi derbäizesetzen. Ech wollt awer profitéieren, fir dem Rapporter hei nach eng Kéier Merci ze soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech kann d'Zoustëmmung vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech maachen dat dann och vun der Plaz aus.

Fir d'éischt emol e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, virun allem awer och un déi zoustänneg Chamberskommissioun, déi ganz schnell duerch dëse Rapport gaangen ass an och ganz effikass geschafft huet. A virun allem och, wéi ech héieren de Mëtteg hei vun den eenzelne Fraktiounen, fir eng grouss Zoustëmmung zu dësem wann och klengen, mee awer wichtege Projet am Volet vun deene sozialen Opfäng vun enger Rei Mesurë bedéngt duerch de Covid. Ech mengen, hei geet et effektiv ëm 31 Leit. De Montant dovunner bei 125.000 Euro ass ee vun deene klengen, dee sécher an deem ganze Pak vun der Meeschterung vun der Kris hei gestëmmt gouf, mee ech mengen, et ass awer e wichtegen, fir och déi Leit mat opzefänken.

Et muss een och soen, datt dat heiten och op Demande hi vun de Gewerkschafte komm ass, ënnerstëtzt vum Patronat, soudatt hei effektiv, wéi dat virdrun ugeschwat ginn ass, de Sozialdialog wierklech gewisen huet, datt en an der Praxis ka gräifen a séier ka gräifen, fir de soziale Fäll entgéintzekommen. An deem Sënn hunn ech weider och näischt bäizefügen a soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7617. Den Text steet am Document parlementaire 7617[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7617 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott ofgeschloss an de Projet de loi 7617 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7617 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Le saviez-vous ?

PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi est une initiative législative émanant d'un député. De même que pour les projets de loi, l'auteur de la proposition de loi expose l'objectif de sa proposition et en commente les articles.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7568 iwwert d'Gemengeversammlungen an d'Sëtzunge vum Gemengerot am Kader vun der Lutte géint de Covid-19. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP), rapportrice.-* Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Covid-19-Kris huet villes hei am Land an uechtert d'Welt op d'Kopp gehäit. Och d'Gemenge si vun der Kris haart getraff ginn. D'sanitär Mesuren, déi sech imposéiert hunn, fir d'Verbreedung vum Coronavirus esou wäit wéi méiglech ze ënnerbannen, hunn derzou gefouert, dass d'Gemengen an och aner Organismen, wéi zum Beispill d'Syndikater, souwuel hir Aktivitéiten an hir Aarbechtsweisen hu missen adaptéieren. Virun allem déi physesch Distanz, déi huet missen agehale ginn, an d'Protektioun vun de vulnerabele Persoune stoung hei am Mëttelpunkt vun de Moossnamen, wéi och soss iwwerall.

D'Regierung huet dann hei och ganz séier reagéiert. Fir d'Handlungsfäegkeet vun de Gemengen ze erméiglechen, hu se am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz an deem Sënn eng Rëtsch temporaire Mesuren ugeholl.

Vu dass déi Infektiounszuelen elo erofgaange sinn, kënne mer eis jo elo erëm gréisstendeels fräi beweegen. Mee den Infektiounsrisiko bleift fir déi no Zukunft nach eng Realitéit an eng zweet Infektiounswell ass leider och net ganz ausgeschloss. Fir also weiderhin d'Handlungsfäegkeet an de Respekt vun de sanitäre Mesuren an Aklang ze brëngen, verlängert dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut befannen, eng Rëtsch Mesuren aus dem ugeschwatene Règlement grand-ducal.

Loosst mech also op déi Haaptpunkten agoen!

De Projet bitt e Kader, deen et de Gemengeconseilleren a virun allem de vulnerabele Persounen erlaabt, via Visiokonferenz um Gemengerot deelzehuelen. Ausserdeem gëtt de Vott per Visiokonferenz, mee och de Vote par procuration agefouert.

De Syvicol huet hei a sengem éischten Avis gesot, dass säi Bilan vun der Participatioun per Visiokonferenz gemëscht wier. Ech hu mech och e bësse schlaugemaach bei verschiddene Gemengen. Et si verschiddener, déi hunn hir Sitzunge ganz mat Visiokonferenz gemaach, anerer hu sech an engem grousse Sall mat Distanz getraff an nach anerer hunn eng hybrid Versioun ofgehalen, wou verschidde Conseillere per Video bäigeschalt gi sinn. Jiddwereen huet also vu verschiddene Méiglechkeete kënne profitéieren. Déi Gemeng, déi ech e bësse besser kennen, huet e Gemengerot effektiv ganz mat Visiokonferenz gemaach. An ech muss soen, dat huet ganz gutt geklappt an d'Leit konnten an der „Bleif-doheem-Phas" esou hiert politescht Mandat vun doheem aus ausféieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP), rapportrice.-* Dass och eventuell Problemer kënnen optauchen, ass méiglech. Mee dofir ass et jo och keng Mussesaach, mee eng zousätzlech Offer, fir dass de Gemengerot sech an dësen aussergewéinlechen Zäite flexibel organiséiere kann. Dëst Gesetz schaaft heifir also de Kader, dee bis elo nach net gi war. Wa physesch Reunioune virgesi sinn, kann de Gemengerot alternativ jo nach eng aner Raimlechkeet fir d'Ofhale vum Gemengerot bestëmmen, wou et méiglech ass, d'Distanzen anzehalen.

Duerch dat heite Gesetz brauch de Gemengerot am Virfeld also keng Approbatioun vun der Inneministesch méi unzefroen. Dëst ass iwwregens och eng Ännerung, déi am Kader vum Projet de loi 7514 zum Allegement vun der Tutelle administrative virgesinn ass, also eventuell op engem anere Wee geséchert kéint ginn.

Op Ureegung vum Staatsrot gouf och entscheet, dass déi uewe genannten Dispositiounen net nëmme fir de Gemengerot gëllen, mee och fir d'Syndikater an d'Établissements publics, déi ënnert der Surveillance vun de Gemenge sinn.

D'Commissions consultatives ginn hei net erwäänt. D'Ministesch huet eis awer do an der Kommissioun gesot, dass de Fonctionement vun dëse Kommissiounen am Gesetz net formell festgehalen ass, mee dass déi am Fong d'Fräiheet hunn, hir Reuniounen a Fonctioun vun der Situatioun an dem Règlement interne vun deene jeeweilege Gemengen esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg halen. Dat heescht also praktesch, dass een och kéint eng Kommissioun per Visiokonferenz ofhalen.

Schliisslech gesäit d'Gesetz och vir, dass de Conseil d'administration vum CGDIS Decisioune via Voie de correspondance oder Telekommunikatiounsmoyenen huele kann, ouni dass heifir d'Decideure physesch present musse sinn. Dës Mesurë gëllen an enger éischter Phas fir ee Mount.

Loosst mech dann nach direkt op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen!

Den 28. Mee huet d'Madamm Minister de Projet virgestallt. An där selwechter Reunioun huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot, deen den 19. Mee erakomm ass, analyséiert. A mir hunn eng Rëtsch Amendementer diskutéiert, fir de Bemierkunge vum Staatsrot Rechnung ze droen.

Ech ginn hei elo och virun allem op d'Haaptbemierkungen, Diskussiounen an Amendementer an. Den Detail kënnt Der natierlech a mengem schréftleche Rapport noliesen.

E puer Diskussioune gouf et zum Artikel 1 a spezifesch ronderëm de Geltungsberäich vun der Participatioun per Visiokonferenz respektiv wie via Visiokonferenz um Gemengerot deelhuele soll.

Um éischte Punkt gouf et en Accord, et just op déi ëffentlech Seancë vum Gemengerot ze limitéieren, well de Secret vun de Séances à huis clos per Visiokonferenz net garantéiert ka ginn. Dofir gëtt d'Méiglechkeet, op d'Visiokonferenz zréckzegräifen, dann och net fir de Schäfferot virgesinn - op déi ëffentlech Visiokonferenzen natierlech -, well seng Reuniounen d'office à huis clos sinn.

Um zweete Punkt gouf diskutéiert, ob d'Participation à distance op vulnerabel Leit limitéiert sollt ginn, fir d'Présence physique als Norm bäizebehalen. Och de Syvicol huet dat opgeworf a sengem Avis complémentaire. Gëeenegt hu mer eis dann drop, dass mer d'Méiglechkeet fir jiddwereen oploossen. Dofir hu mer awer am Commentaire des articles preziséiert, dass sech dës Mesure virun allem un déi vulnerabel Leit riicht, déi en erhéichte Risiko géifen agoen, wa se sech physesch géife begéinen. Mat där Approche gi mer och den Diskussiounen aus dem Wee, fir ze entscheeden, wien dann elo vulnerabel ass a wien net.

Gläichzäiteg denke mer, dass d'Dispositioune vum Droit commun, deen d'physesch Presenz vun de Gemengeconseillere virgesäit, awer esou wäit wéi méiglech respektéiert solle ginn. Et muss een awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Dispositiounen an der Zäit begrenzt sinn.

Domat hu mer, denken ech, e gudden Equilliber fonnt. Per Amendement gouf dann och festgehalen, dass de Gemengesekretär och ka per Visiokonferenz un de Séance-publiquen deelhuelen.

Am Artikel 1 hat de Staatsrot eng Opposition formelle eraginn, well d'Wuert „réputé" am initialen Text eng Insécurité juridique opgeworf huet. Wie per Visiokonferenz um Gemengerot wëllt deelhuelen, muss dat dem Schäfferot bis den Dag virdrun um 12.00 Auer notifiéiert hunn. Dem initialen Text no hätt ee kënne verstoen, dass fir déi Leit, déi dat net maachen, d'Presomptioun géif gëllen, dass se present sinn a fir de Quorum géife gezielt ginn, och wa se weeder physesch nach via Visiokonferenz derbäi wieren. Dofir gouf dee leschten Deel vum Saz gestrach.

Per Amendement gouf och preziséiert, dass d'Publicitéit vun de Seancë vum Gemengerot assuréiert ass, wann dat geschwatend Wuert an d'Votten en direct fir de Public op elektroneschem Wee accessibel sinn.

Am Artikel 2 gouf per Amendement preziséiert, dass de Vott per Visiokonferenz via Appel nominal gemaach gëtt. Domadder ass dann och kloer, dass kee Vote secret via Visiokonferenz kann ofgehale ginn.

Wat de Vote par procuration ugeet, hat de Staatsrot eng Opposition formelle gemaach, well et u Prezisioune gefeelt huet an dat zu enger Insécurité juridique gefouert hätt. Dës Prezisioune goufen du per Amendement an den Alinea 3 bis 6 bäigesat.

De Syvicol hat sech a sengem Avis derfir ausgeschwat, de Vote par procuration permanent gesetzlech ze verankeren, esou wéi dat jo och elo hei an der Chamber de Fall ass. Esou Considératioune kéinte jo dann eventuell am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz gemaach ginn, wann ee mierkt, dass sech esou eng Mesure bewäert.

Den 12. Juni ass dunn en Avis complémentaire vum Staatsrot komm, deen dann och mat den Ännerungen d'accord war. D'Kommissioun ass den 18. Juni zesummekomm, fir den Avis ze analyséieren.

An där Sitzung si mer och op den Avis complémentaire vum Syvicol agaangen, dee virun allem eng Fro zu der Publicitéit vun de Seancë vum Gemengerot opgeworf huet. Sou huet de Syvicol argumentéiert, dass nom aktuellen Text an der amendéierter Form net nëmmen de Public am Sall, mee de Public am Sens large déi ganz Seance en direct misst kënne verfollegen. Hei géif also eng nei Obligatioun fir d'Gemenge geschaaft ginn, déi en opwändegen Dispositif opriichte missten, fir dës Iwwerdroungen ze garantéieren.

Dës Interpretatioun kënnt dohier, dass am Amendement net méi „public présent" steet, wéi am initialen Text, mee eebe just „public". Dat huet zu Interpretatiounsdivergenze gefouert, woubäi de Syvicol et eeben esou gelies huet, wéi wann dat de Public au sens large wier, wärend anerer et trotzdeem nach ëmmer just op de Public am Sall bezunn hunn.

Fir enger eventueller juristescher Onsécherheet aus dem Wee ze goen, huet d'Kommissioun dunn decidéiert, den Artikel ze amendéieren an et explizitt op de „public présent" ze bezéien, also déi Leit, déi physesch am Sall sinn, fir d'Intentioun, de Sënn vum Gesetz méi kloer ze maachen.

Gläichzäiteg hu mer och decidéiert, d'Applikatiounsdauer un déi vum Projet de loi 7606 ze alignéieren, also op ee Mount, fir do ee Parallelismus tëschent de Gesetzer hierzestellen, wat d'Dauer ugeet.

Dem Staatsrot, deem mer och hei Merci soen, dass en esou reaktiv a séier aviséiert huet, säin zweeten Avis complémentaire ass nämlech den 20. Juni komm, an haut de Moien hu mer eis den Avis an der Kommissioun ugekuckt an doropshin och de Rapport unanime ugeholl. Ech denken, dass mer mat dësem Gesetz, dat jo elo an der Zäit begrenzt ass an un d'Covid-19-Kris gebonnen ass, de Gemengen zousätzlech Outile ginn, fir d'Contraintë vun der Pandemie ze meeschteren.

Et bleift mer nach just, jiddwerengem en décke Merci ze soen, deen hei gehollef huet, fir dëse Projet de loi ze finaliséieren. Der ganzer Kommissioun an och de Mataarbechter hei an der Chamber a speziell och de Mataarbechter an eiser Fraktioun en décke Merci. Mir sinn eis all bewosst, dass et eng ustrengend Zäit fir jiddwereen ass, fir alles am Delai fäerdeg ze kréien. An dofir en décke Merci vun eis all.

Heimat géif ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).-* Merci, Här President. Wéi ech d'éinescht mat der Madamm Rapportrice aus der eigentlecher Chamber an dës Chamber komm sinn, huet se mer gesot, si hätt sech fir hiren éischte Rapport gären en einfache Projet geholl. An dofir hätt se sech deen heiten erausgesicht, well dat wär jo wierklech een ouni Problem. Abee, erstens kommt es anders und zweitens, als man denkt!

Dee Projet hei huet eng ganz Rei vu Problemer opgeworf, déi mer zesumme probéiert hunn, an enger Rei vu Sitzungen ze léisen, a wou ech mengen, dass mer mat där enger oder anerer Nuance - mee vu dass d'Limitt vun engem Mount do ass, ginn ech net dervun aus, dass et zu gréissere Problemer féiert - awer Solutioune fonnt hunn.

Dofir Iech, Madamm Rapportrice, e ganz, ganz grousse Merci. An dee wéilt ech ausdrécklech och ausdeenen un de President vun der Kommissioun an un d'Kolleegen, well, obschonn d'Majoritéit sech e bësse schwéiergedoen huet, mer awer deen zweeten Aller-retour beim Staatsrot gemaach hunn, deen eis et erlaabt huet, awer op zwee weesentleche Punkten, mengen ech, dëse Projet gutt ze kréien.

Mir hunn am Ufank vun dräi Projet-de-loien eng Divergence de vue gehat - dat ass de 7577 iwwert de Mariage, deen d'lescht Woch gestëmmt ginn ass, de 7568, iwwert dee mer hei schwätzen, an de 7571, deen nach um Ordre du jour steet -, well mer an deenen dräi Projet-de-loien de Versuch vun der Inneministesch gesinn hunn, fir eigentlech vun der Covidkris ze profitéieren, fir wärend engem Joer nei Systemer an de Gemengesecteur anzeféieren.

Mir waren als CSV net domadder d'accord, well mer méi eng strikt Interpretatioun vum Covid a vun deene Mesurë gemaach hunn, déi een am Kader vum Covidgesetz sollt huelen. A mir sinn haut frou, dass op deenen dräi Projet-de-loien d'Durée vun de Gesetzer ralliéiert ass a carrement un d'Gesetz 7606 adaptéiert ass, wat eng Rei vu Schwieregkeeten an deenen nächste Méint, an eisen Aen, wäert verhënneren.

Hei an dësem Projet geet et haaptsächlech drëm, dass d'Visiokonferenz kann agefouert ginn. Am Ufank sollt dat souwuel fir de Gemengerot wéi fir de Schäfferot sinn. Dat hu mer net ganz gutt fonnt. Mir sinn och net schrecklech begeeschtert driwwer, dass een d'Visiokonferenz awer nach kann afuerderen. An do muss ech lech, Madamm Rapportrice, soen, dass ech net honnertprozenteg mat Ärem Exposé d'accord war, wou Der gesot hutt: „Dat ass eng Méiglechkeet." Nee! Um Punkt vun der Visiokonferenz kritt de Conseiller e Recht! E kritt e Recht eigentlech, fir d'Visiokonferenz unzefroen.

Am Projet de loi, dee mer herno diskutéieren, de 7571, do ass et eng Fakultéit, well do de Gemengerot, also de Schäfferot, deen déi Sitzung jo aberifft, d'Méiglechkeet huet, et entweeder physesch oder iwwer Visiokonferenz oder mixte ze maachen. An dat ass problematesch an eisen Aen. Et ass problematesch an eisen Aen, dass eng Persoun, déi an engem Gemengerot sëtzt an déi eventuell an d'Vakanz wëllt fueren, an et ass Gemengerot, elo bei hirem Buergermeeschter oder engem Schäfferot d'Visiokonferenz kann afuerderen. An dann ass de Gemengerot esou gutt an e gëtt no deem Prinzip ofgehalen.

Mir hate gefrot, dass een dat an d'Gesetz sollt schreiwen. D'Majoritéit war der Meenung, dass et géif duergoen, dass een dat an de Commentaire des articles géif setzen.

Vu dass dat sech elo op deen nächste Mount limitéiert - hoffentlech -, hu mer eis Bedenken e bëssen hannenugestallt. Mee ech fannen et generell net logesch, dass een e Prinzip, deen net am Gemengesecteur ancréiert ass, eigentlech kéint aus dem Ausland eraus souguer afuerderen. An ech mengen, dass een innerhalb vun deem nächste Mount do, falls d'Noutwendegkeet da géif bestoen, fir déi Dispositioun do nach eng Kéier ze verlängeren, awer dat am Text och soll op de Covid limitéieren.

An ech mengen och net, dass d'Visioconférence en tant que tel sech wäert duerchsetzen, generell, an der Appreciatioun, nom Covid, well et wierklech eppes Limitéiertes ass op déi doten Zäit.

Dat anert, deen zweete Punkt, dat ass dee vum Vote par procuration, wou ech kloer an däitlech och am Numm vun der CSV, esou wéi mer dat beim Mariage gemaach hunn d'lescht Woch, eis Doutten umellen. Mir mengen, dass och dat à terme net en Element ass, wat een definitiv an de Gemengesecteur sollt aféieren, mee dass et scho wichteg ass an de Gemengeréit, dass déi physesch tagen an dass d'Leit och alleguerten do sinn.

An dat Argument, wat ech emol hei oder do héieren, wat seet: „Jo, wann ech awer nëmmen eng Majoritéit vun engem Sëtz hunn, da kënnt dat mer ganz gutt zupaass, well da kann awer ee Conseiller emol net do sinn an ech behalen awer meng Majoritéit.", dat ass a mengen Aen och net gëlteg, well wann ech nëmmen eng Stëmm Majoritéit hunn an et feelt mer een, dann hunn ech nämlech kee Quorum. A wann d'Oppositioun dann zur Dier erausgeet, dann ass net nëmme mäi Quorum fort, mee och meng Sitzung. Dann ass déi fäerdeg.

An déi aktuell Gesetzgeebung gëtt jo d'Méiglechkeet, iwwert den double Vote vum Buergermeeschter am zweeten Tour ëmmer derfir ze suergen, dass, wann e Conseiller net do ass, och länger net do ass, well en en Accident hat oder well e krank ass, eng Majoritéit ëmmer an der Majoritéit bleift.

Voilà! Dat wollt ech hei gesot hunn, andeem ech als allerleschte Saz, Här President, nach soen, dass mer nach ëmmer elo d'Méiglechkeet hunn, dass mer Problemer kéinte kréien. Dofir wéilt ech de Gemengesecteur och dorobber opmierksam maachen, iwwer Visiokonferenz: Et ass am Projet de loi net geklärt, wat geschitt, wann, opgrond vun technesche Problematiken, d'Visiokonferenz, obschonn e Conseiller se gefrot huet, net ka stattfannen. Dat hu mer jo an de leschten dräi Wochen och hei an der Chamber emol déi eng oder déi aner Kéier matkritt, dass deen een oder deen aneren op eemol fort war an net méi erëmkomm ass. Do ass de Projet de loi total muet, wat d'Konsequenzen ubelaangt.

Oder wann et ugeet an nom zweete Punkt oder nom drëtte Punkt fält d'Visiokonferenz aus, an dee Conseiller kann dann net méi un der Gemengerotssitzung deelhuelen, wär et schonn net schlecht gewiescht oder wär et net schlecht, wa mer den nächste Mount erëmkéimen a mer missten dat doten nach eng Kéier verlängere wéinst Covid, dass een dann nach awer méi Prezisiounen am Text hätt, fir sécherzestellen, dass doduerch net ganz Gemengerotssitzunge kënnen annuléiert ginn. Wat besonnesch am Fall, wou mer a PAGs-Diskussiounen oder a Budgetsdiskussioune wieren, awer zu gréissere Komplikatioune kéint féieren.

Ënnert deem Benefiss ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty agedroen.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Loosst mech ufänke mat engem grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, fir hiren alleréischte Rapport. A wéi den Här Wolter gesot huet, se hat sech et vläicht am Virfeld e bësse méi einfach virgestallt, dass et e ganz klenge wär. Mee loosst mech an deem Kontext awer och direkt soen, dass ech et immens flott fonnt hunn, wéi mer an der Kommissioun fonctionéiert hunn am Zesummespill, an do, mengen ech, kann ech all de Kolleegen an awer och der Inneministesch Merci soen, dass dat konnt esou klappen. Well ech mengen, mir hunn hei e ganz pragmatesche Wee fonnt, wéi mer eis demokratesch Rechter a Flichte fir all déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, kënnen an der Zukunft och erfëllen, ëmmer am Déngscht vum Bierger.

Wéi gesot, Madamm Asselborn-Bintz, e grousse Merci! Och nach op deem Dag, wou bekannt gëtt, dass Der elo geschwënn och nach wäert Buergermeeschtesch vun enger Gemeng ginn! Also, et kann Iech vläicht och nach selwer betreffen. Also et ass, mengen ech, en Dag, deen Der net wäert vergiessen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. Da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech der Madamm Asselborn och villmools Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Rapportrice ass am Detail op verschidden Artikelen agaangen, duerfir wäert ech dat elo net méi maachen. Ech wéilt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir iwwert d'Dauer vun dësem Text eraus ewech ze kucken.

An de leschte Wochen a Méint ass an de Gemengen op technologesch Moyenen, déi virun der Kris nach net zur Diskussioun stoungen, zréckgegraff ginn, well mer ouni dës Moyenen de Fonctionement vum Gemengerot net hätte kënne garantéieren. Dës Adaptatioune ginn am Kader vum Covid elo weider verlängert. An et kéint ee sech eigentlech och Gedanke maachen, ob ee se net och no der Covidzäit kéint weider notzen. Duerfir hätten déi gréng och gutt mat enger Lafzäit vun zwielef Méint vun dësem Projet de loi anstatt engem Mount kënne liewen, well dat et erméiglecht hätt, méi Erfarungen ze sammelen an deene Beräicher, wou de Projet de loi reglementéiert.

An der Kommissioun ass länger Zäit driwwer diskutéiert ginn, wéi den Artikel 1 ze interpretéiere wier. Soll just de Public, dee physesch am Gemengerot present ass, kënnen héieren, wat déi Gemengeréit, déi iwwer Video bäigeschalt sinn, soen an ofstëmmen, oder soll all Bierger dëst kënne suivéieren? D'Kommissioun war sech eens, dass am Kontext vun dësem Gesetz et ëm déi Bierger geet, déi physesch am Gemengerot present sinn.

déi gréng hunn awer d'Diskussioun interessant fonnt a sinn der Meenung, datt ee sech och kéint Gedanken driwwer maachen, ob een net all de Bierger d'Méiglechkeet sollt ginn, fir de Gemengerot direkt vun doheem aus ze suivéieren, esou wéi dat och an der Chamber de Fall ass. Ech weess, dat ass mat Käschten a mat techneschem Opwand verbonnen. Mir mengen awer, datt dat de Bierger de lokalen demokrateschen Debat méi no géif bréngen an datt et gutt wär a puncto Transparenz.

Här President, déi gréng fannen och, datt et derwäert wär, fir sech Gedanken iwwer eng Weiderféierung vun der Participatioun am Gemengerot duerch Visiokonferenz ze maachen. Jo, jiddwereen heibannen huet e puer Anekdoten ze erzielen, wou d'Visiokonferenz net esou geklappt huet. Heiansdo waren et technesch Problemer, oft louch et awer och un den Utilisateuren.

Dës Problemer stelle fir déi gréng awer keng oniwwerwannbar Hürden duer. Mir sinn der Meenung, datt d'Visiokonferenz d'Méiglechkeet schaaft, datt e Member vum Gemengerot, deem et zum Beispill aus gesondheetleche Grënn net méiglech ass, physesch an de Gemengerot ze goen, trotzdeem kann um Gemengerot deelhuelen a säi Mandat ausféieren. Och hei misst een duerch d'Erfarungen, déi een am Kader vum Covid kritt huet, Krittäre festleeën, ënnert deene Visiokonferenze kéinte bäibehale ginn, an et misst garantéiert ginn, datt d'Decisiounen, déi am Gemengerot geholl gi sinn, net kënnen annuléiert ginn, well technesch Problemer mat der Visiobäischaltung waren.

Dës bréngt natierlech Käschte mat sech, fir dat technescht Material unzeschafen an ze geréieren. déi gréng sinn awer der Meenung, datt een am Zäitalter vun der Digitaliséierung Iwwerleeungen an dës Richtung kéint maachen.

Zum Schluss wéilt ech nach op de Vote par procuration agoen. déi gréng fannen, datt et sënnvoll wär, de Vote par procuration hors vote secret bäizebehalen. Dëst ass en Droit acquis fir all Deputéierten. A mir froen eis, firwat net och d'Membere vum Gemengerot dëst Recht permanent sollten hunn. Esou wéi de Syvicol sinn déi gréng awer och der Meenung, datt et ënnerschiddlech Situatiounen an de Gemengeréit gëtt, besonnesch duerch d'Proporz- a Majorzgemengen. Duerfir sollt een et de Schäfferéit vun deenen eenzelne Gemengen iwwerloossen, wéi si d'Procuratioun an hire Gemenge wéilte reegelen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, Kolleegen, ech géif fir unzefänken der Madamm Simone Asselborn en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, mir sinn an enger Ausnamezäit. Dat verlaangt och Ausnamereegelungen. Esou ass och déi heiten ze gesi bei de Gemengeréit, datt mer elo am Fall, wou et eng Kéier enk géif ginn, der Gemeng d'Méiglechkeete géife ginn, iwwer Visiokonferenzen hir Gemengeréit ofzehalen, fir datt se fonctionabel bleiwen. Et weess ee jo ni, wat am Laf vun der Zäit kënnt.

Mee ech mengen och, déi heite Moossnam beinhalt awer och, datt d'technesch Viraussetzungen an all Gemeng musse gi sinn, fir datt dat do kann iwwert d'Bün goen. A wat d'Zukunft ubelaangt, ech mengen, do gëtt et ganz sécher gutt Iddien, wéi een dat eent oder dat anert kéint aus der Kris zréckbehalen. Mee et gëtt awer och warscheinlech ..., et muss een dat emol beliichten. Esou wéi et Positives gëtt, esou gëtt et och Negatives. An et sollt een dat, wéi ëmmer, an aller Rou maachen.

Ech géif dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir deen éischten a ganz gudde Rapport. Et war keen einfachen, well et muss een, wann ee ganz éierlech ass, soen: Den Inneministère huet do e schlechten Text eraginn. An et ass eng virbildlech ...

(Interruption)

Dach, dach! Also, eisem Empfannen no war et ee ganz schlechten Text, soss hätte mer net esou vill Korrekture misse maachen! Hätte mer e roude Bic gehat, da wär en an der Prüfung duerchgefall. An et war awer herno an der Kommissioun, wou all d'Parteien, an dat wollt ech betounen, zesummen a konstruktiv dru geschafft hunn, fir dass eis Gemengeréit och an Zukunft kënnen an dëser Situatioun hir Aufgab wouerhuelen.

Eis Piraten huet et natierlech gefreet, dass elo iwwerall am Land op eemol de Livestream opkomm ass, esou wéi mer et scho méi laang gefrot hunn. Wou mer awer ganz kloer drop verweisen, dass dat net mat der Visiokonferenz ze verwiesselen ass. Ech hunn och elo dofir ganz positiv opgeholl, dass déi gréng Partei derfir antrëtt, dass de Livestream méi verbreet soll ginn. Ech hoffen och, dass an all Schäfferot, wou déi gréng Partei vertrueden ass, dee Livestream ze fannen ass.

A mir Piraten setze jo och nach ëmmer drop, dass och d'Chamberskommissioune sollen e Livestream kréien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A menges Wëssens hunn déi gréng an der Chamber jo awer nach eppes matzedecidéieren. Duerfir hoffe mer elo, dass Der, no Ärer Lektioun fir d'Gemengen, dat dann och eng Kéier hei ëmsetzt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, fir d'éischt wëll ech dann och der Rapportrice Simone Asselborn-Bintz Merci soe fir de Rapport. Si huet ganz ausféierlech d'Moossnamen an d'Modalitéiten erkläert. Duerfir wëll ech einfach just eng Kéier drop hiweisen, wéi wichteg et awer war, dass mer am Kontext vun der Kontinuitéit vun de Servicer derfir gesuergt hunn, dass déi lokal Autoritéiten, grad wärend dem Confinement an och am Aklang mat de sanitäre Reegelen, konnte weiderhi fonctionéieren, dass se eebe weiderhin operationell konnte bleiwen.

D'Aféierung vun der Visiokonferenz, de Vott iwwer Procuratioun souwéi och d'Méiglechkeet, ouni Approbatioun an engem anere Sitzungssall ze tagen, dat waren u sech déi éischt Mesuren, déi mer geholl hunn am Kader vum Covid, fir eebe kënnen esou weiderhin ze garantéieren, dass d'Gemengen hir Aarbechte kënne maachen.

Wat d'Durée vum Projet de loi betrëfft, do war elo e bëssen d'Kritik komm, dass ech hei versicht hätt, esou hannenerëm nei Mesuren anzeféieren. Ben, mir hunn deemools de Projet de loi geschriwwen, wéi mer nach am Confinement waren. Mir woussten net, wou mer géifen erauskommen. Duerfir hate mer einfach emol déi zwielef Méint festgesat, fir awer hei kënnen de Gemengen eng gewësse Garantie ze ginn.

Mee hei geet et, wéi gesot, jo elo emol drëms, dass mer de Gemengen e Kader ginn, dee se brauchen, wéi gesot, fir Missiounen an esou enger dach aussergewéinlecher Situatioun kënnen ze maachen.

Et ass och esou, wéi ech selwer meng Missioun gesinn: eeben de Gemengen e Kader schafen, deen hinnen et erlaabt, sech weiderzeentwéckelen an effikass kënnen ze handelen.

Als Interieur ware mer gefuerdert, fir hei séier ze reagéieren an alles ze maachen, fir deenen akuten Ufuerderungen an Ufroe vun de Gemenge kënne gerecht ze ginn, dat a ganz ënnerschiddleche Beräicher. Ech denken och un de Projet, dee mer och hei gestëmmt haten iwwert d'Gëltegkeet vun de Carte-d'identitéën. Ech denken awer och un d'Prozedur PAG, d'Delaie bei de Baugeneemegungen, just fir dës ze nennen.

Wat déi dräi Mesurë betrëfft bei der Visiokonferenz, dat hu mer elo grad héieren, do ginn d'Meenungen e bëssen auserneen. Mir hunn am Interieur vill positiv Retoure kritt. Ech weess awer och, dass zum Deel de Wonsch besteet, an de Syvicol werft dat jo a sengem Avis op, dass et hei awer soll bei enger Ausnam bleiwen an net hei mat der Visiokonferenz en neit Recht, also eng nei Reegel soll geschafe ginn.

Ech denken awer, dass et wichteg war, eeben an där éischter Phas vun der Kris dëst Instrument ze hunn, well d'Visiokonferenz ass en technescht Hëllefsmëttel, dat eeben erlaabt, dass déi lokal Demokratie grad a Pandemieszäite weider fonctionéiere konnt. An et ass jo dat, wourëms et och hei geet.

Eng Remark nach zur Handhabung, wann eng technesch Pann, zum Beispill, stattfënnt. Effektiv, et ass net vun der Hand ze weisen, dass et do emol kann zu enger technescher Pann kommen an och eventuell zu Schwieregkeeten. Ech denken awer, dass et wäert d'selwecht fonctionéieren, esou wéi dat jo och hei schonn am Haus war, dass dann d'Seance ënnerbrach gëtt an dass een da versicht, deen technesche Problem an de Grëff ze kréien an am allerschlëmmste Fall, wann et eeben net méiglech wär, dee Problem ze behiewen, eeben d'Seance ze reportéieren.

Et kann ee ganz villes an e Gesetz schreiwen, notamment wann een och méi Preparatiounszäit huet an en definitiven Text amgaangen ass auszeschaffen, da kann een alleguerten déi Zenarien an déi Eventualitéiten, déi kéinten optrieden, dee Moment eeben och duerchspillen. Mee nach eng Kéier: Mir sinn hei an engem temporairen Text, wou mir eebe kucken, fir de Gemenge séier a pragmatesch eng Léisung kënnen ze ginn.

D'Gemengen hunn elo vill Erfarunge mat de Videokonferenze gemaach. Et huet ee mol héieren, dass et Problemer gi sinn a puncto Mikro oder och emol Kamera. Mir ass awer net zu Ouere komm, dass et elo gréisser Schwieregkeete gi wären, dass elo d'Gemengen do an enger Onméiglechkeet gewiescht wären, dass se net hätte kënnen hir Seancen ofhalen.

Dann nach eng Remark zum Här Goergen. Ech mengen, déi Remark hätt Der Iech einfach kënnen erspueren, well mam roude Stëft, wéi dat hei esou ugeklongen huet, ben, wësst Der, vun Iech ... Dir hutt guer kee Stëft erausgeholl, well en Amendement hunn ech vun Iech guer net gesinn.

Wat déi aner zwou Mesurë betrëfft ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Da liwwert en anstännegen Text, da muss keen dat maachen, wësst Der!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- O, dat do ass awer elo einfach, hein.

(Brouhaha)

Okay!

Une voix.- Fuer weider!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Zu deenen aneren zwou Mesuren, déi mer an dësem Projet de loi elo hei kreéieren. D'Approbatioun beim Gemengesall, d'Rapportrice huet et scho richteg gesot: Et ass souwisou virgesinn, fir déi laangfristeg ofzeschafen iwwert d'Reform vun der Tutelle administrative. De Projet ass um Instanzewee. Ech hoffen, dass mer do och geschwënn an der Chamber kënnen hei nach zesumme weiderschaffen.

Déi aner Moossnam, de Vott iwwert d'Procuratioun, dozou hunn ech och ganz vill positiv Echoe kritt. An de Syvicol seet jo och a sengem Avis, dass en dëst Instrument gäre laangfristeg wëllt bäibehalen. Ech gesinn dat och esou. Mir sollten dat och maachen. Ech mengen, Dir hutt jo alleguerten hei an der Chamber gutt Erfarungen domadder. Virdrun ass d'Remark komm, dass een dat vläicht net soll etabléieren, dat géif jo dann herno bedeiten, dass Der vläicht wéilt de Vott iwwer Procuratioun hei ofschafen.

Wéi och ëmmer, mir hu jo déi grouss Refonte vum Gemengegesetz, wou mer amgaange sinn, zesummen drun ze schaffen. An ech mengen, do sollte mer och déi doten Iwwerleeunge weiderféieren, wéi mer hei d'Gemengen nach geziilt kënnen ënnerstëtzen.

„Refonte Gemengegesetz" ass dofir e gutt Stéchwuert. Här President, erlaabt mer just ofschléissend nach eng Remark an dësem Kontext, et ass och schonn e puermol gesot ginn: D'Gemengen hunn elo an der Kris ganz vill Erfarunge gemaach, an ech géif all déi Erfarungen, déi Experienzen, déi se gemaach hunn, gäre sammelen an, wéi gesot, se och an déi grouss Refonte matafléisse loossen.

Dofir hu mer de 6. Juli en Event organiséiert, online fënnt dat statt, fir eeben déi Experienzen ze sammelen an esou och kënnen d'Resultater vun der éischter Phas vun der Consultatioun eeben am Kontext vum Gemengegesetz kënnen ze presentéieren. Dofir, Klammer op, déi Leit, déi sech nach net ugemellt hunn, maacht dat wannechgelift nach, Klammer zou!

Dëst gesot, op alle Fall sollte mer hei déi gutt positiv Erfarungen, déi d'Gemengen elo gemaach hunn, asammelen, mer sollte weider driwwer diskutéieren an dann eeben dat alles herno mat an d'Refonte vum Gemengegesetz afléisse loossen. An duerfir Iech alleguerten och merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7568. Den Text steet am Document parlementaire 7568[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7568 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc

Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)

Da kéime mer zréck op d'Question parlementaire urgente vun der Madamm Martine Hansen un den Här Claude Meisch. Mir soen dem Här Meisch Merci, datt en de Mëtten nach an d'Chamber komm ass. An ech géif dann nach eng Kéier d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Minister, datt e sech Zäit geholl huet. Ech kann deen éischten Deel vu menger Fro, mengen ech, sträichen. Ech ginn dervun aus, datt et relativ kloer ass, datt eng Schoul net e Lieu accessible au public ass, an ech bezéie mech dann hei op deen zweeten Deel vu menger Fro.

Et geet u sech drëms: Wann d'Schoulen opginn an et si méi wéi 20 Schüler an engem Klassesall, mussen dann déi selwecht Reegelen hei agehale ginn, wéi den Artikel 3 vum Gesetz 7606 et virgesäit? Mir wëllen u sech verhënneren, datt op där enger Säit vläicht d'Enseignanten oder d'Direktiounen an d'Illegalitéit kéimen, wa se dat Gesetz net géifen anhalen. Op där anerer Säit wëlle mer awer och verhënneren, datt d'Enseignanten an d'Schüler dee ganzen Dag musse mat der Mask dosëtzen.

An duerfir nach eng Kéier meng Fro: Laut dem Gesetzesprojet Artikel 3 besteet eng allgemeng Maskeflicht fir Aktivitéiten, et steet esou am Text, „qui accueillent un public". An d'Fro, déi sech stellt ass: Ass d'Schoulaktivitéit eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Wann dat esou ass, da géif do eng allgemeng Maskeflicht gëllen.

Et sinn awer och Ausname méiglech, wann d'Aktivitéit vun Natur aus d'Maskendroen net géif erlaben. An an deem Fall muss den Organisateur aner Mesuren ergräifen, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. An datt déi Verbreedung vum Virus awer méiglech ass a souguer e relativ grousse Risiko ass, dat beweist erëm eng Kéier déi Modellisiérung, déi mer de Moie kritt hunn, well do sinn och Modelliséierunge gemaach ginn ouni Social Distancing. An ouni Social Distancing ginn d'Ustiechunge rasant an d'Luucht.

Also d'Fro: Ass dat heiten eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Wa jo, wéi eng Reegele gëllen? Wann de Minister seet: „De Schoulbetrib ass net machbar mat enger Mask", wéi eng aner sanitär Moossname ginn dann hei recommandéiert, respektiv muss hei dëst Gesetz adaptéiert ginn, fir datt eng allgemeng Maskeflicht bei de Schüler ewechfält?

Ech wëll awer och direkt soen, datt ech dann an deene puer Minutten, déi mer elo haten, déi „établissements qui accueillent un public" nogesicht hunn, an ech hunn ee franséischen Text fonnt. Do steet et relativ kloer gereegelt dran. Hei steet: « La réglementation est claire, et la définition est large. » Do sinn d'Dokteren dran, d'Nottären, d'Baren, d'Hoteller, d'Banken, d'Gemengen, d'Kierchen, d'Kinoen an esou weider, a „les établissements dédiés à l'enfance et à la scolarité".

Dat heescht, et schéngt scho kloer ze sinn, datt d'Schoulaktivitéit och eng Aktivitéit ass „qui accueille un public", datt also den Artikel 3 vum Gesetz, wat de Moie gestëmmt ginn ass, och fir d'Schoule géif zielen. A mir géifen u sech gär wëssen, ob de Minister elo Ausname virgesäit a wéi eng legal Basis datt déi hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert un den Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt ech hei eng Rei vu Prezisioune ka ginn. Well, wéi d'Madamm Hansen et richteg sot, solle mer hei kloer driwwer kommunizéieren, fir datt déi Leit, déi d'Responsabilitéit an de Schoulen droen, och d'Enseignanten, awer och d'Elteren, wëssen, wéi d'Situatioun ass, wat de Ministère recommandéiert, wéi awer och d'Gesetzessituatioun hei ze interpretéieren ass fir déi Fro, ob mer iwwert déi sougenannte Covidgesetzer déi heite Situatioun nach eng Kéier zousätzlech misste reegele respektiv eng Ausnam maache fir dat, wat mer bis elo an eise Schoulen haten.

An dat ass jo d'Politik: Et huet een e Mondschutz un an der Enceinte vun der Schoul, am Haff, an de Gäng, bis an de Klassesall. A wann een dann op senger Bänk sëtzt, kann een en ofdinn. Do ass et fakultativ an net obligatoresch. Dat ass dat, wat mer bis elo ganz kloer kommunizéiert hunn. Déi selwecht Kommunikatioun wëlle mer och weiderféieren.

An duerfir huet d'Fro sech scho gestallt, ob mer dat heite musse spezifesch am Covidgesetz esou ënner Klammere setzen, fir ze soen: „Dat kënne mer esou maachen!", datt een eeben d'Méiglechkeet huet, säi Mondschutz ofzedinn an der Bänk. Oder geet dat och mat deenen Interpretatiounen, wéi mer se hei hunn?

Eis Konklusioun ass do kloer. Ech hunn elo e bëssen tëschent den Zeilen an Ärer Froestellung eraushéieren, dass Dir vläicht zu enger anerer Konklusioun do kommt. Mee eis Konklusioun ass ganz kloer: Rassemblementer, wéi se an de Covidgesetzer definéiert sinn, dat sinn der, déi entweeder an engem Lieu public sinn oder an engem Lieu, wou eeben de Public kann hikommen.

An dat ass eeben net d'Schoul, well d'Schoul ass ganz kloer definéiert. Souwuel d'Grondschoul wéi och de Lycée sinn definéiert an deenen entspriechende Gesetzer vun 2009 fir d'Grondschoul respektiv 2004 fir de Lycée. An do ass et eeben esou, datt och kloer definéiert ass, wie kann dohinner kommen, wien zu där Communautéit gehéiert, déi do en Accès huet.

Et steet awer och do, datt och emol aner Leit kënnen erakommen. Et steet awer och do, wien dann autoriséiert, wien dat ass. An dat ass fir d'Grondschoulen de Buergermeeschter an dat ass fir d'Lycéeën de Lycéesdirekter. An ech denken, datt hei genuch Buergermeeschtere ronderëm den Dësch oder an den Dëscher sëtzen, wéi awer och emol fréier Lycéesdirekteren, déi eigentlech misste wëssen, datt dat doten net accessibel ass fir jiddwereen an datt et do schonn Autoritéite gëtt, déi dat doten ze reegelen hunn.

Dofir soe mir, datt den Text, wéi en an de Covidgesetzer definéiert ass, net fir d'Schoule gëllt. An duerfir bleift et esou derbäi, datt mer dat iwwer ganz staark Recommandatioune reegelen, déi ofgemaach ginn tëschent dem Educatiounsministère an dem Santésministère. An dat ass genau dat, wat mer bis elo haten.

Mir bleiwen derbäi, datt mer och elo, wou ganz Klassen derbäikommen, soen: „Mir recommandéiere ganz staark de Mondschutz an der Enceinte vun der Schoul!" Also och am Schoulhaff. An ech mengen, datt ech souguer d'lescht Woch hei op eng Fro vun der Madamm Hansen nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach hunn, firwat mer dat maache par rapport zu där Situatioun, déi mer op anere Plaze fannen, notamment op de Spillplazen, an de Couloire vun der Schoul an all deenen anere Plazen. Eebe just am Sall kann een en ofdinn.

Elo gëtt mir gesot, Här President, datt et op Plazen och esou ass, datt d'Interpretatioun do esou ass, datt een en am Sall unhält respektiv d'Schüler mat den Enseignantë gi sech eens, datt een en unhält oder si gi sech eens, datt een zesumme seet: „Nee, mir fillen eis alleguerten esou sécher, mir dinn de Mask hei aus." Dat ass fir eis och an der Rei, well mer soen: Et ass eng Fakultéit, dat ze maachen. Da soll een och dem Grupp eigentlech déi Méiglechkeet do ginn!

Dat ass also och eng vun deene Sécherheetsmesuren, déi weiderhi gëllen, och an deem Zenario, wou eeben eng aner elo ofgeschaaft gëtt, nämlech d'Halbéierung vun de Klassen, fir d'Distanzreegele kënnen en permanence am Klassesall ze halen. Dat hu mer an Zukunft net méi. All déi aner Sécherheetsmesuren an Hygiènesmesurë bleiwe bestoen, well dat war jo hei, mengen ech, dann déi essenziell Fro, déi ech hei nach eng Kéier sollt elo widderhuelen, nämlech, datt mer weider de Schutz vun deene vulnerabele Persoune privilegiéieren, souwuel bei de Schüler wéi och bei den Enseignanten. Jiddwereen, dee vulnerabel ass, kann doheem ënnerriicht ginn, à distance ënnerriicht gi respektiv e schafft vun doheem, en enseignéiert dann och vun doheem respektiv e kritt eng aner Aarbecht an der Schoul, wou e manner Risiken ausgesat wär, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hu weiderhi gülteg Adaptatioune vun de Schoulgebaier, fir datt eeben esou mann wéi méiglech Schüler sech kräizen, déi net an enger Klass sinn. Mir bleiwe weiderhi ganz kloer bei der Logik vu feste Gruppen, déi sech eeben net solle vermëschen, vu sougenannte soziale Clusteren, fir datt sech de Virus doriwwer eraus net ka verbreeden. Mir bleiwen och derbäi, datt mer ganz staark op Hännwäschen, desinfizéieren, op déi aner Hygiènesreegelen, ëmmer erëm Wäert leeën.

Mir wäerte weiderhin och d'Ausstattung vun de Schoule ganz héichhalen, wat anert Schutzmaterial ubelaangt, wéi zum Beispill de Mondschutz a sengen ënnerschiddleche Varianten. Wou mer jo all Schüler an all Enseignant mat Buffen ausgestatt hunn, mee awer och Masken disponibel sinn an de Gebaier, wou och Plexiglaspeanneauen disponibel sinn an de Gebaier als Spuckschutz an esou weider. All déi Sécherheetsmesuren an Hygiènesmesuren, déi hu bis elo gegollt an déi gëllen och weiderhin.

Vläicht nach eng Kéier e Wuert zu deem, wat Der och gesot hutt, ob d'Schoulhalen an d'Léieren an der Klass eppes ass, wat par nature eigentlech géif d'Notze vun engem Mundschutz ausschléissen. Mir hu fonnt, datt et scho schwiereg ass, an ech denken, datt ech dat och schonn hei op dëser Tribün eng Kéier erkläert hunn, fir permanent ze enseignéiere mat Mask an och an engem zouene Sall ze sëtzen a permanent e Mask unzehunn a sech dann nach op dee Cours do, iwwer Stonnen heiansdo, kënnen ze konzentréieren.

Dat war jo och eist Argument, firwat mer gesot hunn: Wann et vun dem sanitäre Standpunkt hier net wierklech indispensabel ass, da soll een dorobber och kënne verzichten.

Mee nach eng Kéier: Mir erlaben awer och de Port vun engem Mondschutz, och erëm eng Kéier déi ënnerschiddlechst Varianten dovunner, souwuel fir den Enseignant wéi och fir de Schüler. A mir verstinn awer och, datt ee seet: „Nee, richteg Schoul halen, do wëll ech de Mond gesinn. Do muss ech richteg héieren. An dat geet eeben net, wann ech permanent mäi Mond bedeckt hunn."

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Parole après minstre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech krut elo nach eng Kéier erkläert, datt den Artikel 2 net uwendbar wär. Dat hat ech jo am Prinzip schonn direkt gesot, datt mer dovunner géifen ausgoen, datt eng Schoul e „lieu accessible au public" ass.

Awer an dësem Gesetz gëtt et nach een drëtten Artikel, an do sinn aner Moossnamen definéiert fir een „établissement qui accuille un public". A laut franséischen Texter gehéiert eng Schoul och do derzou, an da gëllt eng allgemeng Maskeflicht, soudatt ech nach net iwwerzeegt sinn, datt et kloer ass, datt mer eis an der Schoul net mussen un dës Reegelen halen. An eleng eis Diskussioun hei beweist, datt dee ganzen Text net kloer ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt et net zur Kloerheet bäidréit, wa mer elo op eemol op franséisch Texter hei verweisen an dëser Diskussioun. Ech hunn Iech elo gesot, wat fir eng lëtzebuergesch Texter hei en vigueur sinn, dat zanter Joren, an déi ëmmer esou gehandhaabt gi si vun deenen, déi d'Autoritéit hunn, och de Schoulautoritéiten.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Fir de Lieu accessible.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech géif wierklech plädéieren, datt mer eis un déi Texter halen, well soss wäerte mer d'Leit effektiv duerjernee maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wat ass dann ee „lieu qui accueille un public"?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister.

(Brouhaha)

Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

7. 7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7571 iwwert d'Informatiounsversammlungen am Kader vun der Gemengeplanung. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Dan Biancalana.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer hei befannen, gesäit eng zousätzlech an temporaire Mesure vir, déi d'Ofhale vun den ëffentlechen Informatiounsversammlunge vum Schäfferot mat de Bierger am Kader vun der Prozedur vun der Adoptioun vum PAG un d'Realitéit vun der Covid-19-Pandemie upasse soll.

D'Gesetz vum 19. Juli 2004 zum Aménagement communal gesäit jo vir, dass de Schäfferot spéitstens 15 Deeg nom Vott vum Projet vum PAG esou eng Reunioun mat de Bierger organiséiere muss. Mir wëssen, dass eng ganz Rëtsch Gemengen am Moment oder zukunftsno an deem Fall wäerte si respektiv just virum État de crise an der Situatioun waren, wou se d'Saisine gemaach hunn.

An Zäite vu Covid-19-Kris ass dat natierlech net evident, well d'sanitär Mesurë gëllen och fir d'Gemengen. A gläichzäiteg ass et awer och wichteg, dass eis demokratesch Prozeduren oprechterhale ginn. An an deem haitege Fall ass et jo esou, dass d'Bierger d'Méiglechkeet hunn, mam Schäfferot iwwert de PAG ze diskutéieren an hinne Froen ze stelle respektiv am Kader vun der Enquête publique hir Observatiounen a Reklamatioune formuléieren ze kënnen.

Fir elo dës zwou Virgaben ze vereinbaren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass d'Informatiounsversammlung zum PAG och elo via Videokonferenz kann organiséiert ginn, déi et erlaabt, dass de Schäfferot an d'Bierger wärend der Reunioun éischtens en direct an zweetens interaktiv matenee kommunizéiere kënnen.

Am Géigesaz zu deene Mesuren, déi mer elo virun e puer Minutte gestëmmt hunn, ass dës Dispositioun nei a stoung net an engem Règlement grand-ducal, deen am Kader vum État de crise geholl gouf. D'Videokonferenz ass also heibäi keng Mussesaach, mee eng zousätzlech Optioun, déi et dem Schäfferot also erlaabt, méi flexibel bei der Organisatioun vun dëser Informatiounsreunioun ze sinn.

Esou huet am Fong d'Gemeng respektiv de Schäfferot dräi Méiglechkeeten am Kader vun der Saisine vum Projet vum PAG. Engersäits éischtens déi klassesch Reunioun, mat der physescher Presenz vun de Bierger, wou d'sanitär Mesuren applizéiert ginn, mat Sëtzplazen an zwee Meter Distanz, eng Versammlung, déi exklusiv iwwert de Webinar, also iwwer Videokonferenz ofgehale gëtt, oder eng Kombinatioun vun dësen zwee Elementer, also eng hybrid Variant, eng Mixitéit, woubäi also eng limitéiert Zuel vu Leit physesch present däerfe sinn a wou déi aner dann iwwer Videokonferenz kënnen deelhuelen. Dës Mesure gëllt et an enger éischter Phas fir ee Mount effektiv unzewennen.

Loosst mech kuerz op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen. An der Kommissioun hu mer de Projet den 28. Mee analyséiert. An där selwechter Sitzung hu mer den Avis vum Staatsrot gekuckt, deen den 19. Mee komm ass, an eng Rëtsch Amendementer ugeholl, fir de Remarke vum Staatsrot Rechnung ze droen. De Syvicol huet säin Avis de 25. Mee eraginn an huet och d'Mesuren ënnerstëtzt.

Op Ureegung vum Staatsrot hu mer dann och nach per Amendement preziséiert, dass d'Ukënnegung vun Informatiounsreuniounen op den Affichen an an der Press natierlech muss uginn, wa se deelweis oder komplett via Videokonferenz organiséiert gi respektiv wéi een Outil genau benotzt gëtt, wann een dorop zréckgräift. An d'Ukënnegung fir d'Reunioun soll och um Internetsite vun der Gemeng veröffentlecht ginn. Den Avis complémentaire

vum Staatsrot ass dunn den 12. Juni komm, dee mat den Ännerungen averstane war.

Den 18. Juni huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert. An där Reunioun hu mer dann och decidéiert, d'Applikatiounsdauer un déi vum Projet de loi 7606, also dat Gesetz, dat mer elo gestëmmt hunn, ze alignéieren, also op ee Mount, fir eeben hei ganz kloer de Parallelismus ze schafen tëschent deene Gesetzer, wat d'Dauer ugeet. Am initialen Text ware jo zwielef Méint, déi elo erofgebrach ginn eeben op ee Mount. An net méi spéit wéi de Mueren hu mer de Rapport an der Kommissioun, wéi gesot, gestëmmt, well den 20. Juni huet sech de Staatsrot a sengem zweeten Avis complémentaire och positiv zu dësen Amendementer prononcéiert.

E Merci geet vun dëser Plaz aus un déi ganz Kommissioun, un d'Administration parlementaire, un d'Sekretärin d'Marianne Weycker, un eise parlamentaresche Mataarbechter Eric Harsch, un de Staatsrot an och un den Inneministère. Heimat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, den Här Biancalana huet alles gesot. An ech géif domadder dann och eisen Accord zu deem Ganze ginn. Gelueft hat ech e jo virdru bei menger Interventioun zum Projet vu virdrun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo. Ech wäert dat dann d'selwecht maache wéi den Här Wolter. Här Biancalana, villmools merci fir déi zwee Rapporten, souwuel dee mëndleche wéi dee schréftlechen, a fir Är gutt Aarbecht an der Kommissioun. Et war sportlech. Wéi gesot, de Rapport hu mer de Moie gestëmmt. Dir hutt alles gesot.

Dëst gesot, géif ech Iech dann hei och alleguerte verkënnegen, dass d'DP den Accord zu deem heite Gesetzestext gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech géif mech da menge Virriedner uschléissen a soen dem Här Biancalana villmools Merci fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport. D'Méiglechkeet, fir Informatiounsreuniounen am Kader vum PAG och exklusiv oder partiell iwwer Videokonferenz ze maachen, erlaabt et de Gemengen, déi nach an der Ausaarbechtung vun hirem PAG sinn, d'Prozedur ...

(Brouhaha)

Une voix.- Psst!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- ... och a Covidzäite weiderzeféieren. Dëst erlaabt et, datt net weider Retarden entstinn.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dem Dan Biancalana Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass am Fong geholl eng Ergänzung zu deem Gesetz vu virdrun, datt een och kann ëffentlech Versammlungen iwwer Videokonferenz halen, deels, deels och a ganz. An ech mengen, et ass an dësen Zäiten déi Méiglechkeet, déi mer de Gemenge solle ginn, wann et sech géif erginn, datt se dat däerfe kënne maachen.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Dan Bianacalana, a senger gewinnt gudder Aart a Weis, de Rapport presentéiert ze hunn. An och mir Piraten ginn d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech gesinn Iech zwar net grad gutt. Ech schléisse mech dann och menge Virriedner un a soen och dem Rapporter Merci.

Et ass scho gesot ginn: Eng Rëtsch Gemenge sinn en retard. Dir wësst, dass se méi wéi 15 Joer ënnerwee si fir d'Reform vun hirem PAG. Dofir, mengen ech, ass dat hei gutt, dass mer eis konnten drop eenegen, fir eeben esou eng pragmatesch Léisung ze fannen, fir dass d'Gemengen hir PAGe kënne weiderféieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Dir wësst alleguerten, déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, dass et e ganz wichtegt Planungsinstrument ass. An hei maache mer eppes Konkreetes, fir de Gemengen ze hëllefen. An dofir e grousse Merci fir Är Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7571. Den Text steet am Document parlementaire 7571[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7571 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 30. Juni an den 1. an 2. Juli virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.06 heures.)

SÉANCE 48 MARDI 30 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution
- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten
- *M. Yves Cruchten*

6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
- *M. David Wagner*

7. Ordre du jour (suite)
- *M. Michel Wolter - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Michel Wolter*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp

Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation
- *M. Sven Clement - Mme Viviane Reding - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Viviane Reding (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel*

Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage

Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Michel Wolter - M. Gusty Graas - M. David Wagner - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Jeff Engelen - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *Mme Francine Closener - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *M. Charles Margue - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- *M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique
- *M. Georges Engel - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*

Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Léon Gloden - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- *M. Gusty Graas (interventions de M. André Bauler et M. Marc Goergen) - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. Jean-Marie Halsdorf - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

9. Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg

- *M. André Bauler - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

10. Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement »

- *M. Marc Lies - M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire - M. Marc Lies - M. le Ministre Claude Turmes*

11. Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène

- *M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

12. Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans

- *M. Paul Galles - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

13. Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre

- *M. Marco Schank - M. Lex Delles, Ministre du Tourisme - M. Marco Schank - M. le Ministre Lex Delles - Mme Martine Hansen - M. le Ministre Lex Delles*

14. Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2

- *M. Paul Galles - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 25. Juni 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision 7620 vum Artikel 32 vun der Constitutioun, déi de 16. Juni 2020 vum Här Roy Reding deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7620 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an déi vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, si verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 30 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7621** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.06.2020

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7605** - Projet de loi portant abrogation de la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 29.05.2020

Retrait du rôle des affaires : 22.06.2020

4) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées :

***1638** - Demande de pétition publique : Appel urgent pour la protection du patrimoine architectural luxembourgeois*

Dépôt : Sandra Latanik et coauteurs : Peter Kleijnenburg, Karin Waringo, Tania Wenzel, Eryn Zander, le 22.06.2020

***1639** - Demande de pétition ordinaire : Nationalfeierdag*

Dépôt : Gustave Wester, le 25.06.2020

***1640** - Demande de pétition publique : Suppression des cotisations sociales pour les petites entreprises durant la période coronavirus de mars 2020 à mai 2020*

Dépôt : Cheikh Laurent Tall, le 24.06.2020

***1641** - Demande de pétition publique : Erlaubnis, um ein Fahrrad fahren zu dürfen*

Dépôt : Sylvain Schlincker, le 25.06.2020

***1642** - Demande de pétition publique : „E-Label", um beim Kauf eines E-Fortbewegungsmittels auf Nachteile und Risiken hinzuweisen*

Dépôt : Gérard Philipp, le 25.06.2020

***1643** - Demande de pétition publique : Introduction d'un système de vote populaire, pour voter des lois, comme en Suisse pour que la population puisse activement participer à la politique du Luxembourg*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 27.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Sven Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hunn hei nach eng Question parlementaire urgente vum 25. Juni un ënner anerem de Premier, dee jo haut do ass, an ech géif déi ganz gären herno stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber hëlt Kenntnis dovunner a mir wäerten dem Premierminister déi Fro da weiderleeden.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, an deem Kontext, ass et just méiglech, well déi honorabel Madamm Reding huet eng Fro an deem selwechte Kontext gestallt, dass d'Madamm Reding an den Här Clement sech eens ginn iwwert d'Reiefolleg, dass mer dann déi Froen, déi eng an déi aner, kënnen huelen? Dem Här Clement seng passt an deem dote Kontext bei déi Fro, déi d'Madamm Reding haut an der Froestonn stellt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt dat proposéieren, datt een déi zwou Froen dann zesumme géif traitéieren, well si da vläicht Froe stellen, déi sech iwwerschneiden, wou dat da méi einfach ass.

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Ech géif dann awer fir d'éischt d'Wuert ginn un den Här Yves Cruchten fir den Depot vun enger Resolutioun.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wéilt vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Resolutioun ze deposéieren, déi am Zesummenhang ass mat der Ukënnegung vun der israeelescher Regierung, fir en Deel vun de palästinenseschen Territoiren ze annektéieren.

Ech géif lech déi Resolutioun hei haut ofginn. Si dréit d'Ënnerschréft souwuel vu menger Fraktioun wéi och vu Vertrieder vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a vun der grénger Partei. A vu dass op eisem Ordre du jour en Donneschdeg den Ausseminister hei wäert sinn, fir op eng Heure d'actualité ze äntweren oder op eng Question élargie, elo weess ech et net méi genau, géif ech proposéieren, dass mer déi Resolutioun vläicht an deem Kader, wann den Ausseminister och do ass, géifen diskutéieren.

Merci.

Résolution

concernant l'annonce du Gouvernement d'Israël de vouloir annexer une partie du Territoire palestinien occupé

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce par le Gouvernement de l'État d'Israël de vouloir procéder, à partir du 1er juillet 2020, à l'application de la souveraineté d'Israël sur des parties du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- considérant l'inadmissibilité de l'annexion de territoire par la force comme principe fondamental du droit international ;

- considérant l'initiative du Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn et du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce de l'Irlande, Simon Coveney, en faveur d'une déclaration forte de l'Union européenne contre l'annexion par Israël d'une partie du Territoire palestinien occupé, appuyée par 25 États membres lors de la vidéoconférence du Conseil « Affaires étrangères » de l'UE du 15 mai 2020 ;

- considérant la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014 adoptée le 17 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine, dans laquelle le Gouvernement est invité à « reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;

- soulignant que la solution des deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

- constatant que l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé représenterait une violation grave du droit international, y inclus de la Charte des Nations Unies et des Conventions de Genève, et risquerait de porter un coup fatal à la solution des deux États,

s'engage à

- soutenir les efforts du Gouvernement en faveur de toutes les initiatives au niveau de l'Union européenne visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- soutenir l'examen par le Gouvernement de la question de savoir si le moment opportun est venu de reconnaître l'État de Palestine dans les frontières du 4 juin 1967, avec d'autres États membres de l'Union européenne, ceci dans l'objectif de souligner l'appui du Luxembourg à la solution des deux États comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien.

(s.) Yves Cruchten, Simone Beissel, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten.

6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här David Wagner, deen eng Motioun deponéiere wëllt.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Majo déi Motioun, déi mir hei wëllen deposéieren, geet u sech vläicht e bëssen an déi selwecht Richtung wéi déi, déi d'Majoritéit deposéiert, presentéiert elo grad vum Här Cruchten, quitte datt ech se nach net gelies hunn.

Mee wéi Der wësst, wéi den Här Cruchten dat och scho gesot huet, déi nei israeelesch Regierung Netanyahu-Gantz huet jo ugekënnegt, d'Westjordanland ze annektéiere mat de Kolonien. Dat soll am Prinzip muer vun der Knesset legaliséiert ginn.

Et ass awer nach net esou ganz kloer, ob dat esou geet. Vum Här Gantz héiert ee verschidde Saachen. Ech mengen, si si sech do nach net eens. Soit. Op jidde Fall si mer eis jo all bewosst, datt dat zu enger katastrophaler Situatioun wäert féieren an d'Situatioun vun de Palästinenser an deene Gebidder nach weiderhi wäert verschäerfen. Deemno wéi wäerte se warscheinlech emol net déi israeelesch Nationalitéit kréien, an net ze schwätze vun enger palästinensescher. Dat heescht, si wäerten do an enger ganz schwiereger Situatioun sinn.

Mir wësse jo och, datt eisen Ausseminister vill Efforte mécht. Et gëtt ëmmer geschwat, och oft an der aussepolitescher Kommissioun, vun enger gemeinsamer EU-Positioun, déi awer iergendwéi net zustane kënnt, notamment well Regierunge wéi déi vun Éisträich oder Ungarn sech dergéint stäipen.

Bon, de Problem ass deen, datt een dann op de Godot misst waarden, an éiweg kann een och net waarden. Dofir hunn eis Noperen an der Belsch jo och de 25. Juni d'lescht Woch eng Motioun, si nennen dat Resolutioun, mee et ass u sech eng Invitatioun un d'Regierung, ugeholl op Initiativ vun de Gréngen, Ecolo-Groen. Si ass och ugeholl gi vu bal jidderengem ausser mat den Abstentioune vun der N-VA a vum Vlaams Belang, déi sech do enthalen hunn. A si hunn hire liberalen Ausseminister dann och mandatéiert, fir eeben op verschiddenen Niveauen, souwuel europäesche wéi multilateralen Niveauen, alles ze ënnerhuelen, fir eebe géint déi Annexioun ze goen an och proportional Äntwerten ze fannen, dat heescht, fir eng Lëscht vu Géigemesuren, falls do eng Annexioun géif stattfannen, kënnen ze huelen.

Awer e wichtegen an interessante Punkt vun dëser Resolutioun an der Belsch ass deen, ze soen, wa keng Eenegung kënnt op EU-Niveau, da wär d'Belsch bereet, zesumme mat anere Länner, déi och an déi selwecht Richtung wéilte goen, eeben eng gemeinsam an effikass Virgeeënsweis ze huelen, dat heescht, och proportional Géigemesuren ze huelen.

Här President, ech mengen, et ass elo och de Moment, fir op de Ruff vun eise belschen Noperen eng Äntwert ze ginn. Et kann een net éiweg nokucken. Et kann een net éiweg nokucken, wéi d'Palästinenser drangsaléiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt endlech dat internationaalt Recht muss respektéiert ginn. Well wat ass dat internationaalt Recht wäert - well déi Annexioun verstéisst jo géint dat internationaalt Recht -, wann et ouni Konsequenze ka sinn?

Et ginn natierlech och innerhalb vun Israel vill Kräften, déi géint déi Annexioun kämpfen. Si gi staark marginaliséiert. Ech erënneren och un déi Petitioun, déi Der vläicht kennt vum ehemolege President vun der Knesset, den Här Avraham Burg, deen elo President ass vun der Agence juive (veuillez lire: dee bis 1999 President war vun der Agence juive), deen eng Petitioun un d'Deputéierte vun der ganzer Welt geschéckt huet - déi mir och ënnerschriwwen hunn, warscheinlech si mir och net déi Eenzeg, déi se ënnerschriwwen hunn -, fir géint déi Annexioun ze goen.

Dofir, Här President, eis Motioun, déi mer warscheinlech dann en Donneschden natierlech zesummen och kënnen diskutéieren, wann den Här Ausseminister hei ass, déi fuerdert och, datt Lëtzebuerg sech soll international an europäesch engagéiere géint déi Annexioun a fir Géigemesuren ze huelen, genausou wéi d'Belsch dat och gesinn. Mee falls et onméiglech wier, eng korrekt Positioun ze fannen op EU-Niveau, zesummen och proportional Géigemesuren auszeschaffen, an dat wier dann

notamment mat der Belsch a vläicht och nach mat anere Staaten. Ech hunn héieren, an Däitschland géif sech och eppes beweegen, on verra, fir do matzemaachen.

Ech mengen, dat wier e wichtege Moment, datt mir do kënnen eppes beweegen, ier et ze spéit ass. Voilà! Ech deposéiere se heimadder.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la publication, le 28 janvier 2020, du « plan de paix » américain pour le conflit israélo-palestinien ;

- considérant l'accord de Gouvernement israélien publié le lundi 21 avril 2020 qui prévoit des initiatives concrètes à partir du 1er juillet 2020 en vue de concrétiser le plan américain et de procéder à l'annexion de jure de territoires palestiniens, à savoir les colonies juives et la vallée du Jourdain ;

- considérant que toute annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël constituerait une grave violation du droit international et serait notamment en contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 1515 (2003) et 2334 (2016) ;

- considérant notamment la résolution relative à l'annexion par Israël de territoires occupés en Palestine votée à très large majorité le 27 juin 2020 par le Parlement belge ;

- considérant les lourdes implications que cette annexion aurait pour la solution à deux États et la coexistence entre les Israéliens et les Palestiniens ;

- soulignant l'importance d'en arriver à une solution négociée du conflit qui soit acceptée par les deux parties,

invite le Gouvernement :

- à prendre des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël ;

- à s'engager aux niveaux européen et multilatéral en faveur de la mise en place de contre-mesures efficaces destinées à répondre de manière proportionnelle à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- au cas où un consensus s'avère impossible entre États membres de l'Union européenne, à jouer un rôle actif dans la mise en place d'une coalition entre États membres qui élabore des réactions possibles de manière à apporter une réponse proportionnée à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- à consulter et à informer la Chambre des Députés activement et régulièrement sur la mise en œuvre des éléments exposés ci-dessus.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

7. Ordre du jour (suite)

Dann hat ech nach eng Wuertmeldung vum honorabelen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt op d'Question parlementaire urgente Nummer 2450 hiweisen, déi ech e Freiden zesumme mat mengem Kolleeg Marc Spautz gestallt hunn un de Wirtschaftsminister, wou et ëm d'Zukunft vum Site Käerjeng geet vun der Guardian. Ech wär frou, wann ech déi elo kéint stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Wirtschaftsminister ass hei. Da kann hie kucken, ob hie bereet ass, fir de Mëtten dorobber ze äntweren.

Bon, haut de Mëtteg fänke mer emol u mat der Froestonn ...

(Interruption)

Jo, den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech hunn haut de Mëtteg schonn zwou Froen am Kader vun der Heure de questions iwwer Guardian. Ech hunn och kee Problem, nach eng drëtt doriwwer, warscheinlech zu engem ganz änlechen Theema, ze beäntwerten. Ech wëll awer just soen, dass déi Fro de Moien och schréftlech beäntwert ginn ass normalerweis. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kucken dat dann no, ob d'Äntwert ukomm ass bei eis, da wier d'Demande vum Här Wolter iwwerflëssig. Mee da komme mer de Mëtten nach op dat Theema zréck iwwer Guardian. Den Här Wolter nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech kann net mat Iech d'accord sinn, fir dat einfach elo esou erofzespillen an zu der Heure de questions ze kommen, well hei gesinn ech ënner Punkt 2 eng Questioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Perennitéit vun der Usine Guardian zu Bascharage.

Dans la mesure, dass ech meng e Freideg gestallt hunn ënnert dem Caractère urgent an dass Dir se ugeholl hutt, wär ech der Meenung, dass ech déi kéint beäntwert kréien.

Ech wéilt dem Här Fayot soen, dass en op ganz Deeler vu menger Fro net geäntwert huet. Ech géif en dann och wëllen expressis verbis dorobber nach eng Kéier interpelléieren. An opgrond vum Artikel 82 (5) ass eigentlech all aner Fro zu deem Sujet da caduc.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. Da wäerte mer méi spéit dorobber zréckkommen.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

An als éischt hu mer déi Drénglechkeetsfro vum Här Sven Clement an d'Fro Nummer 124 vun der Madamm Viviane Reding un de Premier- a Staatsminister iwwert d'Tracingapp. Fir d'éischt géif ech dann d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement ginn.

- Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp

- Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Esou wéi d'Reglement et virgesäit, hat ech d'lescht Woch en Donneschdeg d'Fro ewell un de Minister fir d'Digitalisatioun an un d'Madamm Justizministesch gestallt.

Sachant, datt mer zënter leschter Woch déi däitsch Corona-Tracingapp kënnen zu Lëtzebuerg eroflueden, a wëssend, datt mer de 7. Mee jo an enger Motioun festgehalen hunn, datt an dësem Kontext eng Base légale geschafe soll ginn, wollt ech nofroen: Vu datt et elo eng App gëtt, déi ee kann hei eroflueden, vu datt et awer nach keng Base légale gëtt, wéi an der Motioun gefuerdert, wollt ech nofroen, wou d'Aarbechten dru sinn, fir eebe genau esou e Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen. A virun allem och, wéi d'Regierung dann den Asaz vun auslänneschen Tracingapps hei zu Lëtzebuerg gesäit an op wéi eng Base légale déi sech beruffe kéinten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Viviane Reding gi fir déi mëndlech Fro Nummer 124.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. E bësselchen als eng Erweiderung vun där Fro, déi den Här Clement elo gestallt huet: Déi Neiinfektiounen, déi hunn eng steigend Tendenz, wéi mer alleguerte wëssen, an d'Regierung setzt op den Test an op déi manuell Tracingen. A puncto mënschlech Capacitéiten, fir déi manuell Tracingen duerchzeféieren, leie mer anscheinend bei engem Maximum vu 60 Neiinfizéierten. Eleng um leschte Weekend sollen awer méi wéi 44 Neiinfizéierter derbäikomm sinn. Mir kommen also relativ séier un de Maximum erun, wou déi mënschlech Capacitéit vun eise Mataarbechter nach duergeet.

An dofir wollt ech beim digitalen Tracing froen: An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Här Kartheiser, déi den 29. Juni erakomm ass iwwert d'Tracingapp, net iwwert de manuellen Tracing, do seet d'Regierung, se géif keng App benotzen a se géif och keng virgesinn.

Wat wëllt d'Regierung maachen an där Zwéckmillchen do? Stëmmt et, wéi ech et héieren hu vun der Madamm Gesondheetsministesch, datt eng Léisung am Tirang läit? Wann dat sollt de Fall sinn, wär et gutt, wann d'Vertrieder vum Vollek, nämlech mir, déi Léisung géife matgedeelt kréien, fir datt d'Leit dobaussen och Bescheed kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, erlaabt mer, den honorabelen Deputéierte Clement a Reding Merci ze soe fir dës Fro. Just zum kuerzen Historique: De 7. Mee hat Der hei an der Chamber, nach eng Kéier op Initiativ vum Här Clement, eng Motioun mat 54 Stëmmen ugeholl, wou mir am Fong d'Missioun kritt hu vun der Chamber, esou wéi dat sech och gehéiert, well d'Chamber jo en Organe de contrôle ass vun enger Regierung, a gesot kritt hunn, dass mer virun all Diskussioun e kloert Mandat solle kréien am Kader vun deem, wat ee soll a virun allem wat een dierf maachen, dat heescht, ënner wéi enge klore Konditiounen d'Lëtzebuerger Regierung kéint eng gewëssen App maachen, „wann", an ech zitéieren hei den honorabelen Här Clement, „wann den europäesche Kader dat och géif da verlaangen".

Weiderhi gouf d'Regierung opgefuerdert, weider an eng analog Tracingmethod ze investéieren, sech weider ze engagéieren. Dat hu mer och gemaach. An ech muss soen, dass mir nach ëmmer averstane si mat där Positioun, déi deemools déi vun der Chamber war.

Fir den Här Clement nach ze zitéieren: De 7. Mee huet en och gesot, dass an Europa am Moment e puere Chaos géif herrschen um Niveau vun den Applikatiounen. Dat war deemools richteg, an ech muss Iech awer soen, dass dat haut nach ëmmer richteg ass. Dat heescht, dass et am Fong eng eenheetlech europäesch App géif ginn, dat ass haut nach net do. An et huet een heiansdo d'Gefill, dass een Noper éischter probéiert, deen aneren ze iwwerzeegen, wéi gemeinsam wëllen ze schaffen.

Ech muss zouginn, dass eng App op den éischte Bléck wierklech ganz attraktiv kléngt, dass ee mengt, dass dat eng Léisung wier. An e Land wéi eist, wat sech d'Digitaliséierung héichgeschriwwen huet, an och mir als Regierung misste jo logescherweis dann direkt soen: „Mir sprangen drop! Dat doten ass de Remède idéal", an da maache mer dat.

Firwat maache mer et net? Ech mengen, dass d'Madamm Reding dat virun zwee Méint ganz gutt resuméiert huet, wéi se gesot huet, d'Technologie misst am Fong en Hëllefsmëttel sinn a kéint de Mënsch net ersetzen. An et misst och eppes bréngen.

A genau esou ass et! Et muss eis eppes bréngen. A genee dat ass de Problem. Wat bréngt et?

Et ginn eng Rei Etüden, notamment déi vun der Oxford Universitéit, déi soen, dass 60 % vun de Leit déi App mussen notzen. Ech schwätzen elo net vun eroflueden, well ech kréien da gesot: „Jo, mee an Däitschland hunn esou vill Leit se erofgelueden." Eroflueden ass eng Saach, se notzen ass selbstverständlech eng aner Saach. Wann een d'Zuel kuckt vun de Leit, déi se schonn ewechgelueden hunn, dat heescht, effacéiert hunn, a wann ech d'Zuele kucken a Frankräich, gesinn ech, dass d'Zuel wierklech ganz, ganz minime och ass.

An dat ass am Fong deen zentrale Problem: Fir dass eng horizontal genotzten, dezentraliséiert Applikatioun iwwerhaapt ka fonctionéieren, misst och séchergestallt ginn, dass déi Leit, déi positiv getest ginn, déi App hunn a sech dann och mellen, fräiwëlleg am Fong. Wa mer enger anerer Meenung sinn, misst een de Leit se virschreiwen, am Fong imposéieren, fir dass een dann am Fong en Accès direct huet op all d'Nummeren, esou eng Zentral. Dat heescht, dass de Ministère direkt weess, mat wiem deen a Kontakt war, ob en eng Mask unhat oder keng Mask unhat, ob et den Noper ass vläicht, wou eng Mauer dertëscht ass. Am Fong géif een d'Leit bal a Quarantän setzen, ouni Informatiounen ze hunn, ouni mat de Leit kënnen ze schwätzen, zentral oder dezentral, wou am Fong de Bierger selwer da muss och do Acteur sinn.

Dat heescht, mir mussen eis bewosst sinn, dass den analoge Retracement wierklech am Moment dat Effikasst ass. An dat soen och alleguerten d'Spezialisten.

Allerdéngs, wéi vun de Santésleit gefrot gëtt, wier et méi effikass, wa mer, wéi gesot, déi Méiglechkeet vun enger Zentralplaz hätten, wou mer dann all d'Donnéeë géife kréien, wa mer selwer d'Leit géife positiv testen.

Ech muss och soen, dass dat eppes ass, wat ech eng invasiv Applikatioun fannen, déi am Fong contraire ass zu deem, wat mer hei an der Chamber zesummen decidéiert hunn. An ech mengen dowéinster, dass een dovunner d'Fangere soll ewechloossen.

D'Regierung setzt massiv op analogen Tracing. D'Madamm Reding seet et och, d'Zuele ginn am Moment an d'Luucht. An ech mengen, et ass wichteg a mir sinn och Demandeur - ech hunn Iech och e Bréif geschriwwen, Här President -, dass mer d'nächst Woch kënnen zesummen iwwert de Bilan intermédiaire vun der Covidkris diskutéieren, well fir eis ass et wichteg, dass mer och alleguerte weider an déi selwecht Richtung ginn.

D'Leit sollen net mengen, dass d'Covidkris eriwwer ass. A wann ech d'Behuele bei verschiddene Leit gesinn, muss ech Iech soen, dass awer eng gewëssen Insouciance bei enger Rëtsch vu Leit ass, wann een och Biller oder Filmer gesäit, déi um Internet lafen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat heescht, mir sinn och der Meenung - an och fir der Madamm Reding ze äntweren -, dass ee weider Leit muss an der Inspection sanitaire kënnen astellen. An do wäerte mer och mussen d'Gesetz kucken, well d'CNPD huet eis do en Avis ginn, deen awer interpretativ Méiglechkeete kéint loossen. An dofir ass och en Text um Instanzewee, fir eebe méi Leit och an der Tracingekipp kënnen ze occupéieren.

Dat heescht, dass am Fong deen analoge Retracement eng ganz Rei Virdeeler huet par rapport zu enger App, notamment dee perséinleche Kontakt, wou och den Dokter Schmit a jiddweree seet, dass deen immens wichteg ass. An deen ass méi effikass wéi iergendeng SMS op engem Handy, wou ee gesot kritt huet: „Dir waart a Kontakt mat deem an deem, deen Dag an deen Dag, an dowéinster musst Der elo kucken doheemzebleiwen." An am Fong gitt Der a Quarantän gesat.

Dat heescht, mir hunn hei och e Problem. Wéi gesot, mir hätten dann eng lëtzebuergesch App. Dir hutt virdru vun där däitscher geschwat, mee et gëtt och eng a Frankräich, an der Belsch gëtt et jo am Moment nach keng. An dowéinster si mer och zur Konklusioun komm, dass mat enger analoger App am Moment d'Feelerquot vill méi kleng ass, well duerch den Echange ee vill méi Informatioune kritt wéi just duerch d'App.

Mir sinn, an ech widderhuelen et - an ech weess, dass dat vläicht deen een oder aneren heibanne stéiert -, mir sinn net 100 % géint eng App, wa mer wierklech op eng Kéier kee Choix méi hunn. Mee ënnert deenen aktuelle Konditiounen ass et fir eis wierklech net déi Optioun, déi mer elo géifen hei privilegéieren. Wann dat sech ännert, si mer awer prett. An dat ass och déi Fro, déi den Här Clement gestallt huet, wéinst deem legale Kader.

Dir hutt eis jo nämlech och gesot, mir sollten an deem Fall och un deem legale Kader schaffen. Dat gouf och gepréift, an do ginn och nach weider Optioune verschafft. Well eeben d'Fro ass, wann een dat géif maachen, ob dann net - déi Covidtexter, déi mer am Moment hunn, déi si limitéiert an der Zäit -, wann esou eng Situatioun zu Lëtzebuerg wär, wann déi Covidtexter auslafen, och esou eng App géif auslafen. Dat sinn dann och Froen, déi ee sech muss kënne stellen, dass déi dann och limitéiert sinn an der Zäit.

An am Moment déi däitsch App, déi muss de legale Kader respektéieren, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Mee, wéi gesot, ob se elo wierklech hëlleft? Et muss ee jo de Code eraginn, fir kënnen déi aner ze informéieren. An dat sinn däitsch Tester, déi gemaach ginn, dat heescht, d'Kompatibilitéit ass och nach eng aner Saach.

Dat heescht, Här President, mir si skeptesch, wat eng App betrëfft, obwuel mer eng Smart Nation sinn, obwuel mer d'Digitaliséierung als Prioritéit hunn, mee well mer justement d'Digitalisatioun och als Prioritéit geholl hunn an nach ëmmer d'Mënscherechter an de Respekt vun der Privatsphär als Prioritéite musse sinn.

An ech hunn elo nach net vu Cybersecuritéit geschwat. Dat ass eppes, dat soll een och net ënnerschätzen an deem doten Dossier!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Reding huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Parole après ministre!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, Här Premierminister, just eng Klarifikatioun. Dir hutt gesot: „Mir setzen op dee manuellen Tracing a mir mussen do Leit astellen, well wa mer iwwert déi 60 ewechkommen, da fonctionéiert dat net méi, wéi et soll fonctionéieren." Do hutt Der gesot: „Mir wëllen dat an e Gesetz erabréngen." Wéini kënnt dann dat Gesetz? Wéini läit dat vir? Well dat muss jo awer relativ séier geschéien, wann ech richteg informéiert sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, am Moment gëtt et d'Méiglechkeet, fir dass d'Leit aus der Santé jo kënne schaffen - do ass eng Interpretatioun gemaach ginn, déi mir net deelen -, dat heescht, dass och e Fonctionnaire, deen assermentéiert ass, kéint déi Aarbecht maachen.

Mir hu muer Regierungsrot, wou gekuckt gëtt mat der Fonction publique, fir déi Leit, déi am

Moment an der Santé schaffen, kënnen opzestocken. Mee et geet souguer méi wäit, well mer amgaange sinn ze diskutéieren, ob een net kéint CDDen zum Beispill huelen, fir esou Saachen ze maachen.

Mee et sinn awer esou delikat Donnéeën an esou privat Donnéeën, dass mer wierklech kucken, fir prioritär kënne Beamten ze huelen, déi en Eed ofginn hunn a wou mer och am Fong e Lien hunn tëschent der Fonction publique an de Persounen. Wéi gesot, muer de Moien hu mer Regierungsrot, an dat ass ee vun de Punkten, déi um Ordre du jour stinn. Am Moment kréien ech d'Garantie, dass et fonctionéiert, dass et geet. Mee tatsächlech ass et meeschtens owes, wou een un d'Leit kënnt, eebe wéinst deem ganze Retraçage vun de Kontakter, déi een huet.

An dat Schlëmmst ass, Madamm Reding, ech muss elo ganz éierlech sinn, wann eng Persoun véier, fënnef, sechs Kontakter huet, dann ass et nach méiglech, dat ze maachen. Mee wann een déi Biller gesäit, wat awer heiansdo hei zu Lëtzebuerg déi lescht Deeg lass war, ass et bal onméiglech, iwwerhaapt ze wëssen, wie mat wiem Kontakt hat.

An duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Vigilance, en Appell un de Respekt. Déi Reegele vun den Distanzen net ze respektéieren am Moment, déi Reegelen net ze respektéiere vum Respekt vun engem vis-à-vis vun deem aneren, ass vun enger Inconscience, déi mat sech bréngt, dass mer awer Zuelen hunn, déi an d'Luucht ginn.

Mir sinn der Meenung, dass een de Leit soll vertrauen. An d'Vertrauen ass och eng Saach vu Respekt vis-à-vis vu senge Matbierger.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Premier- a Staatsminister.

Une voix.- Dat sinn awer vill Kontradiktiounen, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo zur Fro iwwert d'Zukunft vun der Guardian zu Bascharage.

Da géif ech fir d'éischt d'Wuert ginn un den Här Michel Wolter fir déi Elementer vun der Drénglechkeetsfro, déi net beäntwert sinn. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

- Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage

- Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Här Spautz an ech selwer hunn de leschte Freiden eng Drénglechkeetsfro un Iech geriicht, déi an déi selwecht Richtung geet wéi déi, déi den Här Biancalana an den Här Di Bartolomeo d'lescht Woch geschriwwen hunn. Et geet ëm dee selwechte Betrib, zum Deel ëm déi selwecht Sitten, awer net nëmmen.

Mir stellen déi Fro, well mer eeben no der Äntwert vum Wirtschaftsminister vun dem leschten Dënschden iwwer RTL an engem Reportage gewuer gi sinn, dass anscheinend, an dat géif ech de Minister froen, ob en dat kéint bestätegen, am November 2022 de Glasuewen zu Käerjeng um Enn vu senger Liewenszäit ukënnt a misst ersat ginn, zurzäit awer keng Investitiounspläng virgesi sinn, a gläichzäiteg d'Guardian och amgaange wier, fir eng Fabrik a Polen a Betrib ze huelen, déi mat duebeler Capacitéit géif schaffe wéi déi, déi se hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat bréngt mat sech, dass natierlech eng Rei Leit sech eng ganz Rei Froe stellen, besonnesch déi 450 Leit, déi op de Sitte schaffen, wéi et ëm hir Zukunft ausgesäit. Fir de Kontext ze setzen, ass et net onwichteg ze rappeléieren, dass am Mee 2018, also viru knapp zwee Joer, den deemolege Wirtschaftsminister eng Visitt bei Guardian an Amerika gemaach huet an dass déi deemoleg Staatssekretärin op eng parlamentaresch Fro Follgendes geäntwert huet: „Bei der Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister a Guardian goung et ëm nei Investissementer, fir déi zwee Sitten auszebauen, ze stabiliséieren an ze erhalen. Et war keng Diskussioun doriwwer, fir ee Site zouzemaachen. D'Grondstëmmung bei deene Gespréicher war positiv, ganz positiv, am Sënn vu weideren Investitiounen zu Lëtzebuerg, fir déi zwee Standuerter ze stäerken. […] Här President, an dësem Dossier stinn d'Zeeche vun eiser Industriepolitik op Gréng." Dat war d'Ausso vun der Regierung virun zwee Joer.

Dofir stelle mer gäre follgend Froen:

Déi éischt Fro: Wat ass dann an deene leschten zwee Joer geschitt, dass déi net nëmmen zouversiichtlech, mee jo scho quasi richteg an d'Zukunft orientéiert Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin an der Ekonomie haut net méi richteg sinn?

Meng zweet Fro, op déi Der net geäntwert hutt, Här Minister, wou ech gären eng Äntwert hätt, wou mir gären eng Äntwert hätten, den Här Spautz an ech selwer, dat ass: Huet d'Regierung 2018 Engagementer geholl par rapport zu Guardian? Oder huet Guardian 2018 Engagementer geholl par rapport zu Lëtzebuerg, wat den Ausbau an d'Perennitéit vun hire Betriber hei zu Lëtzebuerg ubelaangt? A wa jo: Sinn eventuell de part et d'autre d'Engagementer net agehale ginn, déi geholl gi sinn an déi jo awer den Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin no ganz wäitreechend waren?

Zousätzlech wollte mer nach wëssen, ob Dir, Här Minister, a Gespréicher sidd mat den Dirigente vun der Guardian, fir dass se op méiglech Decisiounen do zréckkommen a weidermaachen hei zu Lëtzebuerg am Interêt vun enger weiderer Industriepolitik, déi am grénge Beräich da stattfënnt, an ob Der wierklech kënnt ausschléissen, dass et, nodeems Der d'lescht Woch dat nach aneschters beäntwert hutt, opgrond vun den Informatiounen, déi elo public gi sinn, zu engem Plazenofbau hei zu Lëtzebuerg bei Guardian an deem nächsten annerhallwe Joer kënnt. A wann jo, wat fir eng Mesuren dass Der wëlles hutt ze huelen, fir souwuel de Leit, déi do schaffen, wéi och deene Gemengen, wou déi Betriber installéiert sinn, ënnert d'Aerm ze gräifen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Gusty Graas iwwert d'Zukunft vun der Fabrik souwéi vun den Aarbechtsplaze vu Guardian zu Bascharage. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Här Minister, effektiv de leschten 18. Juni hat de Buergermeeschter vun Diddeleng zesumme mat sengem Virvirgänger eng Drénglechkeetsfro gestallt iwwert d'Zukunft vu Guardian zu Diddeleng. An deemools huet jo leider de Minister misse confirméieren, datt et géif stëmmen, datt eeben deen Uewen net méi géif erneiert ginn, wat dann och géif mat sech brénge, datt eng Rei Aarbechtsplazen zu Diddeleng an der Industriezon Wolser, déi och u Beetebuerg grenzt, géife verschwannen.

Den Här Minister huet och deemools gesot, datt dat u sech en industriellt Affer vun der Coronakris wier, well eebe Luxguard och en Zouliwwerant vun der Automobillindustrie ass, an ech mengen, jiddweree weess jo, datt mat Sécherheet an de leschte Méint net onbedéngt schrecklech vill Autoe verkaaft goufen. An et gëtt och gefaart op deem Niveau, datt sech d'Flaachglasproduktioun net virun 2023 géif erhuelen.

Guardian huet dunn, an ech beruffe mech hei op Aussoen, déi de Minister hei viru knapp 14 Deeg gemaach huet, och ugekënnegt, datt se Investissementer um europäeschen Niveau vun 130 Milliounen Dollar géifen de Moment emol zréckstellen.

Da koum, wéi gesot, de leschte Freiden eng nei Hiobsbotschaft, an zwar méi aus der Gemeng Käerjeng, wou jo elo scho mäi Virriedner drop higewisen huet - ech wëll och drop hiweisen, Här President, datt ech e Freiden dës Fro eraginn hunn, also dat ass awer nëmme faktesch geschwat, virun där Question urgente vu mengen zwee Kolleegen, well dat do awer e Punkt ass, deen een awer interpelléiert -, wou dunn eeben och matgedeelt ginn ass, datt den Uewen zu Käerjeng lues a lues u säin Enn kéim an datt se net wéissten, ob dee géif erneiert ginn.

Datt sech natierlech och d'Personal do ganz grouss Suerge mécht, ass net méi wéi nozevollzéien. A wéi gesot, eng Decisioun, wéi et dann elo géif weidergoe mat der Erneierung vum Uewen, géif am Fong geholl fréistens eréischt d'nächst Joer falen.

Duerfir, an deem Kontext wollt ech dann och dräi Froe stellen. Ech kann der eng Rei supprimiéieren, déi mäi Virriedner elo hei scho presentéiert huet.

Ech wëll drop hiweisen, an nach eng Kéier referéieren ech mech op dat, wat den Här Minister hei op der Tribün gesot huet, en hätt de 16. Juni eng Entrevue gehat mat Vertrieder vu Guardian, ënner anerem mat dem General Manager vu ganz Europa. Dat muss zwee Deeg virdru gewiescht sinn, ier Der hei Är Äntwert ginn hutt.

Meng Fro ass: Ass deemools net och iwwert de Site Käerjeng geschwat ginn?

Zweetens, wat ass dann elo de Wëssensstand? Wéi gesäit d'Situatioun elo de Moment an dem Wierk zu Käerjeng aus?

An dann nach eng drëtt Fro: Et ass schonn drop higewise ginn, datt Guardian ugekënnegt huet, se géifen en neit Wierk a Pole bauen, wat u sech déi duebel Capacitéit hätt vun deenen zwee Wierker, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Kann een dorauser e bëssen ofleeden, datt awer och virun allem d'Produktiounskäschten, déi gewosst an deene Länner natierlech manner héich si wéi hei zu Lëtzebuerg, vläicht eng vun den Ursaache wieren, firwat datt, et kann ee scho bal soen, dësen Traditiounsbetrib elo leider seng Dieren zumindest emol sécher zu Diddeleng zoumécht, mee dann eeben och riskéiert, zu Käerjeng zouzemaachen?

Ech soen Iech am Viraus Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Graas. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner gi fir d'Fro Nummer 128 iwwert d'Fermeture vum Guardian-Site zu Diddeleng.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. An zu Käerjeng, Här President, mee dat hat ech vergiess dranzeschreiwen. Mee ech freeë mech awer, datt dee Sujet wierklech opgegraff gëtt vun e puer Kolleegen hei an der Chamber, och d'leschte Kéier vum Här Biancalana. Dat beweist jo och, datt mer eis wierklech vill Gedanken drëms maachen an datt et eng wichteg Saach ass.

Ech mengen, et ass scho vill gesot gi vu menge Virriedner. Mir si scho gewuer ginn, datt den Uewen zu Diddeleng wäert erofgefuer ginn. Mee, wéi gesot, elo si mer och gewuer ginn, datt vläicht och zu Käerjeng den Uewen 2022 deemno wéi kéint erofgefuer ginn. Dat betrëfft am Ganze 500 Leit, déi do riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren, dorënner och vill Leit, déi an hire Mëttfofzeger sinn, dat heescht, vläicht ze jonk sinn, fir an d'Preretraite geschéckt ze ginn, mee vläicht och ze al, fir dann eng aner berufflech Zukunft einfach esou ze fannen, zemools a Krisenzäiten.

Den Här Wolter ass virdrun och drop agaangen: Den ehemolege Wirtschaftsminister, den Här Étienne Schneider, zesumme mat der Staatssekretärin Closener waren och virun e puer Joer an den USA bei Guardian Industries a si kruten do och versprach, datt do Investissementer géife gemaach ginn.

Et gouf och vum ganz favorabele steierlechen Environnement vu Lëtzebuerg geschwat. Mir wësse jo och, datt Guardian anscheinend a Polen eeben déi Fabrik wäert bauen. Anererséits soe se, et hätt e bësse mam Covid ze dinn. Dat heescht, si wäerten hir Produktioune verstäerken a verbëllegen a Polen. An duerno soe se anererséits, de Covid, deen ass do, an da si mer elo an enger Kris. Ech weess net, ob dat wierklech e stéchhaltegt Argument ass.

Dofir och eis Froen: Sinn Engagementer geholl ginn? D'Froe si scho gestallt ginn. Wat ass de Stand vun de Gespréicher mat Guardian? Wat ass och vläicht de Stand oder den zukünftege Stand vun de Gespréicher vläicht mat der Personaldelegatioun? Sinn déi deemnächst virgesinn tëschent der Regierung an der Personaldelegatioun?

Et wier och interessant ze wëssen, wat fir eng steierlech Mesurë vläicht och geholl gi si par rapport zu Guardian, vu datt se elo awer erëm fortginn. An dann awer och d'Fro justement, an ech ginn dervun aus, datt d'Regierung sech do scho Gedanke gemaach huet, iwwert d'Leit, déi an eng schwiereg Situatioun kommen, wéi gesot, déi vläicht emol net an de Genoss vun enger Prepensioun kommen.

Mee et denkt een och un déi jonk Leit, déi méi jonk Leit, déi och wäerten an enger schwiereger Situatioun sinn. Ech mengen, d'Chamber beweist, datt se sech wierklech drëms bekëmmert. A mir ginn och dervunner aus, datt d'Regierung do wäert aktiv ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci den Deputéierte Graas, Wagner a Wolter fir hir Froen. Wéi gesot, ech hunn de Moie scho schréftlech op déi eng Fro geäntwert. Ech hunn awer absolutt kee Problem, fir op déi Froen, wou den Deputéierte Wolter der Meenung ass, dass se net beäntwert sinn, och de Mëtten nach eng Kéier anzegoen.

A mir hu jo och den Donneschdeg Moien nach eng Kéier d'Occasioun zesumme mam Aarbechtsminister, fir an der Kommissioun nach eng Kéier iwwer Guardian ze schwätzen. Dat heescht also wierklech, dass mer genuch iwwer Guardian schwätzen an dass mer deen Dossier ganz seriö huelen.

Dir wësst, dass nieft dem Haaptsiège fir Europa zu Bartreng Guardian zwee Produktiounssitten hei zu Lëtzebuerg huet. Deen een ass zu Käerjeng, deen aneren zu Diddeleng. Wat geännert huet säit 2018, an ech mengen, dat ass eng relativ fundamental Ännerung, dat ass, dass et an der rezenter Vergaangenheet, an dat ass eng Situatioun, déi sech schonn Enn d'lescht Joer zougespëtzt huet, international am Secteur vum Flaachglas eng relativ zolidd Iwwerproduktioun gouf, dat och wéinst den Importer aus China, net nëmme wéinst Bëllegproduktioun aus Osteuropa, haaptsächlech souguer wéinst Importer aus China. An dat ass net nëmmen am Secteur vum Glas de Fall, dat ass och an aneren industrielle Secteuren de Fall, wéi mer dat alleguerte wëssen.

Zousätzlech zu dësen Iwwercapacitéiten, an dat hunn ech virun zwou Woche scho gesot, huet d'Coronakris derzou gefouert, dass och d'Demande fir esou Produite souwuel am Bau wéi och an der Automobillbranche staark zréckgaangen ass. Dat sinn also déi zwee Phenomeener, ech géif soen déi zwee majeur Changementer par rapport zu där Situatioun 2018, wou effektiv no där Rees an Amerika d'Clignotanten éischter um Grénge stoungen. Haut sti se also éischter am roude Beräich.

Guardian geet effektiv och dovunner aus, dass sech am Kontext Coronakris bis 2023 d'Demande fir déi industriell Glasproduktioun net erhuele wäert.

Et ass richteg - an dat eent hänkt natierlech mat deem aneren zesummen am Kontext vun engem Grupp, dee weltwäit seng Produktioun planifiéiert an och seng Produktiounssitten an Europa natierlech muss zesumme kucken -, dass en Investissement a Pole geplangt war, dee schonn esou wäit avancéiert war, dass deen och net méi zréckgezu ginn ass.

Dat heescht, dee gëtt elo konkretiséiert. An et ass richteg, an dat wësse mer alleguer, dat sinn zum Deel Marchéen, déi an där selwechter geografescher Zon sinn. An do hëlt e Grupp wéi Guardian dann eng Decisioun, fir eeben deen een Investissement ze maachen an deen aneren dann eventuell net. En l'occurrence deen Uewe vun Diddeleng ze erneieren, wou se 2018 a vläicht rezent nach d'Intentioun haten, en ze erneieren, fir deen Investissement eeben dann elo net méi ze maachen.

Dofir huet Guardian rezent decidéiert, fir dee Glasuewen zu Diddeleng erofzefueren, awer déi aner Aktivitéiten op dësem Site bäizebehalen. Dat heescht also, dass dat Wierk net zougemaach gëtt. Parallell gëtt envisagéiert, an och dat hunn ech scho gesot virun zwou Wochen, déi aktuell Aktivitéiten um Site zu Käerjeng mat de verbleiwenden Aktivitéiten um Site zu Diddeleng an eng Gesellschaft zesummenzeféieren.

Ech géif och gär betounen, dass et aktuell net envisagéiert ass, fir d'Aktivitéiten um Site vu Käerjeng erofzefueren oder ofzebauen. Do leeft also alles normal weider wéi bis elo. D'Liewensdauer, och fir op déi Fro ze äntweren, vun deem Uewen zu Käerjeng gëtt nach ongeféier op 18 Méint bis 2 Joer geschat. An ech kann Iech soen, an ech hunn dat och scho gesot: Mir setzen alles drun am Dialog mat Guardian, wann deen Uewen do un d'Enn vu senger Liewensdauer kënnt, fir Guardian ze iwwerzeegen, an en neien Uewen ze investéieren op engem vun deenen zwee Sitten, deen dann um leschte Stand vun der Technik ass, dee modern ass, deen energieeffizient ass an ëmweltfrëndlech fonctionéiert.

Wéi gesot, iwwert dee Cooldown vum Uewen zu Diddeleng an d'Zesummeleeë vu Luxguard 1 a Luxguard 2 hunn ech hei scho rapportéiert virun zwou Wochen.

Wat d'Diskussioun iwwert d'Personal ugeet, ass Guardian am Moment amgaangen, sech mat deenen zwou Personaldelegatiounen iwwert d'Entwécklungen ze beroden an och ze consultéieren. D'Resultater dovunner sollt een ofwaarden. Ech ka fir de Moment nach net soen, wat dobäi erauskënnt. Ech hu gesot, dass Guardian eis d'Assurance ginn hat, dass se géifen dat Ganzt op eng sozial verträglech Aart a Weis maachen, dass d'Hoffnung ass, dass esou vill wéi méiglech Leit kënne recaséiert ginn an aner Industriebetriber an dass déi Leit, déi kënnen a Preretraite goen, dann och an d'Preretraite geschéckt ginn, dat heescht, dass esou mann wéi méiglech Stellenofbau hei wäert um Enn derbäi erauskommen.

Et gëtt, wéi gesot, och hei e permanenten Echange tëscht der Firma an dem Wirtschaftsministère, fir dëse Prozess beschtméiglech ze begleeden.

Wat sécher ass haut, an dat betrëfft eisen Industriestanduert, dat ass, dass mer als Ekonomieministère mat eiser Wirtschaftspolitik weiderfueren, fir deen Industriestanduert ze moderniséieren an en op déi Manéier méi nohalteg opzestellen.

Déi Lëtzebuerger Industriebetriber bleiwen a ginn international méi kompetitiv, wa se mat manner Ressourcen auskommen. Mir hunn duerno en Debat an eng Questioun iwwert d'Kreeslafwirtschaft. Dat schaaft Aarbechtsplazen an ass och gutt fir d'Emwelt.

Ech géif hei och gären eng Kéier déi Beispiller nenne vun deenen, déi ech virun zwou Woche genannt hunn: de Site vu Goodyear, wou en héich modernt Wierk gebaut ginn ass viru Kuerzem zu Diddeleng; Husky mat hirem Projet „Factory of the Future", wou och d'Digitaliséierung ganz un éischter Stell steet.

Dat si Beispiller, déi weisen, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg och nach eng Zukunft huet, virun allem wann d'Industrie 4.0 ass, héich modern, digitaliséiert an ëmweltfrëndlech.

D'Fro nach, ob 2018 Engagementer geholl gi si vu Guardian, déi kann ech ganz kloer mat Nee beäntwerten. Dat waren deemools positiv Gespréicher, déi an eng aner Richtung gaange sinn, mee et si vusäite vu Guardian keng ferm Engagementer deemools geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 126 vum Här Jeff Engelen un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert de Remboursement vum REVIS. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Familljeministesch dës Fro stellen, an zwar zu de Geldfuerderunge vum Fonds de solidarité u Leit, déi eng gewëssen Zäit Usproch haten op de REVIS.

Vill vun dëse Leit hunn an hirem Liewen eng schlecht Iwwerraschung, wa se op e Retour à la fortune, zum Beispill eng Ierfschaft, e Lotteriegewënn oder sief et och nach esou kleng Saachen, déi integral Zomm mussen zréckbezuelen, an dat no dacks 20, 30 oder 40 Joer. An da wëssen déi Leit net méi, wat dat deemools war a wéi dat war. Si kënnen emol doheem dacks net méi nokucken, well se hir privat Saachen net esou laang archivéieren. Mee och d'Betriber hu keng Obligatioun, fir déi Saache méi wéi zéng Joer ze archivéieren. An da kënnt dacks e Problem op an dann huet ee keng Méiglechkeeten.

An duerfir wollt ech am Fong geholl d'Madamm Ministesch froen, ob et net méiglech wier, wa Leit Usproch haten op de REVIS, ob se net och kéinten all Joer en Extrait geschéckt kréien, esou wéi se dat och bei der Pensiounskeess kréien, en Extrait kréien, wat se nach dem Fonds national de solidarité schëlleg sinn. Ech mengen, et wier eng Saach vun der Transparenz, an dann hätten och d'Leit herno d'Méiglechkeet, fir eventuell e Recours ze maachen, wann eppes falsch berechent ginn ass. Well wie geet no 20, 30 Joer dat nach nokucken? Wie kann dat och nokucken? Dat ass jo onméiglech! Et kënnen och 40 Joer sinn.

An da wier dat selwecht och, wann eng Hypothéik op d'Haus agedroe gëtt, wou dann am Fong geholl schonn d'Ierwe vum Verstuerwenen, Pätterchen oder Bömchen, wann ech esou däerf soen, dann nach iergendwéi do …, iergendwéi krut déi eng Kéier eng Leeschtung vum REVIS oder vum RMG, fréier war et jo RMG, da weess kee méi esou richteg, wat dran ass.

An ech mengen, wann all Joer esou eng Zoustellung kéim, datt een dat nach schëlleg ass, da wier dat eng Saach vun Transparenz a vu méi Kloerheet. An et géif och jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir do Recours dergéint ze maachen.

A wa mer scho beim REVIS sinn, dann hätt ech och nach eng kleng Ureegung oder e Wonsch. Wann eng kleng Ierfschaft kënnt bei engem, deen am Fong geholl vum REVIS eng Zäit profitéiert huet, ob et do net méiglech wier, e Barème anzeféieren, datt dee Mann oder déi Fra e klengen Deel vun hirer Ierfschaft awer nach kéint halen, well et betrëfft jo am Fong geholl ëmmer dann dacks déi Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen. Ech mengen, do misst ee vläicht iergendwéi sech grondsätzlech iwwer-

leeën, wéi een do dee Barème kéint opstellen, fir deene Leit awer e klengen Deel vun der Ierfschaft zoukommen ze loossen.

Ech géif Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif och der Madamm Ministesch Merci soe fir hir Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An dann huet d'Wuert: d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci, Här President. Merci dann och fir d'Fro, well ech denken, dass ee reegelméisseg muss drun erënneren, wat de REVIS ubelaangt, wie muss zréckbezuelen a wat muss zréckbezuelt ginn. Et muss, esou wéi den honorabelen Deputéierten et grad gesot huet, just zréckbezuelt ginn, wann een „à meilleure fortune" kënnt. Oder awer eng aner Aart a Weis, wou ee muss zréckbezuelen, dat ass, wann een ze vill kritt huet. Notamment zum Beispill wann d'Familljesituatioun, d'Akommessituatioun sech verännert huet, een dat awer vläicht net matzäit gemellt huet an een dann e puer Méint ze vill kritt huet, déi muss een dann effektiv rembourséieren.

Fir de Rescht muss ee just rembourséieren, wann een „à meilleure fortune" kënnt. Wann een „à meilleure fortune" kënnt, dat heescht, wann een entweeder eng Ierfschaft, eng grouss Ierfschaft mécht oder zum Beispill am Lotto gewënnt. Dat kéint och zum Beispill eng meilleure Fortune sinn, déi een hätt a wou een da misst zréckbezuelen, wou den FNS da kënnt.

Fir d'éischt emol d'Info: Et sinn 30 Joer, den Droit de prescription, keng 40. Dat heescht, bis 30 Joer kann den FNS effektiv d'Restitutioune spille loossen a froe goen, dass een da soll zréckbezuelen, wat een dem FNS schëlleg ass.

Fir Iech op Är Fro ze äntweren, well déi ganz pertinent ass, ob een net all Joers kéint en Extrait geschéckt kréien. Ech froen do den FNS, ob dat eventuell méiglech wier. Si mussen do mam Centre informatique vun der Sécurité sociale dee Moment kucken, ob dat technesch méiglech ass. Mee d'Leit kréien op jidde Fall en Extrait, an deem se gesot kréien, wivill se dem FNS schëlleg sinn am Fall, wou se „à meilleure fortune" géife kommen.

Do zu der meilleure Fortune géif ech awer och gäre soen, an ech hu mer de Betrag extra matbruecht: Wann een en Ierwen en ligne directe huet, da muss een net alles zréckbezuelen. Et kann ee bis zu … Also et kann een 248.316 Euro a 6 Cent behalen. Dat heescht, eréischt ab deem Montant gëtt zréckgefrot. A bei aneren Ierwe sinn et allerdéngs 1.700 Euro. Dat heescht, bei den direkten Ierwen ass dee Montant awer relativ héich.

Wéi gesot, ech huelen awer d'Ureegung emol mat fir ze froen, ob een net, vläicht net all Joers, mee awer méi reegelméisseg kéint emol en Extrait geschéckt kréien, wann een nach iergendwéi eppes an der Schold huet par rapport vum FNS, well 30 Joer si jo och eng laang Zäit. An et kann och emol sinn, dass ee sech do och net méi esou richteg erënnert, wéi dat viru 5, 10, 15, 20 oder carrement 30 Joer genau war. Duerfir huelen ech dat ganz gäre mat op de Wee.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

An da komme mer un d'Fro Nummer 127 vun der Madamm Francine Closener un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Organisatioun vun der Schoulrentrée 2020/2021. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Et war an et ass e ganz speziellt Schouljoer, wat elo de 15. Juli op en Enn geet. A kee weess esou richteg, wéi dat nächst Schouljoer, dat de 15. September jo schonn erëm ufänkt, wäert ausgesinn.

De Minister, an hien net eleng, hofft op eng normal Rentrée. Mee nach ass jo awer ganz onsécher, ob dat méiglech ass oder ob et awer vill méi Neiinfektioune ginn, wann eng zweet Well effektiv kënnt.

Op där anerer Säit musse virop d'Gemengen, d'Schouldirektioune jo awer gewuer ginn, wéi se sech sollen oder mussen op déi Schoulrentrée astellen, wéi se sech mussen opstellen, wéi se sech mussen organiséieren, an och d'Schüler an d'Eltere wëlle sech jo optimal kënne virbereeden.

Duerfir wéilt ech haut vum Educatiounsminister wëssen, éischtens, wéi a virun allem wéini hien iwwert d'Organisatioun vun der Rentrée kommunikéiere wäert. Wat ass de Stéchdag, un deem ee sech kann orientéieren?

Zweetens, huet de Ministère en Alternativkonzept, wann d'Zuel vun den Infektioune méi staark klëmmt wéi erwaart? Zum Beispill, gëtt dann nees direkt vum 15. September un op de System vun den A- a B-Gruppen zréckgegraff?

An dann nach, drëttens, den Horaire, fir moies vun 8.00 bis 13.00 Auer am Fondamental Schoul ze halen, deen ass jo allgemeng net schlecht ukomm. Huet de Minister wëlles, am nächste Schouljoer op deem Wee ze bleiwen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Closener. Den Här Minister fir Educatioun Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Francine Closener fir déi Fro hei. Mir hu grad gëschter eng weider Rentrée fir dëst Schouljoer jo gehat an effektiv musse mer schonn op déi nächst kucken, op déi regulär Rentrée de 15. September.

Mir hunn natierlech och mat Spannung déi Rentrée vu gëschter erwaart. No engem Dag kann ee sécherlech do nach net all Bilan zéien, mee virun allem emol am Fondamental denken ech, datt dat gutt fonctionéiert huet, datt d'Schüler frou ware beieneenzekommen. Et huet een Echoe kritt, datt se eigentlech ganz disziplinéiert waren - méi disziplinéiert, wéi wou der manner do waren, awer nach eng Kéier, well hinne bewosst ginn ass, datt et e grousse Moment, e wichtege Moment fir si ass an datt mer awer och nach ëmmer Schoul halen a Presenz vum Covid-19 an datt mer duerfir eis un all déi Reegelen, déi jo déi selwecht bliwwe sinn, och an Zukunft mussen halen.

Dee positiven Echo, deen hunn ech och de Moien an enger Konferenz mat dem Collège des directeurs vermëttelt kritt. Ënner anerem beleet dee positiven Echo och eng Zuel, nämlech datt mer an den Übungswoche während dem A-a-B-Modell ënner 50 % Participatioun haten. Dat war jo fakultativ.

Elo ass et nach ëmmer fakultativ. Mir hunn awer elo iwwer 90 % Participatioun. Dat heescht, d'Leit, d'Elteren an d'Schüler hunn dat matgedroen, hu matgedroen, datt den A- an de B-Grupp zesummekomm sinn, a wollten och erëm zesummen an d'Schoul kommen. An och déi waren alleguerte present gëschter an de Schoulen, net nëmmen, datt se sech ageschriwwen haten, se hu sech also och net duerch déi Berichterstattung an och net duerch déi méi héich Infektiounszuelen am Laf vun deene leschten Deeg dovunner ofhale gelooss.

Dat stëmmt mech dann awer nach eng Kéier confiant, datt mer zumindest am Fondamental, denken ech, elo wäertvoll Erfarunge wäerte maachen, wéi mer, jo, mam Covid-19 kënne liewen a mam Covid-19 och kënne Schoul halen a Schoul organiséieren. A momentan ass et jo esou, datt d'Gemengeréit queesch uechtert d'Land amgaange sinn, hir Schoulorganisatiounen ze finaliséieren, hir Schoulorganisatiounen ze stëmmen, unzehuelen, a se ginn eigentlech dovunner aus, datt et eng regulär Rentrée wäert sinn.

An ech hoffen och, datt mer dat natierlech kënnen herno och erfëllen. Woubäi mer, an dat kann een haut net wëssen, Dir wësst, wéi schnell d'Situatiounen an deene leschten Deeg heiansdo geännert hunn, natierlech musse kucken, dee Moment där sanitärer Situatioun Rechnung ze droen. Mee ech denken, datt mer mëttlerweil awer esou vill Erfarung hunn, datt mer relativ normal Schoul kënnen assuréieren, och wann de Virus weider present wäert sinn an och wa mer méi eng héich Zuel vun Infektiounen, Neiinfektioune wäerten hunn, wéi dat haut de Fall ass.

An ech mengen, datt d'Regierung natierlech gutt beroden ass, och op dat zréckzegräifen, wat eis momentan e Stéck Confiance gëtt, datt d'Schoul sécher ass, nämlech déi intensiv Testreien, déi gemaach ginn, wou jo Schüler an Enseignanten a Gruppe vu fënnef agedeelt ginn an all Woch een aneren aus deem Grupp vu fënnef getest gëtt. Sou hu mer permanent e Querschnëtt vun der Entwécklung vum Virus duerch déi ganz Schoulpopulatioun bei de Schüler an den Enseignanten am Fondamental an am Secondaire. A mir kënnen och ganz schnell dorobber reagéieren, wann ee gesäit: Do ass iergendeppes, wou de Virus sech eng Kéier méi schnell erëm entwéckelt huet. An natierlech erlaabt dat et eis och, jo, relativ schnell an ëmmer erëm positiv geteste Leit zréckzehuelen an ze isoléieren, bis se dann nees net méi ustiechend sinn.

Ech wäert awer och en vue vun der nächster Rentrée an der nächster Woch, an dat ass eng Demande hei jo vun der Chamber, e Konzept fir Rattrapage souwuel an de leschte Woche vun der Summervakanz wéi awer och am éischten Trimester vum nächste Schouljoer presentéieren, well mer wëssen natierlech, datt et Schüler gëtt, déi besser duerch de Confinement an duerch d'A- a B-Woche komm si wéi anerer, an anerer, déi hunn awer sécherlech nach Lacunnen. Dat däerfe mer net ignoréieren an do musse mer alles maachen, fir datt mer do kënnen hëllefen. Do sinn ech amgaangen, zesumme mat den Enseignantsgewerkschaften an den Direktiounen och en deementspriechend Konzept virzeleeën.

Nach eng Kéier zum Horaire. Ech mengen, ech hat och hei an der leschter Woch schonn drop geäntwert, datt mer natierlech elo net Hals iwwer Kapp en neien Horaire aféieren. Mir wäerte matzäiten de Bilan maachen, wat alles elo huet misse getest ginn, an der Nout huet misse getest gi wärend dëser ganz schwiereger Situatioun. A wann ee sech do fir d'Zukunft, fir eng mëttel- a laangfristeg Zukunft kann drun orientéieren, da wäerte mer och mat deene jeeweilege Partner dat diskutéieren an zréckbehalen. An do soll och den Horaire eng Kéier diskutéiert ginn, gradesou wéi awer och ganz vill aner Sujeten. Ech denken un déi digital Outilen. Ech denken awer och un d'Kommunikatioun tëscht der Schoul an den Elteren an de Schüler ënnereneen. Do hu mer alleguerten immens vill bäigeléiert, Positives bäigeléiert. An dat solle mer natierlech fir d'Zäit no Covid-19 och kënnen halen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

A mir kommen dann zur Fro Nummer 129 vum Här Charles Margue un de Minister fir Aarbecht a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Aarbechtskonditioune vun de Saisonsaarbechter. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, sief et a Schluechthaiser bei eisen Noperen oder an de Spargelsfelder, d'Covidkris huet eis opmierksam gemaach op d'Aarbechtsbedéngunge vun atypesch Beschäftegten.

Och hei zu Lëtzebuerg spillt d'Saisonsaarbecht a verschiddene Secteuren, virun allem am Tourismus, an der Landwirtschaft - mir haten elo d'Spargelsaison -, eng wichteg Roll. Esou sinn et haaptsächlech Mënschen aus den éstleche Memberstaate vun der EU, déi all Joer op Lëtzebuerg kommen, fir beispillsweis och elo nach am Hierscht an der Lies oder - fréier war et - op der Fouer ze hëllefen.

Méi wéi an aneren Aarbechtsverhältnisser besteet hei eng Gefor, dass verschidde Betriber sech net un d'Spillreegelen halen. D'Aarbechter, déi oft net iwwert déi néideg Sproochkompetenze verfügen oder net genuch Informatiounen iwwert dat nationaalt Aarbechtsrecht hunn, kënnen hei schnell an eng ongënschteg Situatioun geroden.

Den Aarbechtsminister huet d'lescht Woch, zesumme mam Direkter vun der ITM, de Rapport vun 2019 virgestallt. An dorauser geet ervir, dass de Service Inspections, Contrôles et Enquêtes 2019 iwwer 2.000 Dossieren traitéiert huet. Bon.

Duerfir meng Froen un den Här Minister:

Wéi schätzt den Här Aarbechtsminister d'Bedéngungen am Beräich vun der Saisonsaarbecht an?

Wéi gesäit et genau mat de Kontrollen am Beräich vun der Saisonsaarbecht aus?

Ass et méiglech ze soen, wéi vill vun deenen 2.000 traitéierten Dossieren dëse spezifesche Beräich couvréiert hunn?

Eng Problematik, déi och am Kontext vum Covid besonnesch brisant ass, ass déi vum Ënnerdaach vun de Saisonsaarbechter. Wéi gesäit et heimat aus zu Lëtzebuerg? Goufen hei an der Vergaangenheet spezifesch Kontrolle vun de Bedéngunge vum Ënnerdaach duerchgeféiert?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. Den Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Här Margue fir déi ganz interessant Fro. Mir wëssen, dass mer traditionell am Beräich vun de Saisonsaarbechter u sech zwee

grouss Secteuren hunn, iwwert déi mer diskutéieren. Dat ass d'Agriculture an den Horeca-Beräich. Ech sinn och frou, dass mer viru Kuerzem hei konnten e Gesetz verabschiden, eestëmmeg, esou wäit ech dat nach an Erënnerung hunn, wou mer och d'Aarbechtszäiten an deem Beräich vun der Saisonsaarbecht emol regléiert hunn an domadder engem gewëssene Wildwuchs Virschub geleescht hunn.

Am Joer 2019 hu mer 80 Kontrolle gemaach, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet an d'Santé/Sécurité, am Secteur vun der Agriculture an 224 Kontrollen am Horeca-Beräich. Bei dëse Kontrolle si virun allem d'Dispositioune betreffend d'Aarbechtskontrakter, d'Aarbechtszäiten - en traditionellt Theema -, d'Remuneratiounen, awer och d'Majoratioune gekuckt ginn, d'Nuetsaarbecht, d'Sonndesaarbecht a selbstverständlech och, ob déi néideg Examen-médicalle gemaach ginn. Dat ass also do, wou eis Kontrollen ëmmer hir Haaptachs drop riichten, an dat ännert och bei de Saisonsaarbechten net par rapport zu deenen normale Kontrollen.

Wat elo dee spezielle Problem ugeet vun der Kontroll vun de Privatwunnengen, ass den Artikel 614-3 vum Code du travail, dee ganz kloer seet, dass d'ITM nëmmen ënner besonnesche Konditiounen dierf eng Kontroll maachen. An zwar dierf se déi nëmme maache mat engem Mandat vum Untersuchungsriichter. Et mussen och zwee Kontrolleren da matgoen, net nëmmen een. A se dierf just tëschent 6.30 Auer moies an 8.00 Auer owes gemaach ginn.

Wat de Contrôle vun der Salubritéit vun de Logements locatifs ugeet, eng Diskussioun, déi ganz speziell am Moment aktuell ass wéinst den Diskussiounen ëm d'Schluechthaiser, déi mer an Däitschland haten. Ech hat déi Fro och schonn op enger Pressekonferenz gestallt kritt an hu ganz kloer gesot, dass mer esou Verhältnisser, wéi mer se op der Televisioun do gesinn hunn, wéi se an Däitschland sinn, hei zu Lëtzebuerg Gott sei Dank net hunn. Et ass awer och hei ganz kloer, dass mer eng gesetzlech Reglementatioun hunn, an zwar déi vum 20. Dezember 2019 « relative aux critères […] de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité auxquels doivent répondre les logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation ».

An do ass et ganz kloer och, wat d'Kompetenzen ugeet. Déi leien engersäits beim Buergermeeschter, anerersäits awer och bei de Médecin-inspecteure vun dem Ministère de la Santé oder awer bei der Police. Déi kënnen zu all Moment kontrolléieren, ob bei de Logementer an den Zëmmeren, déi verlount oder zur Dispositioun gestallt ginn, d'Salubritéitsbestëmmungen, d'Sécherheetsbestëmmungen an och d'Habilitéitskonditioune respektéiert ginn oder net.

Et ass vläicht ganz interessant, fir dat emol eng Kéier hei ganz ëffentlech ze soen an dann déi eenzel Instanzen op hir Verantwortung eng Kéier opmierksam ze maachen.

Elo kann een, wann een dat elo esou seet, soen: De Minister huet u sech näischt domadder ze dinn. Déi Situatioun, wéi ech se beschriwwen hunn, ass esou, wéi se juristesch zu dësem Moment existéiert.

Allerdéngs, an dat wësst Der, ass et eng Situatioun, déi keen zefriddestellt. An duerfir ass et gutt, dass mer e Projet de loi ausgeschafft hunn, de Projet de loi 7516, wat eng Transpositioun vun enger Direktiv vu Bréissel ass, d'Direktiv 2018/957, wou mer also amgaange sinn, och ganz kloer ze definéieren, dass, wa Salariéen am Detachement sinn, dann déi Wunnengen, déi se zur Verfügung gestallt kréien, och mussen de Lëtzebuerger Salubritéitsvirschrëften entspriechen. Wa mer dat Gesetz bis gestëmmt hunn, kritt d'ITM erweidert Kompetenzen, fir dann och den Zoustand vu Wunnengen ze kontrolléieren. An ech mengen, dass dat insgesamt eng gutt Saach ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, dem Aarbechtsminister. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 130 vum Här Marc Spautz un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Prise en charge vun der finanzieller Entschiedegung bei Aarbechtsonfäegkeeten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Meng Fro riicht sech un de Minister vun der Sécurité sociale, den Här Romain Schneider, obwuel en nëmmen indirekt domat ze dinn huet, well et ass eng Fro, déi sech ëm d'CNS bekëmmert. Et ass net de Minister selwer an och net säi Ministère, dee sech do ëm d'Ausbezuelunge bekëmmert.

Wéi mer alleguerte wëssen, ass am État de crise decidéiert ginn, dass d'Krankekeess direkt géif d'Krankegeld iwwerhuelen. Et ass eis elo zougedroe gi vun ëmmer méi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, déi Suen ze kréien, wat dann awer och, wann et méi eng laang Krankheet ass oder méi eng schwiereg Krankheet ass, wéi an deem leschte Beispill, wat ech elo hunn, bei Kriibs, dass dann op eemol d'Suen net nokommen, d'Rechnungen awer scho kommen.

An ech wollt dofir vum Minister wëssen, wuel wëssend, dass et jo souwisou elo eriwwer ass mat där Reegel, well mer jo déi deementspriechend Gesetzer hunn, ob et him bekannt ass, dass do Retarde bei der Krankekeess sinn, respektiv ob hien net d'Méiglechkeet hätt, bei der Krankekeess ze intervenéieren, well dat awer bei verschiddene Leit ganz schlecht Situatioune kann ervirbréngen, wa se mussen op d'Sue waarden an d'Leit e bësse méi retizent sinn, fir dann eng Avance sichen ze goe bei den Office social, wat hinne jo vum Gesetz hier géif zoustoen, mee dass d'Leit net wëllen dodrop zréckgräifen.

An dofir meng Fro, Här Minister: Kënnt Der bei der CNS intervenéieren, fir dass mer do en Deblocage kréien?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Den Här Minister fir sozial Sécherheet Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir déi Fro hei. Ech menge schonn, als Minister vun der Sécurité sociale sinn ech responsabel fir d'CNS an natierlech och fir all déi Froen an och déi Problemer, déi opgeworf ginn, zoustänneg.

Ech géif och soen, an den Här Spautz huet zu Recht gesot, wou d'Basis ass: d'Gesetz, dat mer hei gestëmmt hunn. An et war effektiv wärend enger gewëssener Zäit a virun allem wärend der Covidkris vum 1. Abrëll bis den 30. Juni üblech, d'Krankegeld direkt iwwert d'CNS bezuelen ze loossen an dat net wéi soss iwwert de Patron respektiv iwwert d'Mutualitéit ze maachen. Dat ass eppes, wat engersäits bei der CNS natierlech, virun allem beim Personal, en immens groussen Aarbechtsopwand war. An ech mengen, dat gouf awer alles geleescht. Dat ganzt Saiséiere vun deenen eenzelne Certificaten an duerno d'Gestioun konnten assuréiert ginn.

Et goung virun allem och drëm, an dat hate mer och d'lescht Kéier beim Gesetz hei preziséiert, datt d'Revenuen och viru bei den Assuréen, bei de Salariéë konnte garantéiert ginn. D'Gefor war nämlech do, datt d'Liquiditéiten eventuell bei de Patronen net méi do gewiescht wieren, fir d'Krankegeld ze bezuelen, virun allem dat wärend där éischter Zäit. Elo leeft et jo ab dem éischten Dag säitens vun der CNS.

Et goufen eng Rei Problemer beim Ausbezuelen. Dat stëmmt awer elo net massiv. Et war e klenge Prozentsaz, well si waren zréckzeféiere virun allem op zwou Saachen: Engersäits, all déi Sue goufe per Virement ausbezuelt an et gouf constatéiert, datt verschidde Konten net korrekt waren, net méi à jour waren. D'Konten hu missen nogefrot ginn. D'Leit hunn nei Konten eraginn an dunn ass de Virement gemaach ginn. Dat war ee vun de Problemer, deen entstane war.

Derniewent natierlech wéi ëmmer eng Remise tardive vun de Krankeschäiner, déi erakoumen. Och déi Leit goufen net direkt bezuelt, wéi dat och an anere Fäll de Fall ass.

An dann deen drëtte Volet, deen derbäikoum: Duerch déi vill Mesuren, déi gemaach goufen, a virun allem och d'Bezuelen, wat d'Krankegeld betrëfft, direkt iwwert d'CNS, wärend de Congé pour raisons familiales jo vum Patron ausbezuelt gouf, an do och ganz dacks gemengt gouf, an der éischter Zäit virun allem, och dee géif direkt vun der CNS bezuelt ginn, sinn eng Rei Leit och, déi dat verwiesselt hunn.

All déi Saachen, mengen ech, sinn an der Tëschenzäit awer dohinnerkomm, datt se konnte berengegt ginn. Ech wäert selbstverständlech, esou wéi d'Ufro vum Här Spautz ass, nofroe bei der CNS, och nach eng Kéier intervenéieren, datt mer och dee leschte Prozentsaz do aus de Féiss kréien an datt selbstverständlech d'Leit, esou wéi och de Sënn vum Gesetz war, esou séier wéi méiglech hiert Krankegeld do ausbezuelt kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Minister Romain Schneider.

Da kéime mer un d'Fro Nummer 131 vum Här André Bauler un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Renovatioun an d'Modernisatioun vum Sportskomplex zu Dikrech. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. De Staat huet den 13. November 2015 de Sportskomplex zu Dikrech an der rue Merten vun der Gemeng ofkaaft. D'Iddi war et, d'Schwämm an d'Sportshal ze renovéieren an ze moderniséieren.

A senger Äntwert op meng schréftlech Fro vum 3. Mäerz 2016 sot den Här Bauteminister, dass en État des lieux grad ewéi eng Analys wäerte gemaach ginn, fir duerno en Avant-projet détaillé auszeschaffen. Den Här Minister hat och deemools ugekënnegt, dass déi Aarbechten am Laf vun de Joren 2019 an 2020 kéinte gemaach ginn, soudass se eventuell kéinten oder hätte kënnen ofgeschloss gi fir d'Ouverture vun der neier Akerbauschoul zu Gilsdref.

Dowéinst wollt ech, Här Minister, follgend Froe stellen:

Éischtens emol, wou ass deen Dossier de Moment drun?

Kann den Här Minister schonn eppes iwwert de Käschtepunkt vun deem Projet soen?

Wéini kënnen oder kéinten d'Aarbechten ufänken?

A wéi laang géife se daueren?

An ass scho gewosst, wie vun der Renovatioun vun der Schwämm profitéiere wäert? Ech denken do zum Beispill un d'Arméi oder u Schoulen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech soen dem Här Bauler Merci fir déi Fro. Här President, wéi versprach, ass 2017 den État des lieux gemaach ginn. An do ass d'Struktur vum Gebai gekuckt gi wéi och den techneschen Equipement, Parachèvement, dat heescht, wéi ass den Zoustand vum Gebai. An et sinn eng ganz Rei Mängel natierlech, wéi Der Iech kënnt virstellen, festgestallt ginn.

Éischtens emol, dat ass elo manner verwonnerlech, d'Energieeffizienz, déi ass schlecht an deem Gebai. Bon, logescherweis. Zu deem Zäitpunkt, wou dat gebaut ginn ass, do ware mer nach an engem ganz anere Film, fir dat ze kucken. Da sinn awer och am gesamte Gebai vill Mängel festgestallt ginn. Et ass awer an engem relativ schlechten Zoustand. Ech mengen, et huet och schonn eng Rei Joren um Bockel. Duerfir musse ganz vill Aarbechte gemaach ginn, Conformitéit, Assainissement, natierlech d'Etancheitéit vum Gebai, mee awer och dann dee ganzen energeetesche Konzept, dee muss komplett geännert ginn.

Déi ganz Analyse sinn ofgeschloss an et ass och schonn en Avant-projet sommaire den 21. Mee dëst Joer un den zoustännege Ministère, deen dann herno d'Gebai soll iwwerhuelen, weidergeleet ginn, nämlech den Educatiounsministère. A mir hunn awer parallell natierlech och scho mat den Études d'exécution ugefaangen, mat der Planung fir a Richtung vum Avant-projet détaillé. Mir rechnen, datt dat nach sechs Méint dauert, bis den Avant-projet détaillé fäerdeg ass.

Et ass esou, datt de Chantier vun deem Gebai wäert dräi Joer daueren. Mir ginn dovun aus, datt de Chantier 2022/2023 ufänkt. Firwat 2022/2023? Dat huet e ganz gudde Grond. Well, Dir kënnt Iech virstellen, wa mer déi Sportshal an déi Schwämm do zoumaachen, da musse mer en Ersatz fannen, mindestens fir déi Sportshal. Déi wäert da fonnt ginn um Härebierg, well dann ass déi Hal 2022/2023 fäerdeg gebaut. Da kann do ausgewach ginn. Et ass awer allerdéngs esou, datt fir d'Schwämm natierlech an där Iwwergangszäit do vum Chantier kaum eng Léisung ze gesinn ass.

An de Käschtepunkt, mee da si mer nach ëmmer …, do sinn ech ganz virsiichteg, dat ass de Projet APS. Natierlech, mir sinn elo emol bei Schätzunge vun 28 Millioune fir dee ganzen Assainissement. Mee, wéi gesot, virsiichteg, well dat ass den Avant-projet sommaire an do kënnen nach vill Saachen nokommen herno, wann et elo ëm den Detail geet, fir datt dat awer vläicht méi bëlleg gëtt, mee et kann awer och méi deier ginn.

Dann natierlech, wann et fäerdeg ass 2025, da geet d'Affektatioun zréck, also bei d'Educatioun kënnt se dann hin, net zréck. Da kënnt se bei d'Educatioun. A mir maachen awer och eng Konventioun mat der Gemeng Dikrech.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. An da komme mer zur Fro Nummer 132 vum Här Sven Clement un de Minister fir Educatioun iwwert déi nei Covid-19-Infektiounen an der Schoul. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat ewell d'lescht Woch eng Question parlementaire urgente an engem änleche Beräich gestallt, wou et och drëm gaangen ass, wéi d'Prozedure sinn, wann e Schüler oder een aus dem Léierpersonal positiv getest gëtt an der Schoul. Déi Äntwert ass de Moien zougaangen. An no där Äntwert stinn awer fir mech méi Froen op, wéi der u sech beäntwert sinn, vläicht och, well et e Léierprozess fir eis alleguerten ass, wat geschitt, wann een an enger Struktur Leit positiv test.

Et ass mer iwwert déi lescht zwee Deeg och zougedroe ginn, datt an enger ganzer Rëtsch vu Klasse Personal respektiv och Schüler positiv getest goufen, mat deenen dach awer ënnerschiddlechen Interpretatiounen, wat da geschitt. Sou gëtt et eng Léierin, déi an enger Klass ass mat engem positive Fall, déi selwer confinéiert gouf. Hire Mann, deen och Léierpersonal ass, gouf net confinéiert, hält weiderhi Schoul. An d'gemeinsaamt Kand, wat och mat deenen zwee dann am Stot wunnt, geet och weiderhin nach an eng drëtt Klass an d'Schoul. Deementspriechend stelle sech awer scho Froen, wéi enk oder wéi large een dat mat dem Confinement am Secteur d'enseignement gesäit.

Meng konkreet Froe sinn:

Stand haut: Wéi vill Klasse sinn aktuell an der Quarantän?

Wéi vill Schüler betrëfft dat?

Ass d'Mise en quarantaine also d'Standardprozedur, wann et e positive Coronafall an enger Klass gëtt?

A wa jo, wéi large gëtt dat dann och ausgebaut? Dat heescht: Ginn d'Famillje vun engem Schüler respektiv Léierpersonal, deen ënner Quarantän ass, och quarantänéiert?

A kënnen d'Elteren am Fall vun dëser Quarantän vun dem Congé pour raisons familiales ënnert dem Statut vum Covid-19 profitéieren? Well och dat ass natierlech eng Fro: Wa Kanner a Quarantän gesat ginn, d'Elteren awer net, wie passt dann op d'Kanner op?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech si gäre bereet, op déi Fro hei ze äntweren, esou gutt dat mer méiglech ass. Dir wësst awer sécherlech, wéi Der alleguerten heibanne wësst, Här Clement, datt ech als Educatiounsminister keen a Quarantän setzen an dat doten net meng Kompetenz ass. Mir suivéieren dat awer natierlech a kucken, datt mer dat maîtriséieren. Mee dat ass d'Kärkompetenz vun der Santé, der Gesondheetsministesch respektiv der Direction de la santé oder der Inspection sanitaire.

Mir hunn awer, opgrond dass déi Fro komm ass, nach eng Kéier sondéiert bei den Direkteren an hunn och, wat d'Lycéeën ubelaangt, eng ronn 45 Schülerinnen a Schüler fonnt, déi reell a Quarantän sinn. Do sinn elo net Schülerinnen a Schüler drënner, déi positiv getest goufen, déi natierlech och isoléiert sinn, mee do ass et reng formal keng Quarantän. Hei sinn et Quarantänen, well een a Kontakt war mat engem anere Schüler oder enger anerer Persoun, déi positiv getest gouf. Dovunner si fënnef Klasse betraff. A reng wierklech formal Quarantäne gëtt et momentan och nëmmen an zwee Lycéeën, op jidde Fall laut eisen Informatiounen.

Et gëtt nach natierlech eng Rei vun anere positiv geteste Fäll, wou awer keng Quarantänen da verhaange goufen. Dovunner sinn aacht Persoune betraff a véier verschiddene Lycéeën.

Wat d'Grondschoulen ubelaangt, do ass d'Bild esou, datt insgesamt sechs Klasse vu Quarantäne betraff sinn, dat a véier verschiddene Gemengen. Do ass et esou, datt Kanner a Klassen, déi mat anere Kanner zesummen an enger Klass a Quarantän gesat goufen, dat sinn der 54 insgesamt. An da gëtt et awer och nach eng

Kéier Kanner, déi a Quarantän sinn, wou se net zesumme mat Frëndinnen a Kolleegen aus der Klass oder hiren Enseignanten a Quarantän gesat gi sinn, mee aus iergendwellechen anere Grënn a Quarantän gesat goufen; dat sinn der 48.

Do muss een awer vläicht eng Kéier weisen, wéi ee mat Virsiicht awer och déi heiten Zuele muss kucken. Vun deenen 48 sinn der 33, déi sech doduerjer erklären, datt eng Fotosession bei engem Fussballveräin war, wou 33 Kanner, déi dann an ënnerschiddleche Schoulen, awer an enger Gemeng sinn, betraff waren an doduerjer hu missen a Quarantän gesat ginn.

Wann ech déi 54 an déi 48 Schüler do zesummenhuelen, da sinn dat der 102. Gläichzäiteg sinn do och véier verschidden Enseignantë betraff gewiescht.

Vläicht nach ee Wuert zum Enseignement fondamental. Do ass d'lescht Woch vill geschwat ginn iwwer eng Situatioun an enger Schoul zu Wolz, well wärend enger Woch op eemol bis fënnef Fäll zousätzlech opgefall sinn an detektéiert goufen an där Schoul. An dat huet natierlech jiddwereen interpelléiert. A mir woussten awer och relativ fréi, datt et hei eng eenzeg Famill géif betreffen, well et zwou Schwëstere an dräi Kusinne waren. Also si mer dovunner ausgaangen, datt eigentlech de Problem net an der Schoul läit.

An et ass jo och dat, wat mer ëmmer erëm soen: Déi positiv Fäll vu Schüler a vun Enseignanten, déi mer mierken, déi sinn natierlech, stelle mer fest, och an der Schoul, mee déi sinn net duerch d'Schoul an duerch d'Schoulaktivitéit an aller Reegel verursaacht.

Hei hu mer dat awer, fir wierklech op Nummer sécher ze goen, nach eng Kéier wëlle wierklech wëssen. A mir hunn och déi ganz Schoulcommunautéit do getest. Vun deenen 373 Leit, souwuel Schüler wéi och Enseignanten an aner Intervenanten, déi an der Schoul do aktiv sinn, sinn der bis elo 326 getest ginn an alleguerte ware se negativ. An dat confirméiert eis nach eemol, wat ech grad gesot hunn, nämlech datt an aller Reegel et esou ass, wann e Schüler positiv getest ass, dann huet en dat net an der Schoul kritt, mee da bréngt en et éischter an d'Schoul eran.

Mee natierlech solle mer awer do extreem virsiichteg sinn a kucken, datt et do net weidergeet. An duerfir hu mer trotz deene ganze Klassen, déi elo beienee sinn, jo awer nach all déi aner Sécherheetsdispositiffen, déi mer oprechterhalen hunn.

Dann Är Fro, ob Familljemembere vun engem Schüler, deen ënner Quarantän steet, ob och déi a Quarantän gesat ginn: an der Reegel net. Et ass ëmmer esou, datt den éischte Kontaktrang, datt déi a Quarantän gesat ginn. Dat ass op jidde Fall esou, wéi mir et bis elo gesinn, wéi d'Inspection sanitaire dat doten handhaabt. An dann eréischt, wann sech do géif e positive Fall wierklech erausstellen, datt da gekuckt gëtt: Jo, wie war da mat deem neie positive Fall am éischte Rang ronderëm déi Persoun a Kontakt. An déi géif da retracéiert ginn, a Quarantän gesat gi respektiv getest ginn.

Et ass och esou, an dat weisen e bëssen déi Zuelen hei, datt et ënnerschiddlech gehandhaabt gëtt. Bei deenen enge Situatiounen, do ass et esou, datt eng Klass, e Grupp, en Deel vun enger Klass a Quarantän gesat gëtt. An anere Fäll ass et esou, datt eebe just eng positiv Persoun detektéiert gëtt an da gesot gëtt, datt déi sech muss isoléieren. Dat hänkt awer einfach och vun der jeeweileger Situatioun of, mat där zesumme wierklech gekuckt gëtt.

An dat ass fir d'Schoulen net aneschters, wéi et fir aner Aktivitéiten och ass, datt gekuckt gëtt: Wéi enk war dee Kontakt do? Wéi reegelméisseg war dee Kontakt do? An do läit et dann un der Inspection sanitaire, fir dat ze jugéieren, ob se just eng Persoun oder méi Persounen da virsiichtshalber wëllt isoléieren.

Nach ee lescht Wuert zum Congé pour raisons familiales. Momentan ass et esou, datt ee vun deem natierlech och ka profitéieren, well d'Quarantän esou gesi gëtt wéi all Krankeschäin an een dee Moment natierlech och ka vun deem Congé profitéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

Da komme mer zur Fro Nummer 133 vum Här Georges Engel un de Minister fir d'Fonction publique iwwert d'Ausschaffe vun engem Deontologiekodex fir d'Staatsbeamten.

- Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Effektiv, et ass eng Fro un de Minister vun der Fonction publique, déi op eng Fro vu mengem Virgänger, dem Här Alex Bodry, zréckgeet, eng Fro, déi den Alex Bodry den 30. Oktober 2019 gestallt huet a wou ënner anerem och dran ernimmt ass, dass et effektiv eng Noutwendegkeet gëtt, fir deontologesch Reegelen ze fixéieren op allen Niveaue vun der Administration publique. Säit 2012 gëtt et e Code de conduite fir d'Regierung, d'Chamber an och de Staatsrot, dat als Preventioun, fir Infraktiounen a fir Interessekonflikter ze vermeiden.

D'Regierung huet sech engagéiert, fir e Code de déontologie fir Gemengegewielter auszeschaffen. An den 13. Oktober 2011, op Initiativ vum honorabelen déizäit Deputéierte François Bausch, ass eng Resolutioun hei an der Chamber ugeholl ginn, déi iwwer e Code de déontologie vu Beamte geet.

An duerfir hunn ech dräi Froen un den zoustännege Minister:

Wat sinn d'Suitte vun dëser Initiativ, nodeems dass ee weess, dass 2017 d'Lignes de bonne conduite administrative ausgeschafft goufen an och publizéiert goufen?

Ass de Minister der Meenung, dass de Statut vum Fonctionnaire, deen eng ganz Rei vu Reegele jo virgëtt, alleguerten d'Froen op déi betreffend Interessekonflikter beäntwert?

An déi drëtt Fro: Missten do net awer verschidden Avantagë besser gereegelt ginn an engem Code de déontologie?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen huet d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, Här Deputéierten, ech si frou, dass mer op déi Fro do eng Kéier ze schwätze kommen, well ech hat och dem President d'Fro gestallt, wéi ech mat där soll ëmgoen, déi nach en Deputéierten opstoen huet, deen net méi an der Chamber ass.

Ech mengen, dat hei ass vläicht eng gutt Aart a Weis, fir déi dann eng Kéier aus der Welt ze kréien, well déi dee Moment net beäntwert war, wou den honorabelen Deputéierte Bodry d'Chamber verlooss huet.

Wat ass geschitt zanter där Resolutioun? Ech mengen, ech kann e bëssen den Tour maachen an ech géif dofir emol eng Kéier e bëssen eng Opdeelung maache vun deene verschiddene Kategorien, wann ech mer dat erlaben däerf, wat d'Beamten ugeet.

Ee Wuert iwwert d'héich Beamten, well nämlech och an dem fënnefte Cycel vun der Evaluatioun vun dem GRECO koume Recommandatiounen, wat d'Regierung ugeet, wat héich Beamte géif ugoen an d'Police. An do ass eeben och iwwer deontologesch Reegele geschwat ginn, déi do vläicht géife feelen an déi opzeschaffe wären.

Mir hunn doropshin 21 Recommandatioune kritt, 11 un d'Regierung an héich Beamten an 10 un d'Police. An d'Regierung huet dann Enn Dezember, pünktlech zum Oflaf vun dem Delai vun der GRECO-Propos, gekuckt, wéi se deene Recommandatioune kéint begéinen. An an deem Pak, deen net nëmmen d'Ministere betrëfft, ass och eng ganz Rei u Mesurë virgesinn, wat héich Beamten ugeet, also déi Beamten, déi no bei de Ministere schaffen, direkt fir de Minister schaffen. An do hu mer e Koup u Propose gemaach.

Et war u sech virgesinn, dass de GRECO sech géif zu deene Propose vun der Regierung am Mäerz positionéieren. Dat ass natierlech mat der Coronakris elo no hanne geréckelt. Déi Äntwerte sinn elo nach net do. A wa mer déi eng Kéier bis hunn, huet d'Regierung 18 Méint Zäit, fir dann Neel mat Käpp ze maachen a fir definitiv Reegelen ze maachen, wat och déi héich Beamten ugeet.

Dann ass an engem zweete Kontext schonn eppes geschitt, an dat ass nämlech och deemools beim GRECO, ech hunn et gesot, ernimmt ginn, dat ass d'Police. Bei der Police, ech mengen, dat ass och hei virgestallt ginn an der Chamber, gëtt et ewell e Code de déontologie. An deem Code de déontologie sinn och dann esou Kapitelen dra wéi d'Integritéit an d'Incorruptibilitéit, d'Dignitéit, d'Impartialitéit an och Activité-accessoiren. Dat sinn awer och Coden, déi ganz vill nach eng Kéier op dem Statut berouen, soudass mer eeben elo schonn emol zanter där Resolutioun zwee substanziell Brocken do ugaange sinn. Deen een ass direkt an der Beaarbechtung an deen aneren, deen huet dann och schonn e Code de déontologie.

An dann awer och nach iwwert déi aner Beamten alleguer. Dir hutt nämlech d'Fro gestallt: Wat gëtt et dann do oder wéi gesitt Der d'Situatioun? Also, och wann néierens „Code de déontologie" grouss dropsteet, ginn et awer am Statut ganz vill Reegelen, un déi d'Agente sech ze halen hunn.

Mir hunn deontologesch Reegelen, generell Reegelen am Statut. Mir hu spezifesch Reegele fir verschidde Kategorië vu Fonctionnaires. Zum Beispill gëtt et och e Règlement intérieur am Prisong mat extraen Devoire fir d'Giischtercher. Mir hu souwisou penal Infraktioune spezifesch fir d'Beamten, oder déi souguer hir Infraktiounen aggravéieren.

An da wëll ech soen, dass mer all déi Reegelen och vermëttelen an de Coursë vun dem INAP, souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue.

Ech géif vläicht aus dem Statut e puer Punkten zitéieren, déi net onwichteg sinn, déi awer weisen, dass och do scho ganz kloer Saachen drastinn.

Zum Beispill muss den Agent sech normal un d'Gesetzer an un d'Reglementer halen. Den Agent däerf keng Uerderen ausféieren, déi penal strofbar sinn. Den Agent, deen däerf dann och wärend an ausserhalb vu senge Fonctiounen näischt maachen, wat dem Interêt vum ëffentlechen Déngscht kéint schueden oder wat net der Dignitéit vu senger Fonctioun entsprécht.

Dann e bësse méi spezifescher. Den Agent däerf keen Avantage matériel froen, unhuelen oder sech versprieche loossen, deen e kéint an e Konflikt brénge mat de Gesetzer. Do stinn dann och esou Saachen dran, wéi dass den Agent zum Beispill, wann en en Dossier huet, wou e mengt, net onofhängeg ze sinn, dass en dat sengem Superieur ze mellen huet, dass en den Dossier kann un en aneren transferéieren.

Mir hunn och do natierlech e Kommissär. Wann een dergéint verstéisst, da gëtt et Procédure-disciplinaires. Säit 2004, also zanterdeem et dee Kommissär da gëtt, sinn 1.100 där Affären traitéiert ginn. An am Schnëtt, wann een eng Kéier iwwert déi Zäit kuckt, verléisst all zwee Méint ee Beamten den Déngscht opgrond vun enger Affaire disciplinaire, well e sech un déi dote Saachen net gehalen huet.

Mir hunn dann och nach an deem, wat ech scho beschriwwen hunn, déi héich Beamten, d'Police an aner Beamten, do mierkt een, dass vläicht net „one fits all", dass een een Text kann hunn, ee Code de déontologie, deen iwwerall ganz gutt passt. Dofir ass et scho vläicht besser, esou mat verschiddenen Approchë virzegoen. A mir hunn och an deene leschte Jore Guiden erausginn, zum Beispill wéi d'Superieur-hiérarchiquen oder d'Administratioune mat Alkoholproblemer sollen ëmgoen.

Mir sinn der amgaangen auszeschaffen, wat den Harcèlement ugeet. Dat heescht, och do schaffe mer am Moment un engem ganze Koup vun esou Guiden an Approchen, fir eeben och dat, wat am Statut steet, kënnen ze begleeden, weisend awer och, dass schonn zwee grouss Brocken um Wee sinn, fir se och ëmzesetzen, a wou mer natierlech och op Äntwerten da waarde vun deene Leit, déi eis do evaluéiert hunn, wat eeben och héich Beamten ugeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Fonction-publiques-Minister Marc Hansen.

Da komme mer zur Fro Nummer 134 vum Här Léon Gloden un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Reouverture vu verschiddene CNS-Agencen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Säit e puer Deeg hunn eng Rei Agencë vun der Gesondheetskeess, der CNS, erëm hir Dieren opgemaach no der Covidkris. Eng Rei Büroen hunn normal opgemaach an eng Rei Agencen, do kritt Der e Rendez-vous. Ech sinn ugeschwat gi virun e puer Deeg, datt zu Gréiwemaacher zum Beispill d'Agence zou wier, hu mech dunn op der CNS renseignéiert a krut gesot, datt ënner anerem dee Büro eréischt géif fréistens am September opmaachen.

Ech sinn dunn op de Site gaang vun der CNS a stelle fest, datt besonnesch am ländleche Raum d'Antenne respektiv d'Agencë vun der CNS zoubleiwen, wéi zum Beispill Gréiwemaacher, Réimech, Iechternach, Wolz, Rëmeleng, Réiden un der Atert, Dikrech an och Beetebuerg.

Duerfir meng Froen un den Här Minister:

No wéi enge Krittären ass entscheet ginn, wat fir eng Agencen erëm opgemaach ginn?

Firwat gouf hei net besser op eng regional Verdeelung opgepasst?

Wéi kann de Minister och dem ländleche Raum eng gewësse Proximitéit garantéieren?

Wéini ass geduecht, datt weider Agencen erëm opgemaach ginn?

An déi Büroen, déi zou sinn, sinn déi awer all besat oder sinn déi Employéen op aner Büroe verdeelt gi respektiv am Teletravail?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Den Här Minister fir sozial Sécherheet Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och deem Här Gloden fir déi Froen do. Ech mengen, et muss ee fir d'éischt vläicht soen, datt effektiv nom Ausbroch vun der Covid-19-Kris, -Problematik mer relativ séier op der CNS reagéiert hunn, fir virun allem engersäits den Assuré ze protegéieren an op där anerer Säit awer och d'Beamte respektiv d'Personal, wat an deenen eenzelne Raimlechkeete vun der CNS schafft.

Dobäi hu mer awer och parallell probéiert, en place ze setzen, datt awer eng Kontinuatioun géif kommen, fir datt virun allem och all déi Froe respektiv déi Aarbechten, déi dann erleedegt ginn, wann een op eng Agence respektiv an ee Guichet geet, kënnen aneschters beschafft ginn. Et gouf zum Beispill de Remboursement par facture, et gouf deen neie System iwwert den Traitement vun de Remboursementer agefouert. Do, wann een d'Rechnung aschéckt mam Beleeg, datt se bezuelt ass, kann een direkt online kucke goen, wou d'Beaarbechtung vun der Rechnung drun ass; eng Fro, déi ganz dacks op den Agencë gestallt gëtt.

Op där anerer Säit hu mer och een FAQ ageriicht, deen och op dem CNS-Site ass, fir eenzel Froen, déi ëmmer erëm gestallt ginn, wann d'Leit an d'Guichete ginn, kënnen ze beäntwerten.

Et gouf du virun allem och a Phase geschafft. A fir direkt op d'Fro anzegoen: De Moment sinn eng Rei Guichete vun der CNS erëm opgaangen an deene leschte Wochen. Dat sinn déi an der Lëtzebuerger Stad, zu Diddeleng, Déifferdeng, Miersch an Ettelbréck, alles dat awer op Rendez-vous virun allem. Mir hunn derniewent d'Agencë vun Hollerech a vun Esch, déi iwwregens ab dem 26. Juni déi nei Lokaler wäert kréien an dann den 29. Juni wäert och op Rendez-vous kënne schaffen. Et ass virun allem d'Decisioun geholl ginn, déi méi kleng Agencen ... A wann ech „kleng Agencë" soen, da geet et virun allem och drëm, wivill Leit datt do schaffen. Do si meeschtens tëschent zwee bis véier Leit, déi do schaffen. Do ware mer mat der Situatioun konfrontéiert, datt ganz vill vun deene Leit engersäits am Congé pour raisons familiales elo ware respektiv op där anerer Säit wollten am Teletravail schaffen. A mir kënne jo net eng Agence opmaachen, wou nëmmen eng Persoun ass.

Et muss een och kucken, datt eng Kontinuitéit dran ass, soudatt effektiv an där nächster Zäit elo nei Agencen am Juli wäerten opgoen erëm direkt. Dat ass déi nei Agence, déi zu Wolz wäert kommen, an awer och déi nei, déi zu Mondorf wäert kommen, déi déi vu Réimech wäert ersetzen. An deem Moment sinn dann néng direkt Agencen op, an da bleiwen déi aner Agencen nach, déi och da kontinuéierlech duerno wäerten opgoen. An do gouf ganz kloer decidéiert och am Verwaltungsrot vun der CNS, datt een do d'Entwécklung dobausse wäert kucken.

Mee mir envisagéieren esou schnell wéi méiglech och déi aner Agencen nach, sief et Maarnech, Réiden, Beetebuerg, Dikrech, Rëmeleng, Gréiwemaacher respektiv Iechternach, mat opzemaachen, soudatt ech dovun ausginn, datt an deenen nächste Wochen ... An ech ginn dovun aus, datt awer eng Rei vun deenen Agencë scho viru September kënnen opgemaach ginn, natierlech ëmmer a Consideratioun, datt virun allem och d'Covidkris kann an deenen Zuele virugoen, esou wéi mer se de Moment haten. An ech hoffen, datt mer net an eng aner Evolutioun wäerte kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Romain Schneider.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 135 vum Här Gusty Graas un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert d'Ausbreedung vun der Tularämiebakterie am Saarland. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här Buergermeeschter.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Dat war eemol.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass scho laang hier.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- E war och Buergermeeschter!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass scho laang hier.

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass den Nodeel, wann een zwou Kapen ophuet, da kënnt dat do vir. Entschëllegt awer, Här President.

Här President - selbstverständlech -, de saarländesche Rundfunk huet effektiv déi lescht Deeg gemellt, datt fënnef Fäll vun Huesepescht am Saarland elo opgetaucht wieren. Elo kann een natierlech d'Fro stellen: Wat ass d'Bedeitung vun der Huesepescht? Wat huet dat u sech elo vläicht souguer mat enger parlamentarescher Fro ze dinn? Mee wann ee sech e bësselche méi domat auserneesetzt, da mierkt een awer ganz séier, datt dat awer e ganz seriöe Sujet ass.

Tularämie effektiv heescht déi Krankheet. Déi ass héich ustiechend an, wéi gesot, se ass iwwerdrobar op de Mënsch, an zwar wann de Mënsch am direkte Kontakt ass mat den Déiere respektiv mat Exkrementer vun deenen Déieren. An d'Symptomer, an dat erënnert eis leider e bësselchen un déi Zäit, an där mer elo liewen, déi si grippeänlech, an zwar Kappwéi, héich Féiwer, Houscht an och Problemer mat de Glidder, soudatt een also muss Antibiotika huelen, fir dat kënnen ze bekämpfen.

An Däitschland sinn 2018 eng ronn 54 Fäll festgestallt gi beim Mënsch. Déi Krankheet ass zënter 1911 bekannt. An zwar ass se fir d'éischt an Amerika detektéiert ginn. Hei an Europa ass se virun allem méi present a Skandinavien, Tschechien, Spuenien, Georgien an och Däitschland. A vu, wéi gesot, datt elo am Saarland, dat ass jo awer net ganz wäit ewech, e puer Fäll detektéiert goufen, wollt ech an deem Kontext awer un den Här Minister e puer Froen hei stellen:

Éischtens, sinn och Fäll vun der Tularämie hei zu Lëtzebuerg bekannt?

An dann eng zweet Fro: Ass déi Tularämie meldeflichteg?

Drëttens, an den USA besteet en Impfstoff, deen an Däitschland zwar net direkt bis elo bekannt ass. Mee wéi steet et ëm d'Situatioun vun der Impfung?

Véiertens, wéi schätzt de Minister u sech d'Problematik vun der Tularämie hei zu Lëtzebuerg an?

An eng fënneft Fro ass déi, ob een net awer misst zu dësem Zäitpunkt nach eng Kéier, vu d'Proximitéit zum Saarland, zumindest mat de Baueren an och mat de Jeeër Kontakt ophuelen, fir gegeebenefalls éischt Moossnamen ze treffen, fir datt esou Problemer net bei eis hei optauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Ech mengen, déi Fro vum Här Schäffe Gusty, pardon, vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas ...

(Hilarité)

... ass natierlech eng, déi pertinent gestallt ass. An ech mengen, ech selwer hu mech och nach eng Kéier de Mëtteg, nodeem d'Fro erakoum, informéiert. A virun allem mengen ech hei, datt dat saarländescht Landesamt fir Verbraucherschutz e ganz gudde Resümmee mécht, deen ech wierklech nëmme ka recommandéieren nozekucken, well et effektiv eng Kränkt ass respektiv Symptomer, déi do optrieden, déi mer an der leschter Zäit kenne geléiert hu bei aneren Erkrankungen, a wou mer wëssen, wat dat fir eng Auswierkungen hat.

Ech mengen, et gouf festgestallt, datt effektiv, wéi Der richtegerweis gesot hutt, d'Saarland elo zënter zwee Méint e Monitoring vun deene Fäll mécht an dann och am Labo Analyse mécht. An deem Kontext hu se dann och effektiv d'Jeeër, d'Baueren, d'Bevëlkerung opgefuerdert, do, wou effektiv Kadavere fonnt ginn, sief et virun allem vun Huese respektiv dann awer och Kanéngercher, dat ass jo ee vun den Haaptmierkmaler, virun allem déi Populatioun, déi direkt beaflosst ass, fir dat ze mellen, respektiv och do, wou gesi gëtt, wann effektiv verschidden Déiere Signaler weisen. Si weisen déi séier, datt och hei relativ onnatierlecht Verhalen ass, datt se dorëmmer torkelen, datt se apathesch ginn. Dat sinn e bëssen d'Symptomer, déi hei opgetaucht sinn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg bis elo nach keng esou Kadaveren ofgi kritt. Mir hunn also bis elo nach kee Fall och hei zu Lëtzebuerg gehat. Bei eis ass dat, wéi Der wësst, de Labo effektiv vun der Veterinärinspektioun, deen déi doten Analyse géif maachen. An an deem Moment, wann een déi Krankheet hei zu Lëtzebuerg da géif feststellen, da géifen och déi eenzel Mesurë gräifen, esou wéi mer dat generell bei deene Krankheeten hunn, do, wou effektiv och direkt eng Gefor do ass, engersäits fir Déier, déi awer och fir de Mënsch eventuell da kéint spillen.

An deem Fall, mengen ech, wéi Dir et och proposéiert hutt, muss een dat engersäits suivéieren. Mir huelen och nach eng Kéier Kontakt op mam Saarland, awéiwäit dat doten och bei hinne virugaangen ass, wat den Impfstoff betrëfft respektiv och, wéi si dee ganze Monitoringplang suivéieren hannendrun. Awer och virun allem, mengen ech, an dat kann een direkt maachen, datt een d'Jeeër, d'Baueren, d'Bevëlkerung eng Kéier opfuerdert, och opzepassen, wann een esou Déiere fënnt, datt déi Kadaveren effektiv ofgeliwwert ginn an datt mer da konkreet kënnen duerno kucken. Voilà!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

An ech ginn dovun aus, datt de Landwirtschaftsminister och op déi lescht Fro äntwert, obschonns datt déi un d'Gesondheetsministesch geriicht ass. A, den Här Kersch mécht dat! Et ass eng Fro vum Här Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Entdeckung vun engem Nokomme vum Virus vun der Schwéngsgripp. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv kéint och den Här Minister vun der Agriculture, de Landwirtschaftsminister mer op déi Fro hei äntweren. An ech hoffen, dass ëmmer ee kompetent bleift, well effektiv hunn ech mer de Moie Gedanke gemaach: Wéi ech d'Press gelies hunn, du stoung do „nei Form vu Schwéngsgripp" an der Press! An, dat ass scho beonrouegend, dat soll a China de Fall sinn. An effektiv ass do en neien Influenzavirus, se nennen e G4, bei de Schwäin opgetaucht.

Et ass d'Resultat vun enger Etüd, déi gemaach ginn ass tëschent 2011 an 2018, fir am Fong geholl ze kucken, wéi grouss d'Potenzial ass, wa Vire bei Déiere sinn, déi herno kënne Pandemien ausléisen. An duerfir ass bei 30.000 Schwäin effektiv d'Nuesschläimhaut ënnersicht ginn an och bei 1.000 aneren, wou Wäerter (veuillez lire: Problemer) ware mat der Ootmung. An dat ass geschitt a China an zéng Provënzen. An et ass scho beonrouegend, wat do festgestallt ginn ass, well do sinn dann 179 verschidde Viren, an zwar vun deem Typ G4 do, identifizéiert ginn. A wat dat eeben esou bedenklech mécht, ass, dass de Schwéierpunkt vun deene G4 bei deem Virus läit, deen am Fong geholl am Joer 2009, mengen ech war et, den H1N1-Virus, dee mer hei an Europa haten, deen déi Pandemie ausgeléist huet.

An do ass et scho sécherlech gutt a wichteg, dass een dat elo am A behält. Well d'Ofstamung vum Virus, dat ass am Fong geholl e Mix vun H1N1-Souchë vun Europa an Asien, mee awer déi selwecht Souche H1N1 war och an Nordamerika, déi si mat dran. An d'Kärelement am Fong geholl, dat si Vullegrippviren, an do ass de Mënsch net immun. An dat mécht d'Saach esou komplizéiert.

An duerfir hu se jo och schonn Tester gemaach bei Frettercher, bei den Déieren, well déi änlech reagéiere wéi d'Mënschen. An do hu se och festgestallt: Féiwer, Houscht a Schnapp, mee vill méi schlëmm wéi bei anere Viren. Also, do ass e Potenzial do, wou ee sech muss Gedanke maachen a wou een da muss kucken, wéi mer hei elo virginn oder wéi hei d'Weltgemeinschaft virgeet, well a China hu schonn 10,4 % vun deene Leit, déi am Fong an de Schluechthaiser schaffen, (veuillez lire: 10,4 % vun de Schwëngsziichter) Anticorpsen zu deem Virus, 10,4 %, a 4,4 % vun der Bevëlkerung.

An elo kënnt d'Gretchenfrage: Hunn déi Leit elo Anticorpsen, well de Virus vum Déier op si gesprongen ass? Oder hu se Anticorpsen, well de Virus vum Mënsch op en anere Mënsch gesprongen ass? Sollt dat esou de Fall sinn, dat ass bis elo nach net kloer, da sti mer nees virun enger Pandemie. An duerfir ass et wichteg, ganz wichteg, dass mer elo e Monitoring maachen - an ech ginn dovun aus, dass d'Chineesen dat och maachen - vun deene Leit, déi an deene Schluechthaiser schaffen.

An duerfir meng Froen och un d'Regierung an dann in globo:

Si mer do am Bild vun där ganzer Geschicht? A wéi gi mer do vir? Well ech maache mer awer Suergen. Well et kann net sinn, dass mer elo eng Pandemie hunn an an engem hallwe Joer hu mer nees eng aner mat engem anere Virus, dee vläicht manner schlëmm ass. Awer ech géif elo nawell gär wëssen, wéi dat elo do soll weidergoen, wéi eng Mechanismen elo do gräifen, fir dass mer net an esou eng Logik erakommen, wat do virgesinn ass, wéi eng Alarmglacken do uginn oder net uginn.

Ech wär frou, wa mer haut och vläicht net all Äntwerte kréien, dass mer vläicht an e puer Méint eng Kéier gesot kriten, wou mer an deem Punkt hei dru sinn. Well dat hei ass och esou eng Geschicht wéi déi, wou ech heihinnerkomm sinn den 29. Februar, wou ech gesot hunn: Den Direkter vun der OMS huet gesot, de Virus, de Covid, wier eng „menace très grave pour l'humanité". An haut wësse mer jo, wou mer dru sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech äntweren zwar net als Landwirtschaftsminister, ech äntweren am Numm vun der Regierung drop, virun allem a Vertriedung vun der Gesondheetsministesch, déi en aneren Dossier de Moment dréngend ze traitéieren huet.

Bon, ech mengen, esou wéi den Deputéierte Jean-Marie Halsdorf gesot huet, ass et effektiv esou, datt mer mussen an dëser Zäit oppassen op all déi Saachen, déi effektiv dobaussen zirkuléieren, international zirkuléieren. Dat, wat de Gusty Graas gesot huet, d'Tularämie, ass och e Punkt, deen och eng Kéier kann eng ganz aner Dimensioun kréien. A genausou ass et och hei, datt effektiv, wéi gesot, déi chineesesch Fuerschungsgrupp virun e puer Deeg an der bekannter wëssenschaftlecher Zeitung „Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America" een Artikel publizéiert huet, wou déi nei Variant eebe vun dësem Grippevirus beim Schwäi beschriwwe gëtt.

An ech mengen, mir wëssen all, datt d'Schwäi fir d'Gripp e wichtegen Hôte sinn - dat wësse mer zënter Laangem - an d'Schwäi sech gläichzäiteg mat verschiddene Variante vum Grippevirus infizéiere kënnen an dobäi Variante mat neien Eegeschaften entstoe kënnen an eebe grad op de Mënsch iwwerdroe kënne ginn. Dat ass jo dat Geféierlechst bei dëse Viren.

Dofir gëtt a Länner, wou massiv Schwéngszuucht bedriwwe gëtt, an dat ass net zu Lëtzebuerg, dat ass virun allem och a China, wéi och hei erëm eng Kéier, de Fall, och eng systematesch Iwwerwaachung vu Vire gemaach bei Déieren a bei de Mënschen, déi mat dësen a Kontakt sinn.

Deen neie Virus, deen elo H1N1 G4 genannt gëtt, ass 2016, esou wéi Dir et gesot hutt, eng éischte Kéier fonnt ginn an huet verschidden Eegeschafte vun dem Schwéngsgrippevirus, déi eis nach gutt bekannt si vun der Pandemie 2009, och beinhalt. Esou kann e sech gutt op d'mënschlech Rezeptorproteine bannen, produzéiert vill Viruspartikelen an Zellkulture vu mënschlechen Epithelzellen an aus de Loftweeër - och erëm hei eng Kéier d'Loftweeër -, déi direkt implizéiert sinn a wéinst enger héijer Infektivitéit an enger Transmissioun iwwer Aerosolle bei verschiddenen Déieremodeller.

Et besteet weider eng just schwaach Kräizimmunitéit mat anere Grippeviren. Dat heescht, d'mënschlech Bevëlkerung ass aktuell schlecht géint och esou e Virus geschützt. Et gëtt och schonns indirekt Beweiser, datt de Virus de Mënsch effektiv infizéiere kann - ech mengen, Dir hutt et gesot -, well ongefeier 10 % vun den Aarbechter op enger Schwéngsfarm a China haten Antikierper géint dëse G4-Virus, wat een indirekten Temoin vun enger Infektioun ass. Dat Berouegend derbäi ass, datt effektiv zënter 2016 dëse Virus festgestallt gouf an et bis elo zu kengem Ausbroch komm ass.

D'OMS an déi chineesesch Gesondheetsautoritéite wäerten an hunn dëse Virus awer weider genau am A a wäerten och Alarm schloen, wann e sech ausbreet. An am Allgemengen, mengen ech, musse mer hei ënnersträichen, wéi ech ugefaangen hunn, datt ëmmer e Risiko besteet, datt nei Virusse wäerte kommen an de Covid-19 mat Sécherheet net dee leschte Virus war, deen an der Welt an ënnert de Mënsche wäert zirkuléieren a virun allem och wou Ausbréch eventuell - an ech hoffen, net ze vill - wäerte kommen.

An deem Sënn, mengen ech, ass et virun allem och wichteg, datt mer zu Lëtzebuerg zënter Joren e Pandemieplang hunn, dee baséiert virun allem emol elo op den Erfarunge vum Covid-19. Mir wäerten dëse Plang à jour setzen, fir virun allem dann och prett ze sinn, wann nei Virusse wäerte kommen an nei Pandemien eis wäerten erreechen.

Den Direkter vun der Santé huet och zousätzlech proposéiert, datt Lëtzebuerg sech sollt an engem Exercice vun enger externer Evaluatioun am Kader vum Règlement sanitaire international vun 2005 engagéieren. Dës sougenannten Joint External Evaluation, déi zesumme mat Experte vun der OMS a vun Europa gemaach gëtt, baséiert op engem Cahier de charges, dee systematesch 19 verschidden Domäner ofdeckt, déi bei enger Pandemie wichteg sinn. Dat geet vum legislative Kontext iwwert d'Koordinatioun, de Laborsystem, d'Capacitéite vun deem jeeweilege Gesondheetssystem an nach villes méi eraus. An ech mengen, et ass dat och de Wee, dee mer mussen aschloen, virun allem och ze kucken, aus der Covidkris ze léieren an och virun allem dëse Pandemieplang ze ajustéieren an zesumme mat der OMS och ze erstellen.

An deem Sënn, mengen ech, dat do gouf detektéiert. Bis elo ass dat eenzeg Berouegend, datt zënter 2016 effektiv keen Ausbroch war. Wat eis awer seet, datt zënter véier Joer effektiv dëse Virus an där Regioun ass, awer bis elo net virugedroe gouf.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Minister Romain Schneider.

9. Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 33 vum Här André Bauler iwwert d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen hu mir vill Gesetzer hei an der Chamber gestëmmt, déi als Zil haten, fir eise Betriber ze hëllefen, aus der Kris erauszekommen. Enger Kris, fir déi si am Fong net kënnen. Hinne soll gehollef ginn, fir sech kënnen eventuell nei opzestellen an d'Erausfuerderungen unzehuelen, déi sech am Kontext vun der Kris stellen an och doriwwer eraus.

D'DP begréisst, datt esou vill Suen an d'Hand geholl goufen, fir d'Relance oder den Neistart Lëtzebuerg ze erméiglechen. Mee mir wënschen eis och, datt dës Relance esou nohalteg wéi méiglech ass, well ech sinn iwwerzeegt, datt enges guddes Daags de Covid-19-Virus keen Theema méi wäert sinn, déi ekologesch a sanitär Defien awer dofir nach ëmmer méi aktuell wéi jee wäerte sinn.

Et ass ze begréissen, datt d'Économie circulaire, déi sougenannt Kreeslafwirtschaft, eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass, well se eise Betriber nei Entwécklungsméiglechkeete bitt an e groussen Deel derzou bäidréit, de Problemer am Ëmweltberäich entgéintzewierken.

Wéi d'Ministere Fayot an Delles den 22. Mee den Neistart Lëtzebuerg ugekënnegt hunn, gouf kloer gesot, datt d'Transitioun op eng méi nohalteg Wirtschaft soll beschleunegt ginn, andeems d'Investissementer an d'Kreeslafwirtschaft solle gefërdert ginn. Zig natierlech Ressourcë ginn ëmmer méi rar. Eis Bauschuttdeponië gi méi séier voll, wéi mer kucke kënnen, neier ginn dréngend gesicht. Dofir hunn d'Entreprisen all Interêt, op den Zuch vun der Économie circulaire ze klammen. Esou kënne se mat manner Matière-premièren auskommen, se produzéiere méi energieeffizient a bei der Kreeslafwirtschaft brauche mer manner Deponien, well d'Materialien en zweet oder drëtt Liewe kréien.

Mat der Kreeslafwirtschaft ginn eis natierlech Ressourcë besser genotzt. D'Liewensdauer vun engem Material gëtt verlängert, well et entweeder nach eemol benotzt ka ginn oder zu engem neie Produkt verschafft gëtt. D'Économie circulaire wäert net nëmmen der Ëmwelt eppes bréngen, nee, se wäert sech och fir eis Betriber an déi schaffend Leit lounen. Heifir muss et awer nach zu engem Paradigmewiessel kommen.

D'lescht Woch hu mer e Gesetz gestëmmt, dat d'Aidë fir energeetesch Renovatiounen an d'Luucht gesat huet. Dat ass natierlech e wichtege Schrëtt. An deem Zesummenhang hunn ech och un eis Betriber geduecht. An ech wollt haut den Här Wirtschaftsminister froen, wéi sech déi sougenannt Kreeslafwirtschaft déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet

a wat fir Ustrengungen nach gemaach wäerte ginn, fir dëse Creneau weider virunzedreiwen.

Dofir wollt ech follgend Froe stellen:

Éischtens: Wéi definéiert Dir, Här Minister, d'Kreeslafwirtschaft? Gëtt et eng allgemeng europäesch Definitioun, déi festhält, wat alles genee an de Beräich vun der Économie circulaire fält an och als solcht kann ënnerstëtzt ginn?

Zweetens: Wéi gesäit déi aktuell Subsidiatioun vum Ministère fir d'Betriber am Kontext Économie circulaire aus, finanziell, logistesch an a puncto Berodung?

Drëttens: Wat fir eng Zort Betriber investéieren zu Lëtzebuerg an d'Kreeslafwirtschaft? Wat fir Betriber missten nach méi incitéiert ginn, fir dee Schrëtt ze woen?

Véiertens: Kann den Här Minister der Chamber vläicht e puer Beispiller vu Branchen nennen, déi scho vill an d'Économie circulaire investéiert hunn an esou am beschte konkretiséieren, wéi een dat an Zukunft och weider upake kann?

Fënneftens: Wann de Staat am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft baut, wéi dat zum Beispill beim Projet Wunne mat der Wooltz de Fall wäert sinn, fënnt hien da genuch Betriber zu Lëtzebuerg, fir esou e Projet ze realiséieren? Oder muss hien och op Betriber aus dem noen a méi wäiten Ausland zréckgräifen?

Sechstens a leschtens: Wat huet sech mat der Covidkris konkreet geännert? Sinn nei Moossnamen oder Instrumenter geplangt, fir d'Transitioun an d'Kreeslafwirtschaft ze acceleréieren?

Dir gesitt, Här President, wann ech nach e ganz e bësse weiderfueren, dann hunn ech bal eng Punktlandung a puncto Zäit hikritt. Dofir soen ech Iech Merci, Här Minister, fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Energieminister Claude Turmes an dann duerno den Här Wirtschaftsminister. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert. Ech widerhuelen, datt der Regierung am Ganzen zéng Minutten zoustinn.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gudde Mëtteg! Villmools merci dem honorabelen Deputéierten André Bauler fir déi Fro. D'Économie circulaire ass, denken ech, niewent der Energie- a Klimapolitik an deelweis souguer fir d'Energie- an d'Klimapolitik e ganz, ganz zentrale Bestanddeel, fir eeben ze verhënneren, dass eis Ekosystemer iwwerstrapazéiert ginn, dass mer och a Knappheete komme vu Ressourcen. An ech denken, wat ganz, ganz wichteg ass ze verstoen, an d'Covidkris huet dat jo deelweis gewisen: D'Économie circulaire kéint eis och wierklech hëllefen, eis geopolitesch Onofhängegkeet vu verschiddene Ressourcen oder a verschiddene Wirtschaftszweiger ze verbesseren.

Et gëtt awer eppes, mengen ech, wat ganz, ganz wichteg ze verstoen ass: An der Energie- an der Klimapolitik, do kann ech Gesetzer maachen, Norme maachen, an déi brénge mech scho ganz wäit. Ech maachen eng Norm iwwer Autoen, an da verbrauchen déi ganz vill manner. Ech maachen eng Norm iwwer nei Gebaier, an ech kann Null-Energie-Gebaier bauen, ech ka Plus-Energie-Gebaier bauen. An ech kéint Iech ... Mir hunn an der EU eng Gesetzgeebung, déi heescht „Ecodesign", fir sämtlech Frigoen an esou weider. Dat heescht, bei Energie, do kann ech iwwer Gesetzer ganz, ganz vill maachen.

An d'Économie circulaire, dat ass eppes, dat ass iwwer Standarden, iwwer Norme vill, vill méi schwéier ze faassen. An duerfir, als Approche, fir an der Économie circulaire erfollegräich ze sinn, kann een net nëmmen normativ virgoen, mee et muss ee vill méi kollaborativ virgoen, fir d'ganz Gesellschaft, d'ganz Wirtschaft matanzebannen. An dann denken ech, och an enger Regierung, wann ech elo ufänken ze zielen, wien do alles domat ze dinn huet an der Regierung, wäert Der gesinn, et ass net ee Minister, et sinn der net zwee, mee et sinn der dräi, véier, fënnef, sechs, well d'Économie circulaire vun hirer Essenz hier eng aner Approche brauch wéi eeben zum Beispill d'Energie- a Klimapolitik.

Vläicht dann einfach: Wou si mer drun an der Regierung? Et ass esou, dass mäi Ministère iwwert den Arrêt grand-ducal eigentlech deen ass, deen d'Koordinatioun soll maache vun dem Politeschen an, loosse mer soen, vun der Strategie.

Et ass natierlech esou, dass d'Carole Dieschbourg als Ëmweltministesch e bëssen d'Basis och setzt. Well déi ganz Offallgesetzgeebung, ob mir Eewee hunn oder Méiwee hunn, ob mir ... Also alles, wat Offallgesetzgeebung ass, ass am Ëmweltministère.

An dann ass et natierlech esou, dass de Wirtschaftsministère an där heite Fro eng immens wichteg Roll spillt, well, wéi ech gesot hunn: „Du kanns dat net nëmmen normativ maachen. Du muss dat eeben och maachen doduerch, dass de quasi proaktiv vun Ufank un d'Wirtschaftskräfte matabënns." An duerfir huet de Franz Fayot als Wirtschaftsminister och e grousse Rôle.

An et ass esou, dass mir dräi zesummen, awer och mat anere Ministèren, elo amgaange sinn, un enger méi detailléierter Économie-circulaire-Strategie ze schaffen. A mir wäerten nom Summer heihinner zréckkommen.

A wann ech soen, aner Ministeren, ech ginn Iech nach e Beispill: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Firma, déi ass net wäit ewech vun do, wou s du wunns a wou ech hierkommen, iergendwou zwëschent Dikrech an Ierpeldeng, déi baut, an déi probéiert elo, Parkhaiser ze bauen, déi circulaire sinn. Dat heescht, e Parkhaus, wat s de erëm kanns ofrappen. Ech war déi elo jéngst besichen.

De Problem ass net, dass de herno dat alles zesummeschraufs an erëm ofrappe kanns. De Problem ass, déi Firma, déi verkeeft haut Parkhaiser. Vläicht ass awer d'Zukunft, dass de de Leasing méchs vun engem Parkhaus. Dat heescht, du gëss engem e Parkhaus, also du baus et, an da verlouns de et eigentlech iwwer 25, 30 Joer. An dat huet natierlech op de Businessmodell vun enger Firma en immensen Impakt. Well wann ech et verkafen, dann hunn ech Cash an der Täsch, wann ech et leasen, dann ass et jo sou, de Banker oder den Auditeur, dee kuckt mech jo ganz aneschters. An duerfir brauche mer och an deem heiten Dossier eng immens enk Zesummenaarbecht mam Finanzministère, well Économie circulaire, ouni dass och Accounting Rules wéi de Risiko vun enger Firma bewäert ginn, ass warscheinlech ..., du kriss e gewëssene Wee gaangen, awer du kënns net ganz, ganz wäit, wann s de net och do agéiers.

An deen anere Minister, dee mer och wierklech brauchen, ass de Minister vun de Marchépublicken, de François Bausch. Well, ech mengen, Dir stellt Är Fro: „Wa mer lo Ausschreiwunge maachen, hu mer da Betriber?" Dat heescht, et ass „chicken-and-egg". Wa mir d'Ausschreiwungen net gutt maachen, dann zéie mer och keng Betriber un. Also musse mer och déi ganz Marché-publicke wierklech notzen, fir eis Betriber op déi nei Zäit, op d'Économie circulaire virzebereeden.

Da vläicht zur Strategie: Déi wäert, loosse mer soen, den Iwwerbau maachen. Mir wäerten och, an dat ass keng einfach Aufgab, probéieren, eng Definitioun ze fannen, mat där mer dann alleguerten d'accord sinn. Haut ass et nach e bëssen esou, deen een, dee wiesselt zwou Dieren aus a seet: „Ech sinn Économie circulaire." Deen aneren, dee mécht e bëssen Offallpolitik a seet: „Ech sinn Économie circulaire." Dat heescht, mir hunn am Moment im Staate Luxemburg keng eenheetlech Definitioun. A mir brauchen eng, fir dass mer duerno och alleguerte wëssen: Vu wat schwätze mer? Dat heescht, dat wäert e weesentleche Bestanddeel si vun der Strategie: eng eenheetlech Definitioun, déi mer dann och gäre mat Iech eng Kéier am Detail diskutéieren.

Dat Zweet ass d'Gouvernance. D'Gouvernance, dat heescht: Wéi organiséiere mer eis, fir dass de Lien mat de Wirtschaftskräften esou gutt wéi méiglech ass? Dat heescht, mir brauchen e Gremium, wou déi och mat um Dësch sëtzen, fir eebe mat eis zesummen dann am Detail Projeten ze maachen.

Gutt. An da si mer ... Elo hunn ech nach ..., elo wäert Der soen: „Majo, wéini kënnt en dann zum Punkt?"

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kommt esou lues zum Schluss, Här Turmes! Ech hat Iech drop opmierksam gemaach gehat, datt d'Regierung zéng Minutten huet.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An Dir hutt awer och gesot, datt den Här Wirtschaftsminister och zu där Fro, déi jo am Fong geholl un de Wirtschaftsminister geriicht war, wëllt Stellung huelen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo. Ech hu probéiert, un de Franz ze kommen. Am Moment siche mer de Franz.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet zéng Minutten. D'Regierung muss sech arrangéieren.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo.

(Brouhaha)

Okay. Gutt. Ech fuere mol virun.

(Hilarité et interruption)

A, do bass de effektiv! Pardon! Ech hat de Franz net gesinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wou steet de Compteur dann, Här President?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Lauschtert dann, ech stoppen hei, well déi aner Deeler sinn natierlech dann déi ganz konkreet Pilotprojeten. Ech maachen der eng Rei am Beräich vum Bauen an de Franz wäert Iech elo eng ganz Rei Beispiller ginn am Beräich vun de Betriber, wou mer eebe schonn ugefaangen hunn an och elo weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Energieminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir déi Froen, déi en hei gestallt huet zu dem Sujet vun der Kreeslafwirtschaft. Ech probéieren dann, an deenen dräi Minutten e klengen Tour d'horizon ze ginn iwwert déi Saachen, déi effektiv scho geschitt sinn an deem Beräich, déi mer scho gemaach hunn, haaptsächlech am Wirtschaftsministère bis elo. Et ass esou, dass am Februar 2016 de Startschoss gemaach ginn ass zu dëser ganzer Strategie ronderëm d'Kreeslafwirtschaft. Do ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Économie circulaire, mat enger ganzer Rei Piste fir dëse Secteur. Et ass en fait fonnt ginn, dass dat e ganz prometteure Wee wär fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. A säithier sinn do eng ganz Rei Saache geschitt.

Fir direkt dann op Är Froen anzegoen. Dir hutt an enger éischter ... De Claude Turmes ass schonn e bëssen op d'Theema vun den Definitiounen agaangen, ech loossen dat op der Säit. Dir hutt gefrot, wéi dann d'Ënnerstëtzung ausgesäit vum Ministère fir de Beräich vun der Kreeslafwirtschaft. Do gëtt et u sech dräi Typpe vun Ënnerstëtzung: Deen een ass finanziell, deen aneren ass logistesch an deen aneren ass a puncto vu Berodung.

Wat fir d'éischt emol dee finanzielle Volet ugeet, esou ass et esou, dass et do eng Rei Aidë gëtt. Dir wësst, dass mer den Donneschdeg en neie Projet de loi presentéieren iwwer Aiden am Kontext vu Covid-19. Do ass e Volet Économie circulaire dobäi. Dat heescht, do kréie Betriber, wa se an d'Kreeslafwirtschaft investéieren, eng supplementaire Tranche, e Bonus vun 20 % Zouschoss fir dee Volet ausbezuelt. Natierlech sinn do niewendrun och nach aner Recherche- an Investitiounshëllefen disponibel fir circulaire Projeten. Dat gëtt och reegelméisseg gemaach, dass Entreprisë fir esou Saache Sue kréien.

Dann ass et esou, dass mat Luxinnovation eng ganz Rei Saache gemaach ginn am Beräich vun der Finanzéierung, engersäits duerch de Programm Fit 4 Circularity, awer och de Programm Fit 4 Resilience, dee lo presentéiert ginn ass am Kontext vum Programm Neistart. Och do ass e Finanzement virgesinn am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft.

Dann am Beräich vun der Berodung, och do mécht Luxinnovation eng ganz Rei Saachen: Nach eng Kéier Fit 4 Circularity, Fit 4 Resilience, do kënne Betriber sech berode loossen, wa se sech da wëllen ëmstellen op d'Kreeslafwirtschaft. Mee et gëtt awer och eng Rei Clusteren, wou Saache geschéien. Notamment am Clean-Tech Cluster, wou de Recyclage vu Plastik gemaach gëtt. Am Beräich vun der Konstruktioun awer och de Wood Cluster, wou eng ganz Rei Saache geschéien, déi eppes mat Kreeslafwirtschaft ze dinn hunn. Hei kann een zum Beispill d'Projeten „Holz vun hei" an „Holzhaff" nennen, déi wierklech sollen eppes fir déi regional, circulaire Notzung maache vum Rostoff Holz.

Et gëtt och bis Enn des Joers mat Luxinnovation eng nei Kompetitioun geplangt, fir justement eppes ze maachen am Beräich vun de kreativen Industrien, fir och do an der Kreeslafwirtschaft virunzekommen.

An dann ass et esou, dass mer och eng Rei Saache maachen, wou mer Entreprisen ënnerstëtzen doduerch, dass mer Marchéen ausschreiwen, déi ausgeriicht sinn op d'Économie circulaire. Do kann ee soen, dass zum Beispill um Automotive Campus zu Biissen de Parking gebaut ginn ass no de Precepte vun der Kreeslafwirtschaft, an och de Pavillon vun der Weltausstellung zu Dubai ass konzipéiert ginn no de Reegele vun der Économie circulaire.

Et sief och nach gesot, dass mer zesumme mam Finanzministère eng Etüd viru Kuerzem ausgeschriwwen hunn, fir e Plang ze maachen, dee Lëtzebuerg soll zu engem serviceorientéierten Zentrum maache fir d'Économie circulaire an Europa, och dat erëm eng Kéier fir d'Signal ze ginn no baussen, dass mer wëllen en europäeschen Zentrum ginn am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, fir Betriber heihinnerzebréngen, déi och doranner Kompetenzen hunn.

Dir hutt och gefrot, ob mer an deene Beräicher, wou gebaut gëtt, déi néideg Betriber hunn. Do ass et esou, dass do fir de Moment d'Situatioun déi ass, dass mer déi net ëmmer hunn. Dofir musse mer zesummeschaffe mat Betriber, déi an der Regioun aktiv sinn. Och dat ass erëm eng Kéier e Signal no baussen, dass Lëtzebuerg sech gären als Zentrum fir Kreeslafwirtschaft positionéiert. Et ass och, mengen ech, ganz an der Philosophie vun der Kreeslafwirtschaft, fir kollaborativ ze schaffen, fir ze kucken, dass een do zesumme weiderkënnt.

Dann ass nach ee Punkt, deen ech wollt mentionéieren, well deen och wichteg ass, well, wéi de Claude Turmes sot, d'Kreeslafwirtschaft ass e Ganzt, et ass eng holistesch Approche. An dofir si mer am Beräich vun der Logistik ënnerwee, fir säit zwee Joer zesumme mat Partner aus zwielef Länner de Product Circularity Datasheet ze entwéckelen. Dat ass en neie Standard, deen et erlaabt, fir fir all Produit zu all Moment vu senger Produktiounsketten a senger Notzung kloer Informatiounen ze hunn, wat säi circulairet Potenzial ass a wéi dëse ka weiderverwäert ginn.

Wéi gesot, hei si mer Virreider als Lëtzebuerg a mir stoussen op grousst Interessi am Ausland. Do sinn zum Beispill grouss Acteure wéi Saint-Gobain, awer och Ikea, déi do ganz interesséiert sinn. Wéi gesot, dat wäert e Standard ginn, wou et Entreprisen zu Lëtzebuerg a weltwäit erlaabt gëtt, fir effizient circulaire logistesch Systemer opzebauen, fir dass all Produit dohinnerkënnt, wou e weider kann da schlussendlech och verschafft ginn.

Voilà! Ech hätt nach eng Partie aner Saachen ze soen. Dat maache mer dann eng aner Kéier. Dat hei, mengen ech, ass en Debat wäert, deen e bëssen och iwwer eng Question élargie erausgeet. Mee ech si sécher, dass mer nach d'Occasioun wäerte kréien, fir och an Zukunft heiriwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

10. Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement »

Da kéime mer elo zur erweiderter Fro Nummer 40 vum Här Marc Lies iwwert de sektorielle Logementsplang. Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt de Froesteller fënnef Minutten Zäit huet, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet och hei nëmmen zéng Minutten.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech mengen, de Logement ass e Sujet, deen eis iwwert déi lescht Jore vill an oft beschäftegt huet. Leider ass awer an deene leschte Joren net onbedéngt dat ëmgesat ginn, wat och wärend Joren annoncéiert ginn ass: datt de Wunnengsbau eng absolutt Prioritéit huet.

De Plan sectoriel « Logement » ass no ville Joren Aarbecht elo enfin finalement ... Den 12. Mee gouf en aviséiert, gouf de Règlement grand-ducal iwwert de Plan sectoriel « Logement » vum Staatsrot aviséiert. E Staatsrot, dee sech awer och ganz kritesch mat dësem Plan sectoriel « Logement » ausenanersetzt, notamment hannerfreet: „Wéi ass et mat der Ëmsetzbarkeet vun dësem Plan sectoriel « Logement »?"

E Plan sectoriel, deen am Ganze 481 Hektar ausweist, an 20 verschidde Projete gebündelt, wou een awer feststelle muss, datt eng ganz Partie Projeten dora virgesi sinn, déi innerhalb vum Perimeter leien. Innerhalb vum Perimeter, dat bedeit ganz kloer, datt déi en concurrence stinn zum PAG an dann awer och zu de jeeweilege PAPen eventuell.

Wat bedeit dat? Wann déi a Konkurrenz stinn, da kann et ganz gutt sinn, datt do verschidden Upassungen nees eng Kéier musse gemaach ginn, souwuel an de PAPen, eventuell vläicht och souguer nach an de PAGen, soudatt dat sécherlech zu Komplikatioune féiert an datt dee Plan sectoriel « Logement » en tant que tel, also déi 481 Hektar, guer net esou séier ëmsetzbar sinn.

Ënner anerem gëtt och vu Projete geschwat, déi awer schonn zanter Joren an der Diskussioun sinn. Ech kucken zu menger Rietser de Marco Schank, deemools nach Wunnengsbauminister, awer och virdrun ënnert dem Fernand Boden, wou vu Projete scho virun zeg Jore geschwat ginn ass: NeiSchmelz zu Diddeleng oder beispillsweis Wunne mat der Wooltz zu

Wolz, déi ëmmerhi 55 Hektar vun deene 481 Hektar ausmaachen.

Also de Plan sectoriel « Logement », wéi en elo an dëser Mouture virläit, ass ganz kloer ideologesch gepräägt. Dat, mengen ech, konnt ee bei enger éischter Vue op dëse Plan sectoriel och direkt erkennen. En ass genausou ideologesch gepräägt wéi verschidden Avisen oder eng Rei vun Avisen, déi vum Émweltministère un d'Gemenge gaange sinn am Kader vun dem Ausschaffe vun de PAGen, wou Drock - an ech betounen: Drock! - op d'Gemengen ausgeüübt ginn ass, fir keng zousätzlech Ausweidung vum Perimeter ze maachen, fir dorop kënnen abordabele Wunnraum ze realiséieren.

Ech mengen, dat sinn net ech, deen dat seet. Dat sinn och eng ganz Partie aner Gemengeresponsabeler, déi dat soen. Als Buergermeeschter vun enger Gemeng aus dem Land kann ech deem definitiv nëmmen zoustëmmen. Soudatt déi ideologesch gepräägten Attitüd, wat abordabele Wunnraum ugeet, sécherlech net zilfürend ass. An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen: Wéi komme mer an deenen nächste Jore wierklech zu deem Wunnraum, also abordabele Wunnraum, dee mer wierklech och brauchen, wann effektiv och dëse Plan sectoriel, wéi gesot, zu engem groussen Deel där Ideologie no virgeet?

Ech kéint hei Rechebeispiller maachen, dofir feelt mer, mengen ech, awer elo e bëssen d'Zäit. Just fir kuerz ze monéieren op zwee Pläng, déi hei an der Stad respektiv an der Nopeschgemeng zu Hesper ëmgesat ginn: Do geet et eng Kéier ëm de Projet Kennedy Sud an dann awer och zu Hesper, an der Gemeng Hesper um Houwald, wou drasteet Midfield, wat sécherlech en plus net der Realitéit entsprécht. De Midfield ass geografesch anerwäerts orientéiert, soudatt een och dëse Plan sectoriel vun der Genauegkeet hier muss a Fro stellen, ob deen deem wierklech entsprécht, wat herno en réalité och soll ëmgesat ginn.

An do komme Problemer, déi sech stelle mat der Genauegkeet, mat der Ausweisung vum PAG respektiv vu verschiddene PAPen, soudatt dann dee Moment och déi Fiche financière, wann ech da schwätze vu Virkafsrecht, soudatt dat net ëmsetzbar ass en tant que tel.

Do stinn 33 Milliounen dran - wéi gesot, do muss ech awer liicht eng Kéier schmunzelen! Wann ech just zwee Projeten huelen elo aus der Stad Lëtzebuerg: Kennedy Sud, 9,9 Hektar, an dann zu Hesper Midfield - wat net Midfield ass, wat Rue des Scillas ass - 9,4 Hektar, da sinn dat 19,3 Hektar, wat 4 % vum Plan sectoriel « Logement » ausmécht. Wann ech dat eng Kéier héichrechnen, wat d'Part foncière vun deem ausmécht, an ech soen, datt hei eng 300 Wunnengen ënner abordabele Konditioune kéinten oder misste gebaut ginn, da wär dat reng en Invest vun 58 Milliounen. Also dofir, déi 33 Millioune fir dee ganze Plan sectoriel « Logement », et deet mer leed, do mengen ech, do komme mer definitiv net hin!

Elo dann awer zu menge Froen: Éischtens emol gëtt jo am Plan sectoriel « Logement » geschwat vun am Ganzen 30 % Logement à coût modéré. D'Fro ass déi: Déi 30 %, bezéien déi sech wierklech op déi Part logement oder gëtt dat op déi Gesamtfläch vun deem ganze Plang da berechent? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro, mengen ech, dat ass d'Fro vun de Froen: Wat ass iwwerhaapt Logement à coût modéré? Gëtt et dofir eng genau Definitioun, wéi et am Artikel 7 hei steet? Duerfir déi Fro: Kënnt Der eis soen, wat ass Logement à coût modéré? Dat huet och domat ze dinn, wéi een un de Foncier kënnt respektiv wéi een dann do och dee Wunnengsbau an dëse Secteuren hei kann ëmsetzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Landesplanung Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Gutt. Ech mengen, den honorabelen Deputéierte Lies huet scho gesot, wou mer dru sinn an der Prozedur. Mir hunn den 12. Mee den Avis vum Staatsrot zréckkritt. Ech sinn elo amgaang, ganz aktiv drun ze schaffen, dass mer deene lescht Commentairë vum Staatsrot Rechnung droen. An ech sinn optimistesch, dass nom Summer endlech dann déi Plan-sectorielle kënne mat der Publikatioun vun de Règlement-grand-ducallen a Kraaft trieden.

Ech mengen, et sinn der jo véier. Deen, ëm deen et jo haut méi prezis geet, ass de Plan sectoriel « Logement ». Do geet et jo drëm, dass mer soen, wou mer prioritär wëlle Wunnraum schafen, an zwar aus landesplanerescher Siicht.

Wat heescht dat? Mir hunn eigentlech dräi Saache privilegiéiert. Dat eent si Flächen, déi gutt un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn, fir eeben ze verhënneren, dass d'Leit ëmmer mussen den Auto huelen. Dat heescht, datt se op enger Plaz wunnen, wou se eventuell och ouni Auto op hir Aarbecht, an d'Schoul, an d'Butteker kommen.

Dat Zweet ass, an ech mengen, dat ass an engem Land, dat wéineg Flächen zur Verfügung huet, immens wichteg: Mir hunn eng Prioritéit op der Neinotzung vun Industriefrichen, also vu Broochen, déi schonn do waren. An ech mengen, dass dat immens wichteg ass, dass mer mat eiser Natur, mat der Biodiversitéit ganz spuersam ëmginn an dat respektéieren a probéieren, eeben do ze urbaniséieren, wou mer Flächen hunn, déi schonn eventuell eng Kéier genotzt gi sinn.

An dat Drëtt, wat jo eigentlech de Plan sectoriel « Logement » sécherstellt, ass, dass déi Fläche wierklech solle prioritär fir de Logement sinn. Dat heescht, et kënne mol nach Infrastrukture wéi Schoulen oder esou dohikommen, déi direkt domat ze dinn hunn, mee et soll net dann zum Beispill e Mix entstoe mat Aktivitéitszon an esou weider. Dat si wierklech Flächen, déi do si fir de Logement.

Insgesamt sinn et 480 Hektar. Wann een dat graff rechent - dat hänkt natierlech dovun of, wéi dense herno op deene Fläche gebaut gëtt -, si mer do am Beräich vun iergendeppes zwëschent 12.000 a 17.000 Wunnengen, dat heescht, plus/minus 35.000 Leit, fir déi mer awer heiriwwer kënne quasi nei Wunnenge schafen.

Bartreng, Biwer, Conter, Ierpeldeng zwëschen Dikrech an Ettelbréck, Diddeleng, Esch/Uelzecht, Hesper, Keel, Luerenzweiler, d'Stad Lëtzebuerg a Richtung Porte de Hollerich, Kierchbierg, Mamer, Miersch, Péiteng, Réiser, Stengefort, Wolz. Also Dir gesitt, et ass quasi am ganze Land, wou do Fläche lo reservéiert ginn, fir an d'Richtung ze goen, fir eis Wunnengsbaunout ze linderen.

An dat, wou ech immens houfreg driwwer sinn, ass, dass mer heiriwwer jo net nëmme Flächen ausweisen, mee eng grouss Prioritéit op de Coût modéré setzen, dat heescht, virun allem op d'Location à coût abordable, well mer jo vun 10 % op 30 % eropginn. An ech mengen, dat ass eng Prioritéit vun dëser Regierung, fir eebe grad verstäerkt Wunnraum ze schafe fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn.

Alles dat ass de Plan sectoriel « Logement ». An dann ass et natierlech esou, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht brauche mat de Gemengen, fir dass déi Terrainen, déi do reservéiert sinn, dann och ëmgesat ginn. An et ass esou, dass den Henri Kox amgaang ass - well et ass jo eng ganz laang Viraarbecht -, och zesumme mat de Gemengen um Pacte Logement ze schaffen. A wouvu mer eis wierklech dann eng nei Dynamik, méi eng Schnellegkeet erwaarden, dat ass, dass engersäits Logementsberoder agestallt ginn, déi de Gemengen hëllefen. An ech mengen, hei sinn e puer Leit och, wéi den Emile Eicher an anerer, déi jo ganz enk do mam Henri Kox dru geschafft hunn.

An dat anert ass natierlech déi finanziell Ënnerstëtzung, engersäits fir Pläng ze maachen, fir eeben ... Ech mengen, du brauchs eng gutt Basis, dass de weess, wou s de higees. An dat anert ass natierlech och d'Finanzéierung deelweis vun de Wunnengen, awer deelweis och vun Infrastrukturen, déi néideg sinn, fir dass mer de Leit, déi dohinner wunne kommen, eng héich Liewensqualitéit bidden. Déi Instrumenter gëllen natierlech net nëmme fir de Plan sectoriel, mee gëllen och fir all déi Terrainen, déi mer an de Perimeteren hunn. A mir hunn Terrainen an de Perimeteren haut, fir 100.000 Wunnengen ze bauen. Dat heescht, an de besteeënde Perimeteren hu mer eigentlech Plaz, fir eis Wunnengsbaunout ze adresséieren.

Gutt, dat sinn déi Méiglechkeete vum Staat. Dann ass et natierlech nach esou, dass mer de Fonds du logement hunn. Mir hunn d'SNHBM. Ech mengen, Dir hutt och matkritt, dass de FUAK eng nei Missioun, eng zousätzlech Missioun kritt huet am Beräich vum Logement a vun dohier natierlech och e staarke Motor ass, fir dat zum Beispill um Kierchbierg ëmzesetzen.

Zu zwee Aspekter wollt ech dann nach eppes soen. Dat eent ass déi Remark, dat hei géif elo besteeënd PAPen oder PAGe schwiereg maachen. Am Joer 2018 war eng Consultation publique. Iergendeen, dee behaapt, e wéisst net, wat op ons géif zoukommen, och bei engem Projet vun 10 op 30 ... Ech mengen, dat steet säit Joren am Raum an dofir ass dat einfach kloer: Wann ech op deene Flächen e Projet hunn, da weess ech, dass et a Richtung vun 30 % à coût modéré geet. Ech mengen, d'Konditioune vun der Stee si kloer. A mir setzen dat elo ëm. A mir setzen dat ëm zesummen, mengen ech, an enger flotter Dynamik zwëschent dem Staat op där enger Säit an de Gemengen op där anerer Säit.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. An da komme mer ... Den Här Lies huet nach eng Zousazfro.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat eigentlech zwou Froe gestallt, ech krut awer op keng vun deenen zwou Froen eng Äntwert.

Ech mengen, déi lescht Fro, déi ech gestallt hunn, dat war d'Fro: „Wat ass Logement à coût modéré?" An ech mengen, dat ass eng zentral Fro, déi mer eis zanter Jore stellen, mee op déi mer bis elo nach ni eng Äntwert kritt hunn, respektiv et ass keng Definitioun do, déi et dofir gëtt. An duerfir wär ech awer elo net onfrou, fir gewuer ze ginn, ob d'Regierung un enger Definitioun vun engem Logement à coût modéré schafft. Well wéi soll ee bei e Proprietär vun engem Terrain goe respektiv mat engem Proprietär, mat engem Promoteur negociéieren, wann een iwwerhaapt net weess, wat iwwerhaapt Logement à coût modéré ass?!

Datt dat vun 10 % op 30 % an d'Luucht gesat gëtt, dat ass éierewäert. Mee, wéi gesot, d'Definitioun vum Logement à coût modéré, déi feelt. An dofir wär et awer wichteg, och vu landesplanerescher Säit aus, gewuer ze ginn, ob un enger Definitioun do geschafft gëtt oder net.

Merci.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire.*- Merci fir déi Nofro. Ech mengen, et ass e Punkt, dee mer musse klären. Mir si konfrontéiert domadder, dass deelweis a Gesetzer, wou den Interieur responsabel ass, deelweis a Gesetzer, wou de Logement responsabel ass, deelweis beim Amenagement do verschidden Definitioune sinn, a mir sinn eis deem Punkt bewosst.

Den Henri Kox ass amgaang, och mat der Ministesch vum Interieur, mam Taina Bofferding, déi Saach eescht ze huelen an ze kucken, dass mer elo eng Äntwert fannen. A wann den Henri Kox kënnt déi nächste Kéier, fir eeben och de Pacte Logement a senger finaler Form virzestellen, dann ass dat en Deel vun där Äntwert, déi do wäert dra sinn.

An ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass zum Beispill déi Seuilen, déi mer haut hunn, deelweis mussen adaptéiert ginn, dass do eng ganz Aarbecht néideg ass. Den Henri Kox ass amgaangen, dat ze maachen. Mir sinn amgaangen, dat ze maachen an der Regierung. Hutt nach e bësse Gedold! Mee Dir kritt eng gutt Äntwert op déi dote Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes.

11. Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène

D'erweidert Fro Nummer 41 vum Här Gusty Graas iwwert den Impakt vun der Strategie „De la ferme à la table" vun der Europäescher Kommissioun op déi eenheemesch Landwirtschaft steet als nächste Punkt um Ordre du jour. An den Här Gusty Graas steet scho virum Pult.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. De leschten 20. Mee, dunn huet d'Europäesch Kommissioun hire Strategiepabeier presentéiert „Farm to Fork". An zwar geet et dorëms, fir méi en nohaltegen Ernärungssystem opzebauen, dat heescht, och eng nei global Approche ze entwéckelen. Mir wësse jo och, datt d'Liewensmëttelproduktioun zum Beispill och ganz staark zur Klimaverännerung bäidréit. Ech wëll just drun erënneren, datt an der Europäescher Unioun zum Beispill d'Landwirtschaft fir 10,3 % vun den Zäregase verantwortlech ass. Do entfale 70 % eleng op d'Véizuucht. An 68 % vun de gesamten Agrarfläche ginn um Niveau vun der Europäescher Unioun fir d'Déierenhalung gebraucht.

Duerch déi nei Strategie sollen u sech elo d'Baueren, d'Wënzer, d'Geméisproduzenten an och d'Fëscher, déi bis elo nohalteg gewirtschaft hunn, nach méi ënnerstëtzt ginn. An déi, déi dat bis elo nach méi op eng traditionell Manéier gemaach hunn, sollen och an Zukunft méi vun esou Subventioune kënne profitéieren.

D'Europäesch Unioun wëllt nämlech hunn, datt grad hir Produktioun soll u sech eng weltwäit Norm erreechen. A grad d'Covidkris huet eis jo gewisen oder weist virun allem nach, datt jo och eng gewëssen Interrelatioun besteet zwëschent Gesondheet, Ekosystemer a Liewensmëttelproduktioun an och virun allem eisen lessgewunnechten. Duerfir ass de Konsument, an dat hu mer jo och gutt déi lescht Wochen a Méint gemierkt, nach méi kritesch ginn an en ass och méi wieleresch ginn. Dat ass och gutt esou. Dat heescht, seng Demande konzentréiert sech och an Zukunft mat Sécherheet méi op regional Produkter, déi frësch sinn a wou och virun allem laang Transportweeër wäerten entfalen.

Mir hunn an deene leschte Méint jiddefalls gemierkt, wat fir eng grouss Chance mer hei zu Lëtzebuerg haten, datt mer eng staark Landwirtschaft hunn, déi nach wie vor gutt Produite konnt hierstellen.

Déi Strategie „Farm to Fork", déi huet u sech fënnef Schwéierpunkten. Ech wëll net ze vill an den Detail agoen, et sinn der nach eng Rei weider, mee et sinn der virun allem fënnef, déi ee kann hei ernimmen.

Fir d'éischt emol, eng gesond Ernärung garantéieren. Wat heescht dat konkreet? Mee virun allem emol och, den Asaz vu Pestiziden zréckfueren. An zwar bis d'Joer 2030 sollen déi ganz gefäierlech Pestiziden ëm 50 % zréckgefuer ginn an d'Pestiziden insgesamt sollen, wéi gesot, och 50 % manner agesat ginn an Zukunft. Dann ass och eng Reduktioun vun den Düngemëttele vun 20 % virgesinn.

Méi Proteinne sollen op planzlecher Basis verfiddert ginn, déi virun allem awer och um europäeschen Territoire hiergestallt ginn. Nei Fuddermëttele ginn och an d'A gefaasst, zum Beispill, an dat kléngt den éischte Moment vläicht fir een net esou ageweiten e bësse speziell, mee zum Beispill Insekten, zum Beispill Algen, dat ass och elo virgesinn.

An dann natierlech och, wat e bëssen e Corollaire ass zu deem, wat och eis Regierung virgesinn huet, datt bis d'Joer 2030 solle mindestens 25 % vun der landwirtschaftlecher Fläch biologesch bewirtschaft ginn.

De Gaspillage alimentaire soll dann ëm 50 % reduzéiert ginn.

An drëttens, an der Liewensmëttelproduktioun soll och d'Fraude bekämpft ginn. Ech wëll hei och op deen neie rezente Skandal vun Tönnies an Däitschland hiweisen. Do brauch een net weider Wierder elo hei falen ze loossen.

An dann ass awer och virgesinn, datt méi verstäerkt soll mat Europol an dem OLAF, dat ass den Office européen de lutte antifraude, zesummegeschafft ginn.

E véierte Punkt, dat ass, natierlech och verstäerkt an d'Recherche an an d'Innovatioun ze investéieren.

An dann och Donnéeën an Erfarungswäerter austauschen, dat ass e fënnefte wichtege Punkt.

Dowéinst, Här Minister, wollt ech awer elo eng Rei Froen un Iech stellen, an dat sinn der am Ganzen eng hallef Dosen, well dat do jo awer e weesentlechen, wichtege Punkt ass, eng Strategie, déi jo mat Sécherheet e gewëssenen Impakt och op déi national Landwirtschaft wäert hunn.

Éischtens: Wéi steet de Lëtzebuerger Landwirtschaftsministère zu der Farm-to-Fork-Strategie?

Zweetens: Gëtt et an Ären Aen och rout Linnen, déi vläicht net däerfen oder kënnen iwwerschratt ginn?

An drëttens: Dréit déi Strategie hei awer och der Wirtschaftlechkeet vun de Lëtzebuerger Betriber genuch Rechnung?

Véiertens: Ass d'Produktioun vu Mëllech, Fleesch a Setzgromperen zu Lëtzebuerg och elo an Zukunft nach an där Form méiglech, wéi mer dat de Moment gewinnt sinn? Besteet net och e gewësse Risiko, datt elo vläicht eng Auslagerung vun esou Produktiounen an d'Ausland kann d'Konsequenz sinn?

Fënneftens: Wéi eng Chancen hunn an Zukunft zum Beispill och nach de Rapsueleg an de Biodiesel?

An dann nach eng lescht Fro: Steet déi Strategie och elo am Aklang mat eisem nationalen Aktiounsplang fir d'Förderung vun der biologescher Landwirtschaft?

Ech soen Iech Merci am Viraus fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Deputéierte Gusty Graas fir d'Uschneiden effektiv vun dëser neier Strategie „Farm to Fork" oder „Ferme à la table" oder, wéi mir hei zu Lëtzebuerg soen, „Vum Feld op den Teller", wéi mir et genannt hunn.

Bon, effektiv, wéi den 20. Mee d'Kommissioun dëse Programm virgestallt huet - an ech mengen, et ass e ganz staarkt Zeechen, wat se gemaach huet -, huet si de Fokus virun allem niewent dem Green Deal och heirobber geluecht, datt virun allem „Farm to Fork" eng vun de Strategien ass vun der Kommissioun, fir eng Rei Messagen an och politesch Ambitiounen ëmzesetzen.

Mir kruten am Conseil vun den Agrarministeren den 8. Juni dëse Strategieplang eng éischte Kéier presentéiert. Mir haten och eng éischt Diskussioun doriwwer. An ee vun de Punkten, déi Der ugeschwat hutt: Wéi steet Lëtzebuerg dozou?, ben, ech mengen, mir fannen eis ganz gutt dran erëm. Wa mer de Regierungsprogramm liesen, fanne mer all déi Punkten, déi do ugeschwat goufen, erëm, an et geet just drëm, déi elo ëmzesetzen. Mir fannen all déi Ëmwelt- a Klimaambitiounen, awer och déi vun enger Landwirtschaft an der Zukunft, enger nohalteger Landwirtschaft, genau an deem erëm. An ech kommen herno mat e puer Punkten dorobber zréck.

Et ass fir mech awer och kloer, an ech mengen, dat ass e bëssen d'Gefor an deem Ganzen, datt mer de Moment eis Landwirtschaft, de Wäibau, de Gaardebau, alles wat derzou gehéiert, och d'ländlech Entwécklung zoutippe mat esou enge Strategien.

Mir hunn engersäits e Green Deal, wéi ech scho gesot hunn. Anerersäits kréie mer en neie PAC, eng nei Ausriichtung vun der gemeinsamer Agrarpolitik, déi och erëm eng Kéier nei Erausfuerderunge bitt. An op där anerer Säit kréie mer elo d'Strategie „Farm to Fork". A mir kréien intern, national eng Stratégie nationale, déi mer mussen ëmsetzen.

Dat ass villes beieneen. An do musse mer kucken, datt mer dat esou einfach wéi méiglech och eriwwerbréngen, well et muss effektiv nach ëmmer esou sinn, datt d'Acteuren aus der Landwirtschaft kënnen einfach um Feld schaffen, am Beruff schaffen, an net méi dermat beoptraagt sinn, administrativen Hürde respektiv Bürosaarbechten nozelafen, esou soen ech elo einfach eng Kéier cru.

Mer mussen also, dat hunn ech och all Kéiers, souwuel bei de PAC-Diskussioune wéi och bei der Diskussioun ronderëm dës Farm-to-Fork-Strategie gesot, mir musse kucken, datt dat e Ganzt gëtt. An da brauche mer natierlech dobäi och nach deen néidege Budget. Och do si Verhandlungen, déi grad lafen. An et ass ganz wichteg, datt mer eis net grouss Defien, grouss Challengë ginn an herno keng Moyenen hunn, fir et kënnen ëmzesetzen.

Mee net nëmmen, datt mer et am Regierungsprogramm stoen hunn, mir hunn doniewent och eng Rei Recommandatiounen, déi een hei erëmfënnt, konkreet Ziler, wou mer eigentlech elo schonn e Programm hunn, wou mer schonn amgaange sinn ze schaffen. Ech komme mat e puer konkreete Beispiller drop zréck.

Mir hu virun allem wärend der kroatescher Presidence probéiert, nach eng Kéier eriwwerzeginn, déi spezifesch Ausgangsbasis vun deenen eenzelnen nationale Staaten och ze berücksichtegen. Net all Land ass d'selwecht. An dat, wat jo ugeduecht war vun der Kommissioun, fir d'Subsidiaritéit kënne spillen ze loossen, muss natierlech och hei berücksichtegt ginn.

Konkreet Ziler, déi virun allem am Beräich, wéi Dir et gesot hutt, vun der Ëmwelt op där enger Säit, virun allem awer och am Beräich zum Beispill vun der Reduktioun vun Antibiotiquë bei der Déierenhalung spillen, si Punkten, déi mer hei zu Lëtzebuerg ganz gutt kënnen novollzéien an déi mer och maachen.

Dir kennt eist ganzt ambitiéist Déiereschutzgesetz. Dir wësst och, wéi eis eenzel national Pläng bei der Reduktioun vun de Pestizide sinn, déi 50 %, déi mer drastoen hu bis 2030, mat 30 % op de Big Movers, wéi mer se nennen. Ee vun de Big Movers ass Glyphosat.

Ech muss nach soen, datt mir nach ëmmer an Europa dat eenzegt Land sinn, dat ab dem 1. Januar 2021 den Asaz vu Glyphosat wäert verbidden. Et sinn aner Länner, déi ugeklappt hunn, fir dee Wee matzegoen. Och d'Kommissioun. Wa se sech hei wëllt wierklech eng Linn ginn, da muss se och ganz kloer de Verbuet vum Glyphosat ausschwätzen, soss huet et kee Wäert, wann ech hei grouss Programmer opstellen, vu „Farm to Fork" oder engem PAC, déi méi ekologesch ausgeriicht sinn. Da muss och hei eng gewësse Logik dra sinn. Da muss een och hei nozéien. Dat hunn ech och ganz kloer an deem leschte Conseil virgëschter gesot, datt een effektiv dann och hei muss nozéien.

Mir si gutt opgestallt an deem dote Beräich, well mer och de Plan d'action national am Beräich vum Planzeschutzmëttel amgaange sinn ëmzesetzen an och do ganz gutt Erfarunge schonn hunn an och Resultater komm sinn.

Wat de Bioaktiounsplang ubelaangt, mengen ech, hu mir eis scho mol als Aufgab ginn, bis 2025 20 % vun der Fläch als Surface agricole ënner biologeschen Ubau, Bewirtschaftung ze kréien. Hei hu mer jo elo zënter Kuerzem eise Bioaktiounsmann agestallt, deen och konkreet um Terrain schafft. An hei wäerte mer a kierzter Zäit och kënnen éischt Resultater weisen, datt mer hei konkreet virukommen. Déi 25 %, déi et bis 2030 sinn, dat ass eng Etapp hannendrun. De Moment konzentréiere mir eis emol op déi 20 % bis 2025.

An da muss een awer och soen, datt d'Fläch vun den Agrarëmweltprogrammer permanent an d'Luucht geet. Hei zu Lëtzebuerg huet an der Tëschenzäit all zweeten Hektar am Land eng spezifesch Agrarëmweltmoossnam, an dat ass schonn immens vill, wann een zréckkuckt, wéi dat an deene Jore virdru war.

Mee fir mech ass et och ganz kloer, datt hannendrun d'Farm-to-Fork-Strategie gie natierlech en integrale Bestanddeel vun eisem nationale Strategieplang muss sinn. Bon, Dir wësst, wéi mer deen erstallt hunn op Basis vun enger SWOT-Analys, d'Stäerkten an d'Schwächten, kucke mer elo, en neie Plang ze erstellen. Natierlech an deem Moment ze erstellen, wou och déi definitiv Ausriichtung vun der gemeinsamer Agrarpolitik fest ageschriwwen ass!

Et ass fir mech awer kloer, an Dir hutt et och ugeschwat, datt mer an Zukunft awer och musse kucken, datt verschidden Aufgabe vun der Landwirtschaft erfëllt bleiwen. Fir mech ass et nach ëmmer wichteg, a grad dës Kris huet et gewisen, datt d'Liewensmëttelproduktioun d'Haaptaufgab vun der Landwirtschaft ass an och muss bleiwen. Vläicht muss se e bëssen ënner anere Konditioune gemaach ginn, och dat ass e Besoin vum Konsument dobaussen. Mee ech mengen, datt mer do als Lëtzebuerg virun allem als Grénglandstanduert gutt opgestallt gi sinn, fir deem kënnen entgéintzegoen.

An ech mengen, et ass evident, datt mer mussen dës Zäit notzen, an dofir hu mer dat jo och grad an eisem Paquet de relance fir d'Landwirtschaft gemaach, datt mer de Wäert vun de Qualitéitsliewensmëttel, déi mer hei zu Lëtzebuerg erzeugen, musse promouvéieren, datt mer mussen Aktioune maachen, fir dat effektiv elo grad ze notzen, de Produzent bei de Konsument ze bréngen, an dann och ze kucken, op deenen eenzelne Filièren, deene regionalen, lokalen, de Biofilièren ze schaffen. D'Direktvermaartung, déi, wéi mer gesinn hunn, geboomt huet wärend der éischter Covidzäit, virunzëentwéckelen. An doniewent och déi lokal Mäert virun ze stäerken, dat am Beräich vun der Entwécklung.

Fir zréckzekommen op Är Froen, déi Der gestallt hutt, wou ech ee Beräich, een Deel vun deene scho beäntwert hunn. Dat, wat ganz eis Positioun ass, mengen ech, hunn ech kloer gesot: Datt mer natierlech déi Farm-to-Fork-Strategie do begleeden, awer och kloer soen, datt et an e ganzt Konzept muss erapassen. Rout Linnen, dat ass fir mech kloer: D'Landwirtschaft muss nach ëmmer eng Liewensmëttelproduktioun hunn. A virun allem den Term vun der Nohaltegkeet ass fir mech esou definéiert, datt déi dräi Pilieren erfëllt sinn: dee wirtschaftlechen, deen ekologeschen an dee sozialen. An dat si rout Linne fir mech. Wann déi dräi net do sinn, da passt och d'Landwirtschaft net dorobber. Da geet dat net!

An hannendrun d'Nohaltegkeet, ech mengen, do war ech drop agaangen, wat mer schonn alles gemaach hunn. Och déi ganz Beräicher vu Mëllech, Fleesch, jo, och dee ganze Saatbau musse sech selbstverständlech adaptéieren op dat, wat ounideem an dem neie PAC kënnt. An ech mengen awer, datt mer eis do kënnen erëmfannen. D'Ännerung vum besteeënden Agrargesetz, wou ech deemnächst wäert an der zoustänneger Chamberskommissioun och nach eng Kéier Erklärunge ginn, wat mer do virgesinn hunn, weist schonn an déi Richtung, datt mer probéieren, hei virun allem Qualitéit viru Quantitéit ze stellen. Dat ass eng wichteg Ausriichtung.

An ech mengen, wat de Beräich vu Raps oder Biodiesel ubelaangt, do muss een effektiv kucken, wéi dat Ganzt dann hautdesdaags nach an dee Konzept vun där Ausriichtung passt.

Biolandwirtschaft, do hat ech drop geäntwert gehat. Am Resumé, mengen ech, ass et esou, datt dat heiten, „Farm to Fork", an d'Strategie erapasst vun der Lëtzebuerger Regierung, esou wéi mer an Zukunft d'Landwirtschaft wäerten a kënne gesinn. Ech sinn och der Meenung, datt bei deene Kontakter, déi ech direkt mam Secteur hunn, een och gesäit, datt virun allem villes vum deem, wat Dir gesot hutt, eriwwerkënnt.

D'Digitalisatioun, nei Technologien, d'Recherche si wichteg Facteuren, déi mer hei wäerte brauchen, fir an deenen nächste Joren och do konkreet nach virunzekommen. An ech mengen, wa mer dat effektiv ënner een Hutt bréngen, datt de PAC, derniewent de Green Deal, derniewent awer och d'Stratégie nationale a „Farm to Fork" zesummepassen, mat engem angemessene Budget, datt mer dann och eis Landwirtschaft viru kënnen op staark Bee stellen, fir hei zu Lëtzebuerg virun dës Liewensmëttelsécherheet kënnen ze garantéieren, an dat mat Produkter, déi saisonal, regional Bioprodukter sinn, déi mer gutt hei zu Lëtzebuerg kënne kultivéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

12. Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 44 vum Här Paul Galles iwwert de Chômage vun de Jugendlechen tëschent 16 a 25 Joer. Här Galles, wannechgelift. Dir hutt fënnef Minutten, fir Är Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, viru Kuerzem huet de Pressecommuniqué vun der Organisatioun Youth & Work iwwert de Jugendchômage zu Lëtzebuerg fir Opkucke gesuergt. An dat zu Recht, well d'Zuele vun Eurostat aus dem Abrëll 2020 sinn tatsächlech erschreckend.

De Jugendchômage ass op 24,7 % geklommen, soudass Lëtzebuerg op der drëttschlechtster Plaz an Europa hanner Griicheland a Spuenie läit. Domat ass de Jugendchômage bei de 16- bis 24-Järegen ëm 33 % geklommen a bei de 25- bis 29-Järege souguer ëm 39 %. An dat sinn awer dramatesch Zuelen.

Dofir war Youth & Work esou verwonnert, dass mer an der Chamber deemools nom Abrëll net iwwert dës Zuele geschwat hunn. Ech hu bei hinnen nogefrot. Si wollten net behaapten, dass mer hei nach ni driwwer diskutéiert hätten, well dat géif jo och net stëmmen. Mäin CSV-Kolleeg, de Marc Spautz, dee säit Joren dat Theema Aarbechtslosgekeet mat vill Expertise begleet, hat bei senger rezenter Heure d'actualité „Post-Covid" doriwwer geschwat. An ech hat et bei menger Interpellatioun iwwer Aarmut an Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ugeschnidden. A virun annerhallwem Joer hate mer hei eng Heure d'actualité zur Jugendaarmut, deemools ugefrot, mengen ech, vum Djuna Bernard, wann ech mech net ieren.

Mee si hu sech gewonnert, dass mir dës dramatesch Zuelen elo net zäitno behandelt hunn, wéi se erauskoumen, an dofir wëll ech dat haut nohuelen, well mer eis an der CSV awer vill Gedanken driwwer maachen, wéi et eise Jonke geet a wéi se eng Plaz op eisem komplexen Aarbechtsmarché awer kënne fannen.

24,7 % Jugendchômage, wat heescht dat eigentlech? A wat fir eng Jonker falen dann ënnert déi Definitioun vun der Jugendaarbechtslosegkeet?

Eurostat deelt déi Jonk an dräi Gruppen an: Dat sinn déi Jonk tëschent 15 a 24 Joer, déi ginn an dräi Gruppen agedeelt. Éischtens déi, déi schaffen, si soen, „erwerbstätig" sinn. Zweetens déi, déi aarbechtslos sinn, dat sinn déi, déi keng Aarbecht hunn, awer direkt disponibel wären oder schonn op Aarbechtssich waren oder eng Aarbecht fonnt hunn, déi se innerhalb vun deenen nächsten dräi Méint kënnen untrieden. An drëttens déi, déi net erwerbstäteg sinn, ent-

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

weeder well se zum Beispill nach an der Ausbildung sinn, eng Behënnerung hunn, familiär Verflichtungen hunn oder krank sinn.

Natierlech läit et un der Coronakris, dass d'Zuel elo esou explodéiert ass. Mee wéi kommen dann déi 24,7 % zustanen? Dat ass den Undeel vun den Aarbechtslosen, also vun deem zweete Grupp, am Rapport zum éischten an zum zweete Grupp zesummegezielt, also zu all deenen aneren, déi net méi an der Ausbildung sinn, mee schaffe goe wëllen oder schonn eng Aarbecht hunn. Eurostat nennt dat da 24,7 % Jugendaarbechtslosegkeetsquot. Dat sinn zu Lëtzebuerg, mengen ech, - an ech wëll lech dat och froen, Här Minister, ob dat esou stëmmt -, ongeféier 6.000 Jugendlecher.

Jo, d'Coronakris huet derzou gefouert, dass déi Zuel esou explodéiert ass. D'Entreprisen hunn net méi agestallt. Jonker mat befristete Kontrakter oder Zäitaarbecht kréie kee Chômage ausbezuelt. An trotzdeem verstoppe sech hannert deenen Zuelen och nach aner Saachen. Zum Beispill, dass et héchstwarscheinlech eng héich Donkelziffer gëtt, och vun NEETs, déi iergendwou net richteg erfaasst sinn.

A Youth & Work mécht ganz erschreckend Temoinagen zur Intensitéit an Déift vun de Problemer, déi se bei deene Jonke begéinen. Si hunn zum Beispill eng Lëscht vun 21 grave Liewensproblemer erfaasst wéi Gewalt, familiär Problemer, Laangzäitaarbechtslosegkeet, akut Aarmut, Isoléierung, Schoulofbroch an esou weider. A wärend 2018 déi Jonk duerchschnëttlech 3,3 vun deene Problemer haten, sinn et der 2019 scho 4. Ausserdeem kloen 71 % vun deene Jonken, déi si begleeden, iwwer, an elo haalt Iech un, feelende Sënn am Liewen! Wann ee sech dat eng Kéier op der Zong zergoe léisst, da leeft et engem kal de Réck erof.

Erlaabt mer dofir, Här Minister, Iech follgend siwe Froen ze stellen:

Éischtens: Wéi interpretéiert Dir dës héich Zuelen a stëmmt déi Zuel vun deene 6.000?

Zweetens: Déi Zuele komme vun der OECD a gi vun Eurostat weidergeleet, mee ginn awer net vun der ADEM publizéiert. Wär et net eng Iddi, déi zwou Kéieren am Joer, wou déi Zuelen erauskommen, déi Zuelen och am Relevé vun der ADEM als Foussnott mat ze publizéiere wéinst der Transparenz?

Drëttens: Gesitt Dir eng Méiglechkeet am Kader vun der Garantie Jeunesse, de jonken Aarbechtslosen ze hëllefen, méi séier erëm un eng Aarbecht ze kommen, ganz am Sënn vun deem, wat mäi Kolleeg Marc Spautz ëmmer seet: „Et ass besser, an Aarbecht ze investéiere wéi an de Chômage!"?

Véiertens: Hutt Der eng Strategie, fir deene Jonken erëm méi CDIen ze erméigleche wéi CDDen?

Fënneftens: Kënnt Der Iech virstellen, déi Entreprisë besonnesch ze ënnerstëtzen, déi grad elo deene Jonke Léierplazen zur Verfügung stellen, wéi et och dann am Ausland passéiert, zemools well elo vill Jonker op den Aarbechtsmarché kommen?

Sechstens: Wann et dann awer ëm de Chômage geet, ass et denkbar, un de Conditions de stage ze schaffen, fir dass méi Jonker an de Genoss kënne kommen?

A siwentens: Kann een iwwer eng Erweiderung vu Programmer à la Youth & Work nodenken?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles, fir déi Punktlandung. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Galles fir d'Froestellung, déi, mengen ech, ganz aktuell ass. Et ass gutt, dass d'CSV sech mat där Problematik auserneesetzt, wéi en et elo grad ervirgestrach huet. Et ass och gutt, dass d'Kolleege vun der grénger Fraktioun et maachen. Mee ech mengen, dass et keng Partei gëtt, déi hei an dësem Sall vertrueden ass, déi sech deem Theema do net schonn ugeholl hätt an déi dat ...

Une voix.- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ... Theema net ganz seriö wëllt behandelen, well mer wëssen, dass et dat Theema ass, wat eis an nächster Zukunft nach vill méi wäert an och soll beschäftegen.

An et ass kee Geheimnis, dass déi sougenannte Covidkris zu enger Erhéijung vum Chômage insgesamt bäigedroen huet. An ech hat et schonn an enger leschter Heure d'actualité hei ugedeit, dass mer och fäerten, dass mer nach laang net um Enn vun der Fändelsstaang ukomm sinn.

En éischten Héichpunkt, dat hat ech gesot, erwaarden ech mer fir Enn Juli, wann engersäits déi éischt Betriber, déi bis elo am Chômage partiel waren, net méi am Chômage partiel fonctionéieren an da vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir Licenciementer virzehuelen.

A virun allem, wann déi vill Leit, vun deene mer hoffen, dass se elo hire Premièresexame gepackt hunn, dann och zousätzlech oder gläichzäiteg mat op den Aarbechtsmaart drängen. An ech hat gesot, dass ech och dervun ausginn, dass déi Situatioun sech bis an de spéiden Hierscht wäert weiderféieren. An ech ginn och dervun aus, dass mer dann och nach net um Enn vun der ganzer Diskussioun ukomm sinn.

Vläicht fir d'Zuelen nach eng Kéier ze widderhuelen: Op den 31. Mee ware bei der ADEM 20.209 Demandeurs d'emploi résidents ageschriwwen. Vun deenen 20.209 Persoune waren der 2.029 ënner 25 Joer. Et kann een also bal soen, dass ronn 10 % vun den Demandeurs d'emploi résidents Jonker ënner 25 Joer sinn.

Wann de Gesamtprozentsaz vun den Demandeurs d'emploi op ee Joer gekuckt ëm dramatesch 33,6 % an d'Luucht gaangen ass, dann ass de Prozentsaz vun deenen ënner 25-Järegen ëm nach vill méi dramatesch 59,1 % an d'Luucht gaang. Ech hunn och als Aarbechtsminister keen Interêt, fir eppes ze beschéinegen, wat net schéin ass.

Et gesäit een also ganz däitlech, dass et déi Jonk a virun allem déi Jonk sinn, déi am häertste vun dëser Kris getraff ginn. D'Zuele sinn, wéi gesot, dramatesch. An trotzdeem bitt et sech un, fir d'Zuele vun Eurostat, wéi den Här Galles et och scho gemaach huet, an dee richtege Kontext ze setzen.

Eurostat no loung den Taux vum Jugendchômage am Abrëll bei 24,7 %. Dat géif heeschen, esou wéi den Här Galles et richteg ausgerechent huet, dass mer hei am Land 6.000 Chômeuren ënner 25 Joer hätten.

Den Taux ass, wéi gesot, eng Schätzung vun Eurostat. Dës Schätzung baséiert op der Unzuel vun de Chômeuren am Sënn vum BIT vum Joer 2019, deen dann op d'Joer 2020 extrapoléiert gëtt. De BIT berechent de Chômage op Basis vun enger Enquête. Dem BIT no ass ee Chômeur, wann een dräi Konditiounen erfëllt: E muss ouni Aarbecht sinn. Notamment an der Definitioun: « ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence. » E muss disponibel si fir den Aarbechtsmaart an deenen nächste 15 Deeg an op eng Aart a Weis eng Aarbecht gesicht hunn an deem Moment, wou d'Enquête stattfonnt huet.

Dat heescht awer och, datt de Chômeur, deen nom BIT Chômeur ass, net onbedéngt bei eis an der ADEM ageschriwwen ass - Stéchwuert Donkelzuel. Et kann awer och heeschen, dass e Chômeur, dee bei eis an der ADEM ageschriwwen ass, an der Statistik vum BIT net erfaasst gëtt.

Hei gesäit ee virun allem, an dat muss ee beuechten, dass mer hei zu Lëtzebuerg natierlech ganz speziell d'Leit motivéieren, sech anzeschreiwen, wa se keng Aarbecht hunn. Dat ass an anere Länner an Europa net de Fall. De Géigendeel ass de Fall, dass d'Leit éischter decouragéiert ginn, sech anzeschreiwen. Bei eis ass et ëmmer den Opruff, soubal een op der Aarbechtssich ass, sech och anzeschreiwen. Wat dann och erkläert, dass d'Zuele selbstverständlech an d'Luucht ginn.

De Chômagetaux gëtt gerechent, andeem een d'Proportioun vun de Chômeuren an der aktiver Populatioun hëlt. D'aktiv Populatioun setzt sech zesummen aus deene Persounen, déi eng Aarbecht sichen, an deene Persounen, déi eng Aarbecht hunn. A verschiddenen Altersgruppen ass déi aktiv Populatioun méi representéiert ewéi an aneren Altersgruppen. An der Alterskategorie - an do fänkt et un, spannend ze ginn - tëschent 14 a 25 Joer si vill Jonker nach an der Schoul oder op der Uni a gehéiere soumat hei zu Lëtzebuerg net zur aktiver Populatioun. A mir wëssen, dass mer, och am Verglach mat anere Länner, relativ vill Leit hunn, déi och an engem héije Jugendalter, fir et emol esou ze nennen, nach op de Schoule sinn. An doriwwer si mer och net besonnesch beonrouegt. De Géigendeel ass de Fall.

Eurostat, am Géigendeel zu eis, mécht déi Differenz net. Mir kënnen de Jugendchômage, wa mer probéieren, et méi konkreet op Lëtzebuerg ze definéieren, och op Basis vun den Zuele vun der ADEM berechnen an deenen, déi d'IGSS och virleet.

D'Joer 2020 huet da mat engem Jugendchômage ugefaangen, deen änlech war wéi 2018 an 2019 - an nach eng Kéier, ech wëll näischt beschéinegen -, ëmmer op engem relativ héijen Niveau. Am Moment … Am Mount Mäerz an Abrëll steigt en awer nach eng Kéier an etabléiert sech bei 12,8 % - wat a mengen Aen och schonn en héijen, vill ze vill héijen Taux ass!

Fir dem Jugendchômage entgéintzewierken, hu mer an der Tëschenzäit 32 Conseilleren op der ADEM, déi sech just ëm Jonker ënner 29 Joer këmmeren. Wärend deenen éischte sechs Méint vun hirem Suivi gëtt dës Kategorie u Chômeure mindestens eemol de Mount vun engem spezialiséierte Conseiller gesinn an och beroden.

Ausserdeem hu mer Programmer opgestallt, déi speziell fir déi jonk Chômeure sinn, wéi zum Beispill de Projet P. De Projet P adresséiert sech u Jonker ënner 30, déi kee professionelle Projet hunn. Dëse Programm ass zesummegesat aus verschiddene Voleten. Et geet drëms, fir „soft skills" ze etabléieren, d'Verhalen am professionellen Ëmfeld och ze erklären, d'„digital skills" e bësse weiderzedreiwen an eng individuell a kollektiv Begleedung bei der Ausschaffung vun engem professionelle Projet opzestellen. Am Joer 2019 hunn 142 Leit vun deem Projet Gebrauch gemaach.

De Contrat CIE, wat de Secteur privé ugeet, eng Mesure, déi sech u Jonker adresséiert ënner 30 Joer, do ass d'Dauer vum Kontrakt zwielef Méint. Et kann ëm sechs Méint verlängert ginn. D'Akommes ass dann de Salaire social minimum. Wichteg: Dee Jonke muss en Tuteur hunn an et muss e Plan de formation ausgeschafft ginn. Et ass also net esou, wéi dat oft duergestallt gëtt, dass déi Jonk einfach an e Betrib ofgeliwwert ginn an domat hätt et sech. Nee, do gëtt och e Suivi mat de Leit gemaach. Dat nämmlecht kann een och soe vun de Contrats CAE, wat u sech de Corollaire ass vum CIE am Secteur public. Och do sinn u sech déi nämmlecht Bedéngunge geschafen.

Den „Jobelo" ass am Kader vun der Jugendgarantie geschafe ginn. Do geet et haaptsächlech drëms, den Allerschwächste vun deene Schwächsten och nach eng Zousazformatioun ze ginn, ier mer se an eng Mesure CIE oder CAE eraginn. Do ass de COSP, dee sech wärend zwee Méint ëm se këmmert. An och dovun hunn 159 Leit am Joer 2019 nach profitéiert.

Ech wollt och nach vläicht soen, dass mer am Kader vum Apprentissage eis ganz besonnesch Gedanke maachen. Net fir näischt hu mer schonn am État de crise decidéiert, dass mer den Delai, deen d'Betriber hunn, fir sech ze mellen, fir d'Joer 2020/2021 en Apprentissage unzebidden, dass mer dee verlängert hu bis Enn Dezember.

Ech hu bei der Directrice vun der ADEM nogefrot a si huet mer gesot, dass mer elo, Stand Mëtt Juni, u sech an der Hallschent si vun der Offer vun Apprentissageplaze vun deem, wat mer d'lescht Joer am Juni haten. Do gesäit een also, wéi dramatesch déi dote Situatioun ass. An ech ginn dervun aus, dass dat doten och wäert en Theema ginn am Kader vun den Diskussiounen, déi mer an der Tripartite wäerte féieren.

Insgesamt erwaarden ech mer och, well mer d'Tripartite, mengen ech, och am Averständnis mat de Sozialpartner, haaptsächlech wäerten an de Kader setze vun der Bekämpfung vum Chômage a vum Jugendchômage am Speziellen, eng Rei vun Incentivë vun de Sozialpartner, fir zousätzlech Mesuren ze decidéieren.

An do musse mer och, an do ginn ech dem Här Galles ganz Recht, iwwert d'Prekaritéit vun den Aarbechtskontrakter diskutéieren. Engersäits CDDen, anerersäits awer, nach vill méi kompliziéiert, dat, wat am Interim geschitt, wou haaptsächlech oder zousätzlech oder zouhuelend jonk Leit dovunner betraff sinn. Ech ginn dervun aus, dass mer dat, wéi gesot, ab dem nächste Freideg, wou d'Tripartite da stattfënnt, wäerten diskutéieren.

D'Regierung huet op jidde Fall eng Rei vun Iddien, fir an déi Diskussioune mat eranzebréngen.

Et ass gesot ginn, d'Garantie jeunesse - grousst Stéchwuert: „Léiwer an d'Aarbecht investéiere wéi an d'Aarbechtslosegkeet." Den Här Galles zitéiert ëmmer den Här Spautz. Ech soen dann: Den Här Galles zitéiert ëmmer den Här Spautz, woubäi den Här Spautz ëmmer den Här Castegnaro zitéiert.

(Interruption)

Déi Iddi ass, mengen ech, déi richteg, an et ass genau op deem Wee, wou mer mussen no vir kommen.

Ech wär och frou, wa mer zouhuelend Acteuren an der Zivillgesellschaft géife fannen, déi mer als Partner wéi Youth & Work kéinten identifizéieren, déi eis hëllefen, déi ganz Problematik unzegoen. Meng Diere stinn op jidde Fall zu all Moment op.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

13. Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre

Da komme mer zur erweiderter Fro Nummer 45 vum Här Marco Schank iwwert d'Fräizäitzon beim Stauséi. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter de Barrage un der Uewersauer gebaut gouf Enn de 50er, hunn d'Leit de Séi als Noerhuelungsgebitt entdeckt. An den 90er ass du ronderëm de Stau deen éischten Naturpark zu Lëtzebuerg geschafe ginn. An et si richteg vill Leit, déi gäre Joer fir Joer vum Séi mat senge ville Méiglechkeete vu Waasseraktivitéiten op de Plagen an de Gemenge Bauschelt, Stauséigemeng, Esch-Sauer an och Rammerech profitéieren.

An hei muss ee wëssen, datt all dës Plagë praktesch zu 100 % dem Staat gehéieren. Mee et sinn d'Gemengen, déi sech an der gudder Saison mat enger Hellewull vu Problemer konfrontéiert gesinn; an dobäi si si weeder Gestionnaire nach Exploitant vun dëse Plagen.

Mir kämpfe mat villen negativen Impakter op d'Natur an Ëmwelt. Virun allem awer bleift d'Liewensqualitéit vun eisen Awunner op der Streck. Virun allem zu Lëlz, zu Ënsber, zu Léifreg, deelweis och Baschelt oder Béiwen. Dozou gehéiere vill ze vill Kaméidi a Verkéier, zougeparkten Afaarten a Stroossen, Ambulanzen, déi blockéiert sinn, déi eng oder déi aner Autoscourse och emol an den Uertschaften, mega Offäll. Neierdéngs Coronapartyen an den Nuechten, bis kloer Dag. An derbäi kënnt: ganz vill Aggressivitéit an och Kläppereien, wéi mer se dëse Weekend haten.

Um Päischtweekend beispillsweis hate mer zirka 7.000 Leit eleng op de Plagë vun der Gemeng Esch-Sauer. An dat waren nach nëmme Residenten, well jo d'Belsch an d'Fransousen nach net hunn dierfen iwwert d'Grenz. A mir gesinn däitlech, dass grad dëst Joer d'Zuel vun de Leit riskéiert, enorm héich ze ginn. E Phenomeen, dat ee jo och am Ausland op Plagë gesäit.

An et mécht eis richteg grouss Suergen, wa mer gesinn a rapportéiert kréien, datt sech, et kann ee bal soen, déi Allerwéinegst nach un d'Gestes barrières respektiv d'Droe vum Mask halen!

Wann d'Regierung seet, d'Leit sollen a Coronazäite Vakanz doheem maachen, da muss een derfir gereegelt Viraussetzunge schafen. An domat, Här President, wëlle mir als Gemengen net eleng gelooss ginn. Duerfir menge mir, datt déi zoustänneg staatlech Acteure sech mat de Gemenge méiglechst séier sollte kuerzschléissen, fir eng - ech nennen dat dann emol - Covid-19-gereegelt Vakanz doheem um Stau méiglech ze maachen. Dat heescht, et musse kuerzfristeg a pragmatesch Park-, Verkéiers-, Sécherheetsméiglechkeete geschafe ginn. An duerfir brauche mer ganz sécher méi eng zolidd Policepresenz, besonnesch dës Saison, mee dat gëllt och fir déi Joren duerno. Doriwwer eraus mussen d'Personalressourcë vu Ponts et chaussées opgestockt ginn, fir där grousser Müllproblematik Meeschter ze ginn.

Am Regierungsrot ass viru Kuerzem iwwert de Stau als nationaalt Badegewässer och geschwat ginn, besonnesch iwwert den Aspekt Sécherheet am Kontext Covid, an dat op déi ausdrécklech Demande vun de Gemengen. Eis Demande, fir besonnesch beim Asaz vun enger Security finanziell gehollef ze kréien, ass awer refuséiert ginn. Ech ginn dovun aus, datt de Minister Delles sech warscheinlech awer do agesat huet. Well mir Gemenge ronderëm de Stau froen de Staat ausdrécklech, an dëser Saach seng Verantwortung ze iwwerhuelen! Et ass e Gewässer vun nationalem Interessi. Et sinn dem Staat seng Plagen, et sinn net eis. An de Covid-19 ass net fort! Dat, mengen ech, kann een däitlech soen, wann een déi lescht Zuele gesäit.

Här President, mëttel- a laangfristeg geet et de Gemengeresponsabelen awer drëm, fir Léisungen ze fannen, fir déi ganz Problematik och ganzheetlech unzepaken. An et huet een d'Gefill, datt déi verschidde Fonctiounen a Vokatioune vum Stau ëmmer méi hefteg matenee kollidéieren, wéi Drénkwaasserschutz, Fräizäit, nohaltegen Tourismus respektiv Noerhuelung. Duerfir mengen ech och, datt mer eng Aart Masterplang fir dréngend noutwendeg Investitioune brauche fir d'Servicer vun der Allgemengheet, awer och fir attraktiv Infrastrukturen, mat deene mir am 21. Joerhonnert géifen

ukommen a puncto Accueil, a puncto Sanitär, mee och fir eng intelligent Besucherlenkung.

Ee konstruktiven a wichtege Rôle huet den Naturpark all déi Jore gespillt. Regional Entwécklung, Koordinatioun, Management ass do passéiert, mam Staat zesummen. Een éischte wichtege Schrack ass awer och d'Stauséikommissioun, déi den Naturpark proposéiert huet fir d'Koordinatioun vun allen Acteuren um Séi. An do wier et wichteg, datt déi néideg Decisiounskraaft och bei déi Kommissioun géif kommen. An d'Moossnamen, déi hei proposéiert sinn, missten am Kader vun den neie Waasserschutzzonen iwwert de Waasserfong finanzéiert ginn.

Här President, a Coronazäite brauche mer d'Responsabilitéit vum Staat an eisem Eck.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Tourismusminister Lex Delles. Der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten zou.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken dem Här Schank villmools Merci soen, als Buergermeeschter an awer och natierlech als Representant vun deene fënnef Gemengen, fir déi Iwwerleeungen, déi en huet, awer natierlech och als Deputéierten, well ech mengen, et ass jo déi national Envergure, déi mer hei hunn.

Jo, mir hunn nëmmen een esou e Badegewässer wéi de Stau hei zu Lëtzebuerg. An ech erënneren nach eng Kéier just un déi Reunioun, déi mer haten eebe grad duerch d'Coronapandemie, wou mer d'Fro gestallt hunn. Zu Réimech ass et méi schwéier natierlech, an d'Musel schwammen ze goen. Mee bei Badegewässer war just nach eng Gemeng mat derbäi, dat war erëm d'Gemeng Schengen, well zu Rëmerschen de Baggerweier ass.

Jo, et ass en Noerhuelungsgebitt, an enger éischter Linn eng Drénkwaasserreserv, déi natierlech, wéi se an den 90er Jore gemaach ginn ass, och ganz vill un Attraktivitéit gewonnen huet. Un Attraktivitéit gewonnen huet op där enger Säit natierlech fir den Tourismus. An ech sinn och ganz frou, dass den Här Schank d'Campagne „Vakanz doheem" zitéiert huet. Dëst Joer „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz". A genau do ass och e ganz wichtege Volet bei de Stauséigemengen, mat alleguer de Responsabilitéiten, déi dat mat sech brëngt.

Op där enger Säit natierlech de Volet vum Parking. An ech weess, dass do och scho verschidde Reunioune waren, souwuel mam Environnement wéi awer och mat Ponts et chaussées, fir besonnesch zu Ënsber dee Parking ze maachen. An ech hu gesinn, ech hunn et och hei an den Dokumenter mat derbäi, dass do och d'Autorisatioun erausginn ass, well et e Problem ass, dee sech iwwer Joren, wann net Joerzéngte schonn zitt, mat eeben alleguerten deenen Touristen, déi dohinner kommen, souwuel Inlandstouriste wéi Auslandstouristen, déi op de Stau schwamme kommen, op där enger Säit vun de Plagë profitéieren, déi zum gréissten Deel dem Staat gehéieren.

An ech mengen, do huet den Här Schank och eng ganz richteg Analys gemaach. Et sinn hei ganz vill Ministèren, déi aneneegräifen. Et ass op där enger Säit den Terrain, deen dem Staat zwar gehéiert, deen also beim Finanzministère läit, wou awer op där anerer Säit d'Ponts et chaussées mat de Contrôle dovu maachen. A grad dofir, och duerch déi Problemer, déi do opkommen, duerch d'Poubellen, duerch d'Verknaschtung, déi do ass, gëtt et och eng Konventioun, wou 200.000 Euro annuell un déi fënnef Gemengen ausbezuelt ginn, eebe grad fir déi Onanneemlechkeeten do kënnen opzefänken, Leit anzestellen, ouni dann natierlech d'Ponts et chaussées, déi d'Poubellë méi oft eidel maachen. An do war ech jo och schonn op engem Rendez-vous op der Gemeng Esch-Sauer, fir iwwert déi Saachen ze schwätzen.

Ech hunn dann also elo hei de Finanzministère a Ponts et chaussées ugeschwat. Op där anerer Säit ass et awer natierlech och den Interieur, well et sinn d'Gemenge selwer, déi d'Plagen op- an zoumaachen. A wann ech gesinn, wéi mer an den Diskussioune verfuer sinn, an den Här Schank huet et grad zitéiert, et ass am Regierungsrot iwwer eng Surveillance geschwat ginn, ech weess, dass do d'lescht Joer och schonn Diskussioune mam Interieur waren. Dat heescht, kommt, mir vermëschen hei just net deen normalen touristesche Volet mat Covid, well wa mer do déi Vermëschung maachen, da komme mer ganz vill op Diskussiounen, wat den Ënnerscheed ass zu engem Park, wou ganz vill Leit sinn, wou ee sech d'Fro ka stellen: Ginn dann do d'Mesurë respektéiert oder net? Oder ass och am Stater Park de Staat responsabel, fir do Surveillancen ze maachen oder net?

D'Gemengen, wéi gesot, maachen d'Plagen op an zou. An dat si genau déi Froen, an ech weess, dass mer do ganz konstruktiv Diskussiounen haten, wou d'Responsabilitéitsfro sech gestallt huet. D'ailleurs och grad dofir déi Recommandatiounen, déi ausgeschafft gi si vun der Santé, déi iwwert den Tourismusministère proposéiert gi sinn, wou d'Santé den Aval ginn huet fir d'Badegewässer, wou do Recommandatioune waren. An do fannen ech et och ganz flott, dass déi flott Diskussioune mat de Gemenge waren, fir déi Recommandatioune kënnen ze maachen.

Zum Beispill wollten d'Gemengen op d'Meterkareeë limitéieren, wivill Leit dierfen op d'Plage goen. Dat hate mer soss néierens. Natierlech hu mer dat awer als Propositioun weiderginn, well d'Gemengen dat gefrot hunn. Op där anerer Säit sollt en Ticketservice gemaach ginn. Dat war eng Fro, déi d'Gemenge wollten, wou mer direkt als Ministère souwuel dat an d'Recommandatioune vun der Santé proposéiert hunn, wéi awer och op där anerer Säit direkt den ORT domat beoptraagt hunn, matfinanzéiert vum Staat natierlech, fir och do en Ticketservice en place kënnen ze setzen, dass ee kann online säin Ticket buchen, fir op d'Plage ze goen, dass ee sécher ass, dass een nach eng Plaz huet. Dat heescht, och do eeben déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an deene verschiddene Ministèren, dem ORT an dësem Fall, fir dat alles och kënnen en place ze setzen, dass et de Recommandatiounen no och kéint fonctionéieren.

Bon, elo huet ee gesinn, wéi d'Evolutioun vun den Zuele war, d'Recommandatiounen, d'Restriktiounen op där enger Säit, d'Recommandatioune si manner schaarf ginn, esou wéi dunn do och eebe grad déi Recommandatioune fir d'Limitatioun op de Meterkaree op de Plagen opgehuewe ginn ass. Soudass een hei elo schonn en drëtte Ministère, d'Santé, huet. An dann hei och e véierte Ministère, den Tourismus, déi matbetraff si vun den Diskussiounen. Den Environnement als fënnefte Ministère.

Genau do ass och dat, wat den Här Schank uschwätzt. Et sinn immens vill Acteuren, immens vill Ministèren an Acteuren, déi do matenee schaffen. Dofir ass et wichteg, dass een e Management mécht. An ech géif lech proposéieren, dat „Stauséimanagement Uewersauer a Stauséi" ze nennen. Et ass nämlech genau dat, wou den Naturpark Uewersauer zesumme mat de Gemengen och am Februar zesumme war, fir dat Dokument hei auszeschaffen a grad de Management do an deene verschiddene wichtege Punkten och ze huelen.

An dat si genau all déi Punkten, wéi den Här Schank se och hei grad ugeschwat huet. Ech mengen, do waren och Vertrieder vun all de Gemenge mat derbäi, fir eebe grad souwuel de Parkproblem wéi aner Saachen och kënnen unzediskutéieren. An ech géif Iech och proposéieren, et ass och d'Volontéit vun der Regierung natierlech, doru weiderzeschaffen, well wann ech hei dräi Minutte laang kann erklären, wivill Ministèren a wivill Administratiounen iwwerhaapt dovunner betraff sinn, da gesäit een, dass et e ganz komplexe Sujet ass. Et si ganz vill Acteuren, déi mat drakommen. An dofir muss een dat doten och konsequent duerchzéien.

Dir hutt awer och nach vun der Policepresenz geschwat. Och do weess ech, dass d'Gemeng Esch-Sauer, d'nämmlecht wéi awer och déi aner Gemengen a ganz enkem Kontakt mam Policeminister sinn, dass och do déi éischt Weekender ganz vill Presenz war. A mir hu jo nach driwwer geschwat, dass och do et ganz gutt ass, dass d'Police esou vill present war an och do déi Satisfaktioun war.

Wat natierlech elo d'Fro vun der Presenz vun enger Sécherheetsfirma ugeet, ass et e bëssen eng aner Diskussioun, well nämlech mir hunn nach ëmmer hei eng Police, déi do ass, an et ass do schwiereg, fir d'Sécherheetsfroen eng privat Sécherheetsfirma hei ze huelen, besonnesch eeben an de Moossname vum Corona.

Ech verstinn awer, dass dat besonnesch, wat de Parkmanagement ugeet, duerfir ganz kriddelech ass, fir op där enger Säit Opfänkstrukturen, Parkingen ze maachen. Ech weess, dass an där Reunioun, wou iwwert de Stauséimanagement geschwat ginn ass, och d'Fro opkomm ass: Wat ass mat den Autoen, déi laanscht d'Stroosse parken? Fir och do kënne Saachen ze maachen, dat heescht, och do kënnen eng Surveillance ze maachen? Jo, et geet net duer, nëmme Studenten dohinner ze schécken. Ech weess, dass et e ganz grousst Engagement vun de Gemengen ass, fir Studenten dohinner ze schécke fir opzepassen, wann d'Autoe sech dohinner parken. Duerfir, den Opfänkparking vun Ënsber, wou elo nach dee leschten Accord vum Waasserwirtschaftsamt komm ass, fir do en Opfänkparking kënnen ze maachen.

Op där anerer Säit awer muss och anescht gekuckt ginn, zesumme mat deene verschiddenen Acteuren, ugesidelt, esou wéi et am Moment ass, bei den Naturparken, wou ech just géif d'Propositioun maachen - ech hunn d'Dokument nach net esou laang -, an ech weess, dass d'Madamm Dieschbourg an der Reunioun mat derbäi war an dat och proposéiert huet, dass den Tourismus och involvéiert sollt sinn an dee Projet, well ech mengen, dass dat och e wichtegen Acteur ass, dass mir och kéinte mat derbäi sinn, wann esou Reunioune wieren, fir dat Ganzt ofzerënnen.

An da schwätzen ech net iwwert den Tourismus, iwwert déi verschidde Projeten, déi agereecht gi si vun de Gemengen. Ech hunn der hei just e puer derbäi, déi iwwert de Plan quinquennal sinn, sief et den Amenagement zu Grillplazen, Spillplazen, Beschëlderungen oder och nach dee leschten, Construction d'une scène extérieure zu Ënsber, déi och proposéiert gouf. Ech mengen, dee Projet ass awer am Moment net méi esou do, wou awer d'Beliichtung

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

vun der Staumauer e ganz interessante Projet ass a wou ech mengen, dass et eebe wichteg ass, dass mer eis all ronderëm den Dësch setzen, esou wéi et och am Stauséimanagement proposéiert ass, fir eeben do kënnen déi verschidde Konklusiounen ze huelen.

Ech mengen, d'Wichtegkeet ënnerstrach ze hu vun deene verschiddenen Administratiounen, fir beieneen ze sinn, fir do kënnen adequat en Noerhuelungsgebitt ze kreéieren. En Noerhuelungsgebitt net nëmme fir d'Touristen, déi vu wäit ewech dohinner kommen, mee natierlech och fir d'Leit, déi do wunnen. Natierlech och fir de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtere vun de Gemengen, dass déi awer och kënne sech erhuelen an deem schéine Gebitt. An ech si mer sécher, dass mer do e gudde Wee fannen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Tourismusminister Lex Delles. Den Här Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt awer kuerz nach eng Kéier wéinstens op eng Saach agoen. An dat ass, datt ech gefrot hunn a menger Interventioun, datt mer eis méiglechst séier eng Kéier kuerzschléissen. Wann ech vu Covid-19-gereegelter Vakanz um Stau schwätzen, da muss een awer nach zwou, dräi Saachen duerchschwätzen. An ech gräifen da just déi Saach mat der Security op.

D'Onlinereservéiere fonctionéiert nëmmen, wa mer eng Security hunn. Wann een d'Plagë kennt um Séi, wéi se zougänglech si respektiv wéi d'Leit ëmmer ee Wee fanne fir bei d'Plage, an et mécht ee Kontrollen, da geet dat net ouni Hëllef vun enger Security, déi natierlech och d'Police rifft.

A mir hunn dat um Päischtweekend duerchexercéiert, an dat huet wonnerbar geklappt. Wa mir awer als Gemenge mussen d'Security selwer bezuelen, kënne mir eis dat net leeschten. A mir brauchen dat awer fir eis Studentinnen a Studenten, déi de Match op der Plaz maachen. Déi ginn deelweis agresséiert! Mir hunn eeben eng Clientèle, ech beschreiwen dat elo net, déi et schwiereg mécht, fir datt mir dat mat eise Leit gereegelt kréien. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier froen, datt mer zumindest deelweis gehollef kréien, wa mer eng Sécherheetsfirma asetzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Schank. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Jo, déi Fro vun der Security ass eng Saach, a besonnesch, wann ee se an de Lien setzt mam Ticketing. Et ass esou, dass et am Fong eng Demande vun de Gemenge war, fir en Ticketing ze maachen. Ech muss soen, wéi dat alles en place gesat ginn ass, eng informatesch Léisung fonnt ginn ass iwwert den ORT, dass iwwer hire Site kënnen d'Tickete gebucht ginn an esou weider, huet dat ganz vill aner Froe mat sech bruecht. Do ginn ech lech vollkomme Recht.

Mee ech muss awer soen, wann d'Gemenge froen, fir een Ticketing ze maachen, an da soen: „A jo, mir wëllen den Ticketing, mee da musse mer hannendrun nach eng Security hunn!", da musse mer hannendrun awer och nach, an dat ass deen zweete Schratt, an dat wësst Dir, déi Fro vun der Responsabilitéit kucken. Wann ech en Ticket maachen a verkafen, verkafen ech eng Déngschtleeschtung. Wien ass deen, deen den Ticket verkeeft? Et si jo all déi Froen, déi diskutéiert gi sinn. Sinn et d'Gemengen, déi den Ticket verkafen? Wie kritt d'Recetten? Ass et den ORT, deen d'Recettë kritt? Sinn et d'Gemengen?

Ech mengen, dass dat do eng Panoplie vu Froen opwerft. Duerfir ass meng fundamental Iwwerzeegung natierlech, dass eng Billetterie schwiereg en place ze setzen ass op deene Plazen. Wann d'Gemengen dat wëllen, kënne se dat ganz gäre maachen. Mir hunn et just finanzéiert als Tourismusministère iwwert den ORT, fir dass et kann en place gesat ginn.

An op där anerer Säit déi Froe vun der Surveillance wéinst Corona. Jo, ech mengen awer net, dass dat an der Gemengeresponsabilitéit ass, mee ech sinn net Inneminister. Ech si just Tourismusminister, oder Plagëminister, ...

(Hilarité et interruption)

... wou d'Fro sech stellt - dat sinn ech och emol net! -, wou d'Fro sech stellt: Wat ass da mat engem Park an der Stad? Kann dann elo d'Stad Lëtzebuerg froen, fir do och eng Surveillance ze kréien, wann d'Restriktiounen net agehale ginn? Eng Gemeng Suessem, kéint déi och eng Security froen, fir do opzepassen?

Mee ech mengen, dass mer eis eng Kéier musse ronderëm den Dësch setze fir ze kucken, wat déi verschidde Léisunge sinn. Ech weess, dass Der lech do scho mat der Police, mam Policeminister concertéiert hutt an dass do ganz gutt Pisten erauskomm sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. D'Madamm Hansen huet nach eng Fro.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, Parole après ministre! Ech hunn nach eng Fro, well Dir hutt vill vun de Parkinge geschwat zu Ënsber. Ech weess net, ob Der schonn tatsächlech praktesch um Stau waart. Also, fuert eng Kéier dohinner! Virun Ënsber gëtt et och nach Lëlz. Do fuert Der, soen ech, sechsmol ronderëm d'Duerf, da sinn d'Leit immens frou, well d'Autoen alleguer sechsmol ronderëm d'Duerf fueren, an da fanne se nach keng Parkplaz. Da sinn do Hiwwelen opgetässelt ginn, fir datt keng Autoe méi kënne laansicht d'Strooss parken. Déi Hiwwele sinn elo bal esou grouss, wéi eng Parkplaz géif Plaz huelen. Dat heescht awer, datt d'Autoen alleguer op der Strooss stinn.

A wa mer gäre soen: „Kommt bei eis a maacht Vakanz bei eis!", da maachen ech wierklech en Appell: Kuckt, datt iergendwéi d'Autoe sech kënnen op eng anstänneg Parkplaz, net nëmmen zu Ënsber, mee iwwerall ronderëm de Stau, histellen! An do brauche mer ganz einfach Plaz, well den ëffentlechen Transport, dat kann ech lech soen, dee funktionéiert net ëmmer esou gutt. Do kann ech lech soe vu Jugendlechen, do huet de Bus d'Diere virun hirer Nues zougemaach. Du stounge se do, an déi stinn dann do erëm eng Stonn ze waarden, am Donnerwieder! Dat ass net ganz angeneem. Dat heescht, mir brauchen einfach Opfänkparkplazen do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Wëllt d'Regierung nach eng Kéier reagéieren?

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Parole après député.

(Hilarité)

Well eng Fro gestallt ginn ass. Et war éischter Question après ministre wéi Parole après ministre. Eebe grad dat doten ...

(Interruption)

... ass och - et muss een e bësse flexibel sinn! - ee Bestanddeel, de Parkraummanagement, vun där Stauséimanagement-Strategie, déi soll ausgeschafft ginn ënnert deene verschiddenen Acteuren.

A jo, maacht Iech keng Gedanken, ech war nach viru Kuerzem um Stau. An ech hu mech och sécherlech net falsch geparkt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles.

14. Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2

Dee leschte Punkt vun haut de Mëtteg ...

(Brouhaha)

... ass d'erweidert Fro Nummer 46 vum Här Paul Galles iwwert déi gebrauchte Masken. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Ministesch, d'Covidkris huet eis gezwongen, Masken ze benotzen, fir eis a virun allem eis Matmënschen ze schützen. An no gewësse Startschwieregkeeten hat och d'Regierung den Notze vun de Masken agesinn an huet se du groussfläcneg verdeelt. Bei dëse Masken handelt et sech ëm déi sougenannte Mond-Nues-Schutz oder och OP-Maske genannt. Dës Maske ginn awer leider zum Deel illegal entsuergt an et fënnt ee se ëmmer erëm verdeelt an der Landschaft, egal ob am Bësch, laanscht d'Stroossen oder op de Plazen.

Dës Problematik existéiert awer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland. Esou huet sech zum Beispill d'franséisch Regierung gezwonge gefillt, de Protokoll fir déi illegal Entsuergung vun enger Mask an d'Ëmwelt vun 68 op 135 Euro eropzesetzen. An nieft de Masken, dat ass kloer, verschmotzen natierlech och d'Händschen oder aner Combinaisounen eis Ëmwelt, mee fir den normale Verbraucher sinn et virun allem d'Masken, déi relevant sinn an déi an d'A stiechen.

Duerch d'illegal Entsuergung ergëtt sech dofir eng duebel Problematik. Éischtens kënnen d'Masken nach eng Gefor duerstellen. D'Vire kënnen, jee no Material, bis zu 24 Stonnen iwwerliewen. Besonnesch d'Botzpersonal ass dem Kontakt mat kontaminéierte Masken ausgesat. An zweetens verschmotzen déi Masken eis Ëmwelt. Iwwert d'Flëss kënnen d'Masken an d'Mierer gelaangen, wou se eng Gefor fir Fësch a fir Säugedéieren duerstellen. A wéi am Mier zersetze sech d'Masken am Laf vun der Zäit och um Land, wouduerch Mikroplastik entsteet. Dëse gelaangt dann erëm iwwert d'Planzen an d'Déieren, déi mir iessen, an déi mënschlech Narungsketten. Also, esou gesi schuede mer eigentlech eis selwer hannen um Enn.

Dës Ëmweltverschmotzung ass besonnesch a Länner ouni eng funktionéierend Offallwirtschaft nach méi e Problem. Dofir gesinn ech et perséinlech och schwiereg, Masken als Kooperatioun laangfristeg an Entwécklungslänner ze schécken, well d'Gefor vun enger illegaler Entsuergung do extreem grouss ass. Natierlech ass et awer och denkbar, Masken als Éischt Hëllef an à court terme och an déi Länner ze verdeelen, wann d'Mënschen engem akute Risiko ausgesat sinn.

Nieft dëse méi kuerzfristegen negative Punkte gëtt et awer och ee méi laangfristegen Aspekt. Wéi de Kolleeg Gusty Graas a senger mëndlecher Fro hei den 9. Juni an der Chamber festgehalen hat, gëtt en zousätzlechen Offall duerch d'Maske ronderëm 950 bis 1.200 Tonnen erwaart. Mir mussen awer wëssen, dass déi OP-Masken net recyclabel sinn, well se aus engem Verbond vu verschiddene Materialie bestinn. Zum Beispill enthale se ze vill kleng Deeler, wéi zum Beispill Pabeier, Vlisschichten, Gummibänner fir ze fixéiere souwéi och e Metallbigel. Domadder kënne se just nach verbrannt ginn, dat heescht, eventuell thermesch verwäert. Esou gi wäertvoll Ressourcë verschwent! An d'Botzen oder d'Desinfizéiere vun einfachen OP-Masken ass och extreem schwiereg bis hin zu onméiglech.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, et ass natierlech verständlech, dass an enger éischter Phas déi Maske benotzt a verdeelt goufen, déi do waren. Mee wann een awer deene meeschte Virologe Glawe schenkt, da muss een nach mat ville Méint, vläicht souguer nach mat Jore rechnen, fir mat dësem Virus mussen ze liewen. Dofir ass et wichteg, an Zukunft no méi nohaltegen Alternativen ze sichen, och grad am Hibléck vun enger potenzieller zweeter Infektiounswell.

Zurzäit ass dat nohaltegst eng weiderverwäertbar Mask aus Stoff. Dat wär dat nohaltegst fir ze benotzen. Dobäi ass et wichteg, dass een d'Maske reegelméisseg desinfizéiert. Domadder kéinten esou Stoffmasken eng konkreet Moossnam fir eng méi nohalteg Politik sinn, en Zeeche géint d'Wegwerfkultur a fir de Zero-Waste souwéi de Reuse, dee mer hei och an der Chamber schonn eng Kéier diskutéiert hunn.

Eng weider Alternativ sinn d'Masken aus Kork. Kork ass en nohaltegt Material, wat an der Lescht ëmmer méi interessant gëtt, zum Beispill an der Moud. Esou gëtt et etwa scho Schong aus Kork. A Kork ass recycléierbar. A well et eeben en Naturmaterial ass a komplett biologesch ofbaubar ass, kéint ee weidere Virdeel och dee sinn, dass Kork vun Haus aus antibakteriell an hydrophob ass. An zu Lëtzebuerg gëtt et och scho Fuerschungen zu dësem Theema. Et gëtt och schonn eng Startup, fir se net ze nennen, Molecular Plasma Group, déi un enger nohalteger, weiderverwäertbarer an antiviraler Schutzmask aus enger lokaler Produktioun schafft.

Fir esou en Nohaltegkeetskonzept ze förderen, kéint een eventuell Gestiounsconsignë fir d'Entreprisen ausschaffen a se beim Akaf vun esou Masken och beroden an hinnen hëllefen.

Erlaabt mer dofir, Iech véier Froen ze stellen.

Éischtens: Maacht Der e Monitoring vun dem zousätzlechen Dreck an den Onkäschten, déi duerch déi ewechgeworfe Masken entstinn? Gedenkt d'Regierung, méi stark dergéint virzegoen, wéi dat zum Beispill a Frankräich elo geschitt ass?

Zweetens: Gedenkt d'Regierung, an Zukunft weiderverwäertbar Masken aus Stoff un d'Bevëlkerung ze verdeelen anstatt vun deenen hierkëmmlechen OP-Masken, déi mer elo kréien?

Drëttens: Ass et virgesinn, lokal Initiativen oder eng lokal Produktioun ze stäerken, déi weiderverwäertbar Stoffmaske produzéiere kéinten?

A véiertens: Sollt et an Zukunft net Consignë gi fir grouss oder kleng Entreprisen, wéi mat der Gestioun vu Masken ëmzegoen ass, wéi eng Maske solle benotzt ginn a wéi se kënnen entsuergt ginn?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt emol merci dem Här Galles, dass en op dës wichteg Fro ageet.

Ech menge wierklech, dass kee vun eis, wa mer an de leschte Woche spadséiere gaange sinn, net iergendwou dann awer eng Mask konnt gesinn. Dat ass d'ailleurs och de Mataarbechter vun der Natur- a Bëschverwaltung opgefall an de Mataarbechter vun der Ëmweltverwaltung. An dofir hu mer a sech zënter ufangs Abrëll reegelméisseg iwwert de Site ëmwelt.lu, awer och iwwer Facebook sensibiliséiert mat Biller, déi ofschrecken.

Mir hunn a reegelméissegen Ofstänn versicht, de Leit wierklech nach eng Kéier ganz kloer ze maachen, wéi wichteg et op där enger Säit ass, dass mer Masken droen, well mer déi aner Leit wëlle schützen. An ech mengen, dee Message ass awer mëttlerweil gutt ukomm an deen ass och ganz wichteg, well mir brauchen eis Gestebarrièren.

An op där anerer Säit, do war et eis och wichteg ze soen, wéi mer mat deene Maske fachgerecht ëmginn: Eng gedroe Mask, wann et dann eng eemol gebrauchbar Mask ass an déi net méi verwennt gëtt, déi gehéiert an déi schwaarz Poubelle. Déi gehéiert net an d'Natur!

Dat wär den Normalfall, wa mer et mat net infizéierte Leit ze dinn hunn. Wa mer awer mat Leit ze dinn hunn, déi krank sinn, da musse se souguer nach an eng extra Tut, an doriwwer hu mer och sensibiliséiert iwwer eis Sitten an iwwer eis Moyenen. Ech mengen, dass et duerchaus eppes Wichteges ass, doriwwer ze schwätzen, dass mer net iergendwou illegal eppes an der Natur loossen.

An ech hu ganz rezent op eng Fro vun engem aneren honorabelen Deputéierten hei op dëser Plaz gesot: Jo, beim Iwwerschaffe vun den Direktiven, déi mam Offall ze dinn hunn, wëlle mer, änlech wéi Frankräich, duerchaus d'Strofekatalogen, déi an engem Règlement granducal sinn, och iwwerschaffen, well Littering ass kee Kavaléiersdelikt!

Et ass d'ailleurs och do, wou mer à ce stade och sensibiliséieren a wou mer och iwwert de Summer wäerte weider sensibiliséieren, deelweis op soziale Medien, am Internet, awer och zum Beispill laanscht d'Stroossen, wou mer schonn zanter dem leschte Joer eng Campagne hunn, déi ëmmer erëm opkënnt, wou mer méiglechst vill Acteure wëlle vereenen.

Dat heescht, wéi gi mer mat de Masken ëm? Do hu mer wierklech versicht, groussflächeg ze soen: Jo, déi mussen an déi schwaarz Poubelle! An nëmme fir lech en Ordre de grandeur ze ginn: Nëmmen déi Masken, déi vum Staat verdeelt ginn un d'Stéit an och un eis Frontalieren, dat wären, wann eng Mask 4 Gramm ass, eng ronn 144 Tonnen Offall! Dat huet meng Verwaltung mer matgedeelt.

Dat heescht, mir hunn eis scho wierklech Gedanke gemaach, dass dat doten e gudden Deel méi Reschtoffall ass. Wann Der iwwerleet, dass de Reschtoffall hei zu Lëtzebuerg ongeféier 160.000 Tonne sinn, dann ass dat schonn e Krack méi, deen ze geréieren ass. An dofir sinn d'Alternativen auszebauen, dat war jo eeben och eng vun Äre Froen. D'Alternativen auszebauen, ass vun Ufank un eppes gewiescht, wat op allen Niveaue promouvéiert ginn ass.

Engersäits hu Kolleegen an der Regierung, de Franz Fayot, iwwer Luxinnovation eng Plattform gemaach, wou et net nëmmen ëm Maske geet, mee och ëm d'Gelen an aner Schutzartikelen, zum Beispill Kostümer, wou gekuckt ginn ass, de Lien ze maachen tëschent deene lokale Betriber zu Lëtzebuerg, déi Saachen herstellen, an de Betriber, déi Saache brauchen. Dat ass eng Plattform, déi Der, wéi gesot, bei der Luxinnovation fannt, wou et spezifesch ëm Schutzmaterial geet, dat fir dës Krisesituatioun gebraucht ginn ass.

Dann huet och de Lex Delles als Minister gekuckt, dass e kleng Entreprisen ënnerstëtzt, an och do e spezielle Programm un Hëllefe gemaach fir déi, déi elo kreativ waren a schnell hire Modell ugepasst hunn. Do sinn duerchaus elo Acteuren, déi schonn e bësse méi laang derbäi sinn an al Stoffer recyclen, anerer hunn en neit Feld entdeckt. An ech mengen, an enger Kris brauche mer Kreativitéit, a mir sollen dat gemeinsam notzen.

An dofir sinn ech ganz frou, dass déi zwee Kolleegen an der Regierung nieft deem, wat mir sensibiliséieren, wéi se richteg entsuergt ginn an dass se net an d'Natur geheieren, dass eeben och d'Kolleegen an der Regierung direkt matgezu si fir d'Promotioun vun de lokale Produiten, d'Promotioun vun Alternativen, ob dat elo e Buff ass, e Schal, dee verännert ass, oder eng Mask, déi gebutt gëtt. Ech mengen, do hate mer ganz vill Benevoller, déi ganz am Ufank vun der Kris direkt d'Initiativ ergraff hunn, fir de Leit ze soen: Mir brauchen net nëmmen Eeweemasken, mir brauchen op Dauer eppes, wat d'Strooss hält: eng Stoffmask! An do, mengen ech, si ganz vill Leit matgezunn.

An ech sinn immens frou, dass mëttlerweil och vill Administratiounen, vill aner Ministèrë versicht hunn, wierklech déi stoffen Alternativen aktiv ze promouvéieren. Zum Beispill huet meng Naturverwaltung nom éischte Jet direkt ugefaangen, stoffe Maske bei hire Mataarbechter ze promouvéieren. Mir hunn dat um Ministère och gemaach. An anerer hunn et deem gläich gemaach, well et wichteg ass, dass mer op Dauer, well dee Problem och nach weider wäert bestoen, eis Responsabilitéit iwwerhuelen an eis Alternativen iwwerleeën, déi ee ka wäschen. An da muss een natierlech och déi néideg Consignen an déi Richtung ginn, dass déi dann och sécher sinn, dass déi sécher mat 60 Grad gewäsch ginn, fir dass mer d'Leit ronderëm eis schützen an dass mer déi Pandemie, déi mer hunn, an de Grëff kréien.

Do zéie mer all un engem Strang. An dofir merci fir déi Fro. Ech mengen, ech hunn lech op déi eenzel Punkte geäntwert. De Monitoring: Jo, mir hunn eis Gedanke gemaach! Wat heescht dat? Mir wäerten dat och weider maachen. D'ailleurs si mer vun den Direktive gezwongen, e Monitoring ze maache vun eisen Offallstréim, an dat maache mir och.

Mir denken duerchaus am Kader vun der Reform vun der Offallgesetzgeebung drun, de Kader ze verbesseren an de Leit dat méi an d'Gedächtnis ze ruffen. D'lokal Produktioun gëtt ënnerstëtzt, souwuel déi méi grouss wéi och déi méi kleng. An déi flott Alternativen net ze vergiessen, wou mer dem Benevolat hei och Merci soen, déi direkt mat an d'Bresch gespronge sinn, fir Alternativen ze promouvéieren.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Émweltminister Carole Dieschbourg.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.52 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 45, 46, 47 et 48

45e séance

Ouverture de la séance publique p. 688

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales p. 688-689

7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 689-691

7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19 p. 691-694

7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 p. 694-695

46e séance

Ouverture de la séance publique p. 696

Discours de M. le Président p. 696

Communications p. 696

Ordre du jour p. 697

7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 697-710, p. 715

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées p. 710

7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 710-715, p. 716

47e séance

Ouverture de la séance publique p. 717

Ordre du jour p. 717

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite) p. 717-718

7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe p. 718-719

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 718-721

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite) p. 721

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 721-722

48e séance

Ouverture de la séance publique p. 723

7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution (Déclaration de recevabilité) p. 723

Communications p. 723

Ordre du jour p. 723

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten p. 723

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 723-724

Ordre du jour (suite) p. 724

Heure de questions au Gouvernement

- Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp
et
Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation p. 724-725

- Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage
Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie
et
Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 725-726

- Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 726

- Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 726

- Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 726-727

- Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 727

- Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 727

- Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 727-728

- Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique p. 728

- Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 728

- Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 728-729

- Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 729

Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg p. 729-730

Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement » p. 730-731

Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène p. 731-732

Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans p. 732-733

Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre p. 733-735

Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2 p. 735-736

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 20** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2186	Marc Hansen	Autopsies effectuées sur les patients décédés de Covid-19
2198	Léon Gloden	Bracelet électronique
2210	Gusty Graas, André Bauler	Déversement d'eaux usées dans la Sûre
2215	Michel Wolter	Masques chirurgicaux
2227	Jeff Engelen	Biens immobiliers de l'État à usage résidentiel
2228	Lydia Mutsch	Application d'évaluation des symptômes de la Covid-19 de l'OMS
2233	Françoise Hetto-Gaasch	Enfants à besoins spécifiques
2234	Fernand Kartheiser	Accueil des enfants dans le cadre de la reprise des cours dans l'enseignement fondamental
2236	David Wagner	Augmentation projetée des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie de 7,5 % en 2019
2237	Martine Hansen, Félix Eischen	Reprise des activités dans le secteur Horeca
2238	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Reprise des vols de Luxair
2239	Fernand Kartheiser	Réouverture des écoles et des crèches
2240	Marc Hansen	Recherche de cas de Covid-19 présents sur le territoire luxembourgeois avant le début présumé de l'épidémie
2243	Fernand Kartheiser	Rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus
2245	Roy Reding	Baisse de la TVA pour les entreprises du secteur Horeca
2246	Laurent Mosar, Gilles Roth	Applications de messagerie dans la fonction publique
2247	Sven Clement	Applications de messagerie dans la fonction publique
2250	Sven Clement	Infrastructures critiques
2252	Marc Goergen	Situation du secteur Horeca dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2255	Félix Eischen	Contrôles du Service de santé au travail multisectoriel (STM)
2258	Martine Hansen, Octavie Modert	Aides financières pour fermes pédagogiques
2259	Marc Goergen	Reprise des activités dans le secteur Horeca
2266	Marc Baum	Dépenses militaires à moyen terme
2273	Léon Gloden	Instruction judiciaire diligentée contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale
2276	André Bauler	Dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10)
2277	Paul Galles	Impact de la pandémie de la Covid-19 dans le milieu carcéral
2279	Jeff Engelen	Produits régionaux
2280	Jeff Engelen	Congé sans solde et congé spécial dans la fonction publique
2281	Jeff Engelen	Interventions de la Police grand-ducale
2282	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Recommandations pour les maisons de soins
2284	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Consignes pour structures de logement pour personnes en situation de handicap
2286	Jeff Engelen	Masse maximale autorisée des ambulances
2287	Marc Goergen	Chantier sur la route de Remich à Moutfort
2290	Mars Di Bartolomeo	Prix de l'électricité et du gaz
	Session ordinaire 2020-2021	
3197 urgente	Sven Clement	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
3203 urgente	Fred Keup	Parc éolien à Dalheim
3210 urgente	Guy Arendt	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3212 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020

Question 2186 (12.05.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **autopsies effectuées sur les patients décédés de Covid-19 :**

La presse a relaté il y a peu les expériences de deux pathologistes, l'un à Hambourg, l'autre à Berne. Les deux médecins ont pratiqué des autopsies sur patients décédés de Covid-19 et en sont venus à la conclusion que toutes les personnes décédées souffraient d'au moins une maladie avant de contracter le Sars-CoV-2.

De plus, le médecin hambourgeois, qui a pratiqué près de 200 autopsies, affirme que la majorité des décès est liée soit à une embolie pulmonaire, soit à une thrombose, ce qui laisse à penser qu'un traitement aux anticoagulants pourrait s'avérer efficace dans certains cas.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Au Luxembourg, les patients décédés de Covid-19 sont-ils systématiquement autopsiés ?

2) Dans l'affirmative, les résultats de ces autopsies permettent-ils de confirmer que la majorité des patients souffrait de pathologies préexistantes, voire multiples ?

3) Qu'en est-il des embolies pulmonaires et des thromboses ? Les autopsies auraient-elles permis de dégager qu'elles sont parmi les causes de décès les plus fréquentes parmi les victimes de Covid-19 ?

4) Les données scientifiques actuellement recueillies à l'échelle internationale permettent-elles de conclure qu'un traitement aux anticoagulants est indiqué dans le contexte de Covid-19 ?

Réponse (11.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les patients décédés des suites du Covid-19 ne sont pas systématiquement autopsiés dans notre pays. En général, une autopsie peut être ordonnée par la justice dans le cadre d'une enquête de police ou peut être demandée par le médecin qui prend l'avis de la famille et tient, dans la mesure du possible, compte de l'accord éventuellement exprimé de son vivant de la personne décédée.

En l'absence systématique d'autopsies, aucune réponse ne peut être donnée sur base des informations disponibles au Luxembourg aux questions sur les pathologies préexistantes et les thromboses ou embolies pulmonaires éventuelles.

La littérature médicale y relative est cependant entre-temps assez riche et permet d'affirmer que les patients Covid-19 hospitalisés devraient systématiquement bénéficier d'un traitement de prévention de la thromboembolie, surtout s'ils sont alités en soins intensifs.

Question 2198 (13.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bracelet électronique :**

An engem „Land"-Artikel vu leschter Woch heescht et am Kontext vun haislecher Gewalt:

„Die Justiz hatte (…) geprüft, ob Inhaftierte durch den verstärkten Einsatz elektronischer Fußfesseln während des Covid-19-Lockdown hätten nach Hause geschickt werden können. ‚Man habe davon abgesehen', so Martine Solovieff, ‚weil das Sicherheitsrisiko für unsere Beamten' zu groß schien. In der Vergangenheit sei es wiederholt zu Manipulationen gekommen, sodass Beamte die Fesseln vor Ort und an der Person überprüfen mussten; in Coronazeiten keine gute Situation."

Opgrond vun dësen Ausféierunge wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Justiz stellen:

1. Wéi vill Persounen droen aktuell eng elektronesch Foussfessel?

2. Wéi vill vun deene Persoune koumen op Uerder vum Untersuchungsriichter an de Genoss vun där Moossnam?

3. Wéi vill Persoune profitéiere vun där Moossnam an der Approche „front door" respektiv „back door"? Fir wéi eng Infraktiounen a wéi e Strofmooss gouf dës Moossnam applizéiert?

4. Wéi vill vun deene Persoune goufe wéinst haislecher Gewalt veruerteelt? Firwat sollt dësen Dispositif an der Kris verstäerkt a Fäll vun haislecher Gewalt zum Asaz kommen?

5. Wéi oft ass dës Moossnam an de leschte fënnef Joer revidéiert ginn? Wéi oft gouf se nach virun enger Condamnatioun revidéiert? Wéi oft gouf se revidéiert, nodeem se direkt agesat gouf amplaz vu festem Prisong? Wéi oft gouf se revidéiert, nodeem se als sozial Reintegratiounsmoossnam agesat gouf?

6. Wéi e Bilan zitt d'Madamm Minister aus der „Legalisatioun" vun der elektronescher Iwwerwaachung duerch déi elektronesch Foussfessel?

7. Wann d'Madamm Procureur général d'État seet, et wier an der Vergaangenheet widderhuelt zu Manipulatioune vun deene Bracelete komm, wéi vill där Fäll gouf et an der rezenter Vergaangenheet?

- Wéi kann ee sech dës Manipulatioune konkreet virstellen?

- Wéi eng Konklusiounen zitt d'Madamm Minister aus dësen Emstänn?

- Wéi kënnen esou Manipulatioune verhënnert ginn?

- Wéi eng Evolutioune gëtt et bei der Entwécklung vun neien Typpe vu „Foussfessel" respektiv Iwwerwaachungsdispositiffen? Envisagéieren déi zoustänneg Servicer, nei Hard- a Softwaren anzekafen?

Réponse (26.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Wat d'Zuele vun de Foussfesselen ugeet hei zu Lëtzebuerg, droen aktuell 15 Persounen eng elektronesch Foussfessel.

ad 2. Den Untersuchungsriichter huet bis dato den Artikel 107, leschten Alinea vum Code de procédure pénale nach net applizéiert. Dësen Artikel erméiglecht dem Untersuchungsriichter eng Persoun, déi ënnert d'Obligatioune vum Artikel 107 Alinea 2 Punkt 1, 2 an 3 fält, iwwert eng Foussfessel ze iwwerwaachen.

ad 3. Zu Lëtzebuerg hunn insgesamt tëschent Januar 2015 an dem 1. Juni 2020 209 verueerteelt Persoune vun där Moossnam profitéiert.

Hei eng Ventilatioun vun den Zuelen opgedeelt op déi verschidde Joren:

2015	51
2016	47
2017	34
2018	34
2019	37
2020 bis den 1. Juni 2020	7

Vun deenen 209 Condamnéierte kruten 108 eng „libération conditionnelle" accordéiert an néng kruten eng „suspension de la peine". 92 Condamnéiert kruten d'integral Prisongsstrof duerch d'Foussfessel ersat.

Et hu vun den 209 Condamnéierten 146 vun där Moossnam an der Approche „front door" profitéiert an 63 an der Approche „back door", respektiv 47 Persoune vu Giwenech a 16 Persoune vum CPL.

Dës Moossnam gouf fir follgend Infraktiounen applizéiert:

Infraktioune géint d'Drogegesetz	38
Infraktioune géint de Code de la route	17
„Crimes et délits contre la foi publique"	27
Verbriechen an Delikter géint Persounen	55
Verbriechen an Delikter géint Proprietéiten	64
Aneres	8

D'Durée vun de Prisongsstrofen, déi fir dës Infraktioune gesprach goufen, läit tëschent dräi a 36 Méint („front door"):

Zuel vun den Affären	Durée vun der Strof
18	1 bis 6 Méint
36	6 Méint
23	9 Méint
47	12 Méint
27	2 Joer
9	3 Joer

16 Persounen, déi vun enger „back door"-Moossnam profitéiert hunn, hate jeeweils eng Prisongsstrof, déi tëschent véier a 15 Joer louch, mat oder ouni „sursis partiel". Dräi Persounen, déi zu 15 Joer Prisong veruerteelt gi sinn, kruten eng Foussfessel.

ad 4. Keng vun deene Persoune gouf wéinst haislecher Gewalt veruerteelt. Momentan gëtt d'Foussfessel nach net an deem Kader genotzt. Et sinn awer aktuell Gespréicher amgaangen, fir an deem Sënn ze legiferéieren.

ad 5. Wat de „front door" ugeet, si wärend der Period 2015 bis Juni 2020 am Ganzen 23 Decisiounen, déi d'Foussfessel accordéiert hunn, erëm revidéiert ginn:

- 5-mol am Fall vun der Toxicomanie;
- 10-mol am Fall vu Verbriechen an Delikter géint Proprietéiten;
- 4-mol am Fall vu Verbriechen an Delikter géint Persounen;
- 3-mol am Fall vun enger „atteinte à la foi publique";
- 1-mol am Fall vun enger Infraktioun géint de Code de la route.

Dës Moossnam gouf ni virun enger Condamnatioun revidéiert an et gouf och keng Moossnam revidéiert, nodeems se als sozial Reintegratiounsmoossnam agesat gouf.

ad 6. De Bilan, deen een aus der „Legalisatioun" vun der elektronescher Iwwerwaachung kann zéien, ass e ganz positive Bilan. Dëst erlaabt, dass Persoune vun dëser Moossnam kënne profitéieren, entweeder am Kader vum „front door", wann d'Prisongsstrof manner wéi dräi Joer ass. An deem Fall muss d'Persoun net an de Prisong goen. Et erlaabt awer och Persounen, déi eng laang Prisongsstrof hunn, éischter kënnen erauszekommen, wann d'Konditiounen all erfëllt sinn.

ad 7. Et gi verschidde Méiglechkeeten, fir entweeder d'Statioun (Monitoring station), oder „d'Auer" (Tag) oder nach de Bracelet selwer (Lap) ze manipuléieren. Et ass awer net ëmmer evident erauszefannen, ob et sech ëm eng fräiwëlleg Manipulatioun handelt oder ob den Dysfonctionnement doduerch kënnt, dass d'Ekipement veraltert ass oder falsch benotzt gëtt. Zum Beispill geet et duer, dass d'Persoun laang an engem Whirlpool läit, fir dass esou en Dysfonctionnement optaucht.

Eng Manipulatioun kann och nach doduerch kommen, wann d'Persoun d'Statioun verréckelt oder Saachen drop tässelt an d'Signal geet net méi duerch.

D'Persoune kréie vun Ufank un erkläert, wat d'Konsequenz ass vun enger muttwëlleger Manipulatioun, déi d'Revidéiere vun dëser Moossnam ass.

Allgemeng ginn et wéineg muttwëlleg Manipulatiounen, et sinn der ongefähr zwou bis dräi d'Joer. Am Joer 2020 gouf bis elo nach keng Manipulatioun vun Ekipement constatéiert. Et koum awer zu verschidden techneschen Incidente säit dem 1. Januar 2020:

Technesch Problemer, déi net speziell definéiert goufen	3
Technesch Problemer, déi identifizéiert goufen	1
Schued vum Bracelet / Kontroll vum Bracelet	7
Ersetze vun der Batterie	1
Problem vum ganzen Dispositif wéinst engem Problem mam Reseau vum Handy	1

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

D'nächst Joer leeft den aktuelle Marché public mat G4S of, da gëtt dee Moment gekuckt, wat fir eng nei Software ee benotze wäert a wat déi nei Innovatiounen um Marché an deem Domän sinn.

Question 2210 (14.05.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant le **déversement d'eaux usées dans la Sûre :**

À Ettelbruck à la hauteur du monument Patton un canal déverse depuis plusieurs années des eaux usées non épurées dans la Sûre ce qui est d'autant plus alarmant qu'il s'agit d'une zone d'eaux de frai. Comme il ressort d'un article de presse récent, cette situation résulte d'un réservoir de débordement d'eaux pluviales désuet, qui sera remplacé par un réservoir moderne, capable de retenir les eaux usées également en cas d'orage.

Des personnes averties nous ont précisé que la situation actuelle à Ettelbruck ne constituerait pas un cas isolé. En effet, il existerait des situations similaires dans bien d'autres endroits du pays. Ainsi par exemple des eaux usées seraient déversées par des canaux dans la Moselle.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant le projet de construction d'un nouveau réservoir de débordement à Ettelbruck ? Pour quand celui-ci pourra-t-il être achevé ?

2) Combien d'infrastructures d'eaux usées désuètes similaires existe-t-il actuellement au Luxembourg qui devront être remplacées dans les années à venir ?

3) Madame la Ministre peut-elle fournir des renseignements quant au nombre de canaux au Luxembourg qui déversent des eaux usées ou polluées directement dans un cours d'eau ?

Réponse commune (22.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Le projet global au lieu-dit « Ierpeldenger Dräieck » retient la modernisation partielle du collecteur d'amenée existant de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre, la construction d'un bassin d'orage de 340 m³ avec dégrilleur fin sur le seuil de déversement, d'une station de pompage, d'une station hydrophore ainsi que des collecteurs d'évacuation tant vers la nouvelle conduite pressurisée entre Ettelbruck et Bleesbruck que vers l'ancien collecteur gravitaire « Nordstad ». Le projet permet de supprimer trois déversoirs, l'un situé à proximité immédiate du nouveau bassin et objet de la présente question parlementaire, un deuxième se trouve en sortie de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre et le dernier se situe sur le réseau de la ville d'Ettelbruck.

Les travaux ont débuté en mars 2017, la fin des travaux est prévue pour septembre 2020. Les coûts de construction s'élèvent à 4,84 millions d'euros et sont subventionnés par le Fonds pour la gestion de l'eau à hauteur de 1.959.902 €. Le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) assure la maîtrise d'ouvrage et est responsable de l'exploitation ultérieure.

ad 2) Le programme de mesures notifié à la Commission européenne comprend un grand nombre de projets de bassins d'orage qui remplacent des déversoirs vétustes voire ne correspondant plus aux normes en vigueur. Toutes ces mesures sont soit en phase de planification soit déjà en phase de construction. Le programme de mesures fait partie intégrante du plan de gestion des districts hydrographiques dont la version pour la période 2015-2021 est consultable sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau.[1]

Il convient de rappeler que les communes ont la responsabilité d'assurer la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux urbaines résiduaires et la gestion des eaux pluviales. Elles sont tenues de concevoir, de construire, d'exploiter, d'entretenir et de surveiller les infrastructures d'assainissement faisant partie de leur territoire, selon les règles de l'art en tenant compte des meilleures techniques disponibles. Le remplacement et la modernisation d'infrastructures d'eaux usées désuètes incombe dès lors aux communes et aux syndicats de communes, qui restent les maîtres d'ouvrage de ces infrastructures, bien que l'État luxembourgeois soit responsable au niveau de la Commission européenne pour le respect des directives européennes en matière de protection et de gestion du milieu aquatique.

ad 3) La quote-part de la population qui n'est pas encore raccordée à une station d'épuration publique représente 8.101 habitants (selon la dernière publication du Statec). Cependant, les eaux usées provenant de ces habitations sont dans la majorité des cas prétraitées dans des fosses septiques privées avant le rejet dans la canalisation publique ou dans le milieu naturel.

Il y a lieu de noter que toutes les fosses septiques avec trop-plein (traitement mécanique) ne correspondent plus aux normes de rejets en vigueur et devront soit être remplacées par des stations d'épuration biologiques privées soit être raccordées à un réseau communal doté d'une station d'épuration biologique communale.

[1] https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/plangestionFR/index.html

Question 2215 (18.05.2020) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **masques chirurgicaux :**

La fourniture de masques chirurgicaux a donné lieu à de nombreuses discussions au cours des dernières semaines. À partir de cette semaine, 50 masques supplémentaires seront distribués par personne après une évolution des opinions du Gouvernement au sujet du port des masques. Afin de bien pouvoir cerner et comprendre l'évolution des prises de positions du Gouvernement en la matière, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel a été le stock national de masques dits chirurgicaux au début de la crise, c'est-à-dire le 15 février 2020 ?

2) À partir de quelle date le Gouvernement a-t-il pris la décision de compléter les stocks disponibles ?

3) Quels ont été les volumes réclamés par les hôpitaux, les maisons de retraite et les autres institutions travaillant avec les personnes vulnérables par semaine de travail (nombre demandé par semaine) depuis le début de la crise sanitaire Covid-19, c'est-à-dire à partir du 15 février 2020 ?

4) Quels ont été les volumes fournis aux mêmes établissements pour chaque semaine de la même période ?

5) Quelles demandes de la part de la cellule de crise ont été formulées à quelle date à quels producteurs/fournisseurs nationaux et internationaux ?

6) Quelles offres ont été reçues pour la même période par la cellule de crise par quels producteurs/fournisseurs nationaux et internationaux ?

7) Combien de masques ont été commandés à quelle date pour quel volume et à quel prix ?

8) Quelles ont été les dates auxquelles ces commandes ont été livrées (détaillées séparément par commande) à Luxembourg ?

9) Quels volumes de masques ont été distribués en dehors des établissements repris à la question 3 avec date et destinataire ?

10) Quel a été le stock à disposition à la fin de chaque semaine sous rubrique ?

11) Quel est le stock actuel ?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) En début de crise, il y avait quelque 950.000 masques chirurgicaux dans le stock national.

ad 2) Au cours de la deuxième moitié de janvier 2020, un groupe de travail interministériel s'est réuni afin d'évaluer la situation nationale et internationale et d'analyser notamment les stocks de matériel de protection disponibles et les besoins éventuels complémentaires.

Sur base de cette analyse, des contacts ont été pris avec les fournisseurs luxembourgeois ainsi que les autorités des pays voisins afin d'identifier d'éventuels fournisseurs capables de livrer des masques de protection à courte échéance et en grande quantité. La première commande de masques de protection a été lancée en date du 7 février 2020 auprès du Comptoir pharmaceutique luxembourgeois.

ad 3) Il y a lieu de préciser que la mise à disposition des masques chirurgicaux ne se faisait pas en fonction des demandes, mais suivant une méthodologie établie de commun accord entre les structures hospitalières et la cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé.

À partir du 19 mars 2020, chacun des quatre hôpitaux déclarait à la cellule logistique sa consommation journalière, son propre stock ainsi que ses propres commandes en cours.

En fonction de ces informations, la cellule logistique était en mesure d'évaluer quotidiennement les stocks dont les hôpitaux avaient besoin pour les jours à venir. Avec l'augmentation du stock national, la période d'autosuffisance a pu être étendue.

La même méthodologie a été appliquée aux autres établissements. La fourniture de masques aux maisons de soins s'est organisée de manière regroupée et centralisée avec l'aide de la COPAS. Depuis le 19 mars, la COPAS introduisait régulièrement un fichier avec les informations renseignant sur les consommations dans le secteur des soins.

Outre les structures hospitalières et le secteur de la COPAS, une méthodologie de travail identique a été mise en place avec les autres secteurs concernés, à savoir :

- les laboratoires ;
- les centres de soins avancés et les centres de traitement ;
- les centres pénitentiaires ;
- l'Office national de l'accueil et le centre de rétention ;
- le secteur conventionné du Ministère de la Santé, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et d'autres structures sociales.

Au-delà des masques mis à disposition des entités précitées, d'autres professionnels, qui assuraient notamment des prestations d'urgence lors du confinement, ont introduit des demandes ponctuelles auprès de la cellule logistique, à savoir :

- les médecins et médecins-dentistes ;
- les pharmaciens en officine ;
- la Fédération des artisans pour le besoin des opticiens, audioprothésistes et orthopédistes ;
- les professionnels de santé libéraux (ex. : infirmiers, kinésithérapeutes, sages-femmes) ;
- le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et les ambulanciers privés ;
- les services de pompes funèbres ;
- le service de transport public Adapto ;
- les structures dépendant du Ministère de l'Éducation nationale (enseignement fondamental et enseignement secondaire) ;
- les structures dépendant du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (Fraenhaiser) ;
- LuxairCARGO ;
- la Police grand-ducale.

En outre, la cellule logistique a procédé à la distribution et la mise à disposition de masques de protection aux patients testés Covid-19 positifs et mis en quarantaine.

ad 4) En raison du mode de distribution (voir réponse sous 3), le nombre de masques fournis pour une même période aux mêmes établissements variait de façon considérable.

Le tableau ci-joint donne un aperçu du nombre de masques fournis jusqu'à certaines dates en fonction du type d'établissement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le 13 mai, la cellule logistique avait sorti un total de 46.553.530 masques chirurgicaux, dont 38.543.380 ont été distribués aux particuliers et résidents, aux salariés et aux frontaliers travaillant au Luxembourg à l'occasion de la première et de la deuxième phase de déconfinement.

ad 5) Suite à l'analyse effectuée par le groupe de travail interministériel au mois de janvier, plusieurs entreprises nationales (sociétés Centermed, Doppler, Hospilux, Koczyba, Meditec, Stöpler, Comptoir pharmaceutique) ont été contactées fin janvier-début février 2020 et la première commande a été lancée dès début février.

La cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé mise en place au courant de la semaine du 16 mars, a conclu plus de 30 commandes de masques chirurgicaux, principalement durant la deuxième moitié du mois de mars.

Les commandes ont majoritairement été réalisées auprès des fournisseurs suivants :

Yidu Cloud China, Hunan Xiangyao Health Industry, Paul Hartmann AG, Golden Panda, Hospilux, King Belgium, OPM Luxembourg, Comptoir pharmaceutique luxembourgeois, Pharma United Co. et Shanghai Iron Horse.

Il est entendu que toutes les commandes réalisées auprès des différents fournisseurs n'ont pas toujours pu être honorées au vu de l'instabilité du marché et de la situation internationale. Régulièrement, les quantités commandées ont dû être revues à la baisse suite à l'impossibilité des fournisseurs à livrer le matériel offert, voire des commandes n'ont été que partiellement ou pas du tout livrées.

En complément des commandes directes auprès de fournisseurs nationaux et internationaux, les autorités luxembourgeoises ont participé à un appel d'offre européen (EU Joint Procurement) d'acquisition de masques.

ad 6) Au courant du mois de mars 2020 principalement, la cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé a reçu 47 offres concernant des masques chirurgicaux. Ces offres ont été évaluées par la cellule en tenant compte du prix, des quantités pouvant être livrées et de la date de livraison possible. Sur base de cette évaluation, les décisions d'achat ont été prises.

ad 7) Les autorités en charge de la gestion de la crise ont commandé quelque 85 millions de masques chirurgicaux. Les prix variaient entre 0,12 et 0,68 Euro le masque.

ad 8) Vu le grand nombre de commandes et considérant que beaucoup de commandes ont été livrées en étapes et réparties sur plusieurs transports, il est difficile de présenter le détail des livraisons par commande réalisée.

Le graphique qui suit montre l'évolution du stock national au courant de la période de crise, évolution directement en relation avec les dates d'arrivée des différentes livraisons.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les premières grandes livraisons sont arrivées pendant la première moitié d'avril.

ad 9) L'ensemble des établissements qui ont bénéficié de la distribution de masques ainsi que le volume des masques distribués sont repris dans les réponses aux questions 3 et 4.

ad 10) Le graphique donné en réponse à la question 8 contient l'information demandée.

ad 11) Fin mai 2020, quelque 26,7 millions de masques chirurgicaux se trouvent dans le stock national.

Question 2227 (15.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **biens immobiliers de l'État à usage résidentiel :**

De Lëtzebuerger Staat ass Proprietär vun enger ganzer Rei vun Immobilien am Land. Déi eng sinn de Verwaltunge virbehalen an anerer ginn zu Wunnzwecker genotzt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Wéi vill Immobilie ginn aktuell zu Lëtzebuerg zu Wunnzwecker verlount?

2. Wéi vill Immobilie sinn net verlount, déi awer kéinte fir Wunnzwecker genotzt ginn?

3. Wat sinn déi jeeweileg Grënn, firwat datt eenzel Immobilien net verlount ginn?

Réponse (11.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Staat verlount aktuell zu Lëtzebuerg eng 60 Wunnengen u Privatpersounen, 60 Wunnengen u Vereenegungen ouni Gewënnzweck (wéi zum Beispill d'Rout Kräiz) an eng 160 Wunnengen un d'Agence immobilière sociale. Eng 80 Wunnenge sinn aktuell nach als Logement de service fir Wunnzwecker benotzt.

Aktuell sinn 20 Haiser respektiv Wunnenge vum Staat net verlount. Do komme ronn 30 Haiser derbäi déi virdrun als Logement de service benotzt goufen.

Déi Immobilien, déi nach net verlount gi sinn, si gréisstendeels an engem maroden Zoustand oder si virgesinn ofgerappt ze ginn, fir en neie Projet ze realiséieren. Vereenzelter ginn nach temporär vun enger Administratioun oder engem Service vum Staat benotzt.

Question 2228 (15.05.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**application d'évaluation des symptômes de la Covid-19 de l'OMS :**

Le 9 mai dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé le lancement dans le courant du mois de mai d'une application d'évaluation des symptômes de Covid-19. D'après l'OMS, cette application interrogera la population sur de potentiels symptômes et leur indiquera s'ils peuvent être atteints du Covid-19 ou non. Une version publique de cette application sera disponible sur l'App Store et le Google Play Store, mais les gouvernements pourront obtenir la technologie sous-jacente de cette « app » pour y ajouter des fonctionnalités (comme par exemple des indications sur les conditions et les lieux de se faire tester) et ainsi publier leur propre version.

De plus, l'OMS envisage de lancer en complément une application de traçage. Cette dernière s'adresserait particulièrement aux pays ne disposant pas des moyens financiers ou scientifiques pour développer un tel instrument.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il connaissance de l'application d'évaluation des symptômes de Covid-19 que l'OMS envisage de lancer au cours du mois de mai ?

- Dans l'affirmative, cette application (éventuellement adaptée aux besoins de notre pays) pourrait-elle représenter un instrument supplémentaire en matière de contrôle des infections pour le Luxembourg ?

- Le Gouvernement ainsi que la Chambre des Députés, de par sa motion du 7 mai 2020, s'étant prononcés clairement contre l'utilisation d'une « tracing app », Mesdames et Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que l'instauration par l'OMS d'une telle application utilisable au niveau mondial n'augmente la pression internationale sur le Luxembourg afin que celuici abandonne sa position actuelle en matière de traçage analogue au détriment de la protection des données et des droits individuels ?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les réponses aux questions parlementaires n° 2026 et n° 2123, auxquelles j'invite l'honorable Députée à se référer, font état de l'action de suivi de l'utilisation de nouvelles technologies dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire et indiquent que le Gouvernement n'utilise et n'envisage actuellement pas d'application de traçage.

Cette approche n'est en aucun cas incompatible avec une action de veille tant technologique que juridique des développements nationaux, européens et internationaux. Dans ce cadre, il convient de noter que les deux applications lancées par l'Organisation mondiale de la santé au courant du mois de mai ont une finalité informative, l'une à destination du grand public « WHO Info » et l'autre à destination des agents de santé « WHO Academy ».

Question 2233 (18.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **enfants à besoins spécifiques :**

Ab dem 25. Mee sollen d'Aktivitéiten um Niveau vum Cycle 1 vun der Spillschoul bis hin zu de Kompetenzzentren nees opgeholl ginn. D'Reprise stellt souwuel fir d'Léierpersonal wéi och fir d'Kanner a fir d'Elteren eng grouss Erausfuerderung duer. Dës Erausfuerderung ass ëmsou méi grouss, wa Kanner betraff sinn, déi speziell Besoinen hunn. D'Organisatioun an d'Modalitéite vun der Reprise sinn deemno besonnesch wichteg do, wou ee mat dëse Kanner schafft, fir de Succès vun der Reprise ze assuréieren.

An senger Pressekonferenz vum leschte Freideg ass den Här Educatiounsminister op dës Aspekter agaangen. Et bleiwen awer nach Froen op an déi wéilt ech dem Här Educatiounsminister hei stellen:

1. Wien ersetzt d'Enseignanten, déi am Fondamental am Kader vun de sougenannten ESEB (équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques) fir d'Prise en charge fir Kanner mat speziellen oder spezifesche Besoinen zoustänneg sinn, falls ee betraffenen Enseignant vulnerabel ass an zu de Risikokategorië vu Leit gehéiert, déi am meeschte mat Komplikatiounen am Kader vun enger Infektioun mam Covid-10-Virus ze rechnen huet?

2. Ass op alle Fall den Encadrement vun de Schüler duerch d'ESEB bzw. duerch Personal, dat am Gebitt vun der schoulescher Integratioun vu Kanner mat bestëmmte Bedierfnisser spezialiséiert ass, assuréiert?

3. Si fir d'Enseignantë vun de betraffene Kanner genee an detailléiert Consignen erausgaangen, déi hinnen hëllefe sollen, op där enger Säit de Kanner ënner anerem déi néi Sécherheetsconsignë besser ze erklären, fir eng gréisser Akzeptanz, an op där anerer Säit, fir den Oflaf vun de Schoulstonne besser ze organiséieren?

4. Sinn d'Elteren am Virfeld iwwert dës informéiert ginn?

5. Wa keng kloer Consignë bis elo erausgaange sinn, ass den Här Minister net der Meenung, dass awer esou Consignë wichteg sinn, fir d'Enseignanten op dat hinzeweisen, wourop si extra oppasse mussen, wéi och fir d'Elteren, fir dass déi hir Kanner op déi ongewinnte Situatioun virbereede kënnen? Wäerten nach esou Consignen erausgoen, a wa jo wéini genee?

6. Ass et realistesch, dass all déi betraffe Kanner à même wäerte sinn, d'Sécherheetsmoossnamen ze verstoen an anzehalen? Wann dat net de Fall ass, huet de Ministère sech scho Gedanke gemaach, wéi een am beschte verfuere sollt? A wa jo, wat sinn d'Léisungen, déi dem Ministère virschwiewen?

7. Ass eng Dispens ee Wee, dee sech den Här Minister kéint virstellen, wa Kanner manifestement net à même sinn, fir d'Sécherheetsnormen ze verstoen an unzewennen, wann déi betraffen Elteren, déi hiert Kand am beschte kennen a wëssen, wat si him zoumudde kënnen oder net, domadder d'accord sinn?

Réponse (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Den Educatiounsministère huet am Kader vun der Preparatioun vun der Reprise vun de Coursen en présentiel, déi an de Grondschoule fir de 25. Mee 2020 festgeluecht war, en héije Contingent u Leit, déi als Mindestqualifikatioun en Ofschlossdiplom vum Secondaire konnte virweisen, rekrutéiert, déi den eenzelnen Direktiounen zur Verfügung gestallt goufen, fir Enseignanten, déi als vulnerabel gëllen, ze ersetzen an doriwwer eraus déi eenzel pedagogesch Ekippen ze ënnerstëtzen. De Pool national études surveillées huet sech aus Personne mat ganz ënnerschiddleche Qualifikatiounen zesummegesat an esou konnt dann och séchergestallt ginn, datt sämtlech Aufgabeberäicher, dorënner och d'Ënnerstëtzung vun de Kanner mat spezifesche Besoinen, konnten assuréiert ginn.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun enger inklusiver Approche sinn d'Titulairen, déi Kanner mat spezifesche Besoinen an Zesummenaarbecht mat engem Member vun der ESEB an hirer Klass betreien, dank dem kontinuéierlechen Zesummeschaffe mam sozioedukative Personal beschtens opgestallt, fir d'Prise en charge vun de concernéierte Kanner zumindest temporaire och ouni weider Hëllef ze assuréieren.

Op där enger Säit sinn d'Interventioune vun de Membere vun der ESEB esou ugepasst ginn, datt eventuell Absencë bedéngt duerch d'Vulnerabilitéit vun eenzelnen Agente konnten opgefaange ginn. Op dës Aart a Weis gouf séchergestallt, datt d'Schüler, déi virum Confinement vun enger Prise en charge duerch e Member vun der ESEB profitéiert hunn, och weiderhi betreit ginn. Op där anerer Säit stinn déi Membere vun der ESEB, déi als vulnerabel consideréiert ginn an aus deem Grond net kënne physesch an der Klass present sinn, dem Léierpersonal an den Agenten, déi als Renforcement agesat ginn, zur Säit, fir dës wärend der Betreiung vum Kand ze begleeden an esou ze garantéieren, datt e gëeegente Suivi am Aklang mat den Aktivitéiten, déi virum Confinement ugebuede goufen, organiséiert gëtt. Dësen Austausch gëtt ënner anerem via déi Applikatiounen erméiglecht, fir déi mäi Ministère all Agent, deen an der Grondschoul intervenéiert, en Accès zur Verfügung stellt.

ad 3. Am Virfeld vun der Reprise vun de Coursen hunn d'Schoulen zesumme mat sämtleche Partner, dorënner notamment d'Gemengen, d'Regionaldirektiounen, d'Elteren an d'Membere vun der ESEB, en enormen Effort gemaach, fir datt den Oflaf vun dëser zweeter Rentrée am Respekt vun de sanitäre Recommandatiounen am Kontext vu Covid-19 konnt ëmgesat ginn. Wärend der Preparatioun goufen déi ënnerschiddlech Besoine vun de Kanner aus den eenzelne Klasse selbstverständlech berücksichtegt a vill kreativ Iddien, dorënner ënnerschiddlech Duerstellungsmethoden (Piktogrammen, Videoen, Sketcher…) vun de Sécherheetsconsignen hunn d'Akzeptanz dofir bei de Kanner gefërdert. Meng Servicer hu spezifesch fir de Cycle 1 an d'Cyclen 2 bis 4 Affichen, Videoen a pedagogesch Recommandatiounen ausgeschafft, déi am Virfeld vun der Reprise vun de Coursen un d'Membere vun der Schoulcommunautéit verschéckt goufen an um Internetsite vu mengem Ministère fir de grand Public fräi zougänglech sinn. Dobäi gouf besonnesche Wäert drop geluecht, déi eenzel Kommunikatiounen dem Zilpublikum unzepassen, an esou d'Verständnes vun de Consignen ze assuréieren. Simultan gouf bei Bedarf zousätzlecht Betreiungspersonal an eenzelne Klasse virgesinn, fir den Encadrement vun de Kanner mat spezifesche Besoinen nieft der Prise en charge duerch den Titulaire de classe an enger eventueller punktueller Interventioun vun engem Member vun der ESEB ze ënnerstëtzen.

ad. 4. + 5. Déi sanitär Recommandatiounen am Kontext vu Covid-19, déi spezifesch fir d'Schüler vun de Lëtzebuerger Grondschoule festgeluecht goufen, goufe vu menge Servicer zesumme mat weideren Informatiounen iwwert d'Reprise vun de Coursen an eenzelnen Newsletteren ënner anerem un d'Eltere geschéckt. Zousätzlech goufen déi wichtegst Informatioune fir d'Elteren an enger Broschür festgehalen, déi och aktuell nach um Internetsite vum Educatiounsministère a fënnef verschiddene Sproochen (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch) kann erofgeluede ginn. Fir weider Prezisioune kënnen d'Elteren den Titulaire de classe vun hirem Kand kontaktéieren, deen als Vertrieder vun der pedagogescher Ekipp am Kader vun der Organisatioun vum Enseignement en alternance als wichtegen Uspriechpartner tëschent den Elteren an den anere Partner vun der Schoulcommunautéit fungéiert. Ass e Schüler virum Confinement scho vun engem Member vun der ESEB encadréiert ginn, dann huet dësen, jee no Ëmfang vun der Interventioun, déi hie virun der Reprise vun de Coursen assuréiert huet, den Elteren eng eventuell Adaptatioun vun der Prise en charge vun hirem Kand matgedeelt.

ad 6. D'Gemengenautoritéiten hu sech zesumme mat den Direktiounen, dem Léierpersonal an dem sozioeducative Staff am Virfeld vun der Rentrée eng sëlleche Gedanke gemaach, wéi kéint séchergestallt ginn, datt alleguer d'Schüler d'Sécherheetsmoossnamen anhalen. Bei der Organisatioun vun de Raimlechkeete gouf nieft dem Anhale vun de sanitäre Recommandatiounen och besonnesch Wäert drop geluecht, fir op Schlësselpunkten Informatiounstafele fir d'Schüler en place ze setzen. Zugläich hunn eenzel Servicer vu mengem Ministère Material ausgeschafft an un d'Schoule verdeelt. Affichë mat de Mesuren, déi mussen agehale ginn, goufe souwuel fir de Cycle 1 wéi och fir d'Cyclen 2 bis 4 ausgeschafft an esou illustréiert, datt se fir déi gesamt Schoulpopulatioun verständlech sinn. Des Weideren huet d'Léierpersonal sech Zäit geholl, fir de Kanner, wéi si déi éischte Kéier an d'Schoul zréckkomm sinn, op eng spilleresch Aart a Weis déi eenzel Reegelen ze erklären. Bei Schüler mat spezifesche Besoine gouf jee no Bedarf weidert Personal virgesinn, dat een zousätzlechen Encadrement am Klassesall assuréiert huet a mat drop opgepasst huet, datt d'Sécherheetsmesuren agehal goufen.

ad 7. D'Schoulpflicht war weeder wärend dem Confinement nach ass se elo opgehuewen. Vu datt eng Prise en charge vu sämtleche Schüler aus de Cyclen 1 bis 4 am Respekt vun de sanitäre Recommandatioune virgesinn an duerch déi virdru beschriwwe Mesurë garantéiert ass, schéngt mir d'Ufroe vun enger Dispens net néideg. Bei Bedarf kënnen d'Elteren den Titulaire de classe kontaktéieren, deen eventuell zesumme mat hinnen an der pedagogescher Ekipp préift, wéi d'Prise en charge vun hirem Kand kann optimiséiert ginn.

Question 2234 (18.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accueil des enfants dans le cadre de la reprise des cours dans l'enseignement fondamental :**

No de Kommunikatioune vum Schoulministère schéngt et aktuell esou ze sinn, datt en Accueil fir d'Kanner, vu siwen Auer moies un, an de Schoule garantéiert gëtt. Zu deem Ableck sinn d'Kanner nach vermëscht, ier se a verschidde Gruppen opgedeelt ginn.

Dowéinst wollt ech den Har Schoulminister Follgendes froen:

1. Wéi e Sënn mécht et, d'Kanner méi spéit opzedeelen oder d'Pausen ze decaléieren, wann den Accueil fir all déi Gruppen zesumme

gemaach gëtt an d'Kanner jo dann a Kontakt matenee sinn?

2. Wéi eng eventuell Mesurë gi geholl, fir deen Accueil sou ze organiséieren, datt eng Vermëschung vun de Gruppe manner warscheinlech ass?

3. Mussen d'Leit aus organisatiounstechnesche Grënn hir Kanner fir den Accueil umellen?

4. Wéi vill Leit si pro Schoul/Unzuel vu Kanner virgesi fir d'Surveillance?

5. Wéi ginn déi Leit, déi den Accueil maachen, dofir remuneréiert? Gëllen déi Aktivitéiten als lwwerstonnen?

6. Op ville Plaze goufen nei Leit rekrutéiert, zum Beispill Studenten, déi zum Deel d'Kanner guer net kennen, an och a priori net wëssen, wéi d'Gruppen zesummegehéieren. Wéi gi si op hir nei Aufgabe virbereet?

7. Wat ass geplangt, fir datt bei enger lntemperie d'Kanner beim Accueil net dobaussen am Haff bleiwen? Wéi gëtt a sou engem Fall probéiert, d'Kanner auserneenzehalen?

8. Verschidde „maisons relais" a „foyers scolaires", wou d'Kanner aus dem „Übungsgrupp" sinn, hu just kleng Häff, wou eng Verdeelung vu ville Kanner nach méi schwiereg gëtt. Wéi ginn op esou Plazen den Accueil an d'Pausen organiséiert?

Réponse (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wärend der Surveillance ginn d'Schüler, änlech wéi an de Léier- an Übungswochen, ausschliisslech a klenge Gruppen, déi maximal zwielef Kanner zielen, encadréiert. Des Weidere sinn d'Strukturen, an deenen d'Surveillance moies ugebuede gëtt, vun der Gréisst hier esou ausgeluecht, datt déi sanitär Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 kënnen agehale ginn. Dobäi gëtt, bedéngt duerch déi méi geréng Unzuel u Gruppen, déi simultan verschidde Säll notzen, am Kader vun der Surveillance op grouss Säll an de Schoulgebaier zréckgegraff, fir datt esou e maximalen Ofstand tëschent de Schüler kann agehale ginn.

D'Enquête bei den Elteren huet erginn, datt e groussen Deel vun den Elteren ausschliisslech op déi obligatoresch Offer an der Léierwoch wéilt zréckgräifen. A ville Fäll gouf weeder fir d'Übungswoch nach fir den Accueil mëttes optéiert. Deemno war dovunner auszegoen, datt vill Elteren och keen Interêt drun hätten, fir hir Kanner moies an eng Surveillance anzeschreiwen. Aus deem Grond ass dës Offer spezifesch fir déi Eltere reservéiert ginn, déi virun oder um 08.00 Auer moies mussen op der Schaff sinn a net kënnen op en Horaire mobile zréckgräifen.

D'Obligatioun, datt d'Kanner am Virfeld hu missen ageschriwwe ginn, huet d'Organisatioun vun der Surveillance vereinfacht an et konnt derfir gesuergt ginn, datt de Maximum vun zwielef Schüler pro Grupp net iwwerschratt gouf. Wann néideg, gouf d'Unzuel vun de Surveillanten eropgesat an d'Gruppe goufe raimlech getrennt, fir d'Anhale vun de sanitäre Recommandatiounen am Kader vum Covid-19 ze ënnerstëtzen.

ad 2. Duerch d'Aschreiwung gouf séchergestallt, datt genuch Personal disponibel ass, fir datt de Maximum vun zwielef Schüler pro Surveillance net iwwerschratt gëtt. Wann d'Unzuel vun den Inscriptiounen de Maximum vun zwielef Schüler depasséiert huet, gouf en zweete Gruppe mat weiderem Betreiungspersonal virgesinn. Pro Surveillance sinn zwee Agentë virgesinn, fir et ze erméiglechen, d'A- a B-Gruppen ze trennen a se a separate Säll ze encadréieren.

ad 3. D'Eltere si gebieden, hir Kanner via Formulaire beim Titulaire de classe fir d'Surveillance moies vu 7.00 bis 8.00 Auer anzeschreiwen a sech vun hirem Employeur certifiéieren ze loossen, datt si dru gebonne sinn, virun oder ëm 08.00 Auer op hirer Aarbechtsplaz ze sinn. Esou gëtt séchergestallt, datt dat néidegt Personal an déi gëeegent Infrastrukture fir d'Emsetzung vun der Surveillance zur Verfügung stinn.

ad 4. D'Unzuel vun den Agenten, déi am Kader vun der Surveillance an den eenzelne Schoulen zur Verfügung stinn, variéiert jee no Unzuel vu Gebaier an deemno léisst sech hei keng pauschal Ausso maachen. De Besoin un Agenten ass vun den Direktiounen an Zesummenaarbecht mat de Schoulpresidente mat Bléck op d'Inscriptiounen an déi geografesch Lag vun den eenzelne Schoulgebaier ermëttelt a menge Servicer matgedeelt ginn.

ad 5. D'Surveillance gëtt entweeder vum Schoulpersonal oder vun de Membere vum Pool national études dirigées assuréiert. Déi Agenten, bei deenen d'Assuréiere vun der Surveillance net am Aarbechtskontrakt virgesinn ass, hunn am Fall, wou si d'Surveillance assuréieren, eng Iwwerstonn ze gutt.

ad 6. Den 22. Mee 2020 gouf dat nei agestalltent Personal vun den Direktiounen empfaangen a si goufen an hir nei Aufgab agewisen. Dës Erklärunge goufen duerno vun de Schoulpresidenten an de lokale Kontext gesat a bei enger éischter Entrevue goufen hinnen um Niveau vun der Schoul spezifesch Aufgabe mat den néidegen Detailinformatiounen zougewisen.

ad 7. D'Kanner ginn net am Schoulhaff, mee an engem gëeegente Sall an der Schoul surveilléiert an dat ënnert de Konditiounen, déi an der Äntwert op déi zweet Fro am Detail erklärt goufen.

ad 8. An de Strukture vun der nonformaler Bildung (Maison relais a Foyer scolaire), déi zoustänneg si fir den Accueil nomëttes, also vun 13.00 Auer un, ginn et keng Pausen. Bei den Aktivitéiten am Bausseberäich vum Service d'éducation et d'accueil (SEA) sinn déi sanitär Consignen ze respektéieren. An der nonformaler Bildung ginn d'Gestionnairen encouragéiert, méiglechst vill Aktivitéiten dobaussen unzebidden an och aner Beräicher, wéi zum Beispill de Bësch, ze notzen. Esou gëtt evitéiert, datt sech ze vill Kanner gläichzäiteg am Bausseberäich vum SEA ophalen.

Question 2236 (18.05.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**augmentation projetée des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie de 7,5 % en 2019 :**

En date du 6 mai 2020 Eurostat a publié ses estimations sur les évolutions des émissions de gaz à effet de serre dans les États membres de l'Union européenne pour l'année 2019. Il en ressort que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie auraient baissé en moyenne de 4,3 % pendant l'année passée ce qui signifierait une évolution encourageante en matière de protection du climat.

Or, les chiffres publiés par Eurostat[2] constatent une augmentation de 7,5 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie émises par le Luxembourg au cours de cette même année. Avec une telle augmentation le Luxembourg afficherait l'évolution la plus préoccupante parmi tous les États membres de l'Union européenne. En effet, une augmentation de 7,5 % au cours d'une seule année constituerait une hausse jamais constatée jusqu'à présent pour le Luxembourg et mettra très probablement en péril les objectifs climatiques européens du pays qui sont fixés à -20 % d'ici 2020 (par rapport à 2005) et -40 % d'ici 2030 (par rapport à 2005). À noter que dans le Plan énergie et climat du Gouvernement pour les dix années à venir, un objectif beaucoup plus ambitieux a été fixé pour viser une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 2005).

Selon les données publiées par l'Agence européenne de l'environnement (AEE) le Luxembourg avait totalisé en 2018 une réduction des émissions des gaz à effet de serre à hauteur de -10,4 % par rapport à 2005. En 2017 cette réduction s'élevait encore à -13,8 % indiquant que le Luxembourg a quitté la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre en phase avec l'objectif de réduction de -20 % pour 2020. L'augmentation importante des émissions liées à l'énergie observée pour 2019 aggraverait encore davantage le bilan actuel du Luxembourg en vue des objectifs en matière de climat de l'Union européenne.[3]

Au vu de l'écart croissant entre les objectifs fixés et les évolutions des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Madame et Monsieur les Ministres ont-ils des explications pour cette évolution préoccupante des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg ? La vente de carburants constitue-t-elle à elle seule la source de cette augmentation ?

2) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que le Luxembourg puisse encore se rapprocher de son objectif de réduction de -20 % par rapport à 2005 par des mesures de lutte contre le réchauffement climatique au niveau national ? Dans la négative, par quels moyens Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils de combler l'écart entre le niveau de réduction insuffisant et l'objectif européen ? Les fonds actuellement disponibles du Fonds climat et énergie seront-ils suffisants pour réaliser les opérations financières de compensation nécessaires ?

3) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'au vu de l'objectif de réduction ambitieux qui est à la base du Plan énergie et climat 2030 (-55 % d'ici 2030) et au vu de la trajectoire de l'évolution des émissions sur laquelle le Luxembourg se trouve actuellement, des mesures supplémentaires en matière de lutte contre le changement climatique s'imposent pour atteindre l'objectif de réduction précité ?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Les estimations des émissions de gaz à effet de serre publiées par Eurostat sont calculées sur base des statistiques mensuelles de l'énergie relatives aux combustibles fossiles, et ne reprennent donc pas la totalité des sources des émissions de gaz à effet de serre. À cela s'ajoute que ces données mensuelles ont entre-temps été partiellement corrigées. Aussi, les estimations d'Eurostat ne tiennent pas compte des variations des facteurs d'émission d'une année à l'autre. Leur marge d'incertitude est donc relativement grande.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable publiera fin juillet 2020 l'inventaire dit « par approximation » pour l'année 2019. Ce dernier se basera sur l'ensemble des sources d'émission et fournira une première estimation fiable des émissions de l'année passée. Il sera suivi au printemps 2021, conformément aux lignes directrices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la Commission européenne, de l'inventaire définitif de l'année 2019 se basant sur le bilan énergétique définitif de l'année 2019 tel que publié par le Statec.

Au stade actuel, on peut s'attendre à une légère augmentation des émissions de gaz à effet de serre entre 2018 et 2019, sachant que les ventes de carburants routiers, représentant environ deux tiers des émissions totales attribuées au Luxembourg (hors EU ETS), ont augmenté de 3 % entre 2018 et 2019. Cette évolution étant liée au différentiel de prix des carburants avec nos pays voisins, le Gouvernement a décidé des augmentations des accises sur le carburant pour contrecarrer cette dynamique.

Suite à un premier relèvement des taux des accises opéré au 1er mai 2019, cette tendance à la hausse des ventes de carburants, encore assez marquée début 2019, a pu être ralentie.

Le Gouvernement continuera de suivre de près l'évolution des ventes de carburants, laquelle sera déterminante pour le respect des objectifs de réduction des émissions sur la période allant de 2013 à 2020, et décidera en octobre si une nouvelle adaptation des accises sera nécessaire.

À l'heure actuelle, le Gouvernement estime que les objectifs de réduction des émissions sur la période allant de 2013 à 2020 peuvent éventuellement être atteints. Plusieurs facteurs jouent en faveur de cette baisse des émissions de gaz à effet de serre : à côté du relèvement du taux des accises, l'impact de la crise sanitaire sur le trafic est déterminant.

Par ailleurs, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adopté par le Gouvernement en conseil dans sa réunion du 20 mai 2020, décrit en détail les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon 2030.

Avec le nouveau paquet d'aides financières « Gréng Relance fir Lëtzebuerg - E Plus fir d'Klima, d'Handwierk an d'Bierger », le Gouvernement a anticipé sur la mise en œuvre du PNEC. Un axe central de ces réformes est la promotion d'une mobilité durable.

Question 2237 (18.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **reprise des activités dans le secteur Horeca :**

Den Horeca-Secteur huet an Aussiicht gestallt kritt, datt si seng Aktivitéite rëm den 1. Juni kéint ophuelen.

Eisen Informatiounen no huet d'Horesca dem Gesondheetsministère eng Propos fir e Guide mat méigleche Mesuren a Richtlinne fir d'Betriber fir d'Reouverture zoukomme gelooss.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren? Wa jo, huet d'Regierung dem Secteur schonn e Feedback ginn? Wéi huet dëse Feedback ausgesinn?

2. Huet d'Regierung de Secteur schonn informéiert, wéi eng Mesurë mussen en place gesat gi bei enger méiglecher Reouverture?

3. Wéi muss d'Separatioun tëscht de Clientë gemaach ginn?

4. Gëtt et, onofhängeg vun der Gréisst vum Restaurant, eng maximal Unzuel vu Leit déi kann zougelooss ginn?

5. Wéi eng Reegele gëllen op den Terrassen?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung ka confirméieren, dass d'Horesca hir Propositioun fir e Guide „Safe to serve: Covid-19 Guide" dem Mëttelstandsministère de 4. Mee ënnerbreet huet. Dës Propositioun gouf dunn dee selwechten Dag un d'Gesondheetsdirektioun fir Avis weiderginn. Den Direkter vun der Santé huet säin Avis schréftlech de 6. Mee un de Mëttelstandsministère ginn a Form vun engem korrigéierten Text mat Trackchanges a mam Virbehalt, dass d'Regierung nach eng Rei prinzipiell Froen zu deem Zäitpunkt net decidéiert hat (z. B. Zäitpunkt an Ausmooss vun enger eventueller Reouverture).

Den Direkter vun der Santé huet och virgeschloen, dass de Guide zousätzlech vun der Sécurité alimentaire (Ministère vum Konsumenteschutz) soll aviséiert ginn, well do eng Rei Recommandatiounen d'Zoubereedung vun lesssaache betraff hunn. De 7. Mee huet d'Sécurité alimentaire hiren zousätzlechen Avis schréftlech gemaach.

Souwäit d'Regierung informéiert ass, huet d'Horesca hire Guide dunn de 14. Mee publizéiert.

Eng Fro, déi zu deem Zäitpunkt op bliwwe war, war d'Fro no der Distanz zwëschent den Dëscher an den eventuelle Separatiounen am Raum. D'Regierung huet entre-temps decidéiert, dass d'Distanz zwëschent den Dëscher misst Minimum 1,50 Meter bedroe respektiv, wann dat net gewënscht oder anzehalen wär, mat enger méi klenger Distanz an enger zousätzlecher Separatioun (z. B. Plexiglaswand oder Änleches).

Et gouf keng maximal Zuel vu Leit am Restaurant zréckbehalen. Déi ergëtt sech méi oder manner automatesch aus der Distanz, déi muss zwëschent de Leit an den Dëscher agehale ginn.

Op Terrasse gëllen am Prinzip déi selwecht Reegele vun Distanz an Hygiène.

Question 2238 (18.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **reprise des vols de Luxair :**

D'Luxair huet haut ugekënnegt, vum 29. Mee un erëm verschidden europäesch Stied unzefléien.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng sanitär Mesurë wäerte virgesi ginn um lux-Airport, fir eng beschtméiglech Sécherheet vun de Passagéier ze garantéieren?

2. Ass ugeduecht, de Passagéier d'Féiwer ze moossen?

3. Wéi ginn d'Passagéier iwwert dës Mesuren informéiert?

4. Sinn déi Mesurë mat de Flughäfe vun den Destinatiounen, déi ugeflu ginn, ofgeschwat?

5. Ginn et op EU-Niveau sanitär Virschréften, déi um lux-Airport mussen ëmgesat ginn?

6. Ass d'Regierung a Kontakt mat der Luxair, fir dës progressiv Reprise ze koordinéieren am Beräich vun de sanitäre Mesuren?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Moossnamen, déi fir de Gesondheetsschutz vun de Passagéier a vum Personal um Lëtzebuerger Flughafen ageféiert goufen, si follgend:

- reegelméisseg a lafend Erënnerunge fir d'Passagéier an d'Notzer vum Terminal, déi allgemeng hygieenesch Virschréften anzehalen;

- Verflichtung, e Mond-/Nuesschutz am Terminal ze droen, wéi och an deene Beräicher, wou de Mindestofstand vun zwee Meter net agehale ka ginn;

[2] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10820684/8-06052020-BP-EN.pdf/e1dd6cf1-09b5-d7ee-b769-ffe63e94561e

[3] https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/greenhouse-gas-emission-trends-6/assessment-3

- Ëmsetzung vun Orientéierungshëllefen, fir d'Distanzen anzehalen (Beschëlderung, Pechbiller, Piktogrammen, Bildschiermer, Lautsprecherduerchsoen am Terminal);

- Alimentatioun vum Beliftungssystem am Terminal mat Frëschloft, woubäi d'Loft all 30 Minutte komplett ausgetosch gëtt;

- Dossier zum Theema „Fléie vu LUX" op der lux-Airport-Internetsäit, mat relevanten Informatiounen zu de Sécherheetskontrollen, de preventive Schutzmoossnamen a Linken zu anere wichtegen Internetsäiten;

- Asetze vu physeschem Schutz, fir d'Distanzen ze respektéieren: Plexiglas an Trennmauere bei de Guicheten;

- erweiderte Botz- an Desinfektiounsplang, mat ugepassten Zyklen a Frequenzen, reegelméissegt Botze vun de Gepäckween an de Sammelbehälter bei de Sécherheetskontrollen;

- automatiséiert Desinfektiounsspender fir d'Hänn un alle Kontaktplazen, déi et de Passagéier an dem Personal erméigleche sollen, eng gutt Handhygiène sécherzestellen, besonnesch do, wou et net méiglech ass, sech d'Hänn ze wäschen;

- Vermeide vu Bustransporter bei de Fliger sou oft wéi méiglech;

- Schutzmoossname fir d'Personal, wéi entspriechend Ekipement an Upassung vun den Ofleef a Prozesser;

- strikt Ëmsetzung vun de Gesondheetsvirschrëften, déi gëllen an de Flughafebutteker a Restauratiounsberäicher;

lux-Airport mécht zesumme mat senge Systempartner alles, wat erfuerdert ass, fir déi bestoend Qualitéit bei Fluchreesen vun an op Lëtzebuerg weider unzebidden.

ad 2. Am Moment (15. Juni 2020) musse just déi Passagéier, déi op Destinatiounen an Italien fléien, d'Temperatur am Flughafe gemooss kréien, dëst op Demande vun den italieeneschen Autoritéiten.

ad 3. lux-Airport huet an dësem Sënn eng Pressematdeelung erausginn an eng spezifesch Internetsäit op senger Websäit bereetgestallt, mat Froen an Äntwerten zu deem Theema. Weider sinn Duerchsoen am Terminal virgesinn a visuell Orientéierungshëllefen, déi placéiert ginn, fir d'Distanzen anzehalen.

ad 4. D'Moossname goufe vum europäesche Flughafeverband ACI ofgestëmmt fir all d'Flughäfen am europäesche Raum.

ad 5. Et gëllen d'Virschrëften, déi vun der EASA (Europäesch Agence fir d'Fluchsécherheet) zesumme mat der ECDC (Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten) den 13. Mee 2020 erstallt goufen. D'Moossnamen, déi an der éischter Fro ernimmt sinn, entspriechen dëse Virschrëften.

ad 6. D'Luxair huet d'Virschrëfte vun der Regierung ëmgesat a flitt zënter dem 29. Mee op déi geplangt Destinatiounen.

Question 2239 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réouverture des écoles et des crèches :**

Am „Tageblatt" vum 16. Mee 2020 war en Artikel mam Titel „Ein Stück anormale Normalität" zum Theema Crèchen a Covidzäiten. An deem Artikel heescht et iwwert d'Reouverture vun de Crèchen an de Schoulen:

„Diese Maßnahmen hat das Ministerium in enger Zusammenarbeit mit der 'Santé', dem 'Conseil supérieur des maladies infectueuses' sowie auf Basis der Dokumente von Experten wie dem Direktor des 'Luxemburg Centre for Systems Biomedicine' Rudi Balling oder der Kinderätztin Dr. Isabel De La Fuente Garcia beschlossen. Vor zwei Monaten ging noch die Angst um einen schweren Verlauf der Krankheit beziehungsweise eine Verbreitung des Virus bei Kleinkindern um. Diese Befürchtungen entsprechen nicht mehr dem aktuellen Wissensstand."

Den nämmlechten Expert, de Professer Balling, gëtt de 14. Mee am „Lëtzebuerger Wort" online an den 15. Mee an der Pabeierversioun vum „Lëtzebuerger Wort" an engem Artikel mat Titel „Sars-CoV-2-Infektionen bei Kindern sind eindeutig möglich", mat follgende Wierder zitéiert:

„'Die meisten Studien berichten von einer eher niedrigen sekundären Ansteckungsrate bei Kindern - die Übertragungsrate ist wahrscheinlich geringer als bei Erwachsenen', betonte Prof. Balling. Es bestehe aber noch viel Klärungsbedarf und man müsse auf den Schutz des Lehrpersonals achten."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Sinn an enger esou kuerzer Zäitspan (vum 14. bis de 16. Mee) nei Fuerschungsresultater bekannt ginn? Wa jo, wéi eng? Konnten déi bannent zwee Deeg iwwerpréift ginn? Wéi ass dann den aktuelle „Wëssensstand" - besteet nach „Klärungsbedarf" oder net? Op wéi engen Etüde berout den „aktuelle Wëssensstand", op deen de Schoulministère sech berifft?

2. Hunn déi lëtzebuergesch Gesondheetsexperte mat Instituten oder Experten aus dem Ausland zesummegeschafft? Wa jo, mat wéi engen?

3. Wéi stinn d'Experten zu aneren, och nach ëmmer aktuellen Analysen, wéi zum Beispill engem eventuellen Zesummenhang tëschent der Covid-19-Krankheet an dem MIS-C-Syndrom, deen zurzäit vun der WHO ënnersicht gëtt?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Aussoe vum Professer Rudi Balling hu sech tëschent dem 14. an dem 16. Mee net verännert, de Rapport (https://researchluxembourg.lu/publications/) huet ënner anerem déi follgend Konklusioun: „Kinder können sich zweifellos mit dem Sars-CoV-2-Virus infizieren. Die Infektionsrate von Kindern ist aber aufgrund unterschiedlicher Teststrategien in den verschiedenen Ländern sowie fehlender biologischer Daten zurzeit noch mit Unsicherheiten behaftet und eine Abschätzung auf der Basis der offiziell als positiv Getesteten sollte mit Vorsicht und kritisch betrachtet werden. Der Infektionsverlauf bei Kindern ist allerdings fast immer sehr mild oder sogar asymptomatisch. Nur in sehr seltenen Fällen werden schwere Verläufe beobachtet."

Et huet sech kloer erausgestallt, datt Kanner, déi mat Sars-CoV-2 infizéiert sinn, méi oft wéi Erwuessener asymptomatesch sinn an datt wa se Symptomer hunn, dës an der Reegel méi mëll si wéi bei Erwuessenen. De „Klärungsbedarf" deen am „Wort"-Artikel ugeschwat gëtt, bezitt sech net op d'Symptomatik bei Kanner, mee op d'Froen, wéi vill Kanner sech ustieche kënnen a wéi ustiechend se selwer sinn.

De Sars-CoV-2-Virus an déi duerch dëse verursaacht Covid-19-Erkrankung sinn nach ganz nei an dowéinst gëtt et effektiv nach keng definitiv Äntwerten op vill Froen. Allerdéngs hunn epidemiologesch Studien aus verschiddene Länner, zum Beispill China, Italien, Island, Australien, Holland an Frankräich, gewisen, datt Kanner eng méi niddreg Prevalenz wéi Erwuessener hunn, souwuel a Studien, déi nëmme symptomatesch Individue berücksichtegen, wéi och a Studien, déi duerch PCR-Tester d'Presenz vum Virus noweisen. Doriwwer raus si Kanner wuel manner ustiechend wéi Erwuessener. Duerch déi Moossnamen, déi an de Schoulen a Crèchë berücksichtegt ginn, wéi Verklengerung vun de Gruppegréissten, kee Vermësche vu de Gruppen, verstäerkten Hygiènesmoossnamen, reegelméissegt Teste vum Personal a den Enseignantë souwéi d'Droe vu Masken (ab sechs Joer, ausserhalb vun de Klassesäll), gëtt iwwerdeems de Risiko vun engem Iwwerdroe weider gesenkt.

Déi follgend Referenze goufen heifir consideréiert:

1. Dong, Y. et al. Epidemiology of Covid-19 Among Children in China. Pediatrics 145, e20-200702 (2020);

2. Lavezzo, E. et al. Suppression of Covid-19 outbreak in the municipality of Vo, Italy. medRxiv 2020.04.17.20053157 (2020) doi:10.1101/2020.04.17.20053157;

3. Parri, N. & Lenge, M. Children with Covid-19 in Pediatric Emergency Departments in Italy. N. Engl. J. Med. 1-4 (2020);

4. Gudbjartsson, D. F. et al. Spread of Sars-CoV-2 in the Icelandic Population. N. Engl. J. Med. 1-14 (2020) doi:10.1056/nejmoa2006100 ;

5. Danis, K. et al. Cluster of coronavirus disease 2019 (Covid-19) in the French Alps, 2020. Clin. Infect. Dis. (2020) doi:10.1093/cid/ciaa424.

De Rapport baséiert sech haaptsächlech op enger extensiver Analys vu existéierender wëssenschaftlecher Literatur zum Theema Covid-19 bei Kanner. Kannerdokteren aus der Kannerklinik, dorënner d'Doktesch Isabel De La Garcia Fuente, hu sech mat follgenden Expertegruppen ausgetosch:

- Pediatric Intensive Care Society Covid-19 Multicentre CICU response;

- Diskussioune mam Advisory Forum ECDC;

- reegelméisseg Diskussioune mat der belscher pediatrescher Taskforce;

- Diskussioune mam PID team University Hospitals of Geneva.

De Rapport vum Professer Rudi Balling an der Doktesch Isabel De La Fuente adresséiert och de Multisystem Inflammatory Syndrom in Children (MIS-C), allerdéngs ënnert dem Numm „Kawasaki-like Syndrom". Dëst Syndrom trëtt och a Verbindung mat Grippe-Virus-Infektiounen op, an doweinst gëtt et och scho gutt Behandlungsstrategien. Den MIS-C-Syndrom gouf effektiv bei e puer Kanner, déi mat Sars-CoV-2 infizéiert waren, diagnostizéiert an trëtt am Kader vun der Covid-19-Epidemie warscheinlech méi heefeg op. Allerdéngs sinn esou Fäll ganz seelen an déi betraffe Kanner loosse sech an der Reegel gutt medikamentéis behandelen. Zu Lëtzebuerg gouf et bis den 9. Mee zwee Fäll vu Kanner mat Myokarditis a Kawasaki-änlechem Syndrom an der Kannerklinik. Dës hu missen intensiv medezinnesch betreit ginn, hunn awer keng invasiv Beootmung gebraucht a goufen no enger Woch an der Klinik mat ausgezeechenter Entwécklung vun der Infektioun erëm heemgoe gelooss. D'Zuel vun de Fäll vu Kanner mat MIS-C schéngt an de leschte Woche weltwäit zréckzegoen a bleift weiderhi ganz niddreg.

Question 2240 (19.05.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **recherche de cas de Covid-19 présents sur le territoire luxembourgeois avant le début présumé de l'épidémie :**

Depuis que le monde médical a pris connaissance du fait que le Covid-19 provoque des lésions très typiques au tissu pulmonaire, il est devenu pertinent de s'intéresser aux rayons X et aux scanners de patients ayant contracté une pneumonie avant les premiers cas confirmés de Covid-19 en Europe.

Ainsi, en France, les radiologues de l'hôpital Albert Schweitzer à Colmar ont procédé au réexamen de 2.456 images aux rayons X de cages thoraciques. Les images, réalisées entre le 1er novembre 2019 et le 30 avril 2020, ont permis d'établir que des patients avec des lésions typiques de Covid-19 étaient déjà présents sur le territoire français au moins à partir du 16 novembre, donc un jour avant la confirmation du premier cas en Chine. À défaut de tests sérologiques, on ne peut pourtant pas dire à 100 % que ces patients étaient bien atteints de Covid-19. Une étude épidémiologique en attente de publication du CNRS et de l'Université Clermont-Auvergne semble pourtant confirmer les résultats de l'Hôpital Albert Schweizer à Colmar.

Une autre piste suivie est celle de l'analyse rétroactive d'échantillons de tests prélevés sur des patients atteints de pneumonie. Cette méthode a également permis de confirmer qu'un des patients souffrait déjà de Covid-19 en date du 27 décembre 2019, donc un mois avant le premier cas confirmé en France.

La Direction générale de la santé française est en train de développer une méthodologie afin de rechercher les origines de l'épidémie en Europe et de mieux comprendre son évolution.

La DGS serait en contact avec plusieurs partenaires européens pour mettre au point une stratégie commune de recherche.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les images médicales des poumons et les échantillons de tests de patients souffrant d'une pneumonie avant l'arrivée présumée de Covid-19 sur notre territoire sont-ils analysés rétroactivement afin de déterminer si le Covid-19 sévissait déjà au Luxembourg avant le 29 février 2020 ? Serait-il intéressant de faire des tests sérologiques chez les patients avec des lésions typiques de Covid-19 sur les images médicales pour confirmer qu'ils étaient bien en contact avec le virus ?

2) Le Ministère de la Santé est-il en contact avec la DGS française au sujet du projet de recherche de l'origine de l'épidémie de Covid-19 en Europe ? Dans l'affirmative, quel sera le rôle du Luxembourg dans cette étude et quels moyens seront engagés afin d'y participer ?

Réponse (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'intérêt d'étudier de façon rétrospective différentes sources de données afin d'identifier la date de survenue des premiers cas de Covid-19 sur le territoire est réel car cet élément permet de mieux comprendre la transmission du virus avant l'identification formelle du premier cas. Cela donne un élément important dans les modèles statistiques pour anticiper la survenue possible d'une seconde vague par exemple.

ad 1) Concernant la relecture des images médicales : cette approche a été utilisée avec succès comme dans l'exemple pris. Elle nécessite cependant une organisation lourde puisqu'il s'agirait de relire l'ensemble des clichés scanographiques réalisés sur l'ensemble du territoire. Il serait souhaitable que ces clichés soient revus de façon centralisée par un nombre limité de radiologues pour limiter les variabilités dans l'interprétation. D'un point de vue réglementaire, cela devrait très probablement s'inscrire dans le cadre d'un projet de recherche ce qui nécessite également de respecter les contraintes liées à ce type de projet (identification d'un sponsor et d'un investigateur principal, rédaction d'un projet, obtention des autorisations réglementaires nécessaires, consentement des personnes…). Le coût d'une telle étude n'est pas à négliger puisqu'il s'agit d'une part de reprendre contact avec l'ensemble des patients pour obtenir leur accord et d'autre part de faire relire par des experts radiologues l'ensemble des clichés. Alternativement, des algorithmes d'intelligence artificielle pourrait être utilisés mais leur entrainement et validation reste du domaine de la recherche et les ressources pour les mettre en place ne sont pas à sous-estimer.

Concernant les échantillons de tests de patients souffrant d'une pneumonie, il n'existe pas une collection labellisée de la sorte permettant d'analyser facilement a posteriori ces échantillons. Par contre, il existe une collection d'échantillons de personnes ayant été prélevées en raison d'un syndrome grippal, c'est-à-dire présentant de la fièvre et des signes respiratoires, dans le cadre du réseau de surveillance de la grippe. Ainsi, il est possible de retester les patients avec syndromes grippaux pour lesquels aucun pathogène connu n'avait été mis en évidence. Grace à cette approche, les pays voisins ont analysé les échantillons collectés dans le cadre de la surveillance sentinelle de la grippe pour le Covid à différents moments. Cette approche a été utilisée en Allemagne, France et Belgique.

Les échantillons de la surveillance sentinelle de la grippe organisée au Luxembourg par le Laboratoire national de santé sont conservés. Depuis le début de la surveillance en octobre 2019, 843 échantillons ont été reçus par le LNS, dont 402 sont négatifs pour la grippe A et B. Une discussion est en cours avec le LNS pour réanalyser ces échantillons négatifs et apporter des éléments de réponse sur la circulation du Covid en amont du 29 février 2020. Ces résultats pourraient apporter une première réponse et guider d'autres investigations éventuelles sur les clichés radiologiques.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les services du Ministère de la Santé n'ont pas été informés de ce projet de recherche sur l'origine de l'épidémie de Covid-19 en Europe.

Question 2243 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus :**

Am Kader vu menger parlamentarescher Fro mat der Nummer 2042 ass vun der Regierung eng vun de Froen net beäntwert ginn, duerfir wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

- Wéi eng Prozedure si fir d'Ausschreiwung am Kader vun der Coronaquerschnittsetüd benotzt ginn a no wat fir enge Krittären ass dat privat Meenungsfuerschungsinstitut „partenaire associé" vun dëser Etüd ginn?

Fro Nr. 2042 iwwert d'Coronaimmunitéitstester a Roll vun der TNS ILReS:

E privat Meenungsfuerschungsinstitut soll elo déi Leit „bestëmmen", dat heescht also obligatoresch designéieren, déi bei der Coronaquerschnëttsetüd getest ginn (Quell: LW 9. Abrëll 2020). De Gesondheetsministère schreift, datt d'TNS ILReS e „partenaire associé" vun dëser Etüd soll sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Firwat an no wéi enge Krittäre gouf d'TNS ILReS als „partenaire associé" fir dës Etüd erausgesicht? Wat si genee d'Aufgabe vun der TNS ILReS?

2. Gëtt d'TNS ILReS dofir bezuelt, fir hir Datebanken zur Verfügung ze stellen? Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung oder e spezielle Marché, fir e „partenaire associé" erauszesichen? Wéi eng Prozedure sinn hei applizéiert ginn?

3. Firwat ginn net staatlech Datebanke geholl, fir Leit erauszesichen? Oder kritt d'TNS ILReS Zougréff op staatlech Datebanken am Kontext vun dëser Etüd? Wéi eng zousätzlech Donnéeën iwwert d'Leit kritt d'TNS ILReS duerch hir Participatioun bei dëser Etüd? Ka si déi Donnéeë behalen a weidertraitéieren?

4. Firwat ginn d'Leit net vum Gesondheetsministère erausgesicht a gefrot fir matzemaachen, mat alle Garantië vum „secret médical"?

5. Wéi eng Rechter hunn déi Leit, déi vun der TNS ILReS „bestëmmt" ginn? Wéi gëtt hir Privatsphär respektéiert? Wéi eng Reegele gëlle fir den Dateschutz? Sinn all Dispositioune vum Dateschutzgesetz respektéiert, besonnesch och, wat d'net autoriséiert Deele vu geheimen, perséinlechen Informatioune mat Drëttpersounen ugeet?

6. Kann ee seng Participatioun refuséieren?

7. Kënnen d'Leit d'TNS ILReS opfuerderen, all Donnéeën, déi déi Firma iwwert si huet, aus hire Fichieren ze sträichen? Wéi ass do d'Prozedur?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen, wou de Gros vun de siwe Froe schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2042 steet.

ad - Wéi eng Prozedure si fir d'Ausschreiwung am Kader vun der Coronaquerschnittsetüd benotzt ginn a no wat fir enge Krittären ass dat privat Meenungsfuerschungsinstitut „partenaire associé" vun dëser Etüd ginn?

D'TNS ILReS gëtt remuneréiert, fir dass si dem Luxembourg Institute of Health (LIH), dem Vertragspartner, mat deem si e „service agreement" ausgeschafft huet, ee statistesch representative Panel vun ongeféier 2.000 Leit zur Verfügung stellt.

An Iwwereneestëmmung mat dem Lëtzebuerger Gesetz vum 8. April 2018 („Gesetz") iwwer ëffentlech Ausschreiwungen an a strikter Anhalung vu Richtlinnen vun der Europäescher Kommissioun zur Notzung vun ëffentlechen Uschafungen an enger Noutfallsituatioun am Zesummenhang mat Covid-19 ass den LIH zu der Opfaassung komm, dass den Ausbroch vun der Covid-19-Pandemie eng Situatioun vun äusserster Dréngelechkeet („urgence impérieuse") duerstellt.

Vu dass d'Gravitéit vu Pandemien nëmme schlecht virauszegesinn ass an opgrond vun der Dréngelechkeet, fir mat der CON-VINCE-Studie unzefänken, fir esou dréngend noutwendeg Äntwerten ze sammelen, ass den LIH zu der Usicht komm, dass d'Anhale vun den am Gesetz festgeluechte Fristen - och wann acceleréiert - net méiglech ass, vu dass d'Infektiounskurv kontinuéierlech a schnell an d'Luucht gaangen ass.

Ënnert dëse besonneschen an aussergewéinlechen Ëmstänn an an Iwwereneestëmmung mat den Dispositioune vum Artikel 64 (2) c) vum Gesetz huet den LIH beschloss, d'Partner, déi gebraucht ginn an dëser Studie, ouni eng Ausschreiwung ze kontaktéieren. Den LIH huet sech du mat TNS ILReS a Verbindung gesat, fir d'Modalitéite vun enger Partnerschaft ze beschwätzen, vu dass et keng Konkurrenten op dem Marché ginn, déi och iwwert déi erfuerderlech Ressourcen an Expertis verfügen.

Question 2245 (20.05.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **baisse de la TVA pour les entreprises du secteur Horeca :**

Vill Betriber aus dem Horeca-Secteur sinn duerch de „Lockdown" an enger schwiereger finanzieller Situatioun. Et riskéiert zu engem massive Verloscht vun Aarbechtsplazen an zu sëllege Faillitten ze kommen.

Fir datt dem Secteur kuerzfristeg gehollef ka ginn, huet d'ADR an der Chamber verlaangt, datt d'TVA um alkoholesche Gedrénks vu 17 % op 3 % erofgeet, esou wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Och vun enger Rei Acteuren aus dem Horeca-Secteur ass et dës dréngend Fuerderung, fir esou hir gréisser finanziell Verloschter wéinstens zu engem Deel nees opzefänken.

An deem Kontext géif ech gär follgend Fro un den Här Finanzminister an den Här Minister vum Mëttelstand stellen:

1. Plangt d'Regierung eng Baisse vun der TVA um alkoholesche Gedrénks flr d'Acteuren aus dem Horeca-Secteur?

2. Envisagéiert d'Regierung, fir dës TVA vu 17 % op 3 % erofzesetzen?

Réponse commune (28.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances, et de* **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung plangt keng Baisse vun der TVA um alkoholesche Gedrénks fir d'Acteuren aus dem Horeca-Secteur.

Question 2246 (20.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **applications de messagerie dans la fonction publique :**

Den Dateschutzbeoptragte vun der Bundesrepublik Däitschland huet kierzlech drop higewisen, dass d'Verwaltungen a Servicer vum Bund d'Fangere vu WhatsApp loosse sollen.

Och wann déi verschéckte Messagë verschlësselt wieren, esou kéint een unhand vun de Metadate Profiller vun de Useren erstellen.

Wann elo op de Messenger-Déngscht vun zum Beispill Facebook géif zréckgegraff ginn, da wier dat och e Beweis dofir, dass d'Regierung et verpasst hätt, selwer en dateschutzfrëndlechen Déngscht op d'Been ze stellen.

Opgrond vun dësen Ausféierunge wéilte mir follgend Froen un den Här Premier-, Staats-, Medien- a Kommunikatiounsminister stellen:

- Deelt den Här Minister d'Aschätzung vum däitsche Bundesdateschutzbeoptragten?

• Wa jo, wéi eng Réckschlëss wëllt den Här Minister doraus schléissen?

• Am géigendeelege Fall, wéi gesäit d'Regierung d'Notze vun esou Déngschter op staatlecher Säit?

- Ginn et vu Säite vun der Regierung, oder vum Minister selwer, kloer Instruktiounen un d'Adress vun de Verwaltungen a Servicer, wat d'Handhabung vu WhatsApp oder änleche Messenger-Déngschter ubelaangt? Ginn et Verwaltungen a Servicer, an deenen en Zréckgräifen op dës Déngschter ënnersot ass? Kann de Minister eis dës ënnerschiddlech Virgaben erklären?

- Wéi schätzt eis national Dateschutzkommissioun (CNPD) d'Risike vum Benotze vun esou engem Medium an? Ginn et Guidelines vu Säite vun der CNPD respektiv dem europäesche Verbond vun nationalen Dateschutzautoritéiten an deem Beräich? Ass de Minister net der Meenung, dass esou Guidelines wichteg wieren?

- Huet d'Regierung wëlles eng Zort Messenger-Déngscht fir den ëffentlechen Déngscht op d'Been ze stellen, eventuell an engem Public-private-Partnership?

• Wa jo, wou sinn dës Iwwerleeungen drun?

• Ginn et änlech Iwwerleeungen op europäeschem Niveau an/oder an anere Memberstaaten?

- Wéi leeft aktuell d'Kommunikatioun tëscht de staatleche Verwaltungen a Servicer of? Leeft dat alles iwwert déi klassesch Medien (E-Mail, Post etc.)?

• Wéi soll dës Kommunikatioun an Zukunft moderniséiert ginn?

• Wou ginn déi staatlech Informatiounen a Kommunikatiounen aktuell ofgespäichert? Wou stinn d'Serveren, op deenen dës Donnéeë stockéiert ginn (hei am Land oder am Ausland, Drëttstaaten)?

• Wéi vill Späichercapacitéit huet de Staat aktuell zur Verfügung?

• Wéi ass d'Sécherheet vun deenen Donnéeë garantéiert (physesch an och virtuell)?

- Huet d'Regierung aktuell scho Verträg mat private Kommunikatiounsdéngschtleeschter ofgeschloss?

• Goufen et duerfir ëffentlech Ausschreiwungen?

• Wann net, firwat net?

Réponse (26.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

Et ass selbstverständlech, datt d'Regierung determinéiert ass, d'Vertraulechkeet vun de Messagen an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger adequat ze garantéieren.

D'Benotze vu Messenger-Déngschter wéi zum Beispill Facebook oder WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert.

D'Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat souwéi d'Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), recommandéiert allen Administratiounen nëmme mat Virsiicht an Zeréckhaltung online Uwendunge vu kommerziellen Ubidder ze benotzen an déi geséchert Léisungen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren („Open Threat Exchange"-Technologie [OTX] fir geséchert Dokumenter ze iwwerdroen, den Espace „Sharepoint" oder de „Skype for Business" als Plattform fir Telekonferenzen a Messagen am ëffentlechen Déngscht).

Den Europäeschen Dateschutzcomité (EDPB) oder d'Dateschutzkommissioun (CNPD) hu keng Richtlinnen iwwert d'Benotzung vu Messenger-Déngschter am ëffentleche Secteur publizéiert.

Aktuell bitt de CTIE op den Aarbechtsposte modern Kommunkatiounsoutilen u fir all d'Verwaltungen a Servicer, déi seng Servicer notzen. Dorënner falen zum Beispill E-Mail, Telefonie VOIP, VideoConference an Chat. Op de mobillen Apparaten ewéi de Smartphone bitt de CTIE aktuell eng professionell Messagerie a Kalenner un. De CTIE couvréiert net de Gebrauch vu Kommunikatiounsapplikatiounen ewéi WhatsApp.

All Servicer, déi vum CTIE ugebuede ginn a Kommunikatiounen tëschent Verwaltungen a Servicer betreffen, ginn an den Datenzentre vum CTIE zu Lëtzebuerg hebergéiert. De CTIE huet aktuell méi wéi néng Petabytes Späichercapacitéit fir seng Servicer zur Verfügung.

Sämtlech Kommunikatiounen tëschent den Apparater an den informateschen Infrastrukturen, déi vum CTIE ugebuede ginn a wou op intern Informatiounen zougegraff gëtt, gi verschlësselt a mat Authentifizéierung duerchgefouert. D'Infrastruktur an den Traitement vu stockéierten Daten entspriechen aktuelle Sécherheetsstandarden.

Fir Detailer zu de Kommunikatiounsekipementer vun de Regierungsmemberen invitéieren ech den honorabelen Députéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1986 ze bezéien.

Wat Verträg mat private Kommunikatiounsdéngschtleeschter ugeet, existéieren am Beräich vun de Kommunikatiounsdéngschter Vertreeg fir mobill a fix Telefonie an och fir Netzwierkservicer ewéi d'Glasfasernetz. Beim Vergi vun Opträg ginn, wéi bei aneren Déngschter, d'Gesetzer vun de Marchés publics respektéiert.

Question 2247 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **applications de messagerie dans la fonction publique :**

Den däitsche Bundesauftragte fir Dateschutz an Informatiounsfräiheet huet rezent rappeléiert, datt d'Benotze vun der Applikatioun WhatsApp fir Ministeren an Institutiounen net konform zu den Dateschutzbestëmmungen ass. Hie weist ënner anerem drop hin, datt de Staat eng Virbildroll huet, wann et ëm Dateschutz geet.

Duerch d'Benotze vun dëse Plattforme ginn allkéiers Metadonnéeë vun de Benotzer un déi jeeweileg Konzerner weidergeleet. Dëst biergt e gewësse Risiko fir d'Confidentialitéit vun dëse sensibelen Donnéeën.

An der Äntwert op meng Question parlementaire N° 1754 gouf preziséiert: „Mam CTIE a mat den Nationalarchiven huet de Staat en elektroneschen Archivsystem an d'Liewe geruff, deen eng Konservatioun op laang Dauer an a Konformitéit mat den internationalen Normen erméiglecht. Mat dësem System ginn d'Integritéit, d'Authentizitéit, d'Perennitéit an d'Lisibilitéit vun den Donnéeën op Dauer garantéiert."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Gëtt an de Ministères op Applikatioune wéi Facebook-Messenger, WhatsApp oder Viber zréckgegraff? Wa jo, gedenkt den Här Minister, dëst an Zukunft aus Dateschutzgrënn ze ënnerbannen?

2. Leeft eng vun dësen Applikatiounen op den Déngschthandye vun de Ministeren? Wa jo, gedenkt den Här Minister, dëst an Zukunft aus Dateschutzgrënn ze ënnerbannen?

3. Ass ugeduecht, d'Kommunikatioun tëscht Regierungsvertrieder oder Institutiounen an Zukunft iwwer eng verschlësselt, sécher Verbindung ze assuréieren?

4. Falls déi ugefouerten Acteuren op dës Applikatiounen zréckgräifen, ginn dës Donnéeën no deem Prinzip archivéiert, wéi en an der Äntwert op meng Question parlementaire N° 1754 erkläert ginn ass?

Réponse (26.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Ech bieden den honorabelen Deputéierte sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2246 vum 20. Mee 2020 ze bezéien, déi sech ënner anerem mat deem selwechte Sujet beschäftegt.

Question 2250 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **infrastructures critiques :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1822 wollt ech méi iwwert d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2016/1148 wëssen, déi mam Gesetz vum 28. Mee 2019 zu Lëtzebuerg transposéiert gouf a bei där et iwwert d'Moossname fir d'Gewährleeschte vun engem héije gemeinsame Sécherheetsniveau vun Netz- an Informatiounssystemer an der EU geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. A senger Äntwert schreift de Premierminister: „Den ILR huet am Total bis elo 44 OSE identifizéiert […]. D'CSSF schätzt, dass manner wéi zéng Etablissementer ënnert deene vun hir festgehalene Krittäre wäerte falen an als OSE klasséiert wäerte ginn." Wéi sinn d'Nimm vun de klassifizéierten OSEen?

2. D'Gesetz an d'Direktiv gesinn nieft den OSEen och d'Klassifizéierung vu Fournisseurs de services numériques (Digital Service Provider oder DSP) vir.

Opgelëscht no de Punkte 16 bis 18 vum Artikel 2 vum Gesetz (dat sinn: Place de marché en ligne, Moteur de recherche en ligne, Service informatique en nuage), wéi vill Organisatioune sinn zu Lëtzebuerg als Service numérique klassifizéiert ginn?

3. Wéi sinn d'Nimm vun de klassifizéierten DSPen?

4. Op d'Fro vun den Auditen äntwert de Premierminister:

„Audite sinn am Kader vum Gesetz vum 28. Mee 2019 méiglech, awer net zwéngend, soudass den ILR elo direkt net geplangt huet, fir Auditen ze maachen."

• Wéi kann den ILR seng Aufgab ouni Auditen am Sënn vum Artikel 15 (3) vun der Direktiv vollzéien?

• Wéi vill Budget gouf dem ILR am Kontext vun der Direktiv an dem Gesetz fir dës Missioun zougesprach?

• Sinn an deem Budget d'Ressourcë fir d'Realiséierung vun Audite mat budgetéiert oder net? Falls jo, wéi vill Sue goufen am Budget fir d'Audite virgesinn a goufen eventuell scho gebraucht? Falls nee, firwat net?

5. Wéi vill substanziell Incidente goufe bis dato un d'CSSF an un den IRL gemellt?

Réponse commune (01.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Aus Sécherheetsgrënn ginn d'Nimm vun den designéierten Opérateurs de services essentiels net publizéiert.

ad 2. D'Gesetz gesäit bei de Fournisseurs de services numériques (op Englesch Digital Service Provider - DSP) keng Prozedur vir an iwwerléisst et den Autoritéiten (jee no Typ vu Service entweeder den ILR oder d'CSSF), hir eege Prozedur, wéi se virgoe wëllen, festzeleeën. Anescht ers wéi bei den OSEen, ginn d'DSPen net offiziell designéiert. D'Autoritéite sinn a Kontakt mat den Entitéiten, déi vun dësen Dispositioune betraff sinn.

ad 3. Och hei ginn d'Nimm net publizéiert an, wéi gesot, et ginn och keng DSPe klassifizéiert.

ad 4. Fir d'Ëmsetzung vum Artikel 15 (3) vun der Direktiv sinn Auditen net zwéngend néideg. Audite sinn och ëmmer just eng Momentopnam. Et geet drëm, fir Sécherheetsmesuren ëmzesetzen, dëst mécht den ILR op eng kollaborativ Aart a Weis, andeems eng Plattform fir Risikoanalys (SERIMA - Security Risk Management) zur Verfügung gestallt gëtt an Operateuren en continu kënnen un de Sécherheetsmesurë schaffen. D'Risikoanalys an d'Sécherheetsmesurë musse reegelméisseg dem ILR matgedeelt ginn. D'Plattform SERIMA gëtt an Zesummenaarbecht mat den Operateuren ausgeschafft.

Den Artikel 00.8.41.015 aus dem Staatsbudget 2020 gesäit 1.010.000 € vir fir den ILR fir d'Ëmsetzung vum Gesetz vum 28. Mee 2019. Dëst Joer huet den ILR keng Audite geplangt, deemno ass och kee Budget dofir virgesinn.

Audite kënnen an enger zweeter Phas applizéiert ginn. Den Ament ass et virrangeg, fir kollaborativ mat den Operateuren e gemeinsame Sécherheetsniveau opzebauen (SERIMA-Plattform).

ad 5. Bis dato goufe weeder dem ILR nach der CSSF Incidenten an dësem Kader gemellt.

Question 2252 (20.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation du secteur Horeca dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Am „Tageblatt" ass an engem Artikel vum 14. Mee ze liesen: „Noch weiß niemand, wann genau die Gastronomiebranche in Luxemburg ihre Türen wieder öffnen kann." Dës Onwëssenheet mécht et ville Restaurateuren, Cafésbesëtzer an Hoteliere schwéier ze schafen, well si engersäits hir Geschäfter preparéiere mussen, anerersäits net wëssen, wéini si, ënner méi strengen Hygienesmoossnamen, erëm däerfen opmaachen.

Tëschenzäitlech hu Liwwerdéngschter e reegelrechte Boom am Confinement kannt, well d'Restaurateure weiderhi schaffe kënnen an dobäi déi virgeschriwwe sanitär Mossnamen anhalen. De Client kënnt deemno net a Kontakt mat anere Clienten oder mam Personal, wat den Infektiounsrisiko reduzéiert. D'Firme kënnen also zum Deel normal mat hiren Aktivitéite weiderfueren.

Vill Betriber aus dem Restauratiounsberäich waren allerdéngs net drop virbereet, fir massiv iwwert den Internet Commanden eranzekréien an ausliwweren ze loossen, well se digital oder logistesch nach net dofir opgestallt waren.

Et stellt sech d'Fro, ob d'Regierung de Restaurateure mat schonns existéierende Mëttelen hätt hëllefe kënnen. Mat „LetzShop" ass fir den Eenzelhandel eng E-Shop-Plattform en place gesat ginn, déi sécherlech hätt kënnen ouni groussen Opwand erweidert ginn, fir d'Gastronomiebetriber matanzebannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung, op Basis vum Verlaf vun der Infektiounskurv zu Lëtzebuerg, scho prognostizéieren, op wéi engem Datum d'Restaurateuren erëm definitiv hir Dieren däerfen opmaachen?

2. Huet de Minister d'Piste gepréift, fir de Restauratiounsbetriber eng Méiglechkeet unzebidden, hir Produiten op „LetzShop" auszestellen an d'Commandë via „LetzShop" empfänken ze kënnen?

- Falls nee, firwat net?

- Falls jo, wéini wäerten déi éischt Bestellungen op „LetzShop" méiglech sinn?

3. Wéi vill Restauratiounsbetriber zu Lëtzebuerg bidden aktuell iwwer Internet en Delivery-Service un? Gesäit de Minister hei nach Ausbaupotenzial? Falls jo, wat huet hien hei wëlles?

4. Gouf et Informatiounen oder Recommandatioune vun der Säit vum Minister, wéi Betriber hire Liwwerdéngscht am Kader vun der Coronapandemie opstelle kënnen?

Réponse (19.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. D'Regierung gëtt sech no all Phas vum Deconfinement zwou Wochen Zäit, fir ee Monitoring vun der Evolutioun vum Covid-19 ze maachen an d'Effete vun der viregter Phas anzeschätzen.

Well d'Zuele sech positiv entwéckelt hunn, konnten d'Restauranten an d'Caféen hir Terrassen de 27. Mee och nees opmaachen. D'Clientèle konnt ab dem 29. Mee erëm bannenzeg den Etablissementer empfaange ginn, mat der Oplag, maximal véier Leit aus dem selwechte Stot un engem Dësch ze zerwéieren. Den 10. Juni war ee weidere Schrëtt vum Deconfinement, andeems d'Unzuel vun de Leit aus dem selwechte Stot op zéng eropgesat gouf.

ad 2. Et gëtt keng gréisser Aschränkung fir d'Betriber, fir hir Produkter op „letzshop.lu" unzebidden. Sou gëtt et aktuell och schonn eenzel Betriber, déi hir frësch gekachte Liewensmëttel iwwer „LetzShop" ubidden. E Restauratiounsbetrib steet hei allerdéngs viru logisteschen Erausfuerderungen, well d'Liwwerung vun de Bestellunge bis bei de Client a Konformitéit zum Gesetz muss gemaach ginn. Bei der Liwwerung vu Liewensmëttel bedeit dat eng ganz Rei vu Konditiounen, fir déi vill Betriber net ausgeluecht sinn. Als einfachst logistesch Léisung, déi direkt kann ëmgesat ginn, kann een op „letzshop.lu" de „Click & Collect" ubidden, dat heescht de Client ka seng Onlinebestellung direkt am Betrib ofhuelen. Vereenzelt Betriber hunn dës Léisung schonn ëmgesat.

ad 3. Och wann ee sech aner Ëmstänn gewënscht hätt, sou hu vill Betriber, bedéngt duerch d'Kris, de Wee an d'Digitalisatioun méi séier ageschloen. Eng sëlleche Betriber hu wärend der Covid-19-Kris een Delivery-Service iwwer Internet ugebueden oder en Take-out-Service op d'Bee gestallt. Genee Zuelen heizou gëtt et awer net, well et all Betrib selwer iwwerlooss ass, ob a wéi laang hie sou en Delivery-Service wëllt ariichten.

ad 4. D'Ekipp vu „LetzShop" ass mat der Horesca a reegelméissegem Kontakt, fir sech iwwert d'Méiglechkeete vun der Plattform „letzshop.lu" auszetauschen. Sou ass ënner anerem e Rondmail geplangt, fir „LetzShop" als potenziell Léisung bei den Horeca-Betriber ze placéieren. Och kënnen d'Betriber bei der Entwécklung vun neien Distributiounskanäl finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien. Dëst kann ënner anerem iwwert de Programm Fit 4 Digital geschéien, wou iwwert de Wee vun engem Diagnostik dem Betrib seng Organisatioun a seng Prozesser kritesch analyséiert ginn. Um Enn vum Diagnostik ass eng staatlech Hëllef vu 5.000 Euro virgesinn. Bei der Ëmsetzung vum Diagnostik sinn op den Investissementer bis zu 50 % staatlech Ënnerstëtzung méiglech.

Question 2255 (20.05.2020) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **contrôles du Service de santé au travail multisectoriel (STM) :**

Mengen Informatiounen no ass et an de leschten Deeg verstäerkt a Coiffer- /Estheticienne-Salonen an och an anere Betriber zu Kontrollen duerch Beamte vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) komm. D'Beamte wieren an déi jeeweileg Betriber komm, hätte sech zerwéiere gelooss a sech eréischt dono ze erkenne ginn an hätten de Responsabele matgedeelt, ob si all aktuell gülteg sanitär Virschrëften agehalen hätten an ob si en règle wieren oder net.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Ass dëst eng gängeg Virgoensweis?

2. Wa jo, firwat gëtt op dës Method vu Kontrollen zréckgegraff?

3. Ginn nach aner Zorte vu Kontrolle gemaach?

4. Wat ass déi legal Basis vun dëse Kontrollen?

5. Wou iwwerall goufen an de leschten Deeg esou Kontrolle gemaach?

6. Wat war d'Resultat vun de Kontrollen?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

De Service de santé au travail (STM) huet keng Missioun, fir Kontrollen um Terrain ze maachen. No Récksprooch mat der Direktioun vum STM kann ech dem honorabelen Deputéierte konfirméieren, dass den STM och keng esou Kontrolle realiséiert huet.

Question 2258 (22.05.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **aides financières pour fermes pédagogiques :**

Fir d'Rentabilitéit vun de Bauerebetriber och an Zukunft sécherzestellen, ass et wichteg, datt si hir Aktivitéiten diversifizéieren. Dofir versichen ëmmer méi Baueren, sech en zweet Standbeen niewent der klassescher Feld- a Véibewirtschaftung opzebauen. Genausou wichteg ass et, datt eis Kanner d'Landwirtschaft kënne praktesch erliewen. Esou versti se, wéi d'Iessen op den Teller kënnt a wéi eng Roll de Bauer an der lokaler Liewensmëttelversuergung a -produktioun huet.

Och op Lëtzebuerg trëfft dat zou an eng Rei Betriber hunn oder sinn derbäi, sech als pedagogesche Bauerebetrib en neit Standbeen opzebauen.

Zënter dem Ufank vun der Coronakris kënnen dës Betriber, awer och Betriber, wou zum Beispill Reittherapien ugebuede ginn, keng Kanner méi empfänken. Trotzdeem kréie si eisen Informatiounen no keng direkt Bäihëllefen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass et richteg, datt pedagogesch Bauerebetriber bis kierzlech keng Bäihëllefe kritt hunn?

2. Sinn och bei den nei annoncéierte Stabilitéitsmesurë keng Bäihëllefe fir dës Betriber virgesinn?

3. Falls nee, firwat gesäit de Landwirtschaftsminister keng direkt Bäihëllefe fir dës Betriber vir?

4. Wéi wëllt de Landwirtschaftsminister dës Betriber ënnerstëtzen?

5. Wéini an ënner wéi enge Konditioune kënnen d'pedagogesch Bauerebetriber erëm mat hiren Aktivitéiten ufänken?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Et ass effektiv esou, datt, och wann d'Landwirtschaft wärend der Coronakris weidergeschafft huet, eenzel Aktivitéiten awer broochlouchen. Dofir hëlleft d'Regierung geziilt deene Betriber, deenen hir Tresorerie duerch d'Fermeture vun den Aktivitéite fir de Public gelidden huet. Dozou gehéieren och d'pedagogesch Bauerebetriber, déi duerch d'Zoumaache vun de Grondschoulen a Crèchë keng Schoulklasse konnten empfänken an Aboussen hu missen a Kaf huelen.

Mat änleche Problemer wéi d'Fermes pédagogiques, déi hir Diere fir de Public hu missen zouhalen, waren iwwregens och aner Betriber konfrontéiert, wéi d'Päerdsmanègen, déi keng Coursen duerften organiséieren, an, net ze vergiessen, d'Wäistuffen.

Am Kader vun der Covid-19-Kris kënne pedagogesch Bauerebetriber potenziell an de Genoss vun de staatlechen Hëllefe kommen, déi vun der Direction générale des classes moyennes koordinéiert ginn, ënnert der Konditioun, dass si am Besëtz vun enger gülteger Handelsermächtegung sinn.

Well hei awer net all Betriber drënnerfalen, ass am Kader vum „paquet de relance agriculture", deen de Landwirtschaftsminister de 16. Juni an der Agrarkommissioun an och der Press virgestallt huet, ënner anerem eng Moossnam, fir dës Betriber, jee no Joresëmsaz, an de Genoss vun enger Aide vun 2.500 respektiv 5.000 Euro kommen ze loossen. Dës Aide ass ënner anerem un d'Konditioun gebonnen, datt d'Betriber duerch all Raster gefall sinn a vu kenger anerer Aide am Kader vun der Pandemie konnte profitéieren.

D'pedagogesch Bauerebetriber kënne respektiv hunn och schonns hir Aktivitéiten nees opgeholl. Dobäi musse si déi jeeweils aktuell Konditioune betreffend d'Schutzmoossname berücksichtegen.

Question 2259 (22.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **reprise des activités dans le secteur Horeca :**

Den Tourismus- a Gastronomiesecteur ass fir d'Gemengen op der Musel mat ee vun de wichtegste Wirtschaftssecteuren. Wärend op der anerer Säit vun der Musel déi däitsch Betriber vum Feierdag souwéi de follgende Bréckendeeg profitéiere konnten, hunn d'Betriber op dëser Säit vun der Musel keng Méiglechkeet gehat, hir Dieren opzemaachen an hunn esou missen nokucken, wéi um anere Bord vun der Musel d'Clientë bei waarmem Wierder op den Terrasse souzen.

De Buergermeeschter vu Réimech, Jacques Sitz, huet et wéi follegt beschriwwen:

„Mat de Buergermeeschteren aus de Grenzgemenge si mir streide gaangen, fir dass d'Grenzen nees opginn. Dat ass jo elo geschitt an dat ass och schéin. Dat ass eng Säit vun Europa. Mä dann déi aner Säit muss ee kucken. Dës Säit sinn d'Restauranten zou. Mir kucken eriwwer op eis Noperen, do sëtzen d'Leit op den Terrassen, wat natierlech guer net flott ass fir déi Leit, déi hei e Commerce bedreiwen. Dat ass och net logesch a schwätzt géint Europa. Rheinland-Pfalz, Saarland a Lëtzebuerg hunn ënnerschiddlech Reegelen, obwuel den Afloss vum Coronavirus dee selwechten ass."

De Réimecher Gemengeconseiller a Vize-Président vum Réimecher Geschäftsverband Daniel Frères beschreift d'Situatioun esou:

„An dat ass nach méi traureg, well mir d'Informatioune kritt hunn, dass souguer Leit vun eiser Regierung an Däitschland op den Terrasse sëtzen, awer zu Lëtzebuerg onsen Horeca seng Diere weider muss zouloossen. Mam Resultat vu ville Faillitten an zegdausend Leit am Chômage."

D'Entscheedung vun der Regierung, den Horeca-Beräich zu Lëtzebuerg nach zouzeloossen, trëfft deemno bei ville Mënschen a Betriber hei am Land op Onverständnis, ugesiichts, dass d'Leit nëmmen 200 Meter eriwwer an Däitschland brauchen ze fueren, fir do dann op enger Terrass eppes drénken ze kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, fir d'Groussregioun, fir Mëttelstand a fir Tourismus dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung drop verzicht, fir den 21. Mee dem Horeca ze erlaben, erëm seng Dieren opzemaachen, wëssend, dass eis eege Bierger hiert Gedrénks op déi aner Säit vun der Musel konsuméiere ginn?

2. D'Ministere fir Wirtschaft, Mëttelstand an Tourismus hunn den 30. Mee als Datum fir d'Reouverture genannt. Wär et net sënnvoll gewiescht, fir d'Reouverture op den 21. Mee virzezéien?

3. Wéi vill Ëmsaz ass dem Horeca duerch d'Schléissung vun de Lokaler vum 21. bis zum 30. Mee verluergaangen?

4. Wéi vill Entreprisen aus dem Horeca-Beräich hunn am Mee 2020 Faillite gemellt?

5. Mat wéi vill Faillitte rechent d'Regierung insgesamt am Horeca-Secteur bis Dezember 2020?

6. Wéi vill Prozent vun allen Entreprisen am Horeca kruten de Chômage partiel accordéiert?

7. Wëssend, dass am Horeca-Beräich net nëmmen de feste Salaire, mee och Drénkgelder (legal a versteiert), Feierdeeg souwéi Sonndeger eng wichteg Geldquell fir d'Mataarbechter sinn, gouf dëse Fakt am Calcul vum Chômage partiel wärend der Zwangsfermeture berücksichtegt?

8. Wéi weider Leit berichten, goufen zwee Regierungsmembere rezent an engem Restaurant zu Nenneg (Däitschland) gesinn an och fotograféiert. Kann d'Regierung confirméieren, dass déi zwee Regierungsmemberen an deem Restaurant waren? Falls jo, firwat waren dës Regierungsmemberen do, wann den Horeca-Secteur zu Lëtzebuerg deen Dag nach zou war?

9. Wäert d'Regierung de Kontakt mat de Partner an der Groussregioun siche fir gläich Reegelen am Horeca-Beräich opzestellen? Goufe schonn éischt Gespréicher heizou gefouert?

10. Wäert den Ënnerscheed tëscht enger Terrass oder engem zouene Raum bei der Reouverture vum Horeca-Beräich eng Roll spillen?

11. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass d'Betriber am Horeca elo tëscht der Ukënnegung bis zur Reouverture genuch Zäit hunn, fir genuch vun hire Fournisseure beliwwert kënnen ze ginn?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1. + 2. D'Regierung gëtt sech no all Phas vum Deconfinement zwou Wochen Zäit, fir ee Monitoring vun der Evolutioun vum Covid-19 ze maachen an d'Effete vun der viregter Phas anzeschätzen.

Well d'Zuele sech positiv entwéckelt hunn, konnten d'Restauranten an d'Caféen hir Terrassen de 27. Mee och nees opmaachen an de 29. Mee hir Clientèle nees bannenzeg den Etablissementer empfänken.

ad 3., 4. + 5. Den Horeca-Beräich gouf besonnesch schwéier vun der Covid-19 Kris getraff a vill Betriber sti viru grousse finanziellen Erausfuerderungen. Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net kloer soen.

Well d'Regierung sech bewosst ass, wéi wichteg et ass, Liquiditéitsengpäss an de Betriber entgéintzewierken, huet si e Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an d'Liewe geruff, iwwert deen ënner anerem den Horeca-Secteur geziilt ënnerstëtzt gëtt.

Déi betraffe Betriber kënnen ënner verschiddene Konditiounen iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befënnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ënnerstëtzung vun 250 € a fir all Salarié, deen effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ënnerstëtzung vun 1.250 € geplangt. Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg ënnert d'Aerm gräifen an de Reemploi cibléiert ënnerstëtzen.

ad 6. Den Ament sinn et 71 % vun allen Entreprisen am Horeca-Secteur, déi de Chômage partiel accordéiert kruten.

ad 7. Am Horeca-Secteur si vill Leit beschäftegt, déi de Mindestloun kréien. Eng vun de ville Mesuren, déi d'Regierung an de leschte Wochen a Méint geholl huet, ass och d'Garantie, dass de Salarié, deen am Chômage partiel ass a virdrun de Mindestloun verdéngt huet, och net ënnert dëse Seuil fält, also och net manner ewéi de Mindestloun kritt.

ad 8. Wou a wéini Regierungsmemberen (privat) iesse ginn, ass net Objet vun offizielle Positioune vun der Regierung. D'Regierung bedeelegt sech och net un anonymen Denunziatioune vu Persounen, egal ob se e politescht Mandat hunn oder och net.

ad 9. Zanter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie huet d'Lëtzebuerger Regierung eng enk Concertatioun mat den Nopeschlänner, sief et um bilateralen, groussregionalen oder europäeschen Niveau. Ofstëmmung heescht awer net gläich Harmonisatioun. Lëtzebuerg a seng Noperen an der Groussregioun hunn hiren Deconfinement an Etappe gemaach, dëst no de spezifesche sanitäre Konditiounen, déi et bei hinne gouf.

ad 10. Et gëtt keng gréisser Differenz beim Empfänke vun der Clientèle op der Terrass géintiwwer dem Service am Banneraum. D'Clientèle konnt ab dem 27. Mee erëm bannenzeg den Etablissementer empfaange ginn, mat der Oplag, maximal véier Leit aus dem selwechte Stot un engem Dësch ze zerwéieren. Den 29. Mee war ee weidere Schrëtt vum Deconfinement, andeems d'Unzuel vun de Leit aus dem selwechte Stot op zéng eropgesat gouf.

ad 11. D'Regierung huet d'Reouverture vum Secteur de 25. Mee annoncéiert. Eisem Wëssen no ass et och zu kenge gréisseren Engpäss komm bei der Beliwwerung vun de Betriber.

Question 2266 (26.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **dépenses militaires à moyen terme :**

En juillet 2017, le Gouvernement a publié les « Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà ». Dans ce document, il annonce son objectif de porter ses dépenses militaires à 0,6 % du PIB en 2020, chiffre qui a déjà été atteint et probablement dépassé en 2019 (avec environ 383 millions d'euros).

Cependant, le document susmentionné reste muet quant aux objectifs quantitatifs pour la période 2020-2025. Il affirme uniquement que « au-delà de 2020, le Gouvernement a décidé de planifier une hausse constante de l'effort de défense ». L'accord de coalition de 2018 n'apporte pas beaucoup plus d'éclaircissement, mentionnant uniquement que « les efforts en matière de défense seront poursuivis au-delà de 2020, axés sur le principe de l'effort raisonnable et dans une proportion comparable aux efforts de ses partenaires européens ».

Lors de la réunion de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense le 10 janvier 2019, Monsieur le Ministre a indiqué un taux de 0,70 % à 0,72 % du PIB comme objectif pour l'année 2025, sans toutefois préciser les étapes intermédiaires.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quels sont les objectifs quantitatifs du Gouvernement en matière de dépenses militaires du Luxembourg (en pourcentage du PIB) pour les années 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 ?

2) Est-ce que dans le contexte budgétaire difficile qui suivra la crise sanitaire, le Gouvernement est prêt à revoir en baisse ses objectifs en matière d'armement ?

3) Le Gouvernement est-il prêt à intervenir activement auprès de l'OTAN en faveur d'une baisse significative des objectifs formulés au Sommet au Pays de Galles en 2014 ?

4) Pouvez-vous m'expliquer quels risques ou menaces sécuritaires justifient une augmentation continue des dépenses militaires du Luxembourg ?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) L'objectif de 0,6 % du PIB pour l'année 2020 est maintenu et il est prévu de revenir en 2024 aux objectifs fixés avant la crise du Covid-19.

ad 3) Suite à l'adoption de la déclaration des chefs d'État et de Gouvernement au Sommet de l'OTAN de 2014 au Pays de Galles, le Luxembourg a augmenté son effort de défense depuis 2014 et respecté son engagement politique dans l'optique de mieux partager le fardeau entre alliés. Étant donné que l'on peut s'interroger sur la pertinence d'un objectif budgétaire chiffré dans le domaine militaire pour promouvoir la paix, le Gouvernement soutient une approche consistant à élargir les critères de comptabilisation de l'effort de défense, en y intégrant par exemple des actions de prévention et de réponse au changement climatique dans une optique de sécurité, ceci afin de tenir compte de l'élargissement des menaces potentielles.

ad 4) Comme l'ont montré les dernières années, le Luxembourg est confronté à un nouveau genre de menaces : inondations, tornade, attaques cyber et maintenant le Covid-19. Dans presque tous les cas, le soutien de l'armée a dû être sollicité. Le Luxembourg fait ensuite partie de deux organisations avec une dimension de défense collective, l'OTAN et l'Union européenne. En analysant les menaces, il importe par conséquent de ne pas se limiter aux menaces pesant uniquement sur le Luxembourg, mais sur l'ensemble de l'UE et de l'espace euro-atlantique. Ces menaces sont détaillées par exemple dans la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne. Le Gouvernement luxembourgeois poursuit une approche intégrée dite « 3D », combinant les moyens de la diplomatie, du développement et de la défense. Les moyens militaires constituent dans ce contexte un moyen important dans le cadre de la gestion des crises, de la prévention et de la dissuasion.

Question 2273 (26.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**instruction judiciaire diligentée contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale :**

Dans un communiqué du Parquet de Diekirch de ce jour, on apprend qu'une information judiciaire a été ouverte contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale et que des perquisitions ont eu lieu auprès des services dépendants de la direction générale de la police ainsi qu'à la direction de la région Nord de la police.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ladite personne a été suspendue (i) en application de l'article 15 (1) de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale ou (ii) d'office ? Dans le premier cas de figure, cette suspension a-t-elle été prononcée ab initio (i) par Monsieur le Ministre et sur proposition de quelle instance, ou (ii) par le directeur général de la Police grand-ducale ?

Réponse (15.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les affirmations avancées par l'honorable Député peuvent être confirmées.

ad 2) Les articles 14 et 15 de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale distinguent entre deux mesures conservatoires susceptibles d'être prises à l'égard d'un policier faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire en application des dispositions du Code de procédure pénale.

L'article 14 prévoit la possibilité d'affecter temporairement le policier en cause à un autre service si le maintien sur son lieu de travail est incompatible avec le bon déroulement de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire. Cette décision d'affectation temporaire est prise par le Ministre à la demande de l'intéressé ou sur proposition du directeur général de la police ou de l'inspecteur général de la Police. Elle ne pourra être prononcée qu'après que l'intéressé aura été appelé à donner ses explications, sauf lorsqu'elle aura été prise à sa demande.

Quant à l'article 15, il permet de suspendre l'intéressé de l'exercice de ses fonctions si le maintien au sein de la police est incompatible avec l'intérêt de service ou le bon déroulement de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire. La décision de suspension est prise par le ministre sur proposition du directeur général de la police ou de l'inspecteur général de la police après que l'intéressé aura été appelé à donner ses explications.

En l'occurrence, le concerné a fait l'objet d'une affectation temporaire à un autre service de la police sur proposition du directeur général de la police conformément à l'article 14 de la loi précitée du 18 juillet 2018.

Question 2276 (27.05.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10) :**

Des habitants de la région ont attiré mon attention sur la dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles mesures de maintenance destinées respectivement à sécuriser et à réparer le pont en question ?

- Dans l'affirmative, dans quel intervalle de temps ces mesures pourraient-elles être mises en œuvre ?

- Quels autres ouvrages d'art seront rénovés dans les mois à venir dans les cantons de Diekirch et de Vianden ?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'ouvrage faisant l'objet de la présente question parlementaire, qui enjambe l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10), est l'ouvrage identifié dans la banque de données de l'Administration des ponts et chaussées comme l'OA113.

Tous les ouvrages d'art de ce type font l'objet d'une inspection dans un intervalle régulier de trois ans. Ainsi, la prochaine inspection de l'OA113 est prévue en 2021. Lors de la dernière inspection de cet ouvrage en 2018, seulement quelques imperfections ont été constatées, à savoir des infiltrations légères, des éclatements du crépi sur les faces extérieures et la détérioration du béton auprès des pieds des piles centrales. Il s'agit cependant seulement de défauts esthétiques qui n'ont pas d'effet sur la structure et la stabilité de l'ouvrage. Cet ouvrage, construit en 1952, se trouve toujours dans un bon état grâce à des entretiens réguliers. Voilà pourquoi aucun projet de rénovation n'est actuellement prévu pour l'OA113, en attendant évidemment le résultat de sa prochaine inspection en 2021.

Dans les cantons de Diekirch et de Vianden, de même que dans les cantons de Wiltz, Clervaux, Redange et Echternach, plus de 300 ouvrages sont à surveiller et à entretenir par l'Administration des ponts et chaussées, ce qui explique pourquoi tous les projets de rénovation qui s'imposent ne peuvent pas être réalisés en même temps. Ainsi, la priorité est toujours accordée aux ouvrages qui se trouvent dans un état de dégradation avancé.

Question 2277 (27.05.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 dans le milieu carcéral :**

Déi sanitär Kris an där mir eis am Moment befannen huet och e staarken Impakt an eise Prisongen. Intern Mesurë vun der Administration pénitentiaire goufe scho geholl, déi begréissbar sinn, mee et misst ee sech ewéi an eisen Nopeschlänner och méi proaktiv mat der Lag an de Prisongen auserneesetzen.

Opgrond vun dëser Situatioun wëll ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatioune liwweren iwwert den Oflaf vun der Isolatioun fir déi méi grouss Zuel vu Prisonéier wéinst dem Covid-19?

2. Kann d'Ministesch envisagéieren, dass d'Telefonéiere mat Familljemembere fir d'Prisonéier gratis ass, bis dass d'Visitten erëm erlaabt ginn?

3. Wéi eng Moossname gesäit d'Madamm Ministesch vir, fir d'Stëmmung an de Prisongen ze verbesseren an dëser extreemer Situatioun, wou d'Angscht, fir de Covid-19 ze kréie wäit verbreet ass ënnert de Prisonéier?

4. Kann d'Madamm Ministesch mech informéieren, wann d'Prisonéier d'Méiglechkeet hunn, fir Maske respektiv Händschen ze kréien? Wéi gesäit et aus mat Desinfizéiergel fir all Prisonéier?

5. An deem Kontext, kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatioune liwweren iwwert d'Ekipement vun de Giischtercher, fir en Ausbreede vum Covid-19 ze verhënneren?

6. Huet e Prisonéier dat selwecht Recht ewéi eng aner Persoun, fir am CHL traitéiert ze ginn, am Fall wou et am CPL net méiglech wier (cf. Beootmungsmaschinnen etc.)?

Réponse (26.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Den honorabelen Deputéierte freet no iwwert den Oflaf vun der Isolatioun fir déi méi grouss Zuel vu Prisonéier wéinst dem Covid-19. Wichteg ass et hei ze betounen, dass kee Prisonéier isoléiert gouf. Et koum wärend der Kris effektiv zu manner Kommunikatioun tëschent den Detenuen a baussen, fir d'Verbreedung vum Virus esou vill wéi méiglech ze vermeiden. Mee bannent de Mauere vum Prisong konnten Detenuë weiderhin an hirer Sektioun wärend den normalen Zäite fräi spadséieren. Detenuen haten och zu all Moment d'Méiglechkeet, hir Famill iwwer Skype oder Telefon ze erreechen.

ad 2. Wärend der Kris krut all Detenu zweemol eng Primm vu 50 Euro als Beitrag, fir kënnen no baussen unzeruffen. Ab dësem Mount gëtt dës Primm allerdéngs net méi ausbezuelt, well d'Visitten am Prisong elo erëm erlaabt sinn.

ad 3. Am Ufank vun der Kris war d'Stëmmung zwëschent den Detenuen a generell am Prisong selwer zimmlech ugespaant. Mëttlerweil huet sech awer déi Spannung erëm geluecht an et kann ee vun engem Retour zu enger normaler Situatioun schwätzen. Verschidde Moossname si wärend der Kris geholl ginn, fir dës Spannung erofzekréien, wéi zum Beispill hat all Detenu Recht op zwee Spadséiergäng am Haff den Dag amplaz vun engem, si konnten am Haff Fussball spillen an d'Kantin fir Detenuen huet och Gesellschaftsspiller verkaaft. Detenuë kruten zweemol eng Primm, fir no baussen unzeruffen an et gouf hinne méi Méiglechkeet ginn, fir der Famill iwwer Skype unzeruffen.

D'Administration pénitentiaire huet och verschidde Moossname geholl, fir d'Angscht virun der Pandemie bei den Detenuen esou gutt wéi méiglech ewechzehuelen. Am CPL gouf, duerch Affichen, déi a verschidde Sproochen iwwersat goufen, eng grouss Informatiounscampagne lancéiert. Et goufen och Masken un d'Detenuë verdeelt an d'Klensche vun den Dieren an aner sensibel Infrastrukture goufen oft desinfizéiert. Méi Infirmiere goufen um Terrain agesat, fir dass all Detenu d'Méiglechkeet hat, seng Froen direkt u qualifizéiert Personal ze stellen, an all Detenu, deen en Doute hat de Virus eventuell ze hunn, gouf automatesch direkt getest.

All dës Moossnamen hunn den Detenuë gewisen, dass um Terrain grouss Efforte gemaach ginn, si fir eng Protektioun ze garantéieren, an esou war d'Vertraue bei den Detenuë schnell erëm do.

ad 4. All Detenu huet Recht op zwou Masken. Wat den Desinfizéiergel ugeet, ass et esou, dass een deen net op all Unitéit ka fräistellen, well de Risiko, fir domadder Abusen ze dreiwen, ze grouss ass, vu dass den Desinfizéiergel jo eng héich Konzentratioun un Alkohol huet. Et steet awer Desinfizéiergel iwwerall wou eng permanent Surveillance garantéiert ass.

ad 5. All Giischtercher hunn e Recht op Masken, Händschen, Desinfizéiergel a spezifesch sanitär Produkter, fir hire Büro op eng professionell Aart a Weis ze desinfizéieren.

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

ad 6. All Prisonéier huet d'Recht eléi all aner Persoun am CHL traitéiert ze ginn, am Fall wou dësen Traitement am CPL net méiglech wier. De Prinzip vun der „équivalence des soins" gëtt ëmmer strikt an all Hypothees respektéiert.

Question 2279 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **produits régionaux :**

An eisen dräi Naturparken (Our/Uewersauer/Mëllerdall) gi jo vu verschiddene Kooperatioune Produiten hiergestallt, déi als regional respektiv lokal Produite verkaaft ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng genee Definitioun dovunner, wat zu Lëtzebuerg als regionale respektiv lokale Produit kann ugesi ginn? Wa jo, wéi gesäit dës Definitioun aus?

2. Wéi verfuere mir mat auslännesche Produiten, déi als regional Produite markéiert sinn an awer net aus Lëtzebuerg oder der Groussregioun stamen?

3. Wéi gëtt dem Konsument beim Kaf vum Produit kloer duergestallt, datt et sech ëm en Erzeugnis aus Lëtzebuerg oder der Groussregioun handelt?

4. Wat gesäit d'Regierung vir, fir de Konsument méi ze motivéieren, lokal respektiv regional Produite virzezéien?

5. Wat gesäit d'Regierung vir, fir Lëtzebuerger Produite méi „en évidence" ze setzen?

Réponse commune (24.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Et gëtt keng Definitioun vun de Begréffer „regional" a „lokal" am Kontext vu Lëtzebuerger Produiten. Am Allgemenge bezitt sech den Term „lokal" op ee klengen, raimlech ofgegrenzte Raum, wärend den Term „regional" éischter eng méi grouss geografesch Entitéit beschreift, déi an der Reegel historesch, kulturell oder sozioekonomesch begrenzt ass. A béide Fäll wär allerdéngs d'Definitioun vu „lokal" respektiv „regional" éischter subjektiv a sollt duerfir, jee no ugeduechten Zweck, an engem vertrietbare Kader gewielt ginn. Vu d'Gréisst vum Land, mécht et net onbedéngt Sënn, fir eng Differenzéierung tëschent deene verschiddenen Notiounen ze maachen (lokal, regional, national).

ad 2. Och bei auslännesche Produite gëllt de Grondsaz, dass keng Verbrauchertäuschung däerf stattfannen an dass dat en ligne mat der europäescher Etiquetage-Gesetzgebung muss sinn. Wann e Produkt als regional markéiert ass, dierft ee kënnen dovunner ausgoen, dass d'Komponenten an deem Produkt aus enger geografesch begrenzter Regioun stamen, op déi een Hiweis op der Etikett oder an der Begleetwerbung vum Produit enthalen ass. Jee no Produit (haaptsächlech am net transforméierten Zoustand) existéieren och gesetzlech obligatoresch Herkunftsangaben (siehe Punkt 3). E rezent europäescht Reglement gesäit ausserdem vir, dass wann d'Originn vun den Ingrédient-primairë vun engem Liewensmëttel net d'selwecht ass wéi d'Originn vum Liewensmëttel selwer, een och d'Originn vun dësem Ingrédient primaire muss uginn - an dat ka mat enger Referenz op d'Regioun geschéien (Artikel 2 vum EU-Reglement 2018/775).

ad 3. D'Kennzeechnung vu Liewensmëttel an Agrarprodukter ënnerläit enger Rei vu gesetzleche Bestëmmungen, ënner anerem och wat den Etiquetage vun der Originn ubelaangt. All Produit (egal ob lëtzebuergesch oder soss EU) muss konform sinn zu dësen europäesche Bestëmmungen. Beim Rëndfleesch, Schwéngefleesch a Poulet (onveraarbechten Zoustand) beispillsweis enthalen d'EU-Reglementer 1337/2013 an 1825/2000 Virschréfte wat d'Herkunftsangaben (Gebuert, Opzuucht, Schluechtung) ubelaangt; dat bezitt sech allerdéngs nëmmen op Angaben zum Land an net der Regioun. Wat d'Groussregioun ubelaangt, ginn et gewëss privat Initiative wéi „Aus der Regioun fir d'Regioun", „Eist Uebst - Ues Uebscht". Wéi uewe vermierkt, ass säit Abrëll 2020 d'Reglement UE 2018/775 applikabel, wat virgesäit (Artikel 2), dass ee fir d'Originn vum Ingrédient primaire bei Liewensmëttel och eng Regioun kann uginn. Bei Originnen, wou keng EU-Virschréfte betreffend Herkunftsangabe sinn, muss sech un déi allgemeng Etikettéierungsvirschréfte gehale ginn (EU-Reglement 1169/2011). Hei ass explizitt am Artikel 7 Paragraf 1 drop higewisen, dass keng Irreféierung a Relatioun zur Originn däerf gemaach ginn. Donieft ginn et och nach Appellations d'origine protégées (AOP), Indications géographiques protégées (IGP), wou d'Referenz op d'Originn am Numm vum Produit op der AOP/IGP-Gesetzgebung baséiert (bei dëse Produiten ass allerdéngs eng laang Traditioun erfuerderlech, fir se als solches am EU-Register vun den AOP/ IGP agedroen ze kréien). Am Allgemenge mussen also d'Angaben der Realitéit entspriechen, däerfen de Konsument net täuschen a mussen iwwerpréifbar sinn. Vill vun eise regionalen, nationale Labelen enthalen u sech schonns eng Referenz op d'Regioun am Logo an hunn och ee gewësse Bekanntheetsgrad dobausse beim Konsument.

ad 4. + 5. D'Regierung ënnerstëtzt eng ganz Rei u Campagnen an Aktivitéiten zum Theema Regionalitéit an de Beräicher Landwirtschaft a Liewensmëttelproduktioun. Dës sollen de Konsument iwwer Lëtzebuerger Agrarprodukter a Liewensmëttel grad wéi och iwwer hir Produktiounsweis a Qualitéit informéieren. Zousätzlech sollen dës Demarchen de Konsument fir d'Qualitéit vu regionalen, saisonale Produite sensibiliséieren. Och gëtt duerch dës Demarchen e méi enke Kontakt tëscht Produzent a Konsument gefërdert. Beispillhaft fir esou Campagnë sinn d'Foire agricole, d'Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg", de „Bauerenhaff an der Stad" oder och nach d'Campagne „AntiGaspi". Weiderhin erméiglechen den Onlineportail vun der Landwirtschaft (www.agriculture.public.lu) souwéi den Internetsite vu „Sou schmaacht Lëtzebuerg" (https://www.sou-schmaacht-letzebuerg.lu/de) et jidderengem, sech iwwert déi lokal Originn an Demarchen ze informéieren. D'Regierung incitéiert de Konsument iwwer allgemeng Campagnë „regional, saisonal, bio" zum Kaf vun nohaltege Produkter. D'Regierung plangt och d'Aféierung vun enger offizieller Agrementsdemarche fir Labelen, wou och de Volet Regionalitéit, Circuits courts verankert ass. Dat ass e Konzept, wou an Zukunft och ugeduecht ass, fir et bis an d'Kantinne virun ze deklinéieren. Allgemeng sief awer och drop higewisen, dass och eise Marché staark vum Export vu regional produzéierte Liewensmëttel a Basisprodukter ofhänkt.

Question 2280 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **congé sans solde et congé spécial dans la fonction publique :**

Bei den ëffentleche Verwaltungen (Staat) sinn eng Rei vu Leit am „congé sans solde" an anerer hunn de „congé spécial".

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir d'Fonction publique gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn aktuell de „congé sans solde" beim Staat a wéi deelen dës sech op déi eenzel Verwaltungen op?

2. Wéi vill Leit hunn de „congé spécial" beim Staat a wéi deelen dës sech op déi eenzel Verwaltungen op?

3. Opgrond vu wat fir engen Ëmstänn oder Prozedure kommen déi eenzel Leit - gewollt oder net gewollt - an de „congé spécial"?

4. Sinn aktuell och Persoune géint hire Wëllen am „congé spécial", a wa jo, wat sinn déi eenzel Grënn fir dësen an deem Fall net gewënschte Congé?

Réponse (17.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Fir de Moment si 572 Agenten am „congé sans solde" beim Staat. De follgenden Tableau weist d'Opdeelung vun dësem Congé op déi eenzel Verwaltungen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Froe vum honorabelen Deputéierten iwwert de „congé spécial" loosse mech e bësse perplex, wat d'Interpretatioun vum Term ubelaangt. Op d'Gefor hi vun engem eventuelle Mëssverständnes, ginn et menges Wëssens fir Staatsagente follgend „congés spéciaux":

- congé spécial pour la participation à des opérations pour le maintien de la paix,

- congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage,

- congé spécial pour les fonctionnaires ayant accepté une fonction internationale,

- congé spécial qui peut être accordé aux sportifs d'élite,

- congé spécial dit « congé de la coopération au développement ».

Allerdéngs, esou wéi d'Fro formuléiert ass, sinn ech mir net sécher, ob den Term vum „congé spécial" elo wierklech op déi Situatioun zoutrëfft, déi den honorabelen Deputéierten undeit. Dofir géif ech dem honorabelen Deputéierte virschloen, sech direkt mat menge Servicer a Relatioun ze setzen, fir him bei der ëmschriwwener Problematik beschtméiglech weiderhëllefen ze kënnen, fir besser kënnen erauszefannen, wat den honorabelen Deputéierte mengt.

Question 2281 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **interventions de la Police grand-ducale :**

Säit der Covid-19-Pandemie am Mäerz - verbonne mat engem allgemengen Ausgangsverbuet - huet och d'Police verännert Asätz ze verzeechnen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Policeminister riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt sech d'Grënn fir d'Noutwendegkeet vun engem Policeasaz säit der Covid-19-Pandemie verännert hunn? Wa jo, kann den Här Minister kuerz op d'Natur vun dëser Verännerung agoen?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt sech och d'Heefegkeet vun de Policeinterventioune verännert huet? Wa jo, a wéi engem Emfang?

3. Wéi huet sech d'Problematik vun der Gewalt am Stot wärend der Covid-19-Pandemie entwéckelt am Hibléck op d'Heefegkeet an d'Brutalitéit vun den Delikter?

4. Ginn et am Hibléck op d'Problematik vun der Gewalt am Stot regional opfälleg Entwécklungen?

5. Gouf et an deene leschten zwee Joer eng Steigerung vun den Delikter vun haislecher Gewalt?

Réponse (17.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Grënn fir d'Noutwendegkeet vun engem Policeasaz hu sech wärend der Covid-19-Pandemie an deem Sënn geännert, dass d'Police verstäerkt d'Anhale vun de Restriktiounen, wéi se am modifizéierte Reglement vum 18. Mäerz 2020 enthale sinn, kontrolléiert huet. Donieft sinn natierlech och Meldunge vu Bierger erakomm, déi sech op déi respektiv Mesurë bezunn hunn an déi eng Policeintervention no sech gezunn hunn.

ad 2. D'Heefegkeet vun all den Interventiounen huet en valeur absolue net geännert. Vu dass wärend der akuter Pandemiephas d'Leit sollten doheembleiwen, goufen et manner Asätz am Verkéiersberäich respektiv an der „klassescher" Kriminalitéit (Abréch, Déifställ etc.), mee vu dass op där anerer Säit restriktiv Reglementer geholl goufen, fir d'Pandemie anzedämmen, vun deenen d'Police huet missen d'Anhalen iwwerwaachen, sinn d'Patrullen genausou oft erausgefuer wéi zu méi normalen Zäiten.

Wann een d'Interventioune just a Relatioun wëllt setze mat de Froen, déi duerno kommen, kann ee festhalen, dass d'Streidereien an der Famill am Allgemengen änlech héich wore wéi soss normalerweis zu Zäiten, wou d'Leit méi doheem en famille sinn (Chrëschtdagszäit etc.).

ad 3. Cf. ad 2., zweeten Abschnitt.

ad 4. An dësem Beräich konnt par rapport zu den anere Jore kee Changement festgestallt ginn.

ad 5. Bei dëser Fro verweise mir op de Rapport annuel[4] vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, deen den 11. Juni 2020 presentéiert gouf.

Question 2282 (27.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **recommandations pour les maisons de soins :**

En date du 20 mai 2020, Madame la Ministre de la Famille a informé la Chambre des Députés que désormais les centres de soins pour personnes âgées n'auront plus besoin de mettre leurs habitants sous quarantaine une fois que ceux-ci auront quitté le CIPA pour rejoindre leurs kinésithérapeutes, médecins ou soins en dialyse. Par la même occasion, la Ministre a affirmé que désormais les responsables des maisons décideront de façon autonome si oui ou non leurs habitants pourront rejoindre leur famille pour y passer un moment agréable, sans toutefois devant passer en quarantaine à leur retour.

Malheureusement cette information tant attendue par toutes les familles concernées ne semble pas encore être arrivée chez tous les responsables des établissements concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer que les habitants des maisons de soins pourront sur décision et sous la responsabilité des dirigeants des maisons de soins pour personnes âgées rejoindre leurs familles pour quelques heures afin d'y passer un moment de détente et de normalité ?

- La Ministre peut-elle aussi confirmer que ces habitants ne passent pas en quarantaine à leur retour de leur famille ?

- Est-ce que tous les établissements ont été informés de façon écrite de ces nouvelles consignes ?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

À la suite de l'annonce, par Monsieur le Premier Ministre, des différentes phases de déconfinement, j'ai chargé mes services d'élaborer des recommandations en vue d'un déconfinement progressif des structures pour personnes âgées, et ce en étroite concertation avec la COPAS. Ces recommandations ont trait d'une part aux visites des familles dans les structures et, d'autre part, aux sorties des résidents à l'extérieur du périmètre des structures[5].

Ces recommandations ont été avisées par la Direction de la santé et, à ma demande, la COPAS les a transmises aux gestionnaires le mercredi 20 mai 2020. Elles ont été publiées le même jour sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html).

En vertu de ces recommandations, les gestionnaires peuvent en principe permettre des sorties des résidents en-dehors du site de la structure, donc aussi dans leur famille, sans qu'une quarantaine ne soit de mise à leur retour. Il est évident que les gestes barrière et les règles d'hygiène préconisés pour l'ensemble de la population devront être respectés avec rigueur.

Il est de la responsabilité des gestionnaires de transposer ces recommandations générales dans le contexte spécifique des structures d'hébergement dont ils sont responsables, tout en veillant à la santé physique et au bien-être psychique des résidents.

Question 2284 (27.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **consignes pour structures de logement pour personnes en situation de handicap :**

Madame la Ministre de la Famille vient d'informer la Chambre des Députés que désormais les personnes habitants dans les centres de soins pour personnes âgées pourront rejoindre leur famille pour y passer un moment agréable, sans toutefois devant passer en quarantaine à leur retour.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

- Madame la Ministre, est-ce que les mêmes consignes ont été transmises aux structures de logement pour personnes en situation de handicap ?

- Dans la négative, pour quelles raisons ? Quelles consignes valent pour ces structures concernées ?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Suite aux déclarations des différentes phases de déconfinement annoncées par Monsieur le Premier Ministre, j'ai informé les gestionnaires des structures pour personnes en situation de handicap, qu'il y a lieu de passer à une prochaine étape devant commencer au plus tard à partir du 25 mai 2020. En accord avec la COPAS et la FEDAS, cette information a été transmise le 19 mai 2020 par courrier postal aux gestionnaires.

Ainsi, je soutiens les gestionnaires de services conventionnés pour personnes en situation de

[4] https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/06-juin/Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence.pdf

[5] Visites dans les structures pour personnes âgées dans le cadre du déconfinement progressif. Alignement des sorties des structures d'hébergement pour personnes âgées aux recommandations pour la population générale.

handicap dans leur désir de commencer à relancer, de façon progressive, leurs activités dans les services d'activités de jour, les ateliers protégés et les centres de propédeutique professionnelle pour personnes handicapées tout en tenant compte des besoins spécifiques dus à une population très diversifiée et présentant des degrés de vulnérabilité très différents.

Comme certains ateliers protégés ont déjà repris ou reprennent prochainement leur activité, les personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé et vivant dans un foyer d'hébergement seront susceptibles de reprendre leur travail. J'ai prié les gestionnaires de bien vouloir rouvrir les structures d'hébergement vers le monde extérieur au plus tard à partir du lundi 25 mai 2020.

Je les ai aussi informés qu'au vu des nouvelles évolutions, les recommandations émises antérieurement se révélaient trop contraignantes, à savoir notamment celles s'appliquant dans les structures d'hébergement concernant la quarantaine pour tout résident qui revient de l'extérieur et qui est admis dans une structure avec des personnes vulnérables ou encore celle de l'interdiction des visites.

En effet, dans la plupart des structures d'hébergement pour personnes en situation de handicap, les résidents vivent dans des petits groupes de vie de six à huit personnes dans un environnement familial. Dans le contexte de déconfinement dans lequel nous nous trouvons actuellement, elles doivent, entre autres, pouvoir se rendre à leur travail, aller à l'école et vivre leur vie comme tout un chacun et ce dans un contexte de sécurité.

Voilà pourquoi, tous les gestionnaires ont été priés d'élaborer des stratégies de reprise contenant entre autres les procédures à respecter par le personnel et les usagers en matière d'hygiène et de sécurité qui seront visées par le Ministère de la Famille et la Direction de la santé. 36 de ces stratégies de reprise sont entretemps parvenues aux autorités concernées.

J'ai aussi souligné que dans tous les cas les « gestes barrières » recommandés par le Ministère de la Santé devaient être suivis scrupuleusement.

Question 2286 (28.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **masse maximale autorisée des ambulances :**

De Fuerpark vum CGDIS gëtt mat 34 neie Rettungstransportween (Ambulanzen) ekipéiert. Bis elo goufe schonn 19 Ween ausgeliwwert. An der technescher Beschreiwung ass vermierkt, datt dës Gefierer (Mercedes-Benz Sprinter 519) eng maximal Charge vu 5.300 kg däerfen transportéieren.

Elo ass et awer laut mengen Informatiounen esou, datt déi meescht Secouristen en Autosführerschäi vun der Kategorie B hunn - dat heescht, si däerfe just e Gefier benotze mat engem Maximalgewiicht vun 3.500 kg.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Banneministesch:

1. Wéi e Leergewiicht hunn déi uewe genannte Gefierer? Op wéi ee Gewiicht kommen déi bestallte Gefierer an der Praxis wuelwëssend, datt dës jo nach mat enger Rei un techneschen Apparater ausgestatt sinn an een och nach d'Gewiicht vun der Besatzung an dem Patient derbäirechne muss?

2. Däerfen dës Rettungstransportween nach mam normalen Autosführerschäi gefuer ginn oder mussen déi eenzel Chauffere vun dësen Ambulanzen elo e Camionsführerschäi maachen?

3. Am Fall wou dës Gefierer iwwer 3.500 kg weien: Kréien déi eenzel Chaufferen hire Führerschäi vum CGDIS bezuelt oder kréie si een Deel vun dëse Käschte remboursëiert?

Réponse (25.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Déi vum honorabelen Deputéierte gefrote Wäerter stinn am follgenden Tableau, opgedeelt no de verschiddenen Asazsituatiounen, déi sech am Alldag stelle kënnen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir op deenen neien Ambulanze vum CGDIS däerfen ze fueren, brauch de Chauffer entweeder e Camionsführerschäin oder en Autosführerschäi mat engem Zertifikat deen em autoriséiert, mat engem Asazgefier vu bis maximal 5.500 kg ze fueren.

Ech verweisen hei op den Artikel 76quater vum Code de la route:

« Les agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours et des associations et organismes de secours agréés ayant la sécurité civile dans leur objet social, titulaires d'un permis de conduire de la catégorie B en cours de validité, agissant dans le cadre de leurs missions, sont autorisés à conduire sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, un véhicule automoteur sans remorque, dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg sans dépasser 5.500 kg, et comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum, sous couvert d'un certificat attestant l'aptitude à la conduite du véhicule dont question, délivré par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions. Ce certificat est délivré aux agents des services de secours concernés, titulaires du permis de conduire de la catégorie B depuis au moins deux ans et ayant participé avec succès à un cours de formation organisé par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions.

Les modalités de ce cours de formation ainsi que le modèle du certificat sont arrêtés par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions.

Toutefois, les certificats délivrés avant l'entrée en vigueur du présent article aux agents des services de secours concernés, autorisant la conduite de véhicules visés à l'alinéa 1er d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 4.250 kg, restent valables pour la conduite de ces véhicules. »

De CGDIS organiséiert fir déi fräiwëlleg Fraen a Männer Pompjeeën, zesumme mam Fuersécherheetszentrum vu Colmer-Bierg (Centre de formation pour conducteurs), am Aklang mat den Dispositioune vum Artikel 76quater aus dem Code de la route, all Joer séchs bis aacht Coursë fir Chauffere vun den Ambulanzen oder anere Pompjeesgefierer. Iwwert déi lescht Joren hu 700 fräiwëlleg Membere vum CGDIS un dëse Coursen deelgeholl. D'Onkäschte vun dëse Formatioune sinn integral vum CGDIS iwwerholl ginn.

Fir un der Ausbildung kënnen deelzehuelen, kann de fräiwëllege Pompjee zousätzlech och d'Fräistellung vu senger Aarbechtsplaz iwwert de Congé spécial notzen.

De Verdéngschtausfall gëtt dem Patron vum CGDIS remboursëiert.

Fir Chauffere vu Rettungsdéngschtgefierer mat enger MMA iwwer 5,5 Tonne remboursëiert de CGDIS zënter senger Entsteeung all Joer 50 komplett Führerschäiner C/CE u seng volontär Memberen.

Dës Moossnam, fir de Volontariat ze fuerdere kascht de CGDIS 115.000 € pro Joer.

Déi haaptamtlech Fraen a Männer Pompjeeën am Cadre de base mussen de Camionsführerschäi bis spéitstens zum Enn vun hirem Stage gemaach hunn.

Question 2287 (28.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chantier sur la route de Remich à Moutfort :**

An de parlamentaresche Froen N° 1656 an 1901 hat ech de Minister ëm Detailer iwwert d'Situatioun vun engem Schantjen op der Nationalstrooss N2 zu Moutfort gefrot. D'Äntwert op déi éischt Fro vum Minister hat dozou gefouert, datt vusäite vun der Buergermeeschtesch vu Contern Kritik opkomm war, well een an der Gemeng der Meenung war, datt d'Ponts et chaussées fir d'Situatioun op dësem Schantje responsabel wär, well et sech ëm eng Nationalstrooss géif handelen. A senger leschter Äntwert berifft sech de Minister op d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 „relative au régime des permissions de voiries" a verweist ganz kloer op d'Responsabilitéit vun der Gemeng an dësem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. An der Fro N° 1656 huet de Minister geschriwwen, d'Gemeng kann déi néideg Verkéiersberouegungsmoossnamen am Kader vum Schantjen huelen. D'Gemeng verweist an deem Fall op d'Responsabilitéit vum Staat, well et sech ëm eng Nationalstrooss handelt. Kann de Minister confirméieren, dass d'Aussoe vun der Gemeng net richteg sinn?

2. Am Code de la route steet am Artikel 5:

« Dans les limites et selon les distinctions faites au présent article les autorités communales peuvent réglementer ou interdire en tout ou en partie, temporairement ou de façon permanente la circulation sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements communaux concernent la circulation sur la „voirie communale" ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations. Ces règlements communaux sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du „ministre". »

Kann de Minister confirméieren, dass dës Dispositioun och fir d'Ariichte vun enger 30er-Zon op der N2 vun der Gemeng kéint genotzt ginn?

3. De Minister schreift a senger Äntwert, datt op säin Uerder an „am Interessi vun der Qualitéit vun der Reparatur vun de Stroossen eng Remise en état" gemaach kéint ginn a verweist domadder op den Artikel 7 vum Gesetz vun 2009. Ugesiichts de Stroosseverhältnisser zu Moutfort: Wäert de Minister dat maachen? Falls nee, firwat net?

4. Falls Drëttpersounen duerch d'Stroossesituatioun (notamment duerch déi staark Vibratiounen) e Schued un hiren Haiser erleiden, ginn dës Schied reparéiert? Wie kënnt an deem Fall fir Schied op?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei den Aarbechten an der Route de Remich zu Moutfort handelt et sech ëm e Schantje vun der Gemeng an de Concessionnairen. Et fält ganz kloer ënnert d'Responsabilitéit vun enger Gemeng, fir ënneruerts am Kader vun engem Schantjen déi néideg Verkéiersreglementer ze huelen, an dat och op Staatsstroossen. Dës Verkéiersreglementer sinn an esou Fäll meeschtens an der Zäit limitéiert, an zwar fir d'Dauer vum Schantjen.

Den Artikel 5 vum Code de la route beschreift déi generell Prozedur, wéi eng Gemeng e Verkéiersreglement huele muss. Fir d'Ariichte vun enger definitiver Vitess-30-Zon („V30") op enger Staatsstrooss, muss eng Gemeng fir d'éischt eng Demande un den zoustännege Minister schécken. Eréischt no engem positiven Avis („accord préalable" fir Nationalstroossen) vum Minister kann eng Gemeng e Projet „V30" ëmsetzen, dat op Basis vun enger Permission de voirie fir déi konstruktiv Moossnamen. Um Enn gëtt dann dat definitiivt Verkéiersreglement nom Artikel 5 vum Code de la route ëmgesat.

Eng Remise en état duerch de Staat gëtt nëmmen da gemaach, wann déi verantwortlech Bauhären hirer Verflichtung vun der Permission de voirie net géifen nokommen, dëst awer dann op Käschte vum Demandeur vun der Permission de voirie. De Permissionnaire respektiv déi beoptraagt Entreprise kënnen och verantwortlech fir eventuell Schied gemaach ginn, falls duerch Expertisë bewisen ass, dass dës Schied duerch d'Aarbechten entstane sinn.

Question 2290 (28.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **prix de l'électricité et du gaz :**

Alors qu'au mois de février l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) notait encore une augmentation du prix de l'électricité facturé aux consommateurs de 10 % en moyenne par rapport à l'année précédente, les prix de l'électricité et du gaz ont entre-temps chuté sensiblement sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz naturel.

Cette évolution fait suite à la baisse de la demande d'énergie due à l'hiver clément et au ralentissement de l'activité économique lié à la pandémie Covid-19.

En Belgique ces baisses ont conduit à une diminution des prix au consommateur atteignant jusqu'à 18 % pour l'électricité et jusqu'à 30 % pour le gaz.

1) Comme à l'opposé des prix des carburants et du gasoil chauffage, les prix de l'électricité et du gaz naturel ne sont pas annoncés au grand public, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si les prix au consommateur ont connu la même évolution au Luxembourg qu'en Belgique ?

2) Quelle a été l'évolution des prix de l'électricité et du gaz depuis le début de la pandémie ?

3) Quelle est la différence de prix dans les offres à prix variables des différents fournisseurs sur le marché luxembourgeois ?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) + 2) Depuis des années déjà, les marchés européens de l'électricité et du gaz naturel sont libéralisés de sorte que tous les clients peuvent se décider pour le fournisseur de leur choix parmi ceux actifs sur leur marché. Les fournisseurs sont par contre libres de formuler leur meilleure offre vis-à-vis des clients potentiels et correspondant à leur stratégie commerciale. Pour avoir une meilleure comparabilité des prix des produits offerts au Luxembourg par les différents fournisseurs, l'Institut luxembourgeois de régulation offre sur leur site Internet www.calculix.lu un comparateur de prix sur toutes les offres actuelles s'adressant à des clients résidentiels que ce soit dans l'électricité ou dans le gaz naturel.

Il est important de rappeler que, dans le prix intégré facturé aux clients, les coûts pour l'énergie proprement dite de l'électricité et du gaz naturel représentent à peu près 30 % (pour l'électricité) et 50 % (pour le gaz naturel). Le reste sont des frais liés à l'utilisation des réseaux, ainsi que des taxes et redevances.

Sur demande, les fournisseurs actifs sur le territoire luxembourgeois ont fait savoir qu'ils appliquent généralement une stratégie d'achat structurée, avec une gestion active de leur portefeuille pour ce qui concerne l'approvisionnement d'électricité et de gaz naturel. Sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz naturel, les fournisseurs peuvent acheter et vendre les quantités d'énergie à des échéances variées (court, moyen et long terme), avec un risque de volatilité de prix qui en découle. En général, ces transactions couvrent des périodes de fourniture d'une année, d'un trimestre, d'un mois ou même plus court. Les fournisseurs réalisent leurs achats dans le respect de procédures internes de gestion des risques mises en place, en vue de limiter les risques sur une période annuelle ou pluriannuelle qui précède la période durant laquelle a lieu la fourniture. Ainsi, l'achat à court terme ne représente souvent qu'une petite partie de l'achat entier, notamment pour couvrir la consommation résiduelle qui n'était pas prédite de manière précise.

Le prix facturé aux clients reflète donc une moyenne des prix du marché pendant la période durant laquelle l'approvisionnement a été réalisé et ne correspond pas au prix à un moment déterminé tel qu'appliqué sur les marchés court terme des marchés de gros de l'énergie. Cette méthode de se procurer les quantités d'énergie sur les produits moyen et long terme des marchés de gros permet aux fournisseurs d'offrir une plus grande stabilité des prix à leurs clients ainsi qu'une meilleure gestion des risques.

Comme les principaux fournisseurs d'électricité au Luxembourg semblent ainsi privilégier la stabilité des prix de leurs produits par rapport à des produits à prix reflétant les variations court terme des marchés, les prix de l'électricité pour les clients finals n'ont pas varié auprès de la majorité des fournisseurs en énergie électrique depuis le début de la crise sanitaire.

En revanche, pour les prix de gaz naturel, dont une partie de l'approvisionnement est assurée à plus court terme, certains fournisseurs ont pu offrir depuis le début de l'année en cours une baisse au-delà de 20 % pour la partie énergie proprement dite, représentant comme mentionné ci-avant à peu près la moitié du tarif intégré facturé aux clients.

ad 3) Les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel actifs sur le marché luxembourgeois n'offrent pas de produits avec des prix aux clients résidentiels qui varient plusieurs fois par an, voire plusieurs fois par mois aux clients résidentiels. Certains fournisseurs de gaz naturel offrent cependant des produits à prix mensuels variables à des clients professionnels. Ces clients ont ainsi pu profiter d'une baisse du prix du marché de gros de gaz naturel des derniers mois, mais ils sont également exposés au risque de toute hausse éventuelle, un risque qui est souvent évité en optant pour un prix moins variable respectivement fixe pour plusieurs années.

La différence de prix entre ces différentes offres varie continuellement au cours de l'année et évolue, entre autres, en fonction des échéances des contrats, de l'origine de l'énergie ou encore des prestations liées aux contrats de fourniture. Au cours de l'année 2019, des écarts de prix intégré TTC (moyenne annuelle) entre les différents produits pouvaient atteindre jusqu'à environ 20 % pour le gaz naturel et 10 % pour l'électricité.

Pour situer les prix des produits énergétiques pratiqués au Luxembourg par rapport à ses voisins, il est intéressant de citer les statistiques du deuxième semestre 2019, dernièrement publiées par Eurostat sur les prix électricité et gaz pour les consommateurs domestiques qui révèlent que le prix de l'électricité était supérieur de 6 % en France, de 58 % en Belgique et en Allemagne et de 20 % en Union européenne par rapport au prix au Luxembourg. Pour le gaz naturel, la situation de prix était +38 % en Belgique, +42 % en Allemagne, +102 % en France et +74 % en Union européenne par rap-

port au prix au Luxembourg. Ces prix s'entendent à chaque fois toutes taxes et frais d'utilisation des réseaux compris.

Question urgente 3197 (25.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2850, an där ech wësse wollt, wéi d'Léierpersonal virgoe soll, wann Eltere si iwwer eng Covidinfektioun innerhalb vun hirer Klass informéieren, éier si vun der Santé kontaktéiert ginn, huet de Minister gesot:

„Et läit op der Hand, datt den Titulaire de classe, dee vun den Elteren iwwert d'Covid-19-Infektioun vun hirem Kand informéiert gouf, dës Informatioun, iwwert d'Regionaldirektioun respektiv d'Lycéesdirektioun un d'Cellule de coordination weiderleet. A Récksprooch mat der Direktioun vun der Santé ënnerhëlt dës all weider Schrëtt, fir jee no Situatioun enger Verbreedung vum Virus effikass entgéintzewierken.[...]

Ewéi et aus de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal evirgeet, gëtt mäi Ministère, soubal e vun enger Direktioun informéiert gëtt, dass eng Covid-19-Infektioun an enger Schoul virläit, dëst weider un d'Cellule de coordination. Dës Cellule mécht op deeglecher Basis e Rapport zur aktueller Situatioun an de Schoulen a steet all Dag a Kontakt mam Comité de pilotage 'Covid-19 and Education'. Wann et néideg wier, kann dëse Comité de pilotage déi néideg Mesure decideieren.

D'Mesure vun der Quarantän ënnerläit hei der Autoritéit vun der Direktioun vun der Santé. Nëmme si dierf heifir den Accord ginn a bestëmmte Schüler, Klassen oder ganz Cyclen a Quarantän setzen."

Ouni en Accord vun der Direktioun vun der Santé kann eng Schoulklass soumat net vum Presenzunterrecht ausgeschloss an a Quarantän gesat ginn.

Opgrond vun den aktuell héijen Infektiounszuelen, hunn d'Cellule de coordination, de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" an d'Direktioun vun der Santé zurzäit awer esou vill Fäll ze traitéieren, dass et hinnen net ëmmer méiglech ass, an engem Delai ze reagéieren, deen et hinne wierklech géif erlaben, enger Verbreedung vum Virus beschtméiglech entgéintzewierken.

Esou ass et zum Beispill e Méindeg an enger Schoul aus dem Fondamental hei am Land zu enger Situatioun komm, wou eng Klass, aus där dräi Kanner positiv op de Virus getest goufen, trotzdeem an d'Schoul huet misste goen, well d'Direktioun vun der Santé nach keng Quarantän ausgeschwat hat, just fir dass d'Kanner du Mëttes op Uerder vum Ministère awer nees heemgeschéckt gi sinn. An der selwechter Gemeng sinn och nach aner Klassen am Homeschooling.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass et opgrond vun den aktuell héijen Infektiounszuele Problemer gëtt, Quarantänen zäitno no engem positiven Testresultat ze ordonéieren?

2. Hält d'Regierung un där an der Äntwert op d'Fro Nr. 2850 beschriwwener Prozedur fest, dass et enger Schoul net erlaabt ass, eng Klass a Quarantän ze setzen, éier eng Ordonnance vun der Direktioun vun der Santé virläit?

Falls jo: Wéi wëll de Minister verhënneren, dass et an Zukunft zu weidere Fäll, wéi deem hei beschriwwene kënnt?

Falls nee: Wéi gesinn déi nei Prozeduren aus a kréien d'Regionaldirektioune méi Pouvoiren, wann et drëms geet, Klassen a Quarantän ze setzen? Kritt och den Educatiounsministère zousätzlech Kompetenzen, wann et drëms geet, Klassen a Quarantän ze setzen?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Direktioun mellt dee positive Fall der Cellule de coordination. An der Cellule gëtt an Zesummenaarbecht mat der Inspection sanitaire gepréift, ob d'Klass à l'écart gesat gëtt (am Zenario 1) oder op eng Quarantän (Zenario 2) gesprach muss ginn. Dës Situatioun gëtt am Laf vum Dag mat der Inspection sanitaire analyséiert an d'Direktioun gëtt iwwert d'Mesure, déi en place gesat muss ginn, informéiert.

An der aktueller Situatioun, bei héijen Infektiounszuelen, kann et sinn, datt Fäll, déi owes spéit gemellt ginn, eréischt den aneren Dag mat der Inspection sanitaire analyséiert kënne ginn.

ad 2. D'Mise en quarantaine ass en Dispositiv, deen ausschliisslech vun der Direction de la santé gesprach ka ginn. Eng Klass, an där d'Fro vun enger Quarantän sech stellt, ass am Prinzip jo schonns à l'écart par rapport zu deenen anere Klasse vun der Schoul opgrond vun engem éischte positive Fall an där selwechter Klass.

Wann zwee positiv Fäll der Direktioun an der nämmlechter Klass gemellt ginn, setzt d'Direktioun d'Klass no Récksprooch mat der Cellule de coordination schonns à l'écart bis d'Fäll confirméiert sinn an d'Analys mat der Inspection sanitaire ofgeschloss ass.

Question urgente 3203 (26.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **parc éolien à Dalheim :**

Et geet ëm Informatiounsversammlunge vun enger Firma am Beräich vun den erneierbaren Energien, déi ugekënnegt huet, am Kulturzentrum zu Duelem, den 28. November, zesumme mat der Gemeng eng Informatiounsversammlung ze organiséieren an ofzehalen. Et geet ëm e geplangte Wandpark an der Gemeng Duelem. Dëse Projet suergt fir Retizenze bei der lokaler Populatioun. Soler schreift esouguer selwer vu méiglechen negativen Auswierkunge vun dem zukünftege Wandpark.

Dofir wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass et opportun, fir sou eng wichteg Informatiounsversammlung elo an dësen Zäite vun de Coronarestriktiounen ze organiséieren?

2. Ass et no den aktuelle Gesetzer méiglech, eng Informatiounsversammlung an engem Kulturzentrum ofzehalen?

3. Ass et am Sënn vun der Gesondheet a vun der demokratescher Participatioun net besser, fir dës Versammlung op e spéideren Datum ze verleeën an eng richteg Versammlung ze organiséieren, wou ee sech net perséinlech muss umellen an der Firma säin Numm muss matdeelen, fir un der Reuniouun kënnen deelzehuelen?

Réponse commune (30.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Informatiounsversammlunge goufen am Aklang mat alle gültege Restriktioune geplangt. D'Gesondheetsdirektioun huet den entspriechenden Hygiènesplang validéiert an de 25. November am Aklang mat den aktuelle sanitäre Reegelen och d'Erlabnis ginn, dës Versammlung ze organiséieren. D'Gesondheetsdirektioun huet awer Enn leschter Woch och drop higewisen, dass et am Kader vun der aktueller sanitärer Situatioun allgemeng dovunner ofzeroden ass, Versammlungen ze organiséieren.

D'Soler hätt d'Versammlungen deemno organiséiere kënnen, hält sech awer natierlech un dës Recommandatioun an hat dunn d'Versammlungen ofgesot.

ad 2. Laut der aktuell gülteger Gesetzeslag kann esou eng Versammlung stattfannen, ënnert de Konditiounen, dass all Leit sëtzen, op zwee Meter Distanz sinn, an déi ganzen Zäit eng Mask droen. Et däerfen net méi wéi 100 Leit un der Versammlung deelhuelen.

D'Soler hat dës Informatiounsversammlungen no den aktuell gültege Gesetzer organiséiert: Am Versammlungsraum zu Duelem kéinten déi néideg Distanzen agehale ginn. D'Leit waren zudeem opgefuerdert, hir Maske wärend der ganzer Seance unzehalen. No all Seance wieren d'Still desinfizéiert ginn.

ad 3. D'Umeldunge woren aus organisatoreschen an hygieenesche Grënn néideg an d'Nimm ginn ëmmer all geläscht no der Versammlung.

D'Soler wäert d'Versammlungen, a Récksprooch mat der Gesondheetsdirektioun, zu engem spéideren Zäitpunkt nohuelen.

Question urgente 3210 (26.11.2020) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Le 25 novembre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a annoncé sur son site Internet : « Sur base de l'article 3sexies de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, qui dispose que "La pratique d'activités récréatives en groupe de plus de quatre personnes est interdite", et de l'article 18 de ladite loi, qui définit la période d'application des mesures prises, l'organisation de chasses en battue est interdite jusqu'au 15 décembre 2020 inclus. »

Il est toutefois à noter que la chasse n'est pas explicitement citée comme « activité récréative » dans la loi Covid-19 mentionnée ci-dessus.

De plus, la loi du 25 mai 2011 relative à l'exercice de la chasse définit la chasse dans son article 2 comme suit : « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général et aux exigences d'un développement durable. Il doit contribuer à garantir la pérennité de la faune et de la flore sauvage et de leurs habitats naturels et garantir les activités sylvicoles et agricoles, en permettant une gestion des forêts proche de la nature et en prévenant les dégâts de gibier aux surfaces agricoles et sylvicoles. »

Par ailleurs, il est à préciser que le tableau synoptique d'ouverture de la chasse 2020-2021 ferme la chasse pour différentes espèces le 20 décembre 2020 (notamment le cerf, chevrette et chevrillard). Il est évident que l'interdiction de l'organisation de chasses en battue aura comme conséquence que les objectifs fixés par l'Administration de la nature et des forêts dans les plans de tir ne pourront être atteints. De plus il est à craindre que les dégâts de gibier sur les jeunes plantations soient plus considérables que les années précédentes.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Sur quel texte législatif Madame la Ministre se base-t-elle pour qualifier l'exercice de la chasse comme une « activité récréative » ?

2) Vu que la loi sur la chasse dispose que l'exercice de la chasse répond à l'intérêt général, l'organisation de chasses en battue ne devrait-elle pas rester permise et être soumise, comme cela a été le cas jusqu'au 25 novembre, à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de deux mètres ?

3) Si Madame la Ministre maintient l'interdiction de l'organisation de chasses en battue, ne devrait-elle pas prolonger la date limite pour la chasse aux espèces qui prend fin le 20 décembre de trois semaines afin que les chasseurs puissent répondre aux exigences de leurs plans de tir ?

4) Dans la négative, par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle contribuer afin que les plans de tir puissent être atteints et que les dégâts de gibier puissent être limités ? Qui prendra en charge les dégâts de gibier causés aux cultures et aux récoltes agricoles ?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) + 2) Même si la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse dispose effectivement en son article 2 que « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général », l'exercice de la chasse reste une activité récréative. Le commentaire de cet article précise que : « La prise de conscience accrue des problèmes liés à l'environnement, notamment en ce qui concerne la perte de la diversité biologique, requiert un recadrage de l'exercice de la chasse selon les attentes de la société d'aujourd'hui et les exigences d'une gestion durable de la nature et du gibier en particulier. »

Le législateur de 2011 a d'ailleurs opté pour différencier clairement l'exercice de la chasse de la pratique du sport, qui selon les termes de la loi du 3 août 2005 concernant le sport « est d'intérêt général et sa pratique constitue un droit pour chacun ».

Or, concernant le sport, justement l'article 3quinquies, paragraphe 2, de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 prévoit que « La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. »

Rappelons que l'objet de la législation sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est de limiter, voire d'éviter les contacts sociaux pour ainsi enrayer la propagation du virus. Or, la chasse en battue, dont la saison a débuté le 17 octobre 2020, est par essence une activité sociale qui rassemble des chasseurs et traqueurs de différents ménages. Les battues tombent par conséquent sous le champ d´application de l'article 3sexies de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

ad 3) + 4) Afin de contribuer à l'atteinte des plans de tir et à la prévention des dégâts causés par le gibier, les modes de chasse « à l'affût » et « à l'approche » restent autorisés pendant cette période.

Sachant que la principale saison de chasse en battue s'étend aussi sur le mois de décembre, je tiens à préciser que la chasse au chien courant au sanglier reste aussi autorisée tout au long du mois de janvier. En dehors de cette période, le locataire de chasse peut toujours organiser des chasses en battue, mais sans chiens courants, au sanglier.

Concernant la prise en charge des dégâts causés par le gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, l'article 36 de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à chasse prévoit que la chasse est louée aux risques et périls du locataire, c'est-à-dire que le locataire de chasse sera toujours responsable des dégâts causés par le gibier et de payer le loyer :

« [...] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Question urgente 3212 (26.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020 :**

Am Artikel 4 (2) vum Covid-19-Gesetz vum 25. November 2020 ass festgehalen, datt am ëffentlechen Transport fir d'Benotzer eng allgemeng Maskeflicht besteet. Den Artikel 4 (5) beseet, datt de Verbuet vu Rassemblement vun iwwer 100 Leit sech net op den ëffentlechen Transport applizéiert an am Punkt (6) vum selwechten Artikel ass festgehalen, datt d'Obligatioune vun der „distanciation physique", déi am Gesetz virgesi sinn, net fir d'Notzer vum ëffentlechen Transport gëllen. De selwechten Artikel 4 (4) hält allerdéngs och fest, datt bei all Rassemblement tëscht zéng an 100 Leit Sëtzplaze mussen zougewise ginn. Hei ass keng explizitt Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass den Artikel 4 (4) applikabel op den ëffentlechen Transport?

2. Wa jo, wat fir eng Konsequenzen hätt dat gegeebenefalls a misst dat gëschter gestëmmte Gesetz net direkt adaptéiert ginn?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'éischt ass ze preziséieren, datt dat neit Gesetz d'Bestëmmunge zum ëffentlechen Transport, déi zanter dem initiale Gesetz vum 17. Juli 2020 gëllen, net geännert huet. Esouwuel d'initiaalt Gesetz vum 17. Juli 2020 wéi och déi Texter duerno, hunn engersäits eng Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn, wat déi minimal Distanzéierung ugeet, déi een ze respektéieren huet wann e puer Leit zesummekommen, anerersäits ass eng generaliséiert Maskeflicht agefouert ginn.

Eis Iwwerleeëung, deemools wéi haut ass déi, dass d'Finalitéit vun der Zouweisung vu Sëtzplazen doranner besteet, bei grousse Rassemblementer wou d'physesch Distanzéierung obligatoresch ass, ze garantéieren. Wann een, wéi am Kader vum ëffentlechen Transport, kenger Distanzéierungsflicht ënnerläit (Art. 4 (6)), dann ënnerläit een ipso facto och kenger Zouweisung vu Sëtzplazen.

Déi allgemeng Reegel vum Artikel 4 (4) spillt an dësem Fall net.

Mir versécheren och den honorabelen Deputéierten, dass zanter dat d'Gesetz vum 17. Juli 2020 a Kraaft getrueden ass, kee Passagéier, weeder vun Zuch, Bus oder Tram, wéinst engem Verstouss géint d'Sëtzflicht sanktionéiert gouf.

Op Basis vun den Erkenntnisser vum Transportministère sinn d'Clientë vum ëffentlechen Transport ganz disziplinéiert. Si hunn all de Mask op a setzen sech wäit auserneen, am Géigesaz zum Covoiturage, wou et keng Maskeflicht gëtt, och wa Persounen aus verschiddene Stéit do kënnen zesummesëtzen.

Doriwwer eraus misst ee sech och d'Fro stellen, wéi dat ze kontrolléiere wier an ob de Bus- oder den Tramchauffeur d'Leit op den Arrête/Quaie stoe loosse misst, wann e mengt d'Sëtzplaze wieren all besat.

N°21
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 21 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Discrimination et racisme au Luxembourg	p. 737	Sommaire des séances publiques nos 49 à 51	p. 779	49e séance	Mercredi 1er juillet 2020
Préparation à une deuxième vague de Covid-19	p. 762	Sommaire des questions parlementaires	p. Q437	50e séance	Jeudi 2 juillet 2020
Personnel des secteurs santé et socio-éducatif	p. 768			51e séance	Mardi 7 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Vœux de Nouvel An à la Chambre



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (à droite), et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, présentent leurs vœux de Nouvel An dans un message commun diffusé en ligne.



L'interview donnée par M. le Président pour le Nouvel An est retransmise sur Chamber TV et peut être consultée sur www.chd.lu.

Il est évident que les traditionnelles prises de parole du Nouvel An du Président de la Chambre des Députés étaient différentes des autres années, dans la mesure où la crise sanitaire de la Covid-19 a aussi bien marqué la forme que le contenu des messages de début d'année.

Ainsi, la crise sanitaire a dominé l'interview sur Chamber TV. Le Président, M. Fernand Etgen s'est félicité de la collaboration avec le Gouvernement et il a salué que tous les députés aient pu participer aux débats. Il a encore précisé que les verbatim des réunions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et Mme la Ministre Paulette Lenert avec les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents sont destinés à être publiés.

Qu'en est-il de l'ouverture des commissions parlementaires au public ?

En ce qui concerne la publicité des réunions parlementaires, M. Fernand Etgen a tracé diverses voies en discussion : les réunions de commissions pourraient continuer à rester non publiques, elles pourraient être ouvertes au public avec possibilité de limiter cette ouverture ou encore les décisions de les ouvrir pour certains volets seraient prises au cas par cas.

Il reviendrait à la Commission du Règlement de la Chambre des Députés de se prononcer sur la voie à suivre.

Réforme fiscale et Brexit

La réforme fiscale a pris du retard à cause de la crise sanitaire.

Le Président de la Chambre des Députés estime qu'une simplification des procédures devrait être possible sous peu tout en soulignant que les priorités du moment relèvent plutôt de la gestion de la crise sanitaire.

« Il faut regretter qu'un pays ait quitté l'Union européenne », c'est ainsi que M. le Président s'est exprimé par rapport au Brexit tout en saluant qu'un accord ait pu être trouvé et que les pays de l'Union européenne aient su se montrer unis lors des négociations avec la Grande-Bretagne.

Message au personnel de la Chambre, aux organes politiques et aux médias

La réception de Nouvel An ne pouvait pas avoir lieu en présence du personnel de l'Administration parlementaire, de la presse et des organes politiques.

Vu les règles sanitaires, elle a été substituée par un message commun de Nouvel An du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

Le Président a soulevé l'efficacité du travail parlementaire et a mentionné les échanges qui ont eu lieu pour mettre en place les textes législatifs dans le contexte de la lutte contre le coronavirus.

« Le modèle luxembourgeois se base sur l'écoute réciproque. Pendant la crise sanitaire, cet aspect n'a pas été oublié. »

Bien que 2020 fût marqué par la crise sanitaire, d'autres évènements sont à relever, selon M. Fernand Etgen.

Ainsi, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a été rattaché à la Chambre des Députés.

La collaboration avec des organes tels que le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), la Chaire parlementaire Uni.lu et le Parlement des Jeunes a bien fonctionné.

Pour l'année 2021, la Chambre des Députés s'est mis sur l'agenda des travaux d'une importance primordiale comme par exemple la réforme du règlement de la Chambre, la révision de la Constitution luxembourgeoise et l'analyse des recommandations formulées par le GRECO (Groupe d'États contre la corruption).

Un nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Le nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a été désigné par vote secret au cours de la séance plénière du 9 décembre 2020. 45 députés ont voté en faveur de M. Charel Schmit, ancien président de Caritas accueil et solidarité et président honoraire de l'Association nationale des communautés éducatives et sociales (ANCES).

« Viser un triple A pour le respect des droits des enfants »

Depuis février 2020, le pédagogue-enseignant est détaché auprès du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le volet des droits de l'enfant a fait partie des tâches accomplies par M. Charel Schmit dans le passé et le fera à l'avenir. « Ce qui m'a motivé, ce sont les cas individuels des enfants et des jeunes que j'ai rencontrés au fil des années et qui ont vécu une situation précaire. Et je ne pouvais les aider que de manière limitée. Maintenant, j'ai la possibilité de m'engager davantage ! »

L'attention attribuée au respect des droits des enfants devrait être une priorité absolue. « Il faut viser un triple A dans ce domaine. On ne l'a pas encore, mais cela ne signifie pas qu'on ne peut pas l'atteindre dans cinq à huit ans », a expliqué M. Schmit qui succède à M. René Schlechter parti à la retraite.

L'OKaJu à l'écoute des enfants

Dans une première réaction, le pédagogue de 48 ans a voulu transmettre un message fort aux enfants et aux jeunes : « Vous êtes importants et vous n'êtes pas seuls. L'OKaJu est à votre écoute. » Le nouvel Ombudsman a également souligné la nécessité d'écouter et de soutenir les jeunes notamment dans ces temps difficiles dus à la crise sanitaire. Le bien-être des enfants et des jeunes devrait faire l'objet des discussions dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Une autre priorité est la réforme de la protection de la jeunesse qui est primordiale pour les droits de l'enfant au Grand-Duché.

Que le résultat du scrutin à la Chambre des Députés ait été clair dès le premier tour est un bon signe pour la future collaboration entre l'OKaJu et la Chambre des Députés, selon M. Charel Schmit. Depuis avril 2020, l'institution est rattachée au Parlement.



M. Charel Schmit, nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu)

Dans le futur, le nouvel Ombudsman veut mettre l'accent sur la promotion des droits de l'enfant. La création de quatre nouveaux postes est prévue et devrait aider à rendre le travail de sensibilisation encore plus visible. En outre, les missions pourront se développer à l'avenir, par exemple par l'émission d'avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.

Le Parlement crée une cellule scientifique

Offrir une expertise de pointe aux députés qui sont confrontés à une législation de plus en plus complexe - ce sera une des tâches de la future cellule d'expertise de la Chambre des Députés.

En collaboration avec le Fonds national de la recherche (FNR), le Parlement luxembourgeois crée en effet un service qui sera dédié aux études scientifiques dans le but de mener des recherches politiquement neutres et indépendantes pour appuyer le travail parlementaire.

Appel à candidatures

Le recrutement a désormais commencé. Pour constituer cette cellule d'expertise, la Chambre cherche d'ici fin janvier trois personnes détentrices d'un doctorat ou en phase de finalisation de leur doctorat dans l'un des trois domaines suivants : sciences juridiques, sciences naturelles, sciences économiques et/ou financières. Le service s'inspire des bonnes pratiques faisant leurs preuves dans d'autres parlements nationaux, à l'instar des « Wissenschaftliche Dienste » du Bundestag allemand.

Parmi les missions des experts figureront des recherches approfondies et des publications sur des sujets stratégiques et la rédaction de fiches d'informations sur des sujets scientifiques d'intérêt politique. Les membres de la cellule veilleront également à approfondir des liens avec la communauté des chercheurs et à organiser des conférences.

La Chambre des Députés entretient **des liens étroits avec le monde scientifique**. Elle cofinance la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, soutient des publications, organise des colloques et lance des projets-pilotes comme le « Pairing Scheme » en collaboration avec le FNR qui met en tandem des élus et des chercheurs.

Parlement Benelux : lutte anti-Covid



M. Gusty Graas, Président sortant du Parlement Benelux

Les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) s'étaient réunis le 11 décembre 2020 au Grand-Duché pour la réunion finale de la présidence luxembourgeoise. Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, la Chambre des Députés a exercé la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en était le Président.

Des solutions communes pour lutter contre la pandémie

« Mettre en avant la coopération internationale tombe à pic », a constaté le Président du Parlement Benelux en présentant l'ordre du jour de la dernière séance publique sous présidence luxembourgeoise, dont la coopération internationale dans la lutte contre la Covid-19 était le fil conducteur.

« Trop souvent la réponse donnée par certains gouvernements de par le monde se résumait à fermer les frontières. Comme si le virus se laissait impressionner par des poteaux de frontière ! » Selon M. Gusty Graas, « il est essentiel d'insister sur la mise en œuvre de mesures communes qui à elles seules représentent une stratégie efficace de lutte contre la pandémie. »

Agir en tant qu'accélérateur du projet européen

Lors de son allocution de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a remercié les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois de leur dévouement pour cette institution : « Sans vous tous, le Parlement Benelux ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui : un lieu de rencontre et d'échange pour nos trois pays, au sein d'une Europe qui vit des moments d'incertitude depuis quelques années. »

Pendant son discours, le Président de la Chambre a constaté que la situation de crise a démontré une fois de plus à quel point l'Union européenne peut être fragilisée en l'absence d'une coordination des politiques publiques des États membres. M. Fernand Etgen a appelé les parlementaires du Benelux à « continuer à agir en tant qu'accélérateurs du projet européen en favorisant la coopération transfrontalière, surtout en matière de santé dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19 ».

Droits et libertés des citoyens et coopération transfrontalière

Les parlementaires des trois pays du Benelux ont fait le point de la situation en ce qui concerne les conseils aux voyageurs et ils ont débattu du respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens dans l'application des mesures anti-Covid (p. ex le couvre-feu). Un autre sujet abordé par les parlementaires était la problématique de la coopération transfrontalière dans le domaine de la santé. Le Médiateur luxembourgeois, Mme Claudia Monti, et le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Marc Bertrand, ont fait une présentation sur les plaintes transfrontalières.

Passation de la présidence : « Vivat Benelux ! »

À la fin de la séance plénière, le Président sortant, M. Gusty Graas, a symboliquement passé la présidence du Parlement Benelux à Mme Patricia Creutz-Vilvoye (Belgique). Lors de son allocution finale, M. Graas a fait appel à ses homologues néerlandais, belges et luxembourgeois « à continuer à travailler main dans la main » afin de renforcer davantage la coopération au niveau du Benelux et de donner un nouveau souffle à la construction européenne. Selon le député luxembourgeois, « le Benelux est plus indispensable que jamais : à l'heure où nous constatons que l'Union européenne avance difficilement, le Benelux démontre que le dialogue et la coopération restent la meilleure réponse pour faire face aux défis de notre époque. Alors que les organisations internationales essaient de trouver des réponses aux crises, le Benelux a le potentiel d'être plus agile et plus près de ses citoyens. »

À cause de la situation sanitaire, une grande partie des membres du Parlement Benelux a participé via visioconférence aux débats.

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux. Il se compose de 49 députés : 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois.









Révision de la Constitution : où en sont les travaux ?



Les travaux de révision de la Constitution actuelle se divisent en quatre parties :

1. La Justice

La proposition de révision du corapporteur M. Léon Gloden (CSV) déposée mi-mai 2020 porte sur le chapitre IV consacré à la justice. Les principales modifications introduites concernent entre autres l'inscription dans la Constitution du Conseil national de la justice ainsi que la consécration des garanties des justiciables. Le Conseil d'État a entretemps rendu son avis et la commission reprendra prochainement les travaux législatifs.

Retrouvez la documentation et les avis dans le dossier parlementaire 7575.

2. L'organisation de l'État

La proposition de révision élaborée par le corapporteur M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) a été déposée mi-novembre. La proposition de révision concerne l'organisation de l'État, son territoire, ses habitants, le Chef de l'État, la monarchie, le Gouvernement, les relations entre l'État et les communautés religieuses et les communes. Si la proposition de révision n'opère pas de changement brutal par rapport au texte constitutionnel actuel, elle en adapte de nombreuses dispositions, tout en proposant une série de modifications plus significatives :

- la **langue luxembourgeoise** et le **multilinguisme**, tout comme le **drapeau**, les armoiries de l'État ainsi que l'hymne national « Ons Heemecht » seront ancrés dans la Constitution ;

- l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européenne est clairement affirmée ;

- d'une façon générale, l'intervention de la Chambre des Députés dans les procédures qui encadrent l'exercice de la fonction de Chef de l'État se trouve renforcée. Si l'ordre de succession est préétabli par la Constitution, le Parlement intervient en cas de succession vacante, d'exclusion de l'ordre de succession et de régence.

- Le Grand-Duc porte le titre de commandant de l'armée. Ce commandement est exercé par les autorités militaires sous l'autorité du Gouvernement.

Les principaux changements que pourrait apporter ce texte peuvent être consultés dans le dossier parlementaire 7700.

3. La Chambre des Députés et le Conseil d'État

Les discussions en commission parlementaire ont débuté sur le troisième volet de la révision : le corapporteur M. Charles Margue (déi gréng) a présenté les propositions portant sur la Chambre des Députés et le Conseil d'État.

Une idée qui pourrait être inscrite dans la Constitution est l'initiative citoyenne. Cet outil permettrait aux citoyens et à la société civile de soumettre leurs propres idées législatives de manière plus précise et contraignante que par la voie d'une simple pétition.

4. Droits et libertés

L'étape finale concernera le chapitre portant sur les droits et les libertés des citoyens. Mme la Députée Simone Beissel (DP) en sera responsable en tant que corapportrice.

Les travaux continuent les prochains mois.

Pour rappel : le consensus le plus large est recherché au cours de ces travaux. Toute révision de la Constitution nécessite une majorité de deux tiers des suffrages des députés.

La Constitution actuelle date de 1868.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 21** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Le présent projet de loi s'inscrit dans la lignée de la réglementation européenne sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

L'objet du projet de loi est de transposer l'entièreté de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, tel qu'amendé par l'article 1er, point 16, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. Le projet de loi tient également compte de la recommandation 25 du Groupe d'action financière (GAFI) relative à la transparence et aux bénéficiaires effectifs des constructions juridiques.

L'article 31 de la directive (UE) 2015/849 a déjà fait l'objet d'une transposition partielle par la loi du 10 août 2018 relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires. Afin de ne pas disposer de deux lois distinctes qui transposent l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 au niveau national, il est proposé d'abroger la loi du 10 août 2018 et d'insérer les dispositions auparavant contenues dans la loi du 10 août 2018 dans ce projet de loi tout en prenant compte des modifications apportées par la directive (UE) 2018/843 aux dispositions de la loi susmentionnée.

Le projet de loi comporte plusieurs volets.

Il prévoit l'obligation pour les fiduciaires et les trustees d'obtenir et de conserver des données relatives aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'à d'autres personnes spécifiées dans le projet de loi.

De plus, il vise à instaurer un registre des fiducies et des trusts tenu par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) dans lequel les fiduciaires et les trustees devront inscrire certaines données qu'ils sont obligés de collecter en vertu de la loi en projet.

L'accès au registre est également encadré. Il est réservé aux autorités nationales, aux organismes d'autorégulation dans l'exercice de leur mission de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux professionnels dans le cadre de l'application des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle.

L'article 27 du projet de loi ouvre également l'accès, à certaines informations du registre, « à toute personne physique ou morale qui démontre un intérêt légitime dans le cadre de la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment ou de financement du terrorisme ».

En sus, l'article 32 permet à la Cellule de renseignement financier (CRF), aux autorités de contrôle et aux organismes d'autorégulation de coopérer étroitement et d'échanger entre elles toute information obtenue conformément à la loi en projet qui est nécessaire pour accomplir leurs missions respectives dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. De surcroît, le même article donne la possibilité aux autorités de contrôle de coopérer avec leurs autorités homologues étrangères dans le même cadre que celui énoncé ci-dessus.

Finalement, le projet de loi vise à encadrer la coopération européenne en la matière. L'AED se voit doter du pouvoir de rendre possible l'interconnexion du registre des fiducies et des trusts avec les registres institués par les autres États membres par le biais de la plateforme centrale européenne.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

24.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
30.03.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
08.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une lettre d'amendements
26.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2020
Loi du 10 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 581, page 1

Commerce électronique

7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique est de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

L'ambition du législateur européen était d'instaurer un cadre juridique complet et interopérable pour les différents systèmes d'identification électronique à distance mis en place au sein des États membres, cadre qui confère la sécurité juridique et augmente la confiance dans les transactions électroniques, de sorte à promouvoir le développement d'un marché de la confiance numérique.

Cette intervention législative nationale s'est imposée, afin de clarifier certaines questions comme notamment le régime des sanctions administratives et pénales d'application, la désignation de l'organe de contrôle national ou encore la définition du rôle de ce dernier.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 26.03.2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

17.10.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.10.2019	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.02.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2020	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2020
Loi du 17 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 644, page 1

Garanties professionnelles de paiement

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Le présent projet de loi introduit un régime spécial pour les sûretés personnelles octroyées dans un contexte professionnel, dénommé « garanties professionnelles de paiement ».

Il est visé de mettre en place, à côté du cautionnement et de la garantie autonome, un nouveau type de sûretés personnelles appelées « garanties professionnelles de paiement », qui permet d'allier à la fois une grande liberté contractuelle et la sécurité juridique à l'instar de ce que fait la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière dans le domaine des principales sûretés réelles mobilières utilisées dans les opérations financières.

Ladite loi de 2005 a connu un large succès et est devenue un élément important de l'attractivité du droit luxembourgeois dans le cadre des opérations financières internationales, notamment grâce à une grande liberté laissée aux parties pour organiser leurs relations et le fonctionnement de leurs sûretés. Toutefois, le champ d'application de ladite loi de 2005 se limite uniquement aux sûretés réelles.

Les sûretés personnelles représentent un outil important dans les opérations financières, notamment en matière de gestion du risque de crédit, de refinancement ou de soutien au financement. En matière de sûretés personnelles, le droit luxembourgeois connaît principalement, mais pas exclusivement, le cautionnement. Cependant, ces sûretés personnelles ne répondent plus à tous les besoins de la pratique, amenant les parties à devoir apporter des adaptations par rapport à ces deux types de sûretés, ce qui engendre des risques de requalification et d'insécurité juridique.

Partant, le présent projet de loi vise à étoffer la panoplie des sûretés personnelles par la garantie professionnelle de paiement, qui permet de combiner une plus large liberté contractuelle tout en renforçant la sécurité juridique.

Le présent projet de loi prévoit une application du régime des garanties professionnelles de paiement de manière optionnelle, c'est-à-dire qu'il est exigé que les parties se réfèrent expressément à la loi en projet dans leur instrument.

Les garanties professionnelles de paiement permettront le recours au droit luxembourgeois non seulement dans des transactions luxembourgeoises, mais permettront également un rayonnement international du droit luxembourgeois, contribuant ainsi à la réputation du droit luxembourgeois du crédit comme un droit moderne, adapté aux besoins des transactions financières et commerciales et permettant aux parties de façonner leurs relations selon leurs besoins en toute sécurité juridique.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.04.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

27.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2020
Loi du 10 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 582, page 1

Aide financière pour études supérieures

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le présent projet de loi, qui apporte des modifications à la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, introduit des adaptations temporaires au contrôle de progression des étudiants inscrits au premier cycle et à la durée maximale de l'attribution de l'aide.

L'objectif du projet consiste à contrebalancer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur le parcours académique des étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020.

Suite à la propagation mondiale du Covid-19, les établissements d'enseignement supérieur au niveau mondial étaient contraints d'arrêter toute activité d'enseignement sur place. Bien que l'enseignement à distance et le recours aux outils numériques aient permis la continuation des cours théoriques, d'autres formes d'enseignement, comme les travaux dirigés et les travaux pratiques, n'ont plus pu se pratiquer.

En outre, la fermeture des bibliothèques, archives et laboratoires a entravé toute activité

de recherche, au détriment des étudiants préparant leur mémoire de fin d'études ou leur thèse de doctorat.

Comme l'évaluation à distance est souvent difficile voire impossible à réaliser, de nombreux examens et épreuves dans des établissements d'enseignement supérieur au niveau mondial ont été reportés ou annulés. Par ailleurs, la fermeture obligée d'un grand nombre d'entreprises a eu comme suite que la plupart des stages en milieu scientifique ou professionnel ont dû être suspendus, reportés ou même annulés.

Les conditions exceptionnelles décrites ci-dessus risquent d'entraver la progression d'études des étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020. Bien que les établissements d'enseignement supérieur et les autorités publiques aient déployé des efforts considérables en matière d'organisation et d'évaluation du programme d'études, le Gouvernement est bien conscient que la crise sanitaire va imposer à certains étudiants une prolongation de leur parcours académique. Cette prolongation due à un cas de force majeure constitue une charge supplémentaire et imprévue pour le financement de leurs études.

Afin d'éviter que les étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020 soient défavorisés par les suites de la crise sanitaire, le présent projet de loi introduit, au bénéfice des étudiants concernés, des dérogations aux dispositions légales portant sur certaines conditions d'attribution de l'aide de l'État pour études supérieures.

Le projet de loi prévoit d'ajouter les paragraphes 12 à 14 nouveaux à l'article 7 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Concrètement, il s'agit de prolonger la durée maximale pendant laquelle les étudiants visés peuvent bénéficier, dans un cycle d'études, de bourses et de prêts accordés par l'État. Par ailleurs, il est proposé de reporter d'une année le contrôle de la progression des étudiants inscrits au premier cycle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22.05.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

10.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

24.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2020

Loi du 17 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 643, page 1

Reconstitution des ressources de l'AID

7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'engagement financier du Luxembourg dans le cadre de la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (ci-après : « l'AID »).

La contribution du Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'AID s'élève à 61.070.000 euros. Elle se fera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période de 2020 à 2028.

L'AID est l'institution de la Banque mondiale, qui a pour mission d'aider financièrement les pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts concessionnels et de dons. Elle constitue la source la plus importante de crédits concessionnels pour les pays en voie de développement.

Depuis sa création en 1960, l'AID a fourni des fonds à hauteur de 375 milliards de dollars pour des investissements dans 113 pays. Le soutien apporté aux pays bénéficiaires ne cesse d'augmenter, notamment grâce à la participation de nouveaux bailleurs de fonds, pour atteindre ces trois dernières années un volume annuel moyen d'engagements de 22 milliards de dollars.

Ces fonds sont notamment destinés à financer des programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures, mais aussi de la parité des genres, de la croissance solidaire et de la lutte contre le changement climatique.

L'AID vise ainsi à réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays bénéficiaires, à améliorer les conditions de vie des populations et à stimuler la croissance économique.

L'AID jouit du rating triple A de la part des agences de notation lui permettant de proposer des prêts à des taux d'intérêts très faibles ou nuls aux pays bénéficiaires grâce à l'octroi de conditions concessionnelles.

La crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie du Covid-19 touche les pays les plus pauvres de manière substantielle et appelle à redéfinir les priorités en matière de soutien aux pays concernés. L'AID a déjà mis en place la *Fast Track Covid-19 Facility* afin de répondre aux urgences liées au secteur de santé.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.06.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

26.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

03.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 583, page 1

Covid-19 : reclassement interne et externe

7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19. En effet, en règle générale, la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe prévoit dans ses dispositions transitoires que si le médecin compétent constate une récupération des capacités de travail de la part de l'intéressé lui permettant d'occuper un poste similaire à son dernier poste de travail avant la décision de reclassement professionnel, il saisit l'organisme de pension compétent qui prononce l'arrêt du paiement de l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

Or, avec la crise sanitaire, le marché de l'emploi a été profondément impacté, avec une offre d'emploi réduite et une réintégration, à court terme, difficile sur le marché de l'emploi. Par conséquent, pendant l'état de crise, afin d'apporter un soutien financier aux assurés concernés et par un souci d'équité vis-à-vis d'autres bénéficiaires de prestations de chômage ou de reclassement, le règlement grand-ducal du 29 mai 2020 a été instauré, prorogeant la fin du droit visé dans la loi susmentionnée et ce jusqu'au dernier jour du mois qui suit le mois au cours duquel prendra fin l'état de crise constaté le 18 mars 2020.

Dès lors, le présent projet de loi prévoit pour les travailleurs dont le droit à l'indemnité d'attente est venu à échéance pendant la durée de l'état de crise, une prorogation du paiement de cette indemnité d'attente jusqu'au dernier jour du mois qui suit le mois au cours duquel l'état de crise prendra fin.

Finalement, le règlement grand-ducal du 29 mai 2020 devra être abrogé avec l'entrée en vigueur du présent projet pour prévenir toute source d'insécurité juridique.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.06.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

18.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 527, page 1

Covid-19 : loi sur les mutuelles

7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19. Il porte dérogation à certaines dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles (règlement grand-ducal du 12 juin 2020 portant dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles), entre autres, sur la tenue des assemblées générales.

Il convient de noter que le projet de loi n° 7566 portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales prévoyait déjà certaines mesures dérogatoires pour la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales. Or, les dispositions y prévues ne répondent que partiellement aux besoins des mutuelles dans la mesure où l'organisation de visioconférences ou de votes par correspondance ne se prête pas à des assemblées générales pour lesquelles il faut convoquer non seulement les délégués, mais également tous les membres. En outre, même avec les mesures de déconfinement, la demande pour organiser des assemblées générales commence à être telle que l'offre de salles suffisamment grandes sera insuffisante pendant les prochains mois, notamment pour les mutuelles d'une certaine taille.

Dans ce contexte, pour répondre aux demandes spécifiques des mutuelles, le présent projet de loi prévoit ainsi que les assemblées générales des mutuelles peuvent se tenir au plus tard le 31 décembre 2020, que la date pour la transmission des documents y relatifs au Ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions est reportée à la même date et que le rapport de contrôle de l'exercice de l'année civile 2019 est à remettre par le contrôleur des comptes au conseil d'administration au plus tard le 30 novembre 2020. En ce qui concerne le rapport de contrôle de l'exercice, ce décalage d'un mois permet au conseil d'administration de préparer adéquatement la tenue de l'assemblée générale qui doit intervenir le 31 décembre 2020 au plus tard, et prendre position, le cas échéant, aux constats soulevés par le contrôleur dans son rapport.

Finalement, la loi susmentionnée prévoit la suspension de l'agrément de la mutuelle par le Ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions, lorsque le conseil d'administration contrevient aux dispositions légales ou statutaires. Pour éviter que la procédure de suspension doive être entamée parce que le conseil d'administration est dans l'impossibilité de répondre à ses obligations, à cause de la crise sanitaire du Covid-19 ou parce que la mutuelle se trouve dans l'illégalité dès lors que ses statuts ne seront pas en adéquation, le cas échéant, avec les dispositions dérogatoires, le présent projet de loi suspend l'activation de la procédure de suspension pour la mise en application des dispositions du présent projet de loi, uniquement et exclusivement. Ainsi, toute autre illégalité entraînera l'activation de la procédure de suspension, ce qui répond à la volonté du législateur source des dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.06.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

18.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

25.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 580, page 1

SÉANCE 49

MERCREDI
1ER JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

- *Exposés : M. Paul Galles (dépôt d'une demande d'interpellation) - M. Sven Clement*
- *Débat : M. Max Hahn (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1) - M. Yves Cruchten - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Charles Margue) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la résolution 2 et de la motion 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. David Wagner et Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Motions : M. Yves Cruchten*
- *Motion 1 : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - M. Max Hahn*
- *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*
- *Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum) - M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) - M. Paul Galles - M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Max Hahn*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Résolution 2 : M. Sven Clement*
- *Vote (renvoi de la résolution 2 en commission)*

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit

- *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*

6. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg

- *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtteg zwou Aktualitéitsstonnen iwwert de Rassismus zu Lëtzebuerg, déi vun der politescher Sensibilitéit Piraten a vun der CSV-Fraktioun ugefrot goufen. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité du groupe politique CSV

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci fir d'Geleeënheet, fir dëst wichtegt Theema vu Rassismus an Diskriminatioun zu Lëtzebuerg mat dëser Heure d'actualité op den Ordre du jour vun der Chamber setzen ze kënnen. Ee ganz wichtegt Theema weltwäit. Ee ganz wichtegt Theema och mëtten an eiser Gesellschaft an dofir och e ganz wichtegt Theema fir eis hei haut den Nomëtteg heibannen.

Dofir sinn ech frou, dass mir als CSV parallell zu de Kolleege vun de Piraten d'Dier souzesoen opmaachen, fir dësem Theema hei zu Lëtzebuerg eng parlamentaresch Gestalt ze ginn. An ech ka mer virstellen, dass nach villes méi spéit nokënnt. Ech si frou, och an de Couloiren aus deenen anere Fraktiounen ze héieren, wéi wichteg hinnen dëst Theema ass an dass mer eis zesumme wëllen elo domat ausenanersetzen.

Et ass mer och bewosst, dass eng Heure d'actualité e Format ass, wat bäi Wäitem der Envergure vum Theema net gerecht gëtt. Mee si soll awer d'Aktualitéit an d'Drénglechkeet vum Theema däitlech maachen an en Debat lancéieren.

Well Rassismus, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng vu ville méigleche Forme vun Diskriminatioun, an zwar eng vun deenen allerperfidesten, wéi mer dat och virun Ae gefouert kruten. Diskriminéierung bedeit, een anere Mënsch wëlle klengzemaachen, sech iwwerhieflech ze verhalen an een aneren ze erniddregen. Mee vun engem Grondprinzip musse mer alleguerten ëmmer an iwwerall ausgoen: Kee wëllt rassistesch verurteelt ginn!

D'Perfidie vum verurteelende Rassismus, egal ob e strukturell oder individuell ass, läit op d'mannst schonn an zwou Saachen. Dat Éischt ass, e gouf an e gëtt ëmmer gebraucht, fir aner Ziler ze erreechen: politescher, wirtschaftlecher, kolonialistescher. Et ass e Mëssbrauch vun enger Situatioun, fir e Mënsch méi kleng ze maachen, fir seng eegen Ziler ze erreechen.

An déi zweet perfid Saach ass, dass de Rassismus sech op dat Konzept vu „Rass" baséiert, dat biologesch-wëssenschaftlech guer net ze halen ass. Wann et eng Rass gëtt, da gëtt et just eng gemeinsam mënschlech Rass vun eis alleguerten oder, wéi se beim CLAE soen, „la commune humanité". Rasse ginn éischter zu sozialen, psychosoziale Phenomeener gemaach: Well déi an déi Persoun mat där an där Hautfaarf mat deem an deem Background deen an deen Job mécht, well se ënnert deenen an deene schwierege soziale Bedéngunge liewe muss, kënnt et zu Verallgemengerungen, Virurteeler, sproochlecher Gewalt a ganz konkreetem, perfidem Rassismus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad zu Lëtzebuerg musse mer eis mat deem Theema a mat senger Realitéit éierlech befaassen. Woufir grad zu Lëtzebuerg?

Mir sinn nämlech e Land, deem den Defi vum Zesummeliewe vu ville Mënsche mat ganz ënnerschiddleche Geschichte besonnesch gestallt ass. A mir hunn en enormt Potenzial vum friddlechen Zesummeliewen, well mer schonn eng méi laang Geschicht vun Immigratioun, vu Begéinung, vu gemeinsamer Integratioun a vun Interkulturalitéit hunn.

Mir hu scho munnech Lektioun geléiert am Laf vun all deene Joren a Joerzéngten. Mee zugläich kann d'Begéinung mat ville Mënschen aus villen anere kulturelle Backgrounds Angscht maachen ëm dat Eegent. A grad bei eis, fannen ech, musse mer ganz, ganz opmierksam sinn, wou déi subtill Alldagsdiskriminatioune stattfannen, wou Parallelgesellschafte kéinten entstoen, wou eist Zesummeliewen net gräift, mee zu Ofleenunge féiert. An dat kann an déi zwou Richtungen ëmmer goen.

An deem Sënn erlaben ech mer, Här President, Iech hei eng Demande d'interpellation eranzereechen zum Theema Integratioun, Integratiounspolitik a Cohésion sociale zu Lëtzebuerg, well meng vill Virgespréicher mat Leit an Organisatiounen hu mer gewisen, dass d'Theema Integratioun, wat méi déif läit wéi d'Theema Diskriminatiounen, zu Lëtzebuerg eng verdéift en Diskussioun brauch.

(M. Paul Galles dépose une demande d'interpellation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- An ech erlabe mer, Iech ze suggeréieren, dass se eréischt sollt an deene leschte Méint vum Joer drukommen, well dat Theema Rassismus elo déi néideg Plaz verdéngt an een da vläicht heimat kéint enchaînéieren.

Ech sinn och der Meenung, dass eis sech vergréisserend Ongläichheeten d'Gefor mat sech bréngen, dass d'Diskriminatiounen zu Lëtzebuerg zouhuelen. Et schwätzt ee méi séier vun „deenen do uewen", déi Sue verdénge wéi Sand um Mier, an „deenen do ënnen", déi dach „endlech emol eng Kéier solle schaffe goen". Ech sinn der Meenung, dass mer an nächster Zäit immens gutt mussen oppassen, well d'Spannungen zu Lëtzebuerg kéinten zouhuelen, besonnesch ënnert dem Androck vun enger Kris.

Et geet net drëms, ze iwwerdreiwen a carrement alles schlechtzerieden, mee et geet drëms, ee kloren, realisteschen, realitéitsgetreie Bléck ze behalen. Ech behaapten ëmmer: Eigentlech ass et zweetrangeg, ob d'Majoritéit vun de Leit zu Lëtzebuerg mengt, dass et e Problem mat Rassismus gëtt, jo oder neen. Entscheedend ass et, op déi Mënschen ze lauschteren, déi Rassismus konkreet erliewen, perséinlech oder als Zeien, an déi och dorënner leiden.

Zesummegefaasst: Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg keng rassistesch Gesellschaft ass. Mee ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass et ganz bedenklech rassistesch Phenomeener gëtt, struktureller an individueller. An dofir ass et richteg a wichteg, fir „Black Lives Matter" ze demonstréieren a sech net fir erliefte Rassismus mussen ze entschëllegen, wéi e ganz gudden Artikel virun e puer Wochen et opgeschafft huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesäit et dann elo hei konkreet zu Lëtzebuerg aus?

2015 huet de Centre pour l'égalité de traitement (CET) eng Ëmfro - ech betounen: eng Ëmfro, net eng Etüd - veröffentlecht, déi se „Observatoire des discriminations" genannt hunn an déi ënner anerem gewisen huet, dass Diskriminatioun opgrond vu Rass oder Ethnie déi stäerkste Form vun Diskriminatioun ass an dass se an den Ae vun de Befrote weider staark zougeholl huet an deene leschte Joren. Dës Ëmfro soll iwwregens an dësem Hierscht widderholl ginn.

Déi meescht Fäll vu Rassismus ginn an de Beräicher Wunnengssich, Aarbechtsmaart an Educatioun erlieft, wéi de CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) a sengen Etüde betount. Si hunn iwwregens och eng ganz interessant exemplaresch Etüd zu der Situatioun a Benodeelegung vun de Kapverdianer zu Lëtzebuerg gemaach.

An der Educatioun, esou héiert ee bei ville Leit, mierkt een de Problem besonnesch beim Punkt Orientéierung an de Classique, de Général oder soss emol den Technique, oder an de Préparatoire, soss emol Modulaire. An dat verstäerkt erëm eng Kéier déi sozial Ongläichheeten an An hannen um Enn si mer an engem Däiwelskrees. Logement, Aarbechtsmaart, Schoul, dat nennt een iwwregens net individuellen Alldagsrassismus, mee strukturellen, systeemesche Rassismus.

D'European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) huet 2018 mat hirer Etüd „Being Black in the EU" fir allgemeng Konsternatioun gesuergt, och hei zu Lëtzebuerg. Bei der empfonnter rassistesch motivéierter Belästegung vu Mënschen afrikanescher Ofstamung läit Lëtzebuerg mat 52 % - 52 % ! - op där zweetschlëmmster Plaz vun deenen zwielef Länner, déi matgemaach hunn.

Bei der Diskriminatioun opgrond vun ethnescher Hierkonft oder Migratiounshannergrond si mer bäi Wäitem déi Schlëmmst, souwuel am leschte Joer wéi och iwwert déi lescht fënnef Joer gekuckt. 14 % vun hinne sinn extreem aarm opgrond vum Logement am Verglach zu 2 % vun der Gesamtbevëlkerung. A wann een

dat zesumme kuckt, da muss ee soen, do gëtt et tatsächlech e Problem. A bei der legendärer Konferenz „Being Black in Luxembourg" goufen dës Zuelen duerch erschreckend Temoignagë mat Liewe gefëllt. An da sinn déi eng iwwerrascht, dass esou eppes hannert dem schéine Riddo vum Nationbranding iwwerhaapt ka stattfannen, an déi aner ootmen op, well endlech driwwer geschwat gëtt, endlech een de Courage huet, et ze soen, an déi Betraffen d'Chance gesinn, dass eppes fir si geschitt.

An elo?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wär zum Beispill eng Iddi, déi Fuerderung vun den 21 Organisatioune betreffend de CET opzegräifen, déi se an engem Bréif souwuel un Iech, Här President, wéi och un de Premierminister geriicht hunn, woubäi si hirersäits déi lännerspezifesch Recommandatioune vun der ECRI, der European Commission against Racism and Intolerance opgräifen. Hinne geet et drëms, de CET ze stäerken duerch Mëttel an Handlungsvollmuechten, wéi zum Beispill déi, selwer viru Geriicht ze zéien.

Wéi wär et dann, wa mer als Chamber erëm dee Projet géifen opgräifen an a senger Faisabilitéit préiwen, dee scho viru Jore mäi Kolleeg Marc Spautz an d'Spill bruecht huet a proposéiert huet, deen Agang fonnt hat an de Koalitiounsprogramm an hannen um Enn net ëmgesat gouf, nämlech déi Iddi, fir CET, Mënscherechtskommissioun, Ombudsmann an Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand zesummen ze regruppéieren, ze kucken, wat méiglech ass, och am Respekt virun deene Grenzen, déi mer deemools an der Diskussioun gemierkt hunn. An dann hätte vläicht och grad déi doten Organisatiounen zesummen e Service juridique, eng staark Juridictioun.

Ausserdeem, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, brauche mer kloer Zuelen. Da kann nämlech net méi dat geschéien, wat ee vun de Participanten am „Kloertext" um RTL d'lescht Woch gesot huet: en hätt vun engem Beamte vum Educatiounsministère einfach emol gesot kritt, et géif zu Lëtzebuerg kee strukturelle Rassismus. Ministère locutus, causa finita? Dat däerf net geschéien! An dofir ass et eng Iddi, net eppes Neies ze grënnen, mee besteeënden Organer den Optrag ze gi vun engem „Observatoire des discriminations et du racisme" am systemateschen an am systeemesche Sënn, mat kloren Ergebnisser, mat kloren Zuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer brauchen, sinn dräi Saachen:

Dat Éischt, vill a respektvollt Nolauschteren deene Leit, déi betraff sinn, an dat seriö huelen a kloer Analysen an Zuelen.

Dat Zweet, däitlech denoncéieren, Rassismus als Rassismus entlarven. Aner Meenunge muss ee kënnen aushalen, Rassismus an Diskriminatioun nimools! Déi däerf een ni mussen aushalen.

An dat Drëtt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, politesch Hiewelen abauen, doriwwer diskutéieren. An ech hunn hei just zwou kleng Iddien an d'Spill bruecht, déi kéinten zu engem grousse Resultat kommen.

Dräi Saachen also: voir, juger, agir. Ech soen lech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

De Martin Luther King huet gesot: „Wann et drëms geet, eppes ze kucken, dann ass et net dat, wat Leit gesot hunn, mee dann ass et dat, wat verschwige ginn ass an iwwer wat fir eng Leit net geschwat ginn ass."

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Doud vum US-Amerikaner George Floyd huet fir Empörung iwwert de ganze Globus gesuergt.

De 5. Juni hu sech laut der Lëtzebuerger Police virun der amerikanescher Ambassade ronn 1.500 Demonstranten afonnt - d'Quelle vun den Organisateure soen, et wären der däitlech méi gewiescht -, dat fir en Zeechen ze setze géint Friemefeindlechkeet a Rassismus. Eppes fält op: Et si gréisstendeels jonk Leit, déi sech mobiliséieren.

Als Zweet wëll ech awer och soen: Wa mer iwwer Rassismus schwätzen, musse mer och generell iwwer all Form vun Diskriminatioun schwätzen. Béides ass enk liéiert.

Här President, zanter gëschter leeft déi 44. Sessioun vum Conseil des droits de l'homme vun de Vereenten Natiounen un. Um Ordre du jour stinn ënner anerem d'Theeme Rassismus a Xenophobie. Virun allem awer soll d'Deklaratioun vun Durban a Südafrika vun 2001 reaffirméiert ginn. Dës Deklaratioun huet viru bal 20 Joer eng ganz Partie u Recommandatiounen a Mesurë festgehalen, fir de Problem vum Rassismus innerhalb vun der internationaler Communautéit unzegoen, der internationaler Communautéit, déi aus engem bluddege Weltkrich eraus entstanen ass. Mir hu gesinn, zu wat Friemenhaass ka féieren!

D'international Communautéit hält op d'Anhale vun de Mënscherechter. A mir Piraten halen drop, datt d'international Communautéit e Garant vun universale Wäerter muss sinn.

Ech hu viru Kuerzem déi Emissioun, déi de Paul Galles schonn ugeschwat huet, op der Lëtzebuerger Tëlee gekuckt, wou d'Theema Rassismus war. Et huet sech erausgestallt, datt Rassismus an Diskriminatioun eppes ass, wat am Liewe vu ville leider nach ëmmer un der Dagesuerdnung ass.

Här President, Mënsche mat net Lëtzebuerger Originnen oder enger anerer Hautfaarf hunn hei am Land Problemer, eng Wunneng ze fannen. Si kennen et, um CV d'Foto ewechzeloossen, si benotzen heiansdo en aneren Numm, fir datt net direkt hir Originnen erkenntlech sinn. Jo, mir hunn zu Lëtzebuerg e Problem mat Alldagsrassismus!

Mee Alldagsrassismus, et geet net duer, dat einfach als individuell Fäegkeet, individuell Tätegkeet ofzeklasséieren. Alldagsrassismus féiert, an dat huet de Paul Galles virdru ganz gutt illustréiert, zu engem strukturelle Rassismus. A strukturelle Rassismus, dee féiert a leschter Konsequenz zu sozialen Inegalitéiten. An esou oft, wéi mer hei an der Chamber iwwert d'sozial Inegalitéite schwätzen, misst eis bewosst sinn, datt ee vläicht do och eng Kéier un d'Wuerzel vum Problem muss goen.

Jo, net all sozial Inegalitéit ass duerch Rassismus. Mee wa mer emol all déi sozial Inegalitéiten, déi duerch Rassismus, duerch Alldagsrassismus, duerch deen dach esou harmlose Rassismus, deen an de Kommentarspalte vun Internetplattforme postuléiert gëtt, wa mer déi géifen an de Grëff kréien, da géife mer schonn e grousse Sprong no vir maachen, wann et ëm sozial Ongläichheete geet.

Et ka jo net sinn, datt eng Schülerin oder e Schüler an enger Lëtzebuerger Schoul domat rechne mussen, datt se vun hirem Schoulmeeschter oder vun hirem Proff gesot kréien: „Jo, nee, du pass hei net hin!" Sou héieren! Oder de Saz: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!" Ee mat wäisser Haut, ee wéi mir heibanne kennt dee Saz éischter net: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!" Dat ënnerstellt nämlech jiddwerengem, deen anescht ausgesäit, dee vläicht en Numm huet, deen net stacklëtzebuergesch kléngt, datt e kee Lëtzebuerger wär.

Bref, Lëtzebuerg ass eng Terre d'accueil gewiescht, ass et nach ëmmer. A mir hunn eng ganz grouss Populatioun, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, déi net wéi den typesche „Biolëtzebuerger" ausgesinn. Mir hunn eng ganz Rëtsch Leit an der Populatioun, déi net wäiss sinn, déi net e lëtzebuergeschen Numm droen, mee déi méi exotesch Nimm hunn, déi eng méi exotesch Hautfaarf hunn. An awer, et si Lëtzebuerger, déi sech all Dag unhéiere mussen: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!"

Dat implizéiert iergendwou: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch fir deng Hautfaarf, fir deng Originn, fir deng ...", jo, fir wat eigentlech? Et kéint ee bal soen, iergendwa seet een dann: „fir deng Rass". A spéitstens da si mer beim Wuert „Rassismus", e Wuert, wat iwwregens ganz batter ass, well et benotzt eng biologesch Differenz als Grondlag, eng soi-disant Differenz, déi an enger Theorie baséiert ass, déi ewell laang widderluecht gouf, eng Theorie, déi zu gräissleche Schanddote virun 80 Joer gefouert huet, eng Theorie, déi dovunner ausgeet, datt Mënschen inhärent ze ënnerdeele sinn.

Nee, ech gleewen net drun, datt eng Rassentheorie hautdesdaags nach hir Plaz huet. Eng Rassentheorie, déi d'Grondlag war, nach virum Zweete Weltkrich, vum Kolonialismus, e Kolonialismus, wou och Lëtzebuerg säi Rôle hannerfroe muss am Congo belge. D'belsch Kinneksfamill huet sech rezent nach eng Kéier entschëllegt fir dat, wat se am Kongo gemaach hunn. D'Roll vu Lëtzebuerg ass an deem Kontext nach ëmmer net genuch erfuerscht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, datt mer och do nach eng Kéier e Schrëtt no vir sollte maachen, eis eiser Vergaangenheet sollte stellen an eis dann och do entschëllege sollten, do, wou Lëtzebuerger mat am Coup waren.

Wäiss a Schwaarz si keng Faarwen. Schwaarz a Wäiss si sozial Konstrukter, déi déif an der Gesellschaft an an der Geschicht verankert sinn. Et freet mech ze gesinn, datt déi Jonk sech haut fir en oppenen an tolerante Contrat social staarkmaachen, andeem se keng Differenz tëschent Schwaarz a Wäiss maachen.

Mee, Här President, nodeem ech déi Rassismusdebatt op der Lëtzebuerger Tëlee gekuckt hunn, hunn ech e grousse Feeler gemaach. Ech hunn erofgescrolled, ech hunn d'Kommentare gelies. An do liest een dann direkt am éischte Kommentar, deen ech fonnt hunn, datt et jo och Rassismus géint Wäisser géif ginn. Jo, interessant! Et si Leit, déi soen: „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn!" An da soe se am nächste Saz: „Ech si jo kee Rassist, mee ..."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen esou Aussoen inakzeptabel. A wann dann och nach drënnersteet: „Wann der eppes hei net geet als Schwaarzen, da géi zréck an däi Land!", adresséiert un d'Persoun vun enger Lëtzebuergerin mat schwaarzer Hautfaarf.

Ma, a wéi ee Land soll déi Fra dann zréckgoen, wann net an hiert Heemechtsland, wat Lëtzebuerg ass? Do muss ee sech awer dann d'Fro stellen: Gëtt et Rassismus zu Lëtzebuerg? A bref, de Constat ass leider: Jo. An dat heescht, mir mussen Zivillcourage weisen, mir mussen deene Leit widderspriechen, mir däerfen esou Aussoen net einfach onkommentéiert stoe loossen.

Et gëtt Zäit, datt mer alleguerten deem Alldagsrassismus eppes entgéintsetzen, fir datt esou de strukturelle Rassismus d'Grondlagen entzu kritt, fir esou a leschter Konsequenz sozial Ongläichheete kënnen ze reduzéieren.

De Legislateur, mir heibannen, kënnen dat net eleng. Jiddwereen ass gefuerdert! Jiddwereen dobaussen ass gefuerdert, seng Reflexer ze iwwerdenken. Seng Reflexer ze iwwerdenken, wann e seet: „O, dee Jugo do!", oder: „O, dee Guall!" Nee, och dat sinn inakzeptabel Sätz, déi een heiansdo oniwwerluecht benotzt an déi awer weisen, wéi déif verankert Rassismus, Xenophobie, d'Angscht virum Friemen zu Lëtzebuerg heiansdo sinn.

Loosst mech op e leschte Punkt agoen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit leeft mer fort. Mir Lëtzebuerger kultivéiere grondsätzlech d'Diversitéit. Gäre setze mer se a faarwege Publicitéitscampagnen an Tourismuskatalogen an Evidenz. Gäre weise mer, datt Lëtzebuerg e Land ass, wat méi ass wéi nëmme wäiss, e Land, wat Faarf kennt, e Land, wat Terre d'accueil ass, e Land, wou jiddweree wëllkomm ass a senger Diversitéit.

Ma kommt, mir kucken eis eng Kéier heibannen ëm! Verschidden Nimm kenne mer heibannen ewell. Dat weist op eng laang Immigratiounsgeschicht vu Lëtzebuerg hin. Aner Hautfaarwe sinn am héijen Haus bis haut éischter rar geséit. Och d'Chamber ass net deen eenzege representativen Echantillon vun der lëtzebuergescher Gesellschaft. Mir sinn een Echantillon. Mee si mer representativ? Nee! A genau dorunner musse mir och alleguerten als Politiker schaffen. Well wat mir méi inklusiv sinn an eisem Behuelen, wat et méi kredibel ass, wa mer dobausse fir méi Inklusioun optrieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. „Mir sinn alleguer just Mënschen." Dat ass e Saz aus enger Ried vum Monica Semedo, déi si zu Bréissel den 19. Juni am Europaparlament gehalen huet. Et ass en einfache Saz, deen awer e wichtege Message vermëttelt: Obwuel mir all ënnerschiddlech sinn, si mir alleguerten d'selwecht. Egal wou mir hierkommen, wie mir gär hunn, wourunner mer gleewen oder wéi mer ausgesinn, mir alleguer hunn Ambitiounen, Wënsch a Gefiller. Eis sexuell Orientéierung, eise Glawen oder eis Hautfaarf bestëmme sécher net eise Charakter oder eis Kompetenzen. Si dierfen dofir och keen Afloss op eise Liewenswee hunn.

„Mee, d'Hautfaarf ass net onsiichtbar." Dat ass e weidere Saz aus dem Monica Semedo hirer Ried. An och dësen dréit eng méi déif Bedeitung, nämlech dass och haut nach Leit diskriminéiert ginn, obwuel mir et dach besser misste wëssen. Jo, och hei zu Lëtzebuerg!

Mir sinn e multikulturellt Land. Bal 50 % vun eisen Awunner hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit, an ënnert de Lëtzebuerger sinn och ganz vill Leit mat ..., also ënnert deene Leit mat der Lëtzebuerger Nationalitéit sinn och ganz vill Leit mat Migratiounshannergrond. Wéi kann et do sinn, dass Diskriminéierung hei am Land nach ëmmer zum Alldag vu ville Mënsche gehéiert? Dat ass fir mech absolutt onverständlech.

Mir alleguer wënschen eis natierlech, et wier anescht, mee Rassismus existéiert och hei zu Lëtzebuerg, an dëst trotz eiser Multikulturalitéit an trotz all de Mesuren an Organisatiounen, déi e gutt Zesummeliewen an eisem Land förderen. De Rapport „Being Black in the EU" huet och fir eist Land kee positive Bilan gezunn. An dat huet vill Leit schockéiert.

Et stëmmt, dass bei eis am Land Fäll vu Gewalt am Zesummenhang mat Rassismus oder aneren Aarte vun Diskriminéierung siele sinn. Et gëtt awer aner, méi ënnerschwelleg Zorte vun Diskriminatioun, déi oft op gesellschaftlech déif verankerte Virurteeler baséieren. Et mécht ee sech e Bild vun engem Mënsch, ouni en ze kennen, leet en an e bestëmmten Tirang a stellt dat Bild dann net méi a Fro. Dës Zort vu Rassismus oder Diskriminéierung ze bekämpfen ass schwiereg an, jo, och laangwiereg. Denkmuster, déi vu Generatioun zu Generatioun oft onbewosst vermëttelt goufen, mussen opgebrach an hannerfrot ginn. Dat geschitt net vun haut op muer.

Här President, et ass un eis alleguerten an natierlech och un der Politik, de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung virunzedreiwen. Mir als Politiker hunn als ëffentlech Persounen eng Virbildfunktioun an der Gesellschaft ze erfëllen. An eisen Discoursen, an eisem Optriede musse mir fir d'Wäerter wéi Toleranz a Respekt fir all Mënsch astoen. Wann ee sech d'Beispill vun den USA ukuckt, da gesäit een, wat geschitt, wa Politiker dës Verantwortung net iwwerhuelen. Un éischter Plaz steet dowéinst, d'Kommunikatioun tëscht alle Mënschen ze förderen. Mir musse méi matenee schwätzen an eis géigesäiteg kenne léieren.

Mir mussen eis d'Méi maachen, net nëmmen eis eege Realitéit, mee och d'Realitéit vun all eise Matmënschen ze verstoen an ze considéréieren. E Saz oder eng Bemierkung, déi ee selwer als harmlos ophëlt, empfënnt en anere vläicht als ganz verletzend. Mir musse léieren, mateneen ze schwätzen an nozelauschteren. An domadder muss ee schonn an der Schoul bei de ganz klenge Kanner ufänken. A genau dowéinst gouf 2017 an der Grondschoul an 2016 am Lycée dat neit Fach „Vie et société" agefouert. Mat dësem Fach gëtt e Raum fir den Dialog geschaaft an de Respekt virun der Diversitéit gëtt do vermëttelt.

Nieft der Kommunikatioun, déi esou wichteg ass, fir géint Diskriminéierung a Rassismus virzegoen, kann och d'Inklusioun e wichtege Bäitrag leeschten. D'Zesummeliewen an der Diversitéit gëtt an der Schoul dowéinst och iwwert d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an d'Reegelschoul gefërdert. Mat engem neie Gesetz vun 2018 sinn nei Kompetenzzentren entstanen, déi dofir ënner anerem d'Schoule mat Hëllef a Berodung bei der Inklusioun ënnerstëtzen.

A fir d'Diversitéit ze liewen a si als Stäerkt vun eisem Land unzeerkennen, ass virun e puer Joer och d'„Charte de la diversité" an d'Liewe geruff ginn. Entreprisë kënnen dës Charte ënnerschreiwen an engagéiere sech domadder, géint d'Diskriminatioun virzegoen a Chancëgläichheet an Diversitéit innerhalb vun hirem Betrib ze förderen.

Zwee spezifesch Projete vun dëser Charte leeën e Fokus op Persoune mat Migratiounshannergrond an op Persoune mat engem Handicap, fir Inklusioun op der Aarbecht ze ënnerstëtzen. An dësem Kontext hu mir d'lescht Joer och e Gesetz gestëmmt, dat eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Leit mat Behënnerung agefouert huet, déi och de But huet, d'Diskriminatioun ze bekämpfen.

Am Juli 2018 huet d'Regierung deen éischten nationalen Aktiounsplang fir d'Förderung vun de Rechter vun den LGBTIen adoptéiert. Och Leit mat ënnerschiddleche sexuellen Orientéierunge sinn nach ëmmer vill an oft vun Diskriminatioun betraff. Och dësen Aktiounsplang setzt sech fir méi Chancëgläichheet, de Schutz vun ënnerschiddleche Familljeformen an de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung an.

Léif Kolleegen, fir dass Diskriminatioun a Rassismus hei am Land esou ëmfaassend wéi méiglech bekämpft kënne ginn, ass et natierlech onerlässlech, dass Mënschen, déi Affer vun Diskriminatioun ginn, dëst och melle kënnen. Dofir ass am Kader vum Gesetz vun 2006 zur Gläichbehandlung vun all de Mënschen de Centre pour l'égalité de traitement geschaaft ginn, kuerz de CET.

Leider sinn dem CET seng Kompetenzen ageschränkt, wat dozou féiert, dass vill Fäll vun Diskriminatioun ouni Konsequenze bleiwen.

Dowéinst reechen ech am Numm vun den dräi Koalitiounspartner dës Resolutioun an, an där d'Chamber sech ënner anerem engagéiert, dem CET méi Moyenen ze ginn, fir seng Aufgaben erfëllen ze kënnen, an do dernieft de CET och méi oft an Entscheedungsprozesser, déi d'Chancëgläichheet betreffen, anzebannen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement interdit formellement toute forme de discrimination, directe ou indirecte, aux lieux de travail et de vie, à l'école et l'espace public en général ;

- le rôle important du Centre pour l'égalité de traitement (CET) qui permet à tout citoyen de signaler des comportements discriminatoires et qui rapporte ces constatations au Gouvernement et à la Chambre des Députés ;

- que le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ;

- les recommandations de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance dans son cinquième rapport sur le Luxembourg ;

- les résultats et avis émis par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne dans sa deuxième enquête sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne « Being Black in the EU »,

s'engage à

- impliquer davantage le CET dans les prises de décision concernant la lutte contre toutes formes de discrimination et la promotion d'un vivre-ensemble harmonieux au Grand-Duché de Luxembourg ;

- lui conférer plus de compétences ;

- augmenter la dotation budgétaire et le cadre de personnel du CET ;

- inscrire, dans le cadre de la révision du règlement de la Chambre des Députés, une clause explicite concernant les discriminations dans les principes directeurs du code de conduite des député(e)s en s'inspirant de l'Art. 1er de la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement ;

- offrir des formations « antidiscrimination » aux député(e)s, aux salarié(e)s de la Chambre des Députés ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs des groupes et sensibilités politiques, leur permettant de se rendre compte des préjugés qui pourraient donner lieu à toute sorte de discrimination.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, nieft dem CET existéiert och de Conseil national pour étrangers, deen d'Regierung bei alle Sujete beréit, déi eis auslännesch Matbierger an hir Integratioun betreffen. Dëse Conseil kann zu Gesetzesprojeten Avisen ofginn an och Propositioune maachen, déi fir eng verbessert Situatioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg bäidroe kënnen.

Den CNE huet seng Fonctioun an der leschter Zäit leider net erfëllt. Dowéinst strieft den Integratiounsministère eng Reform vum CNE un. D'Integratiounskommissioune vun de Gemenge sollen an Zukunft Leit ernennen, déi si am neie Conseil national pour étrangers representéiere sollen.

Här President, mir mussen eis och d'Fro stellen, firwat Rassismus iwwerhaapt entsteet. Fir hei e komplett Bild ze erhalen, musse mir nieft den Affer vun Diskriminatioun och déi Leit erreechen, déi rassistesch handelen. Mir musse wëssen, wéi eng Aarte vu Rassismus an Diskriminéierung hei am Land am meeschte virkommen an ob et Regiounen a sozial Schichte ginn, déi besonnesch betraff sinn. Nëmme wa mir dat wëssen, kënne mer Mesuren huelen, déi och genee do wierken, wou se mussen.

Dowéinst reechen ech och op dëser Plaz am Numm vun den dräi Koalitiounsparteien eng Motioun an, déi d'Regierung dozou opfuerdert, eng Etüd zum Rassismus zu Lëtzebuerg an Optrag ze ginn an d'Resultater der Chamber ze presentéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Grand-Duché de Luxembourg est un pays multiculturel dans lequel cohabitent des ressortissants de plus de 170 nationalités différentes ;

- considérant que ce multiculturalisme est une richesse du Luxembourg ;

- regrettant cependant que le racisme persiste en Europe et dans le monde entier ;

- considérant que le racisme représente une menace pour nos sociétés modernes, démocratiques et interculturelles ;

- regrettant que le racisme demeure aussi une réalité au Luxembourg ;

- constatant que les gouvernements successifs du Luxembourg ont accordé une priorité au vivre-ensemble harmonieux dans notre société ;

- rappelant dans ce contexte l'accord gouvernemental 2018-2023 aux termes duquel « Le vivre-ensemble entre tous les résidents du Grand-Duché de Luxembourg constitue un atout qui sera promu activement. La lutte contre toutes formes de discrimination en constitue un élément essentiel »,

invite le Gouvernement

- à poursuivre de façon soutenue ses efforts dans la lutte contre le racisme ;

- à faire élaborer une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg afin de développer une stratégie de lutte cohérente contre le racisme. Cette étude aura comme principaux objectifs :

i. d'analyser les formes de racisme identifiées au Luxembourg ;

ii. d'identifier les contextes et situations dans lesquels les concernés subissent des actes et traitements discriminatoires ;

iii. d'aviser l'efficacité des mesures contre le racisme actuellement en place ;

iv. de faire des recommandations ;

- à associer la Chambre des Députés étroitement à la conception de l'étude ;

- à présenter les résultats de l'étude fin 2021 ;

- à présenter les résultats de l'étude à la Chambre des Députés afin qu'elle puisse en tirer les conclusions nécessaires.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Rassismus an Diskriminatioun ginn eis alleguerten eppes un. An et ass un eis all, derfir ze suergen, dass Intoleranz an eiser Gesellschaft absolutt keng Plaz huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech schwätzen direkt zur Motioun an zur Resolutioun mat.

Här President, Dir Dammen an Hären, loosst mech emol ufänke mat engem grousse Merci fir d'Initiativ zu dëser Debatt, déi mer haut féieren. Et ass allerdéngs ze fäerten, dass mer dëse komplexe Sujet net eleng kënnen haut an enger Heure d'actualité traitéieren. Dëse Sujet hätt eigentlech méi eng déif gräifend Diskussioun verdéngt. An ech soen duerfir och dem Max Hahn speziell Merci fir d'Motioun an d'Resolutioun, well ouni dës hätt déi Debatt vun haut riskéiert, zu enger flotter Poterstënnchen ze ginn. Mee duerch d'Motioun assuréiere mer, dass mer e Suivi assuréieren an dass d'Chamber sech weider mam Sujet befaasst.

Iwwert den Ausléiser vun der Debatt brauch ech eigentlech net méi vill ze soen. Jiddwereen, deen d'Noriichte gekuckt huet an deene leschte Wochen a Méint, dee weess, dass den Ausléiser an den USA war, wou d'Policebrutalitéit géint déi schwaarz Communautéit an de Rassismus insgesamt fir berechtegt Entrüstung gesuergt hunn, iwwerall op der Welt, och zu Lëtzebuerg, och hei an Europa.

Muncheree freet sech awer vläicht, ob dës Debatt vun haut da wierklech néideg ass, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An effektiv an och, géif ech soen, glécklecherweis kenne mir kaum esou Fäll vun exzessiver Policebrutalitéit wéi an den USA. Dat huet eng ganz Rei Ursaachen: Eis Poliziste si gutt forméiert a geschoult, an et gëtt och gutt Kontrollmechanisme bannent der Police, fir esou Fäll ze verhënneren.

Et duerf een och roueg behaapten, dass mir bis elo a par rapport zu anere Länner d'Erausfuerderunge vun der Immigratioun besser gemeeschtert hunn an nach ëmmer meeschteren. Eist Zesummeliewe vu verschiddene Kulturen, verschiddenen Nationalitéiten, Reliounen an esou weider fonctionéiert dacks besser wéi an eenzelne vun eisen Nopeschlänner.

Ech soen awer domat net, dass mir bis elo alles richteg gemaach hunn. Bestëmmt net! A bestëmmt kënnen och mir hei zu Lëtzebuerg eis Integratioun nach besser reusséiere wéi bis elo. Ze dacks liewe mer leider nach laanschteneen an net genuch mateneen. Ze grouss sinn nach d'Ënnerscheeder an der Schoul, heiansdo am Beruff, gradesou wéi a villen anere Beräicher.

An duerfir däerfen eis Meritten och net zu enger Selbstzefriddenheet féieren. Op déi grouss Diversitéit vun eisem Land hinzeweisen, duerf net zu engem eidele Mantra ginn, dee verhënnere géif, dës Problemer unzegoen. Rassismus an Diskriminatioun, direkt oder indirekt, strukturell oder alldeeglech, fënnt ee praktesch an alle Gesellschaften.

De Michael O'Flaherty, Direkter vun der European Union Agency for Fundamental Rights, soll op der Konferenz am Cercel gesot hunn: « Nous sommes tous des racistes quelque part. » Gemengt huet en domat wuel déi psychologesch Tendenz, Leit ze kategoriséieren, sech vun aneren ze ënnerscheeden an esou och seng eegen Identitéit ze schafen. Problematesch gëtt dat awer, wann dës Differenzen esou ausgeluecht ginn, dass verschidde Kategorië vu Leit mannerwäerteg solle sinn, wa se also devaloriséiert ginn.

E groussen Undeel dorunner huet d'Xenophobie, also d'Angscht virum Friemen, virun deem, wat mer net kennen. Verschidde Parteien a Gruppéierunge benotzen d'Ängschte vun de Leit an d'Onsécherheet vun eiser Zäit, fir mat Diskriminatioun Politik ze maachen, fir „déi aner" als Feindbild ze zeechnen, si fir allméiglech Problemer responsabel ze maachen a fir eng restriktiv Identitéitspolitik ze féieren an hir Kultur soi-disant ze schützen. Alles dat féiert weltwäit zu Konflikter, zu der Ënnerdréckung vu Minoritéiten an der Violatioun vu Mënscherechter.

Duerfir ass et engersäits wichteg, weiderhin d'Bekämpfung vu Rassismus an Diskriminatioun als e feste Bestanddeel vun eiser Aussepolitik ze behalen an d'Mënscherechter heiheem an dobaussen ze schützen.

Anerersäits musse mer eis méi seriö mat der Problematik hei am Land beschäftegen. Sécher huet dëse Phenomeen bei eis eng aner Dimensioun wéi an Amerika oder an anere Länner. An nawell musse mer eis agestoen, dass et och zu Lëtzebuerg op där enger Säit nach ëmmer Privileegie gëtt an op där anerer Säit nach ëmmer Diskriminatioun.

Et ass warscheinlech d'Diskriminatioun am Alldag, déi dee Lëtzebuerger Phenomeen vum Rassismus charakteriséiert, ugefaange bei Klengegkeete wéi domme Witzer an topege Bemierkunge bis hin zu méi groussen Ongerechtegkeeten, zum Beispill wann eng Aarbechtsplaz besat gëtt. An dat kann dann och systematesch Auswierkungen hunn an Ongläichheete verdéiwen.

Nee, mir mussen éierlech sinn, och mat eis selwer: Wat deng Hautfaarf méi däischter ass, wat et zum Beispill méi schwéier gëtt um Wunnengsmaart. Alles anescht wär gelunn. An duerfir ass dës Debatt esou wichteg. Well nëmmen, wa mer eis emol selwer agestinn, dass mer nach wäit ewech si vu gläiche Chancen am Liewen, gläicher Behandlung a gläiche Perspektive fir jiddwereen, eréischt dann, wa mer de Problem och als Problem unerkennen, kënne mir als Politik, awer virun allem als Gesellschaft deem Phenomeen vum Rassismus hei zu Lëtzebuerg entgéinttrieden.

Dass et néideg ass, dës Debatt ze féieren, beleet och d'Emfro „Being Black in the EU", déi jo schonn ugeschwat gouf an an där iwwert d'Hallschent vun de Befroten uginn hunn, bannent de leschte fënnef Joer Affer vun engem Harcèlement raciste gewiescht ze sinn. Dat sinn erschreckend Zuelen! Och Temoignagë vu verschiddene Leit, déi dësen Zuelen déi noutwendeg mënschlech Dimensioun ginn, mussen eis als Chamber an och als Mënschen interpelléieren.

Nee, dat heescht net, dass mer zu Lëtzebuerg alleguerte Rassiste wären. Mee et weist eis, wéi wäit mer ewech si vun där egalitärer Gesellschaft, déi mer eis esou staark wënschen.

Eis dëse Froen a Problemer ze stellen, dat réselt natierlech och un eisem Selbstverständnis als Eenzelnen, mee och als Land. Vill Lëtzebuerger si sech dëser ganzer Problematik an hirem privilegiéierte Confort vläicht net esou bewosst respektiv verkennen d'Gravitéit vun der Situatioun fir déi, déi drënner leide mussen. Duerfir ass et och wichteg, dass mer eis mat eisem eegene Privileeg ausenanersetzen, dass mer akzeptéieren, dass vill Leit d'Welt ganz anescht erliewe wéi mir an dass eis Experienz, eis eegen Experienz, net onbedéngt d'Norm ass.

Mir musse verstoe léieren, dass Leit mat enger anerer Hautfaarf eng sëlleche Barriären an hirem Alldag erliewen, wärend mir dacks duerch oppen Dieren trëppelen, ouni wëllen awer ze verkennen, dass och wäiss Lëtzebuerger et heiansdo net einfach hunn.

An duerfir musse mer deene Stëmmen eng méi wichteg Plaz an eiser Gesellschaft ginn, och wann oder grad well dat heiansdo desagreabel ass. Do dierfe mer net direkt defensiv ginn an eng Diskussioun ofwiergen, vläicht och aus Angscht, dass mer eppes ze verléieren hätten. Mir sollen net déi sinn, déi hinne soen, wéi si sech ze spieren hunn. Nëmme si hunn déi Experienz an et ass un eis, hinnen nozelauschteren.

Loosst mech an deem Kontext, wéi och schonn e puer vu menge Virriedner, kuerz op eise Sproochgebrauch agoen. Warscheinlech denkt sech kaum een eppes Béises, eppes Schlechtes derbäi, wann en an enger Pâtisserie e Mourekapp oder en Neegerkuss bestellt. An dach ass et net un eis ze jugéieren, ob dat blessant ass oder diskriminéierend. Et ass un de Betraffene selwer, dat ze jugéieren. An duerfir sollte mer et loossen.

Der Politik kënnt do och eng gréisser Bedeitung zou: Besonnesch mir sollten oppassen, wat fir eng Begréffer mer gebrauchen. „Schwaarzafrikaner" ass en Term, wéi en deslescht hei op der Tribün gefall ass. An dat ass e Begréff aus der Kolonialzäit, dee mer eigentlech sollte vermeiden. Lëtzebuerg hat d'ailleurs, wann och an engem vill méi klenge Mooss wéi vill aner Länner, eng Kolonialpolitik am belsche Kongo, eng Period, déi bis elo relativ wéineg ëffentlech opgeschafft gouf.

Mat deene Constaten, déi mir gemaach hunn, ass et evident, dass mer no Léisunge siche mussen, fir de Phenomeen vun dem Rassismus an der Diskriminatioun anzedämmen. D'Regierung huet scho villes gemaach an deene leschte Joren, an de Max Hahn huet dat alles opgezielt.

D'LSAP wéilt haut nach e puer Piste proposéieren, déi och an där Motioun an an där Resolutioun virkommen:

Éischtens: Et feelt eis zu Lëtzebuerg un Zuelen, Statistiken an Donnéeën, déi et eis erlabe géifen, de Phenomeen a senger ganzer Komplexitéit ze erfaassen an esou d'Problemer méi kloer ze ëmräissen. Mir mussen also méi e komplett Bild kréien. Ech hat virun e puer Wochen eng Question parlementaire an déi Richtung gestallt.

An hirem Rapport vum Februar 2017 hat d'European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) der Regierung och recommandéiert, e System op d'Been ze setzen, deen d'Ophuelen an de Suivi vu rassistesche Virfäll erlabe géif, fir op dës Manéier systematesch Statistiken zu xenophobe Phenomeener sammelen ze kënnen. Mat der proposéierter Motioun komme mer dësem Zil e Stéck méi no.

Zweetens, an dat ass och scho gesot ginn: De Centre pour l'égalité de traitement, also den Haaptacteur zu Lëtzebuerg an deem Domän, ass chronesch ënnerfinanzéiert an ënnerbesat, wat him et onméiglech mécht, seng Missiounen effikass ze erfëllen. Seng Kompetenze si jo och éischter limitéiert. Am Gesetz vum 7. November 2017 gouf de CET jo dann och un d'Chamber rattachéiert.

Der LSAP no sollte mer de CET kloer stäerken. Dat war jo och eng vun de Recommandatioune vun der ECRI, an duerfir ënnerstëtze mir och d'Resolutioun, déi genee dat festhält. Doriwwer eraus musse mer awer och méi e klore Suivi maache vun de Recommandatioune vum CET.

Drëttens: An den Ae vun der LSAP kënnt der Educatioun an der Bekämpfung vun dem Rassismus an der Diskriminatioun méi generell eng wichteg Roll zou. Eng Fro, déi mech ëmmer beweegt huet, ass: Wéi gëtt een zu engem Rassist? Ech gleewe jo net drun, dass een als Rassist gebuer gëtt. Et brauch ee just déi kleng Kanner ze kucken an der Crèche, op der Spillplaz, am Veräin, wéi se matenee spillen, sech an den Aarm huelen, frou matenee sinn. An dach ännert dat sech bei verschiddene Leit am Laf vum Erwuesseginn.

A wa mer de Kanner duerfir net kënnen d'Schold ginn, da musse mer feststellen, dass mir Erwuessener eigentlech schold doru sinn. D'Erzéiung vun eise Kanner ass eis Verantwortung, kengem anere seng. Ech gi staark dovunner aus, dass de Sujet Rassismus an der Schoul thematiséiert gëtt. D'Fro ass awer, ob et mat den aktuelle Programmer duergeet, ob mer net de Phenomeen vum Rassismus a besonnesch vun der Alldagsdiskriminatioun behandelen a Stereotyppe bekämpfe mussen.

An deem Kontext hat ech och eng Fro un den Educatiounsminister gestallt an ech si gespaant op seng Äntwert.

Et geet och drëms, Rassismus an Diskriminatioun an de Schoule selwer ze bekämpfen an hei och d'Roll vun de soziale Medien ervirzehiewen, déi dacks zu méi engem staarke Mobbing bäidroen.

Här President, mir hunn am Fong en zimmlech robuste gesetzleche Kader, wat Rassismus an Diskriminatioun ugeet, och wann dee punktuell eventuell kéint erweidert ginn. Zum Beispill kéint ee bei de Strofdoten, déi e rassistescht oder diskriminatorescht Motiv hunn, eng méi héich Strof virgesinn. Dat ass a verschiddene Länner haut schonns de Fall, zum Beispill wann et ëm Strofdote géint d'LGBTI-Communautéit geet.

Mee Gesetzer aleng ginn net duer. Parallell muss och e Mentalitéitswiessel kommen. Vill huet sech an de leschte Jorzéngte gedoen. Villes huet sech positiv entwéckelt a mir sinn eis sécher, dass mer mat enger éierlecher Debatt an engem konstruktiven Dialog mat de betraffene Communautéiten och an Zukunft mat Recht an Houfert op eis Diversitéit weise kënnen, déi Diversitéit, déi Lëtzebuerg ausmécht an déi eis eigentlech staark mécht.

Op der Tëlee huet virgëschter e jonken Här seng Erfarunge mat Alldagsdiskriminatiounen duergeluecht. Mech huet dat - an lech bestëmmt och - beweegt, besonnesch, well e sech um Enn vum Reportage méi Solidaritéit gewënscht huet vu senge Matmënschen. An do huet hien absolutt Recht: Et ass mat Solidaritéit, wou mer dësem Phenomeen kënnen a mussen entgéinttrieden. Dat kënne mir zesummen upaken, well de Rassismus ass net de Problem just aleng vun deene Betraffenen, et ass de Problem vun eis alleguerten.

Ech sinn elo aus Aktualitéitsgrënn virun allem op de Rassismus agaangen. Dobäi däerfe mer d'Diskriminatioun op Basis vun anere Charakteristiken, der Relioun, dem Handicap, der Sexualitéit oder der Nationalitéit, net aus den Ae verléieren. Heibäi ass et och wichteg, dass mer déi intersektional Diskriminatioun adresséieren.

Diskriminatioun ass villschichteg, ka vill Ursaachen hunn, déi mer an der Analys, an der Sich no Léisungen a Consideratioun huele mussen. All Diskriminatioun ass anescht, mee all Diskriminatioun ass inakzeptabel!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Debatt iwwert de Rassismus, déi eis net nëmmen haut muss beschäftegen, ass eng, déi eis de Spigel weist. Mir, enfin vill vun eis, hu jo d'Virstellung an ech géif och soen, den Eiergäiz vun enger multikultureller, weltoffener Gesellschaft zu a fir Lëtzebuerg, an där e gutt Zesummeliewen en Zil ass a wou Diskriminatioun a Rassismus, latent oder manner latent, kaum e Problem sollte sinn. An awer diskutéieren haut hei an der Chamber 60 wäiss Leit ënner anerem iwwert d'Suergen an d'Problemer vun eise schwaarze Matbiergerinnen a Matbierger.

De Rapport vun der Europäescher Agence fir Grondrechter vun 2018 huet sech mat der Experienz vu Schwaarzen an Europa beschäftegt an en ass kloer: Mir brauchen eis do net ze bretzen, Lëtzebuerg huet e Rassismusproblem! Wéi scho gesot, d'Hallschent vun deenen, déi befrot gi sinn, haten eng Erfarung vun enger Diskriminatioun an deenen zwielef Méint ier se befrot gi waren.

D'Fro, déi mer eis stellen, ass net déi, ob mer Rassismus zu Lëtzebuerg hunn oder net, mee wat mer kënne maachen, fir en ze bekämpfen. A fir Äntwerten op dës wichteg Froen ze fannen, musse mer verstoen, wat déi strukturell Charakteristike vum Rassismus hei am Land sinn. Wat sinn d'Ursaachen? Wéi oft kënnt e vir? Wou a wien ass betraff dervun? A wat misste mer an eisem Ëmgang matenee maachen, fir deem Zil vum gudde Mateneen, vum Zesummeliewen op Aenhéicht méi no ze kommen?

Zënter laange Joren hunn ech mech mam Theema vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, an do gëtt et och vill Positives ze berichten. Mir si jo multikulti, jo, mee de Communautarismus ass och eng Realitéit hei am Land: Mir kennen eis net genuch a liewen zu Lëtzebuerg éischter niewentenee wéi mateneen. Doriwwer besteet en zimmleche Konsens.

Sech a senger Communautéit zesummefannen a wuelfillen ass verständlech, legitimm an normal. Sech awer mat senger Communautéit vun aneren ofgrenzen entsprécht net dem Ideal vun engem respektvolle Mateneen. De Risiko vu Konkurrenz a Jalousie, besonnesch, wann et wirtschaftlech net gutt geet, féiert da méiglecherweis zu Konflikter.

Wéi scho gesot, d'Fro ass net, ob et e gëtt, de Rassismus. Wivill Rassismus mer hei hunn, ass awer schwéier nozevollzéien, an dat läit dorunner, dass mer eis net d'Mëttele ginn hunn, wéi scho meng Virgänger et gesot hunn, fir duerno ze kucken. Mee ech hunn och d'Gefill, dass mer iergendzwousch léiwer doriwwer ewechkucken. Et ass jiddefalls net op der Prioritéitelëscht gewiescht - an deem Awanderungsland, wat mer sinn, fir mech awer als Sozialwëssenschaftler iergendwéi schwéier nozevollzéien.

Et ass scho gesot ginn, zënter iwwer zéng Joer gëtt et de CET an dee seet eis kontinuéierlech, dass ventiléiert Donnéeën iwwert d'Diskriminatiounen zu méi cibléierten Antidiskriminatiounsmoossnamen an zu engem bessere Schutz vun den Affer féiere kéinten.

Et ass och schonn op de Bréif higewise gi vun den 21 ONGen, deen un d'Chamber an un d'Regierung geriicht ass, fir dem CET méi Mëttelen ze ginn an opzestocken a seng Kompetenzen auszeweiten.

Mir brauche reegelméissegt an objektiivt Zuelematerial, fir iwwert d'Joren d'Phenomeener vun der Diskriminatioun a vum Rassismus ze suivéieren. Mir sollen domat ufänken, mee mir sollen net als „one-shot" maachen, well wann ech den Differenzen an der Gesellschaft net kloer an d'Ae ka kucken, dann hunn ech keng Basis, fir Gläichberechtegung erbäizeféieren, fir derfir ze suergen, dass jiddwereen zu senge Rechter kënnt. Ech kann ongerecht Ënnerscheeder nëmme bekämpfen, wann ech se kann dokumentéieren.

De Match iwwert d'Gläichberechtegung tëscht Fraen a Männer wier och net vun der Plaz komm ouni statistescht Beweismaterial, sachant dass mer och do nach net esou wäit sinn, wéi mer am Fong sollten.

Den Eloge vun der Diversitéit hei zu Lëtzebuerg, dat däerf keng Alibivirstellung sinn. Ech hunn de Verdacht, dass dat an de leschte Joren ze vill oft geschitt ass a Sonndesrieden oder a Businessrieden. De Koalitiounsvertrag gesäit vir, dass, ech zitéieren: « Les compétences en matière d'anti-discrimination des différents acteurs seront revues. » Also musse mer eis un där eegener Nues huelen an aktiv ginn.

D'Opwäertung vum CET, et ass scho gesot ginn, ass e wichtege Jalon. Well en anere Problem vum CET ass laut deene reegelméissegen Etüden, dass de CET net immens bekannt ass, obscho seng Missioun als immens wichteg agestuft gëtt. De CET läit jo och elo ënnert der Verantwortung vun der Chamber a mir sollen eis dann och mat him zesummesetzen, wéi et an der Motioun gesot ass, fir iwwert d'Kompetenzen an eng besser Reorganisatioun vum CET ze schwätzen. Ech sinn och frou, dass déi éischt Demarchen an dësem Haus an d'Wee geleet gi sinn.

„Zënter wéini ginn déi Schwaarz dann an de Classique?", dat ass en Zitat vun engem Enseignant, en Zitat, dat d'lescht Joer op der Konferenz zum Schwaarzsinn zu Lëtzebuerg ernimmt ginn ass. Mir huet dat deemools an den Ouere geklongen, wéi déi Zäit, wou meng Kanner an d'Privatschoul, pardon, net an d'Privatschoul, an d'Primärschoul gaange sinn, wou et geheescht huet: „An zënter wéini ginn d'Portugisen an de Classique?"! Esou wéi wann d'Geschicht sech géif widderhuelen; se waren all an der ëffentlecher Schoul, meng Kanner.

(Brouhaha)

Wéi schonns op där Konferenz, ass d'lescht Woch an der Emissioun „Kloertext" nach eemol däitlech erauskomm, wéi wéi esou Bemierkunge kënnen dinn a wéi se derzou féiere kënnen, dass e Kand, e Jugendlechen no an no verënnerlecht, wou seng Plaz an der Schoul an ipso facto och duerno an der Gesellschaft ze sinn huet. Dëse Verënnerlechungsprozess fannen ech besonnesch bedenklech, well en hëlt dem Mënsch säi Réckgrat, säi Selbstvertrauen an domat och e Stéck vu senger Würd.

D'Personal an de Schoule soll forméiert ginn, fir d'Facettë vun der Diskriminatioun an déi eege Prejugéen ze erkennen an dës oft schwiereg Sujeten op eng konstruktiv a pedagogesch Aart a Weis am Klassesall selwer ze thematiséieren. Well e rassistesche Virfall einfach ze bestrofen, ouni weider driwwer ze diskutéieren, dat bréngt leider net vill, well déi Sätz, déi do falen, déi komme jo meeschtens aus der Kannerstuff vun doheem.

Da wär et asoufern och gutt, mat Referenz op de „Kloertext" vun der leschter Woch, wann et an de Schoule géif Prozedure ginn, wéi een domadder ëmgeet, an dass dat net bei deenen enge Schoulen thematiséiert gëtt a bei deenen aneren, jee, vun dem Responsabelen e wéineg ënnert den Dësch fale gelooss gëtt oder als manner weesentlech betruecht gëtt.

Et ass och scho gesot ginn, dass mir eis musse mat der Lëtzebuerger an der europäescher Kolonialgeschicht auserneesetzen. Eist Land a seng Leit hu vu kriminellen a mënscherechtswiddrege Praktiken a Systemer profitéiert, déi ganz Bevëlkerungen ënnerdréckt hunn, Beispiller: Kongo, Geschäfter mat dem südafrikaneschen Apartheidsregimm oder den USA zu der Zäit vun der Segregatioun. Glécklecherweis ass déi lescht Méint och d'Diskussioun am ëffentleche Raum ugelaf.

Den Unterrecht an d'Recherche sinn also gefuerdert: Wéi vill wësse mer alleguerten iwwer eis eege Geschicht, zemools déi rezent? Wat wësse mer iwwert d'Relatiounen tëscht Lëtzebuerg an dem afrikanesche Kontinent, iwwert déi afrikanesch an aner Diasporaen zu Lëtzebuerg? Soulaang do grouss Mängel sinn, ass et schwiereg, de sougenannten Travail de mémoire ze maachen an e Geschichtsbewosstsäin ze entwéckelen.

Erlaabt mer, och e Wuert iwwer eis Verwaltungen ze soen. Ech wëll emol fir d'éischt ervirhiewen, dass aus alle Befroungen eraus, déi ech fir d'Fonction publique gemaach hunn, d'Lëtzebuerger Verwaltungen duerch d'Bank gelueft gi vun de Lëtzebuerger, awer besonnesch vun den Auslänner, ob se hei am Land wunnen oder hei schaffen. Dat ass e gutt Zeechen. Eis Beamte sinn nämlech den Interface tëscht dem Staat a senge Bierger. Dofir musse si och d'Prinzippien, déi mir als Land héichhalen, an der Praxis beschtméiglech applizéieren. De Staat huet, wat d'Sensibiliséierung zu Egalitéitsfroen an dem korrekte Matenee ugeet, jo eng Virbildfunktioun.

Rassismus ass, wéi gesot, en transversaalt Theema - et ass vu menge Virgänger ugeschwat ginn -, wat an all Beräich agräift: d'Aarbecht an d'Schoul, de Wunnengsmaart, d'Fräizäit, de Sport an d'Kultur, d'Gesondheet, d'Interaktioun vun der Persoun mat de staatleche Betriber an Institutiounen an eisen alldeegleche Sproochgebrauch.

Meng Chancen am Liewen, déi däerfen net hypothekéiert ginn duerch meng Originnen a meng Hautfaarf. An ee klengen Tuyau fir d'Employeuren: Wéi wär et dann dobäi, wa mer géifen um Bewerbungsschreiwes, um CV, den Numm ewechloossen an och d'Foto? Bei eis an der Fraktioun ass dat d'Praxis, mat engem gudde Resultat.

Fir Rassismus ze bekämpfen, musse mer eis an dëser Chamber, déi zum gréissten Deel aus privilegiéierte Männer a Frae besteet - zum gréissten Deel, soen ech -, all Dag selwer un der Nues huelen, fir eis eege blann Flecken ze erkennen, ze korrigéieren an an engem kontinuéierleche Prozess eis Institutiounen an eis Gesellschaft méi inklusiv a méi gerecht ze gestalten.

D'Problemer, déi et gëtt, de Konfliktpotenzial, deen do lauert, unzeschwätzen, ass e Schrëtt an déi gutt Richtung. Dofir der CSV an de Piraten merci, dass se dës Debatt haut op den Agenda gesat hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Kolleege vun der CSV a vun de Piraten, datt se dee Sujet hei thematiséiert hunn. An ech wëll direkt och ufänke mat engem Saz, mengen ech, deen eis alleguer heibanne verbënnt: Rassismus ass net akzeptabel! Dat ass eppes, wat mer alleguer verurteelen, an do si mer eis eens.

Awer ech wëll elo mol ufänke mat e puer Kommentaren, fir op dat ze reagéieren, wat mer haut hei gehéiert hunn, fir ze ënnersträichen, wou mer eis dann net méi eens sinn. An där Punkte gëtt et och vill.

D'CSV huet gesot, an do ginn ech hir 100%eg Recht: „Lëtzebuerg ass keng rassistesch Gesellschaft!" An dunn ass et weidergaange mat: mee, mee, mee, mee, mee. Mir soen als ADR: Lëtzebuerg ass keng rassistesch Gesellschaft, weeder strukturell nach legal nach institutionell! Mir hunn eppes Fantastesches geleescht hei am Land. Mir hunn eng grouss Zuel vun Auslänner, mat déi héchst op der Welt fir e Staat. Mir hu Grousses geleescht, fir se bei eis opzehuelen. Mir hunn net vill Alldagsrassismus. Et gëtt es. Mir hu wierklech d'Recht, houfreg ze sinn op déi Manéier, wéi mir hei am Land mat der Diversitéit ëmginn.

An et ass dach ze einfach fir ze soen, well elo déi Affär mam George Floyd an Amerika war, fir eis hei Äschen op d'Stier ze streeën an ze soen: „Mir sinn och dorunner schëlleg." Mir sinn net dorunner schëlleg! Mee wou et Eenzelfäll gëtt, wou et Rassismus gëtt, musse mer natierlech dergéint optrieden.

Awer wat heescht dat konkreet? Loosse mer dach emol kucken, wat hei esou proposéiert gëtt an ob mer da wierklech Konsequenze wéilten dorauser zéien.

An der Schoul ass et net akzeptabel, wann e Kand gesot kritt: „Wéinst denger Hautfaarf gees de net an de Classique!", oder wéi och ëmmer. Natierlech net! Da kommt, mir maachen en Examen! Gitt Der dann dee Wee mat? En neutralen Examen, anonymiséiert, well et ass jo och eng Kritik un där Orientéierungsprozedur, déi mer elo hunn, wou eeben dat, wat hei gesot ginn ass, net anonymiséiert spillt. Da maache mer en anere Wee. Gitt Der dee mat?

An hei gëtt gesot: „Rassismus", och beim Mobbing bei Kanner. Et ass jo och dat, wat mir ëmmer gesot hunn: Et gëtt och Gewalt a Mobbing an de Schoulen. déi gréng hu mer d'lescht Kéier erkläert, dat wär alles net esou schlëmm, d'Gewalt wär haaptsächlech doheem. Nee. Da kommt, mir zéien d'Konsequenzen dorauser a mir maachen eng Politik, déi dat mat verhënnert.

Da gëtt hei dat gesot vum Logement. Déi Schwaarz hei am Land oder anerer sinn net déi Eenzeg, déi Problemer hu mam Logement. Mee wat si konkreet déi Propositiounen? An zu wat géif dat féieren? Wëlle mer higoen an de Proprietäre virschreiwen, u wie se solle verlounen an u wien net? Do soe mir: „Nee!" Dat ass den Droit de propriété: De Proprietär huet nach ëmmer d'Recht ze decidéieren, u wien e wëllt verlounen an u wien net! Wëllt Dir dat änneren? Sot eis dat!

Oder och mat de Sozialwunnengen: Mir hunn als ADR ëmmer derfir plädéiert, datt mer eng Lëscht, eng transparent Lëscht hei am Land hu mat de Sozialwunnengen, no objektive Krittären, wou jiddweree kann novollzéien, wéini en drun ass, fir eng Wunneng ze kréien. Do ginn awer vill Saachen hei am Land gemaach, déi net transparent sinn.

D'LSAP zum Beispill hat eng Pressekonferenz gemaach nach viru Kuerzem: Ee Logement fir en Demandeur de protection internationale an een da fir e Resident! Gëtt dat applizéiert? Mee dat ass alles anescht wéi transparent. Wa mer da gär eng Objektivitéit hätten an och Diskriminéierunge wëlle verhënneren, da gi mer op de Wee vun der Transparenz.

Oder d'Patronen, hei gëtt gesot: „Jo, um Aarbechtsmaart!" Wëllt Der dann d'Patrone forcéieren, datt Dir heibanne bestëmmt, d'CSV an all déi aner, déi mat esou Iddie kommen, wien de Patron soll engagéieren? Huelt Dir dann och de Risiko fir vläicht Defizienzen herno a senger Entreprise, wou de Patron awer da verantwortlech ass?

Ech mengen, mir sollten hei emol op de Buedem vun de Realitéite kommen an einfach soen, datt mer natierlech sollte probéieren, virbildlech ze agéieren, selbstverständlech, awer dach wannechgelift déi Grondprinzippien, déi den Erfolleg vun eiser Gesellschaft ausmaachen, hei net a Fro stellen.

D'Police ass genannt ginn. Ech mengen, et hat ee gesot: „Mir hu Gott sei Dank keng exzessiv Policeviolence!" Jo, mir als ADR, mir vertrauen eiser Police. Mir stinn hannert der Police. Déi Police huet eng ganz schwéier Situatioun all Dag ze meeschteren. A mir hätten och gär eng Éierlechkeet, a mir hunn et hei schonn e puermol gesot, an der Kommunikatioun vun der Police.

Mir haten eng Question parlementaire gestallt sengerzäit, wou Dir, Madamm Minister Cahen, bei der Police intervenéiert hat, well do Elementer an enger Täterbeschreiwung waren, déi Iech derangéiert hunn, an dësem Kontext iwwregens. Do krute mer eng Äntwert op déi parlamentaresch Fro, wou gesot gëtt, d'Police wier zoustänneg fir déi operationell Informatioun, an d'Regierung mécht dee politesche Volet.

Nee, mir wëllen eng Gesellschaft, an där Éierlechkeet ass, an där Transparenz ass. Wéi wëlle mer dann e Problem upaken hei am Land, wa mer mol net wëssen, wa mer net méi däerfe gewuer ginn als fräi Bierger, wéi d'Situatioun hei am Land ass? Wéi wëlle mer dann eng Situatioun soziologesch oder ekonomesch upaken an eppes verbesseren, wann d'Leit emol net méi am eegene Land gewuer gi vun där Police, déi si bezuelen, vun där Regierung, déi si bestëmmen, wat hei am Land lass ass?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Sidd Dir dann déi, déi de Leit hei soen: „Dir sidd net mündeg, Dir däerft net méi wëssen, well Dir potenziell Rassiste sidd, wat hei am Land lass ass!" Mat eis net!

Gradesou wéi d'Piraten. D'Piraten kommen heihinner, ech weess net, fir wat ... Ech weess iwwerhaapt net, fir wat se stinn, mee si sinn dach hei ugetratt iergendwéi als Internetpartei.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir stitt eebe fir Rassismus, Här Kartheiser, Dir weist et.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si sinn iwwerhaapt hei ugetrueden als Internetpartei

an ech héieren den Här Clement hei soen: „Mir mussen déi Kommentaren op Facebook an de Grëff kréien!" Ma mir wëlle keng Zensur! Well dat ass jo dat, wat eigentlech méi schlëmm ass: fir dat Iwwel vum Rassismus soi-disant ze heelen, hei eng ëmmer méi staark Zensur ze maachen, fir de Leit praktesch de Mond ze verbidden. Si mengen elo schonn, si kéinten net méi soen, wat se denken.

Et ass dach esou eng „chape de plomb" iwwert dem Land, esou eppes, wat der Demokratie schuet, der Meenungsfräiheet schuet, eigentlech deem, wat eis Gesellschaft ausmécht, deem fräie Charakter. An allkéiers, wann hei ee kënnt a seet: „Mir mussen dee Facebook, deen Internet besser kontrolléieren!", ass et dach e Schrëtt a Richtung Totalitarismus, dee mir als ADR op jidde Fall net matmaachen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et sinn hei Saache gesot ginn, déi selwer rassistesch sinn. Zum Beispill déi Iddi, datt hei „60 Wäisser" - ech mengen, den Här Margue war dat -, „60 Wäisser" iwwert de Problem schwätzen. Och dat ass eng Form vu rassistescher Bemierkung. Wat hätt Der gär?

Déi Definitioun vum Rassismus ..., an ech gesinn, d'Zäit leeft, dofir stellen ech der Regierung nach dräi Froen herno.

(Brouhaha)

Mee déi Definitioun vum Rassismus, dat ass dach eng Form vun deem moderne Verbalfetischismus. Mir wëssen dach - mir wëssen et an hei schwätze mer dauernd driwwer -, datt et ënnerschiddlech Mënsche gëtt! Et gëtt wäisser, et gëtt schwaarzer, et gëtt Asiaten, ob een dat elo eng Rass nennt oder eppes anescht. Ech hu mat Begeeschterung déi Kommentaren an déi Publikatiounen zu deem Theema gelies. Mee dat ass einfach ee Begréff duerch een aneren ersat, well et gëtt Ënnerscheeder tëschent de Mënschen! Et gëtt se geneetesch, et gëtt se an den Enzymmen, et gëtt se an dem Fonctionnement vum Kierper, et gëtt se an der Recherche médicale.

An déi selwecht Leit, déi hei d'Diversitéit héichalen an eiser Gesellschaft, si genau déi, déi de Begréff vun der Diversitéit wëllen ënnerdrécken, well se de Begréff vun de Rassen oder vun de geografesche Populatiounen oder de geneeteschen Iwwereneestëmmungen, wéi dat haut genannt gëtt, wëllen aus der Welt schafen. Wat hätt Der da gär?!

Ech wëll der Regierung dräi Froe stellen - well ech hunn nach 2 Minutten an 41 -, einfach fir emol ze soen, wou de Rassismus ass oder wou e ka sinn: eng un déi gréng, eng un déi Rout an eng un déi Blo.

Ech fänke bei deene Gréngen un. Den Här Margue interesséiert sech fir de Kongo vu viru ville Joren an e seet, mir missten eis als Lëtzebuerg entschëllegen, well e puer Lëtzebuerger am belsche Kongo waren.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Dat hunn ech net gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Oder ...

(Brouhaha et interruptions)

Boff. Okay, op jidde Fall huet de Vertrieder vun deene Gréngen och vum Kongo geschwat. Ech weess elo net de Verbatim, wéi, mee et ass och net dat, wat wichteg ass.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

Nee! Nee, nee, mäi Punkt ass deen hei: déi gréng an hirer Ried interesséiere sech méi fir de Kongo vu gëschter wéi fir de Kongo vun haut. An ech hu schonn e puermol gesot: Wéi ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... ass dat méiglech, datt déi Kanner, déi an de Kobaltminne sinn, dat sinn nämlech schwaarz Kanner, Iech net interesséieren? Datt Dir eng Elektromobilitéit hei subventionéiert op Käschte vu schwaarze Kanner am Kongo? Géift Dir, Här Turmes, dat och maachen, wann dat Dikrecher Kanner wären? 45 Meter ënnert dem Buedem! Elektromobilitéit, vum Staat finanzéiert, an et ass Iech objektiv komplett egal, wéi déi Kanner leiden! Ass dat och Rassismus? Eng Fro.

Eng Fro un déi Rout.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Eng Fro un déi Rout. Mir haten... Ou, elo ass ee gespaant, wat déi Rout als Fro kréien. Mee ech soen Iech, wat déi Rout als Fro kréien.

(Brouhaha et interruption)

An der Entwécklungshëllef: De President Trump, deen hei am Sall bei villen net populär ass, ...

Une voix.- Bei lech awer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... huet virun enger gewëssener Zäit Ofdreiwungsprogrammer an Afrika gestoppt, well en dat net fir moralesch hält - do ginn d'Meenungen auserneen -, an direkt huet eng hollännesch Ministesch gesot: „Da sprange mir dohinner!" She decides! An d'Lëtzebuerger Regierung ënner engem LSAP-Minister, deen zoustänneg war, huet direkt gesot: „Mir finanzéieren dat mat."

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- U sech finanzéiere mir Ofdreiwung an Afrika. Do kann een diskutéieren: Ass do net och e rassisteschen Aspekt wéinst der Bevëlkerungsexplosioun op deem Kontinent? 8,2 Milliounen Ofdreiwungen d'lescht Joer.

Une voix.- Wou sidd Der déi Zuel do da siche gaangen ...?

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass do net och e rassisteschen Aspekt?

Drëtt Fro, un déi Blo.

Une voix.- Wou ass do dat Rassistescht?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Drëtt Fro un déi Blo. Eng vun deene schlëmmste Forme vu Rassismus ass den Antisemitismus. Gëschter hu mer de Rapport kritt hei vum RIAL (ndlr: Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg), an de Champion vum Antisemitismus zu Lëtzebuerg, esou wéi am Rapport beschriwwen, ass alt nees de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. E Kommitee, dee vun der Regierung massiv ënnerstëtzt gëtt an deen d'Recht huet, an eise Schoulen opzetrieden, ënnert der Verantwortung vun engem DP-Minister. Misst d'DP net e bësse méi sensibel sinn um Dossier Antisemitismus? Och dat ass eng Fro.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, d'ADR ass ganz kloer, an ech wëll do keen Zweifel loossen, eng Partei, déi géint de Rassismus ass! Géint de Rassismus! Awer Dir fannt eis net op der Säit vun deenen, déi mengen, de Rassismus géif doduerch bekämpft ginn, datt mir eis Fräiheete beschränken, datt mir eng Hypokrisie ënnerstëtzen, datt mir leegnen, wat gutt an eiser Gesellschaft ass. Oder datt mir de Lëtzebuerger am Allgemengen e Reproche géife maache fir eppes, e Reproche, dee se net verdéngen! Well, wéi gesot, mir hu Groussaarteges hei am Land fir d'Integratioun geleescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, och wann dat dem Här Kartheiser net gefält, wéilt ech awer och ënnersträichen, datt et tatsächlech net esou evident ass, iwwer Rassismus ze schwätzen, wann een e wäisse Mann ass, esou wéi dat bei mir eeben och de Fall ass. An dat huet einfach nëmmen domadder ze dinn, datt een ni Affer war vum Rassismus. Dann ass et och schwéier anzeschätzen, wéi sech dat am Alldag uspiert.

Et ginn der natierlech, déi behaapten, als wäisse Mann wier et apaart schwéier, als Wäisse wier een och Affer vu Rassismus oder als Mann wier ee souguer Affer vun der Diskriminéierung duerch d'Fraen oder duerch de Feminismus. Ech kann nëmme vu menger Perspektiv aus schwätzen: Ech sinn elo zënter 41 Joer e wäisse Mann, an ech mengen net, datt dat sech wäert änneren, ...

(Hilarité)

... an ech hat ni den Androck - ech hat ni den Androck, ech soen „ni den Androck", keng eenzeg Kéier a mengem Liewen! -, wéinst menger Hautfaarf oder mengem Geschlecht op iergendeng Manéier et am Liewe méi schwéier gehat ze hunn. Ganz am Géigendeel, ganz am Géigendeel!

Natierlech kann een diskriminéiert ginn, well een aarm ass zum Beispill, oder dem Proletariat entsprëngt, mee net, well een e Mann ass, oder net, well ee wäiss ass. Dat stëmmt net!

Wann een awer e Mann ass, wäiss ass a wuelhabend, ech mengen, dat spillt och eng Roll, an d'Eltere waren et och, dann ass et natierlech einfach ze soen, datt déi ganz Diskussioun iwwerdriwwe wier. Firwat soll ee sech bekloen, wann een d'Diere scho bei der Gebuert all opgemaach krut? Ech géif souguer souwäit goen a behaapten, wann ech géif gefrot ginn, mech ze reinkarnéieren - ech gleewen zwar net dorunner -, mee da géif ech nëmmen aus Kamoudheet mech fir dee selwechte Programm entscheeden, wäiss an e Mann, awer nëmmen aus Kamoudheet.

(Interruption)

Jo, well et ass weiderhi méi einfach als wäisse Mann wéi als schwaarz Fra op dëser Welt, an Europa, op jidde Fall!

A bon, et huet jiddwereen och iwwert dee leschte „Kloertext" geschwat. An de Microtrottoir, dee virdru gewise gouf, deen ass immens interessant, well déi, déi gefrot ginn a soen: „Jo, et gëtt eng Form vu Rassismus hei zu Lëtzebuerg op déi eng oder aner Aart a Weis!", waren éischter jonk Leit an och déi mat engem Migratiounshannergrond, meeschtens, net nëmmen. An da gouf et dräi Persounen, eeler Hären, an déi och, mengen ech emol, net zu deenen Äermste gehéieren, déi gesot hunn: „Nee, hei leeft et u sech relativ gutt!"

Ech wëll bei Wäitem net domadder behaapten, datt déi Hären iergendwéi rassistesch wieren. Mee ech wëll domadder behaapten, datt et awer méi schwéier ass fir gewësse Leit, déi ni ënner Rassismus gelidden hunn, well se éischter zu deene verschiddensten dominante Kategorië gehéieren, fir dat iwwerhaapt kënnen ze verstoen.

Et ginn awer Leit, ech kennen der vill, an et ginn der souguer och hei an dëser Chamber, déi vläicht Häre sinn, vläicht souguer eeler Häre sinn, déi vläicht och souguer aus guddem Haus kommen, déi sech awer mat der Fro auserneesetzen. Et ass net onméiglech, empathesch ze sinn. Et ass net onméiglech, deem aneren nozelauschteren, deen an enger anerer Situatioun ass, an net nëmme vu sengem Standpunkt aus ze kucken. Well dat ass eng kannereg Approche, soen ech. Et ass eng kannereg Approche, fir ze mengen: Mir geet et gutt, da geet et der Gesellschaft gutt, da brauch een näischt méi dorunner ze änneren!

An dat si meeschtens och déi Leit, déi grad déi Denkmaldiskussioun net esou richteg verstinn - well dat huet een och gemierkt.

Et ass jo meeschtens elo den Orwell erausgekroopt ginn - deen Aarmen, wann deen dat géif erliewen -, wou dann de Winston Smith, den Protagonist vun „1984", zitéiert gëtt, wéi e seet, de Regimm vun Ozeanien, dee wéilt d'Vergaangenheet fäerdegmaachen.

Déi Parallell hierzestellen, ass total falsch, well grad eng vun de Grondiddie vum Orwell fënnt een net nëmmen a sengem Haaptwierk „1984" erëm, mee an der „Animal Farm" fënnt een dat erëm, an „Homage to Catalonia", „Dans la dèche à Paris et à Londres" - ech weess net méi, wéi een et op Englesch seet - an esou weider. D'Haaptiddi, do geet et allkéiers ëm d'Geschichtsverzerrung an d'Inversioun vun de Fakten, fir nei Dominatiounen ze schafen.

Et geet guer net drëms, alles futti ze maachen oder Denkmaler futti ze maachen. Mee et geet drëms, déi ganz Geschicht ze erzielen. A grad dann déi Denkmaler hei an der Géigend - do diskutéiere mer iwwert dee fréiere belsche Kinnek Leopold II -, déi reie sech jo grad an dës Logik a vu subjektiver Interpretatioun vun der Geschicht am Sënn vun den herrschende Klassen. Et steet jo och eppes drënner, ënnert deene Statuen, wéi mer ganz genau wëssen: „À la gloire", ech weess net méi ganz genau, „du roi Léopold qui a apporté la civilisation au Congo". Et ass komesch, datt d'Kongoleesen dat ganz aneschters gesinn. Si nennen hien „le Hitler africain", an net fir näischt! An ech mengen, si hunn net Onrecht domadder.

Bon, de belsche Kinnek elo, de Philippe, dee regrettéiert déi Situatioun. Ech fannen et e bësse schwaach, muss ech awer éierlech soen, well e regrettéiert an e seet och net ganz genau, wat geschitt ass. Hien hätt kënnen e klengen Effort maachen. Bon!

An natierlech, dat ass och schonn ugeschwat ginn, mir haten och eng Vergaangenheet am Kongo. Et waren net just e puer Leit, déi dohinnergaange sinn, an et war och verstréckt mam Lëtzebuerger Staat. Ech invitéieren Iech all, dat Buch vum Régis Moes ze liesen. Et ass immens interessant.

(Interruption)

Ech mengen, mir mussen eis iergendeng Kéier och mat de Konsequenzen auserneesetzen. Mir mussen eis Froe stellen, vläicht och d'Fro vun de Reparatiounen opwerfen. An ech mengen, et wier vläicht un der Zäit an et wier och zur Éier vun der Chamber, vläicht un enger Resolutioun ze schaffen. Mir wollte se net selwer virbereeden, well mer mengen, datt dat eng iwwerparteilech Saach misst sinn. Ech mengen, dat wier eng interessant Saach.

Et ginn natierlech och Stëmmen, déi soen: „Allez hopp, déi Saach mam Kolonialismus, dat muss een nuancéiert gesinn! Déi bekannten „nuancéiert" Leit, d'Leit, déi ëmmer alles wëllen nuancéieren. Et ass net alles schwaarz a wäiss. Mee déi Argumentatioun ass absurd! Well déi kann een un all, all Regimm applizéieren. An et deet mer leed, déi kann een och un de Faschismus an och nach à la limite un den Nationalsozialismus applizéieren: nuancéiert kucken. Si mer bereet, esou Regimmer nuancéiert ze kucken? Ech mengen net. Ech sinn op jidde Fall net dozou bereet.

An dann dat anert Argument: d'Infrastrukturen, déi do opgebaut gi sinn. Jo, d'Kolonialhären hunn Infrastrukturen am Kongo an op anere Plazen opgebaut. Mee firwat? Si haten eng utilitaristesch Approche. Et ass drëms gaangen, datt déi Infrastrukturen hu missen dozou déngen, fir justement d'Kolonialherrschaft weider ze festegen.

Zu der Beweegung „Black Lives Matter", wat op Lëtzebuergesch iwwersat heescht „Schwaarzt Liewen zielt". Et ginn natierlech Leit, déi soen: „O nee, et muss ee soen "All Lives Matter" ". Mee dat ass, wéi wann ee géif soen, et dierft een zum Beispill net méi vum Antisemitismus schwätzen ënnert dem Virwand, datt et och e Rassismus géint aner Communautéite géif ginn, géint Schwaarzer, géint Homosexueller, géint reesend Leit, et cetera, et cetera.

Jo, et gi vill Forme vu Rassismus. Mee den Antisemitismus ass eng spezifesch Form vu Rassismus, exklusiv geriicht géint d'Judden, wéi och déi verschidde Rassismen, wéi d'Negrophobie an esou weider, géint spezifesch Persoune gericht gi si mat och spezifeschen Auswierkungen oft an der Geschicht. Wann een zum Beispill vum Antisemitismus schwätzt, da schléisst ee jo och keng aner Forme vu Rassismus aus. Meeschtens leiden Antisemitte souwisou och nach ënner anere Forme vu Rassismus, muss een och soen.

A „Black Lives Matter" ass genau dat selwecht. Dat heescht souvill wéi ze soen, datt et an den USA, awer net nëmmen an den USA, e spezifesche Rassismus- an Diskriminéierungsproblem gëtt vis-à-vis vu Schwaarzen. Et ass komesch, datt am Joer 2020 dat nach ugezweifelt gëtt.

Rassismus ass keen individuelle Problem, zum Beispill ronderëm déi Diskussioun iwwert d'Gewalttätegkeete vun der US-amerikanescher Polizei vis-à-vis vu Schwaarzen. Wat ee verstoe muss, ass, datt déi Beweegung jo emol net behaapt, datt all individuelle Polizist e Rassist wier. Et gi souguer Polizisten an den USA, déi sech mat dëser Beweegung solidariséiert hunn. Dat wat déi Beweegung uprangert, ass e System, en net formale System, mee eng strukturell, politesch, sozial an ekonomesch Praxis, déi doranner besteet, schwaarz Mënschen un de Rand vun der Gesellschaft ze drängen.

An do gëtt et e konkreet Beispill, historesch, dat Beispill vun dem „redlining". Dir wësst et vläicht, an den 30er Joren huet de Roosevelt jo am Kader vu sengem New Deal esou e Programm gemaach, wou ee Prête konnt einfach kréien, fir en Haus ze kafen, en eegent Haus. Dat war alles ganz gut, just datt duerno urbanistesch ganz konkreet Quartiere mat enger rouder Linn esou getrennt goufen. U sech, wann een op där enger Säit gelieft huet, op der richteger Säit gelieft huet, da krut een e Prêt, a wann een op där falscher Säit gelieft huet, an dat waren - duerch Zoufall -d'Quartieren, wou Schwaarzer gelieft hunn, krut ee kee Prêt.

Duerno, 1947, ass och nach e Gesetz komm, d'Levitt-Gesetz, wat gesot huet, datt schwaarz Leit net konnten déi aner Säit vun dëser Linn liewe goen. 1947 waren an den USA nach ëmmer keng fortschrëttlech Saachen. Bon! An net nëmmen an de Südstaaten! Dat Gesetz ass natierlech ofgeschaaft ginn.

Mee an der Tëschenzäit konnten déi, déi e Prêt kruten, déi an deene bessere Quartiere gelieft hunn - dat ware Wäisser, an et ass net hir Schold, datt si dovunner profitéiert hunn, tant mieux fir si -, mee déi konnten natierlech Kapital accumuléieren, si konnten hir Kanner op d'Uni schécken. An d'Inegalitéiten hu sech weiderhi verschäerft bis haut, bis haut, soudatt et déi Quartieren nach ëmmer gëtt, datt et nach ëmmer déi Segregatioun bis haut gëtt.

Wann een net versteet, datt dat nach ëmmer eng Realitéit ass a wann een net versteet, datt déi racial an ekonomesch Segregatioun u sech Hand an Hand matenee ginn an datt dat och Auswierkungen huet bis haut par rapport zur Gewalt, par rapport zur Police ... Natierlech, wann een aarm ass, geet een heiansdo aner Methode sichen, déi vläicht manner legal sinn, an et fält een an en aneren Däiwelskrees eran. „Dann huet een och mat anere Konsequenzen ze rechnen", dat ass dat, wat gesot gëtt.

An ech mengen, dee Problem vun de rassiséierte Mënschen ass net just en amerikanesche Problem. Ech mengen, do gëtt et och e Méssverständnes. Et gëtt ëmmer gesot: „Voilà, dat Wuert ‚rassiséiert' däerf een net benotzen, well et keng Rasse ginn." Jo, selbstverständlech

ginn et keng Rassen ënnert de Mënschen. Mee de Problem ass, déi Leit, déi kruten eng Zouschreiwung, si si „rassiséiert" ginn. Si krute gesot: „Du bass e Schwaarzen, du bass en Asiat, du bass e Judd, du bass en Zigeiner", an esou weider. Si sinn an eng gewësse Situatioun gedriwwe ginn. An dofir, dat hat eng Konsequenz politesch, ekonomesch a sozial, an et sinn natierlech déi Éischt, déi géint de Rassismus kämpfen.

Ech muss elo ganz schnell maachen. Ech wollt just nach zur Konklusioun kommen. Och wann et formal keng Gesetzer ginn - déi napoleonesch Gesetzer hunn d'Judden emanzipéiert, och hei zu Lëtzebuerg -, heescht dat, datt op eemol den Antisemitismus verschwonne wier hei zu Lëtzebuerg? Bei Wäitem net! Et huet jo nach laang gedauert an et hat duerno souguer nach katastrophal Follgen. Also d'formal Realitéit an duerno déi richteg Realitéit, sozial, politesch, ekonomesch Realitéit, dat ass zweeërlee.

Ech wollt awer nach just soen: Mir mussen eis dekoloniséieren, och an eiser Approche mat Afrika, mat de Fräihandelsverträg zum Beispill, déi weiderhin nach ëmmer eng kolonial Approche hunn.

A schlussendlech wollt ech awer nach drun erënneren, well et betrëfft eis all, déi Saach: A senger Korrespondenz mam Abraham Lincoln huet de Karl Marx geschriwwen, hie géif en natierlech ënnerstëtzen a sengem Feldzuch géint d'Sklaverei an e géif nach ënnersträichen, d'Befreiung vun de Sklave wier eng éischt Etapp fir d'Befreiung vun der ganzer Mënschheet, déi ënnert dem Joch vum Kapital ze leiden hätt.

Dofir, ech mengen, den Haaptmessage ass nach weiderhin deen: Wann ee géint de Rassismus geet, wann ee géint all Form vun Hierarchiséierung geet, wann een och géint all Denkweis geet, déi doranner besteet: „Et ginn Hären an et gi Sklaven, et ginn Décker an et gi Klenger", dann hu mer nach ëmmer all, déi ganz grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung hei op dëser Welt, eppes ze gewannen!

An ech mengen, den Haaptmessage ass weiderhin deen: Mir wëllen einfach keng Hären. Mir wëllen all fräi Mënsche sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo laang iwwer Rassismus an Diskriminatioun diskutéiert. An ech mengen, datt et nach vill méi dozou ze soe géif ginn. Dofir erlaabt mer, datt ech ganz kuerz och schonn zur Motioun an zur Resolutioun schwätze vun de Kolleege vun der Majoritéit. Dat sinn zwou gutt Initiativen, déi mir kënnen esou matdroen. Ech deelen awer do och dem David Wagner seng Meenung, datt et vläicht gutt gewiescht wär, zumindest d'Resolutioun mat gréisstméiglecher Zoustëmmung heibannen zesummenzekréien. Eventuell léisst sech do jo nach eppes maachen.

Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech och nach zwee Texter deposéieren. Dat eent, dat ass eng Resolutioun, déi u sech fuerdert, d'Fuerderunge vu „Black Lives Matter Lëtzebuerg" unzeerkennen. Ëm wat geet et dobäi? Ma et ass ganz einfach: „Black Lives Matter Lëtzebuerg" luttéiert fir eng „transformation sociale à travers le changement du traitement et de la perception des personnes subissant des discriminations". Ech mengen, dat ass eng Fuerderung, där mer eis hei net sollte verschléissen. Dat ass un d'Chamber adresséiert. Dat ass, fir datt mir als Chamber eis do och bewosst sinn, wat et heescht, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi am Reen, trotz Corona, virun der amerikanescher Ambassade demonstréiert hunn, eebe fir dem George Floyd ze gedenken, mee net nëmmen, mee fir insgesamt op systeemesch Diskriminatioun hinzeweisen.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

décide

- de reconnaître officiellement la légitimité des revendications des manifestants de #blacklifematters au Luxembourg.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat Zweet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Motioun, déi d'Regierung invitéiere géif, fir en État des lieux ze maachen iwwert d'aktuell Legislatioun am Beräich vun der Antidiskriminéierung. Dat ass mam Zil, datt dësen Debat hei net haut ophält, mee datt mer eeben déi Datebasis hunn. De Paul Galles huet virdrun ugefaange mat de statisteschen Datebasen. Ech mengen, datt mer awer och mussen eng Kéier eis Legislatioun op de Leescht huelen, datt mer musse kucken: Wat hu mer schonn a wou geet et net duer? An dat ass nun emol esou, datt an eiser spezieller Form vum Parlamentarismus, wéi Lëtzebuerg dee lieft, d'Regierung do weess, wéi eng Gesetzer se schonn huet, an der Pipeline huet, a potenziell eis dann och ka weisen, wat do nach an hiren Ae soll verbessert ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à dresser un état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires dans tous les domaines et à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- An da profitéieren ech vu menge puer Minutten, déi mer nach bleiwen u Riedezäit, fir awer op een „Eenzelfall", wéi en et selwer genannt huet, hei zréckzekommen. An ech hoffen, datt den Här Kartheiser wierklech en Eenzelfall ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well esou e Brach hunn ech scho laang net méi héieren hei am héijen Haus!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Als Éischt ënnerstellt e mer Saachen, déi ech net gesot hunn. An, Här Kartheiser, Dir sidd en intelligente Mënsch, a wann Der litt, just fir e politesche Punkt ze maachen, dann ass dat aarmséileg! Mat kengem Wuert a menger Ried hunn ech gesot, datt iergendwellech Zensur misst kommen. Ech hu mat kengem Wuert gesot, datt iergendee vun deene Commentairen, déi Dir zitéiert hutt - warscheinlech komme se vun Ære Wieler -, geläscht muss ginn. Nee, ech hu gesot, mir sollte se net onkommentéiert stoe loossen. Ech hunn un den Zivillcourage vun all den Antirassisten hei zu Lëtzebuerg appelléiert fir ze widderspriechen, fir den Debat net ze scheien, fir eebe grad an den Debat eranzegoe mat Argumenter, fir ze weisen, wou divideiert gëtt a wou net.

Ech hunn net gesot, mir wéilten eng Zensur. A wann den Här Kartheiser dat hei um Podium behaapt, da litt en! A wie litt, dee kann ech net ganz eescht huelen.

(Interruption)

An dat Schlëmmst ass: Mir schwätzen hei zwou Stonnen iwwer Rassismus, an zéng Minutten dovunner schwätzt een, dee sech all eenzelt Argument vun „Ech si kee Rassist, mee ..." zu eege mécht, fir hei zéng Minutten um Podium …

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- An dat ass Meenungsfräiheet, dat ass keng Zensur! Den Här Kartheiser huet dat Recht, fir hei ze soen, hie wär anerer Meenung wéi d'Majoritéit. Ech sinn heefeg anerer Meenung wéi d'parlamentaresch Majoritéit. Dat ass e gutt Recht. Mee dann ze mengen, datt ee misst hei am Debat vu Rassismus iwwert d'Zensur schwätzen, déi mat kengem Wuert ugeschwat gouf, wärend ee gläichzäiteg déi Dausende vun Doudegen, déi duerch Lëtzebuerger am Kongo zustane koumen, denigréiert ... Jo, och dat ass erëm, och dat Wuert „denigréieren" ass esou iergendwou e bësse rassistesch, e bëssen implizitt eppes gemengt, wat explizitt net däerf gesot ginn. A genau dat huet den Här Kartheiser hei gemaach. En huet grouss Wierder benotzt, fir an engem Debat déi Kleng nach méi kleng ze schwätzen. En huet grouss Wierder benotzt, fir vun „Eenzelfäll" ze schwätzen.

(Interruption)

Ech si frou, datt den Här Kartheiser heibannen ee vun de wéinegen „Eenzelfäll" ass, wann et ëm déi Attitüd geet. Well leider ass Rassismus, an dat hunn déi meescht Riedner heibannen haut wierklech gutt illustréiert, keen Eenzelfall. Et ass keen Eenzelfall, wat Leit, déi net wäiss sinn, reegelméisseg ze héiere kréien. An et ass leider keen Eenzelfall, datt vill ze heefeg Wäisser derniewentstinn a just hir Zéiwespëtze kucken, well se net wëssen, wéi se mat Zivillcourage deem eppes entgéintsetze sollen.

Dorunner musse mer schaffen, datt mer eis alleguerten trauen, de Mond opzemaachen, wann een Haass verspreet, de Mond opzemaachen, wann een anerer méi kleng mécht wéi se sinn, de Mond opzemaachen, wann een der Meenung ass, datt een awer gutt Lëtzebuergesch schwätzt fir déi Hautfaarf oder fir dat Erscheinungsbild, wat en huet.

Mir mussen alleguerten de Mond opmaachen, an dofir däerf een esou Deklaratiounen net einfach am Raum stoe loossen. An ëmsou méi schlëmm gi se, wa se op Lige baséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären den Initiateure vun dëser Heure d'actualité villmools Merci soen. Ech denken, dass et wichteg ass an dësem Kontext, mee awer och ausserhalb vun dësem Kontext, ëmmer nees iwwert d'Theema Rassismus an Diskriminéierung ze schwätzen, Diskriminéierung am Allgemengen. An ech mengen, dass dat vun deenen allermeeschten de Mëtten hei och esou gemaach ginn ass.

Et ass net, well zu Lëtzebuerg manner Rassismus ass, dass een net soll driwwer schwätzen. Dat war eng Ausso an deem „Kloertext", deen haut e puermol zitéiert ginn ass. An ech denke mer, wann ee sech diskriminéiert fillt, dann hu mer e Problem mat Diskriminatioun. An da musse mer kucken, dass mer dee Problem an de Grëff kréien.

Rassismus an der Gesellschaft, dat ass ganz sécher e Problem, dee weltwäit existéiert. En existéiert leider och hei zu Lëtzebuerg. An dofir sollt een och reegelméisseg iwwert dës Problematik hei eebe schwätzen.

Mir hunn, dat ass och gesot ginn, hei zu Lëtzebuerg eng oppe Gesellschaft. Mir setzen eis all Dag derfir an, dass dat och esou soll bleiwen. Mee Lëtzebuerg muss och eng inklusiv Gesellschaft sinn, wou et egal ass, wou een hierkënnt, egal, wien een ass, egal, wéi eng Relioun een huet, wéi eng Hautfaarf, wéi eng sexuell Orientéierung dass een huet. Dat muss egal sinn. Et soll een op Kompetenze bewäert ginn an net op iergendeppes aneschters.

Lëtzebuerg muss eng Gesellschaft sinn, déi hire Räichtum aus der kultureller Diversitéit erauszitt. An ech zitéieren do elo direkt schonn de Charles Margue, dee gesot huet: „Den Eloge vun der Diversitéit däerf keen Alibi sinn." Dat ass richteg! Mir hunn eng diversifiéiert Gesellschaft. Mir sinn alleguerten aneschters. Dat ass och d'Stäerkt vun eisem Land! Mee dat soll awer net den Alibi sinn dofir, dass mer net iwwer Rassismus däerfe schwätzen, dass mer net iwwer Diskriminatioun däerfe schwätzen an dass mer esou maache sollen, wéi wann et dat hei zu Lëtzebuerg net géif ginn.

Inklusioun an Integratioun, gelieften Diversitéit, dat mécht sech leider net vum selwen, an dat gesi mer och all Dag. D'Regierung, déi hëlt dat Theema natierlech ganz seriö. A mir hunn eis am Koalitiounsaccord dozou verflicht, fir e gutt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze förderen. Mir schaffen dofir zesummen op allen Niveaue vun der Gesellschaft.

Beim Staat zum Beispill hate mer elo dat Gesetz vun der Accessibilitéit, wat de Max Hahn zitéiert huet, wat um Instanzewee ass. Och dat ass géint Diskriminatioun, dat ass d'Gesetz och, fir d'Accessibilitéit eebe fir jiddwereen ze garantéieren. Bei de Gemenge schaffe mer dorun, natierlech. Ech denken do zum Beispill un d'CCCIen (ndlr: CCCI Commission consultative communale d'intégration), déi Integratiounskommissiounen, déi deelweils wierklech Formidabeles leeschten.

Ech denken awer och un d'Veräiner! D'Veräiner, wou d'Integratioun, d'Inklusioun sech am Alldag lieft, wou een net jugéiert gëtt no senger Hautfaarf, wou een néierens sollt iwwregens jugéiert ginn no senger Hautfaarf, mee no sengem Kënnen an no sengem Matmaachen, a wou vläicht och de Rassismus kann an deem Sënn bekämpft ginn, well ee sech kenne léiert. Ech weess net méi, wien et gesot huet, mee wann een deen anere kenne léiert, dann huet ee schonn e gutt Stéck vun der Debatt hannert sech, well da gesäit een, dass mer alleguerte Mënsche sinn an dass jiddweree seng Stäerkten a seng Schwächten huet.

Den Departement vun der Integratioun am Familljeministère, dee gëtt et elo zënter annerhallwem Joer. Deen ass amgaang, nei Impulser ze ginn a sech Moyenen ze ginn, fir eeben déi vill Mesuren aus dem Plan d'action national Integratioun ëmzesetzen. Dobäi baut den Integratiounsdepartement op Instrumenter op, déi mer mat vill Erfolleg zënter Laangem och notzen. Ech denken do zum Beispill, an déi ass och schonn ugeschwat ginn, un d'Charte de la diversité Lëtzebuerg oder och nach un d'Diversity Awards.

Et gëtt och en neien Elan an der Zesummenaarbecht mat den Associatiounen a mat de Ge-

mengen. Mee mir wëllen awer do net stoe bleiwen. Mir mussen eis weider Moyene ginn, och Moyenen, fir méi déif gräifend Analysen ze maachen, fir verschidde Phenomeener an eiser Gesellschaft ze detektéieren, se ze analyséieren an dorauser och déi richteg politesch Konsequenzen ze zéien, esou wéi den Yves Cruchten dat gesot huet.

Mir mussen nämlech aus deem Emotionalen erauskommen! Mir mussen d'Diskussioun versachlechen. Mir brauche konkreet Mesuren, déi een och moosse kann. An dofir brauche mer natierlech och objektiv Donnéeën.

Déi Motioun, déi d'Majoritéitsparteien haut de Mëtteg hei deposéiert hunn, ass, fannen ech, ganz nëtzlech, well mir mussen onbedéngt méi objektiv Donnéeën eebe kréien, wat d'Diskriminatioun hei am Land ugeet. Déi Motioun confirméiert déi Approche a si gëtt eis, der Regierung, zousätzlechen Elan, fir grad an dësem Beräich méi genee hinzekucken a méi cibléiert Äntwerten dann dee Moment och kënnen ze ginn.

Well, jo, Diskriminatiounen existéieren, a mir sollen als Gesellschaft genee kucken, wat d'Ursaache vun deenen Diskriminatioune sinn. A mir sollen och vehement géint déi Diskriminatioune kämpfen, wa mer wëllen eng oppen an inklusiv Gesellschaft bleiwen.

Ech zitéieren de Régis Moes, och nees am „Kloertext", dee gesot huet: „Dat, wat vläicht nei ass zu Lëtzebuerg, dat ass, dass effektiv déi Betraffe sech elo emol äusseren an op dee Problem hiweisen. Dat heescht, dass et vläicht eng Prise de conscience bei der gesamter Gesellschaft brauch. Et ass eng Verantwortung vun eis all. A mir mussen eebe léieren, dass Saachen, déi mer soen, aner Leit blesséieren. Domat fänkt et schonn un."

Am Plan d'action national d'intégration, do ass d'Lutte géint d'Diskriminatioun en transversaalt Theema, well et betrëfft allméiglech Beräicher. Am Kader vum Appel à projets goufen iwwregens dräi Projeten zréckbehalen a ginn deemno och finanzéiert, Projeten, wou et ëm d'Bekämpfung vum Rassismus geet.

Dat Éischt - ech soen Iech se séier -, dat ass eebe vum Dokumentatiounscenter iwwert d'Migration humaine. De Projet heescht „À fleur de peau - être de couleur au Luxembourg". Do geet et drëms, en Istzoustand ze maachen, wéi méi donkelhaiteg Leit am Espace public, zum Beispill an de Medien, an de Reklammen, an de Muséeën, representéiert sinn, dëst fir eeben ze verstoen, ob och hei Diskriminatioune sinn.

Den zweete Projet ass en Empowermentatelier „Peanut Project" vu Lëtz Rise Up Asbl. Do geet et drëms, verschidde Frae mat ganz ënnerschiddlechen Hannergrënn ze ënnerstëtzen, wa se sech selbststänneg wëlle maachen.

An deen drëtte Projet, dat ass ee vu respect.lu, „Dialog statt Hass" heescht deen. Mir gesinn, dass ëmmer méi Hatespeech am Internet gemaach gëtt, notamment op de Social Media, déi jo haut och schonn ugeschwat gi sinn. Ech soen Iech just eng Kéier pour info: D'Police huet an deem Kontext 2019 op 50 Dossieren enquêtéiert géint 20 2018. Also, mengen ech, ass et wierklech méi wéi néideg, dass mer och do opklären a géint den Hatespeech virginn.

D'Justizministesch wäert no mir schwätzen. Mee et stëmmt net, dass een am Internet egal wat däerf schreiwen! Et stëmmt net, dass een am Internet egal wat géint egal wien däerf soen! Dat geet net! Och do hu mer Gesetzer an och dat muss bestrooft ginn, wann ee rassistesch Sätz an den Internet, op Facebook oder op soss Social Media oder op soss Plazen hischreift.

Mir sollen net vergiessen, dass Diskriminatioun kee Kavaléiersdelikt ass. Si gëtt vum Gesetz bestrooft, d'Diskriminatioun. Et ass d'Verantwortung vun eis alleguerten, fir fir déi oppen an inklusiv Gesellschaft a géint d'Diskriminatioun ze kämpfen.

Den honorabelen Deputéierte Clement huet et gesot: De Legislateur kann dat net eleng! Nee, jiddweree vun eis muss et, souwuel heibannen, mee och dobaussen, a jiddwereen ass mat responsabel dofir, dass mer eng oppe Gesellschaft sinn an dass mer géint Diskriminatioune kämpfen.

Et ass wichteg, dass d'Affer vun Diskriminatioun och driwwer schwätzen an dass déi Persounen, déi diskriminéieren, och bestrooft ginn, souwuel am reelle Liewe wéi och, wa se um Internet diskriminéieren. Bestrofen ass awer net eleng d'Léisung. Mir mussen d'Valeure vun enger oppener an inklusiver Gesellschaft no baussen droen. A mir mussen eis fir en harmonescht Zesummeliewen asetzen an eisem Alldag.

Vläicht nach e Wuert dann och zum CET. Ech mengen, souwuel de Paul Galles wéi och anerer hu gesot, dass dee muss gestäerkt ginn, de Centre pour l'égalité de traitement. De CET soll d'Plaintë géint Diskriminatioun entgéinthuelen, vun all Diskriminatioun. Fir e Statut ze hu wéi dee vum Ombudsman, gouf de CET eeben un d'Chamber rattachéiert. Ech fannen et eng gutt Iddi, dass d'Chamber sech d'Moyene wëllt ginn, fir d'Missioune vum CET ze iwwerdenken an em weider Moyenen eeben zur Verfügung wëllt stellen.

Well och dat ass aus deem „Kloertext" kloer ginn, an och, wann ee soss mat Leit schwätzt: Wann ee sech diskriminéiert fillt, da weess een dacks net, wou ee sech muss hiwennen, da weess een net, u wéi eng Instanz ee sech ka wennen. An ech mengen, do muss de CET gestäerkt ginn. An et stëmmt, dass en och der Chamber rattachéiert ginn ass an der Iddi, fir eeben d'nämmlecht wéi den Ombudsman och kënnen ze fonctionéieren als onofhängeg Instanz.

Ech kucken eng Kéier séier meng Notten, well et ass vläicht awer eng Saach, op déi ech nach eng Kéier ganz kuerz wëll agoen - ech hu mer iwwerluecht, ob ech dat wéilt oder net -, nämlech op dem Här Kartheiser säi Schlusssaz. Fir de Rescht, do sinn ech souwisou net mat em averstanen. Mee wann Der sot, wann Der de RIAL-Déngens (veuillez lire: de RIAL-Rapport) hei weist - Dir hutt jo un dräi Parteien eng Fro gestallt - an Dir schwätzt da vun Antisemitismus, wann ech dosëtzen a jiddweree weess, dass ech vu Relioun hier jiddesch sinn, an Dir sot dann: „Grad d'DP misst jo do da reagéieren!" an esou weider, abee, ech fannen, dass dat eng Form vun Diskriminatioun ass!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Minister, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Villmools merci, Madamm Cahen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet d'Wuert fir Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech hu verzicht, op dem Här Clement seng Kommentaren ze äntwerten, well ech ëmmer mengen, datt eng parlamentaresch Debatt e gewëssenen Niveau net sollt ënnerschreiden.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt domadder ugefaangen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mee bei der Madamm Minister ass dat anescht. Si representéiert hei d'Regierung. An dofir ass et wichteg, datt mir als Parlament besonnesch gutt drop oppassen, wat si hei seet.

Si huet awer, souwäit ech dat verstanen hunn, an ech wëll dat kloerstellen, elo an hirer Qualitéit als DP-Parlamentspresidentin zum Schluss geschwat, well si jo och op hir Partei ugespillt huet.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

Ech mengen, dat war esou.

Da wëll ech soen, dat ass komplett onofhängeg vun Ärer Relioun, Madamm Minister, datt ech dat soen. Ech hunn zu kengem Abléck op Iech an Ärer Qualitéit als eng Persoun vu jiddeschem Glawen ugespillt. Dat géif ech hei och net maachen. Dat huet hei iwwerhaapt näischt verluer.

Wat ech awer soen, dat ass, datt d'DP de Minister stellt, dee fir d'Schoul zoustänneg ass, dat ass den Här Claude Meisch. An ech constatéieren, datt dee Comité pour une paix juste au Proche-Orient kann an de Schoulen optrieden, Ausstellungen organiséieren, Rieden halen. An dee Comité pour une paix juste - esou nennt e sech, dat ass diskutabel - konzentréiert sech a senger Aarbecht notamment op d'Kritik vun Israel, an zwar op eng Manéier, déi eeben als antisemitesch vum RIAL consideréiert gëtt. Esou hunn ech dee Rapport verstanen.

Derbäi kënnt, datt hei e BDS-Kongress vun deenen organiséiert ginn ass, e Seminär, an der Abtei Neumünster viru Kuerzem. An Dir wësst, datt dee Mouvement BDS - Boykott, Desinvestitiounen an esou weider - vum Bundestag, vum Däitsche Bundestag, dat ass jo awer elo net egal wéi eng Institutioun, viru Kuerzem als rassistesch denoncéiert gouf an datt den Däitsche Bundestag mat deenen och net zesummeschafft!

Bei eis ass et awer esou, datt d'Regierung den Här Jean Asselborn als Welcomespeaker vun deem Kongress do hat. An dat ass eigentlech dee Punkt, deen ech wollt opwerfen. Déi Lëtzebuerger Regierung, duerch déi Zesummenaarbecht, duerch déi Ënnerstëtzung vun enger Associatioun, déi vum RIAL als antisemitesch, awer op jidde Fall an der Proximitéit dovunner, agestuuft gëtt, duerch d'Presenz vun engem Lëtzebuerger Minister op enger Veranstaltung, déi de BDS hei promouvéiert, soll sech Froe stellen, wéi dann hir Astellung zum Antisemitismus ass! A mengen Aen ass dat eng Trennung, déi net kloer erkennbar ass!

An dat ënnerscheet eis och als ADR. Dat huet mat Iech oder mat Ärer Relioun näischt ze dinn. Et ass eng Fro, wéi déi Lëtzebuerger Regierung sech zum Antisemitismus zu Lëtzebuerg stellt. An do soe mir: „Do ass nach vill ze maachen!" Déi Trennung ass nach net kloer, notamment duerch den Här Meisch an der Schoul an duerch den Här Asselborn, duerch seng Astellung géintiwwer der BDS-Beweegung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagéieren.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dann hunn ech vläicht falsch geäntwert gehat, well Dir hat dräi verschiddene Parteien dräi verschidde Froe gestallt. Déi heiten ass un d'DP gaangen. Da soen ech Iech: Grad d'DP ass eng liberal Partei!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass och net esou evident, Madamm Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Minister. An elo kritt d'Madamm Justizministesch d'Wuert, d'Madamm Sam Tanson.

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Galles huet d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, pardon. Et ass heiansdo schwéier, mech ze gesinn hei hannen am Eck.

(Hilarité)

Ech wollt awer der Madamm Ministesch, der Madamm Cahen, nach zwou Froe stellen, wann ech däerf. Et ass jo en Theema, wat eis alleguerte beschäftegt a wat eis alleguerten ëmdreift. Engersäits si mer jo am Fall, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass mer keng Rassiste wëlle sinn an dass mer kee Rassismus wëllen. Dat ass esou e breede Konsens. Et ass esou schued, wa gewësse Stéchwierder genannt ginn, dass dann déi Stéchwierder géinteneen ausgespillt ginn, dass trotzdeem een deen anderen erëm eng Kéier ausgrenzt a senge Meenungen.

An ech géif mer esou vill wënschen, dass mer hei an iwwerall an eiser Gesellschaft op dee Punkt géife kommen, kloer ze ënnerscheeden do, wou mer ënnerschiddlecher Meenung sinn, an do, wou eng Meenung rassistesch an diskriminatoresch gëtt, well do si mer an engem Beräich, deen net méi akzeptabel ass.

Ech hunn elo der Madamm Ministesch ganz gutt nogelauschtert an ech soen hir Merci fir vill Saachen, déi se gesot huet, déi ech ganz interessant fannen. Mee erlaabt mer, Iech just zwou Froen ze stellen, déi a Richtung Prezisioune ginn.

Et ass virdrun de Conseil national pour étrangers genannt ginn. Ech wollt Iech froen, ob Dir eis kéint Prezisioune ginn zum Stand elo vun der Reform, déi do geplangt ass, vun där ech och mengen, dass se ganz gutt a ganz néideg wär. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, Dir hutt deen Appel à projet genannt. Dir hutt elo dräi Projete genannt. Ech wollt froen: Sinn do méi wéi déi dräi Projeten erakomm? Ass do méi Interessi? Wéi ass dat Selektiounsverfare passéiert? A wéi geet dat och weider an deenen nächste Joren? Well eeben hannendrun déi Fro steet: Wéi staark reagéiert d'Zivillgesellschaft op dat Theema Diskriminatioun oder Rassismus? A wéi staark ass d'Engagement vun de Leit an eiser Gesellschaft, fir eppes do ze ënnerhuelen?

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci fir déi zwou Froen. Ech géif da mat där éischter ufänken. De CNE, do musse mer leider feststellen, och no deene leschte Walen, dass deen net wierklech esou fonctionéiert, wéi e selwer vläicht och wéilt fonctionéieren. A mir sinn elo do um Stand, dass mer eng Émfro gemaach hu bei all de Membere vun de Commission-d'intégrationen, vun deene CCCIen, fir emol vun hinnen ze wëssen, wat deen Engagement heescht, wéi si d'Integratioun gesinn, d'Representatioun vun der auslännescher Communautéit och zu Lëtzebuerg. A mir sinn amgaangen, déi auszewäerten.

Dofir sinn ech och am Fong ganz frou, ech hat vergiess, dat ze soen, Här Galles, dass mer Enn des Joers nach eng Kéier wäerten iwwert d'Integratiounspolitik schwätzen, well bis dohinner wäert ech dann och vill méi Informatiounen hu respektiv warscheinlech och virdru scho mat Iech alleguerte geschwat hunn an och mat der Zivillgesellschaft fir ze kucken, wéi mer elo, wat de CNE ugeet, wëlle weiderfueren.

Ech wëll dat ganz sécherlech net am Alleingang maachen, mee ech proposéieren, dass mer dat an enger breeder Consultatioun maachen, well et awer wichteg ass. Mir wäerte keng „Chamber bis" schafen, weeder wëllen nach kënnen, mee et ass awer och wichteg, wa mer vun Integratioun schwätzen a vun Auslänner zu Lëtzebuerg a vu Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn, a vu ganz verschiddene Leit mat verschiddene Backgrounden, dass mer och kucken, wéi déi Representatioun ka sinn, fir wat de CNE iwwerhaapt wëllt existéieren. Ass dat just, fir vläicht Gesetzer ze aviséieren? Oder soll en do nach eng aner Roll hunn, wat d'Integratioun ugeet hei am Land, oder de Vivre ensemble? Mir schwätzen am Fong léiwer vum „Vivre ensemble", well wa mer haut héieren hunn, dass mer vill laanschtenee liewen, dass d'Communautéen awer dacks ganz fir sech sinn, da solle mer méi vu Vivre ensemble schwätzen a mir sollen och kucken, wéi mer dee Vivre ensemble promouvéiere kënnen a wéi mer och nach méi zesummewuesse kënnen hei am Land.

Déi zweet Fro: Ech hunn elo déi Lëscht net matbruecht. Ech proposéieren Iech, dass ech déi e bësse behandele wéi eng Question parlementaire, wann dat fir Iech okay ass. Ech géif Iech dat noreechen, déi Äntwerten. Ech géif Iech alleguer d'Projeten an och, wéi se erausgesicht gi sinn - do war e ganze Jury -, ganz gären noreechen, all d'Detailer, fir dass Der genau wësst, wat d'Projeten alleguerte sinn, déi zréckbehale gi sinn, wann dat okay ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. An elo iwwerhëlt dann d'Madamm Justizministesch Sam Tanson de Relais fir d'Regierung. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, ben, och vu mir aus villmools merci, dass mer déi Diskussioun haut kënne féieren. Ech si mer bewosst, si baséiert op den dramateschen Incidenten, déi mer gesinn hunn an den USA. Et soll ee keen Amalgam maachen. Mee nawell ass et wichteg, sech erëm eng Kéier hei dermat ze befaassen an ze iwwerleeën, wéi d'Situatioun hei ass.

A wann ech verschidden Aussoen, oder d'Ausso vum Här Kartheiser, fir en net ze nennen, hei haut héieren, da soen ech mer, dass et och méi wéi néideg ass, dass mer weiderhin doriwwer diskutéieren. Fir op där enger Säit ze soen: „Mir si géint Rassismus!", an op där anerer Säit eigentlech all déi Texter, déi mer hunn, dee ganze legale Kader ze niéieren, da brauch een och net ze behaapten: „Ech si géint Rassismus"!

Ech maache vläicht dann e bësse Pedagogie. Den Här Clement huet virdru bei senger Motioun gesot, mir sollten en État des lieux maache vun de Gesetzestexter, déi mer hunn. Elo hunn ech gesinn, den Text seet e bëssen eppes aneschters, duerfir ass dat dann okay. Mee mir hunn eng ganz Rei Texter. Déi fannt Der natierlech all op legilux.lu och, Här Clement.

Den Artikel 454 vum Code pénal, deen definéiert d'Diskriminatioun. A verschidde Saache vun deenen, déi Dir elo virdru genannt hutt, Här Kartheiser, déi fale ganz kloer do drënner. « Constitue une discrimination, toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe » et cetera. Dat heescht, wann Dir een net astellt oder em eng Wunneng net gitt wéinst senger Hautfaarf, dann ass dat net de fräie Wëlle vun enger Societéit, de fräie Wëlle vun engem Proprietär, da sidd Der am Kontext vun enger Diskriminatioun.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass ...

Dir kënnt herno ganz gären alles soen, wat Der wëllt. Mee ech maache mäi Punkt och fäerdeg.

Dat Zweet ass, d'Madamm Cahen huet et och schonn ugedeit: Den Internet ass glécklecherweis kee rechtsfräie Raum, loin de là! An och -

ech kommen herno nach drop zréck - eis Statistike weise vun de Plainten, déi gemaach ginn, vun de Signalementer, déi gemaach ginn, dass d'Leit och ganz opmierksam sinn, wat do gesot gëtt.

Dir hutt en aneren Artikel am Code pénal, de 457-1, dee seet, dass «toute forme de communication par quelque moyen que ce soit qui incite à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, [...] sur base d'au moins un des critères énoncés à l'article 454 », deen ech virdru genannt hu vum Code pénal, do sinn da méi streng Strofe virgesinn.

Dir kënnt net am Internet wéinst enger Hautfaarf, wéinst enger Relioun, wéinst deenen Elementer, déi diskriminatoresch sinn, Saache soen an zum Haass opruffen. Dat geet net. Do si mer net bei der Liberté d'expression, do si mer bei engem Fait pénal.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Voilà! Bon! Dann ass ganz vill geschwat gi vun engem Rapport an deene leschte Méint, deen heescht „Being Black in the EU", deen explizitt an op konzernant Aart a Weis drop hiweist, wéi et op d'mannst fir Schwaarzer och a puncto Gläichheet zu Lëtzebuerg nach ëmmer steet. Et ass och net deen éischte Rapport an deem Sënn, loin de là. Schonn zënter hirem zweete Rapport vun 2002 iwwert d'Situatioun vum Rassismus generell zu Lëtzebuerg huet d'ECRI mat Preoccupatioun notéiert, dass et souwuel am Zesummenhang mat Administratioune wéi och um privaten Niveau ëmmer nees Allegatioune gëtt vu rassistescher Diskriminatioun, an och Diskriminatioun fondéiert op reliéis Iwwerzeegungen.

Déi Analys ass iwwert d'Jore méi etofféiert an awer doweinst net manner kritesch ginn. An och wann d'Efforten, fir d'Legislatioun wéi och Organer ze verbesseren, notéiert goufen, schénge se op d'mannst zum Deel net duerzegoen. An d'Associatiounen, déi sech verstäerkt och asetzen um Terrain, déi weise reegelméisseg dorobber hin.

Et ass e Behuelen an e System, déi de Concernéierten e Stéck Mënschlechkeet huelen, hinne bewosst oder onbewosst d'Méiglechkeet huelen, vun deene selwechte Chancen an der selwechter Liewensqualitéit ze profitéiere wéi hir Matbierger. An dee System, deen ass esou déif verankert, dass déi Concernéiert sech dacks scho ganz fréi als op d'mannst potenziell viséiert gefillt hunn, quasi vun Ufank un och op d'mannst d'Impressioun kruten, si wiere manner wäert wéi déi vläicht awer iwwerlieft Virstellung vum „Stacklëtzebuerger".

Effektiv hu mer hei keng US-amerikanesch Zoustänn, ee Gléck! Mee et ginn awer och hei Mënschen, déi zwar vläicht net un de Suitte vun enger rassistescher Dot stierwen, awer drënner leiden, psychesch, physesch, mee och sozial an ekonomesch. An do musse mer ons weider all d'Moyene ginn, fir dat ze evitéieren. Politesch kann ee streiden, mee d'Rechtslag ass glaskloer: De Staat kann an der Fro vum Rassismus net neutral sinn. Mir hunn eng Obligatioun, antirassistesch ze handelen. Mir hunn eis an deem Sënn verflicht.

Rassismus ass eng besonnesch seriö Atteinte un d'Dignitéit vum Mënsch. An dës Form vun Diskriminatioun ass a quasi sämtleche Mënscherechtstraitéë verbueden, als Beispiller natierlech d'Europäesch Mënscherechtskonventioun, d'EU-Mënscherechtscharta an natierlech och eisen Artikel 111 vun der Verfassung.

Datt onse rechtleche Kader prinzipiell all Form vun Diskriminatioun verbitt, refletéiert och eis Legislatioun, déi iwwert d'Jore substanziell adaptéiert ginn ass, fir kënnen ze sanktionéieren, wann eng Persoun wéinst hirem reellen oder supposéierten Originn den Accès op e Service, eng Aarbecht, e Logement refuséiert kritt.

Souwuel direkt wéi indirekt Diskriminatiounen, fondéiert och op Nationalitéit, Rass, Ethnie, si vum Artikel 1 vum Gesetz vum 28. November 2006 verbueden. Och de Code pénal, ech hunn et virdru schonn ernimmt, sanktionéiert a sengen Artikele 444, 450 Alinea 1, 453, 454 a 457-1 Infraktiounen, déi ënner anerem rassistesch motivéiert sinn. Déi Dispositiounen applizéiere sech och op d'Personnes morales. Et sief och nach erwäänt, dass den Artikel 444 Paragraf 2 vum Code pénal virgesäit, dass eng Calomnie oder Diffamatioun, déi rassistesch motivéiert wier, méi schwéier sanktionéiert gëtt wéi eng gewéinlech Calomnie oder Diffamatioun.

Ons Geriichter féiere Statistike betreffend d'Incitation à la haine raciale. Ech ginn Iech där e puer mat - d'Joer vum Urteel ass natierlech net onbedéngt dat vun der Denonciatioun vun der Geschicht -: Et goufen 2017 28 Plainten an 18 Condamnatiounen, 2018 43 Plainten an 12 Condamnatiounen, 2019 fir d'Incitation à la haine 5 Condamnatiounen an 2020 och bis ewell 5 Condamnatioune mat, an dat ass déi Zuel, déi ech interessant fannen am Kader vun der Liberté d'expression am Internet, enge 45 Signalementer am virtuelle Beräich.

An da si mer och bei der Problematik dovun, wéi een dergéint virgeet, wann een Affer gëtt vun enger rassistescher Diskriminatioun. Net all Mënsch traut sech oder hält et fir realistesch, iwwert de Wee vun enger Plainte dergéint virzegoen, dacks och, well ee weess, dass et schwiereg ka sinn, fir déi néideg Beweiser virzebréngen oder well ee schonn iergendenger Form vu Rassismus oder Ignoranz säitens enger Autoritéit, gefillt op d'mannst emol, ausgesat war.

Déi Analys weist also, dass et duerchaus eng Necessitéit gëtt, fir et net just de Betraffenen ze erlaben, direkt eng Plainte bei der Police ze maachen, mee och fir ze kucken, dass aner Entitéite kënne virgoen. Den Artikel 3 (1) vum Code de procédure pénale erlaabt et Associatiounen, déi vum Justizministère deen néidegen Agrement kruten, géint rassistesch Diskriminatiounen ze kloen. Et sinn och e puer Associatiounen, déi schonn dovunner Gebrauch maachen. Dës Méiglechkeet soll natierlech net de Staat vu senger Responsabilitéit dedouanéieren, mee e gesäit sech als complementaire.

D'Fro stellt sech awer och, ob eis aktuell Legislatioun respektiv déi vum Code pénal festgehalen Infraktiounen duerginn. D'Fro, mat där d'Servicer am Justizministère sech befaassen, ass, ob et - wéi vun der OSCE 2009 decidéiert an och vun der ECRI ganz spezifesch fir Lëtzebuerg scho gesot gouf - pertinent ass, d'rassistesch Motivatioun zur Circonstance aggravante fir all Droit-commun-Infraktioun ze maachen.

Ech sinn der Meenung, dass et eng wichteg Diskussioun ass, där mer eis net solle verschléissen, ganz au contraire. Mee et ass awer och eppes, wat de Problem insgesamt net géif léisen, och doweinst, well d'Beweislaascht sech kann als gréisseren Obstakel erausstellen.

Et kéint een et an deem Fall och op aner Hypotheesen ausdeenen. D'Fuerderung besteet zum Beispill och fir Infraktioune mat homo- oder transphober Motivatioun. De belsche Code pénal zum Beispill viséiert awer och d'Geschlecht, den Alter an d'Verméigen.

Et gëtt och d'Méiglechkeet, just eng Lëscht vun Infraktioune virzegesinn, fir déi d'Circonstance aggravante gëlle géif. Et stellt sech dann natierlech och nach d'Fro, ëm wéi vill déi Strof konkreet soll gehéicht ginn an deene Fäll. Dëst ass fir mech e ganz aktuelle Chantier, un deem mer schaffen a wou ech Iech wëll an den nächste Méint do konkreet Propose maachen. Eis Aarbechten op der Fro vum „hate crime" brauchen nach ganz e bëssen, well mir brauche virun allem och eppes: Mir brauchen de Retour vun de potenziell Concernéierten, op d'mannst iwwert d'Associatiounen, déi sech engagéieren, se ze vertrieden!

Et war am État de crise, wéi Der wësst, net esou evident, all d'Reuniounen an d'Consultatioune wéi geplangt ze organiséieren. Mee vu dass mer hei definitiv amgaange sinn, eis ënner Wäissen ze froen, ob de Problem vum Rassismus zu Lëtzebuerg reell ass a wéi een en, le cas échéant, kéint léisen, sinn ech awer der fester Iwwerzeegung, dass et ganz wichteg ass, deen Echange ze hu mat deenen Associatiounen, déi sech um Terrain fir dës Causen engagéieren an déi och ganz direkt Retoure kréien.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Ären Engagement op dëse Froen. A mir wäerte garantéiert an den nächste Méint nach d'Geleeënheet kréien, iwwer konkreet Textproposen ze diskutéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Justizministerin. Den Här Kartheiser hat nach eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, Här President, eigentlech keng Fro. D'Madamm Minister war esou kloer, ech huele Parole après ministre!

Här President, éischtens soen ech der Madamm Minister Merci, datt se esou frëndlech war, mer déi Éier ze maachen, mech ze ernimmen an hirem Discours. Ech wëll hir op zwee Punkten äntwerten.

Deen éischten ass deen, wou se gesot huet, ech hätt eppes ënnerstallt oder ech hätt eppes gemengt, wat kloer net de Fall war. Wat mir soen als ADR, ass: Mir schreiwen de Proprietären net vir a mir schreiwen de Patrone vun de Firmen net vir, wie si engagéieren oder wiem si e Bien immobilier wëlle verlounen. Mir iwwerloossen dat deene Leit, well mir den Droit à la propriété respektéieren a well mer de Risiko vun der Entreprise respektéieren.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Den Droit au racisme och!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hei ass vun der Madamm Minister eppes anescht an d'Welt gestallt ginn. Dat weise mir zréck.

(Brouhaha)

Wësst Der, an dat ass vläicht eppes, wat mer och sollte mol hei diskutéieren, well da brauch ech dat herno net ze maachen, well mer jo ëmmer erëm soen, mir sollten deem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenze ginn.

Och de Centre pour l'égalité de traitement huet eng Geschicht. An dat, wat do zum Deel proposéiert ginn ass oder diskutéiert ginn ass, dat ass och esou eppes, dat sinn och esou Methoden, déi nennt een „Testing". Ech weess net, ob jiddwereen heibannen domadder bekannt ass. Den Testing besteet doranner, datt eng Persoun, e Schauspiller u sech, bei Leit geet fir ze kucken, ob en eng Wunneng gelount kritt oder ob en eng Plaz kritt. Dat ass praktesch eng Incitatioun, fir Leit zu engem diskriminéierende Verhale kënnen ze verleeden. Dat si Methoden, ...

(Brouhaha)

... dat si Methoden, ...

(Interruptions)

... dat si Methoden, déi mir refuséieren! Ech héieren hei schonn dohannen: „Wann ee kee Rassist ass, brauch een dat net ze fäerten." Nee! Mee e Staat oder eng staatlech Instanz oder eng vun der Chamber, wéi de CET, déi hunn net iergendeen ze engagéieren, fir en aneren ze testen, ob dee wéilt oder net wéilt en Akt maachen, deen deen anere kéint als eng Diskriminatioun interpretéieren.

Deen zweete Punkt, deen d'Madamm Minister genannt huet, ... Wësst Der, jo, ech soen dat nach derbäi, well och an deenen do Froe gëtt et en eethesche Standard, an deen hale mir gär bäi.

(Brouhaha)

Deen zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, deen och derwäert ass, hei diskutéiert ze ginn: D'Madamm Minister huet hei eng Virliesung gemaach iwwert de Code pénal, Artikel fir Artikel fir Artikel.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Nee, dat waren der zwee, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi Konklusioun, déi mer dorauser zéien, ass net nëmmen, datt se hire Code pénal kennt, mee och, datt et eng ganz Rei Dispositiounen an deem Code pénal dozou gëtt, an dat ass net onproblematesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- A!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well, ...

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... well - jo! -, et gëtt nämlech Grondrechter. Et gëtt demokratesch Grondrechter, Verfassungsrechter, mënscherechtlech verbréifte Rechter, ...

(Brouhaha)

... an dat ass ënner anerem d'Liberté d'expression, d'Meenungsfräiheet. An dat heiten, wat mir hei diskutéieren, ass net harmlos. Et sinn Aschränkungen zur Meenungsfräiheet. Dat ass gravissime! Dat ass eppes, ...

(Brouhaha)

... wat een net soll maachen. An elo ass nämlech interessant: Mat wéi engen Argumenter gëtt hei un d'Meenungsfräiheet gaangen? Majo, mat relativ vage Begréffer - déi vläicht gutt gemengt sinn, dat stellen ech emol net a Fro -, mee ass eppes wéi den Haass eng rechtlech Kategorie?

Mir wëssen alleguer heibannen, datt besonnesch am Droit pénal d'Prezisioun vun der Infraktioun eng wichteg rechtsstaatlech Garantie muss sinn. An den Haass ass e Gefill. Wat ass eng Incitation à la haine? Wéini haasst een? Dat ass eng gutt Fro. Et ass eng penalistesch Fro. An ech géif déi net hei op den Niveau vun engem politeschen, anekdotesche Gespréich reduzéieren.

Et ass eng Grondfro vun eisem ganze Penalrecht a vun der Fro, wéi mir eis verfassungsrechtlech garantéiert Grondrechter respektéieren, ob mer wéinst der Beschreiwung vun engem Gefill kënnen iwwerhaapt Strofe verhänken.

Ech soen net, a meng Partei huet ni gesot, datt mer solle Rassismus toleréieren. Awer mir soen, wa mer do wëlle Strofe virgesinn, well e flagrante Fall existéiert, da muss dat kompatibel si mat de Grondwäerter, och mat deenen anere Grondwäerter vun eiser Gesellschaft. Soss si mir net méi trei! Soss si mir net méi dat, wat mer wëlle sinn: Representantë vun enger fräier, demokratescher, staatlecher Struktur. Dat musse mer bleiwen. An och kredibel bleiwen!

An doweinst sinn all déi do Diskussiounen net harmlos. Net well mer eis wéilte verwieren, géint Rassismus oder grav Diskriminatiounen, zum Beispill géintiwwer Behënnerten, anzetrieden. Dat wëlle mer maachen! Awer mir mussen de Wee fannen, datt mer géintiwwer eis an eisen Usprëch, eise moralesche rechtlechen an traditionelle rechtlechen Iwwerzeegunge Kredibilitéit behalen a virun allem och eis selwer muer nach kënne soen, datt mir déi Wäerter, fir déi mer gewielt gi sinn, net verroden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, well et sinn awer zwou Saachen, déi ech nach ëmmer net kann esou am Raum stoe loossen. Dat Éischt ass, Här Kartheiser, wann Dir sot am Kader vun enger Rassismusdebatt, wou kee Mënsch iergendeppes an deem Sënn gesot huet, dass een net dierft engem Proprietär imposéieren, wien en als Locataire hëlt, oder engem Employeur, wien en astellt, dann ass et entweeder en Hors sujet oder et ass e Fräifaartschäi fir diskriminatoresch Aktiounen. Et ass entweeder dat eent oder dat anert.

(Brouhaha)

An dat Zweet ass: Dir schwätzt hei vu Grondrechter. Et gëtt kee Grondrecht op Rassismus! Dat gëtt et net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass Parole après ministre. Dir hat virdru scho fënnef Minutte voll ausgeschëpft.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ganz kuerz.

Une voix.- Parole après ministre!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Parole après ministre si fënnef Minutten. Ech hätt virdrun, vu datt d'Madamm Minister mäin Numm genannt huet, och de Fait personnel kënnen invoquéieren. Mee ech huele mer dat Recht ze äntwerten, well an enger Debatt wéi där hei kann een dat net stoe loossen.

Verschidden Intervenanten an där Debatt, déi mer virdrun haten, hunn de Problem opgeworf, datt hei zu Lëtzebuerg eng Diskriminatioun géif dora bestoen, datt verschidde Persounen e besonnesch schwieregen Accès zum Logement hätten. A meng Fro, déi ech du gestallt hunn, ass déi: Wat ass dann Är Äntwert dorobber? Ass et dat, fir de Leit wëlle virzeschreiwen, fir Quoten anzeféieren, zum Beispill? Oder fir de Leit wëlle virzeschreiwen, wiem se da solle verlounen? Oder wéi wëllen dann déi Parteien, déi dee Problem opgeworf hunn, dat upaken?

Déi Fro steet am Raum, si ass net beäntwert ginn. An déi Fro, déi sech opdrängt, ass: Sollen da Leit eppes virgeschriwwe kréien? An do soe mir: „Nee!" An déi aner soen näischt! An do kann ee sech da froen: Wat wëllen dann CSV, déi gréng, LSAP, DP, wat wëlle se da maachen, fir dee Problem unzepaken?

Mir soen, wat mer net wëllen, well déi aner jo anscheinend awer vläicht op dee Wee wëlle goen. An dat wësse mer eeben net. Da sot eis et! Da sot eis, da sollen déi verschidde Parteien opstoen a soen: „Nee! Mir respektéieren d'Recht vun de Proprietären op hir Proprietéit a mir schreiwe kengem vir, wien e soll engagéieren." Da si mer wéinstens kloer. Da weess jiddwereen doheem, deen eis elo nokuckt, wou déi eenzel Parteie stinn an datt dat do net geschitt. Am Abléck wësse mer et net. Mir wësse just d'Positioun vun der ADR: Mir maachen dat do net!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagéieren.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Antidiskriminatiounspolitik, do geet et grad drëms, d'Leit esou opzeklären, dass een een net jugéiert par rapport zu senger Hierkonft oder par rapport zu sengem reliéise Glawen, par rapport zu senger Hautfaarf oder senger sexueller Orientéierung. An der Antidiskriminatiounspolitik geet et grad drëms opzeklären, fir dass d'Leit eeben op d'Fakte jugéieren an net op aner Saachen.

Et ass awer scho komesch, ech muss awer eng Sekonn soen, et ass scho komesch, dass Der sot: „A jo, also mir mussen nees en Opnamexamen aféieren, wou keen Numm op der Kopie

steet, fir Gläichberechtegung ze hunn." Ma da muss et och esou sinn, fir eng Aarbechtsplaz oder en Appartement ze sichen. Et deet mer leed, de deux choses l'une. Dir sot eng Kéier dat eent an eng Kéier dat anert!

Mir sinn derfir - ech schwätzen elo mol fir meng Partei, mee ech huelen emol un, dass de Rescht oder déi meescht heibannen dat och esou gesinn -: Et geet net drëms ze soen, wat een däerf, wien een däerf astellen oder wien net. Et geet drëms, de Leit ze soen: Jugéiert d'Leit net par rapport zu hirer Hautfaarf, par rapport zu hirer Relioun, par rapport zu hirem Kappduch, par rapport zu hirer sexueller Orientéierung. Jugéiert se op dat, wat se kënnen, op dat, wat se wëssen, an op dat, wat se kënnen am Betrib schaffen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech kann dat natierlech nëmmen zu 100 % ënnerschreiwen, wat d'Madamm Cahen grad gesot huet. Mee ech wollt Iech awer nach eppes hannendrusoen, an et ass och dowéinst, wou ech Iech virdru Lektür ginn hu vun deenen zwee Artikelen aus dem Code pénal - net vum ganze Code pénal. Et ass, Stand haut, wann déi Opklärungsaarbecht net fonctionéiert: Et däerf ee keen diskriminéiere wéinst senger Hautfaarf, weeder op der Aarbecht, nach wann et drëms geet, eng Wunneng ze sichen! An dat ass de Message, ...

(Brouhaha)

... deen et wichteg ass ze vermëttelen. An d'Äntwert dorobber ass net, Här Kartheiser, d'Äntwert dorobber ass net: „Et kann ee maachen, wat ee wëllt!", well mir hu Reegelen an déi si kloer!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Also ech fannen dat hei wierklech extreem interessant an ech soen deenen Damme Merci fir hir Interventiounen. An ech si speziell der Madamm Cahen dankbar. Well et ass nämlech ganz interessant fir mech an der Politik hei ze sinn an ausgerechent d'Presidentin vun der Demokratescher Partei soen ze héieren: „Ma da maache mer et d'selwecht mat de Proprietären a mat de Chefs d'entreprise." Dat ass jo eng Clientèle, déi awer dacks der DP relativ no steet. An dann héiere mer hei: „Da maache mer et d'selwecht mat de Wunnengen oder mat den Entreprisen, zum Beispill anonymiséiert." An da musse schlussendlech déi Proprietären dann no der Päif danzen, wéi hei d'DP-Parteipresidentin dat gesäit.

Mir soen, déi Leit hunn dat Recht, ze engagéieren oder ze verlounen, u wie si wëllen, a si kënnen déi Leit kucken a si kënne se gesinn a solle sech selwer hir Meenung maachen. Och dat ass Fräiheet. Ech hunn ëmmer méi den Androck, datt d'ADR haut déi Wäerter vertrëtt, déi fréier d'DP emol eng Kéier vertrueden huet. Mee et ass laang hier!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Motions

Ech mengen, mir kënnen elo zur Diskussioun iwwer d'Motioune respektiv Resolutioune kommen. Mir fänke mat de Motiounen un. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een dozou eppes soen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir hat mech och virdrun net gesinn. Ech hat virdru schonn eng Kéier d'Hand ausgestreckt, well ech wollt awer eppes soen zu engem Saz, deen haut déi eng oder déi aner Kéier a verschiddene Formen hei erëmkomm ass. Dee Saz: „Ech si jo kee Rassist", ...

Plusieurs voix.- ... mee ...

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An hannert dee Saz: „Ech si jo kee Rassist", do gehéiert weeder e Mee nach en Awer, mee just e Punkt! A soss glat a guer näischt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Dann hat d'Wuert gefrot den Här Paul Galles.

Motion 1

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Zur Motioun 1: Mir kënnen déi als CSV ënnerstëtzen. Mir wëllen ënnersträichen, dass et wierklech drëms geet, hei Resultater ze kréien, mat deene mer kënne schaffen. Déi Motioun gesäit vir, dass et eng Etüd gëtt, déi fir Enn 2021 da ka presentéiert ginn. Dat fanne mer och gutt. Mir wäre frou, wann där Saach och eng Suite géif gi ginn an dass mer déi kéinten abetten an en Debat, bezéiungsweis kucken, wéi dann och nach duerno kënnen erëm nei Resultater recenséiert ginn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Andeems ech mech hei zu Wuert mellen, kann ech e klenge Feeler vu virdru réckgängeg maachen. Ech hat nämlech vergiess, deenen zwee Merci ze soen, déi déi Aktualitéitsstonn hei op den Ordre du jour gesat hunn, de Sven Clement an de Paul Galles. Iech dofir e grousse Merci.

Zur Motioun da selwer - net dass ech e Rappel à l'ordre vum President kréien, well ech soll dozou schwätzen -, wéi gesot, wat den Här Galles grad ugeschwat huet, dat ass d'Zil heivun. Et sollt drëms goen, dass et net eng Poterstonn - et ware jo zwou Stonnen -, dass et net soll eng Poterstonn herno sinn, mee dass konkreet eppes erauskënnt. Dofir déi Motioun hei, déi am Numm vun de Koalitiounsparteien op den Agenda gesat ginn ass. Ech wier frou, wa mer hei eng breet Zoustëmmung géife kréien, well deem heite soll eng Suite gi ginn. An dofir hu mer och bewosst en Datum dropgesat, well mer gesot hunn: „Mir hätten dat gär bis Enn 2021."

An natierlech wäerte mer eis dann an der zoustänneger Kommissioun mat där breeder Etüd befaassen: Firwat gëtt et iwwerhaapt Rassismus? Firwat sinn esou Tendenzen? An a wéi enge Fäll geschitt dat? Ech mengen, et gëtt ganz, ganz vill Froen. An et ass dat, wat d'Motioun hei fuerdert. Ech géif mech freeën, wa mer hei eng breet Ënnerstëtzung fir dës Motioun géife kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Hahn. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten dës Motioun och matdroen. Et ass wichteg, esou eng Etüd ze maachen. Et ass och wichteg, datt een déi Betraffe matabezitt bei der Elaboratioun duerno vun dëser Etüd. Et gëtt jo schonn eng Partie Associatiounen - ech ziele se elo net op, et gëtt der vill, déi méi oder wéineger institutionell sinn -, mee och vu Leit, déi selwer betraff si vum Rassismus an déi en och verstinn an erliewen. Ceci étant dit, wäerte mer dat mat ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Kënne mer elo zum Vott vun där Motioun kommen? Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer à main levée ofstëmmen. Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kënne mer zur Motioun Nummer 2 kommen, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass. Ass do nach eng Wuertmeldung do?

Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et war e bësse schnell gaangen. Merci, Här President. Jo, ech mengen, mir schwätzen elo vun der Motioun natierlech, net vun der Resolution? Okay, vun der Motioun.

(Interruptions)

Vun der Motioun vun de Piraten, voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Vun der Motioun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech mengen, mir ënnerstëtzen natierlech och déi Motioun vun de Piraten. Et ass wichteg, datt déi Referenz gemaach gëtt op dat, wat virdru geschitt ass. An et geet jo och an déi Richtung u sech, déi mer elo grad diskutéiert hunn.

Et ass immens wichteg, justement déi verschidde Punkte mateneen opzezielen. De Problem vum Rassismus ass jo och e soziale Problem, e Problem vu Besëtztum. Ech mengen, et ass evident, dat gesäit jiddereen: Wien d'Interesse vun de grousse Besëtzer verteidegt, verteidegt ganz oft och d'Interesse vun deenen, déi mengen, si missten d'Recht hunn, rassistesch Aussoen ze maachen, wéi dat bei der ADR ass. Dat illustréiert et op eng perfekt Aart a Weis.

Mir wäerten dat matdroen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt drop hiweisen, dass déi Motioun jo aus zwee Volete besteet. Dat eent ass, den État des lieux ze maachen, wou d'Madamm Minister jo gutt erkläert huet, dass mer eigentlech de Legilux hunn, wou all Gesetzer drastinn, déi d'Diskriminatioun verbidde respektiv penaliséieren. Duerfir gesi mer elo net an, wéisou mer dat elo nach sollen hei der Regierung als Aufgab ginn. Mir hunn de Legilux. Do si mer net esou derfir a leenen dee Volet of.

Deen anere Volet besteet jo aus dem Plan d'action national, wat dat rejoignéiert, wat mer och an eiser eegener Motioun fuerderen. Wann d'Piraten elo der Meenung sinn, dass se eis Motioun kéinte mat dësem zweete Volet verschmëlzen, huele mer deen un. Awer dann den éischte Volet sträichen, well dat fir eis iwwerflëssig ass.

Ech mengen, wann Der bereet wäert, just deen éischte Volet erauszehuelen, vu dass mer jo längst de Legilux hunn, dee jiddweree ka consultéieren, ech mengen, do si mer all grouss an al genuch, fir eis do selwer eranzeknéien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech mierken, datt den „état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires" vläicht e bësse falsch verstane gouf, och well ech virdrun dat e bësse kuerz duergestallt hunn, d'Zäit ass mer fortgelaf, als Inventaire vun de Gesetzer, déi et gëtt op deem Plang. Et geet och drëm, wéi eng Politik géint Diskriminatioun gemaach gëtt.

Wann ech awer mierken, datt et eng Majoritéit sollt ginn, fir déi Motioun hei unzehuelen, andeem mer deen éischten Deelsaz sträichen, da maachen ech dat am Interêt vun deem zweeten Deelsaz, datt mer e Plan d'action national contre le racisme kréien. Ech mengen, domadder wär schonn e ganz groussen éischte Schrëtt gemaach. An dofir kann ech deen éischte Saz gäre sträichen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech weess elo net, wat elo déi lescht Versioun soll sinn a wat deen éischten Deel oder den zweeten Deel dann elo konkreet sollte sinn. Awer esou, wéi déi Motioun hei am Ableck dosteet, stëmme mir se net mat. An d'Ursaache si ganz einfach: Hei gëtt vun engem „racisme structurel" zu Lëtzebuerg geschwat. Mir soen, dee gëtt et net!

Dat Zweet ass: Et gëtt vun der „sous-représentation" geschwat. Mir si géint Quoten. Mir wëllen also och keng Quoten no Rassen oder eethnesche Gruppen, wéi et hei heescht. Woubäi ech och muss soen, wann ech dem Här Clement virdru gutt nogelauschtert hat, huet en e Plädoyer gehale géint de Begréff Rass. Hei fanne mer en erëm a senger eegener Motioun, mat de „groupes raciaux et ethniques". Ech weess elo net genau, wat d'Positioun vun de Piraten ass. Et ass och wierklech egal!

Den zweete Punkt ass, am „invite le Gouvernement", do gëtt esou e Generalverdacht opgestallt. „Mir brauchen", soen d'Piraten, „e ‚plan d'action national contre le racisme' ", zum Beispill bei der Police an esou weider. Dat brauche mer net, well mir hu keen allgemenge Problem vu Rassismus hei am Land! Do, wou en optrëtt, solle mer eis dergéint stellen, awer mir sollen net eng ganz Gesellschaft ënner Generalverdacht stellen, wéi dat hei probéiert gëtt! Dat hei ass fir eis net akzeptabel.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Dës Motioun fënnt eis Ënnerstëtzung. An zwar aus deem einfache Grond, dass mer mengen, dass hei kee Generalverdacht dran ass. Mee mir stelle fest, dass, wann et esou wär, dass strukturellen oder individuelle Rassismus bestinn, dat och muss opgelëscht a gesi ginn. A wann een elo direkt vun engem Generalverdacht schwätzt, da geet een dervun aus, datt dat och ni kéint de Fall sinn. A beim strukturelle Rassismus sinn ech perséinlech mer och net ganz sécher, ob et net awer Strukture gëtt, déi genau dat do erëmspigelen.

A mir als CSV sinn net der Meenung, dass bei der Police e strukturelle Rassismus besteet, guer net. An trotzdeem muss een och an all deenen Domänen einfach kënne kucken, ob et net d'Gefor gëtt, dass eppes géif geschéien. Dofir fënnt dës Motioun eis Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech gesinn déi hei Motioun éischter als klengen Zousaz par rapport zu där Motioun, déi mer elo virdru gestëmmt hunn, mat natierlech deem Ofstréch, deen d'Madamm Lorsché hei ugekënnegt huet oder gefrot huet, wou den Här Clement jo och frëndlecherweis gesot huet: „Da kéinte mer dorop verzichten", Soudass een dat kann ënnerstëtzen.

Ech verweisen awer dorop, dass déi Etüd, déi mer virdrun hei mat esou breeder Majoritéit gestëmmt hunn, essenziell ass, fir an deem Dossier hei virunzekommen, ier mer heihinner kënne goen. Dat heescht, dat sollt ee schonn zäitversat gesinn. Mee ech sinn awer absolutt averstanen, dass, wa mer bis konkreet Zuelen um Dësch hunn, mer eis dann heirobber kënne fixéieren, soudass ech dann och géif eiser Fraktioun recommandéieren, déi heite Motioun dann ofgeännert matzestëmmen, wéi gesot mat deene Remarken, déi ech grad genannt hunn.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott komme vun där ofgeännerter Motioun Nummer 2. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 2 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 1

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ass ginn.

Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech soen Iech Merci. Ech wollt Iech soen, datt mer dës Resolutioun och net wäerte matstëmmen als ADR. An zwar gëtt et hei e puer Punkten, déi eis wierklech interpelléieren.

Deen éischten ass: Hei gëtt erëm gefuerdert, dem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenzen ze ginn, ouni datt hei spezifizéiert gëtt, wéi eng Kompetenzen. Gewéinlech gëtt domadder gemengt, datt de CET och soll kënne viru Geriicht goen. A wat mir fäerten an deem Kontext ass, datt eis Justiz ëmmer méi instrumentaliséiert gëtt, fir gesellschaftspolitesch Ziler duerchzesetzen. Dat ass awer net Sënn an Zweck vum Justizsystem. A mir solle kucken, datt mer d'Justiz net politiséieren. An dat hei kann e Schrëtt an déi Richtung ginn.

Dat Zweet, wat mer wierklech och net akzeptéieren, och wéinst de Mataarbechter an eisem Parlament net, an och net wéinst den Deputéierten, dat ass, datt mir elo solle Formatiounen offréiert kréie fir ze mierken: Wou kënnen Diskriminatioune sinn? Dat ass a mengen Aen ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Verschiddener hätten dat awer néideg!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... a mengen Aen ... Ech gesinn, datt heibanne vläicht eenzel Leit sech op esou Formatioune géife freeën, awer ech soen Iech, wat ech driwwer denken: Et ass eng Frechheet géintiwwer den Deputéierte fir ze mengen, datt mir net kapabel wären, Diskriminatiounen ze erkennen ouni esou eng Formatioun! An et ass genausou eng Frechheet géintiwwer de Mataarbechter an der Administration parlementaire. Fir eis kënnt dat do net a Fro.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci. Mir wäerten dës Resolutioun matdroen, selbstverständlech. Ech sinn elo amgaangen ze verstoen, firwat d'ADR e Problem domadder huet, datt een ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat ass onméiglech!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... net soll däerfe rassistesch Aussoe maachen. Dat huet warscheinlech domadder ze dinn, datt an dräi Joer Wale sinn a si schaffe warscheinlech geschwënn un hirem Walprogramm. Wa se dorobber musse verzichten, da besteet hire Walprogramm nach just aus enger Säit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Dann hat den Här Paul Galles d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Mir wäerten dës Resolutioun och matdroen. Mir wëllen awer nach eng Kéier betounen, dass mer urspréinglech eng Iddi haten, déi nach méi wäit gaangen ass. Ënnert dësen Ëmstänn kënne mer awer dës Resolutioun elo mat ënnerstëtzen, well si féiert schonn zu engem Schrëtt, dee mer ganz wichteg fannen: dass de CET gestäerkt gëtt. A si ass och oppe genuch gehalen, fir dat kënnen inhaltlech ze fëllen.

An ech muss soen, ech probéieren, genuch Demut ze halen, fir kënnen ze soen: Ech freeë mech op esou eng Formatioun, well hoffentlech kann ech do nach eppes léieren.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu menger Säit kënne mer déi Resolutioun matdroen. Ech hu se elo nach zweemol gelies, nodeems den Här Kartheiser hei gemengt huet, de CET géif elo op d'Geriicht goen. Bon. Et muss een da ganz vill zwëschent den Zeile liesen, fir op déi Iddi ze kommen. Ech wëll him elo net nach eng Kéier ënnerstellen, wat ech him virdru riicht an d'Gesiicht gesot hunn.

Ech verstinn net, wéi ee kann dergéint sinn, eng fräiwëlleg Formatioun offréiert ze kréien. Déi Discoursen, déi haut wärend deene leschten zwou Stonne vun der ADR gehale goufen, sinn de Beweis, datt et jiddwerengem vun eis géif guttdoen, heiansdo mol eng Kéier sech mat Prejugéen auserneenzesetzen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Eng Frechheet, dat do ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... a sech ze informéieren an esou eng Offer unzehuelen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- An, Här President, ech géif Iech bieden, ech hat d'Wuert an net d'Kolleege vun der ADR!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Den Här Hahn huet nach d'Wuert gefrot.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech mengen, ech kann am Numm vun den dräi Regierungsfraktiounen heibanne schwätzen. Merci fir dann déi breet Zoustëmmung hei zu dëser Resolutioun, iwwert déi mer eis freeën. Wéi gesot, déi Formatioune si jo natierlech fakultativ.

An op där anerer Säit geet et drëms, de CET ze stäerken, ech hat dat virdru schonn a menger Interventioun gesot, fir en eebe grad och an Entscheedungsprozesser, déi d'Chancëgläichheet betreffen, nach méi kënne matanzebanne wéi dat haut de Fall ass. An ech mengen, dass de CET, oder mir mengen zesummen, dass de CET tatsächlech e ganz, ganz wichtegt Schlësselelement an där ganzer Debatt hei ka sinn.

Dofir soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Hahn. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Deen, deen e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 2

Da kéime mer zum Vote iwwert d'Resolutioun Nummer 2, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass. An ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. No Récksprooch mat de Kolleege vu relativ all de Parteien, wann net allen, géif ech proposéieren, datt mer déi Resolutioun an eng Kommissioun verweisen, wann dat géif d'Zoustëmmung vun de Kolleege fannen, well dat géif et erméiglechen, virun allem den Invite nach ze preziséieren, fir esou all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi en commission de la résolution 2

Wien domadder d'accord ass, fir déi Resolutioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La résolution n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

A mir kënnen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen, dem Projet de loi 7216B, enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv, déi d'Benotze vum Finanzsystem, fir Geld ze wäschen oder den Terrorismus ze finanzéieren, verhënnert. An ech géif d'Wuert un de Rapporter gi vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech éischter ëm en ondigesten, jo, séier technesche Sujet. Einfach gesot: Et geet hei ëm d'Schafe vun engem Regëster vun de Fiducien an den Trusten.

Wat ass dat genee? Fiducië sinn Operatiounen, bei deenen e Patrimoine zäitweileg un eng Drëttpersoun iwwerdroe gëtt, eng Fiduciaire, déi d'Mandat kritt, fir dëst Vermëigen ze verwalten. Dës Operatioune sinn och nach ënner „Treihandgesellschafte" bekannt. Truste sinn am Fong näischt anescht wéi Fiducien, déi iwwer angelsächsegt Recht gereegelt sinn.

De Gesetzesprojet 7216B reit sech an an eis Efforte vum Kampf géint d'Geldwäscherei, wéi de President elo just gesot huet, respektiv an de Kader vun eiser Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

Et handelt sech heibäi ëm e Projet, deen eng speziell parlamentaresch Dossiersnummer huet. Dat ass Iech vläicht - fir déi, déi nach heibanne sinn - direkt opgefall. En huet nämlech, wéi all eis Projets de loi, eng véierstelleg Zuel, mee déi gëtt an dësem Fall vum Buschtaf B suivéiert. De Grond dofir ass, datt mir am Ufank e Projet unique haten, den 7216, deen den Artikel 31 vun der Direktiv 2015/849 iwwert d'Lutte géint d'Geldwäsch a géint d'Terrorfinanzéierung ëmsetze sollt. Dëse Gesetzesprojet gouf awer aus Ursaache vun Delaien an zwee gespléckt.

Fir e wichtege Volet vum genannten Artikel zurzäit an nationaalt Recht ëmsetzen ze kënnen, hu mir virun zwee Joer, am Joer 2018, de Gesetzesprojet 7216A ugeholl.

Bei där deelweiser Transpositioun vum Artikel 31 vun der Direktiv vun 2015 ass et, kuerz resuméiert, drëms gaange fir festzeleeën, wéi eng Informatiounen d'Fiduciairë vun hire Clientë froe mussen, a fir méi genau ze sinn, et goung drëms, fir Informatiounen ze kréie betreffend de Bénéficiaire effectif, also wiem in fine d'Sue géhéieren oder wie Sue kritt.

Dat Gesetz gesäit och vir, datt déi verschidden zoustänneg Kontrollautoritéiten iwwert déi néideg Pouvoire verfügen, fir hiren Aufgaben a Verflichtungen am Beräich vun der Preventioun vu Geldwäsch an Terrorfinanzéierung nozekommen. Si sollen den Accès zu den néidegen Informatioune vun de Fiduciairë respektiv dem Bénéficiaire effectif vun de Fiducië kréien.

Wat den zweete Volet vum urspréngleche Gesetz betrëfft, wou et ëm de „Registre des fiducies et des trusts" geet, hu mir bis dëst Joer mat der Transpositioun, mat der Ëmsetzung an nationaalt Recht also, Zäit gehat. Dësen zousätzleche Sputt ass doduerch ze erklären, datt am Joer 2018 eng nei Antiblanchimentdirektiv zu Bréissel gestëmmt ginn ass, déi substanziell Ännerunge fir de Registre des fiducies et des trusts virgesinn huet.

A genau dëse Volet setze mer elo, ënner anerem, mat dësem Gesetzesprojet an nationaalt Recht ëm. Ech soen „ënner anerem", well mir och Dispositioune vum Gesetz vun 2018 mat eriwwerhuelen, fir um Enn net zwee Gesetzer zu dësem Sujet ze hunn. D'Gesetz vun 2018 wäert doduerch abrogéiert ginn. Zu den Dispositiounen, déi am Gesetz vun 2018 festgehale goufen, gi bei dësem Projet de loi e puer Ajustementer gemaach, fir an Aklang mat der Direktiv vun 2018 ze sinn.

Mir limitéieren eis heibäi awer net nëmmen dorop, fir d'EU-Legislatioun ëmzesetzen, mee de Projet de loi huet och d'GAFI-Recommandatioun Nummer 25 iwwert d'Transparenz an d'Bénéficiaires effectifs vun de juristesche Konstruktiounen agebaut. D'Zil heivunner ass et, fir déi strengste Reegelen unzewenden a soumat de Ruff vun eiser Lëtzebuerger Finanzplaz weider ze stäerken.

Komme mer elo awer bei den Inhalt vun dësem Gesetzesprojet. Wéi scho gesot, setzt en d'Obligatioun fir d'Fiduciairen an d'Truste fest, wat d'Informatioune betrëfft, déi iwwert d'Bénéficiaires effectifs gesammelt a gespäichert musse ginn. Wéi ginn dës Informatiounen ofgespäichert? Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, datt e Registre des fiducies et des trusts bei der Enregistrementsverwaltung agefouert gëtt, an deem d'Fiduciairen an d'„Trusteeën", wéi dat esou schéin heescht, d'Informatiounen androe mussen.

Wichteg ze bemierken ass, datt hei opgepasst ginn ass, datt den Accès, den Zougang also op dëse Regëster streng gereegelt ass. D'Autorités nationales an d'Organismes d'autorégulation kënnen nëmmen op dëse Regëster zréckgräifen, wann dat an hirer respektiver Iwwerwaachungsmissioun am Kader vum Kampf géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg ass. Fir Professioneller ass den Zougang nëmmen dann erlaabt, wann dëst am Kader vun der sougenannter „application des mesures de vigilance" géintiwwer hire Clientë stattfënnt.

Ze notéieren ass och, datt verschidden Informatiounen aus dem Regëster fir d'Personnes physiques et morales gekuckt kënne ginn, wa se en Intérêt légitime am Kontext vun der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung beweise kënnen. Den Direkter vum Enregistrement oder säin Delegéierte kann dann decidéieren, ob eng Persoun en Intérêt légitime huet oder awer och net. Ech wäert duerno nach eng Kéier op dës Prozedur a besonnesch d'Recoursméiglechkeeten zréckkommen, vu datt et heiwéinst e puer Echangë mam Staatsrot gouf. Selbstverständlech sinn an dësem Gesetzesprojet och Strofe virgesinn, falls d'Spillreegele vun den Acteuren net agehale ginn.

E leschte Volet vum Gesetzesprojet dréit ëm déi national an international Kooperatioun tëscht den Autoritéiten. Um nationalen Niveau sollen d'Cellule de renseignement financier, d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation enk zesummeschaffen an Informatiounen austausche kënnen, déi an hire respektive Missiounen an der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg sinn. D'Autorités de contrôle kréien och d'Befugnis, fir mat hiren auslänneschen Homologen ze kooperéieren.

Wat déi europäesch Zesummenaarbecht ubelaangt, setzt dëse Gesetzesprojet de Kader, fir

datt den Enregistrement eng Interkonnexioun vun eisem Registre des fiducies et des trusts mat de Regëster vun den anere Memberstaate schafe kann. Dëst soll iwwer eng europäesch zentral Plattform geschéien.

Komme mer dann elo zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem éischten Avis e puer Observatioune gemaach. Notamment huet déi héich Kierperschaft Prezisioune fir verschidden Terme gefrot, ouni déi se eng Oppositioun formuléiere misst.

Den Artikel 27 huet zu e puer Echangë mam Staatsrot gefouert. Engersäits huet de Staatsrot fir den initiale Projet feststelle mussen, datt et eng Inkohärenz bei de Krittäre gëtt, fir op Basis vum Intérêt légitime Accès op de Regëster ze kréien. Anerersäits gouf et Bedenke bei der Recoursméiglechkeet géint d'Decisioun vum Direkter vum Enregistrement am Kader vum Intérêt légitime, deen ënnert der Form vun enger Referésprozedur virum Verwaltungsgeriicht, virum Tribunal administratif also, geschéie sollt.

Fir dës zwee Punkten huet de Staatsrot allkéiers eng Opposition formelle formuléiert. Am Avis complémentaire konnt de Staatsrot bis op d'Amendementer zu den Artikele 27 an 31 all seng Bedenken ophiewen. Déi héich Kierperschaft huet d'Amendementer vum 8. Juni guttgeheescht, soudatt et vun hir aus de Feu vert fir dëse Projet de loi gëtt.

D'Chambre de Commerce huet an hirem éischten Avis vum 10. Dezember 2019 de Projet de loi positiv entgéintgeholl. Si huet just e puer punktuell Prezisioune gefrot. Si hätt sech och an der Fiche financière e Montant fir d'Schafen an d'Verwaltung vum Regëster erwaart.

An hirem Avis complémentaire huet d'Handelskummer sech iwwert d'Amendementer gefreet, déi d'juristesch Sécherheet stäerken, virun allem wat d'Méiglechkeete vum Recours ubelaangt. Eng weider Observatioun betrëfft de Champ d'application, fir deen d'Chambre de Commerce sech eng weider Prezisioun am Text selwer amplaz am Commentaire des articles gewënscht hätt.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis vum 11. Dezember keng weider Bedenken zum Gesetzesprojet formuléiert.

D'CNPD, also d'Dateschutzkommissioun, huet an hirem éischten Avis och e puer Prezisioune gefrot, besonnesch wat d'Informatioune sinn, déi vun de Fiduciairen an den Trusteeë gesammelt musse ginn, an awer och, wat den Accès vun den Autorités nationales op de Regëster betrëfft.

D'CNPD huet sech awer erfreet gewisen, datt d'Donnéeën, déi am Fall vun enger Demande op Basis vum Intérêt légitime accessibel sinn, kloer begrenzt sinn. Si freet trotzdeem, datt den Direkter vum Enregistrement prezis Krittäre kritt, op Base vun deenen hie seng Entscheedung treffe kann, ob en Intérêt légitime besteet oder net.

Nieft weidere prozedurale Froen, déi opgeworf goufen, huet sech d'CNPD zefridde gewisen, datt d'Späichere vun den Donnéeën am interkonnektéierte System op fënnef Joer, de Minimum, dee vun der Direktiv virgesinn ass, begrenzt gouf. An hirem Avis complémentaire huet d'CNPD d'Amendementer an Erklärunge bis op e puer kleng Remarke guttgeheescht.

Fir weider Observatiounen erlaben ech mer, fir lech op mäi schréftleche Rapport ze verweisen.

Här President, merci fir déi Gedold, déi Der mat mir elo hat. Et konnt keng Punktlandung an der Zäit ginn. Ech wollt awer trotzdeem e puer Detailer hei erklären.

Dat gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen, ouni ze vergiessen, verschiddene Leit awer Merci ze soen: den Häre Vincent Thurmes a Carlo Zwank vum Finanzministère, dem Caroline Guezennec aus der Chamber, dem Loris Meyer vun eiser Fraktioun, déi dësen dach séier komplizéierten, héich techneschen Dossier mat vill Kompetenz a Gedold begleet hunn.

Merci och alle Kolleegen aus der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget), déi wierklech ëmmer ganz ugestrengt, konzentréiert nogelauschtert hunn, ënner anerem och dem Laurent Mosar fir säi kritescht Hannerfroen, besonnesch am Kontext Brexit. Dorobber kënnt e jo herno nach zréck. An och fir seng Asiicht bei den Erklärungen.

Merci och alle Kolleegen dann, wéi gesot, an lech heibanne fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Rapporter, dem honorabelen Här André Bauler. Da géif ech d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar, ginn.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci och. Merci un de Rapporteur fir d'alleréischt, en huet vu Gedold geschwat. Ech lauschteren dem Rapporteur ëmmer ganz gär no, well en dat op eng roueg, detailléiert, profund Aart a Weis mécht. A wann hie fäerdeg ass, bleift engem eigentlech net méi vill Zousätzleches ze bemierken. Ech soen em awer och Merci fir dee Merci, deen e mir fir meng kritesch Froen hei ausgedréckt huet. Ech mengen, mir hunn eng ganz gutt Ambiance an der Finanzkommissioun. An och wann déi Projeten heiansdo technesch schwiereg sinn, fannen ech awer, dass d'Diskussiounen ëmmer interessant sinn an datt och jiddwereen do ka seng pertinent Froe stellen.

Ech wollt awer ganz kuerz, Här President, op dräi Punkten nach eng Kéier agoen. Deen éischte Punkt ass: Ech wär frou, wann de Finanzminister eis kéint e bëssen den État de ratification soen. Wou si mer ongeféier dru mat der Transpositioun vun där Direktiv iwwert d'Fiducies? Notamment, wat mech natierlech besonnesch interesséiert, et schéngt jo esou ze sinn, datt de UK, iwwert dee mer herno am Kader vum Brexit da méi am Detail schwätzen, net wëlles hätt, hei nach ze transposéieren, wou mer dann um Niveau vum Level-Playingfield e ganz seriöe Problem kréien, well dann d'Trusten zu London weider kënne fonctionéieren ouni sou e Regëster. Si kënne bien entendu net an anere Länner vun der Europäescher Unioun aktiv sinn. Déi kënnen awer um Niveau vu Groussbritannien ouni déi Contrainten do fonctionéieren.

Eng zweet Remark, déi huet och mat Regëster ze dinn, awer manner mat deem dote Regëster, mee mam Registre des bénéficiaires économiques, wat och e Regëster ass, deen eis scho méi oft an der zoustänneger Kommissioun beschäftegt huet. An do ass et jo esou, datt anscheinend eng Rei vu Recourse gemaach gi si géint Refuse vun Derogatiounen. Mengen Informatiounen no ass et esou, datt quasiment nach guer keng Derogatioun vun deem Regëster akzeptéiert ginn ass, ausser a Mineursdossieren.

Mech géif et interesséieren, vläicht vum Finanzminister ze héieren, ob et entre-temps eventuell schonn éischt Decisioune vum Tribunal administratif zu där ganzer Thematik ginn. Well ech mengen, et si ganz, ganz vill Leit, déi dorobber waarden. A mir mussen eis och bewosst sinn, datt deemno wéi elo déi Arrêten do ausfalen, dat och ka Konsequenzen op de Level-Playingfield hunn. Ech wollt just de Finanzminister dorop opmierksam maachen. An e kann eis vläicht herno och do e puer zousätzlech Informatioune ginn.

Dann en drëtte Punkt, deen nëmmen indirekt domadder ze dinn huet, deen awer net onwichteg ass a wou ech wollt eigentlech och vun där Debatt vun haut profitéieren, fir deen eng Kéier opzewerfen. Virun enger Rei vun Deeg war a sech e ganz interessanten Artikel an der „Süddeutsche". En ass d'ailleurs och vun engem lëtzebuergeschen Informatiounskanal, „Reporter", zum Deel iwwerholl ginn. An deen Artikel, dat ass a sech e Rapport, deen do gemaach ginn ass, iwwert de Fonctionnement vum Échange d'informations.

A wat een do liest, mécht engem eigentlech keng Freed. Well en conclusion heescht et, datt quasiment den Informatiounsaustausch par rapport zu Groussbritannien a ganz besonnesch zu de Kanalinselen iwwerhaapt net fonctionéiert. Eppes, wat mer par ailleurs och schonn oft ëmmer erëm kritiséiert hunn. An dat schéngt och ganz kloer hei aus deem Rapport erauszegoen, datt dat net klappt. Datt och do carrement refuséiert gëtt, ganz speziell ass dat natierlech um Niveau vun de Kanalinselen, déi soen, si wären autonom a si bräichte sech net un dee System do ze halen.

Ech muss lech allerdéngs soen, wann dat esou bleift an d'Englänner kënnen, och besonnesch elo no engem Brexit, einfach virufueren, ouni sech iergendwéi un en Échange d'informations ze halen, da kréie mer, Här Finanzminister, e reelle Problem um Level-Playingfield. Duerfir wär ech frou, wann Der eis vläicht och dozou kéint e puer Informatioune ginn. Wann dat haut net méiglech ass, kënne mer dat awer och gär vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt an enger Finanzkommissioun nohuelen.

Dat gesot, bréngen ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Alles, wat eist Land stäerkt op der Finanzplaz, soll een ënnerstëtzen. Sou och dëse Projet, deen eng gutt Saach ass. An duerfir ginn ech hei den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Och mir als gréng Fraktioun soen dem André Bauler villmools Merci fir säi Rapport. Ech mengen, en huet déi néideg pedagogesch Kompetenz, fir eng ganz komplex an technesch Matière an einfach Wierder ze faassen. Dat muss ee fäerdegbréngen.

Natierlech ënnerstëtze mir dëse Projet de loi, well en e weidere Schrëtt zu méi Transparenz am ganze Finanzsecteur bedeit, e weidere Schrëtt am Kampf géint d'Geldwäisswäscherei a géint d'Finanzéierung vum Terrorismus an natierlech och e Schrëtt an der internationaler Zesummenaarbecht, wat eis Ënnerstëtzung fënnt.

An dofir den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'alleréischt merci effektiv un den André Bauler fir en, wéi ëmmer, fantasteschen a komplette Rapport.

D'Madamm Lorsché huet elo grad d'Stéchwuert gesot, dat ass Transparenz. Mir befannen eis hei an engem Spannungsfeld tëschent Transparenz op där enger Säit an op där anerer Säit Respekt virun der Privatsphär a Respektéierung vum Dateschutz.

A wat ech besonnesch gutt un dësem Projet fannen a woufir mir deen och als ADR wäerte matstëmmen, ass, datt cgontrairement zum berüümte Registre des bénéficiaires économiques net Jänni a Männi - deemools, wéi dat Gesetz gestëmmt ginn ass, hunn ech e bëssen iwwerdriwwe gesot: „all Topert" - kann Ableck huelen. Mee hei ass et wierklech reservéiert fir d'Autorités nationales, déi sollen Ableck hunn, an och un all Partie intéressée. Dat ass eng gutt Limitatioun. An dat hätt ech mer och gewënscht am Registre des bénéficiaires économiques.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wär et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, dat heite Gesetz ass schonn e Fortschrëtt am Kampf géint de Blanchiment. An deementspriechend wäerte mir dee Projet de loi och matstëmmen.

Allerdéngs maache mer eis awer och keng ze vill grouss Illusiounen. Mir sinn eis scho bewosst, datt dee Mechanismus, deen do implantéiert gëtt, dozou wäert kënne féieren, datt ee gréisser Reseaue kann demanteléieren, Reseaue vu Blanchiment a Reseaue vun Terrorismus, déi meeschtens matenee verbonne sinn. Mee et soll ee sech keng Illusioune maachen, well wann et ëm manner grouss Reseaue geet oder ëm eenzel Fiducien, wou nach aner Forme vu Blanchiment kënne stattfannen, wäert et e bësse méi komplizéiert ginn.

Ech wollt awer och nach drun erënneren, datt mer awer e bëssen a Verspéidung sinn. Et hätt sollen ëmgesat gi bis 2017. Mir sinn 2020. De Projet de loi, mengen ech, ass souguer och 2017 deposéiert ginn. Mir si rëm relativ a Verspéidung, wann et drëms geet, Saachen ëmzesetze géint de Blanchiment. Dat ass dat eent. An dat ass och vläicht net onbedéngt ganz gutt fir d'Kredibilitéit vu Lëtzebuerg, op jidde Fall wat eise Kampf ugeet géint de Blanchiment.

Zweetens, wat den Accès och ugeet. Mäi Virriedner sot natierlech: „Jo, dat heite geet net méi wäit wéi de Registre des bénéficiaires." Dat ass richteg. Mir bedaueren dat awer. Well mir sinn net der Meenung, datt „Jänni a Männi" kann Accès drop hunn. Well zurzäit ass et jo esou, datt souwuel d'ONGen wéi och d'Press zum Beispill, déi jo meeschtens un der Spëtzt vum Kampf géint de Blanchiment stinn, ganz oft justement e ganz schwéieren Accès wäerten hunn, ...

(Interruption par M. Roy Reding)

... well se mussen dann d'Fiducië beweisen. Et wëll keen ... D'Press wëll net Äert Privatliewe kennen, Här Reding. Also dat interesséiert franchement keen.

Une voix.- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee op jiddwer Fall wëll d'Press wëssen, wat fir eng Machenschaften derhannert sinn. An déi heiten Ëmsetzung wäert hinnen d'Aarbecht net méi einfach maachen, hir Investigatioun op jidde Fall net. Schonn nëmmen déi Notioun vum Intérêt légitime, déi relativ flou gehalen ass a wou ee kann dovunner ausgoen, datt den Accès vill méi schwéier wäert gemaach ginn. An en plus hu se nëmmen op all eenzel Fiducie mat der Nummer Accès.

Dat heescht, esou e grousse Quantesprong ass et lo och net am Kampf géint de Blanchiment. Et ass eng Verbesserung, mee et hätt kënnen eendeiteg besser sinn. Mir wäerten et trotzdeem dann, vu datt et eng Verbesserung ass, matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. De Kolleeg David Wagner huet et elo grad gesot: Dat heiten ass eebe grad e Quantesprong. Et ass de minimal klengste Sprong no vir. Dat ass eppes, wat e Quant nun emol u sech huet, datt en net ganz grouss ass. Mee et ass eng Verbesserung. Et geet no vir. Mir maachen hei eppes géint d'Geldwäsch. Mir maachen hei eppes, fir e bësse méi Transparenz an de Secteur eranzekréien.

An nodeem souwuel d'CNPD wéi och de Staatsrot jo awer an hiren éischten Avise kloer Baustellen opgewisen hunn, konnten déi behuewe ginn. An deementspriechend soen ech als Éischt dem Rapporter André Bauler Merci fir säi ganz extensive Rapport, deen déi iwwer zwee Joer Kommissiounsaarbecht, déi awer an deen Text hei gefloss ass, ganz gutt resuméiert huet. An da kann ech awer och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet de loi ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech fänke gären un, andeem ech dem Rapporteur André Bauler villmools Merci soe fir säi ganz gudden an extensive schréftleche Rapport a mëndleche Rapport.

Dat hei ass eng Prozedur, déi huet laang gedauert. Firwat huet se laang gedauert? Mee si huet haaptsächlech laang gedauert, well Europa selwer ganz vill op dësem Sujet schafft a seng eegen Direktiven déi ganzen Zäit nach nobessert. An dofir hu mer hei e ganzt Zesummespill zwëschent der Directive antiblanchiment n° 5 an der Directive antiblanchiment n° 4. An ech muss lech soen, och fir de Ministère a fir d'Leit, déi sech heimat beschäftegen, ass dat guer net esou einfach, wéi dat vläicht vu bausse ka gesi ginn, fir sech do esou ze organiséieren, dass een dat do ëmgesat kritt.

Ech deelen d'Analys vun deenen, déi e bësse kritesch waren, dass dat hei nëmmen e ganz klenge Sprong wär. D'AMLD V ass eng ganz wichteg Direktiv, déi ganz schwéier auszehandele war a wou d'Transpositioun an alle Länner ganz vill Schwieregkeete mat sech bruecht huet, well se natierlech konnt ... Et gëtt e Konflikt tëschent de Reegele vun der Protektioun vun den Donnéeën, der Protektioun vum Privatliewen op där enger Säit an der Bekämpfung vum Finanzement vum Terrorismus a vum Wäisswäsche vu Geld.

Dat hei ass dat siwent Gesetz, wat Dir hei stëmmt, fir d'AMLD V ëmzesetzen, dat siwent Gesetz! Do sinn der zwee, wann ech mech elo net ieren, déi si vum Ministère de la Justice gewiescht, a fënnef vum Finanzministère.

Ech sinn och frou iwwert d'Zesummenaarbecht, déi mer do hate mat der Commission des Finances. An dat huet mat sech bruecht, dass mer, mengen ech, hei eng Transpositioun hunn, déi jo ganz vill Zousproch kritt. Wann ech mech net ieren, kréie mer hei jo dann Unanimitéit. Dat freet mech.

Wat geschitt hei? Mir schafen e Registre des fiducies et des trusts. Trusten hu mer an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung en fait net. Mee et gëtt Trusten am Ausland, déi dann hei unerkannt sinn. Och dat ass eng Schwieregkeet méi am ganze Processus.

An dann hu mer Fiduciairen, dat hu mer, dat ass eng Lëtzebuerger Spezialitéit, déi kenne mer besser, déi awer änlech Resultater mat sech bréngen an änlech Zwecker erfëlle wéi d'Trusten.

Wat gëtt hei gemaach? Majo hei gëtt emol geséchert, dass déi Professionell, d'Autorité-nationallen an d'Organismes d'autorégulation Accès op déi heiten Informatioune kréien. Et ass fir déi, wou de Regëster gemaach gëtt. Do niewendru sinn da Personnes physiques ou morales, déi en Intérêt légitime hunn an déi deen da musse beweisen, déi och da kënnen Accès kréien. Dat ass anescht wéi de Registre des bénéficiaires économiques, dee vu Verschiddenen ugeschwat ginn ass, deen et scho gëtt, wou den Accès eebe fräi ass oder vill méi fräi ass. An dat huet Lëtzebuerg net esou gewielt, dat ass esou vun den Direktive virgesinn. A mir sinn och hei an engem Esprit vun der Transpositioun vun der Direktiv.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer hei an engem Gebitt sinn déi ganzen Zäit vun Antiblanchiment, wou et Recommandatioune vun der OCDE an dem GAFI, dem Groupement d'action financière, op där enger Säit gëtt an dann derniewent europäesch Direktive gëtt, déi heiansdo guer net oder net ganz am Aklang sinn. Heiansdo ass d'europäesch Direktiv méi streng an heiansdo ass d'Recommandatioun vun der OCDE méi streng. Wat natierlech och d'Komplexitéit mat sech brëngt, wann een dat heiten ëmsetzt.

An deem heite Projet hu mer d'Recommandatioun 25 vum GAFI, déi dat heite matofdeckt, en considération geholl. Déi ass a verschiddene Passagë méi streng. An dat hu mer da mat u Bord geholl. Mir ginn och d'nächst Joer vum GAFI gemonitored a kontrolléiert. Dofir hu mer och all Interêt, dass d'Recommandatioun vum GAFI och hei matofgedeckt gëtt.

Ech mengen och, et ass eng generell Remark, dass mer keen Interêt hunn, an där heiter Matière wëllen total minimalistesch ze sinn. Mir waren dat vläicht an der Vergaangenheet ze vill an all deene Matièren, déi mat Transparenz ze dinn hunn. An ech mengen, mir sinn hei gutt beroden, eng equilibréiert Transpositioun ze maachen. An dat geschitt mat deem heiten Text.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir hu villes, wat de Conseil d'État eis mat op de Wee ginn huet, integréiert. Mir hunn och Saachen, déi d'Commission nationale pour la protection des données mat op de Wee ginn huet, integréiert. Mir konnten allerdéngs net alles iwwerhuelen, well mer dann net méi konform zur Direktiv gewiescht wieren.

Zum Schluss zwou Saachen. Fir dem Här Mosar seng dräi Froe wéilt ech em soen, dass fir déi Froen, déi e gestallt huet iwwert de Registre des bénéficiaires économiques, dat am Domän vum Ministère de la Justice ass an ech och dofir keng Informatiounen doriwwer ka liwweren, mee dass de Ministère de la Justice bestëmmt bereet ass, dat dem Här Mosar oder dem Parlament matzedeelen.

An zu deenen zwou anere Froen, déi si jo en fait matenee verbonnen allen zwou, déi hu mat dem Vereenegte Kinnekräich ze dinn a mam Level-Playingfield, do géif ech proposéieren, dass mer dat herno an der Debatt uschwätzen, fir elo hei net e bëssen ze derivéiere par rapport zu dësem Projet de loi. Ech wär och mal à l'aise, fir elo bei engem Projet de loi iwwer ee spezifescht Land ze schwätzen. Mee ech mengen, déi Fro kënne mer ganz utilement herno beim Debat vum Brexit mateneen diskutéieren.

Zum Ofschloss, ech mengen, dass dat heite fir Lëtzebuerg, wat d'Transparenz ubelaangt, e wichtegt Gesetz ass. Et ass och wichteg fir eisen Image no baussen.

Dir hutt warscheinlech alleguerte verfollegt: An de leschte Jore si ganz vill Affären iwwer Antiblanchiment oder Financement vum Terrorismus an Europa opgedeckt ginn. Net zu Lëtzebuerg, mee an anere Länner. Mee et ass kee richteg parat, fir ... Et ass keen, dee ka soen: „Ech sinn honnertprozenteg sécher, dass bei mir kee Blanchiment geschitt!" Dat ka kee Mënsch soen. Mee natierlech, mat deene Reegelen, déi mer hei fir Lëtzebuerg och dann transposéieren, gëtt dee Risk esou kleng wéi méiglech. An ech mengen, dat ass fundamental, och fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, dass mer hei ganz exigent sinn.

Ech kann Iech soen: Au jour le jour schaffe mer do drop. An ech kann Iech och soen, dass Europa nach weider dorobber schafft an dass d'Kommissioun elo nei Texter proposéiert huet, déi scho méi wäit gi wéi dat, wat mer hei haut unhuelen. Et ass ënner anerem eng Iddi, déi doruechter schwieft, fir eng europäesch Agence fir de Blanchiment d'argent an de Financement du terrorisme op d'Been ze setzen. Dat ass an der Diskussioun. Dir gesitt, dat hei ass eng Matière, déi u Wichtegkeet nach just zouhëlt; merci fir d'Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Den Här Laurent Mosar huet nach d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci. Ech sinn d'accord mam Finanzminister, datt mer dann op dee Punkt do vum Échange d'informations herno am Kader vu menger Question élargie zréckkommen. Ech hu leider Gottes net esou vill Zäit wéi Dir, Här Finanzminister. Duerfir hunn ech alt elo scho profitéiert, fir ee klengen Deel vun där Fro ze thematiséieren.

Par contre ass awer eng Fro, déi näischt domadder ze dinn huet, déi Der mer net beäntwert hutt. Dat ass den État de la transposition: Wéi vill Länner hunn a sech hei hire Projet de loi scho gestëmmt? Wou si mer do drun? Wann Der mer haut net kënnt äntweren, géif ech just vläicht drëm bieden, datt ech eng schréftlech Äntwert kéint nokréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Et sinn nach eng ganz Rëtsch Länner, déi dat heiten net transposéiert hunn. Ech kann Iech awer d'genau Ziffer op haut net soen, mee ech schécken Iech dat no.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7216B. Den Text steet am Document parlementaire 7216B[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7216B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7216B eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7567 iwwert d'Garanties professionnelles de paiement. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm en neie Regimm vun de perséinlechen, wat mer nennen „Sûretéiten" oder Sécherheeten, déi kënnen am professionelle Kontext agesat ginn. Ënnert de Sécherheeten, Sûretéite versteet ee Garantien, déi bei Transaktiounen an d'Spill kommen, fir Kreditter oder Risiken, déi mat Kreditter a Verbindung stinn, ze decken.

Et ginn zwee Typpe vu Sécherheeten: engersäits, wat mer nennen d'„sûretés réelles", also Garantien, déi op Gidder geholl ginn. An do ass en typescht Beispill d'Hypothéik bei engem Immobiliekreditt. Anerersäits schwätze mer vun de „sûretés personnelles" fir Garantien, déi net op Gidder, mee op Persoune geholl ginn. Fir dësen Typ hu mer zu Lëtzebuerg am Moment haaptsächlech zwee Instrumenter. Dat ass engersäits, wat mer nennen d'Biergschaft oder de „cautionnement", deen iwwert d'Artikelen 2011 bis 2043 vum Code civil gereegelt ass, an déi sougenannt „garantie autonome". An dat ass e Konstrukt vun eiser Rechtsprechung, vun eiser Jurisprudenz.

D'Garantie professionnelle de paiement vun dësem Gesetz wäert sech à mi-chemin, op hallwem Wee tëschent dem Cautionnement an der Garantie autonome aglidderen.

De Projet de loi ass wichteg, well dacks musse Garantië fir eng Rëtsch Finanztransaktiounen opgestallt ginn, fir déi weeder de Cautionnement nach d'Garantie autonome dat passend Instrument sinn. Doduerch kënnt et bei deenen Transaktiounen zu enger juristescher Onsécherheet, well e Riichter déi Garantie, déi gi gëtt, requalifizéiere kéint.

Fir eng méi grouss kontraktuell Fräiheet zouzeloossen a fir d'Volonté commerciale vun de Parteie kënnen ze respektéieren, kënnen dës Leit mam neie Gesetz op e Regimm vun de Sûretés personnelles zréckgräifen, deen de Parteien engersäits eng méi grouss Flexibilitéit gëtt an anerersäits eng Rechtssécherheet garantéiert.

D'Garantie professionnelle de paiement soll net nëmme fir lëtzebuergesch Transaktiounen eng Roll spillen, mee et geet hei drëm, e modernt Kredittrecht ze hunn, dat duerch seng Flexibilitéit a Rechtssécherheet och soll fir international Finanz- an Handelstransaktiounen attraktiv sinn.

Dobäi gëtt sech um Succès vum ofgeännerte Gesetz vum 5. August 2005 inspiréiert, dat e grousse Strukturéierungsspillraum bei de Sûretés réelles zouléisst. Ënner esou eng Sûretéit fält zum Beispill de sougenannten „nantissement sur valeurs mobilières", deen engem Bankclient et erméiglecht, fir op eng onkomplizéiert Manéier senger Bank Finanzproduiten als Garantie auszestellen. D'Sûreté-réellë sinn zu engem wichtegen Atout fir d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Recht bei internationale Finanztransaktioune ginn. Dat heite Gesetz soll eis och an internationalen Transaktioune positiv positionéieren.

De Gesetzesprojet u sech definéiert am Artikel 1 e puer Notiounen, déi net onwichteg si fir d'Versteesdemech vum Text.

Den Artikel 2 setzt am Fong de Kader vun der Garantie professionnelle de paiement. Dat ass en Engagement, wéi ech scho gesot hunn, duerch deen eng Persoun, de Garant, sech géintiwwer engem Beneficiaire verflicht, fir e Betrag ze bezuelen, dee virdrun an engem Vertrag festgehale ginn ass. Dëst kann a Relatioun mat Creancen oder Risiken, déi mat Creancen associéiert sinn, stoen.

Den Artikel 3 setzt d'Konditioune fir d'Applikatioun vum neie Regimm fest. Engersäits gëtt verlaangt, dass d'Parteien explizitt festhalen, dass se d'Garantie professionnelle de paiement uwende wëllen. D'Zil ass, fir d'Rechtssécherheet ze stäerken. Anerersäits muss d'Garantie de paiement kënne schréftlech op engem, wat mer nenne „support durable" oder an digitaler Form attestéiert ginn.

Den Artikel 4 gesäit de Prinzip vun der Liberté contractuelle vir a gesäit eng Rei optional Méiglechkeete vir, duerch déi d'Vertragsparteien hir Garantië strukturéiere kënnen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 16. Juni 2020 d'Schafe vun engem legale Kader fir d'Garanties professionnelles de paiement begréisst. Fir déi ganz technesch Commentairen, déi opgeworf goufen, verweisen ech op de schréftleche Rapport. Wichteg awer ass, dass déi héich Kierperschaft Bedenken hat mam zweete Paragraf vum Artikel 3, deen eng Personne physique als Garant ausgeschloss huet, wat dem Staatsrot no géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis vun eiser Verfassung verstousse géif.

De Staatsrot huet entweeder no enger preziser Begrënnung fir dës Exklusioun gefrot oder hien huet proposéiert, fir dëse Paragraf einfach ze sträichen. De Conseil d'État hat seng Dispens vum zweete Vott doduerjer reservéiert. An d'Finanzkommissioun huet sech fir déi zweet Optioun ausgeschwat, dat heescht, de Paragraf einfach ze sträichen.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 28. Abrëll ofginn. Och si begréisst d'Aféiere vun der Garantie professionnelle de paiement, déi d'Mise en œuvre vun den Hëllefe fir d'Entreprisen an der Covid-19-Kris vereinfacht an awer och e weideren Atout fir eis Finanzplaz duerstellt, besonnesch am Kader vun internationale Finanzoperatiounen.

D'Chambre de Commerce begréisst hirersäits, dass d'Personnes physiques fir hire Schutz explizitt vun dëser Sûretéit ausgeschloss sinn. Dat war natierlech am Originaltext, mir hu jo virdrun elo gesinn, dass mer dat awer gestrach hunn.

D'Handelskummer stellt sech awer d'Fro, ob verschidde Gesellschaftsformen, fir déi et keng separat Personne juridique nieft där vum Associé gëtt, vun dësem Gesetzesprojet viséiert sinn. De Staatsrot hat dës Fro och opgeworf. Am Commentaire des articles ass doweinst preziséiert ginn, dass och Gesellschaften ouni Personnalité juridique vum Gesetz kënne profitéieren.

Weider freet d'Handelskummer, dass den Artikel 3 Paragraf 1 soll ëmformuléiert ginn. Hei gëtt festgehalen, dass dës Garantie nëmmen da kann agesat ginn, wann et eng „référence expresse" zum Gesetz gëtt. D'Chambre de Commerce mengt, dass et zu Mëssverständnisser bei der Interpretatioun vun dem Term „référence expresse" kéint kommen. Et géing net duer, fir d'Gesetz ze erwänen, fir de Risque de requalification ze ëmgoen. D'Chambre de Commerce huet an deem Kontext eng Textpropos formuléiert, déi mat der Remark vum Staatsrot mat iwwerholl ginn ass. De genannte Paragraf gesäit elo vir, dass d'Garantie professionnelle de paiement nëmmen da gëllt, wann d'Parteien explizitt festgehalen hunn, dass dëst Gesetz ze applizéieren ass.

Fir weider Detailer erlaben ech mer, op mäi schréftleche Rapport ze verweisen. An dat gesot, géif ech all deenen, déi hei matgehollef hunn, sief et vu Chamber, Ministère, Kolleegen aus der Cofibu an och aus der Fraktioun, e grousse Merci soen, an Iech alleguerten och fir d'Nolauschteren.

An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, a mäi ganz grousse Merci geet un de Rapporter, dee grad wéi säi Virgängerrapporter hei eng exzellent Aarbecht gemaach huet an eis dat Gesetz erkläert huet, awer haaptsächlech op d'Wichtegkeet insistéiert huet fir d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz. Ech mengen, hei ass wierklech ee vun deene ganz, ganz wichtege Projeten, déi mer an de leschte Wochen a Méint gestëmmt hunn. A mir sinn duerfir och vun deem Projet iwwerzeegt a wäerten deem Projet eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci och dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Och déi gréng soen dann dem Här Guy Arendt villmools Merci fir säi gudde Rapport. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och fir d'ADR bleift de Wierder vun de Virriedner näischt derbäizefügen. Mir wäerten dësen Text matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dësen Text net matstëmmen, well mir der Meenung sinn, datt et zu enger Dereguléierung vun engem Instrument féiert, dat schonn en place ass. D'autant plus, datt verschidden Dispositiounen eis guer net gefalen: de Caractère volontaire justement tëschent de Partner iwwert dee Garantiesystem, deen do agefouert gëtt, deen an eisen Ae relativ flou ass.

A mir mengen och, datt et à long terme zu enger Destabiliséierung vum Finanzsystem kéint bäidroen. D'autant plus, datt dee komplexe System vu Garantien och derzou wäert féieren, datt d'Banken och hir Fonds propres diminuéieren, wat an eisen Aen, zemools an der aktueller Situatioun, keng gutt Iddi ass.

Deementspriechend wäerte mer dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech wollt och profitéieren, fir dem Rapporter fir den exzellente Rapport Merci ze soen. Et ass keng einfach Matière, et ass awer eng wichteg Matière. An dofir gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci. Här President, Dir Dammen an

Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un de Guy Arendt fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Besonnesch och fir de mëndleche Rapport, well en op déi verschidde Punkten higewisen huet, wou e puer Schwieregkeete waren. Ech mengen, hei solle mer eis bewosst sinn, dass mer en neit Instrument schafen, wat fir eis Finanzplaz wichteg ass, wat awer souguer iwwert d'Finanzplaz ewechgeet an einfach fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg wichteg ass.

Mir hunn am Code civil de Cautionnement, deen et säit Jorhonnerte gëtt. An dann huet effektiv d'Jurisprudenz, wéi den Deputéierten Arendt dat richteg gesot huet, d'Garantie autonome geschaf. Mee vu dass et eng Jurisprudence ass, feelt et do u Rechtssécherheet. Dofir hu mer dann déi Garantie professionnelle de paiement hei elo virgesinn, déi sech do tëschent deenen zwou existéierenden Notioune vu Cautionnement a Garantie autonome befënnt.

Ech mengen, ganz kuerz gesot, mir schafen hei en Instrument, wat méi Sécurité juridique gëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit awer och déi néideg Flexibilitéit, déi de Secteur brauch. Wann ee kuckt, wéi de Secteur vun den Investitiounsfonge sech entwéckelt huet, wéi eis Finanzplaz en général sech entwéckelt huet, dann ass dat heiten e ganz wichtegt Instrument. Mir haten och scho Sûreté-réelle-mobilièrë geschaf iwwert d'Joren. Hei schafe mer eeben nei Instrumenter.

Wat een och vläicht muss soen, wat vläicht net esou bekannt ass, dat ass, dass dat heiten och warscheinlech wichteg gëtt am Kontext vun de Mesuren, déi Europa wëllt huelen, fir d'Ekonomie ze relancéieren. An eng vun den dräi Mesures d'urgence, déi am Eurogroup decidéiert gi sinn, eng vun deenen dräi ass jo, fir 200 Milliarde Cautionnementer iwwert d'BEI a ganz Europa ze maachen, fir den Entreprisen ze hëllefen. An dëst Instrument wäert der BEI et erméiglechen, effektiv dee Cautionnement esou gënschteg wéi méiglech ze gestalten a justement op déi Garantie professionnelle de paiement zréckzegräifen, well dat en Instrument ass, wat och international ganz gutt gebraucht ka ginn.

Ech mengen, dat wollt ech ënnersträichen, dass mer also domadder och am Kontext vun der Crise sanitaire a vun der Relance vun der Wirtschaft hei e Bäitrag maachen.

All deenen, déi heidrop geschafft hunn, wollt ech Merci soen. Erëm eng Kéier och eng komplex Matière, mee et ass net, well et eng komplex Matière ass, dass et oninteressant ass. An et ass net, well et eng komplex Matière ass, dass et net ganz wichteg ass fir eis Ekonomie.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7567. Den Text steet am Document parlementaire 7567[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7567 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 43 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Post-Brexit-Negociatiounen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, ech wollt haut eng Fro stellen iwwert de Brexit. Muer wäert mäi Kolleeg Claude Wiseler eng zweet stellen. Mir hunn eis dat e bëssen ënnereneen agedeelt. De Claude Wiseler wäert méi eng generell iwwert de Brexit stellen, an ech wäert mech de Mëtteg haaptsächlech mat de Service-financierë beschäftegen.

Här President, den 29. Juni hunn erëm d'Verhandlungen zwëschent deenen zwou Delegatiounen ugefaange fir ze kucken, en Handelsaccord zwëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien ze finaliséieren. Déi Delegatiounen hu sech fënnef Woche ginn - et ass also sportlech - a bis Enn vun dësem Mount respektiv Ufank vum August soll dann eigentlech deen Accord stoen. Dee muss och da stoen, well wann et zu engem Accord géif kommen, muss dee jo nach vun deenen 28 Parlamenter ratifizéiert ginn. Dat heescht, do kënnt also och nach munch Aarbecht op déi national Parlamenter zou, wann et dann zu engem Accord géif kommen, wat mer, mengen ech, jo nach alleguerten hei hoffen.

Et ass awer och schonn esou, datt vill iwwer e sougenannten No-Deal geschwat gëtt. An do ass et natierlech ganz kloer, datt jo eigentlech am Prinzip eng Verlängerung vun där Iwwergangsperiod nach méiglech wier, zumindest emol wärend engem Joer. Allerdéngs, mengen ech, huet den englesche Premier, de Boris Johnson, esou eng Verlängerung relativ kloer ausgeschloss, soudatt mer mol dervu mussen ausgoen, datt et entweeder zu engem Accord da bis Enn vun dësem Mount kënnt respektiv datt et dann zu engem No-Deal kënnt.

Ech wollt haaptsächlech op e puer Punkten agoen an och do eng Rei vu Froe stellen. Dat éischt Theemegebitt ass dat, datt déi Service-financierë jo a sech net an der Diskussioun mat dra sinn. Dat heescht, déi si jo am Prinzip erausgeholl ginn an eigentlech sollen herno déi ganz Relatiounen an de Service-financieren iwwer Equivalenze geléist ginn. Et ass och dat, wat de Michel Barnier eis virun enger Rei vu Wochen oder Méint, wéi en hei war, gesot huet.

Do muss een awer direkt preziséieren, wat d'Equivalenzen ubelaangt, an dat ass eng News vun haut, déi an der Press elo ze liesen ass, datt anscheinend d'englesch Regierung den Delai verpasst hätt, fir op 28 Froen ze äntwerten. An esou wéi een dat kann noliesen, schéngt dat och eng Quasiforclusioun ze sinn, op déi se net méi kéinten zréckkommen, wat da géif heeschen, datt se an enger ganzer Rei Beräicher eigentlech elo keng Equivalenz méi kéinte kréien. Ech sinn elo kee Spezialist, ech mengen, de Finanzminister kann eis sécherlech do méi driwwer soen.

Dann en drëtte Punkt, an ech erënneren do un d'Aussoe vum Xavier Bettel, deen huet ganz am Ufank gesot, datt et hei an de Verhandlungen net dierft zu engem Cherrypicking komme vu Groussbritannien. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee misst jo nach ëmmer stoen, an deen ass och nach ëmmer richteg.

Eng véiert Iwwerleeung, an déi ass awer gradesou wichteg, ganz besonnesch och fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg: Ech mengen, mir hunn ëmmer mat Groussbritannien exzellent enk Relatiounen ënnerhalen an et ass och wichteg, datt iwwer en No-Deal eraus - wann et dann zu engem No-Deal géif kommen, wat mer net hoffen - et awer virun do ganz gutt Relatioune gëtt. Well et däerf een net vergiessen, dass de UK fir eis de fënneftwichtegsten Handelspartner ass, laut deene leschten Zuele vum Statec.

Do stelle sech also eng ganz Rei vu Froen, déi ech dann elo wëll resuméieren an dem Finanzminister nach eng Kéier stellen. Déi éischt Fro ass natierlech déi: Wéi schätzt den Här Finanzminister d'Chancen an, datt et dann hoffentlech nach zu engem Deal géif kommen?

Zweetens: Steet nach ëmmer déi Exklusioun vun de Service-financieren, wéi den Här Barnier eis dat deemools hei gesot huet, oder gëtt et eventuell do awer elo aner Iwwerleeungen, fir se mat eranzebréngen?

Drëttens, an dat ass natierlech eng weesentlech Fro: Wéi geet et dann herno viru mat den Equivalenzen? An ech hu virdru schonn d'Fro opgeworf: Ass dat esou, datt effektiv do 28 Questionnairë vu Groussbritannien net beäntwert gi sinn? A wat huet dat eventuell vu Konsequenzen? A wa mer vun Equivalenze schwätzen, stellt sech natierlech déi Fro, déi dem Finanzminister an eis och staark um Häerz läit, déi vum Level-Playingfield, wou mer musse kucken, wéi et virugeet.

Eng nächst Fro ass: Wéi geet et och am Kontext vun deenen Equivalenzbestëmmunge mam Passporting européen? Eng net onwichteg Fro fir de Fongesecteur.

Eng nächst Fro ass: Wéi ass et mam Acquis communautaire? Do hu mer ëmmer erëm gesot kritt, och vun den englesche Kolleegen, deen Acquis communautaire géif respektéiert ginn, wat natierlech e ganz weesentleche Punkt wier. Duerfir och do meng Fro: Wat ass do den Informatiounsstand vum Finanzminister? A wann dat de Fall wier, wéi ass et dann allerdéngs och mat der Kompetenz vum Europäesche Geriichtshaff? Bleift den Europäesche Geriichtshaff weider kompetent, fir deen Acquis communautaire ze jugéieren? Sollt dat nämlech net de Fall sinn, muss ee sech froen, wat dann nach de praktesche Meerwäert vun deem Acquis communautaire ass.

Dann, déi nächst Fro ass déi, wann et wierklech géif zu engem No-Deal kommen, wat mer net hoffen: Mir hunn eng Rei vu Gesetzer schonn an de leschte Méint gestëmmt, déi esou en No-Deal virbereeden, an ech mengen, mir mussen et awer nach fäerdegbréngen, normal Bezéiungen zwëschent eisen zwou Handelsplazen a Finanzplazen ze kréien. Wéi ass d'Regierung do amgaange sech drop virzebereeden? Wat kënnt eventuell do nach vu Verhandlungen? An och an deem Kontext, ass eventuell do envisagéiert, Här Finanzminister, e bilateralen Accord dee Moment ze maachen zwëschent Groussbritannien a Lëtzebuerg?

Dat sinn elo mol an enger éischter Etapp all meng Froen. Ech mengen, et sinn der scho ganz vill. Merci schonn am Viraus fir all Är Äntwerten, Här Finanzminister.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Jo, dat si ganz vill Froen an op verschiddener kann een einfach net äntwerten, well de Lëtzebuerger Finanzminister oder d'Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung sëtzen net am Sall, wann d'Verhandlungen zwëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Kommissioun gefouert ginn. Ech mengen, dat ass de Mechanismus, wéi e funktionéiert.

Dofir, ech wäert versichen, vill Elementer hei ze ginn. Mee ech mengen, wat ech muss evitéieren, ass - net evitéieren ..., oder evitéieren, well et institutionell net richteg wier - Interpretatiounen ze ginn op Kommentaren, déi ee vun de Medie kritt oder vun deem engen a vun deem aneren, an dat versichen ze interpretéieren, zu wat dat ka féieren. Ech mengen, wat een net däerf vergiessen ass, dass hei vill Taktik op béide Säiten ass, an dat mécht d'Negociatioun net méi einfach an och net méi transparent.

Ech wëll och soen: De Mandat, deen huet natierlech d'Kommissioun preparéiert an en ass vun de 27 Memberstaate guttgeheescht ginn. An där Hisiicht hu mir participéiert a contribuéiert zu dësem Mandat. Dir wësst, dass Lëtzebuerg warscheinlech eent vun deene Länner war, wann net dat Land, wat sech am meeschten agesat huet, fir dass d'Service-financierë sollten eng méi grouss Roll hei spillen. Déi sinn elo tel quel net als grousse Punkt am Mandat dran, spillen awer, esou par la bande, eng gewësse Roll.

Fir d'éischt géif ech awer gäre soen, dass fir eis dee Brexit en fait zwee Defien duergestallt huet an duerstellt. Deen éischten Defi war: Wann dann de Brexit elo geschitt, an elo ass dat jo alles amgaang, ass Lëtzebuerg attraktiv, fir en Deel vun deem Business op Lëtzebuerg ze kréien? Mir kennen haut d'Äntwert. D'Äntwert ass: Jo! Mir hu méi wéi 60 Acteuren, déi gewielt hunn, sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen.

Wat seet eis dat? An ech mengen, dat däerfe mer ni aus dem Kapp vergiessen, wat seet eis dat? Et seet eis net nëmmen, dass Lëtzebuerg attraktiv ass. Et seet eis och, dass déi ganz Affär vum Accès jo ka geléist ginn, andeem een eng Nidderloossung, eng Filial, heiansdo eng Succursale um Territoire vun der Union européenne opriicht. An anere Wierder: Den Accès automatique général, dee jo de UK elo hei verléiert, heescht net, dass all déi Acteuren, déi zu London sinn, iwwerhaapt net méi kënne mat eis schaffen. Mir hunn dat, mengen ech, gutt anticipéiert.

Ech si frou, dass vill Acteure Lëtzebuerg erausgewielt hunn. Mee dat muss een och am Kapp behalen, wat dann d'Endresultat vun dëser Verhandlung ass. Majo, wann d'Endverhandlung eeben esou ass, dass mer eis op näischt eens ginn no der Phase de transition, majo da wäert deen Trend, fir sech weider op dem Kontinent vun Europa nidderzeloossen, sech poursuivéieren. Dat huet och seng Virdeeler fir Lëtzebuerg. Et huet net nëmmen Nodeeler. Mee dat ass eeben déi éischt Iddi: d'Iddi Nidderloossung.

An da kënnt déi zweet Iddi. Mir schaffe vill mam Vereenegte Kinnekräich, mat London. Wéi kënne mer déi Relatiounen esou gutt wéi méiglech halen? Dat heescht, och dat musse mer kucken. Mee do si mer net Meeschter, do ass de Meeschter d'Kommissioun a wat an där ganzer Verhandlung erauskënnt. A jee nodeem, wat hannen erauskënnt, eppes Guddes, eppes Mëttelméisseges oder eppes Schlechtes, muss een eventuell kucken, wat ee bilateral ka maachen. Haut kann een dat net anticipéieren. Ech schléissen awer näischt aus.

Ech mengen, ech hu virun e puer Deeg gelies, dass d'Vereenegt Kinnekräich mat der Schwäiz amgaangen ass, eppes Bilaterales auszemaachen. Jo, d'Schwäiz kann dat maachen, si ass net an der Unioun, si verhandelt fir sech selwer. An d'Engländer och. Mir sinn och ganz gespaant, wat do erauskënnt. Also, dat ass eng Deeläntwert op Är Fro: „Sidd Der bereet, eppes Bilaterales ze maachen?" Jee nodeem, wat hannen erauskënnt, kann een dat natierlech erwägen.

Eng wichteg Fro ass déi vun den Equivalenzen. An do ass vill ronderëm geschwat ginn. Et ass esou fir d'Europäesch Unioun, bis haut ass déi Prozedur vun der Equivalenz iwwerhaapt vu kengem Mënsch gesi ginn. Dat war eppes, wat d'Kommissioun op techneschem Niveau mat ville Länner bilateral verhandelt huet, an d'Visibilitéit ass nëmme grouss gi wéinst dem Brexit. An et ass natierlech d'autant plus wichteg, well d'Vereenegt Kinnekräich jo Member war an dee selwechten Acquis communautaire huet an do eis englesch Partner zu Recht soen: „Mir kënnen a mir sollen net traitéiert gi wéi en Drëttland, wat souwisou aner Reegelen huet." Also den Ausgangspunkt ass en aneren.

Mee wann eis englesch Frënn awer och parallell soen: „A mir wëllen herno alles anescht maachen a mir wëllen Här a Meeschter sinn, mat wiem mer Accords commerciaux maachen. Mir wëllen Här a Meeschter sinn, wéi mir eis Reegelunge muer maachen", jo, dann entferne se sech jo vum Acquis communautaire an dann hu mer net méi déi selwecht Reegelen. An dann ass et kee Level-Playingfield. An dofir hänkt och villes dovunner of, wat fir eng Strategie eis englesch Partner an Zukunft wäerte fueren.

Dofir, op vill vun Äre Froe kann een net richteg äntwerten. Wann hir Taktik oder hir Strategie ass: „Wa mer bis dobausse sinn, hale mer den Acquis communautaire esou vill wéi méiglech an, well dat an eisem Interêt ass, well mer dann den Accès un de Marché unique erliichteren", jo, dann ass villes einfach. Wann hir Strategie awer genau déi opposéiert ass, alles anescht ze maachen, jo, da gëtt den Accès ëmmer méi schwiereg an da musse se eeben d'Nidderloossung um europäeschen Territoire maachen, um Kontinent, fir da kënne vum Marché unique ze beneficiéieren. Ech wollt dat eng Kéier erklären, dass déi Saachen all matenee verbonne sinn an een och do keng definitiv Äntwerte ka soen.

Vläicht nach zu den Equivalenzen: Mir sinn eent vun deene Länner, wat gesot huet, et kéint ee sech virstellen, dass déi Prozedur vun der Equivalenz e bësse méi transparent géif ginn an och op jidde Fall par rapport zu England méi Zäit géif loossen. De Moment kënnen déi Décision-d'équivalencë vun der Kommissioun ganz kuerzfristeg nichteg gemaach ginn. Dat heescht, vun haut op muer kann d'Kommissioun soen: „Do war eng Equivalence. Elo ass keng méi ginn, well Dir Är Reegele geännert hutt!", oder Gott weess wat. Et war also ganz unilateral.

Ech verstinn zum engen, dass eis englesch Frënn soen: „Esou kann een net gutt mat engem Partner schaffen!" Op där anerer Säit verstinn ech awer och d'Positioun vun den Englänner net, déi soen: „Mir mussen eis do ronderëm en Dësch sëtzen, mir mussen dat alles verhandelen!" Nee. Si sinn net méi an der Unioun. Da kënne se net mat eis verhandelen a soen: „Är Reegele gefalen eis net gutt, mir hu besserer. Mir gesinn dat anescht." Wa se esou wéilte mat eis schwätzen, hätte se sollen an der EU bleiwen, an da kéinte se alles mat eis diskutéieren. Dofir,

d'Equivalenzdiskussioun ass eng komplizéiert, eng qualitativ Diskussioun, an dat muss een esou verstoen.

Iwwert d'Equivalenz ewech stellt sech eeben d'Fro vum Futur, wéi d'futur Reegelen, zum engen eis eegen, aus der EU, evoluéieren, a wéi déi an England evoluéieren. Jo, wann déi komplett auserneeginn, wéi gesot, da gëtt den Accès ëmmer méi schwéier.

Zur Cour de justice: Et ass ee vun de sprangende Punkten. Eis englesch Frënn hu kategoresch refuséiert, dass déi Equivalenzsaachen oder aner Saachen der Cour de justice des communautés kéinten ënnerworf ginn. Et ass jo och esou, dass am Accord, dee mer am Espace économique européen gemaach hunn, deen an den 90er Jore gemaach ginn ass, do eng extra Cour geschaf gi war, fir dee Problem ze léisen. Ech mengen, deen heite Problem vun der Juridictioun wäert sech en fait nëmme richteg stelle ganz zum Schluss vun der Negociatioun, wann ee gesäit, op wat een do erausgeet.

An dat erlaabt mer da vläicht, zum Schluss Folgendes ze soen: „Mir liewen an enger ganz bizarer Zäit." Ech erkläre mech. Mir hunn an de Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich als EU elo eng Période de transition vun engem Joer, wat mat sech bréngt, dass en fait fir d'Finanzplaz London a fir d'Entreprisen am Vereenegte Kinnekräich de Brexit nach net agetrueden ass. En ass nach net agetrueden. Hir Gidder kënnen erakommen. Hir Servicer kënne se leeschten, wéi wa se nach ëmmer dobanne wären, wat jo eng privilegiéiert Situatioun ass.

An da kéint ee sech jo vläicht virstellen, well dat eng privilegiéiert Situatioun ass a wann ee sech net eens gëtt, dass grad d'Engländer géife froen: „Wa mer net eens ginn, da brauche mer méi Zäit, da verlängere mer d'Période de transition." Mee nee, et ass ëmgekéiert. Si sinn déi, déi soen: „A wa mer net eens ginn zum Schluss, da muss dat alles ophéieren, déi Période de transition!" Wéi wann dat eng Strof wier! Wéi wann dat eng Strof wier. Et ass e Privileeg!

Also dofir ass dat alles esou komplizéiert. Ech mengen, ech hunn och haut en Interview gesinn, net en Interview, eng Konferenz, déi de Michel Barnier gehalen huet per Telekonferenz, wou e ganz kloer ënnersträicht: „Mir kënnen als Europäesch Unioun", an ech sinn do komplett bei em, „mir kënnen eisen englesche Partner net erlaben, Cherrypicking ze maachen", dat ganz kloer net. Wann et se arrangéiert, e Fouss dobannen ze hunn an der Europäesch Unioun, a wann et se op engem anere Sujet arrangéiert, dann dobaussen ze sinn an ze soen: „Mir si souverän, mir wëlle maachen, wat mer wëllen. Mir wëlle komplett souverän sinn." An dat ass dat, wat et wierklech schwéier mécht.

Mee ech kann Iech als Konklusioun soen: Ech sinn iwwerzeegt, dass ech net op all Är Froe konnt konkreet äntwerten, mee et war méi eng Impressioun, wou mer elo dru sinn. Mir poursuivéieren dat ganz no. A wann et e ganz haarde Brexit gëtt, da musse verschidden Acteure vu London, déi dat nach net gemaach hunn, sech um Kontinent nidderloossen. A vu dass mer a verschiddenen Domänen - ob dat elo Assurancë sinn, am Management vun de Fonge - ganz attraktiv sinn, kann dat och positiv Konsequenzen hu fir Lëtzebuerg.

Wann den Accord méi ausgeräift ass, dass déi Facilitéiten zum Deel bleiwen, jo, da kënne mer bilateral déi Geschäfter gutt weiderféieren. An dann hu mer nach déi drëtt Optioun, déi Dir selwer jo och erwäänt hutt: Wann et zu engem Exit kënnt mat kengen Accorden, da muss een natierlech och exploréieren, wat ee bilateral mam Vereenegte Kinnekräich ka maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci fir d'alleréischt dem Minister trotzdeem fir déi scho ganz interessant Erklärungen. Ech verstinn och, datt een à ce moment net op alles kann äntwerten. Fir d'alleréischt begréissen ech awer expressement och déi Disponibilitéit fir ze soen: „Wa mer gesinn, datt dat do schifgeet, da si mer bereet, a bilateral Verhandlungen anzetrieden." Ech mengen iwwregens, datt mer och net déi Eenzeg sinn, Här Finanzminister. Eis Nopeschlänner wäerte warscheinlech och schonn an de Startbléck sinn. Duerfir ass et just gutt, wann ee matzäit do preparéiert ass.

Eng Fro, déi ech awer nach hätt - ech verstinn awer, datt Der net do kënnt drop äntwerten, well se justement am Moment an der Aktualitéit ass -, ass déi Geschicht do mat deenen 28 Formulairen, wou anscheinend déi brittesch Regierung net drop geäntwert hätt, an do wär elo esou eng Aart Forclusioun. Also ech weess et net. Wann Der mer elo net direkt kënnt drop äntwerten, da versti mer dat och, mee ech mengen, et ass awer eng net onweesentlech Fro, well hei geet et justement ëm dee Punkt, wou Dir och ënnerstrach hutt, datt et vläicht dee wichtegsten ass, dee vun den Equivalenzen.

Dann nach eng Kéier eng lescht Fro, well do hat Der mer virdrun net drop geäntwert, Dir hutt mer och elo nach net drop geäntwert, dat ass déi Schwieregkeet, déi ee mat eisen englesche Frënn huet, bon, éischtens, wat den Acquis communautaire ubelaangt: Mee souguer beim Acquis communautaire a souguer elo, wou se mol nach net aus der Europäescher Unioun eraus sinn, gëtt sech systematesch net un europäesch Spillreegele gehalen.

An ech hunn Iech virdru gesot, wat déi ganz Diskussioun iwwer Échanges d'informations ubelaangt, wou einfach refuséiert gëtt, fir en Échange d'informations ze maachen. Hei schéngt et jo och prezis ëm een ze goe par rapport zu Däitschland, wat jo och e grousse Partner ass; dat ass jo net egal wien. A wa souguer do keen Échange d'informations praktizéiert gëtt, muss ee sech awer Froe stellen! A mir mussen dann trotzdeem awer iergendwéi kucken, och wa muer Groussbritannien net méi an der Europäescher Unioun ass, si sinn awer an der OECD, an et kann net sinn, datt si sech iwwer all Reegelen, all Spillreegelen ewechsetzen, well da kréie mer e reelle Problem um Niveau vum Level-Playingfield.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech mengen, déi zwou Froe vun den Equivalenzen an dem Respekt vum Acquis communautaire si wierklech zwou Schlësselfroen. Ech kennen deen Detail vun den 28 Äntwerten oder Kommentaren, déi se net gemaach hunn, net. Mee et ass ganz kloer, wann een d'Kommentare vum Michel Barnier haut liest, dass et do net gutt weidergeet am Domän vun den Equivalenzen. An et ass ganz kloer, wéi de Michel Barnier hei war - ech mengen, Dir hutt e jo och gesinn -, de Michel Barnier huet gesot: „Ech loosse mir, an och d'EU soll sech net an hir Saachen draschwätze loosse vun engem Land, wat net méi dobannen ass." Wa mir decidéieren, dass alleguerten d'Direktiven elo op roudem Pabeier gedréckt ginn, dann decidéiere mir dat! A wann d'Engländer eis soen: „Dat ass verbëtztent Geld, et ass méi bëlleg op wäissem Pabeier. Mir géifen Iech recommandéieren, dat op wäissem Pabeier ze maachen", dann däerf d'EU sech net do draschwätze loossen. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass: Déi ganz Diskussioun vun den Equivalenze mécht jo nëmme Sënn an där Logik, wann eis englesch Partner als État d'esprit hunn, fir den Acquis communautaire weiderzeféieren. Wa se dee jo lénks a riets leie loossen, majo da geet d'Equivalenz jo schonn iwwerhaapt net! Dat heescht, déi zwou Saache si jo matenee verbonnen. Déi kann een net separat kucken. A si sinn doranner net kloer. Heiansdo soe se engem: „Mir brauchen immens vill an der Equivalenz. Mir brauchen do eng Prozedur, déi vill méi transparent ass. Mir brauchen Delaien." An den Dag drop seet dee selwechte Minister oder d'Regierung: „Mir wëllen awer kënne komplett onofhängeg sinn an där Matière oder am Ganzen, well mir e souveräänt Land sinn." Jo, et kann een net dat eent an dat anert wëllen. Déi zwou Saache schléisse sech praktesch aus.

Ech muss Iech zwar soen, mee dat ass meng „intime conviction", dass et net den Interêt vum UK ass, aus Saachen - kommt, mir huelen déi AMLD V, déi Dir haut unanimement ugeholl hutt -, ech mengen net, dass et den Interêt ass vu London a vun eisen englesche Partner, fir do Cavalier seul ze maachen an do e bëssen eppes aneschters ze maachen. Ech mengen net, dass dat déi Sujete sinn, wou se dat wëlle maachen. Well wa se dee Risiko aginn, majo da spille se jo mat hirem Gléck a mat der Reputatioun vun hirer Finanzplaz! Dofir, ech mengen, et muss een dat observéieren. Mee et muss een déi Kontradiktioun, déi d'Engländer selwer an hirer Positioun hunn, gutt verstoen. Si hätte gäre méi Equivalenzen an an engems wëlle se awer och kënnen erausgoen.

Ech sinn à tout moment bereet - an deem heiten Dossier wäert jo och nach villes geschéien an den nächste Méint -, d'Cofibu oder déi Deputéiert, déi dat wëlle wëssen, ze informéieren, insoufern mir informéiert ginn, well déi Negociatioune si geheim.

A vläicht zu den nationale Parlamenter hire Rôlen: Dat hänkt ganz dervun of, wat de Contenu herno vum Accord ass. Also wa keen Accord do ass, brauch jo näischt ratifizéiert ze ginn. Mee wann deen Accord ganz schmuel ass, da kéint et sinn, dass dat lauter Matièrë sinn an der Compétence exclusive vun der Kommissioun, wou da keng Ratifikatioun vun den nationale Parlamenter de Fall wier, an da bräicht dat just vum Europäesche Parlament ratifizéiert ze ginn. Ech mengen, dat ass e bëssen déi grouss Reegel, wéi dat de Moment gekuckt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

6. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eisen Ordre du jour vun haut. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 47 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Fräihandelszon hei zu Lëtzebuerg. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Virdru war e groussen internationalen Dossier. Hei ass en Dossier, iwwert dee mer schwätzen, deen, mengen ech kënnen ze soen, eis an de leschte Joren net ëmmer Gléck bruecht huet. An ech ka mech erënneren, e puer Kolleegen, déi och elo hei sëtzen, waren deemools beim éischte Spuetestéch derbäi. Ech selwer och. Deemools ware mer voller Begeeschterung, wéi mer do gehollef hunn, dee Spuetestéch ze maachen. Leider Gottes, wann een elo e bëssen d'Evolutioun an deene leschte Jore kuckt, muss ee soen, datt dat vläicht alles net esou gelaf ass, wéi mer eis dat warscheinlech virgestallt haten.

Ech wëll elo net op dee ganzen Historique vun deem Freeport nach eng Kéier agoen, awer just soen, datt ech haut déi Fro gestallt hunn, well awer an deene leschten Deeg erëm ganz vill Wellen an deem Dossier waren doduerch, datt de President vum Conseil d'administration, den Här Goebbels, demissionéiert huet, relativ plëtzlech. Déi Demissioun ass schonn op Ufank Mäerz datéiert, ass awer elo eréischt bekannt ginn. Och den Administrateur délégué huet sech an de Medien esou ausgedréckt, wéi wann en net méi géif dru gleewen, nach ganz laang op sengem Posten ze bleiwen, soudatt sech trotzdeem do d'Fro stellt, wéi et hei beim Freeport virugeet.

Ech wëll vläicht nach eng Kéier ganz kuerz un zwee Elementer erënneren, déi natierlech derzou gefouert hunn, datt dee Freeport wierklech dobaussen net déi bescht Reputatioun an deene leschte Joren hat. Dat éischt, dat si leider Gottes déi ganz Procédure-judiciairen, an deenen den Haaptaktionär a Grënner vun deem Freeport involvéiert war. Dat si Prozeduren, déi sech e bëssen duerch d'ganz Welt zéien an déi, wéi gesot, natierlech och net zu enger gewëssener Rou a Stabilitéit vun deem Freeport bäigedroen hunn.

En zweete Punkt ass, an dat muss een awer och ënnersträichen, datt natierlech och um Niveau vun der Europäescher Unioun nei Reglementatioune komm sinn. Notamment geet dat zréck op eng Enquêtëkommissioun vum Europaparlament vun 2018, wou doropshin och eng Decisioun vun der Kommissioun komm ass, fir generell déi Freeporten op déi Lëscht vun deenen Etablissementer ze setzen, déi e besonnesch grousse Risiko um Niveau vum Blanchiment hunn, wat natierlech och derzou gefouert huet, datt et fir de Freeport net onbedéngt méi einfach ginn ass.

Elo kënnt awer en drëtt Element derbäi, Här Finanzminister, wou ee sech awer wierklech muss Froe stellen. Dat ass, datt déi zwou Societéiten, well et geet a sech hei ëm zwou Societéiten, et ass eng Real-Estate-Gesellschaft, déi d'Infrastruktur huet, an da gëtt et eng, déi de Management mécht, datt fir déi zwou Societéiten, wann een do d'Bilane vun 2018 kucke geet - déi vun 2019 sinn nach net public -, do relativ substanziell Pertë gemaach si ginn. An et muss een och einfach soen, säit dee Freeport fonctionéiert, sinn do nach ni Benefisser gemaach ginn. Dat heescht, do sinn iwwer Jore just Perten ugeheeft ginn.

Bis elo ass et esou, datt d'Banken hir Kreditter warscheinlech nach ëmmer zréckbezuelt kritt hunn. Mee d'Fro muss ee sech awer stellen, wéi laang dat nach wäert guttgoen. A mir sinn eis hei alleguerten eens, an ech weess, datt ech do och an Ärem Sënn schwätzen, Här Finanzminister: Mir kënnen eis hei wierklech net nach eng Kéier e Skandal erlaben! Dat geet hei fundamental ëm d'Reputatioun vun eisem Land. A mir sti scho souwisou duerch dee Freeport zum Deel ënner enger Kritik, fir déi kee kann.

Ech wëll elo wierklech duerfir net d'Regierung responsabel maachen. Dat ass éischter eppes, wat mat de Promoteure vun deem Freeport ze dinn huet. Mee et muss een awer einfach wëssen, wat de Risiko ass. An duerfir wollt ech eigentlech och déi Fro eng Kéier hei opwerfen. Well wann et do géif zu enger Faillite kommen, brauch ech Iech net ze soen, Här Finanzminister, wat dat géif bedeiten, well do sinn awer ganz vill Œuvre-d'arten an och ganz vill aner Produiten deposéiert. Hei si Juristen, déi wëssen, wann eng Faillite kënnt, wat dat heescht: Da bleiwen alleguerten déi Saachen do blockéiert, déi kommen net eraus. An ech brauch Iech net ze soen, wat dat och international géif bedeiten um Niveau vun der Reputatioun. Duerfir mengen ech wierklech, datt et der Regierung hei net kann egal sinn, wéi et do virugeet.

Duerfir wollt ech Iech, Här Finanzminister, eng Rei Froen dozou stellen:

Éischtens, ech ginn dervun aus, datt der Regierung déi Problematik bewosst ass. D'Fro ass awer, wat ech haaptsächlech wollt wëssen: Wéi hutt Der wëlles do virzegoen? Ech huelen un, Dir sidd vläicht amgaangen, eng Rei vun Optiounen ze kucken. Lafen och do Diskussioune mam aktuellen Aktionär a mam Founder vun deem ganze Freeport? Ass eventuell envisagéiert, datt de Staat géif déi Infrastruktur iwwerhuelen? Wat vläicht net déi schlechtste Léisung wier.

Dann ass einfach e Punkt, deen ëmmer erëm kritiséiert ginn ass, datt eigentlech ni richteg vun där fantastescher Infrastruktur profitéiert ginn ass, fir en enke Lien mam Flughafen ze maachen, notamment mam Cargozenter. Dat huet zum Deel och net fonctionéiert duerch de Statut vun engem Freeport. An do stellt sech wierklech d'Fro, ob een net kéint dee Freeport vill méi an de Flughafen, an de Cargoberäich selwer abannen.

An da sinn ech bei där nächster Fro, där vum Statut. Ech stelle mer wierklech d'Fro - an dat ass einfach eng Suggestioun, déi ech hei wollt maachen -, ob mir iwwerhaapt nach Interêt hunn, dee Statut vum Freeport bäizebehalen. Deen huet esou eng schlecht Reputatioun, international eng schlecht Reputatioun op EU-Niveau. Firwat gi mer net einfach dohinner a mir maachen en normale Warehouse, wat een op ville Flughäfe fënnt? Ech kéint mer virstellen, datt dat méi Sënn géif maachen - einfach eng Fro, déi ech trotzdeem wollt opwerfen.

Dann eng lescht Fro. Et war urspréinglech geplangt, fir eng Aart Artcluster ze maachen. Et huet een awer gesinn, datt dat net esou fonctionéiert huet aus Grënn, op déi ech elo am Detail net wëll agoen. Et kéint een awer parfaitement déi super Infrastrukture fir aner Zwecker gebrauchen. An do gëtt et wierklech déi Iddi - mir kommen aus enger Covidkris, oder mir sinn an enger Covidkris dran -, datt een do zum Beispill, an ech mengen, dat geschitt d'ailleurs och schonn zum Deel, d'Réserve-sanitaire-stratégiquë kéint deposéieren. Dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt. Och wär et gutt, wann déi Réserve-sanitaire-stratégiquen op enger sécherer Plaz wären. An déi Fro, déi ee sech wierklech muss stellen: ob een net och éischter do a Richtung vun esou enger Diversifikatioun géif goen. Ech weess och, datt den Här Goebbels eigentlech wollt, mengen ech, an esou eng Richtung goen, awer do net op en Accord mam Haaptaktionär gestouss ass.

Ech mengen, dat dote sinn alles Pisten, déi een zumindest sollt iwwerleeën. Eis, der CSV, geet et op jidde Fall drëm, datt hei méiglechst schnell vun der Regierung Initiative geholl ginn, ier d'Kand, le cas échéant, am Pëtz läit. Well mir sinn eis alleguerte bewosst: Dat wär dat, wat mer eis op kee Fall kënnen erlaben. Duerfir wollt ech och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, fir en Appell un d'Regierung ze maachen, sech wierklech deem Dossier unzehuelen. Well laut deenen Informatiounen, déi een an der Press kann noliesen an déi och bekannt sinn, ass déi finanziell Situatioun wierklech net gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, fir d'éischt, mengen ech, muss ee ganz kloer hei soen: Dee Freeport ass eng privat Gesellschaft, an där de Staat net vertrueden ass an an där de Staat keng Aktien huet. Dat ass eng honnertprozenteg privat Gesellschaft! Wann ech awer d'Kommentaren am Ursprong vum Här Mosar hei gutt verstanen hunn: „Wat mécht de Staat? Wat soll en ënnerhuelen?", an esou weider an esou fort, wa mir elo hei Porteur vun deem Projet wieren, à part entière oder zum Deel, da géif ech vill vun Ären Usätz besser verstoen. Mee ech muss wierklech à l'ingrès soen: Hei ass eng Gesellschaft, där et net gutt geet, aus ganz ville Grënn. Mee dann ze soen, an do sinn ech wierklech mat Ärer Analys net d'accord, fir dat ze soen: „Wann déi faillite ginn, dann huet de Lëtzebuerger Staat e grousse Problem an e reputationnelle Problem", ech mengen, do ass e logeschen Denkfeeler dran.

Ech hunn dat vu ganz no verfollegt. Vläicht kuerz en Historique: Firwat ass dat hei gemaach ginn 2012? Et war eng Initiativ vun der Regierung, wou eng Rëtsch Ministeren han-

nendrustoungen. Dat war den Här Jeannot Krecké, dat war och dann de Luc Frieden, deen zoustänneg war fir d'Douane, déi dat wollte maachen. Dat huet sech gutt ugesinn, huet gutt ausgesinn, déi Saach. Dat ass 2012 gestart ginn an ass da gebaut ginn. An dann ass nach implizéiert gewiescht de Minister, deen zoustänneg war fir de Flughafen, fir den Terrain, wou déi Gesellschaft en Droit de superficie huet. An ech wëll och hei kloer soen, dass, wann déi Gesellschaft Schwieregkeete kritt an esou, de Staat natierlech deen Terrain kann zréckkréien. Dat ass spezifesch virgesinn. Mais pour le reste ass et eng privat Gesellschaft.

Firwat hu mer et gemaach? Zwee Grënn: Lëtzebuerg als Logistikhub. Dofir och um Flughafen. An d'Diversifikatioun vun der Finanzplaz mat engem Artcluster. Effektiv, Konscht ass ëmmer méi wichteg ginn.

A wat parallell geschitt ass dobaussen, ass, dass natierlech och mat deene ganz niddregen Zënsen, déi par ailleurs op de Spuerbicher bezuelt ginn an an den Transaction-financièrë sinn, an der Welt vun der Konscht natierlech eng Opportunitéit opgaangen ass, a ganz vill Leit hunn hiert Geld an d'Konscht placéiert. An dofir ass dat eppes gewiescht, wat an der Gestion de fortune ëmmer méi wichteg ginn ass.

Wéi ech Minister gi sinn, hunn ech vill Froe gestallt, wéi d'Kontrolle solle gemaach ginn. An ech hunn erkläert kritt, dass d'Opérateurs agréés, déi do déi Eenzeg sinn, déi Saache kënnen am Freeport deposéieren, mussen eng ganz Rëtsch Konditiounen erfëllen an dass déi dofir kënnen zertifiéieren, dass déi Gidder kënnen erakommen. En fait ass dee System esou gemaach ginn, dass an där Zone franche, well et ass eng Zone franche, déi Gidder vun der Douane kontrolléiert ginn, mee de Gros vun der Kontroll gëtt en fait vun deenen Opérateurs agréés gemaach.

A wéi ech do vill nogefrot hunn, huet sech awer erausgestallt, dass d'Douanieren awer elo net dee ganzen Aspect Antiblanchiment géife kontrolléieren! Wéi solle se dat och maachen? Dat ass jo net hir Spezialitéit. An doropshin hunn ech dann insistéiert, dass de Freeport, wéi eng ganz Rëtsch aner Professioneller, déi täteg sinn op der Place financière, sollen d'Antiblanchimentsreegelen anhalen! Dat war och schonn eng Zäit, wou international ëmmer méi an den Zeitunge stoung, dass an deenen Zonefranchen d'Blanchimentsgesetzer net géife vill oder iwwerhaapt net applizéiert ginn. Ech muss lech soen, mir sinn d'Ae ganz grouss opgaangen, wéi ech erkläert krut, dass dat esou wär an deene meeschten. An dunn hunn ech gesot: „Dat kënne mir eis zu Lëtzebuerg net erlaben!" Do ass de Staat intervenéiert fir ze soen: „Dir musst d'Antiblanchimentsreegelen applizéieren!"

M. André Bauler *(DP).*- Très bien, Här Minister!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An déi Administratioun, déi dat mécht, dat ass d'Administration de l'enregistrement.

A säitdeem dat dann de Fall ass, ass natierlech de Businessmodell net méi esou gutt gaangen!

Ech zitéieren, wat den Här Goebbels am Interview gesot huet - hie seet dat, mee ech ... -: « Suite au conflit avec ... » - de russeschen Här - « le Gouvernement a souhaité », mee et war net nëmmen dowéinst, ech hat et scho virdru repereiert, « le Gouvernement a souhaité protéger la place financière luxembourgeoise du risque réputationnel. » Richteg! « Il a considéré que l'axe art-finance était à risque et a imposé aux opérateurs du Freeport les mesures supplémentaires telles que l'identification du bénéficiaire économique final et les preuves d'origine de l'œuvre d'art, des mesures applicables uniquement au Freeport ... », „au Freeport", wat mengt en domat? A kengem anere Freeport an der Welt ass dat esou! Ben, ech muss lech soen, ech si frou, dass zu Lëtzebuerg deen eenzege Freeport ass, wou d'Antiblanchimentsreegele mussen agehale ginn!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dobäi wäert et och bleiwen. A wann hire Businessmodell elo net méi opgeet, do kann een zwar soen, dass dat ass, well deen Haaptaktionär aner Problemer hat mat aneren Intermediairen; dat huet bestëmmt eng Roll gespillt. Mee ech kann lech soen, deen anere Grond, firwat en net esou gutt fonctionéiert huet, ass, well d'Blanchimentsreegelen elo zu Lëtzebuerg mussen agehale ginn! Dat heescht, ech gesinn en fait kee Risque réputationnel fir Lëtzebuerg, wann déi Firma Faillite mécht!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wann déi Firma Faillite mécht a se och nach géife soen: „Dat ass wéinst de Lëtzebuerger, well déi eis do déi Reegelen opgedrummt hunn", ma da solle se dat roueg soen!

(Interruption)

An ech gi ganz gären och en Interview zum Sujet.

(Interruptions)

Mee ech mengen, dat ass d'reell Situatioun.

Nun, dat wëllt awer elo net heeschen, dass mir net interesséiert sinn ze wëssen, wéi dee Freeport evoluéiert. Wéi bei all Gesellschaft zu Lëtzebuerg, déi Schwieregkeeten huet an déi eng gewëssen Envergure huet, versiche mer ze kucken, wat do ze maachen ass. Mee mir sinn do net Aktionär!

An dofir, fir op all Är Froen ze äntwerten: Kenne mir d'Situatioun vun där Gesellschaft? Jo. Mir wëssen, dass se schlecht drun ass, dass se all déi Jore Pertë gemaach huet.

Wéi ass et mat der Infrastruktur? Ech mengen, do hunn ech drop geäntwert. Den Droit de superficie, deen hu mir där Gesellschaft ginn. Wann déi Gesellschaft deen Terrain net méi kann utiliséieren, well se faillite geet oder well se aner Problemer huet, recuperéiere mir eng Kéier deen Terrain.

An ech mengen, dat sinn déi wichtegst Saachen, déi ech haut kann dozou soen. De Fait, dass de President demissionéiert huet, ass, mengen ech, accessoire zur ganzer Geschicht. Ech mengen, déi Haaptaktionären, déi Haaptgestionnairë musse sech selwer eens ginn, wat se domadder wëlle maachen. An dofir mengen ech, dass mer, wat d'Reputatioun ubelaangt, kee Risk hunn, well eng privat Gesellschaft faillite geet. Mee eis Dier ass natierlech ëmmer op, wann esou e Player wéi deen, deen hei eppes opgeriicht huet, Schwieregkeeten huet. Den Dialog ass ëmmer méiglech. Mee méi kann ech lech haut dozou net soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci dem Minister fir seng Äntwerten. An der Analys si mer eis eens, Här Minister. Ech hu genau dat selwecht gesot, wat d'Grënn sinn, firwat dee Freeport eeben net méi esou fonctionéiert, wéi e misst. Do si mer eens.

De Punkt ass just deen, wou ech net ganz mat lech averstane sinn: De Staat huet op zwee Niveaue mat deem Projet eppes ze dinn. Dat eent, dat hutt Der gesot, dat ass, well e Proprietär vun den Terrainen ass. An dat Zweet ass awer duerch déi Zone franche, déi do instituéiert ginn ass, wat natierlech eng Decisioun vum Staat ass. Dat ass jo näischt, wat elo generell ass. Dat ass just op där doter Plaz, op Base vun engem Gesetz, mat ganz spezifesche Reegelen, déi och gutt sinn. Also huet de Staat trotzdeem eppes domadder ze dinn.

Meng Asiicht - an ech mengen, ech si wierklech net deen Eenzegen - ass, an Dir wësst dat: Dee Freeport ass an de leschte Joren oft an enger net gudder Aktualitéit gewiescht. Wéi gesot, net - nach eng Kéier -, well d'Regierung oder well soss een eppes falsch gemaach huet; haaptsächlech wéinst deenen Aktionären, awer och zum Deel, well eeben dee Freeport net esou gutt fonctionéiert huet.

Menger Meenung no, an Dir sidd jo eigentlech och do mat mer d'accord, kann dee Modell quasiment net méi fonctionéieren. A mir wëllen et net änneren. Ech wëll et och net änneren. Da muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob een net Interêt huet, op e Wee ze goen, datt dat machbar ass. Well do, wou ech wierklech net mat lech eens sinn: Wann do muer eppes geschitt, et kënnt zu enger Faillite, dann ass dat wuel d'Faillite vun där Firma oder vun deenen zwou Firmaen. Mee dobaussen an der Press wäert dat d'Faillite vum Freeport sinn! Esou gëtt dat duergestallt. An ech soen lech - mir kennen déi auslännesch Press, mir wëssen, wéi déi reagéiert -: Ech mengen net, datt mir schrecklech gutt dostinn, wann dat kënnt.

Hei ass jo bis elo nach näischt geschitt. Mir wëssen, wéi d'Situatioun ass. An duerfir géif ech lech awer nach eng Kéier bieden - an ech hu jo och gespuert, datt Der net dergéint sidd, fir op dee Wee ze goen -, datt een awer soll versichen, ier et eventuell dozou kënnt, vläicht awer Weeër ze sichen, fir och deem Freeport vläicht eng Affektatioun ze ginn, déi och an Zukunft méi Sënn géif maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech verstinn Äre leschte Saz elo besser. Well déi Formulatioun, déi Der am Ufank gebraucht hat, wou Der gesot hutt, fir d'Zone franche do ewechzehuelen: Jo, wann ech dat elo géif maachen, wann d'Gesellschaft nach dran ass, da géif ech se jo wierklech an d'Faillite precipitéieren! Ech hat dat esou verstanen. Dofir hunn ech …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Nee, mee ech hat et falsch interpretéiert. Also, natierlech soll de Staat elo net higoen an enger Privatgesellschaft soen: „Dir hat elo e Statut. Elo huele mer lech deen ewech." Also, dat maache mer natierlech net! An dee Statut, deen ass legal an dee gëtt et op ville Plazen op der Welt. Dat ass jo dann net de Problem.

Ech verstinn elo, Äre Kommentar ass: „Kënne mer mat deem Gebai net eppes aneschters maachen et cetera, et cetera?" Natierlech kann ee mat dësem Gebai eppes aneschters maachen. Den Dialog mam Haaptaktionär huet och iwwer all déi Méint ëmmer stattfonnt. An do sinn eng Rëtsch Ministeren, déi sech domat befaasst hunn. Ech sinn och do reegelméisseg au courant gehale ginn.

Ech kann lech vläicht berouegen an deem Sënn, dass mer wäerte versichen, mat deem Projet, deem seng Destination actuelle jo net méi gutt fonctionéiert, deen net méi ka Profitt generéieren, fir do kënnen eng Léisung ze fannen, wat déi Infrastruktur ubelaangt, déi immens gutt läit. Et ass och eng ganz schéin Infrastruktur, do kéint ech mer als Staat oder als Société aéroportuaire vill Saache virstellen, déi ee kéint maachen. Also, dat ass e ganz gudden Usaz, dee mir och hunn, emol am Hannerkapp.

Mee et hänkt villes vun der Gesellschaft selwer of! Hu si wëlles, nach Kapital an déi Gesellschaft ze stellen? Hu si wëlles ofzesprangen? Dat muss een natierlech mam Haaptaktionär kucken. Mee d'Dier fir den Dialog ass op.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.57 heures.)

SÉANCE 50 JEUDI 2 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
   - *Exposé : M. Fernand Kartheiser*
3. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler
   - *M. Claude Wiseler*
4. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
   - *M. David Wagner*
5. Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit
   - *M. Claude Wiseler - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Claude Wiseler - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Claude Wiseler - M. le Ministre Jean Asselborn*
6. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967
   - *Exposé : M. Yves Cruchten*
   - *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser*
7. Ordre du jour
   - *M. Fernand Kartheiser*
8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 (suite)
   - *Discussion générale (suite) : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
   - *Vote sur la résolution (adoptée)*
9. Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël
   - *Exposé : M. David Wagner*
   - *Discussion générale : M. Fernand Kartheiser*
   - *Vote sur la motion (adoptée)*
10. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain
    - *Exposé : M. Claude Wiseler*
    - *Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Claude Wiseler*

- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. le Ministre Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

11. Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19
- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

12. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS)
- *Mme Martine Hansen*

13. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen
- *Exposé : Mme Martine Hansen*

14. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) (suite)
- *M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

15. 7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS
- *Discussion générale : M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

17. Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée
- *M. Marc Spautz - M. François Bausch, Ministre de la Défense*

18. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19
- *Exposé : M. Claude Wiseler*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

19. Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
- *Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*

20. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 (suite)
- *Prise de position du Gouvernement (suite) : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

21. 7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech direkt d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir haten hei virun enger gewëssener Zäit eng Diskussioun iwwert den drëtten Alter, notamment wéi et deenen eelere Leit wärend der Covidkris gaangen ass an nach ëmmer geet. A mir hunn am Kader vun där Debatt eng Rei vu wichtege Froen opgeworf. A mir denken, datt de Sujet esou wichteg ass, datt mer och wëllen assuréieren, datt e Suivi op dësen Debat kënnt, an notamment op dräi Punkten, déi d'ADR an hirer Interventioun ugeschwat hat.

Deen éischte Punkt ass dee vun der Mobilitéit. Mir hu gesinn, datt d'Regierung - den Här Bausch an … - virun der Covidkris grouss Efforte gemaach huet, fir d'Leeschtung vum Adapto ze reduzéieren. Mir wëllen an déi aner Richtung goen. Mir hätte gär, datt d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbessert gëtt, datt mer net a Richtung Sammeltaxi ginn, datt mer net a Richtung Aschränkung vun den Déngschtleeschtunge ginn, well d'Mobilitéit e ganz wichtegen Deel vun der Liewensqualitéit vun de Leit ass. A mir hätten eebe gär, datt mer deenen eelere Leit einfach d'Méiglechkeet ginn, sech méi ze beweegen am Land.

An dofir proposéiere mer als éischten Tiret an dëser Motioun, datt mer d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbesseren.

Deen zweeten hänkt och mat der Uni Lëtzebuerg zesummen. Do hätte mer gär, datt och méi Recherche gemaach gëtt, fir deenen eelere Leit et méi laang ze erlaben, gesond ze bleiwen - gesond al ginn! Ech mengen, mir hunn ëmmer méi wëssenschaftlech Mëttelen, fir dat Zil ze erreechen. A mir sollten dowéinst och an dee Beräich investéieren, notamment elo, wou mer eeben och d'Medezinn op der Uni Lëtzebuerg envisagéieren.

An een drëtte Punkt ass: Et feelt un engem richtegen Uspriechpartner fir den drëtten Alter hei am Land. Mir hunn dat, wat d'Kanner, déi Jugendlech ugeet, a mir denken, datt dat, wat mer hu fir déi eeler Leit, einfach net duergeet, fir déi ganz Panoplie u Froen ofzedecken, déi sech an hirer Existenz, an hirem Liewen awer stellen. A mir hätten dowéinst gär, datt mer en Ombudsmann fir den drëtten Alter kréien, oder alternativ, datt mer dem Ombudsmann, dee mer hunn, méi Kompetenze ginn a méi Leit dann och, fir sech méi intensiv kënnen ëm déi eeler Leit an eiser Gesellschaft ze këmmeren.

Also fir d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit, méi gesond al ginn, méi sécher al ginn a méi mobill, méi Mobilitéit am Alter, dat ass de Sënn vun dëser Motioun.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt eng Gesellschaft hiren eelere Matbierger ganz selbstverständlech Respekt, Unerkennung an Dankbarkeet fir hir Liewensleeschtung, vun där all Generatioune profitéieren, schëlleg ass,

- datt all Mënsch, besonnesch och am Alter, en natierlecht Recht drop huet, datt seng Dignitéit allzäit respektéiert gëtt,

- datt och eeler Leit an all Hisiicht vollwäerteg Mënschen a Bierger sinn an datt deementspriechend hiert Matsproocherecht an hire Wëlle musse respektéiert ginn, besonnesch och dann, wa si an enger Situatioun vu Krankheet oder Ofhängegkeet sinn,

- datt eis Gesellschaft an der Flicht steet, den eelere Leit e frëndlecht an altersgerecht Émfeld ze bidden, fir datt si esou laang wéi méiglech kënne mat grousser Autonomie eng héich Liewensqualitéit hunn an ni dat Gefill kréien, net méi erwënscht ze sinn oder aneren zu enger Laascht ze ginn,

- datt déi eeler Leit sollen als en aktiven a wichtegen Deel vun eisem gesellschaftleche Liewen ugesi ginn an datt all Politikberäich och géintiwwer den eelere Leit soll inklusiv geduecht ginn, zum Beispill och am Beräich vun der Mobilitéit,

- datt vill eeler Leit mat, zum Deel, altersspezifesche Problemer konfrontéiert sinn an dowéinst Hëllef, Berodung an Ënnerstëtzung brauchen,

- datt am Abléck nach keng zentral staatlech Ulafstell speziell fir den drëtten Alter besteet, déi déi ganz Bandbreet vu Froen a Problemer kann ofdecken, mat deene speziell méi eeler Leit konfrontéiert sinn,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Liewensqualitéit vun den eelere Leit duerch eng besser an eng méi onofhängeg Mobilitéit ze verbesseren an dofir d'Leeschtunge vum Adapto grousszügeg eropzesetzen,

- den institutionellen Effort ze maachen an eng berodend, ënnerstëtzend a vermëttelend staatlech Struktur speziell fir eeler Leit ze schafen - änlech wéi den Ombudsmann fir d'Kanner an de Jonktem -, déi hinnen an all Liewenslag kann hëllefen,

- déi medezinnesch Fuerschung ze ënnerstëtzen, fir eis Kenntnesser am Sënn vum besseren, méi gesonden Alteren auszebauen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

3. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Claude Wiseler gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass effektiv fir den Depot vun enger Motioun. De President vun der Aussekommissioun, den Här Cruchten, huet virun zwee Deeg eng Resolutioun deposéiert iwwert déi ganz Fro vun der Annexioun vun der Vallée du Jourdain mat Israel. Mir hunn déi mat Attentioun gelies. Dat stellt och eis als Sujet eng ganz Rei Suergen. Mir kënnen awer net mat allen Deeler vun der Resolutioun vum Här Cruchten liewen, mat groussen Deeler zwar, mee net mat allen Deeler.

Dofir hu mer eis erlaabt, dat ëmzeformuléieren als Motioun an et och esou auszedrécken, datt se och deem entsprécht, wat mir iwwert dee Sujet denken. Ech wëll elo net an den Detail goen, well ech denken, datt mer an e puer Minutten dann nach méi driwwer schwätzen. Ech erlabe mer dann, den Detail vun deem, wat ech wëll duerstellen, dee Moment duerzeleeën.

Här President, ech ginn Iech d'Motioun.

Motion

concernant l'annonce du Gouvernement d'Israël de vouloir annexer une partie du Territoire palestinien occupé

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce par le Gouvernement de l'État d'Israël de vouloir procéder, à partir du 1er juillet 2020, à l'application de la souveraineté d'Israël sur des parties du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- considérant l'inadmissibilité de l'annexion de territoire par la force comme principe fondamental du droit international ;

- considérant l'initiative du Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn et du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce de l'Irlande, Simon Coveney, en faveur d'une déclaration forte de l'Union européenne contre l'annexion par Israël d'une partie du Territoire palestinien occupé, appuyée par 25 États membres lors de la vidéoconférence du Conseil « Affaires étrangères » de l'UE du 15 mai 2020 ;

- soulignant que la solution des deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

- constatant que l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé représenterait une violation grave du droit international, y inclus de la Charte des Nations Unies et des Conventions de Genève, et risquerait de porter un coup fatal à la solution des deux États,

invite le Gouvernement

- à soutenir toutes les initiatives diplomatiques de l'Union européenne et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas procéder à l'annexion de la vallée du Jourdain ;

- à soutenir les efforts du Gouvernement en faveur de toutes les initiatives au niveau de l'Union européenne visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- à souligner la nécessité d'une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien ;

- à souligner que la seule solution possible au conflit est la coexistence de deux États, à savoir Israël et la Palestine.

(s.) Claude Wiseler, Martine Hansen, Viviane Reding, Marco Schank, Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler.

4. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Da géif ech nach d'Wuert weiderginn un den Här David Wagner fir den Depot vun enger neier Motioun, wann ech dat richteg verstanen hunn, déi déi vu virgëschter ersetzt?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Genau. Merci villmools, Här President. Ech wäert mech kuerzfaassen, well ech jo d'Motioun virun zwee Deeg och iwwert d'Annektéierung vun der Vallée du Jourdain presentéiert hunn. Et ass eng nei Motioun. Et ass u sech keng esou nei Motioun, si bleift intakt. Mir hu just nach een Invite derbäigesat, well mer awer geduecht hunn, datt ee se misst e bësse completéieren

an drun erënneren, datt d'Regierung misst, wann et opportun ass, de Staat Israel ..., de „Staat Palästina" unerkennen - Lapsus, dat ass souwisou geschitt, mee de Staat Palästina unerkennen -, esou wéi d'Chamber dat 2014 an dem Vott vun de Motiounen och ugeholl huet.

Wannechgelift!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la publication, le 28 janvier 2020, du « plan de paix » américain pour le conflit israélo-palestinien ;

- considérant l'accord du Gouvernement israélien publié le lundi 21 avril 2020 qui prévoit des initiatives concrètes à partir du 1er juillet 2020 en vue de concrétiser le plan américain et de procéder à l'annexion de jure de territoires palestiniens, à savoir les colonies juives et la vallée du Jourdain ;

- considérant que toute annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël constituerait une grave violation du droit international et serait notamment en contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 1515 (2003) et 2334 (2016) ;

- considérant notamment la résolution relative à l'annexion par Israël de territoires occupés en Palestine votée à très large majorité le 27 juin 2020 par le Parlement belge ;

- considérant les lourdes implications que cette annexion aurait pour la solution à deux États et la coexistence entre les Israëliens et les Palestiniens ;

- soulignant l'importance d'en arriver à une solution negociée du conflit qui soit acceptée par les deux parties,

invite le Gouvernement

- à prendre des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël ;

- à s'engager aux niveaux européen et multilatéral en faveur de la mise en place de contremesures efficaces destinées à répondre de manière proportionnelle à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- au cas où un consensus s'avère impossible entre États membres de l'Union européenne, à jouer un rôle actif dans la mise en place d'une coalition entre États membres qui élabore des réactions possibles de manière à apporter une réponse proportionnée à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- à consulter et à informer la Chambre des Députés activement et régulièrement sur la mise en œuvre des élements exposés ci-dessus ;

- à considérer le moment opportun de reconnaître l'État de Palestine dans les frontières du 4 juin 1967, avec d'autres États membres de l'Union européenne, ceci dans l'objectif de souligner l'appui du Luxembourg à la solution des deux États.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner.

5. Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit

An da fänke mer d'Sitzung vun haut u mat der erweiderter Fro Nummer 42 vum Här Claude Wiseler iwwert d'Post-Brexit-Negociatiounen. De Froesteller huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eng eventuell Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Dës Fro ass am Fong e Complement zu där Fro, déi mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, gëschter gestallt huet. Hien huet déi gëschter zu deem Volet gestallt, deen d'Finanzen ugeet, d'Finanzplaz Lëtzebuerg, an d'Konsequenzen, déi en eventuellen No-Deal an de Brexit-Negociatioune wäert op eis Finanzwelt hunn.

Ech wëll deen aneren Deel vun där Fro ugoen, wéi gesot, well mir hu gesinn, datt dës Woch d'Vereenegt Kinnekräich an d'EU eng nei Negociatiounsronn ugefaangen hunn. A fënnef Woche gesi mer dann, ob se weiderkommen oder net weiderkommen, fir en No-Deal ze vermeiden, en No-Deal, dee soss den 31. Dezember, um Enn vum Joer, wäert antrieden.

Ech weess net, wéi et Iech geet, mee wann ech kucken, wéi déi Negociatioune momentan lafen, da soen ech mer, datt den No-Deal awer eng grouss Chance huet, fir Realitéit ze ginn. Leider kann een ëmmer Surprisen an esou Diskussiounen erfueren. Mir hate schonn eng déi leschte Kéier, wou mer alleguer gemengt haten, et géif net riicht ausgoen, wou dunn awer am leschte Moment den Accord komm ass. Mee wéi och ëmmer, et ass natierlech gutt, wann een op déi eng an op déi aner Solutioun virbereet ass.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren, datt mer eng Rei Rechnunge kruten, notamment wat en No-Deal géif fir Europa, géif fir Groussbritannien, mee awer och fir Lëtzebuerg heeschen. Fir Groussbritannie gëtt ausgerechent, datt et minus 6 %, minus 8 % vum Wuesstum kascht. An dat ware Rechnungen, déi virun der Covidkris gemaach gi sinn.

Lëtzebuerg huet eng enk Verzännung mat der City: Si ass de fënnefte Partenaire am Export, si huet 16 % vun der Serviceexportatioun, den zweete Partner no Däitschland, an e groussen Indice de sensibilité op esou en No-Deal, an zwar deen zweeten, no Irland. Quitte datt mer wëssen, datt eng Rei Entreprisë sech op Lëtzebuerg säithier deplacéiert hunn, wäert dat awer fir d'Lëtzebuerger Entreprisen eng Risenëmstellung ginn.

Mäin éischten Deel, dat sinn am Fong Froen, déi ronderëm d'Betriber an déi Virbereedung ginn. An ech wollt am Fong den Ausseminister froen, wéi de Virbereedungszoustand haut vun de Lëtzebuerger Entreprisë wär. Mir wëssen, datt bei deem viregte Risk vum No-Deal eng ganz Rei Preparatiounen, eng ganz Rei Ronne mat Entreprisë gelaf sinn, wou gekuckt ginn ass, wat se brauchen, wat d'Gefore sinn, wéi se sech op déi Gefore kënne virbereeden. Wéi ass haut déi Diskussioun gelaf? Sinn do Diskussiounen, wou de Staat en eventuellen No-Deal mat den Entreprisë virbereet, a wéi geet dat?

Meng zweet Fro, dat ass: Wéi schätzt de Minister de makroekonomeschen Impakt op Lëtzebuerg an, an dat an engem Kader vu souwisou schonn enger geschwächter Ekonomie duerch de Covid? Et ass also eng aner Situatioun, an där mer momentan dostinn, wou mer am Fong missten eng Relance den 31. Dezember maachen. Dir hutt virgesinn als Ekonomie, datt mer 2021 erëm plus 7 % vum PIB hätten. Dat ass awer warscheinlech eng Rechnung, déi mat engem Deal gemaach ginn ass. Wéi gesäit dat aus, wa mer an enger No-Deal-Situatioun sinn?

Den zweeten Deel vu menger Fro, dat ass déi ronderëm dat, wat mat de Leit geschitt. Dir kënnt Iech erënneren, Här Asselborn, mir haten am Mäerz 2019 dat, wat mer zesummen eng „brittesch Woch" nennen, wou mer eng ganz Rei esou Texter gestëmmt hunn, fir de Fall vun engem No-Deal virzebereeden a fir Preventiounsmoossnamen ze huelen.

Ech hunn déi Texter nach eng Kéier ugekuckt a meng Froe wären do iwwert déi Texter. Do steet nämlech dran zum Beispill, am Fall vun engem No-Deal, wéi et mat deene Leit geet, déi dann Englänner sinn, déi de REVIS kréien, wéi et mat Openthaltsgeneemegungen ass, déi e Joer méi laang daueren, wou awer de Stéchdatum dann op den 1. Januar 2021 gesat ginn ass. Elo sinn déi Delaie jo alleguer anescht. Brauche mer nach esou eng Iwwergangszäit? Brauche mer keng méi? Maache mer nach Gesetzer, zousätzlech Gesetzer, fir esou eventuell Iwwergangszäiten ze reegelen, oder net? An déi Frist vun zwielef Méint och als Iwwergangsgesetz fir de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg war dat selwecht, an d'selwecht fir d'Iwwergangsgesetzer fir Studenten.

Dat Ganzt, de Brexit an en eventuellen No-Deal, ass mat der Covidkris e wéineg vergiess ginn. An elo wollt ech am Fong froen, wéi d'Preparativen zu engem No-Deal och op deem do Plang lafen, dat heescht um Plang vun dem praktesche Liewe vun den Englänner zu Lëtzebuerg an de Lëtzebuerger an England.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech weess elo net, ob ech am Detail op all déi Froen, déi den Här Wiseler gestallt huet, kann äntweren. Mee ech wëll awer probéieren, nach eng Kéier dat Ganzt an de Kontext ze setzen an och ze soen, wou mer elo dru sinn.

Dir wësst, dass d'Kinnekräich, dat Vereenegt, den 31. Januar dëst Joer aus der EU ausgetrueden ass an dass mer selbstverständlech elo riskéieren, deen nämmlechte Spektakel ze kréie fir deen zweeten Accord, dee mer musse fannen nom Austrëtt, wéi mer dee virdrun haten. Dat ass net ausgeschloss.

Den Austrëttsaccord, dee reegelt jo, wéi den Numm dat seet, den Austrëtt aus der Europäescher Unioun, a reegelt virun allem - an den Här Wiseler huet Recht, fir dat ervirzesträichen - jo d'Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien an d'Rechter vun de brittesche Bierger an der Europäescher Unioun. An deen Austrëttsaccord reegelt och natierlech déi nordiresch Grenz an och finanziell Froen.

Sou. Elo si mer jo amgaangen, mat de Britten iwwert déi zukünfteg Relatiounen ze verhandelen. An do geet et jo ëm den Handel mat Wueren, den Handel mat Servicer. Et geet ëm d'Reegelen, no deenen eis Wirtschafte fonctionéiere sollen a wat mer maachen, falls mer eng Kéier iwwer eng Mesure net eens ginn.

Ech wëll hei vläicht fir d'alleréischt soen, dass mer zu 27 - bis elo jiddefalls, ech hoffen, dass dat bleift! - hannert dem Här Barnier stinn an dass den Här Barnier och an där schwiereger Situatioun versicht huet, déi 27 och zesummenzebehalen.

Dat Austrëttsofkommes huet eng Iwwergangsperiod festgeluecht a mir wëssen, dass et souguer méiglech gewiescht wier, fir zwee Joer nach drunzehänken. Dir wësst och, dass d'Britten decidéiert hunn, dass dat net soll geschéien. An et ass elo onméiglech, reng juristesch och, fir nom 31. Dezember nach eng Period, eng verlängert Period unzehänken.

Mir mussen eis also drop astellen, dass mer mussen deen Deal mat Groussbritannie virum 31. Dezember stoen hunn. Mir missten e stoen hunn am Oktober spéitstens vun dësem Joer.

Op der Säit vun der Europäescher Unioun gëtt et jo de klore Wëllen, dass mer méiglechst gutt Bezéiunge mat Groussbritannien och iwwert den 31. Dezember vun dësem Joer eraus hunn. Mee duerfir och, Här Wiseler, Här President, wann Der mech elo hei den 2. Juli, wou ech virun Iech stinn, frot, ob deen Accord iwwerhaapt zustane kënnt a wat an deem Accord steet, da muss ech passen. An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deen dat muss maachen. Duerfir sinn ech extreem virsiichteg an ech ka keng Hypotheesen hei opstellen, wou ech näischt an der Hand hunn, dass déi och gepréift sinn.

Bon, Här President, d'Gouvernance fir d'éischt vum Accord, de Level-Playingfield, d'Fëschereirechter, wéi gi mer ënner Police a Justiz mateneen ëm? A wat ass den Europäesche Geriichtshaff, wat fir eng Roll spillt deen? Vläicht elo kuerz der Rei no.

Zu der Gouvernance, do ass et esou, dass mer vun Ufank u gesot hunn als Europäesch Unioun: „Mir wëllen een Accord, mir wëllen net saucissonnéieren." Mir wëllen net dat widderhuelen, wat mer mat der Schwäiz hunn, eng ganz Additioun vun Accorden. Mir wëllen een! A mir wëllen och net, dass Groussbritannien dann d'Korintercher aus dem Kuch pickt an dass mer do, wou si Interêten hunn, zu engem Accord kommen, awer ëmgedréint dann net.

Duerfir, dat ass eng Diskussioun, déi ass nach net geléist. Si wëllen eenzel Accorden, mir wëllen ee ganzen Accord. Dat ass eng grouss Fro, déi nach am Raum steet an déi muss tranchéiert ginn.

Dir wësst jo och, dass - do däerf een net blann sinn, an dat ass keng Kritik u Groussbritannien, mee et ass e Fait - si an Zwëschenzäit e wirtschaftleche Konkurrent gi si vun der Europäescher Unioun, direkt virun eiser Dier. An duerfir musse mer Uecht ginn, dass dat alles och op enger gerechter Basis viru sech geet.

Am Level-Playingfield geet et virun allem jo ëm déi Standarden, déi héich Standarden, déi mir hunn, déi si zum Deel jo mat ausgeschafft hunn: Emwelt, Aarbechtsrecht, Fiskalitéit, Staatshëllefen an esou weider, dass mer do net drënner falen. Dat ka jo net sinn, ech mengen, dat wier net am Interêt vun de Bierger an der Europäescher Unioun an och net a Groussbritannien. Allerdéngs gëtt et eng Tendenz, fir wëllen dee politesche Choix vu Groussbritannien, fir deen op dee Wee do ze féieren. Dat heescht, dass d'Standarden, déi mer am Bannemaart hunn, géife bradéiert ginn. An dat ass e Punkt, mengen ech, e ganz wichtege Punkt, wou mer och net kënnen noginn.

Dann eis Police- a Justizkooperatioun, do si mer net bereet, aktuell Mechanismen ze … Ech ka mech nach gutt erënnere perséinlech, zu München op der Sécherheetskonferenz huet déi deemoleg Premierministesch aus Groussbritannie gesot, dass si wëllen och an Zukunft an der Aussepolitik an an der Sécherheetspolitik ganz enk mat Europa weiderschaffen, also mat der Europäescher Unioun. Dat ass och liicht verwässert de Moment.

D'Fëscherei, do hu mir jo net direkt eppes domadder ze dinn. Mee mir sinn awer solidaresch mat enger ganzer Rei vun Noperen, déi domadder grouss Schwieregkeeten hunn, a mir ënnerstëtze se och an deem Sënn.

Wat elo den Europäesche Geriichtshaff ugeet, ass et esou, dat ass eng Prinzippiefro. Ech mengen, alles wat d'Interpretatioun ass vum europäesche Recht, dat steet eeben ënnert der Tutelle vun der Cour européenne de justice.

Den Här Barnier huet eis och gesot, dass e schwéier enttäuscht ass, dass een am Beräich vun der Aussen- a vun der Verdeegungspolitik an och am Kampf géint d'Geldwäsch an och d'Cyberkriminalitéit do wäit vun engem Accord ewech ass. Et mussen op all deene verschiddene Punkte grouss Fortschrëtter gemaach ginn, fir dass ee kann zur Konklusioun kommen. Dir hutt et gesot, Här Wiseler, dass jo en Effort soll gemaach ginn - dat ass de 15. Juni decidéiert ginn -, dass ee souguer duerch den August versicht, elo seriö mateneen ze verhandelen, a wann et nëmme méiglech ass och physesch. A mir hoffen nach ëmmer, dass et do méiglech ass, zu eppes ze kommen.

Mir mussen natierlech, an dat hutt Der mat Recht gesot, eis op d'Eventualitéit virbereeden, dass et och dës Kéier keen Accord an deem Sënn, wéi mir dat gären hätten, kéint ginn. Mir hunn, eise Ministère huet elo virum Summer nach ugefaangen, all eenzelne Ministère ze sensibiliséieren, fir déi néideg Mesuren, déi misste geholl ginn, auszeschaffen. Ob mer elo virun Enn des Joers nach musse legiferéieren, dat hänkt jo natierlech vun der Substanz of, wat an den Accord drastoe kënnt. Och dat kann ech de Moment net soen.

Mir hunn 2018 déi ganz No-Deal-Gesetzer gestëmmt. Do muss een awer wëssen, dass déi meescht vun deene Gesetzer elo caduc sinn an dass mer eis mussen upassen, wann et keen Accord gëtt bei der Sortie, u wat mer dann ze dinn hunn. Jiddefalls, eis Preparatioune fir en No-Deal-Zenario, déi lafen an der Regierung. A mir sinn och mat der Handelskummer, mat de Wirtschaftsacteuren a Kontakt schonn, fir se fir en No-Deal-Zenario ze sensibiliséieren.

Mir hunn och vun der Kommissioun schonn e sëlleche sougenannt Informatiounsnotize kritt an déi hu mer och weiderginn un d'Wirtschaftsacteuren, dass een also do - déi missten dat als Flichtlektür gesinn -, dass ee virbereet ass, wat eventuell do op eis zoukënnt.

No-Deal, also wa keen Accord kënnt, da si mer natierlech konfrontéiert mat där éischter Fro, dat ass: Wat geschitt mat de Rechter vun de Bierger, alle Bierger, och de Studenten, deenen Europäer, déi a Groussbritannie sinn, an eeben och deene Britten, déi hei an Europa sinn?

Ben, ech wëll Iech do soen, dass op deem Punkt, mengen ech, net allze vill geschéie kann, well do jo en Accord do ass. A mir hei zu Lëtzebuerg, hei kënnen d'Leit elo scho froen, alleguerten déi Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, déi kënnen elo scho froen, dass dee Status, dee se elo hunn, dass dee confirméiert gëtt a verlängert gëtt. Dat heescht, och wann et en No-Deal gëtt, geschitt de Britten hei zu Lëtzebuerg näischt. Si bleiwen am Status, dee se elo haten als Bierger vun der Europäescher Unioun. An ech mengen, dat ass ganz wichteg. Mir wëllen natierlech och Reciprocitéit op där anerer Säit!

Ech hoffen och, déi Fro gëtt jo dacks gestallt mat de Studenten ... Dir wësst, dass d'europäesch Studenten a Groussbritannien, wann ech richteg am Bild sinn, ongeféier 3.000 Euro Fee bezuelen am Joer. Fir Drëttstaatler, wa mer géifen deklasséiert ginn an als Drëttstaatler ugeholl ginn, da kënnen dat bis zu 10.000 Euro sinn. Also ech mengen, och do muss een drop hoffen, dass mer Versteesdemech fannen an dass d'Britten net op dee Wee ginn, fir eis carrement als Drëttstaat ze considéréieren.

Allerdéngs, dat wësst Der, wa mer nom 31. Dezember sinn an et kommen nei Leit aus Groussbritannien heihinner, da sinn et Leit, déi ënnert d'Drëttstaate falen, wéi alleguerten d'Drëttstaate vun dëser Welt. Déi ginn hei net gebass, mee si hunn natierlech manner Privileegien a manner Rechter wéi déi aner.

Bon, zur nordirescher Grenz nach ee Moment, do geet et jo ëm d'Integritéit vun dem europäesche Bannemaart. Do ass et esou, dass Douaneskontrollen da mussen agefouert ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat och op där richteger Schinn ass, dass dat alles preparéiert gëtt. Ech mengen, do maachen ech mer net ze vill Suergen driwwer, wéi ech héieren. Déi brittesch Autoritéite mussen natierlech och do déi néideg informatesch, infrastrukturell a personell Virbereedungen treffen, fir dass déi Kontrollen och kënnen duerchgefouert ginn.

Bon, wat elo nach d'Geschicht ass vun der Prozedur: All Mënsch seet, dass dee leschten Delai, fir esou en Accord hinzekréien, September oder Oktober ass. Ob deen Accord elo just vum Europaparlament, oder awer och vläicht vun den nationale Parlamenter muss gestëmmt ginn, dat kann eréischt decidéiert ginn, wa mer wëssen, wat am Accord steet. Wann et en Accord ass, dee reng fokusséiert ass op d'Europäesch Unioun, wat ech jo net hoffen, well mir hu jo nach aner Interêten zesummen, da wier et d'Europaparlament. Am anere Fall ass och den Accord vun deenen eenzelnen nationale Staate gefrot. Mee dat ass eng Fro, déi mer nëmmen eréischt kënnen tranchéieren, wann ee weess, wat als Substanz am Accord drasteet.

Nach eng Kéier: Et gëtt keng Gewënner an deem ganze Spill do. Dat hu mer ëmmer gesot. Mee mir hunn als Europäesch Unioun wierklech dat Bescht gemaach, fir do erauszekommen.

Dir hutt d'Fro gestallt: No-Deal, wéi ass et da mam Covid? Also do musst Der mer e wéineg Zäit ginn. Dat hänkt dovunner of, wat fir een, oder ob ... Ech gi jo nach ëmmer dovunner aus, dass et en Deal gëtt. Wann et carrement keen Deal gëtt ..., och ouni Deal hu mer elo schonn e wéineg Problemer, fir eis bilateral op een Niveau ze bréngen. Dat ass net esou evident. An ech mengen, dass, jo, an enger Zäit, wou d'Welt esou aus de Fugen ass, ee besser gehat hätt, an Europa zesummenzebleiwen an doduerch staark ze sinn, wéi eeben op de Wee vun deem Brexit ze goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Den Här Wiseler huet nach eng Zousazfro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Minister Merci fir deen Tour duerch d'ganz Brexit-Diskussiounen. Ech versti ganz gutt, datt een elo momentan net ka soen, wat fir eng Gesetzer musse gemaach ginn, wa mer den Deal nach net kennen, well mer jo net wëssen, wat drasteet. Dat ass evident. Dat ass logesch. Par contre war meng Fro méi prezis: Wann et en No-Deal ass, jo, da wësse mer, wat drasteet. Dat steet nämlech näischt dran.

Dofir war meng Fro: Wann et en No-Deal ass, musse mir dann nach, esou wéi mer dat d'leschte Kéier gemaach hunn a Preparatioun vun engem eventuellen No-Deal, hei an dësem Haus Gesetzer stëmmen? A wa jo, wat fir eng? Respektiv, wat ass Äert Haus respektiv sinn aner Haiser amgaang, als Transitiounsgesetzer - am Fall wou, fir ofgeséchert ze sinn - virzebereeden?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Här President, Här Wiseler, mir mussen dat seriö virbereeden. A mir wëssen dat. Mir hunn Uweisung vun der Europäescher Kommissioun kritt an alle Memberstaaten, fir eis dorobber virzebereeden. An et si kloer Uweisunge komm, déi mer mussen iwwer eis Chambre de Commerce an all wichteg Acteure vun der Wirtschaft och zur Verfügung stellen. Dat hu mer scho gemaach. Mir kënnen elo net, elo op jidde Fall, wou ech hei stinn, soen, wat fir Gesetzer missten do geholl ginn an a wat fir engen Domänen. Mee wat mer wëssen, dat ass: Déi Iwwergangsgesetzer vun 2018, déi si caduc. Do musse mer op en neie Wee dann dee Moment goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Wiseler wëllt nach eng Kéier à la charge kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just d'Suggestioun maachen, déi ech méi oft hei maachen: Wa mer dat mussen, e puer Gesetzer stëmmen, da wär ech wierklech frou, wa mer se kéinte stëmmen zu engem Zäitpunkt, wou mer net erëm an eng total Hetz kommen, esou de 24. Dezember, datt se den 31. Dezember a Kraaft trieden. Well et sinn awer komplizéiert Gesetzer. Et wär also eng Bitte un d'Regierung, eis déi an enger Zäit virzeleeën, wou ee ka roueg driwwer schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, däerf ech heizou eppes soen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Just, Här Wiseler, dat, mengen ech, wëllt jiddereen. Dat wëllt d'Parlament, dat wëllt d'Regierung och. Dat hänkt natierlech vum Zäitpunkt of, wou ee weess, ob et iwwerhaapt nach en Accord gëtt. An deen Accord, ech hunn dat jo gesot, misst am Oktober spéitstens virleien. Wann deen natierlech elo eréischt virläit no Allerhellegen oder, ech weess net, uganks Dezember, da gëtt et eng Debatt, ob een dat nach unhëlt, ob een nach en Effort mécht oder net.

Mir als Lëtzebuerger Regierung, mir maachen alles, fir dem Här Barnier ze hëllefen, dass deen Accord am Hierscht zustane kënnt. Mee bon, dat ass de Moment eppes, wat ech net ka mat 100%eger Sécherheet soen. Mee ech ginn Iech Recht, mir missten dat kënnen a Rou maachen an och déi néideg Zäit hunn, virun allem an de Parlamenter, fir dat ze tranchéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister.

6. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967

(Résolution déposée en séance publique n° 48 du 30 juin 2020 - à consulter au compte rendu n° 20/2019-2020 en page 723)

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert d'Ënnerstëtzung vun all den EU-Initiativen, déi als Zil hunn, staark a proportional Mesuren ze huelen, am Fall wou Israel eng Partie vum palästinenseschen Territoire annektéiert. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Zanter Joerzéngte probéiert déi international Gemeinschaft, e gerechte Fridden tëschent Israel a Palästina ze fannen. Eng sëlleche Friddenspläng, Initiativen an och direkt Verhandlungen tëschent de Parteien hunn awer bis haut keen Duerchbroch fonnt. A mir mussen éierlech sinn, an deene leschte Joren ass dës Sich nom Fridden éischter méi schwéier gi wéi méi einfach.

Dat huet mat enger kontinuéierlecher israeelescher Siidlungspolitik ze dinn, enger amerikanescher Regierung, déi nei Weeër geet an dobäi d'Europäesch Unioun gespléckt huet, enger Europäescher Unioun selwer, sou muss een et leider och soen, déi an deene leschte puer Joer hei nëmme wéineg ze radetten hat. Mee et huet och mat enger palästinensescher Féierung ze dinn, déi et net fäerdegbruecht huet, eng positiv Dynamik an d'Situatioun ze bréngen.

An dës Sich nom Fridde wäert mat Sécherheet, sollt Israel säi Plang vun der Annexioun vun engem Deel vum Westjordanland duerchzéien, nach e Stéck méi komplizéiert ginn. Et ass dëst e Schratt, deen d'ailleurs och am amerikanesche sougenannte „Friddensplang" virgesinn ass.

Dozou ass dat heiten ze soen: Éischtens ass dës Annexioun illegal. Do si sech déi allermeescht Experten an d'international Gemeinschaft eens. Mir kënnen et net einfach hinhuelen, dass dat internationaalt Recht op esou eng eklatant Aart a Weis mëssbraucht gëtt, ausgehiewelt gëtt.

Zweetens ass et relativ kloer, dass dës Annexioun eng Zweestaateléisung sou gutt wéi onméiglech mécht, eng Zweestaateléisung, wéi se vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg zanter Laangem och preconiséiert gëtt.

Drëttens hätt se, deemno wéi, gréisser Konsequenze fir d'Rechter vun de Palästinenser, déi och haut schonn zu engem groussen Deel an onwierdege Konditioune liewe mussen.

Véiertens kann dës Annexioun och d'Sécherheetslag am Noen Osten an am Mëttleren Oste méi generell verschäerfen. Jordanien huet schonn ugekënnegt, dass se dat net einfach esou hinhuele géifen. E klenge Rappell: Jordanien, eent vun de wéinege Länner an der Géigend, dat viru 25 Joer e Friddensvertrag mat Israel geschloss huet.

Eng kleng gutt Noriicht gouf et awer och: D'Annexioun war uganks fir gëschter, den 1. Juli, virgesinn. Mee d'israeelesch Regierung huet, och wéinst internen Onstëmmegkeeten, den Ufank vum Annexiounsprozess bis op Weideres reportéiert.

Dat wëllt awer net onbedéngt eppes heeschen. Dofir muss déi international Gemeinschaft a besonnesch och d'Europäesch Unioun den Drock héich halen, drop hischaffen, fir dës Annexioun ze verhënneren. Am Fall wou se awer géif kommen, muss no Mëttele gesicht ginn, fir op dës grav Violatioun vum internationale Recht ze reagéieren.

Och als Parlament sollte mir do eisen Deel bäidroen. Dofir engagéiere mer eis an dëser Resolutioun, fir d'Regierung a besonnesch eisen Ausseminister an hiren Efforten um europäeschen Niveau ze ënnerstëtzen, fir am Fall vun enger Annexioun effikass a proportionell Mesuren auszeschaffen.

Ausserdeem wäerte mer d'Regierung an hirer Evaluatioun ënnerstëtze fir ze kucken, ob a wéini dee richtegen Zäitpunkt ass, fir e palästinensesche Staat bannent de Grenze vum 4. Juni 1967 unzeerkennen, idealerweis zesumme mat aneren EU-Memberlänner. Dat wier och en Zeechen, fir eis Ënnerstëtzung fir d'Zweestaateléisung nach eemol ze ënnersträichen.

An deem Kontext erënneren ech drun, dass d'Chamber 2014 eng Resolutioun ugeholl huet, wou mer d'Regierung dozou opgeruff hunn, e palästinensesche Staat unzeerkennen „au moment qui sera jugé le plus opportun".

Eisen Ausseminister huet sech an deene leschte Méint vill géint dës Annexioun a fir d'Rettung vun der Zweestaateléisung agesat. Ech fannen, dat verdéngt eis Unerkennung an eis Ënnerstëtzung. An d'Awunner aus där ganzer Regioun verdéngen alleguerten, ob an Israel oder a Palästina, dass si a Fridden an a Sécherheet liewe kënnen. Dat sollt eist iewescht Zil sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Als éischte Riedner huet den Här Claude Wiseler sech agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Ech soen dem Här Cruchten och Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet, e Sujet, deen haut op der Dagesuerdnung vun der ganzer Welt en fin de compte ass. Zur Situatioun wëll ech ganz kloer soen, datt fir eis déi geplangt Annexioun vun engem Deel vun der Vallée du Jourdain net konform zum internationale Recht ass - ech wëll dat kloer an däitlech soen - an an deem Fall och net akzeptabel fir eis ass.

Et ass en Deel vun engem Plang vum President Trump fir de Mëttleren Osten. E Friddensplang muss awer an eisen Aen ëmmer mat deenen zwou Partien, mat deenen zwou Säiten, mat deenen zwou Parteien ausgeschafft ginn, déi dorunner bedeelegt sinn. Dat ass an dësem Fall net geschitt an dofir wäert en och sécherlech säin Zil net erreechen.

Dës Annexioun ass net konform zum internationale Recht. An haaptsächlech bedeit se an eisen Aen e Schrëtt ewech vum Fridden am Mëttleren Osten, dee se laangfristeg en fin de compte méi schwéier mécht. A si ass net nëmmen e Schrëtt ewech vum Fridden, mee si ass och problematesch fir d'Stabilitéit an enger ganzer Regioun, déi schonn enorm explosiv ass.

Mir sinn nach wie vor fir eng Zweestaateléisung, eng Zweestaateléisung, déi op där enger Säit Israel Sécherheet bitt an op där anerer Säit de palästinensesche Staat unerkennt. Mee an eisen Ae muss béides an engem gemeinsame Prozess matenee geschéien an och séchergestallt ginn. Dofir kënne mer och mat deem Deel vun der LSAP-Resolutioun respektiv der Resolutioun vun der Majoritéit net d'accord sinn, deen hei déi unilateral a formell Unerkennung vun dem palästinensesche Staat, elo respektiv wann et opportun ass, da virgesäit.

Mir froen an eiser Motioun dräi Saachen: dat Éischt, datt einstweilen nach déi maximal diplomatesch Efforten agesat ginn, fir déi Annexioun ze vermeiden. An der Politik wësse mer zu Lëtzebuerg an iwwerall, soulaang eppes net definitiv geschitt ass, ass et net definitiv a kann een nach politesch Mëttelen, diplomatesch Mëttelen asetzen, fir et ze ënnerbannen.

An hei sinn eng ganz Rei diplomatesch Argumenter. Dat éischt diplomatescht Argument, dat ass, datt et en amerikanesche Friddensplang ass an datt an Amerika, ech weess net, wat am Oktober, November geschitt, mee awer méiglecherweis d'Saache changéiere kéinten an den Här Biden scho gesot huet, datt hien dee Plang, deen den Här Trump ausgeschafft huet, net géif deelen, net géif d'Saachen esou gesinn.

Dat Zweet, dat ass, datt et sécherlech och eng Verschlechterung vun de Bezéiunge mat der EU bedeit. An dat musse mer ganz kloer maachen! An do vertrauen ech dem Ausseminister, datt en dat ganz kloer wäert maachen, datt et eng Verschlechterung vun de Relatioune mat der EU wäert bedeiten. Et ass jo d'Vernichtung vu jorelaangen diplomatesche Beméiunge fir den Opbau vun de Relatioune mat de Golfstaaten. Et ass Onrouen an de Palästinensergebidder an a Jordanien. Et ass d'ailleurs och eng Spaltung vun Israel, déi 50 % zu 50 %, déi eng fir, déi aner géint d'Annexioun sinn. Et ass also och net ...

Une voix.- An der Bevëlkerung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An der Bevëlkerung, jo, an der Bevëlkerung selbstverständlech. Et ass also och net esou eng gedeelte Saach oder esou eng partagéiert Saach an Israel selwer. An et brëngt natierlech, esou eng Annexioun, enorm intern Problemer och mat sech. Dofir ginn et juristesch an diplomatesch Argumenter, fir déi Thees do ze verteidegen.

Eis zweet Saach, dat ass, datt déi Annexioun illegal ass. An dofir soe mer och ganz kloer, datt mer se net kënnen akzeptéieren, a wa se awer geschitt, datt se muss Konsequenzen hunn. Dofir ënnerstëtze mer och d'EU an de Preparatioune vun deene Moossnamen. Mee ech soen awer do hannendrun, wéi den Heiko Maas virun e puer Wochen, datt ech net vill oder näischt dovunner halen, an Zäiten, wou d'Saachen nach net definitiv sinn, fir scho mat groussen Droungen ze kommen. Et soll hei mat Determinatioun a Kloerheet geschwat ginn, an da kucke mer déi nächst Etapp. An déi Moossname sollten awer elo scho virbereet ginn.

An eise leschte Punkt, dat ass eng kloer Ausso zur Zweestaateléisung mat de Garantië vun den israeelesche Aspiratiounen op Sécherheet a parallell vun der Unerkennung vun engem palästinensesche Staat. Déi zwee zesumme si fir eis deen eenzege Wee an den definitive Fridden am Mëttleren Osten.

Dofir stëmme mir selbstverständlech eis Motioun a wäerten eis bei deenen zwou aneren, der Resolutioun vun de Majoritéitsparteie vum Här Cruchten an der Motioun vum Här Wagner, enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, de Konflikt tëschent Israel a Palästina huet eng ganz laang Vergaangenheet. Wann een déi elo géif hei historesch opschaffen, da wiere mer de ganze Mëtten amgaangen. Ech wëll mech hei just op ee weesentlechen Datum aus der rezenter Geschicht limitéieren, an zwar den 29. November 1947, wéi d'UNO-Vollversammlung de sougenannte Partitiounsplang ugeholl hat. Deemools ware vun deene Länner, déi mat ofgestëmmt hunn, der 33 derfir, 13 hu mat Nee gestëmmt, 10 Abstentiounen an ee Land, Thailand, war net present.

An ech liesen och ganz kuerz vir, wat an där Resolutioun 181 deemools stoung: « Les États indépendants arabes et juifs [...] commenceront d'exister [...] le 1er octobre 1948 au plus tard. » Haut, bal 73 Joer méi spéit, wësse mer, wat aus där Resolutioun deemools do ginn ass.

Zënterhier sinn natierlech ganz vill Efforte gemaach ginn, fir an där delikater, kriddeleger Fro do eng Léisung ze fannen - ech erënneren zum Beispill un Oslo 1993 -, déi souwäit gefouert haten, datt souguer den Här Rabin an den Här Arafat de Friddensnobelpräis kruten. Do gesäit een also, wéi no datt mer deemools un enger Léisung waren. Duerno koum nach Camp David, 2000, Sharm el Sheikh, 2005, ech ginn elo net ze vill an den Detail. Jiddefalls ass eppes kloer, mir hunn et bis haut - an ech soen och bewosst „mir", well och d'Europäesch Unioun huet jo awer eng gewësse Roll do ze spillen - net fäerdegbruecht, fir dee Problem do ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'israeelesch Regierung hat jo effektiv elo ugekënnegt, fir spéitstens zënter gëschter déi besate palästinensesch Territorien am Westjordanland ze annexéieren. Si beruffe sech do op historesch an och reliéis Rechter. Och doriwwer kéint ee sech zwar ënnerhalen.

Mir wëssen, datt dee Plang hei u sech e sougenannte „Friddensplang" vum Här Trump ass. Mee eppes ass kloer: Dee Plang hei, deen huet u sech, wéi déi Däitsch soen, méi „Zwietracht gesät" wéi Eintracht. En huet zu ganz ville Reaktioune gefouert. Et kéint ee bal mengen, datt dat misst enger Kapitulatioun vun de Palästinenser gläichgesat ginn, well et ass jo virgesinn, datt am ganze Jordan-Dall laanscht de Floss Israel soll am Fong geholl dee Moment déi Territorien do kréien.

Dem Här Trump säi Plang huet ouni Zweifel eng gewësse chaotesch Nott u sech. Ech wëll awer elo net drop agoen, firwat datt en dee Plang hei elo just zu dësem Zäitpunkt ënnerbreet huet.

Mir wëssen och, datt dat awer kéint ganz vill nei Konflikter mat sech bréngen. Virdrun huet den Yves Cruchten, deem ech och scho Merci hei soe fir déi Resolutioun, déi e virgeluecht huet, drop higewisen, datt virun allem Jordanie wäert do awer ganz nervös ginn an och aneschters reagéieren.

Ech wëll och op d'Friddensofkommes vun 1994 hiweisen zwëschent Israel a Jordanien. Ech wëll och drop hiweisen, datt et am leschten August do schonn zu engem Tëschefall komm war, an zwar um Tempelbierg, wou jo u sech d'Jordanier eng gewësse Kontroll hunn a wou déi israeelesch Autoritéiten zougelooss hunn, datt am Fong geholl d'Judde kéinten do och bieden, wat awer net an deem Sënn virgesinn ass. An dunn hu scho Stëmmen a Jordanie gesot, fir dee Friddensplang u sech opzeléisen.

Da wëll ech nach eng Stëmm hei ervirhiewen, déi awer mat Sécherheet vill Gewiicht huet, dat ass déi vum UNO-Generalsekretär, dem António Guterres, dee sech virun e puer Deeg ganz kloer, awer och vehement, kann ee scho bal soen, dergéint ausgeschwat huet, géint déi

Pläng, déi vun den Israeelien elo virgeluecht goufen.

Ech mengen, et ass och gutt, datt mir als Lëtzebuerger Parlament, och wa mir an deem ganze Problemkrees do nëmmen e ganz klengen Acteur sinn, mee et ass awer gutt, datt mer eis reegelméisseg mat där Problematik hei auserneesetzen.

Ech kommen och zréck op d'Motioun, déi mer de 16. Dezember 2014 hei gestëmmt haten. Deemools hat och d'Madamm Polfer, déi déi Problematik jo extreem gutt kennt aus där Zäit, wou se Ausseminister war, drop higewisen, datt d'Demokratesch Partei selbstverständlech vum Prinzip hier och fir eng Zweestaateléisung ass. Mir gleewen drun, datt dat u sech de Problem kéint léisen. Mee eng Zweestaateléisung mat egal wéi enge Mëttelen ustriewen, kann allerdéngs net onbedéngt d'Léisung sinn.

Mir hoffe jiddefalls, an déi Resolutioun gëtt dat jo och hei erëm, datt awer och natierlech prioritär um diplomatesche Plang kann eng Léisung fonnt ginn. Mir hoffen och, datt dat wierklech d'Léisung ka sinn. Den Här Wiseler huet eis Resolutioun elo e bëssen duergestallt, wéi wa mer dee Volet géife praktesch ausklammeren an direkt schonn Drounge géifen ausschwätzen. Ech gesinn eis Resolutioun net esou.

Ech gesinn eis Resolutioun equilibréiert, an zwar an deem Sënn, datt mer natierlech um diplomatesche Plang alles sollen ënnerhuelen. An duerfir gëtt d'Regierung jo och an enger Motioun vun deene Lénken opgeruff, zum Beispill. An eiser Resolutioun steet jo dran, datt mir selwer och als Parlament sollen déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir datt sollen all d'Kräfte gebündelt ginn, fir eeben, wéi gesot, ze erreechen, datt dee Plang do, esou wéi Israel sech dat virgestallt huet, net soll ëmgesat ginn.

Ee ganz, ganz klenge Liichtbléck - mee et soll ee sech näischt drop abilden -: Den 1. Juli ass vergaangen, ass scho Geschicht, an et ass näischt geschitt!

Elo kann een, wann ee ganz optimistesch ass, mengen, et kéint schonn eng éischt liicht, kleng Konsequenz vum internationalen Drock sinn. Ech woen dat awer elo emol net esou direkt hei ze behaapten. Mee et mierkt een awer och, an den Här Cruchten huet dat richteg bemierkt, datt um Niveau vun der israeelescher Regierung och net onbedéngt Eenegkeet besteet. Den Här Gantz ass schonn net méi gradesou euphoresch fir déi Pläng wéi virun e puer Méint nach. An och an der amerikanescher Regierung spigelt sech awer erëm, datt och do net jiddweree voll hannert dem Här Trump steet.

Jiddefalls mir als Demokratesch Partei fannen déi Resolutioun hei gutt a mir wäerten och deementspriechend eisen Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An dann huet d'Wuert gefrot déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt als Alleréischt wéi meng Virriedner och dem Här Cruchten villmools Merci soe fir dës Initiativ an d'Méiglechkeet, dass mer haut hei kënnen doriwwer schwätzen an eeben och eis Responsabilitéit huelen.

Virewech géif ech gäre bemierken, dass déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, näischt, awer och guer näischt mat Antisemitismus ze dinn huet. Mir schätzen déi jiddesch Communautéit a setzen eis staark an am Kampf géint den Antisemitismus, deen op ville Plaze vun dëser Welt erëm um klammen ass.

An ech hunn nogekuckt, mir hu viru bal genau engem Joer, nämlech den 10. Juli 2019, eng Diskussioun gefouert an der Plenière iwwert d'Definitioun vum Antisemitismus. An ee vun de wichtege Punkten, dee mir do zréckbehalen hunn an deen ech eeben dowéinst och an dësem Kader wéilt erëm ervirsträichen, dat ass, dass eng Kritik un iergendwelleche politeschen Decisiounen, déi eng israeelesch Regierung kéint huelen, eeben net als Antisemitismus betruecht ka ginn, well ee Kritik un Decisioune vun engem Staat net soll an en Dëppe geheie mat Diskriminéierungen oder Gewalt géint déi jiddesch Communautéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mir schwätzen haut reng iwwer eng politesch Entscheedung vun der israeelescher Regierung, déi et an eisen Ae strengstens ze verurteele gëllt. D'Situatioun am Noen Osten, et ass elo oft genuch gesot ginn, ass historesch ganz komplex a verfuer. A Lëtzebuerg setzt sech zënter eh und je fir eng Zweestaateléisung an, well nëmmen dëst e friddlecht Niewentenee vun Israeelien a Palästinenser ka garantéieren, oder op d'mannst emol erméiglechen.

Mir sinn haut souwisou nach wäit vun dësem Zil ewech. Mee wann déi israeelesch Pläng zur Annexioun vu groussen Deeler vum Westjordanland elo sollten ëmgesat ginn, dann ass esou eng friddlech Léisung quasi onméiglech.

Dës Annexioun, et ass och gesot ginn, géif och eng grav Violatioun vum internationale Recht duerstellen a si géif géint sämtlech Resolutioune vun der UNO goen.

Et ass also net verständlech, dass, éischtens, esou e Plang vun der Trump-Administratioun am Januar 2020 presentéiert ginn ass an esou eeben och dëse Steen un d'Rulle bruecht huet, andeems e gréng Luucht ginn huet fir dës Annexiounen. Do spillt et elo och weider keng Roll, dass d'US-Administratioun elo am Nachhinein widerspréchlech Signaler setzt an domadder mëttlerweil iergendwéi och erëm am Raum steet, ob si enger Annexioun géif zoustëmmen oder net. Le mal est fait, an dat huet zu enormen zousätzleche Spannungen an der Regioun gefouert.

Zweetens ass et och irresponsabel a verwerflech, dass déi israeelesch Regierung an dësem schwéiere Kontext dann och an hirem rezente Regierungsaccord virgesäit, dat wëllen esou schnell wéi méiglech, also ab dem 1. Juli, ëmzesetzen.

Esou eng Annexioun géif fir d'Palästinenser bedeiten, dass si sech weider an hire Rechter beschnidde géife gesinn, a si léisst och weiderhin eng wichteg Fro, déi wichteg Fro vun der Nationalitéit op, well Israel och schonn ugekënnegt huet, dass d'Palästinenser an den ze annektéierende Gebidder net géifen déi israeelesch Nationalitéit kréien.

Dass dee Plang méi wéi risikobehaft ass, ass deenen allermeeschten, géif ech mengen, kloer, an et ass irresponsabel, wéi scho gesot, déi Risiken alleguerten anzegoen. Eng nei Well vu Gewalt ass quasi virprogramméiert, mee net nëmmen dat. D'Annexioun hätt wuel och schwéier Repercussiounen op déi israeelesch Bezéiunge mat sengen Nopeschlänner a speziell mat Jordanien, dat ass jo och schonn hei ugeschwat ginn, a géif déi opgebaute friddlech Relatiounen an de Friddensaccord tëscht deenen zwee Länner och a Gefor brénge.

Dës Risikoaschätzung gëtt iwwregens och vun engem gudden Deel vun der israeelescher Zivillbevëlkerung gedeelt an och vu fréieren a jëtzege Militärs, déi d'Sécherheetslag fir Israel doduerch zousätzlech a Gefor gesinn.

De Plang vun der Trump-Administratioun huet à la base zum Zil gehat, Fridden an der Regioun ze schafen. Wéi se op déi Iddi komm ass, dass dëse Plang kéint Fridde schafen, dierf engem absolutt schleierhaft sinn! An nichtsdestotrotz musse mer haut versichen, déi méiglech Konsequenzen dovun ze verhënneren, an eis vehement weider derfir asetzen, dass dat internationaalt Recht bewaart bleift.

Dofir hunn aus eiser Fraktioun nieft mir och de Charles Margue an Djuna Bernard e Bréif matënnerschriwwen, dee vu méi wéi 1.000 Deputéierten aus Europa, dorënner och eng zéng Lëtzebuerger Deputéiert, ënnerschriwwe gouf. An dësem Bréif, deen un de Josep Borrell souwéi och un alleguerten d'Ausseministere vun der EU adresséiert ass, deele mir eis Bedenken iwwert dës Virgeeënsweis an iwwert d'Destabiliséierungsgefor mat, déi vun enger Annexioun géif ausgoen.

Annexioune par la force hunn am Joer 2020 näischt ze sichen an dierfen net ouni Konsequenze bleiwen. Gläich Rechter fir Palästinenser an Israeelie musse garantéiert bleiwen.

An deem selwechte Kader hunn de Charles Margue an ech och eng Question parlementaire un den Ausseminister gestallt, well mir seng Aschätzung wëllen hunn, notamment wat den opportune Moment fir eng Unerkennung vu Palästina als Staat ubelaangt, an och fir erauszefannen, ob déi rezent Entwécklungen eventuell en Afloss op d'EU-Memberstaaten hunn, fir mat enger gemeinsamer Unerkennung vu Palästina virunzekommen. An do si mer och erëm, op d'mannst zu engem gudden Deel, bei der Resolutioun vun haut.

Ech géif op alle Fall gären och hei d'Geleeënheet notzen, dem Ausseminister villmools Merci ze soe fir säin Engagement an dësem Dossier zënter villen a laange Joren. An ech géif domadder dann natierlech och eis Ënnerstëtzung an eisen Accord fir dës Resolutioun ausdrécken, well och mir als Parlament hei eis Roll ze spillen hunn, och wann et just eng kleng ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

7. Ordre du jour

Här President, ier ech hei zu dësem Text schwätzen, wollt ech kuerz eng Bemierkung iwwert den Ordre du jour maachen. Mir hunn hei dräi Resolutiounen zum selwechte Sujet. Dat géif heeschen, datt jidderee vun eis dann dräimol zwou oder fënnef Minutten, wéi et jee nodeem ass, heihinner misst kommen, fir zu deem Sujet ze schwätzen, amplaz datt mer eng kohärent Duerstellung kéinte maachen. Dat ass net glécklech.

Bon, da musse mer eeben esou fueren, well elo esou ugefaange ginn ass. Mee allkéiers esou eng Zerstéckelung vun engem Deelaspekt, fir iwwert dee selwechte grousse Sujet ze schwätzen, ass net optimal an eisen Aen.

8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 (suite)

Discussion générale (suite)

Wat den Text ugeet elo vun der Gambia-Koalitioun, si jo zwou Exigenzen hei. Dat eent ass déi „soutenir les efforts du Gouvernement" an dat anert ass d'Reconnaissance vum État de Palestine.

Also ganz kuerz an zwou Minutten: „Soutenir les efforts du Gouvernement", dat schéngt eis net opportun ze sinn, an ech wëll och dem Här Asselborn an de Kolleege vun de Regierungsparteie kloer soen, firwat.

Mir mengen, datt mir sollen an der Lëtzebuerger Baussepolitik un éischter Plaz kucken, selbstverständlech, nom universelle Respekt vun de Mënscherechter, awer och no der Vertriedung vu Lëtzebuerger Interessen. An ech mengen net, mir mengen net, datt et u Lëtzebuerg ass, als e klenge Staat an Europa, fir Virreider vun der antiisraeelescher Politik an der Europäescher Unioun ze sinn. Et ass net un eis, fir do grouss Initiativen ze huelen, fir 25 Länner do ze koalséieren, zesumme mat Irland, fir do ze probéieren, eng international Politik ze maachen, wou mir keng Interessen hunn, wou mer nëmmen ze verléieren hunn, an eisem Verhältnis mat den USA zum Beispill, wat anescht wichteg ass wéi dat, wat mer eventuell kéinte gewannen.

Dat Zweet ass d'Unerkennung vu Palästina. Ech wäert dann a mengen nächsten zwou Minutten dorobber zréckkommen. Wa mer vun Illegalitéite schwätzen - an effektiv, mir wëssen haut nach net, ech weess et op jidde Fall net, wat genau geplangt ass, wéi wäit dat geet, wéi de Statut vun de Leit concernéiert wär -, mir schwätzen iwwer eppes, wou mer d'Detailer nach iwwerhaapt net wëssen zum aktuellen Zäitpunkt, wat d'israeelesch Regierung wierklech mécht a wat den Impakt ass. Mir wëssen et nach net! Mee wa mer da vun den Illegalitéite schwätzen, wëll ech just drun erënneren, datt et och Krittäre gëtt am Droit international public, wéi ee kann e Staat unerkennen a wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt e Staat kann unerkannt ginn.

Et sinn der véier: dräi sougenannt „Jellinek-Krittären" an ee „Montevideo", deen nach derbäikënnt. De sougenannte Staat Palästina erfëllt keng vun deene Konditiounen. An eist Argument ass ëmmer: Ier mer dee Schrëtt maachen, muss éischtens séchergestallt ginn, datt all palästinensesch signifikant politesch Stréimungen d'Existenzrecht vun Isreal a séchere Grenzen unerkennen. Dat ass eng Virkonditioun.

An dat Zweet ass, datt mer selbstverständlech musse kucken, datt all legal Konditiounen esou verbonne sinn, datt och eng Unerkennung vun engem Staat wierklech zu enger Friddensléisung bäidréit. Och dat ass am Ableck zweifelhaft.

Wësst Der, de Friddensvertrag vum President Trump, wéi virdrun Olmert ..., an x-mol kruten d'Palästinenser e Staat an e Kader vun enger Friddensreegelung offréiert! Ëmmer hu se refuséiert bis elo, vläicht aus gudde Grënn aus hirer Perspektiv. Awer denkt emol un aner Vëlker op dëser Welt, déi gären en eegene Staat hätten, un d'Kurden zum Beispill. Kruten d'Kurde jee offréiert, …

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … fir am Nordirak e Staat ze kréien, oder iergendwou, wou se hir eege Staatlechkeet hätte kënne liewen? Ni! An d'Palästinenser kruten et - Friddenseffort no Friddenseffort, och beim President Trump elo - offréiert. A si refuséieren allkéiers! Ass dat dann eng Grondvirausetzung, fir elo ze soen: „Dir hutt ëmmer refuséiert, ënner gewëssene Konditiounen Är Staatlechkeet kënnen ze kréien, an als Belounung kritt Der se elo!"?!

(Interruption par la présidence)

Ech kommen déi nächst zwou Minutten! Da maache mer da virun!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ech mengen, wa mer d'Resolutioun vun der Majoritéit liesen - et war jo e bëssen esou en Zoufall virun zwee Deeg, d'Majoritéit huet eng Resolutioun deposéiert, mir hunn eng Motioun deposéiert -, an der Essenz hunn ech éischter den Androck, datt se sech awer zum groussen Deel gläichen. Et geet awer an déi selwecht Richtung op jidde Fall. Et geet och eeben an déi Richtung, déi eeben d'Belsch och ageschloen huet, mat Courage, well d'Belsch huet och eng Traditioun, fir aktiv Diplomatie ze maachen. Op aktiv Diplomatie a passiv Diplomatie wéilt ech herno méi spéit ze schwätze kommen, wa mer iwwert der CSV hir Motioun schwätzen.

Op jidde Fall si mer der Meenung, datt et richteg ass. Also mir sinn eis jo bewosst, och als déi Lénk, datt den Här Asselborn als Ausseminister wierklech vill Efforten ënnerhëlt an dëser Cause an och vill Géigewand muss matmaachen, heiansdo op eng degoûtant Aart a Weis, déi een och muss denoncéieren.

D'Madamm Stéphanie Empain huet et och virdru gesot, mir schwätzen hei iwwer e politesche Konflikt, iwwer e koloniale Konflikt, deen zënter Joerzéngten undauert, an net iwwer e konfessionelle Konflikt. Déi zwou Saache muss ee strictement vuneneen trennen, d'Fro justement vum Antisemitismus an d'Fro vun der Souveränitéit vun de Palästinenser an engem Gebitt, wou se wunnen. A selbstverständlech och vun der Sécherheet vun alle Bierger, egal wat fir enger Konfessioun, an dëser Géigend! Dat huet ni een a Fro gestallt.

A grad d'Sécherheet vun engem palästinensesche Staat garantéiert d'Sécherheet vu jidderengem an dëser Géigend a vläicht souguer doriwwer eraus. Dofir interesséiert eis jo déi Fro och hei an Europa. Et gi vill Ursaachen, firwat eis déi Fro interesséiert, mee ënner anerem och justement, well et och Repercussioune kann hunn iwwert déi ganz Géigend eraus.

Ech mengen, et ass un der Zäit ze agéieren. D'Resolutioun vun der Majoritéit geet an déi richteg Richtung fir ze soen: „Et muss een ophalen, just mam béise Fanger ze weisen op Tel Aviv, mee et muss een och iergendeng Kéier soen: ‚Dir kënnt mat Konsequenze rechnen!' " Well wann ee wierklech nach dru gleeft, datt iergendwéi zu Washington dem Här Trump seng Clownereien an eng Richtung géife goen, fir de Konflikt ze léisen, dann ass ee wierklech um ganz falsche Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Meng Virriedner hunn et gesot, dat heiten ass en Theema, wat schwéier ass, an engem gesteckelten Debat vun enger Resolutioun an zwou Motiounen u sech iwwert d'Bün ze bréngen. Et ass en Debat, wou ee ganz vill kéint dozou soen. An ech mengen, datt och déi lescht Joerzéngte ganz vill Leit sech ganz vill Zäit mat deem Debat beschäftegt hunn, soudatt et u sech vläicht dat falscht Diskussiounsformat ass, wat mer haut gewielt hunn. Nichtsdestotrotz, mir hunn et, an et ass wichteg, datt mer driwwer schwätzen.

Bis haut hunn 138 Memberstaate vun den UN, dat sinn 72 %, also bal dräi Véierel vun alle Memberstaate bei den UN, de Staat Palästina unerkannt. Dat sinn net nëmmen déi üblech Verdächteg, wou ee seet: „Déi gehéieren enger bestëmmter Aflosssphär un." Dat si Länner, déi awer vun alle Kontinenter kommen, déi aus alle politesche Stréimunge kommen, souwuel an der Heemechtspolitik wéi och an der Aussepolitik.

An deementspriechend ass dat heiten net eng revolutionär Fuerderung, déi d'Majoritéit hei stellt. Et ass éischter eng logesch Konsequenz aus deem, wat déi lescht Joerzéngte geschitt ass. Mir sollten eis ganz kloer zu enger Zwee-

staateléisung bekennen. Dat ass och eppes, wat bei eis am Walprogramm zënter der Grënnung u sech dra steet, eng Zweestaateléisung als Basis fir e Fridden an der Regioun an eng Zweestaateléisung op Basis vun de Grenze vun 1967. Ech mengen, och dat ass eppes, wat aus dëser Resolutioun ervirgeet.

An deementspriechend ass et vläicht net dee richtege Forum, déi richteg Aart a Weis, fir dat heite ganz kuerz unzeräissen an ze diskutéieren, mee et ass awer definitiv déi richteg Fuerderung an eisen Aen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zum Ofstëmmen iwwert d'Resolutioun.

(Interruption)

Bei der Resolutioun kritt d'Regierung normalerweis d'Wuert net. Bei de Motioune gären. An do ass och eng Riedezäit virgesinn.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

(Brouhaha et interruption)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

(Concertation interne)

Da si mer bei 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 35 voix pour, 4 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

9. Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 752 de ce compte rendu)

Da kënne mer elo zur Motioun vum Här David Wagner kommen iwwert d'Initiativ mat Drëttstaaten, fir d'Annexioun vu palästinenseschen Territoiren duerch Israel ze verhënneren. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Motioun, dem Här Wagner, nach eng Kéier d'Wuert ginn.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Bon, ech hat schonn d'Geleeënheet virun zwee Deeg, déi Motioun ze presentéieren. Dat heescht, ech wäert Iech elo net domadder quälen, fir déi Motioun erëm eng Kéier ze presentéieren.

D'Motioun, déi mir als déi Lénk proposéieren, inspiréiert sech u sech un där Motioun, déi déi gréng Fraktioun am belsche Parlament deposéiert huet an déi no längerer Diskussioun och ugeholl gouf mat enger grousser Majoritéit an e puer Abstentiounen, déi vum Vlaams Belang a vun der N-VA. Et ass u sech eng Motioun, déi un déi belsch Regierung an hiren Ausseminister appeléiert, alles ze ënnerhuelen, um europäeschen Niveau natierlech, um internationalen Niveau, fir datt déi Annexioun net stattfënnt.

Mee et ass awer eng ganz realistesch Motioun, déi awer och seet, wann eng gemeinsam Positioun op EU-Niveau net méiglech wier, an dat schéngt jo och de Fall leider ze sinn, datt een awer däerf weiderhin diplomatesch Aktiounen ënnerhuelen, déi och energesch sinn am Sënn, datt een och Géigemesurë muss huelen, well iergendeng Kéier muss een awer och d'internationaalt Recht respektéiere loossen an dëser Géigend.

An d'Belsch seet sech da bereet, fir zesumme mat anere Länner, déi och an déi selwecht Richtung wéilte goen, eng Lëscht och vu Géigemesuren auszeschaffen a vu Saachen auszeschaffen, fir an déi Richtung ze goen.

Dofir duechte mer, et wier gutt, eise Frënn aus dem Norden, d'Belsch, zréckzeruffen an ze soen: „Jo, mir maache mat. Mir si bereet, Iech dobäi ze ënnerstëtzen."

An ech mengen, datt et och an eng Richtung geet, datt nach vläicht aner Länner och matmaache géifen. An ech mengen, dat wier och e gudde Moment, fir dat dann ze ënnerstëtzen.

Wéi ech Iech och virdrunner gesot hunn: Mir hunn nach en Invite derbäigesat, datt mer awer weiderhin der Meenung sinn, datt d'Regierung iergendeng Kéier, ier Palästina komplett verschwënnt, de Staat Palästina muss unerkennen, wann et esou opportun ass, a mengen Aen awer iergendeng Kéier esou schnell wéi méiglech, well mir hunn eeben déi Motiounen, zwou Motiounen d'ailleurs ugeholl 2014 deemools. Well den Här Urbany, Serge Urbany, hat jo och eng deposéiert, déi och ugeholl gouf, wëll ech nëmmen drun erënneren, fir eeben de Staat Palästina unzeerkennen. Voilà!

Dat heescht, ech mengen, se geet och awer e bëssen an déi Richtung wéi d'Resolutioun vun der Majoritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Wie wëllt zu där Motioun Stellung huelen? Den Här Fernand Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt mer elo déi Geleeënheet net entgoe loossen, déi nächst zwou Minutten ze huelen, fir zum selwechten Theema ze schwätzen. A well den Här Wagner a senger Motioun, fir déi ech em och Merci soen, e staarkt Gewiicht op Sanktioune leet, Mesuren, déi solle geholl ginn, an esou weider, wat jo u sech op Lëtzebuergesch warscheinlech Sanktiounen heescht, wollt ech emol kuerz op eng gewëssen Inkohärenz agoen, déi mer awer am Noen Osten, an ech konzentréiere mech elo just op déi Géigend do, hunn.

Well wann een elo Israel anescht behandelt wéi aner Staaten … Natierlech huet een e Recht, Israel ze kritiséieren, do ginn ech der Madamm Empain Recht - selbstverständlech! Awer et muss een och kucken, fir net an den Antisemitismus ze geroden, datt een awer net „deux poids, deux mesures" hëlt. Wann aner Länner da géint internationaalt Recht do verstoussen, da missten déi jo och mat Sanktioune beluecht ginn. Op jidde Fall misst den Discours dee selwechte sinn, soss gëtt et jo erëm eng objektiv anescht Behandlung vum jiddesche Staat.

An déi Punkten, déi ech hei wéilt just froen einfach emol: Hu mir Sanktioune géint d'Tierkei wéinst der Besetzung vu 34 % vum zyprioteschen Territorium? D'Tierkei verletzt permanent Accorden, déi mat der Europäescher Unioun getraff gi sinn. Huele mer Sanktiounen? Huele mer Sanktioune géint d'Tierkei wéinst enger militärescher Interventioun a Libyen? Ech weess et net! Ech hunn näischt dovun héieren. Vläicht kann den Här Minister eis eppes soen.

Wéi ass et mat enger Deelbesetzung duerch d'Tierkei vu Syrien? Hu mer do Sanktioune geholl? Territorial! Territorial! An dee Punkt, dee mir maachen an dëser Saach, ass: Wa mer am Noen Oste schonn higinn a mir spille mat Recht - mat Recht! - Considératiounen iwwer territorial Veränneerungen oder statutaresch Veränneerungen also vun de Leit, déi do an där Géigend wunnen, da muss dat jo awer fir jidderee gëllen an net eleng fir Israel! An dofir ass awer d'Fro berechtegt, ob mer hei net Israel anescht behandele wéi aner Staaten.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann nach eng lescht Bemierkung. Wësst Der, déi Unerkennung, dat kléngt einfach, mee mir wëssen net, … Déi éischt Konditioun, fir e Staat unzeerkennen, ass, et muss ee Staatsvollek ginn. Mir hu keng Anung, an déi Palästinensesch Autoritéit selwer huet keng Anung, wien eigentlech Palästinenser ass, well et kee Gesetz iwwert d'Nationalitéit gëtt a well e groussen Deel vun der jordanescher Populatioun Palästinenser sinn, e groussen Deel vun der israeelescher Populatioun mat israeelescher Nationalitéit sech als Palästinenser considéréieren; am Libanon. Mir wëssen haut net objektiv, wien eigentlech Palästinenser ass.

D'Habitantë vun Ostjerusalem hunn zënter 1948 am Prinzip e jordanesche Pass, considéréiere sech awer als Palästinenser. Dat heescht, eleng schonn déi Fro vum Staatsvollek ass net gekläert! De Staatsterritoire ass net gekläert. Mir hunn eigentlech nëmmen oppe Froen. Si hu keng Regierung, well Fatah an Hamas sech net eens ginn. Mir géifen also e Staat unerkennen, deen e Gebitt net kéint kontrolléieren, keng verantwortlech Regierung fir dat ganzt Gebitt hätt.

A déi véiert Konditioun, d'Montevideo-Konditioun, datt de Staat muss wëlles sinn, mat allen Nopeschstaaten a friddlechem Zesummeliewen ze existéieren, ass och net erfëllt.

Dat heescht, wa mir hei einfach soen, mir erkennen dee Staat un, da muss ee wierklech soen, datt net eng vun de Konditiounen erfëllt ass, fir dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kënne mer iwwert d'Motioun vum Här David Wagner ofstëmmen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss. Domat ass dës Motioun mat 33 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

10. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 752 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann elo zur Motioun, déi vum Här Claude Wiseler deponéiert gouf. Här Wiseler, wëllt Dir als Auteur nach e Wuert soen?

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Ech wëll op jidde Fall net nach eng Kéier erklären, wat ech virdrun erkläert hunn, well ech war am Fong am Film virdrun, datt mer géifen eng Diskussioun iwwert d'Resolutioun an déi zwou Motioune maachen. Dofir maachen ech et net nach eng Kéier.

Dat Eenzegt, wat ech awer wollt fir d'Klarifikatioun derbäibréngen, well d'Majoritéitsparteien an den Här Cruchten ëmmer mat Recht soen, datt de 17. Dezember 2014 eng Motioun ugeholl ginn ass, déi hien dann zitéiert a senger Resolutioun: Déi Motioun war sengerzäit vum Här Angel abruecht ginn. Déi hu mir net matgedroe sengerzäit. Mee curieusement … Dat war um 11.20 Auer an um 11.23 ass och eng aner Motioun vum Här Mosar dee Moment ugeholl ginn, déi genau dat seet, wat elo an eiser Motioun steet.

Ech wollt just fir d'Rektifikatioun vun dem historesche Schaffe vun dëser Chamber soen, datt mer an deem Moment zwou Motiounen ugeholl hunn, déi net genau dat selwecht gesot hunn, mee iwwer awer genau dee selwechte Sujet, an datt mir mat enger d'accord waren an net mat där anerer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Dann den Här Fernand Kartheiser. Dir hutt zwou Minutten zegutt, Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma déi profitéieren ech och. Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt awer ganz ausgibeg profitéiert opgrond vu menger Generositéit. Ech wollt Iech duerfir drop opmierksam maachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech si vun Dankbarkeet wierklech staark geréiert. Ech hunn …

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn nach e puer Kommentaren ze maachen, well elo ëmmer erëm sech beruff gouf zum Beispill op déi Zweestaateléisung. Och mir als ADR stinn zu der Zweestaateléisung. Mee mir mussen einfach wëssen, datt déi Positioun, déi vun der Europäescher Unioun haaptsächlech vertruede gëtt, eigentlech net méi, an den Här Minister weess dat warscheinlech och, der Situatioun an den Entwécklungen um Terrain entsprécht.

Mir hunn zënter 1967 onheemlech vill Entwécklunge gehat. D'Resolutioun 242 vun der UNO zum Beispill, déi berüümte Resolutioun „Staatsgebitt géint Fridden", huet zënterhier ganz staark Entwécklungen, territorial Entwécklunge kannt. Israel huet zum Beispill dee ganze Sinai zréckginn. Israel huet Gaza zréckginn. Gaza ass eigentlech dat Gebitt, wat haut engem palästinensesche Staat am nooste kënnt, well se eng eege Regierung hunn - e Grupp vun Terroristen, mee eng eege Regierung -, en eegenen Territoire. An domadder ass Gaza eigentlech dat, wat där Iddi vun engem palästinensesche Staat haut am nooste kënnt.

Mee mir mussen awer kucken, datt mer den Takt mat der Zäit net verléieren. Ech mengen, d'Entwécklungen um Terrain zënter Oslo sinn einfach esou, datt déi Grenze vun 1967 net méi de Realitéiten um Terrain entspriechen. Den Territoire haut, wann Der d'Kaarte kuckt, no den Oslo-Accorden, ass komplett zerstéckelt mat deenen Zonen A, B an C, mat verschiddene Grade vu Militärverwaltungen oder Souveränitéit oder Autonomiebestëmmungen.

An natierlech, déi Friddensléisung an och déi Resolutioun, déi dëst Parlament ugeholl hat iwwer eng Unerkennung vu Palästina, hate kloer gesot, mat deenen néidegen territoriale Veränneerungen, déi allerdéngs sollte bilateral verhandelt ginn tëschent deenen zwou Säiten. Awer, wa mer wëssen, datt d'Grenze vun 1967 net méi déi si vun engem zukünftege Friddensaccord, dann ass eigentlech dat, wat de President Trump mécht, méi eng Unerkennung vun der Realitéit wéi déi Fiktioun, déi mir oprechterhalen.

Jo zu den zwee Staaten, mee déi Grenze vun deenen zukünftegen zwee Staaten, dem israeeleschen an dem palästinenseschen, musse verhandelt ginn. Dat ass natierlech néideg. Genausou wéi de Statut vun de Leit. Et kann ee sech duerchaus virstellen, datt do eng gewëssen Autonomie ass, datt d'Walrecht vläicht net besteet fir d'Knesset vun deene Leit, datt eng israeelesch Nationalitéit accordéiert gëtt oder nëmmen am Kader vun enger eegener Autonomie. Alles dat muss studéiert ginn.

Awer vu datt meng Zäit ofleeft, kann een dat elo hei net am Detail maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech gesi keng aner Wuertmeldungen. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn.

Nee, fir d'éischt nach den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt awer e puer Saachen zur Motioun vun der CSV soen. De Problem ass iergendwéi, ob mer déi Motioun stëmmen oder net stëmmen, dat wäert strictement näischt änneren! Mir wäerte se net ënnerstëtzen, well se ass wierklech e Paradebeispill vun enger Motioun, déi inodore, incolore, insipide ass.

Den Här Wiseler huet virdrun haaptsächlech aner Politiker kommentéiert. Et weess een awer net ganz richteg, wann d'CSV den Ausseminister géif stellen, wat d'CSV iwwerhaapt géif maachen. Wann ech richteg verstinn, géif d'CSV emol nokucken, wat op internationalem Plang leeft, an da géif se nolafen. Dat ass eng Politik vun der totaler Passivitéit, vun de kale Féiss. Et ass d'Antithees vun enger Aussepolitik.

Hätt d'CSV den Ausseministère, dann hätt Lëtzebuerg keng Aussepolitik méi, wann ech dat richteg verstinn.

Duerno ginn et awer nach e puer aner Saachen natierlech an den Invitten, datt ee soll derfir suergen, datt d'Israeelien a Sécherheet kënne liewen, vläicht och y compris vis-à-vis vun hirer eegener Regierung. Dat kéint ee vläicht och heiansdo soen. Et steet awer och näischt dran, ob d'Palästinenser e Recht op Sécherheet hunn. Hunn d'Palästinenser kee Recht op Sécherheet?

Ech hunn awer e bëssen den Androck, datt dat Recht op Sécherheet vun de Palästinenser e bëssen à la trappe fält, wann ech déi Motioun vun der CSV liesen.

An dann nach eng kleng Saach. D'CSV huet e puermol eng Fake News verbreet, déi, datt d'Palästinenser an hir Autoritéiten Israel net unerkannt hätten. Ech mengen, iergendeng Kéier muss een awer och kloerstellen, datt dat net stëmmt! Dat ass total falsch!

D'Palästinenser, d'Autorité palestinienne huet formell d'Existenz vun Israel unerkannt an den Oslo-Prozesser, doduerch datt se och zwou Resolutiounen um Niveau vun der UNO ënnerstëtzt hunn. 1989 huet deemools de Jassir Arafat jo den historesche Saz gesot: « La charte est caduque », wat hie vill kascht huet warscheinlech och, fir ganz einfach ze soen, datt déi urspréngleche Charta vun der OLP, déi d'Existenzrecht vun Israel dann net unerkannt huet, u sech net méi géif gëllen.

Léif CSV, wann Der wëllt erëm eng Kéier an enger Regierung sëtzen, da misst Der Iech och e bëssen informéieren iwwert d'Realitéiten an dëser Géigend. Deementspriechend wäerte mer se net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Wiseler wëllt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Jo, ech wëll dem Här Wagner soen: En huet richteg ugefaang, andeem e seet, wann ech richteg verstanen hunn, wat gesot ginn ass. An ech wëll em soen, en huet dat net richteg verstanen. En huet et total falsch verstanen, wat gesot ginn ass. Ech menge souguer, en huet express falsch verstanen, wat gesot ginn ass. Ech fannen et nämlech ganz lëschteg, wann en hei där Motioun, déi mir hei ofginn hunn, reprochéiert, datt do iwwert d'Rechter vun de Palästinenser an d'Sécherheet vun de Palästinenser näischt géif drastoen.

Ech wëll em just ze bemierke ginn, datt et am Fong genau dat ass an de Consideranten, wat den Här Cruchten erabruecht huet, bis op de Fait, datt mer eng Motioun net matgestëmmt hu virun enger Rei Joren a mer dat erausgeholl hunn. Fir de Rescht ass et genau dat selwecht, wat drasteet, wat d'Recht op d'Sécherheet vun Israel a wat d'Recht vun de Palästinenser ugeet.

A par ailleurs hutt Der dat virun zwou Minutte selwer matgestëmmt. Dofir fannen ech Är Aart a Weis fir drunzegoen, fir op där enger Säit dat hei ze soen an op där anerer genau de Contraire ze soen, e wéineg besonnesch, an dat weist d'mauvaise Foi, mat där Der hei un déi Diskussioun erugitt.

Par ailleurs ass eis Positioun ganz kloer an dräi Punkten ausgedréckt:

Mir hätte gär, datt elo eng Diplomatie, eng diplomatesch Aktioun gemaach gëtt, esou staark wéi méiglech, esou hefteg wéi méiglech, esou kloer wéi méiglech, vun der Europäescher Unioun. Mir gleewen un d'Diplomatie och an engem Dossier, deen extreem schwiereg ass.

Mir hätte gär, zweetens, wann eng Annexioun gemaach gëtt, datt dann och iwwer Sanktioune kéint a sollt geschwat ginn an och applizéiert ginn, wann et esou wäit kënnt.

An drëttens si mer der Meenung, datt d'Zweestaateléisung dat Eenzegt ass, wat schlussendlech zu engem Fridde kéint féieren an där Géigend.

Deene ville Leit, déi elo soen, datt d'Zweestaateléisung méi wäit fort ass, deene ginn ech jo Recht. Bei deene ville Leit, déi soen, datt d'Zweestaateléisung elo net méi geet, kann ech à la limite verstoen, datt een et seet. Mee nach kee vun deenen huet mer gesot, wat fir eng aner Léisung wéi déi se da géifen amplaz setzen. Nach keen huet mer eng aner Léisung virbruecht, ausser manend Wierder, datt dat elo méi schwéier ass an net géif goen.

Et ass méi schwéier, mee et ass déi eenzeg Léisung. An dorop musse mer schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Tjo, Här President, ech weess elo net richteg, wat ech soen däerf an zu wat. Wann ech just awer ka vläicht e puer Saachen zum Fong soen, wat och diskutéiert ginn ass an der Resolutioun.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass ech e wéineg schockéiert sinn, wann ech hei muss nolauschteren, dass mer haut an enger anerer Realitéit sinn, wat d'West Bank ugeet, wat den Territoire vu Palästina ugeet.

Dat gëtt einfach esou gesot an et gëtt emol net gesicht, firwat dass dat esou ass. Firwat ass dat esou? Dat ass esou, well kontinuéierlech zënter Joren a Joren d'israeelesch Regierungen ëmmer méi Kolonien akzeptéiert hunn, toleréiert hunn um Territoire, deen eigentlech an de Grenze vun 1967 Palästina gehéiert.

Haut liewe 600.000 Siidler an Ostjerusalem an an der Cisjordanie. Dat ass d'Realitéit! An ech mengen net, dass dat dote jo eng Invitatioun war vun de Palästinenser, mee et ass Israel, wat an deene Regierunge virdrun an och haut gesot huet: „Dat ass hellegen Territoire, dat ass net den Territoire vun de Palästinenser, mee dat ass eisen Territoire."

An ech wëll eng Kéier och drop zréckkommen, wat gesot ginn ass, firwat dass Lëtzebuerg sech vläicht manner asetzt fir d'Kurden oder fir iergendeen anere Problem op der Welt. Mir als Lëtzebuerg hunn 1947 de Partitiounsplang gestëmmt. Dat Land, wat gedeelt ginn ass, dat huet Palästina geheescht. An do ass een Deel, a Lëtzebuerg huet derfir gestëmmt, wou ech och haut nach derfir sinn, dunn zu Israel geschloe ginn. An vun deem aneren Deel vum deemolege Palästina ass gesot ginn: „Dat ass de Staat fir d'Araber." An d'Araber ware wuelverstanen d'Palästinenser.

A Lëtzebuerg huet mat aneren, mat deemools der Sowjetunioun, mat Frankräich a mat villen aneren do derfir gestëmmt. An ech mengen, duerfir hu mer awer och eng Responsabilitéit, fir en Hiewel unzesetzen, dass och d'Palästinenser e Recht kréien op hiren eegene Staat. Dat ass dee Gedanken, deen ech hunn, zënter dass ech Ausseminister sinn.

An Dir sot dat hei ganz richteg: Et gëtt keng Alternativ zur Zweestaateléisung. Déi Alternativ wier en Eestaat, mee da misst jo an deem enge Staat all Mënsch déi nämmlecht Rechter hunn, wou ech mer awer schwéier ka virstellen, dass dat de Fall ass. Jiddereen, deen eng Kéier zu Ramallah war, jiddereen, deen eng Kéier a Gaza war, dee weess, dass déi Realitéit do net wäert kommen.

Also géif ech mengen, dass ech eigentlech houfreg sinn, als Lëtzebuerger Ausseminister hei déi Resolutioun vun der Chamber zur Kenntnis ze huelen, eng Resolutioun, wou awer nun näischt dran ass, wat antiisraeelesch ass. Näischt ass antiisraeelesch! Alles, wat d'Chamber hei gestëmmt huet, an alles, wat, wann Der dat wëllt, meng Wéinegkeet verteidegt, dat ass net Antiisraelismus, wéi d'Madamm Empain gesot huet an anerer, bestëmmt och keen Antisemitismus. Absolutt net! Och wann et vläicht Leit ginn, déi dat ëmmer wëllen do draleeën, wann een d'Regierung vun Israel kritiséiert.

An ech hu mech agesat an all deem, wat ech bis elo gemaach hunn am Numm vun eiser Regierung, fir eng Zweestaateléisung hinzekréien. An dat heescht, dass et keng Modifikatioune kënne ginn an de Grenze vun 1967, déi octroyéiert sinn.

Ech war zu Ramallah, ech mengen am Joer 2008 oder 2009, do louch e Plang, wou Israel a Palästina ganz kloer d'Grenze vun 1967 akzeptéiert hunn, mat Swaps. Dat heescht, mat Gebittsaustausch déi eng Säit an déi aner Säit. Dee Plang war fäerdeg.

Firwat ass et net weidergaang? Et ass net eleng, ech soen dat nach eng Kéier, den Israeelien hir Schold, et sinn och natierlech d'Palästinenser, déi an enger ganz schwéierer Situatioun elo sinn, well se gedeelt sinn, well se net zesummeliewen natierlech och, a well se, ech soen dat och emol eng Kéier fir eis hei, an dat ass esou, well se den Appui vu villen arabesche Länner verluer hunn.

An der arabescher Welt zielt nach just: „Wéi gi mer mam Iran ëm? A kann Israel eis net souguer hëllefen, fir géint den Iran virzegoen?" An all dat mécht et, dass natierlech d'Palästinenser immens geschwächt sinn, och wat hir Administratioun ugeet.

Nun, an der Europäescher Unioun, Här President, ech si kuerz, ech wëll Iech awer soen, dass ech e Bréif geschriwwen hunn den 1. Dezember, wéi ech gelies gehat hunn, dass den Här Pompeo, den Ausseminister vun den USA, gesot huet: „Déi Kolonien an der West Bank sinn net onbedéngt géint internationaalt Recht." Vun do u war d'Dier op fir dem Här Trump säi Plang, wou jo gesot gëtt, 33 % vun der West Bank kéinte geholl ginn - op Lëtzebuergesch - vun dem Här Netanjahu. Do war d'Dier op.

An ech hunn e Bréif geschriwwen. Ech hu gesot: Mir mussen eis an der Europäescher Unioun erëm bekëmmeren ëm de Moyen-Orient an ëm Israel, Palästina an ëm de Friddensprozess. A mir sollten et maachen am Mäerz. Dat ass net gaange wéinst dem Covid. A mir hunn et dann du gemaach am Mee.

An am Mee an där Reunioun ... An och do, Här President, et ass dach awer och un all Land vun der Europäescher Unioun, fir sech anzesetze mat senge Moyenen, déi et huet, an Allianzen ze fannen, fir internationaalt Recht ze verteidegen!

Also hunn ech mat dem ireschen Ausseminister ofgemaach: „Komm, mir maachen eng Virbereedung, wou mer just zwou Saache soen! All Annexioun ass géint internationaalt Recht, éischtens. An zweetens, mir stinn zur Zweestaateléisung." A wann dat dote geschitt mat der Annexioun, dann ass eng Zweestaateléisung onméiglech.

Dat sinn déi zwou Saachen, déi ech gesot hunn an déi mer och zréckbehalen hunn do zu 25 vu 27. Et waren zwee Länner, nämlech Ungarn an Éisträich, déi net op där doter Linn waren.

Et ass och gesot ginn, mir sollten elo net vu Sanktioune schwätzen. Mir sollten Israel preventiv konfrontéiere mat der Positioun vun der Europäescher Unioun, nämlech soen: „Haalt d'Fangeren ewech vun der Annexioun, well dat geet an déi falsch Richtung!" Den Här Guterres seet dat, souguer de Boris Johnson seet et däitlech. De President Macron huet et gesot. D'Regierungsmemberen, d'Madamm Empain huet se opgezielt, vill Parlamentarier hunn der Europäescher Unioun dat geschriwwen. An et besteet jo awer nach eng kleng Hoffnung, dass de Mënscheverstand iergendwéi nach empfänglech ass.

Natierlech, mir däerfen elo net naiv sinn. Dat kéint sinn, den 1. Juli ass eriwwer, dass awer Schrëtt fir Schrëtt op eemol virgaange gëtt, Schrëtt fir Schrëtt, dat heescht, dass déi grouss Kolonien, déi de facto jo den Israeelien, der israeelescher Säit gehéieren, dass déi och de jure, ech denken un Ariel oder aner grouss Siidlungen an dem Jordandall, der Vallée du Jourdain, vläicht de 15. August oder iergendwéi eng Kéier à l'improviste, ouni dass mer virgewarnt sinn ..., dass dat geschitt.

Mir hunn als Europäesch Unioun an där Fro do, mengen ech, awer zu e puer eis Aarbecht gemaach, dass mer preventiv geschafft hunn, ouni vu Sanktiounen ze schwätzen. Mir hu preventiv geschafft an hu gesot: „Wannechgelift, maacht dat doten net, well dat ass eng Violatioun vum internationale Recht!" An eng Violatioun vum internationale Recht op der Krim oder am Westjordanland ass ëmmer nach en Déifstall vun Territoire, deen engem net gehéiert.

Dat Zweet, wat ech gesot hunn a wat mer och mussen, mengen ech, kucken, dat ass déi Solidaritéit an der Europäescher Unioun, wéi déi sech konkretiséiert. Wa géif eppes geschéien, dann däerfe mer net do ausenanerlafe wéi d'Hénger. Da musse mer versichen, rationell ze kucken, wat da gemaach gëtt. Ech soen och elo nach näischt vu Sanktiounen. Ech soe just, dass dann d'Europäesch Unioun muss awer wëssen, wéi se sech opstellt, wat se mécht.

An ech soen Iech, d'Influenz natierlech vum amerikanesche President, déi gëtt et an Europa, a fir Sanktioune brauch een Unanimitéit. An ech si keen, deen absolutt op Sanktiounen elo do dréckt. An duerfir hunn ech mer erlaabt, an net nëmmen déi lescht Méint, mee scho virdrun, ze probéieren, an der Europäescher Unioun ënner eise Memberen, ob et net e politesche Wee géif ginn, fir awer ze weisen, dass et an Europa nach Länner gëtt, déi dru gleewen, och wann et vläicht nëmme symbolesch ass, mee dru gleewe politesch, dass d'Palästinenser och e Staat zegutt hunn.

An ech soen Iech, do gëtt et keng 17 Mëttelen. Do kann een 100 Argumenter fannen, fir dergéint ze sinn. Mee et gëtt awer vläicht ee politescht Argument, an net Lëtzebuerg eleng, dat wëll ech net, ech wëll net e Solo do maachen, mee dass mer eng Rei vu Länner hätten an der Europäescher Unioun, déi mat op dee Wee ginn. Et gëtt der, déi dat diskutéieren. D'Belsch ass evoquéiert ginn hei, dat ass richteg. Et sinn och nach anerer. An dat gesinn ech als meng Aufgab fir ze kucken, wa mer do eppes fäerdegbréngen, ob mer net kéinten awer dee Gest maachen, deen, ech mengen, den Här Clement huet et opgezielt, iwwer 130 Länner vun der UN als Schrëtt gemaach hunn.

Et gëtt och Länner, déi nach net Member ware vun der Europäescher Unioun 1988, déi Palästina unerkannt hunn. Et sinn zwee Länner just, Malta a Schweden, déi dat duerno gemaach hunn. An ech soen nach eng Kéier: E Solo wier net dat, wat eppes géif brëngen, mee eppes, wat géif gedroe gi vun e puer Länner a vun esou vill wéi méiglech Länner an der Europäescher Unioun, dat ass dat, wat ech op jidde Fall wëll ustriewen. Ob ech et fäerdegbréngen, weess ech net. Mee dat ass dat, wat hei och an där Motioun steet a wou och d'Lëtzebuerger Regierung hannendrusteet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. Da kënne mer zur Ofstëmmung ...

Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Ausseminister. Ech wollt och eng Kéier soen: Ech respektéiere ganz staark den Engagement vum Ausseminister, dee sech iwwer Jore mat ganz vill Häerzblutt fir Palästina asetzt.

Ech wollt allerdéngs vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Ausseminister awer zwou Suergen un d'Häerz ze leeën, well en huet virdrun iwwert déi ganz komplizéiert Situatioun am Noen Oste geschwat. An ech si ganz mat em d'accord, datt déi komplizéiert ass.

Ech wëll awer just op zwee Punkten hiweisen, Här Ausseminister. Ech wier wierklech frou, wann Der Iech mat deem selwechten Engagement an Häerzblutt do géift asetzen. Am Moment sinn ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et héiert een Iech net hei.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech stinn awer hei. Ech ka mech awer net sëtzen. Ech schwätzen da méi haart, Här Ausseminister.

Am Moment ass am Iran eng katastrophal Mënscherechtslag. Eng katastrophal! Do ginn Homosexueller op de Beem opgehaangen. Op de Beem opgehaangen! Frae gi gestengegt. Gi gestengegt!

All Mënscherechtsorganisatioune lafen zu Recht Stuerm. Am Jemen, Här Ausseminister, fënnt e Krich statt. Dat ass dee brutaalste Krich, dee warscheinlech an de leschte Jore jee stattfonnt huet, eng katastrophal Mënscherechtssituatioun! All Dag ginn hei vum Iran a vu Saudiarabien d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt, ...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... mat Féiss getrëppelt! Ech géif Iech wierklech bieden, mat deem selwechten Engagement, mat deem Der Iech fir berechtegt Uleiessen asetzt, Iech och anzesetze fir d'Mënscherechter am Iran, am Jemen an a Saudiarabien.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Mosar, ech si keen, deen elo wëllt spezifesch Situatiounen op meng Kap setzen. Ech kann Iech just soen, dass ech Leit aus dem Jemen an och aus dem Iran zu Lëtzebuerg akzeptéiert hunn, fir dass se eng Chance kréien, vläicht net hiert ganzt Liewen am Prisong ze sëtzen. Dat ass also dat Konkreet, wat ech probéieren ze maachen, esou gutt wéi dat geet.

Dat Zweet, dat ass, Dir hutt Recht, mee als Politiker soen ech Iech just: Wann Der ufänkt, Iran ze erwänen, Jemen ze erwänen, Syrien ze erwänen, mir kënnen dann d'Kaart huele vun der Welt, mir kënnen d'Uiguren derbäizielen a China. Mir kënnen, ech weess net, Venezuela derbäihuelen, vill, vill, vill anerer nach, wou ech d'Schold net wéilt op deen een oder op deen aneren drécken, mee dat sinn an der Aussepolitik, mengen ech, keng Excusen, fir do eppes ze maachen, wou mer kënnen eppes maachen. An als Europäesch Unioun hu mer eng Responsabilitéit; ech hu versicht, dat ze erklären.

An als Europäesch Unioun hu mer och ... Israel, Palästina: mir sinn als Europäesch Unioun dee gréisste Payeur, deen, deen am meeschte mënschlech Hëllef gëtt, humanitär Hëllef gëtt un d'Palästinenser. Dat ass schonn eppes, a mir sinn een immense Client vun den Israeelien. Mir hunn also mat béide Säiten ze dinn, an ech mengen, wann een do einfach da mécht, wéi wann dat Lëtzebuerg näischt ugeet, et kuckt een op eng aner Säit, dat ass net dat, wat ech ënner Aussepolitik verstinn.

Verstitt mech net schlecht! Mee et geet net duer, dass een op aner Problemer vu Mënscherechtsverletzungen hiweist. Deen heiten, deen hu mer elo diskutéiert hei. Ech mengen, mir

hunn en anstänneg diskutéiert. Hutt keng Angscht, ech maachen dat Bescht, wat ech kann draus maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. An da freet den Här Kartheiser Parole après ministre.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Just zwou Bemierkungen. Déi éischt ass, fir déi historesch Bemierkung vum Här Asselborn nach eng Kéier opzegräife vun 1947/1948, wou dee Partitiounsplang …

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- 1947!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … 1947/1948, wou dee Partitiounsplang do opgestallt gouf vun der UNO. Et muss ee soen, en ass vun Israel akzeptéiert ginn an en ass vun der arabescher Welt refuséiert ginn. An direkt duerno ass Israel ugegraff ginn. Och dat muss ee soen! Dat ass den historeschen Deroulement an dat ass ëmmer erëmkomm och an der Geschicht. Et ass ëmmer erëmkomm. Israel ass e Staat an enger Verdeedegungspositioun, méi wéi an enger offensiver Positioun.

An Dir hutt Recht, wann Der sot, an der leschter Zäit hätt dat sech geännert, well déi arabesch Welt eng nei Relatioun mat Israel sicht an eeben och an der arabescher Welt, an dat ass och ganz interessant, déi palästinensesch Fro keng prioritär méi ass. Och dat ass eng interessant Entwécklung.

Dat Zweet ass zu de Sanktiounen. Dir hutt do e bëssen en onglëckleche Vergläich, deen Der ëmmer bréngt - ech ginn elo net op d'Diskussioun doriwwer an, dat hëlt eis vill Zäit -, tëschent der Krim an enger eventueller Annexioun vu palästinensesche Gebidder do. Dat ass en onglëckleche Vergläich. Mee en ass awer interessant an deem Sënn, datt ee kann eng Reflexioun iwwert de Sënn vu Sanktioune maachen. Mir si mat Russland an enger Sakgaass, wat d'Sanktiounen ugeet. Mir hunn och do Europa gespléckt iwwer Sënn an Onsënn vun deene Sanktiounen. Och dat soll eis eng Léier sinn.

A wat mer dann net verstinn, dat ass Är Politik am Iran! Den Iran, an do ginn ech dem Här Mosar komplett Recht, ass wierklech en Trauma, wat d'Mënscherechter ugeet, an net nëmmen dat. Et ass e Staat, dee selwer zouginn huet virun, ech weess net, wivill Méint, rezent zouginn huet, datt en d'IAEA (ndlr: International Atomic Energy Agency) ënnerlaf huet an un der Nuklearisëierung, der militärescher Nuklearisëierung vum Noen Osten aktiv geschafft huet a weider schafft. A fir dee Staat do wëllen d'Amerikaner eebe Sanktiounen duerchsetzen, och géintiwwer europäesche Staaten, datt se dat mat ënnerstëtzen. Dat geet nëmme mat enormem Drock.

An do muss ee sech awer wierklech froen: Wéi ass et méiglech, datt e Staat, deen d'Mënscherechter esou mat Féiss trëppelt an och nach eng militäresch, nuklear Menace, net nëmme fir Israel, mee och fir Europa duerstellt, datt dee bei Iech esou vill Versteesdemech fënnt?

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, dat do ass net richteg, Här President. Dee fënnt kee Versteesdemech bei mir. Ech hu just e puermol scho gesot, dass dee JCPOA (ndlr: Joint Comprehensive Plan of Action), wou mer 13 Joer laang verhandelt hunn, dass d'Iraner net kënnen eng Atombomm kréien, dass dat mutt-wëllegerweis a falscherweis futti gemaach ginn ass - Dir wësst vu wiem! Dat hunn ech gesot.

Wa mer haut am Iran … Wann dee JCPOA, dat Ofkommes, wann dat géif fonctionéieren, hätte mer wéinstens am Westen d'Genugtuung, dass den Iran net kéint mat enger Atombomm operéieren. Israel hätt se och an d'Saudien hätte se och. Dat ass dat, wat a mengem Kapp dat Richtegt ass. Ech ka mech ieren, mee Dir sidd vläicht do op enger anerer Pist.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kënnen elo zum Ostëmme vun der Motioun vum Här Wiseler kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Fir déi, déi e Vote par procuration ofginn, maachen ech elo en Appel nominal.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 21 Jo-Stëmmen …

Plusieurs voix.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, do ass nach een. Stéphanie Empain, Dir wielt par Procuratioun fir?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Bei mir ass just déi rout Luucht ugaangen.

(Interruption et concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd derbäi. Dat heescht, et ass alles richteg enregistréiert. Da si mer elo bei 21 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

11. Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2462 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Schoulorganisatioun am Kader vun der Covid-19-Kris. D'Madamm Hansen huet fënnef Minutten, fir d'Fro virzedroen. An d'Regierung huet zéng Minutten, fir drop ze äntweren. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. A menger parlamentarescher Fro vum 26. Juni, wou et ëm d'Zesummeleeë vun de Klasse gaangen ass, hat ech u sech véier Bléck vu Froe gestallt. An ee Block ass awer guer net beäntwert ginn. Dat ass vläicht eng Déformation professionnelle, mee wann ech eng Fro stellen, hätt ech u sech och ëmmer gären eng Äntwert.

An do ass et u sech - vu datt d'Eltere sech awer Suerge maachen, elo wou d'Klasse beieneegeluecht gi sinn - ënner anerem drëm gaang, ob d'Schüler och géife speziell getest ginn. Ech hunn also gefrot, ob d'Regierung eng geziilt Testaktioun fir Schüler, Studenten an Enseignantë géif virgesinn, well déi jo elo déi zwou lescht Wochen nees zesummekommen, a wéi a wéini dës Testaktioun dann och géif organiséiert ginn.

Zousätzlech dozou huet d'Modelliséierung vum 20. Juni jo nach eng Kéier kloer gesot, datt déi physesch Distanzéierung e signifikanten Afloss op d'Verbreedung vum Covidvirus hätt. An dës Distanzéierung ass eeben a grousse Klasse schwéier duerchzesetzen. Vu datt awer elo d'Schoulorganisatiounen, virun allem d'Lycéeën, ech mengen, an de Grondschoulen, do ass dat Meescht scho gelaf, mee an de Lycéeë gëtt d'Schoulorganisatioun elo gemaach, do wollt ech den Här Educatiounsminister froen, ob hie bereet wär, fir op de Wee vu méi klenge Klassen ze goe bezéiungsweis och méi kleng Klassen ze autoriséieren, fir esou de Recommandatioune vun der physescher Distanzéierung méi a besser gerecht ze ginn.

Ech hat mech a Lycéeën informéiert. Déi hu gemengt, bei Klasse vun 20 an engem normale Klassesall kéint een eventuell déi 1,5 Meter anhalen.

An ech wollt dann och vum Här Minister wëssen, ob hie bereet wär, d'Contingentsberechnung u sech an deem Sënn unzepassen, a wa jo, wéi e se wëllt upassen, a wann nee, natierlech firwat net.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Hansen, déi mer d'Geleeënheet gëtt, hei nach eng Kéier ze soen, an ech hat dat virun zwee Deeg gemaach, mee och dat ass e pedagogesche Prinzip, datt ee munches emol ëmmer erëm soll widderhuelen, da bleift et eebe besser hänken, datt mer och hei elo momentan eng Teststrategie hu fir d'Schoulen, fir déi komplett Éffnung vun de Schoulen. Déi gëllt souwuel fir den Enseignement fondamental wéi och fir de Secondaire.

An zwar ass et esou, datt all Schüler an all Enseignant an e Grupp vu fënnef agedeelt gëtt an datt all Woch ee Schüler respektiv een Enseignant vun deem Grupp getest gëtt.

All Woch ka sech also ee Fënneftel vun där ganzer Schoulcommunautéit teste loossen. An et ass esou, datt mer do awer nach ëmmer eng relativ grouss Participatioun hu par rapport zur Moyenne vun der Populatioun, déi awer net wäit vun der Hallschent ewech kënnt. Domadder garantéiere mer, datt mer all Woch e Bild kréien, e Bild vun der Situatioun vum Covid-19 an de Schoulen. An domadder gi mer eis d'Méiglechkeet, och ganz schnell dorobber ze reagéieren, falls sech dach do eppes géif doen, falls de Covid-19 an där enger oder anerer Schoul, an där enger oder anerer Klass méi present wär.

An dofir nach eng Kéier den Opruff, wann een invitéiert gëtt, da wannechgelift och matzemaachen. Wou a wéi do getest gëtt, ech mengen, dat wësse mer, dat sinn déi Statiounen, fir dee Prelevement ze maachen, déi am Kontext vum Large-Scale-Testing uechtert d'Land stinn. 17 sinn et der jo, fir dat regional och iwwerall kënnen ofzedecken.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, an dat ass jo awer och an der Chamberskommissioun, denken ech, den Dënschdeg en long et en large gemaach ginn, wou iwwert d'Modellisatioune geschwat ginn ass. An och déi Circonstancen, déi där Modellisatioun zugronn louchen, datt do wuel de Prinzip vum Social Distancing an de Schoulen, am Fondamental, am Lycée, datt deen och gëllt, och elo an deem Kontext, wou mer eebe ganz Klassen hunn.

An natierlech kënne mer net iwwerall d'Distanz vun zwee Meter do garantéieren. Dat ass evident. Virun allem och am Secondaire kënnt ee sech do scho méi no. Mee all déi aner Sécherheetsmesuren, déi bleiwen a Kraaft. An och dat ass de Modell vum Social Distancing, wéi en an de Schoule virdrun an och elo beim Zesummeleeë vun de Klassen applizéiert gëtt. An dat ass deen, dee mat an déi Modellisatiounen do eragefloss ass.

An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer wierklech kee Grond hunn unzehuelen, souwuel wat déi international Etüden ubelaangt, nach emol wat eis Experienz aus de leschte Wochen a Méint zu Lëtzebuerg ubelaangt, datt wierklech Schüler Schüler ustiechen. Et gëtt nach net een eenzege Fall, wou dat kloer beluecht ass. Mir hunn e puer Fäll, wou mer et net kënnen ausschléissen, mee wou et gradesou gutt Iwwerleeunge kéint ginn a gradesou gutt Grënn kéint ginn, datt déi selwecht Schüler sech anzwousch anescht ausserhalb vun der Schoul ugestach hätten. Da solle mer net permanent esou maachen, wéi wann dat hei d'Haaptgefor wär.

An ech denken, datt mëttlerweil jo awer jidderee matkritt huet, wat d'Ursaach ass vun deenen neien Infektiounen, vun deene méi héijen Zuele vun Infektiounen, nämlech all déi Aktivitéiten, déi net geuerdent sinn. An dat ass eeben net an der Schoul, well do ass Uerdnung, do hu mer nach ëmmer e ganz héije Sécherheetsdispositif an Hygiènesreegelen.

Ech verstinn déi Iwwerleeungen an ech hu se och virgëschter nach mam Collège des directeurs, mat all den Direktere vun all eise Lycéeën duerchgeschwat, fir natierlech ze kucken, do wou et méiglech ass, méi kleng Klasseneffektiver ze garantéieren. An ech mengen, d'Madamm Hansen weess dat aus hirer Erfarung als fréier Schouldirektesch, do kann een natierlech elo net higoen a soen: „Elo setze mer einfach de Maximum vum Effectif op 20", well et hätt ee sécherlech d'Ressourcen net, déi personell Ressourcen net, fir dat ze maachen. Et hätt een och d'Raimlechkeeten net, fir dat ze maachen. A vu mir ass et eng Déformation professionnelle, fir net Saachen unzestoussen, wou mer herno hannen net wëssen, wou een erauskënnt.

An duerfir mengen ech schonn, datt mer hei musse kucken, wat wierklech noutwendeg ass. An ech hunn den Direktere gesot an ech hunn och dem Service vum Secondaire a mengem Ministère gesot, datt do, wou Härtefäll sinn, datt do, wou wierklech een de Sall net ka wiesselen an en awer ze kleng ass, datt do, wou mer wierklech dann op de Maximum vum Klasseneffectif, dee jo bei 29 ka leien, erukommen a wou mer Méiglechkeeten hunn, datt mer dann natierlech kucken iwwert de Contingent an deenen Diskussiounen, déi all Direkter mat dem Secondaireservice a mengem Haus do féiert, datt mer do flexibel bleiwen, fir op déi Härtefäll kënnen anzegoen.

An ech denken, datt mer doduerjer och net eng besser Hygiènessituatioun kënne garantéieren, mee de Leit awer e Stéck vun hire Suergen an hiren Ängschten huelen, well och dat ass e bëssen d'Konklusioun vun deene leschten Deeg, virun allem am Secondaire, datt, jo, déi Proximitéit tëscht de Schüler, tëscht de Schüler an den Enseignanten deem engen oder aneren nach Kappzerbrieches mécht, och wann et net wierklech e wëssenschaftleche Fakt oder e wëssenschaftleche Beleeg derfir gëtt.

Wat zousätzlech Ressourcen ubelaangt, do ass et jo och esou, datt d'Chamber hei à l'unanimité eng Motioun vun Iech, Madamm Hansen, ugeholl huet. Mir wäerten och deemnächst do e Plang duerleeën, virstellen, fir kënne Rattrapage an Appui iwwert d'Summervakanz, an awer och ee wärend deem éischten Trimester vum nächste Schouljoer 2020/2021 ze garantéieren. A mir wäerten do souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire de Schoulen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir dat kënnen ze maachen.

Dat, denken ech, ass eng wichteg Prioritéit, well mer wëssen, datt deen een oder deen anere Schüler eebe besser oder manner gutt duerch déi laang Phas vum Confinement oder duerch den Apprentissage en alternance vun den A- a B-Woche komm ass, a mer doduerjer deenen, déi vläicht net esou doheem ënnerstëtzt gi sinn, awer hei eng zousätzlech Hëllef sollen zur Verfügung stellen. An dat huet op jidde Fall Prioritéit bei den zousätzleche Ressourcen. An d'Direktioune vun de Schoulen, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, wäerten déi zur Verfügung gestallt kréien.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

12. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS)

D'erweidert Fro Nummer 30 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Schüler mat spezifesche Bedierfnisser kënnt als nächste Punkt. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nach eng Kéier merci, Här President. Viru méi wéi dräi Joer hu mer hei an der Chamber zwee Gesetzer gestëmmt, wou et ënner anerem ëm den Encadrement vun de Kanner à besoins spécifiques et particuliers an och ëm déi sougenannte Kompetenzzentre goung.

An ech wëll hei direkt op eng Motioun zréckkommen, déi jo hei deemools eestëmmeg ugeholl gi war. Ech hat deemools gesot: „Als CSV begréisse mer den allgemenge Prinzip, datt dëse Schüler och besser, virun allem och méi séier an Zukunft gehollef soll ginn." Ech hunn awer och gesot: „Mir sinn eis awer net sécher, ob mat dësem System, esou wéi en elo virgesinn ass, dëst och effektiv erreecht gëtt."

Mir haten d'Regierung also opgefuerdert, fir innerhalb vun dräi Joer, an déi sinn elo ëm, eng Evaluatioun vun der Prise en charge vun de Kanner à besoins particuliers et spécifiques ze maachen a fir gegeebenefalls déi néideg Upassungen a Verbesserunge virzegesinn.

Duerfir direkt meng éischt Fro: Ass dës Evaluatioun, déi jo dann eestëmmeg beschloss gi war, gemaach ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen? Wa se natierlech net gemaach gi wär, da wéisste mer och gären, firwat datt se net gemaach gi wär a wéini datt se gemaach gëtt.

„D'Prozedur ass laangwiereg an et ass net genuch Direkthëllef um Terrain", dat sinn d'Infoen, déi mir u sech vun de Leit kréien. Ech beschreiwen Iech einfach emol eng Kéier d'Prozedur, déi ech vun engem Enseignant gesot kritt hunn. Hien huet mer einfach ee Beispill ginn, an ech hunn een Numm dragesat, well ech weess jo net, ëm wien et gëtt. Den Numm ass sécherlech falsch.

„Den 19. Juli d'lescht Joer hu mer de Jempi - also den Numm ass erfonnt - an der Direktioun gemellt, fir hien testen ze loossen. De 14. a 15. Oktober ass e Bilan cognitif gemaach gi vu Psychologen. Ufangs November ass dunn e Bilan pédagogique gemaach ginn. Ufangs Januar ass dunn dem Jong säi Fall an der Commission d'inclusion behandelt ginn. Den Elteren an dem Léierpersonal si Bilane presentéiert ginn. Et ass dunn decidéiert ginn, fir de Jong an e Kompetenzzentrum ze mellen. D'Enseignanten

hunn e Bilan scolaire geschriwwen. Deen Dossier ass dunn déi Woch duerno an d'Commission nationale d'inclusion gaang.

Enn Januar kritt d'Schoul dann e Courrier, datt de Kompetenzzentrum chargéiert wär, fir den Dossier spécialisé ze maachen. Mëtt Februar war dunn deen éischte Kontakt mam Kompetenzzentrum, siwe Méint duerno! Deen huet eng Partie Observatioune gemaach an huet se erëm an d'Commission nationale d'inclusion geschéckt.

Dunn ass u sech eng Zäitche laang näischt geschitt. An elo Enn Juni krut d'Schoul erëm e Courrier vun der Commission nationale d'inclusion, datt si elo eng Intervention spécialisée ambulatoire fir eenzel Stonne virgesinn. Elo ass awer u sech quasi dëst Schouljoer gelaf."

Dat ass leider keng erfonnte Geschicht, mee et ass eng Realitéit vum Terrain. Den 19. Juli ass Hëllef ugefrot ginn, Enn Juni ass eng Äntwert komm. Fir dat Kand war et awer u sech dann ee Joer, wou d'Hëllef verluer gaangen ass.

Duerfir, déi kruzial Fro: Wat gesäit den Här Minister vir, fir dës Prozeduren ze vereinfachen, ze beschleunegen, soudatt d'Hëllef méi séier um Terrain ukënnt?

Da krut ech awer och nach erklärt, datt d'Kompetenzzentre fir d'Prise en charge vun de Kanner ganz selektiv nom IQ-Wäert kucken. Sou géifen eenzel Kompetenzzentre kee Kand huelen, wat een IQ-Wäert ënner 85 huet, an anerer huele keent, wat en IQ-Wäert iwwer 70 huet. Déi Kanner, déi elo grad dertëscht falen, déi kënnen also keng Hëllef vun engem Kompetenzzentrum kréien, déi sinn dann op d'Enseignant-spécialiséen, d'ESEBen an d'I-EBSen ugewisen.

Änlech Problemer ginn et anscheinend, wann d'Kanner méi wéi ee Problem hunn. Sou ginn anscheinend Kanner mat Troubles du langage net onbedéngt an der Logo ugeholl, wa se gläichzäiteg verhalensopfälleg respektiv kreativ sinn.

Do wollt ech vum Här Minister wëssen, ob dat esou stëmmt an natierlech, wat hie wëlles huet, fir och dëse Kanner méi geziilt kënnen ze hëllefen, an ob mëttlerweil genuch Enseignant-spécialiséen an den Direktiounen an de Schoule sinn, wéi eng Ausbildung dës Enseignanten hunn, wéi vill Posten opstoe bliwwe si fir dëst Schouljoer, ob et regional Ënnerscheeder ginn an och hei, wat den Här Minister wëlles huet, fir dës Problemer ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidde Kompetenzzentren intervenéieren dann och net an de Schoulen. Do mussen d'Kanner ëmmer an de Kompetenzzentrum fueren. Dat ass fir déi eng Kanner relativ no, dat ass fir déi aner Kanner awer relativ wäit. Do ginn et elo Elteren, déi wëllen hire Kanner deen do Trajet net onbedéngt zoumudden. Déi sinn zum Deel dräi Stonne pro Dag am Bus.

An do stellt sech natierlech d'Fro: Wéi kann dës Hëllef organiséiert ginn, fir de Kanner iwwerall am Land déi selwecht Chancen ze ginn? An ob den Här Minister och hei bereet ass, Upassungen ze maachen.

Eng aner Fro ass: Wéi gesäit de Suivi médico-social aus an den eenzelne Regioune vum Land? Ass d'Personal der steigender Unzuel vu Schüler ugepasst ginn?

Dat waren u sech meng Froen.

13. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Mee, Här President, ech hunn och nach eng Motioun.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant que le nombre d'élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement fondamental ne cesse de croître reflétant la dynamique démographique que connaît notre pays ;

- constatant que l'hétérogénéité des élèves est au coeur de notre système éducatif et constitue un réel défi ;

- notant qu'au niveau des établissements scolaires de l'enseignement secondaire, les services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS), composés d'assistantes sociales, de psychologues ou encore d'éducateurs, assurent sur le terrain et selon les nécessités l'accompagnement psycho-social et scolaire des élèves ;

- constatant encore que ces services participent ainsi à une meilleure prise en charge des élèves et de leurs besoins variés ;

- notant que les établissements scolaires de l'enseignement fondamental ne bénéficient pas d'une telle offre de services sur place ;

- constatant qu'au vu de la diversité des réalités de plus en plus complexes sur le terrain, il serait opportun de doter l'enseignement fondamental des mêmes outils d'accompagnement et d'encadrement des élèves, afin de pouvoir fournir une aide immédiate à tous les élèves à besoins spécifiques et particuliers,

invite le Gouvernement

- à prévoir la mise en place au sein des établissements scolaires de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar des SePAS au niveau de l'enseignement secondaire.

(s.) Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, George Mischo, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV).*- U sech am selwechte Kader, well eis Grondschoule si mëttlerweil esou grouss, datt se vergläichbar si mat klenge Lycéeën. A si hunn och genausou vill Kanner mat Problemer, wéi et der an de Lycéeë ginn. An de Lycéeën hu mer awer ganz Ekippen, de SePAS, Service psycho-social, déi u sech sur place kënnen agéieren, ouni laang Prozeduren, ouni Fichë mussen auszefëllen a Rapporten ze schreiwen, ouni datt d'Kanner vun deem enge bei deen anere geschéckt ginn.

Duerfir si mir als CSV der Meenung, datt esou eng Ekippen och an der Grondschoul noutwendeg wären. An an deem Sënn hunn ech dës Motioun hannerluecht, deposéiert, fir eeben och an de Grondschoulen esou eng Strukture mat Spezialisten, déi direkt um Terrain kéinten de Kanner hëllefen an direkt um Terrain kéinten agéieren, ze schafen.

Mir wären natierlech frou, wann den Här Minister dës Motioun och kéint ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

14. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) (suite)

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci nach eemol, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, am Joer 2017 huet d'Chamber eng grouss Reform vum ganze Secteur fir Kanner mat extrae Besoine virgeholl, dat an zwee Gesetzer. Eng Kéier an där neier Struktur vun der Grondschoul, wou mer kloergemaach hunn, datt mer an der Schoul wëllen ... An duerfir wonnert déi dote Motioun mech jo awer, well mir hunn 2017 d'Fonctioun vum Instituteur spécialisé fir Kanner mat extrae Besoine geschafen, déi an der Schoul affektéiert sinn, déi ouni Prozedure kënnen direkt op Decisioun vun der Schoulcommunautéit selwer intervenéieren.

Mir hunn de Regionaldirektioune Moyene ginn, fir kënne Kanner mat extrae Besoine besser mat multidisziplinären Ekippen ze ënnerstëtzen. A mir hunn, an dat war dat zweet grousst Gesetz jo, de ganze Beräich vun der Éducation différenciée, deen eigentlech zanter 1973 net méi grondleeënd reforméiert gouf, wierklech op de Leescht geholl an enger grondleeënder Reform ënnerluecht.

An duerfir war et jo och ganz normal, datt ech dee Moment d'accord war, fir eng Evaluatioun och no dräi Joer ze maachen. Ech wëll awer elo soen, datt déi dräi Joer nach net ofgelaf sinn, well am Esprit vum neie Geescht hu mer d'Schouljoer 2017/2018, 2018/2019 an 2019/2020 gehat. A mir wäerten elo dann zu där doter Evaluatioun och kommen. Dozou herno nach e puer Wuert méi.

Een Zil vun där ganzer Reform war, virun allem emol genuch Ressourcen, gutt qualifizéiert a richteg qualifizéiert Ressourcen zur Verfügung ze stelle fir den Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen, well mer virdrun awer festgestallt hunn, datt virun allem d'Penurie vun de Ressourcë geréiert gouf an net gekuckt ginn ass: Wat brauch dat dote Kand a wéi vill Stonne vu wéi enger Ënnerstëtzung brauch dat dote Kand?, mee gekuckt ginn ass: Wat hu mer dann eigentlech vu Stonnen?, an déi sinn iergendwéi dann op déi Kanner, déi op eng Ënnerstëtzung ugewise waren, verdeelt ginn. An do muss ee soen, datt mer eisem Usproch absolutt gerecht gi sinn am Laf vun deene leschten dräi Joer, well net manner wéi 623 Poste goufe geschafen op deenen dräi Niveauen, an de Schoulen, an de Regiounen an um nationale Plang. Also 623 Vollzäitposten, déi zousätzlech derbäikomm si fir eeben den Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen, déi sécherlech d'Intensitéit, d'Durée an domadder och d'Qualitéit vun der Prise en charge däitlech konnten erhéijen.

Dat waren 150 Poste fir d'Instituteurs spécialisés, déi, wéi gesot, an de Schoulen aktiv sinn, wou mer effektiv nach ëmmer amgaange sinn ze rekrutéieren. An all Joer probéiere mer, nei Enseignanten an Enseignanteën ze motivéieren, an déi doten Tâche eranzewuessen. All Joer fanne mer der och weider. Mee momentan hu mer awer eréischt 104 vun deenen 150 Posten do kënne besetzen.

Et waren 207 zousätzlech Posten an den Équipes de soutien des élèves à besoins, de Gros dovunner an dem Enseignement fondamental. A mëttlerweil si mer jo awer och amgaangen, zanter 2019 Équipes de soutien des élèves à besoins an de Lycéeën opzebauen, well entgéint deem, wat hei d'Madamm Hansen sot, hu mer do eigentlech net spezialiséiert Ekippe fir Kanner mat extrae Besoinen. Mir hu wuel de SePAS, mir hunn Équipes socioéducatives, mee déi sinn eigentlech net duerfir geduecht. Déi hunn aner Missioune wéi den Encadrement vu Kanner hei mat extrae Besoinen. An duerfir musse mer do virukommen a mir gedenken, déi Équipes de soutien och an de Lycéeë successiv iwwert déi nächst Joren auszebauen, fir datt och do all Lycée, all Schoul selwer iwwer hir Ressourcë verfüügt. An et si jo grad den I-EBS an d'Équipes de soutien des élèves à besoins, déi den Haaptpilier si vun der Inklusiounspolitik, fir eeben en optimalen Encadrement fir all Kand an der Schoul selwer kënnen ze garantéieren.

An de Kompetenzzentren, an deene besteeënden an awer och an deenen neien, sinn nach eemol 266 Posten derbäikomm, déi och mëttlerweil alleguerte besat sinn. Wat d'Kompetenzzentren ubelaangt, do mierke mer och en däitlechen Ustig vum Budget, dat iwwer 50 % eraus tëschent de Joren 2017 an 2020; do louche mer bei ronn 1,4 Milliounen 2017 an 2,2 Milliounen 2020, wuelverstanen ouni Personalkäschten, well déi jo direkt iwwert d'Fonction publique mat assuréiert ginn.

Dat huet et eis erlaabt, wéi ech virdrun erkläert hunn, net onbedéngt däitlech méi Kanner en charge ze huelen, mee de Kanner alleguerten e bessere Service unzebidden. Mir mierken, datt souwuel bei der Prise en charge stationnaire wéi och ambulatoire, datt do d'Prise-en-chargë liicht erofgaange sinn zanter 2017 vu 5.188 op 5.014, datt dat souwuel bei de Prises en charge ambulatoires wéi och bei de Prises en charge stationnaires ass. An dat ass ëmsou méi considerabel, well mer et jo awer hei och mat enger steigender Populatioun, mat enger steigender Schülerzuel ze dinn hunn.

Dat seet awer nach eng Kéier ganz kloer, datt den I-EBS, déi Strukturen, déi wierklech intervenéieren an der Schoul an an der Regioun, datt déi eng ganz gutt Aarbecht maachen an datt eeben net all Fall muss direkt an de Kompetenzzenter do kommen.

Dann eng Rei vun aneren Ustrengungen, dat ass ... An och d'Missioune vun de Kompetenzzentren, déi se erfëllen, ass, fir hir Kompetenz weiderzedroen op den Terrain. Dat ass, fir Konzeptentwécklung mat de Schoulen ze maachen. Dat ass, fir Formations continues mat de Schoulen ze maachen. Dat ass och, fir an der Initialausbildung ze intervenéieren. An och do zum Beispill bei deene Formatiounen, déi iwwert den IFEN ugebuede ginn, déi sinn dach staark steigend. Tëschent dem leschten an dem lafende Schouljoer waren dat awer iwwer 10 %, wou mer nach eng Kéier méi konnten Intervenanten, wierklech Notzer, Participantë vun deene Formation-continuen erreechen a wou et vu 4.473 op 4.975 eropgaangen ass.

Dann eng ganz Rei vun neien Aktivitéiten, déi mer developpéiert hunn, virun allem wann et drëms geet, fir Schwieregkeete vun de Schüler ganz frëi ze erkennen, well mer wëssen, datt mer dann awer dacks ze spéit kommen. An do geet et eeben net nëmmen duer ze waarden, bis dann emol iergendeen eng Kéier op d'Iddi kënnt: Kéint dat doten net deen dote Problem sinn?, bis och e gewëssent Verhalen, eng gewësse Problematik dann zu enger Opfälegkeet an der Schoul gëtt a ganz dacks dann och zu schoulesche Problemer féiert. Zum Beispill si mer hei amgaangen, e systemateschen Depistage fir Troubles spécifiques du développement moteur, fir motoresch Schwieregkeete kënnen ze maachen, an dat am Cycle 1.2, also am zweete Joer vun der Spillschoul.

Do si mer momentan bei 6 vun deene 15 Regiounen, wou mer et flächendeckend kënne maachen. Do sinn an engem Joer dann awer 2.500 Kanner, déi gesi ginn. An zum Beispill am leschte Joer waren dat och 250 Prise-en-chargen, déi hannendrukomm sinn, wat och schéngt e Quotient ze sinn, datt awer 10 % vun de Kanner och an deem doten Alter, am Spillschoulsalter e Retard oder eng Problematik an der motorescher Entwécklung op engem Niveau weisen, wou eng spezifesch Prise en charge noutwendeg ass. A mir wäerten natierlech kucken, iwwert déi nächst Joren deen doten Dépistage systématique och an déi aner Regiounen ze bréngen. Zwou weider Regioune vun deene 15 komme bei der nächster Rentrée do derbäi.

Da si mer awer och amgaangen, mat aneren Acteuren, notamment och der Uni.lu, ze kucken, wéi mer nei Methode kënnen entwéckelen. Hei geet et, zum Beispill wat de Centre pour le développement des apprentissages ubelaangt, ëm standardiséiert Tester, déi Troublë vun den Apprentissagen eebe besser sollen detektéieren, analyséieren, an dat virun allem och adaptéiert op déi spezifesch Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg.

Et geet awer och drëm, fir den Dépistage précoce vun der Déficience visuelle kënnen ze assuréieren. Och do lafe Kollaboratiounen tëschent dem Centre pour le développement des compétences relatives à la vue an och der Uni.lu. An d'selwecht eeben och nach eng Kéier beim Centre de logopédie, wou et och drëms geet, eebe ganz prezis hei zum Beispill déi mathematesch Kompetenzen, déi fréi mathematesch Kompetenzen och op eng nonverbal Manéier kënnen ze trainéieren, fir datt net en Defizit vun deem enge Beräich och zu engem Problem herno an engem anere Beräich ka ginn.

Dat Beispill, wat ech hei net wëll kommentéieren, wat Der gesot hutt, där gëtt et. Mee ech denken, datt mer hei net mat eenzel Beispiller kënne fonctionéieren. Wann ee fair wär, hätt ee gesot, datt eng grouss Vakanz tëscht dem Juli an dem Oktober an der éischter Reaktioun gewiescht wär an datt mer mëttlerweil awer och e Confinement dertëschent gehat hätten. Mee ech wëll net soen, datt mer do an der Reaktivitéit net nach besser kënne ginn.

Ech wëll awer och hei soen, datt mer net jiddwerengem kënnen direkt eng Prise en charge do och verspriechen, well wa mer Decisioune schnell huelen, da riskéiere mer och, Decisiounen oft net richteg ze huelen. An awer si mer der Meenung, datt mer do déi Prozedur nach eng Kéier sollen op de Leescht huelen. An duerfir wëlle mer och de Fonctionnement vun der Commission nationale d'inclusion, déi eigentlech 2017 net ugepaakt ginn ass, déi nach am Geescht fonctionéiert vu virun der Reform vun 2017, datt mer och déi nach eng Kéier analyséieren, fir d'Reaktivitéit virun allem ze verbesseren.

Dann e Wuert vläicht nach zu der Evaluatioun, déi mer elo fir 2021 plangen. Do wëlle mer souwuel intern kucken, wéi d'Acteuren, wéi d'Leit mat där doter Method a mat där doter Systematik a mat deenen neie Strukturen a Prozesser eens gi sinn, wat se fir verbesserungswierdeg halen, wou mer selwer gesinn, datt mer eisen Usprëch, déi mer am Gesetz vun 2017 formuléiert hunn, vläicht nach net ëmmer esou ganz nokommen, wou och mëttlerweil nei Problematike vläicht opkomm sinn, also iwwer e Sondage bei den Enseignanten, beim Personnel socio-éducatif, bei den Direkteren, den Directeur-adjointen, déi jo zoustänneg och si fir Enfants à besoins spécifiques, awer gläichzäiteg och uschléissend dorunner ganz prezis Entretienen, déi mer mat engem Echantillon vun Intervenanten och wëlle maachen, fir och an de Fong kënnen ze goen an erauszefannen, jo: U wat fir enge Schrauwe musse mer dann an Zukunft och nach weider dréien?, well kee seet, datt alles no dräi Joer, nodeem dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, mat Perfektioun ka lafen.

Eng zweet Approche vun Evaluatioun ass awer och de wëssenschaftleche Bléck vu baussen. An do si mer op der Sich no enger Universitéit, déi dee kann assuréieren, déi och nach eng Kéier eisen Dispositif fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoinen, wéi mer en elo en place hunn, zanter dräi Joer entwéckelt hunn, déi deen och eng Kéier duerchaus kritesch vu bausse soll kënne kucken. A wichteg ass herno, datt mer dee Bléck vu bannen an de Bléck vu baussen, datt mer déi niewenteneeleeën. An dann, denken ech, hu mer e gesamten Iwwerbléck, wou mer kënnen eng politesch Diskussioun och driwwer féieren a wou mer och wëssen, wéi mer dann dee ganzen Dispositif fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoine kënnen a solle weiderentwéckelen.

Vläicht nach, Dir Dammen an Dir Hären, zur Informatioun, datt mer eis och e ganz staarke Programm vu Sensibiliséierung an Informatioun ginn hunn, deen an dësem Joer ugefaangen huet. Informatiounen iwwer Kanner mat extrae Besoinen, awer och fir d'Kanner, fir d'Familljen, fir hiren Entourage. Gläichzäiteg awer och d'Dokumentatioun vu „bonnes pra-

tiques“ vun der Inklusioun, well dat jo awer nach ëmmer ee vun eisen Haaptziler ass. A mir wëssen, datt mer nach ëmmer op Widderstänn op eenzelne Plazen do stoussen. An dann hëlleft et ze weisen, wat et schonn alles Guddes gëtt. Dann hëlleft et ze weisen, datt ee mat ganz ville Moyenen dann awer och ganz villes kann erreechen.

An eeben och d'Iddi vun der Inklusioun, datt mer déi weider bei d'Schüler bréngen, bei all Intervenant bréngen, fir datt mer lues a lues awer och do ronderëm e Konsens kréien, datt mer eis alleguerten an der Gesellschaft, an dat ganz besonnesch eeben och all Acteur vun der Schoul, fir eng gesond an eng gelongen Inklusioun vun all de Kanner, mat all hire ganz ënnerschiddleche Besoinen, mussen asetzen an dat all Dag.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Motioun elo nach net gelies, mee wann et dat ass, wat d'Madamm Hansen hei exposéiert huet, dann, denken ech, kann ech domadder elo, à ce stade, net d'accord sinn. Well éischtens emol, dat, wat gefuerdert gëtt, hu mer an enger gewëssener Form. A wa mer hei soen: „Mir maache gären eng Evaluatioun vun deem …“

(Le texte de la motion est remis à M. Claude Meisch.)

Villmools merci!

„Mir maache gären eng Evaluatioun vun deem ganze System, fir duerno ze kucken, wéi mer solle weiderfueren“, da solle mer och déi Evaluatioun ofwaarden an dann och zesumme kucken, wou mer nach eemol mussen eng Schëpp bäileeën. Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt dat op méi wéi enger Plaz wäert sinn, well Inklusiounspolitik ze maachen, dat heescht, permanent weider Efforten ze maachen a permanent ze kucken, wou mer eis nach selwer kënne verbesseren.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

15. 7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Ech géif proposéieren, datt mer elo de Projet de loi 7599 huelen an datt mer duerno iwwert d'Motioun ofstëmmen. Da géif ech direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här André Bauler, d'Wuert ginn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer direkt am Ufank, lech de Kontext vun dësem Gesetzesprojet unhand vun zwee Beispiller ze illustréieren.

Huele mer einfach zwee Lëtzebuerger Studenten, d'Martine an de Gilles.

(Exclamations)

D'Martine studéiert Biologie op der Uni zu München an ass am leschte Semester vu sengem Masterprogramm ageschriwwen. Normalerweis hätt d'Martine dëst Semester säin obligatoresche Stage de fin d'études an engem renommëierte Münchener Laboratoire gemaach. Déi fläisseg Studentin hat sech richteg drop gefreet, fir am September endlech hire Masterdiplom ze kréien an dem Studenteliewen domat een Enn ze setzen. Den Ausbroch vum Coronavirus huet seng Pläng allerdéngs op d'Kopp gehäit. Et huet knapps dräi Wochen als Stagiaire geschafft, bis et op eemol geheescht huet, et misst doheem bleiwen. De Laboratoire huet seng Dieren zougemaach an dem Martine säi Kontrakt gouf souguer annuléiert. Schlussendlech ass him näischt anescht iwwregbliwwen, wéi säi Stage, an domat och säin Ofschloss, ëm e ganzt Semester ze verréckelen.

Änlech ass et dem Gilles ergaangen. Hien ass Geschichtsstudent op der Uni Lëtzebuerg a sollt dëst Semester seng Masterthees schreiwen. Just wéi hie mat senger Recherche wollt ufänken, hunn d'Lëtzebuerger Bibliothéiken an Archiven hir Dieren zougemaach. Dëst huet dem Gilles seng Aarbecht extreem erschwéiert. Fir seng literaresch Recherche ass hien nämlech deelweis op historesch an, jo, literaresch Quellen ugewisen, déi net am Onlineformat disponibel, verfügbar sinn. De Coronavirus huet also och dem Gilles e Stréch duerch d'Rechnung gemaach a fir eng ongewollt Verlängerung vu sengen Etüde gesuergt.

Fir béid Studenten huet dës Verlängerung grouss Konsequenzen! Engersäits gëtt hir Entrée an d'Beruffsliewen ëm en halleft Joer verréckelt, anerersäits kascht dat zousätzlecht Semester eng gutt Staang Geld. Béid Studente mussen e weidert Semester hir Aschreiwungskäschte bezuelen, a fir d'Martine kommen nach sechs Méint Loyer zu München derbäi.

Bis ewell hu béid Studenten all Semester hir Bourse an hire Prêt beim CEDIES ugefrot. Ouni dës finanziell Hëllef hätte si sech hire Studium net kënne leeschten. Allerdéngs stelle si sech elo d'Fro, ob si och fir dat zousätzlecht Semester finanziell ënnerstëtzt ginn. Falls net, kéinte si an eescht Schwieregkeete geroden. Hir komplett Studie kéinten eigentlech um Spill stoen.

Léif alleguer, mam Ausbroch vum Coronavirus hunn d'Unie quasi weltwäit hir Diere missen zoumaachen. Vun engem Dag op deen anere goufen all Virliesungen annuléiert a sämtlech Universitéitsgebaier waren zou, dorënner och d'Bibliothéiken an d'Laboratoiren. De Presenzunterrecht gouf, do, wou et méiglech war, duerch den Enseignement à distance ersat an och Exame konnte just nach online geschriwwe ginn. D'praktesch Aarbechten an d'Stagë goufen entweeder annuléiert oder op spéider verluecht.

D'Majoritéit vun den Universitéiten huet grouss Ustrengunge gemaach, fir d'Organisatioun an d'Evaluatioun vun hire Programmer a kuerzer Zäit unzepassen. Trotzdeem riskéiere vill Studenten, ënnert de psychologeschen Effeten an den alldeegleche Barriäre vun der Kris ze leiden. Besonnesch déi Jonk, déi am Ausland studéieren, hu mat groussen administrativen an organisatoreschen Hürden ze kämpfen. Ech denken do zum Beispill un d'Zoumaache vun de Grenzen, un d'Reesverbueter an un d'Ausfäll vun de Volle mam Fliger.Duerch d'Konsequenze vun der sanitärer Kris konnt d'Summersemester 2019/2020 a ville Fäll net wéi geplangt ofgeschloss ginn. Verschidde Studenten hunn elo keen anere Choix, wéi hir Etüden ëm e weidert Semester am Hierscht ze verlängeren.

D'Regierung huet eis gesot, datt si sech bewosst ass, datt vill Studenten Angscht ëm hir akadeemesch Zukunft hunn. Eng Verlängerung vun de Studie bréngt ëmmer zousätzlech Käschte mat sech, sief dat fir d'Aschreiwung op der Uni oder fir de Loyer. Besonnesch fir Familllje mat niddregem Akommes stellt d'Finanzéierung vun engem zousätzleche Semester e grousse Problem duer. D'Regierung wollt a wëllt verhënneren, datt déi Studenten, déi am Summersemester 2019/2020 op enger Uni ageschriwwe waren, duerch d'Suitte vun der Coronakris benodeelegt ginn. Si sollen déi selwecht Chance op e gudden Ofschloss hu wéi all déi aner Joergäng. Fir de betraffene Studenten ënnert d'Äerm ze gräifen, accordéiert den Héichschoulministère eng zäitlech Verlängerung vun hirer Studiebäihëllef.

Dëse Projet de loi proposéiert zwou Derogatiounen zum Gesetz iwwert d'Aide financière vum Lëtzebuerger Staat. D'Zil vun dësen zäitweilegen Ännerungen ass et, fir d'Chancëgläichheet vun eise Studenten ze garantéieren.

Déi éischt Derogatioun betrëfft déi maximal Dauer, wärend där e Student/eng Studentin seng/hir Bourse a Prêt beim CEDIES kann ufroen. Dës Dauer soll fir all Persoun, déi wärend dem Summersemester 2019/2020 op enger Universitéit oder Héichschoul ageschriwwe war, ëm ee Semester verlängert ginn.

Konkreet bedeit dat Follgendes: Am Fall, wou ee Student/eng Studentin seng/hir Etüden net an där Zäit packt, déi offiziell fir de Parcours virgesinn ass, dierf hien/si wärend dräi zousätzleche Semester vun der Aide financière profitéieren. Bis ewell war dës zousätzlech Dauer op nëmmen zwee Semester beschränkt. Déi maximal Dauer fir d'Attributioun vun der Studiebäihëllef gëtt also vun aacht op néng Semesteren eropgesat.

Déi zweet Derogatioun betrëfft d'Kontroll vum Leeschtungsfortschrëtt vun de Bachelorstudenten. Dem Gesetz no kann de Ministère eng Demande fir d'Studiebäihëllef verweigeren, wann e Student bestëmmte Leeschtungskrittären net erfëllt. Nom zweete Joer gëtt dofir kontrolléiert, ob de Student genuch ECTS-Punkte gesammelt huet, fir och am drëtte Joer eng finanziell Ënnerstëtzung kënnen ze kréien.

Am Kader vun der Coronakris goufen allerdéngs eng Rëtsch Studenten un hirem normale Fortschrëtt gehënnert. Dofir proposéiert dëse Gesetzesprojet, d'Kontroll vum Leeschtungsfortschrëtt ëm ee Joer no hannen ze verréckelen. D'Kontroll géif dann eréischt nom drëtte Joer gemaach ginn. An deem Fall géif da gekuckt ginn, ob de Student/d'Studentin fir säin/hiert véiert Joer, also fir d'Verlängerung vu sengem/hirem Bachelorstudium eng zousätzlech Studiebäihëllef beim CEDIES kéint ufroen.

Am Ufank hunn ech Iech d'Situatioun vum Martine a vum Gilles erkläert. Dës jonk Lëtzebuerger sinn nëmmen zwee vu ville Studenten, déi mat de Follge vun der sanitärer Kris ze kämpfen hunn. Déi zousätzlech Käschten, déi dat nächst Semester op si wäerte duerkommen, kéinte spierbar Konsequenzen hunn. Ouni d'Hëllef vum Staat kéinten hir gesamt Etüden eventuell um Spill stoen.

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol betounen, wéi wichteg et ass, fir de Studenten an dëse schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm ze gräifen. Den akadeemesche Parcours vun eise jonke Matbierger dierf net ënnert de Follge vun der Viruskris oder der Coronapandemie leiden. Dat gesot, soen ech Iech all Merci fir Är Opmierksamkeet an déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi och vum President Gilles Baum mat vill Kompetenz geleet gëtt, a vill Gedold och munchmol.

E spezielle Merci un d'Joëlle Merges aus der Educatiounskommissioun an d'Lynn Strasser aus eiser Fraktioun. Am Numm vun der DP-Fraktioun begréissen ech dann och d'Efforte vun der Regierung an deem Kontext, besonnesch dem Héichschoulministère. An ech ginn dann och schonn den Accord vun eiser Fraktioun, déi sech och weiderhi fir d'Chancëgläichheet vun eise Studenten asetzt. Mir loosse keen am Ree stoen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert, an dem Rapporter fir säi flotten, bildleche Rapport. En huet eis mëndlech hei ganz plastesch duergestallt, wourëm et am Fong geholl geet an dësem Gesetz. E Gesetz, zu deem, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV hir Zoustëmmung wäert ginn.

Wéineg Mënschen a kaum eng Beruffsgrupp kommen ouni Aboussen duerch d'Coronakris, déi sech bal vun enger sanitärer Kris an eng wirtschaftlech Kris ëmgewandelt huet. An dat wäert och nach laang undaueren.

Déi Kris trëfft natierlech och d'Studenten, an zwar op zwee Pläng. Als Éischt, wann d'Studenten dëst momentaant Summersemester net ofschléisse kënnen, well Coursen an Examen ausgefall waren, esou si se natierlech do an hirem akadeemesche Parcours net gutt drun. An dofir kann elo mat dësem Gesetz en zousätzlecht Semester u Studentebäihëllefe vum nächste Semester un, falls et gebraucht gëtt, vun hinnen an Usproch geholl ginn.

Kuerz Klammer op: D'Uni.lu, déi huet no alle Méiglechkeete probéiert, déi ganz Zäit hei ze iwwerbrécken, mat Coursen op Distanz, mat Stagen, TDen, Examen, wou den Datum no hanne geréckelt ginn ass. An dat schéngt och zimmlech gutt ze funktionéieren a funktionéiert ze hunn. Trotzdeem bleiwen ëmmer Fäll, wou et ka sinn - et ka jo och am Ausland de Fall sinn, well wann de Student dann am Ausland ass, ass et e bësse méi schwéier heiansdo, fir et och nach genausou an deenen Normen hinzekréien. Klammer zou.

Et gëtt awer nach eng zweet Kategorie vu Studenten, déi dës Krisis trëfft. An un déi ass net geduecht ginn an dësem Gesetz. Dat sinn déi, déi finanziell méi schlecht dru sinn. Fir si geet eng spéider Verlängerung vun der Lafzäit net duer. Si hunn elo de Problem! Elo, wa si hire Studentenjob duerch Coronaaschränkungen net maache konnten, dann hu se keng Suen. Oder wann hir Elteren an der Kuerzaarbecht waren. Oder wann hir Elteren hire Betrib vläicht hu missen opginn. Grad déi mannerbemëttelt Studente ginn also duerch d'Coronakris domadder duebel betraff. An dat ass scho bal eng Diskriminéierung, well finanziell Suerge sollten net verhënneren, datt si hire Studium viruféiere kënnen, datt hiren akadeemesche Parcours net ka bis hannenhinner gaange ginn an datt domadder och dem Land e Stéck vun neiem Knowhow, dee si an der Zukunft mat géife bréngen, feelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen also oppassen, datt mir kee Problem beim Droit à l'éducation, beim Zougang zu Héichschoulstudie kréien. Natierlech gesäit d'Gesetz haut scho Méiglechkeete vir. D'Méiglechkeet fir d'Majoratioun vun der Aide financière, wann eng ganz schlëmm Situatioun an aussergewéinlech Chargen do sinn; 500 Euro Prêt a 500 Euro Subsid kann een dann eemol am Joer zousätzlech kréien. Dat huet och de Ministère oder de CEDIES gläich op Facebook bekannt gemaach, datt dat de Studente soll huerteg bekannt ginn. Dat ass och ganz gutt. Et gëtt och nach eng aner Méiglechkeet: Studenten, déi eng Bourse sociale kënne kréien, an dat eemol am Semester.

Mee wat ass dann, wa se déi do Saache souwisou schonn hu missen an Usproch huelen, ouni den Impakt vun der Coronakris? Wat ass mat de Studenten aus Drëttlänner, déi op der Universitéit vu Lëtzebuerg studéieren, déi keng Bourse kënne kréien? Wéi ass et do gaang mam Hardship Fund vun der Uni? Kënnt Dir eis do, Här Minister … Et wär gutt, wann Dir eis do géift kënnen Zuele ginn. Wann Der géift nolauschteren, kéint Der eis se sécher och ginn, well da kënne mer dat besser aschätzen. Well ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech menge wierklech, mir mussen hei op eppes ganz gutt Uecht dinn: datt déi Defavoriséiert net nach méi defavoriséiert ginn. Well Corona mécht Ongläichheeten nach méi grouss. A wa mer kee wëllen am Ree stoe loossen, wéi de Rapporter André Bauler gesot huet, da musse mer hei ganz gutt oppassen a mer mussen eventuell hei och aktiv ginn.

An esou richteg wéi dëse Gesetzesprojet och ass, dee mir ënnerstëtzen, dee geet awer fir déi Situatiounen net duer. Et muss een also d'Situatioun am A behalen. Et musse Konklusiounen aus der aktueller Situatioun gezu ginn. An do ass vläicht d'Covidkris d'Geleeënheet, fir iwwert déi Punkte vum Gesetz nach eng Kéier nozedenken. Geet am Härtefall d'Majoratioun duer oder muss se vläicht pro Semester ausbezuelt kënne ginn? Muss d'Bourse fir sozial Krittäre vläicht geännert ginn? An esou weider.

An et ass ënnert dëse Konditiounen, wou mir eis Zoustëmmung als CSV zu dësem Gesetz kënne ginn, mat der Maassgab, datt et wichteg ass, weiderhin ze kucken, datt Corona déi Ongläichheeten, déi bestinn an déi duerch Corona souwisou ervirgeruff gi sinn, net nach méi grouss mécht.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen dat hei vun der Plaz aus, well dem Rapport, deen den Här Bauler grad gemaach huet, deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen. Dee war ganz ausféierlech an och ganz …, dat huet och jiddweree verstanen, mat deene Beispiller, déi e ginn huet, wéi mer dat vum Här Bauler gewinnt sinn.

Ech mengen, et geet hei drëm, dass mer déi Delaie verlängeren, dass all d'Studenten déi selwecht Chance hunn, hir Studien och kënne fäerdeg ze maachen, dass se kënnen déi Aide ufroen. An dat ass eng ganz wichteg Saach, déi mer hei maachen. An dofir kann ech nëmmen den Accord gi vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert direkt virun un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet vun haut modifizéiere mer d'Gesetz vum 24. Juli 2014 zu de finanziellen Hëllefe fir Studenten.

Wann een am parlamentareschen Dossier vun deemools noliest, da fält engem eng kuerz Formuléierung an d'A. Et steet nämlech zu dem System vun Hëllefen dran, dass, Zitat: « … il respecte la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant ». Och wann deemools eppes komplett aneschters mat där Formuléierung gemengt war, kënnt een dach iergendwéi haut net komplett derlaanscht fir ze bemierken, dass de Projet vun haut den Usproch vum Gesetz vun 2014 a Coronazäite soll sécherstellen.

E formale Bildungsofschloss, a besonnesch en Héichschoulofschloss ass an enger sech rapid ännerender Aarbechtswelt net deen eenzegen, awer nach ëmmer ee ganz klasseschen Zougangswee zu gutt bezuelten, erfëllenden an zukunftssécherende Beruffer. Wa mir also an dësen Deeg queesch duerch de politesche Spektrum vu „Resilienz“ schwätzen, da solle mir net vergiessen, dass Bildung, an domat de Projet vun haut, en zentrale Resilienzfacteur vun eiser Ekonomie sinn.

De Rapporter André Bauler huet a sengem exzellenten an héchst pedagogesche Rapport schonn d'Detailer vun dem Projet de loi erkläert, dofir brauch ech dat hei net ze widderhuelen.

Erlaabt mer awer, fir ee Punkt erauszepicken. Eis Fraktioun begréisst et ausdrécklech, dass op Urode vum Staatsrot d'Gläichbehandlung vu Studente mat engem zertifiéierten Handicap séchergestallt gouf a se elo genausou automatesch vun de Mesurë vum Projet de loi kënne profitéieren ewéi hir Kommilitonen. Bildung ass zentral, fir en inklusiven Aarbechtsmarché ze erméiglechen. An dofir dierfe mer hinne keng extra Steng an de Wee leeën.

Mir hunn et net méi spéit wéi virgëschter op dëser Plaz am Kader vum honorabelen Här Paul Galles senger Fro zum Jugendchômage schonn däitlech héieren: Déi Jonk gehéieren zu deene soziale Gruppen, déi d'Auswierkunge vun der aktueller Konjunkturkris besonnesch akut spieren. Déi, déi schaffe ginn, hunn oft nëmmen e CDD a sinn domat déi Éischt, déi hir Plaz verléieren. Déi, déi studéiere ginn, ëm déi et haut hei geet, hunn oft hir Studentenjobs verluer, déi jo klassescherweis am Horeca oder am Evenementiel sinn.

Et geet drëms ze verhënneren, dass Studenten aus finanzielle Grënn, déi sech komplett hirer Kontroll entzéien, hire Studium net kënne fäerdeg maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt a wichteg, dass mir dat Theema uginn an dat och virun e puer Deeg schonn emol gemaach hunn, mee et stëmmt awer och, dass de Projet vun haut a méi wéi enger Hisiicht de Revers vun der Medail vun deem statistesch ganz héije Jugendchômagetaux vu Lëtzebuerg duerstellt. Wéi de Statec an enger Nott schonn 2013 festgestallt huet, läit déi laangfristeg Hausse säit méi wéi zwee Joerzéngten zu engem groussen Deel och dorunner, dass ëmmer méi Jonker studéiere ginn an domat d'Proportioun vun der Population active an hirer Altersgrupp erofgeet.

Wann deen Effet zu Lëtzebuerg besonnesch staark ass, dann och, well de System vu Bourssen a Prêten, wéi mir e mam Gesetz vun 2014 en place gesat hunn, esou performant ass. Dorop kënne mir houfreg sinn. Gläichzäiteg si mer eis awer och bewosst, dass an eisem Schoulsystem nach eng ganz Rei vu sozioekonomeschen Ongerechtegkeeten existéieren, déi Jonker kënnen dervunner ofhalen, fir en Ofschloss ze erreechen, deen hinnen den Zougang zu engem Studium erméiglecht. Wa si deen awer bis an der Täsch hunn, dann erlaabt de System vu Bourssen a Prêten enger ganz grousser Zuel vun hinnen, fir dat ze studéieren, wat si wëllen an och wou si wëllen. An dat ass eng Win-win-Situatioun, fir déi Jonk, déi sech kënne professionell a perséinlech verwierklechen, fir eis Gesellschaft, déi doduerch méi resilient gëtt, a fir eise Staat, dee seng Ënnerstëtzung, iwwert déi ganz Karriär vun deene Jonke gekuckt, ëm e villfacht erëmbezuelt kritt duerch méi héich Steieren an aner Effekter.

Dëse Gesetzesprojet stellt sécher, dass dëse funktionéierende Mechanismus net duerch Corona beschiedegt gëtt. An dofir kënne mir dësen als Fraktioun mat béiden Hänn ënnerschreiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech kann et déi Kéier kuerz maachen. Den Här Bauler huet en exzellente Rapport gemaach, fir dee mir och Merci soen. Vun eiser Säit aus begréisse mer dëst Gesetz. Et ass, mengen ech, ausgibeg beschriwwe ginn, wéi wichteg et fir vill Leit an dëser Situatioun ass. Dofir stëmme mir et och als ADR ganz gär mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi och matstëmmen. Natierlech deele mer awer och nach d'Suerg, déi d'Chambre des Salariés am Kontext vun dësem Projet de loi expriméiert huet, datt am Kontext vum Covid vill Studenten och op hire Studentenjob hu musse verzichten an datt een och fir déi nächst Méint muss virausgesinn, datt een d'Bourse sociale entweeder erhéicht, also sécherlech erhéicht, an awer och nach de Prêt och erhéicht, deen zurzäit zur Verfügung ass. Ceci étant dit, wäerte mer dat matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Covid-19-Pandemie a mam Confinement hu vill Leit, inklusiv de Studenten, gelidden. Ob jonk oder al, alleguerte ware mer dervu betraff. An alleguerte musse mer elo kucken, fir mat de Konsequenzen dovunner eens ze ginn.

Am Gesetzesprojet vun haut geet et éischter ëm déi Jonk. An och dat ass wichteg, well d'Studentinnen an d'Studenten, dat ass d'Zukunft vun eisem Land. A wa mer eis ëm eis Matière grise als eng vun eise Matière-premièrë Gedanke maachen, dann ass dat zu Recht, datt mer deene Leit hëllefe wëllen.

Mir decidéieren also haut eng Ofännerung vun de CEDIES-Konditiounen, fir esou de Studenten entgéintzekommen, déi, jo, wéi mer alleguerten e bësse vun der Covid-19-Kris iwwerrascht goufen an touchéiert goufen.

Mir Piraten begréissen deen heite Projet, an datt d'Initiativ geholl gouf, fir d'Studenten a Studentinnen an hirem Effort, op de villen Universitéiten an Héichschoulen op der ganzer Welt weider ze studéieren, ze ënnerstëtzen. Et ass fir eis méi wéi evident, datt mer der Bildung musse Virrang ginn. Et ass eng Plaz, wou een net däerf spueren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet geet an déi richteg Richtung. Allerdéngs gëtt et, an de Kolleeg David Wagner huet et elo grad nach eng Kéier gesot, och Bemollen. Esou huet d'Chambre des Salariés an eisen Aen zu Recht kritiséiert, datt eebe grad net genuch gemaach gëtt fir déi Studentinnen a Studenten, déi opgrond vun der Pandemie hire Studentenjob verluer hunn. Grad déi wäerten an deenen nächste Wochen a Méint besonnesch touchéiert ginn. Déi, wou et eeben trotz der dach substanzieller Hëllef vum Staat net ëmmer duergeet.

Et gëtt verschidde Grënn, firwat dat net duergeet. Engersäits well se op Unie sinn, wou d'Liewensënnerhalungskäschten immens héich sinn, anerersäits well se aus engem Stot kommen, wou wierklech all Cent gebraucht gëtt a wou déi puer Euro eeben net méi do sinn, fir d'Studentinnen oder d'Studenten ze ënnerstëtzen. Deementspriechend wäert et fir déi ganz besonnesch haart ginn. Grad déi, an an Däitschland gëtt et deen Term „Arbeiterkinder", déi, déi an enger éischter Generatioun op d'Uni ginn, déi, déi dee ganzen Houfert vun hirer Famill sinn, well se et packen, als Éischt aus der Famill op d'Uni ze goen, hunn et meeschtens finanziell méi schwéier. A grad do wär eis Hoffnung gewiescht, datt een nach eng Kéier e Gest méi kéint maachen, datt een deenen nach weider kéint entgéintkommen, well et ass schonn en Effort, als Éischten aus der Famill op d'Uni ze goen.

Et ass en zweeten Effort, wann een dann nieft der Workload, déi mam Bologna-Prozess agefouert gouf, déi iergendwou, jee nodeem wéi e Referenzkader een unhëlt, zwëschent 35 a 45 Schaffstonne fir d'Uni pro Woch läit, datt een dann och nach 10 oder 20 Stonne schaffe geet, fir sech säi Studium ze finanzéieren. Dat ass eng Belaaschtung, déi net nëmmen duebel ass, dat ass eng dräifach Belaaschtung. A genau do sollte mer nach nobesseren.

Dëst ass awer an deem heite Projet just e klenge Bemoll. Et ass awer e Bemoll, deen et derwäert ass, ugeschwat ze ginn. Trotzdeem, well de Projet ganz ville Schülerinnen a Schüler, Studentinnen a Studente wäert hëllefen, kann ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, merci, Här President. Och e grousse Merci, fir déi breet Zoustëmmung hei vun der Chamber.

Et war kloer, wéi mer d'Auswierkunge vun der Covidkris gesinn hunn, déi éischt Auswierkungen, datt mer festgestallt hunn, datt ganz vill Studentinnen a Studenten dorënner géife leiden. An déi Grënn, déi sinn hei de Mëtteg opgefouert ginn, ënner anerem och vum Rapporter André Bauler, deem ech wëll Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an déi ganz flott Beispiller, mat deenen en hei probéiert huet, d'Sachlag ze illustréieren.

Duerfir hu mer eis relativ schnell och am Héichschoulministère kuerzgeschloss mat der ACEL, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Studenten, an hu gekuckt: Wat si wierklech d'Problemer? Wat fir eng Situatioune kënne punktuell optauchen? An do waren et natierlech déi zwee Punkten, déi hei och diskutéiert goufen.

Deen een, wou ee mol vläicht säi Studentenjob verluer huet, wou eng aner Recette vläicht ewechgefall ass, wou vläicht eng Depense bäikomm ass, wou mer eis zesummen eens gi sinn, eeben déi Häertefallreegelung elo auszewäiten, ganz speziell elo hei fir dës Covidkris.

An awer och, datt natierlech doduerjer, datt d'Unien deelweis zou waren, ee sech net konnt esou op säin Exame preparéieren, soudatt et kéint sinn, datt een och emol dat Semester als sougenannt Covidsemester dach awer verluer hätt, datt mer also déi Duréeën, wou een eng Bourse zegutt huet, misste cas par cas kënnen adaptéieren. Duerfir sinn ech frou, datt mer hei och mat der ACEL op déi dote Léisung komm sinn. An ech soen der Chamber Merci fir déi Zoustëmmung hei.

Datt een natierlech ëmmer nach ka méi maachen - an ech denken, déi eenzel Riedner hu sech d'Méi gemaach, och op eenzel Punkten hinzeweisen -, dat ass kloer. Am Regierungsprogramm steet och, datt mer am Laf vun dëser Legislaturperiod wäerten eemol e Bilan zéie vun de Studentebourssen a kucken, wou een da punktuell nach eng Kéier kann intervenéieren.

Ech denken awer och, datt an deene leschte Jore kloer ginn ass, datt de System, wéi mer en zanter 2014 hunn, wou mer jo ganz besonnesch eng Sozialstaffelung hunn, datt deen awer assuréiert, datt déi, déi méi brauchen, och däitlech méi kréien. Datt deen, dee virdru vläicht mam ale System 6.500 Euro Bourse kritt huet, datt deen elo déi cumuléiert Boursse bis op 9.400 Euro kann eropsetzen a mam Prêt dann och nach eng Kéier bis op 15.900 Euro Recettë ka kommen, wou en awer, denken ech, an deenen allermeeschten Universitéitsstied an Europa misst kënnen eens ginn, fir do ze studéieren. Gläichzäiteg hu mer jo och d'lescht Legislaturperiod nach den Effort gemaach, datt mer och déi Bourssen an déi Montanten do indexéieren, fir datt mer och do se de Liewenshaltungskäschten upassen, amplaz datt mer do ëmmer erëm e gréisseren Ecart géife kréien.

Zur Fro vun de Studentenjobbe wëll ech awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt och grad mäin anere Ministère, den Educatiounsministère, awer hei probéiert huet, virun allem deene Studentinnen a Studenten, déi am Land sinn, eng Alternativ unzebidden, eeben och iwwert déi lescht Wochen a momentan nach an de Grondschoule kënne matzeintervenéieren, an de Betreiungsstrukture kënne matzeintervenéieren.

A mir si jo och amgaangen, wéi ech virdrun ugekënnegt hunn, e Programm opzeleeë fir d'Summervakanz, wou mer och nach op d'Hëllef vu Studente wäerten zréckgräifen. An ech denken, datt fir déi, déi sech besonnesch ervirgedoen hunn an där Hëllef do an eise Bildungsstrukturen, mer och nach e Besoin hätten an d'nächst Schouljor eran, op jidde Fall am éischten Trimester, fir deene Schülerinnen a Schüler ënnert d'Äerm ze gräifen, déi net esou gutt duerch d'Covidkris komm sinn. Dat ass och eng ganz konkreet Hëllef fir ganz vill Studenten, déi vläicht hiren normalen Job verluer hunn, awer hei en Ausgläich konnte kréien an nach eng Kéier sech besonnesch fir eis alleguerten a fir eis Kanner konnten engagéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Héichschoulminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7599. Den Text steet am Document parlementaire 7599[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7599 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7599 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

16. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 759 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun iwwert d'Services ou structures d'accompagnement et d'encadrement, déi virdru vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass. Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

Nee, den Här Baum wëllt nach d'Wuert ergräifen.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hu mer dat doten ugekuckt. Den Här Minister huet gesot: „Effektiv, mir hunn eng Rei I-EBSen, déi scho mat de Kanner schaffen." I-EBS, fir déi, déi net esou doheem sinn an den Ofkierzungen: Instituteur pour enfants à besoins spécifiques. Do dernieft hu mer 15 Direktiounen, bei deene souwuel Léierpersonal ugestallt ass, Pedagogen, Psychologen, Educateuren, déi eraus op den Terrain ginn, fir d'Diagnos ze maache bei de Kanner, déi en difficulté sinn.

D'Madamm Hansen huet d'Beispill zitéiert hei, an effektiv jo, wann een Elteren ass an et huet een e Kand, wat Schwieregkeeten huet, da geet et engem ni schnell genuch. Ech kann dat soen, well ech e relativ gudden Drot an deen do Secteur an an déi Beruffsgrupp do hunn, dass do wierklech ganz, ganz proaktiv geschafft gëtt.

Da gëtt et déi sechs (veuillez lire: aacht) Centres de compétences, déi mer jo an d'Liewe geruff hu virun dräi Joer. An ech wëll awer vläicht hei nach eng Kéier drop hiweisen, wat an de Schoulen, an de Klassen intern geschitt, fir déi Kanner opzefänken, déi Schwieregkeeten hunn. Ech hiewen do den Teamteaching ervir, mat deem mer bei eis an der Gemeng zu Jonglënster ganz gutt Erfarunge gemaach hunn. Mir hunn eng ganz Rei Léierpersounen, déi ganz gutt kënnen differenzéieren, déi den differenzéierten Unterrecht férderen. Da gëtt et Accueilsklassen, et gëtt och Appui gehalen an der Schoul, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen. A wann ech richteg informéiert sinn, muss och all Léierpersoun am Fondamental all Joer eng ganz Rei Stonnen Appui selwer halen.

Den Här Minister huet effektiv gesot, dass een de Fonctionement vun der CNI misst analyséieren. Ech géif der Chamber proposéieren an de Kolleegen heibanne proposéieren, mir sollten d'Evaluatioun ofwaarden, déi mer versprach kritt hunn, wéi mer 2017 d'Gesetz gestëmmt hunn. Mir sollten elo an de Gemengen net Waasserkäpp opbauen. An duerfir géif ech proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sinn nach weider Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme bei 32 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

17. Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2465 vum Här Marc Spautz iwwert de Covid-19 an der Arméi. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert. Als Froesteller hutt Der fënnef Minutten, fir Är Fro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Minister, dass en esou kuerzfristeg komm ass. Ech wollt d'Fro stellen, ob bei der Arméi Covid-19 festgestallt ginn ass, ob dat bei der Arméi ass oder bei de Rekruten, mee insgesamt bei deene Leit, déi am Déngscht vun der Arméi sinn. Wann dat de Fall ass: Wéi ass dorop reagéiert ginn?

An da wollt ech och wësse vum Minister, wat do geplangt ass. Gëtt eis Arméi reegelméisseg op Covid-19 analyséiert? Ginn do reegelméisseg Tester gemaach? A wann dat de Fall ass, wéi gëtt dorop reagéiert, wa festgestallt ginn ass, dass de Covid do ass? Well déi Leit jo awer och ganz enk zesummeschaffen an zesummen am Déngscht sinn. A wat ass do d'Virgeeënsweis, wat ass d'Konzept vun der Arméi, fir géint déi Problemer kënne virzegoen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert un den Här Verdeedegungsminister François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Bei der Arméi hu mer bis elo, zënter datt d'Covidkris amgaangen ass, ganz genau siwe Positiver. Fënnef ganz am Ufank, déi sinn och de 6. Mee 2020, also scho viru bal zwee Méint, als erëm geheelt gezielt ginn. An et sinn der zwee bäikomm tëschent dem 22. Juni an dem 29. Juni.

Et ass esou, datt natierlech bei der Arméi, d'nämmlecht wéi iwwerall, déi néideg Mesurë geholl ginn. Éischtens gëtt en Traçage gemaach vun deenen, mat deene se zesumme waren. Déi ginn a Quarantän gesat. Bon, a siwe Fäll op dee ganze Corps vun der Arméi, zënter datt d'Kris amgaang ass, ech mengen, dat ass awer, wann ee kuckt, wéi et an deenen anere Corps-de-métiere war, absolutt näischt Aussergewéinleches.

Selbstverständlech sinn d'Zaldoten och op allen Niveaue forméiert ginn, wat d'Mesures d'hygiène ubelaangt, datt se déi musse respektéieren. Da gëtt och verstäerkt bei der Arméi, do wou et geet selbstverständlech, op Teletravail zréckgegraff. Mir kënnen natierlech net een, dee virum Palais steet, am Teletravail dohinner stellen. Dat geet schlecht. Mee et gëtt awer natierlech do, wou et geet, gemaach.

Et ass och esou, datt d'Ekippen esou opgedeelt sinn, datt versicht gëtt, datt mer net séier an eng Penurie kommen, dat heescht, datt d'Ekippe gespléckt ginn, méi auserneen, wéi dat och bei der Police gemaach ginn ass, oder d'Unitéite sinn e bëssen anescht opgedeelt ginn. An et ass och esou, datt bei der Arméi de Service Santé vun der Arméi de Rekruten, also den Zaldoten alleguerten, reegelméisseg Tester ubitt. Et kann ee sech zu all Moment dohinner teste goen.

Wat mer elo nach wäerte maachen, dat ass am Kader vum Large-Scale-Testing. Do hu mer d'Police drageholl. Mir wäerten d'Arméi och elo dranhuelen, datt méi cibléiert reegelméisseg soll gekuckt ginn an den eenzelne Corps-de-métieren, déi méi am Kontakt si mam Public. Dat ass jo och dat, wat d'Regierung elo virgestallt huet, wat elo geplangt ass iwwert déi nächst Méint, déi sougenannte Clustertester, déi mer méi wäerte verstäerkt maachen. Do wäert d'Arméi selbstverständlech mat drageholl ginn, well si natierlech vill Kontakt hu mat dem Public oder mat der Effentlechkeet.

An dann ass nach den Ënnerscheed ze maachen tëschent all deenen, déi a Missiounen, OMP-Missiounen zum Beispill, sinn. Do gëtt obligatoresch en Test gemaach, ier se an d'Missioun geschéckt ginn, an natierlech och, wa se erëmkommen. Also ech mengen, do gëtt et spezifesch Mesuren.

Insgesamt gëtt et e ganzen Dispositif an der Arméi, dee soll verhënneren, datt d'Leit sech ustiechen. Mee bon, ech mengen, datt mer kee Fall do géife kréien, schéngt mer onméiglech ze sinn. Mir hunn der de Moment iwwerall a mir wäerten der och nach kréien, och nach a villen anere staatleche Verwaltungen.

Dat läit op der Hand vun der Saach. Mee wéi gesot, siwe Stéck am Ganze bis elo vun der ganzer Arméi, zënter datt d'Kris besteet, dat hält sech nach a Grenzen. Et ass elo kee Grond do, mengen ech, fir elo besonnesch Panik ze maachen. Mee mir passen awer selbstverständlech op. A wéi gesot, fir d'Arméi wäert e spezifesche Monitoring matgemaach ginn, wéi bei der Police och, an deenen nächste Méint.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Verdeedegungsminister François Bausch.

18. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Asazbereetschaft am Fall vun enger zweeter Well vum Coronavirus, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif direkt dem Här Claude Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Wuert ginn. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. De Confinement war brutal. Mee de Confinement war noutwendeg. Den Deconfinement ass méi komplizéiert, well e verlaangt Decisiounen an e verlaangt och, datt an der Politik de richtege Rhythmus fonnt gëtt, fir déi Decisiounen ze huelen a fir déi Decisiounen ze applizéieren.

Mir sinn eis éischtens bewosst, datt den Deconfinement, wa mer e maachen, bedeit, datt d'Infektioune steigen. Dat kann net anescht sinn! Zweetens, datt mer iwwert déi nächst Méint musse mam Virus liewen, op déi eng Aart a Weis oder eng aner, an dat esou laang wéi keng Herdenimmunitéit do ass respektiv mer keen Impfmëttel hunn.

Et geet drëm, d'Situatioun esou ze geréieren, datt eise sanitäre System net iwwerfuerdert gëtt. An d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi reagéiere mer, wa mer mierken, datt d'Infektiounen ze schnell wuessen? Elo, d'nächst Woch oder am Hierscht. Wat jo d'Experte fäerten, wann d'Leit aus dem Ausland erëmkommen, wann d'normaalt Liewen mat der Rentrée bei de Schoulen erëm ugeet a wann d'Hierscht- an d'Wantergrippe kommen.

Dräi Saache si mer eis alleguerte bewosst. Dat Éischt, dat ass, datt mer eis Ekonomie net méi komplett zoumaache kënnen, net méi e komplette Shutdown maache kënnen, esou wéi mer en elo kannt hunn, well mer mussen eis Ekonomie um Liewen halen, well mer och eise Sozialsystem mussen um Liewen halen a bezuelen a well mer och eise sanitäre System mussen um Liewen halen.

Zweetens mengen ech och net, datt mer kënnen eise sanitären, eise medezinnesche System nach eng Kéier esou eroffueren, wéi dat an där éischter Etapp war. Et war richteg, et ze maachen, mee et nach eng Kéier ze maachen, hätt an eisen Aen extreem negativ Konsequenzen op déi allgemeng Gesondheetssituatioun vun de Lëtzebuerger.

Mir sinn eis och bewosst, datt et fir d'Schoule wäert schwiereg sinn, wa mer se nach eng Kéier wéilten total zoumaachen, well et awer ëm de Bildungsniveau vun eise Kanner geet, well et och ëm déi sozial Evolutioun vun de Kanner geet. A schlussendlech, well mer mat engem Zoumaache vun de Schoulen awer den Ënnerscheed zwëschent deene méi Staarken an deene méi Schwaachen an der Schoul nach accentuéieren, a mir wësse schonn, wéi problematesch dat an eise Schoulen ass.

Dat heescht awer net, datt mer net eng Rei Reegele kënnen a mussen aféieren, eng Rei Amenagementer an deene Systemer maachen, och wann en totale Lockdown eis schwiereg schéngt. An ech mengen och, datt d'Leit en totale Lockdown haut net méi esou géifen akzeptéieren, wéi se dat an där Angscht, déi virun zwee, dräi Méint do war, akzeptéiert hunn, ausser d'Regierung géif e mat drastesche Mëttele wëllen duerchsetzen, wou ech net mengen, datt dat an der Intentioun vun der Regierung ass.

A wann een dat seet, dann huet dat Konsequenzen: Éischtens, datt een alles muss maachen, fir datt déi Zuelen net weider klammen. An datt een, zweetens, sech muss preparéieren, fir wa se awer méi séier klammen, wéi ee gehofft hat. An dat huet och eng Rei praktesch Konsequenzen.

Éischtens: Déi Restriktiounen, déi mer am dagdeegleche Liewen hunn, do soen d'Experten eis, a mir hate virgëschter eng laang Sëtzung mat den Experten, datt nei Infektiounen net aus de professionelle Reouverturë kommen an datt se och net aus den Ouverturë vun de Schoule kommen - an ech ginn dervun aus, datt dat richteg ass, wat d'Experten eis soen -, mee datt den Driver, wéi si dat dann nennen, vun deenen Infektiounen déi intensiv sozial Kontakter sinn, haaptsächlech op privaten Evenementer, op private Partyen, déi ganz oft ouni iergendwellech Precautiounen organiséiert ginn, wat fir mech schwéier verständlech ass.

Mee dat schéngt awer d'Realitéit ze sinn! Och vu Reuniounen op der Voie publique, wou ganz oft och net de Respekt vun deenen noutwendege Separatiounen, den noutwendege Moossnamen, hygieenesche Moossnamen ass. An dann och eng Iwwerdroung, wat manner gesot gëtt, iwwert déi asymptomatesch Fäll, déi also net wëssen oder wou een net weess, datt se krank sinn, a wou awer och eng Iwwerdroung ass.

Wann dat esou ass, an dat schéngt mer och novollzéibar, wat mer gesot kréien, dann ass et evident, datt sofort muss reagéiert ginn. Ech hunn haut d'Impressioun, datt eng gewëssen Dekompressioun nom Confinement do war. An déi Dekompressioun huet derzou gefouert, datt d'Leit alleguer am Fong automatesch méi onvirsiichteg gi sinn. Datt Verschiddener awer op eng inakzeptabel Aart a Weis zolidd iwwerdreiwen a sech net verantwortungsbewosst behuelen, dat schéngt mer och an deem, wat mer gesot kritt hunn, ganz evident ze sinn. Déi privat Partyen, déi gehale ginn, sinn en fin de compte total inakzeptabel.

An drëttens hat ech och d'Impressioun, datt, nodeem déi privat Restriktiounen aus dem Gesetz erausgeholl gi waren an net immediatement déi Recommandatiounen esou do waren, d'Leit op eemol gemengt hunn, et wär guer näischt, si bräichten op näischt méi opzepassen an et wär elo alles erlaabt an alles méiglech. Dofir ass eng Reaktioun noutwendeg. D'Regierung huet jo gëschter an enger Pressekonferenz eng Rei Propositioune gemaach.

Ech wëll soen, wat fir eis wichteg ass. Fir eis ass wichteg, datt elo, immediat, mir hu jo net mar nach en neie Gesetzestext, ganz kloer an däitlech Recommandatiounen erauskommen, déi dann och de Leit kloer maachen …, datt déi 20-Leit-Grenz vun de Reuniounen, respektiv wat fir eng Moossnamen och ëmmer virgeschloe ginn, och esou publizéiert ginn, datt jiddweree weess, wat lass ass, a jiddweree weess, datt déi Recommandatiounen do sinn an datt ee sech och soll drun halen, ob dann elo d'Gesetz schonn do ass oder net, mee datt et vun immediatement haut gëllt.

Zweetens: Wann d'Regierung eng Rei Saache wëllt an d'Gesetz schreiwen, soen ech och hei ganz kloer, datt mer oppe si fir déi Diskussioun. Fir eis sinn e puer Saache kloer: Mir wëllen net de Leit an d'Schlofkummer erakucken. Mee mir fannen et awer gradesou inakzeptabel, wa Reegelen, déi do sinn, wéi zum Beispill déi Reegelen an der Horeca, ëmgaange ginn duerch eng Hannerdier, déi ausgehiewelt gëtt. Partyen elo einfach fir privat ze erklären an da mengen, et kéint een, well ee se privat erklärt, maachen, wat ee wëllt, ass net seriö an net akzeptabel. An do musse ganz kloer Rigele virgeschobe ginn.

An drëttens: Mir mussen och Kloerheet an den Definitioune schafen. Wat ass e Rassemblement? Wat ass d'Réunion organisée? Mir musse ganz prezis ginn, well et jo och kloer ass, datt esou Rassemblementer, wéi mer se hei an der Stad kannt hu beim Palais, wéi ech se och nach gëschter gesinn hunn, wéi ech do laanscht gaange sinn, wou vill Leit op ee Pak op der Voie publique sinn, obwuel dat keng Réunion organisée ass, et awer vum sanitäre Standpunkt äusserst problematesch ass. An doriwwer musse mer sécherlech och eng Diskussioun an der Kommissioun an deenen nächsten Deeg féieren, wann dann e Gesetzesprojet vun der Regierung do ass.

Mir sinn oppe fir déi Diskussioun. Mer musse kucken, datt dat verfassungskonform ass, wat mer wäerte maachen, well soss kréie mer erëm déi selwecht Problemer wéi beim leschten Text vum Conseil d'État, datt et contrôlabel ass a gegeebenefalls och sanktionabel ass.

Mir mussen och kucken, ob déi Reegelen, déi an der Horeca sinn, och déi sinn, déi kënne kontrolléiert ginn an agehale ginn. Mir mussen och déi Moossname vum Testen a vum Tracen, déi mer maachen, déi jo weesentlech sinn, fir am Fong de Suivi kënnen ze maache vun där ganzer Evolutioun vun der Krankheet, weiderféieren. D'Regierung huet do jo eng Rei Saachen annoncéiert.

Ech wëll just soen: Ech hu jo eng Rei Zweifel un der Organisatioun vun dem Large-Scale-Testing respektiv vill Froen. Ech fannen awer, ech soen dat ganz kloer, de Prinzip dovunner richteg. Ech menge just, datt ee muss kucken, datt d'Akzeptanz vun deem Testen och ganz anescht dohigestallt gëtt, wéi dat elo de Fall ass, well mer jo awer de Problem hunn, datt eng ganz Rei Leit, obwuel se Invitatioune kréien, deenen Invitatiounen net Rechnung droen.

An da kréie mer jo nach déi Diskussioun iwwert d'Ausschreiwungen. Wann ech gëschter verstanen hunn, wat d'Madamm Minister gesot huet, dann ass et esou, datt mer elo effektiv eng Ausschreiwung maachen, esou wéi et versprach gi war, mee datt mer awer eréischt Enn August fäerdeg sinn, soudatt mer de Large-Scale-Testing warscheinlech ee Mount laang net hunn. Ech wollt just confirméiert kréien, wéi Dir dat wëllt organiséieren.

Da mengen ech och, datt déi Modellisatiounen, déi mer maachen, jo fir eis ganz interessant waren, mee datt mer och misste fir déi Ouverturen, wéi zum Beispill d'Ouverturen, déi elo am Sport virgesi sinn, Modellisatioune kréien iwwer all déi eenzel Ouverturen, esou wéi se geplangt sinn, fir datt ee sech wierklech als Parlamentarier, deen dat da schlussendlech och muss stëmmen oder net stëmmen, kann e Bild maachen, wat déi eenzel Moossnamen dann heeschen.

Beim Tracing, dee grad och eng weesentlech Moossnam ass vun deem ganzen Arsenal, deen d'Regierung huet, do ass gëschter gesot ginn, wat mer och wëssen, datt eng Analys vun den extreeme Capacitéitslimitten do wär an am Fall, wou eng zweet Well géif kommen, den analogen Tracing schnell iwwerfuerdert kéint sinn.

Dir kennt eis Fro an eis Demande fir en digitalen Tracing. Ech verstinn dat Hin an Hier an déi Hesitatiounen, déi hei ausgedréckt ginn, net ganz richteg. D'Madamm Reding wäert och nach d'nächst Woch eng Kéier op dee Sujet zréckkommen. Ech fäerte just, wa mer net Preparativen huelen, da lafe mer dem Problem oder der Léisung hannendrun. A wa mer net virbereet sinn, dann hu mer se net, wa mer se brauchen. Mir wëllen net en digitalen Tracing, well mer iergendeppes wëllen ersetzen. Mir fannen, datt den digitalen Tracing just e Complement ka sinn, wann en an deem richtege Kader ass, e richtege Kader, wou en dezentral ass, wou e mat Gesetz ass a wou en op volontairer Basis berout.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vun de Spideeler. Dat ass éischter eng Fro: Wann eng zweet Well méi staark géif kommen, wou si mer mat der Kompartementalisatioun vun de Spideeler respektiv mat der Mise en place vun engem sougenannte Covidspidol respektiv, dat gëtt jo haut net méi esou genannt, mee am Fong der Mise à disposition vun Annexe vu Spideeler, fir Covidfäll ze empfänken, drun?

Dir hat Diskussiounen, souvill meng Informatioune richteg sinn, mat deenen eenzelne Spideeler. Wou si mer mat der Diskussioun vun enger nationaler Logistikzentral drun, déi dauerhaft soll installéiert ginn?

Da kommen ech op e positive Punkt mam kritesche Material, wat da muss zur Verfügung stoen. Wou si mer dru mat der méiglecher Reaktivatioun, wann eng zweet Well méi akut géif kommen, vun den CSAen (ndlr: Centres de soins avancés), déi jo vill gehollef hu bei der éischter Well? Sollen déi erëm eng Kéier en place gesat ginn? Sinn déi prett, fir en place gesat ze ginn? Wéi ass et mat der Disponibilitéit vun Akutbetter, vu Reanimatiounsbetter?

Dir hutt gëschter oder, mir haten esou vill Reuniounen, ech weess net méi, wéini et war, mee gesot, dee gréisste Problem wäre jo net d'Better an d'Material, mee d'Personal, wat misst zur Verfügung stoen, well dat Ganzt jo extreem personalintensiv ass. Wann Der eis do nach eng Kéier kéint soen: Wou si mer mam Personal momentan drun? Dat huet jo vill Efforten an deenen éischte Méint musse maachen. Wéi ass et elo, wann dat nach eng Kéier géif erëmkommen?

A wéi ass et mat der Abannung vum Extrahospitalier an dee ganze System, wann eng zweet Well géif ausbriechen? Ech mengen, datt d'Reaktiounen, déi mer elo hunn, fir esou eppes virzebereeden, fir eng Planifikatioun elo ze maachen, extreem wichteg sinn, datt se haut gemaach ginn an net dann eréischt, wann et ze spéit ass. Dofir sinn ech ganz frou, datt mer haut kënnen doriwwer schwätzen a mer haut och eng Rei weider Explikatioune kënne kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Als éischte Riedner ass déi

honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den État de crise ass zwar eriwwer, de Covid-19 ass awer weiderhin och bei eis am Ëmlaf. Mat e puer Ausname konnten all d'gesellschaftlech Aktivitéiten erëm opgeholl ginn. Natierlech mat Aschränkungen, fir den Infektiounsrisiko och weiderhi kleng ze halen. Trotzdeem sinn an de leschten Deeg d'Infektiounszuelen erëm geklommen. Mam Deconfinement war dëst ze erwaarden. Dofir gouf och wärend dem État de crise net alles mateneen erëm opgemaach, mee Schratt fir Schratt.

Mir alleguerte maachen eis natierlech Suergen ëm d'Gefor vun enger zweeter Well. An domat stellt sech och d'Fro, wéi mir eis dorobber virbereede kënnen, wann déi wirtschaftlech a sozial Follgen no enger éischter Well nach net ganz ofzegesi sinn. Et ass e Balanceakt, fir déi gesondheetlech, ma awer och fir déi wirtschaftlech Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren. Et sinn equilibréiert Mesuren néideg, déi weeder d'Gesondheet nach d'Wirtschaft op d'Spill setzen.

De Large-Scale-Testing, deen ënnert dem Fuerschungsminister Claude Meisch lancéiert gouf, ass esou eng Mesure. D'WHO recommandéiert all de Länner, esou vill wéi méiglech ze testen. Dat wär essenziell am Kampf géint de Virus. An dat huet eis Regierung sech och zu Häerz geholl. Mir hunn eis genuch Testcapacitéite ginn, soudatt och an den nächste Méint weiderhi méiglechst vill Leit, souwuel Residentë wéi Frontalieren, sech kënnen teste loossen. Dat ass wichteg, fir virun allem asymptomatesch Persounen ze identifizéieren, déi soss onwëssentlech weider Mënschen ustieche kéinten. An et sinn immens vill Leit, déi keng oder bal keng Symptomer hunn, obwuel si de Virus a sech droen.

All Mënsch, dee sech teste léisst, dréit derzou bäi, den Infektiounsrisiko anzedämmen a seng Famill, Frënn a Matbierger ze schützen. Ech maachen dofir e waarmen Appell, an ech mengen, mir maachen en alleguerten: Jiddwereen, deen eng Invitatioun fir de Large-Scale-Testing kritt, soll dëse Rendez-vous och huelen a sech teste loossen. Och wann Dir Iech gutt spiert, kéint Dir infizéiert sinn! Wie sech teste léisst, weist sech solidaresch an och verantwortlech.

Eist Verhalen am Alldag bestëmmt de Verlaf vun der Kris. Wien irresponsabel ass, d'Ofstänn net respektéiert a seng Mask net do dréit, wou et verlaangt ass, dee riskéiert net nëmme seng eege Gesondheet, mee och d'Gesondheet vun alle Mënschen, mat deene mir a Kontakt sinn, a Gefor ze stellen. Dat kënne friem Persoune sinn, dat sinn awer virun allem Är Famill, Är Frënn, mat deenen ee vill Kontakt huet. Dowéinst den Appell, och doheem gutt opzepassen a virun allem op gréisser Partye komplett ze verzichten.

D'Droe vun enger Mask ass besonnesch wichteg. De Virus verbreet sech nämlech net nëmmen iwwert den direkte Kontakt, mee och iwwert d'Loft, déi mir anootmen. All Resident a Frontalier ab 16 Joer konnt sech 50 gratis Maske siche goen, fir sech a säin Ëmfeld ze schützen. Jiddweree sollt dann och dovunner Gebrauch maachen an dës Masken net doheem horten.

Trotz Deconfinement gëllen d'Sécherheetsmesuren nämlech weiderhin. Dat gëllt souwuel am Private wéi och op professionellem Niveau. Den Teletravail ass net nëmme bei de Leit gutt ukomm an huet gehollef, en Deel vun eiser Wirtschaft um Lafen ze halen, all Persoun, déi vun doheem aus schafft, verréngert zousätzlech d'Verbreedung vum Virus, souwuel um Wee fir op d'Aarbecht wéi och op der Aarbecht selwer. A bei 400.000 Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, dorënner 200.000 Frontalieren, kann ee vun engem signifikanten Impakt schwätzen, wann de Gros vun hinnen doheem bleiwe kann.

Et freet eis, datt de Pierre Gramegna zougeséchert krut, datt um fiskale Plang d'Deeg am Homeoffice bis den 31. August net vun eise franséischen, belschen an däitschen Nopere consideréiert ginn. Dat ass net nëmme gutt fir d'Lëtzebuerger Residenten, mee fir alleguerten d'Leit aus de Grenzgebidder, déi esou kengem onnéidege Risiko ausgesat ginn. Gëschter gouf iwwerdeems vun der Belsch och zougeséchert, datt och, wat d'Sécurité sociale betrëfft, den Homeoffice bis den 31. August net berücksichtegt gëtt. Vu franséischer an däitscher Säit gëtt nach op eng offiziell Äntwert gewaart, mee mir hoffen och hei, datt et zu enger positiver Äntwert kënnt.

Ma net jiddweree kann, notamment a manuelle Beruffer oder do, wou de physesche Kontakt mam Client nees muss hiergestallt ginn, op den Teletravail zréckgräife respektiv laang am Teletravail bleiwen. Do spillen d'Betriber selwer dann eng wichteg Roll. An et muss ee soen: Chapeau fir eis Betriber, déi zesumme mat hire Verbänn, fir nees kënnen zu enger gewëssener Normalitéit zréckzekommen, sech villes ausgeduecht hunn, fir hir Salariéen an och hir Clienten esou gutt et geet ze schützen!

Här President, déi gréisst Infektiounsrisike bestinn an enke sozialen Interaktiounen an an der Transmissioun duerch asymptomatesch Persounen. D'physesch Distanzéierung, d'Fréidetektioun vun Infizéierten an d'Eegeverantwortung vun de Bierger sinn zentral Pilieren, fir eng zweet Well esou kleng wéi méiglech ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Effektiv, an de leschten Deeg konnt ee leider feststellen, dass d'Zuele vun Neiinfektiounen erëm eropginn. Nodeems se laang am eestellege Beräich waren, si se an de leschte Woche rasant geklommen. Et ass elo net, fir a Panik ze verfalen, mee et ass awer, fir sech Suergen ze maachen, well bis viru Kuerzem hat een den Androck, dass mer de Virus hei zu Lëtzebuerg gutt am Griff haten. Mee déi rezent Entwécklung huet eis bewosst gemaach, dass et ëmmer nëmmen e ganz prekäert Gläichgewiicht ass. Et ass awer eppes, wat ganz séier erëm op déi eng oder déi aner Säit kippe kann.

D'Zuele vun de leschten Deeg, déi mussen eis also ze denke ginn. D'Erfarung weist, dass déi Ausbréch do meeschtens op Eventer am private Beräich sinn, op Plazen, wou vill Leit sech treffen, och a Caféen, wou ganz vill Leit op enke Raim zesumme sinn a wou dann d'Geste-barrièren net agehale ginn. Dat ass net onbedéngt de Cafetieren hir Schold, déi ganz vill dru schaffen, déi sech och ganz vill Méi ginn, fir déi Reegelen anzehalen, an déi eis do awer mussen hëllefen, fir datt d'Reegelen och weider agehale ginn. Et muss dann awer och konsequent kontrolléiert ginn. A wann et eeben esou ass, mussen och Strofen dorobber kommen.

Wat awer de private Beräich ugeet, do ass et esou, datt, wann eng Partie Mënsche sech net un d'Verbueter halen an all Recommandatiounen an de Wand schloen, jo, da muss ee warscheinlech erëm op dat zréckkommen, wat ursprénglech am Gesetzesprojet och virgesi war a wat dorobber hileeft, dass mer eng obligatoresch Limitt vun 20 Persounen am Privatberäich wäerte mussen imposéieren.

Dat ass eng Fräiheetsbeschränkung. Jo, däers si mer eis bewosst. Et ass en Agréff an d'Privatliewen. Bei ganz niddregen Zuelen, do kann een och dem Staatsrot seng Demarche verstoen, datt e sot, dat wär net verhältnisméisseg, mee d'Zuele vun de leschten Deeg bidden awer do eng ganz Rei vu gudde Grënn an Argumenter, fir esou eng Limitatioun am Privatberäich erëm anzeféieren.

Mir als LSAP, mir mengen, dass, wann et keng aner Mëttele gëtt, fir d'Gesondheet vun der Bevëlkerung ze schützen, mir dat eeben hei musse maachen. D'Santé publique, d'Gesondheet vun der Allgemengheet, déi steet fir eis un éischter Plaz.

A mir als Volleksvertrieder, léif Kolleegen, mir mussen eis och trauen, Decisiounen ze huelen, déi vläicht net esou populär sinn an net jiddwerengem gefalen. Mee och dat ass, wat et heescht, Responsabilitéit ze huelen. An déi musse mer och hei huelen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Ausbreedung vum Virus verhënneren, ass jo kee Selbstzweck. Et geet drëm, fir „flatten the curve". Et geet drëm, d'Kurv kleng ze halen. Eng Kurv ass awer ëmmer eng Kurv. Et geet awer ëmmer biergop. An et geet awer drëm, datt se net en héije Pic kritt. An et geet drëms, fir fir eise Gesondheetssystem d'Iwwerlaaschtung ze verhënneren. An et geet och drëms, dass mer deenen anere Leit, déi elo net onbedéngt an enger Covidsituatioun sinn, dass mer deenen awer och kënne garantéieren, datt se en optimale Gesondheetssystem virfannen.

D'Strategie, déi d'Regierung huet, fir enger zweet Well ze begéinen, ass e ganz effikassen Traçage, ass eng gutt duerchduechten Teststrategie, fir datt d'Clustere ganz séier kënnen identifizéiert ginn, an et geet och drëm, ze sensibiliséieren a gutt ze kommunizéieren. Dat ass elo an der leschter Zäit ëmmer erëm gemaach ginn. Ech ka mech net erënneren, datt d'Gesondheetsministesch heihinnerkomm wär, wou se eemol verpasst hätt ze soen, datt ee muss d'Distanzen anhalen, dass ee muss d'Masken undoen, datt ee muss d'Geste-barrièrë maachen. Mee dat muss een ëmmer erëm, dat muss een ëmmer erëm an ëmmer erëm widerhuelen. „Stop the party" ass elo lancéiert ginn. Ech mengen och, dass dat ganz, ganz wichteg ass.

A mir Mënschen, mir brauchen nun emol och tëschemënschlech Bezéiungen. Mir brauche Kultur, mir brauche Sport, mir mussen eis kënnen treffen. An et wäert och weider Fäll, positiv Fäll ginn. Dat ass nun emol net ze evitéieren. Et geet eeben drëms, datt déi positiv Fäll kee Pic maachen, fir datt de Gesondheetssystem net zesummebrécht.

Mir hunn eng ganz Rei vun eise Fräiheete jo erëmkritt. Dat ass och gutt esou. A fir datt dat och esou ka bleiwen, musse mer zesummen en Effort maachen, fir net alles, wat mer bis elo erreecht hunn, an alles, déi Entbierungen, déi mer bis elo haten, op d'Spill ze setzen. Mir sinn haut besser organiséiert. Mir sinn haut besser ekipéiert. A mir hunn Erfarungswäerter. Dat ass och gutt esou. Mee mir mussen, egal wéi, déi zweet Well do verhënneren. An duerfir musse mer responsabel sinn.

Mir mussen, jiddweree muss seng eege Verantwortung huelen. Jiddweree muss a sengem Ëmfeld, a senger Communautéit, wou hie lieft, dat och virliewen an och do drop oppassen, op déi Geste-barrièren, datt mer déi Masken do undinn, wou et noutwendeg ass, an do, wou et imposéiert ass, fir dat ze maachen. Dat musse mer onbedéngt maachen. Jiddwereen huet do seng Verantwortung. Jiddwereen ass hei selwer gefuerdert. An et dierf een net midd ginn, fir dat ëmmer erëm ze soen. D'Strategie vun der Regierung ass ganz gutt. A mir musse se alleguer zesummen och weiderféieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa vun enger zweeter Well rieds geet, entsteet séier den Androck, wéi wann eist Land gläich vun engem Tsunami géif iwwerschwemmt ginn. Ech denken, mir sinn eis eens: Dat ass dee falsche Message! Am Kontext vun der Pandemie däerf et nämlech net drëms goen, e Panikzenario ze verbreeden. An ech sinn och frou, dass keen dat mécht. Et ass nämlech d'Politik an och d'Gesellschaft, déi e groussen Afloss kënnen hunn.

Datt mir e groussen Afloss op d'Verbreedung vun der Pandemie hunn, beweisen notamment d'Erfarungen, déi mir an de leschte Wochen a Méint gemaach hunn. An déi Erfarung solle mir notzen. An och d'Wëssenschaft an d'Fuerschung si mëttlerweil e gutt Stéck méi wäit wéi am Ufank vun der Pandemie, wou Lëtzebuerg a vill aner Länner um lénke Fouss erwëscht si ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi wichtegst Erkenntnis ass natierlech déi, an dat ass och eng Erfarung, déi Lëtzebuerg, änlech wéi vill aner Länner, gemaach huet, si léisst sech séier resuméieren, se besteet doran, dass e massiivt Spreeë vum Virus scho virprogramméiert ass, wann eng eenzeg infizéiert Persoun sech zesumme mat villen anere Persounen an engem geschlossene Raum ophält, ouni d'Gestes barrières ze respektéieren. En zousätzlechen a ganz fatale Facteur ass de Kaméidi am Raum, deen d'Mënschen dozou verleet, haart ze schwätzen, ze jäizen oder bei haarder Musek matzesangen, dëst oft a Kombinatioun mat Alkohol, Endorphinnen a Kontrollverlosch. Wa mer de Succès am Kampf géint de Covid-19 also net liichtfankeg wëlle verspillen, da muss op Partyen a grouss Usammlungen am grousse Stil verzicht ginn, et sief eebe grad, d'Reegele géife respektéiert ginn.

A well déi Reegelen am Privatberäich net méi gëllen, opgrond vun der Opposition formelle vum Staatsrot beim éischte Covidgesetz, kann een zu dësem Moment also nëmmen zur Eegeverantwortung opruffen, net just um Niveau vun de Partyen, mee wäit doriwwer eraus.

Woubäi ech wëll ënnersträichen, datt d'Fräiheet Verantwortung a Mëndegkeet viraussetzt. An anere Wierder: Do, wou et keng Verbueter gëtt, muss all Kapp matdenken. Geschitt dat net, steiere mer op zwou Alternativen hin: Déi eng besteet aus engem zweete Lockdown. Déi aner besteet doran, datt mir dem Coronavirus fräie Laf loossen an d'Courbe exponentiell an d'Luucht dreiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, béides wier eng Katastroph. A wa sech dann erausstellt, datt a gewëssene private Kreesser et fatzeg un Eegeverantwortung happert, da kënnt de Gesetzgeeber net dolaansicht, d'Reegelen ze verschäerfen, fir d'Kollektivitéit ze schützen. Et ka jo net sinn, datt eng Party, déi aus sanitäre Grënn am ëffentlech zougängleche Raum verbueden ass, sech duerch d'Hannerdier an e Privatkeller verzitt an datt aus der Superparty e Superspreading-Event entsteet, wou een eenzegen Infizéierten Dosende Mënschen ustécht. Ënnert de Konsequenze leiden net nëmmen déi Betraffen an hir Famillen, mee dee ganze Gesondheetssecteur.

Här President, erlaabt mer nach e puer Wierder zu der Strategie vun der Regierung. Als Gréng begréisse mir, datt gëschter am Regierungsrot decidéiert ginn ass, méi Mëttele fir den analogen Tracing zur Verfügung ze stellen. An eisen Ae mécht dee System komplett Sënn, zemools an engem iwwerschaubare Land wéi Lëtzebuerg, a mir bleiwen als Gréng och weiderhi kritesch vis-à-vis vun enger Tracingapp. Net nëmmen aus Grënn vu feelender Fiabilitéit an Dateschutz, mee och aus soziale Grënn, well esou eng App nëmmen déi Leit schützt, déi sech en deieren Handy kënne leeschten, fir et einfach auszedrécken, an deemno net déi sozial Schwaach, déi wéinst schlechten Aarbechtsbedéngungen, enke Wunnverhältnisser oder anere Konditiounen eigentlech am meeschte geschützt misste ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, net manner wichteg wéi den analogen Tracing ass de sougenannte Large-Scale-Testing, dee jo op eng zweet Phas ausgedeent wäert ginn. Och dat begréisse mir als gréng Fraktioun.

Dësen Testing huet natierlech säi Präis. En huet awer och e wichtegt Zil. En erlaabt nämlech, gewëssen Ustiechungsclustere fréizäiteg ze identifizéieren an d'Infektiounsketten an engem fréie Stadium ze ënnerbriechen. D'Tester sinn also e ganz wichtegt Instrument vun der Preventioun. Natierlech ënnert der Konditioun, datt méi Biergerinnen a Bierger bereet sinn, um Testing deelzehuelen, mam Zil, dass mer déi 50.000 Tester pro Woch, déi als Masse critique ugesi ginn, och effektiv erreechen.

Doriwwer eraus wier et an eisen Aen och sënnvoll, d'Tester nach méi ze affinéieren. Et gëtt schonn zum Deel gemaach. Et kann nach weider dru geschafft ginn. Dat heescht, sech nach méi geziilt op eenzel Risikoberäicher, wéi zum Beispill op personalintensiv Aarbechtsplazen a Betriber, ech mengen, dat ass virgesinn, d'Personal och vum Santéssecteur a vun de Schoulen, mee och op dicht bewunnt Appartementer oder awer op aner Plazen ze konzentréieren, wou bewisenermoossen d'Geforen och am Ausland sech erweisen.

Eis Suerg ass déi, datt d'Leit sech am Norden a Weste vum Land awer och e gutt Stéck méi wäit deplacéiere mussen, fir sech testen ze loossen. Ech mengen, och déi Fro muss nach eng Kéier diskutéiert ginn. Virun allem déi méi vulnerabel Populatioun ass hei betraff, wou d'Distanz kann en Hindernis sinn, fir iwwerhaapt bei en Testzentrum ze fueren.

Här President, ech kommen zum Schluss, mat enger klenger Konklusioun. Et ass déi: Beim Ausbroch vun der Pandemie hu mir et fäerdegbruecht, hir Entwécklung duerch de Shutdown kloer ze bremsen. Soubal de Virus d'Geleeënheet kritt, wäert en nees massiv zouschloen. Déi Geleeënheet kritt en net, wa mir eis intelligent verhalen. Woubäi ech mat „mir" eis ganz Gesellschaft mengen. Un eis als Chamber ass et, weiderhin dee richtege politesche Kader dofir ze setzen. Ech schwätzen net vun den zukünftege Moossnamen, well een d'Entwécklung de Moment iwwerhaapt nach net kennt. Mir mussen hir virbeugen.

Mir wäerte se evaluéieren an déi néideg Moossnamen treffen, wuel wëssend, dass mer och schleunegst iwwert de Problem vun de feelende Personalcapacitéiten an de Spideeler mussen ufänken ze diskutéieren. Am beschte solle mer all zesummen un deene Moossname schaffen a se decidéieren. Noutfalls maache mer dat just mat de Stëmme vun der Majoritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

(Brouhaha)

Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat de Coronavirus betrëfft, ware mer bei där éischter Well nach onerfueren. Mir waren an engem sougenannte blanne Fluch. Mer hunn ons haaptsächlech baséiert op d'Recommandatioune vun der WHO an och op d'Erfarungen aus Italien. De Punkt Sécherheet stoung

op éischter Plaz an hat eng Vollbremsung mat sech bruecht vun onse Fräiheeten, awer och vun eiser Ekonomie, bis op déi puer Saachen, déi hu musse fonctionéieren, wéi d'Klinicken, d'Altersheemer, d'Liewensmëttelgeschäfter an esou weider, ech wëll net op alles agoen.

Mee opgrond vun deenen Erfarunge vun der éischter Well misst een elo déi néideg Konklusiounen zéien. Dat muss een och international kucken, well eenzel Länner hate jo weltwäit anescht agéiert. Duerfir wier och deenen hir Konklusioun hei materanzezéien.

Mee ier et esou wäit ass - hoffentlech kënnt et net zu enger zweeter Well -, musse mer alles am Deconfinement maachen, fir datt mer de Ball äusserst flaach halen. Well wa mer dat net packen, da gi mer ganz kriteschen Zoustänn entgéint. An dorobber musse mer alles maachen, fir dat auszegrenzen, well eng nei Vollbremsung fir eis Ekonomie wär fir vill Beräicher déidlech.

Sollt et zu enger zweeter Well kommen, da wär et gutt a sënnvoll, wa mer kéinten op d'Resultater an och d'Konklusiounen aus der éischter Well zréckgräifen an och opbauen, mee da misst een déi och emol am Detail hunn. An dat muss een, ech hat et virdru gesot, och international kucken.

Do wären emol fir unzefänken e puer Punkten, déi ee misst kucken. Ech denken do zum Beispill an engem éischte Beräich un all déi, déi positiv getest goufen: Wéi waren do d'Berufsgruppen? Gëtt et do Regiounen? Gëtt et en Alter? Gëtt et e Geschlecht? Bei de Patienten, déi an d'Klinicken hu musse goen: Wéi war et do mat der Virerkrankung? Och dat alles gehéiert zur Analys.

Bei onse Stierffäll, do hu mer leider keng Erkenntnisser, ob déi tatsächlech um Corona gestuerwe sinn oder opgrond vun enger anerer Erkrankung. Alles dat misst an deem Beräich analyséiert ginn.

Wann ech schwätze vun Analysen, da mengen ech net dee Beräich vun der Schoul, wou da gesot gëtt am Virfeld, de Schoulberäich zoumaachen, dat hätt am meeschte bruecht, an e puer Wochen drop heescht et, an der Schoul wier d'Ustiechungsgefor praktesch null. Ech mengen, dat sinn Aussoen, mat deene kann een näischt ufänken.

An dann en zweete Beräich, wou mer nach eng Analys misste maachen an och d'Moossname kucken, dat ass bei de Moossnamen, déi mer geholl hunn, zum Beispill d'sozial Distanzen, d'Maskeflicht. Do muss ee sech och d'Fro stellen: War et sënnvoll, all d'Betriber zouzemaachen? Am Ausland hu jo eenzel Länner ënnerschiddlech Decisioune geholl. Alles dat gehéiert zu dëser Analys. An do wier et gutt, wa mer déi Donnéeë méiglechst séier virleien hätten.

Sou wäit wéi mir et haut iwwerblécken, mat de Reproduktiounszuelen aus der Aarbechtswelt, déi kommen net vun do, mee déi komme gemengerhand aus anere Beräicher. An ech mengen, do muss ee kucken, wéi mer aktiv ginn, well do läit am Fong geholl den Haaptproblem, sou wéi mir en de Moment gesot hunn.

Erlaabt mer nach eng Fro, déi hei wéineg ugeschwat gëtt, zur éischter Well! Wivill Prozent vun den Akutbetter stoungen eidel an de Klinicken oder an de sougenannten opgeriichten Zelter a ronderëm?

An, an dat ass meng Haaptsuerg e bëssen: Misste mer net och garantéieren, datt den Normalbetrib sollt wäitestens oprechterhale ginn? Well mer hu jo hei en Nohuelbedarf vun der Coronazäit bis elo. Wéi wäit ass deen ewell opgeschafft? An do wäerte mer jo nach Méint doru schaffen, fir deen opzeschaffen. Doriwwer gouf am Fong geholl relativ wéineg hei am Haus geschwat. An ech wëll dee Punkt awer emol eng Kéier hei opgeheien.

Bei neien Aschränkungen, dat muss een och wëssen, ass d'Gefor grouss, datt d'Akzeptanz bei de Leit ëmmer méi kleng gëtt wéi bei der éischter Well. D'Glafwierdegkeet spillt eng grouss Roll. Duerfir gëllt et elo, de Ball flaach ze halen.

Et muss een och verstoen, datt d'Leit keng Loscht méi hunn, op en neit Doheembleiwen. Et ass dee Spagat, dee mer musse maachen tëschent der perséinlecher Fräiheet an den Aschränkungen, déi mer mussen hunn, fir alles dat op engem gesonden Niveau ze halen. Dëse Message musse mer de Leit kloer no bausse vermëttelen. Well, soulaang mer kee Medikament hunn a keen Impfstoff géint de Corona, soulaang wäerte mer mat deenen Aschränkunge musse liewen. A mir wäerten da bestuet bleiwe mat deene Geschichten do.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass e bëssen eng komesch Diskussioun, well am Intitulé vum Här Wiseler steet, datt mer sollten eng Diskussioun, eng Aktualitéitsstonn féieren iwwert den Zoustand vun der Virbereedung am Fall vun enger zweeter Well. An déi allermannsten, mengen ech, heibannen hunn iwwert deen eigentleche Sujet geschwat, och inklusiv dem Här Wiseler. Well de Sujet natierlech och éischtens immens hypotheetesch ass, an op där anerer Säit hätt ee jo missen, fir déi Diskussioun wierklech seriö ze féieren, virdrun Informatioun a Material och vun der Regierung hunn, wéi si sech dat virstellt, wann dann eng zweet Well géif kommen, wat mer da sollte maachen.

Duerfir, an der Debatt huet elo, mengen ech, méi oder manner jiddwer Riedner dat gesot, wat en och schonn a Riede virdru gesot huet, ganz vill driwwer geschwat, wat mer maache mussen, fir eng zweet Well ze verhënneren, och ganz vill richteg Saache gesot, wat mer maache mussen. Mer musse weiderhin testen an tracen. A mer mussen eis virun allem Gedanken driwwer maachen, firwat d'Akzeptanz vum Teste sou niddreg ass. Well ech fanne 25 % vun de Leit relativ wéineg! Net nëmme relativ, mee souguer ganz, ganz wéineg! A mer mussen eis do wierklech Gedanke maachen, firwat d'Leit net méi op dat ganz wichtegt Element zréckgräifen.

Dann huet d'Regierung gëschter eng Ukënnegung gemaach opgrond vun den Zuele vun deene leschten Deeg, déi effektiv an d'Luucht gaange sinn, datt mer weider Aschränkungen am Privatberäich kréien, woubäi ee muss soen, datt déi Aschränkunge sech awer och a Grenzen halen, nämlech, datt een am Privaten ouni Mundschutz an ouni Sécherheetsdistanz net iwwer 20 Persoune soll sinn. An ech denken, datt et och keng Fro vun Deeg oder Stonne méi ass, bis dat Gesetz deposéiert gëtt, mee éischter vu Minutten.

Well d'Situatioun, an där mer dra sinn, ass jo e bësse wéi e Contre-la-montre. Am Ufank ass nach geduecht ginn, an a verschiddene Länner och praktizéiert ginn, datt mer eventuell kéinten eng Zort Herdenimmunitéit erreechen. An ech mengen, datt dat komplett vum Dësch ass. An dat Eenzegt, op wat een elo nach hoffen a baue kann, ass, datt relativ séier en Impfstoff entwéckelt gëtt. Verschiddener schwätzen dovunner, datt dat eventuell scho fir Enn des Joers méiglech ass, wou sech da ganz aner Froe stellen, nämlech den Zougang zu deem Impfstoff, d'Prioriséierung: Wie kënnt als Éischten drun, fir geimpft ze ginn? Dat sinn alles Froen, déi sech do stellen.

Mee den eigentleche Sujet, nämlech: „Wat maache mer am Fall vun enger zweeter Well?", deen ass immens brisant. Well mer hunn alles, wat ee maache kann, eigentlech schonn duerchgespillt. Mer hu Grandeur nature déi lescht dräi Méint gesinn, wat d'Instrumenter sinn, wat dat Arsenal ass, wat eng Regierung oder iwwerhaapt eng ëffentlech Hand zur Verfügung huet, fir kënnen en urgence géint d'Ausbreedung vun engem ganz déidleche Virus virzegoen.

An dat Éischt, mengen ech, wat mer maache missten, an ech hunn awer esou verstanen, datt dat d'nächst Woch soll geschéien, dat ass, e Bilan ze zéien. Dat ass „lessons learned" aus deenen Aktivitéiten an Aktiounen, déi d'Regierung am État de crise gemaach huet. A „lessons learned" ass net nëmmen eng Accusatioun, andeem ee Virwërf een deem anere mécht, mee „lessons learned" ass evidenterweis an enger Situatioun, déi komplett Neiland war, fir och unzeerkennen: „Do hu mer e Feeler gemaach. Do hu mer net wäit genuch oder do hu mer ze wäit geschoss", fir am Fall vun enger zweeter Well méi adequat kënnen ze reagéieren.

D'Fro ass essenziell: Hu mer richteg reagéiert, wéi mer dee ganze sanitäre System erofgefuer hunn a just nach fokaliséiert hunn op de Covid? War dat richteg oder huet dat net och zu anere Kollateralschied gefouert? Respektiv: Gëtt et aner Méiglechkeeten, wéi mer am Fall vun enger zweeter Well och eise medezinnesche System kéinten oprechterhalen? Alles dat si Froen, déi, mengen ech, zu esou engem Bilan intermédiaire dozou gehéieren. Wou ech mer och géif wënschen, datt mer virdrun an enger Chamberskommissioun kéinten driwwer diskutéieren.

Well eppes geet net méi, an dat ass en zweeten État de crise. E geet aus deenen och genannte Grënn net méi. Mir hunn alles schonn eng Kéier duerchgespillt. Déi verfassungsrechtlech Méiglechkeeten oder Bedéngungen, déi do sinn, fir een zweeten État de crise eventuell auszeruffen, déi sinn net ginn. Mir hunn dat alles schonn eng Kéier duerchgespillt. An duerfir wäert et net zu engem zweeten État de crise kommen. Dat heescht, och d'Chamber muss dann eventuell a relativ, a ganz kuerzen Zäite Gesetzer huelen oder déi néideg Mesuren ergräifen, déi da wichteg sinn. Notamment och sozial Mesuren, déi accompagnéieren déi, wann et da muss sinn, liberticide Mesuren.

An duerfir mengen ech, datt mer elo vun där Situatioun awer och profitéiere sollten, datt mer all dat Arsenal vu Mesuren, wat d'Regierung deployéiert huet an deene leschten dräi Méint, datt mer dat nach eng Kéier op de Leescht huelen an am Fall, wou mer musse bestëmmte Secteuren zoumaachen, do schonn ufänken, u Gesetzestexter ze schaffen, déi och scho prophylaktesch vun engem Staatsrot aviséiere loossen, datt mer net an déi Situatioun kommen, wéi mer se an der Vergaangenheet oder bei deem leschte Covidgesetz haten, datt mer awer relativ laang gebraucht hu vum Depot vum Gesetz bis et da wierklech a Kraaft ass.

An dat ass dat, wou mir als Lénk op jidde Fall Demandeur sinn, datt dat ganzt Arsenal vu Mesuren, wat reglementaresch Form hat, datt mer dat op de Leescht huelen, an der Chamber diskutéieren, och an deene verschiddene Kommissiounen diskutéieren an eventuell dozou och scho fachlech Avisen anhuelen.

Ech mengen, dat ass déi beschte Preparatioun, déi mir als Chamber kënne maachen, fir op eng eventuell zweet Well virbereet ze sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet et ganz treffend gesot: U sech sollte mer iwwert den État des lieux vun der Preparatioun op eng zweet Well schwätzen. Mir hu ganz vill driwwer geschwat, wat deen Eenzele maache soll, maache kann oder an deene leschten Deeg vläicht ënnerlooss huet, firwat mer iwwerhaapt esou akut Zuelen erëm gesinn. Mir hunn alleguerten an enger éischter Phas vum État de crise Disziplinn bewisen. Mir hu Courage bewisen, fir dës eemoleg Kris ze iwwerwannen. Et ass elo net de Moment fir opzeginn! Mir sollten net elo de wäisse Fändel virun deem onsiichtbare Feind weisen!

Et ass awer esou, datt een, wann een iwwert d'Preparatioun vun enger zweeter Well oder en amont vun enger zweeter Well schwätzt, datt een net derlaanschtkënnt ze kucken: Wat kéint een anescht maachen? Wat misste mer individuell anescht maachen? An do ass et ganz kloer, datt jidder Eenzelen eng Responsabilitéit, net nëmme fir sech, mee fir d'Allgemengheet huet.

Et geet hei ëm Eegeverantwortung, eng individuell Verantwortung fir déi kollektiv Gesondheet. Jidderee vun eis sollt Deel vun der Léisung an net Deel vum Problem sinn. Et ass e bësse wéi am Autoverkéier: Just well e puer Leit Rowdye sinn, onerlaabt op Plaze fir Mënsche mat Behënnerung parken oder ze séier fueren, verbidde mer jo net d'Autofueren. Nee, am Contraire. Mir setzen op Kontroll. An dann, wann et néideg ass, op Repressioun.

Loosst eis also beim Kampf géint de Covid-19 et d'selwecht maachen! Loosst eis alleguerten individuell eis Responsabilitéiten huelen a loosst eis alleguerte fir eis selwer déi sinn, déi sech packen, déi sech zesummerappen, fir esou eis Fräiheeten, déi mer elo erëmkruten, net erëm op d'Spill ze setzen!

Zum géigesäitege Respekt gehéiert et, seng Distanzen anzehalen, keng onnéideg Risiken anzegoen, seng Mask unzedoen a generell d'Geste-barrièren anzehalen. Ech mengen, dat ass alles kloer!

Zum Matenee gehéiert awer och, déi individuell Responsabilitéit ze iwwerhuelen, sech testen ze loossen, wann een d'Invitatioun kritt. D'Wëssenschaftler soen eis, an dat ass eng vun deene wéinege Saachen, wou se eis ganz kloer kënnen eng Ausso ginn, datt mer mindestens 50.000 Tester d'Woch brauchen, fir eng zweet Well ze anticipéieren a ganz séier ze bremsen. An dat ouni e weidere Lockdown. 50.000 Tester d'Woch, do si mer nach e Stéck, e grousst Stéck dovunner ewech. Dat heescht, en préparation vun enger zweeter Well, fir datt keng zweet Well kënnt, musse mer alleguerten eis Responsabilitéit huelen.

Mee fir datt jidderee seng Responsabilitéit hélt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen d'Consignen awer och méi kloer sinn. Et ass jo awer schwéier fir Verschiddener ze verstoen, datt si ewell deen zweete Bréif kréien, fir sech selwer testen ze loossen, wärend anerer am nämmlechte Stot, déi en änleche Beruff hunn, nach guer net geruff goufen.

Jo, et gouf eis erkläert, firwat dat esou ass. Et gouf och e puermol widderholl, firwat dat esou ass, datt dat do deelweis Random Sampling ass, datt et Maschentester sinn, datt dat sektoriell gemaach gëtt. Mee um Enn vum Dag: Wat denkt Dir, wann Äre Liewenspartner doheem fir d'zweet geruff gëtt an Dir nach net? Wéi motivéiert ass een dann, fir dat wouerzehuelen? Wéi kredibel fënnt een dann d'Testingstrategie, wou ee gesot huet: „Jidderee soll getest ginn"? An ech mengen, dat ass eng Preparatioun virun der zweeter Well, wou mer musse besser kommunizéieren.

Am Ufank vun der Kris huet d'Regierung kloer kommunizéiert: „Bleif doheem!" Dat war eng kloer Ausso: „Bleif doheem! Schwätz mat kengem! Bleif op Distanz!"

(Interruption)

„Bleif doheem!"

„Géi keng Party maachen!", soe se haut. Elo soe se: „Stop the party!" Mee wat heescht „Stop the party!", wärend ee gläichzäiteg doheem am Privaten däerf Leit hunn, well de Staatsrot dat gesot huet, wärend een an de Restauranten däerf zu zéng um Dësch sëtzen? Ab wéini ass et eng Party? Ab wivill Leit ass et eng Party? U wéi eng Consignë mussen d'Leit sech halen, sollen d'Leit sech halen? Et ass vill „sollen" a „Maacht et, wannechgelift!". D'Leit verléieren e bëssen den Iwwerbléck.

An ech mengen, en préparation vun enger zweeter Well, déi hoffentlech net kënnt, déi mer hoffentlech dank Large-Scale-Testing kënnen ënnerbannen, misst ee méi kloer kommunizéieren, misst een net nëmmen op „sollen" a „kéinte" setzen, mee et soll een op kloer Messagë setzen. „Stop the party!" ass zwar kloer, mee et ass, wéi ech sot, verkierzend. D'Reegele sinn eeben anescht a méi komplex, wéi dat, wat een op den éischte Bléck ze verstoe gëtt.

Här President, loosst mech awer nach e leschten Appell maachen un eis alleguerten heibannen: Kommt, mir politiséieren den Debat vun der zweeter Well net! Kommt, mir spillen net Majoritéit géint Oppositioun, och esou wéi eng vu menge Virriednerinnen dat hei gemaach huet, wéi se gesot huet: „Am Zweifel lauschtere mer einfach net op lech." Nee! Mir hunn zesumme geschafft, fir et bis heihinner ze packen. Loosst eis dat net elo duerch verkierzend Aussoen op d'Spill setzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Déi éischt Well, déi hu mer effektiv hannert eis. Mee de Virus zirkuléiert nach ëmmer, dat ass kloer. Et ass e bëssen abstrakt, well et Zuele sinn. Et ass awer gëschter e bësse méi konkreet ginn, well mer Resultater vun engem interessante Fuerschungsprojet hei zu Lëtzebuerg hu ronderëm eis Kläranlagen, dat ass méi gräifbar, do ka jiddweree sech eppes drënner virstellen. An an eise Kläranlagen, do ass dat geneetescht Material vum Virus och nees present, an zwar iwwerall am Land. Dat seet eis genuch. Do kann ee sech eppes virstellen. Dat kënnt jo net vun ongefäier. Mir wëssen, wou et hierkënnt. Et kann een et also net niéieren.

D'Virbereedungsaarbechte fir eng zweet Well, déi lafe scho laang bei eis, selbstverständlech. Och wa mer eis keng erhofft haten a wa sech keng unzeechent, ass et eis Flicht, eis virzebereeden. Dat si mer amgaangen ze maachen. Mir sinn och amgaangen, eise Réckbléck op déi éischt Phas ofzeschléissen, déi mer als eriwwer consideréieren. Et huet eng Kéier ugezunn. Mir hunn e Confinement gehat, deen eng Reussite war. Et kann ee wierklech soen, dass mer eng éischt Well hannert eis hunn. Wat kënnt, dat wësse mer net. Sécher ass och, dass mer net op Panik setzen. Wann et iergendwéi erwise wär, dass Panik géif hëllefen, da wär dat och vläicht eng Méiglechkeet, mee ech hunn dat nach néierens gelies. Soudass mer eis Zuele kucken, Dag fir Dag, a mir preparéieren eis einfach ganz sachlech fir ze handelen.

Zu kengem Zäitpunkt war de Virus effektiv méi verbreet, wéi en dat haut ass. Méi wéi eng Millioun Neiinfektiounen innerhalb vun enger Woch weltwäit, an och hei am Land si mer mat den Zuele vun haut - wann Der se gesinn hutt, haut nach eng Kéier 50 Neiinfektiounen - op eng Woch bei ronn 200. Elo kann ee vun där Zuel halen an interpretéieren, wat ee wëllt. Ech mengen, mir mussen déi Zuel eescht huelen.

Ob et exponentiell weidergeet oder net, wäerte mer gesinn. Mee et ass effektiv un der Zäit, fir sech ze preparéieren. An dat ass och amgaangen ze geschéien. En éischt Spidol huet scho säi Palier aktivéiert, dee virgesinn ass. Ech kommen herno méi am Detail drop zréck. Et geet jo haut wierklech ëm d'Preparatioun, wou Der wëllt méi Detailer kréien.

Just nach eng Kéier zréck op déi éischt Well. Mir hunn effektiv d'Courbe erofkritt. Dat huet geklappt. Et hu keng Patiente missen an d'Ausland goen oder verluecht ginn. Dat huet och geklappt. Mir hunn d'Doudesaffer niddreg gehalen. Mir sinn e Land, an dat ass ganz däitlech am internationale Verglach, wou d'Doudeszuelen niddreg waren. An et ass och haut ganz kloer, dass déi Länner, déi dat koppelen an déi am Fong eng gutt Teststrategie hunn, déi vill testen, dass dat déi Länner sinn, déi och wéineg Perten ze verzeechnen hunn. Mir gehéieren zu deenen. Doriwwer sinn ech stolz haut.

Mir hunn och net misse kapituléiere virun engem Mangel u Schutzmaterial. Et war ganz knapp mat Momenter, mee iergendwou si mer erauskomm draus.

Am meeschten awer huet mech impressionéiert - an dat ass e positiivt Element, där sinn och gewiescht - déi grouss Solidaritéit, déi mer haten. Mir konnten op eis Partner zielen, op eis Spideeler zielen, op eist Personal zielen, op eis Wëssenschaft zielen, op jiddwereen zielen. Et huet wierklech jiddwereen hei vun der éischter Stonn u matgeschafft. Et war jiddweree mat kreativ. Dat war eng ganz flott Erfarung an och eng rassurant Erfarung. Et hätt och kënnen anescht sinn. Mech stäerkt dat fir d'Zukunft, well ech mer denken: „Wat och ëmmer kënnt, dat do ass eppes, wat sech erwisen huet a wou jiddwereen, menger Meenung no, och nees am Garde-à-vous steet, wann et drëms geet unzepaken." Et kann een zouversiichtlech sinn, dass hei am Land och jiddwereen dat nach eng Kéier wäert maachen.

Wat ass haut eist Zil? Eist Zil ass, déi Neiinfektiounen, déi kommen, déi sécherlech wäerte kommen … Wann een an en Deconfinement geet, däerf een net d'Illusioun hunn, dass et iwwerhaapt keng Neiinfektioune géif ginn. Dat wär e bëssen naiv ze mengen, well de Virus ass do, e wäert och zirkuléieren. D'Zil ass, fir en ënner Kontroll ze halen, fir en esou anzedämmen, dass mer e geréiert kréien. An et ass doropshinner, wou mer eis amgaange sinn ze preparéieren.

Positiv Acquisen, déi mer hunn oder wat mer geléiert hunn, wat ganz gutt fonctionéiert huet, waren eis CSAen. Dat war eppes, wat mer eis ganz kuerzfristeg afale gelooss hunn, aus dem Näischt opgeriicht hunn, wat och scho vill visitéiert ginn ass. Vill Nopeschlänner sinn interesséiert un deene Strukturen. Dat ass eppes, wou ech Iech ka soen, dat läit fäerdeg mam Mode d'emploi am Tirang. D'CSAe si prett an déi wäerte mer och reaktivéieren, wann et gebraucht gëtt. Dat kënne mer och ganz kuerzfristeg maachen. Bannent engem bis zwee Deeg wäert dat kënne geschéien. Dat ass also eng Saach, déi, jo, e Succès war. Mir wëlle se net onbedéngt erëm eng Kéier auspaken, mee wann et muss sinn, da wäert dat ganz einfach goen.

Eise Stock u Schutzmaterial, deen eis ganz vill beschäftegt huet, ganz vill Suerge gemaach huet, deen hu mer haut. Mir sinn opgestallt, fir véier Méint ouni Problem ze iwwerbrécken. A mir hunn och an eise Spideeler ganz zouversiichtlecht Partner fonnt, déi eis wäerten elo begleeden iwwert déi nächst Phas, fir d'Gestioun vun dësem Stock ze iwwerhuelen. Dat ass amgaangen, finaliséiert ze ginn. Mee do sinn awer déi grouss Grondsätz, déi stinn. Mir kënnen dee Stock national also a sécher Hänn iwwerginn a mir kënnen och op e Partner zielen, deen dat wäert geréieren, wann dat nach eng Kéier sollt missen aktivéiert ginn. Wat och haut eng aner Situatioun ass wéi am Ufank vun der Pandemie. Ech mengen, haut fonctionéiert de Marché nees. Mir hoffen, dass dat och esou bleift. Mee wéi gesot, falls nach eng Kéier misst Schutzmaterial gebraucht ginn, da wäerte mer dat ganz schnell kënnen deployéieren.

Mir hunn och digital Léisungen, déi mer en place gesat hunn. Teleconsultatiounen, eise Monitoring, déi hu gutt fonctionéiert. Déi si mer amgaangen, nach ze iwwerschaffen, fir dass mer se och kënne perenniséieren. Déi sinn och prett fir …, ma déi wäerten … Déi sinn net just prett, déi hale mer oprecht. Déi sinn um Lafen. Dat wäert eis och ganz vill Zäit spueren. Dat hu mer jo alles missen en place setzen, et war net do. Haut ass dat do. Dir gesitt, et ass eng aner Basis schonn, wéi dat am Ufank war.

Ee kritesche Punkt ass eis Réserve sanitaire nach ëmmer. Ech mengen, ech hat et d'leschte Kéier gesot, de Bottleneck, dat ass d'Personal. Do sti mer generell net gutt do. Bon, déi wäert ech net kënnen erfannen iwwert déi nächst Wochen. Do musse mer mat deene Meedercher danzen, déi mer hunn. Mir sinn awer och amgaangen, op eiser Réserve sanitaire ze schaffen, och scho Courrieren erauszeginn, wien eng nächste Kéier bereet ass, eng Hand mat unzepaken. Elo si mer schonn amgaangen, eeben eis esou opzestellen, dass mer do eng Vue drop hunn, wie wéini erëm kéint an den Asaz goen, falls dat sollt gebraucht ginn.

Dann hunn och eis Gesondheetsberuffer fir d'Besoine vun der Kris nei Attributioune kritt. Dat ass eppes, wat mer och esou wëlle weiderhi bestoe loossen. Dat war ganz hëllefräich, dass eng Rei Akte konnte gemaach gi vu Leit, déi déi normalerweis net maachen. Dat huet eis gehollef an der Gestioun. Och eng ganz gutt Erfarung.

An eis Spideeler, déi hu ganz vill geléiert natierlech. Déi hunn hir éischt Erfarung och an där éischter Phas gemaach mat dem Virus. Si woussten net, wat et wär. Si woussten net, wéi ee sech misst opstellen. Haut wësse se dat. Si hunn och e Plang. Et war virdrun ugeschwat ginn: Mir hunn effektiv d'nächst Woch d'Ofschlossreuniounen, wou mer mat hinne festhalen, wéi nees redeployéiert soll ginn. An de Spideeler wäert dat fonctionéieren iwwer Palieren, déi definéiert sinn, wou eng éischt Ulafstell de Service national des maladies infectieuses wäert sinn am CHL, deen, wann ech do richteg am Bild sinn, gëschter säin éischte Palier och nees aktivéiert huet. An da gëtt dat esou e gestaffelte Modell.

D'Zilsetzung do ass wierklech, dës Kéier net alles op null ze fueren an alles op de Covidpatient ze achséieren, mee wierklech à géométrie variable eeben déi normal Déngschtleeschtungen esou wäit wéi méiglech, idealerweis ganz oprechtzeerhalen, och am Fall vun enger zweeter Well. Dass een dat wierklech kloer getrennt huet. Déi Trennungen hu jo déi éischte Kéier missen iwwerhaapt emol geduecht ginn an dann en place gesat ginn. Déi stinn haut. Dat wäert esou oprechterhale ginn. An d'Spideeler sinn och do ganz gutt preparéiert, fir dat, wann et da muss sinn, erëm eng Kéier ze maachen.

Dann en Datemonitoring hate mer och guer net. Eisen zentralen Datemonitoring iwwert d'Bettcapacitéiten, iwwert de Stock critique an esou weider, deen hu mer oprecht. Dee leeft och elo nach. Et ass och aus deem Monitoring, aus deem Monitoringsystem, wou all Dag d'Informatioune kommen, wéi et steet mat den Neiinfektiounen. Dat ass eppes, wat mer hoffentlech och an der Zukunft wäerte bäibehalen, op alle Fall elo wärend der Kris, dat ass ganz nëtzlech. An et hat och den Avantage, dass et ville Leit nobruecht huet, wat an der Praxis d'Digitalisatioun ka bréngen, soudass ech frou sinn iwwert déi Erfarung. Dat gëtt sécherlech Wand an d'Seegelen, fir d'Digitalisatioun am Gesondheetswiese weiderzebréngen.

Dann hu mer an eiser Inspection sanitaire, et ass schonn erwäänt ginn, eis och nach verstäerkt opgestallt, fir eeben de manuellen Tracing kënnen esou gutt wéi méiglech ze bewierkstellegen. Do sinn eng ganz Rei Reservlinnen, déi mer amgaange sinn opzestelle mat Leit, déi och scho preventiv forméiert ginn, fir da gegeebenefalls, wa mer se brauchen, ganz schnell kënnen ofgeruff ze ginn an direkt an den Asaz ze goen. Dat ass eppes, wat och eng gewësse Virbereedung brauch. An déi Virbereedungen, déi lafen och scho säit enger Rei Wochen, soudass mer do gutt dostinn.

Voilà! Haut si mer mat enger Hausse vun Neiinfektioune konfrontéiert. D'Pandemie ass net erlaanscht. Eppes, wat mer och wäerte brauchen iwwert de Summer, ass e Katalog vu Mesuren. Mir hunn och verstanen, dass ee sech do muss preparéieren.

19. Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Duerfir géif ech vläicht just eng Kéier kuerz och d'Geleeënheet notzen, fir dem Här President de Projet de loi ze iwwerreechen, fir dass mer dat kënnen esou schnell wéi méiglech an der Kommissioun beaarbechten. Wannechgelift!

7622 *- Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :*

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Rendez-vous en Dënschdeg.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Rendez-vous en Dënschdeg, voilà.

20. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 (suite)

Prise de position du Gouvernement (suite)

Haut gëtt vill spekuléiert: Handelt et sech schonn ëm en Trend oder net? Ech hunn Iech et virdru gesot: D'Zuele si relativ héich. Wann Der se vergläicht mat anere Länner an Dir maacht eng Règle de trois, da gesitt Der ongeféier, wou mer hei stinn als Lëtzebuerg. Wéi den Trend wäert ausgesinn, dat kënne mer haut net soen. Dat gesi mer eréischt an deenen nächsten Deeg a Wochen. Am Moment schéngt et sech jo ëm esou eng Héicht 40, 50 iergendwou, bon, vläicht anzependelen, vläicht och net. Besuergneserreegend gëtt et, wann et exponentiell gëtt. Dat brauch ech warscheinlech kengem ze erklären. Mee gutt, dat wësse mer haut nach net, mee preparéiere muss ee sech.

Wat hu mer proposéiert generell als Strategie?

De Monitoring weiderféieren. De Monitoring geschitt iwwert d'Testen. A fir d'Testen, dat ass scho richteg ervirgehuewe ginn, hu mer gëschter den Accord och kritt am Regierungsrot, fir an eng zweet Phas ze goen. De Large-Scale-Testing war en éischte Projet, dee gemaach ginn ass iwwert d'Fuerschung. Dee wäert awer elo Bestand gi vun der normaler Teststrategie vun der Santé. Dat heescht, d'Ausschreiwung gëtt vun der Santé gemaach. Do si mer amgaangen, drop ze schaffen.

Mir hunn och ganz bewosst ofgewaart, wat elo d'Resultater vun der CON-VINCE-Studie waren, och vun deem éischten Deel vun der Large-Scale-Erfarung, déi mer gemaach hunn. Mir wëssen haut, dass d'Prevalenz nach relativ niddreg ass. Duerfir hu mer e bëssen Zäit. Et ass elo kee gudde Moment wierklech bei esou enger niddreger Prevalenz, fir ze vill flächendeckend ze testen. Dat ass an eisen Aen eebe justement eréischt ab August, September, wou mer eis wierklech opstellen.

Dat heescht awer elo net am Ëmgedréiten, dass elo net méi getest gëtt! Mir hu jo och an der Santé déi ganzen Zäit getest. Dat heescht, eis ganz normal Prevalenztester, déi flächendeckend Tester an den Altersheimer, d'Tester um Findel, dat sinn alles ganz normal Santéstester, déi souwisou esou lafe wéi déi ganzen Zäit, och parallell zum Large-Scale-Testing. Dat heescht, mir hunn do wierklech genuch Capacitéit, fir déi ganz normal Teststrategie, déi mer souwisou lafen hunn, och elo iwwert de Summer weiderzefueren. An déi nei Teststrategie, déi hu mer elo eebe ficeléiert. Mir hunn den Accord de principe vun der Regierung, fir déi zweet Phas kënnen ze maachen.

Dat gëtt en héije Käschtepunkt, mee et ass en Investissement, deen an eisen Ae wierklech noutwendeg ass, well ouni Monitoring ass et net méiglech, duerch déi Kris ze kommen. Mir mussen eis wierklech déi staark Capacitéit ginn. An dat hu mer och berechent bis an d'Fréijoer eran. Dass mer wierklech déi eenzel Momenter, déi mer elo identifizéiert hunn als kritesch, zum Beispill d'Rentrée, wa vill Grippe wäerte sinn, Schoulvakanzen, wou d'Leit hoffentlech erëm reesen - wa mer dat da kënne bis dohinner, wa mer net ze vill héich Zuelen hunn an net méi däerfen, wie weess? -, op alle Fall hu mer geplangt bis an d'Fréijoer eran, mat eebe verschiddenen Achsen, déi kënnen deployéiert ginn. Do wäerte mer d'nächst Woch méi am Detail drop agoen. D'Ausschreiwung, et ass scho gesot ginn, déi ass elo geplangt. Déi ass an der Maach. An da misst dat normalerweis op Enn August kënnen operationell ginn an där zweeter Phas eeben, déi e bëssen anescht wäert ausgesi wéi déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing.

Derniewent wäerte mer och weiderhin - an do si mer och ganz frou driwwer, iwwert déi enk Zesummenaarbecht, déi mer mat der Fuerschung hunn - op dem Monitoring aktiv bleiwen. Eisen Outil de pilotage ass de Monitoring, dee mer hunn. Mir wäerten och elo opgrond vun deem Projet, dee mer Iech elo hei ënnerbreeden, eng Modellisatioun maachen, fir eng nei Baseline ze hunn, dass mer soen: Wat géif dat do bedeiten? An eise Monitoring erlaabt eis jo dann ze kucken, au fur et à mesure, ob mer op där Linn, déi mer eis erhoffe par rapport zu deene Mesuren, déi mer hunn, ob mer do sinn oder net. Dat heescht, dorunner navigéiere mer.

Mir wäerten och weiderhi kucken, vill méi reegelméisseg en Update ze ginn, wou mer sti par rapport zu de Projektiounen, an dann eeben am prakteschen Deel mam Contacttracing wierklech weiderfueren. Ech si ganz iwwerzeegt dovunner, gräifen och direkt do vir. A wann ech esou iwwerzeegt wär, dass mer eng App elo bräichten an dass dat dat Wichtegst wär, géif ech perséinlech sécherlech vill méi derfir insistéieren. Et ass fir mech en „nice to have", à ce stade. Hei zu Lëtzebuerg ass et net dat, wat eis wäert retten.

Mir kënnen eis Situatioun ganz gutt mam manuellen Tracing geréieren, deen eis e gudde Service erlaabt, deen eis och ganz gutt Preventiounsaarbecht erlaabt, well mer justement doduerjer un eng Populatioun erukommen, déi vläicht nach guer net sensibiliséiert ass, déi am Fong geholl duerch déi Telefonater iwwerhaapt emol Informatioune kritt, ëm wat et hei geet a wourop se mussen oppassen. An dat ass eppes, wat mer wierklech privilegiéieren. Dat anert ass ëmmer nëmmen en Zousaz, an ech mengen, dass mer net dorunner wäerte scheiteren. Wann dës Kris eis falen deet, ass et menger Meenung no net de Fait, dass mer keng App hunn. Et sinn aner méi Terre-à-terre-Considératiounen, déi do wäerte matspillen.

Voilà, dat ass et. Also, wéi gesot, Virsiicht a Viraussiicht! Et ass dorobber, wou mer setzen. D'Strategie ännert net grondsätzlech. Et kann ee se och net grondsätzlech änneren, et gëtt nach kee Wonnermëttel. Mir musse kucken, eng beschtméiglech Vue ze hunn op de Virus, wéi en evoluéiert, och wierklech suivéieren, wat sech deet um Niveau vun den Erkenntnisser. All Dag gëtt een Neies gewuer vun deem Virus. Et weess ee leider nach net alles, mee trotzdeem kommen Dag fir Dag nei Erkenntnisser. An duerfir geet et och drëms, déi ganz schnell dann anzestrécken an dat, wat mer maachen.

Mir kucken, wat sech um Terrain deet. Mir hunn elo gesinn - effektiv, duerch déi nei Infektioune gi mer jo och eppes gewuer -, mir wëssen: Wie sinn déi Leit? Wou stieche se sech un? Ech mengen, et ass entre-temps kee Geheimnis méi. Déi Neiinfektiounen, déi mer haten, déi si wierklech wäitgeeënd oder exklusiv wierklech am Privaten zustane komm, wou Leit eeben op Fester, op Familljefester, Barbecuen ouni déi néideg Virsiichtsmoossnamen ënnerwee waren an dann natierlech vun do aus de Virus erëm mat zréckhuelen op hir Aarbecht oder anerwäerts. Dat bleift net aus.

Mee et ass kloer, an dat confirméiert eis, muss ech wierklech soen, an där Aschätzung, déi mer vusäite vun der Santé vun Ufank un haten: Mir hunn drop spekuléiert, dass et am Beruffsliewe méi einfach wäert goen. Dat huet sech erwisen duerch déi éischt Schrëtt, déi mer geholl hunn. Do hate mer quasi guer keen Impakt op eise Courben. Et huet ee gesinn, dass do, wou d'Leit an engem gereegelte Kader sinn, sief dat op der Aarbechtsplaz, an der Schoul oder och Veräiner, déi hiert Liewe ronderëm organiséieren, do funktionéiert dat ganz gutt. Mee do, wou et an d'Privat erageet, ass dat net esou einfach. An ech denken, et ass och eis Verantwortung, déi Erkenntnis da mat op de Wee ze huelen. Wa mer gesinn, dass do e Problem ass, da kann een dat net ignoréieren. D'Sensibilisatioun ass lancéiert: #Stoptheparty.

Bon, mir hunn alt gemengt, e wär einfach verständlech, mee mir schaffen iwwert déi nächst Wochen natierlech verstäerkt u Sensibilisatioun. Dat ass ganz wichteg. Dat ass den A an den O en fait. Wann d'Leit à la base schonn net verstinn, wéi se sech kënne schützen, kënne mer et schwéier vun hinnen erwaarden.

An dann natierlech deen aneren Deel, wa Leit wierklech duerch hiert eegent Verhalen deenen anere Leit hir Gesondheet op d'Spill setzen an d'Gesondheet vun der Allgemengheet op d'Spill setzen, dann ass et, genau wéi de Sven Clement dat gesot huet, wéi am Verkéier. Ech mengen, et ass net, well ee sech net un d'Reegelen hält, dass d'Fuere verbuede gëtt, mee da muss ee sech awer Moyene ginn, fir kënnen ze agéieren. Déi hu mer am Moment net. Dir wësst dat. Fir wann elo privat Partye sinn, kënne mer leider elo, en attendant, dass mer en nächst Gesetz vläicht hunn, wou mer déi Mesuren nees kréien, net mat der Police dohinner goen. Mir mussen elo drop zielen, dass d'Vernunft dann duergeet iwwert déi nächst Wochen.

Mee d'Gesetz, wat mer elo proposéieren, dat huet als Ambitioun, sech op dat Weesentlecht ze konzentréieren. Wat verstinn ech ënnert deem Weesentlechen?

Ben, dat heescht, do oplockeren, wou mer kee Risiko gesinn, wou mer haut wëssen duerch déi Erfarungen, déi mer gemaach hunn, dass et net geféierlech ass. Mir gesinn net an, dass een d'Leit soll do kujenéieren, wou eigentlech kee Problem ass. Mee par contre erëm eng Kéier do d'Schrauf e bësse bäizéien, wou mer gesinn, wou de Problem ass. An dat huet eeben déi rezent Entwécklung eis elo erëm eng Kéier confirméiert.

Dat ass, en gros, d'Approche, déi mer hunn. Dat heescht, manner Reegelen, awer duerfir vläicht méi zilorientéierter an eeben adaptéiert opgrond vun deenen Erfarungen, déi mer elo gemaach hunn iwwert déi lescht Wochen a Méint.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

21. 7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7619, eng Ofännerung vun den Zousazversécherungen. An ech géif d'Wuert weiderginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech stellen lech de mëndleche Rapport vun deem Gesetzesprojet 7619 vir. Dat ass e Gesetzesprojet, deen och am Kader vun der Coronakrisebewältegung ass. An deen ännert gewësse Bestëmmunge vum Gesetz vum 1. August 2019 of betreffend d'Mutuellen, ënner anerem wat d'Ofhale vun de Generalversammlunge betrëfft. Hei geet et drëms ze bemierken, datt de Gesetzesprojet 7566, dee scho gestëmmt gouf, och schonns mat gewëssene Moossname fir d'Ofhale vun de Versammlungen an den Entreprisen a fir aner Rechtspersoune suergt.

Dës Moossname ginn awer net wäit genuch fir d'Mutuellen. Engersäits, well d'Mutuellen net op Videokonferenzen oder Bréifpost kënnen zréckgräifen, well fir d'Generalversammlung net nëmmen d'Delegéiert, mee och all Member aberuff muss ginn. An anerersäits kënnt awer och nach derbäi, datt mat den Deconfinementsreegelen och gekuckt muss ginn, fir grouss Raimlechkeeten ze fannen, wou esou Generalversammlunge kéinten och ofgehale ginn, wat natierlech fir grouss Mutuellen net ëmmer esou einfach ass.

Et ass genau an dësem Kontext, dass dëse Gesetzesprojet 7619 da virgesinn ass. Dëse Gesetzesprojet, deen erméiglecht de Mutuellen, d'Generalversammlunge bis spéitstens den 31. Dezember 2020 ofzehalen, déi dozou zesummenhänkend Dokumenter och eréischt bis spéitstens den 31. Dezember - virdrun hat ech 21. gesot, et ass awer den 31. Dezember -, bis den 31. Dezember dann och déi Dokumenter un de Sozialversécherungsministère oder -minister eranzeginn an de Kontrollbericht vum Auditeur fir d'Konte vun 2019 bis spéitstens den 30. November 2020 dem Verwaltungsrot ze presentéieren. Hei besteet en Decalage vun engem Mount. Dësen Decalage erméiglecht dem Verwaltungsrot, en adequaten Oflaf vun de Generalversammlunge virzebereeden a wann néideg och eng Positioun zu engem Punkt, dee vum Auditeur a sengem Rapport opgeworf gouf, dann ze huelen.

Ofschléissend gesäit dëse Gesetzesprojet och d'Suspensioun vum Agrement vun de Mutuellë vir, falls de Verwaltungsrot sech de juristeschen oder gesetzleche Bestëmmunge widderleet.

Fir ze verhënneren, datt d'Suspensiounsprozedur muss declenchéiert ginn, well de Verwaltungsrot, bedéngt duerch déi sanitär Kris, senge Verflichtungen net nokomme kann oder well d'Mutuellë sech an enger illegaler Situatioun befannen, well hir Statut net konform zu dëse Bestëmmungen ass, gëtt duerch dëse Gesetzesprojet d'Aktivatioun vun der Suspensiounsprozedur suspendéiert, awer nëmmen an exklusiv fir d'Bestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet, wat heescht, datt awer all aner Illegalitéiten zu enger Aktivatioun vun der Suspensiounsprozedur géife féieren, sou wéi d'Gesetz vum 1. August 2019 dat virgesäit.

De Projet gouf de 15. Juni deposéiert. Den Avis vum Staatsrot gouf den 20. Juni eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Georges Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci un de Rapporter, de Georges Engel, fir de Rapport. Hien huet dat ganz am Detail gemaach, dass mer jo hei eng Verlängerung maache vun de Generalversammlungen, dass all déi Dekonten och méi spéit kënne gemaach ginn.

Et ass mer eng Éier an eng Freed, Iech d'Zoustëmmung vun der CSV matzedeelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och dem Georges Engel fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech ginn dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Natierlech schléissen ech mech menge Virgänger un. An och merci un de Georges Engel fir de Rapport. A wéi Der Iech et kënnt erwaarden, ginn déi gréng hir Zoustëmmung fir dëse Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Rapporter, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet hei ëm d'Verlängerung vun Delaie bei de Mutuellen. A mir gi selbstverständlech eis Zoustëmmung zu dësen Datumen. Et ass jo bedéngt duerch d'sanitär Kris, wou mer dat musse virhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu mir e grousse Merci un de Rapporter fir den exzellente Rapport. En huet et gesot: Dat heite war unanime an der Kommissioun. An deementspriechend kann ech och hei nach eng Kéier den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter, virun allem awer och alle Memberen aus der Kommissioun fir dat schnellt Schaffen un dësem Projet, wou mer effektiv d'Delaie verlängere fir d'Mutuellen. Ech mengen, dozou ass alles gesot. Merci och fir déi grouss Zoustëmmung.

Ech géif vläicht kuerz derbäi soen, datt mer gëschter och nach e Bréif kritt hu vun der Fédération nationale vun der Mutualité luxembourgeoise, deen ech och gelies hunn an deen ech selbstverständlech och a Consideratioun huelen.

Engersäits hu se gefrot, de Projet elo nach eng Kéier ze amendéieren. Bon, ech mengen, mir si lo duerch d'Kommissioun do, d'Avise sinn do. An et ass och esou, déi zwee Punkten, déi ugeschwat goufen:

Deen éischten ass deen, fir den Delai vun der Transitioun op dräi Joer ze setzen. Dat war eppes, wat am initiale Projet dra war. De Staatsrot hat et deemools erausgeholl beim Vott, soudatt dat, mengen ech, sans objet ginn ass.

Deen zweete Volet ass deen, fir effektiv och hei e sougenannte Congé fir d'Membere vum CA anzeféieren. Ech mengen, dat géif wäit féieren. Dat ass en neie Punkt. Dee gouf nach néierens diskutéiert. Dat ass een, dee selbstverständlech och muss mam Travail respektiv och mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. An ech géif soen, datt ech dat effektiv am Tirang halen, a wa mer nach eng Kéier un dat Gesetz ginn, datt een dat dann nach eng Kéier a Consideratioun géif huelen.

Ech soen Iech op jidde Fall fir dëse Projet e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung. An an deem Sënn merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7619. Den Text steet am Document parlementaire 7619[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7619 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Viviane Reding), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Chantal Gary), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 7., 8. an 9. Juli virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.57 heures.)

SÉANCE 51 MARDI 7 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Communications
   - *M. Fernand Etgen, Président*
3. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président*
4. Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19
   - *M. Marc Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel
   - *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. Georges Engel)*
   - *Débat : M. Gusty Graas - Mme Francine Closener - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
   - *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
6. 7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
   - *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch*
   - *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 7 juillet 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7622** - Projet de loi*

1° portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° modifiant

1) la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2) la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

3° abrogeant

1) la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2) la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.07.2020

***7623** - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020

***7624** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020

***7625** - Projet de loi portant modification de*

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.07.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1644** - Demande de pétition publique : Enlever la fonction « commentaire » sur les sites d'informations (RTL, ELDO, etc.)*

Dépôt : Patrick Piticco, le 29.06.2020

***1645** - Demande de pétition publique : Droit d'exercer son refus de vaccination Covid-19*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 29.06.2020

***1646** - Demande de pétition publique : Prime de risque au personnel soignant*

Dépôt : Daniel Vicente Rodrigues, le 29.06.2020

***1647** - Demande de pétition publique : Pas d'impôts sur les primes exceptionnelles ni le 13e mois offerts par les patrons*

Dépôt : Helder Ferreira Da Silva, le 30.06.2020

***1648** - Demande de pétition publique : Congé Covid-19*

Dépôt : Vito Pascalicchio, le 01.07.2020

***1649** - Demande de pétition publique : Pensiounsberechtegt no 40 Joer Déngscht*

Dépôt : Frank Bindels, le 02.07.2020

***1650** - Demande de pétition publique : Aféierung vum allgemenge Wierdéngscht fir all Lëtzebuerger ab 17 Joer fir op d'mannst 12 Méint*

Dépôt : Jean-Marc Alesch, le 03.07.2020

***1651** - Demande de pétition publique : Rectification de l'âge de la retraite*

Dépôt : Joao Monteiro Dias, le 04.07.2020

***1652** - Demande de pétition publique : Augmentation des moyens de ramassage des déchets liés au Covid-19*

Dépôt : Erick Thiéry, le 05.07.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ech proposéieren haut, d'Reiefolleg vun de Punkte vun eisem Ordre du jour vun haut ëmzeänneren, soudatt déi erweidert Fro vum Här Marc Hansen als éischte Punkt géif drukommen, duerno d'Interpellatioun vum Här Marc Spautz an dann d'Projets de loi 7610 a 7427 zum Schluss.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19

Mir fänken d'Sëtzung u mat der erweiderter Fro Nummer 48 vum Här Marc Hansen iwwert d'EU-Strategie betreffend d'Covid-19-Impfungen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro virzedroen, der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Madamm Ministesch, fir endgülteg aus der Covidkris ze kommen, brauche mer en Impfstoff, deen de Mënschen op der ganzer Welt zeguttkënnt. Dofir huet d'Europäesch Kommissioun de 17. Juni hir Strategie fir d'Entwécklung vun engem Covid-19-Impfstoff veröffentlecht mat follgenden Objektiver:

- d'Qualitéit, d'Onbedenklechkeet an d'Effikassitéit ze garantéieren;

- de Memberstaaten an hire Bierger eng Impfung zum richtegen Zäitpunkt bereetstellen ze kënnen a gläichzäiteg sech fir eng weltwäit Solidaritéit anzesetzen;

- jidderengem an der EU e gerechten Zougang zu engem erschwéngleche Präis zu engem Impfstoff ze garantéieren.

Laut Kommissioun ass schonn e wichtege Schrëtt duerch déi gemeinsam Aktioun vu Frankräich, Däitschland, Italien an Holland gemaach ginn, déi eng Allianz fir Impfung an Immuniséierung, eng Gavi, gegrënnt hunn an eng Optioun op 300 Milliounen Impfdose bei engem Laboratoire geholl hunn. Dëser Initiativ solle sech all d'Memberstaate kënnen uschléissen.

Duerfir wëllt d'Kommissioun op eng Procédure de passation de marchés centralisée zréckgräifen. Da brauch just eng Ausschreiwung gemaach ze ginn, wat méi Poids huet, an de Präis wäert doduerch erofgoen. Déi gemeinsam Approche erlaabt et och, déi wëssenschaftlech a regulatoresch Expertis vun der Kommissioun a vun de Memberstaaten ze bündelen.

Laut enger Äusserung vun der Gesondheetsministesch um „100,7" ass Lëtzebuerg fir eng gemeinsam EU-Initiativ, ass awer kritesch vis-à-vis vun der Gavi-Initiativ. D'Belsch fënnt, datt déi Aktioun kontraproduktiv wär, well et d'Positioun vun der EU géif schwächen. D'Virpresche vun deene véier Länner kënnt jo och engem Fait accompli gläich, well e Kontrakt mat AstraZeneca schonn ënnerschriwwen ass, och wann d'Kommissioun dat net esou presentéiert.

D'Fro, déi sech awer stellt, ass, wéi dee Kontrakt vun deene véier Länner op déi ganz EU kann iwwerschriwwe ginn. Parallell wëllt d'Kommissioun och nach mat anere Firme verhandelen, well ee sech net ka sécher sinn, datt eng Firma iwwerhaapt eng Impfung an der néideger Quantitéit ka produzéieren, an dat och nach matzäit. Eigentlech gläichen déi Optionskeef enger Pokerpartie.

Den Detail läit an de Kontrakter. Wat sinn d'Klauselen? Speziell bei deem mat AstraZeneca. Gëtt et Méiglechkeeten, aus dem Kontrakt erauszekommen, wann net matzäit geliwwert ka ginn a wann aner Firmen dat scho kënnen?

Kann d'Gesondheetsministesch eis soen, mat wéi enge Firmen nach verhandelt gëtt oder gouf an ob et sech ëm europäesch Firmen handelt oder och anerer? Wéi eng Critères de sélection goufen et oder ginn ugewannt? Mat wéi vill Firme sollen insgesamt Kontrakter ofgeschloss ginn? A fir wéi vill Impfstoffdosen, wëssend, dass duerch d'Gavi-Initiativ schonn 300 Milliounen Dose virbestallt gi sinn? An der Hypothees vun enger Dos pro Persoun wären ongeféier zwee Drëttel vun der EU-Bevëlkerung domadder ofgedeckt.

Wann all Firme kënne liwweren, bedeit dëst, dass mer en Iwwerschoss un Impfstoffer an der EU wäerte kréien. Wat gëtt mat dësen Impfunge gemaach? Ginn et Pläng, dës un Drëttlänner weiderzeginn? A wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? Geet et bei der Impfung och duer, déi dacks zitéiert 60 % vun der Bevëlkerung ze immuniséieren, fir eng Herdenimmunitéit ze erreechen?

E weidere Punkt aus der Kommissioun hirer Strategie ass, datt si, fir den Impfstoff méi schnell disponibel ze maachen, verschidde Prozedure wëllt verkierzen. Engersäits wëllt se eng temporaire Derogatioun zu der OGM-Direktiv ausschaffe fir de Fall, dass de Vaccin geneetesch modifizéiert Organismen enthält. Anerersäit wëllt se d'Prozedur fir d'Autorisation de mise sur le marché vun néng op eng Woch kierzen, wëssend dass d'Donnéeën da manner komplett si wéi bei enger normaler Prozedur.

Ka mat där Prozedur garantéiert ginn, datt d'Balance bénéfice-risque positiv ass, well hei geet et ëm e Produit, deen op kuerz Zäit ville Leit ouni enke Suivi médical wäert injektéiert ginn? Et kann een och den Impfstoff bei onerwaarten Niewewierkungen net ofsetzen, wéi dat bei anere Medikamenter méiglech ass.

Madamm Ministesch, zum Schluss wéilt ech op d'Fuerschung an d'Entwécklung vun engem Impfstoff am Kader vun enger Pandemie wéi dem Covid agoen. Gëtt et eng EU- respektiv eng international Strategie, fir Impfungen am Kader vu Pandemien ze entwéckelen? Spillt d'ëffentlech Recherche do eng Roll? Huet si zousätzlech Budgeten zur Verfügung gestallt kritt, fir geziilt un engem Covidimpfstoff ze fuerschen? Wat geschitt mat de Resultater, déi duerch dës Fuerschung entstinn? Ginn déi ëffentlech gemaach? A wann, wie kann dovunner profitéieren? Oder läit alles an der Hand vun de Pharmakonzerner, déi hir Fuerschungsresultater net wäerte veröffentlechen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Kommissioun DG Santé analyséiert effektiv am Moment, wéi een de Kontrakt vun der Allianz vun deene véier Länner, déi erwäänt gi sinn, wéi een dee kann iwwerhuelen. Si huet sech an där Hisiicht zouversiichtlech gewisen an huet och ënnerstrach, dass dëse Kontrakt mat AstraZeneca extreem wichteg ass, well se der Meenung ass, dass dës Firma gutt Chancen huet, déi éischt Firma ze sinn, déi e Vaccin wäert liwweren.

Mir hunn effektiv déi Initiativ vun deene véier Länner e bësse skeptesch gesi gehat, d'selwecht wéi eis belsch Kolleegen, haten awer duerno Echangen, an dat schéngt wierklech zesummenzefannen. Et ass wierklech e Wëllen do, souwuel vun der Kommissioun wéi och vun deene Länner, fir gemeinsam Saach ze maachen. Mir hunn awer bis dato elo nach keng genee Informatiounen, wéi de Kontrakt vun deene véier Länner op déi ganz EU soll iwwerschriwwe ginn.

D'Kommissioun huet ënnerstrach, dass et e provisoresche Kontrakt ass, an dat ass eise leschte Stand haut vun deem, wat mer dozou wëssen.

Mir hunn och déi Kontrakter nach net gesinn a kënnen eis dofir och zu dësem Zäitpunkt net iwwer eventuell Klauselen, déi dra sinn, ausloossen. Dat ass an deem Sënn nach net kommunikéiert ginn.

Fir ze garantéieren, dass den Impfstoff an enger néideger Quantitéit do ass fir d'EU, dorëms geet et am Fong geholl. An dofir hu mer och den Accord gi vu Lëtzebuerg, dass d'EU soll duerch e sougenannte Contrat d'achat anticipé kënnen handele mat verschiddene Firmen, mat verschiddene Produzenten. Dës Informatiounen, wéi eng Firmen dat wäerte sinn, déi sinn eis och zu dësem Zäitpunkt nach net zougänglech.

Gewosst ass just, dass d'Kommissioun mat all deene Fabrikante wëllt negociéieren, déi nach dëst Joer Essai-cliniquë wäerte maachen an déi kënne schnell liwweren.

D'Impfstrategie vun der Kommissioun, déi gesäit och eng Rei Selektiounskrittäre vir. Mee do wollt ech elo net am Detail drop agoen, déi hu mer esou och nach net oppegeluecht kritt. An d'Kommissioun ënnerstëtzt och des Weideren d'Aktioun vun der OMS an hirem Uleies, e Vaccin un all Regioune vun der Welt accessibel ze maachen.

Am Mee dëst Joer huet d'Kommissioun eng Campagne de promesse de dons initiéiert, déi et erméiglecht huet, 9,8 Milliarden Euro ze sammelen. Dovunner huet d'Kommissioun selwer 1,4 Milliarden Euro bäigesteiert, dëst mam Objektiv, en universalen Accès zur Impfung méiglech ze maachen an domadder eeben en Traitement an en Depistage vum Covid och zu engem abordabele Präis méiglech ze maachen.

Vun dëse Fonge profitéiert ënner anerem de COVAX-Projet vum Gavi. Dat ass eng Initiativ, déi dorobber ziilt, de Vaccin zu negociéierte Präisser fir all Länner disponibel ze maachen, fir datt 20 % vun der vulnerabeler Bevëlkerung an all de Länner Accès zum Vaccin kréien.

Donieft gëtt et och nach de CEPI. Dat ass d'Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies. Dat ass eng Initiativ, déi Lëtzebuerg och ausdrécklech ënnerstëtzt a schonn ënnerstëtzt huet mat 1,6 Milliounen. Déi viséiert den Zougang zum Vaccin weltwäit. An do ass Lëtzebuerg och gefrot gi gewiescht, eebe sech bis den 10. Juli doriwwer auszeschwätzen, wat mer mat deem Betrag, deen ech genannt hunn, da gemaach hunn, dëst nieft Frankräich, Däitschland an enger Rei anere Länner.

Mir hunn, wat de Präis elo vun den Impfdosen ugeet, zurzäit nach keng Informatiounen. Dowéinst kënne mer och nach weider keng Informatiounen hei weiderginn. An et ass och nach net gewosst zu dësem Zäitpunkt, a wéi enge Quantitéiten déi éischt Vaccine wäerten disponibel sinn.

Lëtzebuerg selwer setzt sech an dëser éischter Phas d'Zil vun enger Immunitéit vu 50 % bis 70 % vun der Bevëlkerung duerch impfen. Mir wäerten och da kucken, wéi enger Kategorie vu Persounen dëse Vaccin prioritär soll zougänglech gemaach ginn. D'EU hirersäits schwätzt an enger éischter Phas vun enger Immunitéit vu 40 % vun der Bevëlkerung. Dat ass also d'Zilsetzung an op déi gëtt higeschafft eebe mat deenen ënnerschiddlechen Akeef, déi Stand haut nach net esou kloer sinn, mat wiem dat wäert sinn an a wéi enge Quantitéiten an zu wéi enge Präisser.

Voilà! Soss ass d'OMS och nach amgaangen, sech e globale Cadre d'actions ze ginn an ze entwéckelen, deen als Zil huet, de globale Stock un Impfstoffer ze garantéieren, an dat eebe fir all Land weltwäit, prioritär natierlech an deene Länner, wou en am meeschte wäert gebraucht gi wéinst Mangel u Capacitéiten, soudass och déi Deeler vun der Populatioun kënne couvréiert ginn. Soudass do och dat gutt Initiative sinn, déi mir vun eiser Säit aus ënnerstëtzen, mee déi nach zu dësem Zäitpunkt net stinn.

De Secteur vun der ëffentlecher Recherche sengersäits schafft och zesumme mat der OMS via de Solidarity Trial. Dat ass en Essai clinique, un deem méi wéi 100 Länner bedeelegt sinn,

Lëtzebuerg selwer elo net. Hei geet et drëm, fir Traitementer am Kader vun der Covidkris ze analyséieren an doduerch ze validéieren an och ze recommandéieren.

Voilà! Dat ass et vu menger Säit. Ech weess net, ob ech all d'Froe beäntwert hunn. Zu enger Rei Froen, wéi gesot, hu mer d'Informatiounen zu dësem Zäitpunkt nach net.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Marc Spautz iwwert d'Personal vum Gesondheets- a sozioeducative Beräich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Marc Spautz.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sujet ass de Moment méi d'actualité wéi jee. Ech wëll awer drun erënneren, wéi ech dee Sujet ugefrot hunn, dat war den 13. Januar 2020. Den 13. Januar 2020 hate mer, ouni der Madamm Lenert wëllen ze no ze trieden, nach en anere Gesondheetsminister. Mir haten hei an der Chamber eng Diskussioun ..., net an der Chamber, mee an der politescher Diskussioun si ganz aner Sujete gewiescht.

De Premierminister war zu Paräis. Et huet ee festgestallt, dass den Här Asselborn et schlecht fonnt huet, wéi den Accord tëschent dem Iran an der EU festgehale ginn ass. Eis Petitiounskommissioun huet 14 Petitiounen ugeholl iwwer Sportcoaching, Postgebaier, Hundekiller, Radarfalen.

An dofir, Här President, hunn ech Iech alles matbruecht, wat deemools an der Aktualitéit war.

(M. Marc Spautz dépose une documentation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- An op déi Zäit ginn ech zréck, wou ech déi Interpellatioun ugefrot hat. Dunn huet nach kee vu Covid geschwat, obwuel mer wëssen haut, international gesinn, dass de Covid schonn déizäit, de Virus, ënnerwee war. Mee et war mer awer wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen, dass déi Interpellatioun méi laang hier ass wéi dat, wat sech déi lescht Wochen an Deeg an där Diskussioun ëm d'Gesondheetsberuffer an ëm den Zoustand vun de Gesondheetsstrukturen hei zu Lëtzebuerg gedoen huet.

Dat Gesetz, wat mer elo hunn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet op d'Joer 1995 zréck. 1995 hu mer an der Ausbildung hei zu Lëtzebuerg, wat d'Gesondheets- an d'Sozialberuffer ubelaangt, en neit Gesetz kritt. Bis dohinner war et de Gesondheetsministère, bis 1995, deen zoustänneg war fir d'Ausbildung vun eisen Infirmièren an Infirmieren, mee mam Gesetz vun 1995 ass déi Kompetenz vun der Santé eriwwergaange bei d'Educatioun.

An déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech drun erënneren: An de 70er Joren hate mer eppes Änleches. Ënnert dem Aarbechts- an Educatiounsminister Jean Dupong huet d'Berufsausbildung 1972 gewiesselt vum Ministère du Travail an de Ministère de l'Éducation nationale, well virdru war och d'Beruffsausbildung ëmmer d'Zoustännegkeet vum Aarbechtsministère, wéi et deemools geheescht huet, fir méi no beim Beruff, fir méi no beim Terrain ze sinn.

1972 ass d'Decisioun gefall an enger CSV/DP-Koalitioun, fir dat ze änneren, an dunn ass d'Beruffsausbildung eriwwergaangen an d'Educatioun.

1995 war eng CSV/LSAP-Koalitioun, an do ass deemools d'Decisioun gefall, dass och d'Santésausbildung géif eriwwergoen an d'Educatioun. Ech wëll awer ënnersträichen, well ech vun Allerhellegen u bis de 15. Januar mat deem Sujet ënnerwee war, dass dat och deemools kritiséiert ginn ass, well Leit Angscht haten: Wann et eriwwergeet bei d'Educatioun, entferne mer eis ze vill vum Terrain.

Ech hunn och mat Leit geschwat, Dokteren, Infirmieren, ale Regimm, neie Regimm. Ech hu mat Responsabelen an Alters- a Fleegeheimer geschwat. Déi hunn och gesot, wat dee Wandel alles mat sech bruecht huet. An et ass mer dofir wichteg gewiescht, fir eng Kéier déi Analys ze maachen an och mat deene Leit doriwwer ze schwätzen an ze diskutéieren, well hir Kritik, dass hir Unerkennung net do wier oder dass mer net genuch Leit méi géife fannen um Terrain, fir dat ze maachen, ass jo eng Realitéit, net nëmmen eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg, mee och eng Realitéit an der Groussregioun.

A wéi soen eis däitsch an eis franséisch Nopere? Jo, bis op Koblenz, déi ginn alleguerten op Lëtzebuerg schaffen. An hanner Koblenz ..., oder hanner Épinal, déi bleiwen dann a Frankräich hänken, well déi aner sëtzen alleguerten hei zu Lëtzebuerg. An d'Spideeler, ech brauch Iech se net opzezielen, dat eent Spidol huet der méi aus Däitschland, dat anert méi aus der Belsch an dat drëtt méi aus Frankräich an dat véiert, do ass e bësse méi aus deenen dräi Länner ukomm.

A mir hu jo och gesinn an där Kris, déi elo am Mäerz hei zu Lëtzebuerg richteg ugaangen ass, dass, wa mer si net gehat hätten, et schwéier gewiescht wär, fir dat ze meeschteren.

Fir d'Gesondheetsberuffer a fir all déi Entwécklunge war dat deemools awer e Meilenstein, dass eppes Neits komm ass an dass eeben do d'Kompetenze gewiesselt si vun der Santé eriwwer an d'Educatioun. An Zwëschenzäit, säit 1995, huet jo awer do ganz vill geännert, souwuel an der Gesellschaft wéi am Beruff oder an de Beruffer insgesamt, wéi an der Ausbildung a virun allem och an der Perceptioun vun deene Beruffer.

An ech wëll nach eng Kéier hei profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi an der sanitärer Kris dagan, dagaus gewisen hunn, wat se drop hunn. An dass mer dat esou konnte meeschteren, dat ass och hire Bäitrag, dee si vum Terrain hier geleescht hunn.

Gläichzäiteg huet awer och eppes aneres geännert, nämlech eist Gesellschaftsbild. Ganz oft hat Der an där Zäit Leit, déi hunn e Beruff geléiert, hunn Infirmière geléiert an hunn duerno opgehalen. Och dat ass eng aner Gesellschaft ginn. Mir liewen haut anescht. Mir hunn haut aner Erausfuerderungen an et sinn der ganz vill vun deenen, déi zréckkomm sinn.

Dofir hu mer jo och 1998 dat Gesetz gehat, wou et geheescht huet: Wann s de méi wéi fënnef Joer eraus bass, fir kënnen erëmzekommen an de Beruff, muss de Cours-de-recyclagë maachen, fir dass et och sécher ass, dass de fir déi Entwécklungen nach kanns parat sinn. An et ass eng ganz aner Diskussioun komm betreffend d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill. De Chèque-service ass komm. D'Fleegeversécherung ass komm. An op där anerer Säit ass och d'Liewenserwaardung, wat mer jo och alleguerte begréissen, ëmmer méi an d'Luucht gaangen. An dat huet Ännerunge mat sech bruecht am Beruff vum Educateur an dat huet och Ännerunge mat sech bruecht am Beruff vum Infirmier an der Infirmière.

Wa mer nach virun zéng Joer ee Moment ze vill Educateuren haten, ier mer ugefaangen hu mam Chèque-service, wou do ee Moment e Problem war, wou et souguer geheescht huet: „Maacht lues, maacht lues, well mer hunn net fir jiddweree vun Iech eng Plaz", sou ass dat duerno aneschters ginn, wéi gesot, duerch de Chèque-service a gläichzäiteg och well d'Liewenserwaardung ëmmer méi héich ginn ass.

A bei ganz ville Jonke war och de Wonsch, de Beruffswonsch, fir kënne mat jonke Leit, mat Kanner ze schaffen, ganz grouss. An dat hu mer festgestallt, net nëmme bei den Educateuren, mee den Educatiounsminister an déi Leit aus dem Enseignement wëssen dat, dass do och eis Dammen, eis jonk Meedercher méi drop erpicht sinn, fir dee Beruff kënnen ze erléieren, wéi d'Jongen. Mee dat ass net nëmme bei den Educateuren esou, net nëmme bei den Infirmieren. Dat stelle mer jo och fest am Enseignement bei de Schoulmeeschteren a virun allem och bei de Spillschoulsjofferen, déi et zwar net méi haut an deem Stil gëtt, wéi et dat fréier ginn ass, dass si och do drop zréckgräifen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Spillschoulsjofferen?

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Jo, mee déi hunn awer esou geheescht, Här Engel. Et ass scho vläicht méi laang hier, et war vläicht virun Ärer Zäit.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bei mir war et och nach esou.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- A, bei Iech war et och nach esou? Okay. … dass et do eebe wichteg war, och spezialiséiert Lycéeën ze kréien. Deen ee spezialiséierte Lycée ass haut zu Miersch. Fir déi méi Stänneg heibannen, déi kënne sech erënneren, déizäit huet et ëmmer geheescht: „Elo gees de op Fenteng." Elo gi se an den LTPES op Miersch. An do gesäit ee jo och, dass bei deenen och d'Ausbildung geännert huet an och dass d'Ufuerderungen un dat Personal um Aarbechtsmarché ganz anerer gi sinn.

An deem Beräich geet et virun allem ëm d'Versuergung vu klenge Kanner, Kanner a Jonker, an dat wäert och an Zukunft esou sinn, dass do de Besoin ëmmer méi grouss gëtt, fir do den Encadrement ze maachen a fir do och de Leit ze hëllefen.

Mee et gëtt gläichzäiteg och den Educateur am eelere Beräich, well mer och do feststellen, dass mer ëmmer méi Leit hunn, déi méi al ginn, déi och gesond, a Gott sei Dank gesond méi al ginn a wou et awer och wichteg ass, mat deenen Aktivitéiten ze maachen. An dass déi Leit net nëmme wëllen an hirem Zëmmer sëtzen oder de Fernsee kucken, dat hu mer jo déi lescht Wochen oft genuch als Reprochë gemaach kritt, mee dass och soll mat hinne geschafft ginn, Aktivitéite mat hinne gemaach ginn. An dat ass jo en Zil, wat mer alleguer, alle 60 plus all déi aner doriwwer eraus, och gären hätten.

An dofir ass et jo och wichteg, dass an de Centre-intégréen, an de CIPAen och genuch educativ geschoulte Leit sinn, fir och deene Leit dat zoukommen ze loossen, wat se brauchen.

Mee dat Ganzt huet natierlech och e Präis, e Präis fir de Budget, och e Präis fir d'CNS. Awer och bei der CNS muss ee vläicht eng Kéier Efforte maachen, dass een do och d'Nomenclature eng Kéier iwwerkuckt, well an der Nomenclature nach vill Plaz ass, fir och do kënnen Adaptatiounen ze maachen, fir dass d'Leit d'Méiglechkeet hunn, op déi eenzel Saachen zréckzegräifen.

Awer och d'Beruffsbiller muss een analyséieren. An do ass meng Fro un den Educatiounsministère: Wéi wäit sinn déi Iwwerleeungen an deem Beräich? Do geet et jo ënner anerem ..., mir hunn emol eng Kéier den DAP Auxiliaire de vie geschaaft, deem seng Formatioun awer weider ni un d'Entwécklung adaptéiert ginn ass. An do ass et deemools drëm gaange fir bei der Kannerversuergung, bei Kanner. Haut misst een déi Formatioun elo stelle bei Kanner, bei Jugendlecher, bei eelere Leit, beim Handicap, fir dass een och do weess, a wat fir eng Richtung et geet.

Ass do de Wëllen am Ministère, fir dass dee Modell misst méi adaptéiert ginn? Ass et do net wichteg, dass déi Ausbildung méi polyvalent gëtt, well mer jo awer Schwieregkeeten hunn, dat hu mer jo elo gemierkt, fir heiansdo genuch Leit ze hunn, déi bereet sinn, deen Asaz ze bréngen?

An da muss ee sech och d'Fro stellen: Wëssen alleguerten déi Leit, déi sech dee Beruff eraussichen, ob se sech méi wuel fille bei de Kanner a bei de Jugendlechen oder bei den eelere Leit, ob et do och net wichteg wier, dass se déi sämtlech Beräicher géife kenneléieren?

An och do hänkt et dann natierlech dovun of: Wat geschitt mat deem DAP Auxiliaire de vie? An do ass jo och d'Fro: Wat soen do d'Beruffschamberen dozou? An och: Wat seet do den zoustännege Ministère dozou, wéi se dat gesinn?

An d'selwecht ass nieft der Organisatioun vun der Schoul nach eng Verflichtung. Et muss ee jo och wëssen: Wat wëllt ee mat deem Auxiliaire de vie am soziale Beräich erreechen? Wëllt een och deene Leit eng Kéier d'Queerverbindung ginn, dass se awer kënnen de Wee maachen an den Educateur mat engem Bac, fir dass se eng Méiglechkeet hunn, awer d'Trap eropzekommen, fir et elo emol esou an der Karriär auszedrécken, oder soe mer, déi bleiwen eeben do, wou se sinn, an et ass keng Méiglechkeet méi do weiderzekommen a sech kënne weiderzebilden? Fir eis gesäit Chancëgläichheet esou aus, dass si och d'Méiglechkeet mussen hunn, an déi aner Filière eranzekommen.

Wuel besteet zanter e puer Joer d'Méiglechkeet, den Educateur en cours d'emploi ze maachen, awer do ass d'Offer dach zimmlech limitéiert an do ass d'Zuel vun deene Plazen, déi do sinn, och relativ kleng an do misst een och, entschëllegt, Här Minister, wann ech dat esou soen, misst Der vläicht e puer Hausaufgabe maachen, fir och do de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, dass do och méi Leit dorobber kënnen zréckgräifen.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Am soziale Beräich misst dann och eng Diskussioun gefouert ginn iwwert d'Spezialisatioun jee no Secteur, wou ee schafft. Wat ass do de Plang vum Ministère? Wat geschitt an dem Beräich vun der Weiderbildung? Gëtt dëst de Secteure selwer iwwerlooss, ob Kanner, Jugendlech oder déi Eeler? Et ass dat, an Däitschland nenne se dat jo Ordnungsmacht. Oder gëtt dat vun uewen erof gesot: Dat an dat an dat sinn déi Weiderbildungsmoossnamen, déi do mussen ugewannt ginn?

Wat huet de Ministère do wëlles ze maachen? A wat ass och herno d'Unerkennung vun deenen Diplomer? Wat bedeit dat an der Karriär? Wat bedeit dat an der Responsabilitéit? Well mir wësse jo, dass mer do e konventionéierte Secteur hunn. Mir wëssen awer och gläichzäiteg, dass mer Leit hunn, déi am onkonventionéierte Secteur schaffen, déi bei deenen …, och wann et falsch ass, dat eent nenne mer ëmmer d'éffentlech Crèchen an dat anert nenne mer déi privat. Mir wëssen alleguer, dass een net ka soen, dat wier reng privat. Mee och do ass et wichteg, dass déi Leit wëssen, wat deen Diplom wäert ass. Gëtt dat Usproch op iergendeppes? Ech wëll do de Sozialpartner net an d'Handwierk fuschen. Mee och dat ass wichteg, dass do eng Unerkennung kënnt fir déi jeeweileg Formatiounen. An do ass et och fir mech wichteg ze wëssen: Wien huet do de Lead? Wéi leeft dat? A wat sinn do d'Pläng vun der Educatioun, wat se do wëllt maachen?

Dat zu deem éischte Kapitel vun de soziale Beruffer. Da kommen ech zu dem Beräich vun de Gesondheetsberuffer. D'Coronakris huet kloer bewisen, dass de Beruff vun den Infirmieren an den Infirmièren net „nice to have" ass, mee dass do ganz kloer gewise ginn ass, dass ouni d'Gesondheet vun der Populatioun et net geet, a wa mer si net hunn, déi mat dozou bäidroen, dass d'Gesondheet esou laang wéi méiglech erhale gëtt, dass mer do Schwieregkeeten hunn.

A spéitstens deen Dag huet jiddweree gewosst … D'Ministesch huet jo do Hotelszëmmere gelount, fir dass et sécher ass, dass mer och déi Frontaliere géife behalen, déi mer brauchen, fir de Secteur um Liewen ze behalen. Mir wëssen, dass mir Lëtzebuerger eleng, a wann ech „Lëtzebuerger" soen, mengen ech d'Residenten, eleng de Secteur net kënnen um Liewen halen, well mer net genuch Leit hunn, déi an deem Beruff täteg sinn. Dofir ass et wichteg, dass mer eis och do Froe musse stellen: Wéi kënne mer méi Leit an dee Beruff kréien? Wéi kënne mer dee Beruff méi attraktiv maachen?

An och wann eis dat geléngt, ass et illusoresch ze mengen, dass mer et ouni d'Frontaliere packen, an deem Secteur eppes ze erreechen. Mee et ass fir mech wichteg: Wéi stellt de Ministère, souwuel de Gesondheetsministère wéi och den Educatiounsministère, sech de Beruff vum Infirmier an der Infirmière vir?

D'Realitéit um Terrain ass, dass mer wëssen, dass den Educatiounsministère d'Ausbildung mécht an dass de Gesondheetsministère d'Autorisation à exercer gëtt. An déi Kolleegen aus der Sozialkommissioun kënne sech erënneren, wéi déi nei Bestëmmunge komm si bei der Fleegeversécherung, sinn déi sougenannten Infirmières indépendantes jo komm, well se gesot hunn: „Mir kréien hei d'Méiglechkeeten ewechgeholl, fir eis ze entwéckelen. Mir däerfen net méi esou wäit intervenéieren, wéi dat virdrun de Fall war."

Spéitstens dee Moment huet ee jo gemierkt, dass do awer e Besoin an e Bedarf besteet vun deenen Infirmières indépendantes, fir och kënne selbstständeg ze schaffen. An dat ass och bei deenen Infirmièren, déi a Spideeler, Altersheimer, Fleegeheimer sinn, dass et och do wichteg ass, dass mer dat klären: Wat sinn hir Kompetenzen? Wat fir eng Ordonnancë kënne se maachen? Ass et net méiglech, dass och si matdecidéieren iwwer Medikamenter - net verschreiwungsflichteger, dat schéngt mer kloer ze sinn, dat muss den Dokter bleiwen -, mee dass bei net verschreiwungsflichtege Medikamenter och do eng Infirmière d'Méiglechkeet huet, an Absence vun engem Dokter ze soen: „Dat an dat Medikament kann Iech an deem dote Fall hëllefen oder net"?

Ass et net méiglech, kleng Wonnen an enger Policlinique direkt an Ugrëff ze huelen, dass och eng Infirmière do kann intervenéieren? An anere Länner, déi net esou wäit vun eis ewech sinn, mee just direkt déi aner Säit, ass dat méiglech. Net an all eisen dräi Nopeschlänner, mee a verschiddenen Nopeschlänner ass dat méiglech. A verschiddenen Nopeschlänner ass et souguer méiglech, dass se, deemno wou et ass, däerfe bitzen, wann een eppes opgeschloen huet, an op anere Plazen net. Misste mer net och dat iwwerschaffen a kucken, wat een do alles ka maachen?

Eng zweet Feststellung ass d'Potenzial vun den Infirmièren an Infirmieren, dat net genotzt gëtt, well bei deene Leit ass jo awer, deemno wivill Beruffserfarung se hunn, e Potenzial do, dat mer net genuch kënnen notzen, well mer déi Legislatioun hunn, déi mer hunn. Do geet et och ëm, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, d'CNS, d'Nomenclature, wat do alles kéint vun Interventioune méiglech sinn.

An dann eng drëtt Feststellung ass déi: Bei der Infirmières- an d'Infirmiersformatioun huet een

e bëssen esou d'Gefill, no 1995, dass dat e bëssen e Gepléischters war, wou jiddwereen e bëssen hei an e bëssen do gekuckt huet, fir dass jiddweree sech soll dran erëmfannen. An dofir ass et fir eis wichteg, dass mer do géifen Neel mat Käpp maachen.

Ech hat och eng Diskussioun mat de Vertrieder vun den ANIL (ndlr: Association nationale des infirmières et infirmiers du Luxembourg), dat ass jo den Daachverband vun den Infirmieren an Infirmièren, wou et och fir si ganz kloer ass, dass ee muss driwwer nodenken, fir och e Bachelorniveau kënnen an der Gesondheet anzeféieren.

Ech hu virdru geschwat: Mir hunn den LTPS an den LTPES. Bei den Educateuren an Educatricen gëtt et d'Méiglechkeet, fir en Universitärsdiplom ze kréien, do, bei de Gesondheetsberuffer ass déi hei zu Lëtzebuerg de Moment net do. An dofir ass et wichteg, dass mer och dat géife klären an dass mer och do déi Méiglechkeet deene Leit géife ginn, fir en Héichschoulofschloss kënnen ze kréien.

Wa se hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss sinn, kréie se e Bac+2. Mee wa se mat deem Bac+2 wëllen an een anert Land goen, kréie se Problemer, dass en net unerkannt ass.

An dofir ass et eebe wichteg, dass mer do eng Zwëschenetapp abauen, dass se och wëssen, dass deen Diplom eppes wäert ass, dee se do kréien. Well wann en Infirmier oder eng Infirmière an en anert Land geet - elo net an der Europäescher Unioun, well do hu mer Gott sei Dank aner Reegelen -, mee wann een decidéiert: „Ech ginn an Australien, ech ginn an Neuseeland", dann hat e Pech! Dann ass säin Diplom näischt wäert, well e keen Zwëschendiplom huet, wéi zum Beispill de Bac. An dofir wier et wichteg, dass mer dat och géifen iwwerdenken an dat och géifen diskutéieren.

An dann en anere Wee, wou ech mer d'Fro stellen: Wann ee vun der Première, deen elo eng Première classique mécht, decidéiert, e géif gär fir Infirmière oder en Infirmiersberuff léieren, dann ass et schwéier, deen an den Zyklus eranzekréien, well si op enger Deuxième ufänken, hir Formatioun ze maachen. Da misst deen erëm eng Kéier zréckgestuuft ginn, fir dee ganze Wee kënnen ze maachen, fir an déi Prozedur eranzekommen. An dofir wär dat och net gutt.

Oder et bleift hinnen da soss näischt iwwreg, wéi dass se soen: „Da maache mer eng Karriär am Management oder an der Pedagogik", fir dee Wee kënnen ze goen. Mee si kënnen net op den Terrain kommen. An do wier et och wichteg, dass mer déi Dier géifen opmaachen, dass se och do kéinten déi Kompetenze kréien, fir am medezinnesche Beräich, dann net als Dokter - déi Diskussioune féiere mer jo de Moment an enger anerer Kommissioun -, mee fir do kënne matzekommen.

Et misst och driwwer diskutéiert ginn, ob et no deem Bachelorstudium net méiglech ass, nach kënnen e Master ze maachen. E Master fir am Fleegeberäich, am Fleegemanagement, wat och kéint beruffsbegleedend offréiert ginn.

Wann Der hei zu Lëtzebuerg eng Formatioun ofgeschloss hutt als Infirmière an Dir wëllt eng Spezialitéit maachen, da sidd Der erëm esou gutt an Dir loosst de Beruff lénks leien. Wann Der dat kuckt an Däitschland, a Frankräich oder an der Belsch, do kënnt Der dat maachen, dass Der an der Woch schaffe gitt an Dir gitt de Weekend an d'Formatioun oder ëmgedréint.

An dofir wier et och wichteg, dass mer och eisen Infirmièren an Infirmiere géifen esou Méiglechkeete ginn, fir dass och si esou d'Méiglechkeet hunn, déi zousätzlech Qualifikatiounen ze maachen, wann d'Bereetschaft schonn do ass, fir sech wëlle weiderzebilden, dass si dann och d'Méiglechkeet hunn, dat kënnen ze maachen.

A wa mer géife soen: „Si kommen an de Beruff era vum Héichschoulniveau hier", dann däerf ee jo och e Bléck werfen op déi aner Gesondheetsberuffer: d'Kinéen, d'Dokteren, d'Ergotherapeuten, d'Assistant-sociallen, d'Apdikter.

A Klammer, bei den Apdikter, Madamm Minister: Do hunn ech nach en Uleies vun den Apdikter u mech erugedroe kritt. Wéi Der elo déi Reegele geholl hutt fir d'Professions de santé, wou mer gesot hunn, dass déi dann dierften hir Kanner an eng extra Struktur ginn. Do fille Verschiddener sech vernoléissegt. An dat sinn d'Apdikter!

Déi soten, dass do Problemer waren, wa Leit, déi an den Apdikte geschafft hunn, dass déi hir Kanner wollten an déi Crèche bréngen, an déi Struktur bréngen, dass dat net ugeholl ginn ass. An dofir och do mäin Appell - da maachen ech d'Klammer awer erëm zou, well dat hat näischt mat der Interpellatioun ze dinn, mee et ass elo déi lescht Deeg u mech erugedroe ginn -, dass do e Problem war, fir dass een deen och ka behiewen.

An dofir kommen ech nach eng Kéier drop zréck, wann ech soen: „Si schaffen do all zesummen", da soe mer am Fong: Déi Eenzeg, déi net d'Méiglechkeet hunn, en Héichschouldiplom ze kréien, am klassesche Sënn, dat sinn d'Infirmièren an d'Infirmieren, dass een dat och soll maachen.

Et ass jo och wichteg, dass mer eng praxisno Formatioun maachen an dass et dofir och op Aenhéicht muss méiglech si mat deenen Dokteren, déi an der Ausbildung sinn, déi hir Stagen hei maachen, dass déi och kënne mat deenen Infirmièren an Infirmieren op gläicher Héicht, dass och si nach gläichzäiteg um Terrain sinn an deen Héichschoulniveau wëlle kréien, dass dat och wichteg ass an noutwendeg ass. (veuillez lire: Eng praxisno Formatioun zesumme mat anere Gesondheetsberuffer, och mat Dokteren, op Aenhéicht ass dréngend noutwendeg a gëtt gebraucht, esou dass si gläichzäiteg um Terrain sinn an och den Héichschoulniveau kënne kréien, wat wichteg ass.)

Well wie verbréngt déi meeschten Zäit mam Patient? Dat ass net den Dokter, dat ass net den Ergotherapeut, et ass net de Psychotherapeut, mee et ass normalerweis den Infirmier oder d'Infirmière.

An dofir ass et och wichteg, dass een hinnen déi gläichwäerteg Formatioun gëtt op deem selwechten Niveau wéi deenen aneren. An et ass och ganz wichteg, dass déi Ausbildunge praxisno orientéiert ginn. An dat ass och eng Remark, déi ech kritt hunn, dass mer hei zu Lëtzebuerg zwar eng ganz gutt Ausbildung hunn, mee dass, wann déi nei Infirmièren an Infirmieren aus der Schoul kommen, do dann d'Begeeschterung, fir se anzestellen, net ganz grouss ass.

An dofir, Här Minister, déi Schülerinnen a Schüler, déi déi lescht Jore fäerdeg gi sinn am LTPS, wivill vun deene sinn an engem Spidol iwwerholl ginn a wivill vun deenen hu missen an eng aner Struktur goen, well se eeben net déi Praxiserfarung haten? An da stelle mer fest, dass déi mat engem däitschen, engem franséischen oder engem belschen Diplom éischter agestallt ginn an de Spideeler wéi déi Leit, déi mat engem Diplom aus dem LTPS kommen.

An dofir wier et och wichteg, dass mer dat méi attraktiv maachen, dass se méi praxisno sinn, sou wéi dat an der Zäit de Fall war. Et soll een net ëmmer d'Auer zréckdréien, mee do si se eent zu eent iwwerholl ginn. Wann Der am Park ausgebilt gi sidd, sidd Der bei den Elisabetherinnen iwwerholl ginn. Sidd Der an der Zitha ausgebilt ginn - an der Zitha. Zu Esch, zu Ettelbréck: hoergenee d'selwecht. Do ass dat meeschtens eent zu eent iwwerholl ginn.

An elo stelle mer awer fest, dass dat net méi de Fall ass. An dofir wier et och wichteg, dass mer do eng praxisno Ausbildung maachen, wou déi Leit och genuch Presenz kënnen um Terrain markéieren, net nëmme Stagë maachen, mee wou se och do däerfen déi eng oder aner Aarbechte schonn ausüben - an do ginn ech d'Bundesland Berlin als Beispill -, wou se och do schonn däerfen aktiv an d'Fleeg materaklammen an hirem leschte Joer just virum Diplom, fir do nach méi praxisno derbäi ze sinn, wéi dat hei am Land de Fall ass.

An da stellt ee sech jo och d'Fro: Wann ech dat elo soen ... Ech wëll hei net mini Doktere schafen, dass mer eis do direkt eens sinn. Et geet mer elo net drëm, fir déi Diskussiounen, déi d'Santéskommissioun de Moment mat der Héichschoulkommissioun féiert fir déi Ausbildungen, déi mer do wëlle maachen, dass ech elo soen: „D'Infirmièrë missten elo mini Doktere ginn", mee et muss een hinnen awer d'Méiglechkeet ginn, verschidde Gesten, déi an anere Länner an de Spideeler de Fall sinn, och kënnen hei zu Lëtzebuerg auszeüben.

An da musse mer och schwätzen iwwert d'Beruffsbiller an der Santé. Mir hunn d'Aide-soignante, dat ass den Niveau DAP. Dann hu mer d'Infirmière. An elo neierdéngs hu mer jo och nach de BTS, deen ausgebilt gëtt. Ob déi Beruffsbiller nach alleguerten der Zäit ugepasst sinn an ob mer och net do mussen driwwer schwätzen an dat iwwerschaffen, souwuel den Educatiounsministère wéi de Gesondheetsministère, fir dass mer do déi Leit kréien an dass mer d'Leit och motivéiert kréien, fir dee Beruff och ze erléieren.

Ech vermëssen ëmmer e bëssen - mee dat ass eng Déformation professionnelle, soen ech -, et ass kee Mënsch méi interesséiert, en Handwierksberuff ze erléieren. Dat stelle mer fest. Mir stellen och fest, dass hei den Interêt, fir Infirmier oder Infirmière ze ginn, net méi deen ass, wéi dat an der Zäit de Fall war.

Wann Der d'Zuele kuckt, déi an de 70er, an den 80er Joren aus de Schoulen erauskomm sinn, du war dat kee Problem. Do hate mer der genuch. Do ware mer, wéi een dat esou léif nennen däerf, Selbstversorger. Mee dovu si mer haut wäit ewech. Dass mer och erëm weisen, wat dee Beruff ass a wat fir eng flott Saachen dee Beruff mat sech bréngt.

Et ass en ustrengende Beruff. Et verlaangt ee vun deene Leit: siwen Deeg op siwen Deeg, aacht Stonnen op aacht Stonnen, 24 Stonnen den Dag, 365 Deeg d'Joer. Congé collectif kann et an der Santé net ginn a wäert et am Santésberäich och net ginn, well déi Leit mussen och ëmmer do sinn. Dass mer deene Leit a) déi Unerkennung ginn, b) mer awer och déi Beruffsbiller an de Beruffswee eng Kéier iwwerschaffen, an dass et och do wichteg ass, dass eppes erauskënnt!

An deene ganzen Diskussiounen, déi ech mat deene verschiddene Leit hat, froen déi mech dann ëmmer erëm: „Deen interministerielle Grupp, deen et do gëtt ...?" Si héieren ëmmer ganz vill vun deem interministerielle Grupp, mee si wëssen awer net esou richteg, wat do erauskomm ass. Deen interministerielle Grupp, wou et jo drëm geet, iwwert d'Problematik Santé an Educatioun mateneen ze schwätzen.

Dofir wier et awer och interessant ze wëssen: Wat ass bis elo de Wee an deem interministerielle Grupp gewiescht? Mat wat fir e Punkten ass sech do allgemeng dermat beschäftegt ginn? A wat ass och do alles derbäi erauskomm? A wéi wäit si mer, fir do och kënnen dat ze maachen, fir dass dee Beruff erëm méi interessant gëtt, fir dass méi Leit dee Beruff léieren?

An do, Här Minister, hunn ech e Chiffer héieren, deen ech bal net ka gleewen: Et géifen der iwwer 100 ufänken an et géifen der dëst Joer just 28 erauskommen. Ech soen, ech hunn dee Chiffer do elo net kontrolléiert, mee ech hunn dee Chiffer an deene leschten Deeg u mech erugedroe kritt. Da gesäit ee jo, dass nach just e Véierel - iwwerspëtzt formuléiert, net dass Der herno sot, ech hätt falsch gerechent -, mee dass just nach ronn e Véierel vun deenen erauskomme vun deenen, déi ufänken.

A wann ee weess vun deenen, déi deen Ofschloss scho virun e bësse méi laanger Zäit gemaach hunn, dass vun deenen och iwwert d'Hallschent net bleift, mee dass déi dann en anere Wee sichen a weiderginn, da gett et doudsécher net duer, fir déi ze ersetzen, déi an d'Pensioun ginn, mat deenen, déi elo erauskommen.

Mee dat Eenzegt, wat ech mer erhoffen, dat ass, dass dann allen 28, wa se eng Demande an engem vun deene véier Spidolsgruppen hei am Land maachen, dann och allen 28 géifen agestallt ginn hei zu Lëtzebuerg an engem vun deene Spidolsgruppen.

An eng lescht Remark, an do soen ech awer, déi huet awer elo näischt méi mat der Virbereedung vu menger Interpellatioun ze dinn, mee opgrond vun enger Ausso, déi déi lescht Wochen an Deeg gemaach ginn ass, fir en transfrontalierë Lycée ze baue fir d'Formatioun op Belval.

Heibanne sëtzen e fréiere Gesondheetsminister an e fréieren Inneminister. Déi zwee hunn emol eng Kéier 2005 mat engem franséische Kolleeg, Mercier huet dee Mann geheescht, gesot, si géifen en neit Spidol op Belval bauen. An do waren och Diskussiounen amgaange fir dat neit Spidol. An op eemol hunn d'Fransouse mat eis gedeelt: „Dir baut d'Spidol, awer nom franséische Recht an op franséischem Terrain!"

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An duerno war et eriwwer. An dofir kann elo de President vum Escher Spidol, de Georges Mischo, kucken, dass en en neit Spidol gebaut kritt, awer 500 Meter méi wäit fest op Lëtzebuerger Säit.

An dofir muss ech soen: Wa mer elo vun „transfrontalier" schwätzen, da musse mer awer och oppassen, wat mer do maachen. Well mir hunn nach ëmmer an eisem Gesetz stoen, wat d'Ausbildung ubelaangt, dass déi Leit mussen de Langues véhiculaires - dat sinn déi dräi Sproochen hei zu Lëtzebuerg - mächteg sinn. Dat ass Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch. A virun allem bei eisen eelere Leit ass et dräimol méi wichteg, dass och dat Lëtzebuergesch do derbäi ass. An huelt mer et net iwwel, mee wann de Lycée mat eise franséische Kolleege gemaach gëtt, da kann ech mer net virstellen, dass do d'Lëtzebuerger Sprooch onbedéngt am Mëttelpunkt steet, mee éischter d'Sprooch vum Victor Hugo.

An dofir muss ech mer d'Fro stellen, ob et de richtege Wee soll sinn, do en transfrontalierë Lycée ze maachen, fir eise Problem do ze léisen. Dass een eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht mécht an der Groussregioun: 100%eg domadder d'accord! Well et ass nëmmen esou als Groussregioun, wéi mer d'Méiglechkeet hunn, kënne matzeschaffen an attraktiv ze bleiwe fir dee ganze Secteur. Mee ob do awer den transfrontalierë Lycée dee richtege Wee an déi richteg Äntwert ass op de Manktum, dee mer hei hunn, do woen ech awer ze bezweifelen, dass dat de richtege Wee ass.

Well haut hu mer schonn de Fall, an e fréieren Aarbechtsminister huet dat Beispill ëmmer ginn: Dann ass et den däitschen Dokter an déi franséisch Infirmière, an déi portugisesch Aide-soignante, déi de Lëtzebuerger Lycéessystem net gepackt huet, well se déi dräi Sproochen net konnt, déi iwwersetzt fir den däitschen Dokter mat der franséischer Infirmière oder fir de franséischen Dokter mat der däitscher Infirmière.

An et ass dofir, wou ech soen: Och dat däerfe mer net maachen! Mir mussen awer och do de Leit d'Méiglechkeet ginn, dat kënnen ze léieren, zemools wa se deen Asaz wëlle bréngen am Interêt vun hire Matmënschen a Matmënschinnen. Well eppes ass jo kloer: Och déi däitsch Infirmière, déi op Lëtzebuerg kënnt, ka kee Franséisch, an och déi franséisch Infirmière, déi op Lëtzebuerg kënnt, kann net onbedéngt Däitsch.

Et ginn der bestëmmt. Dir hutt bestëmmt och Beispiller, wou d'Ausnam d'Reegel bestätegt. Mee dat ass och ee vun de Problemer. An dofir meng Fro: Jo zu enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat eisen dräi Nopeschlänner. Mee da musse mer och eng Harmoniséierung kréien, dass een deem anere seng Diplomer unerkennt an dass och deen een an deen aneren d'Méiglechkeet huet, an deem anere säi System iwwerzewiesselen, ouni grouss Schwieregkeeten an ëmmer ouni op déi europäesch Legislatioune mussen zréckzegräifen, mee dass dat eng Selbstverständlechkeet gëtt.

Fir eis ass et wichteg, dass mer en attraktiven LTPS hunn. A wann et muss sinn, solle mer och driwwer nodenken, ob mer en Audit musse maachen, wat dat eis bréngt fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg fir eis Kanner an eis Kandskanner, déi dee Beruff wëlle léieren, awer och fir de Gesondheetssystem vu Lëtzebuerg, wat e gudde Gesondheetssystem ass, dass dee seng héichwäerteg Qualitéit behält.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, wéi den Här Spautz et scho virdru gesot huet: En huet seng Interpellatioun hei den 13. Januar ugefrot. Du konnt natierlech kee virausgesinn, datt d'Welt op eemol eng ganz aner wier. Zwee Méint méi spéit si mer an eng brutal Realitéit versat ginn, mat all deene Konsequenzen, déi mer kennen an déi leider och nach ëmmer net zu Enn komm sinn. Virun allem de Gesondheetssecteur stoung natierlech elo all déi Wochen a Méint am Fokus. An et huet een du gutt gemierkt, wat fir eng weesentlech Aufgab am Fong geholl all déi Leit an deene leschte Wochen a Méint geleescht hunn.

Duerfir erlaabt mir och hei, am Numm vun der Demokratescher Partei an éischter Linn deene Leit e ganz grousse Merci auszespriechen, awer doriwwer eraus alle Leit, déi an deene leschte Méint wierklech munchmol Onméigleches geleescht hunn, fir datt mer esou gutt wéi méiglech duerch déi Pandemie géife kommen.

Ech ginn awer gären zou: Här Spautz, Dir hutt engem et net einfach gemaach fir haut! Wann Der an enger Interpellatioun - dat ass elo net direkt eng Kritik, dat ass eng Feststellung - awer do zwee wichteg Volete matenee vermëscht, dann ass dat fir en Interpellant net esou einfach respektiv fir een, dee soll dorop reagéieren, och. Ech mengen, et sinn zwou wichteg Froen, déi haut hei diskutéiert ginn, datt ech et perséinlech, an och am Numm vun der DP kann ech dat hei soen, léiwer gehat hätt, wa mer zwou verschidden Interpellatioune gemaach hätten.

Mee bon, et ass nun eeben esou. Der verstitt awer, datt ech mech elo haut vläicht éischter wäert méi op de Volet vun de Gesondheetsberuffer konzentréieren, net nëmmen, well dat de Moment och am Fokus steet. Ech wëll awer eppes ganz kloer hei ënnersträichen: Et soll awer elo net eng Hierarchie hei vu Beruffer opgestallt ginn. Mee kommt, mir huelen eis vläicht éischter als Aufgab vir, eng Kéier an e puer Méint dann eeben och eng Kéier op deen anere Volet zréckzekommen!

Erlaabt mer, trotzdeem awer och e puer Remarken zu de sozioeducative Beruffer ze maachen! Ech mengen, och do gëtt d'Importenz vun deene Beruffer absolutt guer net a Fro gestallt. A wann ech hei esou duerch de Sall kucken, gesinn ech jo ganz vill Lokalpolitiker, an déi

wëssen dat jo am beschten. Ech mengen, si hu Jugendhaiser, si hu Maison-relaisen, se hu Crèchen an esou weider. Wa mer déi Leit net hätten, da géif villes och do net dréien. Si sinn ouni Zweifel haut och e feste Bestanddeel vun eisem Gesellschaftssystem.

Ech wëll och op e Gesetz zréckkommen, ech mengen, wat Der och virdrun hei zitéiert hutt. Dat ass dat vum 10. August 2005. Do ass jo e spezielle Lycée geschafe gi fir déi Leit deemools zu Léiweng. D'Maximalcapacitéit läit anscheinend bei 300 Schüler. Mir hunn de Moment awer eng staark Demande, fir dee Beruff ze ergräifen, wat mer och ganz gutt fannen.

Natierlech muss ee sech dann och d'Fro stellen, ob een net an Zukunft vläicht eng Kéier muss kucken, fir och do nach d'Capacitéite méi eropzesetzen.

D'Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 hat dann eebe mat sech bruecht, datt jo och d'Formatioun vun den Éducateurs gradués op d'Uni verluecht ginn ass. Jorelaang, jorelaang, an ech géif scho bal soe jorzéngtelaang hunn natierlech och déi Leit aus deem Secteur versicht, datt hir Karriär awer un hir Formatioun ugepasst géif ginn. Ech mengen, dat ass oft eng Revendicatioun, déi zu Recht och vun deene Leit an all deene Jore gestallt ginn ass.

Si hunn natierlech doduerch bedéngt manner Geld vläicht verdéngt, wéi wa se op enger anerer Plaz ugestallt wären. Du koum awer de 24. Mäerz ënnert der leschter Regierung 2015 dat wichtegst Gesetz an der Fonction publique. A wann do eng Karriär virun allem revaloriséiert ginn ass, da war et déi vun den Educateuren. Et gouf u sech, wéi gesot, eng Adaptatioun vun deene Karriäre virgeholl. Selbstverständlech sinn e puer Härtefäll bestoe bliwwen. Et muss een ëmmer iergendwéi eng Kéier eng Trennlinn zéien. Déi huet natierlech mat sech bruecht, datt och deen een oder deen aneren net esou ganz zefridde war, woufir een awer muss e gewëssent Verständnis opbréngen.

Op déi aner Manéier sinn natierlech och déi Leit, déi net an der Fonction publique waren, du lues a lues e bëssen onzefridde ginn. Et koum och dunn zu Manifestatiounen, souguer op der Strooss, bis hin zum Streiken am Joer 2016. A Gott sei Dank ass dat awer och mat engem gudden Enn ofgaang.

Ech wëll dann awer, wéi gesot, méi spezifesch hei op de Gesondheetssecteur agoen. Ech mengen, wann ech Ären Ausféierungen hei elo nogelauschtert hunn, hutt Der jo och virun allem de Fokus dorobber geluecht, wat och ganz verständlech ass. Eppes kann een hei scho ganz kloer soen - glécklecherweis -: datt virun allem déi Gesondheetsberuffer u Renommee gewonnen hunn. An zu Recht! Et brauch een net nach eng Kéier drop hinzweisen, wat an deene leschte Wochen a Méint geleescht ginn ass.

Ech erënneren nach un déi sympathesch Iddi, déi op eemol esou spontan opkomm war, datt d'Leit sech owes um aacht Auer zesummefonnt hunn an deene Leit geklappt hunn. Et huet ee vill Plakater mat Mercien dorëmmer gesinn, obwuel, wéi gesot, nach eng Kéier: Et soll een och net déi Beruffer vergiessen, déi och villes geleescht hunn. Mee ganz kloer ass et, datt déi aus dem Gesondheetssecteur hei awer méi an dem Fokus stoungen.

Natierlech huet dat och derzou bäigedroen, datt Iddien opkomm sinn, fir zum Beispill eng allgemeng Primm ze accordéiere mat där Petitioun, déi mer all kennen, d'1535, déi jo elo hei diskutéiert ginn ass. Déi hat ganz séier de Seuil vu 4.500 Ënnerschrëften erreecht. Ech wëll déi selbstverständlech elo hei net méi kommentéieren. Just datt do zréckbehale ginn ass, wéi gesot: Et soll hei op dëser Plaz méi en allgemengen Debat iwwert d'Gesondheetsberuffer stattfannen.

Ech maachen Iech elo kee Reproche direkt hei, mee et ass e bësse schued, datt mer am Fong elo schonn haut eng Viretapp - loosse mer et dann esou nennen! - maachen, wou mer eis dann eeben elo scho Gedanke maachen, en Austausch hunn iwwert d'Zukunft vun de Beruffer an dem Gesondheetswiesen, woubäi jo awer dee groussen Debat da sollt spéitstens am Hierscht kommen.

Wat wichteg ass, dat ass, datt déi ganz Beruffer am Gesondheetsberäich musse valoriséiert ginn. Déi kënne kuerzfristeg scho valoriséiert ginn. Ech wëll déi eng oder déi aner Iddi hei zum Beispill matdeelen.

Firwat net e mobille Grupp vu Gesondheetsberuffer schafen, wéi dat och an Italie bei der Kris de Fall war? Dat heescht, déi zeechne sech duerch eng Expertis an der Versuergung vun de Leit mam Covid-19 aus. Et géif een natierlech ënnert der Responsabilitéit vum Gesondheetsministère schaffen. Dat ass ganz evident, well déi Leit kéinte jo dann och um Terrain hiren Knowhow weiderginn. A mir wësse jo awer och aus der Erfarung: Leit, déi vum Covid-19 betraff waren, datt et do oft un den néidegen Informatioune gefeelt huet. An hei kéinten dann zum Beispill esou Beruffer awer och dee Moment eng wichteg Aarbecht leeschte bei der Emsetzung vu gewëssene Recommandatiounen.

Dann, zënter dem 1. Juni fonctionéiert awer och e wichtegen neie Posten, an d'Madamm Minister weess dat jo vill besser wéi ech, dat ass den Chief Nursing Officer, deen ass elo am Amt. An et ass och wichteg, datt dee grad zu dësem Zäitpunkt och elo geschafe ginn ass. Ech mengen, hei ass eng Uspriechpersoun geschafe gi fir all déi Froen, déi mat der Fleeg, déi mat dem Beruff vun dem Infirmier ze dinn hunn. Dat ass u sech och eng zousätzlech Wäertschätzung vun deem ganze Beruffsstand.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo hei zu Lëtzebuerg de Moment 24 reglementéiert Professions de santé. An et wäerten der mat Sécherheet nach derbäikommen. Ech denken zum Beispill un den Infirmier an der Onkologie. Da muss natierlech och d'Fro gestallt ginn, ob déi Lëscht net muss eng Kéier iwwerschafft ginn an ob net souguer vläicht Eenzelner musse suppriméiert ginn, wou ee jo och lues a lues vläicht erausfënnt, datt se net méi déi Bedeitung hunn, wéi dat fréier de Fall war.

Déi grouss Fro, déi natierlech muss an dëser Interpellatioun gestallt ginn, dat ass: Wéi gesäit d'Zukunft vun de Beruffer am Fleege- an am Sozialwiesen aus? An déi Fro, déi muss d'Politik sech souwisou stellen, reegelméisseg! Well wat ännert enorm schnell? Dat ass natierlech de Volet vun der Medezinn. Et ass praktesch kee Secteur, dee sech esou schnell entwéckelt wéi d'Medezinn u sech.

Da kënnt natierlech derbäi, datt nach eng Rei aner Ursaachen do matspillen. Ech denke virun allem un den demografesche Wandel. 2017 ware 14 % vun de Leit iwwer 65 Joer al. D'Pronosticke soe viraus - an dat wäert warscheinlech och de Fall sinn -, datt dat 2050 scho 24 % sinn. Et brauch een also kee Spezialist ze sinn, wat dat bedeit, wa mer praktesch e Véierel vun de Leit hunn, déi iwwer 65 Joer am Joer 2050 sinn, datt do zousätzlech Fleeg entsteet an datt mer och zousätzlech Leit dee Moment brauchen.

Ech mengen, de Beruff muss u sech méi attraktiv gemaach ginn. An et geet effektiv emol net an éischter Linn ëm d'Geld. Selbstverständlech muss op e puer Plazen emol un der Schrauf gedréit ginn. Mee, ech mengen, wat wichteg ass, dat ass och de Respekt, dee muss verstäert gewise si vis-à-vis vun all deene Leit, déi am Fleegesecteur schaffen.

Well et däerf ee jo net vergiessen: Wien ass da bereet, Schichten ze schaffen, Nuetsschichten ze maachen? Wien ass bereet, de Risiko vun Infektiounen a Kaf ze huelen? Wien ass bereet, net all Dag, awer reegelméisseg, verbal souguer physesch Aggressiounen a Kaf ze huelen? Dat ass net onbedéngt eng Viraussetzung, datt een de Fanger ausstreckt a seet: „Ma ech wëll dee Beruff do erléieren." Also musse mer ganz kloer no baussen awer och verständlech maachen, wat déi Leit u sech awer alles do leeschten, an datt et wichteg ass, wéi gesot, dee Beruff do baussen och virun allem nach vill méi attraktiv duerzestellen.

Da kënnt natierlech derbäi, wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, datt se haut oft d'Gefill hunn, datt se ënner Stress géife stoen, datt se u sech kéinten hir Aarbecht net méi an där Form maachen, wéi se dat gewinnt waren, datt se d'Gefill hunn - ech iwwerdreiwen elo vläicht e bësselchen -, datt bei all Akt ee géif mat der Stoppauer hannendrustoen.

Sécher mussen natierlech ekonomesch Premissen och matspille bei der Gestioun vun engem Spidol, mee op där anerer Säit geet et hei awer an éischter Linn ëm d'Fleeg vun de Patienten. A jiddweree vun eis, dee schonn emol eng Kéier de Pech hat, de Malheur hat, an der Klinik ze sinn, dee weess grad ze schätzen, wat et wäert ass, wann e vis-à-vis Persounen huet, déi mat Léift, déi mat Engagement hire Beruff maachen.

Ech kommen dann op de Rapport iwwert d'Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Ech mengen, dee wäert eis an deenen nächste Joren nach méi wéi eng Kéier hei och mat interpelléieren. Dat ass dee vun der Madamm Lair. Iwwregens e ganz interessante Rapport, bal 700 Säiten, wou wierklech bis an dee leschten Detail - et kann ee soen - esou e Raster gemaach ginn ass vun dem Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg.

An da si mer ganz séier och beim Manko vu Personal. Och dat huet d'Madamm Lair jo ganz kloer ënnerstrach. Ech zitéiere si hei: « Avec un taux de 62 % de professions de santé réglementées provenant de l'étranger, le pays a dépassé un seuil critique le rendant extrêmement vulnérable et dépendant des décisions politiques et économiques des pays frontaliers concernant leurs professions de santé. »

Ech mengen, dorauser kann een natierlech eng Konklusioun zéien. Mir mussen och méi kompetitiv vis-à-vis vum Ausland ginn. An, wat jo awer och ganz kloer bei der Kris erauskomm ass, et gesäit een, wéi dependant - wéi dependant! - mir u sech dann awer vun dem Personal aus den direkten Nopeschlänner sinn.

An ech wëll awer hei emol eppes kloer soen. Et gëtt jo ëmmer esou gären dobausse kritiséiert, monéiert, datt d'Leit sech opreegen, et wier net an der Rei, datt een an engem Spidol misst Däitsch oder Fränséisch schwätzen. Jo, ech gi gären zou, natierlech ass dat net ëmmer esou ganz agreabel, besonnesch wann et méi ëm technesch Terme geet.

Mee loosse mer emol ganz éierlech sinn: Ass dat net awer zweetrangeg? Wat wichteg ass, dat ass, datt mer eng gutt Fleeg kréien! An onofhängeg, wien déi mécht, dat ass dat, wat déi Haaptviraussetzung ass. Dowéinst, mengen ech, spéitstens elo - spéitstens elo! - misste mer eis awer bewosst sinn, wéi wichteg datt et ass, datt mer awer Leit aus dem noen Ausland hunn, déi awer hëllefen hei, eise System iwwert d'Bün ze bréngen. Well soss, an dat haten déi lescht Wochen a Méint kloer bewisen, hätte mer awer vill méi grouss Problemer krut.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dee Manko u Personal, deen ass natierlech net nëmmen an de Spideeler festzestellen. Deen ass selbstverständlech och um Niveau vun de Fleegehaiser, besonnesch och am Beräich vun der Fleegeversécherung. Et gëtt jo gesot, datt Infirmiere feelen, Infirmiers psychiatriques an Aide-soignanten. Iwwregens wëll ech och hei soen: D'Aide-soignanten, déi maache 25 % vum gesamte Fleegepersonal aus. Also och e Beruffsstand, dee vläicht munchmol net ëmmer senger Valeur no hei gesi gëtt.

Dann ass natierlech e gewëssene Problem och de Gehaltsënnerscheed. Ech hu virdru gesot, datt dat vläicht net primär de Problem ass, mee et däerf een net vergiessen: Mir hu véier verschidde Gehaltsstrukturen. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Mee dat bréngt natierlech awer mat sech, datt verschidde Leit an hirem Secteur net esou zefridde si wéi anerer.

De Regierungsprogramm, wann een deen e bëssen duerchliest, besonnesch wat d'Beräicher Santé, Famill a Sozial ubelaangt, do spiert een eraus, datt nach ganz vill Iddien, ganz gutt Iddie sinn, déi natierlech awer och géife mat sech bréngen, datt mer erëm zousätzlecht Personal brauchen. Ech denken zum Beispill un de Plan gérontologique oder un de Plan de soins palliatifs. Wa mer déi natierlech wëllen ëmsetzen, musse mer zousätzlech och Fachpersonal rekrutéieren; erëm eng Kéier Aide-soignanten, Aide-sociofamiliallen, wéi och Infirmiers pédiatriques oder Infirmiere mat Experienz an de Soins palliatifs an an der Gestion de la douleur.

D'Medezinn, ech hunn et virdru scho gesot, ass amgaang, sech enorm ze veränneren, sech schnell ze veränneren, och an der Praxis. Dat hu mer och erëm déi lescht Wochen a Méint gemierkt. Stéchwuert: Telemedezinn, Telepathologie, Teleexpertis. An och do erëm eng Kéier, da si mer séier bei den Infirmieren an Infirmièren, brauche mer an Zukunft mat Sécherheet nach zousätzlech Leit.

Da kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob net déi besteeënd Ressource-humainë vläicht aneschters missten agesat ginn, vläicht méi rationell agesat ginn. Dat sinn einfach emol Froen, déi awer och eng Kéier mussen duerchdiskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Personal an de Gesondheetsberuffer schwätzen, da musse mer awer selbstverständlech och iwwert d'Doktere schwätzen. Ech mengen, et gi jo och Dokteren, déi ugestallt sinn oder et sinn der net nëmmen déi, déi ënnert dem Statut vun der liberaler Professioun fonctionéieren. An och do wësse mer, datt et eng Penurie gëtt.

Ech wëll zum Beispill och op ee Punkt hiweisen, an ech beruffe mech hei och op Aussoen och vun der AMMD (ndlr: Association des médecins et médecins dentistes), déi scho méi wéi eemol gesot hunn, dass zum Beispill 30 % vun de Medezinnstudenten, déi am Ausland sinn, net méi op Lëtzebuerg zréckkommen. Da musse mer eis natierlech och d'Fro stelle firwat. Do geet jo awer ganz vill Capacitéit verluer.

An dowéinst ass et awer immens gutt a richteg, wat d'Regierung elo gemaach huet. Si hunn e Projet de loi op den Instanzewee ginn, dee mer am Moment amgaange sinn ze diskutéieren um Niveau vun der Santéskommissioun an der Educatiounskommissioun. Dat ass de PL 7531 iwwert d'Spezialetüden an der Medezinn op der Uni Lëtzebuerg. Do geet et virun allem, wéi gesot, ëm d'Onkologie, d'Neurologie an och d'Allgemengmedezinn.

Ech wëll nëmmen zwee Chifferen hei ënnerbreeden. Mir hunn all Joers hei zu Lëtzebuerg 3.000 nei Kriibsfäll. Mir hunn 9.000 neurologesch Krankheeten, déi alljoers derbäikommen. Mir hunn awer nëmme 25 Interniste respektiv Onkologen an 39 Neurologen. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, wat dat awer emol ka fir d'Zukunft alles bedeiten.

Jiddefalls eppes ass kloer: D'Ausbildung ass sécher d'Grondviraussetzung fir eng optimal Aarbecht! Dofir muss eiser Meenung no och d'Formatioun permanent ugepasst ginn, well - wéi gesot, bei der Gefor, mech elo erëm ze widerhuelen - d'Medezinn ass an enger permanenter Evolutioun.

Ech wëll zum Beispill och un d'Gesetz hei vum 26. Juli 2010 erënneren. Dee Moment ass jo d'Formatioun vum Infirmier op véier Joer eropgesat ginn. Dat heescht, si ginn dann och mat engem BTS ofschléissen, woubäi: eng Quatorzième an eng Quinzième ass dunn ënnert den Héichschoulministère komm.

Da si mer natierlech séier bei der Bachelordiskussioun. Den Här Spautz huet déi och zu Recht hei ugeschnidden. Ech mengen, och mir als Demokratesch Partei hunn eis do scho vill Gedanke gemaach. Sécher, a ganz villen EU-Länner ass de Bachelor scho Realitéit.

Och d'OMS huet am Fong geholl recommandéiert, esou e Bachelor anzeféieren, obwuel och op EU-Niveau net ëmmer do e Konsens virherrscht. Et ass esou, an dee Comité interministériel ass jo schonn hei ugeschwat ginn ... Ech hunn awer vollt Verständnis, datt deen an deene leschte Wochen net onbedéngt elo schrecklech aktiv war. Loosse mer awer ganz éierlech sinn: Ech mengen, et waren aner Punkten, déi elo méi wichteg waren. Mee dat wëllt awer net verhënneren, datt dat och an noer respektiv mëttelnoer Zukunft awer wäert dann erëm méi diskutéiert ginn.

Bei eis ass jo de Moment virgesinn: No engem BTS am Lycée technique pour professions de santé kéint een theoreetesch also nach e Bachelor dann op der Uni maachen. D'Demokratesch Partei steet där Iddi u sech net am Wee, wuel wëssend, datt dat natierlech muss ganz gutt duerchduecht ginn an analyséiert ginn.

Et kann ee sech och virstellen, datt doduerch zum Beispill deelweis eng Entlaaschtung och vun den Doktere kéim. Well et däerf ee jo net vergiessen: De Moment hunn och scho plus ou moins en Drëttel vun den Infirmieren an Infirmièren, déi bei eis schaffen, e Bachelor. Dat sinn natierlech elo net onbedéngt Lëtzebuerger Leit, mee zum Deel sinn dat der, déi e Bachelor hunn. An ech beruffe mech hei op eng Äntwert op eng Question parlementaire vu menge Fraktiounskolleegen, dem Gilles Baum an dem Carole Hartmann, vum 11. Dezember 2019.

Dat Wuert „Infirmier" ass elo scho ganz oft hei gefall. Mee dat huet awer och seng Ursaach. Well 42 % - 42 %! - vun alle Gesondheetsberuffer hei am Land sinn nun eeben Infirmieren an Infirmièren. Et misst natierlech och méiglech sinn, vläicht e gewëssene Changement de carrière unzestriewen, sou wéi dat an der Fonction publique och méiglech ass, zum Beispill vum Aide-soignant zum Infirmier, och fir, wéi gesot, de Beruff u sech nach méi interessant ze maachen. Do misst natierlech dann och den néidege Kader geschafe ginn.

Mir sinn awer als Demokratesch Partei och der Meenung, datt muss verstäerkt sensibiliséiert ginn. Et huet ee jo e bëssen d'Gefill - dat mag elo e subjektiivt Gefill sinn -, wéi wann awer d'Demande, fir dee Beruff ze ergräifen, net méi esou ganz grouss wär.

Mir liewen natierlech de Moment an enger anerer Zäit. Haut sinn aner Krittären, déi vläicht oft méi wichteg sinn. Ech mengen d'Organisatioun vum Familljeliewen. Stéchwuert: Deelzäitschaffen, Congé parental, vläicht och méi gereegelt schaffen, vläicht méi Zäit hu fir d'Famill, wat jo alles verständlech ass. An dat bréngt natierlech mat sech, datt dee Moment awer vläicht d'Demande, fir an e Fleegeberuff ze goen, net onbedéngt méi grouss gëtt. Dofir si mer och der Meenung, datt ee muss versichen, no baussen dat Bild vum Fleegepersonal nach verbessert duerzestellen, natierlech och d'Konditiounen ze verbesseren.

Wa mer natierlech vun Ausbildung schwätzen, da musse mer awer och vun Infrastrukture schwätzen. Et geet jo net nëmmen duer, datt een e flotte Programm huet, datt ee flott Iddien huet, flott Virstellungen, wéi de Beruff soll revaloriséiert ginn. Mee iergendwou muss jo dann awer och déi Ausbildung stattfannen.

An da kommen ech op deen neie Lycée technique pour professions de santé zu Stroossen ze schwätzen. Dat ginn elo bal op den Dag

dräi Joer - dräi Joer!-, datt mer d'Gesetz gestëmmt hu fir de Bau vun engem neie Lycée technique pour professions de santé.

Ech mengen, een, deen eng Kéier an deem aktuelle Lycée zu Stroossen an der Rue Barblé war, dee weess, datt dat awer iergendwéi lues a lues, ech wëll net soen zu engem Enn kënnt, mee awer muss e moderniséiert ginn, adaptéiert ginn.

Mir wëssen awer, wou de Problem läit. Da kënnt nach derbäi, datt de Bail, do, wou de Moment den aktuelle Lycée ass, op den 31. Dezember 2004 (veuillez lire: 2024) resiliéiert gëtt. Dat heescht, mir stinn ënner engem gewëssenen Drock, fir dat Gebai nei ze bauen. Mee, wéi gesot, de Problem ass jo deen, dass fir d'éischt muss e Relogement vun den DPIen (ndlr: demandeurs de protection internationale), also dem ale Centre de logopédie, virgeholl ginn.

An ech referéiere mech hei och op eng Äntwert op eng Question parlementaire vum Kolleeg Gilles Baum a vu mir vum 6. Januar vun dësem Joer, wou de Minister da gesot huet, datt de Bau am éischte Semester 2024 färdeg wier. Mir hoffen, datt en och do Recht behält. Wann dat net sollt de Fall sinn, da muss een eeschthaft driwwer nodenken, ob net vläicht dee Bail awer misst do verlängert ginn.

Dann: D'Maximalcapacitéit bedréit de Moment plus ou moins 1.000 Leit, wann een elo deen dote Site plus déi aner dräi Sitten, de Mercator, Käerjeng an Ettelbréck, hélt. Och do, wéi gesot, wa mer et färdegbréngen, a mer hoffen, zousätzlech Leit ze gewannen, fir sech fir dee Beruff ze interesséieren, kéint et jo emol sinn, datt mer awer en Enkpass an der Capacitéit kréien.

Wat fir eis als Demokratesch Partei awer och wichteg ass, dat ass den Dialog mat de Beruffsorganisatiounen. Mir sinn an esou engem komplexe Sujet hei, an et muss een awer do ganz éierlech sinn: Et kann een natierlech net all Detail vun deene verschiddene Beruffer kennen. An dofir ass et wichteg, datt een an engem permanenten Dialog mat hinnen ass.

Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, wéi wichteg et awer och ass, datt et déi Organisatioune gëtt. D'ANIL huet zum Beispill am Joer 2007 eng Plainte bei der EU-Kommissioun agereecht, well d'Ausbildung net genuch Stonnen hätt. A se haten Erfolleg, se krute Recht. Hei soll elo net den Opruff gemaach ginn, datt elo sollen all Beruffsorganisatioune Plainten deposéieren, mee wat wichteg ass, dat ass, datt mer an engem permanenten Austausch an och Dialog sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn och kuerz virun engem Gesondheetsdësch. Och do hunn ech awer vollt Verständnis, datt dat de Moment net eng absolutt Prioritéit ka sinn. Mee am Hannerkapp, dovu sinn ech awer iwwerzeegt, huet d'Madamm Ministesch dat weiderhin. An dee kann natierlech awer wichteg - e soll och; net nëmme kann, mee soll a muss! -, gutt Weichen an déi richteg Weiche fir d'Zukunft setzen.

Ech wëll drop hiweisen, datt mir an der Demokratescher Partei en Aarbechtsgrupp, e spezifeschen Aarbechtgsgrupp hunn, wou mer eis elo scho méintelaang do mat där ganzer Problematik auserneesetzen. Mir sinn do flankéiert vun enger Rei vu Fachleit. Dat ass och wichteg a mir wäerten och do fréier oder spéider mat eise Propositioune jiddefalls an d'Éffentlechkeet kommen.

Ech wëll ofschléissen awer mat enger Konklusioun, déi d'Madamm Lair aus hirem Rapport virgeluecht huet an déi u sech ganz gutt dat resuméiert: « Mais la situation de dépendance du système de santé luxembourgeois est telle et le risque de grave pénurie important, que cela nécessite plus qu'un simple plan d'action. Elle devrait être déclarée ‚cause nationale' afin d'être considérée par plusieurs ministères. » A weider: « Les organes tels que la Chambre des Députés, les syndicats devraient être associés afin de soutenir efficacement les changements importants à opérer. »

Ech mengen, dat dote sinn Aussoen, déi mer eis alleguer sollen och zu Häerz huelen, op déi mer sollen opbauen, well et gëtt natierlech eng Rei wichteg Secteuren an der Politik insgesamt, mee wann et awer ee gëtt, ech mengen, do si mer eis awer alleguer bal eens, dann ass et virun allem dee vun der Gesondheet!

An dowéinst solle mer déi néideg Efforte maachen. Duerfir ass et och gutt, datt mer haut eng éischt Etapp gemaach hunn, datt mer méi am Fong driwwer geschwat hunn. Dës Kéier elo méi de Volet vum Personal. Dat wäert sech awer spéider nach eng Kéier iwwert déi gesamt Gesondheetspolitik ausdeenen.

An dofir, wéi gesot, wëll ech dem Här Spautz dann ofschléissend awer nach eng Kéier Merci soen, och wann en et engem net esou ganz einfach gemaach hat. Mee et war wichteg, datt mer haut iwwert déi ganz Problematik geschwat hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener agedroen. Madamm Closener, Dir huet d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Gesondheet ass net alles, mee ouni Gesondheet ass alles näischt", dat sot anscheinend schonn de Schopenhauer, mee et brauch ee kee Philosoph ze sinn, fir dat ze wëssen.

Duerfir sinn ech ganz frou, datt mer haut iwwer eise Gesondheetssystem schwätzen a virun allem iwwert déi Leit, déi en ausmaachen a seng Qualitéit garantéieren, haut awer och muer an iwwermuer. Well de Lëtzebuerger Gesondheetssystem steet sonner Zweifel fir Qualitéit. Et ass ee vun deene beschte weltwäit! Dat wousste mer eigentlech scho virun der Covidkris, mee en huet och de Stresstest vun där Kris mat Bravour gemeeschtert. D'Spideeler waren net iwwerlaascht. All Patient konnt korrekt behandelt ginn. Mir konnte souguer eise franséischen Noperen hëllefen a Patienten aus dem Grand Est ophuelen, eebe well mer déi néideg Capacitéiten hunn.

An trotz kuerzfristegen Enkpäss huet et net u Schutzmaterial, medezinneschen Apparater oder Medikamenter gefeelt. Mir waren a mir si gutt opgestallt an hunn dowéinst och vergläichsweis wéineg Doudesaffer ze bekloen. Mir mussen och weiderhin natierlech alles drusetzen, datt dat esou bleift.

All dat war awer och nëmme méiglech, well immens vill Leit immens vill aussergewéinlech Efforte gemaach hunn, fir eng impeccabel Prise en charge ze garantéieren. Zu Recht huet d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert déi lescht Woch hei an der Chamber déi enorm Solidaritéit an Zouverlässegkeet vum Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ënnerstrach. Ech mengen, et ass fir eis alleguerte gutt ze wëssen a berouegend, dass mer eis am Eeschtfall op deen Engagement an déi Professionalitéit kënne verloossen. Duerfir kann een eigentlech net genuch Merci soen.

Eise Gesondheetssystem ass also haut ganz effikass a performant, an zwar fir jiddereen, onofhängeg vum Patient sengem Portmonni. Fir datt dee System awer och an Zukunft op esou engem Topniveau bleift, komme mer net laanscht eng Rei vu Reformen. An et ass de Beweis vun enger seriöer Politik, déi méi wäit kuckt wéi nëmmen déi nächst Walen, datt d'Regierung déi doten Defien analyséiert an upaakt.

Den État des lieux, déi theoreetesch Analys ass gemaach, d'Etüd Lair ass ugeschwat. D'Konklusiounen an d'Recommandatioune si schonn am Hierscht zejoert presentéiert ginn. A wier d'Covidkris net dertëschtkomm, wiere mer sécherlech scho vill méi wäit mat der Fro, wéi mer déi Recommandatiounen dann elo am beschten an d'Praxis ëmsetzen.

Mee duerch d'Pandemie - an näischt ass esou schlecht, datt et och net iergendeppes Guddes hätt - kruten d'Gesondheetsberuffer eng nei Visibilitéit. Déi breet Éffentlechkeet ass sech ee fir allemol bewosst ginn, datt déi Leit an deem System relevant, systeemrelevant sinn. An dat Bewosstsinn, wéi wichteg, wéi iwwerliewenswichteg d'Leit an hir Kompetenzen am Gesondheetssecteur sinn, dat muss onbedéngt iwwert d'Kris eraus bestoe bleiwen. Duerfir gesinn ech d'Diskussioun vun haut och als en éischten Ustouss fir eng richteg an nohalteg Unerkennung an Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer. Mat engem waarmen Applaus an enger eemoleger Primm ass et jiddefalls eleng net gedoen!

An iwwregens, och dee ganze sozioeducative Beräich läit eis als LSAP ganz staark um Häerz. An där leschter Legislaturperiod huet den Dan Kersch eng Opwäertung vun den educative Beruffer ëmgesat. Dat war och batter néideg. Mee och do ass nach net grad alles, wéi et soll sinn. Et ass eigentlech schwéier nozevollzéien, datt en Erzéier an enger Maison relais een anere Statut huet wéi een Erzéier, dee vum Educatiounsministère agestallt ass, obwuel se dacks zesummeschaffen a sech ëm déi selwecht Kanner bekëmmere sollen. Och dat do ass en Dossier, wou mer nach no Léisunge musse sichen, zemools, wann dat Zesummewuessen tëscht formaler an nonformaler Bildung soll Realitéit ginn, esou wéi de Ministère sech dat jo eigentlech och selwer virstellt. An Dir wësst jo och, datt mir als Partei de Modell vun enger moderner Ganzdagsschoul weider wëllen entwéckelen.

Mee zréck bei de Gesondheetssecteur, Här President. D'Etüd Lair weist eng Rei vu Schwaachpunkten. Dee gréisste Problem ass de Personalmanktum. Dee wiisst a wiisst, wann net géigegesteiert gëtt. Bis elo kompenséiere mer de Personalmanktum, wéi a villen anere Secteuren, duerch ee massive Rekrutement vu Leit aus dem Ausland. D'Virriedner hunn et ugeschwat. Mee de Problem verstäerkt sech, wann an den nächste Jore méi Professioneller a Pensioun ginn, wéi Jonker bäikommen. Et gëtt net genuch Nowuess, wat d'Dokteren ugeet, an dat gëllt och fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun Infirmieren an Infirmièren. Mir bilden haut just knapp en Drëttel vun de Leit, déi mer brauchen, selwer zu Lëtzebuerg aus. Dat ass net genuch.

Mee et ass net just e Problem vu Quantitéit, och vu Qualitéit. Eng Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt, huet méi an aner Besoinen a puncto Fleeg. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser verlaangen en Ëmdenken an der Organisatioun vum Gesondheetssecteur. All deem musse mer Rechnung droen.

Virop, Här President, an der Formatioun, an zwar eigentlech schonn um Niveau vun der Grondschoul.

Ass de Stellewäert vun den Naturwëssenschaften an der Ausbildung vun eise Kanner a Jugendlechen dee richtegen? Orientéiere mer am Lycée gutt genuch op déi richteg Sektiounen a méi spéit an déi richteg Studierichtungen? A mengen Aen ass do nach vill Sputt.

Et ass och extreem wichteg, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, datt d'Medezinnstudien op der Uni Lëtzebuerg opgebaut ginn: Bachelor, Formation spécialisée an der Médecine générale, an der Neurologie, an der Onkologie. De respektive Projet de loi, vun deem ech zesumme mam André Bauler Corapporteur sinn, ass op där leschter Ligne droite. Grad déi Spezialisatioune si wichteg, fir eeben der Penurie vun den Dokteren entgéintzewierken, besonnesch well d'Besoinen an deene Fachrichtunge wäerte wuessen, Stéchwierder Kriibs an degenerativ Krankheeten. A se droen och de Kompetenze Rechnung, déi déi lescht Joren an der Recherche hei zu Lëtzebuerg opgebaut gi sinn.

Een anere Problem. Am Moment schéngt d'Formatioun vun eisen Infirmieren an Infirmièren éischter als eng Zort Verlängerung vum Lycée ugesinn ze gi wéi eng vollwäerteg Héichschoulausbildung. Et ass jo awer evident, datt dee Beruff net dierf als eng Zort Handlanger vun den Doktere consideréiert ginn an datt eng aner Formatioun an Zesummenaarbecht vun deene Beruffer zu méi Effizienz an enger qualitativ besserer Fleeg féiert. „Op Aenhéicht", sot de Marc Spautz, „mat den Dokteren." A genausou ass et.

Mir begréissen et, datt d'Regierung éischt Schrëtt a Richtung Bachelor fir d'Infirmierskarriär gemaach huet, quitte datt den Terrain sech nach skeptesch weist par rapport zu engem BTS-Bachelor. Et ass kloer, datt déi weider Demarchë mat den Acteure mussen duerchdiskutéiert ginn. An d'Acteuren, déi all Dag an eise Spideeler an och an de Fleegeheemer aktiv sinn, déi fuerderen eng vollwäerteg Héichschoulausbildung. Ech menge schonn, datt déi néideg wier, fir eeben den Defië vu muer entgéintzekommen. Duerfir setze mir als LSAP eis fir e richtege Bachelor an, keen Unhängsel vun enger Ufanksformatioun, mee eng initial eegestänneg Formatioun ab enger Première.

Den aktuelle System muss egal wéi iwwerduecht ginn. D'Zuele schwätze fir sech. Mir bilde grad emol 28 Infirmiere pro Joer aus, dat war 2018 de Fall. Et goufe Joren, do waren et der 140. An d'Erfarungen aus de Reforme ronderëm d'Hiewanen, déi weisen, datt, wann een un de richtege Schrauwen dréit, dann och entspriechend Resultater kënnen erziilt ginn.

Wann d'Infirmiersausbildung, wéi an deene meeschten anere Länner, den Niveau vun engem Bachelor hätt, wiere sécherlech och méi Jonker drun interesséiert. A mir brauchen a mir wëlle jo gutt ausgebilte Leit an deem Beräich, déi empathesch sinn, déi mat Mënsche kënnen ëmgoen, déi och eng gutt Portioun Idealismus musse matbréngen. Et ass keen einfachen Job.

An der Ekonomie, Här President, do moosse mer eis Performance dacks dorun, wéi attraktiv mer dann elo am Verglach mam Ausland sinn. Ben, dat musse mer och um Marché vum Gesondheetspersonal maachen. Grad well mer esou vill am Ausland rekrutéieren, mussen eis Ausbildung, eis Aarbechtsbedéngungen an d'Remuneratioun op d'mannst esou gutt si wéi an eisen Nopeschlänner, wa mer eise Bierger weiderhin een exzellente Gesondheetssystem wëlle bidden.

An och déi ënnerschiddlech Kollektivverträg tëscht Spidols- a Fleegesecteur sinn e Problem, deen ee muss ugoen. Mir als LSAP si fir ee Kollektivvertrag, awer da fir deen, deen um Niveau vun deem beschten ass. Allgemeng ass d'Remuneratioun zu Lëztebuerg sécherlech besser wéi an anere Länner, dat ass awer nëmme bedéngt richteg fir Residenten, wann een déi enorm Logementspräisser mat arechent.

An dat féiert zu engem anere Problem: d'Zuel vun de Grenzgänger an eisem Gesondheetssystem. Wéi gesot, mir rekrutéiere bal zwee Drëttel vun eisem Personal am Ausland a mir hunn an der Kris erlieft, wéi séier d'Grenze kënnen zougemaach gi vun eisen Noperen. Et huet e gudde Strapp misste verhandelt ginn, fir sécherzestellen, datt d'Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, och weiderhin hunn dierfen iwwert d'Grenz fueren.

De Fakt, datt esou vill Leit, déi a systeemrelevante Secteure schaffen, net op eisem Territoire wunnen, mécht eis als Land extreem vulnerabel. Duerfir muss de Logement och op der Prioritéitelëscht vun dëser Regierung ganz uewe stoen an och vun der nächster an där iwwernächster.

Här President, wa mer verstäerkt selwer wëllen ausbilden a méi Jonker, déi hei wunnen, wëllen an eisem Gesondheetssystem schaffen hunn, da musse mer awer och doriwwer nodenken, wéi mer dermat ëmginn, datt et vill Jonker gëtt, déi Loscht hunn, déi Talent hunn, fir an deene Beruffer ze schaffen, awer net all d'gefuerdert Sprooche gutt genuch beherrschen, fir en Ofschloss kënnen ze kréien.

Et ass schued, wann eis esou Leit verluer ginn, ëmsou méi, wa mer herno an der Grenzregioun Leit rekrutéieren, déi och Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch sécherlech net all d'selwecht gutt oder perfekt beherrschen. Patienten, déi krank a veronséchert sinn, brauchen en Uspriechpartner, deen hir Sprooch schwätzt, mee d'Patiente schwätze jo awer och net all déi selwecht Sprooch. Gebraucht ginn also Ekippen, déi ënnerschiddlech Sproochkompetenzen hunn an déi an der Zesummesetzung optimalerweis der Diversitéit vun de Patienten entspriechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Problemer an deene verschiddene Gesondheetsberuffer sinn am Detail net all d'selwecht an dach ginn et Gemeinsamkeeten! Mir bilde selwer net genuch aus. D'Beruffsbiller entspriechen dacks net méi dem aktuelle Stand vun der Wëssenschaft a vun de gesellschaftleche Besoinen. Mir stinn an engem Konkurrenzkampf mat anere Länner, déi zum Deel ganz attraktiv Bedéngunge bidden, fir eeben hir eege Leit am Land ze halen. Mir kënnen eis net endlos drop verloossen, dat Personal, wat mer brauchen, fäerdeg ausgebilt am Ausland ze rekrutéieren.

Dat ass eng Praxis, déi besonnesch fir de Gesondheetssecteur mat grousse Risike verbonnen ass. D'Ausbildung vun engem Dokter dauert laang, ganz laang, zemools, wann et sech ëm e Spezialist handelt. Mir mussen duerfir wäitsiichteg plangen an esou fréi wéi méiglech dermat ufänken, Jonker hei am Land fir déi Beruffer ze begeeschteren, wa mer an 10, 20 Joer wëllen an der Lag sinn, déi Dokteren ze ersetzen, déi bis dohinner an d'Pensioun ginn.

D'Etüd Lair geet am Detail op all déi Facteuren an, déi et manner attraktiv maachen, hei am Land als Dokter ze schaffen: D'Feele vun engem kompletten Ausbildungszyklus, keng Unisklinik, d'Schwieregkeet vu jonken Dokteren, fir am Ufank Fouss ze faassen, d'Vir- an d'Nodeeler fir Dokteren, déi als Salarié schaffe respektiv als Independant. Hei gëtt et, wéi an deenen anere Gesondheetsberuffer, och vill eenzel Aspekter, déi ee misst änneren, fir d'Attraktivitéit ze verbesseren. Mee dorobber elo am Detail anzegoen, dat géif de Kader vun dëser Interpellatioun mat Sécherheet sprengen.

Wichteg ass et, haut festzehalen, datt eise Gesondheetssystem, deen, wéi gesot, zu deene beschten iwwerhaapt gehéiert, nëmme weiderhin effikass a gutt fonctionéiere kann, wann e sech a Fro stellt, weiderentwéckelt an upasst.

Ech erënneren drun, datt d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert an de Sozialminister Romain Schneider scho virun der Kris éischt Schrëtt gemaach hunn, fir déi Reformen unzegoen. De Gesondheetsdësch kënnt geschwënn nees beieneen, wou all d'Acteure solle matschaffen, fir déi urgent Problemer ze diskutéieren an zesummen no Léisungen ze sichen.

A ganz positiv ass, datt d'Gesondheetsministesch op eng 30 Joer al Fuerderung vum Terrain agaangen ass an de Poste vum Chief Nursing Officer am Gesondheetsministère geschafen huet. D'LSAP begréisst et, datt d'Gesondheetsberuffer duerch dëse Posten eng nei Visibilitéit, mee virun allem een direkten Uspriechpartner am Ministère krut hunn, extreem wichteg, wann et ëm d'Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer geet.

Wéi gesot, de Gesondheetsdësch gëtt nees aberuff. An engems ass et awer och un eis, um Parlament, sech mat där Problematik am Detail auserneenzesetzen. An duerfir proposéiert d'LSAP, fir direkt am Hierscht an der Chamber Hearinge

mat alle betraffenen Acteuren ze maachen, fir datt d'Parlament ee bessert Versteesdemech vun der Situatioun um Terrain kritt. D'Konklusiounen dorauser sollen an engem Rapport festgehale ginn, deen dann d'Basis gëtt vun engem Débat d'orientation, wou natierlech och d'Resultater vum Gesondheetsdësch matafléissen.

An egal, wéi dës Konklusiounen och wäerten ausgesinn, dës Reforme gëtt et net zum Nulltariff. D'Kris huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, déi richteg Prioritéiten ze setzen an net op där falscher Plaz ze spueren. D'Gesondheet ass dat Wichtegst, wat e Mënsch am Liewen huet. An ee staarke Gesondheetssystem ze investéieren, rett Liewen.

Här President, d'LSAP steet fir staark Sozialsystemer a solidaresch finanzéiert Gesondheetsservicer, zu deene jiddwereen Accès huet. Et besteet e gewëssenen Drock, fir Deeler vun eisem Gesondheetssystem ze privatiséieren. Esou eng Privatmedezinn ass ugewisen op räich Patienten, déi mat staatleche Servicer net zefridde sinn. Si entzitt deene staatleche Servicer gläichzäiteg Moyenen, déi gebraucht géife ginn, fir se ze verbesseren.

Dogéint wiere mir eis. D'LSAP wëllt keng Zwouklassemedezinn an eisem Land. Mir wëllen eng éischtklasseg Gesondheetsversuergung fir all eis Bierger. Eise Gesondheetssystem këmmert sech vun der Gebuert u bis zum Dout ëm eis, vun der Maternité bis op d'Palliativstatioun. Hien huet et verdéngt, datt mir eis elo verstäerkt ëm hie bekëmmeren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, weltwäit feelen 9 Millioune Fleegekräften. Duerfir huet d'Weltgesondheetsorganisatioun 2020 zum Joer vun de Fleegekräften an Hiewanen ausgeruff.

Dës Interpellatioun iwwert d'Entwécklung zu Lëtzebuerg souwuel vun de Fleegeberuffer wéi vun de Beruffer aus dem sozioeducative Beräich passt gutt an dëse Kader. Duerfir wëll ech dem Marc Spautz fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun Merci soen.

Et geet ëm wichteg Beruffer, déi an eiser Gesellschaft schonn ëmmer e grousse Stellewäert haten, well se am direkte Kontakt mam Mënsch schaffen, also mat eis alleguer, Beruffer, déi an der Kris besonnesch sollicitéiert gi sinn.

Duerfir mäin zweete Merci un all déi, ob Resident oder Frontalier, déi am Alldag a besonnesch an der Covidkris gewisen hunn, mat wéi engem Engagement si sech fir eist Wuelbefannen asetzen, en Engagement, dat vu ville Leit mat Klappen a Sangen honoréiert ginn ass, well se sech an der Kris der Wichtegkeet vun dëse Beruffer eréischt richteg bewosst gi sinn. Net nëmme wichteg, mee systeemrelevant, esou wéi d'Francine Closener et och scho gesot huet!

Duerfir huet och eng Petitioun, fir den Ugestallten aus dem Gesondheetssecteur eng Primm auszebezuelen, ganz schnell de Seuil erreecht an en Débat public huet an der Chamber stattfonnt. Dësen Debat huet gewisen, dass eng Prime unique éischter wéi eng Trouschtplooschter ausgesäit an net deem entsprécht, wat de Secteur nohalteg brauch. Déi gefrote Primm honoréiert net jiddwereen, dee sech an der Kris devouéiert huet a si bréngt dem Personal am Gesondheetssecteur och net méi Unerkennung, keng besser Perspektiven a keng besser Work-Life-Balance.

Den Debat ëm eng Prime unique huet awer erlaabt, d'Diskussioun iwwert d'Gesondheetsberuffer ze relancéieren, wat mir absolutt begréissen. Duerfir ass et extreem wichteg, dass am Hierscht dee geplangten Debat iwwert d'Gesondheetsberuffer hei an der Chamber stattfënnt, a mir si frou iwwert d'Ausso vun der Ministesch, dass d'Gesondheetsberuffer ee vun de wichtegen Theemen um Gesondheetsdësch wäerte sinn.

Här President, wat sinn dann d'Problemer um Terrain? A wat si méiglech Léisungsvirschléi?

Bei de Fleegeberuffer sinn dëst haaptsächlech d'Unerkennung vun hirem Beruff, d'Perspektiven, déi se am Beruff hunn, hir Aarbechtskonditiounen, de Manktum u Personal, deen ëmmer méi grouss gëtt, an d'Ofhängegkeet vum Lëtzebuerger Gesondheetssystem vun de Frontalieren, déi eis an der Kris bal zum Verhängnis gi war.

Et ass manner d'Bezuelung de Problem, wou laut dem Rapport État des lieux iwwert d'Gesondheetsberuffer vum Hierscht 2019, deen oft zitéierte Rapport Lair, Lëtzebuerg eng Leaderpositioun huet. Mee dëse Virdeel kéint net méi decisiv sinn, wann, wéi dat och schonn ugekënnegt ginn ass, d'Nopeschregiounen hirem Gesondheetspersonal méi héich Salairë géife bezuelen, fir hiert eegent forméiert Personal bei sech ze behalen.

Mir hunn an der Kris gemierkt, dass mer e stabille Gesondheetssystem hu mat Leit, déi sech devouéieren. Fir déi gréng ass et extreem wichteg, op dëst staarkt Fundament weider opzebauen, an duerfir brauche mer weiderhi Personal, dat seng Mission de santé publique kann ënner optimale Konditiounen ausüben.

Duerfir muss onbedéngt analyséiert ginn, ob d'Formatioun vum Gesondheetspersonal deem entsprécht, wat e modernen, zolitte Gesondheetssystem brauch.

Kuckt een d'Ausbildung vun de Fleegeberuffer, mierkt ee schnell, dass mer an enger Sakgaass ukomm sinn. Just nach 10 % vun den Infirmiers diplomés, déi zu Lëtzebuerg all Joer op den Aarbechtsmaart kommen, sinn nach zu Lëtzebuerg ausgebilt. Lëtzebuerg bilt also bei Wäitem net genuch aus, an dat ass contraire zum Zil vun der Strategie 2030 vun der OMS, déi vun der Memberstaate fuerdert, d'Rekrutementer aus dem Ausland ëm 50 % bis 2030 ze reduzéieren, dëst, well weltwäit verschidde Länner hiert gutt forméiert Personal systematesch ofgeworbe kréien, esou wéi dat Lëtzebuerg och deelweis an der Groussregioun mécht. Dëst bedeit fir Lëtzebuerg, déi auslännesch Rekrutementer bis 2030 op ënner 30 % ze reduzéieren.

Wat sinn d'Grënn, dass esou wéineg Lëtzebuerger Residenten d'Formatioun vun de Fleegeberuffer zu Lëtzebuerg wëlle maachen? Ma d'Formatioun entsprécht net méi der Realitéit um Terrain an ass och par rapport zum Ausland net méi à jour. Eng BTS-Formatioun fir Infirmieren, déi um Terrain ëmmer méi Eegeninitiativ musse weisen an Decisioune mussen huelen, ass net méi adaptéiert. Ausserdeem musse si hir Treizième parallell mat hirer Beruffsformatioun maachen, wat eng grouss Belaaschtung ass.

Oft sinn dann och d'Sproochen eng Barriär, déi vill Schüler zum Ophalen zwéngen. Paradoxerweis ginn dann awer Leit aus dem Ausland rekrutéiert, déi guer net déi gefuerdert Sproochekompetenzen aus der Lëtzebuerger Formatioun hunn.

Och d'Formatioun vun den Aide-soignanten entsprécht net méi den aktuelle Besoinen um Terrain. Laut dem Rapport Lair gëtt et ëmmer manner Aide-soignanten, déi an de Spideeler schaffen, obwuel se hir Plaz do hunn, andeems se d'Infirmieren an hiren Tâchen ënnerstëtzen. Wat méi gutt ausgebilten Aide-soignanten do sinn, wat d'Infirmiere sech méi ëm dat Organisationellt an der Fleeg kënne këmmeren an d'Dokteren och kënnen an hiren Tâchen ënnerstëtzen. Duerfir muss d'Formatioun vun den Aide-soignantë genau analyséiert ginn, well si hunn e restriktive Kader. D'Ausbildung misst diversifiéiert ginn.

D'ALEPS, d'Association luxembourgeoise des enseignants pour professions de santé, huet souwuel zu der Infirmiersformatioun wéi zu der Aide-soignants-Formatioun Propositioune fir den LTPS ausgeschafft, déi eng gutt Diskussiounsbasis kéinte sinn.

D'ALEPS fuerdert gläichzäiteg awer och, dass d'Infrastrukture verbessert ginn a méi Moyenen an d'Ausbildung gestach ginn. Eng aner Revendicatioun ass, méi Léierpersonal an dem LTPS anzestellen, fir méi Schüler kënnen opzehuelen.

D'Etüd Lair seet och, dass et fir d'Formatioun fir d'Fleegeberuffer u Lokaler, un Enseignanten an un Unterrechtssupport feelt, wat d'Beruffer och net méi attraktiv mécht.

Wa mer méi wëllen ausbilden, mussen och méi Ausbildungsplaze geschaaft ginn, wëssend, dass déi demografesch Entwécklung méi Fleegepersonal wäert fuerderen. Zu Lëtzebuerg wäert ausserdeem d'Populatioun vun deenen iwwer 65-Järegen, déi méi Soins de santé brauchen, laut State of Health 2019 vu 14 % 2017 op 24 % 2050 klammen.

Kolleeginnen a Kolleegen, den Terrain fuerdert, dass d'Infirmiersstudien e Bachelor als Ofschloss solle kréien, deen dann och d'Dier opmécht fir e Master. Dëst géif hinne vill méi Perspektive bidden an och dem Patient garantéieren, dass seng Betreiung héchsten Normen entsprécht.

Am Koalitiounsaccord steet, dass muss eng generell Analys a gegeebenefalls eng Opwäertung vu verschiddene Gesondheetsberuffer gemaach ginn, fir eis op aner EU-Länner unzepassen. déi gréng stinn 100 % do hannendrun.

Mir gesinn hei d'Méiglechkeet vun enger Zesummenaarbecht vum LTPS mat der Uni.lu an eng eventuell Integratioun an eng zukünfteg Medical School.

Dës Kollaboratioun géif et erméiglechen, dass d'Infirmieren, d'Dokteren an aner Gesondheetsberuffer an hirer Ufanksformatioun verschidde Fächer zesumme kéinte beleeën a schonn am Studium léieren, am Team zesummenzeschaffen, eng Kompetenz, déi herno am Beruffsliewen extreem wichteg ass.

D'Méiglechkeet vun engem Master mécht och d'Dieren op, fir sech ze spezialiséieren. Dës Spezialisatioune sinn ëmmer méi wichteg an der Zesummenaarbecht mam Dokter, wou d'Infirmièrë kënnen Akten iwwerhuelen, déi soss vun engem Dokter hu misse gemaach ginn, besonnesch am chronesche Beräich. Dëst kann den Dokter entlaaschten, wat erlaabt, dass hie sech op déi méi schwiereg an akut Fäll ka konzentréieren.

De Master bitt och d'Chance, fir e Poste à responsabilités kënnen ze iwwerhuelen. Firwat net, Direkter vun engem Altersheim oder engem Spidol kënnen ze ginn? E Master ass awer och de Wee, fir als Enseignant zukünftegt Personal kënnen auszebilden.

Dat sinn awer net déi eenzeg Argumenter, fir de Bachelor anzeféieren. Den Infirmiersberuff ass mat ëmmer méi Responsabilitéite verbonnen, wat d'Ausbildung net erëmspigelt. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass vill Jonker wëlle studéiere goen, mee si wëllen dat ënner gudde Konditioune maachen a si wëlle verschidde Perspektiven hunn.

D'Bachelorkarriär mat Optioun vum Master géif et ausserdeem erlaben, d'Duebelbelaaschtung Treizième a Beruffsausbildung an de Sproocheproblem aus der aktueller Formatioun ze eliminéieren. D'Unerkennung vum Diplom am Ausland wär domat och garantéiert, wat weider Perspektive géif opmaachen, wëssend, dass eng weltwäit Penurie bei den Infirmiere besteet.

E weidere Beräich, wou besser forméiert an autonom schaffend Infirmieren eng Roll kéinte spillen, ass am ambulante Beräich, zum Beispill an der ambulanter Betreiung vu Patienten, déi fréizäiteg aus dem Spidol entlooss ginn oder als Deel vun enger multidisziplinärer Praxis, an am Monitoring vu chronesche Pathologien.

E weidere Problem, dee muss geléist ginn, ass d'Penurie beim Gesondheetspersonal, déi momentan nach ka mat Frontaliere kompenséiert ginn, mee déi laut dem Rapport Lair sech an Zukunft wäert verschlëmmeren. Elo scho musse fräi Plaze besat gi mat Personal, déi keng oder aner Spezialisatioune gemaach hunn.

Duerfir wär et sënnvoll, fir un engem positive Bild no bausse vun de Fleegeberuffer ze schaffen, ze vermëttelen, wat et wierklech heescht, fir an der Fleeg ze schaffen.

Oft gëtt gesot: „All Respekt fir déi, déi an der Fleeg schaffen, mee ech kéint dat net!" Firwat ass dat esou? D'Fleegeberuffer hunn net nëmme mat wäschen, sprëtzen, Verbänn, Wéi oder Bluttdrock ze dinn. Wann ee mat Vertrieder aus de Fleegeberuffer schwätzt, kritt een éischter vun organisatoresche Kompetenzen a Capacitéiten, fir Decisiounen ze huelen, geschwat. Do derbäi muss nach e gudde Schotz Empathie kommen, fir dem Patient de positiven Environnement ze schafen. Et si Beruffer, déi ofwiesslungsräich sinn a vill Satisfaktioun mat sech bréngen, wa se ënner gudde Konditioune kënnen ausgeüübt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- An hei muss ugesat ginn. Et wär sënnvoll, Informatiounscampagnen an de Schoulen a fir de Public ëmmer erëm ze organiséieren, och mam Bléck op eng Genderbalance am Beruff. Laut dem Rapport Lair waren 2019 zu Lëtzebuerg 80 % Fraen an de Fleegeberuffer. An Däitschland schwätze se vun engem „Schwesternsyndrom". Efforten ze maachen, fir méi männlech Residenten ze motivéieren, fir an der Fleeg ze schaffen, géif derzou bäidroen, allgemeng méi eegeforméiert Personal an dës Beruffer ze kréien.

E wichtege Beräich ass och, d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren. Genuch Personal ass wichtgeg, mee dat geet net duer. Et brauch och e gudde Mix an der Ekipp, eng gutt Ausbildung, e gesonde Rapport Jonk/Al, fir Erfarungen an nei Erkenntnisser kënnen auszetauschen, gutt Qualifikatioun a Formation-continue-Méiglechkeeten an ënnerschiddlech Spezialisatiounen a Kompetenzen.

Fir d'Attraktivitéit vum Beruff weider ze steigeren, muss och d'Work-Life-Balance verbessert ginn. Am Fleegesecteur schaffen heescht och, op Schichten a weekends ze schaffen. Domat hunn awer déi mannsten e Problem, wann alles geplangt ofleeft. Par contre, kuerzfristeg musse Schichten ze wiesselen oder aus dem Congé geruff ze ginn, geheit déi ganz Familljeplanung op d'Kopp. Wann dat reegelméisseg geschitt, dann huet dat eng negativ Auswierkung op d'Liewensqualitéit an dreift verschidde Leit aus dem Beruff.

Mam Rapport Lair hu mer endlech e wichtegen Outil, fir iwwert de Santéssecteur ze diskutéieren. E weist eis d'Lacunnen op a proposéiert och Léisungen. Dëst erlaabt eis et, méi positiv an d'Zukunft ze kucken.

Als Konklusioun kann ee soen, dass eigentlech déi ganz Beruffsketten aus dem Gesondheetssecteur muss analyséiert ginn an all d'Formatiounen esou reorganiséiert ginn, dass méi kompetent a méi effikass kann am Team zesummegeschafft ginn. Mat enger Reform vun de Studien, enger Erhéijung vun den Ausbildungsplazen an enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune gëtt de Beruff dann och méi attraktiv fir Jonker.

Här President, domat kéim ech zum sozioeducative Beräich. Hei sinn iwwer Joren d'Ufuerderungen un d'Educateuren och ëmmer méi breet gefächert ginn, well eis Gesellschaft dëst verlaangt. Si schaffen haut an den Altersheimer, am Beräich vum Handicap, mat Kanner a Schoulen oder fir Associatiounen. Duerfir muss d'Ausbildung lafend ugepasst ginn.

Op der Uni besteet mëttlerweil d'Méiglechkeet, sech an e Bachelor en sciences sociales et éducatives anzeschreiwen, entweeder a Vollzäit oder beruffsbegleedend. Am LTPES, Lycée technique pour professions éducatives et sociales, si säit 2014 ëmfangräich Reforme virgeholl ginn. Esou ass den Educateur opgewäert ginn, fir ëm den Zougang zu enger Héichschoul ze vereinfachen oder mat engem Bac+1 schaffen ze goen.

2018 war eng Autoevaluatioun vun der Reform innerhalb vum Secteur geplangt, déi och am Lafen ass. Et wär interessant ze wëssen, wou genau déi Evaluatioun drun ass an, virun allem, a wéi eng Richtung et schonn eventuell Konklusioune ginn. Wéi et schéngt, huet d'Reform Uklang fonnt, well d'Schülerzuelen am LTPES si vun ufangs 250 Schüler pro Joer op 300 Schüler pro Joer geklommen. Do ass nach e bësse Sputt no uewen, mee dann ass den LTPES och u senge Limitten ukomm.

D'Fro ass awer och, ob méi Demande bei de Schüler do ass, fir de sozioeducative Wee anzeschloen. Um Niveau vun den Auxiliaires de vie, déi net am LTPES, mee a verschiddenen technesche Lycéeën ausgebilt ginn, ass och iwwer eng Spezialisatioun op d'Aarbecht mat de Kanner nogeduecht ginn. Am Moment ass déi Ausbildung staark op Fleegeberuffer ausgeriicht. D'Iwwerleeung wär, fir en Aide oder en Auxiliaire socioéducatif ze schafen, deen um Terrain den Educateur kéint ënnerstëtzen an esou och entlaaschten.

déi gréng fannen, dass dat eng sënnvoll Orientatioun an der Formatioun kéint sinn a wären natierlech interesséiert drun ze wëssen, wou déi Iwwerleeungen dru sinn. De Secteur socioéducatif ass wéi d'Santé och e Beräich, wou et schwiereg ass, genuch Personal um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze fannen. Duerfir gi vill Frontalieren agestallt, wat méiglech ass, well d'Salairë par rapport zum Ausland héich sinn.

Och wa manner Drock ass wéi am Santésberäich, musse mer d'Evolutioun um Aarbechtsmaart awer am A behalen, besonnesch, well d'Ufuerderungen un de Beruff ëmmer méi breet ginn a sech stänneg änneren.

De sozioeducative Beräich ass mat änleche Problemer konfrontéiert wéi de Santésberäich. D'Diversifikatioun vun den Aarbechtsberäicher an den Tâchë brauch adaptéiert Spezialisatiounsformatiounen a Méiglechkeete vu Formation continue.

Fir de Beruff méi attraktiv ze maachen, mussen och d'Aarbechtskonditioune verbessert ginn an och am sozioeducative Beräich schaffe majoritär Fraen, wat bedeit, dass och hei geziilt Männer fir d'Formatioun misste sensibiliséiert ginn. Duerfir wär et wichteg, en État des lieux iwwert de sozioeducative Beräich, wéi de Rapport Lair an der Santé, virleien ze hunn. Dat wär e wichtegen Outil, fir genau ze wëssen, wou eventuell Problemer am Secteur sinn a fir Léisunge kënnen auszeschaffen.

Well d'Sprooch e wichtege Facteur an dësem Secteur ass, wär et och wichteg, de Rapport Resident/Frontalier ze analyséieren a stänneg am A ze behalen. Esou eng Analys vum Aarbechtsmarché géif et och erlaben, déi zukünfteg Ufuerderungen un den LTPES virauszegesinn, wou aktuell d'Reformen ausgewäert ginn, mee deen awer och scho muss méi wäit no vir kucken.

Här President, wéi ufangs scho gesot, si souwuel d'Fleegeberuffer wéi déi aus dem sozioeducative Beräich wichteg Beruffer, déi sech permanent neie Gegeebenheete mussen upassen. D'Verännerung vun der Gesellschaft oder d'Entwécklung vun neien Therapien oder Konzepter muss analyséiert ginn an eventuell an d'Formatioun matagebonne ginn, an de Besoin u Personal, dee permanent klëmmt, muss am A behale ginn.

Um Niveau vun der Formatioun hu mer awer verschidden Entwécklungen. Si se am sozioeducative Beräich schonn an engem Reform-

prozess dran, schéngt dat am Santésberäich um Niveau vum Lycée technique pour professions de santé nach net de Fall ze sinn. Duerfir ass et gutt, dass mer elo en État des lieux aus dem Santésberäich hunn, deen eis et wäert erlaben, och dëse Reformprozess unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, merci fir unzefänken dem Här Marc Spautz fir dës Interpellatioun. Hien hat déi jo ewell schonn den 13. Januar vun dësem Joer ugefrot.

Haut geet et ëm d'Auswierkunge vun der Ausbildung zu deene verschiddenste Beruffer aus dem Fleegesecteur, déi per Gesetz vum 11. Januar 1995 gestëmmt goufen, an och iwwert d'Educateuren aus de verschiddenste Beräicher, deenen hir Ausbildung per Gesetz vum 10. August 2005 gestëmmt gouf. Mee wichteg ass awer och, fir ze wëssen, wat an der Zukunft gebraucht gëtt, e Sujet, dee wichteg ass fir dee betraffene Secteur, a vill Leit hunn an der Tëschenzäit gemierkt, wéi wichteg dee Secteur fir eist Land ass.

Op hirem Site vum Gesondheetslycée ginn déi eenzel Ausbildungsweeër gutt erkläert a dann zum Ofschloss op Basis vun deenen eenzelne Formatiounen ginn och déi verschidden Diplomer matgedeelt, déi een hei ka kréien.

Dat ass eng Säit. Mee haut muss ee feststellen, datt mer éischtens e grousse Manktum u Fleegepersonal am Land hunn. Iwwer 60 % vun de Leit am Fleegesecteur komme moies aus den Nopeschlänner bei eis schaffen. Zweetens, d'ANIL, d'Gewerkschaft vun den Infirmièren an Infirmieren, gesäit och fir d'Zukunft e komplette Manktum u Fleegepersonal viraus, well ëmmer méi Leit no an no an d'Pensioun ginn an net genuch jonk Leit dëse Beruff vum Fleeger ergräifen.

Opgrond vun dëse Fakte muss ee sech da Froe stellen. E puer Wuert zur Ausbildung. D'ANIL kritiséiert, datt een hei am Land keng Infirmiersausbildung op Bachelorniveau maache kann. Et geet just bis zum BTS, Brevet de technicien supérieur, deen een am Gesondheetslycée maache kann. Dat bréngt et da mat sech, datt jonk Leit mussen an d'Ausland goen, fir e Bachelor ze maachen. Dat vereinfacht d'Saach net. D'ANIL wëllt dohier den Infirmiersstudium op Bachelorniveau hei am Land eropschrauwen.

Jonk Leit, déi de Wee vum Ausland ginn, bleiwen dann oft do, esou d'Madamm Presidentin vun der ANIL an enger Dageszeitung. Insgesamt ass d'Ausbildung net ganz glécklech, fënnt och den Chief Nursing Officer vum Ministère de la Santé. ok

Hei en Auszuch aus hirem Interview aus enger Dageszeitung: „Das Modell, nach dem die Krankenpfleger in Luxemburg ausgebildet werden, ist einzigartig. Dass die Schüler schon vor dem Abschluss der Première spezielle Kurse belegen, die zur Ausbildung des Pflegers gehören, macht das Ganze kompliziert. Würde nämlich ein Schüler mit Abschluss einen Pflegeberuf in Luxemburg erlernen wollen, müsste er wieder bei Onzième anfangen und vier Jahre weiter lernen, um schlussendlich einen BTS-Abschluss zu haben. Das machen die wenigsten. Stattdessen studieren viele im Ausland und kommen teilweise nicht mehr zurück. Wir bilden hier nicht viele Krankenpfleger aus. Die Krise hat gezeigt, wie unglaublich abhängig wir diesbezüglich von unseren Nachbarländern sind."

Dat erschéngt ganz logesch: Fir Leit mat enger Première générale oder enger Première classique ass et net attraktiv, nees op eng Onzième zréckzegoen. Dat schreckt jonk Leit of, déi sech eréischt no hirem Secondaireofschloss fir e Beruff am Fleegesecteur interesséieren. Eng Bachelorausbildung fir Infirmieren, souwuel fir Leit mat engem Secondaireofschluss wéi och fir d'Leit aus dem LTBES, déi ewell e BTS hunn, sollt onser Meenung no op der Uni Lëtzebuerg ugebuede ginn.

De BTS vun der Infirmière ofzeschafen a just nach e Bachelor unzebidden, erschéngt manner logesch, well och da komme manner Leit a Fro, well e Bachelor soll och e Bachelorniveau hunn. Dohier wär et am beschten, op der Uni eng Bachelorausbildung unzebidden, awer weider de BTS am Gesondheetslycée. Esou ka jiddweree senge schoulesche Capacitéiten no eng Ausbildung maachen.

Een anert Kapitel. Méi Attraktivitéit fir Beruffer aus dem Fleegesecteur a méi Kompetenzen an Autonomie fir Leit am Fleegesecteur. D'Leit aus dem Fleegesecteur stéiere sech drun, datt si wéineg Entscheedunge selbstständeg treffe kënnen. Dat steet am Widdersproch zu där extreem héijer Verantwortung, déi si droen. Eng méi grouss Onofhängegkeet an den Entscheedunge géif och zu engem fléissende Verlaf am Klinikalldag bäidroen.

Dozou seet dann den Chief Nursing Officer an enger Zeitung: „Zum Beispiel ist die Arbeit der Krankenpfleger komplett auf medizinische Verschreibung aufgebaut. Kleine Dinge, sei es ein Rollstuhl oder ein bestimmter Verband, müssen dem Krankenpfleger vom Arzt verschrieben werden. Dadurch geht viel Zeit verloren." Si wënscht sech virun allem: „Die Rolle und die Kompetenzen der Krankenpfleger sollen stärker hervorgehoben werden. Außerdem sollen diese eine größere Autonomie bekommen. Inwiefern das möglich ist, muss natürlich mit den verschiedenen Akteuren besprochen werden. Ein Krankenpfleger ist im permanenten Kontakt mit dem Patienten und sieht zum Beispiel sofort, wenn ein älterer Mensch nicht genug trinkt. Daraufhin kann er seine Diagnose stellen und entscheiden, was zu tun ist, damit es der Person besser geht."

D'Gesetzer an d'Reglementer sinn an där Madamm hiren Ae vereelzt an entspriechen net méi den aktuelle Bedierfnesser. Ech kommentéieren dat elo hei haut net, dat géif ze vill an den Detail goen. Et geet jo net ëm den Inhalt. Wichteg ass, datt se iwwerschafft gi vun a mat deene Leit, déi an deem Beräich aktiv sinn, aus deem ganze Fleegesecteur.

Duerch d'Coronakris sinn d'Leit aus dem Fleegesecteur méi an de Fokus vun der Aktualitéit geroden an hir enorm Wichtegkeet ass jiddwerengem vill méi kloer ginn. Mir mussen d'Fleegeberuffer méi interessant maachen duerch eng méi grouss Visibilitéit an och Attraktivitéit, zum Beispill. An da muss een och méi Reklamm maachen. De Fleegesecteur brauch méi Reklamm an et muss och besser informéiert ginn iwwert déi verschiddenaarteg Beruffsbiller, déi do ugebuede ginn.

Informatiounscampagnë sinn eng gutt Saach, mee et gëtt awer méi konkreet Méiglechkeeten, fir de Jonken de Beruff méi attraktiv ze maachen. E Grenzlycée, wéi den Här Spautz et gesot huet, ka gutt sinn. Mee dat huet awer och e Problem: Duerno musse mer e franséischsproochegen hunn an en däitschsproochegen. An um Terrain, do ass de Gros awer franséischsproocheg. Och dat alles muss een do materanhuelen.

Eiser Meenung no, oder eng aner Méiglechkeet wär zum Beispill eng Allianz, déi d'Interesse vun eenzelne Jonken erëm erwäche kéint, zum Beispill ee Militärspidol. Et kéint een zum Beispill hei eng wichteg Allianz schléisse mam Beräich vun der Arméi. Wann e Militärspidol kënnt, wéi et scho jorelaang am Gespréich ass, firwat net en Debouché schafe vun engem Infirmier militaire? Dat géif och erëm méi jonk Leit mat aneren Interessegebidder unzéien. D'Militärspidol kéint op vill Manéieren attraktiv si fir jonk Leit. Zum Beispill, och ouni bei der Arméi ze sinn, kéinte si do Stagë maachen. Do géif et vill Iddie ginn an do géif eng ganz aner Populatioun vu Kandidaten ugezu ginn. Well et muss ee jo wëssen, a sengem Liewe mat 18, 19 Joer huet een dacks aner Interessie wéi mat 14, 15, a mat 23, 24 huet een erëm aner Interessien. All deem muss ee Rechnung droen, an et wier eng Win-win-Situatioun fir de Fleegesecteur, awer och fir d'Land. Jonk Leit géifen Ablécker kréien an déi eenzel Servicer, déi kéinte mateneen hir Interessie verbannen.

Een anert Kapitel: d'Spooch. Et ass fir jonk Leit net einfach, wa se op hirer Aarbechtsplaz ëmmer musse mat hiren Aarbechtskolleegen eng Friemsprooch schwätzen, wat fir de Patient, awer och fir Kanner notamment ganz desagreabel ass an och fir d'Leit am Fleegesecteur selwer.

Vill jonk Leit zu Lëtzebuerg zécken, fir e Beruff ze ergräifen, an deem se net kënne Lëtzebuergesch mat hiren Aarbechtskolleege schwätzen. Vill Jonker mengen, de Secteur wär ganz a franséischer Hand. Et ass wichteg, datt d'Leit Sproochekenntnisser hunn am Franséischen an am Däitschen, well déi eenzel Medikamentenuweisungen am Spidol meeschtens op Franséisch sinn.

Jo, mir sinn op d'Leit vun der Grenzregioun ugewisen am Fleegesecteur. Dat ännert awer näischt drun, datt och si solle méiglechst vill Lëtzebuergesch schwätzen op hirer Aarbechtsplaz an och mat hire Patienten a mat hire Kolleegen. D'Organisatioun vu Sproochecoursë kéint dann an de Spideeler ugebuede ginn, vu kompetente Ministèren, a si kéinten déi dann do suivéieren, ouni datt dee kompletten Alldag vun hinnen op d'Kopp geréit. Och d'Méiglechkeet vum digitale Beräich, fir d'Sprooch ze léieren, soll a Betruecht gezu ginn, firwat net iwwer Video?

An da géif ech elo och gläich um Schluss ukommen. Ech hätt awer nach ..., mee bon, mir kréie jo den Hierscht nach méi dacks Zäit a méi Geleeënheet, fir drop hinzeweisen, mee erlaabt mer awer nach just, well meng Zäit ofgelaf ass, nach e puer Wuert zu den Educateuren ze soen!

Do hu mer eng Schoul, déi huet eng Capacitéit fir 300 Schüler. 160 maachen den Ofschloss. A wou bleiwen déi aner 140? Dat muss een dann och kucken. A vun deenen 160, déi den Ofschloss maachen, ginn der 40 (veuillez lire: 40 %) an d'Ausland. Dann ass et jo ganz logesch, datt net vill hei am Land bleift. Ech mengen, do wollt ech just drop opmierksam maachen, datt mer do mussen aktiv ginn.

An dann hätt ech nach eng lescht Fro. Ech hätt der jo nach, mee eng lescht Fro, déi ee sech dann och muss stellen, dat wier dann eng Fro un d'Madamm Ministesch: Wann een en Educatiounsberuff wëllt ergräifen, da steet hei geschriwwen: « L'exercice d'une profession du secteur socio-éducatif, éducateur diplômé et auxiliaire de vie, est subordonné à l'acquisition d'une autorisation d'exercer, délivrée par le Service de la reconnaissance des diplômes. »

An da muss ee sech froen: Firwat mussen déi Leit, déi an dee Beruff wëlle goen, 75 Euro bezuelen, fir däerfe schaffen ze goen? Dat ass meng Fro, déi ech elo emol mat op de Wee wollt ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An elo wier et dann um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et war esou Mëtt Mäerz, kuerz ier d'Regierung den État de crise ausgeruff hat, datt de Premierminister, zesumme mat der Santésministesch, d'Fraktiounspresidenten zesummegeruff huet, fir iwwer hir Pläng ze informéieren. An zu deem Zäitpunkt louch, oder houng ee grousst Damoklesschwäert iwwer Lëtzebuerg, nämlech Rumeuren, déi kurséiert waren, datt Frankräich d'Grenze géif zoumaachen an datt si hiert Gesondheetspersonal requisitionéiere géifen. Wat dat bedeit hätt, brauch ee wuel kengem dobaussen an och heibannen ze erklären. Dat hätt dat bedeit, wat ëmmer probéiert ginn ass ze verhënneren, nämlech de komplette Kollaps vun eisem Santéswiesen.

An dee Moment huet och, mengen ech, keen duerno gefrot, datt soguer Medikamenter missten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, mee mir ware ganz frou, datt d'Fransousen dat net gemaach hunn an datt dat Personal, zum groussen Deel franséischt Personal, an de Spideeler weidergeschafft huet.

De Rapport, dee virun engem Joer virgestallt ginn ass, de Rapport vun der Madamm Lair, ass awer ganz staark op d'Schwächte vun eisem Santéssystem agaangen, virun allem op d'Gefore vun enger Penurie, déi an deenen nächste Jore riskéiert, op eis duerzekommen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och am europäeschen Ausland, voire souguer deelweis weltwäit, mee awer och zu Lëtzebuerg.

An zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun besonnesch speziell, well effektiv zwee Drëttel vun eisem medezinnesche Personal net zu Lëtzebuerg wunnen. Deen een Drëttel, deen nach iwwreg bleift, huet och net onbedéngt d'lëtzebuergesch Nationalitéit. Wa mer déi elo géifen no ganz strenge Krittäre vu mengem Virriedner och nach géifen erausrechnen, da kéint ee sech jo virstellen, wat nach géif iwwregbleiwen.

An deem Rapport steet och dran, an enger vun de Konklusiounen, datt « le recours au recrutement frontalier est encore possible, mais toute initiative en France, en Belgique ou en Allemagne, qui viserait à rehausser les salaires des professions de santé engendrait immédiatement une grave crise du système sanitaire luxembourgeois. »

Wann also a Frankräich, Däitschland oder Belsch Reflexioune gefouert ginn, fir hir Krankeberuffer, hir Krankefleeger duerch eng Salaireserhéijung, eng substanziell Salaireserhéijung, ze ënnerstëtzen, dann hätte mer: « engendrait immédiatement une grave crise du système sanitaire ».

Dat als Konklusioun vun esou engem Rapport, dat muss stutzeg maachen. An eng vun deene grousse Konklusiounen, a praktesch jiddwer Virriedner huet dat och scho gesot, dat ass, datt mir hei zu Lëtzebuerg net genuch selwer ausbilden. Mir bilden net genuch selwer aus an de medezinnesche Beräicher. Do sinn elo éischt Initiative geholl ginn, an et ass jo och e Gesetzesprojet, deen elo diskutéiert gëtt an der Chamber. Mee dat ass e Constat, dee mer generell zu Lëtzebuerg maache mussen, net nëmme fir d'Medezinner selwer, mee awer och fir d'Fleegeberuffer.

An dat ass zu Lëtzebuerg awer och historesch gewuess an do hu mer eis selwer op de Kapp gespaut, well et ass natierlech och immens gënschteg fir e Land, wann et d'Personal aus anere Länner rekrutéiert, wou déi aner Länner d'Ausbildungskäschten da fir déi Leit iwwerholl hunn. Duerfir mengen ech, wa mer eis alleguer dem Constat bewosst sinn, datt mer méi mussen ausbilden, datt mer méi a verstäerkt an deen dote Secteur iwwerhaapt mussen investéieren, da geet dat just iwwer dräi zentral Weeër.

Éischtens, mer mussen d'Ausbildung veränneren. Zweetens, mer mussen d'Beruffsbild méi attraktiv maachen a mat dem Beruffsbild natierlech och d'Aarbechtskonditiounen. An drëttens, mer mussen d'Karriären opwäerten, valoriséieren, a mer mussen och kucken, datt d'Weeër an aner Beruffer, och Changementer vun de Karriären, Promotiounen, méiglech sinn, fir och déi Karriäre vun deene jeeweilege Beräicher ze valoriséieren.

An d'Madamm Lair mécht an hirem Rapport och eng ganz Rëtsch Propositiounen. A se kritiséiert och zum Beispill, datt zu Lëtzebuerg, wat d'Formatioun ugeet, nach ëmmer ze rigid Strukture sinn. Als Méiglechkeet, als Chantier, deen ee misst ugoen, huet se d'Beispill genannt, datt een, deen e Medezinnstudium ugefaangen huet, een, zwee, dräi Joer eventuell studéiert huet, dunn awer d'Flemm kritt huet oder gemierkt huet, datt d'Ufuerderunge vläicht fir hien ze héich sinn, datt deen dann einfach fäerdeg ass, also déi Ausbildung dann einfach als Echec ugesi gëtt an datt et keng Méiglechkeet gëtt, fir quasi e Quereinstig an aner Beräicher ze maachen. Dat ass ee vun deene ganz weesentleche Chantieren, wou mer och d'Motivatioun vun de Leit kënnen erhéijen, fir deen dote Beruffswee anzeschloen, datt een, wann een en cours de route mierkt, datt een awer vläicht eng Reorientéierung bräicht, sech awer an deem ganze Beräich vun der Fleeg dra kann erëmfannen.

D'Fro, déi och am Raum ass, an déi ëmmer besteet, ass: Wa mer natierlech esou staark op Frontalieren zréckgräifen, an zréckgräife mussen, dann hu mer eng implizitt Benodeelegung vun de Residenten, an ech soe bewosst Residenten, well et bedeit jo net nëmme Lëtzebuerger, duerch d'Sproochesituatioun an d'Sproochenufuerderungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg stellen, déi am Ausland net esou an deem Mooss gestallt sinn. Dat ass och e ganz grousse Chantier, deen, wa mer do wëlle seriö drugoen, och dann am Hierscht muss diskutéiert ginn a wou mer, mengen ech, alleguer zesummen opgefuerdert ginn, doru matzedenken.

Deen zweete Beräich vun den Aarbechtskonditiounen. Den Här Graas huet dat virdrun e bëssen esou gesot: Jo, vill vun deene Leit, mat deenen ee schwätzt, hunn effektiv d'Gefill, datt se hir Akte mat der Stoppauer maachen, well se jo och deelweis getimed sinn. An dat huet eebe justement mat de Versich ze dinn, d'Spideeler, ech soen elo emol besonnesch d'Spideeler, awer net nëmmen d'Spideeler, och Reseauen ze rationaliséieren, ekonomesch méi effikass ze maachen. An ech mengen, mir mussen och kucken, ob mer do net iwwerdriwwen hunn an där ekonomescher Rationaliséierung, an datt déi ekonomesch Perspektiv just eng vun deene ka sinn an am Zentrum awer nach ëmmer d'Fleeg vun de Patiente muss stoen.

Bei de Karriären opwäerten, ech mengen, do huet och bal jiddweree schonn heibannen d'Weeër opgewisen, déi ee goe soll. Mir brauchen, mengen ech, definitiv e Bachelor, deen deem och entsprécht, wat déi Leit studéiert hunn, déi och international Krittären erfëllen. An, wéi den Här Hansen et virdru gesot huet, mir brauchen och weiderféierend iwwert de Bachelor d'Méiglechkeet, e Master ze schafen, fir domadder e ganze Circuit vu Studie kënnen anzeféieren. An, wat ganz wichteg ass, och Changementer vu Karriären, Promotiounen, déi méiglech sinn.

Ech begréissen ausdrécklech, datt d'Madamm Closener hei ugekënnegt huet, datt am Hierscht wäert en Hearing stattfannen, deen, mengen ech, ganz wichteg ass, datt mer alleguer d'Stakeholders, wéi een haut jo esou schéi seet, also alleguer déi Leit, déi betraff sinn, déi am Secteur schaffen, datt déi och gehéiert ginn, an datt mer duerno eng grouss Debatt, eng grouss Orientéierungsdebatt féieren, déi, mengen ech, awer och iwwert d'Fro vun de Beruffsbiller nëmmen erausgeet, well déi Beruffsbiller hu jo och domadder ze dinn: Wéi stelle mer eis vir, datt eis Santéslandschaft an zéng Joer ausgesäit? Ginn et eventuell Beruffsfelder, déi mer musse weiderentwéckelen? D'Preventivmedezinn, ass dat net och vläicht eng Konklusioun aus dëser Kris, datt mer verstäerkt mussen an d'Preventivmedezinn investéieren, respektiv wou mer elo gesinn, wou et hapert, an d'psychotherapeutesch Betreiung vu Leit?

Ech mengen, datt dat d'Erausfuerderung ass, där d'Chamber insgesamt sech muss an deenen nächste Méint, op jidde Fall no der Summervakanz stellen. An ech hoffen, datt mer als Grondlag de Rapport vun der Madamm Lair huelen, deen ass, mengen ech, eng ganz gutt Grondlag, fir dorobber ze diskutéieren. An ech denken, mer sollten dat maachen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech soen och als Éischt eng Kéier dem Kolleeg Marc Spautz hei e grousse Merci dofir, datt en dat Theema op den Ordre du jour gesat huet. Wéi en am Januar, esou wéi en dat och virdru gezielt huet, deen heite Punkt op den Ordre du jour geholl huet, du war d'Welt eng aner. Mir ware virun enger Kris, mee et war eis net bewosst, datt zwee Méint drop déi Interpellatioun ganz vill un Aktualitéit géif gewannen, eng Aktualitéit, déi mer eis net gewënscht hätten. An ech mengen, mir wären alleguerte ganz frou gewiescht, wa mer zum urspréinglech geplangten Datum am Mäerz hätte kënnen iwwert dat heiten Theema schwätzen an eis net hätte misse mat engem État de crise beschäftege respektiv missen deen État de crise geréieren.

Et ass kruzial, hunn ech gesot, an et ass kruzial aus deem ganz einfache Grond, well mer hei wierklech vu systeemrelevante Beruffer schwätzen. Mir schwätzen hei net vu Beruffer, déi een einfach esou ersetze kann, a mir schwätzen och net vu Beruffer, déi een einfach esou léiere kann. Et gëtt e Grond, firwat grad am sozioeducative Beräich et Zougangshürde ginn, et gi Krittären an et gi ganz kloer Formatiounspläng.

Wat meng Virriedner scho gesot hunn, ass: Eise Gesondheetssystem ass haut immens ofhängeg vu Leit, déi am Ausland liewen. Firwat? Bon, dat eent, dat si sécherlech d'Salairen, déi e Facteur hei spillen. Dat Zweet ass awer sécherlech och, datt mer et net fäerdegbréngen, genuch Leit hei zu Lëtzebuerg auszebilden. An do muss ee sech da jo awer d'Fro stellen: Wourunner läit dat, datt mer et net fäerdegbréngen, an engem esou räiche Land wéi Lëtzebuerg esou systeemrelevant Beruffer adequat auszebilden? Läit et dorunner, datt de Programm ze schwéier ass, ze kondenséiert ass?, wat een aus dem Secteur reegelméisseg héiert, datt d'Schülerinnen an d'Schüler sech beschwéieren, datt de Programm dach awer ganz kondenséiert ass an datt hinnen einfach d'Zäit feelt, fir besser ze ginn, fir dat Ganzt ze packen. Ass et, well d'Offer u Formatioun net duergeet?

Bref, ech mengen, datt mer eis hei wierklech mussen d'Fro stellen: Wéi kënne mer an Zukunft d'Unzuel vun den Absolventen hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht setzen, an dat net nëmmen am Interêt vu Lëtzebuerg, mee am Interêt vun der Groussregioun? Well et däerf een net vergiessen, all eenzelnen Employé, deen aus der Groussregioun op Lëtzebuerg schaffe kënnt, dee feelt natierlech a sengem respektiven Duerf a senger respektiver Stad.

De Marc Baum huet virdru gesot: „Wann d'Grenzen zougaange wären, dann hätte mer ganz domm hei aus der Wäsch gekuckt." A fir eebe grad dat ze verhënneren, sollte mer hei weider Efforte maachen.

Dann, ech hunn et ugeschwat, d'Ausland. D'Ausland, dat ass heefeg an deem heite Beräich d'Groussregioun. Mee d'Ausland geet awer och vill méi wäit, an do geet et dann ëm d'Koordinatioun, wat d'Unerkennung vun den Diplomer ugeet.

Ech mengen, et gi ganz vill Leit, déi eeben net hei zu Lëtzebuerg e Gesondheetsberuff léieren, mee dat an deene verschiddensten Héichschoulen oder weiderféierende Schoulen am Ausland maachen, ob dat an der Belsch, Däitschland oder Frankräich ass. Verschiddener komme souguer vun nach méi wäit hier. An do, mengen ech, misste mer nach weider Efforte maachen, fir d'Unerkennung vun den Diplomer ze vereinfachen, awer och dat Ganzt vill méi einfach unzegläichen.

Här President, et ass sécherlech esou, datt d'Gesondheetswiese virun Erausfuerderunge steet, virun Erausfuerderunge stoung déi lescht Wochen a Méint. A wann ech iwwert d'Bildung an iwwert d'Konditioune vun der Bildung am Gesondheetswiese schwätzen, da kommen ech net ëmhin, awer den Elefant am Raum och nach eng Kéier unzeschwätzen, an dat ass den Neibau vum LTPS. Elo wësse mer, datt deen Neibau amgaang ass, datt d'Baggere rullen an datt et an déi richteg Richtung geet. Ech mengen, datt et do vläicht an der Vergaangenheet e bësse lues gaangen ass, datt ech hoffen, datt mer déi Lenteur administrative, déi do deelweis dra war, an Zukunft net méi hunn an datt de Projet wierklech fristgerecht fäerdeg gëtt. Well dat ass, mengen ech ...

(Interruption)

Jo, hoffentlech kënnt net nach eng Kris dozwëscht! Hoffentlech geet et esou weider, wéi dat geplangt ass!

An da schwätzen ech awer iwwert den zweete Volet, deen de Marc Spautz hei ugeschwat huet. Dat war jo net nëmmen de Gesondheetssecteur. Dat ass och de Beräich vum Sozioeducativen. Den Interêt fir e Beruff am sozialen an am educative Beräich ass grouss. Mee eppes, wat direkt an d'A fält, wann een eng Kéier d'Ofschlossklasse kucke geet, dann ass dat d'Genderbalance, oder besser gesot an deem heite Fall d'Genderimbalance, well mir schwätzen hei dach vun enger Verdeelung vun ... An de Minister huet sécherlech méi genau Zuele wéi ech, mee ech hunn dat elo Pi mol Daum gekuckt op de Fotoe vun de Klassen. Do hat ech esou d'Gefill, et wären ee Véierel Männer an dräi Véierel weiblech Schülerinnen. Hei ass also e Beräich, an deem gesellschaftlech Stereotyppen dach nach relativ present sinn.

An do misst ee sech d'Fro stellen: Wéi kënne mer de Beruff vum Educateur méi attraktiv maachen och fir männlech Schüler?

(Interruption)

Jo, ech weess, weiblech Schülerinnen, dat kënnt op dat nämmlecht eraus.

De Beruff vum Educateur weist, datt mer e Besoin hunn. Mir sinn och frou, datt mer déi Educateuren hunn, well grad elo och erëm an der Kris si mer frou, datt se d'Kanner konnten accompagnéieren. A grad eeler Leit, mee och jonk Leit. Also ech mengen, den Educateursberuff ass e Beruff, wou een un deenen zwee Enner vum Liewen am jonken Alter vill mat hinnen ze dinn huet an deelweis am soziale Beräich da mat änleche Beruffsbiller méi spéit am Liewen nach eng Kéier ze di kritt. Dat heescht, et ass gutt a mir sollten als Lëtzebuerg och houfreg sinn, datt mer esou eng Offer kënne liwweren.

Ech wollt awer just nach ganz kuerz vläicht och eppes soen, wat d'sozial an d'educativ Beruffer ugeet. An do geet et ëm de Jugendchômage. An do stellen ech mer d'Fro, ob, wa mer déi Beruffer géife méi valoriséieren ... Mir mierke jo, datt eng Demande do ass. Déi Demande ass do, well et kommen all Dag esou vill, Honnerten, voire Dausende Grenzgänger aus der Groussregioun op Lëtzebuerg, fir an deene Beruffer ze schaffen. Wa mer déi Beruffer also valoriséiere kéinten, wa mer déi Ausbildung kéinten esou maachen, datt méi Leit et packen, da kéint ee sécherlech och hei eppes maache géint de Jugendchômage, wou Lëtzebuerg haut dach leider déi drëtt Plaz vun där falscher Richtung aus anhëlt a kuerz hannert Spuenien a Griichenland dach bal 25 % vun de Jugendlechen am Chômage sinn.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt een hei zwou Mécke mat enger Baatsch kéint schloen, andeem een eng Ausbildung méi interessant géif maachen, e Beruffsbild oder Beruffsbiller méi valoriséiere géif an doduerjer dann och kéint eppes maache fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg no enger Aarbecht siche respektiv se en amont opzefänken, datt se guer net eréischt an d'Situatioun kommen, eng Aarbecht mussen ze sichen, well se an e Beräich erakommen, wou immens Leit gesicht ginn.

Ech soen also nach eng Kéier dem Marc Spautz Merci fir d'Initiativ an ech hoffen, datt mer haut net fir d'lescht iwwert dat Theema schwätzen, mee datt dat heiten den Ufank ass vun engem Prozess, deen déi Beruffer valoriséiert an hir Ausbildung wierklech an de Mëttelpunkt stellt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech si ganz frou, dass Lëtzebuerg Corona net gebraucht huet, fir ze erkennen, dass mer e Problem mam Gesondheetssystem hunn an och ronderëm d'Gesondheetsberuffer, an dass deemno vläicht och schonn en vue vun deem Internationale Joer vun de Gesondheetsberuffer déi Etüd Lair an Optrag gaangen ass, wou ech och ganz frou sinn, hei ze héieren, dass se net nëmme bekannt ass, mee och gelies a komplett integréiert ass. Si zeechent wierklech dat op, wou de Schong dréckt, a si zeechent doriwwer eraus och eng ganz Rei Pisten op, op deene mer kënne schaffen.

D'Damoklesschwäert ass hei zitéiert ginn am Passé, wat mer hate virun net allze laanger Zäit, wou et geheescht huet, d'Grenze ginn zou. Ech brauch Iech net ze erklären, wat dat fir e Gefill war. Ech muss soen, ech sinn nach net beim Passé ukomm. Ech spieren dat Damoklesschwäert nach ëmmer an ech sinn och ganz frou, wann dat iergendwann eng Kéier behuewen ass mat där Kris hei.

D'Problemer, déi opgezeechent gi sinn, sinn zimmlech evident. Et ass en demografesche Problem à la base. Mir gi méi al an deem Land, mir sinn zu méi an dësem Land, also brauche mer och méi Leit, déi no eis kucken iergendwann, wa mer krank sinn. Vun der Selbstversuergung si mer ganz wäit ewech. D'Chiffere si genannt ginn. Mir hunn eng extreem Fragilitéit. Et ass net drun ze denken, dass mer eis eng Kéier selbstversuergen an deem doten Deel. Et kann een et ameliorëieren, et kann ee méi Leit an de Beruff kréien. Mee ech fäerte ganz, dass mer, reng demografesch gesinn, et net wäerten hikréie mëttelfristeg, fir eis Besoinen am Gesondheetssecteur mat Lëtzebuerger ofzedecken.

Mir hunn iwwer 50 % an dësem Secteur, wat Pendler sinn, iwwer, ronn 60 % sinn Netlëtzebuerger, an d'Genderbalance, déi ass och effektiv, déi bestätegt e relativ krasse Klischee: Mir hunn 80 % Fraen an deem Beruff, wënschen eis also do och u sech méi Infirmieren an Zukunft.

Wéi et mat der Formatioun ausgesäit, dat ass eigentlech en Theema, dat sollt en Theema sinn och onofhängeg vu Corona, dat schonn identifizéiert war fir de Gesondheetsdësch. Dir wësst, dass de Gesondheetsdësch lancéiert war, an zwar de 14. Februar ass de Kick-off dovunner gewiescht. Do war ee vun den Haapttheemen, wat mer och politesch wierklech wichteg war, dat ass justement de Suivi vun der Etüd Lair ze maachen. An deem Sënn ass och am Januar, de 24. Januar, eppes gemaach ginn, wat mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer schrecklech gär maachen, nämlech e Groupe interministériel agesat ginn, fir sech mat dem Suivi vun der Etüd Lair ze befaassen. Dëse konnt aus verständleche Grënn ... Et ass gefrot gi vum Här Spautz: „Wat ass do geschitt?" Ben, do ass net vill geschitt. De Grupp war knapps agesat, dunn ass Corona komm an en huet net getaagt. Den éischte Rendez-vous ass den 22. Juli elo, wou mer hoffen, eis iergendwou kënnen erëm zesummenzesetzen.

Wat ass do virgesinn? Ma do ass vusäite vun der Santé virgesinn, en neit Beruffsbild ze proposéieren. Mir sinn ons bewosst, eeben och opgrond vun der Etüd Lair an och vun der Praxis ronderëm eis, opgrond vun de villen Echangen, déi mer haten, dass mer mussen d'Bild vun de Gesondheetsberuffer iwwerdenken. Dat heescht, mir maachen eng nei Definitioun, wat elo d'Kompetenze sinn, wat Stand haut en Infirmier oder aner Leit, do gëtt et jo eng ganz Kategorie Beruffer am Gesondheetswiesen, wéi dat misst ausgesinn. Dat soll fir eis dann eng Basis sinn, déi mer mat an dëse Grupp huelen, fir doropshin dann ze kucken: Wéi muss dann déi Formatioun ausgesinn, déi dorobber soll calquéiert sinn?

D'Formatioun ass och effektiv e bëssen e Wanderpokal. Ech hunn dat och elo festgestallt bei der Preparatioun, déi mer ... Urspréinglech, 1967, war se bei der Santé, dunn ass se an d'Educatioun gaangen, elo ass se bei eis zwee. Dann hoffe mer, dass mer dat elo zesumme besser gemaach kréien an eppes draus strécken, wat zukunftsorientéiert ass.

Wéi gesot, eenzegaarteg ass se. Dat ass vläicht nach net relevéiert ginn. Si ass wierklech eenzegaarteg, vläicht net an deem Sënn, wou mer et gären hätten. Ech wär frou, wa se eng Kéier eenzegaarteg innovativ wär. Mir sinn, wann ech do richteg informéiert sinn, dat eenzegt Land an Europa, dat effektiv nach keng Bachelorformatioun fir den Infirmier huet. Dat ass net valorisant fir déi Leit, déi et maachen. An et kann een och verstoen, dat erkläert vläicht och zum Deel, firwat ëmmer manner Leit déi Formatioun hei maachen. Dat geet jo erof, déi Zuelen. Wann ee warscheinlech de Choix huet, dee selwechte Beruff am Ausland ze maache mat à la clé engem Bachelor, deen engem aner Dieren opmécht, dann ass dat vläicht eng Preferenz, déi do ass. Dat misst ee kucken.

Fakt ass, dass eis Formatioun net méi wierklech unzitt an dass se definitiv net dat virgëtt, wat mer um Terrain brauchen. Och do si mer amgaangen, trotz Coronazäiten natierlech och deen Aarbechtsgrupp ze preparéieren. Mee dat si lafend Aarbechten. Et ass e bësselche fréi, elo dorobber Opschluss ze ginn. Déi leien net op Äis, au contraire. Mir sinn amgaangen, och scho Modeller ze kucke vu Formatiounen, déi et esou doruechter gëtt, dat alles en vue eebe vun enger Reprise vun eisen Aarbechten dann offiziell den 22. Juli.

Wat mir opgefall ass, dat ass, dass vläicht déi Diskussioun ronderëm d'Ausbildung, déi dach awer liicht almoudesch ass, wann ech dat esou ka soen, am krasse Widdersproch steet zu der Motivatioun bei de Leit um Terrain. Ech hunn duerch déi Kris hei Leit kenne geléiert an deene Beruffer, déi extreem motivéiert sinn, déi wierklech eng Vokatioun hunn. Dat ass eppes ganz Wäertvolles. Dat ass eppes, wat ee muss förderen. Et huet net nogelooss. Si si wierklech engagéiert. An ech denken, et ass eis Aufgab alleguerten zesummen, fir där Vokatiounen nach méi ze suscitéieren doduerch, dass mer dee Beruff méi bekannt maachen. En ass valorisant um Terrain. Et ass e Metier, dee vill freet, mee deen awer och vill zréckgëtt, well et en Echange mam Patient ass. An ech sinn och iwwerzeegt, wann een dat flott duerstellt, wann dat e Beruff ass, deen och Flexibilitéit bitt, wou ee ka Weiderbildung dropsetzen, wou ee sech ka reorientéieren, dass dat eppes ass, wat och an Zukunft ëmmer nach wäert Leit uschwätzen.

Ech fannen et natierlech och ideal, wa mer eng Formatioun hätten, mir investéiere jo ganz vill an eis Ausbildung hei am Land, dass mer och eebe Leit aus dem Ausland unzéien, fir bei eis studéieren ze kommen. Wéi gesot, ech sinn iwwerzeegt, dass mer et esou oder esou mëttelfristeg net wäerten hikréien, fir eis Besoine selwer ofzedecken, soudass mer nieft de Lëtzebuerger, déi mer ausbilden, och drop ugewise sinn, vläicht Leit hei an d'Formatiounen ze kréien an déi dann och heizebehalen. Do ass villes ze maachen.

Et geet drëms, d'Leit wierklech ze ënnerstëtzen an eng attraktiv a modern Formatioun op d'Been ze stellen, déi wierklech och deem entsprécht, wat de Standard an Europa ass, an déi eis dann idealerweis och an eiser Eenzegaartegkeet hëlleft. Mir si jo kleng a flexibel, vläicht kréie mer dat hin, fir déi Eenzegaartegkeet bäizehalen, awer dann an engem positive Sënn, dass mer wierklech eng attraktiv, eng innovativ Formatioun hei op d'Bee kréien, wou gekuckt gëtt, wou d'Leit sech aus dem Ausland derfir interesséieren an och et derwäert fannen, bei eis studéieren ze kommen.

Voilà! Dat war alles vu menger Säit. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch. An den Här Educatiounsminister Claude Meisch iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och dem Interpellant, dem Marc Spautz, fir hei op zwee Beräicher opmierksam ze maachen, déi eigentlech zwou Gemeinsamkeeten hunn.

Eng Kéier schwätze mer am sozioeducative Beräich an awer och am Beräich vun de Gesondheetsberuffer vun enger grousser Penurie u Personal, vun engem Mangel u Fachkräften. An op där anerer Säit sinn et awer zwee Beruffer oder Beruffsberäicher, wou dat Mënschlecht ganz staark dominéiert, wou d'Aarbecht mam Mënsch am Vierdergrond steet, a wou mer sécherlech net nëmme mussen, jo, fachlech Kompetenzen an deem Sënn, am technesche Sënn vermëttelen an der Ausbildung, mee virun allem awer och mussen derfir suergen, datt wärend der Ausbildung an iwwert déi gesamte Beruffskarriär een als Mënsch selwer wiisst, fir déi Aarbecht do kënnen ze maachen, selwer déi Aarbecht do verdroe kënnen ze maachen, an awer och natierlech fir all déi aner, sief dat vum klenge Puppelche bis bei dee Kranken oder d'Fleegeheimer, do kënnen ze sinn an de Mënsch an déi mënschlech Besoine kënnen no vir ze stellen.

Vläicht e Wuert dozou, datt d'Penurie an deenen zwee Beruffsberäicher, an deem sozioeducativen, mee och an de Gesondheetsberuffer, jo kee rengt lëtzebuergescht Phenomeen ass. Mir kennen dat och aus anere Länner, an datt d'Penurie an deenen dote Beräicher jo och sech net nëmmen op déi dote Beräicher hei zu Lëtzebuerg limitéiert. Mir kennen och hei zu Lëtzebuerg nach ganz vill aner Beräicher, wou een och op der Sich ass no guddem Personal. Ech denken am Generellen an der Educatioun. Ech héieren dat aus den Handwierksbetriber. Ech héieren et bei der Police a soss bei anere staatleche Secteure souguer.

Also, mengen ech, si mer hei op der Kräizung vun zwee Phenomeener, een, deen am Ausland eigentlech och da bekannt ass, datt et schwiereg ass, Leit ze motivéieren, an déi Beruffer do eranzegoen, an awer och nach eng Kéier deen, datt mer natierlech, jo, net selbstversuergend sinn, wat den Nowuess ubelaangt a quasi allen Domänen hei zu Lëtzebuerg an op den Zouzuch respektiv op d'Grenzregioun ugewise

sinn. An dat fanne mer eebe grad an deenen doten zwee Domänen erëm.

Vläicht e puer Wuert an e puer Prezisiounen och oder Antwerten op Froen, déi hei gestallt goufen zu deene jeeweilege Secteuren.

Am sozioeducative Beräich ass de Personalbedarf natierlech explodéiert iwwert déi lescht 10, 20 Joer. Ech wëll elo just een Element eraushuelen, dat am dynameschste gewuess ass, dat ass natierlech dat vun der Kannerbetreiung am Service de l'éducation et de l'accueil. An de Crèchen, also an de Maison-relaisen hu mer geschat iwwert déi lescht Joren zousätzlech Poste geschafen an der Héicht vun 250 pro Joer fir Educateuren. An dat ass natierlech derbäikomm par rapport zu enger Situatioun vu virdrun. An duerfir si mer och haut an där doter Situatioun.

Et ass sécherlech do reagéiert ginn. Et ass gekuckt ginn, datt den LTPES seng Capacitéit fir auszebilden op d'Educateursformatioun wierklech dann och konzentréiere kann, andeems mer och an de Lycée-techniquen eng SO-Formatioun (ndlr: sciences sociales SO) ugebueden hunn, well mer ganz dacks gemierkt hunn, datt dee jonke Mënsch an den LTPES gaangen ass an den Educateursdiplom gemaach huet, fir awer duerno weiderstudéieren ze goen an net um Terrain ukomm ass an de jeeweilege Strukturen. Eng SO-Sektioun, déi d'ailleurs e grousse Succès huet, wou mer haut op enger Première 421 Schüler zielen an engem Joergang, wat also par rapport zu deene Chifferen, déi hei genannt gi sinn, déi pro Joergang am LTPS erauskommen, jo awer ganz staark impressionnant ass.

Mir hunn och d'Formatioun am LTPES reforméiert. Mir sinn derbäibliwwen, datt et eng allgemeng bildend Formatioun ass, datt se net ze vill spezifesch op dee jeeweilege Secteur dann och ausbilt, mee awer am leschte Joer een dach sech fir ee vun deene Beräicher ka méi staark spezialiséieren, mee nach ëmmer duerno polyvalent ass an an all Beräich vum sozioeducative Secteur ka schaffe goen.

Mir hunn och, an doriwwer sinn ech ganz frou, mat der École nationale pour adultes an der leschter Legislaturperiod eng Formation en cours d'emploi nees lancéiert. An ech muss lech soen, datt dat eppes ass, wat mer immens gutt gefall huet. Ech war d'lescht Joer do, fir Diplomer ze iwwerreechen. A wann een d'Liewensparcoursen héiert vun deene Leit, da sinn der ganz vill derbäi, déi hätte schonn am léifste beim éischten Ulaf och eng Educateursformatioun gemaach oder och en aneren Ulaf oder en aneren Ofschloss ugestrieft, mee et ass eeben aus ganz ënnerschiddleche Grënn - a meeschtens waren et privat Grënn, déi am Liewensparcours dann iergendwéi eng Kéier eng Neierung bruecht hunn - op eng Kräizung komm, wou et dann awer an eng aner Richtung gaangen ass. An déi sinn immens dankbar, datt se iwwert deen dote Wee nach eng Kéier konnten deen Ofschloss maachen.

An ech sinn absolutt mam Här Marc Spautz d'accord, datt mer Efforte musse maachen, fir nach méi Capacitéit ze schafen, fir, jo, zum Deel nach jonke Leit - sinn dat dach an der grousser Majoritéit - déi dote Chance kënnen ze ginn, mat engem Fouss schonn an der Beruffsrealitéit, och dacks am sozioeducative Beräich, eeben ze stoen a mat deem anere Fouss nach an d'Schoul ze goen an e valabelen Ofschloss kënnen ze maachen, fir sech och kënnen duerno berufflech weiderzeorientéieren.

Da si mer mat de Beruffskummeren amgaangen, iwwer en neien DAP ze diskutéieren. De Marc Spautz huet den DAP vum Auxiliaire de vie hei ugeschwat, deen eigentlech - dat ass e bëssen, wéi et duergestallt ginn ass -, deen elo net op d'Kandheet an op d'Kannerbetreiung achséiert ass. Deen ass eigentlech allgemeng orientéiert a kann an ënnerschiddleche Secteuren, an ënnerschiddleche Beräicher vum sozioeducative Secteur agesat ginn. Mir plangen drun, en DAP Petite Enfance ze maachen, well mer mierken, datt do e ganz grousse Besoin besteet, well mer och do zousätzlech eebe Qualitéitskrittären agefouert hunn an deene leschte Joren an de Crèchen a well mer do en enorme Besoin och u qualifizéiertem Personal hunn.

An dat muss net ëmmer den Éducateur gradué sinn, dat muss och net ëmmer den Éducateur diplômé sinn. Dat kéint och hei en DAP sinn am Beräich vun der petite Enfance. An dee soll den DAP Auxiliaire de vie net ersetzen, dee wëlle mer derbäisetzen niewendrun, datt mer der och méi rekrutéiert kréien, fir insgesamt an déi Beräicher do ze goen, well eng Alternativ wär gewiescht, an dat ass och vun eenzelnen Acteuren esou proposéiert ginn, ze soen: „Kommt, mir maachen en Tronc commun fir unzefänken an duerno splécke mer et eng Kéier a Richtung vum Auxiliaire de vie an eng Kéier a Richtung vun der petite Enfance."

Ech gleewen éischter drun, datt mer méi Jonker begeeschtert kréien, wa se dès le départ kënne sech spezialiséieren, allerdéngs - allerdéngs! -, an dat ass wichteg, datt mer do och ëmmer Passerellen ubidden, fir am Fall, wou een dann awer eng Kéier de Secteur wëllt wiesselen, am Fall, wou een no 10, 15 oder 20 Joer eng Kéier seet: „Elo wëll ech och nach eppes aneres maachen", datt een dann net an engem Sens unique ënnerwee ass, mee nach eng Kéier kann d'Bunn changéieren an dat och iwwer Weiderbildung da kéint maachen. Do schaffe mer nach ëmmer drun.

Da si mer awer och amgaangen, iwwer eng Pist nozedenken. An ech wëll déi och emol hei ganz gären eng Kéier zur Diskussioun stellen. Wa mer soen, mir hu 421 Schülerinnen a Schüler op enger Première SO an eise Lycéeën uechtert d'Land, da sinn dat der immens, immens vill an da wëllt a ka sécherlech och en Deel vun deene weiderstudéiere goen. Mee vläicht ass et awer och esou, datt en Deel vun deene sech nach eng Kéier wëllt nei orientéieren an an den Educateursberuff wéilt erakommen.

Mee well een awer vläicht zwee Joer virdrun, wou een hätt kënnen op den LTPES an d'Educateursformatioun goen, nach net sécher war, wat ee wollt maachen, well ee schonn een Interessi hat an duerfir och éischter op eng sozial ausgeriichte Sektioun gaangen ass am Enseignement secondaire général, datt een elo no senger Première dann awer dee Schratt nach eng Kéier kéint maachen. An duerfir iwwerleeë mer, fir eebe Jonker, déi hir Première hunn an der SO-Sektioun, datt mer deenen zousätzlech d'Joer offréieren, fir hiren Educateur kënnen nozemaachen an dann eeben och domadder kënnen an dat Aarbechtsfeld eranzegoen. Ech denken, datt dat eppes ass, wat net enger grousser Majoritéit vun deene 421 jonke Primaner hei géif entgéintkommen, mee awer engem groussen Deel, a mer domadder nieft deem, wat mer all Joers um LTPES un Educateuren iwwert de reguläre Wee ausbilden, der nach eng Kéier zousätzlech da kéinten op de Marché bréngen.

Ech mengen och, datt mer méi intensiv nach musse kucken, bei der Population résidente hei zu Lëtzebuerg wierklech och Reklamm ze maache fir den Educateursberuff. Well wat enorm wichteg ass, ech hunn et virdru gesot: Et schafft een do mat Leit, an da sollen et och Leit sinn, déi aus deene Milieue kommen, déi déi Sprooche schwätze vun deene Jonken, vun deenen Alen, vun deene Behënnerten, déi d'Liewensrealitéit vun de Mënschen zu Lëtzebuerg och kennen, an datt mer doduerjer och kucken, datt mer duerch sämtlech Regiounen, datt mer duerch sämtlech sozioekonomesch Kategorië vun eiser Populatioun, jo, och duerch sämtlech Nationalitéiten, och Leit mat Migratiounshannergrond, datt mer do Promotioun maache fir den Educateursberuff. Dat ass genau dee Profill vu Leit, déi mer och am sozioeducative Beräich herno brauchen, Leit mat engem soziologesche Background, déi ganz einfach där Clientèle an der Populatioun hei zu Lëtzebuerg entspriechen.

Kuerz war och de Besoin Formation continue ugeschnidde ginn. An ech denken, datt mer do mat dem Secteur aus dem sozioeducative Beräich solle kucken, wéi mer dat strukturéieren. Well e gudden Deel vun deem Secteur huet sech organiséiert an huet sech och Strukture ginn, héich Kompetenzstrukturen, fir Formation continue un hir Leit kënnen unzebidden. Mir wëssen awer och, datt dee Beräich ganz, ech wëll net soen, zersplittert ass, mee awer ganz staark opgedeelt ass. Do gëtt et grouss Acteuren aus dem associative Beräich, déi als ASBL constituéiert ginn. Et gëtt Gemengen, déi an deem Beräich och Träger sinn. Et gëtt ganz vill kleng Acteuren, kleng ASBLen, déi vläicht och nëmme lokal eng Struktur bedreiwen. An déi sinn natierlech ganz ënnerschiddlech opgestallt, fir d'Formation continue fir hir Leit kënnen ze assuréieren.

An do si mer amgaangen, mat deem Secteur och iwwer e Finanzéierungsmechanismus ze beroden, wéi mer ganz geziillt kënnen d'Formation continue vun héijer Qualitéit och zousätzlech finanzéieren, fir datt se awer zougänglech ass fir all Agent aus deene Strukturen, egal ob een elo an enger gréisserer, enger klenger, enger privatrechtlecher oder enger kommunaler täteg ass.

Vläicht och nach e puer Wuert, Här President, zu de Gesondheetsberuffer, wou jo virun allem d'Fro ronderëm de Bachelor fir den Infirmier am Fokus steet. Ech verstinn dat och an ech denken, datt een dat sécherlech muss analyséieren. Mee ech bieden awer drëms, datt mer et gutt analyséieren an och wierklech ofweien a kucken, ob dat déi Problemer, an ech wëll déi Problemer guer net hei ewechrieden, déi Problemer, déi mer hunn, ob dat déi Problemer géif léisen oder dat eleng déi Problemer do géif léisen. Do sinn ech dach awer e bësse skeptesch.

Wësst Der, ech stoung dacks op dëser Plaz, do hu mer iwwert d'Penurie vun den Enseignanten an der Grondschoul geschwat. Mir haten eng Formatioun um ISERP, déi hu mer opginn. Si ass duerch eng universitär Bachelorformatioun ersat ginn. An dat huet d'Situatioun net däitlech verbessert.

Ech géif éischter soen, datt, net d'Qualitéit vun der Formatioun, mee d'Quantitéit vun der Formatioun a vun deenen, déi diplomëiert erauskommen, dach awer jo éischter zréckgaangen ass, däitlech zréckgaangen ass, dat hu mer ëmmer nees misse feststellen, soudatt ech och mengen, datt et hei net duergeet, fir elo ze soen: „Bon, mir maachen déi eng Formatioun zou a mir maachen eng Bachelorformatioun op." Dat, denken ech, gräift ze kuerz.

Et muss een och wëssen, datt e BTS, an dat ass mer awer wichteg, och hei nach eng Kéier ze ënnersträichen, och en Héichschoulofschloss ass. Dat ass och en Héichschoulofschloss, och en Héichschoulofschloss vun héijer Qualitéit, deen awer vläicht méi Leit zougänglech ass, well e manner akadeemesch nach ausgeriicht ass wéi e Bachelor oder duerno e Master, well en och an de Lycéeën ugebuede gëtt mat Acteure vun de Lycéeën, an eng Formatioun op der Uni vum éischten Dag no der Première un dann awer reng akadeemesch och leeft.

A wann och hei gesot gëtt, zu Recht, datt natierlech esou eng Ausbildung och muss praxisorientéiert sinn, datt een och, jo, d'Beruffsrealitéit muss kennen, dat ass d'ailleurs awer och de Fall an deene véier Joer vun der Ausbildung am LTPES. Da misst ee sécherlech och garantéieren, datt dat jo awer och op där anerer Säit herno bei enger universitärer Ausbildung de Fall wär. An et muss ee jo awer och do garantéieren, datt all Element vun där Ausbildung och genuch ECTS-Punkten (ndlr: ECTS fir European Credit Transfer and Accumulation System) da bréngt, fir no dräi Joer e Bachelor kënnen dann och ze revendiquéieren. Also, dat ass méiglech; aner Länner maachen dat. Mee et muss een awer wëssen, datt et vläicht net all eis Problemer léist an och vläicht net all den Usprëch gerecht gëtt, déi mer hunn.

D'Regierung huet sech jo virun enger Rei vu Méint, relativ kuerz virun der Covidkris, och mat där Problematik do ausenanergesat an einfach emol en éischte Schratt festgehalen. Mir hu festgestallt, datt et spezialiséiert Infirmiersformatioune gëtt, wou mer eigentlech vun de Leit verlaangen, datt se ee BTS-Ofschloss maachen, fir Infirmier ze ginn, an dann nach eng Kéier en zweete BTS-Ofschloss maachen, fir dann Infirmier spécialisé an engem spezifeschen Domän ze ginn.

An dat fannen ech nu wierklech awer net méi gerechtfertegt. An do schaffe mer awer elo drun, fir ze soen: Op d'mannst fir déi dote bräichte mer e Bachelorofschloss, op d'mannst fir déi dote misste mer kucken, datt een, wann ee säi BTS als Infirmier huet, dorobber opbauend eng Formatioun dann nach ka maachen als Bachelor.

Awer, ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen: De Bachelor ass eng akadeemesch Formatioun, eng universitär Formatioun. Dann ass et och herno eng Universitéit, d'Universitéit vu Lëtzebuerg, mat där mer an deenen doten Diskussioune sinn, déi deen Ofschloss muss ginn an deen dann och muss ubidden oder e gréissten Deel dovunner ubidden. Mir hunn awer och do flott Pilotprojete scho gehat, wou an Zesummenaarbecht tëschent Lycéeën, déi e BTS offréiert hunn, an der Uni.lu a Form vun hirem Kompetenzzenter dann och esou Formatioune konnten adaptéiert ginn a verlängert ginn, datt ee finalement e Bachelor vun der Uni.lu och konnt do kréien.

D'Erfarung weist awer och do, datt net jiddwereen, deen de BTS och nach gutt packt, och géeegent a wëllens ass, herno de Bachelor nach dorobber ze maachen.

Dat ass eng Erfarung, wou mer zwou Konklusioune kënnen draus zéien: Jo, et ass méiglech, mir kënnen dat doten och esou organiséieren, aus dem BTS e Bachelor maachen, wann een en cours de route dat wëllt, da sech méi Ambitiounen och nach gëtt, fir méi en héijen Ofschloss ze maachen. Mee et ass warscheinlech net de Kinnekswee fir jiddwereen. An duerfir solle mer och kucken, datt dat vläicht net deen eenzege Wee ass, dee mer hei herno wëllen aschloen.

Mir hunn awer och eng Rei vun aneren Änneronge jo och scho virgeholl, fir berechtegte Kriticken an Analysen, déi och de Mëtteg nach eng Kéier widderholl goufen, kënne virzebeugen. Mir hu mëttlerweil vill franséischsproocheg Sektiounen a Klassen och am LTPS, fir natierlech ze soen, mir hunn do eng Populatioun, déi wëllt och ganz gären deen Ofschloss do maachen. An déi kënne mer och hei zu Lëtzebuerg ausbilden. Déi sinn och Resident hei zu Lëtzebuerg. A wa mer natierlech soen, déi Formatioun ass gréisstendeels awer op Däitsch oder se ass bilingue, da besteet do eng Barriär.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, datt jiddwereen och soll Lëtzebuergesch do léieren, och jiddwereen déi zweet Sprooch, nämlech Däitsch soll léieren, fir datt d'Kommunikatioun do klappt, mee datt d'Formatioun op der franséischer Sprooch eeben da gehalen an assuréiert gëtt. An dat erlaabt awer, mengen ech, méi engem breede Public och, zum Ofschloss ze kommen.

Ech géif awer och nach gären e Schratt méi wäit goen, nämlech, datt mer och eng Formatioun do ubidden, wou dann d'Formatioun haaptsächlech op Däitsch assuréiert gëtt, well mer hunn och nach ëmmer deen een, deen aneren am Land, deen awer op Krichsfouss mat der franséischer Sprooch steet a wou dat dann eng Hemmschwell ass oder eng Hürd ass, déi een net ëmmer iwwerspronge kritt an doduerjer och herno den Ofschloss net erreecht ka ginn.

Datt mer mat de responsabele Kolleegen aus der Grenzregioun iwwert déi dote Fro mussen diskutéieren, wéi mer méi paramedezinnescht Personal ausbilden, ass, mengen ech, evident. Well ech denken, mir schafe jo och e Problem op där anerer Säit vun der Grenz, andeems mer ganz massiv dohinner rekrutéiere ginn. An dat kënne mer natierlech net einfach esou maachen. Ech hunn eng ganz Rei vu Gespréicher an deem Domän scho gehat mat responsabele Politiker aus Frankräich, aus der Belsch an aus Däitschland. An do ass d'Grondastellung ëmmer déi: „Jo, mir mussen de Problem gemeinsam léisen", well et hëlleft sécherlech näischt, datt een deen anere vernennt a seet: „Ar Haiser, déi stellen eis Leit an!" Domadder komme mer net virun.

Mir sinn an engem oppenen Europa. Jiddweree kann dohinner goen, wou e wëllt a wou säi Liewenswee a seng Ambitiounen en eeben hinzéien. Mee mer brauchen, egal op dëser Säit vun der Grenz oder op deenen anere Säiten, méi jonk Leit an deenen dote Formatiounen. An duerfir soll een och kucken, dat emol gemeinsam ze maachen.

Ech wëll Iech awer soen, datt et kee Projet vu kenger Aart vun iergendengem transfrontalièrë Lycée a Gesondheetsberuffer nach gëtt, néierens, och net um Belval an och net fir soss iergendzwousch aneschters. Mee et gëtt sécherlech Gespréicher doriwwer, wéi mer gemeinsam méi kënnen ausbilden an deem dote Beräich.

Dann ass hei e Chiffer genannt gi vun 28. Dee kann ech net confirméieren. Ech hunn nach net de geneeë Chiffer, wéi vill Infirmièren an Infirmieren elo um BTS-Niveau dëst Joer ofschléissen, well d'Resultater vum BTS nach net bekannt sinn. Ech kann Iech awer d'Resultater vun der Première, an dat ass jo d'Mëtt vun der Formatioun, am LTPS matdeelen. An dat sinn op der Infirmierssektioun 91 jonk Leit, déi do de Premièresexame reusséiert hunn. An op där Première fir Gesondheetswëssenschaften nach eng Kéier 28. An an deem Sënn kënnt vläicht déi 28 do hier. Mee et sinn der fir déi, déi sech fir d'Voie vum Infirmier decidéiert hunn, a wa se da géifen och weidermaachen, 91, déi do ënnerwee sinn, déi awer nach zwee Joer viru sech hunn, fir da kënnen ofzeschléissen.

Här President, dat sinn déi Bemierkungen an Iwwerleeungen an awer och Reflexiounen, déi mir am Ministère gefouert hunn, an der Regierung gefouert hunn, fir där Problematik do entgéintzewierken, déi ech de Mëtteg awer nach eng Kéier hei wollt an d'Diskussioun mat eraginn.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

6. 7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Als nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 7610 iwwert de Lëtzebuerger Bäitrag zur Association internationale de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler, ginn.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här

Finanzminister, wéi ech virun e puer Deeg, owes no enger Chamberssëtzung, mäi Wues doheem geméit hunn …

Plusieurs voix.- O!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- … an op eemol e klenge gréngen Heesprénger am Gras entdeckt hunn, duecht ech ganz séier un déi schrecklech Insekteplo, déi zurzäit an Ostafrika, mee och a Südasien zu enger fierchterlecher Hongersnout ze féiere riskéiert. Ganz Schwäerm vun Heesprénger, op Däitsch „Heuschrecken", mat Betounung op „Schrecken", falen zanter Méint grad wéi am pharaoneschen Ägypten iwwer verschidde Länner am Oste vun Afrika hier, dorënner Äthiopien a Somalia.

De Spezialiste vun der FAO, der Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenten Natiounen, steet de Mond reegelrecht op, wa si sech dem Ëmfang an der Vernichtungskraaft vun dësen Insekteschwärm bewosst ginn, déi bal esou grouss kënne gi wéi ganz Lëtzebuerg.

Et reent fir de Moment ongewinnt vill an deene Länner. Dat féiert zu Iwwerschwemmungen, nodeems d'Mënschen, déi do liewen, laang Jore mat immensen Dréchenten ze kämpfen haten. De ville Reen an déi héich Temperature verstäerken d'Multiplizéiere vun den Heesprénger esou gewalteg, datt wäit iwwer 20 Milioune Leit vun enger Hongersnout betraff wäerte sinn.

Grad an dëser Situatioun ass och d'Hëllef vun der Association internationale de développement, kuerz AID, bluttnéideg. Hir Ressourcë wäerte mer haut mat dësem Gesetz opstocken. Déi international Entwécklungsassociatioun AID ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank.

Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi 76 äermste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung finanziell ze ënnerstëtzen. An deem Sënn finanzéiert d'AID Projeten an de Beräicher Bildung, Gesondheet, Infrastruktur. Si ënnerstëtzt och Aktivitéiten, fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter ze förderen, a Projeten, déi sech an de Kontext vum Kampf géint de Klimawandel aschreiwe loossen.

Am Géigesaz zur Banque internationale pour la reconstruction et le développement vergëtt d'Association internationale de développement allerdéngs keng normal Prêten un d'Entwécklungslänner, mee entweeder Donen oder Prête mat niddregen Zënsen.

D'AID adresséiert sech virun allem un déi Staaten, deenen hir Bonitéit et hinnen net erméiglecht, normal Prêten op de Finanzmäert ze kréien, oder dës nëmmen zu relativ héijen Zënssätz. D'Länner, déi d'Hëllef vun der AID an Usproch huelen, hunn esou d'Méiglechkeet, fir Prêten zu sougenannte Conditions concessionnelles ze kréien, also op enger vergënschtegter Basis.

Déi Konditiounen erlaben et, fir Kreditter mat Zënssätz ëm 0 % ze proposéieren. D'Rembourssementer lafen iwwregens tëscht 30 an 38 Joer. Virun allem ass dëst duerch de gudde Rating vun der AID méiglech, déi vun engem Triple-A profitéiert.

Déi sougenannte Clienten, wann een dat esou soen däerf, vun der AID leide besonnesch a Krisenzäiten, well hinnen einfach déi néideg finanziell Mëttel feele fir ze handelen.

D'sanitär an d'wirtschaftlech Entwécklung, där dës Länner am Kader vun der Covid-19-Pandemie begéinen, bréngt nieft de strukturelle Problemer, wéi dem Klimawandel och deene grousse Fluchtbeweegungen an Afrika an Asien, eng weider gigantesch Erausfuerderung: déi vun enger Viruskris. Denke mer nëmmen, fir awer e puer traureg, jo dramatesch Beispiller ze nennen, un d'Hongersnout an Ostafrika an am Jemen, un d'Äerdbiewen 2010 op Haiti, un d'Ebolaepidemie a Westafrika oder nach un de Seisme am Nepal am Joer 2015.

Dës Länner, déi schonn haart getraff sinn a waren, kréien elo nach méi Schwieregkeeten duerch déi gesondheetlech Defien, déi onweigerlech mat der momentaner weltwäiter Pandemie verbonne sinn.

D'AID huet op dës nei Situatioun séier reagéiert an eng Upassung vun hire Prioritéite gemaach, fir beschtméiglech op déi sech rapid verännerend Bedierfnesser ze reagéieren. Hei goufen zum Beispill mat der Fast-Track-Covid-19-Facility-Initiativ substanziell Efforte gemaach, fir am Gesondheetssecteur op d'Urgencen ze äntweren.

Mam Gesetzesprojet 7610 gëtt déi Lëtzebuerger Bedeelegung un der 19. Reconstitutioun vun der AID hire finanzielle Ressourcë sanktionéiert, also guttgeheescht. Lëtzebuerg hat sech an deem Zesummenhang engagéiert, fir e Montant vun 61.070.000 Euro ze iwwerhuelen. Dat ass e Plus vu ronn 4,5 Milliounen am Verglach zur leschter Reconstitutioun, déi mer jo, Dir erënnert Iech bestëmmt direkt, de 15. Mee 2018 guttgeheescht haten.

Dëse Montant vu ronn 61 Millioune wäert iwwert d'Period vun 2020 bis 2028 ausbezuelt ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 24. Juni 2020 keng weider Bemierkung an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Nach e puer Zuelen zur AID an hiren Engagementer.

Zanter 1960 huet d'AID ronn 375 Milliarden Dollar Investissementer an 113 Länner getätegt.

Déi rezent Reconstitutioun AID-19 ass am Mäerz 2020 ofgeschloss ginn an huet insgesamt 82 Milliarden Dollar mobiliséiert, also 7 Milliar de méi wéi 2018. Vun deene 76 Länner, déi gehollef kréien, leien der eleng 39 an Afrika.

Tëscht 2011 an 2019 hunn d'Finanzementer vun der AID et erlaabt, fir 330 Milliounne Kanner ze impfen, fir eppes méi wéi 96 Milliounne Persounen en Zougang zu Waasser mat besserer Qualitéit ze verschafen a 14 Milliounen Enseignanten ze rekrutéieren an auszebilden. Fir weider Detailer verweisen ech natierlech op de schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, cela étant dit, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a kënnege gläichzäiteg den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei un.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. No deem blummegen Exkurs vun eisem President an exzellente Rapporteur André Bauler bleift mir eigentlech nach just ze soen: Kyrie eleison!

(Exclamations et hilarité)

Här, erbaarm dech all deenen, déi vun deenen Naturkatastrophe geplot sinn!

A mir gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur André Bauler fir säi ganz komplette mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, mat deene ronn 61 Milliounen iwwert d'Joer 2020 bis 2028 leescht hei Lëtzebuerg e ganz, ganz wichtegen Apport.

Fir d'LSAP ass dat wierklech ganz wichteg an ech ginn och domadder den Accord vun dëser Plaz aus. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Och am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech dem Änder Bauler e grousse Merci ausdrécke fir säi Rapport. Ech wéilt och drun erënneren, datt net nëmmen 20 Milliounne Mënsche betraff si vun der Pandemie, déi an Hongersnout wäerte geroden, mee d'Weltbank huet souguer vu 60 Milliounne Mënsche geschwat, déi vun Aarmut wäerte betraff sinn, vun extreemer Aarmut. An deem Sënn wäerten déi 61 Milliounen och derzou bäidroen, net nëmmen d'Hongersnout ze bekämpfen, mee och d'Aarmut, wou ee muss wëssen, dass an deene Länner d'Versuergungsstrukture guer net garantéiert sinn, och d'Zuel vun de Better fir d'Patiente ass extreem niddreg an och all aner Infrastrukture sinn net en place.

An deem Sënn si mer frou, datt d'AID an deem dote Beräich wäert norüste mat 61 Milliounen, wou mir de Bäitrag leeschten. Mir mengen awer och, datt et néideg ass, déi Solidaritéit nach méi grouss ze gesinn an an deem Sënn déi Länner méi resilient ze maachen, fir datt se sech laangfristeg kënnen esou entwéckelen, datt se net méi op déi kuerzfristeg Prêten ugewise sinn, sou wéi mer dat an der Entwécklungspolitik iwwerhaapt maachen, wou mir als Lëtzebuerg, géif ech emol soen, eis Verantwortung och iwwerhuelen. Ech wéilt nach eng Kéier betounen, dass mer do och um richtege Wee sinn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der gréngen Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz grousse Merci un den André Bauler, deen eis wierklech e ganz kompletten, och ganz emouvante Rapport gemaach huet, fir ze soen, wéi wichteg d'Interventioun hei och vun dëser Institutioun ass, déi zesumme mat der Weltbank, eeben als Deel vun der Weltbank do intervenéiert, fir Länner, déi eeben an enger ganz schwiereger Situatioun sinn, ze hëllefen. An et ass virun allem och wichteg, fir ze wëssen, datt eeben do keen oder nëmmen e ganz niddregen Zënssaz ufält, well mir hu jo och eng Diskussioun notamment an dësem Krisenëmfeld, datt et eebe wichteg ass, iwwert déi Scholdelandschaft och bei den Entwécklungslänner nozedenken an och do Grousszügegkeet ze weisen. Ech mengen, dat heiten ass wierklech eng wichteg Kontributioun.

Dee Problem, dee mer hunn, ass also net mat eiser Kontributioun en tant que tel oder mam Prinzip vun der Hëllef, mee en allgemengen, dee mer als ADR ëmmer erëm opwerfen: Dat ass d'Proportionalitéit vun eisem Bäitrag par rapport zu anere Länner. Mir hunn och näischt dergéint, datt mer méi grousszügeg sinn, well mer nun eemol besser dosti wéi aner Länner, wéinstens am Ableck nach. Mee mir mussen eis awer iwwerleeën, ob déi Clé de contribution, déi mir an enger ganzer Rei vun internationalen Institutiounen hunn, nach ugepasst ass.

Fir Iech e Beispill ze nennen hei an dësem Beräich: Ech hu just e puer Beispiller erausgeschriwwen. Mir kënnen der ganz vill nennen. Mir bezuelen als Lëtzebuerg 0,2 %. Do kann ee soen: „Dat ass net vill." Mee dat ass duebel esou vill zum Beispill wéi den Iran, 0,1 %. Et ass méi wéi Singapur, déi bezuelen 0,15 %. Et ass méi wéi Brasilien. Brasilie bezilt 0,08 %, Lëtzebuerg 0,2 %, d'Tschechesch Republik 0,05 %. An esou kann ee weiderfueren a weiderfueren, vu Kontinent zu Kontinent, vun Entwécklungsregioun zu Entwécklungsregioun. An et kann een alles matbedenken, wat ee wëllt, mee et muss een ëmmer gesinn, datt eise Bäitrag enorm héich ass par rapport zu deem, wat aner, och zum Deel ganz héich entwéckelt Länner leeschten.

Wéi gesot, mir verschléissen eis net den Argumenter vu Grousszügegkeet, vu Solidaritéit oder vun allem, mee mir mussen awer kucken, bei dëser Organisatioun, bei aneren Organisatiounen, datt mer awer an der Proportionalitéit bleiwen.

Wann een dat alles kuckt, Lëtzebuerg an den internationalen Organisatiounen am breetste Wee an der Entwécklungshëllef, mee och bei der Europäescher Unioun, bei aneren Organisatiounen, dann ass dat eng Depense, déi substanziell ass, eng Méidepense, déi substanziell ass. An enger Zäit, wou mer awer, an ech mengen, mir sollten eis do näischt virmaachen, a budgetär Restriktiounen erakommen, och duerch déi Kris, an där mer am Ableck sinn, musse mer eis och iwwerleeën, ob mer déi Clé de contribution an internationalen Organisatiounen net méi a Richtung proportionelle Bäitrag vu Lëtzebuerg orientéieren, amplaz an enger sou grousser Iwwerrepresentativitéit ze bleiwen, wéi mer et am Ableck sinn.

Mir wäerten eis dofir enthalen. Wéi gesot, mir hu kee Problem mat all deem, wat den Här Bauler gesot huet. Alles dat ass richteg. Mee mir wëllen awer als ADR drop opmierksam maachen, datt mer awer och mat den éffentleche Gelder musse kucken, datt mer géintiwwer anere Staate korrekt bleiwen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt e klengen Historique vun der Association internationale pour le développement, wat jo eng Branche ass vun der Weltbank, déi jo grad dofir do ass, fir deenen äermste Länner op der Welt, u sech, am Prinzip, ze hëllefen.

Nom Zweete Weltkrich ware schonn Iwwerleeungen, fir um Niveau vun der UNO och esou ee Mechanismus anzeféieren, deen deemools „Sunset" geheescht hätt an deen doranner bestanen huet, eeben esou wéi d'UNO esou funktionéiert, datt all Member och eng Stëmm hätt. Dat ass jo och esou, wéi d'Assemblée vun der UNO funktionéiert.

Du sinn Iwwerleeunge komm, haaptsächlech vun den industrialiséierte Länner, de westleche Länner, déi gesot hunn: „Et kann dach net sinn, datt grosso modo afrikanesch Länner gläichgestallt gi mat europäesche Länner. Da féiere mer en anere Modus an, eebe proportional zu der Kontributioun."

Dofir kann ech och déi berouegen, déi sech soen: „Oh là là, mir kontribuéieren ze vill." Mee och duerno, wat d'Stëmmrecht ugeet, hänkt dat och mateneen zesummen. Wann ee méi kontribuéiert, huet een deementspriechend och méi Stëmmrecht. Dat ass awer u sech problematesch, well et weess een, datt dann déi Länner, déi sech am meeschte Kontributioune kënne leeschten, och vill méi Poids hunn innerhalb vun dëser Associatioun.

Duerno ass et esou gaangen, zum Beispill, datt dat awer ganz oft net ouni Géigeleeschtung war. Als Beispill: Nach an de 60er Joren an och am Ufank vun deem Funktionement hunn zum Beispill d'Amerikaner, d'USA, fir prezis ze sinn, dann Agrarprodukter vun deene Länner kaaft an duerno hu se eeben net convertibel Devisen accumuléiert. Mat deenen net convertibelen Devisen hu se duerno Accorde fonnt mat deene Länner, fir datt déi Länner eeben d'Surproduktiouun vun den USA zum Beispill opkafen, soudatt u sech déi industrialiséiert Länner erëm eng Kéier konnten eppes derbäigewannen.

An duerno koum weiderhin ëmmer esou déi Entwécklung, fir ze soen: „Jo, Dir kritt elo e Prêt", vläicht mat engem relativ déiwen Zënstaux iwwer länger Zäit gestreckt, mee deen ass natierlech gebonnen un eng Partie vu Konditiounen, Strukturreformen, wéi een dat nennt, an esou weider an esou virun.

Dat huet ugefaangen awer esou ofzehuelen. Mee weiderhin hate mer nach ëmmer Problemer, och ëmmer mat der AID. D'Fro, déi sech nach ëmmer bis haut stellt, dat ass: Wouhi ginn déi Suen?

Well mir wësse jo och ganz gutt, datt vill vun deene Länner och Regierungen hunn, déi net au-dessus de tout soupçon sinn an datt d'Gelder net onbedéngt dohinner ginn, wou se misste goen, respektiv d'Gelder ginn tatsächlech benotzt, fir Infrastrukturen ze bauen, mee dat huet awer duerno nefaste Konsequenzen. Zum Beispill am Nigeria zu Lagos sinn esou Gelder benotzt ginn, fir urbanistesch Projeten ze maachen, mee duerno hunn awer och déi urbanistesch Projete mat sech bruecht, datt déi Regierung relativ rabiat ëmgaangen ass mat der Bevëlkerung, déi do gelieft huet.

Et koum och zu engem gréissere Skandal virun e puer Joren, wou och Berichter gemaach gi sinn iwwert den Emploi vun deene Gelder op der Plaz selwer. Bon!

Elo ass et awer esou, datt den Emploi vun deene Gelder och ka positiv geschéien. Ech wëll awer och soen: Wann ee seet, Entwécklungslänner wieren oft staark korrupt oder autoritär - jo, natierlech! Wat fir ee Land kennt keng Korruptioun? Och entwéckelt Länner kenne Korruptioun. Natierlech ass se vläicht net esou entwéckelt oder ausgebreet, well d'Infrastrukture besser sinn. An et ass „normal" - tësche Guillemeten -, datt Länner mat schwaacher Entwécklung, politescher an ekonomescher Entwécklung, ënnert där Plo vun der Korruptioun leiden. Bon!

Elo ass et esou, wéi gesot, datt sech d'Situatioun verbessert huet. Et kann ee sech weiderhin d'Fro stelle vun de Konditionalitéiten. Am Prinzip, wann zum Beispill eng Schold soll ofgebaut ginn, souwäit ech verstanen hunn, ass dat net u Konditionalitéite gebonnen. Bei anere Prête kënne scho Konditionalitéite gebonne ginn an da komme mer erëm esou an déi Diskussioun, jo, Kampf géint den Terrorismus oder Kampf géint Migratiounen, wat dat och ëmmer heescht a wat dat och ëmmer fir negativ Konsequenze kann hu fir déi Länner selwer.

Am Prinzip misste mer en anere Mechanismus hunn. Am Prinzip misst ee sech vläicht och erëm esou iwwerleeën, e Mechanismus wéi eng Banque du Sud opzebauen, wou dann och déi Länner gläichgestallt sinn a wou een déi Projete kéint méi demokratesch steieren.

En absence elo vun dëser Associatioun internationale de développement, déi bei Wäitem net perfekt ass, hätte mer u sech elo guer näischt oder wéineg, oder aner Saachen, déi vläicht nach méi schlëmm wieren. Dofir wäerte mer eisen Zousproch zu dësem Projet de loi ginn. Mee ech mengen, dat wier eng Diskussioun, déi ee ka weiderféieren, wa mer eng Kéier eng Diskussioun hunn iwwert d'Kooperatiounspolitik, well et ass awer wichteg, datt een iwwer Alternativen nodenkt an dem Kontext, wéi een och den Entwécklungslänner richteg op d'Spréng hëlleft.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Wéi den Här Bauler, den honorabele

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens et magazine online :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek et Lëtzebuerger Journal

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Rapporteur, hei ugefaangen huet, vun Heesprénger ze schwätzen, hat ech ee Moment Angscht, mir géifen iwwer eppes Negatives schwätzen, nämlech iwwert déi sougenannt Finanzinvestisseuren, déi gären emol esou genannt ginn. Glécklecherweis war dat net esou. Mir hunn iwwer aner Katastrophe geschwat, wou dëse Projet de loi hëllefe soll. An ech mengen, datt eebe grad déi Hëllef immens wichteg ass. An duerfir gi mir och den Accord fir déi 19. Reconstitutioun vun der AID.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten a Regierungskolleeg, hei besteet jo eppes no bei der Unanimitéit, an dat freet mech, zur Occasioun, wou mer den 19. Programm vun der AID, Association internationale de développement, hei am Gesetzesprojet presentéieren.

D'Kontributioun vu Lëtzebuerg ass effektiv 61 Milliioune ronn, an dat ass eng Augmentatioun vu 4,5 Milliounen, déi mer dann där Agence zur Verfügung stellen, vun där 76 Länner beneficiéieren. Dat sinn déi äermste Länner vun der Welt. E Land wéi Nigeria, wat virdru genannt ginn ass, ass zum Beispill net an de Beneficiairen, vun deenen hei geschwat gëtt, vun deene 76 äermste Länner.

Wat vläicht wichteg ass ze ënnersträichen, dat ass, dass d'AID och decidéiert huet, eng Procédure d'urgence ze maachen, fir deene Länner entgéintzekommen, déi Konsequenze vun der Pandemie Covid hunn. A si hunn dann do eng Fast-Track-Approach ugeholl, wat eng gutt Noriicht ass, well da kann een deene Länner séier hëllefen.

Déi Hëllef, déi dann an deem Kontext gemaach gëtt, ass nëmmen eng bei deene ville Katastrophen an anere Problemer, déi déi Länner hunn. An ech géif gären dem André Bauler Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, wou dann eng Rëtsch vun deenen opgezielt sinn, wou et der leider ganz vill ginn, déi ëmmer derbäikommen, nieft deene villen, déi scho souwisou bestinn.

Ech wëll awer e bëssen drop agoen, wat de Rôle vu Lëtzebuerg an der Banque mondiale ass, well hei och gefrot ginn ass, wat dann de Poids vu Lëtzebuerg ass, firwat mir méi bezuelen als Prozentsaz un d'Banque mondiale wéi zum Beispill Brasilien oder den Iran.

Fir d'éischt muss ech emol soen, dass et do Krittäre gëtt, déi den FMI an d'Banque mondiale säit laanger Zäit applizéieren. An et ass esou, dass Lëtzebuerg effektiv en Undeel huet, och stëmmrechtméisseg, am FMI an an der Banque mondiale, deen un e Schlëssel ugegliddert ass. An dee Schlëssel, deen huet eng Rëtsch Variabelen a sech an dee gëtt all Joers nei gerechent.

An dee Schlëssel vu Lëtzebuerg, dee geet relativ reegelméisseg erop, aus zwee Grënn: éischtens well mer vill Wuesstum hunn an zweetens well eise Bäitrag zum Commerce international reegelméisseg klëmmt.

Dat erkläert, firwat mer nach virun e puer Joer op 0,18 % waren an haut si mer op 0,21 %. Elo reng vum Wirtschaftlechen oder vum Image aus gekuckt, kann ee sech jo wierklech driwwer freeën, dass eis Kontributioun jo an d'Luucht geet. Dat ass nämlech e Spigelbild vun eiser gudder wirtschaftlecher Gesondheet.

Mee doriwwer ewech, mengen ech, muss ee sech awer och bewosst sinn, dass dat heiten en Deel vun eiser Entwécklungshëllef ass. An eis Entwécklungshëllef, wéi Der alleguerte wësst, ass eng vun deenen héchsten am Prozentsaz op der Welt, iwwer 1 % vun eisem PI. An dës 61 Milliounen, op néng Joer opgegliddert, sinn natierlech hei mat gezielt, soudass mer hei e multilateralen Effort maache mat deenen 61 Milliounen, fir eist Zil vun 1 %, wat, ech mengen, och keen heibannen a Fro stellt, ze erreechen.

An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer eng Opdeelung hunn zwëschent deem, wat mer bilateral maachen, an deem, wat mer multilateral maachen. An dofir geet et net duer, a mengen Aen, dee Prozentsaz vun 0,21 elo an d'A ze faassen. Et muss ee sech bewosst sinn, dass dat do en Deel vun engem Ganzen ass, vun eiser ganzer Entwécklungshëllef, déi zum groussen Deel am Ministère de la Coopération au développement gemaach gëtt, mee wou vun deem Effort awer zu 15 % vum Finanzministère gemaach ginn, an haaptsächlech iwwer multilateral Hëllefen.

Et geet also drëms, hei och ze gesinn, dass Lëtzebuerg e responsabelt Land ass, wat seng international Roll seriö hëlt. An dofir mengen ech, ass et begréissenswäert, dass mir alleguerten, dass Dir alleguerten deen heite Projet ënnerstëtzt, à tout le moins ënnerstëtzt oder neutral bewäert. Dat hei ass fir eisen Image immens wichteg. An ech mengen, doriwwer wäert keen zweifelen, dass et en fait fir eist Land en Aushängeschëld ass, dass mer generéis sinn. Dat dréit zum Rayonnement vun eisem Land bäi.

Ech soen Iech Merci, an ech soen net Amen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7610. Den Text steet am Document parlementaire 7610[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7610 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir d'Votes par procuration. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domadder ofgeschloss. De Projet de loi 7610 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7427 iwwert den E-Commerce. An ech géif direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. An deene leschte Woche konnte mer schonn oft hei ënner Beweis stellen, dass zu Lëtzebuerg d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien zu de strateegesche Secteure gehéieren, déi mir virrangeg hei bei eis entwéckele wëllen, och fir dass mer e gesonden an diversifizéierten Tissu économique kënne behalen.

Den Haaptobjet vun dësem Gesetzesprojet betrëfft eis Beméiung, fir déi bestoend Legislatioun, déi vun 2000 ass, konform ze setze mat europäesche Reglementer am Beräich vun den elektroneschen Transaktiounen, Stéchwuert elektronesch Identifikatioun a Service-de-confiancen, ëm déi et hei geet.

Schonn an hirer Kommunikatioun vum 26. August 2010 ënnert dem Titel „Une stratégie numérique pour l'Europe" hat d'EU-Kommissioun d'Fragmentatioun vum Marché numérique, déi feelend Interoperabilitéit vun de Systemer a virun allem och de wuessende Problem vun der Cyberkriminalitéit als déi gréisste Bremse vun enger digitaliséierter Ekonomie an Europa ausgewisen.

D'Ambitioun vum europäesche Legislateur ass et natierlech, an dat kënne mir gutt novollzéien heibannen, fir e juristesche Kader unzebidden, dee méiglechst komplett ass, dëst fir an engem harmoniséierte Bannemaart eng Interoperabilitéit tëscht de verschiddene Systemer ze assuréieren, déi am Idealfall an de 27 Memberstaaten en place gesat géif ginn.

D'Potenzial vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië konsequent ze notzen, setzt natierlech viraus, dass de Bierger Vertrauen an déi Technologien huet. D'Vertrauen, d'Verlässlechkeet an d'Veracitéit vun den elektroneschen Transaktioune sinn eebe ganz einfach eng Grondviraussetzung, fir dass sech dee Secteur laangfristeg a positiv entwéckele kann.

Et ass genee an där Optik, wou d'europäescht Reglement Exigenze festleet: fir d'Services de confiance bei enger elektronescher Ënnerschréft, engem elektronesche Stempel, bei Zäitstempelen, beim Verschécke vun engem elektronesche Recommandé oder och bei der Authentifikatioun op enger Internetsäit, wat mer alleguerte ganz heefeg maachen.

Dat europäescht Reglement 910/2014 ass nämlech d'Grondlag vun deem heite Gesetz oder vun der Änderung an ënnerscheet tëscht de Services de confiance qualifiés an de Services de confiance non qualifiés. Parallell dozou mécht d'Reglement och par analogie en Ënnerscheed tëscht engem Prestataire de services de confiance qualifiés an engem Prestataire de services de confiance non qualifiés.

Am Fall vun engem Service de confiance qualifié ënnerleien de Prestataire an den ugebuedene Service vill méi strenge Krittären, wat natierlech dann och d'Sécherheet an d'Fiabilitéit eropsetzt. Well bei engem Service de confiance qualifié eebe grad méi héich Standarden d'Reegel sinn, genéisse si doduerch eng Presomption d'integrité et d'exactitude.

Konkreet huet dëst virun allem zur Konsequenz, an dat interesséiert d'Konsumenten oder d'Utilisateuren, dass den Utilisateur eebe grad vun der Charge de la preuve fräigesprach ass am Fall vun enger Contestatioun.

D'Services de confiance non qualifiés profitéieren natierlech vun enger Clause de non-discrimination, well se eeben awer och gepréift ginn. Mee dat heescht just, dass hire juristeschen Effekt an hir Recevabilitéit als Preuve viru Geriicht net einfach mam Argument kënne verworf ginn, dass se eebe „jus" elektronescher Natur sinn. Du hues also scho gewësse Rechter, allerdéngs muss de Benotzer vum Service gegeebenefalls viru Geriicht ënner Beweis stellen, dass d'Fiabilitéit vum Service garantéiert ka ginn.

Ech hat virdru vum Vertraue geschwat, dat d'Bierger an déi Servicer mussen hunn, grad wéi an de Prestataire vum Service musse kënnen hunn. Ouni dat geet et eebe ganz einfach net. An d'Vertrauen an e Prestataire, dat ergëtt sech natierlech aus den Obligatiounen, déi de Prestataire kritt, déi d'Sécherheet vun all deenen Transaktiounen, vun deenen ech grad geschwat hunn, erméiglechen.

D'Obligatiounen aus dem Reglement si ganz, ganz villfälteger Natur an och ganz komplex. Ech ginn do wierklech net op all Detail an. Mee sou gëtt et zum Beispill d'Obligatioun vun der Informatioun vum Titulaire vum Certificat. All Titulaire muss op d'mannst ee Mount, ier säi Certificat effektiv ofleeft, doriwwer informéiert ginn. An all Prestataire muss och direkt de Certificat vum Titulaire revoquéieren, wann deen dat géif froen.

Dat si just zwou Dispositiounen als Illustratioun a fir ze ënnersträichen, wéi wichteg dëst Reglement am Alldag ka sinn, wichteg virun allem, wat déi legitimm Rechter vum Titulaire ubelaangt, a fir déi och ze assuréieren, dat ëmsou méi, wann ee weess, dass elektronesch Applikatiounen ëmmer méi den Alldag vun eis alleguerten elo scho prägen an och an Zukunft wäerten nach verstäerkt bestëmmen.

Eng fundamental Obligatioun ass natierlech, dass de Prestataire bis an dee leschte Wénkel konform muss sinn zu den héijen Exigenze vum europäeschen Dateschutz. Ëmmer erëm kënnt dat Stéchwuert erëm. De Prestataire kann deemno a kengem Fall mat Hëllef vun Drëttpersounen Donnéeën iwwert den Titulaire sammelen, ouni dass den Titulaire him virdrun au préalable den Accord dozou ginn hätt. Déi perséinlech Donnéeën, déi gesammelt ginn, déi dierfen dat och just zum eenzegen Zweck vun der Delivrance a vun der Conservatioun vum Certificat. Do muss ee ganz gutt drop oppassen.

Dëse Gesetzesprojet ass doriwwer eraus awer och wichteg, fir verschidde Froen am Kontext vun elektronesche Servicer ze klären, notamment de Regimm vun den administrativen a penale Sanktiounen - do hu mer relativ laang an der Kommissioun driwwer geschwat - oder och d'Bestëmme vun engem nationale Kontrollorgan, grad wéi de Rôle vun dësem Gremium am Gesamtkontext. Dir wësst et heibannen, do ass als nationaalt Kontrollorgan bei eis d'ILNAS, also d'Lëtzebuerger Institut fir d'Normalisatioun, d'Akkreditatioun, d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Produiten an de Servicer, festgehale ginn.

Ech wëll hei, fir komplett ze sinn, ervirsträichen, dass Lëtzebuerg sech duerch eng ganz besonnesch Situatioun kennzeechent. Si ass e bëssen aneschters wéi an anere Länner, mee mir si jo och e bëssen aneschters wéi aner Länner. Am Moment ziele mir nämlech am Grand-Duché grad emol zwee Prestataires de services de confiance qualifiés, déi op där berüümter vun der Europäescher Kommissioun gefouerter Trusted List repertoriéiert sinn. Just een dovunner traitéiert d'Authentifikatioun op Internetsäiten an Zäitstempelen.

Elo zum Staatsrot. Deen huet sengersäits a sengem éischten Avis, well et ginn der e puer, véier Opposition-formellë gemaach, déi awer iwwert d'Amendementer vun der Ekonomieskommissioun aus dem Wee konnte geraumt ginn. An dat huet da relativ schnell derzou gefouert, dass de Staatsrot seng Opposition-formellë schonn am éischten Avis complémentaire konnt ophiewen. Et ass dobäi notamment ëm d'Preziséiere vun der Natur vun der Sanktioun duerch d'ILNAS gaangen - ech hu gesot, do hu mer e bësse méi doriwwer geschwat -, am Fall, wou e Prestataire eng Identifikatiounsmethod, déi net méi konform ass, géif weiderhi benotzen. Dat ka jo virkommen.

Op d'Prozedur, déi am Fall, wou e Prestataire seng Aktivitéiten astellt, ouni dass et en anere Prestataire iwwerhëlt, ze respektéieren ass, huet de Staatsrot a sengem Avis higewisen. En huet nämlech gesot, dass déi Dispositiounen do ronderëm méi enk gefaasst an och méi prezis misste gehandhaabt ginn. An d'ILNAS huet och an där Situatioun keen Derogatiounsrecht méi.

Am zweete grad wéi och am drëtten Avis complémentaire huet sech de Staatsrot an der Haaptsaach mat de penale Sanktioune beschäftegt, déi sech an engem neien Artikel, deem berüümte 45bis, erëmfannen. Déi nei Dispositioune kéimen eebe grad zum Droen, wann

d'Konditioune vun engem Transfert vun den Aktivitéite vun engem Prestataire de services qualifiés op en anere Prestataire de services qualifiés net géife respektéiert ginn.

De Staatsrot huet du gemengt, dass am Gesetzesprojet nieft engem Renvoi op déi pertinent Dispositioun aus dem europäesche Reglement weider Prezisiounen éischter zur Konfusioun géife féieren. Dat hu mir och esou gesinn. De Parquet général grad wéi de Parquet vu Lëtzebuerg a vun Dikrech hu sech hirersäits an hirem Avis eng méiglechst prezis Formulatioun gewënscht, déi iwwer en einfache Renvoi erausgeet.

Och hei ass eng Léisung fonnt ginn, soudass den Text, esou wéi en haut zum Vott steet, a mengen Aen e ganz equilibréierten ass. Dat huet d'Kommissioun och esou gesinn an déi néideg Rechtssécherheet an allen Dispositiounen ass dann och garantéiert, sou wéi mir et alleguerte gären hätten. An et ass jo grad dat, wat sech och d'Ubidder an och mir als Konsumenten am meeschte wënschen.

Dëst gesot, wëll ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun mat op de Wee ginn an op alle Fall och Merci fir d'Opmierksamkeet soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, der Rapportrice, der Madamm Lydia Mutsch. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech och der Madamm Mutsch villmools Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass e Projet de loi, deen effektiv immens technesch ass. Et ass awer e Projet de loi, deen eis als Bierger vun dësem Land alleguerten immens vill brénge wäert, well en eebe wierklech de Commerce électronique weesentlech vereinfache wäert op verschidden Aart a Weisen.

Ech hätt eigentlech e puer Froen dozou ze stellen.

Déi éischt, dat ass: Mir kréien hei iwwert de Wee vum europäesche Reglement eng Definitioun vun der Signature électronique. An do ass meng Fro un de Minister, ob an deem Kader déi Definitioun, wéi mir se de Moment am Code civil hu vun der Signature électronique, ob déi nach ëmmer déi richteg ass oder ob déi eventuell muss ugepasst ginn am Kader vun deem Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme wäerten. Et ass den Artikel 1322, d'Signature électronique am Code civil? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro, déi ech och un den Här Minister hätt, dat ass: Am Kader vun dem Courrier électronique sécurisé ass an der Kommissioun driwwer geschwat ginn, wéi den Här Minister selwer nach President vun der Kommissioun war, also wéi en nach Deputéierte war, dass, wa mer elo méi Prestatairen hätten, déi Courrier électronique sécurisé géifen ubidden, dass hie sech do virstelle kéint, dass een e gewëssent Clearinghouse kéint en place setzen. Dat wier dann eng Plattform, wou een déi verschidde Clienten a Prestatairë vun engem Courrier électronique sécurisé géif zesummebréngen.

An dofir meng Fro un de jëtzege Minister, ob en da gedenkt, dat an Zukunft als Minister ëmzesetzen, wat en a senger Funktioun als President vun der Kommissioun selwer an d'Spill bruecht huet.

A ganz zum Schluss géif ech nach eng Bemierkung maachen. Dat ass: Selbstverständlech gi mir dovunner aus, dass den Dateschutz bei dësem Gesetz respektéiert gëtt. An ech géif och ofschléissend den Accord vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och virop der Rapportrice e grousse Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Hautdesdaags verleeft den Echange tëscht de Bierger an den Entreprisen an den ëffentlechen Institutiounen ëmmer ëfters iwwert den elektronesche Wee. Vill Servicer, fir déi ee sech fréier huet missen deplacéieren, kënnen haut bequeem vun doheem aus erleedegt ginn. Fir déi meescht Transaktiounen ass den direkte Kontakt tëschent zwou Persounen oft net méi noutwendeg.

An Zukunft wäerten ëmmer méi Onlineservicer opdauchen, déi sensibel Donnéeën iwwert den elektronesche Wee echangéieren. Dofir ass et besonnesch wichteg, d'Sécherheet (veuillez lire: d'Sécherheet ze assuréieren) an den Zougang zu dësen Donnéeën ze begrenzen.

D'Digitaliséierung vun den Déngschtleeschtungen erfuerdert nei Methoden, fir déi betraffe Parteien ze identifizéieren. Op dëser Plaz kommen dann déi sougenannte Services de confiance an d'Spill. D'Roll vun dëse Servicer ass, d'Identitéit vun den Onlinenotzer an och vun den Internetsäiten ze iwwerpréiwen an ze validéieren. D'Prestatairë vun dëse Services de confiance erstellen dowéinst virtuell Ënnerschréften a Certificaten, mat deenen hir Cliente sech kënnen ausweisen.

An de leschte Jore gouf et gréisser Problemer, well Servicer vun deene verschiddene Firmen net matenee kompatibel waren. D'Onlinenotzer sinn ëmmer nees op technesch Barriäre gestouss. Genee dëse Problem huet d'Europäesch Unioun am Kader vum eIDAS-Reglement probéiert ze léisen. D'EU huet nämlech e System agefouert, deen eng géigesäiteg Unerkennung vun de Prestatairen erméiglecht a soumat d'Kompatibilitéit vun hire Servicer erlaabt.

Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei kann ech dëse Projet de loi nëmme guttheeschen. D'Regierung huet sech engagéiert, d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger ICT-Secteur auszebauen. Dëse Projet de loi entsprécht also kloer deenen Iddie vun der Demokratescher Partei.

Éischtens stäerke mir d'Vertraue vun den Notzer an d'Servicer vun der digitaler Identifizéierung.

Zweetens ginn déi elektronesch Transaktiounen duerch d'Interaktioun vun de Provider vill méi benotzerfrëndlech. Dëst vereinfacht zemools den Echange tëschent de verschiddenen EU-Memberstaaten.

Des Weideren hu mir eis fir d'Schafung vun engem digitale Bannemaart fir Europa agesat.

Mat dësem Reglement huet d'Europäesch Unioun ee wichtege Schratt an dës Richtung gemaach, an als liberalen Deputéierte kann ech d'Transpositioun vum europäeschen Text nëmmen ënnerstëtzen, a mir sinn iwwerzeegt, datt eist Land dovunner wäert profitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn op alle Fall den Accord vun der DP zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, merci der Kolleegin Lydia Mutsch fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport: komplizéiert Matière, exzellent duergestallt!

Bei dësem Projet geet et eeben net just, wéi den Titel et seet, ëm de Commerce électronique. Et geet méi wäit. Et geet, wann een en an de Kontext setzt, virun allem ëm den digitale Volet vun enger vun de wichtegsten Trëmp a Stäerkte vun eiser Europäescher Unioun: dem europäesche Marché unique, dem sougenannte Bannemaart.

Et ass, wéi gesot, eng vun de gréissten Errungenschaften, déi mer an der Europäescher Unioun hunn. Net nëmmen huet en e groussen Undeel dorun, dass mir mëttlerweil 75 Joer Fridden an der EU hunn. Lëtzebuerg huet och e ganz groussen Deel vu sengem haitege Wuelstand dësem oppene Maart ze verdanken. Ouni déi oppe Grenzen an déi staark wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat eisen europäesche Partner hätt eis Wirtschaft sech an deene leschte Jorzéngte wuel kaum esou positiv entwéckelt.

Fir dass dëse Marché unique och an Zukunft weider eng Tromp bleift fir eist Land a fir déi ganz EU, muss en un déi nei wirtschaftlech Realitéiten ugepasst ginn. Eng dovunner ass kloer d'Digitaliséierung, déi nieft hire potenziellen negativen Effekter och eeben eng Chance ass, eis Ekonomie méi nohalteg opzestellen.

Wa mer als Europäesch Unioun wirtschaftlech attraktiv bleiwen an d'Chancë vun der Digitaliséierung notze wëllen, da komme mer net derlaansicht, aus dem Marché unique, wéi mäi Virriedner et elo grad gesot huet, och en digitale Marché ze maachen. D'eIDAS-Reglement war an ass dofir e wichtegt Instrument. Dovu profitéieren d'Betriber zum Beispill am Finanzsecteur an an der Logistikbranche, wou déi digital elektronesch Authentifizéierung eng ëmmer méi grouss Roll spillt. Mee mir hëllefen awer och de Konsumenten, vun deene sech der haut vill eng Welt ouni mobillen Token oder e Smartphone, mat deem ee seng Bankgeschäfter online erleedege kann, net méi virstelle kënnen.

An och d'Zäiten, an deenen all Prozedure bei enger staatlecher Verwaltung hu missen iwwert de Pabeier erleedegt ginn, sinn zimmlech eriwwer. Hei si mer an de leschte Jore schonn e wäite Wee gaangen an dee sollte mer och weidergoen.

E weidert Beispill vun engem Beräich, wou d'Konsumenten, d'Leit vum Ausbau vum digitale Marché profitéiere kënnen, ass d'Ofschafe vum Geoblocking. Virun engem gudde Joer, et war de Gesetzesprojet 7366 zum Geoblocking, hu mir als Chamber e Reglement an eis national Gesetzgeebung ëmgesat, deen de Geoblocking am Onlinehandel zu engem groussen Deel ofschaaft. Zum Beispill däerf een eng Kredittkaart aus dem EU-Ausland net méi refuséiert kréien.

Dee fir de Konsument am Alldag wichtegste Geoblocking am Online Commerce, an dat weisen d'Ëmfroen, ass awer dee vun der Musek a vum Videostreaming vun all deene Plattformen, déi net an der EU egal wéi an all Land d'selwecht disponibel sinn. Dëse Geoblocking ass nach ëmmer eng Realitéit. D'EU-Kommissioun sollt dëst Joer eng Revisioun vun deene Reegele presentéieren a mir hoffen, dass dës am Sënn vum Konsument ausfale wäert.

De Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, ass also en Deel vum Wee an d'Richtung vun engem harmoniséierten europawäiten digitale Marché, dee Konsumenten a Betriber, wéi gesot, zeguttkënnt.

Souwäit dës puer Iwwerleeungen zu dësem Gesetzesprojet, zu deem ech natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un d'Kolleegin Lydia Mutsch als Rapportrice, déi et verstanen huet, dësen dach komplizéierte Projet ze erklären, datt déi meescht vun eis, géif ech mengen, e verstanen hunn. An nodeems datt meng Virriedner nach op eng Rei vu Punkten agaange sinn, weess ech wierklech net méi, wat ech nach kéint vun Intelligentem bei dëse Projet bäibréngen ausser der Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice, dem Lydia Mutsch fir den ausféierlechen an och exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass keng einfach Matière, dat heiten. Et ass eng Matière, déi vill technescht Wësse viraussetzt an et ass virun allem eng Matière, déi, wann ee sech e bësse méi intensiv domadder auserneesetzt, awer eng ganz Rëtsch oppe Froe mat sech bréngt.

D'eIDAS-Reegele si gutt. Op den éischte Bléck alles super: Mir kréien en europäesche Kader.

Et ass op den zweete Bléck, wou et grad hei zu Lëtzebuerg dach awer eng Rëtsch oppe Froe bei deem Projet ginn. Sou ass et haut leider esou, an e puer vu menge Virriedner hunn et gesot, datt mir am Moment just zwee Acteuren hunn, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn, fir qualifizéiert Servicer ze offréieren. An dovunner ass u sech just een, deen dat un Endnotzer verkeeft, dat heescht un Iech alleguerten. A mir wäerten alleguerte quasi esou en Token vun deenen an der Täsch hunn, well d'Banken eis déi geschenkt hunn, wéi mer e Kont opgemaach hunn, respektiv hunn eis imploréiert, esou een ze huelen, fir eng besser Sécherheet ze hunn.

Elo huet jiddwereen deen Token ëmmer mat méi Sécherheet fir de Webbanking a Verbindung bruecht respektiv nach à la limite, fir sech domadder beim guichet.lu kënnen anzeloggen. Datt do derhannert e kryptografesche Schlëssel steet, deen eis erlaabt, och online Saachen ze ënnerschreiwen, ass deene wéinegste bewosst.

De Problem, dee sech elo stellt mat den eIDAS-Reegelen ass deen, datt mer e Quasimonopol zu Lëtzebuerg hunn. Wien haut probéiert, sech op guichet.lu mat engem däitschen oder franséische Certificat anzeloggen oder e PDF vun der Steierverwaltung mat engem franséische Certificat ze ënnerschreiwen, ma dee scheitert ganz einfach dorunner, well - A, Lëtzebuerg oblige! - mir hu leider just e Support fir den Token, deen d'Lëtzebuerger kennen, wou de Staat och nach deels Aktionär mat dran ass, wat déi ganz Situatioun net manner kokass mécht.

Dat heescht, et muss ee sech d'Fro stellen: Bréngt dat heite Gesetz wierklech déi Ännerungen, déi mer eis erhoffen? Maache mer et wierklech Startuppen, klenge Betriber méi einfach, fir Dokumenter ze ënnerschreiwen, fir Dokumenter ze echangéieren? Am B2B, also zwëschent zwee Betriber, sécherlech.

Am B2B ass et nämlech egal, ob et eng qualifizéiert Ënnerschréft ass oder eng avancéiert Ënnerschréft. Fir eng avancéiert Ënnerschréft brauch ech kee Certificat vum Staat, kee Stempel, dee seet: „Dat doten ass eng offiziell Ënnerschréft." Do kann ech relativ maachen, wat ech wëll. Do geet et duer, wann ech an engem PDF mäin Numm dropsetzen. Dat ass schonn eng einfach elektronesch Ënnerschréft.

Et geet awer vill méi wäit. Spéitstens wa mer mam Staat kommunizéieren, mat de Verwaltungen, hu mer zu Lëtzebuerg dach dee Quasimonopol. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer deen och opbriechen an et heimadder klenge Betriber méi einfach maachen, fir ouni onnëtz Käschten och déi heiten Dokumenter kënne beim Staat ze deposéieren.

Dat heescht: Ass et geplangt - an dat ass eng ganz konkreet Fro un d'Regierung -, datt de guichet.lu respektiv de MyGuichet PDFen, déi mat anere Certificate wéi engem lëtzebuergeschen ënnerschriwwe sinn, akzeptéiert?

An dann dat Zweet: Sinn eis Verwaltungen, wa mir dat heite stëmmen, muer prett, fir en Envoi recommandé électronique unzehuelen, esou wéi en hei am Gesetz steet?

Well, an dat musse mer eis bewosst sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass e risege Sprong no vir! Déi éischte Kéier, wou mer et wierklech obligatoresch maachen, datt ee kann e Recommandé mat Accusé de réception verschécken, ouni aus dem Haus erauszegoen! Et kann ee vun engem Computer op en anere Computer eng E-Mail verschécken, déi déi nämmlecht Rechtskraaft huet wéi en Envoi recommandé mat Accusé de réception. Dat ass phenomenal, wann et fonctionéiert! An ech hoffen, datt mer a kierzester Zäit eis Verwaltungen esou wäit kréien, datt se dat heiten akzeptéieren.

Dat gesot, de Projet ass gutt. Un der Ëmsetzung muss e gemooss ginn. Ech ginn den Accord vun de Piraten.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, mam Vott haut an der Chamber vun dësem Gesetz ass Lëtzebuerg elo komplett eIDAS-compliant a kompatibel mat alle Servicer ronderëm déi elektronesch Identitéite wéi der Signature oder dem elektronesche Stempel.

D'Leit dobaussen, an dat ass och scho vu verschiddene Riedner gesot ginn, dierft interesséieren, datt mer mat dësem Gesetzesprojet och dem elektronesche Recommandé eng legal Basis hei zu Lëtzebuerg ginn. D'Lëtzebuerger Post schafft dorunner, fir hire Clienten et ze erméiglechen, den ageschriwwene Bréif iwwert den elektronesche Wee ze verschécken.

An och dat ass gesot ginn: Mir hunn alleguerte gesinn, wéi wichteg et ass an Zäite vu Covid, fir esou vill wéi méiglech kënnen online ze maachen. Dat hei ass also eng Facilitéit méi, ee Service méi, deen iwwert dee Wee elo méiglech gëtt. Wann en Destinataire de Recommandé op sengem Computer net unhëlt, da gëtt de Courrier als normale Recommandé iwwert de Postwee zougestallt.

eIDAS steet fir eng uniform Legislatioun ronderëm esou elektronesch Servicer bannent der EU, déi vun all de Memberstaate gläichermoossen unerkannt an transposéiert gëtt. Dat ass, och dat ass schonn e puermol elo gesot ginn, eng ganz wichteg Viraussetzung fir den Erfolleg vun engem digitale Bannemaart. A mir wëssen alleguerten, dass dat eng vun de Prioritéiten ass, net nëmme vun dëser Regierung, mee och vun der Europäescher Kommissioun. Mir hunn dat och gëschter vum Thierry Breton héieren, dee jo och hei an der Chamber war a mat deem ech och gëschter Nomëtten e Gespréich hat.

Zur Erënnerung sief gesot, dass Lëtzebuerg am Beräich vun elektronescher Ënnerschréft an all de Servicer, déi dorunnerhänken, mat LuxTrust schonn e relativ laangen Historique huet an och e Prestataire, deen d'Vertraue vun de Leit genéisst. Et ass als national Certificatiounsinfrastruktur, wou LuxTrust 2005 gegrënnt gouf. Wéi a villen anere Beräicher war dat e Public-private-Partnership. Via Partenariat vum Lëtzebuerger Staat mat diverse grousse Privatbanke koum dat deemools zustan, ganz besonnesch, fir den E-Banking awer och deen E-Government deemools definitiv am Grand-Duché ze lancéieren.

Scho wéi LuxTrust viru 15 Joer gegrënnt gouf, war et awer kloer, dass dat e Service wier, deen

net just fir Lëtzebuerg, net nëmme fir den nationale Marché sollt limitéiert ginn, mee deen och doriwwer eraus sollt ausgebaut ginn. Schonn deemools war gewosst, dass ee sech mëttelfristeg och iwwert d'Grenzen eraus misst hei eng Clientèle opbauen, an dat ass och an deene leschte Jore mat Succès geschitt.

Fir sech am Ausland géint d'Konkurrenz an engem internationale Kontext ze behaapten, och an engem liberaliséierte Marché, brauch een awer e staarken industriellen an e staarken technologesche Partner. An déi Partnerschaft huet LuxTrust virun zwee Joer gemaach mat der italienescher Firma InfoCert. Dat war deemools och eng logesch Suite vun der Entwécklung, fir an der Europäescher Unioun e gewëssene Poids ze kréien, mat Aktivitéiten a grousse Länner wéi Frankräich.

An der Tëschenzäit huet LuxTrust dann och eng Nidderloossung zu Paräis, mee de Sëtz vun der Firma ass nach ëmmer am Grand-Duché op der Cap. Et ass dofir wichteg, dass mer haut hei an der Chamber dëse Projet approuvéieren, deen hëlleft, Lëtzebuerg weiderhin als Standuert fir elektronesch Servicer an als Standuert vun der Informatiounssécherheet ze positionéieren.

Här President, ech géif och nach gären op déi puer Observatiounen a Froen agoen, déi vu verschiddenen Deputéierte gemaach goufen. D'Diane Adehm huet eng Fro gestallt par rapport zum Artikel 1322 vum Code civil fir ze wëssen, ob déi Definitioun vun der Signature électronique nach ëmmer à jour wär, ob déi nach ëmmer konform wär.

D'Äntwert ass Jo. Dat ass eng Definitioun, déi jo, wéi Der wësst, am Kapitel iwwert d'Preuve ass. Déi verankert d'Valeur probatoire vun der Signature électronique an eisem Droit civil. Dat ass jo wichteg. D'Lydia Mutsch huet och beschriwwen, wéi dat fonctionéiert mat de Presomptiounen, déi ëmgedréit ginn. An dat ass nach wie vor eng valabel Definitioun, déi och dowéinst vun dësem Projet net huet missen ofgeännert ginn.

Dann ass d'Fro vun deem Clearing vun deene Courriers électroniques sécurisés, an der Hypothees, wou et méi Prestatairë géif ginn, déi esou e Service géifen ubidden. Do ass et esou, dass ee muss eng Distinctioun maachen zwëschent der nationaler an der internationaler Dimensioun. Am nationale Kontext ass et zimmlech kloer, dass dee Clearing bei der Post soll geschéien. Well, wéi ech gesot hunn, an all deene Fäll, wou den Destinataire de Recommandé net akzeptéiert, gëtt et eng Pabeierform, déi erausgeet, an dat kann nëmme bei der Post zesummelafen. Also aus ganz praktesche Grënn ass dat bei der Post.

Am internationale Kontext ass dat e bësse méi komplex, dat ass méiglech, mee do hänken eng Partie technesch Begeebenheeten drun, déi fir de Moment menges Wëssens nach net gekläert sinn an déi och nach musse vu menge Leit am Ministère gekuckt ginn. Dofir sinn ech fir de Moment einfach nach net capabel, Iech eng Äntwert dozou ze ginn.

Beim Geoblocking, deen de Charles Margue opgeworf huet: Jo, mir wëssen, dass dat en Dauerbrenner ass. Dat ass eppes, wat schonn x-mol hei evoquéiert ginn ass och an der Chamber. Ech hunn dat och nach eng Kéier gëschter am Gespréich mam Thierry Breton opgeworf, fir ze kucken, dass mer wierklech elo endlech do derhannertkommen, well mer effektiv haaptsächlech och als klengt Land dorënner leiden, wéi Der gesot hutt, haaptsächlech am Beräich vum Film a vun der Musek, vum Video, wou mer oft keen Accès hunn. An den Thierry Breton huet mer nach eng Kéier gesot, dass d'Kommissioun amgaang wär, dat ze kucken. Do kënnt eng Revisioun vun deene Reegelen. An en huet dat do matgeholl als eng Suerg an als eng Doleance, déi mer als Lëtzebuerg zu deem Punkt do hunn.

De Sven Clement huet eng Partie Punkten opgeworf an haaptsächlech bemängelt, dass et e Manque vu Reconnaissance gëtt international vu LuxTrust oder vun deem Token, dee mer iwwer LuxTrust hunn, an d'Fro, ob et geplangt ass, datt déi Identifikatioun, déi iwwer MyGuichet geschitt, och kann am internationale Beräich da geschéien.

Ech mengen, dass dat misst eng logesch Konsequenz sinn, wann deen Dispositiv hei vun eIDAS wierklech richteg fonctionéiert, dass et déi europäesch Interoperabilitéit och soll ginn. Dat hänkt, mengen ech, och vun enger Interoperabilitéit mat dem auslännesche Service of, wou dat da muss unerkannt ginn. Ech mengen, dass dat muss „at the end of the day" wierklech d'Zil si vun esou engem Text.

Fir de Moment, wéi Der gesot hutt, ass dat nach net esou a Realitéit. Mee ech mengen, dat misst d'Zilsetzung sinn, wou mer mussen drop hischaffen, zesumme mat eisen Operateuren, och zesumme mat LuxTrust, awer och am Dialog an an der Diskussioun mat deenen anere Länner, déi dann och déi Certificatioun do mussen akzeptéieren.

Voilà! Dat gesot, géif ech gären der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire ganz detailléierten a ganz gudde Rapport zu dësem Projet de loi an och der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an Iech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7427. Den Text steet am Document parlementaire 7427[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7427 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet 7427 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par M. Charles Margue), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also domat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.10 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 49, 50 et 51

49e séance

Ouverture de la séance publique p. 737

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg p. 737-746

7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE p. 746-748

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement p. 748-749

Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit p. 749-750

Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg p. 750-751

50e séance

Ouverture de la séance publique p. 752

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 752

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler p. 752

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 752-753

Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit p. 753-754

Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 p. 754-755

p. 755-756

Ordre du jour p. 755

Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël p. 756

Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain p. 756-758

Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19 p. 758

Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) p. 758-759

p. 759-760

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 759

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 760-761

Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS p. 761-762

Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée p. 762

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 p. 762-765

p. 765-766

Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé p. 765

7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles p. 766

51e séance

Ouverture de la séance publique p. 767

Communications p. 767

Ordre du jour p. 767

Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19 p. 767-768

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel p. 768-775

7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement p. 775-777

7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique p. 777-779

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 21** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2185 urgente	Jeff Engelen	Indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail
2203 urgente	Claude Wiseler	Produit désinfectant nommé Lionser Medical Disinfectant
2231 urgente	Stéphanie Empain	Reprise dans le secteur du tourisme
2244 urgente	Fernand Kartheiser	Reprise des cours dans l'enseignement fondamental, système de l'école en alternance et situation des structures d'accueil en général
2248	François Benoy	Insectes pollinisateurs
2254 urgente	Sven Clement	Contrôles douaniers
2260	Sven Clement	Plateforme SPAMBEE
2261 urgente	Marc Goergen	Demande de congé pour raisons familiales
2262 urgente	Marc Goergen	Congé pour raisons familiales dans la fonction publique
2263	Marc Spautz	Tests de dépistage du coronavirus des secteurs non concernés par le confinement
2268	Marc Lies, Georges Mischo	Collaboration entre l'État et les communes dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2271	Gusty Graas	Jardins de graviers
2283	Josée Lorsché, Marc Hansen	Soutien psychologique dans le cadre de la crise de Covid-19
2288	Gusty Graas	Réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole
2289	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Organisation de concerts durant la phase de déconfinement
2291	Mars Di Bartolomeo	Externalisation de certaines prestations
2292	Léon Gloden	Temps de travail et de repos dans la Police grand-ducale
2293	Marc Baum	Convention signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR)
2294	Marc Baum	Procédure de recours à des décisions de l'administration de la Caisse nationale de santé
2295	Dan Biancalana	Finances communales dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2296	Jeff Engelen	Forfait pour matériel d'incontinence
2297	Jeff Engelen	Situation des marchands dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2298	Jeff Engelen	Contrôles des frontières
2300	Marc Goergen	Avertissements taxés
2301	André Bauler, Gusty Graas, Gilles Baum	Aides pour le secteur viticole dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2302	Marc Goergen	Interdiction du glyphosate
2303	Fernand Kartheiser	Cours de luxembourgeois
2304	Fernand Kartheiser	Rentrée scolaire dans l'enseignement fondamental
2305	Fernand Kartheiser	Tracingapp
2308	Jeff Engelen	Engagement du personnel dans le cadre des tests du coronavirus
2310	Gusty Grass, André Bauler	Réforme de la politique agricole commune
2311	André Bauler, Carole Hartmann	Préretraite solidarité
2313	Jeff Engelen	Diminution des populations d'oiseaux
2326	Serge Wilmes	Véhicules de fonction et de société
2327	André Bauler	Demandes de classement comme monument national
	Session ordinaire 2020-2021	
3204 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Société de gardiennage privée dans le quartier de la gare et au centre-ville
3214 urgente	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Tests PCR
3221 urgente	Martine Hansen, Marc Spautz	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3230 urgente	Fred Keup	Organisation des classes BTS
3236 urgente	Fernand Kartheiser	Situation d'un médecin irano-suédois condamné à mort en Iran
3273 urgente	Martine Hansen	Capacités des hôpitaux
3286 urgente	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Mise à disposition aux services d'éducation et d'accueil de détecteurs de CO_2
3292 urgente	Jeff Engelen	Commande du médicament Remdesivir
3294 urgente	Léon Gloden	Eau potable
3303 urgente	David Wagner	Notes ministérielles de juillet 2020 réglementant les conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial
3311 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Feux d'artifice
3349 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Nouvelle souche de la Covid-19 en Grande-Bretagne
3350 urgente	Gilles Roth	Cumul des pensions de vieillesse et de survie pour le calcul de la retenue d'impôt et de cotisation sociale
3351 urgente	Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler	Commande de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne
3357 urgente	Georges Mischo	Vaccination du personnel soignant
3364 urgente	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Campagne de vaccination contre la Covid-19
3368 urgente	Sven Clement	Incidence du couvre-feu sur le service de livraison de repas à domicile
3369 urgente	Mars Di Bartolomeo	Promotions pour des articles et des marchandises non essentiels

Question urgente 2185 (12.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail :**

Fir d'Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie ze entlaaschten, bezilt d'Krankekeess d'Krankegeld awer elo direkt un déi betraffe Persounen. Laut mengen Informatiounen hält d'Krankekeess elo direkt 33 % Steieren of, well si keng Steierkaart vun dëse Persounen huet. Déi betraffe Leit kréien also eréischt d'nächst Joer, nodeems si hir Steiererklärung gemaach hunn, déi ze vill bezuelte Steieren erëm. Dëst trëfft virun allem déi Leit mat de klenge Revenuen, déi esou direkt een Drëttel vun hirer Pai ofgehale kréien. Vill vun deene Leit hu bis elo nach ni eng Steiererklärung brauchen ze maachen a mussen elo eventuell ee bezuelen, deen hinne se mécht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

Q437

2. Wa jo, wéi eng Léisung proposéiert d'Regierung elo, fir datt déi betraffe Leit séier an onkomplizéiert dee volle Montant vum Krankegeld ausbezuelt kréien?

3. Wéi ginn déi Leit behandelt, déi am Ableck e Steierkreditt ausbezuelt kréien?

4. A wéi engem zäitleche Kader kënnen déi betraffe Leit domat rechnen, datt si hir integral Pai bezuelt kréien?

Réponse (13.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir d'Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie ze entlaaschten, bezilt d'Gesondheetskeess (CNS) vum 1. Abrëll 2020 u bis zum leschten Dag vum Mount wou den État de crise eriwwer ass d'Krankengeld direkt un déi betraffe Persounen.

Dofir kritt d'CNS effektiv d'Steierkaarten automatesch all Dag iwwer Fichier-Transfert vun der Steierverwaltung.

Dat klappt an deenen allermeeschte Fäll, an do gëtt och dee richtege Steiertaux direkt applizéiert. Am Mount Abrëll 2020 sinn 39.201 Salairë mat Steierkaart, dat heescht mam richtege Steiertaux bezuelt ginn, an 2.865 ouni Steierkaart. Dovunner waren 1.618 (4,13 %) Salariéen.

Fir déi Fäll, wou d'CNS vun der Steierverwaltung déi Donnéeën net kritt, applizéiert si par défaut den Taux vun 33 %, dat an der Optik, fir de Leit awer kënnen eppes auszebezuelen an net mussen op déi Donnéeë vun der Steierkaart ze waarden. Dee Paiement ass de Moment u sech als eng Avance ze gesinn.

Soubal d'CNS déi Informatioun vum richtege Steiertaux kritt, mécht si e Rectificatif a bezilt de Solde. Déi Informatioun vum richtege Steiersaz kann d'CNS vum Assuré, vum Patron oder vun der Steierverwaltung kréien. Et muss och keng Steiererklärung gemaach ginn an et dauert net bis dat nächst Joer. Fir dass et sou séier wéi méiglech klappt, kënnen déi betraffe Leit der CNS direkt eng Kopie oder eng Photo vun hirer Steierkaart schécken.

D'CNS iwerhëlt deen Taux, deen op der Steierkaart steet. Wann eng Persoun e Steierkreditt ausbezuelt kritt, an déi Informatioun op der Steierkaart steet, da gëtt dee vun der CNS mat applizéiert.

Wat d'Delaien ugeet, ënnerhalb vun deenen déi betraffe Leit domat kënne rechnen, sou ka gesot ginn, dass vun deem Moment un, wou d'CNS de richtege Steiertaux kennt, direkt de Rectificatif ka gemaach ginn. An der Praxis kann ee soen, dass et ongeféier 14 Deeg dauert, bis dass d'Leit déi Differenz op hirem Kont hunn.

Question urgente 2203 (14.05.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **produit désinfectant nommé Lionser Medical Disinfectant :**

Il me revient qu'au cours des dernières semaines un produit dénommé Lionser Medical Disinfectant a été distribué à large échelle notamment dans des établissements scolaires et des écoles de musique. D'après les informations qui m'ont été transmises, le produit en question ne dispose pas des autorisations nécessaires pour être commercialisé ou distribué.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si le Gouvernement peut confirmer cette information.

Si tel est le cas, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Sur quelle base réglementaire la distribution de ce produit a-t-elle été effectuée ? Le produit figurait-il sur la liste des produits biocides notifiés ou sur la liste des produits biocides autorisés selon le règlement (EU) 528/2012 ?

2) Si tel n'est pas le cas, est-ce que les autorités luxembourgeoises ont vérifié l'efficacité du pro-

duit avant sa mise en distribution dans les établissements scolaires - notamment quant à son efficacité biocide respectivement à sa sécurité d'utilisation ?

3) Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement a-t-il été informé du fait que le produit ne disposait pas des autorisations nécessaires en bonne et due forme et ne devrait-il pas être retiré le plus rapidement possible ?

4) N'est-il pas de pratique courante de vérifier au préalable que les produits distribués dans les établissements scolaires disposent des autorisations et vérifications nécessaires ?

5) Quel est l'origine du produit en question et qui a décidé de l'acquérir ?

6) Quel département ministériel, respectivement quelle administration a décidé et a procédé à la distribution du produit ?

7) Où et dans quelle quantité est-ce que ce produit a été distribué ?

8) Selon mes informations, l'étiquette ainsi que la notice d'utilisation du produit étaient rédigées dans une langue asiatique et n'étaient pas accompagnées d'une traduction adéquate dans une langue couramment utilisée au Luxembourg.

Lorsqu'un tel produit est distribué ou vendu au Luxembourg, n'est-il pas obligatoire ou du moins de pratique correcte de faire accompagner ce produit d'une notice d'utilisation compréhensible dans au moins une langue couramment comprise au Luxembourg ?

Réponse commune (19.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le produit désinfectant en question est d'origine chinoise et a été acquis sur décision de la Cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé dans un souci de prévenir toute rupture de stock d'un produit hautement important pour aider à atténuer la propagation de la pandémie virale Sars-CoV-2.

Le produit biocide en question ne figure pas sur la liste des produits biocides notifiés ou autorisés. Faisant suite à une note de la Commission européenne et à l'instar d'autres pays européens confrontés à une pénurie de solutions hydroalcooliques notamment, la Ministre de l'Environnement a pris en date du 30 mars 2020, un premier arrêté accordant la mise à disposition et l'utilisation de produits biocides notamment de solutions hydroalcooliques désinfectantes contenant 70-85 % w/w d'éthanol, en application de l'article 55(1) (dite « autorisation d'urgence ») du règlement (UE) 528/2012 sur les produits biocides et en cas d'un danger menaçant la santé publique, la santé animale ou l'environnement qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens. L'arrêté a été établi pour une durée de 180 jours, couvrant les sociétés actives dans l'industrie chimique, mandatées par la Cellule de crise pour la fabrication et/ou la fourniture de certains produits désinfectants (dont l'activité virucide sur virus enveloppés est communément acceptée sur base de la teneur en substance active) en vertu des décisions de la Cellule de crise de la pandémie Sars-CoV-2. Cet arrêté fut annulé et remplacé par un arrêté ministériel en date du 7 mai 2020.

ad 2) Les procédures administratives en vue d'une mise sur le marché d'un produit biocide incluent la vérification de l'efficacité et de la sécurité d'utilisation. Ceci se fait sur base d'informations fournies par le responsable de la mise sur le marché du produit.

En raison de l'état de crise en relation avec la pandémie virale Sars-CoV-2, un arrêté a été établi conformément à l'article 55(1) du règlement (UE) n° 528/2012 afin d'assurer la disponibilité de solutions hydroalcooliques désinfectantes. Cet arrêté spécifie des exigences relatives aux produits biocides éligibles, en vue notamment d'assurer leur efficacité. L'Administration de l'environnement (AEV) effectue des contrôles afin de veiller à ce que les produits biocides sur le marché respectent les dispositions légales en vigueur.

Après avoir obtenu l'information concernant une distribution de ce produit vers les écoles et administrations communales le 4 mai 2020, l'AEV a prélevé un échantillon du produit en question en date du 7 mai, qui a été soumis pour analyse au Laboratoire national de la santé sur initiative de l'AEV.

Le résultat d'analyse du 8 mai indique une présence d'éthanol à environ 70 % v/v, une concentration communément acceptée comme étant efficace sur les virus enveloppés tels que le Sars-CoV-2. Sur base des analyses effectuées par le Laboratoire national de santé, le Ministère de la Santé confirme la sécurité d'utilisation du produit en question.

ad 3) S'agissant d'un produit issu du stock national, l'AEV a proposé des mesures correctives, notamment l'apposition d'une étiquette en français en vue d'une communication de l'utilisation correcte et efficace du produit (cf. aussi question 8).

ad 4) La législation applicable aux produits biocides (loi modifiée du 4 septembre 2015 sur les produits biocides, respectivement le règlement (EU) 528/2012) s'applique uniformément à tout produit biocide dont la mise sur le marché ou l'utilisation est envisagée, et requiert la soumission d'une notification de produit selon l'article 4 de la loi, respectivement la délivrance d'une autorisation du produit selon le règlement, avant la mise sur le marché/l'utilisation.

Pour faire face à la pandémie et afin de garantir la disponibilité de solutions hydroalcooliques désinfectantes au Luxembourg, des autorisations d'urgence conformément à l'article 55(1) du règlement (UE) 528/2012 sur les produits biocides ont été établies. Néanmoins, les dispositions de l'arrêté mentionné ci-dessus doivent être respectées en vue de la protection de la santé humaine et de l'environnement

La législation ne comporte pas de dispositions spécifiques concernant les produits biocides destinés à une distribution dans les établissements scolaires.

ad 5) Considérant les perturbations graves des marchés nationaux, européen et international dues à la pandémie virale Sars-CoV-2, le produit en question a été acquis en urgence au début de la période de crise à un moment où aucune société nationale ou européenne n'était en mesure de fournir un produit équivalent à très courte échéance et dans les quantités requises.

ad 6) Dans le cadre des mesures de protection mises en place lors de la réouverture des écoles, la distribution du produit en question a été réalisée par les services du Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse en étroite collaboration avec la Cellule logistique pour ce qui concerne les lycées et avec le CGDIS et les administrations communales pour ce qui concerne l'enseignement fondamental.

Les compétences du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en matière de produits biocides n'englobent pas la distribution de produits biocides.

ad 7) 56.000 flacons du produit ont été mis à disposition des structures du Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance. Par ailleurs, le produit a également été distribué aux services étatiques chargés de la gestion de la crise.

ad 8) La loi modifiée du 4 septembre 2015 sur les produits biocides prescrit que « la ou les langue(s) officielle(s) de l'État membre » auxquelles se réfère le règlement (EU) 528/2012 notamment en ce qui concerne l'étiquetage de produits biocides et à la notice jointe au produit (si une telle notice a été jointe par le fabricant du produit conformément à l'article 69 du règlement EU 528/2012) sont les langues françaises ou allemandes.

D'autres langues peuvent également figurer sur l'étiquette pour autant que celle-ci reste lisible et que les versions linguistiques du texte ne prêtent pas à confusions ou contradictions.

Une « notice explicative » prévue par l'article 69 du règlement (EU) 528/2012 doit être jointe au produit si les éléments d'étiquetage prévus par ce même article ne peuvent pas tous figurer sur l'étiquette en raison de la taille (de l'emballage) ou la fonction du produit biocide. Le même régime de langues s'applique à cette notice.

L'étiquette d'origine étant en langue chinoise, il a été décidé de mettre à disposition des utilisateurs un mode d'emploi en langue française et anglaise et ceci conformément à l'arrêté précité. Les flacons seront aussi revêtus des mêmes informations sous forme d'étiquetage autocollant, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2020.

Q438

Question urgente 2231 (15.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **reprise dans le secteur du tourisme :**

La Commission européenne a publié en date du 13 mai 2020 un document guide concernant la reprise progressive dans le secteur touristique et les mesures sanitaires à recommander dans ce contexte (Doc. C [2020] 3251). Les recommandations de la Commission visent à aider les États membres dans la mise en balance entre les avantages du tourisme et le risque d'un retour en force des infections ayant comme suite éventuelle des nouvelles mesures de confinement.

Avec la suppression graduelle des mesures de confinement strictes et la réouverture progressive des frontières en Europe, la gestion des risques dans le secteur du tourisme devient un enjeu pressant. Même avant le début de la période estivale, le jeudi de l'Ascension et le week-end de Pentecôte risquent de voir affluer au Luxembourg un certain nombre de touristes.

Dans ses lignes directrices, la Commission européenne note la nécessité d'une considération spécifique à attribuer aux mesures sanitaires à respecter par les hôtes de passage dans les hébergements collectifs, tels les terrains de camping. En effet, vu la réouverture progressive des frontières avec l'Allemagne, et pourvu que la Belgique continue à permettre les voyages de transit à travers son territoire, les exploitants de campings devraient se préparer à l'accueil notamment de voyageurs néerlandais.

À travers l'Europe, les exemples de stratégies de déconfinement dans le secteur touristique deviennent de plus en plus nombreuses. À titre d'exemple, les services de sécurité de la région néerlandaise de Zeeland prescrivent désormais des conditions strictes à appliquer dans les secteurs de l'hébergement et des loisirs : taux d'occupation restrictifs, restriction d'utilisation d'espaces communs et d'installations sanitaires, etc. En cas d'introduction de telles mesures, il échet de prévoir un délai de communication suffisant tant envers les professionnels du secteur qu'envers les voyageurs.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Est-ce qu'un plan de déconfinement pour le secteur touristique a été élaboré ? Dans l'affirmative, les parties prenantes du secteur ont-elles été entendues en leur avis ?

2) La santé des clients et des employés dans le secteur étant primordiale, Monsieur le Ministre est-il d'accord que la publication de lignes de conduite claires est gage de la sécurité de toutes les parties prenantes ? Dans l'affirmative, la traduction de consignes notamment vers le néerlandais et leur communication effective sont-elles envisagées ?

3) Monsieur le Ministre peut-il garantir que des consignes au secteur seront disponibles en temps utile à ce que les opérateurs et prestataires puissent les communiquer aux voyageurs pour la Pentecôte ?

4) Le secteur des campings ou autres hébergements collectifs fait-il l'objet de considérations spéciales, notamment du point de vue des restrictions sanitaires à mettre en place (taux d'occupation, restrictions d'utilisation d'espaces communs ou d'installations sanitaires) ?

Réponse (20.05.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1) Le secteur touristique est transversal par nature et la panoplie de ses acteurs touche à nombre de secteurs différents : transport, hébergement, restauration, culture, commerce, activités sportives et de loisirs, etc. Le tourisme a été pris en considération à toutes les étapes du déconfinement et les acteurs de nombreux domaines peuvent d'ores et déjà reprendre leur activité dans le respect des mesures sanitaires en vigueur (p. ex. les hébergements touristiques, les musées, les activités sportives en plein air). En l'occurrence, le déconfinement des sites et attractions touristiques est en planification et la Direction générale du tourisme du Ministère de l'Économie ainsi que les offices régionaux du tourisme sont en échange étroit avec les sites concernés.

ad 2) Monsieur le Ministre est d'accord. Une traduction des recommandations temporaires officielles du Gouvernement n'est pas prévue vers le néerlandais. Il est néanmoins possible que les recommandations spécifiques élaborées par les différentes fédérations en cause soient prévues d'être rédigées dans les langues véhiculaires demandées par leurs membres.

ad 3) La validation et la publication des recommandations élaborées est prévue d'ici Pentecôte.

ad 4) Les recommandations sanitaires élaborées par la fédération Camprilux sont en cours de validation au Ministère de la Santé. La Centrale des auberges de jeunesse est en cours de réflexion et de réajustements éventuels de leur offre d'hébergement afin de respecter les normes sanitaires.

Question urgente 2244 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **reprise des cours dans l'enseignement fondamental,** le **système de l'école en alternance et** la **situation des structures d'accueil en général :**

1) Le règlement du 15 mai 2020 (Mémorial A n. 402 de la même date) dispose dans son article V 2° 1) que tous les contrats d'éducation et d'accueil en cours sont suspendus du 25 mai au 15 juillet. Pour ce qui est des contrats des services d'éducation et d'accueil (SEA) non conventionnés, qui sont des structures de droit privé, et s'agissant de relations contractuelles desquelles l'État ne fait pas partie, le Gouvernement se considère-t-il en droit de procéder à une telle suspension ?

2) En relation avec cette question, le paragraphe 3) de l'article V 2° sus-indiqué fait référence à des « enfants nouvellement inscrits », pour lesquels on indique qu'aucune augmentation de prix ne pourra être demandé à l'État (qui paiera la totalité des frais d'accueil au titre de l'exemption accordée aux parents dans l'article V 1° 1). Il semblerait ainsi que des enfants n'ayant de lien avec les SEA concernés pourront y être placés en substitution des enfants détenteurs des droits au titre des contrats suspendus. Au vu de ce fait, le Gouvernement, pourrait-il se prononcer sur le sens et le but de cette suspension ?

3) Concernant particulièrement les SEA non conventionnés, dans une période où l'école en alternance et les nouveaux horaires d'enseignement s'imposent sans exception à tous les enfants du cycle fondamental, y compris ceux des contrats impactés, comment le Gouvernement juge-t-il la légalité et la pertinence de la suspension ?

4) D'une façon générale, quelle est la situation actuelle dans les structures d'accueil, conventionnées et non conventionnées ? Combien de places ont été supprimées ? Quelles mesures ont été prises pour pallier au manque de personnel et de places ?

5) Concernant les implications du système de l'école en alternance et des nouveaux horaires d'enseignement, est-ce que des formulaires concernant les besoins en matière d'accueil ont été envoyés à TOUS les parents affectés ? De manière plus précise, est-ce que les enfants ne fréquentant pas le système de l'éducation nationale, mais également soumis aux mesures gouvernementales, ont été pris en compte dans cette enquête? Dans la négative, et étant donné que ces enfants fréquentent pour la plupart les SEA non conventionnées, où les contrats ont été suspendus, quels sont les motifs de cette exclusion ?

6) Par rapport aux places disponibles dans les structures d'accueil, en date du 7 mai la FELSEA (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et accueil pour enfants, représentant environ 50 % des places du secteur non conventionné), avec qui le Ministère de l'Éducation nationale se serait réuni à quatre ou cinq occasions avant cette date, a communiqué à ses membres que leurs locaux et leur personnel étaient mis à disposition de l'État. En relation avec cette question :

- Le Gouvernement, peut-il s'expliquer sur la nécessité et l'intérêt général de cette mesure ?

- La décision d'intervention a-t-elle fait l'objet, comme cela devrait être le cas, d'un acte administratif formel de la part de l'exécutif ?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'impact de cette intervention par rapport à l'ensemble des parents affectés et en particulier, pour ceux dont les contrats ont été suspendus en relation avec cette disposition ?

- Quelles sont les répercussions de cette « prise de contrôle » étatique ? Plus précisément, pour le cas où la totalité des élevés ne pourrait pas être accueillie, qui procédera à la sélection des enfants qui auront une place dans les structures d'accueil et selon quels critères ? Est-ce qu'il y a des règles de priorité et, si oui, comment sont-elles définies ?

7) Concernant les enfants ne fréquentant pas l'enseignement fondamental, affectés par la suspension des contrats, quelles sont les solutions d'accueil mis à leur disposition ? Est-ce qu'une possibilité d'accueil garantissant une égalité des conditions a été prévue dans des structures communales dans leur lieu de résidence ?

8) En raison de la réduction/limitation des places dans les SEA, notamment pour des raisons de prévention sanitaire, Monsieur le Ministre envisage-t-il de restaurer le nombre maximal de places dès la fin de l'année scolaire ? Quelles sont les intentions du Gouvernement pour la rentrée de septembre 2020 afin que les parents puissent prendre leurs dispositions pour organiser la garde de leurs enfants ?

Réponse (20.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le contrat d'éducation et d'accueil, réglé par l'article 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, détermine les droits et les obligations entre parties portant notamment sur l'indication des heures d'encadrement demandées et l'identité des enfants bénéficiaires d'un tel contrat. La crise sanitaire à laquelle l'État fait face actuellement nécessite un certain nombre de mesures telles que la prise en charge en alternance des élèves qui, de par leurs effets, remettent en question les engagements pris par les parties dans le cadre des contrats d'éducation et d'accueil et donc la facturation des prestations dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil (CSA). De ce fait, la suspension des contrats d'éducation et d'accueil, qui admet un caractère temporaire et dérogatoire par rapport à la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, est devenue nécessaire.

ad 2) Les contrats d'éducation et d'accueil ayant été suspendus, étant donné que les consignes sanitaires réduisent la capacité d'accueil des structures d'accueil, les parents des enfants concernés sont dispensés de l'acquittement des montants y relatifs. Des enfants pourront cependant être accueillis dans les structures d'accueil dans les limites de leur capacité d'accueil définie sur base des consignes du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Pour les enfants scolarisés, une inscription ne s'avère pas nécessaire, alors que les structures d'accueil seront financées par l'État à hauteur de leur recette réalisée sur base des contrats signés avant la suspension des activités (16 mars 2020), dans le cadre de la loi sur la jeunesse. Pour les enfants non scolarisés, l'inscription reste nécessaire. De nouveaux contrats d'éducation et d'accueil devront être signés par les parents souhaitant que leur enfant soit accueilli pendant la période du 25 mai au 15 juillet 2020. Cet accueil est payant, mais aucune augmentation de tarif horaire n'est autorisée par rapport au tarif facturé aux parents avant la suspension des contrats.

ad 3) + 4) Les jeunes enfants :

Par règlement grand-ducal portant dérogation aux dispositions des articles L.234-51 et L.234-53 du Code du travail, il a été introduit un congé pour raisons familiales (CRF) pour les parents d'un enfant né à partir du 1er septembre 2015, à condition de produire un certificat émanant d'une instance officielle attestant que l'enfant en question fait partie du ménage du bénéficiaire.

Les enfants scolarisés :

- Par le règlement grand-ducal cité ci-dessus, un CRF est accordé aux parents d'un enfant scolarisé de moins de 13 ans dont l'école est fermée ou dont les cours restent suspendus pour des raisons directement liées à la crise sanitaire ou qui ne peut être pris en charge par aucune école ou structure d'accueil en raison de la mise en œuvre d'un plan de prise en charge en alternance des élèves ou de l'application des mesures barrière imposées, à condition de produire un certificat attestant la situation donnée émis par le MENJE.

- Des locaux supplémentaires peuvent être mis à la disposition du service d'éducation et d'accueil à condition que les locaux servant à la mise en œuvre de l'accueil extrascolaire des enfants en rapport avec le Plan de prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental correspondent aux conditions minimales de sécurité et de salubrité. Ainsi, les locaux qui ont déjà été validés par l'Inspection du travail et des mines ou par le Service national de la sécurité dans la fonction publique peuvent être utilisés pour les besoins de l'accueil extrascolaire d'enfants.

- En vue de renforcer le personnel engagé dans les services d'éducation et d'accueil, un « pool national structure d'accueil » a été créé au sein du MENJE qui comprendra des personnes pouvant se prévaloir d'une expérience dans l'encadrement socio-éducatif et remplissant les conditions d'honorabilité conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013.

ad 5) En ce qui concerne la mise en place du système de l'enseignement en alternance, les parents d'élèves inscrits à l'enseignement fondamental étaient invités à remplir un formulaire en ligne pour indiquer les besoins d'accueil de leur(s) enfant(s). Ceci afin de mieux évaluer les besoins en ressources humaines pour assurer l'accueil des enfants en alternance pendant les horaires indiqués.

En ce qui concerne les foyers de jours privés ou non conventionnés, plusieurs cas de figures se présentent :

Certains d'entre eux sont considérés comme une extension de la maison relais au niveau local et constituent donc une ressource supplémentaire dans le cadre du Plan de prise en charge en alternance au niveau communal, alors que certains sont directement liés à une école privée et offrent aux parents de l'école privée un enseignement et un accueil suivant les modalités du système en alternance. Les autres sont priés d'accueillir les enfants scolarisés inscrits dans une école privée sise au Luxembourg qui n'assure pas toutes les plages horaires de l'accueil en dehors des heures de classe ou bien ceux inscrits dans une école en dehors du territoire du Luxembourg qui reste fermée pour des raisons sanitaires.

L'accueil des enfants est organisé partout suivant les mêmes consignes et recommandations du Ministère de la Santé et du MENJE.

ad 6) Aucune communication dans ce sens n'a été faite par le MENJE. Comme indiqué ci-dessus, les foyers de jours non conventionnés ont été invités à reprendre les activités selon les cas de figures et les modalités cités ci-avant.

ad 7) Comme indiqué sous le point 5, les enfants scolarisés ne fréquentant pas l'enseignement fondamental peuvent être accueillis soit par un foyer de jour non conventionné soit par une personne exerçant l'activité d'assistance parentale. Les conditions d'accueil sont régies par les recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 et les recommandations de la part du MENJE dans le contexte de l'accueil de jour institutionnel (pour les foyers de jour) et de l'accueil familial (assistance parentale).

ad 8) Cette décision sera prise en fonction de l'évolution des cas d'infection Covid-19 au Luxembourg sur base d'une évaluation de la situation par le Ministère de la Santé.

Question 2248 (20.05.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **insectes pollinisateurs :**

Environ 85 % des plantes à fleurs au monde dépendent de la pollinisation effectuée par un animal. Les insectes sont le groupe le plus grand et diversifié parmi les pollinisateurs, les plus connus étant notamment l'abeille mellifère (l'abeille de miel), l'abeille sauvage ou encore le bourdon. À travers la pollinisation, les insectes assurent plus d'un tiers de l'alimentation à l'échelle mondiale. De manière plus générale, les pollinisateurs rendent des services écosystémiques dont les bénéfices économiques sont estimés à environ 150 milliards d'euros à l'échelle mondiale et 14,2 milliards d'euros dans l'Union européenne.

Il est évident que la perte en nombre et en diversité des populations d'insectes pollinisateurs a des conséquences néfastes sur les écosystèmes, la biodiversité ainsi que sur la sécurité alimentaire. Selon la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, 10 % des insectes au niveau mondial sont actuellement menacés d'extinction. La perte d'habitats naturels (due à la fragmentation et la dégradation), les polluants agrochimiques (tels que les pesticides), les facteurs biologiques ainsi que le changement climatique sont considérés comme les principaux facteurs de déclin des insectes pollinisateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les informations suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) De manière générale, comment les populations d'insectes pollinisateurs, et notamment des abeilles sauvages et des papillons, ont-elles évoluées en nombre et en diversité au Luxembourg dans les dernières années ?

2) Quelle a été l'évolution du cheptel apicole depuis 2018 et quelles étaient les pertes hivernales dans ce contexte ?

3) Quels sont les programmes de surveillance des populations d'insectes pollinisateurs sauvages actuellement en place au Luxembourg ?

Au début de l'année 2020, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a lancé un dialogue participatif et interdisciplinaire en vue d'élaborer un plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs.

4) Madame la Ministre est-elle en mesure d'en partager les principales conclusions ?

Selon le rapport de l'Observatoire de l'environnement naturel pour la période 2013-2016, les écosystèmes sont fortement menacés par la pression exercée par les exploitations agricoles, notamment à travers la rationalisation des cultures, la fusion des exploitations, l'augmentation de la productivité, ou encore la surutilisation de fumiers et de pesticides. Comme il est mentionné ci-dessus, la perte des habitats naturels des insectes et les polluants agrochimiques sont parmi les facteurs principaux expliquant le déclin des insectes pollinisateurs. L'Observatoire souligne la nécessité d'un changement de fond de la politique agraire, se basant sur une gestion durable et extensive des terres.

5) Monsieur le Ministre pourrait-il expliquer de quelle manière ou par quelles mesures la perte des habitats naturels des insectes pollinisateurs sera prise en compte dans le plan stratégique pour la Politique agricole commune post-2020 qui est actuellement en élaboration ? Existe-t-il une stratégie concrète visant la sauvegarde des habitats des insectes pollinisateurs au niveau de l'agriculture ? Est-ce que des mesures à court terme sont prévues à cet égard ?

6) La mesure 2-2 du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques de 2017 a pour objectif la protection des insectes pollinisateurs. Existe-t-il des premières conclusions concernant l'impact de cette mesure sur la sauvegarde des pollinisateurs ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La situation des insectes pollinisateurs est très préoccupante au Luxembourg.

Concernant les papillons de jour (Rhopalocères), les analyses scientifiques révèlent qu'ils ont diminué aussi bien en nombre qu'en diversité. Ainsi, tandis que 99 espèces étaient observées au Luxembourg avant 1960, elles n'étaient plus que 83 espèces durant la période 2010-2016. Les données d'abondance peuvent être fournies grâce au « European Butterfly Indicator for Grassland species : 1990-2015 » qui a évalué l'évolution de l'abondance d'une sélection de 17 espèces liées aux zones herbeuses sur base d'observations standardisées issues de 22 pays du continent européen, dont le Luxembourg. Cette étude révèle que le Luxembourg fait partie des pays où le plus grand nombre d'espèces communes sont en déclin (quatre parmi les sept espèces communes) et la seule espèce spécialiste qu'on peut encore trouver dans les paysages communs luxembourgeois est également en déclin. Finalement, l'évaluation de l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire réalisée au Luxembourg pour la période 2013-2018 révèle que la majorité des espèces de papillons figurant sur les annexes de la directive européenne « habitats » (92/43/CEE) sont dans un mauvais état de conservation et que leur situation s'est dégradée par rapport à l'évaluation précédente (période 2007-2012).

Concernant les autres pollinisateurs (abeilles sauvages, syrphes, etc.), une analyse réalisée par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) et rassemblant les données à partir de la littérature et des bases de données disponibles, révèle que 340 espèces d'abeilles sauvages et environ 180 espèces de syrphes sont présentes au Luxembourg, toutes périodes confondues. Une évaluation scientifique solide sur les changements de la diversité et/ou de l'abondance des abeilles sauvages et des syrphes au Luxembourg n'est pas encore possible à ce jour étant donné le manque de données collectées de manière standardisée au Luxembourg dans le passé. Un monitoring systématique initié par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) et coordonné par le LIST permettra de fournir les informations demandées dans les années à venir. À noter que le déclin des abeilles sauvages et autres pollinisateurs a été clairement documenté dans certains pays d'Europe occidentale (p. ex. Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne, …). Ce déclin a été attribué en grande partie à des changements de l'occupation et de l'utilisation des sols (p. ex. l'urbanisation et l'intensification de l'agriculture). Il est donc très probable que les communautés de pollinisateurs aient suivi des tendances similaires au Luxembourg.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre d'apiculteurs, du cheptel apicole au printemps et des pertes hivernales depuis le début du recensement systématique des pertes hivernales par l'Administration des services vétérinaires. Au cours des dernières années, il y a une évolution positive en ce qui concerne le nombre de ruches qui a augmenté et le pourcentage de pertes hivernales qui est relativement bas. Plusieurs facteurs pourraient expliquer ceci. Depuis les pertes massives de l'hiver 2012-2013, la Fédération des unions d'apiculteurs du Grand-Duché de Luxembourg a fait des efforts importants pour recruter et former de nouveaux apiculteurs. L'engagement d'un conseiller apicole a permis en particulier de mieux former les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Dans le cadre du projet de recherche BeeFirst, les traitements contre ce parasite, de même que d'autres pratiques apicoles, sont recensés chaque année auprès de nos apiculteurs. L'analyse statistique de l'effet de ces mesures permet d'identifier et de recommander celles qui permettent de réduire les pertes hivernales, et de déconseiller celles qui sont peu efficaces ou ont même un effet négatif au niveau de la survie des ruches.

Aussi dans le cadre du projet de recherche BeeFirst, les pratiques apicoles résultant dans le moins de pertes hivernales ont pu être identifiées et communiquées aux apiculteurs. Des programmes d'amélioration génétiques des abeilles, des mesures agroenvironnementales, comme l'installation de bandes fleuries, ou encore l'abandon de certains produits phytosanitaires au cours des dernières années sont d'autres facteurs qui pourraient avoir une influence positive sur les pertes hivernales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Concernant les papillons de jour, un programme de surveillance standardisé à l'échelle nationale est en cours depuis 2010, financé par le MECDD et coordonné par le LIST. En 2017, le Luxembourg a rejoint le « European Butterfly Monitoring Scheme (eBMS) », un partenariat formé par « Butterfly Conservation Europe » en avril 2016 pour rassembler les données des programmes de surveillance des papillons de différents pays européens dans un format standardisé. Le programme de surveillance du Luxembourg participe donc à la production de tendances et d'indicateurs nationaux et supranationaux de l'état des papillons, tels que le « European Butterfly Indicator for Grassland species ». Plusieurs organisations, instituts et syndicats de communes sensibilisent et forment par ailleurs le grand public à l'identification des papillons de jour, encourageant les gens à contribuer leurs données d'observation pour améliorer les connaissances sur la distribution des différentes espèces de papillons au Luxembourg.

Concernant les abeilles sauvages et les syrphes, un programme de surveillance standardisé à l'échelle nationale a été lancé en 2019 par le MECDD et il est également coordonné par le LIST. Comme pour les papillons, ce programme vise à collecter des données de manière standardisée pour suivre les changements des populations et de la distribution des abeilles sauvages et des syrphes à long terme. Il vise également à contribuer à un système de surveillance standardisé à l'échelle de l'Europe qui est actuellement développé dans le cadre de la « EU Pollinators Initiative ».

Au début de l'année 2020, le MECDD a lancé un dialogue participatif et interdisciplinaire en vue d'élaborer un plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs.

ad 4) Le dialogue participatif et interdisciplinaire a suscité une vive participation de nombreux acteurs et organisations. Un accent particulier avait été mis sur la volonté de n'oublier personne lors du processus de récolte des propositions d'idées et de projets : acteurs du domaine public et privé, syndicats pour la conservation de la nature, parcs naturels, acteurs intéressés du milieu agricole, associations et administrations actives dans les disciplines environnementales, acteurs commerciaux, scientifiques, … Le dialogue participatif a été organisé sous forme de cinq workshops et d'une plateforme en ligne et a permis de rassembler 563 contributions. Ces nombreuses contributions ont constitué la base de données pour élaborer le plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs. L'ébauche actuelle du plan d'action comprend plus de 70 actions qui répondent à 18 objectifs. Les actions appartiennent à cinq piliers : actions publiques, actions privées, actions en milieu agricole, actions pour élargir les connaissances et actions pour favoriser la prise de conscience. Le processus de concertation avec diverses parties prenantes est actuellement en cours afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action dès janvier 2021.

ad 5) Le plan stratégique national pour la mise en œuvre de la politique agricole commune est encore en cours d'élaboration. Actuellement les travaux sont focalisés sur la proposition d'une stratégie nationale qui devrait prendre en compte les besoins identifiés suite à l'élaboration d'une analyse forces et faiblesses, menaces

et opportunités. Des mesures précises ne sont pas encore définies.

Un des neuf objectifs de la proposition de la Commission européenne vise la contribution à la protection de la biodiversité, l'amélioration des services écosystémiques et la préservation des habitats et des paysages.

Le plan stratégique national doit également prendre en compte la stratégie de l'UE de la ferme à la table ainsi que la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, ainsi que les objectifs de certains plans d'action nationaux et les objectifs de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Le plan stratégique national offre ainsi la possibilité d'intégrer des mesures pour la protection des habitats naturels des insectes pollinisateurs.

Le programme de développement rural en cours prévoit déjà actuellement une série de mesures agroenvironnementales qui répondent à cet objectif. Certaines mesures comme la diversification des cultures arables, la réduction des produits phytopharmaceutiques ou l'extensification des prairies offre des options qui contribuent indirectement et directement à l'amélioration des habitats naturels. Une mesure-clé concerne les bandes fleuries en bordure de champ sur terres arables. L'attractivité de cette mesure a mené à une hausse sensible à quelque 165 ha en 2019. La participation des agriculteurs aux deux principaux régimes d'extensification est toujours en hausse.

Il en est de même pour la plupart des mesures des régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural (cf. tableau point 6).

ad 6) La mesure 2-2 prévoit la mise en œuvre du projet de recherche BeeFirst qui est toujours en phase d'exécution. Des conclusions et tendances fiables concernant la présence de résidus de produits phytopharmaceutiques dans le pollen et le miel ne peuvent être tirées qu'à la fin du projet au début de l'année 2021. Cependant, des résultats d'analyse intermédiaires sont disponibles sur le portail de l'agriculture.

Certaines mesures agroenvironnementales (MAE) et les contrats « biodiversité » permettent de créer et de maintenir des habitats favorables aux insectes pollinisateurs. Le tableau reprend l'évolution de ces mesures et contrats :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question urgente 2254 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles douaniers :**

Eisen Informatiounen no kruten d'Mataarbechter vun der Douane den Uerder sämtlech Statistiken a Relevéë vun de Grenzkontrollen, déi am Kader vun der Coronakris gemaach goufen, ze zerstéieren. Och all digital Fichieren op de Serveren, wéi E-Mailen, solle geläscht ginn. Am Fall wou dësen Uerder net befollegt gëtt, zitt dat offensichtlech eng disziplinaresch Suite mat sech. D'Fiches „Patrouillen" falen iwwerdeems, eisen Informatiounen no, net ënnert dësen Uerder.

A menger Question parlementaire N° 2148 hunn ech well eng Rei Froen un de Minister adresséiert, déi awer nach net beäntwert goufen, well d'Urgence vun der Fro net unerkannt ginn ass. Fir folgend Froen ze beäntwerten, sinn d'Äntwerten op d'Fro N° 2148 awer néideg. D'Piraten hunn am selwechte Kontext de responsabele Minister och well an d'Kommissioun convoquéiert. Ech hu bis ewell awer nach keng Kloerheet an dësem Dossier kritt.

Dës Fro ass elo wéinst den zitéierten Entwécklungen nach méi dringend ginn, well hei potenziell Dokumenter, déi fir d'Novollzéie vun der Legalitéit kéinten néideg sinn, zerstéiert kéinte ginn, respektiv Beamte sech, wéinst enger Entrave à la justice, enger Poursuite aussetze kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Justiz dës Froe stellen:

1. Här Minister, kéint Dir an dësem Kontext och op all d'Froen aus menger Question parlementaire N° 2148 äntweren?

2. Kann den Här Minister dësen Uerder confirméieren?

3. Madamm Ministesch, stellt d'Suppriméiere vun dësen Donnéeën eng Entrave à la justice duer?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Froen aus der Question parlementaire N° 2148 vum honorabelen Deputéierten, si mat den Äntwerten op d'Fro N° 2074 vum 22. Abrëll 2020 vum honorabelen Députéierte Léon Gloden an d'Fro N° 2148 vum 6. Mee 2020 vum honorabelen Députéierten selwer beäntwert.

D'Informatioune vum Deputéierte sinn net ganz richteg. D'Direktioun vun der Douane huet den 20. Mee den Uerder ginn, déi perséinlech Donnéeën ze läschen, sou wéi dat vum RGPD virgesinn ass, net awer d'Statistiken, déi iwwregens och an der Äntwert op d'Fro N° 2074 vum 22. Abrëll 2020 vum honorabelen Députéierte Léon Gloden genannt ginn.

Wat d'Fro no der „entrave à la justice" betrëfft, sou ass ervirzehiewen, dass d'Appreciatioun, ob d'Suppriméiere vun de betraffenen Donnéeën an dësem Fall eng „entrave à la justice" am Sënn vum Artikel 141 vum Code pénal duerstellt oder net, ganz eleng an der Zoustännegkeet vun den Geriichter läit. Opgrond vun der Gewaltentrennung (séparation des pouvoirs) géif dowéinst all Aschätzung zu där Fro vusäite vun der Justizministesch eng onzoulässeg Amëschung hirersäits an d'Aarbecht vun de Geriichter duerstellen.

Question 2260 (25.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **plateforme SPAMBEE :**

An der parlamentarescher Fro N° 0542 hat de Minister mir Informatiounen zu der Plattform SPAMBEE ginn. Op der Website si weeder en Impressum nach eng GDPR-Erklärung ze fannen, wuel wëssend, dass hei manifestement Benotzerdonnéeë gespäichert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren erklären, firwat keen Impressum a keng GDPR-Erklärung op der SPAMBEE-Website sichtbar ass?

2. Wéi oft ass de SPAMBEE-Plug-in bis elo installéiert ginn?

3. Wéi vill aktiv Useren huet SPAMBEE bis ewell?

4. Wou ginn déi Benotzerdonnéeën de Moment gespäichert?

5. Wéi vill huet d'Entwécklung vum SPAMBEE insgesamt kascht a wat sinn d'operativ Käschte pro Joer?

Réponse (29.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

SPAM, Phishing a vill weider Zorte vu Cyberattacken notzen den E-Mail als Infektiounsmedium. Dëst gesäit een och an de rezente Statistike vum CIRCL (https://www.circl.lu/opendata/statistics/). Zanter 2018 ass Phishing ee vun den Haaptgrënn vun Incidenten an der IT-Sécherheet, dëst net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och weltwäit. Wéinst dësem verbreete Phenomeen goufen an de leschte Joren eng ganz Rei vun Outilen, Servicer an Aktiounen entwéckelt an ëmgesat.[1]

Ganz am Ufank vum komplexen Zyklus, deen eng Phishing-Attack ausmécht, steet den Internetbenotzer. Genau do setzt SPAMBEE un, fir et dem Benotzer mat e puer Klicken ze erméiglechen, eng suspekt E-Mail ze mellen.

SPAMBEE ass e gemeinsame Projet vu BEE SECURE, der CNPD an dem C3 Cybersecurity Competence Center, fir dem User d'Notifikatioun vun net sollicitéierte Mailen ze vereinfachen, an zwar mat engem Plug-in-System. De Site www.spambee.lu ass eng „Landing Page"; een Internetsite, wou een déi verschidde Plugins fir déi verschidde Plattforme kann eroflueden. D'Kontaktdaten an d'Privacy Policy sinn op de respektiven AppStores an Delivery-Plattforme visibel, well déi Informatioune spezifesch zu de verschiddene Plattforme sinn. Fir et dem User méi einfach a verständlech ze maachen, gouf elo och en Impressum, eng „Legal Notice" an d'„Privacy Policy" vun de Plug-ins, um Site www.spambee.lu publizéiert.

Zanter Mëtt 2019 ass de Site www.spambee.lu online. Well den Dateschutz am Projet SPAMBEE eng absolutt Prioritéit ass, ginn et keng detailléiert Statistiken, oder soss Donnéeën, iwwert d'Installatiounen oder d'Notzung vun de Plug-ins. Erofgeluede goufen déi verschidde Plug-ins ronn 200-mol. Op Basis dovunner kann een d'Zuel vu Benotzer op ongeféier 100 schätzen.

Nieft de Plug-ins ginn och follgend Webmail-Plattformen énnerstëtzt: Gmail, outlook.live.com an outlook.office.com souwéi Yahoo! Mail. Eng Diskussioun mat Lëtzebuerger Webmail-Provideren ass amgaangen. Wann dës bis ënnerstëtzt kënne ginn, ass unzehuelen, dass d'Benotzerzuele vu SPAMBEE staark klamme wäerten. D'Zuel vun Notifikatiounen, déi SPAMBEE bis ewell krut, läit bei 2.317. Dovu goufe ronn d'Hallschent als Phishing identifizéiert (Stand: 12. Juni 2020).

SPAMBEE setzt e „Privacy by Design"-Konzept ëm. D'Donnéeë vun de Benotzer ginn exklusiv lokal am Plug-in gespäichert. De Benotzer huet en Dashboard, wou e gesäit, wéi eng Mailen en notifiéiert huet a wat de Feedback vu SPAMBEE ass. D'IT-Infrastruktur vu SPAMBEE gëtt vum C3 Cybersecurity Competence Center geréiert, do ginn nëmmen Header-Informatiounen an URLe vun den notifiéierten E-Maile gespäichert, an zwar anonym, ouni Unhaltspunkt, vu wéi engem Benotzer d'Informatioun kënnt.

Déi sechs Plug-ins a véier Webmail-Interfacen, souwéi d'Käschte vun Design a Marketing, stellen en Investissement vu 25.000 Euro duer. Déi operativ Käschte gi geschat op 10.000 Euro.

Question urgente 2261 (25.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande de congé pour raisons familiales :**

Den 20. Mee 2020 koum owes de Formulaire eraus, fir eng Verlängerung vum „congé pour raison familiales lié à la pandémie Covid-19" ufroen ze kënnen. Den 21. Mee war e gesetzleche Feierdag, soudass nëmmen nach de Freiden als Wochendag iwwreg bleift, fir de Formulaire virum Auslafe vum ale Congé auszefëllen an ofzeschécken. Op guichet.lu steet des Weidere geschriwwen:

« Une nouvelle demande du congé pour raisons familiales est à introduire même si vous avez déjà effectué une demande avec le formulaire qui a été mis en ligne le 30 mars 2020. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Wéi kann eng Persoun zäitlech, an nëmmen engem Schaffdag, ee Formulaire ausfëllen, ofschécken an eng Äntwert erwaarden?

2. Falls Persoune bis de Méinden, de 25. Mee, keen Accord vum Ministère op hir Congésdemande kréien an duerch hir Kanner doheem bleiwe mussen, kéint dëst als Refus de travail consideréiert ginn oder sinn d'Salariéen hei op iergend eng Weis geschützt?

3. Op guichet.lu steet:

« Le parent qui a recours au congé pour raisons familiales doit informer son employeur au plus vite de manière orale ou écrite en indiquant le début et la fin du congé. »

Esou munch Betriber hunn de Bréckendag am Mee allerdéngs genotzt fir net ze schaffen.

- Wéi kënnen dës Salariéë virum 25. Mee de Patron iwwert dëse Formulaire informéieren?

- Wéi soll e Patron seng Schichtepläng vum 25. Mee richteg opstelle kënnen, wann hie fréistens den Dag selwer eng Äntwert vu sengem Salarié kritt?

4. Kann e Patron vu sengen Ugestellte verlaangen, wärend dem Congé pour raisons familiales iwwer PC oder Handy disponibel ze sinn oder verschidden Aufgaben ze iwwerhuelen?

- Falls nee, wéi stellt de Minister sécher, dass sech och doru gehale gëtt?

Réponse (26.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 2. Et sief dorop higewisen, dass de Salarié fir d'éischt emol obligéiert ass sengem Patron Bescheed ze ginn, ob mëndlech oder schrëftlech, ab wéini a bis wéini hien op de Congé pour raisons familiales zréckgräife muss. Et ass kloer, dass all déi vum honorabelen Deputéierten opgezielten administrativ Demarchen net ëmmer an engem Dag kënne gemaach gin, dofir ass et och méiglech de Certificat, bezéiungsweis d'Piècen, déi dozou gehéieren, nozereechen, fir den Dossier ze completéieren.

De Certficat, deen de Patron spéider geschéckt kritt, ass par contre unzegesi wéi e Krankeschäin am Sënn vun den Artikelen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail, soudass de Salarié vun engem méigleche Licenciement wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, geschützt ass. De Salarié huet also déi selwecht Rechter, mee och Flichten ewéi an der Situatioun vun enger Krankschreiwung.

ad 3. De Salarié huet, wéi uewe schonns erwäänt, d'Obligatioun sengem Patron Bescheed ze ginn ab wéini an bis wéini hien op de Congé pour raisons familiales zréckgräife muss. Déi administrativ Démarchen, also de Formulaire ausfëllen, ënnerschréiwen an un den Patron an d'Gesondheetskees schécken, mussen da schnellstméiglech gemaach ginn, ouni dass elo e konkreeten Delai virgeschriwwen ass.

Et ass kloer, dass all déi néideg Mesuren, déi vun der Regierung an de leschte Wochen a Méint wéinst dem Etat de crise geholl gouffen, net nëmmen en Impakt op den Alldag, mee och op d'Aarbechtswelt allgemeng hunn. Sou stelle sech natierlech och fir de Patron eng Rei organisatoresch Defie wa seng Salariéë kuerzfristeg de Congé pour raisons familiales huele mussen. An dëser schwiereger Zäit fir ons all, mussen also souwuel d'Salariéen ewéi och d'Patrone pragmatesch virgoen, fir eng Léisung ze fannen.

ad 4. Wéi schonns uewe beschriwwen, gëtt de Certificat de congé pour raisons familiales am Kontext vun der Pandemie Covid-19 als e Krankeschäin am Sënn vun den Artikelen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail ugesin. Dat heescht also och, dass de Salarié vun der Aarbecht fräigestallt ass, fir dass hien op seng Kanner opasse kann. Deemno kann de Patron och net vu sengem Salarié verlaangen, dass hie wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, weiderhin disponibel soll sinn oder schaffe muss.

Bei Mëssbrauchsfäll kënnen d'Salariéen natierlech d'ITM kontaktéieren.

Question urgente 2262 (25.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **congé pour raisons familiales dans la fonction publique :**

Den 20. Mee 2020 koum owes de Formulaire eraus, fir eng Verlängerung vum „congé pour raison familiales lié à la pandémie Covid-19" ufroen ze kënnen. Den 21. Mee war e gesetzleche Feierdag, soudass nëmmen nach de Freiden als Wochendag iwwreg bleift, fir de Formulaire virum Auslafe vum ale Congé auszefëllen an ofzeschécken. Op guichet.lu steet des Weidere geschriwwen:

« Une nouvelle demande du congé pour raisons familiales est à introduire même si vous avez déjà effectué une demande avec le formulaire qui a été mis en ligne le 30 mars 2020. »

De 25. Mee, also dëse Méinden, muss déi komplett Schoulorganisatioun stoen. De Formulaire selwer kann awer eréischt freides den 22. Mee ausgefëllt an ofgeschéckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung an Éffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wiesou gouf et vusäiten der Regierung kee Formulaire, mat deem d'Staatsbeamten a Staatsugestellten d'Demande fir de Congé mat enger längerer Virzäit hätte maache kënnen?

2. Falls Beamte bis de Méinden keen Accord op hir Congésdemande kréien an duerch hir Kanner doheem bleiwe mussen, stellt dës e Refus de travail duer oder sinn d'Beamten an dësem Fall geschützt?

3. Kann de Staat vu sengen Ugestellte verlaangen, wärend dem Congé pour raisons familiales iwwer PC oder Handy disponibel ze sinn oder verschidden Aufgaben ze iwwerhuelen?

- Falls nee, wéi stellen d'Ministere sécher, dass sech och doru gehale gëtt?

4. Wéi kann d'Schoulorganisatioun, ugesiichts der Ongewëssheet vun de Presenze beim Schoulpersonal, fir d'nächst Woch séchergestallt ginn?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

D'Modalitéite fir de Congé pour raisons familiales (CRF) gesinn zwou nei Méiglechkeete vir. Déi éischt Méiglechkeet besteet doran, datt d'Eltere vu Kanner, déi no dem 1. September 2015 gebuer sinn, vun engem CRF kënne profitéieren. Déi zweet Méiglechkeet besteet fir Eltere vu Kanner, déi ënnert den aktuelle sanitäre Konditioune keng Betreiungsplaz an enger Maisons relais oder engem Schoulfoyer kritt hunn.

Dës nei Konditioune sinn de 5. Mee op enger Pressekonferenz dem breede Public virgestallt ginn. D'Informatioune sinn duerno op dem Internetsite vum Educatiounsministère iwwerholl ginn. D'Agenten, déi d'Helpline vum Educatiounsministère bedreiwen, sinn informéiert ginn an hunn dës Informatiounen och un d'Eltere weiderginn, déi Froen zum CRF haten.

Dat groussherzoglecht Reglement, wat deen aussergewéinleche Congé pour raisons familiales

[1] https://phishing-initiative.lu/; https://circl.lu/urlabuse/; https://circl.lu/pub/tr-07/; https://lookyloo.circl.lu/scrape

(CRF) elo nei reegelt, ass den 20. Mee owes am Journal officiel publizéiert ginn. Freides, den 22. Mee, ass ëm Mëtteg eng Informatioun un d'Personalbüroe vun de staatleche Verwaltunge geschéckt ginn, an där déi nei Konditiounen ënnert deenen een de CRF kritt an déi jeeweileg Linken op de Site guichet.lu drastoungen, a mat der Demande, datt dës Informatiounen un d'Agente vun hirer Verwaltung soll weidergeleet ginn.

Déi Demarchen, déi d'Agente musse bei hirem Personalbüro maachen, sinn déi selwecht bliwwe wéi fir déi sougenannten CRF-1 an CRF-2.

Wann eng Persoun d'Konditiounen erfëllt, fir den CRF kënnen ze huelen, brauch si net den Accord vun hirer Verwaltung ze froen, mee si muss der Verwaltung, spéitstens um Ufank vum Dag selwer, Bescheed soen, datt si den CRF hëlt.

Den CRF ass gläichzestelle mat enger Krankmeldung. Dat bedeit och, datt en Agent dee Moment net ka gezwonge ginn ze schaffen.

Et ass evident, datt bei bal 30.000 Agenten, d'Ministeren net kënne garantéieren, datt jiddwereen sech un all d'Reegelen hält, mee et gëtt en allgemengt Reklamatiounsrecht fir all Agent, dee mat enger Decisioun vu sengem Supérieur hiérarchique net averstanen ass, wat bis dozou féiere kann, datt den zoustännege Minister domat befaasst gëtt.

Déi eenzel Membere vun der Schoulcommunautéit, dorënner d'Schoulpresidenten, d'Léierpersonal, d'Gemengeresponsabel an d'Regionaldirektiounen, hunn an de leschte Wochen an Deeg a Collaboratioun mat de Servicer vum Educatiounsministère intensiv dru geschafft, fir sécherzestellen, datt den Enseignement en alternance kéint vum 25. Mee 2020 un a sämtlechen ëffentleche Grondschoulen ëmgesat ginn. Bei der Organisatioun vum Enseignement en alternance gouf op där enger Säit bei den Elteren eng Enquête gemaach, fir de Besoin a puncto Prise en charge vun de Kanner wärend an ausserhalb vun den nei definéierte Schoulzäiten ze erfaassen. Dobäi hunn d'Schoulen d'Resultater vun där um nationalen Niveau realiséierter Enquête am enke Kontakt mat den Eltere permanent à jour gehalen respektiv gegeebenefalls ergänzt. Dëst huet et erméiglecht, fir d'Opdeelung vun de Kanner an déi eenzel Gruppe sécherzestellen an eventuell zousätzlech Besoinen a puncto Personalressourcë fréi ze erkennen an entspriechend weider Persoune fir den Encadrement vun den eenzelne Gruppen anzestellen.

Op där anerer Säit goufen och dem Schoulpersonal seng Disponibilitéite mat Hibléck op déi nei Contraintë vun den Direktiounen ermëttelt. Eng sëllechen Enseignanten hunn sech bereet erkläert, fir kuerzfristeg méi Stonnen ze prestéieren, esoudatt si eleng ee Grupp konnten iwwerhuelen, fir d'Unzuel vun den Intervenanten an den eenzelne Gruppen esou geréng wéi méiglech ze halen.

Fir de Remplacement vum Léierpersonal bis zum Schluss vum Schouljoer ze assuréieren, gouf d'Unzuel vun de Remplaçant-permanenten erhéicht. Dës zousätzlech Ressourcen erlaben et den Direktiounen, op kuerzfristeg Besoinen ze reagéieren an esou sécherzestellen, datt Enseignanten, déi krankheetsbedéngt ausfalen oder vun engem Congé, dorënner och de CRF, profitéieren, kënnen ersat ginn an deementspriechend d'Prise en charge vun den eenzelne Gruppe garantéiert ass.

Question 2263 (25.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage du coronavirus des secteurs non concernés par le confinement :**

Laut dem 2. Paragraf vum Artikel 3, grousscherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz 2020, dat eng Rei vu Mesuren am Kader vum Kampf géint de Covid-19 agefouert huet, ware follgend Secteuren net vun der Limitatioun vu wirtschaftlechen Aktivitéite betraff:

« […] - les enseignes commerciales qui vendent principalement des produits alimentaires,

- les pharmacies,

- les opticiens,

- les commerces qui vendent principalement des aliments pour animaux,

- les commerces de services de télécommunication,

- les commerces qui vendent principalement des produits d'hygiène, de lavage et de matériel sanitaire,

- les services de vente de carburants et de stations d'essence,

- les activités de transport de personnes,

- les distributeurs et les commerces spécialisés en matériel médico-sanitaire,

- la pédicure médicale limitée aux soins médicaux et non esthétiques,

- les commerces de distribution de la presse,

- les institutions financières et d'assurance,

- les services postaux,

- les services de pressing et de nettoyage de vêtements,

- les services funéraires,

- les activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Goufen dës Secteure systematesch getest?

- Wa jo, wéi vill Tester goufe gemaach a wéi vill dovu ware positiv?

Réponse (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Virum, wärend an nom Deconfinement gi verschidden Aktivitéitssecteure getest, initial an enger Approche vu Cluster-Prevalenztesting (Méint Abrëll/Mee), a méi rezent am Kontext vum Large-Scale-Testing.

Follgend Secteure goufen als Cluster-Prevalenz getest:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi aner Secteure ginn elo am Kader vum Large-Scale-Testing evaluéiert. Do ënnerscheet een dräi Gruppe vu Leit:

Grupp 1: Personal aus essenzielle Secteuren oder Risikosecteuren. Dës gi systematesch all zwou Woche fir een Test agelueden. Et handelt sech hei ëm follgend Kategorien: Soins à la personne, Police, Personal aus Crèchen oder Maisons relais, Gesondheetspersonal, Personal aus Apdikten an den Horeca-Beräich.

Grupp 2: Sougenannten Tester a Contingenten. Hei handelt et sech ëm Commercen, Schoulen, d'Konstruktioun an dozou gehéierend Betriber, d'Industrie an de Finanzsecteur. Wann eng héich Prevalenz vu Covid-19 an engem bestëmmte Secteur géif entdeckt ginn, gëtt de ganze Contingent méi schnell duerchgetest.

Grupp 3: All aner Leit.

Mat dëser Strategie gëtt déi ganz Populatioun getest, souwäit d'Persounen net vun de Gruppen 1 an 2 erfaasst goufen.

All déi Secteuren, déi den honorabelen Deputéierte mentionéiert huet, sinn domat ofgedeckt.

Genau Resultater fir déi eenzel Secteure leien dem Gesondheetsministère am Moment nach net vir, déi detailléiert Analys ass nach amgaangen. Am Allgemenge kann een awer soen, dass bis elo d'Inzidenz vun der Infektioun an der Bevëlkerung an an den eenzelnen Aktivitéitssecteuren niddereg ass, am selwechten Ordre de grandeur wéi an de Cluster-Prevalenztester.

Question 2268 (26.05.2020) de **MM. Marc Lies** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **collaboration entre l'État et les communes dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Wärend dem État de crise huet op ville Plazen am Land d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat gutt a konstruktiv funktionéiert. Op zwou konkreete Plazen, zu Hesper um „P&R Sud" an zu Esch-Uelzecht um „P&R Raemerich", sinn awer grouss Gemengeflächen als „lieu de distribution" fir Masken, respektiv sollen als Plaz fir Covid-19-Tester genotzt ginn, ouni dass d'Gemengeresponsabel virdrun doriwwer a Kenntnis gesat oder gefrot gi sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kënnen d'Madamme Ministeren dës Informatioune confirméieren? Wa jo, ass et normal, dass d'Regierung esou Decisiounen hëlt, ouni se virdru mat de concernéierte Gemengeresponsabelen ofzeschwätzen? Gëtt de finanziellen Impakt op de Budget vun de concernéierte Gemenge kompenséiert?

- Wéi gesäit et par rapport zu dësen Decisioune mat der Autonomie communale aus? Gëllt déi och am État de crise?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Beim Projet vum Large-Scale-Testing gouf de logisteschen Deel vum Luxembourg Institute of Health un d'Firma Ecolog sous-traitéiert. Dozou gehéiert och d'Auswiel vun de Plazen, op deenen d'Covid-19-Teststatiounen installéiert gi sinn.

Dës Standuerte goufe vun Ecolog an der Administration des ponts et chaussées ausgewielt, mam Zil, iwwert d'ganzt Land e flächendeckenden an einfachen Zougang zu den Teststatiounen ze erméiglechen. D'Servicer vu Ponts et chaussées ware vun enger grousser Hëllef, well ongeféier 70 % vun de Standuerter dem Staat gehéieren. Dës Aarbechte sinn an enger „situation d'urgence" duerchgefouert ginn. Et koum am Kontext vun dësen Aarbechte fir d'Statioune „P&R Raemerich" a „P&R Sud" zu engem Decalage tëschent dem Ufank vun den operativen Aarbechte vum Sous-traitant fir d'Logistik an dem Erhale vun den noutwendegen Autorisatiounen.

Bei verschiddenen envisagéierten Emplacementer gouf et zäitgläich och en Interessi vun der Arméi an de Gemengenautoritéiten, fir dës Plaze fir d'Verdeele vu Masken ze benotzen. No Gespréicher mat de Gemengenautoritéite konnt awer an all deene Fäll en Accord fonnt ginn an esou evitéiert ginn, dass d'Verdeele vu Masken duerch d'Teststatioune vum Large-Scale-Testing beeinträchtegt hätt kënne ginn.

Question 2271 (26.05.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **jardins de graviers :**

À la mode depuis un certain moment, les jardins de graviers ont cependant un impact écologique néfaste et des désavantages considérables par rapport aux jardins traditionnels.

Ces jardins nuisent non seulement à la biodiversité en raison d'absence d'espace pour la flore locale et de l'emploi courant d'herbicides lié à ce type de jardins, mais ils n'offrent également ni d'habitat, ni de la nourriture pour la faune indigène, tels que les insectes ; ils absorbent la chaleur en été et chauffent de cette manière les environs de l'immeuble ; ils rendent le sol imperméable et détruisent les cultures microbiologiques en dessous, etc.

Dans ce contexte, le « Mouvement écologique » et l'« Oekozenter Pafendall » viennent de lancer une campagne de sensibilisation pour convaincre les citoyens à opter pour un jardin traditionnel. La commune de Bettembourg, quant à elle, vient de modifier son règlement sur les bâtisses dans le sens que, pour toutes nouvelles constructions et dans le cadre du réaménagement d'une marge de reculement avant d'un immeuble existant, un minimum de 50 % de la marge de reculement avant doit être aménagé sous forme d'espace vert végétalisé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre de l'Intérieur entend-elle encourager les communes à limiter ce type de jardins ?

2) Madame la Ministre entend-elle encourager les communes à renoncer à ces jardins sur les lieux publics et à opter plutôt pour des plantations avec des espèces indigènes ?

3) Madame la Ministre de l'Environnement prévoit-elle de soutenir la campagne précitée et de sensibiliser les citoyens à ce sujet ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Il est vrai que les jardins de graviers dans les reculs avants des immeubles ont un impact écologique négatif par rapport aux jardins traditionnels. De plus, l'usage fréquent de ce type d'aménagements contribue généralement aussi à une réduction de la qualité paysagère de l'espace public.

Or, la qualité de vie des habitants d'un quartier résidentiel est tributaire, non seulement de la qualité des bâtisses et des aménagements extérieurs privés, mais aussi de la qualité de séjour dans l'espace public limitrophe. Ceci dit, il est évident que les qualités écologique et paysagère des abords de l'espace public sont d'intérêt général, et partant méritent une attention particulière lors de l'établissement des prescriptions en matière d'aménagement communal et de développement urbain.

D'autre part, il semble que le recours de plus en plus fréquent aux jardins de graviers est généralement favorisé par le fait que ces aménagements nécessitent peu d'entretien. Il importe ainsi de configurer, en particulier lors de la planification de nouveaux quartiers d'habitation, les terrains à bâtir de sorte à permettre l'entretien aisé des jardins avants et arrières, sans pour autant devoir y prendre recours à des aménagements de type minéral.

Lors de l'élaboration des projets d'aménagement particulier, la Ministre de l'Intérieur, et notamment la cellule d'évaluation des plans d'aménagement particulier, encouragent les acteurs du domaine de la construction, dont les communes, à réduire, en fonction des projets et des sites concernés, le scellement du sol dans les projets au stricte nécessaire et ceci en faveur de la création d'espaces verts. Cependant, conformément au principe de l'autonomie communale, il appartient aux communes de juger l'utilité de prescriptions réglementaires au niveau des plans d'aménagement et du règlement sur les bâtisses, permettant de limiter l'aménagement de jardins de graviers sur leur territoire.

ad 2) Dans le cadre du développement de nouveaux quartiers d'habitation, de zones d'activités économiques ou encore de nouvelles zones d'équipements publics, tels que des campus scolaires, le Ministère de l'Intérieur est en charge d'accompagner les communes lors des procédures d'adoption des plans d'aménagement particulier respectif.

C'est ainsi que le Ministère de l'Intérieur veille avec les communes à une utilisation rationnelle du sol et un développement harmonieux des sites, ce qui implique aussi la création d'espaces verts publics généreux, permettant d'accueillir des plantations d'espèces indigènes.

Finalement, les conseils et discussions réguliers en matière de planification de nouveaux quartiers entre les acteurs étatiques et les acteurs communaux permettent d'atteindre une sensibilisation constante en matière écologique et d'avoir des retours fructueux de la part des communes permettant d'évaluer l'efficience de certaines mesures réglementaires.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) entend encourager les communes à privilégier la plantation avec des espèces indigènes et à inclure des dispositions favorables à l'environnement dans leurs règlements communaux dans le cadre du futur « Pacte Nature ».

ad 3) Par le biais de sa convention avec le Mouvement écologique, le MECDD soutient de manière générale les activités de l'association, y compris les campagnes de sensibilisation.

La campagne du Mouvement écologique rend attentive aux nombreux problèmes liés aux jardins de graviers et leurs impacts négatifs aussi bien sur la faune et la flore que sur le bien-être des hommes. Lors d'une conférence de presse en 2018, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ensemble avec d'autres partenaires, avait déjà rendu attentif à la disparition des insectes et à la problématique des jardins de graviers dans ce contexte.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable prévoit de sensibiliser davantage les citoyens à ce sujet lors d'une campagne de sensibilisation du public prévue dans le cadre du plan d'action en faveur des insectes pollinisateurs 2021-2025.

Question 2283 (27.05.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **soutien psychologique dans le cadre de la crise de Covid-19 :**

La crise de Covid-19 a le potentiel d'impacter la santé mentale de la société à plusieurs niveaux. Aux facteurs de stress tels que la perte de revenus, les mauvaises nouvelles, les incertitudes et peurs quotidiennes s'ajoutent celles de l'isolement social, pour n'en citer que quelques-uns.

Les conséquences sur la population peuvent se révéler à court terme, par l'augmentation des dépressions, des dépendances ou des troubles obsessionnels compulsifs par exemple. Sur le long terme, les spécialistes estiment que notamment les professionnels de la santé sont à risque pour développer des troubles de stress posttraumatiques dans les années à venir.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les besoins en accompagnement et soins psychologiques ont-ils augmenté depuis le début de la crise de Covid-19 ? Madame la Ministre estime-t-elle que les besoins en aide psychologique vont augmenter à l'avenir ?

2) Combien de personnes ont fait appel à la hotline de soutien psychologique pendant la

période de confinement ? Quel est le bilan provisoire des autres hotlines nationales ?

3) Les données disponibles permettent-elles d'identifier les segments de population les plus à risque (enfants, seniors, personnel essentiel) ?

4) De quelle manière les séquelles de la crise de Covid-19 seront-elles prises en compte dans l'élaboration du plan national de santé mentale prévue dans l'accord de coalition 2018-2023 ?

5) Est-ce que, dans ce contexte, il est prévu d'accorder aux psychologues le statut de profession de santé réglementée, l'accord de coalition prévoyant également de réviser « la liste des professions pouvant faire l'objet d'une réglementation sous le statut de profession de santé » ?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Afin de pouvoir répondre à la question, il faut d'abord clarifier ce qu'on entend par accompagnement/soutien/aide psychologique et soins psychologiques.

L'aide, le soutien ou encore l'accompagnement psychologique n'est pas une thérapie à proprement parler, il s'agit d'une écoute et de conseils. Le soutien/l'aide ou l'accompagnement psychologique est en principe une des missions quotidiennes de tous les professionnels de santé, les psychologues et médecins psychiatres inclus.

Les soins psychologiques sont en lien avec la formation de psychothérapeute du psychologue. La profession de psychothérapeute peut être exercée par des psychologues ou des médecins ayant été formés à la psychothérapie selon les critères de la loi du 14 juillet 2015.

Les psychologues de niveau master sans formation psychothérapeutique selon la loi du 14 juillet 2015 sont des professionnels qui peuvent exercer entre autres comme psychologues du travail (e. a. recrutements, services psychosociaux de prévention) ou encore comme psychologues dans les écoles, dans de nombreux domaines de la santé, du sport et autres.

Si la question des honorables Députés vise aussi bien l'accompagnement/l'aide/le soutien psychologique que la prise en charge psychothérapeutique, nous devons admettre que nous n'avons pas de chiffres à l'heure actuelle pouvant donner une image objective nationale.

La situation semble néanmoins se normaliser, c'est-à-dire ni les différents secteurs hospitaliers, ni les structures conventionnées avec le Ministère de la Santé et intervenant dans la prise en charge de la psychiatrie extrahospitalière ou offrant des prestations psychologiques constatent sur les dernières semaines une augmentation significative des demandes en lien avec une souffrance psychique due au Covid-19. Le secteur conventionné intervenant dans la psychiatrie extrahospitalière ne dénote aucune décompensation psychiatrique aigue parmi leurs patients connus, le secteur hospitalier dénote néanmoins ponctuellement une augmentation de patients psychiatriques décompensés n'ayant pas consulté ou trouvé accès à leur médecin, psychiatre, psychologue ou psychothérapeute traitant pour différentes raisons.

L'augmentation générale d'utilisation de services psychologiques qu'on constate au fil des années peut être dû à plusieurs facteurs : aggravation des risques psychosociaux dans notre société (p. ex. isolement social), mais également une prise de conscience et une volonté d'utiliser une offre psychothérapeutique. On peut anticiper que suite à la crise économique post-Covid-19 qui est en train de s'annoncer, les besoins de prise en charge psychothérapeutiques ne feront qu'augmenter.

ad 2) La hotline Covid-19 pour le soutien psychologique a eu en tout 989 appels, dont une dizaine de personnes qui ont régulièrement rappelé, parfois tous les jours. Sur les mois d'avril et mai, les appels correspondaient à environ 700 personnes différentes.

En total, la hotline Covid-19 8002 80 80 a traité 80.000 appels pendant 104 jours, soit en moyenne 770 appels par jour, avec un pic de 4.000 appels journaliers.

ad 3) En ce qui concerne la question des personnes à risque, il faudrait préciser de quel risque on parle dans cette situation. Il y a évidemment le risque de développer une maladie psychique, mais beaucoup de personnes rencontrent des problèmes ou sont soumis à des pressions sans développer de maladie. Cette situation constitue certainement un bon moment pour initier des projets de prévention.

Même en dehors d'une crise comme le Covid-19, nous connaissons les groupes de personnes qui ont le plus grand risque pour des troubles psychiques, à savoir ceux qui ont des facteurs de risques particuliers. Ceci inclut notamment les personnes âgées et isolées dans des structures d'accueil, les demandeurs de protection internationale, les personnes souffrant de dépendances, les personnes soumis à des situations de conflit ou de violence ou présentant des troubles préexistants (p. ex. crises d'angoisse ou troubles posttraumatiques). Sans surprise, ces mêmes personnes étaient le plus touchées pendant la pandémie.

ad 4) Selon les publications de l'OMS déjà au début de la pandémie, les séquelles de la crise de Covid-19 sur la santé mentale peuvent être nombreuses. L'OMS a en conséquence déjà très tôt publié de nombreuses recommandations comment contrecarrer des potentielles conséquences ou séquelles en lien avec la pandémie ou le confinement, dont entre autres la mise en place d'une hotline psychologique.

De plus, comparé à de nombreux pays européens, nous disposons d'un système de santé/santé publique assez performant proposant des soins accessibles pour tous. Le système hospitalier ou le secteur conventionné ou le secteur des soins primaires intervenants dans les prises en charge de type psychologique, psychothérapeutique ou psychiatrique ont proposé via téléconsultations ou soins à domicile psychiatrique à domicile leurs prestations selon les besoins urgents des demandeurs et ont repris leurs activités à 100 % dès le premier pas de déconfinement et n'ont donc pas attendu l'élaboration du plan national de santé mentale afin de prendre en charge les séquelles de la crise de Covid-19 sur la santé mentale.

En revanche le plan pourrait définir, évaluer les nécessités (e. a. selon les secteurs de vie, de travail, l'âge, les prédispositions) et prévoir les actions (e. a. dépistage, prise en charge [psycho]thérapeutique ou réhabilitatif) nécessaires au regard des séquelles à long terme d'ordre psychologique ou psychiatrique ou neuropsychiatrique du Covid-19.

ad 5) À l'heure actuelle, le psychologue ne figure pas parmi les professions de santé réglementées au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé nécessitant une autorisation d'exercer du Ministre de la Santé.

Pourtant, une adaptation du cadre légal et réglementaire national des professions de santé s'avère indispensable dans un futur proche. Dans ce contexte, la liste des professions pouvant faire l'objet d'une réglementation, réglementée sous le statut de profession de santé, sera révisée, tel que prévu dans l'accord de coalition.

La profession de psychologue n'est pas exclusivement une profession de santé réglementée au sens de la loi, mais trouve au contraire des applications dans des domaines très variés.

Ainsi, une concertation interministérielle avec les départements prioritairement concernés, à savoir le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, s'impose avant tout progrès en cours.

Question 2288 (28.05.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole :**

Vu le risque élevé d'une accentuation de périodes de sécheresse et de pénuries d'eau liées au changement climatique, le Parlement et le Conseil européen viennent d'adopter un règlement établissant des critères de qualité minimaux pour la réutilisation d'eaux usées dans l'agriculture. De cette manière le législateur européen vise à encourager les États membres à économiser davantage de l'eau potable et à promouvoir l'économie circulaire dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Les agriculteurs utilisent-ils à l'heure actuelle déjà des eaux usées pour des fins d'irrigation ?

2) Dans l'affirmative, combien de mètres cubes d'eau sont utilisés de cette manière par an par rapport à la quantité totale d'eaux usées versées dans des cours d'eau ?

3) Quelle quantité d'eau pourrait potentiellement être réutilisée de cette manière au Luxembourg par an ?

4) Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils encourager la réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole à l'avenir ? Quelles mesures sont prévues à cette fin ?

5) Des modifications au niveau des installations techniques seront-elles nécessaires afin de parvenir à une meilleure réutilisation d'eaux usées ?

6) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions à ce sujet ?

7) Dans quels autres domaines la réutilisation d'eaux usées est-elle envisageable ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) L'irrigation des cultures au Luxembourg se limite en général à une partie des terres utilisées pour la production de fruits, légumes ou autres cultures horticoles, ainsi que pour les pommes de terre. L'eau d'irrigation provient alors en général soit du réseau de distribution de l'eau potable, de forages dans les nappes phréatiques ou de réservoirs de récupération d'eau de pluie.

Les ministres ne disposent pas d'informations selon lesquelles des eaux usées épurées seraient utilisées à des fins d'irrigation. En cas d'utilisation de ces eaux, de tels prélèvements devraient être autorisés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 3) Le règlement du Parlement européen et du conseil relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau (15301/19 ; 2018/0169) propose des exigences minimales de qualité et de surveillance de l'eau et des dispositions en matière de gestion des risques, pour une utilisation de l'eau de récupération dans le cadre d'une gestion intégrée de l'eau. Dépendant de sa qualité, l'eau tombe dans une de quatre classes, qui peuvent être utilisées pour quatre sortes de combinaisons selon la culture réceptrice et le système d'irrigation. Actuellement, les eaux rejetées des stations d'épuration ne sont pas analysées sur les paramètres bactériologiques et le besoin d'eau d'irrigation dans l'agriculture en tenant compte des combinaisons de culture et de système d'irrigation n'est pas connu. Aucune déclaration quant à la quantité d'eau potentiellement utilisable ne peut être faite. Notons d'ailleurs que selon la proposition du règlement du Parlement européen des technologies telles que la filtration et la désinfection seraient nécessaires pour certaines classes de qualité. À ce stade, aucune station d'épuration au Luxembourg n'utilise de telles technologies.

Cependant, avec l'équipement d'une 4ème étape de traitement des eaux résiduaires sur les grandes stations d'épuration, les qualités chimiques et surtout microbiologiques des eaux rejetées seront améliorées et pourraient potentiellement devenir intéressantes à une telle utilisation.

ad 4) La réutilisation des eaux usées à des fins d'irrigation dans l'agriculture devrait faire partie d'une stratégie nationale de résilience dans l'agriculture. Du point de vue économie circulaire, la récupération de nutriments, le respect des ressources naturelles et l'utilisation des eaux récupérées à des fins d'irrigation en agriculture pourrait ainsi contribuer à la production alimentaire non seulement pour ce qui concerne le maraîchage et la fruiticulture, mais aussi pour les autres secteurs de la production agricole. Ainsi le recours aux eaux usées épurées, peut être vu comme un élément complémentaire à d'autres mesures, comme par exemple l'utilisation de bassins de rétention d'eaux pluviales, ou encore la promotion de systèmes d'irrigation performants. L'utilisation sera certainement limitée aux zones proches des endroits où de telles eaux sont disponibles et sans préjudice de la qualité environnementale des cours d'eaux récepteurs.

Il va de soi que des normes sanitaires relatives à l'emploi de ces eaux doivent tenir compte de la nature des cultures irriguées. De même les risques éventuels pour l'environnement, en particulier pour les nappes d'eau souterraines et les eaux de surface, peuvent limiter le recours à ces ressources.

À l'heure actuelle, il n'y a pas encore de mesures concrètes envisagées, mais les administrations concernées sont en train d'étudier le potentiel pour l'agriculture nationale.

ad 5) Comme écrit au-dessus, de nouvelles technologies seraient à mettre en place pour pouvoir être conformes aux différentes classes de qualité proposées.

Il est évident que l'utilisation potentielle de l'eau usée est limitée par la qualité chimique et microbiologique de cette eau. Des améliorations techniques pourraient donc favoriser son utilisation. Des installations techniques pour améliorer la qualité pourraient aussi être nécessaires au niveau de l'utilisateur final de cette eau.

ad 6) Des installations de désinfection et, le cas échéant, de filtration seraient nécessaires. Vu qu'elles ne sont pas existantes à ce stade, des études devront déterminer les régions où l'irrigation est nécessaire/utile et prendre en compte la proximité de rejets des stations d'épuration. La technologie installée sur les sites des exploitations agricoles souhaitant utiliser ces eaux devra évidemment être adaptée à leurs besoins. La qualité chimique et microbiologique doit répondre aux normes sanitaires, être adaptée aux cultures et limiter les risques environnementaux.

ad 7) Dans le cadre du volet « économies d'eau potable » de la stratégie nationale pour la sécurisation de l'approvisionnement futur en eau potable du Luxembourg, la réutilisation des eaux grises (eaux usées faiblement chargées issues des douches, baignoires, lavabos, etc., n'étant pas des eaux usées noires issues de toilettes) pour des utilisations ne nécessitant pas une qualité d'eau potable présente une piste prometteuse. Ainsi ces eaux grises sont collectées, traitées et réutilisées pour des fins de chasses d'eau des toilettes ou l'arrosage.

Une réutilisation des eaux usées épurées à des fins de refroidissement, même si celle-ci nécessite un reconditionnement, est également envisageable.

Question 2289 (28.05.2020) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**organisation de concerts durant la phase de déconfinement :**

D'Madamm Kulturministesch huet gëschter de Plan de relance fir de Kultursecteur virgestallt, deen, wéi scho vill aner Beräicher am Kontext vun der Covid-19-Kris, extreem vill gelidden huet.

An deem Kader géife mir der Madamm Kulturministesch gären dës Froe stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ënner wéi enge Bestëmmungen a Konditioune Concerten oder Festivalle kënnen organiséiert ginn, souwuel fir de Public wéi och fir den Artist selwer?

- Kéint een zu dëser Zäit, der Madamm Ministesch no, eng Aart „Autoconcert" als Alternativ virschloen, esou wéi et och am Ausland scho gemaach gëtt, a wa jo, ënner wéi enge Konditioune kéint een dat organiséieren?

Réponse (19.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Mat dem Règlement grand-ducal du 26 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 hat de Regierungsrot vum 25. Mee 2020 schonn d'Suspensioun vun ëffentleche kulturellen Aktivitéite mat méi wéi 20 Persounen (bannen oder baussen) ab dem 29. Mee opgehuewen, ënnert der duebeler Konditioun, datt Sëtzplaze virgesi ginn, an datt dës e Mindestofstand vun op d'mannst zwee Meter vuneneen hunn, ouni datt an dësem Fall de Port du masque obligatoresch wier.

Mat dem Règlement grand-ducal du 10 juin 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 huet de Regierungsrot vum 10. Juni 2020 d'Restriktioune nach eemol gelabbert. Kulturell Aktivitéite mat méi wéi 20 Persoune kënnen ab dem 10. Juni bannen oder bausse stattfannen, ënnert der duebeler Konditioun, datt Sëtzplaze virgesi ginn, an datt dës entweeder e Mindestofstand vun op d'mannst zwee Meter vuneneen hunn oder datt d'Persounen hir Mask unhalen. (D'Obligatioun fir Sëtzplaze bezitt sech net op déi kulturell Acteuren, déi hir Aktivitéiten ausüben).

„Autoconcerten" oder aner kulturell „drive-in"-Aktivitéite sinn e méiglecht Format am Kontext vun der sanitärer Kris, ënnert der Konditioun, datt déi aktuell sanitär Recommandatioune respektéiert ginn. Divers Gemengen a privat Acteuren hunn och schonn hei am Land d'Initiativ ergraff, fir op esou Formater zréckzegräifen, genee wéi dat och am Ausland de Fall ass.

Question 2291 (28.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**externalisation de certaines prestations :**

Par le biais de la question parlementaire n° 1771, le soussigné s'était adressé à Monsieur le Ministre de la Fonction publique pour avoir des informations sur les domaines pour lesquels l'État recourt à l'externalisation de certaines prestations vers des prestataires privés notamment dans les domaines du nettoyage, du gardiennage, etc.

En outre, je voulais savoir quel est le volume de ces contrats d'externalisation et si l'État invoquait des clauses sociales dans ses soumissions, ceci dans l'intérêt des salariés du secteur privé qui travaillent pour le compte de l'État et qui souvent ne disposent que de salaires très modestes.

Monsieur le Ministre de la Fonction publique m'avait répondu que chaque ministère est autonome dans la gestion des marchés publics et que sa réponse ne pouvait porter que sur les activités de son seul ministère.

Ceci m'amène à revenir à la charge pour poser à Monsieur le Ministre des Finances, attribuant les budgets aux différents départements ministériels, et à Monsieur le Ministre responsable pour le Département des bâtiments publics pour leur demander quelle est l'étendue des contrats de sous-traitance dans les différents services de l'État.

- Quels sont les domaines qui sont prioritairement touchés par l'externalisation ?

- L'État formule-t-il systématiquement des clauses sociales dans ses soumissions ? Le cas échéant, comment les pouvoirs adjudicateurs mesurent-ils le critère d'attribution « caractéristiques sociales » figurant à l'article 35 (2) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics ?

- Quelle a été l'évolution des crédits budgétaires destinés à des prestations externes au cours des dix dernières années ?

Réponse commune (02.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Par la question parlementaire n° 2291 du 28 mai 2020, l'honorable Député Monsieur Mars Di Bartolomeo souhaite s'informer en ce qui concerne l'externalisation de certaines prestations vers des prestataires privés, notamment dans les domaines du nettoyage et du gardiennage.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que chaque ministère est autonome dans la gestion de ses marchés publics, y compris dans le contexte de l'exploitation et de l'entretien des bâtiments que le ministère occupe.

Indépendamment du type de marché public, il est évident que tout prestataire sélectionné à l'issue d'une procédure d'adjudication devra se conformer dans le cadre de l'exécution du marché à toutes les réglementations du marché du travail en vigueur.

Il est à préciser que l'article 35 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics dispose qu'un marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, qui peut être déterminée sur base du prix, sur base du coût, ou encore sur base du meilleur rapport qualité/prix, qui est évalué sur la base des critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux ou sociaux liés à l'objet du marché concerné.

Quant à l'évolution des crédits budgétaires destinés au nettoyage et au gardiennage, ceux-ci font partie de l'article budgétaire de chaque ministère regroupant de manière plus générale les frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments. Ces crédits budgétaires, démarqués essentiellement par les codes XX.X.12.080 et XX.X.12.270, couvrent - au-delà des frais de nettoyage ou de gardiennage - également les frais d'eau, de gaz, d'électricité ou de réparation et d'entretien.

En particulier les dépenses afférentes au nettoyage ont augmenté de l'ordre de 8,9 % par an sur les dix dernières années (2010-2018). Cette évolution doit être appréciée dans le contexte plus large d'une augmentation générale des coûts d'entretien, et du nombre de sites nécessaires pour faire face aux besoins accrus suite aussi à des événements tels le flux de réfugiés ou aux besoins d'une fonction publique en constante évolution au service des citoyens.

Question 2292 (28.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **temps de travail et de repos dans la Police grand-ducale :**

L'accord du 17 juin 2019 entre les Ministres de la Fonction publique et de la Sécurité intérieure, d'un côté, et les différentes représentations du personnel de la Police grand-ducale et la Confédération générale de la fonction publique, de l'autre côté, vise à régler la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail.

Il a notamment été retenu d'augmenter la valeur horaire de la prime d'astreinte de 10 %, de doubler le montant de l'indemnité pour astreinte à domicile et d'octroyer un repos compensatoire de cinq jours par année travaillée en continu par équipes successives pour les membres de la police.

D'après l'accord précité, l'avant-projet de loi et l'avant-projet de règlement y relatifs auraient dû être soumis au Conseil de Gouvernement au plus tard à la mi-novembre 2019.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand il envisage de déposer les projets en question visant à transposer les différents éléments de l'accord susmentionné ?

- Compte tenu du retard de la mise en œuvre des mesures de l'accord en question, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'applicabilité des dispositions sera calculée rétroactivement au 1er janvier 2019 ?

Réponse (01.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

L'honorable Député n'est pas sans savoir qu'en date du 21 janvier 2020, le Ministre de la Fonction publique et la CGFP ont signé un accord relatif à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique. Les points 9 et 10 de cet accord prévoient ce qui suit :

- « 9. Le Ministre de la Fonction publique transmettra à la CGFP, au plus tard le 1er mars 2020, un avant-projet de loi afin de lui donner la possibilité, jusqu'au 31 mars 2020, de relire le texte et de vérifier s'il est conforme à l'esprit du présent accord. Le Ministre de la Fonction publique s'engage ensuite à saisir le Conseil de Gouvernement au mois d'avril 2020. »

- « 10. Le texte prévu au point 9 contiendra également les dispositions destinées à mettre en œuvre l'accord relatif au temps de travail et de repos dans la police et l'accord relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail du 17 juin 2019. »

Le Ministre de la Fonction publique avait bien transmis le texte en question à la CGFP dans le délai convenu. Il va sans dire que la suite de ce processus a cependant été retardé par la crise sanitaire liée au Covid-19.

Ceci étant, les échanges entre la CGFP et le Ministre de la Fonction publique ont entre-temps pu reprendre et les travaux y relatifs sont en phase de finalisation avec l'optique de soumettre l'avant-projet de loi dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement.

Question 2293 (29.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **convention signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR) :**

En novembre 2019, une convention a été signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR), pour élargir le service SAMU et installer une antenne supplémentaire sous la gérance de la LAR directement à l'aéroport de Luxembourg-Findel.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Pour quelle raison le CGDIS a décidé d'externaliser la gérance d'une des antennes du SAMU à une entreprise privée ?

2) Quelles sont les qualifications des membres de l'équipage à bord du service SAMU de la LAR ?

3) Comment sont réglées les conditions de travail (rémunération, temps de travail) des membres de l'équipage à bord du service SAMU de la LAR ? Quelles sont les différences entre leurs conditions de travail et celles des membres des équipages des antennes SAMU du CGDIS ?

Réponse (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler qu'avant la création du CGDIS en juillet 2018, la gérance des antennes du Service d'aide médicale urgente (SAMU) était entièrement externalisée à des entités autonomes ayant des statuts juridiques différents tels que société anonyme (Hôpitaux Robert Schuman SA), fondation (Centre Hospitalier Emile Mayrisch), établissement public (Centre hospitalier de Luxembourg, Centre Hospitalier du Nord) ou encore association sans but lucratif (Association des médecins et médecins dentistes) en ce qui concerne les médecins ayant participé au service SAMU.

Ce n'est qu'avec la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile que le CGDIS a été chargé de façon centralisée avec la planification, la mise en œuvre et l'organisation du SAMU. À noter que la loi précitée dispose par ailleurs dans son article 88 que pour assurer sa couverture médico-soignante, le CGDIS élabore un contrat-type de collaboration à conclure avec les établissements hospitaliers, ainsi qu'un contrat-type de prestation de services à conclure avec les médecins participant au service.

Aujourd'hui, le CGDIS a donc conclu d'une part avec l'ensemble des établissements hospitaliers un contrat qui prévoit la mise à disposition des infirmiers ainsi que des locaux adaptés par les hôpitaux au CGDIS pour les besoins du SAMU, et d'autre part un contrat de prestation de services avec tous les médecins externes au CGDIS participant au service. Pour sa part, le CGDIS dispose actuellement d'un emploi temps plein (ETP) de médecin et de quatre ETP d'infirmier pour les besoins du SAMU. Force est de constater que l'externalisation des services du SAMU a été depuis sa création en 1986 plutôt la règle que l'exception.

En ce qui concerne la LAR, l'honorable Député fait sans doute référence à la convention tripartite signée en date du 20 décembre 2019 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, le CGDIS et la LAR. Celle-ci fait suite à la convention conclue en date du 7 mai 2014 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la LAR qui a été dénoncé en juin 2019 par cette dernière afin de tenir compte de la nouvelle situation de fait avec la création du CGDIS. Étant donné que la loi modifiée du 27 mars 2018 précitée prévoit que les dépenses nécessaires au fonctionnement du SAMU soient prises en charge par l'État, la nouvelle convention du 20 décembre 2019 fut signée tant par l'État luxembourgeois que par le CGDIS et la LAR. Cette convention ne fait donc que perdurer une collaboration existante depuis 1992 entre l'État et la LAR en matière de secours héliportés.

D'un point de vue opérationnel, opérer une base SAMU supplémentaire à partir de l'aéroport de Luxembourg permet au CGDIS une plus grande réactivité et une plus grande flexibilité pour assurer et améliorer la couverture en moyens SAMU de l'ensemble du pays.

ad 2) Il résulte de la convention du 20 décembre 2019 précitée que l'équipage est composé d'un commandant de bord qualifié pour piloter un hélicoptère de sauvetage, d'un HEMS Technical Crew Member (HTCM), spécialement entraîné pour cette tâche et ayant une qualification d'infirmier spécialisé en médecine d'urgence avec une expérience d'au moins cinq ans en médecine d'urgence préhospitalière, ainsi que d'un médecin spécialiste en anesthésie-réanimation ou anesthésiologie.

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de préciser encore une fois que toutes les cinq antennes SAMU sont des bases SAMU du CGDIS. Trois bases SAMU se trouvent localisées dans des établissements hospitaliers (Centre Hospitalier Emile Mayrisch, Centre hospitalier de Luxembourg - en alternance avec l'Hôpital Kirchberg -, Centre Hospitalier du Nord), une base se trouve au Centre d'incendie et de secours de Hesperange et une est implantée dans les locaux de la LAR à l'aéroport de Luxembourg.

Les pilotes et les HTMC sont soumis à la réglementation de l'EASA (European Union Aviation Safety Agency) et les temps de travail découlent de l'organisation du service de la LAR, validée par la Direction de l'aviation civile et qui prévoit 16 heures de service maximum par 24 heures avec l'obligation d'avoir au minimum 8 heures de repos entre 20.00 heures du soir et 08.00 heures du matin avec un maximum de 84 heures sur 7 jours. Il y a lieu de préciser que les équipes disposent d'infrastructures leur permettant de se reposer et dont ils peuvent faire usage autant que besoin en dehors des missions. Les conditions de rémunération sont celles du contrat de travail établi entre la LAR et son personnel. Il n'existe aucune relation de travail directe entre ces personnes et le CGDIS.

Les médecins de la LAR ont tous signé le même contrat de prestation de services que tous les autres médecins externes participant au service SAMU. Celui-ci prévoit une indemnisation à hauteur de 102,5 € par heure de garde. Le nombre d'heures de garde prestées dépend de la disponibilité du médecin. Les honoraires pour actes médicaux sont facturés directement par le médecin au patient.

Les infirmiers mis à disposition au CGDIS par les établissements hospitaliers sont soumis aux conditions de rémunération et de temps de travail fixées dans la convention collective de travail des salariés occupés dans les établissements hospitaliers et dans les établissements membres de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois. Il n'existe aucune relation de travail directe entre ces personnes et le CGDIS.

Les médecins et les infirmiers employés par le CGDIS sont soumis aux conditions de rémunération et de temps de travail applicables à l'ensemble des fonctionnaires et employés de l'État du CGDIS.

Question 2294 (29.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **procédure de recours à des décisions de l'administration de la Caisse nationale de santé :**

Durant les derniers mois, j'ai été contacté à plusieurs reprises par des assurés de la Caisse nationale de santé (CNS) qui témoignent de décisions de l'administration qu'ils estiment arbitraires.

Ainsi à titre d'exemple, une personne pour laquelle la commission mixte - saisie par le médecin du travail - a pris la décision d'un reclassement interne (décision contre laquelle l'employeur a fait recours devant le conseil arbitral) et dont l'état de santé s'est aggravé en cours de route, s'est vu refuser les prestations en espèces découlant du certificat de maladie de son médecin traitant suite à l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Suite à l'opposition de la personne via son organisation syndicale, la CNS aurait demandé un avis externe d'un médecin spécialiste qui lui aurait confirmé l'avis du médecin traitant. Même après cet avis, la CNS aurait continué à refuser la prise en charge des prestations en espèces se basant sur le rapport du contrôle médical - document que la personne a demandé en vain de pouvoir consulter. À chaque refus, la personne a fait opposition via son mandataire, mais elle n'a pas reçu d'accusé de réception de la décision du conseil d'administration dont elle a besoin pour faire recours devant le conseil arbitral.

Durant ce temps, le médecin du travail compétent a lui aussi confirmé que l'état de santé de la personne concernée s'est aggravé et la commission mixte a recommandé un reclassement externe qui ne peut pourtant pas s'appliquer jusqu'à ce que le conseil arbitral ait pris une décision sur le recours du patron en début de procédure.

Depuis, des mois ont passé et la personne en question ne dispose plus d'aucun revenu.

Partant, j'estime que des questions d'ordre général se posent :

1) La personne concernée s'est opposée à une décision de la CNS pendant un délai de 40 jours par voie écrite. En 2018, 832 de telles oppositions furent introduites. La CNS informe-t-elle les personnes en question de la bonne réception des oppositions dans les délais requis ? Dans la négative, pourquoi ?

2) Qu'en est-il du délai de décision du conseil d'administration de la CNS en cas d'un tel recours gracieux ? Y a-t-il des obligations légales concernant le délai de décision ?

3) Les assurés ont-ils droit à la communication du rapport médical du médecin de contrôle ? Dans la négative, pourquoi ?

4) Comment est-il possible que l'avis d'un médecin spécialiste choisi par la CNS peut être ignoré ou subordonné à l'avis des médecins (généralistes) du contrôle médical ? Quelles procédures régissent au sein de la CNS le recours à l'avis d'un médecin externe et quelle importance un tel avis a-t-il pour l'appréciation de la CNS ?

Réponse (30.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Dans un effort d'amélioration des services aux assurés, la Caisse nationale de santé (CNS) s'efforce, dans la mesure du possible, de répondre dans des délais raisonnables, y compris pour ce qui est des accusés de réception, alors même qu'il n'existe pas d'obligation pour émettre un accusé de réception. Néanmoins, la CNS envisage d'envoyer à l'avenir systématiquement des accusés de réception afin que les assurés puissent mieux retracer la réception de leur opposition et en conséquence avoir un meilleur suivi.

ad 2) En matière d'indemnités pécuniaires de maladie, le délai de décision du conseil d'administration de la CNS peut être relativement variable en fonction des circonstances particulières pouvant se poser dans certains dossiers. En effet, les services administratifs de la CNS instruisent les dossiers d'opposition en vue de préparer un projet de décision pouvant être soumis aux membres du conseil d'administration de la CNS.

Ainsi, dans la quasi-totalité des affaires, les décisions, y compris oppositions, ont été prises sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS). Cela engendre de manière générale que la CNS soumet les arguments et moyens avancés dans les oppositions pour avis

complémentaire au CMSS afin qu'il puisse apprécier dans son domaine de compétences s'il y a des éléments susceptibles de mériter une réformation de la décision faisant l'objet d'une opposition. En matière d'indemnités pécuniaires de maladie, il est possible que le CMSS convoque l'assuré afin de procéder à un examen-contrôle.

Ceci entraîne évidemment un allongement dans le temps du traitement de la demande, respectivement la prise d'une nouvelle décision suite à l'opposition.

Il arrive aussi que des pièces supplémentaires doivent être sollicitées afin de compléter les dossiers avant l'élaboration d'un projet de décision.

Conformément au règlement d'ordre intérieur de la CNS, les projets de décision peuvent être présentés tous les 15 jours aux membres du conseil d'administration qui disposent d'un délai d'une semaine pour faire valoir leurs observations. Suite à ce délai, les projets de décision sont soumis pour contrôle à l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) qui contrôle la légalité des décisions prises par le conseil d'administration. Dès lors, toute décision contraire à la loi, règlements, statuts ou convention est suspendue par l'IGSS et le cas échéant annulée par le Ministre de la Sécurité sociale.

Il en résulte qu'il faut en règle générale prévoir un délai de presque trois semaines entre la finalisation d'un projet de décision et sa notification à l'assuré.

En matière de prestations en espèces de l'assurance maladie, le délai de traitement entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision peut actuellement prendre jusqu'à trois mois en fonction des cas. Toutefois, des efforts ont été entamés pour réduire considérablement le délai de traitement au strict minimum, tout en précisant que la complexité de certains dossiers nécessite un traitement plus long.

Concernant la question sur l'obligation légale en matière de délais, il n'existe pas de délai spécifique concernant le délai de décision.

ad 3) L'assuré est effectivement en droit de demander, par écrit, toute pièce administrative auprès de la CNS et toute pièce médicale auprès du CMSS.

ad 4) Il y a lieu de clarifier que la CNS n'a pas recours à des médecins spécialistes externes pour obtenir un avis dans le cadre de dossiers individuels d'assurés. En effet, c'est le CMSS qui est l'interlocuteur exclusif de la CNS en la matière. L'article 14 du Code de la sécurité sociale précise d'ailleurs que « l'indemnité pécuniaire de maladie est accordée tant que persiste l'incapacité de travail suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale ». En outre, conformément à l'article 419, alinéa 5, du Code de la sécurité sociale « les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions concernées ». La CNS est partant liée par les avis du CMSS.

Question 2295 (29.05.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **finances communales dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

La circulaire du 8 mai 2020 du Ministère de l'Intérieur relative à l'impact du Covid-19 sur les finances communales renseigne sur une forte baisse du FDGC et de l'ICC. Les communes sont invitées à reconsidérer leur budget pour 2020.

Or, les communes à travers la réalisation de leurs différents projets participent, tout comme l'État, aux investissements publics et jouent un rôle important dans le cadre de la sortie de crise. Ces investissements communaux s'étendent souvent sur plus d'une année budgétaire.

Dans cette même circulaire, le Ministère de l'Intérieur évoque plusieurs pistes pour répondre aux besoins financiers des communes : le recours au fonds de réserve budgétaire, le recours à une ligne de trésorerie, le recours à un emprunt, le recours au fonds communal de péréquation conjoncturelle.

Depuis la réforme sur les finances communales en 2016, les dotations étatiques à l'égard des communes ont connu une progression constante.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Combien d'emprunts ont été approuvés par le Ministère de l'Intérieur en 2017, 2018 et 2019 ?

- Quelle est la situation globale d'endettement des 102 communes en 2017, 2018 et 2019 ? La réforme sur les finances communales a-t-elle permis de réduire l'endettement communal ?

- Combien de communes ont eu recours ces cinq dernières années au fonds communal de péréquation ? Quel fut le montant demandé annuellement ?

- Combien de demandes d'augmentation de ligne de trésorerie ont été formulées en 2017, 2018 et 2019 ? Quels furent les montants accordés ?

- Actuellement, à combien s'élèvent globalement les réserves budgétaires communales ?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la situation financière actuelle des 102 communes ?

Réponse (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à la circulaire du 8 mai 2020 ainsi qu'aux pistes y annoncées afin de répondre aux besoins de financement des communes. Tout d'abord, je tiens à préciser que mes services se tiennent également à la disposition des communes pour les soutenir dans leurs démarches à travers des simulations concrètes de leur situation financière individuelle. En outre, je viens d'augmenter les subsides pour les équipements collectifs afin d'inciter les communes de continuer à investir, tout en tenant compte de la situation financière de chaque commune.

Depuis la réforme des finances communales en 2016, le secteur communal est doté d'une recette supplémentaire annuelle d'environ 90 millions d'euros. Il y a cependant lieu de constater que cette réforme n'a eu guère d'impact sur la situation globale de l'endettement communal.

La majorité des communes comptabilisent actuellement des emprunts. Au niveau global, ce montant est resté stable, de sorte qu'il n'a que légèrement évolué entre 2017 et 2019 :

- 31/12/2017 : 830 mio EUR
- 31/12/2018 : 840 mio EUR
- 31/12/2019 : 830 mio EUR

Le nombre d'emprunts, approuvés au cours des années 2017, 2018 et 2019, se montre comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre d'augmentations de lignes de trésorerie, approuvées au cours des années 2017, 2018 et 2019, est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le recours au « fonds communal de péréquation conjoncturale » ne peut être décidé que par règlement grand-ducal. Il y a lieu de rembourser une commune, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en fait la demande. Le remboursement peut englober tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de sa contribution, sous condition que le remboursement ne soit pas supérieur au déficit du service ordinaire du compte arrêté. Une telle situation n'est pas survenue pendant les cinq dernières années.

De façon générale, le secteur communal se trouve dans une situation financière saine et les communes ont des marges pour contribuer à une politique de relance économique à travers des investissements. Il va sans dire que mes services suivent la situation financière du secteur communal constamment.

Selon les informations communiquées en date du 31 décembre 2019 par les communes, les réserves budgétaires communales s'élèvent actuellement à environ 670 millions d'euros. Il est toutefois important de noter que ce montant représente un chiffre global et que des variations existent entre les communes.

Question 2296 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

Inkontinenz ass net just eng Fro vun héijem Alter a si trëtt och net just bei fleegebedierftege Mënschen op, mee ka quasi all Mënsch treffen. Si bedeit finanziell e gewëssen Opwand, fir sech ze schützen a propper ze halen. Elo ass mir zu Ouere komm, datt awer dëst sanitäert Material wéi Alagen a Wëndelen nëmme vun der Fleegeversécherung zum Deel zréckbezuelt gëtt, fir Leit, déi als „personnes dépendantes" unerkannt sinn, also Hëllef vun engem Fleegedéngscht kréien oder an engem Heem sinn.

1. Ass d'Regierung bereet, dës restriktiv Handhabung ze iwwerdenken an déi Ausgaben och Leit, déi nach net op dës Hëllef ugewise sinn, zum Deel iwwert d'Krankekeess ze bezuelen?

2. Wär net generell opzepassen, datt an deenen ënnerschiddleche Bestëmmunge vu Krankekeess a Fleegeversécherung sech keng esou Diskriminatiounen aschläichen?

Réponse (10.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte goufe schonn an der parlamentarescher Fro N° 2257 beäntwert.

Question 2297 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **situation des marchands dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Ee Beruffsstand, dee ganz haart vun der sanitärer Kris getraff gëtt, sinn d'Maartleit. Iwwerdeems de Frëschmaart nach mat engem bloen An dervukënnt, ass dat bei deene Leit, déi Kleeder an Hauswuer verkafen, anescht. Mat der Braderie an der Fouer hu si Groussmanifestatioune verluer, déi en décken Deel vun hirem Joresëmsaz gemaach hunn. Braderië si bis an den Hierscht ofgesot. Vun den traditionelle Fester sinn der schonn ofgesot, déi am November gewiescht wären.

Déi Leit wëlle schaffen, an déi bescht Hëllef, déi een hinne kéint ginn, wär, hinne Verkafsméiglechkeeten ze ginn.

Duerfir wëll ech dës Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt d'Maartleit, déi keng frësch Wuer verkafen, praktesch dëst Joer keen Ëmsaz méi kënne maachen?

2. Ass den Här Minister d'accord fir ze soen, datt d'Maartleit net nëmme „commerce" sinn, mee och e Stéck lieweg Traditioun, déi et derwäert ass erhalen ze ginn?

3. Kann den Här Minister sech virstellen, datt de Maartleit eng Verkafsfläch an de Summerméint zur Verfügung gestallt gëtt, wou si u bestëmmten Datumer oder souguer iwwer bestëmmte Perioden hir Wuer ubidde kënnen, dëst selbstverständlech am Respekt vun de Sécherheetsbestëmmungen?

4. Ass et denkbar, datt dëst vun der Regierung gereegelt gëtt, oder gesäit de Minister dat eventuell als eng méiglech Gemengeninitiativ. Wär hien an deem Fall bereet, d'Gemengen ze encouragéieren, de Maartleit esou eng Geleeënheet, fir hir Wuer unzebidden, ze bidden?

Réponse (16.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Bedéngt duerch d'Covid-19-Kris sti vill Betriber viru finanziellen Erausfuerderungen, dorënner och d'Maartleit. D'Regierung ass sech awer voll a ganz bewosst, dass duerch d'Ewechfale vun eenzele Groussmanifestatiounen eng sëllege Maartleit a Foraine riskéieren, an eng prekär Situatioun ze geroden. Dofir huet d'Regierung e „Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises" an d'Liewe geruff, iwwert deen ënner anerem de Secteur vun de Forainen an de Maartleit geziilt ënnerstëtzt gëtt. Déi betraffe Betriber kënnen, ënner verschiddene Konditiounen, iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziell Ënnerstëtzung kréien:

- fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befënnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ënnerstëtzung vun 250 €;

- fir all Salarié, deen effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ënnerstëtzung vun 1.250 € geplangt.

Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg ënnert d'Äerm gräifen an de Reemploi cibléiert ënnerstëtzen.

Et sief op dëser Plaz drun erënnert, dass d'Maartleit an d'Forainen och fir déi zwou Indemnités d'urgence fir d'Betriber kënnen eligibel sinn, virausgesat, si erfëllen d'Konditiounen (ënner anerem en Abroch vum Ëmsaz vun iwwer 50 %).

Wat d'Fro betrëfft, fir de Maartleit eng Verkafsfläch an de Summerméint zur Verfügung ze stellen, wou si hir Wuer kéinten ubidden, géif ech wëllen zwou Saachen ervirsträichen:

- d'Mäert kënnen aktuell ofgehale ginn, onofhängeg dovun, ob Frëschwuer verkaf gëtt oder net;

- d'Decisioun, fir de Maartleit sou eng Verkafsfläch zur Verfügung ze stellen, fält ënnert d'Autonomie communale.

Question 2298 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **contrôles des frontières :**

Ënnert der Iwwerschrëft „Donnéeë ginn zerstéiert, mee net d'Statistiken" hat RTL de 26. Mee iwwert d'parlamentaresch Fro Nr. 2148 geschriwwen, déi den Här Finanzminister rezent beäntwert huet. Just iwwert deen Artikel ass e Mann rose ginn, dee genee de Contraire den nämmlechten Dag erlieft hat. Deem Artikel no soll den 20. Mee Uerder un d'Douane gaange sinn, perséinlech Donnéeë vu Grenzkontrollen op der däitscher Säit ze zerstéieren. D'Statistike wäre vun dem Uerder awer net betraff. Tatsächlech ass mir zu Ouere komm, datt dee Mann op Grond vu schrëftlechen Notte vun den Douanieren op de Kapp zougesot kritt huet, datt hien net vir d'éischt do iwwert d'Grenz gefuer wär. Duerfir wéilt ech dës Verständnesfro un den Här Finanzminister stellen:

1. Kann den Här Finanzminister kuerz erklären, wat no senger Interpretatioun Statistike sinn a wat Donnéeën. Wéi ass et mat perséinlechen Donnéeën, déi a statistesch Tafelen agebonne sinn?

2. Sinn déi Statistiken, déi d'Douane huet duerfe bäibehalen, respektiv déi si net huet mussen zerstéieren, anonym Daten (zum Beispill iwwert d'Zuel vu Gefierer mat Lëtzebuerger Plack, déi iwwert d'Grenz gefuer sinn) oder sinn dat Statistike mat Donnéeë wéi zum Beispill der Immatrikulatioun vum Gefier, déi nach ëmmer Réckschlëss op dem Chauffer seng Identitéit zouloossen?

3. Gedenkt den Här Minister den Uerder iwwer perséinlech Donnéeën, deen un d'Douane gaangen ass, nach eng Kéier ze preziséieren an eventuell ze vill detailléiert Statistiken, déi et erlaben, de Proprietär vun engem Gefier oder de Chauffer ze identifizéieren, och zerstéieren ze loossen?

4. Ass dem Här Minister senger Meenung no mat dem Uerder vun der Douanesdirektioun vum 20. Mee däitlech genuch ginn, datt och handschrëftlech Notizen an net digital erfaassten Donnéeën ënnert dësen Uerder falen?

5. Wéi schätzt den Här Minister an der Praxis d'Chancen an, datt all betraffen Donnéeën och tatsächlech zerstéiert ginn?

Réponse (29.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. De Larousse definéiert Statistiken als « Ensemble des données numeriques concernant un phénomène quelconque et dont on tire certaines conclusions. » Domadder ënnerscheede se sech vu perséinlechen Donnéeën an deem Sënn, dass se eebe reng numeeresch sinn an keng persounebezunnen Elementer aschléissen, déi et erlabe géifen, eenzel Leit ze identifizeieren.

ad 2. Dei eenzeg Statistiken, dei zréckbehale goufen, sinn déi, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 2074 vum honorabelen Deputeierten Léon Gloden genannt sinn.

ad 3. Den Uerder, op deen den honorabelen Deputeierte Referenz mécht an deen den 20. Mee, net vum Minister, mee vun der Direktioun un dei zoustänneg Beamte gaangen ass, ass op dësem Punkt ganz kloer a muss dofir net weider preziséiert ginn.

ad 4. Hei gëllt dei selwecht Äntwert wéi op de Punkt uewendriwwer.

ad 5. De Statut vum Fonctionnaire ass kloer. Laut dem Artikel 9 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 « fixant le statut general des fonctionnaires de l'État » huet de Fonctionnaire d'Uedere vu senge Superieuren auszeféieren. Dofir kann een dovunner ausgoen, dass all betraffen Donnéeën zerstéiert sinn.

Question 2300 (29.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés** :

A menge parlamentaresche Froen Nr. 0614, 1266 a 1484 hat ech déi zoustänneg Ministeren iwwer net bezuelten Avertissements taxés (AT) befrot a krut heizou detailléiert Tableaue mat Zuele presentéiert, déi opschléisse loossen, dass Problemer beim Andreiwe vun den ATen existéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fir d'Joer 2019 an 2020, opgelëscht no Unzuel a Montanten:

- wéi vill Avertissements taxés goufen opgestallt?

- wéi vill sinn der bezuelt ginn?

- wéi vill sinn der net bezuelt ginn?

- wéi vill Avertissements taxés si fräiwëlleg bezuelt ginn, nodeems de Parquet saiséiert gouf?

- wéi vill Ordonnances pénales goufen op Basis vun net bezuelten ATe geschwat?

- wéi vill Ordonnances pénales goufe bezuelt?

- wéi vill Ordonnances pénales sinn duerch Contrainte par corps gelöscht ginn?

- wéi vill Ordonnances pénales goufen ni bezuelt a si gelöscht ginn?

2. Goufe vun der Regierung an der Justiz am leschte Joer Ustrengunge gemaach, fir d'Andreiwe vun den ATen ze verbesseren? Falls jo, wéi eng?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 1484 kann een am Tableau erausliesen, dass bei den Ordonnances pénales exekutéiert duerch Contrainte par corps den Taux un Netresidenten zimmlech geréng ass (+/- 10 %). Op d'Fro N° 0614 hat d'Regierung geäntwert:

„Ausserdeem kann de Parquet général fir Netresidentë vun der kompetenter auslännescher Geriichtsautoritéit verlaangen dat lëtzebuergescht Urteel ze exekutéieren."

- Firwat ass dësen Taux iwwert d'Joren ewech esou niddreg?

- Fir d'Joren 2013 bis 2020, bei wéi vill ATen huet de Parquet vun enger auslännescher Geriichtsautoritéit verlaangt, dat lëtzebuergescht Urteel ze exekutéieren a wéi vill Recettë konnten esou agedriwwe ginn?

- Fir d'Joren 2013 bis 2020, wéi vill a wéi eng auslännesch Geriichtsautoritéiten hu vun der lëtzebuergescher Justiz verlaangt, een Urteel am Bezuch mat engem onbezuelten AT am jeeweilegen Ursprongsland zu Lëtzebuerg anzedreiwen?

Réponse commune (30.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Tableau 1: D'Zuel vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 2: D'Beträg vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter am Kader vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wat d'Relatioun tëscht den onbezuelten Avertissements taxés an den Ordonnances pénales betrëfft, ass et nëtzlech, nach eemol op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1266 ze verweisen. Et sief deemno rappeléiert, datt „d'Avertissements taxés […], déi duerch den automatiséierte [Kontroll-a-Strof-] System CSA konstatéiert goufen, a fir déi e Betrag vun 49 Euro geschëlt ass, kee Protokoll méi opgestallt gëtt, wann den Avertissement taxé net bezuelt gëtt. An deem Fall gëtt den Detenteur vum Gefier, duerch eng schréftlech Decisioun vum Procureur d'État, fir eng forfaitaire Geldstrof schëlleggesprach. Dës Avertissements taxés fanne sech dofir net an der Zuel vun den Ordonnances pénales erëm."

Tableau 3: D'Zuel vun de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn an déi dem Service d'exécution des peines beim Parquet général (PG-SEP) zur Exekutioun zougeschéckt goufen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 4: D'Beträg vun de Geldstrofen aus de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Erklärungen:

- Ze iwwermëttelen un AED fir Andreiwen = urteelskräfteg Ordonnances pénales, déi dem PG-SEP zur Exekutioun zougeschéckt goufen an déi nach mussen un d'AED iwwermëttelt ginn, fir d'Geldstrofen anzedreiwen (Ufank vun der Andreiwungsprozedur).

- Iwwermëttelt un AED fir Andreiwen = Ordonnances pénales, déi vum PG-SEP un d'AED iwwermëttelt gi sinn an déi nach an der Andreiwungsprozedur sinn.

- Beglach duerch en anere Grond = Doud vum Verurteelten, spéit Ausübe vun engem Recours etc.

- Zréckgeschéckt un de PG-SEP wéinst Netandreiwen = Ordonnances pénales, wou d'AED näischt andreiwe konnt an zréckgeschéckt ginn un de PG-SEP als net „exekutéiert". De PG-SEP huet doropshin d'Méiglechkeet, iwwert de Wee vun der Contrainte par corps ze fueren.

Et ass ze bemierken, datt fir déi éischt fënnef Méint vum Joer 2020, opgrond vum État de crise an der Suspensioun vun den Délais de recours laut groussherzoglecher Reguléierung vum 25. Mäerz 2020, d'Zuel vun de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi vun de Policegeriichter gesprach goufen, staark erofgaangen ass. Et sollt een och nach preziséieren, datt verschidde vun deenen Ordonnances pénales, souwuel vun 2019 wéi och vun 2020, eréischt säit Kuerzem rechtskräfteg gi sinn an datt déi verschidde Voies fir d'Andreiwe vun de Geldstrofen nach net opgebraucht sinn. Keng vun de gesprachenen Ordonnances pénales fir Faiten aus de Joren 2019 an 2020 si bis dato verjäert, wëssentlech, datt d'Verjärungsfrist bei Policestrofen zwee Joer bedréit.

Et stécht aus dem drëtten Tableau ervir, datt 2.209 Ordonnances pénales, déi rechtskräfteg gi sinn 2019, an 215 Ordonnances pénales, déi rechtskräfteg gi sinn 2020, nach net bezuelt sinn, mee bei dësen Ordonnances ass d'Exekutiounsprozedur nach amgaangen.

Tableau 4: Déi follgend Tableauen enthalen d'Informatioune betreffend d'Zuele vun der Police zu den Avertissements taxés

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Am Aktiounsplang „Sécurité routière" 2019-2023 ass virgesinn, datt de System vun den Avertissements taxés iwwerschafft soll ginn. An deem Kontext huet de Parquet général am März 2020 verschidde Proposen dem Justizministère zoukommen gelooss, déi nach intern analyséiert ginn, ier ee mat de concernéierten Acteuren zesummekënnt, fir de Sujet ze verdéiwen.

ad 3. D'Contrainte par corps ass déi lescht Méiglechkeet, fir eng Geldstrof anzedreiwen. D'Persoun, déi hir Geldstrof net bezilt, gëtt dofir amplaz mat Prisong bestrooft. D'Dauer vun der Contrainte entsprécht engem Dag Prisong pro Tranche vun 100 Euro Geldstrof.

Wann eng Ordonnance pénale rechtskräfteg gëtt, da versicht als éischt d'AED d'Geldstrof anzedreiwe mat all de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn (Avis de paiement, Rappel, Avertissement, Saisie tiers-détenteur, Saisie op de Salaire, etc.).

Wann et fir d'AED awer net méiglech ass dës Geldstrof anzedreiwen, ginn déi betreffend Dossieren zréck op de PG-SEP mam Motiv „net exekutéiert" an dann eréischt kënnt d'Contrainte par corps an d'Spill.

D'Prozedur vum Artikel 691 vum Code de procédure pénale gesäit ee leschten Avertissement vir, suivéiert vun engem Délai d'attente vun zwee Méint, wouropshin d'Persoun dann der Police signaliséiert gëtt, fir festgeholl ze ginn. Dës Prozedur gëllt souwuel fir Residenten an Netresidenten. Et sief awer dobäi vermierkt, datt d'Exekutioun vun der Contrainte par corps e Policeasaz fuerdert an et ass evident, datt eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt, méi einfach ze fannen ass wéi een Netresident.

Tëscht 2013 an 2020 huet de PG-SEP 51 Andreiwungsdemanden un déi auslännesch Autoritéite geriicht, op Basis vum Gesetz vum 23. Februar 2010 „relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires" (Frankräich: 36, Belsch: 11, Däitschland: 4). Dës Zuele si relativ niddreg, well zu Lëtzebuerg vill auslännesch Persounen (frontaliers) een Akommes zu Lëtzebuerg hunn an d'Andreiwe vun der Geldstrof deemno hei am Land ka gemaach ginn.

Déi am Ausland agedriwwe Beträg kann een net feststellen, well d'Kaderdecisioun 2005/214/JAI vum Conseil vun der Europäescher Union virgesäit, datt d'Recetten dem auslännesche Staat zegutt kommen, deen de facto och d'Geldstrof agedriwwen huet.

D'Zuel vun den Dossieren, déi vun den auslänneschen Autoritéiten un de PG-SEP iwwermëttelt gi sinn am Kader vun enger Andreiwungsprozedur, tëscht 2013 an 2020, ass follgend:

Länner	Unzuel vun den Dossieren
Holland	1.829
Frankräich	51
Däitschland	692
Belsch	28
Slowenien	4
Portugal	3
Éisträich	24
Total	2.631

Et ass ze bemierken, datt déi betreffend Dossiere gréisstendeels op exzessiv Vitesse am Stroosseverkéier zréckzeféiere sinn.

D'Recetten, déi duerch auslännesch Decisiounen zugonschte vum Lëtzebuerger Staat erakomm sinn, tëscht 2013 an 2020, chiffréiere sech op 533.456,05 € (d'Zuele si vun der AED kommunizéiert ginn).

Question 2301 (29.05.2020) de **MM. André Bauler, Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **aides pour le secteur viticole dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Comme tout le secteur agricole, la viticulture souffre également des effets de la crise du coronavirus. En effet, la fermeture du secteur Horeca, l'annulation des foires et fêtes du vin ont comme conséquence que les vignerons luxembourgeois ont eu du mal à vendre leurs produits pendant ces derniers mois.

La Commission européenne a publié le 4 mai dernier un nouveau train de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les marchés agricoles et alimentaires les plus touchés par la crise du coronavirus.

Dans ce contexte, la Commission européenne a proposé d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires, à concurrence de 5.000 euros pour les premiers et de 50.000 euros pour les secondes.

Or, cette proposition de la Commission doit encore être soumise au Conseil et au Parlement européen pour approbation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le secteur viticole a souffert lors de ces deniers mois ?

2) Dans l'affirmative, quelles solutions d'aide peut-il proposer à ce secteur ?

3) Concernant les mesures proposées par la Commission européenne, le Luxembourg compte-t-il profiter de la possibilité d'indemniser les agriculteurs à hauteur de 5.000 euros et les petites entreprises agroalimentaires à hauteur de 50.000 euros ? Est-ce que les viticulteurs seront éligibles pour ces aides ?

4) Dans l'affirmative, quel montant du fonds luxembourgeois destiné au développement rural serait disponible pour ces aides supplémentaires

Réponse (29.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + ad 2) Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a reçu les représentants du secteur viticole pour analyser la situation actuelle des vignerons de la Moselle. Les représentants du secteur ont rapporté que la pandémie de Covid-19 a porté un coup important à leur secteur déjà fragile et qu'ils ne sont plus en mesure de commercialiser et distribuer efficacement leurs produits, essentiellement à cause de la fermeture des principaux marchés et des mesures prises en vue d'assurer un confinement approprié. Selon les estimations, la fermeture des hôtels, des bars, des restaurants et l'annulation d'un grand nombre d'événements de vente et de dégustation ont eu une incidence directe sur 60 % des volumes de vin indigène consommés au Luxembourg.

Le secteur a également remarqué que la vente directe de vin au consommateur ne compense pas la diminution de la consommation en dehors du domicile. En outre, les célébrations habituelles et les réunions associées à la consommation de vin, comme les mariages, anniversaires ou autres fêtes, n'ont pas été possibles. De surcroît, les activités touristiques et oenotouristiques estivales pourraient être compromises.

En conséquence, les excédents de vin s'accumulent progressivement sur le marché. En outre, les viticulteurs redoutent des difficultés de plus en plus importantes pour la récolte à venir : des prix bas sur le marché global, une baisse de la consommation et des difficultés de vente.

Les administrations et services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont en train d'effectuer une étude approfondie au niveau macro- et microéconomique de la situation actuelle des différents secteurs agricoles dont notamment la viticulture.

Les premiers résultats de cette analyse indiquent qu'il est trop tôt pour déterminer avec précision et objectivité les pertes encourues au niveau des exploitations viticoles et pour fournir les réponses appropriées pour pallier les effets de la crise. En attendant les résultats finaux de cette analyse, l'Institut viti-vinicole en étroite collaboration avec Luxinnovation élabore un projet de distillation de vins pour obtenir un produit de base servant à la fabrication de désinfectants. Ce projet voit dans sa réalisation un aspect économique étant donné qu'il s'agit d'une aide indirecte pour les exploitations viticoles et les distilleries agricoles.

En plus, les exploitations viticoles ayant une activité dans le cadre d'une salle de dégustation qui a dû être fermée dans le contexte du confinement peuvent profiter dorénavant d'une subvention en capital d'un montant de 2.500 à 5.000 euros en fonction du chiffre d'affaires annuel.

ad 3) + 4) À ce stade il n'a pas encore été décidé de mettre en œuvre la mesure d'utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises.

Les viticulteurs seraient éligibles pour cette aide.

Suite aux négociations entre les instances européennes, le montant qui pourrait être réaffecté du fonds FEADER destiné au développement rural se chiffre dorénavant à 2 % de l'enveloppe globale soit à 2.011.492 euros pour le Luxembourg. Elle est limitée désormais à 7.000 euros au maximum par exploitation agricole et viticole et à 50.000 euros au maximum par petite et moyenne entreprise.

Question 2302 (29.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Op EU-Niveau ass de Glyphosat nach bis de 15. Dezember 2022 erlaabt. Aktuell leeft awer eng Demande vun enger Grupp vun EU-Staaten, fir den Datum nach weider no hannen ze verréckelen. An der Äntwert op d'Fro N° E-000845/2020 vum EU-Deputéierten Harald Vilimsky un d'EU-Kommissioun steet:

„Im Juni 2020 muss ein vollständiges Dossier eingereicht werden, woraufhin eine wissenschaftliche Risikobewertung und ein Peer Review durch die Mitgliedstaaten und die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit vorgenommen werden."

D'Regierung hat am Koalitiounsaccord ugekënnegt, ab dem 31. Dezember 2020 kee Glyphosat méi zu Lëtzebuerg zouzeloossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

- Wäert et fir d'Regierung bei dem ugekënnegten Datum fir de Glyphosatverbuet zu Lëtzebuerg bleiwen?

Réponse commune (17.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Regierung hat am Koalititiounsaccord ugekënnegt, ab dem 31. Dezember 2020 kee Glyphosat méi zu Lëtzebuerg zouzeloossen.

Ab dem 1. Juli 2020 ass de Verkaf vu glyphosathaltege Sprëtzmëttel verbueden, d'Benotze vun deene Sprëtzmëttel ass ab dem 1. Januar 2021 verbueden.

Question 2303 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours de luxembourgeois :**

An der Lescht héiert een ëmmer méi Reklamatiounen iwwert d'Zertifikatioun vun de Sproochekenntnesser duerch den INL. Leit, déi Zertifikater bis zu engem B1 an der Lëtzebuerger Sprooch kruten, presentéiere sech fir Virstellungsgespréicher, wou sech dann erausstellt, datt si keen eenzege Saz Lëtzebuergesch kënne schwätzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Regierung d'Seriositéit vum Unterrecht um INL?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Zouverlässegkeet vun den Zertifikatiounen, déi vum INL ausgestallt ginn?

3. Anscheinend gëtt um INL e grousst Gewiicht op „spillerescht" Léiere geluecht. Hält d'Regierung et fir ubruecht, nees méi Wäert op eng systematesch Vermëttlung vun der Sprooch ze leeën, inklusiv vun der Grammatik?

4. Wann déi Zertifikater vum INL keen zouverlässegt Bild vum Sproochenniveau méi bidde kënnen, missten dann net och d'Sproochenexamen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, op eng aner Manéier organiséiert a kontrolléiert ginn?

Réponse (29.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den INL ass d'Referenzinstanz vum Sproochenunterrecht am Generellen a vum Lëtzebuergeschunterrecht am Speziellen zu Lëtzebuerg. Den Unterrecht um INL huet mat Sécherheet e gudden Niveau an entsprécht de Besoine vu senger grousser Clientèle.

All Enseignant aus dem INL huet entweeder e Bachelor oder e Master an enger Sprooch a suivéiert vum Moment vu senger Astellung entweeder de Stage fir d'Fonctionnairen oder dee fir d'Employéen aus dem Enseignement, wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Ausserdeem hunn all d'Enseignanten aus dem INL, wéi déi aner Enseignanten och, d'Flicht, sech am Laf vun hirem ganzen Aarbechtsliewe permanent weiderzebilden, 48 Stonnen an dräi Joer.

Den INL organiséiert och zweemol am Joer eng ganz Partie intern Formatiounen an an deenen eenzelnen Departementer gëtt d'Kollaboratioun tëschent den Enseignanten encouragéiert. Bei bal 17.000 Apprenantë pro Joer, a bal 3.000 Zertifikatiounen, kommen extreem wéineg Reklamatiounen.

Generell sinn d'Apprenantë ganz zefridde mat de Servicer vum INL am Allgemengen a speziell mat de Coursen. Bei der Enquête satisfaction vum Hierschtsemester 2019, bei där ongeféier 20 Prozent vun den Apprenantë matgemaach hunn, konnt den INL een Taux de satisfaction vun 8,5 op enger Skala vun 10 erreechen. D'Resultater fënnt een um Site vum INL ënnert deem heite Link:

http://www.inll.lu/wpcontent/uploads/2014/12/enqueteapprenantsautomne2019_siteweb.pdf

ad 2. Wat d'Zertifikatioun vum INL ugeet, muss een tëschent zwee verschiddenen Dokumenter ënnerscheeden: de Bilan des compétences, deen een no all Semester kritt an deen ausseet, ob ee prett ass fir an den nächsten Niveau am INL ze goen, an déi offiziell Zertifikatioun am Lëtzebuergeschen, „Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF)", wou d'Examen am INL ofgehalen an och ausgeschafft ginn.

Déi involvéiert Enseignantë ginn dofir an internen an externe Formatioune geschoult an e Comité de relecture iwwerwaacht de Contenu vum LaF.

Jidder Certificat ka just eng Momentopnam sinn. Wann ee Kandidat haut e B1 zertifiéiert kritt, heescht dat net, datt hien a fënnef Joer nach ëmmer en Niveau B1 an där Sprooch huet, wa se net trainéiert a gebraucht ginn ass.

ad 3. D'Methodik vum INL orientéiert sech um Europäesche Referenzkader fir Sprooche vum Conseil de l'Europe an un den neisten Erkenntnisser aus der Andragogik. Och an dësem Beräich ginn d'Enseignantë reegelméisseg forméiert.

D'Grammaire gëtt am INL net als Selbstzweck enseignéiert, mee ëmmer an engem authentesche Kontext vu kommunikativen Alldagssituatiounen. Andeems den erwuessenen Apprenant de Sënn an Zweck gesäit, firwat dës oder déi Reegel a senger alldeeglecher Kommunikatioun wichteg ass, léiert a behält e se besser.

Generell kann ee soen, datt d'Methodik kommunikativ, funktionell, kontextgebonnen an handlungsorientéiert ass. Am Unterrecht Situatioune simuléieren, gehéiert zu de Prinzipie vun der Pädagogik esouwuel wéi der Andragogik.

ad 4. Wéi et am Gesetz vum 8. März 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit festgehalen ass, ginn am Sproochentest zwou Kompetenze getest: Schwätzen a mëndlecht Verstoen. Déi zwee Resultater ginn, laut Gesetz, matenee verrechent, soudatt et méiglech ass, an och geschitt, datt eng Persoun, déi den Test packt, e gutt Resultat am Verstoen huet an e schlecht Resultat am Schwätzen, oder ëmgedréint.

Den INL féiert de sougenannte Sproochentest, fir d'Nationalitéit ze kréien, mat enger grousser Kompetenz a Professionalitéit duerch. All Préiwer vum Sproochentest muss all zwee Joer eng spezifesch Formatioun matmaachen. Och aner Formatiounen am Beräich Testing gi reegelméisseg intern am INL fir d'Enseignanten ugebueden.

D'Resultater vum Sproochentest gi reegelméisseg vun externen Experten analyséiert, fir ze garantéieren, datt déi verschidden Itemen dem richtegen Niveau entspriechen.

Question 2304 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **rentrée scolaire dans l'enseignement fondamental :**

Dës Woch war d'Nees-Rentrée an de Grondschoulen. Och wann an de Medien dës Operatioun in globo als en Erfolleg duergestallt gouf, kritt een awer vum Terrain vill méi differenzéiert Echoen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Den Direkter vun der Santé huet dës Woch op RTL nach eemol op d'Méiglechkeet vun enger Ustiechung duerch Aerosolen higewisen. Dowéinst wär d'Lëften esou wichteg. A verschiddene Schoulgebaier schéngt d'Léierpersonal awer nach net ëmmer an op eng systematesch Manéier, déi néideg Schlësselen ze kréien, fir d'Fënstere kënnen opzemaachen. Intervenéiert de Staat bei deenen zoustännegen Instanzen, inklusiv dem Syvicol, fir datt iwwerall an allzäit d'Méiglechkeet besteet, fir d'Schoulan d'Openthaltsraim systematesch ze lëften?

2. Op ville Plaze sinn d'Raimlechkeete ganz genee vermooss ginn, fir datt si deenen aktuellen Noutwennegkeete kënne gerecht ginn. Gläichzäiteg sinn awer eng Rei vu Schoule mat där Tatsaach konfrontéiert, datt nei Schüler bäikommen, dorënner och Primo-arrivants. An esou engem Fall kënnen d'Sécherheetsofstänn eventuell net méi agehale ginn. Gëtt et an deem Kontext Instruktioune fir d'Schoulen an aner Infrastrukturen, wéi si solle mat Variatiounen an der Schülerzuel bis zur grousser Vakanz ëmgoen?

3. Well d'Schoulmedezinn nëmmen nach ageschränkt fonctionéiert, stellt sech och d'Fro no der medezinnescher Kontroll vun de Primo-arrivants. Ginn déi Kanner nach systematesch vun engem Schouldokter ënnersicht, ier si ageschoult ginn?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierte schonns a senger Froestellung undeit, ënnerläit d'Gestioun vun de Schoulhaiser am Fondamental de Gemengenautoritéiten. Am Austausch mat de Gemengen a besonnesch mam Syvicol gouf ëmmer d'Wichtegkeet vum Lëften ënnerstrach. D'Gemengenautoritéite si sech däers bewosst a wäerten hir technesch Déngschter ugewisen hunn, fir reegelméissegt Lëften ze suergen. Dat bedeit awer net onbedéngt, datt d'Léierpersonal alleguer d'Schlëssele kritt, fir jiddwer Fënster opzemaachen. D'reegelméissegt Lëften an dat allgemengt Sécherheetskonzept vun der Schoul mussen ënner een Hutt bruecht ginn.

ad 2. Dat, wat den honorabelen Deputéierte beschreift, war déi grouss Erausfuerderung bei der Organisatioun vun der Reouverture vun de Schoulhaiser de leschte 25. Mee. Am Verglach zu dem Defi deen Ament ass déi Situatioun vun engem zousätzleche Kand liicht duerch eng gutt Zesummenaarbecht Gemeng-Schoul-Schouldirektioun ze léisen. An deem Kontext ass et egal, ob déi nei Schülerin oder deen neie Schüler innerhalb vu Lëtzebuerg geplënnert ass oder aus dem Ausland kënnt.

ad 3. D'Divisioun vun der Schoulmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun ass virbereet op déi nächst Rentrée scolaire. Wann d'Evolutioun vun der Covid-19-Pandemie weiderhi favorabel bleift, da kënnen d'Aktivitéite vun der Schoulmedezinn nees gemaach ginn am selwechten Émfang wéi virun der Pandemie. Am Fall vun engem Zouhuele vun de Covid-19-Infektiounen wäert d'Schoulmedezinn hir Aktivitéiten upassen un d'Ufuerderunge vum Infektiounsschutz. An deem Fall wäerten d'Aktivitéiten awer ageschränkt sinn. Déi Kanner, déi als Primo-arrivants opgeholl ginn, wäerten awer op jiddwer Fall kënne systematesch vun engem Schouldokter ënnersicht ginn, ier si ageschoult ginn.

Question 2305 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **« Tracing-app » :**

Mat enger Tracingapp sollen d'Kontakter vun engem groussen Deel vun der Bevëlkerung kënne retracéiert ginn. Esou soll méiglechst séier erausfonnt ginn, wou eng Persoun sech eventuell mam Coronavirus ugestach huet a mat wiem déi Persoun duerno Kontakt hat, déi si da méiglecherweis och kéint infizéiert hunn. De Konzept vun enger Tracingapp ass ëmstridden. Vill Fuerscher hu schonn hir Bedenke mat Nodrock ëffentlech gemaach a virun esou Applikatiounen, besonnesch wat d'perséinlech Fräiheeten an d'Datesécherheet ugeet, gewarnt. Haaptkritikpunkten, wéi si och bei den Onlinedéngschter vu „Focus" a „Spektrum der Wissenschaft" ze liese waren, sinn d'Konsequenzen op d'perséinlech Fräiheeten a Rechter an d'wëssenschaftlech Notzbarkeet vun esou enger App.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an der Madamm Justizminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Wat d'Fräiwëllegkeet ugeet, fir dës App ze notzen, déi d'Regierung jo ënnersträicht:

a. Gesinn d'Ministere Restriktiounen op Lëtzebuerger oder europäeschem Niveau, déi e Bierger, deen d'App net installéiere wëllt, vu gewëssenen Aktivitéite kéinten ausschléissen? Wéi eng Restriktioune wieren an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung akzeptabel?

b. Ass d'Regierung der Meenung, datt een nach vu „fräiwëlleg" schwätze kann, wann d'Notze vun esou enger Applikatioun d'Konditioun ass, fir u verschiddenen Evenementer deelzehuelen oder fir Aktivitéiten däerfen ze maachen?

c. Wéi steet d'Regierung zum Beispill zu Iwwerleeungen op europäeschem Niveau, fir d'Reesfräiheet oder Deplacementer un d'Installéiere vun enger Tracingapp ze bannen? Wat géif d'Lëtzebuerger Regierung op europäeschem Niveau maachen, wann d'Regierunge vun den aneren EU-Länner esou Restriktiounen an d'Gespréich bréngen? Wéi wëllt d'Regierung d'Fräiheet a besonnesch d'Reesfräiheet an Europa schützen an duerchsetzen, wann aner Länner op nationalem Niveau d'Notze vun enger App wëlle virschreiwen?

2. Och d'Genauegkeet vun der App a praktesch Ufuerderunge si problematesch.

a. Ass et richteg, wéi PEPP-PT ermëttelt huet, datt 10 bis 30 Prozent vun de Kontakter net erkannt ginn oder e Feelalarm sinn, well zum Beispill d'Distanz vun der GPS-Funktioun falsch ageschat gouf?

b. Wéi vill Lëtzebuerger hunn e Mobilltelefon, op deen esou eng App kann installéiert ginn (an Däitschland schwätzt d'Press vun 30 Prozent vun de Leit, déi net an deem Fall sinn)?

c. Sinn dës technesch Problemer e Grond fir de Choix vun eiser Regierung, keng App ze recommandéieren? Wéi géif eng eventuell europäesch Decisioun fir esou eng App dës technologesch Problemer aus der Welt schafen?

3. D'Date vun enger Tracingapp mussen entweeder zentral oder dezentral gespäichert ginn. Béid Späicherméiglechkeeten droen de Risiko vun engem Leak oder vu Mëssbrauch: Wéi géif d'Regierung, am Fall vun enger europäescher App, de Schutz vun den Daten an der Privatsphär als Grondviraussetzung vum Dateschutz garantéieren?

a. Ass d'Regierung der Meenung, datt den Dateschutz an d'Privatsphär elementar Grondrechter sinn an och an enger Krisenzäit net däerfe vergiess an/oder geaffert ginn? Ass d'Regierung der Meenung, datt och an enger Krisenzäit de Staat kee Recht op eng total Iwwerwaachung a Kontroll vun der Gesellschaft als Ganzt däerf hunn?

b. Et ass public, datt Google an Apple dat dezentraalt Konzept ënnerstëtzen an déi entspriechend Infrastruktur an hir Betribssystemer abauen. Dat bréngt eng grouss Ofhängegkeet vun zwee Konzernrise mat sech, wat zu weidere Problemer a Risike féiere kann. Wéi steet d'Regierung dozou, a wat fir méiglech Problemer gesäit si domat verbonnen?

c. Am Fall vun dezentraliséierter Späicherung wéi bei Google an Apple wieren enger Kommerzialiséierung vun de gesammelten Donnéeë jo kaum Grenze gesat. Wéi wëllt d'Regierung esou e Mëssbrauch verhënneren?

4. Ass bei all deene Bedenken eng eventuell europäesch Decisioun fir eng App ze akzeptéieren oder géif d'Regierung fir esou eng europäesch Decisioun Eestëmmegkeet verlaangen an dës mat engem Veto blockéieren?

5. Wéi ginn d'Rechter vun de Bierger protegéiert, wann an deenen enge Länner d'Daten zentral gespäichert géife ginn an an aneren dezentral? Ass eng Kompatibilitéit vun esou ënnerschiddleche Systemer denkbar a wéi géif déi konkreet ausgesinn?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 2026, N° 2123 an N° 2228, op déi mir den honorabelen Deputéierten invitéiere sech ze bezéien, beschreiwen d'Moossnamen, déi zur Benotzung vun neien Technologien an der Gestioun vun der Gesondheetskris geholl goufen, a ginn un, datt d'Regierung fir de Moment keng Tracingapplikatioun benotzt oder virgesäit. D'Regierung setzt weiderhin op d'Verstäerkung vun de Ressourcen, fir d'Qualitéit vun dem manuellen Tracking ze garantéieren.

Dës Approche ass op kee Fall inkompatibel mat dem technologeschen a juristesche „Monitoring" vun nationalen, europäeschen an internationalen Entwécklungen. Zu de rezentsten Entwécklungen zielt, datt den eHealth-Netzwierk, deen aus Vertrieder vun de Memberstaaten an der Europäescher Kommissioun zesummegesat ass, technesch Spezifikatioune fir d'Interoperabilitéit vu Kontakt-Tracingapplikatioune ginn huet.[2] Dës sinn un d'Entwéckler vun Applikatiounen an un d'Memberstaaten adresséiert, déi eng Tracingapplikatioun virgesinn. Doriwwer eraus huet d'Europäesch Unioun en interaktiivt Outil publizéiert, fir de Bierger ze hëllefen, intern europäesch Reesen ze plangen.[3]

Eis sinn op EU-Niveau keng Restriktioune bekannt fir Leit, déi keng Tracingapp benotzen.

Question 2308 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**engagement du personnel dans le cadre des tests du coronavirus :**

Am Kader vun de flächendeckenden Tester an de Covid-19-Testzentren am Land, gëtt op internationaalt Personal zréckgegraff, dat iwwer zäitlech begrenzte Vollzäitkontrakter. Dës Aarbechtsplaze sinn ënner anerem vun Interimsagencen ausgeschriwwe ginn. D'Personal gëtt an de Beräicher Gesondheets- a Krankefleeg, Dateveraarbechtung, Labortechnik a Sécherheet beschäftegt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir d'Recherche gär follgend Froe stellen:

1. Firwat ass keen Opruff un déi Leit gemaach ginn, déi sech am Kader vun engem CDD-Kontrakt vun dem Covid-19-Programm, am Abrëll a Mee, beim Staat gemellt haten?

2. Firwat sinn d'Kontrakter vun deene Leit, déi am „centre de soins avancés" um Kierchbierg ugestallt goufen, net zurzäit verlängert ginn, iwwert de 29. Mee 2020 eraus?

3. An Däitschland huet sech erausgestallt, datt eng Rei Betriber, déi mat internationalem Personal vun Interimsagencë geschafft hunn, sougenannte „Corona-Hotspots" sinn. Wat fir eng Sécherheetsmesurë sinn ergraff gi bei deenen Interimsaarbechter am Kader vun der nationaler Covid-19-Campagne?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Generell gouf d'Personal fir flächendeckend Covid-19-Tester, souwäit et méiglech war, aus Lëtzebuerg an der Groussregioun rekrutéiert an et gouf op eng Zesummenaarbecht mat der Réserve sanitaire zréckgegraff. Konkreet gouf en Opruff u Leit vun der Réserve sanitaire gemaach, deenen hire Beruffsprofill et erlaabt, fir Ofstréicher am Hals ze maachen. E groussen Deel vu Mataarbechter konnt esou fir dës Aufgab op den Teststatioune gewonne ginn.

[2] https://ec.europa.eu/health/ehealth/key_documents_fr

[3] https://reopen.europa.eu

Q446

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

D'Firma Ecolog huet Leit vun der Réserve sanitaire kontraktlech gebonnen an dowéinst sinn déi Kontrakter mam Staat net iwwert den 29. Mee 2020 erausgaangen.

D'Mataarbechter, déi Ofstrécher am Hals vun de Participantë vun de flächendeckende Covid-19-Tester maachen, benotze fir déi Ausféierung dat néidegt Schutzmaterial (Masken, Händschen, Plexiglasgesiichtsschiermer, speziell Overallen an Desinfektiounsmëttel). D'Leit an de Laboe si mat Masken, Händschen an enger Schipp ekipéiert (och mat Gesiichtsschiermer, wann néideg).

Question 2310 (29.05.2020) de **MM. Gusty Grass** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **réforme de la politique agricole commune :**

Les discussions sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) pour l'après-2020 sont en cours. Or, étant donné que les négociations ont pris un certain retard, les dispositions de la nouvelle PAC ne pourront pas s'appliquer, comme prévu, à partir du 1er janvier 2021. Comme pour la dernière réforme de la PAC, une période transitoire devra être mise en en place.

Actuellement, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut accorder aux entreprises agricoles des aides en faveur de l'investissement en biens meubles et immeubles conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Ces régimes d'aides sont applicables pour la période du 10 novembre 2016 au 31 décembre 2020.

Pour les agriculteurs qui sont en train d'investir ou qui souhaitent investir très prochainement, il est important de connaître les répercussions d'une phase transitoire sur leurs projets et les aides auxquelles ils auront droit.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle sera la durée probable de la phase transitoire qui devra débuter le 1er janvier 2021 ?

2) Quels changements y aura-t-il pour les aides d'investissements en biens meubles et immeubles ? Est-ce que les taux d'aides seront adaptés ? Est-ce que les plafonds des aides seront augmentés ?

3) Qu'en est-il des exploitations agricoles qui ont atteint le plafond du subside auquel ils avaient droit pendant la période actuelle ? Est-ce qu'elles pourront réinvestir lors de la phase transitoire ou devront-elles attendre la mise en place d'un nouveau régime ?

4) À quel moment Monsieur le Ministre compte-t-il communiquer sur les détails des aides qui seront en vigueur après le 1er janvier 2021 ?

Réponse (19.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Les questions sont relatives à la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

ad 1) Selon les prévisions actuelles, il faut s'attendre à ce que le cadre juridique de la nouvelle politique agricole commune ne sera adopté au niveau européen qu'au cours du premier semestre de l'année 2021, de sorte que la réglementation nationale de mise en œuvre entrera en vigueur avec un décalage de deux ans.

ad 2) Le Conseil de Gouvernement vient d'adopter en sa séance du 29 mai 2020 un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal prévoyant les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du soutien financier au secteur agricole après le 31 décembre 2020.

Ainsi, le projet de loi prévoit : une augmentation du plafond d'investissement pour les investissements en biens immeubles, une majoration du plafond d'investissement pour des investissements en biens meubles déterminés et une majoration du taux d'aide pour des investissements déterminés.

ad 3) Les plafonds prévus pour la période 2014-2020 viennent à expiration le 31 décembre 2020. Au vœu du projet de loi les nouveaux plafonds pour la période 2021-2027 s'appliqueront à partir du 1er janvier 2021, avec perte des plafonds non épuisés de la période précédente.

ad 4) Le projet de loi sera prochainement discuté par la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés et a été abordé à l'occasion d'une conférence de presse le 16 juin 2020.

Question 2311 (02.06.2020) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **préretraite solidarité :**

Le 1er juillet 2018, la préretraite solidarité a été abrogée. Pourtant, des dispositions dérogatoires ont été fixées pour les entreprises couvertes par une convention collective ou par une convention avec le Ministère du Travail.

Conformément à l'accord entre le Gouvernement et les syndicats du 28 novembre 2014, la préretraite solidarité reste transitoirement d'application après le 30 juin 2018 pour les entreprises dans lesquelles une Convention collective de travail (CCT) a été conclue avant le 1er juillet 2018 (jusqu'à la date d'échéance de la CCT) et dans les entreprises couvertes par une convention en matière de préretraite solidarité signée avant le 1er juillet 2018 avec le Ministre du Travail.

La préretraite solidarité sera définitivement abolie lorsque les conventions précitées seront arrivées à échéance.

Il nous revient maintenant que le Ministère du Travail a suspendu, suite à la crise sanitaire, les demandes à la préretraite solidarité dans le secteur hospitalier introduites durant l'état de crise.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le cadre juridique de cette mesure et sur les lois ou règlements par lesquels cette mesure est justifiée ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur l'application de cette mesure durant la phase de déconfinement en précisant les dates et le cadre réglementaire y relatif ?

3) Le droit à la préretraite solidarité pour toutes les demandes en cours sera-t-il garanti après la fin de l'état de crise ?

Réponse (02.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) + 2) Vu que le développement de la crise sanitaire n'était pas prévisible à cette époque et étant donné qu'il était impossible d'évaluer de manière exacte l'impact de cette crise pour le système de santé publique au Luxembourg, le Ministère du Travail a pris la décision de suspendre les demandes à la préretraite solidarité dans le secteur hospitalier introduites durant l'état de crise.

Cette mesure préventive a eu comme but principal d'éviter une pénurie de personnel qualifié et expérimenté dans les hôpitaux luxembourgeois au cas où la crise sanitaire devrait atteindre son point culminant et de sauvegarder ainsi l'intérêt général de la population.

ad 3) Les décisions ministérielles d'admission à la préretraite solidarité pour les dossiers complets tenus en suspens en raison de l'état de crise ont été préparées récemment et les employeurs concernés en ont été informés.

Resteront en suspens les dossiers pour lesquels l'embauche de compensation fait encore défaut. En application de l'article L-581-7, paragraphe (2), du Code du travail une décision d'admission à la préretraite ne peut être prise que sur le vu d'un avis favorable de l'ADEM au sujet de cette embauche.

À noter que l'admission à la préretraite solidarité ne constitue pas un droit acquis pour les salarié(e)s concerné(e)s. L'article L.581-2 du Code du travail dispose en effet que le salarié désirant bénéficier de la préretraite solidarité « peut […] demander à l'employeur de consentir, dans le cadre d'une convention spéciale, à la résiliation du contrat de travail et au versement de l'indemnité de préretraite […] ». Un départ en préretraite solidarité n'est donc possible qu'avec l'accord de l'employeur.

Finalement, au vu du fait que la convention collective de travail applicable au secteur hospitalier a été dénoncée au 31 mars 2020 et qu'en application de l'article L.162-10 (1) du Code du travail elle ne cessera ses effets qu'à partir de l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention et au plus tard le premier jour du douzième mois de sa dénonciation, des départs en préretraite solidarité peuvent se faire jusqu'à la fin du mois de mars 2021, à moins qu'une nouvelle convention collective de travail entre en vigueur avant cette date.

Question 2313 (02.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **diminution des populations d'oiseaux :**

Déi lescht Jore muss ee leider feststellen, datt esou munch Aarten aus eiser Vullewelt vum Ausstierwe bedreet si respektiv d'Populatioun staark zréckgeet. Dësen Emstand ass awer net eleng op déi intensiv Landwirtschaft mat hirem Gebrauch vu Pestiziden zréckzeféieren. Speziell d'Buedembréier sinn heivun am meeschte betraff. Et muss een och feststellen, datt d'Allesfriesser an déi sougenannte Raubdéier ëmmer méi zouhuelen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Goufe bis dato ewell Analysen duerchgefouert, op wat fir eng Ëmstänn dëse Réckgang vu Vullenaarten zréckzeféieren ass?

2. Wa jo: Wéi gesinn dës Analysen aus a si Géigemoossname geplangt? Wéi sollen dës Géigemoossname konkreet ausgesinn?

3. Wann nee: Wär de Ministère bereet, esou Analysen duerchzeféieren?

Réponse (02.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Et ass fachlech unerkannt, datt d'Zerstéierung, d'Veraarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim souwéi d'Aféiere vun net heemeschen Aarten déi véier Haaptgrënn fir de Biodiversitéitsverloscht sinn.

Lëtzebuerg ass do keng Ausnam. Den Asaz vu Pestiziden an Dünger, d'Drécheleeë vu Fiichtgebidder an d'Eliminéiere vun natierleche Strukturen an der Landschaft souwéi d'Bebauung hunn zu enger dramatescher Veraarmung, Veränneerung an Zerschneidung vun den natierleche Liewensraim gefouert, bis hin zu hirer Zerstéierung, wat zum Bestandsréckgang a souguer Ausstierwe vu villen Aarte gefouert huet.

Ech kann net confirméieren, datt déi „sougenannt Raubdéieren ëmmer méi zouhuelen", wéi vum honorabelen Deputéierten enoncéiert. Am Contraire: Vill vun den natierlech zu Lëtzebuerg virkommende Gräifvullen a fleeschfriessende Mammendéieren si seelen, bedrot oder säit Längerem ausgestuerwen. Dëst aus dem einfache Grond, datt och si ënnert den uewen ernimmte Problemer leiden.

Och beim an dësem Zesummenhang heefeg zitéierte Fuuss ginn et keng Indizien, déi op eng Hausse vun der Populatioun hiweisen. Domat soll net ugedeit ginn, datt de Fuuss zu Lëtzebuerg seelen oder bedrot wier. Déi disponibel Zuelen, notamment unhand vun de systemateschen Opname mat Wëldkameraen, deiten op ee gläichbleiwenden, stabille Bestand hin. Och d'Populatioun beim Steemarder ass stabill ze gesinn. Och hei gëtt et keng Indizien, datt déi géif zouhuelen.

ad 1. Jo. Lëtzebuerg huet wéi all EU-Memberstaaten d'Obligatioun, all sechs Joer am Kader vun engem sougenannte „Reporting" d'Situatioun vun der Natur, an domat och allen zu Lëtzebuerg wëll virkommende Vullenaarten, op Bréissel ze mellen. Dës Analys ass ënnert der Opsiicht vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) an Zesummenaarbecht mat de jeeweilegen Experten, wéi dem Naturmusée an der Centrale ornithologique, duerchgefouert ginn an am Joer 2019 op Bréissel kommunizéiert ginn. D'Analys beinhalt gläichfalls och d'Zesummestellung vun den Ursaache vum Réckgang bei der jeeweileger Aart.

Weider huet zu Lëtzebuerg notamment den Observatoire de l'environnement naturel de Rôle, den Zoustand vun der natierlecher Ëmwelt ze iwwerwaachen, a mécht a senge Rapporte reegelméisseg dorop opmierksam.

ad 2. D'Analys aus dem Reporting vun 2019 ergëtt follgend Zuelen: Bei 39 Vullenaarten ass an der Landwirtschaft eng vun den Haaptursaache vum Réckgang ze sichen; bei 20 Vullenaarten ass et d'Bebauung, a bei 10 Vullenaarten sinn et d'Liewensraumveränneerungen etc.

Am Kontext mat der Fro vum honorabelen Deputéierten ass ze ënnersträichen, datt fir nëmmen dräi Vullenaarten aner Aarten duerch Konkurrenz oder Predatioun als Ursaach identifizéiert gi sinn, allerdéngs net mat héchster Prioritéit.

Iwwer follgende Link kënnen déi Informatiounen ofgeruff ginn:

https://www.eea.europa.eu/themes/biodiversity/state-of-nature-in-the-eu/article-12-national-summary-dashboards/main-pressures-and-threats

Géigemoossnamen, déi geplangt respektiv ergraff gi sinn:

- legale Schutz vun alle wëllen, zu Lëtzebuerg virkommende Vullenaarten, hiren Näschter, wéi Duerchzuch- an Iwwerwanterungsgebidder, duerch d'Naturschutzgesetz a seng Reglementer;

- legale Schutz vun den Narungsliewensraim vun de Vullenaarten duerch d'Naturschutzgesetz a seng Reglementer;

- Aféierung vum Ökopunktesystem am neien Naturschutzgesetz an dem staatlech organiséierte Kompensatiounspool;

- systematesch Ausweisung vun nationalen Naturschutz- an europäeschen Natura-2000-Gebidder;

- Entwécklung an Ëmsetzung vun de Gestiounspläng an de Schutzgebidder an Entwécklung vun Aarteschutzpläng fir déi bedroteste Vullenaarten;

- Weiderféierung an Ausbau vun der naturnoer Bëschbewirtschaftung vun den ëffentleche Bëscher, déi de jëtzege relativ gudden Zoustand vun de Bëschvullenaarten erkläert;

- Ausschaffung respektiv Verbesserung vun de Subventiounsregimmer fir d'Bewirtschafter vu Forstbau a Landwirtschaft, wéi notamment déi erfollegräich Biodiversitéitsprogrammer;

- Promotioun vun der biologescher Landwirtschaft;

- …

D'Detailer sinn am nationalen Naturschutzplang (PNPN), deen den 13. Januar 2017 vum Regierungsrot approuvéiert ginn ass, souwéi an den eenzele Gestiouns- oder Aktiounspläng nozeliesen.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung wäert weiderhi verdéiwend Analyse virundreiwen.

Question 2326 (03.06.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **véhicules de fonction et de société :**

Dans le cadre d'une conférence de presse au sujet des aides à la rénovation de l'habitat le 29 mai 2020, le Ministre de l'Énergie a annoncé entre autres que les véhicules de fonction et de société devront être électriques à 100 %.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'annonce faite par Monsieur le Ministre de l'Énergie en ce qui concerne les véhicules de fonction et de société ?

- Alors que le secteur automobile luxembourgeois n'a pas été épargné par la crise sanitaire, Messieurs les Ministres estiment-ils opportun de faire une telle annonce qui risque de toucher davantage le secteur visé, qui engage actuellement environ 5.000 salariés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si des discussions concrètes ont déjà été menées à ce sujet et si ces dernières ont, le cas échéant, été menées conjointement avec les représentants du secteur automobile concerné ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'échéance d'une telle mesure et me fournir de plus amples détails concernant le régime fiscal lié aux véhicules de fonction et de société ? Messieurs les Ministres envisagent-ils une période transitoire afin que le secteur puisse se préparer de manière adéquate ?

Réponse commune (01.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'annonce du Ministre de l'Énergie Claude Turmes reflète les objectifs exprimés dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (2021-2030) (PNEC) et du programme gouvernemental qui prévoit une nouvelle révision de l'avantage en nature des véhicules de fonction, afin de promouvoir davantage l'électromobilité.

Le Gouvernement préparera en automne 2020 une réforme des critères environnementaux du secteur du leasing traditionnel. Cette réforme traduira les objectifs ambitieux du PNEC en matière de mobilité sans émissions, afin de rendre l'utilisation des véhicules 100 % électriques plus attractive. Dans ce cadre, des discussions seront menées avec le secteur concerné et une période de transition est prévue.

Concernant la question de l'honorable Député sur le régime fiscal lié aux véhicules de fonction et de société, il est à préciser que la mise à la disposition à titre gratuit ou à prix réduit d'une voiture au salarié pour utilisation privée, constitue un avantage en nature qui est à soumettre à la retenue d'impôt à la source sur les salaires. Les modalités d'imposition concernant les

avantages en nature sont régies par l'article 104 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) et le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

De manière générale, la loi distingue entre deux cas de figure, à savoir les avantages qui sont évalués au prix moyen usuel du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à la disposition (alinéa 2 de l'article 104 LIR) et les avantages qui sont évalués forfaitairement si l'application rigoureuse des règles d'évaluation de l'alinéa 2 de l'article 104 LIR pose des problèmes sur le plan de l'exécution pratique des dispositions en question (alinéa 3 de l'article 104 LIR). En matière de l'évaluation forfaitaire, la réforme fiscale de 2017 a introduit divers taux pour déterminer l'avantage en nature forfaitaire à déclarer par le bénéficiaire en remplacement de l'ancien taux unique de 1,5 pour cent, et ce en distinguant en fonction de la hauteur des émissions de CO_2 émises par les véhicules. L'avantage en nature est évalué forfaitairement depuis l'année d'imposition 2017 entre 0,5 et 1,8 pour cent par mois de la valeur du véhicule neuf.

Il faut noter qu'environ 40 % des voitures immatriculées au Grand-Duché de Luxembourg profitent de l'avantage fiscal du leasing opérationnel. Ce régime présente un levier important dans le domaine de l'électrification du parc automobile et doit également, et en contrepartie de l'avantage fiscal accordé, participer activement à l'effort collectif dans le domaine de la protection du climat.

En ce qui concerne le soutien au secteur automobile luxembourgeois dans le cadre de la crise du Covid-19, il faut relever le fait que le secteur peut profiter d'une large panoplie d'aides mises en place par le Gouvernement, comme par exemple le régime du chômage partiel, le régime d'aides remboursables et non remboursables pour petites et moyennes entreprises et indépendants en difficulté ou encore le régime d'aides temporaires pour le commerce de détail en magasin.

Par ailleurs, le Gouvernement vient de décider d'augmenter la prime à l'achat d'une voiture 100 % électrique qui s'élève dorénavant à 8.000 euros.

Question 2327 (04.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **demandes de classement comme monument national :**

Il me revient que des immeubles sis à Wahlhausen sur le territoire de la commune de Parc Hosingen, appelés « Schwäizer Buden », érigés directement après la Deuxième Guerre mondiale pour héberger provisoirement les habitants sinistrés de ce village ardennais, pourraient faire l'objet d'un classement comme monument national ou être inscrits à l'inventaire supplémentaire.

De même, une barrière pour blindés, nommée couramment « Panzersperre », mise en place par les autorités luxembourgeoises quelques jours seulement avant l'invasion allemande du 10 mai 1940 sur la route entre Rodershausen et Hosingen, pourrait également être classée. En effet, je viens d'apprendre qu'une demande en la matière vient d'être introduite auprès de l'Administration des sites et monuments nationaux. Depuis des décennies ladite « Panzersperre » se trouve dans un ravin difficilement accessible d'une forêt privée.

Or, il me revient aussi que les édiles communaux de Parc Hosingen aimeraient placer cette « Panzersperre » en un endroit bien accessible et visible de leur commune afin de la valoriser et d'informer les personnes intéressées des événements du 10 mai 1940 - en particulier dans le canton de Clervaux - dans de bonnes conditions.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions relatives aux suites réservées à ces demandes de classement ?

- Le Ministère de la Culture a-t-il déjà organisé un/des échange(s) de vue avec la commune de Parc Hosingen afin d'élucider les questions diverses qui se posent dans ce contexte ?

- Madame la Ministre est-elle disposée à soutenir la valorisation et la conservation de ladite barrière en un autre endroit de la commune, plus abordable et plus perceptible ?

Q448

Réponse (30.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

En date du 6 février 2019, la Commission des sites et monuments nationaux a rendu un avis favorable quant à l'inscription à l'inventaire supplémentaire de quatre anciennes habitations de fortune du Don Suisse situées à Hosingen et à Wahlhausen sur le territoire de la commune de Parc Hosingen. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, les propriétaires ainsi que la commune de Parc Hosingen ont été entendus en leurs avis.

L'intérêt historique et architectural, tel que retenu notamment par des experts du Service des sites et monuments nationaux et de la Commission des sites et monuments nationaux, est motivé comme suit :

« Les anciennes habitations de fortune (Notbehausungen) du Don Suisse sont situées hors des villages dans la commune du Parc Hosingen. Ces bâtisses sont des témoins des énormes destructions et de la reconstruction suite à la Seconde Guerre mondiale et surtout à la Bataille des Ardennes. Les anciennes habitations de fortune sont un témoin de l'histoire rurale de la commune de Parc Hosingen. Elles sont importantes non seulement pour sa situation et le paysage mais aussi pour son appartenance à un type et un style architectural particulier. Sur ces critères, elles présentent au point de vue historique, architectural et esthétique un intérêt public à être protégé. »

En date du 4 décembre 2019, la Commission des sites et monuments nationaux a rendu un avis favorable quant au classement comme monument national de ladite « Panzersperre » faisant partie de la ligne Schuster. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, les avis de la commune de Parc Hosingen ainsi que du propriétaire de la forêt privée où se situe l'objet en question ont été demandés, qui devront me parvenir sous peu.

L'intérêt historique et archéologique, tel que retenu notamment par des experts du Centre national de recherche archéologique et de la Commission des sites et monuments nationaux, est motivé comme suit :

« Les conditions de la création et de la destruction de ces vestiges sont des moments de l'histoire du monde qui font de la Schuster-Linn un témoignage vivant d'événements historiques d'une importance particulière. Ces vestiges architecturaux et superficiels témoignent de l'évolution des techniques de construction de défense et de fortification dans la première moitié du XX^{e} siècle, ainsi que de ses motivations idéologiques. En raison de la connotation hautement historique de la Schuster-Linn dans la mémoire collective luxembourgeoise, le site doit être qualifié de monument national. Sur ces critères, la conservation et la protection de ce site nous semble d'intérêt public. »

En date du 10 février 2020, une réunion a été organisée entre des agents du Service des sites et monuments nationaux et des représentants de la commune de Parc Hosingen afin d'élucider diverses questions concernant les anciennes habitations de fortune du Don Suisse. La commune de Parc Hosingen a proposé de procéder à des analyses desdits immeubles. L'achèvement de la protection nationale dépendra de ces analyses.

Comme précisé ci-dessus, j'ai notifié la proposition de classement comme monument national à l'administration communale du Parc Hosingen concernant les vestiges de la ligne Schuster, ceci en date du 21 avril 2020. À ce jour, il n'y a pas encore eu d'autres échanges avec l'administration communale de Parc Hosingen afin d'élucider les questions diverses qui se posent dans ce contexte.

La question sur un éventuel déplacement de la barrière devra être discutée au niveau scientifique, notamment en ce qui concerne l'incidence qu'aurait un tel déplacement de la barrière hors de son cadre géographique et historique sur la perception et la contextualisation du monument.

Question urgente 3204 (26.11.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **société de gardiennage privée dans le quartier de la gare et au centre-ville :**

An engem „RTL"-Artikel vum 25. November war ze liesen:

„‚RTL'-Informatiounen no iwwerhëlt eng privat Sécherheetsfirma d'Surveillance am Garer Quartier, mee och an der Uewerstad bis Enn Januar, dat op Basis vun enger Decisioun vum Stater Schäfferot.

[...]

Ënnerwee sinn also wärend dem Dezember a Januar Ekippe vu Sécherheetsleit mat Hënn, eng Aktioun, déi Visibilitéit um Terrain soll markéieren an och mat der Police an dem Stater Geschäftsverband ofgeschwat gouf. D'Police-Presenz um Terrain soll deemno vu private Security-Leit ënnerstëtzt ginn."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Informatiounen aus dem Artikel konfirméieren?

2. Wéi eng Kompetenze kréien d'Employéë vun der privater Sécherheetsfirma? Woura wäert hir Aufgab bestoen?

3. Firwat goufen Aufgabe vun der Police un eng privat Sécherheetsfirma ofginn?

Réponse (01.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et ass eng Decisioun, déi d'Stad Lëtzebuerg an engem Schäfferot geholl huet. De Ministère selwer ass de 24. November 2020 an enger Réunion de travail vun dëser Initiativ informéiert ginn a war net am Decisiounsprozess matagebonnen.

ad 2. + 3. D'Police huet keng Aufgab un eng Sécherheetsfirma ofginn an et ass eleng d'Gemeng déi hei zoustänneg ass.

Question urgente 3214 (27.11.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **tests PCR :**

D'Fallzuelen, déi d'Santé a Bezuch op Covid-19 erausgëtt, waren an der Lescht geklommen. Doropshin hat d'Regierung schonn Enn Oktober, iwwert en neit Covidgesetz, d'Restriktiounen erëm verschäerft an erweidert. Fir hir Politik an hir Moossnamen ze begrënnen a Restriktiounen ëmzesetzen, stëtzt d'Regierung sech zënter Méint op d'Fallzuelen, ermëttelt duerch de sougenannte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics. Dëst werft e puer dränglech Froen op, ënner anerem, well déi bestoend Restriktiounen elo schonn erëm mat engem neie Covidgesetz verlängert an erweidert goufen, an och e partielle Lockdown verhaange gouf.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi et aktuell ëm d'Feelerhaftegkeet vun de Lëtzebuerger PCR-Testresultater steet? Gëtt d'Feelerhaftegkeet vun de Lëtzebuerger Testresultater an engem Suivi reegelméisseg kontrolléiert? Wa jo, wéi gëtt dëst kontrolléiert a vu wiem?

2. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi et mat der Qualitéit vun deem zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics ausgesäit, also wéi vill Prozent Sensitivitéit a wéi vill Prozent Spezifissitéit huet dësen Test?

3. Stëmmt et, datt de PCR-Test vun der Food and Drug Administration (FDA) net getest a gepréift gouf - net ewéi et bei dëser Zort vu medezinneschem Produkt an der Reegel gemaach gëtt, woufir schliisslech och e puer Joer gebraucht ginn - an net fir d'Laboe generell zougelooss gouf, well en nëmmen eng Noutfallgeneemegung (Emergency Use Authorization - EUA) vun der amerikanescher Aggreatioun FDA am Kader vun engem Schnellverfuere kritt huet? Ass et richteg, datt de PCR-Test och just a Laboen duerf genotzt ginn, déi ënnert de Clinical Laboratory Improvement Amendments (CLIA, 1988; 42 U.S.C. § 263a) zertifizéiert sinn, fir héich komplex Tester duerchzeféieren? Wat heescht dëst fir d'Lëtzebuerger Laboen? Den Test soll och nëmme vu geschoultem Labopersonal gemaach ginn, dat mat der Duerchféierung vun dësem vertraut an duerch d'praktesch Erfarung geüübt doran ass.[4] War dëst zu Lëtzebuerg bis haut garantéiert?

4. Den zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics dréit eng CE-Zeechnung. Et ass den Hiersteller selwer, dee säi Produkt mat dësem Logo kennzeechent, fir ze soen, datt hien déi fir säi Produkt relevant EU-Richtlinnen agehalen huet. Et handelt sech dobäi nëmmen ëm e „Verwaltungszeechen" an net ëm eng Qualitéitskennzeechnung („Gütesiegel"). Fir bestëmmte Medezinnprodukter, wéi In-vitro-Diagnostika, muss awer eng sougenannte „Benannte Stelle" ageschalt ginn. Do gëtt d'Erfëlle vun allen Ufuerderungen - a Bezuch op d'Sécherheet, d'Leeschtungsfäegkeet an den Notzen, ewéi och d'Iwwerwaache wärend dem gesamte Produktliewenszyklus - an engem Konformitéitsbewäertungsverfueren nogewisen. Déi bedeelegt Institutioun léisst sech dann iwwer eng véierstelleg Kennnummer hannert dem CE-Zeechen identifizéieren.

- Kann d'Madamm Minister soen, ob deen zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test esou e Konformitéitsbewäertungsverfueren duerchlaf huet? Wa jo, wat fir eng Kennnummer dréit dëst Produkt dann hannert dem CE-Zeechen an ëm wat fir eng Institutioun handelt et sech dobäi?

5. Et gouf op verschiddene Plaze behaapt, ewéi och de 5. August 2020 op RTL vum Prof. Dr. Ulf Nehrbass, Generaldirekter vum Luxembourg Institute of Health (LIH) a Coordinateur vun der Covid-19-Taskforce, datt et am Kader vun der éischter Large-Scale-Test-Campagne zu Lëtzebuerg keng falsch Negativ-Tester an och keng falsch Positiv-Tester goufen.

- Kann d'Madamm Minister erklären, wéi dëst konkreet kontrolléiert gouf an op wat fir Fakten a Beweiser sech fir dës Behaaptung gestëtzt gëtt? Ass et net esou, datt esou eng staark Behaaptung fir dëst Testverfueren u sech guer net méiglech ass, well dofir bei all eenzeler Testpersoun och eng Rei „Notestungen" hätte misse gemaach ginn, esou wéi nach weider Faktoren hätte misse berücksichtegt ginn - grad ewéi de Fakt, datt et keng perfekt Echantillone gëtt, wéi d'Madamm Gesondheetsminister dat jo selwer schonn erkläert huet?

6. Bei der „Polymerase Chain Reaction" (PCR) hu mer et mat enger Testmethod ze dinn, déi esou héichempfindlech ass, datt si esouguer en eenzelt Erbmolekül vum Virus noweise kann. Wann da groussflächeg mat der PCR-Method op den Erreeger (Virus) getest gëtt, bréngt dat mat sech, datt duuss Fäll an esouguer kärgesond Mënschen an enger Meldestatistik vu wierklech betraffenen an doudkranke Mënschen opgeholl ginn, wouduerch d'Statistik extreem héich gëtt an déi sougenannte „Fallzuelen" explodéieren. Et sollt méi staark ënnerscheet ginn, tëscht medezinnesch noutwendeger Diagnostik a wëssenschaftlechem Interesse (wéi Fuerschungszwecker). Dëst ass eng Erklärung, déi de Chefvirolog vun der Berliner Charité, Prof. Dr. Christian Drosten, schonn 2014, am Kader vun enger Teststrategie mat intensivem PCR-Testen a Bezuch op eng fréier Coronavirus-Erkrankung, an engem Interview mat der WirtschaftsWoche ginn huet.

- Deelt d'Madamm Minister dës Aussoe vum bekannte Virolog Prof. Dr. Drosten, oder gesäit si dëst anescht? Wéi begrënnt si dat? Erkennt d'Madamm Minister dee vum Här Prof. Dr. Drosten erkläerte Problem, dee sech ergëtt aus där Teststrategie, no där och d'Lëtzebuerger Regierung verfiert?

7. Allgemeng gëtt d'Strategie vum groussflächegen Testen zënter Méint ëmmer méi a Fro gestallt, esou zum Beispill och duerch den „ALM-Verbandsvorsitzenden" (Verband der Akkreditierten Labore in der Medizin). Esou zitéiert d'„Ärzteblatt" online den 8. Juli 2020 de Verbandsvirsëtzende Michael Müller, dee sot, d'Flächenteste vun alle Bierger wier „weder medizinisch angemessen noch epidemiologisch effektiv, sondern letztendlich eine nicht notwendige Verschwendung von Finanzmitteln" a warnt: „Wir haben immer auch die begrenzten Ressourcen unseres Gesundheitssystems im Blick zu behalten." An deem Kontext warnt och de Jan Kramer aus dem ALM-Virstand: „Ein PCR-Test, der bei asymptomatischen Personen ohne Anlass eingesetzt wird, birgt immer die Gefahr, dass das Ergebnis falsch interpretiert wird."

- Wéi steet d'Madamm Minister zu dësen Aussoen? Denkt d'Madamm Minister, datt zu Lëtzebuerg, grad mam Large-Scale-Testing, net eventuell och e ganzen Deel falsch interpretéiert Testresultater an de verëffentlechten Zuelen a Statistiken opgeholl goufen? Wëllt d'Regierung trotz dëse Risike weider un hirer Teststrategie festhalen? Wat ass d'Begrënnung fir dës Entscheedung?

8. D'PCR-Method gouf entwéckelt fir eng „qualitativ" Identifikatioun, dat heescht, fir d'Presenz vun enger bestëmmter geneetescher Sequenz festzestellen, awer net fir „quantitiv" Identifikatiounen, dat heescht, net fir d'Unzuel oder d'Laascht vun enger geneetescher Sequenz ze bestëmmen. Dat huet och schonn den Dr. Kary B. Mullis, den Erfinder vun der PCR-Method, selwer gesot, wéi hien drop higewisen huet, datt eng „quantitativ" Identifikatioun iwwer PCR e Widdersproch a sech ass: "Quantitative PCR is an oxymoron." (The Ebola Test: Let the Test's Inventor Speak - Global Research - Centre for Research on Globalization) Fir eng viral Aktivitéit ze detektéieren, ass d'Bestëmmung vun der Virelaascht awer noutwendeg. Doraus kann ee schléissen, datt de PCR-Test eleng:

- net fir d'Diagnos vun enger klinescher Infektioun virgesinn ass;

- net erkennt, ob een eng aktiv Infektioun huet respektiv ob ee krank ass;

4 (Centers for Disease Control and Prevention: CDC 2019-Novel Coronavirus [2019-nCoV] Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel, For Emergency Use Only; Instructions for Use; Catalog # 2019-nCoVEUA-01 1000 reactions; For In-vitro Diagnostic [IVD] Use; Effective: 07/13/2020)

- net erkennt, ob déi detektéiert Virusspuer lieft oder ofgestuerwen ass, respektiv ob een eventuell nach krank gi kéint;

- net feststelle kann ob een infektiös, also ustiechend ass.

- Kann d'Madamm Gesondheetsminister dëst bestätegen? Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt déi sougenannte positiv Fallzuelen domat eigentlech e falscht Bild vermëttelen an zu enger Iwwerschätzung (overestimation) vun der viraler Aktivitéit féieren? Wann nee, firwat net?

9. Och d'Centers for Disease Control and Prevention (CDC) weist an hirem Katalog zur Gebrauchsuweisung5 op d'Limitte vum PCR-Test hin. Esou schreiwe si hei, datt d'Detektioun vum viralen Erbmolekül (RNA) net ugëtt, datt en infektiöse Virus present ass oder datt 2019-nCoV de verursaachenden Agent fir d'klinesch Symptomer vun der Testpersoun ass, an datt dësen Test net ausschléisse kann, datt een net duerch aner bakteriell oder viral Pathogeener ervirgeruffe Krankheeten huet.

- Kann d'Madamm Minister soen, ob séchergestallt gëtt, datt Leit, déi mat Symptomer op Covid getest ginn, dës Symptomer opgrond vum Covidvirus hunn an net opgrond vun engem anere Virus/Gripp? Wa jo, wéi gëtt dat séchergestallt? Wann nee, wouhier kann een da wëssen, datt déi enger Gripp änlech Symptomer net en aneren Ausléiser hunn?

10. D'PCR-Method selektéiert eng „onsichtbar" geneetesch Sequenz a multiplizéiert dës iwwer Vermehrungszyklen enorm, esou wäit bis déi selektéiert geneetesch Sequenz „sichtbar" gëtt, respektiv kann detektéiert ginn. D'Unzuel vun den dofir ugewannte Vermehrungszyklen erginn de sougenannten „Ct-Wäert" (cycle threshold). Den Ct-Wäert weist also un, wéi dacks d'Viruserbgut aus der Prouf huet misse vermehrt ginn, fir d'Presenz noweisen ze kënnen. Wat manner Vire present sinn, desto méi héich ass den Ct-Wäert, well méi Zyklen néideg sinn, fir d'Presenz vum Erbgut noweisen ze kënnen.

D'Tagesschau huet de 6. September 2020 online bericht, datt och den RKI gesot huet, den Ct-Wäert wier en analyteschen Detail, deen d'Interpretatioun vun den Testresultater géif ënnerstëtzen. Bei enger echter Virusinfektioun, also engem tatsächlech a wierklech positive Fall, besteet nämlech eng massiv Presenz vum Virus (Viruslaascht). An deem Sënn huet och d'„Süddeutsche Zeitung" den nämmlechten Dag online bericht, datt Labomedezinner soen, datt den Test bei Patiente mat ville Viren am Kierper heefeg schonn no 10 bis 15 Zyklen uschléit.

- Wou läit den Ct-Wäert bei de PCR-Tester, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn? Ass den Ct-Wäert hei am Land eenheetlech gereegelt? Sinn d'Laboen zu Lëtzebuerg verflicht, sech un dee Wäert ze halen oder ass et just eng Richtlinn? Ginn et Ausnamefäll? Wat fir eng? Kritt d'Santé den Ct-Wäert vun all eenzelem Test mam Resultat matgedeelt? Wa jo, zënter wéini? Gëtt den Ct-Wäert fir d'Interpretatioun vun all eenzelen Testresultater berücksichtegt? Wa jo, zënter wéini? Wann nee, firwat net?

11. Fënnt d'Madamm Minister et richteg, déi esou ermëttelt positiv Resultater, mat alle méigleche Risike fir falsch Interpretatioune vum Test (referéiert op d'Froe 6 bis 10), ondifferenzéiert als nei Fallzuelen ze vermëttelen an ze behandelen? Wa jo, firwat? Firwat gëtt bei den dagdeeglech publizéierten neie „Fallzuelen" net wéinstens d'Differenz tëscht symptomateschen an asymptomatesche Fäll gemaach a vermëttelt? Ass et an der Madamm Minister hiren Aen opportun, fir esou déif gräifend Moossnamen ze verhänken an d'Wirtschaft esou staark ze beanträchtegen, wann déi Tester an déi domat erhuewe „Fallzuelen" net méi aussoen an esou liicht falsch kënnen interpretéiert ginn?

12. Research Luxembourg (LIH, LISER, LIST, LNS, Luxinnovation, Universität Luxemburg an FNR, ënnert der Koordinatioun vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung) huet d'Covid-19-Taskforce ageriicht. Hir Missioun ass, Konzepter a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht ze erstellen, déi an d'politesch Entscheedungsprozesser vun der Regierung afléissen. Um Internetsite vu Research Luxembourg gëtt een ënnert der Rubrik „Covid-19 Task Force" iwwert de Large-Scale-Testing informéiert (https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/testing-strategy/#faq-testing). Do ginn da follgend Informatiounen, zesumme mam Logo vum Gesondheetsministère an dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung, vermëttelt:

- De Covid-19-PCR-Test determinéiert ob eng Persoun ustiechend ass.

("The Covid-19 PCR test determines whether a person is contagious.")

- …, den Test fënnt natierlech eraus, wat däi Gesondheetszoustand ass ...

("…, the test will of course find out what your own health status is …")

- … - si wëssen net, datt si positiv an dowéinst ustiechend sinn.

("… - so they do not even know that they are positive and therefore contagious.")

- De PCR-Test verwennt en Ofstréch aus der Strass a molekularbiologesch Techniken, fir festzestellen, ob eng aktuell aktiv Sars-CoV-2-Infektioun virläit, …

("The PCR test uses a throat swab and molecular biological techniques to determine whether a current, active Sars-CoV-2 infection is present, …")

- Deen am Large-Scale-Testing genotzte PCR-Test huet eng Sensitivitéit vun 100 %, …

("The PCR test used in the Large Scale Testing has a sensitivity of 100 %, …")

- De Covid-19-PCR-Test seet dir, ob s du ustiechend fir anerer bass.

("The Covid-19 PCR test tells you if you are contagious to others.")

- Wéi positionéiert d'Regierung sech zu dësen eendeitege Behaaptungen, déi vu Research Luxembourg als Informatioune mat wëssenschaftlecher Grondlag vermëttelt ginn? Ënnerstëtzt d'Regierung dës Aussoen? Oder distanzéiert sech d'Regierung vun dësen Aussoen?

13. An enger Äntwert op eis Fro am Juni 2020 (N° 2425) huet d'Madamm Minister geäntwert: „D'Testmaterial gëtt bannent enger Woch zerstéiert, an et ass net virgesinn, fir weider Tester domat ze maache wéi déi, déi fir de PCR-Test erfuerderlech sinn." Huet sech zënterhier an deem Kontext eppes geännert? Ass ëmmer nach garantéiert, datt d'Testofstrécher bannent enger Woch zerstéiert ginn? An ass garantéiert, datt déi Testprouwen net zu aneren Zwecker kënne genotzt ginn oder ass dëst just „net virgesinn", wéi d'Madamm Minister jo geäntwert hat, esoudatt dëst eigentlech net kann ausgeschloss ginn?

14. Bei Tester vu medezinnesche Parameter, gi sougenannte „Ringtester" gemaach - als Deel vun engem externe Qualitéitssécherungsprogramm - woubäi e Referenzinstitut identesch Prouwen, déi op speziell medezinnesch Parameter analyséiert ginn, un ënnerschiddlech Laboe schéckt. Dës mussen hir Analysresultater dann an engem bestëmmten Delai zréckschécken. D'statistesch Auswäertung an d'Interpretatioun vun de Laboresultater erméiglecht de Laboen, d'Qualitéit vun hiren Analysen am Verglach zu anere Laboen ze beuerteelen. Fir akkreditéiert Laboen ass et eng Obligatioun un esou Ringtester deelzehuelen.

- Kann d'Madamm Minister eis soen, ob Lëtzebuerg am Kader vu Covid-19 un esou engem Ringtest deelgeholl huet? Wann nee, firwat net? Wa jo, wat war do d'Referenzinstitut a wat fir Laboen zu Lëtzebuerg hunn un deem Test deelgeholl? Hëlt Lëtzebuerg am Kader vu Covid-19 reegelméisseg u Ringtester deel? Geschitt dëst op europäeschem Niveau? Gëtt hei tëscht privatem a staatlechem Labo differenzéiert?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als éischt sief gesot, datt de PCR-Test vu Fast Track Diagnostics (FTD), enger Firma, déi der däitscher Firma Siemens gehéiert, net déi eenzeg PCR-Tester sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Bis dato huet den Direkter vun der Santé en Total vun eelef PCR-Tester vu verschiddene Firmen hei zu Lëtzebuerg autoriséiert.

Wat d'Feelerhaftegkeet vun de PCR-Tester betrëfft, ginn natierlech all Resultater vun de Laboratoiren iwwerpréift, esou wéi dat an den ISO-Norme virgeschriwwen ass. D'Direktioun vun der Santé kontrolléiert och all Dag d'Inzidenz vun de positiven Zuele bei all Laboratoire fir eventuell, onerkläerten Ënnerscheeder zwëschent de Laboratoiren ze hannerfroen. D'Direktioun vun der Santé mécht reegelméisseg Auditer bei de Laboratoiren, fir hir Aarbechtsweis ze iwwerpréiwen. Donieft geet d'Direktioun all Nofro vun Dokteren oder Patienten no, falls et do Onkloerheete gëtt.

Den Test vun FTD huet eng ganz héich Sensibilitéit a Spezifissitéit, wéi d'Firma selwer ugëtt, an déi och am Laboratoire a vum Luxembourg Institute of Health onofhängeg iwwerpréift ginn ass. D'Detailer vun dëser onofhängeger Evaluatioun sollten deemnächst an enger internationaler Fachzäitschrëft publizéiert ginn.

An den offiziellen Deklaratioune vun der Firma FTD steet:

„The results showed an overall diagnostic sensitivity of 100 % (95 % Confidence Interval: 91.78-100) and an overall diagnostic specificity of 100 % (95 % Confidence Interval: 93.84-100) for the detection of Sars-CoV-2 in both matrices using FTD Sars-CoV-2. (Source: FTD™ Sars-CoV-2, Fast Track Diagnostics 2020)"

An Amerika ass den Test vun FTD, wéi och all déi aner diagnostesch PCR-Tester fir Covid-19, ënner enger „Emergeny Use Authorization (EUA)" zougelooss ginn, wat eng méi schnell Prozedur ass, well de Besoin un esou engem Test am Ufank vun der Pandemie grouss war. Dat heescht awer och, dass de Produzent Date muss virleeën, déi beweisen, dass säin Test e Minimum u Spezifissitéit a Sensibilitéit opweise kann. Ass dat net ginn, kritt den Test och keng Zouloossung vun der Food and Drug Administration (FDA).

D'Zertifikatioun CLIA betrëfft amerikanesch Laboratoiren an ass net an Europa applikabel. Den Test gëtt hei zu Lëtzebuerg an agreéierte Laboratoiren ënnert ISO-Norme realiséiert. Dës Laboratoirë mussen natierlech Kompetenz an der Ausféierung vu molekularbiologeschen Tester hunn an noweise kënnen.

De Produzent vum FTD-Test huet sech un déi national an europäesch Bestëmmunge gehalen a säi Produkt mat dem CE-Label gekennzeechent, esou wéi dat virgeschriwwen ass. Fir dat ze maachen, huet hien den Test an der Europäescher Database EUDAMED enregistréiert doduerch, dass hien den 23. Abrëll 2020 laut dem Artikel 8 vum Règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro een Numéro d'enregistrement national et européen, no Iwwerpréifung vun der Konformitéit, vun der Direktioun vun der Santé kritt huet.

Wat d'Feelerquot vun der éischter Phas vum Large-Scale-Testing (LST) betrëfft, muss ee soen, dass bei engem molekularbiologeschen Test, wéi bei all Laboratoirestest, et an der praktescher Applikatioun keng 100%eg Sécherheet gëtt, och wann ee ganz no dobäi läit. Bei all Analys an engem Laboratoire, dee certifiéiert ass, gi positiv an negativ Kontrollechantillone mat getest fir ze iwwerpréiwen, dass de PCR-Test selwer korrekt ausgefouert gouf. D'Resultater gi vun engem Biologist iwwerpréift, dee sech déi Wäerter genau ugekuckt huet, ier en d'Resultat validéiert. Bei Fäll wou een op der Grenz vun der Erkennung (schwaach positiv) ass, gëtt dann een zweeten Test op engem neien Echantillon gefrot, fir d'Situatioun vun esou Patienten ze klären. E schwaach positiivt Resultat fënnt een zum Beispill bei Persoune ganz am Ufank oder um Enn vun enger Infektioun.

PCR-Tester sinn eng indirekt Method, fir Virus nozeweisen a kënne schonns geréng Menge vu viralem Ierfmaterial detektéieren. Dat heescht net onbedéngt, dass de Patient nach infektiöse Virus produzéiert oder klinesch krank ass. D'PCR ass net do fir enger Persoun ze soen, dass si krank ass, mee fir ze identifizéieren, ob een an deem Moment mam Virus infizéiert ass. Beim Sars-CoV-2 ass et esou, dass eng ganz Rei vu Leit keng oder quasi keng Symptomer hunn, mee déi Leit kënnen awer nach Leit ustiechen. Dëst mécht et esou schwéier, fir dës Pandemie ënner Kontroll ze kréien an ze behalen.

Lëtzebuerg huet sech mam LST a mat de breeden diagnosteschen Tester (z. B. all Patient mat liichte Symptomer soll mat enger Ordonnance vum Dokter getest ginn) eng Teststrategie ginn, déi et eis besser wéi anere Länner erméiglecht, fir d'Propagatioun vum Virus ze ënnerbriechen. Dat huet eis déi lescht Méint gehollef, fir d'Zuele vun den Nei-Infektioune méi stabill ze halen.

E positiven Test bei enger asymptomatescher Persoun heescht, dass een Infektiounsketten hei ënnerbrach huet, wann déi Persoun an den Isolement geet. Dat wier net geschitt, wann ee keen LST géif maachen, well dës Persoun jo ni op d'Iddi komm wier, dass si infektiös wier. Wann een dat elo op déi dausende Leit héichrechent, déi am LST schonn identifizéiert gi sinn, heescht dat, dass mir domat de Virus besser ënner Kontroll hale konnten.

Duerch den LST ginn net nëmmen Infektiounskette gebrach, mee et ass och méiglech preventiv vill ze bewierken, wéi zum Beispill an Altersheimer. Zudeem erméiglecht et eng ganz gutt Vue op d'Entwécklung vum Virus an der Populatioun. Esou huet déi zweet Well schonns fréi am Summer konnten erkannt ginn.

Laut Aussoe vun de meeschten Experten, bleift de PCR-Test de „golden standard" fir d'Detektioun vu viralen Infekter wéi de Sars-CoV-2. Dëst ass déi beschte Method fir fiabel ze identifizéieren, ob eng Persoun infizéiert ass oder net. Ouni dës Detektioun ass kee Contacttracing an domat och keng direkt Kontroll vun der Pandemie méiglech.

De PCR-Test ass, obwuel et eng indirekt Method ass, eng fiabel Method, fir de Virus nozeweisen. Den Test erkennt awer net, ob ee krank ass a Symptomer opweist, dofir ass nach ëmmer d'Consultatioun beim Dokter wichteg.

Den Test weist effektiv kee „liewege" Virus no. D'Iddi vum „liewege" Virus ass souwisou net wëssenschaftlech korrekt, de Virolog schwätzt méi korrekt vun engem infektiöse Virus. Infektiöse Virus am Laboratoire nozeweisen, ass technesch komplizéiert, deier, lues an dofir net a grousse Serië vun Tester ze maachen.

De CDC an Amerika weist zu Recht op d'Limitte vun den Tester hin, an all Responsabele vun engem Laboratoire an all Dokter ass sech dëse Limitte bewosst. Säit e puer Méint ginn et och Multiplex-PCR-Tester, déi bis zu 15 verschidde Krankheete mateneen teste kënnen. Dëst hëlleft a komplizéierte Situatiounen, déi diagnostesch Onsécherheet ze reduzéieren.

Den Ct-Wäert ass eng indirekt Indikatioun, wéi vill Ierfmaterial an enger Prouf fonnt ginn ass. D'Quantitéit vum Virus an enger Prouf hänkt effektiv vun der Infektioun of, mee och vun der Qualitéit vum Prelèvement. Jidder Produzent vu PCR-Tester gëtt am „mode d'emploi" vum Test un, wéi vill PCR-Zyklen ee fuere soll a wat d'Resultat dann ausseet. De Laboratoire ass duerch d'ISO-Norm gehalen, de „mode d'emploi" vum Produzent ze respektéieren. Baséiert op enger grousser Evaluatioun vun der „Société française de microbiologie" gëtt allgemeng akzeptéiert, dass Wäerter iwwer 34 als schwaach positiv anzeschätze sinn, an am Beschten op engem neien Echantillon sollte kontrolléiert ginn. D'Direktioun vun der Santé, esou wéi all Dokter, deen en Test gefrot huet, kann op Nofro bei de Laboratoiren d'Detailer vun all Test kréien a soumat och d'Ct-Valeuren an d'Interpretatioun vun der klinescher Bedeitung vum Test afléisse loossen.

Et ginn awer och Sars-CoV-2-PCR-Tester déi anescht funktionéieren a keen Ct-Wäert produzéieren, well si op enger anerer technologescher Léisung baséieren, fir d'Resultat ze quantifizéieren.

Kloer tëschent symptomateschen an asymptomatesche Leit ze ënnerscheeden ass oft schwéier, well d'Leit heiansdo nëmmen atypesch a wéineg Symptomer hunn, a sech dat och iwwert d'Zäit vun de puer Deeg vun Infektioun ännere kann. Et misst een also quasi all positiv geteste Persoun reegelméisseg no Symptomer offroen, an dat iwwer eng gewëssen Zäitdauer. Am Allgemengen, fir d'Besoine vun der Statistik, gi mir dovun aus, dass d'Leit, déi een Test maache mat enger Ordonnance vun hirem Dokter, éischter Symptomer hunn (soss wäre si net bei hiren Dokter gaangen), an d'Leit, déi sech am LST teste loossen, éischter keng Symptomer hunn. Mir sinn eis natierlech bewosst, dass dëst nëmmen eng Approximatioun ass, déi fir statistesch Zwecker ka benotzt ginn.

Research Luxembourg ass eng onofhängeg Taskforce déi Fuerschung mécht a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht zesummendréit an der Regierung zur Verfügung stellt. D'Regierung kann dës Informatioune benotzen, fir hir Politik ze orientéieren. D'Regierung kommentéiert a kontrolléiert awer net d'Aussoe vun de Wëssenschaftler, déi fräi sinn hir Meenung ze äusseren (liberté académique).

D'Testmaterial vun den negativen Analyse gëtt ëmmer bannent enger Woch zerstéiert. D'Testmaterial vun de positiven Analyse kann eventuell méi laang gehale ginn, an de Limitte vum legale Kader, fir a bestëmmte Fäll Resultater iwwerpréiwen ze kënnen. D'Material kann net fir eng Finalitéit benotzt ginn, déi net vum Gesetz erlaabt wär.

All Lëtzebuerger Laboratoire, dee Covid-19-PCR-Tester mécht, huet, esou wéi et vun der Weltgesondheetsorganisatioun virgesinn ass, un enger externer Qualitéitskontroll deelgeholl an huet déi éischt Tester, déi gemaach goufe vun engem externe Laboratoire, entweeder an Däitschland oder an Holland iwwerpréiwe gelooss. Souwuel déi privat wéi déi ëffentlech Laboratoirë wäerten och an Zukunft un externe Qualitéitskontrollen deelhuelen, wéi si dat iwwregens fir all hir Analyse maachen.

Question urgente 3221 (30.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Wéi d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung an hirer Äntwert op déi drénglech parlamentaresch Fro mat der Nummer 3210 nach emol betount, ass aus hirer Siicht d'Juegd eng „activité récréative". Och wann, wéi si selwer seet, d'Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 am Artikel 2 seet: « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général. » Si verweist an hirer Äntwert och op de Kommentar vum genannten Artikel am Gesetz.

5 (Centers for Disease Control and Prevention: CDC 2019-Novel Coronavirus [2019-nCoV] Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel, For Emergency Use Only; Instructions for Use; Catalog # 2019-nCoVEUA-01 1000 reactions; For In-vitro Diagnostic [IVD] Use; Effective: 07/13/2020)

D'Lëtzebuerger Jeeërfederatioun FSHCL bedauert hirersäits an engem Communiqué vum 28. November 2020, datt d'Madamm Minister un hirer „fixer Iddi" vum Verbuet vun der Klappjuegd bis de 15. Dezember festhält.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. No wéi engen objektive Krittären definéiert d'Regierung d'Fräizäitaktivitéiten no Artikel 3sexies vum modifizéierte Covidgesetz? Wat gehéiert der Regierung no zu de Fräizäitaktivitéiten? Ass eng entspriechend Oplëschtung disponibel?

2. Laut Artikel 2 vum Juegdgesetz vun 2011 verfollegt d'Juegd en „intérêt général" an dëst am Géigesaz zu engem „intérêt particulier". Op wéi enger Basis huet d'Madamm Minister fir Ëmwelt trotzdeem decidéiert, datt d'Juegd eng Fräizäitaktivitéit wär? Deelt d'Madamm Gesondheetsministesch dës Vue?

3. Laut Artikel 1 vum modifizéierte Covidgesetz vum 17. Juli ass e „rassemblement" eng „réunion de personnes dans un même lieu sur la voie publique, dans un lieu accessible au public ou dans un lieu privé". No wéi enge Krittären definéiert d'Regierung d'Aktivitéiten, déi ënnert déi allgemeng Bestëmmunge vun de Rassemblementer falen?

4. Wéinst wéi engen objektive Grënn kann déi bestoend Reegel vun de Rassemblementer net fir d'Klappjuegd am Sënn vum Artikel 4 (3) vum modifizéierte Covidgesetz vum 17. Juli mat also enger Maskeflicht bei Rassemblementer tëschent véier an zéng Leit mat zousätzlech enger physescher Distanz vun zwee Meter ugewannt ginn?

5. Laut eisen Informatiounen huet d'Jeeërfederatioun der Regierung e Konzept op Basis vu Modeller aus dem Ausland ënnerbreet, fir kënne Klappjuegten ënner Berécksiichtegung vun de sanitäre Sécherheetsvirschréften duerchzeféieren an esou hirer Missioun, wéi se am Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 definéiert ass, kënne gerecht ze ginn. Stëmmt dës Informatioun a firwat ass d'Regierung net op dës Propositioun vun der Jeeërfederatioun agaangen?

6. D'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung seet weider an där uewen zitéierter Äntwert op déi drénglech parlamentaresch Fro N° 3210, datt, obwuel si d'Klappjuegte verbitt, d'Jeeër misste fir de Wëldschued no Artikel 36 vum Juegdgesetz opkommen. Den Artikel 44 vum Juegdgesetz gesäit awer vir, datt wann d'Juegd iwwer eng reglementaresch Dispositioun no Artikel 7 (3) vum Juegdgesetz („pour des raisons d'intérêt général") verbueden oder ageschränkt ass, datt dann de Staat fir dee ganze Schued opkënnt, deen d'Resultat vun esou engem Verbuet oder vun esou enger Limitatioun ass. Firwat applizéiert d'Regierung dësen Artikel net och an dësem Fall?

Réponse commune (01.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Eng Fräizäitaktivitéit ass, wéi den Numm et seet, eng Aktivitéit, déi an der Fräizäit ausgeüübt ka ginn. Dëst als Géigendeel zu berufflechen Aktivitéiten, zu deenen hei am Land weeder d'Juegd nach d'Fëscherei zielen.

Mir sinn der Meenung, dass de Begréff deemno kloer ass. Doriwwer eraus, riskéiert eng Oplëschtung ni ganz komplett ze sinn, esou dass se am Endeffekt just fir Verwirrung suergt.

Et ass nach ervirzehiewen, dass et zu Lëtzebuerg keng professionell Juegd gëtt.

ad 2. Den Artikel 2 vum Juegdgesetz gesäit net vir, dass d'Juegd en „intérêt général" verfollegt, mee dass se, wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3210 preziséiert, nëmmen da kann ausgeüübt ginn, wa se am „intérêt général" ausgefouert gëtt. Dëst ass e fundamentalen Ënnerscheed.

ad 3. D'Moossnamen, déi d'Regierung geholl huet, hunn als Zil déi sozial Kontakter ze reduzéieren, fir d'Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 ze limitéieren. Dofir sinn allgemeng Reegele fir d'Rassemblementer vu Leit geholl ginn. Dat sinn d'Bestëmmunge vum Artikel 4 vum Gesetz. Dës Bestëmmunge viséieren d'Rassemblementer vu Leit, net spezifesch Aktivitéiten.

Wat d'Fräizäitaktivitéiten ugeet, déi si spezifesch gereegelt. Den Artikel 3sexies applizéiert sech hei. D'Zil ass dat selwecht wéi fir déi generell Bestëmmungen. Et gëllt, d'Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 ze ënnerbannen, andeems ee kuckt, dass net vill Leit zesummen enger Fräizäitaktivitéit noginn. Am Allgemenge gëllt iwwregens d'Recommandatioun, seng Kontakter ze limitéieren an och eebe seng Fräizäit deementspriechend ze gestalten.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 gesot, gëtt et keng professionell Juegd zu Lëtzebuerg. D'Juegd fält also ënnert déi speziell Bestëmmunge vum Artikel 3sexies. D'Bestëmmunge vum Artikel 4 (3) gëlle fir Rassemblementer, net fir spezifesch Aktivitéiten. Sport- a Fräizäitaktivitéiten ënnerleie spezifesche Reegelen, well et grad bei deenen Aktivitéite schwéier ass d'„gestes barrières" anzehalen.

ad 5. D'Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Luxembourg huet de 25. November 2020 e Bréif un den Direkter vun der Santé geschéckt, an deem d'Virgoensweis fir Klappjuegten detailléiert ginn ass, déi awer net am Kader vun enger Fräizäitaktivitéit méiglech ass. Deemno huet weeder den Ëmweltministère nach d'Naturverwaltung vun der Jeeërfederatioun e sanitäert Konzept virgeluecht kritt.

ad 6. Den Artikel 36 vum Juegdgesetz beschreift déi allgemeng Reegel vun der Responsabilitéit vum Juegdpiechter:

« […] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Den Artikel 44, 3. Abschnitt gesäit vir, dass wann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement en allgemengt Verbuet vun der Juegd ausgesprach gëtt, de Staat de Schued muss iwwerhuelen, wann de Schued duerch dëst Verbuet entstanen ass.

D´Verbuet vun der Klappjuegd duerch dat modifizéiert Covidgesetz vum 17. Juli 2020, an net duerch e groussherzoglecht Reglement, erfëllt deemno d´Konditioune vum Artikel 44 net. Et bleift nach ze soen, dass d'Pirsch- an d'Usëtzjuegd weiderhin erlaabt sinn.

Q450

Question urgente 3230 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**organisation des classes BTS :**

Et héiert een, datt d'BTS-Klassen am ongewësse sinn, wat d'Coronamoossnamen ugeet. Et gëtt anscheinend Lycéeën, déi sech fir d'Sécherheetsmoossnamen an d'Organisatioun vun de BTS-Klassen net zoustänneg spieren. Déi BTS-Klasse ginn op Impuls vun der Wirtschaft, an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère a Lycéeë vum Sekundarunterrecht organiséiert.

Duerfir wëll ech dem Här Schoulminister dës Fro stellen:

- Ass de Lycée, an deem eng BTS-Klass um Programm steet, responsabel fir d'Organisatioun vun dëser Klass a fir d'Ëmsetze vun de Sécherheetsmoossnamen, déi am Fall vun engem sanitären Noutfall vun der Regierung decidéiert ginn?

Réponse (02.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Brevet de technicien supérieur (BTS) ass wuel en Héichschouldiplom, deen en „enseignement supérieur de type court" sanctionéiert, esou wéi et am Héichschoulgesetz virgesinn ass (loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur).

Am Artikel 4 vun deem selwechte Gesetz gëtt awer och ausdrécklech preziséiert: « Le brevet de technicien supérieur est préparé [...] dans les lycées d'enseignement secondaire et les lycées d'enseignement secondaire technique, publics ou privés reconnus par l'État [...]. »

Et ass deemno schwéier virstellbar, datt Lycéeën - déi d'Initiativ huelen, fir eng Akkreditatiounsprozedur anzeleeden - sech „anscheinend" net solle fir d'Sécherheetsmoossnamen an esouguer fir d'Organisatioun vun de BTS-Klassen zoustänneg spieren, esou wéi den honorabelen Deputéierten et wëllt „héieren" hunn.

D'Sécherheetsmoossname bezéie sech op ganz Schoulgebaier an net selektiv op eenzel Klassen oder Formatiounen. Dat wëssen d'Lycéeën an deementspriechend setze si déi sanitär Reegelen ëm. Sollt den honorabelen Deputéierte mir awer konkreet Beispiller nenne kënnen, wou dat net geschitt, sinn ech gäre bereet meng Servicer ze chargéieren, där Saach op de Grond ze goen.

Question urgente 3236 (02.12.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation d'un médecin irano-suédois condamné à mort en Iran :**

En iranesch-schweedeschen Dokter a Wëssenschaftler, den Dr. Ahmadreza Djalali, hätt den 1. Dezember sollen am Iran, wéinst Spionage oder „Verduerwenheet" (d'Quelle ginn auserneen) higeriicht ginn. Anscheinend ass dat, laut Amnesty International (AI), nach net geschitt.

Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Wat ass déi aktuell Situatioun vum iraneschschweedesche Wëssenschaftler? Wat genee sinn d'Faiten, déi zu senger Veruerteelung gefouert hunn? Sollt seng Hiriichtung net ausgefouert gi sinn (wéi AI mellt), riskéiert hien nach ëmmer d'Doudesstrof?

2. Wat huet den Här Minister ënnerholl, fir deem Mann seng Situatioun ze erliichteren an, wann hien no eiser Rechtsopfaassung kee Verbrieche begaangen huet, seng Fräiheet erëmzeginn? Wann hien dat nach net gemaach huet, ass den Här Minister bereet fir ze intervenéieren an dem Mann a senger Famill eventuell Asyl zu Lëtzebuerg ze ginn, wann hien an den Iran mat esou enger Léisung d'accord wären?

3. Wat ass d'Roll vu Schweden an deem Kontext? Wat huet d'EU ënnerholl, fir e Mann mat schweedeschen Originnen aus dem iranesche Prisong ze huelen?

4. Wéi steet den Här Bausseminister zu Länner mat engem Rechtssystem, dat net op weltlecht mee op reliéist Recht opgebaut ass? Wéi dréckt dat sech an de Relatioune mat esou Länner aus?

5. Sinn dëst Punkten, déi an eventuell zukünfteg Verhandlunge mam Iran mat dem nächsten US-President afléissen an déi wirtschaftlech Sanktioune fir sech eleng scho géife rechtfäerdegen?

Réponse (03.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Den Dr. Ahmadreza Djalali, deen déi schweedesch an iranesch Nationalitéit huet, sëtzt aktuell am Iran am Prisong, wou hien d'Doudesstrof riskéiert. Eisen Informatiounen no sollt hie gëschter an de Rajai-Shah-Prisong verluecht ginn, wou d'Hiriichtung sollt stattfannen. Dëst gouf awer a leschter Minutt ofgesot, soudass hie sech momentan weider am Prisong vun Evin zu Teheran befënnt. D'Gefor vu senger Hiriichtung ass allerdéngs weiderhin akut.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech konsequent a fir d'Fräiloossung vun all de politesche Gefaangenen am Iran, an notamment vun de Leit mat duebeler Nationalitéit. Esou huet déi drëtt Kommissioun vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen - d'Kommissioun, déi sech ëm Mënscherechts- a sozial Froe këmmert - ënner Lëtzebuerger Presidence de 14. November 2019 eng Resolutioun adoptéiert, an där den Iran exhortéiert gëtt, « à mettre fin au recours généralisé et systématique aux arrestations et à la détention arbitraire, notamment contre des personnes ayant une double nationalité ou des ressortissants étrangers, à libérer les personnes détenues arbitrairement et à faire respecter, en droit et dans la pratique, les garanties de procédure permettant d'assurer un procès équitable […] ». Dës Resolutioun gouf den 18. Dezember 2019 ënnert der Referenz 74/167 vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen adoptéiert. Och dëst Joer huet Lëtzebuerg erëm fir dës Resolutioun iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter am Iran gestëmmt, an där d'Land ausserdeem opgefuerdert gëtt, e Moratoire op d'Doudesstrof ze setzen.

ad 3. Déi schweedesch Ausseministesch Ann Linde huet de 24. November 2020 annoncéiert, dass si mam iraneschen Ausseminister Javad Zarif iwwert de Fall vum Dr. Djalali geschwat huet. Si huet ënnerstrach, dass Schweden alles drusetzt, fir dass d'Doudesstrof géint den Dr. Djalali net ausgefouert gëtt. Och den Aussepolitesche Déngscht vun der EU engagéiert sech géint d'arbiträr Verhaftung vu Leit mat duebeler Nationalitéit am Iran, wéi den Héije Vertrieder vun der Unioun fir Aussen- a Sécherheetspolitik a Vizepresident vun der Kommissioun, Josep Borrell, de 7. Oktober 2020 beim Debat am Europaparlament iwwert d'Situatioun am Iran nach emol confirméiert huet.

ad 4. Lëtzebuerg setzt sech konsequent fir de Respekt vun de Mënscherechter an, esouwuel a weltleche wéi a reliéise Staaten.

ad 5. D'Situatioun vun de Mënscherechter ass sécherlech ee wichtegen Aspekt, deen d'Relatioun tëscht dem Iran an den USA, respektiv der EU, beaflosst. Op EU-Niveau ginn et zanter 2011 cibléiert Sanktioune géint déi Responsabel vu schwéiere Mënscherechtsverletzungen am Iran. Wat d'wirtschaftlech Sanktioune betrëfft, ass ze bedenken, dass een doduerch déi ganz iranesch Bevëlkerung bestrooft fir d'Verbrieche vun enger klenger Minoritéit. Ausserdeem riskéiert een esou, d'Roll vun de sougenannten „Hardliner" am Iran ze stäerken.

Question urgente 3273 (10.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **capacités des hôpitaux :**

Mengen Informatiounen no goufen elo am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) all geplangten Operatiounen ofgesot. D'Leit musse waarde bis si akut Symptomer hu wéi Féiwer oder Infektiounen an da gi si iwwert d'Urgence en charge geholl. Sollt an deem Moment nach eng Covidinfektioun derbäikommen, gëtt de Risiko vun engem schwéiere Krankheetsverlaf méi grouss.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wéi ass d'Situatioun an den anere Spideeler am Land?

3. Wéi vill Retarde bei Operatioune ginn et säit Mäerz an eise Spideeler? Wéi vill Operatioune goufen an Tëschenzäit nogeholl a wéi vill stinn der nach aus?

4. Firwat ginn dës Operatiounen elo ofgesot? Ass dat op e Bettemangel an de Spideeler zréckzeféieren oder op eng Penurie vu Personal?

5. Wéi vill Personal aus de Spideeler ass am Moment selwer krank a wéi vill Ausfäll gëtt et dowéinst? Ass gewosst wou si sech infizéiert hunn, am Privaten oder op der Aarbecht?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Groupe de travail „hospitalier" vun der Cellule de crise ass dagdeeglech am Kontakt mat den Direktioune vun de jeeweilege Spideeler. An deem Kader sinn ech och informéiert ginn, dass de CHdN vun haut un aus temporäre Mesurë seng chirurgesch Aktivitéit géif fir e puer Wochen (bis Ufank vum Joer 2021 am Prinzip) op déi urgent an net deprogrammabel Chirurgie konzentréieren, fir justement dat néidegt Fleegepersonal zur Verfügung ze hunn notamment an de Soins intensifs, mee awer och, fir engem Deel vun dem Fleegepersonal et ze erméigleche sech ze erhuelen no Wochen intensiver Aarbeschtslaascht.

Dës Mesure ass zwëschent der Direktioun an dem Conseil médical vum CHdN ofgeschwat an ass wéi gesot eng temporär Mesure.

Allgemeng befannen d'Spideeler sech an der Phas 4 vum Plan de montée en charge, deen eng Deprogrammatioun vun Aktivitéite mat sech brengt, déi souwuel op intern wéi extern Grënn zréckzeféieren ass.

D'Entscheedung, ob eng Operatioun stattfënnt oder verréckelt gëtt, gëtt vum Dokter, no Récksprooch mam Patient, geholl an et leien de Spideeler dofir keng detailléiert systematesch Donnéeën dozou vir. Et ass awer gewosst, dass et eng Diminutioun vun der chirurgescher Aktivitéit gëtt, déi zwësche 14,5 % a 50 % läit, wann een d'Woch vum 2. bis 8. Dezember 2019 mat der Woch vum 30. November bis 6. Dezember 2020 vergläicht.

Déi intern Grënn fir eng Deprogrammatioun vun der chirurgescher Aktivitéit kënne villfälteg sinn: e Manktem vu qualifizéiertem Personal (Krankheet, Isolement, Quarantän), eng Restrukturatioun a Reaffektatioun vun den Unités de soins, vun den Aktivitéiten a vum Personal wann eng klassesch Unitéit an eng Covidunitéit verwandelt gëtt, eng „sanctuarisation" vun engem Spidolsite deen ee covidfräi hale wëllt.

Déi extern Grënn fir eng Deprogrammatioun sinn ënner anerem, dass an de Waardezëmmeren an an de Salles d'examen Distanciatioun a generell am Spidol déi vun der Pandemie gefuerdert méi streng Hygiènesreegele musse respektéiert ginn (Desinfizéiere vun de Raim, den Ekipementer etc.). Et muss och bemierkt ginn, dass eng Rëtsch Patienten aus diverse Grënn (Angschtgefill, well si a Quarantän sinn etc.) selwer hir Operatioun ofsoen.

Op den 8. Dezember 2020 hu 586 Persoune vum ganze Personal (Dokteren, Professionnels de santé an anert Personal) am Spidolswiese gefeelt aus diverse Grënn (Krankheet, Quarantän, Isolement, Dispense de travail opgrond vun enger Schwangerschaft, Congé pour raisons familiales, Dispenses de travail pour personnes vulnérables).

Wéi aus de Wocheretrospektive vun de leschte Méint ervirgeet, ass et mëttlerweil an de meeschte Fäll schwéier genau nozevollzéien, wéi a wou d'Leit sech ugestach hunn. Dëst gëllt och fir d'Personal aus dem Spidolswiesen, dëst ëmsou méi wéi d'Datebank et net erlaabt en Ënnerscheed ze maachen tëscht

Personal wat am Spidol schafft a Personal wat am Secteur extrahospitalier schafft.

Question ugente 3286 (11.12.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **mise à disposition aux services d'éducation et d'accueil de détecteurs de CO_2 :**

An der Chamberssëtzung vum 10. Dezember 2020 huet den Educatiounsminister annoncéiert, d'Grondschoulen, d'Lycéeën an d'Kompetenzzentren ab Januar mat engen 12.000 CO_2-Detekteren ze ekipéieren. Esou kann d'Personal einfach feststellen, wéini gelëft muss ginn. Mat där Moossnam soll d'Iwwerdroe vum Covid-19 an eise Strukture besser kënne verhënnert ginn.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Sinn esou Apparater och an de Services d'éducation et d'accueil (SEA) virgesinn? Wann nee, firwat soll d'Loftqualitéit hei net gepréift kënne ginn?

- Wéi vill Detektere géifen an eise Crèchen, Maison-relaisen an änleche Strukture gebraucht ginn?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi déi honorabel Deputéiert wëssen, ass de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend fir de ganze Bildungsberäich zoustänneg, deemno och fir déi nonformal Bildung. Et ass deemno selbstverständlech, datt d'Maisons relais an déi konventionéiert Strukturen (SEA) och wäerte vun esou Apparater, fir d'Loftqualitéit ze moossen, profitéiere kënnen.

Wéi déi honorabel Deputéiert och wëssen, ënnerläit den nonformale Bildungsberäich engem anere Fonctionnement wéi déi formal Bildung an deemno ass de Finanzement vun dësen Aktivitéiten och anescht organiséiert.

Am Géigesaz zu der Schoul, wou d'Aktivitéit dem Staat selwer ënnersteet, leeft d'Aktivitéit am nonformale Bildungsberäich ënnert der Responsabilitéit vun engem externe Bedreiwer. D'Fraise vun den Apparater, fir d'Loftqualitéit am nonformale Bildungsberäich ze moossen, ginn iwwert d'Konventioun mam Staat ofgedeckt. Eng Kommunikatioun dozou geet nach dës Woch eraus.

Laut enger graffer Aschätzung bräicht een eng 12.000 Detektere fir all Raum, deen de Kanner am SEA (Crèche, Maison relais, Foyer scolaire etc.) zur Verfügung steet, kënnen ofzedecken.

Question urgente 3292 (11.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **commande du médicament Remdesivir :**

Ewéi de Gesondheetsministère géintiwwer der Onlinezeitung „Reporter" bestätegt huet, huet Lëtzebuerg e Vertrag mam US-Pharmakonzern Gilead ofgeschloss, fir eng bestëmmten Unzuel un Dose Remdesivir ze bestellen, e Medikament, dat géint Covid-19 hëllefe sollt. Dem „Reporter" no soll eng Dosis vun deem Medikament 1.900 Euro kaschten.

Opgrond vun enger grouss ugeluechter Studie duerch d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), mam Numm „Solidarity", hat d'WHO offiziell vum Gebrauch vu Remdesivir géint Covid-19 ofgeroden, wat sech och bis haut nach net geännert huet. Laut der WHO hätt sech erausgestallt, datt Remdesivir de Verlaf vun der Krankheet oder d'Iwwerliewenschancen net verbessere géif. An deem Zesummenhang sief och gesot, datt esouwuel de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) ewéi och d'Hôpitaux Robert Schumann (HRS) un der Discovery-Studie deelhuelen, bei där och d'Medikament Remdesivir Géigestand vun der Studie ass, an där hir Tëscheresultater an déi virdu genannte grouss ugeluechte Studie vun der WHO agefloss sinn.

Och an engem Artikel vum „Tageblatt" konnt een den 10. Dezember 2020 liesen, datt d'Regierung dat Medikament bei zwou Geleeënheete bestallt huet. Opgrond vun enger Klausel am Vertrag mam amerikaneschen Hiersteller Gilead, dierft d'Regierung d'Unzuel vun den Dosen, déi Lëtzebuerg kaf huet, awer net ëffentlech maachen. Aner Staaten dogéint géifen awer kee Geheimnis aus dëser Informatioun maachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Dose Remdesivir huet Lëtzebuerg bestallt an zu wat fir engem Gesamtpräis?

2. Stëmmt et, datt esou eng Vertragsklausel besteet, déi der Regierung verbitt, d'Unzuel vun de gekaaften Dose matzedeelen? Wa jo, wat ass de Grond, datt esou eng Klausel opgesat ginn ass? Erlaabt dës Klausel der Regierung, déi betreffend Informatioun un d'Chamber ze ginn? Wann nee, wéi ass dëst ze rechtfäerdegen, wou d'Chamber jo d'Recht huet, d'Regierung ze kontrolléieren?

3. War der Regierung dee Moment, wou si Remdesivir bestallt huet, bekannt, datt d'WHO vum Gebrauch vun deem Medikament ofréit? Wa jo, firwat huet d'Regierung dëst Medikament trotzdeem bestallt? Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung, elo op d'Recommandatioune vun der WHO ze reagéieren?

4. Duerch d'Deelhuelen un der Discovery-Studie konnten de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) ewéi och d'Hôpitaux Robert Schumann (HRS) schonn éischt Erfarungen a Kenntnesser iwwert d'Wierksamkeet oder d'Onwierksamkeet vun deem Medikament sammelen. Stoung d'Regierung an dësem Kontext am Kontakt mat de Spideeler CHL an HRS, fir éischt Erfarungen a Constate betreffend d'Notzen an d'Wierksamkeet vu Remdesivir gewuer ze ginn? Wann nee, firwat net?

5. Wat fir Krittären applizéiert d'Regierung, fir eng Decisioun mat wëssenschaftlecher Grondlag ze huelen, wann et kontradiktoresch Aussoe vun unerkannten Autoritéiten am Medezinnberäich wéi der WHO an dem Robert Koch-Institut (RKI) gëtt, wéi et zum Beispill och am konkreete Fall vum Medikament Remdesivir zoutrëfft?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Medikament Remdesivir ass vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) am Juli 2020 fir d'Behandlung vu Covid-19-Erkrankunge vun Erwuessener a Kanner vun 12 Joer un, autoriséiert ginn ënnert dem kommerzielle Numm Veklury, an op Basis vun der klinescher Etüd NIAID-ACTT-1.

Déi provisoresch Resultater vun der Etüd Solidarity goufen de 15. Oktober 2020 presentéiert an hunn d'Effikassitéit vum Medikament a Fro gestallt. Doropshin huet d'Weltgesondheetsbehörde (OMS) eng Analys vu véier groussen Etüde gemaach (y compris NIAID-ACTT-1 a Solidarity) an huet den 20. November 2020 eng conditionnell Empfeelung erausgi géint d'Benotzung vun Remdesivir. Et ass wichteg ze verstoen, dass an der Terminologie vun der OMS eng conditionnell Empfeelung ass, wou den Expertegrupp vun der OMS mengt, dass déi desirabel Effekter der Recommandatioun nozekomme warscheinlech méi grouss si wéi déi net desirabel Effekter, ouni dass sech d'Experten awer doriwwer sécher sinn.

D'EMA huet entre-temps och de kompletten Datesaz vun der Etüd Solidarity bei der OMS a bei Gilead ugefrot an huet dono den 10. Dezember 2020 en Avis favorable ginn, fir d'Weiderféiere vun der „autorisation de mise sur le marché" mat enger klenger Prezisioun an der Indikatioun, fir d'Medikament ze verschreiwen.

Zu Lëtzebuerg war dëst Medikament relativ fréi disponibel a gouf eng éischte Kéier iwwert d'Apdikt vun engem Spidol bestallt. Domat hat d'Lëtzebuerger Regierung näischt direkt ze dinn.

Lëtzebuerg huet effektiv och dëst Medikament eemol iwwert de sougenannte Mechanismus vum „joint procurement" vun Europa bestallt. Lëtzebuerg huet dobäi e „confidentiality agreement" mat Gilead ënnerschriwwen, dat eis am Prinzip net erlaabt Informatiounen iwwert dësen Akafskontrakt public ze maachen. Op Nofro vun der Direktioun vun der Santé huet Gilead awer de 14. Dezember dës Clause de confidentialité opgehuewen, fir kënnen op d'parlamentaresch Fro ze äntwerten.

D'Europäesch Kommissioun huet de 7. Oktober 2020 den Akafskontrakt mat Gilead ënnerschriwwen, also ier déi provisoresch Resultater vu Solidarity public waren, a laang ier d'OMS hir conditionnell Recommandatioun gemaach huet.

Lëtzebuerg huet 115 Dosen Remdesivir bestallt zu 345 Euro pro Dosis (dat heescht en Total vun 39.675 Euro), bis elo goufen 79 Dose geliwwert.

Betreffend d'Etüd Discovery, déi och zu Lëtzebuerg gelaf ass, muss ee preziséieren, dass et sech hei ëm eng Etüd en „double blinde" gehandelt huet, woubäi weeder den Dokter nach de Patient weess, wat fir e Medikament de Patient am Kader vun der Etüd kritt (et goufe véier Optiounen an dëser Etüd). Fir Aussoen iwwert d'Wierksamkeet ze maachen, muss ee waarde bis d'Etüd ofgeschloss an ausgewäert ass.

Als Member vun der Europäescher Unioun baséiert d'Regierung sech natierlech op den Avis vun der offizieller Europäescher Instanz déi do kompetent ass, an dësem Fall d'EMA.

Question urgente 3294 (14.12.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**eau potable :**

De regionalen Drénkwaassersyndikat SIDERE huet den 11. Dezember géint 19.00 Auer an engem Communiqué matgedeelt, dass d´Biergerinnen a Bierger aus verschiddenen Dierfer aus insgesamt aacht Ost-Gemenge keen Drénkwaasser méi sollte consomméieren. Freides sinn, laut mengen Informatiounen, éischt Prouwe geholl ginn an dozou sinn och nach komplementar Prouwe bei engem private Laboratoire an Optrag gi ginn. Wéi et schéngt, dauert et bis e Méindeg, bis definitiv Analysen do sinn.

Well d'Leit am Land vill Waasser vum Krunn drénken an dat och vun der Regierung erwënscht ass, géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

2. Ginn et national Noutfallpläng am Fall vun esou Incidente mam Waasser?

3. Wier et fir d'Madamm Ministesch net ubruecht, fir eng zentral, staatlech Ulafstell ze schafen, wou all d'Analyse vum Drénkwaasser kéinte gemaach ginn, och en urgence iwwert de Weekend?

4. Wa jo, wéi sollt esou e Projet ëmgesat ginn?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Freideg de Moien, 11. Dezember 2020, huet den Drénkwaassersyndikat SIDERE bei enger Routinebegehung een onbekannten, net identifizéierte Waasserfilm an zwee vu senge regionalen Drénkwaasserbehälter observéiert. Nodeem weeder d'Natur nach d'Originn vun deem Film festgestallt konnte ginn, ass d'Waasserverwaltung am spéiden Nomëtteg kontaktéiert ginn, fir ëm Hëllef ze froen, esou wéi et den Artikel 10 vum Drénkwaasserreglement (règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) virgesäit.

Freides moies si bakteriologesch Prouwe vum interkomunalen Drénkwaasserversuerger SIDERE an e privaten, akkreditéierte Labo gefouert ginn. Fir komplett Resultater vun der mikrobiologescher Waasserqualitéit no enger akkreditéierter Moossmethod ze kréien, sinn 48 Stonnen noutwendeg, onofhängeg vum Laboratoire, well do Kulture mussen op Petrischuelen inkubéiert ginn.

Fir d'Natur an d'Beschafenheet vum Film ze identifizéieren, huet d'Waasserverwaltung ordonnéiert, dass sollen zousätzlech Waasserprouwe geholl ginn. Nodeems déi Prouwe freides owes geholl gi sinn, hu Mataarbechter vun der Waasserverwaltung op fräiwëlleger Initiativ iwwert d'Nuecht déi Prouwen analyséiert. Resultater ware samschdes moies disponibel a sinn dem Drénkwaasserversuerger direkt esou matgedeelt ginn. Et huet sech erausgestallt, dass de Film aus engem Eisen/Mangan-Gemësch bestoung, dee keng Gefor fir déi mënschlech Gesondheet duerstellt.

Den Drénkwaasserversuerger huet doropshin eng éischt Entwarnung un déi concernéiert Populatioun geschéckt.

Fir awer eng Garantie ze hunn, dass absolutt kee Gesondheetsrisiko besteet, huet d'Waasserverwaltung gefrot, dass d'Resultater vun de bakteriologeschen Analyse virleie sollen, ier et eng komplett Entwarnung géif ginn. Déi Resultater waren 48 Stonnen nom Start vun den akkreditéierte Moossunge bei dem private Laboratoire disponibel. Duerch déi komplett Resultater (cheemesch a mikrobiologesch Parameter) konnt mat Sécherheet ausgeschloss ginn, dass kee Gesondheetsrisiko méi bestanen hätt.

Deementspriechend ass déi concernéiert Populatioun duerch den Drénkwaasserversuerger no Récksprooch mat der Waasserverwaltung informéiert ginn. Et läit an der Verantwortung vum Drénkwaasserveruerger laut dem uewen zitéierten Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002, fir eng Enquête ze maachen, wou d'Originne vun dësem Virfall leien.

ad 2. Wann e gréisseren Deel vun der Populatioun op engem iwwerregionalen Niveau vun engem Incident betraff ass, kann de „Plan d'intervention urgence eau potable", dee vum Haut-Commissariat de la protection nationale (HCPN) opgestallt an an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung an de regionalen Drénkwaasserversuerger ausgeschafft ginn ass, duerch den HCPN declenchéiert ginn an eng Cellule de crise aberuff ginn.

Des Weidere sinn national a regional Drénkwaasserinfrastrukturen als „infrastructures critiques" designéiert an déi concernéiert Drénkwaasserversuerger, dorënner och de Gemengesyndikat SIDERE, sinn obligéiert e „plan de continuité des activités" opzestellen.

ad 3. Laut dem Artikel 10 vum uewen zitéierten Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002 ass den Drénkwaasserversuerger responsabel fir d'Versuergung vum Drénkwaasser an och dofir, déi néideg Mesuren ze ergräifen, wann d'Drénkwaasserqualitéit net méi ka garantéiert ginn.

Dozou gehéiert och d'Obligatioun, fir ze garantéieren, dass d'Waasserqualitéitsdonnéeë kënnen analyséiert an och kommunizéiert ginn.

Wat eng potenziell Ulafstell betrëfft, do huet de Laboratoire vun der Waasserverwaltung déi néideg Infrastrukturen, fir déi reglementéiert Analyse vum Drénkwaasser ze maachen. De Laboratoire huet awer bis elo net d'Missioun an d'Ressourcen, esou Analysen an urgente Pollutiounsfäll am Drénkwaasserberäich ze maachen. Am spezifeschen Tëschefall huet d'Waasserverwaltung Ressourcen an den Déngscht vum Bierger gestallt an onbürokratesch agéiert.

ad 4. Am Kader vun der Ëmsetzung vun der neier europäescher Drénkwaasserdirektiv, déi weider Fuerderungen un de Suivi an d'Gestioun vum Drénkwaasser stellt, kéint esou e Projet ëmgesat ginn. Dee Moment soll och iwwert déi aktuell Organisatioun vun de Strukturen an der Drénkwaasserversuergung an iwwert d'Zesummenaarbecht mam Staat nogeduecht ginn.

Question urgente 3303 (14.12.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **notes ministérielles de juillet 2020 réglementant les conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial :**

Le 8 décembre 2020, les cinq syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial de l'enseignement ont réagi par une lettre ouverte à l'annulation par le Ministre de l'Éducation nationale d'une entrevue apparemment attendue depuis longtemps.

Dans ce document, les syndicats et délégations en question exhortent également le ministre à retirer jusqu'au 15 décembre 2020, les notes ministérielles de juillet 2020 relatives à la réglementation des conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial dans le contexte de la crise sanitaire. Ces notes prévoient notamment 44 heures hebdomadaires obligatoires à assurer par le personnel en question. Un avis juridique commandité par les représentations du personnel éducatif et psychosocial indique la non-conformité de cette mesure avec le droit du travail luxembourgeois et le statut du personnel enseignant en question.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Monsieur le Ministre est-il prêt à considérer l'avis juridique commandité par les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à retirer les notes susmentionnées conformément à la demande des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de faire part de sa décision aux syndicats et délégations concernés dans les meilleurs délais ?

4) Monsieur le Ministre leur a-t-il entre-temps communiqué une nouvelle date d'entrevue ?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Sur demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) lors de la réunion du 6 octobre 2020, l'avis juridique commandité par les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial nous a été transmis. Par la suite, le fond dudit avis a été considéré et analysé par les services juridiques du MENJE à la lumière de la législation en vigueur dans le domaine de l'éducation nationale. La présentation et la discussion des résultats de cette analyse figureront à l'ordre du jour de la prochaine réunion avec les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial en vue d'arriver à une compréhension commune des dispositions légales en vigueur.

ad 2) Les notes susmentionnées ont été publiées par le MENJE en juillet 2020. Suite aux réactions

de la part des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial par rapport aux notes en question, le MENJE a publié en date du 15 septembre 2020 des précisions dans le cadre d'un communiqué de presse officiel prenant en compte les difficultés relevées par les acteurs. Les dispositions dudit communiqué de presse sont les plus actuelles et les plus récentes. Jusqu'à ce jour, le MENJE n'a pas encore reçu un positionnement formel de la part des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial suite à la publication des dispositions du 15 septembre 2020.

ad 3) Le MENJE reste dans l'attente d'un positionnement des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial quant aux dispositions du communiqué de presse du 15 septembre 2020 concernant le maintien des conditions de travail d'un chacun et une flexibilité accrue de la tâche, adaptée en fonction des prestations offertes.

ad 4) La date de la prochaine entrevue a été fixée au 14 janvier 2021.

Question urgente 3311 (15.12.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **feux d'artifice :**

Mat de Covidgesetzer ass ënner anerem de Couvre-feu vun 23.00 bis 6.00 Auer verlängert ginn. Doriwwer eraus sot d'Madamm Gesondheetsministesch bei der Debatt iwwert d'Verlängerung vum Covidgesetz: „Et ass elo net Zäit fir ze feieren."

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Staatsminister an der Madamm Inneministesch dës Froe stellen:

- Ass mam Couvre-feu och automatesch kloer, datt e Freedefeier op ëffentlechen a privaten Terrainen duerch dëse Couvre-feu verbueden ass?

- Wéi steet d'Regierung zu de Freedefeier op Silvester dëst Joer?

- Wéi sollen d'Leit hir Responsabilitéit wouerhuelen, wann ee Feierwierkskierper ausserhalb vum Privatterrain ukënnt?

- Ass an deem Sënn eng eenheetlech Positioun, Kommunikatioun a Recommandatioun vun der Regierung un d'Gemenge geplangt, vu datt ëmmer méi Gemengen op hirem Territoire spezifesch elo um Joresenn d'Ofschéisse vu Feierwierkskierper verbidden, dëst aus Grënn vu Sécherheet a Salubritéit, Déieren- an Ëmweltschutz?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Covidgesetz ass mam Gesetz vum 15. Dezember ofgeännert a bis de 15. Januar 2021 verlängert ginn, a soumat och d'Ausgangsspär vun 23.00 bis 6.00 Auer. Dat heescht, dass et wärend där Zäit verbueden ass op der Voie publique ze zirkuléieren, wat als Konsequenz huet, dass ee wärend där selwechter Zäit kee Freedefeier am ëffentleche Raum ka schéissen.

Et ginn awer doriwwer eraus och nach speziell legal Dispositiounen iwwert d'Freedefeier.

Den Artikel 553-1 vum Code pénal bestrooft déi Leit, déi sech net un e Verbuet hale fir Freedefeier ze schéissen, mat enger Amende vu 25 bis 250 Euro. Et ass wichteg ze preziséieren, dass dësen Artikel d'Schéisse vu Freedefeier net verbitt, mee viraussetzt, dass de Verbuet vun enger anerer Norm virgesinn ass, wéi zum Beispill vun engem Gemengereglement.

D'Gemengenautoritéite kënnen, op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, déi noutwendeg Mesuren huelen, fir d'ëffentlech Sécherheet an d'Rou vun de Biergerinnen a Bierger ze garantéieren. Duerch d'Gemengenautonomie kënnen déi Mesurë vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn.

D'Schéisse vu Freedefeier ass a ville Gemengen an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis ënner verschiddenen Ëmstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen ze erlaben, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedefeier zum Beispill duerch „light shows" a „light painting" ze ersetzen.

D'Regierung huet keng Pläng, fir d'Schéisse vu Freedefeier anescht ze reegelen oder ze adaptéieren. Vu dass de legale Kader de Gemenge bekannt ass a vill vun hinnen entspriechend Reglementer hunn, ass et de Moment net néideg, fir Recommandatiounen un d'Gemengen ze ginn.

Question urgente 3349 (21.12.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **nouvelle souche de la Covid-19 en Grande-Bretagne :**

Wéi an der nationaler an internationaler Press haut iwwerall ze liesen ass, goufen et an England - virun allem am Südoste vum Land an zu London - Infektioune mat enger mutéierter Variant vum Coronavirus. Dem brittesche Gesondheetsminister no ass d'Situatioun ganz eescht ze huelen. Déi brittesch Regierung huet dofir ee strenge Lockdown bis zum Enn vum Joer ugeuerdent.

Vereenzelt EU-Länner, wéi d'Belsch, Holland an Italien, hunn als Virsiichtsmoossnam sämtlech Passagéierverbindungen iwwer Loft a Schinn aus dem Vereenegte Kinnekräich suspendéiert. Och Regierungen aus anere Länner envisagéieren - Stand haut - dat nämmlecht ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Mobilitéit a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Situatioun ëm déi mutéiert Variant vum Coronavirus am Vereenegte Kinnekräich?

2. Wäert d'Regierung, esou wéi eis Nopeschlänner, Passagéierfluchverbindungen tëscht Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich bis op Weideres sträichen?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi Variant B.1.1.7, déi lo a Groussbritannien vermeert opgetrueden ass an a verschiddene Regioune méi dominant virzefannen ass, ënnerscheet sech am Wesentlechen duerch eng méi héich Ustiechungsrate. Et gëtt am Moment keng Hiwäiser, dass dës Variant en Afloss op de Krankheetsverlaf oder souguer eng Stierwesrate huet. Laut Experten aus Groussbritannien ass d'Transmissioun 70 % méi héich wéi bei anere Varianten, wat de Reproduktiounsfacteur Reff ëm 0,4 an d'Luucht dréckt.

Et ass méiglech, dass verschidden Antikierper duerch déi Virusmutatiounen dës Variant vum Virus net méi esou gutt erkenne kënnen. Bis elo schéngt dat nach net wierklech e Problem gewiescht ze sinn a weider Etüde wäerten do Opschloss ginn. Op de Vaccin schéngt dës Variant och keen direkten Impakt ze hunn, mee och hei si weider Etüden néideg.

Déi Mutatioun ass an deem Deel vum virale Genom, wou verschidde PCR-Tester usetzen. Déi PCR-Tester, déi zu Lëtzebuerg am Gebrauch sinn, erlaben et, op d'mannst zwee bis dräi verschidde Geenen ze kucken, soudatt de Risiko vu falsch negative Resultater geréng ass. D'Gesondheetsdirektioun an den LNS hu säit Ufank vun der Kris eng 5 bis 10 % vun de positiven Tester sequenzéiert, woubäi een e puer Honnert Mutatiounen a siwe verschidde Varianten entdeckt huet. Déi B.1.1.7-Variant aus Groussbritannie war bis elo nach net derbäi.

De Virus ass och schonn um europäesche Festland (Holland, Italien, Dänemark a warscheinlech och schonn an der Belsch) a Lëtzebuerg muss sech dorop astellen, dass dës Variant, wa si sech da weider esou séier ausbreet wéi a verschiddene Géigenden a Groussbritannien, och fréier oder spéider bei eis optauche wäert.

ad 2. Zurzäit ginn et véier Fluchgesellschaften, déi Lëtzebuerg vum Vereenegte Kinnekräich aus ufléien: d'Luxair, Ryanair, Easyjet a British Airways. Dofir war et wichteg, eng generell Decisioun ze huelen.

Am Laf vum Sonndeg 20. Dezember 2020 hunn d'Gesondheetsministesch, de Mobilitéitsminister an den Aussen- an Europaminister sech concertéiert an hunn decidéiert, direkt ze handelen. Et hunn och Concertatioune mat den Nopeschlänner an op EU-Niveau stattfonnt.

D'Regierung huet doropshin den 20. Dezember am Nomëtteg annoncéiert, datt vu Mëtternuecht un all Passagéiervollen, déi aus Groussbritannie kommen, fir op d'mannst emol 24 Stonne suspendéiert ginn. Dës Mesure ass och der EU-Kommissioun notifizéiert ginn.

Den 21. Dezember huet d'Regierung decidéiert, d'Fluchverbuet vu Groussbritannien op Lëtzebuerg provisoresch bis den 3. Januar mat abegraff ze verlängeren.

En vue vun der Evolutioun kënnen opgrond vun den Erkenntnisser zu all Moment nei Mesuren decidéiert ginn.

Question urgente 3350 (21.12.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **cumul des pensions de vieillesse et de survie pour le calcul de la retenue d'impôt et de cotisation sociale :**

Par courrier du 17 décembre 2020 sous signature du directeur du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, des agents de l'État retraités bénéficiant d'une pension de vieillesse personnelle et d'une pension de survie d'un agent de l'État décédé viennent d'être informés que les deux pensions ne seraient à partir de l'année 2021 plus traitées séparément pour le calcul des impôts et cotisations sociales.

Dorénavant ces deux pensions seraient en revanche « liées informatiquement » pour ne plus être considérées comme une seule pour définir les montants d'impôts et de cotisations.

Il s'ensuit que les mensuels nets seront notoirement moins élevés que dans le passé. Il revient aux agents retraités, dont certains d'un âge avancé, de solliciter d'éventuelles réductions au titre des avances à payer trimestriellement sur l'impôt.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ce changement de traitement au niveau du cumul des pensions pour déterminer le montant de l'impôt applicable ? Combien d'agents retraités en sont concernés ?

- Quels sont les motifs de ce changement ? Quelle en est la base légale, une « liaison informatique » d'une pension de vieillesse et d'une pension de survie, de sources totalement différentes, ne pouvant justifier à elle seule ce changement de pratique administrative pourtant opérée pendant de longues années ?

- À défaut de base légale, est-ce que Monsieur le Ministre a cautionné ce changement ? Si oui, pour quelles raisons ?

- S'agissant d'une décision à effets dommageables pour les agents concernés pris individuellement et, à défaut d'une base légale à portée générale éventuelle, est ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que par application de la règlementation relative à la procédure administrative non contentieuse, il eut fallu en avertir les intéressés individuellement à l'avance et les inviter à faire valoir leurs observations ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que ce changement de traitement est contraire aux principes de sécurité juridique et de confiance légitime qui doivent guider l'action des autorités publiques ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que ce changement de traitement contrevient au principe d'égalité de traitement dans la mesure où un agent cumulant une pension de vieillesse du secteur privé et une pension de survie du secteur public ne se voit a priori pas appliquer un tel cumul pour déterminer la charge d'impôt ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que ce changement de traitement est contraire à l'objectif affiché dans le programme gouvernemental d'apporter des allégements fiscaux entre autres aux veufs et veuves ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut exclure que ce changement de traitement a été opéré pour parer à d'éventuels manques de liquidités des caisses de l'État ? Si non, Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le montant à débourser mensuellement en moins par la Trésorerie de l'État en raison de cette mesure, toute chose restant égale par ailleurs et sans tenir compte d'une revalorisation des pensions ?

- Est-ce que pour les motifs légaux sus-indiqués, Monsieur le Ministre n'entend pas se départir de ce changement de traitement ?

Réponse (23.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) compte actuellement plus que 12.600 pensions courantes. Il s'agit de pensions personnelles (pensions de vieillesse, pensions de vieillesse anticipée et pensions d'invalidité), de pensions de survie et de pensions d'orphelins.

En tout, 267 personnes bénéficient simultanément de deux pensions (personnelle et survie) de la part du CGPO. Vu que deux prestations de la même nature sont payées par le même organisme de pension, le CGPO applique la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions, ce qui est tout à fait conforme à l'article 96.1. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l´impôt sur le revenu.

L'imposition commune de deux pensions s'applique depuis le 1er janvier 2017 au CGPO. Elle est le résultat d'un projet informatique dont une première étude de faisabilité a été réalisée en 2012. En 2016, des workshops avaient lieu avec la participation de représentants de l'Administration des contributions directes. Par courrier du 22 juillet 2016, le directeur du CGPO a informé le directeur de l'Administration des contributions directes que l'implémentation de la nouvelle approche aura lieu avec le début de l'exercice 2017.

À partir de la tranche de paiement du mois de janvier 2017, le CGPO avait appliqué la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions pour quelque 200 personnes et avait notifié les personnes concernées par courrier. Depuis quatre années donc, la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions est la pratique commune au CGPO et la même approche est aussi appliquée par les autres organismes de pension du Luxembourg.

Au cours de l'année 2020, le CGPO a remarqué que les systèmes informatiques n'avaient pas correctement lié les deux formes de pension pour certains bénéficiaires et qu'en conséquence, la retenue d'impôt ne s'appliquait pas correctement sur l'ensemble des deux pensions. Pour la tranche de paiement de la pension du mois de janvier 2021, le CGPO a procédé à la liaison de leurs deux pensions pour 58 bénéficiaires et en a informé les personnes concernées par courrier du 17 décembre 2020.

Pour les personnes concernées, l'application de la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions a généralement pour effet que le bénéficiaire doit payer une retenue d'impôt plus élevée sur ses pensions mensuelles. En contrepartie, la régularisation nécessaire après la déclaration pour l'impôt sur le revenu ainsi que les avances trimestrielles à payer deviennent moins élevées pour la personne. En fin de compte, après traitement de la déclaration pour l'impôt sur le revenu, la personne a donc payé exactement la même somme d'impôts sur ses pensions.

Vu que la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions est conforme à la législation en vigueur et qu'elle ne constitue, après déclaration pour l'impôt sur le revenu, pas une augmentation d'impôts réelle pour les personnes concernées, je peux confirmer que cette approche n'est pas contraire aux principes de sécurité juridique et de confiance légitime qui doivent guider l'action des autorités publiques et qu'elle n'est pas contraire à l'objectif affiché dans le programme gouvernemental d'apporter des allégements fiscaux aux veuves et veufs.

Pour les personnes qui sont bénéficiaires d'une pension personnelle d'un organisme et d'une pension de survie d'un autre organisme, la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions ne peut évidemment pas être appliquée lors des paiements mensuels. Vu que les dossiers de ces personnes sont régularisés après déclaration pour l'impôt sur le revenu, on peut constater qu'il y a tout à fait égalité de traitement par rapport aux personnes bénéficiant de deux pensions d'un seul organisme.

Vu que l'État ne perçoit pas un euro de plus, après déclaration pour l'impôt sur le revenu, par l'imposition commune de deux pensions, je peux exclure catégoriquement les propos de l'honorable Député que cette approche aurait été implémentée pour parer à d'éventuels manques de liquidités des caisses de l'État.

Question urgente 3351 (21.12.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Paul Schaaf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **commande de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne :**

An engem rezenten Artikel am „Spiegel" war gewuer ze ginn, datt d'EU wuel net genuch Impfdosisse bei deene Pharmakonzerner bestallt huet, déi déi héchsten Effikassitéit virweisen an déi och am séierste kéinte geliwwert ginn, nämlech nach dëst Joer. Aner Länner wéi d'USA hu sech dës Vaccinen awer geséchert a kéinten domat e grousse Virsprong hunn, wat d'Impfen ugeet par rapport zu den EU-Memberstaaten. Dëst kéint natierlech nieft dem Effekt op d'ëffentlech Gesondheet och e grous-

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

sen Impakt op d'Ekonomie hunn, wann Europa nach an engem Zenario vu Lockdowns wier an aner Länner schonn erëm normal kéinte funktionéieren

Eisen Informatiounen no sinn eis Nopeschlänner amgaangen ze probéieren, Impfdosisse vun dëse Firmen nozebestellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, probéiert d'Regierung, och nach zousätzlech Impfdosisse vun dëse Firmen ze bestellen?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

4. Ginn et Demarchen op EU-Niveau, fir sech nach kuerzfristeg Vaccine vun de concernéierte Firmen ze sécheren?

Réponse (23.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung ass dës Informatiounen iwwert d'Press gewuer ginn.

Et sief bemierkt, datt d'Europäesch Kommissioun an de leschte Méint mat sechs verschiddene Laboratoirë Kontrakter fir en Total vun 1,895 Milliarden Impfdosen ofgeschloss huet.

Soumat ass derfir gesuergt, datt all Memberstaate genuch Impfdose bestelle kënnen, fir eng Impfcouverture vun hirer Bevëlkerung ze erméiglechen.

ad 2. D'Regierung huet sech positionéiert, fir déi zousätzlech optionell Impfdose bestellen ze kënnen, déi an de Kontrakter, déi d'Europäesch Kommissioun ausgehandelt huet, virgesi sinn. Parallell ass och direkte Kontakt mat deene verschiddene pharmazeutesche Laboratoiren opgeholl ginn.

ad 4. Déi verschidde Laboratoiren hu sech dozou verflicht, d'Produktioun vun Impfdosen ze beschleunegen, mee an engems och d'Reegelen de bonnes pratiques fir d'Produktioun vu Vaccinen ze respektéieren. Si si gehalen, Liwwerungskalenneren ze respektéieren. E Comité de pilotage op Niveau vun der Europäescher Kommissioun, an deem all Memberlänner, ënner anerem och Lëtzebuerg, vertruede sinn, kontrolléiert all Woch, ob dee Liwwerungskalenner respektéiert gëtt. Doduerch datt parallell Kontrakter mat verschiddene Firmen ofgeschloss gi sinn, kann e kontinuéierleche Flux vun Impfdose garantéiert ginn, wann déi éischt Vaccine vun der Europäescher Medikamentenagence bis autoriséiert sinn.

Question urgente 3357 (21.12.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **vaccination du personnel soignant :**

De 17. Dezember 2020 hätt d'Madamm Gesondheetsministesch laut eisen Informatiounen de Spidolsdirektere matgedeelt, datt si den 28. an den 29. Dezember jeeweils 200 Leit pro Spidol an d'Stad schécke sollen, fir dass dëst Personal geimpft ka ginn. Tatsächlech géifen dann ëm déi 800 Leit an d'Victor-Hugo-Halen um Lampertsbierg zitéiert ginn. Op de Spidolsdirekteren hir Propos hin, d'Personal emol fir den Ufank an de jeeweilege Spideeler ze impfen, anstatt dës Mass vu Leit an d'Stad kommen ze loossen, déi dann no dräi Wochen erëm mussen an d'Ausstellungshale pilgeren, huet d'Madamm Gesondheetsministesch keng Suite favorable ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt 200 Employéë pro Spidol an de Victor Hugo musse komme fir geimpft kënnen ze ginn an datt dës Leit d'Impfung net kënnen an de jeeweilege Klinicke kréien?

- Aus wéi engem Grond sollen 800 Leit aus de Spideeler an d'Victor-Hugo-Hale goe fir hir Impfung, wëssend dass d'Personal dréngend a sengen Haiser gebraucht gëtt?

- Firwat kënnen déi 800 Leit net am jeeweilege Spidol geimpft ginn? Firwat muss d'Personal seng Fräizäit afferen an hin- an hierfueren, wann dee selwechten Exercice am Spidol gemaach gëtt?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt et méi einfach fir dat jeeweilegt Spidolspersonal wier, fir am Spidol selwer geimpft ze ginn, esou wéi et och vun de Spidolsdirektere proposéiert ginn ass?

- Vu datt d'Impfung op fräiwëlleger Basis berout, wëssen déi eenzel Spideeler bis dato nach net, ob si 200 Leit zesummekréien, déi sech impfe loossen.

Huet d'Regierung sech schonn domat auserneegesat? Wat geschitt, wann ee Spidol dës 200 Leit net zesummekritt?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir kënnen dem honorablen Deputéierte bestätegen, datt den 28. an den 29. Dezember jeeweils 430 Membere vum Personal vun de véier Akutspideeler hei am Land an dem Impfzenter an der Victor-Hugo-Hal um Kierchbierg geimpft ginn. Ausserdeem wäerten den 30. Dezember 430 Salariéen aus dem Fleege- a Betreiungssecteur op där selwechter Plaz geimpft ginn.

D'Regierung huet domadder op eng éischt Liwwerung vum Impfstoff vum Produzent Biontech/Pfizer, déi fir de 26. Dezember ugekënnegt ass, reagéiert. Et ass der Regierung wichteg, schnell mat der Impfcampagne zu Lëtzebuerg unzekommen. D'Personal, dat an d'Victor-Hugo-Hal geruff gëtt, entsprécht deene Kategorien, déi an der nationaler Impfstrategie als prioritär agestuuft ginn.

Well de Produzent den Impfstoff bei dëser éischter Liwwerung aus logistesche Grënn just op eng Plaz liwwere konnt a well dësen Impfstoff bei minus 75 Grad stockéiert muss ginn, war et net méiglech, den Impfstoff a verschidde Spideeler ze liwweren.

Am Laf vun deenen éischte Wochen am Januar wäert de Produzent d'Spideeler direkt beliwwere kënnen, esou datt dann d'Personal aus de Spideeler - dat heescht all d'Salariéen, all d'Dokteren an all d'Salariéë vun de Sous-traitanten, déi an de Spideeler intervenéieren - um Site vun de Spideeler d'Impfung proposéiert kréien.

Dës éischt Impfcampagne ass zesumme mat der Ënnerstëtzung vun der Fédération des hôpitaux, de Spidolsdirektiounen an der COPAS organiséiert ginn. D'Regierung ass zouversiichtlech, datt eng breet Majoritéit vun Dokteren a Soignantë sech wäert impfe lossen.

Question urgente 3364 (23.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination contre la Covid-19 :**

D'Impfcampagne géint de Coronavirus wäert zu Lëtzebuerg méi lues ufänke wéi bis elo ugeholl. Laut eisen Informatioune wäert den Impfzenter um Lampertsbierg den 28., den 29. an den 30. Dezember seng Dieren opmaachen a wier dann awer nees vum 31. Dezember bis den 18. Januar zou opgrond dovun, datt net genuch Impfstoff disponibel ass. Deemno wieren eisen Informatiounen no anscheinend just ëm déi 9.000 Echantillone geliwwert ginn.

Laut dem Radio 100,7 wier virgesinn, ëm déi 1.300 Leit ze impfen, zwee Drëttel vun den Invitatioune sollen un d'Spidolspersonal goen an een Drëttel un d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer. Déi definitiv Confirmatioun hätt een awer nach net laut dem Här Feller, Haut-Commissaire à la protection nationale.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt just ëm déi 9.000 Echantillone geliwwert gi sinn?

- Kann d'Regierung zudeem matdeelen, fir wéi vill Leit dës Unzuel un Echantillonen duergeet?

- Kann d'Regierung och confirméieren, datt den Impfzenter ab dem 31. Dezember 2020 bis den 18. Januar 2021 zou ass, an dëst opgrond dovun, datt net genuch Impfstoff disponibel ass? Wéi gesäit et mam Oflaf nom 18. Januar aus?

- Laut dem Haut-Commissaire à la protection nationale hätt een nach keng genau Confirmatiounen, wéi vill Invitatiounen un d'Spidolspersonal ginn a wéi vill un d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer. Kann d'Regierung eis méi Detailer doriwwer ginn?

- Wat geschitt mat den Echantillonen, déi sech jo net éiweg halen, am Fall wou Leit, déi sollte geimpft ginn, da schlussendlech awer net opdauchen?

- Weess d'Regierung, wéi et weidergeet mam Delai vun de Vaccinsliwwerungen? Wa jo, kéint se eis méi Informatiounen doriwwer ginn? Wéini wäerten déi nächst Liwwerunge kommen a wéi vill Vaccin wäerte mir am Januar hei zu Lëtzebuerg hunn?

Réponse (24.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir kënnen den honorablen Deputéierte bestätegen, datt Lëtzebuerg an enger éischter Allocatioun a laut der leschter Confirmatioun, déi de Produzent Pfizer/Biontech eis den Dënschdeg de Moie geschéckt huet, ronn 9.700 Vaccinen zougestallt kritt. Well all Persoun zweemol mat dem Produit muss geimpft ginn, kënne ronn 4.850 Leit mat dëser éischter Allocatioun geimpft ginn.

Den Datum vu weidere Liwwerungen am Januar ass nach net definitiv confirméiert. Déi nächst Liwwerunge sollen un éischter Stell direkt un d'Spideeler goen, déi hiert Personal an d'Personal vun hire Sous-traitanten op hirem Site impfen. Déi éischt Liwwerung konnt net tëschent de Spideeler opgedeelt ginn, well de Fabrikant dës éischt Liwwerung aus Enkpäss um Niveau vun der Logistik just op eng zentral Plaz féiere konnt.

D'Regierung envisagéiert, den Impfzenter an der Woch vum 18. Januar nees opzemaachen, fir de Leit, déi den 28., 29. an 30. Dezember geimpft ginn, d'Méiglechkeet ze ginn, hir zweet Allocatioun ze kréien. Wéi vill weider Leit eng Invitatioun geschéckt kënne kréien, fir sech dann e Rendez-vous iwwert de guichet.lu ze huelen, hänkt vun de Liwwerungen of, déi mir am Laf vum Januar kréien. Am Moment waarde mir nach op eng endgülteg Confirmatioun fir dës Datumer.

Ewéi an der Äntwert op d'Fro N° 3357 vum honorablen Deputéierte Georges Mischo beschriwwen, wäerten déi éischt Deeg am Impfzenter all Dag ronn 430 Leit aus dem Spidols-, Fleege- a Betreiungssecteur invitéiert ginn. Dës Leit huele sech e Rendez-vous, soudatt den Dag virdru gewosst ass, wéi vill Leit sech impfe loossen.

Question urgente 3368 (28.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**incidence du couvre-feu sur le service de livraison de repas à domicile :**

Zënter bal engem Mount sinn d'Restauranten an d'Caféen hei zu Lëtzebuerg coronabedéngt zou. Den Takeaway an d'Liwwerung vun lesse bleiwen awer nach erlaabt. Konsequenterweis hu vill Restaurateure sech an der zweeter Coronawell alt nees ëmgestallt an hiert Geschäft op Liwwerungen an Takeaway spezialiséiert.

Mam neie Covidgesetz, dat zënter dem 26. Dezember a Kraaft ass, gouf elo och nach d'Ausgangsspär op 21.00 Auer erofgesat. Dëst stellt vill Restaurateuren hei am Land virun Onkloerheeten, well si net wëssen, ob si no 21.00 Auer nach dierfe Liwwerungen ausféieren oder ob d'Kichen zu där Auerzäit zou muss sinn. Verschidde Restaurateuren, déi d'Police kontaktéiert hunn, fir sech iwwert d'Bestëmmungen ze informéieren, krute gesot, datt d'Ausgangsspär ze respektéiere wier a si hir Aktivitéiten net no 21.00 Auer kéinten duerchféieren.

D'Ministere fir Mëttelstand a Gesondheet haten der Chamber awer verséchert, datt d'Restaurateuren och wärend der Ausgangsspär normal weiderschaffe kéinten. Och d'Horesca informéiert d'Restaurateuren, datt si wärend der Ausgangsspär kënne weider liwweren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren erklären, wéi d'Ausgangsspär sech op d'Restauratiounsbetriber auswierkt, déi hiert lesse liwwere loossen? Däerfen d'Restaurateuren nach no 21.00 Auer lessen heem liwweren oder net?

2. Plangen d'Ministeren, d'Ëffentlechkeet geziilt iwwert déi aktuell Bestëmmungen ze informéieren, fir Widderspréchlechkeeten ze vermeiden?

Réponse commune (29.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Beim Impakt vun der Ausgangsspär op d'Restauratiounsbetriber muss een tëschent Takeaway a Liwwerservice differenzéieren:

- Beim Takeaway hëlt de Client seng Bestellung beim Restaurateur selwer of. Well Deplacementer am ëffentleche Raum tëschent 21.00 Auer a 6.00 Auer verbuede sinn an den Takeaway net als valabele Grond fir en Deplacement gëllt, däerf de Client no 21.00 Auer net méi op d'Méiglechkeet vum Takeaway zréckgräifen.

- Beim Liwwerservice kritt de Client seng Bestellung vum Restaurateur heem geliwwert. De Restaurateur liwwert also am Kader vu senger berufflecher Aktivitéit aus. Deemno ass de Liwwerservice och nach no 21.00 Auer méiglech.

ad 2. D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet am Kader vum Couvre-feu de Secteur iwwert dës Mesuren an hiren Impakt an d'Bild gesat. No Ofsprooch mam Ministère huet d'Horesca am dësem Zesummenhank och un de Secteur kommunizéiert.

Question urgente 3369 (29.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **promotions pour des articles et des marchandises non essentiels :**

L'article 3bis, paragraphe 3, alinéa 1er point 8° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 interdit la vente au détail de produits et de marchandises - tout en prévoyant à l'alinéa 2 une série de dérogations pour les produits considérés comme essentiels.

Or, depuis quelques jours, les ménages trouvent dans leurs boîtes aux lettres des dépliants de publicité des grandes surfaces contenant des promotions pour toutes sortes d'articles et de marchandises non essentiels, concernant notamment des produits du domaine hifi, de l'électroménager, des bijoux ou de l'équipement pour les sports et loisirs. Ces publicités ne font aucune mention de l'interdiction prévue par la loi précitée et ne portent aucune précision concernant les modalités d'une éventuelle livraison à domicile, d'une vente au volant ou d'un retrait de commandes en plein air, qui restent autorisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces publicités et promotions ne sont pas conformes à la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ? Peut-il me dire si éventuellement la conception et l'impression des dépliants en question ont été effectuées avant la dernière modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la distribution de ces dépliants de publicité risque de créer des malentendus, voire d'être perçue comme une invitation aux consommateurs de se mettre en non-conformité par rapport aux dispositions précitées ?

- Monsieur le Ministre entend-il inviter les responsables des grandes surfaces à communiquer de façon claire sur les restrictions en vigueur ? En effet, des précisions sur la validité ou la caducité d'une partie des promotions annoncées s'impose afin d'éviter d'induire en erreur les consommateurs.

Réponse (29.12.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Dès que j'ai pris connaissance de la question parlementaire de l'honorable Député Di Bartolomeo, j'ai contacté personnellement plusieurs grandes surfaces. Ces entreprises m'ont toutes confirmé qu'une campagne de communication basée sur l'envoi de dépliants de publicité de type « i-mail » distribués par POST Luxembourg se doit d'être préparée de longue date et que sa logistique s'avère relativement lourde.

En effet, après leur conception, il y a lieu d'imprimer les dépliants, de les assembler avec les dépliants des autres annonceurs, de les emballer dans des blisters pour finalement procéder à leur expédition.

Ainsi, avec l'entrée en vigueur des récentes mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, certaines de ces publicités et promotions n'étaient plus conformes avec les nouvelles dispositions légales.

S'il est vrai que ces publicités contiennent pour partie des annonces pour des produits dits « non essentiels », il convient cependant de savoir que l'envoi était à un stade logistique tellement avancé qu'il n'était plus possible de retirer les annonces en question : les dépliants étaient imprimés, assemblés avec les dépliants des autres annonceurs, emballés et prêts pour l'expédition.

Je tiens également à préciser que les entreprises concernées m'ont toutes affirmé qu'elles ont mis en œuvre tous les moyens à leur disposition pour éviter au maximum la diffusion d'informations « erronées » et que toute communication ayant pu être arrêtée a été suspendue.

Elles m'ont confirmé avoir réagi en parallèle par le biais des différents canaux digitaux leur permettant de réagir à très court terme et d'entrer en contact direct avec le consommateur final.

À titre d'exemple, on peut citer :

- l'envoi d'une « newsletter » à leur clientèle l'informant que suite à l'entrée en vigueur des nouvelles mesures, uniquement les produits dits « essentiels » pourraient être vendus en magasin ;

- des annonces sur leurs sites Internet respectifs ;

- des annonces sur les différents réseaux sociaux,

- etc.

N°22
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 22 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Situation de la pandémie du Covid-19				52e séance	Mercredi 8 juillet 2020
- déclaration du Gouvernement	p. 780	Sommaire des séances publiques nos 52 à 55	p. 826	53e séance	Jeudi 9 juillet 2020
- débat	p. 788	Sommaire des questions parlementaires	p. Q454	54e séance	Jeudi 9 juillet 2020
Service public dans les médias	p. 817			55e séance	Mardi 14 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Petitiounen.lu : le nouveau site dédié aux pétitions



Le Président de la Chambre et la Présidente de la Commission des Pétitions ont présenté le nouveau site.

Un site convivial, moderne, accessible aux citoyens, multilingue et en version mobile : voici en résumé le nouveau site de la Chambre des Députés dédié exclusivement aux pétitions publiques et ordinaires.

Un site Internet proche du citoyen

D'emblée, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a affirmé que l'outil de la pétition est une bonne manière pour thématiser les soucis des citoyens au sein du Parlement, d'où l'intérêt de créer un site Internet dédié exclusivement aux pétitions publiques et ordinaires.

Au cours de la présentation, M. le Président a expliqué qu'il s'agit d'un « ongoing process » et que le site connaîtra encore des adaptations. En effet, de nouvelles fonctionnalités vont être ajoutées prochainement et les réactions des utilisateurs seront primordiales pour peaufiner le site.

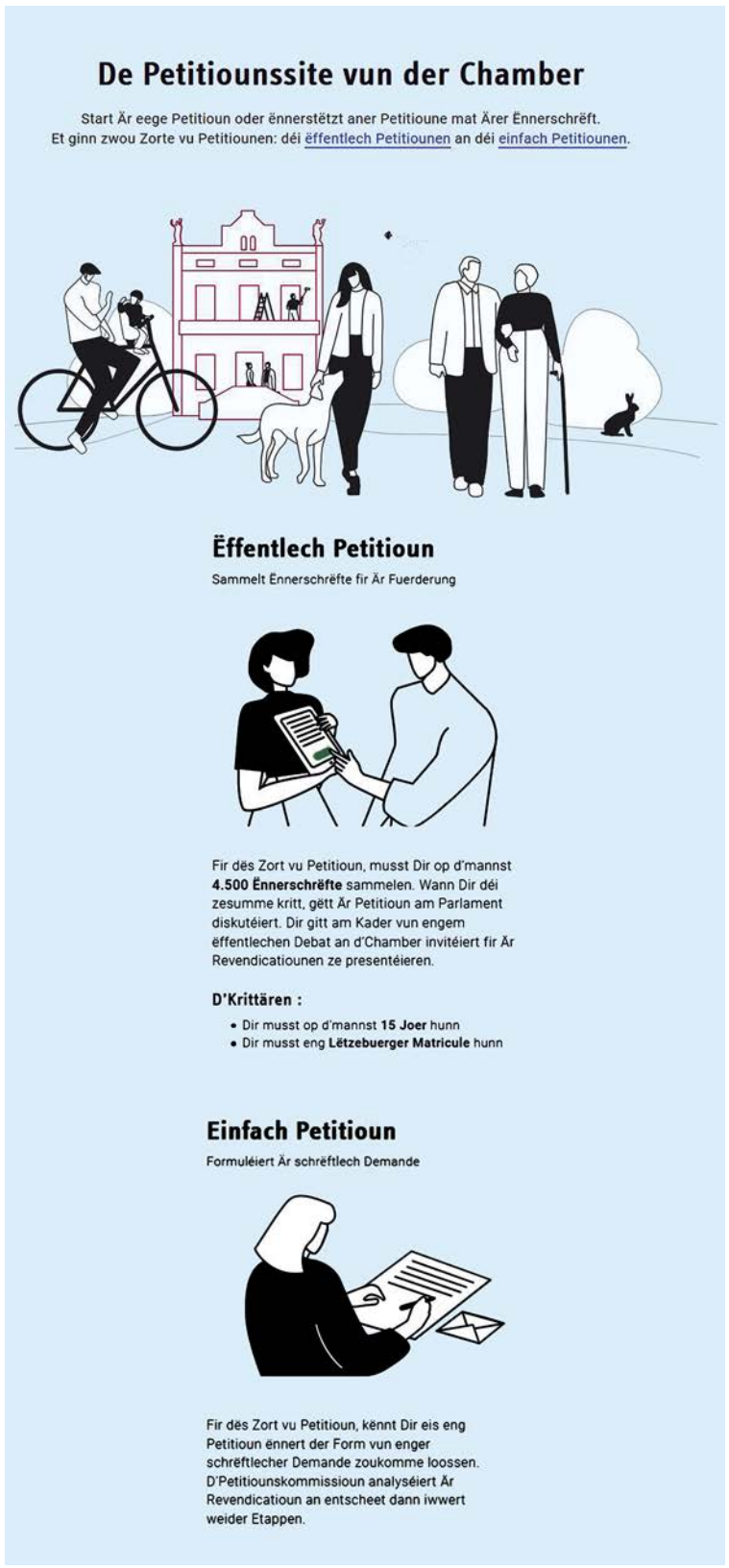
Le nouveau site petitiounen.lu se veut accessible et proche du citoyen. Ce sont les deux prémisses essentielles pour Mme la Présidente de la Commission des Pétitions Nancy Arendt.

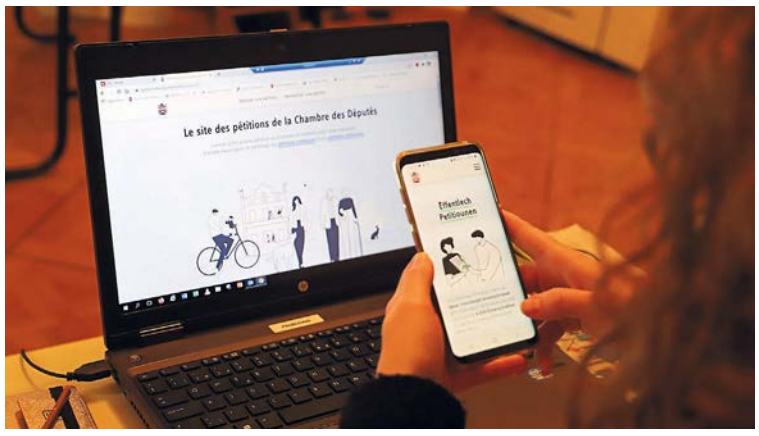
Un site accessible et en quatre langues

« L'accessibilité du nouveau site ne s'applique pas seulement en termes de design, mais également du point de vue linguistique », a précisé Mme Nancy Arendt. Le site des pétitions est accessible en quatre langues : luxembourgeois, allemand, français et anglais. Par contre, les pétitions ne pourront être déposées que dans les trois langues administratives (luxembourgeois, français et allemand).

Un site « mobile friendly »

Signer ou déposer une pétition à partir d'un Smartphone ou d'une tablette ? Le nouveau site des pétitions de la Chambre des Députés se veut également « mobile friendly ». En effet, la navigation a été conçue pour que le site soit aussi accessible sur les petits supports tels que les Smartphones ou les tablettes.





Le saviez-vous ?

ÊTRE INFORMÉ DE LA MISE EN LIGNE D'UN COMPTE RENDU

Le compte rendu de la Chambre des Députés peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Vous y pouvez souscrire à un service « Être informé de l'ajout d'un compte rendu par e-mail ».

https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/SeancesPubliques/ComptesRendusSeances

L'Administration parlementaire recrute :

un RESPONSABLE de l'IT et de la stratégie digitale de la Chambre des Députés (m/f)

(réf. CHD 49) - tâche complète

En tant que responsable de service, vos missions consistent à piloter et à coordonner les projets du service informatique, à veiller à la bonne gestion du parc informatique, à contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie digitale globale, tout en identifiant continuellement des enjeux et des opportunités de digitalisation au sein de l'Administration parlementaire, notamment dans une perspective de coopération avec d'autres instances étatiques.

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

COSAC - Réunion des Présidents de commission

Priorités portugaises : relance équitable, verte et numérique

Les présidents des commissions spécialisées dans les affaires communautaires de la COSAC et la Vice-Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, se sont réunis le 11 janvier 2021 par vidéoconférence pour discuter des priorités de la présidence portugaise qui a débuté le 1er janvier 2021.

Les priorités de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, résumées sous le titre « Il est temps d'agir : pour une relance équitable, verte et numérique » ont été présentées par le M. Augusto Santos Silva, Ministre d'État et Ministre des Affaires étrangères du Portugal.

Il a expliqué que le programme de la présidence portugaise s'articulera autour des trois grandes priorités suivantes :

- favoriser la relance européenne appuyée sur les transitions climatique et numérique ;

- instaurer le socle européen des droits sociaux en tant qu'élément essentiel pour mener à bien une transition climatique et numérique juste et inclusive ;

- renforcer l'autonomie stratégique d'une Europe ouverte au monde.

M. Santos Silva a ajouté qu'en réaction à la crise de la Covid-19, il était essentiel de renforcer la résilience de l'Europe et la confiance des citoyens dans le modèle social européen afin de permettre une sortie de la crise.

La position de l'Union européenne dans le monde et notamment ses relations avec l'Afrique constitueront une autre priorité de la présidence portugaise.

Intervenant au cours du débat, M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, a souhaité plein succès à la présidence portugaise tout en la félicitant pour avoir choisi les bonnes priorités, en particulier en ce qui concerne la protection des droits humains.

Dans ce contexte, il s'est enquis des projets de la présidence pour la mise en œuvre de l'acte relatif à la diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement qui obligera les entreprises à faire en sorte que les droits humains soient protégés dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Les députés ont également débattu du paquet financier adopté pour faire face à la crise causée par la Covid-19 ainsi que de l'adoption de plans nationaux de relance et de leurs différentes priorités avec la Commissaire européenne chargée de la cohésion et des réformes, Mme Elisa Ferreira. Au cours de cet échange, l'implication des parlements nationaux dans les solutions proposées a été soulignée, notamment en ce qui concerne la ratification de la décision sur les ressources propres.



La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten (à droite).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 22** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Transport routier de marchandises et voyageurs : formation des conducteurs

7462 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national certaines dispositions de la directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire. Il s'agit d'un enjeu de taille, car les dispositions relatives à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs visés ont pour but de professionnaliser le secteur du transport routier, de sensibiliser chaque conducteur à la sécurité et d'améliorer la sécurité routière sur l'ensemble du réseau routier européen.

En effet, l'évaluation de la mise en œuvre de la directive de 2003 par la Commission européenne a révélé des lacunes, énumérées au quatrième considérant de la directive (UE) 2018/645 à transposer par le présent projet de loi : « [...] les difficultés et l'insécurité juridique dans l'interprétation des exemptions ; le contenu de la formation, dont la pertinence par rapport aux besoins des conducteurs est apparue insuffisante ; les difficultés pour les conducteurs d'obtenir la reconnaissance mutuelle de formations entièrement ou partiellement suivies dans un autre État membre ; et les incohérences des conditions d'âge minimum entre la directive 2003/59/CE et la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil. »

Par la nouvelle directive de 2018, le législateur européen vise donc à pallier ces lacunes. Les principaux changements concernent la dénomination des catégories du permis de conduire, les exemptions par rapport aux dispositions de la loi et la création d'une banque de données en matière de certificats de formation comprenant l'échange entre États membres de l'UE et de l'Espace économique européen ainsi que la consultation des données par les membres de la Police grand-ducale et les agents de l'Administration des douanes et accises, afin de lutter plus efficacement contre le commerce illégal de faux certificats à l'échelle de l'Union européenne.

La directive visée prévoit comme délai de transposition le 23 mai 2020 respectivement le 23 mai 2021 pour le point 6 de l'article 1er qui crée la base légale nécessaire à l'échange européen d'informations sur les certificats de formation délivrés ou retirés par les États membres.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30.07.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

14.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2020

Loi du 5 août 2020

Mémorial A : 2020, n° 748, page 1

Promotion du transport combiné

7520 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné

Le présent projet de loi a comme objet la prolongation pour quatre ans d'un régime d'aide visant à favoriser le rail et les voies navigables intérieures pour le transport de marchandises en incitant le passage du transport de marchandises par route à des modes à moindres émissions.

Il vise donc le développement des modes de transport alternatifs à la route qui génèrent moins d'externalités négatives (émissions, bruit et accidents) en encourageant le développement d'offres comodales par chemin de fer et/ou par voie navigable par rapport au recours au seul transport routier. Aucune modification importante n'a été apportée au régime initial et le futur régime sera donc très similaire au régime de la période 2015-2018.

Le projet de loi propose d'appliquer le nouveau régime rétroactivement à partir de la date de fin de validité du régime précédent. Ainsi, à partir du 1er janvier 2019, le nouveau régime d'aide s'appliquera au transport combiné de fret ayant lieu entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2022.

Les aides sont accordées aux opérateurs acheminant des unités de transport intermodal par transport combiné ferroviaire intérieur, international ou par transport combiné fluvial international.

Le but essentiel de la politique européenne des transports combinés est de créer un transfert modal de la route vers d'autres modes de transport. Il s'agit d'encourager le développement d'offres comodales par chemin de fer et par transport fluvial conduisant à des gains économiques (logistiques, énergie) et sociaux (congestion, pollution) par rapport au recours au seul transport routier.

Les distances parcourues sur le territoire luxembourgeois étant restreintes, il est envisagé de ne pas limiter la subvention au transport combiné sur la distance nationale, mais également de l'incorporer en tenant compte de l'ensemble de son parcours international, ceci afin d'arriver à une subvention compensatoire viable pour les transporteurs.

Le transporteur devra utiliser un point intermodal comme le Port de Mertert et/ou le terminal de conteneurs de Bettembourg comme point de départ ou d'arrivée de la rupture de charge et du calcul de la subvention.

Adaptations

Sur base de l'expérience acquise dans le contexte du régime qui a pris fin en 2018, le régime futur est modifié seulement en ce qui concerne le volet fluvial.

Il incombe à cet égard de rappeler que l'article 12 de la loi du 26 mai 2016 contenait pour le transport combiné fluvial international un parcours d'au moins 150 kilomètres depuis ou vers un terminal intermodal luxembourgeois pour être éligible.

Or, dans l'optique d'une coopération éventuelle des ports de la Moselle pour développer ensemble les transports combinés et ainsi pouvoir obtenir une masse critique justifiant le départ régulier d'une navette par barge, la limite est réduite de 150 à 50 kilomètres.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27.01.2020

Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

02.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2020

Loi du 31 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 672, page 1

SÉANCE 52

MERCREDI
8 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel d'une éventuelle application de traçage des contacts
   - *Exposé : Mme Viviane Reding*
   - *Débat : M. Guy Arendt (intervention de M. André Bauler) - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. Marc Baum (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - Mme Viviane Reding (fait personnel) - M. Roy Reding - Mme Viviane Reding - M. Sven Clement*
   - *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Claude Wiseler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert déi aktuell Situatioun vun der Covid-19-Pandemie. Ech ginn d'Wuert un den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt op den Dag vun haut iwwer 539.000 Doudeger weltwäit, déi mam Covid-19 a Verbindung stinn, Mënschen, déi un den direkten oder indirekte Suitte vum Coronavirus gestuerwe sinn. Zu Lëtzebuerg läit déi Zuel den Ament stabel bei 110 Doudeger. Dat sinn 110 Mënsche mat Famill, mat Frënn, mat Leit, deene si vill am Liewen och bedeit hunn.

Et gëtt praktesch keng Plaz op der ganzer Welt, déi net betraff ass vun deem Virus. Wou Mënsche sinn, ass de Covid-19, a wou de Covid-19 ass, gëtt et Leit, déi sech ustiechen, déi krank sinn, schwéier krank sinn oder déi ëm hiert Liewe kämpfen oder gestuerwe sinn.

Mir haten a mir hunn et mat enger Pandemie ze dinn, déi Mënscheliewe gefuerdert huet a weider fuerdert, iwwerall op der Welt an och hei zu Lëtzebuerg. Dofir war et a bleift et richteg, dass mer dee Virus ganz eescht huelen an och ganz vill Ustrengunge maachen, fir d'Populatioun a besonnesch déi méi vulnerabel Matmënschen ze beschützen.

Et kann ee ganz bestëmmt laang diskutéieren iwwer allméiglech Mesuren, déi an de leschte Wochen a Méint decidéiert goufen. A mir mussen a mir wëllen och eenzel Aspekter a Fro stellen a virun allem och alleguerten aus der Vergaangenheet léieren. Op engem Punkt sinn ech awer formell: De Schutz vu Mënscheliewen ass eis iewescht Prioritéit! Eis eethesch, moralesch an och legal Obligatioun!

Et sti keng aner Interessien iwwert der Gesondheet vun der Populatioun. An dofir huet och d'Regierung ganz fréi ugefaangen, Mesuren ze huele fir sécherzestellen, dass mer och där Erausfuerderung kënne gerecht ginn an dass d'Leit zu Lëtzebuerg esou gutt wéi méiglech kënne geschützt ginn a wann néideg och behandelt ginn. Mir hunn eng Verantwortung fir eis Matmënschen a besonnesch fir déi Vulnerabelst an onser Gesellschaft. Dat ass déi eng Säit

Et gëtt och déi aner Säit. Mir hunn alleguerten och eng Verantwortung fir déi mental Gesondheet vun der Populatioun, eng Verantwortung fir déi, déi duerch dës Kris gelidden hunn a leiden, ouni dass se vum Virus selwer infizéiert oder krank gi sinn. Och déi Realitéit huet eis vum éischten Dag u beschäftegt a beschäftegt eis och haut nach weider.

Et gouf sech gefrot, firwat mer e Grupp zesummegestallt hu mat Leit aus der Zivillgesellschaft, déi ganz verschidde Profiller hunn an awer kee medezinnesche Background - fir déi meescht - haten. Et ass genee dowéinst! Et war an et bleift eis wichteg, och déi Säit ze beliichten, déi an der Dagesaktualitéit awer dacks vergiess gëtt oder op jidde Fall manner staark am Fokus steet.

Mir hunn déi Temoinagen, Erfarungen, Meenungen an Analyse vu Mënschen, déi sech mat eethesche Froen, mat sozialen, mat wirtschaftlechen, mat psychologesche Froe beschäftegt hunn, ganz eescht geholl. A mir hunn eis Lutte géint de Virus och no deenen Informatioune matorientéiert. Ech soen dat hei ganz éierlech a riicht eraus: Wann et der Regierung an de leschte Méint eleng, eleng just dorëm gaange wier, fir de Virus ze limitéieren, dann hätt ee misse fir e Lockdown plädéieren, deen och haut nach genau dee selwechte wier wéi dee vum 18. Mäerz.

Et ass awer, an et ass wéi bei all Kris, weesentlech méi komplex. An et gëtt méi Parameteren ewéi d'Zuele vun den Neiinfektiounen, déi zwar déi sinn, déi am meeschten och diskutéiert ginn.

Am europäesche Verglach huet d'Lëtzebuerger Populatioun de Confinement an der Majoritéit gutt iwwerstanen. An et gëtt och fir e puer Leit positiv Aspekter. Et si Leit, déi dës Zäit fir sech selwer genotzt hunn an och méi Zäit mat hire Matmënschen haten, mat hirer Famill konnte verbréngen an dat och als positiv bezeechnen. Mee dat gëllt de loin net fir jiddereen!

Et ass eis an dëser Phas och bewosst ginn, wat Fräiheet bedeit, wat et heescht, dass een net bei den Noper ka goen, dass een net kann an d'Nopeschland goen, dass een net kann einfach plangen an dat maachen, wat een am Kapp huet. Et ass eis bewosst ginn, wat Sécherheet, Stabilitéit an en allgemengt Wuelbefanne fir eng Bedeitung kënnen hunn. Dat, wat fir déi meescht vun eis selbstverständlech war, wat net a Fro ze stelle war, wat normal war, ze sécher geschéngt huet ze sinn, war op eemol net méi do. Vill Mënschen hu sech extreem ageengt gespuert an och net wuel.

Erlaabt mer an deem Kontext, och op eng Etüd ze verweisen, déi d'viregt Woch publizéiert gouf an déi u sech zimmlech wéineg am Gespréich war. De Statec huet de sozialen an ekonomeschen Impakt vum Covid-19 ënnersicht a sech notamment och op déi mental Gesondheet konzentréiert. Deemno soen een Drëttel vun de Leit zu Lëtzebuerg, dass hir psychesch Verfassung duerch dës Kris méi schlecht ginn ass, a besonnesch bei deene Jonken ass den Taux och ganz héich.

An der Alterskategorie vun 18 bis 44 Joer soe 37 % vun de befrote Leit, dass hir mental Gesondheet an de leschte Woche gelidden huet. Et si fir déi eng sozial Ängschten. Et si fir anerer Perspektiven, déi verluer gaange sinn, net ze wëssen, wat muer op een duerkënnt. Et sinn Existenzen, déi a Fro gestallt gi sinn. Ronn ee Véierel vun de Leit maache sech Suergen ëm hir Aarbechtsplaz a ginn dovun aus, dass hir berufflech Zukunft net sécher ass. Dat sinn Zuelen, déi eis solle beschäftegen an op d'mannst esou vill interesséiere wéi aner Zuelen, déi am Moment ganz vill diskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gestioun vun dëser Kris, vun där sanitärer, vun der ekonomescher an der sozialer Kris ass nach laang net eriwwer. A mir sinn alleguer weider gefuerdert, eist Bescht ze maachen am Sënn vun der Allgemengheet, eisem Bien commun.

Et ass an de leschte Woche vill ënnerholl ginn an et sinn all Dag, zum Deel souguer all Stonn Decisioune gefall, déi déifgräifend Konsequenzen hate fir all eenzele Bierger hei zu Lëtzebuerg. Et gouf kee Beispill, un deem mer eis konnten orientéieren. Et gouf kee Precedent. An et wor och ganz oft d'Zäit tëscht Informatioun, Consultatioun an Decisioun, déi esou kuerz war wéi nach ni!

Et ass mer bewosst, dass et och dobäi heiansdo zu Inkohärenze komm ass a Messagen net kloer oder och net novollzéibar waren. Mir hunn iwwert déi lescht Wochen ewech vill derbäigeléiert, souwuel iwwert de Virus selwer, iwwert d'Ustiechungsweeër, iwwert d'Geféierlechkeet, iwwert d'Vulnerabilitéiten an iwwert d'Schutzmesuren an d'Effikassitéit vun de Geste-barrièren och. Dat war e Prozess, dee sech permanent entwéckelt huet. An elo, elo sech och nach permanent entwéckelt!

D'Fuerschung huet sech weltwäit intensiv mam Coronavirus beschäftegt an empiresch Etüden hunn eis erlaabt, lues a lues e bësse méi kloer och iwwert dee Coronavirus kënnen informéiert ze ginn. Esou wësse mer haut, dass de Social Distancing an och de Mond- an Nueseschutz ganz effikass Mesurë sinn. Mir wëssen och méi iwwert d'Ustiechungsweeër, kënnen zum Beispill feststellen, dass de Risk vun enger Infektioun iwwer indirekt Weeër awer ganz minim ass, duerch d'Aerosollen an der Loft dofir awer ëmsou méi grouss.

Mir wëssen och haut, dass haart schwätzen a jäizen a geschlossene Raim dee beschten Environnement ass fir d'Verbreedung, dofir d'Interaktioun dobaussen awer e manner grousse Risiko mat sech bréngt. Mir wëssen och, dass Kanner definitiv manner ufälleg si vis-à-vis vum Virus an och manner Symptomer weisen. Dat huet als Corollaire, dass si och de Virus manner iwwerdroen. Et gëtt ausserdeem och Indizie vun der Wëssenschaft, dass déi Jonk sech och selwer manner séier ustiechen, well se manner Rezeptoren hunn, wou de Virus och kann undocken.

Mir hunn an de leschte Wochen a Méint extreem vill geléiert. An ech gi gären zou, dass d'Strategie vun der Regierung iwwert de Verlaf vun der Zäit och ugepasst an och reegelméisseg geännert huet musse ginn. Esou ass zum Deel kritiséiert ginn, dass notamment an där Fro vun de Masken, iwwert d'Effikassitéit vun de Masken, sech dat lues a lues geännert huet. Et wier awer falsch gewiescht, stuer ze sinn, wann ee mierkt, dass et eng Evolutioun gëtt. An ech si frou - ech si frou! -, dass dës Regierung net bei den éischte Recommandatioune vun enger WHO oder enger Europäescher Gesondheetsagence bliwwen ass a relativ fréi d'Effikassitéit awer och vun de Masken agesinn huet a se eeben och am Alldag integréiert huet, wéi et op internationalem Niveau nach net recommandéiert war!

Déi essenziell Fro ass haut: Wat fir eng Léieren hu mer aus de leschte Méint gezunn? A wat kann een haut an och an Zukunft anescht maachen? Déi Fro ass eng aner wéi: Wat hätt een anescht gemaach? Do sinn ech nämlech formell: Ech stinn hannert all eenzelne Schrëtt, dee mer gaange sinn, well ech der Iwwerzeegung sinn, dass et ëmmer an där Situatioun a mam deemolege Wëssensstand déi richteg Decisioun war.

Elo awer si mer méi wäit. Elo wësse mer och alleguerte méi. Mir hunn eng aner Situatioun, en anere Wëssensstand. A mir hu virun allem och eng ganz aner Situatioun, wat eise Gesondheetssystem betrëfft, a si weesentlech besser opgestallt wéi am Ufank vun der Kris. D'Madamm Gesondheetsminister wäert duerno nach méi am Detail op déi Aspekter kënnen haut de Mëtteg agoen. Mee ech kann Iech versécheren, dass mer esou gutt opgestallt sinn, wéi een et nëmme ka sinn, wéi et nëmme ka sinn, fir eng Lutte géint dëse Virus ze hunn! De Maximum ass gemaach.

Erlaabt mer an deem Kontext, eng Kéier den Historique ze maachen, wéi mer an deene leschte Méint virgaange sinn.

Et war den 22. Januar dëst Joer, wéi ech selwer den Haut-Commissariat à la protection nationale an de Gesondheetsministère gefrot hunn, fir eng Evaluatioun ze maache vun der Situatioun a China. Den 22. Januar! Si sollten eis soen, wéi den Émgang mam Coronavirus wier. An zwee Deeg méi spéit gouf et eng Diskussioun am Regierungsrot. Den 29. Januar, also genee ee Mount, ier et zu Lëtzebuerg deen éischte confirméierte Covid-19-Fall gouf, ass eng interministeriell Reunioun aberuff ginn tëschent Staatsministère, Santé, Ausseministère, Mobilitéit, CGDIS a lux-Airport an et ass och mat der Cargolux Kontakt opgeholl ginn, fir iwwert déi Mesuren um Flughafe kënnen ze diskutéieren, vu dass do eng vun deenen Haaptachse vun der Cargolux jo och mat China ass.

Vun do u gouf et reegelméisseg Kontakter ënnereneen, an de Ministèren, tëschent Santé an HCPN, mat Entreprisen an och mam Secteur. Mir hunn de 7. Februar eng éischt gréisser Commande vu Schutzmaterial beim Comptoir pharmaceutique gemaach. Mir hu Mëtt Februar eng méiglech Pandemie anticipéiert an en éischte Plang opgestallt. De 26. Februar, also zwou Wochen, ier d'Weltgesondheetsorganisatioun d'Pandemie ausgeruff huet, gouf et zu Lëtzebuerg eng éischt offiziell Reunioun vun der Cellule de crise « Pandémie », fir verschidden Zenarien duerchzespillen. Duerno gouf et all Dag Koordinatiounsreunioune mat verschiddenen Acteuren a Secteuren. A mir hunn eis och mat den Nopeschlänner concertéiert, an dat och op deene verschiddensten Niveauen.

Den 12. Mäerz gouf et déi éischt lokal Ustiechung op lëtzebuergeschem Territoire an de Regierungsrot ass zesummekomm, fir nach virun eisen Nopeschlänner éischt Mesuren ze decidéieren, notamment d'Fermeture vun de Schoulen an de Betreiungsstrukturen. Et si Reegelen agefouert ginn, fir déi méi vulnerabel Mënschen ze schützen. Evenementer si begrenzt ginn. A mir hunn déi ganz wichteg Decisioun och geholl, dass Elteren, déi bei hire Kanner musse sinn, op de Congé pour raisons familiales kënnen zréckgräifen.

De 15. Mäerz schliisslech sinn déi Mesurë geholl ginn, déi mer als „Lockdown" bezeechnen a wou d'Liewen zu Lëtzebuerg zu engem totale Stëllstand komm ass. De 16. Mäerz, méindes moies, war den Alldag hei zu Lëtzebuerg en aneren. D'Leit sinn opgeruff ginn doheemzebleiwen, déi sozial Kontakter net nëmmen anzeschränken, mee praktesch komplett ze evitéieren an nëmmen nach déi wierklech allernéidegst Deplacementer ze maachen. D'Schoule sinn eidel bliwwen. Et ass sech, iwwerall wou et gaangen ass, op Teletravail ëmgestallt ginn. Dat soziaalt a kulturellt Liewen ass vun haut op muer och ënnerbrach ginn. Ausser dem Wee op d'Aarbecht fir déi, wou et net ze evitéiere war, gouf et praktesch keng Deplacementer méi.

Dat sinn elo gläich véier Méint hier. A mir tendéieren dozou, ganz villes ze vergiessen oder ze verdrängen. Mee et ass wichteg, dass mer den Ufank vun deene Mesurë ganz genee an Erënnerung behalen. Et ware ganz schwiereg Decisiounen. An et ass kengem einfach gefall.

Wéi d'Chamber, Här President, dunn e puer Deeg duerno d'Gesetz vum État de crise gestëmmt huet, ass hei vun alle Riedner ënnerstrach ginn, dass et eng exceptionnel Situatioun wier an dass d'Aschränke vu Fräiheete bei jiddwerengem e schlecht Gefill ausgeléist huet. Eng oppe Gesellschaft, wéi mir se kennen, ass net gemaach fir Confinement. An ech kann Iech soen, dass et och fir d'Regierung a fir mech perséinlech mat Ofstand dat Schwieregst war, wat ech bis elo hu missen decidéieren. Mee mir hunn et deen Ament eebe misse maachen. Et gouf keng Alternativ.

A wa mer haut zréckkucken, da confirméiert d'Evolutioun vun der Pandemie zu Lëtzebuerg och d'Richtegkeet vun där Virgeeënsweis, déi mer deemools decidéiert hunn. Mir hunn déi Zäit genotzt, wou de Virus duerch de komplette Stëllstand gebremst gouf, fir eis weider ze preparéieren. D'Spideeler sinn opgerüst ginn. Et gouf en Opruff iwwert de Portail GovJobs, fir Fräiwëlleger ze rekrutéieren. Personal aus dem Gesondheetssystem ass ad hoc agestallt ginn. Mir hunn eng Annex vun engem Spidol praktesch iwwer Nuecht opgeriicht an et si véier Centre-de-soinen uerchtert d'Land och installéiert ginn. A mir hu massiv Material besuergt, fir op dat Schlëmmst preparéiert ze sinn.

Just fir Iech en Iwwerbléck ze ginn, wat dat heescht, wann ech soen: „Mir hu Material besuergt": De 7. Februar ass, wéi et scho gesot ginn ass, beim Comptoir pharmaceutique eng Commande fir iwwer 70.000 FFP2-Maske gemaach ginn. De 5. Mäerz hu mer zesumme mam Procurement vun der EU-Kommissioun iwwer zwou Milliioune Maske bestallt. Duerno, de 17. Mäerz, si 50.000 Tyvek-Kostümer fir de

Gesondheetssecteur, Händschen an 300.000 Maske bei verschiddene Fournisseure bestallt ginn. Vun deem Ament un huet d'Cellule logistique am Gesondheetsministère op Héichtoure geschafft an iwwerall op der Welt no Material gesicht an och Commandë gemaach. Den 19. Mäerz sinn eleng fënnef Millioune chirurgesch Masken an iwwer eng Millioun FFP2-Maske bestallt ginn, 150.000 Schutzbrëller an eng Millioun Schutzkostümer.

Och an den Deeg duerno hu mer mat verschiddene Fournisseuren op der Welt zesummegeschafft a Material besuergt, fir an der Haaptsaach dem Gesondheetssecteur dat beschtméiglecht Material kënnen ze ginn, fir en och kënnen ze ekipéieren. Mir konnten d'Zuele vun de Beootmungsapparater kontinuéierlech an d'Luucht setzen, soudass mer haut Capacitéiten hunn, déi och gréisseren Ufuerderunge géife standhalen. Wat eleng d'Material betrëfft, si mer haut prett, fir op d'mannst 180 Patienten intensivmedezinnesch ze betreien. An engem Noutfall kann déi Zuel weider no uewen ugepasst ginn. U Material feelt et den Ament net. Allerdéngs hu mer Limitten, wat d'Personal betrëfft. Ee vun deene Patiente brauch 24 Stonnen op 24 Soinen, siwen Deeg an der Woch!

Mir hunn an dëser Kris immens vill dovunner profitéiert, dass eist Land och weltwäit staark vernetzt ass, an eis Liene mam asiatesche Raum an déi gutt Konnextioun a Richtung China duerch d'Cargolux waren e wichtegen Atout. Et ass ganz bestëmmt och richteg, dass och ganz vereenzelt Commandë gemaach gi sinn, déi dat net erfëllt hunn, wat ee sech versprach huet. Jo! En général kann een awer soen, dass mer och um Héichpunkt vun der Kris d'Fournisseure gepréift a géigegepréift hunn. An doduerch, dass och Leit an der Cellule logistique als Benevoller geschafft hunn, déi an hirer Mammesprooch konnte schwätzen, op Chineesesch, op Koreanesch konnte schwätzen, konnten déi och mat de Fournisseuren en direkte Lien, en Echange hunn. An doduerch hu mer net just vill erreecht, mee mir hu virun allem och villes kënnen evitéieren.

Allgemeng ass et wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen, dass um Héichpunkt vun der Kris villes fonctionéiert huet, well eenzel Mënsche sech och engagéiert hunn. Dat gëllt fir déi sëlleche Benevoller op ville Plazen: Leit, déi spontan decidéiert hunn, sech ëm aner Leit ze këmmeren an déi besonnesch vulnerabel Persounen ze schützen, andeems si fir si d'Deplacementer gemaach hunn, ob dat Leit, individuell Privatleit, ob dat Associatioune waren, et huet een et gespuert!

Et gëllt awer och fir déi vill Leit, déi an der Zäit vum Confinement Aussergewéinleches op hirer Aarbecht geleescht hunn. Am Gesondheetssecteur war den Drock een Ament ganz héich an d'Konditioune fir ze schaffe wore ganz, ganz schwéier. Mir tendéieren dozou, dat och ze vergiessen. Mee et gouf eng Period, wou d'Centres de soins ausgelaascht a vill Leit krank waren. Do ass Aussergewéinleches geleescht ginn!

An ech muss lech soen, dass bei deene Visitten, déi ech zesumme mat der Gesondheetsministesch och op deene Plaze gemaach hunn, ni, ni ee gesot huet: „Ech hunn d'Flemm" oder „Ech wëll net méi!" All Patient, deem se konnten hëllefen, war eng Motivatioun, fir deen nächsten Dag nees schaffen ze kommen.

Ech hunn och, Här President, e ganz grousse Respekt fir ganz vill aner Beruffer, déi manner am Fokus stoungen, iwwert déi manner geschwat ginn ass. Dass an der Zäit vum Lockdown de Staat an eist Land fonctionéiert hunn, ass hire Verdéngscht: dass d'Regaler an de Supermarchéë gefëllt waren oder d'Poubellen ofgeholl gi sinn, dass geliwwert ginn ass, wat bestallt ginn ass, gefléckt gouf, wat huet misse gefléckt ginn, dass ee konnt op den ëffentlechen Transport zréckgräifen. Jo, déi Zäit hei ass eng Zäit vun der Solidaritéit! Ech ginn es net midd, dat ze ënnersträichen. Et war eng Zäit vun der Solidaritéit an et muss dat och weider bleiwen. A grad elo ass d'Solidaritéit méi wichteg wéi jee!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Alles zoumaache war einfach, nees opmaachen ass méi schwéier", ech hunn dat an de leschte Méint relativ dacks héieren. Et ass net ganz falsch, mee ech muss awer och soen, dass et och net ganz richteg ass. Alles zoumaache war nämlech iwwerhaapt net einfach! Ech krut ganz fréi Temoignagë vu Mënschen, déi extreem ënnert der Situatioun gelidden hunn, an zwar net just wéinst engem ekonomeschen Aspekt, mee och wéinst de Kollateralschied vun deem Confinement. Mir si mat Zuelen a Statistike konfrontéiert ginn, déi eppes aussoen iwwer Violence domestique, de Mëssbrauch vu Kanner, well natierlech all Kontrollniveauen, déi mer normalerweis an deem Beräich kennen, dat heescht d'Familljememberen, d'Frënn, d'Schoul, d'Veräinsliewen, net méi fonctionéiere konnten. D'Zoumaache war net einfach. Wierklech net!

Duerch e groussen an exemplareschen Effort vum Léierpersonal an duerch engagéiert Mënschen och am psychosoziale Secteur konnten déi meescht Extreemsituatiounen och evitéiert ginn. Déi allermeescht Kanner a Jonker si gutt encadréiert gewiescht an de Suivi duerch d'Leit um Terrain huet fonctionéiert. An dat verdéngt och onse Respekt!

D'Zoumaache war och net einfach, well mer woussten, dass et och déifgräifend Konsequenzen hätt fir déi eeler Leit, a besonnesch fir déi, déi an Alters- a Fleegeheemer liewen a besonnesch ufälleg sinn, fir schwéier krank ze ginn, wa se infizéiert géife ginn. Deen Zoustand, fir iwwer eng länger Zäit kee Kontakt - kee Kontakt - dierfen ze hu mat Leit vu baussen, d'Famill an déi enk Frënn net dierfen ze gesinn oder an den Aarm ze huelen; et gouf do ganz schwiereg Momenter fir ganz vill eeler Leit an hir Familljen an do hu misse ganz schwiereg Decisiounen och geholl ginn. An ech erënnere just och u Situatiounen, wou dee leschte Moment an engem Liewen een een net konnt begleeden.

Et sinn eng Rëtsch vu Reegelen och permanent ugepasst ginn, Här President. Et gouf e permanent Ofweien an de Strukturen tëschent dem Risiko vun enger dacks liewensgeféierlecher Infektioun an der Opportunitéit vun enger Visitt vu Familljen. Dat war och fir déi Verantwortlech vun deenen Alters- a Fleegeheemer e groussen Drock. An dat selwecht gëllt och fir Strukturen, wou Leit mat enger Behënnerung liewen a wou et och zum Deel ganz ugespaant Situatioune gouf, well d'Gefill vun der Isolatioun a sech eleng ze fillen am Fong dominéiert huet.

(Interruption)

D'Zoumaache war also bestëmmt net ganz einfach. An et ass keen Zoustand, wou ee sech driwwer freet, an och keen Zoustand, wéi een e wëllt, a virun allem net, dass e sech soll widderhuelen.

Et ass awer richteg, dass d'Neesopmaachen och net einfach war. Mir hunn eis ganz fréi mat der Fro auserneegesat, wéi mer wéini nees lues en Iwwergang zu engem méi normale Liewen awer kéinten organiséieren. E Grupp vu Chercheuren aus dem Lëtzebuerger Fuerschungsberäich an de verschiddenen Instituter ass scho kuerz nom Vott vum État de crise zesummegesat ginn an huet e Suivi gemaach souwuel vun den Infektiounszuelen ewéi och vum Impakt vum Lockdown. A si hunn un deene faméise Modellisatioune geschafft. Déi Taskforce ënnert dem Lead vum LIH huet onofhängeg geschafft a méiglech Zenarie publizéiert, déi eis wichteg Date geliwwert hunn.

Enn Mäerz ass e Grupp zesummegesat ginn tëschent Staatsministère, HCPN, Gesondheetsministère an Direction Santé, fir eng Analys ze maachen, wéi eng méiglech Sortie aus dem Confinement kéint organiséiert ginn. Et gouf iwwer e puer Deeg Reunioune mat all de Ministèren, déi hirersäits och Récksprooch geholl hu mat de respektive Secteuren. Et ass sech en Iwwerbléck verschaaft gi vun der Bedeitung an dem Impakt vun de Mesuren op déi verschidde Liewensberäicher, op den ekonomesche Secteur, mee och beispillsweis den Impakt op d'Familljen, op déi sozial méi Schwaach an onser Gesellschaft an op déi eeler Leit, déi eleng doheem oder an engem Alters- oder an engem Fleegeheem wunnen.

Dernieft gouf et e permanenten Echange mat der Uni Lëtzebuerg an eng Evaluatioun vun de Recommandatiounen och op internationalem Niveau. Et si verschidden Zenarien duerchgespillt ginn, fir e méigleche Wee eraus aus dem Confinement zesumme kënnen ze fannen, ouni dass eng exponentiell Verbreedung vum Virus ze grouss wier an dann d'Konklusioun wier vum Ze-séier-Opmaachen. Esou hu mer Clusteren identifizéiert, déi e gewëssene Mouvement an der Populatioun verursaachen, an dobäi net just d'Zuel vun de Leit gekuckt, mee och, ëm wéi en Deel vun der Populatioun et geet. Esou sinn a verschiddene Beruffssparte beispillsweis méi vulnerabel Persoune wéi an aneren. Mir hunn eis am Ufank dräi an duerno ëmmer eng Zäit vun zwou Woche ginn, zwou voll Wochen, fir d'Entwécklung kënnen ofzeschätzen an d'Verbreede vum Virus och kënnen ze kontrolléieren! An déi zwou Woche woren och wichteg.

Ech weess, dass dat net ëmmer zu 100 % novollzéibar erschéngt huet an dass och Inkohärenzen net ze evitéiere waren. Firwat dierf deen ophunn a firwat muss deen aneren zouhunn? Firwat dierf deen dat do an dat heiten net? Dat war och op den éischte Bléck novollzéibar, dass een esou Remarke kritt huet. Mee et muss een als Regierung och Choixen treffen, et huet een dat missen, fir déi sozial Kontakter wéi d'Zuel vun de Leit souwéi d'Qualitéit kënnen ze modelliséieren, nozevollzéien an eeben ze monitoren.

Dat ass eis och gelongen. An d'Strategie, fir d'Zuel niddreg ze halen trotz dem Reaktivéiere vum beruffleche Liewen, huet gutt fonctionéiert. Weeder nodeems d'Schoulen opgaange sinn, weeder nodeems d'Commercen opgaange sinn, weeder nodeems d'Horesca opgaangen ass, sinn d'Infektioune considerabel an d'Luucht gaangen! Bei kenger vun deenen Etappen ass eng considerabel Hausse gewiescht. De wierkleche Changement an der Zuel vun den Neiinfektioune koum, nodeems d'Reegelen am private Beräich manner streng goufen. A mir stellen och fest, dass e groussen Deel vun den Infektiounen elo op dee Beräich zréckzeféiere sinn.

E wichtegen Deel vun där Exitstrategie ass iwwert d'Zäit dann och ëmmer méi dee ganze breeden Asaz vun den Testméiglechkeete ginn. Et ass eng ganz einfach Equatioun: Ouni den Testing a Retraçage vun dem Kontakt wier en Iwwergang zu der Normalitéit ni méiglech gewiescht an och an Zukunft iwwerhaapt net méiglech.

Mir maachen haut e ganz grouss ugeluechten Testing, an dat op zwou Achsen: Engersäits ginn all déi Leit mat Symptomer automatesch systematesch och getest an anerersäits ginn och d'Leit allgemeng opgeruff, sech testen ze loossen. Mir kréien doduerch e Bild iwwert d'Verbreede vum Virus, wéi et esou praktesch eenzegaarteg, mengen ech, op der Welt och ass. Mir wëssen immens vill. A Wëssen ass de Schlëssel fir d'Bekämpfe vum Virus.

D'Madamm Lenert stellt de Mëtteg och déi nächst Schrëtt an eiser Teststrategie vir. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer doduerch och weider esou gutt opgestallt bleiwen, wéi een nëmme ka sinn.

Dat gëllt och fir de Retraçage. Et gëtt ëmmer nach vill diskutéiert iwwert déi richteg Aart a Weis, an d'Méiglechkeet vum Asaz vun engem digitalen Tracing soll een natierlech och ouni Virurteeler a falsch Hoffnungen diskutéieren. D'Chamber huet decidéiert, dass dat haut nach eemol soll separat no dëser Deklaratioun diskutéiert ginn. Ech kommen hei awer, Här President, net derlaanscht, déi grondsätzlech Froen unzeschwätzen: Mir brauchen eng App, et gëtt eng App fir alles, firwat gëtt et da keng App fir de Covid-19? Firwat, grad an engem Land, wou Innovatioun esou groussgeschriwwe gëtt, wou d'Digitalisatioun als Prioritéit definéiert gëtt, firwat ass dann esou eng Regierung esou skeptesch, wann et ëm eng App geet?

Et wier einfach net richteg, sech op eppes ze verloossen, wat net effikass ass. An dass esou eng Applikatioun um Handy just ënner verschiddene Konditioune wierklech effikass ass, do ass och d'Wëssenschaft sech eens. Wat muss een hunn?

Esou eng App muss fir d'éischt emol vun engem groussen Deel vun der Populatioun net nëmmen erofgeluede ginn, mee och genotzt ginn. Et ass net, well ech d'App erofgelueden hunn, dass ech se och benotzt hunn. Dat huet bis elo nach a kengem Land esou richteg fonctionéiert.

An Däitschland gouf et eng ganz, ganz grouss Campagne, mam Resultat, dass op den Dag vun haut knapps 15 Millioune Mënschen en Download gemaach hunn. An der Tëscht sinn do awer och Bierger vun aneren europäesche Länner derbäi, dorënner och Lëtzebuerg. Mir wäerten awer net dee gréissten Deel vun deene 15 Millioune sinn. A souguer wann et just däitsch Residentë wären - wann et just däitsch Residentë wären -, ass een nach ëmmer bei manner wéi 20 % vun der Populatioun, déi en Download gemaach hunn; an Däitschland ass de Spëtzereider den Ament. An der Schwäiz läit den Taux bei 12 %, an Éisträich bei 7,6 %, an Italie bei eppes iwwer 6 % an a Frankräich bei 2,7 % vun der Populatioun, déi en Download gemaach hunn, woubäi a Frankräich bal d'Hallschent vun de Leit déi App och schonn nees geläscht hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Norwegen huet an der Tëscht déi App nees vum Marché geholl an all d'Donnéeën, déi se gesammelt hunn, geläscht, déi bis dohinner gespäichert goufen. Et waren och do just knapp 10 % vun der Populatioun, déi dës App installéiert haten. 60 % vun der Populatioun bräicht een awer, fir dass esou eng Tracingapp wierklech kéint fonctionéieren. 60 % Notzer, net 60 % Downloads! An een, deen dës Applikatioun huet, ass net onbedéngt och gewëllt, säi positiivt Resultat wierklech digital ze mellen. Et dierf een also och tatsächlech d'Plus-value a Fro stellen.

Mir hu vun Ufank un déi Entwécklung verfollegt. An nach gëschter war erëm en Aarbechtsgrupp vu Santé, Inspection sanitaire, Digitaliséierung an ënner aneren och nach Staatsministère beieneen, fir de Point ze maachen. An et bleiwe ganz grouss Zweifel iwwert den tatsächlechen Notze vun esou enger Tracingapp. Wierklech effikass kann esou en digitalen Tracing sinn, jo! Awer ënner Viraussetzungen, déi kaum ze akzeptéiere sinn an och an anere Länner net applizéiert ginn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et géif ënner anerem viraussetzen, dass eng Inspection sanitaire - eng Inspection sanitaire! - och en Zougréff op d'Donnéeën hätt an och am beschte kéint proaktiv e positiven Test sengem Utilisateur zouuerdnen. Fir mech steet dat net am Verhältnis. Et ass ze vill en Agréff an d'Intimitéit an an d'Fräiheet vum Mënsch. An ech hunn och ganz seriö Bedenken, ganz seriö Bedenken iwwert d'Cybersecuritéit.

Mir setzen op eng Léisung, déi fir Lëtzebuerg adaptéiert ass, a mir si bereet, déi Léisung och weider ze verstäerken: den analogen Tracing. Et ass en extreem effikasse Wee, och wann et natierlech punktuell méi schwiereg a komplizéiert ass. An da wëll ech awer och nach eemol ënnersträichen: Mir verschléissen eis jo net komplett enger digitaler Léisung a suivéiere weider Entwécklungen. Mir hunn an dëser Kris nämlech och geléiert, dass een näischt kann am Viraus gesinn, elo plangen oder ausschléissen. An et ass wichteg, dass ee fir all Zenario och prett ass an dëser Kris.

Mir si mat eise Partner an Europa a Kontakt, léiere vun deenen Erfarungen. An et gouf och festgehalen, dass mer notamment mam Robert Koch-Institut an Däitschland e Wee sichen, wéi een am Noutfall - am Noutfall! -, conformement zu deem, wat mer hei gestëmmt hunn, also wat Dir gestëmmt hutt an eis als Missioun ginn hutt als Regierung, déi däitsch App kéint op Lëtzebuerger Besoinen adaptéieren. Parallell gëtt de legale Kader och nach weider virbereet, esou wéi ech dat och d'lescht Woch schonn dem honorabelen Här Clement an der Madamm Reding hei gesot hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun der Strategie an der Lutte géint de Virus an och beim Deconfinement war et ëmmer a bleift et och an Zukunft, fir éischtens eng linear Courbe vun Neiinfektiounen ze hunn, eng flaach Courbe, a keng déi ze séier no uewen ausschléit, an zweetens, fir sécherzestellen och, dass de Gesondheetssystem ni iwwerlaascht gëtt. Dat hu mer bis elo gepackt! An ech sinn och zouversiichtlech, dass mer dat weider packen, wa mer och weider eng gewësse Rigueur weisen an och déi Solidaritéit net vergiessen!

Mir wëlle keen zweete Lockdown! Et wier net gutt fir eis Gesellschaft, net gutt fir eis sozial Kohäsioun an och net gutt fir eis Ekonomie.

D'Regierung huet an de leschte Méint Mesurë geholl, fir d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, wéi et se an deem Ausmooss zanter dem Zweete Weltkrich och net gouf. Et si Mesuren, déi Betriber geschützt hunn a weider schützen. Mesuren, déi hëllefen, Aarbechtsplazen ze erhalen an domadder och den Zesummenhalt an der Gesellschaft am Fong ze stäerken. De Chômage partiel, deen direkt op all Secteuren ausgeweit ginn ass, déi vun der Kris betraff waren, d'Optioun vum Congé pour raisons familiales an och déi Direkthëllefen, déi ausbezuelt gi sinn, fir d'Liquiditéit ze garantéieren, hunn hiren éischten Test bestanen.

Am Abrëll, um Héichpunkt vum Confinement, waren 148.000 Leit zu Lëtzebuerg am Chômage partiel. Et gëtt do kee Precedent. Déi verschidde Mesuren an Aiden hunn natierlech en direkten Impakt och op ons Staatsfinanzen, an dat souwuel bei den Depensë wéi awer och bei de Recetten. Esou sinn eleng am Mount Mee dëst Joer iwwer 900 Milliounen Euro manner erakomm ewéi am selwechte Mount d'lescht Joer. Dat ass e Minus vun 11 %. Zum Deel ass dat och drop zréckzeféieren, dass mir jo decidéiert hunn, de Betriber och d'Méiglechkeet ze ginn, hir Avancen an och d'Deklaratiounen ze reportéieren. Mee awer och bei der TVA an an den Akzise gouf et e massive Minus vun iwwer 20 %.

Op där anerer Säit sinn Depassementer zum Budget autoriséiert ginn an enger Envergure vun 1,94 Milliarden Euro. Dovunner sinn 1,24 Milliarden Euro schonn effektiv ausbezuelt oder och engagéiert. Eleng fir d'PMEen ass eng Aide an enger Héicht vu 714 Milliounen Euro virgesinn, an et si 705 Milliounen Euro un extraordinären Dotatiounen an de Fonds pour l'emploi gefloss. D'Gestioun vun der Kris selwer huet de Staat bis den 31. Mee ronn 178 Milliounen Euro kascht. Mir hunn am Abrëll och en Emprunt vun 2,5 Milliarden zu engem Taux négatif kënne maachen. An am Juni huet Lëtzebuerg sech weider Liquiditéiten an enger Héicht vun 350 Milliounen och verschaaft.

An och an deenen nächste Méint wäerte mer eis weider Liquiditéiten op de Marchéë verschafen. Dat ass net iwwerraschend, awer selbstverständlech ass dat aussergewéinlech. Domadder huet de Staat sech d'Moyenen och gi fir ze investéie-

ren. Et sinn och keng geplangten Ausgabe gestoppt ginn. Sou sinn op den 31. Mee ronn 550 Milliounen Euro investéiert ginn. An déi Investissementer si wichteg! Déi Investissementer hëllefen nämlech, Aarbechtsplazen ze erhalen an eng Ekonomie weiderdréien ze loossen. Mir mussen eis drop astellen an eis domadder auserneesetzen, dass d'Staatsfinanzen och déi nächst Méint a warscheinlech Joren ënner engem gewëssenen Drock sinn. Den Ament si mer net an enger déifgräifender Wirtschaftskris, mee d'Situatioun ass ugespaant a si wäert och ugespaant bleiwen.

De Chômage ass an de leschten zwee Méint staark an d'Luucht gaangen, vun engem Taux am Februar vu 5,5 % op 7 % am Juli. Et gëtt eng Hausse vun iwwer 33 % par rapport zum selwechte Mount d'lescht Joer. Dat sinn iwwer 5.000 Leit méi dëst Joer am Mee, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn ewéi nach 2019. An dobäi fält virun allem op, dass déi Jonk an der Alterskategorie tëschent 16 a 24 Joer besonnesch betraff sinn. Hei ass d'Progressioun plus 59 %. Déi Jonk, déi nei um Aarbechtsmarché sinn, gehéieren zu de grousse Verléierer vun dëser Kris. Dat muss ee ganz däitlech soen. An duerfir musse mer och all Kräften drop setzen, fir deem entgéintzewierken.

Mir hunn d'lescht Woch d'Tripartite zesummegeruff an eis mat de Sozialpartner op éischt Mesuren am Kader vun der Lutte géint de Chômage gëeenegt. Et geet drëms, Perspektiven ze schafen an eis och ze preparéieren op eng Evolutioun, déi amgaang ass sech unzedeiten. Grad well vill Jonker betraff sinn, gëtt d'Aide à l'embauche reforméiert an ausgeweit op d'Demandeurs d'emploi ënner 45 Joer. De Stage à l'embauche gëtt opgemaach fir Jonker ënner 30 Joer. An och beim Contrat de réinsertion gëtt de Mindestalter vu 45 op 30 erofgesat. D'Entreprisë ginn duerch Primmen encouragéiert, Léierplazen ze schafen. An et gëtt en Incentive fir den Entrepreneurship agefouert.

Déi ëffentlech Hand iwwerhëlt och hir Responsabilitéit als Employeur a mir engagéieren eis, fir oppe Plazen och ze besetzen an net de roude Bic unzesetzen, an am Kader eeben och vun den OTI-Kontrakter solle verstäerkt Leit fir d'Utilité publique agesat ginn.

Laangfristeg brauche mer gutt ausgebilte Leit. An dofir gëtt och eng Taskforce am Beräich vun den Talenter an der Ausbildung geschaf. De Comité de suivi vun der ADEM gëtt ëmorganiséiert, fir de Lien tëschent den Entreprisen an hire Besoine an dem Aarbechtsmaart nach ze verbesseren. Ausserdeem wäerte mer och eng Taskforce asetze mat de Sozialpartner, fir Investissementer och ze beroden.

Dat si weider Schrëtt vun engem nationalen Effort, fir Perspektiven ze erhalen, an och virun allem, fir Perspektiven ze schafen. Et wäert awer domadder net fäerdeg sinn an net ofgeschloss sinn. Mir mussen eis och déi nächst Méint weider mat der Situatioun auserneesetzen a virun allem brauche mer déi néideg Informatiounen, déi mer zum groussen Deel haut och nach net hunn. Mir wëssen haut net wierklech, wéi de Chômage Enn des Joers wäert sinn an och net, wéi dat strukturell ausgesäit.

Et mécht e groussen Ënnerscheed, ob et zu enger weltwäiter Rezessioun an alle Beräicher kënnt oder ob sech déi Rezessioun op verschidde Secteure limitéiert. Et ass haut net virauszegesinn, wéi d'Vertrauen och vun de Konsumente sech weiderentwéckelt a wivill Betriber och bereet sinn, weider ze investéieren.

Et ass dofir haut ze fréi, fir wierklech kënnen ze soen, wéi d'Situatioun sech fir Lëtzebuerg an Europa presentéiert. An dofir ass et haut nach ze fréi, fir an aller Serenitéit Previsiounen ze maachen, wou eis Prioritéiten an Zukunft wäerte leien. An dofir ass et och richteg, dass d'Chamber op meng Demande hin decidéiert huet, fir d'Ried zum État de la nation op e spéideren Datum ze reportéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen elo an dësen Zäiten, wou d'Zuel vun den Neiinfektiounen nees amgaang ass an d'Luucht ze goen, vill vun enger zweeter Well. D'Madamm Lenert huet et schonn d'lescht Woch hei am Kader vun enger Aktualitéitsstonn ënnerstrach: Et war eis vun Ufank u kloer, dass een, soulaang wéi et kee Vaccin gëtt, muss mat weideren Infektioune rechnen an och domat, dass déi Zuel eropgeet.

Soulaang wéi mer dat kënne monitoren, suivéieren an novollzéien, ass dat och ze géréieren. Et geet eis drëm ze evitéieren, dass d'Zuele vun den Neiinfektiounen explodéieren an déi méi vulnerabel Persounen och ugestach a schwéier krank ginn. Dofir ass et a bleift et wichteg, dass wierklech jiddweree sech weider bei der eegener Nues hëlt a sech an déi aner Leit protegéiert. Dofir ass et a bleift et richteg a wichteg, dass mer dee sozialen Distancing respektéieren an eis un d'Reegelen halen, déi do sinn. Dofir ass et a bleift et och wichteg, dass ee sech teste léisst.

Mir hunn, wéi scho gesot, immens vill geléiert a mir sinn och op villen Niveaue besser opgestallt. Mir wësse méi a mir hunn och dat néidegt Material, fir eis kënnen ze wieren. Mir wëllen et awer net souwäit komme loossen, dass mir eis musse mat allem wieren, wat mer hunn.

D'Precautioun ass a bleift dee wichtegste Prinzip. Et gëtt Situatiounen, déi ee muss evitéieren. An dat ass virun allem dat, wat mer ënnert dem Begréff „Party" zesummegefaasst hunn. Domadder ass déi Situatioun gemengt, wou vill Leit iwwer eng laang Zäit no beieneen an engem Raum sinn an och matenee schwätzen a sou wéi ech virdru gesot hunn, meeschtens da bei haarder Musek och nach haart musse schwätzen, fir dass een deen aneren héiert, oder wann net souguer éischter musse jäize wéi schwätzen.

Déi Zenarie mussen evitéiert ginn, an dat souwuel am Ëffentleche wéi och am Privaten! Et gëtt net méi Sécherheet doheem wéi dobaussen, wann ee sech net un d'Reegelen hält! Well déi Situatiounen, déi derapéieren, sinn déi, wou een op eng Kéier mengt, dass d'Reegele fir déi aner sinn an net méi fir sech selwer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass essenziell, dass sech un d'Reegele gehale gëtt. Dat gëllt och fir den Alldag. D'Undoe vun enger Mask gehéiert haut zu onsem Alldag. Wann d'Distanzen net kënnen agehale ginn, am ëffentlechen Transport, wëll ech widderhuelen, sinn d'Masken obligatoresch, am Commerce sinn d'Masken obligatoresch!

Verschidde Leit soen dann: „Jo, ech si jo awer net krank!" Et ass net responsabel, et ass net solidaire, déi Geste-barrièren, déi mer hunn, an enger Communautéit net wëllen ze respektéieren! Et gëtt net vill gefrot!

Hu mer vergiess, a wéi enger Situatioun mer viru véier Méint waren?! Dofir hunn ech virdrun insistéiert! Erënnert Iech, wou mer viru véier Méint waren a wou mer haut sinn! Mir wëllen alles maachen, fir dass mer net méi an eng Situatioun fale wéi déi, déi mer kannt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Effort ass net riseg. Mee d'Konsequenze vun deen Effort net ze maachen, déi si katastrophal a riseg! Däers muss jiddwer Eenzele sech bewosst sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass keng Optioun, sech net un d'Reegelen ze halen. An et ass och net eng Saach just vun Héiflechkeet. Et ass e Geste barrière!

Mir wëlle keen zweete Lockdown. An d'Regierung huet sech och fest virgeholl, alles ze maachen, fir dat och ze verhënneren. Mir wëllen net just kee Lockdown, mir wëllen och net, dass et zu neie Restriktiounen op onse Grenze kënnt. An et kann ee se net ausschléissen! Et kann ee se net ausschléissen! Mir wëllen net, dass d'Reesfräiheeten ageschränkt ginn.

A virun allem muss ech Iech soen: Als Regierungschef géif ech et schrecklech fannen, dass déi duerno bestrooft ginn, déi sech un all Reegel gehalen hunn, well eng Minoritéit vu Leit mengen, dass si sech net brauchen un d'Reegelen ze halen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eleng hu mir et net an der Hand, Här President! Et muss weider e kollektiven Effort sinn! An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Solidaritéit, déi mer déi lescht Méint zesumme bewisen hunn, net just eng Momentopnam war, nee, mee dass mer et fäerdegbruecht hunn ze maachen, wouzou mer fäeg sinn, wann et drop ukënnt. Et kënnt drop un! Elo an och an deenen nächste Méint!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premier- a Staatsminister. Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech ginn d'Wuert elo un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass scho ganz vill gesot ginn. An ech gi mer och Méi, net ze haart ze schwätzen. Mir mussen dat och elo behäerzegen. Mee eent ass kloer: D'Zoumaachen, dat war net einfach! Dat war guer net einfach! Et huet een et verdrängt. A wéi mer den Debat vun haut de Mëtteg preparéiert hunn, ass et mir och erëm eng Kéier richteg esou virun Aen defiléiert, wat dat deemools bedeit huet. Et ass nach net laang hier.

A virun deem ominéise Lockdown, wann een eng dräi, véier Wochen zréckkuckt, sinn ech sécher, dass ganz vill Leit hei am Land, wann ee se gefrot hätt: „Corona, wat ass dat?", net wierklech vill ze äntwere gewosst hätten. Et war eppes, wat een, jo, iergendwéi vag héieren hat. Mee virun allem war et wäit ewech. Et war iergendwou an Asien. Wäit ewech. Et war net bei eis.

Kee wousst esou richteg, wat géif op eis duerkommen. Keen huet domat gerechent. Et wousst een och net vill vun deem Virus. Et wor einfach net vill gewosst. Haut wësse mer e bësse méi. Mir wëssen nach ëmmer net alles. Mee zu deem Zäitpunkt wor wierklech nach net ganz vill gewosst.

Ëmgedréit war natierlech ëmsou méi Skepsis am Raum, wéi mer bis dee Lockdown envisagéiert hunn. „Preventiv Skepsis" géif ech dat nennen, well eppes, dat konnt ee sech scho vill besser virstellen, nämlech wat esou e Lockdown bedeit. Do hate mer eng Virstellung. An dat huet engem Angscht gemaach.

D'Konsequenze vun deem Lockdown si breet gefächert. Si treffe Leit, déi een eigentlech guer net wëllt treffen domadder. Grad déi, déi vulnerabel sinn. D'sozial Ongläichheete gi verstäerkt duerch esou e Lockdown. Vill Leit sinn an hirer Existenz bedrot. Generell ass Angscht. Et huet een Angscht virum Dout.

Dat heescht, et si ganz vill ongutt Gefiller, déi do am Raum woren. An dat war wierklech keng einfach Decisioun, zemools wann ee selwer net vum Fach ass. Ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech si kee Virolog, wäert och ni e Virolog ginn.

Ech hu villes bäigeléiert iwwer Viren. Mee en Expert sinn ech sécherlech net. An dat mécht et ëmsou méi schwéier. Et muss ee Vertrauen opbauen. Et muss ee seng Sourcë fannen. Et muss ee schnell Decisioune kënnen huelen. An et war och net einfach, mat esou engem Theema an d'Politik eragehäit ze ginn. Och dat hei war nei fir mech: mech drun ze gewinnen, hei virun Iech ze sinn, reegelméisseg Rechenschaft liwweren iwwer eng Situatioun, déi net kloer war, déi net einfach war. Och dat wor eng Erausfuerderung.

Mir hu musse schnell Decisiounen huelen, ouni awer am Géigenzuch déi néideg Garantien ze hunn. Kee wousst, ob et déi richteg Decisioune waren. Et huet ee sech musse verloossen op säin Ëmfeld, op déi Expertis, déi do war, an dann handelen. Schnell handelen!

Et huet een och mussen iwwerzeegen, well, wéi gesot, d'Skepsis war grouss. An zu Recht, well déi Mesuren, déi geholl gi sinn, woren extreem aschneidend. An et ass scho richteg a wichteg gewiescht, dass do och skeptesch Stëmmen opkomm sinn, fir ze soen: „Ass dat do wierklech néideg?" Dat heescht, et wor och ganz vill Iwwerzeegungsaarbecht a kuerzer Zäit ze maachen. An da virun allem huet een et iergendwou mussen hikréien, Vertrauen ze schafen, Vertrauen an eng Regierung, dass se um richtege Wee ass, dass déi Mesuren am Intérêt général geholl gi sinn, dass et net willkürlech wor.

Dat alles wor wierklech net einfach. A wa mer eis eppes net wënschen, ass et, nach eng Kéier an déi dote Situatioun zréckzekommen, fir erëm eng Kéier mussen zouzemaachen. Dat ass en iewescht Zil, wat mer hunn, fir dat ze evitéieren.

Et ass och nach net de Moment, e Bilan vun der Kris ze zéien. Mir si matten an der Kris dran. Et ass tout au plus de Moment, eng kleng Tëschebilanz ze huelen. Well eng éischt Phas, déi ass laansht. Et kann ee soen, mat deem Confinement, dee mer haten, an de Confinement eran, aus dem Confinement lues a lues eraus, huet een eppes wéi eng éischt Phas hanner sech. Mir wënschen eis alleguerten, dass mer och den Héichpunkt vun der Kris hanner eis hunn. Mee sécher si mer och do net! Kee weess dat! Mir hoffen dorobber. Mir setzen alles drop, dass déi zweet Phas wierklech eng zweet Phas ass, dass den Héichpunkt laansht ass. Mee mir wäerten et eréischt zum Schluss wëssen, wa mer wierklech ganz derduerch sinn, wou den Héichpunkt wor.

Am Verglach kann een allerdéngs zu dësem Zäitpunkt soen, wann een zréckkuckt, dass mer et duerch déi éischt Phas relativ gutt gepackt hunn. Et gëtt vill vergläichend Daten, déi d'Länner matenee vergläichen. Mir hunn et fäerdegbruecht hei zu Lëtzebuerg, trotz ganz villen Affer, déi mer bruecht hunn, trotz ganz villen Aschnëtter, déi gemaach gi sinn, hu mer dat fäerdegbruecht, wat weesentlech war, wat eist éischt Zil war, nämlech net ze kapituléieren. Dat hu mer hikritt.

Mir sinn net an eng Situatioun komm, wou mer d'Leit net méi konnte fleegen, wou se net méi konnten an de Spideeler opgeholl ginn, well et u Material gemangelt huet, wou hu musse ganz schrecklech eethesch Decisioune geholl ginn, wéi a verschiddene Länner: „Wien intubéieren ech a wien net, well ech net genuch Material méi hunn?" Dat ass eis erspuert bliwwen. An doriwwer si mer frou haut, well dat ass net evident gewiescht. A vill Länner, déi och net domadder gerechent hunn, si mat esou Situatioune konfrontéiert ginn.

Mir hunn och, Stand haut, keng Surmortalitéit ze verbuchen hei am Land. Dat éischt Zil wor et, dëse Virus (veuillez lire: dëse Virus an der Gidd ze halen), dee verschidde Schichte vun der Bevëlkerung méi staark trëfft wéi anerer, nämlech déi Leit, déi eeler Leit sinn oder déi scho Fragilitéiten hunn um Niveau vun hirer Gesondheet an déi besonnesch exposéiert sinn, a mir hunn et effektiv fäerdegbruecht, d'Zuel vun den Doudegen, vun deene Leit, déi dëse Virus leider net iwwerlieft hunn hei am Land, dach nach relativ niddreg ze halen. Am Verglach sti mer gutt do.

Et gëtt eppes, dat nennt een den EuroMOMO. Dat ass e Barometer, deen d'Surmortalitéit vun de Länner vergläicht. An vun där Kurv sinn ech ganz frou, dass déi bei eis flaach bliwwen ass. Mir sinn an deem Grupp vu Länner, déi dat hikritt hunn. Mir sinn an der Normalitéit. Mir hunn eng liicht Surmortalitéit, mee déi entsprécht méi oder manner wierklech der Zuel vu Leit, déi mer och kontabiliséiert hunn als Leit, déi eeben dem Virus zum Affer gefall sinn. Mee mir sinn net an der Situatioun wéi aner Länner, eis Nopeschlänner, d'Belsch, Frankräich, a Spuenien, Italien, Schweden och un éischter Stell, wou dës Kurv e ganz uerge Bockel gemaach huet zu engem gewëssenen Zäitpunkt a wou wierklech eng ganz héich Surmortalitéit war. Dat ass eppes, wat net schéin ass, wou ech och ganz frou sinn, dass ech haut net muss driwwer Rechenschaft ofleeën, firwat et dozou komm wär. Mir hunn et hikritt, an enger Moyenne ze bleiwen.

Fazit dorauser ass awer sécherlech net, dass mir mat Sécherheet woussten, wat dat Richtegt war zu deem Zäitpunkt. Mir hunn Decisioune geholl. A mir kënnen haut feststellen: Gott sei Dank wore se net esou falsch, op alle Fall an där éischter Phas elo.

A Wierklechkeet ass ganz vill experimentéiert ginn. An och Länner, déi aner Weeër gaange sinn, hate sécherlech Grënn dofir. Och bei hinnen hätt et kënne riicht ausgoen. Ech weess, ech hat wärend Wochen net eng Woch, wou net ëmmer erëm den Tëscheruff komm ass: „Ma kuckt emol Schweden! Do geet et jo anescht." An esou weider.

Haut, kann ech Iech soen, beneiden ech net mäi schweedeschen Homolog. Hien ass an enger ganz uerger Situatioun, wou effektiv de Bilan schlecht ausfält, wou d'Leit immens onzefridde sinn. Do si mir haut net. An dat ass vläicht eng ganz gutt Basis, fir nach eng Kéier a sech ze goen an ze soen: „Mir mussen ons nach eng Kéier zesummerappen, fir och an där zweeter Phas elo net eis op eise Lorberen auszerouen, mee och wierklech mat där néideger Virsiicht weiderzefueren an de Virus seriö ze huelen och weiderhin, sou laang wéi en do ass.

Mir sinn also beméit, an dat ass eise Mantra fir déi nächst Phas, och weiderhin an der Liga vun deene Länner ze bleiwen, déi dës Kris gutt wäerte meeschteren, déi virsiichteg sinn an ausgeglachen Decisiounen huelen. An deemno déi Manung, déi mer kritt hu vun der Weltgesondheetsorganisatioun, dass mer elo an enger Phas sinn, wat eng nei Phas ass a wat virun allem eng gefäierlech Phas ass, dass mer déi eescht huelen.

Mir sollen ons net verblende loosse vun enger gudder éischter Phas, mee trotzdeem wierklech nach sur nos gardes bleiwen, well dës zweet Phas wäert aner Defien hunn. Et sinn hir eegen Defien. Et sinn d'Defie vun engem Deconfinement, vun engem Retour an eng Normalitéit. An dat ass eng ganz aner Geschicht, wéi wann een an e Lockdown geet. Dat sinn och Defien. Mee dës Kéier sinn et erëm anerer. Mir mussen e Gläichgewiicht halen. Mir mussen en Equiliber halen. Mir mussen navigéieren duerch déi zweet Phas hei.

Ee ganz grousst a wichtegt Element an dëser Kris ass d'Solidaritéit gewiescht, déi mer hei erfuer hunn. Et kann net oft genuch ervirgehuewe ginn: Eist Land huet zesummegehalen. Jiddwereen huet matgezunn um Seel, fir dass mer dat packen. Net nëmmen a senger eegener Aarbecht, mee och berodend Leit aus dem Privatsecteur, Benevoller aus deenen ënnerschiddlechste Betriber, jiddwereen huet säi Wësse matabruecht, well keen eleng wousst hei alles, wat ze maache wär. Et ass just zesumme gaangen. Mir hu musse wierklech alles

beieneebréngen, wat mer konnten zesummebréngen.

A mir wëssen och haut, dass et richteg war, säit dem Ufank vun der Kris vill Wäert dorop ze leeën, Decisioune souwuel schnell ze huelen, mee awer och responsabel, an dat op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser, vun deenen, déi virlouchen. Déi variéieren, déi evoluéieren, mee dat ass ganz wichteg, och d'Erfarungen aus dem Ausland au fur et à mesure matafléissen ze loossen an dat, wat mer als nächst Schrëtt decidéiert hunn.

Et war eis och zu all Moment wichteg, d'Mesuren, déi mer geholl hunn, duerch kloer Messagen an Informatiounscampagnen ze begleeden. Et si vill Broschüren ausgeschafft ginn. Et huet evoluéiert. Et huet ganz oft schnell evoluéiert. An et wor ons wichteg, allkéiers wierklech ze kommunikéieren, firwat eppes geännert huet, wou mer eis drop foussen, wat déi Erfarungswäerter waren, déi mer afléisse gelooss hunn, fir dass eis Schrëtt verständlech wären an dass mer domadder och d'Vertraue géifen oprechterhalen, wat mer gebraucht hunn. Well wann d'Vertrauen net méi do ass, wann d'Leit net méi matmaachen, da wäerte mer dat heiten net packen.

D'Zil war a bleift et, d'Gesondheet vun eiser Bevëlkerung beschtméiglech ze schützen an d'Capacitéit vum Gesondheetssystem oprechtzeerhalen. Och dat ass an der zweeter Phas nach ëmmer dat iewescht Zil.

Ee Bléck zréck op déi lescht Méint weist, dass d'Decisiounen an enger Optik vu Viraussiicht, vun Transparenz an awer och am Dialog mam Secteur geholl gi sinn. An och nëmmen esou kann et goen. Ouni de Gesondheetssecteur kann een eng sanitär Kris net stäipen.

Ech sinn immens frou, vun Ufank u hu kënnen op d'Berodung zréckzegräifen, op Leit, déi hir Erfarung gedeelt hunn, déi sech matabruecht hunn, déi wierklech mat nogeduecht hunn, mat Brainstorming gemaach hunn, mat organiséiert hunn, mat ugepaakt hunn. Well si sinn déi, déi de Secteur kennen. Si woussten, wat ze maache war a wat een huet mussen an de Spideeler maachen, fir sech ze preparéieren. An et ass och déi Erfarung, déi eis weiderhi wäert begleeden, déi extreem wichteg ass. An och do nach eng Kéier vu menger Säit wierklech e ganz, ganz grousse Merci!

Duerch dës Approche ass et eis och gelongen, am Konsens ze schaffe mam Secteur. Doduerjer, dass mer zesummen nogeduecht hunn, stounge mer och zesummen hannert deene Solutiounen, déi mer geholl hunn. Mir hunn zesummen evaluéiert, wat gutt gelaf ass, wat net. An dat ass grad an dëse Wochen immens wichteg, well mer amgaange sinn, déi nächst Schrëtt ze preparéieren.

Mir mussen och elo domadder rechnen. Ech mengen, d'Neiinfektioune kennt Der. Dir kennt déi Zuelen: Mir hate bannent der leschter Woch 288 Neiinfektiounen. Dat ass enorm vill. Virun dräi Woche waren et der nach 54. An et wär naiv ze mengen, dass dat sech net iergendwou och nees an eise Spideeler wäert erëmspigelen. Och do wäert et unzéien. An och do muss ee sech prett halen, fir dann elo op eng Aart a Weis ze reagéieren, déi net méi vergläichbar ass mat deem éischte Lockdown.

Mir sinn eis alleguerten eens, dass mer op kee Fall méi wëllen esou vill Soinen aussetzen, wéi mer dat déi éischte Kéier hu musse maachen. Déi éischte Kéier wousste mer net, wat op ons duerkéim. Dat heescht, et wor keen anere Choix, wéi och do wierklech an e grousse Lockdown ze goen.

Haut ass d'Situatioun eng aner an d'Ambitioun ass och eng aner. Mir hunn elo d'Ambitioun, zesumme mat all den Acteure vum Gesondheetssystem eis esou opzestellen, dass mer parallell zu der Prise en charge vum Covidpatient et fäerdegbréngen, an eise Strukturen och déi normal Soine souwäit wéi méiglech oprechtzeerhalen. An deem Sënn hu mer Palieren definéiert, déi Schrëtt fir Schrëtt kënnen aktivéiert ginn, wou ee wierklech déi separat Fluxen oprechtbehält a wou mer hoffentlech zu kengem Zäitpunkt mussen nees eng Kéier zréckschrauwen.

Vill Saachen hu mussen deprogramméiert ginn. Mëttelfristeg wäert och dat nach seng Konsequenzen hunn. Och dat kann een haut net ofgesinn, wat d'Konsequenze wäerte si vun eisem Confinement, dee mer gemaach hunn. Mee haut ass all Mënsch beméit, wierklech déi Retarden opzehuelen, anzeprogramméieren an da wierklech eng Vitesse de croisière ze fannen, wou mer kënnen déi normal essenziell Servicer wierklech bäibehalen.

Et sinn nei Ligne-de-garden eropgefuer gi fir d'Soin-primairen. Mir haten eis CSAe lafen. Déi sinn ofgebaut, sinn och nees prett, fir nees opgebaut ze ginn. Déi hunn e ganz groussen Déngscht geleescht. Do konnt immens vill opgefaange ginn, wat anerwäerts an de Spideeler, an den Urgencë gelant wär. Dat ass eng ganz gutt Erfarung, déi mer gemaach hunn. Mir haten eng Réserve sanitaire kreéiert. E Coordinateur médical national gouf agesat, dee wärend Wochen aktiv bei eis war, fir dat Ganzt ofzeplangen an esou weider.

Mir haten eng Hotline lafen, mat 72.000 Appellen, déi entgéintgeholl gi sinn. Och do hu mer beschtméiglech probéiert, d'Leit do ofzehuelen, wou se wore mat hire Froen, an hinnen déi Äntwerten ze ginn op déi Froen, déi se sech legitimm gestallt hunn. Mir haten Urgence-dentairë lafen, Garden an de Maisonde-soinen, fir och kënne sur place d'Leit ze soignéieren a se net mussen aus Mangel u Personal sur place an d'Urgencen ze féieren. Dat sinn alles Erfarungen, déi ganz gutt waren an déi mer och fir déi nächst Phas a souguer an der Dauer wäerten oprechterhalen.

Flux-séparéen hu mussen installéiert ginn an de Spideeler, mat Ëmbauten, déi gemaach gi sinn a Rekordzäit. Och dës Flux-séparéë musse mer oprechterhalen, well de Virus ass do an et ass eng Illusioun ze mengen, datt et e Spidol gëtt, wou een e kéint komplett ausblenden. All Patient, deen ageliwwert gëtt an enger Urgence, ka potentiell e Patient sinn, deen och Covid huet. E kann eng gebrachen Hëft hunn an zousätzlech Covidträger sinn. Dat ass net auszeschléissen, soudass mer och do an enger Phas sinn, wou mer net an der Normalitéit sinn.

Mir hunn do eng zousätzlech Contrainte, op déi mer eis mussen astellen an déi muss geréiert ginn an der Dauer, och wann den Afflux net dramatesch eropgeet. Et ass eng Tatsaach. An dat kann een net just en cas de besoin deployéieren. Dat ass eng Preparatioun, déi permanent muss lafen. D'Spideeler, all d'Doktere mussen dorobber agestallt sinn, mat engem Covidpatient konfrontéiert ze ginn.

De Secteur huet grouss Solidaritéit och mat der Politik gewisen. Ech hunn et ënnerstrach. Et ass wierklech berode ginn, sachlech diskutéiert ginn, wierklech an Aarbechtsgruppe geschafft ginn, mat engem Mix u Leit aus allen Ecker, déi sech zesummefonnt hunn. Dat stëmmt een zouversiichtlech fir de Fall, wou et nach eng Kéier wierklech géif méi sec unzéien. Ech sinn haut iwwerzeegt, dass mer dorobber kënnen och nach eng Kéier zréckgräifen. Et ass dat, wat eis gehollef huet, an et ass dat, wat eis all zesummen och stolz mécht, dass mer dat gepackt hunn.

Et geet elo drëm, op déi positiv Acquisen opzebauen, fir eng zweet Well, wa mer se dann esou nennen, oder wat och ëmmer op eis duerkënnt, kënne beschtméiglech ze geréieren. Mir wäerten net méi wëllen d'Handbrems zéien. Dat ass net méi d'Zil. Dat brauche mer och net. Mir sinn haut preparéiert. Mir hunn et musse maachen, fir en exponentielle Verlaf vun eiser Courbe vun den Neiinfektiounen ze stoppen. Dat war net anescht méiglech. Haut hu mer d'Moyenen, fir déi Courbe eenegermoosse stabel ze halen. Et brauch net vill, fir dat hinzekréien. Et si kleng Efforten, déi elo gefrot sinn. An déi si méiglech.

Mir wäerten och net méi iwwerrascht gi vun deem, wat op ons duerkënnt, well mer wëssen, wat et brauch u Prise en charge. Mir wëssen, wéi mer musse monitoren. Déi Saachen hu mer en place. Et ass just dat grousst Fragezeichen, ob mer et wierklech packen, ob mer et iwwerschaubar halen oder net. Mee mir brauchen net méi ze erfannen, wéi mer domadder ëmginn. Dat ass e groussen Avantage par rapport zum Ufank. Mir hunn ons Capacitéite kënne verstäerken. Mir hunn an d'Infrastrukturen investéiert. Et si Scannere kaf ginn, déi eng ganz einfach Diagnos sur place erlaben.

Mir sinn och amgaangen ze kucke mat den Acteuren, fir um Niveau vun den Tester an de Spideeler nach méi Schnellegkeet eranzekréien. Haut muss jo nach ganz vill och preventiv an de Spideeler getest gi fir sécherzestellen, dass de Patient, deen operéiert gëtt, elo net Covid huet, oder wann en dat sollt hunn, fir dass eeben déi néideg Virsiichtsmesurë kënne geholl ginn. Och do si mer amgaangen ze kucken, wéi eng Zousazinvestissementer nach kënne gemaach ginn, fir schnell Remedur ze schafen.

Eis Réserve sanitaire ...

(Interruption)

Jo, déi Viren do!

Eis Réserve sanitaire ass vun enger Ekipp vu ganzer 70 Leit geréiert ginn. 1.800 Leit woren am Asaz a sinn iwwert d'Réserve sanitaire op déi ënnerschiddlechste Plazen higewise ginn. Dat sinn Altersheemer gewiescht, dat waren eis CSAen. Et sinn och d'Spideeler. Et goufen am Ganzen 13.000 Affektatioune gemaach vu Leit, déi sech iwwert d'Reserv gemellt hunn. An dat ass en Equivalent vun 9.000 Schaffdeeg gewiescht. All Demande u Renfort konnt vun dëser Ekipp ofgedeckt ginn. Och dat war eng grouss Angscht: Mir woussten net, ob déi Reserv u Leit, déi mer hunn, géif duergoen oder net. An et ass duergaangen!

Stand haut kann ech Iech soen, dass mer d'lescht Woch e Sondage gemaach hunn um Terrain bei all deene Leit, déi am Asaz waren, fir ze kucken, ob se nach eng Kéier bereet wären, dat ze maachen oder net. Well mir wëssen, villes ass och net perfekt gelaf. Dir wësst, et stinn nach Bezuelungen aus. Et war zum Deel mat Momenter wierklech Chaos bei eis. An ech sinn immens frou, d'Resultat gesinn ze hunn: Déi ganz grouss Majoritéit vun de Leit, trotz alle Komplikatiounen, déi et vläicht gi sinn, déi sinn am Garde-à-vous, déi si prett, fir nach eng Kéier an den Asaz ze goen.

Dat ass ganz berouegend. An ech wäert hinnen och alleguerte verspriechen, dass mer déi Problemer, déi nach am Raum sinn, déi administrativ Problemer, déi am Raum sinn, sou schnell wéi méiglech iwwert de Summer wäerte léisen. Et ass kee schlechte Wëllen. Mir hunn och bei deenen e bësse méi langweilege Saache ronderëm d'Kris, nämlech dem administrativen Oflaf, dem Ofwéckelen, do hu mer och musse schnell schaffen. Mir hu ganz nei Saachen en place gesat. Do ass net alles esou einfach hannendrun. „Der Teufel steckt im Detail", och do. Mee mir sinn do beméit, mir sinn hannendrun, zesumme mat der CNS och wierklech déi Saachen opzeschaffen, déi am Moment nach en suspens sinn.

Op jiddwer Fall vu menger Säit elo schonn e ganz, ganz grousse Merci fir déi positiv Äntwerten, déi erakomm sinn. Ech freeë mech. An ech kann och nëmme bestätegen, wat de Xavier Bettel virdru sot vun eise Visitten: Mir hu wierklech motivéiert Leit um Terrain gesinn. Dat war och fir eis motivéierend. D'Leit wore bereet ze schaffen, si hunn hir Energie geholl vun deem Service, dee se um Terrain geleescht hunn. An zu kengem Moment, zu kengem Moment huet ee sech beklot. D'Leit hunn ons oft opmierksam gemaach: „Hei, dat do kann ee vläicht anescht maachen", mee et ass net geklot ginn. An d'Leit wore wierklech, wierklech motivéiert am Asaz vun der éischter Minutt bis déi lescht.

De Spideeler - dat ass schonn erwäänt ginn - hir Capacitéite goufen eropgesat. Mir hunn haut méi Intensivbetter, wéi dat am Ufank vun der Kris de Fall war. Mir hu Material. Mir hunn déi Ëmbaute stoe fir déi Fluxen, d'Scanneren, d'Tester an esou weider. D'Krisegestioun gouf ganz konstruktiv begleet. A mir sinn och elo prett, fir eeben net méi mat der Handbrems ze schaffen, mee wierklech dat, wat mer nennen eng „montée en charge" ze preparéieren. Déi Palieren, déi mer elo definéiert hunn, zesumme mat de Spideeler, déi sinn dorobber ausgeriicht, dass een zumindest emol déi éischt zwee Paliere wierklech kann aktivéieren, ouni mussen iergendeppes ze deprogramméieren. Dat ass en ambitiéist Zil, wat mer eis gesat hunn. An ech hoffen, dass mer dat Versprieche kënnen halen, dass et effektiv net zu Reprogrammatioune wäert musse kommen.

Mir wëssen och, a mir hunn dat och gehéiert a verstanen, dass d'Spideeler méi Personal brauchen. Duerch deen Opwand, deen am Moment ass, duerch déi separat Fluxen, ass einfach e Mehraufwand am Moment do um Terrain, deem mer eis bewosst sinn a fir dee mer och bereet sinn, Personal opzestocken an dëser Zäit. Mir wëssen net, wéi laang et wäert daueren. Mee eent ass kloer: Dat Personal gëtt gebraucht. A mir wäerten alles méiglech maachen, fir dat och elo genau ofzeschätzen, wie wat brauch, an déi Ressourcë sou schnell wéi méiglech fräizeginn, fir dass kann opgestockt ginn. Et ass elo, wou déi Leit gebraucht ginn. Et ass elo, wou mer drop ugewise sinn, an dofir ass et och wichteg, dës Decisioun elo zäitno ze huelen.

Corona ass nach net Geschicht, fuerdert vill! An et ass och just zesummen, wéi mer déi zweet Phas kënne meeschteren, mat allen Acteuren aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur. Et ass och e grousse Konsens do, dass déi digital Léisungen, déi mer duerch d'Kris en place gesat hunn, e Succès waren, dass déi eis villes erliichtert hunn. Mir wäerten dat och weider ausbauen. Mir hunn och eng Rei Schwaachstellen identifizéiert, wou mer analog geschafft hunn, mat eebe justement ganz vill administrativem Opwand elo hannendrun. Och do si mer amgaangen ze kucken, wéi mer nach aner Outile kënnen en place setzen, déi eis elo duerch déi zweet Phas wäerte féieren an déi eis och hoffentlech dann Erkenntnisser ginn, fir an der Zukunft eise Gesondheetssystem méi modern a méi digital an der Dauer opzestellen.

E ganz wichtegen Acteur an dëser Phas, et ass schonn erwäänt ginn, wäert eis Inspection sanitaire sinn. Si si vun Ufank un am Asaz, an nach ëmmer am Asaz an nach ëmmer méi am Asaz. Dat ass d'Schlësselfonctioun, fir där Saach hei Här a Meeschter ze bleiwen!

Engersäits musse mer testen, an dat ass, mengen ech, och wierklech net méi a Fro gestallt. All aner Länner, déi dat vläicht manner gemaach hunn zu engem gewëssenen Zäitpunkt, zéien no.

Mir haten d'Chance, Moyenen ze kréien, fir schnell kënnen anzekafen. Mir hunn eng ganz ambitiéis Teststrategie doduerjer och kënne féieren. Hätte mer dat Material net gehat, hätte mer eis villes kënnen ausdenken, mee et net um Terrain realiséiere kënnen. Haut ass et dat, wat virgi gëtt. Et ass dat, wat recommandéiert ass wierklech. Soulaang de Virus do ass an net fort ass, huet ee keen anere Moyen wéi e souzesoen ze verfollegen, em sou enk wéi méiglech op de Socken ze bleiwen iwwert d'Testen, engersäits Diagnostester, wou een déi Leit, déi infizéiert sinn, sou schnell méi méiglech repereiert, also Fréierkennung, an awer och iwwert de Monitoring, wou een iwwer Echantillonen och an där nächster Phas weiderhi kuckt, sech en Iwwerbléck ze verschafen, wéi d'Presenz vum Virus an eiser Gesamtbevëlkerung ass, fir dass mer d'Lag kënnen aschätzen. Dat ass ganz wichteg.

Mee d'Testen ass net e Selbstzweck. Et ass net eppes, wat just gutt kléngt. Testen huet en Zweck, nämlech déi Leit ze identifizéieren, déi infizéiert sinn, an dann à partir vun deene Leit duerch déi Gespréicher, déi mer mat hinnen hunn, iwwer eis Inspection sanitaire eeben an eisem analogen Tracing, duerch dës Gespréicher erauszefannen, wou hir kritesch Kontakter waren, mat wiem se zesumme waren, dat esou schnell wéi méiglech, fir och dës Leit, déi potenziell a Gefor sinn, Träger vum Virus ze sinn, eebe kënnen ze isoléieren, hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwert de Wee vun engem Krankeschäi vun hirer Aarbecht ewechzebleiwen, fir do net weider Leit unzestiechen, soudass dat eng ganz wichteg Aarbecht ass. Et ass eng opwändeg Aarbecht, déi mat ville Stonnen Telefonater verbonnen ass, dagdeeglech, och iwwert de Weekend. Mee et ass wichteg, dass mer do d'Kadenz halen, dass mer schnell sinn, well mat all Dag, wou Leit an der Zirkulatioun sinn, déi Träger si vum Virus oder potenziell Träger ginn, hu mer eng Gefor, dass e sech weiderverbreet.

Mir kënnen haut novollzéien, och duerch déi Gespréicher, déi mer mat de Leit hunn, wou se sech infizéiert hunn. Dat ass eng Saach. Do kënne mer drop awierken, fir dat ze evitéieren, andeem mer erausfannen: Jo, wou ass dat dann, wou et geschitt? Wat huet net geklappt? Dat wësse mer haut. An et ass schonn erwäänt ginn, mir gesinn, dass et effektiv e gewëssene Relâchement ass, dass vläicht e Gefill an der Bevëlkerung war: „Mir hunn et gepackt. Et ass net méi esou schlëmm", dass d'Leit eeben an hirem privaten Ëmfeld, an de soziale Kontakter, déi se hunn, vläicht net méi déi néideg Precautioune geholl hunn. Dat wësse mer. Mee dat Geféierlecht hannendrun ass, dass déi Leit, déi sech infizéiert hunn, jo zréck op hir Aarbecht ginn. D'Kanner ginn zréck an d'Schoul. D'Fleegepersonal geet zréck op seng Aarbecht. A vun do aus ass eeben e ganz, ganz grousse Risiko.

De Risiko ass net just fir deen Eenzelnen, dass hie krank gëtt, mee de Risiko besteet doran, dass mer net méi d'Kontroll driwwer behalen, wou de Virus hiwandert, wou en higedroe ginn ass an där Zäit, wou en eeben ustiechend ass. Dat ass d'Zil vun deene ganzen Aarbechten, déi mer maachen, an och vun deem Opwand, dee mer bedreiwen, deen heiansdo fir deen Eenzelnen net verständlech ass. Mee dat huet e globalen Zweck. Et geet drëm, am Allgemengen d'Kontroll iwwert de Virus ze behalen. Wat mer besser wëssen, wou e sech beweegt, wat mer dat besser kënnen andämmen.

Haut si mer mat enger neier Hausse konfrontéiert. Mir sinn och alarméiert. Dat verstoppen ech net. Et ass och eis Flicht, alarméiert ze sinn als Santésbehërd. Dat heescht awer net, dass ee muss Alarm schloen. Alarméiert sinn ass eigentlech eppes ganz Gesondes an e gudde Reflex, well wann ee bis weess, dass e Problem ass, da kann een och eppes ënnerhuelen.

An dofir ass et och wichteg, dass mer dëser Deeg déi Messagen ëmmer nees erausgi fir ze soen: „Ben, mir hunn eppes observéiert, wat net normal ass. Elo geet et drëm ze verstoen, wat dat ass, firwat dat esou ass." A wa mer dat verstanen hunn a wa mer dat gutt kommunikéieren, sinn ech och fest iwwerzeegt, dass mer dat agedämmt kréien. Firwat sollt dat net goen? Et huet am Ufank immens gutt geklappt hei an der éischter Phas. D'Leit hu sech ganz gutt un d'Reegele gehalen. An ech si fest iwwerzeegt, dass, wann dat Wéinegt, wat elo nach verlaangt ass - dat ass net vill, et ass eng Disziplinn an der Dauer, et ass Ausdauer mat klenge Gesten -, wann dat bis richteg verstanen ass, dass mer och déi zweet Phas ganz gutt kënnen iwwerstoen.

Wat ass also essenziell ze verstoen? Et ass nach ëmmer dat selwecht: Mir hunn et mat engem Virus ze dinn, deen net ronderëmspréngt, mee dee sech iwwert den Otem weidergëtt. A wann ee sech dat virun Aen hält, da versteet een och de Sënn vun engem Mask. Ech mengen, wa mer eppes iwwert den Otem weiderginn, da liicht et och an, dass mer eigentlech et ganz einfach kënnen andämmen, andeems mer auserneebleiwen, physesch e bësse méi wäit auserneebleiwen, wéi mer dat gewinnt sinn, a wann dat net méiglech ass, eis eebe schütze mat engem Mask.

An zousätzlech, an dat ass eise Rôle, och als Regierung, als Politik, vun lech alleguerten: Wa mer erkennen, wou dat schwiereg ass am Allgemengen, dann ass et och eis Flicht, d'Leit dorobber opmierksam ze maachen. Wa mer gesinn, dass et grad do ass, wou d'Leit zesumme feieren, dass et do ass, wou op eemol net méi opgepasst gëtt, da wär et onverantwortlech, net dorobber opmierksam ze maachen!

Dat ass eng Erkenntnis, déi mer hunn. Dat ass eng Erkenntnis, déi mer haten an der Theorie scho méi fréi, wou och gewosst war, dass et eeben am privaten Emfeld méi en héije Risiko ass, dass d'Leit sech vläicht net esou un d'Reegelen halen. Haut hu mer dat och nach bestätegt. Mir gesinn dat iwwer eis Neiinfektiounen. Mir héieren dat jo an deem, wat d'Leit eis soen. Also wär et wierklech onverantwortlech, net och elo doriwwer ze schwätzen.

Dofir hu mer och elo ab dëser Woch informéiert a reegelméisseg ab der nächster Woch wäerte mer vill méi genau informéieren, wou d'Leit sech infizéieren, well dat an dëser Phas weesentlech ass. Et ass wichteg, dass d'Leit wëssen, wat geschitt, wat se sollen evitéieren a wéi eng Precautioune se sollen huelen.

Och mat den Tester, et ass scho gesot ginn, si mer prett, fir an eng zweet Phas ze goen. Mir hu mat eisem Large-Scale-Testing Pionéieraarbecht gemaach hei am Land, wou mer probéiert hunn, iwwert déi ganz Bevëlkerung Echantillonen erauszehuelen an och Secteuren duerchzetesten. Haut wësse mer, dass mer dat hikréien, dass mer déi grouss, ganz ambitiéis Testcapacitéit, déi mer eis wollte ginn, och stoen hunn. Dat war net einfach am Ufank, et war e groussen Challenge. Haut wësse mer, dass et klappt, soudass mer déi Testcapacitéit, déi mer hunn, och elo wierklech geziilt kënnen am Kader vun enger Strategie asetzen.

Et ass wichteg ze verstoen, dass mer eis och hei an enger Strategie beweegen. Dat heescht, mir sinn net am Fall, wéi dat elo rezent a Bayern lancéiert ginn ass, dass ee seet: „Jiddwereen dee wëllt getest ginn, dee ka sech teste loossen." Dat ass et net. Dat wär net strukturéiert. Mir hunn d'Material a mir hunn eng Iwwerleeung, wéi mer dat solle beschtméiglech asetzen.

Eis nei Teststrategie, wou mer elo de Go och kritt hunn an der Regierung, wäert doranner bestoen, dass mer op verschiddene Pläng schaffen. Éischtens wäerte mer vill méi systematesch déi Gruppen duerchtesten, déi op kritesche Poste sëtzen. Dat heescht Leit, déi a Kontakt si mat méi fragille Leit; Leit, déi ganz vill Interaktiounen hunn. Do wäerte mer e Roulement maachen, dass mer soen: Déi Populatioune kucke mer wierklech reegelméisseg duerchzetesten, well et do besonnesch wichteg ass, dass de Virus net dohikënnt.

Dann hu mer doniewent dat, wat mer nennen „entry points". Mir fänken un, eis vill méi erëm erauszebeweegen, soulaang eis dat net erëm wäert verbuede ginn, well eis Zuelen ze vill héich ginn, mee jiddefalls, wa mer nees méi reesen, ass et wichteg, dass, wa mer zréckkommen aus Géigenden, wou vläicht de Risiko méi héich war, dass och do ka getest ginn. Mir hunn um Findel eis Teststatioun, déi funktionéiert ganz gutt, wou d'Leit e Bong kréien, dat heescht, wa se zréck sinn, gi se encouragéiert, fir sech direkt testen ze loossen. Dat ass eppes, wat mer nach wäerte verstäerkt zum Asaz bréngen, well et wichteg ass, do och en A drop ze hunn, spezifesch en A drop ze hunn.

An dann, ganz wichteg, wäerte mer och eisen Echantillontesting oder Maschentesting, oder wéi och ëmmer een et nennt, weiderféieren. Dat ass eppes, wat am Fong geholl d'Suite wäert si vun onsem Large-Scale-Testing an och vun dem Projet vun der CON-VINCE-Studie, wou mer eis en Iwwerbléck beschafen iwwer en Echantillon, deen och mat eise Wëssenschaftler zesummen opgestallt gëtt an ausgeschafft gëtt, wou mer kleng Gruppen definéieren an eebe jeweils aus deem Grupp Leit testen. Dëst, fir wierklech e globalen Iwwerbléck ze hunn.

Dat ass dat, wat am schwieregsten ze verstoen ass vun der Method hier, well deejéinegen, deen d'Invitatioun kritt, net onbedéngt versteet, wéi de System opgebaut ass. Och do, wann déi Teststrategie an engem Mount deployéiert wäert ginn, wäerte mer och probéieren, méi genau doriwwer ze kommunikéieren. Mee do ass schonn e System dohannert. Dat fonctionéiert op Invitatioun. An dat ass net fir näischt, et ass eng Iwwerleeung dohannert, wien ugeschriwwe gëtt, opgrond vu verschiddene Parameteren: Alter, geografesch Donnéeën an esou weider. Dat heescht, dat ass eng ganz Reflexioun hannendrun, déi dat Muster bestëmmt, no deem getest gëtt.

Mee de Mechanismus ass nach ëmmer deen, dass d'Leit ugeschriwwe ginn. Et ass net esou, dass, wann ech Loscht hu mech ze testen, ech einfach dohinnerginn an et maachen. Et soll sech schonn aschreiwen an eng Teststrategie. An et ass och dat, wat recommandéiert gëtt. De Modell, fir einfach blann drop lass ze fueren, ass net deen, dee recommandéiert gëtt. Et soll een dat scho geziilt maachen.

An doniewent, an dat ass dee leschten Akt vun der Strategie, si mer esou opgestallt, dass mer wierklech a ganz kuerzer Zäit kënnen d'Capacitéit wierklech eropfueren, wa mer en Infektiounsherd iergendwou hunn. Dat heescht, et geet am Fong drëm, wa mer de Virus iergendwou an engem Betrib fannen, an enger Schoul fannen, wou mer genau kënnen ofschätzen, wien alles potenziell domadder a Kontakt komm ass, dass mer déi Leit wierklech kënne ganz schnell teste fir ze evitéieren, dass et vun do aus sech eraus verbreet. Dat ass am Fong geholl esou e klengen Taskforcetesting, eng mobill Taskforce, déi mer hunn, fir an den Asaz ze goen, an den Asaz ze goen do, wou et brennt. Dat kënne mer net am Viraus soen. Mir hoffen, dass et net allze vill oft wäert sinn. Mee et ass wichteg, dass mer dorobber preparéiert sinn, fir wierklech schnell kënnen ze handelen.

Voilà! Ech géif nach eng Kéier drop hiweisen, dass et eis Flicht ass, eis och heiansdo op de Kënn ze späizen. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer all Dag Neies gewuer ginn. A mir sollen eis deem net verschléissen, och wann et eventuell schwéier verständlech ass. Da musse mer un der Kommunikatioun schaffen. Mee mir hunn all gudden Dag nei Erkenntnisser ronderëm dëse Virus an et ass extreem wichteg, dass een deene géintiwwer oppen ass an dass ee se och wierklech afléisse léisst esou schnell wéi méiglech, och wann et dann eppes aneres ass, wéi et dräi Woche virdru war. Dat ass an dëser Situatioun wierklech weesentlech. An et ass mer och wichteg, dass dofir dat néidegt Verständnis do ass. Dat ass eng Flicht, déi mer hunn.

Mir sinn op engem ongewëssen Terrain. Kee weess alles vun deem Virus. D'Fuerschung schafft mat enger immenser Vitess. An et ass jo och do, wou mer eis Hoffnung drop setzen, dass iergendwann déi Nouvelle kënnt, wou mer soen: „Voilà, elo hu mer eng Léisung." Haut huet nach keen d'Patentrezept. Mir kënne just dat maachen, wat recommandéiert gëtt fir anzedämmen. Mee esou eng richteg Wonnerléisung, déi huet nach keen.

Mir wäerten an deene kommende Méint ganz vill Akzent op de Monitoring weiderhi leeën. Och do vu menger Säit nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci a Richtung vun der Lëtzebuerger Fuerschung, déi sech vun der éischter Stonn un zesummegedoen huet, fir d'Aarbecht vun der Regierung ze ënnerstëtzen, ze ënnermaueren, fir hiert Wësse matafléissen ze loossen.

Mir wäerten duerch déi Monitoringoutilen, déi mer en place hunn, ganz genau kucken, wéi d'Typologie ass vun den Neiinfektioune. Wéi eng Leit infizéiere sech? Wéi eng Leit sinn dat? Wéi eng Alterskategorië sinn et?

Dat Ganzt eeben, fir éischtens Tendenzen ze erkennen, mee awer och zweetens den Impakt op dat, wat eis letztendlech interesséiert: Sinn dat Leit, déi an engem grousse Risk sinn, fir wierklech an de Spideeler ze landen oder net? Dat ass jo ganz ënnerschiddlech. Jonk, gesond Leit, déi infizéiert sinn, hunn eng vill manner grouss Probabilitéit, am Spidol ze landen, wéi eeler Leit oder Leit, déi nach aner Pathologien hunn, soudass et wichteg ass, dass mer dat am Detail suivéieren, wien déi Leit sinn.

Och do ganz interessant eise Projet, dee Fuerschungsprojet, dee ronderëm d'Kläranlage leeft, dee mer verstäerkt wäerten an den Asaz bréngen a mat consideréieren, wou mer duerch d'Residuen an de Kläranlagen och ganz genau kënnen erkennen, wou de Virus present ass. Och dat gëtt eis eng Indicatioun, wou et geografesch vläicht Hotspotte gëtt oder och net.

An dann hu mer natierlech ëmmer, sou wéi mer dat elo déi ganzen Zäit gemaach hunn, eng Vue op d'Hospitalisatiounen, dës Kéier och mat engem ganz speziellen Augenmerk eeben op d'Capacitéit vun de Spideeler, fir dat, wat eis Ambitioun ass, déi normal Soine wierklech ze assuréieren, fir dat oprechtzeerhalen. Och do si mer prett, fir iwwer eis Réserve sanitaire da kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, wann Nout um Mann ass. Dat ass d'Zilsetzung. Dat ass eng éischt Prioritéit, déi mer eis ginn hunn.

Voilà, Corona ass nach net fäerdeg. Mir sinn net derduerch, dofir och nach ëmmer e Gesetz. Mir schaffen drun, eng nächst Etapp virzebereeden. Soulaang mer net duerch dës Kris sinn, wäerte mer Moyene brauche fir ze handelen. Mir sinn net méi an engem État d'urgence, mee déi Crise sanitaire ass nach do. Et ass eng international Kris vun enger Envergure, wéi mer se hei, denken ech op alle Fall, all heibannen nach ni kannt hunn. Dofir ass et och ganz wichteg, dass mer handlungsfäeg bleiwen, dass mer déi néideg Moyenen hu fir ze handelen an dass dat och juristesch ofgedeckt ass, dass mer propper dostinn, dass Rechtssécherheet do ass, dass d'Leit wëssen, wou se dru sinn, an dass mer dat maachen, wat mer musse maachen, fir där Saach hei Meeschter ze bleiwen, awer och net ze vill maachen.

Eis Bestriewung ass et wierklech, d'Reegele sou wäit wéi méiglech erofzedrécken, am Fong op e Minimum erofzedrécken an op dat Weesentlecht ze beschränken, an dass mer déi Reegelen oprechterhalen, vun deene mer haut iwwert déi Erkenntnisser, déi mer kritt hunn iwwert déi lescht Méint, wierklech wëssen, dass et do ass, wou mer mussen usetzen, an dass mer de Rescht oplockeren.

Mir setze ganz vill op d'Vertrauen. Villes klappt ganz gutt mat Recommandatiounen. Mee et gëtt eng Rei Saachen, wou mer gemierkt hunn, dass dat net gräift. An déi suivéiere mer. Et ass do, wou mer nach wëllen usetzen. An et ass do, wou mer och mussen ënnerstëtzt bleiwen, dass mer dat kënne maachen, well soss sinn eis d'Hänn gebonnen, da kënne mer net handelen. Mir kënnen dann net eisen Tracing maachen a mir kënnen och net déi Chaîne briechen, déi mécht, dass de Virus weidergeet. Dat ass essenziell.

Weiderhin, d'Vertrauen ass och ganz wichteg. Ech si frou, dass mer dat hei am Raum ëmmer haten, vun der éischter Stonn un an och weiderhin. Ouni d'Vertrauen, dass mer um richtege Wee sinn, kann et net goen. Wa mer alleguerten ufänken, mateneen ze zweifelen, dat ass net gutt. Mir mussen dru gleewen. Mir sollen och dru gleewen. Mir hunn immens vill fäerdegbruecht zesummen. An dat soll eis Motivatioun ginn an d'Iwwerzeegung ginn, dass mer dat och elo wäerte packen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Et ass net vill verlaangt, et ass scho gesot ginn, et si wierklech kleng Aschnëtter nach, déi mer hunn am Verglach zu deem, wou mer woren. An et kann een et net genuch ënnerstréichen, et vergësst een dat jo gären, mee et wor net méi méiglech - ech wunnen op der Grenz -, mam Hond op déi aner Säit spadséieren ze goen. Villes war net méiglech, et war net méiglech an de Restaurant ze goen.

Mir hunn haut erëm eng absolutt Normalitéit, oder net eng absolutt Normalitéit, mee eng Quasinormalitéit. D'Liewe rullt nees. Et geet elo drëm, wierklech déi kleng Reegelen an der Dauer oprechtzeerhalen an Ausdauer ze weisen, an och nach wie vor Solidaritéit. Déi Leit, déi am meeschten exposéiert sinn, dat sinn nach ëmmer déi selwecht Kategorië vu Leit.

Och do nach eng Kéier den Appell: Ënnerstëtzt déi Leit, déi ronderëm lech sinn! Evitéiert hinnen ze vill Kontakt mat anere Leit! Et ass nach wie vor geféierlech. An et ass net iwwerstanen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert Akt vun hirer Deklaratioun. Ech soen der Regierung Merci fir hir Ausféierungen, déi mer muer de Moien am Kader vun der Debatt iwwert déi aktuell Situatioun vun der Covid-19-Pandemie debattéiere wäerten.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel d'une éventuelle application de traçage des contacts

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwer eng méiglech Tracingapp. An ech géif direkt d'Wuert un déi honorabel Madamm Viviane Reding ginn, als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, mir hunn alleguerte gutt nogelauschtert. An ech wëll ee Saz ënnersträichen, deen de Premierminister gesot huet: „Et ass nach laang net eriwwer."

Jo, de Virus ass do an e bleift do, soulaang keng Impfung um Maart ass. Iwwregens wär et interessant, well d'Regierung huet jo gesot, datt, wann eng Impfung do wär, wéilt se 50 % vun der Bevëlkerung impfen, mee bis dohin: Wat gëtt gemaach?

Mir hunn et elo erkläert kritt: Ustiechung soll evitéiert ginn, Distanz halen, Mask undinn. Déi Ugestache sollen erausgeholl ginn aus der Chaîne, duerch de geziilte manuellen Tracing, mee awer och, wéi d'Madamm Gesondheetsminister elo gesot huet: „déi Chaîne briechen duerch de Monitoring".

An do stelle mer eis natierlech Froen, well mir hunn nämlech och erkläert kritt, datt dee manuellen Tracing, d'Kontroll vun deenen, déi ugestach sinn an där Chaîne, wou se dra sinn, wou se anerer ugestach hunn, datt mer do Méiglechkeeten hunn, fir deen duerchzeféiere bei 60 bis maximum 80 Ugestachener. Elo wësse mer awer, datt déi Neiinfektiounen an deene leschte 24 Stonne bei 61 louchen. Also, et gëtt enk, mir kommen un de Limitt erun. Och d'Inspection sanitaire wäert et net einfach hunn.

Mee mir wëlle jo awer, an ech mengen, do si mer eis eens heibannen, mir wëlle jo keen neie Confinement méi! Weeder eis Bevëlkerung nach eis Ekonomie géifen dat verdroen. Mir mussen also alles drusetzen, fir datt en neie Confinement net noutwendeg gëtt. An an deem Kontext stellt sech nun emol d'Fro vum digitalen Tracing, vun enger App.

Ech wëll, ...

(Brouhaha)

... éier ech virufuere mat der Analys, kloer an däitlech soen, datt esou eng App keng Solutioun ass, fir de Problem ze léisen. Esou eng App kann héchstens en zousätzlecht technescht Hëllefsmëttel sinn. Si ersetzt ni d'Maskendroen, si ersetzt ni de manuellen Tracing, mee si kann ee Baustee sinn, fir manner Problemer ze kréien.

A fir datt se dee Baustee ka ginn, ass een Element absolutt noutwendeg, an dat ass d'Confiance. An dass een déi Confiance huet, déi kritt een nëmmen doduerch, well een der Regierung traut an deem, wat d'Regierung engem seet, wann ee weess, wat esou eng App mécht an net mécht, an wann ee weess, wouduerch ee kann hëllefen, wann een eng App géif eroplueden.

D'Motioun, déi d'Chamber de 7. Mee dëst Joer gestëmmt huet, seet jo kloer an däitlech, an dorun huet sech näischt geännert an Zwëschenzäit, wat dann elo d'Konditioune sinn, wa mer géifen enges gudden Daags entscheeden, eng App ze maachen: Si däerf nëmme fir eng limitéiert Zäit gëlteg sinn; si muss dezentral sinn; si muss fräiwëlleg sinn; si muss dem Dateschutz follegen an de Sourcecode soll veröffentlecht ginn. Dat ass d'Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn. Déi Motioun ass nach ëmmer gëlteg a weist de Wee, wou mer hi musse goen.

An dann ass et jo interessant ze kucken: Wat hunn dann eis Nopeschlänner gemaach? Well Lëtzebuerg ass jo schliisslech keng Insel. An da gesi mer, datt a Frankräich versicht ginn ass, en dezentraliséierte System ze maachen, ouni Google an Apple, wou am Ufank zwou Milliioune Leit en telechargéiert hunn, mee duerno nees eng hallef Millioun Leit en detelechargéiert hunn, kaum Leit e gebrauchen. A wou d'CNIL (ndlr: Commission nationale de l'informatique et des libertés), de franséischen Dateschutz, seet: „Dat do geet net", well d'Regierung hir eppes aneres virgeschloen huet wéi dat, wat se finalement gemaach huet. Dat heescht: eng komplett Faillite!

An der Belsch wëlle se jo elo am September eng App maachen, no däitschem System, dezentraliséiert. An ech hu mer emol, well et interessant ass a puncto Recherche, déi Schwäizer App ugekuckt. Déi ass jo an de Laboratoirë vun der EPFL (ndlr: École polytechnique fédérale de Lausanne) entwéckelt ginn, iwwregens an Zesummenaarbecht mam Robert Koch-Institut, an där hire Sourcecode steet op enger Plattform GitHub. Dat ass eng Microsoft-Plattform an déi ass public. D'Donnéeë sinn op engem Serveur vun der Schwäizer Regierung stockéiert.

An et ass e Gesetz gemaach ginn - an dat, Här Premierminister, schéngt mer ganz wichteg ze sinn -, wou drasteet, datt déi App net däerf mëssbraucht ginn als Porte d'entrée, datt een déi muss hunn, fir däerfen an de Kino ze goen oder an e Restaurant oder op e Flughafen. Ganz wichteg, dat ass jo och eppes, wat an eiser Motioun drastoung.

An dann hu mer natierlech den norwegesche System, deen och net funktionéiert huet. Eis Kolleegen a Groussbritannien hu sech lächer-

lech gemaach, well se wollte fir d'éischt hir eegen App developpéieren. Do si se awer bäigelaf. An elo hu se dann ëm 180 Grad d'Kéier kritt a si hunn awer nach ëmmer keng App. Also, esou en Duerjernee si mer jo ewell aus deem Land lues a lues gewinnt.

An dann hu mer déi däitsch App, déi jo vum Institut Koch developpéiert ginn ass, awer - interessant ze gesinn - zesumme mat der Industrie, mat SAP an der Deutsche Telekom, mat hire Chercheuren. Et ass eng dezentraliséiert, si ass fräiwëlleg a si ass um GitHub-Sourcecode veröffentlecht ginn, wou souguer eng kritesch Organisatioun wéi de Chaos Computer Club, dee jo géint alles ass, wat net hieb- und stichfest ass a puncto Dateschutz, seet: „Dat doten ass an der Rei. Mir hunn dee Sourcecode nokontrolléiert. Dat kéint goen."

An ech hu mat groussem Interessi héieren, datt eise Premierminister gesot huet, mir Lëtzebuerger wäre mam Robert Koch-Institut a Verbindung, fir gegeebenefalls eng App no däitschem Stil och op Lëtzebuerger Besoinen ze adaptéieren. Vill Leit mengen, well se déi däitsch App erofgelueden hunn, hätte se hire Problem elo gelöist. Mee déi funktionéiert jo awer net zu Lëtzebuerg. An dat ass jo och gutt esou. Et ka jo net jiddwereen heihinnerkommen an iergendeng App hei ubidden an domat vläicht och nach Business maachen. Mir mussen eis jo op eis Lëtzebuerger Situatioun konzentréieren an dat och zolidd maachen.

Sou, wat maache mer elo mat de Lëtzebuerger Fuerscher? Well et kritt ee jo, wann een e bësse liest, wat lass ass an eiser Lëtzebuerger Universitéits- a Fuerschungscommunautéit, mat, datt eng ganz Rei Appen och developpéiert goufe vu Lëtzebuerger Fuerscher. Ech denken un Ariana - made in Luxembourg -, u Gulliver GHR Tech an esou weider an esou fort.

Mir hunn och mat groussem Interessi de LEGA-FIGHT-Rapport gelies vun der Lëtzebuerger Universitéit: « Quel encadrement juridique pour une application traqueuse ? » Do sti ganz interessant Saachen dobäi, déi, wéi ech de Kolleege wëll soen, a kenger Kontradiktioun sti mat eiser Motioun, just au contraire eis Motioun stëtzen an ënnerstëtze mat deene Fuerderungen, déi do gemaach gi sinn.

Dann nach zwee kuerz Problemer, déi ech wollt uschwätzen. Dat eent, dat ass d'Interoperabilitéit. Mir wësse jo, datt en Text virläit vun der Europäescher Kommissioun, wéi mer kéinten déi Saachen zesumme maachen. Mee wéi oft an Europa, ass et esou geschitt, datt jiddweree seng Kugel gedréit huet an net mat deenen aneren zesummegeschafft huet. E klengt Land wéi mir, dat jo nëmme Grenze ronderëm huet, wou esou vill Leit erakommen, wou eis Lëtzebuerger wëllen erausgoen, mussen erausgoen, eh bien, mir brauchen Interoperabilitéit.

Dofir och meng Fro un d'Regierung: Wann dorunner geschafft gëtt, wéi gëtt derfir gesuergt, datt déi App, déi mer vläicht eng Kéier brauchen, eng Kéier kréien, eng Kéier mussen hunn, datt déi dann interoperabel ass mat eisen Nopeschlänner? Wäert et vläicht méi einfach si mat eisen däitschen Nopere wéi mat eise franséischen Noperen? Mee déi kréie vläicht och nach eng Kéier den Tour!

An dann, egal wéi an egal wat d'Regierung och ëmmer wëllt maachen zu engem gewëssene Moment: Hei stinn d'Konditiounen dran!

(Mme Viviane Reding montre la motion adoptée le 7 mai 2020.)

Déi mussen agehale ginn. An dat Ganzt muss gesetzlech festgehale ginn, well d'Leit mussen eng Garantie kréien. Den Här Premierminister huet et ganz kloer gesot: „Wann do kee Vertrauen herrscht, da geschitt näischt." D'Leit si jo fräiwëlleg bereet fir matzemaachen, oder net? A wa se kee Vertrauen an e Lëtzebuerger System hätten, géife se net matmaachen. Dann nëtzt e Lëtzebuerger System net.

Dofir brauche mer och eng gesetzlech Basis fir eebe ganz genau déi Elementer, déi ech ënnerstrach hunn: d'Fräiwëllegkeet, d'zäitlech Begrenzung an datt den Dateschutz, de Schutz vun der „privacy", wéi mer dat nennen, garantéiert ass.

An deem Sënn, Här Premierminister, wäre mer frou fir ze wëssen, wéi wäit dat Schaffen un esou enger App ass, wat mer kéinten erwaarden. Vläicht muss et an der Summerzäit zu esou eppes kommen? Mir wëssen et jo net, well déi grouss Inconnue ëmmer do ass. Mee ech mengen, d'Chamber, an domat d'Leit, solle wëssen, wat geplangt ass, „wat am Tirang läit", Madamm Minister, wéi Der gesot hutt. Maacht den Tirang op a sot de Leit, wat geplangt ass, wat Der wëlles hutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Viviane Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt agedroen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der Iech elo vläicht erwaart, datt ech eppes aneres soe wéi dat, wat de Premier virun e puer Minutte gesot huet, da muss ech Iech enttäuschen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Guy Arendt *(DP)*.- Ech wëll mat der Motioun ufänken, déi mir de 7. Mee mat enger grousser Majoritéit hei am Haus ugeholl hunn. Mat där Motioun gouf d'Regierung nämlech opgefuerdert, ënner anerem weiderhin op en „analogen" Tracing ze setzen an dofir déi néideg personell Capacitéiten zur Verfügung ze stellen. Op den digitale Pendant, sprëch op eng sougenannt Tracingapplikatioun, soll just zréckgegraff ginn, wann den europäesche Kontext dëst vun eisem Land géif verlaangen. Dat war wéi gesot am Fréijoer.

Zënterhier huet d'Chamber sech nach e puermol mat dem Sujet beschäftegt. Et goufen nämlech eng sëllech parlamentaresch Froe gestallt a beäntwert. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hunn d'Madamm Reding an den Här Clement den nämmlechte Sujet och nach eng Kéier am Kader vun der Froestonn opgeworf.

D'Äntwerten, déi mir vum Staatsminister kruten, waren a mengen Ae ganz kloer. D'Regierung ass a bleift skeptesch, wat d'Notze vun enger digitaler Tracingapp ugeet, a wëllt weiderhin op den analogen Tracing setzen. Un där Haltung huet sech zënter dem Vott vun der Motioun absolutt näischt geännert. An anere Wierder: D'Regierung huet dat gemaach, wouzou d'Chamber si invitéiert huet.

Ech sinn dofir e bëssen iwwerrascht, datt mir haut deen nämmlechte Sujet nach eng Kéier a Form vun enger Heure d'actualité behandelen an datt d'Initiativ fir déi Heure d'actualité och nach vun deenen nämmlechten CSV-Deputéierten ausgeet.

Une voix.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Zënter der Froestonn vum leschten Dënschdeg an haut huet sech un der Ausgangslag net vill geännert.

(Interruption)

Deen eenzege Liichtbléck op EU-Niveau ass dat sougenannt eHealth-Netzwierk. D'Memberstaaten an d'Europäesch Kommissioun hunn technesch Spezifikatioune fir d'Kompatibilitéit vu Contacttracing-Applikatiounen erausginn. Dat riicht sech un d'Entwéckler vun den Applikatiounen an un d'Memberstaaten, déi eng entspriechend App virgesinn.

Et gëtt awer keen neie Moment, wat en europäesche Konsens iwwert de Prinzip vun enger Tracingapp ugeet. Et ass kee koordinéiert Virgoen. Jidderee kacht nach ëmmer e bësse seng eegen Zopp.

Well dat esou ass, ginn ech dovunner aus, datt mir nach alleguerten hannert de Wierder vun der Motioun stinn. Mir wëlle weider primär op den analogen Tracing setzen an dee weider ausbauen.

Ech begréissen dofir an deem Kontext, dass d'Regierung séier e weidert Covidgesetz op den Instanzewee geschéckt huet, wat nieft den noutwendege Restriktiounen a Reegelen dës Kéier och Upassunge beim Traçage mat sech brénge soll.

Den Ament ass et nach esou, datt den analogen Traçage just ka vu Leit mat enger medezinescher Ausbildung gemaach ginn. An dat sinn d'Dokteren an d'Infirmièren oder Infirmieren. Wann een da weess, datt eng Covid-19-positiv Persoun an der Reegel Kontakt mat tëschent 20 a 50 anere Persounen hat, da kann ee sech virstellen, datt den Tracing eng extreem zäitopwändeg Affär ass, zemools wann net jiddereen déi Tâche kann iwwerhuelen, a besonnesch elo, wou d'Zuelen nees amgaange sinn ze klammen. Et ass dofir gutt, datt den neie Gesetzesprojet och virgesäit, datt an Zukunft aner Fonctionnairen an Employéen eng Hand dierfe matupaken. D'Cellule vun der Inspection sanitaire, déi sech ëm den Traçage këmmert, gëtt domadder gestäerkt. Den Tracking gëtt méi effikass an dat begréisse mer.

Här President, d'Appe ginn dacks als Allheelmëttel am Kampf géint de Covid duergestallt. Ech erlabe mir dofir ofschléissend, nach e Wuert iwwert d'Effikassitéit vun dësen digitalen Tracingapps ze verléieren. An Däitschland huet d'Robert Koch-Institut rezent matgedeelt, a mir hunn et schonn héieren, datt 15 Millioune Leit hir App erofgelueden hunn. Jo, dat kléngt den éischten Ableck natierlech no vill. Et entsprécht awer emol net engem Fënneftel vun der Populatioun. An da schwätze mer just vun der Unzuel un Downloads an eeben net vun de Leit, déi déi App tatsächlech am Alldag benotzen, well et geet net duer erofzelueden, et muss ee sech och aklinken, wann ee positiv getest ginn ass. An ech froe mech, ob do d'Leit wierklech op dee Wee ginn.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Ech widderhuele mech: Erofluedën eleng geet nämlech net duer. Et muss een d'App och aktivéieren an deenen aneren Utilisateuren och wëllen dat matdeelen, wann ee positiv getest ginn ass.

Ech vergläichen et ëmmer mat enger App mat Bakrezepter - quitte, datt ech selwer net baken, mee trotzdeem -: Just well ech mir déi erofgelueden hunn, heescht dat net, datt de Kuch schonn am Bakuewen ass.

M. André Bauler *(DP)*.- Bien trouvé!

M. Guy Arendt *(DP)*.- D'Zuel vu 15 Milliounen Downloads an Däitschland gëtt also keen Opschloss iwwert dat reellt Benotze vun der Tracingapp.

Huele mer nach eis franséisch Noperen! Hir App gouf ronn 2-Millioune-mol erofgelueden. Allerdéngs hu wärend den éischten dräi Wochen och schonn nees eng hallef Millioun Leit hir App desinstalléiert. Dat ass e Véierel. Och a Frankräich kann een also kengesfalls vun engem flächendeckenden digitalen Tracing schwätzen. An d'Madamm Reding selwer huet et gesot; si huet selwer vun engem totale Fiasko geschwat.

Här President, et ass de Moment einfach eng falsch Sécherheet ze mengen, d'Apps kéinten an noer Zukunft den analogen Tracing ersetzen. Dat ass definitiv net de Fall. Mir solle weider eise Wee goen a weiderhin op de manuellen, analogen Tracing setzen. Mat den zousätzleche Moyene kann d'Inspection sanitaire dat an Zukunft och nach méi effikass maachen. A mir sollen dofir kucken, datt mir dat Gesetz séier hei an der Chamber kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Guy Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Mir hunn et och haut erëm héieren: Hei zu Lëtzebuerg si mer eis eens, dass e systematesche Contacttracing en indispensabelen Outil ass, fir am Kader vun enger Pandemie Infektiounsketten ze briechen. En hëlleft, d'Ausbreede vun enger Infektiounskrankheet wéi dem Coronavirus ze kontrolléieren an Neiinfektiounen ze iwwerwaachen an an de Grëff ze kréien.

Zesumme mat enger ganz ambitionéierter Teststrategie, déi mir hei hunn, an enger effikasser Kommunikatioun a Sensibilisatioun ass den Tracing hei zu Lëtzebuerg en Haaptpilier bei der Strategie vun der Regierung, fir am Kader vum Deconfinement déi Gratwanderung vun engem Retour zur Normalitéit op där enger Säit an dem weiderhi presenten Infektiounsrisiko op där anerer Säit hinzekréien.

Iewescht Zil war, ass a bleift et, fir en neie Pic vun Infektiounen ze verhënneren. An deene leschten zwou Wochen hu mer gesinn, dass et ganz séier ka goen, fir mat der Menace vun enger zweeter Well erëm mussen eens ze ginn.

Déi zwou Approchen, déi et beim Tracing gëtt, hu mir heibanne schonn e puermol thematiséiert. Eis Regierung setzt am Moment, an dat huet se d'lescht Woch nach eng Kéier an der Chamber kloergemaach, op den analogen Tracing. Zu Recht, an den Ae vun der LSAP, an ech wäert dat nach e bëssen ausféieren, firwat mir dat esou gesinn.

Här President, de 7. Mee hu mer jo déi Motioun ugeholl, wou mer eis als Chamber zum analogen Tracing bekennen. Fir de Fall, wou mer op de Wee vun enger App wéilten oder misste goen, hu mer ganz prezis Konditioune festgeluecht a wéi esou eng Demarche misst legal encadréiert ginn. D'LSAP steet nach ëmmer zu där Motioun.

Den analogen Tracing huet an eisen Aen eng ganz Rëtsch vu Virdeeler: Et ass e cibléierte Service, deen eng personaliséiert Virgoensweis erlaabt an d'Leit step-by-step och encadréiere kann. A virun allem erlaabt en eis, och un déi Leit erunzekommen, déi bis elo nach wéineg oder vläicht iwwerhaapt nach net sensibiliséiert sinn. Den analogen Tracing bedeit nämlech gläichzäiteg, eng wichteg Sensibilisatiouns- a Preventiounsaarbecht ze leeschten. An dofir si mir och der Meenung, dass den analogen Tracing net nëmme wäertvoll ass, mee ganz kloer eis Prioritéit bleiwe muss.

Iwwregens hu vill vun deene Länner, déi d'Pandemie, relativ gesinn, gutt an de Grëff kruten, zu engem groussen Deel op den analogen Traçage gesat, och wa se zousätzlech dozou technologesch Moyene benotzt hunn.

A well dës Aarbecht opwändeg ass, brauche mer déi néideg Manpower, fir gewëssenhaft a professionell ze schaffen. Dofir begréisse mir der Ministesch hir Aussoen, dass d'Moyene vun der Tracingcellule weider opgestockt a Reserven aktivéiert ginn.

Natierlech däerfe mer net verkennen, dass den analogen Tracing op seng Limitte ka stoussen. Bei ze héije Fallzuele ginn d'Kontakter bal exponentiell an d'Luucht. An da stellt sech onauswäichlech d'Fro: Kann eng Tracingapp complementaire zum analogen Tracing mat dozou bäidroen, fir d'Pandemie besser an de Grëff ze kréien?

Ech hat et hei schonn de 7. Mee op dëser Tribün gesot: Als LSAP hu mir ganz seriö Bedenken, wat den Asaz vun esou enger App ugeet, virun allem wat den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär ugeet, mee och wat hir Fiabilitéit an hir Effikassitéit ugeet. Jo, mir waren eis heibannen eens, dass et keen zentrale Stockage vun Donnéeë ka ginn, well de Risiko eebe besteet, dass se a falsch Hänn geroden oder fir aner Ziler zweckentfriemt ginn. Am Kloertext: Et kéim just eng App a Fro, déi op Bluetooth baséiert an en dezentraliséierte System benotzt, wou d'Donnéeë lokal um Smartphone a kodéierter Versioun gespäichert ginn.

Och hei war déi votéiert Motioun ganz kloer. An ech zitéieren: D'App muss „d'Prinzippie vun Dateschutz an Datespuersamkeet virgesinn an zäitlech Begrenzunge fir d'Späicheren an d'Notze vun den Date festhalen". A well mer eis eens sinn, dass esou eng App just op fräiwëlleger Basis agefouert ka ginn, stellt sech och fir eis d'Fro, ob genuch Leit se herno notzen, fir den Ënnerscheed iwwerhaapt ze maachen. Mir gesinn an den Nopeschlänner - et ass elo hei e puermol gesot ginn -, dass d'Erofluedën nach iwwerschaubar ass: 16 % vun der Populatioun an Däitschland, 60 sinn der ugestrieft.

An erlaabt mer an deem Zesummenhang, an da kommen ech scho geschwënn zum Schluss, d'Fro an de Raum ze stellen, ob net grad déi Leit d'App benotzen, déi souwisou sensibiliséiert sinn an och ouni App d'Consignë respektéieren an d'Geste-barrièren applizéieren.

Dofir verschléisst sech eis Regierung enger App jo net komplett, setzt awer à ce stade op den analogen Tracing, dee fonctionéiert, dee mir geréiert kréien an dee mir am Grëff hunn. A meng Fraktioun steet zu där Demarche och haut nach.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- An an der Zukunft, an dat ass mäi Schluss, wäerte mer och deen Imperativ hunn, dass et ouni eng breet Diskussioun an deem dote Sujet, ouni d'Matabanne vun der Zivillgesellschaft absolutt net geet. Tracingapp hin oder hier, et ass un eis fir sécherzestellen, dass all Konzepter an Technologië mat eise Wäerter vereenbar sinn! An deen Imperativ wäert d'LSAP och an Zukunft mat Nodrock akloen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Mutsch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng verstinn, datt eng technologesch Léisung fir de Virustraçage verlockend kléngt, mee si kann net déi digital Wonnerléisung sinn, déi Verschiddener sech erhoffen. Esou Toole kënne souguer kontraproduktiv sinn. Et besteet e reelle Risiko vu falscher Sécherheet an domat de Risiko, datt déi wichteg Distanzmesuren, d'Hännwäschen, d'Maskendroe vernoléissegt ginn.

Duerfir si mir op där selwechter Linn wéi d'Gesondheetsministesch an och de Premier. Den effikassen Traçage ass de manuellen Traçage. Bei mënschlechem Traçage, wou déi betraffe Persoun telefonesch kontaktéiert gëtt, gëtt zesumme gekuckt, mat wiem se wou a wéi laang a Kontakt war. Et kann een nofroen, wéi no se waren an ob de Kontakt mat oder ouni Mask war, Informatiounen, déi ee mat där anerer Persoun iwwerpréiwe kann. Esou kënne gréisstendeels falsch positiv Warnungen ausgeschloss ginn.

Jo, de manuellen Traçage ass méi opwändeg a kascht Zäit. Ausserdeem ass duerch den Deconfinement, wou d'Leit erëm méi Kontakter hunn, d'Capacitéit vun der maximaler Unzuel vun den Traçagë pro Dag vu Mee op Juli vun 300 op ëm déi 60 gefall. Feieren a Partye mat 100 Leit maachen de manuellen Traçage schwiereg, och well déi sech net onbedéngt all kennen.

Mir hunn deemno zwou Méiglechkeeten. Déi eng wär, well mer elo nees un der Limitt vun de manuellen Traçagë pro Dag sinn, direkt eng digital App anzeféieren, just well aner Länner dat och maachen, ouni ze wëssen, ob den Tool iwwerhaapt eng sanitär Plus-value bréngt, a mam Risiko vu falscher Sécherheet. Déi zweet wär, datt mer wéinst de steigenden Infektiounen duerch méi an dacks onvirsiichteg Kontakter dës Kontakter erëm reduzéieren a gläichzäiteg d'Ressources humaines fir de manuellen Traçage erhéijen.

Duerfir och meng Fro un d'Ministesch: Wéi vill Leit schaffe momentan am Tracing? A ginn der weider agestallt?

Här President, mir hunn de 7. Mee eng Motioun gestëmmt, déi e klore Kader setzt, wéini a wéi Lëtzebuerg eventuell op de Wee vun enger Tracingapp kéint goen. Dës Argumenter sinn nach ëmmer valabel. Och wann zum Beispill déi däitsch App mat hirer dateschutzkonformer Architektur an déi richteg Richtung geet, sinn aner Fuerderungen aus der Motioun net erfëllt. Virun allem feelt den europäesche Kontext an d'Interoperabilitéit tëschent deene verschiddenen Appen, wat fir Lëtzebuerg awer en essenzielle Besoin ass. An dat aus zwee Grënn: engersäits well soss d'Frontaliere misste mat mindestens zwou Appe schaffen, hirer eegener an där Lëtzebuerger, an anerersäits besteet dee selwechte Problem fir d'Lëtzebuerger Residenten. Mir hu schliisslech eng mobill Populatioun, déi sech net just um Lëtzebuerger Territoire beweegt. Eng App soll och fir eis spezifesch Lëtzebuerger Situatioun fonctionéieren.

Här President, ofgesi vum héije Bevëlkerungsundeel, deen d'App muss benotzen, fir datt se d'Epidemie kann andämmen, déi vill zitéiert Oxford-Studie schwätzt vu knapp 60 %, kënnt nach d'Noutwendegkeet dobäi, datt d'Leit se och systematesch richteg benotzen.

Wéi effikass ass d'App, wann d'Leit trotz Viruskontakt keng Warnung kréien, well etlech Persounen hir Infektioun an der App net uginn? Oder: Wat ass, wa Leit dräimol bannent zéng Deeg eng Warnung kréien, sech teste loossen, mee allkéiers negativ sinn? Mengt Der net, d'Motivatioun, fir d'App weider korrekt ze notzen, géif vu Kéier zu Kéier ofhuelen?

Mir Gréng gesi bei esou Appen awer och e grousse gesellschaftleche Risiko, deen duerch déi schlecht Effikassitéit och nach verstäerkt gëtt. D'Diskussiounen am Ausland weisen, datt direkt den Drock wiisst, fir d'App obligatoresch a manner anonym ze maachen, oder fir se zumindest indirekt obligatoresch ze maachen, fir däerfen an d'Geschäfter, d'Restauranten, de Fliger, an eng Administratioun oder op d'Aarbecht ze goen. Dat wär e Verlosch u Fräiheet an e Schrëtt a Richtung Iwwerwaachung.

Nieft den Effikassitéitsproblemer gëtt et awer och déi sozial Problemer. Etlech Handye sinn ze al fir d'App. Fir Däitschland schätzt zum Beispill d'Telekom, datt just 65 % vun de Leit se kënnen notzen. Net all Mënsch ka sech awer deen neiste kompatibele Modell vum Handy leeschten. An nach anerer ginn net onbedéngt mat engem Smartphone eens, dorënner grad déi vulnerabel eeler Persounen.

Et besteet de reelle Risiko, datt esou eng Tracingapp haaptsächlech vun de souwisou méi sensibiliséierten a sozial favoriséierte Leit genotzt gëtt an datt déi defavoriséiert, déi dacks och nach op méi enkem Raum zesumme wunnen, dës App net kënnen notzen.

Mir Gréng bleiwen deemno der Iwwerzeegung, datt de manuellen Traçage weesentlech méi korrekt a prezis Resultater liwwert. Mir mussen deemno elo alles drusetzen, fir d'Zuel vun de méiglechen Traçagë pro Dag eropzeschrauwen.

Nëtzlech wär eventuell eng App just dann, wa se Hand an Hand mam manuellen Traçage kéint goen. Wann eng App och dem Gesondheetsministère kéint d'Kontaktdonnéeë vun de Persoune liwweren, déi musse gewarnt ginn, kéint de manuellen Traçage dovunner profitéieren. Et kéint wäertvoll Zäit gewonne ginn, fir d'Infektiounskette méiglechst fréi ze ënnerbriechen, an trotzdeem de perséinleche Kontakt bäibehale ginn.

Ob dat allerdéngs schnell, grenziwwerschreidend a virun allem dateschutzkonform méiglech ass, bleift nach ze beweisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, schonns 2009 huet d'ADR an hirem Walprogramm festgehalen: „Die ADR spricht sich gegen den totalen Überwachungsstaat aus sowie die Anhäufung von biometrischen Daten […], Onlineüberwachung […], Speicherung von Daten", an esou weider, „[…] der Wert der Privatsphäre muss wieder als höchstes Gut geachtet werden!" Dozou sti mir och haut nach, och am Kontext vu Corona, zu honnert Prozent.

Der honorabeler Kolleegin Viviane Reding wëll ech, fräi nom Benjamin Franklin, soen: „Deen d'Fräiheet opgëtt fir d'Sécherheet", oder an dësem Fall d'Gefill vu Sécherheet, „dee verléiert um Enn béides!"

Mir sinn also erschreckt iwwert d'Ferveur, mat där hei eis Kolleege vun der CSV d'Iddi vun esou enger App verdeedegen. Vläicht ass et dem Fakt geschëllt, datt d'Madamm Reding Member ass am Verwaltungsrot vun Agfa-Gevaert, déi viru Kuerzem eng Firma opkaaft huet, Inovelan, déi hirersäits eHealth-Software developpéiert.

An ech wéilt haut net an der Haut sinn - leider sëtze se elo net do - vum Gilles Roth a vum Laurent Mosar, déi sech hei an dësem Haus fervent, mat gréisstem Asaz asetze fir de Respekt vum Dateschutz. Wéi mussen déi sech haut fillen, bei dëser Presentatioun?!

(Interruption)

Siele soen ech dem Premierminister Merci. Mee haut hunn ech haart an däitlech „très bien" gesot zu senge kritesche Remarken iwwert dës App, déi ech zu honnert Prozent deelen. Deen „très bien" koum aus ganzem Häerz!

Ech si frou, datt sech heiansdo bei der DP nach e gudden a staarke Rescht vu liberalem Geescht weist. An ech soen Iech ganz einfach: Merci!

(Brouhaha et interruption par M. Xavier Bettel)

Här Bettel, de 17. Abrëll huet mäi Frënd Fernand Kartheiser hei eng Motioun presentéiert, déi awer leider Gottes mat, wann ech mech richteg erënneren, jo, 53 géint 6 Stëmmen ofgeschmettert gouf - also och vun Ären DP-Deputéierten, wat mer wierklech leedgedoen huet -, an där mir klipp a kloer d'EU-Kommissioun opgefuerdert hunn, all Initiativ a Richtung vun esou enger Tracingapp opzeginn.

Et geet eis ëm de Schutz vu Privatsphär, de Respekt vu Beweegungs- a Versammlungsfräiheet, vu Confidentialitéit och, well et geet keen eppes un, wie bei mir doheem ass, de Respekt vum Secret médical, d'Netstigmatiséierung an d'Netdiskriminéierung vu kranke Leit. Fir eis ass esou eng App e Schrëtt, e klore Schrëtt an en totalitären Iwwerwaachungsstaat, dee mir net matmaachen.

Ech hunn eng Fro un de Xavier Bettel: Wéi gesitt Dir d'Gefor, wann esou eng App géif agefouert ginn, duerch Hacking, sief et duerch friem Staaten oder sief et duerch Firmen, déi kommerziell Interêten hunn? Mir als ADR jiddefalls wäerten eis vehement mat all eis zur Verfügung stoende Mëttele géint esou eng App wieren.

Wéi de Kolleeg Guy Arendt ganz richteg gesot huet, sinn an Däitschland net emol 20 % vun de Bierger, déi esou eng Spionageapp benotzen. An hei riskéiere mer genau dee selwechten Effet pervers wéi mat deem a mengen Aen nach ëmmer onsägleche Gesetz iwwert d'Zwangsaweisung an d'Zwangsquarantän, nämlech: Well ech riskéieren, datt meng Frënn a meng Famill esou Mesurë mussen erleiden, loossen ech mech net testen. Ech hunn dat hei ugekënnegt an d'Realitéit gëtt mer Recht. Genau dowéinst sinn esou wéineg Leit, déi sech teste loossen, in fine. An hei ass genau dat selwecht.

(Brouhaha)

Déi App hei wäert vun enger Majoritéit vu Leit, well d'Majoritéit vum Vollek si keng Schof, net benotzt ginn. A mir als ADR ruffen, wann dat néideg ass, zum Boykott vun esou enger Saach op.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et kann ee sech froen, firwat mer haut schwätzen.

Une voix.- Allerdéngs!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'CSV huet eng Aktualitéitsstonn ugefrot, wou 6 vun hiren 21 Memberen am Moment där Aktualitéitsstonn bäisëtzen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An et kann ee sech froen, firwat mer heiriwwer schwätzen, well et wierklech strictement guer keen neit Element an der Diskussioun gëtt, och net par rapport zu där Diskussioun, déi mer virun engem Mount schonn haten, an enger Motioun, déi mer selwer votéiert hunn.

(Interruption)

Déi d'Chamber votéiert huet, natierlech!

An d'Argumenter bleiwen nach ëmmer …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Wiseler ass erakomm, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Argumenter bleiwen nach ëmmer déi selwecht.

Éischtens, d'Effikassitéit vun där App: Iwwerall do, wou se ausprobéiert ginn ass, ass se e Flopp gewiescht. Souguer d'Madamm Reding selwer huet dat missen zouginn. Et stelle sech d'Froe vun der Fiabilitéit vun esou enger App; natierlech Sécherheetsbedenken, Cybersecurity. Dat alles si Froen, déi absolutt am Raum stinn.

An och, wéi de Kolleeg Marc Hansen gesot huet, ass et eng sozial Fro, nämlech d'Fro, wien dann iwwerhaapt Zougang huet zu engem Smartphone oder ob sech eventuell Leit virstellen, datt dann all Bierger vum Staat e Smartphone zur Verfügung gestallt kritt, fir eventuell esou eng App ze installéieren.

Och d'Vertraue vun der Populatioun an esou eng Applikatioun ass d'Grondviraussetzung, fir et iwwerhaapt kënnen ze maachen. An der Belsch, déi ugekënnegt hunn, fir de September esou eng Applikatioun anzeféieren, do hunn emol grad 40 % vun der Populatioun an engem Sondage gesot, datt si bereet wieren, esou eng Applikatioun ze benotzen. Wat nach ëmmer net heescht, datt si se benotzen, downloaden - net „doun"-loaden, downloaden - …

(Hilarité)

… an dann och richteg benotzen.

Zweetens, da kënnt d'Argument vum Contacttracing. Do gëtt gesot: „Jo, mir hu lo eng 60 Neiinfektiounen den Dag." An déi Zuel 60 bis 80 ass an der Vergaangenheet ëmmer genannt gi vun deem, wat méiglech ass, iwwert den analogen Tracing ze verfollegen.

Mir hunn awer och scho virun annerhallwem oder virun zwee Méint matzen an der Kris gesot kritt, datt den analogen Tracing, wann et wierklech zu vill méi Neiinfektioune géif kommen, datt déi Cellule capabel wier, bis zu 300 Neiinfektiounen den Dag kënnen nozeretracéieren. An dat ass, mengen ech, dat Essenziellt. Et ass weesentlech méi effikass, well et berout op deem, wat mer brauchen, fir dës Kris ze iwwerwannen: nämlech e Vertrauensverhältnis vun der Populatioun mat der Exekutiv.

A genau dat gëtt duerch den analogen Tracing hiergestallt, amplaz falsch Sécherheeten ze suggeréieren deene Leit, déi dann esou eng Applikatioun erofgelueden hunn an déi da vläicht éischter mengen, datt d'Geste-barrièren net onbedéngt fir si missten zielen.

Mee virun allem gesi mir als Lénk d'Gefor doranner, datt esou eng Tracingapp esou eng Zort generaliséierte Verdacht ass, nämlech de Géigendeel vun deem, wat mer brauchen, nämlech vun enger Vertrauensrelatioun tëschent de Leit. An et kéint d'Entrée si fir de gliesene Bierger an den Iwwerwaachungsstaat. Eng Porte d'entrée, net onbedéngt, datt dës Regierung dat onbedéngt esou géif benotzen, mee wann déi Donnéeën zur Verfügung gestallt ginn, dann ass et méiglech, datt se éischtens kënne gehacked ginn an zweetens och kënne fir aner Zwecker benotzt ginn.

Dat sinn d'Argumenter, déi kenne mer. Zënter Wochen hu mer déi ausgetosch. Duerfir stellt sech wierklech d'Fro, firwat mer dann haut hei driwwer geschwat hunn a firwat d'CSV sech drunhält wéi de Geck un de Bengel.

An do muss ech soen, do fannen ech awer dem Här Reding vun der ADR seng Revelatioun, déi en elo hei bruecht huet vun enger ganz grousser Gravitéit. Well wa sech dat bewahrheit - ech muss dat selwer elo nach nokucken -, dann ass dat en evidente Conflit d'intérêt, dee sech hei stellt! An da muss de Comité d'éthique vun der Chamber domadder saiséiert ginn, datt esou eppes net virkënnt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Interruption)

Fir d'éischt freet awer nach d'Madamm Reding d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, Här President.

(Brouhaha)

Dir hutt lech vläicht gewonnert, firwat ech op dem Här Reding säi Speech net agaange sinn. Ech hu fonnt, dat wär ënner menger Würd. Mee vu datt dat awer elo widderholl gëtt, wëll ech ganz kloer soen, datt ech, éischtens, net Member si vum Conseil d'administration vun Agfa-Gevaert. Dat ass alles ëffentlech an nozekucken.

(Interruption par M. Roy Reding)

An zweetens, wann ech an deem wär, dann hätt ech bestëmmt net eng politesch Aktioun gemaach fir e kommerziellen Interêt. Dat wär nämlech a 40 Joer Politik déi éischte Kéier da gewiescht, wou ech esou eppes gemaach hätt. Dat hunn ech 40 Joer laang net gemaach! An ech hunn et elo net gemaach.

Et ass leider eng falsch Informatioun vum Här Reding, mee et war mer net derwäert. Mee vu datt dat, wat Dir gesot hutt, mer derwäert ass, ginn ech lech eng Antwert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. An da wier et elo um honorabelen Här Sven Clement.

M. Roy Reding *(ADR).*- Entschëllegt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech wollt just ganz kuerz äntwerten, net datt gemaach gëtt, wéi wann ech einfach géif aus dem Blannen eraus schwätzen. De Fait vun der Participatioun am Conseil d'administration geet esou aus der Déclaration des intérêts financiers vun der honorabeler Madamm Reding ervir. An de Fakt, datt Agfa déi franséisch Firma, déi ech zitéiert hunn, kaaft huet, dat ass op Google ganz liicht ze verifizéieren. Et ass eng rezent Acquisitioun duerch déi Firma vun där franséischer Firma, déi eHealth-Applikatiounen developpéiert. Et ass einfach Fakt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Reding.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo. Ech war mol eng Kéier an deem Conseil d'administration virun e puer Joer. Ech sinn net an deem Conseil d'administration! Punkt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools fir déi Kloerstellung. An da wier et awer elo um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten haten eis am Abrëll hei schonn an der Chamber kloer géint eng Tracingapp, déi obligatoresch sollt sinn, ausgeschwat. A mir hunn eis och dergéint ausgeschwat, datt mer esou eng App sollen entwéckelen, well mer den Notzen dovunner net gesinn.

Fir eis Piraten war vun Ufank u kloer: Mir wëlle keng Verhältnisser, an deenen de Staat ouni Averständnis vun de Bierger däerf iwwerwaachen, wien e wëllt a wéini en dat wëllt. A mir waren dunn och frou, wéi mer zesumme mat den anere Parteien, iwwregens alle Parteien an der Chamber, konnten eng Motioun stëmmen, déi géint eng obligatoresch Tracingapp war. Dofir wonnert et dann dach e bëssen, datt mer haut erëm iwwer eppes schwätzen, wou d'Chamber sech mat ganz, ganz breeder Majoritéit dergéint ausgeschwat huet.

Une voix.- Mir hu soss näischt ze dinn!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass e schéinen Zwëscheruff. Ech hoffen, e fënnt sech am Verbatim erëm!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst Iech net duerjerneebréngen, Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Keng Angscht, Här President, ech loosse mech net duerjerneebréngen.

Mir froen eis allerdéngs bei deenen, déi elo dësen Debat lancéiert hunn, wéi en Typ App Der Iech wierklech wënscht! Ass et déi App, déi ganz schmuel ënnert de Limitte vun der Motioun vu virun zwee Méint méiglech wär: eng fräiwëlleg, dezentral organiséiert, eng, déi ouni déifgräifend Aschnëtter kéint auskommen? Oder ass wierklech hei den Interêt grouss, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ënner Generalverdacht ze stellen?

Ech hunn d'Gefill, datt et do definitiv bei der gréisster Oppositiounspartei zwou verschidde Meenunge gëtt, wat ganz okay ass. D'Fro stellt sech just, firwat d'Chamber muss den innerparteileche Sträit vun der CSV léisen.

(Hilarité et interruptions)

„D'App ass keen Allheelmëttel", dat huet de Premier virdru gesot, dat huet d'Gesondheetsministesch virdru gesot, dat hunn déi meeschte Virriedner virdru gesot. Et gesäit een: Déi Länner, wou d'App e Succès huet - China, Südkorea -, jo, dat seet eppes aus. Wann een dann awer kuckt, wéi dat an den europäesche Länner de Fall ass - Däitschland gouf genannt, d'Belsch mat der Ëmfro gouf genannt; et goufen nach eng Rëtsch aner Länner, déi et probéiert hunn, Island, Norwegen, ech mengen, mir kënne se opzielen -: Alleguerten hu se kee Succès! Et ass kloer: De Succès ass net do!

D'Konsequenze vun dëser Ausgangssituatioun missten u sech logesch sinn. Firwat Otemloft verschwenden, fir iwwer eng App ze diskutéieren, déi just funktionéiert, wa se obligatoresch gëtt, well soss net genuch Leit se eroflueden, an déi net funktionéiert, wa se fräiwëlleg ass. Mir sinn awer géint eng Obligatioun. Forcement musse mer eis bewosst sinn, datt déi App an der aktueller epidemiologescher Situatioun net fonctionéiere kann. An eppes, wat net funktionéiere kann, dat sollte mer och net imposéieren.

An och déi däitsch Coronaapp, ech hu schonn dovunner geschwat, déi jo elo um lëtzebuergeschen Territoire kann erofgeluede ginn - e schéint lëtzebuergescht Wuert, an net „gedön"-load -, ass keng effikass Léisung.

Éischtens emol, well se mat der leschter Mise à jour e Bug hat. Do huet dann den RKI eng Mise à jour erofgelueden op d'Handye vun de Leit an op eemol war d'Unzuel vun de Kontakter, déi een hat, verschwonnen. Ma wat bréngt et mer dann, eng App ze hunn, wann ech, trotzdeem datt jiddweree matgemaach huet, herno duerch e Computerproblem net weess, ob ech an engem Risiko war oder net?

Do stellt ee sech d'Fro: Wär et net besser, et hätt ee mer ugeruff a mer gesot: „Ma hei am Contacttracing hu mer erausfonnt, datt Dir Kontakt mat engem hat, deen infizéiert ass. Hei sinn d'Mesuren, déi mer lech elo un d'Häerz leeën. Gitt wannechgelift an en Test", datt een alles erklärt kritt? Ech mengen, datt et wichteg wär, datt d'Leit erklärt kréien, wat geschitt, an dat net vun engem Computer, mee vu Mënschen.

An dann - kommt, mir sinn éierlech! -, esou eng App ..., mir kënnen och direkt jiddwerengem, dee Covid-19-positiv ass, eng rout Luucht op de Kapp setzen, déi liicht. Dat huet deen nämmlechten Effekt, wéi wann an enger App e roude Message ugeet, wou steet: Dir waart exposéiert.

(Interruptions)

A genau well mer keng esou eng Stigmatiséierung wëllen, sinn d'Piraten, waren d'Piraten a bleiwen d'Piraten géint eng Coronaapp!

Ech widderhuele meng Metapher vu leschter Woch: Just - an et ass wéi am Autosverkéier - well e puer Leit sech wéi e Rowdy opféieren, verbidde mer net d'Autofueren. Just well e puer Leit sech wéi e Rowdy am Stroosseverkéier opféieren, imposéiere mer hinnen net alleguerten, mat engem GPS-Tracker ze fueren.

A genau dat nämmlecht muss an der Bekämpfung vun der Coronapandemie gëllen! Déi puer Rowdyen däerfen net d'Fräiheet an d'Grondrechter vun eis alleguerten op d'Spill setzen. Dofir nach eng Kéier hei ganz kloer: Mir wäerte sécher keng App matstëmmen! Mir wäerte weeder eng obligatoresch nach eng fräiwëlleg ënnerstëtzen, aus all deene Grënn, déi ech genannt hunn. Well fir eis ass eppes kloer: D'Grondrechter sinn net verhandelbar!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass ganz villes scho gesot ginn. Mir hunn och scho ganz reegelméisseg hei iwwert dat Theema geschwat. Ech géif just nach eng Kéier drun erënneren, dass mer eis ganz vill Gedanke gemaach hunn, vun Ufank un. Et ass eng Debatt ronderëm déi Tracingappen, déi scho laang lassgetrëppelt ass.

Mir hunn ons ganz fréi distanzéiert vun där europäescher Initiativ vun der PEPP-PT, dat ass déi zentral paneuropäesch Solutioun, op där geschafft ginn ass. Ech ka mech och erënneren, dass ech an der Santéskommissioun relativ fréi scho gesot hunn, dass mer mat groussem Interessi d'Aarbechte ronderëm, déi an der Schwäiz gelaf sinn, suivéiert hu fir ze kucken, wat si developpéieren. Dat ass d'Essenz gewiescht vun där dezentraler Solutioun, déi och elo an Däitschland mam RKI erschafft gëtt.

Ech wëll just net widderhuelen, wat scho gesot ginn ass, mee vusäite vun der Santé: Et kann een net verwieren, den analogen Tracing huet näischt mat der App ze dinn. Dat eent ersetzt dat anert wierklech net. Dat eent ass wierklech e Service au citoyen, wou mer e ganz personaliséierte Suivi kënne maachen, Sensibilisatiounsaarbecht. Et ass do, wou mer drop setzen.

Ech si perséinlech iwwerzeegt, dass, wa mer d'Kontroll verléieren - well net emol nëmmen d'Zuel vun den Neiinfizéierten, mee surtout d'Zuel vun de Kontakter, déi d'Leit hunn, dat ass déi grouss Variabel, déi mer net kennen -, wa mer dat net méi iwwerblécken, wa mer do d'Kontroll verléieren, da wäert och eng App eis net retten. Et ass eng Diskussioun, déi derwäert ass gefouert ze ginn, déi mer och suivéieren. Ech mengen, de Xavier Bettel huet et gesot: Do lafen Aarbechten. Ech ginn net méi dorobber an.

Selbstverständlech suivéiere mer dat. A mir stellen eis d'Fro: Wat géif dat bedeiten, wann een esou eppes zousätzlech eng Kéier géif aféieren? Dat ass eng normal Preparatioun, déi hannendru leeft. Mee eis Positioun ass nach wie vor déi vun enger gewëssener Skepsis. D'Regierung ass nach wie vor skeptesch, ob déi Produiten, déi zirkuléieren, wierklech deem Rechnung droen, wat fir eis wichteg ass. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Et sinn immens vill Problemer mat deene Produiten, déi um Maart sinn. Mir observéieren dat. Voilà, do ass u sech net vill Neies ze soen, Stand haut.

An ech géif och domadder ofschléissen. Ech denken, dass de Xavier Bettel nach eng Kéier drop ageet, wat vun Aarbechten am Hannergrond leeft.

Nach just eng Kéier kuerz zu enger Fro, déi gestallt gi war u mech: Mir hu Stand haut 60 Leit am Service schaffen all Dag. Déi wiesselen of. Also 60 Leit, dat ass déi Zuel, déi mer hunn, dat sinn awer Verschiddener, et sinn der méi hannendrun.

A mir sinn och opgestallt, notamment mat där Propositioun, déi mer gemaach hunn elo fir dat nächst Gesetz, wat soll kommen, fir kënnen och verstäerkt op Beamten an Employéen zréckzegräifen. Do maachen ech mer net vill Suergen, wa mer do nach musse Reien hannendrun opstellen, dass mer och Leit fannen, déi bereet sinn, dat ze maachen.

Eist Zil ass et wierklech, den analogen Tracing esou gutt wéi méiglech ze maachen. Dat ass e ganz personaliséierte Service, deen e grousse Meerwäert huet, fir den Eenzelen a fir eis. An dat anert sinn Aarbechten, déi parallell lafen. Dat si Preparatiounsaarbechten. Dat maache mer och aus Interessi. Et ass normal, dass ee sech interesséiert fir dat, wat leeft. Et ass net, wéi wann d'Regierung dat géif ignoréieren, mee méi ass vun eiser Säit elo à ce stade net do ze soen.

Wéi gesot, ech si perséinlech net iwwerzeegt, dass dat déi grouss Rettung wäert sinn. Ganz ofgesinn dovunner, dass et viraus géif setzen, dass all Mënsch eeben dee modernen Handy hätt, wat och wierklech fraglech ass als ëffentlech Politik. Ech denken, dass mer besser berode sinn, do op aner Päerd ze setzen à ce stade, fir duerch dës Kris ze kommen.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. An ech ginn d'Wuert un de Premier-, Staats-, Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen haut dat, wat ech d'lescht Woch gesot hunn, wat ech virun zwou Woche gesot hunn, wat ech virun dräi Woche gesot hunn, wat ech viru véier Woche gesot hunn ... An ech wëll just dem Här Wiseler zur Informatioun soen, dass et elo 3:2 ass fir d'Madamm Reding. Well normalerweis ass et ëmmer deen een, deen deen aneren dann iwwertrëfft an de Froen. An d'Madamm Reding ass e Punkt vir elo. Dat heescht, ech wäert da muer eng Question parlementaire vum Här Wiseler gestallt kréien.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, d'Madamm Lenert ass och e Punkt vir, Här Bettel.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt just, Här President, hei der Madamm Reding awer Merci soe fir déi konstruktiv Proposen, déi och vun der Madamm Reding komm sinn. Ech mengen, hei ass jo elo net eng Frontalattack a gesot ginn: „Et muss!" Hei ass op Punkten opmierksam gemaach ginn, sachlech, fir ze soen: „Wann dat géif kommen ...". An et ass och net insistéiert ginn, dass et muss kommen. Dat heescht, do, wou mer awer d'lescht Woch éischter aner Leit vun hirer Fraktioun héieren hunn, wou mer d'Gefill net lass gi sinn, dass se misst kommen. Et ass awer vill méi sachlech drop opmierksam gemaach, wann dat géif kommen, op wat ee misst oppassen. An ech wëll do och dofir der Madamm Reding extra Merci soen.

Déi éischt Saach ass: Zäitlech begrenzt, muss dat sinn? Selbstverständlech, do si mer eis och eens. An dat ass och eppes, wat jo och an deem Text, deen Dir och selwer ugeholl hutt, ass: wann et misst sinn, dass et och zäitlech begrenzt misst sinn.

Dir hutt och vun Interoperabilitéit geschwat. Mir hunn hei eng Situatioun: Wann eng Interoperabilitéit net fonctionéiert, dann huet et guer kee Wäert hei zu Lëtzebuerg! Well de Gros vun de Leit, déi awer schaffe kommen, eng grouss Partie vun deene kommen awer aus der Groussregioun.

Ech hunn et virdrun och gesot, an Dir hutt och schonn d'Konklusioun am Fong gezunn, Här President, Madamm Reding, dass et mat Däitschland wäert méi einfach si wéi mat Frankräich, well mir géifen ... Wann et misst zu enger Applikatioun kommen, hu mer och Kontakt opgeholl mam Robert Koch-Institut, fir och an déi dote Richtung wëllen ze goen.

Et sinn zwee Punkten, op déi ech awer hei wollt agoen. Dir hutt en abordéiert an deen ass ganz, ganz wichteg an do si mer och amgaangen, Texter ze preparéieren, fir au cas où, wann et misst kommen: Dat ass d'Antidiskriminatioun. An d'Madamm Reding huet dat hei ervirgehuewen. Net dass op eng Kéier d'App d'Conditio sine qua non gëtt, fir an e Kino ze goen, hutt Der zitéiert, fir an e Restaurant ze goen. Mee och op der Aarbecht! Dat heescht, op deene verschiddenste Plazen. Net dass op eng Kéier am Fong d'App eng Diskriminatiounsméiglechkeet gëtt fir deen, dee se net huet. Mir mengen, dass et och ganz, ganz wichteg ass, dorobber ze schaffen.

A last but not least, iwwert den Hacking ass och d'Fro gestallt gi vum Här Reding an, ech mengen, och vum Här Baum. Dat ass eng Realitéit! An ech wëll déi net ausschléissen! Egal vu wou se kënnt, ob et vun engem Privaten oder vun engem manner Private wier, dat heescht vun engem, deen e manner grousse Frënd ass vu Lëtzebuerg, dee sech do eng Freed géif maachen, fir do d'Saache wëllen ze attackéieren. Dowéinst, wéi gesot, ech géif dee Punkt vun der Cybersecuritéit och wierklech do net ënnerschätzen, well eeben iwwerall, wou zentral Donnéeë geluede ginn ... A wat gëtt et méi Sensibeles am Fong wéi d'Gesondheetsdonnéeë vun de Leit an dass, wann een déi géif alleguer zentraliséieren, dat en Challenge kéint gi fir deen oder deen aneren, fir déi wëllen ze knacken?

Dowéinst, wéi gesot: Mir bleiwe bei där Positioun, déi mer geholl hunn, déi mer zesumme mat lech geholl hunn. An esou wéi och déi honorabel Madamm Reding an den Här Clement an, ech mengen, déi meescht Virriedner et och hei zitéiert hunn: Dat, wat Dir eis virun e puer Woche gesot hutt, wat mer sollte maachen, bleift och nach d'Reegel vun deem, wat mer wëlle maachen.

Mee nach eng Kéier: Ech wëll awer hei wierklech deen Esprit constructif vun deem Opmierksammaachen ënnersträichen. Well ech mengen, et ass awer wichteg, et ass „wann" - well mir hunn eis dee „Wann" alleguerte ginn -, deen nach ëmmer beseet: wann déi Konditioun, déi Der eis och ginn hutt, d'Realitéit sollt sinn. Mir sollen net de Message elo wiesselen. An ech sinn elo frou, wann dat dote lo och déi offiziell Positioun ass vun där gréisster Oppositiounspartei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Staats- a Premierminister Xavier Bettel. Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.20 heures.)

SÉANCE 53 JEUDI 9 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher
   - *Vote secret pour la désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher*
3. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19
   - *Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Georges Engel, M. André Bauler, M. Mars Di Bartolomeo et M. Roy Reding) - M. Gilles Baum (interventions de M. André Bauler, M. Léon Gloden, M. Guy Arendt, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) - M. Georges Engel (interventions de M. André Bauler, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Sven Clement et M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler et M. Gusty Graas)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

2. Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Sou wéi d'Gesetz vum 1. Abrëll 2020 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher an den Artikel 162 vum Chambersreglement et virgesinn, ass d'Chamber dozou opgeruff, haut en Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ze bezeechnen.

No den Dispositioune vun den Artikelen 162 an 135 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz d'Kandidaturen op hir Recevabilitéit examinéiert. Déi eenzeg Kandidatur, déi agereecht gouf, ass och recevabel erkläert ginn. D'Kandidatelëscht ass den Deputéierten zougestallt ginn.

D'Designatioun vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher erfollegt duerch eng Majoritéit vun deenen Deputéierten, déi present sinn. D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidatur si valabel.

De Kandidat muss eng absolutt Majoritéit kréien, fir als Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher designéiert kënnen ze ginn. Wa beim éischten Tour de Kandidat déi absolutt Majoritéit net kritt, kënnt et zu engem zweeten Tour. Wa beim zweeten Tour de Kandidat nach ëmmer keng absolutt Majoritéit erreecht huet, muss d'Chamber en neien Appel à candidatures maachen.

Vote secret pour la désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dem Här René Schlechter seng Kandidatur. Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 09.09 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 09.13 heures.)

D'Sitzung geet weider.

Total vun de Stëmmziedelen: 49.

Gëlteg Stëmmziedelen: 49.

Et hunn 49 Deputéiert um Vott deelgeholl. Déi absolutt Majoritéit läit deemno bei 25.

D'Resultat ass: 42 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen, 3 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement :

Total des bulletins : 48

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 0

Majorité absolue : 25 (application de l'article 51 du Règlement)

La candidature de M. René Schlechter est validée par 42 voix contre 4 voix et 2 abstentions.

D'absolutt Majoritéit ass also erreecht an domat ass den Här René Schlechter zum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gewielt.

3. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19

Mir kommen elo zur Debatt iwwert déi aktuell Situatioun vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. An als éischte Riedner huet déi honorabel Madamm Martine Hansen d'Wuert. Madamm Hansen, wannechgelift.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. D'Coronazäit ass keng Partyzäit. D'Party kënnt bestëmmt nach eng Kéier, ech kann lech elo net soe wéini, mee eppes steet fest: Soulaang wéi mer definitiv keng Impfung hunn, soulaang wéi mer keng Medikamenter hunn, soulaang wäerte mer mat dësem Virus musse liewen, soulaang wäert en eist Liewe beaflossen. An ech soen hei ganz bewosst „beaflossen" an net „dominéieren", well mir mussen eebe léieren, mam Virus ze liewen, sou gutt wéi méiglech. Ech mengen, virun e puer Méint konnte mer eis nach net virstellen, mat enger Mask ronderëmzelafen. Dat ass mëttlerweil schonn zur Normalitéit ginn. Et huet awer hei jiddweree vun eis - jiddweree vun eis heibannen, vun dobaussen - säin Deel vun der Verantwortung ze droen, fir sech selwer an awer och fir all déi aner.

Virun allem musse mer awer elo kucken an dat och elo plangen, fir no der Kris e richtegen an nohaltegen Neistart hinzekréien. A genee do ass d'Politik gefuerdert a genee do ass och eis Regierung gefuerdert. An u sech net, fir just Saachen ze beschreiwen, déi mer scho wëssen! Duerfir wär et an eisen Aen absolutt noutwendeg gewiescht, fir eng Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun ze féieren, an domadder och, fir iwwert d'Zukunft vum Land a vun de Leit ze schwätzen. Déi Debatt, déi mer jo mam Averständnis vun allen Oppositiounsparteie vum Fréijoer an de Summer verréckelt hunn.

Mee den Här Premierminister wollt och elo keng Debatt. An hie verréckelt se dann erëm eng Kéier an den Hierscht, an dat u sech mat senger Verantwortung, déi en awer huet. An ech soen Iech, bei „Verantwortung", do steet oder do ass och dat Wuert „Antwort" dran. A gëschter hu mer u sech just Äntwerten op Froe vu gëschter kritt, an dat bei deem sougenannte Covidtëschebilan.

An, Här President, dës Beschreiwung vum Réckbléck ass eng gutt Introduktioun fir eng Debatt iwwert d'Lag vun eiser Natioun. Awer dat geet net duer am Moment!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann net elo eng Erklärung zur Lag vun der Natioun, wéini dann? D'Leit am Land waarde jiddefalls drop, datt se gesot kréien, wat Sache ass an och wat Sache wäert sinn. An d'Leit am Land an och d'Chamber hunn e Recht, dat gewuer ze ginn. Do mussen den Här Premierminister an och d'Regierung der Natioun d'Kaarten op den Dësch leeën, an zwar d'Kaarten alleguer, ob dat hinnen elo gefält oder net. Well an enger Demokratie, do spillt ee mat oppene Kaarten. An ech hu mol ëmmer gemengt, et wär dat gewiescht, fir wat dës Regierung emol agetruede war. Et ass scho relativ laang hier.

Här President, grad d'Coronazäit ass d'Zäit, fir net just iwwert d'Corona- oder d'Covidzäit nozedenken, mee virun allem awer och fir iwwer eis Zukunft no Corona nozedenken, fir e reegelrechten Neistart ze plangen a fir hei u sech dann och de Leit Courage ze maachen duerch dat Plangen. An net just fir Saachen ze soen, déi jiddweree schonn x-mol héieren huet!

Här President, mir jiddefalls als Oppositioun si mat dësem Verschiebebahnhof vun der Verantwortung op Mokuchsdag net averstanen. Och d'Politik muss mam Virus léieren ze liewen. A si muss am Prinzip mam gudde Beispill virgoen. De Jean-Claude Juncker sot eemol: „Et léisst ee sech net vun der Zäit regéieren, mee et probéiert een, zumindest sou gutt wéi méiglech d'Zäit ze regéieren." An duerfir si mir dovunner iwwerzeegt, datt en Tëschebilan ...

(Interruption)

... vun der Coronakris an en État de la nation sech net ausschléissen. Am Géigendeel, et hätt ee se misse matenee verbannen, well et sinn zwee Elementer, déi zoueneegehéieren: d'Kris an all hiren Dimensiounen an dann awer och d'Sortie de crise als e Kärstéck vum État de la nation.

An duerfir muss een och elo schonn eng global Agenda definéieren, fir aus dëser villschichteger Coronakris erauszekommen. Mir brauchen eng sanitär Agenda, och fir sech op eng zweet Welle virzebereeden oder op aner Pandemien, da brauche mer eng ekonomesch Agenda, mat där mer virun allem och eis Kleng- a Mëttelbetriber wierklech an de Mëttelpunkt vun der Wirtschaftspolitik stellen an awer och d'Nohaltegkeet an de Mëttelpunkt stellen. An och hei e strateegescht Ëmdenken a Richtung regional a lokal. Well et sinn u sech dës PMEen, déi eis Aarbechtsplazen hei garantéieren. An da geet et net duer, wann een a gudden Zäite seet: „Trau dech!", mee da muss een och a schlechten Zäiten dës Betriber ënnerstëtzen.

De Léon Gloden wäert de Mëtteg dee wirtschaftlechen Deel vun der Covidkris behandelen.

Eng weider Agenda, déi mer och dréngend brauchen, ass déi sozial. Well eng aschneidend Sozialkris muss ënner allen Ëmstänn verhënnert ginn. Ech wäert duerno nach drop zréckkommen, mee de Marc Spautz wäert de Mëtteg den Theema am Detail behandelen.

An da brauche mer natierlech och nach eng nei ökologesch Agenda, eng Nohaltegkeetsagenda, u sech eng nei Balance tëschent Ekonomie, Sozialem an Emweltschutz. Well och hei geet et nëmme mateneen an net géinteneen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun Neistart schwätzen, da muss eist Wuelbefannen - net nëmmen eist, mee d'Wuelbefannen am Allgemengen, dat ass nämlech dat Weesentlecht -, da muss dat u sech déi éischt Prioritéit sinn. Ech hat dat a menge leschte Budgetsriede scho gesot. Ech mengen, den Här Cruchten hat och de Bien-être net vu Muttwëll zum Leitmotiv vu senger Budgetsried gemaach. De Serge Wilmes huet heibannen och schonn driwwer geschwat.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Duerfir, mir brauchen eng Relance. Mee keng Relance vum Hamsterrad, mee en nohaltegen Neistart mat u sech engem Méiwäert u Liewensqualitéit fir jiddwereen.

Sou, den Här Premier huet elo en Tëschebilan op den Ordre du jour setze gelooss. Da soen ech ganz éierlech: Den éischten Deel vun der Kris, de Confinement hu mer sanitär ganz gutt gemeeschtert, virop duerch dee groussen Asaz vun de Leit am Gesondheetssecteur an der Fleeg. Hinnen och e ganz grousse Merci! Awer och duerch déi risegrouss Solidaritéitswell an och Disziplinn an eiser Gesellschaft. An och, an ech mengen, dat erkenne mer och alleguer un, duerch den Engagement vun der Regierung, besonnesch och vun der Madamm Lenert an och eise Verwaltunge fir dësen éischten Deel vun der Kris. An och do soen ech e grousse Merci!

Mee, an dat soen ech awer genausou éierlech an däitlech: Nom Confinement koum den Deconfinement an domadder och zum Deel Chaos. Am Moment ass de sanitäre Bilan e bësse méi duerchwuess. Ech zitéieren hei d'Rees- a Sécherheetshiweiser vum däitschen Ausseministère vum 6. Juli. Do steet dran: „Luxemburg ist von Covid-19 vergleichsweise stark betroffen und erlebt derzeit wieder eine Zunahme von Neuinfektionen." A grad déi Neiinfektioune schénge sech jo op engem relativ héijen Niveau elo ze stabiliséieren. D'Madamm Lenert hat dat och gesot. Si huet gesot: „D'Situatioun ass alarmant."

Fir den Ament wëll ech emol festhalen, datt den Deconfinement, wéi gesot, zum Deel zimmlech chaotesch an holpreg iwwert d'Bün gaangen ass an dacks, ze dacks net kohärent a kloer war. Sou wéi eeben och déi zwee Covidgesetzer! An hei brauch ech net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen, déi gehéieren och zum Bilan, mee déi si carrement schlecht - de Premier hat dat och scho gesot - an dofir hu mer déi virun, ech mengen, et war virun zwou Wochen, och net gestëmmt.

Bei der Debatt iwwert d'Exitstrategie hat ech hei op dëser Plaz gesot: „Et däerf keen Exit aus der Virsiicht ginn." Mee de Message, deen u sech no de chaotesche Gesetzer dobaussen ukomm ass, war leider e bëssen deen. Mir sinn do vum État de crise u sech ratsch an de gefillte Message: „D'Kris ass eriwwer" gerutscht. An dat ass falsch an dat ass schlecht!

Elo krute mer e fusionéiert neit Gesetz. Ech ginn elo net hei dorop an. Ech gi jo mol dovunner aus, datt mer dat déi nächst Woch hei ofstëmmen. Ech wëll just soen: Hei bleiwen och nach eng Partie Froen, well eeben och hei nach eng Partie Saachen onkloer si respektiv et einfach bleiwen.

An dann, Här President, kommen ech bei d'Kommunikatioun. Och déi gehéiert a mengen Aen zum Bilan. An hei wëll ech awer elo kloer an däitlech soen, wa mir soen: „De Covidbilan vun der Kommunikatioun ass net perfekt", dann heescht dat elo ëm Gottes Wëllen net, datt Dir nach sollt nei Kommunikatiounsleit astellen - ech hu gëschter e bëssen de „Kloertext" gelauschtert. Also et geet net drëm, datt Är Kommunikatiounsleit schlecht sinn. Mee et geet am Prinzip drëm, datt eemol dat eent an eemol dat anert decidéiert gëtt an datt dat net ëmmer kohärent ass an datt dann d'Leit net wëssen, wat se solle maachen. Also, wannechgelift net nach zousätzlech Leit am Beräich vun der Kommunikatioun astellen!

Ech ginn elo net hei op d'Tester an. Do krute mer am Ufank gesot eeben: „Wann Der en Test maacht bei Leit ouni Symptomer, dann ass et gradesou gutt, Dir gehäit deen Test fort." Duerno hu mer awer erëm gesot: „Mir teste jiddwereen." Ech ginn elo net drop an.

Ech ginn och net drop an, op deen awer e bësse „Maskentheater". Ech wëll awer just soen, datt schonn den 2. Abrëll - ech hunn et nogesicht - Leit vum LIH gesot hunn: „Jeder Maskenträger leistet einen Beitrag zur allgemeinen Bevölkerungssicherheit." Awer den Dag duerno huet d'Regierung erëm eng Kéier an der Pressekonferenz gesot: „Maske bidden eng falsch Garantie", oder: „Et leeft ee Gefor, sech an enger falscher Sécherheet ze wiegen." Dat si kontradiktoresch Informatiounen. Dat mécht d'Leit duerjerneen!

Da kommen ech bei d'Kommunikatioun bei eisen aktuelle Covidgesetzer. Ech sot et schonn: Et ass keng kloer Kommunikatioun do. Mee ech ginn awer och zou, wann ee kee kloert Gesetz huet, dann ass et schwéier, eng kloer Kommunikatioun ze maachen. Mee d'Leit wëssen net méi, u wat se sech sollen halen, an dofir hale sech der eng Partie un iwwerhaapt näischt méi, wéi een dat un deenen deeglechen Zuele gesäit. An déi maachen eis genausou vill Suerge wéi der Regierung.

Ech ginn Iech e konkreet Beispill aus der Welt vun eise Jugendlechen - an déi sinn net méi schlecht oder net besser wéi mir. Mee wa se moies an d'Schoul fueren a si huelen de Bus, da si se zimmlech zesummegepercht do dran. Si hunn hir Mask un. Da komme se an de Schoulhaff. Do hu se relativ Plaz, do solle se d'Mask unhunn. Da gi se an de Gank vun der Schoul, do sinn d'Feiler no riets an no lénks gezeechent, do kënne se Ofstand halen, do musse se d'Mask undinn. An da komme se erëm an hire Klassesall, do sëtze se zu 25, 26 oder 30 zesummen, do brauche se keng Mask méi unzedinn. De Minister seet, déi Jugendlech wäre kee Problem. Den Direkter vun der Santé seet awer, déi Jugendlech vun 12 ,14 Joer u wäre genausou ustiechend wéi déi Erwuessen. Awer anscheinend just net am Klassesall!

Wësst Der, dat ass absolutte Chaos. An ech kann Iech soen, et ass schwiereg, iergendengem ze erklären: Wann en am Klassesall ass, dann ass en net ustiechend, a wann dee selwechte bei d'Dräi Eechele geet, op d'Kinnekswiss geet, op de Stau geet, an de Bistro geet, da wär en op eemol ustiechend. Mee wat soen déi Jugendlech? Déi soen: „Ma d'Regierung seet jo, mir wäre kee Problem. Da si mer och owes kee Problem." An dat ass eebe schlecht!

D'Madamm Lenert sot an engem „Paperjam"-Interview, datt d'Leit hirer Meenung no de Paradigmewiessel vum 10. Juni falsch verstanen hätten. Da soen ech: „Dat ka sinn." Mee dat huet awer och eng Ursaach, nämlech eebe keng kloer legislativ Aarbecht a Kommunikatioun.

Dann, Här President, kommen ech zur Informatioun vun der Chamber, der Press an de Leit. Och dat gehéiert zum Bilan. An ech zitéieren hei fir unzefänken aus engem Artikel am „Forum" vum Ines Kurschat: „Die Medien und [...] die Öffentlichkeit wurden wohl durch die Regierung informiert, aber eine unabhängige Berichterstattung oder eine Überprüfung der staatlichen Informationen war lange nicht möglich; sie wurde sogar behindert, etwa wenn ExpertInnen angehalten wurden, nicht ohne vorherige Genehmigung der Regierung mit MedienvertreterInnen zu sprechen." An da geet et virun, an da kënnt et: „Dass es der Regierung seit Verhängung des Notstands trotzdem fünf Wochen lang möglich war, den Informationsfluss [...] zu kontrollieren, stimmt nachdenklich: ...".

An do muss ech Iech soen: Dat stëmmt eis och nodenklech! An als Oppositioun kënne mer dann och nëmme bestätegen, datt mer der Regierung schonns bal hu missen op de Knéien norutschen, fir Informatiounen ze kréien. An eis Knéie maachen dat och net esou laang mat. An op jidde Fall maache mer dat och net gären.

Ee gutt Beispill ass hei déi faméis Modelliséierung, op déi sech d'Regierung jo ganz dacks an hirer Kommunikatioun baséiert: Hir Decisioune géife sech op wëssenschaftlech Modelliséierunge baséieren. Well mer hei an der Chamber awer net kënne matschwätzen, wa mer net dee selwechte Wëssensstand hu wéi d'Regierung, hu mer no de Modelliséierunge gefrot, op déi sech d'Regierung u sech baséiert huet, fir d'Covidgesetzer auszeschaffen. Fir d'éischt hu mer am Bureau gefrot. Do hu mer keng Äntwert kritt. Dunn hu mer hei eng Motioun ofstëmme gelooss. An du sot d'Madamm Lenert u sech: „Et si keng Modelliséierungen dozou gemaach ginn." An awer war d'Motioun eestëmmeg ugeholl ginn. Ech hu geduecht, ech wär am falsche Film! D'Madamm Lenert, d'Regierung seet: „Et si keng Modelliséierunge gemaach ginn", an d'Majoritéit stëmmt also, datt d'Regierung eis eppes soll weisen, wat u sech guer net do ass!

Wat du geschitt ass, weess ech net. Ech weess just, datt mer, wéi mer heibannen iwwert d'Covidgesetzer debattéiert hunn, dunn op eemol eng Modelliséierung kritt hunn. Mir ware scho frou, mee mir haten eis awer e bëssen ze fréi gefreet, well et war awer keng Modelliséierung iwwert d'Covidgesetzer, mee et war u sech eng driwwer, wann d'Schoulen opginn oder net, an e puer Fester sinn nach mat simuléiert ginn.

Modelliséierunge mécht een, falls se engem sollen hëllefen, eng Decisioun ze huelen, op jidde Fall, ier een d'Decisioun hélt. Mee bei dëser Regierung schéngt dat heiansdo e bëssen anescht ze sinn an ass dofir a mengen Aen, oder an eisen Ae ganz speziell. Do schéngen d'Modeller nämlech ganz dacks Moutarde après dîner oder Dessert ze sinn. Zumindest ass

dat da fir d'Chamber de Fall. An dat kann net sinn!

An ech muss lech soen: Mir hu virun, ech weess net méi genau, virun enger Woch, mengen ech, hei an enger Jointe nach eng Kéier versprach kritt, mir kriten alleguer d'Modelliséierungen. An du war - ech hu mer et opgeschriwwen - de 7. Juli, wéi ech den 100,7 gelauschtert hunn, awer scho moies mäi Bluttdrock scho relativ héich - da war ech alt scho waakreg -, well dunn hunn ech héieren, datt ee vun der Uni gesot huet, et wäre Modelliséierunge gemaach ginn, wat géif geschéien, wann d'Crèchen elo géifen opgoen. Mee och déi Modelliséierungen hu mer ni kritt! A si waren awer hei versprach ginn.

A fir datt mer esou eppes an Zukunft definitiv verhënneren an datt mer den Informatiounen net erëm mussen nolafen, deposéieren ech hei eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, datt d'Chamber alleguer d'Modelliséierungen, déi gemaach ginn, „zäitgläich" mat der Regierung kritt. Well den Zäitfacteur ass hei entscheedend! A mir froen och, zweetens, eng Modelliséierung vun dem aktuelle Covidgesetz, eng Simulatioun vun de Konsequenze vum aktuelle Projet de loi.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le Gouvernement se base sur des modélisations scientifiques pour évaluer la progression du virus Covid-19 en réalisant des simulations ;

- constatant encore que ces modélisations représentent un instrument important pour juger de l'impact des mesures prises par le Gouvernement et de la nécessité des mesures à prendre, le cas échéant ;

-constatant encore qu'il est dès lors primordial que ces modélisations soient non seulement régulièrement mises à jour, mais aussi rendues publiques et ce dans un but de transparence évidente ;

- constatant dans ce même contexte, qu'il est absolument indispensable que les modélisations soient mises à la disposition du parlement simultanément au Gouvernement, et ce sans qu'une demande émane au préalable du parlement ;

- concluant en effet, que les députés ne peuvent assumer correctement leurs responsabilités dans ce contexte que s'ils disposent des mêmes informations et données que le Gouvernement et qui sont à la base des différents textes de lois qui lui sont soumis pour vote,

invite le Gouvernement

- à prendre les mesures qui s'imposent afin que toutes les modélisations, simulations et études relatives à l'évolution de la pandémie de Covid-19 soient transmises automatiquement à la Chambre des Députés;

- à effectuer une simulation des conséquences du projet de loi n° 7622 au niveau de l'évolution de la pandémie ainsi que de toutes les mesures qui seront prises à l'avenir dans ce contexte.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well, an dat hunn ech schonn e puermol gesot, Wëssen ass Muecht an an enger Demokratie soll dat gedeelt ginn. Also mussen d'Modelliséierungen och gedeelt ginn. A mir schwätzen hei vill vu Systeemrelevanz. Ech kann Iech just soen: Eng Demokratie ass och systeemrelevant. An do gehéiert och d'Oppositioun dozou.

An nach eng Informatioun, déi mer gären hätten an déi mer och brauchen - dat war och, mengen ech, gëschter schonn eng Kéier vum Jeff Engelen gesot ginn -, mir brauchen u sech d'Informatiounen: Wou sinn déi konkreet Clusteren? Mir mussen net wëssen, et ass de Jempi Hoffmann vun ech weess net wou, mee mir mussen awer d'Beräicher wëssen. Mir kréien am Moment ëmmer nëmme gesot: „Dat ass op de wëlle Partyen!" Also ech weess net, ob meng Definitioun vu „wëlle Partyen" déi selwecht ass wéi Är. Ech weess net, ob meng Definitioun ...

(Brouhaha)

... vu „Party" déi selwecht ass wéi Är. Also wëlle mer gären hei konkreet wëssen, ...

(Brouhaha et interruptions)

... wou déi Clustere sinn. An och déi Informatioun bräichte mer u sech, ier mer déi Covidgesetzer stëmmen.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer scho vu Bilan schwätzen, da schwätze mer och vum Bilan vun eiser nationaler Unitéit. An och déi ass keng Einbanstrooss. Dat hat de Claude Wiseler hei schonn op dëser Plaz gesot. A si däerf sech net just um Pabeier erëmfanne vun där Motioun, déi mer gestëmmt hunn, well hei ass an eisen Aen och de Bilan negativ, an dat net nëmme vis-à-vis vun der Chamber, mee, wat u sech nach vill méi schlëmm ass, och vum Dialog vun der Regierung mat de Sozialpartner an der Gesellschaft am Allgemengen.

Well datt e Freideg eng Tripartite war, dat ass jo net onbedéngt eng Leadershipdecisioun vun der Regierung. Am Géigendeel, de Leadership hat hei gefeelt an d'Sozialpartner hunn d'Regierung mussen drängen, hir am Prinzip och mussen nolafen a krute just mat Drock e Rendez-vous fir eng Tripartite. An eisen Aen ass dat net onbedéngt en Zeeche vun nationaler Unitéit.

An da kommen ech zu deem sougenannte Comité de suivi, der sougenannter Ad-hoc-Grupp. De Premierminister hat gëschter och vun där geschwat.

Schonns beim Debat hei iwwert déi sougenannten Exitstrategie hu mer gefrot gehat, firwat datt an dëser Grupp net och Membere vun de Chamberen dra vertruede wären, vun de Sozialpartner, well et schliisslech an där Grupp drëm geet, fir d'Mesuren ze begleeden a reegelméisseg ze evaluéieren.

A wann ech awer elo liesen, wat de Premier eis geäntwert huet op eng Question parlementaire, wéi mer e gefrot hunn, wat dann d'Konklusioun vun dëser Grupp war, wéi se sech zesummegesat huet, fir iwwert d'Covidgesetzer ze schwätzen, da soen ech Iech: Et ass zimmlech egal, wat do dran ass oder wien do dran ass, well dat schéngt mir definitiv virun allem eng Alibigrupp oder en Alibidialog vun dëser Regierung ze sinn.

De Premier huet eis erkläert, datt si e gudden Echange haten, datt d'Leit an hirem Numm eng perséinlech Analys gemaach hätten an datt keng Konklusiounen zréckbehale gi wären.

Ben, esou einfach kann ee sech et natierlech maachen. Ech fannen awer, wann een d'Leit gäre wëllt matabezéien, da muss een diskutéieren. An da muss een och Konklusiounen draus zéien an herno weisen: Dat do sinn déi Konklusiounen. Mer hu vläicht dat do oder dat do um Covidgesetz geännert. Mee just schwätzen, e gudden Echange hunn ouni Konklusiounen, dat ass fir eis keen Dialog.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat muss ee Konklusiounen hunn?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma well dee ganze Groupe de suivi u sech do war, fir déi Covidgesetzer, fir d'Mesuren ze evaluéieren. A wann ech eppes evaluéieren, da kënnt jo am Prinzip och eppes eraus, géif ech mengen. Duerfir war de Grupp do. A wann de Grupp just do ass, fir datt deen ee seng Meenung seet, deen anere seng Meenung seet, a mir brauche keng Konklusiounen ze zéien, da brauche mer net vill Gruppen!

Sou. Da kommen ech nach eemol bei d'Beruffskummeren. An do hunn ech elo héieren, datt déi Beruffskummere mol nach net gefrot gi sinn, fir en Avis zu deenen neie Covidgesetzer ze maachen. An dat fannen ech jo definitiv e staarken Hond. Dat geet net an eisen Aen!

Här President, ob mer elo e Covidbilan maachen oder eng Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, d'Staatsfinanze gehéieren egal wéi dozou. Dozou hunn ech gëschter näischt héieren. De Resümmee ass relativ einfach gemaach: D'Schéiwieder, op dat Blo, Rout a Gréng bis elo gebaut hunn, ass eriwwer. En Apel fir den Duuscht gouf net op d'Säit geluecht. Eis Depensë klamme rasant, d'Recettë fale fort an d'Schold steigt op 30 % vum PIB, wat fir Lëtzebuerger Verhältnisser schonns zolidd ass. D'Previsioune sinn onsécher. D'Zentralbank schwätzt vun totaler Onsécherheet. An op dëse ganze Volet wäert de Gilles Roth de Mëtteg nach agoen.

Wat op jidde Fall fir eis feststeet, dat ass: D'Leit kënnen net derfir! An duerfir ass et elo keng Zäit fir eng Austeritéitspolitik. De Konsum muss bleiwen. E muss zwar méi nohalteg ginn, mee mir mussen en awer bäibehalen a mir mussen en ukuerbelen.

An am Moment weisen och vill Etüden, datt d'Leit bereet sinn, a méi en nohaltege Konsum eranzegoen. A vun där Situatioun misst een elo profitéieren. Op kee Fall däerfe mer awer ofwaarde bei den Investitioune vum Staat, vun de Gemengen a vun de Betriber! Déi mussen héich bleiwen, well soss gerode mer definitiv an e Strudel, a mir zéien eis alleguer, oder mir ginn alleguer no Ënne gezunn.

A wann ech da bei de Gemenge sinn: D'Gemengen hu Grousses geleescht. Mee de Staat däerf d'Gemengen net am Ree stoe loossen, am finanzielle Reen, well eebe si och e wichtege Partner an eiser Ekonomie sinn.

An ech wëll de Gemengen - mir hu vill Gemengeleit heibannen, mir hunn och den Emile Eicher als Syvicol-President heibannen - wierklech nach eng Kéier e grousse Merci soe fir all dat, wat si an dëser Kris geleescht hunn, an dat direkt um Terrain.

M. Emile Eicher *(CSV).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu eise Finanze gehéiert och eise Sozialversécherungssystem. An och deen ass verdammt wichteg fir d'Wuelbefanne vun de Leit. Mee och do gesäit et schonns net méi ganz gutt aus. An och hei muss eng Diskussioun am Hibléck op en Neistart, op eng aner Aart vu Wuesstum gefouert ginn.

An da kommen ech bei d'Steieren. Déi si schonn e puermol ugeschwat ginn. Mir hunn awer nach net vill Konkreetes héieren. D'Regierung, den Här Gramegna huet de 26. Mäerz gesot, et wär nach genuch Spillraum do. En huet gesot: „Mir hunn d'Chance, datt mer Sputt hunn an der Verschëldung." De Premier sot den 20. Juni u sech, am Resümmee: „Keng Steiererhéijungen, keng Steiererliichterungen!" Et missten Abuse verhënnert ginn an d'Individualiséierung géif komme.

Ech soen einfach: D'Leit brauchen och hei Kloerheet. An och do bräichte mer u sech elo mol e Virschlag vun der Regierung. Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass et kloer: ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wat sot Dir do?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Steiererhéijunge si Gëft fir eis Ekonomie!

M. André Bauler *(DP).*- Aha!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A Gëft fir d'Leit!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dat soen net nëmme mir.

An dann awer nach eng kloer Ausso: Op kee Fall däerf de Mëttelstandsbockel nach méi bockeleg ginn! Am Géigendeel. Mir mussen och do d'Leit stäerken. A mir musse kucken, datt déi Schéier tëschent Aarm a Räich méi kleng gëtt. Mir brauchen also méi Solidaritéit a mir brauchen och nach méi Kafkraaft fir d'Leit. Op jidde Fall däerf déi net ofhuelen, well all Euro, dee mer haut nohalteg investéieren, all Euro, dee mer nohalteg an eis Ekonomie investéieren, deen ass géint de Chômage vu muer geriicht.

An hei wëll ech just eng kleng Klammer opmaachen. Et kann net sinn, datt duerch eng onseriö Gestioun, fir et emol frëndlech ze soen, vun engem oder vun zwee Ministeren - mir wëssen dat nach ëmmer net ganz kloer - oder duerch e Gewurschtels vun engem oder zwee Ministeren, Honnerte Milliounen an de Satellittesand oder an de Spacesand gesat ginn! Well déi Suen, déi bräichte mer elo, déi bräichte mer elo fir d'Leit a fir d'Betriber.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann, Här President, ech hat et och an der leschter Budgetsried scho gesot: Wat ass e Pluriannuel iwwerhaapt wäert? Mee ech hat deemools gesot: E Pluriannuel ass e Vide. An e Vide mol fënnef ass nach ëmmer näischt wäert!

An duerfir fuerdere mer wierklech d'Regierung nach eemol op: Mir brauchen am Hierscht e Pluriannuel, deen eppes daagt an dësen Numm verdéngt. E Pluriannuel, deen déi geplangte Politik chiffréiert, awer mat Coronaeffekt, a keen Alibipluriannuel à politique inchangée. De Gilles Roth wäert, wéi gesot, dat doten am Detail behandelen.

Dann, Här President, kommen ech nach kuerz op d'Ekonomie. Wéi geet et dem Land? Wéi geet et der Natioun? Wéi geet et de Leit? Dat hänkt zumindest materiell zu engem gudden Deel vun der Ekonomie a vun eiser Wirtschaft of, well och d'Wuelbefannen huet eng evident wirtschaftlech Dimensioun. An d'Ongewëssheet, an eng Kris bréngt ëmmer Ongewëssheet mat sech, ass ëmmer schlecht fir eng Ekonomie.

De Premier sot: „Et kascht, wat et kascht!" Mir hunn et scho méi wéi eemol gesot: „Et sinn awer ëmmer Betriber am Ree stoe bliwwen!" Mir hu Propose gemaach, well dat kann et u sech net sinn. Wa mer Betriber soen, da menge mer domadder d'Patronen a mir mengen d'Salariéë gläichermoossen. An dee verstëbste Klassekampf, dee vun dëser Regierung wärend der Kris un den Dag geluecht ginn ass, deen ass net méi zäitgemëiss, an en ass sécherlech och net zilfëierend.

D'Leit an d'Betriber, dat si keng Géigespiller. Dat sinn zwou Säite vun enger Medail, déi zesummenhänken. Jiddwereen heibanne ka sech, mengen ech, den Eescht vun der Situatioun virstellen, wann e sech emol nëmmen ee Moment géif virstellen, en hätt zwee, dräi Méint laang keng Pai kritt an e wéisst och net, wéini datt en déi nächst Pai kréich.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Gibéryen ka berouegt an d'Vakanz goen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech weess net, den Här Di Bartolomeo wëllt vläicht eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, ech liesen Ar Motioun an ech hu festgestallt, dass den Här Gibéryen ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Net den Här Di Bartolomeo, d'Madamm Hansen huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hu festgestallt, dass den Här Gibéryen ganz berouegt an d'Pensioun ka goen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also dem Här Mars Di Bartolomeo schéngt also dem Här Gibéryen seng Pensioun elo wichteg ze sinn am Covidtëschebilan. Mer halen dat da mol fest.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, en huet e gudden ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech fueren awer virun ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Nee, en huet e gudden Ersatz.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... an ech soen ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- En huet e gudden Ersatz.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... an ech soen nach eemol: Stellt Iech just vir, Dir hätt eng Kéier e puer Méint laang keng Pai an Dir wéisst net, wéini datt déi nächst Pai kënnt! Dann hätt Der Existenzängscht an da géift Der déi Existenzängscht vun deene Betriber, vun deene Patronen, an dat si vill Kleng- a Mëttelbetriber, och besser verstoen. Wéi gesot, de Léon Gloden wäert de Mëtteg nach heirop agoen.

Mir riskéieren nämlech, egal wéi, eng Rëtsch vu Faillitten ze kréien. An ech muss soen: Dank dem Teletravail hu mer bei ville Beräicher nach gutt ofgeschnidden! An do hu mer eng grouss Chance gehat, datt mer vill Betriber haten, déi vum Teletravail konnte profitéieren.

M. André Bauler *(DP).*- Virun allem am Bankesecteur!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An och d'Kuerzaarbecht an och de Congé pour raisons familiales hu gehollef, géint den Ustig vum Chômage ze kämpfen, fir deen anzedämmen. An dës Mesurë ginn och an déi richteg Richtung. Duerfir hu mer déi jo och ënnerstëtzt. Mee et däerf een awer net verkennen, datt grad d'Kuerzaarbecht och ka ganz séier zum Chômage ginn, well de Chômagetaux, dee louch och schonn den 31. Mee bei 7 %. Déi leschte Kéier, wéi mer op deem Niveau waren, dat war 2015. An do läit en enormt politesch a soziaalt Spannungspotenzial dran.

Mee ech soen Iech: Dat Dramateschst un där Chômagefront ass wierklech dee gewaltege Problem beim Jugendchômage! De Marc Spautz an de Paul Galles si schonn drop agaang. Hei musse mer ënner allen Émstänn eng verluere Coronageneratioun verhënneren, déi wierklech direkt vun der Schoulbänk an d'Prekaritéit riskéiert ofzerutschen.

An dann, Här President, zu Lëtzebuerg hu mer wierklech e formidabelt Instrument. Ech hat et hei schonn ernimmt. Et kënnt aus de 70er Joren, u sech d'Zäit vun der Stolkris, an et ass vum Gaston Thorn an d'Liewe geruff ginn. An dat ass d'Tripartite.

Une voix.- Jo!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dat Instrument ass schonn dacks zum Asaz komm, fir eist Land aus schwierege Situatiounen erauszefëieren. An duerfir begréisse mer och, datt dës Tripartite endlech war. Ech soe just: De Marc Spautz hat se schonns Enn Abrëll hei gefrot! Deemools huet de Premier nach gemengt, mir wären hei net am Kader vun enger struktureller Kris, an en huet drop higewisen, datt eng Rei Gespréicher jo scho stattfonnt hätten.

(Interruption)

An do muss ech dach soen, an dat huet jo och déi éischt Ronn vun der Tripartite gewisen: Eenzel Gespréicher kënne keng Tripartite ersetzen an eng Tripartite ass kee Kaffiskränzchen! Esou e Verglach kënne mir net akzeptéieren.

Op jidde Fall begréisse mer, datt d'Sozialpartner, déi sech hirer Roll an hirer Verantwortung bewosst sinn, alleguer Jo zu dëser Tripartite gesot hunn. Hei ginn nämlech d'Weiche fir muer gestallt. Et geet drëms ze kucken, wéi een d'Konsequenze vun der Kris am beschte kann

offiederen. An entscheedend ass wierklech dat, wat fir den eenzelne Salarié a fir den eenzelne Patron erauskënnt. A genau duerfir war et och richteg, fir sech an enger éischter Phas vun der Tripartite mam Chômage ze beschäftegen. A mir begréissen och hei d'Stoussrichtung vun de Mesuren, déi annoncéiert gi sinn.

Mee et geet awer och ëm d'Aarbechtswelt vu muer, an hei hunn d'Gewerkschafte Recht. Et muss elo méi wäit gekuckt ginn! An duerfir ass et och elo un der Zäit, fir déi zweet Ronn vun der Tripartite am Hierscht virzebereeden. Wéi gesot, de Marc Spautz wäert de Mëtteg op dëse ganze Volet nach agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir riskéiere ganz kloer, wann d'Wirtschaftskris weidergeet a wann och nach eng zweet sanitär Well kënnt, an eng Sozialkris eranzefalen. An dat ass dramatesch. An d'Caritas, mir haten déi virun e puer Deeg bei eis an der Fraktioun empfaang, déi hunn eis gesot, datt duerch d'Coronakris d'Aarmut elo schonn definitiv an der Mëttelschicht ukomm ass. Si soten eis, datt sech Leit bei hinne gemellt hunn, déi nach ni iergendeng Hëllef gefrot hunn. An ech kann Iech soen oder dat kënnt Der Iech jo sécher selwer virstellen: Et geet een net einfach esou Hëllef froen! Wann een Hëllef froe geet, da steet engem d'Waasser scho bis zum Hals. An anere Wierder: Ënnert dem Radar huet och déi Sozialkris schonns längst ugefaang. A genau duerfir ass awer och deen Dialog mam Sozialpartner extreem wichteg.

Da wëll ech op dëser Plaz awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Ausbildung wichteg ass, och fir de Jugendchômage ze verhënneren. D'Ausbildung, an och d'Weiderbildung, ass eng vun deene wichtegsten Zukunftsressourcen, déi mer hunn. An duerfir begréisse mer och déi Mesure, déi annoncéiert ginn ass. Mir hunn elo nach keng Detailer. Ech wollt eng Motioun heizou abréngen, mee ech waarden dann elo mol op d'Detailer, déi kommen, fir datt mer déi Betriber, déi Ausbildungsplaze bäibehalen oder och neier schafen, mat enger Primm ënnerstëtzen. Well ech hat dat och schonn op dëser Plaz gesot: Eng Ausbildung ouni praktesch Aarbecht hat ech verglach deemools mam Danzen ouni Musek. Da léiert een et net! An eis Jonk mussen de Beruff léieren, an duerfir brauche mer d'Betriber. An duerfir musse mer déi och ënnerstëtzen!

Eis Ekonomie muss an Zukunft nach méi qualitativ a méi nohalteg rullen. Och do hat de Claude Wiseler schonn hei an enger Heure d'actualité, mengen ech, drop higewisen an och eng Partie Iddie presentéiert, well grad d'Nohaltegkeet ass och ee wichtege Standuertfacteur. A bei deene Standuertfacteuren hu mer Plaze verluer. Mer waren déi sechst Plaz nach 2015, mir stinn elo op der 15. Plaz!

A wann ech eebe soen „nohalteg", da mengen ech virop och een Neistart vun der Iddi vun der Kreeslafwirtschaft, awer virun allem vun der Ressourcëschounung am Allgemengen. An och hei hätte mer eis eng Partie Informatiounen erwaart. An ech wëll och soen, datt de Projet „Rethink" vum Oekozenter Pafendall a Mouvement écologique ganz interessant ass. Mir hunn en alleguer zougeschéckt kritt. Nom Motto: „Reuse, reduce, repair/share, rethink." Mer kënne sécherlech net alles deelen, mee et si ganz vill interessant Iddien do dran.

Dann, Här President, an ech mengen, do sidd Der mat mer averstan, zur Ekonomie, mee och zu eiser Gesellschaft gehéiert och eis Liewensmëttelproduktioun, eis Landwirtschaft. Well eis Landwirtschaft ass, an dat ass och villen an der Coronakris nach eng Kéier däitlech ginn, e systeemrelevante Secteur! Erënnert Der Iech nach un d'Schlaange virun de Supermarchéen, un d'Regaler, déi eidel waren, well d'Leit gemengt hunn, si kréiche geschwënn näischt méi?

M. Roy Reding *(ADR).*- Genee dat!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Liewensmëttelsécherheet ass wichteg fir d'Leit. A fir et emol kloer ze soen: Nee, et war net nëmmen den Toilettëpabeier. D'Liewensmëttelsécherheet ass wichteg fir d'Leit! A fir et awer och nach eng Kéier hei kloer ze soen: Déi Liewensmëttele kommen net aus dem Supermarché, mee si kommen aus der Landwirtschaft, also musse mer och bei der Landwirtschaft upaken, well si suergen derfir, datt mer all Dag gesond a bezuelbar Liewensmëttel um Dësch hunn.

An u sech war et ëmsou méi traureg, datt dës Landwirtschaft ganz laang wärend der Coronakris vergiess ginn ass. Mer hate mam Octavie Modert schonns de 17. Abrëll eng Motioun erabruecht, fir eeben och eis Landwirtschaftsbetriber, eis Wäibaubetriber, eis Gaardebaubetriber ze ënnerstëtzen, déi d'Konsequenze vum Corona ze spieren haten. Dës Motioun ass vun der kompletter Majoritéit ofgeleent ginn.

An et ass du ganz laang iwwerhaapt näischt geschitt, bis datt mer virun der Päischtvakanz eng Reunioun haten, wou mer gesot kritt hunn, datt mer no der Päischtvakanz eppes gesot kréichen. An no der Päischtvakanz krute mer e sougenannte Plan de relance Landwirtschaft virgestallt, deen och grouss mat 5 Milliounen Euro annoncéiert ginn ass, wou awer ganz genau 350.000 Euro fir Direktbäihëllefen do sinn. Ech soen Iech just: Och an der Landwirtschaft gëtt et Betriber, gëtt et Betribszweiger, déi an der Coronakris hir Aktivitéiten hu mussen zréckschrauwen oder astellen! An dat ware vill alternativ Standbeen. An dat sinn awer déi Standbeen, déi d'Politik an hire Sonndesrieden ëmmer erëm fuerdert. Da kann et net sinn, datt genau dës Standbee bei der Kris fir d'éischt emol vergiess ginn.

Da gesäit de Package och een Deel Marketing vir. Dat ënnerstëtze mer. Mee als CSV fuerdere mer wierklech e konkreeten Aktiounsplang „regional an nohalteg Landwirtschaft", fir endlech hei Neel mat Käpp ze maachen, fir dee fir eis extreem wichtege Secteur och geziilt ze förderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger sanitärer Kris ass a muss d'Gesondheet eng topp Prioritéit vun der Politik sinn. An der Vergaangenheet war d'Gesondheetspolitik dat sécherlech net. Als CSV hate mer eis de Gesondheetssecteur fir dës Sessioun als eis Prioritéit op den Ordre du jour gesat. Mir sinn awer och vum Corona iwwerrannt ginn. Mee ganz sécher muss d'Gesondheet och bei engem politeschen Neistart een neit Gewiicht kréien.

Doriwwer eraus wëll ech hei nach eemol widderhuelen: De Bilan sanitaire fält, zumindest wat déi éischt Phas vun der Kris ugeet, am Verglach mat ville vun eisen Nopeschlänner wierklech gutt aus. Mir haten ni eng Iwwerlaaschtung vun eisen Intensivbetter, wat extreem wichteg war. An ech wëll hei op dëser Plaz nach eemol un déi krank Leit denken, déi och elo zum Deel nach un de Follge vun der Coronakrankheet musse leiden a wou mer d'Laangzäitfollgen nach net kennen. An awer och besonnesch un déi Leit an un déi Familljen, wou Leit gestuerwe sinn.

Här President, mir hunn nach ëmmer eng sanitär Kris. An déi relativ héich Infektiounszuele vun deene leschten Deeg, déi beweisen dat jo och nach eng Kéier. Wat feststeet, dat ass laut de Modelliséierungen, zumindest laut deenen, déi mir hunn, datt mer dëse Virus nëmmen an de Grëff kréien, wa mer weiderhi Social …, Physical, well ech mengen, dat ass et éischter, Physical Distancing anhalen, Masken undinn, och eis Hänn wäschen, wa mer massiv testen a wa mer tracen.

Mir packen, an dat soen ech hei, dat hu mer elo schonn e puermol widderholl, wierklech keen zweete Lockdown. Ech mengen, dat ass dat Eenzegt, wou mer eis heibannen, oder zumindest ee Punkt, wou mer eis heibannen zimmlech alleguer eens sinn. Mir packe keen zweete Lockdown, weeder d'Wirtschaft, weeder sozial nach mënschlech.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A mir mussen dee wierklech mat alle Moyene verhënneren. An duerfir kommen ech mol bei d'Testen. Dat leeft am Moment. De Large-Scale-Testing leeft, mee et ginn, laut den Informatiounen, déi mer kritt hunn, just 20 % vun de Leit an den Test. Hei musse mer nach dru schaffen. Do war u sech mol eng Fro: Ass analyséiert ginn, firwat datt vläicht just nach 20 % ginn? Ech mengen, et gi vill Ëmfroe gemaach, vläicht ass och schonn hei eng Ëmfro gemaach ginn.

Well d'Leit mussen, éischtens, den Testzweck verstoen. An duerfir nach eemol kloer an däitlech: Mir mussen testen, fir en zweete Lockdown kënnen ze verhënneren! Ech mengen, wa se den Testzweck verstinn, da gi se. An zweetens: Et muss relativ einfach sinn. An hei hu mer nach Verbesserungsméiglechkeeten.

Ech ginn Iech d'Beispill vun der Helpline. Mäin Noper huet mer erklärt - well e kee Computer huet, ech maachen dat elo fir hien -, mee hien huet mer erklärt, hien huet op där Helpline ugeruff an hien huet een Dag laang probéiert an en ass u kee komm. An du sot en zu mir: „Ech ginn elo net!" Do hunn ech gesot: „Ech drécken dat elo eraus." Also, déi Helpline fir Leit, déi kee Computer hunn, do brauche mer Léisungen, déi gangbar sinn, déi funktionéieren.

An dann, wann ee sech um Datum geiert huet, och dat ka virkommen, hei steet ee Beispill. Ech war dohinnergefuer. Ech hat freides aginn, ech sinn och freides dohinnergefuer. Ech hat leider dee falsche Freideg geholl. Ech war ganz eleng do. Ech si mat mengem Code-barres dohinnergefuer. Du sot de Monsieur: „Madamm, Dir hutt dee falschen Datum, Dir musst erëm fueren." Du sinn ech also erëm ganz eleng laanscht d'Zelt laanscht gefuer, erëm heem gefuer oder ech sinn op d'Schaff komm, ech weess et net méi.

Fir mech ass dat net dramatesch, well ech fueren ëmmer do laanscht. Mee fir Leit, déi vu Sir op Schiere musse fueren, do weess ech net, ob déi zweemol fueren. Firwat kann een do net soen: Wann een e Code-barres huet, ech mengen, da kann een dee jo och ascannen, dann ass ee jo identifizéiert, da misst dat jo funktionéieren. Also sinn och do nach vläicht Verbesserungsméiglechkeeten.

Da weess ech net, ob d'Regierung wierklech mengt, datt den Norden oder den Nordweste covidfräi wären, well wann een déi Kaart kuckt, wou déi Zentre sinn, da kéint een dervunner ausgoen, datt mir am Norden definitiv kee Problem wären. Do ass nämlech absolutt keen Zentrum. Och do kéint ee sech vläicht wierklech mol iwwerleeën, fir och an déi Géigend vum Land, Norden, Nordwesten, een Zentrum ze maachen, wou d'Leit kéinten hifueren. Och da wär et méi einfach.

Also ech soen: Och hei ass nach Sputt no uewen, fir de Leit entgéintzekommen, well den Test selwer ass jo scho kee Wellness, géif ech d'Saach mol beschreiwen. Mee da muss een de Rescht esou „well" wéi méiglech maachen.

An ech maachen awer hei nach eemol en Opruff: Mir mussen eis testen, duerfir gitt wannechgelift jiddweree sech testen, deen eng Invitatioun kritt, well soss packe mer et net!

Testen eleng geet net duer. Och dat hu mer gëschter méi wéi eemol gesot gehat. Wann en Test positiv ass, da muss een do d'Kontakter verfollegen. Dat ass jo dat sougenannt Tracen.

Sou, ech ginn elo net méi laang hei op dat Tracen an. Ech soe just: Dee manuellen Tracing huet seng Limitten! D'Madamm Minister hat eis gesot: 60. Den Här Premier huet gesot, et géifen elo nei Fonctionnaren agesat ginn. Mee ech denken och, …

(Interruption par M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

Ma Här Premier, ech mengen trotzdeem, datt d'Tracen … Op esou eng Remark, soen ech just, wa mir zu de Leit wëlle soen, datt d'Tracë wichteg ass, dann zitt een hei an der Chamber dat Tracen och net an d'Lächerlecht! A beim Tracen, ob mer dat elo manuell oder net manuell maachen, sidd Der ugewisen, datt d'Leit et akzeptéieren. D'Leit mussen Iech Saache soen. An duerfir ass et, denken ech, wichteg, …

(Interruption par M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

… datt een d'Leit iwwerzeegt, fir dat ze maachen. Esou!

D'Tracë brauche mer an deen Tracing muss klappen. Wa mer manuell riskéieren, et net méi hinzekréien, an ech denken, datt d'Méiglechkeet vu Staatsbeamten oder vun Employéen, déi een astellt, fir den Telefon ze maachen, och begrenzt ass, da soen ech et nach eng Kéier: Mir musse prett sinn, mat enger verstänneger, fräiwëlleger a sécherer Tracingapp kënnen ze reagéieren!

D'Viviane huet dat gëschter gesot, ech soen et och hei nach eng Kéier: Wann d'Regierung hei elo rëm eng Kéier net kloer kommunizéiert, a si weess genau, wa mer bis esou eng App brauchen, da brauche mer Leit, déi se eroflueden. A wann Dir elo kommunizéiert: „Eng Tracingapp ass näischt! Eng Tracingapp brëngt näischt! Eng Tracingapp ass net effikass!", wéi wëllt Der dann an Zukunft nach d'Leit iwwerzeegen, datt se dat musse maachen? An dann hätte mer erëm eng Kéier d'Konsequenze vun enger schlechter Kommunikatioun ze spieren.

Ech wëll awer och nach soen, wat den Här Paul Wilmes, Porte-parole vun der Covid-19-Taskforce, op RTL sot - an ech mengen, datt dat jo awer d'Taskforce vun der Regierung ass -, hie sot, eng App kéint d'Effizienz vum Contacttracing steigeren. Hie sot och, datt an Däitschland, wou 15 % vun der Bevëlkerung matmaachen, dat effektiv strateegesch scho signifikant wär. Also, wéi gesot, mir hätten einfach gären hei keen Hin an Hier, kee Ronderëmgëeeërs, mee mir hätten hei gären eng kloer Äntwert! An ech soen nach eng Kéier kloer: D'Kommunikatioun ass wichteg herno fir d'Reaktioun vun de Leit.

Dann, Här President, ass et fir eis alleguer kloer heibannen: Méi Fräiheet geet nëmme mat méi Verantwortung. Dat geet nëmmen zesummen! A mir wëllen net, datt d'Police an d'Stuff oder an d'Schlofzëmmer vun de Leit ka kontrolléiere goen. Mee et muss awer och kloer sinn, datt een am Privaten oder am Pseudoprivate sech muss u Reegelen a Recommandatiounen halen.

Ech hunn et schonns eng Kéier hei gesot gehat, och du war gelaacht ginn, mee ech mengen nach ëmmer, datt de Sproch richteg ass. Ech hat gesot: „Bleift och doheem auserneen!" Natierlech nëmmen, wann de Besuch do ass. Mee wann de Besuch do ass, da gëllt doheem am Prinzip dat selwecht wéi soss éierens. An och am ëffentleche Raum brauche mer kloer Reegelen, kloer Begréffer, kloer Informatiounen a kee Knätschgummi, deen een hin an hier kann zéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kris huet awer och d'Schwaachpunkten an eisem Gesondheetswiesen opgewisen. An och déi musse mer upaken an engem Neistart. D'Covidkris huet eis nämlech kloer an däitlech gewisen, datt eisen normale Gesondheetssystem jo quasi huet mussen op null erofgefuer ginn, fir datt d'Prioritéit konnt op d'Covidpatiente geluecht ginn. Dat däerf net nach eemol geschéien. Wivill Kriibsdiagnose konnten net gemaach ginn? Wivill Behandlunge konnten duerfir eventuell net matzäit ugefaange ginn? Dat selwecht gëllt, mengen ech, och fir d'Häerzkrankheeten. Corona riskéiert also vill Konsequenzen och fir Non-Covidpatienten ze hunn.

Déi medezinnesch Versuergung vun alle Kranke muss och bei enger Pandemie weider assuréiert ginn. Bei eis ass eeben alles op d'Klinicken zentréiert. An do musse mer un eisem System schaffen. D'Leit hunn Angscht, an d'Klinik ze goen, si géife sech do ustiechen, oder si däerfen och guer net dohinner goen. An hei sinn definitiv d'Laangzäitfollgen nach net ofzeschätzen.

Mir brauchen eng aner Organisatioun. Zum Beispill dee ganze Volet ambulatoire misst aus de Spidolsinfrastrukturen erauskommen. Hei brauche mer eng legal Rumm, fir Gemeinschaftspraxissen, fir multiprofessionell medezinnesch Zentre queesch duerch d'Land, och am ländleche Raum.

E weidert Schlagwuert, ech mengen, d'Madamm Lenert hat dat gëschter och gesot, ass eng getrennte Covidstruktur. Do gëtt dru geschafft. Mir kennen de konkreete Projet vun der Regierung nach net. Mir hunn awer nach eng Partie Froen. Mir ënnerstëtzen de Prinzip, mee, wéi gesot, mir hunn nach eng Partie Froen.

D'Digitalisatioun an der Medezinn an och d'Telemedezinn huet am Prinzip funktionéiert, do wou se och u sech huet misse funktionéieren. Hei musse mer weider dru schaffen. Um digitale Patientendossier muss och weider geschafft ginn. Do gëtt jo weider dru geschafft. Mir sinn also och Demandeur, fir do esou séier wéi méiglech nei Informatiounen ze kréien.

Dann hu mer d'Penurie vun Dokteren, d'Penurie vu Personal. D'Penurie vun Dokteren, do kréie mer een neit Gesetz vun der Medezinnausbildung. Dat ass ee Schratt an déi richteg Richtung. Et ass awer nach net déi allgemeng Léisung. Ech mengen, d'Penurie am Allgemengen am Krankheets-, am Fleegesecteur, do war de Marc Spautz a senger Interpellatioun gëschter am Detail drop agaangen, an am Hierscht wäerte mer och nach heiriwwer diskutéieren. Mir mussen heiriwwer diskutéieren. Mir brauche méi Attraktivitéit an deene Beruffer!

Dann, Här President, muss ech soen, an dat hunn ech och schonn dacks gemaach, et huet nach ëmmer näischt bruecht, mee ech ginn net esou séier op: Eis Nomenclature, déi muss ugepasst ginn. An ech menge wierklech, dat ass eng Never-ending-Story. Et mussen iergendwann eng Kéier Neel mat Käpp gemaach ginn. An ech ginn Iech hei just d'Beispill vum Psychotherapeut. Mer schwätze jo Joren a Joren dovunner, an et ass nach näischt geschitt. Och hei muss de System u sech dréngend ugepasst ginn, an dëst wär virun allem an der Kris an no der Kris wichteg.

Gëschter sot de Premier, een Drëttel vun de Leit géif soen, datt hir psychesch Verfassung méi schlecht wär wéi virdrun. Mir hunn also Problemer. A vill Leit, Dir Dammen an Dir Hären, sinn och an der Kris un hir perséinlech Limitte gestouss. An et brauch ee keng Angscht ze hunn, fir dat zouzeginn. Et brauch ee keng Angscht ze hunn, et muss kee sech schummen, fir dat ze soen, well ech géif mengen, grad déi Leit si staark, déi sech trauen, dat ze soen. Mir si keng Natioun vu lauter Superjhempen. A mir brauchen hei am Gesondheetsberäich de psychologesche Beräich, dee muss gestäerkt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an engem Interview am „Wort" mam Dokter Turk war ze liesen, an dat ass eng ganz gutt Zesummefaassung: „Die Hauptdiskussion wäre für mich die des roten Fadens in der Gesundheitspolitik. Luxemburgs Gesundheitssektor wurde in den vergangenen Jahren mehr mit Geld und über Ausgaben verwaltet als über eine determinierte und explizite Gesundheitspolitik".

A genee dëst trëfft den Nol op de Kapp. An eiser Gesondheetspolitik muss erëm méi de Patient an de Mëttelpunkt kommen, well de Mënsch ass keng Maschinn. Dir kennt vläicht d'Lidd vum Tim Bendzko, mee dee seet dat jo och: „De Mënsch ass keng Maschinn."

An dann, Här President, wëll ech awer nach allgemeng d'Fleeg, de Fleegesecteur am Allgemengen, uschwätzen. An ech mengen, och dat muss bei engem Bilan gemaach ginn. Och hei muss de Mënsch erëm méi an de Mëttelpunkt

réckelen. An dat am Prinzip am Allgemengen, awer och a Covidzäiten. Ech hat et och op dëser Plaz schonn eng Kéier gesot: „Mir brauchen eng Fleeg méi mat Häerz a manner mat der Stoppauer." An duerfir musse mer de System änneren.

(Brouhaha)

A wann ech dann elo zréck bei de Covidbilan oder -tëschebilan kommen, da muss ech et awer nach eemol soen: Do ware verschidde Saachen net ganz mënschlech. An esou e Lockdown vun u sech eiser Matmënschlechkeet, dat däerf net méi nach eng Kéier virkommen. Mir hu jo elo Zäit, fir eis virzebereeden. Och hei een Extrait, ech mengen, et war d'„Lëtzebuerger Land": „Strenger als im Knast. In den Heimen besteht kein Mindestbesuchsrecht. Manch ein Angehöriger braucht nur für die Anfahrt eine Stunde und darf dann maximal 30 Minuten bleiben, mit Aufpasser." Dat kann net sinn, Här President, an et war et awer! An och dat gehéiert ofgeschaaft bei engem Neistart.

Ech kann Iech soen, ech sinn u sech frou, datt meng Eltere konnten doheem bleiwen. An iwwregens, mäi Papp kritt haut 85 Joer, da wënschen ech him och all Guddes vun hei, ech hunn en nach net gesinn.

(Interruption)

Merci. An ech kann Iech just soen: Si wäre krank ginn, wa se hätte missen agespaart an engem Zëmmer bleiwen! U sech net u Covid erkrankt, mee si wieren einfach esou krank ginn. An ech mengen, där Leit hate mer méi. An och do hate mer vill Familljen, déi hëlleflos an onmächteg waren, well se näischt konnte maachen. A genausou frou war ech, datt se all Dag konnte spadséiere goen, well wann ee spadséiere geet an et kann ee vläicht e bësse poteren, awer mat Ofstand, da gëtt een net krank. An och dat hätte vill Leit an de Strukture gäre gehat.

Duerfir, bei engem Neistart muss allgemeng eis eeler Generatioun erëm méi an de Mëttelpunkt vun eiser Gesellschaft geréckelt ginn. Mir brauchen en Ëmdenken. A virun allem brauche mer kuerzfristeg eng Strategie, fir eis vulnerabel Leit besser ze schützen, well och an deem Beräich musse mer léieren, mam Virus ze liewen, well dee verschwënnt jo net. Mir hunn es jo elo net vill manner wéi am Ufank, wéi en hei war. Mir mussen et fäerdegbréngen, an duerfir brauche mer och elo Léisungen op dës Froen, datt mer dës Leit schützen, ouni hinnen hir Fräiheet ewechzehuelen.

Dann, Här President, d'Famill. An d'Familljepolitik, déi gehéiert zu eiser DNA. A genau dëst Liewen an der Famill hat sech fir vill Leit mat Kanner staark geännert an dëser Zäit. Vill hunn et awer och genoss, fir mat hire Kanner kënne méi Zäit ze verbréngen doheem. An ech gesinn dat elo mol als Chance, well vläicht waren do och e puer Blo, Rout a Grénger derbäi. A vläicht ënnerstëtzt jo elo d'Regierung eis Fuerderung, datt all Famill bei hirem Choix kéint ënnerstëtzt ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An duerfir och nach eemol wierklech vun dëser Plaz: Och déi Elteren, déi bewosst doheem bleiwen, fir hir Kanner ze erzéien, deenen hir Leeschtung soll honoréiert ginn!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An ech weess, d'leschte Kéier, wéi mer dat hei gesot hunn, huet d'Regierung eis Paternalismus an ech weess net wat virgeworf. Also ech soen Iech: Da steet dat Falscht hei op der Plaz!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An och dat ...

(Interruption)

... gehéiert zum Neistart.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer nach op d'Educatioun ze schwätze kommen. An hei virop wierklech e grousse Merci un d'Enseignanten, d'Direktiounen an d'Gemenge fir déi ganz Organisatioun. An och hei, wann ech vu Bilan schwätzen, da wëll ech awer och hei nach eng Kéier op d'Kommunikatioun an d'Informatioun agoen, déi ze wënschen iwwreg léisst. Déi aktuell Informatiounspolitik bei positive Fäll an de Schoulen ass katastrophal, soen ech.

D'Reklamatioune kommen, denken ech, net nëmme bei d'Oppositioun, mee ech denken, datt Dir och alleguer ugeschriwwe gitt. D'Eltere wëssen näischt. Da gëtt erëm gesot: „Do ass ee Kand positiv." Déi eng Klass gëtt a Quarantän gesat, déi aner Klass gëtt net a Quarantän gesat. Also, hei bräichte mer fir d'Akzeptanz vun de Leit wierklech eng transparent, kloer a kohärent Kommunikatioun. Déi muss natierlech och op transparenten, kloren a kohärenten Decisioune baséieren.

Dann zur Kommunikatioun an zum Dialog. De Minister sot, hien hätt mat de Leit geschwat. Ech hat do ganz genau nogelauschtert. Hien hätt mat den Direktioune geschwat, en hätt mat de Gewerkschafte geschwat, en hätt mat der Schülervertriedung geschwat. An du sot en och nach: „Schwätzen heescht och lauschteren, heescht probéieren ze verstoen, Kritik opzehuelen."

Ben, ech fannen dat speziell, well a mengen Ae schéngt en da schlecht nogelauschtert ze hunn. Hien huet mat den Direktioune geschwat. Direkt duerno hu verschidden Direktiounen e Bréif gemaach, si wéilte gären, datt d'Klassen net misste beienee geluecht ginn. En huet mat de Gewerkschafte geschwat. D'Apess an d'FEDUSE maachen e Communiqué, si wäre géint d'Zesummeleeë vun de Klassen. Hien huet mat de Schüler geschwat. D'CNEL mécht e Communiqué, wou si froen, ob et wierklech elo derwäert wär, dat do nach ze maachen. Also, schwätzen, a virun allem nolauschteren, doranner versti mir definitiv eppes aneschters.

A wann - d'Modelliséierunge soen et jo - déi physesch Distanzéierung wichteg ass, dann denke mer wierklech, datt de Minister misst un där Contingentsberechnung fréckelen. Hie muss et erlaben, och méi kleng Klassen zouzeloossen. Ech weess, datt et och Contraintë gëtt mat de Raim, an ech weess, datt et och Contraintë gëtt mat den Enseignanten. Mee do, wou et méiglech wär, muss et erlaabt ginn, déi Klasse méi kleng ze maachen an déi Schüler, déi Jugendlech méi wäit auserneenzesetzen.

Ech hunn och gesot kritt: „Wësst Der, firwat datt d'Enseignanten esou rose mat Iech sinn? Dir sot, si missten hei an ee Klassesall kommen, bei 30 Schüler sëtzen, no beieneen, an Dir sëtzt do am Cercel, schéi mat Ären zwee Meter Ofstand. Dir maacht also komplett eppes aneschters, wéi Der da sot, wat mir misste maachen." An och dat ass erëm eng Kéier net kohärent.

An da soen ech och: Laangfristeg, well esou Pandemië schénge mer jo nach méi dacks ze kréien, fäerten ech, musse mer déi Planung vun deenen neie Schoulgebaier mol eng Kéier iwwerdenken. Dee leschte Millimeterkaree muss ee begrënnen an engem Klassesall! Also och do brauche mer Upassunge fir d'Zukunft bei engem Neistart.

Här President, Corona huet d'Situatioun vun de Bildungschancen nach verschäerft. Ech mengen, do ass och jiddwereen hei eens. Mir haten eng Motioun hei abruecht fir ze kucken, wéi mer de Kanner kéinten hëllefen, datt kee Kand e bleiwende Retard géif behalen. Déi Motioun, an doriwwer sinn ech och ganz frou, déi war eestëmmeg hei ugeholl ginn.

Ech hu just nach eng Partie Froen. Ech weess, datt elo en Appell un d'Enseignantë gemaach ginn ass, fir Fräiwëlleger ze fannen. Ass och gekuckt ginn, wéi eng Kanner tatsächlech a wéi engem Beräich Nohëllef bräichte fir dat cibléiert Opschaffe vun de Retarden? An ass och kontrolléiert ginn oder sinn och Upassunge gemaach ginn un de Programmer bei de Follgejoren?

An, Här President, och wann ech hei vun Neistart schwätzen an der Educatioun, da wär et wichteg, eis Programmer mol ze entrümpelen an op dat Weesentlecht ze konzentréieren, méi fächeriwwergräifend a méi projetsorientéiert ze schaffen. D'Digitalpedagogik muss an der Ausbildung vun den Enseignanten u sech an der Grondausbildung, awer och an der Weiderbildung ausgebaut ginn.

Mir brauchen och mol gemeinsaamt, digitaalt pedagogescht Material. Net datt jiddwereen a sengem Pool muss iergendeppes erfannen. Mir brauche gemeinsaamt Material. An ech denken, datt mer och eng Aart Masterplang „Homeschooling" bräichten, fir datt mer preparéiert wären op ee Fall, deen nach eng Kéier kéint antrieden, wou mer erëm misste komplett an den Homeschooling higoen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen also definitiv léieren, mam Virus eens ze ginn. Et geet elo drëm, fir déi néideg Konklusiounen aus dëser Kris ze zéien an e richtegen an nohaltegen Neistart, wat kee Business-as-usual däerf sinn, ze lancéieren. Mee nach ass d'Covidkris net eriwwer. Mir sinn eréischt beschtefalls an der Hallschent. An déi éischt Hallschent vun der éischter Halbzeit, de Confinement gouf, ech hunn et gesot, gutt geréiert. Déi zweet Hallschent, déi vum Deconfinement, war bis elo zimmlech chaotesch. Vun der urspréngleche nationaler Unitéit war um Enn net méi vill iwwreg.

An dat bedauere mer. An dat bedaueren net nëmme mir, dat bedaueren och d'Sozialpartner an och d'Zivillgesellschaft. Virun allem awer sti mer matzen an enger grousser Wirtschaftskris mat wierklech ville potenzielle Faillitten, an och virun enger grousser Sozialkris, mat héijem Chômage, grad och mat engem dramatesche Klamme vum Jugendchômage. An duerfir soen ech grad elo: Et ass keng Zäit vun der Austeritéit, mee d'Zäit vun der Solidaritéit. An déi muss elo preparéiert ginn!

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuele mech: Et ass elo un der Zäit, datt d'Regierung d'Kaarten op den Dësch leet! Et wär elo un der Zäit gewiescht, datt de Premier eng Deklaratioun zum État de la nation, natierlech am Kader vun der Covidkris, gemaach hätt an d'Sortie de crise mat engem nohaltegen Neistart opgewisen hätt, an net einfach d'Verantwortung op den Hierscht verréckelt hätt.

Mir brauchen en Neistart, an dee muss geplangt ginn, vu méi Wuelbefanne vun eiser Ekonomie, nach méi eng nohalteg Croissance vun eiser Gesellschaft am Allgemengen, och vun eiser Familljepolitik, ech hunn et gesot, vun eiser Gesondheetspolitik, vun eiser Politik am Fleegesecteur, wierklech mam Mënsch am Mëttelpunkt, also och méi Moyenen an ouni Stoppauer, an och en Neistart am Ëmgang mat eiser Ëmwelt.

An, Här President, ofschléissend wëll ech awer nach eemol e grousse Merci soen un déi grouss Solidaritéit an dat Verantwortungsbewosstsäin, wat mer am Confinement hei haten. A genee dës Solidaritéit, dës Verantwortung, dës Matmënschlechkeet brauche mer och elo, fir mateneen duerch den Deconfinement ze kommen, an dat selwecht natierlech och fir en Neistart. An duerfir musse mer am Virfeld vun enger zweeter Coronawell mat enger nach méi grousser zweeter Well vu Solidaritéit a Verantwortung reagéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen. Meng Virriednerin huet gesot, dass d'Vermeide vun engem zweete Lockdown quasi deen eenzege Punkt wär, deen eis hei an der Chamber géif eenegen a wou mer eis driwwer eens wären. Also, ech wäert Iech an der nächster hallwer Stonn beweisen, dass et vill, vill, vill méi Punkte gëtt, wou mir eis hei am Parlament eens sinn, wéi et hei zu Lëtzebuerg muss weidergoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Virus ass nach ëmmer ënner eis an dee wäert eis nach eng Zäitche begleeden. An dat beweise leider déi lescht Zuelen. Haut viru 15 Deeg ass den État de crise ausgelaf. An ech sinn der Meenung, dass et richteg ass, zu dësem Zäitpunkt en Tëschebilan ze zéien, a genausou richteg ass et, den État de la nation an den Hierscht ze verleeën, wa mer méi e genauen Iwwerbléck hunn iwwert dat ganzt Ausmooss vun de Schied, déi de Covid-19 zu Lëtzebuerg ugeriicht huet an nach ëmmer uriicht.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass ganz richteg.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Jo, d'Schied, déi dëse Virus nach ëmmer uriicht. Wéi mer an de leschten Deeg gesinn hunn, ass et nach laang net eriwwer. An dee Marathon, vun deem ech Iech an de leschte Wochen a Méint hei ëmmer geschwat hunn, abee, déi Course ass nach net zu Enn gelaf. Déi lescht Deeg huet een d'Gefill, wéi wann déi Zillinn, déi mer gemengt haten ze gesinn, wéi wann déi Arrivée erëm méi wäit no hanne géif réckelen. Et gëtt méi schwiereg unzekommen, wéi mer eis dat virgestallt haten.

De Premierminister Xavier Bettel huet gëschter en éierlecht an e sachlecht Bild vun der aktueller Situatioun gezunn. Jo, mir hunn déi éischt Well zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt iwwerstanen. An dat ass de Verdéngscht vun eis alleguerten. Zesumme si mer bis elo gutt duerch d'Kris komm. Mee op deene Verdéngschter däerfe mer eis op kee Fall ausrouen. A wa mir keen zweete Lockdown riskéiere wëllen, da brauche mer weiderhin Disziplinn a Solidaritéit, an dat vu jiddwerengem!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Déi ganz Strategie vum Deconfinement war an ass drop ausgeluecht, all zwou Wochen ze kucken, wat d'Auswierkunge vun den decidéierten Ouverture sinn. An ech muss soen, ech si positiv iwwerrascht, wéi laang et gedauert huet, bis mer iwwerhaapt den Effekt vum Deconfinement gesinn hunn.

Fir d'éischt sinn d'Chantieren an d'Baumäert erëm opgaangen. Keen negativen Impakt! Du war et un de Schoulen. Keen negativen Impakt! Och d'Ouverturë vun de Commercen hunn net derzou gefouert, dass d'Infektiounszuelen an d'Luucht gaange sinn. Jo, souguer d'Opmaache vun de Restauranten a vun de Caféen ass reibungslos iwwert d'Bün gaang. D'Regierung huet sech net vun hirer Strategie ofbrénge gelooss, fir d'Zuelen no all Etapp vum Deconfinement ze analyséieren an eréischt dann ze decidéieren, wéi et soll weidergoen. Si huet sech och net vun all méiglechen, deels opportunistesche Fuerderungen ënner Drock setze gelooss. An dës Erugoensweis war, ass a bleift kohärent an déi eenzeg responsabel, an déi lescht Deeg hunn eis duerfir de Beweis bruecht.

Jo, Lëtzebuerg huet alt erëm bewisen, dass mir an enger Kris zesummestinn, dass mir an enger Kris kënnen zesummenhalen. An och wann d'Infektiounszuelen erëm eropginn, huet zum haitegen Zäitpunkt, mengen ech, kaum en anert Land op der Welt d'Covid-19-Pandemie besser iwwerstane wéi Lëtzebuerg. Dat ass eng Ekippeleeschtung vun eis alleguerten zesummen, eng Ekippeleeschtung, op déi mer getrouscht kënnen houfreg sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Leider ass dësen Erfolleg awer ganz fragill. Soubal mer noloossen, soubal mer mengen, mir hätten et gepackt, da kritt de Virus erëm eng Chance, fir sech ze verbreeden. Soubal e puer Eenzelner sech net méi un d'Reegelen halen, kréie mir alleguerten d'Konsequenzen ze spieren. An duerfir wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier en Appell u jidderengem seng Eegeverantwortung maachen: Haalt Iech weider un d'Gestebarrièren! Wäscht reegelméisseg Är Hänn! Dot Är Mask un, wann der d'Distanz vun zwee Meter net kënnt garantéieren, a sidd net ze laang zesumme mat anere Leit an engem Raum! Et ass nach net un der Zäit fir ze feieren. Et ass nach net un der Zäit, fir Partyen ze maachen. Mee e gemittlechen Owend mat e puer Kolleege bei engem Lagerfeier, dat huet och säi Charme, dat kënnt Der mer roueg gleewen.

M. André Bauler *(DP)*.- Verbrennt de Virus!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir wëssen, wou déi nei Infektiounen hierkommen. Si kommen net aus de Butteker. Si kommen net aus de Schoulen. A si kommen net aus de Restauranten. D'Leit stieche sech op private Feieren un, wou ee sougenannte „Superspreader" duergeet, fir op ee Coup ganz vill Leit ze infizéieren.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Mesuren, déi privat Versammlunge limitéieren, e staarken Agréff an déi perséinlech Fräiheete sinn. Mee mir kommen net derlaanscht, esou Mesuren ze huelen, wann e puer Eenzelner mengen, dass hire kuerzfristege Pleséier méi wichteg wär wéi d'Wuel an d'Gesondheet vun der Allgemengheet.

Kee vun eis alleguerte wëllt zréck an e Lockdown. Mir wëssen haut och méi iwwert de Virus a seng Verbreedung, mir hu méi Informatiounen iwwert d'Risiken an d'Iwwerdroungsketten, mir si besser preparéiert, falls eng zweet Well haut oder muer sollt op eis duerkommen. Ech géif souguer behaapten, dass kaum een anert Land wéi Lëtzebuerg esou gutt op eng zweet Well preparéiert ass.

Dat huet virun allem mam Large-Scale-Testing ze dinn. De Fuerschungsminister Claude Meisch huet fréi an dëser Kris d'Potenzial vu flächendeckenden Tester erkannt. An doropshin ass alles an d'Weeër geleet ginn, dass scho bei der Rentrée an de Schoule souwuel vill Enseignantë wéi och Dausende Schüler konnte getest ginn. An am Géigesaz zu anere Länner teste mir net nëmme Leit mat Symptomer. An dat verschaaft eis e risege Virsprong par rapport zum Virus a par rapport zu enger eventueller zweeter Well, ...

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... well ronn 45 % vun de Mënschen, déi de Virus a sech droen, keng oder kaum Symptomer opweisen. An dës Leit géifen ouni de Large-Scale-Testing duerch de Raster falen. Mir wéissten net, dass et se géif ginn. A mir kéinten ouni positiven Test och kee Contacttracing maachen.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gehéiert och zu de Wourechte vun den erhéichten Infektiounszuelen aus de leschten Deeg derzou. Ouni Large-Scale-Testing géife vill vun deene Leit haut duerch d'Géigend lafen a viru Leit ustiechen, vläicht souguer ouni et ze wëssen, well si a mir näischt vun där Infektioun wëssen. De Large-Scale-Testing erméiglecht et also, fréi genuch Unzeeche vun enger zweeter Well ze erkennen an och direkt dorop ze reagéieren, fir eis dee Virsprong op de Virus ze verschafen, dee mir leider am Mäerz net haten.

Bis elo goufe ronn 170.000 Leit zu Lëtzebuerg getest, dat si ronn 26 % vun der Bevëlkerung. A leider eng ganz Partie Leit vun deenen, déi invitéiert ginn, fir sech testen ze loossen, déi kommen net dohinner a loosse sech net testen. An och hei wëll ech nach eng Kéier u jidder Eenzelnen en Appell maachen, dës Entschee-

dung ze iwwerdenken. Selbstverständlech kënne mer net a wëlle mer och net d'Leit zwéngen, sech testen ze loossen, mee ech mengen, et war seelen, seelen esou einfach, mat engem klenge solidaresche Gest esou vill fir seng Matmënschen ze maachen. Et war seelen esou einfach, seng Frënn, seng Bekannten a seng Famill ze schützen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, ech hu vun enger Ekippeleeschtung geschwat, mat där mer bis elo gutt duerch d'Kris komm sinn. Eng Ekippeleeschtung, déi méiglech war, well d'Regierung ëm de Premier Xavier Bettel un der Spëtzt d'Rudder ëmmer fest an der Hand hat, och wann et mol méi stiermesch ginn ass. Wärend dem État de crise huet d'Regierung séier an entschlossen déi richteg Entscheedunge getraff, fir Mënscheliewen ze retten. Dat ware sécher keng einfach Entscheedungen, mee si hu musse geholl ginn.

Gläichzäiteg gouf och versprach, dass kee géif am Ree stoe gelooss ginn, wann e mat de Konsequenze vum Confinement ze kämpfen hätt. An dat Verspriechen hu mer gehalen. Ënnert der Leedung vum Finanzminister Pierre Gramegna gouf en impressionnante Pak geschnouert vun Direkthëllefen a Mesuren, fir d'Konjunktur erëm unzekuerbelen. Bis ewell sinn iwwer 800 Milliounen Euro fir méi wéi 360.000 Salariéen iwwert de Chômage partiel ausbezuelt ginn. Weider 141 Milliounen Euro sinn un d'Betriber an Independante gaangen, ënner Forme vun non-remboursablen Hëllefen an Avancen. De Konjunkturpak „Neistart Lëtzebuerg" sicht op der Welt sengesgläichen.

Grad a Krisenzäite gëllt et, d'Chancen ze notzen a sech nei opzestellen. Mat dësem ambitiéise Mesurëpak soll net nëmmen d'Wirtschaft ënnerstëtzt ginn, mee mir setzen och d'Weiche fir en Neistart. „Neistart Lëtzebuerg" gesäit weider 700 bis 800 Millioune vir fir Investitiounen an d'Zukunft. Mir komme soumat bal op en Total vun 3 Milliarden Euro, ronn 5 % vum PIB, déi ënnert der Form vun Direktdepensen un d'Stéit, un d'Betriber an d'Independante ginn. Dat ass e Rekord. Dat hate mer nach ni.

Dëse Pak deklinéiert sech a ganzer 23 Mesuren. Hei geet et drëm, den Emploi ze förderen a besonnesch d'Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi am schlëmmste vun der Kris betraff sinn. Ech denken hei besonnesch un den Horeca-Secteur, un d'Kulturzeen an un den Evenementiel. De Fonds de relance et de solidarité pour entreprises soll hei, nieft dem Redemarrage vum Eenzelhandel, als wichteg Stäip figuréieren. De Pak gesäit och siwe verschidde Mesurë vir, déi eis hëllefe sollen, d'Transitioun zu enger méi nohalteger Wirtschaft ze beschleunegen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Corona huet bis elo d'Joer 2020 dominéiert. A mir wäerten och nach an Zukunft mam Virus liewen a mir wäerte musse léieren, mam Virus ze liewen. Dat däerf eis awer op kee Fall dovunner ofhalen, no vir ze kucken. An d'DP wëllt haut d'Hiewelen ëmleeën, fir muer besser kënnen ze liewen. Mir mussen haut d'Zukunft preparéieren, andeems mer déi richteg Léieren aus der Pandemie zéien. Mir mussen aus eise Feeler léieren an awer och déi positiv Elementer aus der Kris mat virunhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech denken hei virun allem un d'Zäit, déi mer erëm méi wäertschätze geléiert hunn: d'Zäit mat der Famill, d'Zäit fir eis Hobbyen an d'Zäit fir eis selwer. Zäit ze hu fir déi wichteg Saachen am Liewen. An hei soll all Eenzelnen, heibannen an dobaussen, sech iwwerleeën, wat en aus der Kris geléiert huet a wat e bereet ass, a sengem Liewen ëmzestellen.

Ech zum Beispill hunn an där Zäit mat mengem Hond vill laang Spadséiergäng gemaach. Ech hunn d'Natur erëm entdeckt an och d'Aarbecht vun de Leit, déi an der Natur schaffen, erëm ze schätze geléiert. Ech denken un d'Bëschaarbechter, un d'Wënzer an natierlech och un eis Baueren. Meng Famill an ech, mir hu vill méi bewosst akaaft, lokal a regional, vill manner ewechgehäit, total op de Plastik verzicht, an ech hu souguer mat menger klenger Duechter e klenge Gaart ugeluecht, wou mer elo Zaloten, Paprika an Tomaten dran hunn. An ech muss lech soen, dat ass eppes, wat ech mir selwer virun der Kris ni zougetraut hätt.

M. André Bauler *(DP)*.- Schéin Zeeche vun Hoffnung.

(Interruptions)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Jo, jo!

Et gëtt wuel kaum e Facteur, deen eis esou staark an eiser Liewensqualitéit beaflosst wéi d'Zäit. Dat hate mir als DP scho virun der Coronakris verstanen a mir hunn dofir och e groussen Deel vun eiser Politik op de Facteur Zäit ausgeriicht, beispillsweis mam verbesserte Congé parental oder mam Pappecongé.

Jo, d'Pappe spillen eng ëmmer méi grouss Roll an der Erzéiung vun hire Kanner. Mir erliewe grad do e Paradigmewiessel, wat d'Opstellung an de Geschlechterrollen ugeet, an dat ass och gutt esou. Ech kenne vill Fäll a mengem Bekanntekrees, wou wärend dem Confinement d'Mamm huet misse schaffe goen an de Papp doheem op d'Kanner opgepasst huet. An ech kann lech soen, dat huet tipptopp fonctionéiert!

An och d'Reform vum Congé pour raisons familiales schenkt den Eltere méi Zäit fir hir Kanner. An zwar genau dann, wa si et am meeschte brauchen, nämlech dann, wann déi Kleng krank sinn. An dëst Instrument huet eis an de leschte Méint, bei alle Familljen, wäertvoll Déngschter geleescht, wéi d'Kanner hu misse wéinst dem Virus doheem bleiwen a si net konnten an d'Schoul goen.

Mir hunn als DP ëmmer gesot, dass déi Mesuren um familljepolitesche Niveau, déi mer déi lescht Joren ëmgesat hunn, nëmmen en éischte Schrëtt kënne sinn. Mir hunn d'Visioun vun engem Lëtzebuerg, wou keen, egal ob Mann, ob Fra, ob Jonggesell oder Elterendeel, sech fir seng berufflech Karriär oder seng Famill muss entscheeden. Béides muss méiglech sinn.

Mir setzen eis och weider fir eng méi flexibel Aarbechtszäitgestaltung fir all Salarié an. De Coronavirus huet bewisen, dass eis Flexibilitéit op der Aarbecht guttdeet. D'Leit wënsche sech méi Flexibilitéit! An d'Zäiten, wou ee vun aacht bis fënnef Auer op de Büro schaffe gaangen ass, ech mengen, déi Zäite sinn eriwwer! Loosst eis dofir dem Wonsch vu ville Salariéen nokommen a mir ginn hinnen endlech d'Méiglechkeet, zesumme mat hirem Employeur hiren eegenen, hire méi flexibelen Aarbechtszäitmodell auszehandelen!

Mir hunn erreecht, dass weider Mesurë fir méi Zäit och an de Koalitiounsaccord erakomm sinn. Mir denken do un d'Recht op Deelzäit. An an Zukunft soll all Papp an all Mamm och kënnen nom Congé parental d'Méiglechkeet kréien, fir Zäit mat de Kanner ze verbréngen a gläichzäiteg awer e Fouss am Beruffsliewen ze halen.

(M. Gilles Baum vérifie son temps de parole restant.)

Ech sinn ongeféier an der Hallschent ukomm. Dat do war gutt.

Mir hunn an de leschte Wochen a Méint hei am Haus vill iwwert den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg geschwat. D'Familljepolitik, déi mir ëmgesat hunn an nach wäerten ëmsetzen, ass déi beschten Äntwert op den Aarmutsrisiko, andeems mer derfir suergen, dass kee sech muss entscheeden tëschent sengem Beruff a senger Famill. An dat bescht Rezept géint d'Aarmut ass a bleift d'Aarbecht!

D'Regierung huet et an der leschter Legislaturperiod fäerdegbruecht, de Chômagetaux Joer fir Joer erofzedrécken. Leider ass och dee beschten Aarbechtsmarché géint esou eng Pandemie net resistent. An ech si frou, dass d'Regierung beim Instrument vum Chômage partiel séier an effikass reagéiert huet, fir esou kënne Massenentloossungen ze verhënneren. An awer geet de Chômage an d'Luucht. D'Directrice vun der ADEM huet viru Kuerzem an engem Interview um Radio erklärt, dass dëst virun allem domat zesummenhänkt, dass d'Betriber am Moment manner Leit astellen. An tragescherweis trëfft dat virun allem déi Jonk, déi grad elo vun der Uni kommen oder déi hir Beruffsausbildung fäerdeg hunn. An et si grad si, déi elo keng Aarbecht fannen!

An eisen Aen ass et eng vun den Haaptaufgaben, wann net souguer d'Haaptaufgab vun der Politik, der Jugend an deene Jonken déi bescht Chancë fir d'Zukunft ze ginn. An dofir musse mer mat alle Mëttel derfir suergen, dass esou mann Jonker wéi méiglech ouni Aarbecht an hiert Beruffsliewe starten. A mir brauche ganz geziilt Mesuren, déi de Betriber ënnert d'Äerm gräifen a si dobäi ënnerstëtzen. Net nëmmen, dass si keng Leit méi entloossen, mee och, dass se kënnen nei Leit astellen.

An ech war gëschter frou ze héieren, dass d'Regierung an d'Sozialpartner sech op éischt Mesuren am Kader vun der Lutte géint de Chômage gëeenegt hunn. D'Tripartite dréit also hir éischt Friichten. A wéi de Premier gesot huet, muss alles ënnerholl ginn, fir de Leit trotz - trotz - där schwiereger Kris, an där mer sinn, Perspektiven ze ginn. Dat gëllt besonnesch fir déi jonk Leit, déi elo fir d'éischte Kéier hire Fouss op den Aarbechtsmarché setzen. An aus deem Grond gëtt d'Aide à l'embauche reforméiert an ausgeweit op d'Demandeurs d'emploi ënner 45 Joer, de Stage à l'embauche gëtt opgemaach fir Jonker ënner 30 Joer an och beim Contrat de réinsertion gëtt de Mindestalter vu 45 op 30 Joer erofgesat.

Et gëllt och haut méi wéi jee, déi néideg Formatiounen unzebidden, fir d'Salariéen op d'Aarbechtswelt vu muer virzebereeden. Jo, d'Aarbechtswelt vu muer, dat wäert eng ganz aner si wéi déi Aarbechtswelt, déi mer haut kennen. Verschidde Beruffer wäerte verschwannen, verschidde Beruffer wäerten ausstierwen, wärend aner Beruffer, déi et haut nach net gëtt, oder Beruffer, déi mer eis haut nach guer net kënne virstellen, déi wäerten nei Aarbechtsplazen an Zukunft schafen.

D'Digitalisatioun bitt grouss Chancë fir eist Land. A mir mussen eis gutt op d'Digitalisatioun um Aarbechtsmarché virbereeden, ugefaange bei deene Klengsten. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet dofir de Coding an der Schoul agefouert. An de Coding, dat ass méi wéi e bësse ronderëmklimperen op engem iPad, mee et geet hei drëm, fir op eng spilleresch Aart a Weis d'Kanner un nei Denkprozesser erunzeféieren. Mir sinn zu Lëtzebuerg an deem Beräich vun der Schoulpolitik Virreider, an dat ass och gutt esou.

An, Här President, wann ech bei der Bildung sinn, da muss ech awer trotzdeem e puer Wuert soen zu de Poleemiken, déi déi lescht Deeg a Woche ronderëm d'Schoule gemaach gi sinn.

Nodeems mir haut e puer Deeg virun der Schoulvakanz stinn - merci -, wëll ech op dëser Plaz awer eent kloerstellen, an dat ee fir alle Mol: Trotz alle Kriticken an trotz allen Attacken huet de Claude Meisch et richteg gemaach! An de Bilan gëtt em Recht. D'Rentrée an de Schoulen an an de Maison-relaisen ass gutt verlaf. Den Educatiounsministère huet opgrond vu Fakten a wëssenschaftlechen Erkenntnisser de richtegen Equiliber fonnt tëschent de Schutzmoossnamen an engem kannergerechten Emfeld. An ech wëll op dëser Plaz och d'Verdéngschter vun den Enseignanten a vun den Educateuren ervirsträichen, sief dat wärend dem Enseignement à domicile oder och elo an de Schoulen. Si hunn eng exzellent, si hunn eng exemplaresch Aarbecht geleescht! An dat sollte mer wierdegen an dat sollte mer ze schätze wëssen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir wëssen, dass den Enseignant virun der Tafel an och den Educateur an der Maison relais net kann ersat ginn duerch en iPad oder eng Videokonferenz. Nee, d'Kanner brauchen dat pedagogescht Emfeld, si brauchen hir Frënn, si brauchen hiert Léierpersonal, si brauchen hir Educateuren, well nëmmen esou an nëmme mat deem Encadrement kënne mir d'Kanner beschtméiglech op hir Zukunft virbereeden.

Mee och jiddwereen, dee schonn aus dem Schoulalter eraus ass, huet net ausgeléiert. Mat Weiderbildungsprogrammer wéi dem Digital Skills Bridge gi mir de Salariéen d'Méiglechkeet, fit ze gi fir d'Aarbecht vu muer. An ech wëll hei op dëser Plaz fir d'DP e ganz kloert Bekenntnis ginn zum digitale Standuert Lëtzebuerg: ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et sinn déi digital Technologien, déi et ville Betriber erméiglecht hunn, an der Pandemie weiderzeschaffen! A Lëtzebuerg huet et scho méi wéi eng Kéier fäerdegbruecht, fir First Mover ze sinn. Et ass en Deel vun eisem Lëtzebuerger Modell. Mir hunn eis dann, wann et néideg war, ugepasst. Mir hunn eis dann, wann et néideg war, nei erfonnt. A mir hunn et dann, wann et néideg war, fäerdegbruecht, eise Wuelstand laangfristeg ofzesécheren.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz pertinent!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dofir wäert et och an Zukunft wichteg sinn, dass mir international Firme vum Lëtzebuerger Standuert iwwerzeegen, besonnesch am IT-Beräich. Jo, mir stinn zu der Attraktivitéit vum wirtschaftleche Modell, well et ass eis Ekonomie, déi sécherstellt, dass et eis, am Verglach zu ganz, ganz villen anere Länner, aussergewéinlech gutt geet!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A genausou kloer bekenne mer eis zu de lokale Betriber, well et si si, déi d'Réckgrat vun eiser Ekonomie sinn. A wéi wichteg déi lokal Produktiounskette sinn, dat ass eis ganz schmäerzhaft bewosst ginn, wéi op eng Kéier vun engem Dag op deen aneren d'Grenze matten an Europa zougaange sinn. Jo, d'Roll vun eiser Landwirtschaft muss et eis wäert sinn, dass mir se als méi ugesi wéi nëmme Versuerger vu Liewensmëttelen. An dofir musse mir alles maachen, dass de Bauer ënnert de beschte Konditioune ka schaffen an dass en och genuch Felder a Wisen zu senger Verfügung huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Solidaritéit, dat ass elo fir mech schonn d'Wuert vum Joer 2020. A wou d'Solidaritéit tëschent den europäesche Länner zäitweis ze wënschen iwwreg gelooss huet, ass d'Solidaritéit tëschent de Mënsche gewuess. Ech muss lech soen, deen Dag, wou eis Noperen eis, an dat zum Deel ouni Virwarnung, d'Dier virun der Nues zougeklaakt hunn, den europäesche Projet an déi europäesch Solidaritéit zu engem Moment versot hunn, wou se drëngend, drëngend néideg gewiescht wären, ech mengen, do si ganz, ganz vill Europäer an d'Grübele komm.

A mir mussen eis d'Fro stellen, ob et richteg war, dass mer an de leschte Joren a Joerzéngte grouss Deeler vun eiser Industrie ausgelagert hunn a Fernost. An net nëmmen dat, och Pharma a Fuerschung! An ech sinn der Meenung, dass Europa, d'Europäesch Unioun a mir Europäer musse mat eis zu Chouer goen a mir mussen eis d'Fro stellen, ob mir net esou munches erëm sollen, ob mir net erëm esou munches mussen hei an Europa bei eis produzéieren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Verstitt mech net falsch: Ech sti méi wéi jee zu Europa an ech si weider fest dervun iwwerzeegt, dass mer eng staark Europäesch Unioun brauchen, awer gläichzäiteg huet d'Erfarung vun de leschte Méint gewisen, dass d'Stäerkte vun eise lokale Betriber a vun eise lokale Liwwerkette grad elo eng vun eise Prioritéite musse sinn. A mir mussen och de Courage hunn, fir erëm méi lokal a regional ze denken! An dat a villen Hisiichten.

An ech hu mech heiansdo gefrot, ob mäi Kolleeg an den Tourismusminister Lex Delles eng Viranung hat, wéi en d'lescht Joer déi Campagne lancéiert hat „Vakanz doheem", well mir Lëtzebuerger, mir hunn d'Tendenz, wäit ze fueren. Mir hunn d'Tendenz, eppes kucken ze goen, wat mer nach net gesinn hunn, an dobäi huet eist klengt Ländchen dach esou vill ze bidden. An ech denken net nëmmen un déi touristesch Attraktiounen, ech denken net nëmmen un d'Hoteller an net nëmmen un déi ganz, ganz vill ganz, ganz gutt Restauranten, ech schwätzen och vun eise lokale Betriber, ech schwätze vun eise Wënzer, vun eise Baueren. An ech wënsche mer, dass ganz, ganz vill Lëtzebuerger vun hirem Bong solle profitéieren, fir d'Land an d'Leit nei ze entdecken a sech gläichzäiteg zréck drop ze besënnen, wat et heescht, Produkter made in Luxembourg.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass Lëtzebuerg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Lokal konsuméiere bedeit nämlech net nëmme méi kuerz Transportweeër, schount also esou eis Ëmwelt, mee et schaaft och Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg an et séchert de Wuelstand vun eis alleguerten of.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Lokaalt, regionaalt Denken, ech mengen, dat ass fir mech en Deel vum Erfollegskonzept vun den nächste Joren. An dat gëllt och fir d'Aarbecht. Wann ech nieft der Solidaritéit eng Saach misst nennen, déi ech positiv zréckbehalen hunn aus der Coronakris, da wär et den Teletravail. Wéi et geheescht huet: „Bleif doheem!", huet et op eemol misse ganz séier goen. Honnertdausende Leit hu vun engem Dag op deen anere misse vun doheem aus schaffen. An ech mengen, den Teletravail huet säi Praxistest méi wéi bestanen a seng positiv Niewewierkungen hu mer op ville Plaze gesinn. D'Stroosse ware bal eidel, an den Zich an an de Busser war erëm Plaz. D'Leit hate méi Zäit, fir sech ze organiséiere mat hirer Famill, sech Zäit ze huelen an d'Zäit esou anzedeelen, wéi se et wollten. An ech hu mer soe gelooss, dass schonn e puer Deeg nom Confinement eng ganz Rei Butteker keng Vëloe méi hate fir ze verkafen.

Mir an der DP, mir hätten d'Coronakris awer net gebraucht fir ze wëssen, dass den Teletravail e wichtegt Instrument ass, a schonn ufangs vum Joer hu mir eise Mataarbechter an der Fraktioun d'Recht op Teletravail zougesprach.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An och de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, huet dat d'lescht Joer mat Pilotprojeten a verschiddene Verwaltunge lancéiert. Pilotprojeten, déi mam Virus ganz séier op d'Quasitotalitéit vum ëffentlechen Déngscht ausgeweit goufen an dat mat Erfolleg.

Mam Teletravail gewënnt jiddwereen, souwuel den Employé wéi och de Betrib, deen op méi zefridde Leit kann zielen. A fir dass den Teletravail och no der Kris attraktiv bleift, wëlle mir dëst Instrument weider förderen. Sou hu mer zum Beispill derfir gesuergt, dass am Klimaplang steierlech Ureizer fir Betriber a Salariéë virgesi sinn, déi vum Teletravail profitéieren an déi dorobber zréckgräifen. A mir wäerten och e gesetzlech gereegelte Kader schafen, deen d'Méiglechkeet vun de Betriber an de Salariéen net aschränkt, mee fir déi néideg Sécherheet op deenen zwou Säite suergt.

An do dernieft wëlle mer natierlech och derfir suergen, dass net nëmmen eis Residente vum Teletravail profitéieren, mee och déi Zegdausende Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen an déi och all Dag an eise Staue stinn. An ech kéint mer gutt virstellen, dass mer eng Léisung mat eisen Nopere fanne kënnen, mat där och d'Frontalieren ouni steierlech Nodeeler op d'mannst een Dag an der Woch vun dobaussen, vun doheem kënne schaffen. An ech leeën hei mäi vollt Vertrauen op de Pierre Gramegna, dee jo schonn elo an der Kris pragmatesch Accorde fonnt huet mat senge franséischen, däitschen a belschen Homologen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Eng gutt Saach!

M. Gilles Baum *(DP).*- Allgemeng wënsche mer eis nach méi Dezentraliséierung vun de staatleche Verwaltungen a Betriber. A mir brauchen och eng Landesplanung, déi d'Wunnen an d'Schaffe méi no beieneebréngt.

Esou eng Landesplanung bréngt natierlech e groussen Investitiounsbedarf mat sech. An ech wëll op dëser Säit ganz däitlech widderhuelen, wat d'DP-Parteipresidentin op eisem éischten digitale Parteikongress zu Lëtzebuerg gesot huet: Elo ass net de Moment fir ze spueren. Genau de Géigendeel ass de Fall. Mir mussen d'Investitioune weider héich halen an den Niveau vun Investitiounen halen, dee mer an de leschte Jore mat dëser Regierung gewinnt waren.

Dat gëllt awer och fir jiddwer Eenzelnen heibannen a jiddwer Eenzelnen dobaussen. Gitt eraus! Gitt an dButteker! Gitt an d'Restauranten! Maacht Iech an aneren eng Freed! Ënnerstëtzt grad elo déi Lëtzebuerger Betriber hei am Land an hëlleft domadder hinne weider! Dir hëlleft hinnen an Dir hëlleft Ärem Land.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- De Pierre Gramegna huet et mat senger Finanzpolitik a senger Budgetspolitik an de leschte Jore fäerdegbruecht, dass mir trotz héijen Investitiounen haut an enger Situatioun sinn, wou mir eis et erlabe kënnen, de Chômage partiel, d'Direkthëllefen an d'Konjunkturpäck ze finanzéieren, ouni dobäi an d'Schlidderen ze geroden. Lëtzebuerg huet viru Kuerzem souguer nach en Emprunt mat Negativzënsen opgeholl. An ech mengen, dat beweist awer, wat fir en héicht Vertrauen eist Land dobausse genéisst.

M. André Bauler *(DP).*- Dank dem Triple-A.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Elo ass net de Moment fir Steiererhéijungen, weeder fir Betriber nach fir Privatleit. A meng Virriednerin huet et gesot: „Dat wär am Moment vun der Relance Gëft fir eis Ekonomie." D'DP steet par contre weider zu hirem Verspriechen, de Steiersystem zu Lëtzebuerg méi gerecht ze gestalten. Et wier de Moment, wou een nach net wierklech d'Ausmooss vun de Schied un eiser Wirtschaft kennt, mengen ech, net seriö, iwwer eng Steierreform 2.0 ze diskutéieren. Mee de Prinzip ass a bleift, dass mer e Steiersystem brauchen, dee kee wéinst sengem Liewensmodell benodeelegt. Et muss dem Staat egal sinn, ob ee bestuet ass, gepacst ass, gescheet ass, Wittmann, Wittfra, elengerzéiend. Wat de Staat eppes ugeet, ass dat, wat mer verdéngt hunn, a soss guer näischt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, wa mer dovu schwätzen, déi richteg Léieren aus der Pandemie ze zéien, da kommen ech awer och net derlaanscht, e puer Wierder iwwert d'Gesondheetspolitik ze soen. Wie wënscht sech net e laangt, e glécklecht Liewe bei beschter Gesondheet? A wann een dann eemol krank gëtt, da wëllt een awer op dee beschte Gesondheetssystem kënnen zréckgräifen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg exzellent Gesondheetspersonal. An ech wëll all den Dokteren, Infirmièren a Mataarbechter an de Klinicken an alleguerten deene Leit, déi erausfuere bei d'Leit, fir se ze fleegen, e grousse Merci soen! E Merci net nëmme fir déi Aarbecht, déi se an de leschte Méint gemaach hunn, mee e grousse Merci fir déi Aarbecht, déi se Dag fir Dag leeschten! Si sinn ëmmer do, wa mir si am dréngendste brauchen. An dofir ass et och eis Flicht als Politiker, hinnen e Kader ze schafen, deen et hinnen erlaabt, esou gutt wéi nëmme méiglech an eiser Gesondheet a fir eis Gesondheet ze schaffen.

Wéi gëtt ëmmer gesot?: „De Patient am Mëttelpunkt", deem stëmme mir zou. Mee fir dass dat och méiglech ass, musse mir déi richteg Viraussetzunge schafen. A leider, leider gëtt et zu Lëtzebuerg nach ëmmer grouss Ënnerscheeder, wat d'Gesondheetsversuergung ugeet! Mir ginn als DP net midd ze widderhuelen, dass d'Bierger aus de ländleche Regioune vill méi laang Weeër mussen op sech huelen, wa se mussen an engem Noutfall gehollef kréien. A mäi Kolleeg a fréieren Deputéierten, den Edy Mertens, ass net midd ginn, dat ze widderhuelen, wann hien op der Chamberstribün stoung.

Ech soen et nach eng Kéier an aller Däitlechkeet: Och elo ass de Moment, fir do ze handelen! Mir brauchen eng Urgence am Osten a mir brauchen e weidere SAMU fir d'Éislek.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ...

Une voix.- … Leit an den Urgencen.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... ass kee Luxus, dat ass einfach eng Noutwendegkeet!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Och Gemeinschaftspraxisse musse mer weiderhi fërderen, fir dass och d'Schaffe vun den Dokteren am ländleche Raum méi attraktiv gëtt. Mir fuerderen och, dass déi Beschränkunge vu Servicer an de Praxisse sollen ofgeschaaft ginn. Firwat soll en Dokter net däerfen ...

M. Léon Gloden *(CSV).*- Den Här Carlo Wagner war enger anerer Meenung, Här Baum.

M. André Bauler *(DP).*- Wéini war dat dann?

Une voix.- Dat ass scho laang!

M. Guy Arendt *(DP).*- Dat ass scho méi laang hier.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech soen Iech Merci fir Är Interventioun, Här Gloden. Den Här Wagner war 1999 Minister bis 2004. A mir schreiwen elo 2020!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une autre voix.- Do war d'CSV och nach an der Regierung.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass interessant! Dir werft der CSV Saache vir, ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech soen Iech awer Merci fir d'Inter...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ... wat nach virun 30 Joer war! Mee bei Iech selwer ass et egal!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech soen Iech awer Merci fir d'Interjektioun an ech denken och ganz oft un de Carlo.

M. André Bauler *(DP).*- Haalt Iech un den Dokter Mertens!

(Interruptions)

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech hale mech un den Dokter Mertens. Et ass an der Rei.

Firwat soll en Dokter net däerfen IRM ubidden, grad an Zäiten, wou mer Angscht hunn, dass eis Klinicken iwwerlaascht sinn? Da solle mer dach frou sinn, dass d'Dokteren an hire Praxisse Servicer kënnen ubidden, fir d'Klinicken ze entlaaschten. An och d'Telemedezinn ka fir Entlaaschtung vun de Waarderaim suergen. A mir hunn dat scho laang virun dem Coronavirus gefuerdert, dass dat Instrument soll agefouert ginn. An änlech wéi beim Teletravail ass et op eng Kéier ganz, ganz séier gaangen. Elo gëllt et, net erëm a vergaange Musteren zréckzefalen, mee weider Consultatiounen iwwer Telefon an iwwer Videokonferenz unzebidden.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir wëllen net zréck an déi Normalitéit, déi mer virun der Kris kannt hunn. Net, well alles schlecht war. Ganz am Géigendeel: Ganz villes war ganz gutt. Mee mir kënnen et nach besser maachen! Mir wäerten op d'Erfolleger vun de leschte Joren opbauen an déi richteg Léieren aus der Pandemie zéien. Eist Zil ass et, dass Lëtzebuerg no der Kris besser dosteet, wéi dat virun der Kris de Fall war. A mir setzen alles drun, fir d'Liewensqualitéit vun alle Bierger zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen, ze steigeren. De Mënsch am Mëttelpunkt. D'Wuel vun all eenzelnem Bierger, dat ass dat, wat eis als Demokratesch Partei all Dag undreift!

Et gëtt nach vill ze maachen. Mir si prett, d'Äerm eropzestréppen. Mir si prett, d'Aarbecht unzegoen. Meng Fraktioun ass prett. D'DP ass prett.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... ass den honorabelen Här Georges Engel.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President! Här President!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, den Här Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hunn den Här Baum ausschwätze gelooss. Ech mengen, dat gehéiert sech. Ech hunn och äusserst interessant fonnt seng Stellungnam als Chef vun der DP-Fraktioun iwwert d'Steieren. An hien huet gesot: „Onofhängeg ob ee bestuet ass, ob ee gescheet ass, ob ee verwittwet ass, sollt jiddwereen no sengem Revenu besteiert ginn." An da stellen ech em awer elo konkreet d'Fro, well et geet eng Kéier duer mat nëmme Sonndesrieden, mee et muss een och eng Kéier kloer Kenntnisser a Bekenntnisser hunn. An dat ass déi: Sidd Dir der Meenung, dass een, deen elo bestuet ass an enger Koppel an deen d'Steierklass 2 huet, mee op dem Gesamtrevenu vun dem Menage d'Steierklass 2 huet, ob déi betreffend Ehepartner da jiddweree separat an Zukunft och an der Steierklass 2 besteiert ginn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech soen Iech Merci fir Är Fro, Här Roth. Ech hunn et gesot, mir wären effektiv elo schlecht beroden zu dësem Moment, wou mer och net wëssen, wou mer finanziell higinn, hei eppes op den Dësch ze leeën. Ech verstoppen Iech awer net, dass mer eis Gedanke gemaach hunn. Mir hunn eis Gedanke gemaach. Wat eis wichteg schéngt, ass, dass d'Familljesituatioun net méi soll spillen, och fir eng Planungssécherheet an de Koppelen ze gewärleeschten. An eist Zil ass et, eng Steierreform ze maachen, Här Roth, déi och d'Leit, déi elo an der Steierklass 2 sinn, net benodeelegt par rapport zu deenen, déi wäerten zukünfteg an d'Steierklass 1 kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et elo um honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, no engem strikte Confinement, wou d'Infektiounszuelen däitlech erofgaange sinn, an engem etappeweisen Deconfinement, wou een elo gesäit, wéi d'Tendenzen erëm an déi aner Richtung ginn, ass e gudde Moment, fir en Tëschebilan ze zéien. Wat ass an deene leschte Méint gutt gaangen a wat ass net esou gutt gelaf a wat hu mer dorauser fir d'Zukunft geléiert?

De Premier an d'Gesondheetsministesch hu gëschter e gudden an en éierleche Bilan gezu vun deene leschte véier Méint, déi a ganz groussen Zich duergeluecht hunn, dass mer eng gutt Gerance vun dëser Kris hikritt hunn, dass mer vun der auslännescher Press gelueft goufe fir eise Krisemanagement an dass eis domadder och eng Preparatioun op eng zweet Well, déi kee wëllt an déi mer ënner allen Émstänn musse verhënneren, gutt gelongen ass.

Et gouf hei net iwwert de Kléi gelueft. Et gouf gesot, wat gutt gelaf ass, an et gouf och dat gesot, wat manner gutt gelaf ass. Jo, an där Saachen, där gouf et och! Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot: Wann een e puer Honnert Decisioune muss huelen, da kann et och sinn, dass emol eng net esou duerchduecht war an dass och emol eng am Nachhinein als net déi absolutt richtegst ze zielen ass. An dat muss een och kënne soen! An dat muss ee sech och kënne selwer agestoen! Wann een dann esou vill Decisiounen hëlt, dann ass dat och net schlëmm, wann ee sech dat agesteet. Mee de grousse ganzen Decisiounspak, dee geholl gouf, ass richteg.

A mir mussen oppassen, wou mer elo higinn. An ech hunn et virdru gesot: Ech si frou, dass mer glécklecherweis déi richteg Decisioune geholl hunn. An et ass eis natierlech zeguttkomm, dass mer e staarke Gesondheets- a Sozialsystem hunn, zu deem all eis Bierger am Land Accès hunn. Obwuel mer vun enger ganz neier Situatioun iwwerrascht goufen, waren eis Strukturen net iwwerlaascht. Dëst och dank dem Asaz vun eiser Gesondheetsministesch, dem Paulette Lenert, an dem jorelaangen Asaz och vum Sozialminister, dem Romain Schneider.

Dat ass eng Léier, déi mir eis fir d'Zukunft musse mierken. No der Finanzkris hu vill Länner eng Austeritéitspolitik bedriwwen. An obwuel heibannen och, an och dobaussen, deelweis ëmmer erëm gesot gëtt, dass Lëtzebuerg dat och gemaach hätt, sinn ech der Meenung, dass dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall war. Dass dee Moment schonn déi richteg Weiche gesat goufen, dat war deemools richteg an dat ass och haut richteg. An ech hu jo mengem Virriedner elo gutt nogelauschtert: Mir sinn eis jo eens, dass eng Austeritéitspolitik net gutt wär, wa mer dat géife maachen. An dat solle mer an Zukunft dann och net maachen. Do hutt Der sécherlech d'Ënnerstëtzung vun der LSAP.

Ausschlaggeebend war sécher och déi séier Reaktioun vun der Regierung, fir fréi an de Confinement ze goen. Net all d'Länner hunn déi selwecht Strategie hei geholl. An et huet sech erwisen, dass déi Länner, déi d'Prioritéit ganz kloer op d'Gesondheet vun hire Bierger geluecht hunn a bereet waren, aschneidend Mesuren ze huelen, d'Ausbreedung vum Virus besser ënner Kontroll hate wéi anerer. Sou wéi zum Beispill a Schweden, wat oft esou als e gutt Beispill geholl ginn ass: „Kommt, mir maachen et wéi a Schweden, da loosse mer eis Ekonomie weiderlafen an da geet et eis alleguer vill besser!"

Virgëschter ass en Artikel an der „New York Times" gewiescht, wou ganz kloer drasteet, dass de Bilan vu Schweden net immens gutt ass. Si hunn e puer Doudeger weider wéi d'Nopeschlänner. Am Ganze 5.420. Si sinn déi Schinn gefuer wéi ënner anerem d'USA, Brasilien an England. An dat si Länner, déi no bei der Katastroph sinn. Wann een op d'Millioun Awunner rechent, da läit Schwede bei 40 % méi Doudeger wéi d'USA, zwielefmol méi wéi Norwegen, siwemol méi wéi Finnland a sechsmol méi wéi Dänemark. An d'Zil, d'Ekonomie ze retten, ass net opgaang. Déi schweedesch Zentralbank rechent amplaz vun engem erwaarte Plus vun 1,3 % elo mat engem Réckgang vu 4,5 %.

D'Aarbechtslosegkeet klëmmt vu 7,1 % am Mäerz op 9 % am Mee. Zum Verglach, an Dänemark, déi e staarke Confinement haten, hu mer eng Hausse vu 4,1 % op 5,6 %. Kee Confinement, fir d'Ekonomie net ze vill ze belaaschten, ass also net gelongen.

Dee Wee, dee mir hei ageschloen hunn, ass also dee richtege Wee gewiescht. An ier en aneren et seet: Nee, dat huet näischt domadder ze dinn, dass a Schweden e Sozialdemokrat Premierminister ass. Dat huet einfach domadder ze dinn, dass e falsche Choix geholl ginn ass. Well wann et eng sozialdemokratesch Linn wär, dann hätte warscheinlech den Trump an den Johnson et net gemaach.

E staarke Confinement huet natierlech ganz seriö Niewewierkungen, net nëmmen am wirtschaftleche Beräich. De Confinement hat souwuel Auswierkungen op Patiente mat anere Gesondheetsproblemer, déi sech net méi getraut hunn, an d'Spidol ze goen - wat eng falsch Decisioun war -, déi also méi spéit oder guer net bei den Dokter gaange sinn. An en hat och eng Auswierkung op déi psychesch Gesondheet vu villen. D'Elengsinn am Confinement vun deenen engen an dat Permanent-op-enkem-Raumzesumme-Si vun deenen anere ware sécher och eng Belaaschtung fir déi sozial Relatiounen.

Och wa mer d'Gesondheet vun de Leit iwwert déi wirtschaftlech Interesse stellen, ass kloer, dass mir net erëm wëllen an déi Situatioun zréckkommen. Als LSAP si mer der Meenung, dass dat och net wäert néideg sinn, well zënter dem Ufank vun der Kris villes geännert huet. Zum enge wësse mer haut vill méi iwwert dee Virus, wéi sech de Virus ausbreet, wéi e sech verhält, wéi nach am Mäerz. An zum aneren hu mer haut vill méi Moyenen a besser Capacitéiten, fir op Neiinfektiounen ze reagéieren. De virsiichtege schrëttweisen Deconfinement a Kombinatioun mat geziilten Testreien hu kloer gewisen, dass déi meescht ekonomesch Aktivitéite kënne relativ normal weiderlafen, wa bestëmmte Sécherheetsmoossname respektéiert ginn. An déi dierfe mer elo net liichtfankeg op d'Spill setzen.

Mir kennen déi Verhalensweisen, déi mat engem héijen Ustiechungsrisiko verbonne sinn. Et ass also méiglech, dauerhaft ouni Confinement ze fonctionéieren, wa mer eis un déi bekannte Reegele vun de Gestes barrières, vun der physescher Distanz, vum Droe vum Mondschutz op Plazen, wou d'Distanzen net agehale kënne ginn, halen. Dat misst awer elo jiddwerengem bekannt sinn. Et gouf jo genuch kommunizéiert. Et goufen Toute-boîtten en masse verdeelt. A jiddweree kann … Also, et ka keen op alle Fall soen, dass en net informéiert wär, wat ee misst maachen. Mee trotz aller Virsiicht ass et onvermeidlech, dass d'Infektiounszuele par rapport zur Phas vum Confinement an d'Luucht ginn. Mir mussen awer verhënneren, dass dësen Ustig exponentiell an d'Luucht geet an eise Gesondheetssystem am Fall vun enger zweeter Well géif iwwerlaaschten.

Déi Tendenz, déi mer zanter enger Rei vun Deeg gesinn, déi mécht eis Suergen. Et ass haut nach net kloer, ob sech d'Zuele vun den Neiinfektiounen op deem Niveau hale loossen oder ob et ganz einfach erëm e séieren, e staarken Ustig gëtt. Mir wëllen awer net einfach d'Hänn an de Schouss leeën an dat elo ofwaarden. Et ass kloer ze gesinn, dass de Problem am private Beräich entsteet, wou en Deel vun der Bevëlkerung sech net bewosst ass, dass d'Kris nach net eriwwer ass!

Et feelt do u Verständnis, dass de Mangel un Disziplinn ganz verheerend Konsequenze fir eng ganz Bevëlkerung kann hunn, mat oder ouni Verbuet! Wann de Virus sech onkontrolléiert ausbreet a vill Leit gläichzäiteg krank ginn,

steet domat net nëmmen hir eege Gesondheet an am schlëmmste Fall hiert Liewen um Spill, mee och déi ekonomesch Existenz vun Dausenden an Dausende Leit, deenen hire Betrib faillite geet, déi net méi kënnen als Independant schaffen oder déi hir Aarbecht verléieren. Ech weess net, ob déi Leit sech alleguer däers bewosst sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Wéi wouer!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Aus de Kommentare vun enger Rei vu Leit liest een eraus, dass si d'Gefill hunn, dass et net de Virus ass, mee déi staatlech Mesurë sinn, déi responsabel wiere fir déi schwiereg Situatioun, an där mir haut sinn. Dat ass eng falsch Interpretatioun vun de Fakten! Déi streng Mesuren hu Schlëmmeres verhënnert! An et brauch ee just e Bléck op aner Länner ze werfen, wou de Staat net oder wéineg intervenéiert huet, fir ze gesinn, wat d'Konsequenze sinn. Ech hu virdrun d'Beispill vu Schweden, vun den USA, vu Brasilien oder vun England ernimmt.

Wa mir weiderhin esou staark drop pochen, dass jiddweree säi Bäitrag leescht, fir eng zweet Well ze verhënneren, da läit dat net dorunner, dass mir Freed dorunner hätten, fir d'Fräiheet vun deem Eenzelnen anzeschränken. Déi Freed, déi huet heibanne keen! An dat wär jo och domm, wann een déi Freed hätt. Mee dat läit virun allem dorunner, dass mir alle Leit d'Méiglechkeet wëllen erhalen, relativ normal duerch déi Kris hei ze kommen. Am äusserste Fall muss de Staat sech d'Moyene ginn, fir Eenzelner, déi ganz onasiichteg sinn a mat hirem Verhalen aner Leit a Gefor brëngen, ze sanktionéieren. Mir géifen eis wënschen, dass dat net néideg wier, mee d'Erfarung aus de leschten Deeg weist, dass et awer eng Minoritéit vu Leit gëtt, déi mengen, d'Reegele wären net fir si. A mir mussen hei, wéi ech virdru gesot hunn, d'Prioritéit nach eng Kéier op d'Sensibiliséierung leeën a virun allem op de Schutz vun der Allgemengheet.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass de Staat weiderhi muss Campagne maachen an d'Leit muss motivéieren, fir sech responsabel ze verhalen, fir dass méi staark Aschränkungen net noutwendeg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Am Beräich vun der Educatioun ass et nach ze frëi, menger Meenung no, fir definitiv Konklusiounen iwwert den Emgang mat der Coronakris ze zéien. Éischt Léiere kann een awer sécherlech schonn zéien.

Fir eis Kanner war et wuel, an dat bestätegen all d'Dokteren an d'Psychologen, mat déi schwéierst Zäit, fir duerch dee Lockdown a soumat d'Schoul doheem ze goen. D'Kanner an d'Jugendlecher brauchen de Kontakt zu hire Kolleegen a Frënn, fir sech optimal ze entwéckelen. Si brauchen awer och den direkte Kontakt zum Enseignant, fir an der Schoul esou gutt wéi nëmme méiglech virunzekommen.

An derbäi kënnt, dass net all Kand doheem déi selwecht Ënnerstëtzung a Liewensbedéngungen huet. Net all Kand huet e Laptop. Net all Kand huet e rouegt Zëmmer, fir sech zréckzezéien a fir roueg kënnen ze léieren. Net all Kand huet Elteren, déi engem doheem och kënnen hëllefen.

Mir mussen eis hei fir méi Chancëgläichheet asetzen an d'Konditioune verbesseren, fir der Chancëgläichheet esou no wéi méiglech ze kommen. Eng absolutt Chancëgläichheet wäert et menger Meenung no ni ginn, mee mir musse kucken, eis Konditiounen ze schafen, fir sou no wéi méiglech un d'Chancëgläichheet erunzekommen.

Eng Aufgab vun eise Schoulen ass et, och Kanner aus manner favoriséierte Familljen déi selwecht Chancen op eng gutt Bildung ze bidde wéi deenen aneren. Dofir war et richteg a wichteg, datt d'Regierung alles drugesat huet, fir d'Schüler nees esou séier wéi méiglech an d'Schoul ze kréien.

Dee ganze Mount Mee war souzesoen e Mount vun der Rentrée, wou déi verschidden Alterskategorien eng no där anerer gréisstendeels an engem A-a-B-Modell zréck an hir jeeweileg Schoul gaange sinn. Den Opwand, deen heifir bedriwwe gouf, dee war enorm. Mee fir d'Recht op Bildung, wat all Kand zousteet, kënnen héichzehalen, war et deen Opwand fir d'LSAP awer derwäert.

Iwwert d'Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppe kann ee gedeelter Meenung sinn. Sécherlech war awer déi grondsätzlech Iwwerleeung, d'Kanner erëm zesummen an d'Schoul ze schécken, eng richteg Iwwerleeung. Ob et den Opwand an d'Opreegung fir déi lescht zwou Wochen elo wierklech derwäert war, doriwwer léisst sech effektiv diskutéieren, mee d'Iddi hannendru war awer eng nobel an eng gutt an eng richteg.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Eng Léier, déi hei awer scho ka gezu ginn, dass d'Decisiounen an Ofsprooch mam Terrain zesumme mat allen Acteure musse geholl ginn, dat ass sécherlech eng vun deene Léieren, déi mussen hei gezu ginn. D'Verwirrung an den Duerjernee bei Elteren an Enseignante wierkt sech in fine schlecht op d'Kanner an hire Parcours aus. An duerfir ass et och wichteg, sou fréi a sou kloer wéi nëmme méiglech d'Weiche bei der Rentrée fir am September ze stellen.

Jo, firwat net elo alle Bedeelegte scho kloer soen: „Wann deen een oder deen aneren Zenario antrëtt, wäert d'Schoulrentrée nees normal oder mat A-a-B-Zenario oder an engem aneren Zenario duerchlafen."? Ech mengen, dass do klore Wäi muss ageschott ginn, sou séier wéi een dat ka maachen.

Och wat d'Digitaliséierung an der Schoul ugeet, déi jo duerch dës Kris en enorme Schub krut, mussen déi richteg Léiere gezu ginn. Mir hu geléiert, dass näischt a keen en Enseignant an de physesche Kontakt mat him kann ersetzen. Ech wéilt hei och eng Klammer opmaache fir de Beruffsstand vun den Enseignanten, deen der jo oft laanscht d'Bake kritt.

Ech hu gesinn, wivill Leit sech enorm - enorm! - agesat hunn, fir hire Kanner an där Zäit vum Confinement esou gutt wéi méiglech Schoul ze halen. An dat war eng ganz grouss Leeschtung fir ganz, ganz vill Enseignanten. Ech hu mat eisem regionalen Direkter rieds gehat an deen huet gesot: „Mat vläicht enger Ausnam muss een deenen Honnerten Enseignanten, déi bei eis an der Gemeng sinn," an ech ginn dervun aus, datt et bei deenen anere Gemengen horgenau d'selwecht war, „soen, datt se sech ganz gutt a ganz staark derfir agesat hunn an och ganz vill geschafft hunn."

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An et muss een hei och kucken, wéi een dee Beruffsstand dann och an Zukunft ka stäerken. Hei huet an deene sëllechen Debatten, déi mir am Kader vun Aktualitéitsstonnen a Gesetzesprojeten haten, och d'Francine Closener fir d'LSAP schonn eng Partie Iddie virgedroen.

Ech denke sou zum Beispill un d'Aféierung vun enger Taskforce an de Schoulen, déi aus Educateuren, Assistant-sociallen an Infirmiere kéint bestoen, fir esou den Enseignant och ze entlaaschten an en zu deem kommen ze loossen, wat u sech seng Haaptaufgab ass, nämlech d'Vermëttelen och vu Matière.

Ech denken awer och un d'Fuerderung, fir d'Iddi vun enger moderner Ganzdaagsschoul nees op den Ordre du jour ze huelen. Déi lescht Woche sinn d'Kanner vun 8.00 bis 13.00 Auer an d'Schoul gaangen. E Modell, deen, sou schéngt et jo mol, bei villen Acteure gutt ukomm ass. Mir mengen, dass hei zumindest eng Analys néideg wier, ob dat net dee bessere System fir d'Kanner wier, wou si dach moies méi konzentréiert si wéi mëttes, a se mëttes esou méi Zäit hätte fir Nohëllefstonnen, fir Saachen ze verdéiwen oder aner Hobbyen, zum Beispill Musek a Sport.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, et war wichteg an et ass weider wichteg, datt d'Schoul ka sou gutt wéi nëmme méiglech an dësen Zäite funktionéieren. Mir wëlle ganz kloer keng sougenannte „verluere Generatioun" produzéieren. Ech si mer awer och sécher, datt mir dat a reegelméisseger Ofsprooch mat dem Terrain kënnen evitéieren. Dat si mir där Generatioun schëlleg. Well d'Schüler vun haut, d'Schüler, déi dës schwéier Zäit matgemaach hunn, déi dierfen net d'Chômeure vu muer sinn! Woumat ech beim Theema vun der Beschäftegung ukomm sinn.

D'Coronakris, initial eng sanitär Kris, huet sech mëttlerweil an eng enorm wirtschaftlech Kris ëmgewandelt mat gréisserer Auswierkung op den Aarbechtsmaart.

De Staat huet direkt vun Ufank un haart Moossname getraff a bewisen, datt hien an dëser Kris eng wichteg Roll ze spillen huet. De Staat huet versicht, d'Auswierkunge vun der Kris op den Eenzelen ze minimiséieren, an huet direkt Moossnamen ergraff, fir net nëmmen d'Gesondheetsbedroung, mee och de wirtschaftlechen Abroch an d'Auswierkungen op den Aarbechtsmaart, déi dës Kris mat sech brëngt, ofzeschwächen.

Wéi eisen Aarbechtsminister, den Dan Kersch, och sot: „Dat wichtegst Instrument, wat an dëser Kris agesat ginn ass, ass ouni Zweifel dat vun der Kuerzaarbecht, dat vum Chômage partiel." Dës Moossnam huet et erlaabt, de Betriber direkt ze hëllefen, fir eebe grad och d'Aarbechtsplazen ze stabiliséieren an Entloossungen ze verhënneren. Et sinn Upassunge bei der Kuerzaarbecht gemaach ginn, fir datt alle Salariéen an dëser aussergewéinlecher Situatioun gehollef konnt ginn. Eng Moossnam, déi de Staat bis haut schonn ongefeier bal eng Milliard kascht huet.

Am selwechte Kontext war eng aner wichteg Moossnam déi, datt d'Indemnitéit, déi d'Leit wärend der Kuerzaarbecht ausbezuelt kruten, net ënnert de Mindestloun konnt falen an datt eng eventuell Differenz duerch de Beschäftegungsfong ausgeglach gi konnt. Esou konnt verhënnert ginn, datt déi souwisou scho komplizéiert Situatioun vun deem engen oder vun deem aneren nach zu enger méi grousser sozialer Kris gefouert hätt.

Et ass weiderhi wichteg, un der Aarbechtsmaartpolitik ze schaffen. An engem Joer ass d'Aarbechtslosenzuel dramatesch geklommen: ëm 33 % vu 5,5 % op 7 %. An d'Jugendaarbechtslosegkeet ass och staark geklommen. Et geet elo drëms, eng proaktiv Aarbechtsmaartpolitik ze hunn an och deene Jonken ze hëllefen.

Duerch d'Kris ass d'Integratioun vun deene jonke Leit um Aarbechtsmaart geschwächt ginn. Laut der Organisation internationale du travail huet an Europa ee vu sechs jonke Leit seng Aarbecht zanter dem Ufank vun der Pandemie verluer. D'Zuele gesi fir Lëtzebuerg och net gutt aus. D'Aarbechtslosenzuel vun deenen ënner 25 Joer ass an engem Joer ëm 59,1 % geklommen.

Dës Generatioun huet elo Angscht virun der Zukunft. A mat der Kris kréien déi jonk Leit, déi am Moment no engem Stage sichen oder déi op den Aarbechtsmaart wëllen, nach méi Schwieregkeeten. A wéinst der onsécherer ekonomescher Situatioun bidde vill Betriber keng Ausbildung oder Aarbecht un. Et muss deene jonke Leit gehollef ginn. Si dierfen net déi Haaptleidtragend vun dëser Kris sinn.

An dësem Kontext begréisse mir als LSAP, datt et zu enger éischter Sitzung vun der Tripartite komm ass. Et ass net nëmmen den Här Spautz, deen déi schonn Enn Abrëll gefrot huet, et sinn och Leit aus der LSAP, déi gefrot hunn, datt d'Tripartite soll kommen. An datt d'Aarbecht respektiv de Chômage am Mëttelpunkt vun dëser Tripartite stoungen, dat ass och richteg esou. Als Sozialiste fanne mir, am Sënn vum Sozialdialog an der sozialer Kohäsioun, eng Tripartite nämlech absolutt opportun an onëmgänglech. An dofir ware mir schonn am Ufank vun der Kris iwwerzeegt, datt et wichteg a richteg wier, eng Tripartite anzeberuffen.

Wärend der Tripartite si verschidde Moossnamen diskutéiert ginn, déi besonnesch d'Aarbechtswelt beaflossen. Déi wirtschaftlech Relance kann och just méiglech sinn, wa keng weider Auswierkungen op den Aarbechtsmaart kommen.

Mir begréissen, datt déi dräi Partner an där Kris e gemeinsamen Interessi gewisen hunn an datt schonn zéng zousätzlech Moossnamen zréckbehale ginn, fir déi steigend Entwécklung vun der Aarbechtslosenzuel ofzefiederen.

Dem Dan Kersch war et extreem wichteg, datt d'Moossname fir jonk Leit erweidert géife ginn. A mir si frou, datt et hei zu engem Konsens koum. Moossname wéi staark Efforten am Beräich vun der Entwécklung vun de Kompetenzen, mam Schafe vun enger Taskforce, oder déi berufflech Ausbildung fir jonk Leit, andeems d'Stagë fir d'berufflech Qualifikatioun fir déi ënner 30 Joer opgemaach solle ginn, oder nach datt d'Hëllef bei der Astellung vu Chômeuren op d'Leit ënner 45 Joer verlängert solle ginn, sinn alles Moossnamen, déi zur Reduktioun vun der Jugendaarbechtslosegkeet wäerte bäidroen. Et ass wichteg, d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen, andeems d'Weiderbildung ënnerstëtzt gëtt.

D'Kris stellt eis viru grouss Erausfuerderungen, déi mir nëmmen zesumme kënne packen. Nieft all deenen Aarbechtserhalungsmoossnamen dierf awer sécherlech net vergiess ginn, datt d'Erhale vun der Kafkraaft och eng wichteg Roll spillt an net reduzéiert dierf ginn, an dëst besonnesch och fir déi méi vulnerabel Leit.

Et muss vermeit ginn, dass duerch déi Kris déi sozial Schéier weider auserneegeet. Mir dierfen déi schwächst an déi vulnerabelst Persounen an der Gesellschaft net nëmmen net vergiessen, mee mir musse se och schützen! Et ass eppes géint déi sozial Ongläichheete gemaach ginn. Grad a Krisenzäite ginn d'Inegalitéiten awer méi grouss. An déi kënne sou natierlech da ganz séier déi sozial Kohäsioun an eisem Land opfriessen. Dat ass net gutt!

E weidere grousse Brennpunkt hei ass sécherlech och de Logement. Eng Rei vu Mesurë si geholl ginn. Et geet an déi richteg Richtung, mee de Logement ass a bleift sécherlech och ee Problem vun eiser Gesellschaft, deen à l'origine ass vun enger ganzer Rei vun anere Problemer, déi schnellstméiglech mussen ugaange ginn a wou och schnellstméiglech musse Léisunge fonnt ginn.

Anescht wéi a villen anere Länner huet Lëtzebuerg glécklecherweis eng gesond Marge budgétaire, déi et der Regierung erlaabt, duerch déi kontrazyklesch Politik vun der Relance eng Politik ze maachen, déi elo gebraucht gëtt. Dës favorabel Situatioun kënnt net vun ongefeier. Si ass d'Resultat vu gesonde Staatsfinanze virun der Kris an d'Resultat vun engem virsiichtegen Emgang vun der Regierung mat den ëffentleche Finanzen.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg am Joer 2018 en Iwwerschoss vun 121 Milliounen Euro am Zentralstaat hat. An zu dëser Zäit koumen - an haaptsächlech hei vu menger rietser Säit - Fuerderungen, d'Steieren erofzesetzen, d'Kannergeld unzepassen, den Index an hei an do. Ech weess net, wat nach alles koum. Et goufe wierklech Fuerderungen, déi Suen do ënnert d'Leit ze brëngen. D'Regierung huet, wéi sech elo hei weist, de richtege Choix gemaach, net liichtfankeg op den Zuch vum séiere Geldausdeelen opzesprangen.

Déi Situatioun, an déi mer elo duerch déi ekonomesch Repercussioune vun der Pandemie kommen, féiert natierlech derzou, dass sech eis Staatsfinanzen elo verschlechteren. Den direkte budgetären Impakt vum Stabiliséierungsprogramm läit bei 2,3 Milliarden Euro. Dat ass eng enorm Zomm. Dobäi kënnt och de Käschtepunkt nach vum „Neistart Lëtzebuerg", dee sech tëschent 700 an 800 Millioune beleeft.

Wann dës Zuelen engem vläicht kéinten Angscht maachen, sou muss ee se awer och an hire Kontext setzen. Mir erliewen hei dee schlëmmsten Abroch vun der Aktivitéit zanter 1945! An eis däitsch Nopere si beispillsweis net manner ambitiéis wéi mir. An nëmmen engem Joer wäerte si hir Staatsschold ëm 15 Prozentpunkten op hirem PIB eropschrauwen.

Et gëtt keng seriö Alternativ zu enger interventionistescher Finanzpolitik, déi d'Kafkraaft erhält an Aarbechtsplazen ofséchert. De Statec geet a sengem „Conjoncture Flash" vum Mee 2020 dovunner aus, dass de Chômage partiel an de Congé pour raisons familiales zesumme ronn 15.000 Aarbechtsplaze wäerte retten oder gerett hunn. De finanziellen, ekonomeschen a soziale Käschtepunkt vu 15.000 Aarbechtsplazen, déi verluer gaange wieren, wier sécherlech laangfristeg vill méi héich gewiescht wéi déi budgetär Depense, déi mer elo duerfir bereetstelle mussen.

Et wier och hei eng Kéier wichteg ze ënnersträichen, dass souwuel d'EU-Kommissioun wéi den FMI an hire Projektiounen den Abroch vun der wirtschaftlecher Aktivitéit zu Lëtzebuerg zum Deel iwwer 1 Prozentpunkt manner déif projezéieren, wéi de Basiszenario am PSC. Et ass gutt, dass eis Regierung eng virsiichteg Approche hëlt, an et ass nach besser, dass d'Majoritéit hei net a Panik verfall ass.

De Grand-Duché, a méi genee d'Regierungspolitik, genéisst eng grouss Kredibilitéit dobaussen. A virdrun ass et scho gesot ginn: Dëst ass nach eng Kéier däitlech ginn, wéi Lëtzebuerg am Abrëll en Emprunt zu extreem gudde Konditiounen eng zweete Kéier innerhalb vu sechs Méint zu engem negativen Taux konnt ophuelen. Den AAA, wéi den Här Bauler virdru scho gesot huet, ass sécherlech Schold dorunner.

M. André Bauler *(DP).*- Zu minus 0,0035 %.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ganz richteg, Här Bauler.

Als LSAP ass et eis wichteg, eis ëffentlech Investitioune weider héichzehalen. Mir senden doduerjer e wichtegt Signal fir d'Stäipe vun der Ekonomie. An dës Efforten, fir kënnen de gewënschten Effet ze hunn, déi mussen och um Gemengenniveau weidergedroe ginn. Aus deem Grond mussen eenzel Gemengen, déi riskéieren, a Schwieregkeeten ze kommen, vläicht dann och gehollef kréien. Mir begréissen, dass d'Inneministesch, d'Taina Bofferding, de Gemengen zousätzlech Hëllefe bei Investissementer an Aussiicht gestallt huet.

D'Mobilitéit, Dir Dammen an Dir Häre, spillt och an der Fräizäit eng wichteg Roll. An Zäiten, wou een net weess, wéi sech d'Pandemie an deene kommende Méint weltwäit entwéckelt a wat fir eng Grenzen op oder zou sinn, iwwerleeë vill Leit zweemol, ob se dëst Joer wierklech eng Vakanz mam Fliger op auslännesch Destinatioune wëlle maachen an ob dat wierklech muss sinn.

Mir hu schéin Ecker hei am Land - de Gilles Baum huet et gesot -, déi et ze entdecke gëllt. A mir hunn och ganz gutt Hoteller a ganz gutt Restauranten. Et kann een hei zu Lëtzebuerg ganz gutt Vakanz doheem maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Regierung ënnerstëtzt dat jo mat engem Bong vu 50 Euro

fir all Resident a Frontalier iwwer 16 Joer. Ech hu mäin och gëschter kritt. Eng immens flott Aktioun, déi de Leit e konkreeten Ureiz gëtt, fir deen dach esou wichtegen Horeca-Secteur hei am Land ze ënnerstëtzen. Dat si ronn 3.000 Entreprisë mat ronn 20.000 Employéen. Dat ass e ganz wichtege Secteur.

An deem Kontext sinn och hei d'Beméiunge vu weidere Mesurë fir den Horeca-Secteur, awer och fir den Evenementiel vun der Regierung ze begréissen. Besonnesch ervirzeträichen ass, dass duerch den Asaz vun eisem Aarbechtsminister de Chômage partiel fir all dës am meeschte betraffe Betriber a Secteure bis zum Enn vum Joer weider ugefrot ka ginn. Bis dato goufen dann och schonn iwwer 100 Milliounen Euro un Avancen eleng un den Horeca-Secteur ausbezuelt.

Wien dëse Summer also decidéiert, Vakanz heiheem ze maachen, ënnerstëtzt domadder déi lokal Betriber, déi dat dréngend néideg hunn, a kann niewebäi och e Bäitrag maachen zu engem nohaltegen Tourismus. Wann een net ze wäit an d'Ausland fortfiert, belaascht een d'Emwelt och domadder manner.

Fir déi, déi trotzdeem léiwer wëllen an d'Ausland Vakanz maache goen, do gëllt déi selwecht Recommandatioun wéi fir déi, déi heiheem bleiwen: Sidd virsiichteg a bleift gesond! A mir ënnerstëtzen hei voll a ganz eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, a senge Beméiungen, datt d'Grenze weider opbleiwen an datt eis Reesfräiheet net ageschränkt gëtt, och wann een do scho bedenklech Tendenzen aus dem Ausland héiert, déi eis Fräiheeten hei wëlle begrenzen.

(M. Georges Engel prend une gorgée d'eau.)

Ei, gutt Lëtzebuerger Waasser!

D'Pandemie huet zu …

(Interruption)

… - richteg! - enger ekonomescher Kris gefouert, déi anescht wierkt wéi aner ekonomesch Krisen an der Vergaangenheet. Am Géigesaz zum Crash boursier vun 1929 oder der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2009 huet dës Kris déi reell Ekonomie direkt an d'Häerz getraff a riskéiert, eréischt an enger zweeter Etapp Repercussiounen op d'Finanzwelt ze hunn.

An dëser Kris ass de Poids vun der Finanzbranche an eiser Ekonomie éischter vu Virdeel gewiescht, well dëse Secteur ouni grouss Problemer u sech konnt op den Teletravail setzen. Effektiv ass den Teletravail ee vun de grousse Gewënner vun dëser Kris. Et ass virdru schonn e puermol gesot ginn.

Bestëmmte Secteuren, notamment d'Konstruktioun, mee och de Commerce an d'Horeca, déi hunn - ech hunn et virdru gesot - extreem gelidden. A fir dës Secteure wier en zweete Confinement a ville Fäll dramatesch. Wa jiddwer Eenzele vun eis responsabel handelt, da brauche mer keng nei Beschränkunge fir d'Aktivitéit vun eise Betriber, sou wéi dat wärend der Phas vum Confinement de Fall war.

Vill Betriber sinn allerdéngs wärend dem Confinement ganz innovativ gewiescht. Iwwregens och de kulturelle Secteur, fir deen ech hei eng Klammer wéilt opmaachen, dee ganz innovativ ginn ass an deen och ganz flott Projete lancéiert huet. Mee sou och aner Betriber. Déi hunn no neie Weeër gesicht, fir hir Aktivitéiten zum Beispill mat Hëllef vun Onlineplattforme kënne weiderzefeieren. Mee trotzdeem muss ee feststellen, datt d'Aktivitéit nach net déi ass, wéi se virdru war.

Dëst läit och un der Onsécherheet, déi vill Leit spieren. An onsécheren Zäiten, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt gespuert a manner konsuméiert. A Frankräich gëtt geschat, datt am Confinement a lo am Deconfinement eng 75 Milliarden Euro zousätzlech gespuert goufen. An am Abrëll sinn d'Suen op den Depoten zu Lëtzebuerg 12 % méi héich gewiescht wéi zwielef Méint virdrun. An dës Sue gëllt et och ze mobiliséieren. Dat wär e wichtege Schrëtt fir eng Relance.

An dofir ass de Programm „Neistart Lëtzebuerg" esou wichteg. Hei gi geziilt de Commerce de détail, den Evenementiel, den Tourismus an den Horeca ënnerstëtzt. Besonnesch ervirsträiche wéilt ech hei de Fonds de relance et de solidarité pour entreprises: An de besonnesch impaktéierte Secteuren, déi méi wéi 25 % Abroch vum Chiffre d'affaires erlieft hunn, gëtt et jo elo 1.250 Euro pro Salarié en poste respektiv 250 Euro pro Salarié, deen am Chômage partiel ass. An dat sinn Hëllefen, déi sinn extreem wichteg. Dës Hëllefen, déi gëlle lo fir weider sechs Méint, fir Independante gradesou wéi fir all aner Entreprise vun all Gréissten.

Dëse Programm, dee sicht - an dat muss een awer mol eng Kéier soen - sengesgläiche ronderëm! Dat ass eng enorm Hëllef fir déi Entreprisen!

Doriwwer eraus musse mir wärend dëser aschneidender Kris allerdéngs och d'Opportunitéit notzen, eis Ekonomie fit ze maache fir d'Zukunft. An anere Wierder, et ass virdrun och scho gesot gi vum Här Baum an och vun der Madamm Hansen: Innovatioun férdere mat engem besonneschen Akzent op d'Kreeslafwirtschaft.

Hei ass de Projet de loi 7594 vum Wirtschaftsminister Franz Fayot genau dee richtege Wee. Dräi cibléiert Hëllefe fir Investissementer:

- an e Projet de développement;
- an e Projet d'efficacité énergétique, an
- an e Projet d'innovation de procédé.

Eng Majoratioun vun 20 % kritt d'Entreprise, wann de Projet sech an d'Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft aschreift. Mir ënnerstëtzen also konsequent heimadder d'Ekonomie vu muer, eng Ekonomie mat wéineg Energie- a Ressourcëverbrauch.

Mir dierfen op kee Fall Retarden hei kréien an deenen Zukunftsinvestitiounen, weeder am privaten nach am ëffentleche Secteur. Mir dierfen net an déi Fal tappen an elo mengen, dass duerch déi heite Kris d'Klimakris an den Hannergrond misst gesat ginn. D'Coronakris kënnt sécherlech eng Kéier op en Enn. Mir hoffen dat op alle Fall alleguerten, mee d'Klimakris wäert dee Moment nach do sinn. Energie a Klima sinn zentral Prioritéite vun dëser Regierung. An d'Ziler am Klimaschutz an am Emweltschutz dierf een net aus den Ae verléieren. Et ass duerfir och elo dee richtege Moment, fir weider un enger klimaneutraler Wirtschaftspolitik ze schaffen.

Als LSAP hu mer dee Pak „Clever wunnen - Gréng Relance fir Lëtzebuerg" vun der Regierung begréisst. An enger éischter Phas sinn et Moossname mat Laangzäitwierkung, déi geholl ginn, déi et erméiglecht hunn, d'Bierger a lokal Handwierker ze ënnerstëtzen an esou d'Verbindung tëschent der wirtschaftlecher Entwécklung an der Klima- an Energiepolitik ze stäerken. Als LSAP ass et eis awer extreem wichteg - an dat dierfe mer an dat wäerte mer och ëmmer erëm hei widderhuelen -, datt déi sozial Komponent hei och berücksichtegt gëtt.

Et dierfen net nëmme Moossname geholl ginn, déi de Leit mat enger grousser Kafkraaft wäerten hëllefen, an dëst ëmsou manner elo, wou dës sanitär Kris och eng ekonomesch Kris mat sech bruecht huet. Als LSAP wëlle mir net, dass déi Vulnerabelst, déi elo schonn an dëser sanitärer Kris nach méi geschwächt goufen, am Stach gelooss ginn. D'Land besteet och aus Leit, déi manner Geld verdéngen an déi zemools an dësen Zäite sécherlech d'Geld net hunn, fir an Energie an a Klima ze investéieren. Et muss un eng nohalteg Entwécklung fir eis all geduecht ginn. Wéi gesot, ouni sozial Dimensioun sinn déi Efforte fir de Klimaschutz a fir d'Emwelt alleguer ëmsoss.

Fir eis ass och elo de Moment komm, wou et noutwendeg ass, méi wäit ze kucken. D'Situatioun, an där mir haut sinn an déi sécherlech nach wäert undaueren, ass eng ganz aner wéi déi, wéi den ambitionéierte Klima- an Energieplang gestëmmt ginn ass. Et geet eis elo iwwerhaapt net drëms, fir déi Ziler elo net méi ze verfollegen, mee mir mengen awer, et wier de Moment, fir nees eng Kéier iwwert d'Moossnamen aus deem Energie- a Klimaplang ze kucken an ze diskutéieren, well d'Moossname musse prioriséiert ginn. An et muss gekuckt ginn, wéi eng Moossnamen elo opportun sinn, méi opportun sinn, fir dass mir eis Ziler kënnen erreechen.

Et wier wichteg, Analysen ze hunn, déi et erméiglechen, den Impakt vun deene Moossname genau erauszefannen an esou ze gesinn, ob duerch ënnerschiddlech Moossnamen eis Klima- an Energieziler méi séier kënnen erreecht ginn. Et muss een do de Käschtepunkt versus d'Resultat leeën. Zum jëtzegen Zäitpunkt kënne mer eis et net erlaben, Moossnamen ze huelen, déi nach méi sozial Inegalitéite mat sech géife bréngen.

Par contre si Mesuren, déi d'Energieeffizienz verbesseren, oft duebel sënnvoll, well se engersäits e Bäitrag zu de Reduktiounsziler leeschten an anerersäits iwwert d'Zäit kënne rentabiliséiert ginn. Ech soen et nach eng Kéier: Mir stinn zu deenen Ziler, mee mir hätte gären eng Prioriséierung, déi eis séier virubréngt.

Wärend dem Confinement sinn d'Emissiounen un Zäregasen däitlech zréckgaangen, souzesoen als Kollateralnotze vun enger staark reduzéierter Wirtschaftsaktivitéit. Zu Lëtzebuerg spillt bekanntlech do den Transportsecteur eng weesentlech Roll bei dësen Emissiounen. A lo, wou en Deel vun den Aktivitéiten erëm méi normal uleeft, wier et interessant ze kucken, ob mer ënner anerem wéinst deem verstäerkten Teletravail weiderhin e positiven Effekt an deem Sënn kënne verzeechnen. Dat ass och schonn e puermol hei ernimmt ginn.

Ech kommen zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären. Mir duerchliewen eng Zäit, déi fir eis all schwiereg ass, ekonomesch, sozial an um Gesondheetsplang, wou mer net op Erfarunge vu fréier oder vun anere kënnen zréckgräifen. An esou enger Situatioun heescht et zesummenzehalen. Et gouf an et gëtt nach ëmmer eng ganz grouss Solidaritéit an eiser Gesellschaft, op déi ech ganz houfreg sinn, well se Lëtzebuerg auszeechent.

Vill Leit hu sech engagéiert um professionellen an um benevolle Plang. Dem Opruff, fir zesummenzestoen an do ze hëllefen, wou Nout um Mann ass, hu ganz vill Leit nogezunn, deen hu ganz vill Leit héieren an do hu ganz vill Leit matgemaach. Um Nationalfeierdag, sou wéi dat an deene leschte Joren Usus ass, hätte mer dëst Joer sécherlech keng Problemer gehat, fir Leit aus eiser Mëtt ze fannen, fir si fir hiren Engagement fir eis all ze éieren. Ech mengen, dass een dat net soll vergiessen an hinnen och deen néidege Merci sollt zoukomme loossen.

Ech denken hei net nëmmen - natierlech och, mee net nëmmen - un déi Leit aus dem Gesondheetssecteur, mee och un déi ganz vill aus dem Commerce, dem Transport, de Sécherheetsfirmen, dem Botzsecteur, de Gemengen, dem Staat an alleguer déi aner. Et sinn der ganz vill, déi gehollef hunn, dass mer gutt duerch déi Kris hei komm sinn.

Um politesche Plang sollt een, nieft all deenen Differenzen, déi sech hei opgezeechent hunn an déi sech - an dat sief mer awer erlaabt, ze soen - hei ganz oft op ganz vereenzelt Punkte limitéieren, wou ee sécherlech kann driwwer diskutéieren, um politesche Plang sollt een och Unitéit weisen, déi eis a Krisenzäiten nach ëmmer ausgezeechent huet.

An ech wéilt do och e Wuert soen iwwert d'Verhältnismëissegkeet vun der Kritik, déi gemaach gëtt, an och iwwert d'Verhältnismëissegkeet vun de Wierder, déi gebraucht ginn. An et ass virdrun hei gesot ginn - dat muss ech soen hei, dat huet mech extreem gestéiert -, et wär en „absolutte Chaos" gewiescht an de Mesurë vun der Regierung. An dat ass net wouer! Et ass net wouer, dass hei absolutte Chaos war! Et kann een iwwert déi eng oder iwwert déi aner Moossnam diskutéieren, mee absolutte Chaos war et sécherlech net. An ech fannen déi Formulatioun wierklech net gutt, well et kéint ee jo och soen, och bei der CSV wär absolutte Chaos gewiescht. An dat wär falsch, dat wär gradesou falsch.

Une voix.- Wat fir e Chaos?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mee do waren och Moossnamen, wou ee sech muss haut froen, wéi een dann op déi Iddi koum, fir dat ze froen.

Une voix.- Zum Beispill?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zum Beispill hutt Der ëmmer gefrot, fir Modellisatiounen ze kréien, ier Der wéilt nächst Schrëtt maachen. Et waren awer Stëmme bei Iech, déi gesot hunn, d'Butteker missten alleguer opgoen.

Une autre voix.- D'Caféen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Nodeems d'Grande-surfacen op waren, misst een och déi kleng Butteker opmaachen, wuel wëssend, dass dat ganz vill …

Une troisième voix.- Richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … Leit mateneen erëm a Kontakt bréngt! D'Modellisatioune waren net do, mee et ass awer hei gefrot ginn! Dat ass keng kohärent Approche.

Et ass och gesot ginn, et misst een d'Spillplazen opmaachen. Een Dag …

Une voix.- Een Dag!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … souguer virdrun, nodeems an der Regierung gesot gouf, et géif een dat op 14 Deeg limitéieren, fir …

(Interruptions)

… also fixéieren, fir dann …

(Brouhaha général)

… op 14 Deeg limitéieren, fir dann ze soen: „Dann eréischt maache mer dat op."

An dat beschte Beispill, dat war fir d'Spärstonn, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Richteg!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … d'Spärstonn eng Stonn méi laang opzemaachen, wou ee wuel wëssend awer weess, dass do dee gréisste Risiko ass, fir sech unzestiechen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mer hunn ni …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ass dat bei deene jonke Leit?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wou sinn d'Donnéeën?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech soen net …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng Motioun!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech soen dofir net zur CSV, et wär en absolutte Chaos, wat si hei bruecht hätten. Mee dat hutt Dir awer …

Une voix.- Eeben!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … gesot fir d'Politik vun der Regierung. An dat fannen ech schued!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et war zimmlech chaotesch, hu mer gesot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- An dat fannen ech ganz schued. Ech fannen et ganz schued, dass hei mat esou Terme jongléiert gëtt, well dat dréit och net dozou bäi, fir Rou an der Gesellschaft ze behalen, fir eng Confiance ze behalen. Dir mat Ärer Politik, Dir maacht och eng Onsécherheet. Sidd Iech däers och bewosst!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Eis Regierung huet, mat Hëllef an der Ënnerstëtzung och vu gudden Iddien - ech wëll dat och eng Kéier kloer soen - vun der CSV, déi koumen, déi richteg Decisioune geholl an huet ee ganz gudde Krisemanagement gemaach.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An et kann een hinne felicitéiere fir déi Mammutaufgab, déi se hei fäerdegbruecht hunn. An ech soen et nach eng Kéier: Et war iwwerhaapt net absolutte Chaos!

Dës sanitär Kris … Iwwregens huet de Jean-Claude Juncker dat jo och gesot!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- De Jean-Claude Juncker huet d'Regierung gelueft an hirer Demarche!

Plusieurs voix.- Aa!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war nach eng CSV!

M. André Bauler *(DP).*- Eise Mann!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass en Ënnerscheed tëschent der CSV mat dem Jean-Claude Juncker an där vun haut. Do ginn ech Iech Recht.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- En huet eenzel Mitglieder vun der Regierung gelueft!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dës sanitär Kris, déi strooft awer och alleguer déi Ligen, …

(Interruptions)

Dës sanitär Kris, Dir Dammen an Dir Hären, an ech si gläich fäerdeg, strooft alleguer déi Ligen, déi jäize fir manner Staat, …

(Interruption)

… déi jäize fir manner Ausgaben am soziale Beräich an déi jäize fir eng manner interventionistesch Politik. An där Leit, där gëtt et och heibannen! A mir wäerten och nach sécherlech bei där enger oder anerer Geleeënheet drop zréckkommen, wou se hei gesot hunn: „Manner Staat, manner Staat an nach eng Kéier manner Staat! Loosst de Staat nëmmen dat Wichtegst maachen an dat anert soll de fräie Maart reegelen!" Nee, dat ass net déi richteg Politik!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, dass de staarke Staat hei immens gehollef huet, fir dës Kris ze meeschteren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Ganz genee!

M. Georges Engel *(LSAP).*- A mir wäerten och weider hei fir e staarke Staat antrieden, fir dass e genuch Moyenen huet, fir ze intervenéieren an eise sozialen Tissu esou opzestellen, fir dass méiglechst vill Leit do konnte gehollef kréien.

D'LSAP stoung, steet a wäert och weiderhin …

(Hilarité générale)

… stoung, steet a wäert och weiderhi fir e staarke Staat stoen. E Staat, deen do intervenéiert, wou et néideg ass, fir dass kee vergiess gëtt. Hätte mer deen net gehat, da wier et eis hei alleguerte vill méi dreckeg gaangen. An zum Gléck ginn et der, déi dëse Sozialstaat weider verdeedegen. D'LSAP steet do an der éischter Rei.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Leschten ageschriwwene Riedner fir haut de Moien ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Elo geet et schonn un!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems mer an dësem héijen Haus an der Lescht jo ganz vill iwwert de Confinement, iwwert d'Covidmoossnamen, iwwer Apps, Tracing an Testing, wéi een dat dann op Englesch ausdréckt, diskutéiert hunn an och déi nächst Woch en Donneschdeg dat neit Covidgesetz hei diskutéieren, wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun vun dëser Debatt profitéieren, fir méi op déi ekonomesch, sozial a gesondheetspolitesch Aspekter vun der Kris anzegoen an eeben och, wéi meng Virriedner dat gemaach hunn, e Bléck no vir op d'Relance ze geheien, an anere Wierder: op den „Neistart Lëtzebuerg".

Dir Dammen an Dir Hären, Ekonomie a Gesondheet, dat sinn zwee Systemer, déi sielen an engem Otemzuch genannt ginn. Wärend Joerzéngten hu béid Systemer och niewentenee funktionéiert, esou wéi wa se näischt mateneen ze dinn hätten. Elo an der Kris schielt sech eraus, wéi enk se matenee verbonne sinn a wéi kontraproduktiv et ass, d'Interesse vun der Ekonomie géint déi vun der Gesondheet auszespillen. D'Resultat gesi mer ënner anerem an den USA, wou d'Gesondheet vun der Populatioun um Altor vun der fräier Maartwirtschaft geaffert gëtt, wéi wann d'Wirtschaft näischt mat der Gesondheet vun der Populatioun ze dinn hätt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Nëmmen e puer Wochen nom Confinement schielt sech awer nach eppes eraus, an zwar datt d'Käschte vun der Covidpandemie gigantesch sinn, och zu Lëtzebuerg, an engem Land, an deem d'Gesondheet déi selwecht Wichtegkeet an déi selwecht Wäertschätzung huet wéi d'Ekonomie, wat mir natierlech begréissen.

Dir Dammen an Dir Hären, schold un deene gigantesche Käschte sinn net just de wochelaange Lockdown an och net déi nofollgend Restriktiounen a ville Secteure vun der Ekonomie. D'Pandemie huet nämlech eng ganz Rei direkt Käschten am Gesondheets- a Fleegesecteur mat sech bruecht, nieft den indirekte Käschten a Form vun Aarbechtsausfäll, Krankheet oder Quarantän, der Betreiung vu kranke Mënschen och doheem an allen anere Contrainten, déi mat der Sécurité sanitaire zu Lëtzebuerg verbonne sinn, esou och an de Verwaltungen, wou ech och d'Gemenge wéilt ervirsträichen, an an allen Institutiounen, inklusiv och de Schoulen.

An och wann d'Hoffnung op verschiddene Säite grouss ass, datt d'Lackerung vun den Aschränkungen dee gréissten Deel vum Abroch nees ka guttmaachen, esou sinn ech der Meenung, datt déi Vue ze kuerz gegraff ass. Et kann een nämlech haut scho feststellen, Dir Dammen an Dir Hären, datt eng ganz Rei Mënschen hiert Verhalen an der Lescht fräiwëlleg geännert hunn. Zum engen, well se am Confinement nei Wäerter oder awer ganz erfëllend nei Beschäftegungen entdeckt hunn an hiert eegent Konsumverhalen doriwwer eraus grondsätzlech iwwerdenken.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Zum aneren aus Angscht virum Virus, mee och aus Angscht virun den negativen Zukunftsprognosen, déi dach vu ville Säite virausgesot ginn.

Un der Regierung an un eis alleguer ass et natierlech, dëser Entwécklung an d'Aen ze kucken an déi néideg Moossnamen ze decidéieren, fir de Schued a Grenzen ze halen. De Schued um Niveau vun de Betriber a vum Emploi, mee och déi breet gefächert Kollateralschied an der Gesellschaft, ugefaange bei der noloossender mentaler Gesondheet vun der Populatioun, déi den Här Premierminister gëschter scho ganz am Ufank vu senger Deklaratioun op dëser Plaz ernimmt huet.

De Schued a Grenzen halen, dat ass sécher keng einfach Missioun, mee mir sinn um gudde Wee a mir hunn och scho vill erreecht, well d'Regierung am System Virus-Mënsch net just op de Virus kuckt, mee och op de Mënsch.

Här President, nach ni huet eng Regierung an enger Krisesituatioun zu Lëtzebuerg esou séier esou vill Mëttel zur Verfügung gestallt, fir d'Ekonomie ze stäipen an Aarbechtsplazen ze retten. Ronn 800 Milliounen Euro sinn an de Chômage partiel gefloss, deen erlaabt, vill Salariéen an der Aarbecht ze halen. Ech kommen herno nach méi am Detail op de soziale Volet zréck. Iwwer 80 Milliioune sinn als Direkthëllefen un d'PMEen an un d'Independanten ausbezuelt ginn an iwwer 45 Milliounen Avancë goufe bis elo ausbezuelt. Fir just dës Zuelen ze nennen.

Zesumme mat de steierleche Reporte waren dës Hëllefe pertinent, fir d'Liquiditéite vun den Entreprisë wärend dem Lockdown ze garantéieren. Well eppes steet fest: Och gesond Betriber, deenen hir Liquiditéite krisebedéngt ganz rapid schmëlzen, riskéiere scho virum Neistart an d'Faillite ze falen. An dowéinst war dës Moossnam net vu Muttwëll.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Weider Moossname goufe getraff an de Beräicher vun der Kultur, de Studentebäihëllefen, de Loyeren an der Allocation de vie chère. Derbäi kënnt eng weider Moossnam, déi finanziell zwar manner spektakulär ass, duerfir awer net manner wichteg: Ech schwätze vun der Auswäitung vum Teletravail, net nëmme fir d'Frontalieren, mee generell an alle Secteuren, inklusiv dem Secteur vun der Fonction publique, wou iwwerall wichteg Erfarunge konnte gemaach ginn, déi eis an Zukunft kënne vun Notze sinn.

Et ass awer och duerch all dës Mesuren, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir et färdegbruecht hunn, d'Ekonomie wärend dem Confinement weider um Dréien ze halen oder se zumindest ze stabiliséieren iwwerall do, wou d'Aktivitéit aus sanitäre Grënn huet missen ageschränkt ginn. Dësem ganz couragéierte Rettungspak ass et ze verdanken, datt déi ekonomesch Rezessioun sech bis elo zu Lëtzebuerg a Grenzen hält par rapport zu anere Länner, trotz dem enormen Abroch vun der wirtschaftlecher Aktivitéit. An awer, an dat muss een och soen, stellt dësen encourageanten Tëschebilan keng Garantie fir d'Zukunft duer. D'Zukunft steet op wackelege Been, well eng ganz Rei Facteuren nach ëmmer ongewëss bleiwen.

An aus deem Grond ass et haut net méiglech, schonn en definitive Bilan vun der Covidkris ze zéien. An duerfir versti mer och de Wonsch vum Premierminister, de geplangten Debat iwwert den État de la nation no hannen ze verleeën - e gëtt jo net einfach net gehalen, mee e gëtt verluecht - ...

Une voix.- Richteg!

M. André Bauler *(DP)*.- Dat mécht vill méi Sënn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... an eis zu dësem Zäitpunkt op d'Covidkris ze konzentréieren. Net fir näischt sinn och d'Zuele vum Statec, déi ëmmer als probabel Previsiounen ugefouert gi sinn, dat haut net méi. Wéinst der iwwerraschender Entwécklung misst de Statec am Fong mat neie Methode schaffen, déi op Schätzungen, enger ganzer Rei Modelliséierungen, Risikoanalysen an Impaktstudie berouen a méi verschidden Zenarie berechnen, wat awer net méiglech ass, well esou Outilen an der Vergaangenheet ni en place gesat gi sinn.

Derbäi kënnt eiser Meenung no, datt bei der Zesummenaarbecht a bei der Kommunikatioun tëscht alle Partner, déi um Niveau vun de makroekonomeschen Analysen aktiv sinn, nach e bësse Sputt no uewe bleift. Wann zum Beispill an der Budgetskommissioun gesot gëtt, datt de Statec net genuch Donnéeë vun der Steierverwaltung kritt, a vun der Banque centrale matgedeelt gëtt, datt de Statec eppes wier wéi eng Auster, déi der Banque centrale näischt erausgëtt, respektiv datt d'Banque centrale mat deem schafft, wat se huet, mee net weess, ob dat, wat se huet, vill wäert ass, da muss ee sech natierlech Froe stellen.

Virun allem déi, ob Lëtzebuerg net zanter éiwegen Zäiten e gewëssene Problem mat der Gouvernance um Niveau vun de makroekonomeschen Analysen huet an domat verbonnen de Prognosen. Domat wëll ech keng Regierung accuséieren, weeder dës nach déi viregt, an nach déi viregt, mee ech wëll einfach feststellen, datt deen do Modell ze schaffe bis haut net an der DNA vun der Lëtzebuerger Finanzpolitik louch.

Ëmsou méi komplizéiert gëtt et natierlech, wann effektiv eng Kris antrëtt, mat där kee gerechent hat. Haut musse mer op jidde Fall op d'Projektioune vum Statec kucken an eis op déi verloossen, deen éischter e pessimisteschen Zenario vun iwwer 12 % Decroissance dëst Joer net ausschléisst, och wann en op där anerer Säit vun enger spektakulärer Reprise fir déi folgend Jore schwätzt.

M. André Bauler *(DP)*.- Am Fall vun engem zweete Lockdown awer, Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Watgelift?

M. André Bauler *(DP)*.- Am Fall vun engem zweete Lockdown.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An engem Zenario vum Statec berechent.

(Interruption)

Am Fall, jo, ech ...

M. André Bauler *(DP)*.- Do wiere mer bei minus 12.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, jo! Déi huet en och an Erwägung gezunn.

Wann ee sech dann d'Projektioune vun aneren Institutiounen ukuckt, wéi zum Beispill déi vun der Europäescher Kommissioun oder der OCDE, gesäit een, datt d'Meenungen awer deelweis auserneeginn. Sou ginn d'Prognose vun der Europäescher Kommissioun net méi spéit wéi virgëschter no ënne revidéiert a se gesi fir déi nächst Jore vill méi pessimistesch aus wéi déi aktuell vum Statec.

Ausschlaggeebend fir d'Zukunft ass natierlech och déi international Entwécklung an déi international Konjunktur, mee och d'Fro, a wéi engem Mooss de Virus sech weiderentwéckelt. Ausschlaggeebend fir Lëtzebuerg ass awer virun allem, ob mir et als Gesellschaft, mee och als politesch Responsabel fäerdegbréngen, déi negativ Konsequenze vun der Pandemie ze verhënneren oder se op d'mannst a Grenzen ze halen. Engersäits duerch e solidarescht, mündegt a verantwortlecht Verhalen, vun deem ganz vill geschwat gëtt, an dat muss een ëmmer erëm betounen, anerersäits duerch déi néideg Gesetzer, déi den Ëmgang mat der sanitärer Kris an deene sensibelste Beräicher reegelen an déi tëscht Fräiheet an Aschränkung tranchéiere mussen. En Donneschdeg wäerte mer nach eemol op déi Fro zréckkommen. Woubäi een net oft genuch ka widderhuelen, datt d'Fräiheet Mündegkeet a kollektiv Verantwortung viraussetzt!

Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech awer nach eppes ënnersträichen: D'Betriber an en zweete Lockdown ze schécken, d'Mënschen eng zweete Kéier doheem ze isoléieren, de Kanner hiert Grondrecht op d'Bildung eng zweete Kéier ze beschneiden, esou wéi dat am Ufank vun der Kris onëmgänglech war, ass fir eis keng Optioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Déi ekonomesch, educativ, sozial a gesellschaftlech Konsequenze wieren eemol ze grouss. Ëmsou méi wichteg ass et dowéinst, datt mir eis als Gesellschaft bewosst ginn, wat um Spill steet, wa mir eis net un d'Reegelen halen a wann et eis net geléngt, méi gescheit wéi de Virus ze ginn.

Geléngt dat eis, an doru gleewe mir als Gréng, steet engem Neistart näischt méi am Wee. Neistart heescht natierlech en neie Start. Neistart heescht awer och e Start an eng aner Richtung an net e Start zréck an d'Precoronazäit. An deem Sënn gesi mer d'Kris och als Chance un. Als Chance, fir nei Akzenter ze setzen. Net fir näischt bedeit de Begréff „Kris", laut senger griichescher Wuerzel, och Entscheedung, déi an der Urgence getraff muss ginn an déi e Richtungswiessel alaut, fir net nees an d'Kris mussen zréckzefalen. An deem Sënn begréisse mir et als gréng Fraktioun, datt d'Regierung d'Relance sozial, nohalteg a klimafrëndlech wëllt gestalten, wat den A an O vu genee där Politik ass, déi mir zu Lëtzebuerg brauchen, fir eis Klimaziler ze erfëllen.

Här President, déi wirtschaftlech Relance muss een awer och am europäesche Kontext gesinn. An och do ass et positiv festzestellen, datt déi gréng Theemen trotz der Kris net vum Radar verschwonne sinn. Ganz am Contraire! D'Nohaltegkeet gëtt och am internationale Kontext als zentralen Usproch ugesinn. Ganz opschlossräich ass an deem Kontext eng Statistik vum Berliner Infratest dimap Institute, aus där ervirgeet, wéi eng Prioritéiten déi däitsch Walberechtegt sech an der EU-Presidence fir déi nächst sechs Méint erwaarden. Op éischter Plaz vun den Äntwerte steet de Klimaschutz, dee 50 % vun de Befrote genannt hunn, wärend d'Bewältegung vun der Coronakris just op 39 % kënnt.

Eng änlech Tendenz léisst sech och am rezente Sondage erkennen, deen de Mouvement écologique zu Lëtzebuerg an Optrag ginn huet. Och hei stinn d'Ëmweltaspekter op der éischter Plaz vun de Prioritéite fir d'Zukunft. Derbäi kënnt de Wëlle vun zwee Drëttel vun de Befroten, d'Liewensgewunnechte fundamental ze änneren, wat meng Ausso vum Ufank bestätegt, datt den Afloss vum Confinement op d'Liewensastellung vun de Biergerinnen a Bierger net ze ënnerschätzen ass. De Bien-être spillt hei keng onweesentlech Roll. An zum Bien-être gehéieren natierlech d'Natur an déi natierlech Liewensgrondlagen.

Woubäi ech wéilt bemierken, datt déi Befrote vun dësem Sondage bis zum Schluss net woussten, wien den Optraggeeber wier. Vum Numm „Mouvement écologique" ware se also net beaflosst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësen Aussoe wëll ech net falsch verstane ginn: Zu dësem Moment muss d'Gestioun vun der Pandemie d'Prioritéit um politesche Plang bleiwen. Allerdéngs gëtt d'Gestioun vun der Pandemie eis kee Fräifaartsschäin, fir laangfristeg Erausfuerderungen ze ignoréieren, déi sech um Niveau vun engem nohaltege Liewen, vum Klimawandel a vum Aarteschutz stellen.

A wann ech vun Aarteschutz schwätzen, da mengen ech domat och d'Verhënnere vu weidere Pandemien op laang Siicht an um internationalen Niveau, net just zu Lëtzebuerg, mee och zu Lëtzebuerg, well och eist Land muss seng Verantwortung iwwerhuelen, wann et drëms geet, déi follgend Generatioune viru Pandemien ze schützen.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et ass nämlech längst kee Geheimnis méi, datt et net d'Déiere sinn, déi schold um Virus sinn. D'Ursaach läit méi déif. Si läit an der massiver Zerstéierung vun den Déieren hiren natierleche Liewensraim, enger Zerstéierung, déi de Mikroben de Wee fräimécht zum mënschleche Kierper, wou se sech an déidlech Krankheetserreeger verwandelen. Derbäi kënnt de Problem vun der Massendéierenhaltung a vun der Consommatioun vun exoteschem Fleesch als weidere Risiko. Deem Risiko kënnen a musse mer nohalteg Alternativen entgéintsetzen, andeems mer net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee europawäit op Villfalt, Qualitéit a lokal Produktioun an der Landwirtschaft setzen, am beschte biologesch.

Fir weider Pandemien ze verhënneren, geet et also net duer mat engem Impfstoff géint de Covid-19; fir et e bësse plakativ auszedrécken. An d'Kris däerf och net als Alibi benotzt ginn, fir sech an der Fro vun der Nohaltegkeet aus der Verantwortung ze schläichen a sech just e puer Punkten erauszepicken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Grenze vum Wuesstum, d'Kreeslafwirtschaft, d'Demande no regionale Produkter a biologesche Liewensmëttel ëmmer méi zum Theema ginn, wann ëffentlech Investitiounen a Milliardenhéicht och an der Kris konsensfäeg bleiwen an als wichteg Konditioun ugesi ginn, fir eng nohalteg Zukunft opzebauen, wann d'Relancepäck queesch duerch Europa net nëmme liicht gréng ugehaucht sinn, mee d'Nohaltegkeet europawäit dat zentraalt Element vun der Relance ass, a wann, fir et konkreet ze maachen, de Verbrennungsmotor souguer am Autofabrikatiounsland Däitschland net méi mat Ofwrackprimmen ënnerstëtzt gëtt, da kann een zu Recht behaapten, datt sech scho munches verännert huet. A mir si frou, datt och déi Lëtzebuerger Regierung d'Zeeche vun der Zäit erkannt huet mat der grénger Relance.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- E wichtegen Deel dovu sinn d'Investitiounshëllefe fir d'Betriber, déi hir Businessmodeller méi nohalteg an innovativ ausriichten, wuel wëssend, datt ëmmer méi Betriber sech selwer op dee Wee wëlle maachen. An och déi zolidd Erhéijung vun de Primme fir energeetesch Renovéierungen, fir d'Produktioun vun erneierbarer Energie, fir de Kaf vu Vëloen an Elektrogefierer sinn e wichtege Schrëtt an d'Richtung vun enger nohalteger Reprise vun der Ekonomie, well un all deenen Aarbechten hänken och Betriber a Commercen.

Gläichzäiteg ënnerstëtzen dës Moossname genee deen nohaltege Liewensstil, deen ëmmer méi Biergerinnen a Bierger sech wënschen. An och, wann d'Elektrogefierer de Stau net verhënneren, esou verhënnere se awer d'Loftpollutioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Zuele schwätze Bänn. Bei myenergy leeft den Telefon waarm. Ech hu mer soe gelooss, datt do am Dag iwwer 50 Appeller erakommen, sief et fir eng energeetesch Sanéierung duerchzeféieren a beroden ze ginn, sief et fir sech beroden ze loossen um Niveau vun der Produktioun vun erneierbarer Energie am Privatberäich. Am Ganze sinn och schonn 12.200 Demandë fir Vëlosprimmen, dovun 3.100 eleng am leschte Mount, eragereecht ginn.

Natierlech si mir eis bewosst, datt et net duergeet, e Vëlo ze kafen. Et brauch een och déi néideg Infrastruktur, fir sech sécher mam Vëlo kënnen ze deplacéieren, och op d'Aarbecht, respektiv fir de Vëlo mat den ëffentleche Verkéiersmëttel kënnen ze kombinéieren. Duerfir ass et ëmsou méi positiv, datt d'Investitiounen um Niveau vun de Mobilitéitsinfrastrukturen trotz der Kris an trotz der Rezessioun op héchstem

Niveau wäerte gehale ginn an datt et net méi laang dauert, bis déi nächst Phas vum Tram fäerdeggestallt ass; fir ee Beispill mat grousser Symbolkraaft ze nennen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn ass eng Staatsverschëldung, déi krisebedéngt wäit iwwert de Prognose vum leschte Joer läit, net per se ze condamnéieren. D'Staatsverschëldung ass fir eis villméi e politescht Instrument, wat et erlaabt, d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen ofzesécheren. Wuel wëssend, datt eis Verschëldung nach ëmmer ënnert der festgesater Limitt vun 30 % vum PIB wäert leien. An och, wann ech e puer Reserven hunn, wat d'Krittäre vum Triple-A ugeet, esou muss een awer unerkennen, datt Lëtzebuerg souguer ënnert de Musterschüler vun der Triple-A-Grupp weiderhin déi niddregst Staatsverschëldung iwwerhaapt wäert hunn. Doraus kann een also schléissen, datt eis Budgetspolitik aus de leschte Joren net déi schlechtst war. Ganz am Contraire: Se war exzellent a se mécht sech haut bezuelt.

(Interruption)

Mir hunn e gudde Finanzminister.

M. André Bauler *(DP).*- Si war responsabel an innovativ.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Se garantéiert Lëtzebuerg ëmmerhin eng Marge de manœuvre bei der Relance, vun där aner Länner nëmme kënnen dreemen.

Dir Dammen an Dir Hären, zu der Relance gehéiert natierlech och déi sozial Stabiliséierung, déi sozial Gerechtegkeet an de soziale Fridden. Dat ass eng wichteg, wann net déi wichtegst Konditioun, fir datt d'Emweltpolitik iwwerhaapt gräife kann a sech duerchsetze kann. An et wier och falsch, Emwelt a Soziales géinteneen auszespillen. Béid mussen Hand an Hand goen. Och wa laut den Aussoe vun eenzelne Gewerkschaftsvertrieder nach Sputt no uewe bleift, wat d'Sozialmoossnamen ugeet, esou huet d'Regierung dach awer vill a wichteg Akzenter gesat, déi eis par rapport zu anere Länner nach eemol auszeechnen.

Laut enger rezenter Etüd, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Uni.lu gouf d'Aarbechtszäit wärend dem Confinement zu Lëtzebuerg manner reduzéiert wéi an aneren europäesche Länner. De Chômage partiel an de Congé pour raisons familiales extraordinaires hunn hirersäits dozou gefouert, datt de Kafkraaftverloscht wäit ënnert der europäescher Moyenne bliwwen ass. An et ass och esou, datt am Confinement wäit manner Lëtzebuerger Stéit mat Akommesabousse konfrontéiert ware wéi an anere Länner. Alles dat ass positiv. Et verhënnert awer leider net, datt d'Covidkris déi sozial Gerechtegkeet schwéier op d'Prouf stellt a riskéiert, déi sozial Ongläichheeten nach ze vergréisseren zu Lëtzebuerg. Dëst virun allem, et ass schonn oft gesot ginn an den Här Bettel ass och gëschter am Detail drop agaangen, well de Chômage rasant no uewe geet, ëm 33 %, a virun allem déi Jonk betrëfft.

Dir Dammen an Dir Hären, natierlech begréisse mer d'Instrument vum Chômage partiel, mat deem méi wéi 14.000 Entreprisen an 361.000 Salariéë mat 800 Milliounen Euro ënnerstëtzt goufen. Dat si scho gewalteg Zommen. Dat ass e wichtegt Instrument, wat vill Salariéen an der Aarbecht hält.

An awer kann een d'Situatioun um Aarbechtsmaart net schéirieden. Esou sinn, laut Statec, virun allem d'Secteure vun der Konstruktioun, vun der Mobilitéit, dat heescht vum Transport, an den Horeca-Secteur am stäerkste vum Confinement betraff. Dës Situatioun ass ëmsou méi dramatesch, well et sech hei ëm besonnesch dynamesch Secteuren handelt, déi eleng am leschte Joer fir 24 % vun den Nettoneibeschäftegungen zoustänneg waren. Dat gëtt schonn ze denken. An duerfir ass et och gutt, datt den Horeca-Secteur mat originellen Initiativen ënnerstëtzt gëtt. De Bong vu 50 Euro kënnt och de Bierger a Biergerinnen zegutt. An net nëmmen hinnen, och der Emwelt, wa mer Vakanz heiheem maachen.

E Wuert zu deene Jonken. Datt déi berufflech Zukunft vun deene jonke Leit grad duerch eng Pandemie géif hypothekéiert ginn, war natierlech net virauszegesinn. Emsou méi begréissenswäert ass et, datt mat der Jugendgarantie schonn am Virfeld vun der Kris en Instrument geschafe gouf, wat et erlaabt, déi Jonk an engem gewëssene Mooss virum Chômage ze schützen. A mir denken och, datt dëst Instrument jee no Entwécklung misst ugepasst ginn.

Dernieft gëtt et eng Rei vun anere Moossnamen an der Lutte géint de Chômage bei Jonken, déi de Premier gëschter a senger Deklaratioun opgezielt huet. Ugefaange bei der Aide à l'embauche bis hin zum Contrat d'insertion, de Primme fir d'Schafung vu Léierplazen, den nei geschafene Kontrakt um Niveau vun der Utilité publique, déi awer och net nëmmen deene Jonken, mee, ech mengen, méi Persounen zeguttkommen. Alles dat sinn natierlech Moossnamen, déi Sënn maachen. Nieft der Aberuffung natierlech och vun der Tripartite.

E Problem, dee sech trotz all dëse Moossnamen awer weiderhi stellt an deen den Här Premierminister gëschter net ernimmt huet, ass dee vum Décrochage scolaire, deen eis als Gréng trotzdeem dach vill Suerge mécht. Esou positiv wéi et och ass, datt iwwer 50 % vun de jonke Residenten eng Héichschoulausbildung ofschléissen, esou besuergneserreegend ass et op där anerer Säit, datt iwwerduerchschnëttlech vill Jonker d'Schoul fréizäiteg ofbriechen. Am leschte Rapport iwwert de Schoulofbroch, deen zwar schonn e gewëssenen Alter huet, ech mengen, e staamt vun 2016, waren et ëm déi 11 %.

Dat si vill Jonker! Dat sinn 11 % ze vill, well den Décrochage scolaire keng Léisung ka sinn an engem héich entwéckelten a käschtenintensive Schoulsystem wéi eisem. Schoulofbriecher riskéieren net nëmmen, den Uschloss un d'Beruffsliewe vun Ufank un ze verpassen, engersäits wéinst hirer feelender Qualifikatioun, anerersäits awer och wéinst hirer feelender Motivatioun. Ganz oft verléieren déi Jonk, déi d'Schoul fréi ofbriechen, och den Uschloss un d'Gesellschaft, mat alle mentalen a soziale Konsequenzen, déi dat net nëmme fir si perséinlech huet, mee och fir eise Sozialsystem.

Elo an der Kris, wou grad déi Jonk riskéieren, vum steigende Chômagetaux betraff ze sinn, si mir der Meenung, datt de Kampf géint den Décrochage scolaire zu enger wichteger Prioritéit erkläert muss ginn. Dëst och op Basis vun de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun, déi scho viru Joren de Fanger an d'Wonn geluecht huet an dem Lëtzebuerger Schoulsystem an där doter Hisiicht net déi beschten Nott ausgestallt huet. Mir sinn awer och frou, datt sech scho munches beweegt, beispillsweis mat Projete wéi deem vum LIST, de RE-ENGAGE.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme vun der Educatioun bei d'Familljen, déi jo net wäit ewech leie vun deene Jonken an déi besonnesch wärend der éischter Phas vum Confinement staark belaascht goufen. D'Crèchen, d'Schoulen an d'Lycéeë waren aus guddem Grond zou, aus sanitärem Grond, wat awer dozou gefouert huet, datt d'Inegalitéiten um Niveau vun der Ausbildung zougeholl hunn, jee nodeem, wéi d'Eltere sech duerch den Homeschooling geschloen hunn. Wat awer och bedeit huet, datt d'Elteren tëschent eegene beruffsbedéngte Videokonferenzen, Teletravail a méi oder manner gutt organiséiertem Homeschooling mat hire Kanner am Fong hin- an hierjongléiert hunn, soulaang wéi se net selwer op de Congé pour raisons familiales extraordinaires zréckgegraff hunn.

Datt dës Mesuren zu engem groussen Deel, awer net nëmmen, natierlech vun de Mammen an Usproch geholl goufen, ass net per se schlecht. D'Haaptsaach ass, d'Kanner waren a gudden Hänn.

Une voix.- A!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et bestätegt awer eng kloer Tendenz, an zwar déi, datt méi Frae wéi Männer wärend dem Confinement un alleréischter Front stoungen oder, anescht ausgedréckt, op ville Plazen nom Rechte gekuckt hunn an derfir gesuergt hunn, datt de System weidergedréit huet. Net just doheem, mee och an der Aarbechtswelt waren et nämlech d'Fraen, méi wéi d'Männer, déi der gréisster Belaaschtung ausgesat waren, zum Deel och méi engem grousse Risiko, dëst virun allem um Niveau vun de Fleegeberuffer, dem Commerce an dem Botzsecteur, wou d'Frae staark iwwerrepresentéiert sinn, ouni awer iwwerbezuelt ze ginn. Se gehéieren am Fong zu deenen, déi an eiser Gesellschaft am allermannste verdéngen.

An deem Sënn gëllt et aus genderpolitescher Siicht drop opzepassen, datt de gesellschaftleche Fortschrëtt an der Fro vun der Gläichberechtegung a vun de gerechten Aarbechtsverhältnisser net duerch de Coronaschock no hanne gehäit gëtt. An duerfir musse mir och weiderhin iwwert d'Verdeelung vun der Aarbecht an der onbezuelter Careaarbecht an eiser Gesellschaft diskutéieren. Och dat gehéiert zum PIB du bien-être, dee virun der Kris jo an der Chamber e wichtegt Theema war an no der Kris nees séier zum Theema muss ginn. Dat ass eist Zil. Nei Aarbechtszäitmodeller kënnen hei e wichtege Bäitrag leeschten.

Ech kommen zum Gesondheetssecteur, deen natierlech an dëser Kris eng wichteg Roll spillt. En ass scho méi oft thematiséiert ginn an der Lescht. Net méi spéit wéi virgëschter an der Heure d'actualité ass och iwwert d'Entwécklung vum Personal am Gesondheetswiesen diskutéiert ginn. Et läit eis all um Häerz. Vu datt mäi Fraktiounskolleeg Marc Hansen an där Debatt de Point gemaach huet, wat eis Fraktioun betrëfft, wëilt ech net am Detail drop agoen.

Ech wéilt awer nach eng Kéier betounen, datt déi schläichend Penurie u Professionellen a Spezialiste wierklech muss ugepaakt ginn a geléist ginn, nieft de schlechten Aarbechtsbedéngungen am Santés- a Fleegeberäich, déi och nach eng Kéier mussen thematiséiert ginn an oft dorop zréckginn, datt et ganz einfach u Personal mangelt. A soulaang wéi mer net genuch Personal hunn, ass et och schwéier, sech virzestellen, e Militärspidol ze bauen, fir Covidpatienten an Empfang ze huelen, wa mer keng Leit hunn, déi an deem Spidol kënne schaffen. Jiddefalls begréisse mer als Gréng, datt d'Debatt iwwert d'Opwäertung vun de Fleegeberuffer méi wéi jee konkreet gëtt a mir si gäre bereet, eis weiderhin an déi Debatt anzebréngen.

D'Coronakris huet och gewisen, wéi ofhängeg mir vun de Gesondheetsberuffler sinn a wéi wäertvoll d'Aarbecht ass, déi vun deene Persounen um Terrain Dag fir Dag an Nuecht fir Nuecht geleescht gëtt. An et weess och jiddwereen, wat passéiert wier, wa mer vun engem Dag op deen aneren net méi op d'Gesondheetspersonal aus der Groussregioun hätte kënnen zielen. Einfach ausgedréckt: Da wär eise System zesummegebrach! Duerfir kann ech net novollzéien, datt eenzel Deputéiert méi vu klenge Sproochbarriäre schwätze wéi vun enger gudder Prise en charge.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mir net!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir net. Et kënnt net vun Iech. Dir hutt gesot, datt d'Prise en charge vill méi wichteg ass ewéi déi kleng Hürden, déi mer da mussen nach iwwerwannen um Niveau vun der Sprooch, ...

M. Gusty Graas *(DP).*- Ma, Dir hat mir gutt nogelauschtert!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- All Respekt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hat gutt nogelauschtert.

M. Gusty Graas *(DP).*- All Respekt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- All Mënsch, deen d'Liewe vun engem franséisch- oder däitschsproochege Frontalier gerett kritt huet oder ganz einfach nëmme kompetent gefleegt ginn ass, ka bei Accusatioune bezüglech d'Sprooch nëmmen de Kapp réselen an net nëmmen deen. Hei geet et ëm näischt anescht wéi ëm déi grenziwwerschreidend Solidaritéit. Domat stellen ech net a Fro, datt d'Ausbildung fir d'Gesondheetsberuffler zu Lëtzebuerg méi attraktiv gestalt muss ginn an datt verschidde Sproochbarriären um Niveau vun der verlaangter Méisproochegkeet aus dem Wee geraumt musse ginn, eebe just och wärend där Zäit, fir datt jiddwereen déi selwecht Chancë kritt, en Diplom ze erwerben.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Punkt, deen an den Diskussioune bis haut eiser Meenung no ze kuerz koum, ass deen, deen ech elo wéilt opgräifen. Et ass dee vun de Laangzäitschied vun enger Coronainfektioun.

Persounen, déi schwéier Symptomer haten, zum Deel op der Intensivstatioun louchen an elo als geheelt gëllen, ginn iergendwéi an der Anonymitéit ënner. An ech muss och soen, datt ech esou e Fall besser kennen.

Quitte datt déi Persounen als geheelt gëllen, hu se dacks eng wochen- oder méintlaang Reeducatioun viru sech, well de Virus de Kierper därmoosse matgeholl huet, datt se quasi alles erëm nei musse léieren, änlech wéi dat bei Schlagpatienten de Fall ass. Do kënnt vill Laangzäitasaz an -energie op déi Betraffen duer, mee och op hiert familiäert Emfeld, dat medezinnescht, psychologescht an educatiivt Personal - emol ofgesi vum Fleegepersonal, wat och zousätzlech doheem fir déi klengste Geste gebraucht gëtt. D'Zil muss et jo sinn, deene schwéier Betraffenen de Wee zréck an d'Liewen an de Wee zréck an de Beruff nees méiglech ze maachen. All dëst si Facteuren, déi eiser Meenung no an Zukunft méi thematiséiert musse ginn, dëst och am Hibléck op d'Virbereedung vun enger méiglecher zweeter Well.

Dir Dammen an Dir Hären, nieft der reng kierperlecher Gesondheet geet et natierlech och ëm déi mental Gesondheet, déi vun dëser Pandemie staark a Matleedenschaft gezu ginn ass. Ech kommen drop zréck. Dee Problem betrëfft potenziell all Mënsch an net just déijéineg, déi effektiv infizéiert waren.

Mir brauchen nëmmen e Bléck op déi lescht Publikatioun vum Statec ze geheien, déi den Här Bettel jo gëschter hei och erklärt huet, fir ze gesinn, datt de Mënschen hir mental Gesondheet an der Kris strapazéiert gouf, an net ze knapps. 37 % vun de befrote Bierger hunn uginn, datt hir mental Gesondheet sech verschlechtert huet. Dee Wäert ass genee duebel esou héich wéi d'Wäerter, déi mer bei den Aussoen iwwert d'kierperlech Gesondheet héieren hunn. Net fir näischt huet d'WHO Enn Mäerz hir Recommandatiounen um Niveau vum Social Distancing geännert a schwätzt elo léiwer vu Physical Distancing. Also ewech vun der Isolatioun hin zu soziale Kontakter mat den néidege Sécherheetsmoossnamen.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës Erkenntnisser an Erfarunge loossen am Fong keng aner Konklusioun zou wéi déi, datt mer eise Gesondheetssecteur och psychologesch besser mussen opstellen. An do sollte mer net waarden, datt vill Leit vu sech aus Hëllef sichen, well dann ass et oft ze spéit. D'Zil muss et sinn, proaktiv op d'Bevëlkerung duerzegoen a weider spezifesch Offere fir eenzel Bevëlkerungs-, Alters- a Beruffsgruppen auszeschaffen, nieft all deene begréissenswäerten Offeren, déi et scho gëtt.

Dat bedéngt natierlech och eng Personalverstäerkung, wuel wëssend, datt Lëtzebuerg zanter Laangem en akuten Nowuessproblem an der Spezialisatioun vun der Psychiatrie huet. Ech verweisen hei op de Rapport vun der Madamm Lair, deen och an der Santéskommissioun virgestallt ginn ass.

An och bei de Psychotherapeute brauche mer endlech dee scho laang erwaarte Règlement grand-ducal, deen och vun der Madamm Martine Hansen hei ernimmt ginn ass, deen d'Relatioun tëscht de Psychotherapeuten an der CNS reegelt, fir datt endlech Consultatioune kënne verschriwwen a rembourséiert ginn. Ech denken, et wär un der Zäit, fir Neel mat Käpp ze maachen, no ville Joren!

Am Kader vun den erwaarte méi héije Besoinen u psychologescher Hëllefstellung bleift awer nach eng weider Entscheedung ze treffen, Dir Dammen an Dir Hären. Hei geet et ëm d'Unerkennung vum Statut vun enger Profession de santé réglementée fir d'Psychologen. An enger Äntwert op eng entspriechend Question parlementaire vu mengem Kolleeg Marc Hansen a mir selwer huet d'Madamm Gesondheetsminister confirméiert, datt dëse Chantier gläich an Ugréff geholl wäert ginn, sou wéi de Koalitiounsaccord et och virgesäit. Dat ass an eisen Aen de richtege Wee, Madamm Minister, fir dem wuessende Problem vun der Santé mentale entgéintzetrieden, well vum selwe léist e sech ganz sécher net.

Eng weider Suerg, déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun nach wëll ausdrécken, ass déi, datt mir eis Ustrengungen och an der Preventioun musse verstäerken. Och dat ass am Koalitiounsprogramm virgesinn. Am EU-Verglach läit Lëtzebuerg nämlech nach ëmmer ënnert dem Duerchschnëtt, wat d'Ausgabe vu Preventiounsprogrammer ugeet. Grad de Covid-19 huet eis gewisen, datt Virerkrankungen net just déi allgemeng Liewensqualitéit generell beanträchtegen, mee am Fall vun enger Pandemie fatal kënne ginn.

Sou gouf scho fréi erkannt, datt Leit mat enger gutt trainéierter Longemuskulatur an enger gudder Ootmung besser Chancen hunn, fir e schwéiere Verlaf vu Covid-19 ze iwwerstoen. Sport ass also net Mord, mee Iwwerliewenstraining! An deem Gedanke wier et wichteg, dem Sport als Preventiounsfacteur e grousst Gewicht ze ginn an Zukunft, och am Hibléck op déi nächst Joren, wou mir musse léieren, mam Virus ze liewen.

Woubäi ech och de Facteur vun enger gesonder Ernärung net ënnerschätze wëll. Dat ass ee Grond méi, fir an den éffentleche Kantinnen op Villfalt an op planzlech Alternativen zu de gängegen deftege Fleeschmenüen ze setzen, well och eng gesond Ernärung hält fit. Wat net heescht, datt een de Leit soll virschreiwen, wat se sollen iessen. De Choix, sech gesond ze ernären, muss een allerdéngs och an de Kantinnen hunn.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Am beschten och an de Spideeler, wou et munchmol u Vitaminnen a Ballaststoffer, fir nëmmen déi ze nennen, an de Menüen happert, wärend zockerhalteg Liewensmëttel gutt bemooss sinn. Dat dréit net grad zur Heelung bäi, mee éischter zum Iwwergewiicht.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass richteg: Mir musse léieren, mam Virus ze liewen! A fir kënne mam Virus ze liewen, si mir net just op de Respekt vun de Reegelen ugewisen - a lo kommen ech op dee Volet, deen och de Georges Engel betount huet -, fir mam Virus ze liewen, brau-

che mir och weiderhin e staarken a krisefeste Gesondheetssystem, deen um Solidaritéitsprinzip berout.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A mir brauchen e staarke Sozialstaat, dee kee fale léisst.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat heescht, e System, dee fir jiddwereen zougänglech ass a keen Ennerscheed mécht tëschent aarm a räich, tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, tëschent jonk an al oder tëschent héich an niddreg Qualifizéierten.

Esou e System ass Tromp an enger Pandemiesituatioun. Dat hu mer erlieft. A mir wëssen alleguer, datt déi Länner, déi kee solidaresche System hunn, séier a chaotesch Zoustänn ofgerutscht sinn. Jorelaang budgetär Aschnëtter an ëffentlech Gesondheetssystemer hunn an Italien an a Spuenien zum Katastrophefall gefouert. Länner, an deenen d'Gesondheet net um Solidaritéitsprinzip berout, mee op der Konzeptioun vum Profitt a vum „jiddweree fir sech", goufe besonnesch haart getraff. Vun Amerika guer net ze schwätzen.

Lëtzebuerg huet de Coronastresstest awer bis elo och gutt gemeeschtert dank dem beispilllosen Asaz vum Personal an der solidarescher Disziplinn vun de Biergerinnen a Bierger. Eis Hoffnung ass natierlech grouss, datt dës Disziplinn no der aktueller Laisser-aller-Episod - et bleift hoffentlech eng Episod -, datt d'Verhalen erëm geneesou virbildlech wäert gi wéi am Ufank vun der Pandemie.

Eis Atoute sinn e gutt ausgebaute System vun der Diagnos, eng am weltwäite Verglach gutt Akutversuergung mat villen Intensivbetter an enger gudder technescher Ausstattung. Quitte datt a Krisenzäite muss nogerüst ginn. An ech muss betounen, datt dat eis gelongen ass dank der gudder a krisefester Aarbecht vun eiser Regierung, mat der Madamm Minister un der Spëtzt vun der Kris, vun der Gestioun, an dem Premier un der Spëtzt vun der Regierung natierlech.

(Interruption)

Dorobber kënne mer opbauen. Ech schwätze lo net vun de Leit, mee vun eisem System. An d'Schwächten, déi sech an der Kris erausgeschielt hunn, musse mer behiewen. Mat engem solidareschen Effort brénge mer och dat nach fäerdeg, sou wéi mer et musse fäerdegbréngen, datt net de Virus de Boss ass, mee déi mënschlech Vernonft. A wat eis dobäi nach wichteg ass, ass Folgendes: D'Kris däerf net Verléierer ervirbréngen an och keng Gewënner! D'Laaschte musse gerecht verdeelt ginn!

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Mir sinn domat um Schluss vun eiser Sitzung fir haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtten um zwou Auer mat den Debatten iwwert déi aktuell Situatioun vun der Covid-19-Pandemie virun.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.17 heures.)

SÉANCE 54

JEUDI
9 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz
- *M. Marc Spautz*

3. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite)
- *Débat (suite) : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) (M. Fernand Kartheiser retire sa demande d'interpellation) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de Mme Simone Beissel) (dépôt de la motion 2) - M. Gilles Roth (interventions de M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gusty Graas, M. Georges Engel, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler - M. Gast Gibéryen - M. Léon Gloden (interventions de M. Georges Engel, M. André Bauler et M. Gusty Graas) - M. Marc Spautz (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*

4. Question urgente n° 2512 de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth concernant le sommet européen extraordinaire ayant lieu à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2020
- *M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert et M. Max Hahn) - M. Laurent Mosar (parole après ministre)*

5. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite)
- *Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de Mme Martine Hansen, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. André Bauler) - M. Gast Gibéryen (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum (parole après ministre) (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel*
- *Motion 1 : Mme Martine Hansen - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. Sven Clement - M. Georges Engel*
- *Vote sur la motion 2 (renvoi en commission)*

6. 7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 (suite)
- *Motions déposées le 21 mars 2020*
- *Motion 2 : Mme Martine Hansen - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3 : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 : M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 4 (renvoi en commission)*

7. Motion de M. Marc Spautz relative au rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise
- *Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Yves Cruchten*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Ech ginn d'Wuert un den honorabelen Här Marc Spautz fir den Depot vun enger Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an där Motioun geet et drëm, wou ech virun dräi Wochen eng Motioun heibannen hannerluecht hat am Kader vun der OMS, wou mer duerno eng gemeinsam Kommissiounssitzung hate vun den Affaires étrangères an der Santé, wou den Här Cruchten an den Här Di Bartolomeo presidéiert hunn, wou mer eis do eens gi sinn, fir eng gemeinsam Motioun ze maachen, wou all Partei, déi an der Chamber sëtzt, sech an där Motioun mat dran erëmfënnt, dass och all Mënsch weess, dass mer gären hätten, dass bei der OMS soll eppes geschéien an dass mer och domadder déi zwee Ministeren, déi domat ze dinn hunn, souwuel eis Gesondheetsministesch, mee wat oft vergiess gëtt bei der OMS, dass et och do de Kooperatiounsminister ass, dee ganz vill dermat ze dinn huet …

An dofir géif ech Iech déi Motioun ginn, wou ech dann och frou wier, wa mer déi dann haut oder an där nächster Woch géifen diskutéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la résolution proposée par l'Union européenne lors de la récente Assemblée mondiale de la santé (AMS) invitant à établir, entre autres, un examen indépendant de la réponse internationale à la pandémie du coronavirus menée par l'OMS ;

- considérant que cette résolution mentionne également la reconnaissance des États membres envers l'OMS et l'importance de renforcer le multilatéralisme ;

- considérant que ce texte approuvé par consensus et à l'unanimité prévoit de lancer dès que possible une évaluation impartiale, indépendante et complète de l'action internationale coordonnée par l'OMS en consultation avec les États membres afin de réviser notamment les leçons apprises de la réponse à la crise causée par ce virus et d'aboutir à des recommandations pour renforcer la préparation aux urgences sanitaires, suite aux reproches lui étant adressés par certains États membres au cours de la crise sanitaire ;

- considérant qu'aucun pays, si riche qu'il soit, ne peut faire face à lui seul à une pandémie du genre Covid-19 et partant la nécessité de la solidarité au sein d'une OMS forte disposant des ressources humaines et budgétaires suffisantes pour pouvoir réaliser ses missions ;

- considérant le travail remarquable réalisé par l'OMS lors de crises sanitaires internationales et l'installation de systèmes de santé dans les pays défavorisés ;

- déplorant l'annonce du retrait des États-Unis de l'OMS, officiellement communiquée en date du 7 juillet 2020 et partant le risque d'un affaiblissement de cette organisation comme coordinateur et acteur de la santé publique mondiale ;

- considérant que cet affaiblissement risque de compromettre l'aide et les programmes de santé en faveur des pays pauvres ;

- saluant tant le rôle actif que l'engagement budgétaire substantiel du Luxembourg dans l'OMS et sa volonté de revoir à la hausse les contributions volontaires des États membres afin de parer au sous-financement chronique auquel fait face l'organisation ;

- notant que l'OMS constitue un partenaire important dans la politique de coopération au développement du Luxembourg ;

- soulignant la nécessité d'une politique de porte ouverte de l'OMS dans le monde entier, que ce soit en tant que membres effectifs ou observateurs, étant donné que les pandémies ne connaissent pas de frontières,

invite le Gouvernement

- à jouer un rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et plus précisément du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise ;

- à contribuer par la suite à la mise en œuvre des conclusions de cette analyse objective et des réformes qui s'imposent ;

- à s'atteler aux côtés de ses partenaires de l'UE et des autres membres de l'OMS partageant les mêmes objectifs à réaliser un vrai multilatéralisme de la santé pour faire face aux crises sanitaires actuelles et futures.

(s.) Marc Spautz, Marc Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz.

3. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite)

Mir fueren de Mëtteg viru mat der Debatt iwwert déi aktuell Situatioun vun der Covid-19-Pandemie. Als éischte Riedner fir haut de Mëtteg ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, éischtens wollt ech ufänken an dem Här Staatsminister Merci soe fir seng Interventioun hei, déi Deklaratioun vun der Regierung. Ech sinn och frou fir ze gesinn, datt en erëm hei ass. Ech hat den Androck, datt d'Regierung elo

dräi Méint bei RTL confinéiert war. An et ass schéi fir ze gesinn, datt Der och erëm hei sidd.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir waren all Kéiers hei, ier mer bei RTL gaange sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn als ADR eng Interpellatioun ugefrot gehat iwwert de Covid. Déi wéilt ech heimadder elo zréckzéien, Här President, well, ech mengen, déi Initiativ vun der Regierung, fir elo hei déi Debatt iwwert de Covid ze féieren, remplacéiert dat. Mir wäerten awer déi Motiounen, déi mer als ADR presentéiert hunn, och an dësem Kontext da virstellen an zum Vott bréngen.

(M. Fernand Kartheiser retire sa demande d'interpellation.)

Mir hunn e Bilan, deen e bësse méi nuancéiert ass, wéi deen, deen d'Regierung hei presentéiert huet, an d'Regierungsparteien, déi sech u sech gelueft hu fir déi Aarbecht, déi an deene leschte Méint geleescht ginn ass. An et muss een och soen: Et ass villes richteg gemaach ginn! Mee trotzdeem musse mer awer Léieren zéien a mir mussen dat awer och ënnersträichen, wat hätt kënne besser gemaach ginn.

An dat Alleréischt, wat mer musse soen, dat ass, datt d'Land schlecht virbereet war op eng Kris vun dësem Typ. Mir haten esou vill Méi, fir medezinnescht Material ze kréien zum Beispill, fir eis an e Krisemodus eranzebréngen.

An do muss een awer soen … An ech kann lech, Madamm Lenert, de Reproche net maachen; Dir waart deen Ableck ganz nei an der Politik. Mee mir haten awer eng Geschicht och vun LSAP-Gesondheetsministere virdrun. Mir hate Pläng. Mir haten Obligatiounen, fir Stocken ze maachen, déi et praktesch net gi sinn! An et muss een einfach dorauser och déi Léieren zéien a soen, datt mer déi Stocke mussen uleeën, datt mer, wann esou gesondheetlech Krisen do sinn, eppes hunn, wourop mer awer kënnen zréckgräifen.

Et muss een och wëssen, datt d'Gesondheetskrisen net déi eenzeg Krise sinn, déi mer kënnen als Land kréien. Mir wëssen net am Viraus, vu wéi engem Typ eng Kris ka sinn. Mir hate Finanzkrisen, elo hu mer eng Gesondheetskris. Mir mussen eis och infrastrukturell an institutionell esou opstellen, datt mer besser virbereet sinn.

An do ass den HCPN (ndlr: Haut-Commissariat à la protection nationale) natierlech ee wichtegt Instrument. Och do kann ech net dem Här Bettel elo als Staatsminister eleng de Reproche maachen. Och hien hat seng Virgänger am Staatsministère. A wann ech just drun denken, wéi laang et gebraucht huet, fir deen Haut-Commissariat ze reforméieren, nei opzestellen. Et war ni déi richteg Energie, ni déi déi richteg Prioritéit do derhannert, fir dorauser en Instrument ze maachen, wat direkt kann effikass fonctionéieren.

Mir haten elo an dëser Kris schonn enorm Problemer, fir iwwerhaapt den Dialog tëschent de Klinicken hierzestellen, tëschent den Haaptacteuren am Gesondheetsberäich. Mir brauchen och esou eppes, wat kann direkt prett sinn, och an der Ekonomie, wann do e grousse Besoin do ass, fir kënnen ze fonctionéieren. Mir mussen eis also besser opstellen.

D'ADR hat deen État de crise matgestëmmt. Vill Leit schreiwen eis fir ze soen: „Bon, dat ass jo eigentlech just eng Gripp, an et wier awer net néideg gewiescht." Ech muss awer soen, an ech wëll jiddereen do a Schutz huelen: Deen Ableck, wou mir déi Decisioune geholl haten, hate mir déi Biller vun Italien. Mir hate Katastrophenzenarien, déi eis presentéiert goufen, mat der Méiglechkeet och vun Dausende vun Doudege fir Lëtzebuerg. A mir hunn deen Ableck, mengen ech, déi richteg Decisioun geholl, fir dee Lockdown ze maachen.

Mir hunn awer elo bäigeléiert. Mir hu bäigeléiert a mir mussen herno och driwwer schwätzen, wéi mer d'Zukunft uginn.

Mee wéi mer dee Lockdown decidéiert haten, huet dës Gesellschaft am Groussen an am Ganze groussaarteg reagéiert. Mir haten esou vill Leit am private Secteur, Geschäfter, déi sech séier ëmgestallt hunn, déi innovativ waren, déi op digital Plattformen zréckgegraff hunn, déi sech wierklech Méi ginn hunn, fir dee Schock ze amoindréieren, deen op hinne läit.

An der Fonction publique, an der Educatioun, am Gesondheetssecteur, an der Force publique hate mer esou vill Leit, déi sech ouni all Reserv depenséiert hunn, fir déi Konsequenze vun dëser Kris net esou schlëmm ze maachen. Esou vill Leit hu Courage gewisen! Courage, well se méintelaang och zum Deel op klenge Plaze confinéiert waren, ouni Balcon, ouni Gaart. Leit, déi krank Leit an der Famill haten, a se versuergt hunn, Leit, déi net konnte goen a bei anere Leit an de Klinicke waren, déi do gelidden hunn, déi Leit an de Klinicken, déi Leit, déi se net konnte besichen, Leit, déi mat hirer materieller Existenz Problemer haten, mat Akommesverloscht, mat dem Verloscht vun der Aarbechtsplaz, mat Leit, déi psychesch Belaaschtungen hu misse matmaachen.

Mir haten och vill geliefte Solidaritéit. A mir haten och Gott sei Dank - an dee Merci wëll ech och net vergiessen - eng Landwirtschaft, eng Agrikultur, déi weider gutt fonctionéiert huet. Well et wier nach vill méi schlëmm gewiescht, wa mer och an deem Secteur nach Problemer derbäi kritt hätten. Am Groussen an am Ganzen huet eis Gesellschaft exzellent reagéiert. An ech mengen, mir mussen dat ënnersträichen an de Leit Merci soen.

Awer elo, wa mer haut déi Analys maachen, ass dat Éischt, wat mer mussen uschwätzen, déi ekonomesch Situatioun vum Land. An do hu mer wierklech eng ganz dramatesch Situatioun! Mir kënnen eis et kloer net erlaben - an do si mer jo, mengen ech, alleguer heibannen, déi dat soen -, fir nach eng Kéier e Lockdown, e Confinement ze maachen an deem Genre, dee mer haten.

Mir musse jo mat der Krankheet liewen, nach fir laang Zäit, da musse mer aner Modeller envisagéieren, vläicht e schweedesche Modell, allerdéngs mat bessere Moossnamen, fir d'Leit ze schützen, notamment déi eeler Leit, wéi dat a Schwede gemaach ginn ass. Mee wa mer soen, mir bereeden eis vir op déi nächst Méint an op déi nächst Krisen, da musse mer e Plang hunn, e Plang, deen d'Regierung eis soll presentéieren, wéi dann elo dat envisagéiert gëtt, well mir kënnen eis dat, wat mer gemaach hunn, keng zweete Kéier erlaben!

Mir mussen d'Ekonomie ënnerstëtze mat alle Méiglechkeeten, déi mer hunn, an zwar all d'Betriber, och déi, déi Problemer haten am Ufank, wéi d'Startuppen. Mir hate Problemer mat Leit, déi keng Handelsermächtegung brauchen, fir hir berufflech Aktivitéiten auszeféieren, an doduerch net ënnerstëtzt gi sinn. Mir musse probéieren, d'Betriber virun de Faillitten ze schützen. An dat heescht och, datt de Staat, wann et elo ëm Delaie geet oder, fir gewëssen Arrieréen anzedreiwen, datt do eng gewësse Flexibilitéit heiansdo muss sinn. Well keen huet eppes dervun, wann e Betrib muttwëlleg an eng Faillite gedriwwe gëtt.

Mir mussen de Chômage am A behalen. E Chômage, dee fir eis Lëtzebuerger hei ëmmer méi schwiereg gëtt, well mer a klorer Konkurrenz sinn zu de Grenzregiounen, wou dacks d'Leit haut besser ausgebilt si wéi eis eege Leit.

De Minister Meisch huet a senge Rieden iwwert d'Schoul an esou weider, mir kommen herno nach dorobber, ëmmer erëm gesot: „Et ass wichteg, jiddereen huet e Recht op Bildung." Mee dat huet net esou vill mat dem Schoulufank oder mat der Organisatioun vun der Schoul elo wärend der Kris ze dinn. Mir hunn en Nohuelbedarf. Mir hunn en einfachen Defizit haut an der Qualitéit vun eise Schoulen.

A wann ee seet: „Jiddereen huet e Recht op Bildung", dann ass déi éischt Konsequenz, déi een dorauser muss zéien, einfach, eise Bildungssystem esou ze reforméieren, datt mer erëm méi Wäert op Wësse leeën, méi Wäert op eng gutt Ausbildung, fir datt mer einfach och dee strukturelle konkurrenziellen Nodeel vun eise Leit par rapport och zu deem, wat an den Nopeschregioune geschitt, erëm kënnen ausgläichen. Dat ass Recht op Bildung an dat ass och eng laangfristeg Entreprise, déi mer mussen ugoen!

Mir hunn Auswierkungen op den Aarbechtsmaart gehat, déi mer musse genee analyséieren. Wa mer zum Beispill soen: „D'Heemaarbecht ass eng positiv Saach" - an den Här Baum huet dat fir d'DP méi wéi eemol ënnerstrach -, da muss een awer och soen: Dat zu Enn denken! D'Heemaarbecht huet och als Konsequenz, datt zum Beispill manner Leit an der Gastronomie sinn op hirer Aarbechtsplaz, wou se gewéinlech waren, manner Leit an d'Geschäfter ginn. An et ass schonn eng gewësse Kontradiktioun do.

A wa mer d'Heemaarbecht an hirer Plus-value erkennen, da musse mer dat awer och gläichzäiteg bis zu Enn denken: d'Rechter vun deene schützen, déi Heemaarbecht maachen, hir Positioun och géintiwwer hirem Employeur consolidéieren, a mir mussen drun denken, wéi dat sech auswierkt op déi allgemeng Struktur vun eiser Ekonomie.

Mir hunn och eng nei Diskussioun iwwert d'Gesondheetsberuffer - vum Dokter, vun de Krankekeesen, vun den Infirmieren, vum Fleegepersonal -, déi mer musse féieren.

An der Kris goufen d'Sozialpartner praktesch ecartéiert. Dat ass keng gutt Saach gewiescht. Mir haten Initiative vun der Regierung, déi hätte misse mat de Sozialpartner diskutéiert ginn, oder et hätt misse méi op d'Sozialpartner gelauschtert ginn, wéi zum Beispill op d'Horesca, wou et drëm gaangen ass, fir en Datum ze fannen, wéini mer do erëm kënnen opmaachen, oder op Gewerkschafte, wann et ëm Aarbechtszäitverlängerung, d'Konsequenze vun der Digitaliséierung an esou weider geet.

Mir hunn och eng Gefor. An déi Gefor läit an där grénger Politik. Wa mer elo higinn a mir maachen eis Ekonomie erëm op, mir wëlle se relancéieren, da musse mer oppassen, datt mer keng nei Laascht op d'Ekonomie leeën, keng nei Steieren zum Beispill. An et ass wierklech inquietant, datt déi gréng Partei hei bei all Geleeënheet seet: „Mir mussen elo d'CO_2-Steier aféieren, mir mussen d'Akzisen erhéijen." Et ass nach, mengen ech, de Moien um Radio gesot ginn. Mir hunn awer dee Problem, datt mer eng Ekonomie hunn an eng Privatsituatioun vun de Stéit, wou mer eis dat net kënnen erlaben!

Et ass vläicht och en Trouscht, muss ech soen, op jidde Fall aus eiser Perspektiv, datt déi Ideologie, déi déi Partei vertrëtt, an Zweifel gezu gëtt, ëmmer méi an Zweifel gezu gëtt. An dat ass eng gutt Saach, well si ass am Ableck déi, déi eng Relance économique warscheinlech hei am Land am meeschte menacéiert.

Här President, mir mussen elo emol kucken: Wéi huet sech déi Kris, déi mer elo nach ëmmer erliewen, eigentlech op eis Fräiheeten ausgewierkt? Et war d'Stonn vun der Exekutiv. An et ass, well et d'Stonn vun der Exekutiv war, vläicht och d'Stonn vum Mëssbrauch gewiescht. D'Exekutiv konnt ganz villes maachen. Si hat de Pouvoir, Gesetzer ze huelen ouni Parlament. Wéi ass se domadder ëmgaang?

Als ADR hate mir ëmmer Problemer mat dem Artikel 32 (4) vun der Constitutioun. Mir hunn, wéi mer deen hei ugeholl hunn, gesot: „Et ass besser, wann ee keng Kris huet, Gesetzer ze maachen, fir sech op Krise virzebereeden." Mir sollen dat elo maachen! Mir hätten et deemools solle maachen - mir sollen et elo maachen, fir Gesetzer ze hunn, déi kënnen a Krisesituatioune benotzt ginn.

Et ass elo envisagéiert zum Beispill, Verlängerungsmoossnamen ze huelen nom Krisenzoustand, déi awer mat einfacher Majoritéit adoptéiert ginn: eng einfach Majoritéit, keng Zweedrëttelmajoritéit, déi awer direkt an d'Privatliewe vun de Leit agräifen. Dat fanne mir net richteg! Wann d'Grondrechter a Fro gestallt gi vum Staat, dann, denke mer, sollt dat prinzipiell net mat enger Regierungsmajoritéit sinn, mee mat méi, mat zwee Drëttel, fir datt d'Parlament muss abezu ginn.

Et ass och esou, datt déi Tentatioun och scho virdrun do war. Ech erënnere mech, datt en LSAP-Politiker an der Chamber gesot hat: „Mir mussen och drun denken, fir vläicht déi Situatioun, déi mer am Logement hunn, iwwert de Wee vum Artikel 32 (4) unzepaken." Dat heescht, wann een esou eng Krisendispositioun huet an der Verfassung, da muss ee wierklech drop oppassen, datt se net ka mëssbraucht ginn!

An dofir hu mir als ADR dräi Usätz:

- Deen éischten ass: Wa Grondrechter betraff sinn an engem Gesetz, och baussent vun enger Krisesituatioun, sollte mer eis en Instrument ginn, datt mer ëmmer eng Zweedrëttelmajoritéit op d'mannst brauchen, soubal d'Grondrechter a Fro gestallt sinn.

- Dat Zweet ass eng verfassungsriichterlech Kontroll vum Artikel 32 (4). An do huet mäi Kolleeg Roy Reding schonn eng Proposition de loi gemaach.

- An dat Drëtt ass: Mir sollten eis och eng Procédure législative d'urgence ginn am Parlament, fir kënnen och als Parlament ganz séier ze legiferéieren.

Dat wären dräi Moossnamen, déi do géifen hëllefen.

Wéi séier kann een an esou enger Situatioun an eng Diktatur geroden? Wéi grouss ass déi totalitär Versuchung? Mir haten als Parlament zum Beispill wärend deenen dräi Méint vum Krisenzoustand praktesch kee Matsproocherecht. Mir sinn informéiert ginn, kuerz ier d'Press informéiert ginn ass, awer dee reellen Afloss vum Parlament war ganz kleng, well och an deene Gremien, déi mer am Parlament deen Ableck haten, war jo ëmmer eng Regierungsmajoritéit do. Mat enger einfacher Majoritéit hätten déi och kënne legiferéieren.

Dat heescht, mir hunn och do en Defizit. Wa mer de Krisenzoustand mat enger Zweedrëttelmajoritéit aféieren an awer kënne mat enger einfacher Majoritéit als Parlament, well dat fonctionéiert jo virun, legiferéieren, besteet och do en Ongläichgewiicht. An engem Krisenzoustand muss ee kucken, wéi gesot, soubal Grondrechter kënne betraff ginn, fir op eng Zweedrëttelmajoritéit ze goen! Dat géif d'Gläichgewiicht tëschent Regierung a Parlament deen Ableck kloer verbesseren.

Et ass d'Fräiheet vun der Press gewiescht, déi eis och Suerge gemaach huet. D'Journalisten, dat ass jo relativ rar hei am Land, hu souguer e Bréif geschriwwen, wou se sech driwwer beklot hunn, datt hir Fräiheet net méi voll garantéiert wär an deem Sënn, datt si keng onofhängeg Informatioune konnte kréien, datt d'Regierung d'Informatiounen zimmlech zentraliséiert huet. An et kann net sinn, datt, wa mir an engem gesondheetlechen oder engem anere Krisenzoustand sinn, datt d'Fräiheet vun der Press iergendwéi a Quarantän gesat gëtt.

Mir haten als ADR, dat war mäi Kolleeg Gast Gibéryen, e Bréif geschriwwen doriwwer. Ech mengen, den Här Mosar vun der CSV hat och do intervenéiert. Duerno krute mer eng Diskussioun mam Conseil de presse doriwwer. Et ass thematiséiert ginn, awer den Defizit besteet weider.

Mir hu schonn dauernd Drock op d'Meenungsfräiheet. An et ass net harmlos, wa mer gesinn, datt am Europaparlament elo zum Beispill gesot gëtt: „Mir mussen zum Beispill och Gesetzer oder Fakenews kënne bestrofen"; wann elo iergendwéi do d'Meenungsfräiheet ëmmer weider ageschränkt gëtt.

Wat heescht dat zum Beispill: Fakenews? Dat heescht an den Ae vun enger Majoritéit am Europaparlament anscheinend, datt solle kënnen Neiegkeeten, déi kéinten d'Liewe vu Mënschen a Gefor bréngen, verbuede ginn. Dat ass net richteg, well do hu mer zum Beispill eng Diskussioun ëm Impfstoffer. Wann elo eng Majoritéit der Meenung ass, en Impfstoff, dat wier eppes, wat een net däerft a Fro stellen, well soss d'Liewe vu Leit géif a Gefor geroden, da besteet dee Risiko op jidde Fall, datt Leit, déi domadder net d'accord wären, kéinten zensuréiert ginn.

Mir gi ganz wäit! Mir ginn ëmmer méi wäit an den Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet, och a Krisenzäiten oder vläicht besonnesch. A mir wäerten eis dogéint wieren!

D'Kontroll vun de Leit. Mir haten en Drock géint d'Boergeld. Boergeld ass en Deel vun der Fräiheet, ass Anonymitéit. Mir wëllen, datt d'Boergeld iwwerall muss weider akzeptéiert ginn.

Mir hunn déi Diskussioun iwwert d'Tracingappen, wou ech awer Gott sei Dank feststellen, datt bal all Parteien heibanne sech awer do eens sinn, datt mer dat elo net wëllen.

Mir hunn déi Diskussioun ëm d'Versammlungsan d'Demonstratiounsrecht. An och do musse mer oppassen, datt mer net selektiv sinn.

Mir hate wärend dem Krisenzoustand zwee interessant Beispiller. Mir haten d'Ratifikatioun vum CETA heibannen, déi d'Regierungsparteie gestëmmt hunn. An do hate mer eng Demonstratioun virun der Dier mat 20 Leit, déi hu missen Ofstand halen an esou weider. Mir haten och am Krisenzoustand de 4. oder 8. Juni, ech weess et net méi, mee nach ëmmer am Krisenzoustand, eng aner Demonstratioun: „Black Lives Matter". Do ware 1.500 Leit a praktesch keng Distanz tëschent hinnen.

Mir mussen also och do oppassen, datt mer net ufänken, selektiv ze denken, wann et ëm Demonstratiouns- oder Versammlungsrecht geet! Mir solle kucken, fir se esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

D'Rechter vun der Famill. D'Rechter vun der Famill, dat ass eppes, dat ass an der Verfassung virgesinn. Eis Verfassung schreift eis vir: « L'État garantit les droits naturels de la famille. » Dat ass nach ëmmer e Verfassungstext. Ech weess, datt et heibanne Leit gëtt, déi dat wëllen änneren, mee dat ass nach ëmmer Verfassung.

Hu mir dat gemaach, d'Recht vun der Famill geschützt, wa mer d'Besuchsrecht aschränke ginn? Dat muss ee sech iwwerleeën! Et ass op jidde Fall och do eng Spannungszon, wa gesot gëtt: „Deen een däerf deen aneren net méi gesinn, well dat eeben elo aus hygieeneschen oder anere Grënn net méiglech ass." An et war schonn e Problem bei der Regierung, datt do d'Direktiven net kloer genuch waren an och dee verfassungsméissegen Optrag, fir et der Famill ze erlaben, hir Rechter, zesummenzebleiwen, als Famill geschützt ze sinn, awer warscheinlech net genuch respektéiert gouf.

Bei der Beweegungs- a Reesfräiheet hu mer och Problematiken. Mir héieren, datt vu verschiddener Säit gesot gëtt: „Jo, mir mussen d'Reesen allgemeng aschränken, Fligerreesen anescht gesinn oder de Fliger duerch den Zuch ersetzen an esou weider an esou virun." Och do musse mer oppassen. Éischtens däerfe mer aus ekonomesche Grënn eist Land net marginaliséieren. Mir brauchen och gutt Fluchverbindungen, soss ass eis Finanzplaz souwisou mat dat éischt Affer. An dat ass nach ëmmer eeben den Haaptpilier vun eiser Ekonomie. A mir

mussen et och de Leit erlaben, hir Beweegungs- an hir Reesfräiheet esou wäit wéi méiglech nëmmen ze erhalen.

Dateschutz ass en anert Spannungsgebitt. Mir haten heiansdo Entwécklungen, wou gesot gëtt: „Aus iergendenger Urgence eraus musse mer elo séier eng Etüd maachen." Och dat kann een novollzéien. Mee wann esou eng Etüd gemaach gëtt, ass et da richteg, e privat Meenungsfuerschungsinstitut op eemol do an eng medezinnesch Etüd matanzebannen? Ass den Dateschutz garantéiert? Ënner wéi enge Konditiounen? Alles dat si Froen, déi ee sech ka stellen.

Et gëtt Kriticken un der Politik, déi ee ganz sécher ka maachen, un deem, wat gemaach ginn ass. Net nëmmen d'Kommunikatiounspolitik vun där leschter Zäit, mee e puer Absurditéiten, op déi ginn ech net weider an, wéi déi Saach mat de Spillplazen, a wann ee mam Motorrad ënnerwee ass, ass et gutt, wann ee mam Auto ënnerwee ass, ass et net gutt, fir spadséieren ze fueren. Et gouf eng Rei vun esou Absurditéiten. Mee dat ass net den Haaptproblem.

Mir haten an der Ekonomie zum Beispill de Problem, datt kleng Geschäfter heiansdo net séier genuch ënnerstëtzt goufen. Déi kleng Geschäfter hu missen zouhunn, déi grouss konnten ophunn. Do war d'Argumentatioun ganz schwaach. An do hätt ee kënnen erwaarden, datt d'Regierung vill méi flexibel a méi séier reagéiert.

Mir haten am Familljeberäich eebe keng kloer Instruktioune fir déi verschidden Haiser. Dat si privat Strukturen, an awer hätt missen de Staat derfir suergen, datt d'Rechter vun der Famill do besser geschützt gi wieren. Mir haten och bei der Grande Région eng praktesch Absence vu Regierungspolitik.

An der Schoul. Dat, wat mer do gesinn hunn, war an eisen Aen irresponsabel. Den Här Minister Meisch huet do den Homeschooling opgehal, well en do argumentéiert huet, mee déi Argumentatioun, déi war schwaach, déi huet och d'Gewerkschaften aus deem Secteur net iwwerzeegt. Mir hätte kënnen den Homeschooling virumaachen a just déi an d'Schoul zréckhuelen, déi eebe beim Homeschooling Problemer haten. Dat wär méiglech gewiescht. Mir sinn awer do op en enormen Effort gaang, fir déi A- a B-Gruppen ze maachen, mat dem Syvicol, mat esou ville Leit, déi do schrecklech vill Aarbecht dran investéiert hunn, fir da kuerz virun der Vakanz erëm op en anere System ze kommen. An esou vill Leit hunn dat Gefill, datt d'Kanner do e bësse Versuchskanéngercher ware fir d'Schoul oder d'Gesellschaft allgemeng. Dat geet net!

A mir mussen och kucken, wéi mer elo d'Rentrée vum nächste Joer ufänken, eeben och fir Infektiounen duerch d'Schoulwiesen ze verhënneren, an der Belëftung, an engem Plang, fir méi kleng Klassen ze maachen, alles dat muss ee matbedenken, fir datt mer net elo mat der Rentrée am September erëm Problemer kréien, wéi mer se am Ableck do hunn.

Dem Här Finanzminister wënsche mer bonne Chance fir d'Wal, déi haut ass, mee am Ufank vun der Kris huet en, huet d'Regierung direkt déi Coronabonds do voll ënnerstëtzt, déi an der Europäescher Unioun net duerchkomm sinn, an ech muss soen, Gott sei Dank net duerchkomm sinn, well si hätten awer och d'Scholdelaascht vu Lëtzebuerg erëm an d'Luucht gesat. Mir wëssen net genau, wéi et berechent gi wär. Kee wousst et deen Ableck.

Mee mir mussen einfach kucken, datt mer eng propper, kloer Trennung hunn tëschent nationale Scholden an europäesche Scholden, oder Scholde vun anere Staaten. Och am Ableck hu mer erëm esou eng Diskussioun an Europa, ech si frou, datt nach e puer Staaten an Europa awer wëssen, wou do den Ënnerscheed läit.

De Minister ass och d'accord, an d'Regierung ass d'accord, datt nei EU-Steiere sollen ageféiert ginn, datt mer eise Bäitrag sollen héijen, fir de brittesche Brexit do iergendwéi ze kompenséieren. Alles dat si Belaaschtungen a Gefore fir eis als Staat, Belaaschtunge fir d'Leit, déi mer net brauchen, a Gefore fir eis wirtschaftlech Kompetitivitéit.

An der Baussepolitik muss ech soen, do kann ech nëmme soen, datt d'Regierung net genuch Efforte gemaach huet, fir d'Grenzen opzehalen. Et ass dach net normal, datt eng Regierung sech un de Bundesinnenminister eleng adresséiert, well deen elo speziell kompetent wär. Firwat net un eng Bundeskanzlerin, un e franséische President direkt? Firwat ginn hei Bréiwer geschriwwen u regional Parlamenter oder u regional Bundeslandpresidenten, fir do ze intervenéieren? Alles dat geet net duer. Den Androck bleift, an ech mengen, deen ass absolutt berechtegt, datt dës Regierung wéineg Afloss an Europa huet, wéineg Afloss och bei den Nopeschstaaten, soss wär dat net esou wäit komm.

De Minister Asselborn huet intervenéiert, an et ass och gelongen, am Éislek eng oder zwou oder e puer Grenzpassagen opzeloossen, wat ganz gutt ass, an dat begréisse mer. Mee et ass awer net déi Approche, déi ee brauch als souveräne Staat géintiwwer den Nopeschstaaten, fir d'Interesse wierklech ze vertrieden.

Mir haten aner Saachen. Et huet eis gewonnert ze gesinn, datt d'Israel-Politik eng Prioritéit vun der Regierung war oder vum Minister wärend där Zäit oder d'Migratiounspolitik. Dat alles sinn net déi national Prioritéite gewiescht, déi mir deen Ableck wierklech gebraucht hätten.

De Minister Asselborn hätt d'Méiglechkeet gehat, am Centre de rétention zum Beispill iwwert den Artikel 32 (4) ze legiferéieren, datt déi Leit, déi do dra sinn, méi laang drableiwen, well dat ass alles am europäesche Recht méiglech gewiescht. Mir hunn déi Leit, oder hien huet déi Leit lafe gelooss, mat Konsequenzen och, an doriwwer wäerte mer an der Polizeikommissioun nach weider diskutéieren.

An d'Justiz, et muss ee soen, datt d'Justiz ganz lues gelaf ass wärend där Zäit. Dat ass och opgefall, datt nämlech do, bon, d'Madamm Tanson huet eng Rei Initiative geholl fir de Kultursecteur, dat war och ganz gutt, mee d'Justiz ass wierklech op engem Ralenti gelaf wärend där Zäit. Dat hätt net däerfe sinn!

Et hätt och net däerfe sinn, datt den Droit de visite vun de Pappen oder vun de Mammen, jee nodeem, wie grad d'Besuchsrecht huet an net d'Garde, esou schwéier gemaach ginn ass duerch eng Direktiv vun enger Riichterin an datt do och net méi energesch intervenéiert gouf. Dat kann alles net sinn. An do hätt d'Regierung missen eng ganz aner Approche hunn.

Mir hunn als Lëtzebuerg den Defi, datt eis Repèren duerch déi Kris hei un d'Wackele kommen. Deen éischte Repère, dee mer musse kucken, dat ass einfach déi Globaliséierung. Mir hunn déi Globaliséierung iwwer Jore bedriwwen, well mer och ekonomesch Avantagen dovunner haten. Mee déi Globaliséierung ass net d'Äntwert. Si ass net d'Äntwert, an dat hu mer elo gesinn, well mer eis an Ofhängegkeete bruecht hunn, déi mer besonnesch an enger Krisesituatioun net kënne verdroen.

Mir haten déi Diskussioun hei beim CETA an ech muss soen, datt déi Kriticken, déi géint esou Ofkommes virbruecht gi sinn, u Pertinenz gewonnen hunn, déi Kriticken un enger iwwerdriwwener Globaliséierung. Mir hunn dat jo elo gesinn. A mir mussen an eng deelweis Neiindustrialiséierung vun Europa an och vu Lëtzebuerg higoen, fir déi Defiziter, déi mer an eiser industrieller Struktur hunn, erëm auszegläichen. Beispill: d'pharmazeutesch Industrie. A mir kënnen eis als Lëtzebuerg do net verschléissen. Och mir brauchen a musse bäidroen zu enger méi grousser europäescher Onofhängegkeet oder och zum Deel zu enger nationaler Onofhängegkeet an deene Beräicher.

D'Europäesch Unioun huet en enorme Prestigeverloscht erlidden. Et ass jo u sech eng Ironie gewiescht, eng Ironie, déi Europäesch Unioun, datt mer den Europadag hei haten, deen d'Regierung agefouert huet fir den 9. Mee, an datt mer dee gefeiert hu mat zouene Grenzen, mat enger Zeremonie zu Schengen, déi eeben dat war, wat se war. Mee et ass, mengen ech, e „moment révélateur" gewiescht fir den Zoustand vun der Europäescher Unioun an och fir eng Politik, déi d'Europäesch Unioun eigentlech kritiklos als eng doktrinär Visioun erschénge léisst, déi mir awer net kënnen esou voll matdroen.

Ech mengen, keng Institutioun huet warscheinlech esou vill Kredibilitéit verluer an dëser Kris wéi d'Europäesch Unioun. Déi Diskussioun, fir elo eigentlech méi Kompetenzen op europäeschen Niveau ze verleeën, ass eng, déi der Europäescher Unioun schlussendlech nach méi géif schueden. Well elo stellt Iech emol vir, et wier d'Europäesch Unioun, wéi och eis Europadeputéiert dat proposéiert hunn, déi géif driwwer decidéieren, ob e Confinement wär oder net! Da missten dat jo bal Reegele sinn, déi fir Sizilien déi selwecht si wéi fir eis oder fir méi nërdlech Regiounen, ouni eng lokalpolitesch Verantwortung.

Mir brauchen esou Decisiounen no bei de Leit, déi einfach déi lokal Situatioun matberücksichtegen a mir kënnen net einfach elo higoen an all d'Kompetenzen oder nei Kompetenzen un d'Europäesch Unioun ginn. Do sinn enorm Risiken dermat verbonnen, virun allem fir d'Europäesch Unioun.

Ech wëll dat hei kloer soen: Mir hunn als ADR ëmmer gesot, datt mer fir de Prinzip vun enger Europäescher Unioun sinn, well mer se brauchen. An dofir musse mer och ganz gutt oppassen, datt mer elo déi Europäesch Unioun net mat neie Kompetenze belaaschten, déi hir ënnert dem Stréch géifen nach méi Kredibilitéit huelen. Dat ass net an eisem nationalen Interessi. Mir hunn och en anere Repère, an do hu mer jo haut eng Motioun, den Här Spautz huet grad eng Motioun am Numm vun alle Parteien hei deponéiert, datt esou Strukture wéi d'Weltgesondheetsorganisatioun an esou weider, datt do muss de Fonctionnement iwwerpréift ginn, well mir mussen eis och kënnen an enger Krisesituatioun op esou Institutioune verloossen.

Eis Gesellschaft ännert sech. Si ännert sech. Eis Familljen zum Beispill hu Groussaarteges geleescht. A mir hunn als ADR ëmmer gesot, datt mer gär hätten, datt d'Famillje kënne fir sech selwer decidéieren, ob ee wëllt doheem bleiwen a sech ëm d'Kanner këmmeren, egal op Mamm oder Papp, a mir sinn an där Attitüd confirméiert ginn.

Dat ADR-Elteregeld, wat mir wëllen aféieren, ass eng aktuell a modern politesch Optioun, fir d'Famillje méi staark ze maachen, fir et ze erlaben, datt d'Leit kënnen doheem bleiwe bei de Kanner a sech ëm se këmmeren. Ech mengen, all dat, wat mer hei als Regierungsnoutmoossname gesinn hunn, wéi de Congé pour raisons familiales oder de Congé pour soutien familial, déi Moossname wäre schonn ofgedeckt gewiescht, wann eis Initiativ schonn do gewiescht wär. Mir hunn do dee richtege Wee. Mir mussen d'Famillje stäerken.

D'Altersversuergung an d'Fleeg mussen nei kontrolléiert ginn. A mir mussen och oppassen, datt déi tëschemënschlech Relatiounen duerch de Social oder Physical Distancing sech net ofkillen. Mir brauche keng mënschlech Keelt, mir mussen einfach kucken, datt mer och do esou séier wéi méiglech an eis Gewunnechte kënnen zréckkommen.

Et ass och leider esou gewiescht, an dat ass eng kulturell Saach, d'Kulturliewen ass jo och brooch, mee och speziell dat reliéist Liewe wëll ech hei ernimmen. Och do muss ee soen: Et ass net normal, datt d'Regierung laang net op Bréiwer geäntwert huet, déi se krut an deem Kontext. Et ass och schued gewiescht, datt, wann e Paschtouer iergendwou am Land viru senger Kierch en Tantum ergo biet, wat kengem Mënsch schuet, datt dann direkt dorauser e Skandal gemaach gëtt. Soulaang d'Leit eng physesch Distanz bewaren, ass null Risiko. Firwat sollen d'Leit net virun enger Kierch däerfen en Tantum ergo bieden?

Une voix.- Firwat hu mer dann d'Kierch? Da kënne mer déi jo ofrappen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An dann déi politesch Konsequenzen, mat deene mer elo konfrontéiert sinn. Mir hu gesot: Mir musse mat dem Virus liewen! Mir brauchen eng besser Preparatioun, mir mussen zréckkomme bei eis perséinlech Fräiheeten a mir mussen och de medezinnesche Secteur nei opriichten.

Eng vun deenen Optiounen, déi mir och ëmmer erëm no vir bruecht hunn a wou ech muss soen, datt dat och ganz gutt ass, datt d'Regierung och dorunner schafft, ass d'Militärmedezinn. Mir brauchen einfach ..., mir wëssen, mir musse méi ausgi fir d'Defense a mir solle kucken, datt mer esou vill wéi méiglech vun deenen Depensen op eng sënnvoll Manéier fir eist Land kënnen asetzen.

D'Militärmedezinn ass eng sënnvoll Manéier, wou mer kënne Suen investéieren. Wa mer esou e Spidol gehat hätte wärend där Kris, dat hätt eis gehollef an der Kris.

Wëssenschaftlech Fuerschung brauche mer. Mir mussen och vläicht driwwer nodenken, ob mer net eng Quarantäninfrastruktur an iergendenger Form brauchen. Ech weess net, ob do scho Pläng bestinn op der Säit vun der Regierung, fir wa mer op esou e Wee misste goen, datt mer awer do virbereet sinn. Mir hunn e Problem mat Infrastrukturen, déi eist Land vläicht huet, awer fir aner Zwecker benotzt.

Steiererhéijungen, natierlech, ech hunn et scho gesot, datt mer eis wierklech dergéint wieren, datt mer elo eng CO_2-Steier kréien oder eng Akzisesteier. Mee am Raum steet déi Steierreform. A mir hätte gär, an do ënnerscheede mer eis fundamental vun der Demokratescher Partei, mir soen: Loosst d'Familljen a Rou! D'Familljen hunn elo Groussaarteges geleescht a mir wëllen einfach net, datt elo ënnert deem ideologesche Kräizzuch, deen hei geféiert gëtt, einfach elo d'Individualiséierung no vir gedriwwe gëtt.

Den Här Baum huet eng Ried gehal de Moien, do ass et mer wierklech kal de Réck erofgelaf. En huet gesot: „De Staat däerf nëmmen eppes ..., en däerf nëmme kucken, wie wat verdéngt an net a wéi enger Liewenssituatioun en ass."

Dat ass emol net verfassungsméisseg korrekt, Här Baum. Ech hunn Iech jo virdru gesot, datt d'Verfassung seet: « L'État garantit les droits naturels de la famille. » Dat ass e Verfassungsoptrag a mir sollen net higoen an dat einfach ignoréieren. Do steet net an der Verfassung: « L'État regarde ce que les gens gagnent et essaie d'avoir un maximum d'impôts. » Dat steet do net dran. Et steet do: « Il protège les droits naturels de la famille. » Dat ass de verfassungsméissegen Optrag. An et ass net, fir elo einfach hinzegoen a mir ignoréieren dat, well Dir elo mengt, et wär jiddwereen en Individuum an et wär egal, wien zesummen ass. Et ass nach laang net egal, wéi d'Leit zesummeliewen. Et ass de Kanner net egal. D'Famill, dat ass eppes, dat ass eng Institutioun fir d'Gutt vun de Kanner, a mir sollen déi schützen. Et ass och en Optrag! Et ass en Optrag.

An de Mëttelstandsbockel, gutt, dat sinn och Saachen, déi mer da musse kucken. Awer virun allem: Mir wëllen eng Steierreform ouni déi do Ideologie. Am Géigendeel, mir géifen d'Familljе schützen, wéinstens als ADR.

Iwwert d'Staatsscholde schwätzt mäi Kolleeg Gast Gibéryen herno nach, mee mir sinn do an enger ganz gefäierlecher Situatioun, well déi Scholde wuessen a wuessen. An do ass et dach absurd, wat déi gréng hei de Moie gesot hunn! Ech wëll dat awer och kloer ënnersträichen! Esou eppes hunn ech nach net héieren! Déi gréng Vertriederin kënnt heihinner a seet, d'Staatsscholden, dat wär u sech, fir d'Zukunft vun deene jonke Generatiounen ze garantéieren. Mee dat ass absolutt net de Fall!

Staatsscholde sinn eng Laascht fir déi nächst Generatiounen, well iergendwéini eng Kéier si si eppes, wat den Handlungsspillraum vun deene jonke Leit fir déi nächst Generatiounen aschränkt. Et ass einfach, well mir iwwer eis Verhältnisser liewen, et ass dat, wat et ass! Mir liewen iwwer eis Verhältnisser a schränken domadder den Handlungsspillraum vun deene jonke Leit, vun deenen nächste Generatiounen an. Mir maachen eppes Onverantwortleches. Mir maachen de Contraire vun nohalteger Politik an deem Beräich, wa mir permanent Scholde maachen, well et sinn herno mir an déi nächst Generatiounen, déi dorënner leiden. Mir däerfen net op dee Wee goen. An dofir hu mir ëmmer gesot, mir sollte kucken, fir e Gläichgewiicht ze hunn, mee net iwwer eis Verhältnisser ze liewen. Scholde sinn dee falsche Wee. An esou Erklärungen, dat ass einfach net novollzéibar, wéi een esou eppes ka soen.

Mir musse méi onofhängeg ginn, Här President. An dofir, fir dat ze maachen, méi onofhängeg a méi resilient ze ginn, dofir hate mer eng Rei vu Motiounen als ADR hannerluecht, an ech wëll kuerz elo zu deenen dräi Motioune schwätzen, déi ech jo schonn deponéiert hat, dat ass wichteg, och wéinst dem Temps de parole, déi mer einfach nëmmen deponéiert haten, ouni se ze presentéieren an ouni se ofstëmmen ze loossen.

An déi dräi Motiounen, déi ech haut da wéilt nach eng Kéier, tabléiert si se schonn, mee ech wéilt se nach eng Kéier dem President ginn, fir datt jiddweree se nach eng Kéier ka kucken, déi hunn eigentlech als politesch Ausso d'Konklusioune vun deem, wat ech elo gesot hunn.

Déi Éischt ass eng Motioun vum 21. Mäerz, wou mer einfach soen: Mir mussen net nëmme kucken, datt mer méi widderstandsfäeg ginn doduerch, datt mer liewenswichteg Gidder hei am Land kënne stockéieren, datt eis Landwirtschaft unerkannt gëtt als e wichtegen Deel vun där Liewensmëttelsécherheet, mee datt mer och musse kucken, datt mer eng national Reserv hunn u liewenswichtege Gidder.

Eng vun deene manner schéinen Erscheinungen, déi mer hate wärend där Kris, war jo déi, datt mer zu engem Ableck x Hamsterkeef haten. Dat brauch e Land net, wat einfach virbereet ass, wou d'Leit wëssen, datt mir eng Reserv u liewenswichtege Gidder hunn, eng Opmierksamkeet fir d'Landwirtschaft hunn, wou et einfach net ka virkommen, datt mer an enger Situatioun sinn, wou mer op eemol mat Angschtgefiller reagéieren. Dat war net néideg. A mir solle kucken, datt mer do och mat de logistesche Kräften hei am Land e System fannen, wou mer dat kënne verdeelen, wann et néideg ass.

Déi zweet Motioun, déi geet an déi selwecht Richtung, an do geet et ëm d'Medikamenter an ëm déi hygieenesch Produiten, déi ee brauch an enger sanitärer Kris. Och do soe mer: Mir musse kucken, datt mer eng Reserv hunn an datt déi och fonctionéiert. Déi muss och permanent geréiert gi wéi all déi Reserven. An den Haut-Commissariat à la protection nationale wär vläicht eng Méiglechkeet.

Am Ableck ginn Efforte gemaach, fir dat vu Klinicke wärend enger gewëssener Zäit maachen ze loossen. Wéi laang kann dat fonctionéieren? Wéi eng Käschte sinn domadder verbonnen? Et ass eng staatlech Aufgab, fir an deene Beräicher, wou mer vläicht kënnen an Enkpäss kommen, zemools bei liewenswichtege Medikamenter, dat anescht unzepaken, fir datt d'Leit dat Gefill hunn, datt, egal wat geschitt,

mir fir eng Zäit versuergt sinn. Dat solle mer maachen. Ech mengen, dat ass eng Verantwortung, déi all Staat soll op sech huelen. A wa mer eng Léier zéien aus dëser Kris, dann ass et och déi, datt mer eis do solle virbereeden.

Et geet net duer ze verdeelen. Et muss een an d'Zukunft denken, well ech mengen: « Gouverner, c'est prévoir. » Dat heiten, dat gehéiert essenziell och zu de staatlechen Aufgaben, fir datt mer d'Leit schütze fir de Fall, wou mer eeben an eng Noutsituatioun erakommen.

An dat Drëtt ass eppes, dat betrëfft d'Pëtrolsreserven. Mir hunn ëmmer erëm de Problem hei am Land, well mer ganz, ganz kleng Pëtrolsreserven hei am Land hunn. Et ass net populär, et huet Nodeeler an esou weider, mee mir ware schonn eng Kéier virun e puer Joer aus engem ganz anere Grond un de Grenze vun eiser Versuergungsfäegkeet, deemools duerch eng grouss Keelt, a mir woussten net, ob mer iwwer Schëffer oder aner Weeër iwwerhaapt nach kéinten approvisionéiert ginn.

Mir hunn Obligatiounen. Mir hunn Obligatiounen, fir 90 Deeg Reserven ze hunn. An do gëtt am Ableck gesot: „Gutt, eis Reserve leien zu engem klengen Deel hei am Land, an dann hu mer zu Antwerpen nach e Lager, a mir hunn och kontraktuell Obligatiounen oder virtuell Reserven." Alles dat geet net duer am Noutfall. Mir brauchen eng Reserv hei am Land, déi grouss genuch ass, fir eis ofzesécheren!

An de leschte Joren ass et nach méi schwéier ginn, doriwwer ze schwätzen, well mer eng Regierung hunn, wou Leit drasëtzen, déi mengen, d'Elektromobilitéit wär de Problem a well mer Elektromobilitéit hunn, bräichte mer keng Reserve méi fir eis Tankstellen. De Park un Elektromobilitéit hei am Land ass extreem kleng, e puer Prozent vum totale Fuerpark, a beim Utilitär bal näischt. An et kann een dach net higoen a soen, well mer elo e puer Bornen opstelle fir déi puer Elektromobillgefierer, déi mer hunn, déi och souwisou eng Reichweite hu vun e puer Kilometer a soss och net vill bréngen, wa mer wëllen éierlech sinn, wa mer aus där Ideologie emol erausginn, ass dat dach kee Grond, fir eis Camionen herno stoen ze loossen, fir déi meescht Vehiculle stoen ze loossen, fir eis Agrikultur net méi mat Brennstoff kënnen ze versuergen an esou weider. Mir mussen och do verantwortungsvoll Politik maachen a keng Ideologie. A mir brauchen einfach e Lager hei am Land. Ob dat populär ass oder net, ob jidde Fall bei der grénger Partei ass et net populär, mee et ass eng Noutwendegkeet.

A verantwortungsvoll Politik heescht och, datt mer mussen an deem do Beräich Reserven hunn. Mir brauche Reserven u liewenswichtege Gidder, u Medikamenter an awer och u Pëtrol.

An an deem Sënn, Här President, ginn ech Iech nach eng Kéier déi dräi Motiounen.

(Motions déposées en séance publique n° 27 du 21 mars 2020 - à consulter au compte rendu n°14/2019-2020 en page 410)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zanter véier Méint huet de Coronavirus eist Land elo am Grëff. En huet eist Liewe verännert, a virun allem huet e Wonne geschloen. En huet Wonne geschloen a Wonnen hannerlooss, an dat mécht en och ëmmer nach, Wonnen net nëmmen am medezinnesche Sënn, mee och am gesellschaftlechen, am sozialen, am ekonomeschen an am demokratesche Sënn.

An och wa mer et hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, d'Déidlechkeet vum Virus a Grenzen ze halen, esou war de Wee dohinner e ganz batteren, an d'Kollateralschied, esou wéi de Premier et genannt huet, waren a sinn enorm.

Dat, wat mir an deene leschte véier Méint erlieft hunn zu Lëtzebuerg, awer och an eisen Nopeschlänner, dat ass net méi an net manner wéi e kollektiven Trauma.

An, Här President, et ass an dëser Kris ëm vill méi gaange wéi nëmmen ëm d'Bekämpfe vun engem Virus. Et war e Stresstest fir eis Gesellschaft an och e Stresstest fir déi Aart a Weis, wéi mer hei zesummeliewen. A wa mer dann en Tëschebilan maache wëllen, wat jo de Sënn an Zweck vun dëser Debatt ass, da kéinte mer och Saache feststellen, nämlech dat, wat gutt fonctionéiert huet, wat gutt geklappt huet, an dat, wat net esou gutt fonctionéiert a geklappt huet an dëser Kris. Mer kéinte feststellen, wéi resilient, fir dat Moudewuert dann ze benotzen, eis Gesellschaft ass a wou mer schwaach sinn, wou mer also dréngend nobessere mussen, Saache fundamental veränneren oder a Fro stellen.

Alles dat huet de Premier gëschter awer net gemaach. En huet eis en Erliefnesbericht ofgeliwwert driwwer, wéi dichteg d'Regierung dach war, wa Saache gutt geklappt hunn. An zu deem, wat net esou gutt geklappt huet, huet hien entweeder näischt gesot oder d'Schold bei anere gesicht. An et ass an der Debatt vun deene leschte Méint ëmmer erëm d'Fro opgeworf gi vun der Kommunikatiounspolitik vun der Regierung. An ech wëll elo just een eenzegt Beispill aus dem Premier senger Ried eraushuelen.

Zu de Kollateralschied, déi hien opgezielt huet, huet en - ech zitéieren - „Zuelen a Statistiken, déi hie gesinn hätt", genannt, iwwert d'Uwuesse vun häuslecher Gewalt a Kannermëssbräich. All politesch Fraktioun hei an der Chamber huet méi wéi eng Kéier d'Justizministesch, d'Chancëgläichheetsministesch gefrot, fir un Zuelen ze kommen, parteiiwwergräifend. Et ass ëmmer gesot ginn: „Esou Zuele gëtt et net, Dir braucht iwwerhaapt net duerno ze froen."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Also, entweder stëmmt dat, wat de Premier gëschter hei behaapt huet, an et gëtt déi Zuelen, ma dann hätt ech gär, datt muer eng Commission jointe ass a mir als Deputéiert déi Zuele presentéiert kréien. Oder et ass net wouer, dann hate mer et mat enger Geschicht ze dinn, déi näischt mat der Realitéit vun eisem Land ze dinn huet. De deux choses l'une. Ech hätt gär eng Erklärung vum Premier herno.

Här President, ech wëll awer mat der sanitärer Situatioun ufänken. Jo, mir hate Chance, datt eisen ëffentleche Gesondheetssystem nach eenegermoossen intakt ass, well d'Austeritéitspolitik an de Geescht vum „New Public Management", wéi en och an den Debatte ronderëm de Virage ambulatoire erëmzefannen ass, zu Lëtzebuerg nach net op d'Spëtzt gedriwwe ginn ass, soudatt de ganze Buttek net zesummegebrach ass wéi a verschiddene vun eisen Nopeschlänner an deem Moment, wou et akut gouf.

Jo, effektiv, Situatiounen an de Spideeler, déi d'Limitte vun der Mënschewürd iwwerschreiden, wéi a Frankräich oder Italien, konnten hei verhënnert ginn. A mir haten och Chance, datt keent vun eisen dräi Nopeschlänner, aus deenen de Gros vun eisem Gesondheetspersonal op Lëtzebuerg schaffe kënnt, insistéiert huet, hir Leit ze requisitionéieren, fir se bei sech anzesetzen, wou d'Situatiounen deelweis eskaléiert sinn.

Et huet awer och, a mir hu gëschter nach driwwer geschwat oder virgëschter, gewisen, wéi grouss d'Fragilitéit vun eisem Gesondheetssystem ass an d'Ofhängegkeet vun eeben där auslännescher Aarbechtskraaft, ouni déi hei zu Lëtzebuerg näischt géif goen, d'ailleurs och enger ganz Rëtsch Leit aus deem sougenannte „Schwaarzafrika".

Här President, et gëtt awer eiser Meenung no eng grouss Léier aus der sanitärer Kris ze zéien, an déi besteet doranner, datt mer net méi däerfen eise Gesondheetssystem esou eroffueren, wéi dat an dëser Kris geschitt ass. Ech soen dat ouni Virwërf, an ech mengen, datt, wann, egal aus wéi enger Partei, vläicht en aneren an där Situatioun gewiescht wier, en eng änlech Decisioun geholl hätt. Mir mussen awer gesinn, zu wat et och gefouert huet.

D'Doktere berichten elo, datt den Zoustand vun hire Patiente sech zum Deel däitlech verschlechtert huet, grad bei deenen eeleren a vulnerabele Leit, also bei deenen, déi mer eigentlech schütze wollten. D'Spideeler hunn deelweis enorm Retarde mat ganz einfachen Agréffer, Retarden, déi nach Méint a Méint opzeschaffe sinn. An dobäi koum och nach, datt d'Kommunikatioun vun der Regierung de Leit d'Gefill konnt ginn, si kéinten net bei den Dokter oder an d'Urgence mat hirem Problem, well et géif momentan Schlëmmeres ginn, a gläichzäiteg ass bei deene Leit natierlech och d'Angscht derbäikomm, sech eventuell unzestiechen.

An déi Retarden, déi sinn elo opzeschaffe vum Gesondheetspersonal an de Spideeler, déi an deene leschte Wochen a Méint iwwer hir Grenzen hu missen erausgoen, déi eigentlech physesch a psychesch schonns un der Limitt sinn. Grad si mussen elo alles dat ophuelen, wat duerch d'Kris verluecht ginn ass. An der Däiwel, wa mer da wierklech sollten am September, Oktober, am Hierscht, eng zweet Well kréien, da mussen erëm déi, déi dann nach méi op der Felg dréien, nach eng Kéier de Kapp hierhalen. An dat ass a mengen Aen déi allergréisste Gefor vun enger zweeter Well.

An de wierklech strukturelle Problem vun där Logik ass, datt d'Spideeler esou käschteneffizient ëmgestallt gi sinn. Et feelt eis hei zu Lëtzebuerg am sanitäre Beräich net u Material wéi an anere Länner, et feelt eis net u Beootmungsgeräter, et feelt eis net un Intensivbetter. Et feelt eis u Leit, well jorzéngtelaang net a Leit investéiert gouf an d'Santé just als ze minimiséierende Käschtefaktor ugesi gouf. A grad hei bräichte mer en dréngende Paradigmewiessel. A vläicht ass dat déi gréisste Léier, déi mer mussen aus dëser Kris zéien.

Här President, jo, mir haten am Ufank vun der Kris a vum Lockdown d'Chance, datt mer mat der Cargolux eng strateegesch Muechtpositioun konnte verdeedegen am internationale Rénge fir dat néidegt Gesondheets- a Schutzmaterial. An dat ass och gaangen, well d'Cargolux zum iwwergroussen Deel en ëffentlecht Aktionariat huet. Et war relativ einfach fir d'Regierung, déi Bezéiungen, déi déi privat Gesellschaft huet, ze viabiliséieren, well d'ëffentlech Hand d'Mainmise iwwert d'Cargolux huet an d'Orientéierung vun der Politik matgestalte kann. Well Lëtzebuerg huet am Géigesaz zu Däitschland an och Frankräich keng industriell Aktivitéiten, déi spezifesch op d'Hierstellung vu Medikamenter a medezinnesche Geräter ausgeriicht sinn. Mir produzéiere keng Impfstoffer, keng Masken, keng Beootmungsgeräter. Mir bidde vläicht steierlech Virdeeler fir d'Domiciliéierung vun der Pharmaindustrie, mee dat ass dann awer och alles.

A mir sinn also hei am pharmazeutesche Beräich ofhängeg vun eisen europäesche Partnerlänner, an déi erëm sinn ofhängeg vun deenen eenzelne Produktiounen, déi ganz iwwert déi europäesch Grenzen ewech ausgelagert goufen. Iwwer 80 % vun den aktive Substanze vun de Medikamenter, déi an Europa verschafft ginn, kommen aus China, Indien oder den USA. Och do brauche mer e strukturelle Wandel, an och dat muss eng Léier aus dëser Kris sinn.

Här President, an der sanitärer Kris huet d'Kooperatioun tëschent den europäesche Memberstaaten de facto net existéiert. D'Groussregioun als Groupement européen de cooperation territoriale ass nach wie vor am Dornröschenschlaf. An zoue Grenzen, déi mer erlieft hunn, sinn och d'Resultat vun enger wärend siwe Joer laang gefouerter Politik vun der Netgroussregioun a vun net grenziwwerschreidendem Denken.

Här President, och am Beräich vum universellen Zougang zu der Fleeg huet eise Gesondheetssystem seng Faillë gewisen. Och scho viru Corona sinn eng ganz Rei Leit hei am Land duerch dat sanitäert Netz gefall, déi entweeder ouni Doheem, ouni Pabeieren, ouni Revenu oder prekär Beschäftegter sinn. Dës Vergiessen, dës Oubliéë vun eisem Sozialversécherungssystem goufe wärend der Pandemie nach emol gréissere gesondheetleche Risiken ausgesat. An och fir si hu mer haut nach ëmmer keng definitiv Léisung vun enger Couverture médicale universelle, wéi mer se bräichten.

An och ouni Organisatioune wéi zum Beispill Médecins du monde wier d'Gesondheet vun de Leit ouni Sécurité sociale sech selwer an dem Zoufall iwwerlooss ginn. A mir kënne frou sinn, datt déi Organisatiounen déi Verantwortung iwwerholl hunn an deen Drock gemaach hunn, deen néideg war, fir deene Leit och ze hëllefen.

Well wéi gesäit et elo aus mam Large-Scale-Testing fir dës Leit? Wéi gesäit et aus fir d'Invitatioun, fir esou Tester ze maachen? Well eppes muss eis kloer sinn: De Coronavirus freet net no enger Matricule, ier en iergendee befält. Duerfir ass et wichteg, datt mer déi universal Gesondheetsvirsuerg hei zu Lëtzebuerg endlech ausbauen.

Här President, ech mengen, datt mer eis musse bewosst ginn, datt mer virun engem Choix stinn. Entweeder mer ginn de Wee, wéi Verschiddener et schonn undeiten, weider vun der Privatiséierung an der Maartorientéierung vun eisem Gesondheetssysteem no ganz manageriale Krittären. Oder mer decidéieren effektiv, aus der Kris ze léieren an dat net ze maachen, mee d'Soinen auszebauen.

Als Lénk setze mir eis a fir den Ausbau vun der Sécurité sociale an d'Erweiderung vun der Offer u Soinen an de generellen Accès zu gesondheetleche Servicer bis hin zu enger universeller Gesondheetsversuergung.

Dës sanitär Kris huet net nëmmen eise Gesondheetssystem op d'Prouf gestallt, mee all Eenzelne vun eis ass op seng Resilienz, seng Fäegkeet, mam Virus a mat de restriktive Mesurë wärend dem Confinement ëmzegoen, op d'Prouf gestallt ginn.

D'Resultat dovunner ass eng Verschlechterung vun der mentaler Gesondheet vun der Populatioun. Corona hannerléisst seng Spueren an der Geschicht als kollektiven Trauma. De Premierminister huet gëschter Zuele genannt iwwert d'Santé mentale vun de Leit nom État de crise sanitaire. Besonnesch déi Jonk sinn heivunner betraff. An aus deem Sondage geet ervir, datt Depressiounen an Angschtzoustänn zu Lëtzebuerg mat am heefegste virkomm sinn, no Italien a Spuenien. An deenen dräi Länner hunn d'Leit sech an deenen éischte Woche vum Confinement extreem gestresst gefillt an an Italien a Lëtzebuerg hu sech d'Leit och am meeschten aleng gefillt.

Mir mussen eis bewosst sinn, datt ee vun deene Kollateralschied, déi mer grad duerchliewen, och eng Zort „détresse mentale" ënnert de Leit ass. A mir mussen eis och bewosst sinn, datt mer am Moment op jidde Fall net déi néideg Infrastrukturen, Ulafstellen an och net dat néidegt medezinnescht Personal hunn, fir domadder ëmzegoen.

Der klammender Demande u psychologescher a psychiatrescher Betreiung koum och scho viru Corona kee méi no. An et ass eigentlech eng Schan, datt hei zu Lëtzebuerg d'Consultatioun an der Psychologie an der Psychotherapie nach ëmmer net rembourséiert gëtt.

Här President, spéitstens säit dem Bestseller vum franséischen Ekonom Thomas Piketty wësse mer, datt d'Ongläichheete säit Jorzéngten an de westleche Länner eropginn. Oft gouf an deene leschte Méint gesot, datt d'Covidpandemie dës Ongläichheete méi grouss mécht. Ech mengen, datt éischter domadder gemengt ass, datt d'Covidpandemie déi Ënnerscheeder méi däitlech a méi siichtbar gemaach huet duerch d'Kris, well se wieren och ouni de Covid weider eropgaangen.

An déi Ausso ass richteg. A mir gesinn et och elo schonns. Éischt Zuele vum Aarbechtsmaart bestätegen dat. Sozial Organisatioune wéi d'Caritas schloen Alarm. A wann d'Informatiounspolitik vum Familljeministère, vum Corinne Cahen, och nëmmen e bësse méi transparent wier wéi déi vum Kreml, wéisste mer elo warscheinlech, datt och an de Sozialbüroen op de Gemengen ëmmer méi Leit ëm Hëllef froen. De LISER mécht jo do eng Etüd a mer mussen déi dann ofwaarden, fir weider Opschloss ze kréien.

Ier ech an den Detail ginn, wéilt ech nach soen, datt een duerch de Covid méi e klore Bléck op d'Ongläichheeten huet. Well nieft dem finanziellen Aspekt vu Revenuen a Patrimoine geet de Bléck och méi däitlech op déi ongläich Liewenschancen, an déi ginn duerch de Covid nach vill méi ongläich. Liewenschancen, op Franséisch géif ee soen „champs des possibles" an domadder gemengt ass eng gutt Kandheet a Schoulzäit, eng Ausbildung oder e Studium, dat ee sech erausgesicht huet a wat ee vläicht och nach passionéiert, eng Aarbecht fannen, déi een anstännegt Liewen erméiglecht a Sécherheet bitt an deene verschiddene Liewenslagen, e Logement, wat de Bedierfnesser entsprécht a vläicht och d'Grënnung vun enger Famill, an natierlech och eng Rent, déi en Alter an Dignitéit erméiglecht, an Infrastruktur, déi um Enn vum Liewen, wann de Kierper oder de Geescht net méi mécht, wat ee wëllt, dat opfänkt. All dës Puzzlestécker, déi e Liewe liewenswäert maachen, si leider an eiser Gesellschaft nach ëmmer keng Rechter.

Mir mussen awer grad elo oppassen, datt se net zu Privileegie gi vun ëmmer manner Leit. Wann een also e Bilan mécht oder en Tëschebilan, elo schonns oder an e puer Méint, wa mer nach sécherlech méi kloer gesinn, wat d'Konsequenze vun der Wirtschaftskris sinn, da muss d'Regierung och dorunner gemooss ginn, also un der Fro, ob et gelongen ass oder ob genuch gemaach ginn ass, fir ze verhënneren, datt genee dat doten esou geschitt.

Här President, de Premierminister huet gëschter bedauert, datt eeler Leit an Alters- oder Fleegeheimer sozial immens isoléiert waren. D'Familljeministesch huet gesot, hir géif d'Häerz briechen, wa se dorunner denkt. Déi Leit si vulnerabel a si musse geschützt ginn, do si mer eis eens. Mee och hei wär et méiglech gewiescht, d'Situatioun ze verbesseren, andeems de Familljeministère méi kloer a méi verbindlech Aussoen a Richtung Gestionnairë gemaach hätt an net ëmmer erëm nëmme versicht hätt, d'Responsabilitéit soit op aner Ministèrë soit op d'Gestionnairen eenzeg an eleng ofzewälzen. Dann hätt zumindest kënne verhënnert ginn, datt iwwerall aner Reegele gezielt hätten an et deelweis zu Abuse komm ass, wou Leit op hiren Zëmmeren de facto agespaart an iwwer Méint ofgeschnidde ware vun der Aussewelt. Och do muss fir d'Zukunft gesuergt ginn, datt esou Ausuferunge verhënnert ginn.

De Chômage gouf vum Premier ugeschwat. Dat ass sécherlech eng sozial an ekonomesch Situatioun, déi den Horizont fir ganz vill Leit méi kleng mécht. Mee och hei lount et sech, d'Lëns wäit opzemaachen. Well scho virum Covid hate mer iwwer 15.000 Leit am Chômage, deelweis scho laang. Déi verléieren elo

all Hoffnung op eng Plaz a rëtschen no an no aus dem Chômage an de REVIS, well d'Covid-mesuren auslafen, wat de Chômage ugeet.

Vill Leit schaffen hallef a liewen domat ënnert der Aarmutsgrenz. Och si fannen hei näischt Zousätzleches. Mam Chômage partiel konnten zwar vill Aarbechtsplaze gehale ginn a Leit mat klenge Paie kruten 100 % als Chômage ausbezuelt, mee trotzdeem ass vill Revenu fir d'Stéit ausgefall, besonnesch am Horeca-Secteur, wou d'Personal och zu engem groussen Deel vu sengem Drénkgeld lieft.

Datt elo ëmmer méi Leit Sozialhëllef froen, an dat zum Deel fir d'éischte Kéier an hirem Liewen, esou wéi d'Caritas rapportéiert, ass fir eis e Beispill duerfir, datt fir vill Leit Existenzen um Spill stinn. An hanner all deene Leit läit ganz oft de grousse Schiet vun der Logementskris, déi fir vill Mënschen, déi e Prêt hunn oder e Loyer bezuelen, elo knallhaart gräifbar gëtt.

Duerfir versti mer och, datt d'Gewerkschafte bei der Tripartite net isoléiert iwwert de Chômage schwätze wollten. Dat kann een nämlech net maachen, well dee Problem jo net an zwee Méint verschwonnen ass. Falls en dann awer eng Kéier sollt verschwonne sinn, huet e bis dohinner immense soziale Schued ugeriicht, deen net aleng iwwert d'Aarbecht ze behiewen ass. Do muss ee sech also elo schonn dergéint stemmen.

Virun engem Mount, Här President, bei der klenger Chômagedebatt op Initiativ vum Här Spautz, hat ech vun der Covidgeneratioun geschwat, also dem Fait Rechnung gedroen, datt entre-temps ee vu véier Jonken am Chômage ass. A wann ech virdru vu Liewenschancë geschwat hunn, déi riskéieren ze verpuffen, da sinn et déi Jonk, fir déi dat besonnesch zoutrëfft.

De Sprong an e Studium ass schwiereg. A wéi enger Stad fënnt een an oder just nom Shutdown dann nach eng Wunneng? De Sprong an eng Ausbildung ass ëmmer manner evident, och mat méi staatlecher Ënnerstëtzung fir Betriber, déi ausbilden. De Sprong an eng Aarbecht ass den Ament fir déi meescht eng Saach vun der Onméiglechkeet. De Problem dobäi ass, datt d'Beruffsufänger keng Rechter erschafft hunn, also kee Chômage kréien. Si sinn am Prinzip och ze jonk fir de REVIS. Si stinn also do mat näischt a mussen hoffen, nach doheem wunnen ze kënnen.

Mer riskéieren also an deenen nächste Wochen a Méint, Zoustänn ze kréien, wéi mer se bis elo just aus Dokumentatiounen aus anere Länner kannt hunn. Deem gëllt et virzegräifen an och elo schonn energesch entgéintzewierken.

A mir sinn eis och bewosst, Här President, datt dat keng einfach Aufgab ass. Et kann een dee Problem sécher net mat engem eenzege Streech léisen. An et kann een och net mat engem Fiederstréch eng Léisung fannen, déi fir jiddwereen déi richteg ass. Mir mengen awer, datt elo d'Zäit ass, datt elo definitiv d'Zäit erreecht ginn ass, fir verschidde weesentlech Mesuren ze huelen.

Mir mussen d'Aarbechtsplaze schützen. Mir mussen derfir suergen, datt d'Betriber, déi weider Gewënner maachen, kee Personal däerfen entloossen. Et ass jo eng Schan, wat zu Diddeleng mat Guardian geschitt, engem Betrib, deen nach ëmmer Benefisser mécht, deen all Joer schwaarz Zuele schreift, do riskéieren elo 450 Leit zu Diddeleng an zu Käerjeng hir Aarbechtsplaz ze verléieren. Dat kann net sinn.

Mir mussen och driwwer nodenken, datt beim Chômage partiel bis 2,5-mol de Mindestloun de Loun zu 100 % ersat gëtt, an net just bis 80 %, wéi dat bis elo beim Mindestloun war, well e Stot mat engem Revenu vu 5.000 Euro net einfach emol esou op 1.000 Euro verzichte kann.

Mir mengen och, datt duerch déi exceptionnel Situatioun d'Rechter op Chômagegeld musse verlängert ginn, fir ze verhënneren, datt Leit ouni Aarbecht lues awer sécher ëmmer méi an de REVIS rutschen. An de REVIS selwer muss eropgesat ginn op d'Aarmutsgrenz, fir datt en en dezent Liewen iwwerhaapt erméiglecht. De Mindestloun muss erhéicht ginn. An all déi Mesuren, déi ech elo genannt hunn, déi dénge jo just dozou, datt d'Kafkraaft vun de Leit an d'Luucht geet an domadder och der Reprise zeguttkënnt. A mir mengen och, datt d'Garantie jeunes endlech muss e Recht ginn an net just eng gutt Absicht, dat heescht, datt all Jonken no véier Méint eng Aarbecht oder eng Formatioun muss kréien, déi och bezuelt ass.

Wann de Privatmarché dat net hiergëtt, da mussen de Staat an d'Gemengen aktiv ginn. Dat kascht Suen, jo, mee dat ass eng Investitioun an d'Zukunft, datt jonk Leit déi Ënnerstëtzung erfueren an dëser schwéierer Zäit. Si wäerten der Gesellschaft et erëmginn, an dat iwwer Jorzéngten, well mer brauchen alleguer déi Leit.

Scho virun der Coronakris war eist Land viru grouss Erausfuerderunge gesat, grouss Erausfuerderungen, déi net nëmmen, awer och, mam Klimawandel ze dinn hunn, déi domadder ze dinn hunn, datt mer eise wirtschaftlechen, eise Sozialsystem komplett ëmkrämpele mussen an eebe justement méi resilient maachen. A fir datt dat gelénge kann, do brauche mer jiddwereen. Do brauche mer alleguer déi Leit, déi och elo riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren, fir deen Transformatiounsprozess esou duerchféieren ze kënnen, datt eis Gesellschaft och op zukünfteg Schocke virbereet ass an datt eis Gesellschaft iwwerhaapt och fir déi nächst Generatiounen nach liewenswäert ass.

Här President, mir mengen, datt an dëser sanitärer Kris vill Leit sech Froe gestallt hunn an zur Konklusioun kommen, datt e „weider esou" net méi drobar ass. Déi al Uerdnung ass bewisenermoossen onfäeg, déi sozial an ekologesch Erausfuerderunge vun eiser Zäit ze meeschteren. Mir brauchen e fundamentale Wiessel an der Aart a Weis, wéi mer eis Wirtschaft an eis Gesellschaft organiséieren.

De Problem ass awer, datt, wa mer d'Regierungsaktioune kucken, da schéngt et, wéi wa si awer wéilt schnellstméiglech erëm zur aler Routine zréckkommen an net politesch Konsequenzen a politesch Léieren aus dëser Situatioun zéien.

Si setzt bei der Relance économique virun allem op Staatshëllefe fir grouss Betriber, amplaz endlech d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, an anuléiert och nach d'Steiererliichterunge fir déi schaffend Leit. D'Majoritéit votéiert hei wärend dem Confinement e CETA-Accord, a si hält dru fest, datt de Rentefong a knaschteg Multinationallen investéiert. A viru Kuerzem gouf hei alt erëm eng Kéier e Gesetz verabschit, dat Multinationallen a Superräicher bei der Steieroptiméierung hëlleft.

An op där anerer Säit hu mer mëttlerweil hei an der Chamber um Rôle Gesetzesprojeten am Militärberäich leien, déi am Ganzen 1,1 Milliarden Euro kaschten. De Minister Lex Delles huet gëschter de Resumé gemaach, wat dann d'Hëllefe fir d'PMEen zu Lëtzebuerg ausmaachen. Dat sinn 90 Milliounen Euro. 1,1 Milliard fir d'Militär, 90 Millioune fir d'PMEen. An dat ass bal e krampfhaft Festhalen un alen Denkmusteren, déi eis net weiderbréngen.

Déi mëttlerweil bal 40 Joer al Ideologie vum Neoliberalismus huet näischt méi am 21. Jorhonnert verluer. Well wëlle mer wierklech weiderfuere mat der hemmungsloser Ausbeutung vun der Natur an den Aarbechter op der ganzer Welt? Oder wëlle mer dat mat staarke Reegelen endlech ënnerbannen?

Wëlle mer wierklech weiderfueren, d'ëffentlech Servicer ofzebauen an drop an derwidder ze liberaliséieren an ze privatiséieren? Oder solle mer net au contraire déi ëffentlech Servicer nees am Interêt vun der Allgemengheet stäerken?

Wëlle mer weiderhin ënnert der Fuchtel stoe vun de Casinofinanzmäert? Oder wëlle mer weiderhin eng international Handelsuerdnung opbauen, déi eenzeg an aleng op déi grouss Multinationallen zougeschnidden ass?

Wëlle mer weiderfueren, déi grouss Societéiten an Ultraräicher mat Steierkaddoen ze iwwerschëdden, wärend e groussen Deel vun der Bevëlkerung ënnert der Spuerpolitik ze leiden huet an d'Inegalitéiten ëmmer méi grouss ginn?

Jo, mir sinn nach ëmmer matzen dran an där sanitärer Kris. A mer verstinn och, datt een net zu dësem Zäitpunkt scho kann nei politesch Orientéierunge presentéieren. Mee et gëtt awer esou lues Zäit, datt d'Regierung endlech Signaler vu sech gëtt, datt se eppes aus dëser Kris geléiert huet.

An ech mengen awer, an domadder wéilt ech bal ophalen, datt een hei nach eppes muss soen. Schonn e puer Leit viru mir hunn ëmmer erëm probéiert, de Leit Angscht ze maache mat deene Scholden an deem Scholdebierg, déi op eis géifen duerkommen. Ech mengen, datt déi Suen, déi haut investéiert ginn, souwisou net alles Scholde sinn, well déi meescht vun deene Sue vun deem groussen Hëllefspaquet, dat si Suen, déi erëm zréckkommen, dat sinn Emprunten, dat si just Stundungen, wou Cotisatioune respektiv Steieren nobezuelt gi sinn. Dat, wat d'Regierung wierklech un direkte Suen aus dem Staatsbudget gëtt, ass weesentlech manner.

Mee natierlech musse mer Scholden ophuelen. An déi Scholden, déi huele mer net op zulaaschte vun deenen nächste Generatiounen. Déi Scholden, déi huele mer op, fir d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen ze preparéieren, well déi gréisste Laascht ass, wa mer eis géifen esou eng däitsch Politik, Steier-, Finanzpolitik virstellen, wéi den Här Schäuble se gemaach huet, vun der schwaarzer Null. Déi huet derzou gefouert, datt eeben net an d'Zukunft investéiert ginn ass, datt Däitschland e Riseréckstand huet, wat säi Kapitalstack ugeet, dat heescht, wat seng Brécken, seng Stroossen, seng Infrastrukturen ugeet. Dat si Suen a Scholden, verstoppte Scholden, déi een och mat enger schwaarzer Null kann huelen. Duerfir, Investitiounen, konsequent Investitioune vun der Regierung sinn dee richtege Wee. A mir sollen och net Angscht hunn, dat ze maachen. Mir musse just kucke bei de Recetten, wou dann op där anerer Säit d'Suen hierkommen. An do ass et am Moment nach ëmmer esou, datt zwee Drëttel vun de Recettë vun de Leit hierkommen an een Drëttel vun de Recettë kënnt vun de Betriber a vum Kapital.

Dat war och schonn emol eng Kéier anescht. Dat huet sech bis dohinner entwéckelt. An do musse mer d'Sue siche goen, nämlech do, wou se och richtegerweis ze fanne sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, wärend dem Confinement war ganz dacks de Mot d'ordre, an dat war vu villen an och aus deenen ënnerschiddlechste Parteie gesot ginn, de Mot d'ordre „Solidaritéit". An déi Solidaritéit, déi zielt och am Deconfinement, vläicht souguer méi staark nach, wéi se am Confinement gebraucht ginn ass.

Mir hunn no véier Méint, an ech hunn dat probéiert an der leschter hallwer Stonn e bëssen opzeweisen, vill Schwächte gesi vun deem Modell Lëtzebuerg. Mir hu gesinn, datt en op ganz ville Plazen net resilient ass. Ech mengen awer, datt déi lescht véier Méint och gewisen hunn, wou de Lëtzebuerger Modell Stäerkten huet.

An dat sinn déi Leit, déi hei wunnen, liewen a schaffen an déi déi Stäerkten ausmaachen. All déi Leit, déi hei am Confinement déi essenziell Aarbechten duerchgefouert hunn, all déi Leit, déi derfir gesuergt hunn, datt eist Land weider fonctionéiert, datt eise Gesondheetssystem net zesummebrécht, datt eis Narungsketten net ënnerbrach gëtt, Leit ganz dacks mat niddregen, ganz niddrege Léin souguer a mat ganz schlechten Aarbechtskonditiounen, déi Leit, dat ass d'Stäerkt vu Lëtzebuerg.

Dat si Leit mat ënnerschiddlechster Hierkonft, déi iergendwann eng Kéier op Lëtzebuerg komm sinn, wéi all Mënsch mat Wënsch, Dreem an Hoffnungen. A si maachen dat aus, op dat mer baue mussen, fir eis Gesellschaft souwuel ze verännere wéi och méi resilient ze maachen. An d'Diskussioun musse mer féieren, fir deene Leit net nëmme symbolesch ze klappen, mee hirem Usproch gerecht ze ginn op en anstänneg Liewen an eng anstänneg Liewenschance fir sech a fir hir Kanner.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An als nächste Riedner héiere mer den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Wéi de Coronavirus zu Lëtzebuerg ukomm ass, ass alles op eemol ganz séier gaangen. Den État de crise ass bei eis zu Lëtzebuerg am Mäerz ausgeruff ginn. Mir kënnen haut frou sinn, net de schweedesche Wee gaangen ze sinn. Alles hätt kënnen anescht goen. Mir hätte kee Confinement gemaach, kee Lockdown, keng Maske verdeelt, keng Distanciation sociale praktizéiert. Mir hätten dee lästege Virus einfach ignoréiert an esou weidergemaach wéi soss, ouni Rücksicht op Verloschter.

Eis Klinicke wieren no kierzester Zäit iwwerlaf gewiescht. Dee Stäerksten hätt iwwerlieft, dee Schwächsten net. D'Commercë wieren all opbliwwen, d'Leit hätte sech een nom aneren ugestach, dat zu engem Zäitpunkt, wou nach manner iwwert de Virus gewosst war wéi haut.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si mer sécher, de Lockdown an den État de crise waren déi richteg Äntwerten op eng Kris, déi eis äiskal erwëscht huet. Ech sinn houfreg, datt ech an engem Land liewe mat enger politescher Kultur, déi drop baséiert, dat ze maachen, wat d'Biergerinnen an d'Bierger schützt. D'Awunner vun eisem klenge Land woussten a schwéieren Zäiten ëmmer zesummenzehalen. Solidaritéit a Krisenzäiten ass eppes, wat eist Land auszeechent.

De Coronavirus ass zu Lëtzebuerg net instrumentaliséiert ginn, an zwar vu kenger Partei, fir dorauser politescht Kapital ze schloen. Bei enger Gefor wéi där vum Covid-19 sollte mer als Chamber, als Parteien, als Mënschen zesummestoen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech mengen, dat ass eis gelongen. An dat war wichteg, fir och de sozialen a politesche Fridden an eisem Land wärend der Kris oprechtzeerhalen an de Leit dobaussen ze weisen: Mir schaffen als Politik zesumme fir d'Gesondheet vun all Eenzelnem, quitte datt och all Eenzelne wärend der Kris huet missen a weiderhin nach wäert musse Sacrificë maachen.

Dësen État de crise ass also rezent op en Enn komm. Ma mir hu mat méi oder manner gudde Gesetzestexter nogebessert a verschidde Mesuren iwwert den État de crise eraus verlängert. Aktuell denke mer driwwer no, weider Mesuren anzeféieren, fir d'Ausbreedung vum Virus a Moossen ze halen an eng zweet Well ze verhënneren.

Mir Piraten sinn der Meenung, datt mer eis weiderhi sollten op dat Weesentlecht konzentréieren: déi Schwaach schützen an d'Allgemengheet derzou opruffen, d'Consignen an d'Reegelen ze respektéieren, amplaz a Poleemik ze verfalen a vun de reelle Problemer ofzelenken. Natierlech duerfe mer net riskéieren, laangfristeg Aschränkunge vum ëffentleche Liewen an de perséinleche Rechter einfach esou ze akzeptéieren an domat déi laang erkämpfte Fräiheetsrechter muttwëlleg um Altor vun enger sougenannter Sécherheet ze afferen.

Mir sollten och dat un d'Biergerinnen an d'Bierger weider kommunizéieren. All déi Reegele si just sou laang do, bis mer en Impfstoff hunn, bis dee ganzen Zauber endlech eriwwer ass. Keen Dag méi laang! Well och ech perséinlech sinn net frou, datt mer perséinlech Grondrechter musse beschnëppele goen. Fir mech als Pirat ass dat souguer en Albdram!

Ech wëll an deem Kontext dann awer och nach zu engem Theema ze schwätze kommen, dat eis Piraten wärend an nom Deconfinement um Häerz geleeën huet an um Häerz läit: d'Tracing-app.

Mir Piraten haten eis jo am Abrëll an och gëschter hei an der Chamber derfir agesat, datt de Staat aus de bekannte Grënn keng obligatoresch Tracingappe sollt aféieren. Eis deemoleg Motioun gouf - an ech soen dat och mat Freed - am Mee an der Plenière hei ugeholl. Och de Premier ass mat op dee Wee gaangen a gesäit, an dat huet e gëschter nach eng Kéier confirméiert, aktuell kee Besoin a kee Méiwäert vun enger Tracingapp. Loosst eis also déi Diskussioun begruewen! Loosst eis no vir kucken, wéi mer den analogen Tracing besser, méi performant kënnen ausbauen an esou effikass de Leit hëllefen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer iwwer Europa schwätzen, da schwätze mer meeschtens vun der „libre circulation des personnes, des biens et des services". Ma, d'libre Circulation ass an der mondialiséierter Welt eppes, wat mer iwwerall erëmfannen. Libre Circulation heescht och libre Circulation vun Iddien, vu Wäerter, ma eebe leider och vu Viren.

Sech virzestellen zréckzegoen an ee System, wou mer eis op eis selwer zréckzéien an eis zu Lëtzebuerg hanner eise Festungsmauere verstoppen, amplaz se houfreg den Touristen aus der ganzer Welt ze weisen, ass definitiv eriwwer. D'Spezifissitéit vun der Coronakris ass och, datt se weltwäit besteet. A weltwäit gëtt op verschidde Manéiere mat der Pandemie ëmgaangen.

Wéi selbstverständlech goufen an Zäite vum Confinement dann och d'Grenzen uechtert d'Groussregioun zougemaach. De belsche Resident koum net méi op Lëtzebuerg, de lëtzebuergeschen net méi a Frankräich oder Däitschland. An insgesamt war d'Situatioun, wien eriwwer dierf a wien net, bis zum Schluss zimmlech chaotesch. Eenzel Länner hu probéiert, mat nationale Mesuren op e globale Problem ze reagéieren.

Mir Piraten bedaueren dës Aktioune weiderhin zudéifst, well et an eisen Aen net däerf sinn, datt d'Biergerinnen an d'Bierger an der Groussregioun vun engem Dag op deen aneren auserneegerass ginn. Dës Aktioune foussen net um europäesche Geescht vu Solidaritéit, mee op Egoismus an nationalistesche Reflexer.

Och wann e wäit dervun ewech ass, perfekt ze sinn, gleewe mir Piraten un de gemeinsamen europäesche Projet. A wann et Lëtzebuerg gutt geet, da soll et och der Groussregioun gutt goen. Eiser Meenung no muss d'Kooperatioun mat den Nopeschregiounen elo eréischt esou richteg verdéift ginn. Mir brauche méi gemeinsam Projete mat eisen Noperen, fir esou d'Regioun auszebauen an e resiliente Lëtzebuerger Modell ze schafen, een, deen net an Natiounen denkt, mee transnational, een, deen an deene Regiounen denkt, wou eis Aarbechtskraaft hierkënnt, wou déi Leit, déi all Dag mat eis, mat de Residenten zesumme Lëtzebuerg bauen, dra concernéiert sinn.

D'Solidaritéit, déi de Premier wärend dem Confinement scho bal mantrahaft vun eisen Nopere verlaangt huet, fir eebe grad déi Leit nach iwwert d'Grenzen ze loossen, däerf keng Einbanstrooss sinn. Et muss och e Retour ginn

an dat muss iwwert d'Chrëschtdagsbeliichtung an den Nopeschgemengen erausgoen.

Et war fir vill jonk Leit déi éischte Kéier an hirem Liewen, datt se virun zouene Grenze stoungen. Ech gehéieren zu der Post-Schengen-Generatioun, enger Generatioun vu Leit, déi et ni erlieft hunn, op enger Grenz ze waarden, den Auto op d'Kopp gedréit ze kréien, de Pass mussen derbäi ze hunn, just fir op déi aner Säit vun der Musel oder der Sauer ze goen.

Ech gehéieren zu där Generatioun, déi vun de Schmugglerpied am Weste vum Land just aus den Erzielunge vun hirer Urgroussbom kennt, déi gesot huet, datt se alt emol heiansdo kuerz nom Krich do deen een oder anere Poulet iwwert d'Grenz geschmuggelt hätt.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Jo, och Pouleten, Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).-* Och Schwäin.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Net jiddweree konnt sech e Schwäi leeschten deemools.

Mee et ass eng Generatioun, déi elo op eemol duerch eng Pandemie virun engem Schlagbam stoung, virun enger Grenz, déi zou war, virun enger Grenz, wou Douaniere stoungen, deelweis schwéier bewaffnet Bundespolizisten op der däitscher Grenz. An et huet ee sech gefillt wéi e Kriminellen. Et huet een den europäesche Gedanken iergendwéi zu Graf gedroen. An et däerf net méi virkommen, datt mer d'europäesch Fändele mussen op Hallefmast setzen, well d'Grenzen zougemaach ginn.

Här President, d'Follge vum Confinement a vum Virus am Allgemenge sinn net nëmmen um wirtschaftleche Plang, op deen ech am Verlaf vu menger Ried nach wäert agoen, grav. Och op soziopsychologeschem Niveau musse mer mat enger ganzer Rei schwéiere Konsequenze rechnen. Datt de Confinement bei ville Leit Spueren hannerlooss huet, ass net ze iwwersinn. Vill Mënsche sinn onsécher, fir virun d'Dier ze goen, liesen Noriichten an der Endlosschläif, fille sech eleng gelooss a verluer. Vun de vulnerabele Leit guer net ze schwätzen, déi an enger konstanter Angscht liewen, dem Virus enges Daags zum Affer ze falen.

Mir mussen eis Matbiergerinnen a Matbierger och op psychologeschem Niveau ënnerstëtzen. Mir musse géint nach ëmmer bestoend Stereotyppen a Klischeeë virgoen, déi besoen, datt een „verréckt" ass, wann ee sech psychologesch Hëllef sicht. Mir mussen aktiv derfir antrieden, datt jiddereen, deen Hëllef op deem Niveau brauch, se och kritt, ouni sech marginaliséiert oder stigmatiséiert ze fillen, ouni datt et sech um Ëmfang vu sengem Portmonni moosst, ob e sech dat leeschte kann oder net.

Mir Mënsche si grad derbäi ze léieren, mam Virus ze liewen. Mir Piraten sinn der Meenung, datt all Mënsch een Halt brauch. Mir mussen derfir suergen, datt eis keng Leit en cours de route verluer ginn, datt mer hinne psychologesch Assistenz bidden, datt mer hinnen Hoffnung maachen, datt mer iergendwann erëm zu engem normalen Zesummeliewe wäerten zréckfannen.

Wann ech vu psychologescher Hëllef schwätzen, dann ass et grad an der Sortie vun esou enger Kris dramatesch, datt eng Stonn beim Psycholog 100 oder méi Euro kascht an net remboursëiert ka ginn. Dat ass de richtege Skandal! Wa mer herno nach iwwert d'Sue schwätzen, da musse mer de Leit hëllefen. Da musse mer deenen hëllefen, déi am stäerkste getraff sinn, an deenen, wou d'Problemer vläicht net visibel sinn, well Psychosen, psychologesch Problemer si genausou eng Krankheet wéi e siichtbaren Handicap oder eng siichtbar Krankheet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och d'Situatioun vun deenen eelere Leit huet mat der Coronakris schnell geännert. Vill eeler Persoune sinn a betreite Strukturen, a Fleege- oder Altersheemer. Anerer si Wittmann oder Wittfra a sëtzen eleng doheem. Alleguerten hoffe se, datt se gesond duerch dës Kris kommen.

An da kënnt d'Mesure vum 50-Euro-Bong, fir an den Hotel ze goen, fir Vakanz doheem ze maachen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Leit, déi am Altersheem oder an engem Fleegeheem sëtzen, déi maache keng Vakanz doheem! Déi hunn ee ganz anere Problem, nämlech deen, datt se op eemol sech hu missen en Tablet kafen, fir mat hire Léifsten a Kontakt ze bleiwen. Déi hunn de Problem, datt vun haut op muer hir Famill net méi huet dierfen d'Wäsch maache kommen a se elo eng zousätzlech Depense an hirem Alters- oder Fleegeheem derbäi kruten.

Hei wär et dach sënnvoll gewiescht, de 50-Euro-Bong fir dës Persounen net fir an der Hotellerie ze maachen, mee fir hinnen ze hëllefen, entweeder en Tablet ze kafen, en Handy ze kafen oder - soyons fous! - d'Wäsch ze maachen, fir déi Käschten ze reduzéieren, déi hinnen duerch de Lockdown entstane sinn.

Wat ech mech froen ass: Wéi brénge mir et an Zukunft fäerdeg, jonk an al méi no beieneen ze bréngen? Wéi kënne mer d'Kommunikatioun an de Versteesdemech tëscht de Generatioune stäerken, fir datt mer als Gesellschaft zesummen un engem Strang zéien?

Mir wäerten, wa mer dëst wëllen erreechen, net ronderëm eng Opwäertung vum Benevolat kommen. Wéi kënne mer de sozialen Tissu, deen hei zu Lëtzebuerg laang Zäit op engem performante Reseau u benevollen Associatioune gefousst huet, an Zukunft nach méi staark opbauen an déi eeler Leit mat de Jonken zesummebréngen?

D'Situatioun vun eelere Leit an der Coronakris weist eis, wéi séier et ka goen, datt déi eeler Generatioun vun haut op muer vun där jonker ofgeschnidden ass, datt mer erëm an Altersgruppen denken. Ech wëll net an enger Gesellschaft liewen, wou mer den Drëtten Alter op d'Ofstellgleis setzen, well se fir eis eng Laascht ginn. Ech wënsche mer, datt d'Generatiounen erëm vunenee léiere kënnen. Mir sollten dës Kris och als Geleeënheet notzen, de Generationgap ze iwwerwannen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een dann nach eng grouss Léier aus der Covid-19-Pandemie zéien däerf, dann ass et déi, datt d'Mënschheet besser ass wéi dat, wat vill vun hir denken. Wärend vill eeler a vulnerabel Mënschen an hire Wunnengen agespaart waren, hunn Dausende Leit hir Zäit investéiert, fir aneren ze hëllefen. De Benevolat hat wärend der Kris Héichkonjunktur a krut eng héich Unerkennung wärend dem Confinement.

Et gëtt dofir Zäit, datt d'Benevolatsaktivitéiten endlech dee Stellewäert kréien, dee se verdéngen. An hei kann d'Politik eng Panoplie u Mesuren huelen an deployéieren: iwwer Steierkreditter, d'Urechne vum Benevolat an der Pensiounskarriär oder duerch d'Aféierung vu spezielle Congéé fir Fräiwëlleger.

Mir als Legislateur hunn hei d'Méiglechkeet, a sollte se och notzen, fir de Benevolat an eiser Gesellschaft ze stäerken. An duerfir, Här President, iwwerreechen ech lech eng Motioun, an där mer froen, fir e Screening vun de bestoende Congéen am Kader vum Benevolat ze maachen, ze evaluéieren, ënner wéi enger Form een dës Congéé kéint regruppéieren a méi breet accessibel maachen, an der Chamber eebe grad e Rapport vum Screening a vun dëser Evaluatioun ze iwwerreechen.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- d'Coronapandemie weist, wéi wichteg e Reseau un engagéierte Benevolle fir eis Gesellschaft ass;

- de gesellschaftlechen Engagement ass ee vun de Fundamenter vun der gesellschaftlecher Kohäsioun an dem gesellschaftleche Liewen am Allgemengen a muss unerkannt a wäertgeschätzt ginn;

- eist Land brauch a Betruecht vun de groussen Defien, déi eis bevirstinn, eng staark Zivillgesellschaft, engagéiert Veräiner, Associatiounen a Benevollen;

- vill Reuniounen a Concertatiounen am Benevolat fanne wärend de regulären Aarbechtszäite statt, wat de gesellschaftlechen Engagement erschwéiert;

- et bestinn elo scho verschidde Méiglechkeeten, fir am Kader vu verschiddenen Aktivitéite vu senger Aarbecht fräigestallt ze ginn (z. B. am Beräich Sport, Kooperatioun oder Services de secours etc.);

- Lokalpolitiker profitéiere vun engem gesetzlech encadréierte Congé politique;

- de gesellschaftlechen Engagement kéint an der Form vun engem Congé gefërdert ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. e Screening vun de bestoende Congéen ze maachen;

2. ze evaluéieren, ënner wéi enger Form een dës Congéé kéint regruppéieren an méi breet accessibel maachen;

3. der Chamber ee Rapport vum Screening an der Evaluatioun ze presentéieren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Eroffuere vun eiser Wirtschaft huet sech an der Gesellschaft e Paradigmewiessel an d'Plaz gesat. Elo an der Zäit vu Corona gi vill Beruffer méi geschat. Vill Beruffsbiller, déi virun dëser sanitärer Kris keng oder wéineg Bedeitung vun eiser Gesellschaft zougeschriwwe kruten, ginn elo als Helden applaudéiert.

Wärend vill Mënschen doheem hu misse bleiwen, sinn dës Mënsche flichtbewosst all Dag op d'Aarbecht gaangen an hunn hiren Déngscht fir eis alleguer geleescht. Dëst war natierlech an éischter Linn dat medezinnescht Personal, mee och Personal am Handel, d'Botzpersonal, d'Buschaufferen, d'Camionsfuerer, d'Lokfürer an, an, an. Mir hunn hinnen heibanne méi wéi eng Kéier op der Plaz Merci fir hir Leeschtunge gesot. Ech wéilt mech deem och haut nach eng Kéier uschléissen an hinnen eise Respekt ausdrécke fir dat, wat se geleescht hunn, fir de System, deen ouni si net fonctionéiert, um Rullen ze halen.

Dës Beruffer waren a sinn elo nach systemrelevant. Wéi schonns gesot: Et geet net duer, 100-mol Merci ze soen an alles beim Alen ze loossen. Mir Piraten hu méi wéi eemol ënnerstrach, datt den Effort vun de Leit och monetär misst unerkannt ginn, sief et duerch eng Primm oder, nach besser, duerch d'Opwäertung vu systemrelevante Beruffer, eventuell duerch Steiervirdeeler a Steierkreditter oder optimalerweis och nach Gehaltsopbesserungen.

Natierlech kënne mer soen: „Mir hunn d'Kris solidaresch gemeeschtert", mee mer mussen elo d'Weeche fir d'Zukunft stellen. Wat sinn eis déi essenziell Beruffer wäert? Wëlle mer de Botzsecteur an Zukunft geneesou weider schufte loossen? Brénge mer den Infirmieren an Infirmièren an Zukunft endlech dee Respekt entgéint, deen hinnen zousteet?

Ech wënsche mer et, Här President. Ech wëll, datt mer och iwwert d'Konditiounen an enger ganzer Rëtsch Secteure schwätzen an et dann net nëmme bei Wierder beloossen, mee och konkreet eppes maachen.

Wa mer eng fair a modern Gesellschaft wëllen, musse mer systemrelevant Beruffer net nëmme mat schéinen Dankesrieden, mee mat klore Mesurë stäerken. An ech denken do, datt d'Chamber hei awer zesumme mat der Regierung hir Responsabilitéit muss huelen.

Wie sech virun der Covid-19-Pandemie als Elterendeel nach wéi an engem Hamsterrad gefillt huet, deen hat elo wärend dem Confinement méi wéi genuch Zäit, fir mat senge Léifsten zesummen ze sinn, wa säi Beruff dann iwwer Teletravail gemaach konnt ginn oder wann e Congé pour raisons familiales hat.

Sécherlech war dës Zäit net ëmmer einfach, well et krut nëmmen een Elterendeel de Congé pour raisons familiales. Des Weidere war d'Regierung an hiren Aussoen net ëmmer kloer, soudass vill Elteren oft an ëmmer erëm an Onkloerheet waren, wat se dann elo dierften a wat net a wéi d'Delaien da wären. Heiansdo waren d'Delaien immens kuerz, well immens kuerzfristeg reagéiert gouf.

Mir Piraten haten eis dofir, esou wéi d'Oppositiounsroll dat vun eis verlaangt, direkt an e puer parlamentaresche Froen un d'Regierung adresséiert, fir séier a kloer Äntwerte kënnen ze ginn, sou zum Beispill och beim Congé pour raisons familiales.

Jo, ech verstinn, datt d'Regierung verschidde parlamentaresch Froen heiansdo nerveg fënnt. Et kascht Aarbechtszäit, et kascht Ressourcen, et kascht Nerven an et muss een erklären. Mee datt déi Froe wichteg sinn, weist, datt eng ganz Rëtsch Ännerungen an de Prozeduren duerch parlamentaresch Froe vun der ganzer Oppositioun zustane koumen. Do, wou d'Kommunikatioun vun der Regierung heiansdo ad hoc war an net ëmmer ganz kloer, huet d'Oppositioun duerch d'Nohaken déi néideg Kloerheet agefuerdert. Dat ass konstruktiivt Matschaffen: net nëmme kritiséieren, mee konkreet a kohärent Konkretiséierunge vun Äntwerte froen.

Vill Elteren hu sech trotz dem Congé pour raisons familiales gezwonge gefillt, fir wärend hirem Congé trotzdeem iergendwéi ze schaffen, dem Patron zu Léift. Sou ass et dann och vill Fäll ginn, wou vill Eltere vun doheem geschafft hunn a sech niewebäi ëm hir Kanner hu misse këmmeren, wat sécherlech weeder am Interessi vum Employé nach vum Employeur war.

Trotz dëse Fäll kann een awer ënnert dem Strëch soen, datt vill Familljе wärend dem Confinement endlech méi Zäit fireneen haten. Dat, wat virun der Covid-19-Kris net de Fall war, well d'Decisioun ganz einfach war: Wie sech mat Häerz ëm d'Erzéiung vu senge Kanner këmmere wollt, deen huet misse Concessioune maachen, entweeder Suen oder Zäit fir déi, déi engem wichteg sinn.

Och wann d'Schoule mëttlerweil op sinn, sou lafen d'Crèchen aktuell nach op Spuerflam, ier se de 15. Juli erëm ganz hir Dieren opmaachen. Spéitstens da wäert fir e groussen Deel vun den Elteren erëm de gewinnten Train-train vun Opstoen-Trafick-schaffen-Trafick-schlofen ufänken.

Mir sinn der Meenung, datt grad elo no der Covid-19-Pandemie d'Weechen ëmgeluecht ginn, fir eng Familljepolitik ze maachen, an där d'Elteren déi kloer Gewënner sinn an net d'Crèchen. Duerfir musse mer Léisunge fir den Teletravail fannen, fir eng méi kloer Trennung tëscht Privat- a Beruffsliewe kënnen ze encadréieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kontrast zu deem, wat dobaussen esou als Rumeur zirkuléiert, kënne sech net just Erwuessener an eeler Matbierger mam Sars-Cov-2-Virus infizéieren, mee, an dat hu mer wärend de leschten zwou Woche festgestallt, och Kanner a Jugendlecher kënne sech mam Virus infizéieren. Dëst beonrouegt natierlech virun allem Elteren, déi hir Kanner beschütze wëllen. Dat ass e ganz normale Reflex.

Dës Eltere brauchen Informatiounen, dass et hire Kanner gutt geet, wa si se an d'Schoul schécken. A genee hei muss een awer feststellen, datt d'Kommunikatioun vum Bildungsministère an de leschte Wochen a Méint net berouegend war. Am Géigendeel: D'Mesuren, déi geholl goufen, ware fir vill Elteren an och d'Léierpersonal heiansdo onverständlech. Si hunn oft zu Veronsécherung gefouert an et war net ëmmer kohärent mat den Aussoen, déi vun anere Plaze koumen.

Sou huet de Bildungsminister Claude Meisch gesot: „Et ass kee Problem, d'Kanner an d'Schoul ze schécken", wärend als Wëssenschaftsminister de Claude Meisch d'Unistudie presentéiert huet, wou ganz kloer en Impakt ze gesi war. Ma da sot de Leit, wéi grouss den Impakt ass, a verstoppt lech net hannert engem Graphique, deen net erkläert gëtt!

A kierzester Zäit koumen duerfir dunn och - an dat ass déi logesch Konsequenz - an enger Petitioun iwwer 4.500 Ënnerschréften zesummen, wou d'Eltere gefuerdert hunn, datt d'Schüler eréischt erëm am September sollen an d'Schoul goen, fir esou alle Risiken aus de Féiss ze goen.

Jo, et gëtt keng „Vollkaskogesellschaft", mee et däerf een awer och Bedenken, Ängschten net einfach op d'Säit wëschen. Et ass eng Fro vu Kohärenz an der Kommunikatioun. D'Regierung seet op där enger Säit: „Maacht keng Partie doheem! Sidd zu esou mann wéi méiglech esou mann wéi méiglech Zäit zesummen!", a gläichzäiteg gi mer aus klenge Klassen erëm grouss Klasse maachen.

Ech wëll guer net de wëssenschaftleche Meritt vun där Decisioun beurteelen, well duerfir feelen der Chamber nach ëmmer eng ganz Rëtsch Donnéeën, fir dat kënne wierklech effikass ze suivéieren, mee et muss een awer d'Fro opwerfen: Ass dat eng kohärent Kommunikatioun? A fir eis Piraten ass d'Äntwert dorobber kloer: Nee!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschte Wochen hu mer eng grouss Zuel u Gesetzesprojeten hei misse bewältegen. An déi nächst zwou Woche stinn der nach eng Kéier eng ganz Rëtsch un, déi zum Zil hunn, datt d'Covid-19-Pandemie sech net an enger Wirtschafts- a Sozialkris nidderschléit. Fréizäiteg goufe virun allem op EU-Niveau Fongen a Garantien op d'Bee gestallt, fir déi europäesch Wirtschaft stabill ze halen. Och déi vun der EU-Kommissiounspresidentin implementéiert „Green Lanes" hunn derfir gesuergt, datt den Handel an d'Logistik innerhalb vun der EU an trotz zouene Grenze konnte weiderlafen.

Alles dat ass essenziell. Well vergiesse mer net: D'lëtzebuergesch Ekonomie hänkt dovunner of, wéi gutt et eise Partner an der EU geet.

D'Coronakris huet der europäescher Ekonomie e béisen Dämpfer verpasst. Bal all Handelsaktivitéite sinn an deene leschten dräi Méint zum Stëllstand komm, hu missen erofgefuer ginn a sinn zum Deel nach haut staark duerch déi sanitär Oplage beanträchtegt.

D'sanitär Restriktiounen, déi leider - an dat muss een ënnersträichen - hu misse getraff ginn, hunn derzou gefouert, datt vill manner Valeur an eiser Wirtschaft erschafft gouf. Dat erkennt een notamment um Abroch vun eisem PIB an och de Pronosticken, wéi se vum Statec an anere Statistikbehërden uechter Europa opgestallt goufen.

Rezent Pronosticke schwätze jo eleng fir dëst Joer mat engem Abroch vu 6 % bis 8 %, jee nodeem, wien ee freet. Wat d'Aussiicht fir d'nächst Joer ugeet, sollt een awer nach virsiichteg sinn. Mir kennen d'Suitte vun dëser Kris de Moment nach net. Mir gesinn nach net wäit genuch. Mir kënnen eis just op Hypotheese stäipen.

D'Lach am Staatsbudget an an der gesamter Wirtschaft ass also do. An, jo, ech sinn erféiert, wéi eis an der Kommissioun och nach déi Milliard Defizit - dat Lach - bei der Sozialversëche-

rung presentéiert gouf. D'Gesamtrechnung vun dëser Kris ass also grouss. Dofir gëtt et keng aner Méiglechkeet, wéi mat eisem Erspuertem, mat Kreditter a mat immens vill Aarbecht elo derfir ze suergen, datt dat Lach an eiser Ekonomie net derzou féiert, eise ganze wirtschaftleche System mat sech ze rappen.

An do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer courageiert genuch sinn. 2008 hu mer 18 % vun eisem PIB fir d'Bankerettung mobiliséiert. Fir d'Banken! An dëser Kris mobiliséiere mer aktuell zwësche 14 % a 15 % vum PIB fir d'Betriber an d'Leit. Dat ass en Ënnerscheed!

D'Banke goufen, ouni mat der Wimper ze zucken, mat bal engem Fënneftel vun eisem PIB vun eiser Ekonomie gerett. D'Leit musse mat e bësse manner auskommen. Am Contraire: Grad elo musse mer also d'Hiewelen a Gang setzen, fir eis Wirtschaft ze moderniséieren, ze digitaliséieren an doduerch ze stabiliséieren an esou nohalteg ze gestalten. Eng Organisatioun vun eiser Ekonomie nom Motto „weider wéi elo" muss ophalen! Et wäert elo net duergoen, weiderzemaachen. Mee mir mussen elo, wéi de Premier dat schonns eng Kéier hei esou schéi sot, „weider maachen".

Eng zimmlech einfach an elegant Léisung ass d'Digitaliséierung vu Prozesser, déi kee Méiwäert zu eiser Gesellschaft bäidroen. Big Data, kënschtlech Intelligenz, Blockchain an d'Automatiséierung wäerten eis Aart a Weis ze wirtschaften an awer och eis Konzeptioun vun der Aarbecht op d'Kopp stellen. Mir sinn also net nëmmen an enger sanitärer Kris, mir sinn och an enger Transitiounsphas, déi eist Zesummeliewen, eis Wirtschaft an eis Definitioun vun der Aarbecht massiv wäert verännere.

D'Digitaliséierung muss de Leit zeguttkommen an däerf sech net nëmmen op eng reng Automatiséierung an een Ofschafe vu Prozesser beschränken. Wou automatiséiert gëtt, musse mer eis awer an Zukunft d'Fro stellen: Wéi kënne mir aus der Wäertschëpfung, déi duerch d'Automatiséierung acceleréiert gëtt, derfir suergen, datt de Staat och säin Deel vum Kuch kritt an domat de Wuelfaartsstaat weiderfinanzéieren?

Ee Beispill, wéi d'Digitaliséierung de Leit kann zeguttkommen, ass den Teletravail. Wärend eng ganz Rëtsch vu Politiker a Patronen zënter Joren enger digitaler Aarbechtsweis opposéiert sinn, krute mer am Confinement androcksvoll bewisen, datt eis Gesellschaft scho laang prett ass, d'Ausféierung vun der Aarbecht ze digitaliséieren. An awer, och hei musse mer virsiichteg bleiwen, Scheinselbststännegkeet verhënneren an d'Aarbechtsrecht esou stäerken, datt keen duerch den Teletravail op der Streck bleift.

Gläichzäiteg goufen duerch d'Aspuere vun den Transportweeër mam Auto Dausenden un Tonnen un Zäregaser agespuert an d'Leit haten no hirer Aarbecht méi Zäit fir sech selwer, well se net hu missen zwou Stonnen am Stau stoen, fir vun oder op d'Aarbecht ze fueren.

Et geet awer elo net duer, datt een eemol wärend enger Period vun dräi Méint eng positiv Klimabilanz huet. Mir musse konsequent Aktioune förderen, déi eis Wirtschaft strukturell op eis Klimaziler preparéieren. An dozou zielt d'Digitaliséierung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei der éischter Well hu mer gesinn, wat ee Confinement fir Auswierkungen op eis Gesellschaft huet. Eng weider Kéier kënne mer eis et net erlaben, alles zouzemaachen. Verschidde kleng a mëttelstänneg Entreprisë géifen dat net iwwerliewen an iwwerliewen et vläicht elo schonn net.

Wann Entreprisë mussen zougemaach ginn, da brauche mer e konkreete Plang, wéi mer déi als Staat kënnen ënnerstëtzen, datt se eeben sou laang wéi méiglech, esou effikass wéi méiglech iwwerliewen an datt d'Biergerinnen an d'Bierger, déi do schaffen, net penaliséiert gi fir eng Kris, fir déi se wierklech näischt konnten.

Ee Beispill, wat ech awer nach wollt zitéieren, Här President, ass dat vun den Inegalitéiten. De Jeff Bezos, de Boss vun Amazon, ass eleng an deene leschten dräi Méint ëm 40 Milliarde méi schwéier ginn, net a Kiloen, mee an Dollaren. Richtegt Geld!

(Interruptions)

Dat, wärend de klengen Epiceriesbuttek seng Dieren net huet dierfen opmaachen. Dëst weist eis och, wéi d'Coronakris den digitale Wandel virugedriwwen huet. Mir mussen elo oppassen, datt mer vun där Entwécklung net iwwerrannt ginn. Mir mussen haut schonn de Betriber hëllefen, sech op dëse Wandel anzestellen. Verschidde Secteure wäerte laangfristeg net iwwerliewen, wa mer d'Weechen net richteg stellen. Do komme mer net derlaanscht a mir ginn och net gefrot.

Et gëllt elo, den Eenzelhandel nach an der Kris ze stäerken an derfir ze suergen, datt mer alleguerten zesummen, kleng souwéi mëttel wéi grouss Commercen, duerch dës Kris kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëllt, elo iwwert déi nächst Méint nach villes ze maachen. Mir mussen d'Ouere fir eis Bierger grouss opmaachen. Mir mussen oppe si fir d'Iddie vun de Leit. Mir mussen d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Associatiounen elo un der Gestioun vun dëser Kris bedeelegen, well nëmme wa mer dat mat de Leit dobaussen zesumme maachen, da kënne mer derfir suergen, datt kee vernoléissegt oder vergiess gëtt.

Dëst gesot, Här President, wënsche mer eis, datt mer méiglechst schnell en Impfstoff fannen an dat Bescht aus dëser Pandemie mat eraushuelen. Bis mer e Vaccin hunn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëllt awer: Passt op Iech op! Passt op Är Matmënschen op!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech muss Iech soen: Mir sinn als CSV-Fraktioun enttäuscht; enttäuscht doriwwer, dass de Staatsminister an déi ganz Regierung sech net engem État de la nation gestallt hunn. Well mir sinn der Meenung, dass grad elo e Staatsminister an eng Regierung musse virun enger Chamber, musse virun dem Land a virun de Leit soen, wéi et mat dem Wirtschaftlechen, wéi et mat dem Sozialen a virun allem wéi et mat den ëffentleche Finanze vun engem Land steet. Wann net elo, jo, da schonns wéini?

Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, grad elo brauch e Land Féierung!

Une voix.- O!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Grad elo brauch e Land e Kapitän, deen d'Schëff Lëtzebuerg féiert duerch d'Covidwellen, mee och seet, wou de Kompass hifféiert, wann d'Schëff erëm sollt a méi roueg Gewässer kommen. Grad elo brauch e Land e Kapitän, dee seet, wéi et mat dem wirtschaftlechen Opschwong virugeet och no der Covidkris.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Grad elo brauche mer e Kapitän, dee seet, wéi et mat dem sozialen Zesummenhang virugeet och no der Covidkris!

M. Guy Arendt *(DP).*- Deen hu mer jo!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A grad elo brauche mer e Kapitän, dee seet, wéi et mat den ëffentleche Finanze virugeet och no der Covidkris.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, och haut wier et um Staatsminister gewiescht, a wann net un him, un de Membere vun der Regierung, wou der vun deenen 18 …

(Interruption par M. Xavier Bettel)

… wou der vun deenen 18 genau 3 hei sëtzen, fir ze soen, wéi et mat de Kärtheemen an de Problemer vun de Lëtzebuerger géif stoen, wéi et géif stoen ëm de Logement. Do hu mer näischt héieren! Näischt héieren!

Grad elo géif et drëms goen, wéi et mat dem Zesummespill tëschent Emwelt, Ekologie an Ekonomie géif stoen. Näischt hu mer doriwwer héieren! Grad elo wier et wichteg, dass d'Land géif wëssen, wéi et mat der Integratioun, mat wichtegen Theeme vun dem sozialen Zesummenhalt géif stoen. Abee, do hu mer déi leschten Deeg hei an der Chamber näischt héieren!

(Interruptions diverses)

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begréisst selbstverständlech déi Hëllefen, déi d'Regierung zur Verfügung gestallt huet, …

Une voix.- Aa!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … fir d'Leit an d'Betriber an der Beschäftegung ze halen. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass ee gläichzäiteg deene Jonken, där jonker Generatioun muss Perspektiven opzeechnen, dass si, wa se vun der Schoul kommen, och eng Perspektiv hunn, fir an den Aarbechtsprozess ze fannen.

Mir sinn och der Meenung, dass mer misste Perspektiven opgezeechent kréien, wéi mer eng verstäerkt Kafkraaft virun allem där breeder Mëttelschicht - ech soen: där breeder Mëttelschicht! - géifen zur Verfügung stellen.

D'Regierung huet an der Vergaangenheet, et ass nach net allze laang hier, gesot virun der Chamber, et géif selbstverständlech net zu Steiererhéijunge kommen. Där Meenung, soen ech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun, si mir selbstverständlech och, well mir sinn der Meenung, d'Martine Hansen huet et de Moie schonn als Fraktiounspresidentin ënnerstrach, dass Steiererhéijunge grad elo Gëft fir Land a Leit sinn.

Mee mir stellen awer och ganz konkreet d'Fro: Steet dann d'Regierung zu hirem Wuert? Kënnt et dann zu der beschlossener an am Dezember bei de Budgetsdebatte vill geprisener CO_2-Steier, jo oder neen? Wéi heescht et, mat der Erhéijung vun den Akzisen ëmgoen? Kommen déi, jo oder neen? Eng Äntwert erwaarde mer vun Iech, Här Staatsminister, herno um Uschloss vun dësen Debatten.

(Hilarité)

Jo, Dir kënnt elo laachen! Well mir si schonn 2015 eng Kéier iwwerrascht gi vun der blo-rout-grénger Regierung, wou op eemol an enger Nacht- und Nebelaktioun gesot gouf: „Jo, mir missten elo …

(Interruption)

… mir missten elo eng Zukunftssteier aféieren." Esou ass dat schéi verpaakt ginn, als Impôt d'équilibrage budgétaire (veuillez lire: Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire IEBT).

Abee, mir stellen Iech dann d'Fro, Här Staatsminister: Kënnt et zu enger zousätzlecher Belaaschtung vun de Leit oder kënnt Der déi ausschléissen? Wat wëllt d'Regierung konkreet ënnerhuelen, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken? Mir gesinn, dass zum Beispill an Däitschland, där gréisster Wirtschaftspuissance hei an der Europäescher Unioun, dass déi bis un d'Enn vun dem Joer, vun dem 1. Juli un, d'TVA zum Beispill vun 19 % op 16 % erofgesat hunn.

M. André Bauler *(DP).*- Dat bréngt awer net vill.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat sot de Finanzminister och op eng Question parlementaire, déi d'Madamm Adehm em gestallt huet. Mee do muss ech Iech soe ganz kloer, Här Bauler, …

M. André Bauler *(DP).*- Ech soen och: näischt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Bauler, do soen ech Iech ganz kloer: Mee dat ass jo e Procès d'intention! All deene Betriber gëtt ënnerstallt, wéi wann déi géifen d'Suen asäckelen a se net un den Ennverbraucher géife viruginn! Jo, dat heescht dat!

Ech stelle just fest, dass ëmmer héich an helleg hei am Haus versprach gouf vun dem Finanzminister a vu villen aneren, dass mer géifen deen niddregsten TVA-Saz an der Europäescher Unioun halen. Ech stelle just fest, dass eist gréisst Nopeschland, déi gréisst Wirtschaftspuissance an der Europäescher Unioun, dass déi wärend den nächste sechs Méint en TVA-Saz huet, dee manner héich ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Jo!

Wat maacht Der, wa mer temporaire kucken, wat maacht Der, fir dass da konkreet méi regional a lokal consomméiert gëtt?

An ech muss Iech ganz éierlech soen: Mir waren alleguerten, mengen ech, e bëssen erféiert, wéi de President vun der Zentralbank op d'Demande hi vun der CSV de leschte Freideg an d'Finanzkommissioun vun der Chamber komm ass a wou e ganz kloer gesot huet, dass iwwert déi leschten dräi, véier Méint d'Spuere vun de Leit aus Onsécherheet extreem an d'Luucht gaangen ass. Jo, déi Suen, déi d'Leit spueren, déi ginn net an eis Ekonomie.

An da froe mer Iech och ganz konkreet …

(Interruption)

Da froe mer Iech och ganz konkreet … Dir stellt déi Froen herno, wann ech fäerdeg sinn.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oo!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo! Da stellen ech och ganz kloer d'Fro, Här Staatsminister, Dir laacht elo ëmmer: Wéi ass et da mat der ugekënnegter Steierreform?

An ech erlabe mer, trotzdeem eng Kéier en Extrait Iech virzeliesen aus Ärem Regierungsprogramm. An do steet dann: « Le Gouvernement s'attellera à mettre en œuvre une politique sociale ambitieuse », fanne mer ganz an der Rei, « visant à réduire l'écart grandissant des revenus, à renforcer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et portant une attention particulière à la structure des salaires et à une politique fiscale équitable. » Équitable! Jo! Gesäit d'Regierung dat nach ëmmer esou?

Här Staatsminister, kënnt et dann zu enger Entlaaschtung vun där breeder Mëttelschicht? Wéi gesäit dann Är Steiergerechtegkeet aus? A wier et net grad elo un der Zäit, fir hei d'Hiewelen unzesetzen?

(Interruption)

Jo! Ech wëll Iech dann nach en aneren Extrait virliesen. An dat ass dee follgenden, dass d'Regierung och bei der Regierungserklärung geschriwwen huet, dass se géif d'Stockoptions: « (…) le régime actuel des "stock-options" sera graduellement aboli pendant la présente période de législature. »

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn nach dräi Joer, Här Roth! Ech weess, dat ass laang fir Iech, mee et ass awer esou.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

(Hilarité et brouhaha)

Jo, jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat sinn der CSV hir Prioritéiten …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Der CSV hir Prioritéiten: Covidkris a Stockoptions. Bravo! Bravo!

M. Gusty Graas *(DP).*- Sinn dat Är Prioritéiten? All Respekt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Graas! Här Graas! Ech a vill anerer heibannen an dobaussen, …

M. André Bauler *(DP).*- „Vill anerer an ech!"

M. Gilles Roth *(CSV).*- … wa mer vu Prioritéite schwätzen, déi hunn de Vizepresident vun der Regierung an den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch, héieren, dass e sämtlech Independanten an der Kris stigmatiséiert huet, wéi wann dat Ferrarisfuerer wieren.

Plusieurs voix.- Oo!

Une voix.- Nee, nee, kommt!

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo, jo!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Ech weess, dass dat do Iech opreegt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Et gëtt awer ëmmer besser hei!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well ech gesi vläicht éischter, …

M. Gusty Graas *(DP).*- Al Kamellen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … ech gesinn éischter de Problem vun den Independanten, well ech kann Iech soen, de Coiffeur, de Coiffeur, wann deen nach eng Kéier muss zoumaachen, da mécht dee keng Dauerwelle méi, well da mécht dee ganz einfach zou! A fir deen awer ze stigmatiséieren, dass dat de Fuerer vum Luxusauto wier, muss ech soen, dass dat awer ongerecht wier.

Mee ech gesinn éischter, Här Staatsminister, awer eng gewësse Korrelatioun, als aarme Landbuergermeeschter …

(Exclamations)

… tëschent dem Fuere vu Luxusautoen a Stockoptions.

M. André Bauler *(DP).*- E gudden ale Witz!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Zwëschent dem Fuere vu Luxusautoen a Stockoptions.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Vun de Stockoptions bei de Ferrari!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech weess, dass dat hei elo vill Brouhaha ass, …

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … well mer un de Kär komme vun engem vläicht onbeschriwwene Kouhandel zwëschent der blo-rout-grénger Koalitioun, nämlech: D'Sozialisten, déi krute fir d'éischt emol 100 Euro méi bei de Mindestloun. Si waren esou schlau, dass se dat direkt agefouert hunn.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dat hunn d'Leit alleguerte kritt, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wat mer …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wéi, d'Sozialiste kruten dat?! Wien huet dat kritt? D'Bierger hunn déi kritt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, mee ech hu bei der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei awer net gesinn, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… dass se sech agesat huet, fir dass dann deen ongerechte Regimm vun de Stockoptions géif ofgeschaaft ginn. Well dat kascht de Steierzueler dobaussen a virun allem déi breet Mëttelschicht iwwert d'Joren 300 Millioune pro Joer, ob Der dat wëllt héieren oder net!

Zweetens, mengen ech, dass déi gréng Fraktioun getréischt gouf, dass eng CO_2-Steier géif agefouert ginn. An de Kompromëss, dat war dann deen, dass déi Liberal bei de Stockoptions, mengen ech, de Regimm lues, mee sécher bis op Sankt-Nimmerleins-Tag fir hir Clientèle weiderlafe loossen.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wien huet se agefouert?!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, wéi steet et dann … Oder, Här Staatsminister, wann Der schonn esou vill schwätzt, dann hätt ech gären, dass Der herno konkreet Aussoe maacht. Well wéi steet et da mat den Investitioune vum Staat?

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Wou Der alleguerte sot, ma déi géifen op héijem Niveau …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wien huet se agefouert?!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … weidergefouert ginn. Op Rekordniveau, Rekordhéicht!

(Brouhaha)

Dir gitt vun 2,8 Milliarden Euro Investitioune fir 2020 op 3 Milliarden Euro fir 2021. Jo, steet d'Regierung dann nach ëmmer esou do? Wou si mer dann de Moment do drun?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Schéin!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi ënnerstë…

Ma, alles schéin! Ech mengen, dass d'Situatioun virun allem bei de Gemengen net esou schéin ass, wéi Dir an d'Madamm Bofferding dat wëllt dohinnerstellen.

Wa mer scho bei de Gemenge sinn: e wichtegen Acteur vun eiser Wirtschaft, well et si grad d'Gemengen, déi besonnesch fir d'Mëttel- an d'Klengbetriber Opträg ginn. An et si vill Gemengeresponsabel hei. An et si vill Gemengeresponsabel, och Dir, Här Graas, als Schäffen zu Beetebuerg, déi genau wëssen, dass 600 Milliounen Euro dem Gemengesecteur feelen!

An ech muss Iech soen, dass et scho bal e reegelrechte Skandal ass, dass de Conseil national des finances publiques an engem schréftlechen Avis - an dat ass net keen! - seet: „Mir wëssen net, wou deen Defizit vun deene 600 Milliounen Euro vun 2019 oder 2020 hierkënnt."

An elo kann ee soen: „Dat ass d'Covidkris", mee alles erkläert Der net mat der Covidkris. Well d'Gewerbesteier, déi 2020 erfält, dat ass déi, déi 2016, 2017 an 2018 vun de Betriber erwirtschaft gouf. Déi gëtt 2020 ausbezuelt niewent den Avancen!

An och do hätte mer gären eng kloer Äntwert vun Iech, Här Staatsminister, am Numm vun der ganzer Regierung, d'Inneministesch ass net hei, dann ass et also och haut un Iech, fir dass mer erkläert kréien, wéi et da mat de Gemengefinanze virugeet.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Well Dir waart fréier jo och Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg. An Dir wësst ganz genee, datt d'Opträg vun dem Dezember, dat heescht, um Enn vun dësem Joer, dass dat d'Ausschreiwunge vun elo sinn. A wann d'Leit, a virun allem d'Gemengen, onsécher sinn, wéi et mat hirer eegener finanzieller Zukunft virugeet, jo, da reportéiere se Projeten oder se sträiche se ganz einfach, an dat zum Leidwese vu ville klengen a mëttlere Betriber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Froe stelle mer eis och, an, ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg, iwwert d'Finanzéierung vun eisem Sozialsystem. E Sozialsystem, deen … An ech muss Iech soen: Ech mengen, ech war net deen Eenzegen, deen do erféiert war, wéi mer an der Aarbechts- a Securité-sociales-Kommissioun viru ronn 14 Deeg gewuer goufen, dass do eng Milliard Euro - eng Milliard Euro! - manner Recetten zënter 2019 op 2020 géife feelen. Dat erkläert sech, an dat kann een novollzéien, engersäits duerch manner Recetten. Firwat?

Majo wann d'Beschäftegung manner steigt, an déi steigt wierklech manner, et gi manner Héichléin ausbezuelt, dass dann natierlech och manner Cotisatiounen erakommen.

Op där anerer Säit ass et esou, dass d'Krankekeess - d'Gesondheetskeess, muss ee jo elo soen -, dass déi Laaschten eigentlech iwwerholl huet, déi vun dem Staat a vun der Regierung dekretéiert goufen, nämlech dass direkt, an dat hu mer och begréisst, ab dem éischte Congésdag d'CNS aspréngt an net de Patron, d'Mutuelle, an, zweetens, dass de Congé pour raisons familiales och iwwerholl gëtt vun der Gesondheetskeess.

Abee iergendwann, Dir Dammen an Dir Hären, muss een awer och der Gesondheetskeess, déi jo awer aus de gesamte schaffenden a beschäftegungsgeebende Leit besteet, an déi och deenen hiert Gutt ass, muss d'Regierung där Gesondheetskeess, ech soen, déi Avancen, déi bezuelt ginn, jo iergendeng Kéier zréckbezuelen! An do stelle mer Iech ganz konkreet d'Fro: Wéi an op wat fir enger Zäitschinn wëllt d'Regierung dat da maachen?

An eppes, wat eis extreem erféiert huet, dat ass, wéi et da mat eisem Pensiounssystem virugeet. An do komme mer eigentlech drop zréck, wat d'Zentralbank geschriwwen huet beim Budgetsavis 2019. Also, dat ass annerhalleft Joer hier.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, do ass festgehale ginn, dass 2027 d'Leeschtunge vun der Pensiounskees d'Cotisatioune sollten iwwertreffen. 2037 sollten d'Leeschtungen, déi ausbezuelt ginn, d'Cotisatioune plus d'Revenue vun dem Pensiounssystem iwwerschreiden (veuillez lire: d'Cotisatioune plus d'Revenuen aus der Pensiounskeess hire Reserven iwwerschreiden). An 2047 géif d'Reserv vun dem Pensiounssystem ënnert déi sougenannt Réserve légale vun 1,5-mol d'Leeschtunge pro Joer falen.

Elo sot Der: „Mee dat ass nach laang ewech." Op Nofro vun eis huet awer de Sozialminister missen an där zoustänneger Kommissioun soen, dass déi Datumen, déi ech elo genannt hunn, ëm dräi Joer géife virgezu ginn. Dat géif also am Kloertext heeschen, dass 2024, also a manner wéi véier Joer, an dräi an en halleft Joer, d'Leeschtungen, déi vun der Pensiounskeess géifen ausbezuelt ginn, iwwert d'Einnamen erausgoen.

Abee, den Här Staatsminister ass elo erausgaangen, da stellen ech alt un déi zwee leschte Regierungsmemberen, déi nach dosëtzen, d'Fro: Wat gedenkt d'Regierung domadder ze maachen? Hëlt se dat einfach als Tatsaach un? Gedenkt se géigenzesteieren mat enger roueger an net opgereegter Hand?

Mee iergendwéi muss et jo awer als Chamber an och als Oppositioun, dat jo d'Kontrollorgan vun der Regierung ass, däerfen nach an enger Demokratie erlaabt sinn, fir déi Fro do ze stellen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An och wann de Staatsminister elo net hei ass, mee mir loossen en net lass, hätte mer gären haut, an ech kommen elo dorobber, eng ganz konkreet Äntwert, nämlech iwwert de Gesamtstand vun eise Staatsfinanzen.

Den Här Gramegna, deem mer all bonne Chance wënschen, fir dass en dee Poste vun dem Eurogruppepresident och kritt, well et ass Zäit, dass och erëm e Lëtzebuerger an de Féierungsgremie vun der Europäescher Kommissioun an erweiderte Sendeanstalten zu Bréissel vertrueden ass, dee seet eis virun zwee Méint: « Grâce à la politique ambitieuse d'assainissement des finances publiques menée au cours des dernières années, le pays dispose des moyens budgétaires pour y faire face. » Also, dat steet do richteg gutt. Mir hunn also genuch Suen, fir alles dat, wat an der Kris bezuelt gëtt, ze finanzéieren. Bon! Dat huele mer dann esou zur Kenntnis.

Mee mir hunn dann och - den Här Staatsminister ass net do, mir stellen em awer d'Fro - an der Weltpress … An der Weltpress; mir liese jo haaptsächlech d'„Lëtzebuerger Wort", d'„Tageblatt" an, ech weess net, de Sportsdeel vun der Bildzeitung …

(Interruption par M. Gilles Baum)

Jo, Här Baum, mir kucken, dass mer eis lues a lues awer op en aneren Niveau eropschaffen. An do hu mer dann an der Weltpress awer mat e bëssen, ech soen, Schrecken zur Kenntnis geholl, do huet den Här Gramegna en Interview ginn, ech menge gëschter. An do stellt e Journalist em dann eng Fro: „Der Vorschlag der EU-Kommission für das Programm", also EU-Konjunkturprogramm, „sieht vor, dass, gemessen am BIP", also am Bruttoinlandsprodukt, „kein Land so viel einzahlen soll wie Luxemburg, nämlich 5,4 % des BIP. Ihr Heimatland soll 20-mal mehr einzahlen, als es herausbekommt."

An dofir ass déi konkreet Fro, an den Här Mosar an ech selwer, mir hunn eng Question urgente haut un d'Parlament gestallt …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Roth, ech wëll Iech soen, datt mer d'Urgence unerkannt hunn an datt mer spéider nach zu där doter Fro kommen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ben, dat schéngt mer … Wann dann den Här Staatsminister erëm heibannen ass, da kritt e se awer nach eng Kéier gestallt.

(Interruption)

Da stellen ech Iech ganz konkreet d'Fro: Sidd Dir wierklech der Meenung, dass et esou gutt ëm eis Staatsfinanze steet, dass mir kënnen 3,4 Milliarden Euro op Bréissel bezuelen, fir der 177 Milliounen Euro erauszekréien?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well wann dat de Fall ass, Dir Dammen an Hären, da muss ech soen, wann dat de Präis sollt sinn, fir dem Här Gramegna seng Kandidatur ze ënnerstëtzen als Eurogroup-President, …

(Brouhaha général)

… da muss ech soen, da muss ech soen, …

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat do ass awer elo bëlleg, dat do ass awer elo bëlleg!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … dass dat en décken Hummer ass, well, Här Graas, wann Dir der Meenung sidd, dass mir kënnen 3,4 Milliarde bezuelen, fir 177 Milliounen erauszekréien …

Une voix.- Dir hutt dat behaapt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … Jo, ech hunn Iech hei virgelies, ech hunn Iech hei virgelies, an de Staatsminister kann dat herno jo verneinen.

(Interruption)

Jo, mir loosse fir d'éischt emol de Staatsminister am Numm vun der Regierung dat hei verneinen, wann dat esou sollt sinn. Wann dat de Fall ass, da muss ech soen, da fanne mir et ongerecht, dass et net haut an net spéider soll zu enger Indexéierung vun dem Kannergeld kommen, well grad an dëser Kris brauch déi verbreedert Mëttelschicht déi Ënnerstëtzung.

A wa mer dann emol e bësse weiderfueren an der Situatioun, an de Staatsminister ass nach ëmmer dobaussen, mee mir stellen eis Froen awer.

(Brouhaha)

Dat ass jo och dann de Respekt, deen de Staatsminister vis-à-vis vun der Chamber …

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir haten awer déi ganz Regierung gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … vis-à-vis vun der Chamber huet.

Une voix.- Mir kënnen och eng Kéier vun Iech zielen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! E bësse méi Andacht, wannechgelift!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech ginn dann dervun …

(Brouhaha et hilarité)

Jo, mir bleiwen dann an aller Sachlechkeet, Här Graas. Dat ass jo dat, wat Dir wëllt. Mee och do konfrontéiere mer Iech da mat Fakten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei ass keng Chaise percée!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee, nee, nee. An déi Fakten …

(Brouhaha)

Jo, passt op, dass de Staatsbudget net op eemol eng Chaise percée gëtt!

Mir konfrontéieren Iech da mat Fakten. An déi Fakte si Follgendes, déi Fakten, déi si Follgendes: Nämlech huet de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank net méi spéit wéi de leschte Freideg an der Finanzkommissioun vun der Chamber Follgendes gesot: Dass zwëschent dem 20. an 30. Juni net manner wéi 350 Milliounen Euro u Certificats de trésorerie, …

(Interruption)

… Certificats de trésorerie ausgestallt goufe vum Staat. „Certificats de trésorerie" ass e schéint Wuert. Dat heescht näischt aneres wéi Scholdschäiner ausstellen!

(Interruption)

Jo, jo. Elo muss een awer wëssen, dass dat zwëschent dem 20. an dem 30. Juni geschitt ass, also vum Joer 2020, an d'Staatsbeamten an déi Leit, déi beim Staat pensionéiert si plus d'Rentner, déi wëssen, dass de Montant vun den Nettopaien a -pensiounen, deen all Mount ausbezuelt gëtt, dass deen och genau bei 350 Milliounen Euro netto läit.

An duerfir ass meng konkreet Fro, Här Staatsminister, och wann Der elo laacht, …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- O sot! Et dierf een net op d'Toilette goen, et dierf een net laachen, wat dierf een nach mat Iech? Dir sidd de Moien eng Stonn hei an da maacht Der …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir dierft Äntwerten op d'Froe ginn.

Une voix.- Voilà!

Une autre voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dann ass meng Fro, Här Staatsminister: Kënnt Dir garantéieren, am Numm vun der groussherzoglecher Regierung, dass de Staat à même ass, fir bis un d'Enn vun dësem Joer all Mount aus Eegemëttelen d'Paien an d'Pensioune vum Staat ze bezuelen? Dat ass eng Fro. Do braucht Der nëmmen herno mat Jo oder Neen ze äntwerten.

Dann ass et och esou, wa mer beim Covid sinn …

Plusieurs voix.- A!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma mir sinn déi ganzen Zäit beim Theema!

Une voix.- Nee, nee.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bis 2023 sinn nach u Scholden zréckzebezuelen, Dir Dammen an Dir Hären, 3,7 Milliarden Euro. An och do ass déi konkreet Fro, déi konkreet Fro: Mécht de Staat dat mat Eegemëttelen oder finanzéiert en dat erëm duerch nei Scholden? Dat ass eng konkreet Fro.

Elo kënnt Dir natierlech soen: Duerch d'Kris hu mir hei elo e Pak vun 9, 10 Milliarden, dee mer sollen ausginn. Och dat ass eng gewësse Mär! Well vun deenen 9, 10 Milliarden, do wësst Der ganz genee, dass 4,5 Milliarden e Report vu Steiere sinn, dat heescht, dass déi esou oder esou bis un d'Enn vum Joer erakommen.

An dat Zweet ass, dass de Rescht Garantië sinn, wann déi iwwerhaapt gezu ginn, wou jo dann iergendwéi sech muss emol erausstellen, dass déi iwwerhaapt musse labber gemaach ginn. Dat heescht, vun deene vill geprisenen 9 Milliarden, do sinn et der genau 2,5 Milliarden, an ech mengen, dee Chiffer ass och vun dem Här Baum virdrun als Majoritéitssprecher genannt ginn, déi bis elo hu misse bezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Froen, déi ech Iech opgeworf hunn, do kënnt Der elo soen, dat wiere finanztechnesch Detailfroen. Ech mengen, dass dat net de Fall ass. Mee et si finanzpolitesch Orientéierungsfroen. A mat allem Gebierels a Gegröôls vun Iech hei, mengen ech, dass et d'Recht ass, an enger Demokratie, an ech ginn dervun aus, dass mer zu Lëtzebuerg nach an enger Demokratie sinn, dass et en elementaart Recht ass vun all Deputéierten, vun der Majoritéit bis iwwert d'Oppositioun, fir kënnen déi Froen do ze stellen, an dass et och e Recht ass vun all Deputéierten, deen iwwregens och vun de Moie Véierel fir néng un hei war, fir Iech dat awer nach eng Kéier ze widderhuelen, Här Bettel, eng Äntwert vun Iech am Numm vun der Regierung dorobber ze kréien.

« Gouverner », fir eis, Här President, « c'est prévoir. » Regéieren, dat schéngt mer vun dëser Regierung éischter e Pilotage à vue ze sinn an dat wäert sech och mëttel- oder laangfristeg erausstellen, dass dee gréisstendeels op Puff a Kreditt finanzéiert ass.

An et rächt sech eigentlech elo: Et ass vill verschmät ginn an der Zäit. Si hätten eng katastrophal Finanzsituatioun virfonnt 2013, sot de Finanzminister ëmmer, och de Staatsminister.

Do war de Budget, Här Regierungspresident, nach am Equiliber! An et rächt sech elo, dass iwwert déi leschte Joren, wou d'Keesen nëmmen esou gespruddelt hunn, dass do net Äppel fir den Duuscht an de Keller geluecht goufen. An duerfir ginn elo d'Staatsfinanzen an de Keller, a mir stellen op jidde Fall haut fest, dass

déi vill beméite kopernikanesch Finanzrevolutioun riskéiert, sech fréier oder spéider als grousse bloe Bluff ze erweisen

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Bauler huet nach eng Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A! Den Här Bauler huet nach fir d'éischt eng Fro un den Här Roth.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, wann Der erlaabt. Ech wollt just kuerz op dat zréckkommen, an aller Sachlechkeet, an aller Rou, wat den Här Roth virdrunner gesot huet, well e vum Abaissement vun der TVA geschwat huet.

Hien huet gesot, et soll een net eise Betriber e Procès d'intention maachen. Dat hat ech och net wëlles. Ech wollt just soen, dass eng Verréngerung vun der TVA, wéi se och an Däitschland decidéiert ginn ass, net oncontestéiert ass. Ech wollt Iech froen, ob Der dat och matkritt hutt. Ech wëll Iech do näischt ënnerstellen.

Ech wollt nëmme just soen, dass sécherlech ee gewëssene makroekonomeschen Effet d'élasticité ze verzeechnen ass. Dat seet och kee Geréngeren hei wéi den IFO-Chef Clemens Fuest vum IFO-Institut. Ech hu souguer den Datum hei, dat war schonn am Juni de Fall. Also, hie seet net, dass Der net Recht hätt, mee hie seet awer, dass den Effet vun enger Reduktioun vun der TVA éischter, an Däitschland zumindest, limitéiert wier. An dat ass, mengen ech, och net dee geréngsten Ekonomist an Däitschland. Doriwwer eraus geet en och op den administrativen Opwand fir d'Betriber an, déi dat och selwer soen.

Also, ech wëll mer net herno hei vun Iech soe loossen, ech hätt de Betriber e Procès d'intention wëlle maachen. Dat hutt Dir gesot. Mir wëllen net driwwer streiden. Ech wëll Iech just soen: Dat war net a menger Intentioun, wa mer beim Wuert „Intentioun" sinn.

Wat Der awer ganz richteg gesot hutt, Här Roth, dat ass: Et geet hei ëm d'Konsumverhalen. An effektiv huet ee gemierkt, an eiser leschter Entrevue mat dem Här Gaston Reinesch, dass d'Spuerverhale vun de Konsumenten an d'Luucht gaangen ass. Dat ass eng Affär vu Vertrauen. D'Konsumente si virsiichteg. Dat ass ëmmer de Fall, dat ass och de Moie scho gesot ginn, an enger Période de crise, wou d'Leit net wëssen, wou se dru sinn. An duerfir aleng wier den Effet reduzéiert, wat d'TVA ugeet. Wéi gesot, mir hunn et an der Entrevue mam Zentralbankchef jo dann zesumme constatéiert.

Dir sot net méi spéit wéi virun zwee Deeg: „Kyrie eleison." Ech wëll Iech just soen, wann ech dat do gesot hunn, och op Base vun deem, wat namhaft Ekonomiste gesot hunn: „Quod erat demonstrandum."

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Roth, wann e wëllt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech weess net, wat déi konkreet Fro vum Här Bauler war. Ech ka just soen, …

Une voix.- Et war keng Fro!

M. Gilles Roth *(CSV).*- … ech ka just soen, dass a sämtlechen däitschen Dages- a Wochenzäitschréften déi grouss Konzerner vum Konsum, ech nennen elo keng, mee richteg grousser, alleguerten op ganze Säite gesot hunn, dass si déi Reduktioun vun der TVA am Eenzelhandel an an hire Geschäfter géifen un den Ennverbraucher, an dat sinn an dësem Fall Millioune vu Clienten, wärend den nächste sechs Méint weiderginn. A wa se déi weiderginn, da mengen ech, dass dat schonn eng ënnerstëtzend Moossnam fir de Konsum, op jidde Fall de kuerzfristege Konsum, ass. A wou dann d'Lëtzebuerger an Zukunft hir Autoe kafe ginn, wou ech dervun ausginn, dass den Nettopräis, den Nettolëschtepräis, dee selwechten ass hei wéi zu Tréier, dat musse mer dann och nach kucken. Op jidde Fall maache mer dann dee Bilan um Enn vum Joer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An ech mengen, da kënne mer un deen nächste Riedner goen, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech och haaptsächlech mat de Finanzen elo e puer Minutte beschäftegen. Ech mengen, am Ufank vun dëser Kris hunn den Här Staatsminister an den Här Finanzminister am Fong Aussoe gemaach, déi een esou ka resuméieren: „D'Staatsfinanze si gesond, d'Geld spillt an der Kris keng Roll. Et ka kaschten, wat et wëllt!"

Ech hunn, wéi ech dat héieren hunn, geduecht: Ma do hunn der awer elo zwee de Mond e bëssen déck voll geholl. An ech si gespaant, wéi se an deenen nächste Méint a Joren d'Kéier kréien, well sécherlech déi Aussoen an der Realitéit net esou wäerte stëmmen.

Sinn d'Staatsfinanze gesond? Sécherlech sinn eis Staatsfinanze méi gesond, wéi dat a villen anere Staaten ass. Mee et muss ee wëssen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keen Euro Reserven. Ganz dacks, wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, da soen déi: „O, de Staat, deen huet bestëmmt nach eng Mouk." Nee, de Staat huet keng Mouk méi. Mir hu just eng Keess, an dat ass d'Trésorerie de l'État, an do sinn alleguer déi Gelder dran, déi de Staat zur Verfügung huet.

Mir haten eng Mouk viru Joren, am Fong Steieren, déi d'Betriber geschëllt haten, déi d'Steierverwaltung an den Enregistrement net agezunn hunn, am Fong an de Betriber leie gelooss hunn, well et eng Mouk war, déi an de Betriber war. An an der Kris vun 2007/2008 hunn d'Regierung an d'Verwaltung dunn dorobber zréckgegraff a se hunn ugefaangen, déi Steieren aus de Betriber anzezéien, fir eeben iwwert déi Distanz ze kommen.

An elo, an deene leschte Joren, sinn alleguer déi Retarden, déi Mouk, déi an de Betriber louch, eragezu ginn, engersäits duerch d'Digitalisatioun vun de Steiererklärungen, déi d'Betriber musse maachen, iwwert dee Wee, an och d'Steieren direkt bezuelen an d'Retarden, déi agezu gi sinn.

Duerfir huet och an deenen zwee, dräi leschte Joren de Staatsbudget besser ausgesinn, well mer méi Steieren eragezunn hunn an engem Joer, wéi am Fong an deem Joer geschëllt waren, well mir Retarden eragezunn hunn, mee mat der Konsequenz, datt elo keng Retarde méi an de Betriber leien an datt mer vun elo u bei d'Realitéit kommen, datt am Fong all Joers déi Suen erakommen, déi op ee Joer geschëllt sinn. De Staat huet also keng Reserven an de Staat huet och keng Mouk.

D'Trésorerie de l'État, dat ass am Fong dat, wat de Staat am Ableck an der Keess huet. All dräi Méint kënnt de Finanzminister mat den Direktere vun den eenzelne Verwaltungen déi Suen encaisséieren an eng Jointe vun der Finanzkommissioun an der Budgetkontrollkommissioun. An de 25. Mee dëst Joer war et fir d'lescht, datt se do waren. Do ass d'Fro gestallt ginn un déi Responsabel, wivill Suen zu deem Zäitpunkt an der Tresorerie waren. A si hu kloer gesot, datt op den Datum vum 25. Mee nach just 800 Milliounen an der Tresorerie dra waren, awer déi 350 Milliounen, déi gebraucht gi fir d'Gehälter an d'Pensioune vun der Fonction publique, déi sinn zwee, dräi Deeg duerno ausbezuelt ginn, soudatt am Prinzip de 25. Mee nach just 450 Milliounen an der Tresorerie waren, woubäi een awer muss wëssen, datt zu deem Zäitpunkt schonn den Emprunt vun 2,5 Milliarden opgeholl war. Deen ass also schonn opgeholl an dee war also do scho praktesch mat ewech.

Mir hunn als ADR deem Emprunt zougestëmmt, well mer gesot hunn: An enger Krisesituatioun muss de Staat Suen zur Verfügung stellen, fir duerch déi Kris ze kommen! Mee de Feeler ass net déi Schold, déi mer elo an der Kris maachen. De Feeler ass geschitt duerch déi Finanzpolitik, déi mer an de leschte Jore gemaach hunn, datt mer trotz guddem Budget, trotz grousse Reserven, Defiziter beim Staat gemaach hunn, an déi Defiziter sinn iwwer Scholden gemaach ginn. An deen zweete Punkt ass, datt mer als Staat eis Scholden ni wäerten zréckbezuelen.

An de Kolleeg Gilles Roth huet et gesot: Do ware mer iwwerrascht, datt mer net als Chamber gewuer gi sinn, datt de Finanzminister an d'Regierung am Juni, elo den 18. respektiv 30. Juni, 350 Milliounen opgeholl hunn. Dat ass e verstoppten Emprunt. Et kann een et och Ligne de crédit nennen oder Certificat de trésorerie, wéi et elo genannt gëtt, mee et ass en Emprunt.

Ech weess, datt d'Regierung, de Minister, d'Chamber net brauch ze froen, fir dat doten ze maachen. Se muss just froen, wa se en offiziellen Emprunt mécht. Mee dat mannst wier awer gewiescht, datt d'Chambersfinanzkommissioun driwwer informéiert gi wier, datt d'Regierung do 350 Milliounen opgeholl huet. An den Här Staatsminister huet de Moien, nee, gëschter, gesot, d'Regierung hätt sech domadder misse Liquiditéite verschafen. An déi Liquiditéiten jo, dat war nun emol eeben, well se gären am Juni de Staatsbeamten e Gehalt ausbezilt an d'Pensiounen ausbezilt, du huet se misse kucken, datt se zu deem Zäitpunkt 350 Millioune kritt huet. Dat heescht, ausgangs Juni war d'Staatskeess eidel an de Staat wier emol net méi à même gewiescht, fir d'Paien an d'Pensiounen ze bezuelen, wa se net do eeben déi 350 Millioune Certificats de trésorerie opgeholl hätt.

Traureg ass et, datt d'Finanzkommissioun vun der Chamber dat huet misse vun der Zentralbank gewuer ginn an datt mer dat net vun der Regierung gewuer gi sinn.

Een anere Punkt, dat ass: Wat ass d'Situatioun vun de Finanzen dann elo no deenen éischte Méint an dësem Joer? An och do hu mer an der Jointe vum 25. Mee gesot kritt, datt bis den 31. Mäerz de Staat, d'Recetten an d'Depensen, den Defizit bei 2,742 Milliarde louch an datt den 30. Abrëll, ee Mount méi spéit, deen Defizit schonn op 3,386 Milliarden, also bannent engem Mount ëm 644 Milliounen an d'Luucht gaangen ass. Ech soen nach eng Kéier, wat ech virdru gesot hunn: Den Emprunt vun deenen 2,5 Milliarde war och schonn du gezunn.

Ech hat duerfir an der Presidentekonferenz, Här President, gefrot, datt d'Regierung eis soll fir dës Debatt, Här Staatsminister, och soen, wéi dann elo d'Resultater ausgangs Mee an ausgangs Juni sinn. Dat ass machbar, well et war och de 25. Mee scho méiglech, fir déi vum Abrëll ze kréien, esou misst et och haut méiglech sinn, fir déi vum Mee a vum Juni ze kréien. De Minister vun de Relatioune vum Parlament huet gesot, hie géif der Regierung dat mathuelen. Mee de Staatsminister huet gëschter verschidde Chiffere genannt, awer déi weesentlechst Chifferen, wéi d'Finanzsituatioun ausgangs Mee, ausgangs Juni vum Staat war, si mer net gewuer ginn.

An ech froen duerfir, Här President, hei den Här Staatsminister, en huet jo nach e bëssen Zäit, fir datt e sech informéiert, fir datt mer haut bei sengen Äntwerten d'Situatioun vun de Finanze beim Staat ausgangs Mee an ausgangs Juni kréien. Mir hunn e Recht, fir dat gewuer ze ginn, well déi Chiffere si fäerdeg. Déi leien do, Dir musst eis se just matdeelen an net virenthalen.

Da wollt ech nach zréckkommen op d'Scholden am Zesummenhang mat de Krittäre vu Maastricht, 60 %. Mir leien hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jore bei 20 %. D'Schold ass zwar u sech an den Zommen an d'Luucht gaangen, mee doduerch, datt mer awer och parallell e staarke Wirtschaftswuesstum haten, huet de Prozentsaz sech bei ongeféier 20 % agependelt.

Duerch d'Kris vun 2008 ass fënnef Joer duerno dee Prozentsaz, an engem Zäitraum vu fënnef Joer, vun 2008 u gesi bis 2013, vu 7, 8 % op 20 % eropgaangen. Déi lescht Chifferen, déi mer elo hunn, déi soen, datt mer elo bannent zwee Joer, 2020/2021 wäerte vun 20 % op 30 % eropgoen duerch déi Emprunten, déi am Kader vun der Kris op ongeféier 5 Milliarden duerginn.

Ech soen Iech awer haut ganz kloer: Opgrond vun deem, wat eis alles bekannt ass, wäerten déi 5 Milliarden net duergoen, fir 2020/2021 d'Defiziter ze decken. An da wësse mer net, an dat huet d'Regierung och net gesot, wat da geschitt 2022, 2023, 2024, 2025. Well och déi Jore sinn doudsécher defizitär. Et steet also kloer fest, datt mer 2021 déi 30 % wäerten iwwerschreiden. An elo hunn ech nach net all déi Moossnamen derbäigerechent, déi an der leschter Zäit nach decidéiert gi si fir d'Relance.

Ech hunn nach net geschwat - mäi Virriedner huet dervu geschwat - vum Congé pour raisons familiales, dee vun der Gesondheetskeess virfinanzéiert ginn ass, dee jo awer logescherweis och muss vum Staat, vum Budget, rembourséiert ginn.

An ech hunn net vun deem geschwat, wouriwwer de Kolleeg Gilles Roth och elo geschwat huet, deen Artikel, dee gëschter an der „Welt" stoung. An ech mengen, d'Kolleege Roth a Mosar hunn eng Question urgente gestallt, an et wier flott gewiescht, Här President, wann den Här Staatsminister virun dëser Debatt de Mëtteg schonn op déi Fro eng Äntwert ginn hätt, dann hätt een dat och kënne vun der Säit vun der Regierung matafléisse loossen.

Mee et ass net nëmmen, datt den Här Gramegna an der „Welt" gëschter zouginn huet, datt mir bereet sinn, méi ze bezuelen, an déi 5,4 % huet en och net dementéiert, a wéi gesot, dat mécht 3,4 Milliarden Euro aus, déi de Lëtzebuerger Staat da misst bezuelen oder 5.500 Euro pro Kapp an Awunner, déi misste bezuelt ginn. Dat ass jo en enorme Chiffer, wéi mer en nach ni kannt hunn, datt mer do géifen esou en Transfert maachen.

An ech fannen et schrecklech, datt e Lëtzebuerger Parlamentarier an enger auslännescher Press muss liesen, wat d'Lëtzebuerger Regierung als Engagementer wëllt zu Bréissel huelen. An an deem selwechten Artikel seet den Här Gramegna dann och nach, datt hien dermat averstane wier, averstanen: „Ich könnte mir zum Beispiel eine Plastiksteuer vorstellen oder eine Kerosinsteuer." Dat heescht, d'Regierung ass also och schonn dermat d'accord, eng europäesch Plastiksteier oder Kerosinsteier anzeféieren. Alles dat liese mer an der auslännescher Press.

An duerfir hätte mir gären haut hei vum Här Staatsminister kloer, kloer Aussoen zu all deene Froen, déi ech bis elo gestallt hunn. A wa mer déi net kréien, Här Staatsminister, da melle mer elo scho Parole après ministre un. Mir wäerten eis haut net ginn, bis mer Äntwerten op all déi dote Froe kréien, an zwar keng auswäichend, mee genausou kloer, wéi dat gëschter an der Zeitung stoung, hätte mer och gär genausou eng kloer Äntwert vum Staatsminister. Och iwwert d'Staatsfinanzen hätte mer gären haut, op dësem Dag, alleguerten déi Äntwerten.

Da wëll ech zum Kolleeg Marc Baum an der Kolleegin Josée Lorsché soen: Den Här Baum huet och gesot, datt déi Suen, déi mer haut schëllen, fir d'Zukunft wieren. Jo, dat wier richteg, datt se fir d'Zukunft wieren, fir déi zukünfteg Generatioune wieren, an deem Fall, wou mer d'Scholde géifen zréckbezuelen. Am Fall, wou mer d'Scholde géifen zréckbezuelen, da kéint ee soen, datt et eng Investitioun an d'Zukunft wier. Mee mir maachen eng Schold a mir bezuele se net zréck. Dann ass et keng Investitioun an d'Zukunft, dann ass et eng Schold, déi d'zukünfteg Generatioun muss zréckbezuelen. An dat däerf een net vergiessen, datt all déi Scholden, déi mer maachen, eng Kéier zréckbezuelt musse ginn.

A mir hunn dann eeben hei eng Situatioun, datt de Lëtzebuerger Staat seng Scholden net zréckbezilt. E bezilt just Zënsen, déi am Ableck ganz niddreg bis negativ sinn, awer d'Kapital gëtt net zréckbezuelt.

Ee Wuert nach zu de Maastricht-Krittären, do wëll ech drop zréckkommen, fir am Fong ze soen, datt d'Scholde vun engem Staat kënne 60 % vum BIP ausmaachen. Lëtzebuerg läit elo bei 20 %, mir wäerten d'nächst Joer iwwer 30 % goen.

Den Här Staatsminister huet net weider doriwwer geschwat. Mee de 4. Juli an der Tripartite huet d'Regierung en Dokument verdeelt. An an deem Dokument - dat hu mer net vum Här Staatsminister, gëschter a senger Ried hu mer guer näischt dovunner héieren, mee mir hunn awer déi Dokumenter vun der Tripartite gëschter zougestallt kritt - , do schreift d'Regierung, also et ass net iergendwéi eng däitsch oder Gott weess wéi eng auslännesch Zeitung: « La limite des 30 % d'endettement PIB est une référence pour les agences de notation. Le maintien du Triple-A est intimement lié à la maîtrise de la dette du pays. Si les agences de notation peuvent accepter différents niveaux de dettes, elles suivent de près la tendance sur plusieurs années ainsi que les projections futures. En d'autres termes, si temporairement la dette devait dépasser les 30 %, les agences voudront voir un plan crédible pour le ramener en dessous de cette limite. À défaut, le triple-A sera à risque. » An dat net nëmme fir d'Staatsfinanzen, schreift d'Regierung, wat d'Detten ubelaangt, mee och fir d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz.

Datt eng Regierung, e Staatsminister, enger Tripartite esou Dokumenter virleet a se hei a senger Ried mat kengem Wuert ernimmt, datt mir déi esou niewebäi eng Kéier gemailt kréie mat dräi aneren Dokumenter zesummen, fannen ech e Skandal. Dat fannen ech e Skandal, well mer wëssen, Här President, wann déi Agencen eis froen: „Ma wéi kommt Der dann erëm ënnert déi 30 %?", mer dann éierlech musse soen: „Mer kommen net méi drënner, mee mir ginn an d'Luucht." Well éischtens, fir drënner ze kommen, misste mer Scholden zréckbezuelen. Fir Scholden zréckzebezuelen, muss de Budget en Iwwerschoss maachen. Mee de Budget wäert an deenen nächste Jore keen Iwwerschoss, mee en Defizit maachen. An deen Defizit decke mer erëm mat Scholden. Also ginn an den nächste Joren d'Scholden an d'Luucht an déi 30 % ginn och an d'Luucht. An opgrond vun der Analys, déi d'Regierung hei gemaach huet, ass dann den Triple-A a Gefor. Ech mengen, och dat sollt ee mat agesinn, wann een iwwert déi Situatioun hei kuckt.

Dann nach e Wuert zum Finanzsecteur. De Finanzsecteur, dat hu mer och confirméiert kritt vun der Zentralbank, huet déi Kris bis elo gutt iwwerlieft. Au contraire, et si souguer deelweis positiv Entwécklungen. Mee kee weess, wat déi Kris nach no sech zitt. Vläicht net fir d'Banken direkt, awer da vläicht fir d'Personal.

Mir hu gëschter e Communiqué gelies vun der ALEBA, der Bankegewerkschaft, déi gesot huet, opgrond vun enger Entreprise, déi gëschter matgedeelt huet, 70 Leit ofzeschafen a wou e Sozialplang gemaach ginn ass, wou se fäerten,

datt si nach mat enger ganzer Rei vu Sozialpläng befaasst wieren, déi an deenen nächste Wochen a Méint géife kommen, wou am Finanzsecteur géife Leit ofgebaut ginn.

A wann een da gëschter an der Press konnt liesen, datt zum Beispill do en Titel war an Däitschland: „Hunderten deutschen Banken droht das Aus!" Ech wousst iwwerhaapt net, datt et esou vill verschidde Banken an Däitschland géif ginn, mee dat konnt ee gëschter noliesen an der Press, datt Honnerte vun däitsche Banken déi Kris hei net géifen iwwerliewen.

Dat muss keng Konsequenz op de Lëtzebuerger Finanzsecteur hunn. Et ka souguer zum Deel positiver hunn, mee et kann awer och zum Deel negativ Konsequenze fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz hunn. An et ass näischt dovunner gesot ginn.

Steiererhéijungen, do hat ech virun e puer Wochen hei an der Heure de questions eng Fro gestallt, well den Här Gramegna den Dag virdrun owes um Fernsee gesot huet, et kéint ee keng Steiererhéijunge maachen, et wier déidlech, an dëser Zäit Steiererhéijungen ze maachen, déi kënnt een eng aner Kéier maachen. An dorausser konnt een d'Konklusioun zéien, an dëser Zäit, well dat nach zwee, dräi, véier Joer unhält, datt an dëser Legislaturperiod keng Steiererhéijung kënnt. Dat kann een nëmme begréissen.

Mee d'Fro, déi sech gestallt huet: Wéi ass et mat der CO_2-Steier? Ech hunn dunn eng Fro un den Här Staatsminister geschriwwen, ob hie géif d'Meenung vum Här Gramegna deelen, an ob et da logescherweis och keng CO_2-Steier géif ginn. Do krut ech da moies geäntwert iwwert d'Verwaltung, den Här Staatsminister hätt gesot, ech soll der Émweltministesch déi Fro stellen. Do hunn ech gemengt, den Här Staatsminister wier mëttes net do. An zu menger Iwwerraschung, nodeem ech d'Fro un d'Émweltministesch gestallt hunn, hunn ech awer gesinn, datt den Här Staatsminister hei war.

Do hunn ech mer d'Fro gestallt: Ma firwat huet deen déi Fro dann net beäntwert? Et ass dach net den Émweltminister, dee Steieren decidéiert, et ass d'Regierung, de Finanzminister.

An dunn hunn ech vun der Émweltministesch eng Äntwert hei kritt, wou ech elo haut nach net weess, ob et eng Steiererhéijung gëtt oder net. An den Här Bettel, dee laacht esou frëndlech, duerfir géif ech, Här President, mer erlaben, haut déi Fro nach eng Kéier, awer dës Kéier un de Staatsminister ze stellen.

De Staatsminister soll eis haut soen, ob eng CO_2-Steiererhéijung an dëser Legislaturperiod kënnt. Dat brauch keng laang Ried ze sinn. Dat kann ee ganz einfach mat Jo oder mat Nee beäntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Nach ee Wuert. Da gëtt och gesot, d'Investitioune géifen op engem héijen Niveau bleiwen. Dat wier ze begréissen. Mee ech stelle mer d'Fro: Wéi kann de Staat déi Investitiounen op esou engem héijen Niveau halen, wa mer wëssen, datt de Staatsbudget an deenen nächste Jore staark defizitär wäert bleiwen? Wa mer keng Steiererhéijunge maachen, wéi finanzéiere mer et dann? Maache mer nach méi Scholden? Duerfir, ech weess, wéi d'Situatioun vun de Gemengen ass, déi wäerten hir Investitiounen zréckschrauwen, do bleift guer keng aner Méiglechkeet.

Wou kënnt Der soen: „Et bleift erhéicht"? Nee, wann d'Gemenge manner Suen hunn, gi se der manner aus. An ech wollt den Här Staatsminister och froen, ob déi Lettre circulaire, déi vun der Finanzinspektioun un déi eenzel Verwaltunge geet, ob dat stëmmt, datt déi gesot kritt hunn, se sollen hire Budget opgrond vum Budget vun 2019 fixéieren. Dat heescht, datt déi am Fong op Héicht vun den Depensë vun 2019 sinn. Dat wieren also zwee Budgetsjoren zréck, dat wiere 6 % manner.

Duerfir wëll ech also d'Fro stellen, ob dat richteg ass, wat ech do héieren hunn. An anscheinend huet d'Chamber och esou e Bréif kritt, datt dat soll den Niveau vun 2019 sinn. An da stellen ech d'Fro un d'Regierung: Wéi kënnt Der den Niveau esou héich halen oder nach méi héich maachen, wann Der de Staatsbudget wëllt un den Niveau vun 2019 upassen? Well all déi Suen, déi do gestrach ginn, dat si jo net Personalkäschten, dat si jo net déi fix Käschten.

Dat sinn alleguer déi Suen, déi an d'Investitioune ginn, oder an déi eenzel Verwaltungen, déi an Honnerte vu klenge Betriber investéieren, wéi d'Gemengen dat och maachen. Dat ass ekonomesch. Et kann een net soen, et wiisst alles, an et gëtt ee manner Suen aus. Also, och dorobber hätte mer gären eng Äntwert, wéi et dann ass mat deenen Investitiounen an deenen nächste Joren.

Här President, den Här Staatsminister, d'Regierung huet am Fong dräi Aussoe gemaach: „Éischtens, d'Staatsfinanze si gesond; zweetens, mir maachen héich Investitiounen, an drëttens, et gëtt keng Steiererhéijung."

Här President, dat hei ass warscheinlech meng lescht Ried, déi ech op dëser Plaz halen. Duerfir wollt ech de Kolleege fir d'Zukunft soen, datt ech haut behaapten, datt keng vun deenen dräi Aussoen - d'Staatsfinanze si gesond, se géifen héich Investitioune maachen an datt keng Steiererhéijung gemaach gëtt - , datt keng vun deenen dräi vum Här Bettel a vun der Regierung gemaachten Aussoe wäert stëmmen. An Dir wäert et an den nächste Méint a Jore gesinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. An enger sanitärer Kris steet un éischter Stell d'Gesondheet, d'Gesondheet vun eis alleguer. D'Wirtschaft ass net alles, mee ouni eng stabill Wirtschaft ass alles näischt.

Mir ware gutt ënnerwee zu Lëtzebuerg, bis déi kleng rout Kugel säi Wee vu China bei eis fonnt huet. D'Konsequenz: minus 6 % Wuesstum dëst Joer, a wa keng zweet Well kënnt, plus 7 % d'nächst Joer. Dat wier eng Nettoaugmentatioun vun 1 %. D'OECD schwätzt souguer vu minus 6,5 % an nëmmen 3,9 % fir d'nächst Joer. Déi neiste Forecaste vun der Europäescher Kommissioun: minus 6,25 % fir dëst Joer, plus 5,5 % fir 2021. Dat wier also emol keng positiv Nettoaugmentatioun.

900 Millioune manner Recettë sinn erakomm par rapport zu Mee 2019. Natierlech, duerch de Lockdown sinn och manner Suen am Ëmlaf. Et ass méi gespuert ginn an de Chômage ass massiv an d'Luucht gaang. Den Här Spautz wäert nach dorobber zréckkommen.

Am Resumé, Här President, keng positiv Wirtschaftszuelen, an de Premier sot et gëschter hei: D'Wirtschaftssituatioun ass ugespaant! Jo, d'Regierung hat keen anere Choix. Mir als Parlament hunn den État de crise op dem Fändel vun der Union nationale matgedroen. Jo, et war richteg, déi Mesuren ze huelen. Mee ech soen et awer och gradesou däitlech: Sollt et zu enger zweeter Well kommen, kann d'Wirtschaft net nach eng Kéier erofgefuer ginn, well soss brauche mer just nach Bëton iwwert dëst Land ze schëdden.

Vun Ufank un huet d'CSV konstruktiv matgeschafft, fir Mesuren auszeschaffen, jo, Här Premier, auszeschaffen, déi d'Wirtschaft sollen ënnerstëtzen. Ech erënneren hei un déi verschidde Propositions de loi vun der CSV, wou mer ënner anerem proposéiert haten, dass, wann de Proprietär Loyer noléisst, en een Abattement ka kréien, d'Proposition de loi iwwert déi auslännesch Investissementer, d'Proposition de loi, fir d'Delaie fir d'Assignatioun an den Aveu de faillite ze suspendéieren, d'Proposition de loi iwwert de „carry back, carry forward", an eng ganz Rei aner Motiounen a Propositiounen hu mer hei erabruecht.

An d'Regierung huet eng Rei vun dëse Propositiounen iwwerholl an hire Mesuren. Wann e Land esou an eng déif Kris fält, muss ee souwuel de Leit wéi och de Betriber eng Sécherheet ginn. Et muss ee se opfänken. Et muss een hinne Mutt zouschwätzen. Trau Dech! Et däerf ee se net widdert d'Mauer fuere loossen, well jo, no der Kris musse mer Betriber hunn, déi erëm zum Wuelstand bäidroen.

De Premier sot selwer: „All d'Kräften asetzen, fir der Wirtschaftskris entgéintzesetzen."

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Eis Geschicht huet et bewisen, Här President, mir hunn et ëmmer erëm fäerdegbruecht, ëmmer erëm fäerdegbruecht, d'Äerm eropzekrämpelen, well jo, mir wëlle bleiwen, wat mer sinn! A wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, heescht et, alleguer zesummen upaken an no vir ze kucken.

Elo kann een doriwwer diskutéieren, ob een all déi Slogane brauch wéi „Neistart Lëtzebuerg!", „Smile again!", „Resilience!", „Think global, act local!". Sti mer virun engem Neistart Lëtzebuerg? Sti mer an engem neien Zäitalter? Déi Fro huet de René Winkin, Direkter vun der FEDIL, virun e puer Deeg op RTL gestallt.

Här President, wat mer definitiv net brauchen, ass eng Beleidegungsrhetorik vun engem LSAP-Vizepremier vis-à-vis vun den Independanten.

(Brouhaha)

Wann Eenzelner wëllen, wann Eenzelner wëllen de Klassekampf an dësem Land féieren, da wäert de roude Léif net op seng Féiss kommen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir kënnt net vill hunn, Dir kommt ëmmer op dee selwechte Saz.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, an esou enger Kris wéi där hei ginn et zwou Phasen. Déi éischt Phas ass d'Phas vun de kuerzfristege Moossnamen, déi bis elo 940 Milliounë kascht huet, mat dem Chômage partiel inclus.

Jo, dat si vill Suen, an awer, an awer kréie mer nach ëmmer reegelméisseg gesot, a jiddwereen heibannen, peu importe la couleur politique, huet där Mailen a Bréiwer kritt, dass nach vill Betriber op eng Äntwert waarden. Säit Mäerz hätte se d'Demande eraginn an hätten nach ëmmer kee Feedback.

An der zweeter Phas, do komme mer bei déi mëttel- a laangfristeg Moossnamen. An do hunn ech awer gëschter geschléckt, wéi de Premier sot: „Mir wëssen net, wéi et strukturell weidergeet. Et ass ze fréi, fir Prioritéiten ze setzen." Här Premier, d'CSV seet Iech: „D'Wirtschaft ass eng vun de Prioritéiten! A mir mussen elo, elo, alles drusetzen, dass d'Successstory Lëtzebuerg virugeschriwwe ka ginn." An do huet d'Regierung nach net den Turboboostknäppche gedréckt.

Den Här Fayot selwer sot de Samsdeg op RTL, jo, Här Premier, Äre Wirtschaftsminister sot selwer, nodeem e widderholl huet, dass et keng Vollkasko gëtt fir d'Betriber, datt et bis den Hierscht dauert, bis weider Mesurë kommen. Dat ass ze spéit. Dat ass ze spéit. D'Welt dréit weider, wann och am Mäerz méi lues, mee elo erëm méi schnell. Bis den Hierscht wäerten eng Rei Betriber, besonnesch am Horeca, am Evenementiel an an anere Branchen, et net méi packen. An d'Banke kënnen och net onendlech hëllefen.

Ech ginn do dem President vun der ABBL, dem Här Hoffmann Recht. Mir däerfen net d'Wirtschaftskris op de Bankesecteur iwwerdroen, well soss gesinn ech schwaarz.

Här President, Lëtzebuerg brauch eng innovativ Industriepolitik. Lëtzebuerg muss en Aushängeschëld an der Recherche an an der Innovatioun ginn. An ech war enttäuscht, jo, souguer rosen, wéi d'Kolleege Spautz a Wolter hu missen hei nach eng Kéier d'Problematik vun dem Investissement bei Guardian uschwätzen. Dat ass e Problem, deen ass säit Jore gewosst, säit iwwer dräi, véier Joer ass et gewosst. Näischt huet d'Regierung, näischt huet d'Regierung gemaach.

D'Lëtzebuerger Industriepolitik muss anescht gehandhaabt ginn. Et muss een erëm mat de Féiss op de Buedem kommen, amplaz wëlle Spacecowboy dobaussen ze spillen. Déi Suen, déi an de Spacebusiness an elo nach sollen zousätzlech an de Satellitt investéiert ginn, hätten hei ganz konkreet kënnen Aarbechtsplaze retten a weider den Knowhow „Made in Luxembourg" iwwert d'Grenzen droen.

D'Strenzpolitik vun der Regierung an de leschte Joren ass amgaangen, sech ze rächen, de Kolleeg Gilles Roth huet et ënnerstrach.

Mir brauchen zukunftsorientéiert ëffentlech Programmer, wou et méiglech ass, Joint Venture tëschent dem Secteur public an dem Secteur privé ze maachen. Wat hei zu Lëtzebuerg viru Jore gutt geduecht war, mee leider ni richteg ëmgesat ginn ass, ass de Prinzip vum Public-private-Partnership.

D'CSV ass der Meenung, dass de Public-private-Partnership soll erneiert ginn, méi attraktiv gemaach ginn, duerch steierlech Moossnamen zum Beispill, an do wou et méiglech ass, och duerch eng Iwwerschaffung vun der Reglementatioun iwwert d'Marchés publics.

Här President, d'Globaliséierung geet virun a bleift net virun der Coronakris stoen. Mee gewosst ass, dass d'Globaliséierung paradoxerweis en Deel Nationalismus begräift. Keen, keent vun den Nopeschlänner an och kee vun eisen Handelspartner wäert méi Rücksicht op eis huelen an Zukunft.

D'Kompetitivitéit bleift en Haaptindicateur, firwat e Betrib hei zu Lëtzebuerg seng Dieren opléisst oder op Lëtzebuerg seng Dieren opmaache kënnt. Do ginn ech ganz villen Acteure Recht, an dat wier e reellen Neistart fir eise Grand-Duché, endlech ewechkomme vun den iwwerdriwwenen, komplizéierten, laangfristege Prozeduren, sief et bei PAGen, sief et beim PAP, sief et am Kommodo-Inkommodo.

Et war jo komesch: Wärend der Coronakris, op eemol hunn déi iwwerdriwwe Sécherheetsmoossnamen a schouleschen Infrastrukturen, a Centre-culturellen net méi gegollt. Op eemol ass alles gaang. Mee an normalen Zäite musse mer d'Sécherheetsdier sechsmol verpanzeren, dass een och kann dräi Stonnen an engem Gebai bleiwen, wat brennt.

Ech soen Iech, mir bauen en neie Centre culturel zu Gréiwemaacher: 27 Milliounen.

(Interruption)

A mir bauen en, well mer d'Investissementer wëlle maachen. Dovunner si 4 Milliounen iwwerdriwwe Sécherheetsmesuren. Et geet duer mat deem Silosdenken. Et geet duer mat deem Silosdenken tëschent deene verschiddene Ministèren.

Et ass wichteg, an et ass och schonn e puermol hei vu Riedner ugeschwat ginn, dass mer déi ëffentlech Projeten, déi prett sinn, virzéien. Mir deelen d'Meenung hei vun der Regierung. D'Gemengen an de Staat musse weider massiv investéieren. Mee de Kolleeg Roth huet et och schonn ugeschwat: Wéi ass de Staat bereet, de Gemengen ze hëllefen?

D'Iddi vun der Guidance fir d'Betriber, déi d'CSV d'ailleurs opgeworf huet an déi de Mëttelstandsminister an de Wirtschaftsminister an hire Projet „Resilience" agebaut hunn, ass extreem wichteg. Dës CSV-Iddi ...

(Brouhaha)

Här President, d'Leit hei, d'Majoritéit ass opgereegt, well mir zu Maacher investéieren. Dat schéngt Problemer ze maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Gloden, et feelt e bëssen un Andacht un der lénker Säit an un der rechter Säit.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Si schénge sech opzereegen iwwert d'Investissementer, déi do gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Loosst Iech net aus der Rou bréngen, Här Gloden!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Jo, ech loosse mech net aus der Rou bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir eleng hutt d'Wuert a soss keen.

M. André Bauler *(DP)*.- Här Gloden, d'Sozialiste wollte just soen, 27 Milliounen Euro, dat sinn iwwer 1 Milliard där aler Frang.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo, do géife mir dräi Kulturzentere baue fir 27 Milliounen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Gloden huet d'Wuert an hie ganz eleng.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- D'LSAP Maacher huet e jo och net gestëmmt. Dës CSV-Iddi ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, dës CSV-Iddi vun der Begleedung vun de Betriber wäert Der och am neie Faillittegesetz zréckfannen. Et ass wichteg, dass mer engem Betrib een zur Säit stellen, fir de Betrib besonnesch an dësen Zäiten ze orientéieren an, le cas échéant, ze reorientéieren. Well maache mer eis näischt vir, d'Zuele vun de Faillitte wäerten an d'Luucht goen, och wa mer zurzäit eng Suspensioun vun den Delaie fir den Aveu oder d'Assignation vun der Faillite hunn. Well et sinn och gesond Betriber, déi e gutt Produkt oder e gudde Service um Maart ubidden, déi kënnen an d'Laberente kommen.

An ech muss éierlech soen: Ech war perséinlech e bëssen erféiert, wéi ech déi lescht Deeg an der Press gelies hunn, dass e sougenannte Vorzeigebetrib, e lëtzebuergesche Vorzeigebetrib spezialiséiert an de Verandaen, dee souguer an d'ganz Welt geliwwert an installéiert huet, elo op eemol Faillite gemaach huet.

Mee, Här President, et muss och eng national Solidaritéit gi fir d'Lëtzebuergesch Wirtschaft. Zum Beispill: Betriber brauchen Terrainen. D'Leit musse Confiance hunn an eis Betriber an d'CSV mécht e waarmen Appell: „Kommt, mer dreiwen net nach ëmmer de Präis fir en Terrain fir d'Betriber an d'Luucht!"

Wa mer de Betriber emol net d'Chance ginn, e Fundament ze bauen, op deem se kënnen hire Betrib opbauen, oder Gemengesyndikater, Gemengen an dem Staat d'Méiglechkeet ginn, Terrainen zu engem akzeptabele Präis ze kafen, jo, dann dreiwe mir alleguer zesummen d'Präisser vun den Terrainen hei zu Lëtzebuerg erop.

Här President, verschidde Secteure sinn och ze spéit ënnerstëtzt ginn, an ech denken hei besonnesch un d'Landwirtschaft an un de Wäibau, wou d'CSV vun Ufank u gesot huet: „Vergiesst d'Baueren net! Vergiesst d'Wënzer net!" Och hei muss agéiert ginn. Mir mussen et endlech fäerdegbréngen, zum Beispill méi lokal a regional Produkter an eisen ëffentleche Kantinnen ze verwäerten. Eis Kanner musse vu Klengem u léieren, dass d'Ënnerstëtzung vum Agrarsecteur absolutt wichteg ass. An ech erënneren och un eng Iddi vun der CSV-Kolleegin Octavie Modert, fir zum Beispill zu Bréissel en Haus vum Lëtzebuerger Wäin opzeriichten. Et ass elo, elo, wou et zielt.

Här President, erlaabt mer, nach e puer Wierder iwwert d'medezinnesch Versuergung am Land hei ze soen! Et mécht mech traureg, dass ech leider Recht sollt behalen. Säit 2009, dass ech an der Chamber hei sinn, kämpfen ech a meng Partei fir eng besser medezinnesch Verbesserung am ländleche Raum. A mir gesinn, dass, wann am ländleche Raum d'medezinnesch Infrastrukture besser gewiescht wieren, hätt ee kënne méi schnell am ländleche Raum agéieren.

Mir brauche Centre-médicallen. Mir brauche Statioune mat Rëntgenapparater. Mir brauche Statioune mat IRMen. Hei muss ee ganz kloer soen, gefillten 100 Joer blo-rout a besonnesch rout Gesondheetspolitik war en Desaster fir Lëtzebuerg. Et ass gespuert ginn.

(Brouhaha)

Et ass gespuert ginn un de Moyenen. Et ass gespuert ginn un de Better. An ech kann lech all déi Äntwerten op eis Propositioune weisen, wou gesot gëtt, et brauch am ländleche Raum net a medezinnesch Versuergung investéiert ze ginn. Haalt lech an deem Beräich ganz kleng!

(Brouhaha)

Här President, Här President, Här President, …

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Den Toun mécht Musek.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, den Toun mécht Musek. Här President, déi éischt Ministesch, déi dat verstanen huet, déi sëtzt hei op menger lénker Säit, d'Madamm Lenert. Madamm Lenert, loosst lech net vun Ärem Wee ofbréngen!

(Brouhaha)

Här President, Här President, et ass vill Nervositéit hei op menger lénker Säit.

(Brouhaha)

Dir wunnt net am ländleche Raum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fuert roueg virun, Här Gloden!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, de Package muss stëmmen. Dat heescht, de wirtschaftlechen Aspekt, de Steieraspekt, den nohaltege souwéi och de sozialen Aspekt, zu deem de Kolleeg Marc Spautz nach wäert schwätzen. D'Balance tëschent deene véier Komponenten muss d'ADN si vun der Zukunft fir Lëtzebuerg, well da kënne mer bleiwen, wat mer sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt nach op e puer Punkten agoen. Meng Kolleegin, d'Fraktiounscheffin Martine Hansen, ass de Moien op d'Famill an op d'Santé agaangen. Do sinn awer duerno Remarken hei komm, wou ech awer och nach eppes wollt derzou soen.

An och do meng Fro un d'Gesondheetsministesch.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ech hunn an der Mëttegstonn e Bréif zougestallt kritt, dass a verschiddenen Haiser an Institutiounen elo Leit, Personal an d'Quarantän gesat ginn ass an dass se elo Problemer hunn, fir hir Permanencen oprechtzeerhalen an der Quarantän, well do waren dann an engem Haus zéng Leit, déi getest gi sinn.

A well déi alleguerten zesummen, also een ass positiv getest ginn, an déi aner zéng sinn awer elo mat a Quarantän gesat ginn, wou se elo net wëssen, wéi se déi Permanence solle maachen.

An do meng Fro un d'Regierung: Wat hutt Der do wëlles? Wéi ass et mat där Reserv, déi Der jo virgëschter ugekënnegt hat, Madamm Minister? Ass déi elo schonn do? Oder wéi sollen elo déi Institutiounen d'Méiglechkeet hunn, weiderzefueren, wann esou vill Leit beieneen a Quarantän gesat gi sinn?

En anert Beispill ass dat, wat mer haut um Site vun RTL gesinn hunn, wou gewise ginn ass an enger Handicapéiertestruktur, wou ganz vill Problemer wieren. An och do ass meng Fro: Wësst Der eppes dovun? A wat ass do d'Meenung vun der Regierung? A wat huet d'Regierung do wëlles, fir dogéint virzegoen?

An e leschte Punkt, wou ech awer och direkt wollt eng Fro stellen. Här Premierminister, Dir hat eng Tripartite zesummegeruff. An ech sinn elo ganz paff: Mir hunn de Mëtteg eng Invitatioun kritt als Membere vun der Aarbechtskommissioun, fir de Méindeg de Moien eng Aarbechtskommissioun ze hunn, wou den Aarbechtsminister eis e Projet de loi virstelle kënnt. An da gesinn ech elo um Internetsite: Haut de Mëtten um hallwer véier informéiert den Här Kersch d'Press, an d'Parlament däerf da waarde bis de Méindeg!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat mécht en och am Sport.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech muss lech soen, dat ass net fir d'éischt, dass den Här Kersch dat mat eis mécht! Dat ass elo scho fir d'zweet! An ech fannen, dass dat kee Respekt ass, deen do d'Regierung vis-à-vis vum Parlament weist! Wann d'Parlament geruff gëtt fir méindes drop an haut gëtt da schonn d'Press informéiert, Här Staatsminister, ech fannen, dat si komesch Zoustänn an Ärer Regierung. Et war bis elo ëmmer üblech, an Dir an och den Här Gramegna hutt lech ëmmer dru gehalen, Dir sidd fir d'éischt bei d'Parlament komm an da sidd Der bei d'Press gaangen. An ech géif en Appell maachen, dass Der Äre Kolleegen an der Regierung dat sot, dass et nach ëmmer de Respekt virum Parlament ass, dass ee fir d'éischt an d'Parlament kënnt, ier een an d'Press geet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir sinn an enger Kris ukomm, mir haten am Ufank eng sanitär Kris, elo si mer an enger Wirtschaftskris an et ass ze hoffen, dass mer net och nach an eng Sozialkris erakommen. Dofir hu mer och begréisst, dass Der d'Tripartite zesummegeruff hutt, och wann Der mer nach dräi Wochen, ier Der se zesummegeruff hutt, geäntwert hutt op eng Question parlementaire, et wier nach ze fréi, et wier nach net noutwendeg, fir esou eppes ze maachen. Dofir awer meng Felicitatioun, dass Der d'Sozialpartner zesummegeruff hutt, well mir brauchen d'Sozialpartner, fir aus där Kris hei erauszekommen, a mir brauchen d'Sozialpartner, fir dass mer de Chômage, fir dass mer all déi sozial Problemer och kënne bewältegen.

De Chômage partiel huet vill Sue kascht, wéi vill Kolleege soen, mee et war och gutt, dass mer de Chômage partiel esou gemaach hunn an dass mer en och elo nach verlängeren, fir de Betriber esou eng Méiglechkeet ze ginn, a Beschäftegung ze bleiwen.

Dat selwecht gëllt fir de Congé pour raisons familiales. Mee do wëll ech awer och nach op dat agoen, wat verschidde Kolleege virdru gesot hunn. D'Krankekeess huet do elo verschidde Saache virgestreckt. An d'Madamm Lenert ass jo mat hirem zweete Portefeuille oder hirem drëtte Portefeuille och an der Sécurité sociale doheem. Do ass et awer och, dass mer drun denken, déi Milliounen, déi do erausgeholl gi sinn aus der Krankekeess, déi vu Cotisatioune bezuelt gi sinn, dass déi erëm eng Kéier mussen zréckkommen, dass dat och Ausgabe sinn, déi gemaach gi sinn an déi getätegt gi sinn, an dass et och wichteg ass, dass d'Krankekeess déi Suen erëmkritt. Well et esou méi einfach war, fir ganz séier kënnen ze agéieren, war et e gudden Entschloss, fir dat ze maachen. Mee et ass awer och elo wichteg, dass mer nom 15. Juli de Kassensturz maachen, well de 15. Juli jo verschidde Mesuren auslafen, an dass mer da kucken, wivill Suen dat sinn, an dass déi dann erëm dohinner zréckkommen, wou se och fortgaange sinn.

An dann nach eng Kéier en Appell och, Madamm Lenert. Dir hutt gëschter och gesot, jo, do wieren nach Problemer. Net méi spéit wéi haut de Moie sinn ech nach eng Kéier vu Leit drop ugeschwat ginn, d'Permanence dentaire, alleguerten déi Leit, déi Permanence gemaach hunn, Dir hutt se gelueft gëschter an Ärer Ried. Dir hat se och scho gelueft den Dënschdeg. Mee d'Permanence dentaire ass nach ëmmer net bezuelt! An d'Dokteren hunn zwar déi Sue kritt, well se zur Verfügung stoungen, mee hir Asätz vun der Permanence dentaire sinn nach ëmmer net bezuelt ginn. An et wier och dofir wichteg, dass déi Saachen endlech och géife gereegelt ginn, well wa mer, wat mer jo all fäerten, awer net hoffen, an eng zweet Well erakommen, brauche mer déi Leit alleguerten nach eng Kéier, an dann ass et och besser, si hunn alles dat, wat se an der éischter Well gemaach hunn, och bezuelt kritt, fir dass mer dann esou dostinn.

An dann ass och eng Fro, wat ech net verstinn: A verschiddenen Haiser, verschiddene Spideeler sinn och amgaang, Servicer ofgeschaaft ze ginn! Ech hu gelies, an engem gréissere Spidol am Süden, do gëtt et keng Palliativstatioun méi. An engem anere Spidol, do hate se elo Problemer mat deene Leit, déi an Ënnerdrockzëmmere waren - entschëllegt, wann ech d'Fachausdréck net esou kenne wéi Dir -, mee an Ënnerdrockzëmmere waren, virun allem wann et Longekrankheete waren, déi si geraumt ginn, well déi fir aner Aktivitéiten hu misse genotzt ginn, wou ee sech awer och do muss d'Fro stellen, wéi déi Patienten dann déi Behandlung kritt hunn, déi hinnen zousteet, a wou do och ganz vill Froe komm si vun deene Leit, déi dat net verstanen hunn, dass si do ewechgeholl gi sinn.

An dann ass eng aner Fro, wa mer vu Kollateralschied schwätzen: Déi gréng Fraktiounscheffin huet de Moie vu Kollateralschied bei deene Leit mat psychesche Problemer geschwat, wat och de Statec seet, an och an der internationaler Press liest een dat jo bei anere Leit, déi psychesch Problemer hunn. Ech wëll och wëssen, wéi et mat de Kollateralschied ass vun deene Saachen, déi déi dräi Méint ausgesat gi sinn, wou wärend dräi Méint keng aktiv Medezinn gemaach ginn ass, wou Operatioune verschobe gi sinn, wou Interventioune verschobe gi sinn, ob dat beim Kiné war, ob dat beim Häerzdokter war oder fir wat fir eng Interventiounen dat nach alles war: Wësst Dir do, wivill Leit och do déi dräi Méint net konnten op déi Servicer zréckgräifen? A wat hu mer wëlles, och do ze maachen, wa mer, wat ech net hoffen, mee wat ech awer fäerten, nach eng zweet Well kréien?

Dir hutt gëschter an Ärer Ried gesot, mir bräichten net méi esou staark zréckzeféieren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Wat heescht dat? Wat bedeit dat? Hu mer da genuch Personal fir an dat Zelt virum Centre hospitalier gegeebenefalls? Oder wéi ass dat geplangt, fir och do kënne virzegoen?

Dat sinn déi Froen, ob déi ech wollt agoen, wou d'Martine Hansen zwar scho geschwat hat vun den eelere Leit an och vun der Gesondheetspolitik, mee wou et mer wichteg war, opgrond vun deenen Aussoen, déi verschidde Kolleegen nach de Moie gemaach hunn, fir dat awer och nach eng Kéier hei ze froen an ze preziséieren.

Da gëllt, sech och drëm … Mir hu geschwat vum Chômage partiel. Mir hu geschwat vun der Preretraite, Preretraite Solidarité, Prêt de main-d'œuvre, Mesurë fir jonk Schoulofgänger, do ass de Projet de loi deposéiert. Ech hu gesot, den Här Kersch hat vergiess zwar, fir d'éischt mam Parlament ze schwätzen, mee e mécht dat jo elo mat der Press. Dann ass et och vläicht d'Press, déi den nächste Méindeg d'Gesetz stëmmt, da brauch d'Parlament dat net méi ze maachen.

All déi Moossnamen u sech si richteg a wichteg! Well et ass nämlech wichteg, dass mer deene Leit eng Perspektiv ginn. Mee et geet awer och drëm, aner Beschäftegungsmoossnamen ze maachen. Et geet drëm, déi Jugendaarbechtslosegkeet an de Gréff ze kréien. An do hate mer jo net méi spéit wéi de leschte Mount dee Communiqué, dass d'Jugendaarbechtslosegkeet ëm 33,7 % an d'Luucht gaangen ass. An do waren nach net déi Jongen an déi Meedercher derbäi, déi elo de 15. Juli fäerdeg ginn an déi sech dann aschreiwe ginn an da jo och eréischt no sechs Méint d'Recht hunn, fir Chômage ze kréien. Dat sinn der och nach eng Kéier e puer Dausend. An do ass et wichteg, dass mer deenen hëllefen.

An dofir ass et och gutt, dass déi Primm gemaach gëtt, fir dass Léierplaze géife finanzéiert ginn, wa Léierplaze geschaaft ginn. Dat sinn der och vill, déi elo fäerdeg ginn de 15. Juli an déi eng Léierplaz sichen a keng Léierplaz fannen, dass och do eppes gemaach gëtt, fir déi ze ënnerstëtzen.

Mee et geet net duer, fir se ze ënnerstëtzen, et geet och drëm, fir nach weider Weeër ze sichen. An do ass et wichteg, mat de Gemengen a mam Staat zesummenzeschaffen. Ech liesen an deem Communiqué, deen d'Press gemaach huet. Den Här Kersch hat de Mëtteg ugekënnegt, 1.700 Plaze beim Staat géifen zousätzlech geschafe ginn. Da komme mer op iwwer 7.000 a siwe Joer. Dat sinn der dann an der Moyenne 1.000 d'Joer, déi geschafe gi sinn am ëffentleche Secteur, wou een dann awer och muss wëssen: Wéi ass do d'Qualifikatioun a wat gëtt do vu Qualifikatioune gebraucht?

Mir wëssen, wat an de Strukture geschitt, wat beim Statut geschitt vun der Fonction publique. Mee et misst een awer och sech d'Fro stellen, ob een net och misst Travaux d'intérêt général maachen, wéi mer se kannt hunn an der Siderurgieszäit, wou déizäit am Mëllerdall ganz vill investéiert ginn ass an op der Musel. Mee dass een och do elo schonn esou Programmer virgesäit an zesumme mat de Gemengen, mat de Kulturinstitutiounen a mat den Émweltorganisatiounen déi Aarbechten definéiert, déi do kënnen am Interêt vun de Leit gemaach ginn, well et ass och wichteg, dass mer net nëmmen de Leit soen: „Du kriss Suen", mee dass se och eng sënnvoll Beschäftegung kréien an dass se och gesinn, wat do leeft, an dass et och do wichteg ass, dass Bezuchspersounen an Uspriechpartner do sinn, dass déi Jonk och elo scho wëssen, mat wiem se kënne schwätzen.

A wann ech dat soe vun deene Jonken, da muss ee sech och eng Kéier mat der Statistik vum Chômage hei zu Lëtzebuerg ausenanersetzen. Mir hu laut deem schéinen Ziedel, dee mer all Mount kréie vun der ADEM, de Moment 20.000 Leit, 20.209 Leit, déi als Chômeur deklaréiert sinn. Do muss een awer gläichzäiteg wëssen, vun deenen 20.200 sinn der awer nëmme ronn 10.000, déi eng Indemnitéit kréien. Déi aner 10.000 sinn zwar Demandeurs d'emploi, mee déi kréie keng Indemnitéit vum Staat. An do stellt sech dann d'Fro, Madamm Lenert, 10.631 kréie komplette Chômage. An do sinn der awer och derbäi, déi erreechen elo déi 12 Méint.

Wärend dem État de crise war dat alles gestoppt ginn. Mee elo sinn awer Leit derbäi, déi sinn zwielef Méint am Chômage an domadder kréie se kee Chômage méi, well no zwielef Méint ass et eriwwer. An do ass meng Fro: Wat gedenkt Der do ze maachen? Dat sinn der genau 8.470, déi elo méi wéi zwielef Méint am Chômage sinn. Wéi ginn déi Leit opgefaangen? Wat gëtt mat deene Leit gemaach? Fléie se blann eriwwer an de REVIS, wat mer am REVIS-Gesetz gemaach hunn? Oder wat geschitt do? Well déi 8.470, dass déi an de Chômage komm sinn, huet jo elo näischt mat eiser Coronakris ze dinn. Dat ware jo aner Ursaachen, dass déi schonn do sinn.

Dat selwecht, déi vu siwe bis eelef Méint. Dat sinn der 3.928. Och déi hate jo näischt ze di mat där Kris, déi mer jo elo kannt hunn. An dat selwecht gëllt fir déi 3.796, déi elo zwëschent fënnef a sechs Méint am Chômage sinn. Och dat ware Leit, déi an de Chômage scho komm sinn, ier déi ganz Kris ugaangen ass. An dofir ass et och wichteg, do Akzenter ze setzen.

A wa mer eis da mat der Qualifikatioun beschäftege vun deene Leit, da stellt een och fest, dass bei deene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, placéiert ze ginn, der och ganz vill derbäi si mat engem Héichschoulofschloss oder mat Superieur, wéi d'ADEM dat deklaréiert, nämlech net manner wéi 4.758, an dat ass eng Steigerung op d'Joer gekuckt vun 43 %!

An da musse mer och do kucken, fir déi Leit a Beschäftegung ze kréien, well do kann et jo net heeschen: „Si hu keng Qualifikatioun oder si hunn näischt geléiert", well si hunn e Superieursofschloss, an dat si 4.758 Leit. An da misst ee sech och d'Fro stellen, bei deenen ouni Qualifikatioun oder mat ganz wéineg Qualifikatioun, dat sinn der 9.395, wéi et do ass mat de Bildungsprogrammer, wéi et do ass mat de Formatiounen, wéi et do ass mat der Begleedung, déi déi Leit musse kréien, fir eng Chance ze hunn, um Aarbechtsmaart kënnen ze existéieren.

Firwat pochen ech esou dodrop? Ma well ech mer Zäit geholl hunn an ech si bei Leit gaange vun Office-sociallen. An d'Office-sociallen hunn déi lescht dräi Méint, ech wëll net grad soen, si sinn iwwerrannt ginn, mee et sinn der awer, wou der ganz vill komm sinn, wou Leit dohinner schwätze komm sinn, an net nëmme Leit, déi keng Aarbecht hunn, an net nëmme Leit, déi Hëllef brauche vum Staat, mee do waren och Leit derbäi, déi si nach ni do gesinn haten!

An do ass dat Beispill, ech weess net méi, ob et den Här Gibéryen war oder den Här Roth, deen nach eng Kéier dovu geschwat huet: Wann s de Chômage partiel kriss, an de Chômage partiel, dee gëtt et jo net an d'Onendlecht, deen ass jo plafonéiert, wéini s de déi Sue kriss, wou Leit do waren, déi Schwieregkeeten haten, hir Schold zréckzebezuelen, wann zwee Partner an deem Stot op eemol am Chômage partiel waren; wou Leit waren, déi Schwieregkeeten haten, de Loyer ze bezuelen. An dat waren nei Clientë fir d'Leit vum Office social, well se déi virdrun nach net gesinn hunn.

An do hunn ech mech mat deene Leit ënnerhalen an ech hunn och duerno vu mengem Kolleeg Marc Lies nach eng Kéier déi lescht Nott vum Observatoire de l'habitat kritt. An do stelle mer jo dann och fest, dass, wat d'Situatioun ubelaangt, wat d'Leit ausgi fir en Emprunt, deen ass vun 2010 op 2018 vu 25 % op 26,5 % geklommen. Dat ass fir déi, déi Proprietär sinn. Mee bei de Locataires ass dat an d'Luucht gaang vun 2010 op 2018, wat se ausgi vun hirem Revenu, vun 19 % op 32,5 %, dat heescht, en Drëttel vun hirem Revenu ginn déi Leit aus, fir kënne Loyer ze bezuelen! An dat ass jo elo déi lescht sechs Méint net besser ginn. An d'Martine Hansen hat de Moie gesot, mir hate jo och do Diskussioune mat der Caritas. Mir hunn och déi neist Publikatioun vun der Chambre des Salariés gesinn, wou déi och alleguerten dorop hiweisen, dass do Leit net nëmme Schwieregkeeten hunn, sech iergendeppes Extraes ze leeschten, mee wou se och net méi bäikommen, fir déi Fraise kënnen ze decken, déi do sinn.

An och dofir do meng Fro, an ech sinn och frou, dass de Wunnengsbauminister dann hei ass: Wat ass do geplangt, fir deene Leit ze hëllefen, déi et elo net fäerdegbréngen, opgrond

dass se am Chômage partiel waren, dass se nëmmen 80 % kréien, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, sief et mat enger Bank en Arrangement ze fanne beim Prêt, sief et och do d'Méiglechkeet ze hunn, nach zousätzlech Hëllefen ze kréien, fir déi Loyere kënnen ze bezuelen?

Dann ass en anere Punkt dee vun den CDDen. Do hunn ech gesot kritt vun de Leit aus den Office-sociallen, déi CDD-Kontrakter sinn alleguerten net méi verlängert ginn. Dat ass jo keen neie Moment; mir wëssen dat, wann et méi lues geet, dass CDD-Kontrakter net méi verlängert ginn. Wéi ass geplangt vun der Regierungssäit hier, fir déi Leit opzefänken? Wat ass do vun Engagementer vun der Regierung virgesinn?

Et ass gesot ginn an der Tripartite, elo kommen déi éischt Moossnamen, an Dir géift am Hierscht Iech nach eng Kéier mat de Sozialpartner zesummesetzen, fir weider Analysen ze maachen a fir weider ze kucken, wéi Der déi Leit kënnt en charge huelen. An ech wéilt do nach eng Kéier widderhuelen, ech hoffe just, dass Der do Äre Minister fir d'éischt mat der Chamber zesummebréngt, bis en Deklaratiounen am Public mécht. Well och do ass et wichteg, dass mer wëssen, wat mer deene Leit kënne soen, wat fir eng Hoffnunge mer deene Leit kënne maachen, oder ob déi Leit kënne vergiessen, dass se eng Chance hunn an dass se dann duerch dee soziale Sift ginn, wat fir Lëtzebuerg blamabel wier, wat och net gutt wier, wa mer deene Leit keng Perspektiv a keng Chance géife ginn.

An dann ass en anere Punkt, deen ech nach wollt uschléissen, dee vun der Sécurité sociale. An der Sécurité sociale, de Gast Gibéryen an de Gilles Roth sinn agaangen op de Punkt vun de Pensiounen. De Punkt vun de Krankekeese wësse mer, dass vill Sue gefloss sinn an déi familljepolitesch Moossnamen, déi jo awer sollen zréckbezuelt ginn. Mee wat ass och d'Belaaschtung doriwwer eraus? Déi dräi Méint État de crise oder dräi Méint Covidprozeduren, wat ass dat fir eng Belaaschtung fir d'Krankekeesen? Wat kënnt do alles op d'Krankekeesen zou? Wat kënnt do op de Finanzement vun de Spideeler zou? Wat ass do alles, wou do nach, ech wëll net soen, eng Donkelziffer, well dat wier elo vläicht nach e bëssen ze fréi, fir dovun ze schwätzen. Mee wat ass do alles geplangt, wat do nach alles muss gemaach ginn? Wat fir eng Ausgabe kommen do nach extraordinär op d'Krankekeesen zou, wéi alleguerten déi Apparater, déi ugeschaaft gi sinn? Dat ass eng Fro, déi ee sech och stellt bei der Sécurité sociale.

Dann ass eng weider Fro, déi sech stellt bei der Sécurité sociale, ech hunn dat gesot, déi vum REVIS. Wat sinn d'Belaaschtungen, déi elo zousätzlech op de REVIS zoukommen opgrond vun där Situatioun, wou mer sinn, well mer déi zwielef Méint iwwerschratt hunn, wat de Chômage ubelaangt, wou et dann drëm geet, de longue durée ofzesécheren? Wat ass do Extraes virgesinn? Sinn do Parameteren, déi d'Regierung sech gesat huet, fir ze wëssen, wéini elo muss ageschratt ginn?

Dann ass et d'Fro vum Chômage. De Chômage partiel kenne mer, mee mir wëssen, wann de Chômage an d'Luucht geet, geet och d'Belaaschtung vum Fonds pour l'emploi an d'Luucht. Wat ass do virgesinn? A wat ass do budgetär geplangt, fir och de Fonds pour l'emploi deementspriechend kënnen ze speisen, fir all déi Fraisen, souwuel am Chômage partiel wéi och am Chômage, kënnen ze huelen? Well am Dokument direkt vun der ADEM, dat mer d'leschte Kéier zur Verfügung gestallt kruten, do fannen ech dat net erëm, wéi dat gespeist gëtt.

An da geet et natierlech nach doriwwer eraus. Wat geschitt mat der Assurance dépendance? An der Assurance dépendance, wou jo verschidde Leeschtunge weiderbezuelt gi sinn, wéi wann näischt wier, an awer aner Leeschtungen net méi gemaach gi sinn. Mir waren zréckgefuer an de Reseaue fir Leit, déi doheem waren, déi hate manner Besuch oder Hëllefe kritt, wéi dat virdrun de Fall war, well soss net genuch Personal do gewiescht wier. Schléit dat sech och nidder bei der Assurance dépendance? Wat bedeit dat?

A well jo och manner héich Léin bezuelt gi sinn doduerch, dass mer am Chômage partiel sinn, si jo och d'Cotisatiounen, d'Recette erofgaang, souwuel bei der Pensiounskeess wéi bei der Krankekeess wéi och bei der Assurance dépendance, well déi Sue feelen. Wat ass do geplangt? A wéi huet d'Regierung wëlles, dergéint virzegoen?

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hu schonn den 30. Mäerz gesot, wou ech d'Chance hat, fir meng Partei iwwert déi Moossnamen ze schwätzen, déi gebraucht gi fir d'Betriber, wat mer do alles géife maachen, dass mer mussen oppassen, dass aus der Coronakris keng Wirtschaftskris wäert kommen - dat ass geschitt -, an dass mer och doriwwer eraus mussen oppassen, dass et net däerf zu enger sozialer Kris kommen. An do musse mer alles drusetzen! An do ass et d'Cohésion sociale, déi hei zu Lëtzebuerg e grousst Gutt ass, an et ass an der Cohésion sociale, wou mer alleguerten déi Punkte mussen ugoen, well et wichteg ass, dass mer verhënneren, dass Leit duerch de Sift falen an dass Leit keng Perspektive méi hunn.

Wéi et fir verschidde Leit onverständlech ass, dass mer elo soen: „Du däerfs doheem nëmmen nach zu 20 Leit sinn, mee du däerfs an d'Vakanz goen, wou s de wëlls, mat Ausnam vu Slowenien a Litauen, well do kënns de net méi eran, wann s de vu Lëtzebuerg bass", esou muss ee sech och do d'Fro stellen, dass, wa mer d'Leit wëlle sensibiliséieren, mer de Leit och positiv Noriichte musse ginn a keng negativ Noriichte ginn.

An dofir ass et wichteg, direkt Aktiounen ze maachen, dass aus där sanitärer Kris keng sozial, keng mënschlech Kris gëtt.

An, Här Staatsminister, mäi Kolleeg Gilles Roth huet Iech et scho gesot: Et ass fir eis onverständlech als CSV, dass Der keng Déclaration sur l'état de la nation gemaach hutt, well grad elo wier et wichteg. Mee Dir hutt jo awer elo Zäit doduerch, dass den État de la nation jo elo verluecht ginn ass, da kënnt Der Iech jo elo domat beschäftegen, wéi déi Covid-Exitstrategie soll ausgesinn, wéi se soll finanzéiert ginn, wat se fir eis Wirtschaft bedeit a wéi et am Soziale soll weidergoen, fir dass mer dann de „Restart Lëtzebuerg" kënne maachen hei an der Chamber, dass mer dann doriwwer kënnen diskutéieren an dass dann déi politesch Weichestellung soll ageleet ginn, wou ee vläicht och elo schonn hätt kënnen direkt drop reagéieren an net waarde bis den Hierscht, well et am Interêt vu Lëtzebuerg a senge Beschäftegten a sengen Awunner ass, dass et virugeet an dass mer et fäerdegbréngen, aus där Kris esou gutt wéi méiglech erauszekommen.

Dass dat net vun haut op muer eriwwer ass, do si mer eis alleguerten eens. Mee d'Akzenter, déi feelen, an et wier noutwendeg gewiescht, Akzenter ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

4. Question urgente n° 2512 de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth concernant le sommet européen extraordinaire ayant lieu à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2020

Ier ech der Regierung d'Wuert ginn, fir op d'Debatten ze äntwerten, kéime mer zur Question urgente Nr. 2512 vum Här Laurent Mosar a vum Här Gilles Roth iwwert de Sommet européen extraordinaire de 17. an 18. Juli zu Bréissel, enger Fro, déi schonn zweemol ernimmt ginn ass de Mëtteg an den Debaten. An ech géif dann dem Här Mosar d'Wuert ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och am Numm vum Här Roth, datt Der d'Urgence vun där Fro unerkannt hutt. Virdrun hu schonn eenzel Kolleegen deen Interview ugeschwat. Ech wollt awer fir d'éischt nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt jo den nächste Weekend, de 17. an 18. Juli, zu Bréissel en extraordinäre Sommet stattfënnt, wou et notamment ëm eng Approbatioun vun deem Plan „Relance" soll goen an derniewent och iwwer e Budget pluriannuel vun der Europäescher Unioun, also en extreem wichtege Sommet, wou et och wichteg ass, datt et zu engem Accord kënnt.

An deem Kontext huet de Finanzminister der „Welt" en Interview ginn, an ech liesen Iech vläicht awer nach eng Kéier dat Zitat vir. Ech liesen Iech och dat vir, wat den Här Gramegna dorobber geäntwert huet.

De Journalist vun der „Welt" freet also den Här Gramegna: „Sie haben mit Ihren Amtskollegen den sogenannten Wiederaufbaufonds, das Kernstück des EU-Konjunkturprogramms vorgeschlagen. Der Vorschlag der EU-Kommission für das Programm sieht vor, dass, gemessen am BIP, kein Land so viel einzahlen soll wie Luxemburg, nämlich 5,4 % des BIP. Ihr Heimatland soll 20-mal mehr einzahlen, als es herausbekommt."

Dorobber äntwert den Här Gramegna, an ech mengen, dat ass kloer keen Dementi: „Die Modalitäten und der ganze Rahmen des Wiederaufbaufonds müssen noch diskutiert werden. Luxemburg ist bereit, mehr einzuzahlen, als wir herausbekommen."

Ech hunn awer och, an ech mengen, dat ass vill méi wichteg, den Dokument Enn Mee vun der Europäescher Kommissioun gekuckt. Dat ass de Commission Staff Working Document. Dat ass en Dokument, deen och offiziell ass. An do ass eng kloer Tabell derbäi, déi ganz genau oplëscht, wivill jiddwer Land muss an dee Fong aspeisen a wivill datt all Land do erauskritt.

An do steet ganz kloer dran, an dat ka jiddwereen och noliesen, datt d'Kontributioun vu Lëtzebuerg sech also op genau 3,4 Milliarden Euro beleeft, 3,4 Milliarden Euro, wat 5,4 % vum PIB ausmécht. Dat ass also en enorme Montant! A wann een dann och kuckt, wat mir aus deem Fong do erauskréien, dat sinn 170 Milliounen Euro. An do figuréiere mer op leschter Plaz och an deem Klassement, wat mir also do erauskréien.

Fir also ze resuméieren: Wann déi Propositioun, wéi d'Kommissioun se dann hei opgestallt huet, géif zréckbehale ginn, géif Lëtzebuerg ganz genau 5,4 % vu sengem PIB do eraginn - dat mécht also 3,4 Milliarden Euro aus - a géif just 170 Milliounen Euro erauskréien.

Dorauser wëll ech eng Rei vu Froen un den Här Staatsminister stellen. Awer och, ech wär wierklech frou, an ech schléisse mech do de Kolleegen un, déi virdrun hei an der Debatt intervenéiert hunn, datt mer eng kloer Äntwert hei wëlle kréien.

An déi éischt Fro ass natierlech déi, ze wëssen: Wat ass d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung? Mat wat fir enger Positioun geet déi an deen extraordinäre Sommet vum nächste Weekend eran?

Ech hunn och gelies, datt eng Videokonferenz de 17. Juni war, wou och schonn anscheinend iwwert déi Propositioune vun der Europäescher Kommissioun diskutéiert ginn ass. Ech wär also och frou, ze wëssen, mat wat fir enger Positioun datt do den Här Staatsminister an där Diskussioun virgeprescht ass. A mir wëllen elo wierklech wëssen: Dee Betrag, deen also hei opgezielt gëtt, ass dat wierklech dee Betrag, dee mir bereet sinn, an dee Fong do ze bezuelen? An ass et och just dee Betrag vun 170 Milliounen Euro, dee mir do wäerten erauskréien?

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dat si wierklech fundamental wichteg Froen! An ech kann och nëmmen dat widderhuelen, wat den Här Roth an den Här Gibéryen gesot hunn: Et ass eigentlech schlëmm, datt mir an der „Welt", enger däitscher Zeitung, déi doten Zuelen eraus musse fannen! A wa mer dann nosiche ginn, da fanne mer och déi Zuelen! Da fanne mer déi Zuelen an den Dokumenter vun der Europäescher Kommissioun. Dobäi hu mir jo quasiment ..., an ech kucken, well mer en exzellente President vun der Finanzkommissioun hunn. Den Här Gramegna ass bal all gutt Woch an där Finanzkommissioun. Firwat kréie mir dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net gesot?! Hei geet et jo awer ëm Weesentleches! Hei geet et ëm Weesentleches!

An déi lescht Fro, Här Bettel, déi mer Iech dann och wéilte stellen, ass: Wann dat doten dann elo dee richtege Betrag ass, dee Lëtzebuerg wierklech an dee Fong do soll erabezuelen, wëlle mir wëssen, wéi deen da finanzéiert gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert un de Premier- a Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen de Riednerinnen an de Riedner Merci fir déi Interventiounen, déi mer haut de ganzen Dag konnte verfollegen.

Ech wollt soen, et sinn der e puer, déi esou e bëssen theatralesch hei ugetruede sinn an opgetruede sinn, wéi wann hei eng grouss Iwwerraschung wier fir déi gréissten Oppositiounspartei bei all Saach, déi se zitéiert hunn. Ech mengen, déi gréisst Iwwerraschung, déi déi Partei hat, wor am Oktober 2018 bei de Walen. An ech menge grad elo, fir déi Partei och ze zitéieren, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wann ee soss näischt zum Inhalt ze soen huet, also schlëmm!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... well grad elo, wou jo déi Laudatio ...

(Interruptions)

Grad elo, wou jo d'Laudatio vum Här Roth war, Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mengen ech, dass eng konstruktiv CSV wierklech gebraucht kéint ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Äntwert elo emol op d'Froen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här Bettel, äntwert op déi Fro!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gesitt Der, déi Nervositéit, Här President, vun CSV-Säiten hunn ech net kannt. Ech sinn elo bal 21 Joer an deem Haus, ech hunn nach ni esou eng nervös CSV fonnt! Baséiert Iech net op Sondagen, fir ze kucken, wéi et Iech geet! Maacht eng Politik, wéi mer se vun enger CSV gewinnt sinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, mir hunn eng Fro gestallt, eng relativ ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif awer op d'Froen äntwerten!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei gëtt d'Regierung ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, nee, esou geet dat do net! Ech stellen hei eng Fro ... Entschëllegt, Här President, ech stellen hei eng Fro ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mee, Här Mosar, Dir waart dee leschte Riedner! Et sinn nach ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech erwaarde kee Commentaire iwwert d'Sondagen, Här Premierminister! Ech erwaarden eng kloer Äntwert op meng Fro!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei kritt Der bestätegt, wat ech just gesot hunn: Den Här Mosar als leschte Riedner hätt gären als Éischten eng Äntwert!

(Hilarité et brouhaha)

Also, mir hunn ...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här Staatsminister, dat ass d'Prozedur!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt eng Question urgente gestallt kritt, falls Der et net matkritt hutt!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

(Interruption par M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

Den Här Mosar hat eng Fro gestallt bei der Question urgente, déi unerkannt ass. A fir d'éischt sollte mer am Fong dann eeben déi Fro beäntwerten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech mengen, vun der Madamm Hansen ass déi éischt Fro gestallt ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn eng Question urgente hei gestallt. Dat war eng vum Här Mosar. An déi Question urgente soll elo beäntwert ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mee ech muss awer fir d'éischt ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, ech hätt gären eng Äntwert op meng Question urgente!

M. Max Hahn *(DP).*- Ech géif emol proposéieren nozelauschteren! Dat géif vläicht hëllefen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt. Ech hunn hei elo e ganzen Dag en Debat gehat, e ganzen Dag en Debat gehat!

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir sinn net beim Debat, mir si bei der Question urgente.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech krut gesot, et wier dee leschte Riedner vum Debat.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- En hat eng Question urgente!

Une voix.- Et war eng Question urgente!

(Brouhaha et interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mee den Här Gibéryen huet déi selwecht Fro gestallt! Dofir wollt ech ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma da gitt eng Äntwert dodrop!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma wann Der fir d'éischt gären hätt, Här President, dass ech dann dem Här Mosar fir d'éischt äntwerten, da fänken ech domadder un.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Voilà!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat gemengt, dass dee Punkt,

well dee vun dräi Riedner zitéiert ginn ass, dass ech da par politesse och deenen dräi Riedner de Punkt ginn iwwert déi Europasituatioun a -froen, ob dat den Här Kartheiser war, ob dat den Här Gibéryen war. Mee wann déi alleguer drop verzichten, dass se dann eng Äntwert kréien, da ginn ech dem Här Mosar de Monopol vun der Äntwert.

Déi éischt Saach ass, hei ass gesot ginn, ob déi Zuel vun 3,4 Milliarde géif stëmmen. Am Moment ass dat déi Zuel, déi proposéiert ginn ass. Mee et ass vu kengem gesot ginn, dass dat déi Zuel ass fir 30 Joer! Fir 30 Joer! Hei gëtt gemaach, wéi wann dat vun haut op muer déi Zuel wier, dat ass eng fir 30 Joer, dat heescht, do kënnt een op 113 Milliounen d'Joer, wier dat. Éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, déi gesot ginn ass, dass déi Enveloppe vun de Propositiounen am Moment sech géif zesummesetzen, an dat ass och richteg an deene Pabeieren, déi bekannt sinn, aus 101 Milliounen aus dem Recovery and Resilience Fund (veuillez lire: Recovery and Resilience Facility) an 69 Milliounen aus dem Just Transition Fund.

Et ass gefrot ginn, wéi d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung op deene verschiddene Punkte wier. Ech muss Iech soen, Här President, dass d'Regierung zwou Saachen huet: Eng Kéier geet et ëm de Fong an eng Kéier geet et ëm d'Form.

D'Form nämlech vun deem Ganzen, et soll jo eng Äntwert sinn op eng sanitär Kris. Am Moment ass awer den Impakt vun enger sanitärer Kris wéineg an de Berechnungen zréckbehale ginn. Mir héieren zum Beispill, dass Polen drëtten Nettobeneficiaire soll si vun deenen Hëllefen, mee d'polnesch Regierung seet selwer, dass se zimmlech e klengen Impakt hätt vun der Kris.

Dowéinster menge mer, dass de Calcul, wa mer iwwert d'Form schwätzen, problematesch ass. Hu mer gemellt.

Mir hunn och gemellt, dass dee Calcul, deen et am Moment gëtt, ob dat elo eent zu zwanzeg oder net eent zu zwanzeg ass, d'Kommissioun seet, et wier net eent zu zwanzeg, hu mer och gesot, dass et fir eis disproportionéiert wier an dass et do Méiglechkeete kéint gi vun engem Plancher oder vun engem Plaffong, deen ee misst aberechnen.

Dat heescht elo, fir ze soen, ob dat elo richteg ass, dass et déi doten Zuel ass oder net, kann ech Iech beim beschte Wëllen net soen, well mir hunn déi lescht Dokumenter vun der Kommissioun nach net kritt! Dat heescht, mir kënnen haut nach net soen, ob dat doten den definitive Calcul ass oder net.

Eis Positioun als Regierung, mir hunn driwwer diskutéiert, ass, dat heescht iwwert d'Form: problematesch. Wéi zum Beispill de Large-Scale-Testing, dee mer hei gemaach hunn zu Lëtzebuerg, gëtt guer net agerechent an de Coûten! A mir mengen awer, dass, wann ee géint eng Kris wëllt eng Äntwert hunn, de Large-Scale-Testing een Deel vun enger Strategie ass, fir kënnen Deconfinementer och ze maachen. Et gëtt net agerechent!

Mir sinn der Meenung, dass een och soll dann den Impakt vun der Kris huelen an d'Rechtsstaatlechkeet och ee vun deene Punkte soll sinn, dass et net drëms geet, Suen ze ginn, fir nach manner Rechtsstaatlechkeet a verschiddene Staaten och ze hunn.

Dowéinster si mer iwwert de Fong an iwwert d'Form amgaang ze diskutéieren, dat heescht, iwwer wéi gerechent gëtt, an op där anerer Säit, wat dann och erauskënnt. An déi definitiv Zuelen hu mer beim beschte Wëllen net.

Dat, wat de Fait ass, ass, dass Spuenien an Italien, fir se elo direkt ze zitéieren, déi Länner sinn, déi am meeschte betraff sinn. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass, wa mer e Fonds kreéieren, fir eng Finanzsprëtz ze hunn, fir deene Länner, déi am meeschte betraff sinn, wëllen ze hëllefen, dat och total legitimm ass.

Déi Calculle gi gemaach op d'Richesse vun engem Land. Ech muss Iech soen, ech sinn houfreg als Lëtzebuerger, dass mir Nettozueler sinn. Ech hu léiwer, mir hunn eng Ekonomie, déi fonctionéiert a mir gi méi an en Dëppen, wéi eng Ekonomie, déi net fonctionéiert a mir géifen da kucken, näischt an d'Dëppen ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass e Prinzip vu Solidaritéit. An ech muss Iech soen, déi Zäit, wou awer grouss Europäer Lëtzebuerger waren, déi net gekuckt hu mat enger Epiciersrechnung: „Wat bezuelen ech? ...

Plusieurs voix.- Aa!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- … Wat kréien ech?", ass am Moment … Ech si frou, dass hei d'CSV an d'ADR sech esou no stinn! Ech si just e bëssen iwwerrascht, muss ech awer tatsächlech soen - Här President, erlaabt mer, dass ech dat heite soen! -, iwwer awer e Kurs, wou hei bal gesot gëtt: „Ass dat kee Skandal, dass mir esou vill bezuelen!" Mee si hunn dee Montant contestéiert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well mir net informéiert sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn der Meenung, dass dee Montant am Moment iwwert d'Form an iwwert de Fong net richteg ass. Dowéinster waarde mer op déi lescht Positioune vun der Kommissioun. Wéi gesot, am Moment wieren dat 113 Milliounen d'Joer, déi géife bezuelt gi fir dee Recovery Fund, andeems nach net gekuckt ginn ass, wat d'Rentrées propres sinn! Wat d'Rentrées propres sinn!

An do wësst Der, dass et do Diskussioune ginn iwwer Plastik, iwwer europäesch Steieren, Importatiounssteier. Et ginn Diskussiounen iwwert d'Digitalsteier. Et gëtt eng Diskussioun iwwert d'FTT (ndlr: Finanztransaktiounssteier, financial transaction tax FTT), déi och sollt kommen. Dir kennt do och eis Positioun, dass mer bei der Digitalsteier éischter frileux sinn a bei enger FTT carrement opposéiert sinn, well mer mengen, dass och den europäesche Kontinent muss wirtschaftlech nach attraktiv bleiwen.

Dowéinster, Här President, wéi gesot, hei op deene konkreete Froen, d'Lëtzebuerger Regierung ass informéiert ginn. Do sinn Diskussioune gewiescht déi lescht Deeg an et wäerten der och nach sinn déi nächst Deeg iwwert de Mode de calcul, dee gemaach ginn ass. Mir sinn eis bewosst, dass mer Nettozueler waren, Nettozueler sinn an och Nettozueler wäerte bleiwen.

Mir hunn, wéi gesot, just e Problem iwwer wat hei gerechent gëtt. Et gëtt zum Beispill gerechent, dass den Taux de chômage vun deene leschte Joren aberechent gëtt, fir ze kucken, wat e Land sollt kréien. Mir fannen et net richteg, dass ee kuckt, wat den Taux de chômage viru fënnef Joer war. Dat ass bestëmmt keng Äntwert op eng Kris. Dat heescht, dass och de Mode de calcul, wéi am Moment gerechent gëtt, net dee richtegen ass.

Mir probéieren, konstruktiv ze sinn. Dowéinster, haut kann ech Iech beim beschte Wëllen och net soen, wat an den nächsten Deeg d'Propositioun ass, déi vun der Kommissioun kënnt. An duerno gëtt an de Reunioune vum Conseil européen eeben do e Kompromëss och gesicht.

Dir kënnt Iech virstellen, fir eis e grousse Prinzip: Solidaritéit! Solidaritéit ass an onsen Aen e Fundament vun der Europäescher Uniour; genau Reegelen, fir ze wëssen, wat gerechent gëtt, wie gehollef kritt; an dann en drëtte vum Mechanismus, vu Kontroll. An do muss ech soen, dass do och d'Meenungen auserneeginn, soen ech Iech en toute transparence. Déi eng hätte gäre Solidaritéit ouni Kontroll, ouni Anengungen, an aner Leit hätte gär fir d'éischt Kontroll a strukturell Ännerungen, ier iwwerhaapt vu Solidaritéit geschwat gëtt.

Ech hoffen, dass mer e Kompromëss fannen an dass mer … Ech weess elo net, ob mer d'nächst Woch ee fannen, soen ech Iech och ganz éierlech. Et ass méiglech, dass mer nach e Conseil européen souguer déi Woch drop nach kréien, fir eeben do weiderzekommen, well elo hu mer dat do. Dann hu mer nach ëmmer net de Budget fir déi nächst siwe Joer! An dat wäert déi nächst Etapp ginn.

Mee, wéi gesot, soubal ech méi Informatiounen hu vun der Kommissioun, da kënne mer déi och weiderginn. Mee am Moment gëtt dat, wéi Der wësst, jo och op aneren Niveauen diskutéiert. De Conseil européen gëtt preparéiert duerch déi sektoriell Ministeren an duerno duerch den Ausseminister, deen dann dee leschte Schlëff mécht, ier d'Saach da bei eis och an de Conseil de Gouvernement kënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Staatsminister, den Här Mosar huet nach eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci dem Här Staatsminister fir déi Äntwert. Ech muss Iech just soen, ech fannen dat net normal, datt hei en Deputéierte muss fir d'éischt déi Fro am Plenum stellen, datt iwwerhaapt esou eng wichteg Diskussioun hei virkënnt.

Mir hate gemengt, mir hätten eng Reegel, datt de Staatsminister virun all Sommet eng Kéier géif an déi zoustänneg Kommissioun kommen, fir och do d'Positioune vun der lëtzebuergescher Regierung ze erklären. Ech stelle fest, datt dat elo net de Fall ass. Et kann awer nach sinn. Ech kucken dohannen de President vun der aussepolitescher Kommissioun. Ech soen, ech fannen et net normal, datt mir à aucun moment, an dat ass emol net e Reproche, deen ech Iech perséinlech maachen, Här Staatsminister, mee à aucun moment vum Här Finanzminister iwwert déi Diskussiounen als éischte Pouvoir, léif Kolleegen, als éischte Pouvoir iwwerhaapt informéiert gi sinn, datt mir heihinner musse kommen an eng Fro stellen, fir iwwerhaapt do Ried an Äntwert ze kréien!

(Interruption)

Zweetens wollt ech Iech soen, Här Staatsminister: Natierlech, mir sinn och fir Solidaritéit! Hei stellt sech awer eng fundamental Fro. Et ass virdru vill geschwat ginn, och vun der Madamm Lorsché de Moien, vu Scholden, wat eis Kanner a Kandskanner betrëfft. Hei geet, wann dat doten elo géif adoptéiert ginn, eng Regierung sech engagéieren op 30 Joer mat trotzdeem substanzielle Montanten! Substanzielle Montanten!

An ech mengen, dat mannst, Här Staatsminister, dat wär, datt mer eng Kéier och doriwwer a Rou mam Här Gramegna géifen diskutéieren. An da bleiwen ech nach eng Kéier awer bei der Meenung, mat allem Respekt fir Nettozueler, an ech hunn iwwerhaapt kee Problem, datt mir Nettozueler sinn, mee awer eent zu zwanzeg! Ech mengen, mir sinn och hei zu Lëtzebuerg keng Krösussen!

Une voix.- Jo, dat ass richteg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

5. Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite)

Ech mengen, da kéime mer zréck un den Här Staatsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dann nach eng Kéier all de Riednerinnen an de Riedner Merci fir hir Interventiounen am Laf vum Dag. An da brauch ech en Deel vu menger Introduktioun net ze maachen.

Fait ass, dass et fir eis ganz wichteg war, mat der Chamber en Echange ze hunn. An ech weess net, ob et Beispiller ginn, Här President, vun anere Parlamenter, wou op d'mannst eemol d'Woch - op d'mannst eemol d'Woch! - de Gesondheetsminister an de Regierungschef an d'Chamber komm sinn, fir mat den Deputéierten en Echange ze hunn. Ënner Ärem Lead hu mer dat Engagement och geholl, Här President, nodeems och jo eng Motioun gestëmmt gi war, wou mer eis engagéiert hunn, och wëllen am Dialog an am Echange mat der Chamber déi Kris zesummen ze meeschteren. An ech weess net, ob et aner Länner ginn, wou et wierklech esou en enke Kontakt ginn ass tëschent engem Parlament an enger Regierung.

Hei ass ganz vill, an elo och just nach eng Kéier, vu Solidaritéit geschwat ginn. A jiddwereen huet et gesot, an ech kréie gesot, ech hätt dat schonn als Wuert oft benotzt. Mee d'Solidaritéit am Land, esou wéi ech et scho gesot hunn, wor ganz grouss.

Mee ech wollt och nach op e Punkt agoen. An ech weess net, wann ech mech net ieren, ass kee Riedner de Moien drop agaang: d'Solidaritéit och mat onsen Noperen. Et ass gesot ginn, dass vill Frontalieren hei schaffe komm sinn. An ech muss Iech soen, ouni Frontalieren hätte mer déi Kris net gepackt. Mee ech soen och, d'Akzeptanz einfach, dass d'Lëtzebuerger alleguerten och averstane waren a bereet waren, dass mer krank Leit geholl haten aus dem Grand Est. Eelef Stéck hu mer heihinnergeholl, eelef Stéck! Dat ass och Solidaritéit. Eelef Stéck, an dovunner sinn der zéng gesond heemgaangen. Verschiddener vun deene wousste knapp, wa se vu Mulhouse oder Stroossbuerg waren, wéi d'Strukturen hei zu Lëtzebuerg wären, mee se hunn hei eng Ekipp fonnt, déi se mat oppenen Ärem empfaangen huet.

An ech mengen, dass d'Solidaritéit och vis-à-vis vu sengem Noper, an do schwätzen ech am Sens figuré, als Land ganz, ganz wichteg war. An dowéinster, et ass vun enger Rëtsch vu Kolleeginnen a Kolleegen och de Moie geschwat gi vu Grenzen zoumaachen. Jo, fir eis wor dat bei verschiddene vun onsen Noperen e schlechte Wake-up moies, wéi mer erwächt sinn, dass eis Gewunnechte vun haut op muer einfach sech esou geännert hunn an dass am Fong dee Reflex, deen nationale Reflex bei ville Leit dunn erauskomm ass als Politiker, well se gemengt hunn dann, dat wier d'Léisung.

Hei ass vu verschiddene Riedner gesot ginn: „Wat huet d'EU da bruecht?" Jo, d'EU, et wor net einfach, well jiddwereen hat aner Mesuren. Mee et gëtt kee Geheimrezept an deem dote Virus. Eleng kuckt Frankräich, Här President! Am Oste vu Frankräich war et eng aner Situatioun wéi am Weste vu Frankräich. Do, wou se am Oste vu Frankräich ze vill Leit haten an et net gepackt hunn, hate se am Weste vu Frankräich bal näischt. Dat heescht, ze mengen, dass d'Reegele vun Norde bis Süden, vun Oste bis Westen duerch ganz Europa déi selwecht hätte kënne sinn an dat hätt fonctionéiert, wor falsch, well d'Situatioune woren och anerer an deene verschiddene Länner! An et kann een net pauschal soen, et wier ee Moule ginn an dann hätt alles dra gepasst.

Dowéinster war et fir eis wichteg, dass mer um Niveau vun der EU zesumme Commandë ginn hunn. An awer an der EU, wann ech kucken, wéi an anere Länner de Confinement gelaf ass, wou d'Arméi an d'Police Leit matgeholl hunn, déi sech net drun halen, wou d'App am Fong zentraliséiert obligatoresch war, muss ech Iech soen, dass d'EU awer och gewësse Garantië gëtt op onsem Kontinent, fir dass een et sech awer och iwwerleet, ier ee Mesuren hëlt.

Et ass och vun Zuele geschwat ginn, iwwert d'Violencen, iwwert de Viol. Ech mengen, et war den Här Baum, dee mech drop opmierksam gemaach huet. Mir hu jo festgestallt ... An ech hunn dofir deen Ad-hoc-Grupp, wou verschidde Leit gemengt hunn, et hätte misse Konklusioune gezu ginn.

Fir eis war et immens wichteg an deem Ad-hoc-Grupp, Här President, en Echange mat deene Leit ze hunn. Fir elo ze probéieren, tëschent engem President vun enger Chambre de Commerce an der Presidentin vun der Chambre des Salariés Kompromësser mussen ze fannen ... De But war, en Echange ze hunn! Wéi fillt de Commerce et? Wéi fillt d'Ekonomie et? Wéi fillen d'Leit et? Wéi fillen d'Kanner et?!

An do hate mer d'Chance, dass mer och den Här Schlechter derbäi haten an den Här Pregno, deen eis gesot huet, dass si Echoe kréien, dass d'Situatioun um Terrain net gutt ass. Mee de Problem ass, dass do, wou normal Kontrolle kënne sinn - dat heescht, Kontrollen, wann ech mer dat erlabe kann ze soen: an der Schoul, am Veräin, am Sport, bei der Famill, wou een ee gesäit duerch Violence-domestiquen an ee kann denoncéieren -, net konnte stattfannen. Dat heescht, dass et schwaarz Zuele gëtt, vun deenen et ganz schwéier ass elo ze soen, wéi héich se sinn. Mee wéi gesot, souwisou all Fait vu Violence domestique oder vu Viol vis-à-vis vu Kanner ass een ze vill!

Zu den Tester. Et ass gesot ginn: „Jo, wéi erkläre mer déi Tester?" Oder: „Sinn déi Tester néideg?" Mir hunn elo just haut d'Zuel och kritt, an et ass och wichteg, dass och um internationalen Niveau gekuckt gëtt, dass de Large-Scale-Testing och unerkannt gëtt an de Calculen, déi vun deem engen oder vun deem aneren och gemaach ginn.

Mir stinn, wann een déi lescht Woche kuckt, bei 9.582 Tester fir 100.000 Awunner. Wann Der zum Beispill deen Zweethéchsten an Europa kuckt, dat ass Malta, mat 1.315. A wa mer eis Noperen zum Beispill kucken: Däitschland ass bei 549 an d'Belsch bei 537. Mir si bei 9.582 Tester op 100.000! Dat heescht, rechent, wivillmol et och méi wéi am Ausland ass!

Mir mussen eis just bewosst sinn, dass d'Zuelen awer en Impakt kënnen hunn. An dat, wat ech gëschter gesot hunn, dass déi individuell Efforten, déi vu jiddwerengem gefrot ginn, minim sinn - minim sinn! - vis-à-vis vun de Konsequenze vum Netrespektéiere vun dëse Gestebarrièren! Dat ass riseg. Mir riskéieren tatsächlech, op rout Lëschten ze kommen. A mir gesinn an Europa, dass mer an anere Länner op rout Lëschte kommen, wou dann am Fong d'Areesverbuet eng Optioun gëtt, déi ee Land kann unilateralement deklaréieren.

Dowéinster: Et muss ee sech bewosst sinn, wéi eng Konsequenzen d'Irresponsabilitéit vun deem engen a vun deem aneren Individu mat sech bréngen. An et soll kee mengen ... Wann ee fënnef Minutte Freed huet, well e sech net un d'Reegelen hält, da muss e sech bewosst sinn, wéi e Leed dat zwou oder dräi Wochen drop ka mat sech bréngen, wann en infizéiert ass an en och aner Leit infizéiert huet a da virun allem vulnerabel Leit touchéiert huet.

Et si Froe gestallt ginn iwwert d'Zuelen. Déi Zuelen, déi ech hunn, hutt Der kritt. Gëschter hunn ech gekuckt, dass de Greffe vun der Chamber se och sollt kréien, fir dass Der se och kéint zur Verfügung gestallt kréien. A sauf erreur de ma part ass d'nächst Woch eng Finanzkommissioun - de 17. -, wou och de Pierre Gramegna Iech déi neisten Zuele presentéiere kënnt. De 17. ass dat.

Dann ass hei och vun de Sozialdepensë geschwat ginn, wéi et do géif weidergoen. Do muss ech Iech soen, dass do och eng Quadripartite virgesinn ass, wat den Här Schneider eis an den Diskussiounen ugekënnegt huet. Dir hutt jo och gesinn, dass mer dee Punkt net an den Tripartitten haten, fir dass do an enger

Quadripartite och kéint diskutéiert ginn, déi och elo a kuerzer Zäit wäert stattfannen.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert d'Steieren oder d'Netsteieren a wou mer dru wären oder net dru wären. Ech muss Iech soen, Här President: Ze probéieren, de Leit d'Gefill ze ginn, wéi wann de Staat elo keng Suen hätt a sech hei d'Fro géif stellen, wéi mer Enn des Mounts d'Paie géife bezuelen an de Leit am Fong Angscht maachen, ass net déi Politik, déi ech wëll maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net déi Politik, déi ech wëll maachen.

(Interruption)

O, den Toun war awer an déi dote Richtung. An ech kann Iech soen, dass de Staat selbstverständlech wäert seng Rechnunge bezuelen, wäert och seng Pensioune bezuelen, wäert och seng Paie bezuelen a wäert och d'Dotatioune fir d'Gemenge kënnen assuréieren. Mee et ass net responsabel, de Leit wëllen Angscht ze maachen, well soss muss ee mir soen: Wat wier d'Alternativ?

Hätt dann eng aner Partei d'Rechnungen net bezuelt? Oder: Wou hätt Der gespuert? Oder: Wéi eng Steieren hätt Der gehéicht? Et ass ze einfach, hei ëmmer ze stoen an ze soen: „Mir hätten et aneschters gemaach", ouni ze soen, wéi een et gemaach hätt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dat déi lescht siwe Joer allkéiers gehéiert, wann ee gewaart huet op Alternativen, wéi et sollt aneschters goen. Ëmmer anescht, mee wéi, weess ech nach ëmmer net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll just soen, dass ech awer wierklech frou war, dass mer et bis elo fäerdegbruecht hunn als Politik, e Bild ofzeginn, wou mer op all Niveau ... An ech wëll do och all de Buergermeeschtere Merci soen an de Gemengen, well ech weess, wéi komplizéiert et war, och fir si - ob dat iwwert d'Distributioun war, ob dat iwwert d'Schoule war -, als politesch Acteuren um Terrain och d'Bierger, déi awer ganz vill Froen an och Suergen haten, ze rassuréieren.

Ech hunn d'Gefill, dass mir et als Politik fäerdegbruecht hunn, well mer net d'Klein-Klein-Politik gemaach hunn - meeschtens net Klein-Klein-Politik gemaach hunn -, mee probéiert hunn, an déi selwecht Richtung ze zéien.

De Leit ze soen: „Jo, mir sinn aus verschiddene Parteien, mee dës Kris kënne mer just meeschteren, wa mer och zesummenhalen", hu mer bis elo, géif ech soen, gutt fäerdegbruecht. An d'Madamm Polfer hat op dëser Tribün viru Kuerzem gesot: „Et soll keng Partei sech hei méi kleng maachen, wéi se awer war, well se konstruktiv Propositioune gemaach huet an heiansdo d'Gefill kritt huet, dass se déi net méi wéilt revendiquéieren, wou se ...", dach den Här Gloden huet der nach e puer ernimmt, mee awer och wierklech konstruktiv Propositiounen, déi vun der Oppositioun komm sinn.

Ech hunn och e Mea culpa gëschter gemaach, dass verschidde Saachen net perfekt waren an der Gestioun vun der Kris. Mee, ech mengen, d'Madamm Lenert hat et déi leschte Kéier hei gutt resuméiert: Mir hunn dat gemaach, wat mer konnten!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn dat gemaach, wouvu mer der Iwwerzeegung waren, dass et am Interêt war vun all eenzelnem Bierger zu Lëtzebuerg, a virun allem vun deene Schwächsten. Mir sinn net perfekt, mir sinn och Mënschen. Mee deen, dee mir elo seet: „Wat maacht Dir elo och déi nächst zwee, dräi Joer?" Ech kann lech elo scho soen: Mir hunn nach dräi Joer fir dës Koalitioun - minimum -, fir d'Saachen ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir déi Saachen ëmzesetzen.

Fir elo ze soen, wéi dat ausgesäit ... Ech kann lech just eppes verspriechen, Här President: Eppes, wat net am Koalitiounsaccord stoung, dat war d'Gestioun vun enger Coronakris! Déi stoung néierens! Mee ech sinn awer frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, op eng onkomplizéiert Aart a Weis mat deene verschiddenen Acteuren, mat der Chamber, mam Staatsrot, mat de Gemengen, de Bierger hei zu Lëtzebuerg ze weisen, dass mer, wann et eescht ass, wann et ëm Mënscheliewe geet, zesummenhalen. Dat war eis Stäerkt. An ech wënsche jiddwerengem just, dass mer weider zesumme gesond bleiwe kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister. An ech ginn d'Wuert elo un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert. D'Madamm Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, a menger Jobdescription stoung Ufank des Joers och net un éischter Stell d'Gestioun vun enger Coronakris. Soss hätt ech mer dat vläicht zweemol iwwerluecht.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Fir direkt op eng oder déi aner Froen anzegoen, ugeschwat mat menger anerer Charge als Ministre délégué vun der Sécurité sociale, géif ech drop verweisen, dass eng Quadripartite stattfonnt huet virun net laanger Zäit, an zwar de 17. Juni, wou och de Finanzminister perséinlech present war. Dat war eng ganz konstruktiv Reunioun, déi och breet couvréiert war an der Press.

Ech erspueren Iech, dat ze resuméieren. Et ass jo kommunikéiert ginn, dass och do e Kassensturz annoncéiert ginn ass, dee muss gemaach ginn, selbstverständlech muss gemaach ginn. Dat sinn Engagementer, déi geholl gi sinn an déi och esou der Ëffentlechkeet matgedeelt gi sinn.

Dofir ass et zu dësem Zäitpunkt e bësselche fréi, fir deem virzegräifen. De Kassensturz ass annoncéiert vum Prinzip hier. A wann dat bis laanscht ass, wäerte mer och doriwwer kommunikéieren.

Da géif ech och profitéieren ... Et ass ganz am Ufank gesot ginn, d'Regierung hätt et verpasst, hei de Projet de loi un d'Beruffskummere weiderzeginn. Dat sinn net déi Informatiounen, déi ech hunn. Ech krut fënnef Minutten drop vu menge Leit geschriwwen, dass dat net de Fall wär, dass dat wéi ëmmer normal un d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers gaangen ass.

(Interruptions)

Dofir hu mer verschidden …

D'accord, mee Dir hutt vun all de Beruffskummere geschwat. Dir hutt se och all opgezielt. Hei sinn elo déi, déi …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'CGFP huet keng kritt. Zumindest war dat och gëschter nach eng Kéier meng Informatioun.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gutt, dat hat Der esou net formuléiert. Dir hutt vun de Beruffskummere geschwat, soss hätt ech och dat dann nogefrot, selbstverständlech.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'CGFP ass nach ëmmer keng Chambre professionnelle. Dat ass e klenge Lapsus.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Gutt! Dat ass just en Detail.

(Interruptions diverses)

Dann zur Kommunikatioun. Dat ass éiweg erëm e Sujet. An ech fäerten, dass ech gëschter e bësselche falsch verstane gi sinn. Mäi Propos gëschter war absolutt net, drop hinzeweisen, dass ech elo wéilt Leit astelle fir d'Kommunikatioun. Ech hu vun Zäit geschwat.

Ech hunn am Fong geholl wëllen den Akzent dorobber setzen, dass a Krisenzäiten eppes Mangelware ass, an dass dat d'Zäit ass, well ee muss an der Urgence handelen op engem ganz ongewëssenen Terrain, an dass effektiv d'Kommunikatioun näischt ass, wat ee sech esou aus dem Aarm rëselt, scho guer net eng propper, kloer Kommunikatioun, an dass dat de Facteur war, deen et schwiereg gemaach huet, effektiv ëmmer zäitgläich eng propper Kommunikatioun op d'Been ze stellen, desto méi wou d'Krisekommunikatioun och a mengen Ae Chefsaach ass.

Dat ass net eppes, wat een delegéiert. Dat ass eppes, woufir ee selwer riicht soll stoen. Dofir hutt Der mech och oft zesumme mam Premier an där Kris hei op Pressekonferenze gesinn. Ech hu verstanen, dass dat zum Deel als lästeg empfonnt ginn ass. Et ass vu „Modedefilee" emol geschwat ginn. Dat war net eis Intentioun. Ech mengen, do leien och definitiv net meng Stäerkten.

Mee mir wollten esou schnell wéi méiglech do wierklech eeben d'Ëffentlechkeet informéieren iwwert de Wee vu reegelméissege Pressekonferenzen, déi mer zesummen ofgehalen hunn.

Dann ass och gesot ginn: „Déi éischt Phas ass gutt verlaf, elo happert et un der Kommunikatioun." A jo, et ass villes anescht an dëser zweeter Phas. Et ass ganz villes anescht! Beispillsweis war ech an där éischter Phas vu moies bis owes bei menge Leit um Terrain, Réunion-de-servicen.

An ech muss Iech soen: Et ass dës Woch déi éischte Kéier säit Ufank vun der Kris, wou ech dräi Deeg hannerenee keng Réunion de service hat. Dräi Deeg hannereneen! Meng lescht Réunion de service war de Méindeg. An dat ass e ganz groussen Ënnerscheed an der Gestioun. Effektiv, do kënnt nach villes ze kuerz, well mer an engem anere Modus sinn, deen ech sécherlech respektéieren, absolutt respektéieren. Mee en huet e groussen Impakt op d'Gestioun vun der Kris, well déi ass net méi einfach ginn.

Mir sinn an enger ganz akuter Phas. Eis Servicer sinn op der Felg. Mir sinn amgaangen, Personal opzestocken an esou weider. Et ass eng ganz kritesch Phas. Dir hutt et elo den Owend warscheinlech gesinn: Mir hunn 69 Neiinfektiounen. Dat ass net op d'liicht Schëller ze huelen, an et ass net einfach fir eis. An effektiv, et huet sech esou munches geännert an der zweeter Phas.

Ech begréisse jiddefalls, dass ech och Input kritt hu bei dëser Geleeënheet am Laf vum Dag fir de Gesondheetsdësch. Sou hunn ech effektiv héieren, dass d'CSV ganz staark plädéiert, fir de Volet vum Ambulatoire carrement aus de Spideeler erauszehuelen. Ech muss soen, dat ass en interessanten Usaz, deen ech och ganz gär esou mat op de Gesondheetsdësch huelen. Dat hunn ech an där Form nach net wierklech gelies, mee ech huelen dat awer gären als Iwwerleeung mat.

Separat Covidstruktur, do ass gefrot ginn, wat d'Regierung do wëlles hätt. Do war u sech d'Informatioun, déi ech och ginn hat an och gedeelt hat mat der Santéskommissioun, dass mer amgaange sinn doriwwer nozedenken, open end nozedenken. Dat ass och den Optrag, deen d'Spideeler sech ginn hunn. Et si Reflexiounen, déi justement net figéiert sinn.

D'Regierung huet sech net positionéiert zu enger separater Struktur. Firwat? Well mer dat en concertation mat den Acteure vum Terrain wäerte maachen. Si hunn déi Kris hei geréiert um Terrain a si sinn am beschte placéiert, fir sech mat eis zesummen do Gedanken ze maachen. Dat sinn Aarbechten, déi am Moment lafen, wou ech och leider gëschter net konnt derbäi sinn. Do wär ech gären derbäi gewiescht, mee dat geet awer virun. Ech kann lech do assuréieren: Soubal do och Output ass a wann eng Positioun do ass, wäerte mer déi selbstverständlech och deelen.

Dann hunn ech och relevéiert a wat mech och gefreet huet: Et ass e Plädoyer direkt am Ufank gemaach ginn ass, fir d'digital Pedagogik weiderzedreiwen. Dat si Saachen, déi ech absolutt ënnerstëtzen. Déi Leit, déi mäi Beruff vu virdru kennen, wëssen, wéi ech mech agesat hu fir d'Digitalisatioun, och an der Fonction publique.

An ech sinn och ganz frou, ech hunn hei eng Zitatioun zréckgesicht aus dem „Plang fir Lëtzebuerg - Teil 2", wou als Zil gesat gëtt: „Luxemburg als Spitzenstandort für Forschung und Innovation". Do heescht et och: „Wissenschaft und Forschung sollen ebenfalls als Impulsgeber für die großen Herausforderungen unseres Landes dienen." Dat ënner anerem am Beräich Digitalisatioun. Ech muss soen, do si mer absolutt op enger Linn. Dat si Saachen, déi ech wierklech deelen.

An deem Sënn sinn ech och ganz frou, dass eis Fuerschung hei zu Lëtzebuerg zu besonneschen Ëiere komm ass an dëser Kris. Si hu sech vun der éischter Stonn un zesummegedoen an enger Taskforce, wou se hiert Wësse beieneegedroen hunn, iwwer e Konsortium, e pluridisziplinäre Konsortium vu Fuerscher aus alle Branchen, déi wierklech hiert Wësse beieneegeluecht hunn, dat fir d'Regierung a fir d'Bevëlkerung hei duerch déi Kris ze begleeden, fir esou schnell wéi méiglech hiert Wëssen zougänglech ze maachen.

An dat hu se eebe justement op eng ganz modern an digital Aart a Weis gemaach, andeems se, esou wéi dat och vun der Regierung ënnerstëtzt ginn ass, hiert Wëssen ëffentlech zougänglech gemaach hunn, an zwar net just der Regierung, mee der ganzer Bevëlkerung, der Press a jiddwerengem, deen Interessi un der Fuerschung huet hei am Land.

Do fannt Der och Artikelen op science.lu, wat scho méi en ale Site ass, wou drop verwisen ass. A researchluxembourg.lu ass wierklech eng Initiativ, vun där mer immens oft geschwat hunn, déi vläicht net jiddwerengem am Ufank bekannt war, mee déi ech och schonn zu engem ganz fréien Zäitpunkt ëmmer erëm erwäänt hunn an der Santéskommissioun, fir ze soen: Do stinn interessant Saachen drop.

Ech kann lech och aus mengem Alldag soen: Ech kréien dat net erausgeprint vun iergendengem. Dat liesen ech moies. Esou wéi ech meng Zeitung liesen, ginn ech kucken, ob do eppes Neies ass, well mer jo matzen an där Covidkris sinn a well et mech jiddefalls wierklech interesséiert, wann do eppes Neies ass, fir dovunner Kenntnis ze huelen an dat och ze liesen.

Ech géif eng Kéier ... Dat ass ugaangen de 6. Abrëll mat den Economic Facts vun der Kris an eisem Land, eng ganz interessant Etüd.

Dann ass eppes zu der Tracingapp komm, e ganz interessante Pabeier, deen do veréffentlecht ginn ass.

D'CON-VINCE-Studie ass ëmschriwwe ginn, wat Sënn an Zweck dovunner ass.

Et ass e Bäitrag zur Exitstrategie komm de 7. Mee vun eiser Lëtzebuerger Fuerschung, och wierklech ganz interessant.

Dann ass eppes zur Logistik komm den 8. Mee.

Eis Fuerschung huet sech och iwwer Infektioune bei Kanner ausgelooss, an zwar an engem Bäitrag vum 13. Mee.

Déi ominéis Reproduktiounszuel, déi ech selwer nach ëmmer net wierklech rechne kann, an aner Leit och net, ass ganz pedagogesch erkläert gi fir déi, déi sech wierklech domadder wëllen auserneesetzen, an zwar den 13. Mee.

Da sinn de 15. Mee Simulatiounen online gesat ginn, wou déi ganz Methodologie vun de Simulatioune wierklech erkläert ass, fir een, deen doranner wëllt en Deep Dive maachen.

D'Teststrategie ass dokumentéiert an engem ganz flotten Dokument, jeeweils och mat Communiqué-de-pressen, déi dat Ganzt begleeden, mat Powerpointen, wou een dat alles ka wierklech gutt an a Rou kucken.

Da sinn och mëttelfristeg Projektioune gemaach ginn. Déi sinn den 29. Juni online gaangen.

An elo méi rezent, den 2. Juli, eng Analys op den Impakt vum Large-Scale-Testing bezüglech d'Fallzuelen hei zu Lëtzebuerg, dat am Hibléck op eng méiglech zweet Well.

Dat ass dat Wëssen, wou mir draus puiséieren, wat mer op alle Fall am Ministère de la Santé a generell an der Regierung ëmmer mat ganz groussem Interessi zur Kenntnis huelen.

Ech begréissen och, dass eis Acteure vun der Fuerschung reegelméisseg Pressekonferenze gemaach hunn, fir net nëmmen de Leit dat iwwert den digitale Wee zougänglech ze maachen. Dat ass vläicht nach net esou jiddwerengem senges, mee et ginn eeben och ganz normal klassesch Pressekonferenzen ofgehalen, déi eng grouss Couverture fonnt hunn an och do hir Presentatiounen eebe bruecht hunn. Ech si frou, déi sinn effektiv gekuckt ginn.

Ech hunn héieren, Dir hutt den Här Paul Wilmes eeben op RTL héieren. Mee, wéi gesot, de Mann schreift och interessant Bäiträg, déi een eebe kann um digitale Wee verfollegen. An ech muss soen, dofir sinn ech mat där Motioun, déi ech ënnerstëtzen - ech mengen, selbstverständlech soll dat Wësse gedeelt ginn -, liicht enttäuscht. Ech hu mech am INAP ganz vill agesat fir den digitale Führerschäin an der Fonction publique justement, fir dass mer e bësselche méi digital alleguerte ginn.

Ech si selwer keen Digital Native, bei Gott net. Ech hu mir dat och missen uneegnen. Mee ech fannen et schonn e bësselche verstéierend, dass eng Partei, déi och wärend enger Zäit awer den Héichschoulminister an de Fuerschungsminister gestallt huet, de Wee op déi dote Sitten net fonnt huet iwwert déi lescht Wochen, an dat ëmmer erëm widderhëlt. Mee mir wäerten dat ganz gären och nach eng Kéier, esou wéi et gefrot ass, automatiquement da weiderginn.

Dann, ofschléissend ass gesot ginn: „Eng laangjäreg schlecht Gesondheetspolitik huet derzou gefouert, dass mer do stinn, wou mer sinn." Ech géif et genau ëmgedréint soen: Lëtzebuerg ass gutt duerch déi éischt Phas komm! A firwat? Dat ass ënner anerem och, well mer e ganz gudden a stabille Gesondheetssystem hunn.

Mir hu sécherlech Schwaachstellen am Personal, mee contrairement zu anere Länner, hu mir et gepackt! Mir hu motivéiert Leit. Mir hunn immens gutt Kollektivverträg, wou d'Leit gutt bezuelt sinn. Dat ass och néierens beanstandet.

An ech mengen, wa mer dee Gesondheetssystem net opgebaut hätten iwwert déi lescht Joren, dann hätte mer sécherlech en anere Bilan vun där Kris hei kritt an där éischter Phas.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Gott sei Dank hu se keng Better ofgebaut.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da géif ech och relevéieren, dass mer am EU-Verglach, dee reegelméisseg gemaach gëtt, dat ass vum Observatoire vun de Gesondheetssystemer ... Am Rapport vun 2019 figuréiert Lëtzebuerg am Peloton de tête vun deene Länner, wou d'Besoins médicaux non satisfaits extreem niddreg sinn. An ech mengen, dass dat grad eng Stäerkt vun eisem System war, deen et erlaabt huet, villes opzefänken, deen et erlaabt huet ëmzebauen, an dee wierklech den Impakt vun dëser Kris fir dat Land, wou keen drop virbereet war ...

An ech géif dat gären ënnersträichen: Mir sinn net dat eenzegt Land, wat hei au dépourvu geholl ginn ass. Mir sinn all au dépourvu geholl ginn an Europa a mir hunn eis verhältnisméisseg gutt bis elo derduerchgeschloen.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Asoufern kann ech nëmme soen, dass ech frou sinn, deen dote Gesondheetssystem à disposition gehat ze hunn, well dat ass sécher net mäi Meritt. Dat ass virdrun opgebaut ginn. An dat ass och en Deel vum Succès, jiddefalls vun där éischter Phas vun der Kris.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dann, et ass geschwat ginn ... Bon, vun der Rhetorik, do sinn ech net ëmmer mat jiddwerengem op enger Linn. „Kollektiven Trauma" ass fir mech e bëssen iwwerdramatiséiert. Ech mengen, dass mer mat engem bloen A dervukomm sinn, dass vill Leit Plomme gelooss hunn, mee e „kollektiven Trauma", et ass och schonn emol viru Wochen eng Kéier esou eng Krichsrhetorik gebraucht ginn, dat ass eppes, wat ech net wéilt benotzen, och aus Respekt virun de Leit, déi an nach vill schlëmmere Situatioune weltwäit sinn.

Ech géif soen, de Stresstest - den Här Baum huet vum Stresstest geschwat -, deen hate mer sécherlech, en uerge Stresstest. An ech mengen, mir hunn dee bis elo eenegermoossen ouni ze vill Frontalschued iwwerstanen.

A jo, Covid, do sinn ech och ganz d'accord, dee kreéiert sécherlech verschäerft Inegalitéiten. Mee virun allem mécht en eppes: Et ass wéi eng Lupp oder eng Lëns, déi besteeënd Inegalitéiten einfach vill méi visibel mécht. Dat gesi mer. Och an anere Länner gëtt dat visibel. An dat soll eis eng Léier sinn.

Ech géif dofir och ofschléissend nach eng Kéier begréissen: Et ass ëmmer flott ze héieren, dass och aner Leit den Här Piketty liesen. Ech fannen, dat ass eng ganz pertinent Lektür zu dëser Zäit, déi ech jidwerengem nëmme kann empfeelen.

Ech géif lech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Dann nach Parole après ministre fir den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech muss lech soen, dass ech e bëssen enttäuscht sinn.

Plusieurs voix.- O!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech muss lech soen, dass ech e bësse vill enttäuscht sinn.

Plusieurs voix.- O!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech si ganz vill enttäuscht ...

Plusieurs voix.- O!

(Interruptions et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Well Der lech net kënnt entscheeden, wien Äre Successeur soll sinn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... iwwert d'Äntwerten oder besser gesot iwwert d'Netäntwerten, déi den Här Staatsminister eis hei net ginn huet.

Fir d'éischt: Zu dem Theema iwwert den Artikel, dee gëschter an der „Welt" stoung, huet den Här Staatsminister och zum Deel nëmme geäntwert, woubäi ee muss soen, datt, wann dat iwwer 30 Joer geet, dann ass dat eng Hypothéik, wou ech net weess, ob scho jeemools eng Regierung eng Hypothéik iwwer 30 Joer mat iwwer 100 Milliounen, 113 Milliounen d'Joer, festgehalen huet.

Datt doriwwer e Parlament net am Viraus informéiert ginn ass, fannen ech, wéi ech dat virdru gesot hunn, e Skandal! Och wann dat iwwer 30 Joer de Fall ass. Heimadder ginn 30 Budgeten d'Joer mat 113 Milliounen hypothekéiert, déi mer am Ableck net hunn, déi mer am Ableck all Joers wäerte musse léine goen.

Et ass traureg, datt mer hu missen haut déi Debatt hunn, fir datt iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg iwwert dee gréissten Engagement, wat Lëtzebuerg eng Kéier an där Hisiicht geholl huet, am Parlament geschwat gëtt.

Dann hat ech den Här Staatsminister gefrot, ob et d'Positioun vun der Regierung wier fir eng europäesch Steier op Plastik a Kerosinn. Den Här Staatsminister huet just geäntwert, wou se Problemer hätten a wou se net dermat averstane wieren. Kann ech dorauser schléissen, datt d'Regierung da mat deenen zwou Steieren, op Plastik a Kerosinn, averstanen ass? Well dat huet den Här Staatsminister net beäntwert. En huet just gesot, mat wéi enge se net averstane wieren oder mat wéi enge se Problemer hätten.

Dat heite gëtt op jidde Fall en Engagement, wat och déi zukünfteg Generatioune schwéier wäert hypothekéieren.

Iwwer eng Rei, wat net elo direkt Froe waren, wou ech mer awer erwaart hat, datt den Här Staatsminister géif drop äntweren, amplaz hei a priori en emotionalen Optrëtt ze maachen, an e méi e fundamentéierten Optrëtt gemaach hätt iwwer Sujeten. Zum Beispill d'Konsequenzen iwwert d'Finanzplaz: kee Wuert! D'Konsequenzen iwwert d'Aarbechtsplazen op der Finanzplaz: kee Wuert! D'Situatioun iwwert den Triple-A, wéi de Risiko ass, wéi se deen och de 4. Juli an der Tripartite beschwat hunn: kee Wuert! Iwwert d'Remboursementer vum Congé pour raisons familales, ob d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess déi Suen zréckkritt huet: kee Wuert!

Iwwert d'Finanzsituatioun vum Mee, Juni kréie mer gesot: d'nächst Woch. Mee mir hate gefrot, fir se haut ze kréien! Mir hate gefrot, fir se virum Debat ze kréien. Mir hu se net virum Debat kritt, mir hu se net am Debat kritt. Elo kréie mer gesot: d'nächst Woch.

Dat beweist, wéi de Respekt vun der Regierung vis-à-vis vun dësem Parlament ass. An dat heiten ass eppes, wat mir ... Déi Sitzung hei, dat ass esou eppes wéi e Kreuzworträtsel. Mee datt mer eppes gesot kréie vun enger Regierung, ausser emotionalen Optrëtter ... Mir kréien näischt Konkreetes hei matgedeelt.

Mee ech hu gefrot, ob vun der Regierung aus eng Circulaire erausgaangen ass fir de Budget vun 2021, wou drasteet, datt déi eenzel Verwaltunge sech solle referéieren op d'Joer vun 2019: keng Äntwert! Ech hu gefrot, ob eng CO_2-Steier géif an dëser Legislaturperiod kommen: keng Äntwert!

Duerfir hunn ech mech gefrot, Här President, firwat datt de Staatsminister iwwerhaapt hei op d'Riednerpult komm ass, wann en op keng Froen äntwert. Deen emotionalen Optrëtt, deen en elo scho fir déi x-te Kéier hei gemaach huet, deen hätte mer eis kënnen erspueren. Dee kennt all Kand a virun allem all Bomi am Land scho laang auswenneg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Dann och nach Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech hat a menger Interventioun och eng Fro gestallt, déi relativ konkreet war. An de Premier huet probéiert, drop ze äntweren, mee ech sinn awer elo nach net méi schlau wéi virdrun. Duerfir stellen ech d'Fro nach eng Kéier.

Dir hutt gëschter gesot am Kontext vum Kollateralschued vum Confinement, an ech zitéieren: „Mir si mat Zuelen a Statistike konfrontéiert, déi eppes aussoen iwwert d'Violence domestique an de Mëssbrauch vu Kanner."

D'Fro ass ganz einfach: Gëtt et déi Zuelen a Statistiken? Wa jo, da géif ech se gär gesinn. Oder gëtt et se net? Da weess ech eeben, datt et se net ginn a wat de Saz geheescht huet.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Ech hat der Madamm Tanson déi nämmlecht Fro gestallt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert zréck un de Premier- a Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu kloer gesot, dass mer duerch déi Echangen, déi mer kritt hunn, gesot kritt hu vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, dass d'Zuelen an d'Luucht gaang wieren, dass elo och eebe wéinst deene ganze Kontrollen, déi net méiglech wieren, et schwéier wier, fir elo kënne schwaarz op wäiss Zuelen ze hunn, mee dass et eng Tatsaach wier, dass d'Zuelen eropgaange sinn. An dat fir dat eent esou wéi fir dat anert.

Wéi gesot, do gëtt et keng Statistik vum Statec. An dat, wat am schrecklechsten ass an deem Ganzen, ass, dass déi schwaarz Zuel och an deenen dote Fäll meeschtens eng schwaarz bleift. An dat rassuréiert mech net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Staatsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass iwwert d'Modellisatiounen. D'Madamm Hansen kritt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech muss definitiv soen, datt ech och enttäuscht sinn. Also, et mécht mer u sech definitiv näischt aus, wann ee mech als Digital Idiot oder esou eppes bezeechent, mee ech muss lech awer soen: Wéi mir déi Modelliséierunge gefrot hunn, dunn hu mer se iergendwann eng Kéier gemailt kritt. An dunn hate mer an enger Question parlementaire ee Link. Dee Link, dee war, fir op ee Site ze goen, deen net ëffentlech war. An och duerno hu mer se gesicht um Internet. Mir hu se net fonnt.

Ech muss dann och soen, ech si vun engem ganze Koup Schoulen, Direktiounen, Proffegewerkschafte gefrot ginn, déi hu se och net fonnt. Déi sinn also gradesou Digital Idiots wéi mir. Ech hunn hinnen dunn den interne Link viruginn, dunn hu si se fonnt. Mëttlerweil sti se op deem Site. Mee vu datt mir jo awer als Chamber hei keng Anung hunn, wat Dir wëllt modelliséiere loossen, da kënne mir jo zwar all Dag zu all Moment op iergendee Site goen. Mir wëssen och nach net, op wéi ee Site, mee da kënne mer se net fannen.

An ech fannen net, datt et eis Aarbecht ass, ouni ze wëssen, wat d'Regierung an Optrag gëtt, datt mir wierklech da mussen Dag an Nuecht sichen, fir iergendeppes ze fannen.

Hei an dëser Motioun hu mir als CSV zwou Saache gefrot.

Déi eng Saach: Dir loosst Modelliséierunge maachen. Dir kritt Modelliséierungen. Dann hätte mir déi als Chamber gären zur selwechter Zäit.

An déi zweet Saach, déi mer gefrot hunn, dat huet u sech näischt domadder ze dinn, ob mir dat elo fannen oder net fannen, well mer wëssen net, ob Der deen Optrag ginn hutt: Mir hu gefrot, datt Der sollt en Optrag ginn, fir eeben eng Modelliséierung ze maache mat deene Mesuren, wéi se am Covidgesetz sinn, déi mer och diskutéiert haten. Zum Beispill d'ganz Federatioune maachen op, dee ganze Sport fänkt erëm u mat lafen, datt dat soll modelliséiert ginn a simuléiert ginn: Wat sinn d'Konsequenzen dovunner?

Also, mir hunn zwou Saache gefrot: Déi Modelliséierung, déi Dir kritt, déi hätte mer gären zum selwechten Zäitpunkt. An zweetens hätte mer gären, datt Der en Optrag maacht, fir eeben eng Simulatioun vun de Konsequenzen ze maache vun deem Covidgesetz, wéi et elo um Dësch läit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen zu där Motioun? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, ech wollt just preziséieren, dass mer bei deene Projeten, déi mer eraginn hunn, méifach drop higewisen hunn, dass d'Regierung sech op déi Modellisatiounen ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn nach eng Fro.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... vum 15. Mee baséiert huet an dass mer eréischt neier gefrot hunn, nodeems eng Zousazännerung komm ass. An déi vum 15. Mee hat ech lech och deemools gesot, wou ee se fënnt. Bon, vläicht ass dat net ergonomesch. Ech hu se de Moien hei gesicht no Arer Ried a mer se erausgeschriwwen. Also esou schwéier si se elo net fannen. Mee mir wäerten eis gären engagéieren. Ech schécken lech dat direkt weider. Wann ech dat hu moies, kritt Der dat weider vu mir an Zukunft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. D'Madamm Hansen nach eng Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll nach eng Kéier soen, mir haten déi vum 15. Mee kritt. Mir haten eng gefrot, wou eng Motioun gestëmmt gi war. Déi Motioun war eestëmmeg gestëmmt ginn, a mir hu se kritt, wéi mer hei debattéiert hunn. Mir hätten déi gären éischter gehat.

An dunn, wéi mer se kritt hunn, dat war ee Link, wou et nach net ëffentlech war.

Den Här Minister Meisch huet den 19. eng Pressekonferenz gemaach. Déi Simulatioun ass datéiert op den 20., a mir krute se den 22. Wann ech dovunner ausginn, datt dem Här Minister Meisch seng Decisioun, fir d'Schoul opzemaachen, baséiert op eng Simulatioun, ma dann hat hie se schonn den 19., zwar scho virun der Publikatioun. Mee egal, dann hat hie se schonn den 19. An dann hätte mir se och gären zu deem Zäitpunkt, wéi d'Regierung se gären hätt.

An ech hunn awer nach eng Fro. Um RTL, an ech hat dat och a menger Ried gesot, ass gesot ginn, et wier eng Simulatioun gemaach ginn, wann d'Crèchë géifen opmaachen. Och déi Simulatioun, also et deet mer leed, ech hu se net fonnt! An och déi Simulatioun hu mer net. An och déi Simulatioun hätte mer gär.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen oder ass de Vote électronique gefrot?

Vote sur la motion 1

Wie mat der Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2 vun de Piraten, fir ënner anerem ee Screening vun de besteeënde Congéen ze maachen. Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz op d'Motioun agoen. Et ass esou, ech hunn et a menger Ried gesot, et gëtt am Moment eng Hellewull u Congéen, déi sech un déi aktiv Leit an der Zivillgesellschaft riichten. Dat ass de Congé sportif, dat sinn d'Congéë fir de Service de secours, fir d'Kooperatioun. Hei geet et wierklech drëm, fir emol eng Kéier ze kucken: Wéi ginn déi benotzt? Wéi vill gi se benotzt? An ob et net Sënn géif maachen, se ze regruppéieren. Mee dat ass en Ergeebnis och vum Prozess, wou mer eeben net d'Donnéeën haut hunn. An et ass d'Zil, fir déi ze kréien, fir en Debat doriwwer ze lancéieren, wéi een dat méi einfach fir d'Leit ka maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

Den Här Georges Engel huet d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech fannen déi Motioun hei ganz interessant, och fir eng Kéier en Iwwerschlag ze maache vun deem, wat et gëtt, fir, wéi et hei steet, e Screening ze maachen. Ech géif proposéieren, dat hei sollt an der Kommissioun eng Kéier beschwat ginn, fir dass een do kann alleguer d'Donnéeën zesummesammelen, sech e ganz konkreet Bild maachen an dann duerno nach eng Kéier d'Suitte vun där Motioun hei analyséieren. Ass dat okay?

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sidd Der mam Accord vum Auteur d'accord, fir déi do Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à la Commission de la Fonction publique.)

6. 7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 (suite)

Motions déposées le 21 mars 2020

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2 vun der ADR. Dat ass déi, wou et drëm geet, d'Landwirtschaft als zentraalt Element vun der Liewensmëttelversuergung besser ze fërderen.

Wie wëllt nach eppes zu där Motioun soen? D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also mir kënnen u sech mat deenen éischten dräi Tirete vu „fuerdert d'Regierung op" averstane sinn, well d'Bedeitung vun der Landwirtschaft ass immens wichteg fir eist Land an déi musse mer och stäerken a férderen an d'Regionalitéit énnerstëtzen.

Mee dann déi Tireten duerno, wou mer soen, datt mer Reserven uleeë vu liewenswichtege Gidder am ganze Land; ech weess net genau, wéi mer déi solle berechnen a wéi vill Stocken datt mer do sollen uleeën. An ech weess och net, ob dat dat richtegt Zeechen ass, datt mer elo hei hamsteren. An duerfir géife mer eis hei enthalen. Wéi gesot, bei deenen éischten dräi Punkte si mer averstanen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Georges Engel huet d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, effektiv ass d'Landwirtschaft e ganz wichtege Sujet. Et ass jo och schonn e puermol hei ugeklongen an dësen Debatten, déi mer elo hei haten. Mee mat där heite Motioun kënne mir net d'accord sinn. An de leschten Tiret schreift, ze préiwen, ob an op wéi eng Manéier d'Leit kënnen encouragéiert ginn, fir zum Beispill nom nom Schwäizer Virbild privat Stocke fir Krisesituatiounen unzeleeën an déi optimal ze geréieren. Ech stelle mer do déi schlëmmsten Zenarioe vir, datt d'Leit elo an hire Gaart grouss Lächer gruewen, fir do hir Liewensmëttel ze stockéieren.

(Brouhaha)

An der Schwäiz huet och nach jiddwereen eng Waff doheem. Ech weess net, ob dat elo och nach gewollt ass. Nee, also ech mengen, dat do ass eng Motioun, déi kënne mir net esou matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel.

Kënne mer dann zum Vott elo vun där Motioun kommen?

Plusieurs voix.- Nee, nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass. Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci an och de Kolleegen, déi sech mat der Motioun auserneegesat hunn. Ech géif soen, fir et méi liicht ze maachen, fir se einfach unzehuelen, géife mer déi dräi lescht Tireten dann zréckzéien an da géife mer se an där amendéierter Form proposéieren.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique nach ëmmer gefrot ass. Da kéime mer zum Vott vun där Motioun.

Vote sur la motion 2 modifiée

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Motioun 2 modifiée ass bei 25 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. David Wagner.

S'est abstenu : M. Marc Baum.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi Motioun, wou ënner anerem gefrot gëtt, fir ee gesécherte Stock vu Medikamenter ze garantéieren. Wie wëllt ee Wuert zu där Motioun soen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Déi Motioun hei, déi ass superfetatoire, well dat, wat hei gefrot gëtt, dat gëtt et. Et gëtt e gesécherte Stock, deen ass opgebaut ginn an deene leschte Méint, deen ass opgebaut gi mat Otemschutzmasken, mat Protektiounskleeder, mat Desinfektiounsmëttelen, mat Masken a mat allem, wat hei drasteet. Duerfir, déi heite Motioun ass superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also mir wäerten dës Motioun énnerstëtzen, well mir haten och een nationale Versuergungsplang gefrot gehat. A mir hätten och do gären einfach kloer, wéi dee Versuergungsplang opgestallt ass an datt deen och net nëmme fir de Gesondheetssecteur ass, mee och fir de Fleegesecteur, fir „Hëllef doheem" an esou weider. Also stëmme mir déi hei mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 3 bei 25 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Marc Baum.

S'est abstenu : M. David Wagner.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi Motioun, wou Rapporten iwwert déi national Reserve vu Pëtrolsprodukte solle virgeluecht ginn. Wie wëllt d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Bon, dat hei ass en Theema, dat war et jo och schonn heiansdo a Kommissioune vun der Chamber, nodeems jo och déi grouss Diskussioun iwwert déi Pëtrolsreserve scho méi laang um Ordre du jour steet. Et ass eng Diskussioun, déi, mengen ech, ee sollt an engem méi rouege Kader nach eng Kéier féieren, nämlech an de Kommissiounen, do, wou se missten debattéiert ginn, fir dann ze kucken, ob déi Saachen, déi hei drastinn, och den Apport vun der Kommissioun an och do kéint alles mat a Consideratioun gezu ginn, fir sech e genaut Bild hei ze maachen. An duerfir géife mir hei proposéieren, se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Ass dat okay?

Den Här Kartheiser wénkt jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech mengen, mir gi jo déi Motioun hei un, fir e konstruktiivt Resultat ze hunn. An eise But ass jo, datt mer higinn an eist Land esou opstellen, datt mer am Krisefall besser virbereet sinn. Dofir, wa mer dat an enger Kommissioun esou kënnen diskutéieren, fir herno op e konstruktiivt a positiivt Resultat ze kommen, da maache mer dat gär mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

Wien ass d'accord mam Accord vum Auteur, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 4 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace et à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)

7. Motion de M. Marc Spautz relative au rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise

Da kéime mer zur Motioun, déi de Mëtteg vum Här Marc Spautz deponéiert ginn ass iwwert d'OMS. Wie wëllt dozou nach e Wuert soen? Den Här Mars Di Bartolomeo.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wäert och versichen, mech esou kuerz wéi méiglech ze faassen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Oo!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech wëll just fir d'alleréischt dem Kolleeg Marc Spautz Merci soen, fir d'Initiativ geholl ze hunn, fir déi Motioun iwwert d'Weltgesondheetsorganisatioun eranzebréngen, déi Roll, déi se allgemeng fir d'Volleksgesondheet spillt an insbesondere déi Roll wärend der Covidkris an déi Kritiken, déi geäussert gi si vis-à-vis vun der Krisegestioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun an hirer Partialitéit vis-à-vis vun engem grousse Land.

Une voix.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, et ass un lech nach ëmmer.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, merci! Ech wäert dat och explizéieren. D'Europäesch Communautéit, déi e staarken Engagement an der OMS huet, huet bei der Joresversammlung vun der OMS eng Resolutioun abruecht, fir éischtens d'Weltgesondheetsorganisatioun ze stützen, ze stäerken, awer gläichzäiteg ze hannerfroen, ob se an a wärend der Kris alles richteg gemaach huet an ob se outilléiert ass, fir esou eng Kris, wéi mer se erlieft hunn, esou gutt ewéi méiglech ze geréieren.

Mir wëssen et alleguer, wéi wichteg dass déi Weltgesondheetsorganisatioun ass an der Gestioun vun de Krisen, awer och am Opbau vu performante Gesondheetssystemer an deene Länner, wou d'Gesondheetssystemer entweeder um Buedem leien oder et se iwwerhaapt net gëtt.

Dat heescht awer net, dass een déi Weltgesondheetsorganisatioun soll duerch de rosa Brëll kucken. Insbesondere no deene ganz haarde Kriticken, déi komm si vu Länner, déi manifestement hir Kris net gutt geréiert hunn an dofir d'Weltgesondheetsorganisatioun un de Pranger gestallt hunn, gëllt et, objektiv Fakten ze schafen an ze kucken, wat un deene Kriticken drun ass a wat net un deene Kriticken drun ass, awer och ze kucken, wat fir eng Lektiounen dass mer aus der Gestioun vun dëser Kris duerch d'Weltgesondheetsorganisatioun kënnen zéien.

Ech mengen, et ass vun der Europäescher Gemeinschaft grad ewéi vun anere Länner drop insistéiert ginn, dass d'OMS viregt Krise ganz gutt geréiert huet. Ech ka selwer do e Liddchen dovu sangen, wéi déi d'Tsunamikris viru jett Jore gemanaged ginn ass. Ouni d'OMS wär dat e fierchterlechen Duerjernee ginn.

Mir wëssen och alleguer, dass haut kee Land méi esou Krisen, wéi mer se elo erlieft hunn, eleng ka geréieren an dass e Virus wéi deen, mat deem mer geplot sinn, keng Grenze kennt. Dofir, mengen ech, ass et wichteg, éischtens e kloert Bekenntnis zur OMS ze maachen, och kloer Positioun ze bezéien zu där falscher Decisioun, déi haut, gëschter e grousst Land oder villméi de President vun engem ganz grousse Land geholl huet, fir sech aus där OMS erauszezéien.

Bon, ze begréissen ass, dass deen Zweeten, deen am Rennen ass, gesot huet, dass deen éischten Dag, wou e géif untrieden, en dat erëm géif réckgängeg maachen. Dat bedeit éischtens eng Schwächung vun der OMS. Et bedeit awer och eng Schwächung vun deem Land an der Bekämpfung vu Krise wéi där, déi mer erlieft hunn.

Dofir ware mer der Meenung, dass et wichteg ass fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat e ganz staarken Engagement an der OMS huet, dat och e ganze Koup vun der OMS erëmkritt huet doduerch, dass d'OMS e ganz staarke Partner ass an eiser Entwécklungszesummenaarbecht, wou ganz vill Projete ronderëm d'Santé dréien, fir sech zu där OMS ze bekennen, kloerzestellen, dass déi OMS eng Politik vun der oppener Dier muss bedreiwen a jiddwereen, dee wëllt an déi OMS erakommen, net virun där Dier däerf stoe loossen als Beobachter oder als Vollmember. Dat huet sech an der Vergaangenheet bewäert, well och bei deenen, déi net Member sinn, sinn d'Problemer déi selwecht.

Mir invitéieren d'Regierung, an ech mengen, do stousse mer oppen Dieren an, fir déi Analys, déi elo gemaach gëtt bei der OMS, positiv ze begleeden, virun allem och sech ze engagéieren, fir déi Lektiounen, déi mer aus der jëtzeger Kris zéien, an déi noutwendeg Reformen ze iwwersetzen, sech kloer zum Multilateralismus a Saachen ëffentlech Gesondheet um internationale Plang anzesetzen a sech derfir anzesetzen, dass d'OMS déi mënschlech a materiell Moyene kritt a behält, déi se brauch, fir esou Krisen effikass entgéintzewierken.

Ech hu vun der Regierung gesot kritt, dass si déi dote Motioun mat Freed unhëlt. An ech wëll de Kolleegen aus der Santéskommissioun, aus der Affaires-étrangères-Kommissioun, déi och zoustänneg ass fir de Volet Kooperatioun, an alle Kolleegen, déi mat ënnerzeechent hunn - all Fraktiounen, all Sensibilitéiten droen déi Motioun mat -, en häerzleche Merci soe fir déi konstruktiv Approche an dat kloert Bekenntnis zu enger Weltgesondheetsorganisatioun, net ohne Wenn und Aber, mee op jidde Fall, wa mer déi Organisatioun net hätten, da misste mer se erfannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Wëllt nach een d'Wuert? Den Här Cruchten huet d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech maachen et wierklech ganz kuerz, well ech sinn och frou, wann deen Dag haut eriwwer ass. Ech wollt just soen, de Mëtten huet de Kolleeg Marc Spautz deen Text hei deposéiert. A kuerz drop ass iwwert d'Noriichtenagence Reuters awer eng Nouvelle komm, déi deen Text hei direkt betrëfft, nämlech huet d'OMS haut de Mëtten decidéiert, fir e Comité indépendant d'experts ze beoptragen, hir Gestioun vun der Pandemie ze examinéieren. An ech fanne korrektheetshalber, wa mer dat elo ofstëmmen, sollte mer dat och am Text erwänen.

Duerfir géif ech e kuerzen Amendement proposéieren, nämlech op där éischter Säit bäizeschreiwen: « La Chambre salue l'annonce de ce jour de la part de l'OMS de créer un comité indépendant d'experts pour examiner sa gestion de la pandémie due au nouveau coronavirus et la réponse des États membres. » Ech mengen, da wiere mer ganz korrekt.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- saluant l'annonce de ce jour de la part de l'OMS de créer un comité indépendant d'experts pour examiner sa gestion de la pandémie due au nouveau coronavirus et la réponse des États membres ;

- considérant la résolution proposée par l'Union européenne lors de la récente Assemblée mondiale de la Santé (AMS) invitant à établir, entre autres, un examen indépendant de la réponse internationale à la pandémie du coronavirus menée par l'OMS ;

- considérant que cette résolution mentionne également la reconnaissance des États membres envers l'OMS et l'importance de renforcer le multilatéralisme ;

- considérant que ce texte approuvé par consensus et à l'unanimité prévoit de lancer dès que possible une évaluation impartiale, indépendante et complète de l'action internationale coordonnée par l'OMS en consultation avec les États membres afin de réviser notamment les leçons apprises de la réponse à la crise causée par ce virus et d'aboutir à des recommandations pour renforcer la préparation aux urgences sanitaires, suite aux reproches lui étant adressés par certains États membres au cours de la crise sanitaire ;

- considérant qu'aucun pays, si riche qu'il soit, ne peut faire face à lui seul à une pandémie du genre COVID-19 et partant la nécessité de la solidarité au sein d'une OMS forte disposant des ressources humaines et budgétaires suffisantes pour pouvoir réaliser ses missions ;

- considérant le travail remarquable réalisé par l'OMS lors de crises sanitaires internationales et l'installation de systèmes de santé dans les pays défavorisés ;

- déplorant l'annonce du retrait des États-Unis de l'OMS, officiellement communiquée en date du 7 juillet 2020 et partant le risque d'un affaiblissement de cette organisation comme coordinateur et acteur de la santé publique mondiale ;

- considérant que cet affaiblissement risque de compromettre l'aide et les programmes de santé en faveur des pays pauvres ;

- saluant tant le rôle actif que l'engagement budgétaire substantiel du Luxembourg dans l'OMS et sa volonté de revoir à la hausse les contributions volontaires des États membres afin de parer au sous-financement chronique auquel fait face l'organisation ;

- notant que l'OMS constitue un partenaire important dans la politique de coopération au développement du Luxembourg ;

- soulignant la nécessité d'une politique de porte ouverte de l'OMS dans le monde entier, que ce soit en tant que membres effectifs ou observateurs, étant donné que les pandémies ne connaissent pas de frontières,

invite le Gouvernement

- à jouer un rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et plus précisément du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise ;

- à contribuer par la suite à la mise en œuvre des conclusions de cette analyse objective et des réformes qui s'imposent ;

- à s'atteler aux côtés de ses partenaires de l'UE et des autres membres de l'OMS partageant les mêmes objectifs à réaliser un vrai multilatéralisme de la santé pour faire face aux crises sanitaires actuelles et futures.

(s.) Marc Spautz, Marc Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten.

Ech gesinn, datt zu där Proposition d'amendement d'Zoustëmmung do ass. Kënne mer dann iwwert dës Motioun ofstëmmen?

Vote sur la motion modifiée

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës amendéiert Motioun eestëmmeg ugeholl.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir sinn zum Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 14. a 16. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.20 heures.)

SÉANCE 55

MARDI 14 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président*

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen
- *Exposé : Mme Martine Hansen (intervention de M. le Ministre François Bausch)*

5. Ordre du jour (suite)
- *M. Fernand Etgen, Président*

6. 7462 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7520 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné
- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. David Wagner - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Débat de consultation au sujet du service public dans les médias
- *M. Claude Wiseler - M. Gilles Baum - M. Georges Engel*
- *Exposé : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Débat : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt (dépôt d'une motion) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Motion 1 : M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

9. Motion de Mme Martine Hansen relative aux frontières intérieures de l'Union européenne
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Brouhaha)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 juillet 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7626** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08.07.2020

***7627** - Projet de loi portant dérogation aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.07.2020

***7628** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du « Large Scale Testing »*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.07.2020

***7629** - Projet de loi portant approbation*

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.07.2020

***7630** - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et et européennes, le 13.07.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1653** - Demande de pétition publique : Retour à l'ancien système et règlement des Adapto*

Dépôt : Alexandre Teixeira Badois, le 11.07.2020

***1654** - Demande de pétition publique : Suppression d'accès et filtrage complet du trafic de tous sites à caractère pornographique sur Internet depuis le Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Gaiganis Constantin Dinos, le 11.07.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Just zum Ordre du jour: Mir haten lech an de leschte Woche reegelméisseg e Bréif gemaach, wou mer eis u sech opgereegt hunn, datt d'Kommissiounen ëmmer erëm openeefalen, a schonn eleng de Fait, datt mer dat reegelméisseg gemaach hunn, ass jo en Zeechen, datt et net allze vill gedéngt huet.

Dofir wollt ech elo nach eng Kéier nofroen, datt Der wierklech nach eng Kéier bei de Presidenten nohaakt fir ze kucken, datt déi Kommissiounen definitiv sollen esou geluecht ginn, datt d'Leit och kënnen hir Aarbecht maachen.

Ech weess och, datt elo, ben, wéi mer déi leschte Kéier Conférence des Présidents haten, dunn nach net alleguer déi Gesetzer deposéiert waren, déi mer elo missten déi nächst Woch stëmmen. Ech weess net, ob déi mëttlerweil elo alleguerten deposéiert sinn. Da wär et warscheinlech och gutt, wa mer eis géifen elo emol op déi Gesetzer konzentréieren, déi elo onbedéngt musse gemaach ginn, an och op déi Kommissioune konzentréieren, déi onbedéngt musse gemaach ginn, an dann, wéi ge-

sot, wannechgelift kucken, datt se laanschteneefalen an net openeefalen. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Ech hunn nach eng Question urgente (ndlr: n° 2523), wou d'Urgence ugeholl ginn ass an déi ech u sech gäre wollt stellen. Kann ech dat elo maachen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- U wéi ee Minister ass se geriicht?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Déi ass u sech un d'Gesondheetsministesch an un de Minister fir Héichschoul a Fuerschung geriicht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass jo esou, datt an der Chamberswoch da bis den Donneschdeg Zäit ass, fir déi ze beäntwerten. A mir als Administratioun wäerten alles drusetzen, datt mer spéitstens bis den Donneschdeg eng Äntwert dorobber hunn, besonnesch well d'Madamm d'Gesondheetsministesch, hunn ech haut an der Press gelies gehat, haut am Ausland ass, soudatt mer da kucken, spéitstens fir den Donneschdeg do eng Äntwert ze hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mee ech misst se jo da kënnen den Donneschdeg oder éischter ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Absolutt, den Donneschdeg musse mer eng Äntwert do hunn op déi dote Fro.

Wat Ären éischte Punkt ubelaangt, ass dat ee vun deene Punkten, déi mer dann op den Ordre du jour vun der Conférence des Présidents vun den Donneschdeg setzen. Mir anerer sinn op jidde Fall net frou, datt deen Opruff, dee mer u sech ëmmer erëm do maachen, net befollegt gëtt. A mir wäerten dann eeben einfach mussen higoen, wa Sitzungen aberuff sinn, déi iwwert déi aner erausginn an op déi aner falen, datt déi d'office vum Ordre du jour gestrach ginn. Mee doriwwer wäerte mer an der Presidentekonferenz befannen.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hunn ech nach en drëtte Punkt. Ech hunn nach eng Motioun ze deposéieren. Soll ech fir d'éischt ofwaarden, bis datt mer mam Ordre du jour fäerdeg sinn, an da brengen ech d'Motioun, oder kann ech dat elo direkt maachen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir kënnt dat direkt maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant le principe de la liberté de circulation et de séjour des personnes dans l'Union comme pierre angulaire de la citoyenneté de l'Union européenne (article 3, paragraphe 2, traité UE ; article 21, traité FUE ; article 45, charte des droits fondamentaux UE) ;

- rappelant les deux accords de Schengen, à savoir l'accord du 14 juin 1985 ainsi que sa convention d'application, signée le 19 juin 1990 et entrée en vigueur le 26 mars 1995 ;

- rappelant l'importance pratique et symbolique de la précitée liberté de circulation pour les citoyens de l'Union en général et du Luxembourg en particulier ;

- constatant qu'une possible deuxième fermeture des frontières du Luxembourg avec ses pays voisins est à nouveau discutée et « ne peut être exclue » ;

- considérant le Plan de relance pour l'Europe et ses objectifs de convergence, de résilience et de transformation figurant à l'ordre du jour les 17 et 18 juillet 2020 à Bruxelles ;

- considérant l'esprit de solidarité du slogan de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne « Gemeinsam. Europa wieder stark machen. »,

invite le Gouvernement

- à thématiser objectivement la question des frontières lors du Conseil européen extraordinaire du 17 et 18 juillet 2020 à Bruxelles ;

- à œuvrer avec insistance en faveur d'un engagement des 27 pour le principe d'une non-fermeture des frontières intérieures de l'Union comme règle et pour la fermeture seulement comme « ultima ratio », engagement devant figurer dans les conclusions du précité Conseil européen ;

- à assurer que ces décisions de non-fermeture et de fermeture soient prises dans tous les cas sur base d'éléments statistiques comparables.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Et hat u sech e bëssen eppes ze di mat der Question urgente, déi ech jo awer dann eréischt de Mëttwoch oder den Donneschdeg ka stellen, mee et geet ëm d'Grenzen. An ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, datt mer jo de Prinzip awer vun der libre Circulation hunn, datt mer déi zwee Accorde vu Schengen hunn an datt et fir Lëtzebuerg jo speziell wichteg ass, datt eis Grenzen opbleiwen.

Mir hunn awer och alleguer héieren, datt erëm an der Diskussioun ass, fir Lëtzebuerg u sech op eng Lëscht ze setzen, fir eventuell erëm eng Kéier d'Grenzen zouzemaachen. De Risiko besteet zumindest. Mir wëssen awer och, datt mer am Moment déi däitsch Presidence hunn, mam Slogan: „Gemeinsam. Europa wieder stark machen."

An an deem Sënn hunn ech hei eng Motioun deposéiert, wou mer u sech d'Regierung, mee virun allem eeben den Här Bettel opfuerderen, fir um Conseil européen, deen elo de 17. an den 18. ass, dës Thematik opzegräifen, fir ze agéieren, fir datt d'Grenzen definitiv net einfach esou kënnen zougemaach ginn, mee datt et u sech just am Extreemfall ka gemaach ginn an datt - eppes, wat ganz wichteg ass -, wann esou eng Decisioun geholl gëtt, zumindest déi statistesch Krittären, op déi sech déi Decisioune baséieren, vergläichbar sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Den Här Bausch huet direkt d'Wuert gefrot.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt vläicht just kuerz awer der Madamm Hansen déi eng oder déi aner Informatioune ginn, déi, mengen ech, awer och relevant sinn, also onofhängeg elo vun der Motioun, déi d'Chamber selbstverständlech kann diskutéieren an och ofstëmmen, mee déi awer vläicht wichteg sinn.

Ech mengen, Dir musst wëssen, also mir stinn hei der Chamber total no. Keen huet eng aner Meenung, also d'Regierung net par rapport zu der Chamber, a warscheinlech och net ëmgedréit. An ech kann lech och soen, datt d'Regierungsmemberen, egal op wat fir engem Niveau, permanent telefonéieren an agéiere fir ze erklären, wéi mir moossen a wat mer maachen an och mat deenen anere Länner vergläichen. An ech hat selwer nach gëschter Gespréicher mat Däitschland, wou mer dat gemaach hunn, ech dat gemaach hunn. An all Ministeren, déi iergendwéi am Ausland sinn oder am Ausland Kontakter hunn, maachen dat en permanence.

An dat ass nun eemol esou, dat huet domat ze dinn och, well déi Krittären international ganz ënnerschiddlech sinn. Ech muss lech soen: Ech si selwer entsat, wann ech Verschiddener lénks a riets héieren, wat se soen a wéi se hir eege Chifferen interpretéieren, well ech kucke mer se jo och alleguerte selwer un, wat déi eng rechnen, wat déi aner net rechnen. An de Misär ass, datt effektiv op europäescher Ebene keen eenheetleche System ass. Et sollt zwar theoreetesch ee ginn an et gëtt och een, theoreetesch, mee ech hunn awer meng Zweifel, datt dat alles esou gehandhaabt gëtt.

Bon, fir de Rescht, ech mengen, de Premier kënnt selbstverständlech gär heihinner a mir hunn och kee Problem, datt d'Chamber eis de Réck stäipt als Regierungsmemberen, wa mer op eis Conseile ginn, fir kënnen do ze agéieren am Sënn, datt d'Grenzen zu Lëtzebuerg opbleiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Vizepremier François Bausch. An ech mengen, herno, wann de Premierminister hei ass, kënne mer op déi Motioun zréckkommen.

5. Ordre du jour (suite)

Ass d'Chamber mat deem virgeschloenen Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7462 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg mam Projet de loi 7462 un iwwert d'Qualifikatioun an d'Weiderbildung vu verschiddene Chauffeuren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg schwätze mer iwwert de Projet de loi 7462. Hei geet et drëms, eng europäesch Direktiv ëmzesetzen, d'Nummer 2018/645 vum Europaparlament a vum Conseil vum 18. Abrëll 2018, déi hirersäits d'Direktiv Nummer 2003/59/CE ofgeännert huet. Also eng Direktiv vun 2003 ännere mer of duerch eng Direktiv vun 2018, déi mer elo an eis national Gesetzgeebung asetzen.

Dës Direktiv respektiv eis Gesetzgeebung an dëser Matière concernéiert ënner anerem d'initial Formatioun an d'Formation continue vun de Chauffeure vu verschiddene Gefierer. Si hunn als Haaptzil, fir de Secteur vum Transport iwwert d'Strooss ze professionaliséieren, all eenzele Chauffeur fir d'Sécherheet op der Strooss ze sensibiliséieren an d'Sécurité routière um ganzen europäeschen Transportreseau ze verbesseren.

Mir wëssen, wéi wichteg dësen Theema vun der Sécherheet op eise Stroosse fir eis all a virun allem och fir eist Land ass. De rezenten Accident am Tunnel vu Gousseldeng mat zwee Doudegen, an deen och zwee Camione verwéckelt waren, huet eis d'Wichtegkeet vun de Mesuren, déi mir mat dësem Text an eis Legislatioun ëmsetzen, nach eng Kéier rappeléiert. Eng gutt Formatioun, souwuel initial wéi continu, vun all deenen, déi op eise Stroosse mat engem Gefier ënnerwee sinn, zirkuléieren, soll a muss dozou bäidroen, esou Accidenter ze vermeiden. Genee dëse Punkt vum Verbessere vun der Formatioun gehéiert och zu deenen eelef Defie vum aktuelle Plan d'action « Sécurité routière » 2019-2023 vun der Regierung.

Firwat gouf déi initial Direktiv vun 2003 ëmgeännert? Eng Evaluatioun vun der Europäescher Unioun iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2003 huet gewisen, dass dës Ëmsetzung net uniform an den europäesche Länner war. Et gouf zum Beispill juristesch Schwieregkeeten an der Interpretatioun vun den Exemptiounen, vun der Fro: „Wien ass vun dëser Direktiv elo net betraff?", och net zefriddestellend Contenue vun de Formatiounen a speziell vun der Formation continue, mat Bléck op d'Besoine vun de Chauffeuren, an dann, drëttens, Homologatiounsschwieregkeete vun de professionelle Chauffeuren, fir hir Formatiounen aus deem engen EU-Land an deem aneren EU-Land unerkannt ze kréien. Dat si bekannt Problemer, och an Europa.

Am virleiende Projet de loi geet et ëm professionell Chauffeure vu Camionen a Bussen. D'Trakterchauffeure sinn net vun dësem Text betraff.

Am Artikel 1 gëtt de Champ d'application definéiert. Et geet hei ëm déi verschidde Fürerschäinkategorien: C, dat sinn d'Camionen, an D, d'Bussen, déi sech zu dëser Direktiv musse konformëieren.

Am Artikel 2 geet et ëm d'Ausnamen, dat heescht ëm déi Secteure vum Transport, wou d'Chauffeuren net betraff si vun dëser Direktiv. D'Direktiv vun 2003 war hei net prezis genuch a gouf an deene verschiddene Länner anescht interpretéiert. Dofir gëtt hei elo, mat villen Detailer, dës Lëscht opgefouert.

Eng Definitioun, déi vill Kappzerbrieches mat sech bruecht huet, ass déi vun der „activité principale". Fir Lëtzebuerg gëtt déi elo follgendermoossen definéiert: All Chauffer, dee méi wéi 30 % vu senger Aarbechtszäit am Mount als Chauffer vun engem betraffene Gefier verbréngt, ass vun dëser Direktiv betraff. Oder nach anescht ausgedréckt: Net vun deenen neie Reegele betraff sinn d'Chauffeuren, déi bis maximal 30 % vun hirer Aarbechtszäit, op de lafende Mount gekuckt, op viséierte Gefierer fueren.

Net viséiert sinn des Weideren d'Gefierer vun der Arméi, der Police an dem CGDIS, a méi generell och all d'Gefierer, deenen hir Vitess op maximal 45 Kilometer an der Stonn begrenzt ass.

Am Artikel 3 geet et ëm d'Qualification initiale an ëm d'Formation continue - ee ganz wichtegen Deel an dëser Gesetzgeebung. All d'Chauffeuren, déi vun dëser Direktiv betraff sinn, mussen eng Formation initiale an och reegelméisseg Formation-continuë maachen.

Dës Formatioune mussen an engem Centre de formation agréé gemaach ginn an de geneeë Programm gëtt an engem Règlement grand-ducal fixéiert. Hei am Gesetzestext leeë mer just déi grouss Linne vum Inhalt vun der Formation continue fest. Ech zitéieren aus dem Artikel 3: « … mettre à jour les connaissances essentielles pour leur métier, en mettant l'accent sur la sécurité routière, sur la santé et la sécurité au travail ainsi que sur la réduction de l'incidence de la conduite sur l'environnement ». Dir gesitt, et si ganz breetgefächert Formatiounen, wou iwwert d'Sécurité routière eraus och Ëmweltconsideratiounen integréiert sinn.

Am Artikel 4 vun dësem Gesetzesprojet geet et ëm den europawäiten Austausch vun den Informatiounen iwwert d'Formatiounen, déi den eenzelne professionelle Chauffer suivéiert huet.

Wéi Dir wësst, besteet en europäesche System fir Datenaustausch betreffend d'Fürerschäiner an Autoen, EUCARIS genannt, un deen déi jeeweileg national Fürerschäindatebanken ugeschloss sinn. D'Informatioune betreffend d'Zertifikater vu Formatioune vun de Chauffeuren, déi duerch eisen haitege Projet de loi viséiert sinn, ginn dofir och an dës national Datebank agebaut. Dës Date stinn domadder dann och deenen anere kompetenten Organismen an Autoritéiten an den europäesche Länner zur Verfügung.

D'CNPD, d'Commission nationale pour la protection des données, déi nieft der Handwierkerkummer an der Chambre de Commerce och en Avis zu dësem Projet de loi ofginn hunn, huet d'Fro gestallt iwwert d'Durée de conservation des données à caractère personnel. Et war schlussendlech awer net pertinent, esou eng spezifesch Durée an den Text ze setzen, well dës Donnéeë musse kënnen esou laang gebraucht ginn, wéi e professionelle Chauffer aktiv ass, respektiv esou laang en ee Fürerschäin huet. Mir musse jo sécherstellen, datt zum Beispill och all deene Persounen, déi hir Chauffersaktivitéiten eng Rei Jore fir aner berufflech Aktivitéiten ënnerbriechen, hir Zertifikater a Formatiounen net ze fréi aus der Datebank gestrach ginn.

Am Resümmee bedeit dat, datt d'Formatiounsdonnéeën, déi jo, wéi schonns erwäänt, an d'Datebank vun de Fürerschäinsdonnéeën integréiert ginn, in fine och automatesch mat deene gelëscht ginn.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis dräi Oppositions formelles gemaach, notamment zum Begrëff „activité principale", deen am Ursprongstext net uniform definéiert war. D'Parlament huet dës Oppositions formelles opgeschafft an dem Conseil d'État nei Propositioune gemaach. Dës Amendementer huet de Conseil d'État dunn a sengem zweeten Avis validéiert.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis nach eng Kéier hiren Avis aus dem Joer 2016

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

rappeléiert, wat de Finanzement vun der Formation continue betrëfft.

D'Chambre de Commerce, par contre, ass an hirem Avis méi speziell op déi nei explizitt Lëscht vun Exemptiounen agaangen, duerch déi et elo vill méi kloer gëtt, wéi eng Chauffeuren net vun der Direktiv respektiv eiser nationaler Gesetzgeebung betraff sinn.

Fir all weider Detailer an Informatioune verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Dëse Projet de loi gouf den 30. Juli 2019 deposéiert. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 10. Mäerz 2020 ofginn, mat dräi Oppositions formelles, wéi gesot. D'Kommissioun huet doropshin déi Amendementer un de Conseil d'État weiderginn, mat den Äntwerten, mat de Propositiounen. De Staatsrot huet dës Approche dunn a sengem Avis complémentaire vum 16. Juni 2020 guttgeheescht.

D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport, deen Iech hei elo virläit, an der Sëtzung vum 9. Juli 2020 ugeholl, an domat ginn ech och dann den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: Ech soe Merci dem Rapporter fir säi Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Ech probéieren, dat genausou schnell ze maache wéi mäi Virriedner, de Serge Wilmes, andeems ech dann och den Accord géif gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an natierlech och dem Rapporter villmools Merci géif soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee schréftleche wéi och dee mëndlechen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Virop dem Rapporter e ganz grousse Merci fir säi ganz gudden an och komplette mëndleche wéi och schréftleche Rapport. An ech ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Carlo Back da Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, hei geet et am Fong geholl ëm d'Emsetzung vun enger EU-Direktiv am Beräich vun der Verbesserung vun der Ausbildung vun de Camionschauffeuren an och vun de Buschauffeuren allgemeng. Ech mengen, dat kann een nëmme begréissen. An ech mengen, den ADR wäert och dësem Gesetzesvirschlag zoustëmmen.

Ech wollt awer nach just soen: Hei hu mer elo dat op der Strooss, mee et wier awer och net schlecht, wa mer dat op d'Eisebunn géife bezéien. Well d'Eisebunn, wann een hei a Lëtzebuerg fiert, huet ee säi Fürerschäin - de Maschinist - an a Frankräich oder an der Belsch huet een erëm een aneren. Och do wier et vläicht gutt, wann een eng Gesetzesinitiativ oder eng Initiativ op EU-Niveau géif huelen, fir dat ze harmoniséieren, sou wéi och bei dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir deen exzellente Rapport. Och mir Piraten wäerten eis Zoustëmmung ginn. A mir hunn eis och gefreet, dass iwwert d'CNPD an d'Datebank diskutéiert ginn ass, well eis dat och kuerz um Mo loung an do awer elo eng gutt, kompromëssbereet Léisung fonnt ginn ass.

Mir weisen awer nach eng Kéier drop hin, dass et am digitalen Zäitalter fir d'Sécherheet op der Strooss, déi eis jo alleguerte wichteg ass, ganz nei Méiglechkeete ginn, virun allem am Camionsverkéier, mat verschiddenen autonome Méiglechkeeten, déi ee kann op de Camion maachen. A mir triede sécherlech dofir an, dass europawäit esou Sécherheetssystemer wéi fir den doudege Wénkel oder fir d'Spuer ze halen an Zukunft wäerte verflichtend ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, mir bleift hei nëmmen den Deputéierte Merci ze soe fir déi breet Zoustëmmung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7462. Den Text steet am Document parlementaire 7462[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7462 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Serge Wilmes), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

7. 7520 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné

Deen zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7520 iwwert d'Förderung vum kombinéierte Wuerentransport. An hei ass de Rapporter vum Projet de loi déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary *(déi gréng), rapportrice*.- De Projet de loi 7520 geet ëm de Wuerentransport, fir dee vun der Strooss op d'Schinn an op d'Voies navigables ze kréien an duerfir Subventiounen auszebezuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru bal genee siwe Méint, den 11. Dezember 2019, huet déi nei EU-Kommissioun mam europäesche Green Deal en ambitiéise Programm virgestallt, mat deem d'EU bis 2050 soll klimaneutral sinn. An deem Kontext wäert och de Verkéierssecteur säi Bäitrag musse leeschten. De Verkéierssecteur mécht EU-wäit ronn ee Véirel vun den Zäregasemissiounen aus, Tendenz steigend.

Mam Green Deal - an dem Zil, fir d'Klimaneutralitéit bis 2050 ze erreechen - sollen d'Emissioune vum Transportsecteur an de kommenden 30 Joer ëm 90 % erofgesat ginn. An deem Kontext betount d'Kommissioun speziell d'Wichtegkeet vun enger séierer an däitlecher Émstellung vum europäesche Wuerentransport: fort vun der Strooss an hin a Richtung Zuch a Banneschëfffaart. Och den Transport combiné an d'Multimodalitéit ginn hei als wichteg Strategien erwäänt.

D'EU-Énnerstëtzung fir den Transport combiné geet zréck op eng Direktiv vum Dezember 1992 iwwert d'Festsetze vu gemeinsame Reegele fir bestëmmte Liwwerungen am Transport combiné tëscht Memberstaaten. Dës Direktiv ass a modifizéierter Form haut nach ëmmer a Kraaft.

Am Livre blanc iwwert d'Transportpolitik vun 2011 huet d'EU-Kommissioun sech d'Zil gesat, fir bis 2030 ronn 30 % vum Stroossewuerentransport, dee méi wéi 300 km transportéiert gëtt, vun der Strooss op aner Mëttelen eriwwerzeschiften, a bis 2050 souguer 50 % vum Stroossewuerentransport iwwer 300 km.

Wa mer eis Ëmwelt- a Klimaziler europawäit wëllen erreechen, muss et eis onbedéngt geléngen, beim Wuerentransport eng däitlech Verbesserung ze erreechen. De Wuerentransport ass ëmmerhi fir 40 % vun den Zäregasemissioune vum ganze Verkéiersberäich responsabel.

De Projet de loi vum Transport combiné, dee mer haut virleien hunn, ass e klengen, mee wichtegen Deel vun den Efforten, fir e méi nohaltege Wuerentransport hinzekréien an eebe méi Gidder vun der Strooss op d'Schinn an op d'Schëff ze kréien.

Vu datt et awer nëmme ganze seele méiglech ass, eng Wuer ganz mam Zuch oder mam Schëff vun A op B ze bréngen, spillt d'Strooss natierlech weiderhin eng wichteg Roll. Duerfir setze mir mat dësem Projet geziilt op d'Promotioun vum Transport combiné, dem kombinéierten Transport, fir datt déi betraffe Wueren awer fir e méiglechst klengen Deel per Camion a fir e méiglechst groussen Deel per Zuch oder Schëff transportéiert ginn.

2016 huet d'Chamber schonn en éischt Gesetz iwwert d'Promotioun vum Transport combiné gestëmmt. Domadder kritt d'Regierung d'legal Basis, fir mat staatleche Subventiounen d'Transporteuren ze encouragéieren, fir vum Transport combiné Gebrauch ze maachen an hir Wueren iwwer méiglechst laang Strecke mam Zuch oder mam Schëff, amplaz dee ganze Wee mam Camion, ze transportéieren. De Regimm vum 2016er Gesetz war allerdéngs op véier Joer limitéiert an ass réckwierkend vum 1. Januar 2015 bis zum 31. Dezember 2018 gelaf.

D'Zil vum haitege Projet de loi ass et deemno, dëse Régime de promotion quasi onverännert iwwer véier Joer weiderzefëieren. Déi betreffend Subventioune stellen eng direkt Staatshëllef duer, déi am EU-Bannemarché ganz strenge Restriktiounen énnerläit an déi jeeweils muss vun der EU-Kommissioun geneemegt ginn. Dat ass an dësem Fall den 8. Juli 2019 geschitt.

Och wéinst den EU-Virgaben ass den neie Regimm fir d'Period 2019 bis 2022 dem ale Regimm vun der Period 2015 bis 2018 ganz änlech. Déi eenzeg signifikant Ännerung betrëfft d'Mindestdistanz vum Transport combiné mam Schëff. Déi gëtt elo par rapport zum Gesetz vun 2016 vun 150 km op just nach 50 km erofgesat.

D'Durée vum neie Subventiounsregimm ännert net. Si ass och dës Kéier nees op véier Joer limitéiert a wäert sech réckwierkend op den 1. Januar 2019 applizéieren.

D'Subventioune fir den Transport combiné sollen net nëmmen zum Erreeche vun den EU-Klimaziler an -Transportziler bäidroen, mee och dozou, datt eis multimodal Infrastrukturen zu Beetebuerg an zu Mäertert, an déi an de leschte Jore vill investéiert ginn ass, besser genotzt ginn.

Et geet indirekt also och ëm d'Schafe vun ekonomeschen, sozialen an ekologesche Plusvaluen am Sënn vun Aarbechtsplazen, besserer Energieeffizienz, manner ëmwelt- a klimaschiedlechen Ofgasen, am Fall vun der Schëfffaart däitlech manner Kaméidi an insgesamt manner Camionen op der Strooss.

Lëtzebuerg huet e ganz besonneschen Interessi um Transport combiné, well mir an der EU eng zentral Lag hunn an eis an de leschte Jore geziilt an dësem Beräich mat deenen néidegen Infrastrukturen d'Moyene ginn hunn, fir dës Zort vun Transport a multimodal Déngschtleeschtungen unzebidden.

Den Transport combiné gëtt erméiglecht duerch genormt Containeren, déi souwuel mam Camion, mam Zuch oder mam Schëff transportéiert kënne ginn an domat méiglechst direkt vun engem Transportträger op een anere kënnen ëmgeluede ginn. Fir dëst Ëmlueden hu mir mëttlerweil, wéi grad schonn ernimmt, zwou grouss a modern multimodal Plattformen hei am Land: eng tëscht Beetebuerg an Diddeleng fir de Wiessel vum Camion op d'Eisebunn an eng am Mäerterter Hafen, wou souwuel vum Schëff op de Camion wéi och op den Zuch kann transbordéiert ginn, an natierlech och ëmgedréit.

Den Transportsecteur ass en héich kompetitive Secteur, wou Offer an Demande souwuel innerhalb vun den Transportmëttel wéi och tëscht den Transportmëttel de Präis bestëmmen. Den Transport combiné ass an deem Kontext noutgedronge méi deier, well all Ëmlueden den Transportfirmen zousätzlech Käschte verursaacht. Wa Wuere respektiv Containere vum Camion op den Zuch oder op d'Schëff mussen ëmgeluede ginn, geet Zäit verluer an et gëtt méi Personal a passend Plattforme mat Kranen etc. gebraucht. Besonnesch bei Strecken énner 300 km wierke sech dës Käschten um fräie Maart iwwerproportional als Wettbewerbsnodeel aus. Wat d'Distanze méi grouss sinn, wat den Énnerscheed méi kleng gëtt. An deem Sënn variéieren och déi proposéiert Subventiounen en fonction vun der Transportdistanz.

Fir den Transport combiné ze promouvéieren, ass eisen Haapthiewel deemno de Präis vum Transport. De Projet de loi ziilt drop of, fir déi spezifesch Méikäschten, dat heescht dee sougenannte Wettbewerbsnodeel, duerch eng direkt staatlech Bäihëllef ze kompenséieren.

Als Rapportrice wëll ech dann och nach e bësse méi am Detail op eenzel Dispositiounen an technesch Aspekter vum Subsidemechanismus agoen.

Eng éischt Prezisioun ass déi, datt nëmme kombinéiert Wuerentransporter vu sougenannten Unités de transport intermodal, ofgekierzt UTI, subventionéiert ginn. Konkreet heescht dat, dass dëse Projet den Transport vu standardiséierte Containeren, Këschten oder Semi-remorquë viséiert, déi als Gréisst mindestens enger internationaler „twenty-foot equivalent unit" entspriechen.

D'staatlech Hëllef gëllt souwuel fir den nationalen Transport combiné wéi och fir den internationale multimodalen Transport. D'Gesetz gesäit fir national kombinéiert Transporter per Eisebunn allerdéngs eng Mindestdistanz vun 20 km vir. Dat erlaabt och engem Transporteur, dee säi Container vu Beetebuerg op Mäertert, oder ëmgedréit, transportéiere léisst, an de Genoss vun dëse Subventiounen ze kommen.

Am Prinzip kann och all internationalen Transportservice mat Start oder Arrivée, dat heescht mat Ëmlueden, op enger vun eisen intermodale Plattforme vun der Subventioun profitéieren. Fir datt en internationale Gidderzuch eligibel ass, mussen awer mindestens 30 % vun den UTIen op enger vun deenen zwou Lëtzebuerger Plattformen ëmgeluede gi sinn. A fir datt en internationalen Transport combiné per Frachtschëff eligibel ass, muss d'Distanz mindestens 50 km sinn an och 30 % vum Schëff sengen UTIe mussen op enger vun deenen zwou Lëtzebuerger Plattformen ëmgeluede gi sinn.

D'Subventioun setzt sech aus enger Partie fixe an enger Partie variable, en fonction vun der Zuel vun intermodalen Transportunitéiten, zesummen a si variéiert dee Moment och nach jee nodeems, ob et ëm en nationalen oder ëm en internationalen Transport geet, an och jee nodeems, ob et ëm den Zuch oder ëm d'Schëff geet.

Beim nationalen Transport combiné per Gidderzuch ass de fixe Montant op 1.600 Euro festgeluecht an dee variabelen op 30 Euro pro UTI.

Beim internationalen Transport combiné per Gidderzuch variéiert de fixe Montant degressiv en fonction vun der Distanz: 1.600 Euro fir Transporter énner 400 km, 1.200 Euro fir Transporter tëscht 400 an 800 km a just nach 600 Euro fir Transporter iwwer 800 km. De variabelen Deel variéiert fir den internationale Beräich tëscht 10 an 30 Euro pro UTI, jee nodeems wéi komplizéiert d'Ëmlueden ass.

Beim internationalen Transport combiné mam Schëff kann eng fix Hëllef vun 3.600 Euro pro Frachtschëff an eng variabel Subventioun vun 30 Euro pro UTI ugefrot ginn.

Wéi ech schonns uganks erwäänt hunn, énnerläit dëse Regimm vu staatlecher Direkthëllef am Transportberäich der EU-Kontroll a gouf an allen Detailer kontrolléiert a validéiert. Mat Bléck op déi betreffend Artikelen am EU-Vertrag an d'Oplage vun der EU-Kommissioun mussen dës Hëllefe kloer Limitte respektéieren. Den Artikel 9 vun eisem Projet hält an deem Sënn Folgendes fest:

- de variabelen Deel vun Hëllef däerf net méi héich si wéi d'Méikäschten, déi duerch d'Notze vun der intermodaler Infrastruktur entstane sinn. Oder anescht gesot: Et gi maximal 100 % vun den Infrastrukturméikäschte rembourséiert,

- de fixen Deel däerf net méi wéi 50 % vum Differentiel vun den externe Käschten tëscht Strooss an Zuch respektiv Strooss a Schëff kompenséieren an

- d'Gesamtsubventioun däerf net méi wéi 30 % vum Gesamtkäschtepunkt vum Transport combiné ausmaachen.

Den Transporteur, dee Subventioune wëllt ufroen, muss dat jeeweils fir ee Joer maachen. En detailléierten Dossier ass jeeweils bis de 15. September eranzeginn, an zwar op Basis vun den definitiven Zuele vum éischte Semester an enger Previsioun fir d'zweet Semester. Ausser natierlech fir d'Joer 2019, do gesäit d'Gesetz als Date limite fir d'Demande ee Mount nom Akraafttriede vum Gesetz vir.

D'Operateure mussen uginn, ob se an der EU nach aner Hëllefen oder Subventioune fir déi betreffend Transportdéngschtleeschtungen ugefrot hunn. Well d'Aidë sinn zwar prinzipiell cumulabel, mee däerfen awer och am Cumul déi grad erwäänt Limitte vum Artikel 9 net depasséieren.

An als leschte Punkt wëll ech nach ervirsträichen, datt d'Operateuren, déi eng staatlech Hëllef wëllen, mat hirer Demande musse beleeën, datt se mat all hire Sozialbäiträg, hire Steieren an Taxen en règle sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif mäi Rapport dann ofschléisse mam Resümmee vun den Aarbechten.

De Projet gouf de 27. Januar 2020 an der Chamber deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum de 16. Juni 2020 an hat keng Opposition formelle. D'Kommissioun vun der Mobilitéit an den ëffentlechen Aarbechten huet de Projet an hirer Sitzung vum 2. Juli analyséiert. Nieft dem Staatsrot haten och d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce en Avis ofginn.

Eis Kommissioun huet de Rapport den 9. Juli eestëmmeg ugeholl a proposéiert deemno der Chamber, dëse Projet de loi unzehuelen.

Domadder wär ech dann um Enn vu mengem Rapport a géif heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt evidenterweis dëse Projet de loi, well en e klengt Stéck derzou bäidréit, de Frachtverkéier méi ekologesch auszeriichten, CO_2 anzespueren, eis zwou intermodal Plattformen effizient ze notzen, Aarbechtsplazen am multimodale Beräich ofzesécheren an eventuell neier ze schafen a méiglechst vill Wuerentransporter vun der Strooss ze huelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An als éischte Riedner ass nach eng Kéier den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Ech mengen, merci der Madamm Gary fir hire ganz komplette Rapport. Do bleift net méi vill ze soe wéi de Jo ze soen an d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. E ganz grousse Merci geet un d'Rapportrice, net fir hir Jungfernried heibannen, mee fir hire Jungfernrapport. Et ass näämlech hiren éischte Rapport an ech géif hir heifir felicitéieren, well ech fannen, si huet dat ganz gutt gemaach, souwuel hire schrëftleche wéi och hire mëndleche Rapport.

Et gëtt eigentlech net méi ganz vill heizou ze soen. Ech mengen, als DP begréisse mir natierlech all d'Efforten, fir d'Gidder erof vun der Strooss ze kréien an op d'Schinn respektiv op d'Schëff ze kréien. Dat ass net nëmme gutt, fir eise Verkéier ze entlaaschten, mee et ass och gutt fir d'Ëmwelt an et ass natierlech och gutt, fir eise ganze Logistiksecteur hei zu Lëtzebuerg opzebauen, wat natierlech jo eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass, fir dass mer eis do e staarkt Standbeen zu Lëtzebuerg setzen.

Vläicht nach ee Wuert awer, wat net an där heiter Diskussioun vergiess däerf ginn, dat ass: Wa mer probéieren, méi op d'Schinn ze kréien, da bedeit dat natierlech net nëmme Virdeeler, dat bedeit och deelweis Nodeeler. Ech denken u Barriären zum Beispill, déi da méi zou sinn, wa méi Giddertransporter fueren, a wou mer all Efforten natierlech mussen intensivéieren, fir alleguerten d'Barriären no an no awer ze suppriméieren.

An op där anerer Säit bedeit et och Kaméidi. Kaméidi net nëmmen duerch normal Persounenzich, mee haaptsächlech duerch dat, wouriwwer mer hei schwätzen, iwwer Gidderzich, wou mer all Efforte musse maachen, fir derfir ze suergen, dass och déi international Krittären hei respektéiert ginn.

Well et geet net nëmmen duer, wann déi national Gesellschaft, d'CFL, sech un all déi Krittären hält, mee et geet och drëm fir ze kucken, dass och d'internationaalt Zuchmaterial esou ekipéiert ass, wéi gesot, dass d'Lärmbelästegung esou kleng wéi méiglech ass. Dat natierlech nieft all den Efforten, déi och an Zukunft nach sollten intensivéiert ginn, wat d'Lärmschutzmauere sinn tëscht Wunngebidder an Zuchstrecken.

Ech krut och vun der Ëmweltministesch eng Äntwert iwwer sougenannt „rail dampers", dat heescht d'Dämpferen un de Schinne selwer, déi och dofir sollte suergen. Do soll et e Pilotprojet ginn hei zu Lëtzebuerg. Do wollt ech froen - vläicht weess de Minister dat, wann net, da kënne mer dat och gären eng Kéier an enger Kommissioun beschwätzen -, ob ee fir dee Pilotprojet vun deene „rail dampers" do vläicht schonn e Feedback huet. Wann net, kënne mer dat gären och eng Kéier einfach an enger Kommissioun kucken, ob do schonn e Pilotprojet realiséiert ginn ass, wat ugekënnegt gouf. Dat wier op alle Fall eppes, denken ech, besonnesch tëscht Wunngebidder an Zuchstrecke ganz, ganz Sënnvolles.

Dëst gesot, nach eng Kéier der Rapportrice e ganz, ganz grousse Merci fir hiren exzellente Rapport. An ech ginn och heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Den Här David Wagner huet nach d'Wuert gefrot. Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An der Rei. Merci, Här President. Jo, genausou wéi och 2016 wäerte mer dat heiten natierlech matstëmmen. Mir hate schonn deemools an der Debatt gesot, datt een awer misst oppassen, datt déi direkt Subventiounen ... Déi mer begréissen, well justement de Multimodal wichteg ass, fir dat ze ënnerstëtzen, fir justement och d'Eisebunn, den Transport iwwert d'Eisebunn respektiv och iwwert d'Schëff, dee méi ekologesch ass, fir deen ze ënnerstëtzen.

Allerdéngs soll dat net dat anert cachéieren, dat sinn déi indirekt Subventiounen, déi mer dem Stroossentransport ginn an deem Sënn, datt de Stroossentransport eis Infrastrukture benotzt an datt déi ofnotzen. Dat huet e Käschtepunkt. An natierlech awer och huet et en ekologesche Käschtepunkt. An dat ass och: Déi Internaliséierung vun deene Käschte vum Stroossentransport gëtt vun deenen allermannste Regierungen, mengen ech, an der Europäescher Unioun iwwerhaapt gemaach.

Et ass awer och esou, muss een awer feststellen - an dat ass e bëssen inquietant -, datt de Stroossentransport u sech an der EU zouhëlt, wann ech hei d'Zuele gesinn: 2011 louche mer bei 75 %, 2016 bei 76 %. Mee ech hunn nëmmen déi Zuele bis 2016. Et wier vläicht och interessant ze wëssen - vläicht huet de Minister déi Zuelen och -, wéi et sech weider entwéckelt huet. Mee mir hunn einfach e Problem och op internationalem Niveau, oder op europäeschem Niveau op jidde Fall, vun enger Ënnerentwécklung vun der Eisebunn. Dat huet warscheinlech eppes domadder ze dinn.

An da stellt sech jo och d'Fro vun de Käschte vum Stroossentransport, déi riskéieren, duerch verschidden technologesch Entwécklunge méi bëlleg ze ginn. Dat heescht, datt weiderhin de Stroossentransport kéint méi interessant bleiwen, wat natierlech net de Sënn an Zweck ass vun enger Politik, déi mir hei wéilte maachen.

Mee ceci étant dit, wäerte mer dat heite selbstverständlech ënnerstëtzen. An ech soen och menger Bänknopesch Chantal Gary Merci fir hire ganz extensive Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools merci, Madamm Rapportrice. Ech ginn den Accord vun der LSAP.

(Brouhaha)

Une voix.- Exzellent!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann der Madamm Chantal Gary Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot.

Et geet drëm, fir déi Saachen ze ënnerstëtzen, datt de Wuerentransport méi op d'Schinne kënnt. Mee ech fäerte ganz, d'Schëfffaart bleift do warscheinlech lénks leien, esou wéi meng Informatioune sinn. Mee trotzdeem gi mer eisen Accord zu dëser Gesetzesvirlag.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir den exzellente Rapport. An och mir wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir de Rapport an och fir déi grouss Zoustëmmung.

Ech wollt dem Här Hahn just soen: Dat wat en opgeworf huet, de Pilotprojet am Zesummenhang mam Kaméidi, mat deene sougenannten „dampers" do, dat ass net iwwerall méiglech ze maachen. An duerfir hu mir op Schallschutz zu Lëtzebuerg gréisstendeels gesat, well dat an eisem klenge Reseau och net ëmmer richteg ëmsetzbar ass. Et gëtt Pilotprojeten am Ausland, mee zu Lëtzebuerg gëtt et de Moment duerfir nach keen.

Da wëll ech dem Här Wagner soen: Ech deelen natierlech seng Meenung mat der Internaliséierung vun den externe Käschten. Dat kléngt ëmmer ganz gutt, mee ech wär nawell frou, wann ech och Propose krit emol vu lénks a riets, wat dat dann och heescht a wéi mer dat solle maachen. Well ech stellen ëmmer fest: Wann een dat proposéiert, da stinn ech meeschtens eleng zimmlech am Reen an der Landschaft; wann ech proposéieren, zum Beispill verschidden Taxen ze erhéijen oder verschidde Weeër ze goen, déi eeben déi berüümten Internaliséierung vun den externe Käschte mat sech bréngt.

Duerfir, dat kléngt gutt, mee wannechgelift, wann een esou Propose mécht, da gitt mer och e puer Iddien! Et gëtt der genuch an der Landschaft, déi ee këint envisagéieren, mee ech wéisst gär, wat fir eng datt Der gutt fannt, well dat ass ëmmer eng ganz aner Diskussioun.

Fir de Rescht mengen ech awer, datt dee Projet hei eis hëlleft, fir datt mer méi Gidder op d'Schinn kréien, haaptsächlech eeben, fir déi Käschten (veuillez lire: fir déi Käschten ze reduzéieren), déi et de Moment nach gëtt beim multimodale schinnegebonnenen Transport, vum Transbordement vun der Strooss zum Beispill, oder anere Saachen, op d'Schinn. An ech mengen, dat hëlleft eis awer, déi Iwwergangsphas ze bewältegen, déi mer brauchen, fir dee ganze Schinnereseau méi konkurrenzfäeg ze maachen, och ënner anerem par rapport zur Strooss.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7520. Den Text steet am Document parlementaire 7520[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7520 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7520 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Débat de consultation au sujet du service public dans les médias

Mir kommen elo zur Konsultatiounsdebatt iwwert den ëffentlechen Déngscht an de Medien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den Här Xavier Bettel, Kommunikatiouns- a Medieminister. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kann ech just ...?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kann ech just nach meng perséinlech Deklaratioun maachen? Dat ass déi, datt ech als Member vun dem Conseil d'administration vun der CLT-UFA, a fir all Diskussioun iwwer Conflit-d'intérêten ze vermeiden, net un der Diskussioun an net un engem Vott vun iergendenger Motioun wäert deelhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Den Här Gilles Baum freet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech géif mech als Member vum Verwaltungsrot mat där selwechter Ausso wéi senger dem Här Wiseler uschléissen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn lech och Akt vun Ärer Deklaratioun.

(Interruption)

Den Här Georges Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà, als ganz rezente Member vum CLT-UFA-Verwaltungsrot géif ech mech och uschléissen an och net hei deelhuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber hëlt och Akt vun Ärer Deklaratioun.

(Brouhaha général)

An dann huet den Här Bettel d'Wuert.

Exposé

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Debat vun haut féiere mer an enger Zäit, déi méi wéi ausserge-wéinlech ass. D'Welt an eis Aktualitéit ginn dominéiert vun engem Sujet, wou et ëm d'Gesondheet geet, ëm d'Wuel vun de Mënschen, ëm d'Krankheet, ëm d'Liewen an ëm den Doud.

Et kann ee sech d'Fro stellen: Ass et dann dee richtege Moment, fir an deem Kontext iwwert d'Mediepolitik ze diskutéieren, iwwert de Service public an de Medien, iwwert d'Press am Allgemengen?

Jo, Här President! Ech fannen, dass et grad och elo dee richtege Moment ass, fir déi Diskussioun ze féieren. Mir kréien an dësen Zäite virun Ae gefouert, wéi wäertvoll Informatioun ass, a besonnesch wéi wichteg, ech géif bal soen, wéi existenziell wichteg et ass, professionelle Journalismus ze hunn, deen och eng objektiv Berichterstattung mécht.

Ech sot et schonns am Kader vum Debat iwwert den Tëschebilan vun der Gestioun vun der Kris, dass den État de crise näischt ass, wat ee sech als Politiker wënscht, och als Regierung net. Et ass en Zoustand, deen net an eng westlech Demokratie passt. Ech woen och ze behaapten, dass mir zu Lëtzebuerg e Wee gewielt hunn, dee vertrietbar an och adequat war.

De Garant fir Demokratie ass eise Rechtsstaat. An eise Rechtsstaat fonctionéiert. Et ass eis Demokratie, déi net ausgehielegt ka ginn. An et ass déi fräi an déi kritesch Press, déi och de Fanger op d'Wonn leet, wann et muss sinn, an d'Leit eeben da grad informéiert an dann och opkläert.

De Service public an de Medien ass, wann ee sou wëllt, déi iewescht Kategorie vun enger onofhängeger Press. An der Definitioun, wéi se an der Publikatioun och vum Conseil de l'Europe beschriwwe gëtt, sinn den ëffentlech-rechtleche Radio an Tëlee e Medium, deen, egal ob en iwwer eng privat oder eng ëffentlech Gesellschaft assuréiert gëtt, eng Instanz ass, déi net aus pure kommerziellen oder politesche Motiver existéiert. Also lassgeléist vun

ideologeschen oder vu kommerziellen Iwwerleeungen. E soll déi ganz Gesellschaft versuerge mat enger breeder Offer un educativen, kulturellen, informativen Inhalter, déi eng sozial Dimensioun hunn, awer och mat engem Deel Ënnerhalung, also Entertainment, wéi et an der Beschreiwung och heescht. De Service public soll qualitativ héichwäerteg kënne schaffen, zur Diskussioun ureegen an och, an dat ass ganz wichteg, fir jiddereen accessibel sinn.

Déi Definitioun deelen ech zu honnert Prozent, Här President! An déi Iwwerleeung ass och d'Zil vun deem Prozess, dee schonn an der zoustänneger Kommissioun ugefaange gouf. An ech wëll och dem President vun der Kommissioun, dem Guy Arendt, Merci soe fir déi Echangen, déi ënner senger Presidentschaft an dëser Kommissioun stattfonnt hunn. Ech sinn dankbar nämlech fir déi heiansdo energesch, awer konstruktiv Echangen, déi mer och zesummen haten. A mir sinn och der Meenung, an ech mengen alleguerten, dass et e Sujet ass, wou et och vill Konsens justement iwwer d'Zilsetzung gëtt an dësem Haus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net, wéi wa mer elo eréischt géifen ufänken oder eppes wéilte kreéieren, wat et nach net hei zu Lëtzebuerg géif ginn. Mir hunn zu Lëtzebuerg souwuel am Radioberäich wéi och an der Tëlee e Service public, deen absolutt den internationale Krittären entsprécht an och vergläichbar ass mat deem, wat mer aus dem Ausland kennen.

Historesch gesinn ënnerscheede mer eis awer vun eisen Noperen a villen anere Länner op engem zentrale Punkt: Zu Lëtzebuerg gouf nämlech Pionéieraarbecht u sech vun enger privater Gesellschaft gemaach - déi am Fong d'Urgroussmamm ass vun der CLT, vun där jo elo verschidde Leit och geschwat hunn -, der Société luxembourgeoise d'études radiophoniques, an duerno duerch d'CLR, d'Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion, déi de 15. Mäerz 1933 hir éischt Emissioun aus der Villa Louvigny gesent huet. An de 50er Jore gouf schliisslech d'CLT gegrënnt an et war d'Gebuertsstonn vun der Televisioun zu Lëtzebuerg.

Reegelméisseg, wann een am Ausland ass, kritt ee gesot, wat RTL och fir vill Leit e Begréff war. An Zäiten, wou Europa an zwee gedeelt war, wor et e Radio vu Fräiheet. Dat heescht awer, den „L", „Radio Luxembourg" ass weltwäit bekannt gewiescht.

Radio Lëtzebuerg huet zanter senger Kreatioun am Fong och eng Zort Service public assuréiert. Wierklech eng Missioun gëtt et zanter 1961, an et war ëmmer de Prinzip, dass déi privat Gesellschaft d'Recht krut, verschidde Frequenzen ze exploitéieren, an am Géigenzuch e Programm fir Lëtzebuerg an och op Lëtzebuerger Sprooch gemaach huet an d'Noriichte respektiv Neiegkeete presentéiert huet. De Prinzip gouf och ufanks de 70er Joren op d'Televisioun iwwerdroen a war am Fong d'Grondlag vum Service public am Televisiounsberäich bis u sech 2017, wéi mer fir d'éischte Kéier eng deelweis aner Approche adoptéiert hunn, op déi ech och nach wäert zréckkommen.

An den 80er Jore koum d'Diskussioun iwwert d'Liberalisatioun vun de Frequenzen. Dat war hei am Land just déi ëmgedréiten Diskussioun am Fong wéi am Rescht vun Europa. Bei eis goung et net dorëms, de Marché opzemaache fir privatrechtlech Statiounen, mee fir eebe justement ëffentlech-rechtlecher, an domadder och, fir de Monopol vun der CLT respektiv vun RTL opzebriechen.

An deem Kontext war och eng Diskussioun iwwert d'Notze vun de Radiosfrequenzen, 100,7, wat schliisslech och zu der Kreatioun vun där Statioun mam selwechten Numm gefouert huet. Et sollt awer dauere bis den 19. September 1993, bis déi éischt Emissiounen och um 100,7 diffuséiert goufen. Also dat ass elo gläich 27 Joer hier. An de Radio huet sech och an där Zäit enorm entwéckelt.

Als Medieminister war a bleift den ëffentlech-rechtleche Radio fir mech en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Medielandschaft an ass haut och net méi ewechzedenken. Ech hunn 2014 déi éischt Diskussioune mat de Responsabele gefouert, fir den 100,7 nach méi professionell kënnen opzestellen an hinnen och méi Previsibilitéit ze ginn.

Ech erënneren drun, dass an der leschter Legislaturperiod fir d'éischte Kéier och eng pluriannuell Konventioun eeben ënnerschriwwe ginn ass fir iwwer dräi Joer. An dat war matten an enger Zäit, wou - ech wëll just drun erënneren - d'Budgete méi kuerz waren, mee mer gemengt hunn, dass am Presseberäich a virun allem hei fir den ëffentlech-rechtleche Radio net sollt de roude Bic ausgepaakt ginn. Am Kader vun där Konventioun ass de Budget vu ronn 5 Milliounen Euro op 6,1 Milliounen Euro pro Joer an d'Luucht gaangen. A mir hu schliisslech am Mäerz 2018 eng zweete Kéier och eng Konventioun ënnerschriwwen an dunn direkt fir fënnef Joer, dat heescht bis 2023, eis engagéiert. Am Kader vun deem Ofkommes goung de Budget nach eemol an d'Luucht.

Déi finanziell Mëttele vum 100,7 hunn esou evoluéiert, dass ee vu 4,8 Milliounen am Joer 2013 op 6,8 Milliounen um Enn vun dëser Legislaturperiod wäert an d'Luucht gaange sinn. Dat ass eng Hausse vu ronn 25 % bannent aacht Joer.

De Radio 100,7 huet sech och iwwregens zousätzlech Moyene ginn, fir d'Audienz méi grouss ze maachen, duerch eng nei Frequenz - 95,9 -, déi se am Juli 2017 kruten.

Et gouf am Oktober 2018 awer e puer Deeg virun de Walen eng Diskussioun an der Ëffentlechkeet mat zwee Haaptpunkten an zwou Haaptkriticken: eng Kéier déi vun der Gouvernance an eng Kéier déi vum Finanzement. Den 100,7 ass en Établissement public an do ass eng gewësse Prozedur virgesinn, wat notamment eeben d'Nominatioune concernéiert. An déi Bedenke kann ech och verstoen an novollzéien.

Et gouf an et gëtt awer keng Gefor fir d'Independance, wéi vu verschiddene Säite gefaart ginn ass. Dat huet och de Rapport vun der UER (ndlr: Union européenne de radio-télévision), dem Zesummeschloss vun den ëffentlech-rechtleche Medien, gewisen, déi an hirem Rapport iwwert den 100,7 festgehalen huet: „The current situation does not seem to affect ERSL's editorial independence negatively." Op der Säit 47, fir déi, déi et wëllen nosichen.

Och d'Chefredaktioun vum 100,7 ënnersträicht dat an hirer Chronik vum 2. Oktober 2018. An ech zitéieren: „D'Redaktioun vum 100,7 ass onofhängeg. An de leschte fënnef Joer gouf keen Afloss op eis journalistesch Aarbecht geholl a mir konnte frëi schaffen."

Et soll een awer net just Problemer léisen, wann et se gëtt, mee et soll een am Fong alles maachen, fir Problemer och ze verhënneren. An dofir sinn ech der Meenung, dass mer de legale Kader vum Établissement public de radiodiffusion socioculturelle sollen iwwerschaffen an och e Gesetz maachen, fir dee Service public fest ze verankeren.

An dobäi kann een iwwregens och diskutéieren, ob den Numm vum Établissement public dann och nach adaptéiert sollt ginn. Dobäi sollt ee weider Premisse festleeën. Ech denken do notamment un d'Fro vun der Gouvernance, déi d'Diskussioun lassgetréppelt huet. Ech ënnerstëtzen d'Demande fir méi Transparenz an och eng méi kloer Prozedur. Ewéi vun de Responsabele vum Radio a vun anere proposéiert gouf, deelen ech d'Aschätzung, dass de Prozess esou oppe muss sinn, wéi et nëmme méiglech ass.

De Conseil d'administration soll opgrond vu Profiller besat ginn, déi och an engem Gesetz souguer kënne festgehale ginn an am Fong duerch ëffentlech Ausschreiwunge dann och duerno kënne fonnt ginn. De Verwaltungsrot brauch eng kloer definéiert Missioun an d'Membere sollen och engem Code de déontologie ënnerleien, sou wéi et zum Deel och am Ausland d'Praxis ass.

Ech hunn och eng grouss Sympathie fir d'Beméiung, de Public méi anzebannen an eng Formule auszeschaffen, wou d'Auditeuren, dat heescht d'Zivillgesellschaft, hiren Input och kéinte liwweren. Ech sinn hei kloer fir e participative Prozess. An dat gëllt och fir d'Ausschaffe vun deem Gesetz selwer. Ech denken, dass mir déi Aarbechten, déi bis elo an der Kommissioun gemaach gi sinn, sollen notzen a weiderféieren, fir zesummen un engem Gesetz kënnen ze schaffen, dat och dee breetste Konsens an deem Haus hei ka fannen an och am Fong déi gréissten Ënnerstëtzung dobausse fënnt. An dat géif och selbstverständlech dann dem Service public ënnert d'Äerm gräifen an deen domadder och stäerken. Ech proposéieren, dass mir am Hierscht iwwer eng konkreet Propos vun engem Gesetz fir den 100,7 an der Kommissioun géifen diskutéieren.

Wat den ëffentlech-rechtlechen Optrag am Televisiounsberäich ugeet, ass d'Situatioun eng komplett aner. Mir hu keng eegen Tëleschaîne. Dat heescht, mir hu keng „100,7-TV", wann ee sou wëllt. D'Fro ass, an déi ass jo och gestallt gewiescht, ob et eventuell eng Pist wier, an déi Fro ass d'Regierung och ganz agnostesch ugaangen.

Mir hunn eis d'Fro gestallt: Wat géif dat bedeiten, wann een elo op de Wee géif goen an eng eegen ëffentlech-rechtlech Televisiounschaîne wéilt hei zu Lëtzebuerg kreéieren? Mir hunn eis ëmgekuckt an aneren europäesche Länner a probéiert, eeben den Iwwerbléck ze kréien iwwert den Opwand, d'Infrastruktur an och d'Käschten, wann dee Projet hei zu Lëtzebuerg misst ëmgesat ginn. Et ass schwiereg, déi verschidde Situatiounen och op Lëtzebuerg ze iwwerdroen. Mir sinn e Land mat ville Spezifissitéiten, well eleng schonn d'Gréisst a besonnesch och eeben d'Froe vun de Sproochen hei zu Lëtzebuerg och unique sinn.

Op där anerer Säit gëtt et awer, an egal wéi een et mécht, Fixkäschten, déi onofhängeg si vun der Zuel vun de méigleche Spectateuren. Dozou gehéiert natierlech d'Infrastruktur. Dozou gehéiert och d'Personal, mee awer och d'Lizenzen, d'Rechter, fir Emissiounen a sportlech Kompetitiounen och kënnen ze bréngen, d'Produktiounskäschte vun eegene Contenuen och, wéi Documentairen oder nach Serien.

Mir hunn eis verschidden europäesch Beispiller ugekuckt, wéi zum Beispill ARTE. ARTE ass jo eng binational Initiativ, eng bilingue ëffentlech-rechtlech Televisiounschaîne, déi jo och déi däitsch an déi franséisch Regierung do ënnerstëtzen. Dat heescht, ARTE huet am Fong (veuillez lire: Dat heescht, Lëtzebuerg hätt am Fong) déi selwecht Defien, wann een hei zu Lëtzebuerg eng Tëleeschaîne och géif wëlle kreéieren, wéi dat hei och de Fall da kéint sinn, wéi elo ARTE se kannt huet. Eleng fir de Programm zejoert gouf et e Joresbudget bei ARTE vun 137,6 Milliounen Euro, deen zu 95 % duerch ëffentlech Gelder finanzéiert gëtt.

Doriwwer eraus muss een och soen, dass et schwéier ass virauszegesinn, wéi de Medium Tëlee sech an deenen nächste Jore weiderentwéckelt. Ech wëll just nach drun erënneren, dass mer virun e puer Wochen hei eng Diskussioun eeben haten doriwwer, wéi haut d'Tëlee gekuckt gëtt. Wéi se gëschter gekuckt ginn ass, wësse mer. Wéi se haut gekuckt gëtt, wësse mer bal, a wéi se muer gekuckt gëtt, wësse mer am Fong nach net.

Mir gesi schonn elo eng staark Mutatioun vun de klassesche Produktiounen op nei Forme vun der Gestaltung am audiovisuelle Beräich, op eng am Fong vill méi digital Veraarbechtung, déi och manner Infrastrukturen néideg huet. Do wier et elo kaum ze vertrieden, eng ganz nei Infrastruktur mat groussem Opwand opzeriichten.

Mir sinn der Meenung, dass de Modell, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg hunn, zu dësem Moment och adaptéiert ass an nach ëmmer déi bescht Léisung ass. An dofir plädéieren ech och derfir, fir déi Konventioun, déi mat RTL besteet, ze verlängeren, och wann ee se am Detail muss nei gestalten, an dat och an aller Transparenz an och am Austausch mat der zoustänneger Chamberskommissioun.

Et gëtt an deem Kontext och ëmmer d'Fro vum Accès op all d'Dokumenter, déi nees opkënnt an déi ech kuerz wéilt beliichten. Et ass wichteg, en Ënnerscheed ze maachen, wou probéiert gëtt - ech weess net, ob absichtlech oder net absichtlech -, vill Vermëschungen awer ze maachen.

D'Situatioun ass nämlech déi hei: Et gëtt RTL Group. Dat ass eng privatrechtlech Gesellschaft, wou Bertelsmann iwwer 75 % vun de Parten hält. An de Rescht ass en Actionnariat dispersé. Zur RTL Group gehéiert och d'CLT-UFA, an dat zu iwwer 99,7 %. De Staat selwer huet weeder an där enger nach an där anerer eng direkt oder eng indirekt Participatioun, sou wéi verschidde Leit jo ëmmer probéieren, dat dobaussen awer duerzestellen.

Mir sinn also net Aktionär bei RTL, wéi et dacks ze liesen ass. E Lien mam Staat gëtt et awer, an dat op zwee Niveauen. Et besteet éischtens e Konzessiounsvertrag an zweetens gëtt et eng Konventioun. De Konzessiounsvertrag ass e Kontrakt iwwert d'Notze vun nationalen an internationale Frequenze vu Lëtzebuerg. Graff resüméiert ass hei festgeschriwwen, wéi eng Frequenzen ënner wéi enge Konditioune kënne genotzt ginn. Dat betréfft och déi international Frequenzen, zum Beispill fir Holland oder d'Belsch.

Déi aktuell Konzessioun leeft jo bis 2020 an ass am Mäerz 2017 fir eng weider Period vun zéng Joer verlängert ginn, also bis 2030. Dat ass en Dokument mat Informatioune vu kommerziellem Interêt vun enger privatrechtlecher Gesellschaft.

Donieft gëtt et, wéi gesot, eng Konventioun tëschent dem Staat an RTL iwwer eng Mission de service public am audiovisuelle Beräich. Dat ass dee Volet, iwwert dee mer och haut hei schwätzen. Déi Konventioun leeft den Ament bis 2020. A mir hunn am Mäerz 2017 och en neit Ofkommes ënnerschriwwe fir eng Period vun 2021 bis 2023.

Dir erënnert Iech, dass et och deemools am Virfeld en Debat hei an dësem héijen Haus ginn ass. Déi Konventioun, déi mer 2017 also ënnerschriwwen hunn, ënnerscheet sech dofir och scho weesentlech vun deene Versioune virdrun, an dat op deene Punkten, déi ech Iech elo enuméréieren.

Et ass fir d'éischte Kéier, dass de Staat eng Direktbedeelegung um Defizit garantéiert, déi d'Televisioun zu Lëtzebuerg mat sech brëngt, plafonéiert op zéng Milliounen Euro pro Joer. Den Hannergrond gouf deemools och an d'Déift diskutéiert. Fréier gouf et eng Zort Contrepartie fir RTL fir déi international Frequenzen, déi se genotzt hunn an déi se och konnten exploitéieren, ouni mussen eng Redevance ze bezuelen, a si hunn dofir och eisen Televisiounsprogramm als Echange integral iwwerholl. Am Zäitalter vu Kabel an Internet ass de Wäert am Fong vu Laang-, Kuerz- a Mëttelwellen awer natierlech ganz staark erofgaangen, soudass de Staat sech dowéinst och un deem Defizit bedeelegt huet.

Déi Konventioun, déi 2021 a Kraaft trëtt, ënnerscheet sech awer och um Punkt vun de Konditiounen, wat d'Qualitéiten an och d'Ufuerderunge betréfft. Déi deontologesch Exigenze sinn nämlech preziséiert ginn. An et ass en neie Gremium geschafe ginn, deen an Zukunft mat driwwer waacht, dass déi Ufuerderungen och agehale ginn. D'Chamber ass do, wéi Der wësst, och an dem Gremium virgesinn. A mir wäerten och deemnächst, Här President, un d'Chamber eruntriede mat der Demande, e Vertrieder ze nennen, fir d'Parlament an deem Gremium ze vertrieden.

Nei ass awer och déi méi crossmedial Approche. An der Vergaangenheet an och nach dëst Joer ass déi Konventioun komplett an eenzeg op d'Tëlee konzentréiert. Dowéinst wor et fir eis wichteg: ab 2021. Och wann et d'Obligatioun am Radio war, zum Beispill wat d'Iwwerdroe vun Evenementer betréfft, mee soss ass et eng Mission de service public am Televisiounsberäich. Mir sinn awer der Meenung gewiescht, dass zemools den Internet en Deel vun der Tëlee och ginn ass. An dofir hu mer och vun 2021 un eeben dat Ofkommes mat RTL, wat den Internet betréfft.

Elo geet et also drëms, déi Konventioun nei ze verhandele fir d'Period no 2023. Ech sinn der Meenung, dass mer dat nees op dräi Joer sollen ausriichten an och nach eemol dat op de Leescht sollen huelen, wat déi eenzel Aspekter an Ufuerderungen betréfft. Dozou gehéiert beispillsweis déi crossmedial Approche. Et gehéieren Obligatiounen dozou, wat eethesch an deontologesch Aspekter eebe betréfft, d'Ligne éditoriale, awer och aner Elementer, déi zu engem Service public gehéieren.

Wat de Finanzement betréfft, bleiwen ech der Meenung, dass dee Modell, wéi mer en 2017 elo festgeluecht hunn, e gudde Modell ass. De Support vum Staat, fir den Defizit mat opzefänken, nodeems en déifgräifenden Audit gemaach gouf, ass nämlech deen transparentste Wee, dee mer hei och kënnen hunn.

Fir eng generell Transparenz kënnen ze garantéieren, engagéiere ech mech och, dee Prozess reegelméisseg bei Iech, Här Kommissiounspresident, an der Kommissioun kënnen ze presentéieren.

Ech wéilt nach e Punkt ënnersträichen, wat de Finanzement concernéiert, souwuel vum 100,7 wéi och vun der Televisioun. Mir hunn Iech jo en Dokument zoukomme gelooss - Här President, mir haten et an der Kommissioun a mir haten och eng Diskussioun d'lescht Woch, eebe well mer der Meenung waren, dass et wichteg ass, d'Situatioun, wéi se am Ausland och ass a wéi déi verschidde Situatiounen och sinn iwwert de Finanzement an eeben och vun de Service-publicken, fir déi genau kënnen ze erklären - mat enger Rëtsch vu Froen.

An do wor och d'Fro vum Finanzement - Finanzement awer vum Service public! Zum Beispill: Mir si wierklech der Meenung, dass mer hei am Land keng Redevance sollten aféieren, sou wéi dat a verschiddenen anere Länner och de Fall ass.

Wéi ech et schonn ënnerstrach hunn, si mer der Meenung, dass de Service public fir jiddwereen och accessibel muss sinn. Et dierfen also méiglechst keng Hürde gi fir den eenzele Bierger, an och virun allem keng finanziell Hürden, dass een dann op eng Kéier net méi informéiert ka ginn, well ee sech dat am Fong net leeschte kann.

Am selwechte Sënn soll de Service public och der Sproochesituatioun ugepasst ginn. Deemno soll een och ganz oppen driwwer diskutéieren, ob zousätzlech zum Programm op reng Lëtzebuerger Sprooch de Staat net och d'Aufgab huet sécherzestellen, dass och Memberen vun anere Sproochgemeinschaften net vernoléissegt ginn. Ech plädéieren deemno derfir, dass ee sech och déi néideg Moyene gëtt, fir dat an Zukunft ze verbesseren an den audiovisuelle Service public och méi breet opzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech nach drop hiweisen, dass mer enger Demande, déi et an der Kommissioun gouf, fir och alternativ Medien am Radios- oder Téleesberäich ze ënnerstëtzen, duerch en anere

Projet Rechnung gedroen hunn, deen haut net um Ordre du jour steet, mee deen Regierung d'viregt Woch deposéiert huet. Dat ass d'Gesetz iwwert d'Pressehëllef, just fir dat awer ze abordéieren, well déi Fro bei Iech an der Kommissioun och abordéiert ginn ass. Et ass nämlech eng déifgräifend Reform jo, déi mer och domat maachen, an der Approche, awer och an der Zilsetzung. Et gëtt wierklech och op de professionelle Journalist fokusséiert. Mir wëllen dee Pluralismus, ob privat- oder ëffentlech-rechtlech, selbstverständlech och zu Lëtzebuerg stäerken.

Fir dat méiglechst breet ze maachen an och d'Aarbecht vun deene klenge Medien ze valoriséieren, well déi Fro och bei Iech opkomm ass, wollt ech Iech soen, dass mer och fir déi ganz Éditeurs citoyens eppes virgesinn hunn an deem Text. Mee dofir, et passt net hei an deen Debat vun haut, mee well déi Fro och opkomm war, ass et awer fir eis och wichteg, dass déi och déi néideg Ënnerstëtzung kréien.

Eis grondsätzlech Approche, souwuel, Här President, bei der Reform vun der Pressehëllef wéi och bei der Reform, der Reorganisatioun vum Service public, ass déi nämmlecht: Mir wëllen e staarken, mir wëllen en onofhängege Journalismus a mir wëllen eng breet Offer fir déi ganz Populatioun hunn, well dat ass e wichtege Pilier vun enger Demokratie an hëlleft och, den Zesummenhalt vun onser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- „Et gëtt keng Fräiheet ouni Fräiheet vun der Press." Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net ganz kloer, vu wiem dëst Zitat kënnt, mee et ass richteg!

Ouni fräi Press gëtt et keng Fräiheet vun der Ried, keng Fräiheet vum Denken a keng Fräiheet vum Debat. Ouni fräi Press gëtt et keng Fräiheet an eiser Demokratie. Well den Treibstoff vun eiser Demokratie - an dat mierke mir och grad elo an der Coronakris an am État de crise, dee mer haten -, dat ass d'Informatioun, dat sinn d'Fakten an dat ass d'Wëssen. Mir stinn haut an enger Revolutioun vun de Medien. Et geet ëm d'immediat Vernetzung vun der Informatioun, mee och ëm d'Desinformatioun an déi berüümt Fakenews. Vum Hatespeech op de sozialen Netzwierker guer net ze schwätzen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo dräi Joer hier, dass mir op dëser Plaz iwwert d'Zukunft vun de Medie geschwat hunn. Abee, an de leschten dräi Joer huet sech och eis Mediewelt vill méi séier gedréit. A mir mierken dat selwer all Dag. Mir consomméieren alleguerten, oder bal alleguerten, eis Medie ganz aneschters wéi fréier. Op eisem Smartphone, dee mer an der Täsch droen, hu mir Dausende vu mediale Plattformen, an dat wierklech an alle Formen, well am Digitalen, do verschmëlze jo Print, Radio a Video. Mee mir däerfen als Politiker, an iwwregens och als Bierger, net de Feeler maachen, fir eis eleng op dës Form ze konzentréieren, well entscheedend bleift nach ëmmer de Fong!

Duerfir brauche mir och an Zukunft dëse Service public an de Medien, an zwar méiglechst breet opgestallt, an dat op alle Kanäl, a grad och op eise Smartphonen. Well, wéi gesot, eise Mediekonsum huet sech jo rasant geännert. Haut sicht sech de Konsument déi Noriichten eraus, déi e wëllt oder brauch, an dat bei deem Medium, dat e wëllt, an ënnert der Form, déi e wëllt. De klasseschen Zeitungslieser oder deejéinegen, deen en Owend virum Fernsee verbréngt, ouni hin- an hierzezappen, dee verschwënnt ëmmer méi.

Dat kann een elo gutt fannen oder schlecht fannen, mee all Mediepolitik muss mat engem objektive Bléck op d'Wierklechkeet vun de Leit ufänken. Wat net heescht, dass eng responsabel Mediepolitik net och Afloss op d'Verhale vun de Leit hätt, well et geet ëmmer an zwou Richtungen: D'Medie veränneren d'Verhalen, mee d'Verhale verännert och d'Medien. Et ass déi faméis Wiesselwierkung tëschent Offer an Demande, mee d'Offer muss dann och stëmmen.

A grad hei kënnt de Service public an d'Spill. An domadder mengen ech kee verstëbste Service public als Ladenhüter. Nee! En neien, flotten, attraktive Service public, deen zwar keng kommerziell Konkurrenz fir déi privat Medien dierf sinn, mee awer duerchaus e weesentleche Player an engem positiven a complementairë Wettbewerb um Fong. Well Fong a Qualitéit mussen net forcement langweileg sinn. Och e gudde Fong kann a muss gutt verpaakt sinn.

An anere Wierder: Eise Service public muss, wann e wëllt eng Zukunft hunn, wann e wëllt konkurrenzfäeg sinn, och aus där heiansdo vill ze vill elitärer Nisch eraus, an där e gefaangen ass. An ech soen domadder net, dass e muss d'selwecht gi wéi all déi aner och. Mee säin Zil muss et sinn, fir attraktiv fir méiglechst vill Lieser oder Nolauschterer oder Nokuckerten ze sinn, well och déi bescht Qualitéit brauch eng gutt gemaachte Verpakung an eng gewësse Masse critique.

Fakt ass, Här President, dass all eis Medien, och déi vum Service public, sech den neie Gewunnechte mussen upassen. Si mussen hir Inhalter ënner neie Formen ubidden.

An nach eemol: Dat heescht net manner, mee méi Qualitéit wéi virdrun! A grad hei muss de Service public mam gudde Beispill virgoen, well d'Etüde weisen nämlech alleguerten, dass de Mediekonsum vun eis alleguerten ëmmer méi séier gëtt, mee e gëtt och ëmmer méi bëlleg. De Verbraucher ass net méi onbedéngt bereet, fir fir Informatiounen nach vill ze bezuelen. E konsuméiert d'Informatioune souzesoen „on demand". A wann dann d'Offer och nach fragmentéiert ass an de Publicitéitsmarché abrécht, jo, da si mer mam sougenannte Mediestierwe konfrontéiert. A wann d'Medie verschwannen, ass och d'Gefor grouss, dass Stécker vun eiser Demokratie verschwannen.

An dat däerf net ze sinn. An duerfir bleift och hei de staatlechen Agréff fir eng méiglechst grouss Pluralitéit vun eiser Medielandschaft richteg a wichteg.

Här President, och d'Offer un Informatiounen huet geännert. Fréier gouf et Zeitungen, Radio an Televisioun. Den Inhalt vun den Noriichte war meeschtens dee selwechten, mee jee no Medium gouf en duerch deen een oder een anere Brëll gekuckt an dann och deementspriechend agepaakt.

Haut ka jiddereen Noriichte maachen, oder zumindest Saachen, déi wéi Noriichten ausgesinn, well Journalismus ass och ee Metier, deen ee léieren a beherrsche muss. Och hei muss de Service public nei Zeeche setzen. Grad en Internetzougang geet oft schonn duer, fir vermeintlech Informatiounen ze produzéieren, mat méi oder manner spatzer Fieder. An och Podcasten oder Videoen oder wat soss och ëmmer, dat kann haut jiddwereen op den Internet setzen a jidderengem fräi zougänglech maachen. A souguer mat enger Kamera vun engem Smartphone ass et haut méiglech, Filmer selwer ze dréien an och op den Internet ze setzen, well all Smartphone ass jo u sech och eng kleng Drockpress, déi mir an eiser Täsch hunn. Et ass e klengen Tounstudio a souguer e klenge Videostudio. A fir eis Damme passt en och nach ganz praktesch an d'Posch eran.

Mee de Problem ass: Vill Leit hale sech dobäi net onbedéngt un d'Wourecht. Och fräi erfonnt Noriichten oder Geschichte kënne sech als Noriichte verkafen. Grad eng renomméiert däitsch Wochenzeitung huet dës batter Erfarung musse maachen. An duerch déi ëmmer méi grouss Vernetzung ginn och Onwourechte vill méi séier verdeelt, wéi dat nach mat enger normaler Zeitung de Fall war. Och op dës Entwécklung muss de Service public reagéieren. A grad an dësem Kontext ass erëm de Mediepluralismus wichteg, geneesou wéi qualitativ héichwäertege Journalismus, dee recherchéiert an iwwerpréift an och emol d'Geschicht hannert der Geschicht opschafft. An dat alles gëtt et net zum Nulltariff.

Wann e Staat wëllt ënnerstëtzen, dass seng Bierger e fräien Zougang zu richtegen Informatioune kréien, dann huet dëse Staat all Interêt, de sougenannte Service public an de Medien ze ënnerstëtzen.

Mee wat bedeit dann elo de Service public an de Medien an aus wat besteet dëse Service public an de Medien iwwerhaapt? Wa mir d'Definitioun vum Service public kucken, sou wéi e vun der Regierung definéiert gëtt, da besteet de Service public aus dräi Elementer: informéieren, eduquéieren an ënnerhalen.

D'Regierung berifft sech am Dokument, dat si zesummegefaasst huet, fir den Debat vun haut virzebereeden, bei dëser Definitioun vum Service public op d'BBC, déi an den 20er Jore vum leschte Jorhonnert gegrënnt gouf an där hir Missioun esou definéiert ass.

De Conseil de l'Europe léisst de Memberstaaten d'Méiglechkeet, de Service public esou ze definéieren, wéi si dat fir richteg halen. D'Unesco huet eng änlech Definitioun vum Service public an de Medie wéi d'BBC a baséiert sech op d'Informatioun, d'Educatioun an d'Ënnerhalung. Si geet awer nach e bësse méi wäit a weist op véier Krittären hin, déi hëllefe fir ze gesinn, ob de Service public, dee vun audiovisuelle Medien erwaart gëtt, och senger Missioun gerecht gëtt.

Als CSV kënne mir eis dëse Krittären uschléissen. Mee ier ech op dës Krittären ze schwätze kommen, just nach e kuerzt politescht Wuert zur Definitioun. Zentral ass hei wierklech de Servicegedanken um Bierger, well Informatioune si kee Privileeg, mee et ass e Grondrecht vun all Bierger. An dat selwecht gëllt och fir eng gutt gemaach Ënnerhalung.

An hei musse mir och déi al Trennung zwëschen „U" an „E" (ndlr: Unterhaltung an Ernst) iwwerwannen. Gutt Ënnerhalung ass och Informatioun. A gutt Informatioun ass och Ënnerhalung. A wat d'Erzéiung an d'Eduquéieren ugeet, do wëll ech direkt soen: Jo, mee net mam Zeigefanger an net wéi fréier am „Telekolleg" op den drëtten däitsche Programmer. Och Educatioun muss Spaass maachen. An och hei hu mer nei Méiglechkeete vun digitaler Vernetzung an Interaktioun, an och grad beim Homeschooling, dee vill méi ka si wéi just „Teams" a Blieder am PDF-Format.

Mee zréck bei d'Krittäre vun der Unesco, déi hëllefe fir ze gesinn, ob de Service public senger Missioun gerecht gëtt. Éischtens: d'Universalitéit. All Awunner vun engem Land muss e fräien Zougang zu de Medien hunn, déi de Service public assuréieren, an dat net just an der Theorie.

Als CSV soe mir, dass een hei muss méi wäit goen. All Bierger, egal wou en an der Welt ënnerwee ass, muss kënnen op d'Lëtzebuerger Medien zougräifen, a virop natierlech och an eiser Groussregioun, wou jo och vill Lëtzebuerger wunnen. Oder och Wal-Lëtzebuerger, déi bei eis schaffen an eis an dëser Kris vill gehollef hunn!

D'Inhalter musse vun de Medien iwwer verschidde Plattformen ugebuede ginn. Eleng de Radio an de Fernsee ginn net méi duer. Ëmmer méi Leit informéiere sech iwwer Internet. An hei ass d'Presenz vun de Medien, déi de Service public ubidden, primordial. Mir brauchen ee Service public, deen an der Form genausou flexibel ass wéi déi privat Medien. An ech soen an der Form, net um Fong!

Zweetens: D'Diversitéit muss da garantéiert sinn, souwuel wat d'Programmer ugeet wéi de Publikum, dee viséiert ass, an d'Sujeten, déi behandelt ginn. Fir eis als CSV ass et wichteg, dass den Usproch un d'Qualitéit vun de Programmer héich ass. Héich, mee net opgesat elitär, well e Service public muss fir jiddereen do sinn. E Service public muss u sech e Service universel sinn, well just dann ass och eis Demokratie universell.

Drëttens: Onofhängegkeet vun engem kommerziellen Drock respektiv Onofhängegkeet vun der Politik. All Informatioun, Iddi, Opfaassung, Kritik muss kënne fräi zirkuléieren. Dat ass an engem klenge Land mat engem entspriechende Mikrokosmos wéi Lëtzebuerg net ëmmer einfach. Mee grad duerfir musse mir besonnesch oppassen, och wat eng breet an onofhängeg Ligne éditoriale vun engem Service public ugeet: Déi muss nämlech faarweblann sinn, egal wie grad an der politescher Majoritéit ass.

Véiertens: D'Spezifissitéit, déi bedeit, dass de Service, deen ugebuede gëtt, sech kloer an däitlech soll vum Service ënnerscheeden, dee vu Medien ugebuede gëtt, déi kee Service public assuréieren. Dëst bedeit awer net, dass nëmme sollen Emissiounen ugebuede ginn, déi aner Medien net ubidden, oder just e Publikum soll viséiert ginn, dat net vun anere Medie viséiert gëtt. Et geet net drëm, fir Nischen ze besetzen, déi kommerziell Medien net besetzen, well et sech net rentéiert. Et geet drëm, fir Saachen anescht ze maachen, an dat ouni een auszeschléissen.

Fir d'CSV-Fraktioun bedeit dëst, dass de Service public esou villfälteg muss si wéi säi Publikum, deen e viséiert. All sozial Schicht an all Alter mussen en Zougréff hunn op de Service public. An dësen Zougréff muss ouni Barriäre méiglech sinn.

An dësem Zesummenhang ass et och wichteg, op d'Roll hinzeweisen, déi vill kleng regional, kommunal oder lokal Senderen erfëllen, well hei brauche mir och op eisem klengen Territoire eng geografesch Diversitéit. An ech schwätzen hei net nëmme vum Radiosender, mee och zum Beispill vun Nordliicht TV. Si beriichten iwwer lokal Evenementer a sinn och Ulafstell fir Jonker, déi sech fir d'Medien interesséieren a spéider eventuell an dësem Beräich wëlle schaffen.

(Interruption)

Si ginn hei ausgebilt a maachen hir éischt Schrëtt an der Mediewelt. An och vill Schoulklasse benotzen hire Studio, fir éischt Kontakter mat der Mediewelt ze kréien.

Da kommen ech zum Theema vun de Sproochen. Wa mir vu Pluralismus an eiser Gesellschaft schwätzen, ass och d'Fro vun der Sprooch grad zu Lëtzebuerg wichteg. Mir sinn der Meenung, dass souwuel den 100,7 wéi och den RTL-Radio an d'RTL-Televisioun gréisstendeels sollen op Lëtzebuergesch bleiwen. Lëtzebuergesch ass fir eis d'Integratiounssprooch hei am Land. A fir eis bleift dës Sprooch wichteg.

Eng Sprooch ass och wichteg, fir sech mat sengem Radio oder sengem Fernsee ze identifizéieren. A fir kee Sproochestaccato ze hunn, bei deem d'Leit sécher séier géifen ewechzappen, ass et wichteg, fir bei enger Sprooch ze bleiwen.

Op där anerer Säit muss de Service public awer och der Realitéit Rechnung droen, dass bal d'Hallschent vun den Awunner hei am Land kee Lëtzebuergesch schwätzen. Si hunn awer och e Recht op e gudde Service public. Wa mir wëllen, dass d'Leit un eisem Liewen hei am Land deelhuelen, wa mir si erreeche wëllen, wat grad fir d'sozial Kohäsioun an eisem Land extreem wichteg ass, da musse mir iwwer méi Sprooche schwätzen. Wa mir wëllen e Service public ubidden, dee sou breet wéi méiglech opgestallt ass, musse mir eis d'Fro stellen, wéi mir un déi Leit erukommen, déi eis Sprooch net schwätzen. Als CSV kënne mir eis virstellen, dass verschidde Sproochen zu festen Zäiten ugebuede ginn an dass dëst dann och esou an enger Grille des programmes definéiert ass.

Mir kënnen eis awer och virstellen, dass d'Méisproochegkeet souzesoen „on demand" méiglech ass. Firwat net verschidde Bäiträg iwwer Podcasten oder Video on demand an anere Sproochen ubidden? De Verbraucher ka sech dann eraussichen, a wéi enger Sprooch hie wéi ee Bäitrag lauschtere wëllt, well souwisou ginn d'Medien an d'Richtung, datt jidderee mëttlerweil mat sengem Telefon oder sengem Computer säin eegene Programmdirekter ass.

Mee d'Offer muss stëmmen a si muss virun allem fräi verfügbar sinn. An hei musse ganz kloer Reegelen opgestallt ginn, wat a Form vu Podcasten oder Videoen oder sou weider a wéi enge Sproochen ugebuede gëtt. D'Sproochen, déi benotzt ginn, mussen och kloer an enger eventueller Konventioun definéiert ginn, wa mer dann eng Konventioun fir de Service public maachen.

Eng weider Méiglechkeet, déi mir als CSV-Fraktioun gesinn, ass d'Iwwerleeung vun der ALIA, der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Si schléit vir, haaptsächlech beim Radio de Service public op méi Schëlleren ze verdeelen. Sou kënne si sech virstellen, dass zum Beispill de Radio ARA, deen och op Englesch sent, de Radio Latina fir déi portugisesch Sprooch oder den Essentiel Radio fir d'franséisch Sprooch verschidden Elementer vum Service public kéinten ausüben. Dës missten natierlech kloer definéiert ginn. An et missten och Krittären opgestallt ginn, wéi eng Remuneratioun dovunner kéint ausgesinn. Mee um Enn muss de Service ëmmer stëmmen. An de Service public muss och wierklech dee Publikum viséieren an net just en Alibi sinn.

Här President, wat d'Organisatioun vun de Medien, déi de Service public assuréieren, ugeet, esou hu mer hei zu Lëtzebuerg zwee parallell Systemer. Mir hunn engersäits de Radio 100,7, de „soziokulturelle Radio", sou wéi en am Gesetz genannt gëtt, mee en ass awer besser bekannt ënnert dem Numm „100,7", well dat d'Frequenz ass, op där e gesent gëtt. Dat ass e Radio, deen, wéi gesot, iwwert d'Gesetz iwwert d'elektronesch Medie geschaf gouf, an et ass en Établissement public an e gëtt exklusiv iwwert de Staatsbudget finanzéiert. An dann hu mer op där anerer Säit den RTL Group mat der CLT-UFA, déi soll e Fernseeprogramm a lëtzebuergescher Sprooch assuréieren. An dat ass dann eeben e kommerziellen Ubidder, an de Staat huet sech engagéiert, fir en Deel vum Defizit ze decken.

Wat d'Gouvernance vun de Medien ugeet, déi de Service public assuréieren, esou soll hir Onofhängegkeet garantéiert sinn, souwuel par rapport zum Staat wéi och par rapport zur Politik oder och par rapport zu all anerer Partei, déi kéint en Afloss op d'Medien huelen. Do denken ech zum Beispill u grouss kommerziell Gruppen, déi dann eeben deementspriechend Reklamme bei engem bestëmmte Medium schalten.

Beim Radio 100,7 gouf d'Diskussioun iwwert d'Gouvernance ausgeléist, wéi de Medieminister als President vum Verwaltungsrot am August 2017 eng sougenannte „Vertrauenspersoun" genannt huet. Ech wëll elo hei keng Diskussioun féieren iwwer eventuell Verdéngschter oder Feeler vun dëser Persoun. De Problem huet doranner bestanen, dass dës Persoun eeben eng Vertrauenspersoun vum Medieminister ass an doduerch ugezweifelt gouf, ob dës Persoun hirer Aarbecht als President vum Verwal-

tungsrot onofhängeg géif nogoen oder net, ob se géif Uweisunge vum Medieminister kréien an ob dës Uweisungen en Afloss op d'Ligne éditoriale vum Radio 100,7 hätten. Doropshin huet d'Redaktioun sech gewiert an Alarm geschloen.

Eng Peer-to-Peer-Review gouf Ufank 2018 vun der European Broadcasting Union gemaach an dobäi war eng vun de Feststellungen, an ech zitéieren: „The current system of governance underlies a risk of politicization, which could be a threat to ERSL's independence", wat de Radio 100,7 ass. Mee, wéi de Medieminister et virdru gesot huet, d'EBU huet awer och festgestallt, dass si bis dohinner keng negativ Konsequenze vun dësem System op d'editorial Linn vum Radio 100,7 konnt feststellen. Mee d'Debatt iwwert d'Gouvernance vum 100,7 war lancéiert.

D'Union européenne de radio-télévision schwätzt am Kader vun der Gouvernance vu Medien, déi de Service public assuréieren, vu véier grousse Prinzippien.

Éischtens: d'Independance. Souwuel d'Politik wéi och d'Wirtschaft solle sech net amësche bei de Medien, déi de Service public assuréieren.

Zweetens: d'Responsabilitéit. Et ass normal, dass Medien hirem Verwaltungsrot Rechenschaft mussen ofleeën iwwer hire Fonctionnement. Dëst kann och erweidert ginn op aner betraffen Acteuren, wéi zum Beispill d'Nolauschterer. An domadder wiere mer da bei engem sougenannten „Zuhörerrat" ukomm.

Drëtte Punkt: d'Transparenz. D'Nolauschterer hunn e Recht drop informéiert ze ginn, wéi d'Medie funktionéieren, wéi se mam Publikum interagéieren, an och hir Meenung heiriwwer ofzeginn.

A véierten a leschte Punkt: d'Durabilitéit. D'Medie musse sech un déi nei Demandë vun der Gesellschaft upassen, souwuel op inhaltlechem wéi op techneschem Plang.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et kloer, dass de Radio 100,7 en eegestännegt Gesetz muss kréien. D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass de Radio 100,7 en Établissement public soll bleiwen, mat senger eegener Personnalité juridique. D'Autonomie financière an administrative soll bestoe bleiwen an de Radio soll och ënnert der Tutelle vum Medieminister bleiwen.

Wat de Verwaltungsrot ugeet, kënne mir eis virstellen, dass de Verwaltungsrot selwer kéint Profiller erstelle vu senge Memberen, déi gebraucht ginn, an dass dës Mandater och limitéiert wieren. Also d'Unzuel vun de Mandater, wuelverstanen. Mir gesinn aktiv oder fréier Politiker net an dësem Verwaltungsrot, et sief, d'Politiker wiere schonn eng gewëssen Zäit net méi aktiv. Och d'ALIA soll an eisen Ae kee Vertrieder an de Verwaltungsrot vum Radio 100,7 schécken. Et kann een net gläichzäiteg iwwerwaachen a matbestëmmen.

Par contre kënne mir eis virstellen, dass den „Zuhörerrat", deen dann nach misst geschaf ginn, e Vertrieder an de Verwaltungsrot kéint schécken, deen dann och kéint matdiskutéieren a matofstëmmen. Mir sinn net der Meenung, dass de Radio 100,7 zwee Verwaltungsréit soll kréien, een, dee sech ëm déi méi administrativ Punkte këmmert, an een aneren, dee sech ëm d'Strategie këmmert.

D'Union européenne de radio-télévision seet ausserdeem, dass d'Hierarchie ganz kloer muss definéiert sinn, mat enger klorer Separatioun tëschent den Tâchë vun dem Verwaltungsrot, der Direktioun, der Chefredaktioun, de Redakteren, awer och engem eventuellen Directeur administratif et financier.

Wat de Finanzement vun de Medien ugeet, déi de Service public assuréieren, esou ass d'CSV der Meenung, dass dëst weiderhin iwwert de Staatsbudget soll geschéien, well just esou déi faktesch Onofhängegkeet garantéiert bleift. Aktuell kritt de Radio 100,7 bal ronn siwe Milliounë pro Joer aus dem Staatsbudget, an dat op Basis vun enger Konventioun, déi mam Staat ënnerschriwwe gouf. Vun 2021 u kann d'CLT-UFA bis zu zéng Milliounen Euro pro Joer kréie fir de Lëtzebuerger Fernseeprogramm. Bien entendu, fir den Defizit ze decken.

Mir sinn als Fraktioun géint d'Aféiere vun enger Redevance oder Rundfunkgebühr, wéi se bei eisem däitschen Noper besteet. De Lëtzebuerger Staat soll fir e staarke Service public stoen an de Medien, déi dësen assuréieren, dann och déi néideg finanziell Mëttele ginn. Mir sinn och der Meenung, dass, wann ëffentlech Mëttele gebraucht ginn, fir de Service public ze finanzéieren, dat esou och Rechter a Flichte bedeit fir deejéinegen, deen dës Gelder kritt. Dozou gehéiert fir eis och eng objektiv Berichterstattung iwwert d'Liewen hei am Land.

Här President, mir ënnerstëtzen d'Motioun, déi den Här Guy Arendt de Mëtteg deposéiere wäert. Mir sinn der Meenung, dass eng nei Konventioun mam Radio 100,7 opgestallt soll ginn, an et soll och eng nei Konventioun mam RTL Group respektiv der CLT-UFA fir e Fernseeprogramm a Lëtzebuerger Sprooch ausgeschafft ginn.

Falls de Service public awer méi breet opgestallt sollt ginn an och aner Radiosenderen dëse géifen assuréieren, esou solle si och duerfir aus dem Staatsbudget eraus indemniséiert ginn. Hei stellt sech natierlech d'Fro, ob een deenen dräi Elementer vum Service public, nämlech Informatioun, Educatioun an Ennerhalung, muss Rechnung droen, fir kënnen indemniséiert ze ginn, oder ob och eventuell een Deel just vum Service public indemniséiert ka ginn.

D'Indemniséierung vum Service public muss fir d'CSV-Fraktioun u strikt Krittäre gekoppelt sinn, an dës Krittäre mussen och esou definéiert sinn, dass se miessbar sinn. Wat d'Publicitéit ugeet, esou si mir als CSV-Fraktioun éischter zréckhalend. Wat de Radio 100,7 ugeet, soe mir éischter, dass dëse keng Publicitéit maache soll an dass e weider integral iwwert de Staatsbudget finanzéiert soll ginn.

Wann e private Medium en Deel Service public assuréiert, soll e sech weider iwwert d'Publicitéit finanzéiere kënnen, mee et muss fir eis garantéiert sinn, dass de private Medium net ofhängeg gëtt vun engem oder méi grousse Clienten, wat d'Publicitéit ugeet, an doduerjer riskéiert, seng Onofhängegkeet ze verléieren. Grad aus dësem Grond ass et wichteg, de Service public adequat ze indemniséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss nach eemol op d'Zukunft vun eiser Demokratie zréck. Mir wëssen, dass an enger Kris d'Fräiheet an och d'Meenungs- an d'Pressefräiheet ni selbstverständlech sinn. An och d'Demokratie selwer ass ni selbstverständlech. Duerfir brauche mir Gardefouen, déi d'Fräiheet vun der Press an domadder och d'Fräiheet vun de Leit an d'Fräiheet vum Denke garantéieren. An duerfir brauche mir grad am digitalen Zäitalter en neien a staarke Service public an alle Formen, mee ouni Ofstrécher beim Fong an ouni iergendeen an eiser schéiner neier digitaler Gesellschaft ze vergiessen oder ze benodeelegen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut also, a mir hunn et schonn héieren, iwwert de Service public an de Medien zu Lëtzebuerg, dat heescht iwwert d'Televisioun vun RTL an iwwert de Radio 100,7.

De Service public zu Lëtzebuerg huet als Missioun, fir fir eng fräi, onofhängeg an objektiv Informatioun ze suergen, fir eng méiglechst breet gefächert kulturell a gesellschaftlech Offer unzebidden, grad eréi fir e professionelle Journalismus ze garantéieren, fräi vu politeschen an ekonomeschen Interêten. De Service public muss der sproochlecher Situatioun an der demografescher Entwécklung gerecht ginn. Dat heescht och, datt eventuell aner Sproochen eréi déi dräi offiziell sollen eng Roll spillen. Et kann een an deem Kontext ënner anerem och iwwer englesche Contenu schwätzen, mee awer och nach iwwer aner Sproochen.

D'Virbild vun engem qualitativen an onofhängege Service public ass a bleift, a si ass schonn erwäänt ginn, d'BBC. „Léif Lëtzebuerger", huet d'Grande-Duchesse Charlotte hir Rieden op der BBC aus dem Exil zu London ugefaangen. A BBC-Radio a BBC-Televisioun sinn nach ëmmer e Virbild fir seriö Informatioun, an dat souwuel bei den Nolauschterer wéi bei de Journaliste weltwäit. D'Britte bezuelen dofir eng Redevance, sou wéi déi Däitsch fir den AD..., ARD oder Das Erste an ZDF - klenge Lapsus! Politiker à la Boris Johnson, Donald Trump oder virdrun de Silvio Berlusconi, déi maachen alles, fir esou onofhängeg Informatiounsquellen no an no ze demanteléieren. Net ze vergiessen de Victor Orbán an Ungarn oder déi polnesch Regierung, fir nëmmen déi Beispiller ze nennen.

Wann awer eng neutral an zouverlässeg Informatiounsquell feelt, da verschwënnt d'Vertraue vun de Leit an d'Press a si riskéieren, sech an Nischen zréckzezéien, wou se nëmme Leit begéinen, déi souwisou hirer Meenung sinn. Den Austausch, dat heescht den Debat, fält also ewech. Um Enn féiert dat zu enger Radikaliséierung vun der Politik a vun de Gesellschaften.

Här President, ech hunn dee kuerzen Ausfluch iwwert d'Grenzen eraus gemaach fir ze ënnerstréichen, datt d'Situatioun zu Lëtzebuerg, an de Minister huet et och scho gesot, eng ganz aner ass. Mir si wäit ewech vu politescher Interventioun a vun engem Réckgang vum Service public. Ganz am Géigendeel! D'Lëtzebuerger Politik war an ass sech bewosst, datt onofhängeg, staark Medien e Pilier an e Garant vun der Fräiheet sinn.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Guy Arendt *(DP)*.- Eng Demokratie brauch eng pluralistesch, kritesch a staark Press. An ech gesinn och keng politesch Tendenzen hei am Land, an dat vu kenger Säit, datt d'Press am Allgemengen an de Service public am Besonnesche solle beschnidde ginn. Ganz am Géigendeel. A Coronazäiten, mat falschen Informatiounen a mat deels liewensgeféierleche Behaaptungen op de soziale Reseauen, dierft jidderengem bewosst gi sinn, wéi wichteg eng gutt Press ass. Zemools wann d'Regierung - leider! - Fräiheete muss beschneiden, fir d'Gesondheet vun de Leit ze sécheren, ass et extreem wichteg, datt mir gutt opgestallt, onofhängeg a kritesch Medien hunn.

D'DP ënnerstëtzt dofir och d'Initiativ vun der Regierung, fir de Service public ze reformëieren, grad wéi d'Efforten, déi soss an der Mediepolitik ënnerholl ginn. Ech mengen domadder natierlech de Gesetzesprojet, deen d'lescht Woch vun der Regierung ugeholl ginn ass, fir d'Hëllef fir déi geschriwwe Press unzepassen. Dat ass eng Reform, déi de professionelle Journalismus an de Mëttelpunkt stellt a staark valoriséiert, eng Reform fir méi Pluralismus an eng Stäerkung vun der geschriwwener Press, déi déi lescht Méint schlëmm Finanzaboussen ze verquëssen hat. E finanzielle Coup an enger souwisou ugespaanter Situatioun. Op dee Gesetzesprojet komme mer natierlech an der Chamber am Detail zu gegeebener Zäit zréck.

Dofir ass et elo nach méi wichteg, datt de Staat, an also mir alleguerten, an eng onofhängeg a breetgefächert Press investéieren. Dat ass keen „nice to have", mee eng weesentlech Viraussetzung fir d'Demokratie an eisem Land.

Dat gëllt zu Lëtzebuerg och fir den audiovisuelle Beräich, iwwert deen d'Leit sech zu engem groussen Deel informéieren. A wa mer hei vu Service public schwätzen, da wëll ech ervirsträichen, wéi wichteg et ass, datt alleguerten d'Bierger och e fräien Zougank op déi Informatiounen hunn, an zwar op Informatiounen, déi op journalistesche Krittäre baséieren. Et kann een net dacks genuch ënnersträichen: D'Politik huet näischt an der journalistescher Aarbecht verluer, an dat wäert och esou bleiwen. D'Politik muss awer derfir suergen, datt de Service public déi néideg Mëttel huet, fir sengem Optrag gerecht ze ginn.

Wat versti mer eigentlech ënner Service public? Eng universal Definitioun gëtt et net, an ech mengen, meng Virriednerin huet dat och schonn ugedeit. Der franséischer Definitioun no beinhalt de Service public zwee verschidden Elementer, an zwar engersäits eng Missioun, déi vun Intérêt général ass, an anerersäits eng Organisatioun, wou déi Aktivitéiten ënnert dem Contrôle vun der ëffentlecher Hand leien - „Contrôle" elo natierlech net falsch ze verstoen.

An där Optik hëlt d'DP d'Bezeechnung vum Service public och au premier degré. Dat heescht, mir brauche méi wéi jee e journalisteschen Espace, wou et net ëm Profitt an ëm Klicke geet, ma ëm pure Journalismus an ëm eng propper, equilibréiert Recherche an Informatioun.

Méi dacks manner Mainstream muss méiglech sinn. An - et soll een zwar ni iwwer sech selwer schwätzen, mee Dir verzeit mer dat - als fréiere Staatssekretär an der Kultur géif ech bäiflécken: Et ass net just d'Audienz, déi zielt. Heiansdo brauche mer manner Klicks, mee méi Dicks.

Här President, d'Debatt vun haut, déi baséiert op enger Diskussioun iwwert de Radio 100,7, déi Enn vun der leschter Legislaturperiod lassgaangen ass iwwert d'Gouvernance, d'Onofhängegkeet an iwwert de Finanzement vum soziokulturelle Radio. Ech konnt deemools an ech kann haut nach net mat allem d'accord sinn, wat do knapps zwou Woche virun der Chamberwal behaapt ginn ass: den 100,7 wier zum Beispill beim Finanzement un déi „kuerz Léngt" geholl ginn. Dat ass ganz einfach falsch, an de Minister huet et schonn ugedeit, well d'Dotatioun ass wärend der leschter Legislaturperiod vu knapp fënnef op opgeronnt siwe Milliounen Euro an d'Luucht gaangen.

D'DP begréisst also ganz kloer dësen Debat. A mir hunn eis an de Koalitiounsverhandlungen och fir eng Reform vum 100,7 agesat. Et ass schonn 2017, op Demande vun der Regierung, e Peer-to-Peer-Review vun der Union européenne de radio-télévision gemaach ginn, deen notamment e puer Constate festgehalen huet, wat d'Gouvernance, d'Gestioun, d'Identitéit an d'Ausriichtung vum Radio betrëfft.

Ech begréissen dee gudden Austausch, dee mir an der Mediekommissioun mat de Responsabele vun der UER haten. De Fazit war, datt een am grousse Ganze kéint soen, datt de Radio 100,7 - an ech zitéieren - „an der Praxis ganz gutt funktionéiert" an datt et och keng „recette miracle" géif ginn, fir d'Organisatioun, de Finanzement, d'Onofhängegkeet a soss wichteg Krittären ze garantéieren. Mir sinn awer ganz d'accord mat der Feststellung, datt et nach Verbesserungsméiglechkeete gëtt, also Sputt no uewen.

Esou misst een derfir suergen, datt den ëffentlech-rechtleche Radio nach besser fir d'Zukunft muss opgestallt ginn, fir wann de politesche Wand emol méi staark géif blosen. Ee Wee, fir dat sécherzestellen, ass eng laangfristeg Konventioun, wéi se haut scho besteet. An nieft der Konventioun iwwert de Finanzement brauch een e gesetzleche Kader, also e Gesetz, an deem d'Organisatioun an d'Gouvernance kloer definéiert ginn, aneschters wéi haut, wou dat gréisstendeels iwwer Reglementer leeft.

D'DP ass dofir der Meenung, datt en neit Gesetz soll geschafe ginn, dat dem 100,7 déi néideg Sécherheet ka ginn.

En Établissement public, deen iwwer e Gesetz definéiert ass, mécht den ëffentlech-rechtleche Radio scho méi staark. En zweete Garant ass eng Konventioun, déi och iwwer méi eng laang Zäit geet wéi d'Legislaturperiod vun enger Regierung. De Finanzement soll iwwert de Staatsbudget lafen a gëtt dohier vun der Chamber gestëmmt.

An der Kommissioun ware mer eis och parteiiwwergräifend eens, datt d'Transparenz bei deem Gesetz eng ganz wichteg Roll spille muss. Dat betrëfft notamment d'Gouvernance an de Verwaltungsrot vum Radio 100,7, an deem déi laangfristeg strateegesch Decisioune geholl ginn.

Am Kader vun enger Reform schwätzt d'DP sech däitlech derfir aus, datt bei der Nominatioun vun de Membere vum Verwaltungsrot vum soziokulturelle Radio - oder dem 100,7, wéi mer en nennen - méi Wäert muss op kloer, transparent an novollzéibar Prozedure geluecht gëtt.

Et solle Profiller ausgeschafft ginn, déi festleeën, wéi eng Leit an esou engem wichtege Conseil d'administration sinn a wie se vertrieden. Déi Poste mussen dofir ëffentlech ausgeschriwwe ginn. D'Parlament an d'Regierung dierfen op kee Fall an deenen Instanze vertruede sinn, déi d'Decisiounen huelen. D'Administrateure sinn en Deel vun der Surveillance. Si mussen, egal wéi, onofhängeg a wäit ewech vun den Inhalter vum Radio sinn. Den Établissement public ass dofir just déi richteg Forme juridique.

Een anere wichtege Punkt, deen och vun den Experte vun der UER a vun de Responsabele vum 100,7 virbruecht ginn ass, ass d'Bedeelegung vun den Nolauschterer, déi och am Peer-to-Peer-Review ernimmt ginn ass.

Et géif ganz däitlech un Interaktioun mam Public feelen an och un enger klorer Ausriichtung, wat de Public cible betrëfft. Dat schéngt eis e Volet ze sinn, iwwert deen ee kéint bei enger Reorganisatioun vum Radio nodenken. Ech erënneren an deem Kontext u Virschléi, fir e Conseil des auditeurs ze grënnen, wou d'Leit iwwer e partizipative Prozess selwer kéinte matbestëmmen, wéi eng Zort Radio soll gemaach ginn.

Här President, de Radio 100,7 ass, esou wéi aner Medien och, matten an engem Prozess, an deem déi digital Ausriichtung ëmmer méi wichteg gëtt. D'Ekippe vum Radio hu sech déi lescht Jore vill Méi an deem Beräich ginn. Jiddereen, deen de Site 100komma7.lu consultéiert, mierkt, datt een hei vill Efforte mécht, fir net nëmme Radio, mee och Internet ze maachen, och wann dee Volet den Ament natierlech Limitten huet.

Et ass fir eis dofir verständlech an novollzéibar, datt et eng Demande gëtt, fir méi an deem Beräich ze investéieren. Ech denken do zum Beispill u Podcasts a Videoen. Mir géifen de Minister dofir bei den Diskussiounen iwwer eng nei Konventioun drëms bieden, fir e besonnesche Wäert op déi digital Entwécklung ze leeën. Et muss eng finanziell Progressioun no uewe kommen, fir den digitalen Ufuerderunge vum 100,7 gerecht ze ginn.

Här President, déi digital Transformatioun spillt och bei der Televisioun eng ëmmer méi wichteg Roll. De Begréff „Tëlee" oder „Fernsee" ass scho laang net méi dat, wat en nach virun e puer Joer wor. Mir gesinn dat bei eis selwer, wa mer e Reportage net méi doheem op der Televisioun an der Stuff kucken, mee op eisem Computer, op eisem Handy oder op eisem Tablet, wa mer ënnerwee sinn.

Egal wéi, huet dat alles seng Repercussiounen och op de Service public. Ech wëll kuerz drun

erënneren, datt de Mediestanduert Lëtzebuerg eng reegelrecht Successstory ass, déi 1931 mat der Grënnung vun der CLR an duerno CLT ugefaangen huet - d'Gebuertsstonn vun enger vun den éischte private Radiostatiounen hei an Europa.

An deene leschten 90 Joer ass et natierlech zu ville Changementer an Entwécklunge komm. Verschidden Aktivitéite si fortgeplënnert. Ech denken un den RTLplus. Anerer si bäikomm. Iwwert d'Jore sinn ëmmer méi auslännesch Programmer iwwer Lëtzebuerg diffuséiert ginn.

Et gëtt eng Verbonnenheet mat RTL. An d'Lëtzebuerger waren ëmmer houfreg op den „L" a si sinn dat och haut nach. Mir hunn eng Televisiounschaîne, déi den Ufuerderunge vun engem Service public gerecht gëtt, ouni dass de Staat huet missen eng ganz Infrastruktur opriichten, Reseauen opbauen an och Leit engagéieren.

D'Konventioun, déi dës Zesummenaarbecht reegelt, ass fir d'Lescht am Joer 2017 verlängert ginn, an zwar fir d'Zäit vun 2021 bis 2023. Bei dëser Verlängerung gouf et och eng Debatt hei an der Chamber an et goufen e puer weesentlech Veränneerungen am Verglach zu de viregte Kontrakter:

Et gouf nach méi Wäert op d'Deontologie geluecht an op eethesch Aspekter, op d'Qualitéit an op d'Transparenz. D'Konventioun ass just nach op dräi Joer fixéiert ginn, an net méi op zéng Joer wéi an der Vergaangenheet. Dat gëtt eis dofir d'Chance, fir elo nach eemol de Point ze maachen an déi Konventioun do unzepassen, wou et vläicht noutwendeg ass.

Ee groussen Ënnerscheed mat der viregter Konventioun a mat där, déi dat anert Joer uleeft, ass d'Enveloppe mat engem Plaffong vun 10 Milliounen Euro d'Joer, duerch déi de Staat sech un de Pertë bedeelegt. Déi ganz Käschte vum Programm fir d'nächst Joer belafe sech op eng 23 Milliounen Euro an d'CLT-UFA iwwerhëlt dovunner selwer nach ëmmer ronn 5 Milliounen Euro.

Dee Plaffong fir den Ausgläich vum Defizit soll bäibehale ginn. E kann an d'Luucht goen, deemno wéi sech d'Publicitéitsrecetten entwéckelen. Déi Grenz dierf awer net iwwer e bestëmmten Niveau goen, schonn eleng doweinst, well vu 40 Milliounen Euro un e Finanzéierungsgesetz obligatoresch ass, wat de Prozedere natierlech géif erschwéieren.

D'Publicitéitsrecettë sinn deels duerch eng EU-Direktiv fixéiert, fir den Undeel un der Pub duerch d'Televisioun ze plafonéieren. De Finanzement muss transparent sinn an d'Regierung muss all Joer en externen Audit ufroen.

Här President, grondsätzlech si mir als DP der Meenung, datt dëse Modell gutt funktionéiert, a mir fannen och, datt mir eis an engem effikassen a grosso modo ugepasste finanzielle Kader beweegen. Mir schwätzen eis och derfir aus fir eng nei Konventioun mat RTL Group/CLT-UFA virzebereeden.

Et dierften, wéi gesot, eng Partie Upassungen néideg ginn. Dat hu mir och an der Kommissioun ugeschwat. Dat betrëfft besonnesch déi crossmedial Ausriichtung vun de verschiddene Produite vun RTL. D'Tëlee ass ganz Service public. Déi digital Plattformen, zum Beispill rtl.lu, sinn dat haut nach net, mee si si vum nächste Joer un an der Konventioun integréiert. Do brauche mer nach méi Kloerheet a besser definéiert Krittären.

Ech wéilt awer och dorobber insistéieren, datt mer nach méi Hygiène bei der Entwécklung a besonnesch bei der Moderatioun vun de Commentairen um Internetsite vun RTL brauchen. Mir hunn dat an der Kommissioun och mam Generaldirekter vun RTL ugeschwat a kruten do éischt Pisten, déi d'Regierung muss an hire Verhandlunge verdéiwen.

Wat iwwerdeems de Support vun de sougenannte „médias citoyens" betrëfft, also vun associativen oder partizipative Medien, wéi zum Beispill de Radio ARA oder déi lokal Medien, wëll ech op d'Reform vun der Pressehëllef verweisen, déi jo vum Regierungsrot ugeholl ginn ass, wéi scho gesot, an do sinn nei Aidë fir esou Medie virgesinn. Mee dat gesi mer spéider.

Här President, am Numm vun der DP-Fraktioun wéilt ech eng Motioun deponéieren, déi vu quasi all de vertruedene Parteien a Gruppéierungen ënnerschriwwe ginn ass an an där mir d'Regierung zu enger Reform vum legale Kader invitéiere mam Zil, fir e Gesetz ze schafen, an deem notamment d'Definitioun vun der Gouvernance a vun de Missioune vum Établissement public Radio 100,7 abegraff sinn. Dat am Accord mat den internationale Standarden a mat Rücksicht op déi spezifesch Ëmstänn a Bedürfnisser hei am Land.

www.chd.lu

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que

- le pluralisme et l'indépendance des médias sont des éléments indispensables pour garantir le droit fondamental de la liberté d'expression ;

- le rôle spécifique du service public en matière de médias est de promouvoir les valeurs démocratiques, en particulier le respect des droits de l'homme, des cultures et du pluralisme politique, d'offrir des informations de qualité, de favoriser la cohésion sociale, de refléter la diversité culturelle et d'offrir un vaste choix de programmes qui puisse toucher toutes les catégories du public ;

- le cadre légal de l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle (100,7) défini par le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 nécessite une mise à jour en vue de renforcer le service public et l'adapter aux défis actuels ;

- la convention pluriannuelle entre l'État luxembourgeois et l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle (100,7) viendra à terme le 31 décembre 2023 ;

- l'importance historique de la présence de la CLT pour la place économique dans le secteur des médias ;

- la convention entre RTL Group/CLT-UFA et l'État luxembourgeois portant sur la mission de service public de télévision en langue luxembourgeoise viendra également à terme le 31 décembre 2023 ;

- il y a lieu de prendre les dispositions pour qu'un programme audiovisuel en langue luxembourgeoise puisse également être produit et diffusé au-delà du terme des accords actuels,

invite le Gouvernement

- à préparer une réforme du cadre légal dans le but d'établir une loi incluant notamment la définition de la gouvernance et des missions de l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle (100,7) en accord avec les standards internationaux, tout en tenant compte des spécificités et des besoins particuliers de notre pays ;

- à négocier une nouvelle convention pluriannuelle entre l'État luxembourgeois et l'Établissement public de radiodiffusion pour la période 2023-2028 qui donne satisfaction aux attentes de développement, notamment en matière de la transformation numérique ;

- à négocier une nouvelle convention avec RTL Group/CLT-UFA afin d'assurer la continuité de la production et de la diffusion du programme portant sur la mission de service public pour au moins trois années supplémentaires à partir de 2023, en donnant satisfaction aux attentes en matière de transparence sur les détails de cette convention et de qualité des programmes de l'information ;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés de l'évolution des négociations susmentionnées.

(s.) Guy Arendt, Diane Adehm, Sven Clement, Francine Closener, Josée Lorsché, Roy Reding.

Ech géif Iech déi iwwerreechen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Guy Arendt *(DP).*- Dora froe mir och, fir eng nei pluriannuell Konventioun tëschent dem Staat an dem Radio 100,7 fir d'Jore vun 2023 bis 2028 ze verhandelen, déi den Erwaardungen, besonnesch an der digitaler Entwécklung, Rechnung dréit. Des Weideren, fir eng nei Konventioun mat RTL Group/CLT-UFA fir op d'mannst dräi weider Joren, fir d'Zäit no 2023, auszehandelen. Eng Konventioun, déi d'Kontinuitéit vun de Programmer a vun der Produktioun a puncto Service public soll sécherstellen an déi den Erwaardungen am Beräich vun der Transparenz iwwert d'Detailer vun der Konventioun an der Qualitéit vun den Informatiounsprogrammer Rechnung dréit. A schliisslech invitéiere mir d'Regierung, fir d'Parlament iwwert d'Entwécklung vun de genannten Negociatiounen um Lafenden ze halen.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir Aert Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, als Éischt am Numm vu menger Partei dem Premier- a Medieminister Merci ze soen, fir dës Konsultatiounsdebatt iwwert d'ëffentlech-rechtlech Medie gefrot ze hunn. Fräi, onofhängeg a qualitativ héichwäerteg Medie sinn en zentraalt Element vun enger Demokratie, déi deen Numm och verdéngt. A grad an dësen Zäite vun Desinformatioun a Verschwörungstheorië si se méi wichteg wéi jee.

Dës Debatt ass awer och wichteg, well quasi all d'Medie finanziell ënner Drock stinn, an d'Coronakris huet deen Drock nach verstäerkt.

Et ass also ganz gutt, datt mer deen Debat haut hei féieren, dee komplex ass. Iwwert den Zäitpunkt kann een diskutéieren. Deenen engen ass et ze fréi, deenen aneren ass et ze spéit. Et gi Journalisten, déi sech sécher waren, dass et ni zu dësem Debat géif kommen. Abee, Journalisten hunn dacks Recht, mee eeben awer och net ëmmer.

Am Mee 2017 huet d'Chamber schonn iwwert d'Lëtzebuerger Medien an hirer Gesamtheet diskutéiert an iwwert déi entspriechend Politik, mat ënner anerem och der finanzieller Ënnerstëtzung vu staatlecher Säit, dat virum Hannergrond vun der Erneierung vum Konzessiounsvertrag tëscht dem Staat engersäits a CLT-UFA/RTL Group anerersäits respektiv der schonn ernimmter Konventioun tëscht béide Säiten iwwert d'Prestatioun vum Service public audiovisuel vun Télé Lëtzebuerg. Eng Konventioun, déi eeben am Januar 2021 elo uleeft, bis 2023 geet a wou sech natierlech d'Fro stellt, wéi et duerno, no 2023, virugeet.

Deemools hunn eng ganz Rei Riedner, och mir als LSAP, houfreg drop higewisen, datt eist Land eng villfälteg, traditiounsräich, geschichtsträchteg Medielandschaft huet. Virun allem fir esou ee klengt Land ass dee Pluralismus ausserge-wéinlech. An déi Medielandschaft léisst sech weisen, net just quantitativ, mee eeben och qualitativ; woubäi se jo awer haut schonn net méi déi selwecht ass wéi 2017.

Déi technesch Entwécklung ass rasant. D'Digitaliséierung verännert alles, an d'Gewunnechte vun de Leit verännere sech deementspriechend.

Wéi sot ee vu menge Kanner hire Kolleegen - zéng Joer al -, wéi an engem Gesellschaftsspill dat Wuert „Zeitung" huet missen errode ginn: „Dat ass esou eppes, wat meng Elteren a meng Boma kucken."

(Hilarité)

Deen Trend zum Digitale bleift fir déi geschriwwe Press - de Print - net ouni Konsequenzen. Déi franséischsproocheg Wochenzeitung „Le Jeudi" gouf agestallt, d'„Lëtzebuerger Wort" verkaaft an de „Journal" kënnt vum nächste Joer u just nach an der digitaler Editioun eraus.

Virun dësem Hannergrond begréisse mir ausdrécklech d'Extrahëllef, déi d'Regierung am Kader vun der Pandemie de Medienhaiser ausbezuelt huet. Positiv gesi mer als LSAP och dat geplangt neit Gesetz iwwert d'Pressehëllef. Dorobber komme mer sécherlech eng aner Kéier am Detail ze schwätzen. Allerdéngs si mer als LSAP awer och der Meenung, datt een déi audiovisuell Medien net ganz lassgeléist vun deem ganze Spektrum ka kucken.

An zu deem Spektrum gehéieren och déi lokal a Community-Radiosenderen, déi eng wichteg Roll spillen, fir zum Beispill deene verschiddene kulturelle Communautéiten eng Plattform ze ginn. D'Vertrieder vun deene Senderen, mat deene mer hei en Echange haten, maache Radio mat Passioun a maache sech och vill Gedanken doriwwer, wéi een eis Gesellschaft ka weiderbréngen.

Dës Radioe kënnen a sollen am Beräich vun der Medienerzéiung eng méi wichteg Roll spillen, souwuel fir d'Kanner aus dem Fondamental wéi och fir Jugendlecher. Well déi meescht Senderen awer just duerch de Benevolat fonctionéieren, sinn hir Mëttel ganz, ganz limitéiert. Duerfir si mir als LSAP derfir, datt hei a puncto staatlech Ënnerstëtzung nogebessert gëtt an eng méi systematesch Zesummenaarbecht mat Grondschoulen a Lycéeën opgebaut gëtt.

Här President, déi professionell Medienhaiser limitéiere sech haut net méi op ee Medium. Et ass scho laang net méi entweeder de Pabeier oder de Radio oder d'Tëlee - Crossmedia ass haut e Must.

Den Internet ass net nëmmen iwwerall am Spill, e bestëmmt d'Spill. Fir ëmmer méi Journaliste gehéiert et zum Alldag, datt se op d'mannst fir zwee Medie musse produzéieren. Zum Beispill muss e Radioreportage parallell och onlinegerecht opgeschafft ginn oder de Social-Media-Optrëtt vun enger Wochenzeitung muss mat der Printeditioun ofgestëmmt ginn.

Et ass ganz einfach: Wien am Mediebusiness d'Crossmedia-Schinn net fiert, dee riskéiert de kommerziellen an domat wuel och de journalisteschen Doud. Och déi ëffentlech-rechtlech Medie kommen net laanscht déi digital Schinn, wa se esou vill wéi méiglech Bierger wëllen erreechen, fir se um Zäitgeschéien ze bedeelegen.

Här President, mir schwätzen haut iwwert de Service public. Abee, d'LSAP schwätzt sech kloer an däitlech fir ee performante Service public aus, fir de Medienpluralismus ze ënnerstëtzen an enger gréisstméiglecher Zuel vu Leit déi beschtméiglech Programmer ze bidden.

„Wat sinn d'Missioune vun ëffentlech-rechtleche Medien?", wëllt de Premier- a Medieminister vun de Parteien an der Chamber wëssen.

An eisen Aen ass hir Haaptaufgab, de Garant ze si vun enger onofhängeger a qualitativ héichwäerteger Grondversuergung mat Informatioun, Bildung, Kultur an Divertissement, an zwar vu sämtleche Bierger zu Lëtzebuerg. An aus där Missioun ergëtt sech direkt, dass en ëffentlech-rechtleche Medium méi muss si wéi e Radio reng op Lëtzebuergesch.

Gutt a verständlech Noriichtesendungen ze produzéieren, dat ass keng Selbstverständlechkeet. Journalismus ass e Beruff, dee vill Energie, Flexibilitéit an Devouement freet. D'Medien u sech brauche gutt Leit a genuch finanziell Mëttelen. Journaliste sinn - onofhängeg vum Medium, fir dee se schaffen - net nëmme Berichterstatter, obwuel een objektiven a komplette Bericht schonn eng Konscht fir sech ass. Si maachen Analysen, kommentéieren d'Aktualitéit a férderen den Debat. Si droe weesentlech zur Gesamtkultur vun eiser Gesellschaft bäi.

An deem Sënn soll de Service public d'Nolauschterer an d'Spectateuren net nëmmen informéieren, mee och kultivéieren. Et besteet e gewëssene Bildungsoptrag, deen als solche muss genee definéiert a festgeluecht ginn. Natierlech soll de Programm, ob Radio oder Tëlee, och ënnerhalen a muss och alle Bierger vum Land zougänglech sinn. Op d'Fro, wéi de Service public all dësen Aufgabe gerecht gëtt, gëtt et deemno keng einfach Antwert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer iwwer ëffentlech-rechtlech Medie schwätzen, da schwätze mer iwwert de Radio 100,7 an awer och iwwer RTL Radio an Tëlee, obwuel déi jo net ëffentlech-rechtlech sinn. Allerdéngs ass d'Tëlee, wéi scho gesot, duerch eng Konventioun un eng ganz Rei vu Konditioune gebonnen, fir en ëffentlechen Optrag ze erfëllen.

Fir d'éischt zum Radio 100,7. Dass do an de leschte Joren net alles optimal gelaf ass, dat gouf jo op der Place publique des Laangen an des Breeden diskutéiert. De Rapport vun der EBU, der European Broadcasting Union, also der europäescher Associatioun vun ëffentlech-rechtleche Medien, gouf elo hei schonn e puermol genannt. Wat der LSAP besonnesch um Häerz läit, ass dat, wat d'EBU seet iwwert d'Roll vum Radio 100,7 am Zesummenhang mat der sozialer Kohäsioun.

Am Rapport heescht et nämlech, dass den 100,7 eng kruzial Roll an der Lëtzebuerger Medielandschaft spillt, andeems en d'Lëtzebuerger Sprooch, Kultur an Identitéit ënnerstëtzt. An deem Sënn erfëllt de Radio eeben déi Missiounen, déi mir vun engem ëffentlech-rechtleche Medium erwaarden. Trotzdeem ass kloer, datt op etleche Punkte muss nogebessert ginn, fir engersäits d'Offer ze verbesseren an anererséits och virun allem enger méi grousser Zuel vu Bierger déi Offer zougänglech ze maachen - Stéchwuert Sproochevillfalt, Stéchwuert digitale Contenu.

Graff resuméiert heescht dat fir eis als LSAP, dass d'Organisatioun an d'Gouvernance vum 100,7 esou mussen ugepasst ginn, datt d'Onofhängegkeet vun der Redaktioun a vun der Direktioun, déi dat operatiivt Geschäft leet, vis-à-vis vun engem Verwaltungsrot muss ofgeséchert sinn. Wat natierlech net heescht, datt Direktioun a Redaktioun maache kënnen, wat se wëllen.

An engem neie Gesetz mussen och kloer a prezis Reegele festgeluecht ginn, fir datt d'Onofhängegkeet vis-à-vis vum Staat, also der Regierung, garantéiert ass. Och de Modell vun enger Zort Conseil des auditeurs, deen an eiser Reunioun hei mam Presserot genannt gouf, ass eis net onsympathesch.

A last but not least muss een de Budget vum 100,7 iwwerdenken. Et gëtt näischt fir näischt. A wann e sengem Rôle soll gerecht ginn, da muss e staark innovéieren, an dat gëtt et net zum Nulltariff.

D'LSAP ass iwwregens och net der Meenung, datt ee soll op de Wee vu Redevancë goen - e Modell, deen a ville Länner d'ailleurs amgaangen ass ofgeschaaft ze ginn.

Mee de Radio 100,7 muss méi gi wéi nëmmen e Radio. Den digitale Volet muss ausgebaut ginn. Do féiert an eisen Ae kee Wee derlaanscht. An dat gesinn déi Responsabel vum 100,7 an hirem Positiounspabeier och esou. Dee Pabeier ass eiser Meenung no ganz schlësseg an eigentlech eng gutt Basis fir eng nei Reegelung.

Här President, d'LSAP ass definitiv fir e Gesetz, dat d'Missiounen an d'Gouvernance vum 100,7 definéiert. Mir stinn och derzou, datt déi bescht Forme juridique den Établissement public ass.

Medie mat engem ëffentlech-rechtlechen Optrag mussen awer och probéieren, esou vill wéi méiglech Leit ze erreechen, eeben, fir hir Aufgab vun der Cohésion sociale ze erfëllen. Op där anerer Säit musse se fir Pluralismus an Diversitéit stoen. Dat ass keen einfache Spagat.

An enger Promotiounscampagne fir sech selwer hat den 100,7 mam Numm „Geheimsender" kokettéiert. Dat war witzeg an originell. Mee e Radio ass kee Selbstzweck. D'Formater mussen iwwerduecht ginn. De Radio muss ganz einfach méi attraktiv ginn. Awer, an dat wëll ech hei betounen, dat heescht net, datt den 100,7 en RTL oder Eldoradio bis soll ginn. Mee wann en aus senger Nisch eraus wëllt a soll, mat haut enger Reechwäit vun eppes méi wéi 4 %, da muss e sech eng afale loossen. An ech weess, datt et bei de Leit um 100,7 un Iddien a Konzepter ganz sécher net feelt.

Här President, e puer Wuert awer och nach zu RTL Télé, déi also den Optrag hunn, de Service public audiovisuel ze prestéieren. De Pogramm vun RTL Télé ass populär. D'Aschaltquote schwätze fir sech. D'Berichterstattung gëllt als seriö. Déi Konventioun, déi am Januar 2021 a Kraaft trëtt, ass an deem Sënn positiv ze gesinn, datt effektiv deontologesch Exigenze festgeluecht ginn, zum Beispill en Eethikrot agefouert gëtt, deen en Autocontrôle soll garantéieren, oder eng Commission de suivi, déi soll kucken, datt déi Konventioun och wierklech richteg ëmgesat gëtt. Déi Konventioun geet bis 2023 - nei Verhandlunge sinn also fir geschwënn.

Fir eis als LSAP steet ausser Fro, datt mer weider en audiovisuelle Programm brauchen, dee virop d'Theemen an d'Interessie vun an aus eisem Land behandelt an deen eng Missioun vu Service public huet. D'Fro, déi sech elo stellt bei deenen neie Verhandlungen ass déi: Wat wëlle mer also konkreet vun CLT-UFA/RTL? Wat sinn d'Konditioune vun der Stee vum Lëtzebuerger Staat, fir datt de Modell och esou weiderleeft?

E kommerzielle Sender erfëllt d'Missioun vum Service public an duerfir bedeelegt de Staat sech um Defizit all Joer. Déi Konventioun, déi elo a Kraaft trëtt, schreift, wéi gesot, schonn eng ganz Partie Konditioune vir. Mee do ass awer an eisen Aen nach vill Sputt. Ech denken zum Beispill un d'Moderatioun an d'Gestioun vu Kommentaren, ech denken u Crossmedia-Froen, u Chancëgläichheet, un Genderfroen a villes méi.

Sollt dee Konzern - deen natierlech handfest kommerziell Interêten huet a bekanntlech och grouss Deeler vu sengem Corporate Centre vun RTL Group an Däitschland verluecht huet -, sollt dee Konzern net bereet sinn, dem Staat seng Ufuerderungen ze erfëllen, da muss een Alternative prett hunn. An eis als Partei feelt et do net un Iddien: Dat geet vun enger richteger ëffentlech-rechtlecher Tëlee iwwer Web-TV bis zu Partenariater mat auslänneschen ëffentlech-rechtlechen Haiser.

Gläichzäiteg muss ee sech awer op dëser Plaz och d'Fro stellen, wéi eng Form d'Tëlee an Zukunft nach wäert hunn. D'Tendenz geet jo dohin, datt ëmmer manner Leit d'Tëlee zu engem festgeluechten Zäitpunkt kucken. Villméi kucken d'Leit geziilt Sendungen zu deem Moment an op deem Ecran, dee se am beschten arrangéiert - „on demand" eeben. Derbäi kënnt, datt, wann d'Offer stëmmt, d'Leit och bereet sinn, méi oder manner derfir ze bezuelen.

Här President, d'LSAP ass also fir nei Verhandlunge mat CLT-UFA an RTL Group, fir d'Konventioun ze verlängeren. D'Chamber soll awer iwwert déi Verhandlungen au courant gehale ginn. An, wéi gesot, d'Politik soll sech Alternativen iwwerleeën, fir op alle Fall de Service public audiovisuel ze erhalen. An egal wéi déi Alternativ wier, ass et fir eis kloer, datt d'Expertis an d'Experienz vun deene Leit, déi haut Télé Lëtzebuerg maachen, misst do materafléissen.

« Gouverner, c'est prévoir. » - Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung selwer sech där Problematik bewosst ass. Ech sinn och iwwerzeegt, an de Medieminister sot et, datt all Iwwerleeungen an deene Verhandlungen an aller Transparenz mam Parlament gedeelt ginn - an net eréischt, nodeems d'Konventioun ënnerschriwwen ass.

Här President, et war de Robert Krieps, de sozialistesche Kulturminister, op deem seng Initiativ hin den 100,7 geschafe gouf. Et war déi richteg Decisioun, op déi mer houfreg sinn.

Elo gëtt et Zäit fir déi nächst Phas a puncto ëffentlech-rechtlech Medien zu Lëtzebuerg, déi méi wichteg si wéi jee virdrun!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Medieminister, d'Televisioun an de Radio si scho laang net méi Televisioun a Radio. Op d'mannst net fir jiddereen. D'Tëlee ass dacks just en Ecran, iwwert deen een allméiglech Saache ka kucken. A Radio heescht haut nawell net seelen e Podcast. Dat heescht awer net, dass d'Inhalter iwwerlieft wieren. Au contraire.

Virun e puer Méint sinn d'Dënschdegowenter zum Beispill zum feste Rendez-vous fir e Grupp vu jonke Mënschen ënner 30 ginn, jonke Mënschen, déi sech getraff hunn, fir gemeinsam eng Serie ze kucken. Eng lëtzebuergesch Serie! An dat an Zäite vun Netflix, Amazon Prime, Apple TV, Disney+ a sou weider a wëssentlech, dass d'Serie duerno nach disponibel war.

Ech schwätze vu „Capitani". An, jo, ech schwätzen och vu mir selwer als jonke Mënsch, dee ganz sécher d'Medien anescht consomméiert wéi d'Generatioun vu mengen Elteren, an nach vill méi wéi d'Generatioun vu menge Grousselteren.

„Capitani" ass hei natierlech just eng konkreet Illustratioun vu villen Aspekter aus dem komplexen a villschichtege Mediendebat, dee mer haut féieren. Et weist engersäits, dass an eiser ëmmer méi globaliséierter Mediewelt eege lokal Contenuen d'Leit nach ëmmer kënnen erreechen a beweegen an datt trotz ëmmer méi Zorte vun Endgeräter a Videoformater och déi gutt al Tëlee an der Stuff nach eng Zukunft huet. Anerersäits gëtt et trotzdeem méi wéi kloer, dass mer op engem Punkt stinn, wou am Medieberäich a villen Hisiichten e grousse Wandel usteet oder, besser gesot, wou mir matten an dësem Wandel drastiechen.

D'Medie funktionéieren ëmmer manner linear an ëmmer méi „on demand", ëmmer manner per Funk oder Satellitt an ëmmer méi per Internet. A se funktionéieren ëmmer manner op engem fixen Apparat an ëmmer méi op enger wuessender Zuel vun Apparater, vu Smartphones an Tablets bis hin zum Flaachbildschierm am Auto oder engem am Frigo integréierten Ecran. Dës technesch Innovatiounen hunn dramatesch Auswierkungen op d'Verhale fir d'Notze vu Medien an domadder och op d'Medie selwer.

E Service public däerf méiglechst mann Barriären opweise respektiv muss méiglechst pluralistesch sinn, fir jidder Resident erreechen ze kënnen, e Public, deen divers ass a sengen Altersgruppen, divers ass a senge sproochleche Communautéiten, mee awer och divers ass a senger technescher an digitaler Affinitéit.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir eis Gréng ass awer virun allem och wichteg, dass de Service public sech net just drop limitéiert, fir d'Leit kënnen ze erreechen. Fir déi Gréng muss de Service public den Usproch hunn, och tatsächlech e signifikanten Undeel u Leit ze erreechen a seng Offer, dat heescht seng Programmer, seng Sproochen an d'Technologie, ëmmer nees ze evaluéieren an der Entwécklung unzepassen. Mir brauchen hei net just eng Obligation de moyens, mee a priori eng Obligation de résultats, déi een u qualitativen a quantitative Krittäre moosse kann.

Fir dësem Zil vu breedem Public gerecht ze ginn, huet de Service public nieft dem immens wichtegen Informatiounsoptrag eeben och en educative Volet, e wichtege kulturellen Optrag an definitiv och en Ënnerhalungsusproch - Stéchwuert „Capitani".

Et ass awer kloer, dass, wann d'Chamber haut en Débat de consultation huet, d'Informatioun an d'Noriichte ganz zentral sinn am Debat. Si sinn essenziell fir de Fonctionnement vun eiser Demokratie. Den Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtsdeklaratioun vun 1950 garantéiert nämlech net just d'Meenungsfräiheet als Grondrecht, mee och d'Recht, fräi seng Informatioune kënnen ze sammelen. A wéinst der Komplexitéit an der Wichtegkeet vum Theema muss ee sech ganz grondsätzlech domat auserneesetzen.

Eng vun de Kärfroen an dësem Debat ass et, wéi mer kënnen eng méiglechst grouss Reechwäit vun eisen Informatiounen hunn a gläichzäiteg d'journalistesch Qualitéit méiglechst grouss halen. Grad elo an Zäite vun enger Pandemie weist sech, wéi wichteg et ass, dass een d'Residenten all iwwert deen een oder anere mediale Wee erreeche kann. Heibäi geet et och net just ëm e Balanceakt tëschent populärer an intellektueller Approche, mee et geet notamment ëm d'Breet an d'Spezifissitéit vun den Theemen an ëm d'Sproochevillfalt an eisem multilingualen nationale Kontext.

Fir eis Gréng gëtt et eng Rei transversal Aspekter, déi dem Optrag vun ëffentleche Medien ënnerleien. Fir d'alleréischt, wa mer haut iwwert de Service public schwätzen, da schwätze mer vun engem holistesche Modell, also vum generellen Usproch respektiv dem Gesamtoptrag, deen dem Service public am Medieberäich zoukënnt, an zum anere vun deenen eenzele Missiounen, déi dorauser ervirginn, souzesoen d'Mandater, déi de Staat vergëtt an déi an hirer Diversitéit och kënnen ënnerschiddlech ausgefouert ginn, jee no Medium respektiv Support, legalem Opbau oder Hannergrond.

A wa mer vu Support schwätzen, wou et soss de kloren Ënnerscheed gouf tëscht Radio, Tëlee a schréftlecher Press, da si mer haut an enger Welt, wou déi Grenzen verschwammen an déi ënnerschiddlech Plattformen ëmmer méi aneneen iwwerginn. Dowéinst ass et och immens wichteg, dass e permanente Monitoring vum Erreeche vun der ganzer Populatioun an deementspriechend dem sech wandelnden Notzerverhale stattfënnt. Deenen ënnerschiddleche Mandater vum Service public mussen an dësem Kontext dann och déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir sech un dës technologesch a gesellschaftlech Changementer kënnen unzepassen. Och Service-publics-Medie musse sech ëmmer nees nei erfannen, mussen innovativ bleiwen, fir déi ënnerschiddlech Gesellschaftsgruppe kënnen ze erreechen.

Net verhandelbar bei sämtleche Missiounen a Mandater, déi de Staat vergëtt, ass den Usproch op Qualitéitssécherung, déi muss u kloren an transparente Krittäre fir d'redaktionell Aarbecht a speziell natierlech d'journalistesch Aarbecht festgemaach sinn. Dobäi ass et mer ganz wichteg, ganz kloer ze soen, dass et net un der Politik ass fir ze ënnerscheeden, wat Qualitéit ass a wat net. Deen aneren Usproch ass deen vun der Onofhängegkeet vun der redaktioneller a journalistescher Aarbecht. Trotz staatlecher Ënnerstëtzung ass dëse Prinzip kruzial a muss duerch divers „checks and balances" geséchert ginn.

Ech kommen elo zum Radio 100,7, dee jo mat um Ursprong vun dësem wichtegen Debat steet. Fir d'alleréischt begréisse mir Gréng déi gemeinsam Positioun vun Direktioun, Chefredaktioun a Conseil d'administration. Et weist, dass sech déi verschidde kruzial Organer vum 100,7 zesummegesat hunn an iwwer hiert jeeweilegt Rolleverständnis, hir Missioun an hir Qualitéitskrittären diskutéiert hunn. Dëst ass awer och e Prozess, deen ni ofgeschloss ass, a mir wënschen eis, dass sämtlech Acteuren innerhalb vum Radio den Dialog an den Austausch mateneen oprechterhalen.

Mir deelen de Wonsch vum 100,7 an den Avis vun de Virriedner, dass de gesetzleche Kader vum 100,7 muss iwwerschafft a gestäerkt ginn. Mir ënnerstëtzen och d'Fuerderung no méi Onofhängegkeet vun dësem Medium. Dëst gëtt zum engen iwwer eng gesetzlech Verankerung vum Kader, der Missioun an dem Finanzéierungsmodell séchergestallt, mee awer och andeems d'Nominatiounsprozedur vum Verwaltungsrot ugepasst gëtt.

An dëser Hisiicht fuerdere mer eng kloer a virun allem transparent Ausschreiwung vum jeeweilege Verwaltungsrotposten, gekoppelt un de jeeweilege Besoin u Profiller. Dës Prozedur soll ëffentlech sinn an un transparent Krittären, wéi beispillsweis keng aktiv, aktuell parteipolitesch Mandater, gekoppelt sinn. Esou gëtt séchergestallt, dass de Conseil d'administration qualitativ héichwäerteg, kompetent an esou onofhängeg wéi méiglech opgestallt ass. Dësen Nominéierungsmechanismus muss vun der ALIA iwwerwaacht ginn. A well den 100,7 weiderhin ënnert dem legale Statut vum Etablissement public bleiwe soll, gesi mir déi formell Nominéierung awer bei der Regierung.

Wa mer modern an zäitgeméiss Gouvernanceprinzippien applizéiere wëllen, dann ass en elaboréierte Règlement d'ordre interne mat den néidege Kontrollmechanismen, sougenannte Garde-fouen, evident an onvermeidbar, fir d'Onofhängegkeet vun der redaktioneller a journalistescher Aarbecht ze garantéieren an de jeeweilegen Acteuren hire Rôle an hir Missioun kloer ze definéieren. Dëse Reglement definéiert de Funktionement innerhalb vum Verwaltungsrot, mee och fir d'Direktioun a fir déi ënnerschiddlech Departementer a Redaktioune vum Radio.

En internt Redaktiounskonzept ass haut schonn en place an ass kruzial, wa mer vu Qualitéitsjournalismus schwätzen. Mee mir begréissen och d'Efforten, déi rezent am Radio gemaach goufen, fir e gesamte Code de déontologie en place ze setzen, dee sech den deontologesche Froen am gesamte Radio unhëlt, an d'Iddi, fir am Hierscht e responsabele Kommitee dofir an d'Liewen ze ruffen. Dass e Radio wéi den 100,7 sech ëmmer erëm muss selwer erfannen, erschéngt eis natierlech wichteg. D'Fuerderung vum CA fir e Budget d'innovation et de développement ass dowéinst duerchaus pertinent a sënnvoll. An dass e pluriannuelle Budget existéiert, deen et de Verantwortlechen erlaabt, virausschauend ze plangen, ass nëmmen néideg a richteg.

„Service public" heescht och en enke Lien mat den Nolauschterinnen an Nolauschterer. Déi ugeduecht Piste vun engem „HöhrerInnenrat" si wichteg fir en direkt Abezéie vun de wichtegste Stakeholder vun engem ëffentlech-rechtleche Medium: den Nolauschterer.

Här President, ech komme bei RTL. D'Missioun vum Service public läit zum groussen Deel bei RTL Télé, zum klengen Deel beim Radio. An och déi digital Presenz profitéiert natierlech vun de Contenue vun Audio an Tëlee. RTL ass matten am Crossmedia ukomm a féiert haut schonn Iwwerleeungen, wéi een deenen neien digitale Méiglechkeeten an dem Changement vum Konsumenteverhale ka Rechnung droen.

RTL huet ganz sécher erkannt, dass eng multilingual Approche am Lëtzebuerger Kontext wichteg ass, an den RTL Today an RTL 5minutes profitéiere vun enger Audienz vun zirka 20.000 an 100.000 Persounen. Sämtlech Missiounen, déi dem ëffentlechen Optrag ënnerleien, hunn hei eng wichteg Aufgabestellung. Lëtzebuerger Radios- an audiovisuell Contenue musse kënne fir sämtlech Residenten, mee och Frontaliere verständlech sinn, an den Zougang zu Informatioune muss garantéiert sinn. Den Internet bitt do vill Méiglechkeeten, fir méisproocheg parallell Informatiounskanäl, Videoen a sproochlech vläicht spezifesch Podcasten a Co auszebauen.

Mir begréissen als gréng Fraktioun deen neie Modell vu Konventioun. Et handelt sech net méi just ëm eng Defizitfinanzéierung, mee en huet den Usproch, e méi inhaltlechen an transparente Modell ze sinn. Hei verweise mer op d'Qualitéitskrittären an objektiv Quantitéitskrittären, déi an der Konventioun fir 2021 bis 2023 drastinn a mussen agehale ginn. Mir begréissen dës Approche, quitte dass mer als Gréng der Meenung sinn, dass mer nach méi kloer Krittäre brauchen, wéi eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht an der Informatioun ka séchergestallt ginn.

Wa mer vu Qualitéitskrittäre schwätzen, da gëtt et bei RTL souwuel déi intern Kontrollmechanisme wéi de Comité d'éthique an de Compliance Department vun RTL Group, déi extern Kontrollméiglechkeete vun der ALIA oder och dem Presserot, a gekoppelt un déi nei Konventioun ass awer och d'Schafe vun engem Comité de suivi. Do hätte mer nach e puer Froen dozou, déi den Här Premierminister a Medieminister schonn deelweis ugerass huet: Wéini muss dee Kommitee operationell sinn? Wéi gesäit seng Zesummestellung a kloer Missioun aus? A wéi ass et mam Chambersrepresentant an deem Kommitee? Do misste mer och eis intern sou lues Gedanken driwwer maachen.

Verschidden Aspekter an der Diskussioun ronderëm RTL ginn zréck bis an d'1920er Joren, un den Ufank vum Radio hei zu Lëtzebuerg. Ech denken heibäi un d'Konzessioun un e private Sender, d'Standuertvirdeeler vu Lëtzebuerg vis-à-vis vum europäeschen Ëmfeld oder den technesche Progrès als „driver" vun der Verännerung. Aner Momenter verännere sech rapid, zum Beispill de kommerzielle Wäert vun de Frequenzbänner, dee fréier en entscheedende Facteur an der Rechnung war, mee haut mam Internet wuel definitiv passé ass.

Eng Never-ending-Story ronderëm d'Theema RTL ass awer och d'Fro no engem kompletten ëffentlech-rechtleche Fernsee. Do stelle sech op ganz ville Fronte Froen, ugefaange beim Käschtepunkt, bei der Zuel vun der Audienz an awer och, ob dëse Modell eng reell finanzéierbar a qualitativ héichwäerteg Plus-value hätt virum aktuelle Modell. Mir stinn hei virun enger Situatioun ouni richteg Erfarungswäerter, och wa gewëssen Zuelen an Estimatiounen am Raum stinn a iwwert d'Méiglechkeet vun engem Vergläich mam Ausland nogeduecht gëtt.

Ouni elo hei an Iwwerleeungen eranzeklammen, wëll ech awer eppes ganz kloer soen: Wéi gesot ënnerstëtze mir als Gréng eng grondsätzlech Diskussioun ëm déi ëffentlech-rechtlech Medien hei zu Lëtzebuerg, och bei der Tëlee. Wat fir eis awer keng Optioun ass, ass eng TV- oder Medientax, wéi et se am Ausland gëtt, net zulescht och, well esou e Modell am Internetzäitalter praktesch kee Sënn méi mécht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen hei iwwert den Optrag fir eng ëffentlech Mediegestaltung zu Lëtzebuerg. Dësen Optrag iwwerhuele formell de Radio 100,7 an RTL fir de Lëtzebuerger Staat. Dat bedeit awer net, dass aner Medien dës Missioun net och fir sech huelen an ausüben.

Mir hunn an der Virbereedung vun dësem Debat och Vertrieder vun de sougenannte Communitymedie begéint. Si hunn definitiv an dëser Debatt och eng Plaz, well si vun der Ëffentlechkeet, vun der Zivillgesellschaft ausginn an duerch hir Existenz an hire Bäitrag an der Medielandschaft e Beweis si fir eng staark

Demokratie a Biergerbedeelegung. Wa mer vun ëffentleche Medie schwätzen, dierfe mer d'Ëffentlechkeet net vergiessen. Si funktionéieren onofhängeg an net profittorientéiert a representéieren d'Villfalt vun eiser Gesellschaft. Mir wëllen hei ausdrécklech begréissen, dass am kierzlech vum Regierungsrot adoptéierten Avant-projet de loi zur Reform vun der Pressehëllef elo och dës Medien hir Plaz an hire Kader fonnt hunn an doduerch op staatlech Ënnerstëtzung a Förderung ziele kënnen.

Ech wëll ganz kuerz hei op zwee Voleten agoen, déi fir eis beweisen, dass se d'Missioun vum Service public erfëllen. Zum Beispill huet de Radio ARA wärend der Covidkris festgestallt, dass verschidde sproochlech Communautéiten zu Lëtzebuerg e Besoin un Informatiounen iwwert déi lafend Mesuren haten, well se sech soss an hiren Ursprongslänner informéiert hätten, wou nun emol awer aner Mesuren en place waren; e ganz kloert Beispill vun enger Flexibilitéit an Terrainsverbonnenheet vun dësem Medium, wat definitiv am ëffentlechen Informatiounsoptrag gekuckt muss ginn.

En anere Volet ass dee vun der Educatioun, dee leider, zäitlech bedéngt, ze kuerz kënnt hei an dësem Debat. Mir sollten net vergiessen, datt d'Begeeschterung vu Jonke fir d'Medien, den éischten Erfarungszougang a Formatioun wichteg Piliere si fir eng gutt ausgebilt a staark Medielandschaft.

Monitoring a Kontroll vun eiser Medielandschaft sinn en Aspekt, deen een an dësem Debat net vergiessen dierf. D'ALIA hunn ech schonn a viregte Punkte genannt. Als Opsiichtsautoritéit huet si e breet Mandat, mee verhältnisméisseg limitéiert Moyenen. Och am Fonctionnement, an der Ausübung vun hirer Aarbecht ass nach Loft no uewen. An an deem Sënn missten zum Beispill d'Effizienz, d'Beschlossfäegkeet an d'Missioun vun hirer Assemblée consultative iwwerschafft ginn. D'Assemblée consultative, beispillsweis, ass d'Stëmm vun der Zivillgesellschaft an der Qualitéitssécherung vum Mediesecteur hei zu Lëtzebuerg. Mir sollte kucken, wou hir Roll innerhalb vun der ALIA ka gestäerkt ginn a wéi eng Mëttele si brauch, fir hir Missioun besser kënnen auszefëllen. D'Emsetzung vun der neier EU-Direktiv iwwer audiovisuell Medieservicer kéint een hei zum Beispill als Ustouss huele fir esou eng Reform.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Entwécklung vum Mediesecteur ass komplex a wäert eis 2020 nach vill beschäftegen. Dat neit Pressehëllefgesetz, mee och d'Emsetzung an d'Suitte vun den hei ugeschwaten nächste Schrëtt bei RTL an 100,7 verdénge Beuechtung am Detail. Eis ëffentlech Medien hunn den Optrag ze informéieren, weiderzebilden, Mënsche mat an d'Aktualitéit, an d'Kultur, an d'Sportswelt an nei Wëssenswelten ze huelen. An dësen Aspect vu Kultur via d'Medien erliefbar ze maachen ass een, dee mir als Presidentin vun der Kulturkommissioun besonnesch uewe läit.

D'Iwwerdroung vu Concerten, Theaterstécker, d'Virstellung vun neien Ausstellungen, Bicher, Programmatioune si fir mech net aus eisen ëffentlech-rechtleche Medien ewechzedenken. Dës Kulturwelt geet vum Kannerprogramm a klenge Filmercher iwwert de „Food For Your Senses" an d'Lëtzebuerger Filmproduktioune vun haut a gëschter. Déi breet Panoplie aus dem Kultur- an Entertainmentvolet vun enger Mission de service public soll déi verschidden a villfälteg Contenuen, Kulturrichtungen a Publics cibles uschwätzen, vu Lëtzebuerg an doriwwer eraus. Dës Erwaardung hunn ech perséinlech un de Service public a freeë mech, dass en a sämtlechen ugeschwate Medie seng Plaz fonnt huet, wat hoffentlech behalen an ausgebaut ka ginn.

Domat erlaabt mer, Här President, nach e kuerzen ofschléissende Gedanken zu dësem Débat de consultation. Vu Konklusioun schwätzen ech ganz bewosst net, well an den Ae vu menger Fraktioun eis Diskussioun vun haut just den Ufank war vun engem ëffentlechen Debat iwwert de gesetzleche Kader vum Mediesecteur hei zu Lëtzebuerg.

D'Reform vun der Pressehëllef wäert e weidere wichtege Schrëtt an dëser Legislaturperiod sinn, mee duerch d'Verännerung wäert de Mediendossier ni stëllstoen an et wäerten ëmmer nei Momenter opdauchen. Als Legislateur hu mer hei d'Schwieregkeet, engersäits mussen op Innovatiounen an technesche Fortschrëtt ze reagéieren, anerersäits awer och Impulser ze ginn an de Respekt vu wichtege Prinzippie sécherzestellen. Et ass an eisen Aen dofir ganz wichteg, dass d'Chamber an dëse Prozess matagebonne gëtt. D'Kommissioun fir Digitaliséierung, Kommunikatioun a Medien huet dobäi natierlech eng wichteg Roll ze spillen, mee och dëst Haus insgesamt. Mir als Gréng wäerten déi verschidden Dossieren an dësem Beräich op alle Fall ganz enk suivéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der ADR gären op déi vum Medien- a Staatsminister gestallte Froen äntwerten - net iwwer modern Medien, net iwwer Printmedien, net iwwert d'Pressehëllef, alles dat ass net de Sujet vun dëser Debatt. Ech fänken einfach emol bei den einfachste Punkten un.

Éischtens: Wëlle mir eng staatlech Televisioun? Mir als ADR soen: Neen, well mir denken net, datt dat de Pluralismus in fine stäerke géif, sou wéi de Staatsradio 100,7 eis dat geléiert huet. Deemools huet eis Partei, genau wéi d'DP an déi gréng, géint d'Schafe vum 100,7 gestëmmt.

De positive Punkt war - a vläicht war dat och den Ustouss fir de Kriepse Rob deemools -, de positive Punkt war, datt eng Plattform geschaf hätt kënne ginn, déi alle politeschen, sozialen, kulturellen, sportleche Gruppéierungen oppegestanen hätt, fir hinnen ze erlaben, hirer Meenung Ausdrock ze ginn oder hiert Uleies ze erklären an iwwer hir jeeweileg Ziler oder Projeten ze informéieren an ze debattéieren. An dat ouni deen Zäitdrock, deen an engem kommerzielle Radio herrscht. Dann hätte mer kënnen en Instrument entstoe loossen, dat fir de Meenungspluralismus hei am Land gesuergt hätt.

Et ass awer net esou komm! Mir hunn ee Medium méi, dat eng Ligne éditoriale verfollegt, déi, wéi anerer am In- an Ausland, duerch Agendasetting, Framing - ech komme spéider op déi Termen zréck - bei hiren Nolauschterer Meenung bilt an Astellunge formt, anstatt ze informéieren. Dat wëlle mir net, an dat wëlle mer net och nach mat faarwege Biller fir vill ze vill Steiergelder!

Zweetens: Wëlle mer eng Finanzéierung duerch Gebüren amplaz direkt aus dem Staatsbudget? Och hei soe mer als ADR ganz kloer: Neen, well esou eng Gebürenordnung vill ze bürokratesch wier an och vill ze vill onsozial.

Wëlle mir muer, wéi an Däitschland, Frankräich, Belsch an esou weider, datt Agente vun der Gebürenordnung sech ënner engem Virwand Zoutrëtt zu eisem Heem verschafen, fir ze kontrolléieren an ze zielen, ob a wéi vill Radioen oder Téleeë mir hunn? Dat wëlle mer net!

Wëlle mir muer Leit mat Akommessen, wou et op déi lescht zéng Euro ukënnt de Mount, elo weider 20 Euro de Mount ofknäppe fir eng Staatstélee oder e Staatsradio? Mir soen als ADR kloer Neen zu där Iddi.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Drëttens: Mir begréissen d'Konventioun, déi et erlaabt, den Téleesprogramm vun RTL oprechtzeerhalen a knäppen dorunner exakt déi selwecht Bedéngungen, wat e gudden, neutralen a villfältege Service public ugeet. Dozou méi zum Schluss.

Haut awer schonns schéngt et mir evident ze sinn, datt d'Deputéiert an hirer Fonctioun net sollte Member si vum Verwaltungsrot vun CLT-UFA, genausou wéineg wéi soss Vertrieder, déi parteipolitesch gebonne sinn oder parteipolitesch Interête verfollegen. A mir als ADR fuerdere klipp a kloer déi véier Kolleegen hei aus dem héijen Haus op, aus dem Verwaltungsrot vun CLT-UFA ze demissionéieren.

Véiertens: De Staats- a Medieminister huet geschriwwen, de Service public sollt als Facteur fir déi sozial a kulturell Kohäsioun verstane ginn a sech un d'Gesamtheet vun der Populatioun riichten, wat jo dann och d'Fro vun den Aarbechtssprochen opwerft. Mir als ADR befürworten dat ganz kloer. Mir befürworte béid Ziler, bei 100,7 a bei RTL. Kohäsioun kréie mer nëmmen, wa wierklechen, geliefte Meenungspluralismus gëllt. An dat ass, wéi schonns gesot, net de Fall, wann Noriichteredaktiounen eng Ligne éditoriale verfollegen.

Zum 100,7: Mir kënnen eis als ADR virstellen, datt den 100,7 an Zukunft dräi Kanäl kéint bedreiwen, fir senger Missioun wierklech gerecht ze ginn: ee Kanal, wou ëffentlech-rechtlech Informatiounen op héijem Niveau an op Lëtzebuergesch - ënner Anhale vu strikter Neutralitéit an ouni Ligne éditoriale - zu alle politeschen, kulturellen, sozialen a sportlechen Theemen ausgestraalt ginn; ee Kanal, deen als oppe Plattform fir Associatiounen an alle Beräicher vum ëffentleche Liewe funktionéiert a sech dann niewebäi der klassescher oder allgemeng der Nischemusek ka widmen. An da schliisslech ee Kanal, dee sech an deene gewënschte Sproochen - dat kann Englesch, Franséisch, Portugisesch oder soss eng Sprooch sinn - un all eis net Lëtzebuergesch schwätzend Matbierger riicht, mee dat zu exakt deene selwechte Konditiounen, déi och fir den éischte Kanal gëllen.

D'Diane Adehm huet sech vill Méi gemaach, fir d'Definitioune vum Service public ze bréngen. Ech denken, datt d'Definitioun als solch net duergeet. D'Beispill ass d'BBC, déi hatt genannt huet. D'BBC huet am Brexit-Referendum ganz kloer Partei ergraff, an dat, genau dat, däerf ni an engem Service public geschéien!

Allgemeng fir Radio an Télee gëllt fir eis, datt e steierfinanzéierte Service public derfir suerge muss, datt an de Meenungsbildungsprozess vum Public méiglechst vill ënnerschiddlech Perspektiven afléissen, datt ënnerschiddlechst Liewenslage vu verschiddenste Bevëlkerungsgruppen zum Ausdrock kommen. Pluralismus ass fir eis dee wichtegste Bestanddeel an déi wichtegst Konditioun vu wierklecher Demokratie. Et däerf net zur Bildung vun enger „Meinungsmacht" kommen. Dat zielt besonnesch fir d'Télee, déi nach ëmmer e Leitmedium ass. An hei zitéieren ech d'Bundeszentrale für politische Bildung iwwert d'Aart a Weis, wéi Medien op Meenungsbildungsprozesser Afloss huelen: RTL oder 100,7 oder soss e Medium entscheeden, wat fir eng Theemen iwwerhaapt op d'Dagesuerdnung kommen an als „wichteg" gekennzeechent ginn. Dat nenne Wëssenschaftler „Agendasetting".

Da gi bestëmmt Deelaspekter vun engem Theema an de Vierdergrond gestallt an domat eng Interpretatiounsrumm suggeréiert. Dat nenne mer „Framing". An dat ass besonnesch schlëmm, wann alternativ Frames total feelen. De Bierger verléiert d'Bewosstsinn, datt d'Berichterstattung perspektivesch ass an de Sachverhalt net am Ganzen ofdeckt.

Da kann en Androck geschaf ginn, wéi d'Meenung vum Vollek ausgesäit, zum Beispill duerch en Zesummeschneide vu willkürlechen Trottoiresopnamen. Dat vermëttelt dann e Meenungsklima. D'Bierger kréien en Unhaltspunkt, ob si mat hirer eegener Meenung aleng dostinn oder ob si zur suggeréierter Majoritéit géiéieren. An dat léist eng „Schweigespirale" aus. Déi grouss Aflossméiglechkeet vu Medie besteet also an éischter Linn doran, datt se en Androck kënnen erwecken, wéi wann eng bestëmmt Positioun an der Gesellschaft géif iwwerweien oder eeben eng bestëmmt Positioun inakzeptabel wier.

An domadder komme mer dann zu „des Pudels Kern", ech hu keng Äntwert drop: Wéi kënne mer sécherstellen, datt politesche Journalismus déi verschidden an der Gesellschaft vertruede Positiounen an hir jeeweileg Argumenter esou duerstellt, datt eng individuell an onofhängeg Meenungsbildung beim Bierger méiglech ass? Dat ass fir eis Qualitéitsjournalismus. Mee wéi séchere mer Meenungsvillfalt? A wien oder wat soll kontrolléieren, datt se agehale gëtt? Wéi verhënnere mer eng iwwermächteg Meenungsmuecht duerch Lignes éditoriales? Keng einfach, mee déi wichtegst Fro!

Ech wëll jiddefalls ni méi erliewe mussen, wat mer geschitt ass 2009, datt matten am Walkampf e Journalist op sengem eegene Radio an enger „Carte Blanche" eng Partei wéi meng däerf ongestrooft als „brong" bezeechnen, vernennen. Dat ass kee Journalismus, dat ass och kee Meenungsjournalismus. Dat ass ganz einfach en inakzeptabele Commentaire! Dat ass „Meinungsmache", wou de Journalist op eemol zum Acteur an enger Campagne gëtt an net méi Berichterstatter bleift.

Dat selwecht ass geschitt mam Guy Weber, Directeur de l'information bei RTL, deen den 30. Abrëll 2019 am Kader vun den Europawalen en „Tëscheruff" geschriwwen huet ënnert dem Titel: „Zwee Walplakater mat zwee verschiddene Messagen". Et goung ganz banal ëm e Plakat vum Monica Semedo vun der DP an e Plakat vun der ADR mat engem vun eise Sloganen: „Keng illegal Immigratioun". Dozou seet dann de Guy Weber: „D'Parteie sollten net mat bewossten oder onbewossten Amalgamme schaffen. Oder mat ‚inzeenéierte' Fake News."

Fakt ass: Mir hunn nimools behaapt, d'Madamm Semedo wier en illegalen Immigrant. Datt déi zwee Plakater beieneenhoungen, war rengen Zoufall. Deen Eenzegen, deen hei en Amalgam geschaf huet, dat war RTL, an dat war de Chefredakter vun RTL. An dat ass schrecklech schlëmm!

Nach haut de Moien hunn ech mussen op rtl.lu iwwert de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg vu gëschter liesen: „DP an CSV fuerdere méi Polizeipräsenz op der Gare. [...] Motioun [...] ouni d'Stëmme vun der Oppositioun ugeholl." Dat ass Fakenews. Och d'ADR huet dës Motioun gestëmmt, mat der DP a mat der CSV. Esou eng Berichterstattung, dat geet fir kee Medium, a ganz bestëmmt net fir e steierfinanzéierte Service public!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Geneesou war et héich bedauerlech, datt d'Berichterstattung an der Coronazäit sech bal exklusiv op d'Regierungspropaganda beschränkt huet an all aner Parteien an och all aner Theeme ganz einfach ausgegrenzt goufen.

Aus all deenen Ursaachen, Här Staatsminister, ass d'ADR dankbar, datt Der grad elo wëllt Moossnamen ergräifen, fir esou Deriven an der Zukunft ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An elo wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass eng wichteg Debatt, déi mer hei féieren, well Lëtzebuerg ass a Wierklechkeet an enger ganz spezieller Situatioun, wat d'Medielandschaft ugeet. An dat ass och vu ville vu menge Virriedner gesot ginn.

D'Fro, déi ee sech fir d'éischt muss stellen, ass, ob déi aktuell Situatioun, déi historesch gewuess ass, nach haltbar ass. Mir hunn engersäits e privaten a kommerzielle Sender, deen awer och eng Mission de service public huet am Géigenzuch vun engem Géigefinanzement, an deen u sech - an dat ass jo quasi en Eenzelfall, mengen ech, hei an Europa - dat mécht, wat ënner verschiddene Formen am Ausland ënner ëffentlech-rechtleche Medie verstane gëtt.

Et gëtt esou gemaach, an dat huet een oft, a villen Diskussiounen, datt Lëtzebuerg heiansdo eng speziell Situatioun huet a verschiddenen Theemen, et gëtt esou gemaach, vu datt mir jo esou ganz speziell wieren - „Mir si ganz speziell; well mir Lëtzebuerg sinn, dofir si mer speziell", dat ass esou eng Tautologie, déi sech permanent repetéiert -, dofir wier et och normal, datt mir an där Situatioun wieren. An de Fait, datt mir esou speziell sinn, géif erklären, firwat mir als quasi eenzegt Land esou eng Situatioun hätten.

Vläicht kéint een d'Fro jo ëmdréien a sech d'Fro stellen, firwat all déi aner Länner esou e Wee net gaange sinn. Entweeder si mir erëm eng Kéier besser a mir wëssen erëm alles besser wéi déi aner. Oder vläicht si mir an enger Anomalie, an enger net normaler Situatioun? Ech wëll hei ganz kloer ënnersträichen: Ech wëll guer net iwwer Inhalt diskutéieren, iwwer Qualitéit vun deem engen oder deem anere Medium diskutéieren. Dat steet mir a menger Funktioun als Deputéierte souwisou net zou, an en plus wier dat laanscht d'Theema.

Duerno hu mer och e Radiosender, en ëffentlech-rechtleche Radiosender, wat kee staatleche Radiosender ass - do gëtt et eng grouss Nuance, dorobber kommen ech vläicht herno zréck -, deen awer eng Partie Gouvernanceproblemer huet, an ech wäert och dorobber zréckkommen.

De Problem, wann ee vum Audiovisuelle schwätzt, dee läit net bei RTL, dee läit bei enger Monopolstellung. Eng Monopolstellung am Pressewiesen ass ëmmer schlecht. Sief dat an der geschriwwener Press: Stellt Iech mol vir, mir hätten nëmmen eng Zeitung oder nëmmen ee Radio! Mee mir hunn nëmmen ee Sender, deen audiovisuell sent. Onofhängeg dovunner, ob e gutt oder schlecht schafft - dat ass net de Problem -, et ass ëmmer ongesond. Et wier och ongesond, wa mer nëmmen een ëffentlech-rechtleche Sender hätten.

An de Problem ass net onbedéngt deen, datt RTL eng Mission de service public kritt, de Problem ass deen, datt déi Mission de service public muss méi kloer definéiert ginn an datt och gewëssen Organer musse méi kloer definéiert respektiv adaptéiert ginn.

Wat ass eng Mission de service public? Dat ass e puermol gesot ginn: Et soll onofhängeg sinn, et soll universell sinn. Déi lokal a regional Radioe mussen och staark ënnerstëtzt ginn an esou weider an esou virun. Ech hunn net vill Zäit, da repetéieren ech net dat, wat schonn eng Kéier gesot ginn ass.

Mee d'Diskussioun, déi mer hei féieren, déi geet jo haaptsächlech ëm de Finanzement an d'Gouvernance, also déi Instrumenter, déi derfir solle suergen, datt de Service public soll garantéiert ginn. An de Finanzement ass eng immens wichteg Saach. De Journalismus ass e ganz wichtege Beruff, ass e schwéiere Beruff, ass net ëmmer en dankbare Beruff, ass heiansdo souguer e geféierleche Beruff, deemno, op wat fir engem Sujet ee schafft, an do brauch een net an den Afghanistan ze goen. Do kann een och op Malta goen. Mee vläicht kann een och heibleiwen. Et ass net ëmmer evident, fir engem Drock nozekommen, an dofir brauch ee vill Zäit.

Et gëtt vill Methoden, fir Zensur ze maachen. Et gëtt déi klassesch Method vun Diktatur: De Staat zenséiert! An där Situatioun si mer glécklecherweis net. Et kann awer och déi Method gi fir ze soe bei private Firmen, déi vläicht deen

een oder deen anere sponseren, datt se vläicht Gelder ewechzéien, well se net onbedéngt wëllen, datt dat eent oder dat anert bericht gëtt. Dat geschitt hei zu Lëtzebuerg, deemno wéi.

An et gëtt nach eng méi perfid Approche, dat ass, Austeritéit ze maachen. Dat heescht, d'Journaliste si fräi, komplett fräi fir ze maachen, wat se wëllen, mee si hunn ëmmer manner Moyenen à disposition, dat heescht Geld. Moyenen, dat heescht Geld. Si brauche vill Zäit fir ze recherchéieren, an dorunner moosst sech d'Qualitéit. Voilà.

Dat heescht, de Finanzement, do brauche mir eng Onofhängegkeet. An déi Onofhängegkeet, déi muss garantéiert ginn, souwuel vum Privaten, wann een e Service public mécht, mee och vum Staat, quitte datt mer wëssen, datt d'Gelder ëffentlech musse sinn an datt dat iwwer e Budget muss lafen. Mee, wéi den Här Siweck an enger Kommissioun sot: „Mir brauchen eng ‚Staatsferne'!" An ech mengen, dat ass e ganz, ganz gudden Term.

Dofir brauch een eng Planifikatioun, wat de Finanzement ugeet, zum Beispill op fënnef Joer, op laang Dauer, datt net op eemol d'Chamber kéint aneschters entscheeden. An, wéi den 100,7 och recommandéiert: Wa Reduktioune misste stattfannen, da soll dat festgeluecht ginn, datt op kee Fall d'Mandat oder de Funktionement vum 100,7 sollten a Fro gestallt ginn.

Mee de Budget muss konsequent sinn. Mir mussen eis dat eppes kaschte loossen! Mir maachen dat fir aner Saachen, déi vläicht net esou wichteg sinn. Op där Fro däerfe mer net spueren. Wa méiglech mat zwee Budgeten, ee fir déi lafend Käschten an ee fir all déi Geschichten, déi d'Innovatioun uginn, Infrastrukturen, Innovatiounen, numeeresch Innovatiounen.

Ech wëll dann zur Gouvernance iwwergoen. Wéi gesot, den Här Medieminister huet virdrun den Éditorial vum 2. Oktober 2018 zitéiert, den Editorial vum Här Jean-Claude Franck a Pia Oppel, Chefredakter respektiv Ko-Chefredakter vum 100,7. An do natierlech, do stëmmt et, am éischte Saz soe se: „D'Redaktioun vum 100,7 ass onofhängeg. An de leschte fënnef Joer gouf keen Afloss op eis journalistesch Aarbecht geholl a mir konnten", - „mir konnten"!, am Passé! -, „fräi schaffen."

Deen Editorial, deen ass komm, nodeems den Här Jean-Paul Hoffmann, ehemolegen Direkter vum 100,7, demissionéiert hat, well e justement der Meenung war, datt den neie Verwaltungsrotpresident, den Här Loschetter, deen den Här Bettel ernannt hat, net méi d'Konditioune geschafen huet, fir datt se fräi kéinte schaffen. D'Redaktioun stoung hannert dem Här Hoffmann. Si hunn awer och bedauert, datt hie fortgeet. Et kann ee vläicht verstoen, firwat den Här Hoffmann deen Drock net méi ausgehalen huet. Mee dat ass d'Realitéit! Dat muss ee soen.

An deem selwechten Edito soe se och: „Zur Onofhängegkeet vun engem ëffentlech-rechtleche Radio gehéiert awer och seng Gouvernance: Dës muss garantéieren, datt de Verwaltungsrot op eng transparent Manéier am Interessi vun der Ëffentlechkeet handelt an net vu Politiker oder eenzele Conseilsmemberen. Wéi vulnerabel de Radio als Institutioun ass, wann déi Onofhängegkeet net garantéiert ass, weist dat lescht Joer." An et kann een deen Edito - Dir kënnt en erëmfannen - ganz liesen. Et ass grav! An zemools e liberale Minister, grad e liberale Minister, deen ...

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... esou e Feeler gemaach huet! Dir hutt do en décke Feeler gemaach. Dir hutt vläicht dorauser geléiert, well elo si mer amgaangen, driwwer ze schwätzen, fir d'Gesetz ze reforméieren, well do vill Drock ausgeüübt gouf. Tant mieux! Mee et war e gravéierenden Agréff, deen inakzeptabel ass an esou engem Staat.

Op jidde Fall, wichteg ass, an dat fannen ech awer gutt, dat fanne mer gutt, datt d'Regierung bereet ass, dee Wee ze goe fir ze soen, datt fir de Verwaltungsrot, wann deen ernannt gëtt, och prezis Profiller musse festgehale ginn an esou weider an esou virun, fir kënnen déi verschidde Leit ze ernennen. Wat awer och wichteg ass, mengen ech, dat ass, datt de Verwaltungsrot selwer eng Autoregeneratioun soll maachen, dat heescht, datt de Verwaltungsrot ka seng eege Leit selwer ernennen, opgrond vu Krittären. Esou hu mer dann natierlech och evitéiert, datt et zu enger Politiséierung kënnt. Ech wéilt als Deputéierten och net an engem Verwaltungsrot, vun iergendenger Natur, vun engem Medium schaffen. Dat soen ech als aktuellen Deputéierten an als fréiere Journalist. Ech fannen dat net seriö.

Just niewebäi gesot, eng kleng Remark: Ech fannen et och net ganz seriö - et huet näischt mat der Persoun ze dinn -, datt de Staatsminister an engems Medieminister ass. Ech mengen, dat huet den Här Bettel net erfonnt, dat war och ënnert dem Här Juncker esou, dat war och ënnert dem Här Santer esou. Ech fannen dat net ganz seriö. Dat ass fir mech e bëssen zentralasiatesch. Ech mengen, d'Kultur, de Kulturministère misst dat u sech iwwerhuelen.

E Mediateur bräicht een natierlech och. En ZuhörerInnenbeirat misst een och hunn. A wann een iwwert den RTL schwätzt: Mir hunn zum Beispill do eng Commission de suivi, mee déi Commission de suivi, éierlech gesot, déi misst aneschters opgebaut ginn. Well wa mer wierklech vu Service public schwätzen, da mussen awer och déi verschidde Kontrollmechanismen deementspriechend sinn. An ech mengen net, datt dat zurzäit de Fall ass bei RTL. Mee dat kann een nach alles verbesseren.

Ech wollt awer soen: Ech sinn e bëssen enttäuscht! Et gëtt iwwert d'Tëlee geschwat. Et geet net drëms, eng nei Tëlee ze schafen. An duerno gëtt gesot: „Mir hu vläicht" -mir sinn am Joer 2020! - „den Knowhow zu Lëtzebuerg net, fir eng Tëlee ze maachen." Egal wat! „An et kascht vläicht ze deier." Dat ass och net wouer. Mee souwisou, et geet guer net dorëms.

Et ass och eng ganz archaesch Approche, fannen ech, vun der Regierung fir ze soen: „Mir mussen elo onbedéngt eng nei Tëlee maachen." Et gouf schonn e puermol gesot: Déi Jonk, déi kucken och audiovisuell Saachen um Internet - an där gëtt et der immens vill, déi esou produzéiert ginn - an net méi onbedéngt d'Tëlee. Ech selwer och mol net méi, ech kucken och nach just um Internet. Also, esou jonk muss ee mol guer net sinn. Dat ass eng Tendenz, déi sech wäert etabléieren.

A wa gesot gëtt, den ëffentlech-rechtleche Medium, wéi deen och ëmmer kéint heeschen, datt deen opgestockt gëtt, och numeeresch, dann ass dat eng Fro - well dat steet jo och an der Motioun - an ech hätt gären eng Äntwert dorobber, well et ass mer net ganz kloer, wat dat heescht. Kréie se eng besser Internetsäit? Oder kann een och an d'Richtung goen, en audiovisuelle Medium - dee keng Tëlee ass! , en audiovisuelle Medium iwwer Internet opzebauen? Dat kascht och vill manner. An do gëtt et scho Leit, déi dat maache kënnen, gleeft mer et! Also, deen Knowhow gëtt et zu Lëtzebuerg à profusion. Dat wär awer interessant. Dann hu mer déi Monopolstellung am Audiovisuelle garantéiert, an et wäert zu enger ganz positiver Befruchtung kommen tëschent deene verschiddene Saachen. Vläicht entstinn nach aner Saachen.

Schlussendlech nach ganz schnell - glécklecherweis huet d'Madamm Bernard dat ernimmt, et ass ganz wichteg - déi communautaire Radioen. Radio ARA, ganz wichteg, Radio ARA, si hunn eis gesot, datt si an enger existenzieller Gefor si finanzieller Natur. Dat ass immens grav, well si erfëlle justement eng Mission de service public, ouni déi Suen ze kréien, oder ganz wéineg. Si maachen dat, si schaffe mat Jonker, si bilde se aus, duerno kënne se och nach fir aner Medie schaffe goen. Si schaffe fir verschidde Communautéiten, grad an der Coronakris. Mee doriwwer eraus si si u sech quasi deen eenzege Sproochrouer vun enger ganzer Partie vun der Bevëlkerung. A si setzen och nach op de Volontariat, op de Benevolat.

Ech mengen, fir esou e Radio, do muss een op jidde Fall derfir suergen, datt een och e Kader schaaft, an och innerhalb vun enger Mission de service public, an dat heescht och deementspriechend fir Moyenen. Si froen och keng Milliounen, keng Angscht.

Mee bon, ech mengen, mir sinn amgaangen, eng historesch Chance ze verpassen. Ech sinn dervun ausgaangen, datt mat dëser Koalitioun et awer nach e Schrack méi wäit géif goen. Ech sinn elo zurzäit e bëssen enttäuscht. An et ass eng historesch Chance, déi mer vläicht verpassen. Ech hoffen, datt mer d'Kéier nach kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, scho virun e bësse méi wéi zwee Joer hunn d'Experte vun der European Broadcasting Union an enger externer Evaluatioun d'Situatioun an d'Piste fir de Radio 100,7 evaluéiert. An dësem Peer-to-Peer-Review gouf eng Analys op Basis vun den universale Valeure vum Service public gemaach, dat heescht op Basis vun der Universalitéit, der Exzellenz, der Onofhängegkeet, der Diversitéit, der Resilienz an der Innovatioun. D'Zil vum Rapport war et, dem Lëtzebuerger Service public eng kohärent Visioun a Strategie ze ginn, fir sech fir d'Zukunft opzestellen, iwwert déi mer haut hei schwätzen.

Här President, ech mengen, d'Covid-19-Kris weist, wéi grouss de Besoin no qualitativer Informatioun och am digitalen Zäitalter nach ëmmer ass. D'Mediegesetz vun 1991 liwwert leider keng belaaschtbar Definitioun vum Service public. D'Grondbegréffer, déi de Service public ausmaachen, hunn deemools keng Plaz am Gesetz fonnt. Fir also dem Service public an Zukunft eng zolidd a kohärent Basis ze ginn, déi d'Objektiver vun engem Service public dann och festhält, brauch de Radio 100,7 haut en eegent Gesetz, mat enger klorer Definitioun vu sengem Rôle als Service public. A mir hunn och an der Kommissioun gemierkt, datt dat, wat Service public ass, dach ënnerschiddlech interpretéiert gëtt.

Den Europarot hält an der Annex vu senger Recommandatioun vum 15. Februar 2012 d'Principes directeurs fir d'Gouvernance vun engem Média de service public fest. Am Dokument heescht et ënner anerem: « L'indépendance est une condition sine qua non pour toute organisation de médias de service public ». De Conseil de l'Europe hält fest, datt de Service public ouni déi néideg Independance riskéiert, seng Kredibilitéit géintiwwer de Biergerinne a Bierger ze verléieren an domat och hire Réckhalt, deen esou wichteg ass.

De Règlement grand-ducal vun 1992, deen d'Gouvernance vum Radio 100,7 gereegelt huet a reegelt, gesäit vir, datt all eenzelne vun den néng Verwaltungsrotmembere vun der Regierung ernannt gëtt. Der deemoleger grénggrouder Fuerderung, d'Trennung tëscht Exekutiv a Gouvernance vum Service public méi strikt ze reegelen, gouf am finalen Text net Rechnung gedroen. Mir Piraten wëllen dat änneren. Mir appelléieren un d'Regierung, genau hei méi wäit ze denke wéi hir Virgänger. Et hëlleft vläicht, datt zwou Parteien, déi deemools dat scho gefuerdert hunn, elo mat an der Koalitioun sëtzen.

Am Peer-to-peer-Review vun der EBU gëtt dann och Follgendes zréckbehalen: „The current system of governance underlies a risk of politicization, which could be a thread to (the public service's) independence." Déi selwecht Etüd schléit also och vir, zesumme mat der kompetenter parlamentarescher Kommissioun an dem Verwaltungsrot vum Radio no alternative Solutiounen ze sichen, fir eng nei Nominatiounsprozedur ze schafen, déi de Risk vun der Politiséierung op e Minimum reduzéiert. Mir Piraten kënnen eis där Positioun uschléissen.

Wie Service public seet, dee seet och Onofhängegkeet, dee seet: „E Service public muss autonom sinn, fir kënne seng Aufgab auszeüben." Den 100,7 fiert aktuell ënnert der Form vun engem Établissement public an e soll aller Viraussicht no och dee Statut behalen. Et ass awer elo esou, datt mir Piraten grouss Wichtegkeet op d'Autonomie vun engem Établissement public, deen e Service public da soll maachen, leeën. An do gëtt et en aneren Établissement public, dee schonn eng gewësse Virgeschicht huet an deen esou autonom ass, datt en net nëmmen Établissement public genannt gëtt, mee Établissement public „autonome". Dat ass eis éierewäert Spuerkeess, déi eebe genau dësen Établissement-public-autonomes-Statut krut, dat aus verschiddenste Grënn.

Mir als Piraten sinn op alle Fall der Meenung, datt dann den Établissement public 100,7 zumindest, a wann et och just sollt Symbolpolitik sinn, deen Zousaz vum Établissement public „autonome" kritt. Falls et keng Symbolpolitik ass, wär et ëmsou besser!

Här President, den 100,7 huet haut keng grouss Audience. De Programm erreecht 7,8 % vun de Lëtzebuerger a 5,4 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen. Dat ass net vill. Dat läit awer nëmmen deels um Programm. Et läit sécherlech och an der Geschicht vum Radio, déi deelweis eng ganz schwéierfälleg Evolutioun geholl huet. D'Missioun vum Radio ass,

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt et Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wéi gesot, ni wierklech richteg definéiert ginn. Uganks war en nach als Sproochrouer vun Associatioune geduecht, an dunn huet sech awer den 100,7 emanzipéiert an haut zu engem professionaliséierte Medienhaus mat engem breetgefächerte Programm weiderentwéckelt.

Mir duerfen net riskéieren, datt de Service public weiderhin an engem Flou ass. An duerfir begréisse mer d'Initiativ, fir hei eng breetgefächert Concertatioun ze maachen, fir eeben dee Flou aus der Vergaangenheet opzehiewen. De Service public muss fir eng onofhängeg, neutral a qualitativ héichwäerteg journalistesch Aarbecht stoen, déi dem Pluralismus an der sozialer Kohäsioun, mee och der kultureller Diversitéit innerhalb vu Lëtzebuerg an der Groussregioun verschriwwen ass. Dëst ass eng usprochsvoll Aufgab, déi muss gestäerkt ginn.

Den EBU-Rapport hält awer och fest, datt, wann den 100,7 wëllt méi Nolauschterer hunn, e säi Programm muss op Kohärenz a Qualitéit hi préiwen an, an dat ass, mengen ech, ganz wichteg, der Méisproochegkeet muss méi Rechnung droen. Mir Piraten froen eis, wéi et méiglech soll sinn, souwuel Informatioun, Musek, Bildung a Kultur ënner enger eenzeger Frequenz ze vereenen. D'Ënnerscheeder tëscht den Auditeuren, déi sech fir e spezifesche Genre vu Contenu interesséieren, wéi zum Beispill klassesch Musek op där enger Säit oder Noriichten op där anerer Säit, sinn einfach ze grouss.

Mir Piraten sinn der Meenung, datt een eng zousätzlech Frequenz, en zweete Kanal, kéint schafen, änlech wéi dat och an anere Länner de Fall ass: eng Frequenz fir kulturell Sujeten, mam Beispill Literatur, Theater, Kino oder klassesch Musek, esou wéi a Frankräich dat zum Beispill France Culture iwwerhëlt, an eng aner Frequenz, déi sech méi op Aktualitéit an Divertissementer bezitt, esou wéi dat dann am franséische Fall franceinfo wär.

Lëtzebuerg, an dat weisen unerkannt europäesch Studien, huet haut schonns en héije Risiko vun der Mediekonzentratioun. D'Schafe vun engem weidere Media, enger weiderer Frequenz fir de Service public, kéint och dëser Realitéit Rechnung droen an e bëssen eppes géint dës Konzentratioun maachen. Gläichzäiteg wär dat natierlech och eng Pist, fir d'Méisproochegkeet weider an de Fokus ze setzen.

Doriwwer eraus plädéiere mir Piraten awer och derfir, déi finanziell Dotatioun fir den 100,7, esou wéi den 100,7 dat selwer a sengem Positiounspabeier virgesinn huet, an zwee ze splitten, engersäits fir d'Frais d'opération, anerersäits awer och, fir em eng Marge de manœuvre ze ginn, fir Investitiounen ze maachen. Well et ass schéin a gutt, datt mer hei schwätze vun: Soll en audiovisuell Contenue produzéieren? Soll et niewent RTL, déi haut den eenzege visuelle Service public offréieren, eng zweet Méiglechkeet ginn, fir Biller ze generéieren? Da stellt sech d'Fro, mat wéi engen Investitiounen dat soll a ka gemaach ginn. Da stellt sech d'Fro: Wéi sollen déi nei Plattformen, vläicht net am linearen, mee och am asynchrone Mediekonsum geschafe ginn?

Eng nei Websäit aleng geet net duer. E puer Podcasten, déi u sech einfach nëmme Radiosemissioune sinn, erëmzeverwäerten, dat ass Recyclage, mee dat ass net nei Contenue schafen an neie Formen, fir nei Auditeuren oder och Zuschauer ze gewannen. Nee, wat de Radio 100,7 brauch, wa mer op d'Pist wëlle goe vun engem Service public, deen och, nieft dem Service public vun RTL, beweegt Biller soll ofbilden, ass d'Méiglechkeet ze investéieren, nei Konzepter auszeschaffen an déi Konzepter dann och mat Liewen ze fëllen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als véierte Pouvoir ass d'Press de Kontrollpouvoir vun de Biergerinnen a Bierger iwwert dat institutionellt Geschéien. De Service public hëlt doran eng besonnesch Positioun an. Hien ass kengem kommerziellen Interessi verflicht a ka sech eenzeg an aleng op seng Aufgab als qualitatiivt Referenzmedium, wat dem Service um Bierger verschriwwen ass, konzentréieren.

Duerfir brauch eise Service public optimalerweis eng méiglechst kloer an onofhängeg Gouvernance an eng universell Approche, déi keen aus der Gesellschaft vergësst. Op deem Punkt wier et och wichteg, datt de Média de service public och op lokalem Niveau agéiert a beispillsweis och méi Gemengepolitik an Theeme mat Bezuch op d'Groussregioun couvréiert. Doduerch, an awer och duerch Initiative wéi d'Assemblée consultative, kënnt de Service public méi no bei d'Leit.

D'Kooperatioun mat der Groussregioun muss am neie Gesetz eng zentral Plaz anhuelen. D'Heterogenitéit vun der Populatioun aus Lëtzebuerg an der ganzer Regioun fuerdert doriwwer eraus eng méisproocheg an inklusiv Approche. Zwou Frequenze géifen dem Service public déi néideg Flexibilitéit a Reaktivitéit ginn, déi em mat engem eenzege Sender feelt, an dat ouni datt déi eng oder aner Spart ze kuerz géif kommen. All Beräich, sief et Kultur, Noriichten oder Divertissement, kéint esou seng Plaz op der Antenn fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech wëll all den Intervenantë Merci soen. Ech mengen, et huet ee wierklech gespuert, dass e Wëllen do ass, fir an déi selwecht Richtung alleguerten ze goen, an och a puncto Wichtegkeet am Fong vun dem Service public hei am Grand-Duché.

Fir just ganz kuerz op e puer Froen anzegoen: Et ass iwwert den Établissement public autonome elo just geschwat ginn, iwwert de Statut, deen d'Spuerkeess huet. Ech wëll just soen, dass d'Spuerkeess eng Banque systémique ass, déi extra wéinst internationale Konditiounen huet mussen dee Statut kréien. Ech géif do de Verglach net maachen. Mee wéi gesot, en Établissement public huet, par définition, jo eng gewëssen Autonomie och am Fonctionnement, soss wier et jo och keen Établissement public.

Just hei am Kontext, wat mir Freed gemaach huet, dat ass, dass mer awer hei wierklech konstruktiv zesummegeschafft hunn. Virun de Wale wor do e Soufflé op eng Kéier gemaach ginn iwwert deen dote Sujet, deen no de Walen zwar ganz séier agefall ass, well et huet kee méi doriwwer geschwat. An ech sinn och ganz frou, dass haut ganz wéineg Polemik gemaach ginn ass an deem doten Dossier. Ech mengen, dass hei wierklech en Dossier ass, wou mer sollen en toute sérénité kucken, fir eeben d'ëffentlech Medien ze stäerken.

E puer Saachen, déi gesot gi sinn, ob dat elo zum Beispill vun der Madamm Closener ass, mee déi meescht vun Iech hunn och op deem dote Punkt wierklech eng Unanimitéit fonnt: dass d'Redevance keng Optioun ass, fir hei am Grand-Duché an dem Medieberäich sollen ze kommen.

Och, Madamm Adehm, op der Fro vun der Sprooch: Also mir deelen Är Meenung, Madamm Adehm, dass d'Lëtzebuerger Sprooch d'Integratiounssprooch ass an dat och soll bleiwen. Mir sollen elo net soen, dass de Service public op eng Kéier eng aner Missioun hätt wéi „och" eng Integratiounsmissioun. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass et am Kader vun engem Service public wichteg ass, dass an engem Land, wou bal d'Hallschent vun den Auditeuren, also vun den Awunner, Netlëtzebuerger sinn, een awer och vläicht Plattformen oder aner Méiglechkeete gëtt, fir informéiert kënnen ze ginn. Dat heescht, ob dat elo Radio oder Tëlee ass, dass een d'Méiglechkeet huet, wéi um RTL 2, wéi Der wësst, oder duerch aner Méiglechkeeten, och an anere Sproochen déi Nouvellen do ze hunn. A mir mengen, dass an engem Service public d'Méiglechkeet, fir kënnen informéiert ze ginn, eppes ass, wou mer als Public 100 % vun der Populatioun mussen aberechnen. An dowéinst musse mer do kucken, wéi mer awer och déi Netlëtzebuerger, also déi, déi eiser Sprooch net mächteg sinn, kënne mat integréieren.

Den Här Arendt huet e Punkt gesot, dee ganz wichteg ass. Mir sinn och der Meenung, dass d'Comments hautdesdaags och en Impakt hunn, dat heescht d'Commentairen, déi ee kann hautdesdaags uginn - anonym en plus, och wann een da gesot kritt: „Jo, mee d'Haiser wëssen awer, wien et ass" -, anonym awer kann ofginn, dass déi awer och en Impakt hunn. An dat sinn net d'sozial Medien, wou ech da selwer mäin Numm an alles ginn. Hei ass jo awer eng Plattform, wou awer och deen, deen déi Plattform setzt, eng gewësse Responsabilitéit huet. An duerfir ass et fir eis wichteg, dass deen dote Punkt och mat diskutéiert gëtt.

D'Madamm Bernard huet och dee Punkt vun deem Kommitee invoquéiert. Fir eis ass et wichteg, dass deen, wéi gesot, am Hierscht soll stattfannen. Deen ass jo elo nach net. Dee gëtt et jo nach net, dee fänkt jo eréischt 2021 un. A wéi gesot, et ass virgesinn, dass d'Chamber och soll e Vertrieder an deem Kontext hunn. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer elo an deenen nächste Woche sollten vun eiser Säit och dat iwwert d'Kompositioun maachen an dass Dir dann och op Ärer Säit déi Persoun kënnt designéieren, déi dat dote soll maachen.

Ech wëll just ee Punkt erwänen, deen immens wichteg ass an deen och hei, mengen ech, awer vu jiddwerengem gedeelt gëtt. An do musse mer oppasse bei deem Balanceakt: Wa mer vu Qualitéit schwätzen, dierfe mir net de Contrôleur sinn. D'Politik dierf net déi sinn, déi seet, wat d'Qualitéit vu Journalisten ass. Mir hunn do eng ALIA, mir hunn e Conseil de presse, mir hunn aner Leit. Ech wëll net an engem Land liewen a wunnen, wou d'Politiker decidéieren, wat Qualitéitsjournalismus ass oder net. Dat geschitt am Moment an aneren EU-Länner, et je le regrette!

D'Politik soll d'Moyene ginn, fir Journalismus kënnen ze maachen, mee si mussen do deen Autocontrôle hunn - an et ass jo och dat, wat mer froen -, fir ënner sech kënnen ze soen, wat geet a wat net geet. An duerfir gëtt et Instanzen, ob dat d'ALIA ass, ob dat de Conseil de presse ass. Ech wéilt op jidde Fall net als Regierungschef - an niewelaanscht Medieminister, fir dem Här Wagner do eng Äntwert ze ginn, awer wéi gesot, hei als Medien- a Kommunikatiounsminister -, dass mer hei zu Lëtzebuerg op eng Kéier de Fall hätten, dass duerch d'Chamber, d'Regierung oder soss iergendeng politesch Kontroll gemaach géif ginn driwwer, wat een als Qualitéit empfënnt an der Press oder net.

Ech mengen, hei sinn eng Rëtsch vu Virschléi komm. Ech sinn elo net op jiddwereen agaangen, well ech mengen, dass deen Debat soll an der Chamber, an der Kommissioun och stattfannen. Mee wéi gesot, déi Positiounen, mengen ech, ginn awer alleguerten an eng Richtung, wou ech iwwerzeegt sinn, dass mer eis och eenege kënnen op en Text, e Gesetzestext.

Well fir mech ass et eeben, och zu deene Garantien - well hei ass gesot ginn: „Wéi sinn d'Garantien?" -: D'Previsibilitéit ass déi gréisste Garantie, och fir en Établissement public, ze wëssen, wéi d'Zukunft ausgesäit. An d'Zukunft ass net déi nächst sechs Méint. Dat hu mer ugefaange beim 100,7 iwwert d'Previsibilitéit an e Contrat pluriannuel mat hinnen, eeben och, fir Finanzprevisibilitéit kënnen ze hunn, an eeben och bei RTL, fir dass mer dee Service public och do kënnen erhalen.

Mir sinn a mir bleiwen all der Meenung, dass de Service public an enger Demokratie eppes ass, wat gestäerkt muss ginn. Mir kënnen net tributär sinn. An ech mengen, dat wor d'Madamm Adehm, déi drop insistéiert huet, dass duerno och d'Medien duerch just ee Sponsor - ee Sponsor, e private Sponsor - tributär wieren. Mir sinn eis bewosst, dass d'Medien an der Coronakris schwéier Zäiten haten, dat ass och ervirgehuewe gi vun der Madamm Closener. An duerfir war et och wichteg, eng direkt Äntwert kënnen ze ginn.

Eng Demokratie ass déi, wou de Journalist fräi ass, fir dat ze schreiwen, wat e fir richteg fënnt, mat där ganzer Objektivitéit. A gleeft mer et: E kritesche Journalismus gëtt gebraucht an enger Demokratie, e Journalismus, dee weess, dass en eng Responsabilitéit huet, mee dee virun allem och eng Qualitéitsaarbecht leescht. An do hu mer d'Chance hei zu Lëtzebuerg, dat ze hunn.

Mir dierfen net akzeptéieren, dass op eng Kéier Staaten oder Réseau-sociallen d'Source d'information gi vun de Leit. D'Press ass wichteg an ech wäert alles maachen, fir se weider ze stäerken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu dëser Debatt deponéiert gouf. Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Wagner freet nach d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zur Motioun: Ech mengen, wann ech richteg kucken, si mir déi Eenzeg, déi se net matënnerschriwwen hunn. Dat huet och eng Ursaach. Mir wäerte se awer matstëmmen, awer net ouni Bauchwéi, muss ech zouginn.

De Problem ass: Engersäits gëtt et scho Saachen dran, déi interessant kënne sinn, zum Beispill justement, datt d'Gesetz soll geännert ginn, dat de Kader festleet vun engem ëffentlech-rechtleche Sender. Dat ass eng laangjäreg Fuerderung justement vun deem Secteur do. Déi ass laang net richteg ugeholl ginn. An elo steet et dran. Très bien!

De Problem ass och, bon, d'Regierung gëtt och opgeruff, fir d'Konventioun mat der CLT a mat RTL erëm eng Kéier ze erneieren. Ech mengen, dat hätt ee kënne weiderdiskutéieren a vläicht an enger anerer Motioun e bësse besser preziséieren. Dat steet einfach scho mol esou dran. Ech sinn net prinzipiell a mir sinn net prinzipiell dergéint, mee mir mengen, et misste Saache gekläert ginn, déi nach net gekläert sinn.

De Problem ass jo och deen: Wann d'Gesetz geännert gëtt, très bien! Mee a wat fir eng Richtung geet et? Dat wësse mer net onbedéngt. A wann ech liesen zur Konventioun, justement den „développement, notamment en matière de la transformation numérique", dat ass justement d'Fro: Wat mengt d'Majoritéit? Déi „transformation numérique", heescht dat, datt den 100,7 e besseren Internetsite kritt, dee méi schéin ass vläicht? Oder vläicht aner Saache mécht? Oder gi mer wierklech a Richtung vun audiovisuelle Méiglechkeeten, fir wierklech all Plattform kënnen auszenotzen? Dat war mer nach net ganz kloer.

A just eng Saach: Ech weess jo och net, wat duerno reforméiert gëtt, mee dat wäerte mer jo nach gesinn. Ech warnen awer do virdrun, mir hunn net driwwer geschwat, mee et ass eng wichteg Saach: Eng Fusioun tëscht 100,7 an RTL oder eng schläichend Zesummenaarbecht wier keng gutt Iddi. Dat wier keng gutt Iddi! Well vu Fusioun kéint een net schwätzen. An et géif an eng Richtung goen, lues a lues, vläicht an Tranchen ..., et weess ee jo net, et héiert een esou Rumeuren.

Dat wier eng richteg Gefor à terme fir den ëffentlech-rechtleche Sender. An ech hoffen, datt ech do wierklech gesot kréien, datt kee gedenkt, iergendeng Kéier esou eppes ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen. Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

9. Motion de Mme Martine Hansen relative aux frontières intérieures de l'Union européenne

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 815 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vun der Madamm Hansen deponéiert gouf iwwert

deen aussergewéinleche Conseil européen vum 17. an 18. Juli. Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Staatsminister, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt och elo just déi lescht Zuele matgedeelt kritt. Wéi gesot, ech si frou, dass d'Chamber an den nächsten Deeg en neien Text wäert stëmmen. Ech wäert muer mat de Regierungskolleegen och eng Analys maachen iwwert déi lescht Evolutioun.

An deem dote Kontext ass déi Motioun, déi d'Madamm Hansen deposéiert huet, genau dat, wat mer déi lescht Deeg a Stonne gemaach hunn. Ech kann lech soen, dass vun der Madamm Lenert an och dem Här Asselborn un hir Homologen, eng Kéier un d'Gesondheetsministeren an un d'Ausseministeren, well déi zoustänneg si fir d'Grenzen, och Courrieren erausgaange sinn, wou mer eeben och erklärt hunn, wat de Large-Scale-Testing ass a firwat mer dee maachen.

Ech bleiwen där Meenung, an ech wier och ganz frou, Här President, wann dës Meenung och hei gedeelt géif, dass de Large-Scale-Testing eng Chance ass, dass et eng Chance ass, dass mer eebe vill Leit kënnen testen. Mee selbstverständlech, wann ee vill Leit test, dann huet een och vill positiv Resultater. Ech deelen net déi Meenung, dass een, wann een elo wëllt manner héich Zuelen hunn, dass een dowéinst da keng Leit méi soll testen. Mir sinn der Meenung, dass all Asymptomatique, dee fonnt gëtt, awer evitéiert, dass do nees eng nei Chaîne vun Infektioune stattfënnt.

E Fait ass awer, dass am Moment eng Rëtsch vun Instituter sech just op d'Zuel baséiere vun den Neiinfektioune pro Awunner an net gekuckt gëtt, wivill Tester et sinn, net gekuckt gëtt, wéi den Taux de mortalité ass, net gekuckt gëtt, wéi den Taux d'hospitalisation ass, mee just d'Zuel vun deene Leit, déi positiv sinn.

Ech muss lech soen, an ech deelen d'Meenung vun der Madamm Hansen, dass dat eng falsch Approche ass, well dat pousséiert ee bal fir ze soen: „Kommt, mir halen einfach op mat testen, da kréie mer méi niddreg Zuelen an da komme mer net op iergendwellech Lëschten." Dowéinst, déi Motioun ass eng Motioun, déi wierklech eis och confirméiert an deem, wat mer wëlle maachen.

Ech hu just juristesch zwee Problemer, Här President. Deen een ass, dass an der Motioun steet, fir d'éischt: „thématiser objectivement la question des frontières lors du Conseil européen". Dat wëll ech och maachen a wäert ech och maachen. Den Här Asselborn huet et och gemaach. An ech mengen, all Minister wäert dat och maachen op deenen Instanzen, op deene Méiglechkeeten, déi en huet, fir do kënnen déi aner EU-Kolleegen ze informéieren.

Ech hu just e Problem do: « à œuvrer avec insistance en faveur d'un engagement des 27 pour le principe d'une non-fermeture des frontières [...] et pour la fermeture seulement comme "ultima ratio", », an dann: « engagement devant figurer dans les conclusions du précité Conseil européen ; ». De Problem ass: D'Konklusioune ginn unanime ugeholl. Dat heescht, wann nëmmen ee Land seet: „Mir sinn domadder net averstanen", da ginn d'Konklusiounen net ugeholl. Wann ech hei dra muss hunn, dass den „engagement "devant" figurer" ... Mir wäerten alles maachen, mir wäerten och derfir plädéieren, mee ech kann hei mam beschte Wëllen am Fong net Konklusiounen imposéieren!

An am drëtte Paragraf steet do: « à assurer que ces décisions de non-fermeture soient prises dans tous les cas sur base d'éléments statistiques comparables. » De Problem ass: Ech ginn lech honnertprozenteg Recht, dass dat eppes ass, wou mer mussen insistéieren, wou mer mussen „défendre le principe", mee ech kann lech et net garantéieren, dass dat geschitt, well dat unilateral Decisioune sinn, déi déi eenzel Staate jo huelen. An Däitschland soe se eis: „De Robert Koch-Institut huet eis dat dote matgedeelt." An der Belsch kréie mer gesot: „Eis Experten hunn eis matgedeelt, dass den Taux esou ass, dofir huele mer déi dote Mesure."

Mir probéieren et a mir wäerte weider insistéieren, dass dat déi falsch Rechnunge sinn, dass et net objektiv ass vis-à-vis vun der Realitéit, wou een am Fong alles mécht, fir seng Populatioun ze protegéieren, andeems ee vill test. Mee hei, au contraire, wéi gesot, ass de Fait, dass ee bal pousséiert gëtt fir ze soen: „Kommt, haalt op mat testen!", fir dann eebe méi Fräiheeten ze kréien, wat op jidde Fall dee falsche Wording wier.

Dofir wier ech just frou, wann ee kéint deen „engagement devant figurer dans les conclusions du précité Conseil européen" eraushuelen, well ech dat juristesch net kann. An „à assurer [...] statistiques comparables" kann ech net maachen, mee „à défendre le principe", „à insister"; mee ech kann lech dat net „assuréieren", well ech selwer net kann decidéieren, wéi déi aner Länner et maachen.

Ech wäert op jidde Fall alles maachen, Här President, a plädéieren, fir dass zu Bréissel d'Leit verstinn, dass mir responsabel si mat där Politik, déi mer maachen, an dass d'Zuelen et beweisen an den Intensivbetter, an de Better. An dass déi Decisiounen, déi mer bis elo geholl hunn, eng räsonabel Politik sinn a mir elo net wëllen ënner Drock geroden, well mer eeben déi Transparenz haten, déi bis elo war, well d'Frontalieren dragerechent gi sinn hei zu Lëtzebuerg, well och déi Leit, soubal se e Symptom hunn, oder souguer, wa se keng Symptomer hunn, mam Large-Scale-Testing getest ginn, an dat an anere Länner net de Fall ass.

Dowéinst, Här President, wéi gesot, wann déi zwou Ännerunge kéinte gemaach ginn, géif et eis souguer hëllefen. An ech wär da ganz dankbar, wann eng ganz Chamber och hannert dëser Positioun géif stoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Staatsminister. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Och merci dem Här Staatsminister. Also, mir wäerten dat natierlech dann änneren. Deen „engagement devant figurer dans les conclusions", dat géife mer da sträichen. A mir géife beim leschten Tiret da schreiwen: „à défendre le principe". Da wär ech frou, wa mer déi Motioun kéinten unhuelen.

Ech wëll just soen, datt mer awer warscheinlech nach eng Kéier iwwert d'Interpretatioun vun den Zuele musse schwätzen, vu datt eng Etüd vun der Uni trotzdeem seet, datt déi Unzuel, déi esou héich ass, net direkt nëmmen op de Large-Scale-Testing zréckzeféieren ass, mee mir hunn effektiv vill Fäll. Also, doriwwer wäerte mer nach eng Kéier schwätzen. Mee dat hei, ech géif da proposéieren, datt mer déi zwou Saache géifen änneren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Kënne mer ...

Den Här Gilles Baum nach, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech géif de Kolleege vun der CSV Merci soen, dass se déi zwou Ännerungen do akzeptéieren. Dat heescht, dass mer den „engagement" eraushuelen an dann „à défendre le principe que" maachen. An ech géif dann och menge Kolleege vun der DP-Fraktioun proposéieren, dass mer déi Motioun hei sollte matdroen.

Une voix.- Très bien!

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant le principe de la liberté de circulation et de séjour des personnes dans l'Union comme pierre angulaire de la citoyenneté de l'Union européenne (article 3, paragraphe 2, traité UE ; article 21, traité FUE ; article 45, charte des droits fondamentaux UE) ;

- rappelant les deux accords de Schengen, à savoir l'accord du 14 juin 1985 ainsi que sa convention d'application, signée le 19 juin 1990 et entrée en vigueur le 26 mars 1995 ;

- rappelant l'importance pratique et symbolique de la précitée liberté de circulation pour les citoyens de l'Union en général et du Luxembourg en particulier ;

- constatant qu'une possible deuxième fermeture des frontières du Luxembourg avec ses pays voisins est à nouveau discutée et « ne peut être exclue » ;

- considérant le Plan de relance pour l'Europe et ses objectifs de convergence, de résilience et de transformation figurant à l'ordre du jour les 17 et 18 juillet 2020 à Bruxelles ;

- considérant l'esprit de solidarité du slogan de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne « Gemeinsam. Europa wieder stark machen. »,

invite le Gouvernement

- à thématiser objectivement la question des frontières lors du Conseil européen extraordinaire du 17 et 18 juillet 2020 à Bruxelles ;

- à œuvrer avec insistance en faveur d'un engagement des 27 pour le principe d'une non-fermeture des frontières intérieures de l'Union comme règle et pour la fermeture seulement comme « ultima ratio »;

- à défendre le principe que ces décisions de non-fermeture et de fermeture soient prises dans tous les cas sur base d'éléments statistiques comparables.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech mengen, da kéinte mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion modifiée

Wie mat dëser Motioun an där ofgeännerter Form d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt den Donneschdeg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.49 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 52, 53, 54 et 55

52e séance

Ouverture de la séance publique p. 780
Déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 p. 780-784
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel d'une éventuelle application de traçage des contacts p. 784-787

53e séance

Ouverture de la séance publique p. 788
Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher p. 788
Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 p. 788-798

54e séance

Ouverture de la séance publique p. 798
Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz p. 798
Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite) p. 798-809
Question urgente n° 2512 de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth concernant le sommet européen extraordinaire ayant lieu à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2020 p. 809-810
Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite) p. 810-812
7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 (suite) p. 812-813
Motion de M. Marc Spautz relative au rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise p. 813-814

55e séance

Ouverture de la séance publique p. 814
Communications p. 814
Ordre du jour p. 814-815
Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 815
Ordre du jour (suite) p. 815
7462 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie p. 815-816
7520 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné p. 816-817
Débat de consultation au sujet du service public dans les médias p. 817-825
Motion de Mme Martine Hansen relative aux frontières intérieures de l'Union européenne p. 825-826

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 22** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2235	Aly Kaes	Aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées
2256	Marc Lies	Chantier de la route nationale N3
2267	Gusty Graas, André Bauler	Production de la viande porcine
2270	Gusty Graas, Max Hahn	Numérisation des démarches de la Société nationale de circulation automobile
2272	Marc Goergen	Trafic aérien d'avions militaires
2278	Martine Hansen, Marc Spautz	Matériel de protection pour les maisons de soins
2285	Marc Goergen	Nettoyage et désinfection des véhicules de transport en commun
2299	Paul Galles	Impact de la Covid-19 sur les associations luxembourgeoises
2306	Paul Galles	Situation des gestionnaires de campings dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2307	Jeff Engelen	Aides pour les petites entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2309	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Ventilation mécanique contrôlée (VMC) comme mécanisme de propagation du virus Covid-19 dans l'air
2312	Jeff Engelen	Immeubles dans des zones vertes
2314	Jeff Engelen	Impact de l'interdiction de la chasse au renard
2316	Mars Di Bartolomeo	Financement des garanties locatives
2318	Marc Spautz	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
2319	Diane Adehm	Pop-up bike lanes
2320	Sven Clement	Déploiement technique de la 5G
2321	Sven Clement	Protection des données dans le cadre du « homeschooling »
2323	Marc Goergen	Problèmes de sécurité d'une application de visioconférence
2324	André Bauler	Pistes cyclables dans le nord du pays
2325	Serge Wilmes	Régime d'aides financières au secteur de l'aviation
2328	Diane Adehm	Chantiers des pistes cyclables
2329	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise
2331	Diane Adehm	Taxe sur la valeur ajoutée
2332 cf. 2335	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Dossier de soins partagé
2334	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Heures supplémentaires des éducateurs
2335 cf. 2332	Sven Clement	Dossier de soins partagé
2337	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg
2339	Jeff Engelen	Plateforme de promotion des produits régionaux
2341	Marc Lies	Construction de logements par les communes
2347	Josée Lorsché, François Benoy	Révision du cadre réglementaire européen sur les marchés financiers
2349	Jeff Engelen	Extension temporaire des pistes cyclables
2357	Octavie Modert	Aides en faveur d'étudiants
2362	Léon Gloden	Contrôles des frontières
2363	André Bauler	Arrêt ferroviaire de Hautbellain
2364	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Relocalisation de demandeurs de protection internationale
2366	Sven Clement, Marc Goergen	Histoire coloniale luxembourgeoise
2370	Laurent Mosar	Nouveau système européen de correspondance biométrique
2373	Claude Wiseler	Restrictions imposées par les dispositions du Code de déontologie à un ancien membre du Gouvernement
2375	Jeff Engelen	Hospitalisation forcée
2380	Marc Spautz	Télétravail pour les frontaliers
2386	Dan Biancalana	Service central d'assistance sociale (SCAS)
2389	David Wagner	Sort des personnes sans papiers au Luxembourg
2408	André Bauler	Réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck
2467	Mars Di Bartolomeo	Distinctions honorifiques décernées lors de la cérémonie officielle à l'occasion de la fête nationale
		Session ordinaire 2020-2021
3373 urgente	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Vaccin contre la Covid-19
3381 urgente	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Claude Wiseler	Stratégie de vaccination contre la Covid-19
3411 urgente	Jeff Engelen	Séquençage de la Covid-19
3412 urgente	Jean-Marie Halsdorf, Jean-Paul Schaaf	Stratégie de vaccination contre la Covid-19
3443 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Stratégie de vaccination
3447 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Stratégie de vaccination
3451 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Livraison des vaccins contre la Covid-19
3453 urgente	Marc Spautz , Laurent Mosar	Aides gouvernementales accordées au secteur Horeca
3463 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Transferts de patients d'hôpitaux au Portugal vers des hôpitaux au Luxembourg
3464 urgente	Marc Spautz	Privilèges pour les personnes vaccinées contre la Covid-19
3465 urgente	Carlo Back	Éventuelle obligation du port des masques FFP2 dans les transports en commun
3473 urgente	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination des personnes âgées
3481 urgente	Gilles Roth, Claude Wiseler	Campagne de vaccination
3482 urgente	Josée Lorsché, Djuna Bernard	Scolarisation à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19

Question 2235 (18.05.2020) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées :**

Déjà avant l'état de crise, les communes se trouvaient confrontées à un énorme programme financier dans le domaine de l'assainissement des eaux usées avec le risque cependant de ne pas atteindre le bon état des cours d'eau dans les délais impartis, ceci en raison de la flambée des prix sur le marché de la construction due à des délais trop restreints et le nombre réduit d'entreprises de constructions spécialisées.

En juillet 2018, de nombreuses communes ont de ce fait sollicité le Gouvernement, par délibération concordante, de revoir entre autres les aides étatiques dans le domaine des eaux usées qui ont diminuées depuis 2008.

Madame la Ministre a également fait savoir à plusieurs reprises qu'un nouveau modèle d'aides financières soutenant les petits ouvrages désavantagés par le modèle actuel ainsi qu'une prise en charge des hausses survenues sur le marché verraient le jour en 2019.

Selon mes informations les entreprises ont encore annoncé des hausses considérables de leurs prix allant jusqu'à 6 % pour compenser en partie les pertes d'activités liées aux mesures d'endiguement de la crise sanitaire due au coronavirus. Le tout à charge du maître d'ouvrage.

À noter encore que par circulaire n° 3834 du 8 mai 2020, Madame la Ministre de l'Intérieur a encouragé les communes à maintenir les investissements publics à un haut niveau tout en annonçant toutefois une diminution très probable des diverses dotations à destination des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que de nouvelles dispositions en matière d'aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux seront appliquées et le cas échéant comment se présentent-elles ?

2) Qu'en est-il des délais de mise en œuvre des différentes mesures ancrées au niveau de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau respectivement des divers engagements étatiques au regard des retards engendrés par la pandémie ?

3) Est-ce que le Gouvernement prévoit de compenser les dépenses supplémentaires engendrées par le Covid-19 via la réduction des divers fonds d'investissement, dont le Fonds pour la gestion de l'eau, et ce au détriment des communes ?

4) Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de faire face aux demandes de compensation des pertes voire même de la diminution du chiffre d'affaire des entreprises suite au Covid-19 ?

Réponse commune (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Une adaptation a été faite au niveau des forfaits utilisés pour déterminer les montants éligibles et par conséquent le calcul des subsides relatifs aux projets de construction et de modernisation des stations d'épuration, les modalités y relatives seront communiquées sous peu moyennant une circulaire ministérielle qui a pour objet l'actualisation de la circulaire n° 3179 du 20 octobre 2014 concernant les procédures relatives au Fonds pour la gestion de l'eau.

ad 2) Pendant l'état de crise, le paragraphe 1 de l'article 2 du règlement grand-ducal du 1er avril 2020 portant suspension de certains délais et de certaines obligations en matière d'environnement a énoncé les dérogations apportées

à certains délais imposés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, à savoir :

1° les délais visés à l'article 23, paragraphe 3, lettres a) et b) ;

2° les délais visés à l'article 24, paragraphes 1er et 2 et

3° le délai visé à l'article 66, paragraphe 6.

Depuis la fin de l'état de crise, les délais inscrits dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont de nouveau en vigueur.

ad 3) Jusqu'à présent il n'est pas prévu de procéder à une réduction des prises en charge du Fonds pour la gestion de l'eau.

ad 4) Il y a lieu de noter que les dispositions en matière de marchés publics en relation avec la crise sanitaire liée au Covid-19 sont communiqués aux maîtres d'ouvrage moyennant le portail des marchés publics. La circulaire n° 3844 du 20 mai 2020 concernant la prolongation des délais de réalisation des travaux publics a par ailleurs demandé aux maîtres d'ouvrage que les demandes d'indemnisation en lien avec la période de suspension des travaux, seraient à évaluer au cas par cas et sur base de frais réellement encourus et justifiables sur pièces, en prenant en considération les clauses contractuelles et le cadre réglementaire applicable aux marchés publics.

Question 2256 (22.05.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **chantier de la route nationale N3 :**

Zanter engem Mount gëtt op de Chantieren uechtert d'ganzt Land nees geschafft. Och un der neier N3, déi sech an dräi verschidde Moduller gliddert, de Modullen Nord, Central a Sud, ass de Fortgang vun den Aarbechten ze observéieren. Dës dräi Modulle sinn awer vun der Ëmsetzung vun den Aarbechte verschiddentlech phaséiert an och geplangt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéini sollen d'Aarbechten um Module Nord, un deem zurzäit ganz äifreg geschafft gëtt, ofgeschloss sinn?

2. Wéini kann de Pôle d'échange zu Bouneweg/Lycée technique de Bonnevoie definitiv a Betrib geholl ginn?

Well zurzäit äifreg un de „bordereau de soumission" vum Module Central an der Rue des Scillas um Houwald geschafft gëtt, wollt ech gäre follgend puer Prezisiounen zu dësem Projet vum Här Minister kréien.

3. Wéi eng Aarbechte ginn an enger éischter Phas ugefaangen?

4. Wéini ass mam Ufank vun dësen Aarbechten ze rechnen a wéi laang sollen dës Aarbechten daueren?

5. Ass de Staat tëschenzäitlech Proprietär vun den Terrainen, déi fir dës Phas gebraucht ginn?

Um Gabarit vun der Strooss an der Rue des Scillas soll an enger zweeter Phas geschafft ginn. Ier dës Aarbechte kënnen ufänken, sinn awer nach eng Rëtsch un Emprisen ze maachen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister stellen:

6. Ass de Staat och am Besëtz vun der Integralitéit vun dësen Emprisen?

7. Wann dat net de Fall sollt sinn, fir wéini ass domat ze rechnen, datt de Staat all Emprisë riets a lenks vun der Strooss kann a Besëtz huelen?

8. Ass ugeduecht, datt den Tennis Club Houwald eng Afaart kritt, fir de Restaurant an de Shop kënnen ze beliwweren?

9. Kann deen integrale Gabarit an der Rue des Scillas vun Ufank u gebaut ginn oder muss hei och phaséiert geschafft ginn?

10. Sollt dat net de Fall sinn, kann eis de Minister soen, firwat dat esou ass?

11. Kann d'Bréck fir den Tram an den ëffentlechen Transport a Richtung vun der Gare périphérique an dem Ban de Gasperich vun Ufank un integral gebaut ginn?

12. Sollt dat net de Fall sinn, kann eis de Minister soen, firwat dat esou ass?

13. Wéini kéinten dës Aarbechten ufänken a wéi laang solle se daueren?

14. Sollten et bei der Ëmsetzung méi Phase ginn, wat wier déi projezéiert Dauer vun enger finaler Fäerdegstellung vun all den Infrastrukture vum Module Central an der Fäerdegstellung vum Tram bis bei den Terminus neie Stadion op der Cloche d'Or?

De Module Sud stellt de sougenannte Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper duer (Contournement d'Alzingen). D'Consultation publique iwwert de Contournement huet wéinst der Covid-19-Kris missen ofgesot ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister stellen:

15. Wéini soll dës ëffentlech Consultatioun nogeholl ginn?

16. Gëtt virun un de jeeweilege Variante vun enger iwwer- oder ënnerierdescher Strooss geplangt?

17. Ka mat enger definitiver Decisioun am Regierungsrot iwwert d'Machbarkeet an de Choix vun enger Variant bis Enn vun dësem Joer gerechent ginn?

18. Wat ass de geplangten Datum vun der Ëmsetzung vun dëser Strooss?

Réponse (29.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi follgend Erklärunge bezéie sech just op d'Aarbechten, déi ënnert der Maîtrise d'ouvrage vun der Stroossebauverwaltung ausgefouert ginn.

ad 1. Déi éischt Phas vun der neier N3, déi Bestanddeel vum Module Nord ass an d'Sektioun vun der Gare centrale, dem Pont Büchler an dem Ofschnëtt vun der Route de Thionville bis hannert d'Penetrante Sud ëmfaasst, gëtt fir Enn 2021 fäerdeggestallt.

ad 2. Dës Aarbechte sollen am Delai vum Module Nord, also bis Enn 2021 fäerdeggestallt ginn. D'Exploitatioun vum Pôle d'échange setzt allerdéngs den Ofschloss vun den Aarbechte vu LuxTram viraus.

ad 3. D'Deviatioun vun der Drosbech, e groussen ënnerierdesche Fonçage vun 2,4 Meter an der Rue des Scillas an zwee Fonçagë laanscht respektiv ënnert de CFL-Gleiser kënnen an enger éischter Phas ausgefouert ginn.

ad 4. Et ass virgesinn, dass dës Aarbechten am Hierscht vun dësem Joer kënnen ufänken.

ad 5. Jo.

ad 6. Nee, mee d'Verhandlunge mat de Proprietäre sinn amgaangen.

ad 7. De Comité d'acquisition ass mat deenen Dossiere befaasst.

ad 8. D'Méiglechkeete fir d'Afaart beim Tennis Club ze gestalte si momentan amgaange studéiert ze ginn a wäerten deemnächst kënne mat deene Concernéierte beschwat ginn.

ad 9. Am Moment ass virgesi fir d'Strooss an zwou Phasen auszebauen.

ad 10. D'Strooss kann op engem klengen Deel nach net komplett ausgebaut ginn, well et do nach e Problem mat enger Emprise gëtt. Op jiddwer Fall gëtt awer dru geplangt, fir no der éischter Phas d'Sektioun vum Tram fäerdeggebaut ze hunn.

ad 11. Zum haitegen Zäitpunkt kann d'Plattform Houwald, déi den Tram an den ëffentlechen Transport iwwert d'Eisebunn soll féieren, net integral op hirer finaler Breet gebaut ginn.

ad 12. Et konnt nach keen Accord mat de Proprietäre vum Terrain südlech vun der Plattform Houwald fonnt ginn. Doduerch ass et de Moment net méiglech, déi Bréck an hirer gesamter Breet ze bauen. Fir de Passage vum Tram awer kënnen ze garantéieren, ass déi zoustänneg Verwaltung amgaangen de Projet vun der Plattform Houwald ze adaptéieren, fir den Tram iwwert ee geännerten Tracé iwwert d'Eisebunn ze bréngen.

ad 13. D'Aarbechte fir deen éischten Deel vum Pôle d'échange Houwald, déi d'Gare routière ëmfaassen, kënne wéi virgesinn am Hierscht 2020 lassgoen. D'eventuell Verlängerung vum Delai duerch d'Emplange vun der Plattform Houwald gëtt awer duerch e verännerte Phasage kompenséiert, esou dass doduerch de Retard vum Projet Tram negligeabel ass. Wéini d'Plattform an der ugeduechter Breet wäert zur Verfügung stoen, kann allerdéngs zum haitegen Zäitpunkt nach net beäntwert ginn.

ad 14. D'Ouverture fir den Tram bis op d'Cloche d'Or ass am Moment den Hierscht 2023 virgesinn.

ad 15. - 18. Obschonn déi ëffentlech Consultatioun ofgesot gouf, ass weider um Projet geschafft ginn. Den initialen Dossier konnt à jour gesat ginn, nodeem déi gefroten Etüden zu der Loftverschmotzung an dem Kaméidi ofgeschloss waren, an och eng Äntwert zu den nach opstoenden Ëmweltfroen ausgeschafft gouf. Et konnt ausserdeem un enger Optioun geschafft ginn, fir d'Vulleschutzgebitt mat engem Tunnel ze evitéieren. Dës Variant gëtt momentan esou opbereet, dass et méiglech wäert sinn, se mat den urspréngleche, iwwerierdeschen Tracéën ze vergläichen.

Déi zoustänneg Autoritéite wäerten nach virum Summer de kompletten Dossier mat den iwwerierdesche Varianten an och der Tunnelvariant virgeluecht kréien.

Question 2267 (26.05.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **production de la viande porcine :**

En Allemagne, les conditions de travail déplorables dans les abattoirs sont actuellement mises en cause par plusieurs milieux de la société civile et par maints politiques. De plus, l'on reproche aux exploitations allemandes d'élever les cochons dans des conditions ne respectant point du tout le bien-être animal. Les critiques mettent également le doigt sur le recours massif à des antibiotiques dans le seul but de produire de la viande porcine à un prix dérisoire.

Le Gouvernement luxembourgeois a annoncé dans son accord de coalition de vouloir encourager l'utilisation de produits et de substances (molécules, plantes, extraits de plantes et microorganismes) pouvant être utilisés comme alternatives aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) La plupart des producteurs de porc luxembourgeois adhèrent-ils au label « Marque nationale » ? Le recours systématique à des antibiotiques permettrait-il de pouvoir adhérer à ce label ?

2) Le Luxembourg dispose d'un « Plan national antibiotiques (2018-2022) ». Quelles mesures sont prévues dans ce plan afin de limiter l'emploi méthodique d'antibiotiques dans la production de viande ?

3) Comment la consommation de viande de porc au Luxembourg a-t-elle évolué ces dernières années ? De quels pays proviennent les principales importations de viande de porc ? Quelle est la part de marché de la viande « Marque nationale » par rapport à la viande de porc importée ? Dans quelle mesure et selon quelle méthode la viande de porc importée est-elle contrôlée par les autorités nationales, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'antibiotiques ? Des infractions aux normes en vigueur ont-elles été constatées ?

Réponse (29.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il y a actuellement 25 producteurs de porcs adhérant au label de la « Marque nationale ». Le label de la « Marque nationale » est un label garantissant depuis 2018 non seulement l'engraissement, mais aussi la naissance des porcelets au Luxembourg.

Aucun détenteur d'animaux n'a recours à l'utilisation systématique d'antibiotiques puisqu'elle est, à titre préventif, interdite dans l'Union européenne.

ad 2) Suite à la problématique des antibiorésistances qui présente un problème croissant de santé publique au niveau international mais aussi national, les autorités nationales ont décidé d'élaborer un plan antibiotiques multi annuel (2018-2022) tout comme la plupart des autres pays de l'UE.

Au Luxembourg ce plan a été établi dans une approche One Health, c'est-à-dire en étroite collaboration avec les représentants du secteur de la médecine humaine et du secteur vétérinaire, dont l'objectif général est la réduction de l'émergence, du développement et de la transmission des antibiorésistances au niveau national. Dans ce but la recommandation essentielle du plan est l'utilisation raisonnée des antibiotiques d'un point de vue quantitatif et qualitatif et ceci aussi bien en médecine humaine qu'en médecine vétérinaire.

Le plan s'articule autour de cinq axes stratégiques auxquels sont associés des objectifs précis :

- Gouvernance : mettre en place un mécanisme de gouvernance pérenne ;

- Prévention, éducation et communication : améliorer la prise de conscience, la compréhension de l'antibiorésistance ;

- Traitement et diagnostic : promouvoir le bon usage des antibiotiques en santé humaine et animale ;

- Surveillance : mettre en place un système national de surveillance des antibiotiques et des antibiorésistances ;

- Recherche : élaborer une stratégie nationale de recherche sur l'antibiorésistance.

ad 3) Suivant le bilan d'approvisionnement en porcs, la consommation annuelle en viande de porc par habitant est en moyenne de 37,39 kg entre 2010 et 2018. La consommation en 2018 se situe à 36,98 kg. Il y a de légères variations annuelles au niveau de la consommation de viande porcine, avec un minimum de 35,04 kg observé en 2011 et un maximum de 39,82 kg en 2015.

Suivant le bilan d'approvisionnement en porcs, les importations de viande porcine proviennent exclusivement de pays membres de l'Union européenne. Une répartition par pays n'est malheureusement pas disponible.

La part du marché de la viande de porc importée par rapport à la production indigène brute, exprimée en valeur pondérale (information en termes monétaires non disponibles), est de 107 %. Cela signifie qu'une quantité équivalente (légèrement supérieure) de viande de porc à celle produite au Luxembourg est importée, en termes de production indigène brute incluant à la fois les porcs indigènes abattus et les porcs d'origine indigène exportés sur pieds.

Conformément à la législation européenne, chaque pays de l'UE doit établir un plan de recherche des résidus des médicaments vétérinaires y inclus les antibiotiques et cette législation fixe un taux maximal de résidus des antibiotiques au niveau des différentes denrées alimentaires d'origine animale comme par exemple la viande.

Chaque État membre doit effectuer les analyses prévues par ce plan et envoyer les résultats de ces analyses à la Commission européenne. Les mêmes exigences s'appliquent aux pays tiers qui exportent des denrées alimentaires y inclus de la viande vers les pays de l'Union européenne.

Additionnellement aux plans de résidus des pays tiers, des plans de contrôles des résidus des denrées alimentaires importées directement des pays tiers sont effectués aux différents points d'entrée dans l'UE en l'occurrence par le poste de contrôle frontalier à l'aéroport.

Au niveau national les taux maxima de résidus d'antibiotiques ont été rarement dépassés.

Question 2270 (26.05.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **numérisation des démarches de la Société nationale de circulation automobile :**

Le développement du numérique dans le secteur public peut améliorer l'efficacité des dispositifs et faciliter les démarches entre les administrations de l'État et les citoyens, notamment en termes de gain de temps, de simplification administrative, etc. De plus, la crise sanitaire actuelle a contribué à une prise de conscience collective quant à la nécessité de poursuivre les efforts entrepris jusqu'à présent.

À part quelques exceptions, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) n'offre pas encore l'intégralité des démarches en ligne via la plateforme « myguichet.lu ».

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre entend-il numériser l'intégralité des démarches en question ?

- Dans l'affirmative, quel en est l'état d'avancement ?

- Dans la négative, qu'est-ce qui s'y opposerait ?

Réponse (29.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La SNCA propose aujourd'hui les démarches numérisées suivantes via la plateforme « MyGuichet » :

- demande de duplicata du certificat d'immatriculation (carte grise, carte jaune) ;

- demande de réservation d'un numéro d'immatriculation ;

- mise hors circulation d'un véhicule ;

- remise en circulation d'un véhicule suite à une mise hors circulation temporaire.

La demande de certificat d'immatriculation en ligne a été proposée de décembre 2016 à septembre 2018. Cependant, cette démarche n'a pas connu le succès prévu, vu que l'envoi par voie postale ou le dépôt de toutes les pièces du dossier restait obligatoire. Ainsi, conformément à l'article 5 de la directive 1999/37/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux documents d'immatriculation des véhicules, les autorités compétentes doivent exiger, dans tous les cas, en vue d'une nouvelle immatriculation d'un véhicule précédemment immatriculé dans un autre État membre, la remise de la partie I (partie « grise ») de l'ancien certificat d'immatriculation et la remise de la partie II (partie « jaune »)

pour autant que celle-ci ait été délivrée. Ensuite, les anciens certificats d'immatriculation doivent être conservés pendant au moins six mois et l'autorité doit informer, dans un délai de deux mois, l'autorité de l'État membre qui avait délivré le certificat retiré. Sur demande de la dernière, dans les six mois suivant le retrait, le certificat retiré est renvoyé. La législation luxembourgeoise oblige ainsi, conformément à l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers, les propriétaires des véhicules précédemment immatriculés au Luxembourg ou à l'étranger à déposer lors de l'immatriculation du véhicule ces pièces obligatoires en version originale. Cette démarche n'apportant pas la numérisation définitive de tout le processus a été désactivée, vu que le gain minimal ne justifiait pas l'effort à fournir par le citoyen.

Étant donné que suite à la crise sanitaire, une plus grande exigence du grand public envers la numérisation, entière ou en partie, des démarches administratives est attendue, il est prévu de réactiver, dans les plus brefs délais, cette démarche spécifique et de permettre ainsi au citoyen d'effectuer de nouveau sa démarche d'immatriculation à distance. Dans un objectif de rendre cependant la procédure plus simple, il est prévu d'examiner la possibilité d'amender la législation nationale, afin d'alléger le processus d'immatriculation des véhicules précédemment immatriculés au Luxembourg. À ces fins, le service compétent de mon ministère va contacter ensemble avec la SNCA le « Kraftfahrt Bundesamt » en Allemagne, qui a depuis octobre 2019 introduit une telle procédure pour réaliser de nouvelles immatriculations via une procédure en ligne.

En réactivant la démarche de demande de certificat d'immatriculation en ligne, il ne resterait seulement que quelques autres démarches annexes à numériser, comme par exemple l'immatriculation sous plaques d'exportation, pour que la totalité des démarches liées à l'immatriculation de véhicules routiers pour nos citoyens soit disponible via une procédure en ligne.

Les démarches liées à l'agréation, c'est-à-dire la régularisation de modifications apportées à un véhicule routier, restent quant à elles à numériser, afin de pouvoir les offrir via la plateforme « MyGuichet ». Entre-temps, une procédure dématérialisée, via communication par voie électronique (mail), a cependant été mise en place pendant le confinement et il est envisagé de maintenir cette solution jusqu'à ce qu'une solution numérisée vivable soit proposée sur « MyGuichet ».

En ce qui concerne les démarches liées au permis de conduire, le développement des demandes spécifiques est en cours de réalisation, respectivement en instance de validation. Ces démarches numérisées seront proposées avant la fin de l'année via la plateforme « MyGuichet ». Il s'agit des demandes suivantes :

- demande de renouvellement d'un permis de conduire (hors certificat médical[1]) ;

- demande de duplicata d'un permis de conduire ;

- demande d'échange d'un permis étranger ;

- demande d'enregistrement d'un permis émis par un État membre (EEE) ;

- prise de rendez-vous en ligne pour l'examen théorique du permis de conduire.

De ce qui précède, il découle qu'un certain nombre des services proposés par la SNCA est à ce stade déjà disponible sur le site « MyGuichet » et que fin de cette année-ci, la majorité des démarches pourra être effectuée en ligne. La SNCA, en coopération avec mon ministère, ne cesse ses efforts, afin de proposer, dans un futur proche, la totalité de ses services, si le cadre règlementaire européen le permet, par une procédure en ligne.

Question 2272 (26.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **trafic aérien d'avions militaires :**

An de leschte Woche konnt ee verstäerkt Militärfligeren am Landeuflug op de Findel gesinn. Déi Maschinne sinn awer net op den ëffentleche Radaren ze fannen, déi all Bierger consultéiere kann.

[1] La demande de renouvellement nécessitant un certificat médical sera quant à elle développée dans le cadre d'une modification future, afin d'y inclure un certificat médical numérisé à la source et dématérialisé.

Q456

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister erklären, ëm wéi eng Flich et sech gehandelt huet?

2. Wat gouf an de Militärmaschinnen transportéiert?

3. Wéi vill där Flich sinn am Abrëll an am Mee 2020 zu Lëtzebuerg ukomm a fortgeflunn?

4. Dir als Minister sot reegelméisseg, et wär wichteg, fir ëmweltschounend souwéi méiglechst am Geräisch reduzéiert Fligeren um Findel landen ze loossen. Wéi ass hei d'Bilanz (CO_2 a Kaméidi an Dezibel bei Start/Landung) vun esou Militärtransportfligeren?

5. Ënnerleien déi Maschinnen engem Nuetslandeverbuet?

Réponse (29.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An de leschte Woche konnt ee verstäerkt Militärfligeren am Landeufluch op de Findel gesinn. Déi Maschinne sinn awer net op den ëffentleche Radaren ze fannen, déi all Bierger consultéiere kann.

Bei dëse Flich huet et sech ëm Trainingsflich, medezinnesch Evakuéierungen (Medevac) vu Persoune mat Gesondheetsproblemer an ëm Staatsflich gehandelt, bei deene kee Cargo op- oder ofgeluede gouf. Follgend Tabell gëtt eng Iwwersiicht zu dëse Flich.

Operateur	Flich
French Air Force	2 Flich Covid-19 Medevac (mat Patienten)
Belgian Air Force	6 Trainingsflich
Irish Air Corps	4 Staats- resp. Militärflich 15. Mee: Trainingsfluch, keng Passagéier
Hellenic Air Force	1 Staatsfluch mat Passagéier

Am Abrëll a Mee 2020 goufen 28 Mouvementer vu Militärfligeren enregistréiert, dat heescht 14 Arrivéeën a 14 Departen.

Ech erënneren drun, dass d'Fluchpersonal vun der Lëtzebuerger Arméi (Piloten a Soutieren) an der Belscher Air Force integréiert ass an och reegelméisseg un dësen Trainingsflich deelhëlt.

D'Militärfligeren, déi am Asaz waren, si relativ modern a rezent Fligeren, déi den industrielle Standarde vun der kommerzieller Fligerei nokommen an deementspriechend ekologesch effizient Motortechnologien asetze fir reduzéiert CO_2-Emissiounen a Geräischsniveauen.

Generell gesinn ënnerleie Militärflgeren, duerch hir hoheetlech Aufgaben, net de gängegen europäeschen Oplagen a Saachen CO_2-Emissiounen a Geräischpeegel.

Wann e Militärfliger awer Trainingsflich mécht, dann trëtt d'Nuetslandeverbuet a Kraaft.

Kee vun de Militärfligeren ass am Abrëll oder Mee nuets geflunn.

Question 2278 (27.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **matériel de protection pour les maisons de soins :**

Am Ufank vun der Covid-19-Pandemie gouf en zentraliséierte Versuergungssystem fir Protektiounsmaterial fir Alters- a Fleegeheemer en place gesat, dee gutt funktionéiert an d'Haiser mat deem néidege Material versuergt. Eisen Informatiounen no goufen dëser Deeg déi Responsabel vun den eenzele Strukturen informéiert, datt si elo Enn des Mounts nach eemol eng grouss Liwwerung vu Protektiounsmaterial kréien, mat deem si fir e puer Woche missten duerkommen. Dono misst dann all Prestataire sech erëm selwer ëm d'Versuergung këmmeren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Decisioun?

3. No wéi enge Krittäre gëtt déi lescht Liwwerung verdeelt?

4. Firwat kann net och an Zukunft esou en zentralen Akaf bestoe bleiwen, fir datt et net zur Konkurrenz tëscht de Prestatairë bei der Versuergung mat Protektiounsmaterial kënnt?

5. Kann d'Regierung sécherstellen, datt all Strukturen och an Zukunft genuch Protektiounsmaterial hunn?

6. Ass gewosst, wéi vill Stock vu Material déi eenzel Prestatairen hunn?

7. Wat wier, wann engem Prestataire an Zukunft Protektiounsmaterial géif feelen?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Sars-CoV-2-Virus huet jiddereen an eisem Gesondheetssystem gezwonge sech ze organiséieren, heiansdo an der Urgence, fir déi vill Erausfuerderunge vun der Covid-19-Pandemie ze bekämpfen. Vum Ufank vun der Kris un huet de Gesondheetsministère reagéiert, andeems hien eng intern Kriseneenheet agerücht huet, déi Beamten, Acteure vum Terrain a Spezialisten zesummebruecht huet, mam Zil déi verschidden Aspekter vun der Kris effizient a séier unzegoen. D'Versuergung mat Schutzausrüstung an en adequaten Zougang zu Medikamenter huet sech séier als eng vun den Haapterausfuerderunge vun dëser Kris gewisen, dëst an engem Kontext vun engem ganz ugespaanten internationale Maart an engem erhéichte Risiko vun Enkpäss.

Wéinst dem Ëmfang vun der Aufgab gouf eng Logistikeenheet, mat net manner wéi 45 Leit mat variéierte Profiller, opgestallt, fir déi logistesch Aspekter ronderëm perséinlech Schutzausrüstung a spezielle Medikamenter ofzedecken. Esou konnten dës Produkter séier kaaft ginn, heiansdo no haarde Verhandlunge mat Hiersteller aus der ganzer Welt, fir eng ad hoc national Reserv ze bilden. Zënter der Grënnung vun der Logistikeenheet goufe substanziell Quantitéite vun Ausrüstung op Lëtzebuerg transportéiert an un déi verschidden Acteure verdeelt.

Haut, wou d'Situatioun sech op den internationale Mäert erëm normaliséiert huet, wärend déi éischt Schrëtt zu engem graduellen Austrëtt aus der Kris an Europa ugefaangen hunn, ass et fir déi verschidden Acteuren erëm méiglech, sech iwwert den normale Marché ze versuergen.

De Gesondheetsministère huet dowéinst decidéiert, d'Aktivitéite vun der Logistikeenheet ab dem 1. Juni 2020 ofzeschléissen.

Fir de verschiddene Prestatairen awer ze erméiglechen, eege Ressourcen ze organiséieren an ze stockéieren, ass eng lescht Verdeelung vun Ausrüstung zur Verfügung gestallt ginn. Dës Liwwerung erlaabt 30 Deeg Autonomie, geschätzt op Basis vun dem alldeegleche Konsum aus de leschte Wochen ënnert der Berécksiichtegung vum Stock u Material, deen d'Prestatairen hunn.

Weiderhi plangt d'Regierung eng national Reserv vu Schutzmaterial a verschiddene Medikamenter unzeleeë fir de Fall, datt et an Zukunft an enger Krisesituatioun zu Enkpäss géif kommen.

Question 2285 (28.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **nettoyage et** la **désinfection des véhicules de transport en commun :**

D'Coronapandemie huet eis an der Gesellschaft villes iwwer Gestë bäibruecht, déi jiddereen ënnerhuele kann, fir Infektiounskrankheeten auszebremsen. Ee wichtegen Aspekt dovunner ass sécherlech d'reegelméissegt Botzen an Desinfizéieren. An de leschte Woche konnt een effektiv feststellen, dass d'Busser an d'Zich am ëffentlechen Transport ronderëm d'Auer propper sinn. Dat war virun der Coronapandemie net ëmmer de Fall. An der parlamentarescher Fro N° 2083 hat de Mobilitéitsminister Auskunft ginn, wéi d'Desinfizéierung vum Fuermaterial am ëffentlechen Transport säit dem Ausbroch vun der Coronapandemie assuréiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Opgelëscht no Materialkäschten a Personalkäschten, wéi vill huet dat zousätzlecht Botze vum Fuermaterial (Bus, Zuch, Tram, Funiculaire, Garen, Arrêten) säit der Coronakris kascht?

2. Wäert de Minister d'Hygiènesmesuren, déi aktuell am ëffentlechen Transport duerchgefouert ginn, am Hibléck vun der Promotioun vun engem attraktive gratis ëffentlechen Transport, bäibehalen?

Réponse (29.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Zënter der Coronakris si follgend Käschte fir zousätzlecht Botzen an Desinfizéiere vum Fuermaterial an den Infrastrukture fir d'CFL ugefall:

CFL-Busser:

ca. 24.000 € (Stand 31. Mee 2020)

CFL-Persounenzich:

ca. 177.000 € (Stand 31. Mee 2020)

CFL-Infrastrukturen (Funiculaire, Garen an Arrêten):

ca. 94.000 € (Stand 31. Mee 2020)

Dës Montante setze sech aus 95 % Personal- a 5 % Materialkäschten zesummen.

LuxTram huet vun 2017 u seng Ramen eemol den Dag integral gebotzt. Deemno huet d'Covid-19-Kris just mat sech bruecht, dass zousätzlech Desinfektiounsmëttel géint Viren agesat goufen.

Soumadder ka bis elo fir LuxTram de Méiopwand duerch spezifesch Covid-19-Botzmesuren op 1.500 € geschat ginn.

Wat d'Busdéngschter am RGTR betrëfft, kann een de Moment just eng Schätzung ofginn, vu dass iwwer 30 Betriber fir den RGTR fueren an net den Detail bei all Betrib konnt ermëttelt ginn. Et kann een domat rechnen, dass am Duerchschnëtt 5 bis 6 Euro pro Dag a pro Linnebus u Käschten ufalen (Stand 31. Mee 2020). Fir den RGTR fueren ongefèier 1.300 Bussen, woubäi vum 16. Mäerz bis den 20. Abrëll awer d'Schoulbussen ausgefall sinn. Beim TICE sinn an Zäit vu ronn 2,5 Méint eng 40.000 € u Käschten ugefall, déi haaptsächlech aus Materialkäschte bestinn. Nieft dem normale Personal gouf eng zousätzlech Persoun vun enger Botzfirma chargéiert, fir d'Desinfektioun vun de Bussen duerchzeféieren. Beim Busdéngscht vun der Stad Lëtzebuerg falen eng ronn 40.000 € pro Mount un extra Käschten un.

ad 2. Déi weider Hygiènesmesuren ergi sech aus den Entscheedungen, déi d'Regierung am Kader vun der weiderer Entwécklung vum Deconfinement hëlt.

Doriwwer eraus proposéieren ech de Bedreiwer vum ëffentlechen Transport, dass de Mobilitéitsministère e gewëssenen Deel vun de Käschte rembourséiert. Déi betraffe Bedreiwer kënnen hir Ufro mat den néidegen Ënnerlagen (Rechnungen) erareechen, déi dann a menge Servicer op d'Verhältnis par rapport zum gefrotene Montant kontrolléiert an approuvéiert ginn.

Question 2299 (29.05.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**impact de la Covid-19 sur les associations luxembourgeoises :**

Selon une enquête réalisée par l'ASBL CLAE, la pandémie mondiale de Covid-19 « a eu des répercussions sur 90 % des associations, qui ont souvent dû se résoudre à réduire ou interrompre leur activité ». Le CLAE interpelle dans ce contexte les pouvoirs publics pour un soutien spécifique aux associations.

Constatant les incertitudes financières des associations, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Le Gouvernement envisage-t-il la mise en place d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures financières précises sont prévues pour aider le secteur des associations luxembourgeoises ?

Réponse (29.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Étant donné que Monsieur le Député a posé la question parlementaire au seul Ministre de la Famille et de l'Intégration, la présente réponse ne concerne que les associations actives dans les domaines de compétence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Pendant la crise liée au Covid-19, les associations se sont vues confrontées à l'annulation de leurs activités et manifestations, mais beaucoup d'entre elles ont continué à faire preuve d'engagement et de solidarité ; elles ont ainsi diversifié leurs activités en ayant notamment recours à des outils digitaux.

En raison de la grande diversité des associations, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région analysera au cas par cas, de concert avec les responsables des associations bénéficiant d'un accord de collaboration ou d'un subside, les effets de la crise sur leur fonctionnement et adaptera les aides éventuelles à la situations spécifique de chaque association.

Les associations qui sont porteuses de projets dans le cadre du Plan d'action national d'intégration, voient leurs projets maintenus et adaptés en termes de calendrier de mise en œuvre ; les moyens financiers alloués à ces projets ne sont pas modifiés.

Question 2306 (29.05.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des gestionnaires de campings dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

2019 si knapps eng Millioun Iwwernuechtungen op eise Campinger gezielt ginn. Dat heescht, ronn een Drëttel vun allen Iwwernuechtungen zu Lëtzebuerg.

Déi aktuell sanitär Kris huet de ganzen Tourismussecteur, an doduerch och d'Campingsbedreiwer, ganz kal erwëscht.

D'Zoumaache vun de Grenzen, zum Beispill duerch déi belsch an déi däitsch Autoritéiten, huet vill Touristen dru gehënnert, op Lëtzebuerg ze kommen.

Och wa sech d'Situatioun an der Tëschenzäit zum Deel geännert huet, bleift d'Veronsécherung bei den Touriste bestoen an déi betraffe Bedreiwer rechne mat groussen Aboussen.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

- Wier et méiglech, en Iwwerbléck betreffend d'Iwwernuechtungen op eise Campinger fir déi éischt fënnef Méint vum Joer 2020 ze maachen? Wéi hu sech d'Nuitéeë par rapport zu 2019 entwéckelt?

- Wéi eng direkt finanziell Hëllefe goufen de Campingsbedreiwer vu Säite vum Staat wärend de Méint Mäerz an Abrëll 2020 zur Verfügung gestallt? Wéi vill Campingsbedreiwer hunn op d'Kuerzaarbecht zréckgegraff? Wéi vill Paie konnten esou assuréiert ginn? Wat war de Gesamtmontant vun deenen Hëllefen?

- Vu wéi enge finanziellen Hëllefe kënnen d'Campingsbedreiwer aktuell profitéieren? Gëtt et doriwwer eraus eng spezifesch Relancestrategie vun der Regierung fir de Secteur vum Campingtourismus? Wa jo, wéi gesäit déi aus?

Réponse (29.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

De Statec huet d'Iwwernuechtungszuelen 2020 bis Abrëll inclus ausgewäert a publizéiert. Fir d'Méint Januar a Februar 2020 leien d'Zuele grosso modo op enger Linn mat deene vun 2018 an 2019. Am Mäerz sinn d'Iwwernuechtungen allerdéngs ëm 60 % gefall, am Abrëll ëm iwwer 95 %. Am Ganze sinn tëscht Januar an Abrëll 2020 en Total vun 22.772 Iwwernuechtungen op eise Campinger gezielt ginn, am Verglach zu 72.189 Iwwernuechtunge fir déi selwecht Period 2019.

D'Campingsbedreiwer, déi d'Eligibilitéitskonditioune fir déi jeeweileg Aiden erfëllt hunn, konnte vum Chômage partiel, vun der Avance remboursable a vun den Aides non remboursables vu 5.000 € respektiv 12.500 € profitéieren. Ee Camping huet d'Avance remboursable ugefrot, 18 Campinger hunn d'Aide non remboursable accordéiert kritt. Fir dës zwou Moossname sinn am Ganzen 154.039,35 € ausbezuelt ginn. Am Kader vum Chômage partiel si bis Enn Abrëll 470.564 € u Campinger gefloss. 20 Campingsbedreiwer hunn op d'Kuerzaarbecht zréckgegraff, wat ronn 245 Salariéen entsprécht. Well d'Entreprisen allerdéngs dräi Méint Zäit hunn, fir hiren Dekont eranzereechen, sinn déi definitiv Zuelen nach net disponibel.

Am Kontext vum „Neistart Lëtzebuerg" kënne Campinger aktuell an iwwert déi nächst Méint vum Fonds de relance et de solidarité pour entreprises profitéieren (1.250 € pro aktive Salarié an 250 € pro Salarié am Chômage partiel wärend sechs Méint). D'Modalitéite fir de Fonds du tourisme, deen den ASBLen am Tourismus wäert ënnert d'Äerm gräifen, gi momentan ausgeschafft. D'Generaldirektioun fir Tourismus huet e Plan de relance fir den Tourismus ausgeschafft, an deem de Camping ee Baustee vu villen ass. De Fait, dass d'Campingsaktivitéit zum groussen Deel dobausse stattfënnt an d'Parzelle respektiv eegestänneg Logementer raimlech vunenee getrennt iwwert d'Campingsterraine verdeelt sinn, schwätzt am Prinzip fir eng Relance an dësem Secteur.

Question 2307 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **aides pour les petites entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Eng kleng Baufirma mat e puer Salariéen, déi eréischt zënter dësem Joer aktiv ass, huet, am Kader vum Lockdown den 23. Mäerz, mat hiren Aktivitéite missen ophalen, grad wéi vill aner Entreprisen am Land. Op Demande hin huet de Wirtschaftsministère der Firma eng sougenannt „Indemnité d'urgence" refuséiert. Dat mam Argument, datt der Firma hire Chiffre d'affaires annuel ënner 15.000 Euro leie géif.

Dofir wéilt ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. Firwat leet de Wirtschaftsministère e Krittär vun engem minimale Chiffre d'affaires annuel fest, wann et sech dobäi ëm eng Entreprise handelt, déi eréischt dëst Joer gegrënnt ginn ass?

2. Wat fir eng Hëllefe kréie kleng Betriber, déi eréischt dëst Joer mat hirer Aktivitéit ugefaangen hunn, déi déi sougenannt „Indemnité d'urgence" refuséiert kritt hunn?

Réponse commune (29.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierten ze äntwerten, kann een op e Rechebeispill verweisen: Wann ee Betrib ee Joresëmsaz vu manner wéi 15.000 € mécht, esou entsprécht dat engem Ëmsaz vu manner wéi 1.250 € de Mount. Bei enger theoreetescher Marge vu 50 % géif dat engem Benefiss vun ënner 625 € de Mount gläichkommen. Wann elo ee Betrib mat dësem monatlechen Ëmsaz déi 5.000 € respektiv zweemol 5.000 € staatlech Hëllef géif kréien, esou géif dës Hëllef a kenger Relatioun mam Normalverdéngscht vum Betrib stoen.

Am Fall, wou ee Betrib réischt zanter kuerzem besteet, kann den Ëmsaz awer op ee ganzt Joer héichgerechent ginn. Dëst, fir et de jonke Betriber ausdrécklech ze erméiglechen, der Ufuerderung vun engem Joresëmsaz vu 15.000 € gerecht ze ginn.

Wann de Krittär vum Mindestëmsaz trotzdeem net erfëllt ka ginn, esou besteet nach ëmmer d'Méiglechkeet fir den Independant, vun zwou staatlechen Hëllefen ze profitéieren, déi speziell fir d'Independantë sinn. Déi éischt Aide ass an Héicht vun 2.500 € an déi zweet Independantsaide läit bei engem Montant tëschent 3.000 a 4.000 €, ofhängeg vum Verdéngscht vum Independant. D'Viraussetzung ass, dass den Independant en tant que tel beim Centre commun de la sécurité sociale affiliéiert ass an net méi ewéi 2,5-mol de Mindestloun verdéngt.

Question 2309 (29.05.2020) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **ventilation mécanique contrôlée (VMC) comme mécanisme de propagation du virus Covid-19 dans l'air :**

Nous avons appris dans la presse écrite internationale que plusieurs pays ont pu observer des nouveaux foyers d'infections au Covid-19 suite à la réouverture des petits commerces, restaurants, coiffeurs, écoles, bâtiments de bureaux, églises, etc.

Il nous revient qu'une nouvelle étude au Japon aurait montré que le risque d'infection dans les salles fermées serait 19 fois plus élevé qu'à l'extérieur. D'après les informations qui nous ont été transmises, la raison très probable de cette infection serait liée aux aérosols qui se trouvent dans les salles fermées et qui sont équipées d'un système de ventilation mécanique contrôlée (VMC). Un tel système permet au virus d'être propagé dans l'air. Dans ce contexte, il ressort d'une interview du Prof. Christian Drosten, virologue de l'hôpital universitaire de la Charité à Berlin, et transmis par la chaîne de radio et de télévision allemande NDR en date du 12 mai 2020, que : « Fast die Hälfte der Übertragung ist Aerosol, fast die andere Hälfte der Übertragung ist Tröpfchen und vielleicht zehn Prozent der Übertragung ist Schmierinfektion oder Kontaktinfektion. »

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a émis une lettre de recommandation technique datant du 13 mars 2020 à la Fédération des artisans dans laquelle il souligne que les anciens systèmes de ventilation mécanique centrale et qui réutilisent l'air des locaux pour le faire circuler à nouveau, hébergent le risque de remettre en suspension des particules virales et de les distribuer d'une pièce vers l'autre au sein d'un bâtiment. Dans cette même lettre, le ministère préconise le changement de la consigne pour passer à 100 % d'air frais pour les VMC ne fonctionnant pas intégralement avec de l'air frais, comme mesure technique préventive.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Est-ce que la recommandation technique qui a été donnée par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire au début du confinement (13 mars 2020) devra être mise à jour suite aux connaissances nouvelles des épidémiologues et virologues sur la propagation du virus, notamment sur le type de filtre à y mettre ?

2) Quelles sont les nouvelles consignes que le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ensemble avec le Ministère de la Santé pourraient donner à l'ensemble des exploitants de bâtiments fonctionnels opérant des VMC pour minimiser le risque d'une transmission ?

3) Quelles sont les implications pour les maisons plurifamiliales et les bâtiments fonctionnels ? Est-ce qu'il ne faudrait pas aussi revoir la pérennité du Energiepass des bâtiments ?

À noter qu'il existe un filtre du type HEPAR (High Efficiency Particulate Air) pour les ventilations dites VMC alimentant en air frais les maisons plurifamiliales et les bâtiments fonctionnels privés et publics et permettant limiter le risque d'infection par des aérosols.

4) Le Gouvernement est-il au courant de cette possibilité ?

5) Entend-il promouvoir ce type de mesure et l'intégrer obligatoirement dans la stratégie de déconfinement et plus particulièrement parmi les mesures figurant dans le plan de relance de l'économie verte (« Neistart Lëtzebuerg ») ?

6) Dans l'affirmative, le Gouvernement pense-t-il qu'il serait opportun de lancer un appel à projets afin de permettre à nos entreprises de créer, produire et maintenir un tel filtre et garantir une certaine autonomie stratégique du pays ?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Actuellement, nous disposons de deux études mettant en évidence une propagation du Covid-19 favorisée par une ventilation mécanique centrale contrôlée (VMC). La première publiée par le CDC (Centers for Disease Control and Prevention) américain concerne dix personnes infectées en Chine qui étaient assises à trois tables différentes dans un restaurant. Le virus ne provenait pas de la VMC, mais le flux d'air l'a transporté du patient initialement malade vers les autres tables dans la même salle. La VMC n'était donc pas la source, mais par le biais du courant d'air généré, elle aidait à propager le virus dans la pièce. Ce même effet aurait par ailleurs pu être observé par la simple ouverture d'une fenêtre générant un flux d'air similaire. Une désinfection de la VMC ou un équipement par filtres n'aurait en rien changé cette dynamique.

La deuxième étude concerne des infections (600 personnes) sur un grand bateau de croisière japonais. À ce sujet, il faut noter que les VMC sur ce type de bateau fonctionnent généralement avec un taux de recirculation d'air et non pas à 100 % d'air frais comme la vaste majorité des VMC au Luxembourg. Il ne faut par ailleurs pas perdre de vue que les bateaux de croisière constituent un cas spécifique en matière de propagation de virus, observée aussi avec d'autres virus (comme le norovirus qui provoque des infections intestinales). En effet, il s'agit d'une situation de confinement avec des centaines, voire des milliers de personnes cohabitant dans un espace très réduit favorisant toute propagation de virus ou de bactéries (taux d'infection quatre fois plus élevé que les taux habituels).

ad 1) Les nouvelles études confirment un risque potentiel (sans pour autant fournir de preuves ou d'apporter des éléments nouveaux) pour les VMC avec recirculation d'air (réutilisation de l'air des pièces ventilées) et confirment donc la recommandation technique émise par le Gouvernement dès mars 2020.

En revanche, aucune contamination par des virus transportés d'un local vers un autre par une VMC fonctionnant entièrement à l'air neuf (comme les VMC modernes qui sont la règle au Luxembourg) n'a pu être observée dans l'ensemble des études scientifiques à ce jour. Au contraire, l'air frais venant de l'extérieur a comme effet de diluer l'air intérieur et donc également la charge en particules virales éventuellement présentes dans l'air intérieur. Les VMC modernes qui fonctionnent entièrement à l'air neuf diminuent donc le risque de propagation du virus par dilution. Dans ce sens, la recommandation du Gouvernement de mars 2020 reste actuelle et ne nécessite aucune mise à jour actuellement.

ad 2) La recommandation de mars 2020 reste actuelle et elle est confirmée par les études sur le sujet.

Afin de compléter les mesures préventives de mars 2020 et en absence de consignes à l'échelle européenne ou d'autres gouvernements nationaux, les recommandations techniques éditées par la fédération européenne « of heating and ventilation engineers » REVDA qui correspondent aux préconisations de leurs homologues américains de l'ASHRAE (recommandations portées également par les Suissetec, Eurovent ou Fachverband Gebäude-Klima en Allemagne) constituent une bonne base et approche pour minimiser tout risque éventuel de transmission ; le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ensemble avec le Ministère de la Santé et l'ITM ont ainsi actualisé leur recommandation en date du 26 juin 2020 et conseillent de se baser sur la guidance technique émise par le Fachverband Gebäude-Klima e. V. (FGK) allemand (www.fgk.de) (document en allemand : https://www.fgk.de/images/Aktuelle_Dokumente/2020/RLT_Covid19_V2_200424.pdf et document en anglais : https://www.fgk.de/images/Aktuelle_Dokumente/2020/RLT_Covid19_V2_200424_EN.pdf).

ad 3) En ce qui concerne les VMC ou plus précisément la ventilation en général, la législation sur la performance énergétique des bâtiments (certificats de performance énergétique [Energiepass]) a pour objet et se limite à des exigences d'efficacité concernant la quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour la ventilation pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée d'un bâtiment. Dans ce sens, la législation n'est pas à remettre en question en ce qui concerne les mesures de préventions liées au virus Covid-19.

ad 4) - 6) Les filtres HEPAR sont bien connus notamment pour l'utilisation dans des chambres stériles comme les salles d'opération ou encore pour l'utilisation dans certains aspirateurs. Il faut cependant bien comprendre que, plus on filtre l'air, plus des moteurs puissants s'imposent pour faire circuler l'air à travers ces filtres. Il faut donc prévoir des centrales plus puissantes et plus coûteuses, consommant plus d'énergie, faisant plus de bruit et nécessitant un entretien plus important et fréquent du fait que les filtres colmatent plus rapidement.

Restent les anciennes VMC qui fonctionnent du moins partiellement à recirculation d'air. Ces anciennes VMC ne permettent guère l'installation de tels filtres qui nécessiteraient souvent une augmentation de la puissance de ces installations. Il serait dès lors plus facile et efficace pour la durée du risque Covid-19 de débrancher les VMC de ce type et de passer temporairement à une aération naturelle manuelle pour autant que les fenêtres le permettent. En conclusion, le filtre HEPAR ne constitue pas une solution générale dans le contexte du Covid-19.

Question 2312 (02.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **immeubles dans des zones vertes :**

An eisem Land ginn et eng Rei vu Gebailechkeeten, déi an der Gréngzon gebaut sinn. Eenzelner besti scho säit Jorzéngten, anerer si méi rezent gebaut ginn.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un d'Madamm Banneministesch:

1. Gëtt et eng Opstellung, wéi vill Gebailechkeeten an der Gréngzon leien?

2. Wa jo: Wéi ënnerdeele sech déi eenzel Gebailechkeete jee no hirer Notzungsaart - Haiser, Häff, Fabricken, respektiv Gebailechkeeten, wou d'Notzungsaart net definéiert ass - am ganze Land an opgeschlësselt op d'Kantoner?

Réponse commune (06.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Virop ass ze preziséieren, datt déi generell Kompetenz, fir Baugeneemegungen auszestellen, bei de Gemenge läit, net bei der Regierung. Eng speziell Kompetenz fir d'Geneemegung vun neie Konstruktiounen „ausserhalb vun den Agglomeratiounen" ass am Joer 1965 duerch dat éischt Naturschutzgesetz un dee fir déi deemoleg „Administration des eaux et forêts" zoustännege Minister gaangen.

Déi historesch Auswäertung, esou wéi se vum Deputéierte gefrot gouf, ass net méiglech, well dës Donnéeën net systematesch erfaasst goufen.

Weeder den Ëmweltministère nach den Innenministère verfügen iwwer en Inventaire oder eng Datebank mat alle Gebailechkeeten, déi an enger Gréngzon leien.

Question 2314 (02.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact de l'interdiction de la chasse au renard :**

Säit dem Joer 2015 ass hei am Land d'Juegd op de Fuuss verbueden.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madame Ëmweltministesch:

1. Vu dass et jo ëmmer manner Buedem- a Wisebréier gëtt: Goufe säit dem Verbuet vun der Fuussejuegd Detailanalysen an Iwwerpréifunge realiséiert, wéi dëst Juegdverbuet sech op dës Buedem- oder Wisebréier auswierkt? Goufen Detailanalysen an Iwwerpréifunge realiséiert, wéi sech dëst Juegdverbuet op aner Déierenaarten auswierkt?

2. Ginn et nach aner Erkenntnisser, déi sech aus dem Verbuet vun der Fuussejuegd erginn hunn? Wa jo, wär de Ministère bereet, dës Erkenntnisser oder Analysen der Chamber matzedeelen?

Réponse (02.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Et ass fachlech unerkannt, datt d'Zerstéierung, d'Veraarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim souwéi d'Aféiere vun net eenheemeschen Aarten déi véier Haaptgrënn fir de Biodiversitéitsverloscht sinn.

Och beim Fuuss ginn et keng Indicen, déi op eng Hausse vun der Populatioun hiweisen. Domat soll net ugedeit ginn, datt de Fuuss zu Lëtzebuerg seelen oder bedrot wier. Déi disponibel Zuelen, notamment unhand vun de systemateschen Opname mat Wëldkameraen, deiten op ee gläichbleiwenden, stabille Bestand hin.

ad 1. Well allgemeng bekannt ass, dass Buedem- a Wisebréier am Oppeland virun allem duerch d'Zerstéierung, d'Veraarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim verschwonne sinn, eriwwrege sech grouss an deier Detailanalysen an Iwwerpréifungen. Esou war zum Beispill d'Feldhong schonn uganks den 1980er Jore quasi um Nullpunkt ukomm, trotz där zu där Zäit massiver Juegd op de Fuuss.

Dat hat also näischt mam Fuuss ze dinn, mee mat Liewensraumverloscht a mat dem Verloscht vun den Insekte fir déi Kleng opzezillen. Am Raum Schëffleng gouf ee Monitoring vu Wisevulle gemaach, wéi dem Wisepiipsert an dem Wisepanewippchen. Op deenen ongedüngten an ondrainéierte Fläche sinn déi Aarte virkomm. Op deenen intensiv genotzten a gedüngte Wisen dogéint net, obwuel iwwerall Fiiss virkommen.

ad 2. Contrairement zu deem, wat d'Géigner vum Fuussejuegdverbuet ugefouert hunn, ass de Prozentsaz vu Fiiss mat Fuussebandwuerm säit 2015 net erop-, mee erofgaangen, vu bal 40 % (2014) op elo ënner 20 % (2019), wat fir d'Gesondheet vun der mënschlecher Populatioun zu Lëtzebuerg immens positiv ass.

D'Lëtzebuerger Jeeërfederatioun huet bei hirem Recours, dee si um Tribunal administratif géint dat groussherzoglecht Reglement gemaacht hat, dat de Fuuss fir d'Juegd zougemaach huet, verluer an ass och net an Appell gaangen. D'Geriicht huet och d'Argumentatioun vum MECDD an der ANF um Fong suivéiert.

Ech fille mech also confirméiert, dass d'Decisioun vum deemolege Staatssekretär Camille Gira déi richteg war.

Question 2316 (02.06.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **financement des garanties locatives :**

La loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit principalement deux mesures pour venir en aide aux locataires. Ce sont la garantie locative et la subvention loyer qui ont toutes les deux connu des modifications récentes.

La garantie locative qui est destinée à soutenir ceux qui ne disposent pas de fonds propres pour couvrir la caution aux bailleurs, en règle générale trois fois le montant du loyer, n'a atteint qu'une petite minorité de bénéficiaires potentiels et plus précisément seulement 37 candidats en 2016. Ainsi les conditions d'octroi ont été allégées par la loi du 20 décembre 2019.

- Comme cette mesure semble donc trop peu connue pour être un vrai allègement pour les ménages concernés, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement quel est le nombre de bénéficiaires pour les années 2017, 2018 et 2019. Y a-t-il déjà des chiffes pour 2020, montrant un premier effet des modifications de décembre 2019 ?

- En attendant la réforme fondamentale de la législation sur les aides au logement, par quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre entend-il faire de cette aide plutôt théorique, vu le nombre extrêmement réduit des bénéficiaires, une aide réelle pour le plus grand nombre possible de bénéficiaires potentiels ?

La subvention loyer qui est destinée à aider les ménages les plus défavorisés à accéder en location à un logement en octroyant entre 134 € et 294 € par mois aux personnes éligibles, a connu des adaptations au 1er avril 2020. Le but était d'élargir le champ des bénéficiaires possibles. Monsieur le Ministre a annoncé lors d'une conférence de presse le 27 mai 2020 qu'une cinquantaine de nouvelles demandes a été déposée.

- Avant la réforme, seulement 5.400 citoyens ont profité de la subvention loyer, alors que 34.000 étaient théoriquement éligibles. À court terme, la réforme n´a généré que 50 demandes supplémentaires. Je voudrais dès lors savoir de Monsieur le Ministre par quelles mesures concrètes il entend populariser cette aide, afin que le cercle des bénéficiaires réels s'approche du cercle des bénéficiaires potentiels.

Réponse (30.06.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Entre le 1er janvier et le 25 juin 2020, 113 nouvelles demandes de garantie locative ont été introduites auprès du guichet unique des aides au logement.

54 ménages n'ayant pas encore signé un contrat de bail ont reçu une autorisation de la part du ministère, les informant du montant maximal de la garantie qui pourrait leur être accordée sous condition que leur revenu ne dépasse pas les limites prévues par la loi.

Jusqu'à présent, quatre garanties locatives ont été accordées pour un montant total de 10.086,25 euros.

15 demandes ont dû être refusées étant donné que le taux d'effort de 40 % était dépassé.

Chiffres de la garantie locative :

Nombre de demandes : 113

Nombre d'autorisations : 54

Nombre de refus : 15

Nombre d'accords : 4

Pour les années 2017 à 2019, les nombres de bénéficiaires d'une garantie locative étaient les suivants :

2017 : 28

2018 : 26

2019 : 17

Afin de rendre lesdites mesures plus populaires, le Ministère du Logement entend renforcer ses campagnes d'information au grand public, de même que la communication indirecte à travers les acteurs tels que les offices sociaux et les bailleurs.

Question 2318 (03.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale :**

Dans de nombreux États, dont le Luxembourg, le confinement lié à la pandémie du coronavirus Sars-CoV-2 a fait obstacle à la migration et à la demande d'asile. La fermeture des ports d'Italie et de Malte, la difficulté de franchir les frontières extérieures de l'espace Schengen ainsi que la réintroduction de contrôles aux frontières nationales ont rendu quasiment impossible d'emprunter les routes migratoires.

En effet, selon les dernières statistiques concernant la protection internationale publiées le 14 mai 2020 par la Direction de l'immigration, les demandes de protection internationale au Luxembourg ont chuté de 799 demandes enregistrées pour les quatre premiers mois en 2019, à quelque 386 demandes pour cette même période en 2020, avec uniquement dix demandes pour le mois d'avril.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) À l'égard de la baisse de demandes de protection internationale dans le contexte du Covid-19, combien de places sont-elles disponibles dans les foyers pour réfugiés ?

2) Combien de réfugiés ayant eu acceptation de leur demande de protection internationale ont dès lors pu quitter les foyers afin de rejoindre un logement ?

Réponse (29.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Le taux d'occupation des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale reste critique et n'est quasiment pas affecté par la baisse de nouvelles demandes de protection internationale. Ceci est dû au fait que près de 40 % des lits sont occupés par des bénéficiaires de protection internationale qui n'ont pas la possibilité ou les moyens de trouver un logement privé.

Un taux d'occupation supérieur à 80 % ne pourra guère être atteint dans les structures d'hébergement vu que l'utilisation de la totalité des capacités est impossible : un lit libre dans une chambre familiale ne peut que difficilement être occupé par une personne étrangère. À ceci s'ajoute la perte de lits associés aux chambres en cours de rénovation.

ad 2) Durant les mois d'avril et mai, 70 personnes ayant eu acceptation de leur demande de protection internationale ont quitté les structures d'hébergement pour DPI de l'ONA.

Question 2319 (03.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **« pop-up bike lanes » :**

Duerch de Covid-19-bedéngte Lockdown a ville Länner ass a verschiddene Stied profitéiert ginn, fir sougenannt „pop-up bike lanes" fir déi duuss Mobilitéit anzeriichten. Dobäi handelt et sech ëm temporaire agezeechent Vëlospisten op bestoende Fuerspueren, déi et Vëlofuerer a Foussgänger ënner anerem erlabe sollen, den obligatoresche Social Distancing vun zwee Meter anzehalen. Ausserdeem hëllefe se och, den ëffentleche Persounentransport ze entlaaschten, wou de Risiko vun engem Ustiechen duerch de Covid-19 méi grouss ass wéi an der frëscher Loft. Sou Vëlospiste ginn et mëttlerweil schonns zu Berlin, Wien, Bréissel, Paräis a sou weider.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Gëtt zu Lëtzebuerg nom Deconfinement och iwwert d'Ariichte vu sougenannten „pop-up bike lanes" nogeduecht?

- Huet den Här Minister de Ponts et Chaussées schonn Instruktioune gi fir ze kucken, wéi déi „pop-up bike lanes" kéinten ëmgesat ginn?

- Wou kéinte prioritär sou Vëlospisten agezeechent ginn?

- Wéi héich wier de Käschtepunkt vu sou enger „pop-up bike lanes"?

- Musse fir dës temporaire agezeechent Vëlospisten de Code de la route oder aner Gesetzer geännert ginn?

- Wa jo, a wéi engem Delai soll dat geschéien? Wann neen, firwat net?

Réponse (09.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei deenen ugeschwate „pop-up bike lanes", wéi et se an eenzelen europäesche Groussstied mëttlerweil gëtt, handelt et sech ëm eng käschtegënschteg a séier ëmsetzbar Verbesserungsmesure fir de Vëlosverkéier.

„Pop-up bike lanes" ginn am urbane Raum, sprech innerhalb vun den Agglomeratiounen amenagéiert. D'Initiativ fir esou een Amenagement kann domadder nëmme vun der jeeweileger Gemeng ausgoen. De Ministère géif esou Initiativen ënnerstëtzen, et ass awer bis ewell vu kenger Gemeng esou eng Demande komm.

Well et sech bei dësem Konzept net ëm eng nei Zort vun Infrastruktur handelt, mee just ëm eng méi séier Ëmsetzung dovun, ass keng Modifikatioun vum Code de la route noutwendeg. Et brauch just dat kommunaalt Verkéiersreglement iwwert de klassesche Wee vum Gemengerot adaptéiert ze ginn.

D'Initiativ fir permanent oder temporaire Reglementatioune vum Verkéier läit ausseruerts op Staatsstroosse beim Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Aus der Iwwerleeung eraus ass d'Initiativ „Vëlosummer 2020" zesumme mam Minister fir Tourismus entstanen. Dës Aktioun huet virun allem touristesche Charakter, och wann eenzel Tronçone fir de Wee mam Vëlo op d'Aarbecht attraktiv sinn. Fir de Vëlo am Alldagsverkéier ass et grondsätzlech esou, dass separat a permanent Vëlosweeër néideg sinn. D'Stroossebauverwaltung huet aktuell bal 700 km esou Infrastrukturen a Planung.

Question 2320 (03.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **déploiement technique de la 5G :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0078 hat ech de Premierminister iwwert d'Sécherheet an d'Vertraulechkeet vun de Kommunikatiounsreseaue befrot. Deemools war jo säitens der US-Regierung beschloss ginn, datt si keng Equipementer vun Huawei méi an hirem sougenannte „Core" vum Kommunikatiounsreseau wäerten asetzen. D'lëtzebuergesch Regierung huet hei net ausgeschloss, fir chineesesch Technologien am Kär vun eise Kommunikatiounsinfrastrukturen ze verbidden.

Weider schreiwen d'Ministeren: „Aktuell verfüügt d'Regierung net iwwer genuch corroboréiert Fakten, fir esou eng Mesure ze huelen, mee wann dëst sech géif änneren, da misst eng Reevaluatioun gemaach ginn."

Tëschenzäitlech huet d'Regierung, am Juni 2019, eng ëffentlech Ausschreiwung fir Projeten am Kontext vum 5G gestart. Heibäi ass POST als Koordinator am Beräich Network Security festgehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir bannenzeg Sécherheet a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet sech d'Faktelag, wat d'Benotzung vu chineeseschen Technologien an eise Kärkommunikatiounsinfrastrukturen ugeet, verännert? Wéi eng Rapporte leien der Regierung hei vir?

2. Wéi eng Sécherheetskrittären an Technologiesufuerderunge goufen am Domän vun der Network Security festgehalen?

Réponse commune (08.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Beim Appell fir Projeten am Kontext vun der 5G handelt et sech net ëm eng ëffentlech Ausschreiwung, mee déi Projeten, déi d'Krittäre fir eng Ënnerstëtzung erfëllen an zréckbehale ginn, kënne vun engem Kofinanzement profitéieren. D'Theeme vun den insgesamt 29 Projeten, déi eragereecht goufen, goufe vun de Koordinatore vum jeeweilege Projet selwer virgeschloen. Ee vun de Projete vu POST Lëtzebuerg ass dobäi am Beräich vun der Network Security ugesidelt. Dëst wëllt awer net heeschen, datt POST domat géif eng national Koordinatioun vun der Network Security iwwerhuelen, mee heescht just, datt hire Projet an dësem Beräich ass.

Am Allgemenge ginn all Bedreiwer vun engem ëffentlechen Telekommunikatiounsreseau ugehalen, duerch den Artikel 45 aus der Loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques fir d'Sécherheet an d'Integritéit ze suergen. Well déi zukünfteg 5G-Reseauen Telekommunikatiounsreseaue sinn an d'gesetzlech Reegelen technologesch neutral sinn, falen dës och ënnert déi Legislatioun.

D'Faktelag zur Benotzung vu chineeseschen Technologien an de Kärkommunikatiounsinfrastrukturen ass onverännert. Fir eng harmoniséiert europäesch Approche zu deem gefuerderte Sécherheetsniveau an Europa ze kréien, huet d'ENISA, déi europäesch Agence fir Cybersécherheet, 25 Sécherheetsobjektiver festgeluecht, un deene sech och Lëtzebuerg orientéiert[2].

Am Moment ass Lëtzebuerg amgaangen, déi nei europäesch Direktiv iwwer elektronesch Kommunikatioun[3] ëmzesetzen (de betreffende Projet de loi gouf de 26. Juni am Regierungsrot ugeholl). De proposéierten Artikel 42 stellt dobäi sécher, dass d'Operateuren déi néideg

Q458

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

[2] https://resilience.enisa.europa.eu/article-13/guideline-for-minimum-security-measures

[Dës Richtlinne sinn amgaangen, vun der ENISA aktualiséiert ze ginn.]

[3] « Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen »

Mesuren huelen, fir dass d'Sécherheet an d'Integritéit vun de Reseauen assuréiert ass.

Nieft der Direktiv huet déi Europäesch Kommissioun Ufank vum Joer eng „5G toolbox"[4] publizéiert mat spezifesche Recommandatioune fir d'Sécherheet vun de 5G-Reseauen. Fir de Moment ass Lëtzebuerg amgaangen, dës Recommandatioun ëmzesetzen, sief dat um legislativen Niveau (cf. de Projet de loi deen d'Direktiv transposéiert) oder der Adaptatioun vun de Moossnamen, déi dem ILR am Kader vum Artikel 45 aus der Loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques all Joer matgedeelt gi mussen.

Question 2321 (03.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre du « homeschooling » :**

Mam Ausbroch vun der Covid-19-Pandemie huet de Schoulsystem missen ëmorganiséiert ginn.

D'Schoulstonne ginn dobäi iwwer Video gehalen, datt d'Schüler vun doheem aus léiere kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass d'Ënnerriichte per Videokonferenz dateschutzkonform? Gouf d'CNPD domadder beoptraagt, een Avis zu der Dateschutzkonformitéit vum Homeschooling auszeschaffen?

2. Brauch een en Accord, fir Auszich (Biller, Téin, Ausschnëtter...) kënnen ze späicheren?

Falls jo, wéi gëtt dat reguléiert?

3. Däerfen d'Opnamen un Drëttpersoune weidergeleet ginn?

4. Ginn et vun der Regierung speziell Consignen, wéi eng Programmer fir de Videounterricht benotzt däerfe ginn?

5. Goufen d'Schoulpersonal an d'Schüler virum Benotze vum Videounterricht ëm hir Rechter a Flichten ëm den Dateschutz informéiert?

Réponse commune (08.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. Esou wéi an anere Liewensberäicher, déi duerch d'Moossname géint d'Ausbreedung vum Covid-19 massiv ageschränkt goufen, stelle sech um Beispill vun der Benotzung vu Videokonferenze fir den Homeschooling grondsätzlech Dateschutzfroen. Dës Dateschutzfroe solle sech allerdéngs aglidderen an déi allgemeng an éischt Prioritéit, dem Bildungs- an Erzéiungsoptrag vun eise Schoulen och an dëser sanitärer Kris nozekommen, an zwar mat Hëllef vun digitale Mëttelen, fir esou d'Gesondheet vun allen Enseignanten a Schüler ze schützen.

Doduerch, datt den Educatiounsministère zanter 2016 allen Enseignanten a Schüler e securiséierten Accès op d'Office-365-Plattform, mat ënner anerem der Videokonferenz-App Teams offréiert, konnt dëse Wiessel an den Homeschooling sécher a séier ëmgesat ginn. Schonns zum Zäitpunkt vun der Aféierung vun Office 365 als kollaborativ Léierplattform gouf d'CNPD domadder befaasst an huet dësen Environnement als dateschutzkonform validéiert. An deem Sënn gouf et also fir den Educatiounsministère keen neie Moment.

ad 2. + 3. Bei enger Videokonferenz handelt et sech ëm ee Livestream, deen net automatesch ofgespäichert gëtt. Biller an/oder Audiosequenze sinn deemno net méi op der Plattform gespäichert, nodeems se gewise respektiv ofgespillt goufen.

All Videokonferenz kann awer opgeholl an op der Plattform ofspäichert respektiv gestreamt ginn, dëst allerdéngs just vun enger Persoun, déi déi néideg Rechter huet. An deem Fall ginn all déi aner Persounen doriwwer informéiert an et steet hinne fräi, ze entscheeden, ob si d'Videokonferenz verloossen oder awer den Toun oder d'Kamera ausschalten. D'Opnam vun der Videokonferenz ass just deene Persounen zougänglech, déi un der Konferenz deelgeholl hunn. Wann en Enseignant eng Videokonferenz ophuele wëllt, informéiert hien am Virfeld d'Schüler, soudatt déi sech doropper astelle kënnen. Beim eventuellen Deele vun Opname soll den Enseignant oppassen, datt dat am Aklang mam Dateschutz geschitt.

[4] https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cybersecurity-5g-networks-eu-toolbox-risk-mitigating-measures

ad 4. Den Educatiounsministère recommandéiert d'Applikatioun Teams, déi Bestanddeel vun der securiséierter Office-365-Plattform ass.

ad 5. D'Méiglechkeet vum Unterrecht per Videokonferenz ass integrale Bestanddeel vun der Plattform Office 365. Fir dës Plattform gi säit 2016 massiv Weiderbildungsformatioune fir d'Enseignantë vum IFEN ugebueden. Weider bitt den IFEN Weiderbildungscoursen un am Beräich vum Dateschutz, vum Droit à l'image, vun der Datesécherheet am Allgemengen.

D'Schüler selwer gi vum Léierpersonal, am Kader vun hirem pedagogeschen Optrag, iwwert d'Benotzung vum Office 365 informéiert. Den Educatiounsministère baséiert sech op d'Erfarunge vun de leschte Méint, fir fir déi nächst Rentrée eng Informatiounsmapp zesummenzestellen, déi den Ëmgang mam Office 365 am Kontext vum Dateschutz behandelt.

Question 2323 (03.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **problèmes de sécurité d'une application de visioconférence :**

Wéi d'Plattform heise.de an engem Artikel vum 25. Mee 2020 bericht, soll de Videokommunikatiounsdéngscht Zoom net den europäeschen Dateschutzufuerderungen entspriechen. D'Plattform bezitt sech hei op d'Informatioune vum Bundesdatenschutzbeauftragten an Däitschland, dee bemängelt, dass d'Plattform net end-to-end verschlësselt ass. Och d'„Lëtzebuerger Wort" hat an engem Artikel vum 23. Abrëll 2020 doriwwer bericht.

Gläichzäiteg gouf d'Plattform awer och an dem lëtzebuergesche Ministère benotzt. Esou huet d'ANF beispillsweis d'Videokonferenz zum Theema „Koexistenz Mensch-Wolf" iwwer Zoom organiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vum Bundesdatenschutzbeauftragte betreffend de Videokonferenzdéngscht Zoom?

2. Huet de lëtzebuergesche Staat an der Vergaangenheet vum Videokonferenzdéngscht Zoom Gebrauch gemaach? Falls jo, kënnen d'Ministeren eng Oplëschtung vun alle Videokonferenze maachen, an deenen Informatioune betreffend de Lëtzebuerger Staat op engem amerikanesche Server gelant sinn? Firwat benotzt d'Regierung keng Videokonferenzdéngschter, déi op europäesche Servere lafen?

3. Wäert d'Regierung an Zukunft weiderhin op Videokonferenzprogrammer setzen, déi op amerikanesche Servere lafen?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Esou wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2246 erkläert gouf, ass d'Regierung selbstverständlech determinéiert, d'Vertraulechkeet, d'Sécherheet an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat adequat ze garantéieren. Mir bieden den honorabelen Deputéierten, sech an deem Kontext op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2246 vum 20. Mee 2020 ze bezéien, déi sech ënner anerem mat deem Sujet beschäftegt.

Wat Videokonferenzdéngschter ugeet, bedreift de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologië (CTIE) fir de Staat zwou Videokonferenzplattformen: Microsoft „Skype For Business" an „Avaya Scopia". Béid Plattforme sinn an den Datenzenter vum CTIE hebergéiert a gi vum CTIE operéiert.

D'Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat, souwéi d'Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) recommandéieren allen Administratiounen, nëmme mat Virsiicht an Zréckhalung online Uwennunge vu kommerziellen Ubidder ze benotzen an dës geséchert Léisungen ze favoriséieren.

Eng Oplëschtung vun alle Videokonferenze kann de CTIE net maachen, well dës vun de Ministèren organiséiert ginn, an net vum CTIE.

D'Regierung ass beméit, an der aktueller Situatioun eng Balance tëscht der Sécherheet vun de verfügbare Videokonferenzdéngschter op där enger Säit an der Kontinuitéit vum Service op där anerer Säit ze fannen. D'Chamber huet beispillsweis de Service „Webex" erausgewielt, fir d'Videokonferenze vun hire Kommissiounssitzungen ze organiséieren. Un deenen huele reegelméisseg - och op Demande vun den Deputéierten - Ministere mat de Beamten aus hire Ministèren deel an dat wäert och an deenen nächste Wochen de Fall sinn.

Question 2324 (03.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **pistes cyclables dans le nord du pays :**

Il me revient que les chantiers concernant la réalisation de la piste cyclable PC21, notamment sur les tronçons entre Clervaux et Troisvierges et entre Clervaux et la commune de Kiischpelt, ne semblent guère avancer. En effet, jusqu'à cette date, aucun chantier n'a été commencé afin de mettre en œuvre ces voies réservées aux bicyclettes. De plus, le chantier du tronçon reliant Kautenbach à Goebelsmühle de la piste cyclable PC21 n'avance plus guère.

Il me revient également qu'il serait prévu d'aménager la piste cyclable PC7 le long de la N7 à proximité immédiate de cette route dangereuse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la réalisation de la piste cyclable PC21 ? Pour quand les travaux y relatifs pourront-ils être entamés et pour quand ceux-ci pourraient-ils être terminés au plus tard ?

- Pourquoi le chantier sur le tronçon « Kautenbach–Goebelsmühle » a-t-il été arrêté ? Des problèmes d'emprise de terrains se posent-ils ?

- Quelles mesures sont prévues afin de garantir la sécurité des cyclistes sur la piste cyclable PC7 le long de la N7 ?

- Dans ce contexte, quel est l'état d'avancement des autres projets de pistes cyclables à réaliser par l'État dans la circonscription Nord, en l'occurrence les PC3, 5, 12, 15, 16, 17, 18, 20, 22, 23, 24 et 25 ?

Réponse (09.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne l'état d'avancement de la PC21, qui s'étend d'Ettelbruck à Troisvierges, il y a lieu de distinguer entre les tronçons Troisvierges–Cinqfontaines–Clervaux, Clervaux–Wilwerwiltz et Kautenbach–Goebelsmühle. Pour le tronçon Troisvierges–Cinqfontaines–Clervaux, l'avant-projet sommaire (APS) a été approuvé l'année dernière et l'avant-projet détaillé (APD) est actuellement en cours d'élaboration. Bien que l'aménagement d'une piste cyclable ne soit pas un projet de grande envergure, diverses difficultés, voire imprévus, peuvent toujours surgir, ceci pour de nombreuses raisons comme par exemple un dénivelé du tracé, la proximité d'autres voies de circulation ou d'une ligne ferroviaire, le besoin de construire simultanément des ouvrages nécessaires, d'éventuels problèmes d'emprises ou d'autorisations environnementales, etc. Au vu de son intérêt économique pour le nord du pays, ce tronçon figure parmi les projets prioritaires d'itinéraires cyclables au sujet desquels davantage de détails seront communiqués à l'automne 2020.

En ce qui concerne les travaux de la PC21 sur le tronçon s'étendant de Kautenbach à Goebelsmühle, il importe de préciser qu'il existe deux projets à cet endroit et il ne s'agit donc pas d'un arrêt de chantier. Le premier chantier sont des travaux exécutés par les CFL et le chantier a été clôturé l'année dernière. Ce projet, qui se composait de deux lots, consistait d'une part dans la remise en état du pont rivière situé au point kilométrique PK 59,340, et d'autre part dans la réalisation d'une partie du chemin cyclo-piétonnier PC16 (aujourd'hui PC21) d'une longueur de 550 m. Le deuxième projet, qui consiste dans l'aménagement du tronçon restant, ou plus précisément de la majeure partie de la PC21 entre Kautenbach et Goebelsmühle, se trouve maintenant dans la phase d'élaboration d'un avant-projet détaillé par l'Administration des ponts et chaussées. Le tronçon encore à aménager possède une distance de 3,9 km. Diverses études y afférentes sont en cours ; il n'y a à cet endroit pas de problèmes d'emprises.

La future PC7 qui accompagnera l'axe de la N7 sera réalisée pour la plus grande partie en connectant et en améliorant des chemins vicinaux existants. Sur les quelques sections où la PC7 longera plus directement la route nationale, il est prévu de réaliser une zone de protection d'une largeur minimale de 1,5 m séparant la piste cyclable de la route et dotée, le cas échéant, de dispositifs de retenue.

Afin d'illustrer l'état d'avancement des autres projets de pistes cyclables à réaliser dans le nord du pays, ci-après un tableau qui regroupe les informations actuelles concernant les différentes étapes de planification ou de réalisation :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2325 (03.06.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **régime d'aides financières au secteur de l'aviation :**

Lors d'une émission de radio, Madame la Ministre de l'Environnement vient d'annoncer entre autres que les critères relatifs à l'aide financière dédiée au secteur de l'aviation luxembourgeoise dans le contexte de la crise Covid-19 pourraient être couplés à des conditions comme c'est le cas en France, visant à remplacer les transports aériens dont la durée est inférieure à deux heures par les transports ferroviaires.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'annonce faite par Madame la Ministre de l'Environnement en ce qui concerne les conditions liées au régime d'aides financières dédiées au secteur de l'aviation ?

- Alors que la compagnie aérienne Luxair, occupant quelque 3.000 salariés, traverse actuellement sa plus grande crise depuis son existence en raison de la pandémie Covid-19, Messieurs les Ministres estiment-ils qu'une telle annonce s'avère opportune ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que des réflexions concrètes visant à suivre l'exemple français ont déjà été menées ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'on peut comparer les secteurs de l'aviation et ferroviaire français avec ceux du Luxembourg ?

- Sachant que le réseau ferroviaire avec certaines villes s'avère peu attractif actuellement, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que cette situation remet en question le modèle économique de Luxair qui a longtemps favorisé la connexion en moins de deux heures à des villes européennes stratégiquement importantes, telles les villes de Paris, Londres, Munich et Amsterdam ?

Réponse (07.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans le contexte de la crise économique qui fait suite à la crise sanitaire, certains régimes d'aides octroyées par les États aux diverses compagnies aériennes prévoient d'assortir ces aides de conditions, notamment dans le domaine de l'environnement. Ces conditions sont censées permettre au secteur aérien de sortir de la crise actuelle tout en se préparant à affronter le défi climatique.

Le Gouvernement français essaie par exemple de limiter les vols intérieurs sur les trajets qui peuvent être faits par train en moins de deux heures. Le Gouvernement autrichien a récemment fait une proposition « antidumping » visant à fixer un prix minimal pour les billets d'avion. Mais toutes ces options sont des mesures nationales qui ne s'appliquent a priori qu'à certaines compagnies nationales bénéficiant des régimes d'aides financières. Il s'agit certes de projets intéressants, mais dont la portée sera probablement limitée dans un premier temps.

Le Gouvernement luxembourgeois est d'avis qu'une solution durable pour le secteur entier doit se baser sur une dimension européenne, sinon globale. Pour faire en sorte que ces mesures soient vraiment efficaces, il faudra en effet une approche commune. Si au lieu d'Air France, les vols à courte distance seront désormais assurés par une compagnie concurrente à bas coût, aucun progrès en réduction d'émissions n'aura en fait été réalisé. C'est pourquoi la Commission européenne demande d'introduire les principes de son « green deal » dans toutes les réglementations communautaires existantes et futures dans le domaine de l'aviation. Il faudra en effet faire preuve d'une approche créative et innovante pour attaquer les défis du secteur (nouvelles technologies, kérosène alternatif à faibles émissions, nouveaux modèles d'avions plus durables et moins bruyants, etc.).

Il ne faut pas sous-estimer le rôle important que Luxair joue pour la connectivité du Luxem-

bourg, en offrant toute une gamme de vols de connexion pour des destinations à longue distance en Europe et dans le monde entier. L'idée de remplacer les liaisons aériennes par des trajets ferroviaires sur des distances courtes et moyennes présuppose que le réseau ferroviaire soit suffisamment développé au niveau européen pour être une option attractive pour le passager. Je me suis exprimé en faveur d'un développement massif du réseau ferroviaire européen à haute vitesse à de nombreuses reprises lors des réunions du Conseil des ministres de transport et récemment par une lettre ouverte à Madame la Commissaire européenne aux Transports. Si ces conditions sont remplies, on pourra également offrir aux passagers des billets multimodaux, où l'enregistrement se fait en gare et le premier trajet pourra être fait en train jusqu'à l'aéroport de correspondance, comme c'est déjà le cas par exemple pour le trajet Bruxelles–Aéroport Paris Charles de Gaulle. Pour l'instant aucun des aéroports desservis par Luxair ne peut être atteint en train en moins de deux heures.

Question 2328 (04.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **chantiers des pistes cyclables :**

An engem Bäitrag op de soziale Medie vum 18. Mee 2020 sinn „déi jonk gréng" der Usiicht, dass „vill Lëtzebuerger*innen hunn an Zäite vum Confinement de Vëlo nei entdeckt. Grad elo kënne mir dofir den Deconfinement notzen, fir déi duuss Mobilitéit ze förderen a méi attraktiv ze maachen [...] E staarkt Zeeche kéint ee setzen, wann déi scho geplangte Vëlosweeër géife Prioritéit kréien par rapport zu anere Chantieren [...]".

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kritt den Ausbau vun de Vëlosweeër Prioritéit par rapport zu anere Chantieren?

- Ginn eenzel Vëlospiste virgezunn? Wa jo, wéi eng? Wéi gesäit et dee Moment mam Budget aus? Wann neen, firwat net?

- Wéi eng Chantiere gi gegeebenefalls zréckgestallt?

Réponse (10.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Projete vun de Vëlospisten, déi d'Stroossebauverwaltung am Optrag vun der Regierung duerchféiert, ënnerleien, ewéi alleguer déi aner Infrastrukturprojeten, de Gesetzer a Waasser- an Ëmweltautorisatioune souwéi der Disponibilitéit vun den Emprisen. Deementspriechend ginn d'Vëlosprojeten op den Haaptachsen (touristesch a Pendlerachsen) weidergedriwwen an et gëtt probéiert, esou séier wéi méiglech e kohärent Netz ze schafen. Et sinn awer zum Deel vill kleng Tronçonen, déi d'Vëlospistennetz punktuell verbesseren an ergänzen, respektiv ginn d'Vëlospisten an de grousse Stroosseprojete mat integréiert a ginn deementpriechend matgebaut. D'Budgete fir déi Projete si virgesinn an et gëtt ëmmer probéiert, sech bei de legale Prozeduren ofzestëmmen, fir all Steng virum Ufank vum Bau esou séier ewéi méiglech aus dem Wee ze raumen.

An Zesummenaarbecht mam Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stelle meng Servicer eng Prioritéitelëscht vu Vëlosweeër op, zu där méi Detailer am Hierscht kommunizéiert ginn.

Question 2329 (04.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2024 vum 5. Mee 2020 iwwert d'Kommunikatioun vun der Regierung huet den Här Staatsminister geschriwwen:

„D'Regierung huet keng spezifesch Sproochepolitik adoptéiert, déi sech bei der Diffusioun vu Messagë wärend der Kris géif applizéieren a kommunizéiert wéi soss och an där Sprooch, déi och ausserhalb vu Krisenzäiten am Respekt vum Sproochegesetz, de landesübleche Sproochen an en Fonctioun vum Publikum am beschten adaptéiert ass."

Op engem Informatiounsziedel iwwert d'Phas 3 vum Deconfinement, deen Enn Mee un all Stéit verdeelt gouf, sinn d'Informatiounen op Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch.

Och gouf bei de reliéise Symboler op en Hiwäis op déi jüddesch Relioun verzicht.

Dowéinst wéilt ech den Här Staatsminister froen:

1. Firwat ass eis Nationalsprooch, déi och eng vun eisen dräi administrative Sproochen ass, net op deem Informatiounsziedel berücksichtegt ginn?

2. Firwat huet d'Regierung zwar déi muslimesch Relioun an hirer Grafik opgeholl, net awer déi jüddesch?

Réponse (07.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Zil vun de genannten Informatiounsblieder ass et, engem gréisstméigleche Publikum e generellen Iwwerbléck iwwert déi verschidde Mesurë vum Deconfinement vun der Regierung ze verschafen an déngen als Ënnerstëtzung zu der klassescher Kommunikatioun vun der Regierung. Dës si staark kondenséiert an dat gëllt och fir déi grafesch Duerstellung.

All weider Detailer an Informatioune sinn op véier Sproochen, dorënner och Lëtzebuergesch, um Site www.covid19.lu erëmzefannen.

Question 2331 (04.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **taxe sur la valeur ajoutée :**

Déi däitsch Bundesregierung huet sech no zweedeegege Verhandlunge gëschter Owend op e Konjunkturpak gëeenegt.

Ënnert den ugekënnegte Moossnamen ass och eng Reduktioun vum normalen TVA-Saz vun 19 % op 16 % geplangt, genausou wéi en Erofsetze vum reduzéierten Taux vu 7 % op 5 %.

Domat wier och den normalen TVA-Saz an Däitschland bis un d'Enn vun dësem Joer méi niddreg wéi deen zu Lëtzebuerg.

Laut enger rezenter Etüd iwwert d'Präisser an der Groussregioun wier Däitschland haut scho präislech am kompetitiivsten. Si erreechen an der Moyenne e Wäert vun 93,2 bei engem Referenzwäert vun 100. Lëtzebuerg steet do just op drëtter Plaz (99,9) virun eise belschen Noperen.

Opgrond vun dësen Ausféierunge wéilt ech follgend Froen un d'Häre Ministere fir d'Wirtschaft a fir de Mëttelstand stellen:

- Denkt d'Regierung iwwer eng generell Baisse vun den TVA-Sätz no?

- Wa jo, beabsichtegt d'Regierung, d'TVA-Sätz vu virum Spuerpak 2015 nees anzeféieren?

- Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken an d'Kompetitivitéit virun allem vun de mëttelstännege Betriber (am Handel etc.) mindestens ze erhalen?

Réponse commune (03.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Am Kader vum Stabiliséierungsplang fir d'Wirtschaft am Kontext vun der Coronaviruskris zanter Mäerz 2020 huet d'Regierung zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Mesurë geholl fir d'Haushalter an d'Betriber ze ënnerstëtzen. Dat selwecht gëllt fir de Programm „Neistart Lëtzebuerg", deen duerno, am Mee 2020, publizéiert ginn ass. Am internationale Verglach ass Lëtzebuerg ënnert den EU-Staate mat deenen ambitiéiste Programmer (a % vum PIB).

Eng vun de wichtegsten Hëllefsmesuren, am Kontext vum Aarbechtsmaart an dem sozialen Zesummenhalt am Land, ass de Mechanismus vun der Kuerzaarbecht. De Chômage an d'Angscht, seng Aarbecht ze verléieren, gehéieren zu den Aspekter, déi de gréissten negativen Impakt op d'Wuelbefanne vun de Bierger a Salariéen hunn. D'Regierung huet och decidéiert, den Accès fir de Chômage partiel ze vereinfachen a séchergestallt, dass kee Salarié an der Kuerzaarbecht manner wéi de Mindestloun kritt. Enn Juni 2020 louch de Montant vun Avancen, déi d'Regierung zu Lëtzebuerg u Betriber fir d'Kuerzaarbecht am Zesummenhang mat der Coronaviruskris ausbezuelt huet, bei liicht iwwer 800 Milliounen Euro. Dëst ass en impressionante Montant, mat deem d'Revenue vun den Haushalter geséchert ginn an d'Liquiditéit vun den Entreprisë verbessert gëtt.

Nieft de Revenuen hunn och d'Konsumpräisser en Impakt op d'Kafkraaft vun den Haushalter. Den Observatoire de la formation des prix (OFP) vum Wirtschaftsministère suivéiert d'Entwécklung vun de Konsumpräisser zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun. E Comité de suivi, an deem Representantë vum Patronat an de Konsumente vertruede sinn, begleet d'Aarbechte vum OFP. Déi zwee aktuellst Rapporte vum OFP goufen am Mäerz an am Mee 2020 publizéiert. Dës Analyse ginn der Regierung reegelméisseg Informatioune betreffend den Impakt an d'Entwécklung vun de Konsumpräisser op d'Kafkraaft vun den Haushalter.

Wat d'Betriber ugeet, do weist de järleche Programme national de réforme (PNR) fir Lëtzebuerg eng ganz Rei strukturell Mesuren op, fir d'Kompetitivitéit vun der Wirtschaft ze stäerken. Déi aktuell Editioun vum PNR ass Enn Abrëll 2020 am Kader vum europäesche Semester der Europäescher Kommissioun iwwerreecht ginn an zielt zum Beispill dës Mesuren op: de Bäihëlleferegimm fir kleng a mëttel Betriber, déi investéieren, d'Opstelle vun der online Verkafsplattform „LetzShop", d'Hëllefe fir Fuerschung, Entwécklung a fir Innovatioun, kompetitiv Energiepräisser, den Opbau vun engem High Performance Computer (HPC) etc.

Opgrond vun de substanzielle Mesuren, déi d'Regierung an de leschte Méint geholl huet, ass keng generell Baisse vun den TVA-Sätz beabsichtegt.

Question 2332 (04.06.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **dossier de soins partagé :**

An enger Pressematdeelung vum 3. Juni mécht de Chaos Computer Club Lëtzebuerg op eng Rei Bedenken opmierksam, déi si am Zesummenhank mam elektronesche Patientendossier hunn. Et geet virun allem ëm d'Fro vun der Sécherheet an dem Dateschutz vun esou enger zentraler Datebank. De Chaos Computer Club Lëtzebuerg warnt dann och virdrun, datt sech eist Land iwwert de Wee vun enger zentraler Datebank ëmmer méi a Richtung vun engem Iwwerwaachungsstaat entwéckele kéint, wann an Zukunft zum Beispill ëmmer méi Persounen an/oder Institutiounen Zougréff op perséinlech Donnéeë vun de Bierger hunn.

Dowéinst wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. De Bierger huet jo op fräiwëlleger Basis d'Méiglechkeet, den elektronesche Patientendossier nees zouzemaachen. Wat geschitt an deem Fall mat deene gespäicherten Donnéeën? Ginn dës automatesch geläscht oder muss de Patient dat nach eng Kéier extra ufroen?

2. Wéi de Gesondheetsministère an den heefeg gestallte Froen (FAQ) matdeelt, ginn d'Patientendonnéeën an engem „Gesundheitssafe" gespäichert. Weider Prezisiounen iwwert dëse „Gesundheitssafe" feelen awer. Wéi gesäit dëse „Gesundheitssafe" konkreet aus a mat wéi engen technesche Mëttelen ass dëse geséchert?

3. Kann d'Regierung der Chamber matdeelen, wéi eng Persounen an/oder Institutiounen Zougréff op den elektronesche Patientendossier hunn? Ass séchergestallt, datt dësen Zougréff och an Zukunft strikt limitéiert bleift an net op aner Persounen an/oder Institutiounen erweidert gëtt?

4. Huet d'Regierung de gesamte Volet vum elektronesche Patientendossier am Hibléck op d'Konformitéit mat de Bestëmmunge vum Dateschutz kontrolléiert? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech doraus erginn? Wann nee, gedenkt d'Regierung dat zäitno ze maachen?

Question 2335 (04.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **dossier de soins partagé :**

De Chaos Computer Club Lëtzebuerg warnt an engem Pressecommuniqué vum 3. Juni 2020 iwwer Onsécherheete beim elektronesche Patientendossier (Dossier de soins partagé, kuerz DSP). D'Organisatioun bemängelt virun allem, dass vu Säite vum Gesondheetsministère net kloer ass, wéi d'Donnéeën technesch geséchert sinn.

D'Schafe vun enger zentraliséierter Datebank, wou ganz sensibel a perséinlech Informatiounen iwwer all d'Bierger gespäichert ginn, mécht dës Datebank immens wäertvoll an dofir attraktiv fir méiglech Hackerugréff. Hei schreift och de Chaos Computer Club:

„Esou een elektronesche Patientendossier ass natierlech ufälleg fir Mëssbrauch. Zentral Datebanke sinn ëmmer eng Gefor fir d'Privatsphär, well et muss nëmmen een technesche Feeler drasinn, deen et Kriminellen erméiglecht un Donnéeën ze kommen, an esou ass d'Privatsphär vun all Bierger beanträchtegt."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A menger parlamentarescher Fro N° 1391 hat ech mech ëm d'Opt-Out-Prozedur am E-Patientendossier informéiert. D'Regierung huet hei erkläert, dass d'Versécherten ëm hir Rechter informéiert ginn an den Dossier och kënnen zoumaachen.

- Wat geschitt mat deenen Donnéeën, déi schonn am DSP gespäichert goufen?

- Ginn dës Donnéeë mat der Desaktivéierung automatesch geläscht oder muss den Assuré dat nach eng Kéier extra ufroen?

2. Wat geschitt, wann Donnéeë falsch agedroe goufen? Wéi kënnen d'Versécherten dat préiwen an Ännerungen ufroen?

3. Op eSanté steet geschriwwen:

„Die Daten werden in einem 'Gesundheitssafe' in Luxemburg gespeichert. Die Informationen werden gesichert übertragen und verschlüsselt gespeichert."

- Wéi ass dëse „Gesundheitssafe" technesch geséchert?

4. Existéiert ee Sécherheetsaudit iwwert den DSP? Falls jo, wäert de Ministère dëse veréffentlechen? Falls nee, wär et net opportun, esou een opzestellen, fir Risiken aus dem Wee ze goen?

5. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vun de Piraten, dass all IT-System ka geknackt ginn?

6. Wäert d'Regierung Precautiounen huelen, dass den DSP just a Presenz oder nëmme mam explizitten Accord vum Patient (zum Beispill duerch eng Authentifizéierung) consultéiert ka ginn?

7. Wäert am Kader vum DSP och de Patient eng synchroniséiert Kopie vu senge gesamten Daten op engem digitale Medium kënnen hunn?

Réponse commune (29.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 2019 iwwert den DSP gesäit vir, dass all Titulaire vun engem DSP d'Recht huet, fir sech géint d'Deele vu sengen Donnéeën ze widdersetzen. Dëst Recht kann dann op eng generell Weis, direkt beim Opmaache vum DSP ausgeübt ginn, awer och punktuell, also fir all eenzel medezinnesch Donnéeën oder Dokumenter, déi a sengem DSP, gegeebenefalls, drastinn.

D'Ausübe säitens vum Patient vu sengem Oppositiounsrecht zum DSP entsteet soumat nëmmen nom Opmaache vum DSP, an net virdrun. D'Opmaache vum DSP fir all Versécherten ass am Kader vum groussherzogleche Reglement am Opt-Out-Modus oder -Prozedur virgesinn.

Beim Opmaache vum DSP ass dësen eidel, also beinhalt zu deem Zäitpunkt keng medezinnesch Daten oder Donnéeë vum Titulaire. Wann en DSP innerhalb vun 30 Deeg nom Opmaache vu sengem Titulaire zougemaach gëtt, gouf dësen ni aktiv, a konnten also och keng Donnéeën drageluecht ginn.

Sollt en DSP vu sengem Titulaire no dësen 30 Deeg zougemaach ginn, also nodeems den DSP aktivéiert ginn ass, ginn all d'Donnéeën, déi wärend där Zäit drageluecht goufen, fir eng Period vun zéng Joer gehalen an archivéiert, an op déiselwecht Manéier och zéng Joer nom Doud vu sengem Titulaire. Grond dofir ass, datt, sollt een Titulaire nees bannent dësen zéng Joer säin DSP wëllen opmaachen, oder nom Doud vum Titulaire op Ufroe vun der Justiz, kann hien oder d'Justiz op dës Donnéeën nees zréckgräifen. Wann innerhalb vun dësen zéng Joer keng Re-Ouverture vum DSP ugefrot gëtt, ginn all dës Donnéeën automatesch geläscht.

D'Gesondheetsdonnéeë vun engem Patient, déi a sengem DSP gesammelt, veraarbecht a geséchert ginn, ginn dat am Aklang mat de Bestëmmunge vum GDPR (Europäescht Reglement iwwert d'Bestëmmungen zum Dateschutz). Si ginn hei zu Lëtzebuerg an engem zertifiéierte Lëtzebuerger Hosting Provider (Datacenter) Niveau Tiers IV gespäichert, an dëst an enger speziell an eegener verdeelter IT-Architektur, an net, wéi esou oft ervirgehuewe gouf, an engem zentraliséierte Lager.

Speziell Sécherheetsmesuren, souwéi Kontramesuren, gi säitens vun der Agence eSanté alldeeglech am Kader vun der Gestioun vun hirem SMSI (Système de management de la sécurité de l'information), deen eng ISO 27001-Zertifizéierung huet, ëmgesat.

Zougang zum DSP, souwéi zu sengen Donnéeën, sinn nëmmen dem Titulaire, also dem Patient selwer, esou wéi (zu Lëtzebuerg autoriséierte) Gesondheetsberuffler, déi an enger therapeutescher Relatioun mam Patient sinn a vun him Zougréffsrecht accordéiert kruten, limitéiert. Dozou kënnt nach, dass nëmmen op ausdrécklecher a schréftlecher Ufro vum Patient/Titulaire selwer, dem Personal vun der „Iden-

tito-Vigilance"-Zell vun der Agence eSanté den Zougang zousätzlech erlaabt ass, fir zum Beispill eng Ännerung an dem Patient sengen Donnéeën ze ënnerhuelen. Allgemeng gëllt, datt all Zougang zum DSP nominativ a chronologesch retracéiert an archivéiert gëtt an ass fir de Patient zu all Moment siichtbar.

Den DSP entsprécht a respektéiert vu vireran dem GPDR, also d'Bestëmmungen zum Schutz vu perséinlechen Daten, esou wéi d'Rechter vun der Selbstbestëmmung vum Patient. Schonns 2014 waren ënnert der Obhut an Zesummenaarbecht mat der CNPD, säitens vun der Agence eSanté, eng komplett DPIA (Data Privacy Impact Assessment) Etüd, esou wéi eng „EBIOS" Risiko-Analys gemaach ginn. Am Virfeld vum Lancement vum DSP a senger Testphas, sinn dës zwou Aarbechte vun der CNPD guttgeheescht ginn.

All Titulaire oder Assuré huet zu all Moment Zougang zu sengem DSP an zu den doran enthalene medezinneschen Dokumenter an Donnéeën. Sollt hei eng Donnée falsch sinn, kann den Assuré zu all Moment, an Applikatioun vum Punkt (5) vum Artikel 17 vum GPDR (Reglement (UE) 2016/679 / Europäescht Reglement iwwert d'Bestëmmungen zum Schutz vu perséinlechen Donnéeën), eng Ännerung oder eng Verbesserung vu sengen Donnéeë beim „Helpdesk" vun der Agence eSanté ufroen.

Jo, et gëtt e reegelméissege Sécherheetsaudit gemaach, et ass och eng Verflichtung, déi am Kader vun der ISO 27001-Zertifizéierung vun der eSanté-Plattform gefuerdert ass. Donieft ginn all Joer am Duerchschnëtt méi wéi 22 PEN-Tester etc. duerchgefuer.

Aus Sécherheetsgrënn a fir weiderhin d'Sécherheet vun der Informatiounsplattform eSanté ze garantéieren, ginn awer d'Resultater vun dësen Analysen, oder Auditen, streng vertraulech gehalen.

D'Agence eSanté huet eng Rei Prozeduren implementéiert, fir e séiert Erkenne vun Anomalien ze erméiglechen, souwéi gegeebenefalls e schnellt Agräifen am System fir Schlëmmes ze verhënneren. Dëst ass a bleift eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Agence eSanté.

Dat ass schonns elo de Fall. Zougang zum DSP, souwéi zu sengen Donnéeën, sinn nëmmen dem Titulaire, also dem Assuré selwer, esou wéi, zu Lëtzebuerg autoriséiert, dem Gesondheetsberuffler, deen an enger therapeutescher Relatioun mam Patient steet a vun him d'Zougrëffsrecht accordéiert krut, limitéiert.

Den Accès zum DSP ass nëmmen duerch eng staark Authentifikatioun (LuxTrust-Produkt) méiglech. Dëst gouf schonns deemools beim Lancement vum DSP a senger Testphas vun der CNPD gefrot, an doropshi vu der Agence eSanté och esou implementéiert.

Nee, aus Sécherheetsgrënn ass dëst net vun der Agence eSanté virgesinn. Den Assuré kann awer sengersäits zu jidder Zäit, an ënner senger eegener a ganzer Verantwortung, eng Kopie vun den an sengem DSP gespäicherten Donnéeën am Format vu senger Wiel, an op dem digitale Medium vu senger Wiel, maachen.

Question 2334 (04.06.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **heures supplémentaires des éducateurs :**

Les éducateurs intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce n'ont pas le droit, contrairement aux enseignants des mêmes classes, de se voir rémunérer les heures supplémentaires prestées dans le cadre du système d'enseignement par alternance hebdomadaire. Ainsi il s'avère que le règlement grand-ducal afférent ne prévoit pas de tarification des heures supplémentaires des éducateurs, de sorte qu'il n'existe pas de base légale pour cette rémunération. Dès lors, il est proposé aux agents concernés de faire créditer les heures supplémentaires prestées sur leur compte épargne-temps.

À cela s'ajoute que les éducateurs en temps partiel effectuent actuellement 25 heures mais ne se voient pas rémunérés ces heures supplémentaires.

En raison du surcroît des tâches pour le personnel éducatif liées à la crise au Covid-19, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Combien d'éducateurs sont concernés par cette problématique ?

- Le ministre envisage-t-il remédier à cette discrimination par une modification du règlement grand-ducal ?

- Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (07.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Suivant l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental, la tâche de l'éducateur intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental comprend 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves, 3 heures hebdomadaires de surveillance et 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école. Suivant l'annexe 3 du règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental, le temps de présence des élèves fréquentant une classe du cycle 1 s'élève à 26 leçons hebdomadaires. Il en découle que les éducateurs intervenant comme deuxième personne dans les classes de l'éducation précoce et qui bénéficient d'une tâche entière ne peuvent prester des heures supplémentaires qu'au seul cas où ils exercent l'une des activités connexes telles que définies dans l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

Le nombre d'éducateurs intervenant comme deuxième personne dans les classes de l'éducation précoce assurant une ou plusieurs activités connexes s'élève actuellement à 19 agents. Tous ces agents optent aussi bien pendant qu'en dehors du temps de crise pour une réduction de leur tâche par le nombre d'heures de décharge au détriment de l'accumulation des heures supplémentaires prestées sur leur compte épargne-temps.

Les éducateurs à tâche partielle intervenant comme deuxième personne dans les classes de l'éducation précoce ne sont autorisés à prester des heures supplémentaires que sous la même condition que les éducateurs à tâche entière.

Étant donné qu'une augmentation temporaire de la tâche n'est pas prévue par les dispositions légales actuellement en vigueur et en raison du nombre restreint d'agents assurant une activité connexe, la détermination d'un tarif pour l'indemnisation des heures supplémentaires prestées par les éducateurs intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental ne s'avérait pas nécessaire jusqu'à présent, d'autant plus que les éducateurs assurant une telle activité connexe ont choisi de bénéficier d'une décharge.

Dans le cadre de la reprise des cours, 61 éducateurs, bénéficiant actuellement d'une tâche partielle, ont proposé de prester des heures supplémentaires pour aligner leur temps de présence au nombre de leçons hebdomadaires prévues dans le cadre de l'enseignement en alternance. Si je remercie le personnel socio-éducatif concerné pour leur contribution favorisant la mise en œuvre de l'enseignement en alternance, je tiens à souligner que chaque éducateur intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental était libre d'opter pour l'augmentation temporaire de sa tâche et qu'à aucun moment, l'indemnisation d'heures supplémentaires ne lui a été proposée par mes services.

En raison du fait que le règlement grand-ducal modifié du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental prévoit uniquement la rémunération des activités connexes, les dispositions prévues au chapitre 7 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État sont applicables lors de la prestation d'un surcroît de travail par les agents concernés dans le cadre de l'enseignement en alternance. Ainsi, les éventuelles heures excédentaires résultant d'un surplus de travail sont à affecter sur le compte épargne-temps de l'agent conformément aux dispositions de la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique.

Les éducateurs intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce jouissent donc des mêmes droits que les autres fonctionnaires et employés de l'État et aucune discrimination ne peut, par conséquent, être constatée.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 2337 (05.06.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg :**

Alors que le fonds de compensation gérant et plaçant les réserves de la Caisse de pension du régime général a établi depuis 2009 une liste noire de plus de 120 entreprises produisant entre autres des armements, selon le Luxembourg Times, une partie des avoirs du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg serait investi dans un nombre non négligeable de firmes ayant été bannies par le Fonds de pension.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer ces informations.

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une coordination de la politique de placement des fonds gérés ou cogérés par l'État s'imposerait ?

- Le Gouvernement est-il disposé à s'inspirer des critères de placement du Fonds de compensation et de les compléter le cas échéant dans l'intérêt du bien-être des générations actuelles et futures de notre pays et des pays victimes du commerce des armements ?

Réponse (02.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La politique d'investissement du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) a été définie par son comité directeur dans le document « Politique générale » et a été précisée dans le document « Stratégie d'investissement ». Ces deux documents ont été publiés en toute transparence sur le site Internet du FSIL dès leur finalisation.

La politique du FSIL a par ailleurs été présentée aux membres de la Commission des Finances et du Budget lors de sa réunion du 27 juin 2017. Le procès-verbal de ladite réunion reprend les explications détaillées au sujet de la politique d'investissement du FSIL et de son articulation avec la liste d'exclusion du Fonds de compensation (FDC).

Contrairement aux propos relayés par la presse, il importe de rappeler d'emblée que le FSIL ne détient pas de parts dans des entreprises figurant sur la liste d'exclusion précitée du FDC. Le FSIL, dont la vocation est de constituer une épargne au profit des générations futures, suit une gestion dite passive des avoirs du fonds à travers l'investissement exclusif en ETFs et OPCVM non ETFs pour les raisons explicitées ci-après. Le FDC au contraire suit une gestion en partie active en investissant notamment directement dans des actions et des obligations.

Le FSIL détient ainsi des parts dans des fonds appelés Exchange-Traded Funds ou ETFs qui suivent la performance des indices financiers (actions et obligations) les plus répandus sur les marchés financiers. Pour un fonds d'une taille modeste au cours de ses premières années de fonctionnement comme le FSIL, les ETFs offrent en effet la solution d'investissement la plus efficace dans la mesure où ils offrent une importante diversification géographique et sectorielle (avec 1.600 sociétés à travers 23 pays et 16.000 positions obligataires), et en conséquence un risque mitigé, une liquidité très élevée et surtout des frais de gestion relativement bas.

Dès 2018, eu égard au développement des produits financiers d'une nouvelle génération incorporant des critères SRI (socially responsible investing), le FSIL a pu procéder à des investissements plus ciblés dans des ETFs répliquant la performance d'indices financiers respectant des critères SRI, tout en restant conforme à sa politique d'investissement. Ces investissements du FSIL ont été graduellement étendus au cours des dernières années, en ligne avec l'essor qu'ont connu ces indices sur les marchés financiers et au vu du degré de maturité grandissant des produits financiers liés, répondant de la sorte aux critères d'efficacité précités.

À la fin du 1er semestre 2020, l'allocation du FSIL sur l'univers d'actions mondiales et européennes est désormais assurée à 100 % à travers des ETFs répliquant la performance de tels indices SRI. Même si les critères sous-jacents de ces indices ne sont pas forcément identiques à ceux qui sont à la base de l'établissement de la liste d'exclusion du FDC, une certaine concordance entre les deux approches peut être constatée. En date d'aujourd'hui, ces indices SRI semblent en effet exclure les mêmes entités que celles figurant sur la liste du FDC.

Cinq ans après sa constitution, le FSIL a désormais gagné en taille et en expérience, ce qui permet à ses organes de gouvernance à mener des réflexions plus poussées en vue d'une modernisation de sa politique d'investissement afin d'y intégrer encore davantage les principes désormais incontournables dans le monde financier des investissements responsables.

Question 2339 (05.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **plateforme de promotion des produits régionaux :**

Am Hibléck op d'Covid-19-Pandemie huet sech gewisen, datt d'Versuergungsweeër mat Liewensmëttel aus dem Ausland kënnen - krisebedéngt - ufälleg sinn. Och am Hibléck op d'Lëtzebuerger Wirtschaft ass et sënnvoll an nohalteg, datt souwuel Privatpersounen an Haushalter ewéi och Betriber, Kantinnen a Restauranten op regional Produkter kënnen zréckgräifen. Et muss dofir séchergestallt ginn, datt déi genannten Acteuren och kënnen onkomplizéiert regional Liewensmëttel akafen.

Fir datt virun allem d'Restauranten a Kantinnen net mussen op eng Onmass un ënnerschiddlechen Hiersteller vu regionale Produkter zréckgräife respektiv dës kontaktéieren, wär et sënnvoll, eng Plattform op d'Been ze stellen, déi d'Angebot vu regionale Produkter am Land geschäftsiwwergräifend koordinéiert an organiséiert.

D'Landwirtschaftskummer huet mat hirer Initiativ „Sou schmaacht Lëtzebuerg" sécherlech derzou bäigedroen, regional Produkter och fir d'Restaurante méi an de Vierdergrond ze réckelen. Dës Initiativ, déi jo och vum Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt gëtt, huet awer haaptsächlech d'Aufgab, Persounen a Betriber ze sensibiliséiere regional anzekafen, an ersetzt op kee Fall déi uewe genannte Plattform. Wéi schonn ugedeit, ass et fir déi meescht Restauranten en ze groussen Opwand, Ubidder vu regionale Produkter eenzel ze kontaktéieren. Eng geschäftsiwwergräifend - gemengt sinn d'Hiersteller vu lokale Produkter - Plattform fir de Verkaf wär dofir méi wéi sënnvoll.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wär et an den Ae vun der Regierung net sënnvoll, eng Versuergungsplattform mat regionale Liewensmëttel ze fërdere respektiv op d'Been ze stellen, fir et esou virun allem de Restauranten a Kantinnen ze erméiglechen, méi einfach op regional Liewensmëttel zréckzegräifen? Wéi uewe festgestallt, kéint dës Plattform d'Angebot vu regionale Produkter am Land geschäftsiwwergräifend koordinéieren an organiséieren.

2. Wa jo, wéi soll dës Ëmsetzung konkreet ausgesinn an a wéi engem zäitleche Kader kann domat gerechent ginn?

Réponse commune (03.07.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Dat ass sécherlech eng interessant Iddi fir eng Aart virtuell „Versuergungsplattform" anzeriichten, wouriwwer ee kéint geschäftsiwwergräifend d'Angebot vu regionale Produkter am Land koordinéieren an organiséieren. Dat géif et sécherlech de Kantinnen a Restauranten erméiglechen, een Iwwerbléck ze kréien, wat zu wéi engem Zäitpunkt an a wéi enger Qualitéit an a wéi enge Quantitéite virläit. Esou Iddie vun enger virtueller Zentral „d'achat" sinn och schonns do gewiescht. Sécherlech kritt den interesséierte Restaurants- a Kantinnsbedreiwer och Abléck vun den eenzelen Acteuren aus dem Grousshandel, wat u Lëtzebuerger Produkter am Angebot ass, mee dat ass vläicht net ëmmer ee genaut Spigelbild vun dem reellen Angebot. Op esou enger Plattform kéinten zum Beispill och déi eenzel landwirtschaftlech Betriber respektiv Kooperativen als Bündeler schonns Wochen/Deeg am Viraus nei Recoltë vu landwirtschaftleche Produkter ukënnegen, wat et de Kantinnen dann och planeresch géif erlaben, doropshin hir Menüplanungen a Bestellungen auszeriichten. Am Umkehrschluss kéinten och d'Kantinnsbedreiwer hir speziell Demanden opginn. Sécherlech misst ee sech an dësem Kontext och iwwerleeën, wéi de landwirtschaftleche Produzent kéint do méi maassgeebend Präisangeboter

matbestëmmen. Natierlech ass déi Plattform wéi bei allem nëmmen esou gutt wéi deen, dee se mat Informatioune „fiddert" an dës Informatiounen och à jour hält, interessant Produktbeschreiwungen a Fotoe vu Produkter op d'Plattform setzt a versicht, och deenen eenzele Produkter ee „Gesiicht" ze ginn, well mir jo och wëllen de Produzent dem Konsument erëm méi no bréngen, an ëmgedréint och. Esou eng Plattform misst op jidde Fall „userfriendly" ugeluecht sinn.

Et wär ze kucken, ob bestoend Plattforme wéi „LetzShop.lu" oder aner bestoend Initiativen, déi zum Deel schonns an dës Richtung ginn, net esou eng Offer och kéinte mat ofdecken oder ob et éischter sënnvoll ass, eng speziell Plattform ze schafen, fir der ganzer Saach nach méi Visibilitéit ze ginn oder well vläicht speziell Funktionalitéite gebraucht ginn.

Am Kader vum Plan de relance pour l'agriculture zéie mir elo eng Partie Pilotprojeten aus dem Bioaktiounsplang vir, wou et dréms geet (a Concertatioun mat de concernéierte Ministèren), an ëffentleche Kantinnen, sief et an enger Crèche, Schoul, Altersheim oder Spidol, mam gudde Beispill virzegoen a lokal a Bioprodukter aus Lëtzebuerg virzezéien, an zwar mam Zil, fir ee % vu 50 % Lëtzebuerger Produiten ze erreechen.

Déi heibäi erziilten Erfarunge kënne sécherlech ganz nëtzlech sinn, fir esou eng Plattform opzebauen.

Question 2341 (05.06.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **construction de logements par les communes :**

De Covid-19 bedéngte Lockdown war net nëmmen eng enorm Belaaschtung fir d'Privatbetriber, och d'Gemenge wäerten nach laang um Niveau vun hire Finanze mat dëser Krise ze kämpfen hunn. Duerch d'Coronapandemie hu se dëst Joer eng Rei zousätzlech Käschten ze stëmmen (z. B. den Amenagement vun de Grondschoulen) an ausserdeem sinn däitlech Recettenausfäll fir d'Gemengen ze erwaarden.

Opgrond vun dësem Ëmstand ass unzehuelen, dass d'Gemenge genau wäerte kucken, wéi eng Projete prioritär ëmgesat solle ginn a wéi eng éischter reportéiert ginn.

An esou enger Situatioun dierft eng Gemeng de schouleschen an ausserschoulesche Sport- oder Kulturprojete Prioritéit ginn. Et ass ze fäerten, dass de kommunale Wunnengsbau heibäi ganz gären op der Streck wäert bleiwen.

Zanter Jore seet Regierung, dass de subventionéierten a soziale Wunnengsbau um kommunale Plang absolut Prioritéit erlaange soll. D'Gemenge sollen dobäi verstäerkt zum Partner beim Wunnengsbau ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Wunnengsbauminister an un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Ass d'Regierung net der Meenung, datt et besonnesch elo an dëser Phas, wou d'Recetten ewechbriechen, wichteg wier, d'Gemenge verstäerkt beim Wunnengsbau ze ënnerstëtzen, sou beispillsweis iwwer e Kompensatiounsfong oder iwwer eng massiv Hausse vun de Subside beim Bau vu soziale Mietwunnengen oder iwwer eng allgemeng Erhéijung vun de Subsiden?

Réponse commune (10.07.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Aktuell ass et de Gemenge méiglech, beim Wunnengsbauministère e Subsid unzefroen, fir 75 % vun de Käschte vum Terrain a vum Bau vu soziale Mietwunnenge finanzéiert ze kréien. Et ass net geplangt, dës Subventiounen ze erhéijen, ënner anerem och, well d'Staatshëllefen am Beräich vum Wunnengsbau musse konform zur Decisioun vun der EU-Kommissioun vum 20. Dezember 2011[5] sinn.

Doriwwer eraus ass awer geplangt, datt d'Gemengen iwwert de Pacte Logement 2.0 weider sollen ënnerstëtzt ginn, fir erschwénglechen, ëffentleche Wunnraum ze schafen.

[5] Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Question 2347 (08.06.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **révision du cadre réglementaire européen sur les marchés financiers :**

Après la crise financière de 2008, l'Union européenne a imposé de nouvelles règles aux marchés financiers. L'introduction d'un cadre harmonisé au niveau de l'UE avait comme but d'augmenter la résilience et la transparence des marchés financiers et améliorer la protection des consommateurs et des investisseurs. Il s'agit notamment de la directive 2014/65/EU du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, couramment abréviée MiFID II, et du règlement (UE) n° 600/2014 du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, couramment abrévié MiFIR. Le terme MiFID est souvent utilisé pour faire référence aux deux textes précités.

Le 17 février 2020, la Commission européenne a lancé un processus de révision du cadre réglementaire européen sur les marchés financiers. La période de consultation publique vient de s'achever le 18 mai 2020 et l'adoption d'une proposition de directive par la Commission européenne est prévue pour le 4e trimestre 2020.

Selon des reports dans la presse internationale, il y aurait des considérations au sein des institutions européennes allant dans le sens d'un assouplissement considérable des règles imposées par le cadre MiFID aux acteurs agissant sur les marchés financiers, dont notamment les règles d'obligation de divulgation d'informations. L'objectif de cet assouplissement serait la stimulation d'investissements dans le contexte de la crise économique actuelle déclenchée par la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus d'informations sur l'état actuel de la révision du cadre MiFID ? Peut-il nous confirmer qu'un assouplissement majeur des règles est envisagé ?

2) Selon Monsieur le Ministre, comment le cadre réglementaire européen sur les marchés financiers, dont notamment la directive MiFID II et le règlement MiFIR, devrait-il être réformé ?

3) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il agir à ce sujet au niveau de l'UE ?

Réponse (07.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En vertu des articles 90 et 52 de la directive 2014/65/UE (MiFID II) et du règlement (UE) n° 600/2014 (MiFIR), et conformément aux principes d'amélioration de la réglementation (Better Regulation), la Commission européenne a lancé en date du 17 février 2020 une consultation publique visant à recueillir auprès des parties concernées des données factuelles sur les éléments des textes MiFID II et MiFIR, auxquels il conviendrait d'apporter des ajustements ciblés. L'objectif de cette révision consiste à accroître davantage la transparence des marchés des capitaux européens et de promouvoir leur attractivité auprès des investisseurs. Dans ce contexte, il faudra tenir compte des différentes initiatives de la Commission européenne, telles que l'union des marchés des capitaux, ainsi que de l'agenda de la Commission européenne en matière de finances numériques et de finances durables. Le contenu exact de la future proposition de la Commission européenne n'est pas encore connu pour l'instant. Le Ministre des Finances salue l'objectif de cette révision.

Face à la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de Covid-19, la Commission européenne a parallèlement initié une démarche visant à identifier des mesures d'urgence liées à la législation sur les marchés de valeurs mobilières, y compris MiFID II, qui pourraient faciliter un redressement économique plus rapide. Dans le cadre de ce « Quick Fix », la Commission européenne essaie d'identifier des points précis du cadre réglementaire susceptibles d'être réformés suivant une procédure accélérée, le but ultime étant d'alléger la charge administrative des acteurs financiers et de faciliter la recapitalisation des entreprises, sans pour autant porter atteinte à la protection des investisseurs.

Sur base des discussions préparatoires dans ce contexte, on devrait s'attendre plutôt à l'élaboration de mesures ciblées, visant à recalibrer et à simplifier certaines contraintes administratives et à éviter ainsi des surcharges d'informations non pertinentes, tout en assurant la transparence des marchés et la protection des investisseurs, qu'à un assouplissement majeur des règles.

Question 2349 (08.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**extension temporaire des pistes cyclables :**

Den Här Minister huet annoncéiert, datt eng ganz Rëtsch Stroossen am August solle fir den Autoverkéier gespaart ginn, fir Plaz ze maache fir Vëloen. Dës Initiativ wërft a mengen Aen e puer Froen op:

1. Wat ass d'Gesamtlängt vun de Stroossen, déi fir den Duerchgangsverkéier gespaart ginn?

2. Wat ass d'Längt vun den Ëmleedungen, déi fir d'Automobiliste virgesi sinn?

3. Ass gerechent ginn, wat fir eng Ëmweltbelaaschtung dës Initiativ bedeit, duerch déi méi laang Distanzen, déi d'Automobiliste musse fueren?

4. Ass dës Initiativ ofgestëmmt mat den touristeschen Instanzen a mat der Geschäftswelt vun deene betraffenen Uertschaften?

5. Ass et net esou, datt ëffentlech Stroosse virun allem e wirtschaftlechen Notzen hunn, fir Salariéen a Gidder séier dohin ze bréngen, wou si gebraucht ginn?

6. Wat ass, ausser fir d'Nischespart vu Vëlostouristen, de wirtschaftlechen Notze vun dëser opwändeger Aktioun?

7. Äre Ministère mellt vill méi héich Vëloszuele fir d'Zäit vum Confinement a freet sech doriwwer. Wéi wäit ass den Zouwuess beruffleche bedéngt a wéi wäit ass et just d'Auswierkung dovun, datt vill Leit net geschafft hunn an datt déi Gefierer mat Steiersuen héich subventionéiert ginn?

8. Sollte steierlech Subventiounen net der Wirtschaft déngen an net dem Finanzéiere vu Fräizäitaktivitéiten?

D'Freed iwwert déi gewuesse Vëlosaktivitéiten ass net ongedeelt. Foussgänger erliewen de Matenee mam Vëlo net ëmmer positiv. Duerfir hunn ech och nach dës konkreet Froen:

9. Wat gedenkt Äre Ministère ze maachen, fir d'Sécherheet vum Foussgänger ze garantéieren?

10. Gëtt an Zukunft méi genee reglementéiert, wou Vëloe mat wat fir enger Vitess fueren däerfen a wou net?

11. Gëtt an Zukunft méi streng kontrolléiert, ob Vëlosfuerer déi Weeër a Spueren, déi fir si bestëmmt sinn, och benotze respektiv Trëttoiren, Foussgängerzonen, Geschäftsgalerien, ëffentlech Plaze a besonnesch och ëffentlech Groussmanifestatiounen, déi net fir si bestëmmt sinn, net benotzen?

12. Gesäit de Minister kee Sécherheetsrisiko doran, datt ëmmer méi Leit ouni Übung an ouni de Code de la route ze kennen op de Vëlo klammen?

Réponse (10.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte Jeff Engelen freet a senger parlamentarescher Fro no weideren Detailer zum „Vëlosummer 2020" souwéi och zur Verkéierssécherheet.

D'Initiativ vum „Vëlosummer 2020" gëtt an enker Zesummenaarbecht mat der Generaldirektioun vum Tourismus vum Wirtschaftsministère ausgeschafft. Zudeem ginn déi eenzel Projete just mam Accord vun deene concernéierte Gemengen ëmgesat.

De „Vëlosummer 2020" betrëfft ronn 53 km Strooss, wouvun 28 km ausschliisslech den éischte Weekend am August a weider 6 km nëmme weekends fir den Auto gespaart sinn. Iwwert de ganze Mount si ronn 19 km nëmme fir de Vëlosverkéier (souwéi fir d'„Riverains" an den ëffentlechen Transport) accessibel, wat gläichbedeitend mat ongeféier 0,5 % vum gesamten nationale Stroossereseau (ausser Autobunnen) ass. Déi doraus entstoend Ëmleedunge fir de motoriséierten Transitverkéier gi vun der Stroossebauverwaltung ausgeschafft a betreffen am Ganze ronn 50 km fir d'Strecken, déi vum 1. bis den 30. August fir den Duerchgangsverkéier gespaart sinn. Fir d'Strecken, déi just wärend de fënnef Weekender wäerte fir den Duerchgangsverkéier zou sinn, si ronn 9 km fir d'Deviatioune virgesinn.

De Cyclotourismus gëtt vun der Regierung als ee potenziell wichtege Wirtschaftsfacteur, besonnesch am ländleche Raum, ugesinn. Och eng Rei Gemengen, virun allem am Norde vum Land, gesinn dat änlech. Esou gëtt op Demande vu véier Buergermeeschteren den éischte Weekend vum August déi längste Streck vum Vëlosummer vu Wilwerdang op Äischer, also e Raccordement vu Kiischpelt iwwer Clierf a Wäiswampech un d'Vennbahn, geschaf. Un dësem Weekend betrëfft d'Gesamtlängt vun den Deviatioune ronn 40 km.

Bal all Fräizäitaktivitéit am Land gëtt an iergendenger Form méi oder manner substanziell vu Steiergelder ënnerstëtzt an huet domat e gewëssenen ekonomeschen Impakt. Aus deem Grond sinn ech erstaunt, dass den honorabelen Deputéierten dëst a Fro wëllt stellen. Dovun ofgesi kann ee Vëlo, grad ewéi all anert Gefier, souwuel an der Fräizäit wéi och am beruffleche Kontext genotzt ginn.

Noweislech geet d'Verkéierssécherheet vun de Cyclisten an d'Luucht, wat méi Cyclisten ënnerwee sinn. D'Tatsaach, dass dann och méi Autofuerer selwer reegelméisseg mam Vëlo ënnerwee sinn, erlaabt, dass de Standpunkt vum jeeweils anere besser verstane gëtt, a bréngt domadder e bessert Zesummeliewen tëscht dem motoriséierten Trafic an dem Vëlostrafic mat sech. Trotzdeem ass et generell a jidderengem sengem Interessi, wann Infrastrukture fir de Cyclist gebaut ginn, déi separat vum motoriséierten Trafic an och vum Foussgänger gefouert ginn. Esou favoriséiert de Ministère och a senge Richtlinne fir Vëlosinfrastrukture (www.veloplangen.lu) ganz kloer separat Amenagementer fir Cyclisten a Foussgänger, ausser a Situatiounen, an deene ganz wéineg Cyclisten a Foussgänger ënnerwee sinn (z. B. wäit ausserhalb vun Agglomeratiounen).

Question 2357 (09.06.2020) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **aides en faveur d'étudiants :**

Studenten op der Universitéit Lëtzebuerg, déi net an de Genoss vun de finanzielle Studiebäihëllefe kommen, well se d'Konditiounen net erfëllen, hunn d'Méiglechkeet, eng finanziell Ënnerstëtzung ze kréien. Esou gëtt et eng Konventioun tëschent der Uni.lu an dem Héichschoulministère, déi mat 420.000 Euro gespeist ass (Budgetsartikel 03.2.41.012: „Bourses pour études supérieures à l'Université du Luxembourg en faveur d'étudiants nécessiteux ne remplissant pas les conditions d'études concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures et de cas sociaux"), an och den Hardship Fund, mat deem d'Uni.lu eng weider finanziell Hëllef fir Studente vun der Uni.lu, déi a prekäre Verhältnisser liewen, ubitt.

Well duerch d'Covid-19-Pandemie vill Studenten net schaffe konnten an doduerch finanziell Aboussen hunn, wéilt ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister stellen:

- Wéi vill Studenten op der Uni.lu, déi keng finanziell Studiebäihëllef kréien, hunn dëst Joer eng Demande bei der Uni.lu gemaach, fir eng finanziell Ënnerstëtzung via den Hardship Fund respektiv d'Konventioun ze kréien?

- Ass dës Zuel am Verglach mam leschte Joer an d'Luucht gaangen?

- Sinn zënter dem Mount Mäerz Ufroe bei der Uni.lu agaange vu Studenten, déi zousätzlech finanziell Schwieregkeete wéinst den Aschränkungen duerch d'Covid-19-Kris kritt hunn?

- Wa jo, kann d'Uni.lu se da mat zousätzleche Mëttelen ënnerstëtzen? Kréien déi Studenten och nach aner Hëllefen ugebueden, ob dat vun der Uni.lu, dem CEDIES oder anere staatlechen oder parastaatlechen Instanzen ass?

Réponse (07.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet säit Ufank 2020 eng ronn 80 Demandë kritt fir finanziell Studiebäihëllefen iwwert den Hardship Fund, wouvu 76 Demandë säit dem Ufank vun der sanitärer Kris agereecht goufen. Dësen Hardship Fund ass geduecht, fir Studenten an enger prekärer Situatioun ze hëllefen. Bis elo goufen eng ronn 50 Demanden accordéiert an am Duerchschnëtt goufen 1.100 Euro un de Student iwwerwisen. Dësen Hardship Fund baséiert op enger Konventioun, déi fir d'éischte Kéier am Dezember 2019 mam Héichschoul- a Fuerschungsministère ofgeschloss gouf an dofir ass ee Verglach mat de Jore virdrun net méiglech.

D'Universitéit Lëtzebuerg offréiert och de Bachelor- a Masterstudenten, déi a Studentenheemer vun der Universitéit wunnen, e Report fir d'Bezuele vu maximal véier Méint Loyer. 80 Studenten hunn déi Offer saiséiert a kënnen de Loyer wärend der Lafzäit vun hire Studien zréckbezuelen.

Duerch e puer generéis Done vu Fondatiounen a lokalen Organisatioune konnten eng ronn 70 Studenten an enger prekärer Situatioun an de Genoss vun Alimentatiounsbonge kommen. Déi generéis Donen hunn et och néng Studenten erméiglecht, e portabele Computer ze finanzéieren. D'Universitéit Lëtzebuerg ass donieft amgaangen, e Service opzestellen, deen et erméiglecht, portabel Computeren auszeléinen.

Ausserdeem huet d'Universitéit Lëtzebuerg d'Initiativ „uMatter" op d'Bee gesat, déi d'Studenten iwwert déi méiglech Hëllefen informéiert. De Service vun de Studenten a vum Studenteliewen (SEVE) huet, mat enger Ekipp vu Psychologe vum „Département des sciences du comportement et des sciences cognitives", eng elektronesch Plattform lancéiert fir e psychologesche Support fir d'Studenten an d'Mataarbechter vun der Universitéit. Dës gratis Videoconsultance gëtt momentan gutt an Usproch geholl a wäert och no der sanitärer Kris weiderlafen.

Question 2362 (09.06.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **contrôles des frontières :**

D'Covid-19-Pandemie an déi domat verbonne Mesuren hu leider zu unilaterale Grenzschléissungen a Grenzkontrollen an der Groussregioun gefouert. Och déi dräi Nopeschlänner vu Lëtzebuerg hu vun dësem Recht Gebrauch gemaach, wat zu vill Chaos an de Grenzuertschafte gefouert huet. Säit e puer Wochen normaliséiert d'Situatioun sech lues a lues.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Madamm Minister scho konkreet Demarchen ënnerholl, fir datt et an Zukunft net méi zu esou unilaterale Grenzschléissungen an der Groussregioun kënnt?

2. Gedenkt d'Madamm Minister dëse Punkt op den Ordre du jour vun enger nächster Reunioun um Niveau vun der Groussregioun setzen ze loossen, fir Mechanismen ze schafen, fir datt et am Fall vun enger zweeter Covid-19-Well net méi zu Grenzschléissungen a Grenzkontrollen an der Groussregioun kënnt?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Zënter dem Ufank vun der Kris hu mir ëmmer erëm an all eise Kontakter betount, datt restriktiv Grenzmoossname keen effikasst Mëttel sinn, fir eng Pandemie ze bekämpfen. Dëst ass och de Regierunge vun eisen dräi Nopeschlänner op verschiddenen Niveaue matgedeelt ginn. An all eise Kontakter, souwuel um bilaterale wéi och um multilateralen Niveau, ënnersträiche mir, datt déi néideg Lektiounen aus de leschte Méint musse gezu ginn, fir datt et an Zukunft net méi zu esou unilaterale Grenzschléissungen a Grenzkontrolle kënnt. Lëtzebuerg argumentéiert och weiderhin um europäesche Plang, datt et keng Noutwendegkeet gëtt, fir d'Bannegrenze vun der Schengenzon zouzemaachen, wann all d'EU-Länner streng national Moossname géint d'Ausbreedung vum Virus adoptéieren.

ad 2. An der Covid-19-Kris huet sech gewisen, wéi wichteg d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass. Déi Bedeitung hunn d'Partner op hirem Sommet vun der Groussregioun den 18. Juni 2020 ënnerstrach an hu sech derfir ausgeschwat, an Zukunft hir Kooperatioun a Krisenzäite méi effikass ze strukturéieren. Op deem Sommet huet Lëtzebuerg d'Enn vun de Grenzkontrollen ausdrécklech begréisst an un eis Nopeschregiounen appelléiert, am Fall vun enger neier epidemiologescher Kris, un der Fräiheet op de Grenze festzehalen.

Wärend der Pandemie huet et eng spezifesch Zesummenaarbecht vun de Partner an der Groussregioun ginn. Zanter Mäerz gëtt et op Beamtenniveau vun der Groussregioun eng sougenannte „Coronataskforce". Do gi Froe vun der Gesondheetssituatioun, vum Deconfinement, vun de Grenzkontrollen a vun de Grenzgänger diskutéiert. An där Taskforce huet sech Lëtzebuerg ëmmer kloer an däitlech fir oppen europäesch Bannegrenze staark gemaach. Déi Taskforce gouf um Sommet vun der Groussregioun vum 18. Juni an hiren Aarbechte confirméiert. Si wäert och an de kommende Méint eng zentral Roll an der Kooperatioun spillen.

Question 2363 (10.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**arrêt ferroviaire de Hautbellain :**

Il y a des années, l'arrêt ferroviaire de Hautbellain (Bellain), qui, d'ailleurs, figure toujours sur les cartes des CFL et qui rendait des services depuis l'an 1895, a été supprimé si bien que la gare de Troisvierges est actuellement la dernière station dans les Ardennes luxembourgeoises. Or, l'on constate que la population de la région et le nombre des travailleurs frontaliers habitant les localités belges limitrophes vont croissant si bien qu'un arrêt ferroviaire semble de nouveau être opportun en cet endroit, du moins en début de matinée et en soirée (« rush hour »).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi, jadis, cet arrêt a été supprimé définitivement ?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un nouvel arrêt donnerait du sens en cet endroit de la ligne du Nord afin d'y accueillir et les travailleurs de la région et les amateurs de balades/randonnées à vélo qui visitent nos Ardennes ?

Réponse (09.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'arrêt de Hautbellain a été abandonné en date du 24 mai 1998 avec l'introduction de l'horaire CFL dit « TAKT 98 ». Dans le cadre de cet horaire, une cadence horaire avait été mise en place à l'époque entre Luxembourg et Troisvierges. Toutefois, afin de pouvoir garantir cette cadence, des changements au niveau de la desserte des arrêts sur la ligne 10 étaient indispensables, dont notamment la suppression de l'arrêt de Hautbellain.

Cette décision était motivée par le fait que l'arrêt de Hautbellain n'était fréquenté que très faiblement, que les infrastructures de quai étaient dans un mauvais état et qu'il se trouvait à proximité immédiate de la gare de Troisvierges, répondant aux normes de confort et d'accessibilité en vigueur.

ad 2) L'infrastructure de quai existant à Hautbellain n'est pas conforme aux directives actuelles de conception d'un quai moderne et convivial, notamment en ce qui concerne la réglementation communautaire dans le domaine de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Un réaménagement complet de l'arrêt s'imposerait. En tenant compte surtout de la proximité du passage à niveau et de la longueur utile de 250 m nécessaire pour le nouveau quai, des acquisitions de terrains seraient nécessaires. En plus, l'aménagement d'un P&R même de petite taille s'avèrerait difficile à proximité de l'arrêt.

En tenant compte de la meilleure cadence des trains vers Luxembourg depuis la gare de Troisvierges, de la construction en cours d'un P&R à Troisvierges et de la bonne desserte de Bellain par les autobus du RGTR, la reconstruction et la remise en service d'un arrêt à Bellain ne sont pas justifiées.

Question 2364 (10.06.2020) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **relocalisation de demandeurs de protection internationale :**

Du 30 avril au 8 juin, plusieurs centaines de personnes secourues dans les eaux territoriales de Malte ont été bloquées sur des bateaux de croisière au large maltais. En effet, le pays avait refusé les débarquements de migrants dans ses ports depuis le début d'avril en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19, transférant les migrants dans des bateaux de croisière situés au-delà de la zone des douze milles.

Malgré les conditions sanitaires inadaptées et la dégradation de l'état psychologique des personnes sur les bateaux, les migrants ont été tenus à demeurer plus d'un mois sur les navires, une période dépassant largement la durée standard de quarantaine du Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants :

1) Monsieur le Ministre considère-t-il que la décision des autorités maltaises de reporter le débarquement des migrants pendant plus d'un mois était en violation au droit international ?

2) Quel est l'état d'avancement des discussions entre les États membres sur la relocalisation des personnes ayant débarqué des navires précités ? Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à cet égard ?

Dans un récent communiqué de presse, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations ont souligné qu'il « est urgent de mettre en œuvre un système clairement défini de relocalisation après le débarquement, si nous voulons enfin sortir d'un cycle perpétuel de négociations et d'accords ad hoc qui menacent encore davantage la vie et la santé des personnes ».

3) Quel est l'état d'avancement des discussions au niveau de l'UE sur l'élaboration d'un mécanisme de relocalisation des demandeurs de protection internationale ?

4) Au-delà des relocalisations effectuées dans le cadre du mécanisme temporaire de relocalisation de demandeurs de protection internationale décidé par le Conseil européen en 2015, Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les relocalisations ad hoc effectuées depuis 2015 au sein de l'Union européenne (ventilés par État d'accueil) ?

Réponse (08.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Un État qui a la responsabilité de faire du sauvetage en mer dans sa région de recherche et de sauvetage déclarée, communément dénommée zone de responsabilité SAR, a l'obligation de conduire les personnes vers un lieu sûr. Un navire non étatique qui porte secours en mer doit avoir accès au port sûr le plus proche. Si des demandeurs d'asile se trouvent sur un navire leur ayant porté secours, alors ces personnes sont à débarquer dans un pays qui met effectivement en œuvre la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, conformément aux critères fixés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'accueil de navires avec des passagers en détresse constitue une obligation, sinon légale, du moins humanitaire, pour tous. Son corollaire, dans le contexte de l'UE, doit être une prise en charge des migrants arrivés en Europe, de manière équilibrée, par tous les États membres de l'UE.

Cette double obligation morale ou légale peut être sujette à des restrictions temporaires, rendues incontournables par des cas de force majeure. La pandémie Covid, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est à considérer comme un cas de force majeure.

Malte, comme beaucoup d'autres pays, a décidé de restreindre l'accès sur son territoire national, afin d'y limiter, au maximum, la propagation du virus. Il s'agit d'une interdiction d'accoster à durée déterminée. Tous les navires de passagers sont visés. Ces décisions relèvent du pouvoir souverain du gouvernement national de Malte.

Depuis des années, Malte fait partie des pays qui se trouvent en première ligne face à l'arrivée de migrants en provenance de l'Afrique du Nord. La taille du pays ainsi que sa démographie en font un cas à part, comparé aux autres pays de premier accueil du flux des migrants. Néanmoins, Malte a été et reste un des pays membres de l'UE qui ont fait preuve, de manière constante, de solidarité avec les migrants et avec ses partenaires européens.

ad 2) Les discussions au niveau de l'UE relatives aux récents débarquements à Malte sont toujours en cours, sous l'égide et la coordination de la Commission européenne. Le Luxembourg se montre solidaire avec les États membres de première ligne et contribue aux relocalisations, dites « ad hoc », suite à des débarquements de navires en Méditerranée depuis 2018. Ces relocalisations s'inscrivent depuis fin 2019 dans le cadre du mécanisme temporaire de débarquement des personnes secourues en Méditerranée. Ce mécanisme montre pourtant clairement les limites du volontarisme en matière de relocalisation, avec uniquement six à sept États membres qui y participent de manière régulière.

Pour ce qui est des relocalisations depuis les navires débarqués récemment, le Luxembourg a communiqué son engagement de soutien aux autorités maltaises. Parmi les autres États membres, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Finlande ainsi que le Portugal ont également fait part de leur soutien.

ad 3) Les discussions sur le régime d'asile européen commun proposé par la Commission européenne en 2016, comprenant notamment une refonte du règlement Dublin avec un mécanisme de relocalisation, n'ont plus avancé depuis les élections européennes de 2019. Malheureusement, il n'a pas été possible de trouver un compromis acceptable pour les États membres de première ligne, les États membres de transit et les États membres de destination des mouvements secondaires. Les États membres attendent actuellement les nouvelles propositions de réforme de la Commission européenne dans le cadre du régime d'asile européen commun.

ad 4) Les relocalisations ad hoc s'inscrivent depuis fin 2019 dans le cadre du mécanisme temporaire de débarquement des personnes secourues en Méditerranée. Ce mécanisme informel est coordonné par la Commission européenne. Pour ce qui est des chiffres relatifs aux relocalisations effectuées, il est à noter qu'ils ne sont pas définitifs et en constante évolution, vu qu'il s'agit de plusieurs et différents exercices de relocalisation au cours de la période mentionnée. Des informations supplémentaires peuvent être trouvées dans la communication de la Commission européenne du 16 octobre 2019 intitulée « Progress report on the implementation of the European Agenda on Migration »[6].

Le Luxembourg a accueilli 62 demandeurs de protection internationale dans ce cadre entre 2018 et début 2020.

Pour rappel, dans le cadre du mécanisme temporaire de relocalisation de demandeurs de protection internationale (Décisions du Conseil 2015/1523 du 14 septembre 2015 et 2015 /1601 du 22 septembre 2015), le Luxembourg a accueilli 549 demandeurs de protection internationale en provenance de la Grèce (300) et de l'Italie (249) entre septembre 2015 et décembre 2017.

Question 2366 (10.06.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**histoire coloniale luxembourgeoise :**

Den Doud vum George Floyd huet eng Well vun Indignatioun ausgeléist. Och zu Lëtzebuerg. Rassismus ass a bleift och am Grand-Duché een alldeegleche gesellschaftleche Problem. D'Grënn fir d'Weiderbestoe vu Xenophobie si villfälteg. Déi aktuell Manifestatioune verflichten d'Biergerinnen a Bierger, ma awer och d'Staaten zu enger méi déiwer, selbstkritescher Analys vum Phenomeen.

Den nach ëmmer bestoende Friemenhaass ass dobäi sécherlech och op d'Geschicht vun der westlecher Zivilisatioun zréckzeféieren. D'Kolonialiséierung ass ee Beispill, unhand vun deem sech eng historesch Verantwortung, déi vill europäesch Länner, dorënner och Lëtzebuerg, droen, ofliese léisst. D'Opschaffe vun dësem Kapitel wier e wichtegen éischte Schrëtt a Richtung méi Luciditéit am Debat iwwer Rassismus. Eng Entschëllegung fir d'Implikatioun vum Grand-Duché an der Episod vum Kolonialismus kéint en Ufank duerstelle vun enger kredibeler Lutte géint Rassismus.

Am Joer 2020 freet d'Demokratesch Republik Kongo sech iwwer 60 Joer Onofhängegkeet. Och Lëtzebuerg war un der Kolonialiséierung vum Kongo aktiv bedeelegt. Et ass essenziell, datt och am Grand-Duché ugefaange gëtt, sech an aller Serenitéit mat dëser Vergaangenheet auserneenzesetzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Gedenkt den Här Premierminister sech am Numm vum Grand-Duché an am Numm vun der Regierung bei de Geschiedegte vun der Kolonialiséierung fir d'Implikatioun vum Grand-Duché ze entschëllegen?

2. Gedenkt den Här Premierminister sech am Numm vum Grand-Duché an am Numm vun der Regierung fir d'„Foires coloniales", déi 1933 an 1949 am Cercle municipal de Luxembourg organiséiert goufen, ze entschëllegen?

3. Ginn et säitens der Regierung Beméiungen, fir d'Recherche iwwert d'historesch Verantwortung vum Grand-Duché wärend der Zäit vun der Kolonialiséierung virunzedreiwen?

4. Ginn et zu Lëtzebuerg Monumenter, déi a Relatioun mat der kolonialer Vergaangenheet ze setze sinn? Wa jo, wou, a kënnen déi elo fort?

5. Här Premierminister, huet de Lëtzebuerger Staat an der Vergaangenheet direkt oder indirekt Acteuren am Kongo finanziell oder materiell ënnerstëtzt?

Réponse (02.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung deelt d'Meenung vun den honorabelen Deputéierten, datt d'Roll vun de Lëtzebuerger a vum Lëtzebuerger Staat an der europäescher Kolonialgeschicht eng historesch an aktuell Relevanz huet, déi et verdéngt, wëssenschaftlech opgeschafft ze ginn.

Et ginn haut schonn eng Rei Publikatiounen, déi sech mat där Thematik beschäftegen. D'Regierung fënnt et awer fir néideg, doriwwer eraus eng weider déifgräifend wëssenschaftlech Analys vun deem breede Sujet ze maachen. Si huet dofir den interdisziplinären Zentrum fir Zäitgeschicht an digital Geschicht (C²DH) vun der Universitéit dermat beoptraagt, e Rechercheprojet auszeschaffen, deen deem Theema dediéiert ass an dee méi e breeden ëffentlechen Debat heiriwwer soll erméiglechen.

[6] https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/20191016_com-2019-481-report_en.pdf

Déi wëssenschaftlech Konklusiounen an deen ëffentlechen Debat wäerten d'Grondlag sinn, fir weider Schrëtt an deem Kontext ze definéieren.

Question 2370 (10.06.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **nouveau système européen de correspondance biométrique :**

Il ressort de la presse que l'agence des TIC de l'Union européenne pour la sécurité intérieure et le contrôle des frontières, eu-LISA, a signé un contrat-cadre pour un nouveau système de correspondance biométrique partagé visant à créer une base de données d'empreintes digitales et d'images faciales de plus de 400 millions de ressortissants de pays tiers, désireux d'entrer dans l'espace Schengen, d'ici 2022. L'Union européenne y voit un moyen de renforcer son contrôle aux frontières et d'améliorer sa lutte contre l'immigration clandestine et la criminalité transfrontalière en vérifiant l'identité d'un ressortissant d'un pays non européen. Deux entreprises françaises, Idemia et Sopra Steria, ont été contractées et percevront jusqu'à 302 millions d'euros pour la mise au point de ce système.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- Le Gouvernement est-il informé de cette initiative européenne ?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à ce système de correspondance biométrique partagé ?

Réponse (09.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Le service de correspondance biométrique partagé (shared Biometric Matching Service ou sBMS) est un des constituants principaux du cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'Union européenne pour la sécurité, les frontières et la gestion des migrations (Règlements (UE) 2019/817 et 2019/818) qui vise à assurer que les données contenues dans ces systèmes d'information se complètent mutuellement dans le but de remédier à leurs lacunes structurelles ralentissant le travail des autorités nationales.

L'objectif principal du sBMS est de faciliter l'identification d'une personne qui est enregistrée dans plusieurs bases de données - en l'occurrence l'EES, le VIS, ETIAS, Eurodac, l'ECRIS-TCN ou encore le SIS - en utilisant un élément technologique unique pour faire correspondre les données biométriques de cette personne, contenues dans différents systèmes. Techniquement parlant, le sBMS ne stockera que des modèles biométriques, à savoir une représentation mathématique obtenue par l'extraction de caractéristiques des données biométriques des bases de données susmentionnées, se limitant aux caractéristiques nécessaires pour procéder à des identifications et à des vérifications.

Ce système répondra d'abord aux besoins d'identification du nouveau système européen d'entrée/de sortie (EES) qui instaure un registre électronique et une base de données biométriques (empreintes et images faciales) des ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures de l'Union. Ainsi, le BMS partagé est actuellement développé comme partie intégrante du programme EES auprès d'eu-LISA.

Le marché a été attribué au consortium BAUCIS, incluant Idemia et SopraSteria comme principaux acteurs, suite à un processus de passation de marché compétitif. Le contrat-cadre a été signé avec eu-LISA le 16 avril 2020. Le contrat couvre entre autres le développement, l'exploitation et la maintenance du service de correspondance biométrique, la migration et l'intégration des bases de données biométriques existantes (VIS, EURODAC, SIS II), la fourniture d'un outil logiciel permettant d'assurer la qualité des données biométriques et la préparation de données biométriques de test.

Le Luxembourg participe activement à la mise en place de ces deux systèmes au niveau européen. Ainsi, à l'instar des autres États membres, le Luxembourg est représenté par le CTIE (Centre des technologies de l'information de l'État) au sein du Groupe consultatif relatif à l'EES auprès d'eu-LISA qui assure le suivi du projet EES et le développement du sBMS. Ce travail est également suivi au niveau du conseil d'administration d'eu-LISA où le Luxembourg est représenté par la Police grand-ducale.

Le Luxembourg se prépare également pour la mise en œuvre du système d'entrée/de sortie et du cadre d'interopérabilité au niveau national. Ces projets sont suivis par des comités de pilotage interministériels dédiés, coordonnés respectivement par la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Ministère de la Sécurité intérieure.

Question 2373 (10.06.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **restrictions imposées par les dispositions du Code de déontologie à un ancien membre du Gouvernement :**

Comme annoncé par lui-même, Monsieur Étienne Schneider, ancien Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie et Ministre de la Santé, a démissionné du Gouvernement avec effet le 4 février 2020 et a entrepris des démarches afin de réorienter sa carrière dans le secteur privé, notamment en étant nommé au conseil d'administration d'ArcelorMittal SA. Le Gouvernement avait donné son accord de principe à cette démarche.

Dans son avis adressé à Monsieur le Premier Ministre, le Comité d'éthique arrive cependant à la conclusion que les dispositions de l'article 11 du Code de déontologie s'avèrent impossibles à appliquer de même qu'il est difficile de contrôler concrètement le respect des restrictions et obligations imposées aux anciens membres du Gouvernement au moment de leur sortie du Gouvernement et éviter ainsi des conflits d'intérêts en réglementant l'accès à certaines activités professionnelles par un ancien membre de Gouvernement. En effet, le Comité d'éthique souligne notamment la complexité à distinguer sur une longue période de temps (deux ans) entre les informations obtenues par un ancien ministre en raison de son mandat et qui sont en principe inaccessibles au grand public, et celles qui n'ont rien à voir avec son mandat voire celles qui entre-temps sont devenues publiques. Pour le Comité d'éthique, l'introduction d'une période de carence d'une durée de deux années par exemple « aurait le mérite d'être claire et univoque et mettrait tout ancien membre du Gouvernement devant une obligation prévisible dont le respect ne poserait aucune difficulté ».

Il s'ajoute que l'équipe d'évaluation du GRECO (Groupe d'États contre la corruption), dans son Rapport d'évaluation sur le Luxembourg dans le cadre du cinquième Cycle d'évaluation, adopté le 22 juin 2018, a également critiqué les dispositions du Code de déontologie relatif aux limitations après la fin du mandat d'un membre du Gouvernement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis du Comité d'éthique ?

- Sur base de l'avis émis par le Comité d'éthique, le Gouvernement prévoit-il de revoir et d'adapter le Code de déontologie afin d'éviter des conflits d'intérêts pouvant résulter de la pratique d'activités professionnelles exercées par un ancien membre du Gouvernement dans un domaine dirigé antérieurement par cette même personne ?

- Le Gouvernement est-il prêt, comme le demande le Comité d'éthique, à introduire une période de carence de deux années avant qu'un ancien membre du Gouvernement puisse accepter un poste dans une entreprise avec laquelle il avait des relations lors de l'exercice de son mandat ?

- Est-ce que cette proposition faisait partie des propositions que le Gouvernement a soumis au GRECO et pour lesquelles, selon la réponse fournie à la question parlementaire n° 2223, il attend une réponse pour l'automne ?

Réponse (22.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Dans le cadre des propositions de mise en œuvre des recommandations formulées par le GRECO (Groupe d'États contre la corruption), le Gouvernement a également traité les activités professionnelles post mandat des membres du Gouvernement dont question dans l'avis du Comité d'éthique du 9 avril 2020.

Le Gouvernement attendra l'évaluation de ses propositions par le GRECO dans son rapport de conformité qui est attendu pour cet automne avant d'adopter une quelconque modification par rapport aux dispositions actuelles.

Question 2375 (11.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hospitalisation forcée :**

Am Kader vum geplangte Covidgesetz huet d'Mënscherechtskommissioun e ganz kriteschen Avis erausginn, wat déi sougenannten Zwangshospitalisatioun ugeet. Déi ass laut Gesetz virgesinn, wann eng Persoun infizéiert ass a refuséiert a Quarantän ze goen. Dës Mesure wär mat engem Fräiheetsentzuch gläichzesetzen a géif en déiwen Agréff an d'Perséinlechkeetsrechter bedeiten.

Zënter 1980 huet Lëtzebuerg e Gesetz dat d'Zwangsaweisung vu Mënsche reegelt. Informatioune vun der Mënscherechtskommissioun no ass wärend dem État de Crise dorobber zeréckgegraff ginn, eppes wat inakzeptabel wär.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi vill Leit sinn zënter dem Gesetz vun 1980 zwangsagewise ginn?

2. Aus wat fir enge Grënn sinn déi Betraffen zwangsagewise ginn?

3. Wéi vill Leit sinn am Laf vum État de Crise zwangshospitaliséiert ginn?

Réponse (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi schonns an der Chamberkommissioun vun der Santé erkläert ass den Artikel 11 vum Direktiounsgesetz vun 1980 an de leschte 25 Joer just eemol applizéiert ginn, an zwar bei engem Fall vun enger multiresistenter Tuberkulos. D'Prozedur fir eng Zwangsaweisung an ee Spidol ze maachen laut dem Artikel 11 vum Direktiounsgesetz ass wärend der Covid-19-Kris net ugewannt gi vun der Gesondheetsdirektioun.

Question 2380 (11.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **télétravail pour les frontaliers :**

Depuis des années, le Gouvernement luxembourgeois a signé des accords de principe avec l'Allemagne, la France et la Belgique quant au règlement du seuil de jours de télétravail autorisé pour les frontaliers employés au Luxembourg. Ainsi, le frontalier résidant dans un de ces pays en question sera a priori taxé au Luxembourg pour les jours de télétravail s'il n'a pas dépassé la limite de 19 jours pour l'Allemagne, de 29 pour la France et de 24 pour la Belgique. En revanche, en dépassant le seuil de télétravail fixé entre le Grand-Duché et ces pays respectifs, le salarié sera imposé dans son pays et au Luxembourg au prorata de ses prestations de travail dans chacun de ces pays (double imposition).

Suite à la crise sanitaire déclenchée par le Covid-19 ces règles ont été assouplies au Grand-Duché en signant des accords amiables avec l'Allemagne ainsi que la Belgique. Le Gouvernement français quant à lui a envoyé une lettre d'intention renonçant à lever l'impôt litigieux. Néanmoins, les accords amiables ci-dessus sont applicables pour la période allant du 11 mars 2020 au 30 juin 2020, et prennent donc une fin avec la levée de l'État de crise. Comme cependant souligné par l'ALEBA (Association luxembourgeoise des employés de banque et d'assurance) dans un communiqué de presse le 9 juin 2020, les règles en matière de télétravail et plus précisément les règles de fiscalité internationales posent ainsi des incertitudes puisque la fin de l'État de crise se rapproche.

L'intervention du Premier Ministre, hier le 10 juin 2020, lors d'une conférence de presse, n'a guère enlevé l'incertitude future liée à la situation du télétravail des frontaliers : « Nous avons pu augmenter la limite du télétravail avec les pays voisins mais impossible de dire si les accords seront prolongés. »

En notant l'incertitude liée aux règles de télétravail pour les frontaliers et la nécessité de protéger les frontaliers contre une double taxation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Au cas où les accords ne seraient pas prolongés, le plafond fiscal sera-t-il rétabli dès le début du mois de juillet, tel que selon les accords amiables signés au début de la crise ? Passé cette période, les journées d'emploi exercées à domicile en raison des mesures sanitaires seront-elles considérées comme étant prestées dans l'État contractant et les pays voisins renonceront-ils à lever l'impôt litigieux ?

- Si cela ne s'avérait pas le cas, qu'est-ce que le Gouvernement prévoit afin de protéger les employés frontaliers et ainsi éviter la double taxation ?

- Le Gouvernement a-t-il trouvé un traitement fiscal adéquat favorisant le télétravail des frontaliers ?

Réponse (08.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question, l'honorable Député craint l'expiration ou la dénonciation des accords amiables signés avec nos pays voisins concernant la situation des travailleurs transfrontaliers dans le contexte de la lutte contre la propagation du Covid-19 au 30 juin 2020. Entre-temps, le Luxembourg est convenu avec la France et la Belgique de fixer la durée des accords amiables respectifs jusqu'au 31 août 2020. En ce qui concerne l'Allemagne, cet accord est à présent applicable jusqu'au 31 juillet 2020. Les discussions avec les autorités allemandes pour aligner la date d'application avec celle de nos autres pays voisins sont actuellement en cours. Jusqu'à l'expiration des accords amiables, les jours de travail pendant lesquels l'emploi est exercé à domicile en raison des mesures prises pour combattre la pandémie du Covid-19, peuvent être considérés comme ayant été prestés au Luxembourg.

Il est à préciser qu'une fois les accords amiables expirés, les règles concernant les revenus d'emploi prévues dans les conventions de non-double imposition conclues avec nos pays voisins seront de nouveau d'application. Ces règles, qui suivent le modèle de convention fiscale de l'OCDE, prévoient une répartition claire du droit d'imposition entre les États concernés, justement afin d'éviter la double imposition des revenus.

Il y a lieu de relever qu'il reste l'objectif du Gouvernement de continuer à promouvoir et à faciliter le télétravail pour ses citoyens et ses travailleurs transfrontaliers ensemble avec ses trois pays voisins. Les contacts avec les pays voisins seront poursuivis à l'avenir afin d'atteindre cet objectif.

Question 2386 (12.06.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **Service central d'assistance sociale (SCAS) :**

Dans le rapport annuel 2019 du Ministère de la Justice, la directrice du Service central d'assistance sociale (« SCAS ») note que suite à la nouvelle loi sur l'exécution des peines de 2018, le service de probation a été doté de nouvelles missions, avant tout administratives. Ainsi, le temps disponible pour assurer la guidance du probationnaire diminue.

Il s'ensuit, toujours selon la directrice du SCAS, que « le temps de travail disponible pour encadrer et guider les condamnés de libération conditionnelle ou de sursis probatoire […] s'est ainsi vu se réduire sur un strict minimum. Les agents de probation n'arrivent plus à prendre à charge les condamnés extra-muros de manière conséquente faute de temps ».

Le service de probation est traditionnellement en charge de la réinsertion sociale et professionnelle des personnes condamnées. De cette manière, ce service contribue à la protection de la société en réduisant le risque de récidive.

Atteindre cet objectif, tout en étant confronté à une augmentation des tâches administratives et face à un manque de personnel manifeste, s'avère difficile.

En 2016, un audit sur le SCAS fut effectué afin d'augmenter son efficacité d'organisation et d'intervention. Du personnel supplémentaire a pu être engagé pour l'entièreté du SCAS.

Dans le même rapport annuel du Ministère de la Justice, le directeur de l'administration pénitentiaire nouvellement créée renseigne qu'à partir de 2021 le SCAS devra effectuer le contrôle des congés administratifs.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la situation actuelle du service de probation ?

2) Suite à l'audit de 2016, combien de nouveaux postes furent affectés au service de probation ?

3) Quelles furent les mesures, suite à l'audit, mises en place pour améliorer le travail quotidien des agents de probation ?

4) Quelles sont les raisons de la situation de sous-effectifs du service de probation ?

5) Quelles mesures le Ministère de la Justice et le Parquet général entendent-ils mettre en place pour que le service de probation puisse assurer sa mission de réinsertion sociale et de protection de la société ?

Réponse (10.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) En 2016, un audit du Service central d'assistance sociale (« SCAS ») a été mandaté

par le Ministère de la Justice afin de le réorganiser et augmenter son efficacité. Dans ce contexte, un grand nombre d'effectifs supplémentaires a été embauché durant ces dernières années.

Lors d'une réunion au Ministère de la Justice en date du 24 janvier 2020 à laquelle ont participé l'administration pénitentiaire, les directions des centres pénitentiaires, le Parquet général ainsi que le SCAS, la question de la répartition du travail de réinsertion a été longuement discutée. Par ailleurs, lors d'une visite au SCAS en date du 2 mars 2020 un échange constructif et informatif a eu lieu avec la directrice du SCAS ainsi que le coordinateur-remplaçant du service de probation. Ceux-ci ont eu l'occasion d'exposer largement la situation ainsi que la méthode de travail des différents services de la probation. Les doléances du service de probation par rapport à la surcharge du travail et les tâches en surplus à assurer ont été discutées à cette occasion.

ad 2) Lorsque l'audit a commencé en août 2016, le service de probation disposait en tout de 12,25 ETP (assistants sociaux et un psychologue) et de deux artisans. L'équipe de probation fonctionnait avec 10 ETP, dont 0,25 % de psychologue, l'équipe des travaux d'intérêt général avec 2,50 ETP et deux artisans pour l'encadrement des condamnés à des travaux d'intérêt général.

En juin 2020, le service de probation dispose de 16,75 ETP (assistants sociaux, criminologues, psychologues) et de deux artisans. L'équipe de probation fonctionne avec 14,25 ETP, dont 1 ETP psychologue, 1,75 ETP criminologues, l'équipe des travaux d'intérêt général avec 2,50 ETP et deux artisans pour l'encadrement des condamnés à des travaux d'intérêt général.

Entre 2016 et 2020 l'effectif du service de probation a donc augmenté de 4,50 ETP.

ad 3) Depuis l'audit en 2016 et suite à l'entrée en vigueur en septembre 2018 des lois sur l'exécution des peines d'une part, et celle portant réforme de l'administration pénitentiaire d'autre part, le service de probation s'est vu confronté à des changements importants ayant nécessité tant une réflexion sur les pratiques quotidiennes que sur les orientations futures du service. En effet, les résultats de l'audit ont contribué à l'augmentation des effectifs du personnel du SCAS dans son ensemble dont le service de probation, permettant de faciliter l'implémentation des recommandations de l'audit.

L'audit a proposé, entre autres, une harmonisation des pratiques concernant les différentes mesures relatives au suivi des probationnaires. Ainsi, le service a mené une réflexion en profondeur à ce sujet et est parvenu à une amélioration en standardisant davantage les pratiques communes, assurant ainsi une meilleure visibilité de la dynamique de travail.

S'y est ajoutée la digitalisation des dossiers qui a permis l'optimalisation du processus engagé. La gestion quotidienne des dossiers est ainsi optimisée ; elle garantit une accessibilité plus rapide aux données et une meilleure vue d'ensemble.

Au-delà de l'audit même, l'entrée en vigueur des lois susmentionnées a concouru aux processus de changements et les lignes directrices jusqu'alors définies ont par conséquent dû être adaptées.

Au regard de la diversité du travail et en vue d'une prise en charge optimale des clients de la probation en fonction de leur problématique respective, la politique du personnel a été revue. Un service multidisciplinaire avec des assistants sociaux, criminologues et un psychologue encadre actuellement les détenus, probationnaires et « TIGistes ».

Les collaborateurs du service de la probation ont été formés et spécialisés dans le cadre de diverses formations ; les acquis en matière de méthodes de travail permettent de servir encore mieux la clientèle du service de probation et de favoriser la réinsertion sociale des détenus.

ad 4) Dans le contexte de l'entrée en vigueur des lois sur l'exécution des peines et de la réforme de l'administration pénitentiaire, de nouvelles missions, antérieurement dévolues aux services pénitentiaires, seront à l'avenir accomplies par le service de probation. Ces nouvelles tâches ne se limitent pas à la réalisation de simples démarches administratives mais augmenteront de manière substantielle la charge de travail avec les détenus notamment du Centre pénitentiaire de Givenich et demanderont un investissement professionnel important des agents de probation sur le terrain du CPG.

À titre d'exemple, les nouvelles missions du service de probation incluent la fixation des congés pénaux administratifs des détenus. Il ne s'agit pas d'une formalité administrative mais cette tâche implique en amont des contacts réguliers et constants tant avec d'autres professionnels extérieurs aux enceintes carcérales qu'avec le principal concerné, à savoir le détenu du Centre pénitentiaire de Givenich lui-même et en aval, des débriefings au retour des congés sont à prévoir.

Cela entraîne de ce fait une augmentation du travail qui devra à l'avenir être comblée par une augmentation du personnel travaillant au sein du service de probation du SCAS.

ad 5) Le Ministère de la Justice et le Parquet général ont décidé de renforcer le personnel du service de probation du SCAS. Ainsi, une demande a été envoyée auprès de la Commission d'économies et de rationalisation afin d'obtenir trois ETP supplémentaires pour 2021. Il a également été retenu que le Centre pénitentiaire de Givenich mettra à disposition des agents de probation des locaux adéquats dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Givenich afin d'y accueillir les détenus et de les seconder dans leur projet d'insertion.

Question 2389 (12.06.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **sort des personnes sans papiers au Luxembourg :**

Récemment, l'ASTI (« Association de soutien aux travailleurs immigrés ») a tiré l'attention sur le sort des personnes sans papiers au Luxembourg qui sont particulièrement affectées par la crise. L'association affirme avoir apporté en moins de deux mois une aide alimentaire à 214 personnes, dont 32 familles, pour un montant de 20.000 euros. Cette action a été possible grâce à des donateurs privés et le soutien de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Le Gouvernement était-il au courant que des personnes sans papiers au Luxembourg se trouvent dans une situation existentielle préoccupante à cause de la crise sanitaire et quelles sont les dispositions prises par le Gouvernement pour éviter ces situations ?

2) Est-ce que des personnes sans papiers ont accès à d'éventuels programmes d'aide du Gouvernement sans risquer des conséquences par rapport à leur situation administrative ?

L'ASTI a également évoqué la situation personnelle de ces personnes. Pour la plupart, il s'agit de personnes qui ne sont pas simplement de passage, mais qui vivent et travaillent depuis des années au Luxembourg. Il va de soi que ces personnes sont dans une situation particulièrement vulnérable et souvent précaire, d'autant plus dans le contexte de la crise sanitaire que nous vivons. Notons que la dernière régularisation de personnes sans papiers date déjà de 2013.

Ainsi, je voudrais adresser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait lancer une initiative de régularisation envers des personnes sans papiers qui peuvent faire valoir une certaine durée de séjour au Luxembourg ?

Réponse commune (09.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) + 2) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région a été mis au courant dès le mois d'avril de la situation préoccupante des personnes sans papiers au travers de diverses associations. Dès le 15 avril 2020, le ministère a donné accès aux épiceries sociales à ces personnes. Ainsi, les personnes sans papiers ont pu bénéficier de l'aide alimentaire par l'intermédiaire des offices sociaux et des associations partenaires des épiceries sociales.

Les personnes ont pu s'inscrire auprès des différents partenaires des épiceries sociales de manière anonyme et sans devoir indiquer un éventuel matricule de sécurité sociale.

ad 3) Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile est comme toujours disposé à analyser d'éventuelles propositions en matière de régularisation allant dans le sens préconisé par Monsieur le Député.

Question 2408 (17.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck :**

Le chantier concernant le réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck aurait dû être clôturé pour mai 2020. Telle était en effet l'annonce du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics en 2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Suite à la crise sanitaire et à l'interruption inattendue du chantier, quel est le nouveau calendrier qui a dû être fixé par l'Administration des ponts et chaussées ?

- Quels sont les problèmes ou contraintes qui risquent de retarder le chantier en question en dehors des conséquences directes de la crise à proprement parler ?

- Quels seraient les éventuels problèmes qui se posent au niveau de la bifurcation N7/rue du Berger à Ingeldorf - le chantier n'y paraît avancer que difficilement ?

Réponse (10.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En effet, le chantier du réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck a subi un retard qui est exclusivement dû à l'arrêt des chantiers dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19. Toutefois, ce retard a pu être rattrapé rapidement, de sorte que les travaux principaux pourront encore être terminés en juillet avant le congé collectif.

En ce qui concerne les « problèmes » ou « contraintes » évoqués au deuxième point, il y a lieu de préciser qu'à part la crise sanitaire actuelle, des complications et imprévus peuvent toujours surgir au cours de tout chantier de construction. Néanmoins, sur le chantier en question, les travaux avancent comme prévu et jusqu'à présent, il n'y a pas eu de problèmes inattendus.

Quant à la bifurcation N7/rue du Berger à Ingeldorf, d'éventuels problèmes ne nous sont pas connus à cet endroit. Il y a en ces lieux de nombreuses infrastructures souterraines qui exigent que les travaux y soient exécutés avec prudence et selon un phasage très précis.

Question 2467 (02.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **distinctions honorifiques décernées lors de la cérémonie officielle à l'occasion de la fête nationale :**

Depuis plusieurs années, la cérémonie officielle à l'occasion de notre fête nationale a été l'occasion de remercier des personnes pour leurs mérites exceptionnels dans l'intérêt de la communauté luxembourgeoise et de leur remettre des distinctions honorifiques.

Comme cette année la cérémonie officielle a dû être annulée respectivement ramenée à une formule symbolique, cette remise de distinctions honorifiques a dû être abandonnée elle aussi.

De ce qui précède j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre :

- Cette initiative fortement appréciée, ne pourrait-elle pas être reprise sous une autre forme en cette année-ci ?

- Au cas contraire, je voudrais savoir si les personnes qui devaient être honorées cette année-ci ne pourraient pas être honorées lors de la cérémonie de 2021 ?

Toutes ces questions sous réserve qu'en juin 2021, le virus serait défait et la cérémonie officielle à l'occasion de notre fête nationale pourrait de nouveau se dérouler dans le cadre digne et festif de la Philharmonie.

Réponse (07.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

La crise sanitaire actuelle n'a malheureusement pas permis l'organisation des festivités faisant habituellement partie du programme protocolaire officiel de la fête nationale. Il est évident que les personnes qui auraient pu être honorées spécifiquement lors de la cérémonie à la Philharmonie cette année-ci le seront à la prochaine occasion.

Quelque 1.700 médailles ont été accordées cette année-ci dans le cadre de la promotion générale de la fête nationale.

Le Service des Ordres nationaux du Ministère d'État a su fournir toutes ces médailles aux ministères avant le 15 juin 2020. Chaque ministère est libre d'organiser ou non une remise de médailles à partir du 16 juin de cette année ou de reporter cette remise à une date ultérieure. Les ministères sont autonomes dans le choix de ces dates.

Les remises de médailles au sein des ministères peuvent donc être organisées dans le respect des règles sanitaires en vigueur.

Question urgente 3373 (04.01.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Rezente Berichter an der Press no, déi sech deelweis och op Aussoe vu Beamte baséieren, kéinte bis Enn Mäerz 36.000 Leit am Grand-Duché géint de Covid-19 geimpft ginn, woubäi ronn 38.000 Leit am Fleege- a Gesondheetssecteur hei am Land schaffen. Aktuell wieren 9.700 Impfdosen ukomm mat deene 4.850 Leit kéinte geimpft ginn.

An enger Äntwert op eng aner drénglech parlamentaresch Fro hat d'Madamm Gesondheetsminister zu enger Penurie vun Anti-Covid-Vaccine an der EU Follgendes matgedeelt: „D'Regierung huet sech positionéiert, fir déi zousätzlech optionell Impfdose bestellen ze kënnen, déi an de Kontrakter, déi d'Europäesch Kommissioun ausgehandelt huet, virgesi sinn. Parallell ass och direkte Kontakt mat deene verschiddene pharmazeutesche Laboratoiren opgeholl ginn."

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Sinn déi Informatiounen zu den 9.700 Impfdosen, fir 4.850 Leit ze impfen nach aktuell?

2. Stëmmt d'Informatioun, datt bis Enn Mäerz 36.000 Leit kënne geimpft ginn?

3. Wéi vill Leit schaffe genau am Fleege- a Gesondheetssecteur?

4. Wéi vill Leit am Land si bis haut mam Anti-Covid-Vaccin geimpft ginn?

5. Wéi ass d'Äntwert vun der Madamm Gesondheetsminister ze verstoen, datt d'Regierung sech positionéiert, fir zousätzlech Impfdosen ze bestellen?

6. Konnt d'Regierung duerch den direkte Kontakt mat verschiddene pharmazeutesche Laboratoirë schonn zousätzlech Impfdosen onofhängeg vun der EU bestellen?

Réponse commune (07.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Dës Informatioun ass nach ëmmer aktuell. Déi Impfdose sinn de 26. Dezember op Lëtzebuerg geliwwert ginn.

ad 2. Laut dem previsibelen Allocatiounsplang, deen d'Regierung vum Produzent BioNTech/Pfizer (sou wéi am Pdf wgl.)geschéckt krut, wäerte mir no heitegem Stand vun den Informatioune bis Enn vum Mount Mäerz Impfdose fir ronn 36.000 Persoune kréien. Dat heescht net, datt zu deem Zäitpunkt all déi Leit schonn hir zweet Administratioun kruten, vue den Delai, deen tëschent der éischter an der zweeter Administratioun muss respektéiert ginn.

ad 3. Am Fleege- an am Gesondheetssecteur schaffe ronn 29.000 Leit. Do derbäi kënnt och nach d'Personal vun de Sous-traitants iwwert dat d'Regierung keng genee Statistik huet.

ad 4. 1.251 Persounen hunn am Moment déi éischt Dosis vun der Impfung vu BioNTech/Pfizer (sou wéi am Pdf wgl.) krut. Ab dëser Woch kommen no an no nach d'Residenten aus eelef Structures d'hébergement pour personnes âgées derbäi.

ad 5. Lo wou der Kommissioun hir Verhandlunge mat Pfizer ofgeschloss sinn, ass et fir en EU-Land méiglech, mat deem Produzent Kontakt opzehuelen. D'Regierung huet vun deem Recht Gebrauch gemaach.

ad 6. Dës Diskussioune sinn nach amgaangen.

Question urgente 3381 (05.01.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination contre la Covid-19 :**

Aus engem rezente gemeinsame Bréif vum Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL) an der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) kann ee rausliesen, datt de Gros vun den Dokteren an den Apdikter nach guer net iwwert d'Impfstrategie vun der Regierung informéiert ass.

Bis elo si bekanntlech déi Quantitéite Vaccinen, déi zur Verfügung stinn, un de Secteur hospita-

lier an un de Fleegesecteur verdeelt ginn. Vu déi, am Moment, ganz limitéiert Unzuel un Impfdosen, muss een dovun ausgoen, datt wa bis d'Gesondheetspersonal, dat direkt muss geschützt ginn (Urgencen, Intensivstatiounen, Covidstatiounen etc.), geimpft ass, keng Vaccine méi disponibel si fir dat anert Personal aus dem Gesondheetssecteur, obwuel dës Leit eisen Informatiounen no och schonn ugeschriwwe goufen, fir sech impfen ze loossen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus dem uewe genannte Bréif confirméieren?

2. Wa jo, firwat goufen dës representativ Associatiounen aus dem Gesondheetsberäich nach net informéiert an/oder consultéiert?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et imminent wichteg ass d'Haaptacteuren aus dem Gesondheetssecteur mat anzebannen, well och si et sinn, déi no beim Patient kënnen direkt Campagne fir d'Impfung maachen?

4. Kann d'Regierung bestätegen, datt méi Gesondheetspersonal ugeschriwwe gouf wéi iwwerhaapt Vaccinen de Moment zur Verfügung stinn? Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt dëst zu Konfusioun ka féieren?

5. Eng Rei europäesch Länner schaffe grad un enger legaler Basis, wat d'Festleeë vun de prioritäre Bevëlkerungsgruppe fir d'Imfdosen ugeet. Schafft d'Regierung och un enger legaler Basis fir d'Verdeele vun de Vaccine? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (08.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Gesondheetsministère ka bestätegen, datt d'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) an de Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL) de 29. Dezember 2020 dem Direkter vun der Santé e Bréif zoukommegelooss hunn, wou si weider Informatiounen zur Impfung vun den Dokteren, Zänndokteren an Apdikter fuerderen.

Et sief bemierkt, datt d'Representantë vun der AMMD säit dem 26. Oktober 2020 regelméisseg vum Gesondheetsministère consultéiert gi sinn am Zesummenhang mat den Aarbechten ëm d'Stratégie vaccinale a sengem Deploiement. Doriwwer eraus war den Aarbechtsgrupp „Soins primaires" vun der vum Gesondheetsministère och a permanentem Kontakt mat de Vertrieder vun der AMMD.

Den 2. Dezember 2020 huet iwwerdeems och eng Reunioun zwësche Vertrieder vum Gesondheetsministère, vun der Gesondheetsdirektioun, vun der AMMD a vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) stattfonnt, fir iwwert d'Organisatioun an d'Bedeelegung vun den Dokteren un der Impfcampagne ze schwätzen. D'Vertrieder vun der AMMD kruten déi grouss Prinzippie vun der Impfstrategie virgestallt an et ass doriwwer eraus och eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, déi d'Matwierke vun den Doktere souwuel an den Impfzentere wéi och bei den Équipes mobiles am Kader vun der Impfcampagne reegelt.

Ee Vertrieder vun der AMMD war och bei all de Reuniounen derbäi, wou et ëm d'Organisatioun vun der Impfcampagne an de Maisons de soins an an de CIPAe goung. Eng lescht Reunioun huet den 30. Dezember stattfonnt, wou d'Vertrieder vun der AMMD dem Aarbechtsgrupp nach Froe stelle konnten, déi alleguerten den Dag selwer nach beäntwert gi sinn.

D'Vertrieder vun de Spidolsapdikte sinn iwwerdeems säit dem 11. November mat an d'Aarbechte ronderëm d'Impfcampagne agebonne ginn, fir d'Organisatioun vun den Impfungen an de Spideeler, zesumme mat de Spidolsdirektiounen, ze coordinéieren.

De 24. Dezember huet d'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun eng Circulaire un all Apdikter vum Terrain erausgeschéckt, souwéi och un hir Vertrieder, un d'Prescripteuren, d'Dokteren an d'Grossistes-répartiteurs, fir hinnen déi lescht Informatioune bezüglech dem Comirnaty®-Impfstoff ze ginn a si iwwert d'Autorisation de mise sur le marché conditionnelle, d'Indikatioun, d'Kompositioun an d'Impfscheema vum Vaccin ze informéieren. De Resumé vun de Charakteristike vum Produit an d'Notice vum Comirnaty® ware mat un dëser Circulaire annexéiert.

ad 2. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, ass et net richteg ze soen, datt d'Acteuren aus dem Gesondheetsberäich net consultéiert gi sinn. Deen éischten Austausch mat den Acteuren aus dem Gesondheetsberäich huet schonn am Oktober 2020 stattfonnt.

ad 3. D'Acteuren aus dem Gesondheetssecteur ginn als Multiplicateuren bzw. Ambassadeure fir d'Impfung géint de Covid-19 ugesinn. Doweinster huet de Gesondheetsministère säit dem Ufank vun der Organisatioun ëm d'Impfcampagne déi verschidden Acteure mat abezunn.

Doriwwer eraus, fir d'Zilgrupp vun den Haaptacteuren aus dem Gesondheetssecteur ze informéieren an ze forméieren, goufen eng Rei Kommunikatiounsmesuren opgestallt, ënner anerem Webinaren, reegelméisseg virtuell Q&A-Sessions, wou och Updates zur Impfstrategie an zu de Vaccinen kommunizéiert ginn, oder reegelméisseg Newsletteren. Zil ass et, dës Grupp sou gutt ze informéieren, dass si op Froe vu Patienten kompetent äntwere kënnen an domat enger méiglecher Impfskepsis entgéintwierke kënnen.

ad 4. D'Impfstrategie, déi d'Regierung de 4. Dezember 2020 presentéiert huet, gesäit véier verschidde prioritär Gruppe vir, déi fir eng Impfung a Fro kommen:

- d'Gesondheetsberuffler an d'Personal aus de Spideeler;

- déi liberal Gesondheetsberuffler;

- d'Personal aus den Altersheemer souwéi d'Personal vun de Réseaux d'aide et de soins;

- d'Residenten aus den Altersheemer.

Bis haut sinn 9.750 Dose Comirnaty®-Impfstoff zu Lëtzebuerg geliwwert ginn, soudatt 4.875 Leit an enger éischter Phas mat dësem Impfstoff kënne geimpft ginn (zwou Injektiounen an engem Intervall vun 21 Deeg). Dës Dose ginn effektiv net duer, fir all d'Leit aus de véier uewe genannte Kategorien ze impfen. Pfizer-BioNTech huet sech awer dozou engagéiert bis Enn Mäerz genuch Dosen ze liwweren, fir 39.000 Persounen ze impfen. Bei dës Dose muss een awer och nach déi zousätzlech Dose bäirechnen, déi vun anere Produzente wäerte geliwwert ginn, soubal dës Vaccine bis eng Zouloossung um europäesche Marché hunn.

Opgrond vum Avis vun der Eethikkommissioun vum 29. November 2020, huet d'Regierung festgehalen, wéinst der Penurie u verfügbaren Dosen an enger éischter Phas, d'Impfdosen a Fonctioun vun de Quantitéiten, déi Lëtzebuerg no a no kritt, op dës véier Kategorië vu Leit ze verdeelen. Dës Verdeelung wäert proportionell sinn, ouni déi eng oder aner Kategorie dobäi ze privilegéieren.

ad 5. Sou wéi vill aner EU-Länner och, huet Lëtzebuerg sech dofir entscheet, d'Impfcampagne op Basis vun enger nationaler Impfstrategie ze organiséieren, déi op Avis vun der nationaler Eethikkommissioun, op Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses an op Avis vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp vun der Regierung ugeholl ginn ass. Si huet sech iwwregens och un Impfstrategië vun anere Länner a vun der EU-Kommissioun, ECDC- an OMS-Recommandatiounen inspiréiert. Am Moment ass et net ugeduecht, déi prioritär Bevëlkerungsgruppen op enger legaler Basis festzehalen, ausser wat den Traitement vun Donnéeën ubelaangt, déi a Relatioun mam Impfe sinn. Déi sinn am Covidgesetz gereegelt.

Question urgente 3411 (11.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **séquençage de la Covid-19 :**

Wéi d'Sequenzéierung duerch den LNS hei zu Lëtzebuerg gewisen huet, sinn haaptsächlech dräi Virusvariante present. Déi neiste Mutatioun, déi aus Groussbritannien kënnt, ass awer och zu Lëtzebuerg nogewise ginn. Well hir och op de soziale Medien eng besonnesch Gefëierlechkeet attestéiert gëtt, wëll ech dës drängend Fro (Art. 84 vum Chambersreglement) un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Leeft d'Sequenzéierung vum Coronavirus a positive Prouwe weider plangméisseg?

2. Ginn all positiv Prouwe sequenzéiert?

3. Falls nee, a wat fir engem Intervall/Schlëssel ginn déi Prouwe sequenzéiert?

4. Wéi vill vun dëse Prouwe sinn an deene leschte véier Woche sequenzéiert ginn?

5. Wéi vill vun de positive Prouwe stame vun der neier brittescher Mutatioun vum Virus a wéi vill vun de positive Prouwe stame vun deenen zu Lëtzebuerg üblechen dräi Mutatiounen?

Réponse (14.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den nationale genomeschen Iwwerwaachungsprogramm beim LNS huet sech an de leschte Méint entwéckelt mat enger duerchschnëttlecher Ofdeckung vun 10 % vu positive Fäll, mat insgesamt 3.917 Echantillonen, déi bis haut sequenzéiert goufen. No der Ernennung zum nationale Referenzlaboratoire fir akut Otemweesinfektiounen, plangt den LNS d'Ofdeckung op all hospitaliséiert positive Fäll auszebauen. Déi aktuell Ofdeckungskapazitéit geheiert zu den héchsten an Europa. Den aktuelle Plang erlaabt eis all Aféierung vun neie Varianten an d'Land ze entdecken.

Den LNS féiert Stéchprouwe vun alle positive Fäll duerch. Dëst ass d'Standardapproche wéinst der technescher Begrenzung vun der Sequenzéierung vun alle positive Fäll, awer och wéinst den dediéierte Ressourcen am Fall vun enger massiver Erhéijung. Zum Beispill ass d'gemellten duerchschnëttlech Ofdeckung a Groussbritannien 10 % an den LNS erreecht de Moment dëse Wäert. Wéinst der reduzéierter Unzuel vu positive Fäll an de leschte Wochen an der Kapazitéit vun 384 Prouwe pro Woch kann den LNS an der kommender Woch 30-40 % erreechen, wann de Positivitéitstaux sou niddereg bleift.

Den LNS sequenzéiert 384 Echantillone pro Woch an ënnersicht de Moment en Automatiséierungssystem, fir dës Kapazitéit ze verduebelen.

Am Zäitraum vum 28. Dezember bis den 3. Januar goufen zéng zirkuléierend Sars-CoV-2 Varianten (cf. Illustratioun) entdeckt, wat d'Observatioune vun de leschte Woche mat dräi Haaptzirkuléierungsstämm bestätegt, nämlech d'Linne B.1.160 (31 %), B.1.177 (38 %) a B.1.221 (13 %). Dräi nei Fäll vun der britescher Variant B.1.1.7 goufen entdeckt, soudatt mir am Moment een Total vu sechs Fäll mat dëser Variant hei zu Lëtzebuerg hunn, den éischte Fall gouf den 31. Dezember 2020 entdeckt. Weeder déi südafrikanesch Variant B.1.351, nach déi japanesch Variant B.1.1.248 goufe bis elo festgestallt.

Nodeems den LNS als Referenzlaboratoire designéiert gouf, iwwerpréift d'Equipe de Moment Prouwen aus de Spideeler an de private Laboratoiren, fir déi éischten Entrée vun den neie Varianten zu Lëtzebuerg ze identifizéieren.

Dës Enquête gëtt an enker Koordinatioun/Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé/Inspection sanitaire duerchgefouert.

Question urgente 3412 (11.01.2021) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination contre la Covid-19 :**

Déi aktuell disponibel Impfstoffer si bekanntlech just fir Mënsche vun engem Alter vu 16 respektiv 18 Joer u géeegent. Wann een d'Bevëlkerungszuele vum Statec den Alterskategorien no kuckt, heescht dat, datt am Total 113.040 Kanner a Jonker am Grand-Duché virleefeg net geimpft ginn. Dat si ronn 18 % vun eiser Populatioun.

Momentan ass net gewosst wéini e Vaccin fir Kanner a Jonker wäert disponibel sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéini ass an der Impfstrategie virgesinn, datt d'Personal aus de Crèchen, de Maisons relais an de Schoule soll geimpft ginn?

2. Vu datt dës Leit jo da permanent Kanner a Jonker encadréieren, déi net geimpft sinn, an eventuell esouguer mat den aktuelle Virusmutatioune méi ustiechend sinn, ginn et Iwwerleeungen dat concernéiert Personal prioritär ze impfen?

Réponse (18.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Verdeelung vun den Impfdosen an der zweeter Phas vun der Impfstrategie ass fir de Moment nach net definitiv festgehalen. D'Regierung huet der Commission nationale d'éthique eng Propositioun ënnerbreet a waart op hiren Avis. D'Phas vun der Impfstrategie, wou ënner anerem den Ordre de priorité vun de Kategorië vu Leit, wéi se déi honorabel Deputéiert zitéieren, arrêtéiert gëtt, wäert dann doropshi festgehale ginn.

ad 2. Déi aktuell Virusmutatiounen souwéi hir Ustiechbarkeet an hir Iwwerdroung an deene verschiddenen Alterskategorië ginn am Moment ganz intensiv suivéiert, souwuel um nationale wéi och um internationale Plang. Falls nei Erkenntnisser beweise géifen, datt et opgrond vun de Virusmutatiounen eng Änneru̇ng an der Dynamik vun der Iwwerdroung vum Sars-CoV-2 gëtt, misst d'Regierung d'Strategie vun der Verdeelung vun den Impfdosen nach eemol iwwerdenken. D'Impfstrategie, déi de 4. Dezember festgehale gouf, huet als Prinzip festgehal, dass d'Strategie ëmmer dann aktualiséiert gëtt, wann nei Erkenntnisser oder soss Donnéeën dëst verlaangen a justifiéieren.

Question urgente 3443 (14.01.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination :**

D'Regierung huet d'lëscht Woch hir Impfstrategie virgestallt. Deemno sollen an der éischter Phas d'Personal aus dem Gesondheetssecteur a Fleegesecteur, ewéi och d'Residentë vun den Alters- a Fleegeheemer geimpft ginn. An enger zweeter Phas sollen dann d'Persoune vun iwwer 75 Joer, ewéi och Persoune vu 65 bis 75 Joer geimpft ginn. An der drëtter Phas vun der Impfstrategie géif de Fokus dann ob de vulnerabele Menschen tëschent 50 a 65 Joer leien. Et géif ee sech beim Ausdrock „vulnerabel" op d'Definitioun vum Conseil supérieur pour maladies infectieuses baséieren. An der Phas 4 géifen dann d'vulnerabel Persounen ënner 50 Joer oder Mënschen, déi an Prekaritéit liewen eng Invitatioun kréien, fir geimpft ze ginn. An der leschter Phas géifen dann déi ab 50 bis 16-järeg dru kommen esou wéi och d'Grenzgänger.

Laut eisen Informatioune kruten awer elo eng Partie Leit eng Invitatioun, fir geimpft ze gi geschéckt, déi weeder vulnerabel, nach an engem héijen Alter sinn. Op Nofro hin, kruten dës Leit gesot de Computer hätt sie nom Zoufallsprinzip erausgesicht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt Leit déi weeder vulnerabel, nach an der Alterskategorie sinn, déi d'Regierung mat hirem Phaseplang an der éischter Phas viséiert, eng Invitatioun kruten, fir sech impfen ze loossen?

- Wa jo, aus wéi engem Grond bléift d'Regierung net bei hirer Strategie?

- Stëmmt et, datt dës Leit per Zoufallsprinzip erausgesicht gi sinn?

- Huet der Regierung hir Impfstrategie geännert?

- Wa jo, aus wéi engem Grond?

Réponse (15.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet nach keng Decisioun geholl, betreffend d'Priorisatioun vun de Groupes cibles, déi net zu der éischter Kategorie geheieren. De Regierungsrot huet den 8. Januar effektiv just eng Propositioun ënnerbreet kritt, betreffend d'Priorisatioun vun den nächste Groupes cibles. D'Regierung huet decidéiert, dass fir d'éischt d'Eethikkommissioun saiséiert gëtt ier d'Regierung eng definitiv Decisioun hëlt. En attendant gi just d'Leit aus der éischter Priorisatiounsgrupp invitéiert.

Et stëmmt, dass eng Rei Leit Invitatioune kritt hunn, déi näischt mat dem éischten Impfgrupp ze dinn hunn. Dëst ass net op eng Änneru̇ng vun der Ausriichtung vun der Impfstrategie zréckzeféieren, mee op en technesche Feeler, dee bei der Selectioun ënnerlaf ass.

Déi betraffe Leit sinn informéiert ginn an hire Code ass desactivéiert ginn.

Question urgente 3447 (14.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination :**

Eisen Informatiounen a Berechnungen no huet de Grand-Duché bis elo 15.575 Impfdose geliwwert kritt, mat deenen op d'mannst 7.887 Persoune kéinte geimpft ginn. Bis den 12. Januar waren 2.373 Persoune geimpft.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung eis Informatiounen a Berechnunge confirméieren?

2. Wann nee, wéi vill Impfdosen hu mir genau bis haut kritt a wéi vill Leit kënnen domat geimpft ginn?

3. Wéi vill Vaccinatioune goufe bis haut wou genau gemaach (Impfzenter, Spideeler, Fleegestrukturen)?

4. Firwat si réischt ronn 2.400 Leit geimpft bis elo, wëssend datt mindestens fir dräimol esouvill Leit Vaccin disponibel ass?

5. Wat ass aktuell déi maximal deeglech Impfkapazitéit?

6. Wéi vill Impfdosen hunn déi eenzel Spideeler a Strukture bis elo geliwwert kritt a wéi vill vun deene sinn nach disponibel?

7. Wéi vill Leit aus wéi enge Secteure si bis haut ugeschriwwe ginn a wéi vill vun deenen hunn sech bis elo impfe gelooss?

8. Wéi ass de Liwwerungsplang vun de Vaccine, wëssend datt dee vun Dag zu Dag ännert?

9. Wéi eng Persoune ginn oder goufe fir d'nächst Woch erëm an den Impfzenter an der Victor-Hugo-Hal invitéiert?

Réponse commune (15.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. Lëtzebuerg huet Impfdose fir 7.912 Persoune kritt. Bis den 13. Januar sinn 2.871 Leit geimpft ginn.

ad 3. An der Victor Hugo sinn 1.487 Leit geimpft ginn. Bis den 13. Januar sinn an de Spideeler 483 Leit an an den Altersheemer ronn 900 Leit geimpft ginn.

ad 4. Tëschent deem Dag, wou de Vaccin physesch zu Lëtzebuerg ukënnt an deem Dag, wou d'Leit kënne geimpft ginn verginn e puer Deeg.

Esou kruten d'Spideeler den 11. Januar Vaccine fir 1.950 Leit geliwwert. Dee Vaccin gëtt da schnellstméiglech verschafft.

Fir déi mobill Equippen an den Altersheemer sinn aus der éischter Allocatioun Vaccinen fir 1.462 Persoune virgesinn. Och hei muss als éischt eng administrativ Viraarbecht zesumme mat den Direktioune vun de Strukturen an de Famillje vun de Bewunner gemaach ginn ier d'Equippe sur place impfe kënnen.

Fir déi restlech Vaccinen, déi ab dem 18. Januar an dem Hall Victor Hugo benotzt ginn, mussen d'Leit als éischt eng Invitatioun geschéckt kréien an sech op där Basis ee Rendez-vous iwwert de MyGuichet huelen. Dës Invitatioune sinn alleguer erausgaangen.

Dës Operatiounen erklären, datt en Decalage tëschent der Arrivée vum Vaccin an der Impfung selwer ass.

ad 5. Am Moment ass den Hall Victor Hugo deen eenzegen Impfzenter, deen operationell ass. Bei enger Ouverture vu 60 Stonnen/Woch läit déi wëchentlech Impfkapazitéit bei ronn 7.600 Impfungen.

ad 6. D'Spideeler kruten den 11. Januar am Ganze Vaccine fir 1.950 Leit geliwwert. Déi mobill Equippe krute Vaccine fir 1.462 Leit. D'Vaccinen, déi nach disponibel sinn, ginn aus der Äntwert op d'Fro 4 eraus.

ad 7. Aus deene prioritäre Sekteuren, déi net an de Spideeler an an den Altersheemer geimpft ginn (cf. Äntwert op d'Fro 9), si ronn 4.000 Leit ugeschriwwe ginn, fir sech ee Rendez-vous fir d'Woch 3 a 4 am Impfzenter Victor Hugo ze huelen.

ad 8. Déi nächst Liwwerung vu Pfizer ass fir den 18. Januar virgesinn. Hei solle Vaccine fir 2.437 Persoune geliwwert ginn. Dovunner solle Vaccine fir 1.950 Leit an d'Spideeler geliwwert ginn.

ad 9. D'Kategorien, déi an den Impfzenter Victor Hugo invitéiert gi sinn:

- d'Professionnels de santé aus dem Copas-Reseau;

- dat anert administratiivt Personal aus dem Copas-Reseau;

- d'Professionnels de santé, déi ausserhalb vum Spidolssekteur intervenéieren;

- fräiberufflech Dokteren, déi net am Spidolssekteur intervenéieren;

- d'Ambulancieren, déi Covidtransporter maachen.

Question urgente 3451 (15.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **livraison des vaccins contre la Covid-19 :**

Haut de Moie war an der Press gewuer ze ginn, wéini de Grand-Duché viraussiichtlech wéi vill Dose vu wéi engen Anti-Covid-Vaccine kritt, pro Mount a Produzent detailléiert opgelëscht. No dësen Informatioune géife bis Juni 705.193 Dose geliwwert ginn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press bestätegen?

2. Hat d'Regierung dës Informatioune schonn oder ass si se och réischt duerch d'Press gewuer ginn?

3. Huet d'Regierung unhand vun deenen Zuelen exakt Impfpläng, fir datt méiglechst séier e groussen Deel vun eiser Populatioun ka geimpft ginn, respektiv schafft si kuerzfristeg unhand vun den evtenuell neien Zuelen esou Impfpläng aus a wéini ginn dës presentéiert?

4. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt eng gutt Previsibilitéit an dëser Saach esouwuel fir d'Akzeptanz vun der Vaccinatioun wéi och fir déi mental Gesondheet vun eiser Populatioun wichteg ass?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et sief am Zesummenhang mat dëser parlamentarescher Ufro vun den honorabelen Deputéierten op de Communiqué vun der Regierung vum 15. Januar 2021 verwisen an deem zum groussen Deel déi jeeweileg Froe beäntwert ginn.

Mat der Liwwerung vun den éischten Impfdose vu Moderna, déi den 11. Januar geliwwert goufen an déi bei déi bis elo scho geliwwerte Pfizer/BioNTech-Dose bäikommen, mat der Commande vun 300 Milliounen zousätzlechen Dosen, déi d'Europäesch Kommissioun mat Pfizer negociéiert huet a mat der Aussiicht op d'Zouloossung vum AstraZeneca-Impfstoff, kann een dovunner ausgoen, datt d'Stocken un Impfdose weiderhi kontinuéierlech eropgoe wäerten.

Opgrond vun de negociéierte Kontrakter vun der Europäescher Kommissioun a virausgesat, dass d'Produktiouns- a Liwwercapacitéite vun den Impffabrikanten dat erlaben, gesäit d'Verdeelung vun den Impfdose fir Lëtzebuerg am Moment follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bis Enn Mäerz wäert Lëtzebuerg viraussiichtlech 78.000 Dose vum Impfstoff vu Pfizer/BioNTech hunn an 8.400 Impfdosen vu Moderna. Mat dësen Impfdose wäerten eng Ronn 43.200 Leit kënne geimpft ginn.

De Kalenner vun de Liwwerunge vun den Impfdosen bis Mäerz gesäit follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dëse Kalenner kann allerdéngs zu all Moment geännert ginn, esoudatt e just ee provisoresche Charakter huet.

Wa bis Enn Mäerz nach zousätzlech Produzenten eng Zouloossung fir den EU-Marché sollte kréien, kommen déi Impfdose bei déi uewegenannten Unzuelen nach eemol derbäi.

De Gesondheetsministère an den Haut-Commissariat à la protection nationale verfollegen déi verschidden Aspekter vun der Impfcampagne ganz genau a kënnen opgrond vun der Arrivée vun neie Commanden, d'Organisatioun rondrëm d'Impfzenteren ëmmer nees adaptéieren.

Am Moment sollen d'Impfdosen, déi Lëtzebuerg geliwwert kritt, en fonction vun der Phas 1 vun der Impstrategie verdeelt ginn, wéi se vun der Regierung de 4. Dezember 2020 arrêtéiert gouf. Dat heescht dës Dose sollen op véier verschidde prioritär Gruppe verdeelt ginn:

- d'Gesondheetsberuffler an d'Personal aus de Spideeler;

- déi liberal Gesondheetsberuffler;

- d'Personal aus den Altersheemer souwéi d'Personal vun de Réseaux d'aide et de soins;

- d'Residenten aus den Altersheemer.

Wéi schonn an der Äntwert op d'Question parlementaire urgente 3443 erkläert, huet d'Regierung nach keng definitiv Decisioun geholl, betreffend d'Priorisatioun vun de Groupes cibles, déi net zu der éischter Phas gehéieren. De Regierungsrot huet den 8. Januar effektiv just eng Propositioun ënnerbreet kritt, betreffend d'Priorisatioun vun den nächste Groupes cibles. Esou wéi bei der Heure d'actualité vum 8. Januar 2021 erkläert gouf, huet d'Regierung decidéiert, dass fir d'éischt d'Eethikkommissioun saiséiert gëtt ier eng definitiv Decisioun geholl gëtt.

D'Impfstoffer géint Covid-19 si sécherlech eng Hoffnungsperspektiv, insofern si bedeitend wäerten dozou bäidroen, dass mir dës Kris, an déi domat verbonne sanitär Moossnamen a Restriktiounen, hannert eis loosse kënnen. Wichteg ass, dass d'Bevëlkerung mat op de Wee geet, fir sech impfen ze loossen. An deem Sënn huet d'Regierung ëmmer da kommunizéiert, wann nei Etappen an der Impfstrategie virleien, a wäert och an Zukunft esou virgoen.

Question urgente 3453 (15.01.2021) de **MM. Marc Spautz** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **aides gouvernementales accordées au secteur Horeca :**

Dans un communiqué de presse, l'ASBL « Don't forget us » affirme que les aides gouvernementales actuellement accordées au secteur Horeca s'avèrent insuffisantes et demande des aides moins timides de la part du Gouvernement respectivement une réévaluation concrète de la situation pour le secteur Horeca.

L'avocat de l'association a dans ce contexte dressé un courrier à Monsieur le Premier Ministre et demande notamment que les promesses de solidarité soient respectées et que les injustices soient éliminées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

- Monsieur le Ministre peut-il suivre les doléances de l'ASBL « Don't forget us » ?

- Le Gouvernement entend-il donner suite à cette lettre ?

- Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il aider davantage le secteur Horeca ?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Nous sommes conscients que les mesures mises en place par le Gouvernement pour endiguer la propagation du Covid-19 ont un impact considérable sur l'économie et notamment le secteur Horeca. Il convient cependant de préciser que nous accompagnons ce secteur en cette période difficile avec une panoplie de mesures de soutien.

Une première indemnité d'urgence pour les micro- et petites entreprises a ainsi été mise en place en mars 2020. Cette aide directe et non remboursable prévoyait une indemnité de 5.000 euros. Une deuxième indemnité d'urgence à hauteur de 5.000 euros pour les micro- et petites entreprises ainsi qu'une indemnité d'urgence à hauteur de 12.500 euros pour les entreprises qui occupent entre dix et 20 personnes ont été créées au mois avril 2020. À cela s'ajoutent deux indemnités d'urgence pour les indépendants à hauteur de 2.500 euros respectivement de 3.000 à 4.000 euros, qui ont été mises en place en avril 2020 respectivement mai 2020.

En juin 2020 un fonds de relance et de solidarité a été créé. Celui-ci prévoyait une aide mensuelle non remboursable de 1.250 euros par salarié et indépendant actif et de 250 euros par salarié qui se trouve au chômage partiel. Cette aide s'étendait de juin 2020 à novembre 2020.

Au mois de décembre 2020 le Gouvernement luxembourgeois a encore renforcé le soutien aux secteurs vulnérables, dont le secteur de l'Horeca en mettant en place des nouvelles aides non remboursables. L'aide de relance a ainsi été prolongée jusqu'au mois de mars 2021. Parallèlement, une aide sous forme de contribution aux coûts pour les entreprises dont les activités sont gravement impactées par la pandémie du Covid-19, a été mise en place. Cette aide pour les coûts non couverts s'applique de novembre 2020 jusqu'en avril 2021. Le salaire de l'indépendant est d'ailleurs également éligible dans le cadre de cette aide.

À ces différentes aides directes et non remboursables en faveur du secteur Horeca s'ajoutent entre autres le chômage partiel et une subvention en capital sous forme d'avance remboursable qui vise à répondre aux besoins de liquidité.

Il convient de noter que la direction générale des classes moyennes a versé environ 65 millions d'euros d'aides au secteur Horeca.

En ce qui concerne le chômage partiel, il y a lieu de noter qu'au 15 janvier 2021 environ 1.839 employeurs du secteur Horeca ont introduit une demande en obtention d'une subvention, 18.010 salariés ont effectivement bénéficié du chômage partiel et un montant total de 131.270.072 euros a été versé aux entreprises de ce secteur.

De mars à juillet 2020, le total des avances à rembourser par les entreprises du secteur Horeca au Fonds pour l'emploi s'élevait à 19.735.305 euros dont 16.836.047 euros (85,3 %) ont été remboursés jusqu'à présent, soit un montant de 2.899.258 euros (14,7 %) qui n'a pas été remboursé. 239 entreprises n'ont pas encore procédé au remboursement de leur créance.

Pour les mois du lockdown de novembre/décembre 2020, la situation se présente comme suit :

En ce qui concerne le traitement des dossiers du secteur Horeca pour le mois de novembre 2020, 1.478 demandes ont été reçues qui concernent environ 8.427 salariés. 972 dossiers ont été payés, 129 dossiers sont en cours de paiement, 4 dossiers sont en cours de traitement et 373 décomptes doivent encore être déposés. Le montant total payé jusqu'à présent pour le mois de novembre 2020 s'élève à 5,37 millions d'euros, 5.906 salariés ont touché une indemnité de compensation.

En ce qui concerne le traitement des dossiers du secteur Horeca pour le mois de décembre 2020, 1.622 demandes ont été reçues qui concernent environ 10.255 salariés. 205 dossiers ont été payés, 78 dossiers sont en cours de paiement, 420 dossiers sont en cours de traitement et 919 décomptes doivent encore être déposés. Le montant total payé jusqu'à présent pour le mois de décembre 2020 s'élève à 2,58 millions d'euros, 1.479 salariés ont touché une indemnité de compensation.

Il convient d'ajouter que le Gouvernement se trouve en échange constant et étroit avec l'Horesca, le représentant du secteur Horeca. Il y a lieu de citer à titre d'exemple l'entrevue du 7 janvier 2021 entre le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, et l'Horesca, l'entrevue du 12 janvier 2021 entre le Ministre du Travail de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Dan Kersch et le Ministre de l'Économie Franz Fayot et l'Horesca, l'entrevue du 13 janvier 2021 entre la Ministre de la Santé, Paulette Lenert, le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, et l'Horesca ainsi que l'entrevue du 15 janvier 2021 entre le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, et l'Horesca. Ces réunions ont donné lieu à des échanges très fructueux, qui ont permis de tirer un bilan de la situation actuelle et d'évaluer différentes mesures ultérieures.

Il convient finalement de souligner que le Gouvernement luxembourgeois analyse l'évolution de la pandémie ainsi que ses conséquences économiques en permanence et, si nécessaire, des mesures de soutien supplémentaires seront mises en place.

Question urgente 3463 (18.01.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transferts de patients d'hôpitaux au Portugal vers des hôpitaux au Luxembourg :**

Le Portugal est confronté à des chiffres d'infections très hauts lors de cette deuxième, voire troisième, vague. Aujourd'hui, le pays compte plus de 4.200 personnes hospitalisées, 600 ayant besoin de soins intensifs. Les hôpitaux sont donc sous forte pression.

En même temps, le nombre d'hospitalisations au Luxembourg s'est réduit de moitié.

La communauté portugaise est la plus grande communauté étrangère au Grand-Duché, avec des liens très profonds entre les citoyens portugais et luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à la Ministre de la Santé :

- Considérant la situation dans notre pays partenaire, le Gouvernement va-t-il offrir, dans les plus brefs délais, aux autorités portugaises de traiter un certain nombre de patients portugais au Grand-Duché ?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

À l'heure actuelle, le Gouvernement n'a pas été approché par ses homologues portugais en vue d'une éventuelle prise en charge de patients portugais au Luxembourg. Si le Portugal venait à adresser une telle demande au Gouvernement luxembourgeois, les différentes possibilités quant à une prise en charge des patients pourraient certes être envisagées à l'instar du dispositif qui avait été mis en place au printemps 2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

au profit des patients issus de la Grande Région. Le nombre de patients qui pourraient être pris en charge devrait cependant être défini en concertation avec les différents établissements hospitaliers et en fonction de leurs capacités.

Question urgente 3464 (18.01.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **privilèges pour les personnes vaccinées contre la Covid-19 :**

An Däitschland huet haut, Sonndeg, den Ausseminister Heiko Maas als éischten däitsche Minister an de Medie gefuerdert, datt Leit, déi geimpft sinn, aner Rechter sollen hunn oder zeréckkréien, wéi Leit, déi nach net geimpft sinn. Ënner anerem fuerdert den Här Maas, datt Leit, déi géint Covid-19 geimpft sinn, solle kënnen éischter a Restauranten oder an de Kino goen dierfen.

Déi genee Zitater vum Heiko Maas aus der „Bild am Sonntag" vum 17. Januar liesen sech esou: „Geimpfte sollten wieder ihre Grundrechte ausüben dürfen." (...) „Es ist noch nicht abschließend geklärt, inwiefern Geimpfte andere infizieren können. Was aber klar ist: Ein Geimpfter nimmt niemandem mehr ein Beatmungsgerät weg. Damit fällt mindestens ein zentraler Grund für die Einschränkung der Grundrechte weg." (...) „Die haben ein Recht darauf, ihre Betriebe irgendwann wieder zu öffnen, wenn es dafür eine Möglichkeit gibt. Und die gibt es, wenn immer mehr Menschen geimpft sind. Denn wenn erst mal nur Geimpfte im Restaurant oder Kino sind, können die sich nicht mehr gegenseitig gefährden."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Lëtzebuerger Regierung déi zitéiert Aussoe vum Heiko Maas an der däitscher Press? Ass et deemno ugeduecht, och zu Lëtzebuerg aner Reegelen opzestelle fir Leit mat a fir Leit ouni Impfung géint Covid-19?

2. Bei enger affirmativer Äntwert, kann d'Regierung erklären, wéi si sech an dësem Fall d'Emsetzung vun ënnerschiddleche Reegele konkreet virstellt?

3. Kann d'Regierung doriwwer eraus soen, wat um nationalen an europäesche Plang a puncto Covid-19-Impfpass ze erwaarden ass? A wat dat jeeweils konkreet fir d'Leit zu Lëtzebuerg bedeit?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

1. Zu Lëtzebuerg, esou wéi och an deenen aneren europäesche Länner huet d'Impfcampagne géint de Covid-19 am Dezember 2020 ugefaangen an ass nach an der Ufanksphas. Et sti limitéiert Quantitéite vu verschiddenen Impfstoffer zur Verfügung. Et ass een deemno net an engem Zenario, wou et e breeden Accès zu engem Vaccin géif ginn, esoudass sech déi Fro, déi den däitschen Ausseminister an der Press opgeworf huet, fir den Ament net stellt. Doriwwer eraus ass och nach net genuch gewosst iwwert d'Effizienz vun deene verschiddene Vaccinen, wat en eventuellt Iwwerdroe vum Virus betrëfft.

2. /

3. Et ass den Ament net méiglech Aussoen ze maachen, iwwer eventuell europäesch Proposen, well déi den Ament net existéieren. De Sujet soll a wäert awer op europäeschem Niveau ze diskutéieren sinn.

Question urgente 3465 (18.01.2021) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant l'**éventuelle obligation du port des masques FFP2 dans les transports en commun :**

Le Gouvernement fédéral autrichien vient d'annoncer que l'Autriche va prolonger son troisième confinement au moins jusqu'au 8 février. L'Autriche a aussi décidé d'imposer, à partir du 25 janvier le port de masques FFP2 dans les magasins et dans les transports en commun.

Selon les médias allemands, l'opérateur ferroviaire allemand « Deutsche Bahn » est lui aussi en train d'examiner la possibilité d'une obligation du port de masques FFP2 à bord de ses trains régionaux et nationaux.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a mené des réflexions en ce qui concerne le port obligatoire de masques FFP2 dans les transports en commun, les gares et l'Aéroport au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ? Dans la négative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à une telle obligation ?

Réponse (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Suite aux mesures prises par le Gouvernement fédéral autrichien d'imposer à partir du 25 janvier le port de masques FFP2 dans les magasins et les transports en commun et d'une idée de la « Deutsche Bahn » d'adopter le cas échéant des règles similaires, l'honorable Député aimerait savoir si une mesure analogue est en réflexions auprès du Gouvernement luxembourgeois.

Tout d'abord, il échet de rappeler que maintes études ont apparemment prouvé que le risque de contagion n'est pas amplifié dans les différents moyens de transports publics.

Ensuite et de façon générale, l'on recommande toujours aux personnes particulièrement vulnérables de se procurer des mesures de protection idéales, dont, entre autres, des masques FFP2.

Enfin, l'article 4 de loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 dispose au paragraphe 2 que « Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé, ainsi que dans les transports publics, sauf pour le conducteur lorsqu'une distance interpersonnelle de deux mètres est respectée ou un panneau de séparation le sépare des passagers. » tout en définissant à l'article 1er point 8 le masque comme étant : « "masque" : un masque de protection ou tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche d'une personne physique. Le port d'une visière ne constitue pas un tel dispositif. »

Au-delà des stipulations de l'article précité de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et au vu du risque d'infection plus élevé pendant la saison hivernale, le Gouvernement recommande le port du masque FFP1 (masque chirurgical) de façon générale dans les transports en commun, par rapport aux autres protections (masques en tissu, buff, écharpe, etc.). Le masque FFP2 reste indiqué surtout pour les personnes vulnérables.

Question urgente 3473 (18.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **stratégie de vaccination des personnes âgées :**

An de Medie konnt ee rezent liesen, datt Norwegen seng Impfstrategie geännert huet, virun allem am Hibléck op déi eeler Leit. Déi norwegesch Gesondheetsbehörd huet domat op Virfäll reagéiert, wou et besonnesch bei eelere Leit, déi zousätzlech an enger gesondheetlech ganz schlechter Verfassung sinn, zu graven Niewewierkungen a Stierffäll komm ass, nodeems dës mat mRNA-baséierten Impfstoffer geimpft goufen.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung déi uewebeschriwwe Virfäll an Norwege bis dato schonn zur Kenntnis geholl?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung hir Impfstrategie am Hibléck op déi eeler Leit, déi an engem gesondheetlech schlechten Zoustand sinn, no den Erkenntnisser, déi Norwege gemaach huet, ze iwwerdenken?

Réponse (19.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Norwegen impft aktuell prioritär eeler Leit an Alters- a Fleegeheimer mat dem Impfstoff Comirnaty (Pfizer/BioNTech). Wéi all Land huet Norwegen och e System vun Iwwerwaachung vun eventuellen Niewewierkunge vun der Impfung. 23 eeler Leit sinn an den Deeg no enger Impfung verstuerwen. Et handelt sech heibäi ëm Leit iwwer 85 Joer, déi Virerkrankungen haten an dofir ganz gebriechlech woren. D'norwegesch Agence vun de Medikamenter stellt an engem Presse-Communiqué vum 15. Januar[7] fest, dass all Woch ongefeier 400 eeler Leit an Alters- a Fleegeheimer an Norwege verscheeden, an dass et dofir net onerwaart ass, dass dobäi elo och Leit sinn, déi viru kuerzem geimpft goufen, well dës Grupp eebe grad prioritär ass, fir d'Impfung ze kréien. D'Agence kann awer net formell ausschléissen, dass eventuell Niewewierkunge vum Vaccin (z. B. Féiwer oder Iwwelzegkeet) bäigedroen hätten zu engem méi schwéieren oder déidleche Verlaf vun enger Virerkrankung.

D'Agence preziséiert an engem Update vun hirem Presse-Communiqué den 19. Januar, dass déi „rapportéiert Fäll keen Impakt op déi norwegesch Impfstrategie hunn".

Et ass heizou ze bemierken, dass zu Lëtzebuerg all Persoun, déi ka geimpft ginn, vun engem Dokter virun der Impfung gesi gëtt, deen decidéiere kann ob schwéier Virerkrankungen oder aner Konterindikatioune virleien, déi géife maachen, dass eng Impfung net virgeholl sollt ginn. Am Zweifelsfall, kann dësen Dokter och Récksprooch mat dem Hausdokter vum Patient huelen. Esou eng systematesch Interventioun vun engem Dokter virun der Impfung ass net an all Länner de Fall. Mir mengen awer, dass dëst wichteg ass, fir de Leit eng zousätzlech Sécherheet ze garantéieren. Et ass eisen Informatiounen no, bis elo zu Lëtzebuerg och net zu Zwëschefäll komm bei den Impfungen an Alters- oder Fleegeheimer.

Question urgente 3481 (20.01.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination :**

Een Artikel op paperjam.lu huet rezent zu der Impfcampagne getitelt: „Tous les soignants ne souhaitent pas se faire vacciner".

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Invitatioune sinn zanter dem 1. Januar 2021 fir den Impfzenter vun der Victor-Hugo-Hal verschéckt ginn?

2. U wéi eng Kategorië vu Leit sinn dës Invitatioune verschéckt ginn?

3. Wéi héich ass den Taux de participation op den Datum vum 20. Januar 2021?

Réponse (20.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Zanter dem 1. Januar 2021 si 5.226 Invitatioune fir den Impfzenter vun der Victor-Hugo-Hal verschéckt ginn.

ad 2. Dës Invitatioune sinn un d'Personal aus dem Secteur „réseaux d'aides et de soins", Ambulanciers vum CGDIS, fräischaffend Dokteren souwéi fräischaffend Gesondheetsberuffler verschéckt ginn.

ad 3. Bis haut, 20. Januar, hu sech 1.637 Leit fir ee Rendez-vous ugemellt, wat engem Taux de participation vun 31,3 % gläichkënnt. Ze bemierke sief allerdéngs, dass den Delai, innerhalb vun deem d'Rendez-vouse geholl kënne ginn, den 21. Januar respektiv de 24. Januar ausleeft. Fir den exakten Taux de participation ze kennen, misst een deemno d'Oflafe vun dësen Delaien ofwaarden.

Question urgente 3482 (20.01.2021) de **Mmes Josée Lorsché** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **scolarisation à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

À en croire divers messages circulant sur les réseaux sociaux, il paraît qu'à cause de la pandémie de Covid-19 et des mesures sanitaires en vigueur, tel le port de masque dans les écoles, un certain nombre de parents d'élèves inscrits à l'enseignement fondamental aient décidé d'enseigner leurs enfants à domicile tout en incitant d'autres parents à en faire de même. Il s'agit bien entendu d'enfants qui ne sont aucunement requis de respecter une quarantaine. Lesdits parents profitent d'ailleurs des réseaux sociaux pour tenter d'organiser des activités éducatives communes, voire recruter des personnes tierces, tels des étudiants qui puissent assurer l'enseignement à domicile de leurs enfants.

1) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est-il au courant de telles absences temporaires de l'école non liées à une quarantaine ou des raisons de maladie ?

2) Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il ?

3) Dans quelle mesure l'enseignement à domicile décidé unilatéralement par les parents est-il conforme au cadre légal en vigueur, notamment à la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire ?

4) En cas de non-conformité de ces initiatives à la législation en vigueur, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre afin de contrecarrer l'absence non justifiée des élèves concernés à l'école ?

Réponse (21.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

L'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire dispose que la formation scolaire obligatoire peut être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Pour les élèves qui doivent suivre un enseignement visant le développement des objectifs prévus à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, ces conditions sont déterminées par l'article 21 de cette même loi repris ci-après :

« Art. 21.

Les parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès du directeur. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le plan d'études.

Dans des circonstances dûment justifiées, notamment si les parents entendent faire donner à leur enfant un enseignement à distance, le directeur peut accorder une dispense d'enseignement de l'une ou de l'autre matière prévue à l'article 7.

L'enseignement à domicile est soumis au contrôle du directeur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé au directeur de procéder au contrôle. »

Dès introduction d'une demande par des parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile, le directeur de région examine la recevabilité de la demande par une analyse du ou des motifs précisés par les parents.

Au cas où un élève profite, sous les conditions imposées par les dispositions légales citées ci-devant, d'un enseignement à domicile, il incombe au directeur de région d'assurer le contrôle de l'enseignement dispensé et de veiller à ce que les compétences visées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental soient progressivement développées. Ainsi, il est assuré que l'élève bénéficiant d'un enseignement à domicile satisfait à l'obligation scolaire.

Il va sans dire qu'une décision unilatérale des parents de soumettre leur enfant à un enseignement à domicile est contraire aux dispositions légales en vigueur. Au cas où un élève manque momentanément les cours sans motif valable, l'équipe pédagogique entre en contact avec les représentants légaux pour les informer sur les dispositions légales en vigueur en matière d'obligation scolaire. Si l'intervention de l'équipe pédagogique ne débouche pas sur le retour de l'élève à l'école, le président du comité d'école en informe, suivant l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, le bourgmestre. Il revient légalement au Collège des bourgmestre et échevins de mettre les parents en demeure par écrit dans les huit jours de se conformer à la loi et de leur rappeler les sanctions pénales prévues par la loi. À défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire, l'infraction commise est punie d'une amende de 25 à 250 euros.

Après consultation des directions de région de l'enseignement fondamental, celles-ci ont confirmé ne pas avoir été confrontées à des situations telles que décrites par les honorables Députées. Si le contrôle du respect de l'obligation scolaire incombe en première ligne aux autorités communales, il me tient à cœur que chaque élève puisse bénéficier d'un enseignement de qualité lui permettant de développer ses compétences en tenant compte de son rythme d'apprentissage. Les équipes pédagogiques des écoles fondamentales luxembourgeoises prennent en collaboration avec les directions de région toutes les précautions nécessaires pour assurer que leurs élèves puissent fréquenter les cours dans le respect des recommandations sanitaires.

[7] https://legemiddelverket.no/nyheter/covid-19-vaccination-associated-with-deaths-in-elderly-people-who-are-frai

N°23
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 23 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Mesures de lutte contre la pandémie p. 827
Études universitaires de médecine au Luxembourg p. 844
Rapport d'activité de l'Ombudsman (2018) p. 859

Sommaire des séances publiques nos 56 à 58 p. 875
Sommaire des questions parlementaires p. Q469

56e séance Jeudi 16 juillet 2020
57e séance Mardi 21 juillet 2020
58e séance Mercredi 22 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

1re partie de la session 2021 de l'APCE en hybride

Liberté d'expression et vaccin anti-Covid à l'ordre du jour

Après l'annulation de deux sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) en 2020 et une autre session tenue de manière virtuelle, la première session 2021 du 25 au 28 janvier a eu lieu de manière hybride, c'est-à-dire qu'une partie des membres ont pu se rendre à Strasbourg tout en respectant les mesures sanitaires alors que d'autres se sont connectés à distance.

Comme chaque année, toutes les délégations nationales ont présenté leurs pouvoirs ; ceux de la Russie ont été contestés par un certain nombre de délégations pour des raisons substantielles. Après un débat sur la question, les pouvoirs de la délégation russe ont été ratifiés et la délégation a donc le droit de siéger à l'Assemblée.

La session a été marquée par deux débats d'actualité : le premier sur l'arrestation et la détention d'Alexeï Navalny en janvier 2021 et le deuxième sur la liberté d'expression menacée par les « géants du Web ».

Un autre sujet abordé concernait les considérations éthiques, juridiques et pratiques des vaccins contre la Covid-19. Dans le cadre de ce débat, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, s'est adressé aux parlementaires.

M. Gusty Graas, président de la délégation luxembourgeoise, a souligné dans son intervention qu'il était nécessaire de persuader les gens de se faire vacciner, compte tenu d'une certaine insécurité parmi la population qui est liée au développement rapide du vaccin et aggravée par la diffusion de fausses informations. Il a ajouté qu'il fallait mener un débat serein sur le vaccin pour essayer de convaincre la population sans exercer de pression, car la décision de se faire vacciner doit rester une décision personnelle. Il a précisé que l'une des priorités devait être de permettre à chacun l'accès à un vaccin sûr, efficace et gratuit.



M. Gusty Graas lors de son intervention à distance

Lors de cette session, le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, tout comme le Ministre fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne, M. Heiko Maas, dans le cadre de la présidence allemande du Comité des Ministres, se sont adressés aux députés.

Parmi les autres sujets à l'ordre du jour figuraient notamment le profilage ethnique, les restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe ainsi que la discrimination à l'égard des personnes atteintes de maladies chroniques et de longue durée, l'indépendance des juges en Pologne et en République de Moldova, la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et l'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Claude Wiseler (CSV), M. Claude Haagen (LSAP) et Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).

L'APF a tenu sa 46e session par visioconférence sur cinq continents

Distribution équitable des vaccins et promotion de la démocratie

En raison de la situation sanitaire, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a, pour la première fois, réuni son Assemblée plénière en visioconférence les 28 et 29 janvier 2021. Cette 46e session, placée sous le thème « les parlements francophones face à la crise de la Covid-19, perspectives pour demain », a réuni plus de 350 participants issus de 46 sections de l'APF.

Les participants se sont longuement échangés avec la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, sur les priorités politiques de la Francophonie telles que la consolidation des systèmes démocratiques, l'enregistrement à l'état civil, l'éducation, la jeunesse ainsi que l'égalité entre femmes et hommes et la diversité linguistique.

Par ailleurs, les parlementaires ont adopté dix résolutions dont notamment celle sur la distribution universelle et équitable des vaccins contre la Covid-19.

Dans un contexte de compétition inédite entre États aux revenus et moyens inégaux pour se réserver et s'approprier les doses de vaccins, 80 % des vaccins produits dans le monde ont en effet été achetés par une dizaine de pays riches.

Les parlementaires prônent la mise en place de mécanismes qui permettent le partage de connaissances, technologies, savoir-faire et de propriété intellectuelle pour le développement rapide de sites de production, la fabrication de génériques à faibles coûts et la distribution de vaccins. Une suspension temporaire des droits à la propriété intellectuelle permettrait de traiter et de vacciner plus rapidement un maximum de personnes dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

En tant que trésorier de l'APF, M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) a présenté les comptes de l'année 2019 au cours de cette session.

L'Administration parlementaire accompagne l'action de la Chambre des Députés dans ses fonctions législatives et politiques.
Ainsi, les 60 députés peuvent, au quotidien, compter sur le support de plus de 100 fonctionnaires et salariés.

Si vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel et que vous voulez mettre votre talent au service de la première institution du pays, veuillez noter que le Service informatique, en pleine évolution, désire recruter le profil suivant :

un INGÉNIEUR système (m/f)
(Windows, Unix, Linux, WSUS, Active Directory, etc.)
à temps complet et à durée indéterminée (réf. CHD 50)

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

Le Président a reçu…



… S. E. M. Dmitri Lobanov, Ambassadeur de la Fédération de Russie

1re partie du Forum parlementaire transatlantique de l'APOTAN

Quelques semaines après les émeutes de Washington et l'investiture du 46e Président des États-Unis, M. Joe Biden, les membres de la délégation des États-Unis ont rencontré leurs homologues de l'Europe et du Canada le 3 février 2021 par visioconférence afin de discuter des priorités de la nouvelle administration dans le cadre du Forum parlementaire transatlantique.

« La nouvelle administration Biden s'engagera à revigorer et à renforcer le lien transatlantique qui doit se caractériser par une relation fondée sur le respect et la confiance », a lancé d'emblée le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN), M. Gerald E. Connolly (États-Unis). Il a expliqué que l'une des premières conversations téléphoniques du nouveau Président Biden fut celle avec M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN. Au cours de cette conversation, le Président Biden a réaffirmé le soutien inébranlable des États-Unis envers l'Alliance et notamment l'article 5 du traité ainsi que son intention de consulter et de travailler ensemble avec les partenaires sur les préoccupations communes en matière de sécurité.

Aux yeux du Président de l'APOTAN, il faut également fortifier l'engagement de l'Alliance pour les valeurs démocratiques, raison pour laquelle il a plaidé en faveur de la création d'un Centre de coordination de la résilience démocratique au sein de l'OTAN pour aider les pays membres et partenaires à consolider leurs institutions démocratiques.

Les parlementaires présents ont également débattu des menaces communes pour les alliés, du traité New Start relatif à la réduction des armes stratégiques, du Plan d'action global commun (PAGC), c'est-à-dire de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, et des questions urgentes liées à la Chine.

La Chambre était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), Mme Nancy Arendt (CSV), M. Gilles Baum (DP), Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) et M. Sven Clement (Piraten).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 23** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Dispositif du reclassement professionnel

7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Le présent projet de loi vise à modifier le dispositif du reclassement professionnel suite à de nombreuses réunions avec les différents acteurs concernés.

Les nouvelles améliorations prévues par le présent projet de loi visent à optimiser les procédures en matière de reclassement professionnel en vigueur, à améliorer la situation financière des personnes en reclassement professionnel et à tenir compte des critiques et suggestions formulées par les bénéficiaires du reclassement professionnel, les syndicats et les employeurs.

Ainsi, les médecins du travail compétents, qui actuellement n'ont la possibilité de saisir la Commission mixte qu'en vue d'un reclassement interne, pourront désormais saisir directement la Commission mixte en vue d'un reclassement externe.

Les médecins du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) seront compétents pour examiner les personnes en procédure de reclassement sans contrat de travail. À l'heure actuelle, ces examens médicaux sont encore effectués par le Service de santé au travail multisectoriel.

Le projet de loi 7309 prévoit par ailleurs d'abroger la disposition qui prescrit qu'un salarié a dû occuper un poste à risque afin de pouvoir bénéficier d'un reclassement professionnel.

Le projet de loi réintroduit également la disposition selon laquelle les salariés en reclassement professionnel faisant partie de l'effectif de l'entreprise sont pris en compte pour le calcul des quotas relatifs aux personnes ayant le statut de salarié handicapé. Dès lors, il sera possible qu'un salarié qui devrait bénéficier d'un reclassement interne ne l'obtient pas si le quota est dépassé et il sera reclassé en externe. Les employeurs étaient demandeurs pour réintroduire ce concept dans la législation sur le reclassement professionnel.

Pour les entreprises dont l'effectif dépasse 25 salariés, le salarié qui n'est pas reclassé en interne pour des raisons dûment motivées aura droit à une indemnisation de la part de l'employeur. Pour les entreprises dont l'effectif est égal ou inférieur à 25 salariés, les salariés reclassés en externe recevront aussi une indemnisation de la part de l'employeur et ce dernier se verra rembourser par le Fonds pour l'emploi.

Actuellement, la réduction de tâche d'un salarié reclassé en interne peut atteindre 50 pour cent d'un temps plein. Or, dans bon nombre de cas, cette réduction de tâche est le résultat d'un arrangement entre le salarié concerné et son employeur, ce qui, dans certains cas, maximise indûment l'indemnité compensatoire à prendre en charge par le Fonds pour l'emploi. Le présent projet de loi vise à remédier à de telles situations abusives en redéfinissant les modalités de la réduction de tâche.

En cas de réévaluation médicale constatant qu'une réduction du temps de travail n'est plus adaptée, la décision de la Commission mixte ne prendra désormais effet qu'après un délai de douze mois.

Le projet de loi prévoit que les décisions relatives à l'indemnité professionnelle d'attente et l'indemnité compensatoire relèvent désormais de la compétence de l'Agence pour le développement de l'emploi.

L'ADEM deviendra également compétente pour organiser et, le cas échéant, pour imposer une formation professionnelle continue destinée aux salariés en reclassement.

Les contrats concernant les travaux d'utilité publique effectués par des salariés en reclassement peuvent être désormais annulés pour des motifs graves.

L'actuelle ancienneté de dix ans avant qu'un salarié puisse être reclassé sera ramenée à trois ans. Les syndicats ont particulièrement insisté sur cette disposition, étant donné qu'elle limitait fortement l'accès au reclassement.

Finalement, le projet de loi règle différemment le calcul de l'indemnité compensatoire. À l'heure actuelle, celle-ci est diminuée des avantages financiers accordés par l'entreprise à ses salariés, de sorte que le salarié reclassé n'en bénéficie pas et reste toujours au même niveau de rémunération. Désormais, le niveau de l'indemnité compensatoire sera fixé une fois pour toutes et le salarié concerné saura bénéficier des avantages financiers accordés par l'employeur.

À l'état actuel des choses, tant les employeurs que les syndicats revendiquent avec insistance que le compromis qui s'est matérialisé dans l'actuel projet de loi soit évacué au plus vite, tout en attendant que d'autres aspects importants soient solutionnés dans une étape ultérieure.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.05.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Georges Engel) :

09.01.2020	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.01.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite des travaux)
14.05.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
13.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 24 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 663, page 1

Renforcement des effectifs du tribunal administratif

7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi n° 7528 propose de renforcer les effectifs du tribunal administratif par trois juges supplémentaires, à savoir un vice-président, un premier juge et un juge, ceci à partir de la rentrée judiciaire 2020.

Le projet de loi n° 7124 instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification : 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, déposé le 21 mars 2017, prévoit déjà un renforcement des effectifs du tribunal administratif par trois magistrats supplémentaires. Ce renforcement a été avisé favorablement par le Conseil d'État dans son avis du 28 novembre 2017 portant sur le projet de loi n° 7124.

Tel qu'il ressort du rapport relatif au fonctionnement du tribunal administratif du 16 septembre 2018 au 15 septembre 2019, il importe que le tribunal administratif dispose des nouveaux magistrats dès la rentrée judiciaire 2020-2021. Le projet de loi n° 7528 détache la disposition relative au renforcement des effectifs du projet de loi n° 7124 et en fait un projet de loi à part.

Dans le même ordre d'idées, l'adaptation de l'article 12 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévue au projet de loi n° 7307 est détachée et intégrée au projet de loi n° 7528. Le texte proposé tient compte de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature, qui a créé, avec effet au 16 septembre 2020, un deuxième poste de premier substitut au sein du parquet près le tribunal d'arrondissement de Diekirch. Le texte proposé au projet de loi n° 7307 innove cependant en proposant la création d'un poste de juge d'instruction directeur au sein du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch est composé depuis la création de cette juridiction, soit depuis 169 années, d'un seul juge qui est toujours de service, hormis les weekends et la période de service réduit pour lequel il existe un roulement entre les dix juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le juge d'instruction. Ces premiers, pour la plupart non spécialisés dans ce domaine d'activité spécifique, ne posent que les actes urgents et ponctuels, qui sont nécessités pour les besoins de l'instruction pénale. Il en suit que l'instruction de l'ensemble des affaires reste à charge du seul juge d'instruction en fonctions. Ainsi, le poste de juge d'instruction au tribunal d'arrondissement de Diekirch constitue un poste à grande responsabilité compte tenu de ce que son titulaire gère actuellement seul les dossiers d'instruction de tout un arrondissement judiciaire.

Vu que les autopsies sont pratiquées au Laboratoire national de santé à Dudelange, le juge d'instruction doit se rendre pour chacune d'elles de Diekirch à Dudelange. Pour surmonter cette charge de travail et afin d'assurer que tous les devoirs d'instruction urgents soient accomplis dans les délais impartis, le titulaire actuel est obligé de faire des heures supplémentaires plusieurs jours par semaine, pratiquement chaque weekend et pendant une partie des vacances judiciaires.

Contrairement au tribunal d'arrondissement de Diekirch, où un seul magistrat exerce la fonction de juge d'instruction et où l'effectif du cabinet d'instruction n'a pas suivi l'augmentation en nombre et complexité des dossiers, induite notamment par l'expansion démographique de l'arrondissement judiciaire de Diekirch, le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été substantiellement renforcé au cours de la dernière décennie, et ce à plusieurs reprises.

La répartition des effectifs de magistrats exerçant les fonctions de juge d'instruction entre le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le tribunal d'arrondissement de Diekirch n'est ainsi pas proportionnelle par rapport aux dossiers qui y sont traités.

Au cours de l'année 2018, 1.533 nouvelles affaires ont été inscrites au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; ces affaires sont réparties entre les 13 juges d'instruction qui se sont en outre spécialisés.

Pendant la même période de référence, 236 nouvelles affaires ont été inscrites au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Dans un souci de garantir un parallélisme avec le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le poste supplémentaire de juge d'instruction à créer auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch devra être un poste de juge d'instruction directeur. Vu que le cabinet d'instruction de Diekirch sera composé non seulement de deux magistrats, mais également de greffiers, la création d'un poste de direction s'impose.

Finalement, la création d'un poste de juge d'instruction directeur auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch contribue à améliorer les perspectives de carrière au sein de son cabinet d'instruction et à prévenir une perte d'expérience lorsqu'un juge d'instruction postule pour une autre fonction judiciaire.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 25.02.2020

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

06.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
01.07.2020	Présentation et examen des amendements gouvernementaux
09.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 5 août 2020

Mémorial A : 2020, n° 671, page 1

Études universitaires de médecine au Luxembourg

7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique consiste dans la création d'études spécialisées en médecine au sein de l'Université du Luxembourg. Trois domaines de spécialisation ont été retenus, à savoir la médecine générale, la neurologie et l'oncologie médicale.

Le projet de loi fait suite à la décision du 22 mars 2017 du Gouvernement en conseil visant à développer les études universitaires de médecine au Luxembourg et à contribuer ainsi à la pérennisation de l'approvisionnement en médecins au Luxembourg.

Le présent projet fixe les conditions d'admission et la durée minimale des études, ainsi que le nombre d'ECTS attribué aux différents programmes. Il définit les contenus théoriques et pratiques des spécialisations, de même que les acquis d'apprentissage. Il détermine par ailleurs les indemnités mensuelles des médecins en voie de formation et des maîtres de stage et règle la participation financière du maître de stage ou de l'établissement hospitalier à ces indemnités.

Tout d'abord, il faut préciser que l'admission aux études spécialisées en médecine est réservée aux étudiants, désignés ci-après par « médecins en voie de formation », qui ont réussi leur formation médicale de base.

Les études spécialisées en oncologie médicale et en neurologie ont une durée de cinq années et sont sanctionnées par un diplôme d'études spécialisées en médecine situé au niveau 8 du cadre luxembourgeois des qualifications. Elles intègrent deux semestres de recherche biomédicale ou clinique.

Les études spécialisées en médecine générale durent quatre années et intègrent deux semestres de recherche. Ces études sont sanctionnées par un diplôme d'études spécialisées en médecine dans le domaine de la médecine générale, situé au niveau 8 du cadre luxembourgeois des qualifications.

Afin d'augmenter l'attractivité des études spécialisées en médecine générale, le législateur admet une certaine flexibilité relative au volet de la recherche. Les médecins en voie de formation pourront notamment décider de renoncer aux deux semestres de recherche. Ainsi, ils peuvent terminer leurs études en seulement trois années, après avoir réussi aux modules d'enseignement théoriques et cliniques. Dans ce cas de figure, les médecins en voie de formation obtiennent un diplôme de master en médecine générale. Par contre, le diplôme d'études spécialisées en médecine générale reste réservé aux médecins en voie de formation qui accomplissent les deux semestres de recherche. Ceux-ci se verront également attribuer le diplôme de master en médecine générale.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27.02.2020

Rapporteurs : Mme Francine Closener et M. André Bauler

Travaux communs de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) et de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

09.06.2020	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation de deux rapporteurs
16.06.2020	Continuation des travaux
24.06.2020	Continuation des travaux
25.06.2020	Continuation des travaux
01.07.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements
15.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.07.2020

Loi du 31 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 662, page 1

Formation professionnelle

7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a comme objet d'aligner le Code du travail ainsi que la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sur les derniers changements législatifs portant sur la formation professionnelle.

Les modifications apportées au Code du travail visent, entre autres, à augmenter le congé de récréation annuel accordé aux élèves stagiaires de vingt-cinq à vingt-six jours.

Par ailleurs, les accompagnateurs des candidats participant à des championnats ou à des concours nationaux ou internationaux en relation avec la promotion de la formation professionnelle peuvent désormais prétendre au congé individuel de formation. Jusqu'à présent, seuls les élèves candidats avaient droit à ce congé.

Afin de redresser les erreurs matérielles qui se sont glissées dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, le présent texte vise à modifier plusieurs dispositions légales portant sur l'organisation, l'évaluation et l'orientation de la formation professionnelle.

Il est, entre autres, prévu que les modules de stages sont évalués conjointement par l'Office des stages et l'entreprise formatrice et que les diplômes et certificats de la formation professionnelle sont réintégrés dans le dispositif de la validation des acquis de l'expérience.

En plus, les auteurs proposent de réduire d'une année le programme de quatre formations menant au certificat de capacité professionnelle (CCP).

Dans le but d'attirer plus de candidats aux formations de serveur de restaurant, de cuisinier, de commis de vente et d'aide-ménagère, celles-ci peuvent désormais être terminées en deux années.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
10.07.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 14 août 2020

Mémorial A : 2020, n° 707, page 1

Professeurs-candidats sursitaires

7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Le présent projet de loi vise à régulariser la situation des professeurs-candidats dits « sursitaires » pour ne pas avoir accompli le travail de candidature leur permettant d'être nommés professeurs.

Ainsi, le texte propose trois possibilités afin d'accéder à la fonction de professeur :

- la remise d'un travail dans l'intérêt de l'Éducation nationale :

Une première alternative à la remise du travail de candidature consiste dans l'élaboration, sous l'égide du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), de matériels didactiques qui seront mis à disposition des acteurs de l'Éducation nationale.

- la prestation de leçons supplémentaires :

Pour être dispensés du travail de candidature, les candidats sursitaires peuvent aussi opter pour la prestation d'un certain nombre d'heures supplémentaires.

Concrètement, les candidats prestant une tâche complète peuvent bénéficier d'un crédit annuel de 120 heures supplémentaires.

Ce crédit est automatiquement imputé à leur compte épargne-temps, mais ne peut jamais dépasser le maximum annuel prévu par la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique.

Par ailleurs, ces leçons ne peuvent pas être rémunérées.

- le travail de candidature :

À côté des deux nouvelles options introduites par cette présente loi en projet, les candidats peuvent toujours choisir la voie régulière qui consiste dans la remise de leur travail de candidature.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
10.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.07.2020
Loi du 2 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 739, page 1

Covid-19 : investissements des entreprises

7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'inciter les entreprises, qui se trouvent en difficulté financière suite à une baisse significative de leur chiffre d'affaires, à réaliser des investissements qui auraient été annulés ou reportés en raison de la crise économique provoquée par la pandémie du Covid-19.

À cette fin, le dispositif légal distingue trois types d'aides à l'investissement différentes :

1. en faveur de projets de développement qui visent notamment l'extension d'un établissement ou la diversification de la production ;

2. en faveur de projets d'innovation de procédé et d'organisation qui favorisent la mise au point de méthodes de production nouvelles ou sensiblement améliorées ;

3. en faveur de projets d'efficacité énergétique ou de dépassement des normes.

Ce régime d'aides se différencie des autres régimes mis en place dans le contexte de l'actuelle crise. Les aides qu'il prévoit ne se limitent pas à atténuer la perte de revenus, mais visent à inciter les entreprises à réaliser des investissements stratégiques leur permettant de s'adapter à un nouvel environnement. Il en découle que sont exclus du présent régime d'aides les investissements liés à la création d'une nouvelle entreprise, les investissements liés aux coûts de fonctionnement, tel que le simple remplacement d'équipements, ainsi que les investissements visant à se conformer aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22.05.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
02.07.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
14.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
16.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
02.07.2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 640, page 1

Covid-19 : mesures « Neistart Lëtzebuerg » I

7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

La pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires imposées au Luxembourg et à l'étranger ont pesé et pèsent lourdement sur l'activité économique dans les secteurs du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer le fonds de relance et de solidarité annoncé dans le cadre du paquet de mesures appelé « Neistart Lëtzebuerg ». Le régime d'aides afférent incitera les entreprises concernées à redémarrer leurs activités. L'aide prend la forme d'une subvention en capital, exempte d'impôts, et devra être demandée par l'entreprise pour chaque mois pour lequel elle souhaite être soutenue. Le montant de l'aide mensuelle est calculé sur base du nombre de salariés à temps plein de l'entreprise et de travailleurs indépendants (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise), de sorte qu'une entreprise pourra recevoir au cours du mois pour lequel l'aide est sollicitée 1.250 euros par travailleur indépendant (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise) et par salarié en activité et 250 euros par salarié au chômage partiel complet.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 641, page 1

Covid-19 : mesures « Neistart Lëtzebuerg » II

7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

L'objet du projet de loi sous rubrique est d'instaurer une aide de relance en faveur du commerce de détail dont la création a été annoncée parmi les 23 mesures du paquet appelé « Neistart Lëtzebuerg ».

L'aide proposée bénéficiera aux entreprises du commerce de détail ainsi que celles dont l'activité y est assimilée. Ces activités sont énumérées à l'annexe du projet de loi. Les entreprises concernées doivent répondre aux critères de microentreprise, petite entreprise et moyenne entreprise.

L'aide prend la forme de subventions en capital mensuelles dont le montant est calculé sur base du nombre de salariés de l'entreprise et de travailleurs indépendants (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise). Elle ne peut dépasser 50.000 euros par mois. L'aide devra être demandée pour chaque mois pour lequel l'entreprise souhaite être soutenue. La demande d'aide peut être faite jusqu'au dernier jour du mois suivant le mois auquel elle se rapporte.

L'aide est allouée pour les mois de juillet, août et septembre 2020 et est subordonnée à différentes conditions parmi lesquelles le fait d'avoir été obligé d'arrêter ses activités en raison de l'interdiction de l'accueil de public imposée par règlement grand-ducal du 18 mars 2020 ou d'avoir une perte du chiffre d'affaires d'au moins 50% entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020, de ne pas percevoir de subventions de chômage partiel pour le mois pour lequel l'aide est demandée et de ne pas procéder à des licenciements économiques au cours des mois de juillet, août et septembre 2020.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 642, page 1

Convention fiscale LU-Botswana

7615 - Projet de loi portant approbation de l'«Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver la Convention fiscale avec la République du Botswana.

Les conventions fiscales visant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune constituent un outil essentiel non seulement de la politique fiscale luxembourgeoise, mais aussi dans le développement des relations économiques entre les pays signataires. En effet, une répartition claire des compétences fiscales en ce qui concerne les personnes physiques et les personnes morales facilite et encourage l'échange de biens et de services ainsi que le mouvement de personnes, de capital et de technologies entre les deux États.

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands efforts afin de moderniser, d'améliorer et de compléter son réseau de conventions fiscales, notamment avec les pays d'Afrique.

La Convention entre le Luxembourg et le Botswana vise à promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en réduisant au minimum les pratiques de chalandage fiscal. Au préambule de la Convention, il est précisé qu'il s'agit d'éliminer la double imposition, et ce sans créer des possibilités de double non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale.

Ceci répond aux nouveaux standards de l'action 6 des travaux sur les problèmes de l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, encore connus sous sa dénomination anglaise BEPS de l'OCDE.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
14.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 14 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 709, page 1

Adaptations fiscales LU-Kazakhstan

7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver le Protocole du 14 octobre 2019 relatif à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

À la demande de la République du Kazakhstan, le Protocole entend modifier les dispositions de l'article 10 de la Convention concernant l'imposition des dividendes par l'ajout d'un paragraphe 2-1, ce dernier prévoyant l'exemption de la retenue à la source sous certaines conditions.

Le paragraphe mentionné introduit que les dividendes payés par une société qui est résidente d'un État contractant sont imposables dans l'autre État contractant si le bénéficiaire effectif de ces dividendes est, pour le Luxembourg, « le Gouvernement du Luxembourg ou l'une de ses collectivités locales, la Banque centrale du Luxembourg, la Société nationale de crédit et d'investissement ou toute autre institution entièrement détenue par le Gouvernement du Luxembourg lorsqu'il en aura été convenu ainsi périodiquement par les autorités compétentes des États contractants » et, pour le Kazakhstan, « le Gouvernement de la République du Kazakhstan ou l'une de ses collectivités locales, la Banque nationale de la République du Kazakhstan ou toute autre institution entièrement détenue par le Gouvernement de la République du Kazakhstan lorsqu'il en aura été convenu ainsi périodiquement par les autorités compétentes des États contractants ».

Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications indiquant l'accomplissement des procédures requises par la législation nationale respective pour la mise en vigueur du Protocole et sera applicable dans les deux États contractants pour toute période imposable commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le Protocole entrera en vigueur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020

Loi du 14 août 2020

Mémorial A : 2020, n° 708, page 1

Covid-19 : mesures de lutte contre la pandémie

7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

La loi en projet est destinée à prendre le relais des deux lois du 24 juin 2020 : la première portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments et la seconde portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19. Elle est limitée dans le temps et cessera d'être en vigueur le 30 septembre 2020, à l'exception des articles 13 et 14 modifiant les dispositifs légaux en matière de médicaments.

Afin de faciliter la lisibilité des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le présent projet de loi se propose ainsi d'adapter, voire de compléter les mesures prévues par les lois précitées et de les fusionner en un seul texte de loi.

Face au nombre croissant de nouvelles infections diagnostiquées chaque jour, il faut redouter l'émergence d'une seconde vague qui pourrait mettre à mal les capacités du système sanitaire luxembourgeois. Il apparaît également qu'un grand nombre de ces infections est acquis dans des situations où la distanciation physique et les gestes barrières ne sont pas respectés, surtout dans des contextes privés.

Au vu de cette situation, le projet de loi vise à imposer à nouveau des mesures plus restrictives, y compris dans l'espace privé, et ceci afin de ne pas compromettre à terme d'autres activités économiques et sociales qui sont encore sujettes à des mesures restrictives.

Par contre, dans le cadre de la stratégie progressive de déconfinement, le projet de loi supprime les restrictions existantes en matière d'activités sportives et culturelles pour les acteurs sportifs et culturels pendant la pratique de leurs activités.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.07.2020

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.07.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.07.2020 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
14.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 17 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 624, page 1

Délais de déclaration et d'échange d'informations fiscales

7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19

Le présent projet de loi procède à des adaptations ponctuelles des délais de déclaration et d'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité, afin de répondre aux répercussions importantes de la crise liée au Covid-19 sur le fonctionnement des entreprises et des administrations publiques.

En effet, la Commission européenne a été amenée à proposer en date du 8 mai 2020 une proposition de directive visant à tenir compte de cette situation exceptionnelle. Sur cette base, la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19 permet ainsi aux États membres d'adapter certains délais fixés en matière d'échange d'informations en matière fiscale.

Pour les mêmes raisons, le projet de loi sous rubrique vise à également proroger les délais spécifiques pour les échanges d'informations dans le cadre de « l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions de la législation des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations », également connu sous FATCA.

Ainsi, il est premièrement proposé de reporter de trois mois le délai endéans lequel les institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont tenues de déclarer à l'Administration des contributions directes les informations visés à l'annexe I de la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA. Sont uniquement concernées par ce report les informations se rapportant à l'année civile 2019.

Deuxièmement, il est proposé de reporter de trois mois le délai en matière de transmission des informations par les institutions financières déclarantes luxembourgeoises à l'Administration des contributions directes ainsi que le délai de communication de ces informations par l'Administration des contributions directes aux autres autorités compétentes dans le cadre de l'échange automatique d'informations mis en place par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD). La prorogation des délais à laquelle il est ainsi procédé est de nature limitée et proportionnée alors que sont uniquement concernées par ce report les informations se rapportant à l'année civile 2019.

Troisièmement, le projet de loi propose de modifier la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration. Il est notamment proposé de reporter de six mois le point de départ des délais de déclaration des dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration qui seront mis à disposition pendant la période du 1er juillet 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Les dispositifs transfrontières dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 30 juin 2020 devront désormais faire l'objet d'une déclaration jusqu'au plus tard le 28 février 2021, impliquant donc un délai supplémentaire de déclaration de six mois. Enfin, la date à laquelle aura lieu le premier échange automatique d'informations entre autorités compétentes sera également décalée de six mois.

Les modifications apportées à la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration se justifient notamment par la circonstance que la mise en place par les intermédiaires et contribuables concernés des procédures internes nécessaires pour se conformer à leurs obligations de déclaration en vue de l'entrée en vigueur de cette loi au 1er juillet 2020 a pu être perturbée par la crise liée au Covid-19.

Il est important de noter que les modifications introduites par le présent projet de loi se limitent uniquement à proroger des délais de déclaration dans le but d'apporter une réponse circonstanciée et limitée aux difficultés rencontrées par les entreprises à respecter les délais susmentionnés dans le cadre de la crise liée au Covid-19. Les adaptations proposées par le présent projet de loi n'affectent en aucun cas la substance des obligations des déclarations mises en place par la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration et la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Plus précisément, le contenu et l'étendue des obligations de déclaration avant la déclaration de l'état de crise restent inchangés après l'entrée en vigueur de la présente loi modificative.

En dernier lieu, le présent projet de loi propose de modifier la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise. D'une part, l'article 4, paragraphe 1er, de cette loi est clarifié et une correction est apportée au texte de l'article 4, paragraphe 3, de cette même loi. D'autre part, le présent projet contient une dérogation temporelle au délai de prescription en matière d'impôt foncier.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.07.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
17.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020

Loi du 24 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 638, page 1

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

SÉANCE 56

JEUDI
16 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

- *M. David Wagner*

3. 7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

- *Mme Martine Hansen*
- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gilles Baum (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz et Mme Octavie Modert) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Sven Clement, M. Michel Wolter, M. Gilles Roth et M. Claude Haagen) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Georges Engel)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Georges Engel, M. Sven Clement, M. Gilles Roth, M. le Ministre Dan Kersch, M. Claude Haagen, M. Roy Reding, M. Michel Wolter, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Yves Cruchten, M. Marc Goergen) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (interventions de Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener (intervention de Mme Martine Hansen) - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

Ech ginn d'Wuert un den Här David Wagner fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt heimadder am Numm vun der Sensibilité politique déi Lénk eng Proposition de loi deposéieren. Mir sinn eis jo all eens, datt d'Aspäre vu Kanner keng Plaz huet an enger Gesellschaft, déi sech als demokratesch bezeechent. Allerdéngs ass dat duerch d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung nach ëmmer erlaabt, an zwar doduerch, datt d'Flüchtlingskanner fir bis zu siwen Deeg an de sougenannte Centre de rétention kënnen agespaart ginn.

Dat ass méiglech ginn, wou mer an dëser Chamber am Joer 2017 d'Maximaldauer vum Aspäre vu Kanner an de Retentiounscenter vun dräi op siwen Deeg eropgesat haten, wat och deemools ganz schaarf vum Commissaire aux droits de l'homme vum Europarot kritiséiert gouf. Niewebäi hate mer och nach an deem selwechte Gesetz eng aner Modifikatioun erabruecht, déi et räichen Auslänner méi einfach gemaach huet, sech hei ze installéieren.

Dofir schléit dës Gesetzespropos vir, eng Partie Artikele vun dräi verschiddene Gesetzer ëmzeänneren, an zwar d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den Accueil vun den Demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, d'modifizéiert Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen a iwwert d'Immigratioun an d'Gesetz vum 28. Mee 2009 zur Schafung an der Organiséierung vum Centre de rétention.

Här President, e Flüchtlingskand ass virun allem e Kand, a keng aner Iwwerleeung, keen aneren Interessi, och net dee vun engem Staat, soll iwwert d'Rechter vun engem Kand priméieren. Dat ass zu Lëtzebuerg elo net de Fall.

Ech zitéieren de Comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant: « [...] la détention d'un enfant au motif du statut migratoire de ses parents constitue une violation des droits de l'enfant et est contraire au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. [...] Tout type de détention d'enfants liée à l'immigration devrait être interdit dans la loi et cette interdiction devrait être pleinement mise en œuvre dans la pratique. »

D'Convention relative aux droits de l'enfant etabléiert zwar als Principe général, datt de Fräiheetsentzuch vun engem Kand nëmmen eng Mesure de dernier ressort ka sinn an esou kuerz wéi méiglech soll sinn - déi Remark applizéiert sech an engem penale Kontext -, allerdéngs schléisst d'UNO dës Ausnam vu Fräiheetsentzuch ganz kloer am Immigratiounskontext aus.

An deem Sënn verstéisst déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung géint zwee fundamental Rechter vun de Kanner, an zwar den Intérêt supérieur de l'enfant, Artikel 3 vun der internationaler Konventioun fir Kannerrechter, an och am Artikel 6 d'Verflichtung vum Staat, géintiwwer de Kanner alles ze ënnerhuelen, fir d'Iwwerliewen an d'Entwécklung vum Kand ze assuréieren.

Et ass awer beluecht, dat steet och alles am Exposé des motifs, datt d'Retentioun vu Kanner - och nëmme fir e puer Deeg - gréisser Traumae verursaache kann.

Här President, Flüchtlingskanner kënnen net derfir, wa se an enger Géigend vun der Welt gebuer sinn, wou Aarmut oder Krich oder béides herrscht. Kanner kënnen net fir d'Entscheedunge vun hiren Elteren. Kanner kënnen net derfir, wa Staaten et net hikréien, fir hinnen Alternativen zum Aspäre kënnen ze ginn.

Ech faasse mech dann elo kuerz: Och wann dës Proposition de loi sech dorobber beschränkt, d'Gesetzgeebung esou ze änneren, datt d'Aspäre vu Kanner zu Lëtzebuerg wäert onméiglech gemaach kënne ginn, stinn och am Exposé des motifs Pisten dran, wéi een et aneschters upake kéint a wéi de Staat kéint handelen. Mee ech gi jo dovunner aus, datt mer an der Kommissioun wäerte kënnen doriwwer diskutéieren.

Ech soen Iech Merci an hei ass eis Proposition de loi.

7633 *- Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :*

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août du 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

3. 7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7622 iwwer eng Rei vu Mesuren am Kader vun der Covidpandemie. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Madamm Hansen huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Just zu dësem Projet de loi an zu enger Motioun, déi mer eestëmmeg hei ugeholl hunn, wou mer u sech d'Regierung opgefuerdert hunn, fir eis ëmmer alleguer d'Modellisatiounen, d'Simulatiounen an esou weider ze ginn, a virun allem och hu mer se opgefuerdert, fir eng Simulatioun ze maachen iwwert d'Konsequenzen, déi dëse Projet de loi huet u sech op d'Pandemie an op d'Evolutioun vun der Pandemie, well d'Gesetz jo net nëmme Restriktioune mécht, mee op verschiddenen anere Plazen och manner Restriktioune virgesäit.

Mir hunn op jidde Fall bis elo nach näischt kritt heivunner. An do erwaarden ech mer da vum Här President, datt e wierklech d'Regierung opfuerdert, datt se de Vott vun der Chamber soll seriö huelen an eis dann och dat liwweren, wat an dëser Motioun eestëmmeg ugeholl ginn ass!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech huelen Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Hansen. A mir ginn de Message un d'Regierung weider.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et hat zwar kee Wäert, mee …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7622, dee mer de Mëtten diskutéieren, hëlt de Relais vun deenen zwee Gesetzer vum 24. Juni 2020, déi hirersäits nom Enn vum Krisenzoustand déi allgemeng Reegele festgeluecht hunn, fir deen ominéise Virus an de Grëff ze kréien an awer schrëttweis zu enger gewëssener Normalitéit an eiser Gesellschaft zréckzefannen.

Virun engem knappe Mount huet et esou ausgesinn, wéi wa mer dat Schlëmmst iwwerstanen hätten. A mengem mëndleche Rapport zu deenen zwee Gesetzer hat ech awer drop insistéiert, datt mam Enn vum État de crise de Virus net ofgeschaaft wier an datt et vireileg wier, eis Virsiichtsreflexer iwwer Bord ze geheien. Géife mer, wéi et op Franséisch esou schéin heescht, „baisser la garde“, géif dat dem Virus d'Geleeënheet zur Konterattack ginn. A genee dat ass agetraff.

Do, wou den duebele Message vu „méi Fräiheet bedéngt méi Eegeverantwortung a weiderhi Virsiicht a Récksiicht“ net ukomm ass, huet dee Krankmécher erëm zougeschloen. D'Suitte kennt Dir. D'Zuel vun den Neiinfektiounen ass an deene leschte Wochen erëm staark geklommen an eisen Nopere si mer méi wéi verdächteg ginn. Méi doriwwer am schréftleche Rapport.

Virun deem Hannergrond wäerte mer haut iwwert dat neit Covidgesetz befannen, dat e Seeldanz duerstellt tëscht Reaktioun op déi beonrouegend Infektiounszuelen, haaptsächlech aus dem privaten a festive Beräich, awer net nëmmen, an dem Wonsch, a Beräicher wéi Sport a Kultur e weidert Stéck Normalitéit erëmzekréien.

D'Chamber iwwerhëlt hei hir Responsabilitéit an huet och dës Kéier, grad ewéi de Conseil d'État an och déi berodend Instanzen, schnell geschafft.

Ier ech op den Detail aginn, wëll ech awer nach eng Kéier ënnersträichen, an dat fannt Der och am schréftleche Rapport erëm, datt d'Chamber, déi jo säit dem 24. Juni déi voll Verantwortung iwwerholl huet, drop pocht,

datt déi Echangë mat der Regierung mindestens esou intensiv an detailléiert bleiwe wéi wärend dem État de crise. Mir hätte gäre kloer Fakten a kloer Messagen un d'Leit, och wa mer eis bewosst sinn, datt et op eenzel Froen net allgemenggëlteg oder iwwerhaapt keng Äntwerten oder nach keng Äntwerte gëtt.

Dann hu mer an eisem Rapport drop higewisen, datt, och wann dëse Projet, aneschters wéi seng Virgänger, elo eng Lafdauer vun eppes méi wéi zwee Méint wäert hunn, bis den 30. September, eis Chamber jidder Zäit an der Lag muss sinn, fir de Realitéiten um Terrain Rechnung ze droen; schnell, awer iwwerluecht. An de Vakanzenzäite musse mer also voll operationell bleiwe fir de Fall, wou eis den Himmel op de Kapp fält. Dat kënnt Iech bekannt vir.

Elo dann zum Projet selwer. De Projet de loi 7622 gesäit vir, d'Reegelen am private Beräich mat deenen am net privaten unzegläichen, esou wéi dat an deene Projete virdrun ugeduecht war, mee wou mer eng Opposition formelle vum Staatsrot kruten, déi mat där deemoleger Situatioun, déi méi entspaant war wéi déi haut, och argumentéiert ginn ass. D'Proportionalitéit ass a Fro gestallt ginn a mir hunn den Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen. D'Situatioun ass haut eng aner. Dozou méi spéit nach e bësse méi, wa mer op den Avis vum Conseil d'État aginn.

Wat wëllt dat heeschen, wann de private Beräich mam ëffentleche Beräich gläichgestallt ass? Majo, wa bis elo keng Restriktiounen doheem méi bestanen hunn, dass et an Zukunft erëm déi Restriktioune gëtt, dass net méi wéi 20 Leit doheem empfaange kënne ginn. Wann et der 20 sinn, soll ee selbstverständlech déi normal Virsiichtsmoossnamen iwwerhuelen an ofsécheren. Wann et der méi sinn, majo, da muss d'selwecht gehandelt ginn, wéi wann een dobausse wär: Distanz, sëtzend, an, an, an esou weider.

Et gëtt dobäi keng legal Restriktiounen oder penal Strofbestëmmungen, bis zu 20 Persounen, mee, wéi gesot, et gëtt déi ganz ferm Empfeelungen.

Fir Versammlungen iwwer 20 Persounen, dat hunn ech gesot, gëllen déi normal Obligatiounen. D'Obligatioun vun de Sëtzplazen, an dat ass aus deem ale Gesetz iwwerholl, gëllt net fir Maniffen, also wa Leit vun hirem Demonstratiounsrecht Gebrauch maachen, gëllt net bei Trauerfeieren a Begriefnesser a bei Foiren, Mäert a Salonen an eebe Plazen, wou d'Leit par définition zirkuléieren an net mat hirem Stull kënnen op déi Plaze goen.

Ausname vun den obligatoresche Sëtzplazen an der Maskeflicht gëlle fir d'Acteuren aus de Beräicher vun de Culten, der Kultur an dem Sport, wärend se hir Aktivitéiten ausüben.

Beim Sport a bei der Kultur war dat bis elo de professionellen Acteure reservéiert. Dat gëtt also ausgedeent. An et ass elo erëm méiglech, fir Kompetitiounen ze maachen. Allerdéngs gëllt fir d'Spectateuren dat, wat fir den allgemenge Public gëllt. Et ass also net, wann een op enger Sportsveranstaltung ass, dass ee sech fräi dorëmmer ka beweegen. Och do gëllt d'Sëtzuerdnung, et gëllt d'Maskeflicht, wann d'Distanz net kann agehale ginn. Ausname gëllen och fir de schouleschen an de parascolairë Beräich.

Maske bleiwen obligatoresch am ëffentlechen Transport, ausser fir de Chauffer, wann eng Distanz vun zwee Meter respektéiert gëtt oder de Chauffer kann aneschters geschützt ginn, bei Aktivitéiten, déi e Public empfänken a wa se bannen an engem zouene Raum oflafen. Also: do Masken obligatoresch.

Ausname vun der Maskeflicht: Kanner ënner sechs Joer; Persounen, déi vun engem Handicap betraff sinn an och e Certificat hunn.

D'Reegele fir den Horeca-Secteur goufe gréisstendeels aus de Gesetzer vum 24. Juni iwwerholl. Dat heescht, déi obligatoresch Sëtzplazen, Dëscher mat maximal zéng Persoune mat der Ausnam fir déi Leit, déi an deem selwechten Haushalt oder zesumme wunnen, eng Distanz vun annerhallwem Meter tëscht den Dëscher, Maskeflicht fir d'Personal, dat am Kontakt mam Client ass, grad ewéi de Client, wann en net um Dësch sëtzt. An d'Fermeture spéitstens u Mëtternuecht.

Preziséiert gouf, dass de Client fir d'Consommatioun obligatoresch muss um Dësch sëtzen. De Grond dofir ass, dass festgestallt gouf, dass sech ronderëm d'Baren an d'Caféen an de Stied dacks richteg Mënschendrauwe forméiert hunn, wou d'Leit dann am Stoen ouni Distanz an ouni Mask no openeen houngen.

Et ass evident, dass an esou Situatiounen, esou flott se och an normalen Zäite sinn, déi sanitär Reegelen net respektéiert ginn an den Iwwerdroungsrisiko ganz grouss ass. Aus deem Grond sinn do och elo Sanktioune virgesi fir de Client, dee sech net dorun hält.

Dispenséiert vun der Dëschreegelung ass een, wann een eppes fir z'iesse mat heem hëlt, no deem Takeoutregimm, dee mer kennen. Och do kann ee sech jo schwéier virstellen, dass ee mat engem Stull an engem Dësch dorëmmer reest. Also ass dat ganz kloer: Takeout ass ausgenommen.

Sanktioune fir de Responsabele vum Etablissement ginn et wéi bis elo, wann d'Obligatioun vun de Sëtzplazen an der Fermeture um Mëtternuecht net agehale ginn, mee och wann d'Distanz vun annerhallwem Meter tëscht den Dëscher net agehale gëtt.

D'Bestëmmungen ëm d'Quarantän, den Isolement an den Zwangsconfinement, un deem mer virum Vott vun de Gesetzer vum 24. Juni eng ganz Rei fundamental Verbesserunge gemaach hunn, goufen, ofgesi vu klengen techneschen Upassungen, iwwerholl.

De Staatsrot huet eis a sengem Avis vum 10. Juli drop opmierksam gemaach, dass eng wichteg Prezisioun am Text gefeelt huet, nämlech dass den Appell beim Confinement forcé net suspensif ass. Mir sinn do natierlech dem Conseil d'État nokomm, well et jo kee Sënn erginn hätt, wa mer een aus dem Verkéier gezunn hätten, well en zur Gefor fir déi aner ginn ass, an dann en Appell kënnt, an dann hätt en erëm kënne fräi dorëmmer lafen. Dat hätt kee Sënn erginn. Do war et selbstverständlech, dass mer de Conseil d'État suivéiert hunn.

D'Bestëmmungen iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë sinn aus dem ale Gesetz iwwerholl ginn. Déi Bestëmmunge ware jo och am Projet de loi 7606 opgrond vun enger Rei Virschléi an den Avisen, ënner anerem vun der Dateschutzkommissioun an dem Staatsrot, grondleeënd verbessert ginn.

Eng kleng Ännerung gëtt et bei de Persounen, déi kënnen op deenen Donnéeë schaffen. An Zukunft, nieft den Dokteren a Gesondheetsberuffler, kënnen och designéiert Fonctionnairen an Employéen déi Donnéeën traitéieren. Si sinn awer selbstverständlech dem Secret professionnel ënnerworf mat, wann deen net respektéiert gëtt, de Sanktiounen, déi am Artikel 458 vum Code pénal festgeschriwwe sinn.

D'Gesetz erlaabt et och, fir ganz séier zousätzlecht Personal aus dem Gesondheetsberäich als Employé anzestellen, mat als Konditioun hirer Autorisation d'exercer, a se dann de verschiddene Strukturen an Etablissementer zur Verfügung ze stellen.

Weider Ännerunge fanne mer am Text hei zu zwee Medikamentegesetzer. Dat eent hate mer gréisstendeels schonn am viregte Projet dran. Déi aner Ännerungen, déi betreffe strateegesch Reserven, déi a verschiddenen Institutioune kënnen ugeluecht ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis eng Partie Commentairë gemaach. Änleches fanne mer an aneren Avisen, wéi zum Beispill am Avise vum COSL, der Cour supérieure de justice, dem Tribunal d'arrondissement, dem Tribunal administratif, der Cour administrative, der Commission nationale pour la protection des données, dem Ordre des avocats, dem Collège médical, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Commission consultative des droits de l'homme. Dir gesitt also: Et war e groussen Interêt och do bei deene berodenden Instanzen.

Zu den Aschränkungen am Privaten huet de Conseil d'État nach eng Kéier betount, dass et gëllt, hei zwou Saachen, zwee grondleeënd Prinzippie géinteneen ofzeweien: engersäits de Respekt vun de fundamentalen individuelle Fräiheeten an anerersäits de Schutz vum Liewen an der Gesondheet.

De Staatsrot schreift, dass ee kann novollzéien, dass d'Mesurë mussen ugepasst ginn, wann d'Risike fir d'ëffentlech Gesondheet méi grouss gi sinn. An en huet deementspriechend och seng Positioun nuancéiert vis-à-vis vun deem, wat an deenen ursprüngleche Gesetzer vum 24. Juni dra war, well d'Situatioun eng fundamental aner war. De Conseil d'État huet also Verständnis fir déi Argumenter vun der Regierung gewisen. Et ass also net hei esou, dass de Conseil d'État iwwerrumpelt ginn ass, mee de Conseil d'État huet sech iwwerzeege gelooss vun enger neier Situatioun.

De Staatsrot huet och d'Fro vun der Kontroll vun deene méi restriktive Reegelen am Privatberäich opgeworf. Déi hu mir opgeworf, mee mir hunn awer gemengt, dass et hei virun allem drëm geet, e klore Message erauszeginn, och wann et evident ass, laut bestoender Gesetzgeebung, dass d'Polizei, déi d'Anhalung vun dem Gesetz soll iwwerwaachen, hei net an de Privatberäich kann abriechen; wann een dat esou däerf ausdrécken.

Mee, ech mengen, mir ginn emol dervun aus - Holz upaken -, dass de Message verstan gëtt, dass net verantwortlecht Handelen am private Beräich näischt aneschters ass wéi net verantwortlecht Handelen am ëffentleche Beräich. Mir gesi jo, zu wat et féiert, wann een eppes falsch interpretéiert a wann ee mengt, et ass erëm alles wéi beim Alen. Dat ass et definitiv net!

Wéi an aneren Avise gouf och vum Staatsrot op verschidde Widdersprëch higewisen, well engersäits méi restriktiv Moossnamen, anerersäits manner restriktiv Moossnamen openeentreffen. Vun der Regierung gouf drop higewisen, datt an deene Beräicher, wou mer méi Fräiheet ginn - Sport a Kultur; fir d'Acteuren, net fir de Public -, den Traçage bei eventuelle Problemer méi einfach ze maachen ass wéi a ganz villen anere Beräicher.

Dat gesot wëll ech nach eng Kéier insistéieren, datt dëst Gesetz enger Momentopnam entsprécht an d'Realitéit um Terrain muer eng aner ka sinn, wou mer da schnell mussen drop reagéieren, well anticipéiere bei esou engem Géigner wéi dem Virus net esou evident ass. Gär géife mer dat maachen, mee et ass net esou einfach.

A well Gesetzer noutwendeg sinn, awer nëmmen de Kader kënnen zeechnen, brauche mer elo méi wéi jee verantwortlecht a solidarescht Handele vun eiser gesamter Communautéit; an ech ënnersträiche „vun eiser gesamter Communautéit". Residenten an déi Leit, déi hei schaffe kommen, déi, déi Lëtzebuergesch schwätzen, an déi, déi aner Sprooche schwätzen.

An duerfir, Här President, zum Schluss eng méi perséinlech Nout un eis Matbiergerinnen a Matbierger.

Fir d'éischt an eiser Sprooch: „Léif Matbiergerinnen a Matbierger, opgepasst: De Virus ass nach ëmmer do! Mir kënnen en nëmme Meeschter ginn, wa mer eis an eis Matbierger schützen. Mir musse verantwortlech a virsiichteg handelen, mir alleguer!"

« Chers concitoyens, attention : le virus est toujours bien présent ! Nous ne pouvons le vaincre que si nous nous protégeons nous-mêmes ainsi que nos concitoyens. Soyons responsables et restons vigilants ! »

An da bieden ech ëm e bëssen Nosiicht mat mir. Ënnert der Kontroll vum Claude Wiseler probéieren ech déi Sprooch, déi mer net esou geleefeg ass, mee déi awer och hei gehéiert soll ginn: „Caros concidadãos, cuidado com o virus que continua no meio de nós e nos ameaça. Todos os dias e em qualquer lugar. Não o conseguiremos vencer, se não foremos prudentes, reponsaveis e solidarios. Unidos seremos capazes de nos proteger melhor a nós e aos nossos concidadãos contra os ataques do virus."

An da fir ofzeschléisse kéint een déi Lëscht vun de Sprooche weiderféieren. Et ass vläicht deen een oder deen aneren, dee sech wonnert, firwat dass hei am Haus aner Sprooche gebraucht ginn. Dat hei kënne mer nëmmen als gesamt Communautéit - als gesamt Communautéit! -, egal vu wou dass mer kommen, egal wat fir eng Sprooch dass mer schwätzen, ob mer hei wunnen oder ob mer hei schaffen, kënne mer dat do an de Grëff kréien!

An ech géif net verzie kréien, wann ech net an e puer Wierder nach mech un eng aner Communautéit géif riichten, wou déi aner net manner wichteg sinn: „Cari concittadini, state attenti, perché il virus è sempre presente e rimane pericoloso. Possiamo solo vincerlo se rimaniamo prudenti e solidari. Insieme siamo vigili e responsabili. Dobbiamo proteggerci noi stessi e gli altri contro il virus."

Merci villmools. An zesumme packe mer och dat, wa mer verantwortlech a solidaresch sinn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Di Bartolomeo Mars Merci. Dat mam Portugisesche war gutt probéiert.

(Hilarité)

A mir hunn d'Intentioun alleguer verstanen an déi ass extreem positiv.

(Hilarité)

Ech soen dem President och Merci, muss ech soen, fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet. Mir si jo an engem schwierege Kontext gewiescht, ënner engem Zäitdrock, deen enorm war, fir dat elo haut alles fäerdeg ze kréien, esou wéi et ass, dat war net evident. Dofir e grousse Merci.

Mir hunn, soen ech, obwuel mer mam Text ganz, ganz, ganz vill Problemer hunn als Oppositioun, awer och gekuckt, datt mer net aus deene Problemer eppes géife maachen, wat zäitraubend ass. Mir kucken, datt d'Regierung dat Gesetz kritt, wat si gär hätt, mat deem mir Schwieregkeeten hunn. An ech kommen dorobber zréck.

Här President, mir ware virun e puer Woche beim Confinement mat déi Bescht. A mir sinn och an der Weltpress, a se ass hei zitéiert ginn, esou als Beispill virgestallt ginn. Haut si mer beim Deconfinement mat déi Schlechtst a ginn och esou an enger Rei anere Länner behandelt, déi d'Arees vu Lëtzebuerger Residenten erschwéieren a mat Konditioune verhänken.

Ech brauch net d'Beispiller alleguer ze nennen. Fir d'europäesch Behërde si mer no Schweden dat Land, wat momentan am schlechtsten agestuuft ass. Fir de Robert Koch-Institut mat den USA, Libyen, Mexiko, Türkei, Serbien an e puer aneren, dat Land mat erhéichtem Risiko. D'Lëtzebuerger wëssen dat. Eis Zuele sinn net gutt. An dat ass absolutt net schéinzerieden!

Virun engem Mount hunn ech hei op dëser Tribün gesot, datt de Confinement einfach wär an datt den Deconfinement vill méi schwiereg géif ginn. Dee Moment huet de Premierminister hei an enger empathescher Aart a Weis gesot, wéi schwiereg fir hien déi Decisioun vum Confinement gewiescht wier, well se fräiheetsaschränkend ass.

Ech muss soen: Ech gleewen em dat souguer och. Mee ech soen awer: Et geet net drëm, ob et engem schwéier oder net schwéier fält, eng Decisioun ze huelen, well beim Confinement, do war kaum eng aner Decisioun méiglech wéi déi, déi geholl ginn ass. Am Confinement ass eng Decisioun geholl ginn, déi d'Leit wollten, well se Angscht haten. Am Confinement ass eng Decisioun geholl ginn, déi ganz genau d'selwecht war wéi a jiddwer aner europäeschem Land. Et hëlt een déi Decisiounen net gär, domadder sinn ech d'accord, mee et ass awer an deem Moment keen anere Choix do.

Beim Deconfinement par contre ass dat anescht. Hei stelle sech eng ganz Rei Choixen. Et muss een déi Decisioun huelen iwwert d'Vitess, iwwert d'Envergure an dee Moment, wou ee se hëlt, vun deem Deconfinement. An haaptsächlech ass och haut déi psychologesch Situatioun eng ganz aner, wéi mer se virun enger Rei Woche kannt hunn. Mir hunn, an dat mierkt een, e gewëssene Ras-le-bol mam Confinement dobausse bei de Leit. Mir hunn awer och eng ganz Rei Leit, déi eng richteg Existenzangscht hunn, well se net wëssen, ob se op hir Aarbechtsplaz kënne weiderfueren, well se net wëssen, wa se e Geschäft hunn, ob se dat nach iwwer Woche packen, an net wëssen, wat hir Zukunft ass.

Mir hunn och eng Rei Leit, déi nach ëmmer Angscht, selbstverständlech, virun der Krankheet hunn. Den Drock an d'Onzefriddenheet ass méi grouss ginn. An an anere Länner gesi mer och, datt d'Leit op d'Strooss ginn, fir ze protestéiere géint eng Rei Confinementsmesuren, déi oprechtgehale ginn. An et muss een dobaussen, wann een haut Decisiounen hëlt, wann ee se ëmsetzt, explizéieren an et muss een d'Leit hanner sech kréien.

Ech soen Iech ganz kloer: A mengen Aen ass déi richteg politesch Gestioun do, wou Decisioune musse geholl ginn, do, wou ee muss Responsabilitéit weisen, do, wou verschidden Decisiounen an Alternative méiglech sinn, dat ass haut an dat ass net virdrun. Haut mussen Decisioune geholl ginn, déi net jiddwerengem gefalen. Haut muss eng Regierung sech d'Moyene ginn, fir déi Decisiounen och ëmzesetzen a se muss déi Decisioun och duerchgesat kréien an der Realitéit.

Fir dat ze maachen, ass eng éischt Viraussetzung, datt ee selwer d'Realitéit richteg aschätzt. Eis Zuele si momentan richteg schlecht. An a mengen Aen ass do näischt schéinzeschwätzen. Ech gesinn awer haut vill Politiker, déi ganz opgereegt erklären, wann d'Grenzen och net zougemaach ginn, mee wann et erschwéiert gëtt fir Lëtzebuerger respektiv fir Residenten, fir driwwer erauszegoen, déi dann elo erklären, dat wär alles net esou, wéi et do géif beschriwwe ginn. Mir wären am Fong gutt, well mer esou schrecklech vill Tester géife maachen. An alles dat, wat déi aner eis do géifen undoen, dat wär, well déi net géife verstoen, wéi gutt mir am Fong wären. Mir sinn déi Positiv, mir sinn déi Gutt, an déi aner verstinn eis net.

Dat ass eng Aart a Weis, fir drun erunzegoen, déi ech am Fong net akzeptabel fannen. Ech hunn dem Här Bettel säin Interview gelies virun e puer Deeg am „Politico", wou en dann erklärt, datt en e batteren Nogeschmaach hätt bei all deenen Decisiounen, déi déi Länner ronderëm geholl hätten, well mir eis Aufgab heiheem esou gutt géife maachen.

An d'Madamm Lenert, si huet gëschter op der Pressekonferenz dat selwecht gesot, mee an

anere Momenter - bei eis an der Kommissioun - an an aneren Interviewe mécht si awer weesentlech méi eng kloer Analys vun der reeller Situatioun. Et ass net, well mir e Large-Scale-Testing maachen, datt eis Zuelen esou schlecht sinn. Just 15 % vun deene Fäll, déi mer als positiv erkläert kréien, kommen aus dem Large-Scale-Testing, vu 4.956 sinn der just 161 iwwert den LST komm, iwwert de Large-Scale-Testing. Dat ass eng Zuel, déi mer d'leschte Kéier ganz kloer an däitlech an der Question parlementaire als Äntwert kritt hunn.

An et ass och net, well mer esou vill Frontalieren all Dag hei iwwert d'Grenz kréien, datt eis Zuelen esou schlecht sinn. 18 % vun de positive Fäll si Frontalieren. Dat heescht awer, datt 82 % vun de Fäll Residentë sinn.

Une voix.- 82 %.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- 82 %.

Une voix.- Dir hat 92 % gesot. Net, datt ee seet, Dir kéint net rechnen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A, Dir sidd immens fein mat mir! Ech soen Iech villmools Merci.

18 op där enger Säit, 82 op där anerer Säit. Dat mécht d'Saach awer net vill besser. 82 % vun de Fäll si Residenten. Dat heescht, eis Zuelen, independent dervun, wéi vill mer testen, sinn europawäit net gutt. An ech muss soen, ech fannen déi Decisioun, déi gëschter geholl ginn ass, fir elo nëmme méi d'Residenten an déi international Gremien ze schécken an aus eise Statistiken d'Frontalieren einfach erauszeloossen, am Fong eng ganz fragwürdeg Decisioun, well d'Frontalieren awer en Deel vun eiser Gesellschaft sinn, aacht bis zwielef Stonnen den Dag hei zu Lëtzebuerg verbréngen, hei schaffen an a sech all Dag heihinner kommen, sech eventuell hei infizéieren oder d'Infektioun mathuelen oder d'Infektioun matbréngen, mee en Deel vun eisem dagdeegleche Liewe sinn, och vun eisem dagdeegleche sanitäre Liewen. Do fannen ech déi Decisioun relativ fragwürdeg.

Kann een nach ëmmer soen: „Well mer esou vill testen"? Wat eisen Ausseminister dann als Explikatioun huet, fir deenen anere Länner ze erklären, datt hir Decisiounen, déi se huelen, net déi richteg Decisioune wären.

Ech luewen déi Efforten, mee ech gesinn, datt dat awer eng ganz schwéier Tatsaach ass. Ech gesinn och, datt déi Covid-Taskforce, déi scho viru 14 Deeg asgesat ginn ass vun der Regierung, am Fong genau de Contraire vun deem erkläert, wat d'Regierung dobaussen als offiziell Explikatioune gëtt.

Ech liese vir, wat virun enger Rei Wochen d'Covid-19-Taskforce däitlech schreift an hirem Rapport, si seet: „Dies ist ein klares Indiz, dass der Anstieg der Fallzahlen nicht durch das vermehrte Testen induziert wurde und unter Umständen den Anfang einer zweiten Welle anzeigt." Dat stoung virun e puer Wochen do, als kloer an däitlech Ausso.

An do war ech gëschter extreem erstaunt, wierklech erstaunt, wéi ech dann d'Madamm Lenert an den Här Bettel an der Pressekonferenz gesinn hunn, oder plutôt héieren hu soen, mir hätte momentan e lineären a keen exponenziellen Developpement vun den Infektiounen. D'ailleurs huet d'Madamm Lenert eis gëschter gesot, et wär dann och eng nei Etüd erauskomm, nodeem datt d'Oppositioun eng Pressekonferenz gehat hätt, wou se sech iwwert de Mangel un Informatioun beklot huet. Si hätt zwar nach keng Zäit gehat, sot se, déi Etüd ze liesen. Mir sollten dat da maachen. Ech hunn dat selbstverständlech och gemaach, nodeem ech se dann um Internet fonnt hat. Mee ech hu mech just gewonnert, well déi Etüd seet an aller Däitlechkeet genau de Contraire vun deem, wat d'Gesondheetsministesch an de Premierminister gëschter op hirer Pressekonferenz gesot hunn.

Ech zitéieren och do, an dat sinn net meng Wierder, mee dat sinn d'Wierder vun den Experten, déi vun der Regierung agesat gi sinn, fir de Suivi vun der Krankheet ze maachen.

Déi soen: „Der 7-Tage-Mittelwert zeigt für die letzte Woche eine signifikante Abweichung von diesem Trend und könnte auf ein einsetzendes exponentielles Wachstum und somit auf eine zweite Welle hinweisen." An e wéineg weider: „[…] die Infektionen schon in der Gesamtbevölkerung bemerkbar machen und nicht mehr von Infektionsclustern getrieben werden. Somit müsste man aufgrund der aktuell vorliegenden Fallzahlen von einer allgemeinen zweiten Welle ausgehen." Dat soen net ech, dat soen d'Experte vun der Regierung.

Ech soen Iech ganz kloer: Ech wär natierlech och ganz frou, wann da jiddwereen déi Expertisen, déi mer do gemaach kréien, déi Modellisatiounen, dat, wat d'Experten eis ginn, géif liesen, éier se esou Aussoe maachen, wéi där gëschter gemaach goufen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da kann een natierlech wéi de Premierminister d'lescht Woch hei op der Chamberstribün soen: „Et ass alles richteg, wat mer gemaach hunn. All Decisioun war déi richteg zu deem Zäitpunkt, wou se geholl ginn ass." Ech soe ganz einfach: Dat ass an der Realitéit net esou!

Ech wëll hei kloer an däitlech soen, datt ee soll ophalen, dauernd Excusen ze sichen, Erklärungen ze siche fir d'Zuelen, déi momentan schlecht sinn, fir e Bilan, dee momentan schlecht ass, well ech soen Iech: Et ass och problematesch, sanitär problematesch, dauernd Excusen ze sichen. Wann een dat mécht, wann een dauernd seet: „Mir sinn am Fong gutt, et si just déi aner, déi dat net richteg gesinn!", da gëtt een domat de Leit eng falsch Impressioun, well wann d'Leit engem dat da gleewen, dann hu se jo a sech d'Tendenz, fir net déi noutwendeg Precautiounen ze huelen, déi se am Fong missten huelen.

Ech fannen et net korrekt, dat ze maachen, ech fannen et och falsch an ech fannen et och eng sanitär falsch Attitüd, fir esou Saachen ze soen, fir a Pressekonferenzen esou Aussoen ze maachen.

D'Zuele si kloer. No engem effikasse Confinement hu mer elo en Deconfinement, deen ze vast, ze schnell, ouni Linn, ouni uerdentlech Kommunikatioun gemaach ginn ass. An elo si mer do, wou mer sinn. Mir sinn e Risikoland ginn.

Mir si par ailleurs, an dat wëll ech gäre soen, net dat eenzegt Land, wat e Risikoland ass. Och aner Länner, Israel, Portugal, Här Di Bartolomeo, si Risikolänner deelweis, a verschiddene Géigenden, ginn, hunn awer dunn direkt reagéiert a relativ staark reagéiert. An dofir muss ee sech hei froen, ob eis Reaktioun, deen Text, dee mer haut stëmmen, ob dat eng Äntwert ass, déi der Situatioun, wou mer momentan dra sinn, entsprécht oder net.

D'Experte soen eis, datt déi nei Infektiounen net aus der professioneller Reouverture kommen, datt se net aus der Ouverture vun de Schoule kommen - obwuel ech, wann ech eng Rei Modellisatioune liesen, dorunner zweifelen, mee loosse mer dat emol esou dohinnerstellen -, mee datt den Dreiwer dovun déi intensiv sozial Kontakter op där enger Säit sinn, haaptsächlech op private Partyen ouni Precautiounen a Reuniounen op Voie-publiquen, Caféen, wou och net ëmmer déi Moossname respektéiert ginn, déi sollte respektéiert ginn, respektiv bei privaten Iessen a bei privaten Treffen, wou sech änlech Froe stellen, an awer och bei Iwwerdroung duerch asymptomatesch Fäll.

Wann dat esou ass, wann dat esou ass, an dat schéngt och novollzéibar ze sinn, da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat? Firwat?

Ech héieren dann oft aus Majoritéitskreesser d'Explikatioun, datt d'Regierung am Confinement alles richteg gemaach huet, mee datt momentan d'Leit et net méi verstinn an et net méi respektéieren. Et ass awer net esou, datt dat, wat richteg gemaach ginn ass, der Regierung hir Responsabilitéit ass, an elo verstinn d'Leit et net méi an et ass de Leit hir Responsabilitéit, wann et elo schifleeft. Esou ass d'Realitéit net. Et sinn nach eng Rei Saachen an dem Traitement vun där ganzer Geschicht hei schifgelaf, an ech ginn och do e puer Explikatiounen.

Dat Éischt, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, dat ass, datt ech iwwerzeegt sinn, datt de Fait, datt mer aus deem éischten Text déi privat Restriktiounen, déi d'Regierung par ailleurs drageschriwwen hat, op Basis vum Conseil d'État, mir waren all dermat d'accord, erausgeholl hunn, datt dat a sech eng falsch Approche war dee Moment.

Mir hunn ëmmer gesot: „Schreift déi Saachen net an de Gesetzestext dran! Schreift se als Recommandatiounen dran! Schreift se kloer an däitlech als Recommandatiounen dran, well am Gesetzestext mécht dat kee Sënn, vu datt Der se net kënnt sanktionéieren, vu datt Der se net kënnt kontrolléieren. Mee gitt awer de Leit kloer an däitlech Instruktiounen, Recommandatiounen!" Doropshin ass et awer aus dem Text erausgeholl ginn an d'Leit haten d'Impressioun, datt alles erlaabt wär an datt se alles kéinte maachen.

Ech stelle fest, datt an anere Länner esou geschafft ginn ass. Wann ech kucken, wat an der Schwäiz geschitt ass, wann ech kucken, wat an Irland geschitt ass, da sinn eng ganz Rei vun deene Saachen, déi de Leit recommandéiert gi sinn, net an d'Gesetz geschriwwe ginn, mee sinn iwwer Recommandatioune gemaach ginn, an do huet et och fonctionéiert.

Och haut hu mer nach keng kloer a propper Recommandatiounen. Och haut hu mer nach keng kloer a propper Recommandatiounen!

(Brouhaha)

Ma Dir erkläert mir dat dann duerno.

Mir hunn haut nach keng kloer a propper Recommandatiounen, déi mer méi wéi eng Kéier gefrot hunn. Ech liesen, ech liesen an deem, wat verdeelt ginn ass vun der Regierung, ech liesen an deenen éischte Säite vun den Zeitungen, déi mer alleguer da kruten, d'Recommandatioun op dat, wat elo geschitt. Ech liesen Iech se vir: „Sie können Familie und Freunde wieder einladen, aber vermeiden sie Partys in großen Gruppen. Helfen Sie mit, die Verbreitung des Virus einzudämmen." Dat ass dat Eenzegt, wat do steet als Recommandatioun.

Also, ech soen Iech ganz éierlech: Dovunner kann ech mer awer nu wierklech näischt kafen! Dat hei ass weeder prezis nach weess ech dann an der Realitéit, wat ech soll maachen. „Vermeiden Sie Partys in großen Gruppen", ass alles, wat als Recommandatioun momentan vun der Regierung kënnt.

Mir hätte gär kloer an däitlech prezis Recommandatiounen. Da sot de Leit: „Wann Der doheem bleift, invitéiert Der net méi wéi sechs, oder net méi wéi zéng!" Da gitt eng Instruktioun! Sot e kloer an däitlech, wat Der wëllt! A sot en, datt iwwerall do, wou Leit musse méi no wéi zwee Meter zesummekommen, soll e Mask gedroe ginn! Dat ass net geschitt. Dat hei ass e frommen a vage Wonsch. Dat geet net duer, dat ass net prezis genuch.

Mir brauchen och prezis Definitiounen am Text, dat hu mer och schonn d'leschte Kéier an aller Däitlechkeet gesot. De Rassemblement, deen definéiert ass als eng Réunioun organisée, an d'Manifestation accueillant un public, kee weess richteg, wat e soll domadder ufänken, an dann entsteet evidenterweis Duercherneen.

Fir mech ass dee politesch-juristeschen Duerjerneen eng grouss Cause vun där Confusioun a vun deem Relachement, dee momentan do ass, an enger Zäit, wou nach misst Disziplinn a Verantwortungsgefill herrschen. An dat Ganzt gëtt begleet duerch e Mangel u klore Recommandatiounen, well mer hei just generell onverbindlech, onprezis Hallefwarnungen hunn. Et ass alles op. Et gëtt gesot: „Mee iwwerdreift just net!" Dat ass net seriö gemaach, a well et net seriö gemaach ass, gëtt et och net seriö geholl. An déi Recommandatioune sinn och nach haut esou.

Mir deelen d'Analys vun der Regierung, wa se seet, datt eng ganz Rei Abuse geschitt sinn an datt een do muss ee Riedel virschiben. Dat ass jo d'Zilsetzung vun dësem Gesetz: Éischtens, Partyen, déi ouni Schutz gemaach ginn. Zweetens, doheem ze vill Leit ouni Protektioun, ouni den néidege Respekt vun den Distanzen an de Masken. Drëttens, och en Ënnergruewe vun enger Rei Horeca-Reegele bei privatiséierte Partyen a Caféen oder Scheieren oder wou och ëmmer. A véiertens, grouss Rassemblementer, wéi se virun de Caféen heiansdo stattfannen - mir hunn dat alleguer selwer gesinn oder op Videoe gesinn -, déi ze vermeide sinn, déi awer haut stattfannen, mat Leit, déi sech net selwer protegéieren. Déi Zilsetzung ass kloer an däitlech fir mech a gëtt och absolutt an honnertprozenteg vun der CSV ënnerstëtzt.

D'Fro ass just: Entsprécht den Text, dee mer hei virleien hunn, deenen Zilsetzungen? Jo oder Nee? Dat ass d'Fro, déi mir eis haut musse stellen. An ech wëll déi eenzel Punkten eng Kéier duerchhuelen.

Deen éischte Punkt, dat sinn déi grouss Partyen ouni Schutz, déi net doheem gemaach ginn, mee déi awer privatiséiert a Caféen, a Scheieren oder wou och ëmmer gemaach ginn. Da sollte sech privat Partyen op 20 Leit limitéieren, ausser et hält ee sech un aner Reegelen. Ech gesinn net, duerch wat fir eng Moossnam ka kontrolléiert gi respektiv sanktionéiert ginn, och wann et net doheem ass. An do gëtt relativ kloer vun dem Conseil d'État gesot: « L'identification des personnes ayant participé à des rassemblements privés organisés en violation de la loi, ne pourra se faire que sur aveu ou dénonciation de l'organisateur ou d'un participant. » Dat heescht an anere Wierder, déi Kontroll ass net méiglech.

Mir hate gefrot, fir datt mer, nach ier de Vott vun dësem Gesetz soll sinn, géifen Explikatioune kréien, wéi d'Polizei dann op enger Interpretatioun vun deem Gesetz an esou Caféë kéint intervenéieren. Mir kruten déi Explikatiounen net an ech ginn och net dervun aus, datt et eng uerdentlech Base légale gëtt, fir esou Kontrollen ze maachen.

An an deem Fall, wou se géife gemaach ginn, ass och nach d'Fro, wien da sanktionéiert géif ginn, entweeder den Organisateur oder de Participant. An dësem Fall ass et de Participant. Mir sinn der Meenung, datt et haaptsächlech misst den Organisateur sinn, deen hei déi Sanktioune kritt. A richtegerweis seet de Conseil d'État, datt den analogen Tracing net däerf gebraucht gi fir erauszefannen, wien op esou Partye wär, well den analogen Tracing just fir sanitär Zwecker ka gebraucht ginn. A wann een dee fir aner Zwecker géif gebrauchen, wou een d'Leit duerno bestrooft, dann hätt dat als Effekt, datt d'Leit net méi uerdentlech géifen op den analogen Tracing äntweren. Dat ass richteg.

Wat mir gär hätten a wat eis Meenung ass, dat ass, datt mer hei en Traitement esou wéi an der Horeca géifen aféieren, wann esou privat Partye stattfannen, déi net à domicile sinn, dat heescht, mat deenen noutwendege Mesure-de-sécuritéen, mat zwielef Auer als d'Zäit, wou et muss ophéieren, a mat enger Sanktioun, wann et dann noutwendeg ass, vun dem Organisateur. Esou wéi et elo ass, erreechen déi Moossnamen d'Zil net.

Zweete Punkt: déi Invitatiounen, Fester, wat och ëmmer, déi doheem gemaach ginn, wou ee ka bis zu 20 Leit invitéieren, ouni datt eng speziell Protektioun obligatoresch wär. Ech soen Iech, ech weess net, wéi et bei Iech doheem ass, mee datt ech bis 20 Leit a mäin Haus invitéieren, un den Dësch setzen, dat ass an deene leschten 20 Joer, mengen ech, héchstens zwee- oder dräimol virkomm. Wien invitéiert scho méi wéi 20 Leit? Dat heescht, a mengen Aen ass dat do eng Moossnam, déi iwwerhaapt keen Effekt an der Realitéit vun 90 % bis 95 % vun de Menagen hei zu Lëtzebuerg huet.

An de Conseil d'État seet och ganz kloer dat, wat e schonn am Gesetz virdru gesot hat: « L'article 15 de la Constitution, relatif à l'inviolabilité du domicile, n'autorise des mesures de contrôle par le biais de perquisitions et de visites domiciliaires », dat heescht, esou Kontrolle sinn an de private Konditiounen, an de privaten Haiser net erlaabt, e seet, « que dans des conditions qui ne sont pas réunies dans la loi en projet, laquelle ne prévoit que des infractions de police ». De Conseil d'État, wéi gesot, hat déi Remark schonn eng Kéier gemaach: Et ass also keng Kontroll méiglech.

An ech soen och do eis Meenung relativ kloer: Mir hätten au moins gär gehat, datt do kloer an däitlech Recommandatioune géifen erauskommen. Mir fannen déi Zuel vun 20 ze héich, esou wéi se hei am Gesetz steet.

Drëtte Punkt: grouss Rassemblementer virun de Caféen. Do hate mer eng grouss Diskussioun an der Kommissioun driwwer. Mir sinn ewechkomm vun deem, wat am Gesetz stoung, Service à table, a mir hunn et elo iwwert d'Consommation à table geholl, dat heescht, du däerfs nëmmen um Dësch consomméieren.

Dat ass awer direkt och an deem neien Text ënnergruewe ginn duerch de Fait, datt mer dann eng Autorisatioun fir Vente à emporter a Vente au volant maachen. An do ass meng Fro: Wéi soll dat da kontrolléiert ginn, wann de Cafetier ka gläichzäiteg eng Vente maachen, wou s de am Fong geholl deng Saache kanns mathuelen, obwuel e muss kontrolléieren, datt jiddweree just um Dësch sëtzt? Dann ass et jo relativ kloer, datt s de, wann s de vun der Terrass erofgees, wann s de net méi an der Enceinte vum Café bass, kanns maachen, wat s de wëlls. Dat heescht, déi ganz Propositioun, déi ech hei am Fong verstinn, gëtt am Fong ënnergruewen. Den Text seet: « La consommation à table dans les établissements visés à l'alinéa premier est obligatoire pour le client. » - „dans les établissements" -, dat heescht, dobaussen um Trottoir ass kee Problem an et ass net sanktionabel. Och do ass a mengen Aen d'Zil, wat sech gesat ginn ass, net erreecht ginn.

Eis Meenung ass: Mir hätte léiwer eng Diskussioun iwwert d'Definitioun vum Rassemblement a vun der Réunion organisée gehat mat enger klorer Ausso, datt gréisser Rassemblementer, organiséiert oder net, nëmme méiglech wären, wann déi noutwendeg Protektiounsmoossnamen och op der Voie publique géife geholl ginn, wou déi Rassemblementer hei an der Realitéit stattfannen.

Véierte Punkt: aner Rassemblementer, déi net ënnert d'Definitioun vu Rassemblement organisé falen, zum Beispill an de Parken. Et gëtt vill vun der Kinnekswiss, mee och vun anere Parken an der Stad Lëtzebuerg an an anere Gemenge geschwat, wou d'Leit zesumme sinn,

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

wou keng Consommatioun do ass, déi aus Caféen oder Horeca-Betriber geschitt, mee wou se hir Saache matbréngen, wou se enk zesumme sinn a wou enorm grouss Rassemblementer mat ganz ville Leit geschéien.

Wann ech liesen, wat den Text do erausgëtt, da gëtt en am Fong näischt do eraus. Dat heescht, eng Interventioun ass net méiglech vun der Polizei. An dat ass fir eis evidenterweis problematesch, a wann een näischt doriwwer schreift, och déi ganz Froen, déi sech do stellen, da kritt een déi ganz sanitär Situatioun net an de Gréff. Och dee Problem ass an eisen Aen an dësem Text net geléist.

Fënnefte Punkt. Dat ass, datt hei eng Rei Exemptioune virgesi sinn, dat heescht, wou ee kee Mask a keng Place-assisë brauch, och wann e Rassemblement oder eng Réunion organisée do ass, zum Beispill d'Activités scolaires et parascolaires.

Dann ass natierlech d'Fro: Wann een dat esou virgesäit, dat kann ech à la limite nach verstoen, datt een et esou virgesäit, mee wéi ass et da mat deenen anere Jugendaktivitéiten, déi net an dem Beräich vum Parascolaire sinn, mee déi vun anere Jugendorganisatioune gemaach ginn? Ginn déi anescht behandelt? Oder wéi geet dat?

Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun, wou a sech d'Beamte vum Ministère proposéiert hunn, datt mer géifen am Commentaire des articles eng zousätzlech Explikatioun ginn, déi doranner besteet, datt mer géifen d'Activités parascolaires etendéieren op d'Aktivitéiten, déi mat sämtleche Jugendlechen op organiséiert Aart a Weis géife geschéien. Dat steet awer net am Text. Dat steet awer net am Text! An dofir huet de President vun der Kommissioun richtegerweis gesot: „Mee mir kënnen net eng Explikatioun am Contraire gi fir eppes, wat am Text net steet." Dat ass absolutt richteg.

Meng Fro ass just: Wéi gëtt et dann elo behandelt? An do ass eis gesot ginn: „Ma dat leeft elo iwwer Instruktiounen." Ech drécke just hei meng Hoffnung aus, datt all déi Instruktiounen, déi dann elo erausginn, och konform zum Gesetz sinn, wat mer hei elo amgaang sinn ze stëmmen, wann et da gestëmmt gëtt, wouvun ech ausginn.

Mäi sechste Punkt: Dësen Text, deen hélt zu 90 % déi selwecht Propositiounen zréck wéi an deenen Texter, deenen zwee Texter, déi mer sengerzäit virun engem Mount, am Juni, gestëmmt hunn.

D'Kriticken, déi mir, déi ech am Numm vun der CSV sengerzäit ausgedréckt hunn, sinn haut och nach ëmmer richteg, well bei enger Rei vu Punkten ass näischt geännert. Ech wëll dat elo net am Detail opzielen, all déi Froe vum Traçage analogique, vun den Informatiounen, vun der Méiglechkeet ze contestéieren oder vum Confinement forcé, wou ech nach ëmmer net weess, wat dat ass a wien dann dee Confinement forcé do garantéiert. Well d'Persounen, déi an de Confinement forcé gesat ginn, déi an en Zëmmer gefouert gi fir dozebleiwen, déi wëlle jo net dobleiwen. Wa se dann erausginn, seet de Gesetzestext eis awer net, wéi dat soll kontrolléiert ginn.

Wéi gesot, d'AMMD schreift kloer an däitlech an engem Bréif, datt si awer net géif mengen, datt d'Fleegepersonal oder d'Dokteren hei misste Leit bewaachen, déi am Confinement sinn, dat wär net hir Roll. A si hu Recht. Mee wiem seng Roll et ass, steet net am Text. Dat war schonn d'leschte Kéier d'Fro an d'leschte Kéier de Fall. Dat selwecht gëllt fir de „port d'un équipement de protection individuel", wou een och net weess, wann do eng Obligatioun ausgesprach gëtt, wéi deen da soll kontrolléiert ginn a séchergestallt ginn, datt e respektéiert gëtt.

De Staatsminister huet virun engem Mount gesot, datt deen Text, dee mer géife stëmmen, e schlechten Text wier. Elo huele mer 90 % vun engem schlechten Text hei zréck zwee Méint, ee Mount ass eriwwer. An ech soen haut: De Staatsminister huet nach ëmmer Recht. Den Text ass nach ëmmer schlecht! An et ass net, well mer en haut fir d'zweete Kéier stëmmen, datt e besser gëtt. Deen Text ass wierklech nach net gutt. Deen ass onprezis, deen ass net adaptéiert op dat, wat d'Realitéit ass, a léist déi Problemer, déi mer haut hunn, net.

Dat zum Text. Dann hunn ech awer nach eng Rei méi generell Punkten, déi ech onbedéngt wollt hei lassginn, well de Problem jo och méi e generellen ass wéi just dee Gesetzestext. Dat Eischt ass, mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Fräiheetsaschränkungsproportionalitéit. Ech muss soen, wann ech liesen - independant dovun, wat mer an Diskussioune scho matenee geschwat hunn, wou ech d'Madamm Lenert sengerzäit net verstanen hunn, wa se mer seet, mir hätten hei eng disproportionéiert Fräiheetsdiskussioun, déi mer géife féieren - wann ech hei de Conseil d'État liesen, dee genau dat selwecht seet! Dee beim éischten Text gesot huet, datt d'Auteuren en défaut sinn, fir déi Proportionalitéit vun de Moossnamen ze weisen, an déi bei dësem Text soen, datt am Fong déi Beweisféierung „en termes très, très généraux" geschitt ass, also am Fong totalement insatisfaisant an dësem Text ass. Dat ass awer e wichtege Problem. E wichtege Problem!

Ech hätt mer erwaart, datt d'Regierung op déi do Fro awer mat méi Rigueur agaange wär, datt se gesot hätt: Mee mir hunn elo en R-Wäert oder mir hunn elo d'Zuel vun Infektioune par jour, oder mir hunn elo x Krankebetter, déi beluecht sinn. A fir eis ass d'Zuel wichteg, déi d'Saachen declenchéiert, an datt mer déi au préalable definéieren, fir datt mer wëssen, a wat fir engem Moment mer wat maachen - esou wéi dat an anere Länner geschitt! -, an datt mer déi wëssenschaftlech Rigueur anescht betruechten, fir Moossnamen a Kraaft ze setzen, déi vill Contenu hunn, déi vill Konsequenzen hu fir eenzel Leit. Do hätt ech mer méi Rigueur vun der Regierung erwaart.

Zweetens, déi Modellisatiounen. Ganz oft krute mer déi Modellisatiounen, nodeems mer dann oft gefrot hunn, ganz oft no den Decisiounen, mir krute ganz oft dann esou Modellisatioune vu Saachen, déi net an dem Text waren. Oder et sinn aner Modeller ugefouert gi wéi déi, déi mer am Text haten, aner Saachen. Haut zum Beispill - vu datt de Sportsminister hei ass - hunn ech nach keng Modellisatioun gesi vun deem, wat elo am Sport gemaach gëtt.

Oder op anere Punkte liesen ech dann déi Modellisatiounen an ech fannen, datt se kontradiktoresch si mat deem, wat dann d'Ministere soen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- E soll emol an d'Kommissioun kommen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zum Beispill déi Zesummesetzung vun den A- a B-Klassen, seet de Minister, hätt keng grouss Influenz an iwwerhaapt hätt d'Schoul op d'Infektiounsrate keng grouss Influenz.

Wann ech dann awer d'Modeller liesen, soen déi mer awer genau de Contraire. Déi soen, datt déi Klassentrennung eng grouss Influenz op eis Raten, Infektiounsraten hätt, datt och de Social Distancing an der Schoul wichteg wär an datt, wann d'Schoule ganz zou géife bleiwen, weesentlech manner Infektioune géife geschéie wéi wann net.

Ech mengen, liest déi Modellisatiounen alleguer. D'Madamm Minister seet jo, se wiere public. Se sinn effektiv public. Liest se alleguer an da maacht Der Iech selwer e Bild doriwwer. Dat entsprécht net deem, wat den Här Meisch eis hei seet.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vun der Tracing-app. Mir hu vill driwwer geschwat, dofir sinn ech do ganz kuerz. Ech gesinn, datt den Tracing, den analogen Tracingmodell haut ufänkt, richteg iwwerfuerdert ze ginn. An ech soen, datt mer einfach gutt géifen doen, net dee Modell ze ersetzen, mee zousätzlech niewent allem anere wierklech eng Applikatioun derbäizesetzen, déi fräiwëlleg ass, déi dezentral ass, esou wéi d'Commission nationale d'éthique et seet, esou wéi Deeler vun der Uni Lëtzebuerg et soen, esou wéi Leit aus der Covid-Taskforce et selwer soen, esou wéi de Statec oder den Direkter vum Statec et seet. An et ass a mengen Aen absolutt farlässeg, nach net ugefaangen ze hunn, deen do Dossier unzepaken an eis eng Richtung ze ginn, an déi mer do kënne goen.

Déi Technik ass net einfach a mir hunn och gesot, datt mer am léifsten e Gesetzestext hätten, deen dat géif encadréieren. An d'Madamm Reding huet dat kloer an däitlech ënnerstrach. Wa se elo muss eng Kéier agesat ginn, wéi maache mer dann all déi Aufgaben? An dat elo all Kéiers erëm an d'Zukunft ze drécken, fannen ech am Fong farlässeg, fannen ech net responsabel. Duerno, wa se da muss kommen, muss alles Hals iwwer Kapp geschéien. An et ass esou vill negativ Propaganda scho vum Staatsminister a vun de Regierungsmemberen dergéint gemaach ginn, datt d'Leit schonn negativ agestallt sinn an datt et scho schwiereg ass, d'Leit iwwerzeegt ze kréien, se ze benotzen. Ech fannen dat farlässeg.

Véiertens, déi generell Philosophie an déi generell Messagë vum Text. De Conseil d'État seet et ganz kloer: Op där enger Säit maache mer am Privaten zou a mer maachen eng ganz Rei Saachen an anere Beräicher op.

De Conseil d'État seet, an ech wëll et virliesen, fir datt Der gesitt, datt net nëmmen ech déi Saachen do soen an net nëmmen d'CSV se seet, mee och Institutioune wéi de Conseil d'État: « Le Conseil d'État s'interroge sur la démarche des auteurs du projet de loi qui, d'un côté, renforce les mesures de protection, en particulier dans la sphère privée au regard de l'aggravation de la situation épidémiologique, et d'un autre côté supprime une série de restrictions dans la poursuite d'un déconfinement progressif. » Dat passt net zesummen! Dat passt net zesummen, a well et net zesumme passt, ass et natierlech esou, datt dobaussen d'Leit net richteg wëssen, wou se dru sinn, an net wëssen, wéi se sech sollen an deem do Kontext behuelen.

An dann hunn ech net geschwat vun de Schoulen, wou zum selwechte Moment A- a B-Gruppen a sech zesummegeluecht ginn, wou d'Modellisatioun, wéi ech et virdru gesot hunn, eppes anescht weist an de risegen Effekt dovunner laangfristeg beschreift, wann et da méi wéi 14 Deeg géif daueren.

Fir mech ass dat do eng Fro vun der Kohärenz vun der Politik an och eng Fro vun der Kohärenz vum Message, dee vun der Regierung ausgeet. Dëse Message ass net kohärent an dofir riskéiert en och, dobaussen net verstanen ze ginn. An dat ass e Riseproblem an der Situatioun, wou mer elo sinn.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vum Datum a vun der Chamber. Mir hunn dat elo bis den 30. September gemaach als Text. Dat ass laang. Mir sinn awer domadder d'accord. Mee mir gesinn, datt all Dag eppes changéiert.

Mir wëssen net, wat d'Vakanz eis bréngt. Mee ech soen hei ganz kloer, an dat geet am Fong e wéineg un de President vun der Chamber, datt mir an der Organisatioun vun der Chamber iwwert déi nächst Méint och eng Responsabilitéit hunn. Mir musse kapabel sinn an der Chamber, zu all Moment eng Kommissioun zesummenzeruffen, déi fonctionéiert. Mir musse kapabel sinn, och all Moment a kuerzen Delaie kënnen eng Plenarsëtzung ze organiséieren, fir kënnen ze legiferéieren, wann et da muss sinn. Mir hunn déi Responsabilitéit! Et ass net, datt mer se wollten, mee mir hu se institutionell a mir hu se constitutionnel, a mir wëllen net, datt en neien État de crise hei declenchéiert gëtt, well d'Chamber muss déi Responsabilitéit och an deenen nächste Méint droen. Mee dofir musse mer eis organiséieren an deenen nächste Méint, fir datt mer och kapabel sinn, esou ze reagéieren, wéi an esou schwieregen Zäite wéi deenen hei muss reagéiert ginn. Dat musse mer organiséieren.

Als Konklusioun wëll ech soen: Mir verstinn, datt d'Regierung dat wëllt an Zäiten, wou d'Infektiounen usteige respektiv ërem méi sinn. Mir deelen déi Zilsetzung, mee eiser Analys no ass dësen Text op kenger vun deenen Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, effikass. E léist kee vun de Problemer, deen de viregten Text hat. Déi ginn einfach an dësem Text weidergeschriwwen. En ass onprezis an de Formulatiounen. En ass kontradiktoresch an dem Inhalt, well en op där enger Säit zoumécht an op där anerer Säit opmécht.

An dofir wäerte mer dësen Text net stëmmen. Mir soen Nee zu deem Text. Mee mir soen net nëmmen Nee zu deem Text, mee eisen Nee geet nach méi wäit. Mir sinn der Meenung, datt d'Organisatioun vun dem Deconfinement, wéi se elo geschitt, esou chaotesch ass, datt d'Leit net méi wëssen, wou se dru sinn, datt d'Administratiounen net wëssen, wéi se dat Gesetz sollen applizéieren. An aus deem Grond kann d'CSV dësen Text sécherlech net stëmmen.

Ech soen hannendrun, datt mir awer als Partei prett sinn, fir all sënnvoll Moossnamen, an ech si sécher, datt där mussen an deenen nächste Woche kommen, an Zukunft ze begleeden. Mee dësen Text wäerte mer net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, merci villmools. Mir hunn, wéi mer et gewinnt sinn, eng ganz engagéiert Oppositiounsried hei héieren.

(Interruption)

Ech ka mam Här Wiseler op d'mannst op engem Punkt averstane sinn, dat ass de Punkt, dass mir als Chamber, egal wéi déi Situatioun hei weidergeet, zu all Moment musse bereet sinn an zu all Moment musse kënne weiderschaffen. An ech mengen, dee Punkt, dee mécht d'Unanimitéit.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech muss awer op e puer aner Punkten zréckkommen. Kolleeg Claude, Här Wiseler, Dir hutt eis am Ufank vun Ärer Ried virgeworf, et wier ze schnell gaange mam Deconfinement.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- Wie stoung hei uewen an huet gesot, d'Butteker missten direkt opgoen? Dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Wie stoung hei uewen an huet gesot, d'Caféë missten opmaache bis eng Auer an der Nuecht? Dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- A wie stoung hei uewen an huet gesot: „Maacht déi Spillplazen op!"? Och dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat ass alles richteg!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert, well ech Iech ganz gär nolauschteren, well Der ganz gutt schwätzt. Mee ech muss Iech awer eppes soen: Är Ried war nëmmen negativ! Är Ried war nëmmen negativ, wat dee Gesetzestext hei ugeet a wat den Handling vun der Kris ugeet.

Dir hutt sechs Punkten hei ernimmt, mee wat Der net ernimmt hutt als CSV, mat kengem Saz: Wat géift Dir konkreet maachen? Wat maacht Dir konkreet?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et deet mer leed, mee ech hunn dat bei all Punkt gesot.

M. Gilles Baum *(DP).*- Wat sot Dir?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Baum, ech hunn et bei all Punkt genau gesot.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir stellt Iech heihin ...

Une voix.- Lauschtert no, Här Baum!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir stellt Iech heihin an Dir maacht d'Aarbecht vun der Regierung, déi gemaach ginn ass, schlecht. Dir huelt den Text auserneen. Dat ass Äert gutt Recht. Dat ass Äert gutt Recht!

Mee zum Beispill bei de Schoulen. Dir hutt gesot: „Jo, A- a B-Gruppen, A-Gruppen, B-Gruppen, wéi maache mer et?" Jo, wéi hätt Dir et da gemaach? Sot eis, wéi Dir et gemaach hätt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Zum Beispill Contingenten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Baum, ech soen Iech et ganz kloer: D'Madamm Hansen huet virun e puer Woche gesot, datt mer bei dem Zesummeleeë vun de Klassen déi lescht 14 Deeg extreem skeptesch wären an datt dee System vun den A- a B-Klasse soll weidergefouert ginn. Dat hu mir an aller Däitlechkeet hei an dëser Chamber ausgedréckt an dat hätte mir déi lescht 14 Deeg vun der Schoul och gemaach.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Duerno weess d'CSV alles besser!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert erëm.

M. Gilles Baum *(DP).*- Also ech muss Iech soen - ech hu jo e bëssen an deem Beruff do geschafft -: Ech mengen, dat, wat gemaach ginn ass, fir déi Klassen zesummenzeleeën, fir erëm e bëssen Normalitéit an d'Kannerliewen ze kréien a fir haaptsächlech kënnen ze kucken, am September normal unzefänken, ech mengen, dass dat honnertprozenteg richteg war.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP).*- Also, wann d'CSV mir ka soen, wat an zwee Méint ass, à la bonne heure! Well ech kann Iech emol net soen, wat d'nächst Woch ass an där Kris hei.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee mir hunn Iech gesot, wat déi lescht 14 Deeg an der Schoul hätt eiser Meenung no solle sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen.

M. Gilles Baum *(DP).*- On rentre dans le sujet! Déi sanitär Kris ass nach laang net eriwwer. Mir sinn nach ëmmer mattendran, an déi lescht Wochen an Deeg hunn eis gewisen, dass d'Infektiounszuelen erëm klammen a geklomme sinn.

Dowéinst ass et wichteg, dass mer d'Reegelen, un déi mer eis alleguerten hale mussen, nach eng Kéier verlängeren. Well ech si mer sécher, dass keen heibannen an och keen dobaussen en zweete Lockdown wëllt, a keen heibannen a keen dobausse wëllt eng Iwwerbelaaschtung vun eise Spideeler a vum Personal.

A fir dass dat esou ass an och esou bleift, musse mer eis weider un d'Geste-barrièren halen. Et

sinn dës Gesten, déi d'Infektiounszuelen no deene verschiddene Phase vum Deconfinement niddreg gehalen hunn.

Ech schwätzen elo net Italieenesch an net Portugisesch. Et ass mer de Moien eppes agefall. Mir kënnen am Fong mat dräi einfache Buchstawen déi Geste-barrièren hei erklären. HOM: den H, Hänn wäschen, den O, Ofstand halen, an den M, eng Mask undoen. Méi komplizéiert ass et net.

No all Deconfinement gouf ofgewaart, ob d'Zuelen erëm géifen an d'Luucht goen. Dat gouf erwaart, ass awer net agetrueden. D'Zuele si weeder geklommen, nodeems d'Schoulen erëm opgaange sinn, nach no der Reouverture vun de Butteker a vun de Betriber. An och wéi den Horeca-Beräich erëm opgaangen ass, hat dat kee bedeitenden Afloss op déi Infektiounszuelen.

Dat beweist, dass eis Matbierger Verantwortung gewisen an d'Geste-barrièren agehalen hunn. An dat muss och weider esou bleiwen, souwuel op den Terrasse vun de Restauranten a vun de Caféë wéi och doheem. Och doheem muss een oppassen, well véier Wänn eleng schützen eis net virum Virus.

An ech soen nach ëmmer an aller Däitlechkeet: D'Enn vum État de crise ass nach laang net d'Enn vun der Crise sanitaire. An et ass nach ëmmer méiglech, sech mam Virus unzestiechen. An de Virus ass ëmsou méi geféierlech, well vill Leit guer net mierken, dass si en hunn. Si entwéckele wéineg oder guer keng Symptomer. Et spiert ee sech also net krank, et geet ee weider schaffen, et geet ee weider bei d'Frënn, et geet ee weider an de Restaurant. An iwwerall do kann een ongewollt dëse Virus weiderginn, wann ee sech net un d'Sécherheetsmesuren hält.

An ech hunn et hei uewen oft gesot: Mir als Liberale leien natierlech déi perséinlech Fräiheete ganz besonnesch um Häerz an et fält mer ëmmer schwéier, an déi perséinlech Fräiheeten anzegräifen. Mir alleguerte sinn en Deel vun der Gesellschaft, vun enger Gemeinschaft. An als Gesellschaft gi mer eis gemeinsam Reegelen, déi d'Zesummeliewen organiséieren, fir dass jiddweree sech sécher spiere kann.

A genee duerfir ass dëst Gesetz do, fir dass jiddweree sech sécher spiere kann, och an onsécheren Zäiten. Dëst Gesetz ass net ugeluecht fir eng laang Dauer. Et ass bis den 30. September, et ass also an der Zäit begrenzt, an et soll eis hëllefen, d'Land aus der Kris hei erauszeféieren.

A fir et all zesummen aus der Kris ze packen, musse mir net nëmmen am ëffentlechen, mee och am private Beräich méi virsiichteg ginn. An dowéinst dierfen doheem an Zukunft maximal 20 Leit zesummentreffen, an och dee Moment gëllen d'Geste-barrièren. Wann de Sécherheetsofstand net kann agehale ginn, da muss een eng Mask droen.

Och am Horeca-Secteur gëlle weider d'Reegelen. All Client, deen op der Plaz eppes drénken oder iesse wëllt, dee ka just nach op senger Sëtzplaz zerwéiert ginn. Domat wëlle mer verhënneren, dass mer erëm esou Biller gesi wéi an de leschte Wochen an Deeg: iwwerfëllten Terrassen, iwwerall stounge Leit beieneen, meeschtens ouni Mask. Wann och nëmmen eng Persoun an esou enger Grupp infizéiert ass, da kann et sinn, dass een op ee Schlag ganz, ganz vill aner Leit infizéiert.

An ech begréissen, dass d'Horesca hei hirer Verantwortung gerecht ginn ass a selwer nach eng Kéier e waarmen Appell un d'Membere gemaach huet, sech un d'Reegelen ze halen. Déi aller-, allermeescht hale sech exemplaresch un d'Reegelen an d'Recommandatiounen. An dat ass gutt esou an dat musse mer och bäibehalen.

D'Upassungen, déi dëse Projet de loi mat sech brëngt, sinn noutwendeg, fir de Virus weider anzeschränken. An dat muss eis geléngen, well säin Impakt, dee war bis elo gewalteg. Mir sti vläicht besser do wéi verschidden aner Länner, mee och hei bei eis huet de Virus Spueren hannerlooss, déi eis nach laang begleede wäerten.

Déi physesch Distanzéierung vu Frënn a vu Familljen, d'Angscht, seng Aarbecht ze verléieren, d'Angscht, net ze wëssen, wéi et weidergeet, en allgemengt Gefill vun Onsécherheet hu bei ville Mënschen Afloss op déi mental Gesondheet geholl.

A mir mussen dervun ausgoen, dass d'Angschtzoustänn, d'Depressiounen an och d'Suizidgefor weider wäerten an d'Luucht goen. A fir genau dës Sécherheet ze thematiséieren, hunn ech eng Interpellatioun ugefrot, déi mer da wäerten am Hierscht bei der Rentrée maachen.

Déi wirtschaftlech Konsequenze fir eis Ekonomie sinn enorm. Vill Betriber hu mat déifgräifende finanzielle Schwieregkeeten ze rechnen. D'Regierung huet vill Hëllefen en place gesat, fir d'Entreprisen duerch dës schwiereg Period ze féieren. Mee trotzdeem kann et sinn, dass se et net alleguerte wäerte packen. Vill Leit baangen ëm hir Aarbecht an ëm hir Existenz.

Mir mussen dowéinst, dat ass eis Flicht, en zweete Lockdown mat alle Mëttelen - mat alle Mëttelen! - verhënneren. An d'Konsequenzen dovunner, vun engem zweete Lockdown, ech mengen, déi wëllt keen heibanne sech virstellen.

Ech versti ganz gutt de Wonsch, erëm e Liewen ze féiere wéi virum Coronavirus. An ech verstinn och de Wonsch no Normalitéit, fir net all Kéiers mussen e Mask unzedoen, wann een aus dem Haus geet. An esou Momenter muss ee sech awer bewosst sinn, wéi e Risiko een ageet, wann ee sech net un d'Gestes barrières hält. Et riskéiert ee seng eege Gesondheet an déi vun anere Leit. Et riskéiert een eng Iwwerfuerderung vun eise Spideeler a vum ganze Gesondheetssystem. D'Personal huet mat vill Engagement an Ausdauer fir d'Sécherheet vun alleguer de Patiente gesuergt. A virun allem si - virun allem si! - verdéngen et net, dass elo liichtfankeg mat dëser Situatioun ëmgaange gëtt!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dowéinst nach eng Kéier en Appell u jiddwereen hei am Land: Haalt Ofstand! Wäscht Är Hänn! Dot Är Mask un! Dës einfach Geste verlaangen net vill, mee si bewierke ganz vill.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Meng Virriedner hei hunn allen zwee vu Verantwortung geschwat. D'DP-Fraktioun iwwerhëlt hir Verantwortung an d'DP-Fraktioun wäert dësen Text stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Madamm Lorsché war schonn opgestanen, dat war och ganz richteg esou, well ech hat och u sech net direkt wëllen eppes soen. Ech maachen et och relativ kuerz. Ech wëll awer dem Här Gilles Baum felicitéiere fir seng exzellent Ried an och fir déi Positiounen, déi en hei geholl huet, well et ass nämlech och d'Positioun vun der LSAP.

Mir wëllen e Wee zréck an d'Normalitéit. Dat wëlle mer alleguerten. Et ass och dat, wat vun Ufank un an dëser Kris ëmmer erëm gesot ginn ass: Nom État de crise wëlle mer erëm zréck an eng Normalitéit, déi natierlech an engem Sënn vun enger Proportionalitéit tëschent Eegeverantwortung an dem Schutz vun der Gesellschaft, vun der Allgemengheet op e gesond Emfeld steet. Dat ass natierlech eng schwiereg Gratwanderung. Dat ass eng schwiereg Situatioun. An och op dat huet den Här Wiseler jo opmierksam gemaach.

Jo, et ass effektiv schwéier, sech ëmmer der neier Situatioun unzepassen. Dat Gesetz hei, dat gouf den 2. Juli deponéiert. A vum 2. Juli bis haut, dat si schonn erëm e puer Deeg, wou vill geschitt ass! An et kann een elo net soen: „Jo, den 2. Juli gouf dat Gesetz hei deponéiert, an elo sinn esou vill Saachen anescht, an duerfir stëmme mer et hei net!" Ech fannen dat awer e bëssen einfach, mat engem Recul vu 14 Deeg méi Informatioun elo ze soen: „Dat Gesetz hei ass net gutt."

An zumools wann ee weess, an de Gilles Baum huet et gesot, datt et der CSV net séier genuch gaangen ass, fir hei erëm alles séier opzemaachen, d'Spillplazen, d'Butteker, d'Spärstonn, et ass net séier genuch gaange fir ze deconfinéieren. An elo op eemol hei ze soen, …

(Protestations)

An elo op eemol hei ze soen, et wär alles net gutt, dat ass awer e bëssen einfach.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An ech hunn et hei gesot, wéi mer dat éischt Gesetz hei gestëmmt haten … Wéi mer dat éischt Covidgesetz gestëmmt hunn, dunn hunn ech gesot: „Ma ech si gespaant op d'Amendementer, déi da vun der CSV komme fir dat Gesetz. Ech si gespaant op d'Amendementer!" An ech hu mech och nach eng Kéier beim President vun der Santéskommissioun hei ëmfrot, wivill Amendementer da vun der CSV komm si fir dat neit Gesetz elo hei. Ma en huet mer confirméiert, et koume ganz genau null Amendementer, net een.

(Brouhaha)

Net een Amendement ass komm!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Net een Amendement ass komm fir dat Gesetz hei, wat mer haut hei solle stëmmen! Duerfir fannen ech et awer e bëssen onfair, muss ech soen, hei mam Bagger iwwert dat Gesetz an iwwert déi Leit, déi dat Gesetz hei mat ausgeschafft hunn, ze fueren, wann een null Amendement dozou bäidréit.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, mir hunn all Kéiers Propositioune gemaach, bei all Punkt!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen dat net richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei all Punkt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen dat net richteg. An da wär awer effektiv och d'Fro eng Kéier erlaabt, Här Wiseler, d'Fro ass awer erlaabt, Dir sot hei, et wäre Kontradiktiounen an deem Gesetz, mir géifen am private Beräich Restriktioune maachen an dann awer am Sport an an der Kultur opmaachen. Dat heescht, wann ech dat richteg verstanen hunn, Dir sidd derfir, datt am Sport an der Kultur alles zoubleift. Oder Dir sidd derfir, datt am Privaten alles opgeet. Wat hätt Der da gären?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hätten emol gären eng Kéier eng Simulatioun, déi mer gefrot hunn!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Sot eis, wat Der gären hätt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir stëmmen hei fläisseg a mir kréien näischt.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir hutt hei net gesot, wat Der gären hätt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, mir hunn Iech dat awer ganz kloer an däitlech gesot!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir hutt hei einfach gesot: „Dat, wat dosteet, ass schlecht! Dat, wat dosteet, ass schlecht!", mee Dir hutt net gesot, wat Der gären hätt. Well Der keng, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kann awer nach eng Kéier d'Ried hale kommen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … well Der keng Positioun wëllt huelen, …

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Engel huet net nogelauschtert, Här Wiseler.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … fir Iech lieb Kind op dem rietsen an um lénkse Bord ze maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- O!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass menger Meenung no net responsabel. Ech soen Iech, hunn Iech d'leschte Kéier gesot, dat wier onverantwortlech, wat Der géift maachen. An ech soen Iech et nach eng Kéier: Dat ass onverantwortlech, wat Der hei maacht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir gesi jo, wat deen Text hei brëngt.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass net richteg.

Wou Der awer Recht hutt: Dir hutt gesot, „d'Situatioun, déi changéiert all Dag". Jo, si changéiert all Dag. An da maacht Der hei deene Leit de Virworf, déi viru 14 Deeg e Gesetz deponéiert hunn! Natierlech huet d'Situatioun all Dag changéiert. Jo, mee déi Leit, déi viru 14 Deeg dat Gesetz hei deponéiert hunn, déi wousste jo och net, wéi d'Situatioun géif hei evoluéieren, an hu missen awer eng Decisioun hei huelen, wéi et soll weidergoen.

An d'Chamber, déi muss responsabel bleiwen. An ech si frou, datt de President vun der Santéskommissioun och e Bréif un d'Chamber geriicht huet, fir op déi dote Situatioun opmierksam ze maachen, an datt d'Chamber och weider kann hei hir Responsabilitéit an och muss hir Responsabilitéit huelen.

An dann zum Schluss nach eng Kéier, déi Recommandatiounen an déi Instruktiounen, déi d'Regierung an eis Santésministesch vun Ufank u gemaach hunn, an de Gilles Baum huet se hei nach eng Kéier gutt mat HOM …

Une voix.- … zesummegefaasst …

M. Georges Engel *(LSAP).*- … zesummegefaasst. Merci, dat Wuert hunn ech gesicht! Resuméiert wollt ech soen.

… mat Ofstand halen, mat Masken droen a mat den Hänn desinfizéieren. Déi Mesuren, déi gëlle vun Ufank un. An dat ass elo näischt Neies. A wa jiddweree sech och dorunner géif halen, da wäre mer besser an eisen Zuelen!

An iwwregens, Äert Beispill vun der Schwäiz, dat Der gesot hutt, datt déi alles richteg gemaach hätten, ma dat ass net ganz richteg, Här Wiseler. Dat hätt vläicht an Äert Konzept gepasst. Mee déi haten zwee Méint bal keng nei Infektiounszuelen, mee säit 14 Deeg hunn déi och erëm bal 100 Fäll pro Dag, wou se an d'Luucht ginn. Dat freet eis net, dat ass net gutt, et ass net, datt dat gutt ass. Mee fir Äert Beispill ze huelen, fir d'Beispill vun der Schwäiz ze huelen, fir dann domadder ze soen, datt mer hei an eisem Lëtzebuerger Land falschleien, domadder hutt Der net Recht.

Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP fir dat Gesetz, wat e Gesetz ass, wat muss kommen. An ech wär frou, wann dat heibannen eng grouss Majoritéit géif kréien an net leider nëmmen déi vun der Majoritéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Hutt Der och eppes zum Gesetz ze soen oder nëmme géint d'CSV?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An elo wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. D'Positioun vun der gréngер Fraktioun ënnerscheet sech net vun där vu mengen zwee Virriedner, mat Betounung op zwee. Mat deem drëtten hu mer déi selwecht Problemer wéi de Georges Engel an de Gilles Baum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Die Regierung sieht keine Gefahr, dass eine größere Infektionswelle das Großherzogtum erfasst." Dësen an änlech berouegend Sätz stoungen den 23. Januar 2020 am „Lëtzebuerger Wort", wou d'Antwert vum fréiere Gesondheetsminister op eng Question parlementaire zesummegefaasst ginn ass.

Wat viru sechs Méint also kee fir méiglech gehalen huet, ass agetrueden, an dat mat allen Erausfuerderungen a politesche Stolpersteng, déi d'Regierung, mee och mir als Chamber hu missen iwwerwannen a gemeeschtert hunn, fir d'Pandemie esou gutt wéi méiglech ze geréieren.

A wéi sot de Premier d'lescht Woch ganz treffend: „D'Gestioun vun enger Pandemie stoung net am Koalitiounsaccord." Woubäi ech wëll ze bedenke ginn, datt d'Gestioun vun enger Pandemie net op virgetrëppelte Pied kann oflafen. Dag fir Dag verlaangt se no neie Léisungen, jee no Entwécklung vun der Situatioun a jee no den Erkenntnisser, déi um nationalen, mee och um internationalen Niveau an der Recherche zustane kommen.

Derbäi kënnt, datt déi politesch Decisioune keng applizéiert Medezinn sinn, wou ech de franséische Philosoph a Wëssenschaftler Étienne Klein - „Klein" geschriwwen - wéilt zitéieren, deen den 2. Juli vun dësem Mount also an enger Sendung op „France Inter" follgende Saz gesot huet: « Le pouvoir politique, ça n'est pas de la médecine appliquée. » An där Sendung huet e gutt beschriwwen, datt et bei der Gestioun vun enger Pandemie ënnerschiddlech Zäitlechkeete gëtt. Hie schwätzt vun „temporalités", wou sech d'Wuert „Tempo" dra verstoppt. Zum engen déi politesch Temporalitéit, déi vun deene politesch Responsabele verlaangt, an der Urgence ganz séier ze decidéieren. Zum aneren déi wëssenschaftlech Temporalitéit, déi oft Wochen, Méint a Jore brauch, fir Kloerheet ze schafen, wat déi bescht Manéier ass, fir mat enger neier Pandemie ëmzegoen an e geféierleche Virus a Schach ze halen.

An deem Spannungsfeld befanne mer eis schonn zu Lëtzebuerg zanter dem Ausbroch vun der Pandemie a mir wäerten dat Spannungsfeld och net esou séier verloossen. Ech mengen och net, datt e „Plang fir Lëtzebuerg" eis hei vill gehollef hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bilan, dee mir haut no iwwer véier Méint Gestioun vun der Coronakris zu Lëtzebuerg kënnen zéien, ass net dee schlechtsten. Ganz am Contraire! Am Verglach zu anere Länner ass en extreem positiv, …

(Interruption)

… well mir …

Ech sinn nach net fäerdeg!

… well mir d'Katastroph dank eisem staarke Sozialstaat, deen um Solidaritéitsprinzip berout, dank couragéierte politeschen Decisiounen an dank der grousser Solidaritéit an eiser Bevëlkerung konnte verhënneren.

An et war virun e puer Deeg och ganz encourageant, vum fréiere Premier Jean-Claude Juncker an enger Sendung op RTL ze héieren, datt hien et genee d'selwecht gemaach hätt wéi eis Regierung.

(Interruptions)

Dat just, fir de Punkt ze maache vun de leschten …

(Interruptions)

Dat just, fir de Punkt ze maache vun de leschte véier Méint.

Natierlech gëllt et haut och, no vir ze kucken a beim Kampf géint d'Pandemie um Ball ze bleiwen. An dat ass ëmsou méi wichteg, well d'Zuel vun de Covid-19-Infektiounen zu Lëtzebuerg massiv um Klammen ass, dat ass kloer, an eist Land och amgaangen ass, um internationale Plang als eent vun de gefäierlechsten Areeslänner ofgestempelt an isoléiert ze ginn. Dat kann een net schéirieden.

Mat dësem Projet de loi, deen déi éischt zwee Covidgesetzer vum leschte Mount jo fusionéiert an eng Rei Ännerungen a Klarifikatiounen enthält, kucke mer där Entwécklung an d'A, wat natierlech net ausschléisst, datt nach weider Modifikatiounen néideg ginn, jee nodeem wéi d'Infektiounszuele sech weiderentwéckelen a wéi eng Moossname sech dee Moment als sënnvoll wäerten erweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, „Dir musst de Feind kennen, fir e kënnen ze bezwéngen", huet schonn de chineesesche Philosoph a Militärstrateeg Sunzi am Joer 5000 viru Christus geschriwwen. An och wann et haut net drëms geet, an de Krich ze zéien, esou geet et awer drëms, e Feind ze bezwéngen, an zwar e Feind mam Numm Coronavirus, dee mir musse kennen, fir en a Schach ze halen. Dat heescht, et ass wichteg ze wëssen, wou, wéi séier an op wéi eng Manéier de Virus sech verbreet an Infektiounsketten ausléist.

Am Ufank vun der Pandemie war dat kengem kloer, weeder der Majoritéit nach der Oppositioun an emol net de Virologen. An och haut muss een nach ëmmer feststellen, datt d'Situatioun vu méindes net méi onbedéngt déi vu freides ass.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Esou sinn zanter dem Enn vum État de crise virun allem déi privat Partyen als eng vun den Haaptursaache vun de steigenden Infektiounen ugefouert ginn. Lues a lues stellt sech awer eraus …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wou sinn d'Donnéeën?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ass dat dann esou?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, kënnt Der vläicht einfach froen, datt ech net ëmmer ënnerbrach ginn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, d'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci villmools.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir wësst ëmmer alles a mir wëssen näischt! Ech weess net …

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ma Dir hat ganz vill Riedezäit als Fraktioun. A wann Der nach eppes wëllt soen, kënnt Der herno jo gäre bei de Mikro kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, Dir kënnt lech roueg herno nach aschreiwen!

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass just schwéier ze schwätzen, wann ëmmer Gegrommels op der rietser Säit ass, am rietsen Eck.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wolter, de Moment huet d'Madamm Lorsché d'Wuert. An, Madamm Lorsché, fuert roueg weider!

(Brouhaha général)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Vu menger Säit aus …

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Madamm Lorsché behaapt eppes a se gëtt kee Beweis fir hir Behaaptung!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass, vu menger Säit aus gekuckt, dee rietsen Eck.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir si kee rietsen Eck, Madamm Lorsché!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir sëtzt am rietsen Eck, vu mir aus gekuckt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo!

Plusieurs voix.- O! Jo, jo, o!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sout, wannechgelift! D'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Lues a lues stellt sech eraus, datt dës Erklärung der Realitéit nëmme begrenzt Rechnung dréit. All déi aner Infektioune sinn no an no op ënnerschiddleche Plazen opgetaucht.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat geet net, Här President!

(Protestations et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Berouegt lech e bëssen a loosst d'Madamm Lorsché hir Ausféierunge weiderféieren!

Une voix.- Ech wéisst gär, wat se mengt domadder.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, virun dräi Méint huet den Här Bausch dat selwecht versicht mat der CSV. Dat do geet net! Mir si keng Faschisten!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här Roth, Här Roth, ech hu vun …

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt dat bewosst gemaach.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Nee, ech hunn dat net bewosst gemaach. A wat Dir elo maacht, dat ass eng Ënnerstellung.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech hu gesot, et wär net agreabel ze schwätzen, wann aus deem do Eck, dat ass nun emol op menger rietser Säit, vun do Gegrommels kënnt. Voilà! A wa kee Gegrommels kënnt, da brauch ech dat och net ze soen.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir behaapt Saachen, déi Der net kënnt beweisen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech kommen zréck …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här Wolter, kommt bei mech sëtzen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, ganz gären! Dir kënnt mer vläicht d'Explikatioune ginn, déi d'Madamm Lorsché net ka ginn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da sëtzt Der an deem aneren Eck!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech kommen zréck bei d'Infektiounen, wann ech däerf, déi no an no op ënnerschiddleche Plazen optauchen. Sou zum Beispill a Wunngemeinschaften oder Opfangstrukturen, an deenen d'Wunnverhältnisser enk bemooss sinn, mee och an Dagesstrukturen, deem engen oder anere Betrib oder awer méi klenge Gruppen am Privatberäich sinn ëmmer méi Infektioune festzestellen.

Wat d'Verdeelung iwwert d'Land ugeet, do sinn de Muere Kaarte publizéiert ginn. Sou spréngt virun allem an d'A, datt d'Pro-Kapp-Infektiounen an deene Géigenden am héchste sinn, déi am dichteste besidelt sinn, woubäi d'Vermutung no läit, datt d'Landkaart mat deenen Infektiounen net vill anescht ausgesäit wéi d'Landkaart vum Indice socio-économique …

Une voix.- Richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … mat deene selwechte roude Plazen, haaptsächlech am Süden an an de gréissere Stied.

Une deuxième voix.- Dat ass scho richteg.

Une troisième voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech sot, et entsteet den Androck. Ech hu se nach net kënnen openeeleeën, mee et fält op, datt an dicht besidelte Stied méi Infektioune sinn an et ass och do, mengen ech, wou den Indice socio-économique net deen héchsten ass. Mee dat bleift ze préiwen.

Wou ech och drop wéilt hiweisen, datt an deen Indice och déi Wunnverhältnisser erafléissen, déi och eng Ursaach sinn, wa se net gutt sinn, vun den Infektiounen. Dat ass op d'mannst scho bewisen.

Duerch Tester, mee och duerch Gespréicher, déi am Kader vum analogen Tracing mat Betraffene gefouert ginn, kommen am Fong all Dag nei Erkenntnisser derbäi. An dowéinst ass et och wichteg, un der Method vum analogen Tracing festzehalen. Virun allem ass et wichteg, d'Teststrategie nach weider ze verfeineren an nach méi geziilt op vulnerabel Gruppen a Plazen zouzegoen, fir deenen eenzelnen Ustiechungsherden nach besser op d'Spuer ze kommen.

Wat awer och wichteg ass, ass d'Kommunikatioun souwuel um Niveau vun de Gestes barrières wéi och um Niveau vun der Teststrategie, dëst virun allem, wann et ëm méi bildungsfern Schichte geet, mee och ëm Mënschen, déi aus anere Kulturkreesser kommen, d'Sprooche vläicht net esou gutt verstinn an och de Risiko lafen, datt d'Informatiounscampagnen net onbedéngt am selwechte Mooss wouergeholl gi wéi bei gutt informéierte Biergerinnen a Bierger, déi scho laang am Land wunnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och wann d'Partyen am grousse Stil haut net méi deen eenzege Grond vun Infektiounskette sinn, esou ass et mir awer wichteg ze ënnersträichen, datt se nach ëmmer ee vun de gréisste Risiken duerstellen, am Fall wou d'Gestes barrières net respektéiert ginn, woubäi et dem Virus jo egal ass, ob e sech an engem ëffentlech zougängleche Raum oder an engem private Raum verbreet.

En zousätzleche Problem besteet doran, datt d'Feierlechkeeten am grousse Stil en nodréiglechen Traçage bal onméiglech maachen. Domat stellen ech net a Fro, datt d'sozial Kontakter ënnert de Mënschen extreem wichteg sinn, an dat war och eng wichteg Etapp vum Deconfinement. Se si souguer eng vun de wichtegste Viraussetzungen, fir déi mental Gesondheet ze schützen, virun allem bei deene Leit, déi eleng liewen an am Confinement am meeschte gelidden hunn.

Allerdéngs musse gewësse Reegele respektéiert ginn, an et ass jo genee dat, wat mer mat dësem Projet de loi och am Privatberäich wëllen erreechen.

D'Zil ass a bleift awer dat selwecht: Et geet drëms, d'Infektiounszuelen esou niddreg wéi méiglech ze halen, fir datt all Patient mat schwéiere Symptomer an engem Spidol kann ënnerkommen a kompetent gefleegt ka ginn. D'Zil muss et awer och sinn, datt Net-Covidpatiente sech an Zukunft op eng gutt Prise en charge kënne verloossen an datt et net zu weidere Retarden um Niveau vun den Operatiounen, de Scanner, de Rëntgenopnamen an aneren essenzielle Spidolsaktivitéite kënnt.

D'Erfarungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi an deene leschte Méint op deem Plang gemaach gi sinn, sollen eis eigentlech an där Hisiicht eng Léier sinn. Si sinn awer och en zousätzlecht Alarmsignal, kann ee bal soen, wat eis seet, datt d'Virsiicht iwwerall an zu all Moment éischt Gebot muss sinn an eng wichteg Konditioun ass, fir en Zréckfueren, en zweet Zréckfuere vu wichtege medezinneschen Aktivitéite kënnen ze verhënneren.

Här President, genee aus dësem Grond wollt d'Regierung der Virsiicht jo schonn am Juni bei der Élaboratioun vun den éischte Covidgesetzer Prioritéit ginn. Virsiicht an deem Sënn, datt d'Regierung déi wichtegst Covidreegelen net nëmmen an ëffentlech zougängleche Raim, mee och am Privatberäich wollt obligatoresch maachen.

Konkreet sinn dat déi Reegelen a Geste-barrièren, déi am Kader vun de Mënschenusammlunge relevant sinn - bewisenermoossen - an déi och international vun der WHO a vum Europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vun ustiechende Krankheeten unerkannt sinn, fir d'Iwwerdroe vum Virus ze bremsen. Se sinn also net aus der Loft gegraff.

Bekanntlech huet de Staatsrot dëser virsiichteger Approche vun der Regierung beim éischte Covidgesetz e Strich duerch d'Rechnung gemaach. A laut sengem Avis waren d'Reegelen, wéi Der wësst, am Privatberäich net zoumuttbar, net adaptéiert an och net proportionell zu der Gravitéit vun der Situatioun. Dëst opgrond vum Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet, déi jo an eiser Verfassung verankert ass an dee Moment och net ganz zu Onrecht ugefouert ginn ass, well d'Infektiounen zu deem Moment eebe grad effektiv niddreg louchen. Duerno ass een natierlech ëmmer méi schlau.

Dir Dammen an Dir Hären, et huet net laang gedauert, bis verschidden Deeler vun eiser Gesellschaft op der Bananneschuel vun der Fräiheet am Privatberäich ausgerutscht sinn an am Fong elo matverantwortlech derfir sinn, datt et zu der Aféierung vu gesetzleche Reegelen am Privatberäich muss kommen. Ech mengen awer, dass nach ëmmer de Gros vun der Gesellschaft seng Verantwortung iwwerhëlt.

Datt d'Kommunikatioun vu Recommandatiounen hätt kënne verstäerkt ginn, streiden ech net of. Et kann een awer och net behaapten, datt se net stattfonnt hätt. An ech weess, datt ganz vill Deplianten an der Boîte gelant sinn, souwuel mat Biller wéi och mat Text.

Ëmstridde bleift d'Moossnam vun der Reglementatioun vum Privatberäich nach ëmmer bei der berodender Mënscherechtskommissioun. Esou wéi se an hirem Avis richteg opwerft, entspriechen dës Moossnamen effektiv net de Prinzippie vun enger fräier Demokratie a se widderspriechen och der verfassungsrechtlecher Dispositioun, datt de Staat sech net an d'Privatsphär anzemëschen huet.

Op där anerer Säit - an déi ass net onwichteg - muss ee bedenken, datt de Staat laut där selwechter Verfassung och forcéiert ass, d'Gesondheet vun der Populatioun an domat Mënscheliewen ze schützen. An deem Dilemma ass d'Politik gefuerdert a muss Entscheedungen treffen. An dës Entscheedunge sinn nun emol och eethesch méi schwéier ze treffe wéi d'Entscheedung, d'Wirtschaft mat héijen Zommen ze ënnerstëtzen. Fir déi Moossname fënnt sech séier eng politesch Majoritéit.

Doriwwer eraus muss ee sech awer och froen, ob déi gesetzlech Virschréften, déi mat dësem Projet de loi am Privatberäich agefouert ginn - an déi jo schonn haut am ëffentleche Raum gëllen -, wierklech esou dramatesch an demokratiefeindlech sinn.

Ëmmerhin ass d'Droe vun engem Mondschutz, dee jo bei iwwer 20 Leit virgesinn ass, wann d'Distanz net garantéiert ka ginn, keen Hindernis, fir sech ze begéinen, an de Mondschutz deet och net wéi.

An och d'Obligatioun, alternativ zum Mondschutz eng Distanz vun zwee Meter anzehalen, heescht net, datt d'Beweegungs- an d'Versammlungsfräiheet domat opgehuewe gëtt.

Woubäi ech woen ze behaapten, datt d'Droe vun engem Mondschutz wäit manner penibel ass, wéi mat enger Sauerstoffmask am Spidol ze leien, wou vu Beweegungsfräiheet souwisou keng Ried méi ka sinn.

An déi selwecht Logik gehéiert och d'Modifikatioun, déi den Horeca-Secteur betrëfft. Et ass bekanntlech ee vun deene Secteuren, deen am meeschten Aarbechtsplaze generéiert an dee mat am häertste vun der Kris getraff ass. Hei begréisse mir, datt d'Verantwortung mat dësem Projet de loi net méi just beim Proprietär vum Lokal läit oder beim Gestionnaire, mee zum Deel op de Client iwwerdroe gëtt.

Dës Approche ass net nëmme méi realistesch, mee se ass och méi fair, well et net ka sinn, datt d'Clientë sech aus der Verantwortung schläichen doduerch, datt se Mënschendrauwe ronderëm d'Lokaler bilden, wärend Bedreiwer vun engem Lokal fir en illegalt Verhale vun de Clientë bestrooft ginn.

Méi Fräiheet gëtt et dann awer och fir d'Sportler an d'Acteure vum Kultursecteur, wat mir natierlech ënnerstëtzen. Ëmmerhin erfëllt souwuel d'Kultur wéi och de Sport, jee no Secteur an Aktivitéit, wichteg sozial, integrativ, educativ, intellektuell beräichernd oder einfach emol gesondheetserhalend Funktiounen, déi alleguer an de leschte Méint ze kuerz koumen.

An deene Beräicher sinn d'Gruppe fest definéiert an zueleméisseg iwwerschaubar, soudatt e Retraçage vun de Kontakter an domat d'Ënnerbrieche vun eventuellen Infektiounskette kee Problem dierft duerstellen. D'selwecht gesäit et och d'WHO.

Begréissenswäert ass an deem Kontext, datt déi eenzel Federatiounen zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Recommandatioune fir déi Aktiv a fir d'Veräiner verfaasst hunn, soudatt d'Preventioun an deene Secteure scho méi laang groussgeschriwwe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech wéilt dem Rapporter Mars Di Bartolomeo nach Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport an ech wéilt - grad wéi beim Vott vun den éischten zwee Covidgesetzer - jiddwerengem un d'Häerz leeën, d'Rapporte vun de Gesetzer ze liesen, elo och vun dësem, well se eigentlech eng Zort Formation continue duerstellen.

Et geet nämlech wäit iwwert den Objet vum Projet de loi eraus an d'Rapporten ënnersträichen am Fong déi ganz Komplexitéit, mat där mir net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och um internationalen Niveau konfrontéiert sinn.

Dëser Komplexitéit kënne mir net mat einfache Spréch oder Fuerderunge begéinen, mee mat komplexe Léisungen, déi Dag fir Dag iwwerduecht musse ginn, jee nodeem wéi d'Situatioun sech weist.

Här President, als gréng Fraktioun si mir weiderhi bereet, eis konstruktiv anzebréngen an eis Verantwortung ze iwwerhuelen, och wa mir an der Gestioun vun der Kris net un der éischter Front stinn; mee och déi zweet Front ass net onwichteg.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der gréinger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, fir datt ech et net vergiessen, soen ech dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'ADR huet Problemer dermat, wa Fräiheeten, déi an der Verfassung verankert sinn, duerch eng einfach Majoritéit iwwer Gesetzer hei an der Chamber duerchgewénkt ginn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Et muss och hei, onser Meenung no, dann eng Zwee-Drëttel-Majoritéit an der Chamber si fir esou Gesetzer als Basis.

D'Mënscherechtskommissioun hat eng änlech Meenung wéi d'ADR. Problematesch kann dat awer fir d'Zukunft ginn, wann d'Situatiounen, déi Mënscherechter belaaschten, an engem gewësse Sënn normaliséiert ginn, wéi mer dat elo mat dësem Gesetz haut hei maachen. Mir maachen eng Verlängerung vum leschte Gesetz; et gëtt elo iwwerdroen op dëst Gesetz. An dat ass just gemaach ginn, well d'Summervakanz virun der Dier steet.

Ech mengen, dat ass eng geféierlech Auswäitung an hoffentlech kënnt dat net op aner Punkten eriwwer.

Eenzel Passagen an dësem Gesetz sinn ze vill vast ausgeluecht. Si baséiere gréisstendeels um Gesetzestext vun deem viregte Gesetz, wou se iwwerholl goufen. Déi eng kënnen et esou interpretéieren, anerer erëm anescht. An do derbäi kënnt, datt de private Beräich schwéier ze kontrolléieren ass.

Et gëtt héich Zäit, datt mer e Pandemiegesetz als Basis kréien, dat mer an aller Rou an ouni Zäitdrock kënnen ausschaffen an diskutéieren.

Wat ons nach stéiert un dësem Gesetz, dat ass d'Ausgangsbasis, dat sinn d'Fakten, op deenen et berout an déi d'Regierung awer als Hotspot definéiert huet bei den Diskussioune vum Gesetz, an zwar d'Partyen uechtert d'Land.

Et ass e Gesetz an d'Blannt eran. D'Chamber weess net, wou déi eenzel Problemer am Detail am Land leien.

Op Basis vu Fakte misst jo e Gesetz diskutéiert ginn hei an der Chamberskommissioun. Mee der Kommissioun louchen dës Fakte bei der Diskussioun zu dësem Gesetz awer net vir. Se goufen hir virenthalen.

Wa mer esou e Gesetz wéi dat heite stëmmen, da misst jo awer virleien, wat a wou a wéini ee sech ugestach huet.

Mir ginn all vertréischt op Partyen, déi uechtert d'Land sollten ofgehale gi sinn. Elo wësse mer awer aus der Press, datt och nach aner Ursaachen do si fir d'Eropklamme vun dëse Covidustiechungen, wéi zum Beispill d'Schoulen an och nach aner Saachen.

Do muss ee sech awer bei de Schoulen d'Fro stellen: War et verantwortlech oder onverantwortlech, fir no dem Opmaache vun de Klassen elo kuerz virun der Vakanz erëm zréckzefueren op eng eenheetlech Klass, wou mer der virdrun zwou haten? Ech mengen, do muss ee sech Froe stellen!

An dësem Gesetz steet kee Wuert zu där Entwécklung. Ech hunn an der Kommissioun e Mëttwoch, den 8. Juli, d'Fro gestallt, fir Datematerial ze kréien zu dësem Gesetz, well et wier jo wichteg gewiescht, dës Donnéeë virleien ze hunn, fir deenen Erkenntnisser a Fakten am Gesetz Rechnung droen ze kënnen.

Well onser Meenung no kann ee jo nëmmen e Gesetz diskutéieren, wann ee Kenntnis huet vun der ganzer Sachlag. An dobäi gëllt dëst Gesetz jo ëmmerhi bis den 30. September.

De President vun der Santéskommissioun an haitege Rapporter hat mer geäntwert, hie géif dat an de Rapport mat abauen. Dat ass a mengen Aen e Witz!

Dat ass d'selwecht ze verstoen, wann ech an e Schnellimbiss ginn an ech kafe mer e Brout mat enger Mettwurscht a Moschter, da kréien ech haut d'Mettwurscht; wann ech dann nofroen, kréien ech mar d'Brout; wann ech dann nach dräimol nofroen, kréien ech iwwermar de Moschter. Esou kann een dat vergläichen an dat ass onverantwortlech! Ech wollt Iech un dësem Beispill emol eng Kéier illustréieren, wéi d'Parlament behandelt gëtt!

(Brouhaha)

Do derbäi muss ee wëssen, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… datt d'Madamm Ministerin bei der Coronadebatt hei an der Chamber net emol zwou Stonnen no der Kommissiounssitzung Folgendes gesot huet: „Duerch déi Monitoringoutilen, déi mer en place hunn, …

(Interruption)

… wäerte mer ganz genau kucken, wéi d'Typologie vun den Neiinfektiounen ass. Wéi eng Leit sech mam Covid infizéieren, wéi eng Alterskategorien dat sinn. Dat Ganzt, fir éischtens d'Tendenzen ze erkennen an zweetens den Impakt op dat, wat eis letztendlech interesséiert: Sinn dat déi Leit, déi an engem grousse Risiko sinn, fir an de Spideeler ze landen oder net? Dat ass jo ganz ënnerschiddlech."

A weider huet d'Madamm Ministesch nach gesot, e bësse méi spéit: „Duerch d'Residuen, déi an de Kläranlage sinn, do kënne mer erkennen, wou de Virus present ass, doduerjer geografesch och Hotspotten erkennen an doduerch och plangen, fir bei der normaler Hospitalisatioun déi normal Prise en charge oprechtzeerhalen; dat ass eng Prioritéit."

Souwäit d'Madamm Ministesch. An dorauser schlussfollgeren ech dann, datt der Regierung jo all déi Donnéeë virlouchen.

Firwat kritt d'Chamber se dann net, fir dat Gesetz ze diskutéieren?

Une voix.- Voilà! Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Op där anerer Säit mussen awer déi infizéiert Leit laut Artikel 5 all hir Donnéeën der Santé matdeelen. Déi eng mussen et maachen, déi aner net.

Opgrond vun dëser Sachlag muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass hei lass? Wat gëtt hei verstoppt?

Dat ass och dat, wat dobaussen d'Leit sech froen. A mat groussem Averständnis hu se Recht. Dës Donnéeën aus dem Monitoring louchen der Kommissioun net vir. D'Chamber misst jo awer wëssen, wou déi eenzel Problemer leien a wou a wéi se sech kënnen ustiechen.

Opgrond vu wat fir enger Basis hu mer, zënter datt déi lescht zwee Covidgesetzer a Kraaft sinn, déi Ustiechungen? Wat gëtt hei verheemlecht?

Gëschter krute mer dann eng éischt Kaart gewisen, duerch d'Land mat Kantoner.

(Interruption)

An da muss een dorauser da schlussfollgeren, da gëtt eemol opgedeelt no Kantonen. Dat ass déi éischt Etapp. Dat ass dat, wat ech mat där Mettwurscht virdru gesot hunn; dat kënnt elo an Etappe lues a lues.

Do fält dann op: Am Süde sinn 329 Infektiounen; am Kanton Esch, besser gesot. Mee do muss ee sech awer Froe stellen. An dat ass alles dat, wat mer an der Chamber an der Kommissioun net virleien haten. Sinn déi generell verstreet? Sinn déi op spezifesch Brandherder zréckzefeieren? Wou kommen dës Infektiounsherder hier?

Alles dat wësse mer net a mir sollen e Gesetz hei stëmmen. Dat ka jo net sinn! Ech mengen, d'Chamber gëtt jo do an déi zweet Rei gesat. An dat däerf et net sinn, well si muss an der éischter Rei stoen!

Et ka jo net sinn, datt ee ganzt Land gestrooft gëtt, wann Eenzelner sech net un déi allgemeng Virgaben, fir dëser Kris entgéintzewierken, halen. Iwwert déi Virgoensweis si mer enttäuscht. D'Chamber respektiv d'Kommissioun gouf bei der Diskussioun zu dësem Gesetz net esou informéiert, wéi et hätt misse sinn. Esou kann een net mat der Chamber ëmgoen. D'Chamber gëtt iwwergaangen. Et geet elo duer!

Mir hätte gären als Parlament all Informatiounen, déi mer brauchen. D'Chamber - esou hunn ech et an der Schoul geléiert - ass den éischte Pouvoir am Land. A wa mer iwwert d'Gesetzer mussen decidéieren, da brauche mer all déi Informatiounen, déi néideg sinn.

A well dat net de Fall ass, da brauch ee sech och net ze wonneren, datt am Land d'„Gerüchteküche brodelt", wéi een dat schéin op Däitsch seet. An opgrond vun dëser Tatsaach, ass ze fäerten, datt ze vill Leit hei am Land sech net wäerten un déi néideg Virschréften halen.

Et muss een och wëssen, datt d'Parlament iwwert d'Gesetzer ofstëmmt, an net d'Regierung. Mee hei ass et de Contraire: D'Chamber mat der Majoritéit wénkt d'Gesetzer vun der Regierung einfach duerch.

Hei gëtt d'Chamber - ech wëll dat och emol eng Kéier soen - respektiv d'Vollek dobausse vun dëser Regierung veräppelt. Dës Regierung mécht just, wat se wëllt. Ech denken elo mol u parlamentaresch Froen. Do kritt ee gréisstendeels Wischiwaschiäntwerten, do wou een näischt dermat kann ufänken; laansicht d'Wourecht an all déi Saachen do.

An en plus, an dat hu mer jo d'lescht Woch an dës Woch erëm héieren, d'Chamber muss sech hir Informatiounen an d'Press siche goen oder an déi international Press, esou wéi mer et haut virun aacht Deeg hei am Haus héieren hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Opgrond vun dëse Fakte kënne mir als ADR net fir dëst Gesetz stëmmen. An ech soen Iech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mer liewen a beweegten Zäiten. Et si knapp dräi Wochen hier, do hu mer hei an der Chamber dat éischt Covidgesetz gestëmmt, mat Virausannamen, déi haut komplett anerer sinn.

An obwuel dat Gesetz mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn ass, ware véier Oppositiounsparteien - dorënner mir -, déi dat Gesetz net matgedroen hunn. An all Partei hat seng eege Kriticken dorunner an all Partei hat seng eege Reflexiounen a seng eegen Interpretatiounen a Proposen zu deem Gesetz.

An ech mengen, an ech hu ganz gutt nogelauschtert, datt mer awer ee Feeler net maachen däerfen. An dat ass: Mir däerfen eis awer net an d'Täsch léien!

Virun dräi Woche war deen allergréisste Soucis vun deene meeschte Leit heibannen deen, datt déi Restriktiounen, déi nach bleiwen, ze streng wieren. Och d'CSV huet ganz staark an déi dote Richtung argumentéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Situatioun war awer deemools eng aner, wéi se haut ass. Dat musse mer consideréieren an et soll ee sech net selwer an d'Täsch léien.

Duerfir wëll ech dës Kéier ufänke mat deem, wat positiv un dësem neien Text ass, och wa meng Konklusioun mech dozou bréngt, wéi d'lescht Kéier, datt mir als Lénk eis wäerten enthalen.

Mee ech fänken u mat deem Positiven. Duerch d'Zesummeféiere vun deenen zwee Covidgesetzer zu engem eenzegen Text gewënnt dëst Gesetz eendeiteg u Kohärenz a Lieserlechkeet. Et ginn elo e puer an iwwerschaubar Prinzippien agefouert, déi wichteg sinn. Doduerch gëtt d'Gesetz engersäits zwar méi restriktiv, anerersäits mécht et awer och Ouverturen op am Sports- an am Kulturberäich, déi och novollzéibar sinn.

An dat, wat restriktiv ass, huet een Zil, wat ee ganz einfach iwwersetze kann: Et geet drëms, grouss Mënschendrauwen ze verhënneren. Dat ass de Kär vun deem, wat d'Restriktioune weider ausmaachen. Dat gëllt fir Bistroen a Restauranten, wou mer d'Erfarung gemaach hunn, och op Nationalfeierdag, datt dat mat deene Reegelen, déi mer bis elo haten, esou net dra war, fir déi Mënschendrauwen ze verhënneren. Duerfir setze mer an deem dote Punkt am Horeca-Beräich op individuell Responsabilitéit, op déi individuell Responsabilitéit vun deene Leit, déi do consomméieren. An ech mengen och, datt dat richteg ass.

An déi zweet grouss Restriktioun, wann een et esou nennen däerf, dat ass, datt d'Reegele fir Rassemblementer, grad wéi am Effentlechen, elo och am Private sinn.

Dat war eng Dispositioun, déi am urspréngleche Text och drastoung an déi op d'Interventioun vum Staatsrot hin erausgeholl ginn ass. Mir hätten och virun dräi Woche scho kee Problem gehat?, wann et déi Restriktiounen och am Private gi wier, well et zumindest eppes kloergemaach hätt, nämlech: Et gëtt eng Reegel, an déi ass transversal an déi gëllt iwwerall.

Elo hu mer et an dësem Text dran an ech fannen net, datt déi Restriktiounen u sech disproportionéiert si par rapport zu der Situatioun. Ech menge souguer, datt et Reegele sinn, déi elo méi verständlech sinn, well et net méi sektoriell fir all Wirtschaftszweig seng eege Reegele gëtt, mee well et elo eng transversal Approche ass, déi besser novollzéibar ass vun de Leit an a mengen Aen och besser applikabel ass.

An deen zweete grousse Fortschrëtt, an dat war och eng vun eise grousse Kriticken, dat ass d'Klärung vun enger Mesure, déi - zumindest am éischten Text vu virun dräi Wochen, an deen am Moment jo nach en vigueur ass - awer problematesch ass, nämlech dee vun der Quarantän. D'Quarantän betrëfft Leit, déi, sou heescht et am Text, „à haut risque d'être infectées" sinn. Dat ass ganz problematesch, well et bedeit, datt déi Leit, déi „à haut risque d'être infectées" sinn, musse siwen Deeg doheem bleiwen an awer schonn no fënnef Deeg en Test maache kënne loossen. A wann deen negativ ass, dann ass d'Quarantän opgehuewen.

An déi grouss Fro, déi ee sech gestallt huet: Mee ab wéi engem Moment spillt dann déi Quarantän? Dat ass elo an dësem Text wierklech gutt geklärt, nämlech ab deem Moment, wou retracéiert ass, wéini de Kontakt mat deem Infizéierte war. Dat kann nämlech bedeiten - an dat huet wierklech, mengen ech, wichteg Virdeeler -, wann eng infizéiert Persoun seet: „Maja, viru fënnef, sechs Deeg war ech awer länger ongeschützt, méi laang wéi eng Véierelstonn", also wéi d'Reegelen et virschreiwen, „mat där an där Persoun zesummen", da kann déi Persoun direkt kontaktéiert ginn an no de Reegelen och direkt en Test maachen.

Dat heescht, déi Persoun weess direkt, wou se drun ass. D'Quarantän, wann den Test negativ ass, gëllt dann och fir déi net respektiv, wann den Test positiv ass, weess déi Persoun och direkt, datt se infizéiert ass a mir kënnen direkt déi Mesuren huelen.

Dat heescht, et schaaft méi Rechtssécherheet wéi dat, wat mer virdrun haten. An et geet awer och virun allem drëm, datt déi sanitär Mesure weesentlech méi effikass ka wierken. Dat ass e wichtege Fortschrëtt. Well et geet jo drëm - an dat hunn ech awer elo bei alle Riedner e bësse vermësst -, an dat misst nach ëmmer d'Haaptzil sinn, datt mer eist Spidolswiesen net iwwerlaaschten.

Une voix.- Bravo!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat muss d'Haaptzil sinn! „Flatten the curve", ass am Ufank gesot ginn. A mir mussen dat och elo virun Aen halen! E Spidolswiesen, wou dat Personal, wat dra schafft, wou mer wëssen, datt et, éischtens, net genuch Leit sinn, déi am Spidolswiese schaffen, an, zweetens, déi dräi Méint laang Iwwerstonnen an Iwwerstonne gedrummt hunn an déi un d'Limitte vun deem kommen, wat méiglech ass! Duerfir ass et wichteg, datt mer dat Spidolswiese schützen an datt mer déi Kurv esou niddreg wéi méiglech halen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Nawell sinn awer och an dësem Text nach ëmmer problematesch Begréffer dran. Nach ëmmer ass net kloer, wat dann de Confinement forcé, wat déi Lieu-appropriéë sinn, well dat ka jo awer net e Spidol sinn, wou dann op eemol Infirmieren oder Doktere quasi zu Poliziste gemaach gi sinn. Dat ass a bleift nach weider problematesch.

An ech mengen och, datt et weider problematesch bleift ze kucken, fir déi Rassemblementsreegelen anzehalen. Dat si Saachen, déi an deem éischten Text schonn net 100%eg geklärt sinn an déi elo och nach weider net 100%eg geklärt sinn.

Mee zwee weesentlech Fortschrëtter. Eigentlech hate mer eis iwwerluecht, ob mer dat kéinten och eventuell mat votéieren. Mee fir proportionéiert Decisiounen huelen ze kënnen, muss een och opgeklärt sinn an iwwer all d'Informatioune verfügen, déi disponibel sinn. An do rejoignéieren ech d'Kritik vun deenen aneren Oppositiounsparteien. Ech rejoignéieren do och d'Kritik vun der consultativer Mënscherechtskommissioun, déi och bemängelt huet, datt mer net iwwer genuch, iwwer all d'Informatioune verfügen.

An elo gëtt et zwou Varianten: Entweeder gëtt et déi Informatiounen net oder se ginn awer der Chamber virenthalen. An ech hunn d'Gefill, et ass iergendwéi eng Mëschung vu béidem.

Entre-temps hu mir an der Fraktiouun een drop ugesat, deen näischt anescht mécht, wéi ze kucken, wéini Pressekonferenze gehale ginn, well och bei all Pressekonferenz erëm eng Bribe vun neier Informatioun erauskënnt. Gëschter si mer esou wéi niewelaansicht gewuer ginn: „A jo", huet d'Madamm Lenert gesot, „an den Altersheimer sinn och sechs oder siwe Fäll." Ech weess d'Zuel elo net méi auswenneg.

An dat war esou symptomatesch, well dat ass genau dat Gefill, wat mer hunn: Wat nach grad afält, dat gëtt gesot. Mee et ass net eng systematesch Opschaffung vun Donnéeën, déi et dann awer schéngt ze ginn, déi dann och konsequent den Deputéierte matgedeelt ginn.

D'selwecht ass d'Fro vu Clusteren. Eng Fro, déi elo wichteg gëtt! Wann de Sonnden nämlech d'Regierung eventuell zesummekënnt a weider Aschränkungen hëlt, mee da musse mer jo wëssen, a wéi engem Beräich se déi Aschränkungen hëlt!

Bis elo hu mer ëmmer nëmme gesot kritt: „Jo, Clusteren, dat ass virun allem am private Beräich." Jo, da ginn ech jo dovunner aus, datt et och just kënnen Aschränkungen am private Beräich ginn. Well de Premier huet gesot: „Et ass kee Problem am Horeca-Secteur, et ass kee Problem bei der Aarbecht." Jo, da kënnen dat jo awer keng Beräicher sinn, wou Aschränkunge kommen, well dat jo scheinbar net problematesch ass. Mee mir als Chamber wëssen dat net!

D'Madamm Minister huet ëmmer erëm gesot: „Dat ass virun allem am Privaten." An och op Nofro hi gëschter an hirer Pressekonferenz huet se dat erëm gesot an huet gesot: „Mir hu keng fest Zuelen, mee d'Leit um Terrain soe mer dat." Jo, mee dat muss een awer iergendwéi moosse kënnen oder zumindest muss et d'Aufgab vun der Regierung sinn oder vun där Taskforce sinn, genau dat awer ze faassen, well soss kënne mer net effikass dergéint virgoen!

An zur Informatiounspolitik - ech gesinn, d'Zäit leeft mer elo schonn erëm dovunner - gehéiert och d'Roll vun de Gemengen. Ech war erfreet, héieren ze hunn, datt véier Méint nom État de crise elo e Beamten am Santésministère fir d'Kommunikatioun mat de Gemenge responsabel ass. D'Gemengen, wou ëmmer gesot gëtt: „Déi sinn no beim Bierger. Déi si ganz no, wann et drëms geet, Decisiounen ëmzesetzen, fir d'Kommunikatioun kënnen ëmzesetzen." An ech si ganz frou, datt elo véier Méint duerno ee Beamten am Santésministère dat mécht, well an deene leschte véier Méint ass vum Interieur häerzlech wéineg komm, wat d'Gemengen ugeet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et bedeit nämlech, datt déi Informatiounsflicht, wann elo gesot gëtt, datt d'Leit net alleguer, aus wéi enge soziokulturelle Kreesser se och kommen, vläicht net alleguer och déi Informatiounen esou matkritt hunn. Mee dann ass et vläicht: Da kënne grad d'Gemengen do eng Hand mat upaken! A grad d'Gemenge missten oder kéinten zumindest eng méi aktiv Roll an der Bekämpfung vun deem Virus spillen. Eng net nëmme repressiv Roll, well dat ass net de Gemengen hir Aufgab!

Wier et dann net, als Beispill, fir d'Pecherten eng Missioun, fir opklärend ze wierken, wa se gesinn: Do ass iergendwéi e Rassemblement. Déi net eng Strof ginn, mee déi mat de Leit schwätzen. Also, eng proaktiv Roll, déi mer onbedéngt bräichten, fir géint de Virus virzegoen, déi net repressiv wär, mee déi opklärend wier!

An dann ... Elo sinn ech schonn erëm iwwer meng Zäit.

Et ass wierklech eng Fro, déi mer eis ganz seriö stelle mussen: Awéiwäit dee Coronavirus déi sozial Inegalitéiten nach verstäerkt huet, ass schonn e puermol an der Vergaangenheet gesot ginn. Mee wann ech kucken, wou déi meeschten Infektioune sinn, da gesinn ech och, wéi d'Madamm Lorsché, datt et schéngt - mer wëssen et net - eng Korelatioun ze ginn tëschent dem sozioekonomeschen Index an der Heefegkeet vu Coronaerkrankungen.

A mer musse ganz gutt oppassen, datt de Coronavirus net nach méi staark e Klassecharakter kritt an déi Leit am meeschte betrëfft, ...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... déi sech am mannste schütze kënnen! Dat ass immens wichteg an do ass d'ganz Regierung gefuerdert, fir adequat Mesuren dergéint ze huelen.

Här President, meng Zäit ass ofgelaf. Ech hätt nach eigentlech ganz gär eppes gesot zu zouene Grenzen an zum Large-Scale-Testing, dee gutt a richteg ass a vun deem d'Regierung op kee Fall däerf ofkommen, well dat dee richtege Wee ass a well mer duerfir méi séier wéi aner Länner kënnen detektéieren, datt e Problem do ass. Warscheinlech gëtt et dee Problem, dee mir am Moment erliewen, och schonn an der Belsch, a Frankräich, an Däitschland, mee duerch de Large-Scale-Testing, an den Tracing virun allem, brénge mer et fäerdeg, et vläicht souguer éischter ze erkenne wéi aner Länner.

Eng allerlescht Remark gëllt dem Rapporter. Hien huet jo zum Schluss an där vun him bekannter paternalistesch-staatsmännescher Aart a Weis dann d'Vollek adresséiert op Lëtzebuergesch, Franséisch, Italieenesch a Rumänesch.

(Hilarité)

An ech wéilt em awer soen: Ech géif mer wënschen, déi Adress op aner Sproochen, notamment op Franséisch, wat eng ganz staark Langue véhiculaire ass, géif och hei an der Chamber stattfannen a mir hätten net nëmmen eng Iwwersetzung an déi däitsch Gebäerdesprooch, mee och eng parallell a simultan Iwwersetzung op Franséisch. Ech mengen, datt dat wichteg wier.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss éierlech soen, ech wollt meng Ried net domadder ufänken, fir iwwert d'Aussoe vu Majoritéitspolitiker hei ze schwätzen, mee ech kommen net derlaanscht. Well wann hei der Oppositioun ënnerstallt gëtt, net konstruktiv un deem Text hei matgeschafft ze hunn, a se Amendementer misste presentéieren, da verkennt deen, deen hei schwätzt, d'Realitéit, wéi et an där Kommissioun ofgelaf ass.

An där Kommissioun ass et esou gewiescht, datt mer eng ganz Rëtsch Amendements parlementaires gemaach hunn an datt do net - an ech betounen „net"! - derhannert stoung, wéi eng Partei se ugereegt huet. Well ech fäerte ganz, wa mer géifen dohinner schreiwen, wie wéi e Punkt oder Komma an deem Gesetz geännert huet an der Kommissioun, datt do éischter d'Oppositioun besser géif dostoe wéi d'Majoritéit!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wann et an Zukunft hei am héijen Haus esou sollt sinn, datt kollegial Zesummenaarbecht bestrooft amplaz belount gëtt, ma da schreiwe mir Amendementer am Numm vun eise Parteien an da vergläiche mer emol eng Kéier, ob d'Zesummenaarbecht, déi bis elo wierklech gutt fonctionéiert huet, da weiderhin esou gutt ka fonctionéieren!

Well wann et wierklech just drëm geet ze zielen, wien dann elo déi schéinsten a beschten a meeschten Iddien hat, da maache mer dat! Mee ech weess net, ob déi, déi hei d'Oppositioun kritiséieren, dann nach esou iwwerhieflech drakucken, wa se da mierken, datt hir Partei vläicht net esou konstruktiv matgeschafft huet, wéi se dat mengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten hunn elo ewell an e puer Reprisen, och zesumme mat anere Parteie vun der Oppositioun, d'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung kritiséiert. Erlaabt mer am Follgenden nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Ech soen net gären: „Mir léiere mam Virus ze liewen." Ech wëll net mat engem Virus liewen. Ech géif éischter soen: „Mir sinn amgaangen ze léieren, mam Virus ze koexistéieren." Mir hu kee Choix. Déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hunn, ass et, sech un d'Reegelen ze halen. An ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dës Reegelen - an ech weess, ech widderhuele mech, mee et ass wichteg - leider net kohärent un d'Biergerinnen an un d'Bierger vermëttelt ginn.

D'Reegele sinn net kohärent vermëttelt ginn, an dat an enger kruzialer Phas, genee dunn, wéi mer um Iwwergang stounge vum Lockdown hin zum Deconfinement. An där kruzialer Phas, wou de Staat an der Flicht stoung, de Biergerinnen a Bierger déi néideg Outilen an d'Hand ze ginn, fir sech am neien, méi fräien Alldag kënne korrekt ze verhalen, genau do huet d'Regierung an hir Kommunikatioun versot.

Dat muss een agestoen. An d'Madamm Ministesch huet dat och um Plateau vun RTL agestanen.

Wa mer iwwert d'Kommunikatioun vun der Regierung schwätzen, da schwätze mer net nëmme vun der Kommunikatioun, déi sech direkt un d'Biergerinnen an un d'Bierger adresséiert, mee och un d'Kommunikatioun ënnert den Institutiounen: Wat gëtt an, virun allem, wat gëtt net kommunizéiert?

Mir hunn et gëschter hei an der Pressekonferenz ugekënnegt: Als Legislateur brauche mer Zuelen, Zuelen, Zuelen an nach eemol Zuelen! Entre-temps krute mer méi Zuelen, nei Zuelen. Mee laang Zäit hunn ech mer geduecht: Mir musse wëssen, wou mer stinn, wuer mer histeieren, wou mer eis op der ominéiser Kurv situéieren? Sti mer do, wou mer wëlle stoen? Si mer drënner? Driwwer? Kee wousst et! Kee weess et! D'Chamber wousst et net an ech wousst et och net. Dat trotz widderhuelter Nofro.

An da wëll ech Iech awer froen: Wéi solle mir hei iwwer e Gesetz befannen, ouni déi néideg Informatiounen ze hunn, déi elementar sinn, fir a Covidfroe kënne proportionéiert ze legiferéieren?

Här President, d'Chamber hëlt haut hei Decisiounen „en absence de connaissance de cause". Dobäi hu mer hei nach viru Kuerzem eng Motioun gestëmmt, déi verlaangt, datt am héijen Haus reegelméisseg iwwert d'Entwécklung vun den neisten Zuelen am Detail informéiert gëtt. Vun der Uni hu mer zwar verschidden Zenarien, a mir steieren offensichtlech riicht an eng zweet Well, mee, an ech widderhuele mech erëm: Mir hätte gären detailléiert Zuelen!

Wat sinn dann déi projezéiert Infektiounszuelen? Wat sinn déi projezéiert Hospitaliséierungen? De Pouvoir législatif soll hei aschneidend Mesuren huelen, an dat gouf och haut ugeschwat, mee ka gläichzäiteg net eendeiteg feststellen, wou mer sinn. Si mer nach „on track" oder ass de Coronazuch derailléiert? Wou sti mer aktuell par rapport zu den Zenarien, déi d'Uni gerechent huet. Et ass fir eis momentan onméiglech, déi objektiv Analys vun der Situatioun ze maachen.

A wann d'Regierung da wierklech wéilt, datt d'Chamber konstruktiv mat op hire Wee geet, da muss d'Chamber déi Informatiounen hunn. A wann d'Regierung déi Informatiounen net huet, déi d'Chamber hei fuerdert, da froen ech mech: Wéi wëllt d'Regierung objektiv proportionéiert Moossnamen huelen? Ech traue mer et op alle Fall net zou, „en absence de connaissance de cause" esou aschneidend Moossnamen ze entscheeden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn awer net nëmmen do, fir alles schlechtzeschwätzen. An d'Regierung huet och definitiv, an dat wëll ech soen, e puer gutt Saache gemaach!

M. Georges Engel *(LSAP).*- E puer?

M. Sven Clement *(Piraten).*- E puer souguer direkt, Här Engel. Net nëmmen eng, net nëmmen zwou, e puer.

Loosst mech eppes soen: De Large-Scale-Testing ass eent vun deene Beispiller. Ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt mir als Lëtzebuerg hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen, eis un international Recommandatiounen halen an esou vill wéi méiglech testen. Jo, et klappt net ëmmer alles beim Testen. Et gëtt bei den Invitatiounen Doutten. Et waren e puer Hicken am Ufank, mee d'Resultat ass dat, wat zielt. D'Resultat ass dat, datt mer probéieren, Infektiounsketten ze ënnerbriechen. A jiddwereen, dee mer bei engem Large-Scale-Test fannen, ass eng Infektiounsketten, déi mer ënnerbannen.

An ech mengen, et muss ee soen, datt et wichteg ass, datt d'Leit dobausse sech trotz alle Bemolle weiderhin teste loossen. An ech war ganz frou de Moien, wéi ech dat du selwer op Invitatioun hunn däerfe probéiere goen, wéi ech gesinn hunn, datt ech net eleng war, datt eng ganz Rëtsch Leit viru mer stoungen, datt et séier goung, datt et professionell goung. An ech mengen, wa mer d'nächst Woch hei nach eng Kéier iwwert de Large-Scale-Testing schwätzen, datt mer do nach eng Kéier den Appell sollten erneieren, sech testen ze loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis geet et e bësse wéi deene Lénken. Mir hunn eis mat deem Text hei laang auserneegesat. Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft. Mir hunn eng Rëtsch Amendementer iwwert de Wee vun der Kommissioun hire gemeinsamen Amendementer mat abruecht. Mir hunn eng Rëtsch positiv Verännerungen an deem Text hei constatéiert.

Den Text ass sécherlech besser wéi deen, deen aktuell en vigueur ass. An ech sot schonn deemools beim Vott vun deem Text, dee wär besser wéi d'80er Gesetz. Dat heescht, vum 80er Gesetz komme mer op deen heiten Text, dee besser gëtt wéi dee leschten. Ech muss soen: Et wär schéin, wa mer kéinte soen: All déi Veränderungen, all déi Verbesserunge bréngen eis derzou, Jo kënnen ze soen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech huelen Iech awer direkt d'Hoffnung: Mir wäerten eis och dës Kéier mussen enthalen. Dat net, well den Text net besser ginn ass, mee well, wéi ech sot, eis weiderhin Informatioune feelen. Et feelen eis Informatiounen, fir kënnen objektiv d'Situatioun anzeschätzen an objektiv kënnen anzeschätzen, ob déi Aussoen, déi mer mam Text hei maachen, adequat sinn oder net.

Gi mer wäit genuch? Gi mer net wäit genuch? Dat ass eng Fro, déi kann een ouni Datebasis u sech ganz schlecht beäntweren.

A mir stoungen hei a mir hunn och bei all de Mesurë virdrun ëmmer erëm d'Regierung gefrot: Wou sinn d'Modelliséierunge fir déi heiten Entscheedung? Am Ufank huet d'Regierung eis reegelméisseg gesot: „Majo, mir wëlle wëssenschaftlech fundéiert Entscheedungen huelen, dofir loosse mer d'Uni d'Saache modelliséieren." An dunn hu mer e puermol hei op der Tribün héieren, datt Entscheedunge geholl goufen ouni Modelliséierung.

Déi nämmlecht, déi also grad hei virun e puer Minutten d'Oppositioun kritiséiert hunn, datt se iwwert d'Spärstonn geschwat huet, datt se iwwert d'Spillplaze geschwat huet ... Wou ech iwwregens och nach eng Kéier muss umierken, datt keng 24 Stonnen drop d'Spillplazen du vun der Regierung opgemaach goufen, déi just wollt d'Prioritéit hunn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wann een dann awer freet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou dann d'Modelliséierung derfir louch, déi, déi eis den Dag virdrun am Debat nach ëm d'Ouere geschloe gouf, datt misst gekuckt ginn, wéi d'Situatioun géif evoluéieren, ier een eppes géif ënnerhuelen, datt ee misst d'Zuele kucken, wann een dann awer freet, wou déi Modelliséierung ass, ob d'Uni dann tatsächlech eng Modelliséierung gemaach huet, fir d'Spillplazen opzemaachen, da fënnt een eraus: Déi gëtt et net!

D'Regierung huet also genau dat gemaach, wat hei der Oppositioun virgeworf gouf, nämlech eng Bauchentscheedung getraff. Dat ass okay, mee da kommunizéiert et als Bauchentscheedung! Kommunizéiert et als eng politesch Entscheedung an net als eng, déi op soi-disant wëssenschaftleche Fakte baséiert!

A genau dowéinster, well mer och an deem heite Gesetz awer a mengen Aen nach vill ze vill op enger Bauchentscheedung sinn, op enger Entscheedung sinn, déi en plus nach op engem Bauchgefill vu virun dräi Woche baséiert, kann ech dat heite Gesetz net mat Jo stëmmen.

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Gesetz ass besser an dofir wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Gesondheetsministesch Madamm Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Mir sinn an der Halbzeit a mir brauchen dat Gesetz onbedéngt. Et ass immens wichteg, dass et gestëmmt gëtt. Mir hunn eng Evolutioun an eisen Zuelen a mir musse reagéieren.

Mir sinn an der Halbzeit, hunn ech schonn oft gesot, awer warscheinlech och, fir mech, nach net um Héichpunkt. Ech muss soen, dat, wat mech säit Ufank vun där Kris elo hei am meeschte getraff huet, ass de Reproche vun der Negativpropaganda.

D'Santé mécht keng Negativpropaganda! Si mécht sécherlech vläicht net alles richteg, dat wësse mer iergendwann eng Kéier réckbléckend, mee eppes kann ech Iech alleguerte versécheren: D'Santé mécht keng Negativpropaganda a si hält och keng Informatiounen zréck! Mir maachen eist Bescht, ganz einfach, an deenen Ëmstänn, déi hei sinn. An dat ass wierklech net einfach.

Par contre huet d'Santé e Plang gehat par rapport zu där Kris hei. E relativ klore Plang vun Ufank un, dee mat ganz vill Skepsis entgéintgeholl ginn ass op alle Schrëtt vun Ufank un, wat legitimm mag sinn. Mee dat ass de Wee vun deem Plang.

Et huet ugefaange mat engem ganz schnell decidéierten a ganz strikte Confinement. Deen huet herno après coup jiddweree begréisst. Mee et war net esou einfach, wéi et elo duergestallt gëtt après coup. Elo op eemol war jiddwereen derfir! Et huet jiddwereen et immens fonnt, esou schnell ze reagéieren. Ech kann Iech soen: Et war net esou einfach! Et war net einfach, dat duerchzesetzen, an et war och net einfach, et ze decidéieren.

Da koum deen zweeten Deel vum Plang: e ganz ambitiéise Monitoring, wou mer ganz schnell decidéiert hunn, vill Geld a Ressourcen dran ze investéieren, fir eis eppes ze ginn, wat aner Länner net hunn. Och dat war net einfach! Et ass net einfach, Suen esou einfach auszeginn, wou een net weess, ob et eppes bréngt oder net. Kee weess dat am Viraus! An et ass vill kritiséiert ginn. Mir hunn eis ganz, ganz vill misse justifiéieren.

Dann den drëtten Deel vun eisem Plang par rapport zu der Coronakris, dat war e schrëttweisen a ganz virsiichtegen Deconfinement. An eppes kann ech Iech soen: Dat war dat Schwéierst bis elo. Well deemools waren eis Zuele ganz gutt. Mir hunn et immens gutt hikritt, schnell erofzekomme mat eisem Deconfinement. A wat hunn ech missen argumentéiere fir ze soen: „Nee nawell, mir mussen ofwaarden! Allkéiers zwou Wochen! Mir kënnen net schonn opmaachen, mir mussen ofwaarden, bis mer kënnen den Impakt gesi vun deem, wat mer gemaach hunn." Dat hu mer gesot a gesot a gesot mat enger gewëssener Hartnäckegkeet. An et ass och laang gutt gaangen.

„Negativpropaganda", et deet mer leed, dat ass eng Frechheet!

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Et gëtt gesot hei: „De Confinement war e Succès, den Deconfinement net." Ma dat ass net wouer! Den Deconfinement war laang e Succès, an zwar Schrëtt fir Schrëtt ass et gutt gaangen. All eenzel Etapp, déi opgemaach ginn ass, war e Succès. Mir hu keen Impakt op eiser Kurv gesinn. Et ass dee leschte Schrëtt, deen e Problem war. Dee leschte Schrëtt! Deen, wou mer eriwwergaange si vu Reglement op Gesetz, wëll ech just bemierken.

Mee dat ass awer e Projet gewiescht, zu deem d'Regierung och stoung. Dat wollt ech domadder net soen. Mee et ass falsch fir ze soen, dass de Confinement, zu deem all Mënsch stoung, e Succès war an den Deconfinement net. Dat ass einfach net richteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Haut, muss ech lech soen …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass awer elo eng ganz komesch Ausso, dat do.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Explizéiert dat emol!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Haut, wëll ech soen, sinn ech ganz frou, dass ech engem gewëssenen Drock standgehalen hunn. Mir gesinn haut: D'Zuele si beonrouegend. Ech hunn dat och ni verstoppt. Ech hunn och do keng Negativpropaganda gemaach. Ech hunn ni gesot, ech wär net beonrouegt mat deenen Zuelen, déi ech gesinn iwwert déi lescht Deeg. An ech si ganz frou, dass ech engem gewëssenen Drock net noginn hunn, fir nach méi séier opzemaachen a fir nach manner an d'Gesetz ze schreiwen, wat mer elo hunn, wou mer jo elo wëllen e Schratt zréckgoen. Och dat war net esou einfach zu all Moment.

Elo gëtt haut gesot: „Jo, wou sinn d'Argumenter? Et versteet een net, wat, wou, firwat mer wat maachen." D'Argumenter, déi sinn nach wie vor och déi selwecht. Lëtzebuerg ass keng Insel. Dat heescht, dat, wat eis hei motivéiert ze handelen, dat ass de Gesamtkontext, dat ass de Weltkontext, dat ass den europäesche Kontext! Mir hunn et mat enger Pandemie ze dinn. A mir kënnen net just Scheiklappen undoen a soen: „Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Zuele gutt. Dofir, wisou musse mer dann elo nach hei eppes maachen?"

Mir gi gewarnt vun alle Säiten: vun der WHO, vun den europäesche Behërden. Mir solle reagéieren, mir solle virsiichteg sinn, mir solle Moossnamen huelen. An da maache mer dat! An dat ass déi Informatioun, op déi mir eis foussen, déi Expertise, déi weltwäit zesummegedroe gëtt, fir de Länner Recommandatiounen ze ginn. Mir foussen eis op déi Recommandatiounen.

An da fousse mer eis doriwwer eraus op eis Modellisatiounen, déi mer hei vun Ufank un och gedeelt hu mat Iech. D'Experte sinn heihinner komm, fir Iech ze erklären, wéi eng Parameteren do afléissen. An ech muss soen, do sinn ech erstaunt: Dat ass eng Reunioun gewiescht, wou eng Kéier erstaunlech wéineg Froe gestallt gi sinn, wéi dat zesummegesat gi war.

Et sinn zwar Froe komm, mee aner Saachen …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn awer definitiv …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … hunn Iech méi beschäftegt, wéi déi Modellisatiounen ze verstoen. Do ware mer an enger Stonn derduerch hei. Ech wéilt, et wär anerwäerts och emol esou gewiescht.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also nee! Dat do ass zwar elo … Mir hunn eng Kéier de Prinzip erkläert kritt an dunn …

Une voix.- Komm, hal op!

(Interruptions)

Une autre voix.- Fuert Dir weider!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dovun ofgesinn, d'Uni huet Iech gesot, si wäre bereet, zu all Moment heihinner ze kommen an Iech och weider Froen ze beäntweren.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert a soss keen!

(Interruptions)

Wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Dann zu den Informatiounen. Wéi een et mécht, ass et eebe justement net gutt! Ech hat effektiv de Feeler gemaach, dervun auszegoen, dass Der d'Modellisatiounen och géift suivéieren um Site. Dat gesinn ech an. Duerno hutt Der se geschéckt kritt iwwer Mail. Gëschter hutt Der se viru mir gehat! Et deet mer leed: Déi nei Modellisatiounen, déi hutt Dir um 14.15 Auer gemailt kritt an d'Chamber! Ech hat se nach net.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee, mir hu se um Site gesinn.

(Interruption)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, dat ass Är intern Organisatioun, wann Der se net hat. Ech hunn de Mail gesinn, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu se och gelies.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … deen ass um zwou Auer un Iech gaangen. Dir hat se viru mir!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu se och gelies!

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass ganz gutt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An Dir hutt se och net kritt, well Der just virdrun eng Pressekonferenz hat an Der gefrot hutt. Nee, déi Modellisatioune si komplizéiert. D'Uni huet deeglaang dorobber geschafft. A mir hu se esou gemaach an esou kritt am leschte Moment, dass se esou aktuell wéi méiglech solle sinn, dass mer justement där Evolutioun kënne Rechnung droen iwwert déi lescht Deeg a Wochen an dass mer eng gutt Modellisatioun virleien hunn.

Dofir, wa gefrot gëtt: „Mir wëssen net, wou mer stinn, wou mer sinn", ma, mir sinn do!

(Mme Paulette Lenert montre une documentation.)

Op där doter Courbe si mer! Do sinn déi Punkten drop. Do sinn eis rezentesten Zuelen dran. An Dir hutt déi Dokumenter!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo selbstverständlech hu mer se. Mee do steet eppes anescht dran, wéi Dir gëschter an der Pressekonferenz gesot hutt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- A wéi d'Modeller vun deene leschte Méint.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn net dovunner geschwat, Här Wiseler, well ech hat se nach net zu deem Zäitpunkt, wéi ech och do gesot hunn. Ech hu se eréischt duerno kënnen am Detail liesen. Dir hat se e bësse méi fréi gëschter. Mee och dat war jo net gutt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu se um Site gekuckt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass net wouer!

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et stoung souguer nach „highly confidential" um Dokument um Site.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Bon!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Et ass net schéin, wann een d'Wourecht esou gesot kritt, wéi Der et am Moment hutt, mee loosst d'Madamm Lenert wannechgelift ausschwätzen!

Plusieurs voix.- O!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da schwätzt Der vu Beweisféierung. Déi Beweisféierung, déi Dir wënscht …

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! D'Madamm Lenert huet d'Wuert a soss keen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … an dann zitéieren ech den Här Wiseler …

(Brouhaha général)

Ech kréie jo déi Zäit bäigerechent vun den Ënnerbriechungen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Op all Säit wannechgelift e bësse méi roueg!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech si ganz roueg.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo kann d'Madamm Lenert weiderfueren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Zu der Beweisféierung, wéi et genannt ginn ass. Dir wëllt Beweiser, firwat mer wéi eng Mesuren huelen. Als Beispill huet den Här Wiseler zitéiert: „Sot eis dach, wivill Leit an de Better sinn, zum Beispill!" Ma ech kann Iech soen: Wa mir drop waarden, bis d'Leit an de Better sinn, dann ass et vill ze spéit! Well wann d'Leit bis an de Better sinn, da kann ech Iech relativ genau soen, wivill Leit wäerte stierwen!

Mir si vill méi anticipativ. Mir kucken ze handelen, iert d'Leit an de Better eebe landen. A mir probéieren, dat ze evitéieren. An och dat ass e Succès gewiescht bis elo!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu gesot, Dir sollt eis Zuele ginn, wou ee sech kann drun halen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An där relativ negativer Zäit, wou mer grad sinn, wéilt ech dat eng Kéier ënnersträichen.

(Brouhaha)

Ech zitéieren Iech.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sollt eis Zuele ginn, wou ee sech kann drun halen an déi d'Moossnamen erklären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ma wie schwätzt?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass net seriö, dat do!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wien huet d'Wuert?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Der sot a puncto Beweisféierung. Ben, ech kann Iech soen: Mir hunn haut de Beweis, dass ee Schrëtt e bëssen e Schrëtt ze vill war. Dat ass op engem Punkt geschitt, op enger Lockerung, op engem Schrëtt vu villen, dee mer geholl hunn, wou mer an e Beräich eragaange sinn, wou mer pertinemment woussten, dass dat riskéiert war. Dat hu mer och esou kommunikéiert.

Wann ee bis Oplockerunge mécht am Privaten, da weess een, dass een e gewëssene Risiko huet. Haut wësse mer, dass mer Recht haten! Mir hu gesinn, dass d'Zuelen eropgaange sinn. Also ass dat näischt, wat een aus de Socke gehäit.

M. Roy Reding *(ADR).*- Waren d'Clusteren am Privaten oder net am Privaten? Ware se am Public?

Plusieurs voix.- O!

Une voix.- O jee!

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, déi wichtegst Fro, déi dëse Mëtten hei gestallt ginn ass bis elo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Op alle Fall op déi wichteg Fro kann ech Iech och eng Äntwert ginn. Et ass bei eis net anescht wéi an deenen anere Länner. Dir hutt Der zitéiert, d'Schwäiz notamment, déi hu genausou eng Oplockerung gemaach wéi mir a se hunn déi selwecht Situatioun haut wéi mir. D'Zuele ginn erop a se mussen handelen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech stelle just fest, datt déi awer nach net op der rouder Lëscht stinn.

(Exclamations)

Déi stinn awer net op der rouder Lëscht. Mir stinn awer drop!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- E bësse Respekt virun der Riednerin, wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hat verstanen, ech géif hei eng Ried halen an net eng Fro-an-Äntwerte-Stonn maachen. Da loosst mech meng Ried fäerdegmaachen an da stellt Der Är Froen! Dat wier vläicht e Minimum un Héiflechkeet.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass och fir Iech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Loosst d'Madamm Gesondheetsministesch hir Ausféierungen zu Enn bréngen, anstatt ëmmer ze ënnerbriechen!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wat mir am Moment maachen, ass keng Negativpropaganda. Mir probéieren, eng sachlech Analys ze maache vun deem, wat mer virfannen. An dat kënnt Dag fir Dag. A wann ech gëschter op der Pressekonferenz gesot hunn, jo, dass siwe Fäll an engem Altersheim sinn, dann ass dat net zoufälleg aus dem Aarm gerëselt, mee well ech déi Informatioun eréischt just kritt hunn, natierlech. Déi Infektioune kommen Dag fir Dag. Dat muss verschafft ginn.

Wann Der dat e bësselche suivéiert, an dovunner ginn ech aus, dann hutt Der matkritt, wat lass war iwwert déi lescht zwou Wochen! Mir hunn an eisem Service 2.000 Kontakter pro Woch missen tracen. 2.000 Kontakter! Dat sinn Telefonen, déi musse gemaach ginn. Stonn fir Stonn bis an d'Nuecht eran. Déi Informatioune mussen da verschafft ginn. An da musse se geliwwert ginn.

An ech kann Iech soen: Déi Informatiounen, déi mir hei hunn am Land, déi si méi detailléiert wéi vill aner Länner der hunn, wéi vill aner Politiker der hunn. Ech weess net, ob Der dat e bësselche gekuckt hutt, wat et esou un Informatioune gëtt. Mee ech kann Iech dat gäre virliesen.

Dir hutt de Robert Koch-Institut. De Robert Koch-Institut an Däitschland mécht en dagdeegleche Rapport. Dat ass d'Basis, déi d'Regierung huet, déi d'Politik huet, fir hir Decisiounen ze huelen. Do kann ee liesen, dat si fënnef Zeilen: „Derzeit treten vereinzelt in verschiedenen Settings Covid-19-bedingte Ausbrüche auf," Komma, „wie u. a. in (fleischverarbeitenden) Betrieben," Komma, „Alters- und Pflegeheimen und Krankenhäusern sowie in Zusammenhang mit Familienfeiern und religiösen Veranstaltungen oder in Einrichtungen für Asylbewerber und Geflüchtete." Punkt! That's it!

Dat ass keng Statistik. Et ass net detailléiert. An ech woen ze behaapten, dass déi Informatioun, déi ech Iech ginn hunn, elo déi éischt zwou Woche mëndlech, well mer se nach net statistesch erfaassen, méi detailléiert ass wéi dat, wat de Robert Koch-Institut der Politik virleet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech kann Iech och dee Schwäizer „daily reporting" virliesen. Do gëtt et just blank Zuelen! Et gëtt eng Rubrik mat Neiinfektiounen.

(Brouhaha)

Et gëtt eng Rubrik mat …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat gemengt, mir géifen ophalen, dauernd ze ënnerbriechen an dauernd dranzefunken. Wannechgelift!

M. Roy Reding *(ADR).*- A mir hate gemengt, mir kréichen endlech Informatiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass een, deen de Moment heibannen d'Wuert huet, an dat ass d'Regierung an dat ass d'Madamm Gesondheetsministesch.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Et ass also op alle Fall falsch ze behaapten, dass Der net vill Informatiounen hätt. Mir hunn, relativ gesinn, am Verglach zu aneren europäesche Länner, déi sécherlech méi Moyenen och nach hu wéi mir, fir sech opzestellen, zumindest méi Informatiounen.

Den Här Engelen huet fir d'zweet scho gefrot: „Wéi ass et mat den Alterskategorië vun den Neiinfizéierten?" Ech géif verweisen op eng Grafik, déi scho säit Wochen online ass bei eis. Et brauch ee just drop ze klicken, da gesäit een déi Opdeelung op d'Alterskategorien.

Et gesäit een och eppes, wat an anere Länner net gemaach gëtt. Vun Ufank un, ganz transparent, hu mer ëmmer oppegeluecht, wivill Residenten a wivill Nonresidenten, well mer ganz vill Frontalieren hunn a well dat fir eis eng ganz wichteg Informatioun ass. Déi fannt Der esou a kengem Land an Europa.

Wat eis Modellisatioune betrëfft, gëtt ëmmer gesot: Mee wourëms geet et? Et geet letztendlech ëm d'Inzidenz op d'Better an ëm déi Doudeger, déi mer potenziell wäerten hunn. An dat ass jo justement de But vun der Modellisatioun! Dat steet op deene Grafiken. Alles, wat agespeist gëtt, gëtt eng Indikatioun, wéi d'Inzidenz kéint sinn op eis Intensivbetter. Dat ass den A an den O vun eiser Modellisatioun. Dofir weess ech net, wat Der zousätzlech dozou wëllt.

Dir wëllt méi Informatiounen iwwert déi nei Infektiounen hunn. Wéi gesot, ech maachen Iech e mëndleche Reporting, wëchentlech am Moment, well een dat jo och nëmme réckbléckend ka maachen. Déi Informatioune musse jo erhuewe ginn. An ech hat et gëschter op der Pressekonferenz gesot: Dat muss ee sech virstellen an der Praxis, iwwer Telefonsgespréi-

cher, déi geféiert ginn, wou d'Leit engem eng Geschicht erzielen um Telefon. Si zielen, wat se gemaach hunn iwwert déi lescht Deeg. Dat ass e Recit, deen entgéintgeholl gëtt, dee kann een net einfach esou statistesch ophuelen.

Dat sinn Informatiounen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, well et hei eebe kleng ass a well et einfach ass, an de Service unzeruffen an ze soen: Wéi war d'Tendenz? Et ass an engem grousse Land warscheinlech onméiglech, esou eppes ze erfaassen. Do hutt Der schonn e Privileeg, dass Der relativ schnell eng gutt Aschätzung kritt, ausser Dir stellt mäi Wuert a Fro; dat ass jo och schonn zum Deel gemaach ginn. Mee gutt, do kann ech leider net hëllefen. Ech muss einfach drop zielen, dass Der mer dat gleeft, wann ech Iech et soen.

(Interruption)

An da kënnt derbäi, an dat ass och wichteg a richteg, dass mer hei an der Chamber jo awer ganz staark insistéiert hunn op den Dateschutz. Ech erënnere mech, wivill Stonne mer diskutéiert hunn, wien iwwerhaapt befuugt ass, déi Daten entgéintzehuelen, wéi eng Garantien dass do musse gesat ginn, dass déi net einfach kënne verzielt ginn. Mee d'Beamten hunn iwwerhaapt net e Recht, mir Detailer ze zielen, wie genau dat ass a wat do genau geschitt ass. Déi Date si geschützt! Déi kënne mer och net einfach esou blank erhiewen an eng Datebank. Dat si just spezifesch Leit, déi déi entgéinthuelen.

An déi kann ech och, dat deet mer ganz leed, am Detail net mat Iech hei deelen an ech kréien déi och selwer net. An ech wëll déi och net hunn! Wann ee géif op déi Iddi kommen, géif ech e séier ëmdréinen an der Verwaltung.

Voilà! Da fir ofzeschléissen: Et geet hei ëm dat Gesetz. Et ass wichteg, dass mer dat Gesetz kréien. Et ass en neie Set u Mesuren oder e Schratt zréck, wann een et esou wëllt, wou mer eis einfach nees e bësselche méi Kontrollméiglechkeete ginn, och kloer Reegelen eeben, wat ze respektéieren ass, wann een zesummekënnt.

Do, wou eebe vill Leit beienee sinn, ass déi Reegel, déi mer proposéiert hunn, wierklech d'Sëtzen, well mer dorunner gleewen, dass dat deen eenzege Moyen ass, iwwer eng gewëssen Envergure eraus eng Uerdnung dranzebehalen an eeben déi Distanz duerchzesetzen.

Dat ass fir mech déi Haaptmesure, déi am Gesetz ass. Ech ginn net méi op all Detail an. Dat huet de Rapporteur ganz am Detail gemaach.

Et ass och ganz wichteg fir mech ze ënnersträichen, dass d'Recommandatiounen, déi d'Santé geholl huet, an do sinn ech wierklech nach eng Kéier fir haut wierklech ganz staark enttäuscht: Den Här Wiseler huet gefrot, mir solle Recommandatioune maachen, an huet behaapt, eis wieren net prezis. An dann huet en do aus enger Broschür virgelies. Ech wëll soen: Eis Recommandatioune stinn um Site! Déi sinn net gläichzestelle mat enger Broschür, wat en Toutes-boîtes ass!

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, ech mierken dat, dass Dir net op e Site kucke gitt. De Site gëtt awer vill gekuckt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir ginn dach op de Site kucken. Dat do kritt all Mënsch an d'Haus.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir ginn op de Site kucken, mee Dir musst vläicht de Leit awer och Är Recommandatioune bäibréngen. Déi liesen, wat an der Zeitung steet.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mee dee Site, deen ass ... D'Gemenge luede sech dat rof. Dat ass e véier Säite grousst Dokument. Dat ass eise Support. Dat sinn d'Recommandatiounen, wéi se och an déi ganz Betriber eraginn. Mir hunn immens vill Recommandatiounen an ech kann Iech soen: Déi gi vill gefrot, déi gi vill verschéckt, déi gi vill gedeelt. An dat ass d'Basis! Wann Der vun eise Recommandatioune schwätzt, majo, dann zitéiert se richteg a liest déi Recommandatioune wannechgelift vir!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech liesen dat, wat Dir de Leit ausdeelt. An dat ass dat, wat d'Leit och liesen a wëssen.

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Här Wiseler, reegt Iech of!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Vläicht musst Der der CSV nach e Fax schécken.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Der ënnerschätzt d'Leit. D'Leit hunn e ganz gutt Beurteelungsgefill. Dat hu mer gesinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An där Hisiicht, mengen ech net, dass et vill Länner gëtt, wou iwwerhaapt esou vill Toutes-boîtë schonn erausgaange sinn. Mee d'Basis, dat sinn awer déi Recommandatiounen. An ech kann Iech just soen: Déi gi vill, ganz vill consultéiert! Mir schécken déi vill eraus. Déi ginn immens vill gedeelt. An ech ginn emol dervun aus, dass och verschidde Leit dat wierklech awer liesen, virun allem déi, déi an der Verantwortung sinn.

An déi Recommandatioune sinn zimmlech explizitt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech liesen, wat Der schreift. Mee ech liesen awer och, wat Der de Leit schreift.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen déi Aart a Weis do net an der Rei.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hu jo kee Problem domadder, mee stellt et just richteg duer! Wann Der sot, Dir géift aus de Recommandatioune virliesen, da liest net aus enger Broschür vir. Dat ass eppes anescht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Broschür ass dat, wat d'Leit kréien a wat d'Leit liesen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, mee da sot: „Hei ass d'Broschür", an net d'Recommandatiounen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mais sérieusement!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Och sämtlech Betriber kréie Recommandatioune vun eis. Dat ass eppes ganz anescht! Dat kënnt Der dach net vergläichen! Dat ass, wéi wann Der géift soen: „E Gesetz ass an enger Broschür resuméiert."

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi sollen d'Leit da wëssen, wat Der recommandéiert?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Nee, dat ass ... An da reprochéiert Der eis hei, Negativpropaganda ze maachen! Also, ech fannen dat wierklech den Toupet, éierlech gesot!

Plusieurs voix.- O!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Mir ass op alle Fall wichteg …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, lauschtert emol! Dir musst awer elo seriö si mat deem, wat mer gesot hutt an net gesot hunn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wou si mer hei?!

(Exclamations)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Fir eis ass et haut wichteg, an dat ass dat Allerwichtegst, an duerfir sinn ech och wierklech enttäuscht vu mir selwer, dass ech mech esou opreegen … Wat wichteg ass, dat ass, dass eis Verwaltung ka schaffen. Dat ass extreem wichteg am Moment.

Mir mussen um Terrain present sinn! Et ass elo eng Zäit fir ze handelen, fir ze handelen an ze handelen. D'Situatioun ännert all Dag. Mir sinn ënnerwee op internationalem Plang. Mir mussen eis Servicer stäipen an et ass extreem wichteg, dass mer d'Leit dobaussen net duerjerneemaache mat Gestreits, dass d'Leit Vertraue behalen an eis Verwaltungen a se schaffe loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech géif Iech bieden, deem Rechnung ze droen.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Duerno Parole après ministre, fir d'éischt fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt op ee Passage zréckkomme vun deem, wat d'Madamm Minister hei gesot huet. Si huet an hiren Ausféierungen, wann ech si richteg verstanen hunn, am Ufank gesot, datt de Problem beim Deconfinement an hirer Interpretatioun deen Ableck war, wou mer vum Reglement op Gesetz eriwwergaange sinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An der Zäit, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann ech dat richteg héieren hunn, dann ass dat eng ganz substanziell Kritik um Fonctionnement vun eisem Rechtsstaat.

Souwuel d'Chamber wéi och de Staatsrot hunn deen Ableck eng Verantwortung iwwerholl. An déi Verantwortung begräift selbstverständlech mat, datt mir eis ëm d'Grondrechter vun de Bierger Suerge maachen an datt mer, och an enger komplizéierter Situatioun wéi där heiter, mussen de richtege Wee fannen tëschent de sanitären Exigenzen an de konstitutionelle Rechter vun de Lëtzebuerger.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Regierung huet sech doranner ze fügen! D'Regierung huet dat net ze kritiséieren. Den Ausnamezoustand ass ... Wéi ee seet: Den État de crise ass eng Ausnam, déi eeben een Ableck néideg war, mee si ass net ze gesinn als Reegel. D'Reegel ass, datt dëst Parlament d'Reegele fixéiert, wéi mir mat dëser Kris ëmginn.

Et ass net akzeptabel, Madamm Minister, wann dat déi Interpretatioun ass, déi Dir gemengt hutt mat deem, wat Der gesot hutt, datt Dir heihinnerkommt an dem Parlament wëllt eng Schold ginn un där sanitärer Situatioun hei am Land. Mir sinn net eleng op där Interpretatioun. Och d'Mënscherechtskommissioun huet hir Suergen. A mir mussen dorobber oppassen, datt net hei eng Mentalitéit entsteet, …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... wou eng Regierung sech dra gefält, kënnen iwwert de Wee vu Reglementer praktesch Gesetzer ze erloossen. Dat muss d'Ausnam bleiwen!

An an deem Sënn, Madamm Minister, wär ech frou, wann Der kéint Är Erklärung zu deem Iwwergang vu Reglementer op d'Gesetz nach eng Kéier erklären, wat Der genee domadder gemengt hutt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn direkt d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Majo, dat maachen ech ganz gären, well ech mengen, dass ech och nach eng Kéier probéiert hunn, dorobber ze insistéieren, dass et net dat doten ass, wat ech domadder wollt undeiten. Ech hu vun enger Schrëtt-fir-Schrëtt-Approche geschwat a gesot: „An der Zäit hu mer beim leschte Schrëtt, déi lescht Oplockerungen, en Effet gemierkt." An deen ass effektiv zäitgläich gewiescht mat deem Changement.

An do hunn ech, wann Der Iech erënnert, eebe justement gesot: „Domadder wëll ech net soen, dass ech deen institutionelle Switch wëll a Fro stellen." Et ass just en Historique, wou mer gesot hunn: „Et ass gutt gaangen", well gesot ginn ass: „De Confinement war okay, den Deconfinement ass problematesch." Do hunn ech gesot: „Nee, mir hu Schrëtt fir Schrëtt deconfinéiert an et ass beim leschte Schrëtt …" An ech hunn dat op enger Zäitschinn gemengt, an dat ass nun eeben emol en Zoufall, dass et parallell fält.

An ech hunn och, géif ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, direkt preziséiert, dass d'Regierung natierlech och zu deem Projet stoung an zu deem Schratt stoung, wéi e proposéiert war.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Domadder hunn ech a kengster Hisiicht de Fonctionnement oder d'Implikatioun vun der Chamber a Fro gestallt. Au contraire, wann Der Iech richteg erënnert, hunn ech dat begréisst. Et huet mech als Bierger entlaascht, net mussen iwwer Reglement weiderzeschaffen an där Situatioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. An elo Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hat et virdru scho gesot: Mir hunn eng Motioun hei eestëmmeg ugeholl. Den Här President huet du gesot, e géif et un d'Regierung viruginn. Ech hat geduecht, ech kréich du vun der Regierung eng Äntwert. Ech hunn awer keng kritt gehat.

An där Motioun hu mer ënner anerem gefrot gehat, datt Der sollt eng Simulatioun maachen iwwert d'Konsequenze vun deem, wat elo hei an deem Gesetz wäert gestëmmt ginn. Do ass ënner anerem och de Sport derbäi. Do si méi Saachen derbäi. Mir hunn eng Simulatioun do gefrot gehat. Mir hunn näischt kritt.

Da froen ech elo direkt d'Regierung: Hutt Der keng Simulatioun gemaach? Well Dir hutt awer elo an Ärer Interventioun nach eng Kéier gesot gehat, Dir géift Är Decisiounen op esou enge Simulatioune baséieren. Déi Simulatiounen, déi mir hunn, déi si vum, ech weess net, iergendwann eng Kéier am Juni. Do sinn alleguer dës Mesuren net dran. Dat heescht, op déi Simulatioune kënnt Der Är Decisiounen net baséieren.

An dann awer och eng aner Fro: Fannt Der et wierklech normal, datt, wann hei déi ganz Chamber eppes unanime unhëlt, dat heescht, en unanimmen Optrag un d'Regierung gëtt, datt dann d'Regierung einfach näischt mécht, datt si einfach deen Optrag ignoréiert? Also, an eisen Aen ass et net normal.

Ech hunn nach dräi Froen, oder véier.

Eng zweet Fro ass, Dir hutt jo och ugedeit, Dir géift warscheinlech vläicht e Sonndeg nei Decisiounen huelen. Da froen ech och do direkt erëm eng Kéier: Op wéi enge Krittären? Wéi eng Krittäre kuckt Der, wann Der do nei Decisiounen oder eventuell nei Decisioune wëllt huelen?

(Interruption)

Dann hunn ech vläicht zwou méi konkreet Froen.

Dat Éischt ass: Ech weess elo net, ob et Recommandatiounen oder Broschüre sinn oder iergendeppes, mee Dir hutt gesot - de Gesondheetsministère an den Educatiounsministère hu mer dat och an enger Question parlementaire beäntwert -, datt u sech bei Aktivitéiten an de Vakanzen an esou weider, datt do bis zu 50 Kanner a Jugendlecher kënnen an enger Grupp sinn an datt dann innerhalb vun där Grupp am Prinzip keng Reegele gëlle vun Distanciatioun a vu Port du masque. Kënnt Der mer soen, ob dat konform hei zum Gesetz ass an ob dat och aus sanitäre Richtungen esou Är Meenung ass, datt ee sech innerhalb vu 50 Jugendlechen u sech un näischt méi muss halen?

Dann eng aner Fro. D'Regierung huet bei dësem Gesetz u sech d'Verantwortung un d'Schoulen ofginn, well Der gesot hutt: „All d'Activités scolaires, dat huele mer hei aus dem Gesetz eraus." Am Schoulgesetz hunn awer d'Direktiounen d'Verantwortung iwwert d'Sécherheet vun de Kanner. Ass et da wierklech an Ären Aen normal, datt Der déi ganz Verantwortung einfach un d'Direktioun eriwwergitt? Kréien d'Schoulen do konkreet Richtlinne fir d'Preparatioun vun der Schoulrentrée? Mengen Informatiounen no ass do guer näischt am Moment do. Respektiv hutt Der zumindest wëlles, dann de Schoulen déi néideg Moyenen ze ginn, fir datt se d'Sécherheetsvirschréfte kënnen anhalen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Zu de Simulatiounen: Et ass schonn e puermol hei diskutéiert ginn. Mir schwätzen do ëmmer laanschteneen. Et gi Simulatioune vum 2. Juli, déi hutt Der. An et gëtt Simulatiounen, ganz rezenter elo, déi sollen dem aktuelle Kontext Rechnung droen. Déi hutt Der de 15. kritt.

D'Regierung baséiert sech op déi. An Dir hutt och, wann Der Iech erënnert, wéi d'Experten hei waren, wéi d'Modellisatioune waren, hu se erkläert, dass et à ce stade no deene step by step Oplockerunge guer net méi méiglech ass, esou granular ze modelliséieren, dass een elo den Impakt vun enger parascolairer Aktivitéit kéint erabréngen.

Dat Lescht, wat nach méiglech war en bloc, dat ass d'Schoulaktivitéit en tant que tel. Mir hunn am Ufank d'Modellisatioune gemaach, wéi ganz Secteuren opgaange sinn, déi e groussen Impakt haten. Dat war modellisabel.

An do koum dee Punkt. An dat sinn déi Modellisatiounen, déi mir haten, wéi mir de Projet eraginn hunn. Wann ee wierklech an eng Richtung geet, wou een an der ganzer Gesellschaft oplockert, dann ass et an de Modellisatioune guer net méi méiglech, esou granular ze sinn, dass ee kann esou, bon, Saachen, wéi de Sport zum Beispill, speziell erausrechnen, well deen Impakt am Gesamten net méi an d'Wo fält.

Dat sinn déi Erklärungen, déi Der kritt hat, och zu de Modellisatiounen, wéi d'Experten hei waren. An dofir huet d'Regierung och ëmmer gesot: Mir haten am Fong genuch Informatioun mat deene ganz villen Zenarien, déi am Juni an deene Modellisatiounen duergestallt gi sinn, wou ee ganz verschidde Cas-de-figuren hat, eebe mat Simulatioune vun Zesummekunft vu bis zu 200 Leit an esou weider. Ech hu se net méi genau virun Aen.

Dat ass déi Basis, déi mer hunn. Dat ass näischt ganz Prezises! An Dir wäert och keng Simulatioun kréien, déi Iech wéi e Kachrezept virgëtt, wat méiglech ass a wat net. Dat bleiwe politesch Decisiounen. An dat hu mer och ëmmer esou duergestallt.

Mir hunn nei Modellisatioune gefrot, jo, an déi hu mer gëschter Moie kritt, well et och wichteg war, eeben déi steigend Zuelen anzeginn. Déi

Modellisatiounen, déi Der elo hutt, déi spigelen exactement d'Situatioun vum Gesetz, wéi et elo ugeduecht ass, zréck.

An da fir déi aner Froen …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An deene Modellisatiounen, do geet nach ëmmer, mengen ech, vun „Dinnerpartys bis zu sechs Personen" dra rieds. A mir si mëttlerweil scho méi wäit wéi „Dinnerparty bis zu sechs Personen". An et ass jo genau dat, wat mer hei gefrot hunn. Mir hu jo gefrot: Da maacht eng nei Simulatioun …

(Interruptions)

… mat deene Bestëmmungen, wéi se elo méiglech sinn. An dat ass dat, wat hei ofgestëmmt ginn ass, wann ech dat hei liesen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wéi gesot, dat, wat d'Experten eis liwweren, ech ginn dovunner aus, dass si wëssen, wat si maachen. Si hu proposéiert, zu all Moment an d'Chamber ze kommen, fir sech och weider ze erklären, wann do fachlech Froe sinn. Ech géif mengen, dat wär da vläicht de Moment, si eng Kéier eranzebestellen.

Fir mech sinn déi Simulatiounen zimmlech berechent, déi mer virleien hunn. Bon, ech weess, dass ech och selwer ganz vill Froen dozou hat, wéi ech se kritt hunn, och zu deenen éischten. Duerno lues a lues gewinnt ee sech drun. Dat sinn déi, op deene mir schaffen.

Wat kucke mer? Natierlech kucke mer d'Evolutioun an Europa. Mir lauschteren, wat eis Nopeschlänner och maachen, wéi et bei hinnen ausgesäit. Mir kucken dat natierlech. A leschter Minutt musse mir dat evaluéieren! Mir maachen eng Analys vun den Neiinfektiounen, vun der Evolutioun. Et ass vill geschwat ginn: Si mer nach am Lineären oder schonn am Exponentiellen? Mir sinn esou just op der Limitt!

Wann een et genau kuckt, si mer haut nach tout juste lineär. Mee natierlech kann et muer exponentiell sinn. Dat ass kloer auszemaachen op der Courbe. An dofir wëlle mer och onbedéngt nach een, zwee Deeg ofwaarden, fir sécher ze sinn, wéi e Verlaf eis Courbe huet. Dat ass och dat, wat mer recommandéiert kritt hunn, fir wierklech nach dës Woch ofzewaarde fir ze gesinn, wéi d'Evolutioun ass, fir dass ee ka seriö esou eng detailléiert wéi méiglech Projektioun maachen an dorobber dann eeben Decisiounen huelen.

Dann Är Fro: Ass et normal, dass Der eppes frot an et net kritt? Mir hunn déi Modellisatioune gefrot. Dir hutt se. An dat war meng ganz kloer Unuerdnung. Soubal déi erakommen, hunn ech gefrot: Maacht wannechgelift e Mail un d'Sekretariat vun der Chamber! Dat ass gëschter geschitt um Véierel op zwou. Méi schnell kënne mer Iech et net ginn. Eppes anescht hu mer och net!

Ech hunn d'Gefill, et gëtt ëmmer ugeholl, mir hätten Daten, déi mir Iech net ginn. Mir hu keng aner! Ech hunn déi Donnéeën, déi Dir kritt. Mir hunn Donnéeën, déi mer der Press ginn. Déi kritt Der och elo systematesch. A méi hu mir à ce stade net!

An dann fir Är nächst Fro …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ass dat, mengen ech, de Problem, Madamm Minister. Mir hunn hei gefrot « à effectuer une simulation des conséquences du projet de loi » an esou weider. Dat heescht, mir hunn en Optrag ginn. D'Chamber hei …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Et ass dat, wat gëschter geliwwert ginn ass. Voilà!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee, et ass net dat, wat gëschter geliwwert ginn ass! Gëschter ass eppes geliwwert ginn, wou Courbë matenee verglach ginn. Gëschter ass näischt geliwwert ginn, wou u sech doheem alles oder elo net méi alles erlaabt ass, wou d'Sportfederatiounen erëm kënnen normal fonctionéieren. Dat ass net geliwwert ginn!

Mir hunn hei eppes Konkreetes gefrot. An et ass jo net esou, datt d'Chercheuren Iech einfach eppes solle liwweren an da gitt Der dat weider. Dat ass jo och schéin a gutt, mee d'Regierung misst jo hir Decisiounen op eppes baséieren! Esou krute mer dat ëmmer erkläert. A mir hu geduecht, se géif se op eppes baséieren, wat am Prinzip dat simuléiert, wat am Gesetz drasteet. An et ass dat, wat mer gefrot hunn. An dat hu mer net kritt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dat ass et. Et ass dat, wat mer gefrot hunn. Et ass dat, wat mer geliwwert kritt hunn. An ech mengen, ech sinn effektiv um Enn. Ech kréien dat och net anescht pedagogesch hin, fir et ze erklären. Ech mengen, dat wär de Moment effektiv, déi Experten an d'Chamberskommissioun eranzeruffen, dass si dat kënnen erklären.

Si hunn an déi dote Modellisatioun d'Hypothees elo vun deem, wat soll gestëmmt ginn, afléisse gelooss. Et ass dat, wat do afléisse gelooss ginn ass. Dat ass déi dote Simulatioun. Dat ass de leschte Stand mat souguer den Neiinfektiounen, déi mat eraninjektéiert sinn.

Besser kann ech dat, et deet mer leed, och net erklären. Mee dat ass den Optrag gewiescht an dat ass de Produit, dee gëschter vun der Uni geliwwert ginn ass op Är Demande, an d'ailleurs och op ons Demande. D'Regierung war genausou dorunner interesséiert.

Wat elo d'Recommandatiounen ugeet, Dir sot elo … Ech muss éierlech soen, ech weess net genau, op wéi eng Der Iech fousst. Ech si just erstaunt. Mir hunn effektiv … Et ass elo just plädéiert ginn, d'Regierung hätt scho méi laang sollen op Recommandatiounen iwwergoen. Et géif jo kee Sënn maachen, Saachen an d'Gesetz ze setzen, déi een net ka sanktionéieren. Eh ben, et ass dat, wat mer maachen an der Schoul. A ganz ville Secteuren ass et genau dat, wat elo gemaach gëtt mat deem Gesetz hei.

Et ass dat, fir dat Dir plädéiert. Do solle mer op Recommandatiounen iwwergoen. Dofir sinn ech ëmsou méi erstaunt, dass Der deene Recommandatiounen net méi Attentioun gitt.

Ech weess awer elo, muss ech ganz éierlech soen, net, op wéi een Dokument dass Der uspillt. Dir musst entschëllegen, mir hu ganz vill Recommandatiounen an der Santé. Ech hunn déi elo fir haut net esou preparéiert, dass ech déi op Opruff weess. Ech weess net, wéi eng Der viséiert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt mer haut eng Question parlementaire beäntwert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A! Voilà, dann ass déi Fro beäntwert. Da misste mer do déi Detailer ginn hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, d'Question parlementaire ass beäntwert. Do steet dran, datt ee 50 Jugendlecher ka beieneen an ee Grupp maachen, …

(Interruptions)

… ouni sech un iergendeng Reegel mussen ze halen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A meng Fro war eebe ganz einfach: Ass dat konform zum Gesetz? Wann ech 50 Leit - dat ass fir mech e Rassemblement -, Jugendlecher, ka beieneesetzen, ouni iergendeng Distanciatioun, ouni datt se eng Mask mussen unhunn, ass dat konform zum Gesetz? Dat war déi éischt Fro.

(Brouhaha)

An déi zweet Fro war u sech: Entsprécht et …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… Ärer Meenung no de sanitäre Reegelen, wéi se solle sinn?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech mengen, dass dee Volet an der Fro beäntwert ass. Ech weess et net méi auswenneg, mee et ass mer, wéi wann awer esou eng Analys do dra wär, wéi dat par rapport zum Gesetz ze interpretéiere wär. Dat war Deel vun der Fro, wann et déi Fro ass, déi ech elo am Kapp hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Elo Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. D'Madamm Ministesch huet déi Reunioun vum 30. Juni hei an der Chamber ugeschwat, wou mer tatsächlech vun der Uni eng Presentatioun kruten. Leider ass de PV nach net disponibel, soudatt ech net kann dorauser zitéieren. Mee d'Motioun, déi jo gestëmmt gouf d'leschte Kéier, ass eng direkt Konsequenz dorauser. Wat dee Moment gefrot gouf an och vun der Uni zougesot gouf nozeliwweren, wat bis haut net geschitt ass, war, datt se eis géifen zousätzlech zu deenen zwou Grafiken, déi se pro Modell gerechent haten, eeben och déi previsibel, also vun hinnen ugehollen Neiinfektiounscourbë liwweren. Dat ass e bësse méi technesch gewiescht, mee dat hätt eis erlaabt, eeben déi ënnerschiddlech Zenarien ze kucken, wou mer do dru sinn.

Wat mer gëschter geliwwert kruten - a jo, mir haten et fonnt, éier d'Madamm Ministesch da Kenntnis dovu geholl huet, dat weist, datt mer och den Internet benotze kënnen -, do stellt sech awer d'Fro, an op déi hunn ech elo nach keng Äntwert kritt: D'Uni huet simuléiert an enger éischter Phas „first reopenings, back to linear growth" mat néng Neiinfektiounen den Dag. Mir sinn awer elo schonn eng ganz Rëtsch Deeg iwwert deenen néng Neiinfektiounen. Nichtsdestotrotz hu mer elo haut e Gesetz, wat gestëmmt soll ginn, mat nach ëmmer op der Ausgangsbasis néng Neiinfektiounen.

Ech stelle mer do awer d'Fro, wéi sech dat verknäppe léisst mat der Ausso: „Mir huelen déi neiste wëssenschaftlech Resultater a Consideratioun fir d'Gesetz." Wa mer dat dote seriö huelen a wa mer déi doten Donnéeën, déi gëschter publizéiert goufen, ganz seriö huelen, da misste mer dat Gesetz haut net stëmmen. Mir missten Amendementer maachen. A mir misste kucken, datt mer d'nächst Woch, a ganz séier, dat dote berücksichtegen. Mee ze soen: „Mir stëmmen e Gesetz, wat op Donnéeë baséiert, déi vun néng Infektiounen den Dag ausgaange sinn!", an enger Zäit, wou mer der 100 haten, halen ech weiderhi fir irresponsabel.

An duerfir wäerte mir eis och weiderhin enthalen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn deem näischt méi bäizefügen. Ech mengen, et ass an där ganzer Kris hei kloer, dass, wann nei Momenter sinn, eventuell mussen nei Decisioune geholl ginn. Et ass dat, wat nach ëmmer gesot ginn ass. An et ass eeben dat, wat och tückesch an där Kris ass. Dat ass vun Ufank un esou gewiescht. Dat geet ganz schnell. Et kommen nei Informatiounen eran. Déi sinn net perfekt. Mir hunn net esou eng gutt Lag, op déi ee sech ka foussen, fir Decisiounen ze huelen. Et ass dat, wat leider Gottes déi Kris hei ausmécht a wat se och esou ustrengend mécht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann nach Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Chamber esou e wichtegt Gesetz wéi dat Gesetz vun de Mëtte soll stëmmen, dann ass et a mengen Aen essenziell, dass alleguerten d'Donnéeën, déi à la base sinn, fir esou e Gesetz ze stëmmen, an den Hänn vun den Deputéierte sinn.

Déi Fro, déi ass haut de Mëtten eng hallef Dose mol vu verschiddene Riedner vun der Oppositioun gestallt ginn a se ass net beäntwert ginn. Och an den Ausféierunge vun der Ministesch, déi elo komm sinn, ass a kengem Moment op déi Fro geäntwert ginn. Si baséiert sech op Zuele vum 20. Juni, déi mer presentéiert kritt hunn hei an der Chamber den 30. Juni. Ech souz op där doter Plaz an ech hunn der Ministesch eng Rei Froe gestallt, notamment d'Konsequenzen, déi de Betrib vum Sport géif op d'Modellisatioun bréngen an d'Opmaache vun anere Saachen.Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, an deem mer net wëssen, wat d'Ursaache si vun deene villen neien Infektiounen, déi an deene leschten Deeg hei zu Lëtzebuerg komm sinn. An ech wëll soen: Et ass dat, wat d'Leit dobaussen interesséiert. Dat, wat d'Leit dobaussen interesséiert, dat ass, firwat a wou sech 60, 80, 100 Leit den Dag zu Lëtzebuerg nei infizéieren, mat deene Konsequenzen, déi mer elo op internationalem Plang mussen erleiden. An op déi Fro, esou leed et mer deet, an dofir sinn ech op d'Tribün komm, hu mer haut keng Äntwert kritt. An ech wëll dat ganz däitlech bedaueren.

D'Leit froe sech: Firwat gi mer international ausgespaart, wann et net de Large-Scale-Testing ass? Firwat gi mer international ausgespaart, wann et net d'Auslänner sinn, déi mer a grousser Zuel testen? Wann et net dat eent ass an net dat anert ass, da géif ech gär als Deputéierten, Madamm Ministesch, vun Iech wëssen: Wat ass et, …

Une voix.- Voilà!

M. Michel Wolter *(CSV).*- … dass 50 an 100 Leit sech dëser Deeg zu Lëtzebuerg ustiechen? Sinn et, wéi Der et viru 14 Deeg gesot hutt, privat Partyen doheem? Ech soen lech, dass ech entre-temps dorunner zweifelen. Ech zweifele ganz staark un där Interpretatioun, déi nach ëmmer dobausse gesot gëtt, dass et déi Jonk, haaptsächlech déi Jonk wieren, déi sech net géifen drun halen. Ass et dat? Da sot et, wannechgelift! Ass et eppes anescht? Da sot et, wannechgelift!

(Interruption)

Drëpsche fir Drëpsche gëtt hei d'Wourecht bruecht.

Elo hutt Der déi neiste Geschicht, dat ass elo dee Mann, dee sech ëm d'Gemenge soll bekëmmeren. E sympathesche Kärel, e gudde Frënd vu mir d'ailleurs säit Laangem, säit laange Joren. Wat soll dee Mann dem Buergermeeschter da soen, wann en ëm urifft? „Här Buergermeeschter vu Käerjeng," - sinn ech - „mir hu véier Leit bei Iech fonnt." Da soen ech: „Jo, a wou? A wou hu se sech ugestach?" „Jo, dat däerf ech der awer net soen, dat ass Dateschutz." Dann ass d'Gespréich scho fäerdeg.

Wou sinn d'Clusteren? Ass et doheem? Ass et am ëffentleche Raum? Wou ass et? Wou ass d'Transparenz? Dat ganzt Land hei ass amgaangen, un de Konsequenzen, net vun Ärem Handelen, mee un de Konsequenze vun enger Reapparitioun vun engem Fleau ze leiden, an d'Chamber stëmmt e Gesetz, ouni ze wëssen, wat d'Ursaachen derfir sinn. An dat ass fir mech, muss ech ganz éierlech soen, als een, dee laang hei ass, strictement inakzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Wëllt d'Madamm Ministesch nach eng Kéier reagéieren?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Ech géif drop verweisen: Mir hunn all Woch en Update gemaach, wou déi nei Infektiounen hierkommen. Net méi spéit wéi gëschter, ech kann dat gären nach eng Kéier widderhuelen, ass de Communiqué de presse awer och un d'Chamber kommunikéiert ginn an och dat Dokument, wat Hand an Hand domadder geet. Do hutt Der eng Opschlësselung, wou Der gesitt, wivill Neiinfektiounen iwwert de Findel detektéiert gi sinn, Dir hutt eng Opschlësselung, wivill der iwwert de Large-Scale-Testing erakomm sinn, an Dir hutt eng Informatioun, dass et an der grousser Majoritéit privat Rencontrë sinn, wou Leit zesummekomm sinn, op Familljefester, am klenge private Krees eeben, Gebuertsdagsfeieren, dat sinn déi Saachen, déi mer hunn.

Et ass oft ënnerstrach ginn, och vun der Press, et wier eng Widderspréchlechkeet. Mir hätten am Ufank vu grousse Partyen an elo vu klenge geschwat. Dat ass einfach an där Zäit doduerch, dass mer all Woch e Réckbléck maachen op déi vergaange Woch, do war effektiv déi éischt Woch, wou dat esou drastesch eropgaangen ass, eng grouss Party, déi eis reveléiert ginn ass. Dat wëllt net soen, dass der vläicht nach waren, mee déi, op där mir geschafft hunn, war esou eng. Fir de Rescht sinn duerno eenzel Fäll komm, ganz vill eenzel Fäll.

Ech hunn Iech och d'Betribszuele ganz transparent matgedeelt déi viregt Woch an och gëschter. Et sinn eng Rei Betriber. Awer et ass elo näischt, wat mer net am Gréff hätten. Dat sinn dann esou bis zu fënnef Infektioune pro Betrib, déi ee fënnt. An den Altersheimer si Fäll, déi hu mer d'viregt Woch matgedeelt an och gëschter, d'Unzuel vun de Fäll an den Altersheimer. An de Claude Meisch huet och ganz detailléiert eng Pressekonferenz gemaach gehat, wou en d'Detailer an de Schoule matgedeelt huet.

An ech hunn och weiderhin der Press erkläert, dass mer am Moment mat deenen Dausenden Telefonen, déi gemaach ginn, effektiv een, zwee Deeg Retard hunn, bis mer déi Informatiounen hannendrun esou verschafft hunn. Dofir maache mer eeben och e wëchentleche Réckbléck op déi Typologie. Mir kënnen dat net dagdeeglech maachen. Dat ass net méiglech! An ech géif et nach eng Kéier ënnersträichen: Ech mengen net, dass et iergendee Land gëtt, wou Der esou detailléiert Informatiounen am Wocherhythmus kritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7622. Den Text steet am Document parlementaire 7622[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7622 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass d'Situatioun déi, datt mer 31 Jo-Stëmmen hunn, datt mer 21 Nee-Stëmmen hunn a 6 Abstentiounen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President …

(Brouhaha)

Här President, …

Une voix.- Allez, allez, zielt emol uerdentlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech bieden Iech, d'Resultat vum Vott nach eng Kéier ze verifizéieren. Et schéngt mir onwarscheinlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oder et ass eppes falsch gelaf, well mir hu véiermol Nee gestëmmt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt véiermol Nee gestëmmt.

D'Abstentioune sinn ...

Jo, den Här Galles, wéi huet deen ofgestëmmt?

Une voix.- Nee.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Dat heescht, den Här Galles steet mat enger Abstentioun do.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat hätt mech och enttäuscht, wann Der net mat Jo gestëmmt hätt.

M. André Bauler *(DP).*- Dat war d'Ënnerbewosstsinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Elo komme mer der Wourecht méi no. Dat heescht, mir hunn 31 Jo-Stëmmen, mir hu 25 Nee-Stëmmen a mir hu 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Galles hat eng kloer Direktiv vun uewen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Mir kënnen zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, de Projet de loi 7528 iwwert d'Verstäerkung vum Verwaltungsgeriichtspersonal fir d'Rentrée 2020. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Tjo. Här President, merci. Elo gi se all.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst Iech net ...

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Farerflucht!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... dovunner beanträchtegen, Här Margue, a maacht Äre Rapport.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech versichen, dat dann esou gutt wéi méiglech ze maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Margue, et ass un Iech.

(Brouhaha)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Déi, déi hei sinn, kënnen déi elo bleiwen?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen haut de Rapport vum Projet de loi 7528, wou mer Moossname virgesinn, déi fir d'Rentrée judiciaire dëse September a Kraaft trieden, an duerfir elo nach virun der Vakanz musse gestëmmt ginn. Betraff sinn d'Verwaltungsgeriicht an d'Bezierksgeriicht zu Dikrech. De Projet de loi huet awer, wëll ech betounen, näischt mat der Covidkris ze dinn, och wa mer elo schnell ënnerwee sinn.

Den Depot duerch d'Madamm Justizminister war de 25. Februar dëst Joer. De Renvoi an d'Justizkommissioun den 12. Mäerz. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 28. Abrëll. An déi éischt Kommissiounssitzung, mat Nominatioun vum Rapporter, dem Exame vum Text, vum Avis vum President vum Verwaltungsgeriicht a vum Staatsrot an d'Adoptioun vun Amendementer duerch d'Justizkommissioun, war de 6. Mee dëst Joer.

Amendements gouvernementaux sinn den 22. Juni derbäikomm, déi d'Bezierksgeriicht vun Dikrech betreffen. Doropshin ass och den Intitulé vum Gesetzesprojet ugepasst ginn. Mer kruten den Avis complémentaire doropshi vum Staatsrot den 8. Juli, a schlussendlech hu mer de Rapport zu dësem Projet de loi an der Reunioun vun der Justizkommissioun den 9. Juli ugeholl.

Ëm wat geet et? Et ass quasi eng Patchwork-Propositioun, wou mer aus zwee schonn deposéierte Projekter Deeler erausgetrennt hunn, fir se méi séier zum Vott ze bréngen. Et geet ëm de Renforcement vun den Effektiver vum Verwaltungsgeriicht. Dës Dispositioune kommen aus dem Gesetzesprojet 7124. An et geet ëm de Renforcement vun den Effektiver um Dikrecher Bezierksgeriicht. Dës Dispositioune kommen aus dem Projet de loi 7307.

Beim Verwaltungsgeriicht goufen déi proposéiert Renforcementer vun den Effektiver scho vum Staatsrot am Kader vum Projet 7124 favorabel aviséiert. Hei wäerten dräi Riichter bäikommen, an zwar ee Vice-président, ee Premier Juge an ee Juge. De Rapport relatif au fonctionnement du tribunal administratif, deen am Joresrapport vum Ministère de la Justice nozeliesen ass, kënnt zur Konklusioun, dass den Tribunal administratif fir d'Rentrée 2020/2021 nei Magistrate brauch. Dofir war et och wichteg, dass mer dës Dispositiounen aus deem Projet 7124 erausgeholl hunn an elo zum Vott bréngen, dass et mam Timing klappt.

Firwat ass dës Verstäerkung esou wichteg? Eng Partie vun eis, déi an der Justizkommissioun sinn, ware mat um Verwaltungsgeriicht derbäi a konnte sech dunn op der Plaz iwwerzeegen an Erklärunge kréien. Engersäits hëlt d'Zuel vun den Affaires en procédure accélérée, notamment d'Prozedur Dublin III, an der Prozedur vum Informatiounsaustausch en matière fiscale, weider zou, an doduerch entsteet eng ëmmer méi grouss Charge de travail. Dat huet als Konsequenz, dass déi normal Affären, also déi keng Procédure accélérée hunn, ëmmer méi laang Fixatiounsdelaie kréien.

Anerersäits huet d'Verwaltungsgeriicht ausser dem Zouhuele vun dësen Affaires en procédure accélérée ëmmer méi a méi komplex Affären ze traitéieren. Derbäi komme weider vill méi Affären, zum Beispill a verschiddenen Domäner wéi d'Fonction publique an d'Aides financières.

An net ze vergiessen: D'Erneierung vun de PAGen, Plan d'aménagement général, féiert zu enger beträchtlecher Augmentatioun vun der Charge de travail; e Phenomeen, dee viraussiichtlech an den nächste Jore kaum wäert zréckgoen.

Fir dësem méi groussen Aarbechtsopwand Rechnung ze droen um Verwaltungsgeriicht a fir räsonabel Delaie kënnen anzehalen, gëtt dofir eng Verstäerkung vun dräi zousätzleche Magistrate fir dës Rentrée proposéiert.

De Volet 2 vum Gesetz wäert d'Verstäerkung um Dikrecher Bezierksgeriicht betreffen. Och hei huet de Staatsrot a sengem Avis zum Gesetzesprojet 7307 keng weider Remarken zu de proposéierten Ännerungen. Hei setze mer ëm, wat d'Gesetz vum 27. Juni 2017 iwwert de pluriannuelle Rekrutementsplang an der Magistratur festhält, nämlech d'Schafe vun engem Poste vun engem Substitut beim Bezierksgeriicht zu Dikrech, mat Effet op de 16. September dëst Joer. Domadder hätte mer dann am Ganzen zwee éischt Substituter zu Dikrech.

An da schafe mer awer och nach e Poste vun engem Juge d'instruction directeur. An dat aus guddem Grond, well, ech zitéieren: « Le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch est composé depuis la création de cette juridiction, » - haalt Iech un - « soit depuis 169 années, d'un seul juge qui est toujours de service hormis les weekends et la période de service réduit pour lequel il existe un roulement entre les dix juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le juge d'instruction. » Dës zéng Riichter sinn awer net spezialiséiert, maache punktuell an urgent Akten, an déi ganz Untersuchung läit bei deem engen Untersuchungsriichter zu Dikrech, deen déi ganz Verantwortung eleng dréit fir dee ganze Bezierk.

A weider heescht et: « Vu que les autopsies sont pratiquées au Laboratoire national de santé à Dudelange, le juge d'instruction doit se rendre pour chacune d'elles de Diekirch à Dudelange. Pour surmonter cette charge de travail et afin d'assurer que tous les devoirs d'instruction urgents soient accomplis dans les délais impartis, le titulaire actuel est obligé de faire des heures supplémentaires plusieurs jours par semaine, pratiquement chaque weekend et pendant une partie des vacances judiciaires. »

Contrairement zum Bezierksgeriicht Dikrech ass dat aus der Stad längst e puermol an dem leschte Jorzéngt verstäerkt ginn. Bis ewell ass deem méi grousse Volume an där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun den Affären zu Dikrech net Rechnung gedroe ginn. An dat, obschonns d'Anzuchsgebitt vum Bezierk Dikrech och ëmmer méi Awunner huet.

D'Verdeelung vun den Effektiver bei den Untersuchungsriichter an der Stad an zu Dikrech ass deemno net proportional zu den Affären, déi a béide Bezierker ustinn.

Zum Beispill: 2018 gouf et 1.533 nei Affären, verdeelt op 13 Untersuchungsriichter an der Stad, an déi sinn och nach zum Deel spezialiséiert. An zu Dikrech gouf et 236 nei Affäre fir déi selwecht Referenzzäit bei deem engen Untersuchungsriichter.

An aus der Suerg, fir e Parallelismus ze schafe mam Cabinet d'instruction um Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, misst den zousätzleche Poste fir den Untersuchungsriichter um Bezierksgeriicht Dikrech e Poste vu Juge d'instruction directeur sinn. Den Direktiounsposte gëtt och néideg, well de Cabinet d'instruction zu Dikrech net nëmmen aus zwee Magistrate besteet, mee och nach aus Greffieren.

Finalement verbessert d'Schafe vun engem Poste de juge d'instruction directeur zu Dikrech och d'Karriärsperspektiven am Cabinet vum Untersuchungsriichter an de Verloscht vu Wëssen an Erfarung ass méi kleng wéi bis elo, wann eng vun deenen zwou Persounen, déi dee Posten hunn, op eng aner Plaz kandidéiert.

Zu den Avise vum Staatsrot gouf et, wéi gesot, fir den 7124 an 7307 keng weider Remarken, a follglech och net zum aktuelle 7528. Avise gouf et nieft dem Staatsrot vun der Cour administrative an dem Tribunal administratif, déi den 28. Februar erakoumen.

Den Tribunal administratif stellt fest, dass dëse Projet de loi enger Demande vun him selwer entsprécht. E gëtt awer ze bedenken, dass d'Iddi, déi am urspréngleche Text war, proposéiert gouf, fir mat der Erhéijung vun den Effektiver och eng nei Chamber ze schafen, also vu véier op fënnef eropzegoen, wat an der Praxis herno net richteg vu Virdeel wäert sinn. Den Tribunal administratif plädéiert dofir, et bei véier Kummeren ze beloossen an déi dräi nei Magistrate kënnen esou au besoin ze affektéieren, wou se da gebraucht ginn.

A mir hunn et jo op der Plaz gesinn: Eng zousätzlech Kummer géif och bedeiten, dass nach e Greffier misst agestallt ginn, an dass d'Gebailechkeeten am Moment déi materiell Organisatioun an d'Mise en place vun engem zousätzleche Greffe net erlaben.

D'Cour administrative, mat hirem President, deelt an hirem Avis d'Analys vum Tribunal administratif par rapport zu der fënnefter Kummer an huet soss keng weider Remarken. D'Justizkommission ass där Demande nokomm an huet den Text esou amendéiert, dass et bei véier Kummere bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, grad wéi all de Mataarbechter aus der Chamber, dem Ministère an de Fraktiounen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, an ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir hunn hei zwee Voleten. Den éischte Volet betrëfft den Tribunal administratif, den zweete Volet de Cabinet d'instruction zu Dikrech. Mir waren als Kommissioun virun e puer Méint, ech weess emol net méi, ob et Enn d'lescht Joer war oder uganks dëst Jor, et war op jidde Fall virum Confinement, d'Juridiction administrative besichen, wou mer och gesot kruten, opgrond vun der Panoplie a vun der Natur vun den Decisiounen, déi se mussen huelen, och vun der Zuel vun den Decisiounen, ass et ganz wichteg, datt den Tribunal zousätzlech Riichtere kritt. Et war jo och en Hëllefruff vum President vum Tribunal administratif am leschte Rapport annuel.

An effektiv konnte mer eis iwwerzeegen, datt d'Zuel vun de Fäll bei der Juridiction administrative ganz héich an d'Luucht geet. Ech ka mech erënneren, als jonken Affekot ass een dohinner plädéiere gaangen, an da krut een innerhalb vun zwou, dräi Woche praktesch eng Decisioun. Dat dauert haut e bësse méi laang. An ech mengen, et ass och wichteg, datt all d'Geriichter adequat ekipéiert sinn, mat Personal, mat de Riichteren.

An engem Rechtsstaat hunn d'Leit och e Recht op eng schnell an effikass Decisioun, och besonnesch op dem Hannergrond vun der Présomption d'innocence, wat jo dann am Volet pénal wierklech eng ganz wichteg, voire primordial Roll spillt. An duerfir gëtt d'CSV zu dësem Projet de loi hiren Accord, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat bis elo gesot ginn ass. Mir hunn ëmmer méi Affären, bon, éischtens ëmmer méi Leit, déi am Land sinn, ëmmer méi Affäre forcement, ëmmer méi komplizéiert Affären. An dofir ass et fir eis och wichteg, dass d'Verwaltungsgeriicht opgestockt gëtt. Dofir ass jo dee Projet de loi och hei.

Dikrech d'selwecht. Ech mengen, och do gëtt et ëmmer méi Affären, ëmmer méi Leit, déi do uewe wunnen. Dofir ass et wichteg, dass och do opgestockt gëtt. Also, mir kënnen deem Projet nëmmen zoustëmmen. D'autant plus, wou mir jo och als Partei dat am Programm haten, wou mer gesot hunn, dass d'Personal allgemeng an der Justiz soll opgestockt ginn. Dat hei soll en Ufank sinn, a mir si bestëmmt nach net bei deem Leschten ukomm. Mee ech ginn op alle Fall den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President. Och dem Rapporter a President vun der Justizkommissioun e grousse Merci fir säi gudden opschlossräiche Rapport. An ech wéilt och nach eng Kéier betounen, dass effektiv zanter 169 Joer, dat muss ee sech emol virstellen, zanter der Grënnung vun deem Bezierksgeriicht Dikrech, et do effektiv nëmmen all Kéiers een Untersuchungsriichter gouf, deen d'Aarbechte gemaach huet. An dass, wéi meng Virriedner gesot hunn, ëmmer méi Affäre komm sinn, déi och juristesch an technesch natierlech méi komplizéiert goufen, soudass dëst Gesetz wierklech noutwendeg war, an dass mer mussen op de Wee goen, fir déi Ekipp do ze etofféieren.

Ech wéilt awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir mäin déifste Respekt auszedrécken un déi Untersuchungsriichter, déi bis elo mat ganz vill Devouement an all deene Joren déi Aarbecht eleng a ganz consciencieux geleescht hunn.

An, voilà, dat wier et gewiescht. An ech soen och Merci, wéi gesot, nach eng Kéier, dass dat esou séier konnt beaarbecht ginn, fir dass mer elo fir d'Rentrée prett sinn. An ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Och ech wëll dem President vun der Kommissioun fir säi gudden an ausféierleche Rapport Merci soen. Et ass eng Evidenz, datt dat heiten eng Reform ass, déi mir musse vu ganzem Häerz ënnerstëtzen. Meng Fra war aacht Joer laang eng vun deenen normale Riichterinnen zu Dikrech, déi dann d'Weekender oder an de Vakanzen den Untersuchungsriichter hu missen ersetzen. Et hat e positiven Aspekt. Et huet deenen Zivillriichteren an deene kommerzielle Riichteren eng Liewenserfarung ginn, déi och net vun der Hand ze

weisen ass. An et wier vläicht ganz gutt, wa munch jonk Riichter ëfter emol a länger emol Stagë géifen um Untersuchungsgeriicht maachen, fir „les faits de la vie" kennenzeléieren.

Datt mer den Tribunal administratif opstocken, dat ass eng absolutt Necessitéit. Et ass scho gesot ginn: Et war en Hëllefruff vun der Juridictioun selwer, an dës Reform kënnt keng Minutt ze fréi.

Ech soen Iech Merci. Mir ënnerstëtzen dësen Text.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministerin, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci, Här President. Merci Iech alleguerten, dass der eng Hand mat ugepaakt hutt, dass mer dee Projet nach kënnen elo virum Summer stëmmen. Dat heescht och, dass en da fir d'Rentrée judiciaire am September applikabel ass.

Mir schwätze ganz vill iwwert d'Efficacité de la justice. Mir hunn nach net méi spéit wéi gëschter Amendementer ugeholl, déi wäerten d'Prozedur vereinfachen, dass mer méi séier weiderkommen. Mee et geet net alles eleng iwwert d'Prozedur. Mir kënne ganz vill verbesseren, andeems mer eis méi einfach Mechanisme ginn. En Deel dovunner ass och d'Personal. D'Personal op der Justice ass an där leschter Legislaturperiod esou vill opgestockt gi wéi scho laang net méi. Mee et gouf awer nach eng Rei Mängel. A mir wäerten och weiderhi mussen eis upassen un d'Evolutioun vun der Bevëlkerung.

Een dovunner ass ganz kloer deen um Verwaltungsgeriicht. Mir ginn hei duerch d'Gesetzer, déi an der Chamber ugeholl ginn, dem Verwaltungsgeriicht permanent nei Aufgaben - wat jo och gutt ass, well eng Kontroll gemaach gëtt vun den Decisiounen, déi vun den ëffentlechen Instanze geholl ginn -, mee déi mussen natierlech kënne séier tranchéiert ginn.

Ech erënnere mech, wou ech ugefaangen hunn um Barreau, do krut een um Verwaltungsgeriicht an deene séiersten Delaien Decisiounen, do sinn d'Affäre ganz séier evakuéiert ginn. An där Situatioun si mer haut leider net méi. Net, well si manner effikass schaffen, mee well se einfach vill méi eng grouss Aarbechtslaascht hunn, déi mer elo probéieren, an de Gréff ze kréien duerch deen heite Projet.

Op där anerer Säit Dikrech. Jo, Dikrech ass derfir bekannt, dass ganz vill op Multitasking gesat gëtt, dass d'Leit ganz ënnerschiddlech Aufgaben huelen. Mee och do stéisst een awer iergendwann eng Kéier u seng Limitten. An déi Mammutaufgab, vun der aktueller Untersuchungsriichterin, déi hei schonn ugeschwat gouf: Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat déi Fra leescht! Dat ass exzeptionell, déi vill Affären, déi si muss traitéieren. Dir musst Iech jo virstellen, si ass dann och zoustänneg, fir wa komplizéiert Dossieren de Weekend optrieden, wann an der Vakanz eppes Komplizéiertes ass, well natierlech ass et flott, wann een all verschidden Aspekter vun den Affäre kennt, mee eng Spezialisatioun a wierklech den Detail vun den Dossiere kënne séier an effikass ze traitéieren, déi erreecht een awer doduerch, dass een eppes mécht. An do gëtt een och ëmmer nëmme besser, wann een dat dann, op d'mannst fir eng gewëssen Durée, selwer mécht. Duerfir e ganz grousse Merci, dass Der dat heite matënnerstëtzt.

Eng Suerg, déi ech allerdéngs hunn, dat ass, dass mer déi Posten och alleguerte besat kréien, well d'Rekrutementer, ech weess net méi, wie vun Iech mer eng Fro gestallt hat zu de Rekrutementer an der Magistratur dëst Joer, ech hunn déi Fro elo dës Woch erausginn, mee mir kruten d'Posten net alleguerte besat, an dat ass dramatesch.

Mir mussen onbedéngt dorunner schaffen, dass mer wierklech eng Vermëttlung maachen, wéi flott a spannend deen Job ass, wéi villfälteg en och ass. A mir mussen dru schaffen, dass mer méi Leit an d'Magistratur kréien, well soss kënne mer hei esou vill Gesetzer stëmmen, wéi mer wëllen, wa mer d'Posten net besat kréien, kréie mer de Problem net geléist.

Duerfir op alle Fall merci fir Ären Accord. Ech soen och Merci am Numm vun der Magistratur, déi dat dote bestëmmt begréisst.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7528. Den Text steet am Document parlementaire 7528[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7528 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Très bien. An domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Als nächst kënnt de Projet de loi 7574, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An do géif ech direkt d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Projet geet et drëm, déi lescht Ännerungen am Gesetz vun der Formation professionnelle - d'Gesetz vun 2008 - op eng Linn ze brénge mam Code du travail, deen en vigueur ass. An et geet do ëm fënnef méi kleng Ännerungen.

Deen éischte Changement betrëfft de Congé de récréation annuel vun de Stagiairen, dee vu 25 op 26 Deeg geheicht gëtt.

Ausserdeem kënnen dann och d'Begleeder vun de Kandidaten, déi op e Championnat respektiv en nationalen oder internationale Concours ginn, deen a Relatioun mat der Formation professionnelle steet, den individuelle Congé fir d'Formatioun an Usproch huelen. Bis ewell war dee Congé do just fir d'Kandidate selwer bestëmmt.

Déi drëtt Ännerung betrëfft, wéi gesot, d'Gesetz vun 2008. An deem waren e puer Erreurs matérielles, déi mat dësem Gesetzesprojet behuewe ginn, andeems e puer legal Dispositiounen iwwert d'Organisatioun, d'Evaluatioun an och d'Orientatioun an der Formation professionnelle ugepasst ginn. Et ass ënner anerem virgesinn, d'Moduler vun de Stagen an Zesummenaarbecht vum Stage-Büro an awer och an der Entreprise, wou d'Formatioun gemaach ginn ass, ze evaluéieren.

Véierte Punkt: Des Weidere ginn d'Diplomer souwéi d'Zertifikater vun der Formation professionnelle an de Validatiounssystem vun den erschafenen Erfarungen integréiert. Dat ass dat, wat mer kennen, d'Validation des acquis de l'expérience.

An dee leschte Punkt: De Programm vu véier Formatioune fir de CCP, de Certificat de capacité professionnelle, gëtt ëm ee Joer erofgesat. Et sinn hei follgend Beruffer: d'Serveuren an de Restauranten, de Kach, de Vendeur an och d'Haushaltshëllef, fir do méi Kandidaten erunzezéien. Wéi gesot, gëtt d'Formatioun vun dräi op zwee Joer erofgesat, esou wéi dat scho beim Schouster de Fall ass.

Ech kommen zu den Avisen. De Staatsrot huet säin Accord mat de grousse Linnen zu dësem Projet ginn a just e puer kleng Umierkunge gemaach.

Fir d'Chambre de Commerce war dëse proposéierte Projet de loi an der Rei. An d'Chambre des Salariés bedauert just, dass d'Leit mat engem CCP kee Certificat de réussite fir fënnef Joer am Enseignement secondaire méi kréien. Besonnesch wichteg ass et hinnen, dass den Accès fir den DAP bleift an dës Decisioun keng Auswierkungen op de Salaire vun de betraffene Leit huet.

Fir den Detail verweisen ech op de schréftleche Rapport, an ech ginn elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi ass zum Deel noutwendeg, ech hat dat d'lescht Joer scho gesot gehat, well eeben d'lescht Joer, wéi hei iwwert de Projet de loi 7268 ofgestëmmt ginn ass, keng anstänneg legislativ Aarbecht geleescht ginn ass.

Mir haten d'lescht Joer duerfir och hei an der Chamber eng Partie Amendementer ofstëmme gelooss. Leider ware se alleguer refuséiert ginn. Ënner anerem hate mer dunn och gefrot, fir de Kontrakt mat der Konventioun ze ersetzen, fir d'Congésdeeg op 26 Deeg eropzesetzen, well dat eeben de Minimum ass, dee mer just virdru gestëmmt hate fir all d'Salariéen. A mir haten och gefrot gehat fir d'Validation des acquis de l'expérience. Dat ass jo am Prinzip dat, fir eng Beruffserfarung geltend ze maachen, fir een Diplom ze kréien, fir dat och erëm fir d'Beruffsausbildung méiglech ze maachen, well komescherweis hate mer deemools mat deem Gesetz ofgestëmmt, datt dat fir d'Beruffsausbildung net méi méiglech wier.

An do hat den Här Minister am Prinzip och gesot gehat, ech liesen dat eng Kéier hei vir: „Dann dee Punkt, deen effektiv méi seriö ze huelen ass", dat war also vun eisen Amendementer, „ass dee vun der VAE." An dunn huet en e puer Saache gesot. Du sot en: „Do ass et esou gewiescht, datt effektiv elo momentan laut Gesetzestext eng VAE, also eng Validation des acquis de l'expérience, net méiglech wär, wann een den Diplom vun der Formation professionnelle géif ustriewen, wat kee Sënn mécht. Do muss ech der Madamm Hansen absolutt Recht ginn." Dat kënnt net esou dacks vir, dat war also du virkomm.

An en huet gesot: „An ech denken, datt mer dat elo esou schnell wéi méiglech solle korrigéieren." Ben, esou schnell wéi méiglech ass e bësse méi wéi ee Joer duerno. Dat fanne mer natierlech schued, datt dat esou laang gedauert huet. Mir sinn awer natierlech d'accord, datt dës Ännerunge gemaach ginn.

Eppes aneschters, wat hei geännert gëtt, dat ass, datt eeben, den Här Rapporter huet et gesot, an duerfir soen ech him och nach eng Kéier Merci fir de Rapport, eenzel CCP-Formatiounen u sech elo kënne gekierzt ginn. Normalerweis sinn dat dräi Joer. Si kënne gekierzt ginn op zwee Joer. Dat war d'leschte Kéier beim Gesetz just fir de Schouster méiglech. Do hate mer och gefrot: „Firwat ass et just de Schouster? Firwat ass et net, zum Beispill, och de Serveur?" Du krute mer als Äntwert, datt keng Zäit do gewiescht wär, fir mat de Beruffskummeren ze schwätzen. Ma ech ginn elo mol dervunner aus, datt elo mat de Beruffskummere geschwat ginn ass. Et gi fënnef Beruffer elo hei derzougerechent, wou d'Formatioun ka gekierzt ginn. Och dat fanne mer gutt, an duerfir si mer och mam Projet de loi aver stanen.

Ech hunn awer nach eng Fro, well ech sinn u sech virgëschter ugeschwat ginn, datt verschidden Équipe-curriculairen eréischt déi lescht Woch gesot kritt hunn, datt se missten d'Grillë vun dräi Joer op zwee Joer kierzen. Wann dat esou ass, da muss ech natierlech soen, ass dat och net seriö, well innerhalb vun engem Weekend kann ee keng seriö Aarbecht maachen, fir hei eng Grille vun enger ganzer Formatioun einfach esou ze kierzen.

Mat dëser ofschléissender Bemierkung, ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Merci och virop dem Rapporter fir säi ganz komplette Rapport.

Et geet also an dësem Projet, wéi de Rapporter et richteg erklärt huet, drëms, eng Rei Erreurs matérielles ëm d'Formation professionnelle ze behiewen. De Congé minimal gëtt vu 25 op 26 Deeg eropgesat. Als LSAP kënne mer dat natierlech nëmme begréissen a wäerte selbstverständlech deen heiten Text och matstëmmen.

Ech mengen awer, datt de Problem ëm d'Formation professionnelle heibäi däitlech gëtt. Mir als Chamber a vläicht souguer och als Land, mir mussen der Ausbildung an dem Handwierk einfach méi Opmierksamkeet zoukomme loossen. Ëmmerhin ass op Initiativ vun de Sozialisten de Congé légal scho virun engem Joer ëm een Dag an d'Luucht gaangen. Elo eréischt passe mer dat an dësen Texter ëm déi professionell Ausbildung un.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- U sech, well Dir d'Amendementer net gestëmmt hat!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Dësen Dag méi oder manner wäert sécherlech net den Ausschlag ginn, ob elo méi Jonker sech fir eng Léier entscheeden oder net. Et wier awer wichteg, mengen ech, heiraus ze léieren an an Zukunft déi professionell Ausbildung mat als Prioritéit unzegesinn a gläichwäerteg ze behandelen.

Mir brauchen attraktiv Ausbildungsméiglechkeeten zu Lëtzebuerg. An duerfir gouf jo och déi Ausbildungsdauer vun enger Rei Formatioune virun allem am Horeca-Beräich elo erofgesat op zwee Joer, esou wéi gefrot. Ech mengen, et ass grad wichteg fir ee Secteur, deen et souwisou schonn immens schwéier huet, an elo an dësen Zäiten ëmsou méi. Duerfir begréisse mer och d'Beméiunge vun der Regierung, fir alles drun ze setzen, fir esou vill wéi méiglech Léierplazen ze erhalen a weiderer ze schafen. Dat ass sécherlech ze begréissen an absolutt guer net vu Muttwëll.

Mir sollen eis jiddefalls, léif Kolleeginnen a Kolleegen, allgemeng dru setzen, fir eis méi intensiv mam Inhalt vun deene verschiddene Formatiounen an Ausbildungen auserneenzesetzen. Esou musse mer, zum Beispill, déi digital Kompetenzen an déi professionell Ausbildung weider abauen, grad wéi mer och d'Formatiounen un déi sproochlech Situatioun hei am Land mussen upassen, geneesou, wéi et schonn am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Dat wieren zwee Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Léier nees attraktiv ze maachen, fir datt d'Handwierk, fir datt déi Leit an deenen dote Secteuren och déi richteg Leit fannen. Dat hu se nämlech absolutt verdéngt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An d'Wuert kritt elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och merci dem Här Gilles Baum fir de gudden a komplette Rapport, wéi hien der an der leschter Zäit scho vill presentéiert huet, och emol eng Kéier een, wou de Corona awer net dee ganz onmëttelbaren Hannergrond huet.

Wéi mer Enn leschter Woch an den Zeitunge liese konnten, wäerten, laut enger Ëmfro, am Handwierk 54 % vun de Betriber hir Offer un Ausbildungsplaze reduzéieren. D'Zuel vun neien Ausbildungsplazen ass och elo scho ferm gebremst.

Op den 1. Juli 2020 waren offiziell 1.286 Jonker a 650 Erwuessener op der Sich no enger Ausbildungsplaz. Dat waren der 700 respektiv 600 manner wéi am Virjoer. An dat heescht awer ganz sécher net, dass alles am Botter ass. Déi Statistike si provisoresch, well d'Frist fir d'Ënnerschreiwe vun den Ausbildungskontrakter am Kader vun de Coronamesurë jo bis Enn des Joers verlängert gouf. Mee den Trend weist awer, wéi gesot, schonn elo an déi falsch Richtung, an dat säit dem Ufank vun der Pandemie.

D'selwecht wéi zum Beispill bei de Moratoiren op Bankkreditter oder bei de Faillitte schéngt nämlech hei och dat déckt Enn eréischt an den nächste Méint nozekommen. D'Infektiounszuele soen eis, dass d'Pandemie nach net eriwwer ass. Mir hunn et haut laang a breet diskutéiert. An dëse Constat huet ganz ferm wirtschaftlech a sozial Follgen.

An egal wat d'Ziffere vun haut sinn, hei si ganz vill Leit, déi op der Sich no enger berufflecher Perspektiv sinn. Leit, déi Motivatioun, Wëssen an Talent matbréngen, fir déi d'Sich no enger Aarbechtsplaz och oft ganz vill Drock an Ongewëssheet matbréngt. An dat sinn nieft dem

schouleschen Echec Haaptgrënn fir den Décrochage scolaire, dat heescht d'Ofbrieche vun der Ausbildung.

An dat gëllt et prioritär ze evitéieren an dowéinst ass et immens wichteg, dass den Dialog mat de Sozialpartner ëm d'Ausbildung ganz uewen op der Agenda elo scho steet. An all d'Partien am Raum hunn och schonn ze erkenne ginn, dass se sech dëser Problematik an der Responsabilitéit bewosst sinn.

Déi weider Pisten, déi d'Handwierkerkummer an de Ministère jo schonn ugedeit hunn, ginn an déi richteg Richtung. Engersäits d'Förderung vu Betriber, déi ausbilden, an anerersäits eng besser Informatioun an Orientéierung vun deene Jonken. Dat begréisse mer ausdrécklech. An ech si ganz frou, dass ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun ka ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et elo um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt dann och vläicht dem Rapporteur Merci soe fir e ganz komplette Rapport. Ech géif awer d'Regierung invitéieren, fir zu deene Kriticke Stellung ze huelen, déi d'Chambre des Salariés formuléiert huet. Ech mengen, souwuel den Aspekt vun der Pai wéi deen zum Accès zum DAP si wichteg Froen. An et wier wierklech interessant fir ze gesinn, wéi d'Regierung sech dann do positionéiert.

Wat awer opgefall ass an der Diskussioun haut, dat ass déi Prise de position vun der Sozialistescher Partei. Et ass dach verwonnerlech, datt déi Partei hei seet: „Mir däerfen d'Handwierk net am Ree stoe loossen a mussen honoréieren", nodeem mer virun e puer Wochen eréischt héieren hunn, datt déi Indépendants do, datt dat awer wierklech net onbedéngt d'Liiblingskand vun der Regierung ass. An et si vill Leit, déi eebe just am Handwierk sech lancéieren, „Trau dech!", ...

Une voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... an da vun där Regierung kritiséiert ginn, jo, vun där Partei kritiséiert ginn, déi elo heihinnerkënnt an esou mécht, als wär d'Handwierk hiert gréissten Uleies!

D'selwecht och mat dem Horeca. Ech erënnere mech nach ganz gutt un déi Diskussioune virun e puer Wochen, wou ënner anerem d'ADR gefuerdert hat: „Sot dach endlech de Leit, wéini se erëm kënnen opmaachen!" Notamment viru Päischten, wou se a Konkurrenz ware mat esou villen anere Betriber, och am Ausland. A wien huet et net gemaach? Déi Regierung, déi Partei, déi haut hei kënnt a seet: „Mir mussen eppes maache fir d'Horeca!"

Dir kënnt probéieren, dat ze korrigéieren. Et ass och gutt, wann Der Iech wëllt besseren a wann Der Iech wëllt korrigéieren, awer vergiess ass dat do net! D'LSAP wor déi Partei, déi d'Handwierk am Ree stoe gelooss huet!

Mee, dat gesot, mir freeën eis iwwert dëst Gesetz, well et sinn effektiv e puer néideg Verbesserungen dran. An d'ADR dréit et mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, wéi scho gesot ginn ass, dëse Projet de loi, dee bréngt natierlech eng ganz Partie Modifikatioune par rapport zu Erreur-materiellen, déi och ze begréisse sinn.

Et sinn tatsächlech awer och Froe gestallt ginn, och vun der Chambre des Salariés, justement wat d'Derogatioun ugeet fir gewësse Formatioune vun dräi op zwee Joer beim CCP. Wat net de Problem u sech ass. Mee wat dat kéint bedeite fir d'Acquisitioun vum Salaire social minimum qualifié an och wat dat kéint bedeite fir d'Passerelle vers en DAP.

Weiderhin ass et och problematesch, datt u sech de CCP net méi gerechent gëtt als e Certificat de réussite de cinq années an an deem Sënn och dann d'Karriär C an der Fonction publique net méi esou erlaabt. Wat jo och an eisen Ae problematesch ass. Net esou wéi beim DAP weiderhin a beim Diplôme de technicien.

Aus deenen Ursaache wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Stagë gi gemaach, fir datt ee sech mat deem Beruffsbild, fir wat ee léiert, besser ufrënne kann. Wann een et kenneléiert, datt ee sech schonn e bësse wuelfillt, datt een en éischte Schrëtt an d'aktiivt Liewe ka maachen. Eppes, wat immens wichteg ass! Eppes, wat esou wichteg ass, datt mer net däerfe vernoléissegen, wann et zu engem Creux vu Stageplaze géif kommen.

Et ass awer och esou, an dat däerfe mer bei alle Lueweshymnen op d'Stagen net verkennen, datt ganz heefeg Stagiairen Aarbechte maachen, fir déi se u sech nach net qualifizéiert sinn. Et kënnt vir, datt Stagiairen Aarbechte maachen, déi u sech misste vun engem festen Employé an hirem Betrib gemaach ginn. An ech mengen, datt een do och net däerf einfach d'Ae virdrun zoumaachen.

Wat awer richteg ass a wat mat deem heite Gesetz elo gemaach gëtt, ass, datt änlech wéi d'Employéen d'Stagiairen dann och den Dag Congé bäikréien. Et ass a mengen Aen e bësse schued, datt deen Dag Congé ee Joer méi spéit wéi fir d'Employéë kënnt. Mee, wéi seet een esou schéin, besser spéit wéi ni!

Wat fir eis Piraten awer och e gudden a wichtege Schrëtt ass, ass, fir déi véier CCPen ëm ee Joer ze verkierzen. Et ass e Gest, fir déi Ausbildung méi attraktiv ze maachen. Eng Ausbildung, déi awer trotzdeem valoriséiert soll sinn.

Dat heescht, et gëtt sportlech. Et gëtt sportlech, wa mer dat heiten haut stëmmen, fir am Hierscht déi néideg Programmer stoen ze hunn, fir esou ... - an ech mengen, dat huet d'CSL jo och an hirem Avis ugemierkt, datt u sech d'Verkierzung eréischt ab dem Schouljoer 2021/2022 sënnvoll ass, well et soss einfach net ze realiséiere wier.

Mir begréissen et also fir dëse CCP, dës véier CCPe méi attraktiv ze maachen, fir esou hoffentlech e puer méi Schüler, déi vläicht soss aus dem Bildungswiesen och géifen ausscheeden, eng weider Pist, eng weider Dier opzemaachen.

An dann, dee leschte Punkt, dee mer awer ganz vill um Häerz läit an deen ech och net wëll vergiessen, ass dat vun den nationalen an internationale Meeschterschaften a Concoursen. Näischt ass méi schéi fir e Schüler, wéi wann e sech ka mat anere Schüler aus sengem eegene Gebai, aus anere Gebaier, mee och aus anere Länner moossen. Wann ee ka weisen, datt ee säin Handwierk gutt geléiert huet. A fir datt do d'Konditiounen optimal ginn, bidde mer dann an dësem Gesetzesprojet och zousätzlech elo deene Leit, déi d'Schülerinnen an d'Schüler begleeden, e Recht op individuelle Congé de formation un.

Ech mengen, datt dat e wichtegt Signal ass. E Signal, datt mer als Politik esou Concourse förderen, datt mer weisen, datt mer houfreg sinn op déi, déi en Handwierk ausüben an dat och op engem Concours beweise wëllen.

Dëst gesot, gi mir eisen Accord fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci dem Gilles Baum als Rapporteur, awer och all den Intervenanten e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Hei sinn eng Rei vu klengen Interventiounen, eenzelnen Interventiounen, déi mer am Reegelwierk vun der Formation professionnelle maachen, déi awer alleguerten hir Bedeitung hunn. An, ech muss zouginn, jo, mir kréie méi Kohärenz an den Text, well mer eng Rei vun Inkohärenzen eraushuelen. An dat ass wichteg. A jiddwereen hätt sech gewënscht, mir hätten et éischter gemaach. Mir maachen et haut. Mee duerfir solle mer et dann och haut richteg verankeren.

Merci nach eng Kéier fir d'Zoustëmmung an dat schnellt Schaffen op jidde Fall vun Ärem héijen Haus!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7574. Den Text steet am Document parlementaire 7574[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7574 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir en eventuelle Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Mir kommen elo zum Projet de loi 7309 iwwert de Reklassement vu Salariéen. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Projet de loi 7309. Mir hunn e „Reclassement" genannt. Den Depot war vum 28. Mee 2018. Et ass also e Projet, dee scho méi eng Zäitchen um Bockel huet. En huet och evoluéiert. An der Zäit sinn eng ganz Rei vun Amendements parlementaires gemaach ginn. Et ass och zweemol bei de Staatsrot gaangen, soudass de Projet gelieft huet. A mir sinn eis och eens gewiescht an der Kommissioun, dass dëse Projet hei bei Wäitem net alleguer d'Problemer vum Reklassement léist. Do ware mer eis och alleguerten eens. Ech soen et duerfir nach eng Kéier ganz haart hei op der Tribün.

Mee mir waren eis awer och eens, dass mer net sollte waarden, bis alleguer d'Problemer vum Reklassement sollte geléist ginn, ier mer déi heite Saachen och géifen an Ugréff huelen. An duerfir si mer haut hei, fir eeben déi Rei vu Punkten hei ze stëmmen.

Am Regierungsprogramm ass effektiv virgesinn, dass nach aner Elementer solle virgesi sinn, fir d'Santé au travail ze reorganiséieren, andeems do eng Rei vu Servicer bei den Aarbechtsministère sollen iwwergoen. Esou eng Reorganisatioun, déi géif et dann och méiglech maachen, dass d'Servicer da méi no bei d'ITM géife bruecht ginn, wat zu enger wichteger Vereinfachung vun der Aarbecht an zu méi Effikassitéit dann och géif féieren.

An deem Kontext soll dann och, wat ganz wichteg ass, eng Reorganisatioun vun der Commission mixte a vun hiren Attributioune kommen. Mee en attendant vun där fundamentaler, méi fundamentaler Reform géife mer dann hei dëse Projet maachen. Dat en accord och an op, net en accord, jo, och en accord, mee och op d'Fuerderung vun de Patronen a vun de Gewerkschaften hin, fir dës Kompromëssléisung hei ze stëmmen.

Ëm wat geet et hei?

Et sinn eng ganz Rei vu Punkten. Ech géif awer nëmmen op e puer Punkten agoen.

D'Anciennetéit oder d'Aptitude op de Posten, déi den extern reklasséierte Salarié muss hunn, fir kënnen um Enn vu senge Chômagerechter eng Indemnité professionnelle d'attente ze kréien, gëtt vun 10 op 5 Joer erofgesat.

D'Gewerkschaften hu mat Nodrock op dës Ännerung insistéiert.

Dir gesitt, Dir héiert och schonn a mengen Ausféierungen, dass et e ganz technesche Projet ass.

Deen neien Text, dee gesäit och vir, dass e Salarié net an all Hypotheesen eng gewëssen Dauer muss op engem Poste à risque geschafft hunn, fir dass de Regimm vum Reclassement professionnel sech kann applizéieren.

D'Aarbechtsdoktere kënnen d'Commission mixte och fir e Reclassement externe saiséieren an net nëmmen, wéi bis elo, en vue vun engem Reclassement interne. Dat heescht ënner anerem, dass een net onbedéngt muss am Krankeschäi sinn, fir an de Reklassement ze kommen.

Eng weider Mesure ass, dass d'Aarbechtsdoktere vun der ADEM zukünfteg zoustänneg si fir déi Leit ze ënnersichen, déi an engem Reclassement externe sinn an also keen Aarbechtsvertrag méi hunn.

Et ginn och eng Rei vu Quoten do ofgeschaaft. Dat zukünftegt Gesetz féiert nämlech ... Pardon, erëm agefouert! Féiert de System vun de Quoten nees an, wat heescht, dass et an Zukunft wäert méiglech sinn, dass e Salarié, dee misst kënne vun engem Reclassement interne profitéieren, awer extern reklasséiert gëtt, well de Betrib seng Quota vu Reklasséierten a Salariéen, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn, schonn erfëllt huet. Dat ass eng Kéier agefouert ginn 2002, dunn 2015 nees ofgeschaaft ginn. An hei, op Demande vun den Employeuren, vun de Patronen, gëtt dat dann erëm nees agefouert.

Am Fall wou d'Reevaluatioun vun der reklasséierter Persoun eng Erhéijung vun der Aarbechtszäit mat sech brëngt, imposéiert déi Decisioun sech elo net nëmmen dem Salarié, mee och fir de Patron. An duerfir huet deen dann zwielef Méint Zäit.

An ech huelen nach just zwee Punkten, op déi ech wëll agoen.

De Projet gesäit ausserdeem vir, dass eng ganz Rei Decisioune betreffend ënner anerem d'Indemnité professionnelle d'attente an d'Indemnité compensatoire elo net méi vun der Commission mixte, mee vun der ADEM geholl ginn. An deem Kontext gëtt d'ADEM och zoustänneg fir d'Formation professionnelle, fir déi extern reklasséiert Salariéen ze organiséieren an dann och, en cas de besoin, eventuell ze imposéieren. Dat mécht och absolutt Sënn.

An da mäi leschte Punkt: Schlussendlech ass och nach ze ënnersträichen, dass deen neien Text een anere Rechesystem vun der Indemnité compensatoire applizéiert. Wann de reklasséierte Salarié bis elo vu kenger finanzieller Verbesserung, déi de Patron applizéiert huet, konnt profitéieren, esou gëtt mam neien Text de Montant vun der Indemnitéit am Ufank fixéiert, an de Salarié kritt eng eventuell Augmentatioun vu sengem Salaire, zum Beispill duerch Primmen, Supplementen oder och eng Augmentation linéaire, net méi vu senger Indemnité compensatoire ofgehalen. Dat ass e wichtegt Element. Dat ass och wichteg fir déi Leit, déi vun esou enger Indemnitéit profitéieren an dat kënnt deenen dann och zegutt.

Ech wëll heimadder dann Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord vun der LSAP zu dësem Projet ginn.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Georges Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer direkt, dem honorabelen Här Georges Engel Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn haut hei, fir de Reclassement interne an externe, jo, e Stéck weiderzebréngen; dat kann een esou soen. Ech mengen, den Här Engel huet ganz kloer gesot, datt dat hei net fir d'leschte Kéier ass, datt mer hei an der Chamber sinn, well et gi schonn eng Rei Punkte verbessert, ob dat am Beräich vum Aarbechtsdokter ass, deen och beim Reclassement externe dann elo kann direkt d'Kommissioun saiséieren.

Dat féiert derzou, datt et méi effikass gëtt. Do ass keen Zweifel.

Dann ass et esou, datt de Poste à risque fale gelooss ginn ass, soudatt och méi Salariéen u sech vun engem Reklassement kënne profitéieren.

Dann ass, wéi et schonn erwäänt ginn ass, d'Anciennetéit fundamental erofgesat ginn, engersäits, an anerersäits de Certificat, d'Alternativ ass e Certificat d'aptitude. De Problem ass just, datt mer ganz dacks awer d'Situatioun hunn, datt d'Patronen net hirer Verflichtung nokommen an d'Salariéë bei d'Médecine du travail schécken, respektiv, wa se se schécken, et extreem laang dauert, ier d'Salariéë bäikommen, an dann hir gesondheetlech Situatioun sech geännert huet bis dohinner.

Dann ass eppes, wat d'Patrone wierklech mat Vehemenz gefuerdert hunn, dat ass d'Erëmaféieren, et ass scho gesot ginn, vun de Quoten, wou e Betrib, deen eng Rei Travailleur-handicapéen huet, wou dat u sech mat deene Salariéen, déi reklasséiert ginn, gläichgestallt gëtt, zesummegeluecht gëtt. En général ass dat positiv. Et soll een eis Betriber u sech funktionell halen. Et däerf awer net esou wäit féieren, dovir wëll ech awer warnen hei, datt deen een oder deen anere Patron dat doten awer notzt, fir kee Reclassement interne brauchen ze maachen. Dat ass nämlech net de Sënn dervun, well déi Leit, déi an e Reklassement ginn - ech muss dat awer eng Kéier hei soen -, déi hu gesondheetlech Problemer, gewéinlech entweeder duerch Krankheet, duerch Unfall. An da wier et schued, wann iwwert déi doten Hannerdier géif verhënnert ginn, datt déi Leit an hirem Betrib kënne bleiwen.

Dann, mengen ech, ass et och ganz positiv, datt, wann eng Indemnitéit ausgeschwat gëtt, déi da bei manner wéi 25 Leit am Betrib vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gëtt, iwwer 25 gëtt se vum Patron gedroen. Weider ass, datt d'ADEM en Deel vum Salaire bezilt, wann Aarbechter reklasséiert ginn am Betrib. Just fir dat ze soen.

An dann, mengen ech, ass awer och eng ganz wichteg Neierung, datt mindestens elo fir d'Attributioun oder de Retrait vun der Indemnité compensatoire, datt een do e Recours ka maachen. Leider Gottes nëmmen do. Et kann ee kee Recours maachen, wann en Dokter decidéiert, ob een apte oder net apte ass. Dat, mengen ech, ass och eppes, wat schued ass.

Dann, mengen ech, muss ee ganz einfach soen, an et ass jo hei méi wéi däitlech och vum Här Engel gesot ginn, datt mer wierklech nach wäit vun enger optimaler Situatioun ewech sinn. Mir hätte gäre gesinn, wann et direkt méi wäit gaange wier.

Ech wëll awer ganz kloer soen, datt an der Kommissioun ganz konstruktiv diskutéiert ginn ass. Mee ech wëll awer erwänen - an et ass d'Chambre des Salariés, déi och dorop opmierksam gemaach huet -, datt den deemolege Mediateur schonn eng Kéier - den éischte Mediateur, well ech dat nach wëll an Erënnerung ruffen, de Marc Fischbach huet schonn eng Kéier gesot, datt een dat do misst awer eng Kéier ëmänneren, fir datt et eng Struktur gëtt, nämlech e Service, datt et u sech misst eventuell eng Aart Service unique ginn, de Médecin du travail ginn oder d'Médecine du travail ginn, pardon, fir awer déi Leit do an enger anerer Form ofzesécheren.

Dat sinn natierlech Pisten, déi mer musse bei enger méi fundamentaler Reform vun deem Gesetz suivéieren.

Ech wëll awer hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen: Mir dinn eis schwéier, grad bei Leit, déi Problemer hunn, an hei geet et ëm Leit, déi Problemer hunn. Ech wëll do un e Gesetz erënneren, et war 2004 an der Chamber, et waren déi éischt Sporen, déi zwee Leit, jo, an der Chamber sech verdéngt hunn, et war de Marc Spautz a meng Wéinegkeet, déi sech mat Vehemenz gewiert hunn, den Här Mars Di Bartolomeo, deemools Minister, ka sech nach gutt drun erënneren, ...

(Interruption)

... datt mer mat Vehemenz eis gewiert hu géint dat Gesetz vun 52 op 104. Mëttlerweil ass et jo net méi 52, mee et ass 78. An dach awer.

Flott wier et, wa mer dat hei eng Kéier zu engem gudden Enn géife féieren, nämlech, datt dat Gesetz optimal wier, a mer gläichzäiteg och dat géifen ofschafen, wat mer deemools verbrach hunn, zesumme verbrach hunn.

Ech wëll dat ganz kloer soen: Et ass net gutt gewiescht vun Ufank un, well mir hunn déi net getraff, déi mer wollten treffen, nämlech déi, déi vum System sollte profitéieren. Mee mir hu virun allem, an et huet et gewisen zënter 2004, mir hu virun allem déi getraff, déi wierklech Malchance haten, grav gesondheetlech Problemer ze hunn, Rechutten ze hunn an esou weider. Mir hunn näischt domadder geschafft. An ech wier frou, wa mer déi zwee Gesetzer géifen zu engem gudden Enn brëngen.

An deem Sënn ginn ech natierlech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll och ech dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir hunn den Dispositif vum Reclassement interne an externe fir d'Lescht viru fënnef Joer geännert. Deemools goufe fir d'Betriber Quoten ofgeschaaft, déi festgeluecht haten, wéi vill reklasséiert Salariéen ee Betrib minimum bei sech ophuele muss. All Betrib ab enger Gréisst vu 25 Salariéen huet, egal wéi vill Reklasséierter e schonn hat, missen intern reklasséieren, wann de Reklasséierte schonn eng gewëssen Zäit am Betrib geschafft huet.

D'DP hat sech deemools kritesch vis-à-vis vun dëser Ännerung ausgeschwat, well virun allem kleng Betriber doduerjer benodeelegt gi sinn. Kleng Betriber droen e gréissere Risiko, fir enger finanzieller Belaaschtung ausgesat ze sinn. Hinnen ass et oft net méiglech, genuch Reserven ze generéieren. Dat hu mir ënner anerem elo och bei der Covid-19-Kris nees erlieft.

E forcéierten interne Reklassement, obwuel e Salarié engem Betrib net méi hëllefe kann, kann do een Afloss op dee ganze Betrib an op seng Aktivitéiten huelen. Engersäits duerch den administrativen Opwand, fir eng nei Plaz ze schafen an de Betrib nei ze organiséieren, anersäits finanziell, well verlueren Aarbechtsstonnen duerch d'Astelle vun enger weiderer Persoun musse kompenséiert ginn.

D'DP-Fraktioun begréisst dowéinst d'Neesaféiere vun de Quoten an der Appreciatioun, ob intern oder extern kann oder muss reklasséiert ginn.

Fir Entreprisë mat méi wéi 25 Salariéen ass de Reclassement interne vun engem Mataarbechter deemno net méi obligatoresch. Dëse Retablissement ass am Sënn vun der Kompetitivitéit an der Stabilitéit vun eisen Entreprisen.

Och wa mir dëst Gesetz als DP-Fraktioun in globo natierlech matstëmmen, wëll ech awer op zwee Punkten agoen, déi mir als Fraktioun méi kritesch ugesinn an déi mir och an de Kommissiounssëtzungen ervirbruecht hunn.

En éischte Punkt: Et ass eng Realitéit, dass net all Salarié innerhalb vum Betrib reklasséiert ka ginn. Den Opwand fir e Betrib kann heiansdo ze grouss sinn, fir dem Salarié intern eng nei Plaz ze schafen. Dowéinst kann en Employeur, wann et en trëftege Grond gëtt, dispenséiert ginn, e Salarié intern ze reklasséieren a mat enger Begrënnung dowéinst en externe Reklassement ufroen.

Obwuel et dës Dispens gëtt an dës och muss fondéiert sinn, gesäit awer de Gesetzestext hei vir, dass all Salarié, deen extern reklasséiert gëtt, eng Indemnité forfaitaire vu sengem alen Employeur muss kréien. Bei manner wéi 25 Salariéë gëtt dës Indemnitéit vum Fonds pour l'emploi rembourséiert. Ab 25 Salariéen, den Här Kaes hat et grad gesot, muss de Patron derfir opkommen. Am Fall vu Betriber mat manner wéi 25 Salariéen hätte mir et begréisst, wann dës Indemnitéit direkt vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gi wier. Dat hätt de klenge Betriber en zousätzlechen administrativen Opwand erspuert.

Bei de Betriber ab 25 Salariéen, an dat hate mer an der Kommissiounssëtzung och gesot, bereet eis déi Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn an déi awer wéi eng indirekt Bestrofung wierkt, awer e bësse Bauchwéi. Mir sinn averstanen, an dat huet den Här Kaes och ënnerstrach, dass Abusen absolutt musse verhënnert ginn. Dat heescht, en Employeur, dee kann intern reklasséieren, dee muss dat och maachen. Mee wann eng Entreprise noweise kann, datt een interne Reklassement fir si net méiglech ass, da fanne mir et awer net gutt, och vun hinnen d'Bezuele vun dëser Indemnitéit ze verlaangen. Hei misst et fir eis eng däitlech Ënnerscheedung tëschent responsabelen Entreprisë ginn an Entreprisen, déi sech net un d'Reegelen halen.

D'Indemnité forfaitaire kéint zum Beispill misse bezuelt ginn, wann een d'Quoten net erfëllt oder wa keng zefriddestellend Begrënnung géint een interne Reklassement virbruecht gëtt.

Zweete Punkt: Der Commission mixte gi mat dësem Projet de loi méi Kompetenzen iwwerdroen. Ënner anerem kann dës an Zukunft d'Aarbechtszäite vu reklasséierte Salariéen upassen, zum Beispill se erhéijen, wann de Gesondheetszoustand sech verbessert huet, a se dann dem Employeur imposéieren.

Wat gutt ass, dat ass, dass den Employeur zwielef Méint Zäit huet, fir säi Betrib an deem Fall nei ze organiséieren. Mee et muss awer an eisen Aen och berücksichtegt ginn, datt ee Betrib vläicht eng nei Persoun huet missen astellen, fir déi verluere Stonnen ze kompenséieren, oder dass e sech intern huet missen nei organiséieren.

D'Betriber kënnen, wéi ech et och virdru scho gesot hunn, net alleguerten an een Dëppe gehäit ginn. Dowéinst ass et eis als DP wichteg, datt d'Commission mixte d'Realitéit vun all Entreprise a Betruecht zitt, éier si eng Entscheedung trëfft. Och well den Employeur schonn eng Kompensatioun bezuele muss, wann hien eng Decisioun vun der Commission mixte net ëmsetzt.

Dës zwee Punkten ugeschwat, ass et eis als DP wichteg, datt e Suivi vun dësem Gesetz gemaach gëtt. Et ass gewosst a scho vu mengen zwee Virriedner gesot ginn, dass et jo och net déi lescht Reform ass, déi mer am Kader vum Reklassement maachen. D'Auswierkunge vun dësem Gesetz op d'Betriber, awer och op d'Salariéë mussen duerfir och weiderhin ënnersicht ginn an eventuell Verbesserungsméiglechkeeten an d'A gefaasst ginn.

En attendant ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Dispositif vum Reclassement externe an interne geet zréck op d'Gesetz vum 25. Juli 2002. Dës Reegelung oder dës Gesetzgeebung soll verhënneren, dass Mënsche mat gesondheetleche Problemer, déi keen Urecht op Invaliditéit hunn, awer trotzdeem net an hir al Funktioun zréckkéiere kënnen, an hir al Aarbecht kënnen zréckkéieren, sech an der Aarbechtslosegkeet an in fine am RMG, déizäit war dat den RMG, elo ass dat de REVIS, zréckfanne sollten. A well déi Leit jo och bereet sinn, ze schaffen, mee datt een hirem Gesondheetszoustand soll och Rechnung droen.

Fir Iech d'Envergure ze weise vun dem Problem: 2019 goufen 1.812 Decisiounen en matière vu Reklassement geholl. Domat situéiert sech de Reklassement an engem net ëmmer ganz einfache Kontext vun Aarbechtsrecht, Sécurité sociale an der Santé. Mat der Reform vun 2015 huet et dozou gefouert, dass de Reclassement interne vis-à-vis vum Reclassement externe privilegiéiert gouf. Wann et an de Jore virdru quasi duebel esou vill extern wéi intern Reklassementer gouf, leien ab 2015 déi intern gläichop oder liicht virun den externe Reklassementer.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut diskutéieren, ass keng fundamental Reform vum Dispositif vum Reklassement - meng Virriedner hunn dat och schonn hei gesot, an ech mengen, de Rapporteur huet och drop higewisen -, mee eng punktuell Nobesserung op verschiddene Punkten an dat opgrond vun Diskussioune mat de Sozialpartner.

De Rapporteur, deem ech och vun hei aus Merci soe fir säi Rapport - de Rapport, wéi gesot d'Gesetzgeebung, wat och relativ awer technesch ass, ass schonns méi am Detail drop agaangen. Mee bei deene verschiddene Verbesserungen, déi mir haut diskutéieren, sinn der derbäi, déi dem Employeur Satisfaktioun ginn, wéi de Retour bei de System vun de Quote vu virun 2015, an anerer, déi de Gewerkschafte wichteg waren, zum Beispill, dass den Aarbechtsdokter elo och am Fall vun engem Reclassement externe d'Commission mixte saiséiere kann.

Dëse Gesetzesprojet ass also ee Kompromëss. Et si vläicht just punktuell Verbesserungen, mee fir déi betraffe Leit keng onweesentlecher. Esou kënnen an Zukunft och intern Reklassementer elo vu Lounverbesserungen, déi am Kollektivvertrag festgehale goufen, profitéieren.

Mir mussen awer iwwert d'Verbesserunge vun haut eraus de kompletten Dispositif vum Reklassement an der Aarbechtsmedezinn op de Leescht huelen. Dofir brauche mir natierlech als Éischt eng Evaluatioun vum bestoende System. Mir mussen eng Iwwersiicht iwwert dee ganze Problem kréien.

Dass de Reklassement och weiderhi riskéiert, nach méi gebraucht ze ginn, féiert eis och déi aktuell Situatioun vum Covid-19 virun Aen. Wat d'Pandemie méi laang dauert, wat een ëmmer méi oft vu Fäll héiert, déi och no der akuter Phas vun der Kränkt mat de Suitten, och professionell, vum Covid-19 ze kämpfen hunn.

An ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur, dem Här Carlo Engel ..., Georges Engel, pardon, en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et ass eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun, wou déi Leit sech dran erëmfannen. Dat mam Reclassement interne wéi externe héiert sech ganz einfach un, mee et ass am Fong geholl eng schwiereg Prozedur fir déi Leit, déi et duerchliewen. An déi kommen dacks ëmmer op deen ënneschten Niveau erof. An et ass am Fong geholl an der ganzer Sozialgesetzgeebung e ganz schwaache Punkt. An ech mengen, et wär gutt, wa mer do géifen e bësse Remedur schafen an analyséieren a kucken an Zukunft, fir dat ze verbesseren, well déi Leit, déi do drarutschen, déi hu keng einfach Situatioun. An, ech mengen, mir sollen deenen hëllefen esou gutt wéi et geet.

Mir ginn dann d'Zoustëmmung als ADR zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan ... O nee, den Här Marc Baum!

(Hilarité)

Ech hat net gesinn, datt en ënnerwee wier.

Entschëllegt, Här Baum!

(Brouhaha)

Une voix.- Den Aarbechtsminister Marc Baum! Da wiere mer weiderkomm!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, dat hei ass eng ganz technesch Matière, déi fir ganz vill Leit awer ganz wichteg ass, well se natierlech mat hirem Liewen a mat hirer Zukunft och ze dinn huet, an d'Technicitéit oder den Degré un Technicitéit weist och ee vun deene grousse Problemer, deen dëst Gesetz huet a wou mer jo och wëssen, dass d'Regierung ugekënnegt huet, datt se eng méi fundamental Reform vum Gesetz envisagéiert.

Et ass wichteg, well d'Prise en compte vun der Gesondheet am Aarbechtsrecht vun deene Leit, déi schaffe ginn, ass uganks vum 20. Joerhonnert an éischte Schrëtt an eis Legislatioun opgeholl ginn. Fir d'éischt mat der Rent, déi och d'Invaliderent virgesinn huet, e bësse méi spéit mam Congé de maladie.

De Reklassement dergéint ass méi rezent a betrëfft net eng permanent Invaliditéit an och net eng temporär Erkrankung, mee genee déi Fäll dertëschent. An déi sinn oft villsäiteg. Keen ass wéi deen aneren. Et gëtt ëmmer individuell Schicksaler an Decisiounen. Komplizéiert gëtt et, well d'Gesetz där Villzuel vu verschiddene Fäll Rechnung droe muss. An derbäi kënnt, dass d'Fro, wéini d'Gesondheet eng Aarbecht onméiglech mécht, wien doriwwer entscheet a schliisslech wéi den deelweisen Ausfall finanzéiert gëtt, ëmmer eng ëmkämpften Thematik war tëschent deene Leit, déi schaffe ginn engersäits, an de Betriber anerersäits.

An dësem Gesetz hei spillt alles dat och eng Roll, och wann et oft nëmme punktuell Veränerunge sinn, déi awer deelweis grouss Konsequenzen hunn op déi betraffe Leit, positiver wéi och negativer.

D'Gesetz soll, an den Här Minister huet dat ugekënnegt, grondleeënd iwwerschafft ginn. An duerfir wëll ech e puer Aspekter awer hei ervirsträichen.

Deen éischte Punkt betrëfft d'gesondheetlech Evaluatioun vum Salarié duerch den Aarbechtsdokter. Dat ass sécherlech e positive Punkt, dass den Aarbechtsdokter direkt d'Commission mixte saiséiere kann en vue vun engem Reklassement. D'Salariatskummer verlaangt hei, dass och de behandelnden Dokter oder de Salarié selwer d'Commission mixte saiséiere kann, wat sécherlech a verschiddene Fäll an och opgrond vun der Surcharge, der aktueller Surcharge vun der Aarbechtsmedezinn d'Prozedure verkierze kéint. Trotzdeem ass och déi heiten Adaptatioun e Fortschrëtt en faveur vum Salarié.

Anerersäits ass d'Aarbechtsmedezinn awer, wéi gesot, iwwerlaascht a ka vill Aufgaben net esou wouerhuele wéi virgesinn, respektiv ginn d'Employeuren duerch dëse Manktem, duerch hire Manktem net genuch obligéiert, hire Flichten nozekommen, zum Beispill wat d'Visitten am Kader vun der Embauche ugeet oder de

reegelméissege Contrôle a bestëmmte Beruffer. Dat ass dann och net esou richteg nozevollzéien, dass a verschiddene Cas-de-figuren elo den Aarbechtsdokter vun der ADEM an d'Spill kënnt. Engersäits, well en a verschiddene Fäll d'Prozeduren erëm verlängere kann, an anererséits awer och, well den Dokter vum Aarbechtsamt och wuel mat enger anerer Philosophie un de Fall erugeet wéi den Aarbechtsdokter, deen dem Santésministère ënnersteet.

D'ADEM kritt iwwerhaapt mat dësem Gesetz méi Missioune beim Reklassement. Esou soll d'Directrice vun der ADEM entscheeden, ob e Salarié seng Indemnité d'attente am Fall vun engem externe Reklassement verléiert an net méi, wéi bis elo, d'Commission mixte. D'ADEM taucht dernieft als Sanktiounsinstanz op op aneren Niveauen, zum Beispill bei enger net genügender Participatioun u Formatiounen am Kader vun engem Reklassement. Dëser Entwécklung sti mir éischter kritesch géintiwwer, well hei ëmmer op den Abus vum Salarié gelauert gëtt.

An dernieft freet ee sech, an dat ass grad elo nach wichteg: Huet d'ADEM iwwerhaapt d'Moyenen, fir dat och nach ze kënnen? A grad elo an dëser Situatioun, wou de Chômage jo op eng dramatesch Aart a Weis amgaangen ass ze klammen a mer gläichzäiteg nei Dispositiver wëllen hunn, fir e bessere Monitoring vun de Mesuren ze maachen.

Dëst ännert awer näischt un der positiver Ännerung bei der Indemnité d'attente bei engem externe Reklassement, déi e Salarié elo no fënnef Joer Anciennetéit kréie kann. Mir begréissen och, dass et am Gesetz eng Rëtsch Prezisioune ginn, déi dem Salarié am Reklassement säin initiale Salaire zousécheren, och wann d'Aarbechtszäit erofgesat gouf. Och gëtt preziséiert, dass e Salarié am Reklassement de Congé parental huele kann, ouni ze riskéieren, dobäi de Revenu ze verléieren, well seng Indemnité conservatoire matconsideréiert gëtt.

Här President, meng Zäit leeft of. An ech wéilt ofschléisse mat der Paraphrase vun der Konklusioun vun der Salariatskummer: Dëst Gesetz ass sécher onzoulänglech, mee setzt et séier ëm!

Mir stëmmen deem zou. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et kuerz. Et ass sécherlech scho vill gesot ginn. Et ass ni schéin, wann ee gesondheetlech Problemer huet, an et ass nach manner schéin, wann een dann doduerjer vun enger Mesure de reclassement betraff ass.

Nichtsdestotrotz ass et e wichtegen Outil an eiser Geschierkëscht, fir Leit an der Aarbecht ze halen. Et war awer, och historesch gesinn, ëmmer e komplizéierten Outil an eiser Toolbox. An et ass virun allem en Outil, deen dach lénks a riets seng kleng Hicen huet.

Esou hat ech d'lescht Joer schonn an enger Question parlementaire nogefrot, wéi laang d'Dauer da beim Ausbezuele vun der éischter Indemnitéit ass. Wann dann den Dossier constituéiert gëtt, ass do op eng Dauer vun zwee bis dräi Méint komm. Zwee bis dräi Méint, nodeem een da reklasséiert ass, wärend een eventuell keen normale Salaire méi kritt, wou een dann op seng Indemnité compensatoire waart, dat kann, grad wann et keen décke Salaire ass, dach zu Lächer féieren. Ech denken, datt een hei och nach eng Kéier misst noschaffen.

An dann, fir zu dësem Projet awer eppes ganz Konkreetes nach unzeschwätzen, denken ech, ass d'Chambre des Métiers déi, déi et ganz treffend formuléiert huet. D'Chambre des Métiers schreift an hirem Avis - an ech ralliéiere mech deem -, datt et e Problem ka ginn, wa reng d'administrativ Decisioun vum Dokter engem Patron imposéiere kann, d'Aarbechtszäit vun enger Persoun an enger Mesure de reclassement ze erhéijen.

Stelle mer eis d'Situatioun vir, datt eng Persoun op 50 % reklasséiert gouf. Dofir stellt e Patron, deen awer déi nämmlecht Produktivitéit a sengem Betrib brauch, eng Hallefsdagsplaz an, vläicht eng Vollzäitplaz an. A lo kënnt déi Persoun dann, well et hir, glécklecherweis, am Reklassement besser geet, zréck. Déi gëtt elo op 80 % reklasséiert. Dat heescht, se huet 30 % méi Produktivitéit, fir déi se rëm soll schaffe goen. An déi Mesure administrative, déi Décision administrative vum Dokter geet duer, datt de Patron sech direkt muss drun halen.

Ma wat mécht de Patron mat där Persoun, déi en nei agestallt huet? Pucht e se eraus? Hält e se? Schléckt en d'Käschten? Dat ass, mengen ech, en Hic, wou mer mussen an Zukunft en An drop halen. Mir mussen eis bewosst sinn, datt et dee Problem gëtt. A mir musse ganz gutt oppassen, datt dat doten net wierklech zu engem Problem fir Employéen, déi als Ersatz fir eng Personne en reclassement kommen, gëtt. Mir brauchen also do flexibel Léisungen. Mir brauchen do e Monitoring, fir sécher ze sinn, datt dat net zu engem grousse Problem gëtt.

Fir eis Piraten muss d'Zil sinn, datt mer net, andeem mer enger Persoun, där et besser geet, erëm méi Aarbecht zoumudde kënnen, enger anerer Persoun Aarbecht ewechhuelen.

Dee Bemoll ugeschwat, mengen ech, datt - de Marc Baum huet aus dem Avis vun der CSL ganz gutt zitéiert -: Et ass nach kee perfekte Projet, mee en ass dréngend néideg, an dofir sollte mer dee stëmmen. An d'Piraten ginn och hiren Accord.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Elo huet awer d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech wousst, dass Der mer net géift ganz herno d'Wuert verbidden. Dovu sinn ech ni ausgaangen.

De Reklassement kann een effektiv - ech hunn de Brëll un - duerch zwee Brëller kucken: engersäits vun deem, dee krank ass, oder anererséits aus dem Bléckwénkel vun deem, deen e Betrib huet. A jiddwereen huet an eisem Land d'Recht, dee Brëll opzedoen, deen hie wëllt. D'Chamber, d'Regierung, d'Politik insgesamt huet a mengen Aen awer d'Aufgab, dat Ganzt am Bléck ze behalen.

Zu enger moderner Betribsféierung gehéiert natierlech eng entscheedend ökonomesch Komponent. Mee mat Sécherheet, dat ass jiddefalls meng Iwwerzeegung, gehéiert och eng human Komponent zu enger moderner Betribsféierung. De Reklassement ass leider net nëmmen e Phenomeen, deen um Rand interesséiert. Mir hu Méint, wou mer an der Commission mixte iwwer 350 Dossieren ze behandelen hunn. Dat weist eis e bëssen d'Envergure vun der Problematik, iwwert déi mer haut schwätzen.

An ech sinn dem Rapporteur dankbar fir e ganz detailléierte Bericht, dee mir et och erméiglecht, e bësse méi kuerz ze bleiwen, wéi am Ufank ugeduecht. Ech wëll och soen, dass deen Text, iwwert dee mer haut hei schwätzen an diskutéieren an och hoffentlech da mat grousser Unanimitéit wäerte verabschiden, ech wëll och soen, dass deen Text eng gewësse Geschicht hannert sech huet.

En ass, éischtens, vu mengem Virgänger schonn op den Instanzewee geschéckt ginn. An den Text war e Resultat, an och dat ass hei schonn ugedeit ginn, vun engem Kompromëss vun Dräiergespréicher, intensiven Dräiergespréicher, déi stattfonnt hunn tëschent Regierung, Patronat a Gewerkschaften. De Sozialmodell huet also och deemools fonctionéiert. An dat ass och gutt esou.

De Rapporter huet och ervirgehuewen, dass mer d'Sensibilitéite verspieren: engersäits Punkten, wou den Interêt vun de Betriber méi grouss war, fir dat séier duerchzekréien. Ënner anerem d'Geschicht vun de Quoten, déi elo schonn eng Kéier hei ugeschwat ginn ass; an dann aner Punkten, fir déi d'Syndikater méi e groussen Interêt gewisen hunn. Zum Beispill d'Erofsetze vun zéng op fënnef Joer, wou ee muss op enger Plaz geschafft hunn, fir iwwerhaapt kënnen herno eng Indemnité d'attente ze kréien.

De Rapporter, an dofir sinn ech em och dankbar, huet och aus dem Regierungsprogramm zitéiert. An och dat hat ech an der Kommissioun ganz kloer gesot. Mir sinn eis bewosst, an dat ass och elo schonn e puermol hei gesot ginn, dass mer mat deem heite Gesetz net all d'Problemer am Reklassement léisen.

Ee vun den Haaptproblemer, an och dat ass schonn ugedeit ginn, ass déi feelend Koordinatioun, déi mer actuellement hunn tëschent dem Contrôle médical an dem Aarbechtsdokter, wou jiddwereen op senger Säit an aus sengem Bléckwénkel déi Decisiounen hëlt, déi sech imposéieren, mee wou awer, wann en do dertëschent geréit, nämlech dass deen een déi eng Decisioun hëlt an deen aneren déi aner Decisioun hëlt, ganz schwiereg Situatioune fir deen eenzelne Salarié kënnen entstoen.

An dofir ass déi Iddi, déi och vum Här Kaes hei schonn opgeholl ginn ass, an dat wousst ech net, mee dat sinn ech haut gewuer ginn, déi och schonn an engem Rapport da vum Ombudsman eng Kéier diskutéiert ginn ass, fir aus deenen zwou Instanzen ze kucken, dass mer eng Instanz schafen, déi gemeinsam eng Decisioun hëlt, déi da selbstverständlech souwuel vum Betrib wéi och vum Salarié nach ëmmer ka juristesch ugefecht ginn. Dat schéngt mer eng Pist ze sinn, déi ee sollt verfollgen.

A wa mer dann eng Kéier derzou kommen, an d'Iddi ass, fir dat awer nach den 1. Januar 2021 ze maachen, dass d'Médecine du travail dann och an de Ministère du Travail wäert integréiert ginn, da wäert dat eis villes méi einfach maachen. Dovu sinn ech jiddefalls iwwerzeegt.

Dat gesot, e ganz grousse Merci all deenen, déi eis gehollef hunn, dëse Projet ze finaliséieren. An och merci fir déi Redebäiträg, déi vun alle Säite komm sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7309. Den Text steet am Document parlementaire 7309[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7309 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 21., 22. an 23. Juli virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.11 heures.)

SÉANCE 57 MARDI 21 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Discours de M. le Président
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées
- *Exposé : M. Fernand Kartheiser*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion modifiée (rejetée)*

6. 7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission de la Santé et des Sports : M. André Bauler - Mme Francine Closener*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Carole Hartmann - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. David Wagner (intervention de M. André Bauler) - M. Sven Clement*

- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gusty Graas (interventions de M. André Bauler, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Sven Clement, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Sven Clement, M. Fernand Kartheiser et M. Jeff Engelen) - M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

8. 7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler (intervention de M. Sven Clement)*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Paulette Lenert, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Mir sinn haut den 21. Juli, een Dag, wou mer an deene Jore virdru meeschtens de Programm schonn evakuéiert haten. Dëst Joer ass dat anescht. D'Chamber ass permanent handlungsfäeg a komplett funktiounsfäeg am Déngscht vun de Bierger. D'Deputéiert hunn e Mandat, wou keen offizielle Congé virgesinn ass, an och d'Verwaltung mécht ni ganz zou a bleift gradesou operationell.

Eng nei Sessioun fänkt den zweeten Dënschdeg am Oktober um 14.30 Auer un. Déi Sessioun, déi elo amgaangen ass, hält eréischt den 13. Oktober um 14.29 Auer an 59 Sekonnen op.

Am Sënn vun der Gesondheet vun all de Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, hoffen ech, datt mir eis an deenen nächste Wochen net ze oft musse gesinn. Mee et soll gewosst sinn, datt d'Deputéiert kënnen zu all Ament zesummegeruff ginn, sief dat an de Kommissiounen oder fir eng ëffentlech Sitzung. Elo, wou den État de crise eriwwer ass, läit de Ball net nëmme bei der Regierung, mee och beim Staatsrot a bei der Chamber. A mir huelen déi Responsabilitéit ganz eescht.

D'Chamber kann also och an deenen nächste Wochen zu all Ament reagéieren, kontrolléieren a legiferéieren, wann et wéinst Mesuren am Kader vum Covid-19-Virus oder aus soss engem Grond néideg ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

3. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun der Propositioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 juillet 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7631** - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel et abrogeant la loi modifiée du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2020

***7632** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant : 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation ; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 16.07.2020

***7633** - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :*

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août du 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention

Dépôt : M. Marc Baum, Député, M. David Wagner, Député, le 16.07.2020

***7634** - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :*

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.07.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1655** - Demande de pétition publique : Baisser le prix des loyers au Luxembourg*

Dépôt : Catarina Coimbra Rodrigues, le 14.07.2020

***1656** - Demande de pétition publique : Mär sollen eis dofir asetzen, dass den Här Gast Gibéryen an der Chamber bleift, a Gambia soll goen*

Dépôt : Fernand Pott, le 16.07.2020

***1657** - Demande de pétition publique : Fir e Lëtzebuerger Numm vum neien nationale Stadion*

Dépôt : Bob Gebelé, 18.07.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées

(Motion déposée en séance publique n° 50 du 2 juillet 2020 - à consulter au compte rendu n° 21/2019-2020 en page 752)

Mir fänken dës Sitzungswoch mat enger Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Liewensqualitéit vun den eelere Leit un. An ech géif direkt dem Här Kartheiser als Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi mer déi Motioun hei deposéiert hunn den 2. Juli, hat ech schonn d'Geleeënheet, fir kuerz den Inhalt ze beschreiwen. Dofir wëll ech dat haut just als Rappell maachen, fir eis dann ze erlaben, zesummen den Text ze diskutéieren.

U sech geet et drëm, si ass e bëssen ënnert dem Androck entstane vun där Kris, déi mer haten, an och vun deene Problemer, déi mer am Ëmfeld vun deenen eelere Leit haten. Mir hunn all ugefaangen, e bësse méi wéi gewéinlech iwwert déi eeler Leit an eiser Gesellschaft nozedenken. Mir hate viru Kuerzem - an ech mengen, och dat ass en Denkustouss, deen ee muss méi breet gesinn - eng Diskussioun iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Och dat gëtt erëm en Denkustouss, well esou richteg et ass, fir eis ëm déi jonk Leit ze këmmeren, esou musse mer och ëmmer am A behalen, datt mer och eeler Leit an der Gesellschaft hunn, deene mer vill schëllegen. Mir schëllegen hinnen Dankbarkeet, Unerkennung fir hir Liewensleeschtung, an et ass un eis a mir hunn eng Flicht als Bierger vun dëser Gesellschaft, fir hinnen et ze erlaben, hiren Alter ënner beschtméiglechen Ëmstänn kënnen ze verbréngen.

Et ass eng Relatioun vun Dankbarkeet, vun Unerkennung, an déi muss sech och an der Politik kënnen erëmfannen. An dofir hu mer eigentlech dës Motioun tabléiert, déi an dräi Stoussrichtunge geet:

Déi éischt ass eng, mengen ech, déi ganz wichteg ass, dat ass an der Fuerschung, an der Medezinn. Mir hu jo och dëst Joer, dës Woch souguer, e Gesetzesprojet an der Chamber, wou iwwer esou Saachen diskutéiert gëtt, wou mer op der Universitéit am medezinneschen Ëmfeld, an der Fuerschungslandschaft sollten eise Bäitrag derzou leeschten, datt mer kucken, datt d'Leit kënne méi laang gesond, autonom bleiwen an den Alter a méiglechst gudder Gesondheet verbréngen.

Déi zweet Richtung, an déi mer denken, ass einfach, fir en Uspriechpartner fir déi eeler Leit ze hunn, zentral, en Uspriechpartner, dee souwuel ka beroden, fir déi ganz Panoplie vu Froen, déi sech am Alter kënne stellen, wéi eeben och emol vermëttelen, wann et néideg ass, Informatioune ginn, well och dat ass eppes, wat e bësse feelt an eiser Gesellschaft.

Et ass esou: Mir hunn de „Senioren-Telefon" a mir hunn eenzel Initiativen an där Richtung, awer fir wierklech e globale politeschen Usaz ze fannen, fir esou eng méi zentraliséiert Uspriechinstanz ze hunn, fir deenen eelere Leit an der Gesellschaft kënnen ze déngen, wa se Problemer hunn, datt se wëssen, wuer se sech kënnen adresséiere bei all Zort vu Problemer, ech mengen, op dee Wee sollte mer och goen.

An déi drëtt Richtung ass eng, wou mer dat opgräifen, wat mer virun der Kris haten. Mir haten hei eng Diskussioun - ech muss soen, eng relativ klenglech Diskussioun - ëm den Adapto, den Adapto, dee villen eelere Leit awer eng Form vu Mobilitéit ginn huet. Et wor eppes ganz Wäertvolles fir vill Leit. An dunn ass eebe gesot ginn: „Mir musse Sue spueren a mir mussen elo op en anere Wee goen. Et däerfen nëmmen nach behënnert Leit dat kréien, well dat u sech d'Intention première war vun deem System." An: „Mir mussen a Richtung Sammeltaxi goen, fir dat dann och ze rentabiliséieren an och méi bëlleg ze maachen."

A schonn aleng déi Iddi vum Sammeltaxi, déi huet sech jo duerch déi Kris hei komplett desavouéiert. Ech mengen, mir probéieren haut iwwer Social Distancing nozedenken, iwwert d'Sécherheet besonnesch bei eelere Leit, fir eeben do Infektiounen ze verhënneren, soudatt mer op deem Modell, op deem Wee, wou mer hei virun der Kris gaange sinn, net méi däerfe virundenken.

An eisen Ae wär et gutt, fir deenen eelere Leit wierklech déi Liewensqualitéit, déi Autonomie, déi Onofhängegkeet och am Alter ze garantéieren, fir op en anere Wee ze goen, fir hinne méi Méiglechkeeten ze gi vu Mobilitéit, fir kënne wierklech e vollwäertegen Deel vun der Gesellschaft an all Beräich ze sinn. An dozou gehéiert eeben och déi Méiglechkeet, sech méi ze deplacéieren, also méi Mobilitéit fir déi eeler Leit, méi Grousszügegkeet - et geet schlussendlech ëm kleng Zommen! -, amplaz restriktiv ze denken.

Dofir wollte mer eeben déi dräi Iddien an déi politesch Diskussioun abréngen: méi Mobilitéit, eng besser Berodung, eng Ulafplaz an eng besser Fuerschung fir méi Gesondheet am Alter. An ech soen all de Kolleege Merci fir hir Reaktiounen op déi Propositiounen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Fernand Kartheiser an der ADR fir déi Motioun, déi se virgeluecht hunn.

Mir hunn eis déi Motioun am Detail ugekuckt, a mir kommen och nach eng Kéier op dat zréck, wéi mer déi Heure d'actualité haten iwwert déi eeler Leit, déi mer heibanne gefrot haten. Dofir wëlle mir soen, dass mir am Prinzip kee Problem hu mat där Motioun, déi d'ADR hannerluecht huet. Mee mir hunn e Problem mam zweete Punkt, wou se konkreet ginn a soen, si hätte gären en Ombudsman fir déi eeler Leit.

Mir sinn der Meenung, dass eppes muss geschéien, mee bis mer ufänke kënnen, och eng ganz Ombudsstruktur opzebauen, do géife mir de Wonsch ausdrécken, wann d'ADR bereet wär, just dee Passus vum Ombudsman ze sträichen an ze soen, dass eppes misst gemaach gi fir déi eeler Leit, an net d'Beispill vum Ombudsman ze bréngen, da kéinte mir als CSV där Motioun hei zoustëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. D'Wuert huet d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci, Här President. Merci och fir déi Motioun an och d'Reaktioun vun der CSV dorobber.

Just ee Saz, well dee mer awer ganz wichteg schéngt: Et stëmmt net, dass mer net un déi al Leit geduecht hu virun der Kris, ganz au contraire. Ech mengen, dat géif ech souguer hei jiddwerengem ënnerstellen, deen an der politescher Responsabilitéit scho war, dass en denkt, dass déi eeler Leit, grad ewéi jiddweree bei ons an der Gesellschaft, extreem wichteg sinn. Mir sinn deenen Dankbarkeet schëlleg, wéi Der richteg gesot hutt, eng Unerkennung, an do sollte mer och an dem politesche Wierken, wat mer hunn, ëmmer drun denken.

Déi eeler Leit si vollwäerteg integréiert an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. Ons ass et wichteg, dass ee soulaang wéi méiglech autonom ka bleiwen, dass ee seng eege Liewensplanung ka maachen, seng Liewenswënsch ka selwer definéieren. Soulaang wéi dat eebe méiglech ass, soll ee kënnen aktiv sinn. A wann een net méi kann esou aktiv sinn, da muss een natierlech och déi néideg Hëllef fannen.

An do kommen ech direkt bei d'Autonomie a bei den Adapto. Dee gëtt natierlech vum Transportministère geréiert, net vum Familljeministère. Ech wëll awer just hei soen, dass dee kierzlech reforméiert ginn ass. Den Adapto ass och gratis ginn.

An deen Adapto, dat ass e spezialiséierten Transport, dee sech un all déi Leit riicht, déi wierklech den ëffentlechen Transport net méi kënnen huelen, well se en irreversibelen Handicap eeben hunn. Dee ka kierperlecher Natur sinn, mentaler, sonorescher oder psychiatrescher Natur. An do ass eeben dann d'Mobilitéit staark ageschränkt. Ech wëll just eng Kéier soen, dass den Accès zum Adapto limitéiert ass an eeben zougänglech ass fir Leit mat engem grave motoreschen Handicap, fir Leit, déi blann sinn oder ganz schlecht gesinn, Leit, déi e kognitiven oder neurologeschen Handicap opweisen oder och Leit, déi eng schwéier evolutiv Krankheet hunn.

Do spillt den Alter dee Moment keng Roll. Dat heescht, och eeler Leit, déi ënnert déi Kategorië vu Leit falen, déi wierklech den ëffentlechen Transport net kënnen huelen, kënnen natierlech dann och vum Adapto profitéieren. Fir de Rescht sinn d'Regierung an den Transportminister beméit, fir den ëffentlechen Transport ëmmer méi accessibel ze maache fir de Maximum u Leit. Ech mengen, dat muss et jo sinn, d'Inklusioun, dass mer alleguer kënne vun alles profitéieren, wat hei zu Lëtzebuerg proposéiert gëtt.

Dann, fir op den Ombudsman zréckzekommen: Ech fannen d'Iddi eng ganz sympathesch, mee mir hu ganz vill där Ulafstellen. De Fernand Kartheiser huet vum „Senioren-Telefon" geschwat. Ech géif dann nach e puer anerer wëllen opzielen, nämlech den RBS - Center fir Altersfroen. An da gëtt et der och fir méi spezifesch Froen, well d'Froe si jo net ëmmer all déi nämmlecht. Dat heescht, wann een eng generell Fro huet, oder et weess een net, wou ee sech soll hiwenden, da kann een dat beim „Senioren-Telefon" maachen, an do gëtt een da weidergeleet oder et kritt een eng Äntwert op d'Fro.

Mee fir méi spezifesch Froe gëtt et och aner Saachen, wou ee sech ka mellen, zum Beispill den Info-Zenter Demenz, d'Berodungsdéngschter vun der Association Alzheimer, Omega 90, et gëtt „Mäi Wëllen, Mäi Wee". An dann natierlech all déi Servicer, déi fir jiddwereen zougänglech sinn, och fir déi eeler Matmënschen, sief et den Ombudsman, de Konsumenteschutz, de Mediateur vun der Santé, d'Patientevertriedung, an ech vergiessen der hei bestëmmt nach e puer.

Da géif ech awer och gären e Wuert zu deem Gesetz soen, wat am Moment um Instanzewee ass. An elo verstitt Der vläicht nach besser, firwat et esou wichteg ass, dass mer dat Gesetz séier kënne stëmmen. An deem Gesetz, wou et jo och ganz vill ëm d'Qualitéit geet, do soll och den eelere Mënsch méi Matbestëmmungsrecht kréien an deene Strukturen, wou e lieft. E soll do musse kënne mam Chargé de direction schwätzen. Am Gesetzestext steet, dass de Chargé de direction zum Beispill véier Stonnen d'Woch muss disponibel si fir d'Awunner.

Et ass och esou, dass den eelere Mënsch do nach besser muss opgeklärt ginn an Zukunft iwwer seng Situatioun. E muss aktiv kënnen dru matschaffen, wéi e wëllt liewen, och an engem Alters- oder Fleegeheem. Et gëtt en Eethikkommitee an den Haiser, deen obligatoresch gëtt mat deem Gesetz, wat ënnerwee ass. An da muss de Bewunner och aktiv abezu ginn an d'Opstellen an d'Entwécklung vum Projet d'établissement vun engem Haus, grad ewéi och bei der Evaluatioun vun der Qualitéit zum Beispill.

De Konzept vun der Bientraitance gëtt och duerch dësen Text agefouert. An des Weidere gëtt de Prozess vun de Reklamatiounen an dësem Text festgehalen an harmoniséiert. An ech géif proposéieren, dass mer am Kader vum legislative Prozess nach eng Kéier dorobber zréckkommen, well ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, déi qualitativ Approche, déi mer an deem Gesetz hunn.

Dann awer nach séier e Wuert zur medezinnescher Fuerschung ënnert der Opsiicht vum Héichschoul- a Fuerschungsminister heibannen. D'Literatur zu deem Sujet ass ganz breet. An et gëtt eng Zesummenaarbecht mat verschiddene Partner. Ech denken do zum Beispill un d'Cellule de recherche vum RBS - Center fir Altersfroen, d'Uni Lëtzebuerg mat hirer Fakultéit fir Psychologie a Gerontologie, an dann och d'LUNEX-Universitéit zum Beispill, an dann och natierlech eng Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère. An ëmmer erëm kucke mer, et gëtt opgegraff, diskutéiert an och adaptéiert, wéi eng Fuerschung soll weidergemaach ginn. An natierlech ass et wichteg, och op d'Fuerschung zréckzegräifen, fir d'Zukunft, den Alter a beschtefalls e gutt an aktiivt Alteren ze preparéieren an och ze liewen.

Dann nach just e leschte Punkt: Am Regierungsprogramm, do gesi mer och vir, dass mer e Plan gerontologique maachen. Dëst eeben, fir besser op d'Phenomeener vum Alter a vum Algi kënnen anzegoen a besser och dorobber preparéiert ze ginn.

Voilà, ech hu probéiert, eng Kéier dee ganzen Topo ze maachen. Ech proposéieren - wéi gesot, ech hoffen, dass do den Avis vum Staatsrot geschwë kënnt -, dass mer da kënnen nach eng Kéier aktiv an der Kommissioun och iwwert dee Gesetzestext schwätzen, wou dann och méi Récksiicht nach geholl gëtt op de Wëllen an de Wonsch vun den eelere Leit.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Familljeministerin Corinne Cahen. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, wann d'Madamm Minister mer dat erlaabt, wéilt ech awer fir d'éischt op déi Bemierkung vun de Kolleege vun der CSV agoen, déi hei just een Element kritiséiert hunn, an ech géif hinnen dann och gär entgéintkommen an am Text vun der Motioun déi Referenz „änlech wéi den Ombudsman fir d'Kanner an de Jonktem", déi Referenz op den Ombudsman ewechloossen.

Ech mengen, wéi eng Form mer där Struktur ginn, ass net esou wichteg, wéi een Numm mer där Struktur ginn, ass net esou wichteg. Fir eis ass et wichteg, datt et esou eng Struktur gëtt. An dofir ginn ech de Kolleege vun der CSV da gär déi Konzessioun an ech hoffen, datt mer hiren Appui da kënnen doduerch kréien.

Wat d'Madamm Minister gesot huet, interpelléiert mech awer op e puer Richtungen. Ech mengen, si huet selwer an hirem Exposé, fir deen ech hir Merci soen, eng grouss Opzielung gemaach vun Instanzen, an dat ass eigentlech souwuel positiv wéi och de Problem. Déi Instanzen, un déi eeler Leit sech kënnen adresséiere fir deen een oder anere Problem, do wär et besser, menge mir, wann eng méi staark Instanz do wär, déi méi un all d'Problemer kéint erugoen, wéi dat am Ableck de Fall ass. Op jidde Fall ass dat och e Wonsch, deen eeler Leit un eis erugedroen hunn, déi wierklech déi Erfarung gemaach hu mat deem Kontakt mat esou Instanzen a gesot hunn: „Do ass eng Lacune. Do ass e Verbesserungsbedarf." Da sollte mer deen ugoen.

Déi Bemierkung, déi mer awer och um Häerz läit, ass déi vum Adapto. Mir wëssen alleguer heibannen, mengen ech, datt déi Haaptursaach, fir den Adapto ze reforméieren - d'Madamm Minister huet beschriwwen, a wéi eng Richtung do geduecht ginn ass -, eng finanziell war. Eng finanziell! Et ass fir mech net nozevollzéien, an ech mengen, fir vill aner Leit och net, datt an engem Land, wéinst e puer Milliounen Euro, an notamment vun deem selwechte Minister - erlaabt mer dat ze soen, et kléngt poleemesch, mee et stéiert mech -, datt notamment dee selwechte Minister, dee fir e puer Milliounen Euro den Adapto an engem Sënn reforméiert huet, datt awer vill Leit manner Mobilitéit hunn, datt dat dee selwechten ass, deen eis an e puer Wochen hei mat engem Budget saiséiert, wou mer 140 Millioune fir e Militärsatellitt ginn, dee schlecht geplangt war.

Ech hunn e Problem domadder. Ech hunn e Problem domadder, datt mer eng Regierung hunn, déi ouni Problem 3,4 Milliarden an d'Europäesch Unioun gëtt op engem Budget, wou mer 100 Milliounen Euro als Lëtzebuerg zréckkréien, ...

(Protestations)

... an dann den Adapto, ...

(Brouhaha)

... an dann den Adapto zesummesträicht. Ech hu Problemer, ...

(Brouhaha)

... ech hu Problemer mat engem Ëmgang mat ëffentleche Finanzen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wou Prioritéite gesat ginn, déi net novollzéibar sinn.

Ech erënnere mech, d'lescht Woch, oder viru 14 Deeg hu mer hei dem Här Gramegna reprochéiert - an Ärer Partei, Madamm Minister -, datt mer eis Contributiounen zu internationalen Organisatiounen iwwerproportional hunn, datt mer heiansdo véiermol méi bezuele wéi Ungarn. An do huet den Här Gramegna gesot: „Ma mir sinn houfreg, kënne méi ze ginn, well et geet eis gutt." Mee wann et eis gutt geet, da versti mir net, firwat net 10 oder 15 Milliounen Euro fir d'Mobilitéit vun den eelere Leit hei am Land zur Verfügung stinn. Dat bedauere mir!

Näischt dergéint, datt aner Projete gemaach ginn, näischt dergéint, datt et vill Prioritéite fir Är Regierungsaarbecht gëtt, awer ech mengen, et muss een awer kloer gesinn, datt een net ka finanziell Argumenter beméien, fir hei d'Mobilitéit anzeschränken, wann een op där anerer Säit esou Projete wëllt virundreiwen, wéi dës Regierung et mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng Wuertmeldung méi do. Ech mengen, da kënne mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun kommen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Nee-Stëmme bei 26 Jo-Stëmmen a 4 Abstentioune verworf.

Résultat définitif après redressement : la motion modifiée est rejetée par 25 voix pour, 31 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Gilles Roth), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Deen nächste Punkt vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7531 iwwert de Medezinnstudium op der Uni Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Corapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler, ginn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission de la Santé et des Sports

M. André Bauler *(DP), corapporteur pour le volet Enseignement supérieur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwee Joer hat de Gesondheetsministère eng detailléiert Analys iwwert d'Situatioun vun de Medezinn- a Santésberuffer zu Lëtzebuerg an Optrag ginn, fir esou déi zukünfteg Bedierfnesser u Personal ze determinéieren. Am Oktober 2019 gouf dunn de Rapport vun der Marie-Lise Lair verëffentlecht, dee gewisen huet, dass eist Land mat engem gréissere Mangel un Doktere konfrontéiert gëtt.

An enger éischter Phas weist d'Etüd Lair, dass Lëtzebuerg ëmmer méi op de Rekrutement vun auslänneschen Dokteren an Infirmieren/Infirmièren ugewisen ass, well mer net genuch jonk Lëtzebuerger hunn, déi an dëse Beruffer ausgebilt sinn. Dës Tatsaach mécht eise Gesondheetssystem extreem verletzlech, zemools well eis Nopeschlänner ëmmer méi Efforte maachen, fir hiert medezinnescht Personal bei sech ze behalen.

Eng weider Schwächt ass déi héich Altersmoyenne vun de Médecins généralistes a vun den Neurologen, déi den Ament zu Lëtzebuerg praktizéieren. De Previsiounen no sollen 68 % vun de Generalisten a bal zwee Drëttel vun den Neurologen an den nächste 15 Joer an d'Pensioun goen.

Wien erënnert sech net gären un eis dräi Dokteschkolleegen, déi an der leschter Legislaturperiod nach hei an der Chamber waren an déi etlech mol owes um Heemwee Patiente gesinn hunn, wann d'Sitzungen am Plenum vun der Chamber eriwwer waren? Si gehéieren zu där Alterskategorie, déi elo a Pensioun geet oder geschwë goe kann. Mir erënneren eis och nach gären un hir Disponibilitéit, fir Deputéierten a Ministere Rezepter wärend de Chamberssitzungen ze schreiwen. Denke mer nëmmen un de Kolleeg Edy Mertens, ee vun deene rare Medezinner, déi nach bei Wind und Wetter, sonndes wéi wiertes Hausbesich maachen: eng ausstierwend Spezies!

(Interruption)

Jo, de Mangel u medezinnescher Aarbechtskraaft gëtt engersäits ëmmer méi grouss, anerersäits wiisst zu Lëtzebuerg d'Nofro u medezinnesche Servicer, an dat net nëmmen, well d'Awunnerzuel an d'Luucht geet, mee och, well d'Bevëlkerung ëmmer méi al gëtt.

Well meng Kolleegin, d'Corapportrice Francine Closener, lech no menger Ried nach weider Detailer zu der Problematik vum Lëtzebuerger Gesondheetswiese gëtt, konzentréieren ech mech hei just op de Volet Enseignement supérieur.

Wéi gesot, gëtt de Rekrutement am Gesondheetswiese vu Joer zu Joer méi schwéier. Ëmmer manner Lëtzebuerger Studenten orientéiere sech an de Beräich vun der Medezinn. Wann een d'Konklusioune vun der Etüd Lair nolauschtert, läit d'Schold fir dëse Problem gréisstendeels beim Mangel u Formatiounsméiglechkeeten am Santésberäich. Déi aktuell Offer vun der Uni Lëtzebuerg géif de Studenten net genuch Perspektiven an den Doktere keng Optioune bidden, fir sech weiderzebilden.

De Moment gi just zwou medezinnesch Formatiounen am Grand-Duché ugebueden: d'Formation spécifique en médecine générale an d'Filière Médecine vum Bachelor en sciences de la vie. D'Offer vun der Uni Lëtzebuerg ass, par rapport zu eisen Nopeschlänner, also wierklech ganz streng limitéiert.

D'Formation spécifique en médecine générale besteet aus engem Stage vu 36 Méint an ass zougänglech fir all Studenten, déi hir Formation médicale de base, also hire Bachelor an hire Master gepackt hunn. De Stage verleeft innerhalb vu Spideeler an Dokteschpraxissen a gëtt vun theoreetesche Coursen op der Uni Lëtzebuerg begleet. No der Reussite vun hirem Travail de fin d'études kréien d'Studenten en Diplôme de formation spécifique en médecine générale iwwerreecht, dee sech um aachten Niveau vum Cadre luxembourgeois des qualifications situéiert.

Zënter 2007 hu bis ewell 115 Studenten dës Formatioun ofgeschloss a sinn op dësem Wee als Médecin généraliste ausgebilt ginn. Wat d'Filière Médecine vum Bachelor en sciences de la vie betrëfft, offréiert d'Uni nëmmen dat éischt vun den insgesamt dräi Jore vun dësem Héichschoulprogramm. Fir dat zweet an drëtt Joer musse sech d'Studenten dann op enger vun de Partneruniversitéiten an der Belsch, a Frankräich oder an Däitschland aschreiwen.

D'Reussite vum éischte Bachelorjoer op der Uni Lëtzebuerg gëtt mat engem Certificat d'études supérieures ausgezeechent, mee versprécht allerdéngs keng Garantie, fir op enger vun de Partnerunien ugeholl ze ginn. Ausserdeem kënne sech pro Joer just maximal 100 Studenten an de Medezinnbachelor aschreiwen. Wéi Dir gesitt, ass dëse Programm also net immens attraktiv an duerfir ass et kee Wonner, dass déi meescht Lëtzebuerger Medezinnstudenten hir Etüden direkt am Ausland ufänken.

Et wär eigentlech net dramatesch, wann d'Lëtzebuerger Studenten hir medezinnesch Formatioun am Ausland géife maachen. D'Statistike weisen allerdéngs, dass an de leschte Jore vill Medezinnstudenten no hiren Etüden net méi an de Grand-Duché zréckkomm sinn, a genee do läit de Problem. Mir musse vermeiden, dass eis zukünfteg Dokteren, déi mer esou dréngend brauchen, am Ausland bleiwen.

Allerdéngs gëtt et och ëmmer méi schwéier, als Lëtzebuerger eng Plaz an engem auslänneschen Héichschoulprogramm ze kréien. De Mangel u Gesondheetspersonal mécht sech och an aneren europäesche Länner bemierkbar, soudass d'Universitéiten ëmmer manner Plaze fir auslännesch Studente reservéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 22. Mäerz 2017 hat d'Regierung en Aktiounsplang guttgeheescht, fir d'Offer vun de medezinnesche Formatiounen opzewäerten a soumat dem Mangel un Dokteren entgéintzewierken. Ënner anerem gouf decidéiert, fir déi medezinnesch Formatiounen auszebauen, d'Indemnitéite vun de Médecins en voie de formation ze erhéijen an en neie Bachelor an der Medezinn op der Uni Lëtzebuerg anzeféieren.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech haut virstellen, setzt verschidde Punkte vun dësem Aktiounsplang ëm. An enger éischter Phas fixéiert de Projet ee legale Kader fir d'Organisatioun vun dräi neien Études spécialisées en médecine op der Uni Lëtzebuerg. Dës Spezialisatioune betreffen d'Médecine générale, d'Neurologie an d'Onkologie a solle fir all d'Studenten zougänglech sinn, déi hir Formation médicale de base gepackt hunn.

D'Études spécialisées an der Onkologie dauere fënnef Joer a gi mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine ausgezeechent. Dës Spezialisatioun gesäit vir, dass d'Studente wärend zwee Semestere Recherche maachen. Duerfir gi si jo och mat engem Diplom belount, dee sech op gläichem Niveau mat engem Doktorat befënnt.

D'Spezialisatioun an der Neurologie ass hei genee d'selwecht organiséiert.

Am Beräich vun der Médecine générale gesäit dëse Projet allerdéngs zwee verschidde Parcourse vir. Deen éischten dauert véier Joer, dovunner zwee Semesteren, déi an der Recherche gemaach ginn. Genee wéi bei der Spezialisatioun vun der Neurologie an der Onkologie gëtt dëse Parcours mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine ausgezeechent.

Fir d'Attraktivitéit vun der Spezialiséierung an der Médecine générale ze steigeren, féiert den Héichschoulministère en zweete Parcours an dësem Beräich an. D'Studenten hunn deemno de Choix, op déi zwee Semestere Fuerschung ze verzichten an hir Etüden an nëmmen dräi Joer ofzeschléissen. An deem Fall ginn hir Etüden allerdéngs mat engem Master en médecine générale ausgezeechent. Well dëse Parcours keng Recherche beinhalt, ass et nëmme logesch, dass d'Studenten an dësem Fall keen Diplom zegutt hunn, deen op gläichem Niveau mat engem Doktorat steet.

Déi theoreetesch a praktesch Manéier vu béide Parcourse sinn identesch. Den Ënnerscheed läit eenzeg an eleng an der Recherche. Et ass ausserdeem wichteg ze betounen, dass béid Diplomer an der Médecine générale den Accès an de Beruff vum Médecin généraliste erlaben.

An enger zweeter Phas adaptéiert dëse Projet d'Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Beruffer vum Dokter, Zänndokter a Veterinär. Ënner anerem ginn d'Beruffstitele vu verschiddenen Doktere geännert an et gëtt eng sougenannt „Carte de médecin" agefouert. Déi ass jo scho laang gefrot ginn. Mat dëser Kaart kënnen d'Dokteren am Ausland da weisen oder beweisen, dass si zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun hunn, fir hire Beruff auszeüben. Och de Service de garde vun de Véidokteren an de Finanzement vun dësem gi modifizéiert.

An enger leschter Etapp proposéiert dëse Gesetzesprojet eng Ännerung vum Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwert d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen. Éischtens soll dëst Gesetz mat den neisten Ännerunge vun der europäescher Legislatioun alignéiert ginn. Zweetens sollen déi dräi nei Études spécialisées en médecine, déi am Kader vun dësem Projet agefouert ginn, an d'Lëscht vun den automatesch unerkannten Diplomer opgeholl ginn.

Zu gudder Lescht sollen all d'Qualifikatiounen, déi vun engem EU-Memberland oder der Schwäiz ausgestallt ginn an déi d'Beräicher vun der Medezinn, der Zännmedezinn, der Déieremedezinn oder der Pharmakologie betreffen, vun der automatescher Unerkennung profitéiere kënnen.

Här President, fir d'Effikassitéit vun eise medezinnesche Servicer ze garantéieren a kritesch Enkpäss un Dokteren ze vermeiden, brauche mir an Zukunft onbedéngt méi lëtzebuergescht Personal. Am Numm vun der Demokratescher Partei begréissen ech doméinst, dass den Héichschoulministère massiv an d'Offer vun der Uni Lëtzebuerg investéiert a soumat méi jonk Lëtzebuerger fir de Beruff vum Dokter begeeschtere wëllt.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a gi ganz gären d'Wuert weider u meng Kolleegin, d'Corapportrice Francine Closener.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An d'Wuert huet elo d'Corapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP), corapportrice pour le volet Santé.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si grad emol zwou Wochen hier, datt mer hei op dëser Plaz iwwert de Stellewäert vun de Gesondheets- a Fleegeberuffer geschwat hunn, iwwert de Rekrutement an d'Formatioun vun Infirmièren an Infirmieren, d'Noutwendegkeet vun enger Opwäertung vun hire Karriären a vu besseren Aarbechtskonditiounen.

D'Regierung ass gefuerdert, fir an deem Sënn konkreet Moossnamen ze proposéieren, an d'Gesondheetsministesch wëllt jo och an déi Richtung goen. Dat ass e wichtege Bausteen, fir datt eise Gesondheetssystem weiderhin op zolitte Féiss steet.

Een aneren, geneesou wichtege Bausteen ass de Projet de loi vun haut. An den André Bauler huet d'Etüd Lair jo schonn zitéiert, wou genee opgewisen ass, wéi de Manktem un Doktere sech wäert verschäerfen, wa mer net géigesteieren. A genee dat maache mer haut heimadder.

Am Moment, an dat ass awer och wichteg, hu mer nach keng Penurie, an deem Sënn, datt bis elo nach keng Gesondheetsservicer hu mussen zougemaach ginn, well net genuch Dokteren do wieren. An awer ass de Problem schonn ze spieren: Generalisten hu manner Zäit, fir Hausbesich ze maachen. Bei Spezialiste muss een dacks ganz laang waarden op e Rendez-vous. Eng etlech Dokteren huele guer keng nei Patiente méi un. A wärend de Garde maachen d'Doktere wuel hiert Bescht, mee jiddweree weess, datt Enkpäss entstinn, wann der net méi genuch do sinn.

Wéi gesot, an deenen nächste 15 Joer riskéieren zwee Drëttel vun den Dokteren, déi haut praktizéieren, an d'Pensioun ze goen. Derbäi kënnt, datt ëmmer méi Fraen an deene Beruffer schaffen an datt och männlech Dokteren, zu Recht, eng besser Balance sichen tëscht Beruff a Famill. Esou wéi a villen anere Beräicher muss een also dervun ausgoen, datt déi nächst Generatioun vun Dokteren net iwwer eng ganz Karriär Vollzäit wäert schaffen. An anere Wierder: Fir een Dokter, deen an d'Pensioun geet, brauch ee méi wéi een neien, fir dat Lach ze stoppen, fir datt weiderhin d'selwecht vill Patienten d'selwecht gutt kënne behandelt ginn.

An dann, an dat huet den Här Bauler och schonn ernimmt, kënnt natierlech eis demografesch Entwécklung derbäi. Et ass net kloer, wéi et laangfristeg mam Bevëlkerungswuesstum weidergeet, mee et ass awer sécher, datt d'Liewenserwaardung klëmmt an ëmmer méi al Leit op eng ganz gutt medezinnesch Versuergung ugewise sinn.

Mir stinn hei zu Lëtzebuerg mat deenen Defien net aleng do. D'WHO, d'Weltgesondheetsorganisatioun, huet an hirer Strategie fir 2030 festgehalen, datt et fir alleguerten d'Länner an ënnerschiddlechem Mooss eng schwiereg Erausfuerderung ass, genuch Gesondheetspersonal auszebilden an ze fideliséieren. Dat féiert noutgedrongen zu engem Konkurrenzkampf, wou finalement ee Land deem anere seng gutt ausgebilte jonk Leit ausspaant, wat d'Ongläichheeten am Zougang zur Gesondheetsversuergung verstäerkt. D'WHO fuerdert dofir, datt all Land sech engagéiert, fir déi Leit, déi et brauch, selwer auszebilden, a seng Ofhängegkeet vum auslännesche Rekrutement reduzéiert.

Datt mer am Moment nach iwwert d'Ronne kommen, läit eebe just dorun, datt mer massiv am Ausland rekrutéieren, esou wéi mer dat jo och a ganz, ganz ville Beräicher maachen. Et muss ee sech och keng Illusioune maachen: Mir wäerten och an Zukunft net dorobber kënne verzichten. A mir wëlle jo och guer net ganz dorobber verzichten. Mee mir mussen awer alles drusetzen, fir selwer vill méi auszebilden. Mir däerfen net bequeem sinn an einfach all Servicer, déi mer brauchen, am Ausland akafen. Och wa mer um Enn net autosuffisant sinn, ass et an eisem eegenen Interessi, fir eis Besoinen esou gutt et geet selwer ofzedecken.

Mir mussen also richteg vill Efforte maachen, wa mer eise qualitativ héichwäertege Gesondheetssystem wëllen erhalen. Wann een dat da matarechent, datt d'Formatioun vun engem Dokter heiansdo wierklech richteg laang dauert, da bedeit dat, datt mer eréischt an zéng oder vläicht och eréischt souguer a 15 Joer en Effet wäerte spiere vun deene Moossnamen, déi mer elo huelen. Et gëtt deemno wierklech richteg héich Zäit.

Här President, et ass wichteg, datt mer hei déi richteg Jalone setzen. Et ass gutt a richteg, datt d'Uni elo bei der Rentrée net méi just ee Joer Medezinnstudium ubitt, mee e ganze Bachelor. Am Ganze sinn eng 1.000 Medezinnstudenten ënnerwee am Ausland, wann een déi consideréiert, déi Bäihëllefen ugefrot hunn. Déi meescht studéieren an Däitschland, da Frankräich an op der drëtter Plaz an der Belsch. Dat ass net schlecht, mee mir musse jonk Leit nach besser motivéieren, fir an déi Ausbildung, an déi Beruffer eranzegoen.

An de Fait, datt mer elo e Bachelor ubidden op där enger Säit an d'Formations spécialisées op där anerer Säit an der Médecine générale, an der Onkologie an an der Neurologie, dat ass ee ganz wichtege Schratt. Grad déi dote Spezialisatioune sinn dee richtege Choix, well an deene Beräicher riskéiert et enk ze ginn. Och well an der Onkologie an an der Neurologie déi lescht Jore ganz vill an der Recherche zu Lëtzebuerg geschitt ass an opgebaut gouf, ass et dee richtege Choix. A wann ee weess, datt neurodegenerativ Krankheete wéi Parkinson oder Alzheimer net nëmmen, awer ganz dacks eeler Leit treffen an eis Populatioun jo, wéi gesot, ëmmer méi al gëtt.

Mir wëssen och, datt nach ganz vill Zorte vu Kriibs net heelbar sinn a mir kënne frou sinn, fir motivéiert jonk Onkologen zu Lëtzebuerg auszebilden, mam Zil natierlech, datt se och heibleiwen.

Déi laang Ausbildung, déi ee brauch, fir Dokter ze ginn, dréit sécher derzou bäi, datt Jonker, déi en attraktive Choix u Formatiounen a beruffleche Perspektiven hunn, net onbedéngt Medezinn wëlle studéieren. Jonk Leit wëllen an engem räsonabelen Zäitraum finanziell onofhängeg ginn, eventuell eng eege Famill grënnen. Et ass dofir ganz richteg, datt mer mat dësem Projet d'Indemnitéiten erhéije fir Dokteren, déi an der Formatioun sinn, eebe fir auszegläichen, datt ee mat dësem Studium net an dräi oder véier Joer fäerdeg ass.

Doriwwer eraus muss de Beruff fir Jonker attraktiv sinn. Den Dokteschberuff genéisst an eiser Gesellschaft wuel e gewëssene Status. Et ass awer och kloer, datt et e Beruff ass, wou ee ganz vill muss schaffen, ganz disponibel muss sinn. Wat de Manktem un Doktere méi grouss gëtt, wat den Drock op hir Aarbechtskonditioune wiisst an d'Bereetschaft, fir sech an deem Beräich ze engagéieren, zousätzlech ofhëlt. Dat ass also eng Kaz, déi sech an de Schwanz bäisst.

Här President, ofschléissend e puer Konklusiounen. Éischtens, déi scho besteeënd Deelausbildung vun de Generaliste war e gudden Ufank. 115 Leit goufe bannent 13 Joer ausgebilt. Déi Dokteren, déi déi Formatioun matgemaach hunn, bleiwe gréisstendeels hei am Land, an dat ass jo dann e Succès. Dofir ass et aus Siicht vun der Santé och gutt, datt dee Wee, fir dräi Joer amplaz vu véier ze maachen, bestoe bleift fir déi, déi net onbedéngt nach wëllen zwee Semestere Recherche hannendrunhänken, mee ebe séier, vill méi séier wëlle mam Patient schaffen an dann eeben och keen Doktorat maachen.

Zweetens: Déi Spezialisatioune vun der Onkologie an der Neurologie si gutt gewielt an onëmstridden, well mer an deene Beräicher eeben och an der Recherche ganz vill opweises hunn. Den LCSB, de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, huet eng formidabel international Renommee. An och d'Zesummespill mat de Centres de recherche fonctionéiert esou, wéi et soll.

Drëttens: Dat hei ass sécherlech net fir d'lescht, datt mer hei iwwer zousätzlech Formatiounen an der Medezinn op der Uni schwätzen. Et feelt eis zum Beispill och un Aarbechtsdokteren an et wier vläicht sënnvoll, fir och do eng Spezialisatioun an d'A ze faassen. Ganz ofgesi vu villen anere Voleten, wéi zum Beispill e vollstännege Medezinnstudium mat Bachelor, Master a Spezialisatioun, oder vun enger Uniklinik. Alles Voleten, iwwert déi an de Kommissiounssëtzungen och vill rieds gaangen ass.

A finalement ass et begréissenswäert, datt Partenariater an Allianze gemaach gi mat auslänneschen Unien, well mir mussen ee staarke Partner an der Groussregioun bleiwen. Eis Uni huet e gudde Ruff an deen ass och ze verdeedegen. Mir wëlle jo och weiderhin, datt eis Studenten och an d'Ausland kënne goen. D'Partenariater dernieft awer och mat eise Spideeler si Garant derfir, datt d'Ausbildung och praxisorientéiert ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der LSAP wëll ech soen, datt mir dëse Projet de loi begréissen als e wichtegen Deel vun enger Gesamtreform am Gesondheetswiese vu Lëtzebuerg. Eng qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung fir jiddwereen ass fir d'LSAP eng absolutt Prioritéit. An dat geet nëmme mat genuch a mat gutt ausgebilte Leit. All System ass ëmmer nëmmen esou gutt wéi déi Mënschen, déi en ausmaachen.

An domadder ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad an där sanitärer Situatioun, wou mir haut dra sinn, brauch een déi wichteg Roll vun de medezinnesche Beruffer net méi ze ënnersträichen. Genuch Dokteren a Fachpersonal ze hunn, ass nach méi evident ginn. An d'Fro no der Disponibilitéit vu Medezinner drängt sech nach méi op. Méi nach wéi soss och ass et opportun, fir de Medezinnstudium zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Dëst Gesetz bedeit effektiv - well ech sot: „ausbauen" - net den Ufank vum Medezinnstudium zu Lëtzebuerg an op eiser Uni, mee et ass eng logesch Weiderféierung vun den Ufäng, e weideren, jo, ganz grousse Schrëtt an der Entwécklung vun de leschten iwwer 15 Joer. Am Joer 2003 hu mir d'Uni gegrënnt an am Mee 2004 ass d'Formation spécifique en médecine générale formaliséiert ginn, mam Zil, méi Generalisten op Lëtzebuerg ze kréien.

Esou hunn zanterhier 115 Generalisten hiren Ofschloss zu Lëtzebuerg gemaach an 109 praktizéieren der hei am Land. Dat ass e positiivt Resultat, fir dem Mangel u Generalisten hei am Land entgéintzewierken.

Awer net nëmmen d'Selbstverständnis, fir genuch Dokteren ze kréie respektiv heizebehalen, stoung deemools - a sécher och haut - fir den Ausbau vum Spezialisatiounsstudium an der Medezinn. Mee mir sollten eist Fachpersonal och net nëmmen einfach am Ausland ausbilde loossen, mir mussen eis eege Verantwortung iwwerhuelen.

D'CSV stoung 2004 un den Ufäng vun dëser Entwécklung a si steet weiderhin och haut zum Ausbau vun der Medezinnerausbildung.

Dofir stëmme mir dëst Gesetz, net awer ouni e puer grondleeënd Froen opzewerfen. Froen, déi leider net gekläert konnte ginn, well d'Gesetz op eemol nach virum Summer muss gestëmmt ginn. Firwat muss et elo iwwert de Knéi gebrach ginn? Dat ass keng gutt parlamentaresch Aarbecht! A bei esou engem wichtege Gesetz wéi deem heite géif dat sech eigentlech imposéieren. An datt et e wichtegt Gesetz ass, dat weist schonn d'Tatsaach, datt zwee Corapportere genannt gi sinn. Dat ass dach zimmlech seelen am parlamentaresche Geschéien. An dofir wëll ech och op dëser Plaz der Madamm Closener an dem Här Bauler Merci soe fir hir Berichter haut am Plenum. Si hunn d'Detailer vum Gesetz esou gutt duergestallt, datt mir nächst Riedner eis op eis Positioun konzentréiere kënnen.

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn zu Lëtzebuerg zwar keng laang Traditioun vum Medezinnstudium, natierlech, esou wéi an alle Beräicher vun eiser jonker Uni. Den Hippokrates war och net vun hei. Okay, de Péiter vun Uespelt war et zwar, ass awer net hei als Dokter ausgebilt ginn. A wat mir haut dofir brauchen: Mir brauche Qualitéit an der Ausbildung, mir brauche genuch gutt ausgebilten a kompetent Formateuren. Mir mussen Exzellenz a Qualitéit ubidden, fir exzellent Medezinner ze kréien an eng qualitativ Medezinn a fir esou déi gutt ausgebilte Spezialisten, ëm déi et jo haut geet, och duerno hei als Dokteren ze behalen. Mir brauchen Zesummenaarbecht mam Ausland: an der Unerkennung vun eise Medezinnsdiplomer, fir d'Ausbildung, fir Stagen, mat hire Proffen. A mir brauchen Infrastrukturen. Do mussen nach Ustrengunge gemaach ginn.

Lëtzebuerg läit mat 2,3 Dokteren op 1.000 Awunner méi déif wéi den internationale Verglach. Vun eise Medezinnstudenten am Ausland kommen der ronn 30% net zréck, fir hei am Land ze praktizéieren. Mir mussen also Attraktivitéit schafen, fir Medezinnstudenten unzezéien. Mir däerfe keng Weeër zoumaachen

duerch de Curriculum, iwwer Sproochen, duerch feelend Accorden oder Partenariater, déi net ofgeschloss ginn.

Bréngt dëst Gesetz awer op alle Punkten déi gewënscht Attraktivitéit? Dat ass net esou sécher! Dat si Froen, déi mir léiwer erkläert a gekläert kritt hätten, éier mir hei ofstëmme mussen. An dat ass fir eis e Bemoll an dësem Gesetzestext.

D'Haaptknackpunkte vun dësem Gesetz sinn déi zwou verschidde Filièren, fir Generalisten auszebilden. E Master en médecine générale kritt een no dräi Joer respektiv sechs Semesteren Études spécialisées. Déi zweet Formatiounsfilière fir Generalisten hei zu Lëtzebuerg besteet aus véier Joer respektiv aacht Semesteren no der Basisformatioun. Da schléissen dës Generalisten of mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine dans la discipline de la médecine générale. Dat ass einfach ze verstoen. Den Ënnerscheed zum Master besteet dran, zwee Semestere Recherche maachen ze mussen.

Mee wat gëtt bezweckt mat dësen zwou Schinnen? Mir wëlle keng Zwouklassemedezinn zu Lëtzebuerg, firwat kréie mir dann Zwouklassegeneralisten? Ass dat gutt, datt et elo am Land zwou Zorte Generaliste gi wäert, déi op zwou Schinne vun där selwechter Uni ausgebilt ginn, déi jo awer déi selwecht Medezinn an déi selwecht Consultatioune maachen, déi déi selwecht Akte setzen, no där selwechter Nomenclature schaffen an deene selwechte Konditiounen, awer mat ënnerschiddlechen Diplomer vun enger an där selwechter Universitéit kommen, vun eiser Uni.lu?

An da kënne se och nach allen zwee den Titre professionnel „docteur en médecine générale" féieren. Wat bréngt dat der Medezinn? Wat bréngt dat an der Praxis, deen Ënnerscheed hei? Dat schaaft keen Attraktivitéitsplus, wéi mir eis et wënschen. An do sinn ech och enger anerer Meenung wéi den Här Rapporter Bauler et gesot huet.

Mir hunn, Här Minister, vun Äre Beamten en Deel Erklärungen an der Kommissioun zu dëse Froe kritt. Dat muss ee soen. Awer, si iwwerzeegen net! D'Erklärung, d'Dokterevertrieder hätten dat gefrot, steet op wackelege Féiss. Ech hunn aner Echoen dozou. A virun allem och de Collège médical wiert sech a sengem Avis zimmlech vehement do dergéint. Hien ass géint zwee verschidden Ausbildungsweeër a fir eng dräijäreg Formatioun fir d'Generalisten.

D'Informatioun, datt de Lëtzebuerger Qualifikatiounskader fir den Niveau 8 virgesäit, datt ee Fuerschung derbäi muss gemaach hunn, hält och d'Strooss net ganz. Éischtens gesäit d'Direktiv dräi Joer vir fir d'Spezialisatioun als Generalist. Zweetens steet déi Prezisioun an engem Règlement grand-ducal vun 2017. Wat verhënnert, e Reglement ze änneren? Schliisslech ass dat op dësem Punkt net vun der EU-Direktiv verlaangt. Et ass eng intern Lëtzebuerger Kichen an et ass eng zimmlech dogmatesch Approche zur Rechercheaktivitéit wärend dem Studium.

Wat bréngt, drëttens, ee Joer Recherche ouni Ofschloss? Dat ass einfach an d'Blot eran. Wouzou soll dat féieren, fir einfach e bëssen dra schnupperen ze sollen? An dat, nodeems ee schonn néng Joer Uni hannert sech huet! D'Doktere brauche vill praktesch Formatioun an Erfarung.

Ech sinn e bësse „sur ma faim" bliwwen iwwert d'Meenung vun de Majoritéitsparteien heiriwwer. Si hätt mech interesséiert gehat. Si hätt mech och vläicht souguer iwwerzeegt gehat, well et si jo schliisslech och Parteien derbäi mat laangjäreger Erfarung an der Gesondheetspolitik, déi mir vläicht hätte kënne plausibel maachen, datt dat net richteg wär, wat ech hei soen. Dofir hat ech jo och gefrot gehat, datt mer eis nach kéinte weiderféierend iwwert déi Saach ënnerhalen. Wat awer net de Fall war!

Ech muss och weider dozou ausféieren, datt déi zwee Semestere Recherche hei zu Lëtzebuerg musse gemaach ginn - esou gesäit d'Gesetz et vir -: Ass et da geduecht, fir bëlleg Aarbechtskräfte fir d'Fuerschung hei am Land ze bréngen? Alles dat ass net schlësseg, och wann et an dem Règlement grand-ducal esou virgesinn ass. Allez, kommt dach net do dermat, mat engem Règlement grand-ducal, deen dat do diktéiert!

Wouranner, wat a wou sollen d'Generalisten da fuerschen? Wat bréngt ee Joer, dat einfach esou do an der Luucht hänkt? Wéi gëtt dat Joer unerkannt, wann et keng Ofschlossaarbecht dofir gëtt? Dat gëtt et och soss néierens. Wat ass also de reelle Méiwäert vun dëser Dispositioun a vun dëser Zwouschinnenausbildung fir Generalisten? Dat ass net kohärent.

A wéi gesot, fir méi Erklärungen ze kréien, Här Minister, wollt ech, datt d'Kommissioun den Directeur de l'enseignement médical vun der Uni aluede géif. Dat war leider net gewollt, soudatt ech elo bei där Meenung bleiwe muss, datt et net kohärent ass. Wann Dir elo sot, Här Minister: „Ma et ass e Choix politique", da geet dat als Erklärung awer net duer. Och e Choix politique muss plausibel an novollzéibar sinn, soss kann een och einfach eng Mënz geheien. Dat ass also net kohärent, dat hei.

Eng aner Fro, déi sech och stellt, ass déi, wéi een Ofschlosstitel déi Medezinner no zéng oder eelef Joer Studéiere kréien: no zéng Joer en Doktertitel, dat heescht mat Doktorat gläichstellen, oder et, wéi eeben an dësem Gesetz, „Diplôme d'études spécialisées en médecine" nennen? Och do ginn d'Meenungen an d'Avisen auserneen. Och do hu mir Äntwerte kritt a geäntwert kritt, et wär net mat engem Doktorat oder Ph.D. gläichzestellen, well et manner Fuerschung wär a keng Thees soutenéiert gëtt.

A verschiddene Länner ginn allerdéngs - wann och net iwwerall, dat ass zwar richteg - d'Studie mat engem Doktoratsgrad ofgeschloss. An eise lëtzebuergesche Cadre des qualifications schreift eebe just an den Niveau 8 zwee Diplomer an: éischtens en Doktorat, zweetens dësen Diplôme d'études spécialisées en médecine. Also ass et dach dee selwechten Niveau! Am Rapport heescht et iwwregens dozou, et wär „peu équitable", datt een en Doktorat kritt oder eeben net en Doktorat kritt, just jee nodeem, a wéi engem Land een de Medzinnsofschloss mécht. An och dat bedeit en Attraktivitéitsverloscht fir Lëtzebuerg.

Alles dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hätt ech gär de Studiendirekter vun der Uni gefrot. Hie soll den neie Studiegang op d'Bee setzen. An ech hat mat Nodrock gefrot, hien an der Kommissioun héieren ze kënnen, fir méi Erklärungen ze kréien, entweeder nach kuerzfristeg d'lescht Woch oder awer an nächster Zäit, dann hätt d'Gesetz no der Rentrée parlementaire gestëmmt kënne ginn. Och d'Unhéiere vun de Fachleit vum Terrain, mengen ech, wär immens wichteg gewiescht bei dësem Gesetz, datt mer dat och an der Kommissioun hätte kënne maachen. Ech bedaueren, datt dat net zougestane gi war.

Dofir, Här President, freet d'CSV, datt de Medezinnstudiendirekter am Hierscht an d'Héichschoulkommissioun kënnt, fir d'Deputéiert iwwert d'Opstelle vun dem neie Studiegang an de Spezialisatiounen ze informéieren. Ech iwwerreechen Iech dës Demande, Här President.

(Mme Octavie Modert fait le dépôt d'une demande de convocation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- E Gesetz wéi dat hei sollt net „comme une lettre à la poste" an de Chamberskommissioune behandelt musse ginn. Eng gutt Medezinn ze kréien, bedéngt och, datt d'Deputéiert an der Kommissiounsaarbecht d'Gesetz detailléiert analyséieren an eenzel Dispositiounen hannerfroen. Ech hätt léiwer zefriddestellend Erklärunge kritt, wéi d'Froen hei nach eng Kéier opwerfen ze mussen. Firwat dës Hetz? D'Uni muss de Curriculum emol eréischt opstellen. Dat huet se och net fir de September fäerdeg. A souwisou gëtt d'Spezialisatiounsstudium net fir d'akadeemescht Joer 2020/2021 ugebueden. Wat stécht also wierklech derhannert? Oder ass et, well d'Regierung scho vill Verspéidung an dësem Dossier huet? Ass dat déi richteg Ursaach?

2017 hat de Regierungsrot entscheet, an de Conseil de gouvernance vun der Uni dräi Méint virdrun, datt fir d'éischt d'Spezialisatiounen ausgebaut solle ginn, jo géife ginn, an duerno eréischt de Bachelorstudium an der Medezinn agefouert gëtt. De Bachelor fänkt elo am September un, awer d'Études spécialisées sinn nach net do! Dobäi sollt scho fir d'Joer 2018/2019 d'Formation de spécialisation an der Neurologie an an der Oncologie médicale ugoen. Awer dëse Projet de loi ass eréischt 2020, am Februar dëst Joer, deposéiert ginn. Erklärt eis, Här Minister: Wéi kann dat da sinn?!

Et wären och, hunn ech gesot kritt, déi méi héich Indemnitéiten un d'Médecins en voie de formation, déi da géifen éischter kënnen ausbezuelt ginn. Okay. Allerdéngs sinn déi och am August 2019 eng Kéier ugehuewe gewiescht ginn. Dat ass also nach net esou ganz laang hier.

An dann natierlech ass en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun do iwwert d'Diplomunerkennung. Do besteet och e „cavalier législatif" an dësem Gesetz. Déi huet deen Avis awer 2018 der Regierung zougestallt gehat: Dat sinn zwee Joer hier. Zwee Joer, éier Dir e Gesetz dozou bruecht hutt - dat kann een also och net méi als Argument fir d'Drénglechkeet gëlle loossen.

Wou d'Urgence also elo louch, datt mer dat elo onbedéngt nach hu missen haut oder dës Woch ofstëmmen, kann ech bis op Weideres net gesinn. An ech bedaueren dofir, datt mer net nach méi Meenungen, Avisen a Fachkenntnis dozou konnten an der Kommissioun anhuelen.

Ech muss awer och zougestoen, op eng Demande vun der CSV sinn de Ministeren hir Vertrieder agaangen: Ech hat gefrot, datt den Titre professionnel, deen d'Doktere sech mat dësem Gesetz ënner hiren Numm setze kënnen a sech esou „Docteur en médecine de ..." nennen däerfen, muss op d'Zänndokteren an och op d'Veterinären ausgedeent ginn, well soss wär et e Verstouss géint de Gläichheetsprinzip. Där Demande ass och nokomm ginn. An domadder stellt d'Gesetz dann och dës Dokteren all gläich am Benotze vum Titre professionnel.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung muss sech eng Rei weiderféierend Froe stellen, an ech profitéieren, fir se haut un den Héichschoulminister ze stellen, well en an der Kommissioun net derbäi war. An hie muss dat och haut fir d'Gesondheetsministesch matbeäntwerten, souwäit wéi dat méiglech ass.

Déi Fro, déi sech stellt, ass natierlech déi vun enger Medical School: Wéi stitt Dir zum Ausbau vum zweeten Zyklus vun der Formation de base an der Medezinn op der Uni? Wéi ass et mat enger Uniklinick zu Lëtzebuerg? Mat wéi engen auslänneschen Universitéitsklinicke besteet haut eng Zesummenaarbecht? D'Médecins en voie de spécialisation mussen haut wéinstens Stagen op eng Uniklinick kënne maache goen.

Den Encadrement vun de Medezinnstudenten ass ganz wichteg fir d'Attraktivitéit vum Medezinnstudium zu Lëtzebuerg. An dofir muss et och eng ugepasst Wunnengsoffer gi fir si a genuch Studentewunnengen, wa se nach keng Famill hunn. Och dat dréit zur Attraktivitéit bäi. Respektiv muss ee vläicht froen: Gëtt d'Studentewunnengsugebuet erweidert op familljefrëndlech Strukturen? Well grad an dësem Beräich komme vill Leit och aus dem Ausland heihinner studéieren, déi méi al sinn an dofir vläicht schonn eng Famill hunn.

Eng aner Fro, déi ee sech, denken ech, och sollt eng Kéier stellen, ass: Mussen d'Medezinner an der Fachausbildung net e spezifesche Statut kréien? An Däitschland gëtt et de Statut vum „Assistenzarzt". Natierlech géif dat eng Änneru ng vun dësem Gesetz bedéngen. Et géif awer vläicht méi Attraktivitéit fir de Standuert, de Medezinnstanduert Lëtzebuerg bréngen.

Weiderbildung a Fortbildung vun den Dokteren, dat ass e Must. Wéi eng Roll wëllt d'Uni heiranner spillen? A ganz besonnesch natierlech eng Fro: Hu mir genuch Proffen a kompetent Formateuren op der Uni? Wéi ass d'Zesummenaarbecht mat aneren Héichschoulen op dësem Punkt?

A schliisslech an endlech eng wichteg Fro: Ma wéini fänkt dann dat éischt Joer Spezialisatiounsausbildung elo konkreet un?

Et bleift, Här Minister, datt et wichteg ass, Ofschlëss vun Accorden iwwert d'Zuel vu Plaze fir Medezinnstudenten nom Bachelor notamment mat belschen Autoritéiten a mat den däitsche - wann och dezentraliséierten - Instanzen ofzeschléissen. Firwat sinn déi Ofkommessen nach net do? Mat Frankräich ass jo scho laang eppes gemaach ginn, do hutt Dir ënnerschriwwen. Well fir d'CSV bréngt de Bachelor just eppes, wann duerno garantéiert ass, datt eis Studenten no hirer Formation de base op enger anerer Uni weiderfuere kënnen. Soss mécht et kee Sënn, e Bachelor zu Lëtzebuerg anzeféieren, wann eis Studenten duerno awer keen Zougang zu auslännesche Medezinnsfakultéite kréien, an de Problem vun haut bleift da bestoen. Dëst ass also e weesentlechen Aspekt.

Fazit: Et muss eng Evaluéierung gemaach ginn, an dat och fir ze wëssen, a wéi enge Spezialisatioune mir zu Lëtzebuerg Medezinner ausbilde sollen. Mir ass geäntwert ginn: „Neurologie, Onkologie a Generalisten", esou wéi et elo am Gesetz ass, „sinn ausgewielt ginn, well do an den nächsten 10 bis 15 Joer vill Doktere pensionéiert ginn." Ech denken, d'Analys vum Bedarf no Doktere muss méi déif goe wéi de Pensiounsalter. Wéi ass et mat Aarbechtsmedezinner, dat ass schonn opgeworf ginn, oder mat Geriateren, mat Kardiologen a Pediateren oder Anästhesisten? Ech mengen, déi Aarbechtsgrupp, déi Dir elo asetzt, kann net ouni eng Methodologie a Krittäre schaffen. Awer fir Lëtzebuerg méi attraktiv fir d'Medezinner ze maachen, mussen an Zukunft nach aner Spezialisatioune méiglech sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et bleiwe vill Erausfuerderungen. Et sinn awer och vill Erwaardungen do! Ganz sécher musse Weiderentwécklunge kommen. D'Regierung muss weider hannendrubleiwen a liwweren. Mat dësem Gesetz eleng ass et net gedoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Medezinnstudien zu Lëtzebuerg auszebauen ass e wichtegt Uleies. Dofir si mir mam Prinzip vum Gesetz averstanen, fir hei am Land Spezialisatiounen am Beräich vun der Médecine générale, der Oncologie médicale an der Neurologie ze organiséieren. De Prinzip ass eis esou wichteg, datt mir d'Gesetz matstëmmen, och wa mir e grousse „Jo, mee ..." ausdrécke mussen, well mir e wichtegt Gesetz och gär richteg opgestallt hätten an dofir gär Erklärungen a Confirmatioune kritt hätten. Schued, datt dat net méiglech war! Well et geet, an et geet nëmmen, ëm Qualitéit, ëm d'Offer vun enger gudder medezinnescher Ausbildung hei am Land. Et geet ëm gutt Medezinn, well et geet ëm de Patient. Et geet ëm Mënschen, ëm de Mënsch. An doriwwer eraus geet et drëm: Wéi bleift eis Gesellschaft gesond, an allen Hisiichten?

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir duerch de Covid-19 eppes ganz Wichteges bäigeléiert hunn, dann ass et alleguer déi Leit wäertzeschätzen, déi a sougenannte „systeemrelevante" Beruffer schaffen. An do denke mer natierlech alleguerten an dëser sanitärer Kris fir d'alleréischt un d'Gesondheetsberuffer. Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten, Hiewammen, si alleguerte schaffen onermiddlech fir d'Wuel vun eis alleguerten a fir d'Wuel och vum ganze Land. Mir hunn hinnen an de leschte Wochen esou oft Merci gesot wéi nach ni virdrun. Ma ech si frou, datt elo och konkreet Ännerungen an der Formatioun ëmgesat ginn, op déi vill Medezinnstudente scho laang gewaart hunn.

Et ass richteg, datt hei schnell geschafft ginn ass. „An der Hetz" ass awer net ganz richteg. D'Analys, déi par rapport zu dësem Projet de loi, article par article, gemaach ginn ass, war nämlech eng ganz ausféierlech. An der Héichschoulkommissioun hu mer wärend ganz ville Sitzungen iwwert dëse Projet geschwat. An dat weist och d'Wichtegkeet, d'Importenz, déi dëse Sujet hei an der Chamber fir alleguerten d'Deputéiert huet.

Bis elo konnt een zu Lëtzebuerg dat éischt Joer Medezinn hei studéieren. Do dernieft gëtt eng spezifesch Ausbildung vun dräi Joer an der Allgemengmedezinn op der Uni Lëtzebuerg ugebueden, déi een no engem Basismedezinnstudium maache kann an déi et erlaabt, hei am Land als Generalist ze schaffen. De Bachelordiplom an der Medezinn, deen elo derbäikënnt, ass e wichtege Schrëtt fir eist Land. En erméiglecht deene Jonken net nëmmen eng verbessert Ausbildung, en dréit och zur Attraktivitéit vun eisem Land bäi. Am Ausland sinn d'Plazen am Medezinnstudium begrenzt an de Konkurrenzkampf ass grouss. All zousätzlech Offer u Studieplazen ass doweinst e wichtege Bäitrag fir d'Verbesserung vun eisem Gesondheetssystem.

Am Joer melle sech ronn 400 Jonker op 100 fräi Plazen am éischte Joer Medezinn. Am Schouljoer 2018/2019 waren insgesamt 1.000 Studente fir Medezinn hei oder am Ausland ageschriwwen. Dat geet aus den Demandë fir d'Studentenhëllefen ervir. Den Interessi um Beruff ass also definitiv do.

Mir all kennen awer och den detailléierte Rapport iwwert d'Gesondheetsberuffer vun der Madamm Lair, dee verdäitlecht huet, datt mir an den nächste Jore mat enger Penurie un Doktere rechne mussen. D'Demokratesch Partei huet eng déifgräifend Analys zu dëser Situatioun gemaach. Am gesamte Gesondheetssecteur muss et zu déifgräifende Reforme kommen, a mir wäerten eis Propositiounen dozou nach dëst Joer virstellen.

D'Penurie un Dokteren a Gesondheetspersonal huet nämlech verschidde Grënn, deene mat verschiddene Mesuren entgéintgewierkt muss ginn. Engersäits wiisst eis Bevëlkerung a gëtt och ëmmer méi al. A mam Alter tauchen och méi chronesch Erkrankungen op, déi e méi intensive medezinnesche Suivi verlaangen. Anersäits ass d'Altersmoyenne vun eisen Dokteren och relativ héich an et kommen der net genuch no, déi sech ëm all d'Patiente këmmere kënnen. Dat bedeit: Ëmmer manner Doktere musse sech ëm ëmmer méi Patiente këmmeren.

Mir gesinn déi éischt Unzeeche vun der Penurie schonn haut: Hausdokteren, déi keng nei Patienten unhuele kënnen, well se der schonn ze vill hunn, Waardezäite bei de Spezialisten,

net vun e puer Deeg, mee vun e puer Méint. Mir mussen dofir elo handelen, fir datt sech dës Situatioun net nach verschlëmmert.

Eng vun deenen Handlungen ass d'Gesetz vun haut vum Héichschoulminister Claude Meisch, mat deem mer de Bachelor an dräi medezinneschen Disziplinnen aféieren: an der Allgemengmedezinn, der Neurologie an der Onkologie.

Mir mussen nämlech onbedéngt méi Medezinner hei am Land ausbilden. Mir si vill ze ofhängeg vum Ausland, souwuel beim Studium wéi och beim Rekrutement vun Dokteren. D'Spideeler schaffen haut scho mat Headhunteren zesummen, fir gëeegent Personal ze fannen. Dat seet am Fong schonn alles. D'WHO huet et all hire Memberstaaten un d'Häerz geluecht, d'Ofhängegkeet vum Ausland, wat de Rekrutement vun dem Gesondheetspersonal betrëfft, ze halbéieren. An als konkreet Mesure gëtt d'Reform vun der Formatioun opgelëscht.

Här President, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, da bitt d'Uni Lëtzebuerg den éischten an den drëtten Zyklus, also de Bachelor an den Doktorat, an der Medezinn un.

Mir mussen awer och iwwert den zweeten Zyklus, also iwwert de Master, hei am Land schwätzen. Dee wär wichteg, engersäits, fir d'Ausbildung hei am Land ze komplettéieren. Soulaang een Zyklus feelt, fir deen d'Studenten eng Plaz am Ausland fanne mussen, klëmmt nämlech de Risiko, Studenten ze verléieren. Anerersäits muss ee bedenken, datt de Master an engem ganz wichtegen Alter gemaach gëtt. Et ass den Alter, wou déi jonk Leit sech bannen a wou deemno souwuel privat wéi berufflech Entscheedunge getraff ginn. Wann ee sech an dëser Zäit fir e Studium am Ausland befënnt, dann ass et duerchaus méiglech, datt ee sech och derfir entscheet, net zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

Esou geet et aktuell bei ville lëtzebuergesche Medezinnstudenten, déi sech dann am Ausland etabléieren an net onbedéngt zréckkommen. Et ass dowéinst wichteg, datt mer och e Masterstudiegang an d'Ae faassen an zesumme mat den Acteure vum Terrain diskutéieren.

Wéi gesot ass d'Gesetz vun haut e wichtege Schratt, fir eise Gesondheetssystem ze stäerken. A weider Mesurë mussen nokommen.

Eng dovun ass d'Opwäertung vun de Fleegeberuffer. Nieft der Introduktioun vun engem „Chief Nursing Officer", deen d'Regierung an der Fleegepolitik beréit, gëtt och eng Reform vun der Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer ënnersicht. Ee Comité interministériel krut den Optrag, dofir konkreet Proposen auszeschaffen.

E Bachelor fir d'Infirmieren an d'Infirmièrë kéint e weidere wichtege Schratt fir eise Gesondheetssystem sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Dëse géif net nëmmen zu enger Opwäertung vum Beruff bäidroen, mee den Infirmieren an Infirmièrë besser berufflech Perspektiven erméiglechen, virun allem bei hirer Weiderbildung. Mat engem Bachelor hätte si d'Méiglechkeet, e Master ze maachen a sech zum Beispill an der Radiologie, der Chirurgie oder enger anerer Spezialiséierung weiderzebilden. Besser ausgebilt Fleegepersonal dréit nämlech och zu enger besserer Qualitéit vun eisem Gesondheetssystem bäi.

Aus der aktueller sanitärer Kris musse mir Léieren zéien, fir an Zukunft an eisem Gesondheetssecteur besser opgestallt a virbereet ze sinn. D'Reform vun der medezinnescher Ausbildung mécht den Ufank, mee et hält mat Sécherheet net heimadder op.

En attendant ginn ech selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7531 maache mer e wichtegen a richtege Schratt, fir eis och an Zukunft genuch Dokteren zu Lëtzebuerg ze sécheren. Am Moment kann een net vun engem allgemenge Mangel schwätzen, mee dat ass ënner anerem drop zréckzeféieren, dass ganz vill Dokteren aus dem Ausland de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Allerdéngs bleiwen och eng Rei vu Lëtzebuerger Dokteren am Ausland, wa se bis ausgebilt sinn. An ech mengen, et wär net onninteressant, fir gewuer ze ginn, wat genee d'Ursaache sinn - do gëtt et Pisten an der Etüd Lair -, a wat fir enge Beräicher dass dat ass an ob et net Argumenter ka ginn, fir se erëm op Lëtzebuerg ze kréien. Mee bon, wann een esou vill ausländnesch Dokteren zu Lëtzebuerg huet, dann däerf een och net de spatze Mëndche maachen, wann déi eng oder déi aner Dokteren am Ausland bleiwen. Dat ëmsou méi, well se do ausgebilt ginn. An hei ass vläicht e wichtegt Argument, fir dass der méi zu Lëtzebuerg bleiwen.

Eis Medezinnstudenten hunn an deene leschte Joren ëmmer erëm drop higewisen, dass Efforte beim Rekrutement, bei der Ausbildung, bei den Aarbechtskonditiounen, bei de Subside fir Medezinnstudenten ze maache sinn. D'Etüd Lair, déi de Gesondheetsministère an Optrag ginn huet, huet e seriöen Handlungsbedarf bei bal alle medezinnesche Beruffer, ob Dokter oder Fleegepersonal, festgestallt. An d'Regierung krut hei wichteg Informatiounen - mir och -, fir op Problemer, déi bestinn oder sech ukënnegen, ze reagéieren.

Ech mengen, et ass zu Recht drop higewise ginn, dass déi aktuell Gesondheetskris gewisen huet, wéi wichteg e solidaresch opgebauten, e performante Gesondheetssystem mat guddem a motivéiertem Personal ass. Wann also nach e Beweis ze erbrénge war: Deen ass sécher an deene leschte Méint erbruecht ginn! An e wäert och nach an deenen nächste Méint mussen erbruecht ginn. Dofir si mer, mengen ech, deene Leit, déi un der viischter Front schaffen, méi wéi e Merci schëlleg, mee kloer Handlungen um Terrain. An dat hei ass ee Bausteen do derfir.

Dofir ass dat Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, och an deem dote Kontext ze gesinn. Den Ausbau vun der medezinnescher Ausbildung ass net eréischt zënter gëschter an der Diskussioun. An um Terrain gouf et och ganz gutt Initiativen.

An der Vergaangenheet hate mer jo, wat d'Basisausbildung hei zu Lëtzebuerg ugeet - do ass drop higewise ginn -, just ee Joer op der Uni Lëtzebuerg, a Virgänger. 2004 gouf iwwer Règlement grand-ducal de Wee fräi gemaach fir déi spezifesch Ausbildung vun den Hausdokteren no der medezinnescher Basisausbildung. An ech mengen, et ass d'Geleeënheet, fir op dëser Plaz de Pionéier vun där doter Ausbildung e ganz, ganz häerzleche Merci ze soen! Well ouni si wär et déi dote spezifesch Ausbildung net ginn! An et sëtzen der hei am Sall, déi matkritt hunn, dass hinnen déi dote Schrëtt net ëmmer liicht gemaach gi sinn, well se net, wéi elo an Zukunft, feste Bestanddeel vun der Uni gi sinn, mee éischter sou als Handwierker ugesi gi sinn a mat vill, vill Engagement, vill, vill Aarbecht an, nujee, wéineg Loun dat doten hu missen oprechterhalen.

An ech wollt dervu profitéieren, fir den Doktere Kraus, den Dokteren Haas, Tabouring, Rausch, Flammang a Stein e grousse Merci ze soen, well si d'Piliere vun där doter Ausbildung waren a bewisen hunn, dass eng spezifesch Ausbildung duerchaus hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. Well si hunn domat Dieren opgemaach, déi ouni si vläicht zoubliwwe wären.

A si hunn et duerch hiren Engagement fäerdegbruecht, an deene leschte 15 Joer ëmmerhin awer - an dat ass am Rapport nozeliesen an et ass och vun de Kolleegen, déi viru mer geschwat hunn, erausgestrach ginn - 115 Generalisten, Hausdokteren, Familljendokteren, Vertrauensdokteren, wéi Der et wëllt nennen, auszebilden, wichteg Glidder an der Gesondheetsketten, ouni déi, wann et se net géif ginn, eise Gesondheetssystem ganz seriö Problemer hätt.

A wa mer wëssen, dass d'Zuel vun de Generalisten hei zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland relativ bescheiden ass, dann ass deen doten Apport vun deene Leit net genuch ze wierdegen! Dat ëmsou méi, well quasi all déi, déi hei zu Lëtzebuerg ausgebilt gi sinn, och hei am Land bliwwe sinn, entweeder a Gruppepraxissen eragaange si bei hir Maîtres de stage oder sech selbstständeg gemaach hunn an an der Zwëschenzäit d'Piliere vun eisem Gesondheetssystem gi sinn.

Mam Projet, deen eis haut virläit, gëtt déi schrëttweis Integratioun vun dëser Ausbildung an d'Uni Lëtzebuerg elo ofgeschloss. Dat war, wéi gesot, keen einfache Prozess. An eng vu menge Virriednerinnen, oder zwou vu menge Virriednerinnen, déi wëssen, dass et net ëmmer esou evident war, dass d'Uni gesot huet: „Wëllkomm Dir alleguer an eisem Schouss!" Dat ass awer elo de Fall. An Eenzelner vun hinne kréien och den Titel vum Professeur associé. Anerer hunn e schonn op aneren Universitéiten. Dofir ass et nëmme richteg, dass si dat och op eiser Universitéit kréien.

Doniewent, mengen ech, hu mer als Basis fir den Ausbau vun der Grondausbildung keen neit Gesetz gebraucht. Déi Méiglechkeet gëtt et am Unisgesetz, dass mer kënne vun engem op dräi Joer Basisausbildung bis op de Bachelor eropgoen. Doniewent hu mer dat Gesetz awer hei gebraucht, fir aner Spezialitéiten am Beräich Onkologie an Neurologie kënnen unzebidden.

Meng Virriednerin huet drop higewisen: Scho virun zéng Joer ass iwwer eng sougenannt medezinnesch Fakultéit hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn oder eng Medical School. Deemools war rieds, fir de Guet, den Zwillingsbrudder oder d'Zwillingsschwëster, vun der Manchester Medical School hei op eisen Unissystem ze praffen. Bon, dat war eng Iddi. Ech muss allerdéngs soen, dass mir an och der Ministesch fir Recherche déi doten Iddi net bis zum Schluss geschmaacht huet, well et eng Inselléisung war. An dat, wat mer net verdroen an deem dote Beräich, dat sinn Inselléisungen.

An dat ass den Avantage vun dësem Projet: Dee Projet, dee mer haut virleien hunn, dee setzt op staark Partnerschaften. E setzt op Synergië mat Universitéitspartner ronderëm eis. E setzt op Synergië mat Klinicken. E setzt op Synergië mat eise Centres de recherche, sief dat den LIH, de fréiere CRP-Santé, oder sief dat den LCSB, den Zentrum fir biomedezinnesch Systemer oder fir Bioinformatik.

Dat ass eng riseg Tromp, déi eenzel Universitéiten net hunn. Well hei kënnen nei Creneauen ugebuede ginn op der Lëtzebuerger Universitéit, déi d'Medezinn vun der Zukunft duerstellen. D'Bioinformatik wäert e wichtege Facteur an der personaliséierter Medezinn ginn. A wa mer déi Zentren do hunn, da wär et eng Sënn an eng Schan, wa mer se net géifen un d'medezinnesch Ausbildung erunzéien.

Gutt! Mir sinn amgaang, dee wichtege Schratt ze maachen. An da sinn ech, wann ech „Schratt" soen, scho beim Konzept. Dat ass e Konzept, wou mer schrëttweis, virsiichteg virginn, wou mer net alles matenee maachen.

An ech fannen dat eng gutt Saach, quitte dass mer d'Ziler virun den Ae musse behalen: aus dem Bachelor, dee mer elo uginn, muer de Master ze maachen, aus deenen zwou zousätzleche Spezialitéiten niewent där drëtter, déi scho bestanen huet, och anerer an d'A ze faassen. An d'Madamm Rapportrice huet drop higewisen, dass d'Aarbechtsmedezinn eng vun deene Spezialitéiten ass, wou eng allgemeng Penurie net nëmmen zu Lëtzebuerg ass, mee och am Ausland. An do kéint ee mëttelfristeg eng Ausbildung ubidden, déi et op anere Plaze vläicht net esou gëtt.

Et ass also a mengen Aen e ganz gudde Projet. Elo kann een driwwer diskutéieren, ob ee beim Hausdokter déi zwee Semestere Recherche hätt sollen derbäisetzen oder net.

D'Madamm Modert huet dervu geschwat, dass de Professer Massard hätt sollen an d'Kommissioun kommen. Jo, et ass net ze spéit. Ech hunn och mat deene Responsabele vun der Ausbildung vu bis elo geschwat. Déi fannen déi Recherchesemestere guer net abwegeg. Déi kënne sech ganz gutt ufrënnen domat. Et gëtt also sécher net nëmmen eng Positioun bei deene Betraffenen.

Selbstverständlech ass et legitimm - an ech gesinn dat och esou -, dass e Generalist, en Hausdokter e Spezialist fir d'Allgemengmedezinn ass an der Praxis! An do soll ee vläicht iwwer Mëttel a Weeër nodenken, fir deenen, déi um Terrain jorzéngtelaang de Kapp duergehalen hunn an nach ëmmer duerhalen, e Wee ze ginn, fir den Titel vum Médecin spécialiste kënnen unzegoen. Dat ass eng Pist, déi machbar wär, wann de Wëllen do wär.

Ech mengen och net, dass grouss finanziell Revendicatiounen dohannert stinn. Mee et ass ëmmer esou, dass, net nëmme wat d'Akommessituatioun ugeet, de Generalist, den Hausdokter ëmmer e bëssen hannerun de Spezialisten hippt. Ouni elo wëllen déi eng géint déi aner auszespillen, mee de Generalist ass ganz oft de Parent pauvre - relativéiert, mee de Parent pauvre - an der ganzer Hitparad vun deenen eenzelen Disziplinnen. Also wär et net schlecht, dass mer do e Reflexiounsprozess géife maachen.

Dann, mengen ech, ass et wichteg, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht hu mat eise Klinicken. A fir eis Klinicke gëtt dat och eng Perspektiv, quitte dass dat eng Perspektiv ass, déi vläicht am Moment nach e bëssen utopesch kléngt. Firwat net ustriewen, fir déi grouss Spidolszentren ze motivéiere fir sech zesummenzedinn, fir dass se an eenzelen Disziplinnen - dat ass schonn deelweis de Fall - an, firwat net, als Groupement d'hôptiaux, als eclatéiert Universitéitsspidol mat verschiddene Sitten, mat verschiddenen Orientatioune kënne schaffen?

Dat ass vläicht zu Lëtzebuerg nach eng Utopie. An eenzelen Nopeschlänner ass dat eng Realitéit! Dat muss net ee Spidol sinn, dat kënne verschidde Spideeler sinn. An dat kënnen och Spideeler sinn, déi en ënnerschiddlechen Ustrach hunn, Beispill Bochum: D'Bochumer Universitéitsklinick ass aus enger ganzer Rei vu Kongregatiouns- an anere Spideeler zesummegestréckt ginn.

Dann eng lescht Iwwerleeung, an do kann ech nahtlos unhaken un dat, wat meng Virriedner gesot hunn: Wa mer hei e wichtege Schratt maachen, fir e bësse méi onofhängeg ze ginn als Land vum Ausland, wat eis Medezinner ugeet, dann ass et eng Obligatioun, dass mer änlech Schrëtt maache fir eist Fleegepersonal. A wann ech soen „déi noutwendeg Schrëtt fir eist Fleegepersonal", da mengen ech net eng eemoleg Primm oder en Iessensbong, mee da mengen ech do, wou et richteg gëllt unzepaken:

An dat ass beim Rekrutement! Dat ass bei der Ausbildung! De Bachelor ass erwäänt ginn. Dat ass eppes, wat och fir eis ustriewenswäert ass. Dat sinn d'Infrastrukturen, déi „out of time" sinn a wou ëmmer an ëmmer erëm Verspéidung kënnt. Dat sinn Aarbechtsbedingungen.

An dat sinn Exklusiounskrittären, déi un enger Sprooch hänken, wou mer wëssen, wa mer eis Leit ausschléisse wéinst enger Sprooch, dass d'Alternativ ass, dass mer gutt Fleegepersonal vun iwwert der Grenz kréien, mee dat am beschte Fall eng oder zwou Sprooche schwätzt. Dat heescht, déi, déi der zwou oder dräi schwätzen, nëmme well se schwaach sinn am Däitschen, schléisse mer déi aus. A fir anerer - wou dat kee Wäerturteel ass! -, do gëllt dat doten net. Also, och do bei der Ausbildung, dat op de Leescht huelen! A virun allem och déi gesellschaftlech Unerkennung fir déi Leit, déi sech wierklech bewäert hunn an där schwéierster Kris, déi mer kannt hunn.

All déi dote Froe wäerte mer zesumme wärend där Orientéierungsdebatt, déi mer seriö wäerte preparéieren, parallell zum Gesondheetsdësch a mat enger gudder Basisinformatioun, déi d'Etüd Lair ass, am Hierscht diskutéieren. An da wäert d'Chamber net nëmmen en Iessensbong proposéieren, mee en zesummenhänkende Konzept fir déi verschidde Beruffer, déi mer brauchen, a Krisenzäiten, mee awer och an normalen Zäiten.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech den zwee Corapporteuren, dem Francine Closener an dem André Bauler, Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi ech et schonn an der Interpellatioun iwwert d'Fleegeberuffer gesot hunn, hu mer an der Covidkris de Beweis derfir kritt, datt eise Gesondheetssystem net nëmme wichteg, mee systeemrelevant ass. Säi gudde Fonctionnement ass essenziell fir eng verlässlech a qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung vun eiser Populatioun. Fir dës ze garantéieren, brauch et awer dat noutwendegt Gesondheetspersonal, souwuel um Niveau vum Fleegeberäich wéi och bei de Medezinner.

Leider musse mer awer och am Beräich vun de Medezinner feststellen, datt mer ëmmer méi a Richtung Manktem histeieren. Laut dem État des lieux des professions médicales et des professions de santé vun 2019, dem Rapport Lair, besteet bei den Doktere momentan nach keng Penurie, well d'Besoinen duerch d'Rekrutementer aus dem Ausland konnten ausgeglach ginn. Mee et gëtt ëmmer méi schwiereg ze rekrutéieren.

Wann ee vun engem Depart an d'Pensioun mat 60 Joer ausgeet, riskéiere laut dësem Rapport ronn 71 % vun all den Dokteren, déi momentan nach exercéieren, bis 2034 an d'Pensioun ze goen. Bei de Generaliste sinn dat 78 % (veuillez lire: 68 %) a bei de Spezialiste 77 %.

Grad ewéi am Fleegeberäich hunn eis d'Grenzschléissungen an der Covidkris an deem domat verbonnene Risiko, datt d'Personal aus de Grenzregiounen net méi op Lëtzebuerg an d'Spideeler kéint schaffe kommen, virun Ae gehalen, datt mer ëmmer manner Residenten hunn, déi an den Dokteschberuffer schaffen. Laut dem Regëster vum Ministère de la Santé wunnen 79 % vun den Dokteren hei am Land, de Rescht si Pendler.

Wëssend, datt d'Mesuren, déi mer an der Formatioun an am Rekrutement ëmsetzen, eréischt an 10 bis 15 Joer wäerte spierbar Effekter hunn, ass et elo de Moment ze handelen. Nieft dem Aféiere fir d'Rentrée 2020/21 op der Uni Lëtzebuerg vum Bachelor an der Medezinn ass de Projet de loi 7531 iwwert d'Reglementatioun vun der Formatioun vum

Generalist a vun de Spezialitéiten Onkologie an Neurologie deemno e weidere wichtege Schrëtt a Richtung Eegenausbildung vun de Medezinner zu Lëtzebuerg.

Grondsätzlech sinn déi gréng mam Choix vun dëse Formatiounen averstanen, dee jo op eng Regierungsdecisioun aus dem Joer 2017 zréckgeet. Fir eis ass de Generalist de Coordinateur vun der perséinlecher Gesondheet, deen am Dialog mam Patient den ideale Parcours de santé definéiert, Stéchwuert: Médecin de référence. Zu senge Kompetenze gehéieren d'Preventivmedezinn, Diagnose stellen, wann néideg an der Zesummenaarbecht mat de Spezialisten, an natierlech Traitementer fir de Patient opstellen, fir datt en erëm gesond gëtt respektiv seng Liewensqualitéit sech verbessert.

De Generalist ass a bleift de Vertrauensdokter Nummer eent, mat deem de Patient am Dialog steet. Vill Patiente gi mat hire Generalisten zesummen al, wat d'Vertrauensverhältnis stäerkt, wat bei der Erkennung an der Behandlung vu Problemer e grousse Virdeel ass.

Bis 2034 wäerte viraussiichtlech 68 % vun de Generalisten an d'Pensioun goen. Mir brauchen deemno massiv nei Generalisten, besonnesch wann de Ratio Generaliste par rapport zu de Spezialisten, dee méi kleng ass wéi an den Nopeschlänner, soll ëmgedréit ginn.

Kuckt een d'Evolutioun vun der Demografie zu Lëtzebuerg, gesäit een, datt d'Bevëlkerung altert. Laut dem Rapport State of Health in the EU 2019 wäert d'Populatioun vun de 65-Järege vu 14 % am Joer 2017 op 24 % am Joer 2050 klammen. Dëst wäert allgemeng méi medezinnesch Betreiung néideg maachen. Besonnesch Dokteren, déi sech a Krankheeten, déi am Alter méi heefeg optauchen, spezialiséieren, ginn dofir gebraucht. An deem Kontext maachen d'Onkologie an d'Neurologie sécherlech Sënn.

Kuckt een d'Kriibserkrankungen hei am Land, sou gesäit een, datt all Joer eng 3.000 nei Fäll diagnostizéiert ginn an datt een Doudesfall vu véier op de Konto vun enger Kriibserkrankung geet. Ouni Zweifel ass Kriibs eng vun de Krankheeten, déi de gréissten Impakt op eis Gesellschaft hunn an déi och bei de Patienten an hirem Ëmfeld eng Zäsur am Liewen duerstellen.

En anert Argument, fir eng Spezialisatioun an der Onkologie unzebidden, ass, datt bis 2034 an der Médecine interne an an der Onkologie - dat sinn déi Dokteren, déi sech allgemeng ëm d'Kriibspatiente këmmeren - ronn 87 % vun den haut aktiven Doktere wäerten an d'Pensioun goen. Bei den Neurologe sinn et ronn 89 %.

Ausserdeem gëtt an de Beräicher vun der Onkologie an der Neurologie zu Lëtzebuerg och scho gefuerscht. Esou existéiert um LIH, dem Luxembourg Institute of Health, en Departement fir Onkologie, deem seng Missioun et ass, d'Kriibsbelaaschtung an der Lëtzebuerger Bevëlkerung ze reduzéieren. An um Luxembourg Centre for Systems Biomedicine gëtt zum Beispill u Parkinson gefuerscht. Neurologesch Krankheeten, wéi Parkinson oder Demenzen, ginn och mat der Erhéijung vun der Liewenserwaardung an d'Luucht. Aktuelle Schätzungen no ass 1,5 % vun der Lëtzebuerger Populatioun vun enger Demenzerkrankung betraff. Dovu sinn ongeféier 70 % Alzheimererkrankungen.

Mee net nëmmen déi al Generatiounen, mee och déi jonk Persoune si vu Kriibs an neurologesche Krankheete betraff. Ee Beispill ass d'Migrän, eng Krankheet, déi geschate 14 % vun der Weltpopulatioun betrëfft an déi Leit an hirem Alldag staark invalidéiere kann, wat en Impakt op hir Liewensqualitéit an déi vun hirem Entourage huet. Migrän ass awer och d'Ursaach fir Absenteismus an der Schoul an op der Aarbecht, huet en Impakt op d'Produktivitéit an engendréiert Käschte fir Medikamenter, déi nëmme bedéngt hëllefen. D'Fuerschung an deem Beräich an eng gutt medezinnesch Betreiung fir dës Patienten ass also kee Muttwëll.

Ier ech drop aginn, wat sech duerch de Projet de loi wäert änneren, wollt ech déi aktuell Situatioun nach eng Kéier beliichten. Momentan gëtt et zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, säi Medezinnstudium unzefänken, entweeder andeems een ee Joer mécht an dann eng Plaz op enger Uni a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch ka kréien, déi de Lëtzebuerger Staat mat dësen Unien ausgehandelt huet, oder andeems ee sech fir déi vun dëser Rentrée un nei Bachelorformatioun vun dräi Joer aschreift an duerno an d'Ausland geet. Natierlech besteet och d'Méiglechkeet, wann een ugeholl gëtt, fir seng ganz Basisformatioun vu sechs Joer am Ausland ze maachen.

Des Weidere kann ee momentan zu Lëtzebuerg no der ofgeschlossener Basisformatioun och déi dräijäreg Formation spécifique en médecine générale, (FSMG) maachen.

Mat dësem Projet de loi gëtt d'Formatioun fir de Generalist nei opgestallt a kritt iwwerhaapt emol eng gesetzlech Basis. Déi besteeënd Formatioun gouf 2004 iwwer e Règlement grand-ducal geschaaft. An da kommen d'Spezialisatioune vun der Onkologie an der Neurologie derbäi.

Egal fir wéi eng medezinnesch Formatioun ee sech entscheet, muss een d'Formation de base absolvéieren, ier een dann de Studium fir de Generalist oder fir eng Spezialisatioun kann ugoen. Dat heescht: minimum néng Joer Formatioun! Dëst, fir eng Kéier kloer ervirzesträichen, datt e Medezinnstudium e groussen Invest u Joren a Léiere vun de Studente verlaangt, fir herno hire Matmënsche kënnen ze hëllefen.

Wat weiderhin net op der Uni.lu wäert ugebuede ginn, sinn déi dräi Joer nom Bachelor, fir d'Formation de base ofzeschléissen, fir da kënne seng Spezialisatioun oder seng Formatioun zum Generalist ze maachen.

Hei wéilt ech eng Klammer opmaachen: Mir verstinn, datt de Medezinnstudium mat Etappen zu Lëtzebuerg ausgeweit gëtt. Mir verstinn och, datt een net all Spezialisatiounen zu Lëtzebuerg kann ubidden. Fir déi gréng ass et awer kloer, an ech mengen, et si schonn aner Virriedner, déi dëst ugeschwat hunn, datt sech zäitno soll Gedanke gemaach ginn, wéi een déi ganz Formation de base zu Lëtzebuerg kéint ubidden. Jo, dëst brauch Erfarungswäerter, Unisproffen an Infrastrukturen. Et wär awer eng Méiglechkeet, fir d'Residenten, déi op de Wee vum Medezinnstudium wëlle goen, hei zu Lëtzebuerg ze verwuerzelen, an et wär och d'Méiglechkeet, fir auslännesch Studenten op Lëtzebuerg unzezéien a se hei ze halen.

Dofir wär et wichteg, vun der éischter Promotioun vun der Bachelorformatioun ze profitéieren, fir e Bilan ze maachen an an dräi Joer prett ze sinn, fir eventuell kënnen direkt den nächste Schrëtt a Richtung Luxembourg Medical School ze maachen, andeems mer eng komplett Formation de base am Medezinnstudium zu Lëtzebuerg fir dës éischt Promotioun kéinten ubidden.

Natierlech musse parallell och Iwwerleeungen iwwer eng Uniklinick, d'Recherche, d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun an de Studentenaustausch mam Ausland, deen essenziell ass, fir Erfarungen ze sammelen, gemaach ginn. Och d'Diskussioun iwwert d'Integratioun vun engem Militärspidol an d'Formatioun vun de Gesondheetsberuffer soll an dësem Kader weidergeféiert ginn.

Eng Partie Avisen, déi zum Projet de loi erakoumen, hunn och d'Iddi vun der Medical School opgegraff. Et wär déi grouss Geleeënheet, fir eng déifgräifend Analys vun de Secteure vun der Santé an de Soinen ze maachen, se ze reorganiséieren, fir eng besser Qualitéit ze erreechen, mee och fir den Dräieck Secteur hospitalier, chronesch Soinen a Secteur ambulatoire ze iwwerdenken an nei Akzenter ze setzen.

D'Medical School wär awer och déi ideal Plaz, fir d'Formatioun vun all de Gesondheetsberuffer ze regruppéieren, fir datt se scho ganz fréi léieren, am Team zesummenzeschaffen, a fir d'Formation continue an all dëse Beruffer ze organiséieren.

An deem Kader muss natierlech och eng Reflexioun iwwert d'Formatioun vu weidere Spezialisatioune gemaach ginn. Et ass kloer, datt Lëtzebuerg net all Spezialisatioun kann ubidden. Duerfir muss driwwer nogeduecht ginn, wéi eng fir Lëtzebuerg prioritär sinn. Wat sinn d'Krittären, déi ee ka selektionéieren, fir dës ze bestëmmen? Wat sinn déi néideg Infrastrukturen? A wéi fënnt een déi néideg Leit, déi Coursen halen a gläichzäiteg Fuerschung bedreiwen? Mir kënnen dës Reflexiounen net op déi laang Bänk drécken. Dat muss kuerzfristeg geschéien, fir dann eng Roadmap kënnen opzestellen.

An de leschte Wochen ass dacks d'Geriatrie als méigleche Kandidat gehandelt ginn. Eis schéngt dës Suggestioun gerechtfertegt. Mee wéi gesot muss eng seriö Analys vun de Besoinen an de Capacitéite vum Standuert Lëtzebuerg hei déi nächst Schrëtt definéieren.

E Beräich, deen eis natierlech besonnesch um Häerz läit, ass d'Ëmweltmedezinn. Elo, wou gewosst ass, dass d'Ëmweltklinick op Esch kënnt, muss ee sech och Gedanken iwwert d'Formatioun an d'Formation continue an dësem Beräich maachen. Am Koalitiounsaccord steet: « Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées en s'appuyant sur le programme de formation élaboré par l'Académie européenne de médecine environnementale. » Fir datt d'Ëmweltklinick gutt fonctionéiert an hoffentlech eng grenziwwerschreidend Referenz gëtt, ass et noutwendeg, matzäiten an déi néideg Aus- a Weiderbildungsméiglechkeete vun den Dokteren, déi do wäerte schaffen, ze investéieren.

Och wa mer wëllen a Richtung Medical School goen an och méi Spezialisatiounen zu Lëtzebuerg ubidden, ass den Austausch mam Ausland primordial. Am Austausch mat anere léiert ee bekanntlech besser schaffen. Dëst ass besonnesch fir Lëtzebuerg wouer, well mer kleng sinn. Duerfir ass et wichteg, datt d'Studenten aus Lëtzebuerg an aner Länner ginn, fir méi selte Krankheetsbiller, nei Techniken an Traitementer, mee och aner Gesondheetssystemer kennenzeléieren. Ausserdeem kënne se sech esou en Netzwierk opbauen, dat hinnen och am Beruffsliewen d'Méiglechkeet bitt, fir sech iwwer komplizéiert Fäll auszetauschen.

Wichteg ass natierlech och, datt garantéiert gëtt, datt zu Lëtzebuerg genuch Stageméiglechkeete bestinn. Déi si wichteg, fir den zukünftegen Dokteren eng gutt Ausbildung um Terrain ze bidden, hinnen de Lëtzebuerger Gesondheetssystem méi no ze bréngen a si doduerch ze motivéieren, an deem System weiderzeschaffen. Duerfir musse mer an Zukunft weiderhi genuch Stageplaze fir Studenten aus Lëtzebuerg an aus dem Ausland bereetstellen a garantéieren, datt d'Stagekonditioune gutt sinn an d'Indemnitéite fir d'Studenten héich genuch sinn, datt se e Caractère attrayant hunn.

Duerfir begréissen déi gréng, datt d'Indemnitéite fir de Stage an dësem Projet de loi nach eng Kéier par rapport zu 2018, wéi schonn eng Adaptatioun gemaach gi war, no uewen ugepasst ginn, a mir begréissen och, datt se indexéiert ginn a sech esou automatesch der Präisdeierecht upassen. Domadder gi mer och op eng Demande vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Medezinnstudenten an, déi dës Upassung scho méi laang fuerdert.

Wéi scho gesot, sinn d'Indemnitéiten ee vun de Krittären, déi d'Studenten dozou motivéieren, hir Medezinnformatioun zu Lëtzebuerg ofzeschléissen an dann eventuell hire Beruff hei weiderzeféieren. Duerfir fannen déi gréng, datt d'Indemnitéiten an d'Qualitéit vun de Stagekonditioune reegelméisseg sollen analyséiert an, wann et néideg ass, adaptéiert ginn, fir attraktiv ze bleiwen.

Här President, an der Kommissioun ass vill iwwert déi zwou Formatioune fir d'Generalisten, hiren Titel, dee se däerfe benotzen, an hir Aklasséierung an de Cadre luxembourgeois des qualifications diskutéiert ginn. Mir hu Verständnis dofir, datt mer zwou Formatioune fir d'Médecine générale schafen. Den Diplôme d'études spécialisées en médecine générale vu véier Joer, wou zwee Semestere Recherche musse gemaach ginn, soll d'Norm sinn, wéi mëttlerweil a villen aneren europäesche Länner.

An da schafe mer de Master en médecine mat engem Ofschloss no dräi Joer fir déi Studenten, déi keng Recherche wëlle maachen, fir méi séier kënnen op den Terrain ze goen. Dës zwou Variante vun der Formatioun ersetzen déi besteeënd Formation spécifique en médecine générale a sollen hëllefen, eng Penurie bei de Generalisten ze evitéieren.

déi gréng stelle sech awer d'Fro, ob d'Formatioun vun der Médecine générale net soll allgemeng als Spezialisatioun unerkannt sinn, sou wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo dëst och schonn ausgefouert huet. De Generalist ass de Spezialist vun der Gestioun vum Patient am Ganzen. Heirënner fält dann och d'Missioun vum Médecin de référence. Firwat soll déi Formatioun anere Krittären ënnerleie wéi d'Spezialisatiounen? Dann hätte mer och net méi d'Diskussioun, op wéi engem Niveau déi zwou Formatiounen am Cadre luxembourgeois des qualifications sollen aklasséiert ginn.

déi gréng fannen et och richteg, datt en akadeemeschen Doktertitel nëmmen deem zougesprach ka ginn, deen eng Dokteraarbecht an der Recherche gemaach huet. Mir fannen awer d'Approche, fir all de Medezinner, Veterinären an Zänndokteren ze erlaben, e professionellen Dokter ze notzen, awer genausou richteg. Zu Lëtzebuerg ass nun emol „Dokter" en allgemenge Begréff, wéi am Däitschen „Arzt" oder am Franséischen „Médecin". Mir sinn och net der Meenung, datt domat den akadeemeschen Doktertitel bradéiert gëtt, besonnesch well esou e professionellen Dokter aleng keng Aklasséierung an den Niveau 8 vum Cadre luxembourgeois des qualifications erméiglecht.

Fir eis ass et awer wichteg, datt esou vill wéi méiglech Medezinnstudenten och Recherche maachen. Engersäits bréngt dat dem Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg eppes an anerersäits kréie mer esou méi Leit, déi herno op der Uni Lëtzebuerg eventuell kënnen enseignéieren a mathëllefen, eng Luxembourg Medical School op- an auszebauen.

Ofschléissend wéilt ech soen, datt fir déi gréng dëse Projet de loi e weidere wichtege Schrëtt ass, fir dem bevirstoende Manktum u medezinneschem Personal entgéintzewierken, andeems mer selwer méi Dokteren ausbilden.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif ufänken, andeem ech Merci soen deenen zwee Rapporteuren, der Madamm Francine Closener an dem Här André Bauler, fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet mat dësem Gesetzesprojet ëm d'Erweiderung vun der akadeemescher Offerte op eiser Uni a speziell och d'Fuerschung, wat déi betrëfft. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, wéi wichteg datt dee Beräich ass. Speziell elo d'Coronazäit huet eis gewisen, datt dee Beruff an och nach vill anerer ons mussen immens wichteg sinn an datt mer mussen investéieren.

D'ADR begréisst dëse Gesetzesprojet, an zwar aus e puer Grënn: Et gëtt haut näischt méi fir näischt. An e Land, wat selwer keng Medezinnausbildung huet, däerf och net drop hoffen, am Ausland mat oppenen Äerm opgeholl ze ginn. Mir kënnen eis bei der medezinnescher Ausbildung och net just op d'Ausland verloossen. D'medezinnesch Fuerschung huet e grousse Stellewäert hei am Land a gëtt och mat respektabelen Zomme gefërdert. Et ass nëmmen normal, datt universitär Formatioune parallell op dës Fuerschung virbereeden. An eist Land kënnt lues awer sécher an eng Situatioun, wou net méi genuch Dokteren do sinn, fir ons Besoinen ofzedecken, wat natierlech net akzeptabel wär.

Wat dat éischt Joer Medezinn ugeet, kann een nëmmen d'accord sinn. Ech ginn dervun aus, datt séchergestallt ass, datt déi Plazen, déi an Däitschland, Frankräich an der Belsch zur Verfügung stinn, fir duerno weiderzestudéieren, nëmmen u Lëtzebuerger Residentë kënne goen an net eventuell un auslännesch Studenten, déi sech an dës Ausbildung ageschriwwen hätten. Dat wär kontraproduktiv.

Loosst mech hei hannendrun direkt eng Klammer opmaachen, wat déi geplangt Masterformatiounen ugeet! A mengen Ae mussen dës fir auslännesch Studenten och eng Obligatioun beinhalten, d'Lëtzebuerger Sprooch op engem héijen Niveau an där Zäit ze léieren, wou si hei am Land studéieren.

(Brouhaha)

Et soll kee soen, dat wär onméiglech, well genee dat gëtt och vu Lëtzebuerger Studenten am Ausland verlaangt. An ech nennen do just zum Beispill an Holland Groningen, wou dat de Fall ass.

Ech bleiwen nach ee Moment bei de Masteren an der Generalmedezinn, ëm déi et hei gëtt. De Collège médical weist a sengem Avis drop hin, datt et schwéier ass, am Léierplang vun engem Master en adequaten Deel Fuerschung praktesch anzebannen, ouni datt dat zuongonschte vun der klinescher Formatioun geet. De Collège proposéiert nëmmen ee Master, deen awer méi laang kéint daueren, fir och nach d'Fuerschung ze berücksichtegen. Mee firwat net iwwerleeën, ob een d'Offer u Formatiounen net an eng Richtung vun engem Master a medezinnescher Fuerschung kéint ergänzen? Op deem Gebitt hu mir wuel de Besoin, mee mir hunn och d'Kompetenzen.

Och wat de Master fir Médecin spécialiste a Médecin généraliste ugeet, dee mat aacht Semesteren de Bologna-Kader sprengt, sief d'Fro erlaabt: Firwat maache mer hei net carrement de Sprong bei d'Dokterausbildung? De Master schéngt esou en Zwitterdéngen ze sinn, wou eis virun der Zillinn de Courage verléisst, fir eng reell Dokteschkarriär unzebidden.

An deem Kontext huet sech bei eiser parlamentarescher Aarbecht d'Fro no enger Universitéitsklinick gestallt. Ech wéilt hei, ouni an den Detail ze goen, dat am Kader vun eise finanzielle Verflichtunge bei der NATO och gesinn, an da kéint een och d'Fro stellen, déi am Raum steet, vun engem Militärspidol. Ech wär frou, wann d'Regierung mat der Uni, der Arméi an de Spideeler kéint un engem Konzept schaffe fir ze klären, ob een hei net kéint e puer Mécke mat engem Schlag treffen. Esou hätten déi néideg Investissementer an eng Universitéitsklinick och direkt Repercussiounen op eis Verflichtungen an der Verdeedegungspolitik. All dës Sue wären op d'mannst esou gutt ugeluecht wéi déi vu gewëssene Satellitten.

Mat där nämmlechter positiver Astellung si mir derfir, datt d'Medezinnstudenten hir klinesch Formatioun esou gutt wéi méiglech bezuelt kréien, well den zentralen Deel vun dësem Pro-

jet sollt eigentlech ëm d'Revalorisatioun vun den Dokteschberuffer dréien.

Et gëtt net genuch Dokteren am Land an hei och net genuch Lëtzebuerger. Ech weess net, ob de professionellen Titel och eppes dozou bäidréit, mee den Titel Dokter ass hei am Land esou e Sproochgebrauch a wäit verbreet. Mee ass et korrekt? Misst ee sech dat net iwwerleeën? Well e steet och a Konkurrenz zu engem akadeemeschen Doktertitel an dee wär dann ënnerbewäert, an dat ass schued. An ech mengen, hei misste mer ons eng Kéier e bëssen iwwerleeën, wéi mer dat kéinten änneren.

Vill méi Suerge maache mer ons awer iwwer 350 Studenten all Joer hei am Land: 400 wëllen all Joer dat éischt Joer Medezinn maachen, 100 ginn der ugeholl. A 50 packen et dann. A wat geschitt mat deenen 350, déi keng Plaz an der Formatioun kréien oder se net packen?

Ech fäerten déi Leit kënne selwer kucken, wou a wat se duerno studéieren. An ech fannen et schued, well et sinn 350 potenziell Dokteren, 350 jonk Mënsche mat ville Viraussetzungen, fir Dokter ze ginn, vun deene mer hei schwätzen. Dat ass e Räichtum, deen ee sech net soll duerch d'Fanger glëtsche loossen. Duerfir hätt ech mer erwaart, datt dës 350 Leit all Joer e Plang B géife proposéiert kréien, fir awer nach hiren Dram vum Medezinnstudium méiglech gemaach ze kréien.

Als Auditeurs libres kéinte si sech op Opnamexamen op auslänneschen Unie virbereeden. Si kéinte Ressourcë kréien, fir sech geziilt op esou Exame virzebereeden. Oder mir kéinten et einfach envisagéieren, dat Joer fir méi Studenten opzemaachen, a probéieren, och deene jonke Leit, déi Schwieregkeeten hunn, mat verschiddenen a moderne Léiermethoden iergendwéi awer bäizestoen, och wa si um Enn vum Joer keng fir Lëtzebuerger am Ausland reservéiert Studieplazen ugebuede kréien.

Domadder kommen ech dann zum Schluss an ech géif den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ganz am Ufank vum 21. Jorhonnert hu mer hei zu Lëtzebuerg emol fir d'éischte Kéier eng richteg Uni kritt. Ben, eng richteg Uni! Op jiddwer Fall d'Grondlag, fir eng richteg Uni opzebauen. Et war ëm 2000, 2001, ech ka mech net méi richteg drun erënneren. An et war schonn e bësse komesch, datt mer esou laang gewaart hunn, esou laang gebraucht hunn, fir iwwerhaapt eng richteg Uni zu Lëtzebuerg ze kréien. Woubäi ee weess, datt et nach Länner gëtt, déi eendeiteg méi kleng si wéi Lëtzebuerg - dat gëtt et -, an déi schonn eng oder zwou Unien haten, wéi zum Beispill Island. Et kéint een awer nach anerer nennen.

M. André Bauler *(DP).*- Souguer Liechtenstein!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Souguer Liechtenstein, souguer, ma gesitt Der!

M. André Bauler *(DP).*- Awer nëmmen zwou Disziplinnen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Mee wéi gesot, dat ass eeben eng Kränkt zu Lëtzebuerg, datt mer heiansdo lues sinn an essenzielle Saachen a schnell sinn heiansdo vläicht och a Saachen, déi net esou essenziell sinn.

Op jiddwer Fall, déi Covidkris huet u sech d'Faillë vun dësem System entlarvt. Virop ass jidderengem ëmsou méi bewosst ginn, dass u sech e Spidol an e Gesondheetswiesen ouni dat néidegt gutt ausgebilt Personal, sief et Infirmieren, awer och Medezinner an dann allgemeng gesinn Médecin-généralisten net funktionéiere kann. Dëst Personal kënnt awer zu Lëtzebuerg gréisstendeels aus dem Ausland, majoritär aus eisen dräi Nopeschlänner a gréisstendeels och aus dem franséische Grenzgebitt. Op dës Ofhängegkeet vun externem Personal ass schonn 2018 am Rapport iwwert den État des lieux des professions médicales et professions de santé opmierksam gemaach ginn. Och de Risk vun enger Penurie u Gesondheetspersonal, déi all Ablack kéint antreffen, ass do ugedeit ginn.

D'Eventualitéit, dass Frankräich am Kontext vun der Pandemie zum Beispill seng Grenzen hätt kënnen zoumaachen an d'franséisch Regierung ënner chaotesche Bedéngungen decidéiert hätt, säi Gesondheetspersonal aus Lëtzebuerg zréckzeruffen, hätt ganz einfach d'Kapitulatioun vun eisem Gesondheetssecteur bedeit. An ech muss soen, dat ass beängschtegend! An dat ass och, mengen ech, déi gréisst Angscht, déi mer deemools - viru kuerzer Zäit nach - haten.

D'Recommandatiounen, fir dësem Zenario an Zukunft ze entgoen, stinn och kloer an deem Rapport, an deem État des lieux: notamment d'Ausbildung am medezinneschen a Fleegeberäich erweideren an dës och op der Universitéit zu Lëtzebuerg ubidden.

Här President, scho virun zwee Joer sinn d'Debatten iwwer eng medezinnesch Ausbildung op der Uni.lu ugaangen. Fir d'Regierung war eng komplett medezinnesch Ausbildung am Sënn vun enger École médicale eng ze deier Geschicht. A schlussendlech misste mer eis mat enger Ausbildung um Masterniveau bis zu engem Diplôme d'études spécialisées en médecine zefridde ginn. An dësem Parcours ass och d'Ausbildung an der Médecine générale matabegraff, déi d'Uni.lu elo och scho säit 15 Joer separat ubitt.

Mir bleiwe bei der Meenung, Här President, dass eng komplett medezinnesch Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg déi bescht Optioun wier, fir den eigentleche Problem vum Personal ze léisen.

Firwat? Ma well d'Formatioun op der Uni nëmmen den zweeten Deel vun der medezinnescher Ausbildung ass. Wie seng Première zu Lëtzebuerg mécht a Medezinn wëllt studéiere goen, muss also fir d'éischt emol am d'Ausland seng Formation de base ofschléissen. An do muss e fir d'éischt emol ugeholl ginn. Verschidden europäesch Länner hunn e Quotesystem agefouert, fir d'Unzuel un auslännesche Medezinnstudenten ze begrenzen. Anerer hunn e relativ strengen Numerus Clausus.

A wat ech awer och nach ni esou richteg verstanen hunn, dat ass och, sou wéi dat jo och am Rapport steet oder an den Texter vun dësem Projet de loi, datt och am Ausland Plaze gekierzt ginn, wéi dat, mengen ech, och an der Belsch de Fall war. Dofir ka Lëtzebuerg zwar net, mee dat ass eeben awer och d'Resultat vun enger europawäiter sougenannter sozialliberaler Politik, déi eendeiteg gescheitert ass.

Falls also Leit et fäerdegbréngen, op enger auslännescher Uni ugeholl ze ginn, ass duerno d'Warscheinlechkeet och grouss, dass se hir Formatioun och do fäerdeg maachen a sech vläicht och do etabléieren, ausser si géifen an hirem Heemechtsland méi interessant Konditioune gebuede kréien, wat de Rescht vun hirer Ausbildung, mee och d'Remuneratioun ubelaangt. A mir wëssen dat jo och a mir kenne warscheinlech och jidderee Frënn, e Kolleeg, eng Frëndin, déi am Ausland, sief et a Frankräich oder an Däitschland oder op anere Plazen, Medezinn studéiert hunn an da ganz oft net méi zréckkommen, well dee Studium laang ass, an et léiert ee vläicht eng Persoun kennen, et ass een an enger Koppel, et grënnt ee vläicht och eng Famill. Mee de Problem ass jo och deen, datt ee sech do och sozial Netzwierker opbaut an deem Beruff an dann u sech den Ureiz fir zréckzekommen net méi esou grouss ass.

Bon! Dës nei medezinnesch Ausbildung op der Uni geet vläicht deelweis an dës Richtung. Mee si ass eeben net komplett a steet nach op wackelege Been.

Här President, esou eng richteg Traditioun an der medezinnescher Ausbildung a Recherche gëtt et bei eis hei am Land net. Mir hunn emol keen Universitéitsspidol. An den Opbau vun esou enger Traditioun brauch Zäit an Investissementer.

Mir brauchen och eng gréisser Debatt, an ech begréissen dat och, datt mer se deemnächst wäerte kréien, iwwert d'Ausriichtung vun der medezinnescher Ausbildung par rapport zu der Entwécklung vum Gesondheetswiesen hei am Land.

Wat fir eng Doktere wëlle mer fir wat fir eng Zwecker? Wou wëlle mer, dass déi nei Doktere prioritär agesat ginn? Am ëffentleche Spidol, an de private Klinicken, am liberale Cabinet, an der Maison médicale, am Labo, an der Pharmaindustrie? Wat sinn d'Enjeue vun der Santé hautzudaags an am lëtzebuergesche Kontext? Wat fir medezinnesch Fachberäicher a wat fir Recherchefelder mussen an der Medezinn zu Lëtzebuerg besat ginn, fir an Zukunft kënne mam néidegen Knowhow op weider inevitabel Pandemien ze reagéieren? Dës a vill aner Froe stelle sech eiser Meenung no am Virfeld vun esou engem Projet. An do läit de Poids vun den Enjeue gradesou vill bei der Santé wéi beim Héichschoulministère.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et jo drëms, datt mer esou vill wéi méiglech derfir suerge sollen, fir Medezinner, zemools Generalisten, heihinnerzekréien a bäizebehalen. Wéi ech et och virdru gesot hunn, ass de Fakt, datt mer weiderhi keng komplett Medezinnhéichschoul kréien oder hunn op jiddwer Fall eng Hürd, fir Leit heizebehalen.

Mee de Problem läit jo awer och warscheinlech bei den Indemnitéite vun de Médecins en voie de spécialisation. An dat ënnersträicht och d'Chambre des Salariés ganz gutt, déi sech mat der ALEM, also der Studentenassociatioun vun de Medezinner, getraff huet.

Niewebäi gesot: Mir kéinten eis als Chamber och dru winnen, zemools bei wichtege Projeten, betraffen Organisatiounen anzelueden an ze héieren, sou wéi ganz vill aner Parlamenter dat am Ausland maachen. Mir maachen dat ganz ausnamslo ganz seelen. An e ass ëmmer e grousse Kraaftakt, fir dat hinzekréien. Ech mengen, dat kéint eis definitiv net schueden. D'Chambre des Salariés huet et op jiddwer Fall gemaach, well et ass jo och alles relativ schnell gaangen.

Et stëmmt, jo, d'Indemnitéite sinn eropgesat ginn. Si sinn och indexéiert ginn, wat een och bei der Indemnitéit vun de Maîtres de stage hätt kënne maachen, zemools well déi elo och bis zu zwee Stagiairë kënne betreien. Wou ee sech vläicht d'Fro ka stellen, ob dat wäert opgoen. Mee vu datt dës Médecins en voie de spécialisation awer och de Statut vum Independant hunn, hu se jo och vill méi héich Käschten, wat d'Part salariale a patronale ugeet. An do huet awer och d'Chambre des Salariés Beispiller ginn a notamment verglach mam Ausland. An do war ech relativ paff, well ech mech an deem Milieu u sech net esou auskennen, an et huet mech selwer gewonnert, datt am Ausland u sech d'Indemnitéiten och vill méi héich kënne sinn. Do komme se och mam Beispill Däitschland. A wann ee bedenkt, wat fir eng Liewenskäschte mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi schénge jo net erofzegoen, da kann dat nëmmen eng weider Hürd sinn, op jiddwer Fall mat dësem Projet de loi hei, wann dee gestëmmt gëtt, fir wierklech dat ze erreechen, wat mer wëllen erreechen. An ech fäerten, datt mer u sech hei e Pétard mouillé stëmme wäerten.

Ech hoffen, datt mer dann duerno, fir dat Ganzt ze vervollstännegen, net ze vill laang wäerte musse waarden.

Här President, dëse ganze Prozess vun der Ausschaffung vun dësem Gesetz bis zu der Emsetzung ass awer fir eis iwwert de Knéi gebrach ginn. Dat huet d'Madamm Modert och e puermol gesot, an och zu Recht.

Och déi Fro vun der Necessitéit, datt een nach ee Joer Fuerschung soll gemaach hunn, ech weess net, inwiefern dat wierklech néideg ass. Op jiddwer Fall weess ech awer och, datt d'ALEM justement dat och a Fro gestallt huet. An ech mengen, wa Medezinnstudenten dat a Fro stellen, da gleewen ech deenen awer och, an ech mengen, et ass eppes dorunner. Dofir wier et interessant gewiescht, datt ee sech méi Zäit geholl hätt. An en plus, wann ee sech dat Ganzt à tête reposée ukuckt, da kann ee sech nëmme wonneren, datt esou e Gesetz op eemol ganz schnell duerch d'Chamber muss goen.

Et ass u sech eng Aart duebelt Bekenntnis vu Schwächten an eisem System: Engersäits huet Lëtzebuerg jorelaang nogekuckt an näischt Zolittes opgebaut. An elo - ech weess, datt de Projet am Februar deposéiert ginn ass, mee trotzdeem elo schnell traitéiert ginn ass -, elo, vu datt mer kal erwëscht gi si vum Covid, muss alles ganz séier goen an alles remediéiert ginn. « Gouverner c'est prévoir », gëtt ëmmer gesot. Ech mengen, dat ass keng Lëtzebuerger Spezialitéit.

Mee souguer da maache mer et dann hallefhäerzeg, wéi sou oft hei zu Lëtzebuerg, wann et ëm essenziell Saache geet fir d'Mënschen an et keen direkte Lien mat der Finanzindustrie huet. Jo, da maache mer et hallefhäerzeg, an dat och nach aus Käschtegrënn!

An ech wëll jo net ëmmer permanent domadder kommen, mee éierlech gesot: Wa mer fir esou topeg Projete wéi dee Militärsatellitt, wa mer do Milliounen einfach esou lackermaachen, ouni Problem, an da stelle mer eis Froen an der Medezinn opgrond vu Käschtefroen, dann, mengen ech, hu mer en décke Problem hei am Land! An da mengen ech, datt d'Regierung nach ëmmer keng Léier gezunn huet aus dëser Kris.

Dofir menge mer, datt u sech vläicht dat Gesetz e Schrëtt no vir bedeit, mee datt mer warscheinlech nach erëm eng Kéier eng Chance verpasst hunn, fir eppes Zolittes ze maachen. Dofir wäerte mir eis och enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ginn, an dat hunn eng ganz Rëtsch Virriedner scho gesot, mat der Coronakris schmäerzhaft drun erënnert, wéi wichteg d'Fuerschung am Allgemengen a virun allem am medezinnesche Beräich ass. Mir sinn am Moment och drun erënnert ginn, wéi wichteg et ass, gutt forméiert Personal ze hunn, a wéi schwéier et ass, fir dat Personal ze fannen, an net nëmmen ze fannen, mee wierklech u se ze kommen. Well, an dat hunn och eng ganz Rëtsch Virriedner gesot, eis Ofhängegkeet vu medezinneschem Fachpersonal, wat iwwert d'Grenzen ewech lieft, ass dach beängschtegend.

A jiddweree vun eis hat dach e bëssen eng Schudder um Réck, wéi mer ganz am Ufank vun der Kris gemengt haten, et kéint esou wäit kommen, datt d'Grenzen zougemaach géife ginn, datt net nëmmen d'Grenzen zougemaach géife ginn, mee datt tatsächlech d'medezinnescht Fachpersonal géif zréckgeruff ginn an an d'Réserve sanitaire d'urgence vun de jeeweilegen Heemechtslänner beruff ginn.

Deementspriechend sinn ech frou, datt mer hei e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung maachen.

Mir wëssen, datt et am Gesondheetswiese besonnesch schwéier ass, souwuel wat d'Ausbildung ubelaangt - d'Ausbildung ass eng reglementéiert, eng staark reglementéiert Ausbildung -, mee, an dat däerf een net vergiessen, och an der Recherche. An dee Projet hei huet och e Volet Recherche: e Volet Recherche, dee jonk Medezinnerinnen a Medezinner, déi ufänken de Beruff wëllen auszeüben, dozou incitéiere soll, e bëssen ze fuerschen.

An och do si mer absolutt an der Aktualitéit. Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recherche ass déi, déi eis am Moment d'Informatioune liwwert, fir déi richteg Entscheedungen am Kader vun enger sanitärer Kris ze huelen. An deementspriechend ass et eng wäertvoll Tugend, eng wäertvoll Fäegkeet, wa jiddereen, deen Dokter gëtt, och e staarkt Fundament an der Recherche huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi schaaft d'Méiglechkeet, fir déi spezialiséiert medezinnesch Etüden an de Beräicher Onkologie, Neurologie an Allgemengmedezinn op der Uni Lëtzebuerg kënnen ze implementéieren. Den Detail dovun hunn déi zwee Corapporteuren, deenen ech heimadder och e Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport wëll ausdrécken, scho gemaach.

Eis Uni soll méi attraktiv ginn. Eis Uni soll, an dat ass zumindest mäi Gefill, awer och dem Personalmangel am Gesondheetswiesen entgéintwierken, e Personalmangel, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg e Problem ass, mee deen international ëmmer méi zu engem Problem gëtt. An deementspriechend musse mer eis och bewosst sinn, datt déi Penurie, déi hei ugeschwat gouf, mëttel- a laangfristeg net nëmmen zu Lëtzebuerg wäert de Fall sinn, mee datt eis Nopeschregiounen, déi haut nach als Reservoir fir d'Personal déngen, dat an Zukunft guer net méi wäerte kënne stemmen.

Mir hunn e Manque un Neurologen a Generalisten. An de Braindrain, dee mer an deene leschte Joren aus dem Ausland gemaach hunn, fir op Lëtzebuerg ze lackelen, deen hänkt um seidene Fuedem. Deen hänkt um seidene Fuedem engersäits, well, wéi ech sot, och an den Nopeschregiounen eng gewësse Penurie sech entwéckelt. An anerersäits hänkt en um seidene Fuedem, well et geet duer, datt an den Nopeschregiounen - e bësse méi wäit, vläicht net e puer Kilometer hannert der Grenz, mee vläicht 100 Kilometer hannert der Grenz - d'Konditiounen e bësse besser ginn, fir datt sech den deeglechen Trajet vun e puer Stonnen oder méi net méi lount an déi jonk Medezinnerinnen a Medezinner decidéieren, awer léiwer an hirer Heemechtsregioun ze praktizéieren, wéi all Dag de Wee op Lëtzebuerg an Ugréff ze huelen. Deementspriechend ass et immens wichteg, datt mer op der Uni Lëtzebuerg genau dës Beruffer valoriséieren, genau dës Ausbildung maachen.

An do läit dann awer och d'Kromm an der Heck! Mir maachen nämlech hei eppes Schrëtt fir Schrëtt. Mir maachen eppes, wat net kohärent vun Ufank bis Schluss eng Ausbildung ass, déi integréiert ass. An ech erënnere mech un en Debat, dee mer haten, wéi de Bologna-System an Däitschland agefouert gouf, wéi ech nach op der Uni war, a wéi d'Medezinn dunn op eemol sollt de Bologna-System kréien: Dee gréisste Problem vun de Medezinnerinnen a Medezinner war den Iwwergang vun där enger Phas am Studium zur nächster. Wéi kann ee garantéieren, datt ech tatsächlech eng Plaz kréien? Wéi kann ee garantéieren, datt ech mäi Studium, deen ech op enger Plaz ufänken, och do ka fäerdeg maachen, wou ech dat wëll? Natierlech mat all deene Mobilitéitssemesteren a Fuerschungssemesteren, déi ee soll virgesinn. Mee wat ee jonke Student oder eng jonk Studentin sicht, ass och eng gewësse Garantie, datt, wa se sech fir e Studium entscheeden, se dee kënnen do fäerdeg maachen, wou se en ufänken.

An och do ass dëse Projet en éischte Schrëtt, e weidere Schrëtt, mee et däerf net dee leschte sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Mir mussen deenen, déi zu Lëtzebuerg e Medezinnstudium ufänken, Perspektive ginn, wéi se deen och kënnen zu Lëtzebuerg op en Enn bréngen.

Jorelaang gouf et dës Diskussioun. A wann ech soen, mir hunn dat gemaach an Däitschland, wéi et ëm d'Bologna-Reform goung, da weess een, datt d'Bologna-Reform mëttlerweil e laange Baart huet an u sech jiddweree sech domadder offonnt huet. Dofir schreiwe mer och an dësem Projet de loi ouni Problemer vun de „European Credits". Mee mir mussen deen Debat op en Enn bréngen. Mir mussen deene Jonken eng Perspektiv bidden, hire Studium kënnen op enger Plaz unzefänken an och ofzeschléissen, ouni dertëschent Onsécherheeten ze hunn, ob se dann elo vläicht mussen e Semester oder e ganzt Joer waarden, well se am Ausland, do, wou se weider musse studéieren, keng Plaz kréien!

A mir mussen eis hei näischt virmaachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Am Ausland herrscht e knallhaarde Verdrängungsconcours, wann et ëm Plaze geet an de Medezinnstudien. A mir mussen eis do och guer net virmaachen, datt se do just op d'Lëtzebuerger waarden. Oder just op d'lëtzebuergesch Studentinnen a Studenten, déi hei ugefaangen hunn - et mussen och keng Lëtzebuerger sinn -, mee Studentinnen a Studenten, déi zu Lëtzebuerg ufänken, op déi gëtt net gewaart international! A wann do keng Plaz ass, ma da mussen déi Studentinnen a Studente waarden. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann net sinn!

Mir brauchen also mëttel- a laangfristeg e kompletten Zyklus hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen d'Uni Lëtzebuerg esou etabléieren, datt se attraktiv gëtt. Dat muss d'Uni Lëtzebuerg net eleng maachen. D'Uni Lëtzebuerg kéint dat, wéi se dat och zum Deel schonn am Kader vun den Universitéite vun der Groussregioun mécht, zesumme mat hire Partner maachen. Mee et däerf net sinn, datt d'Studentinnen an d'Studente grad an engem Studieberäich wéi der Medezinn, wou et e Manktem gëtt, duerch esou artifiziell Hürden, duerch esou quasi „Sollbruchstellen" am System un engem Weiderstudéieren, un engem einfache Weiderstudéiere gehënnert ginn.

An dat gëtt och e bësse confirméiert duerch d'Avise vun de jeeweilege Chambres professionnelles.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics felicitéiert der Initiativ, fir hei e weidere Bausteen anzesetzen, mécht sech awer och Suergen ëm de Manktem un Dokteren.

An och d'Chambre de Commerce ass sech eens, datt eng zousätzlech medezinnesch Ausbildungsoffer indispensabel ass, estiméiert awer och erëm, datt et e kompletten Zyklus bräicht. An do läit, wéi ech sot, d'Kromm an der Heck, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat heiten ass ee Puzzlestéck vu villen. An ech hunn am Moment Schwieregkeeten ze gesinn, wéini dëse Puzzle vun der Medezinnausbildung op der Uni endlech ofgeschloss ass.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis dann och nach vum „Verwuerzele" geschwat. Ech weess jo net, wie vun eis heibannen heiansdo am Gaart schafft, mee eng Planz, déi ee reegelméisseg ëmsetze wëllt, déi huet Problemer, wierklech dauerhaft Wuerzelen ze schloen. A wann d'Zil soll sinn, fir jonk Medezinnerinnen a Medezinner hei zu Lëtzebuerg ze verwuerzelen, da brauch et e kompletten Zyklus.

Dat heiten ass ee Legostéck dovunner, mee all Legostéck um Wee fir dee ganze Projet ass wichteg. An dofir droe mir, trotz der Kritik un der Gesamtstrategie, dëse Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och all deenen, déi intervenéiert sinn, deenen zwee Corapporteure fir déi Explikatiounen, déi se ginn hunn. Merci och fir déi Diskussiounen, déi an der Kommissioun konnte stattfannen, fir sech dach mat där, jo, net einfacher, komplexer Matière hei ausenanerzesetzen. An ech begréissen et ganz staark, och wann deen een oder deen aneren Deputéierten, déi eng oder déi aner Fraktioun vläicht nach Froen huet, vläicht Suggestiounen huet fir d'Zukunft, vläicht nach net mat allem zefridden ass, datt mer dach trotzdeem eng grouss a breet Zoustëmmung an dëser Diskussioun hei herno fonnt hunn.

Dat ass wichteg, well mer eis jo awer och an enger ganzer Rei vu Constaten eens sinn: d'Constaten, datt et eng grouss Erausfuerderung ass, der Penurie vum medezinnesche Fachpersonal, an dësem Fall vun Dokteren, vun den Hausdokteren, vun de Spezialiste gläichzäiteg, entgéintzewierken. Eng grouss Erausfuerderung ass et awer och fir sécherzestellen, datt dat, wa mer méi Dokteren ausbilden a wa mer eis selwer iwwert d'Uni.lu méi engagéieren an der Formatioun vun den Dokteren, och eng héich qualitativ Formatioun muss sinn. Well sécher ass ee frou, wann ee matzäit bei den Dokter kënnt, mee et ass een nach méi frou, wann ee matzäit bei e gudden Dokter kënnt. An dat muss eigentlech hei iwwert dee ganze Parcours an och iwwert déi politesch Diskussiounen, déi mer féieren, am Mëttelpunkt stoen.

Mir hunn eis decidéiert virun enger Rei vu Joren, fir schrëttweis d'Ausbildung vun de Medezinner zu Lëtzebuerg auszeweiden. Iwwer Joerzéngte war et esou, datt een eebe just ee Joer konnt maachen. Nun, elo si mer awer scho méi wäit: Am September kann een déi dräi éischt Jore maachen, e komplette Bachelorstudiegang, fir dann duerno nach mussen an d'Ausland ze wiesselen.

Haut ass et e weidere Schrëtt, deen hei gemaach gëtt, e wichtege Schrëtt, fir souwuel déi Reform unzegoe vun der Ausbildung vun de Generaliste wéi awer och gläichzäiteg zwou nei Spezialiséierungen derbäizesetzen. An ech mengen, mir däerfen eis deenen Iwwerleeungen net verschléissen, fir och vläicht emol guer net esou à moyen terme déi eng oder déi aner Spezialiséierung derbäizemaachen, wa mer feststellen, datt et Besoine gëtt, wa mer feststellen, datt et och bei d'Uni.lu passt an datt dat e weidert Puzzlestéck ka si vun engem gesamten Tablo vu Formatiounen am medezinnesche Beräich, déi mer hei sollten ugoen.

An ech wäert mech sécherlech net den Iwwerleeunge verschléissen, fir och mëttelfristeg nieft dem Bachelorstudiegang e Masterstudiegang ze viséieren; dann, wa mer awer éischt Experienze mam Bachelorstudiegang gemaach hunn. Dann, wa mer deen evaluéiert hunn. Dann, wa mer och gesinn, datt mer bei engem längere Studiegang wierklech och hei zu Lëtzebuerg op der Uni.lu Qualitéit kënnen assuréieren. Dat war dat, wat och 2016, wat 2018 wichteg war, wéi mer wichteg Decisiounen an deem doten Domän geholl hunn, fir eeben ze soen: „Jo, mir wëllen eis méi staark an der Medezinnerausbildung engagéieren. Mee gläichzäiteg musse mer bei all Etapp, déi mer maachen, awer och sécherstellen, datt d'Qualitéit vun där Formatioun ganz, ganz héich ass."

An duerfir heescht et eeben, wa mer déi éischt oder déi zweet Kohort vun de Bachelore bis eraus hunn, eng Evaluatioun ze maachen an dann eng Decisioun ze huelen, ob mer a Richtung vun engem Masterstudiegang kënne goen. Ech op jidde Fall géif mer et wënschen!

Ech géif mer wënschen, datt mer deen dote Wee an deenen nächste Jore kéinte goen. Ech géif mer wënschen, datt mer domadder méi e kompletten Tablo nach eng Kéier hätte vu medezinnescher Formatioun hei zu Lëtzebuerg. Ech géif mer wënschen, datt mer selwer als Land och méi staark eis Responsabilitéit do kéinte wouerhuelen a manner natierlech, ech wëll net soen „ofhängeg vum Ausland" ze sinn, mee méi zu där grousser Erausfuerderung bäizedroen, mat där mir jo net eleng als Lëtzebuerger Land konfrontéiert sinn, genuch medezinnescht Fachpersonal kënnen auszebilden, genuch Doktere kënnen auszebilden, genuch Spezialiste kënnen auszebilden, dat hei zu Lëtzebuerg, dat op anere Plazen. Duerfir musse mir eis och an Zukunft méi staark engagéieren.

Mir hunn et awer och ëmmer esou gemaach, déi eenzel Schrëtt, datt mer opbauen op eisen Erfarungen, datt mer awer och kucken, datt mer dee Kader, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, deen eeben en aneren ass wéi a villen anere Länner oder op villen anere Plazen, wou medezinnesch Studien ugebuede ginn, respektéieren. D'Spidolslandschaft ass vum Här Mars Di Bartolomeo ugeschwat ginn. Ech denken awer och, datt eis Fuerschungslandschaft do sécherlech en Acteur an e Kader bitt, dee mer och solle kucke mat unzezapen a mat eranzehuelen, wann et eeben drëms geet, hei e ganzen Ekosystem esou staark opzestellen, datt en och benefique ka si fir d'Ausbildung vun den Dokteren. All eenzel Puzzlestécker mussen aneneegräifen, mee all eenzel Puzzlestécker mussen awer och an déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun hei erapassen.

Ech denken, datt et och dat war, wat eis guidéiert huet fir ze soen, bei de Generalisten, do brauche mer eng dräijäreg Spezialiséierung op där enger Säit, fir méiglechst schnell kënnen op den Terrain ze kommen, méiglechst schnell och kënnen dann aktiv ze ginn, méiglechst schnell och kënnen deem engen Usproch gerecht ze ginn, dee mer hunn, der Penurie vun Dokteren a vu Generalisten entgéintzewierken an do net jiddwereen ze obligéieren, e véiert Joer ze maachen. An op där anerer Säit hu mer awer och déi, déi nach e véiert Joer wëlle maachen, déi, déi och an hirer Spezialiséierung e staarkt Stéck Fuerschungserfarung wëlle sammelen, fir vläicht duerno och eng Kéier de Schrëtt an d'Fuerschung ze woen, fir vläicht duerno och eng Kéier an der akadeemescher Welt sech kënne weiderzeentwéckelen, fir vläicht och do eng Kéier alles dat kënne mat opzebauen, wat de Mëtten hei eigentlech och nach ugeduecht ginn ass a gefuerdert ginn ass. An dat ass gradesou richteg!

Duerfir denken ech, datt mer et och do, ugepasst un déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, ugepasst och un d'Realitéit, datt mer haut Dokteren hei aktiv hunn, déi mat dräi Joer Spezialiséierung, anerer mat véier Joer Spezialiséierung komm sinn, datt mer et och haut hei aktiv fir Generalisten, déi mol méi, an awer och emol manner Fuerschung an hirer Spezialiséierung gemaach hunn, mat deenen zwee Weeër do hei méiglech gemaach hunn.

Mir mussen natierlech bei allem Enthusiasmus, deen déi eenzel Schrëtt hei och ëmmer nees ausléisen - an ech verstinn, datt deen een oder deen aneren och seet: „Et soll nach méi schnell goen!", a mir missten direkt alles matenee maachen -, och oppasse bei all eenzelne Schrëtt, dee mer maachen. Eng Suerg, déi mer hunn, dat ass, wa mer a Richtung vun engem komplette medezinnesche Studium zu Lëtzebuerg géife goen, datt mer déi privilegiéiert Accèsen op eenzel Universitéiten am Ausland, déi mer jo ausgehandelt hunn, géife verléieren. Well d'Haaptargument, firwat mer déi haut hunn, ass jo nach ëmmer, datt mer kee kompletten Dokterstudium hei zu Lëtzebuerg ubidden. Dee Moment misste mer sécherlech do nei verhandele goen.

Mir hunn och permanente Kontakt mat deenen eenzelne Länner, deenen eenzelne Regierungen an och deenen Universitéiten, fir dat ze perenniséieren, wat mer hunn, déi Accèsen nom éischte Joer. A mir hunn och mat der Belsch Kontakt opgeholl, fir Accès nom drëtte Joer, nom Bachelor ze kréien, deenen engen oder anere Studenten, déi dann hire Bachelor hei maachen, kënnen eng Plaz op aneren Universitéiten unzebidden. An déi Diskussioune lafen awer och nach an aner Richtungen, notamment och a Richtung vu Frankräich.

Ech denken och, datt mer musse Suerg droen, datt mer hei net d'Bild ginn, datt all Dokter, deen herno zu Lëtzebuerg soll aktiv sinn, soll zu Lëtzebuerg och ausgebilt ginn. Mir kënnen net autark sinn an deem doten Domän, wéi a villen aneren Domänen. A mir hu jorelaang, a mir maachen dat haut nach, net nëmme bei de Medezinner, mee a villen anere Branchen, déi Jonk encouragéiert, och erauszegoen, an d'Welt ze goen, hir Erfarung do ze sammelen, och hir akadeemesch Erfarung ze sammelen an zréckzekommen.

An duerfir hoffen ech, datt, wa mer eis méi staark hei a medezinnesche Studien engagéieren op der Uni.lu, dat e Plus ass! Datt der nach méi herno kënnen ausgebilt ginn, an net, datt mer déi, déi mer elo zu Lëtzebuerg méi ausbilden, herno am Ausland eigentlech manner ausgebilt kréien. Dann hätte mer ënnert dem Strech näischt geschafft. An déi 104 Medezinnstudenten, déi beim leschte Wantersemester elo eng Bourse ugefrot hunn, de Gros dovunner ass jo am Ausland. Ech hoffen, datt mer der och an Zukunft nach vill iwwert deen dote Wee kënne rekrutéieren.

Gradesou wéi ech natierlech och déi Iwwerleeungen deelen, déi de Mëtten hei zum Ausdrock komm sinn, fir, jo, iwwert déi Offer, déi mer op der Uni.lu maachen, sief et beim Bachelor, sief et vläicht duerno bei engem eventuelle Master, sief et och bei deene Spezialiséierungen, de Braindrain a Richtung Lëtzebuerg ze maachen a se vläicht hei ze fideliséieren, fir op d'mannst dat ze kompenséiere vun deenen 30 % Medezinnabsolventen, déi an d'Ausland gaange sinn an herno net op Lëtzebuerg zréckkomm sinn. Vläicht behale mer da vun deenen, déi hire Studium hei maachen an Netresident hei waren, deen een oder deen aneren och hei, fir nach erëm eng Kéier deenen zwee groussen Defie kënnen entgéintzewierken: der Penurie u Medezinner, awer och dem Besoin vu ganz gutt ausgebilte Medezinner.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch. An de Relais iwwerhélt ... Nee, domadder ass dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7531. Den Text steet am Document parlementaire 7531[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7531 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Plusieurs voix.- Et geet net!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, elo fänkt d'Ofstëmmen un!

(Exclamations)

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. De Vote électronique ass ofgeschloss.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth (par M. Claude Wiseler), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7628 iwwert d'Finanzéierung vun där zweeter Phas vum Large-Scale-Testing. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir hutt et gesot, de Projet de loi 7628, dee mer elo diskutéieren, soll déi gesetzlech Grondlag fir de Finanzement vun der zweeter Phas vum sougenannte Large-Scale-Testing, déi breet ugeluechten Testcampagne am Rumm vum Kampf géint de Coronavirus, schafen. Well d'Testcampagne, déi sech soll iwwer 30 Wochen erstrecken, Ausgabe vu maximal 60,7 Milliounen Euro virgesäit, musse mer d'Habilitatioun dofir iwwer e Gesetz schafen. Finanzéiert gëtt déi Testcampagne iwwert den Artikel 14.1.12.303 ënnert der Direktioun vun der Santé. Dës Testcampagne léist déi éischt Phas of, déi vum 25.5. vun dësem Joer bis de 27. Juli 2020 wäert lafe respektiv de 27. Juli ausleeft.

D'Zil vun där grousser Testcampagne ass, sech e Bild ze maache vun der Verbreedung an der Evolutioun vun der Pandemie hei zu Lëtzebuerg, virun allem och, wat déi asymptomatesch oder nach net symptomatesch Fäll vun Infizéierten ugeet. Domat, fir fréi ze erkennen, wou déi Ustiechungskette sinn, brauche mer déi heiten Donnéeën, fir déi Ketten och kënnen ze ënnerbriechen.

An der zweeter Phas, iwwert déi mer elo diskutéieren, sinn tëschent 40.000 an 53.000 Tester d'Woch geplangt. An der éischter Phas waren ëm déi 100.000 Tester d'Woch ugestrieft.

(Interruption)

Also, ech hunn anscheinend elo gesot: 40.000 bis 53.000 den Dag. Selbstverständlech hutt Der rektifizéiert: d'Woch! D'Zil vun der éischter Phas ware bis zu 100.000 Tester d'Woch.

Déi zweet Phas wäert weesentlech méi cibléiert si wéi déi éischt Phas a se baséiert op véier Haaptachsen.

Éischtens, den Test vun deene méi exponéierte Populatiounen, déi vill Kontakter hu respektiv duerch déi vill Kontakter vulnerabel sinn. Dat gëllt fir d'Personal aus dem Santésberäich, bei der Arméi, CGDIS, Police, Personal an de Crèchen, Fleegepersonal, Apdikter, Laboranten an d'Personal a Bewunner vun Alters- a Fleegeheimer, Leit aus dem behënnerte Beräich an Horeca, an ech vergiessen der sécher, mee all déi, de Sammelbegréff vun deenen, déi méi dem Virus kënnen ausgesat si wéi déi, déi manner Persounekontakt hunn.

Déi zweet Achs sinn d'Entréespunkten an d'Land. Dat heescht, de Flughafen a provisoresch emol d'Gare centrale. Mee och geziilt iwwer Kontakter mat Reesagencen, Reesorganisateure riicht déi zweet Achs sech un déi Leit, déi vun enger Rees erëmkommen, eventuell och jee nodeem wéi d'Situatioun an deene Länner sech entwéckelt huet, wou ee Vakanz gemaach huet.

Déi drëtt Achs, dat ass d'Bevëlkerung en général iwwer Echantillonen.

An déi véiert, dat ass wuel eng Evidenz: déi Foyeren, déi identifizéiert ginn als Virusschleideren oder potenziell Virusschleideren. Och do gëtt dann deemno an der zweeter Phas méi intensiv getest.

De Projet LST (ndlr: Large-Scale-Testing) ass an der Zwëschenzäit ausgeschriwwe ginn, konform zum Marché-publics-Gesetz, am Respekt vun den EU-Bestëmmunge fir de Choix vun dem Prestataire oder de Prestatairen, wou ee sech duerchaus ka virstellen, dass Laboen, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sech kënnen zesummeschléissen, egal elo a wat fir enger Form dass dat ass. Dat géif sécherlech fir méi positiv Diskussioune suergen, wéi dee Moment, wou eng Rei vu Prestatairen net oder net an deem Mooss bei den Tester derbäi wären.

De Choix vun de Prestatairë soll bis Mëtt August gemaach ginn an Enn August wäert dann déi zweet Phas agelaut ginn. Dir stellt also fest: Dir gesitt, dass en Iwwergang zwëschent deenen zwee geschaaft muss ginn, well déi eng Phas, déi hält de 27. Juli op, an déi aner, déi fänkt Enn August un. Dozwëschent leien da fënnef Wochen. An do ass geplangt, fir mat deem Prestataire vu bis elo eens ze ginn, fir dass do net e Lach entsteet, eng Period, wou mer net oder vill manner géifen testen. Wa mer déi Philosophie wëlle bäibehalen, déi mer elo hunn, da kënne mer eis et net erlaben, wärend fënnef Wochen net méi an där doter Strategie ze fueren, mee an eng aner Strategie eranzefueren. Dat géif een och, éierlech gesot, dobaussen net verstoen.

De Projet ass aviséiert gi vun dem Conseil d'État, deen u sech e positiven Avis ofginn huet, ausser dass en hannerfrot huet, wéi déi plus/minus 30 Wochen an engem Gesetzestext ze explizéiere sinn. En huet awer keng Opposition formelle do derbäi gemaach. En huet drop higewisen, dass dat net ganz konventionell ass. Bon, dat soll eng Indikatioun sinn. Et kann een effektiv doriwwer diskutéieren, ob dat esou an de Corps vun engem Text eragehéiert, mee mir hunn dat bäibehalen, well et och eigentlech näischt schuet.

De Collège médical huet e ganz positiven Avis ginn. An ech muss och soen, dass dëse Projet, no enger méi intensiver Diskussioun, e positiven Echo an der Santéskommissioun fonnt huet. Mir haten haut de Moien nach eng ganz laang Sëtzung, wou mer Explikatioune kruten iwwert déi verschidden Ustiechungsfoyeren.

Dir gesitt, ech gebrauchen dat Wuert „Cluster" net méi, woubäi ech mech heiansdo froen, wann et gutt Lëtzebuerger Wierder gëtt, firwat dass mer onbedéngt ëmmer schwéier verständlech Wierder huelen. Ech weess net, ob de grousse Public sech dobaussen onbedéngt eppes ënner „Cluster" ka virstellen an och vläicht net onbedéngt ënner „Large-Scale-Testing". Dat kann ee ganz gutt ëmschreiwe wéi eng grouss Testcampagne oder wéi Ustiechungsfoyer oder eng Plaz, wou de Risiko besonnesch grouss ass, fir sech unzestiechen. Dat versteet dobausse wuel jiddwereen.

Déi grouss ugeluecht Teststrategie gouf an deene leschten Deeg a Woche vill diskutéiert. Si wier matverantwortlech fir déi Infektiounszuelen an domat um Fait, dass Lëtzebuerg elo am internationale Verglach méi schlecht géif dostoen, dass verschidde Länner a Vakanzdestinatiounen eis op orange oder rout Lëschte gesat hunn an eis net oder nëmmen ënner Konditioune bei sech eraloossen.

A vun do bis bei d'Fuerderung, déi een och emol héieren huet, wann een dobaussen d'Oueren opgemaach huet, fir manner ze testen, war et fir munch Leit nëmmen e Schrëtt. Am Kloertext wëll ech awer hei soen, dass net d'Tester schold sinn un deene relativ héijen an deene gestigenen Zuelen, mee de Virus, ganz kloer de Virus!

Et sinn net d'Tester, et ass de Virus, deen dofir zoustänneg ass, deen an eng Konteroffensiv iwwergaang ass, well vläicht d'Virsiicht an der Gesamtpopulatioun verständlecherweis opgrond vun deene besseren Zuelen nogelooss huet. Mee, ech mengen, déi besser Zuelen, mir hunn dat oft genuch hei gesot, waren net Grond genuch, pour baisser la garde oder fir an der Virsiicht nozeloossen. Mee bon, et ass awer esou, an dofir konnt de Virus nach eng Kéier zouschloen. Mir hoffen awer, dass mer déi Konterattack kënnen ausbremsen.

Dofir ass et wichteg, dës Kriticken an Iwwerleeungen an de Kontext ze setzen, se ze relativéieren. Jo, ech mengen, mir hunn eng ganz ambitiéis Teststrategie, an dat ass och esou gewollt, fir d'Situatioun an d'Entwécklung vun der Pandemie an der Populatioun am A ze behalen.

Mir sinn ouni Zweifel Weltmeeschter am Testen. A mir kommen do enger Partie vun internationale Recommandatiounen no, ënner anerem vum europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vun Infektiounskrankheeten, dem ECDC.

Effektiv ass et esou, dass een, wat ee méi test, och méi Fäll vun Neiinfektiounen entdeckt an dann och indirekt entdeckt, well mer jo dann opgrond vun deenen Zuelen, vun deene Fäll, déi entdeckt ginn, en Tracing maachen, dee mer soss net gemaach hätten. Et gëtt gesot 12 % oder 13 % vun de Fäll géifen detektéiert ginn iwwert déi breetugeluecht Campagne. Jo, do ginn 13 % vun de Leit identifizéiert, mee wann een déi suivéiert, dann erwëscht een erëm eng Kéier d'Hallschecht dovun, soudass mer iwwer 20 % vun den Infektiounen entdecken, déi mer soss net entdeckt hätten.

An, gutt, da kann ee soen, an enger éischter Phas ass dat dann eebe vis-à-vis vum Ausland net esou positiv. Mee vläicht brénge mer et doduerch an enger zweeter Phas fäerdeg, méi séier derduerchzekomme wéi anerer, déi elo de Kapp an de Sand stiechen.

Dat Bild, wat mer no bausse ginn, ass och nach e bësse verfälscht doduerch, dass bei eis eeben déi Leit, déi hei schaffen - zu Recht - matgetest ginn, well déi gehéieren zu der Communautéit, och wa se nëmmen am Dag hei sinn. Si kënnen Infektiounsherder si wéi all déi aner. Dofir ass et gutt, dass mer do mattesten; dat ass eng Evidenz.

Reng statistesch gesinn hu mer also e liicht oder méi ... jo, e liicht bis mëttelméisseg verfälscht Bild, dat mer ofginn am Verglach mat anere Länner. Mee wat wär eigentlech d'Alternativ dozou? Ophale mat testen? Manner, vill manner testen? De Kapp an de Sand stiechen a maachen, wéi wann näischt wier? D'Vogel-Strauß-Politik? Den Thermometer briechen, well d'Resultat eis net gefält?

Ech mengen, dass keng vun deenen doten Äntwerten déi richteg wär! An enger éischter Phas géife mer eis da vläicht op d'Schëller klappen, mee an enger zweeter Phas géife mer d'Rechnung presentéiert kréien. Dat kann also keng Alternativ sinn. Mir kënnen d'Aen net zoumaache virun den Tatsaachen, well och ouni déi breet ugeluecht Testcampagne an ouni d'Frontalieren ass et kloer, dass déi Zuel erëm muss erofgoen. A mir hunn da mat deem, wat mer muer, iwwermuer wäerten diskutéieren, a mat all deene Moossnamen, déi mer sollen/mussen entaméieren, och ouni d'Gesetz - well Gesetzer sinn eppes, a Presenz weisen, Faarf affichéieren um Terrain ass eng aner Saach -, an esou, wéi ech dat verstanen hunn, niewent deenen Änerungen, déi iwwermuer an deem neie Gesetz solle kommen, wäert och d'Presenz vun all deenen, déi an der Bekämpfung vun där Epidemie, vun där Pandemie eppes kënne bewierken, verstäerkt ginn. Wann net kontrolléiert gëtt, dann huet een ëmmer méi d'Impressioun, dass mer an der Normalitéit ukomm sinn. A mir sinn net an der Normalitéit ukomm!

Ech wëll och soen, dass deen angeeblechen Nodeel gläichzäiteg eise Virdeel ka sinn, well duerch eist groussflächegt Testen eis Donkelziffer méi niddreg ass wéi an anere Länner, a mir kënne Persounen, déi keng oder nach keng oder nëmme wéineg Symptomer hunn an awer ustiechend sinn, identifizéieren, isoléieren an hir Kontakter fannen an och testen. Sou kënne mer potenziell Infektiounsfoyeren entdecken an Infektiounsketten ënnerbriechen.

Niewent deem verbesserte Respekt vun de Gestes barrières - also deenen elementare Saachen: Distanz halen, Hänn wäschen an, an, an, Sensibiliséierung an Informatioun vun der Populatioun - ass déi groussugeluecht Teststrategie en elementar wichtegt Element, fir d'Entwécklung vun der Pandemie zu Lëtzebuerg am Gréff ze behale respektiv erëmzekréien.

De Rapport vum Projet, an da kommen ech zum Schluss, gouf bei enger Enthalung mat grousser Majoritéit an der Gesondheetskommissioun gestëmmt. An ech bieden Iech heimat, dat selwecht ze maachen, a géif , och den Accord vun der Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, am virleiende Projet bedeelegt sech de Staat mat 60,7 Milliounen Euro um Finanzement vun der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing. An deem Montant ass keng TVA mat dran. Ech mengen, mir brauchen net op den Historique vum Large-Scale-Testing anzegoen. Ech wäert am Laf vu menger Interventioun e puer Remarken heizou maachen.

Et ass gewosst, datt Lëtzebuerg vill méi test wéi all déi aner Länner, leider net ëmmer mat de gewënschte Resultater a virun allem der néideger Perceptioun vun den Tester am Ausland. D'Situatioun huet sech an de leschten Deeg dramatiséiert a mir sti virun enger grousser Erausfuerderung.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, datt ech am Ufank vu menger Interventioun kuerz op déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing aginn! De Large-Scale-Testing ass ouni Zweifel eng gutt Saach. Wann ee sech awer ukuckt, wéi d'Regierung d'Organisatioun gehandled huet, kann ee bal vu „Pleiten, Pech und Pannen" schwätzen.

Och déi éischt Phas vum LST hätt missen ausgeschriwwe ginn. Dat ass awer net geschitt. Deemools huet den Haut-Commissariat à la protection nationale d'Tester kaaft an dem LIH (ndlr: Luxembourg Institute of Health) geschenkt. Wéi ass dat iwwerhaapt legal méiglech? Well am Fong hätt och do missen e Gesetz gestëmmt ginn. Wéi eng Laboe ware gefrot ginn, fir beim Large-Scale-Testing matzemaachen? Eng Rei vu Laboe si vun der Prozedur net onbedéngt begeeschtert gewiescht. Hei sti vill Froen op an d'Saach behält e fade Bäigeschmaach.

Dat war awer net deen eenzegen Hic bei der éischter Phas vum LST. Et gouf eng ganz Rei Problemer, wéi een an de Kulissen esou héiert, wéi zum Beispill:

De Large-Scale-Testing ass mat Verspéidung ugelaf.

D'Dateflëss waren net gutt genuch organiséiert.

Beim LST, awer och beim Contacttracing, gouf et Blocagen am Ministère de la Santé. Firwat?

D'Ministere Lenert a Meisch hunn de Large-Scale-Testing schonn Enn Abrëll annoncéiert. D'Santé huet sech awer eréischt ganz spéit, vill ze spéit, hannert de Projet gestallt. Och do kann ee sech froen: Firwat? Vläicht well et net hir eegen Iddi war.

D'Zil vun 20.000 Tester pro Dag ass bis elo nach net erreecht ginn.

Am Ufank gouf et bis elo bis zu enger Woch Waardezäit an elo ass et bal onméiglech, nach e Rendez-vous ze kréien.

Une voix.- O!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- No e puer Woche koum eréischt den éischten Appell vun der Santé iwwert d'sozial Medien duerch eng Campagne, fir beim Large-Scale-Testing matzemaachen.

Mengen Informatiounen no war d'Meenung vun der Santé ganz laang, just Leit mat Symptomer ze testen.

Madamm Minister, hei sti vill Froen op an ech denken, d'Chamber hätt et verdéngt, hei déi néideg Äntwerten drop ze kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, elo awer zum Projet de loi, deen haut um Menü steet, dem Finanzement vun der zweeter Phas vum LST. D'Zil vun dësem zweeten Testdispositif ass et, d'Evolutioun vun den Infektiounen ze iwwerwaachen an ze kontrolléieren. Déi rezent Evolutioun huet eis awer gewisen, datt d'Tester net duerginn, fir de Virus ze kontrolléieren, mee datt entspriechend Mesurë mussen dozou geholl ginn.

An der zweeter Phas ginn dann also verschidden Datumer geziilt an d'A gefaasst an dorëmmer gëtt geplangt: d'Summervakanz an d'Retouren, d'Schoulrentrée, d'saisonal Grippeinfektiounen am Hierscht an am Wanter, d'Allerhellgevakanz, d'Chrëschtvakanz oder nach d'Fuesvakanz.

Fir méi flexibel ze sinn, gëtt et och eng Équipe d'intervention mobile, déi direkt sur place kann testen, wann iergendwou méi Infektioune festgestallt ginn. Hei wier et och sënnvoll, wann dës Ekipp preventiv agesat kéint ginn, wéi zum Beispill a Spideeler, Altersheimer an esou virun, wou et wichteg ass, datt keng grouss Infektiounsherden entstinn.

D'Strategie huet véier Achsen. Déi hu mer schonn am mëndleche Rapport ausféierlech geschildert kritt. Merci op dëser Plaz och nach eng Kéier dem Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech kommen dann zu deene véier Achsen, nämlech:

1. Critical-Population-Testing
2. Lux-Entry-Sites;
3. Populationtesting, a
4. Clustertesting oder Testing d'urgence.

A sengem Avis huet de Collège médical drop higewisen, datt d'Strategie ronderëm dës véier Achsen e ganz effikasse Moyen ass, fir d'Verbreedung vum Virus kënnen an de Gréff ze kréien.

Meng Fro ass, ob dann am Ministère och schonn iwwerluecht gëtt: Wéi kann ee reagéieren, wann zum Beispill op enger vun deene véier Achsen héich Infektioune festgestallt ginn?

Et wier sënnvoll festzeleeën: Wann zum Beispill op der Achs Lux-Entry-Sites vill Positiver festgestallt ginn, declenchéiere mer déi an déi Mesuren. Domat kéinte mer evitéieren, datt et erëm esou kënnt wéi elo schonn esou dacks am Deconfinement, datt, wa mir d'Resultater hunn, mir déi analyséieren an analyséieren an da Mesuren huelen, vun deene mir eventuell hoffen, datt se kënnen hëllefen.

Domadder geet vill Zäit verluer. Mir musse vun enger Phas, wou mer just reagéieren, an eng Phas kommen, wou mer duerch déi Tester, déi mer maachen, kënnen anticipéieren.

D'Testcapacitéite sinn der ronn 53.000 an der Woch, also e bësse méi wéi d'Hallschent vun deenen 100.000 Tester d'Woch aus der éischter Phas.

Wat den Timing ugeet, sou leeft déi éischt Phas just de 27. Juli, also den nächste Méindeg, aus.

Am Projet ass drop higewise ginn, datt wéinst den Ausschreiwungsprozeduren net virun Enn August mat den éischten Tester ka gerechent ginn. Hei fänken déi nächst Froen un, well mer e Gap hu vu véier bis fënnef Wochen, mindestens:

Wat geschitt an dëser Transitiounsphas?

Wat kascht déi Transitiounsphas vu véier bis fënnef Wochen?

Wivill Tester sinn nach iwwreg aus der éischter Phas?

Gëtt e Bilan gemaach vun der éischter Phas?

Soll déi zweet Phas weiderhin iwwert den LIH lafen? Oder iwwerhëlt d'Santé?

Wat ass mat där externer Firma, déi d'Tester elo duerchféiert?

Eis war an der Kommissioun gesot ginn, all Verträg géifen de 27. Juli auslafen an duerno net verlängert ginn. Menges Wëssens ass déi zweet Phas elo ausgeschriwwen. Kann d'Madamm Minister dat confirméieren?

Wann dat esou ass, dann hunn ech nach eng Fro: Wat wier - ech weess, et ass ganz theoreetesch, reng Theorie -, mee wat wier, wann d'Chamber de Projet dann elo haut net géif unhuelen? Et ass schonn dramatesch, datt e Marché vun iwwer 60 Milliounen Euro ausgeschriwwe gëtt, wou d'Finanzéierung nach net gestëmmt ass.

Firwat ass dat esou? Well erëm eng Kéier am Santésministère net virugemaach ginn ass? Dëse Projet hätte mer am Juni kënnen a Rou analyséieren, stëmmen an d'Ausschreiwung esou organiséieren, datt d'Phasen 1 an 2 nahtlos hätte kënnen aneneen iwwergoen. Awer nee! Mir mussen dëse Projet iwwert de Knéi briechen a stëmmen dësen Text elo sechs Deeg, iert déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing ausleeft.

D'CSV-Fraktioun huet scho ganz fréi drop higewisen, datt alles matzäit hätt misse preparéiert ginn, fir datt mir net also erëm an den Drock kommen. Konklusioun: Mir hänken awer erëm

hannendran, hunn de Projet de loi vill ze spéit abruecht. Elo hu mer erëm mindestens véier bis fënnef Wochen e Lach, wou erëm iergendeppes gebastelt muss ginn, fir den Iwwergang ze assuréieren.

Fazit also: Och wa mir sécher net géint déi Tester sinn, sou si mir awer géint d'Aart a Weis, wéi d'Regierung hei virgaangen ass an den Dossier net esou virbereet huet, datt d'Chamber hir Aarbecht propper ka maachen. De Large-Scale-Testing ass eng gutt Saach, awer esou wéi d'Regierung et ugepaakt huet, ass et net nozevollzéien an net ze verstoen!

Nach generell eng Remark, wat d'Testen ugeet. D'Zuele sinn an deene leschte Woche ganz staark geklommen. Dat weist, datt mir mussen testen. Awer testen ass kee Selbstzweck. Vill Tester maache just Sënn, wann een déi richteg Konsequenzen draus zitt an déi noutwendeg kloer an novollzéibar Mesuren hélt.

Bei den aktuellen Zuele brauche mer definitiv eng Tracingapp. Ech weess, mir ginn als CSV net midd et ze soen, mee d'Ausgangssituatioun huet sech an deene leschten zwou Wochen dramatesch verännert. An de Premier schéngt jo och net méi ganz kategoresch géint esou eng App ze sinn, wann een him de Sonndeg den Owend opmierksam nogelauschtert huet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- D'Positioune vun der CSV änneren am Minuttentakt.

M. Georges Mischo *(CSV).*- D'Regierung huet och de Sonndeg weider Mesuren ugekënnegt an d'Chamber këmmert sech elo esou séier wéi méiglech ëm déi legislativ Ëmsetzung dovunner.

Déi grouss Fro ass: Ginn dës Mesuren duer? Déi lescht Simulatioun, déi mer vun der Taskforce kritt hunn, weist, datt eng Variant, déi se simuléiert hunn, mat dem Eropfuere vun de Capacitéite vu manuellem Contacttracing, dem Eroffueren ëm 80 % vun de privaten Treffen an dem Pushe vum Teletravail déi bescht Erfolleger bréngt.

Schued, datt si net och zum Beispill simuléiert hunn, wat eng Tracingapp géif bréngen. Kommt, mir lafen net erëm hannert der Musek an trauen eis elo schonn, eng Tracingapp ze maachen! Nëmmen da mécht de Large-Scale-Testing Sënn, selbstverständlech och all d'Geste-barrièren, d'Verstännegkeet an d'Disziplinn vun de Leit.

D'CSV-Fraktioun stëmmt dëse Projet mat a gëtt och den Accord fir dëse Projet de loi.

Une voix.- A!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ouni Zweifel huet eist Land déi Crise sanitaire an deene leschte Méint ganz gutt geréiert. Ech mengen, a Rekordzäit goufen déi néideg Infrastrukturen amenagéiert. Et gouf zousätzlecht Personal rekrutéiert an et goufen och vill Hëllefe virgesinn, fir datt eis Ekonomie net géif ze vill drënner leiden.

Natierlech goufen och mir hei zu Lëtzebuerg net vu steigenden Infektiounszuelen an deene leschte Méint verschount. Mir haten zum Beispill de 26. Mäerz en Héchststand mat 263 neie Fäll. An d'Gefor war grouss, datt mer e Pic vun iwwer 300 Infizéierte pro Dag géifen hei zu Lëtzebuerg erreechen.

Mee do koum ufangs Mee a mir haten d'Gefill, mir hätten dat Schlëmmst hannerun eis: den 10. an de 17. Mee nëmmen zwee nei Fäll, den 1. Juni souguer nëmmen een neie Fall. Mee wéi oft am Liewen: Et kënnt aneschters, wéi ee mengt. An zwar huet Enn Juni de Covid dunn den décken Hummer erausgeholl an huet awer du richteg zougeschloen, an zwar hate mer bis gëschter, wéi gesot, 5.995 Infizéierter, mam Resultat, datt eenzel Experten elo vun enger sougenannter, kann ee scho soen, zweeter Welle schwätzen.

Allerdéngs muss een dës Zuelen natierlech an dat richteg Liicht setzen. Ech wäert och herno nach eng Kéier drop zréckkommen. Datt an der Kommunikatioun elo och en Ënnerscheed gemaach gëtt zwësche Residenten an Netresidenten ass eiser Meenung no richteg, wat natierlech d'Situatioun net onbedéngt weider positiv duerstellt. Mee et ass awer wichteg, datt mer deen Ënnerscheed do maachen.

Wéi kann een natierlech déi Pandemie do bekämpfen, soulaang nach kee Vaccin do ass? Do loosse mer ganz éierlech sinn: Bis de sougenannte Retter an der Nout do wäert sinn, wäert nach eng gutt Zäitche vergoen. Jiddefalls gëtt et de Moment gewësse Liichtblécker. Et gëtt 160 Impfstoffkandidaten an dovunner sinn der schonn 23 u Mënschen ausprobéiert ginn. Mee bis datt wierklech dee Vaccin do ass, deen effikass ass, wäert allerdéngs nach eng Zäitche vergoen. Wat allerdéngs vläicht wichteg ass, ass, datt awer elo schonn déi eenzel Regierungen, an ech denken elo awer virun allem och op EU-Niveau, sech Gedanke maachen, wéi herno d'Verdeelungspläng sollen ausgesinn.

Bis dohinner gëllt et also nach ëmmer, déi néideg Reegelen ze respektéieren. Ech mengen, et huet kee Wäert, se ëmmer erëm hei ze widderhuelen. Ech wëll awer nach eng Kéier hei mäi Fraktiounschef, de Gilles Baum, zitéieren, dee vum „HOM" geschwat huet: den H fir Hänn wäschen, den O fir Ofstand halen an den M fir d'Mask undoen. Ech si linguistesch net esou staark wéi aner Leit heibannen, soss géif ech dat nach op e puer Sprooche maachen. Mee ech loossen dat awer zumindest elo emol léiwer sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Maacht Iech net méi kleng, wéi Der sidd!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Soll ech Iech hëllefen?

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Jiddefalls eppes ass ganz kloer: Mir mussen eis ganz sécher och an Zukunft un déi Reegelen halen. Et ass natierlech schwéier, besonnesch elo an de Summerméint. An ech mengen, d'Ursaache si bekannt, firwat datt d'Zuel vun den Infektiounen erëm an d'Luucht gaangen ass. Mee et ass, wéi gesot, grad zu dëser Zäit, an der Summerzäit, schwéier, gewësse Reegelen ze imposéieren, besonnesch wat eeben, wéi gesot, dat soziaalt Liewen ubelaangt.

Natierlech bedeiten déi nei Tester net onbedéngt méi héich Zuelen un infizéierte Persounen. Et ass grad dee Message, dee mer ëmmer erëm musse gebetsmühlenartig eriwwerginn. Well eppes ass ganz kloer: Wa mer déi Tester net géife maachen, dann hätte mer eng Donkelziffer, déi ouni Zweifel vill méi héich wär.

Et muss een einfach schonn dee fundamentalen Ënnerscheed maachen tëschen offiziellen Infizéierten an tatsächlechen Infizéierten. An dat ass dat, wat ëmmer ënnerstrach muss ginn, well grad manner Tester féieren u sech zu méi Infektiounen. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir déi Logik ze verstoen. Dowéinst si mer um richtege Wee, wa mer elo méi testen. An dee Message musse mer duerfir eriwwerbréngen an och zu de Leit soen: „Zéckt net! Loosst Iech testen!"

An ech soen awer ganz éierlech - bon, en ass elo net heibannen -: Ech war awer e bëssen erféiert, wéi d'lescht Woch en ADR-Politiker hei um Pult stoung an dee fräi a fromm gesot huet, hie géif sech net teste loossen. Ech fannen dat irresponsabel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech fannen, grad mir als Politiker, mir gi Messagen eraus. Mir verlaangen, datt dobausse maximal soll getest ginn an da kënnt een hei op d'Tribün an dee seet fräi a fromm: „Ech loosse mech net testen." Bon, do ka jiddweree sech seng Meenung driwwer maachen, mee perséinlech fannen ech dat op alle Fall alles aneres wéi responsabel.

An et ass och méi sënnvoll, zu dësem Zäitpunkt flächendeckend ze teste wéi zum Beispill Anticorpstester ze maachen. Déi géifen zwar individuell ouni Zweifel eppes bréngen, mee fir de Moment géif dat awer keng grouss Roll spille fir déi allgemeng Gesondheet, well déi u sech eréischt e Wäert hunn, wa ronn 60 % vun der Populatioun eng kollektiv Immunitéit entwéckelt hunn.

Natierlech ass dat Ganzt hei och eng logistesch Erausfuerderung. A contrairement zu deem, wat den CSV-Spriecher elo hei virdru gesot huet, sinn ech der Meenung, datt dës Regierung wierklech mat immensem Asaz versicht huet, déi éischt Phas iwwert d'Bün ze bréngen, versicht huet, ganz villes an dësem Land ze erreechen, fir datt mer beschtméiglech duerch déi Kris kommen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech kommen herno nach eng Kéier zréck op verschidden CSV-Äusserungen. Ech fannen dat och zum Deel net appropriéiert, fir dann elo op eemol erëm esou pauschal hei ze behaapten, wéi wann d'Regierung ... A mir schwätzen net nëmme vun der Regierung. Sécher, d'Regierung huet d'Responsabilitéit, gëtt u sech de Mot d'ordre eraus, wéi et soll lafen. Et muss een awer och un déi Honnerten an déi Dausende Leit denken, déi sech an deene leschte Wochen a Méint mat vollem Asaz derfir agesat hunn, datt mir hei zu Lëtzebuerg, kann een awer nach soen, plus ou moins mat engem bloen A duerch d'Kris komm sinn.

A wéi gesot, déi enorm logistesch Erausfuerderung! Et goufe jo zënter dem 25. Mee an dem 10. Juli 940.000 Bréiwer erausgeschéckt. Och do muss een awer soen: Dat ass awer eng Leeschtung! Dat geet net einfach esou, och wa Maschinnen natierlech do hëllefen. Leider hunn, wéi gesot, nëmme 17,5 % un den Tester participéiert. Et mussen also nach méi Ustrengungen an deem Sënn gemaach ginn, datt mer den Taux bedeitend an d'Luucht gesat kréien. Ech hoffe jiddefalls net, datt den Dag eng Kéier muss kommen, datt mer soe mussen: „Den Test gëtt obligatoresch."

Déi zweet Phas ass ouni Zweifel jo méi prezis wéi déi éischt Phas, quitte datt manner Tester gemaach ginn. Mee et ass scho virdrun hei erwäänt ginn: Et gëtt elo méi cibléiert getest! Et ass jo och virgesinn, datt déi Tester elo iwwer 30 Woche gemaach ginn, wat jo och ganz kloer seet an ënnersträicht - an ech maache mech dann hei zum Interpreet vun de Spezialisten -, datt mer där Kris do leider vun haut op muer nach net lass sinn.

Well eppes ass sécher: Et wäert keen appropriéierte Vaccin a kuerzer Zäit hei ginn! An dann däerf een net vergiessen: Elo gi mer zwar an de Summer eran, mee och den Hierscht kënnt an och de Wanter kënnt. An da weess ee jo, wat nach zousätzlech op eis kann duerkommen: Dat ass erëm eng normal Grippewell. Et ass also wichteg, datt mer och elo schonn drop hiweisen, datt d'Leit sech schonn do géint déi normal Gripp géifen impfe loossen.

Et ass och wichteg, datt d'Leit no engem klore Konzept erausgesicht ginn. Et ass hei vun deene véier Kategorië geschwat ginn. Ech ginn elo net méi weider an den Detail, mee et ass awer novollzéibar, datt et awer Kategorië gëtt, déi eng absolutt Prioritéit hunn. An ech denken do un déi Leit, déi virun allem vulnerabel sinn. Da si mer ganz séier bei deene Leit, déi an de Spideeler schaffen. A leider sinn ech där Deeg elo gewuer ginn, datt sech souguer elo nach eng Rei Dokteren an engem Spidol ugestach hunn. Et ass also wichteg, datt grad déi Leit, déi dagdeeglech potenzielle Geforen, méi grousse potenzielle Geforen, ausgesat si wéi mir, an enger éischter Phas da reegelméisseg getest ginn.

An duerfir ass et och net méi wéi normal, datt eng Persoun vläicht an deene leschten dräi Wochen souguer dräi- bis véiermol geruff ginn ass, fir sech testen ze loossen. Ech mengen, et ass méi sënnvoll, datt eng Infirmière sech teste léisst, wéi datt eng eeler Persoun, déi eleng doheem wunnt an nach kaum virun d'Dier geet, reegelméisseg soll getest ginn.

Natierlech si mer ganz séier beim Contacttracing. Dat ass natierlech och d'Réckgrat vun enger fräier Gesellschaft. Jiddefalls, wann dat net de Fall wär, da misste mer nach zousätzlech Aschränkunge virgesinn, an ech mengen, dat wëllt awer keen hunn.

Zum Contacttracing hunn ech awer och nach eng Fro, eng Iwwerleeung. Den Direkter huet där Deeg gesot, datt d'Santé deelweis iwwerfuerdert wär, datt se net genuch Leit hätten, fir déi Contacttracingen nozevollzéien. Dat gëtt engem awer e bësselchen ze bedenken. Och do muss een also vläicht en Opruff no bausse maachen - ech weess, datt do um Niveau vun der Santé ganz vill Ustrengunge gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken -, datt awer vläicht esou vill wéi méiglech Leit sech an dëser Situatioun mellen, déi da géifen hëllefen, deem Problem entgéintzekommen.

Jiddefalls, wa mer net dee Contacttracing maachen, dann hunn och déi breet Tester net allze vill Wäert. Bon, et mierkt ee jo, an ech mengen, de Mars Di Bartolomeo, deem ech Merci soe fir säi ganz engagéierte Rapport, schrëftlech an och mëndlech, huet schonn drop higewisen, datt mer hei gläich musse méi Englesch wéi Lëtzebuergesch schwätzen. Ech kann dat do novollzéien. Ech sinn och der Meenung: Kommt, mer versichen, alt erëm e bësselche Lëtzebuergesch Termen ze gebrauchen!

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- An de Staatsrot huet jo zumindest emol den Titel vum Gesetz vum Engleschen op Franséisch iwwersat, wat jo awer och dann nozevollzéien ass.

An dem Gesetz si jo elo 60,7 Millioune virgesinn. Dat kléngt op den éischte Bléck natierlech wéi e ganz héije Chiffer, mee dat musse mer awer an de Kontext setzen. Jiddefalls ass et esou, datt 60 Milliounen, fir preventiv ze handelen, a mengen Aen oder an eisen Aen, jiddefalls mat Sécherheet net iwwerdriwwe sinn, wa mer kucken, datt mer elo scho bal 100 Milliounen a medezinnescht Material investéiert hunn, datt mer zeg Honnerte vu Millioune richtegerweis och nach an d'Ënnerstëtzung vun der Ekonomie gestach hunn. Dann, mengen ech, brauch ee sech awer net allze vill auszeloossen iwwert de Coût vu 60 Milliounen, deen awer méi wéi justifiéiert ass, fir hei, wéi gesot, déi Initiativen elo ze huelen.

Natierlech muss den Aspekt vum Marché public hei matdiskutéiert ginn. Dat ass hei scho geschitt. Déi eng Fro, déi sech natierlech opdrängt ... Ech sinn iwwerzeegt, datt déi aner Länner - an ech kommen herno nach kuerz drop zréck -, déi jo elo mam béise Fanger op eis weisen, wäerten an deenen nächste Wochen op eemol nozéien, wa se d'Méiglechkeeten hunn. D'Fro, déi ee sech duerfir awer muss stellen, ass, ob net vläicht op eemol kéint eng Penurie un Tester kommen.

Mir hu jo elo d'Ausschreiwung. Déi ass jo haut an de Medie gewiescht. Dat wäert jo dann an deenen nächste Woche lafen. Mee d'Fro, déi awer muss gestallt ginn: Wann elo op eemol d'Demande no Tester awer drastesch géif an d'Luucht goen, kéinte mer net awer vläicht an e gewëssenen Enkpass kommen? Ech ginn dervun aus, datt d'Madamm Lenert engem dorop éischter kann eng Äntwert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, enttäuscht muss een allerdéngs sinn iwwert d'Reaktioun vu verschiddene Länner, wann een elo gesäit, wéi Lëtzebuerg trotzdeem, vun den Nopeschlänner manner, mee awer vun anere Länner, gesi gëtt. Mir ginn do op orange, op rout Lëschte gesat. A verschidde Länner, do däerfe mer praktesch net méi eran! Et huet ee bal d'Gefill, déi Länner hätten Angscht virun eis. Dat ass et an der Geschicht nach ni ginn! Mir haten ëmmer Angscht virun anere Länner. Mee esou änneren d'Zäiten.

Mee et muss een awer ganz éierlech sinn: Dat do fannen ech schonn zum Deel onfair! Well all déi, déi Lëtzebuerg op eemol esou als en Hort vu lauter Infizéierte gesinn, solle sech awer vläicht emol méi am Fong mat der Problematik auserneesetzen, solle sech emol Gedanke maachen: Majo, firwat sinn déi Zuelen entstanen? An da géife se awer ganz séier erausfannen, datt se jiddefalls mat hiren Iwwerleeungen net um richtege Wee sinn.

Duerfir ass et och wichteg, datt mir déi beschtméiglech Erklärungen no bausse ginn. An hei muss een dann eis Regierung luewen: de Staatsminister, deen dat um Sommet gemaach huet; den Ausseminister, deen net midd gëtt, dobaussen drop hinzeweisen, datt een déi Zuele misst anescht interpretéieren. Och d'Madamm Gesondheetsministesch mécht dat mat hiren Homologen. Dat ass och richteg esou. An och mir sollen derzou bäidroen, do, wou mer d'Méiglechkeet hunn, fir datt awer dat Ganzt emol an dat richtegt Liicht gesat gëtt.

Firwat schwätze mer net vun der Zuel vun den Doudegen hei zu Lëtzebuerg? Déi ass jo quasi stabill. An anere Länner ass dat jiddefalls net de Fall. An dowéinst, wéi gesot, musse mer op deem Gebitt nach vill méi aktiv ginn. Et ass och e bësse schued, datt ee grad um europäeschen Niveau déi Solidaritéit do awer muss vermëssen.

An ech hoffe wierklech ganz staark, datt mer net erëm an deen Zenario zréckkommen, datt op eemol deen een oder deen anere Partner op d'Iddi kënnt, fir d'Grenzen erëm deelweis oder souguer ganz zouzemaachen. An et soll een dann och emol e bësselchen an anere Länner kucken. Éisträich, dat sech am Ufank gewisen huet - wéi soll ech soen? -, wéi wann et dee grousse Gerant vun der Kris wier, féiert elo erëm …

(Interruption)

Ass dat fir mech?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, guer näischt, Här Graas. Fuert Dir roueg weider! Loosst lech net stéieren!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, datt Éisträich, wéi gesot, elo erëm Maskeflicht afféiert, datt d'Fransouse se och erëm deelweis afféieren. Mir hate se ni, wéi mir se bis agefouert haten, ofgeschaaft. Och dat soll een dann emol eng Kéier däitlech hei soen. Duerfir, ech hoffen, datt déi Länner, deenen ech jiddefalls alles aneschters wéi eppes Schlechtes wënschen, an deenen nächste Wochen awer vläicht agesinn, datt dee Wee, dee mir ginn, ouni Zweifel dee richtegen ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécher wäerten d'Lëtzebuerger dëst Joer manner Vakanz maachen, mee se wäerte Vakanz maachen, an zu Recht, vläicht an engem méi klenge Radius, wéi dat fréier de Fall war. Si wäerte vläicht méi den Auto notze wéi de Fliger. An dowéinst fannen ech et awer richteg, datt elo versicht gëtt, nach zousätzlech Plazen ze amenagéieren, wou dann eeben Tester gemaach ginn. Et gëtt hei vun der Gare geschwat. Ech hat och an der Kommissioun scho proposéiert, datt ee sech soll Gedanke maachen, ob een net am Ëmfeld vun den Haaptautobunnsachsen och vläicht soll esou zousätzlech Teststatiounen amenagéieren, wou

Leit, déi aus der Vakanz erëmkommen, dann d'Méiglechkeet kréien, sech do ze testen.

Ech fannen et och ganz gutt, datt do mat den Touroperatoren zesummegeschafft gëtt, fir dat, wéi gesot, nach besser an de Grëff ze kréien.

E Wuert dann awer och nach zu deene berüümt-berüchtegte Kaarten, déi déi lescht Wochen, déi lescht Deeg opgetaucht sinn. Och do ass een awer e bësse verwonnert. Et ass nach net laang hier, do hu Vertrieder vun der Oppositioun hei verlaangt, et misst méi Transparenz kommen, et misst méi matgedeelt ginn iwwert d'Situatioun. Elo sinn e puer Kaarten eraus, a scho war dat erëm net gutt, schonn ass op eemol gesot ginn, dat wier eng Diskriminatioun vis-à-vis vu verschiddene Kantonen.

Also, ech kommen aus dem Kanton Esch. Ech kommen aus där, mengen ech, siwentgréisster oder sechstgréisster Gemeng aus dem Süden. Ech soen awer ganz éierlech: Et ass awer elo net, datt ech mech schockéiert fillen, well do op eemol meng Gemeng och mat an enger Regioun ass, …

Une voix.- Nee.

M. Gusty Graas *(DP).*- … wou elo vläicht méi Infizéierter sinn. Et ass éischtens emol eng ganz normal Entwécklung. Et ass vill méi eng héich Densitéit vun der Populatioun. An zweetens soll een dat awer elo net notzen, fir dann do Regioun géint Regioun auszespillen. Mir sinn ee Land, wannechgelift! An dat huet och seng Ursaache vläicht. Dowéinst ass dat net ganz korrekt, wann een elo ufänkt, déi Kaarten hei a Mësskreditt ze setzen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Vläicht dann nach eng allgemeng Remark zum Schluss, Här President. Et kann een d'Situatioun net verharmlosen. Ech wëll dat och net maachen. Et ass eng schwiereg Situatioun. Ech mengen, warscheinlech keen heibannen huet bis elo esou eng Period a sengem Liewe matgemaach. Mee loosst mer awer och ganz éierlech sinn: Et gëtt vill schlëmmer Situatiounen! Mir brauchen nëmmen iwwert d'Grenzen ze kucken, da gesi mer, wat wierklech Schwieregkeeten a Problemer vun enger Gesellschaft sinn, ouni datt ech dat hei wëll minimiséieren.

Et ass elo rezent e Sondage erauskomm, wou d'Leit zum Beispill hei zu Lëtzebuerg gesot hunn, 82 % hätte bis elo keng Abousse vun hirem Akommes gehat. Da sinn natierlech nach 18 %, déi dat net kënne behaapten. Ech mengen, datt Efforte musse gemaach ginn, besonnesch fir déi Leit, déi hei ënnert der Kris leiden. Dat ass ganz evident an dat ass jo och geschitt.

An duerfir, muss ech awer soen, fannen ech et net appropriéiert, net gutt, wann awer elo vu verschiddener Säit aus eng defätistesch Approche geholl gëtt, wa versicht gëtt, praktesch Zizanie ze séien, wa versicht gëtt, eng Situatioun schlecht duerzestellen, wa versicht gëtt, duerzestellen, wéi wann d'Regierung näischt am Grëff hätt, wa versicht gëtt, wéi wann dat Land net hei e Maximum un Efforte gemaach hätt, fir d'Situatioun beschtméiglech ze geréieren.

An ech muss awer éierlech soen: Wéi ech de leschte Samschden am „Lëtzebuerger Wort" den Artikel vum President vun der CSV gelies hunn, dee jo eng ganz Säit hat - ech hunn en trotzdeem gelies! -, wat deen awer do mat Wierder hantéiert huet! Natierlech ass d'Oppositioun do, fir op Schwächten hinzeweisen, mee wann een awer pauschaliséiert an dann op eemol vu „vermasseltem Deconfinement" schwätzt, an dat géif derzou bäidroen, datt d'Liewensperspektive géifen „erschüttert" ginn.

Hutt Der et net gelies, Här Roth? Maja, da liest et emol. Et war de leschte Samschden!

(Interruption)

Ech fannen dat ass jiddefalls … Nee ech fannen …

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Graas, et verteidegt keen en hei.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här Roth, Dir liest dach awer sécher all Dag d'„Wort".

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nee, et verteidegt keen en hei, Här Graas.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sot „pauschaliséiert". Wann Dir sot: „Et ass alles richteg gemaach ginn. Dës Regierung huet alles - alles! -, all Komma richteg gesat", nennt Der dat net och eng Pauschaliséierung?!

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, hien huet vun engem „vermasselten Deconfinement" geschwat. „Vermasselt"!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu gesot: „… hunn alles richteg gemaach".

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat huet jo kee behaapt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt et elo just gesot.

M. Gusty Graas *(DP).*- Nee, nee, nee.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt et elo just gesot!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dann hutt Der mer net richteg nogelauschtert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn Iech souguer ganz richteg nogelauschtert!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech hu souguer, au contraire, Iech opgefuerdert, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An alles falsch gemaach!

M. Gusty Graas *(DP).*- … Är Roll konstruktiv ze spillen an op déi Punkten hinzeweisen, déi effektiv vläicht net onbedéngt esou gelaf sinn, wéi se sollten. Dat ass och Äre Rôle. Mee et ass awer falsch, wann ee pauschal eppes seet, besonnesch an dëser Zäit. Besonnesch an dëser Zäit, géif ech awer éischter mengen, solle mer e Maximum un Eenegkeet weisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- A wou wierklech dës Regierung an Dausenden an Dausende Leit sech mat vill Engagement hierginn hunn, datt déi Kris beschtméiglechst geréiert gëtt, wann een da pauschal einfach seet: „Et ass alles schlecht!", gleeft mer, ech mengen net, datt Der do um richtege Wee sidd, éischter au contraire!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sot pauschal: „Et ass alles gutt!" Dir hutt eis keng Lektioun ze maachen, wat mir ze maachen hunn!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A mir hunn net pauschal gesot, et wär alles schlecht.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ben, ech kann Iech awer och, wann Der wëllt, Här Wiseler, nach den Här Jean-Claude Juncker hei zitéieren aus engem „Tageblatt"-Artikel, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kann Iech och nach ganz vill aner Leit zitéieren, wann Der dat wëllt.

M. Gusty Graas *(DP).*- … da kritt Der awer nach méi Problemer ze argumentéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn iwwerhaapt keng Problemer ze argumentéieren. Ech lauschteren Iech just no an da sinn ech erschreckt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Soll ech Iech dat da virliesen, wat den Här Juncker geschriwwen huet? Hutt Der et gelies? Ma da wësst Der et jo. Majo dann! Naja, kommt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat ass „naja"?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat ass „naja"? Sot!

M. Gusty Graas *(DP).*- Majo: „Politiker in Regierungsämter haben auch die Pflicht, Schaden dadurch abzuwehren, dass man die Menschen nicht in Angst und Schrecken versetzt." An dat gëllt net nëmme fir d'Memberen aus der Regierung, mee dat gëllt, fir mech jiddefalls, fir all Politiker zu dëser Zäit.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass alles schéin an et ass alles gutt, he?

M. Gusty Graas *(DP).*- Nach eng Kéier: Selbstverständlech, ech mengen, Dir sidd an Ärem Rôle, op Schwaachstellen hinzeweisen. An et gi Schwaachstellen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- E schéint Bisounours-Land!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mee awer ëmmer esou ze pauschaliséieren an dësen Zäiten ass net gutt fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. An ech weess, Dir huelt näischt vu mir of, et ass mer och nach egal, ech soen Iech et awer: …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat wonnert eis och net.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech géif awer trotzdeem an Ärer Plaz e bësselche méi lues maachen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et geet net ëm d'Erschrecken, et geet ëm d'Warne virum Virus.

M. Gusty Graas *(DP).*- Onofhängeg dovunner, Här President, …

M. André Bauler *(DP).*- En Zitat vum Här Juncker.

M. Gusty Graas *(DP).*- … Dir Dammen an Dir Hären, mir als Demokratesch Partei si ganz kloer fir de Large-Scale-Testing. Ech sinn zwar net gutt am Engleschen, mee et ass plus ou moins richteg eriwwerkomm, jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, den Här Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Hei, e soll mer nach eng Minutt ginn, da sinn ech fäerdeg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Gutt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. Jiddefalls, mir sinn och der Meenung, datt dat breetgefächert Testen - da loosse mer et emol esou ausdrécken - awer och derzou bäidréit, datt mer net brauchen en neie Lockdown ze hunn. Et ass fir eis de Moment jiddefalls dat wierksaamst Mëttel. An ech sinn iwwerzeegt, datt am Endeffekt och déi Länner ronderëm, an aner Länner, wäerte mierken, datt dat de richtege Wee ass an datt se eng aner Vue op Lëtzebuerg kréien.

An deem Sënn jiddefalls steet d'Demokratesch Partei ganz kloer hannert deem Gesetz hei. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Ech ginn awer ganz gär dem Här Roth nach … Pardon, Här President, dat ass net u mir.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Ech géif dem Här Roth d'Wuert ginn, fir dem Här Graas eng Fro ze stellen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sot, Här Graas, ech wollt Iech och wierklech net hei bremsen. Mir hunn och alleguerten hei Är Lektiounen zur Kenntnis geholl, wat mer sollte kritiséieren, wat mer net sollte kritiséieren, dass mer d'„Wort" sollte ganz liesen, an ech weess net Gott wat nach.

Mee ech stellen Iech da just eng Fro. Dir sidd dach och nach niewebäi President vum Beneluxparlament.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wat hutt Dir dann an där Fonctioun ënnerholl, fir dass Lëtzebuerg net méi op der oranger Lëscht bei de Belsch steet?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech sinn zwar elo ganz verwonnert, well déi Persoun, déi mir déi Fro gestallt huet - just als Informatioun -, ass Member vum Beneluxparlament.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Hat en Iech dann drop opmierksam gemaach?

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir waart virun dräi Wochen hei am Sall. Mee warscheinlech hutt Der mir net nogelauschtert, wat ech och nach verstinn. Mee dat ass awer net schlëmm. Mee dann hat Der awer deemools schonn eng Äntwert op Är Fro.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Du stounge mer nach net op der Lëscht!

M. Gusty Graas *(DP).*- Deemools hu mir eis schonn zum Beispill géint d'Schléissung vun de Grenzen ausgeschwat. Mir hunn e Bréif geschriwwen un déi dräi Premieren aus deenen dräi Länner.

An Dir braucht Iech guer keng Gedanken ze maachen, Här Roth: De Bureau vum Beneluxparlament kënnt reegelméisseg zesummen, an dat dote wäert mat Sécherheet och ee vun de Punkte sinn, deen déi nächste Kéier am Fong wäert diskutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, Här President. Ech wëll awer elo nach soen: Dat do ass awer elo e bëssen aus dem zäitleche Kontext gerass, well deen Dag no där Sitzung vum Beneluxparlament si mir nach ganz gemittlech an d'Belsch gefuer.

Ech hunn Iech eigentlech d'Fro gestallt: Wat hutt Der gemaach, nodeems Lëtzebuerg op déi orange Lëscht komm ass? A wann ech dann Är Äntwert elo awer e bëssen novollzéien, da gesinn ech, dass Der do näischt gemaach hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ganz kuerz nach.

Fir d'éischt muss ech emol feststellen, datt den Här Roth wëllt oflenke vun deem, wat ech gesot hunn iwwer seng Partei. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass: Här Roth, leider sidd Der net am Bureau vum Beneluxparlament.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee.

M. Gusty Graas *(DP).*- Maja, soss wéisst Der, datt selbstverständlech dat doten ee vun de ganz grousse Sujeten ass an datt mer net méi spéit wéi d'lescht Woch nach eng Reunioun haten. A mir wäerten och an den nächste Wochen nach Reuniounen hunn, wou dat dote ganz kloer wäert zur Sprooch kommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas, fir déi Prezisiounen. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Also, ech sinn och am Beneluxparlament, an ech kann nëmme bestätegen, wat de President vum Beneluxparlament elo hei erkläert huet. D'Beneluxparlament hëlt sech deem Theema ganz eescht un. Dat war eng vun de Prioritéiten an der leschter Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der europäescher Kartografie vun de Covid-19-Infektioune stécht dee klenge Punkt, kann ee bal soen, deen eist Land duerstellt, wéinst senger rouder Faarf an d'Aen. Op där Kaart gëtt Lëtzebuerg jo neierdéngs als ee vun de gefeierlechste Flecken an Europa duergestallt.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt aner Länner, wa se méi genee géife kucken, wat mir zu Lëtzebuerg maachen a wéi grouss eis Efforte sinn, d'Situatioun da méi nuancéiert géife kucken. An ech sinn och iwwerzeegt, datt se dann d'Efforten, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, géifen unerkennen.

Domat mengen ech ganz genee d'Efforten, déi mir zu Lëtzebuerg souwuel am Teste wéi och am Retracéiere maachen, natierlech ënnert der Bedéngung, datt sech och an Zukunft genuch Leit fannen, déi den Tracing dann och realiséieren. Do gëllt et natierlech ze mobiliséieren. An ech begréissen, datt d'Regierung dat de Moment ganz geziilt mécht. D'Zil muss et nach ëmmer sinn, datt mer keng App mussen hei op Lëtzebuerg bréngen, well et nach ëmmer an eisen Aen net de richtege Wee ass. Eng App kënnt net jiddwerengem zegutt, eng App ass éischter eng Spillsaach vun der digitaler Uewerschicht.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jiddefalls dës Efforten…

Une voix.- Wie seet dat?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Esou gëtt et vun däitschen Dokteren zu Berlin genannt. Ech hunn en Dokter zitéiert, deen zu Berlin a prekäre Milieue schafft, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ass dat dann och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- … deen d'Tracingapp esou duergestallt huet. Ech hunn dat schonn an enger anerer Ried zitéiert, wou ech den Dokter och genannt hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ass dat och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wat gelift?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ass dat och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech sinn och der Meenung, datt Appen doduerch, datt se net gutt installéiert kënne ginn op bëllegen Handyen, nëmmen deene Leit zeguttkommen, déi sech en deieren Handy kënne leeschten. Dat gëtt an Däitschland elo esou gesinn, an déi Erfarung ass och schonn dokumentéiert. Ech loossen Iech déi Artikele gären zoukommen.

Jiddefalls féieren d'Efforten derzou, datt mir zu Lëtzebuerg praktesch zu engem Fréiwarnsystem fir déi ganz Groussregioun gi sinn, well wann d'Infektiounen an eiser Regioun klammen, da si mir déi Éischt, déi dat erkennen. A wa sech eng Entspanung undeit, da si mir dat och.

An deem Sënn hunn eis Nopeschlänner eigentlech all Interêt drun, solidaresch ze si mat eis a grenziwwerschreidend mat eis zesummenzeschaffen, well d'Zesummenaarbecht jiddwerengem zegutt kënnt.

Duerfir war ech frou, de Moien an der Santéskommissioun gewuer ze ginn, dass eis Zesummenaarbecht mam Saarland a mat dem Rheinland-Pfalz um gudde Wee ass a scho gutt fonctionéiert. Wat awer nach méi problematesch ass, ass déi mat der Lorraine an der Wallonie, wou eigentlech nach vill Sputt no uewe bleift, wat awer net u Lëtzebuerg hänkt. Jiddefalls wiere mer eis dergéint, datt de Kampf géint

d'Pandemie zu engem Kampf géint Länner an Natioune gëtt, esou, wéi wann de Virus eng national Identitéit hätt.

Eis geet et vill méi drëms, den europäesche Gedanken och a grad a Pandemiezäiten héichzehalen, d'Efforten tëschent de Länner ze bündelen a vuneneen ze léieren. Dat setzt natierlech viraus, datt all Land seng Verantwortung op sengem Territoire iwwerhëlt, amplaz mam Fanger op anerer ze weisen.

D'Zil muss mëttel- a laangfristeg dat sinn, aus dem Europa vun de Finanzen och en Europa vun der Gesondheet a vun der Solidaritéit ze maachen an domadder en Europa, wat gestäerkt aus dëser Pandemie ervirgeet.

Dir Dammen an Dir Hären, déi zweet Phas vum Large-Scale-Testing, déi mer jo haut stëmmen, liwwert jiddefalls de Beweis, datt Lëtzebuerg seng Verantwortung weiderhi wëllt iwwerhuelen an dat och wäert maachen.

Fir et hinzekréien, leeë mer 60,7 Milliounen Euro op den Dësch. Eng op den éischte Bléck eigentlech gewalteg Zomm, déi et soll erlaben, eeben déi zweet Phas ze finanzéieren. Dat sinn awer och 60,7 Milliounen, déi an déi ëffentlech Gesondheet an domat an déi sanitär Sécherheet vun eisem Land investéiert ginn. An da muss een de Begréff „gewalteg Zomm" scho relativéieren.

Finanzéiert ginn domat ëmmerhin iwwer 1,5 Milliounen Tester, vun deenen eis ganz Gesellschaft an engem Zäitraum vun 30 Woche ka profitéieren, gratis. Ëmgerechent sinn dat 37,73 Euro, déi de Staat pro Test zur Verfügung stellt, woubäi d'Zousazkäschte fir d'Invitatiounen, informatesch Outilen, juristesch Berodung, Qualitéitsaudit an esou weider nach (veuillez lire: schonn) derbäigerechent sinn.

Eleng dës Tatsaach sollt eis bewosst maachen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi grouss de gesellschaftleche Benefiss vun engem Gesondheetssystem ass, dee wéi eisen um Solidaritéitsprinzip berout. Och a besonnesch a Krisenzäite weist sech, dass esou e System der ganzer Gesellschaft zegutt kënnt an net just enger Minoritéit, déi sech eigentlech en Test och aus der eegener Täsch kéint leeschten.

Eise Sozialsystem huet seng Originnen am Joer 1901. En ass eis mëttlerweil esou familiär, dass mer kéinten denken, et wär guer net anescht an eisem Land ze liewen. An awer soll dat net driwwer ewechtäuschen, dass et och zu Lëtzebuerg nach ëmmer Mënsche gëtt, déi duerch d'Netz vun der sozialer Sécherheet falen.

An domat kommen ech bei déi Mënschen, déi meeschtens net sozialverséchert sinn an zu engem gudden Deel vun de Benevolle vu Médecins du monde medezinnesch versuergt ginn. Rezent war e ganz opschlussräichen Artikel doriwwer am „Lëtzebuerger Wort".

Eleng am Joer 2019 goufen 884 Visitten an de Lokaler vun Esch/Uelzecht a Bouneweg gezielt mat am Ganzen 2.867 Spriechstonne bei Médecins du monde eleng an deem Joer. De Risiko, dass dës Persounen elo an der Pandemie nëmme begrenzt iwwert d'Covidreegelen, mee och iwwert d'Tester informéiert ginn, ass net ze ënnerschätzen. Firwat? Majo, ganz einfach, well dës Bevëlkerungsgruppen, opgrond vun hire schwierege Liewensverhältnisser, nëmme ganz limitéiert mat de Medien a Verbindung kommen an och kaum vun enger gereegelter Wunnsituatioun mat enger Boîte voller Informatiounsmaterial a Flyere kënne profitéieren.

Här President, alles dat däerf kee Grond sinn, fir dës Gruppen ze stigmatiséieren.

Et muss allerdéngs e Grond sinn, fir sech konsequent mat där Problematik auserneenzesetzen, well grad dës Gruppen eng grouss Gefor lafen, sech selwer, mee och vill aner Mënsche mam Covid-19 ze infizéieren.

D'Tatsaach och, dass eng ganz Rei Neiinfektiounen an zwou Wunngemeinschafte festgestallt gi sinn, an där jeeweils 20 Persounen op engstem Raum ënner schlechten hygieenesche Bedingunge gewunnt hunn, ass e konkreet Beispill, wat meng Suerg ënnerstreicht. Well vill vun hinne sech als Schwaarzaarbechter erausgestallt hunn, ass et natierlech schwéier, hir Kontakter ze retracéieren. An et ass och méi wéi onwarscheinlech, dass Persoune wéi dës sech fräiwëlleg engem Test ënnerzéien, well se jo dann hir Identitéit misste präisginn.

D'Zil däerf et an esou engem Fall net sinn, déi Betraffen nom Motto „name and shame", wéi e Journalist am „Tageblatt" sech ausgedréckt huet, un de Pranger ze stellen an en Denunziantestaat opzebauen. D'Zil muss et éischter sinn, Dir Dammen an Dir Hären, wärend der Pandemie konsequent op dës extreem vulnerabel Milieuen zouzegoen, fir se mat an d'Boot ze kréien, an déi Patronen zur Rechenschaft ze zéien, déi d'Schwaarzaarbecht oder aner illegal Praktiken zouloossen.

Emol ofgesinn dervun, dass dës sozial Problematik och onofhängeg vun der Kris natierlech grouss Erausfuerderungen un d'Politik stellt, begréisse mer als Gréng, dass d'Regierung an déi gutt Richtung zitt a sech deene Mënsche wëllt widmen. Se geet op d'Leit a prekäre Verhältnisser zou, fir se eeben ze informéieren a matzekréien, éischtens doduerch, dass mat dësem Projet de loi och eng Équipe mobile finanzéiert gëtt, déi net um Schreifdësch sëtze bleift, also wäit ewech vun de Leit ass, mee déi op den Terrain geet.

Hir Missioun besteet doran, proaktiv derfir ze suergen, dass d'Covidreegelen och a grad a méi sensibelen a prekäre Milieuen agehalen oder einfach emol verstane ginn. Dozou gehéiert natierlech och d'Vermëttlung vun den néidegen Informatiounen am Kader vum Large-Scale-Testing.

Zweetens ass et awer och begréissenswäert, och wann dat elo net den direkten Objet vun dësem Projet de loi ass, dass d'Gemenge méi staark agebonne ginn doduerch, dass se en nationalen Uspriechpartner zur Verfügung gestallt kréien.

Dës Approche fanne mir ganz sënnvoll, well d'Gemengen hir Awunner am Fong am beschte kennen a ganz sécher och an Zukunft bereet sinn, eng Schëpp mat unzeleeën am Kampf géint d'Pandemie. Wat déi Efforte méi koordinéiert a kohärent mat deenen nationalen Efforte sinn, wat besser. Dozou gehéiert natierlech och, Vertrauen um Terrain opzebauen a méiglechst vill Leit vun der Wichtegkeet vun den Tester ze iwwerzeegen.

Dir Dammen an Dir Hären, schonn eleng de Finanzement vun de mobillen Ekippen um Terrain liwwert de Beweis, dass d'Phas 2 vum LST vill méi cibléiert ausgeriicht ass wéi déi éischt Phas, wou Lëtzebuerg eigentlech seng éischt Erfarunge mat der grousser Strategie gemaach huet.

Zu där cibléierter Approche gehéiert awer och, dass déi méi exposéiert Beruffsgruppen, dat ass virdrun erklärt ginn, wéi d'Police, d'Personal vum Santéssecteur, d'Apdikter, d'Leit vum CGDIS, awer och den Horeca-Secteur, méi oft getest solle ginn. An et ass carrement falsch ze behaapten, dass ee kee Rendez-vous an engem Zentrum kritt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A schlussendlech kréien och all déi Persounen, déi iwwert de Findel an neierdéngs och iwwert d'Gare an d'Land kommen, e gratis Bong fir en Test offréiert. Dat ass absolutt de richtege Wee.

All dës Demarchë wäerten et nämlech zesummen erlaben, nach méi konkreet Informatiounen ze kréien, wou de Virus an der Gesellschaft aktiv ass an nach méi konsequent op deene Plaze kënnen anzegräifen.

Dowéinst fanne mir et och normal, dass déi relevant Informatioune bekannt gemaach ginn. Dat huet näischt mat Stigmatiséierung ze dinn, mee wann een e Problem kennt, da weess een och, wou een e ka léisen.

Här President, en aneren essenzielle Volet vum Large-Scale-Testing bezitt sech op d'Modelliséierungen, déi vun der Recherche realiséiert ginn. Se solle jo ënner anerem dozou déngen, d'Tester effikass an zilféierend anzesetzen. A wat ech wichteg fannen, ass, dass se an Zukunft och de Fokus op de Cumul vun ënnerschiddleche Risiken no der Summervakanz leeën. Dëse Cumul erkläert sech doduerch, dass d'Mënschen an der Vakanz méi verschiddenaarteg ënnerwee sinn, dat heescht, méi verschiddenaarteg Fräizäitaktivitéiten ausüben, sech méi wäit oder méi oft deplacéieren a méi reegelméisseg mat verschiddene Frëndeskreesser a Kontakt kommen. Dat heescht, d'Interaktiounen huele generell zou.

Dat féiert natierlech derzou, dass den Infektiounsrisiko klëmmt a méi speziell am A behale muss ginn, also net just getrennt a sougenannte Clusteren. Den Här Rapporteur huet vun Ustiechungsfoyere geschwat. Ech mengen, mer verstinn elo, wat et heescht.

Här President, am Hibléck op de Wanter gëllt et dann ze bedenken, dass déi méi kal Temperaturen och eng Roll kënne spillen. Jiddefalls schéngt dat jo bei de massiven Infektiounen an auslännesche Schluechthaiser keen onweesentleche Facteur gewiescht ze sinn, emol onofhängeg dervun, dass d'Mënsche sech am Wanter méi dobannen ophalen, wou d'Infektiounsgefor natierlech och méi grouss ass wéi dobaussen.

A wann dann déi ganz normal Grippefäll nach derbäikommen, da kann dat och en Impakt op d'Covidpandemie kréien an deem Sënn, dass mir net méi just vun enger zweeter Well schwätzen, mee vun enger duebeler Well. Och déi musse mir virbereeden a bewältegen. Jiddefalls däerf de Kampf géint d'Covidpandemie kee Grond sinn, fir den Ëmgang an d'Virbereedung mat der Grippewell ze vernoléissegen, wou ee muss wëssen, dass d'WHO schonn haut op déi dote Gefor opmierksam mécht.

Och an deem Kontext sinn d'Covidtester eng grouss Plus-value. A Kombinatioun mat der gängeger Grippeimpfung fir vulnerabel Persoune schaaft dës Approche eigentlech eng duebel Sécherheet virun enger eventueller duebeler Well.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil, op déi Manéier op null Infektiounen ze kommen, ass natierlech net realistesch, et ass éischter eng Utopie. D'Zil, d'Kontroll iwwert d'Situatioun ze behalen an eise Gesondheetssecteur ze schützen an eebe just ze verhënneren, dass en d'Capacitéiten net méi huet, dat ass awer méi wéi realistesch.

Dat Zil erreeche mer ëmsou besser, wat méi Leit hir Verantwortung iwwerhuelen, d'Gestes barrières respektéieren an eebe grad um Large-Scale-Testing deelhuelen. An och wann et op där enger Säit nach ëmmer Leit gëtt, déi kategoresch refuséieren, sech testen ze loossen, esou sinn ech awer iwwerzeegt, dass et op där anerer Säit ëmmer méi Biergerinnen a Bierger gëtt, déi de Sënn an den Zweck vun den Tester erkennen a matmaachen.

Ech mengen, dass d'Gruppendynamik hei eng wichteg Roll spillt. Dat heescht, wann ëmmer méi Leit sech teste loossen, zéien och ëmmer méi Leit no. An ech mengen, se fäerten, se géifen och als verantwortungslos géintiwwer vun der Gesellschaft duergestallt ginn, wa se sech net teste loossen. Vläicht och just als feig duergestallt ginn, oder awer wéi e klengt Kand, wat sech doriwwer beschwéiert, dass et Geméis soll iessen, fir gesond ze bleiwen.

Vläicht notzt dat alles eppes beim Kolleeg vun der ADR, dee jo mengt, testen hätt kee Sënn an dowéinst géif en et da refuséieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gewënn vun enger grousser Participatioun ass jiddefalls eendeiteg, en ass virun allem deen, dass massiv Tester derzou bäidroen, en zweete Lockdown ze verhënneren. A schonn eleng dat misst fir jiddweree Grond genuch sinn, um Testing deelzehuelen. Léiwer all zwou Wochen en Test wéi wochelaang am Confinement!

Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn ass et net fir näischt, datt den europäeschen Zenter fir d'Preventioun vun ustiechende Krankheeten, mee och d'WHO scho ganz fréi derfir plädéiert hunn, d'Testcapacitéiten an all Land ze erhéijen a sech déi néideg Moyenen duerfir ze ginn. Mir komme mat eisem Invest mëttlerweil op 100 Milliounen.

D'Donkelziffer vun den net erkannte Fäll kann domat nämlech esou niddreg wéi méiglech gehale ginn, wärend déi asymptomatesch Fäll besser detektéiert kënne ginn. An och dat ass e ganz wichtegen an opschlussräichen Aspekt vun dësem Projet, virun allem am Bezuch op Lëtzebuerg, wou ech d'Zuelen nogekuckt hunn.

Esou ergëtt eng adequat Teststrategie laut der WHO tëscht 3 % an 12 % positiv Fäll. Relevant ass dobäi, dass Lëtzebuerg zanter dem Unzéie vun den Zuele virun zwou Woche just bei engem Undeel vun 0,8 % positive Fäll an enger Woch louch, also net emol 1 %. Dat weist, dass mir largement besser dostinn, wéi d'Recommandatioune vun der WHO et virgesinn. Virun allem léisst et drop schléissen, dass d'Donkelziffer zu Lëtzebuerg eng vun deenen niddregsten an Europa ass, also ee Grond méi, fir Lëtzebuerg net als schlechte Schüler par rapport zu anere Länner duerzestellen.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann eis Gesamtstrategie sech an deene leschten Deeg gläichzäiteg als Fluch a Segen erwisen huet, well mer ofgestempelt ginn, eenzeg an eleng, well eis europäesch Partner d'Recommandatioune vun der WHO a vum ECDC (ndlr: European Centre for Disease Prevention and Control) manner beispillhaft ëmsetze wéi mir, esou däerf dat kee Grond sinn, fir d'Richtung ze änneren.

De Large-Scale-Testing ass a bleift an eisen Aen e Schlësselelement, fir d'Kris kohärent ze geréieren an ze verhënneren, dass verschidde Privatentreprisen op d'Iddi kommen, eng eegen inkohärent Reegel opzestellen. Ech weess net, wien d'Kommunikatioun vun engem beléifte Fräizäitparadies an Däitschland gesinn huet. Et war relativ erschreckend, mee ech mengen, déi Kommunikatioun ass mëttlerweil zréckgezunn.

(Interruption)

Mir sinn eent.

D'Konklusioun, déi ech ofschléissend am Numm vun eiser grénger Fraktioun wéilt zéien, ass déi, datt et vill Grënn gëtt, fir dëse Projet de loi ze stëmmen an de Finanzement vun der zweeter Phas dann domat ze erlaben. 60,7 Millioune sinn natierlech vill Geld, mee wa mer et fäerdegbréngen, d'Wirtschaft mat wäit iwwer 3 Milliarden Euro ze retten, da musse mer et och fäerdegbréngen, e Schlësselelement am Kampf géint de Virus ze finanzéieren.

Domat investéiere mer net nëmmen an déi ëffentlech Gesondheet an an de Schutz vun eisem Gesondheetssystem. Mir schafen och eng zolidd Dategrondlag, fir der Recherche zu Hëllef ze kommen a mir befollegen d'Recommandatioune vum ECDC a vun der WHO a schafen déi néideg Basis, fir d'Grondfräiheeten zu Lëtzebuerg ze erhalen an domat och Aarbechtsplazen. A wann ee sech wärend Stonnen iwwer Ausschreiwungen, Laboratoiren, Maartbedingungen a Kulissegespréicher kann ënnerhalen, esou besteet den Enjeu nach ëmmer doran, géint d'Pandemie unzekämpfen. An deem Kampf ginn et keng 100 Alternativen.

Domat soen ech och dem Rapporteur, dee sech haut de Mëtteg Mister Covid genannt huet, dat ass de Mars Di Bartolomeo, Merci fir säi Rapport. Hien huet en Abonnement an de Rapporten, mécht se ëmmer erëm gutt, wat awer net heescht, dass mer drop aus sinn, der nach zéng ze kréien. Mir hoffen, dass e bësse Paus an eiser legislativer Aarbecht wäert antrieden, dass mer mat dësem Gesetz a mat deem vun en Donneschden dann um gudde Wee sinn, a méi wéi eng Woch.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, e Merci dem Här Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Bei dësem Projet de loi si mer befaasst mat enger Verlängerung vun der Testphas betreffend de Covid-19. Déi éischt Phas leeft elo aus. A well dee Betrag vun der éischter Testphas ënnert der 40-Milliounen-Euro-Grenz louch, braucht et dozou kee Gesetz. An elo, wou dëst da weidergeet op ronn 30 Wochen, brauch et ee Gesetz, well dee virgesinne Betrag mat 60,7 Milliounen Euro ouni TVA op der Lee steet.

A sech ass géint en erweiderten Testing direkt näischt anzewenden, mee mir hunn als ADR trotzdeem eng Rei vu Bedenken, déi mer awer wëllen hei virdroen.

Als Éischt muss d'Fro gestallt ginn, ob dat groussflächegt Testen hei zu Lëtzebuerg, wat iwwregens nach schrecklech vill Geld kascht bis elo a soss näischt bewierkt huet wéi d'Explosioun vun den Infektiounszuelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee!

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et ass eng Fro, déi ee sech stelle muss, ob dat net besser sollt direkt agestallt ginn, well Lëtzebuerg test aleng vill. Well wier et besser, mir géifen ons an Europa eng gemeinsam Teststrategie ginn?

(Interruption)

Da stéinge mer net aleng do mat der Explosioun vun den Infektiounszuelen.

(Interruption)

Well op Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung bei ons vill getest gëtt, ass jo och d'Resultat deementspriechend. Als Merci huet d'Belsch ons ënner orange klasséiert an och Däitschland huet d'Noutbrems gezunn.

Et muss een an deem Kontext d'Fro stellen: Wéi konnt d'Lëtzebuerger Diplomatie esou versoen, ...

Une voix.- O!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- ... datt d'Belsch an Däitschland net déi spezifesch Letzebuerger Situatioun unerkannt hunn? Ass d'Regierung iwwerrascht ginn? Firwat war dat net am Viraus ofgeschwat ginn?

A wa schonn d'Land muss bezuelen, da misst d'Parlament jo awer emol e Recht op déi Resultater vum Monitoring a vun deenen Datebanken hunn. Dat hänkt jo och mat der Fro vun der Transparenz zesummen. Wou klammen déi Zuelen hei am Land? Wat sinn d'Haaptspotten? A si spezifesch Deeler vun der Bevëlkerung oder Regioune besonnesch betraff? Wéi soll ee sech schützen, wann d'Regierung engem net seet, wou d'Gefore leien?

(Brouhaha)

Mir kruten zwar elo iwwert de Weekend eenzel Date vermëttelt vun der Regierung, awer nëmmen op Drock vun der Oppositioun.

An dann hätt ech nach e puer Froen technescher Natur zu den Tester:

Firwat steet op de Resultater, datt den Test net akkreditéiert ass? Firwat ass dat de Fall?

Ënnerläit den aktuellen Test engem internationale Ringtest? Dat heescht, gi positiv an negativ Prouwen tëschent Laboe getosch, natierlech blann? Dat ass jo esou üblech am medezinnesche Milieu.

Wéi fiabel sinn d'Resultater vun engem net akkreditéierten Test?

Falls den Test effektiv net akkreditéiert ass a keng international Ringtester stattfannen, op wat baut d'Regierung hir ganz Strategie op?

Weider Froen, déi sech stellen:

Wéi vill falsch positiv oder negativ Tester gouf et bis elo? Et gëtt jo bekanntlech an der Medezinn keen Test, deen 100%eg richteg ass.

Keng propper Trennung tëscht breedem Testen a Verdachtskontrollen, Krankekontrollen a Quarantänkontrollen. A kee weess, wat an all deene Fäll hannendru verstoppt ass.

Wéi ass de Problem geléist mat de Leit, déi all Dag an Däitschland schaffe fuere mussen, zum Beispill als Salarié oder als Fräiberuffler? Brauchen déi elo all zwee Deeg en Test?

No wat fir enger Basis ginn d'Aluedungen ausgesicht? No Scheema, Logik, Krittären? Dat misst jo awer och ëffentlech gemaach ginn.

Wat fir en Test ass dann elo mat deem neien, méi breeden Test geplangt? En akkreditéierten Test, Ringtest an esou weider?

Wat fir eng Testlogik a wat fir eng epidemiologesch Iwwerleeunge sinn hannert där neier Campagne?

Ass dat déi nei Virgoensweis: epidemiologesche Plang - biologesch Capacitéit vum Test?

Ginn elo bei där neier Testphas och Frontaliere getest, déi ewell laang net méi hei am Land schaffen, esou wéi ons dat iwwert de Weekend zougedroe gouf, bei der aktueller Testphas?

An dann nach eng Fro zu dëse breet ausgelaaschten Tester hei zu Lëtzebuerg. Do steet Follgendes am Exposé des motifs: « En même temps, notre pays s'est mis en conformité par rapport aux recommandations internationales. » Firwat mécht Lëtzebuerg dat eleng?, ass d'Fro. Wëllen oder musse mer méi helleg si wéi de Poopst? D'Reaktiounen an de Merci vun eisen Nopeschlänner, déi krute mer jo elo!

Den ECDC schléit jo och eng breet ausgelagert Testphas vir. Ech liesen Iech dat elo net vir, wat am Rapport steet, mee wann déi aner Länner net matmaachen, déi och solle matmaachen, op dës international Recommandatioun vun dem ECDC hin, da misst ee sech awer och d'Fro stellen, ob déi sech net op d'mannst missten un de Käschten hei am Land bedeelegen, well si profitéiere jo schlussendlech och deels dovun. Ech mengen, dat sinn emol Saachen, déi ech nach wollt soen.

An da kéime mer zu den aktuellen Tester.

Et war gesot ginn, wéi et ugaangen ass, déi aktuell Tester géifen iwwert d'ganzt Land ausgedeent ginn, d'ganzt Land géif getest ginn, 20.000 Tester den Dag wäre méiglech. Elo si mer bei 12.000 Tester. Elo stellt sech fir mech eng Fro. Dat war eng Fro vu Budget vu 40 Milliounen. Da misste mer jo elo, well mer jo weesentlech manner getest hunn, ech schätzen elo emol een Drëttel manner, och nach een Drëttel Réserve budgétaire hunn op deem dote Punkt, well wa jo manner getest gouf, hu mer jo och manner Käschten an da misst dat sech jo och erëmspigelen an där Geschicht do.

Eng aner Fro, déi ons beschäftegt, dat ass, datt um Enn vun enger Quarantän, souwäit mir informéiert sinn, keen Test gemaach gëtt. Et wär awer wichteg, och hei um Enn vun enger Quarantän en Test ze maachen, fir den Ustiechungsrisiko anzedämmen. Wéi gesot, Dir Dammen, Dir Häre, dat sinn déi meescht Observatiounen, déi mer maachen.

Mir bedaueren och, datt d'Invitatiounen net op Lëtzebuergesch verschéckt goufen. Se goufen op véier Sprooche verschéckt, awer net op Lëtzebuergesch. Dat bedauere mer. An ech mengen, trotz där Rëtsch Zweifel un där ganzer Geschicht hei a well den Test op fräiwëlleger Basis ass, gi mer eisen Accord zu dësem Gesetz an der Hoffnung, datt d'Uni Lëtzebuerg an e puer Joer eppes mat deenen Zuelen, déi mer hinnen do liwweren, ka méi ufänken a mir si vun der Epidemie vläicht op anere Gebidder.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann een no der ADR schwätzt, stellt ee sech ëmmer d'Fro: Soll een elo drop agoen, ...

Plusieurs voix.- Nee!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... wat do gesot ginn ass an em Bedeitung ginn, ...

(Brouhaha)

... oder einfach driwwer ewechgoen? Ech mengen awer, datt mer an deene leschte Wochen hei e Bild gezeechent kritt hunn an eng Virstellung vu sanitärer Entwécklung hei am Land, déi ganz dramatesch ass. An ech mengen, da muss een och soen, zu wat dat géif féieren.

Hei gëtt gesot, de Large-Scale-Testing hätt näischt bruecht, ausser datt d'Zuelen explodéiert wieren. Dat heescht, de Large-Scale-Testing wier eigentlech schold dorunner, datt esou vill Coronainfizéierter wieren, firwat den Orateur sech selwer och net teste léisst.

An aneren Diskussiounen hu mer dann héieren, datt d'Dokteren, déi dann elo op deem neie Studium, mussen obligatoresch Lëtzebuergesch léieren. Ma ech si frou, datt mer lauter Instituter zu Lëtzebuerg hunn, mat lauter Fuerscher! An et ass mer egal, ob se Lëtzebuergesch kënnen oder net! Ech hätt gär Resultater vun hinnen. An dat ass entscheedend a wichteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An ech mengen, och an där Diskussioun ëm d'Penurie vun de Beruffer vum Gesondheetswiesen, wou dann andauernd erëm gesot gëtt, de Beruff wier esou onattraktiv, well esou vill Franséisch géif geschwat ginn ... Jo, et ass souguer gesot ginn, d'Medikamenter missten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn! Do muss ee soen, wann een da konsequent ass, da musst Der Äre Wieler awer och soen, zu wat dat féiert. Wann dat d'Konsequenz ass, da musst Der soen: Da maache mer de CHEM zou, da maache mer Ettelbréck zou, da maache mer de Robert Schuman zou a mer hunn nach ee Spidol hei am Land!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet den Här Engelen dat haut gesot?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et gëtt keng Modellisatioun ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet den Här Engelen alles dat doten haut gesot, wat Dir elo hei uschwätzt?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... vun iergendenger Uni, déi esou en Horrorzenario virgesäit wéi dat, wat Dir Iech wënscht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet den Här Engelen alles dat gesot, wat Dir elo gesot hutt?! En huet guer näischt vun deem gesot, wat Dir elo gezielt hutt!

(Interruption)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Natierlech hutt Der dat gesot! Natierlech hutt Der dat gesot! Ech sinn och schonn dee Moment drop agaangen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Getréppelt Hënn billen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, duerfir mengen ech awer, datt et wichteg ass, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Däerf ech da meng Fro stellen, Här President?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... datt mer nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet vum Large-Scale-Testing aginn. An den Här Kartheiser kann herno natierlech esou vill Froe stellen, wéi e wëllt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass léif, merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech hunn awer elo schonn zwou Minutte mat der ADR verbruecht, déi lescht aacht géif ech awer gär mam Sujet verbréngen.

(Hilarité)

Ech mengen duerfir, datt et wichteg ass, datt mer nach eng Kéier drop aginn an nach eng Kéier soen, firwat et wichteg ass, datt dee Large-Scale-Testing stattfënnt. Mir si mat dat eenzegt Land, wat eis en Outil ginn huet, fir Leit ze detektéieren, déi keng Symptomer hunn, déi asymptomatesch sinn. An domadder kënne mer souwuel déi Leit selwer schütze wéi awer och déi Leit aus hirem Entourage domadder, datt se an en Isolement komme respektiv déi Leit, déi mat hinnen a Kontakt waren, a Quarantän kommen. A mer kënnen domadder, an dat ass esou wichteg, Infektiounskette briechen op engem Niveau, wéi keen anert Land an Europa dat bis elo kapabel ass ze maachen.

An zweetens ass et, mengen ech, ganz wichteg, well et eis och an där heiter Situatioun ... Et gëtt oft gesot: „Et ass e Bild vun der Entwécklung, vum Developpement vum Virus." Et ass nach eppes vill méi Effikasses a vill méi Granulares wéi eng Foto, et ass nämlech eng Lupp, déi mer domadder entwéckelen. Mir kënnen nämlech éischter erkenne wéi am Ausland, wéi d'Entwécklung vum Virus iwwert d'ganzt Land ass.

A wat mer erausfannen nieft deenen alarméierenden Zuele vun héijen Neiinfektiounen ass, datt d'Prevalenz iwwert de Large-Scale-Testing och an deene leschten Deeg a Woche stabill bliwwen ass. Dat ass eng ganz wichteg Informatioun, fir och keng Panik auszeléisen, fir och keng Hysterie auszeléisen. Well de Large-Scale-Testing, deen eeben onofhängeg vun Hotspotten a vu symptomatesche Leit fonctionéiert, weist, datt de Virus awer nach op engem Niveau ass, dee gerabel ass a wou ee ka mat geziilte Mesuren dergéint virgoen. Duerfir ass dat och wichteg, fir géint Hysterie a Panik virzegoen. An ech mengen och, datt dat wichteg ass, fir dobaussen ze kommunikéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An dann ass et och wichteg, datt mer awer als Bemoll musse feststellen, datt am Rapport steet: 17,5 % vun der Populatioun, déi invitéiert war, sinn där Invitatioun och nogaangen. Dat war de Stand de 6. Juli. Ech mengen, datt, wann een dat haut géif kucken, deen Taux méi héich wier. E wier warscheinlech 20 % oder 25 %.

Mee nawell - mee nawell! - ass et esou, datt dann dräi vu véier Leit, déi invitéiert gi sinn, net dohinnergaange sinn! An dat ass net gutt! Duerfir ass et och net gutt, wann Deputéiert, menger Meenung no, domadder uginn, datt si sech net teste loossen, well domadder hëllefe se net, Infektiounskette fréizäiteg ze erkennen an ze ënnerbriechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An dat Ënnerbriechen ass wichteg an et geschitt net nëmmen duerch de Large-Scale-Testing, deen ee Moyen ass. Mee dat, wat mam Large-Scale-Testing verbonnen ass, nämlech den analogen Tracing, méiglech et mécht, fir eebe genau erauszefannen, mat wiem en Infizéierten da Kontakt hat, fir e Vertrauensverhältnis opzebaue mat där Persoun a fir doduerjer méi Leit ze schützen. Dat ass extreem wichteg. An ech mengen och, datt et weesentlech méi effikass ass wéi en digitalen Tracing, deen d'CSV fuerdert a wou se sech mat där Fuerderung drunhält wéi de Geck un de Bengel.

Den analogen Tracing ass duerch näischt ze ersetzen. An, wat och wichteg ass, wa mer esou wäit sinn, datt mer esou vill Neiinfektiounen hunn, datt mer mat deenen aktuelle Moyene vum analogen Tracing riskéieren, net méi nozekommen, ma da musse mer opstocken! Da muss d'Regierung sech eng Strategie ginn, wivill Leit eventuell do musse weider agestallt ginn, och iwwert déi 100, déi mer am Moment hunn, eraus. Well et ass eng vun deenen Haaptaufgabe vum Staat, fir genau dat doten ze assuréieren. An da mussen eis Ministèrëleit dechargéiert ginn oder et mussen aner Leit, nei Leit ugeheuert ginn, fir déi doten Aarbecht kënnen ze maachen, fir deen dote Wee, deen effikass ass, kënne weiderzeféieren. Also, souvill zur Wichtegkeet an zur Richtegkeet vum Large-Scale-Testing!

Bon! Mir hunn elo mat deem Projet ze dinn, deen ... Am Ufank ass gesot ginn: „Et ass eng nei Strategie." Eng nei Strategie ass et net. Et ass eng zweet Phas vun där selwechter Strategie, déi méi verfeinert ass. Déi éischt Phas leeft elo an enger Woch aus, de 27. Juli. An den 31. August fänkt dann déi nei un. A jo, dee Marché public ass ausgeschriwwen! En ass och veröffentlecht.

Apparemment ass et net nëmmen de Gilles Roth, deen d'„Lëtzebuerger Wort" net konsequent duerchliest, mee och de Georges Mischo. Haut war nämlech d'Annonce am „Lëtzebuerger Wort" dran, a mir hunn an der Santéskommissioun - a mech iergert et e bëssen, well ech de Punkt opgeworf hunn - in extenso diskutéiert iwwert déi Daten an iwwert d'Publikatiounsdaten an och iwwert d'Publikatiounsdaten an der Europäescher Unioun, well et ass eng europäesch Ausschreiwung. An ech si frou, datt de Rapporteur dat och nach a sengem Rapport, deen dunn och ugeholl ginn ass, esou notéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Bon. Tëschent dem 27. Juli an dem 31. August sinn elo awer fënnef Wochen. A wat ee soe muss, an do kënnt een net derlaanscht, dat ass, datt d'Regierung do wierklech an där Transitiounsphas mat den Neiinfektiounen um falsche Fouss erwëscht ginn ass. An elo heescht et, datt mer dann déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing eigentlech quasi ausbauen, bis déi nei Phas ufänke ka mat deem méi verfeinerte Monitoring. Do stelle sech awer effektiv Froen.

D'Madamm Minister huet de Moie scho geäntwert, datt gekuckt gëtt, fir dat mat deem ale Prestataire weiderzeféieren. Do géif et anscheinend och Accorde ginn, datt dat esou géif lafen. Mee d'Fro bleift awer: ...

(Interruption)

... Wat ass envisagéiert, wivill Tester dann elo an deenen nächsten Deeg solle weider gemaach ginn? Bleiwe mer op deem selwechten héijen Niveau vu Large-Scale-Testing, wat ech ganz gutt géif fannen, en amont vun där neier, méi verfeinerter Strategie? Oder ginn eis lues awer sécher d'Capacitéiten aus?, wat an dëser Situatioun staark bedauerlech wier.

Et ass och virdru gesot ginn, an ech brauch déi Zuelen net méi ze widderhuelen: Mat deem heite Gesetz schafe mer eis Capacitéiten, fir insgesamt iwwer 30 Wochen 1,6 Milliounen Tester ze maachen. Et gëtt manner getest, mee duerfir gëtt méi cibléiert getest mat deene véier Strategien, mat deene véier Achsen, déi och beschriwwe gi sinn. An derbäi kënnt, an dat muss een, mengen ech, och soen, datt déi diagnostesch Tester fir symptomatesch Leit natierlech weiderginn. An déi sinn och net hei an deem Projet mat agerechent. Dat heescht, déi Tester ginn natierlech och weider, wann ee mat Symptomer bei en Dokter geet an dann den Dokter eng Ordonnance verschreift, fir esou en Test maachen ze kënnen.

Eng allerlescht Remark. 60 Millioune kascht de Projet ouni TVA. Ronn 30 Millioune si schonn ausgi ginn. Wa mer elo de Large-Scale-Testing nach weiderféieren iwwert déi fënnef Woche mat der éischter Phas, da komme mer warscheinlech insgesamt op e Montant vu ronn 100 Milliounen, warscheinlech souguer e bësse méi wéi 100 Milliounen. An dat ass awer och en Ausdrock vun der Schwächt vun eisem Gesondheetssystem, nämlech d'Incapacitéit fir ëffentlech ze testen.

A mer missten eng Kéier d'Geschicht maachen, wéi an deene leschte Joren a Joerzéngten d'Capacitéiten an de Spideeler erofgefuer gi sinn an e lukrative Marché opgemaach ginn ass, wou dann déi grouss Acteuren, déi meeschtens och Multinationalle sinn, soit de Marché ënner sech opdeelen, mee op jidde Fall eng gëllen Nues un deem Marché verdéngen, wat net onbedéngt am Interessi vun der Santé publique ass.

Mir sinn awer elo an dëser Situatioun. An ech mengen, datt déi 60 Milliounen, déi mer hei votéiere fir deen dote Projet, datt dat wuel a gutt investéiert Sue sinn. Mir stëmmen dat hei mat.

Merci!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ech ginn elo d'Wuert un den Här Kartheiser fir seng Fro un den Här Baum.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. An ech soen och dem Här Baum Merci, datt en esou gentil ass, op eng Fro wëllen ze äntweren. Geet den Här Baum op seng Plaz? Da waarden ech eng Minutt, jo.

(Interruptions)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Sécherheetsofstand.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

(Hilarité)

Voilà. Ech wollt dem Här Baum soen, ech mengen, et huet jo kee Wäert, datt mer hei iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch streiden an engem Sënn, datt mer elo perséinlech géife ginn. Dofir wollt ech nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Här Baum gesot huet.

Et ass mer wichteg, Verschiddenes kloerzestellen an dofir wéilt ech dem Här Baum Akt gi vu senger Deklaratioun, wou e gesot huet, et wär him egal, ob déi Leit Lëtzebuergesch schwätzen oder net. Ech wëll awer och, datt den Här Baum unerkennt, datt d'ADR do eng aner Positioun huet an datt et eis ganz wichteg ass, datt besonnesch am medezinnesche Secteur Lëtzebuergesch geschwat gëtt.

Ech verstinn, datt den Här Baum eng aner Approche huet. Ech mengen, do kann ee sech respektéieren. Mee mir wëssen, datt ganz vill Leit sech net wuelfillen an de Klinicken, wa se net kënnen op Lëtzebuergesch mat den Dokteren oder mat dem Fleegepersonal schwätzen.

Ech wëll och soen, wéi den Här Baum dat gesot huet, gouf vu ganz ville Leit heibannen „très

bien!“ geruff aus deem doten Eck, wou d’Regierungskoalitioun sëtzt. Dat sinn déi selwecht Leit, déi virun de Walen hei grouss vu „40 Punkte fir d’Lëtzebuerger Sprooch“ geschwat hunn, déi allkéiers, wa mer iwwert d’Klinicken an esou weider schwätzen, soen, wéi wichteg dat hinnen ass. A wann et hei drop ukënnt, da ruffe se „très bien!“, wann een heihikënnt, dee seet, et ass him egal, ob d’Leit Lëtzebuergesch schwätzen oder net. Eis ass et net egal!

Déi Fro, déi ech un den Här Baum wollt stellen, ass déi hei: Ass et wierklech esou gewiescht, Här Baum, wéi Dir an Ärer Ried gesot hutt, datt mir gesot hätten, d’Medikamenter sollten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn? Mir hunn dat ni gefrot als ADR! Mir froen dat och net, well mir hunn eng pragmatesch Approche. Den Här Engelen huet dat och net gesot a senger Ried. Mir hätte gär eng pragmatesch Approche zum Lëtzebuergeschen a keng, wou probéiert gëtt, eng Positioun fir eis Sprooch an d’Lächerlecht ze zéien. Mir hunn ni gesot als ADR, de „Beipackzettel“ zum Beispill, wéi dat heescht bei de Medikamenter, sollt op Lëtzebuergesch iwwersat ginn.

Dofir meng Fro un Iech, Här Baum: Bleift Der bei Ärer Behaaptung oder sidd Der esou éierlech a gentil, fir dat zréckzezéien?, well mir hunn dat ni gesot an den Här Engelen huet et a senger Ried och net gesot.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn d’Wuert zréck un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech ginn dann Akt dovunner, wat ech elo grad gesot hunn. Dat war nämlech, datt et mir egal ass, ob an de Fuerschungsinstituter, dat hunn ech gesot, ob d’Fuerscher Lëtzebuergesch schwätzen, Franséisch oder Englesch. A mer wëssen, datt um Fuerschungsniveau d’Lingua franca Englesch ass. An domadder hunn ech absolutt guer kee Problem. Näischt anescht hunn ech do gesot.

Ech hunn et awer an de Kontext gesat mat Aussoen, datt Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Doktesch-, eng medezinnesch Ausbildung maachen, déi jo hei haut mat Ärer Stëmme votéiert ginn ass, missten obligatoresch Lëtzebuergesch léieren. Dat war an deem Kontext, wou ech dat gesot hunn.

Ech hunn net gesot, datt d’Fleegepersonal kee Lëtzebuergesch misst kënnen. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot.

Dann op déi Fro, déi mer den honorabelen Här Kartheiser da gestallt huet, géif ech drop äntweren: Et ass esou, wéi ech et op jidde Fall an Erënnerung hunn, an esou, wéi ech et op jidde Fall héieren hunn. Ech loosse mech awer ganz gären enges Bessere beléieren, wa mer de Procès-verbal hunn an da kënnen eis zesummesetzen a kucken, ob meng Erënnerung stëmmt oder ob Är Erënnerung éischter zoutrëfft.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Dann huet den Här Engelen d’Wuert gefrot.

(Hilarité et interruptions)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Ech wollt just bemierken, ech hu just gefrot, datt d’Aluedung och soll op Lëtzebuergesch geschéckt ginn. Mir verschécke se a véier Sproochen an eis eege Sprooch leeë mer net derbäi. An dat ass dat, wat ech beusprocht hunn. Wann dat e Krittär soll si vum Här Baum, dann akzeptéieren ech dee ganz gären. Dat ass mer dann eng Freed an ech wäert dat och no baussen droen. Merci.

Mir hätte gär, datt eng Invitatioun ... Mir sinn hei am Lëtzebuerger Land, da soll se och op Lëtzebuergesch verschéckt ginn. Datt nach véier, fënnef aner Sproochen derbäi sinn, dat ass okay. Mee ech mengen, et gëtt dat a kengem Land vun der Welt, wou d’Invitatioune géifen esou verschéckt ginn, wouvu keng an där Sprooch ass, wat d’Mammesprooch vun deem Land ass. An ech mengen, wann dat am Ausland méiglech ass, da muss dat och hei méiglech sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d’Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu reegelméisseg den nämmlechte Problem wéi d’Kolleege vun déi Lénk, wou ech mer muss d’Fro stellen: Soll ech op villes vun deem, wat virdru gesot gouf, reagéieren oder net? Ech entscheede mech haut dergéint, …

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … well ech mengen net, datt mer eis mat eenzelnen Aussoe mussen ophalen, wann et ëm d’Gesondheet vun eis all geet.

Här President, déi aktuell Infektiounszuele maachen eis Piraten Suergen an ech mengen, datt et och kengem aneren heibannen anescht geet. Et ass an deene leschten Deeg vill geschwat ginn iwwer méi streng Mesuren, iwwert den Echo op eis Infektiounszuelen aus dem Ausland an esou weider an esou fort. An och meng Virriedner hu jo illustréiert, datt am Ausland tatsächlech eis Zuele fir Besuergnis gesuergt hunn.

Ech mengen, datt déi Diskussioun, ob d’Tester oder ob de Large-Scale-Testing dorunner schold ass, e bësse laansch d’Theema ass, well éischtens erfëllt Lëtzebuerg seng Obligatioune vis-à-vis vu senge Bierger, an zwar esou gutt, datt mer net nëmmen eis Biergerinnen a Bierger testen, mee mir teste souguer jiddwereen, deen heihinner schaffe kënnt. An domadder si mir e gutt Stéck besser drun, fir e Virus ze bekämpfen, wéi e Land, wat einfach d’Aen zoumécht virun der Realitéit, datt ee Frontalieren huet, wéi ee Land, wat d’Aen zoumécht virun den Indicateuren, déi eng zweet Welle kënnen indizéieren.

Lëtzebuerg huet duerch de Large-Scale-Testing haut e Virwarnsystem, dee vill méi performant ass, wéi dat an anere Länner de Fall ass. A wann ech d’Zuele liesen, datt d’Saarland annoncéiert, se hätten ee Positiven an engem Dag gehat bei der duebeler Awunnerzuel vu Lëtzebuerg, wärend mir - pardon, fir et einfach emol esou ze soen - e puer Meter Loftlinn dovun der awer e puer méi hunn, a gläichzäiteg och e puer Saarlänner hei zu Lëtzebuerg positiv getest goufen deen Dag, da stellt ee sech d’Fro, ob mer net an deene ganzen Teststrategië méi Europa bräichten.

Mir bräichte méi Europa, wann et drëm geet, déi Resultater ze integréieren. Mir bräichte méi Europa, wann et drëm geet, ze realiséieren, datt e Staatsbierger vun deem engen och kann an engem anere Land positiv oder negativ getest ginn. Mir brauchen e System, an deem mer de Lëtzebuerger, deen zu Pärel wunnt, net als Nonresident vläicht kategoriséieren, a gläichzäiteg awer de Frontalier, deen de ganzen Dag zu Lëtzebuerg ass, datt mer deen awer och als Nonresident um Enn kategoriséieren.

Déi ganz Kategoriséierung an Natioune mécht an deem heite ganz spezifesche Kontext kee Sënn. An ier elo eng Fro vun dohannen aus dem Eck kënnt: Ech schwätze vun dësem spezifesche Kontext! Et geet ëm Mënschen. Et geet ëm Mënschen, déi krank kënne sinn. An et soll eis egal sinn, ob dat een ass, deen an Däitschland wunnt, a Frankräich, an der Belsch oder zu Lëtzebuerg. Wat wichteg ass, ass, datt mer Infektiounsketten ënnerbannen. A fir dat ze maachen, hëlleft just eppes: testen, testen an nach eemol testen!

A wa mer da genuch getest hunn a mir fannen déi eenzel Infektiounen, da muss een hir Kontakter tracéieren, fir och sekundär Infektiounen ze fannen. An och do si mer u sech gutt ekipéiert.

Här President, een, dee behaapt, datt déi héich Infektiounszuele vum Large-Scale-Testing géife kommen, dee benotzt Trump-Rhetorik, dee benotzt Rhetorik, fir Leit Angscht ze maachen, fir de wëssenschaftleche Fakten net an d’Gesiicht ze kucken.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Well um Enn vum Dag, an dat huet de Kolleeg Marc Baum hei gesot, ass d’Prevalenz bei de Large-Scale-Tester relativ stabill. Wou d’Infektiounszuelen an d’Luucht ginn zu Lëtzebuerg, dat ass bei de symptomatesche Fäll, ass bei deenen, déi tracéiert ginn. A genau déi géife mer warscheinlech och anescht fannen. De Large-Scale-Testing hëlleft eis eebe grad, déi ze fannen, déi an anere Länner duerch d’Masche falen, déi do duerch d’Netz ginn an déi da potenziell erëm méi Leit infizéieren.

Den ECDC, oder op Franséisch Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, huet a senge Lignes directrices festgehalen, datt eng grouss Testcapacitéit am Interessi vun enger epidemiologescher Iwwerwaachung, der Fréierkennung an dem Traçage läit. Dat si ganz vill komplizéiert Wierder an engem Saz, fir ze soen: „Wie méi test, dee bekämpft d’Krankheet méi effikass.“

Elo ass et esou, datt mer zu Lëtzebuerg dank dem État de crise kuerzfristeg e Large-Scale-Testing kruten an och duerch eng kreativ Ausleeung vun de Marché-publicken, datt een engersäits e Marché public oder, besser gesot, eng fräihänneg Ausschreiwung mécht fir 39 Komma eppes Milliounen an dann en Don vun Testequipementer, hu mer et fäerdegbruecht, fir de Large-Scale-Testing séier op d’Schinnen ze bréngen. Dat kéint een elo kritiséiere wéinst der Form. Am Fong ass et awer dat, wat mer gebraucht hunn.

Am Fong ass et dat, wat eis erméiglecht huet, déi zweet Well, déi op eis zourullt, matzäiten ze erkennen, ier vläicht och aner Länner se erkennen. Dat heescht, mir sinn u sech gutt opgestallt mam Large-Scale-Testing. Wat schued ass, an och dat gouf haut schonn ugeschwat, ass, datt um Enn vun dësem Mount den LST, de Large-Scale-Testing, am éischte Programm ausleeft an datt mer u sech vun dem 27. Juli bis den 31. August haut nach kee Programm hunn.

D’Madamm Ministesch huet eis de Moien an der Kommissioun nach eng Kéier drop higewisen, datt d’Verhandlungen do gutt stinn. An ech hoffe wierklech, datt déi Verhandlungen aboutéieren an datt mer weider kënnen testen, net nëmmen am Interêt vun deene Leit, déi schaffe ginn, mee virun allem och am Interêt vun deene Leit, déi engersäits an d’Vakanz wëlle fueren, well op ëmmer méi Plaze brauch een en Test.

An do, an deem Kontext wéilt ech dann awer trotzdeem eng Fro opwerfen, wou de Kolleeg Engelen schonn op där richteger Pist war, mee wou ech awer nach eng weider Fro hunn. Dat ass déi vum „non-accredited test“. An do ass meng ganz konkreet Fro un d’Madamm Ministesch herno: Wat kéint dovunner de potenziellen Impakt sinn op Länner, déi deen Test froen?

Stelle mer eis vir, ech reesen an e Land, wou den Test gefrot gëtt, an do steet drop, datt et en net akkreditéierten Test ass, dee gemaach gëtt. Sinn eis diplomatesch Institutiounen esou opgestallt, fir deene Länner, déi haut Tester froen, ze erklären, firwat dee Saz dropsteet? A wann net, brauche mer net vläicht eebe grad e Certificat, deen dat nämmlecht attestéiert, wat um offizielle Labosresultat steet, mee dee Saz net drop huet?

Ech weess, datt dat um offizielle Labosresultat warscheinlech muss dropstoen op Basis vun enger Obligation légale. Et muss een awer do eng pragmatesch Léisung fanne fir déi Leit, déi beim Reesen esou en Negativtest musse virleeën a potenziell riskéieren, hei refouléiert ze ginn.

Dat Zweet ass, ech schwätze vum Teste virum Reesen. An ech begréissen do absolutt d’Flexibilitéit an d’Vitess, mat där d’Regierung et erméiglecht huet, datt Residenten an och Netresidenten, well et geet iwwert d’Matricule, déi reese wëllen an e PCR-Test brauchen, dee kënnen ufroen iwwert de Large-Scale-Testing.

Ech hunn awer e klenge Bemoll, an dat hunn och d’Fuerscher e puermol gesot, datt mat de Retouren aus de Vakanze potenziell natierlech och de Virus erëm importéiert gëtt, dat ofhängeg vu wou d’Leit kommen. Deementspriechend ass ee vun de Pilieren am Large-Scale-Testing, dee virgesinn ass, d’Porte-d’entréeë vu Lëtzebuerg. De Kolleeg Gusty Graas huet dovunner geschwat. En huet gefuerdert, datt et och eventuell op Autobunnsraststätten oder op anere Plazen, wou ee mam Auto ukënnt, ugebuede gëtt, fir ze facilitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, hei am Numm vun de Piraten eng Motioun ze deposéieren, wou mer d’Regierung invitéiere géifen, fir jiddwerengem, deen aus der Vakanz erëmkënnt, respektiv Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d’Méiglechkeet ze ginn, iwwer en änleche Formulaire wéi dat elo fir déi, déi ausreesen, de Fall ass, fënnef Deeg no hirer Erëmarees kënnen en Test unzefroen an deen ze maachen, dat am Sënn vun, datt se sech selwer mellen, fir getest ze ginn, fir esou Infektiounsketten, déi eventuell am Ausland entstane sinn, ze briechen. Genau dat proposéiere mer aus deem ganz einfache Grond, well et irrealistesch ass ze mengen, datt mer just iwwert de Sampling vum Large-Scale-Testing déi Leit alleguerte géife fannen an et och soss dateméisseg ganz schwéier gëtt, fir erauszefannen, wien da gereest ass.

Motion 1

D’Deputéiertechamber stellt fest, datt

- an de leschten Deeg d’Unzuel vun den Neiinfektioune staark zougeholl huet;

- d’Regierung am Projet de loi 7628 ee Pilier vun Tester bei der Arrivée op der Gare oder um Flughafe gesäit;

- d’Sensibiliséieren, fir sech testen ze loosse bei der Arrivée aus dem Ausland, wichteg ass;

- d’Regierung d’Méiglechkeet geschaaft huet, datt Leit, déi et fir hir Rees brauchen, sech kënne virun hirem Depart an d’Ausland gratis zu Lëtzebuerg teste loossen.

Aus dëse Grënn invitéiert d’Deputéiertechamber d’Regierung:

1. Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d’Méiglechkeet ze bidden, fir sech gratis am Kader vum Large-Scale-Testing testen ze loossen;

2. Promotioun fir dës zousätzlech Testcampagne ze maachen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eppes aus der Coronakris léieren, dann ass et, datt d’Situatioun vun haut op muer ka changéieren. An dëser Zäit ass näischt esou al wéi d’Zeitung vu gëschter, deelweis souguer d’Zeitung vun haut, wéi mer haut gewuer goufen.

A wa mer haut nach op enger rouder Lëscht stinn, da sti mer muer vläicht schonn op enger grénger Lëscht, well aner Länner eis ëm eis Teststrategie beneiden. Mir Piraten plädéieren derfir, an dëser Fro e kille Kapp ze behalen an eis op d’Rigueur vun eiser Lutte géint d’Pandemie ze konzentréieren. Dat Wichtegst ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer kohärent, trei zu eisem Prinzip „Gesondheet steet un éischter Plaz“ bleiwen.

Mir Piraten hoffen och, datt duerch dës zweet Phas nach ganz nei wichteg zousätzlech Informatioune séier kënne gedeelt ginn. D’Madamm Ministesch huet eis dat de Moien an der Kommissioun versprach.

An ech hunn och de Moien an der Kommissioun gesot: Mir hunn haut méi Informatioune wéi bei der éischter Well. Mir hunn haut méi Informatioune wéi um Enn vun der éischter Well. Loosst eis deen Echange weider ausbauen! Loosst eis faktebaséiert, evidenzbaséiert Decisiounen huelen an esou dës Pandemie zesumme weider bekämpfen, och mam Large-Scale-Testing!

An duerfir stëmme mir dëse Projet mat Houfert mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D’Regierung huet d’Wuert, d’Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, eng gutt Nouvelle hunn ech fir Iech: Eppes, wat Iech oder eis alleguerte stéiert, nämlech deen engleschen Numm vu Large-Scale-Testing, ech mengen, dee kënne mer vergiessen an der nächster Phas, well de Large-Scale-Testing war näischt anescht wéi e ganz ambitiéise Fuerschungsprojet, deen op en Enn komm ass, dee mer elo evaluéiert hunn, dee mer fir gutt befonnt hunn an deen an der zweeter Phas ganz einfach Partie intégrante vun der Lëtzebuerger Teststrategie wäert ginn.

Une voix.- A!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dës Teststrategie ass och ausgeschriwwen, esou wéi dat am Rapport vermierkt ass a schonn e puermol relevéiert ginn ass, an huet véier Achsen, déi de Rapporteur am Detail detailléiert huet. Ech ginn net nach eng Kéier dorop an, fir net ze widderhuelen.

Et ass mer wichteg ze ënnersträichen, dass domadder, dass dee Large-Scale-Testing op en Enn kënnt, kee Lach hannerlooss ginn ass. Do ass absolutt kee Lach, well nieft deem Fuerschungsprojet, deen op en Enn kënnt, huet d’Santé vun Ufank vun der Kris un eng relativ ambitionéiert Teststrategie souwisou lafen, déi parallell leeft. Déi beinhalt net just déi sougenannten normal Tester fir déi Leit, déi Symptomer hunn, mee och eng Rei Projeten, esou zum Beispill, ech géif drun erënneren: Mir hunn am Kader vun eiser normaler nationaler Teststrategie, déi bis elo gefuer ginn ass, zum Beispill d’ganz Altersheimer eng Kéier duerchgetest. Mir haten och punktuell Interventiounen, wou dat gefrot ginn ass.

Dat heescht, déi Teststrategie besteet. Do hu mer eng grouss Capacitéit an do schaffe mer zesumme mat all eise Laboen. Dat gëtt zum Deel gemaach vum LNS, vum Laboratoire national de santé, mee och mat de Privatlaboen, wou jiddweree bedeelegt ass, soudass do absolutt kee Lach ass. Dass mer dat net nahtlos gemaach hunn, vun enger Phas 1 an eng Phas 2 goen, dat relevéiert fir mech och de „bon sens“, gesonde Mënscheverstand, well wann een esou en ambitiéise Projet op en Enn bréngt, ass et wichteg, dass een en evaluéiert, dass ee genau kuckt: Wat ass gutt gelaf? Wat maache mer doraus? Iwwerhuele mer dat?

Integréiere mer dat an eis national Teststrategie? An dass ee sech dofir déi néideg Zäit gëtt. Och fir de Kassensturz ze maachen. Dat ass elo puermol gesot ginn.

Effektiv, et war eng ambitiéis Capacitéit ugeduecht. Déi ass net ganz ausgeschëpft, soudass mer dës Zäit dorobber setzen, fir eeben ze evaluéieren: Wou si mer drun? Wat bleift iwwreg?, fir ze kucken, wat een och do nach vu Sputt behält.

Wéi gesot, et ass kee Lach tëschent deenen zwou Phasen. Mir hunn Testcapacitéit, och ganz vill Testcapacitéit, och ouni deen doten. Dat war esou geplangt. A mir hunn och e Plang fir déi Wochen. Mir si jo elo och amgaangen, eng ganz Rei Betriber ze testen, Secteuren ze testen. Bon, ech ginn net méi op den Detail an, mir hu schonn e puermol hei presentéiert, wat leeft. Et ass net esou, wéi wa mer elo iergendwou e Stillstand hätten, loin de là!

Da géif ech och eng Kéier just wëllen drop zréckkommen: Et gëtt vill vu Couloirsgespréicher an der Santé hei geschwat. Ech kann Iech soen, an de Couloirë vun der Santé, do war vill lass iwwert déi lescht Méint, well do huet d'Cellule de crise getaagt an ënner anerem hate mer en Aarbechtsgrupp ronderëm dee Fuerschungsprojet, wou mer vum éischten Dag un zesummegeschafft hu mat de Kolleegen aus dem Fuerschungsministère. Do souze mer ganz oft zesummen. Et war e Comité de pilotage, wou eis Leit gemeinsam drasouzen. An ech souz och selwer do mat um Dësch. Also, wéi gesot, dass do iergendwou Reiwereie waren, dat wëll ech wierklech hei vu mer weisen.

Au contraire, ech erënnere mech nach ganz gutt, wéi dee Projet besigelt ginn ass, dass de Claude Meisch an ech nach eng Kéier telefonéiert hunn. Et war net einfach, esou eng Decisioun ze huelen, esou vill Suen ze engagéieren, mee mir hunn eis eng Kéier an d'A gekuckt a mir hunn eis gesot: Mir maachen dat, fir dass mer schnell derbäi sinn an déi Testcapacitéit kréien, mat allem, wat mer do duerno matgemaach hunn.

Et ass jo ganz vill a Fro gestallt ginn, dass mer dat esou schnell decidéiert hunn. Mee jiddefalls hu mer dat zesumme gemaach! Dat ass alles, wat ech Iech kann dozou soen.

Dann, réckbléckend op déi Phas … Nach net grad réckbléckend, si ass nach net op en Enn. Mee déi Phas, déi elo op en Enn kënnt, vun där ass gesot ginn: „Pleiten, Pech und Pannen." Ma ech géif éischter soen: « Incroyable, mais vrai », well wéi dee Projet annoncéiert ginn ass, hu vill Leit driwwer gelaacht, vill Leit hunn iwwerhaapt net dru gegleeft, dass mer dat géife stoe kréien, well et en extreem ambitiéise Projet war.

Mir hu missen dat Material erbäikréien, déi Logistik erbäikréien. An et huet geklappt! Lëtzebuerg huet et hikritt! Nennt mir emol ee Land, wat an esou kuerzer Zäit esou eng ambitiéis Strategie en place gesat huet! Dat gitt Der wierklech sichen. Also, Lëtzebuerg ass do exemplaresch. A fir mäin Deel sinn ech immens stolz op dee Projet. Et ass net mäin direkt als Santé, mee jiddefalls all déi Acteuren, déi do bedeelegt waren, déi hu wierklech Onméigleches geliwwert, fir dat doten un d'Stoen an un d'Dréien ze kréien, mat deem ganze Succès, deen de Projet entre-temps huet. Ganz vill Länner interesséiere sech fir dee Projet. Mir hunn Dag fir Dag Ufroen aus dem Ausland, wou Leit Detailer dozou wësse wëllen.

Et ass e Projet, dee fir ganz vill Opmierksamkeet gesuergt huet an eisem Land u sech, elo ofgesi vun deem klenge Revers, deen elo zustane komm ass, wou een e bëssen an d'Gespréich geréit, mee ganz vill Positives bruecht huet an d'Land an e ganz gutt Liicht gestallt huet, well mer genau dat maachen, wat international recommandéiert ass a wou jiddweree frou wär, wann en déi Capacitéit haut hätt.

Déi aner Länner schaffen drun, dat opzebauen. Mir haten et matzäit stoen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass dat dee richtege Wee war.

De Kassensturz, wéi gesot, ass amgaangen. Fir déi Zäit elo tëschent deenen zwee Projete sollte mer u sech, an dat war esou geplangt an och annoncéiert, mat eiser normaler Teststrategie weiderfueren. Vu dass mer awer iwwert déi lescht Wochen e relativ onerwaarte staarken Ustig hate vun Neiinfektiounen, ass et eis wichteg, elo eeben d'Zousazcapacitéit dach ze garantéieren. Dat maache mer am Kader vun deem, wat d'Gesetz eis erlaabt, fir wierklech en Zousazkontrakt nach ze maachen. Dat sinn Aarbechten, déi elo amgaange sinn.

Wéi gesot, fir d'éischt de Kassensturz, dass mer wëssen, wou mer dru sinn. Da si mer prett, fir ze kontraktéieren. A mir wäerten dat selbstverständlech am Respekt vun der Gesetzgeebung maachen, déi fir Marchéë spillt an déi eis eeben och eng Rei Méiglechkeete gëtt, fir esou Rallongen zu Marchéen ze maachen. Dat fir justement an dëser ganz kritescher Zäit, wou d'Infektiounen eropginn a wou mer nach net kënnen ofgesinn, wéi dat evoluéiert iwwert déi nächst Wochen, dass mer do beschtméiglech preparéiert si mat enger gréisstméiglecher Flexibilitéit a Capacitéit, fir kënnen do ze testen, wou et muss sinn.

Ech géif Iech haut bieden, dëse Projet ze stëmmen. Déi Teststrategie, déi mer hunn, ass e weesentleche Bestanddeel an eisem Kampf, an eiser Lutte géint de Virus. Mir brauchen déi Testcapacitéit. Dat ass dat, wou mer drop miséiert hunn. Mir sinn och iwwerzeegt, dass dat dee Bausteen ass, deen eis och iwwert déi nächst Wochen a Méint wierklech wäert hëllefen, iwwert de Bierg ze kommen, dat zesumme mam Tracing.

An ech géif do och nach ganz gären eng Kéier ënnersträichen, et ass vill driwwer geschwat ginn. Ech hunn de Moien iergendwou héieren oder gelies, mir hätten en „aveu de faillite", wat eis Capacitéit vum Tracing ugeet. Dat ass absolutt net richteg! Et ass net dat, wat ech de Moie gesot hunn. Au contraire! Och do hu mer bannent kierzester Zäit wierklech de Service vun 0 op 100 eropgefuer mat Leit, déi Dag fir Dag bäikommen, wou mer au fur et à mesure, wa mer Besoinen hunn, och Leit fannen, déi forméiert ginn, déi am Asaz sinn.

An och wa mer wärend zwee, dräi Deeg selwer Angscht haten, well mer selwer iwwerrumpelt gi si mat all deenen Zuelen, hu mer déi Saach awer elo erëm wierklech am Gréff, soudass ech wierklech vu mer weisen, dass do en „aveu de faillite" wär. Nee, mir hunn och do gewisen, dass mer schnell kënne reagéieren, dass mer zu Lëtzebuerg Leit fannen, déi ganz schnell aus anere Verwaltungen op d'Plaz bei eis kommen, soudass een och do kann optimistesch bleiwen, dass mer dat, wa mer Adaptatioune musse maachen um Niveau vum Personal, och nach weiderhi gestäipt wäerte kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Dat war et, wat ech zum Projet ze soen hätt. Ech wier ganz frou, wann Der géift derfir stëmmen. Dofir sidd Der haut hei an dat ass eng gutt Saach.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7628. Den Text steet am Document parlementaire 7628[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7628 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun, déi vum Här Sven Clement vun de Piraten deposéiert ginn ass. Här Clement, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt just nach eng Kéier op déi zwee Invitten agoen.

Dat eent ass, de Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d'Méiglechkeet ze bidden, fir sech gratis am Kader vum Large-Scale-Testing testen ze loossen. Ech hu mech elo grad beléiere gelooss vun der Madamm Ministesch, datt deen Term elo ze ersetze wär, Large-Scale-Testing. Dat géife mer natierlech maachen.

A falls et e Problem gëtt mat de Leit, déi areesen, do ass et eis wichteg, an der Motioun drop hinzeweisen: Leit, déi fir eng länger Dauer areesen, also net een, dee fir een Dag oder fir fënnef Deeg zu Lëtzebuerg ass, mee fir Leit, déi sech méi wéi zwou Wochen zu Lëtzebuerg ophalen, fir deementspriechend d'Infektiounsketten ze briechen.

Ech sinn do ganz gäre bereet, falls do eng gutt Textpropositioun vun de Kolleege kënnt, déi soss net kéinte matstëmmen, ganz gären déi Modifikatioun och ze maachen.

An dann natierlech déi Testcampagne och ze promouvéieren, datt mer de Leit wierklech d'Méiglechkeet ginn, dat och wouerzehuelen. An optimalerweis geet dat jo deelweis iwwert d'Reesveranstalter, fir deenen och un d'Häerz ze leeën, och wann et Selbstfahrerreise sinn, och wann et Busreese sinn, déi eeben net op der Gare oder um Findel ukommen, fir de Leit do d'Méiglechkeet ze ginn, sech testen ze loossen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et ass souwisou esou virgesinn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här Di Bartolomeo, et steet souguer an der Motioun am zweete Considerant, datt et am Projet de loi, dee jo elo eestëmmeg gestëmmt gouf, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten).*- … virgesinn ass, um Flughafen an op der Gare ze testen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass och mäi Punkt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat ass ee vun de Consideranten. An ech mengen, dofir sollte mer dat Ganzt méi breet maachen. Dat ass e bëssen d'Propos, déi dës Motioun mécht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci. Dat ass effektiv de Sënn an Zweck vun enger vun den Achse vun deem Deel do vun eiser Teststrategie, déi dann ab August wäert ulafen, soudass mir absolutt kee Problem domadder hunn. Et ass an déi Richtung, wuer et sollt goen, an et ass notamment fir esou e Besoin, wou mer wëllen déi Testcapacitéit eropfueren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen d'Wuert zu der Motioun wëllt ergräifen?

Une voix.- Nee.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen? Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun averstanen ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Une voix.- A!

8. 7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

M. Fernand Etgen, *Président.*- Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 7576 iwwert d'Candidats sursitaires. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Claude Haagen, d'Martine Hansen a meng Wéinegkeet geheieren nach zu där Generatioun, déi eng Dissertatioun huet misse schreiwen, fir Professer am Lycée ze ginn.

(Brouhaha)

De Claude huet sech mam Theema vun de Reassurancen am Grand-Duché befaasst, d'Martine mat dem Sujet Methodik an Didaktik an de Fächer vun der landwirtschaftlecher Betribsléier an der Agronomie op der Orientéierungsstuf vum Lycée technique agricole, dat op 241 Säiten. An ech selwer hat de Sujet vun den horizontale Kooperatiounsfongen an der europäescher Industrie erausgesicht, dat mat besonneschem Bléck op d'Konkurrenzrecht.

(Interruptions diverses)

Jo, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wat war dann d'Nott, Här Bauler?

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo, dat waren nach Zäiten!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wat war Är Nott, Här Bauler?

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- De Stage pédagogique ass iwwer dräi Joer gelaf …

(Interruption)

… an d'Dissertation scientifique huet misse virun dem prakteschen Exame virun engem Jury verdeedegt ginn, also um Enn vum zweete Joer Stage. Dat war zimmlech stresseg. An de Claude, d'Martine a meng Wéinegkeet hunn duerfir etlech Schoulvakanze reservéiert. Dir gesitt, eis dräi ass d'Zäit schonn deemools net laang ginn.

Ee vu menge Beruffskolleegen an der Biologie, deen am Martine sengem Alter ass, hat sech fir d'Dissertatioun d'Theema vun de „Carabides", op Latäin „coleoptera", erausgesicht. Do goung et ëm eng Zort Käfer, déi an eise Lëtzebuerger Bëscher, méi prezis an de Forêts seminaturelles ronderëmkrabbelen, deenen hiert ekologescht Emfeld an hir Biogeografie hien analyséiert a beschriwwen huet. Sou hat dee

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

queesch duerch eis Regioun, dacks op deene koppegste Plazen an deene krommsten Häng Formolfalen opgestallt, fir um Terrain, matzen an eise Bëscher d'Verhale vun de Carabides ze studéieren. E Risenopwand iwwer en déckt Joer, ouni déi theoreetesch an analytesch Aarbecht um Schreifdësch an ënnert dem Mikroskop. Do gesitt Der emol, wat eiseree sech déi Zäit geplot huet, fir um Enn Lycéesproff dierfen ze ginn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 1999 ass de Stage pédagogique reforméiert ginn. Vun do u konnt een d'Dissertatioun no de prakteschen Exame schreiwen an et konnt een tëscht enger wëssenschaftlecher an enger reng pedagogescher Aarbecht wielen. Do koum also schonn eng éischt Ouverture a Richtung Didaktik, Pedagogik an Analys vum Schoulsystem.

Ech verweisen zum Beispill op déi pragmatesch a séier interessant Aarbecht vun eisem Kolleeg Georges Mischo aus dem Joer 2008, déi en typeschen Travail de candidature war, dëst ënnert dem Theema „Die Sportart Lacrosse: eine Ergänzung zum Luxemburger Sekundarsportunterricht".

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Dann däerf ech och drun erënneren, dass de Minister François Biltgen ufangs 2011 per Gesetz all déi Leit vum Travail de candidature befreit hat, déi schonn en Doktorat an hirem Fach op der Uni geschriwwen haten. Dat war logesch, zemools wann een den Opwand vun esou enger Aarbecht betruecht. Schonn deemools gouf festgestallt, dass d'Zuel vun den Enseignanten, déi en TC hätte kënnne presentéiere bezéiungsweis ofschléissen, relativ héich war, ëmmerhi bal 27 % am Joer 2011.

Wéi déi lescht Reform vum Stage mat der Schafung vum IFEN komm ass, dunn ass den Travail de candidature, esou wéi en 1999 agefouert gouf, ofgeschaaft ginn. Mee dat huet net de Problem vun deene geléist, déi an der fréierer Ausbildung dozou verflicht waren, esou eng Aarbecht ze schreiwen. An esou gouf et weiderhin eng Rei Candidats sursitaires, déi net zum reguläre Proff konnte genannt ginn, well se hiren TC nach net presentéiert haten.

Am Joer 1999 gouf, wéi gesot, eng éischt Reform vum Stage pédagogique fir d'Anwäerter op d'Proffekarriär deemools also gestëmmt. De Stage gouf deemools vun dräi op zwee Joer gekierzt an am Enseignement secondaire gouf eng nei Karriär gegrënnt. Soubal ee säi Stage no der Période probatoire gepackt hat, koum een an d'Karriär vum Candidat à la fonction de professeur. Als Candidat hat een dann 18 Méint Zäit, fir en Travail de candidature, och TC genannt, ze schreiwen an dësen duerno virun engem Jury ze verdeedegen. Zu dësem Zweck kruten d'Kandidaten d'Recht op eng Decharge vu fënnef Stonnen d'Woch. Eréischt no der Validéierung vun dësem TC konnten d'Kandidaten zum Lycéesproff genannt ginn.

Duerch d'Tatsaach, dass eng grouss Zuel vun Enseignanten den TC net geschriwwen oder net bestanen hunn oder iwwerhaapt emol kee Sujet eragereecht hunn, huet sech eng weider Karriär gebilt, nämlech déi vun dem Candidat sursitaire. An dëser Karriär hunn d'Enseignanten zwar eng komplett Tâche vun 22 Stonnen assuréiert, mee si konnten net vun deene selwechten Aarbechtskonditioune profitéiere wéi hir Kolleegen aus der Proffekarriär. Als Candidat sursitaire hat een nämlech kee Recht op en Allègement horaire, et huet ee manner verdéngt an et ass een och net esou schnell a senger Karriär avancéiert. Soulaang d'Kandidaten hiren TC net gepackt haten, hounge si an dëser Karriär fest.

Duerch d'Grënnung vum IFEN an duerch d'Reform vum Stage am ëffentlechen Déngscht am Joer 2015 huet sech de Parcours fir d'Anwäerter op d'Proffekarriär nees geännert. Zënter dem 1. Oktober 2015 brauchen d'Enseignantë keen Travail de candidature méi ze schreiwen, nodeems se hire Stage pédagogique gepackt hunn. Si ginn deemno direkt zum Professer genannt a brauchen net méi duerch d'Karriär vum Candidat ze passéieren.

Dës Ännerung huet allerdéngs eng Diskriminatioun tëscht de verschiddene Karriäre vum Enseignement secondaire mat sech bruecht. Duerch d'Reform goufen all déi Enseignanten defavoriséiert, déi zum Zäitpunkt vum 1. Oktober 2015 nach an der Karriär vum Candidat festhoungen. Dernieft goufen och déijéineg benodeelegt, déi haut nach ëmmer de Status vum Candidat sursitaire droen.

Dëse Gesetzesprojet soll dann elo der Diskriminatioun vun de betraffenen Enseignanten en Enn setzen, andeems si eng Dispens fir hiren Travail de candidature kënne kréien. De Schoulministère proposéiert deemno zwee alternativ Weeër, fir kënnen an d'Karriär vum Lycéesproff ze kommen:

Éischtens kënnen d'Kandidaten amplaz vum TC e sougenannten Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofginn. Ënnert der Opsiicht vum SCRIPT schafen d'Enseignanten didaktescht Material, dat spéiderhi vu verschiddenen Acteuren aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem ka genotzt ginn. Si kënnen entweeder eng Partie vun engem Schoulbuch schreiwen, eng Léierapp entwéckelen oder e pedagogeschen Internetsite erstellen.

Den Ëmfang vun dëser Aarbecht entsprécht engem Equivalent vun 135 Schoulstonnen. Am Kader vun hirer Virbereedung suivéieren d'Enseignanten ausserdeem eng Formatioun vun aacht Stonnen iwwert d'Benotzerrecht an d'Ausschaffung vun didakteschem Material.

Déi zweet Alternativ zum Travail de candidature besteet doranner, fir eng gewësse Quantitéit un Iwwerstonnen ze leeschten. Déi exakt Unzuel hänkt dovunner of, wéini den Enseignant an d'Karriär vum Candidat genannt gouf. Dëse Volumen entsprécht engem Equivalent vun 190 Schoulstonnen, wann d'Nominatioun tëscht dem Joer 2001 an 2006 stattfonnt huet, 230 Schoulstonnen tëscht dem Joer 2007 an 2012 an 270 Schoulstonne fir all Nominatioun no 2013.

De konkreete Mechanismus gesäit vir, dass all Kandidat, deen eng voll Tâche assuréiert, e Kreditt vun 120 Schoulstonne pro Joer zegutt huet. Dës Iwwerstonne ginn automatesch op säin Zäitspuerkonnt, och CET genannt, iwwerwisen. Soubal den Enseignant säi perséinleche Seuil un Iwwerstonnen erreecht huet, kann hien an d'Karriär vum Lycéesproff wiesselen. D'Iwwerstonnen, déi den Enseignant fir d'Dispens vu sengem TC gesammelt huet, ginn allerdéngs net ausbezuelt.

Soulaang d'Kandidaten awer ënner hirem Seuil leien, kënne si zu all Moment decidéieren, dach nach en Travail de candidature oder en Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofzeginn. Dee Moment behale si natierlech d'Recht op d'Bezuelung vun Iwwerstonnen, déi si bis dohinner op hirem CET ugesammelt hunn.

Finalement behalen d'Kandidaten also och weiderhin d'Méiglechkeet, wéi gewinnt hiren Travail de candidature ofzeginn. Dëse Projet de loi gesäit allerdéngs vir, dass d'Karriär vum Candidat a vum Candidat sursitaire den 1. Abrëll 2027 ofgeschaaft gëtt. Ab dësem Datum gëtt all Kandidat automatesch zum Professer genannt, egal ob hie säin TC oder säin Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofginn huet oder genuch Iwwerstonne gesammelt huet.

Mam Iwwergang an d'Karriär vum Professer profitéieren d'Enseignanten net nëmme vun enger Gehaltserhéijung, mee och vun engem Recalcul vun hirer Anciennetéit. Am Géigesaz zu de Candidats sursitaires hunn déi frësch genannt Lycéesproffen d'Recht op een Allègement horaire an op verschidden Dechargen.

Am Numm vun der DP kann ech dëse Projet de loi nëmme guttheeschen. Ech begréissen dofir, datt eise Schoulministère de Candidats sursitaires entgéintkënnt an hinnen alternativ Méiglechkeeten ubitt, fir an d'Karriär vum Professer ze wiesselen.

Fir déi verschidden Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Domat wier alles gesot a merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Rapporter André Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also no esou engem Rapport, mengen ech, kann een nëmme verléieren, wann ee laang schwätzt. Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi Rapport.

Wärend där leschter Legislaturperiod sinn eng Partie Reforme vum Stage gemaach ginn. Ech mengen, déi sinn och am Detail beschriwwe ginn. Mat deene Reforme ware mer net averstanen. Mir haten d'IFEN-Gesetz duerfir och net gestëmmt gehat. Mir waren awer u sech nach manner domadder averstanen, datt nei Ongerechtegkeete geschafe gi si fir eeben d'Candidat-sursitairen.

An duerfir hate mer d'lescht Joer och eng Motioun hei ofstëmme gelooss, fir déi Ongerechtegkeeten ofzeschafen. Ech weess net méi, ob se ugeholl ginn ass oder net. Mee d'Haaptsaach: Mir hunn elo e Gesetz. An duerfir wäerte mer natierlech dat Gesetz matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Deem ass näischt méi derbäizefügen. Och vu mir dem André Bauler, deen hei e magistrale Cours iwwert d'Aarbechte vun de Kolleege gehalen huet, e grousse Merci dofir. Elo wësse mer wéinstens, datt d'Oppositioun eng Kéier ka géint d'Majoritéit Lacrosse spillen. An ech freeë mech schonn op dee Match.

Dat gesot, gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci. Nom Här Bauler sengem Rapport, mengen ech, muss een awer vläicht e puer Wuert soen, well wann e Sujet esou brillant virgestallt gëtt, dann däerf dat bal net ouni Äntwert bleiwen.

Ech mengen, et ass esou, datt sech eng grondsätzlech Fro stellt, och bei all deenen Aarbechten, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn an der Éducation nationale, mee och an anere Verwaltungen. Déi meescht Fonctionnairë vun der Carrière supérieure hu jo esou en Travail de fin de stage geschriwwen.

An d'Fro, mengen ech, retroaktiv, wann ech Iech nolauschteren, Här Bauler, ass: Wat ass eigentlech mat deenen Aarbechte geschitt? Well do ass esou vill gemaach ginn, esou vill Wäertvolles an all Beräich, an der Biologie, an der Ekonomie an esou weider …

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Also, Dir kënnt déi normalerweis bei den Archives nationales, dem Staatsarchiv, oder an der Bibliothèque nationale noliesen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mee … Dat ass an der Rei. Här Bauler, ech zweifelen net un der Qualitéit zum Beispill vun Ärer Aarbecht. An ech mengen, datt se nach eng aner Verwendung kéint kréien, wéi zum Beispill an den Archives nationales drop ze waarden, datt ee se erëmentdeckt.

Ech mengen, grondsätzlech ass et esou, datt ee vläicht sollt iwwerleeën, wat et un Aarbechte gëtt a wat een dofir och kann an engem breede Kontext verwenden an net nëmme vläicht just virun engem Jury, an da gëtt eng Aarbecht net valoriséiert. Dat ass e bësse schued.

E puer Bemierkungen zum Gesetz. Mir haten hei effektiv den 11. Juli eng Motioun gestëmmt. A mir haten och als ADR eng Question parlementaire gestallt, dat war am November 2019, fir eigentlech gewuer ze ginn, wat d'Regierung wëlles huet.

An do ass eigentlech an där Äntwert op déi Question parlementaire d'Trame vun deem bekannt ginn, wat haut an deem Gesetz steet. Et huet awer gedauert. Mir haten an där Motioun - d'Madamm Hansen erënnert sech bestëmmt dorunner - gesot, datt mer déi Reform fir d'Rentrée 2019-2020 wéilten. Elo kréie mer et eigentlech e Joer méi spéit. Mee d'Haaptsaach ass, datt déi Diskriminatioun verschwënnt. Et sinn eng ronn 600 Leit betraff. An et ass gutt, datt déi Saach elo regulariséiert gëtt, och wann do nach gewëssen Delaie sinn an esou weider.

Mee et stellt sech awer eng Fro. An déi Fro huet och d'Chambre des Fonctionnaires opgeworf. An dat ass déi heiten: Wa mer wëssen, a mir hunn et jo hei iwwer eng Motioun esou festgehalen a mir stëmmen et haut an dësem Gesetz, datt mer zënter 2015 eng reell Diskriminatioun hunn tëscht deene Candidats sursitaires an deenen, déi dat dann net méi hu misse maachen als Examen, da stellt sech jo och eventuell d'Fro vum Dedommagement.

An d'Chambre des Fonctionnaires huet déi Fro opgeworf a si ass berechtegt. Wann do zwou Kategorien offensichtlech anescht behandelt gi sinn, opgrond vun enger Diskriminatioun, déi mir hei feststellen, da stellt sech d'Fro vum Dedommagement, wéi och d'Chambre des Fonctionnaires et opgeworf huet.

An et kann ee sech och froen, wa mer elo u sech hei net zwee, mee véier Weeër proposéieren, fir aus där Situatioun erauszekommen - entweeder et mécht een näischt, da gëtt een 2027 genannt, oder et mécht ee säin Travail de candidature oder et mécht een Iwwerstonnen oder et mécht een eng pedagogesch Aarbecht; also u sech gëtt et véier Weeër -, ob et dann net do vläicht Ongerechtegkeete ka ginn, ech weess et net, déi do opdauchen.

Mee eng lescht Bemierkung, déi mer awer um Häerz läit: Firwat hu mer Problemer, Professeren ze rekrutéieren? Well et ass jo net fir näischt, datt mer och déi Stagë reforméieren. Mir maachen et zum Deel wéinst enger Harmoniséierung an der Fonction publique, wou mir als ADR ëmmer gesot hunn: „Mir sollen net esou onbedéngt déi automatesch Harmoniséierunge kucken, mee virun allem och de Besoin vun all Karriär." Ech mengen, dat ass eppes, wat e bëssen ënnert den Dësch gefall ass.

Mee wa mer schonn hei de Problem hunn - mir hunn ëmmer e Problem gehat an deene leschte Joren - vun engem Rekrutement vu genuch Professeren, do solle mer och wëssen, dat huet mat enger Rei Saachen ze dinn: Dat huet och ze di mat engem Imageverloscht - leider - vum Beruff vum Professer. Et huet dermat ze dinn, datt mer vill Problemer an de Schoulen hunn. Et huet dermat ze dinn, datt mer eng Leeschtungsabouss hunn an de Schoulen.

A mir wëllen hei soen, wat mer ëmmer erëm soen, datt mir eis als ADR awer zum Prinzip vun der Leeschtungsgesellschaft bekennen. Dat motivéiert d'Schüler. A mir sollten och d'Leeschtung am Léiercorps, am Corps enseignant, besonnesch unerkennen, fir datt mer an eng Kultur kommen, wou mer erëm no vir ginn als Gesellschaft, net nëmmen harmoniséieren, net nëmme stoe bleiwen, mee mat deem Wëllen, méi ze sinn a besser ze sinn an ëmmer besser ze ginn, och am Enseignement, fir dann eng Gesellschaft opzebauen, an där et wierklech derwäert ass, sech voll ze engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un den André Bauler, deen op eng ganz flott Manéier souwuel den Historique hei presentéiert huet, wéi awer och déi eenzel Dispositiounen, déi jo d'Resultat sinn och vun Diskussiounen, déi mer mat der Enseignantsgewerkschaft aus dem Secondaire gefouert hunn. Dat huet d'Saach net manner komplex gemaach, mee ech denken, datt mer awer doduerjer op ganz vill eenzelne Situatiounen och Léisunge konnte fannen.

Hei ass et jo esou, datt eigentlech keen diskriminéiert war, mee mir hu festgestallt, datt dat, wat jiddereen als Méiglechkeet hat, nämlech fir säin TC ofzeginn, datt dat vu ville Candidats sursitaires net genotzt gouf. An amplaz bei där Situatioun ze bleiwen, hu mer gesot, datt mer da mussen effektiv aner Situatiounen an aner Méiglechkeeten do derbäisetzen, wou mer dovunner ausginn, datt et méi einfach ass oder besser convenéiert, fir déi elo kënnen ze notzen.

Vun där Hoffnung gi mer aus. An ech denken och, datt dat dann derzou féiert, datt mer à

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

moyen terme däitlech manner Candidat-sursitairen hunn an datt et dann net onbedéngt bis 2027 dauert, bis dee Modell ausgelaf ass, mee vill éischter wäert de Fall sinn.

Wa mer awer hei och vu Penurie vun Enseignantë wëlle schwätzen, da wëll ech awer och nach eng Kéier kloer soen, datt mer hei eppes maachen, wat d'Penurie net reduzéiert, mee éischter wäert méi grouss maachen, well jiddereen, dee sech hei wäert regulariséieren - säin TC wäert ofginn, déi Aarbecht am Interessi vun der Éducation nationale wäert maache respektiv Iwwerstonne wäert halen -, wäert duerno natierlech och eng aner Tâche hunn: déi vum Professer an net méi déi vum Candidat.

Dat féiert dann derzou, datt mer an deene Branchen och en zousätzleche Besoin hu fir ze rekrutéieren. D'Regierung ass sech däers bewosst. D'Regierung rekrutéiert gären do, mee mir mussen also dann awer och nach eng Kéier kucken, datt mer méi rekrutéiert kréien an deene Branchen, fir och, jo, d'Organisatioun vun de Schoule sécherzestellen.

Ech wëll hei dem Haus Merci soe fir déi breet Zoustëmmung fir dëse Projet, well ech denken, mir maachen e Kapitel zou, wat effektiv e Stéckchen ze laang opbliwwen ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7576. Den Text steet am Document parlementaire 7576[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7576 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique elo zou a maachen den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme José Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

SÉANCE 58 MERCREDI 22 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018)
- *Rapport de la Commission des Pétitions : M. Marc Goergen*
- *Débat : M. Paul Galles - M. Frank Colabianchi (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prises de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*

3. 7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. Claude Haagen et M. Max Hahn) - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. André Bauler - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. 7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2018. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Marc Goergen als Rapporter vun der Petitiounskommissioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Marc Goergen *(Piraten), rapporteur.*- Här President, de Rapport 2018 vum Ombudsman ass e Wierke vu ville Leit, dofir als Éischt deene Leit e grousse Merci, déi un dësem Rapport matgeschafft hunn. Dat sinn alleguerten d'Memberen aus der Petitiounskommissioun an all d'Memberen aus all deenen anere Kommissiounen, déi de Rapport op hirem Ordre du jour haten. Ma merci och dem Personal aus der Chamber, virun allem dem Joé Spier, dee fir all Fro betreffend dëse Rapport ze erreeche war. Schlussendlech och e Merci un eise Mataarbechter bei de Piraten, de Gilles Mertz.

An natierlech e grousse Merci un den Ombudsman, d'Madamm Claudia Monti, an hir ganz Ekipp, déi eis hei wierklech en exzellenten Aktivitéitsbericht aus dem Joer 2018 geliwwert hunn, an dat wéilt ech op dëser Plaz och ervirhiewen a luewen.

De Bericht vum Ombudsman, an dofir hu mir dat och esou an eisem Rapport geschriwwen,

ass wierklech komplett, gutt liesbar an och opklärend a weist immens gutt, wat den Ombudsman a seng Ekipp iwwer e ganzt Joer geschafft hunn. D'Presentatioun, déi d'Madamm Monti hei an der Chamber - also nach am anere Gebai - de 26. Februar vum Rapport gemaach hat, war wierklech ergänzend a si ass op all Aspekter, déi am Rapport dra waren, nach eng Kéier ganz gutt agaangen a souguer driwwer eraus.

D'Zesummentreffe mam Ombudsman war et derwäert an insgesamt hu mer alleguerte kënne feststellen, datt d'Bezéiungen tëscht dem Ombudsman an der Chamber exzellent sinn. D'Diskussioune waren oppen an éierlech an et gouf kee Blat virun de Mond geholl. D'Deputéiert hunn hir Froe gestallt a kruten och hir Äntwerten. Ech denken, ech schwätzen am Numm vun allen heibannen, wann ech soen, datt d'Aarbecht, déi en Ombudsman all Joer leescht, eng grouss Beräicherung fir eist Land ass.

Här President, all Land brauch gutt fonctionéierend Verwaltungen, fir kënnen uerdentlech ze fonctionéieren, ob um Staatsniveau oder Gemengenniveau. Gutt Verwaltunge si mat eng Bedéngung, fir datt e Land gutt fonctionéiert. Gutt Verwaltunge bréngen de Bierger a Biergerinnen hei am Land méi Liewensqualitéit. Fir datt d'Qualitéit vum Service héich bleift, ass et néideg, datt vun Zäit zu Zäit d'Verwaltunge rappeléiert ginn an domat de Service um Bierger weider verbessert gëtt.

Als onofhängeg Persoun kann den Ombudsman tëscht de Bierger a Verwaltungen als Mediateur esou zu enger Opwäertung vum Service um Bierger bäidroen. Wichteg ze erwänen ass och, datt den Ombudsman a senger Funktioun total onofhängeg an neutral ass. Säin eenzegt Zil ass d'Schlichtung vu Situatiounen tëscht dem Bierger an enger Verwaltung.

Zu de verschiddene Reklamatioune muss een och umierken, datt hannert dëse Reklamatiounen zimmlech grouss a komplex Gesetzer stiechen, déi net ëmmer einfach fir de Bierger ze verstoen an interpretéiere sinn. E puer Verwaltunge schaffen och an engem méi direkte Kontakt mam Bierger, wärend anerer méi hannert de Kulisse schaffen, wat einfach un der Natur vun hirer Aufgab läit. Op déi genee Zuelen iwwer wéi eng Ministërë wivillmol consultéiert goufen, kommen ech am Uschloss nach eng Kéier méi genee ze schwätzen.

A sengem Virwuert mécht den Ombudsman awer e puer Feststellungen. Esou schreift den Ombudsman, datt bei alle Reklamatioune verschidde Musteren ëmmer erëm optauchen. Do wou de Bierger meeschtens net zefridden ass, do huet d'Verwaltung virdru meeschtens net rigouréis genuch geschafft: entweeder d'Verwaltung war ze lues oder si huet demotivéiert gewierkt oder et ass einfach guer keng Reaktioun oder Äntwert vun der Verwaltung komm. Den Ombudsman stellt fest, datt all Konflikter tëscht Bierger a Verwaltungen an deene meeschte Fäll zréckzeféiere sinn op eng schlecht Kommunikatioun, onkloer Informatiounen oder schlecht erkläert Entscheedungen, oder wann eng Verwaltung, am schlëmmste Fall, guer net méi äntwert.

A grad hei ass et wichteg, datt d'Bierger mam Ombudsman eng Méiglechkeet hunn, sech géint onfair Entscheedunge kënnen ze wieren an op d'mannst eng verständlech Erklärung ze kréien, op wéi enger Grondlag eng Verwaltung hir Entscheedung getraff huet. D'Petitiounskommissioun ënnersträicht dofir nach eng Kéier d'Schlussfollgerung vum Ombudsman, datt d'Kommunikatioun tëscht de Verwaltungen an de Biergerinnen a Bierger méi verständlech an och méi perséinlech gestalt soll ginn.

Ganz positiv ass, wéi ech als Rapporter an deene verschiddenen Diskussioune mat de Ministeren och konnt feststellen, datt vill Verwaltunge sech an de leschte Joren immens verbessert hunn. An dat muss een de verschiddene Verwaltungen och unerkennen. Den Ombudsman mécht a sengem Bericht och dorobber opmierksam, datt e reegelméisseg vu Leit consultéiert gëtt, déi respektlos géigeniwwer de Verwaltungen agéieren. Ech mengen, hei kann een einfach soen, datt d'Kommunikatioun tëscht de Verwaltungen an de Bierger op géigesäitegem Respekt fousse muss, wann ee wëllt weiderkommen.

Här President, ech kommen e bëssen op d'Zuelen, déi den Ombudsman a sengem Bericht presentéiert huet. Dës Zuele spigelen d'Joer 2018 erëm. Am Joer 2018 hunn d'Leit insgesamt 957-mol eng Reklamatioun beim Ombudsman agereecht. Dat si ronn 2,5 Reklamatiounen pro Dag. Dovun ass ronn een Drëttel, also 331 Reklamatiounen, vum Ombudsman als recevabel unerkannt ginn. Vun deenen 331 Fäll goufen der 246 vum Ombudsman a senger Ekipp geléist. Den Taux de correction global, also de Prozentsaz vun alle Reklamatiounen, déi geléist goufen, läit bei 74,3 %, also dräi Véierel.

Ech wëll schonns e bësse virewechgräifen a soen, datt d'Petitiounskommissioun an hirer Konklusioun proposéiert huet, datt een d'Statistike weider kéint ausbauen, andeems een d'Zuelen aus de verschiddene Joren, souwäit et méiglech ass, niefteneesetzt an den Ombudsman eventuell Interpretatioune vun den Zuele kéint ginn, fir datt mir se an der Chamber besser kënnen an e Kontext setzen.

Ëmmerhi muss een awer soen, datt déi Zuelen, wéi mir se presentéiert kruten, et erlaben, en immens gutt Bild vun der Aarbecht vum Ombudsman ze kréien.

Den Ausseministère mat 187 Reklamatiounen ass Spëtzereider, gefollegt vum Ministère de la Sécurité sociale mat 158 Reklamatiounen an dem Finanzministère mat 124 Reklamatiounen. Zwee Ministërë kruten 2018 guer keng Reklamatiounen. Dat waren de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes an de Ministère de la Digitalisation. Insgesamt leien d'Ministërë bei engem Taux de correction vu 74,8 %.

Den Ombudsman stellt dann och fest, datt 2018 de Groussdeel vun de Reklamatioune vun de Leit d'Theemen Immigratioun, Sécurité sociale, Fiskalitéit, Aarbecht, Logement a Bildung betreffen. Dorënner falen eng Panoplie vun ënnerschiddleche Problemer. Fir den Detail vun dëse Problemer verweisen ech op de Bericht vun dem Ombudsman souwéi op mäi schréftleche Rapport.

Erwänenswäert ass och, datt 97 vun alle Reklamatiounen un d'Gemengeverwaltunge gaange sinn. Dat si ronn 10 % vun alle Reklamatiounen. D'Gemenge leie bei engem Taux de correction vun 71,4 %. De Mediateur betount, datt e mat de meeschte Gemengen exzellent zesummeschafft. Allerdéngs kritiséiert den Ombudsman ganz schaarf verschidde Gemengen, bei deene glat de Contraire zoutrëfft. Och a senger Presentatioun de 26. Februar kritiséiert den Ombudsman oppen, datt eenzel Gemenge guer net kooperativ sinn. Deemno reagéiere verschidde Gemengeverwaltunge guer net op d'Demandë vum Mediateur a senger Ekipp oder si reagéieren direkt vehement verdeedegend an onproduktiv.

A senger Presentatioun am Februar huet den Ombudsman souguer mam Gedanke gespillt, am nächste Rapport d'Nimm vun de Gemengen ze nennen, déi sech géint d'legal Prozedure wieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten), rapporteur.*- D'Petitiounskommissioun hëlt Akt vun dësen Aussoe vum Ombudsman an erënnert drun, datt d'Prozeduren aus dem Gesetz vun 2003 anzehale sinn.

Här President, wéi ech schonn am Ufank gesot hunn, goufe sämtlech Chamberskommissioune vun der Presidentekonferenz gefrot, eng Stellungnam zu de Reklamatiounen ofzeginn, wou si betraff sinn. Insgesamt hunn zéng Kommissiounen esou eng Stellungnam geschriwwen. Sechs Kommissiounen hu mat Zefriddenheet festgestallt, datt kee Punkt am Aktivitéitsbericht 2018 si betrëfft.

Wat generell d'Bezéiungen tëscht dem Ombudsman an de verschiddene Ministèren ugeet, esou kann ee souwuel am Bericht vum Ombudsman wéi och an de Gespréicher tëscht de Kommissiounen an de verschiddene Ministèren eraushéieren, datt d'Bezéiungen tëscht béiden Instanze gutt sinn an den Ombudsman als Instanz respektéiert gëtt.

Ech ginn elo net op all déi eenzel Fäll an. Déi fannt Dir am Detail am Bericht vum Ombudsman souwéi a mengem schréftleche Rapport. Allerdéngs wëll ech awer op e puer eenzel Positiounen aus dem Rapport agoen.

Zu deem elo grad ugeschwate Problem mat de Gemengen hat sech och d'Kommissioun vun den Affaires intérieures ronderëm de President Dan Biancalana länger zesummegesat an all eenzel Punkte behandelt. Effektiv huet d'Kommissioun d'Remarke vun der Madamm Ombudsman, wat d'Verhale vu verschiddene Gemengen ugeet, op de Leescht geholl.

D'Commission des Affaires intérieures stellt fest, datt den Taux de correction vun 2017 op 2018 vu 55,6 % op 71,4 % eropgaangen ass, wat ganz positiv fir de Bierger ass. D'Kommissioun ass och der Meenung, datt déi betraff Gemengen den Dialog féiere sollen an et och maachen, well d'Entwécklung vum Taux de correction vun 2017 op 2018 géif dat jo weisen. D'Kommissioun fir bannenzeg Ugeleeënheeten ënnersträicht des Weideren, datt d'Kompetenze vum Ombudsman méi kloer missten definéiert ginn.

Och d'Kommissioun fir Aussenugeleeënheeten, Europa, Kooperatioun, Immigratioun an Asyl huet eng länger Positioun am Rapport bäigedroen, wou et ëm den Asyl an d'Immigratioun gaangen ass. Och wann den Ausseministère Spëtzereider bei de Reklamatiounen ass, sou muss een awer dozou hinzufügen, datt den Taux de correction fir de Ministère bei 93,3 % läit, wat weist, datt hei eng gutt Kooperatioun existéiert.

Ech ginn dann op d'Positioun iwwer vun der Kommissioun fir Mëttelstand an Tourismus, déi sech mat enger Reklamatioun betreffend eng Autorisation d'établissement befaasst hat. D'Kommissioun ënnersträicht hei an hirer Positioun, datt de Service des autorisations d'établissement all Joer mat Dausenden Demandë befaasst gëtt an datt d'Dauer vun der Demande bis zum Ausstelle vun der Autorisatioun am Joer 2019 nëmmen nach 9,4 Deeg bedréit.

Ech kommen dann nach kuerz op d'Positioun vun der Kommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a Sécurité sociale. An der Sëtzung hei goung rieds iwwer verschidde Reklamatiounen, déi virun allem d'CNS an d'ADEM betraff hunn. Bei béiden Etablissementer hunn d'Ministèren ënnerstrach, datt ee versicht, datt déi vill Bréiwer, déi all Dag erakommen - bei der CNS sinn et der méi wéi 10.000 - solle personaliséiert an einfach verständlech beäntwert ginn.

Och d'Logementskommissioun gouf mat verschiddene Reklamatiounen aus dem Rapport befaasst. Hei huet de Logementsminister zu deene verschiddene Fäll méi genee Ausféierunge gemaach.

Wat déi aner Kommissiounen ugeet, do gouf et keng weider Feststellung betreffend de scho ganz komplette Rapport vum Ombudsman.

Här President, d'Petitiounskommissioun huet op Basis vum Aktivitéitsbericht 2018 vum Ombudsman an no de Positioune vun den anere Kommissiounen e puer Schlussfollgerunge gemaach. D'Petitiounskommissioun lueft virun allem als Éischt emol d'Aarbecht, déi all Dag an de Verwaltunge vun de Mënschen do geleescht gëtt, well ouni d'Beamte wär dat Ganzt net méiglech. D'Kommissioun lueft och d'Efforten, déi a verschiddene Verwaltungen an de leschte Jore gemaach goufen, fir méi verständlech a personaliséiert mam Bierger ze kommunizéieren.

D'Kommissioun erënnert och nach eng Kéier drun, sou wéi se et 2017 scho gemaach huet, datt mir hei an der Chamber och oppasse mussen, datt mer kloer Gesetzer schreiwen, déi vu jidderengem kënne verstane ginn. A mir hunn zesummen dat festgehalen, wat ech virdrun och zu de Statistike gesot hunn, nämlech datt et gutt wär, wann den Ombudsman eis hei kéint Vergläicher mat anere Jore liwweren an och eventuell Erklärungen, fir d'Zuele besser kënnen an e Kontext ze setzen.

D'Kommissioun ass och nach eng Kéier op d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman agaangen, déi den Ombudsman jo och a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport opgeworf huet, wou et virun allem ëm d'Kompetenze vun dem Ombudsman geet. Hei hat den Ombudsman bemängelt, dass säin Handlungsberäich nëmmen déi staatlech Verwaltunge betrëfft. Den Ombudsman kann net agräife bei den Établissements de droit privé, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt sinn. Dat sinn zum Beispill awer Seniorien, Fleegeheemer, mee och Schoulen a Crèchen, déi mam Staat eng Konventioun hunn an och mat Steiergelder bezuelt ginn.

D'Petitiounskommissioun hält hei fest, dass eng Entrevue mam Ombudsman an den zoustännege Kommissioune sollt organiséiert ginn, fir iwwert dës Recommandatioun ze schwätzen.

D'Petitiounskommissioun seet der Madamm Monti an hirer Funktioun als Ombudsman souwéi hirer ganzer Ekipp villmools Merci fir déi wäertvoll Aarbecht, déi si geleescht hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dat heite war mäin éischte Rapport an der Chamber. An ech muss soen, datt et flott ass, hei emol ganz neutral kënnen d'Saachen ze verfollegen a mir esou e globaalt Bild vum ganzen Dossier kënnen ze maachen. Et war sécher vill Aarbecht, fir dee Rapport hei opzestellen, ma ech hat eng gutt Ergänzung, notamment vum Joé Spier, deem ech nach eng Kéier Merci wëll soe fir seng Hëllef, an dem Gilles Mertz an eisem Büro, dee mech iwwert dee ganze Rapport begleet huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Marc Goergen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem Moment, an deem eis Aarbecht an der Chamber nawell relativ intensiv ass, wéi ech fannen, an an deem och Dag fir Dag nei Informatiounen op den Dësch kommen a mer déi musse verschaffen, behandele mer haut also de Rapport vum Ombudsman.

An ech wëll dem Rapporteur, dem Marc Goergen, deen eis de „Rapport vum Rapport" gemaach huet, villmools Merci soe fir seng mëndlech a seng schréftlech Beméiungen. An et ass mer wichteg an och richteg, hei direkt och dem Ombudsman, dem Claudia Monti, a senge Mataarbechter a Mataarbechterinne Merci ze soe fir deen ausféierleche Rapport, deen immens interessant ass an och ganz villes offeleet.

A well et fir mech och deen éischte Rapport vum Ombudsman ass, deen ech däerf kommentéieren, iwwert deen ech hei däerf schwätzen, erlaabt mer ze bemierken, wéi hëllefräich ech et an deem Rapport fonnt hunn, dass do zum Beispill e Lexique ze fannen ass an och d'Exemples de bonne pratique. Ech fannen dat nämlech net selbstverständlech, dass d'Leit sech d'Méi maachen, e Rapport esou duerzestellen, dass e liesergerecht ass, dass ee weess, mat wat fir enge Vokabelen een et do eigentlech ze dinn huet, an dass och eng Approche behale gëtt, déi eigentlech vum Fong hier positiv ass mat den Exemples de bonne pratique.

A mëtten an dëser spezieller Zäit, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et dofir gutt, dass mer dëse Rapport zesummen hei diskutéieren. Well hannen um Enn representéiert dëse Rapport vum Ombudsman eng Donnée, déi an dëse Méint mat onerwaarter Heftegkeet vun Aktualitéit ginn ass an déi eis duerch déi ganz Coronazäit erduerch begleet, an zwar: De Staat muss funktionéieren an op de Staat, op seng Institutioune muss ee sech kënne verloossen.

Dat, wat d'Grondviraussetzung ass fir d'Meeschtere vun der sanitärer Kris a wat mer hei am héijen Haus och oft kontrovers diskutéieren, ass zugläich den Inhalt vum Rapport vum Ombudsman: De Staat muss funktionéieren. D'Institutioune musse funktionéieren. D'Gemenge musse funktionéieren. A wat an dëser Kris eng sanitär, eng ekonomesch an eng sozial Bedeitung huet, gëtt an dësem Rapport ënner engem ganz aneren a besonnesche Bléckwénkel gekuckt, nämlech: Funktionéiert de Staat als Interlocuteur vum Bierger? A wann ee sou wëllt, ass dat vläicht souguer seng nobelst Aufgab, déi en huet: am Déngscht ze stoe vun de Bierger. Well et ass awer esou: An enger Demokratie ass de Souverän hannen um Enn d'Vollek.

Dofir ass et och sënnvoll, dass dëse Rapport iwwert d'Petitiounskommissioun leeft, well si ganz besonnesch intensiv e Bindeglidd duerstellt tëschent de Bierger an de Pouvoiren am Staat. Et geet zudéifst drëm, dass de Bierger an d'Biergerin op mündeg an onkomplizéiert Aart a Weis un dësem Staat kënnen deelhuelen, also un der Politik am wäiteste Sënn. A grad dofir ass d'Aufgab vum Ombudsman esou eng wichteg an eng zentral. Et geet drëms, dass de Kontakt tëschent de Bierger an der Administratioun funktionéiert, dass Rechter verteidegt ginn, dass Servicer seriö geholl ginn an honoréiert ginn, dass emol iwwerflëssege Sprengstoff entschäerft gëtt an dass trotzdeem kloer Linnen a Prozedure bestinn, agehale ginn, d'Gesetzer respektéiert ginn an d'Mënschlechkeet verteidegt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad well mer an dëser besonnescher Situatioun vun der sanitärer Kris sinn, erlaben ech mer, net ze wäit auszehuelen an näischt sichen ze goen, wat ech just géif siche goen, fir eppes sichen ze goen. Mee ech erlabe mer, de Rapport vum Ombudsman kuerz a fënnef Punkten ze kommentéieren.

Deen éischten: de Bléck op déi Haaptberäicher, an deenen den Ombudsman am meeschte sollicitéiert gëtt, well dat ass keen onschëllegen oder reng statistesche Constat.

Et handelt sech dobäi ëm déi Beräicher, an deenen d'Verhältnis tëschent Bierger a Staat op eng besonnesch Aart a Weis ugespaant ass a besonnesch wichteg ass. Dat sinn déi Punkten, op deenen d'Biergerinnen an d'Bierger besonnesch intensiv ëm hir Rechter kämpfen a besonnesch gutt wëlle vum Staat verstane ginn, well et hir ganz vital Beräicher sinn. An da verwonnert et jo net, dass déi Theemeberäicher, an deenen den Ombudsman am meeschte sollicitéiert gëtt, d'Beräicher si vun der Famill, mee och vum Beruff, dem Chômage, der Pensioun an der Krankheet. An dann natierlech d'Wunnen, an och ganz vill d'Studéieren, wat fir déi Jonk oft den haaptsächleche vitale Beräich ass, well en ze dinn huet mat der Gestaltung vun hirer Zukunft.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass et fir eis heibannen immens wichteg ass ze verstoen, dass dat net nëmmen einfach esou plakeg Zuele sinn, déi do am Raum stinn, mee dass sech hannert dëse Reklamatiounen a Kontakter ganz vital Froe verstoppen. Froen, déi fir eis Bierger a Bierge-

rinnen oft d'Zefriddenheet vun hirem Liewen ausmaachen an déi oft direkt mat hirer Würd a mat hirem Gléck ze dinn hunn. An ech fannen et ganz wichteg, dass mer mierken an dass mer och bemierken, dass mer et mat Mënschen ze dinn hunn, déi vum Staat wierklech eppes erwaarden, déi op d'Institutiounen, de Staat an d'Gemengen an d'Ministèrë waarden, well dorun en Deel vun hirer Zefriddenheet a vun hirem Gléck hänkt.

Et ass wouer, dass den Ombudsman och bemierkt, dass eng Rei Leit sech relativ offensiv bis aggressiv verhalen. Mee ech fannen et trotzdeem wichteg, dass mer eis drun erënneren, dass et net eleng ëm fundamental Rechter vun de Bierger geet, mee och ëm zudéifst liewensentscheedend, vital Froen. An anere Wierder: Mir kënnen heibannen dozou bäidroen, dass Mënschen an hire perséinleche vitale Froe gehollef kréien.

Deen zweete Punkt: D'Vertrauen an de Staat ass keng Selbstverständlechkeet, mee en Haaptfacteur vum Bien-être. Iwwregens ass d'Vertrauen an de Staat den Indicateur N° 50 am PIB du bien-être am Beräich Governance and civic engagement. A lescht Etüde weisen, dass zu Lëtzebuerg am Verglach zu deenen aneren EU-Staaten d'Vertrauen an de Staat zimmlech héich ass. Wéi kéint et och anescht sinn an engem Land, an deem mer vum „Pappa Staat" schwätzen? Am Eurobarometer kënnt reegelméisseg eraus, dass d'Lëtzebuerger insgesamt en zimmlech héicht Vertrauen an Europa, an de Staat, an d'Regierung an och an d'Parlament hunn.

Mee d'„Regards" Nummer 08 vum Statec aus dem Mäerz 2016 hunn och gewisen, dass am Verglach zu 2001 an 2008 zu Lëtzebuerg d'Vertraue grad an d'Regierung an an d'Chamber konstant an uerg erofgaangen ass, vläicht parallell zu enger Zounam vun enger gewëssener Politikverdrossenheet. An déi spontan Etüd vu Quest aus dem Abrëll 2020 iwwert déi éischt instinktiv Effekter vun der Coronakris huet gewisen, dass d'Vertraue grad elo awer zimmlech héich ass, bei 93 % fir d'Institutions de santé - si hu Vertrauen an déi Institutiounen -, dovu 47 % souguer e ganz staarkt Vertrauen, 88 % an d'Regierung an 83 %, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eis, d'Chamber, ...

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV).*- ... dovu 35 % an 22 % souguer e ganz staarkt Vertrauen.

(Exclamations)

An enger Kris weess een, op wien ee sech verloosse soll a kann an hoffentlech och wäert.

Dofir sollte mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tatsaach, dass d'Ombudsfra eis all Joer e Rapport mécht, verstoen als Deel vun eiser Verantwortung, fir de Bierger a Biergerinne Vertrauen an d'Institutiounen ze erméiglechen, wärend enger Kris, mee och onofhängeg vun enger Kris.

Mee et sinn nach zwou weider Saachen dozou ze soen. D'Resultater vum Statec aus de „Regards" Nummer 08, déi ech genannt hunn, sollten eis alarméieren, eis net op de Lorberen auszerouen, besonnesch dann, wann et guer keng Lorbere méi gëtt.

An dat anert: Wann de Staat just e „Pappa Staat" ass, deen als Serviceprovider funktionéiert, da si mer an enger geféierlech Konstellatioun. Et wär e bessert Zil, eis esou opzestellen, dass mer d'Eegeverantwortung vun de Bierger förderen a fuerderen. Well eng Gesellschaft baut sech net eleng aus staarken Institutiounen op, mee genausou aus engagéierten an aus motivéierte Bierger, Mënschen, déi sech fir dat gutt Funktionéiere vun der Gesellschaft matverantwortlech fillen.

Deen drëtte Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass déi Fro, vun där ech mengen, dass se an dësem Rapport déi meeschten Diskussioun verdéngt: d'Fro, an den Här Rapporter ass schonn drop agaangen, ob déi privat Träger, déi par délégation e Service public assuréieren, och kënnen an de Wierkungsberäich vum Ombudsman ageschloss ginn, wéi de Rapporter et och virdrun erkläert huet. Verstäerkt gëtt dës Fro nämlech duerch zwee aner Faiten. Deen een ass den oppene Bréif gewiescht vun enger Rei Organisatiounen, an zwar der CCDH, dem CET an eeben dem Ombudsman, déi sech am Bezuch op de Beräich vum Handicap gefrot hunn, wouhinner sech d'Leit da fir eng Beschwerde wende kënnen. An deen anere Fait ass d'Tatsaach, dass déi dote Fro scho viru ronn zéng Joer hei am Haus diskutéiert ginn ass, also scho méi laang bewosst a gewosst ass.

Mir sinn an eiser Fraktioun der Meenung, dass onbedéngt eppes geschéie muss, dass entweeder och dës Beneficiairen a Clienten an hir Leit sech musse kënnen un den Ombudsman wenden oder dass eng aner ëffentlech Tëscheninstanz geschafe gëtt. Woubäi mer awer kloer eng Preferenz dofir hunn, net nach eppes Neies an Zousätzleches ze schafen, mee d'Kompetenze vum Ombudsman an deem Sënn ze erweideren. Mir begréissen op alle Fall d'Propos, dëse Punkt an der Kommissioun ze diskutéieren.

Dee véierte Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, betrëfft d'Tatsaach, dass souwuel de Staat wéi och d'Gemenge vun dësem Rapport vum Ombudsman betraff sinn. Et fält op, dass vill méi Fäll de Staat, also d'Ministèren, betreffe wéi d'Gemengen, dass awer den Taux de correction op Staatsniveau e bësse méi héich ass wéi op Gemengenniveau. Bei der Presentatioun vun hirem Rapport an der Chamberskommissioun huet d'Madamm Monti vun hiren oft méi zéien Erfarunge mat der Gemeng geschwat a vun hirer Absicht, vun elo un och emol eng Kéier Nimm vu Gemengen ze nennen. Ënnert der Konditioun, dass eis alleguerte bewosst ass, dass souwuel Gemeng wéi och Buergermeeschter net censéiert sinn, géint d'Gesetzer ze verstoussen, kann een esou ee Schrëtt duerchaus novollzéien, wann et ugemooss an noutwendeg ass, esou eppes wéi eng Ultima ratio.

Dee fënnefte Punkt ass eis Ënnerstëtzung dofir, dass an all deene Prozeduren a Courrieren, wou de Bierger oder d'Biergerin matgedeelt kréien, dass se zum Beispill d'Recht hunn, virun e Verwaltungsgeriicht ze zéien, hinnen och kloer an däitlech signaliséiert gëtt, dass se och d'Recht hunn, den Ombudsman unzeruffen. Am Sënn vun der Transparenz mussen d'Bierger iwwer all hir Rechter opgeklärt ginn, wou se kënnen an dierfen hir Rechter akloen a afuerderen, an doriwwer, dass et virum Geriicht och nach aner effikass Weeër ginn, déi - well et hei ëm den Ombudsman geet - och op parlamentareschem Niveau rapportéiert an hei seriö geholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vum Ombudsman enthält immens vill Eenzelfäll. An et war interessant, immens interessant, an deenen eenzele Kommissiounen d'Diskussiounen zu deene Fäll ze verfollegen. Fir déi vital Wichtegkeet vun den Theemen ze ënnersträichen, wëll ech vum Gemengenniveau just zum Beispill d'Fro vun der Referenzadress erwänen, déi méi oft am Rapport vum Ombudsman virkënnt. An op Ministèreniveau war ech derbäi, bei deem ganz intensiven Austausch iwwert de Regroupement familial, wat jo fir eng ganz Rei Leit hir Haapt-Raison-d'être ass a wou elo en Avant-projet de loi soll dozou féieren, dass den Delai vun der Demande vun dräi op sechs Méint an d'Luucht soll gesat ginn.

Oder en anert Beispill war an der Kommissioun vun der Sécurité sociale den Austausch iwwert d'CNS, déi 800.000 Assuréé versuergt an deeglech ronn 10.000 Courrieren traitéiert. An den Diskussioune ronderëm de Rapport krute mer gesot, dass d'CNS sech eng Charta fir den Accueil ausschafft, souwuel fir de physeschen Accueil op der Plaz wéi och fir dat méi séiert Beäntwerte vum Courrier.

Dat si Beispiller, déi ënnersträichen, dass dësen Exercice, dee mer haut hei an der Chamber maachen, net ëmsoss ass. A si si konkreet Uläss, fir dem Ombudsman nach eemol ganz häerzlech Merci ze soe fir d'Aarbecht an den Asaz am Interessi vun all eise Bierger a Biergerinnen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut de Rapport 2018 vum Ombudsman, also vun der Madamm Claudia Monti an hirer ganzer Ekipp.

Aus verschiddenen Ursaache si mir e bëssen a Verzuch geroden, mee et gesäit jo esou aus, datt mer dëst Joer, trotz der Coronapandemie, och nach de Rapport vum leschte Joer presentéiert kréien, fir da méi zäitno mat eisen Diskussioune kënnen ze sinn.

De Rapport fir 2018, den zweete vun der Madamm Monti, ass op alle Fall komplett, lieserlech a gëtt eis e ganz kloert Bild vun der Aarbecht vum Ombudsman. Merci virop fir dëst gutt strukturéiert Dokument.

Erlaabt mer och direkt am Ufank, en zweete Merci un de Rapporteur Marc Goergen fir säi gudden an ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport ze riichten!

Zu Lëtzebuerg schwätze mer vum Ombudsman, egal ob de Mediateur elo e Mann, wéi de Marc Fischbach, oder eng Damm ass, wéi d'Lydie Err oder elo d'Madamm Claudia Monti. Mir schwätze vun enger Institutioun, vun enger Persoun, déi d'Rechter vun de Bierger a Biergerinne vis-à-vis vun enger Verwaltung, sief et Staat oder Gemeng, respektiv engem Etablissement public, dee vu Staat oder Gemeng ofhänkt, vertrëtt, dëst onofhängeg a fir näischt, also gratis. An dat ass gutt esou.

D'Politik ass fir d'Leit do an net ëmgedréit. Mir mussen derfir suergen, datt de Bierger eng Plaz, eng Ulafstell huet, un déi e sech wenne kann, wann e sech vun ëffentlechen Instanze mëssverstanen oder ongerecht behandelt fillt.

Déi patriarchalesch Zäiten, an deenen de Bierger autoritär vun uewen erof behandelt ginn ass, sinn eriwwer. Et ass am Fong wéi am private Liewen: Vill vun eis erënnere sech un déi klassesch Äntwert vun hiren Elteren oder Grousselteren, vum Schoulpersonal oder vum Paschtouer, wann een hinnen eng méi onbequeem Fro gestallt huet. Do krut ee méi wéi eng Kéier ze héieren: „Dat ass eeben esou. Basta!" Oder nach méi schlëmm: „Dofir! Schluss, Punkt, fäerdeg!"

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et krut een och heiansdo eng an d'Schnëss.

(Hilarité)

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Dat wollt ech mer op der Tribün hei net erlaben ze soen.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Bleift beim Theema, wannechgelift!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Déi Zäite si wéi gesot eriwwer. Haut akzeptéiert e Kand oder e Jugendlechen esou Äntwerten net méi. An och dat ass gutt esou.

An esou ass et net nëmmen an der Famill, awer och an eiser Gesellschaft mat eise Bierger. Eng schlecht Kommunikatioun féiert zu Onzefriddenheet a Mësstrauen. Et kënnt zu engem Verloscht vum Vertrauen an eis Institutiounen. Den Dialog, d'Kommunikatioun musse verständlech sinn, wa méiglech perséinlech, ouni banal oder generell Floskelen. Als Staat, als Gemeng, als Verwaltung si mir eise Bierger eng uerdentlech, fondéiert a korrekt Äntwert schëlleg.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- De Bierger muss iwwerzeegt sinn an d'Gefill hunn, datt en onparteiesch a gerecht behandelt gëtt. Nëmmen op déi Manéier schaaft ee Vertrauen. A Vertrauen ass e Kärstéck vun der Relatioun vum Bierger mat Staat a Gemeng.

Sollt den Dialog tëscht Bierger a Verwaltung awer net méiglech sinn, dann ass et um Service vum Ombudsman, fir eng Reklamatioun ze kontrolléieren, den Dossier unzehuelen an dann als Intermediaire nach eemol bei der Administratioun nozehaken, fir datt et nees zu engem konstruktiven Dialog kënnt an och fir auszeschléissen, datt all Mëssel direkt op d'Geriicht geet. Reegelméisseg Gespréicher vum Ombudsman mat de Verwaltungen, déi viséiert sinn, sinn heifir eng wichteg Hëllef, well d'Relatioune verbessert ginn an de Mediateur méi Asiicht an eng besser Vue vun der Problematik kritt.

Mir mussen derfir suergen, datt d'Administratioune vu Staat a Gemenge mam Bierger am Dialog bleiwen, datt mer matenee schwätzen. Well ouni Austausch kann eng Gesellschaft net fonctionéieren. An ouni Vertrauen an eis Institutioune geet et och net. An deem Sënn hu sech och den Här Marc Fischbach 2011 an d'Madamm Lydie Err 2012 an hire Rapporte geäussert.

Här President, wat ech als Buergermeeschter „vun enger mëttelgrousser Landgemeng" - en Zitat vu mengem Kolleeg Gilles Roth, wéi dee géif soen -, wat ech an dësem Kontext iwwerhaapt net verstinn, dat ass de Virworf am Rapport, datt et nach ëmmer Gemenge ginn, déi hiren Awunner net op e Courrier äntwerten an och dem Ombudsman seng Nofroen ignoréieren. Do soen ech ganz däitlech: Dat geet net! Wann eppes onkloer ass, da muss dat geklärt ginn. A wann eppes falsch ass, da muss dat revidéiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Fir Drock ze maachen, huet de Mediateur ugekënnegt, esou e passiivt Verhale vu verschiddene Gemengen un de Pranger ze stellen; well et ass Flicht, mam Ombudsman ze kollaboréieren - wat vläicht oft verkannt gëtt. Zudeem gëtt d'„bonne conduite administrative", déi de 27. Januar 2017 definéiert gouf, vu Verschiddenen net respektéiert. Och wann et e puer schwaarz Schof gëtt, gouf awer ausdrécklech vun der Madamm Monti ënnerstrach, datt vill Gemenge virbildlech mam Mediateur schaffen.

Här President, wéi all Joer huet den Ombudsman och am Rapport vun 2018 Recommandatioune gemaach. De Klassiker vun deenen Doleancen ass sonner Zweifel de Wonsch, datt de Mediateur och ka bei privaten Etablissementer aktiv ginn, déi hir Revenuen zum Deel oder souguer ganz vum Staat kréien, also zum Beispill an Altersheemer, Kannerheemer, Foyere fir Demandeurs de protection internationale oder och fir Personnes à besoins spécifiques; an iwwerhaapt am ganze konventionéierte Beräich.

D'Gesetz vum 22. August 2003 schléisst dëse Secteur aus de Kompetenze vum Ombudsman aus. Vun do kéimen awer reegelméisseg Noutappeller vu Leit, déi an deenen Ariichtunge liewen an déi schlecht dru sinn, ënnersträicht den Ombudsman. An aneren europäesche Länner, bei eisen Nopere Belsch a Frankräich beispillsweis, wier do eng onofhängeg Mediatioun méiglech. Ech géif mengen, dat wier e Punkt, deen et derwäert ass, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen. An dat ass vu menge Virriedner jo och schonns op dëser Tribün gesot ginn.

Just niewebäi nach bemierkt: Schonn den éischten Ombudsman, den Här Marc Fischbach, huet zu senger Zäit gefrot, datt de Mediateur d'Recht sollt kréien, fir op deene Plaze kënnen aktiv ze ginn. Et gëtt fir déi Etablissementer nämlech keng onofhängeg Kontroll respektiv keng Mediatioun. Den Ombudsman kritt do ënnert der Hand heiansdo de Reproche gemaach, datt en iwwerall vermëttele wéilt. Et schéngt mir awer logesch a konsequent, datt de Mediateur déi Roll als onofhängegen Acteur iwwerhuele kéint, och wann, an dat wär eng logesch Konsequenz, en dofir natierlech méi Personal bräicht.

E puer aner - als Beispill - méi generell Remarke bezéie sech dorobber, datt d'Kommunikatioun op munche Plazen nach Sputt no uewen huet. Ma et gëtt schonns Fortschrëtter par rapport zur Vergaangenheet. Allgemeng ass et esou, datt verschidde Verwaltunge bei engem Refus op eng Demande net an hirem Schreiwes ernimmen, datt de Bierger e Recours géint eng Decisioun maache kann oder sech un de Büro vum Mediateur wende kann. Dacks insistéiert den Ombudsman och drop, datt d'Verwaltungen net just sollen iwwer Internet accessibel sinn, ma och iwwer eng Hotline. Mir sollten net vergiessen, datt et och zu Lëtzebuerg nach Leit ginn, déi aus diversen Ursaache keen Internet hunn.

Wéi gewinnt geet den Ombudsman a sengem Rapport op Beispiller vu Reklamatiounen an. D'Ministèren, déi am meeschte betraff sinn, sinn den Ausseministère, d'Sécurité sociale, d'Finanzen, d'Famill, Integratioun a Groussregioun. De Gros vun den Dossieren dovunner betrëfft d'Immigratioun, d'Sécurité sociale, d'Fiskalitéit, den Emploi, de Logement an den Enseignement supérieur.

Et geet do méi prezis ëm d'Protection internationale, d'Openthaltsgeneemegungen, de Regroupement familial, dee scho genannt ginn ass, d'Pensiounen, berufflech Reklassementer, Remboursementer vun der Gesondheetskeess, Froen am Kontext mat den direkten oder indirekte Steieren, Demandë fir Chômage, Logementshëllefen, Sozialwunnengen oder och nach Studiebäihëllefen.

Dacks geet et ëm d'Delaie vun den Äntwerten oder eeben ëm de Fait, datt iwwerhaapt keng Äntwert kënnt, also déi feelend Bereetschaft fir ze kommunikéieren oder d'Tendenz, fir sougenannten Nullachtfünfzehn-, also Standardäntwerten ze verschécken. Et soll, nee, et muss mat Respekt kommunizéiert ginn. De Bierger soll spieren, datt säin Uleies seriö geholl gëtt an datt sech Gedanken iwwer seng Doleance gemaach goufen. Versteesdemech a méi Rücksicht kënnen oft d'Situatioun deblockéieren.

Sécher, Reglementer a Gesetzer mussen agehale ginn. Oft sinn dës awer schwiereg ze verstoen. A just dofir ass et wichteg, dës net blann oder stuer unzewennen, awer de Leit kloer an däitlech ze erklären, wat hir Rechter a Méiglechkeete sinn.

D'Aarbecht vum Ombudsman ass an engem gewëssene Sënn e Spigelbild vum Zoustand vun der Gesellschaft, an där mir liewen. 2018 gouf et wuel e klenge Réckgang am Verglach mat 2017, wat d'Reklamatiounen ugeet. D'Zuele goufe genannt: 2017 waren et 1.149 Reklamatiounen an et gouf en Taux de correction vu 86,8 %. 2018 waren et 957 Reklamatiounen, mat engem Taux de correction vu 74,3 %, wou besonnesch um Niveau, an dat soll een awer ervirsträichen, vun de Gemengen en Effort par rapport zum Joer virdrun ze verzeechnen ass.

Dëst kéint jo optimistesch stëmmen, awer et däerf een net vergiessen, dass dat zwee Joer hier ass an datt déi wirtschaftlech a sozial Situatioun am Laf vum Joer 2020 mat der Coronakris sécher net besser gëtt. Dofir sollte mir déi Rapporten hei ganz genee suivéieren.

Och den Ament sinn d'Evergreens an der Hitparad vun de Reklamatiounssujete beim Ombudsman d'Steieren, d'Schoulbourssen, de Logement, d'ADEM an d'Allocation de vie chère, wéi d'Madamm Monti mir gesot huet, an - an dat ass dach preoccupant - si hätt ëmmer méi mat Leit ze dinn, déi carrement Angscht ëm hir

Existenz hätten. An dat ass wierklech bedenklech!

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, en attendant de Rapport 2019, dee mer nach dëst Joer solle kréien, wëll ech der ganzer Ekipp vum Ombudsman fir hiert Engagement an hir wichteg Aarbecht felicitéieren an hinne wënschen, dass se op der dach insgesamt positiver Schinn weider virukommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Colabianchi. An da wier et un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee wichtegste Wäert vun enger demokratescher Gesellschaft ass d'Vertrauen, d'Vertraue vun de Bierger an d'Verwaltunge vun engem Land. Dat heescht net onbedéngt, dass d'Bierger mat allen Decisioune mussen d'accord sinn, mee dass een als Bierger kann drop vertrauen, dass eis Verwaltungen, kommunal oder national, all Bierger gerecht behandelen, egal ob d'Decisioun an hirer Faveur ass oder och net.

An dofir muss d'Kommunikatioun och stëmmen. Eng gutt Kommunikatioun ass den A an den O, fir dass engersäits jidderee versteet, ëm wat et geet, an anerersäits och zesumme ka gekuckt ginn, am Fall vun engem Litige, fir aus der mëssleche Situatioun erauszekommen. Wichteg ass, dass een dobäi als Bierger bei de Verwaltunge Gehéier fënnt an d'Decisioune vun de Verwaltunge versteet an am beschte Fall als gerecht empfënnt. Dat stäerkt dem Bierger säi Verständnis an d'Vertrauen an d'Institutiounen an och an d'Politik. Natierlech musse sämtlech Decisiounen och op enger legaler Basis fundéiert sinn.

Fir ënner anerem dëst Vertrauen ze stäerken an eventuell Blockaden zwëschent de Verwaltungen an dem Bierger séier an onkomplizéiert ze léisen, ouni en deieren Detour iwwert d'Geriichter maachen ze mussen, an den Dialog tëscht de Verwaltungen an de Bierger ze férderen, gouf den Ombudsman geschaf.

Ech wëll direkt op dëser Plaz dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, wou hie schonns op déi Haaptpunkten agaangen ass. Ech wéilt awer e puer Saachen ënnersträichen, déi mir a menger Fraktioun besonnesch um Häerz leien.

D'Majoritéit vun de Verwaltungen hunn eng exzellent Aarbechtsrelatioun mat dem Ombudsman, wat dësen och a sengem Rapport ënnersträicht. Als LSAP-Fraktioun kënne mer dat nëmmen ënnersträichen a begréissen. Am Ganzen ass en Taux de correction, an ech widderhuelen dat, wat scho gesot ginn ass, fir 2018 vu 74,3 % erreecht ginn. Wann een e bësse méi op déi eenzel Verwaltungen oder Administratiounen ageet, kann ee bemierken, dass bei deene meeschte staatleche Verwaltungen eng Verbesserung stattfonnt huet. Engersäits si manner Reklamatiounen erakomm an awer ass den Taux de correction eropgaange vis-à-vis vun 2017.

Interessant ze notéieren ass zum Beispill den Ausseministère, wou déi meescht Reklamatiounen ze vermierke sinn an en Taux de correction vun 93,3 % awer do ass, wat en Zeeche vu gudder Zesummenaarbecht ass. Hei dréit d'Aarbecht vun der Madamm Monti ënner anerem derzou bäi, alle Betraffenen eng einfach, onkomplizéiert Méiglechkeet ze ginn, fir hir Decisiounen ze hannerfroen, zousätzlech Informatiounen ze kréien oder falsch Decisioune korrigéiert ze kréien.

An aneren Administratiounen, wéi zum Beispill dem Ministère de la Sécurité sociale, si méi Reklamatiounen ze verzeechnen. An do ass den Taux de correction par rapport zum Joer virdrun eropgaangen. Oder och iwwert de Ministère de la Famille et de l'Intégration a Grande Région si méi Reklamatiounen bei der Madamm Monti erakomm, an awer och e besseren Taux. Ech ginn elo net op all eenzel Administratioun an. Mee ech wollt just heimadder beweisen, dass eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass an am Fall vu Reklamatiounen och e gudde Suivi gemaach gëtt, wat immens wichteg ass.

D'Madamm Monti setzt op Kommunikatioun. An dat fanne mir och ganz richteg esou. Si huet an hirem Rapport och ervirgestrach, dass si et fir wichteg fënnt, déi eenzel Administratiounen opzesichen an d'Gespréich ze sichen, wat weesentlech bei der Léisung vun de Problemer hëllefe kann an et och am Endeffekt mécht.

Am Groussen a Ganze konnt een am Rapport vum Ombudsman liesen, dass d'Relatioun mat de Verwaltunge ganz gutt ass, an dat konnten och d'Kommissiounen an hire Berichter bestätegen. An eng ganz Partie vu Kommissiounen hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass guer keng Observatioun vum Ombudsman festgehale gouf.

E klengt Wuert zu de Gemengen: Am Joer 2018 sinn am Ganzen, wéi och scho gesot ginn ass, 97 Reklamatioune vu Problemer mat Gemengen un den Ombudsman agereecht ginn. Dovun huet d'Madamm Monti 35-mol bei de Gemengen intervenéiert an do ass den Taux de correction bei 71,4 %. Am Joer virdru war den Taux do weesentlech méi schlecht. Dëst weist op en Neits, dass dacks op dësem Wee, also vum Ombudsman, Decisioune kënne geännert ginn. Interventioune sinn also net nëmme gerechtfertegt, mee souguer noutwendeg. E weidert Zeechen also, dass de System vum Ombudsman gutt fonctionéiert.

D'Madamm Monti weist sech och erfreet, dass déi meescht Gemenge par rapport zum Joer virdru wierklech Efforte gemaach hunn. An d'Interieurskommissioun bestätegt dat och. Et ass och fir d'Kommissioun eminent, dass d'Gemengen d'Kommunikatioun sichen an den Dialog.

Den Ombudsman kann nëmmen uerdentlech schaffen, wann och all Gemengen an aner Verwaltungen an engem räsonabelen Delai op d'Froe vum Ombudsman äntweren. Dofir ass och vun eiser Säit aus de Gemenge mat op de Wee ze ginn, de Kontakt mat dem Ombudsman ze sichen an de Problemer net aus dem Wee ze goen. Et ass schued, dass een hautdesdaags net op Bréiwer reagéiert, egal vu wiem se kommen. Am Endeffekt wëllen all Bedeelegt dat selwecht: hir Clienten, dat heescht an deem heite Fall, d'Bierger vun der Gemeng, zefriddenzestellen. An dat soll och jidderee jidderengem schëlleg sinn.

Här President, an der Recommandatioun 51 fuerdert den Ombudsman eng Erweiderung vu senge Kompetenzen - jo, an och ech ginn dorop an, ech mengen, dat wäerte mer nach e puermol héieren haut. Am Moment kann d'Institutioun jo just intervenéieren, wann et sech ëm e Problem an engem Etablissement public handelt. Wéi och scho gesot ginn ass, fuerdert elo den Ombudsman, fir do eng Erweiderung ze kréien. Duerch dee klengen Ënnerscheed kéint den Ombudsman dann och an deenen aneren Etablissementer, déi och scho virdrun ernimmt gi sinn, aktiv ginn.

Mir als LSAP-Fraktioun sinn der Meenung, datt den Ombudsman dat an Zukunft soll maachen a méi Kompetenze soll kréien, fir bei allen Etablissementer, déi fir de Staat oder d'Gemeng eng ëffentlech Missioun exercéieren, kënnen aktiv ze ginn.

Eng aner interessant Pist an der Recommandatioun ass d'Suspensioun vum Délai de recours. Hei proposéiert den Ombudsman, datt déi juristesch Delaien net lafe sollen, wann hie saiséiert ass. De Problem, deen aktuell besteet, ass: De Bierger huet e Problem, e saiséiert den Ombudsman, mee säin Delai, fir Recours ze maachen, leeft weider. Onofhängeg vum Succès vum Ombudsman ass de Bierger dann awer forcéiert, e Recours ze maachen, fir säi Moyen de recours net ze verléieren. Domat gëtt de Bierger quasi forcéiert, eng Prozedur viru Geriicht ze lancéieren, obwuel den Ombudsman bis dohinner nach net richteg konnt schaffen.

Eng interessant Propos vum Ombudsman wier dann notamment, datt eng Saisie vum Ombudsman déi Delaie géif fir dräi Méint aussetzen. Mir als LSAP sinn och dofir, datt mer sollten iwwer esou eng Upassung nodenken.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, vu dass de Rapport vun der Madamm Monti ganz an den Detail geet an och de Rapport vum Rapporteur eis ganz vill Opschloss iwwert d'Aarbecht vum Ombudsman ginn huet, wéilt ech perséinlech dat elo net hei weider ausféieren.

Ech wéilt awer op dëser Plaz der Madamm Monti an der ganzer Ekipp vun hirem Service en décke Merci soe fir hir exzellent Aarbecht. Déi vill traitéiert Affäre weisen, wéi wichteg dës Institutioun ass a wéi wichteg de mënschlechen Aspekt och um Niveau vun Administratioun an offizieller Säit ass. An dofir vun der sozialistescher Fraktioun eise Respekt an eise Merci!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech dem Rapporteur Marc Goergen Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An da wéilt ech och dovunner profitéieren, fir der Madamm Monti an hirer Verwaltung Merci ze soe fir hiren Engagement a fir hire Rapport 2018, deen hir Aarbecht exzellent dokumentéiert an illustréiert, wéi eng Problemer et um Terrain gëtt.

Den Ombudsman setzt sech dagdeeglech an, fir d'Relatioun tëschent de Bierger an den Administratiounen ze verbesseren, Problemer ze léisen a fir gegeebenefalls Virschléi ze maachen, fir Verbesserungen an den administrative Prozesser oder der Gesetzgeebung ze maachen. Doduerch kann hien aktiv Inegalitéite bekämpfen an ass domat e wichtegen demokrateschen a rechtsstaatleche Pilier vun eiser Gesellschaft.

Den Ombudsman soll hëllefen, derfir ze suergen, datt de Bierger zu sengem Recht kënnt, respektiv dem Bierger ze erklären, wat eng Decisioun vun der Verwaltung genau heescht, a gegeebenefalls dem Bierger och matzedeelen, datt d'Decisioun, déi d'Verwaltung geholl huet, richteg ass, an datt hie mat senger Reklamatioun net am Recht ass.

D'Madamm Monti erkläert an hirem Rapport, datt hir e konstruktiven Dialog mat de Bierger an de Verwaltunge besonnesch um Häerz läit. Nëmmen esou kritt si déi néideg Informatiounen iwwert de Fonctionnement vun de Verwaltungen an d'Qualitéit vun de Servicer a kann de Verwaltungen en anere Bléckwénkel vermëttelen a fir Verständnis fir Decisioune bei de Bierger suergen. déi gréng ënnerstëtzen dës Approche.

Ech wéilt da kuerz op d'Statistiken aus dësem Rapport vum Ombudsman agoen. D'Fro, déi sech bei dëse Statistike stellt, ass, wat déi genau Zilsetzung dovunner ass. Geet et just drëm, d'Aarbecht vum Ombudsman järlech ze dokumentéieren, oder geet et och drëm, d'Evolutioun vun den Zuelen an domat och d'Evolutioun vun de Verwaltungen am Ëmgang mat de Bierger ze analyséieren?

Wëllt ee méi eng global Vue kréien an d'Evolutioun suivéieren, wär et interessant, d'Statistiken aus de Rapporte vun deene verschiddene Joren ze vergläichen. E puer Beispiller: 2018 sinn 957 Reklamatiounen traitéiert ginn an 2017 1.149. Dëst kann heeschen, datt d'Verwaltungen 2018 manner konfliktuell Decisioune geholl huet oder datt manner Leit motivéiert waren, fir eng Reklamatioun un den Ombudsman ze riichten.

Eng extreem Froestellung dozou wär: Huet den Ombudsman seng Missioun erfëllt, wa keng Reklamatioune méi erakommen? Wat bedeite keng Reklamatioune méi? Heescht dat, datt d'Relatioun tëschent dem Bierger an de Verwaltunge perfekt ass, d'Autoritéit vun de Verwaltungen esou grouss ass? Oder datt d'Relatioun esou frustrant ass, datt kee Bierger méi Loscht huet, eng Reklamatioun ze maachen?

Och den Taux de correction ass interpretabel: 2017 louch den Taux de correction bei 86,8 % fir 385 Reklamatiounen an 2018 bei 74,3 % fir 331 Reklamatiounen. Heescht dee méi niddregen Taux de correction vun 2018, datt et dem Ombudsman net méiglech war, fir d'Verwaltungen, déi net wollte kooperéieren, vun enger Feeldecisioun ze iwwerzeegen, oder heescht dat, datt d'Verwaltunge méi richteg Decisioune geholl hunn an de Bierger dëst net wëllt wouerhunn?

Eng méi déifgräifend Analys vun deenen Zuele wär sécher interessant, géif awer elo hei op dëser Plaz de Kader sprengen. Wéinst dëse verschiddenen Interpretatiounsméiglechkeete sinn déi gréng awer grad wéi d'Petitiounskommissioun der Meenung, datt et sënnvoll wär, fir am Rapport an der Partie vun de Statistiken och d'Zuele vun de Jore virdrun ze integréieren, se mateneen ze vergläichen an eventuell Konklusiounen ze zéien.

Et ass awer kloer, datt ee sech net nëmmen op Statistike ka baséieren, mee datt ee sech muss mat deenen eenzele Fäll befaassen, fir genau ze verstoen, wou d'Problemer tëschent de Bierger an de Verwaltunge leien.

Här President, kuckt ee sech déi ënnerschiddlech Reklamatiounen un, stellt ee fest, datt ee vun de kruziale Problemer d'Kommunikatioun ass. Et ka sinn, datt e Bierger eng Decisioun vun enger Verwaltung op ënnerschiddlech Manéieren net versteet. D'Decisioun ka fir de Bierger sënngeméiss net verständlech sinn. Et kann awer och sinn, datt de Bierger de Sënn vun der Äntwert versteet, mee net versteet, firwat d'Decisioun vun der Verwaltung esou ass. An deenen zwee Fäll spillt d'Kommunikatioun vun der Verwaltung eng extreem wichteg Roll.

D'Verwaltung soll am Déngscht vum Bierger stoen an deemno muss hir Missioun si fir ze garantéieren, datt dem Bierger d'Informatiounen, déi hie vun de Verwaltunge kritt, och verständlech sinn. Ass dëst net de Fall, kann et zu Konflikter mam Bierger féieren. D'Verwaltunge solle sech duerfir ëmmer d'Fro stellen, ob de Bierger d'Decisioun an déi entspriechend Explikatioune verstanen huet. Ass dat net de Fall, ass et un der Verwaltung, fir dem Bierger dëst verständlech ze maachen, wann néideg mat engem Argumentaire a méi enger einfacher Sprooch.

Fir déi gréng ass dat eng Missioun vun der ëffentlecher Hand. Falls de Risiko besteet, datt vereinfacht Explikatiounen net all Aspekter vun der Problematik kënnen ofdecken, muss sech d'Fro gestallt ginn, ob een dem Bierger net zwou Explikatioune soll zoukomme loossen: eng detailléiert, wou all Aspekter vun der Problematik kloer argumentéiert sinn an op déi sech juristesch baséiert ka ginn, an eng vereinfacht, op där vermierkt ass, datt déi detailléiert Versioun als juristesch Basis zielt.

Wann de Bierger mat enger Decisioun net averstanen ass, well en eng aner Meenung huet, misst d'Verwaltung dem Bierger net nëmmen déi administrativ Erklärung zu hirer Decisioun ginn, mee och iwwert de politeschen Hannergrond opklären. D'Fro stellt sech, ob dat esou gehandhaabt gëtt oder ob de Bierger d'Decisioun ouni Hannergrondinformatioune matgedeelt kritt.

déi gréng sinn der Meenung, datt d'Verwaltungen an d'Gemenge mussen de Reflex hunn, fir selbstkritesch a flexibel mat hiren Decisiounen ëmzegoen, wa Bierger si kontaktéieren, well se mat enger Decisioun net averstane sinn oder se net verstanen hunn. Flexibel, well et Situatioune ginn, déi net an den Texter virgesi sinn an e Refus mat sech bréngen, obwuel de Bierger a gudder Absicht gehandelt huet. An deem Fall muss am Dialog mam Bierger gekuckt ginn, ob et eng Léisung fir de Problem gëtt, idealerweis ouni mussen iwwert den Ombudsman ze fueren. Natierlech muss och de Bierger gewëllt sinn ze verstoen, wat d'Verwaltung him wëllt matdeelen, an hie muss och aktiv hëllefen, andeem en der Verwaltung all déi Donnéeë gëtt, déi si fir hir Decisioun brauch.

An dësem Kader wéilt ech kuerz op d'Gemengen ze schwätze kommen. Den Ombudsman huet wärend senger Presentatioun vum Rapport an der Chamber besonnesch drop higewisen, datt verschidde Gemenge sech striewen, fir mat dem Mediateur zesummenzeschaffen, an dat repetitiv. déi gréng froe sech, wat d'Grënn vun dëser problematescher Zesummenaarbecht kënne sinn. Läit dat un de Responsabilitéitsberäicher vun de Gemengen? Oder läit et eventuell un hirer Aarbechtsmanéier, an do eventuell un engem Manktem u Kompetenz oder Wëllen an der Kommunikatioun vis-à-vis vun hire Bierger an dem Ombudsman?

Läit et un de Responsabilitéitsfelder vun de Gemengen, géifen dës Problemer bei deene meeschte Gemengen optauchen. Läit et un der Aarbechtsweis an um Manktem u Kommunikatiounskompetenz vun dëse Gemengen, misst een analyséieren, firwat dat just an deene Gemengen esou ass. déi gréng sinn op jidde Fall mat dem Ombudsman averstanen, datt d'Relatioun mat dëse Gemenge sech muss verbesseren. Et kann net sinn, datt den Dialog mam Ombudsman carrement verweigert gëtt, dee jo am Sënn vum Bierger schafft, wat och d'Missioun vun den ugesprachene Gemenge misst sinn.

Kolleegen a Kolleeginnen, de Rapport vum Ombudsman gëtt eis awer net nëmmen d'Méiglechkeet, fir d'Relatioun zwëschent de Verwaltungen an de Bierger ze hannerfroen, mee och fir ze analyséieren, ob den Ombudsman sengem Optrag iwwerall kann nokommen.

Wéi schonns uganks gesot, sinn dem Ombudsman seng Kompetenzberäicher, fir tëscht de Bierger an de Verwaltungen ze vermëttelen a fir Verbesserungsvirschléi um Niveau vun der Verwaltung oder der Legislatioun ze maachen. Eng Kompetenz, déi den Ombudsman net huet, ass et, och kënnen an deene Beräicher aktiv ze ginn, déi eng Mission de service public hunn a wou d'Servicer mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzt ginn, awer privat geréiert ginn. Typesch Beräicher sinn den ëffentlechen Transport, Maison-relaisen oder Privatschoulen. Hei besteet eng Ongerechtegkeet par rapport zu de selwechte Servicer, déi vun ëffentlecher Hand geréiert ginn a wou den Ombudsman eng Kompetenz huet fir ze intervenéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Fir déi gréng ass et kloer, datt de Bierger fir déi selwecht Servicer, ob déi ënner ëffentlecher oder privater Gestioun sinn, déi selwecht Rechter soll hunn.

An hirer Recommandatioun Nummer 51 hat deemools schonn d'Madamm Err gefuerdert, fir d'Gesetz iwwert de Mediateur vum 22. August 2003 ofzeänneren an dem Mediateur verschidden nei Kompetenzen, wéi d'Erweiderung op Zoustännegkeeten op ëffentlechrechtlechen Déngschtleeschtungen an am Beräich vum Schutz vun de Mënscherechter, ze attribuéieren.

D'Madamm Monti huet dës Recommandatiounen an hirem Rapport rappeléiert. Ausserdeem huet si zesumme mat der Commission consul-

tative des droits de l'homme an dem Centre pour l'égalité de traitement Ufank Juli an enger Pressekonferenz nach eng Kéier op dës Problematik am Kader vu Behënnertestrukturen higewisen. Ouni op d'Detailer wëllen anzegoen, sollen do d'Rechter vun de Betraffenen net ëmmer respektéiert ginn. Eng Situatioun, déi sech an der Covidkris nach verschäerft hätt.

Déi dräi Organisatiounen hunn drun erënnert, datt Lëtzebuerg déi international Konventioun vum Schutz vun de Mënscherechter vu Behënnerten ënnerschriwwen huet, a fuerdert d'Regierung op, fir eng extern Kontrollméiglechkeet ze schafen, a si sinn der Meenung, dass dës Kompetenz am beschten an der Hand vum Ombudsman géif leien.

déi gréng ënnerstëtzen dat. An d'Petitiounskommissioun wëllt an deem Sënn sou séier wéi méiglech eng Entrevue mat der Mediateure a mat den zoustännege Chamberskommissiounen organiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier drop insistéieren, datt den Ombudsman eng extreem wichteg Aufgab huet als Vermëttler tëschent de Bierger an de Verwaltungen. Och wann, wéi schonn ugeschwat, een d'Zuelen aus verschiddene Bléckwénkele ka kucken, weise se awer däitlech, datt den Ombudsman d'Hänn voll ze dinn huet a vill Engagement muss weisen, fir senger Missioun gerecht ze ginn. Duerfir nach eng Kéier merci.

Handlungsbedarf gëtt et, wat d'Kommunikatioun vun de Verwaltunge mam Bierger ugeet. Dëst besonnesch um Gemengenniveau.

Schlussendlech wär et eis Gréng no wierklech un der Zäit, d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman aktiv unzegoen, fir och am Privatsecteur, besonnesch do, wou d'Mission de service public spillt, d'Mediatioun duerch den Ombudsman méiglech ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Lues, Här President. Villmools merci. Fir d'éischt wëll ech emol alle Virriedner fir hir jeeweileg Interventioun an och dem Rapporteur selbstverständlech speziell Merci soen. D'Wichtegkeet vun der Institutioun vum Mediateur kann ee guer net héich genuch aschätzen. An dat gëllt fir den Ombudsman als solchen, dat gëllt awer och fir den Ombudsman fir d'Rechter vun de Kanner a Jugendlechen. An dat géif och gëlle fir den Ombudsman fir déi eeler Leit, dee mir als ADR gëschter hei gefuerdert hunn a vun deem mer hoffen, datt deen, trotz dem momentane Widderstand vun anere Parteien, nach eng Kéier kënnt.

Als ADR begréisse mer, datt all Rapport vum Mediateur net nëmmen a schrëftlecher Form virläit, mee och hei an der Chamber diskutéiert gëtt.

An dëst aus zwou Ursaachen.

Dat Éischt ass, datt d'Roll vum Mediateur gestäerkt gëtt, wann hie mediewierksam ka säi Rapport an der Chamber presentéieren, dee Rapport duerno an deenen zoustännege Kommissiounen analyséiert gëtt a schlussendlech hei am héijen Haus diskutéiert/debattéiert gëtt. Dat ass besonnesch wichteg, well jo anscheinend eng Rei vu Servicer, eng Rei vu Gemengen an esou weider nach ëmmer mengen, si kéinten den Ombudsman ignoréieren. Duerch dës ëffentlech Opmierksamkeet stäipe mir als Chamber dem Mediateur, dem Ombudsman de Réck an hëllefen him a sengen Aufgaben.

En zweeten Aspekt ass, datt mir selwer aus rekurrente Fallbeispiller, déi déi dräi successiv Ombudsmänner eis presentéiert hunn, Konsequenzen zéie mussen, an a verschiddene Beräicher, wann och nëmme punktuell, musse legiferéieren, fir ee fir alle Mol gewësse Mëssstänn auszemäerzen.

Ech wëll do just zwee Beispiller zitéieren.

Säit 29 vum Rapport: Ëmmer erëm refuséiere Gemengen, eng Persoun oder eng Famill am Awunnerregëster anzedroen, well déi Gemeng der Meenung ass, déi Wunneng wier ze kleng oder iergendwann vun Eefamilljenhaus zu Appartement ëmgebaut ginn, an also net konform zum PAG, oder si wier insalubre an esou weider an esou fort.

Hei däerf et net sinn, datt dee klengste Maillon, de Locataire, als Geisel geholl gëtt vun enger Gemeng, fir aner Ziler ze erreechen. E Kampf tëscht der Gemeng an dem Proprietär soll d'Gemeng gefällegst mam Proprietär ausfechten an net um Réck vum Locataire.

En zweet Beispill sinn déi direkt Steieren an d'TVA. Och do hate mer nach a praktesch all Rapport de Problem, datt d'Administratioune soen, eng Impositioun hätt acquis force de chose décidée, bannent dräi Méint vun der Notification vum Bulletin, sief dat eng Taxation d'office oder sief dat eeben eng falsch Deklaratioun, eng iertëmlech Deklaratioun, déi gemaach ginn ass, wier et ze spéit déi ze rektifizéieren. Dat fannen ech ganz, ganz schlëmm.

An ech ginn der Mediatrice zu 100 Prozent Recht, wa se schreift: « Accepter de renoncer à la perception d'un impôt qui n'est dû qu'en raison d'erreurs […] contribuerait à rétablir la confiance des contribuables […]. »

Hei sollten d'Remise-gracieusen, déi den Direkter vun der Steierverwaltung maache kann, méi large gehandhaabt ginn.

An den Direkter vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA huet haut nach guer net d'Méiglechkeet, eng Remise gracieuse ze maachen. An déi musse mer duerch eng Gesetzesännerung onbedéngt aféieren. An dozou wäert ech eng Proposition de loi an enger vun den nächste Sëtzungen deposéieren.

Et ass extreem wichteg, datt hei am Land nimools e Bierger muss Sue bezuelen, Steiere bezuelen, déi en de facto dem Staat net schëlleg ass!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass déi fënnefte Kéier oder déi sechste Kéier, datt ech elo zu dësem Bericht schwätzen. Et ass ëmmer eng immens interessant Debatt u sech, déi vläicht net ëmmer dee Stellewäert kritt, déi hier zousteet, zemools wann ee weess, wat fir eng Aarbecht derhannertstécht, souwuel vun der Madamm Monti an hirer Administratioun, där ech och Merci soe fir déi Aarbecht, déi se leeschten. Well et ass wierklech net einfach. Ech felicitéieren awer och dem Rapporteur. Als Oppositiounsdeputéierten ass et heiansdo ëmmer speziell, e Bericht ze maachen. Ech weess, vu wat ech schwätzen an deem Fall. Mee et ass och eng spannend Geschicht.

D'Fro stellt sech jo awer och, well, wéi gesot, mir hunn all Joer déi heiten Debatt an der Chamber iwwert de Bericht vum Ombudsman. Engersäits hu mer déi eenzel Fäll, déi e bësse méi thematiséiert ginn, déi och interessant sinn, anerersäits och ëmmer erëm déi méi generell Froen, déi ëmmer erëm opkommen, déi vu Joer zu Joer erëm eng Kéier thematiséiert ginn, wou sech wéineg, heiansdo guer näischt esou richteg beweegt. An do muss ee sech d'Fro stellen, firwat mer déi Debatt féieren a wat fir eng Finalitéit och déi Debatt muss hunn. Vläicht kéint ee sech och iwwerleeën, wéi een dat weiderféiert.

Op jidde Fall, ech mengen, meng Virriedner hunn dat gesot, ech soen dat awer och erëm eng Kéier: Och wann ëmmer méi Administratiounen a vill Administratiounen, souwuel um nationale Plang wéi och um kommunale Plang, wierklech och gutt kollaboréiere mam Mediateur, gëtt et nach ëmmer vill Schwächten. A vläicht gëtt et nach Reflexer a gewëssenen Administratiounen, fir ze mengen, datt de Mediateur u sech sou eng Aart Feind wär, deen engem géif drakucken an erklären, wéi ee seng Aarbecht géif maachen.

An a Wierklechkeet ass et genau de Géigendeel. Et geet jo drëms, d'Problemer ze léisen en amont, och Virschléi, op Problemer opmierksam ze maachen. An ech mengen, et ass gutt fir jiddereen: souwuel fir den Administréierte wéi fir den Administrateur oder fir d'Administratioun. Dat produzéiert da vill manner schlecht Blutt fir jidderee, d'bonnes Pratiques ëmzesetzen.

Et mierkt een och, wat de Language ugeet. Ech mengen, prinzipiell misst et e Prinzip sinn, datt an all Document administratif, dat ee kritt, och eng kloer Mentioun drasteet, datt den Administré eng Méiglechkeet huet, och eng Demande ze maache beim Omdudsman, ech mengen, well nach ëmmer net ëmmer jiddereen dat esou weess, wat d'Sprooch ugeet.

Schonn deemools, wéi ech och Rapporter war, hate mer esou eng Motioun ugeholl, ech weess, datt et net einfach ass, mee wou et drëms geet, fir och déi administrativ Sprooch ze verbesseren. Et geet net nëmmen drëms ze simplifiéieren, wat och net evident ass, mee et geet net nëmmen drëms, an déi verschiddenst Sproochen, déi mer hei zu Lëtzebuerg schwätzen, ze iwwersetzen, dat soll een natierlech och maachen … Mee, éierlech gesot, och wann et administratiivt oder legaalt Lëtzebuergesch net sou richteg gëtt, mee dat ass awer méiglech, dann ass dat vläicht och net ëmmer verständlech. Ech mengen, et ass jo och op deem Niveau, wou ee muss schaffen. Bon!

Datt d'Gemenge sollen drop agoen, ass a mengen Aen eng Evidenz. An ech freeë mech och driwwer, datt d'Madamm Monti dëst Joer gesot huet: „Et war déi leschte Kéier." Sou, an d'nächste Kéier gëtt einfach gesot, wat fir eng Gemengen net matmaachen, an aus wat fir engen Ursaachen. Ech mengen, da komme mer der Saach e bësse méi no.

Et sinn awer weiderhi Saachen och, déi schleefen. An ech wollt mer awer och e puer Saachen erauspicken, notamment och déi Recommandatioun - déi zéng Joer al ass elo gläich, de 16. August! - un d'Sécurité sociale, fir eeben och d'Decisioune vun de Juridiction-socialle kënnen ze publizéieren, datt se déi solle publizéieren, wéi dat bei anere Juridictiounen normal ass. Dat ass eng Recommandatioun, déi zéng Joer al ass! Et ass nach ëmmer net ëmgesat. Ech hoffen, ech wënsche mer … A mir hunn hei stellvertriedend fir d'Regierung de Minister fir d'Bezéiung zum Parlament, dee wäert dat alles matdeelen, wat mir hei elo vun eis ginn. Mee ech mengen, dat sinn awer wichteg Saachen.

(Hilarité)

Do ginn et awer och schrulleg Geschichten: dat mat der Subvention de loyer zum Beispill, also datt e Bailleur a sengem Contrat de bail draschreift, datt e säi Contrat de bail vun der Gesetzgeebung derogéiert! Dat ass jo eppes, wat d'Madamm Monti och ervirgestrach huet. Dat ass awer e bësse speziell. Et ass d'autant plus problematesch, datt duerno déi Persoun, déi d'Subventioun soll kréien, se net kritt, well se kritt gesot: „De Bail, deen ass net legal." Selbstverständlech! Wat ech net normal fannen, well am Prinzip kéint et jo awer och net sinn, datt de Locataire an deem Fall penaliséiert gëtt fir eppes, wat de Bailleur falsch mécht.

Ech wier awer frou, dat hunn ech ganz oft gesot, dat hu mer als Lénk och ganz oft gesot: De Logementsministère soll - a vläicht och d'Gemengen, a vläicht och den Interieur -, mee ech mengen, de Logementsministère soll d'Leit och informéieren iwwer hir Rechter, d'Locatairen informéieren iwwer hir Rechter, datt et Loyerskommissioune ginn. A wann et a Gemenge keng Loyerskommissioune ginn, da mussen déi Verantwortlech derfir suergen, datt et eng gëtt! An ech mengen, där ginn et der vill, wou et keng gëtt. Mee op jidde Fall misst de Logementsministère esou eng Campagne maachen. Dat ass guer net sou schwéier: Mir hunn dat selwer gemaach, als Lénk hu mer esou eng Broschür erauskritt; dat kritt een an zwou, dräi Woche gemaach. Ech mengen, dat kann och eng Administratioun hikréien.

Duerno, justement erëm zréck och, an dat ass erëm sou e Beispill, firwat heiansdo d'Saachen net ëmmer sou kloer sinn: Dat ass dat Beispill, wat genannt ginn ass, wou eng Persoun eng Demande d'aide au réemploi gestallt huet a si krut engersäits vum Aarbechtsministère gesot: „Jo, si ass accordéiert", anerersäits vun der ADEM spéiderhi gesot: „Nee, si ass net accordéiert." Déi Persoun wousst net, datt u sech d'ADEM schlussendlech d'Wuert huet an net de Ministère. Éierlech gesot, ech hätt dat och net gewosst. An ech mengen, vill Leit hätten dat net gewosst. A sou Saache musse ganz kloer dra sinn. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss upaken.

Selbstverständlech menge mer awer och, sou wéi de Mediateur, datt een den Élargissement du champ de compétence muss unhuelen, datt endlech och bei den Établissements de droit privé, déi eng Mission de service public hunn, déi och mat ëffentleche Gelder finanzéiert ginn, datt och de Mediateur do ka kucke goen. D'autant plus, datt et meeschtens Heemer sinn, wou jonk Leit sinn, eeler Leit sinn, also vulnerabel Leit sinn, datt do och de Mediateur ka kucke goen. Ech hoffen, datt mer dat net nach an deenen nächste fënnef Joer mussen allkéiers repetéieren. Elo musse mer iergendeng Kéier, sou schnell wéi méiglech, wa méiglech dëst Joer nach legiferéieren an deem Sënn.

Et wier och interessant ze wëssen, de Bericht ass natierlech vun 2018, mee vläicht kéint eng Kéier de Mediateur an eng Kommissioun agelued ginn, fir esou e bëssen ze kucken, wat geschitt ass wärend der Pandemie. Well warscheinlech sinn do méi Demandë komm? Ech weess net. Ech weess net, mee et wier interessant, fir en État des lieux kuerz ze kréien.

An da wollt ech nach meng dräi lescht Minutten dofir benotzen, fir awer op eppes zréckzekommen, wat mech wierklech rose gemaach huet. Dat war u sech schonn am Bericht vum Ombudsman vun 2017. An et geet ëm de Prisong, a méi spezifesch och ëm de Fraeprisong, well do sinn eng ganz Partie Recommandatioune gemaach ginn. An elo ass och eng Associatioun, déi mat Exdetenueë schafft, déi elo am Mee 2020 erëm opmierksam gemaach huet op reell grouss Problemer bei eis am Prisong. Do si verschidde Situatiounen, déi erënneren e bëssen un déi Serie do: "Orange Is The New Black", vläicht e bësse manner schlëmm, mee trotzdeem, et geet e bëssen an déi Richtung.

Mir wëssen, datt de Prisong keng Spillwiss ass. Mee trotzdeem, och am Prisong sëtzen …, dat si Mënschen, déi do sëtzen! An do mussen awer d'Saachen, do mussen awer d'Gesetzer kloer applizéiert ginn. Ech ginn awer och dat Beispill, wat si och zitéieren: Eng Prisonéisch war schwanger, ass gefouert gi vu Policebeamten an d'Spidol - normal, bis dohinner ass alles ganz normal. De Problem ass, datt déi Beamten, Männer, mat bis an de Raum ginn, wou d'Gebuert stattfënnt - wat a mengen Ae scho méi wéi grenzwäerteg ass, well se do näischt verluer hunn -, an datt déi Fra och nach, anscheinend aus Sécherheetsgrënn, un d'Bett ugestréckt gouf! Wou ech mech wierklech froen, firwat een eng Fra, déi grad e Kand op d'Welt brëngt, muss ustrécken. Leeft se fort?!

Du gouf duerno gesot, anscheinend och vun der Police, dat wier net malintentionnéiert gewiescht. Ech wëll emol hoffen, datt et net malintentionnéiert gewiescht ass, datt dat net malintentionnéiert war! Mee éierlech gesot, egal wien dat mécht, wien eng Fra, eng schwanger Fra wärend dem Gebuertsprozess ustréckt un d'Bett, ma fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: Bei deem ass eng labber! Also dat ass net normal, esou eppes ze maachen! An ech mengen, do muss wierklech och … Ech verstinn net, datt do …

Ech weess net, ob do weiderhin Aktioune geschitt sinn. Op jidde Fall wollt ech awer erëm dorobber opmierksam maachen, well dat ass e Beispill, wat grujeleg ass a wat mech nach ëmmer immens rose mécht. Also, well da gëtt et awer och nach 38 Recommandatiounen och vum Ombudsman zu der Situatioun iwwerhaapt am Fraeprisong, déi gemaach gi sinn.

Bon, mir hunn och d'Ministesch fir d'Égalité des chances do, déi och de Plan d'égalité des chances presentéiert huet. Mir hunn d'Tendenz, jidderee vun eis huet d'Tendenz, heiansdo och de Prisong ze vergiessen. Do sëtzen och Fraen. An do ginn et och eng ganz Partie Saachen, zum Beispill och, wann et ëm sexuell Iwwerfäll geet an de Prisongen. Do schéngt et och net richteg weiderzegoen.

De Problem ass jo och nach deen, och wat d'Aktivitéiten, déi sportlech Aktivitéiten ugeet, do gëtt et och nach en Ënnerscheed: Frae kënnen zum Beispill …, also Gewiichter stemmen oder iwwerhaapt e bësse méi kräfteg Saachen ze maachen am Prisong, dat ass anscheinend éischter fir Männer geduecht. Jo, firwat net? Mee Fraen, zemools wann ee seng Aggressioune muss lassginn - och am Prisong ass dat, dass ee seng Energie muss lassginn -, da gesinn ech do och guer keng Ursaach, firwat Fraen dat net kéinte maachen. Anscheinend hu si nach ëmmer aner Aktivitéiten, wéi bitzen oder strécken an esou weider. Also mir sinn am Joer 2020! Et ass net normal, datt dat nach ëmmer esou weiderhin de Fall ass.

Op jidde Fall, voilà, et sinn nach vill aner Beispiller, op déi ee misst zréckkommen. Mee ech géif scho mengen, datt och déi …, ech mengen, et ass net schlecht, datt een heiansdo zréckgeet op Berichter vum Mediateur vun de Jore virdrun och, fir e bëssen de Suivi ze maachen, zemools wann et ëm ganz krass Saache geet an zemools wann de Mediateur sech och nach d'Méi gëtt, eng ganz Partie vu Recommandatiounen ze maachen. Et ass selbstverständlech, datt ee se net allkéiers innerhalb vun engem Joer kann ëmsetzen. Mee verschidde Saachen, krass Saachen, muss een awer schnell kënnen ëmsetzen.

Voilà. Ech mengen, ech hunn e bëssen iwwert déi zéng Minutten eraus geschwat. Ech soen lech Merci, a warscheinlech bis d'nächste Kéier.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci als Alleréischt gëllt der Madamm Ombudsman, dem Claudia Monti, an hirer ganzer Ekipp, déi hei wierklech mat engem exhaustiven Aktivitéitsbericht dach gewisen hunn, wéi d'komplett Bild vum Ombudsman a vun hirer Aarbecht ass. Si stinn all Dag am Déngscht vun eise Biergerinnen a Bierger a leeschten en Déngscht, deen déi wéinegst vun eis heibanne warscheinlech komplett op den éischte Bléck kéinten erkennen.

Ech wëll och mengem Parteikolleeg a Rapporter villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech hunn et schonn ugeschwat: De Rôle vum Ombudsman ass immens wichteg am Land. D'Biergerinnen a Bierger brauchen eng Persoun, déi sech mat hinnen zesummesetzt an zesumme

mat hinnen no Léisunge fir hir Problemer sicht. Si brauchen eng Institutioun, déi sech fir se asetzt an am Zweifel op der Säit vum Bierger an net op der Säit vum Staat steet, wa se sech vun enger Verwaltung falsch behandelt fillen.

D'Leit hei am Land brauchen Erklärungen, mat deene se eppes kënnen ufänken, an eng Instanz, un déi se sech wende kënnen, wa se fillen, datt hinnen Onrecht widderfuer ass. An dat an enger Sprooch, déi se verstinn, an enger Sprooch, déi vläicht net ëmmer ganz technesch ass, wéi dat vläicht vu Beamten a Formbréiwer gäre benotzt gëtt, mee enger Sprooch, déi sech direkt u si adresséiert.

D'Institutioun vum Ombudsman dréit d'Roll vum Opklärer a fërdert esou d'Bild vun engem transparente Staat. Et ass natierlech evident, datt den Ombudsman an dëser Roll onangeneem ass. Ma dat muss en och sinn, wann d'Géigeparteien onasiichteg sinn. Et ass fir kee schéin, Feeler ze maachen. Ma nach méi schwéier ass et, dës Feeler och zouzeginn. Ma nëmme wa mer e Feeler agesinn, kënne mer aus deem Feeler léieren an eis verbesseren. Ënnert dësem Liicht gëtt d'Roll vum Ombudsman ëm eng weider Funktioun erweidert: En ass nämlech de Feelermelder an eisem System an dréit esou zur Verbesserung vun de Verwaltunge bäi.

Mir bedaueren allerdéngs, datt eenzel - an ech betounen „eenzel" - Gemengeverwaltungen 2018, wéi den Ombudsman a sengem Rapport schreift, net kooperativ waren. An ech mengen, dat gouf vun alle Virriedner hei ugeschwat. Vläicht ass et wierklech un der Zäit, „name and shame" ze maachen, wann et esou weidergeet.

Mir Piraten ënnerstëtzen deen „name and shame", well wann eng Gemeng emol net kapabel ass, der Institutioun vum Ombudsman ze äntwerten, oder carrement seet: „Ma wie bass du, fir mech dat ze froen?", an domadder den Ombudsman behandelt wéi e klengt Schoulkand, ma dann ass et an eisen Aen dach nëmme fair, wa mer déi Verwaltungen, déi sech net un d'Gesetzer halen, och mam Numm nennen. Awer net ze vergiessen: Déi Gemengen, déi am Déngscht vum Bierger exemplaresch gutt geäntwert hunn a mam Ombudsman zesummegeschafft hunn, och déi missten am nächste Rapport erwäänt ginn.

(Interruption)

Well esou kann een och déi belounen, déi exemplaresch sinn. Et geet net nëmmen drëm, déi schwaarz Schof ze fannen, et gëllt och fir ze weisen, wien d'Institutioune respektéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Goergen sot et schonns a sengem Rapport, all Land brauch gutt fonctionéierend Verwaltungen, ob um nationalen Niveau oder um lokalen Niveau. Verwaltunge sinn e Bindeglidd vun enger Panoplie vu Prozesser, ob an der Wirtschaft, am Sozialen oder an der Ekologie. Eng Verwaltung kann duerch e schlechte Fonctionnement dozou bäidroen, dass d'Wirtschaften ineffizient gëtt, d'Sozialhëllefen net zurzäit bei deene richtege Leit ukommen oder Ëmweltschied opgrond vu schwéiere Feeler kënne geschéien.

Vill Staaten op dëser Welt hu Problemer, déi ënner anerem duerch schlecht fonctionéierend Verwaltungen ausgeléist ginn. Gutt Verwaltunge sinn eng Konditioun, fir datt e Land wéi en Auerespill gutt fonctionéiert. D'Verwaltung ass en Zännrad am System, un deem vill aner Zännrieder matdréinen. Fir datt déi Verwaltunge gutt fonctionéieren an domadder d'Liewensqualitéit vun eise Biergerinnen a Bierger erhéijen, brauch et eng Reaktivitéit. Et brauch e Bewosstsäin, fir Feeler anzegestoen. An ech wëll guer net hei déi eenzel Feeler nach eng Kéier kritiséieren. Ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerte gemaach, jiddwereen op seng Aart a Weis.

Wat net däerf sinn, ass, de Kapp an de Sand ze stiechen. Vill ze heefeg, an dat geet och aus dem Rapport vun der Institutioun vum Ombudsman ervir, hu mer Verwaltungen, déi eréischt op e puermol nohaken hi reagéieren. Glécklecherweis reagéieren déi meescht. Glécklecherweis kënnt et meeschtens zu enger Satisfaktioun, ob dat bei de Steieren ass, déi sech traditionell e bësse méi „zéi" ginn, wann et drëm geet, fir eng Léisung ze fannen, a wou jo och schonn ugeschwat gouf, datt een do vun enger gewëssener Diskretioun kéint Gebrauch maachen, fir heiansdo e bësse méi flexibel ze sinn, wéi dat an der Vergaangenheet gehandhaabt gouf, bis hin zu Ministèren, déi, vläicht well se manner Kontakt mam Bierger hunn, guer keng Remarke kruten.

Ech mengen, béides weist, datt et net schwaarz a wäiss gëtt, et gëtt déi verschiddenst Ausprägungen. An ech menge souguer kënnen ze soen, datt et net esou ass, datt et ëmmer d'Institutioun vun der Verwaltung ass, déi et de Biergerinnen a Bierger schlecht wéilt, mee datt et heefeg och um Zwëschemënschleche läit. A sou muss een dann natierlech och verstoen, datt, wann ee sech un eng Verwaltung adresséiert, ee sech och ëmmer iergendwéi un de Mënsch, deen do als Beamten déi Demande traitéiert, adresséiert an een deementspriechend och eng gewësse Retenue sollt fleegen. Déi Retenue ass, mengen ech, net ëmmer ginn.

A wann ee sou de Rapport vun dem Ombudsman liest, da fënnt een heiansdo zwëschent den Zeilen eraus, datt vläicht deen éischte Refus och dorunner louch, datt sech onkloer ausgedréckt gouf, datt vläicht eng Base légale net ganz kloer ernimmt gouf, op déi ee sech wollt beruffen, vläicht och, well d'Biergerinnen an d'Bierger dat net ëmmer wëssen.

An dofir ralliéieren ech mech hei och nach eng Kéier un d'Fuerderung vun e puer vu menge Virriedner, déi gesot hunn, et wär gutt, wann nieft dem Recours virun de Geriichtsbarkeete mer an Zukunft och géifen an de Bréiwer op den Ombudsman hiweisen, wa mer nämlech de Leit virun engem Recours administratif um Verwaltungsgeriicht direkt géife soen: „Et gëtt och e Wee fir ze mediéieren, fir vläicht" - net onbedéngt méi séier an der Zäit, mee vläicht méi onkomplizéiert - „zu deem ze kommen, wat Der wëllt, nämlech datt Der Iech fair behandelt fillt."

Mir sollten dee Wee goen an domadder net nëmme Geld spueren - well um Verwaltungsgeriicht brauch een en Affekot, dat kascht e bëssen eppes -, mee virun allem och eis Verwaltungsgeriichter entlaaschten, soudatt déi Fäll, déi dann och no der Interventioun vum Ombudsman net kënne geléist ginn, déi néideg Zäit an och déi néideg Reaktivitéit op de Verwaltungsgeriichter hätten.

Déi eenzel Etappe musse fir d'Biergerinnen an d'Bierger vereinfacht ginn. Aus deem Grond ass et fir eis och evident, datt een d'staatlech Servicer, wou een nëmme kann, weider digitaliséiert. Well och do, wou keng Bréiwer méi kënne verluer goen, wou Prozesser méi reiwungslos oflafen, gëtt den Ombudsman hoffentlech manner gebraucht a kënnt et hoffentlech zu nach manner Recoursen, well verschidde Saachen einfach fonctionéieren.

Et seet ee sou gären: „D'Fonction publique fonctionéiert." Ma genee wa se net fonctionéiert, da kënnt den Ombudsman an d'Spill. An u sech wär et dach schéin, wa mer deen Exercice, dee mer haut hei maachen, an deenen nächste Joren ëmmer weider ofbaue kéinten, well d'Fonction publique besser fonctionéiert.

Da wollt ech awer nach ganz kuerz op d'Kommunikatioun agoen, well wann een nom Ombudsman sicht, da mierkt een, datt den Ombudsman haut keng Presenz op deene Plattformen huet, wou déi meescht Leit ënnerwee sinn. Ech schwätzen do vun de soziale Medien. Do wär et fir eis eng Pist, fir d'Institutioun Ombudsman méi no bei d'Biergerinnen a Bierger ze bréngen, well déi allerwéinegst Leit sech virstelle kënnen, wat dann den Ombudsman am Alldag mécht a wou en de Biergerinnen a Bierger konkreet kann hëllefen. Eppes ass awer sécher: D'Institutioun vum Ombudsman ass net méi ewechzedenken aus eisen Institutiounen.

Här President, zu gudder Lescht wëll ech awer nach eng Kéier op d'Recommandatioun 51 vum Ombudsman agoen, déi den Ombudsman jo och a sengem Rapport opgeworf huet a wou et virun allem ëm seng Kompetenze geet. Et wär wichteg, d'Fonctioun vum Ombudsman och op déi Organisatiounen auszewäiten, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt ginn. Well als Deputéiert vun de Piraten kréie mir vun de Leit geschriwwen, déi vereenzelt Problemer mat esou Servicer hunn. Mir Piraten deelen dofir d'Positioun, fir mat deene concernéierte parlamentaresche Kommissiounen en Austausch ze organiséieren, fir op dës Iddi anzegoen.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier e grousse Merci un den Ombudsman, déi ganz Ekipp, fir déi Aarbecht! An ech hoffen, wéi gesot, datt an Zukunft ëmmer manner Fäll bei Iech um Büro landen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Relatioune mam Parlament a Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen.

Prises de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Här President, léif Deputéiert, als Éischt géif ech och dem Rapporter wëlle Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An dann awer och der Madamm Ombudsman Claudia Monti, mat all hire Leit, déi bei hir schaffen, fir dat, wat se d'ganzt Joer iwwer leeschten. Dat ass och net ëmmer einfach fir si bestëmmt.

Vläicht e puer Saachen, déi ech wéilt eng Kéier hei ernimmen, éischtens iwwert de Rapport selwer an och iwwert d'Debatte vun haut de Mëtteg. Als Minister, deen zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, ass et genee esou, wéi den Deputéierte Wagner gesot huet: Dat, wat Är Interventiounen hei waren, huelen ech natierlech mat an d'Regierung an ech maachen och deenen de Rapport, deenen ech och d'Lektür ëmmer erëm un d'Häerz leeë vun deem heite Rapport, well do fënnt een nämlech e ganze Koup Saachen, déi ee ka verbesseren. An dofir soll een och dorobber zréckgräifen.

Et ass an e puer Interventiounen - an ech géif mer dat just erlaben, fir dat eng Kéier ze ernimmen - iwwert d'Zuelematerial geschwat ginn. Et ass driwwer geschwat ginn, dass de Rapporter gesot huet, dass ee kéint d'Zuele vläicht nach méi reng - vun deenen 980 Reklamatiounen - do opschlësselen. Den Deputéierten Hansen, deen huet op där heiter Plaz och dovunner geschwat, fir déi Zuelen eng Kéier iwwer all déi Joren ze vergläichen.

Ech géif do dat Ganzt och an e Kader wëlle setzen, well ech och nach eng Kéier d'Rapporte gekuckt hunn, vun dem Ombudsman Fischbach iwwert d'Madamm Err bis elo. An déi Zuelen, déi sinn awer och ganz interessant: An deem éischte Rapport 2004 ass vu 587 Reklamatioune rieds gaange n. An déi sinn dann esou eropgaange bis op 900 bis 1.100 ongefeier. Dat sinn esou déi Zuelen, an deene mer eis doranner beweegen. An do hätt ee jo kënnen och mengen, dass zu engem gewëssene Moment, wou och d'Populatioun an d'Luucht géif goen, et vläicht eng Explosioun och vun deenen Zuele zu engem gewëssene Moment géif ginn, wéi de Service vum Ombudsman bis an der ganzer Institutiounslandschaft verankert gi war. Dat huet een awer, Gott sei Dank, net festgestallt.

An et misst ee vläicht - dat ass awer e schwieregen Exercice -, wann ee schonn iwwert d'Zuele schwätzt, och eng Kéier probéieren, déi Zuel vun deenen 980 Reklamatiounen an de Kontext ze setze vun allen Decisiounen an Dossieren, déi beim Staat a bei de Gemenge beschafft ginn. Well ech mengen, da sinn déi 987, obwuel all Fall dovunner wichteg ass, mee dann ass déi Zuel awer extreem kleng. Et ginn Honnertdausenden un Decisiounen, un Dossieren, déi am Joer beschafft ginn an de Verwaltungen. A wann een dann herno op déi 987 eng Kéier kuckt, da wäert déi Zuel awer relativ kleng sinn.

An dat ass jo awer, mengen ech, fir eist Land eng ganz wichteg Nouvelle, och wann et net soll heeschen, dass dat heite soll klenggeriet ginn doduerjer. Mee dat weist awer, dass mer och gutt Beamte souwuel an de Gemenge wéi awer och beim Staat hunn. Well et ass vill haut de Mëtteg driwwer rieds gaangen, wéi et da mam Vertrauen an d'ëffentlech Hand, an d'Gemengen oder an de Staat geet.

Abee, de Staatsbeamte per se, per Definitioun vu sengem Statut hier, ass jo kee politesche Beamten. Deen huet en Eed ofgeloucht. An als Minister vun der Fonction publique sinn ech och een, dee ganz vill där Beamten assermentéiert. Do geet och rieds an deem Serment iwwer „intégrité, impartialité, exactitude", dass en eeben esou vis-à-vis vum Bierger ze schaffen huet, dass dat seng Missioun ass. An ech mengen, dat eleng ass awer och schonn e Garant fir vill Leit, dass se kënne Vertrauen an de Staat an an d'Beamten hunn.

Ech mengen, mir als Regierung stinn hei an der Chamber ënnert der Kontroll. Mee de Staatsbeamtenapparat an och dee vun de Gemengebeamten, dat sinn der natierlech, déi neutral fonctionéieren. An déi schwieren och an hirem Serment, sech un d'Gesetzer an un d'Constitutioun ze halen. Dat heescht, dat ass schonn, mengen ech, ee Garant och, firwat dass déi Zuelen net explodéieren a fir dass mer awer do e ganz korrekte Kader hunn.

Mee dat ass vläicht eng Kéier eng ..., et ass schwiereg, et hinzekréien, mee déi Zuel vun allen Dossieren, déi sou riets a lénks beschafft ginn an engem Joer - et ass komplizéiert -, mee déi Zuel géif och vläicht eng Kéier an den Debatte kënnen hëllefe fir ze kucken, wéi dat ass. Zumools wann ech soen, dass vun 2010 dorëmmer un, wou mer bei 900 där Dossiere waren, d'Zuel vun de Staatsbeamten eleng massiv an d'Luucht gaangen ass, d'Zuel vun den Awunner, d'Zuel vun de Frontalieren. Dat heescht, mir sinn awer hei am Déngscht vu ganz ville Leit, wou d'Zuel och massiv an d'Luucht gaangen ass, grad wéi d'Zuel vun den Dossieren.

An ech mengen, do kann ech awer och als Minister vun der Fonction publique soen, dass an de leschte Joren de Staatsbeamten - an do wëll ech den Deputéierte Colabianchi eng Kéier zitéieren hei, deen e bëssen d'Familljebild dohinnergesat huet, wéi et fréier war, wéi d'Autoritéite waren -, abee, de Staatsbeamten hautzudaags, deen och op dem INAP ganz anescht forméiert gëtt, deen do ganz aner Wäerter vläicht nach eng Kéier iwwermëttelt kritt, déi een hautzudaags och als Administratioun mat op de Wee gëtt, ech mengen, deen ass och ganz anescht. Beim INAP gëtt ganz vill Wäert dorobber geluecht, fir eeben am Déngscht vum Bierger seng Aarbecht sou gutt wéi méiglech kënnen ze maachen.

Et si ganz vill Saachen hei mat dran, déi ech och de Regierungskolleege mathuelen, déi Dir haut de Mëtteg gesot hutt, déi wichteg sinn. All Fall hei, dee mir elo och dann als Zuele behandelen, dat sinn eenzel Fäll, wou d'Leit ganz dacks, an dat ass vläicht de Mëtteg nach net gesot ginn, haart getraff si vu sou enger Decisioun - déi emol net ëmmer mat béisem Wëlle vläicht geholl gouf, mee och duerch Komplikatiounen, falsch Interpretatiounen, eng schwéier Sprooch. Mee dat sinn eenzel Fäll, vun deene mer hei schwätzen haut de Mëtteg, déi d'Leit net an enger Debatt vun zwou Stonnen, wéi mir dat maachen elo, evakuéieren, mee fir déi dat e schwéieren Impakt ass op hiert Liewen.

An do musse mir och mat där Ouvertür, och bei de Beamten an och bei de responsabele Politiker, dorunner erugoen, sief dat op Gemengenniveau - do wäert natierlech d'Kolleegin Inneministesch, déi och haut de Mëtteg nogelauschtert huet, nach e bëssen drop agoen -, awer haaptsächlech och beim Staat a bei senge Verwaltungen.

An ech wëll och, just fir ofzeschléissen, soen, nieft deem, dass ech dat mathuelen, wat Der de Mëtteg hei gesot hutt: Den Ombudsman, deen ass nach méi ewechzedenken! Ech mengen, et ass och net, dass deen, wéi dat gesot ginn ass, haut als Feind oder als béisen Observateur gesi gëtt. Nee! Dat wat heiranner steet, dat huet jo Kapp a Schwanz ... Kapp a Fouss.

(Hilarité)

Dat ass jo, fir dat haut de Mëtteg och matzehuelen, dass een dat an engem Echange, wann déi Punkten emol eng Kéier anescht beliicht ginn, an d'Administratioune kann erafléisse loossen. An dat ass dat, wat ech och wëll mathuelen.

Dofir nach eng Kéier och e Merci fir alleguerten d'Intervenanten an där heiter Debatt. Dat ass net nëmmen eng Debatt wéi eng aner, dat geet net einfach esou ënner. Dat gëtt alles ganz seriö geholl, wat hei geschwat ginn ass a wat och an dem Rapport vun der Kommissioun wéi vun deenen eenzelen Orateuren hei steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Marc Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un déi zoustänneg Ministesch fir eis Gemengen, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Dir hat gefrot, dass ech haut sollt dobäi sinn, well effektiv am Rapport de Schwéierpunkt d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass. Ech wëll awer direkt drop hiweisen: Ech kann natierlech elo net am Numm vun de Gemenge schwätzen. Ech hu wuel d'Tutelle, sinn awer net d'Cheffin vun deenen 102 Gemengen.

Wat awer wichteg ass a wat ech och ganz gäre maachen, ass, d'Gemenge weider ze encouragéiere matzeschaffen a virun allem eeben d'Mediatioun och aktiv ze notzen, fir esou kënne Konflikter aus der Welt ze schafen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- D'Mediatioun huet ganz vill Virdeeler, mir hunn der schonn héieren. An dat Interessantst bei der Mediatioun ass jo, dass et deenen zwou Säiten zeguttkënnt, et ass an der Reegel manner deier, et dauert manner laang an et ass virun allem manner opwändeg. An deen direkte Kontakt, dat mierkt ee jo ëmmer erëm, den direkte Kontakt, einfach mat de Leit schwätzen, ass am Endeffekt nach ëmmer deen einfachsten an dee pragmateschste Wee.

Aus dem Rapport ass ze liesen, an dat hunn och schonn d'Kolleeginnen an d'Kolleegen hei gesot, dass mer awer feststellen, dass déi meescht Gemengen dat och esou verstanen hunn. Do si ganz vill Efforte gemaach ginn. An et gesäit ee jo schonn um Taux de correction vun de Reklamatiounen, dass deen op 71,4 % eropgaangen ass. An ech sinn optimistesch, dass den Taux dann och bei deem nächste Rapport nach wäert besser sinn.

Trotzdeem ass et wichteg, d'Gemengen op dësem Punkt awer nach ze sensibiliséieren, dass se eeben d'Madamm Mediateur an der Aar-

becht ënnerstëtzen, dass se hir Interventiounen ënnerstëtzen an eeben, wéi gesot, och d'Mediatioun als eng Chance fir sech begräifen.

Wann d'Mediatrice Informatioune bei de Gemenge freet, ben, da si se gehalen, hir dës Informatiounen ze ginn, an dat dann och an deem Delai, dee si virgëtt, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. Ech mengen, do brauche mer net laang driwwer ze schwätzen, dass dat u sech esou soll fonctionéieren.

Mir stellen awer fest, dass dat net ëmmer esou fonctionéiert. An ech mengen, da wär et vläicht un der Zäit, fir nach eng Kéier do esou e Rappell ze maachen, fir eeben drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass. A wann dat erwënscht ass, sinn ech och ganz gäre bereet, dat eeben zesumme mam Ombudsman ze maachen, dass mer eng Kéier kënnen do eng Nott zesumme verfaassen an dann nach eng Kéier rappeléieren, dass, wannechgelift, d'Gemenge gehale sinn, d'Gesetz ze respektéieren an dann och frëndlecherweis zäitno op Bréiwer ze reagéieren.

Dat selwecht zielt och fir d'PANC (ndlr: procédure administrative non contentieuse). Ech wëll nach just kuerz dee Volet erwänen, well deen och am Rapport vun der Petitiounskommissioun erwäänt gëtt. Hei ass et, mengen ech, och wichteg, nach eng Kéier do kënne fir Kloerheet ze suergen, well mer eeben och am Rapport feststellen, dass do bei de Gemengen nach eng Rëtsch Froe kommen an net ëmmer alles vläicht esou kloer ass, wéi et heiansdo vun hinnen erwaart gëtt.

Hei hunn ech wëlles als Interieur, elo de Kontakt mat dem Justizministère opzesichen, fir eeben zesummen och hei vläicht eng Aart Guidelines auszeschaffen, och nach eng Kéier mat de Prezisiounen, wat ganz genau vun de Gemenge verlaangt ass, wéi si virun allem sollten déi formell Decisiounen - an net déi informell Avisen, déi se heiansdo ausstellen, déi dann herno eeben zu Problemer féieren -, wéi se eebe sollen déi Decisiounen herno de Concernéierte matdeelen. Och hei, mengen ech, ass et gutt, dass mer eeben hei déi Nott kënne verfaassen an esou dann och déi lescht Onkloerheeten aus der Welt schafen - an dann esou hoffentlech beim nächste Rapport kënne liesen, dass dann och alleguerten d'Gemenge sech ganz kooperativ beweisen.

Modern, also matenee fir modern Gemengen, dat ass jo - wéi soll ech soen? - dat Zil, wat mer am Interieur verfollegen, dat grousst Leitbild, wat mer op ville Plaze jo ustriewen. Ben, fir mech gehéiert dozou och en effektiven Dialog a virun allem och eng séier Kommunikatioun, a virun allem eng Kommunikatioun och mat deenen aneren Administratiounen an eeben och mat dem Ombudsman. An dofir ass et wichteg, och dat matafléissen ze loossen.

Dir wësst alleguerten, d'Kommunikatioun ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Demokratie. An dofir sollen och d'Gemengen do weiderhin drop oppassen, dass se eeben einfach Prozedure benotzen, eng verständlech Sprooch, dass och alleguerten hir Biergerinnen a Bierger dat kënnen novollzéien, wat vun hinne verlaangt ass.

Mee dat betrëfft net nëmmen d'Gemengen, dat betrëfft alleguerten d'Institutiounen. An dofir ass et wichteg, dass mer hei zesummen driwwer diskutéieren a virun allem och dann herno déi néideg Efforte maachen, fir dass mer och hei kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger ënnerstëtzen. Dorëms geet et jo, et ass am Sënn vun eis alleguerten. An dofir nach eng Kéier alleguerten e grousse Merci fir déi konstruktiv Recommandatiounen, déi mer mathuelen. An dann hoffen ech, dass ech d'nächst Joer net méi muss heihinnerkommen an dass d'Gemengen dann alleguerte propper äntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. 7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7615 iwwert d'Adaptatioun vun enger Steierkonventioun mam Botswana. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéi mer dëse Projet an d'Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) kruten, huet mäi ganz gudde Frënd, den André Bauler, gesot: „Dat Éischt, un dat ech geduecht hunn, wéi ech Botswana gelies hunn, si wëll Déieren." Abee, ech maache keng Fotosafari iwwer wëll Déiere mat Iech de Mëtteg, ...

M. André Bauler *(DP).*- Also, ech hunn un d'Elefante geduecht.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- ... mee ech ginn op de Gesetzesprojet 7615 an, dee sech an d'Efforte vun der Regierung areit, fir eist Netzwierk vun den Duebelbesteierungskonventiounen, notamment um afrikanesche Kontinent, weider auszebauen.

Mëttlerweil huet Lëtzebuerg ëm déi 80 Konventioune mat anere Länner ofgeschloss, wat drop hiweist, dass mer eng Finanzplaz hunn, déi ganz gutt Lienen an d'Ausland huet.

An dësem Fall hei geet et ëm d'Konventioun mam Botswana. Méi genau gesot geet et bei dësem Projet de loi drëm, fir der Konventioun an dem bezügleche Protokoll zouzestëmmen, déi d'Lëtzebuerger Regierung mat der Regierung vun der Republik vum Botswana ausgehandelt huet.

Dës Konventioune sinn e wichtegt Element vun eiser Steierpolitik. D'Zil vun dëse bilateralen Accorden ass et, fir eng Duebelbesteierung ze verhënneren an awer och fir déi bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze festegen, déi et erméiglechen, den Echange vu Gidder a Servicer souwéi vum Kapital, den Technologien an de Leit ze stäerken.

Dës Reegele kommen zum Beispill an d'Spill bei enger Firma, déi an engem Land hire Sëtz huet an awer och an engem anere Land Aktivitéiten huet. An dësem Fall reegelt esou eng Konventioun, wou a wéi eng Steieren dann dee Moment ufalen.

Sou gëtt och séchergestallt, dass net guer keng Steiere bezuelt ginn an awer och dass net op zwou Plazen déi selwecht Steiere bezuelt musse ginn. Et handelt sech domadder och ëm en Outil, fir Abusen a Steierfroen ze ënnerbannen.

Eng wichteg Remark zu dëser Konventioun ass, datt se mat de Standarde vun der sougenannter Base Erosion and Profit Shifting, also de BEPS-Standarden vun der OCDE, konform ass.

Des Weidere sinn e puer Dispositioune virgesinn, déi op dem Duebelbesteierungsmodell vun der UNO baséieren. Eng vun dësen Dispositiounen handelt zum Beispill iwwert d'Service Tax Fee. D'Dispositiounen nom UNO-Modell gi just vun der Lëtzebuerger Regierung ugeholl, wann den Duebelbesteierungsaccord mat engem Entwécklungsland ofgeschloss gëtt; wat hei de Fall ass.

Eng weider wichteg Umierkung ass, dass och d'Fonge vun dëser Duebelbesteierungskonventioun ofgedeckt ginn.

Fir méi Detailer zu dësem Gesetzesprojet erlaben ech mer, fir Iech op mäi schréftleche Rapport ze verweisen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Juni vun dësem Joer keng weider Bedenken zu dësem Gesetzesprojet gehat.

Den Avis vun der Handelskummer huet eis leider eréischt no der Adoptioun vum Projet de rapport erreecht. Dowéinst wëll ech gäre vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir kuerz op hiren Avis vum 8. Juli anzegoen.

Si begréissen, dat heescht d'Handelskummer begréisst, datt mat dësem Gesetzesprojet d'Steierkooperatioun mat Afrika gestäerkt gëtt, wat vu Wichtegkeet ass, fir d'Echangen ze vereinfachen. D'Chambre de Commerce stellt och fest, datt d'Konventioun dem OCDE-Modell relativ trei ass, obwuel d'Republik vum Botswana net Cosignataire vun de BEPS-Standarden ass.

Här President, dëse Gesetzesprojet dréit derzou bäi, datt eist Land säi Reseau mat den Duebelbesteierungsofkommessen erweidert a sech ëmmer nees den internationalen Ufuerderungen upasst. E reit sech an eng Rei vu Mesuren an, déi d'Regierung geholl huet, fir eis Finanzplaz ze stäerken.

An dofir géif ech dem Finanzminister a senge Beamten aus dem Ministère op dëser Plaz villmools Merci soen, grad eméi eise Mataarbechter fir déi gutt Zesummenaarbecht am Parlament bei dësem Projet. An ech géif den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. Vu datt all d'Fraktiounen an d'politesch Sensibilitéite sech bei dësem Projet eens waren, huet kee sech als Riedner ageschriwwen. An ech kann d'Wuert direkt un de Finanzminister ginn, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech faasse mech dann och kuerz a begréissen a freeë mech, dass mer hei eng Unanimitéit hunn fir dësen Accord de non-double imposition ze ënnerschreiwen. Erlaabt mer just dräi kuerz Remarken, déi elo vum Rapporteur, deem ech gär Merci soen, dem Här Guy Arendt, och schonn ënnerstrach goufen!

Et gëtt ëmmer méi wichteg, dass mer esou Accorden och mat afrikanesche Länner ofschléissen. Do ass vill Potenzial. Mir diversifizéieren eise Reseau vun Netduebelbesteierungsofkommessen a mir intensifiéieren en.

Mäin zweete Punkt ass, an dat ass dat Originaalt hei, dass mer effektiv de Lien maache mat de faméise BEPS-Recommandatioune vun der OCDE, awer och an engems d'UNO-Konventiounen hei materunzéien. Wat och beweist, wéi dat ganzt Feld vun den internationale Besteierungen haut multilateral ofgedeckt gëtt. Ech géif soen, zu enger Zäit, wou de Multilateralismus vu villen a Fro gestallt gëtt, gesi mer grad an der internationaler Besteierung, dass do awer de Multilateralismus ëmmer méi geschüert gëtt.

A mäin drëtte Punkt ass: Ech freeë mech, dass mer hei konnten d'Investitiounsfongen an d'Konventioun erakréien, soudass d'Konventioun fir dëse wichtege Secteur an Usproch geholl ka ginn.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Och wa kee Riedner sech agedroen huet, wëllt dat net heeschen, datt all d'Sensibilitéite mat deem Projet d'accord sinn. Duerfir komme mer elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi 7615, deen am Document parlementaire 7615[2] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7615 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7615 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7616 iwwert d'Adoptioun vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg an dem Kasachstan. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt erëm eng Kéier un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kéier gi mer net bei d'wëll Déieren, mee héchstens bei d'Vëlosfuerer. Beim Gesetzesprojet 7516 geet et, grad eméi bei deem viregte Projet, ëm Duebelbesteierungskonventiounen. Dës Kéier handelt et sech awer net drëms, fir eng nei Konventioun guttzeheeschen, mee ëm en Avenant, also eng Ofännerung vun enger besteeënder Konventioun.

Hei solle mir de Protokoll bezüglech der Konventioun tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der kasachescher Regierung approuvéieren, deen de 14. Oktober 2019 festgehale ginn ass. Déi initial Konventioun mat dem Kasachstan gouf de 26. Juni 2008 zu Astana ënnerschriwwen a gouf duerch e Protokoll vum 3. Mee 2012 ofgeännert. Mat dësem Gesetzesprojet kënnt et also zu enger zweeter Ofännerung vun dëser Konventioun.

Méi genee gëtt, an dat op Demande vun der kasachescher Republik hin, mat dësem Protokoll den Artikel 10 vun der Konventioun ëm en neie Paragraf, de Paragraf 2-1, erweidert. Dëse gesäit ënner bestëmmte Bedingungen d'Befreiung vun der Quellesteier vir.

De genannte Paragraf gesäit vir, datt d'Dividenden, déi vun enger Gesellschaft bezuelt ginn, déi an engem vun deenen zwee Staate resident ass, an deem anere Land besteiert ginn, wann de Bénéficiaire effectif vun den Dividende follgend - an ech betounen - begrenzten Entitéite sinn.

Fir Lëtzebuerg sinn déi Entitéiten: d'Lëtzebuerger Regierung oder eng vun hire lokale Kollektivitéiten, d'Lëtzebuerger Zentralbank, d'Société nationale de crédit et d'investissement, also d'SNCI, an all aner Institutioun, déi zu 100 % am Besëtz vun der Lëtzebuerger Regierung ass an esou ënnert dëse Paragraf fale sollen.

Fir de Kasachstan ass dat déi kasachesch Regierung oder eng vun hire lokale Kollektivitéiten, déi kasachesch Zentralbank an all aner Institutioun, déi zu 100 % am Besëtz vun hirer Regierung ass a vun dësem Paragraf viséiert ass.

Le saviez-vous ?

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

Et ass och festgehalen, datt de Protokoll eréischt a Kraaft trëtt, wann de legislative Prozess op béide Säiten ofgeschloss ass. De Protokoll soll dann a béid Länner fir all Besteierungszäitraum uwendbar sinn, deen den 1. oder nom 1. Januar vum Kalennerjoer ugeet, no deem de Protokoll a Kraaft getrueden ass.

Här President, de Staatsrot huet de 24. Juni säin Avis ofginn. Wéi beim viregte Projet de loi gëtt et vun dëser Säit keng Bedenken. Och fir dëse Gesetzesprojet hu mir den Avis vun der Chambre de Commerce no dem Unhuele vum Projet de rapport entgéintgeholl, soudatt och dësen net am schréftleche Rapport konnt a Betruecht gezu ginn. D'Handelskummer huet dësem Projet de loi awer och näischt entgéintzesetzen.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech all Merci ze soe fir d'Nolauschteren, an all deenen, déi hei beim Rapport matgehollef hunn. Och e grousse Merci dem Ministère. An ech ginn natierlech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Guy Arendt. Och hei waren all d'Fraktiounen an d'politesch Sensibilitéite sech eens, fir kee Riedner anzeschreiwen, an ech kann direkt der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech wäert dann hei och den TGV-Tempo opsetzen, deen d'Chamber dann hei opsetzt, a mech freeën, dass och hei vill Zoustëmmung ass.

Zwou Saache wëll ech ënnersträichen. Zum engen, dass mer hei nëmmen eng punktuell Änerung maachen an dass dat heiten alles BEPS-konform ass, och ze ënnersträichen, dass de Kasachstan sou wéi Lëtzebuerg den MLI, Multilateral Investment Instrument, ënnerschriwwen huet vun der OCDE, wat och den Amendement vu bilaterale Konventioune méi einfach mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7616. Den Text steet am Document parlementaire 7616[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7616 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou a maachen den Appel nominal fir déi, déi ee Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7616 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7625, enger Ofännerung vum Steiergesetz. An och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Nach eng Kéier merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerno nach eng Kéier an da sidd Der menger lass.

(Hilarité)

Mat dësem Gesetzesprojet, also dem 7625, solle punktuell Delaie bei der Deklaratioun an dem Informatiounsaustausch am Beräich vun de Steieren ugepasst ginn, fir op déi considerabel Auswierkunge vun der Covid-19-Kris op de Fonctionnement vun den Entreprisen an den ëffentleche Verwaltungen ze reagéieren. E groussen Deel vun den Entreprisen huet effektiv Schwieregkeeten, fir an dëser Ausnamesituatioun hire Verflichtungen, ënner anerem bezüglech de sougenannten DAC-Direktiven (ndlr: Directive on Administrative Cooperation), nozekommen.

Déi Europäesch Kommissioun huet doropshi reagéiert an den 8. Mee vun dësem Joer eng Direktiv virgeschloen, fir dëser Situatioun Rechnung ze droen. D'Direktiv 2020/879, déi de 24. Juni ugeholl ginn ass, erlaabt et, genau dësen Ëmstänn Rechnung ze droen, andeems se de Memberstaaten d'Méiglechkeet gëtt, fir verschidde Fristen am Beräich vum Informatiounsaustausch bei Steierfroen ze verlängeren. Wat mir da mat dësem Gesetzesprojet maachen.

Aus deene selwechte Grënn viséiert dëse Gesetzesprojet och spezifesch Delaie beim Informatiounsaustausch am Kader vun eisem Steierofkommes mat de Vereenegte Staate vun Amerika, och nach FATCA genannt, no hannen ze réckelen.

Fir d'Upassunge mat Amerika ze maachen, soll de Projet de loi dat ofgeännert Gesetz vum 24. Juli 2015 iwwert de FATCA nobesseren. Dës Annerung gesäit vir, datt déi viséiert Lëtzebuerger Finanzinstituter hiren Delai ëm dräi Méint verlängert kréien, fir d'Informatioun vun der Annex 1 vum FATCA-Gesetz der Steierverwaltung zoukommen ze loossen.

Hei sief awer och bemierkt, datt dës sech just op d'Informatioune bezitt, déi d'Kalennerjoer 2019 concernéieren.

Zweetens gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Frist fir d'Iwwermëttele vun Informatiounen duerch Lëtzebuerger meldeflichteg Finanzinstituter un d'Steierverwaltung am Kader vum ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert déi sougenannten NCD, also d'Norme commune de déclaration, och verlängert gëtt.

D'Steierverwaltung kritt fir dat genannt Gesetz och hiren Delai verlängert, fir d'Informatioune mat de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ze deelen. Och hei sinn nëmmen d'Informatioune betraff, déi sech op d'Kalennerjoer 2019 uwenden.

Weider gëtt duerch dëse Projet de loi d'Gesetz vum 25. Mäerz 2020 zu de sougenannten Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, besser ënner DAC 6-Gesetz bekannt, ofgeännert. D'Obligatioune vum DAC 6-Gesetz sollte fir déi betraffen Acteuren ab dem 1. Juli gëllen, wat fir vill vun hinnen an dësen Zäiten net méiglech ass.

Hei gi verschidden Delaie fir déi viséiert Intermediairen a Steierzueler ëm sechs Méint verlängert. Fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, well et gëtt ganz technesch.

Och déi zoustänneg Autoritéite kréien iwwert dëse Gesetzesprojet d'Méiglechkeet, fir hiren éischten automateschen Informatiounsaustausch ëm sechs Méint no hannen ze verréckelen.

Et ass wichteg, fir drop hinzeweisen, datt déi proposéiert Ännerunge sech ausschliisslech op déi Deklaratiounsdelaie beschränken, déi vun den Entreprisen duerch déi exzeptionell Ëmstänn vun der Covid-19-Kris net agehale kënne ginn. Kengesfalls sinn hei Dispositioune virgesinn, déi d'Obligatioune verréngere géifen oder den Empfang vun den Informatiounen ofschwäche sollten, déi mat de Verwaltunge gedeelt musse ginn.

E leschte Punkt ass, datt de Gesetzesprojet virschléit, fir dat Gesetz vum 12. Mee ofzeänneren. Dir erënnert lech: Mir hate viru gutt zwee Méint mat dësem Gesetz verschidden Delaie bei Steieren, de Finanzen an dem Budget am Kontext vum État de crise verlängert. Hei wëlle mir e puer Passagë kloerstellen an d'zäitlech Derogatioun zu der Verjärungsfrist bei de Grondsteieren och aféieren.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 15. Juli zum Fong keng Remarke gemaach. Hie proposéiert just eng Alternativ zum Opbau an der Formulatioun vum Gesetzesprojet.

D'Salariatskummer huet an hirem Avis vum 14. Juli och keng weider Bedenke gehat.

Fir ofzeschléissen ass d'Handelskummer iwwert de Projet de loi erfreet, vu datt d'Dispositioune vun dësem Gesetzesprojet an d'Richtung vun deem ginn, wat an hirem Avis zu de Covidgesetzer gefuerdert gouf. Soumat kréien hir Memberen tëschent dräi a sechs Méint méi Zäit, den Deklaratiouns- an Notifikatiounsobligatiounen nozekommen. Des Weideren notéiert se, datt dës Transpositioun der Direktiv trei ass.

D'Chambre de Commerce stellt awer fest, datt et hirer Meenung no eng juristesch Onsécherheet bei den Notifikatioune gëtt, déi am Kader vum DAC 6-Gesetz musse gemaach ginn. Si freet, datt d'Handhab vun den Notifikatioune preziséiert misst ginn, déi tëschent dem 25. an 30. Juni 2020 gemaach gi sinn.

Zu gudder Lescht hätt d'Handelskummer sech gewënscht, datt méi vun hire Fuerderungen aus den Avisen zu de Covidgesetzer an dem DAC 6-Gesetz zréckbehale gi wieren.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech och, am Numm vun der DP-Fraktioun, den Accord fir dëse Gesetzesprojet, an natierlech soen ech och jiddwerengem, sief et vu Ministèresäit, sief et vu Mataarbechtersäit, e grousse Merci ...

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- ... fir Är Zesummenaarbecht.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Guy Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'éischt e ganz grousse Merci un eisen exzellente Rapporteur Guy Arendt fir déi dräi Rapporten, déi en de Mëtteg gemaach huet, wou en op eng einfach, awer ganz konkreet Aart a Weis eis erklärt huet, ëm wat et do géif goen. Dat war esou kloer, datt ech näischt brauch derbäi ze soen, ausser nach eng Kéier ze soen, datt mir natierlech eisen Accord zu deem doten Text wëlle ginn.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, datt mer de Mëtten den Informatiounsaustausch mat de Vereenegte Staaten um Ordre du jour hunn, fir op zwou konkreet Jurisprudenzen hinzeweisen, déi riskéieren, eng relativ substanziell Konsequenz generell op den Informatiounsaustausch, net nëmme mat de Vereenegte Staaten, mee och mat de Vereenegte Staaten, ze hunn.

Déi éischt Jurisprudenz, dat riskéiert, eng Jurisprudenz Berlioz II ze ginn. Do si mer allerdéngs bis elo eréischt just a Presenz vun engem Requisitoire vum Avocat général. Wann een awer weess, wéi dat op der Europäescher Cour fonctionéiert, weess een, datt an deenen allermeeschte Fäll d'Cour ëmmer de Requisitoire suivéiert. A laut deem Requisitoire vum Avocat général ass et esou, datt an eiser aktueller Gesetzgeebung iwwert den Échange d'informations sur demande am Moment jo just e Recours virgesinn ass fir deejéinegen, deen d'Demande betrëfft, mee elo och kéint e Recours méiglech gi vun Drëttpersounen, zum Beispill vun enger Bank oder och vun enger anerer Entitéit.

Sollt den Arrêt de Requisitoire vum Avocat général bestätegen, mengen ech, kéime mer net derlaanscht, eisen Informatiounsaustausch sur demande erëm op de Leescht ze huelen. An dat riskéiert, och eng ganz konkreet Influenz op déi ganz GAFI-Prozedur ze kréien. Duerfir wär ech frou, wann den Här Finanzminister mer vläicht herno och kéint do e puer zousätzlech Informatioune ginn.

Et kënnt awer elo nach en zweeten Arrêt derbäi. An deen ass scho gesprach. Dat heescht, do si mer iwwert de Requisitoire vum Avocat général ewech. Dat ass déi sougenannt Affär Schrems II. Do geet et hei ganz prezis eigentlech ëm den Datenagreement zwëschent der Europäescher Unioun an den USA. An do ..., deen ass elo zum Deel annuléiert duerch deen Arrêt, well d'Riichter vun der Héijer Cour zur Konklusioun kommen, datt an den USA u sech d'Protektioun vun den Daten net genügend assuréiert ass.

Ech fäerten och ganz, datt dat riskéiert, eng Repercussioun och op den Échange d'informations ze hunn. An ech mengen, dat sinn zwee ganz, ganz wichteg Arrêten, déi wäerte warscheinlech derzou féieren, datt mer eenzel Dispositioune mussen op de Leescht huelen.

Wéi gesot, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, den Här Finanzminister dorobber ze interpelléieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt en och schonn eng Meenung dozou huet. An ech soen em elo och scho Merci fir seng Äntwert. An ech soen nach eng Kéier, datt mir den Accord awer zu dësem Projet de loi bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- A! Ech schléisse mech einfach de Kolleege vun der Majoritéit un. Ech hat gemengt, ech wär net méi op der Riednerlëscht.

Mir ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen och Merci fir de Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och ganz kuerz zu dësem Projet de loi. Mir wäerten där Prolongatioun vun den Delaien och zoustëmmen. Mir mengen, datt dat kee Problem ass. Et gouf zwar ëmmer gesot. Also, et muss een och soen, datt zemools d'Finanzinstituter an déi ganz Branche u sech duerch de Covid relativ gutt konnte funktionéieren iwwer Teletravail an iwwert déi souwisou scho staark digitaliséiert Aarbechtsweis.

Ech ka mer virstellen, et kann ee sech virstellen, datt awer trotzdeem Problemer entstane sinn. Mee mir stellen och fest, datt mer fir eng Kéier emol an deem Beräich relativ schnell waren, fir eppes ëmzesetzen. Mee ech wëll domadder näischt ënnerstellen. Ech ginn dovunner aus, datt et de bonne foi ass. An dofir wäerte mer och Jo soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, vu dass bei allméigleche Gesetzer, déi hej gestëmmt ginn, ech heiansdo d'Chance an d'Éier hunn an de Privileeg, och Quizfroe vum Här Mosar ze kréien, kommen ech dann hei bei d'Pult fir da ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

... kënne Reaktiounen ze presentéieren. Ech mengen, et kann een d'Aktualitéit à tout moment kommentéieren. Ech maachen dat och mat grousser Freed, muss ech Iech soen, Här Mosar.

Fir d'éischt awer dem Rapporteur e grousse Merci fir déi dräi Rapporten an och fir deen heiten, deen en fait Delaien ëm dräi oder sechs Méint verréckelt. Sief dat op zwou europäeschen Direktive vu Coopération administrative, Nummer 2 an Nummer 6, sief et op FATCA oder wat den Échange d'informations mat den USA ass.

Et ass wichteg, mengen ech, ze ënnersträichen - an et ass gesot gi vum Rapporteur -, dass hei quant au fond näischt geännert gëtt. Dat heescht, déi Obligatiounen, déi bestanen hunn, besti weider. Et si just nëmmen d'Delaien, déi da geréckelt ginn. An et ass och esou, dass d'Europäesch Unioun selwer encouragéiert huet, oder op d'mannst d'Méiglechkeet huet, fir déi Delaien ze réckelen. An dofir maache mer dat och.

Zu den zwou Froen, déi den Deputéierte Mosar gestallt huet. Déi éischt ass iwwer Échange d'informations sur demande. Dat ass e Sujet,

mat deem ech mech hu misse vill auserneesetzen iwwert déi lescht Joren a wou Lëtzebuerg jo och huet missen, op Drock vu baussen, sech vill verbesseren. An dat hu mer dann och gemaach.

Et ass och esou, dass doduerch, dass mer den Échange d'informations sur demande net zur Satisfaktioun vun den internationalen Organisatiounen ëmgesat hunn, mer jo och an engem Examen duerchgefall sinn.

Wat mat sech bruecht huet, dass mer eis Gesetzer hu missen änneren an dat och hei an dëser Chamber zu villen Debatte gefouert huet. An ech wëll vläicht zum Éischte soen, dass, wann een da bei esou enger Evaluatioun par les pairs am Examen duerchfält, fir dann erëm kompatibel an akzeptabel ze si bei deenen, déi alles anhalen, dass deen Exame ganz schwéier ass an dass een do Oplage kritt, déi heiansdo méi héich si wéi déi, déi den Exame virdru gepackt hunn.

Déi Debatt hate mir schonn e puermol hei. Dofir muss een alles drusetzen, an dat huet d'Regierung déi lescht Jore gemaach a wäert dat och an Zukunft maachen, dass mir déi Transpositioune vun Direktiven oder GAFI-Reegelen, wat et och ëmmer ass, Échange d'informations, Antiblanchiment, esou gutt wéi méiglech ëmsetzen, fir dass mer nëmmen net erëm eng Kéier en Exame verpassen an en Noexame kréien. Well wann een en Noexame kritt, dann ass et, wéi gesot, herno vill méi schwéier, fir erëm an d'Gemeinschaft opgeholl ze ginn.

Elo ass et esou, a mir hate schonn där Fäll an der Vergaangenheet, dass da fonnt gëtt, dass dat, wat de GAFI recommandéiert, oder wat d'europäesch Direktive virgesinn, heiansdo ze wäit geet par rapport zu Principes du droit, par rapport zu Recoursméiglechkeeten. Dat ass eeben esou. Dat ass, wéi d'Welt haut fonctionéiert.

Elo ginn ech bei där éischter Affär, déi Der hei zitéiert, gefrot, Stellung ze huelen zu deem, wat den Avocat général gesot huet. Jo, den Avocat général, dee spillt eng wichteg Roll. Mee dat garantéiert jo net, dass den Tribunal oder d'Cour européenne de justice dat suivéiert. Mir waarden also of, wat d'Cour européenne de justice wäert dann decidéieren, fir Stellung ze huelen.

Fir mech, an do brauch ech net laang driwwer nozedenken, wann d'Cour de justice géif eppes decidéieren, wat géif soen, dass d'Lëtzebuerger Ëmsetzung géint d'Prinzippien ass, ma da musse mer kucken, dass mer dat erëm konform mat de Prinzippie maachen.

Mir si schonn eng Kéier duerch esou en Exercice gaangen. Mir hunn och dem GAFI an der OCDE signaléiert, dass dat äusserst peinlech ass fir d'Etats membres, wa se gesot kréien, andeems se dann international Reegele vun der OCDE a vum GAFI ëmsetzen, se da gesot kréien, dass se en contradiction si mat Prinzippie vum Droit oder anere Gesetzgeebungen. Da muss een eng intelligent Léisung fannen an da wäerte mer dat och hei maachen.

Dat heescht, mir huelen dat ganz seriö. A soubal dann den Arrêt gesprach gëtt, da muss een eréischt Konklusiounen zéien. Dat ass jo elo ze fréi, fir dat ze maachen.

Zum zweete Punkt: Do ass et eng Decisioun vun der Cour de justice, déi effektiv geholl ginn ass. A Gott sei Dank hat ech dat an den Zeitunge gelies; meng Ekippen haten an deem ganze Stress, dee mer de Moment hunn, och nach keng Zäit, fir mech driwwer ze briefen. Dat, wat ech also driwwer weess, weess ech aus der Zeitung, wéi warscheinlech den Deputéierte Mosar selwer. A wat ech dra gelies hunn, wat d'Konsequenzen ubelaangt, ass, dass dat natierlech eppes relativ Gravéierendes ass, wa mer mat de Relatiounen zwëschen Europa an de Vereenegte Staaten, wat d'Protection des données ubelaangt, eis net eens sinn, wéi mer dat maachen, wat natierlech dee ganzen Dialog mat de Vereenegte Staaten, d'Rapporten zwëschent eise Wirtschaften erschwéiert.

An och do ass et eng Kompetenz natierlech vun der Europäescher Unioun, dat faméist RGPD-Reglement, wat hei an Europa besteet, an dann déi amerikanesch equivalent Reglementatioun. An ech hunn e Kommentar vun der Kommissioun gelies, déi seet, dass et ganz beonrouegend ass an enger Zäit vun digitaler Wirtschaft, wou also d'Gestioun vun den Donnéeën ëmmer méi wichteg gëtt, wann ee sech net eens ass transatlantesch, wéi een domadder ëmgeet. Dat mécht d'Geschäfter an, loosse mer soen, och eng oppe Wirtschaft tëschent all den entwéckelte Länner ganz schwiereg. Mir huelen dat also och ganz seriö.

Ech mengen, et schreift sech och an, Dir hutt d'Fro elo net gestallt, mee fir mech ass et bal vum selwechte Kaliber mam Sujet vun der Taxation digitale. Well och do scheede sech d'Geeschter, wéi d'Taxation digitale soll an deene wichtegste Länner gehandhaabt ginn. An do gëtt et OCDE-Diskussiounen, déi dat amgaange sinn ze diskutéieren.

Wat kënne mer aus deenen zwou Saachen, ob dat elo d'digital Taxatioun ubelaangt zum engen oder zweetens d'Protection des données, zréckbehalen? Et ass Follgendes: Dat heescht, dass den Deel vun der Ekonomie, dee vun den Donnéeën ofhänkt, ëmmer méi grouss gëtt an dass deen Enjeu elo haut guer net méi accessoire ass, mee de wichtegsten Enjeu gëtt vun eise Wirtschaften. Dofir, mir suivéieren dat ganz no. A mir wäerten, ech sinn och gär bereet, le moment venu, wann d'Europäesch Kommissioun och hei Äntwerte wäert maachen zu deene Froen, fir déi an enger Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) oder an der Chamber mat Iech ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar huet nach eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci dem Här Finanzminister. Ech gesinn, mir hunn déi selwecht exzellent Lektür, Här Finanzminister. Dat berouegt Iech a mech och.

Ech wollt just awer nach eng Kéier op deen dote Punkt agoen, well ech mengen, en ass méi fundamental. Ech hunn d'Gefill, an ech wollt eigentlech och dozou Iech nach eng Fro stellen, datt mir - an ech mengen, mir begréissen dat alleguerten - warscheinlech an der Europäescher Unioun mat déi strengsten Dateschutzreegelen hunn. Wat natierlech och heescht, datt ganz vill aner Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun manner staark Dateschutzreegelen hunn.

An do stellt sech souwisou eng Kéier fir eis fundamental déi Fro, ob dat net riskéiert, zu Problemer ze féieren. Well ech soen Iech, ech hunn och d'Gefill, wa Recourse komme wéinst deene verschiddene Regësteren, datt et do och net ausgeschloss ass, datt d'Cour eng Kéier do och Decisiounen hëlt, wou se eventuell gewëssen Dispositioune wäert modifiéieren.

A meng Fro einfach - ech mengen, mir hunn déi schonn e puermol och an der Finanzkommissioun diskutéiert - ass: Ech froe mech, ob awer mat där ganz strenger Dateschutzreglementatioun, déi mer eis ginn hunn an, wéi gesot, déi mir och expressement begréissen, mer awer net riskéieren, do ëmmer méi a Konflikter ze komme mat anere Länner, déi do manifestement vill méi labber Dispositiounen hunn, datt mer do och als Europäesch Unioun eis awer vläicht mussen herno emol Froe stellen. An, wéi gesot, dat selwecht kann een och par rapport zu aneren Dispositioune soen.

Ech weess net, wéi Dir et gesitt, mee ech ka mer virstellen, datt dat och um Niveau vun de Finanzplazen ëmmer méi schwiereg gëtt. Och wëssend, datt mer elo geschwënn e Brexit wäerten hunn, wou och vläicht eis englesch Frënn wäerten do aner Weeër goen, déi sécherlech net esou streng wäerte sinn ewéi déi Dateschutzbestëmmungen, déi mir eis um Niveau vun der Europäescher Unioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. Ech mengen, wat den Deputéierte Mosar gesot huet, si méi Kommentare wéi wierklech Froen. Ech kann awer och d'Kommentare kommentéieren.

Et ass richteg, dass mer an Europa warscheinlech déi strengste Protektioun hu vun den Daten. An ech mengen, dat gëtt vun eiser Bevëlkerung a vun eise Bierger zum Grousse geschätzt. Et ass esou, dass et vun den Akteure vun den Entreprisen, an haaptsächlech vun deenen, déi an deem Geschäft sinn, heiansdo e bëssen anescht gesi gëtt.

Nëmme fir ze illustréieren, wéi verschidden d'Kontinenter sinn, géif ech soen: Europa sinn déi Strengst; Amerika esou an der Mëtt; an ech huelen dann zum Beispill China, wou déi Reegelen extreem relax sinn. Au point, dass se natierlech kënnen Donnéeë kollektéieren, a China nëmme fir den interne Marché - mee si hunn natierlech 1,2 oder 1,3 Milliarde Clienten oder potenziell Clienten - gëtt hinnen dat e risegen Avantage compétitif. Wann Dir kënnt als Firma, well der 600 oder 700 Millioune Clienten hutt, déi Donnéeë verschaffen an zum Beispill kucken, wat d'Zahlungsmoral ass vun Äre Clienten, wann der 700 Millioune Clienten hutt, dann hutt der besser Informatiounen iwwert d'Zahlungsmoral wéi déi gréisste Bank vun der Welt, déi ICBC ass, déi nëmmen 250 Millioune Clienten huet.

An do gesäit een, wat fir en Enjeu dat ass. Natierlech, wat China a sengem eegene Land mécht, ass säi gutt Recht; do sinn aner Geflogenheeten an aner Reegelen. Mee à l'international musse mer natierlech kucken, dass mer méi gemeinsam Spillreegele kréien. D'Prioritéit läit elo doranner, fir Europa mat Amerika déi Spillwiss esou ze determinéieren, dass mer eis eens sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7625. Den Text steet am Document parlementaire 7625[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7625 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi 7625 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

De Projet de loi 7609 iwwert d'Relancemesuren am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" steet als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi féiere mer de Fonds de relance et de solidarité an. Et ass dëst eng vun den 23 Mesuren, déi de Paquet „Neistart Lëtzebuerg" virgestallt huet.

De But vun dësem Paquet oder Package ass dräifach: 1. Aarbechtsplazen erhalen; 2. grad déi Entreprisen, déi am häertsten duerch d'Coronakris getraff si ginn, ze ënnerstëtzen; an 3. eng nohalteg Relance ze garantéieren.

De Fonds de relance, dee bekëmmert sech also prioritär oder cibléiert ëm follgend Secteuren: fir d'éischt den Tourismus, dann den Evenementiel, dann d'Kultur an dann den Divertissement.

D'genau Aktivitéiten, déi alleguerte vun dësem Projet de loi viséiert sinn, fannt Der an der Annex genau opgelëscht, hannert dem Text coordonné. Ech ginn Iech awer, fir Äre Pleséier, e puer konkreet Beispiller, dass all Mënsch heibanne genau weess, ëm wat et geet.

Et geet fir d'éischt emol ëm d'Hotellen an d'Campingen, dann d'Restauranten an d'Caféen, Depositairen, Traiteuren, d'Reesbüroen, d'Taxien, d'Déierepensiounen an dann alles am Secteur vum Evenementiel, alles wat de près ou de loin domat ze dinn huet. Dat si Concertssäll, dat sinn d'Foireshalen, mee awer och alleguerten d'Firmaen, déi Evenementiel organiséieren, an och alleguerten déi, déi d'Material liwweren.

Am kulturelle Beräich betreffen déi Hëllefen alleguerten déi Leit, déi de près ou de loin eppes ze dinn hu mat Film, mat Video, mat Toun a mat Luucht, an natierlech och d'Organisatioun vun alleguerten dësen Evenementer.

An dann, ganz wichteg, Dir wësst, wann Der duerch d'Stad gitt, do sinn eis Forainen am Asaz. Och d'Foraine kréien hei eng Hëllef. Mee doniewent awer och Danzschoulen, zum Beispill, an da Fräizäitparken, Indoorspillplazen - fir Iech emol eng Iddi ze ginn. Dat ass ganz breet gefächert. Mee d'Lëscht an der Annex ass nawell nach vill méi laang.

Firwat sinn da genau dës Secteure viséiert? Mee dat sinn alleguerten déi Secteuren, déi entweeder am Lockdown iwwerhaapt net duerfte schaffen oder awer déi wärend dem Lockdown esou wéineg Clienten haten an déi elo, quitte dass d'Saachen erëm op sinn, nach laang Zäit brauchen, bis se erëm dee selwechten Niveau vu Clientë kréien, wéi dat virdrun de Fall war.

D'Restaurante sinn zwar erëm op. Mee mir wëssen alleguerten, mat den Distanzéierungsmesuren, déi lafen, dass et awer nach net erëm optimal leeft. Den Tourismussecteur ass och erëm op. Mee mir wëssen alleguerten, dass e Koup Leit awer nach hesitéieren, fir ze reesen. Notamment elo, wou d'Chifferen an d'Luucht gaange sinn. An notamment elo, wou eis gutt Nopeschlänner an notamment Däitschland an d'Belsch mat deenen Informatiounen, déi se erausginn an dësem Secteur, deen ugefaangen huet erëm unzezéien, elo erëm eng Kéier e Strëch derduerch gemaach hunn a mer e ganze Koup Annulatioune musse bekloen.

Grouss Eventer wëllt a ka keen de Moment organiséieren, well och do bei dem Evenementiel déi ganz Situatioun esou ass an et nach laang dauert, bis se normal ginn.

Dat selwecht an der Kultur. D'Kinoen an d'Theatere sinn zwar op, mat awer den Obligatiounen, fir Distanz ze halen. An do constatéiere mer och, dass awer nach vill Leit zécken, fir erauszegoen an dann an d'Kinoen an, wéi gesot, an den Theater ze goen. Dat dauert nach eng Zäit.

Dofir ass dëse Projet immens wichteg, fir alleguerten aus deem do betraffene Secteur ënnert d'Äerm ze gräifen.

Doduerch, dass et esou laang dauert, bis et erëm normal geet, doduerch, dass dës Secteure wéineg Recetten oder guer keng Recetten haten, awer e Koup Méikäschten, doduerch, dass se hu missen extra Material uschafen, doduerch, dass se musse wéi gesot Dispositiounen huelen, fir de sanitäre Mesurë Rechnung ze droen, ass wéi gesot hir finanziell Situatioun an notamment hir Liquiditéitssituatioun net gutt.

Här President, wéi gesäit déi Hëllef dann aus? An dat ass ganz interessant. Eng Entreprise huet also elo de Choix: Léisst si hir Leit erëm alleguerte schaffen oder decidéiert se, fir se nach all oder op d'mannst eng Partie am Chômage partiel ze loossen?

Ben, dat ass e ganz wichtege Punkt an dësem Projet de loi. Och déi Leit, déi en Deel oder, wéi gesot, d'Beleegschaft am Chômage partiel hunn, kënne vun dësen Hëllefe profitéieren.

De Paquet „Neistart Lëtzebuerg" leet awer den Akzent drop, dass d'Betriber sollen, wann nëmme méiglech, alleguerten hir Leit erëm schaffe loossen. A wéi gesot, dofir kréien déi Betriber, déi hir Leit schaffe loossen, méi eng héich Hëllef ugebuede wéi déi, déi d'Leit nach am Chômage partiel hunn.

Konkreet heescht dat, dass fir all Salarié, deen erëm eng Kéier à temps plein schafft, do kritt de Betrib 1.250 Euro, pro Salarié, a fir een, deen am Chômage partiel ass, 250 Euro. Dat selwecht gëllt fir den Independant no deene

selwechte Reegelen. Bei him gëtt awer gekuckt - well Dir wësst, d'Independanten, déi hu jo dann en anere Statut a ganz oft eng aner Manéier fir ze schaffen -, do gëtt gekuckt: Schafft den Independant fir ee Betrib oder schafft e fir méi Betriber? Well da muss nämlech gekuckt ginn, dass en ..., au prorata gëtt d'Hëllef dee Moment berechent.

Wéi geet dat do elo konkreet? Bon, et si fënnef Konditiounen. Déi Hëllefen, déi sinn elo agesat zwëschent de Méint Juni bis November. Firwat ass dat esou? Ma d'Europäesch Kommissioun huet bestëmmt, dass an deene ganzen Aiden, déi d'Staaten elo kënnen erausginn, nom 31. Dezember 2020 keng nei Hëllef dierf ugefrot ginn.

De Betrib, dat ass dat Zweet, deen déi Hëllef ufreet, muss all Mount, fir deen en déi Hëllef ufreet, eng nei Demande eraginn. Dat ass d'Philosophie dervun. Déi mécht Sënn. Da kann all Mount e Betrib seng Situatioun evaluéieren, kann dauernd feststellen: Fueren ech esou virun oder kann ech erëm méi Leit schaffe loossen? Dat heescht: Kann ech e puer Leit méi aus dem Chômage partiel eraushuelen? Dofir kann dee Moment déi ugefrot Hëllef vu Mount zu Mount ugepasst ginn.

Dann, drëtt Konditioun, et gëtt en duebele Plaffong. E Betrib ka pro Mount net méi Hëllef kréie wéi 85 % vu sengem Chiffre d'affaires, deen e verluer huet. An da kënnt nach en zweete Plaffong derbäi; dee betrëfft d'Gréisst vun dem Betrib selwer. Eng Mikroentreprise ka bis 10.000 Euro de Mount kréien, eng kleng Entreprise bis 50.000 Euro de Mount an eng grouss Entreprise - an dat gëtt vun alle Säiten och an dësem Projet de loi begréisst, dass d'grouss Entreprisen och vun dësen Aidë kënne profitéieren -, déi ka bis 100.000 Euro de Mount kréien.

Wann e Betrib awer nach aner Hëllefen ugefrot huet, an notamment Avances remboursables, déi vun der Kommissioun autoriséiert ginn, dann ass d'Limitt vun den Hëllefen 800.000 Euro.

Dir erënnert Iech drun, virun e puer Wochen, well mer elo eng ganz Serie hu vun Hëllefen, war am Ufank dës Limitt op 500.000 Euro. Dunn huet d'Kommissioun de Go gi fir op 800.000 Euro. A mir soen dem Minister Merci, dass en elo d'Limitt vun 800.000 Euro an dëse Projet geschriwwen huet, well dat ass eng zousätzlech gutt Hëllef.

Dann, bei den Entreprisen, och en neie Moment. Entreprisen, déi scho virdrun a Schwieregkeete waren, déi jo ganz oft vun den Aidë virdrun ausgeschloss waren, déi kënnen och elo, ënner bestëmmte Konditiounen, Hëllefen ufroen.

An dann, ganz wichteg, bei dësem Projet de loi handelt et sech ëm eng Direkthëllef, ëm eng Subvention en capital, net remboursabel a steierfräi. De Staat rechent dermat, dass de ganze Paquet vun dëse Mesuren, vun dësen Hëllefen ongeféier 200 Milliounen Euro wäert kaschten.

Wat muss een dann elo maachen, fir dës Hëllef ze kréien? Et muss een natierlech d'Konditiounen erfëllen. Déi sinn am Artikel 3 virgesinn. Dat heescht Follgendes: D'Aktivitéit, fir déi Hëllef ugefrot gëtt, muss bestanen hu virum 15. Mäerz dëst Joer. An déi muss natierlech och bestoen an deem Mount, fir deen d'Hëllef ugefrot gëtt.

Falls et Entreprisë gëtt, déi Leit agestallt hunn, déi mussen natierlech am Centre commun vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 minimum 15.000 Euro ausgemaacht hunn. Dat hate mer och schonn a Projet-de-loie virdrun.

D'Entreprise muss an deem Mount, fir dee se d'Hëllef ufreet, net méi wéi 25 %, an dat ass jo schonn net schlecht, ee Véierel vun hire Mataarbechter wéinst Licenciement économique net méi kënnen halen.

Dann, fënneft a lescht Konditioun: D'Entreprise huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 25 % am Mount. Dat heescht, an deem Zäitraum zwësche Juni bis November 2020, par rapport zu där selwechter Zäitspan am Exercice 2019 oder, wann dat net méiglech ass, par rapport zu der Moyenne vun de Perten an deem selwechte Joer 2019.

Wat muss een der Demande bäileeën? Dat sinn d'Formalitéiten. Am Artikel 9 sinn déi virgesinn. Ganz einfach: Et muss een u sech all Dokument derbäileeën, wou ee kann eebe seng Demande justifizéieren an d'Konditiounen erfëllen.

Här President, mir kruten eng ganz Serie vun interessanten Avisen zu dësem Projet de loi. Ech huelen elo just e puer Punkten, déi mer ganz wichteg schéngen, aus dësen Avisen eraus.

Dat sinn d'Avise vun der Chambre des Métiers, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés an natierlech vum Staatsrot.

D'Chambre des Métiers begréisst natierlech dëse Projet a freet sech driwwer, dass esou vill Entreprises artisanales hei betraff sinn. Si freet sech och, dass Entreprisen, déi deels oder ganz am Chômage partiel sinn, och kënnen hei dervunner profitéieren.

Dann huet se och ënnerstrach, dass dës Hëllefe groussen Entreprisen zeguttkommen an dass et e Montant fixe ass, an d'Chambre des Métiers ënnersträicht och, dass hei eng Ouverture gemaach gëtt, wat en neie Moment ass, en faveur vun Entreprisen, déi scho virdrun a Schwieregkeete waren.

D'Chambre de Commerce begréisst natierlech och dëse Projet. Si bréngt awer erëm eng Kéier Remontrancen eran, déi se schonn an den Avise virdru bruecht huet. Si ass ëmmer fir Simplification administrative. Dofir prangert se liicht un, dass hei all Mount eng Demande gemaach muss ginn. Si hätt och gär, dass am Gesetz en Delai géif drastoen, wéini eng offiziell Äntwert misst komme vun der Regierung, wann eng Demande eraginn ass.

Da begréisst se awer, an dat ass och eppes, wat wierklech en faveur vun der Simplification administrative ass, dat hate mer scho bei Projete virdrun, dass elo sougutt de Centre commun, wéi d'ADEM, wéi awer och de Comité de conjoncture matschaffen, fir all déi néideg Informatiounen ze liwweren. Do kann Zäit gewonne ginn. D'Chambre de Commerce hätt natierlech léiwer gehat, d'Leit missten net selwer alleguerten déi Donnéeën do eraliwweren, mee déi Organisme géifen all selwer, zum Beispill op Demande vun dem Mëttelstandsministère, dann déi Demande, also déi Dokumenter do alleguerten eraginn. Mee wéi gesot, en gros positiv!

D'Chambre des Salariés begréisst och de Projet, leet awer de Fanger op eng Wonn, wat och verständlech ass. Si huet gefrot, wa Leit licenciéiert sinn, an et geet erëm besser, dass déi Leit, déi dee Moment hir Aarbecht verluer hunn, awer erëm prioritär vun hirem viregte Patron sollen agestallt ginn. Si prangert och e bëssen un a se seet, dass 25 % vu Licenciement économique pro Entreprise awer relativ héich ass. Mee fir de Gros ass se dermat zefridden. Si seet just: Dat do si Konditiounen, do wär et gutt, wa se méi laang géife gehale ginn, wéi d'Aiden accordéiert ginn.

Dann zum Staatsrot. De Staatsrot prangert fir d'éischt un, an dat hate mer jo schonn a viregte Projeten, dass hei grad zwee Ministere sollen an den Asaz goen, wat d'Kompetenzen, fir dës Aiden erauszeginn, betrëfft, sougutt de Finanzminister wéi de Classes-moyennes-Minister. A si seet, dat wär net ganz kompatibel mat eiser Verfassung. An dofir huet d'Kommissioun, also d'Classes-moyennes-Kommissioun, dann decidéiert, fir de léiwen Här Gramegna aus dësem Projet erauszehuelen. Ech huelen un, dass en awer herno muss de Portmonni opmaachen, wann et ëm dat Weesentlecht geet. Bon!

Dann, déi zweet Remontrance vun dem Staatsrot, dat ass: Musse mer wierklech hei e Fong kreéieren, e Fonds de relance et de solidarité? Wär et net duergaang, wann ee géif verschidden Artikele vum Budget aktivéieren? D'autant plus, wou dee Fong soll Enn dëses Joers definitiv verschwannen. Et ass awer decidéiert ginn, och fir en Akzent ze setzen, fir extra dëse Fonds de relance et de solidarité op d'Been ze kréien.

An dann, den Haaptknackpunkt vum Staatsrot, an dat war e wéineg delikat, dat war, dass e gesot huet: „Halt! Dir consideréiert d'Salariéen, déi an enger Relation de subordination si vis-à-vis vun engem Patron, a setzt déi genau op dee selwechten Niveau wéi d'Independanten, déi jo am Prinzip awer fräischaffend sinn." An do huet de Staatsrot gesot: „Dat ass awer elo net ganz ..., do spillt de Principe d'égalité de traitement net." Well huelt elo emol un, en Independant, dee schafft a verschiddenen Entreprisen, da kënnen all déi Entreprisë voll Hëllef froen! An de Salarié, deen nëmmen an enger Entreprise schafft, dee kann nëmmen eng Kéier déi Hëllef an Usproch huelen.

An do ass eebe gesot gi vum Staatsrot, do war en e bësse streng: „Dir setzt u sech den Independant um Niveau iwwert de Salarié, an domat si mer net d'accord. Entweeder huelt Der dat do aus dem Projet eraus, oder awer Dir gitt aner Prezisiounen." An opgrond dovun - d'Auteure vum Projet de loi an d'Kommissioun, déi dat akribesch gepréift hunn, haten natierlech keng Sekonn d'Iddi, fir elo d'Independanten iwwert d'Salariéen ze setzen - koum en Amendement no, an dunn ass einfach gesot ginn: „Et gëtt en anere Berechnungsmodus gemaach. Mir halen déi zwou Kategorien. Dat ass e Peiler vun der Philosophie vun dësem Projet, fir sougutt de Salariéen an de Betriber, mee och den Independanten, wat oft Einmannbetrieber sinn, awer kënnen ze hëllefen."

An dat ass och esou gaangen. Et huet all Mënsch gesot: Dir wësst, dass mat Momenter Independanten ..., de Staatsrot huet déi éischter esou als Freelance gekuckt, déi dann hin an hier géife jauwen zwëschent verschiddenen Entreprisen, mee mir wëssen awer, dass Independante ganz oft en Einmannbetrieb sinn. A wa mer déi elo erausgeholl hätten, dann hätten e ganze Koup Leit, déi wierklech dës Aidë brauchen, déi net kënne sollicitéieren. Dofir ass decidéiert ginn, dass en anere Berechnungsmodus, pro rata zu där Proportioun, wéi se schaffen, géif behale ginn.

Ech ginn Iech ganz einfach e Beispill, wéi mer dat elo maachen, wat mer alleguerten da gutt verhalen: Huelt un, de Jemp, ...

(Brouhaha)

... huet en Hotel an e Café. Da kritt de Jemp elo de Choix: E kann entweeder fir den Hotel 50 % froen a fir de Café 50 %, oder en huet awer och d'Fräiheet, well säin Hotel am Volume an an der Clientèle vill méi grouss ass, fir säin Hotel 70 % Hëllef ze sollicitéieren a fir de Café nëmmen 30 %.

Opgrond vun alleguerten deene kloren an einfachen Erklärungen, déi mer dann an eise Rapport geschriwwen hunn, an dem Amendement, deen dunn erakomm ass, war de Staatsrot dann domat d'accord, an en huet seng ugedrot Opposition formelle levéiert, soudass nom Amendement den Text duerno an der Rei ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech natierlech erëm all Mënsch Merci soen. Fir d'éischt dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp. An och dem Här Gramegna, deen dann hannerschwelleg natierlech och mathëlleft. All de Beruffskummeren, déi hei wierklech e ganze Koup vun interessanten Avise gemaach hunn. Natierlech dem Staatsrot, och wann e streng ass, mee mir hunn eis gefüügt, a seng Iwwerleeunge waren och net falsch, well mir mussen ëmmer kucken, dass mer verfassungskonform sinn. Dann natierlech de Membere vun der Classes-moyennes-Kommissioun an den Häre Timon Oesch a Christian Lamesch.

Här President, mir wëllen hëllefen hei. A mir wëlle schnell hëllefen. An dofir hu mer schnell geschafft. Mee mir hunn alles ganz genau an akribesch gepréift, soudass mer mat dësem Projet op eng roueg Manéier, awer a ganzer Solidaritéit, alleguerten deene Secteure kënnen hëllefen.

An ech mengen, dat ass e Belaange vun eis alleguerten. An dofir ginn ech mat Freed den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice, der honorabeler Madamm Simone Beissel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir stëmmen haut e Projet iwwert de Fonds de relance et de solidarité fir eis Entreprisen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, esou eppes ze maachen. Mir mussen de Betriber hëllefen. A wa mer de Betriber hëllefen, hëllefe mer och all deene Salariéen, déi an deene Betriber schaffen. An dat ass dee Saz, wou ech scho gesot hunn: „Et ass besser, an Aarbecht wéi a Chômage ze investéieren." An dat widderhëlt sech haut och erëm eng Kéier.

Et ass éischtens wichteg, dass mir eise Mëttelstand ënnerstëtzen. Dat ass eppes, wat mer ganz oft an dësem Haus hei soen. Dat ass wichteg! De Mëttelstand ass d'Häerzstéck vun eiser Gesellschaft an ee vun de wichtegsten Acteuren an eiser Ekonomie, deen a Schwieregkeete geroden ass, net duerch säi Verschëlden, mee duerch dee Virus, wou mer alleguerte frou wieren, wann en do wier, wou de Peffer wiisst.

Dann ass et esou, zweetens, an dofir ënnerstëtze mir och déi Mesuren, dass mer alles musse maachen, dass déi Entreprisen op de Bee kënne stoe bleiwen, an dass déi Entreprisen all d'Méiglechkeete kréien, fir aus dëser Kris esou gutt wéi méiglech, ongeschuer, géif ech am léifste soen, mee dat wäert kaum méiglech sinn, mee esou gutt wéi méiglech erauszekommen. An des Weideren ass et och wichteg, wéi ech scho virdru gesot hunn, Aarbechtsplazen ofzesécheren.

An dësem Kontext, an dat wëll ech och ënnersträichen, si mir als CSV-Fraktioun mat dësem Projet averstanen. Ganz besonnesch si mer och frou, d'Madamm Beissel huet et scho gesot, an den Här Delles an den Här Fayot kënne sech nach drun erënneren, mir hate schonn eng Kéier eng Diskussioun, déi 500.000 an déi 800.000 hu mer schonn diskutéiert, net hei, mee nach an der Chamber, wou mer gesot hunn: „Mir hätte gären, dass déi Méiglechkeeten, déi d'europäesch Reegelen eis ginn, vu 500.000 op 800.000 erop, dass déi géife kommen." Dat geschitt elo mat dësem Gesetz. An dofir si mer och ganz besonnesch frou doriwwer.

Mir hunn awer och, an ech wëll der Madamm Beissel Merci soe fir hire Rapport, un dem Projet hei ganz vill an der Kommissioun geschafft, a mir hunn de Projet och enorm verbessert, Här Minister. An dat ass jo och d'Aufgab vun der Chamber, an dat och an Zesummenaarbecht mat Iech an Äre Servicer.

Et sinn awer nach dräi Punkten, op déi ech wéilt agoen, wou mer frou wieren - fir d'éischt hoffe mer, dass mer net nach eng Kéier mussen esou eppes maachen, dass mer nämlech bis dohinner de Virus am Grëff hunn - , wann et och duerno géif weidergoen. An d'Madamm Beissel huet et zum Deel scho gesot: Firwat kënnen d'Betriber, an der Simplification administrative, vun där mer ëmmer schwätzen, firwat kënnen déi d'Donnéeën net kréie vum Centre commun de la sécurité sociale, direkt, a brauche se net unzefroen?

Déi Leit, déi Kanner hunn, déi schonn e gewëssenen Alter hunn, déi kënne sech erënneren: Fréier hutt Der mussen e Certificat bei der Kannergeldkeess ufroen, an deen hutt Der dann an der Schoul ofginn. Mir hunn et fäerdegbruecht, viru Joren, dass dat automatesch geet, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn, an dass d'Elteren dat net méi brauchen unzefroen, mee dass deen Austausch automatesch geet vun der Kannergeldkeess eriwwer an déi Schoul an ëmgedréit. A wann dat do méiglech ass, misst et och méiglech sinn hei bei de Betriber. An ech géif do en Appell maachen, an och d'Beruffschambere vum Patronat hunn dat jo gesot, dass een do eppes ënnerhëlt, fir déi Simplification administrative méi kloer ze maachen.

An dann en zweete Punkt, an do sinn haut nach Leit, déi mer geschriwwen hunn, déi Dekonte kritt hu vun hiren Ofrechnunge vum Mäerz an Abrëll. Do wier et och gutt, wa mer deene méi séier kéinten äntwerten. Net direkt en Dekont maachen, mee de Leit soen: „Du kriss eppes oder du kriss näischt!" Dass mer och do et fäerdegbréngen, déi Delaien ze verkierzen, fir dass déi Leit dann net esou laang am Onklore wieren, wat geschitt a wivill et bedeit.

Ech hunn haut e Beispill kritt, déi hunn nach am Mäerz an am Abrëll 60 % vun deem kritt, wat virgesi war, déi hunn elo den Dekont kritt, an dunn hu se hannendru geschriwwen: „Wat hätt ech dann elo gemaach, wann ech och dem Personal nëmme 60 % ginn hätt, bis den Dekont komm ass?" An et ass dofir, woufir ech dorop wollt agoen.

An dann eng weider Fro, an déi ass och vun der Chambre des Salariés opgeworf ginn, dat ass déi mat de 25 % vun deene Leit, déi entlooss ginn. Ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass déi Priorité de réembauche kënnt. An do muss ee jo wëssen: Bei deene klenge Betriber ass déi Prioritéit näischt Automatesches. Bei gréissere Betriber, wann do e Licenciement collectif kënnt, kann dat Bestanddeel si vun deem Accord, dee gemaach gëtt, dass wéinst dem Licenciement collectif eng Priorité de réembauche besteet. Mee wann Der net ënnert dee Seuil faalt, ass dat net automatesch.

Do wier et och gutt, an dat ass jo och vun der Chambre des Salariés ënnerstrach ginn, dass do en Automatismus géif kommen, dass, wann déi Leit, déi Betriber, duerno erëm astellen, sech fir d'éischt mussen un déi Leit wenden, déi aus Krisegrënn do hu mussen entlooss ginn. Och dat wier e Punkt, wou mir frou wieren als CSV, wann dat och géif geklärt ginn, an hoffentlech net bei engem nächste Gesetz, wat mer nach misste maache wéinst enger Verlängerung wéinst der Coronakris, mee ech géif d'Ministere bieden, dat matzehuelen. Deen een oder deen anere Punkt kann een och iwwer Reglement duerno huelen, fir dass mer do de Betriber an och deene Salariéen, déi do schaffen, kënnen hëllefen.

Dat gesot, villmools merci fir d'Nolauschteren. A wéi gesot, d'CSV gëtt d'Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Fonds de relance et de solidarité ass e weidere wichtege Schrëtt, fir eisen Tourismus, eisen Evenementiel, eise Kultursecteur an alles, wat zur Ënnerhalung gehéiert, um Wee duerch dës schwéier Zäiten, déi mer grad erliewen, ze begleeden.

Si waren déi Éischt, déi ënnert der Situatioun vun der Pandemie hu musse leiden, a wäerten déi Lescht sinn, déi erëm aleng ouni Ënnerstëtzung op eegene Féiss kënne stoen. A well si zu

deene gehéieren, déi am meeschten ënnert den aktuelle Konditioune leiden, ass et och méi wéi richteg, dass si weider ënnerstëtzt ginn.

Dës Ënnerstëtzung, déi mer elo hei stëmmen, ass awer keng eemoleg Subventioun, mee eng Hëllef, déi sech iwwer en halleft Joer zéie wäert an dobäi kloer d'Betriber derzou soll incitéieren, hir Leit, wann nëmme méiglech, nees an de Betrib, an d'Aarbecht zréckzehuelen. Esou kréie se, wéi d'Rapportrice dat ganz richteg beschriwwen huet, pro Salarié, deen op sengem Posten ass, 1.250 Euro pro Mount. Och fir all Persoun, déi nach net aus dem Chômage partiel kann zréckgeholl ginn, sinn et 250 Euro. Och op déi verschidde Konditiounen ass d'Rapportrice schonn am Detail agaangen. A mir kënnen dat als LSAP natierlech nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, ech wëll hei och nach eng Kéier d'Wichtegkeet ënnersträiche vun der Verlängerung vum Chômage partiel fir dës Secteuren a Betriber, fir déi den Aarbechtsminister Dan Kersch sech staarkgemaach huet. Et ass déi wichtegst Mesure, fir kënnen ze evitéieren, dass Leit mussen entlooss gi wärend dëse schwierege Méint. Mee mat dësem Gesetz wëlle mir virun allem d'Patronen encouragéieren, hir Leit aus dem Chômage partiel ze huelen, fir esou och de Betriber ze hëllefen, erëm éischter op d'Been ze kommen, och wann d'Zuel vun de Clientë méi lues eréischt an d'Luucht geet.

Här President, duerch dee Fonds, dee mer mat dësem Text grënnen, kréien d'Betriber direkt gehollef. Si kréien eng gewëssen Zomm pro Employé ausbezuelt. Si kréien awer och indirekt gehollef, well doduerch, dass d'Leit net an de Chômage gesat ginn, hir Kafkraaft erhale bleift a soumat och weiderhi consommériert ka ginn.

Net nëmmen d'Entreprisë maache sech Suergen, wéi alles soll weidergoen, mee och all eenzelnen Employé, deen natierlech ugewisen ass op seng Pai, fir säi Liewensënnerhalt ze finanzéieren, mécht sech Suergen. An nëmmen, wa mer de Leit dobaussen eng Sécherheet op hir Aarbechtsplaz kënne ginn, kann de Konsum vun all Eenzelnem och weidergoen. An domat schléisst sech och de Krees. Mir brauchen elo Leit, déi eis Betriber ënnerstëtzen, an ëmgedréit brauchen d'Leit eng Sécherheet op hir Aarbechtsplaz.

Fir eis als LSAP ass et eng Prioritéit, d'Leit an der Aarbecht ze halen, sief dat iwwert de Chômage partiel, mee virun allem och elo mat dësen zwou Mesuren, déi mir haut heibanne stëmme wäerten.

Här President, natierlech steet den Horeca-Secteur hei am Mëttelpunkt, mee och all déi aner Acteuren, eng 25, déi vun dëser Hëllef profitéiere kënnen, hunn dës Hëllef absolutt néideg. Dat geet vun de Forainen iwwert d'Kinoen an all déi Beräicher, déi an der Annex opgelëscht gi sinn. D'Rapportrice huet eis hei schonn Explikatiounen derzou ginn. Eis als LSAP ass et wichteg, dass hei kee vergiess gëtt.

Elo gëllt et, niewent deene Mesuren, deenen direkten Hëllefe vu Regierungssäit, all dës Acteure weider ze ënnerstëtzen. Bei eisen Hoteliéren a Campingen ass dat zum Beispill mam 50-Euro-Bong méiglech. Eng flott Aart, fir Vakanz doheem ze maachen, an dobäi eiser Wirtschaft nach eppes Guddes ze doen. Mir hoffen natierlech, dass elo iwwert déi nächst Woche grad d'Leit heiheem an eis Frontalieren, déi all Dag an eist Land schaffe kommen, vun deem Bong profitéieren, fir Vakanz hei am Land ze maachen an dem Horeca-Secteur esou ze hëllefen, sech erëm ze erhuelen. Nodeems nämlech d'Buchunge vun den Iwwernuechtungen hei am Land geklomme waren, koum et net méi spéit wéi d'lescht Woch jo zu engem Réckschlag fir den Horeca-Secteur, andeems et Annulatioune vu Leit aus eisen Nopeschlänner gouf, opgrond vun eiser aktueller Situatioun vun eisen Neiinfektiounen.

Grad dowéinst ass et och nach eemol wichteg, dass d'Leit hei am Land solidaresch si mat eisem Horeca-Beräich an dësen ënnerstëtzen, dass d'Iwwernuechtungszuelen iwwert de Summer an doriwwer eraus erëm klammen an dass esou déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, och erëm Aarbecht hunn an net weider mussen am Chômage partiel bleiwen, respektiv verhënnert gëtt, dass déi Leit mussen entlooss ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a Krisenzäite léiert een zesummezestoen. Dat ass an dëser Zäit esou wichteg wéi nach ni. An an deem Sënn ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci der Rapportrice fir deen esou detailléierte Rapport an och déi Explikatiounen. Här President, wéi de Staatsrot et a sengem Avis ënnerstrach huet, handelt et sech beim Fonds de relance et de solidarité ëm en neit Instrument, dat sech an eng Suite vun Hëllefspäck säit dem État de crise areit. De Projet de loi huet virun allem als Zil, d'Beschäftegung ze erhalen a schwéier getraffe Secteuren, hei schwätze mer eebe vum Tourismus, vum Evenementiel, vu Kultur- a Fräizäitaktivitéiten, eng weider Ënnerstëtzung ze bidden.

Dëst weidert Instrument weist, datt mer, wat d'Grondiwwerleeungen an d'Ziler ugeet, an enger Kontinuitéit si mat deenen Hëllefen, déi an deene leschte Méint schonn agefouert gi sinn, mam But, deene Concernéierten esou gutt wéi méiglech ënnert d'Äerm ze gräifen, awer och mam Bewosstsinn fir e responsabelen Ëmgang mat den ëffentleche Suen.

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mat deem heiten Text, a vill Virriedner hunn dat scho gesot, schafe mer eng nei Aide d'urgence fir Betriber, fir hinnen an deenen nächste Méint iwwert d'Ronnen ze hëllefen. Si kréien 1.250 Euro pro schaffend Persoun respektiv 250 Euro pro Mataarbechter am Chômage partiel an dat jeeweils fir all Mount vu Juni bis November.

Déi Aide ass limitéiert op bestëmmte Secteuren, déi effektiv besonnesch staark gelidden hunn an och nach weider leiden, an dësen Zäiten. Et geet hei virun allem ëm den Horeca-Secteur, den Evenementiel an de Konschtsecteur am wäite Sënn, mee awer och zum Beispill Reesagencen, Taxien, Déierepensiounen, Fitnessstudioen oder Indoorspillplazen. Et sinn tatsächlech déi Secteuren, déi onverschélt am stäerkste betraff sinn. Si kënnen hir Aktivitéit och weiderhi just ganz begrenzt erëm ophuelen, entweeder wéinst de sanitäre Reegelen, déi en place sinn, oder den Aschränkungen, wat d'Unzuel vun de Persounen ugeet.

Mir sinn duerfir als Lénk och der Meenung, datt een déi Secteure muss staatlech ënnerstëtzen, an zwar mat Subventiounen, esou wéi dat hei virgesinn ass, an net mat Prêten oder mat remboursabelen Aiden, wéi bis elo d'Form vun den Hëllefe virgesi war. Och déi Reegelung, fir dat mat der Zuel vun de Mataarbechter ze multiplizéieren, mécht a priori Sënn, well et jo haaptsächlech sollt goen ëm d'Erhale vun den Aarbechtsplazen.

Duerfir ass et fir eis, Här President, ëmsou méi onverständlech, datt mat där heiter Reegelung e Betrib Hëllefen an Usproch huele kann a gläichzäiteg bis zu 25 % vu senge Mataarbechter virun d'Dier setze kann. Ech denken, datt et awer wierklech net ze vill verlaangt ass, datt e Betrib, deen direkt staatlech Subventioune pro Mataarbechter kritt, sech verflicht, zumindest wärend der Durée vun deene Subventioune keng Aarbechter, keng Mataarbechter, aus wirtschaftleche Grënn ze entloossen. Well déi Secteuren, déi mer hei benannt hunn, dat sinn an deenen allermeeschte Fäll jo och Niddreglounsecteuren. An déi Aide directe, déi do déi Betriber zegutt kréien, ëmfaasst bis zu 50 %, also bis zur Hallschent vun deem, wat e Patron engem am Niddreglounsecteur effektiv bezuele muss. Well de Betrib kéint sech jo dann effektiv och iwwerleeën, ob en entweeder op déi awer dach ganz grousszügeg staatlech Hëllefe wëllt zréckgräifen, oder ob e sech komplett nei wëllt opstellen, „ëmstrukturéieren" heescht dat jo am Newspeak, an domadder verbonnen, Leit entloosse wëllt.

Mat deem heite Gesetz kann en déi zwou Saache maachen. E ka staatlech Subventioune kréien, an e ka bis zu engem Véierel vu sengem Personal entloossen, an dat, obwuel jo déi éischte Prioritéit sollt de Maintien dans l'emploi sinn.

Dir verstitt, datt mer mam beschte Wëllen dat heiten net matdroe kënnen, och wa mer dëser Initiativ ansonste ganz positiv géintiwwer agestallt sinn. A well mer Iech e Vote séparé erspuere wëllen, wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, déi et verstanen huet, deen heite Projet de loi ze illustréieren an e ganz bildlech duerzestellen, wat déi eenzel Fäll betrëfft.

Ech erspueren Iech dann och, fir nach eng Kéier op den Detail an iwwert d'Wierkungsweis vun dësem Fong ze schwätzen. Ech mengen, ech wëll just op zwee Punkten agoen, déi awer eis Piraten um Häerz leien.

Den éischte Punkt, dat ass deen, an ech hunn et op dëser Plaz hei schonn e puermol gesot, datt mer hei e weidert Instrument schafen, wat ech prinzipiell begréissen, datt een awer mat engem weideren Instrument och seet, datt et eng weider Prozedur gëtt.

Et gëtt erëm eppes, wat en Entrepreneur, e Gerant selwer muss maachen, wat e muss éischtens um Site fannen, ënner engem ganze Katalog vun anere Prozeduren. E muss also déi richteg auswielen. An da muss en déi och nach all Mount ausfëllen. Hei hätt ee sech, am Kader vun der Simplification administrative, e méi einfachen Outil kéinte wënschen, zumindest am Sënn, datt een et eemoleg géif maachen. Dat gouf jo och an engem Avis ewell thematiséiert.

Insgesamt hätte mir eis, am Kader vun där ganzer Pandemiebekämpfung, grad wat d'Wirtschaftsrelance ubelaangt, net nëmmen e flotte Slogan wéi „Neistart Lëtzebuerg" fir dee Gesamtpackage erwaart, mir hätten eis och ënner „Neistart Lëtzebuerg" erwaart, datt et en One-Stop-Shop fir Entrepreneure géif ginn. An éier elo ee mer seet: „Ma dat ass dach myguichet.lu!" Jo, dat ass vläicht en One-Stop-Shop, mee et ass awer e relativ oniwwersiichtlecht Regal, wat dorannersteet, wou ee sech nach déi richteg Mesurë muss selwer zesummesichen. Hei ass nach e bëssen eppes ze maachen, wat d'Simplification administrative ubelaangt.

Dat gesot, soll dat awer net de Meritt vun dëser Mesure a Fro stellen. Et soll just iwwert d'Form: „Wéi kommen ech zu där Aide?" schwätzen.

An dann den zweete Punkt, an dat hunn d'Kolleege vun déi Lénk gutt ugeschwat, dat sinn déi 25 %, déi een trotzdeem kann entloossen, obwuel een déi Aide hei kritt. Mir deelen do d'Suerge vun der Chambre des Salariés, datt dat en ze héije Seuil ass. Mir hunn e bësse Bauchwéi domadder. Nichtsdestotrotz sollt een net wéinst engem Punkt, wou ee Bauchwéi huet, komplett géint de Projet sinn.

Deementspriechend wäerte mer dëse Projet matdroen. Ech sinn awer der Meenung, datt een hei definitiv nach nobessere kéint, voire nobessere misst a virun allem och ee ganz konkreete Monitoring muss maachen, wéi grad dës Dispositioun an Zukunft genotzt gëtt, well wann d'Majoritéit vun de Betriber herno géif ënner, oder ganz just op dee Seuil kommen, dann hu mer definitiv net dat erreecht, wat mer mat deem Projet hei wëlle maachen. An da musse mer eis dat fir d'Zukunft mierken.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstands- an Tourismusminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President, loosst mech, fir unzefänken, der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir den ausféierleche Rapport, deen dach plazeweis relativ technesch ass! D'Madamm Rapportrice huet et awer fäerdegbruecht, en op eng einfach Aart a Weis hei ze erklären, net nëmmen unhand vum Beispill vum Jempi mat dem Hotel a mat dem Café, mee op där anerer Säit awer och an den Detail vun deenen eenzelne Metiere kënnen ze goen.

An ech sinn natierlech selwer ganz frou, och wann am Ufank, wéi de Projet am Regierungsrot ugeholl ginn ass, de Finanzminister nach mat derbäi war, dass hien trotzdeem awer haut, nodeems en da vum Staatsrot en Avis krut, wou e soll gestrach ginn an d'Chamber deem dunn noginn huet, trotzdeem hei mat derbäi ass, zesummen awer natierlech och mam Wirtschaftsminister fir dee ganz wichtege Projet hei fir de Mëttelstand.

An ech mengen, et ass gesot ginn: De Mëttelstand ass d'Réckgrat vun der Lëtzebuerger Ekonomie. An hei ass e Projet, dee grad de Mëttelstand immens stäerkt. Net nëmmen déi kleng a mëttel Betriber, mee, hei ganz wichteg, och d'Mikroentreprisen, déi mëttel, déi kleng an awer och déi grouss Entreprisen. Duerfir och déi verschidde Seuilen, an ech wäert net drop agoen, well d'Madamm Rapportrice se scho genannt huet, bis zu 100.000 Euro mensuel, gedeckelt, soudass mer och groussen Entreprisë kënnen iwwert de Fonds de relance et de solidarité hei kënnen Hëllefe ginn.

Ech wëll awer op dëser Plaz e ganz grousse Merci der Kommissioun soen, well et ass e Projet, dee ganz schnell traitéiert ginn ass, wou d'Kommissioun oft a gutt zesummekomm ass. An ech mengen, dat war de Verdéngscht vu jiddwerengem, dass déi eenzel Adaptatiounen, esou wéi den Här Spautz och nach gesot huet, déi eenzel Adaptatiounen nach konnte gemaach ginn. Et war en Effort vu jiddwerengem, dass dee Projet hei ass, wéi en ass.

Et geet natierlech ëm déi Secteuren, déi ganz staark vun dëser Kris impaktéiert gi sinn, déi „first in" a „last out" sinn, gréisstendeels den Horeca-Secteur natierlech mat der Hotellerie, déi déi verschidde Problemer scho gespuert hunn am Dezember, Januar, Februar, ier d'Kris eréischt richteg hei zu Lëtzebuerg war. Alleguerten d'Evenementer, duerfir och den Evenementiel-Secteur, dee mat dran ass, deen also och do scho fréi impaktéiert ginn ass an nach ëmmer net esou ugelaf ass, wéi et kéint sinn. An natierlech de ganzen Tourismus, wou een och gesäit, dass et zwar ugelaf ass, dass een och positiv Noriichten héiert, et awer natierlech nach ëmmer e Minus par rapport zum leschte Joer ass.

Wat och ganz wichteg ass, wa mer vun den Entreprisë schwätzen, vun deene ganz klengen, klengen, mëttleren a groussen, schwätze mer awer och hei vun den Independanten. An an dësem Gesetz, an et ass an der Kommissioun och laang thematiséiert ginn, sinn och d'Independantë mat dran, déi also hei à part égale matgezielt ginn, fir kënnen Hëllefen auszebezuelen, wat ee ganz wichtege Schrëtt ass, well den Independant e wichtegen Deel vun der Entreprise, domat awer natierlech och vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg, ass. An duerfir si mer op de Wee gaangen, en esou mat hei anzerechnen. An ech weess, dass déi verschidde Remarke komm sinn, dass d'Fro gestallt ginn ass fir ze proratiséieren, well een theoreetesch kéint Independant an e puer Societéite sinn, dat ass ganz richteg. Duerfir ass hei d'Proratiséierung, wéi se och vun der Chamber ugeholl ginn ass, fir se an de Projet materanzeschreiwen, och e richtege Wee, fir kënnen déi Hëllefen hei auszebezuelen.

Den Här Spautz huet d'Fro gestallt vun der Sécurité sociale, firwat wéinst der Simplification administrative net en automateschen Austausch kéint sinn. Deen hu mer! Et ass esou, dass mer, wa mer de Formulaire online setzen, keen zousätzlechen Zertifikat vun der Entreprise selwer froen. Mir froen, wéi eng Persoun a wéi engem Secteur vun der Entreprise selwer geschafft huet. An duerfir steet och am Artikel 12 oder 14 (veuillez lire: am Artikel 10) vum Gesetz, dass mer deen automateschen Echange dierfen hunn. Duerfir ass et hei dra festgehalen.

Mir kucken op eng digital Aart a Weis, fir direkt den Echange mat der Sécurité sociale ze hunn, fir kënnen ofzegläichen, ob déi Angaben, déi gemaach ginn an der Demande, och deem entspriechen, wat d'Sécurité sociale huet. Dat Eenzegt, wou mer en Zertifikat froen, dat ass beim Independant, wou mer soen: „Et muss ee beweisen, dass een affiliéiert ass bei der Sécurité sociale.", well et heiansdo virkënnt, dass een eng Autorisation d'établissement huet, mee op där anerer Säit awer vläicht eng Omissioun huet, fir sech unzemelle bei der Sécurité sociale. An deen Echange, duerfir froe mer do den Zertifikat och weiderhin.

Et war geschwat gi vun der Simplification administrative. Jo, dat hei ass awer e ganz grousst Stéck vun der Simplification administrative, an och de Mëttelstandsministère huet au fur et à mesure vun dëser Kris geléiert, wat Simplification administrative ass.

Wann ech weess, déi éischt Aiden, déi waren nach e Formulaire online, deen ee konnt eroflueden, deen een dann op der Hand konnt ausfëllen, eraschécken iwwer Mail, iwwert d'Post an och iwwer guichet.lu ausfëllen, da si mer awer elo bei enger ganz anerer Aart a Weis, wéi mer fueren, dass direkt ganz vill Contrôlen automatesch oflafen, dass mer och vill méi séier kënnen ausbezuelen, esou wéi et och virdrun ugeschwat ginn ass, wéi am Ufank, bei där éischter direkter Hëllef vu 5.000 Euro, déi d'ailleurs och non remboursabel war an och net taxéiert war. Et goufen also net nëmme remboursabel Aiden, et gouf souguer eng ganz Panoplie vun Aiden. Ech mengen, den Här Baum hat et ugeschwat, dass et nëmme remboursabel Aidë goufen.

Neen, déi éischt 5.000-Euro-Aide, déi war net remboursabel, déi zweet 5.000-Euro-Aide war och net remboursabel. Déi éischt 12.500-Euro-Aide fir d'Entreprisë vun 10 bis 20 Salariéë war net remboursabel, déi éischt Independantsaide, déi war net remboursabel, an déi zweet Independantsaide, déi war och net remboursabel. An dat hei ass eng weider Aide, déi also net remboursabel ass.

An ech ginn dem Här Baum awer vollkomme Recht, dass et wichteg ass, dass mer och net remboursabel Aidë maachen. A wann een hei

de Fonds de relance et de solidarité gesäit, gesäit ee jo och, dass et eng Kontinuitéit gëtt eebe grad an der Relance. Mir begleeden am Fong mat där Aide hei d'Entreprisen an der Relance, wou mer soen: „Majo, mir verstinn, dass et nach en Deel vun de Salariéë gëtt, déi vläicht am Chômage partiel musse sinn." Op där anerer Säit encouragéiere mer eebe grad mat där Aide hei, dass een, och wann et vläicht net 100 % rentabel ass, awer trotzdeem een aus dem Chômage partiel kann erëmhuelen an deem eeben déi Aide vun 12.500 Euro par rapport zu deenen 250 Euro fir eng Persoun, déi am Chômage partiel ass, kënnen ausbezuelen. Esou gesäit een, dass dat also ausgewogen ass.

Et muss ee soen, dass mer heimat d'Entreprisë stäerken an d'Salariéë stäerken. Et ass ganz am Ufank och gesot ginn, dass also Liquiditéite kënnen an den Entreprisë sinn, eebe grad iwwert déi nächst sechs Méint. A mat dem Licenciement op 25 %, do muss e Screening gemaach ginn, fir ze gesinn, wivill Betriber dann och wierklech voll op déi 25 % kommen.

Ech an, ech mengen, mir alleguerten heibannen, hoffen, dass déi mannsten dorop kommen. Ech sinn awer frou, dass een hei net Aidë kritt an et kann ee 50 % entloossen. Dat heescht, do ass eng Barriär dran. An d'Ëmstrukturéierung ass natierlech eng Fro, an dësen Zäite stellt se sech vill méi, an do gëtt et nach ganz vill Programmer, an den Här Fayot ass do méi Expert fir déi Relanceprogrammer, déi an der Ekonomie sinn, déi se kënnen huelen fir d'Ëmstrukturéierung eebe grad vun de Betriber.

Duerfir hei also eng Aide, wou ee sech soe kann: Jo, d'Entreprise huet de Choix tëschent zwou respektiv dräi Saachen, Chômage partiel, voll schaffe loossen oder awer deelweis sech ëmstrukturéieren, fir dass awer trotzdeem nach eng gewësse Masse salariale ka bleiwen. Et kann een net jiddwereen entloossen. Et kann een eeben en Deel entloossen, fir kënnen trotzdeem nach weiderzefueren, fir dass eeben net déi ganz Entreprise géif faillite goen a soumat och vill méi Salariéë géife verluer goen, also Aarbechtsplaze géife verluer goen.

Hei gesäit een och, dass d'Entreprise en difficulté, an et ass kuerz ugeschwat ginn, dass an dësem Projet de loi d'Entreprise en difficulté mat dran ass. Dat war déi European Framework, an d'Madamm Rapportrice huet et och gesot: Well déi European Framework hei geännert huet, kënnen also och d'Entreprises en difficulté bei deene klengen Entreprisen heivu profitéieren. Mir wäerten haut de Mëtten nach eng Kéier doriwwer schwätzen, dass do verschidde Changementer op europäeschem Niveau waren, fir och deenen Entreprisë kënnen ze hëllefen.

Just nach ganz kuerz, fir ofzeschléissen: D'Formulairen, soubal wéi d'Gesetz gestëmmt ass, an de Staatsrot dann d'Dispens, wa se géif gi ginn, och géif unhuelen, wieren ab de Freideg online.

Et ass gefrot ginn, dass et nëmmen eemol misst ugefrot ginn an da géif mensuell ausbezuelt ginn. Ma dat geet eebe grad net, aus ganz verständleche Grënn. D'Entreprisë variéiere jo, wivill Leit se vläicht am Chômage partiel hunn, wivill Leit bei hinne schaffen. Duerfir muss een d'Demande vu Mount zu Mount maachen. D'Situatioun changéiert bei den Entreprisen. An duerfir géif ech och där Remark, déi gemaach ginn ass, net Recht ginn. Et ass méi wichteg, dass een déi Demande vu Mount zu Mount mécht an dann eeben ëmmer erëm Leit vläicht aus dem Chômage partiel eriwwerhëlt, déi an der Entreprise schaffen. D'Entreprise huet hei e ganz flexibelen Outil, mat deem se kann Aiden ufroen. A grad dat, mengen ech, ass d'Stäerkt vum Fonds de relance et de solidarité, esou wéi en hei presentéiert ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Mëttelstands- an Tourismusminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7609. Den Text steet am Document parlementaire 7609[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7609 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou a maachen dann den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7609 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7612 iwwert d'Relance vum Eenzelhandel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un den honorabele Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass fir d'lescht dës Kéier. Ech berouegen Iech.

(Hilarité)

Also, fir haut op alle Fall.

Une voix.- Okay.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro stellt sech: Ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? Ma bei dësem Projet de loi féiere mer eng Hëllef an, eng Aide de relance fir de Commerce.

Dëst ass eng vun deenen 23 Mesuren, déi am Kader vum Paquet „Neistart Lëtzebuerg" virgestallt goufen. D'Zil vun dësem Package ass et éischtens, Aarbechtsplazen ze erhalen, zweetens geziilt déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi am häertste vun der Kris betraff sinn, an, drëttens, eng nohalteg Relance ze ënnerstëtzen. Dës Hëllef wäert geziilt de Commerce de détail an assimiléiert Aktivitéiten ënnerstëtzen, déi d'Leit kënnen empfänken.

Den Detail vun den Aktivitéite kënnt Der an der Annex vum Projet de loi noliesen. Mee als Beispill kann ech follgend Aktivitéiten nennen: de Bäcker, de Metzler, d'Traiteuren, d'Blummebutteker, d'Bijoutieren an d'Auerebutteker, d'Brëllebutteker, d'Schousteren, d'Coifferen, d'Pedi- a Maniküren, mee och den Elektriker grad wéi de Salon de toilettage fir Hënn a Kazen.

Une voix.- O!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Firwat grad dës Aktivitéiten erausgewielt goufen, ass am Fong ganz einfach: Och wann dës Butteker elo dierfen erëm ophunn, esou gesäit een awer, datt si momentan awer nach ganz schwéier leiden. Dat huet e puer Grënn. D'Konsumenten hu momentan aner Suerge wéi Shopping ze maachen. Mir sinn nach ëmmer mëtten an enger Pandemie. An d'Regierung rifft d'Leit op, hir Kontakter ze beschränken, fir datt d'Zuel vun den Infizéierte klengbleift; wat och richteg ass. Dann ass et normal, datt manner Leit an d'Butteker ginn.

Zweetens: Verschidde Leit hunn och Angscht, sech unzestiechen. An dat ass och iergendwéi nozevollzéien. Mir wëllen awer och, datt d'Liewe weidergeet, well dat ass nämlech iwwerliewenswichteg fir eis Betriber. Mir mussen einfach elo léieren, mam Virus ze liewen. Shopping maachen ass eeben haut anescht wéi nach virun e puer Méint. D'Betriber mussen elo och weider sanitär Mesuren a Plaz setzen, déi et de Leit erlaaben, sech sécher eppes kafen ze kënnen.

Wéinst all dëse Grënn ass et wichteg, dass mir grad dëse Betriber an dëser schwiereger Phas vun der Relance hëllefen. De Commerce an déi assimiléiert Aktivitéite wäerten nämlech nach eng Zäit brauchen, bis si erëm esou rulle wéi virun der Kris.

Wéi gesäit dann elo déi Hëllef aus? D'Betriber kréie fir d'Méint Juli, August a September eng direkt Hëllef, déi net remboursabel an déi steierfräi ass. Well d'Relance „Neistart Lëtzebuerg" jo wëllt, datt d'Leit erëm schaffe kënnen, kritt e Betrib just eng Hëllef, wann hie wärend deem Mount, wou hien d'Hëllef ufreet, kee vu senge Mataarbechter am Chômage partiel huet a keng Licenciementer aus ekonomesche Grënn mécht. Dëst sinn och déi grouss Ënnerscheeder par rapport zur Hëllef aus dem Fonds de solidarité, déi mir virdrun hei gestëmmt hunn.

D'Hëllef fir de Betrib gëtt gerechent op d'Unzuel vun de Salariéen an Independanten, déi Vollzäit schaffen.

Konkreet heescht dat: Éischtens, e Betrib kritt pro Salarié, dee Vollzäit schafft, 1.000 Euro fir de Mount Juli, 750 fir de Mount August a 500 fir de Mount September.

Zweetens: Dat selwecht gëllt och fir d'Independanten, a meng Virriednerin am Projet vu virdrun huet schonn drop higedeit: Bei hinne gëtt just gekuckt, ob den Independant 100 % fir e Betrib schafft oder net. Falls net, ginn d'Hëllefen am Prorata ausgerechent.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, firwat d'Hëllef degressiv ass. Mee d'Äntwert ass eigentlech ganz einfach: D'Leit brauchen elo e bëssen Zäit, bis se léieren, mam Virus ze liewen. An och d'Betriber brauchen Zäit, fir d'Vertraue vun hire Clienten erëmzegewannen an hinne Loscht ze maachen, bei si eppes kafen ze kommen.

Nach e puer aner Detailer iwwert d'Hëllef. De Betrib, dee vun dëser Hëllef profitéiere wëllt, muss fir all Mount, fir deen en d'Hëllef wëllt, eng Demande eraschécken. Dëst gëtt him och eng gewësse Flexibilitéit a senger Planung; am Fong änlech wéi bei deem Projet vu virdrun.

E Betrib ka pro Mount net méi wéi 50.000 Euro vun dëser Hëllef kréien. An de Staat rechent, datt mat dëser Hëllef am Ganzen ongefeier 50 Milliounen Euro den Entreprisen zur Verfügung stinn, fir d'Relance vum Commerce ze begleeden.

Elo muss een natierlech e puer Konditiounen erfëllen. Fir kënnen dës Hëllef an Usproch ze huelen, muss d'Entreprise d'Konditiounen aus dem Artikel 4 vum Text erfëllen. Dat heescht konkreet:

Et muss sech ëm eng mikro, kleng a mëttelgrouss Entreprise handelen. Déi Aktivitéit, fir déi d'Entreprise Hëllef ufreet, huet misse virum 15. Mäerz 2020 scho bestoen. Et muss een eng Autorisation d'établissement hu fir säi Commerce oder déi Aktivitéit, déi an der Annex genannt ass; dat muss een hunn. Falls d'Entreprise Leit ugestallt huet, musse se beim Centre commun affiliéiert sinn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 bei op d'mannst 15.000 Euro gewiescht sinn. A fir Betriber, déi eréischt kierzlech opgemaach hunn, gëtt dëse Krittär pro rata gekuckt.

D'Entreprise huet misse ganz zoumaachen oder si huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 50 % am Zäitraum vum 15. Mäerz bis de 15. Mee ze verbuche gehat. D'Butteker, fir déi d'Hëllef ugefrot gëtt, hu missen ab dem 1. Juni erëm opgoen an däerfen och zanterhier net zougemaach hunn. Fir déi Méint, fir déi se d'Hëllef ufroen, dierf kee vun hire Salariéen am Chômage partiel sinn. An als Lescht: Si dierf an deenen dräi Méint, fir déi d'Hëllef gëllt, kengem Mataarbechter aus ekonomesche Grënn kënnegen.

Wat muss een der Demande bäileeën? Am Artikel 6 ass opgezielt, wat een alles muss bäileeën. Et handelt sech am Fong ëm Dokumenter, déi beweisen, datt déi Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, och erfëllt sinn.

Här President, ech picken Iech elo déi wichtegst Punkten aus den Avise vun der Chambre des Métiers, Chambre de Commerce, Chambre des Salariés an dem Staatsrot eraus. Fir d'Detailer vun dësen Avise verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport souwéi op déi jeeweileg Avisen.

Den Avis vun der Chambre des Métiers begréisst dës nei Hëllef an ass besonnesch frou, datt och d'Entreprisen aus dem Artisanat vun hir kënne profitéieren. Si hätt sech awer gewënscht, datt d'Hëllef net gekoppelt wier un d'Konditiounen, datt ee kee Mataarbechter dierf am Chômage partiel hunn an och kee Mataarbechter aus ekonomesche Grënn dierf entloossen.

D'Chambre des Métiers mengt och, datt d'Situatioun sech fir de Commerce an deenen nächste Méint net wäert verbesseren, soudatt si léiwer e fixe Montant vun 1.000 Euro fir déi dräi Méint gesinn hätt, statt déi degressiv Hëllef, wéi se elo geplangt ass. Si fënnt och de Plaffong vu 50.000 Euro de Mount fir déi mëttelgrouss Entreprisen ze niddreg. Si schléit vir, dee Plaffong op 100.000 Euro ze erhéijen.

D'Chambre de Commerce hirersäits begréisst och dës nei Hëllef fir d'Entreprisen, besonnesch well si och als Zil huet, Aarbechtsplazen ze erhalen. Si hätt sech awer erhofft, datt d'Hëllef bis Enn des Joers géif gëllen, an net just bis de September. D'Chambre de Commerce hätt sech och gewënscht, datt d'Entreprise net all Mount misst eng nei Demande maachen, fir d'Hëllef unzefroen. D'Ursaachen dozou hu mer jo schonn am Projet virdrun héieren.

Derniewent hätt d'Chambre de Commerce och gäre gehat, datt een e maximalen Delai an d'Gesetz schreift, bis wéini een eng Äntwert op seng Demande kritt. Dann ass d'Beruffskummer och nach der Meenung, dass en allgemengt Verbuet, fir op de Chômage partiel zréckzegräifen a fir ze entloossen, ze wäit geet.

Finalement begréisst d'Chambre de Commerce dann am Kader vun dësem Projet de loi, datt eng Zesummenaarbecht tëschent dem Mëttelstandsministère an dem Centre commun, der ADEM an dem Comité de conjoncture geplangt ass, mee si hätt sech gewënscht, datt dës Zesummenaarbecht als Konsequenz gehat hätt, datt verschidden Dokumenter bei der Demande net gefrot géifen, well se eebe bei dësen Instanzen och vum Mëttelstandsministère kéinten ugefrot ginn.

Den Avis vun der Salariatskummer ënnerstëtzt och dëse Projet de loi, well en als Zil huet, ech widderhuelen dat och, Aarbechtsplazen ze erhalen. D'Chambre des Salariés ass och besonnesch zefridden, datt d'Hëllef mam Verbuet vum Licenciement verbonnen ass. D'CSL schreift och an hirem Avis, datt si sech gewënscht hätt, datt dëst Verbuet iwwert déi dräi Méint eraus géif goen, fir déi Hëllef ugefrot ka ginn. Si proposéiert, fir d'Hëllef och fir de Mount Juni virzegesinn, fir ze verhënneren, datt eng Entreprise am Juni Leit entléisst an am Juli dës Hëllef ufreet.

De Conseil d'État, de Staatsrot, huet déi selwecht Reserven, wat d'Berechne vun der Hëllef ugeet, wéi fir de Projet de loi, dee mer virdrun héieren hunn, de 7609 iwwert de Fonds. Och bei dësem Projet de loi ass d'Iddi net, fir en Independant iwwert de Salarié ze stellen. Dofir huet d'Kommissioun och fir dëse Projet de loi déi selwecht Solutioun fonnt ewéi fir de Projet virdrun an huet deementspriechend en Amendement nogereecht, dat preziséiert, datt fir en Independant, falls e fir méi Entreprisë schafft, déi eligibel si fir dës Hëllef, au prorata consideréiert gëtt, wéi hie fir déi verschidde Betriber schafft.

Et bleift mer nach just zum Schluss fir Iech Merci ze soen, och Merci fir dat séiert Schaffe vun alle Concernéierten. An ech gi selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Rapporter Guy Arendt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir hunn elo eppes, d'Projete sinn änlech an awer grondverschidden an deenen zwee Punkten. Dat eent, dat war méi fir och d'Independante mat dran, hei geet et ëm den Eenzelhandel. An déi grouss Suerg, déi mer hu beim Eenzelhandel, dat ass déi Fro, déi mer eis stellen: Ginn déi dräi Méint duer?

Wéi mer ugefaangen hu mam Gesetz, hat ech gesot: „Ech géif mengen, et géif duergoen." Mee mat deem, wat mer déi lescht dräi Wochen erlieft hunn, stellen ech mer vill Froen, ob et duergeet mat deenen dräi Méint. An ech wëll dodrun erënneren, mir hunn et schonn eng Kéier gesot, och beim Chamberspresident: „D'CSV ass och prett, am August an am September unzetrieden, wann nach Ännerungen a Verlängerunge musse kommen." Well, ech fäerten, ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Net nëmmen d'CSV!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Majo, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Et zielt nëmmen d'CSV!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Tipptopp! Wonnerbar, Här Haagen! Gutt, Här Hahn!

Well ech fäerten, dass et bis de September net fäerdeg ass! An dass een dann och d'Méiglechkeet huet, gegeebenefalls nozefueren an do de Betriber ze hëllefen.

(Interruption)

Well, mir mierke jo selwer, wann Der mat de Geschäftsleit schwätzt, d'Geschäfter sinn zwar op, mee si si „voll eidel". Et si vill manner Clienten do, déi dohinnerginn. Et sinn der manner an der Stad am Allgemengen, net nëmmen an der Stad, och op deenen anere Plaze si vill manner Leit. Automatesch si vill manner Leit an de Butteker, automatesch gëtt manner kaaft. An dofir géif ech just soen, dass een dat net soll aus den Äe verléieren, dass mer do och doriwwer eraus mussen deene Betriber hëllefen, déi an der Kris sinn.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, an den Här Arendt huet do den Avis vun der Chambre des Salariés zitéiert, ob et gutt ass, dass mer einfach soen: „Wann s de der am Chômage partiel has, kanns de guer net méi vun deenen Aidë profitéieren." Et ginn nämlech Betriber, gréisserer, am Handel, déi och net hunn däerfen op si wärend der Kris. Et ware grousser, déi konnten op sinn. Dat war méi an der Liewensmëttelbranche. Mee et waren anerer, och gréisserer, déi net konnten op sinn. Déi kéinten och nach …, deene géif et och nach guttdoen, wa se kéinten deelweis op de Chômage partiel zréckgräifen; awer wa keen am Buttek ass, ass et och schwiereg, fir d'Leit ze beschäftegen. A wa se do hätte kënnen trotzdeem op Chômage partiel zréckgräifen, och dat hätt hinne kënnen hëllefen.

Dat sinn déi Punkten, an ech muss awer fairnesshallwer soen, virun dräi Wochen hunn ech och nach dru gegleeft, dass et vläicht eng Kéier éischter fäerdeg wier. Ech gleewen elo net méi drun. Mee, dass een och elo déi Akzenter ka setzen, fir deene Betriber ze hëllefen. Net dass mer op eemol zwar eppes verréckelt kréie bis an de September eran, mee dass mer da bis Enn des Joers aner Problemer mat deene Betriber kréien.

Soudass mer dofir och alles solle maachen, fir deene Betriber kënnen ze hëllefen, an net nëmme bis de September, mee och doriwwer eraus. Well do gëllt dat selwecht, wat ech virdru gesot hunn: „Mir hu besser, mir investéieren an d'Betriber, dass déi d'Aarbechtsplazen halen, wéi dass mer duerno Chômage bezuelen."

An dofir, wéi gesot, nach eng Kéier mäin Appell: Wann eppes geschitt, mir sinn do. An Dir hutt jo héieren, alleguerte si se do, fir dass mer dann och nach kënnen déi Adaptatioune maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer deene Betriber kënne beim Iwwerliewen hëllefen. An dass et och wichteg ass, dass mer en aktiven Handel behalen elo wärend der Kris, mee och iwwert d'Kris eraus. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert virun un deen nächste Riedner, déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Neistart Lëtzebuerg", esou heescht de Mesurëpak vun der Regierung fir eis Betriber. No Wochen a Méint ouni Aktivitéit, ouni Clienten, ouni Akommes hu vill Betriber, an do zielen eis kleng Commercë ganz sécher derzou, esou en Neistart och néideg.

Vill Ressourcen, déi opgebaut goufen, sinn net méi do. D'Realitéit an de Geschäfter ass net déi, wéi mir se virun der Kris kannt hunn. Nach ëmmer komme manner Clienten an d'Geschäfter, nach ëmmer gëllen an alle Commercë gewësse Reegelen, déi hir Aktivitéit andämmen. Dofir ass et wichteg, dës Betriber, eis lokal Commercen, weiderhin ze ënnerstëtzen. Konkreet heescht dat - wéi de Rapporter gutt erkläert huet; merci derfir! -, dass dës Betriber pro Employé fir d'Méint Juli, August a September jeeweils 1.750 a 500 Euro wäerte kréien.

Un dësem Gesetz, grad wéi um Fonds de relance et de solidarité, gesäit ee wéi wichteg et der Regierung ass, eiser nationaler Wirtschaft, dem Handwierk an deene klenge Betriber ze hëllefen, vum Horeca-Secteur iwwert d'Commercë bis hin, an dat an deenen zwee Fäll vun eise Projet-de-loie vun haut, och zu den Independanten, de Selbststännegen, déi hannert dëse Betriber sti bezéiungsweis matzen drastiechen.

Jo, d'LSAP steet ganz kloer un hirer Säit a wëllt si och weider ënnerstëtzen. D'Detailer zu den Independanten hu mer schonn am viregte Projet héieren, déi och fir dëse Projet gëllen.

Här President, am Paquet „Neistart" sinn 23 Hëllefe virgesinn. Kuckt een awer, wat schonn am Ufank vun der Kris gemaach ginn ass, sinn et 35 Mesuren, déi de klengen a mëttelstännesche Betriber zeguttkomm sinn oder -kommen. Och dat wëll ech hei op dëser Plaz nach eng Kéier rappeléieren, well all eenzel Mesure war wichteg a richteg, dass se geholl ginn ass.

Grad ewéi beim Fonds geet et och bei dëser Hëllef drëms, d'Leit an der Aarbecht ze halen. An ech hu virdru schonn drop higewisen, dass dat fir eis dat Allerwichtegst am ekonomesche Kontext ass. Mir mussen d'Situatioun vun engem Massechômage verhënneren. An dës zwee Instrumenter, déi mer haut hei stëmmen, wäerten do mat Sécherheet derzou bäidroen.

Mir si frou, dass och dëse Projet eng ganz Rei Acteuren ënnerstëtzt, dat geet vum Bäcker iwwert de Bijoutier bis hin zum Coiffer, déi dës Hëllef an Usproch huele kënnen. Och hei ass de Rapporter schonn op d'Annex agaangen, déi et bei dësem Projet de loi gëtt, vun deene Betriber, déi hei betraff sinn.

Här President, fir nach mat engem Wuert op déi verschidden Avisen anzegoen. Jo, mir sinn eis bewosst, dass Hëllefe wuel fir de Moment dat richtegt Instrument sinn. Mee wann dës Kris nach méi laang sollt daueren, an dovunner ass leider, leider auszegoen, da wäerte mer och weider Schrëtt, weider Mesurë mussen huelen. Mir wäerten d'Situatioun weiderhin am A behalen, weiderhin evaluéieren an, wann et néideg ass, wäerten de Wirtschaftsminister an de Mëttelstandsminister och weider intervenéieren.

Grad wat d'Kafverhale betrëfft, musse mer och dat am A behalen. D'Leit vermeiden de Moment grouss Shopping-Toure fir de Pleséier. Éischter gi just Akeef gemaach fir Liewensmëttel, Hygiènesproduiten oder Gebrauchsgéigestänn anzekafen. D'Kafverhalen huet nämlech geännert. D'Zuel och vun den Onlineakeef ass geklommen. Grad d'Zuel vun den Onlineakeef wärend dem Lockdown war enorm an d'Luucht gaangen. An och nom Lockdown ass déi Zuel, wéi gesot, weider héich. Esou haten déi Betriber, déi schonn an digital Léisungen, wat den Onlineverkaf betrëfft, investéiert haten, e klore Virdeel wärend dem Lockdown. A grad do muss d'Regierung och weider de Betriber hëllefen, sech ze digitaliséieren.

Ech denken hei un d'Plattform „LetzShop", déi scho vun der leschter Regierung ënnert der Leedung vum Francine Closener an d'Liewe geruff gi war, déi e grousse Succès wärend dem Lockdown hat. Och dëst ass eng Mesure, wéi d'Regierung eis Betriber weider ënnerstëtzt. An do wär et och interessant vum Minister gewuer ze ginn, wéi dës Plattform weiderhi wäert ausgebaut ginn, fir och op dësem Wee de Commercen ze hëllefen, och am Onlinehandel Fouss ze faassen an hinnen ze hëllefen, hir Emsätz erëm ze steigeren.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi, fir de Commercë weider Aiden déi nächst Méint kënnen zoukommen ze loossen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, wärend dem Confinement hu virun allem grouss Onlineentreprisë profitéiert, sief et Swimmingplattformen oder den Onlinehandel. An der Chamber war déi lescht Wochen a Méint vill rieds vun der Ënnerstëtzung vun der lokaler a regionaler Wirtschaft a vun der Relokaliséierung vu Produktiounsketten.

Wéi elo just am Detail erkläert, viséiert dëse Projet de loi déi kleng a Mëttelbetriber, an zwar virun allem am Eenzelhandel. Ee Problem, deen dës Betriber hunn, ass zum Beispill de Stockage vu Wueren, déi net konnte verkaaft ginn. Well et awer deelweis relativ deier ass, fir hei zu Lëtzebuerg eng Lagerplaz ze lounen oder ze kafen, kann dat finanziell séier eng grouss Belaaschtung fir dës Entreprisë ginn.

Nieft dem klasseschen Eenzelhandel geet et awer och hei ëm d'Servicer, déi en direkte Kontakt mam Client viraussetzen an déi dofir och fir sechs Wochen hu missen zoumaachen an déi op déi nächst Méint eraus och nach net ouni Restriktioune respektiv mat enger normaler Demande funktionéiere kënnen.

Fir dëse Contrainten entgéintzewierken, begréisse mer dës weider Aide. An heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An d'Wuert kritt elo den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi bei deem Projet virdru geet et hei ëm nei Direkthëllefen, déi mat der Zuel vun den Aarbechter, Mataarbechter klammen. Just geet et dës Kéier ëm den Eenzelhandel respektiv ëm Servicer, déi am direkte Kontakt mat de Leit stinn. An d'Aidë si limitéiert op d'PMEen.

Dernieft ginn et awer zwee grouss Ënnerscheeder zu deem Projet virdrun. Éischtens: D'Hëllef ass beschränkt op dräi Méint, an net op sechs Méint, a si ass degressiv. Dat heescht, am Juli ginn et 1.000 Euro pro Mataarbechter, am August 750 an am September 500.

Dëst Gesetz ass deposéiert ginn zu engem Zäitpunkt, wou déi meescht gemengt hunn, de Virus wier ënner Kontroll. An de Marc Spautz ass virdrun och schonn zu Recht drop agaangen, datt mer deemno wéi och bei dësem Gesetz nach eng Kéier nobessere mussen.

Deen zweeten Ënnerscheed zu deem Gesetz virdrun ass fir eis awer ganz wichteg! Bei dësem Gesetzesprojet däerfen d'Betriber keng Leit entloossen! Zumindest net an deene Méint, wou se d'Hëllef ufroen.

Dat ass elo kee Grond fir groussen Applaus, well et an eisen Aen den absolutte Minimum vun deem ass, wat ee maache muss. Besser wier gewiescht, an d'Salariatskummer huet dat jo och gefrot, déi Interdiktioun vu Licenciementer zumindest bis zum Enn vum Joer ze erweideren, au vu dovunner, datt eventuell d'Situatioun sech nach ännert, an och au vu dovunner, datt mer dat heite Gesetz och a senger Ambitioun nach eng Kéier erweidere mussen.

Zumindest ass awer hei e klengen Effort gemaach ginn, fir deem Projet de loi un tant soit peu eng sozial Dimensioun ze ginn, contrairement zu deenen Hëllefsmesurë fir Betriber vun der Regierung, wou esou Bestëmmunge jo komplett feelen. An duerfir freeën ech mech elo schonn drop, dem Mëttelstandsminister, dem Här Delles, seng Explikatiounen ze kréien, well ech hu virdru ganz intensiv nogelauschtert, wou e ganz riede- a wuertgewannt expliziert huet, firwat et kee Sënn géif maachen, d'Leit viru Licenciementer ze schützen.

(Interruption)

An duerfir sinn ech och ëmsou méi gespaant ze héieren, firwat dann e Kleedergeschäft keng Leit entloossen däerf an e Restaurant schonns. Wat mer natierlech bedaueren!

Hei geet et awer ëm den Eenzelhandel. Hei däerfe keng Leit entlooss ginn, verbonne mat dëser Hëllef. An duerfir wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen.

Mir wäerten dëse Projet och matdroen. Ouni awer net et sinn ze loossen, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt och mir der Meenung sinn, datt et am September warscheinlech nach ëmmer eng Kris wäert ginn. Virun allem fir den Eenzelhandel wäert bis dohinner warscheinlech net alles erëm a Botter sinn. An deementspriechend, mir sinn, genausou wéi all d'Kolleegen hei, prett, fir hei nach eng Kéier nozebesseren, wann dat dann - erwaardungsgeméiss - néideg wäert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Rapporter villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport.

Jo, et ass esou, dass verschidde Similituden zum Projet de loi vu virdru sinn, trotzdeem awer méi grouss Ënnerscheeder si wéi déi zwee, déi virdru vum Här Baum opgestallt gi sinn. Ee ganz groussen heibäi ass zum Beispill d'Perte vum Chiffre d'affaires. Déi muss net hei dra sinn, déi muss iwwert d'Méint Mäerz bis Mee sinn, awer net méi iwwert déi Méint, déi kommen, wat zum Beispill nach ee vun deene ganz groussen Ënnerscheeder ass par rapport zum Text virdrun. Mee ech kommen awer duerno nach op dem Här Baum seng Fro an op seng Suergen, déi e sech iwwer meng Rhetorik mécht, ze schwätzen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Ech wëll op dëser Plaz awer och der Kommissioun villmools Merci soe fir déi konstruktiv a gutt Aarbecht, well och dëse Projet ass ganz schnell an der Kommissioun gutt an effektiv traitéiert ginn. Mir si ganz vill op verschidde Froen agaangen. Et sinn Adaptatioune gemaach ginn - net nëmmen déi vun den Independanten, mee och nach déi aner -, soudass ee gesäit, dass hei d'Chamber ganz séier a ganz gutt geschafft huet am Sënn vum Mëttelstand. An dofir op dëser Plaz nach eng Kéier der ganzer Kommissioun e grousse Merci.

Loosst mech fir unzefänken awer nach op dem Här Spautz seng Remarke soen, dass déi eng am August do sinn, déi aner am September do sinn, also jiddwereen am August an am September do ass. Ech schléisse mech natierlech deem un. Mee, Här Spautz, do, wou jiddweree kann do sinn, ass et net fir hei op der Tribün ze soen, mee an d'Geschäft ze goen an ze kafen an an de Restaurant iessen ze goen, e flotte Weekend ze verbréngen, net nëmme mam Bong vu 50 Euro, mee och nach mat anere Saachen.

Dat heescht, do gesi mer, wien do ass a wien net do ass. An ech hoffen, dass net nëmmen d'Deputéierten an d'Regierung do sinn, um Rendez-vous sinn, wann et drëm geet, de Mëttelstand ze stäerken, an dësem Fall de Commerce ze stäerken, mee dass jiddwereen do ass, fir de Mëttelstand ze stäerken. Dofir och d'Campagne „smile again". Ech hunn nach esou Buttons, Här Spautz, da kënnt Der Iech och nach esou een undinn, dann ass et nach e Gest méi, fir de Mëttelstand mat ze ënnerstëtzen. Souguer den Telefon ënnerstëtzt dat.

Dofir, …

(Brouhaha)

… wéi gesot, ech hunn d'Ënnerscheeder gesot, déi et waren; se sinn och ganz gutt vum Rapporter erkläert ginn. Op där enger Säit, dass et eng degressiv Aide ass, an hei d'Fro - an do gesäit ee jo och ganz gutt an den Avisen: Dat, wat déi eng an deem enge gutt fonnt hunn, fannen déi aner an deem anere schlecht. Dat, wat an deem enge schlecht war, ass an deem aneren Avis gutt. Do gesäit een also, dass hei mat enger gewëssener Wäermt geschafft ginn ass, fir ze kucken, dass mer d'Ënnerscheeder kënnen do huelen, wou se sinn.

Elo zu der Fro vum Här Baum, net d'Fro vun der Rhetorik, mee d'Fro: Wat sinn dann d'Ënnerscheeder? Mee et ass éischtens emol schonn, wéi laangfristeg d'Secteure gestéiert wäerte sinn. Ech hu virdru geschwat vum „first in last out". Dat heescht, déi eng Aide, déi ass iwwer sechs Méint, mat deenen 1.250 an 250 Euro. Hei ass et eng degressiv Aide, nëmmen iwwer eng Period vun dräi Méint.

Et ass awer net esou, wéi een hätt kënnen hei an Diskussioune verstoen, dass iwwert dësen Text de Chômage partiel verbueden ass! All Societéit kann de Chômage partiel ufroen, wa se wëllt, mee da ka se net déi Aide hei ufroen. Dat heescht, de Chômage partiel bleift wéi gehabt sinn, dass all Entreprisen, déi an deene Secteure sinn, déi eligibel si fir de Chômage partiel, och de Chômage partiel kënnen ufroen, mee da si se net eligibel fir déi degressiv Aide hei.

Dat, wat den Avantage ass vun där enger Aide, déi virdrun de Fonds de relance et de solidarité ass, dat ass, dass den Entrepreneur am Fong de Choix huet, wat e wëllt maachen. Wëllt en de Chômage partiel, méi/manner? Wëllt e jiddwereen zréckhuelen? Wat kann e maachen? Wëllt e sech ëmstrukturéieren? Wéi wëllt e seng Societéit maachen? Dat heescht, mir ginn hei der Entreprise de Choix, fir et kënnen ze maachen am Text virdrun.

Hei soe mer, et ass eng Aide, déi nëmmen dräi Méint ass. Dofir kann een hei och aner Krittäre mat eranhuelen. D'Aide ass degressiv. Dat heescht, wann een den éischte Mount nach déi 1.000 Euro huet fir de Juli, 750 Euro fir den August a 500 fir de September, schwätze mer also vun dräi Méint, wat eng ganz aner Period ass. De Montant ass e ganz aneren. Deen éischte Mount ass deen héchsten, dat sinn 1.000 Euro, par rapport zu 1.250 Euro pro Salarié pro Mount bei der Aide virdrun. Ganz grouss Entreprisë sinn hei net mat dran. Dat heescht, hei ass et just fir mikro, kleng a Mëttelentreprisë bis zu 250 Salariéen. Alles, wat driwwer ass, kann déi Aide hei net ufroen. Dat heescht, mir hu gewësse Krittären hei an där Aide, déi natierlech anescht si wéi am Fonds de relance et de solidarité. A bei dëser Aide ass och d'Argumentatioun eeben eng aner wéi bei där Aide virdrun.

D'Madamm Burton ass op de „LetzShop" agaangen. Jo, d'Plattform „LetzShop", déi de 14. September 2018 online gaangen ass, hat als Éischt emol e Volet vun der Digitaliséierung vun den Entreprisen. A mir schwätze ganz oft an der Kommissioun och iwwert dës Plattform, wéi se lancéiert ginn ass. An d'Madamm Closener ass hei, déi kennt den Dossier vum Lancement natierlech besser. Wéi de Lancement war, war et eng Iddi vun der Digitaliséierung.

De Projet variéiert, changéiert natierlech. Am Moment si mer amgaangen, vill méi op Bongen ze schaffen. An de President vum GIE ass jo och heibannen, den Här Biancalana. Et ass en

anere Projet, wéi en elo vläicht war. Mir sinn elo amgaangen, mat de Bongen ze schaffen zum Beispill, wat an dëser Period e ganz wichtege Volet ass. Mir sinn amgaangen, mat der Horesca ze diskutéieren, fir dass een och kann e Chèque cadeau maachen, net fir an engem Geschäft anzekafen, mee fir eng Nuitée zu Lëtzebuerg mat deenen Hoteller, déi do sinn.

Dat heescht, och do ginn et ëmmer erëm Variatiounen, wou et ëmmer erëm Adaptatioune ginn, fir kënnen anescht ze funktionéieren, fir och do déi Plattform méi userfrëndlech ze maachen. Well et muss ee ganz éierlech zouginn, wann ee se um Handy kuckt, ass se net userfrëndlech. Kann een eng App maachen? Kann ee keng App maachen? Wéi ass de Moteur de recherche? Well et ass ee Produit, an ech mengen, egal wat een am Moment sicht bei „LetzShop", fënnt een als Eischt emol dräi Säiten, wou e gewëssene Produit ass, bis een da vläicht dee Produit fënnt, deen ee sicht. Och do muss dru geschafft ginn. Mir sinn amgaangen, ze kucken, mir sinn op eng ganz nei Plattform gaangen, fir de „LetzShop" kënne funktionéieren ze loossen. D'Missioune muss ee sech och ukucken.

Soudass natierlech esou e Projet, dee lancéiert ginn ass, eng Nues kritt, déi au fur et à mesure ëmmer erëm muss adaptéiert ginn, wat ganz normal ass. Mee ech mengen nach ëmmer, dass et nach wie vor e wichtege Projet ass vun der Digitaliséierung, am Ufank beim Commerce, elo wéi gesot am Horeca-Secteur. Wat eng nei Nues kritt huet, sinn elo zum Beispill déi 50-Euro-Bongen, déi lafen alleguerten iwwer „LetzShop". Dat heescht, fir all déi Bongen, déi verséckt gi sinn, huet den Hotelier sech missen op der Plattform aschreiwen an den Hotelier kritt d'Suen iwwert de GIE rembourséiert.

Soudass een also och do gesäit, dass esou eng Plattform utile ass an der Digitaliséierung vum Commerce, op där anerer Säit awer elo an den Horeca-Secteur mat eriwwergeet an awer och e ganz groussen an e wichtege Partner ass bei anere Saachen.

Soudass een also gesäit, dass déi Plattform e wichtegen Outil ass. Jo, si huet ganz anescht funktionéiert. Ech hunn d'Zuelen. Do kommen ech eng Kéier an d'Kommissioun, fir déi ganz gären ze erklären. Mir hunn och scho Communiquéen driwwer gemaach. Et gesäit een natierlech, dass, wéi all aner Onlineplattform, et ganz wichteg war, wärend dëser Kris online present ze sinn. Et si verschidde Geschäfter, déi iwwert dës Zäit komm sinn, andeem se eebe grad op der Plattform „LetzShop" waren. Op där anerer Säit awer och natierlech d'Fro vun der Gratuitéit.

An dofir huet d'Regierung d'Decisioun geholl, alleguerten de Geschäfter d'Gratuitéit unzebidden, wa se op d'Plattform ginn, fir dass se sech do och wäerten e Schratt méi séier, wou se vläicht e Moment Zäit haten, wou se vläicht am Ufank vum Joer vun der Planung net dermat gerechent hätten, dass se déi Zäit vläicht esou kéinten notzen. Duerfir och d'Gratuitéit. An et gesäit een, dass do enorm vill Commercë bäikomm sinn. Elo geet et net drëm, déi bei der Staang ze halen. Et geet drëm, nei Gemengen nach an dëse Projet eranzekréien.

Op der leschter Assemblée générale ass och driwwer geschwat ginn, wéi d'Missiounen, wéi d'Hëllefen do kënne si vun de Gemengen. Ech mengen, dass net nëmmen d'Plattform „LetzShop", mee dee ganze GIE „Luxembourg for Shopping" nach eng ganz grouss Zukunft huet, net nëmmen am Kader vum Corona, mee op där anerer Säit och als wichtege Partner fir d'Digitaliséierung zu Lëtzebuerg.

Duerfir och déi nei Aide, de Fit 4 Digital Packages, déi agefouert ginn ass, wou also eng Entreprise en digitale Package dohinnerkritt, wou et net nëmmen drëm geet, dass een en Diagnostik gemaach kritt iwwer fënnef Deeg, wou e Consultant dohinnerkënnt an d'Entreprise. Déi kleng Entreprisë brauche kee Consultant, deen hinne fënnef Deeg iwwert d'Schëller kuckt. Si hunn déi Zäit net ëmmer. Duerfir de Fit 4 Digital Packages, deen uganks vum Joer lancéiert ginn ass, wou op där Säit och en neie Package gemaach ginn ass mam „LetzShop", wou een also direkt dohinnergeluecht kritt: Hei, dat do an dat do muss de maachen, fir op „LetzShop" kënne present ze sinn. Dat och an Zesummenaarbecht mat dëser Plattform.

Et gesäit een also, dass se ganz villfälteg ass an dass d'Digitaliséierung, wann ee géif heibannen d'Fro stellen, d'Digitaliséierung an den Entreprisen dat eent ass. Fir deen een ass et eng Dron, déi iwwer en Haus flitt, wou een da kann eng Analys maachen; fir deen aneren ass et einfach nëmmen e Computer schonn hunn, fir kënnen ze funktionéieren. Dofir soll een d'Entreprisë kënnen do ofhuelen, wou se sinn, an hinnen do Hëllefstellung ginn, wou se et brauchen. „LetzShop" ass do e ganz wichtege Partner!

Ech wëll awer fir ofzeschléisse villmools Merci soe fir déi flott Aarbecht an der Kommissioun, der Madamm Presidentin an awer och dem Rapporter d'nämmlecht wéi alle Memberen, well soss wäre mer net do, dass mer kéinten déi Aiden ausbezuelen. Et ass esou gesot ginn, dass, wéi de Projet deposéiert ginn ass, d'Situatioun eng aner war. Ech hunn Hoffnung, dass et dat ass, wat mer brauchen. Ech mengen, jiddwereen heibannen huet déi Hoffnung.

De Formulaire wäert den 1. August online goen. Firwat wäert de Formulaire den 1. August online goen? Ma well de Formulaire réckwierkend jo op de Juli sech bezitt an den Dekont vun deene verschiddene Saachen eréischt am Juli gemaach gëtt, soudass een dann ab dem 1. August kann de Formulaire ausfëllen, fir dës Aide unzefroen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Mëttelstandsminister Lex Delles. Den Här Baum Marc huet nach eng Fro.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Ech froe Parole après ministre, well ech hunn dem Här Delles alt erëm eng Kéier ganz intensiv a gären nogelauschtert a sengen Explikatiounen. Mee mäi simpelt Gehier huet awer nach net verstanen, firwat déi Mesure, déi hei geholl gëtt, nämlech d'Interdiktioun fir Leit ze entloossen, wat mir ausdrécklech ënnerstëtzen, bei engem Projet, wou d'Envergure manner grouss ass, souwuel finanziell, wat déi Betriber vun Hëllefe kréien, wéi awer och an der Zäit ass se manner grouss, also wou de Staat manner Sue gëtt, firwat do d'Interdiktioun vum Licenciement - déi gutt ass! - derbäi ass, a bei engem Projet, dee vill méi laang dauert a wou déi Aidë vum Staat och vill méi grouss sinn, firwat do d'Interdiction de licenciement - leider, an eisen Aen! - net derbäi ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un de Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Dir hutt et erkläert aus engem Point de vue, deen ass, wivill Aiden a wéi laang et dauert. Mir hunn et gekuckt vun dem Point de vue vun der Entreprise. Wann ech mech engagéieren, fir sechs Méint laang Aidë kënnen unzefroen, hunn ech eng ganz aner Obligatioun hannendrun.

Hei schwätze mer vun enger laangfristeger Aide, wou ech laangfristeg gestéiert sinn. Eng Societéit, déi am Evenementiel zum Beispill, wéi am Projet de loi 7609, dee mer virdru gestëmmt hunn, eng ganz aner Opstellung huet, dat ass vu … bis … eng aner Societéit wéi hei an deene Societéiten, wou et ëm de Commerce de proximité geet, esou wéi et och am Gesetz, dësem Gesetz hei erkläert ginn ass, wou mer éischtens also vum Point de vue vun der Entreprise eng aner Envergure vun Aiden hu wéi beim Projet de loi 7609.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7612. Den Text steet am Document parlementaire 7612[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7612 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou an ech maachen den Appel fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

De leschte Punkt vun haut ass de Projet de loi 7594 iwwert d'Investissementer an de Betriber wärend der Covid-19-Zäit. D'Riedezäit vun dësem Projet ass de Basismodell an den Här Claude Haagen ass als Rapporter scho prett, fir eis de Rapport ze maachen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Covid-19-Pandemie, an dat ass schonn hei des Éftere gesot ginn, ass eng Zensur fir eis Gesellschaft. Si wäert natierlech och mëttelfristeg nach ee gréisseren Impakt op eis Wirtschaft hunn, virun allem well d'Liquiditéite vun de Betriber staark an Usproch geholl gi sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Mat dësem Gesetzesprojet stëmme mir ee Regimm un Hëllefen, déi d'Betriber dozou solle kréien, trotz dem negative finanziellen Impakt duerch d'Pandemie wichteg Investissementer an der Zukunft ze maachen. Et ass also keng finanziell Hëllef fir d'Entreprisen, fir hir Baisse vum Chiffre d'affaires an domadder d'Perte vun de Recetten duerch de Covid-19 ze kompenséieren; Hëllefen, an dat ass schonn e puermol ugeklongen haut, déi mir hei am Haus scho gestëmmt hunn. Mee dëst Gesetz soll hëllefen, an dëse schwieregen Zäiten d'Investissementer vun den Entreprisen ze stimuléieren an heimadder och ze subventionéieren.

Fir an de Genoss vun dësen Hëllefen ze kommen, mussen d'Entreprisen e Réckgang vun op d'mannst 15 % vun hirem Chiffre d'affaires iwwert d'Méint Abrëll, Mee a Juni vun dësem Joer hunn, par rapport zu der Moyenne vun deem Joer vu virdrun. Et ass also an deem Sënn wichteg, dass net nëmmen d'ëffentlech Hand hire Rhythmus un Investissementer bäibehält, mee och de private Secteur.

Här President, Lëtzebuerg ass traditionell ee Land, wou déi ëffentlech Investissementer ganz héich sinn, mee wou d'Investissementer an d'Recherche an d'Entwécklung duerch de Privatsecteur relativ niddreg sinn. 2017 zum Beispill ass zu Lëtzebuerg vu privater Säit just 0,7 % vum PIB an d'Recherche investéiert ginn. D'EU-Moyenne an deem Joer louch däitlech driwwer bei 1,4 %.

De Regimm un Aiden, dee mat dësem Gesetzesprojet a Kraaft soll trieden, gesäit dräi verschidden Zorte vun Hëllefe vir:

Un éischter Stell eng Hëllef fir Investissementer an ee Projet de développement. Dëst ass notamment d'Extensioun vun enger besteeënder Infrastruktur oder en Investissement, deen eng Diversifikatioun vun der Produktioun méiglech mécht. Déi maximal Intensitéit vun där Hëllef, also d'Héicht, ass bei 30 % vun de Käschte fir kleng Betriber. Zousätzlech 20 Prozentpunkten Hëllef si méiglech, wann de Projet sech an d'Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft aschreift. D'Économie circulaire ass a bleift eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaftspolitik.

Un zweeter Stell eng Hëllef, déi d'Investissementer an ee Projet …, wou d'Entreprise ee Projet d'innovation de procédé et d'organisation ënnerstëtzt. Hei ginn nei oder ganz staark verbessert Produktiounsmethode finanziell ënnerstëtzt. Déi maximal Héicht läit hei bei 50 % vun de Käschte fir all Entreprise, onofhängeg vun hirer Gréisst.

Déi drëtt Zort vun Hëllef betrëfft d'Hëllefen an ee Projet vun energeetescher Effikassitéit oder den Depassement vun den Normen, also wann een doriwwer erausgeet. Och hei ass déi maximal Hëllef an Intensitéit vun der Hëllef bei 50 % vun de Käschte fir all Entreprise.

Mat dësen Hëllefe schafe mir zousätzlech Konditioune vun enger wirtschaftlecher Relance vun eiser nationaler Ekonomie. Virun allem setze mir alles drun, all Retarden ze evitéiere vun néidegen Investissementer an d'Zukunft. Mir sécheren domadder d'Kompetitivitéit vun eise verschiddene Wirtschaftssecteure fir muer of.

Et geet mat dësem Regimm vun Hëllefen also net drëms, ekonomesch Perten deelweis auszegläichen, wéi ech dat scho gesot hunn; dofir hate mir schonn eng Partie Direkthëllefen hei gestëmmt. Et ass also nëmmen eng logesch Konsequenz, dass Investissementer, déi Frais de fonctionnement betreffen, zum Beispill de Remplacement vun enger Maschinn duerch eng equivalent Maschinn, net vun dëser Hëllef ofgedeckt ginn. Et geet ganz kloer drëms, strateegesch Investissementer ze ënnerstëtzen, déi ouni dës Hëllef wéinst der Pandemie op déi laang Bänk gesat gi wieren.

An deem Kontext sief och nach eng Kéier ënnerstrach, dass dës Hëllefen hei grondsätzlech kompatibel si mat der Avance récupérable aus dem Gesetz vum 3. Abrëll vun dësem Joer. Och hei si scho verschidde Rapporteren op dat Gesetz agaangen, notamment am Projet de loi 7609, deen haut gestëmmt ginn ass.

Kolleeginnen, Kolleegen, de Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle zum Ausdrock bruecht. Iwwert de Wee vun Amendements gouvernementaux hunn och kënnen d'Mikroentreprisen a kleng Entreprisen am Champ d'application mat berücksichtegt ginn, déi virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwieregkeete gewiescht sinn. Dës Ouverture geet op eng Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 29. Juni zréck.

Insgesamt ass et also ee Gesetzestext, deen eis kompetitiv ofséchert, andeems mir eis Entreprisen dozou stimuléieren an incitéieren, fir weider mam technologesche Fortschrëtt standzehalen. Nëmmen esou suerge mir derfir, dass d'Konsequenze vun der Pandemie um ekonomesche Plang, an dat hoffe mer jo alleguerten, esou kuerz wéi méiglech bleiwen.

An der Wirtschaftskommissioun, fir dorobber ze kommen, ware selwer nach e puer Froen och gestallt ginn, notamment iwwert d'Autorisation d'établissement, déi am Artikel 1 verlaangt gëtt. Dozou kann ee soen, datt d'Entreprisen d'Autorisation d'établissement net bei der Demande, mee eréischt am Moment vum Octroi vun den Hëllefe mussen hunn. Da waren nach Froe gestallt ginn iwwert den Term, deen am Artikel 2 steet bei den Definitiounen iwwert d'Investissements alternatifs. Dësen Term kënnt aus dem Environnementsgesetz. An do kann ee Beispiller nennen am Domän zum Beispill vun der Pollutioun, vun den Decheten a vun der Économie circulaire.

Dat gesot, verweisen ech fir all weider Detailer, notamment wat d'Kummeren ubelaangt, op mäi schréftleche Rapport, a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Claude Haagen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Claude Haagen fir seng zwee ganz gutt Berichter, wou en eis am Detail erkläert huet, ëm wat et an deem wichtege Projet de loi geet.

Hei geet et drëm, fir Projeten an der Recherche an der Innovatioun ze ënnerstëtzen. Dat ass eng Iddi, déi mir och als CSV-Fraktioun honnertprozenteg ënnerstëtzen. Duerfir wäerte mer och dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Ech wollt awer nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, an dat ass net fir d'éischt, dat ass dee Punkt vun der Autorisation d'établissement. Ech hunn dat schonn e puermol hei op der Tribün gesot. Ech hunn et och schonn e puermol an deene verschiddene Kommissioune gesot. Mir haten och d'leschte Kéier eng Motioun abruecht, déi leider vun der Majoritéit ofgewise ginn ass. Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt dat net eng Fuerderung vun der CSV-Fraktioun ass, mee datt dat eng Fuerderung vun de Chambre-professionnellen och ass, déi ëmmer erëm och an hire jeeweilegen Avisen erëmkënnt. An ech muss lech einfach soen, datt ech déi Retizenz vun der Regierung net verstinn, fir einfach hei aus där Autorisation d'établissement eng Konditioun ze maachen!

Elo hu mer hei zwar eng kleng Kompromëssléisung an deem Sënn, datt een zumindest wann een d'Demande mécht keng Autorisatioun muss hunn, mee se dann awer muss am Laf vun der Prozedur afuerderen.

Nach eng Kéier, ech mengen, et ginn eng Rei, och wann et der net vill sinn, vun Entreprisen, ganz besonnesch an der Recherche an an der

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt et Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Innovatioun, déi net onbedéngt eng Autorisation d'établissement brauchen. Duerfir géif ech nach eng Kéier déi Fuerderung do formuléieren. An ech weess net, wann an der Zukunft elo nach dat eent oder dat anert Gesetz kënnt, an dat ass jo an dëser Situatioun net ausgeschloss, géif ech wierklech e waarmen Appell un d'Regierung maachen, fir déi Konditioun do vun där Autorisation d'établissement falen ze loossen.

Den zweete Punkt, dat ass deen, deen och ëmmer erëm erëmkënnt, dat ass, datt gefrot gëtt, datt sollen Akkonte verséiert ginn direkt wann d'Projeten ufänken. Och do kréie mer dann ëmmer eng Rei vun Erklärungen, firwat datt dat net méiglech ass, an et kéinten Akkonte gefrot ginn, wärenddeem de Projet leeft. Mir wëssen awer ganz gutt, datt mer et hei mat Entreprisen zum Deel ze dinn hunn, déi net ganz finanzkräfteg sinn a wou et gutt wär, wann déi direkt, ier se mam Projet géifen ufänken, och kéinten en Akkont kréien. Da kréie mer ëmmer erëm geäntwert, do géif et jo d'Méiglechkeet ginn, fir Kreditter unzefroen. Och dat ass alles net ëmmer esou einfach. Dofir och do nach eng Kéier en Appell, zumindest bei engem nächste Projet, fir sech déi doten zwou Konditiounen nach eng Kéier ze iwwerleeën.

Dann en allerleschte Punkt, deen elo net direkt eppes mat deem Text hei ze dinn huet, deen ech awer och nach eng Kéier wollt widderhuelen, och am Numm vun eiser Fraktioun. Ech mengen, et ass de Mëtte schonn e puermol ugeklongen, hei gi ganz vill gutt Mesurë geholl vun der Regierung, déi och an déi richteg Richtung ginn, déi mir och matënnerstëtzen. Nach ass trotz all deene Mesuren d'Situatioun vu ganz ville Betriber kriddeleg an déi riskéiert och nach an deenen nächste Wochen a Méint net besser ze ginn. An et sinn och net déi Kreditter, déi do kënnen ugefrot ginn, déi déi Entreprisen onbedéngt benéidegen. Do kënnt einfach elo fir eis eng fundamental Fro am Oktober, wann d'Moratoirë bei de Banken auslafen, an ech géif wierklech en Appell haut nach eng Kéier un d'Regierung maachen, fir sech elo schonn ze iwwerleeën, wéi mer do virufueren am Oktober, wéi gesot, wann déi Moratoiren op en Enn kommen.

Eise Wonsch wär op jidde Fall, datt déi Moratoirë sollen nach virugeféiert ginn, well mer soss eiser Meenung no eng ganz Rei vu Betriber wäerten an eng sécher Faillite dreiwen. An et sinn, wéi gesot, och net déi Kreditter iwwer Staatsgarantie, déi dëse Betriber wäerten entgéintkommen. Duerfir haut nach eng Kéier en Appell un de Wirtschaftsminister - leider ass de Finanzminister elo fort -, mee ech mengen, e kann de Message mathuelen: Elo iwwert d'Vakanz wär et wierklech gutt, sech do nach eng Kéier ganz seriö Gedanken ze maachen, och vun der Regierung, wéi se wëllen am Oktober do virufueren.

Dat gesot, ginn ech hei nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun a soen och Merci fir d'Äntwerten herno, déi ech wäert kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moment stellt een, wéi mer alleguer wëssen a wéi et och schonn de Mëtten e puermol gesot ginn ass, eng gewëssen Onsécherheet fest, en Zécken, jo, e feelend Vertrauen also, wann een un d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Wirtschaft denkt. Obwuel déi meescht Entreprisë sech iwwert d'Reprise vun hiren Aktivitéite freeën, zumindest deelweis Reprise, ass et nëmme verständlech, datt si sech mat gemëschte Gefiller op hir Zukunft wëlle preparéieren oder op déi kucken.

Vill Patronen a Salariéë sinn eeben net sécher, wou d'Rees wäert higoen. „Kënnt et zu engem zweete Lockdown?", déi Fro kritt ee jo méi dacks gestallt. Mir ginn net dovunner aus. Mir hoffen net. Mir wäerten alles maachen, fir datt et net zu deem kënnt, well dat géif jo bekanntlech eng Decroissance vum PIB vun iwwer 12 % bedeiten. „Kënnt et wierklech zu enger Reprise 2021 vun tëschent 5 % a 7 % Wuesstum, wéi de Statec virausseet, oder packe mer et just, am schlëmmste Fall, op 2 % bis 3 %? Wéi séier kommen d'Clienten zréck an eis Geschäfter? Wéini kënne mer nees ënner normale Konditioune liewen a schaffen? Komme mer déi nächst puer Méint iwwert déi finanziell Ronnen oder riskéiere ganz vill Betriber eng Faillite?" Dat sinn alles berechtegt Froen, déi sech de Mëtten hei gestallt goufen an déi eis Entreprisen an Independantë sech natierlech och de Moment stellen.

Jo, ettlech Firmen a Salariéen hunn Angscht. An dat ass an der momentaner Situatioun méi wéi verständlech. D'Coronapandemie wäert hir Follgen hannerloossen, eis Ekonomie kënnt net ouni Schued dovunner. Et kann een allerdéngs versichen, fir dëse Schued ze miniméieren, also a Grenzen ze halen. An d'Regierung huet an deem Sënn schonn eng ganz Rei Initiativen ergraff a verlängert. De Mëtte waren där der jo schonn erëm um Programm.

Déi privat Investitioune spillen eng entscheedend Roll, fir d'Qualitéit an d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser nationaler Wirtschaft ze sécheren. Eng Firma, déi net genuch an hire Fonctionnement, hir Organisatioun an hir Weiderentwécklung investéiert, gëtt lues awer sécher vun der Konkurrenz iwwerrannt. Mir mussen an dëser Kris also fir all eenzel Aarbechtsplaz kämpfen, och fir all eenzelne Betrib. Dofir ass et esou wichteg, datt d'Regierung d'Entreprisen dozou unhält, dozou motivéiert, fir Investitioune wéi geplangt an an deem Mooss, wéi et méiglech ass, duerchzezéien.

Als Spriecher vu menger Fraktioun kann ech d'Hëllefsmoossnamen, déi an dësem Projet de loi virgesi sinn, nëmme guttheeschen. Dëse Régime d'aide déngt jo net just als Plooschter, fir de finanzielle Schued vun der Pandemie ze verréngeren, dës Mesuren erfëlle wierklech e laangfristegen Zweck, andeems se eis Firmen dobäi ënnerstëtzen, sech de groussen ekonomesche Veränneerungen, jo, dem sougenannte strukturelle Wandel unzepassen, deen eis no der sanitärer Kris erwaart.

Besonnesch houfreg sinn ech op den ekologesche Volet vun dësem Gesetz. Déi nei Hëllefsmesurë férderen net just den Ëmweltschutz an de Gebrauch vun nohalteger Energie, mee och den Ausbau vun der Lëtzebuerger Kreeslafwirtschaft. D'Regierung hält sech also hei un de Koalitiounsaccord, andeems si bewosst op de laangfristegen an nohaltege Wirtschaftsmodell setzt.

Am Numm vun der DP heeschen ech dofir d'Ustrengunge vum Wirtschaftsministère gutt. An eisem Walprogramm vun 2018 hu mir eis ëmmer kloer fir e qualitative Wuesstem ausgeschwat.

Déi nei Hëllefsmoossnamen, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, entsprieche kloer de Prioritéite vun der Demokratescher Partei, déi schonn ëmmer der Iwwerzeegung war, datt gesond a sozial responsabel Betriber jidderengem déngen: de schaffende Leit, de verantwortlechen Investisseuren an dem Staat, dee fir eis suergt an aspréngt, wann am Krisefall Nout um Mann oder un der Fra ass. Oder anescht gesot: Et baut ee kee soziale Wuelstand op ee wirtschaftleche Kierfecht.

Dat betount, ginn ech natierlech den Accord fir dësen Text a soen dem Rapporter Merci fir seng wäertvoll Aarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Claude Haagen fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport. Mir hate gutt Diskussiounen an der Kommissioun. Ech begréissen dëse Projet natierlech ausdrécklech aus grénger Siicht.

Wann ee sech momentan bei den Entreprisen ëmhéiert, da kënnt eng Saach ëmmer erëm, an zwar eng grouss Onsécherheet - et ass scho gesot ginn -, wéi sech d'Situatioun an den nächste Wochen a Méint wäert entwéckelen. Mir haten déi Projeten och elo grad virdrun, wat am Fong Krisemanagement ass a fir ze kucken, dass d'Betriber et packen.

Et ass villen Entreprisen de Moment wierklech onméiglech virauszegesinn, wéi och den Ëmsaz sech wäert entwéckelen. Mir gesinn et jo selwer un eis déi lescht Zäit, wann d'Zuelen erëm eropginn, da sëtzt de Portmonni erëm e wéineg méi fest an de Konsum, dee geet net weider. Also d'Onsécherheet iwwert d'Zukunft féiert dozou, dass d'Betriber, wa mir net konsuméieren, wann d'Wirtschaft net leeft, dann och Tendenz hunn, manner ze investéieren. An dat ass dann dee faméisen Däiwelskrees, deen da lassgeet, wou mer d'Relance net ukréien.

Dobäi brauche mer grad elo nieft de staatlechen Investitiounen och privat Investissementer, fir Aarbechtsplazen ze schafen, also neier ze schafen, an domat d'Ekonomie iwwert déi nächst Méint ze relancéieren. Virun allem awer sinn dës Investitioune kruzial, wann d'Betriber sech méi digital, klimafrëndlech a ressourcëschounend opstelle wëllen.

(Interruption)

Mat dësem Projet de loi verbanne mer béid Usprëch: Den dréngend noutwendegen nohaltegen Ëmbau vun der Wirtschaft an déi ekonomesch Relance no der Kris - genausou wéi mir Gréng et scho wärend dem Konfinement gefuerdert haten.

Mir freeën eis hei virun allem iwwert déi ambitiéis Hëllefe fir d'Investitiounen an der Energieeffizienz an am Ëmweltschutz. Derbäi kënnt, dass ee fir déi éischt Kategorie vun Hëllefen 20 % méi ka kréien, wann d'Investitiounen och nach an d'Kreeslafwirtschaft ginn. Mäi Virriedner huet dat och elo grad betount. Dat ass fir eis de richtege Wee, well mer d'Betriber, déi a méi Nohaltegkeet investéieren, belounen. Et geet also hei drëm, Courage ze maache fir ze investéieren, en Incentive ze ginn, e Signal nämlech, dass mir d'Betriber an dëser schwiereger Situatioun net eleng loossen, mee si aktiv derbäi ënnerstëtzen, an eng méi nohalteg an digital Post-Covid-Ekonomie ze investéieren.

Dëst Gesetz ass e wichtege Baustee vun der grénger Relance, déi europäesch souwuel wéi déi national, déi mam „Neistart"-Pak scho lancéiert gouf an dee mir iwwert déi nächst Wochen a Méint solle konsequent weiderféieren.

Ech kucken de Minister. D'Regierung soll sech doweinst och op EU-Niveau derfir asetzen, dass d'EU-Reegelen zu de Staatshëllefen esou ugepasst sinn, dass dësen ambitiéisen Hëllefsregimm och nach d'nächst Joer ka weidergefouert ginn. Well wie weess, wéi laang mer un de Follge vun dëser Kris droen a bis mer eis Wirtschaft ëmgepoolt hunn.

Ech kommen och nach op d'Avisen zu dësem Projet. Do gouf deelweis kritiséiert, dass déi gesamt Enveloppe budgétaire fir dës Hëllefe vun 30 Milliounen ze niddreg sinn oder niddreg sinn. Ech deelen dës Aschätzung. Mir sollen net zécken, wéi bei esou villen anere Gesetzer, dës Enveloppe, bei Bedarf, no uewen hin unzepassen.

Zum Schluss wëll ech da just nach soen, dass et wichteg ass, esou wéi d'Chambre des Métiers et an hirem Avis schonn ugemierkt huet, déi Informatiounscampagne bei den Entreprisen ze lancéieren, fir si iwwert d'Méiglechkeet vun dësen Hëllefen opzeklären. Ech huelen un, dass d'Handwierkerkummer schonn hiren Deel mécht, mee eng gutt Ënnerstëtzung ass néideg. Well et ass wichteg, dass dës Mesure bei alle concernéierten Entreprisen ukënnt, ob méi grouss oder manner grouss, an domat och e Succès gëtt!

Ech ginn natierlech mat grousser Begeeschterung den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann ee sech dee sougenannte Relancepak „Neistart Lëtzebuerg" méi genee ukuckt, da mierkt een, datt e virun allem aus Ënnerstëtzungs- an Hëllefsmoossname besteet. Souwéi déi zwee Gesetzer, déi mer elo grad hei gestëmmt hunn, geet et virun allem drëms, d'Betriber virum Ofstuerz ze retten an d'Schied bei bestëmmte Secteuren ze miniméieren. Et ass also eng Fortschreiwung vun deenen Noutmesuren, déi am Confinement decidéiert goufen an déi zum Zil hunn, d'Stabiliséierung vun der Wirtschaft weiderzedreiwen. Et ass eng Stabiliséierung!

Richteg Relancemesuren, an dat heescht Mesuren, déi d'Konjunktur stimuléieren an d'Maschinn erëm un d'Rulle bréngen, där ginn et der am Neistart Lëtzebuerg ganz wéineg. Et gëtt déi gréng Primm fir Elektrovëloen a fir energeetesch Sanéierung, déi een eventuell dorënner kéint zielen. Et gëtt den Tourismusbong vu 50 Euro. Wat eigentlech awer just e klenge Gimmick ass. Mee bon, ëmmerhin. An et gëtt deen heite Projet de loi, dee soll nei an am léifsten ökologesch wäertvoll Investissementer an d'Wirtschaft stimuléieren. An dee Budget hei, am Géigesaz zu deene Budgete vun 200 respektiv 50 Milliioune virdrun, wat Stabiliséierungsbudgete waren, dee Budget hei huet grad emol 30 Milliounen Euro.

A mer mengen, datt dee Budget och riskéiert vläicht just e bescheidene Succès ze hunn. Well wéi eng Firma investéiert schonn um Virowend vun enger massiver Weltwirtschaftskris an eng energeetesch Sanéierung?

Wat ech domadder soe wëll, ass, datt d'Regierung aktuell ganz wéineg fir d'Relance mécht a virun allem op d'Relanceprogrammer vun eisen Nopeschlänner vertraut, datt déi d'Demande stäipe sollen.

Ech hoffe wierklech, datt dee Schoss net no hanne lassgeet, wa mer emol am Hierscht feststellen, datt d'Zuelen net unzéien. Well da riskéiere mer an eng Situatioun ze kommen, wou sech déi sozial Schiflag hei am Land nach eng Kéier zolidd wäert verschäerfen.

Mir hunn haut, laut Statec, 16 % vun de Leit, déi am Konfinement Revenu verluer hunn. Dat sinn, mat héijer Warscheinlechkeet, déi selwecht Leit, déi scho virdrun un der Aarmutsgrenz loungen, an och déi, déi um private Marché a prekäre Beschäftegungsverhältnisser stinn, wou se dann zousätzlech och nach vill méi vun der Konjunktur - genau där Konjunktur - ofhängeg sinn. Dës Leit sinn amgaangen, an dat kréie mer aus dem soziale Secteur erkläert, hir spärlech Reserven ze mobiliséieren, fir aktuell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wann et also am Hierscht net zu enger Reprise kënnt - an dovunner muss een, leider, net ausgoen -, wäerten dës Leit relativ schnell existenziell Problemer kréien. An aner Leit, déi vläicht an normalen Zäiten eenegermoossen zolidd dostoungen, wäerten ufänken, oder riskéieren zumindest, ënnert d'Rieder ze kommen.

Mir hätten eis duerfir gewënscht, datt d'Regierung elo scho preventiv déi sozial méi schwaach Schichte geziilt stäerkt, amplaz ausschliisslech just an d'Entreprisen ze investéieren. Och dat ass nämlech Wirtschaftspolitik.

D'Allocation de vie chère gouf gehéicht. An, jo, d'Loyerspräisser goufen agefruer. Mee mer mussen eis bewosst sinn, datt dat net duergoe wäert. D'Allocatioun erreecht relativ wéineg Leit an d'Loyerspräisser waren och scho virum Gel vun hinnen immens héich a kaum nach ze bezuelen.

Mer kënnen duerfir just un d'Regierung appelléieren, net eréischt dann ze reagéieren, wann d'Kand schonn am Pëtz läit. Mer brauchen elo scho wierksam Mesuren, fir d'Kafkraaft vun deene Leit, a besonnesch fir d'Kafkraaft vun deene Leit, déi net déi allerhéchste Revenuen hunn, vun deene sozial schwaache Bevëlkerungsschichten ze stäerken, an domadder gläichzäiteg eng ekonomesch Mesure huelen, nämlech d'Demande ze stäerken an d'Demande unzekuerbelen.

Här President, mir hunn och schonn eng Gréisstenuerdnung, eng Iddi vun enger Gréisstenuerdnung vun esou engem Programm, wivill Suen eng Regierung da kéint an esou e Pro-

gramm investéieren. An eis schwieft déi Zomm vu 600 Milliounen Euro vir als Direktprogramm.

600 Milliounen, dat ass nämlech genee dee Montant, deen d'Majoritéit mar wëllt hei stëmmen, fir en onnëtze Militärfliger ze kafen. A wann den Här Bauler virdru gesot huet, zum Schluss vu senger Interventioun, ech zitéieren en: „Et baut ee kee soziale Wuelstand op engem wirtschaftleche Kierfecht", esou géif ech de Saz ëmdréien: Et baut ee kee wirtschaftleche Wuelstand op engem soziale Kierfecht!

Här President, wat dëse Projet de loi ubelaangt, stëmme mer e mat, mee mer mengen, datt e bei wäitem net duergeet a mer fäerten, datt en net deen Erfolleg wäert hunn, deen d'Regierung sech wënscht.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, leschten ageschriwwene Riedner heescht ëmmer, datt ganz vill scho gesot gouf. Ech hat, ...

M. André Bauler *(DP).*- Et kann ee sech prägnant faassen!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech muss mech entschëllegen, datt ech virdru vergiess hat dem Rapporter vum Projet virdru Merci ze soen. Guy Arendt, ech huelen dat heimadder no.

Och bei dësem Projet e grousse Merci un de Rapporter Claude Haagen, deen dat och exzellent resuméiert huet. An eppes, wat e gesot huet, ass, mengen ech, fir kloer ze maachen, wéi deen heite Projet sech och vun deene vu virdrun ënnerscheet.

Nämlech hu mer virdru vun Ersatzrevenue geschwat, respektiv vun Aide au capital, an hei schwätze mer elo vun Investitiounshëllefen, vu Suen, déi e Betrib sollen incitéieren, wann alles gutt geet, datt en da sech motivéiert gesäit, Sue selwer an de Grapp ze huelen, e puer Sue vum Staat derbäizeleeën an domadder ze investéieren.

Essentiellement kléngt dat als éischt emol wéi eng gutt Iddi. Et kléngt ewéi eng antizyklesch Politik, wou een d'Betriber dozou féiert, datt se eebe grad elo Demande generéieren, grad elo investéieren, fir esou eng Demande ze hunn, wou aner Betriber da kënne liwweren. Dat kléngt gutt.

Wann een dann awer d'Montante kuckt, déi ee mindestens muss investéieren, a wann ee sech dann e bëssen am Secteur ëmhéiert, grad bei de Mikroentreprisen, an et muss een 20.000 Euro mindestens investéieren, fir kënne vun den Investitiounszouschëss vun der Regierung ze profitéieren, da gëtt et ganz séier schwiereg.

Firwat soen ech, et gëtt ganz séier schwiereg? Dat ass engersäits, well et en ale Mantra gëtt, dee Betriber sech ëmmer widderhuelen a Krisenzäiten, an deen ass: „Cash is King".

A Krisenzäiten ass eng kleng Reserv an der Tresorerie ëmsou méi wichteg, well se eebe grad d'Fluktuatioune vun der Demande vu sengen eegene Clienten offiedere kann. Wann een eebe grad elo soll incitéiert ginn ze investéieren, da kann dat nëmme goe wann een, nieft den Investitiounshëllefen, och d'Finanzen dofir huet. Dat heescht engersäits entweeder méi wéi genuch Reserve scho virun der Kris opgebaut hätt oder awer grad elo an der Kris nei Finanzéierungsquelle kann opmaachen.

Risikokapitalgeeber falen am Moment éischter ewech, well och déi zwar Risikokapitalgeeber heeschen, awer e bësse Risiko ofschätzen ëmmer a kuerz virun enger droender Finanzkris ass och dee gréisste Risikokapitalgeeber net onbedéngt prett, fir nach méi Risiko anzegoen.

Dat heescht, mir falen zréck op déi normal Banken. Mir falen zréck op normal Banken, déi, an dat hu mer jo bei anere Projete schonn ugeschwat, elo solle mat d'Relance finanzéieren.

D'Banken hunn zum Deel hiert schonns gemaach. A wa mer elo hei nach eng Kéier drop bauen, datt d'Banken u sech dat ersetzen, wat de Staat dann erwaart, fir datt een iwwerhaapt Sue kritt, da kéint dat eng Rechnung sinn, déi net opgeet.

Dat kéint eng Rechnung sinn, an dat seet och d'Chambre des Métiers, déi net opgeet, well déi ganz kleng Betriber dat Kapital net hunn an och net kréien. An zweetens et en Text ass, deen awer nach eng gewëssen Onsécherheet fir kleng Betriber huet. D'Prozedur ass awer nach eng Kéier méi komplex wéi déi Prozedur vun deene Projete virdrun. An do stellt sech dann d'Fro: Wat maache mer, fir datt déi kleng Betriber - ech schwätzen net vun de mëttelstännesche Betriber, mee wierklech vun de ganz klengen, vun de Mikroentreprisen -; wat maache mer, fir datt dat heite fir déi en interessant Instrument gëtt?

Well wann ee seet, datt ee sozial Mesurë muss schafen, da geet et grad drëm, datt déi ganz kleng Betriber, déi déi eng bis fënnef Aarbechtsplaze schafen, net ënnerginn.

Wat de Betrib méi grouss ass, wat et méi einfach ass e bësse Reserven ze schafen, well et méi einfach ass och d'Komplexitéiten a Gesetzer ze navigéieren. Wat ee méi kleng ass, wat et méi schwéierfält. Wat ee méi kleng ass, wat ee méi ..., prozentual méi Zäit domadder verbréngt, fir dat Gesetz hei probéieren ze verstoen an déi Suen dann unzefroen.

An deementspriechend wollt ech hei just drun erënneren, datt mer dës Bedenke ganz eescht mussen huelen. Mir mussen derfir suergen - an dat ass en Appell un de Minister -, datt et einfach gëtt, déi Demanden hei ze maachen, an datt et, ech hunn et virdru gesot, net zu enger ze grousser Komplexitéit kënnt.

An de Minister Delles huet virdrun ugekënnegt, datt et bei him digital wäert goen an datt ee keng weider Preuvë muss ufroen. Ech hoffen, datt all déi Dokumenter a Preuven, déi hei am Gesetz virgesi sinn, datt déi zu engem groussen Deel kënnen automatiséiert ugefrot ginn, andeem ee ganz einfach Checkboxen uklickt an net andeem ee muss Preuven a Kopien a Copie-conformen op de Ministère schécken.

Dofir meng ganz konkreet Fro un de Minister: Wäerten hei fäerdeg Formulairen, mat eeben deenen Datenoffroe proposéiert ginn, soudatt dat Ganzt digital an engem Abwasch ka gemaach ginn?

Wat de Fong vum Projet ugeet, gouf alles gesot. Et ass néideg, datt mer antizyklesch Politik maachen, an dofir ginn och d'Piraten den Accord zu dësem Projet.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, ech géif gäre virop dem Claude Haagen e grousse Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport, ganz komplette Rapport. Ech géif Iech och alleguerte gäre Merci soe fir dee gudden Debat, de Leit, de Membere vun der Ekonomieskommissioun Merci soe fir déi gutt Diskussiounen an der Kommissioun.

Et ass vun enger Rei Virriedner gesot ginn: Wéinst der Coronakris an dem Äbroch vun dem Chiffre d'affaires denken elo ganz vill Betriber doriwwer no, fir hir geplangten Investitiounen entweeder guer net ze maachen oder no hannen ze verleeën. A mat dëser neier finanzieller Hëllef probéiere mer, eebe just dat ze vermeiden. Mir probéieren an dësen Zäiten, d'Betriber ze incitéiere fir weider ze investéieren. An net nëmme fir ze investéieren, fir erëm dat opzebauen, wat virdrun do war, mee fir an eng aner Richtung och erëm opzebauen, an eng méi nohalteg, eng méi digital an eng méi intelligent Richtung. An dofir passt dës nei Hëllef wéi keng aner an de Programm „Neistart Lëtzebuerg" vun der Regierung.

D'Betriber, déi 15 % vun hirem Ëmsaz an der Kris verluer hunn, solle mat dëser Hëllef hir Investitiounen trotzdeem zäitno realiséiere kënnen a vläicht souguer Investissementer maachen, fir déi se nach gezéckt haten. Mir kofinanzéieren, grad elo, massiv Investissementer vu Betriber an d'Digitalisatioun, an den Ëm- an den Ausbau vu Produktiounslinnen an nei Déngschtleeschtungen oder a méi Energieeffizienz. An eng méi ëmweltfrëndlech Ekonomie.

Wann den Invest dann och nach konform ass zum Prinzip vun der Kreeslafwirtschaft, da kann de Betrib nach eng Kéier bis zu 20 % finanziell Hëllef zousätzlech derbäikréien.

Wann dës Kris eppes gewisen huet, dann ass et, dass d'Manéier wéi mer liewen an ons Liewensqualitéit fragill sinn an et keng Garantie gëtt, dass alles esou bleift wéi et ass. Dat huet Corona eis ganz kloer virun Ae gefouert!

D'Économie circulaire - dat ass d'Iwwerzeegung am Wirtschaftsministère - ka substanziell zur Léisung vu Problemer wéi dem Klimawandel oder dem Manktum u Rohstoffer bäidroen. D'Coronakris huet also eisen Engagement, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen, net méi schwaach gemaach, mee, au contraire, nach renforcéiert.

An eisen Aen huet d'Kreeslafwirtschaft en eenormt Potenzial fir nei wirtschaftlech Weeër opzemaachen. An dofir si mir och hei Virreider an ënnerstëtzen déi circulaire Approche ganz ausdrécklech mat deem Bonus vun 20 %. Ech géif dat wierklech gären hei betounen. An ech mengen, dat ass nach net gesot ginn, dat ass awer e wichtege Punkt: Lëtzebuerg ass dat éischt Land an Europa, wat esou eng Mesure huet. Mir si Pionéier hei. Keen anert Land an der EU huet iwwerhaapt, an dann och nach esou eng generéis Subventioun fir Investitiounsprojeten am Beräich vun der Économie circulaire.

Dëse Projet mécht eis Wirtschaft also méi resilient. Och géint zukünfteg Krise wéi dëser. Mir bauen net erëm einfach op wéi virdrun. Nee. Mir baue méi intelligent, méi nohalteg erëm op.

Fir dës nei Investitiounshëllefen de Betriber méi no ze bréngen, an dat ass gewënscht gi vu verschiddene Riedner, dass dat soll gemaach ginn, an dass dat soll einfach sinn, mee fir de Betriber dat iwwerhaapt emol ze erklären, a fir sécherzestellen, dass mer och eng ganz Rei Demandë kréien, organiséiere mer elo am Wirtschaftsministère Webinaren. Iwwert déi nächst Wochen, a bis an de September eran, sinn dräi esou Onlinekonferenzen op Franséisch, op Englesch an op Lëtzebuergesch geplangt, fir eeben ze explizéieren, wéi dat hei soll fonctionéieren.

Do kréien d'Betriber dann dës Mesure am Detail erklärt a si kënnen och hir Froen dozou stellen. Dës Webinare ginn organiséiert zesumme mat de Partner vun der Fedil, der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce a Luxinnovation.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Initiativ stelle mer sécher, dass eise Message och bei de Betriber ukënnt an dass si dës Opportunitéit ergräifen, fir nohalteg ze investéieren. An et ass wichteg Iech elo schonn ze soen, dass mer eng ganz Rei Demanden hu vu Betriber, déi erakomm sinn, déi sech interesséiere fir dës Hëllef, dass also wierklech e reegen Interessi besteet fir dësen neie Régime d'aide, souwuel vu klengen, mee och vu méi grousse Betriber, déi wëlle vun dëser Hëllef hei profitéieren.

Ech géif dann, Här President, nach gäre kuerz och op déi verschidde Froen a Kriticken a Suergen agoen, déi verschidden Deputéierten hei formuléiert hunn.

Ech géif gär ufänke mam Laurent Mosar sengen zwee Punkten. Deen éischten, dee betrëfft déi Autorisation d'établissement, wou kritiséiert gëtt, dass dat iwwerhaapt néideg ass, fir kënnen an de Genoss vun dësen Aiden ze kommen. Ech géif dem Laurent Mosar gäre soen: Éischtens, wat hie selwer jo schonn erkannt huet, dass de Betrib net ..., dat heescht d'Demande kann eraginn, wann en nach keng Autorisation d'établissement huet an déi dann eréischt muss hunn, wann, gegeebenefalls, déi Hëllef dann accordéiert gëtt. Mee eis Experienz ass, baséierend op anere Régime-d'aiden, déi änlech sinn, an änleche Beräicher agräifen, dat ass, dass u sech mer hei an engem Beräich sinn, wou dee Problem sech ni gestallt huet. Et sinn ëmmer Betriber mat Handelsermächtegungen, et sinn oft Betriber, déi an der Industrie, awer och am Mëttelstand ënnerwee sinn. An eis Experienz ass, dass dee Problem vun der feelender, vun enger Autorisation d'établissement sech hei an dësem Beräich ni an der Praxis gestallt huet.

Deen zweete Punkt, dat ass dee vun den Akkonten. Dir wësst, dass d'Gesetz et erlaabt … Also éischtens, mengen ech, muss ee soen, dass de Betrib muss 50 % op d'mannst matfinanzéieren. Dat heescht, dat hei ass en Instrument, wat wierklech just do ass fir Betriber, déi selwer eng gewësse Liquiditéit hunn, fir kënnen en Investissement ze maachen. Et muss een also schonn e bëssen op zolitte Féiss stoen, fir dat hei kënnen iwwerhaapt ze maachen. An dann, mengen ech, ass och nach ze soen, dass ee sech och schonn am Laf vum Projet kann Akkonte froen, wéi Der dat jo och selwer gesot hutt, ier de Projet zu Enn bruecht gouf; wéi dat och an aneren Hëllefsinstrumenter vum Wirtschaftsministère de Fall ass.

De Charles Margue an e puer aner Deputéierten hunn d'Enveloppe kritiséiert. Si soen: 30 Milliounen Euro, dat ass ze mann. Dat ass net ambitiéis genuch. Ech géif Iech gäre soen, dass dat elo emol déi éischt Enveloppe ass, déi mer op Bréissel notifiéiert hunn. Dir wësst, dass mer hei am europäesche Framework si vun de Staatshëllefe Covid-19. Näischt hënnert awer drun, dass wann déi Mesure hei Succès huet an dass mer gesinn, dass mer zousätzlech Mëttel brauchen, dass mer dann nach eng Kéier zréckgi mat enger zousätzlecher Enveloppe. Dat hei ass och, mengen ech, am Budget eng „ligne crédit non limitatif", wou mer also kënnen nostocken, wann dat muss gemaach ginn.

De Sven Clement huet nach d'Fro soulevéiert vun de Mikroentreprisen. Ech mengen, do muss ee soen, dass effektiv deen heite Projet net derfir do ass, fir am Fong déi ganz kleng Investissementer ze favoriséieren. Do gëtt et eng Rei aner Instrumenter an eiser Panoplie vun Hëllefsregimmen.

Dat hei ass ee Stéck vum Puzzle, dee wierklech drop ausgeriicht ass, fir Investissementer an eng ganz bestëmmte Richtung vun Nohaltegkeet, vun Digitaliséierung, vu Kreeslafwirtschaft ze favoriséieren. An et ass e Fait, dass een do éischter bei enger Clientèle ass vu Betriber, déi méi Mëttel hunn, déi e bësse méi grouss sinn. Dat heescht, d'Mikroentreprisë sinn hei elo net déi Éischt, déi a Fro kommen, fir dëse Régime d'aide. Mee do gëtt et, wéi gesot, aner Regimmer, wéi de Régime de minimis oder de Régime d'aides PME oder Fuerschung an Innovatioun, wou och kënne Mikroentreprisen drop zréckgräifen.

Mee hei war, wéi gesot, an duerfir ass och dee Minimum vun 20.000 Euro, deen effektiv zimmlech héich ass. Hei geet et net drëm, just de Betriber Remplacementer ze erlaben, well et ass gewosst, dass kleng Beträg haaptsächlech do si fir Saachen ze ersetzen, déi net méi zäitgemëiss sinn an engem Betrib. Hei geet et wierklech drëm fir e Plus ze bréngen. Sief dat am Beräich vun der Nohaltegkeet, am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft oder eeben och an der Digitaliséierung.

Zum leschte Punkt vun de Formulairen: Ech ginn dovunner aus, dass déi heite Formulairen, fir déi Demanden hei ze maachen, ganz vill deene gläichen, déi mer elo schonn hunn am Wirtschaftsministère. Ech kann Iech net soen, ech weess dat effektiv net, ob déi elo kënne sous forme digitale gemaach ginn. Et ass wouer, dass een do muss an dësem Beräich eng gewëssen Zuel vun Informatioune matliweren, fir de Projet ze appreciéieren. Dat heescht, ganz esou einfach, wéi elo einfach e puer Casen ze cochéieren, gëtt dat hei sécher net. Mee mir probéieren dat op alle Fall esou userfriendly wéi méiglech ze maachen.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir den Debat. Ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Wirtschaftsminister Franz Fayot. Den Här Laurent Mosar huet nach eng Fro.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här Minister, fir déi vill Äntwerten. Dir hutt mer allerdéngs op eng Fro net geäntwert. Dat ass déi, wéi d'Regierung gedenkt virunzefuere mat de Moratoiren.

Dir wësst elo, déi lafen am Oktober aus. An déi Fro stellt sech natierlech fir ganz vill Betriber, ob se à la limite dann op de Wee vun de Staatsgarantiekreditter ginn. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt een d'Betriber zurzäit doriwwer informéiert. Dat heescht, net elo waarde bis just eng Woch virdrun.

An duerfir wollt ech nach eng Kéier hei meng Fro stellen: Gëtt et do schonn eng Positioun vun der Regierung? Ass och eventuell do scho mat der ABBL geschwat ginn?

Ech weess, dat geet net eleng an Är Kompetenz. Dat geet och an d'Kompetenz vum Finanzminister. Mee et wär trotzdeem awer wichteg, wann Der eis do eng Indicatioun kéint ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Mir haten déi Diskussioun jo schonn e puermol hei an der Chamber. Déi Moratoiren, an den Här Mosar weess dat, ware jo eng Initiativ vun der Bankenindustrie hei op der Plaz, déi am Fong aus hirer eegener Initiativ d'accord waren, fir déi Moratoirë vu sechs Méint do ze ginn.

Dir wësst och, dass de Stabiliséierungspak wéi och den „Neistart"-Pak eng ganz Rei Mesuren hunn, déi complementaire sinn, wou et Direkthëllefe gëtt, wou et Délai-de-paiemente gëtt, wou et awer och verschidden Avancë gëtt, déi kënne sollicitéiert gi vun de Betriber, wéi déi Avances remboursables, déi ee kann ufroen zu ganz attraktive Konditiounen.

D'Moratoirë sinn eng vun deene Mesuren. Ech mengen, et muss een effektiv elo kucken am Hierscht, wéi déi Kris sech weiderentwéckelt. Et ass och gewosst, dass eng ganz Rei Betriber nach Ligne-de-créditen hunn. Mir wëssen dat, well mer d'Chiffere vun de Banke kennen, dass et eng ganz Rei Ligne-de-crédite gëtt, déi nach net epouiséiert goufen a wou d'Betriber nach kënnen drop zréckgräifen.

Ech mengen, déi Moratoiren, dat war ee wichtege Gest fir de Betriber erëm eng Kéier och ze

hëllefen, Liquiditéite fräizemaachen an enger éischter Phas vun der Kris. Mee elo an där zweeter Phas vun der Kris - an nach eng Kéier, dat hei ass eng länger Kris, déi dauert warscheinlech nach eng Partie Méint - mussen dann, gegeebenefalls, eng Rei aner Instrumenter agräifen a sollicitéiert gi vun de Betriber, fir hei eeben derduerchzekommen, duerch dës Kris.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7594. Den Text steet am Document parlementaire 7594[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7594 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Den Här Di Bartolomeo huet nach net gestëmmt?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et hat net direkt geklappt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen de Vote électronique zou. Wie wëllt ...

(Interruption)

... e Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Chantal Gary), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

9. Ordre du jour

Erlaabt mer, d'Chamber nach ze froen, ob se d'accord ass, datt mer de Projet de loi 7543 iwwert d'Reform vun der Police, deen als drëtte Punkt vum Ordre du jour mar virgesi war, als leschte Punkt diskutéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.29 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 56, 57 et 58

56e séance

Ouverture de la séance publique p. 827
Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 827
7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :
1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 827-838
7528 - Projet de loi portant modification de :
1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 838-839
7574 - Projet de loi du XX portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 839-840
7309 - Projet de loi portant modification
1° du Code du travail ;
2° du Code de la sécurité sociale ;
3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe p. 840-842

57e séance

Ouverture de la séance publique p. 843
Discours de M. le Président p. 843
Communications p. 843
Ordre du jour p. 843
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées p. 843-844
7531 - Projet de loi portant
1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;
2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles p. 844-850
7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19 p. 850-857
7576 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;
2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale p. 857-859

58e séance

Ouverture de la séance publique p. 859
7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018) p. 859-865
7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018 p. 865
7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012 p. 865-866
7625 - Projet de loi portant modification de
1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;
2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;
en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19 p. 866-867
7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique p. 867-870
7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin p. 870-872
7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 p. 872-875

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 23** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2217	Nancy Arendt épouse Kemp	Réouverture des infrastructures de sport
2317	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Frais et recettes liés à l'initiative « Space Resources »
2322	Sven Clement	Protection des données dans le cadre du télétravail
2336	Stéphanie Empain, Marc Hansen	Centres de tests de dépistage de la Covid-19
2342	Marc Goergen	Chasse à l'affût
2345	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Memorandum of Understanding et accords similaires conclus par le Gouvernement
2348	Martine Hansen	Recrutement pour l'enseignement scolaire international
2352	Marc Spautz	Apprentissages
2353	Sven Clement	Accès Internet dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins
2365	Yves Cruchten	Situation du racisme au Luxembourg
2372	Marc Spautz	Dédommagement pour les personnes vulnérables dans le cas de non-présentation à un vol
2374	Djuna Bernard	Effets du confinement et reprise dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes
2377	Max Hahn, Gusty Graas	Protection des faons
2378	Marc Baum, David Wagner	Élimination de déchets infectieux médicaux
2384	Fernand Kartheiser	Distribution du courrier postal
2385	Serge Wilmes	Vols Luxair à destination de Stockholm
2391	Marc Goergen	Vols court-courriers
2392	Diane Adehm	Virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte chèque postal
2393	Viviane Reding	Alliance européenne pour le vaccin contre la Covid-19
2394	Sven Clement	Tests de dépistage de la Covid-19
2395	Martine Hansen, Marco Schank	Fermeture de points d'observations
2396	Martine Hansen, Marco Schank	Activités de plein air sur les campings
2397	André Bauler	Ouverture du nouveau Lycée technique agricole
2405	Diane Adehm, Léon Gloden, Gilles Roth	Bilan du Service national du médiateur de la consommation (SNMC) pour 2019
2406	Marc Baum	Protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns »
2427	Djuna Bernard, Marc Hansen	Langage facile sur le portail informationnel guichet.lu
		Session ordinaire 2020-2021
3489 urgente	Jeff Engelen	Transport vers les centres de vaccination
3490 urgente	Jeff Engelen	Vaccin contre la Covid-19
3500 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Médicament à base d'anticorps monoclonaux
3503 urgente	Martine Hansen, Viviane Reding	Nouvelles conditions d'utilisation d'une messagerie instantanée chiffrée
3508 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Test de dépistage rapide
3520 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Système d'alternance hebdomadaire dans l'enseignement
3527 urgente	Jeff Engelen	Mesures sanitaires des prestataires de soins à domicile
3529 urgente	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Vaccin contre la Covid-19

Question 2217 (14.05.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **réouverture des infrastructures de sport :**

An der Schwäiz, an Éisträich, an der Tschechescher Republik respektiv a verschiddenen däitsche Bundeslänner si Fitnessstudioen elo erëm op, respektiv ginn an den nächste Wochen erëm op. Zu Lëtzebuerg bleiwen dës Ariichtungen, wéi och d'Schwämmen (baussen a bannen) laut Aussoe vum Premierminister, bis op Weideres nach zou.

Well zousätzlech zum wirtschaftleche Verloscht fir Mataarbechter a Besëtzer vun dësen Ariichtungen, d'Aktivitéiten a Fitnessstudioen an an de Schwämmen eng wichteg Roll fir d'Gesondheet an d'Preventioun vun de Bierger spillen, wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister, den Här Sportminister, d'Inneministesch an de Mëttelstandsminister stellen:

- Préift d'Regierung aktuell eng Reouverture vu Schwämmen a Fitnessstudioen?

- Wéi gesäit dëst Konzept genau aus?

- Wéini gëtt mat enger Reouverture gerechent?

- Ënner wéi enge Bedéngungen a Sécherheetsvirkéierunge kéinte Schwämmen a Fitnessstudioen zu Lëtzebuerg erëm fir de Public opgemaach ginn?

- An der Kommissiounssëtzung vum 23. Abrëll huet den Här Sportminister ënnerstrach dat d'FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) e Konzept erschafft huet fir eng Exitstrategie, an dësen och dem Minister ënnerbreet huet.

- Kann de Minister eis méi detailléiert Informatiounen zu dësem Konzept ginn?

- Ass am Kader vun dësem Konzept och un d'Nowuessschwëmmer aus de Clibb an de Kadere geduecht ginn?

- Kann de Minister bestätegen, datt d'Schwëmmer aus dem Sportlycée aktuell nach net an d'Coque dierfen trainéiere goen?

- Laut eisen Informatiounen, ginn et aktuell keng aner Richtlinnen, Konzepter oder Strategien, déi tëschent Héichleeschtungssportler an Nowuessathleeten differenzéieren. Firwat däerfen Nowuessathleeten net an der Coque trainéieren? Wéi eng Problematik gëtt et an dësem Kontext?

- Gëtt do u Léisunge geschafft, fir datt och d'Nowuesssathleeten hirem Training an der Coque kënnen nogoen?

- Wéi ginn d'Gemengen ënnerstëtzt, fir Konzepter an hiren eegene Sportinfrastrukturen ze realiséieren, fir datt eis Sportler schnellstméiglech an hiren eenegermoossen „normale" Rhythmus erëm erafannen, och wann dat e reduzéierte Programm géif bedeiten?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Op d'Froe vum 14. Mee 2020 vun den honorabelen Deputéierten zu der Reouverture vun de Schwämmen an de Fitnessstudioen, ass ze soen, datt dës schonn zanter dem 29. Mee 2020 erëm konnten opgoen, wann de jeeweilege Proprietär dëst da maache wollt.

D'Bestëmmungen dozou ergi sech duerch dat ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz 2020 respektiv duerch d'Recommandatioune vum Gesondheetsministère.

D'Gemenge sinn an der detailléierter Circulaire N° 3853[1] vum 27. Mee 2020 doriwwer informéiert ginn, wou och als Inspiratiounsquell an Hëllefsstellung, den adaptéierte Fonctionnement vun der Schwämm an der Coque fir déi éischt Phas vun der Reouverture ugehaange war[2]. D'Schwämm an der Coque ass zanter dem 2. Juni 2020, ënnert de bekannte Sécherheetsmesuren, och fir de grand Public erëm op.

D'Konzept vun der Lëtzebuerger Schwammfederatioun ass vun hinnen un hir Veräiner verschéckt ginn.

Nodeems d'Schwëmmer vum Sportlycée vun de Sportsproffe beim Athleetiktraining betreit gi sinn, trainéiere si zanter enger Zäit erëm an der Schwämm um Geesseknäppchen .

D'Schwëmmer aus de verschiddene Kadere vun der Schwammfederatioun, ewéi och déi vun der Triathlonfederatioun, kënnen an Tëschenzäit och op déi üblech Sportinfrastrukturen, souwuel an der Coque, wéi och gegeebenefalls an de jeeweilege Gemengen zréckgräifen, zousätzlech dozou hu si och zum Deel Kontakt mat de Responsabele vun de Schwämmen an de Lycéeën opgeholl, esoudatt och de Veräinssport erëm ugelaf ass.

Question 2317 (03.06.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **frais et recettes liés à l'initiative « Space Resources » :**

An engem Artikel „Vers un far west juridique ?" vum Här Adrien Denèle an der Zeitung „Ciel&Espace hors-série" (avril/juin 2020) mam Titel „Les astéroïdes" steet dës Behaaptung iwwer Lëtzebuerg:

« (...) le véritable filon a sans doute été trouvé par les pays qui offrent le tapis rouge aux sociétés minières. Ainsi, selon Julie Pradel, "entre les assurances et les autres frais bureaucratiques, les agences administratives du Luxembourg facturent jusqu'à 500.000 € leurs démarches" ».

Doweinst wéilte mir dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng administrativ Fraisen, respektiv Recetten, si mat der Initiativ „Space Resources" fir eist Land verbonnen? Ass déi zitéiert Ausso an dem Artikel korrekt? Wann nee, wëllt d'Regierung dës Ausso corrigéieren?

2. Wéi grouss ass Joer fir Joer, an zënter dem Lancement vun där Initiativ, hire globalen, budgetären Impakt fir Lëtzebuerg?

Réponse (07.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Initiativ spaceresources.lu gouf 2016 lancéiert an huet Lëtzebuerg als europäeschen Zentrum fir d'Exploratioun an d'Notze vu Ressourcen am Weltraum positionéiert. Doriwwer eraus huet d'Initiativ och e weesentleche Rôle gespillt, fir aus dem Grand-Duché an de leschte Joren e wichtegen Acteur, fir allgemeng kommerziell Aktivitéiten am Weltraum ze maachen. Vill Betriber hu sech zanter 2016 zu Lëtzebuerg gegrënnt an Aarbechtsplaze geschaaft, zum Beispill an de Beräicher Telekommunikatioun an Äerdobservatioun, déi net méi direkt vu spaceresources.lu ofhänken, mee wou déi Entreprisë wéinst der Initiativ op Lëtzebuerg opmierksam gi sinn. Dofir ass et och net méiglech, fir de geneeë budgetären Impakt vu spaceresources.lu ze chiffréieren.

Am „Plan d'action national - Sciences et technologies spatiales" fir d'Joren 2020 bis 2024 ass den Impakt vu verschiddenen Aktiounen, a besonnesch vun den ESA-Programmen, op d'Entwécklung vun der nationaler Weltraumindustrie analyséiert ginn, apaart, wat den Emploi an d'Zuel vun de Betriber ugeet. Dat Dokument kann een op der Internetsäit vun der Luxembourg Space Agency eroflueden.

De Presseartikel, deen d'Deputéierten an hirer Fro zitéieren, kéint eng Referenz op den Artikel 13 vum Gesetz vum 20. Juli 2017 (loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace) sinn :

« Art. 13.

Pour chaque demande d'agrément, une redevance est fixée par les ministres pour couvrir les frais administratifs occasionnés par le traitement de la demande. Cette redevance varie

[1] https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2020/janvier-juin/3853.pdf

[2] https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2020/janvier-juin/3853-Annexe4.pdf

entre 5.000 et 500.000 euros suivant la complexité de la demande et le volume du travail.

Un règlement grand-ducal détermine la procédure applicable à la perception de la redevance. »

An dësem Gesetzesartikel gëtt eng Redevance festgeluecht, déi den Demandeur vun engem Agrement muss bezuelen. Déi kann, wéi gesetzlech festgeluecht, tëschent 5.000 a 500.000 Euro leien, jee no der Komplexitéit vun engem Dossier.

Question 2322 (03.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre du télétravail :**

Säit dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie hunn eng Rëtsch Betriber an Employéeën hir Gewunnechte missten änneren. Den Teletravail ass eng Norm ginn. Konsequenterweis ginn doduerch méi Reuniounen a Konferenzen iwwer Video gehalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Brauch een en Accord, fir Auszich (Biller, Téin, Ausschnëtter, ...) kënnen ze späicheren?

Falls jo, wéi gëtt dat reguléiert?

2. Goufen d'Patronen an d'Employéeën ëm hir Rechter a Flichten ëm den Dateschutz informéiert?

3. Ass d'Kommunizéiere per Videokonferenz am Kader vun der Aarbecht dateschutzkonform? Gouf d'CNPD domadder beopdraagt, een Avis zu der Dateschutzkonformitéit vum Teletravail auszeschaffen? Falls nee, wäert d'Regierung dëst maachen?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Regierung huet d'Fro vum honorablen Deputéierte Sven Clement weidergereecht un d'CNPD, déi aleng zoustänneg ass, fir sech iwwert d'Konformitéit zu den Dateschutzreegele kënnen auszedrécken, an déi Follgendes geäntwert huet:

ad 1. Biller an Toun vun de Stëmme vun de Mataarbechter oder aneren identifizéierbaren Drëttpersounen, déi wärend de Videokonferenzen am Kader vun hire professionellen Aktivitéiten opgeholl ginn, gëllen als Veraarbechtunge vu perséinlechen Daten. De Patron ass an deem Kader verflicht, déi gesetzlech Bestëmmungen aus dem RGPD (Règlement général sur la protection des données) an dem Gesetz vum 1. August 2018 (loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données) ze respektéieren.

A Bezuch op d'Konditioun vun der Rechtméissegkeet a well d'Problematik, déi an der Fro opgeworf gëtt, mam „droit à l'image" verbonnen ass, ass d'Zoustëmmung (consentement) déi gëeegentst legal Basis fir déi genannte Veraarbechtung (Artikel 6 [1] [a] vum RGPD). Fir gülteg ze sinn, muss d'Zoustëmmung « une manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement » (Artikel 4 [11] vum RGPD) sinn.

D'Zoustëmmung ass awer net ëmmer adequat fir d'Veraarbechtung vun de perséinlechen Date vun de Mataarbechter, wéinst dem „lien de subordination" tëscht dem Patron an de Mataarbechter. Dëse „lien de subordination" ass am Prinzip net kompatibel mat der Konditioun, dass d'Zoustëmmung muss fräi sinn. D'Zoustëmmung ass nëmme gülteg, wann déi betreffend Persoun d'Méiglechkeet hat, fir e richtege Choix ze treffen an net virun e Fait accompli gestallt gouf, wat net ëmmer de Fall ass an der Relatioun tëschent engem Patron a senge Mataarbechter.

Doriwwer eraus ginn et duerch d'Opnam vun Toun a Biller Problemer op zwee Niveauen:

- wann d'Diffusioun an Echtzäit vun Toun a Bild net vum Videokonferenzsystem opgeholl gëtt, mee ee Participant en anere Participant, ouni deem säi Wëssen, selwer mat engem aneren Outil filmt an opzeechent (zum Beispill mat Tablet, Smartphone oder Kamera)

An dësem éischten Zenario, wéinst dem Risiko vum Mataarbechter wéi och vun all anerer identifizéierbarer Persoun wärend der Videokonferenz, kann d'Zoustëmmung als legal Basis als adequat ugesi ginn, wa garantéiert ass, dass d'Zoustëmmung fräi ass. Zum Beispill misst de Patron de Mataarbechter an all aner Participant de fräie Choix loossen, d'Kamera ze aktivéieren oder net. D'Zoustëmmung wier da valabel, fir d'visuell Presenz vun de Persounen ze confirméieren. Déi Zoustëmmung géif awer net eng eventuell Veréffentlechung vum Video ofdecken. Hei géif et sech ëm eng zousätzlech Veraarbechtung handelen, fir déi eng nei spezifesch Zoustëmmung néideg wier.

- wann d'Diffusioun vun Toun a Bild systematesch vum Videokonferenzsystem opgeholl gëtt

Bei der systematescher Opnam vum Bild a vum Toun muss ee sech d'Fro vun der Proportionalitéit vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Date stellen. An der Majoritéit vun den Zenarien huet esou eng Opnam keen determinéierte professionellen Interêt an d'Prinzippie vun der Minimiséierung a „privacy by design" schéngen net respektéiert kënnen ze ginn.

Déi perséinlech Donnéeën, déi vum Fournisseur vum Videokonferenzsystem souwéi vum Patron gesammelt goufen, kéinten zousätzlech fir en Zweck benotzt ginn, fir deen déi betraffe Persoune keng Zoustëmmung ginn hunn (Rediffusioun, Disziplinarsanktiounen etc.). De Risiko vun där zousätzlecher Veraarbechtung mécht et also schwéier, esou ee Videoiwwerwaachungssystem am Aklang mam RGPD ze benotzen. Wann d'Mataarbechter net d'Wiel hunn, opgeholl ze ginn, kann d'Zoustëmmung net als déi legal Basis fir d'Veraarbechtung benotzt ginn, ausser wa garantéiert ass, dass d'Zoustëmmung fräi ass.

D'Veraarbechtung vum Bild muss och mam „Recht op säin eegent Bild" (droit à l'image) analyséiert ginn (cf. Leitlinne vun der Dateschutzkommissioun „lignes directrices de la Commission nationale relatives au droit à l'image").[3] D'Recht op säin eegent Bild (d'Gesiicht, an dësem Fall) ass zu Lëtzebuerg geschützt, souwuel vun der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter, a sengem Artikel 8, wéi och vun Texter vun der interner Gesetzgeebung, wéi dat amendéiert Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medien (loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias), a sengem Artikel 14, souwéi d'Gesetz vum 11. August 1982 (loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée) betreffend de Schutz vum private Liewen, a sengen Artikelen 1 an 2 (2).

An engem professionelle Kontext muss de Mataarbechter am Prinzip mat der Publikatioun vu sengem Bild averstane sinn. D'Zoustëmmung ass am Prinzip noutwendeg, fir d'Bild vun enger identifizéierbarer Persoun ze veréffentlechen. D'Jurisprudenz iwwert dësen Theema seet iwwregens, dass eng Persoun, déi hir Zoustëmmung, fir d'Fotoen ze huelen, gëtt, se net onbedéngt och fir d'Publikatioun oder d'Diffusioun gëtt. Et ass dofir néideg, eng duebel Zoustëmmung ze froen:

- Zoustëmmung zu der Prise de vue, onofhängeg vun all méiglech Opnam vu Biller

L'article 2 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée sanctionne l'« atteinte à l'intimité de la vie privée », dont le fait de fixer l'image d'une personne « sans le consentement de celle-ci » dans un « lieu non accessible au public » (c'est-à-dire un lieu strictement privé). Cet article précise néanmoins que, lorsque la prise de vue est accomplie « au vu et au su » des participants d'une réunion, « le consentement de ceux-ci est présumé ». An dësem Fall kann een dovun ausgoen, wann d'Persoun sech der Prise de vue bewosst ass, dann ass d'Zoustëmmung implizitt. Dës Zoustëmmung ka vum Patron presuméiert ginn. D'Zoustëmmung muss och „fräi" sinn, soudatt d'Persoun e Choix huet, ob d'Kamera aktivéiert gëtt oder net.

- Zoustëmmung zu der Publikatioun vun engem Bild (z. B. Onlinepublikatioun vun engem Webinar)

Eng getrennten Zoustëmmung zu der Prise de vue ass néideg, fir e Bild vun enger identifizéierbarer Persoun ze veréffentlechen. D'Jurisprudenz huet d'onerlaabt Reproduktioun a Verdeelung vu Biller a Filmer ëmmer erëm sanktionéiert.[4]

D'Ophuele vun enger Videokonferenz fir d'Veréffentlechung op enger Websäit ass als Publikatioun vun engem Bild ze bezeechnen an et brauch een am Prinzip d'Zoustëmmung vun all identifizéierbarer Persoun.

Dës Zoustëmmung muss op eng gewëssen a spezifesch Manéier ausgedréckt ginn. Ausser bei e puer Ausnamen (zum Beispill: ëffentlech Persounen, Fräiheet vun der Press...), gëllt am Prinzip, dass d'Feele vun enger Äntwert op eng Ufro fir d'Zoustëmmung gläichwäerteg ass mat engem Refus vun der Zoustëmmung.

Fir all „juristesch Onsécherheet" ze vermeiden, empfielt d'Dateschutzkommissioun, souwäit wéi méiglech an ofhängeg vum Kontext (Schoul, Associatioun, Professionell, asw.), an engem schréftlechen Dokument d'Zoustëmmung festzehalen. Dat Dokument sollt et och méiglech maachen, fir getrennten Zoustëmmungen ze ginn (Optiounen) fir verschidden Zorte vu Publikatiounen, gekoppelt mat enger Informatioun iwwert d'jeeweileg Dauer an den Zweck vun der Publikatioun.

Schlussendlech erënnert d'CNPD drun, datt d'Zoustëmmung vun de Mataarbechter oder aneren identifizéierbare Persounen, déi wärend de Videokonferenzen opgeholl ginn, zu all Moment kann zeréckgezu ginn, an esou einfach, wéi si se ginn hunn.

ad 2. D'Dateschutzkommissioun huet am August 2018 „lignes directrices relatives au droit à l'image"[5] publizéiert.

ad 3. D'Benotzung vu Videokonferenzsystemer stellt am Prinzip keng Schwieregkeeten aus Dateschutzsiicht duer, soulaang d'Veraarbechtung vu perséinlechen Daten de Prinzippie vum RGPD entsprécht, nämlech de Prinzippie vun der Transparenz, der Minimiséierung, der Rechtméissegkeet, dem „privacy by design" an der Rechenschaftsflicht, fir der nëmmen e puer ze nennen.

De Patron, verantwortlech fir d'Veraarbechtung, muss dofir déi betraffe Mataarbechter virun der Veraarbechtung informéieren, am Aklang mat der Transparenzflicht am Artikel 12 vum RGPD, dat heescht « d'une façon concise, transparente, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples ».

Am Kontext vu professionelle Relatioune sinn déi Dateschutzbestëmmungen am Prinzip am Aarbechtskontrakt virgesinn, a méi allgemeng an der „politique de confidentialité", déi derzou bäigefüügt ass.

De Patron soll och Videokonferenzsystemer privilegiéieren déi d'Privatsphär schützen. D'CNPD recommandéiert am Allgemengen, opmierksam ze sinn, wéi eng Applikatiounen ee benotzt, an ëmmer d'Konditioune fir d'Benotzung ze liesen an net Applikatiounen ze benotzen, déi keng Vertraulechkeet vu Kommunikatioun garantéieren oder déi d'Date fir aner Zwecker benotzen. D'Fournisseure vu Videokonferenzsystemer mussen d'Benotzer komplett iwwert d'Benotzung vun hiren Daten informéieren. Et muss méiglech sinn ze wëssen, wéi eng Informatioune gespäichert a weider benotzt ginn, a fir wat fir eng Zwecker.

D'Fro betreffend d'Dateschutzkonformitéit am Kader vun der Aarbecht wäert Bestanddeel vun den Diskussioune sinn, déi d'Regierung mat de Sozialpartner nach an dësem Joer zum Theema Teletravail wäert féieren.

Question 2336 (05.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **centres de tests de dépistage de la Covid-19 :**

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le dépistage de patients est essentiel afin de minimiser la propagation du virus. Ainsi, à partir de mi-mai, des tests à grande échelle sont menés afin de détecter les patients asymptomatiques. 17 centres de tests de dépistage du Covid-19 sont désormais opérationnels. Or, si l'on examine la carte avec ces centres de tests, on doit constater qu'il y a une accumulation de centres au sud et au centre du pays. Au nord, il n'y a que deux centres (Hosingen et Schieren) tandis qu'il n'y a aucun centre situé dans l'ouest du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements et clarifications suivants à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels étaient les critères qui ont défini la répartition géographique des différents centres de tests ?

2) Vu que les résultats du dépistage à grande échelle ne sont que significatifs si un grand nombre de personnes y participe, les centres de tests n'auraient-ils pas dû être répartis de façon à ce que les résidents du nord et de l'ouest du pays puissent profiter d'une bonne accessibilité géographique telle qu'elle est assurée dans les autres régions du pays ?

3) Est-il prévu que les personnes qui se sont fait tester seront classifiées par région et par tranche d'âge, sachant que les personnes âgées comptent parmi la population la plus vulnérable ?

Réponse commune (06.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Les emplacements des stations de test ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :

- possibilité d'installer une station de test dans un emplacement ne perturbant pas le trafic normal (c'est-à-dire route barrée, Park & Ride, parking) ;

- accès facile, c'est-à-dire à proximité d'une autoroute ou d'une route nationale ;

- emplacement très fréquenté par les résidents luxembourgeois ainsi que par les travailleurs transfrontaliers, permettant aux participants de se faire tester facilement sur le chemin du travail/de la maison ;

- densité de population.

ad 2) Un mois après le début des tests à grande échelle, fin juin 2020, une analyse de l'occupation en fonction de la capacité de tous les sites de tests a été réalisée. Sur la base de cette analyse, il a été décidé de fermer les deux stations les moins fréquentées, Steinfort-Windhof et Findel. En revanche, en raison de la très forte fréquentation de la station de test de Colmar-Schieren, il a été décidé d'ouvrir une station supplémentaire dans le nord, près de Diekirch (Tandel-Bleesbréck). Celle-ci est opérationnelle depuis le 1er juillet.

ad 3) Afin de mieux comprendre l'évolution de la pandémie, il est prévu d'analyser en détail les résultats des tests à grande échelle ainsi que les tests de diagnostic de routine pour le Sars-CoV-2. Parmi les paramètres qui seront évalués, la distribution de l'âge et la situation géographique des participants seront incluses. Cela aidera à identifier les clusters d'infections régionaux et à déterminer si certains groupes d'âge sont plus susceptibles de contracter et de potentiellement propager le nouveau coronavirus.

Question 2342 (05.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **chasse à l'affût :**

D'Gesetz vum 25. Mee 2011 reegelt an de grousse Linnen d'Aspekter vun der Juegd. Beim Duerchliese vum Text fält op, dass am Gesetz wéineg Dispositiounen zu der Juegd vun engem Héichsëtz aus existéieren. Ausser dem Artikel 10, wou vun der „chasse à l'affût" rieds ass, fënnt een am Gesetz näischt zu de Bestëmmunge vun den Héichsëtzer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Héichsëtzer ginn et insgesamt am Land?

2. Wéi eng Autorisatioun muss ee Jeeër ufroen, fir esou een Héichsëtz kënnen opzeriichten? Kann een Héichsëtz egal wou opgebaut ginn?

3. Ginn et technesch Bestëmmungen, wéi een Héichsëtz muss opgebaut sinn?

4. Wéi mussen d'Héichsëtzer verséchert sinn an op wien trëfft d'Responsabilitéit, wann aner Leit duerch den Héichsëtz zu Schued kommen?

Réponse (07.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et gëtt ronn 3.000 Héichsëtzer zu Lëtzebuerg.

ad 2. En Héichsëtz ass eng Konstruktioun, déi laut dem Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 muss ugefrot a geneemegt ka ginn. Fir dierfen een Héichsëtz ze bauen, muss e Piechter vun engem Juegdlous eng Demande un de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) schécken. Soubal de Bierger d'Geneemegung kritt, duerf e säin Héichsëtz opriichten, am Respekt vun de Konditiounen, déi an der Geneemegung stinn.

Wou en Héichsëtz soll hikommen, entscheet de Juegdpiechter. Dëse muss awer an der Demande genau uginn, wou den Héichsëtz soll hikommen. Den Accord vum Proprietär vun der Parzell muss de Juegdpiechter natierlech och hunn, fir

[3] https://cnpd.public.lu/content/dam/cnpd/fr/dossiers-thematiques/droit-image/CNPD-Lignes-directrices-droit-a-l-image-protection-donnees-personnelles.pdf

[4] Voir Trib. Arr. Lux., 17 mars 2011, n° 1014/2011 et Trib. Arr. Lux., 5 avril 2011, n° 123 8/2011.

[5] Ibid

dierfen en Héichsëtz drop ze bauen. Dëst gëtt awer net vum MECDD kontrolléiert.

ad 3. Nee. An de rezente Geneemegunge steet awer dran, dass d'Héichsëtzer maximal 1,25 m x 1,25 m dierfe grouss sinn, an dass se aus net traitéiertem Holz musse gebaut ginn.

ad 4. De Juegdpiechter ass Proprietär vu senge juegdlechen Ariichtungen. Wéi all Proprietär kann dësen och haftbar gemaach ginn, wann aner Leit duerch säin Héichsëtz zu Schued kommen. D'Reegele vum Code civil sinn hei applikabel.

Question 2345 (08.06.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **Memorandum of Understanding et accords similaires conclus par le Gouvernement :**

Nous constatons que le Gouvernement n'a à ce jour pas fourni de réponse satisfaisante à la question parlementaire n° 0681, de sorte que nous nous empressons à la resoumettre au Gouvernement tout en insistant à obtenir des réponses adéquates :

« Le Gouvernement informe régulièrement qu'il a signé des Memorandum of Understanding (MoU) voire des accords similaires avec un pays, voire avec des entreprises privées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à l'ensemble des membres du Gouvernement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste des MoU et accords similaires en vigueur auxquels le Luxembourg est partie avec la précision

• des signataires de ces accords,

• de la matière/des matières couvertes par lesdits accords,

• des engagements financiers et autres pris par le Gouvernement aux termes de ces accords,

• de la date de signature et d'expiration (respectivement des conditions d'expiration) desdites conventions ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous indiquer (i) les MoU et autres accords qu'ils entendent soumettre pour approbation à la Chambre des Députés et (ii) évoquer les raisons amenant les membres du Gouvernement à ne pas saisir la Chambre des Députés des MoU et accords autres que ceux visés sub (i) ? »

Réponse commune (06.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative,* de **M. Dan Kersch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Grande Région,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative,* de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Aménagement du Territoire, Ministre de l'Énergie,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé, Ministre déléguée à la Sécurité sociale,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure :*

La question parlementaire sous rubrique reprend les termes exacts de la question parlementaire n° 0681 qui a été adressée au Gouvernement en date du 8 mai 2019.

Le Gouvernement fait dès lors référence à sa réponse du 27 mai 2019 à ladite question parlementaire.

Question 2348 (08.06.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **recrutement pour l'enseignement scolaire international:**

Eisen Informatiounen no ginn d'Posten am Enseignement an den internationale Klassen international ausgeschriwwen, allerdéngs net um Site vum nationalen Educatiounsministère (men.lu).

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Educatiounsminister stellen:

- Kann de Minister eis dëst bestätegen?

- Firwat ginn dës Posten net och national iwwert de Site vum Educatiounsministère annoncéiert?

- Gëtt virun enger internationaler Ausschreiwung gekuckt, ob fonctionnariséiert Enseignanten interesséiert sinn, fir sech op esou ee Posten ze mellen?

- Wa jo, wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Fall fir si? Si Mutatiounen an deem Sënn méiglech?

- Wann nee, firwat net?

- Wéi eng allgemeng Ausschreiwungsprozedure sinn hei virgesinn?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et ass richteg, datt bis elo déi vakant Poste fir déi international Schoulofferen net um Site vum Educatiounsministère, mee op de Sitte vun deene concernéierte Schoule selwer ausgeschriwwe goufen. Et handelt sech dobäi ëm eng Praxis, déi ee soll änneren, an ech wäert d'Suggestioun vun der honorabeler Deputéierten an deem Sënn gären ophuelen.

Sou wéi et an de Gesetzer vun den internationale Klasse virgesinn ass, kënne selbstverständlech och fonctionnariséiert Enseignanten an deene Klassen enseignéieren; den Ënnerscheed gëtt net bei der Nationalitéit oder dem Statut, mee bei der Qualifikatioun vun den interesséierten Enseignantë gemaach. Besonnesch d'Sproochekompetenze spillen hei eng wichteg Roll. Ee fonctionnariséierte Professer kann duerch eng Mutatioun op e Posten an den internationale Klasse kommen.

Question 2352 (08.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **apprentissages :**

Suite à la crise sanitaire déclenchée par le Covid-19, le Gouvernement a pris une panoplie de mesures en faveur du soutien et de la relance économique. Toutes ces mesures s'adressent aux entreprises et à leurs salariés afin d'éviter dans la mesure du possible des licenciements.

Dans ce même esprit de prévention contre toute situation de chômage, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Pour les jeunes voulant commencer en septembre un apprentissage auprès d'un employeur, quels sont les chiffres actuels des postes d'apprentissage vacants, ventilés selon profession/métier ?

- Combien de jeunes se sont déjà inscrits auprès du Service d'orientation professionnelle de l'ADEM, ventilés selon profession/métier ?

- En comparant le nombre d'inscriptions actuel par rapport à celui de l'année passée, est-ce qu'il existe une différence ? Si oui, quelles sont les mesures que les ministres envisagent afin de pallier à cette situation ?

- Partant du fait que les futurs apprentis auront cette année la possibilité de conclure un contrat d'apprentissage non pas jusqu'au 1er novembre, mais jusqu'au 31 décembre, comment sera organisé l'intégration de ces apprentis dans le système scolaire en tenant compte du fait qu'ils auront « raté » plusieurs mois de leur formation en milieu scolaire ? Est-ce que des mesures spécifiques d'évaluation des différents modules sont prévues ?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

- En ce qui concerne les offres de poste d'apprentissage de l'année 2019, 1.414 postes vacants ont été déclarés par les employeurs formateurs jusqu'à la date du 6 juillet 2019.

Actuellement, en date du 6 juillet 2020, un total de 1.049 postes vacants ont été déclarés au sein de l'ADEM-OP.

Dans ce contexte, il faut préciser que les lettres destinées aux patrons en vue de les informer qu'ils peuvent déclarer les postes d'apprentissage à l'ADEM ont été envoyées en juin, contrairement aux années précédentes où ces lettres ont été envoyées aux patrons en mars respectivement en avril.

- Entre le 6 avril et le 6 juillet 2020, 1.315 jeunes se sont inscrits au Service d'orientation professionnelle de l'ADEM.

Par ailleurs, à cause de la pandémie du Covid-19, le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM a mis en place un formulaire de préinscription en ligne depuis le 6 avril 2020 sur le site de l'ADEM.

- En ce qui concerne les demandes d'apprentissage de l'année 2019, 2.050 jeunes s'étaient inscrits au service d'orientation professionnelle de l'ADEM (ADEM-OP) jusqu'à la date du 6 juillet 2019.

Un courrier de prospection afin de sensibiliser les employeurs formateurs à déclarer des postes d'apprentissage a été envoyé fin juin 2020 par l'ADEM-OP et les chambres professionnelles compétentes.

Chaque jeune ayant effectué une préinscription en ligne a été/sera contacté par téléphone ou par e-mail afin de clarifier d'éventuelles questions en matière d'orientation, et de finaliser l'inscription.

À l'issue de la tripartite du 3 juillet 2020, il a été décidé de verser une prime de 1.500 euros pour les employeurs formant un apprenti et d'offrir davantage de cours pour les apprentis sans place en entreprise.

- Cette année, les jeunes pourront être inscrits dans les modules scolaires jusqu'au 31 décembre 2020, afin qu'ils puissent suivre l'enseignement au lycée. Ils seront inscrits définitivement après avoir signé un contrat d'apprentissage et pourront poursuivre plus aisément ce dernier. Tout au long de ces semaines, les équipes d'accompagnement uniront leurs efforts afin de guider les jeunes dans leur démarche pour trouver un patron.

Question 2353 (09.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accès Internet dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Op meng Fro N° 2154 iwwert d'Kommunikatiounstechnologien an den Altersheemer huet d'Familljeministesch mir Follgendes geäntwert:

„Déi meescht Strukture bidden de Bewunner d'Méiglechkeet un, ee Computer mat WLAN-Verbindung ze benotzen. Oft ass dëse Computer no beim Accueil, wou och eng Hëllefsstellung ass, installéiert. E puer Strukturen hunn eng WLAN-Verbindung am ganze Gebai."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fleegestrukture bidde keen Internet un?

2. Wéi vill Fleegestrukture bidden e feste PC un?

3. Wéi vill Fleegestrukture bidden eng WLAN-Verbindung un?

4. Am Fall, wou eng WLAN-Verbindung existéiert, wéi eng Käschten entsti fir d'Bewunner vun enger Fleegestruktur an der Moyenne? Wat ass déi bëllegsten Offer a wat déi deiersten Offer fir eng WLAN-Verbindung an enger Fleegestruktur?

Réponse (06.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. + 3. Vun 52 Fleege- an Altersheemer bidden:

- 22 Strukturen eng WLAN-Verbindung,

- 6 Strukturen eng fix Internetverbindung,

- 20 Strukturen eng WLAN-Verbindung an eng fix Internetverbindung un.

4 Strukture bidden nach keen Internet un.

ad 2. Vun 52 Fleege- an Altersheemer stelle 26 Strukturen hire Bewunner e feste PC oder Laptop zur Verfügung.

ad 4. D'Käschte fir den Internetaccès variéieren a stinn a Relatioun mat den Tariffer, déi extern Fournisseuren um Lëtzebuerger Marché ubidden. A 36 Fleege- an Altersheemer sinn d'Käschte fir eng Internetverbindung net am Prix d'hébergement abegraff.

Et kann een d'Käschten net generaliséieren. Verschidde Strukture bidden eng Internetverbindung am ganze Komplex un, anerer bidden d'Offer just an den Aktivitéitsraim oder de Cafeteriaen un, an anerer just an de private Logementer vun de Bewunner.

Question 2365 (10.06.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **situation du racisme au Luxembourg :**

La mort de George Floyd, causée par un policier blanc lors d'une interpellation, a provoqué à juste titre des manifestations globales contre le racisme systématique et la violence policière. Au Luxembourg aussi, plus de 1.000 manifestants se sont réunis le 5 juin devant l'Ambassade américaine pour dénoncer ces fléaux.

Si le Luxembourg a connu beaucoup de succès en matière d'intégration des personnes étrangères, force est néanmoins de constater que le phénomène du racisme existe également au Luxembourg. En effet, l'enquête « Being Black in Europe », publiée en novembre 2018 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE), a dressé un bilan alarmant en la matière au Luxembourg, notamment en ce qui concerne le harcèlement et la violence raciste à l'égard des résidents d'origine africaine (52 % des répondants de l'enquête ont affirmé avoir subi un harcèlement raciste au Luxembourg au cours des cinq dernières années). L'étude suggère également qu'un bon nombre de victimes n'ose pas déposer une plainte auprès des autorités policières.

Ces résultats semblent aller à l'encontre des statistiques du Centre pour l'égalité de traitement (CET), qui n'a enregistré qu'une vingtaine de dossiers par an concernant des discriminations raciales ou ethniques lors des dernières années.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Quels sont les dispositifs en place permettant d'évaluer la situation du racisme au Luxembourg ?

- Madame la Ministre considère-t-elle que ces dispositifs soient suffisants ?

- Quelles sont les instances auxquelles les victimes peuvent s'adresser en cas d'harcèlement et de violence racistes ?

- Comment le CET pourrait-il être renforcé en vue de lui permettre de mieux s'acquitter de ses missions ?

- La Police grand-ducale recense-t-elle systématiquement les crimes ayant un motif raciste ?

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils d'accord que l'éducation et la sensibilisation constituent des mesures clés pour lutter contre ce fléau ?

- Le sujet du racisme fait-il actuellement partie du programme scolaire officiel au Luxembourg ?

Réponse commune (15.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) - 4) Lors de « l'heure d'actualité » du 1er juillet 2020 à la Chambre des Députés, consacrée au racisme au Luxembourg, les députés ont adopté deux motions invitant le Gouvernement, d'une part, à élaborer une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg et, d'autre part, à dresser un état des lieux sur les politiques antidiscriminatoires et à élaborer un plan d'action national contre le racisme. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mettra en œuvre une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg, dont les conclusions permettront de mettre en place les mesures adaptées.

Les personnes victimes de racisme et d'autres formes de discrimination peuvent s'adresser au Centre pour l'égalité de traitement (CET), rattaché à la Chambre des Députés depuis 2018. Dans une résolution adoptée lors de cette même heure d'actualité consacrée au racisme, la Chambre des Députés s'engage, entre

autres, à impliquer davantage le CET dans les prises de décision concernant la lutte contre toutes formes de discriminations et d'augmenter la dotation budgétaire et le cadre du personnel du CET.

ad 5) La Police grand-ducale dresse procès-verbal pour toutes les infractions relatives à la discrimination portées à sa connaissance et ceci au même titre que pour toutes les autres infractions prévues par le Code pénal.

En ce qui concerne le recensement statistique, la police n'est pas en mesure de fournir des chiffres, vu que beaucoup d'infractions prévues par le Code pénal (p. ex coups et blessures, injures, menaces) sont également susceptibles d'avoir un motif raciste.

ad 6) Les réactions d'émotion et l'indignation face à la mort du citoyen américain George Floyd, qui ont mené à une mobilisation de citoyens engagés dans le monde entier, sont autant de plaidoyers contre le racisme et l'intolérance et pour une société qui s'appuie sur les valeurs fondamentales du respect et de la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

« La capacité à participer activement aux processus démocratiques s'acquiert dès la petite enfance, et elle s'entretient tout au long de la vie. De fait, l'acquisition de compétences est un processus dynamique et sans fin : les individus sont appelés à développer les compétences qu'ils possèdent déjà et à en acquérir de nouvelles pour s'adapter aux changements qui interviennent en permanence dans les environnements dans lesquels ils vivent. » Cette idée, formulée dans le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie[6] du Conseil de l'Europe se situe dans la continuité de la Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme qui a, entre autres, défini les principes de l'éducation à la citoyenneté et l'éducation aux droits de l'homme.[7]

L'éducation et la sensibilisation constituent bien évidemment des domaines privilégiés pour lutter contre le fléau du racisme. Aborder le sujet du racisme et des autres formes d'intolérance est considéré depuis longtemps comme indispensable dans l'enseignement au Luxembourg. L'ouverture à l'altérité, la perception de la diversité linguistique et culturelle comme une richesse, la préparation à une participation active en tant que citoyen responsable, sont depuis longtemps au cœur de l'école luxembourgeoise. L'approche éducative profondément humaniste qui est sous-jacente s'intéresse à la personne tout entière, à « l'individu dans sa globalité » (Cadre de référence) ; elle commence dès le début de la scolarité, c'est-à-dire avec l'entrée du jeune enfant au cycle 1, et se poursuit tout au long de sa scolarité à l'enseignement fondamental et secondaire et bien au-delà. À titre d'exemple, l'approche interculturelle préconisée dans le Plan-cadre pour l'éducation précoce permet aux jeunes enfants « de découvrir leur propre identité culturelle et de développer, dès leur plus jeune âge, des attitudes de compréhension et de respect mutuels, de s'intéresser aux similitudes et aux différences, de s'ouvrir vers ce qui est non familier et différent ».[8]

ad 7)

- Enseignement fondamental

Plutôt que de se limiter aux contenus à enseigner, la mission de l'école fondamentale, telle qu'elle est définie aux articles 6 et 7 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et précisée dans le plan d'études pour l'école fondamentale, met le développement des compétences des élèves au premier plan. Celles-ci confèrent les repères culturels et civiques de l'enseignement : loin de se limiter aux apprentissages scolaires seuls, elles posent les bases pour une participation de citoyen responsable et critique dans une société complexe.

Dans ce contexte, un rôle important incombe aux compétences transversales, c'est-à-dire aux compétences relevant de la personnalité et du caractère individuel de chaque élève. Leur développement continu à travers les différents cycles et les différents domaines de développement et d'apprentissage permet aux jeunes apprenants de se prémunir de stratégies pour aller à l'encontre de propos racistes et de se préparer à une vie de citoyen responsable, capable de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures : connaître l'autre, accepter les différences et les vivre comme une richesse, vivre des valeurs démocratiques au quotidien (approche ouverte, exempte de stéréotypes et de préjugés, solidarité avec l'autre), etc.

Le cours Vie et société[9], visant à promouvoir la tolérance et le respect fondés sur la connaissance de l'autre, accorde un rôle de prime importance au développement des compétences transversales susmentionnées. Plusieurs des domaines thématiques proposés lors de ce cours, à savoir les domaines « Moi », « Moi et les autres » et « Formes de vie, monde et société », font découvrir d'autres cultures, rituels et traditions. Si la thématique du racisme n'est pas explicitement traitée dans les manuels, les activités contribuent à prévenir le développement de pensées racistes en permettant aux jeunes de découvrir la diversité culturelle comme partie intégrante de notre société, enrichissant la vie au quotidien. Étant donné qu'une mesure de prévention efficace contre la formation de préjugés est l'explication de coutumes étrangères et l'enrichissement mutuel de traditions et de modes de vie diversifiés, de nombreuses activités visent à leur faire découvrir d'autres régions et populations du monde.

L'ouverture aux langues, inscrite dans la loi portant organisation de l'enseignement fondamental et dans le plan d'études, et les activités y relatives mettent en valeur un élément distinctif et caractéristique de la diversité de la société luxembourgeoise : son multilinguisme et le plurilinguisme de ses habitants. L'ouverture aux langues met en valeur le répertoire linguistique entier de chaque apprenant (y compris les langues de famille qui ne sont pas enseignées à l'école) et vise à « développer auprès des élèves une conscience métalinguistique et à leur faire acquérir une sensibilité plurilinguistique et pluriculturelle ».[10] L'ouverture aux langues permet aux jeunes apprenants entre autres de développer « une attitude favorable vis-à-vis d'autres langues et cultures au sujet desquelles peuvent circuler parfois des stéréotypes négatifs », de « reconnaître et valoriser les compétences en langues de tous leurs camarades de classe, quelles que soient les langues » et de « s'approprier une véritable culture plurilingue et pluriculturelle ».[11] L'offre pédagogique du Centre d'éducation interculturelle (ikl), visant à promouvoir un meilleur vivre-ensemble au Luxembourg, permet de développer auprès des élèves les compétences visées dans le cadre de l'ouverture aux langues.

Le matériel didactique proposé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour les cours de langues (allemande, luxembourgeoise et française) a été conçu de façon à favoriser simultanément le développement de compétences langagières et des compétences transversales évoquées auparavant. Ainsi, une grande partie des activités permettent aux élèves de construire leur opinion en vivant des expériences enrichissantes lors de la découverte, de l'analyse et de l'exploitation d'une grande diversité d'illustrations, de textes d'écoute, d'extraits de livres et d'histoires. Dans les manuels de lecture, certains textes visent à stimuler l'ouverture d'esprit des élèves et en les amenant à découvrir d'autres cultures et d'autres coutumes comme, par exemple, « Einfach farbig »[12] et « Isabel, ein Straßenkind in Rio ».[13] D'autres leur permettent de découvrir le dialogue comme moyen qui permet non seulement d'éviter des préjugés et des stéréotypes, mais encore d'enrichir leurs expériences en vue de contribuer à une société pluraliste et solidaire comme, par exemple, « Der erste Schultag »[14] et « Irgendwie anders »[15]. D'autres encore leur font percevoir les différences interindividuelles comme atout pour s'entraider lors des activités de la vie quotidienne comme, par exemple, « Déi agebilt Giraff »[16]. Le nouveau matériel didactique, conçu pour l'apprentissage de la langue française, favorise l'ouverture aux langues et aux cultures dès le début par le biais d'une approche plurilingue et comparative, visant à découvrir et à valoriser la richesse langagière de la classe par différents types d'activités telles que la chanson de l'éléphant en plusieurs langues[17] ou l'activité « Bonjour le monde »[18] lors de laquelle les élèves découvrent et différentes langues et les comparent entre elles.

- Enseignement secondaire

Le cours d'histoire étudie le phénomène du racisme et de ses causes, des formes qu'il peut prendre et de conséquences qu'il engendre, ceci à travers les époques, depuis les débuts de l'espèce humaine jusqu'à l'époque actuelle. Il met un accent particulier sur le colonialisme, de la traite triangulaire à l'exploitation des colonies par les puissances européennes, ainsi que sur l'évolution des théories raciales pseudoscientifiques à partir du XVIII[e] siècle : les conséquences de ces aspects pour le monde moderne et contemporain (décolonisation, système de l'Apartheid, etc.) sont analysées en détail.

Pour la rentrée 2016, le ministère a introduit le cours de Vie et Société, dont la mission est de « transmettre les valeurs démocratiques de notre société pluriculturelle » et qui traite entre autres des préjugés et des discriminations qu'ils peuvent engendrer. Les cours d'éducation à la citoyenneté, de connaissance du monde contemporain et d'instruction civique soulignent eux aussi la nécessité des principes de l'égalité et de non-discrimination dans une démocratie moderne, juste et humaine.

Le thème est repris dans les cours de langue par la lecture cursive au choix du titulaire, par l'analyse des sujets d'actualité sur la base d'articles de presse et d'autres textes et par le biais de sources iconographiques. À titre d'exemple, le programme du cours d'anglais des classes de deuxième de l'enseignement secondaire général appelle les élèves à acquérir une « conscience des problèmes fondamentaux dans le contexte de la globalisation » et reprend explicitement le racisme dans sa liste des thèmes récurrents pour les examens oraux et les exposés.

Aux programmes scolaires proprement dits s'ajoutent des offres élaborées par le « Zentrum fir politesch Bildung », créé en 2016 pour « promouvoir la citoyenneté à travers une meilleure compréhension de la démocratie et des défis sociétaux actuels ». Ainsi, dans un document élaboré pour assister les enseignants à traiter de la crise de la Covid-19, les textes soulignent les réflexes racistes dans le cadre de cette pandémie, qui s'expriment dans des discriminations, allant jusqu'à des agressions envers des gens d'origine asiatique[19]. Mentionnons aussi un dossier de 2018 sur le film « Schwaarze Mann - Un Noir parmi nous »[20] de 2017, qui dépeint la vie de Jacques Leurs (1910-1968), né d'une mère congolaise et d'un père luxembourgeois et déposé par ce dernier chez ses grands-parents au Luxembourg en 1912 : matériel important, car levant le voile sur le passé colonialiste et les relents de racisme dans notre pays.

Question 2372 (10.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dédommagement pour les personnes vulnérables dans le cas de non-présentation à un vol :**

Laut EU-Reglement hunn d'Leit, déi ee Fluch gebucht hunn an dee Covid-bedéngt huet missen ofgesot ginn, d'Recht, de Remboursement ze froen. Se kënne sech ausbezuele loossen oder awer e Reesbong froen.

Gëtt de Fluch net ofgesot, hu vulnerabel Persounen eigentlech kee Choix. Fléie si net, verléiere si hir Suen. Fléie si, exposéiere si sech engem onnéidege Risiko.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Verbraucherschutz, un den Här Minister fir Tourismus an un den Här Minister fir Mobilitéit stellen :

- Ass de Ministeren dës Problematik bekannt?

- Wéi solle sech déi betraffe Persoune verhalen?

- Gedenkt d'Regierung, dëse Persoune finanziell entgéintzekommen? Wa jo, ënner wéi enger Form?

Réponse commune (07.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

- D'Regierung ass duerch hire reegelméissege Kontakt mat der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) an dem Centre européen des consommateurs (CEC) iwwert déi aktuell schwiereg Situatioun vun de Reesenden informéiert.

Et ass effektiv ganz allgemeng esou, dass Leit, déi e Vol net wëllen untrieden, fir dee si awer eng Reservéierung hunn an deen och regulär duerchgefouert gëtt, net rembourséiert ginn.

Et gi keng genau Zuelen doriwwer, wéi vill Leit global gezéckt hunn, hire Vol oder hir Vakanz an dësen Zäiten unzetrieden. Op jidde Fall kann ee soen, datt souwuel d'ULC wéi och den CEC sech derfir agesat hunn, d'Verbraucher beschtméiglech ze informéieren an ze beroden, wat hir Rechter a puncto Reesen am Allgemengen an och bei Annulatiounen aus eegene Stécker betrëfft.

Esou huet d'ULC ënner anerem hire Mensuel „de Konsument" vum Mount Abrëll ganz ënnert d'Theema „Covid-19-Conseils aux voyageurs" gesat a gradesou wéi den CEC d'Verbraucher iwwer Telefon beroden.

Béid Associatiounen hunn och confirméiert, datt si an deene leschte Méint ganz vill Ufroen zum Theema Reese kritt hunn an och ëmmer nach kréien. Déi grouss Demande huet sech och um „Midi du consommateur européen", deen am Mee als Webinar mat iwwer 70 Deelhueler ofgehale gouf, zum Theema Annulatioune gewisen.

- D'Rechter vu Fluchpassagéier sinn am EU-Reglement 261/2004 festgehalen an applizéiere sech och am Fall vun Annulatiounen. D'Covid-19-Pandemie ass vun der EU-Kommissioun als „aussergewéinlechen Ëmstand" akzeptéiert ginn. Dofir musse Passagéier bei annulléierte Flich och de Präis vun hirem Billjee rembourséiert kréien. Ee „Voucher" kann nëmmen op fräiwëlleger Basis akzeptéiert ginn. Et ass effektiv och esou, datt Passagéier, déi e Fluch net wëllen untrieden, fir dee si awer eng Reservéierung hunn an deen och regulär duerchgefouert gëtt, net automatesch rembourséiert ginn. Hei gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob de Passagéier „vulnerabel" ass oder net.

Wann een net sécher ass, ob een eng Rees wierklech kann untrieden, ass et all Passagéier fräigestallt, sech ee Billjee zu engem „flexibelen Tariff" ze kafen, dee bei de meeschten Operateuren ouni Fraise kann ëmgebucht oder annuléiert ginn. D'Méiglechkeet vun enger zousätzlecher „Reesassurance" besteet och.

De Ministère fir Verbraucherschutz ass zoustänneg, fir Plaintë vu Passagéier entgéintzehuelen am Kader vum Reglement 261/2004.

D'Regierung encouragéiert weiderhin d'Verbraucher, déi sech Froe stellen iwwer hir Rechter, sech un déi zwee Organismen ze wennen, déi jo zum Zweck vun der Hëllefstellung fir d'Konsumente mat ëffentleche Gelder kofinanzéiert ginn.

- Nee, d'Regierung gedenkt net, bei konkreete Fäll ze intervenéieren.

Lo ass et awer schwéier, Aussoen zu vulnerabele Persounen ze maachen. Engersäits gëtt et keng kloer Definitioun, wien ënnert dee Begréff géing falen, anerersäits hunn deemno béid Strukturen och keng Katalogiséierung no esou engem Kritär virgeholl. Et wier och net richteg, all Ufro vun engem Verbraucher iwwer säi Fluch, dee bis dato net ofgesot gouf, automatesch als Demande vun enger vulnerabeler Persoun ze betruechten. Do spillt wuel éischter an och grad elo, wat déi gebuchten Deplacementer fir am Summer ugeet, eng grouss Ongewëssheet an Onrou mat, well dach vill Leit sech froen, ob se net besser doheem sollte bleiwen.

Falls een awer mat dëser Notioun raisonéiert, kann een am Fall vun der Covid-19-Kris dëse Begréff enk faassen an en op Leit limitéieren, déi sech gesondheetleche Risiken am Fall vun enger Rees géingen exposéieren. Deemno wier et fir esou vulnerabel Persounen och a priori méiglech, dëst duerch e Certificat vun engem Dokter aktéieren ze loossen. Domat wier een da bei de Conditions générales vun de jeeweilege Kontrakter an den eventuellen Assurancen a puncto Annulatioun, wou et dann heescht, vu Fall zu Fall genau ze kucken, ënner wéi enge Konditiounen de Konsument säi Geld zréck géing kréien.

[6] CE (2019), p. 13. Url : https://rm.coe.int/prems-013619-fra-2508-reference-framework-of-competences-vol-1-/1680984213

[7] CE (2010), p. 7-8. Url : https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016803034e4

[8] MENFP (2018), p. 41. Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/fondamental/infos-offre-scolaire/infos-enseignants/plan-cadre/web_plan_cadre.pdf

[9] MENJE (2017) : Vie et société. Complément au plan d'études.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications fondamental/apprentissages/documents-obligatoires/190207-vieso-complementaire/fr.pdf

[10] MENFP (2011) : Plan d'études de l'école fondamentale, p. 59.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/cen/cens/plan-etudes/fr.pdf

[11] MENFP (2010) : L'ouverture aux langues à l'école. Vers des compétences plurilingues et pluriculturelles, p 12.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-pedagogiques/enseignement-langues/langues-ecole/fr.pdf

[12] MENFP (2006). Dschumanji. Lesebuch Band 2, p. 53. Cycle 3.1.

[13] MENFP (2007). Baiabong. Lesebuch Band 1, p. 99-104. Cycle 4.1.

[14] MENFP (2005). Humpty Dumpty. Lesebuch Band 2, p. 40-41. Cycle 3.2.

[15] MENFP (2006). Dschumanji. Lesebuch Band 2, p. 55-57. Cycle 3.1.

[16] MENFP (2003). Lies a fléi. Band 1, p. 40-41. 1.Cycle 3.1.

[17] MENJE (2018a). Salut, c'est parti. Guide pédagogique, p. 121.

[18] MENJE (2018b). Salut, c'est parti. Livre de l'élève, p. 98-99.

[19] S. Hoegener (2020), Thema „Coronavirus" im Unterricht GESCHICHTE - VIE ET SOCIÉTÉ Lockdown im Mittelalter - Der Schwarze Tod, ZpB, url: https://zpb.lu/wp-content/uploads/2020/04/TaU-HISTOIRE-VIESO.pdf (consulté le 15 juin 2020)

[20] M. Schoentgen e. a. (2018), Dossier pédagogique : Schwaarze Mann - Un Noir parmi nous. Un film documentaire de François Hausemer, ZpB, https://zpb.lu/wp-content/uploads/2018/02/Dossier-ped.-Schwaarze-Mann.pdf (consulté le 15 juin 2020)

Question 2374 (11.06.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **effets du confinement et** la **reprise dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes :**

Au mois de mars, la fermeture endéans un court délai des écoles mais aussi des services et organisations relevant de l'éducation non formelle a éloigné un nombre important d'enfants et de jeunes de leurs réseaux amicaux et sociaux. Dans les discours tant parlementaires que médiatiques des semaines passées, les inquiétudes concernant l'impact du confinement sur les jeunes ont à juste titre occupé une place centrale.

En date du 16 avril 2020, le Gouvernement a présenté sa stratégie de reprise des activités scolaires. Or, dans le stade actuel du déconfinement, la reprise dans le domaine de l'éducation non formelle revêt aussi une importance particulière. En effet, comme il a été souligné en 2018 dans le Cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes, les services et organisations de ce domaine sont des vecteurs importants de communication entre les sphères de la famille, de l'école, et des enfants et jeunes. De ce chef, ils ont le potentiel de contribuer dans une mesure significative à l'évaluation des effets du confinement. Sur le site Internet du Ministère de l'Éducation, l'on trouve d'ores et déjà un certain nombre d'informations concernant les maisons des jeunes. Or, le secteur de l'éducation non formelle est bien plus vaste et plus divers et comporte notamment aussi les organisations de jeunesse.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer le nombre d'enfants et de jeunes ayant contacté pendant la phase de confinement les différents services de conseil et de soutien (maisons de jeunes, maison de l'orientation, Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, etc.) ?

2) Le Ministère a-t-il été en mesure de soutenir en leurs démarches tous les services et organisations de jeunesse qui ont été confrontés au défi de rester en contact avec leurs publics cibles pendant le confinement (par exemple sous forme de best practices, d'échange d'informations, voire de coordination) ?

3) Quelles sont les lignes directrices (et le cas échéant les temporalités) envisagées à ce stade par Monsieur le Ministre pour la reprise progressive dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes ? Dans ce contexte, Monsieur le Ministre prévoit-il des mesures additionnelles de soutien aux acteurs de l'éducation non formelle (savoir-faire, infrastructures, logistique, soutien financier) ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'encadrement des jeunes a été garanti pendant le confinement. Même si l'accueil physique des jeunes n'a pas pu être réalisé, les professionnels psycho-socio-éducatifs ont maintenu le contact avec les jeunes à travers les médias digitaux et par téléphone. Les professionnels assuraient donc une présence pendant toute la période du confinement.

En ce qui concerne la fréquentation des maisons de jeunes, le nombre de contacts entre les professionnels et les jeunes varie en fonction des régions et des communes.

Toutefois, des chiffres précis ont pu être récoltés pour le service du « Kanner-Jugendtelefon - 116111 », qui a été contacté 283 fois entre le 1er mars 2020 et le 19 mai 2020.

Par ailleurs, sur les réseaux sociaux, un grand nombre de jeunes a pu être atteint sous le hashtag #jugendhaiseraustausch et via le groupe « Digital Jugendaarbecht zu Lëtzebuerg ».

Le CePAS a également poursuivi ses consultations avec les jeunes et leurs familles, soit avec ceux qui étaient déjà en suivi, soit avec ceux qui ont pris contact avec le CePAS pour la première fois. Différents moyens ont été déployés pour assurer le suivi de ces derniers. Ainsi les psychologues, l'éducateur gradué, l'assistante sociale et la psychomotricienne ont communiqué avec les jeunes et leurs familles par téléconsultations en utilisant Teams, WhatsApp, Skype ou autres, et également par téléphone ou courriels et à partir de la phase du déconfinement de nouveau en présentiel tout en respectant les mesures sanitaires.

- Au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (16 mars-26 juin) :

Nombre de jeunes en consultation au CePAS : 434 jeunes

Nombre de consultations : 1.136 consultations (téléconsultations, téléphone, courriel, présentiel)

- À la Helpline d'assistance psychologique et scolaire (8002 9090 entre le 25 mars et le 17 mai) :

Nombre de jeunes : 41 jeunes

Nombre de consultations : 56 consultations

- Les téléphones portables des professionnels CePAS spécialement mis en place lors de la crise :

Nombre d'appels : 119 appels

Ainsi, le nombre total de contacts CePAS s'élève à 1.311 pendant la phase de la crise.

En ce qui concerne la Maison de l'orientation (MO), les chiffres suivants ont pu être relevés :

ADEM-OP (ADEM - Service d'orientation professionnelle) : 1.182 jeunes ont consulté les services en vue de leur inscription dans le cadre d'un apprentissage.

SECAM (Service scolarisation des enfants étrangers) : 533 traductions écrites, 2.679 entretiens téléphoniques et 1.516 médiations ont eu lieu sur place.

CASNA (Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) : 159 entretiens sur place et autour de 750 entretiens téléphoniques ont été réalisés.

SNJ (Service national de la jeunesse) :

- Même si les jeunes volontaires ne pouvaient pas poursuivre leur service volontaire dans les organisations d'accueil pendant le confinement, le SNJ a continué à les suivre. Le nombre de volontaires au cours des derniers mois a certes baissé par rapport aux années précédentes, mais continue à augmenter depuis le début du mois de juin. Actuellement, 148 jeunes réalisent un service volontaire (contre 176 au mois de juin 2019), soit une baisse de 15 %.

- Les ateliers pour jeunes ont également repris et actuellement, dix jeunes participent à cette offre de bas seuil. Ce chiffre se situe à 50 % en-dessous de la normale.

- Les stages de découverte ont repris et en juin 2020, 16 jeunes ont profité de cette offre. Ce chiffre représente également une baisse de 50 % par rapport à l'année précédente.

- En dehors des 174 jeunes qui profitent d'une offre du SNJ, il y a environ 50 autres jeunes suivis par le SNJ et qui désirent profiter de ces offres.

- Avec la réouverture des lycées, le SNJ a également recommencé à prester des formations « Op der Sich no enger Ausbildungsplaz » dans les lycées proposant des classes de cinquième générale de préparation. Ces activités permettent de nouer des contacts, notamment avec des élèves en risque de décrochage.

- Le SNJ se prépare à un afflux plus important de jeunes à la recherche d'alternatives à l'inactivité vers la fin de l'été. En effet, il y a un risque de pénurie de postes de stage en apprentissage en entreprise et certains élèves risquent de ne pas trouver de poste correspondant à leur demande.

ad 2) Avec le début de la crise sanitaire, l'animation socio-éducative de la majorité des services pour jeunes et des organisations de jeunesse n'a pas pu se dérouler comme prévu. Les services et organisations ont dû recourir à des moyens digitaux pour rester disponibles pour les jeunes et leurs publics cibles.

Le MENJE est entré en contact de manière régulière avec les services et organisations de jeunesse afin d'échanger sur les développements actuels de la crise.

Par ailleurs, un échange régulier a eu lieu entre les services de logements pour jeunes, qui accompagnent ceux-ci au sein des structures « Jugendwunnen » dans leurs multiples transitions vers une vie autonome, afin que les services en question soient au courant des nouvelles dispositions et consignes sanitaires et de sécurité.

ad 3) Actuellement, la reprise des activités dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes va de pair avec les différentes mesures de déconfinement dans le cadre de la crise sanitaire liée au Sars-CoV-2. Les activités des maisons de jeunes, des services de vacances (colonies) et des mouvements scouts (camps) sont, entre-temps, de nouveau autorisées. Les maisons de jeunes et services pour jeunes veillent toutefois à respecter les règles sanitaires telles que communiquées par la Direction de la santé. Les maisons de jeunes et services pour jeunes ont pu bénéficier de masques de protection, de solutions hydroalcooliques et de parois en plexiglas mis à disposition par le MENJE.

Il est évident que les maisons de jeunes et les services pour jeunes joueront un rôle essentiel pour les jeunes qui ne partiront pas en vacances et seront donc à la recherche de possibilités d'occupation et de loisir durant le congé scolaire. Une importance particulière a donc été attribuée à l'ouverture de ces services afin que les jeunes puissent bénéficier de nouveau de leurs prestations d'animation et de loisir.

Question 2377 (11.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **protection des faons :**

D'Gebuert vun de Réikitzer am Fréijoer fält dacks mam éischte Méie vun de Felder zesummen. Vu dass d'Kitze sech dacks an de Felder verstoppen, mee nach net déi néideg Fluchtreflexer entwéckelt hunn, fir fortzelafe wann de Méidrescher kënnt, geroden der ëmmer nees ënnert d'Messere vun dëse Maschinnen. Dëst féiert zu ganz uerge Blessuren fir déi Déieren, un deenen se an der Reegel net direkt stierwen, mee lues verbludden.

Opgrond vun der Gréisst vun de meeschte Felder, ass et verständlech, dass net all Feld ëmmer komplett virum Méien zu Fouss ofgesicht ka ginn.

Gläichzäiteg besteet hautdesdaags d'Méiglechkeet mat Dronen, déi mat enger Wärmebildkamera equipéiert sinn, d'Felder no Réikitzen ofzesichen. Souwuel am Ausland wéi och hei zu Lëtzebuerg gëtt dat scho vun eenzelen Acteuren ugebueden, mee verständlecherweis stellt de Käschtepunkt vun deem Service e gewëssent Hindernis fir de Bauer duer, fir ëmmer dorobber zréckzegräifen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gëtt et Informatiounen dozou, wéi vill Réikitz all Joer ënner e Méidrescher oder eng Méimaschinn geroden?

2. Wier d'Regierung gewëllt, dem Bauer finanziell ënner d'Aerm ze gräifen, wann hien de genannten Dronenservice an Usproch hëlt?

3. Wann net, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir am Sënn vum Déiereschutz sou Virfäll an Zukunft sou gutt et geet ze verhënneren?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung hu keng Informatiounen dozou.

ad 2. + 3. Souwuel den Artikel 12 Punkte 16 an 17 vum Déiereschutzgesetz (Il est interdit de tuer ou de faire tuer un animal sans nécessité, de lui causer ou de causer ou de faire causer, sans nécessité, des douleurs, souffrances, angoisses, dommages ou lésions à un animal.), wéi och den Artikel 19 vum Naturschutzgesetz (Sont interdites toutes exploitation, utilisation, mutilation ou destruction non justifiées d'espèces animales sauvages.) verbidden et, en Déier onnëtz dout ze maachen oder em wéi ze doen. Een Accident beim Méie kann natierlech ni ausgeschloss ginn.

D'Réikitzrettung mat enger thermescher Kamera an enger Dron aus der Loft ass déi sécherst Method, fir Réikitz virun der Méimaschinn ze retten. Déi nei Technologië kënnen hei sécherlech ee Beitrag fir méi Sécherheet leeschten. Oft ugewannte Methoden, wéi zum Beispill verdreiwe mat Duftstoffer oder Mënscheketten, si méi zäitopwändeg an net sou erfollegräich. Et gëtt driwwer nogeduecht, ee Pilotprojet ze starten.

Question 2378 (11.06.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**élimination de déchets infectieux médicaux :**

Selon des informations récemment parues dans la presse (le 10 juin 2020), le Gouvernement aurait au début de l'état de crise imposé au syndicat intercommunal SIDOR d'éliminer les déchets infectieux médicaux en provenance des quatre centres de traitement avancés, sous peine d'une réquisition étatique et d'une mise sous contrôle de l'armée du site sous gestion du syndicat. Or, le SIDOR n'aurait pas disposé d'une autorisation pour l'élimination de ce type de déchets à la date de cette demande de la part du Gouvernement. Ce problème aurait pourtant été résolu le même jour avec la délivrance de l'autorisation en question sans que celle-ci aurait fait l'objet d'une demande par le SIDOR.

Il est à noter que le type de déchets en question, surtout produit en temps normal par les hôpitaux, est au Luxembourg collecté par une entreprise privée de collecte de déchets et ensuite transféré aux Pays-Bas, où il est éliminé sur un site d'incinération spécialisé. Selon les déclarations parues dans un article de presse le 10 mars 2020 d'un responsable du CHEM à Esch-sur-Alzette, tous les matériaux et produits médicaux entrés en contact avec une personne atteinte d'une maladie infectieuse doivent être spécialement traités afin d'éviter que des agents pathogènes échappent à la filière.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de l'Intérieur, de l'Environnement et de la Santé :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer que les déchets produits par les centres de traitements avancés ont effectivement été éliminés sur le site du SIDOR ?

2) Dans l'affirmative, quel est le volume de déchets en question ? Dans l'affirmative encore, l'élimination est-elle toujours réalisée par le SIDOR ou les déchets sont-ils entre-temps transférés à l'étranger ? Si tel est le cas, depuis quand les transferts à l'étranger ont-ils été repris ?

3) Les infrastructures sur le site du SIDOR n'étant pas conçues pour l'élimination de déchets médicaux potentiellement infectieux, des travaux, voire des mesures de précaution ont-ils été mis en place en amont du premier transfert, respectivement de la première incinération de déchets sur le site du SIDOR ?

4) Le personnel employé par le SIDOR qui est entré en contact avec les déchets en question a-t-il été formé pour ce type d'opérations et a-t-il disposé du matériel de protection (masques, habits de protection…) nécessaire pour éviter tout risque d'infection ?

5) Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer que le syndicat intercommunal du SIDOR a effectivement été contraint de prendre en charge les déchets en question sous peine d'une réquisition par l'État et d'une mise sous contrôle militaire du site ?

6) Suite à cette situation délicate durant la crise du Covid-19, Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas que le Luxembourg devrait disposer d'un site spécial dédié à l'élimination de déchets en provenance des hôpitaux et d'autres sites liés à des traitements médicaux tout en sachant que par la réglementation européenne sur les déchets, le Luxembourg est tenu d'assurer dans la mesure du possible la mise en place d'installations adéquates en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ?

Réponse commune (16.07.2020) **de M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Les équipements de protection individuelle tels que les masques, gants, vêtements de protection, etc. issus des structures de soins (centres de traitements avancés, hôpitaux, etc.) ont effectivement été éliminés dans l'installation d'incinération du SIDOR.

ad 2) Le volume total des déchets transférés entre le 6 avril 2020 et le 17 juin 2020 s'élève à 35,52 tonnes. Bien que les centres de soins avancés aient fermé leurs portes, il reste toujours quelques patients hospitalisés en raison du Covid-19, et les transferts de déchets provenant des soins médicaux dispensés en relation avec la pandémie Covid-19 vers le SIDOR sont prévus d'être réalisés jusqu'à la fin de cette année.

Il est important de noter que les déchets précités tombent sous le code déchets 180104 et sont définis comme suit : « déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes) ».

Par contre, le code déchets 18 01 03* « déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection » s'applique aux autres déchets hospitaliers qui sont transférés vers une élimination

à l'étranger. Ces déchets sont considérés comme dangereux du fait qu'ils contiennent tous les déchets résultant des pratiques médicales tels que seringues et autres ustensiles pointus ou coupants, médicaments, perfusions, etc. Ces déchets sont collectés par une société spécialisée et acheminés vers une élimination à l'étranger à intervalles réguliers. Ces transferts n'ont pas été interrompus.

ad 3) Les déchets en question sont livrés séparément des autres déchets acceptés par le SIDOR, et chaque livraison doit être annoncée préalablement par téléphone. Afin de permettre au personnel du SIDOR de vérifier qu'il s'agit bien d'équipements de protection individuels non contaminés par d'autres déchets, il a par ailleurs été convenu que la collecte des déchets au sein des structures hospitalières se faisait dans des sacs en plastique transparents et résistant à la déchirure à rassembler dans un container spécifique avant l'acheminement vers le SIDOR.

ad 4) Le personnel du SIDOR a été équipé de matériel de protection (blousons, masques, gants, sur-chaussures et lunettes de protection). En outre, le personnel du SIDOR a reçu une formation spéciale par des représentants de la Direction de la santé et de l'armée. Cette formation portait, d'une part, sur le coronavirus et sa propagation et, d'autre part, sur les déchets 180104, leur maniement ainsi que la bonne utilisation des équipements de protection individuelle.

ad 5) Vu l'état de crise, une solution rapide et de proximité a dû être trouvée, surtout en tenant compte de la menace d'une fermeture éventuelle des frontières avec nos pays voisins. Les quantités à éliminer ne pouvaient être qu'estimées et comme on s'attendait au pire, la solution la plus évidente était donc l'incinération des déchets provenant des soins médicaux dispensés en relation avec la pandémie Covid-19 dans l'installation du SIDOR.

La mise en place de cette collaboration a fait l'objet de plusieurs entrevues entre les représentants du SIDOR et de la cellule de crise pendant lesquelles les parties prenantes ont cherché à trouver un modus operandi qui répond aux inquiétudes et demandes respectives.

ad 6) La taille du Luxembourg fait que pour un certain nombre de déchets, les quantités produites sont relativement faibles. Ceci fait que la mise en place au Luxembourg d'installations de traitement pour ces déchets se heurte généralement aux questions économiques et techniques. Parmi ces déchets figurent également les déchets du secteur hospitalier. Au cours des dernières décennies, de nombreuses initiatives ont vu le jour visant la mise en place d'une installation nationale pour soit soumettre les déchets infectieux à une hygiénisation, soit les soumettre directement à une élimination. Jusqu'à présent, aucun de ces projets n'a pu se réaliser.

Question 2384 (12.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **distribution du courrier postal :**

Et ass nach net esou laang hir, datt d'Post Bréiwer bannent engem Dag verdeelt huet (J+1). Dee Qualitéitsstandard gëtt haut net méi agehalen. Haut ass d'Post just gehalen, Bréiwer bannent dräi Deeg zouzestellen (J+3). D'Bréifpost ass a bleift e wichtegen Zerwiss, a vill Leit si grad bei offizielle Schreiwen, un déi dacks Delaie geknäppt sinn, drop ugewisen.

Dowéinst wéilt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister riichten:

1. Ass et richteg, datt d'Bréifverdeelung bei der Post haut J+3 ass an datt d'Ufuerderung vu J+1 fale gelooss ginn ass?

2. Wat fir Investitiounen (no Wäert haut), wéi zum Beispill den elektroneschen Tri, waren an der Zäit néideg, fir d'Post op den deemolege J+1-Standard ze bréngen? Ass d'Post also haut technesch iwwerekippéiert, wou d'Zäit fir d'Verdeelung sech verdräifacht huet?

3. Et ass mir zougedroe ginn, datt d'Zeréckschrauwe vun der Qualitéit bei der Postverdeelung op Bedreiwe vum ILR (Institut luxembourgeois de régularisation) geschitt ass. Ass esou en Agréff säitens vum ILR an e Beräich, deen net liberaliséiert ass, wou d'Post hire Monopol behalen huet an deen zur Zefriddenheet vun de Cliente funktionéiert huet, nach am Kader vum ILR senge Kompetenzen?

4. Ass et richteg, datt d'Post opgrond vum Zeréckschrauwe vun hirem Qualitéitsusproch an internationale Gremien, wéi zum Beispill der IPC (International Post Corporation), wou si vertrueden ass, finanziell Aboussen huet, zum Beispill och duerch Strofen, well d'Bréiwer net méi nom Modell J+1 ausgedeelt ginn an d'Lëtzebuerger Post domat déi Standarden net méi erfëllt, déi si garantéiert huet?

5. Wat si fir d'Joren 2016, 2017, 2018, 2019 bis elo d'finanziell Aboussen, déi d'Post opgrond vun hirem reduzéierten Zerwissstandard hat, sief dat als Strof, als Verdeierung bei den Tariffer oder als Ännerung un der Ofrechnung vun den internationale Vereinbarunge vun der IPC (IRA-E, REIMS, TD)?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Op der Basis vum Gesetz vum 26. Dezember 2012 iwwert d'Postservicer leet d'Reglement vum ILR P13/10/ILR vum 19. Juli 2013 d'Qualitéitsnormen, déi bei der Verdeelung vu Postsendunge bis 50 Gramm ze respektéiere sinn, fest. Zanter 2013 sinn dës Normen net méi geännert ginn. Dës Norme gesi vir, dass 85 % vum nationale Courrier muss J+2 verdeelt sinn an dass 99 % vum nationale Courrier muss J+3 verdeelt sinn.

Onofhängeg vun de gesetzleche Mindestvirgaben, déi fir all Entreprisë gëllen, déi esou Bréiwer verdeelen, ass POST beméit, déi héchstméiglech Qualitéit bei der Bréifverdeelung ze bidden. Dofir gëtt vu POST och weiderhin esou vill wéi méiglech Courrier am J+1 verdeelt. De festgeluechte Standard gëtt dobäi bei wäitem iwwerschratt, wéi d'Resultater vu POST Lëtzebuerg aus dem Joer 2019 et beleeën:

- Verdeelung op J+1: 86,5 %
- Verdeelung op J+2: 98,0 %
- Verdeelung op J+3: 99,4 %

D'Investitiounen, déi gemaach goufen, an dorënner falen zum Beispill de Centre de tri zu Beetebuerg, deen 2006 a Betrib gaangen ass, an déi néng Centres de distribution régionaux, haten den Zweck fir d'Verdeele vum Bréifverkéier och zu Spëtzenzäiten ze erméiglechen. D'Postverdeelung funktionéiert nach ëmmer no dem selwechte Prinzip eréi deemools, a sämtlech Investissementer, déi gemaach goufen, ginn haut nach gebraucht, fir de gudde Fonctionnement vun der Bréifpost ze assuréieren.

Um europäeschen Niveau ass de Bannemaart vun de Postservicer progressiv liberaliséiert ginn, iwwer verschidden europäesch Direktiven[21]. Zu Lëtzebuerg ass de Postmarché zanter dem 1. Januar 2013 liberaliséiert a POST Lëtzebuerg huet kee Monopol bei der Bréifverdeelung méi. Déngschtleeschter kënnen also Postservicer ubidden, déi ganz oder zum Deel am Beräich vum Universaldéngscht leien.

2019 war eng ëffentlech Consultatioun lancéiert ginn zum Ausféiere vum Postuniversaldéngscht, fir den Interêt vu Prestataren, fir esou e Statut ze kréien, ze sondéieren. POST Lëtzebuerg ass deen eenzegen Déngschtleeschter, deen en Interêt matgedeelt huet a krut seng Missioun fir d'Erhale vun engem qualitative Postuniversaldéngscht bis 2029 erneiert.

Den Artikel 9 vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Dezember 2012 zu de Postdéngschtleeschtunge gesäit vir, dass e Reglement vum ILR Qualitéitsnorme vum Service festhält, déi sech op all d'Prestataire vu Servicer, déi ganz oder zum Deel zum Postuniversaldéngscht gehéieren, applizéieren. Andeems den ILR Minimalnorme festleet fir Postsendunge vun der éischter Gewiichtsklass (bis 50 Gramm), huet den ILR also am Kader vun de Kompetenze gehandelt, déi vum Gesetz virgeschriwwe sinn. Bei den Normen, déi den ILR festleet, handelt et sech ëm Minimalnormen, d'Prestataire kënne selwer méi strikt Kritären uwennen.

POST, esou wéi och all aner Operateur, dee Member an der IPC (International Post Corporation) ass, engagéiert sech zu enger gewëssener Qualitéit bei dem Verdeele vun auslännesche Bréiwer an dem jeeweilege Land.

Déi Engagementer betreffen awer net nëmmen eng Verdeelung op J+1, mee sinn iwwer J+x Deeg gestaffelt. Et gëtt an deem Sënn kee J+1-Standard a Penalitéite ginn och net fälleg, wann de J+1 net respektéiert gëtt, mee nëmme wann de ganzen Engagement iwwert J+x net respektéiert gëtt.

D'Ofrechnung tëschent de POST-Operateure berout op engem Netting vun den Import- an den Exportkäschten. Penalitéiten entstinn do op béide Säiten.

Wann een elo just den Import kuckt, also déi auslännesch Bréiwer, déi zu Lëtzebuerg verdeelt ginn, da variéiert d'Zomm vun de Penalitéiten, déi mat deenen 23 Memberen aus dem IRA-E an dem viséierten Zäitraum entstanen ass tëschent 0 an 13.098 EUR pro Joer. Deem géintiwwer stinn awer Recetten an der selwechter Gréisstenuerdnung aus den auslännesche Penalitéiten, soudass ee beim internationale Bréifverkéier net vun Abousse schwätze kann.

Question 2385 (12.06.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **vols Luxair à destination de Stockholm :**

Säit dem 29. Mee bitt d'Luxair erëm Flich op Stockholm un. Wéinst den héijen Infektiounszuelen a Schweden, setze verschidden däitsch Bundeslänner Leit, déi aus Schweden zréckkommen, fir zwou Wochen a Quarantän. Éisträich léist bis op Weideres seng Grenzen nach zou fir Leit aus Schweden.

An hirer Äntwert op eng drénglech Fro huet d'Madamm Gesondheetsminister gëschter informéiert, datt si keng obligatoresch Quarantän wëll virgesinn, awer d'Leit, déi aus Géigenden zréckkommen, an deenen nach méi Infektioune sinn, wëll sensibiliséieren, selwer Verantwortung ze iwwerhuelen a sech an eng Auto-Quarantän ze beginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass d'Regierung mat agebonnen an d'Entscheedungen zu den Destinatiounen, déi d'Luxair uflitt?

- Wa jo, hat si en Avis favorabel ofginn zur Destinatioun Stockholm?

- Wann nee, ass d'Regierung net der Meenung, datt och eis national Fluggesellschaft eng gewësse Verantwortung huet, wat d'Destinatiounen a Covid-19-Zäiten ugeet?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Regierung gëtt kommerzielle Firmen am Allgemengen, an der Fluchgesellschaft Luxair am Besonneschen, keng kommerziell Strategie vir. D'Luxair decidéiert selwer wat fir eng Destinatiounen si wëllt ufléien. Dës Destinatioune gi vun der Gesellschaft no verschiddene Critèrë festgeluecht, ënner anerem d'Nofro, a ginn net duerch d'Regierung guttgeheescht. Dëst geschitt natierlech an de Limitte vun deem wat méiglech ass, baséiert op Decisioune vun europäeschen an eventuell nationalen Autoritéiten. Lëtzebuerg huet selwer keng Reesrestrictiounen erausginn.

Déi aktuell Situatioun ass schwiereg, vu datt all Viraussiicht iwwer d'Moosnamen an d'Restrictioune feelen, déi op nationalem, regionalem an/oder lokalem Niveau op den Destinatioune virgeschriwwe ginn. Dowéinst ginn déi aktuell Destinatiounen duerch d'Luxair permanent nei bewäert. Wann d'Situatioun et erfuerdert, ass et net ausgeschloss, datt Flich ofgesot kënne ginn.

Déi sanitär Moossnamen, déi u Bord vun de Fligere geholl ginn (Mask droen, reegelméisseg Desinfektioun vum Fliger asw.), bei der Reservatioun vun de Billjeeën (flexibel Reservatiounsännerung), souwéi beim Passage duerch de Flughafen (Marquage um Buedem, Distanz halen, automatesch Desinfektioun vun den Hänn un de Kontaktpunkten asw.), weisen, datt net nëmmen d'Fluchgesellschaft Luxair d'Situatioun verstanen huet an alles mécht, fir d'Sécherheet vu jidderengem (Passagéier a Personal) ze garantéieren. De ganze Secteur vun der europäescher Fligerei muss de Lignes directrices vun der europäescher Fluchsécherheetsagence EASA am Kader vun der Preventioun géint d'Ustiechen duerch de Covid-19 follegen.

D'Verantwortung, fir eng Rees ze maachen, läit schlussendlech beim Passagéier. Dës Verantwortung limitéiert sech och net nëmmen op d'Decisioun de Fliger ze huelen, mee betrëfft och dem Reesenden säi Verhalen an de Respekt vu lokalen an allgemenger Hygiène a Barrièreregele wärend der Rees, u Bord an un den Destinatiounen, woumat hie säi Risk an domat och de Risk fir aner Leit ka staark beaflossen, fir eng Verbreedung vum Virus ze verhënneren, sou wéi et och de Fall zu Lëtzebuerg selwer ass.

Zum Schluss kann ee constatéieren, datt säit dem 29. Mee (wou de Fluchverkéier rëm opgeholl ginn ass) bis zum 30. Juni vu ronn 16.000 Passagéier, déi aus dem Ausland ukomm sinn, 2.142 Passagéier um Flughafe gestest gi sinn, (plus 80 Passageier, déi e Voucher kritt hunn um Flughafen). Dovu sinn der nëmme 16 positiv gestest ginn, also 0,1 %.

Par contre, um nationale Plang sinn an der selwechter Zäit 119.797 Leit getest ginn an dovu woren der 331 positiv wat 0.27 % ausmécht.

Sou ass de Risiko vu Passagéier, déi aus dem Ausland mam Fliger kommen net méi heich fir ugestach ze ginn.

Net vergiessen an deem Kontext soll een all d'Leit, déi per Auto oder per Zuch oder Bus an d'Ausland fueren, a momentan net separat getest ginn.

Question 2391 (15.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vols court-courriers :**

Den neie Luxair-Chef huet an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 10. Juni 2020 d'Kuerzstreckeflich als „Zubringerdienst" definéiert:

„Man kann Flüge nach Frankfurt oder Paris als Kurzstrecke sehen, doch zumeist sind diese Flüge ‚Zubringerdienste' zu ferneren Zielen. Das sollte nicht infrage gestellt werden. […] Aber kaum jemand fliegt mit uns zum Charles de Gaulle, um einen Paris-Bummel zu machen, sondern sie steigen dort um und fliegen weiter."

De Mobilitéitsminister hat mir op meng mëndlech Fro N° 102 an der Chamber geäntwert, dass him d'Iddi, géint Kuerzstreckeflich virzegoen, sympathesch wär an ee sech op EU-Niveau dofir asetze misst. Och d'Ëmweltministesch hat schonns an engem RTL-Interview vum 3. Juni gesot, datt een hei am Land kéint de Wee goen, keng Kuerzstreckeflich méi unzebidden, fir déi et gutt Zuchverbindunge ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Differenzéierung vum Luxair-Chef, dass ee bei Kuerzstreckeflich tëschent Zubringerdienst a City Trips ënnerscheede muss?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt eng Zuchverbindung enger Fluchverbindung soll virgezu ginn, och wann et sech ëm een Zubringerdienst handelt?

3. Wéi eng lëtzebuergesch Fluchstrecke sollten an den Ae vun de Ministere ganz ewechfalen? Bis wéini sollen dës Strecken ewechfalen?

4. Ugesiichts, datt d'EU-Parlament de Klimanoutstand ausgeruff huet an d'Klimaneutralitéit bis d'Joer 2050 freet, wäert d'Regierung op EU-Niveau agéieren, fir Kuerzstreckeflich ze verbidden? Falls jo, wat hunn d'Ministeren hei konkreet vir?

5. Wéi gedenkt d'Regierung, generell géint de Präisdumping am Lowcost ze handelen?

Réponse commune (17.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Generell gëtt ënnerscheet tëschent „Zubringerflich" oder „vols de correspondance" a Kuerzstreckeflich. Bei den Zubringerflich handelt et sech ëm den éischten Deel vun enger Rees, déi mat engem oder méi Uschlossflich weidergefouert gëtt. D'Destinatioun vun esou engem Fluch gëtt meeschtens reng dofir benotzt, fir de Fliger ze wiesselen.

Wann eng Zuchverbindung et erlaabt, ënner änlechen oder bessere Konditiounen den Uschlossflughafen ze erreechen, da stellt dëst sécher eng attraktiv Alternativ duer fir de Passagéier. Et bestinn och schonn „intermodal" Ticketen, zum Beisill vu Bréissel mam Schnellzuch op Paräis-Charles De Gaulle, wou den Zuchbilljee als éischten Deel vum „Vol à correspondance" ugesi gëtt. De Passagéier entscheet jee no der Attraktivitéit vun der Offer, wéi eng Optioun hien auswielt.

Ënner „lëtzebuergesche Fluchstrecken" ass wuel ze verstoen, datt et sech ëm Flich mat Destinatiounen op oder vu Lëtzebuerg aus handelt. D'Regierung huet keen Afloss op kommerziell Entscheedunge vu Fluchgesellschaften, déi wëllen op oder vu Lëtzebuerg aus fléien. Den Aviatiounsmarché ass een oppenen, liberaliséierte Maart, dee weltwäit no Offer an Demande funktionéiert. Et dierft schwiereg ginn, verschidde Strecken op nationalem oder europäeschem Niveau „ze verbidden". D'Gesellschafte si selwer fäeg, ze entscheeden, wat hir strateegesch Positionnementer sinn.

Et kann een allerdéngs Ureizer ginn, datt et präislech op Kuerzstrecke méi interessant ass,

[21] La directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté.

La directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté.

La directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 sur les règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la communauté et l'amélioration de la qualité du service.

mam Zuch ze fueren eweí ze fléien. Den Transportminister huet sech op europäeschem Niveau an de leschte Joren ëmmer rëm dofir agesat, fir datt eng attraktiv an effikass europäesch Zuchinfrastruktur geschaaft gëtt, fir dem Client eng reell Alternativ zum Fliger kënnen unzebidden. An deem Kontext huet den Transportminister Enn Juni een oppene Bréif un d'Europäesch Kommissioun geschriwwen, fir e massiven a séieren Ausbau vum europäesche Reseau ze fuerderen.

Bëllegfluchgesellschafte ginn effektiv ëmmer méi staark um internationalen Aviatiounsmarché. Et muss generell gekuckt ginn, datt de Billjeespräis all extern Käschte mat beinhalt, also och déi Käschten, déi duerch Kaméidi oder CO_2-Emissioune verursaacht ginn. Des Weidere setzt Lëtzebuerg sech op europäeschem Niveau dofir an, datt de Sozialdumping an der Fligerei ënnerbonne gëtt. Hei mussen op EU-Niveau d'Rechter vun de Piloten a vum Equipage besser geschützt ginn an dëst och verstäerkt kontrolléiert a bestrooft ginn, fir ze verhënneren, datt op Käschte vun den Employéen Dumpingpräisser ugebuede ginn. D'Responsabilitéit läit awer och hei bei all eenzelnem Passagéier, fir duerch d'Wiel vun der Fluchgesellschaft beim Billjeeskaf dës Compagnien ze ënnerstëtzen oder net.

Question 2392 (15.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant **le virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte chèque postal :**

Dans le cadre de la digitalisation accrue des services de l'État, les ministres de la Fonction publique et des Finances avaient annoncé en début d'année qu'à l'avenir, les agents de l'État n'auront plus besoin de faire virer leur rémunération sur un compte chèque postal. Ainsi, à partir du printemps 2020, les agents pourront communiquer le compte bancaire de leur choix au Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO).

Or, il me revient que la fonction publique n'a pas encore obtenu les informations détaillées leur permettant de mettre cette nouvelle disposition en application.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si entre-temps le CGPO est à même de pouvoir appliquer cette nouvelle disposition concernant le virement du salaire sur un compte au choix ?

Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire depuis quand cette disposition est devenue effectivement applicable et me renseigner sur le nombre d'agents ayant fait une telle demande ?

Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de ce retardement ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire, le cas échéant, quand cette nouvelle disposition deviendra applicable ?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En janvier dernier, le Ministre des Finances et le Ministre de la Fonction publique avaient annoncé que, dans le cadre de la modernisation et de la digitalisation accrue des services de l'État, la rémunération des agents publics ne sera plus obligatoirement virée sur un compte chèque postal mais que les agents de l'État auront à partir du printemps la possibilité de choisir leur compte bancaire pour le versement de leur rémunération. Ce délai de quelques mois a été nécessaire pour adapter le système informatique afférent.

L'allégation de l'honorable Députée, selon laquelle la fonction publique n'ait pas obtenu en temps utile des informations détaillées leur permettant de mettre en application la nouvelle disposition relative au virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte bancaire de leur choix, ne correspond donc pas à la réalité.

Une phase de test d'un mois a été réalisée au mois de mai pour les agents du Ministère de la Fonction publique, du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État et de la Trésorerie de l'État. Après validation de la démarche électronique, ce nouveau service a été étendu à l'ensemble des agents de l'État le 17 juin 2020.

En date du 29 juin, un total de 2.425 agents ont réalisé la démarche de changement de compte bancaire.

Ce nouveau service offre aux agents de l'État une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs finances personnelles et reflète pleinement la volonté de l'État d'assumer ses responsabilités en tant qu'employeur moderne et attractif.

Question 2393 (15.06.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**alliance européenne pour le vaccin contre la Covid-19 :**

De Weekend war an der Presse gewuer ze ginn, datt Däitschland, Frankräich, Italien an Holland en éischte Kontrakt mat enger Pharmaentreprise ënnerschriwwen hunn. D'Informatioun koum vum däitsche Gesondheetsministère, deen och preziséiert huet, datt d'Entwécklung vum Vaccin schonn Enn des Joers kéint ofgeschloss sinn. Déi véier genannte Länner hu sech an enger Impfallianz zesummegedoen.

Fir datt d'Vaccinë séier disponibel wieren, nodeems se zougelooss goufen, missten d'Produktiounskapazitéiten elo schonn iwwer Kontrakt geséchert ginn. De Vaccin ka fir all EU-Land zougänglech gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- War d'Regierung am Virfeld iwwert dës Zesummenaarbecht informéiert?

- Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg net matgemaach bei dëser Allianz?

- Wann nee, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier, sech och elo scho Vaccinen ze sécheren?

- Ass d'Regierung eventuell schonn a Verhandlunge mat Pharmaentreprisen?

Réponse (15.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung war net am Virfeld iwwert d'Zesummenaarbecht vun de véier Länner an enger Impfallianz informéiert. D'Regierung ass der Meenung, dass et wichteg ass schonns elo sech Vaccinen ze sécheren an huet dofir bei engem Impfprojet, dee vun der EU-Kommissioun initiéiert ginn ass, direkt matgemaach. Mëttlerweil huet d'Impfallianz mat der Kommissioun hirem Projet fusionéiert.

Lëtzebuerg huet och säin Intérêt ugemellt, fir bei der Initiativ „COVID-19 Vaccinces Global Access (Covax) Facility" matzemaachen, déi duerch d'GAVI Vaccine Alliance administréiert ass. Soumat wëllt een d'Chancen erhéijen, fir sech och op internationalem Niveau kennen ze positionéieren.

Question 2394 (15.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests de dépistage de la Covid-19 :**

Fir d'Verbreedung vum Coronavirus genee kënnen ze retracéieren an anzedämmen, hat d'Regierung decidéiert, fir mam Luxembourg Institute of Health d'lëtzebuergesch Bevëlkerung an d'Frontaliere groussflächeg op de Sars-Cov-2-Virus testen ze loossen.

Insgesamt goufe schonn iwwer 100.000 Persounen op de Coronavirus getest.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tester, an absolutten Zuelen an am Verhältnis zur Gesamtzuel vu realiséierten Tester, ware bis ewell net konkludent?

2. Wéi héich evaluéiert de Gesondheetsministère d'Feelerquot vun den Tester?

3. Wéi eng Faktore beaflossen d'Validitéit vun den Tester am meeschten?

Réponse (15.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den Dag vum 14. Juli 2020, sinn am Ganzen 292.711 PCR Tester duerchgefouert ginn, dovunner 210.528 iwwert de Large-Scale-Testing.

Non concluant ass een Test wa just ee Geen positif identifizéiert ginn ass. Bei den aktuellen Tester vu Seegene ginn am ganzen dräi verschidde Geene vum Virus getest.

De Gesondheetsministère an d'Direction de la santé kënne keng genau Ausso maachen, wat Zuel vun den Tests non concluants ugeet, well dës Informatioun leider net am Kader vum Gesetz iwwert d'„Déclaration de certaines maladies" vun 2018 mat ofgedeckt ass.

Wëssenschaftlech Publikatiounen an Informatioune vu verschiddene Lëtzebuerger Laboen deiten awer op ee Prozentsaz vun zirka 1 % hin. Bei engem Resultat „non concluant" gëtt d'Analys nach eng Kéier mat engem neien Echantillon vum Patient gemaach, fir ze kucke wéi d'Resultat dann ausgesäit.

ad 2. Verschidde wëssenschaftlech Etüden hunn probéiert, dës Fro ze beäntweren. Do schwanken d'Zuelen tëschent Null an 30 %, wann een all Feeler mat arechent, déi bei der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwe ginn.

Den Test selwer ass analytesch gesinn zu 99 % fiabel. Eng 200 Laboratoiren aus Europa hunn dat zum Beispill fir den Seegene-Test, dee mir am Diagnostic asetzen, bestätegt.

ad 3. Am Allgemenge ginn et eng ganz Rei vun Faktoren, déi iwwert de ganze Prozess vun der Analys matspillen.

Ugefaange beim Material: wéi bei all Produit ginn et Ennerscheeder zwëschent de Marken. Sou ginn et Tester, déi méi sensibel reagéieren, also schonn ee positiivt Resultat uginn, och wa manner Ierfmaterial vum Virus an dem Echantillon ass.

De „prélèvement" beim Patient ass ee wichtege Schrëtt. Wann d'Prouf net richteg geholl gëtt, zum Beispill wann een net ganz bis an den Hals geet mam Stäbchen, oder net wäit genuch an d'Nues geet, kann et virkommen, dass ee wéineg oder kee Virus matkritt. Soumat kann den Test dann negativ ausfalen, obwuel ee Patient eng Infektioun huet.

Bei Patienten, déi am Ufank vun der Erkrankung oder um Enn vun der Infektioun sinn, ass et méiglech, dass net vill Virus am Kierper ass. Sou kann et eventuell och zu engem negative Resultat kommen.

Wann eng Prouf ze laang bei Raumtemparatur gelagert gëtt, oder onsaachgemääss transportéiert gëtt, kann et virkommen, dass den Echantillon net méi ze gebrauchen ass. Am Fall vun engem Test kéint dësen da falsch negativ ausfalen.

En Covid-19-Test, wéi all aner Diagnostic-Test, ka keng 100 % Sécherheet ginn. Et ginn also och Fäll, wou den Test net klappt. Als Beispill kuckt ee bei dem Seegene-Test, deen zu Lëtzebuerg an der Routine am meeschten agesat gëtt no dräi verschiddenen „Target Genes". Dësen Test weist eng Spezifizitéit vun iwwer 95 % an eng Sensitivitéit vun iwwer 95 % op.

Question 2395 (15.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **fermeture de points d'observations :**

An dem Kader vum Plang „Restart Tourism - Stabiliséieren. Adaptéieren. Promouvéieren.", deen den Tourismus-Secteur soll ënnerstëtzen, gouf och eng nei Campagne mam Numm „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" ugekënnegt. Dës Campagne soll de Lëtzebuerger an de Leit, déi am noen Ausland liewen, Loscht op eng Vakanz zu Lëtzebuerg maachen an hinne weisen, dass Lëtzebuerg vill ze bidden huet.

Laut eisen Informatiounen hu „Ponts et chaussées" kierzlech eenzel Abuchtunge vu Stroosse gespaart, wou ee konnt mam Auto a Motorrad stoe bléiwen, fir déi schéi Vue ze genéissen. Duerch dës Decisioun si lo leider verschidden Aussiichtspunkte fir Touristen net méi accessibel.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Tourismus stellen:

- Kann d'Regierung eis dës Informatioun bestätegen?

- Wa jo, firwat sinn dës Abuchtunge respektiv Aussiichtspunkte gespaart ginn?

- Wann dës Spärunge sollte bäibehale ginn, wéi kënnen dës Plaze fir Touristen zougänglech gemaach ginn?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Stroossebauverwaltung huet a Kollaboratioun mat der Cellule de crise eng Plaz tëschent Schieren a Colmar-Berg misse spären. Dëst ass am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 gemaach ginn, wou no Plaze gesicht ginn ass, op deenen ee Corona-Massentester duerchféiere kann.

Am Regional-Service Réiden huet eng Plaz op der Kimm misse gespaart ginn, an zwar well do vill Camionen halen an et awer op dëser Plaz ze gefäierlech ass, fir do erëm erauszefueren. Op der N22 tëschent Räichel a Réiden huet an enger Kéier missen eng Spär gemaach gi wéinst enger Baach, déi ënnendrënner leeft an deem dodriwwer baufällegen Iwwergang, deen nach net konnt gefléckt ginn. Soubal eweí déi Saach erëm an der Rei ass, geet déi Plaz erëm op.

Eng weider Spär huet am Regional-Service Clierf op der N18 tëschent Reiler a Maarnech um PK2060 missen opgeriicht ginn, well do ze vill Dreck an d'Natur gehäit gëtt. Eng aner gespaarte Plaz befënnt sech um PK1555 vum CR335 tëschent Clierf a Maulusmillen. Hei handelt et sech ëm eng Abuchtung direkt hannert enger Kéier, déi geduecht ass fir Beem ze stockéieren, a well et awer och do ganz gefäierlech ass erëm erauszefuere wéinst der schlechter Visibilitéit, gouf och déi Plaz fir de Moment zougemaach. Dëst ass awer net deen eenzege Grond. Och do gëtt nämlech vill Dreck vu Leit illegal ofgelagert.

Sou och am Regional-Service Wolz wou op der Héicht vum PK1260 um CR361 vun der N27 a Richtung Géisdref eng Plaz huet misse gespaart ginn. Do steet nämlech eng Dreckskëscht an hannendru befanne sech een Hiwwel an ee Bësch. Well de Besëtzer op där Plaz sech iwwert dee villen Dreck beschwéiert huet, deen d'Leit do hannerloossen, gouf déi Plaz och zougemaach. Dëst fir an enger éischter Phas ze observéieren, wéi sech déi onglécklech Situatioun weiderentwéckelt.

Eng aner Plaz, déi och wéinst deem ville Littering huet missen zougemaach ginn, befënnt sech am Heischtergronn op der N15 op der Héicht vum PK14330. Dobäi kënnt hei och nach, dass d'Police bei eis intervenéiert ass, well si do schonn iwwer länger Zäit, speziell an der Nuecht, verdächteg Aktivitéite festgestallt huet.

Well déi puer Plazen touristesch net wäertvoll sinn, si keng Mesurë virgesinn, fir se den Touristen zougänglech ze maachen.

Um Terrain vum Regional-Service Lëtzebuerg sinn an der Stad zwou Aussiichtsplattforme gespaart ginn:

- Déi eng befënnt sech vis-à-vis vum Sofitel an ass momentan gespaart wéinst dem CFL-Chantier (Verduebelung vun der Eisebunnslinn). Dës Plattform misst dann awer nom Chantier nees op sinn.

- Eng zweet Plattform befënnt sech beim spueneschen Tiermchen an der Montée de Pfaffenthal. Déi ass och gespaart gi wéinst dem CFL-Chantier. Wéini dës Plattform erëm opgeet, ass nach net gewosst, well do nach eng Rei Aarbechte säitens der CFL ze maache sinn.

Question 2396 (15.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **activités de plein air sur les campings :**

De 4. Juni 2020 huet den Här Tourismusminister de Plang „Restart Tourism - Stabiliséieren. Adaptéieren. Promouvéieren." presentéiert mat deem de Secteur verstäerkt soll ënnerstëtzt ginn. An deem Kader gouf och eng nei Campagne mam Numm „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" ugekënnegt. Dës Campagne soll de Lëtzebuerger an de Leit, déi am noen Ausland liewen, Loscht op eng Vakanz zu Lëtzebuerg maachen.

Laut eisen Informatiounen, si fir dëse Summer Vakanzenanimatiounen op de Campinger, déi vun de verschiddenen ORTen organiséiert a vum Ministère finanzéiert ginn, leider ofgesot ginn. Normal Vakanzenaktivitéite fir Schoulkanner bleiwen awer laut dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dëse Summer weiderhi bestoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Kann Regierung bestätegen, dass Vakanzenanimatiounen op de Campinger fir dëse Summer ofgesot gi sinn? Wat ass de Grond dofir?

- Firwat kënne Vakanzenaktivitéite fir Schoulkanner ofgehalene ginn a Vakanzenanimatiounen op de Campinger net?

Réponse commune (15.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Mëtt Mee hunn am deemolege Kontext vun der sanitärer Kris d'Offices régionaux du tourisme festgehalen, dass d'Animatioun op de Campinger, an där Form, wéi se déi lescht Jore stattfonnt huet, net kann organiséiert ginn. Dës Animatioune sinn traditionell ëmmer vu Studenten assuréiert ginn, déi sech vun engem Camping op deen aneren deplacéiert hunn; an engem Dag konnt dat heiansdo bis zu dräi verschidde Campinger sinn, wou ënnerschiddlech Aktivitéi-

ten ugebueden goufen, dëst mat deels grousse Gruppe vu Kanner an enker Interaktioun. D'Zesummesetzung vun de Gruppe vu Kanner, déi zur gläicher Zäit op engem Camping an der Vakanz sinn an un dësen Aktivitéiten deelhuelen, ännert quasi all Dag.

An Tëschenzäit ass Lëtzebuerg allerdéngs op engem Niveau vun Deconfinement ukomm, op deem Aktivitéiten an Animatioune prinzipiell rëm méiglech sinn. Vakanzenaktivitéite fir Kanner a Jugendlecher kënne beispillsweis ab dem 15. Juli 2020 rëm ugebuede ginn, dëst mat temporäre sanitäre Recommandatiounen, déi vum Gesondheetsministère an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère speziell fir d'Organisateuren an d'Ubidder vu Vakanzenaktivitéiten ausgeschafft goufen. D'Kanner an déi Jugendlech sollen hei a fixe Gruppe vu maximal 50 Participanten zesummekommen an d'Kompositioun vun dëse Gruppen däerf während der Dauer vun der Aktivitéit iwwert de ganze Summer net variéieren. Dës fix Gruppe sollen sech net mat deenen anere fixe Gruppe vermëschen. Aus dësem Grond ass an dëse fixe Gruppen d'Droe vun der Mask an de Social Distancing net méi obligatoresch, mee recommandéiert. Dat pedagogescht Personal gëtt mat enger spezieller Formatioun vum Service national de la Jeunesse ënnerstëtzt a forméiert, fir d'Kanner an déi Jugendlech op d'Gestes barrières an de Social Distancing ze sensibiliséieren.

D'Häerzsteck vun dëse Recommandatiounen, nämlech eng Gruppenzesummesetzung, déi iwwert de ganze Summer net ännert, ka per Definitioun op d'Animatioun op de Campinger net ugewannt ginn. Trotzdeem huet d'Generaldirektioun vum Tourismus sech mat den zoustännegen ORTen zesummegedoen an en neit Konzept fir déi touristesch Animatioun fir d'Saison 2020 fir Gäscht op de Campinger an awer och soss an de Regiounen ausgeschafft. Dëst am Respekt vu sanitäre Mesuren. Dëst Konzept wäert nieft Studenten och op extern Prestataren zeréckgräifen a wäert am Kader vun der virtueller Konferenz „Tourism Days - 1st Leisure Edition" de 14. Juli ab 16 Auer presentéiert ginn. Den Animatiounsprogramm leeft den 20. Juli un.

Question 2397 (15.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ouverture du nouveau Lycée technique agricole :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2078 Monsieur le Ministre avait indiqué que l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole était prévue pour la rentrée de 2020-2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le calendrier initial relatif à l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole pourra-t-il être respecté suite à la crise sanitaire ?

2) Dans la négative, pour quand le nouveau Lycée technique agricole pourra-t-il ouvrir ses portes au plus tard ?

Réponse (15.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis le commencement des travaux en mai 2016, le projet initial a connu diverses modifications, dont notamment la décision en 2017 de changer le mode de production d'énergie en l'adaptant pour la combustion de déchets verts, ou encore la nécessité de modifier la conception des ateliers, devenue nécessaire dû à l'évolution des programmes scolaires depuis lors. Ces modifications ont conduit à un changement du planning, déjà avant la crise sanitaire.

Il convient par ailleurs de noter qu'en considération du temps nécessaire pour le déménagement du lycée existant, il fût décidé d'un commun accord avec la direction du lycée, de décaler la mise en service d'un an, à septembre 2021, afin d'éviter un déménagement au courant d'une année scolaire.

ad 2) Avant la crise sanitaire, le planning prévoyait une fin des travaux début 2021, suivi des réceptions, des mises en service et des réglages des installations techniques ainsi que la mise en place des machines du lycée et finalement le déménagement.

À l'heure actuelle, malgré les mesures sanitaires à respecter sur chantier et les contraintes dues aux délais de livraison prolongés de certains matériaux, tout est mis en œuvre à ce que la mise en service pour la rentrée 2021-2022 puisse être maintenue. Le cas échéant, un déménagement en étapes sera à considérer.

Q476

Question 2405 (16.06.2020) de **Mme Diane Adehm, MM. Léon Gloden** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **bilan du Service national du médiateur de la consommation (SNMC) pour 2019 :**

Hier, le Ministre de l'Économie a présenté ensemble avec le médiateur de la consommation le bilan du SNMC pour l'année 2019. Alors que lors de son institution, le Gouvernement a créé un Ministère de la Protection des consommateurs pour lui donner plus de poids, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame le Ministre de la Protection des consommateurs :

- Ne serait-il pas plus sensé de transférer le SNMC dans les attributions du ministère précité ?

Il ressort par ailleurs du communiqué de presse diffusé à l'issue de la conférence de presse précitée que :

« Au cours de l'année 2019, 460 demandes ont été soumises au Service national du médiateur de la consommation, contre 268 l'année précédente, soit une augmentation en 2019 de près de 72 % par rapport à 2018. » La majorité des cas concernerait par ailleurs le secteur de la construction et de l'immobilier.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes :

- Le Gouvernement peut-il nous informer plus en détail sur les « contentieux » en question ?

- Le Gouvernement entend-il prendre une initiative législative pour venir à bout des problèmes qui ont pu être décelés lors des médiations proposées ?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Le Service national du médiateur de la consommation (SNMC) œuvre dans un contexte de l'économie en général, et son rôle n'est pas de défendre exclusivement les intérêts des consommateurs. La référence au mot « consommation », et non pas « consommateur », dans l'intitulé du SNMC vise expressément le fait que ce service est compétent pour résoudre un litige de consommation, c'est-à-dire un litige né d'un contrat de vente ou d'un contrat de service conclu entre un consommateur et un professionnel.

La compétence du SNMC n'est donc absolument pas limitée à la saisine par les seuls consommateurs, il peut également être saisi par une entreprise qui rencontre un problème avec un consommateur. Comme indiqué dans le rapport annuel 2019, la volonté d'élargir encore davantage le champ de compétence du SNMC aux entreprises, lorsqu'elles agissent en tant que consommateur et rencontrent des problèmes avec une autre entreprise, témoigne de l'évidence du rattachement de ce service au Ministère de l'Économie. Comme les autres entités qualifiées notifiées à la Commission européenne qui répondent aux critères de la directive 2013/11/UE relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation telle que transposée dans le Code de la consommation, le SNMC est en contact avec le Ministère de la Protection des consommateurs pour se concerter sur l'évolution de la médiation au Luxembourg.

En outre, la politique horizontale du marché intérieur de l'Union européenne compte parmi les compétences du Ministère de l'Économie. Dans ce contexte, le Service national du médiateur de la consommation (SNMC) joue un rôle essentiel puisque tout ressortissant d'un pays de l'UE a le droit de s'adresser à lui s'il rencontre un conflit avec une entreprise ayant son siège social au Luxembourg.

Comme il se doit pour tout acte de médiation et conformément au Code de la consommation, le SNMC se caractérise par son impartialité et indépendance absolue vis-à-vis des parties. Il agit donc tant dans l'intérêt des consommateurs que dans celui des entreprises. Il opère comme intermédiaire impartial afin de faciliter le dialogue entre les parties dans le but de les accompagner dans leur recherche conjointe d'une solution à l'amiable.

Concernant les questions des honorables Députés concernant le bilan pour l'année 2019 du SNMC, il peut être précisé que les litiges en matière de l'immobilier rencontrés par le SNMC au cours de l'année 2019 concernaient principalement des problèmes liés à la vente de biens entre personnes privées, à la vente de biens via des agences immobilières, à la restitution d'une garantie locative ou encore à la gouvernance d'un immeuble en copropriété par un syndic.

En ce qui concerne les litiges en matière de construction, les saisines du SNMC relevaient essentiellement de problèmes liés aux retards dans l'achèvement de chantiers, de problèmes de communication entre le promoteur et le consommateur ou encore de vices de construction.

Ces litiges divergent fortement entre eux, à la fois pour ce qui est de leur origine, des acteurs concernés et de leur issue finale. Comme ces litiges ne relèvent pas de problèmes récurrents ou structurels, le Gouvernement ne reconnaît pas de nécessité à légiférer en la matière.

Comme précisé par le Ministre de l'Économie lors de la conférence de presse, il envisage d'accorder une suite aux recommandations soumises par le SNMC, en particulier concernant l'extension du champ de compétence matériel afin que le SNMC soit en mesure de traiter davantage de demandes. Il se concertera prochainement avec le Ministère de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Justice sur la médiation en général et sur cette question en particulier.

Question 2406 (16.06.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns » :**

Concernant le projet de reconversion urbanistique de l'ancien site industriel de l'usine sidérurgique d'Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns », diverses voix se sont élevées dernièrement pour réclamer la protection nationale et la conservation du patrimoine industriel du site, notamment la sauvegarde des bâtiments et installations des accumulateurs à minerai, dits « Keeseminnen ». Estimant que cet établissement industriel remplit tous les critères essentiels « sur la base desquels un immeuble est classé comme patrimoine culturel national », selon la définition de l'actuel projet de loi relatif au patrimoine culturel du Ministère de la Culture, le comité de l'association « Industriekultur - Centre national de la culture industrielle » a rencontré successivement la Ministre de la Culture, le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette, ainsi que les responsables du promoteur privé en charge de la reconversion urbanistique du site « Rout Lëns », pour plaider le dossier de la sauvegarde des accumulateurs à minerai. Tant les membres du collège échevinal d'Esch-sur-Alzette que les responsables de la firme IKO Real Estate ont affirmé à l'occasion de ces entrevues que le directeur du Service des sites et monuments nationaux a estimé au printemps 2018 lors d'une visite du site « Rout Lëns », que les accumulateurs à minerai ne mériteraient pas d'être conservés.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique le directeur du Service des sites et monuments nationaux a-t-il cru devoir estimer que les bâtiments et installations des accumulateurs à minerai d'Esch-Terres Rouges ne mériteraient pas d'être conservés ? Est-il loisible aux députés et aux chercheurs intéressés de prendre connaissance de l'étude technique et scientifique y relative ?

2) Tel qu'il semble ressortir d'un courrier du Ministère de la Culture en date du 26 juin 2018, courrier cité par la responsable en charge du projet « Rout Lëns » pour IKO Real Estate à l'occasion d'une déclaration faite le 12 mai 2020 au magazine Paperjam[22], le Ministère de la Culture aurait proposé « de classer comme monument national le bâtiment TT situé à l'entrée du site ». Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique seul le bâtiment TT a-t-il été proposé à être classé comme monument national, à l'exclusion des autres bâtiments du patrimoine industriel du site des Terres Rouges/Rout Lëns? Est-il loisible aux députés et aux chercheurs intéressés de prendre connaissance de l'étude technique et scientifique du patrimoine industriel du site des Terres Rouges ? Quel a été le sort réservé à la proposition de classement du bâtiment TT ?

3) Quelle réponse Madame la Ministre entend-elle réserver à une demande de classement déposée à la date du 10 mars [23], concernant la protection nationale de différents immeubles sis sur le crassier Terres Rouges et sur le site dit « la Lentille Rouge » à Esch-sur-Alzette, à savoir 1. la rangée d'ateliers appelée communément « Handwierkergaass », 2. l'ancienne halle des soufflantes, 3. les accumulateurs à minerai dits « Keeseminnen » et les vestiges des silos à coke, 4. la centrale des turbines MAN, 5. la station de pompage située près des étangs de refroidissement de l'usine, 6. le poste d'aiguillage situé près de la frontière française, 7. le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine, dit « Mur Lefèvre »?

Les travaux de démolition de bâtiments relevant du patrimoine industriel luxembourgeois ayant été récemment entamés sur le site des Terres Rouges/Rout Lëns, la question visée est de la plus haute urgence.

Réponse (16.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Afin de pouvoir répondre utilement à l'honorable Député, il me semble nécessaire de dresser une brève chronologie des faits ayant précédé la situation actuelle.

En 2010, l'Administration de l'architecte de la Ville d'Esch-sur-Alzette avait sollicité le Service des sites et monuments nationaux (SSMN) pour pouvoir définir ensemble quels bâtiments du site industriel des Terres Rouges devraient et pourraient être retenus pour une sauvegarde, ceci notamment au vu d'un grand projet de réaménagement du site à réaliser le cas échéant par un promoteur privé.

Après une analyse commune des lieux et des documents d'autres experts déjà établis, le SSMN avait saisi la Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO). Dans un avis du 1er juin 2011, cette commission s'était exprimée pour la protection nationale de plusieurs bâtiments du site industriel des Terres Rouges, à savoir les neuf bâtiments en enfilade situés du côté « crassier », encore appelés « Handwiekergaas », ainsi que l'ancien magasin et entrepôt (« bâtiment TT ») et la halle des turbines du côté « lentille » (cf. avis en annexe). Demandé en son avis, le conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette s'était prononcé en date du 2 décembre 2011 pour la protection des bâtiments du côté « lentille », mais contre la protection de la « Handwierkergaas ». En 2012, la proposition de protection nationale y afférente avait été soumise au Conseil de Gouvernement. Ce dernier n'avait pas donné suite à cette proposition. En ce qui concerne le rôle du directeur du SSMN dans la procédure de classement, je tiens à préciser qu'il ne lui incombe pas de décider ou non du classement d'un immeuble, contrairement à ce que sous-entend l'honorable Député dans sa question.

C'est dans le cadre de l'élaboration du nouveau PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette que les responsables communaux et des agents du SSMN se sont encore rencontrés par la suite à plusieurs reprises pour définir les immeubles à sauvegarder, notamment au vu d'un prochain projet d'aménagement. Le PAG instaure une protection communale pour tous les immeubles repérés par la COSIMO, auxquels se sont ajoutés la halle des soufflantes, le poste d'aiguillage et un mur de soutènement.

Il découle de ce qui précède que les accumulateurs à minerai, encore appelés « Keeseminnen », ne furent jusqu'à récemment pas visés par les discussions autour des immeubles à protéger sur le site. L'indication au propriétaire, également de la part de mes prédécesseurs, fut celle de ne pas devoir les garder, contrairement aux nombreux autres objets du même site. Le projet de développement du quartier, qui se trouve en phase de finalisation, a dès lors été élaboré en planifiant la destruction des « Keeseminnen », destruction qui fut entamée cette année. J'ai été saisie au mois de mars 2020 d'une demande de classement concernant les

[22] Déclaration de Sandra Huber, en charge du projet « Rout Lëns » pour IKO Real Estate, au magazine Paperjam, en date du 12 mai 2020 : « Le Service des sites et monuments nationaux est venu au printemps 2018 visiter le site de la Lentille Terres Rouges afin de décider quels étaient les bâtiments à conserver au vu de leur valeur patrimoniale. Suite à cette visite, le Ministère de la Culture a envoyé un courrier le 26 juin 2018 dans lequel il propose de classer comme monument national le bâtiment TT situé à l'entrée du site, procédure qui est toujours en cours. (...) »

[23] Demande de classement du 10 mars 2020 de Dan Cao, Henri Clemens, Do Demuth, Jacques Maas, Gino Pasqualoni et Denis Scuto concernant la protection nationale de différents immeubles sis sur le crassier Terres Rouges et sur le site dit « la Lentille Rouge » à Esch-sur-Alzette, à savoir 1. la rangée d'ateliers appelée communément « Handwierkergaass », 2. l'ancienne halle des soufflantes, 3. les accumulateurs à minerai dits « Keeseminnen » et les vestiges des silos à coke, 4. la centrale des turbines MAN, 5. la station de pompage située près des étangs de refroidissement de l'usine, 6. le poste d'aiguillage situé près de la frontière française, 7. le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine, dit « Mur Lefèvre ».

« Keeseminnen ». Étant donné que le Service des sites et monuments nationaux a été étroitement associé à la détermination des immeubles qui seront à conserver, que les « Keeseminnen » n'en faisaient pas partie et que le projet est sur le point de finalisation, j'ai dans le cadre de différentes entrevues avec d'une part le CNCI, d'autre part les propriétaires et promoteur du site et finalement la commune d'Esch-sur-Alzette, essayé de savoir s'il y avait une possibilité de maintenir à ce stade tardif du développement du projet lesdits « Keeseminnen ». La réponse fut négative, de sorte qu'au vu de l'étroite collaboration entre les acteurs concernés au préalable j'ai décidé de ne pas entamer de procédure de classement pour ce bâtiment.

Suite à une visite des lieux en date du 13 juillet 2020, j'ai toutefois entamé les procédures de classement pour les immeubles suivants en date du 14 juillet 2020 :

- La rangée des ateliers mécaniques - Handwierkergaass (9 volumes)

- La centrale des turbines

- L'ancien magasin et entrepôt

- L'ancienne centrale des soufflantes

- Le poste d'aiguillage

- Le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine

J'estime qu'afin d'éviter ce genre de situations à l'avenir et en attendant la nouvelle loi sur le patrimoine et l'élaboration de l'inventaire qui y est prévu, une étroite collaboration entre le CNCI et le Service des sites et monuments nationaux concernant d'autres sites industriels non encore développés est primordiale. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles j'ai soutenu la création du CNCI. J'estime également que l'établissement d'un inventaire, tel que prévu dans le projet de loi n° 7473, permettra une plus grande sécurité juridique pour tous les acteurs concernés et une plus grande clarté des procédures.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2427 (22.06.2020) de **Mme Djuna Bernard** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **langage facile sur le portail informationnel guichet.lu :**

En 2019, le portail informationnel guichet.lu a publié les premières fiches descriptives de démarches en langage facile allemand communément appelé « Leichte Sprache », un langage clair qui s'adresse en premier lieu aux personnes avec un retard mental et celles qui ont des compétences en lecture et en écriture limitées. Cette démarche permet d'inclure tous les citoyens dans la transformation digitale et constitue un outil important pour l'égalité des chances. Or, jusqu'à présent, aucune fiche reprenant des informations sur le coronavirus n'a été publiée en langage facile sur le portail guichet.lu. Des explications concernant les démarches à suivre pendant la crise, notamment celles ayant trait au congé pour raisons familiales ou celles concernant le dépistage à grande échelle font également défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les informations essentielles ayant trait à la crise sanitaire devraient être traduites en langue facile pour qu'elles soient accessibles pour tous les citoyens ?

2) Dans la positive, est-ce que la traduction voire la publication des fiches descriptives ou explicatives en langage facile a-t-elle été mise en route ?

3) Existe-t-il une procédure qui définit quels textes sont traduits en langage facile et comment sont traitées les informations urgentes ?

Réponse commune (16.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

ad 1) Il va sans dire que toutes les informations essentielles doivent être accessibles à tous les citoyens.

guichet.lu s'efforce de fournir des informations pertinentes à tous les pans de la société. Le portail existe en trois versions linguistiques complètes et, depuis 2019, dans un souci d'inclusion numérique de tous les citoyens, en langage facile dans le cas d'un nombre limité de démarches. Ces traductions ont été préparées en collaboration avec Klaro, le bureau officiel pour le langage facile au Luxembourg. Il s'agit d'un projet pilote qui verra à terme la publication d'une vingtaine de fiches descriptives en langage facile sur guichet.lu

ad 2) Klaro, qui dispose d'une convention de financement du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, a publié sur son site Internet (www.klaro.lu) des informations en langage facile, entre autres, sur les gestes barrière, le port du masque obligatoire et l'état de crise. Dans ce contexte, Klaro a pris contact avec le Ministère de la Santé. La plupart des gestionnaires conventionnés et actifs dans le domaine du handicap ont élaboré des dépliants en langage facile adapté aux besoins particuliers de leurs usagers.

S'il est vrai que le langage facile constitue un moyen pour expliquer des textes difficiles à comprendre, il convient de noter qu'il existe bien évidemment d'autres moyens, tels que, par exemple, des films explicatifs qui peuvent aussi être compris par des personnes illettrées.

Ainsi, Klaro a, entre autres, publié un film explicatif sur les règles à respecter pendant le confinement.

ad 3) En décembre 2019, le Conseil de Gouvernement a approuvé un nouveau plan d'action national de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées pour les années 2019-2024. Ce plan d'action comporte une panoplie de solutions qui permettent à tous de vivre dans une société inclusive, ouverte à tous et forte de par sa diversité. Ce plan d'action, comme son précurseur, sera disponible en français, en allemand, en version braille et en langue facile. Si les trois premières versions sont déjà disponibles, la quatrième est en train d'être finalisée.

Actuellement, la plupart des traductions sont faites sur demande.

Le plan d'action national prévoit, au chapitre 3, la création d'un « Centre de la communication accessible à tous » et la promotion de l'uniformisation des règles et outils du langage facile ainsi que la création de règles concernant l'utilisation du langage facile dans certains domaines clés.

Une des missions de ce centre, dont l'ouverture est prévue pour 2023, sera d'améliorer la qualité des moyens d'information afin de les rendre efficaces et accessibles à tous, dans un souci de favoriser et d'améliorer la communication pour et avec les personnes en situation de handicap et toute autre personne ayant besoin d'un mode de communication alternatif.

Question urgente 3489 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **transport vers les centres de vaccination :**

Am Osten ass viru kuerzem de Standuert Munneref als Impfzentrum zréckbehale ginn. Dëst ka verkéierstechnesch Problemer fir vill Leit aus dem Oste mat sech bréngen. Och ganz allgemeng stellt sech d'Fro, ob ee Leit, déi sech wëllen impfe loossen a keen eegenen Auto dofir kënne benotzen, net sollt bei hirem Transportproblem hëllefen. Dobäi muss een natierlech och prioritär un déi eeler Leit denken, déi dacks besonnesch vulnerabel sinn.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, dës Leit eventuell mam Adapto op Munneref oder an en aneren Impfzentrum ze bréngen, wann den aneren ëffentlechen Transport ze laang dauert oder ze komplizéiert ass?

2. Kënnen, alternativ an esou Fäll, eventuell Taxikäschte vum Staat iwwerholl ginn, wann déi Depense onëmgänglech ass, fir an en Impfzentrum ze fueren?

Réponse commune (27.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass selbstverständlech, datt en equitabelen Accès fir jiddereen zu den Impfzentre muss garantéiert ginn an datt keen opgrond vu sengem Alter, senge Mobilitéitsaschränkungen oder anere Problemer e manner gudden Zougang zu engem Impfzentrum muss hunn. De Punkt, deen den honorabelen Deputéierten an senger Fro mentionéiert, concernéiert iwweregens net just den Impfzentrum am Osten vum Land, mee och all déi aner Impfzentren, déi an noer Zukunft fonctionéieren sollen.

Zu dësem Zäitpunkt ass nach keng Decisioun geholl ginn, wat fir eng Alternativen de Leit, déi keng Méiglechkeet hunn op e privat Verkéiersmëttel zeréckzegräifen, sollen ugebueden ginn, fir datt si sech einfach an en Impfzentrum deplacéiere kënnen. D'Kollaboratioun mam Service Adapto ass do sécherlech eng Méiglechkeet, mee et ginn och nach aner Méiglechkeeten, wéi zum Beispill mat anere privaten Transportgesellschaften, déi een a Betruecht zéie kéint. Soubal déi verschidden Acteure sech op eng Solutioun gëeenegt hunn, wäert d'Regierung doriwwer kommunizéieren.

Question urgente 3490 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Am Kontext vun den Impfstoffer géint de Corona-Virus gëtt et eng ganz Rei vun nach oppene Froen. Eng dovun sinn d'Konditiounen an d'Emstänn, déi zu där ganz séierer Zouloossung vun Impfstoffer geféiert hunn.

An enger „Opinion" an deem renomméierte „British Medical Journal" huet elo de Professer Peter Doshi Zweifel un der Effikassitéit vun deenen aktuell zougeloossenen Impfstoffer ugemellt. Seng Haaptkritik geet awer drëm, datt d'„Raw Data" vun den Zouloossungstester an der Pharmaindustrie net fir all Autoritéiten a Wëssenschaftler zougänglech sinn.

Duerfir wéilt ech der Madamm Minister dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, sech bei der EU-Kommissioun duerfir anzesetzen, datt d'Pharmaindustrie dëst réit Datematerial vun den Tester vu Corona-Impfstoffer all interesséierte Wëssenschaftler a besonnesch och der EMA an der EU-Kommissioun komplett a kuerzfristeg muss zougänglech maachen?

2. Sollt d'EMA net ausdrécklech invitéiert ginn, ier déi provisoresch Zouloossung, déi bis elo fir just ee Joer gi gouf, fir déi Réidate genee ze analyséieren, ier si eng nei Recommandatioun am Bezuch op eng eventuell Verlängerung vun der Zouloossung un d'EU-Kommissioun mécht?

Réponse (26.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De rezenten „Blog" vum Professer Peter Doshi am „British Medical Journal" huet eng Rei Froen opgeworf iwwert d'Donnéeë vun der gréisster Etüd op där hirer Basis d'Autorisatioun vum Impfstoff Comirnaty gemaach gouf.

All Informatiounen iwwert d'Qualitéit, d'Efficacitéit and d'Securitéit vun dësem Impfstoff sinn am komplette Rapport um Site vun der Europäescher Medikamentenagence ëffentlech disponibel (EMA): https://www.ema.europa.eu/en/documents/assessment-report/comirnaty-epar-public-assessment-report_en.pdf.

Op sengem Blog fuerdert de Peter Doshi, dass all detailléiert Informatiounen iwwert d'klinesch Studie public gemaach ginn. Am Prinzip ass et effektiv esou, dass d'Donnéeë vun den Studien, déi vun dem Produzent gemaach goufen, fir d'„autorisation de mise sur le marché" ze kréien, op dem Site vun der Agence publizéiert ginn, dat beinhalt och d'Studieprotokoller vun den Etüden (https://clinicaldata.ema.europa.eu/web/cdp/home). Déi komplett Donnéeën iwwert de Comirnaty wäerten am Laf vum Februar op dësem Site disponibel sinn.

D'EMA mécht aktuell alles, fir esou schnell wéi méiglech d'Evaluatiounen ze maachen, fir d'Impfstoffer ze autoriséieren an zugläich d'Sécherheet vun dëse Produkter ze garantéieren, an dat mat der gréisst méiglecher Transparenz iwwert d'reglementaresch Aktivitéiten.

Question urgente 3500 (25.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **médicament à base d'anticorps monoclonaux :**

Gëschter war gewuer ze ginn, datt Däitschland 200.000 Dose vun engem neien Antikierper Medikament kaf huet am Kampf géint d'Covid-19-Pandemie. Vun nächster Woch un sollen dës sougenannte monoklonal Antikierper an Däitschland als éischt Land an der EU agesat ginn. Dës Behandlung viséiert virun allem erwuesse Patiente mat wéinegen oder moderate Symptomer awer mat engem Risiko méi e schwéiere Verlaf ze kréien. Wa si an enger Fréiphas vun der Krankheet d'Antikierper kréien, kënnen dono Komplikatioune verhënnert ginn.

An der EU ass dës nei Behandlungsmethod bis elo net zougelooss, an Däitschland kann awer déi iewescht zoustänneg Instanz eng positiv Aschätzung ginn, wa soss adequat Behandlungsméiglechkeete feelen, an d'Medikament dann asetzen. Eng Dosis kascht ronn 2000 Euro. An den nächste Woche kréie spezialiséiert Spideeler dës Medikament gratis zur Verfügung gestallt.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung sech schonn iwwer dës Medikament informéiert?

2. Wa jo, ginn et Iwwerleeungen, och eng Rei Dose vun dësen Antikierper ze kafen? Wa jo, wéini? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

3. Gëtt et en Austausch op EU-Niveau iwwer dës Medikament oder hunn déi Responsabel vum Gesondheetsministère sech eventuell bei hiren däitschen Homologen driwwer informéiert?

Réponse (26.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun gëtt permanent iwwer nei Traitementer, déi am Kader vun der Covid-Kris zum Asaz kënne kommen informéiert. Dëst geschitt ënner anerem duerch d'Representatioun am Comité des médicaments humains (CHMP), dee vun der europäescher Medikamentenagence pilotéiert gëtt an an deem all Memberstaaten en Representant hunn souwéi duerch de Reseau vun de Responsabele vun de verschiddenen europäesche Medikamentenagencen.

D'Gesondheetsdirektioun ass a Kenntnis gesat gi vun verschiddenen ginn iwwer verschidde monoklonal Antikierper-Traitementer, déi vu verschiddene pharmazeutische Firmen entwéckelt gi sinn an an noer Zukunft vun der EMA wäerten evalueiert ginn, ob si eng europäesch Zouloossung kënne kréien (et handelt sech heibäi ënner anerem ëm Bamlanivimab, Eli Lilly; Etesevimab, Eli Lilly; REGN10933 (Casirivimab, Imdevimab), Regeneron; Otilimab, GlaxoSmithKline).

Déi monoklonal Antikierper-Traitementer vu Bamlanivimab a REGN10933 kënnen an Amerika iwwer eng Noutfallzoulossung vun der FDA, déi sech op preliminär villverspriechend Donnéeë baséiert an den Asaz kommen. Dëst ass awer just am Kader vu strenge Limitatiounen a Virsiichtrecommandatiounen den Fall.[24] [25]

D'Autorisation de mise sur le maché conditionnelle vun der Europäescher Medikamentenagence ass eng beschleunegt zentraliséiert Prozedur, déi u verschidde Konditioune gebonnen ass wéi zum Beispill d'Kollekt vun zousätzlechen Informatiounen iwwer d'Effikassitéit an d'Sécherheet vum Traitement och dann, wann d'Autorisation de mise sur le marché schonn do ass.

Doriwwer eraus hunn déi verschidde Memberstaate vun der EU national reglementaresch Instrumenter zu hirer Verfügung déi erlaben, am Kader vun enger sanitärer Kris, op net autoriséiert Medikamenter zeréckzegräifen.

Am spezifesche Fall vun Däitschland ass am Moment net gewosst wéi déi monoklonal Antikierper-Traitementer an den Asaz wäerte kommen. Intressant ass et och ze ënnersträichen, datt de President vun der däitscher Medikamentekommissioun, de Professor Wolf-Dieter Ludwig, den Akaf vun dësen Traitementer kritiséiert huet. Hien ass der Meenung, datt d'Wirksamkeet vun dësen Traitementer am Kader vum Covid-19 nach net genuch op Basis vun wëssenschaftleche Studie bewisen ginn ass.[26]

Vu datt déi monoklonal Antikierper nach net um europäesche Marché zougelooss sinn, si vill Dokteren an Wëssenschaftler der Meenung, datt se just am Kader vu klineschen Etüde missten an den Asaz kommen an datt e strenge Monitoring vun hirer Sécherheet misst gemaach ginn.

Zu Lëtzebuerg wäert sech de Service national des maladies infectieuses, no Iwwerpréiwung vun de Wirksamkeetsdonnéeën an de d'Secherheetskrittären, déi aktuell disponibel sinn, iwwer d'Fro, ob dësen Traitement och an hirem Service néideg respektiv nëtzlech ass, ausschwätzen.

Question urgente 3503 (25.01.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **nouvelles conditions d'utilisation d'une messagerie instantanée chiffrée :**

L'application WhatsApp a récemment mis à jour sa politique de confidentialité des données personnelles. Cette mise à jour soulève de nombreuses préoccupations : les utilisateurs sont en effet obligés d'accepter le partage de

[24] https://www.fda.gov/media/143892/download

[25] https://www.fda.gov/media/143603/download

[26] https://www.zdf.de/nachrichten/politik/corona-spahn-medikament-antikoerper-100.html

leurs données personnelles collectées sur WhatsApp avec la maison mère de l'application, Facebook, sous peine de ne plus pouvoir utiliser le service. Des millions d'utilisateurs jugent cette nouvelle politique de confidentialité des données personnelles trop intrusive et ont, depuis l'annonce de ces conditions d'utilisation, déjà déserté WhatsApp pour se rabattre sur d'autres services, tels que Signal ou Telegram. Les critiques des utilisateurs sont par ailleurs si virulentes, que les nouvelles conditions d'utilisation, qui devaient initialement entrer en vigueur le 8 février prochain, ne seront finalement d'application que le 15 mai 2021.

D'après nos informations, certaines directions de l'enseignement fondamental ont recommandé aux enseignants de ne plus utiliser l'application WhatsApp pour des raisons de protection de données et de migrer vers un autre outil de travail.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que certaines directions de l'enseignement fondamental ont émis de telles recommandations ?

2) Quels outils de travail alternatifs sont recommandés par le Gouvernement pour assurer la protection des données personnelles et quels sont les arguments de fonctionnalité justifiant l'utilisation de ces outils de travail ? Où seront stockées les données de ces outils alternatifs ?

3) Plus généralement, Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer de quelle manière le Gouvernement s'implique activement au niveau européen pour trouver des solutions alternatives au stockage de données sur sol non européen ?

Réponse commune (28.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le Gouvernement confirme sa détermination à garantir de façon adéquate la confidentialité des messages et la protection des données personnelles pour les communications électroniques entre les départements et services de l'État et les citoyens. Les honorables Députées peuvent se référer aux recommandations sur l'utilisation des applications de messagerie dans la fonction publique formulées par le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État (CGPD) dans la question parlementaire n° 2246. Les applications telles que WhatsApp ne font pas partie du catalogue des outils offerts et gérés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) met à disposition des enseignants et des élèves un certain nombre d'applications à vocation pédagogique ou de communication. L'application messager « WhatsApp » ne fait pas partie des applications promues par le MENJE.

En ce qui concerne cette application spécifique, le MENJE peut confirmer que certains instituteurs spécialisés en compétences numériques, après concertation avec les directions de région, ont émis des réserves quant à l'utilisation de l'application en question pour les échanges professionnels et ceci pour des raisons de confidentialité des données à caractère personnel.

Il est connu qu'il existe beaucoup de groupes informels de parents et d'enseignants qui se servent de « WhatsApp » ou d'autres applications similaires pour leur communication. Cependant, l'installation et l'utilisation de telles applications se font sous la responsabilité des utilisateurs et la responsabilité du MENJE ne saurait être engagée en rapport avec l'utilisation d'outils dont il ne fait ni la promotion ni la mise à disposition et sur laquelle il n'a pas d'emprise.

ad 2) Comme alternative pour la communication entre enseignants, élèves et parents, des plateformes d'apprentissage internes à l'éducation nationale sont en place et peuvent être utilisées, notamment la plateforme OLI (http://oli.education.lu) et l'environnement de collaboration « Office 365 » (http://365.education.lu). Alors que la plateforme OLI est une plateforme purement Web qui est hébergée sur les serveurs du Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE), les données des applications « Teams », « OneDrive », « Office online » et autres de la suite « Office 365 » sont hébergées sur des serveurs localisés en Union Européenne (UE). Sur ces plateformes, la communication et le traitement des données sont sécurisés et respectent les consignes du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD). L'application « Teams » existe aussi bien en mode Web qu'en mode « mobile » pour Android et iOS et offre des fonctionnalités similaires au messager « WhatsApp » tout en offrant un accès sécurisé moyennant le compte IAM (http://iam.cgie.lu) de l'utilisateur. Par ailleurs « Teams » ne nécessite pas de numéro de GSM pour son utilisation, ni en mode Web, ni en mode « mobile ».

ad 3) Comme le savent les honorables Députées, le RGPD fixe à la fois les règles pour garantir un niveau élevé de protection des données personnelles et des règles relatives à la libre circulation de ces données. Il s'agit notamment que ces données circulent librement dans le respect des règles de protection des données personnelles. Or, en ce qui concerne les flux de données vers les pays tiers à l'Union européenne, le RGPD définit une « boîte à outils » au chapitre V, qui correspond à un ensemble de mécanismes sans lesquels ces transferts de données ne peuvent opérer, afin que le niveau élevé de protection des données personnelles protégé par le RGPD ne soit pas compromis.

La Cour de justice de l'Union européenne a récemment précisé, dans l'arrêt C-311/18 du 16 juillet 2020, son interprétation de certaines dispositions de ce chapitre - au sujet duquel nous vous prions de bien vouloir vous référer à la réponse à la question parlementaire n° 2574. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD), en collaboration avec le Comité européen de la protection des données (EDPB) et les autorités de contrôle indépendantes de l'UE, ont élaboré des recommandations sur les garanties supplémentaires requises à la suite de cette jurisprudence. Une consultation publique sur ces recommandations s'est close le 21 décembre 2020. Il s'agit à présent pour l'EDPB de prendre en compte les nombreux commentaires afin de finaliser ces recommandations.

La mise en œuvre pratique des dispositions du chapitre V du RGPD passe notamment par certains actes d'exécution de la Commission européenne, par exemple pour l'adoption ou la révision de clauses types de protection de données ou pour l'adoption ou la révision de décisions d'adéquation. Le Gouvernement participe aux discussions y afférant au sein du Conseil de l'Union européenne.

Question urgente 3508 (26.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test de dépistage rapide :**

Den däitsche Gesondheetsministère plangt seng „Medezinprodukte-Abgabeverordnung" esou ze änneren, datt an Zukunft och Corona-Schnelltester fir doheem zougelooss ginn. Am Moment dierfe Schnelltester bei eisen Nopere just vun Dokteren, a medezineschen Ariichtungen oder a Fleegestrukture genotzt ginn.

Wann awer deemnächst Schnelltester zur Verfügung stinn, déi och onkomplizéiert vun de Leit selwer kënne gemaach ginn an e séchert Resultat liwweren, gesäit déi däitsch Regierung heiran e gudde Moyen am Kampf géint d'Pandemie.

Momentan gëtt op eng Zertifizéierung an Zouloossung vun dësen Tester gewaart. Wa se bis zougelooss sinn, kéinten se dann och an der Beruffswelt agesat ginn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass d'Regierung um Lafenden iwwert dës nei Schnelltester?

- Wa jo, ass och zu Lëtzebuerg virgesinn esou Tester, fir de Privatgebrauch zouzeloossen?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (27.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère an d'Gesondheetsdirektioun informéiere sech reegelméisseg iwwert d'Innovatioun bei den diagnostesche Covid-19-Tester, a besonnesch bei de Schnelltester.

Et sinn aktuell eng Rei nei Tester, déi op de Maart kommen, déi och schonns deelweis e CE-Label hunn, an domat eng Autorisatioun, fir an Europa verkaaft ze ginn. Dës Tester sinn Antigeentester, déi awer entweeder op Frottise gemaach kënne ginn, déi just am viischten Deel vun der Nues oder am Mond geholl ginn an net méi um Niveau vum Hals, oder déi op Späichel gemaach ginn. Dës Tester kéinten da méi liicht vun Netfachleit gemaach ginn, zum Beispill am private Kader.

D'Gesondheetsdirektioun mécht am Moment e Relevé vun den disponibelen Tester mat hire Charakteristiken (Sensibilitéit, Spezifizitéit...) a wäert och zesumme mam nationale Gesondheetslaboratoire (LNS) eng Rei Testkitte bestellen, fir dës ze testen, a bei enger Pilotphas anzesetzen.

En parallèle, ass de Service juridique vum Ministère dobäi ze préiwen, wéi een déi reglementaire Basis misst ëmänneren, fir dass dës Tester och vun Netfachleit kéinte gemaach ginn.

Question urgente 3520 (27.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **système d'alternance hebdomadaire dans l'enseignement :**

Virum Hannergrond vun der Pandemie hat den Här Educatiounsminister am Dezember A-B-Gruppen op den ieweschte Klassen am Secondaire fir dat éischt Semester ugekënnegt.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Sollen d'Klassen och nach no der Fuesvakanz an A-B-Gruppe weiderfunktionéieren?

- Wa jo, wäert dat nëmme fir déi ieweschte Klassen am Secondaire gëllen?

- Falls nee, aus wéi engem Grond?

Réponse (28.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi aus internationalen Etüden ervirgeet, besteet e prinzipielle Konsens doriwwer, datt d'Schoule sollen opbleiwen.

Au vu vun den aktuellen Zuele vun neien Infektiounen, sollen déi Moossnamen, déi de Moment a Kraaft sinn, och weiderhin oprechterhale bleiwen. Dat heescht, datt och no der Fuesvakanz déi ieweschte Klassen am Lycée wäerten „en alternance" funktionéieren.

Opgrond vu Virusvarianten, déi méiglecherweis méi ustiechend sinn, muss een awer virsiichteg bleiwen, soudatt - jee no der Evolutioun vun den Zuelen - och aner Mesurë kënnen ergraff ginn. D'Situatioun gëtt permanent suivéiert vum Comité de pilotage, deen aus Vertrieder vum Gesondheetsministère a vum Educatiounsministère besteet.

Question urgente 3527 (29.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires des prestataires de soins à domicile :**

Mir ass rezent e Virfall zougedroe ginn, deen am Kader vun der Protektioun vun eeler Leit virum Covid-Virus eng Rei Froen opwerft. Et war deemno esou, datt eng Persoun vun engem Fleegedéngscht e Bréif zougestallt krut, well déi Persoun, déi si betreit - eng eeler demenzkrank Damm vu 94 Joer - an der Presenz vum Mataarbechter vum Fleegedéngscht keng Mask unhat. Am Bréif heescht et:

« Je vous prie dès lors de bien vouloir appliquer incessamment cette consigne ! »

Et muss een allerdéngs an deem Kontext wëssen, datt et fir déi demenzkrank Damm praktesch onméiglech ass, de Mask ze droen, well si sech dorunner verschléckt an net ootme kann.

Doriwwer eraus ass mir vu Mataarbechter vun engem Fleegedéngscht zougedroe ginn, datt si um ganzen Tour, wou si Leit betreien, just eng respektiv zwou Maske vum betreffende Fleegedéngscht zur Verfügung gestallt kruten.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veränntwerten, datt eng demenzkrank Persoun, déi beim Droe vun der Mask praktesch keng Loft kritt, vum Fleegedéngscht opgefuerdert gëtt, imperativement d'Mask unzedoen?

2. Mat wéi enge Konsequenze musse fleegebedierfteg an un Demenz erkrankte Leit rechnen, wa si keng Mask unhalen? Kann de Fleegedéngscht an deem Fall ofleenen, dës Persoun weiderhin ze betreien?

3. Gedenkt d'Regierung, am Hibléck op déi uewegenannte Virfäll ze reagéieren an esou eeler Leit, déi keng Mask kënnen droen, mat der néideger Dignitéit ze behandelen?

4. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt e Fleegedéngscht senge Mataarbechter pro Tour just eng respektiv zwou Masken zur Verfügung stellt?

5. Wa jo, wär et an den Ae vun der Madamm Minister net opportun, ze reagéieren an d'Fleegedéngschter dozou opzefuerderen, hire Mataarbechter méi Masken zur Verfügung ze stellen?

Réponse commune (29.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et ass gewosst an allgemeng bekannt, dass d'Droe vun engem Mask de Risiko méi kleng mécht, datt e Krankheetserreeger iwwert de Loftwee iwwerdroe gëtt. Duerch d'Droe vun engem Mask schützt d'Persoun hire Géigeniwwer. Ëmmer do, wou d'Distanz net ka respektéiert ginn, sollten déi zwou Persounen duerfir e Mask droen. Wann dëst awer duerch eng demenziell Erkrankung nëmme schwéier méiglech ass, oder souguer medezinnesch kontraindikéiert ass, sou kann dorop verzicht ginn, wann eng vun den zwou Persounen e Mask dréit an all weider Schutzmesurë respektéiert sinn.

ad 2. De Fleegedéngscht soll d'Persounen, déi se fleegen, sensibiliséieren, fir ee Mond- a Nuesschutz ze droen. Wann dat aus medezinnesche Grënn net méiglech ass, sou muss dës Persoun awer weiderhi betreit ginn. Ëmsou méi wichteg ass et an dëse Situatiounen, datt de Soignant vum Fleegedéngscht dann e Mask dréit an datt déi allgemeng Hygiènes- an Distanzmesuren applizéiert ginn.

ad 3. Mir hu keng weider Informatiounen zu dësem eventuelle Virfall an dofir ass et net méiglech, vun engem Eenzelfall op d'Allgemengheet ze generaliséieren. Et ass evident, datt all Mënsch, a ganz besonnesch den eelere Mënsch, mat Respekt an an der Dignitéit begleet a gefleegt muss ginn.

ad 4. E chirurgesche Mask ka wärend aacht Stonnen um Stéck vun enger Persoun gedroe ginn, ouni datt en un Effikassitéit verléiert. Iwwert dës Zäit eraus, ass et ubruecht, de Mask ze wiesselen.

ad 5. D'Fleegedéngschter stellen hire Mataarbechter déi néideg Masken zur Verfügung. Am Fall vun den Aarbechtszäiten am Secteur vun de Fleegedéngschter, déi an normalen Zäite sech op aacht bis zéng Stonne verdeelen, sinn ee bis zwee Maske pro Dag noutwenneg.

Question urgente 3529 (28.01.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Laut enger Recommandatioun vun der däitscher Impfkommissioun, soll den Astra-Zeneca-Covid-Vaccin nëmme fir Leit ënner 65 Joer gëeegent sinn.

D'Madamm Minister hat eis rezent matgedeelt, datt Lëtzebuerg och wäert 415.048 Dose vun AstraZeneca geliwwert kréien, den Zäitpunkt vun der Liwwerung war dee Moment awer nach net bekannt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung driwwer informéiert, datt de Vaccin vun AstraZeneca net soll u Patienten iwwer 65 Joer gesprëtzt ginn?

2. Wa jo, huet d'Regierung dës Informatiounen och aus der Press oder ass si vum Produzent selwer informéiert ginn?

3. Ass mëttlerweil gewosst, wéini AstraZeneca de Grand-Duché beliwwert?

4. Huet dës nei Informatioun en Afloss op d'Impfstrategie, wëssend datt virgesinn ass eeler a vulnerabel Leit prioritär ze impfen?

Réponse (29.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet Kenntnis dovun, dass déi däitsch Impfkommissioun (STIKO) den Asaz vun AstraZeneca just fir Leit recommandéiert, déi manner wéi 65 Joer al sinn. Dës Informatioun gouf duerch d'Medien an d'Press relayéiert.

Haut am Laf vum Dag wäert d'Europäesch Medikamentenagence EMA hiren Avis ofginn, vun deem et ofhänkt, ob den Impfstoff vun AstraZeneca op dem europäesche Maart zougelooss gëtt. An deem Avis wäert d'EMA och op eventuell feelend Donnéeën oder soss Elementer hiweisen, déi den Asaz vun deem Impfstoff wäerte bestëmmen. Vun dem Avis vun der EMA hänkt dann och of, wéini Lëtzebuerg vun AstraZeneca beliwwert wäert ginn.

D'Regierung waart den Avis vun der EMA of, ier d'Decisioune geholl ginn zum Asaz vun dem AstraZeneca Impfstoff an eventuell Konsequenzen op den Oflaf vun der Impfcampagne. Op Basis vun der Decisioun vun der EMA, gëtt dann, um nationale Plang, den Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses ugefrot.

N°24
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 24 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Mesures de lutte contre la pandémie p. 903
Lutte contre le chômage p. 894
Nouvelles Archives nationales p. 889

Sommaire des séances publiques nos 59 et 60 p. 916
Sommaire des questions parlementaires p. Q479

59e séance Jeudi 23 juillet 2020
60e séance Mardi 22 septembre 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Dans les coulisses d'une séance plénière

Plusieurs services sont impliqués dans le bon déroulement d'une séance plénière. Il s'agit tout d'abord du Service des séances plénières qui participe à la réunion de la Conférence des Présidents, lors de laquelle l'ordre du jour d'une séance plénière est fixé. Cette réunion a normalement lieu le jeudi de la semaine précédant la séance.

Juste avant une séance publique, le Service des séances plénières informe le Président de la Chambre des Députés et le Secrétaire général des éventuelles modifications de l'ordre du jour (des questions urgentes qui s'y ajoutent par exemple, etc.). En outre, le Service remet un dossier au Président de la Chambre qui contient le fil conducteur de l'ordre du jour avec la succession des intervenants.



Pendant les séances, le Service des séances plénières est responsable du suivi des bulletins de vote, de la gestion des documents parlementaires (dépôt des motions, amendements à un projet de loi, etc.) et il veille à ce que les procédures administratives des textes législatifs votés soient respectées (signature du Président de la Chambre et du Secrétaire général et transmission des textes au Conseil d'État et au Service central de législation).



Pour que les modèles de parole définissant les temps de parole soient respectés, les interventions des députés et des ministres sont chronométrées.

L'huissier coopère étroitement avec le Service des séances plénières. En tant qu'intermédiaire entre les parlementaires et le Service, il distribue aux députés les documents (par exemple les motions) déposés pendant une séance publique. À la fin de chaque séance, l'huissier classe les projets de lois et scanne les interventions des députés à des fins d'archivage. Pendant la crise sanitaire, il veille également au respect des gestes barrières.



La régie télévisée est en charge de la retransmission de la séance publique sur Chamber TV et via streaming en direct sur le site Internet de la Chambre des Députés.



Avant toute séance au Cercle municipal, un ballon d'éclairage de la salle est mis en place.



Le Président a reçu…



… S. E. M. Tigran Balayan, Ambassadeur de la République d'Arménie



… S. E. M. Andris Razãns, Ambassadeur de la République de Lettonie

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 24** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Programme multinational MRTT

7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT)

Le projet de loi a pour objet d'accroître la participation du Luxembourg au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport ». Le plafond initial de la contribution financière au programme de 172.000.000 euros sera relevé jusqu'au montant de 598.400.000 euros sur une durée de trente ans. Outre sa dimension purement militaire, ce programme permettra de répondre à des besoins civils, dans un contexte humanitaire, d'aide à la nation ou protocolaire.

En 2013, le Conseil de l'UE a retenu le programme MRTT comme l'un des quatre chantiers prioritaires de l'UE en ce qui concerne l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de sécurité et de défense et en tant que renforcement du pilier européen au sein de l'OTAN.

En majorant la participation luxembourgeoise de 1.000 heures de vol par an, le programme sera en mesure d'acquérir un avion Airbus A330 MRTT supplémentaire, qui sera immatriculé aux Pays-Bas et propriété de l'OTAN comme l'ensemble de la flotte, et donc de gagner considérablement en flexibilité opérationnelle et technique. Le Luxembourg de son côté bénéficiera d'une visibilité nettement accrue en renforçant un programme réunissant les facultés pour combler de façon concrète une lacune capacitaire stratégique reconnue tant auprès de l'OTAN qu'auprès de l'Union européenne. Cette démarche contribuera en outre à accroître l'effort de défense à long terme dans les limites financières retenues par le Conseil de Gouvernement.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 23.12.2019
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

14.05.2020	Présentation du projet de loi
28.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 21 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 701, page 1

Formation des policiers stagiaires

7543 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi a pour objet de réformer la formation des fonctionnaires stagiaires de la Police grand-ducale.

Un retour aux principes d'organisation de la formation, tels que prévus par la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, est effectué avec les adaptations liées à la réduction de la durée de stage de deux ans qui a eu lieu dans le cadre général de la réforme du stage dans la fonction publique par la loi du 15 décembre 2019 portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et suivants. La formation des fonctionnaires stagiaires doit de nouveau être adaptée en raison de l'accord, conclu en 2019, relatif à un recrutement extraordinaire au profit de la Police grand-ducale entre le Ministère de la Sécurité intérieure, la Police grand-ducale et les syndicats et associations professionnelles de la Police grand-ducale et en raison de l'élaboration d'un plan de recrutement pour les années 2020 à 2022.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, le 27.03.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

16.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 29 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 659, page 1

Nouveau bâtiment pour les Archives nationales

7600 - Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales, et à l'aménagement des alentours

Le présent projet de loi a pour objet l'autorisation du financement, de la construction et de l'équipement d'un nouveau bâtiment, y compris l'aménagement des alentours, pour les Archives nationales de Luxembourg (ANLux) sur le site de Belval.

Ce nouveau bâtiment regroupera sur un même site tous les dépôts - dispersés actuellement sur cinq sites différents - et toute l'administration des Archives, ce qui permettra non seulement d'améliorer les conditions et la gestion du stockage, mais aussi d'assurer un meilleur accueil et un bon accompagnement de toute personne désireuse de consulter les archives.

Ce nouveau bâtiment fait partie du vaste programme de construction de la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation qui comporte deux pôles de développement principaux : le pôle universitaire, concentré au nord de la Terrasse des hauts-fourneaux, et le pôle socioculturel, au sud. Le pôle socioculturel, qui s'articule autour de l'ensemble industriel conservé des hauts-fourneaux, comprend notamment la bibliothèque universitaire, le Luxembourg Learning Centre et la Rockhal et recevra donc aussi le nouveau bâtiment des ANLux.

Sur base du devis estimatif des coûts, le présent projet de loi autorise le Gouvernement à engager des dépenses ne dépassant pas le montant de 77.270.000 d'euros. Ce montant correspond à la valeur 811,88 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2019. Le Gouvernement entend faire procéder à la réalisation des travaux par le Fonds Belval, établissement public régi par les dispositions de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest. Selon les détails du programme de construction, la surface nette d'exploitation du bâtiment sera de 15.952 m².

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

09.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 28 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 780, page 1

Covid-19 : lieu de célébration du mariage 1

7623 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Le projet de loi n° 7623 a pour objet de modifier la loi du 24 juin 2020[1] concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 afin de prolonger la mesure permettant à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale, et ce jusqu'au 30 septembre 2020 inclus.

Les édifices visés devraient permettre, de par leur superficie plus grande, la présence de la famille et des amis des futurs époux lors de la célébration du mariage tout en respectant les gestes barrières. L'édifice de célébration, autre que la maison communale, est déterminé par le collège des bourgmestre et échevins, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

[1] Pour le détail il est renvoyé au rapport de la Commission de la Justice relatif au projet de loi n° 7577 (cf. document parlementaire 7577/07)

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

15.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
21.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 635, page 1

Covid-19 : prorogation de mesures temporaires (secteur communal) 1

7624 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

À l'instar de la législation portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 visant à protéger la santé des personnes et à empêcher la propagation du virus, le projet de loi sous rubrique vise à proroger jusqu'au 30 septembre 2020 plusieurs mesures temporaires, introduites dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 par la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, en vue de per-

mettre le fonctionnement de certaines réunions ou séances du conseil communal, le fonctionnement du conseil d'administration du CGDIS et la tenue des réunions publiques d'information dans le cadre de la procédure d'adoption de plans d'aménagement général (PAG) des communes en temps de pandémie de Covid-19.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
20.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 637, page 1

Procédures pénales

7626 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale sur certains points à caractère procédural qui ont été évoqués dès la fin des travaux parlementaires relatifs au projet de loi n° 7586.

Les auteurs du projet de loi proposent de revenir à la législation applicable avant le déclenchement de l'état de crise en relation avec certaines modalités procédurales en matière pénale. Les adaptations proposées consistent essentiellement dans la réintroduction de la procédure orale dans toutes les procédures en matière pénale.

Le projet de loi vise, plus précisément, à abroger la procédure écrite devant la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement et la chambre du conseil de la Cour d'appel, procédure dérogatoire introduite par la loi du 20 juin 2020 précitée. La motivation de l'appel est abrogée lorsqu'il est introduit par écrit. L'acte d'appel est fait par une déclaration écrite à l'adresse du greffe et confirmé par accusé de réception établi par le guichet de ce dernier. Dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19, les règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution avaient été prolongés par la loi du 20 juin 2020 en relation avec les modalités procédurales en matière pénale. Ceci a permis d'ancrer dans une loi un bon nombre de mesures jugées utiles et nécessaires au-delà de l'état de crise et pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020.

En date du 26 mai 2020, le parquet du tribunal d'arrondissement s'est exprimé sur le projet de loi n° 7586 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale. Le parquet note que devant la juridiction de jugement, les débats contradictoires se font avec une instruction à l'audience, une plaidoirie et un réquisitoire. Le parquet conclut par la suite que, dans l'exemple d'une requête de mise en liberté provisoire, et en absence d'une procédure orale, la procédure écrite prive la juridiction d'instruction du débat contradictoire et le détenu de l'option de pouvoir s'expliquer devant ses juges et soumettre les arguments en sa faveur.

En date du 16 juin 2020, l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes ASBL (ALAP) a émis un avis sur le projet à l'origine de la loi du 20 juin 2020 précitée dans lequel elle se prononce fermement contre deux dispositions exceptionnelles mises en place par le règlement grand-ducal et prolongées par la loi du 20 juin 2020. L'ALAP estime que la disposition de la non-comparution des parties, de leurs avocats et du Ministère public constitue une « entorse exceptionnellement grave au droit à un débat contradictoire », et, en se référant à la présomption d'innocence, s'exprime formellement en faveur de redonner aux justiciables leur droit fondamental de plaider.

L'ALAP s'est également exprimée contre un maintien de la disposition exceptionnelle d'un délai de trois jours pour les avocats de répondre au Parquet général, en expliquant que ce délai est « absolument insuffisant pour […] rédiger une réplique appropriée », et que ce délai ne peut se justifier par aucun motif sanitaire.

Aux termes de l'exposé des motifs du présent projet de loi, les mesures ont été réévaluées par rapport à leur efficacité et utilité et par rapport aux changements apportés dans les services et institutions judiciaires impactées. Les modifications proposées visent dès lors à rétablir un équilibre entre les mesures de sécurité et gestes barrières toujours en vigueur pour cause de la pandémie, et les droits de la défense des justiciables qui, suivant le principe de la présomption d'innocence, devraient faire valoir leur droit fondamental de « voir leur juge ».

Les modifications proposées par le projet de loi se résument comme suit :
- la procédure écrite devant la chambre du conseil, tant en première qu'en deuxième instance, telle qu'elle a été introduite par les articles 5, 6, 7 et 8 de la loi précitée du 20 juin 2020, est abrogée, ce qui signifie que toutes les procédures seront à nouveau à caractère oral, conformément au droit commun des dispositions y afférentes du Code de procédure pénale ;
- l'appel à interjeter par la voie écrite est maintenu, sauf à supprimer l'obligation de la motivation de l'appel qui n'est plus nécessaire, étant donné que les procédures concernées recouvrent leur caractère oral ;
- un accusé de réception doit être émis par le greffe de la juridiction concernée auprès de laquelle l'appel est interjeté, afin que les appelants aient la certitude que leur appel écrit a bien été reçu par le greffe, et
- les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi en projet, pour avoir été initiées sous l'empire de la loi précitée du 20 juin 2020 dans sa version initiale, restent soumises aux dispositions des articles applicables dans leur version initiale.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08.07.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
15.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles
21.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 636, page 1

Covid-19 : mesures de lutte contre le chômage

7627 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail

Même si depuis le 25 juin 2020 l'état de crise, pendant lequel le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures exceptionnelles et immédiates motivées par la gravité de la situation, a pris fin, il est incontestable que les conséquences sur la situation économique et sociale se feront encore ressentir pendant longtemps.

Dans ce contexte, le maintien de l'emploi et la lutte contre le chômage sont parmi les objectifs principaux du Gouvernement luxembourgeois. L'emploi a d'ailleurs dominé le premier échange avec les partenaires sociaux après l'état de crise qui a eu lieu le 3 juillet 2020.

Le présent projet de loi entend introduire de manière rapide des mesures temporaires destinées à offrir une meilleure perspective d'occupation aux demandeurs d'emploi.

En détail il est proposé, par dérogation aux dispositions légales existantes, d'ouvrir le stage de professionnalisation à tous les demandeurs d'emploi, de rendre les demandeurs d'emploi éligibles au contrat de réinsertion-emploi dès l'âge de 30 ans, de réduire en partie les quotes-parts à prendre en charge par l'employeur dans le cadre d'un tel contrat et d'élargir le remboursement de la part patronale des cotisations de sécurité sociale en cas d'embauche d'un demandeur de la tranche d'âge des 30 à moins de 45 ans.

Ces mesures, limitées dans le temps, vont expirer le 31 décembre 2021.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.07.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
13.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
16.07.2020 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 639, page 1

Covid-19 : financement du « Large Scale Testing »

7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

La loi en projet autorise l'État à participer au financement du nouveau projet de « Large Scale Testing » qui vise à assurer la suite du projet initial, ayant pris fin à la date du 27 juillet 2020. Par cette mesure, le Luxembourg envisage de réserver une suite favorable aux lignes directrices émises par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et qui préconisent une « capacité étendue de tests dans l'intérêt d'une bonne surveillance épidémiologique, détection précoce, isolation des cas positifs, traçage des contacts, évaluation de l'immunité collective et reprise de l'activité ».

Le nouveau programme a été conçu pour permettre un maximum de flexibilité et de réactivité afin de s'adapter au mieux à l'évolution de la pandémie de Sars-CoV-2, d'assurer un meilleur ciblage des populations critiques et de garantir une capacité de dépistage à large échelle sur plusieurs mois, idéalement jusqu'à l'arrivée d'un vaccin. L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État dépasse le montant prévu à l'article 80, paragraphe 1er, lettre d), de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en l'occurrence 40.000.000 euros.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.07.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
14.07.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
21.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 634, page 1

Covid-19 : mesures de lutte contre la pandémie 1

7634 - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Le présent projet de loi vise à modifier certaines dispositions de la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ; 2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments.

Depuis quelques semaines, le Luxembourg assiste à une hausse régulière (mais non exponentielle) du nombre de personnes infectées par le virus Sars-CoV-2. Il apparaît qu'un grand nombre de ces infections est acquis dans des situations où la distanciation physique et les gestes barrières ne sont pas respectés, surtout dans des contextes privés. Par ailleurs, un nombre de plus en plus élevé de personnes ne respectent ni la quarantaine ni l'isolement.

Au vu de cette situation, la loi en projet propose des mesures supplémentaires susceptibles de limiter la propagation du virus dans la population.

Il paraît en effet justifié d'imposer des mesures plus restrictives, y compris dans l'espace privé, afin de parvenir à réduire le nombre de personnes infectées, de ne pas compromettre à terme d'autres activités économiques et sociales et d'éviter que les capacités du système de santé ne soient mises à mal.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20.07.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
21.07.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
22.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
23.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 633, page 1

Covid-19 : mesures de lutte contre la pandémie 2

7645 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et à en prolonger l'applicabilité jusqu'au 31 décembre 2020.

Il s'agit, entre autres, de renforcer la réserve sanitaire par le recrutement de profils professionnels œuvrant dans le domaine de la santé autres que des médecins et des professionnels de santé au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Une autre modification a pour objectif de faciliter et d'accélérer la recherche des passagers qui ont subi une exposition à haut risque à bord d'un avion. En outre, il est prévu d'anonymiser les données à caractère personnel contenues dans le système d'information mis en place par la Direction de la santé au plus tard à l'issue d'une durée de trois mois après leur collecte, sauf celles traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins de statistiques.

Le projet de loi vise encore à tenir compte de l'évolution des connaissances sur l'infection Sars-CoV-2 et à adapter certains délais en conséquence.

Ainsi, il est précisé que les personnes concernées par une mesure de mise en quarantaine peuvent se soumettre à un test diagnostique de l'infection au virus Sars-CoV-2 à partir du sixième jour et non plus à partir du cinquième jour de la quarantaine.

En revanche, la durée de l'isolement de personnes infectées est réduite de 14 à 10 jours.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 03.08.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
01.09.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet d'amendements gouvernementaux
Désignation d'un rapporteur
15.09.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.09.2020 Présentation et examen de l'amendement gouvernemental
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.09.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.09.2020
Loi du 23 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 784, page 1

Covid-19 : prorogation de mesures temporaires (secteur communal) 2

7660 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi sous rubrique vise à proroger une nouvelle fois plusieurs mesures temporaires introduites dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 en vue de permettre le fonctionnement de certaines réunions ou séances du conseil communal, le fonctionnement du conseil d'administration du CGDIS et la tenue des réunions publiques d'information dans le cadre de la procédure d'adoption de plans d'aménagement général (PAG) des communes en temps de pandémie de Covid-19.

La durée desdites mesures, mises en place respectivement par la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, et prorogée une première fois par une loi du 24 juillet 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, est ainsi prolongée jusqu'au 31 décembre 2020.

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 07.09.2020
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
18.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.09.2020
Loi du 23 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 787, page 1

Covid-19 : lieu de célébration du mariage 2

7669 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie de Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Le projet de loi n° 7669 a pour objet de modifier la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 afin de prolonger la mesure permettant à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale, et ce jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

À noter qu'il s'agit du deuxième prolongement de la mesure et que le premier prolongement par la loi du 24 juillet 2020 portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 viendra à échéance en date du 30 septembre 2020.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 14.09.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen des articles
21.09.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.09.2020
Loi du 23 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 786, page 1

Covid-19 : tenue de réunions à distance

7673 - Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Alors que l'épidémie de coronavirus continue à avoir des conséquences sur la bonne gouvernance des sociétés et autres personnes morales, il est proposé d'étendre les mesures permettant aux sociétés et personnes morales énumérées dans le projet de loi de tenir leurs assemblées générales et autres réunions indispensables sans présence physique. Cette mesure a initialement été prévue par le règlement grand-ducal du 20 mars 2020 portant introduction de mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales puis prorogée par la loi du 20 juin 2020 portant prorogation des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales. Dans la mesure où les effets de la loi du 20 juin 2020 s'estomperont au 30 septembre 2020, le présent projet de loi propose ainsi de permettre la tenue à distance des réunions des organes décisionnels des sociétés et autres personnes morales visées jusqu'au 31 décembre 2020. En effet, les mesures sanitaires actuelles justifient le maintien de cette possibilité pour les sociétés et autres personnes morales de tenir leurs réunions à distance, mais doivent être prévues législativement puisqu'une société qui tiendrait une assemblée générale par visioconférence ou résolutions écrites alors que les statuts ne le prévoient pas, risque d'exposer ses administrateurs ou gérants à une responsabilité pour violation des statuts ou de la loi. Il est donc indispensable de donner une sécurité juridique pour de telles situations par le biais d'une loi.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.09.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
21.09.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen des articles
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.09.2020
Loi du 23 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 785, page 1

SÉANCE 59

JEUDI
23 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. 7634 - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler et M. Marc Baum) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum (interventions de M. André Bauler et M. Sven Clement) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Marc Goergen) - M. François Bausch, Vice-Premier Ministre (parole pour fait personnel) (interventions de M. Sven Clement) - M. Jeff Engelen (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Gast Gibéryen) - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de Mme Martine Hansen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions : M. Georges Engel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. Jeff Engelen*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

3. 7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT)

- *Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain*
- *Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum (dépôt de la motion 1) - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf) - M. Marc Goergen (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. Jean-Marie Halsdorf (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Georges Engel - M. Marc Baum*

4. 7600 - Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales, et à l'aménagement des alentours

- *Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back*
- *Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. André Bauler - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) (suite)

- *Motion 1 (suite) : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire - M. Marc Baum - M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. le Ministre Franz Fayot (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

6. 7623 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7626 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

- *Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Charles Margue*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Charles Margue et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7624 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7627 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7543 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

- *Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 1)*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Claude Lamberty - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de M. Sven Clement et M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : Mme Diane Adehm - Mme Stéphanie Empain*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

11. Discours

- *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7634 - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7634 iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „jamais deux sans trois" heescht et esou schéin op Franséisch. An an dësem Fall passt et, oder bal.

De Projet de loi 7634 ass deen drëtte Projet, wann een emol dovun ofgesäit, datt ee vun de Projeten nach an zwee gedeelt war, dee mer nom Enn vun dem État de crise an nëmmen eng Woch nom Vott vum Projet 7622 hei diskutéieren a viraussiichtlech och stëmme wäerten.

Wéi et sech scho bei der Diskussioun iwwert dee leschte Projet ugekënnegt hat, ass de Virus erëm an d'Offensiv iwwergaangen. Sou goufen déi lescht Woch vum 13. bis den 19. Juli hei zu Lëtzebuerg 684 Persoune positiv op de Coronavirus getest. Déi Woch virdru waren et der nach 401; ech wollt bal soe „just", awer ëmmerhin nach 401.

Onofhängeg vun der weltwäit eemoleger Testcampagne hei zu Lëtzebuerg an der Tatsaach, dass bei eis zu Recht och déi Noperen, déi bei eis schaffen, matgetest ginn, ass kloer, datt d'Zuel vun den Neiinfektiounen eropgaangen ass, och wa se sech glécklecherweis net iwwerschloen huet, wéi dat nach am Mäerz an am Abrëll de Fall war.

Den Altersduerchschnëtt vun de Persounen, déi sech infizéiert hunn, läit aktuell bei ronn 35 Joer géintiwwer 46 Joer am Mäerz an am Abrëll. E betrëfft deemno eng Populatioun, déi a priori manner vulnerabel ass. De groussen Ustuerm op d'Spideeler a virun allem op d'Intensivbetter ass bis elo ausbliwwen, och wann d'Zuele lues, awer konstant eropginn. D'Zuel vun den Doudesaffer ass stabill, och wa viru Kuerzem leider e weidere Stierffall derbäikomm ass.

Mat der weiderer Verbreedung besteet de Risiko, datt de Virus ëmmer méi all Beräicher vun der Populatioun an all Altersklassen treffe kann, mam Risiko, dass dann och d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an och déi vun de Soins intensifs weider klamme kënnen.

Fir ze verhënneren, datt de Virus sech weider verbreet an d'Zuele viruklammen, brauche mer e ganzen Arsenal vu Moossnamen, dorënner och méi streng Restriktiounen, awer beileiwen net nëmmen. De Projet de loi, iwwert dee mer haut diskutéieren, gesäit duerfir eng Rei vu weidere Restriktiounen an och Sanktioune vir.

D'Erfarungen an d'Zuele weisen, dass e ganz groussen Deel vun den Neiinfektiounen am private Beräich geschéien, awer - an dat muss een ënnersträichen - net nëmmen. Déi Zuel, déi steigt, spreet sech relativ wäit an eng ganz Rei vun Infektiounsherden. Et ass also net esou einfach fir ze soen, et ass nëmmen do, mee et ass an enger ganzer Rei vu Beräicher. Ech brauch net dorop zréckzekommen, well mer dat virgëschter bei der Diskussioun iwwert d'Testserie gemaach hunn.

Fakt ass awer, dass de private Beräich besonnesch betraff bleift a mer duerfir den Hiewel och prioritär am private Beräich usetzen. Am Kloertext heescht dat, dass an Zukunft d'Zuel vu Leit, déi sech kënne bei eis doheem treffen, op zéng limitéiert gëtt. Déi zéng, dat ass wichteg ze preziséieren, komme bei déi Leit derbäi,

déi am Haushalt, am Haus wunnen. Et ass also, wann een eng Famill huet vun zwee oder véier Leit, da kommen zwee oder véier Leit bei déi maximal zéng Leit derbäi, déi mer bei eis doheem kënnen empfänken. Dat ass ganz kloer och aus den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, erauskomm. Dat ass och preziséiert ginn am Rapport an et ass och preziséiert ginn am Text. Also Kloertext: Zéng Leit kënne mer bei eis doheem empfänken. Mir musse keng zéng Leit doheem empfänken, mee bis dohi gëlle keng Zwangsreegelen, mee gëllen awer déi elementar Virsiichtsreegelen, well och wann een nëmmen zu dräi, véier oder sechs ass, kann een deen aneren ustiechen.

A wéi de Gilles Baum, dee viru mer sëtzt, dat als gudde Pedagog erkläert huet, gëllt och do de Prinzip vum HOM: Hänn wäschen, Ofstand halen, Mondschutz undoen, wann ee sech an déi aner wëllt schützen.

Dann huet sech erausgestallt, dass et Persoune gëtt, déi sech net un d'Quarantän oder den Isolement halen, obscho se infizéiert sinn oder e grousse Risk hunn, infizéiert ze sinn. Dat ass an der jëtzeger Situatioun onverantwortlech. Et ass egoistesch a wäert an Zukunft och sanktionéiert gi mat Geldstrofe vu 25 bis 500 Euro.

Am Horeca-Beräich hält sech eng grouss Majoritéit vun den Acteuren a Responsabelen un déi virgeschriwwe Konditioune vun den obligatoresche Sëtzplazen, der Distanz zwëschent den Dëscher, der Fermeture, dass d'Leit mussen am Sëtze consomméieren, mee, mee, mee mir gesinn, dass et och do schwaarz Schof gëtt, déi ëmmer nees d'Reegele mëssuechten, net respektéieren.

Dat neit Gesetz soll et erlaben, am Widderhuelungsfall niewent der Verduebelung vun de Strofen, also vu maximal 4.000 op 8.000 Euro, och den Droit d'établissement fir eng begrenzt Zäit vun dräi Méint ze suspendéieren. Doriwwer eraus verléieren dës Betriber hiert Recht op eventuell finanziell Hëllefen, déi fir d'Offiederung vun de Konsequenze vun der Pandemie geschaf goufen. Dës Strofen applizéiere sech just fir d'Zukunft an hunn also keen Afloss op Hëllefen, déi schonns ausbezuelt goufen.

Dës nei Restriktioune wäerten, wa mir d'Gesetz haut stëmmen, deen Dag no der Publikatioun am Memorial a Kraaft trieden. Do huet de Conseil d'État zu Recht nach eng Kéier drop higewisen, dass et wichteg ass, dass et keng ongewollt Iwwerschneidung gëtt. Dofir, wann d'Gesetz veröffentlecht gëtt, trëtt d'Gesetz deen Dag duerno a Kraaft a wäert viraussiichtlech oder provisoresch lafe bis den 30. September, vu dass et eng Ofännerung ass vun deem Gesetz, wat mer mat Lafdauer bis den 30. September gestëmmt hunn, wa mer et net verlängeren, wa mer net an deenen nächste Woche mat Evolutioune konfrontéiert ginn, déi keen, kee sech heibannen an och keen dobausse sech wënscht.

An der Urgence vun der Situatioun hunn hei all Instanzen an enger Rekordzäit geschafft, fir kënne schnell ze reagéieren. De Projet, ech wëll just dorun erënneren, ass dee leschte Méindeg am spéiden Nomëtteg an dëser Chamber deponéiert ginn. Den Avis vum Conseil d'État koum gëschter, grad ewéi aner Avisen. D'Chamber huet de Méindeg schonn éischt Informatioune kritt, den Dënschdeg an enger regulärer Sëtzung de Projet analyséiert, de Mëttwoch, d'Zäitgefill ass och eppes, wat eis entglëtscht, de Mëttwoch den Avis vum Conseil d'État ënnert d'Lupp geholl, haut de Moien de Rapport adoptéiert an de Mëtteg stëmme mer d'Gesetz.

Dat sinn dräi voller Deeg, wann een dat elo emol esou gesäit. A bon, jo, ech hoffen, dass dat keng Schoul mécht, well et ass extreem sportlech. Et setzt extreem vill gudde Wëlle vun alle Säite viraus - an ech ënnersträiche „vun alle Säiten" -, fir deen dote Kraaftakt fäerdegzebréngen: bei eis hei an der Chamber, beim Conseil d'État an och bei deenen, déi eis beroden, mee virun allem och beim Personal.

D'Personal ass an deene leschten Deeg a Wochen och ganz oft op de Felge gefuer an huet dat mat Brio gemeeschtert, ob dat hei an der Chamber ass oder ob et an deene betraffene Ministèren ass. An duerfir un all Kolleegen - all Kolleegen, ouni Ausnam -, och wa se méi oder manner kritesch sinn, dat ass hire Rôle, hei hu se ni vergiess, ëm wat dass et geet, dass mer de Relais huelen, dass mer reagéiere kënnen, dass mer agéiere kënnen, an och wa mer am Detail net ëmmer enger Meenung sinn, ware mer alleguer der Meenung, dass mer eis e Vide législatif net kënnen erlaben, also duerfir merci, Kolleegen a Kolleeginnen!

Dat, mengen ech, éiert dës Chamber an dat éiert déi verschidde Komponenten, déi an dëser Chamber vertruede sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Gesetzer, Aschränkungen a Strofe sinn eng Saach. Nach musse mer derfir suergen, dass d'Reegelen an d'Recommandatiounen och respektéiert ginn. Doniewent sinn eng ganz Rei vun Aktiounen a Reaktiounen um Terrain néideg. D'Regierung huet duerfir d'Ënnerstëtzung vun eis, wa si an enger ganzer Rei vu Beräicher zousätzlech Efforte mécht oder aktiv gëtt.

Wa mer wëllen, dass d'Leit d'Virsiichtsmoossnamen anhalen, da musse mer nach besser, nach méi geziilt a méi informéieren a sensibiliséieren a virun allem all Beräicher an all Schichte vun der Populatioun erreechen, ob se eis Sprooch schwätzen oder ob se aner Sprooche schwätzen.

Duerfir ass d'Santé amgaang, net nëmme verstäerkt iwwer Medien a sozial Medien ze kommunikéieren, mee ass och amgaang, eng Strategie op d'Been ze setzen, fir méi geziilt um Terrain virzegoen an Zesummenaarbecht mat de Gemengen - déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass essenziell, déi sinn am nooste bei de Leit -, den Acteuren am soziale Beräich, den Associatiounen, den Entreprisen, der Zivillgesellschaft allgemeng.

Zousätzlech ass och Kontroll néideg, eng verstäerkt Presenz vun der Police an der Douane, net ëmmer mam Knëppel, mee vläicht och informativ, insistéierend, wat d'Reegele sinn ...

(Interruption)

Jo, wann et muss sinn, fir d'Strofen ze applizéieren, mee awer och, wéi dat oft och geschitt, fir dat Pedagogescht net ze vergiessen. A wa mer do zousätzlech Leit brauchen, wéi Bannhidder, wéi Sozialaarbechter, déi op den Terrain musse goen, ma da solle mer déi op den Terrain schécken.

A mir brauche Kontrolle bei prekäre Wunnverhältnisser, wou vill Leit zesummegepercht sinn, a praktesch a pragmatesch Hëllefe fir déi Leit, déi iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet net kréien, fir sech un déi elementar Gesten ze halen, fir deenen ze hëllefen, a bessere Verhältnisser ënnerdaach ze kommen, zesumme mat eiser grouss ugeluechter Teststrategie, déi sech och da progressiv op déi eenzel Erausfuerderunge muss astellen.

D'Vakanzenzäit selbstverständlech. Mir hu virgëschter doriwwer geschwat. Mir hunn iwwert de Flughafen, mir hunn iwwert d'Zentralgare geschwat. Nach muss dat Ugebuet, fir getest ze ginn, visibel sinn och fir déi Leit, déi iwwer all aner Weeër heemkomme respektiv ënnerwee waren oder aus Risikogebidder oder Gebidder, déi sech herno als Risikogebitt erausstellen, heemkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, just ee lescht Wuert. Wann een den Experten esou nolauschtert a wann ee kuckt, wat fir eng Zenarien entwéckelt ginn, da kënnen engem heiansdo d'Dronkenellen ausgoen. D'Experte kréie gehollef vu Computeren, déi opgrond vun Hypotheesen eppes ausspäizen, wat ka passéieren.

D'Experte maachen hir Aarbecht. Et kann een denken iwwert déi Zuelen, wat ee wëllt. Ech mengen, dass mir den Experte solle weisen, dass och mir Experte sinn, Experten, déi verstanen hunn, dass, wa mei elementar Reegelen applizéieren, dat, wat déi richteg Experten eis viraussoen, keng Fatalitéit ass, mee dass mer dee Virus an de Grëff kréien.

Kommt, mir weisen, dass mer eng Expertise hunn an der Beuechtung vun deenen elementare Virsiichtsreegelen, mir hei an alleguer d'Leit dobaussen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci an ech hoffen, dass mer net méi allze oft an där doter Saach hei mussen zesummekommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat eppes, wat heiansdo oder oft heibannen e Ritual ass: Dat ass, dem Rapporteur Merci soe fir seng zwee Berichter, dee mëndlechen an dee schréftlechen. Ech wëll soen, datt ech e wéineg iwwert de Ritual wëll ewechgoe fir ze soen: Dat hei war elo effektiv net evident, fir dat an dräi Deeg hinzekréien. An ech wëll net soen, et huet vill Gedold gebraucht, mee et huet haaptsächlech vill Energie gebraucht, fir et an deem richtegen Timing esou hinzekréien, datt mer haut prett sinn, dat Gesetz ze stëmmen. Dat war noutwendeg, mee et war haaptsächlech eng gutt Aarbecht, an dofir dem Mars Di Bartolomeo villmools merci derfir.

Viru genau enger Woch stounge mer hei a mer hunn eng laang an hefteg Diskussioun scho gefouert iwwert den Text, iwwert dee mer viru sechs, viru siwen Deeg gesot hunn, datt mer en als net effikass an den Zilsetzungen, onprezis an de Formulatiounen a kontradiktoresch am Inhalt géifen empfannen. An datt mer Recht haten, weist am Fong, datt mer haut schonns déi éischt Modifikatiounen, siwen Deeg, nodeem dat Gesetz a Kraaft ass, mussen hei stëmmen.

Et ass fir d'drëtt, wou mer a kuerzer Zäit iwwer en änlechen Text schwätzen. Mir hunn zweemol nee gestëmmt, well mer den Text als ineffikass an ineffizient fonnt hunn, mee ech wëll déi Rieden hei, déi ech wärend deenen zwou Kéiere virdru gehalen hunn, net nach eng Kéier halen, just soen: Dat, wat ech am Numm vun der CSV sengerzäit gesot hunn, ass fir deen Text, fir déi Texter, déi do gestëmmt gi sinn, nach ëmmer richteg, gëllt nach ëmmer.

D'Regierung hat awer, ech wëll soen, déi gutt Iddi, fir den Text elo net nach eng Kéier a senger Komplettheet stëmmen ze loossen, mee just déi punktuell Modifikatiounen elo hei op den Dësch ze bréngen. Dat erlaabt eis och, anescht do drunzegoen a just eng Diskussioun elo ze féieren iwwert dat, wat dann hei zum Vott steet, mat natierlech enger Rei Remarken, déi ech net ka loossen, well se mer awer wichteg sinn. Mee haaptsächlech erlaabt et eis, well mer just iwwert déi Punkten da wëlle schwätzen an ofstëmmen, och anescht un dësen Text drunzegoen.

Ier ech awer iwwert déi Moossname wëll schwätzen, zwou generell Remarken. Mir hunn déi schonn ëfters an der Kommissioun oder hei an der Chamber op der Chamberstribün abordéiert.

An dat Éischt, dat ass am Fong keng Fro, mee am Fong e grousse Regret, well mer ëfters eng Demande gestallt hunn, fir eng genau Opstellung ze kréie vun de Clusteren, mee ech weess net ëmmer, wat een ënner „Cluster" oder „Kluuster" versteet, mee haaptsächlech vun den Infektiounsplazen. Fir eis, wann ee wëllt wëssen, wou ee soll politesch agräifen, wou een elo muss eng sanitär Moossnam huelen, ass et einfach wichteg ze wëssen, wou u sech déi Infektioun geschitt ass. An et ass eréischt, wann een dat weess, wou ee kann der Saach richteg nogoen, wou ee kann déi Gefor erfaassen, wou een och ka mat Rigueur do agräifen. Dat wësse mer momentan net. Ech bekloe mech och elo net driwwer.

Mir hunn der Regierung d'Fro gestallt. D'Regierung huet eis relativ kloer gesot, datt se déi Äntwert do net hätt an dësem Moment.

Mir hunn och dunn d'Covid-Taskforce gefrot, fir eng Äntwert ze kréien, an d'Covid-Taskforce huet eis gesot, datt een dat mam Large-Scale-Testing, esou wéi en elo géif gemaach ginn, net géif erausfannen. Déi eenzeg Aart a Weis, fir et erauszefannen, dat wär am Tracing, wann e gemaach gëtt, wou mat de Leit dann individuell geschwat gëtt a wou ee ka Konklusiounen zéien, méi oder wéineger richteger, wou dann déi Infektioun geschitt ass.

Et ass awer, soen ech, eng weesentlech Data. Mir kruten eng ganz Rei Daten an deene leschten zwou, dräi Wochen, och déi Kaart, iwwert déi hei vill geschwat ginn ass, vun de Gemengen. Ech fannen déi flott. Déi ass och opschlossräich. Mee si hëlleft eis en fin de compte an eise sanitäre Moossnamen net ganz vill, well ech weess net, wat ech domadder soll ufänken, ausser mer e Bild vum Land ze maachen.

Dat selwecht sinn déi Statistiken iwwert den Alter. Do mierke mer, datt den Alter esou zéng Joer, eelef Joer erofgeet par rapport zu virun engem Mount. Eng Rei Konklusioune léisst dat schonn zou, mee et seet awer nach net, wou ech dann agräifen en fin de compte.

Dat do ass eng Kaart, déi mer an enger zweeter Etapp dann hëlleft, d'Konklusiounen aus anere Statistiken, déi mer gär hätten, ze confirméieren, mee eleng relativ schwiereg ze interpretéieren ass.

A fir mech ass et dofir wichteg, datt mer déi Konklusioune kréien, datt mer kënnen aus deem Tracing, dee gemaach gëtt, gewuer ginn, wou den Uert respektiv wou d'Aart a Weis ass, wéi d'Infektioune gemaach ginn.

An ech mengen, datt et wichteg ass, datt een do Efforte mécht. An der Madamm Minister hir Ekipp, ech weess, datt se vill belaascht sinn, ech weess, datt se vill Aarbecht hunn, an ech regrettéieren och e wéineg, dat zousätzlech ze froen, mee ech mengen, datt et einfach weesentlech ass, datt déi als Aufgab kréien, eis déi Statistiken ze ginn, well se fir mech primär sinn, fir kënne sanitär ze handelen.

Dofir deposéiere mer och eng Motioun, wou mer dat froen. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le nombre d'infections au Covid-19 au Luxembourg est en hausse permanente depuis quelques semaines ;

- constatant que, depuis quelques jours, le Gouvernement publie une carte cantonale des infections recensées ;

- considérant que le Gouvernement se base, pour définir les différentes mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, sur des modélisations scientifiques de l'évolution de la pandémie ;

- estimant qu'il serait aussi opportun de connaître d'éventuels foyers de contamination ainsi que les différents types de lieux d'infection afin de pouvoir prendre des mesures plus ciblées et plus efficaces ;

- estimant que le traçage des personnes positives ainsi que des personnes en contact avec celles-ci devrait permettre d'identifier les lieux d'infection en question ;

- sachant que les informations obtenues par un traçage précis et efficace permettront de réaliser des modélisations encore plus fiables ;

- considérant que le fait de pouvoir se baser sur les informations relatives aux types de lieux d'infection permettra de prendre, en connaissance de cause, des mesures ciblées, précises et ponctuelles sans devoir inutilement causer des préjudices à certaines activités quotidiennes, économiques ou de loisirs,

invite le Gouvernement

- à collecter via le traçage les données relatives aux types de lieux d'infection et à établir dans les meilleurs délais des statistiques significatives quant aux types de lieux d'infection au Covid-19 ;

- à mettre simultanément à la disposition de la Chambre des Députés l'intégralité des précitées statistiques gouvernementales.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat gesot, hunn ech gëschter festgestallt, datt d'Madamm Ministesch eng Pressekonferenz gehalen huet, wou se vun Infektiounsherden oder Clustere schwätzt, wou se seet: Et sinn der zwielef an de Lycéeën, an de Schoulen, sechs an der Konstruktioun, fënnef am Secteur Santé an esou weider.

Dat heescht, d'Madamm Minister huet eng Rei Zuelen, et sinn awer net déi, déi mer am Fong brauchen, fir déi Analys ze maachen. Do ginn ech Iech ganz Recht. Mee Dir gitt se awer, an dann ass natierlech meng Fro: Ma wat fir eng Konklusioune kann ech dann elo aus deenen Zuelen zéien? Ech kann am Fong net erauszéien, wou ech sanitär soll intervenéieren.

A wann dat esou wier, da géifen natierlech eng Rei Froe sech hei opdrängen. Mir hunn op där enger Säit konstant gesot, datt an de Schoule keng Gefore sinn, datt mer eis am Fong geholl do keng Suerge géife maachen a mer kéinten déi Ouverture maachen. Da kréie mer awer elo gëschter gesot: „Déi meescht Infektiounsherde sinn awer an de Schoule respektiv an der Konstruktioun." Do krute mer och gesot, am professionelle Beräich wier am Fong kee Problem.

Ech weess, datt elo en Ënnerscheed ass zwëschent deenen engen an deenen aneren. Mee ech wollt Iech am Fong soen, datt dann déi Informatioun, wann Der se esou erausgitt, natierlech bei eis als Politiker, mee, mengen ech, awer och dobaussen, eng ganz Rei Froen opwerft, déi dann net beäntwert sinn.

An dofir meng Demande hei op der Chamberstribün: Probéiert vläicht, dat awer ze beäntweren! Wat fir eng Konklusiounen zéie mer dann elo aus deene Clusteren? Kënne mer iwwerhaapt sanitär Konklusiounen draus zéien? Oder ass et just eng Informatioun, déi mer hei ginn? Well wa mer kënne Konklusiounen draus zéien, dann, mengen ech, ass déi Politik, déi an deene leschte Méint a Woche gemaach ginn ass, awer eng mat ganz ville Fragezeichen hannendrun.

Dann, meng zweet Remark ass déi üblech Remark iwwert d'Modellisatiounen. D'Spezialisten, déi hate mer en Dënschden an der Kommissioun, a mir sinn och dankbar derfir, en Dialog mat hinne konnten ze féieren.

Ech hu verstanen, wat si eis geäntwert hunn. Ech kann och novollzéien, wat se eis gesot hunn. Mee dat heescht awer net, datt ech zefridde si mat all deenen Äntwerten, déi mer vun hinne kritt hunn. An heiansdo, well déi Äntwerten, déi si eis ginn hunn, dann esou kloer waren, stelle se natierlech eng ganz Rei Froen iwwer Politik a politesch Aktiounen an iwwert

déi Modellisatiounen an d'Regierungspolitik, déi aus deene Modellisatiounen dann theoreetesch ofgeleet gëtt.

Déi puer Beispiller, déi ech nennen, kennt Dir alleguer, well se scho méi wéi eng Kéier genannt gi sinn. Dat éischt ass dat vun de Schoulen, d'Zesummeleeung vun de Klassen. D'Anhale vum Social Distancing weist eng grouss Differenz oder et gëtt eng grouss Differenz an de Modellisatioune gewisen. Ech stellen awer fest, datt d'Diskussiounen oder d'Decisiounen, déi am Fong d'Regierung geholl huet op Punkten, wou d'Modellisatioun seet: „Wann Der dat maacht, entsteet eng grouss Differenz an dem Weiderverbreede vun der Infektioun", datt déi Decisiounen awer geholl ginn, obwuel an der Modellisatioun d'Saache kloer de Contraire gewisen hunn.

An déi Zuelen, déi genannt gi sinn, ech wëll se am Fong net nach eng Kéier hei nennen, well ech se als erschreckend empfannen, a wann een déi Zuelen haaptsächlech vun den Doudeger oder d'Iwwerbelaaschtung vun de Klinicken hei zitéiert, ass et awer net onproblematesch.

Mee ech stelle fest, datt dat, wat d'Regierung als Decisioune geholl huet, net konform ass zu deem, wat eis an de Modellisatiounen iwwerreecht ginn ass. An dofir och eis ganz grouss Skepsis, déi mer scho méi wéi eng Kéier ausgedréckt hunn, haaptsächlech wéinst Lycéesklassen, déi dann zesummegeluecht gi si 14 Deeg virun dem Schoulvakanzufank.

An eis Fro: Wéi soll dat dann am September erëm ufänken, wa mer un déi Modellisatiounen, déi mer vun der Regierung selwer kréien, gleewen a wa mer déi seriö huelen? An da soe mir haut ganz kloer: Et ass elo, wou déi Froe musse beäntwert ginn! Et kann een net an d'Vakanz goen an dann am September sech emol d'Fro stellen, wéi een de 15. September mat der Schoul ufänkt.

Am grousse Ganzen ass et mat de Modellisatiounen och ëmmer d'selwecht gewiescht. Mir hunn der eng ganz Rei kritt, déi sollten den Deconfinement begleeden. Mee ganz oft hu mer se no den Decisioune kritt a seelen hu se och déi genau Fäll beschriwwen, déi duerno an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Dat selwecht gëllt och beim Sport. Dat ass mäin zweet Beispill. Mir hu säit engem Mount gefrot, datt mer sollen d'Modellisatioun kréien, wat dat da géif heeschen, wann de Sport opgemaach géif ginn.

D'Madamm Lenert huet mer d'ailleurs och eng Kéier an enger Tëleesemissioun gesot, ech soll dat kucke goen, déi wären do. Mee ech wëll lech just soen: Gëschter krute mer relativ kloer vun der Covid-Taskforce gesot, datt nach iwwerhaapt keng esou gemaach gi wären, datt also och keng kënnen do sinn, well se net gemaach gi sinn, an datt se am Fong och guer net machbar wären, well déi wëssenschaftlech Donnéeën, déi ee brauch, fir dat ze modelliséieren, momentan hinnen net zougänglech wären, net present sinn.

An dann dee leschte Punkt dovunner, dat ass déi Diskussioun iwwert déi Modellisatioun vum 19. Juli - ech mengen, de Mars Di Bartolomeo huet se scho kuerz ugeschwat -, wou en Zenario dohinnergestallt gëtt, wou 80 % Privatkontakten erofgefuer ginn. 80 % erofgefuer ginn! Dat ass enorm. Nëmmen nach 20 % vun den aktuelle soziale Kontakter, déi mer hunn. Dat ass de Modell, wou vill Teletravail gemaach gëtt, e Modell, deen also extreem restriktiv gëtt an deen dann, ech kann déi Zuel nennen, well se an der Zeitung stoung, 1.000 Doudeger als Konsequenz hätt, wat jo awer als Ausso, wann ee se einfach esou dohinnerstellt, richteg problematesch ass. Wat soll ech als Politiker elo dovunner halen?

Wann déi Prognosen oder déi Modellisatiounen do géife stëmmen, da muss ech jo elo hei direkt soen: Mee da musse mer eng ganz aner Politik maache wéi déi, déi mer amgaange sinn ze maachen!

Do krute mer vun der Covid-Taskforce, déi bei eis an der Kommissioun war, gesot: „Mee Dir däerft dat net esou genau huelen, et gëtt eng grouss Marge no uewen an no ënnen." D'Marge, déi ass awer zwësche 500 a 1.500, wat meng Beängschtegung a meng Suergen hei net weesentlech verbessert.

Ech weess, a mir hunn dat alleguer zesumme festgehalen, datt d'Politik der Wëssenschaft net kann draschwätzen. Se däerf et net, se soll et net a mir maachen et och net.

Par contre ass et awer wichteg, datt, wann d'Wëssenschaft an hirer totaler Fräiheet esou Zuele publizéiert, d'Press se och zréckhëlt, se ëffentlech sinn, datt mer dann awer probéieren ze erklären, wat mir an der Politik domadder maache respektiv wéi dat ze verstoen ass, wéi mer et sollen ophuelen a wéi mir domadder eens ginn. Ech hunn awer d'Impressioun, datt momentan déi onexplizéiert an deelweis onkommentéiert Zuelen e ganz grousse Malaise an der Populatioun, d'ailleurs och bei eis, ausgeléist hunn, wou mer eis musse Froe stellen a wou mer eis haaptsächlech musse Froe stellen, wéi mer an Zukunft déi Saachen do uginn.

Dobäi ass de wëssenschaftleche Suivi wichteg. Mee fir eis ass et sënnvoll, datt e mat Rigueur gemaach gëtt, datt mer en och mat Rigueur behandelen, datt en och novollzéibar ass. An dofir si mir nach ëmmer der Meenung, ech hunn dat schonn e puermol gesot, datt ee soll eng Rei Seuilen hei kloer an däitlech aféieren, no deene reagéiert gëtt. Zum Beispill déi R-Zuel, wéi ee se dann och ëmmer rechent, mee datt déi e Seuil ass, datt, wa se iwwer enger gewëssener Zuel ass, dat eng Rei Reaktiounen automatesch mat sech bréngt - aner Länner hunn et esou gemaach -, oder d'Infektiounszuel op 10.000 Tester oder op 100.000 Awunner, wat Der och ëmmer wëllt als Zuel huelen, mee datt et dobaussen novollzéibar ass, wéini a firwat d'Politik wat fir eng Moossnamen hëlt.

An dat ass e wéineg de Problem haut. An et kritt een nëmmen eng Politik laangfristeg akzeptéiert, wa se och dobaussen novollzéibar ass.

A mir gesinn, wat an anere Länner verschiddentlech amgaang ass ze geschéien, wou d'Populatiounen net méi kënnen déi Decisiounen novollzéien, déi vun hire Regierunge geholl ginn. Dat kreéiert net nëmmen Onzefriddenheet, dat ka bis zu Manifestatiounen an nach ganz aneren Diskussiounen op der Strooss féieren, wat mer zu Lëtzebuerg net wëllen.

Eng Remark just zum Fait, datt ëmmer méi Länner eis als orange oder als rout astufe respektiv op eng Lëscht setzen, an ech weess net, wéi et lech geet, mee ech kréie méi wéi eng Kéier den Dag déi Schwieregkeete vu Leit erzielt, déi dann op de Grenze Problemer hunn, déi net erakommen, déi net wëssen, wéi se sech sollen uleeën. An dat ass net ëmmer einfach.

Ech stellen zwar just fest, datt déi Explikatiounen, déi den Här Bettel sech engagéiert hat, bei senge Kolleegen um Conseil ze ginn, respektiv den Här Asselborn a senger diplomatescher Offensiv gemaach huet, datt déi Explikatiounen eis net wäit bruecht hunn. A fir dauernd ze soen: „Mir sinn déi Bescht! Dir verstitt eis net! Bei eis ass alles richteg gemaach ginn!", dat gëtt vläicht heibanne vun deem engen oder vun deem aneren nach gegleeft, mee dat gëtt awer dobaussen, esou wéi dat hei eis et beweist, iwwerhaapt net méi gegleeft.

Dat kann nach de Gusty Graas a senger Ried gëschter soen, mee dobausse gleeft awer keen dat do!

(Brouhaha et hilarité)

Wierklech … Ech freeë mech schonn drop.

(Coups de cloche de la présidence)

Dir kënnt Iech net virstellen, wéi ech mech drop freeën, datt Dir elo nach hannendru kommt! Mee Dir bréngt mech net duerjerneen!

Mee ech kommen awer elo zu deene prezise Punkte vun dem Gesetzestext hei.

Mir hunn als CSV beim leschte Gesetzestext gesot, datt mer géife fannen, datt 20 Leit doheem ze empfänken, ouni iergendeng Precautioun ze huelen, eis weesentlech ze vill géif schéngen. Ech hunn erkläert, datt ech souwisou och a mengem Haus, wou ech a priori awer eng Stuff hunn, déi ech als grouss empfannen, kaum 20 Leit empfänken, datt déi Moossnam also strictement näischt géif bréngen.

Mir hunn déizäit gefrot: Mee setzt dat erof op sechs oder op zéng Leit, wéi Der wëllt! Dat ass elo hei an dësem Text mat enger Woch Verspéidung gemaach ginn. Dat ass och okay fir eis. Dann ass de Kader kloer. Da sinn d'Reegele gestallt. An ech soen och hei ganz kloer hannendrun, datt mir net der Meenung sinn, datt mer zousätzlech Moossnamen, déi d'Inviolabilitéit vum Domicile, also den Artikel 15 vun der Constitutioun, géifen a Fro stellen, fir de Moment brauchen.

An dat Verständnis, wat mer vun eiser Gesellschaft hunn, passt dat elo als Moossnam net eran. Mir wëllen net, datt de Leit an d'Kummer gekuckt gëtt. Mir hätte gäre kloer Reegelen. Dëse Punkt hu mer gefrot. Dëse Punkt steet elo am Text. Dofir droe mer deen do Punkt mat an ech soen dat ganz kloer.

Zweetens: Dat selwecht gëllt fir déi zweet Modifikatioun, d'Reduktioun vun der Zuel vun de Leit bei engem Rassemblement - ob dat elo e Kulturrassemblement ass, Sport oder aner Eventer -, a wou se sech mussen zwee Meter vunenee setze respektiv, wa se dat net kënnen, Masken undoen, datt mer dat richteg fannen, datt déi Zuel och erofgesat gëtt. Fir eis ass dat zwar manner wichteg gewiescht, well mer gemengt hunn, datt momentan an der Praxis do keng gréisser Problemer wären. Mee mir fannen et prinzipiell awer richteg, well och do d'Vereinfachung vun 20 op 10 erof einfach eng Logik bréngt an déi Zuel besser verhalbar ass fir d'Leit. A wann eng Politik besser verhalbar ass, besser memorisabel ass, ass se och besser ëmsetzbar. Dofir si mer och mat deem Punkt d'accord.

Den drëtte Punkt, dat ass d'Aféierung vu Sanktioune bei Quarantänen a bei Isolementer. Dat ass eng Diskussioun, déi mer schonns virun dräi Texter, muss ech bal soen, hei gefouert hunn. Deemools hu mer gefrot, wéi dat kéint an der Realitéit duerchgefouert ginn a wat géif geschéien, wa manifestement et net géif respektéiert ginn. A mir hu Moossname gefrot, déi engem et géifen erlaben, dat kënne respektéieren ze doen.

Fir eis ass et virun dräi Wochen, virun engem Mount scho kloer gewiescht, an haut nach ëmmer kloer, datt, wann s de dech net un d'Reegelen häls, wann s de als Infizéierten oder als Personne à risque wëssentlech an heiansdo wëllentlech aner Leit a Gefor setz a wann s de mengs, datt s de dech un näischt misst halen an déi aner der total egal sinn, dann ass et fir eis absolutt normal, datt Sanktiounen op deene Geste stinn, an dat ënnerstëtze mer och total. Gradesou wéi et fir eis normal ass, datt, wann den Test negativ ass, d'Quarantän och d'office opgehuewen ass. Och déi Punkten ënnerstëtze mer an deem Text.

Véierte Punkt: D'Méiglechkeet fir de Classe-moyennes-Minister, fir bei Recidive de Caféen, déi sech net un d'Reegelen halen, net nëmmen eng duebel Geldstrof ze ginn, mee och dräi Méint d'Autorisation de commerce ewechzehuelen. Dat hate mer net gefrot, mee mir fannen dat awer trotzdeem absolutt richteg, fir et ze maachen. Wann nämlech um Terrain festgestallt ginn ass, datt dat do e Problem ass, a wann haaptsächlech festgestallt ginn ass, datt déi Strofen, déi actuellement schonn drop stoungen, fir verschidde Leit net duerginn an datt se gär 4.000 Euro bezuelen, fir awer kënnen opzehalen, déi aner Leit a Gefor ze setzen, wann dat de Fall ass, wann dat um Terrain festgestallt ginn ass, da fanne mer et absolutt logesch, datt een d'Konsequenzen draus zitt an datt een déi Strofen op där enger Säit eropsetzt an op där anerer Säit eng Strof vun dräi Méint Retrait vun der Autorisation de commerce aféiert. Dat ass eng haart Strof, mee ech mengen, bei Recidiven an deem hei Fall ass dat absolutt justifizéiert.

Dat zu deene véier Punkten. Dir gesitt also, datt mer kloer soen: Déi véier Punkten, déi Der hei an dem Text schreift, kënne mir matdroen, ënnerstëtze mer an hu mer deelweis schonn eng laang Zäit gefrot, net alleguer, mee e groussen Deel dovunner.

Mäi leschten Deel, dat sinn dann déi Saachen, déi mer nach gären zousätzlech an dem Text gehat hätten an déi awer elo momentan net drastinn.

Den éischte Punkt, dat ass dee vum Confinement forcé. Mir hunn elo Sanktiounen agefouert oder mir féiere Sanktiounen an iwwert den Isolement an iwwert d'Quarantän. Eis Fro ass: Wat geschitt da bei engem Confinement forcé, bei deem d'Leit an de Confinement iwwer Ordonnance vum President vum Tribunal d'arrondissement kënne geschéckt ginn? Wéi gëtt derfir gesuergt, datt dee Confinement forcé agehale gëtt? A wat fir eng Sanktioune stinn do drop, wann de Confinement forcé gebrach gëtt?

Elo ass warscheinlech Är Äntwert: Mee et sinn déi selwecht, wéi se op dem Isolement stinn, well ier Der an de Confinement forcé geschéckt gitt, musst Der warscheinlech eng Ordonnance vum Directeur de la santé kréien, deen Iech an Isolement setzt. A wann Der net wëllt dragoen, kritt Der duerno e Confinement forcé iwwer eng Ordonnance de confinement forcé iwwert de Juge, iwwert de President vum Tribunal d'arrondissement gemaacht. Eis Fro ass just: Ass dat an der Hierarchie dat selwecht? Oder hätt een do kënnen un aner Strofen denken oder net?

Zweetens, an dat ass am Fong eise wichtegste Punkt, dat ass dee vun de grousse Rassemblementer viru Caféen - net op den Terrassen, viru Caféen - respektiv a Parken - Stater Parken, aner Parken -, um Stau oder um Kierchbierg oder wou och ëmmer. Mir hunn an all deene Riede virdru gesot, datt mer gär méi prezis Definitiounen hätten, wat mer ënner engem Rassemblement a wat mer ënner enger Réunion organisée verstinn. A mir hunn och gesot, datt mer zwar elo hei Strofen aféiere fir alles dat, wat gebrach gëtt am Privaten op där enger Säit, mee awer nach ëmmer Schwieregkeeten hunn, fir do ze reegelen, wou grouss Rassemblementer sinn, déi net organiséiert sinn, déi op der Voie publique stattfannen. Et gëtt also doheem Reegele momentan, et gëtt an de Caféen, an der Horeca Reegelen, mee et gëtt keng Reegele fir d'Voie publique.

An eiser Meenung no ass dat e grousse Manktum, well et awer relativ kloer schéngt, wann ech der Madamm Ministesch nogelauschtert hunn, datt eng ganz Rei vun den Infektiounen awer bei deem Genre vu Reunioune geschéien. Dofir soe mir haut kloer an däitlech, datt mir der Meenung sinn, datt mer eis eng punktuell Obligatioun vun Distancing oder Maskendroen och bei net organiséierte Reunioune géife wënschen, bei Rassemblementer, déi net organiséiert sinn, mee déi awer an der Realitéit op der Voie publique stattfannen, wou iwwer 10 oder iwwer 20 Leit zesummekommen, déi sech net un d'sanitär Reegelen halen, datt mer do soen: „Wann zwee Meter net méiglech sinn, da sollen déi Leit och op der Voie publique eng Mask undoen!" Et ass also keng allgemeng Maskeflicht, déi mer froen, mee et ass eng punktuell Maskeflicht bei Rassemblementer, wou den Distancing net anzehalen ass. Dat hu mer och an der Kommissioun gefrot, hu mer och an der Kommissioun gesot.

D'Regierung huet eis gesot, si wéilt dat net. Ben, ech soen: „Mir wëllen dat als Moossnam!" An ech stelle fest, datt net méi spéit wéi haut de Moien déi belsch Premierministerin och déi Moossnam fir d'Belsch vun dësem Weekend un, mengen ech, gefrot huet an organiséiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mäin drëtte Punkt, dat ass d'Onprezisioun vun dem Text. D'Activités scolaires a parascolaires ginn ugeschwat. Aktivitéite vu Scouten, wat keng parascolaire Aktivitéite sinn, sinn net dran. Aner Vakanzenaktivitéite sinn och net tel quel am Text definéiert. Dat, gëtt eis elo gesot, gëtt mat Instruktioune gereegelt. Mir héieren awer vu ganz ville vun deenen Associatiounen, déi esou Saachen organiséieren, datt se einfach net wëssen, wéi se sech sollen organiséieren.

50 Kanner kënnen zesumme goen. Mussen déi a Gruppe goen, musse se net a Gruppen agedeelt ginn? Alles dat ass net kloer an dësem Moment. An haaptsächlech sinn ech net sécher, datt all déi Instruktiounen a Recommandatiounen, déi erauskommen, och konform mat dem Gesetzestext sinn.

Dir hat eis gesot, déi géifen elo an deenen nächsten Deeg eng Kéier iwwerschafft ginn, iwwerkuckt ginn. Eise Rotschlo ass: Da probéiert, se esou prezis wéi méiglech ze maachen, esou einfach wéi méiglech, well fir vill Leit, déi déi mussen applizéieren, ass et net evident, fir se ze applizéieren. A si mussen och konform zum Gesetz sinn.

En anert Beispill vun Onprezisioun, dat ass e Basketsmatch oder en Handballsmatch. Ech huelen déi elo, well de Sportsminister hei ass a well dat och Sportaarte sinn, déi dobanne gemaach ginn. D'Fro ass: Ass dat eng „activité qui accueille un public"? Oder ass et e Rassemblement? Mir wëssen et net. Mir kruten eng Kéier dat eent gesot: „Et ass e Rassemblement!" Oder mir krute gesot: „Et ass eng ‚activité qui accueille un public'." De Problem ass, datt et just muss kloer sinn, well ob s de et esou definéiers oder ob s de et anescht definéiers, sinn aner Konsequenzen drop. Wann et eng „activité qui accueille un public" ass, dann ass de Port du masque obligatoire, net fir d'Sportler, mee fir déi Leit, déi nokucken. Wann et awer just e Rassemblement ass, dann ass et eng Obligatioun, fir zwee Meter Distanz mat enger Place assignée ze hunn. Ech ka mat béidem liewen. Ech wëll just, datt et fir déi Leit, déi eppes organiséieren, fir déi Leit, déi dat musse maachen, kloer ass, wéi et gereegelt gëtt a wéi et an der Realitéit soll stattfannen.

Ech kréien dann duerno eng Äntwert, wann dat fir Iech kloer ass. Wann ech den Text liesen, ass et fir mech net ganz kloer. Ech wier frou, wann Der dat da kéint kloerstellen.

Véierte Punkt. Dat ass eng wichteg Fro fir verschidde Liewenssituatiounen, zum Beispill déi: Wéi ginn déi Leit, déi an engem Foyer liewen, mateneen ëm? Ob et e Foyer ass fir Studenten, fir Refugiéen, e Foyer mat Colocatiounen dran, do muss een einfach wëssen, wéi d'Gesetz sech fir esou Leit applizéiert. Ass et eng Cohabitatioun? Ass e Foyer fir Studenten eng Cohabitatioun, déi ënnert d'Definitioun vun dësem Gesetz fält? Wann et dat net ass, da muss een e Mask undoen, wann een an den ëffentleche Lokaler ass, wou een net privativ säin Zëmmer huet. Fält et ënner Cohabitatioun? Normalerweis fält dat net ënner Cohabitatioun. Et muss och do kloer sinn, wéi et gereegelt ass.

A wann een eng Instruktioun erausgëtt, muss se natierlech och konform sinn zu dem Gesetz, esou wéi et hei ass.

A mäi fënnefte Punkt, dat ass dee vun der Tracingapp. Ech kommen all Kéiers drop zréck. Mir kommen all Kéiers drop zréck, well se eis wichteg ass. De Modell vun haut, soen ech nach eng Kéier, war e puer Deeg laang iwwerfuerdert, riskéiert och nach am September, wa mer eng richteg zweet Well da géife kréien, iwwerfuerdert ze ginn. Dofir soe mer, datt

d'Virbereedung vun enger Tracingapp hei zu Lëtzebuerg fir eis extreem wichteg ass. Si gëtt vu quasiment jiddwerengem gefrot: vum Conseil national d'éthique, vun der Uni Lëtzebuerg an hire verschiddenste Kompositiounen, vun de Leit aus der Covid-Taskforce, vun dem Statecsdirekter ënner anerem.

Mir kréie gesot: „Mir hu mam RKI Kontakt." Dat ass jo duerchaus méiglech, datt Der mam Robert Koch-Institut Kontakt hutt. Mee ech stelle just fest: An Däitschland existéiert se awer schonn eng laang Zäit. An ech fannen, dee Refus, fir weiderzegoen op deem do Dossier, fir deene Leit, déi fräiwëlleg eng dezentraliséiert App wëllen huelen, fir sech oder hir Famill ze schützen, dat net ze offréieren, dat empfannen ech als farlässeg. An ech fannen, datt zumindest an dësem Moment eng seriö Virbereedung hätt sollen, hätt misse gemaach ginn, fir prett ze sinn, dat am Dezember och anzeféieren an deem Ganzen e legale Kader ze ginn.

Ech deposéieren dofir och eng Motioun, wou mer dat nach eng Kéier schrëftlech froen, déi sech och referéiert zu engem ganz groussen Deel op déi Motioun, déi de 7. Mee 2020 hei an dësem Haus gestëmmt ginn ass an déi den Här Clement sengerzäit erabruecht hat.

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que le « contact tracing » joue un rôle important dans la stratégie de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- sachant que les informations obtenues par un traçage précis et efficace permettront de réaliser des modélisations et des simulations de l'évolution de la pandémie ;

- constatant que le nombre d'infections au Covid-19 au Luxembourg est en hausse depuis quelques semaines ;

- estimant qu'avec le nombre croissant d'infections au Grand-Duché, le seul traçage manuel s'avérera de plus en plus difficile ;

- constatant que beaucoup de pays européens ont déjà des applications de traçage qui sont opérationnelles ;

- estimant qu'une telle application pourrait contribuer en complément aux mesures déjà actuellement en place, à assurer un traçage efficace au Grand-Duché si la hausse des infections perdure ;

- rappelant la motion votée dans ce contexte dans la Chambre des Députés le 7 mai 2020 ;

- estimant qu'une telle application de traçage ne saurait être que décentralisée, que son utilisation sera basée sur le volontariat et qu'elle devra tenir compte des lignes directrices du Comité européen de la protection des données,

invite le Gouvernement,

- à mettre en place dans les meilleurs délais une application de traçage opérationnelle sur le territoire du Grand-Duché ;

- à préparer à cet effet une base légale tenant compte de tous les principes de la protection des données personnelles ;

- à prévoir des incitations positives pour qu'un grand nombre de personnes se voient motivées à utiliser l'application en question.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Als Konklusioun just nach e puer Gedanken. Mir ënnerstëtzen also déi véier Moossnamen, déi hei nei an dësem Projet beinhalt sinn, déi dëse Projet virschléit. Verschiddener vun deenen huet d'CSV scho säit Woche gefrot an der Kommissioun, an der Press, hei op der Chamberstribün, zum Beispill kloer Reegele fir doheem, zum Beispill d'Klarifikatioun iwwert de Contrôle an d'Sanktioun vu Quarantän a vun Isolement.

Mee de Kampf géint de Virus ass och eng Course géint d'Zäit. A mir hunn d'Impressioun, datt hei d'Regierung wäertvoll Zäit verluer huet. Déi Moossnamen, déi elo geholl ginn, hätten deelweis virun engem Mount, spéitstens virun enger Woch kënne geholl ginn. Mir hu se déizäit däitlech gefrot, an och déizäit waren déi Zuelen, déi mer haut vun den Infektioune kennen, scho bekannt. Et kann een net soen, säit enger Woch hätt dat alles fuerchtbar evoluéiert. Och déi Zuelen hu mer déizäit scho kannt.

A mir sinn net eleng där Meenung. Et ass och de Conseil d'État, dee genau dat selwecht seet, wéi mir soen. Ech liesen Iech dat vir, well soss gleeft Der mer et jo net: « Si le Conseil d'État comprend la nécessité des mesures objet du présent projet de loi sous avis au regard de la situation actuelle, il se demande pourquoi il n'a pas été prévu de les intégrer déjà dans le projet de loi n° 7622, devenu la loi précitée du 17 juillet 2020, au besoin par voie d'amendements. Aux propres dires des auteurs du projet de loi sous examen, on assiste, depuis les dernières semaines, à une hausse régulière du nombre des personnes infectées. » Also genau dat selwecht seet de Conseil d'État wéi dat, wat mir soen.

Mäin zweete Punkt ass: Et feelen eis eng Rei Moossnamen. Ech hunn der virdrun eng ganz Rei am Detail genannt, och erkläert. A wann d'Evolutioun esou weidergeet, wéi se momentan amgaang ass, respektiv am September erëm en neien Ulaf hëlt, da sinn ech absolutt iwwerzeegt, datt déi Moossnamen, déi mer haut gefrot hunn, och da wäerte mat Verspéidung agefouert ginn.

A mäi leschte Punkt, dat ass deen, datt dësen Text e Méinden hei an d'Chamber erakomm ass, datt mer innerhalb vun deenen dräi Deeg en Avis vum Conseil d'État kritt hunn, eng Diskussioun an der Chamberskommissioun gefouert hunn, e Rapport kritt hunn, e Rapport ofgestëmmt hunn. An ech soen och, datt dat warscheinlech awer e Rekord ass, fir esou e Gesetzestext wéi deen hei an dräi Deeg duerch d'Chamber ze kréien, wat de Beweis ass, datt och dës Institutioun, wann et da muss sinn, present ass a schnell ka sinn.

Mir hunn och, an dat wëll ech soen, als Oppositioun matgeschafft. Mir waren d'accord, Här President, datt all d'Delaien, déi an eise Reglementer stinn, fir un esou engem Gesetz ze schaffen, ausser Kraaft gesat ginn an datt mer se net brauchen ze respektéieren. Mir hunn eis Propositioune kloer zum Ausdrock bruecht, datt et och kloer an däitlech ass, wat eis Politik géif ënnerscheede par rapport zur Majoritéitspolitik vun haut.

Mir hunn awer aus deenen Differenze kee Kampf gemaach, deen Zäit kascht hätt - kee Kampf gemaach, deen Zäit kascht hätt! -, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt déi Course géint de Virus och eng Course géint d'Zäit ass an datt, wann d'Regierung gär deen Text hätt, fir e Schrëtt weider ze maachen, et besser ass, deen esou schnell wéi méiglech ze hunn, och wann en eis net als komplett erschéngt.

Mir wäerten dësen Text net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen, well den Text alles anescht wéi komplett ass. Nach sinn déi Moossnamen, déi Virschléi richteg, an dofir war et eis wichteg, datt d'Chamber haut ofliwwert an dësen Text zäitno zum Vott bréngt. An dowéinster sinn ech frou, datt dat eis gelongen ass.

Mir wäerten eis enthale bei dësem Text an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Erlaabt mer, ganz e bëssen auszehuelen am Ufank. De 26. Dezember 2004 koum et am Indeschen Ozean zu engem ganz uerge Séibiewen. Den Epizentrum louch 85 km virun der Insel Sumatra an hat eng Stäerkt vun 9,1 op der Richterskala. Dat ass enorm, dat ass gewalteg. An ech mengen, mir alleguerten, wéi mer heibanne sëtzen, hunn nach Biller am Kapp vun deemools vun deene risege Wellen an haaptsächlech och vun deem onendleche Leed, wat iwwert déi Leit do eriwwergeschwappt ass.

Den Tsunami mat senge Wellen huet d'Leit matzen an der Nuecht ouni Virwarnung iwwerfall. 230.000 Leit hunn op ee Coup hiert Liewe verluer, 1,7 Millioune Leit hunn den Daach iwwert dem Kapp verluer an alles, wat se haten.

Kolleeginnen a Kolleegen, esou e Biewen, esou eng Naturkatastroph, dat kënne mir net kontrolléieren. Dat geet net! Dat ass eng Laun vun der Natur an d'Natur mécht, wat se wëll. An dat ka sech och zu all Moment widderhuelen.

Wat deemools a Südostasie gefeelt huet, dat war e Fréiwarnsystem op offener Séi, deen d'Bevëlkerung virum Antreffe vum Tsunami gewarnt hätt. Esou eppes gouf et net. D'Leit si matzen am Schlof iwwerrascht ginn. Dat war vill ze spéit, fir sech a Sécherheet ze bréngen.

Si hate kee Fréiwarnsystem, awer mir zu Lëtzebuerg, mir hunn am Moment e Fréiwarnsystem, an deen heescht Large-Scale-Testing a soll eis virum Opkomme vun der zweeter Coronawell warnen. A jo, leider hunn d'Luuchte vun eisem Fréiwarnsystem an de leschten Deeg nees ugefaange mat blénken. Dat gëtt eis e klengen Zäitvirsprong, fir zousätzlech Moossnamen ze ergräifen an domadder dat Schlëmmst ze verhënneren. An et ass dat, wat mir de Mëtteg maachen.

Et ass vu mengem Virriedner vun Zuelen, vu Prognose geschwat ginn, vu Modellisatiounen. Jo, dat ass richteg. Mee ech si bei esou Prognosen ëmmer immens virsiichteg. Well wann de Virus eis eppes geléiert huet bis elo, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dann ass et dat, dass en absolutt onberechenbar ass.

Virun engem Mount huet mäi Virriedner gesot: „Do hätte mer eis vläicht kënnen anescht drop astellen." Also, wann ech kucken, Nationalfeierdag, Enn Juni, do hate mir zwou Infektiounen den Dag, véier Infektiounen, sechs Infektiounen den Dag. An ech muss Iech soen, ech si warscheinlech net deen Eenzegen, deen iwwerrascht ass, dass déi Zuelen awer esou an d'Luucht gaange sinn, wéi se déi lescht Deeg gaange sinn.

Iwwert déi aktuell Zuelen, mengen ech, gëtt et keng zwou Meenungen. Si sinn ze héich. An aktuell hu mer 1.200 Leit hei zu Lëtzebuerg mat enger aktiver Infektioun vum Covid-19.

En Dënschden, wéi mer d'Gesetz vum Large-Scale-Testing hei beschwat hunn, ass vun engem honorabelen Deputéierte monéiert ginn, déi 20.000, déi mer eis do als Zil gesat hätte pro Dag, dat wär illusoresch, dat géife mer ni erreechen. Abee, gëschter sinn 19.079 Leit getest ginn. Ech mengen, dat ass wierklech net méi ganz, ganz wäit vun deenen 20.000 ewech. Dat léisst sech weisen. An den Taux d'infection, dee louch gëschter däitlech, däitlech ënner 1 %. D'Altersmoyenne vun deene Leit, déi sech infizéiert hunn, déi gëscht positiv getest gi sinn, ass 35 Joer. Dat si jonk Leit, déi schéngen dann och méi robust ze sinn, déi schénge méi resistent géint de Virus ze sinn, soudass mer am Moment effektiv manner Leit an de Klinicken an de Better leien hunn an och manner Leit op den Intensivstatioune leien hunn, wéi een dat kéint fäerten ugesiichts vun deenen Zuelen.

Jo, et ass richteg, d'Ausland mécht eis et am Moment net einfach, an do virop eis däitsch Noperen. Ech kann Iech soe vun engem Bekannte vu mir, dass een an Däitschland nëmme getest gëtt, wann ee Symptomer huet. Dann ass et natierlech weesentlech méi einfach wéi bei eis. Mir probéieren, alleguerten d'Leit an den Testing ze kréien, fir d'Infektiounsketten ze briechen. An ech mengen, wa mer vläicht nach e puer Wochen oder e puer Méint ëm hunn, da soen eis Nopere vläicht: „D'Lëtzebuerger, déi waren erëm eng Kéier First Mover. D'Lëtzebuerger, déi hunn et richteg gemaach a mir hunn et net richteg gemaach. Mir hunn et net richteg ugepaakt."

Si hunn déi lescht Woch, ech hu mer d'Méi gemaach, fir dat de Moien nozekucken, an Däitschland 537.000 Leit getest op 80 Milliounen. Ech mengen, mir haten der d'lescht Woch 80.000 op 640.000 Leit. Ech mengen, dat léisst sech duerchaus weisen, mee dass een déi Zuelen net kann a Relatioun zuenee setzen, dat schéngt mer wuel bekannt ze sinn. An ech géif awer gären dem Här Wiseler drop äntweren.

Ech sinn der Meenung, dass eisen Ausseminister an och eise Premierminister, den Här Asselborn an den Här Xavier Bettel, sech de Weekend ganz, ganz fir hiert Land agesat hunn a besonnesch intervenéiert si bei eisen Nopeschlänner, fir hir Positioun ze revidéieren. Ech erënneren do och un eng Schrëft, déi erauskomm ass, den Här Gloden, dee weess dat, vum Här Streit, dee Landrat ass vu Prüm-Bitburg, deen u seng eege Regierung geschriwwen huet - dat ass och bei eis publizéiert ginn -, si sollen hir Zuelen emol a Relatioun setzen an da géife se gesinn, dass déi Zuelen zu Lëtzebuerg absolutt net hierginn, …

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- … dass Lëtzebuerg soll als Risikogebitt aklasséiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dës Zuelen an och d'Prognosen, déi mussen eis awer, an do sinn ech bei Iech, déi mussen eis awer ze denke ginn. Mee ech mengen awer, dass mer d'Situatioun ënner Kontroll hunn. A fir dass dat och esou bleift, musse mer elo handelen a mir mussen elo méi streng ginn.

Mir maachen dat alleguerten net gären, mee wann ee Politik mécht, da weess een: Déi richteg Decisiounen, dat sinn net ëmmer déi bequeemst an déi einfachst!

Do, wou Leit zesummekommen, ginn elo nei Restriktiounen agefouert, ob dobannen, ob -.dobaussen, ob am privaten oder am ëffentleche Beräich, do wäert d'Limitt bei zéng Leit leien. Dat ass déi gëlle Reegel. Am Privaten däerf een natierlech bis zu zéng Leit alueden. An eise Rapporteur, deem ech och Merci soen, huet drop higewisen: Wann Der e Stot sidd mat véier Leit, dann däerft Der bis maximum zéng Leit bei lech invitéieren. A wann Der zu zwee sidd, däerft Der natierlech och bis zu maximal zéng Leit invitéieren.

D'Gréisst vun den Treffe muss erofgesat ginn, fir dass esou wéineg Leit wéi méiglech a Kontakt geroden. An den Här Wiseler huet virdru gesot, eis sozial Kontakter sollten ëm 80 % erofgefuer ginn. An ech ginn Iech Recht, Här Wiseler: Jo, dat ass enorm. Dat ass enorm! Esou gi mer, wa mer awer eis Kontakter limitéieren, dem Virus manner Geleeënheet, vun enger Persoun op déi aner iwwerzegoen, an esou kënne mer d'Infektiounskette kleng halen an haaptsächlech d'Infektiounsketten ënnerbriechen.

Bei mir doheem ass et am Summer wéi an engem Beiestack. Do ass ëmmer immens vill Va-et-vient: Et komme Kolleegen op Besuch, d'Nopeschkanner komme spillen, bei meng Teenager kommen hir Frënn. Mee dat wäert dëst Joer op alle Fall vill, vill méi roueg sinn. An ech hunn et schonn eng Kéier hei um Riednerpult gesot: E flott Lagerfeier mat engem gudde Patt vun der Musel, dat huet och säi Charme! An da sinn et eeben dëst Joer manner Grillpartyen an dann eebe méi am klenge Krees. Ech wäert op alle Fall, esou wéi mir alleguerten, mengen ech, mäin Deel derzou bäidroen, fir d'Infektioun probéieren anzedämmen.

Wärend et am ëffentleche Beräich an op der Aarbecht méiglech ass, d'Kontrolle vun der Police a vun der ITM ze verstäerken, esou ass dat am Private kaum méiglech. Dat ass och gutt esou, well de Schutz vum Privatliewen an de Schutz vum Doheem, ech mengen, dat ass dat héchste Gutt an eisem Rechtsstaat. An duerfir ziele mer weiderhin op d'Eegeverantwortung a mir zielen och weiderhin op d'Solidaritéit vun alle Matbierger dobaussen.

An am Endeffekt resuméiert sech déi ganz Situatioun op eng ganz einfach Fro: Sinn ech bereet, d'Liewe vu menge Matmënschen op d'Spill ze setzen, nëmme fir mäin eegene Pleséier? Well et ass genee dat, wat ee riskéiert, wann ee sech net un d'Geste-barrièren hält. Et ass nämlech genee dat, wat ee riskéiert, wann ee sech net un déi aktuell Gesetzer hält.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Eng Persoun geet duer, eng eenzeg asymptomatesch Persoun am enke Kontakt mat anere geet duer, fir de Virus weiderzeginn, vläicht un eng vulnerabel Persoun, déi dorunner ka ganz schwéier krank ginn an och dorunner ka stierwen. Dat hei, déi Situatioun, déi mer am Moment duerchliewen, ass kee Spill. Nee, et ass batteren Eescht. Duerfir ass et jo elo schonn déi x-te Kéier, wou mer hei am Haus d'Gesetz upassen.

A well et esou eescht ass, wäert och méi streng sanktionéiert ginn. Leit, déi sech zum Beispill net un hir Quarantän halen, Leit, déi missten doheem bleiwen an awer erausginn, musse mat enger Geldstrof vu bis zu 500 Euro rechnen.

An och bei de Betriber gëtt a muss méi staark duerchgegraff ginn. Wa sech net un d'Reegele gehale gëtt, da ginn et Strofe vu 4.000 Euro, 8.000 Euro, a vill méi wichteg, am schlëmmste Fall kann de Betrib fir dräi Méint zougemaach ginn.

Och mat engem Verloscht vun de staatlechen Hëllefen an engem Zréckbezuele vun deenen Hëllefen, déi e Betrib scho kritt huet, muss gerechent ginn, wann déi sanitär Mesuren net agehale ginn.

Dat ass net nëmmen eng weider Mesure, fir d'Verbreede vum Virus an de Grëff ze kréien, mee och e Gest géint onfairt an onsolidarescht Handele vun e puer wéinege Betriber géigeniwwer där ganz, ganz grousser Majoritéit vu Betriber, déi hiert leeschten, déi d'sanitär Reegelen anhalen, fir hiert Personal an och hir Clienten ze schützen, an dat, obwuel et souwuel méi zäitwéi och méi käschtenintensiv ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land ass bis elo relativ gutt duerch dës sanitär Kris komm an eise Gesondheetssystem ass net un d'Grenze vun der Belaaschtbarkeet gestouss, wéi mer dat an anere Länner gesinn hunn. An awer kann déi Situatioun sech änneren.

Dat Gefill vu falscher Sécherheet, dat vill Leit anscheinend derzou verleet huet, net méi opzepassen, ass geféierlech. An dowéinst wäerten an den nächste Wochen a Méint och Sensibiliséierungscampagnen eng grouss Roll spillen.

Dës Campagnë wäerte méi cibléiert sinn an an Zesummenaarbecht mat Associatiounen, Veräiner a Gemengen ausgeschafft an ëmgesat ginn. Och op den Aarbechtsplaze wäerten esou Campagnë lancéiert gi mat der Ënnerstëtzung vun der UEL. Esou stelle mir sécher, dass wichteg Messagen direkt bei de Leit ukommen.

Dës Kris kann een net am Alleingang iwwerstoen. Mir alleguerten zesumme mussen un engem Strang zéien a Verantwortung fir eist eegent Verhalen iwwerhuelen.

Fir vill Leit huet d'Summervakanz schonn ugefaangen. D'Fro ass: Wéi solle mer bei deem schéine Wieder dobaussen eise Summer dann elo genéissen? Dat ass, mengen ech, net esou schwéier. Mir sollen d'Geste-barrièrë respektéieren - Hänn wäschen, Mondschutz an Ofstand halen - an eis awer och wannechgelift net geckeg maache loossen an net a Panik ausbriechen. Mee mir sollen eis a mir sollen anere Leit eng Freed maachen. Mir sollen an d'Restau-

rante goen, mir sollen an d'Butteker goen, mir sollen eis lokal Gastronomie an eis lokal Commercen ënnerstëtzen a mir sollen d'Suen hei am Land loossen - #vakanzdoheem.

Jo, d'Freed um Liewen, déi solle mer eis och an där Situatioun, an där mer sinn, net huele loossen. Mee mir mussen ëmmer drun denken, dass mer eis un d'Reegele mussen halen. Well: „... déi puer Minutte Freed, déi ee kann hunn, kënnen duerno vill Leed mat sech brëngen". Dëse Saz sot eise Premier, an dat ass deen, deen ech Iech haut gäre géif mat op de Wee ginn.

Ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll dem Här Baum just eng Fro stellen. Hien huet gesot gehat, wann ee sech net un d'Gestes barrières géif halen, dann hätt een u sech d'Verantwortung, wann een aneren zum Beispill géif krank ginn.

Duerfir ass meng Fro, déi ech un den Här Baum gär wëll stellen: Mengt hien dann net, datt d'Regierung do och eng Verantwortung hätt an dat dann eeben do misst grad méi kloer reegelen, do wou et elo net gereegelt ass? Zum Beispill awer nach ëmmer an de Schoulen, d'Geste-barrièrë bei de Rassemblementer dobaussen oder och zum Beispill bei de Vakanzenaktivitéiten, déi mer scho méi dacks ugeschwat hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech mengen, ech schwätzen d'Vakanzenaktivitéiten un. Et ass jo net fir d'éischt, wou dat elo geschwat ginn ass. Dat hu mer och e Méinden an der Kommissioun gesot an et gëtt geschwat vu 50 Kanner. An et schéngt mer awer esou, wéi wa gesot gi wär - an ech referéiere mech hei op d'Josée Lorsché -, dass effektiv Direktiven eraus wären, dass déi Gruppen net méi grouss dierfte si wéi zéng Kanner. Dat schéngt mer awer dat gewiescht ze sinn, wat d'Madamm Lorsché gesot huet - dorun halen ech mech.

Da komme mer zum Theema Schoul. Jo, mir hunn natierlech elo - an den Här Wiseler huet et virdru gesot - gemierkt, dass mer effektiv Clusteren an de Schoulen hunn. Wann ech mech ka referéieren op den „Essentiel", si 27 Klassen a Quarantän gesat ginn, et sinn awer och 7.000 Klassen opbliwwen.

Jo. Et muss ee sech awer och als CSV d'Fro stellen, a mir stellen eis se natierlech och: Wat maache mer de 15. September?

(Interruptions)

Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Genau déi Fro stelle mer!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ma ech stellen Iech dann d'Fro. Ech stellen Iech d'Fro ganz konkreet!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat géift Dir da maachen?

M. Gilles Baum *(DP).*- Stellt Iech vir, zu Esch gëtt eng Klass a Quarantän gesat. Seet d'CSV dann: „An der ganzer Gemeng Esch ginn d'Schoulen zougemaach!"?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'CSV seet souwisou ganz komesch Saachen zu Esch!

M. Gilles Baum *(DP).*- Oder gëtt gesot: „Mir setzen déi Klass a Quarantän!"? Oder setze mer just eng Schoul a Quarantän?

Ech mengen, dat si Froen, déi mir eis stellen. Mee dat si Froen, déi Dir Iech och stellt!

A wa mer schwätze vu 60 Kanner, déi 30 am Primaire an déi 30 am Secondaire, dat sinn déi Zuelen, déi mer gelies hunn, déi effektiv infizéiert waren. Woubäi ech awer net weess, ob se sech am Privaten infizéiert hunn oder ob se sech an der Schoul infizéiert hunn.

Da muss ee kloer kënne soen: Jo, et ware 60 Kanner, déi infizéiert waren, mee et sinn der awer nach ëmmer 90.000 an d'Schoul gaangen. An, et deet mer leed, mir kënne keng 90.000 Kanner doheem loossen, well sech der 60 infizéiert hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee et sinn …

M. Gilles Baum *(DP).*- Do musse mer awer kloer och elo, mengen ech, Faarf bekennen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir maachen awer 600.000 Lëtzebuerger hiert Privatliewen, och wa mer net ... Mir hunn awer net esou vill Infektiounen. Also déi Proportiounen do, déi stëmmen awer och fir d'generell Situatioun.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll just nach eng Kéier widderhuelen, datt den Här Meisch gesot huet, an der Schoul géif kee sech ustiechen, an datt do verschidde Saachen esou net stëmmen!

An ech hunn eng Question urgente gestallt an, wann ech dem Här Baum seng Interventioun elo richteg interpretéieren, da géif ech mengen, d'Urgence vu menger Fro misst unerkannt ginn an ech misst déi Fro och kënnen de Mëtteg stellen.

Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Woubäi ech awer wëll ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Den Här Gilles Baum wëllt awer nach reagéieren.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech wëll awer derbäi soen, dass, wann 30 Kanner am Primaire infizéiert waren an 30 am Secondaire, net bewisen ass, wou déi Kanner sech ugestach hunn.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass déi Fro, déi mer gäre gekläert hätte mat de Clusteren. Mir hunn eng Motioun.

M. Gilles Baum *(DP).*- Déi kritt Der och net ... Also, sorry, déi kritt Der och net esou gekläert!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou. Ech mengen, elo wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President.

Ech wéilt nach just ergänzen, wat den Här Gilles Baum virdru gesot huet vun deene 50 Kanner: Ech mengen, virun e puer Deeg ass eng Kommunikatioun vum Här Meisch erauskomm, wou en drop higewisen huet, dass déi Zuel soll op 30 reduzéiert ginn, fir där doter Evolutioun Rechnung ze droen, an dass innerhalb vun deenen 30 Kanner och kleng Gruppe solle gemaach ginn. An ech mengen, dat ass ganz am Sënn vun deem, wat mer elo feststellen um Terrain, dass wierklech bei de Vakanzenaktivitéite ganz vill Uecht gedoe gëtt. An, ech mengen, déi Aktivitéite fannen och zum gréissten Deel dobausse statt. Dat hunn d'Gemengen och mat esou organiséiert. D'Gemengen hunn och do hir Verantwortung ze droen.

An, ech mengen, wa mer wëlle Verantwortung am Land iwwerhuelen, mussen d'Gemengen eeben ëmmer erëm mat genannt ginn, ëmsou méi wann et ëm Aktivitéite geet, déi och ënner hirer Verantwortung lafen. An ech ginn dervun aus, dass hei kee Schäffen an och kee Buergermeeschter oder en anere Gemengepolitiker ass, deen dat anescht gesäit.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat gesot, géif ech dann zu dësem Projet de loi kommen, wou ee vläicht als Éischt muss virausschécken, dass mer mëttlerweil eng gewësse Routine hunn zanter dem État de crise, jiddefalls wann et drëms geet, a kierzester Zäit Gesetzer auszeschaffen an ze stëmmen. Deen Tempo hate mer nach net oft opleien, zanter ech mech kann erënneren.

D'Zil ass a bleift awer dat selwecht: Et geet jo drëms, als Chamber op d'Entwécklung vun der Pandemie ze reagéieren an eis Gesetzgeebung natierlech entspriechend unzepassen.

Leider weisen d'Zuelen zolidd no uewen - ech brauch se net ze widderhuelen, well dat jo elo awer bekannt ass -, soudatt mer d'Gesetz vun der leschter Woch schonn haut op dräi Punkte modifizéieren.

Ech weess, Här Wiseler, Dir hätt léiwer gehat, direkt d'lescht Woch. Mee ech mengen, eng Woch méi spéit ass awer nach keen Drama. D'Haaptsaach ass, virun der Vakanz hu mer dat richtegt an néidegt Gesetz. Mir maachen natierlech d'Gesetz vun der leschter Woch mat dëse Modifikatiounen e wéineg méi restriktiv, awer net extreem.

Déi éischt Modifikatioun bezitt sech bekanntlech op d'Zuel vun de Leit, déi an engem Privathaushalt däerfen empfaange ginn. Ech soen net „invitéiert", well et schellt munchmol un der Dier, wa Kolleege kommen, wéi den Här Baum gesot huet, da kommen d'Leit, déi net invitéiert sinn, mee och déi léisst een natierlech eran, ...

(Hilarité)

... natierlech zousätzlech zu deene Persounen, déi souwisou am Haushalt liewen.

Well et sech mëttlerweil erwisen huet, datt eng ganz Rei Infektiounen op méi oder manner grouss Privatfeieren zréckzeféiere sinn, ass et jo nëmme logesch an normal, datt un där doter Schrauf gedréit muss ginn.

Dat heescht ganz sécher keen Zréck an de Confinement.

Et heescht awer, datt d'Zuel vun de Gäscht jo ëm d'Hallschent reduzéiert gëtt vun 20 op 10, fir eebe grad den direkten Infektiounsrisiko am Privatstot ze verhënneren, ëm d'Hallschent ze reduzéieren, emol onofhängeg vun der ganzer Ketten, déi vun engem eenzegen Infizéierte kann ausgoen, wärend sech awer un der Fräiheet, weiderhi Famill a Frënn doheem ze treffen, näischt ännert; an dat ass eis wichteg ze betounen.

Dës Fräiheet ass immens wäertvoll an et ass u sech e Grondrecht an eiser Demokratie. Dës Fräiheet auszeüben, heescht awer och, verantwortlech domat ëmzegoen a sech bewosst ze sinn, datt d'Fräiheet an d'Gesondheet en Deel vun engem Ganze sinn. An anere Wierder: An engem Land, wou et keng Gesondheet gëtt, do gëtt et och keng Fräiheet.

Dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, datt all Eenzelnen zum Schutz vun der Gesondheet bäidréit a sech bewosst gëtt, datt Eegeverantwortung grad wéi beim Testen net just fir anerer däerf gëllen.

Eegeverantwortung ass och a virun allem an de Familljen onëmgänglech. An et war och positiv festzestellen, datt déi grouss Majoritéit vun de Familljen hir Verantwortung am Confinement iwwerholl hunn an och an den Etappen duerno.

D'Disziplinn, mee och d'Elengsinn an deene laange Wochen, huet allerdéngs och vill Leit op d'Prouf gestallt a mental midd gemaach, kann ee bal soen. Dat geet ënner anerem och aus enger rezenter Etüd ervir, déi de LISER opgestallt huet an déi net méi spéit wéi gëschter nach eng Kéier an der Héichschoulkommissioun diskutéiert ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, géint dës mental Middegkeet ass d'Zesummekomme mat Frënn eng gutt Medezinn, well all Mënsch sozial Kontakter brauch, fir mental gesond ze bleiwen.

De Problem ass awer, datt d'Pandemie net eriwwer ass, well am Géigesaz zum Mënsch gëtt de Virus net midd! A wéi d'Mënsche sech elo als Gemeinschaft verhalen, wäert weesentlech doriwwer entscheeden, wéi et mat der Pandemie weidergeet.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn also net d'Virologen oder d'Fuerscher, déi virdrun och scho genannt gi si vu menge Virriedner, déi de Verlaf vun der Pandemie mat der Berechnung vu Schreckenszenarien entscheeden, an et ass och net eleng d'Politik.

Et ass villméi un der Gesellschaft, an domat un all Eenzelnen, fir dem Virus e Strich duerch d'Rechnung ze maachen an duerch d'Reduktioun vu senge Kontakter an Interaktiounen ze beweisen, datt d'Schreckenszenarien net mussen antrieden.

A wat dat eis méi séier geléngt, wat et och méi einfach gëtt, verschidde Restriktiounen, wéi déi vun der maximaler Besuchszuel beispillsweis, nees opzehiewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e wéineg anescht gelagert ass déi zweet Dispositioun vun dësem Projet de loi. Se betrëfft net eis ganz Gesellschaft, mee limitéiert sech op zwou Kategorië vu Persounen.

Éischtens op déijéineg, déi bewisenermoossen infizéiert sinn a sech laut dem scho bestoende Gesetz wärend zwou Woche mussen isoléieren; zweetens dann op déijéineg, déi en héije Risiko hunn, infizéiert ze sinn, „personnes à haut risque d'être infectées", wéi et am Gesetz heescht, well se an engem enke Kontakt mat engem oder méi Infizéierte waren an eng Quarantän da veruerdent kréie bis zu deem Moment, wou se negativ getest sinn.

Fir béid Kategorië gëtt mat dësem Projet de loi eng Sanktioun agefouert fir de Fall, wou se den Isolement oder d'Quarantän verloossen an doduerch riskéieren, aner Leit unzestiechen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Respekt vun der Isolatioun a vun der Quarantän huet bewisenermoossen e groussen Impakt op d'Ënnerbriechung vun den Infektiounsketten. Dat stellt keen a Fro.

Fir datt dësen Impakt ouni mental Kolateralschied zum Droe kënnt, ass et absolutt wënschenswäert a richteg, datt déi Responsabel vun der Santé déi Betraffe vun der Wichtegkeet vun deene Moossnamen iwwerzeegt kréien. Se musse se beschtméiglech begleeden, informéieren a Vertrauen opbauen, besonnesch och an deene Milieuen, déi méi schwéier erreechbar sinn - a menger leschter Ried war ech méi am Detail op déi Milieuen agaangen.

Fir vill Mënsche bedeit den Isolement nämlech eng extreem Belaaschtung, déi net einfach vun der Hand ze weisen ass oder klengzerieden ass, virun allem net dann, wa Kanner, ganz Familljen an och vill eeler Leit dovu betraff sinn.

Eng Roll spillt natierlech och d'Wunnsituatioun. An ech géif emol behaapten, datt eng Quarantän oder en Isolement an engem klengen Zëmmer eppes anescht bedeit wéi en Isolement oder eng Quarantän an enger grousser Villa.

Grad dowéinst ass d'Moossnam vun der Sanktioun net ganz onëmstridden. Bei deene Betraffene vermëttelt se nämlech e wéineg d'Gefill, wéi wa se scho mat engem Fouss am Prisong géife sëtzen, soubal wéi se ee Schrëtt aus dem Haus maachen, quitte datt et sech natierlech just ëm Geldstrofen handelt bis zu 500 Euro. An duerfir schwätzen ech och just vum Gefill, wat bei deene Betraffenen entsteet. Et entsprécht net den Tatsaachen.

Här President, op där anerer Säit muss een dann awer och bedenken, datt d'Méiglechkeet, eng Sanktioun auszeschwätzen, eigentlech keen anert Zil verfollegt wéi dat, datt déi Betraffe sech ganz genee un dat Gesetz halen, wat mir schonn zanter dem Enn vum État de crise hunn.

Wéi an deene meeschten anere Länner ass den Isolement an d'Quarantän deemools och an eist Gesetz ageschriwwe ginn als eng vun den effikasseste Moossnamen iwwerhaapt, fir d'Ustiechungsketten ze ënnerbriechen an anerer ze schützen.

Wéi bei villen anere Gesetzesiwwerschreidungen och, déi aner Mënschen a Gefor brëngen, gëtt mat Sanktioune geschafft.

Well et sech an dësem Fall vum Isolement a vun der Quarantän awer ëm ganz sensibel Beräicher handelt, hoffe mir als Gréng, datt d'Sensibiliséierung an d'Begleedung vun deene Betraffenen d'Reegel wäert bleiwen an d'Sanktiounen d'Ausnam. Net anescht gesäit et och déi berodend Mënscherechtskommissioun.

Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei déi drëtt a lescht Dispositioun, déi den Horeca-Secteur betrëfft, wou d'Bedreiwer vun de Lokaler laut Gesetz dru gehale sinn, gewësse Reegelen ze respektéieren. Och déi sti schonn an eisem Gesetz, sief et beim Amenagement vun de Raimlechkeeten, sief et um Niveau vun der Schléissung um Mëtternuecht.

Hei spillt u sech déi selwecht Logik wéi bei der Dispositioun vu virdrun. Och an dësem Fall geet et drëms, e gesetzeswiddregt Verhalen ze bestrofen, an zwar doduerch, datt d'Lokal bei widderhuelte Verstéiss fir dräi Méint zougemaach ka ginn.

Dës potenziell Strof gesi mer als ganz sënnvoll un. Se wierkt u sech ofschreckend a wäert eiser Meenung no dozou bäidroen, datt et net méi zum Verstouss vu Reegelen am Horeca-Secteur wäert kommen. Et ass nämlech schwéier virstellbar, datt e Bedreiwer oder Proprietär vun engem Lokal et drop ukomme léisst an de Risiko wëllt lafen, dräi Méint op Recettë mussen ze verzichten - wou ee muss wëssen, datt den Horeca-Secteur ganz schlëmm vun der Kris betraff ass.

Här President, nodeems mer virgëschter mam Gesetz vum Large-Scale-Testing un d'Verantwortung vun all Eenzelnem heibanne wéi dobaussen appelléiert hunn, maachen ech dat mat dësem Projet de loi nach eng weider Kéier. Och hei gehéiere mir nach zu deene Länner, déi mat am fräiheetlechste mat der Pandemie ëmginn an d'Restriktiounen op engem absolutte Minimum halen. Dat soll weiderhin eist Zil bleiwen.

D'Alternativen dozou gesi mer a China beispillsweis. D'Alternativ nennt sech Zwang, Kontroll, Iwwerwaachung, Bespëtzelung, Denonciatioun an Isolatioun.

Well all dëst an eiser fräier Demokratie keng Plaz verdéngt an enger Demokratie net wierdeg ass, muss jiddwereen un der Andämmung vum Virus matwierken an net dervun ausgoen, datt d'Politik eleng alles ka riichten oder Wonner ka wierken. Dat wär wierklech ze vill schéin!

Dir Dammen an Dir Hären, domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun och fir dëse Projet de loi, dee véierten an der Rei vun de Covidgesetzer mëttlerweil. An eisem routinéierte Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, soen ech natierlech nach eng Kéier villmools Merci fir säi Rapport, mee och fir säi flénken Asaz an der Kommissioun - wou ech muss soen, déi konstruktiv Zesummenaarbecht ass wichteg a se mécht Freed.

Domat soen ech Merci fir d'Nolauschteren a wënschen Iech alleguer e puer gemittlech Deeg an der Vakanz, falls se da sollt kommen, am beschten doheem, um Stauséi, reservéiert oder net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut befaasst mam sougenannten drëtte Covidgesetz, wat mer praktesch bannent engem Mount hei stëmmen. E Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Haut virun aacht Deeg ware mer befaasst mam sougenannten zweete Covidprojet, an dee Projet vun haut baséiert op dësem Projet, mat eenzelnen Ofännerunge fir der Epidemie entgéintzewierke virum Hannergrond, wou sech elo d'Gefor opdeet vun enger zweeter Well, déi et jo gëllt ze verhënneren.

Gëschter krute mer iwwert d'Press weidert Datematerial geliwwert, wat dës Epidemie betrëfft, wou ee muss generell feststellen, datt géintiwwer der éischter Well dës Kéier d'Alterslimitt erofgeet. Dat wëllt soen, déi Leit, déi positiv getest ginn, ginn ëmmer méi jonk.

Ech wëll mech haut net befaasse mam ganze Gesetz. Dat hate mer schonn deels virun aacht Deeg gemaach. Mee ech wëll just e puer Bemierkunge maachen zu den Ännerungen, iwwert déi mer haut befannen. Et geet haut drëm, fir am private Beräich Aschränkunge méi streng ze maachen, verbonne mat Strofen, awer fir den Horeca-Secteur ännert sech näischt.

Fir unzefänken ass generell ze soen: Mir goufen a mir gi jo am Ausland als Risikoland duergestallt, a mat deene Mesuren, déi d'Regierung de leschte Sonndeg geholl huet, confirméieren oder beweise mer jo selwer, datt mer e Risikoland sinn. Dat ass e Widdersproch zu deem, wat bausse gesot gëtt, ausserhalb vun dem Land, an deem, wat hei am Land da gemaach gëtt.

Bis de leschte Sonndeg oder Méindeg si mer jo dervun ausgaangen, datt déi vill positiv Tester zréckzeféiere sinn op déi vill Tester, déi hei am Land gemaach ginn. Mee zanter gëschter nom Pressebriefing vun der Madamm Ministesch huet sech dat jo deels geännert.

An da kommen ech zum éischte Bedenken, dee mer zu dësem Gesetz hunn. De leschten Donneschdeg hat ech Iech scho gesot, datt mer e Problem als ADR dermat hunn, wann eis Fräiheeten, déi an der Verfassung verankert sinn, ageschränkt ginn. Hei misst dann och an deem Fall d'Parlament mat enger Zweedrëttelmajoritéit doriwwer befannen, an net mat einfacher Majoritéit.

Dat kéint ee maachen, wa mer e Verfassungsgeriicht hätten. Mäi Kolleeg Roy Reding hat jo esou e Verfassungsgeriicht an enger Proposition de loi virgeschloen. Dann hätte mer, an deem Fall wou mer esou e Verfassungsgeriicht hätten, hiren Avis virleien, wat ons Aarbecht da géif ënnermaueren.

Elo nach e puer Wuert zu den Aschränkungen am private Beräich vun 20 op 10 Leit. De leschten Donneschdeg hat ech jo ewell gesot, datt dat net ze kontrolléieren ass. Hei kann een nëmmen op de Wee goe vun enger Responsabiliséierung oder Sensibiliséierung vun de Leit.

Mee den Här Minister François Bausch huet gëschter op RTL awer Follgendes gesot - dat beonrouegt ons ganz staark -, an zwar zu de Polizeikontrollen am private Beräich. Ech zitéieren: „Och wann d'Police net do erageet, d'Police kann do e Protokoll, also e Procès-verbal maachen. Da gëtt eng Enquête gemaach géint deen. An da muss deen natierlech beweisen, datt et net esou ass." An dunn huet en hannendrugehaangen: „Ech mengen, mir wëllen net e Polizeistaat."

Dozou muss ee soen: Dach, dat ass e Polizeistaat, deen den Här Policeminister do wëllt. Wie mengt, dee weess jo bekanntlech näischt!

Dat hei ass eng Violatioun vun den elementaarste Prinzippien, vläicht dee wichtegste Prinzip vun eisem Rechtsstaat, nämlech datt den Ukloer muss seng Uklo beweisen, an net ëmgedréint. Et dierft engem Minister an engem demokratesche Land net am Dram afalen, net an d'Meenung kommen, a scho guer net um Radio iwwert d'Lëpse kommen, esou Aussoen!

D'Ëmkéierung vun der Beweislaascht ass wierklech e ganz staarkt Stéck!

Dat ass genau, wéi wann ech mar de Moien op eemol a menger Boîte e Procès-verbal virfanne vun der Police, ech hätt deemools do an do dat geklaut. An da misst ech beweisen, datt ech et net war. Esou kann een dat och gesinn. An dat ass e staarkt Stéck, wat ons beonrouegt.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Zweet Bedenken: Wéi kënne mer e Gesetz stëmmen, wou et der Madamm Ministesch emol net kloer ass, ob mer an déi 30 „Kluusteren" (ndlr: Clusteren) hunn oder Infektiounsherden? Déi zwee beschreiwen nämlech an der Medezinn konträr Phenomeener, kontradiktoresch!

„Kluuster" ass en zoufällegt Zesummentreffe vun Eenzelinfizéierten zur selwechter Zäit op där selwechter Plaz. En Herd ass jo eng eenzeg Plaz, wou déi Krankheet sech street, vu wou se sech ausbreet - also genau de Géigendeel vum „Kluuster". Ech mengen, dat misst een emol eng Kéier och kloer heibanne soen.

Gëschter hat d'Madamm Gesondheetsministesch Follgendes gesot, ënner „Kluusteren": zwielefmol war et an enger Schoul oder engem Lycée; sechsmol a Bauentreprisen; fënnefmol am Fleege- a Santéssecteur, dräimol am Horeca an dräimol am Nettoyage.

Keng Donnéeën zu de private Partyen.

Sinn et sécher nëmme „Kluusteren", da brauche mir keng weider Aschränkungen am private Beräich. Sinn et Infektiounsherden, da brauche mer dës Aschränkungen, awer dat huet dann och seng Auswierkungen op d'Schoulrentrée, well do ware jo déi meescht Infektiounsherden. Oder sinn et dach awer „Kluusteren"? Dat misst kloergestallt ginn.

Firwat kréie mer Informatiounen ëmmer nëmme stéckelchersweis? Ech hat de leschten Donneschdeg well drop higewisen, datt mer e Covidgesetz maachen an d'Blannt eran. Mir maachen also keng 10.000 Tester den Dag, mir maachen, bedéngt duerch d'Poolen, ongeféier nëmmen 3.000 Tester. Dat erkläert jo och de Problem vun der Madamm Ministesch, datt si keng 1.000 zousätzlech Eenzeltester ka maache fir Auslandsreesen.

Wat sinn elo eis richteg Testcapacitéiten am Hibléck op d'Etüd, déi eis fir Enn August eng Katastroph ukënnegt? Oder ass dat och nëmmen en Deel vun der Wourecht, wéi de „Kluuster" oder dach en Infektiounsherd, wéi deen net akkreditéierten Test dann e Pooltest ass an esou weider?

D'Chamber huet e Recht op déi richteg Äntwerten. Hätte mer déi eenzel Donnéeën aus der Datebank beim leschte Gesetz virun aacht Deeg zur Basis gehat, dann hätte mer deenen ewell kënne Rechnung droen. Ech hat jo och schonn de leschten Donneschdeg drop higewisen.

Drëtte Volet, dat ass: D'Regierung hält jo elo all Dag oder all zweeten Dag Pressekonferenzen of zum Covid an esou weider. A wann een déi emol genau kuckt, dann ass ee Widdersproch op deem aneren an deene Pressekonferenzen. Et ass keng Kohärenz do. A wann een dann déi Pressebriefinge vun der Santésdirektioun och nach lauschtert, da gëtt et nach anescht.

Wat ass dann elo d'Wourecht? Dat ass déi Fro, déi mer eis musse stellen!

Zum Beispill ... Ech hu jo nach 1 Minutt 30, da geet et awer ...

(Interruption)

Jo, ech profitéieren.

D'Madamm Lenert sot am leschte Pressebriefing e Sonndeg den Owend - just e Beispill, ech hätt der nach méi -: „Wat mer méi testen, hu mer vläicht méi eng héich Zuel u Leit, déi mer fannen." Si preziséiert awer och: „Den Taux de proportion vun de Leit, déi de Virus droen, dee bleift konstant."

Domadder kënne mer all liewen. Net emol eng Minutt méi spéit deelt d'Madamm Minister eis da mat, et wier op eng beonrouegend Aart a Weis eropgaangen, esoudatt si - d'Regierung ass gemengt - zur Konklusioun komm wieren, datt si missten handelen, an zwar do, wou wierklech de Problem léich - an dat huet mëttlerweil jo jiddweree verstanen, dat ass natierlech de private Beräich.

A well mer e Verlaangen hunn no Normalitéit, huet d'Ministesch eis och erkläert, datt dat Ganzt nëmme fonctionéiere kann, wa mir eist Verhalen änneren a wierklech erëm d'Infektioun erofkréien op en Niveau, deen am ganze Land gerabel ass.

Op där selwechter Pressekonferenz virdru sot den Här Staatsminister Bettel am Ufank vun dësem Pressebriefing: „Esou wéi ech schonn d'lescht Woch gesot hunn, si mir net schockéiert a mir sinn an enger Situatioun, déi och ze maîtriséieren ass an och maîtriséiert gëtt."

Ass et net widderspréchlech, wann ee Minister behaapt, d'Regierung wier net schockéiert an d'Situatioun wier ze maîtriséieren, wat och géif gemaach ginn, an déi aner Ministesch seet dann, mir missten déi Infektiounen erofkréien op e gerabelen Niveau?

Ech mengen, do si Widderspréch dran an dat geet och un d'Glafwierdegkeet. An duerfir ass och dobaussen an der Opinion publique deem schwéier Rechnung ze droen.

Bon, meng Zäit ass ofgelaf. Ech wëll dann ... Ech hätt jo nach e puer Saachen ze soen.

(Interruption)

Jo, ech kann awer nach weiderfueren, jo.

Une voix.- O nee!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Fir deem ganzen awer nach d'Kroun opzesetzen, muss an deem Zesummenhang elo onbedéngt gehandelt ginn - esou preziséiert dann den Här Bettel der Press nach eemol - a mer mussen Texter maachen, fir Saachen ze verschäerfen. Virdrun huet en de Contraire gesot, an dann op eemol kënnt d'Verschäerfen hannendrop!

An elo ass eeben déi Situatioun néideg. Esou ginn nees Restriktiounen am private Beräich geholl an et gëtt verschäerft kontrolléiert a penaliséiert.

An hei ass dann d'Fro: Firwat gouf dat da bis elo an deem Mooss net esou gemaach?

Elo wëlle se da méi verschäerft virgoen a si kruten dat virdrun emol net an de Grëff. Ech mengen, do si Kontradiktiounen an där ganzer Linn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engelen, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, ech kommen elo zum Schluss, Här President. Wat an dësem Gesetz bliwwen ass, dat ass: Keng Kohärenz a villes ass onkloer, wat erëm zu onnéidegen Diskussiounen dobausse féiert.

Mat dësem Gesetz gi vill Leit dobaussen am Land bestrooft, well eng Partie vun de Leit sech net un d'Gesetzer, un d'Spillreegele gehalen hunn, déi mer leider net kontrolléiert hunn.

An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Aus all dëse Fakten an Iwwerleeunge wäerte mir dëst Gesetz net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mer hu grad gesinn: Een Af mécht der honnert! Knapps huet de Rapporter ugefaangen, vu „Kluusteren" (ndlr: Clusteren) ze schwätzen, schonns ass dat an d'Lëtzebuergesch als Terminus iwwergaangen!

M. André Bauler *(DP).*- D'Kluuster ass eng Plaz zu Dikrech!

Une voix.- Wéi heescht et dann op rumänesch?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An dobäi ass d'Zil vun dësem Gesetz jo, dem „Kluuster" ee Klauschter unzedinn!

M. André Bauler *(DP).*- „Kluuster" kënnt vu „Klouschter"!

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här Bauler, ech si beandrockt vun Äre Kenntnisser.

M. André Bauler *(DP).*- Also déi Dikrecher Kluuster, déi Parkplaz kënnt vu Klouschter.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir sidd esou e Chouerbouf!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mee loosse mer emol de Geck op der Säit! Dat hei ass elo effektiv fir d'drëtte Kéier innerhalb vu ganz kuerzer Zäit, wou mer zesummekommen an e Gesetz stëmmen oder e Gesetz, wat virläit, verännneren. A bal alleguerten d'Virriedner, den Här Wiseler, den Här Di Bartolomeo, d'Madamm Lorsché, hu sech begeeschtert driwwer gewisen, wéi séier d'Chamber hei geschafft huet.

Ech muss soen, ech si guer net begeeschtert! An ech mengen, mir hu ganz schluddereg geschafft.

Mir hunn e Méindeg, moies, eng éischte Kéier eng Reunioun gehat, wou d'Madamm Minister eis den Inhalt vum Gesetz virgestallt huet, wou mer awer nach keen Text virleien haten. Dënschdes hate mer dunn eng weider Reunioun, wou mer den Text opgrond vun enger schréftlecher Basis dann eng éischte Kéier diskutéiert hunn. Gëschter, Mëttwoch, war den Avis vum Staatsrot do, dee mer diskutéiert hunn. An net méi spéit wéi haut de Moien um néng Auer hate mer eng Reunioun, fir de Rapport unzehuelen.

An dëst an enger Woch, wou mer nach 20 aner Gesetzer hei an der Chamber diskutéieren! Dat ass, mengen ech, net ganz seriö geschafft an et ass d'Source vu Feeler, déi engem kënne geschéien. An ech kommen herno op d'Feeler zréck, déi geschitt sinn.

Ech wëll awer déi dräi Mesuren, well et handelt sech am Weesentlechen ëm dräi Mesuren, vläicht och kuerz kommentéieren, déi dëst Gesetz aschreift oder dësen Text aschreift.

Et geet engersäits ëm d'Beschränkung vu Rassemblementer op zéng Persounen am privaten an am ëffentleche Beräich, woubäi am privaten de Menage, deen invitéiert, heescht et, net matgezielt gëtt bei déi zéng Leit.

Déi Mesure ass an hirer Proportionalitéit vläicht och novollzéibar, mee si iwwerrascht mech awer. Si iwwerrascht mech, well d'Limitatioun op 20 Persoune war eng vun deenen alleréischten Deconfinementsmesuren, déi d'Regierung geholl huet, wann ech mech net ieren de 15. Mee. A vum 15. Mee bis elo ugangs, Mëtt Juni, wou déi Reegel vun deenen 20 Leit bestanen huet, hu mer observéiert, datt d'Zuelen net massiv an d'Luucht gaange sinn. An et ass och ëmmer gesot ginn, datt deen Deconfinement, wéi d'Regierung e gemaach huet, datt deen eigentlech duerchduecht war an datt d'Zuelen dat och zum Deel beluecht hunn.

Datt mer grad eng Mesure, déi awer schonn zënter dem 15. Mee, zumindest fir den ëffentleche Raum, gëllt, elo op zéng reduzéieren, werft zumindest an där doter Logik Froen op, och wann ech mengen, datt se net disproportionéiert ass.

D'Fro bleift och weiderhin déi vun den Infektiounsherden. Gëschter huet d'Ministesch gesot, et ginn der 33. Et sinn eng ganz Rëtsch opgezielt ginn. Iwwert déi vun de Menagen oder vun de Partye vun iwwer 10 Leit oder an deem Fall vun iwwer 20 Leit ass dobäi awer net esou vill rieds gaangen, soudatt déi Mesure zwar proportionéiert ass a mengen Aen an och iergendwéi enger Reegel vum gesonde Mënscheverstand entsprécht, si entsprécht awer net deem, wat an der Vergaangenheet kommunizéiert ginn ass.

Dat Zweet, déi zweet Mesure, déi warscheinlech déi schäerfste Mesure ass, dat ass, datt Bistroen, Restauranten, Clubben et cetera, Betriber aus dem Horeca-Beräich, datt déi bei enger Recidive, also bei engem zweete Fall, wou eng Infraktioun festgestallt gëtt, datt se net méi wéi bis elo nëmmen - o ben „nëmmen" - 8.000 Euro Strof musse bezuelen, mee och kënnen eng Suspensioun vun hirer Autorisation d'établissement kréien, dat heescht, datt se dräi Méint laang net méi däerfen opmaachen. An dat heescht warscheinlech fir déi meeschten, wann déi dote Strof geschwat gëtt, déi méi och manner sécher Faillite.

Dat ass déi strengste Mesure. Och déi Mesure ass novollzéibar, well ee sech seet: Mee e Betrib, dee sech méi wéi eng Kéier net un elementar Reegelen hält, jo, mee deen däerf dann och eventuell vläicht net opmaachen. Da muss ee just hoffen, datt déi Mesure och mat Aemooss geholl gëtt, well reng theoreetesch ass et och méiglech, datt déi Strof scho geholl gëtt, wann den Ofstand vun 1,5 Meter net bei all Dësch agehale gëtt. Do hoffen ech wierklech just op d'Aemoss vun der Applikatioun vun där doter Strof.

An dann déi drëtt Mesure, dat ass d'Verschäerfung oder d'Aféierung vun enger Amende fir Leit, déi sech net un hir Quarantän an un hiren Isolement halen. An domadder, mat där Gläichstellung vun där Amende, hunn ech e bëssen e Problem, well ech mengen, datt et en Ënnerscheed gëtt. Leit, déi am Isolement sinn, dat heescht, déi e positiven Test hunn, déi wëssen, datt si d'Quell si vu weideren Infektiounen, an déi sech dann net un den Isolement halen, ass a mengen Aen eppes anescht wéi een, deen an der Quarantän ass, wou et näischt Objektives, keen objektive Beweis fir seng Infektiounskraaft, wann een dat esou soen däerf, gëtt, an deen dann awer déi selwecht Panoplie vun Amendë kritt. An ech fannen, et ass op jidde Fall an eisen Aen net novollzéibar, datt et do keng Gradatioun dra gëtt.

D'Ministesch wäert elo drop äntweren, datt si déi Gradatioun an dem Ausschwätze vun där Peine awer mécht. Ech gleewen hir dat och! Just, e Rechtsstaat berout net op dem gudde Wëlle vun deem Eenzelnen, mee op Prinzippien. An ech fannen, datt hei hätt missen e Prinzip agefouert ginn, datt hei hätt missen eng Gradatioun dra sinn an op jidde Fall net den Isolement d'selwecht traitéiert gëtt wéi d'Quarantän.

En plus muss ee soen, an d'Madamm Lorsché huet dat jo scho gesot, fir verschidde Leit ass et eng double Peine, well et ass effektiv en Ënnerscheed, ob een d'Quarantän oder de Confinement mat eventuell enger Groussfamill an engem ganz klenge Raum muss verbréngen oder ob een déi um Land an enger Villa mat eventuell Swimmingpool verbrénge muss. Och dat ass e groussen Ënnerscheed an och dat ass eng sozial Segregatioun, déi eleng schonn d'Basis vun der Quarantän a vum Isolement duerstellt.

Da muss ee sech froen, wa mer elo méi staark Strofen dodrobber setzen, ob d'Bereetschaft, fir sech dann um Large-Scale-Testing ze bedeelegen, doduerch onbedéngt méi grouss gëtt. Dat woen ech awer och a Fro ze stellen.

Ech gesinn awer och, datt hei déi Strofe proportionell sinn. Déi sinn och am Verglach mam Ausland net geckeg héich. Se belafe sech tëschent 25 a 500 Euro. Nawell gëllt déi prinzipiell Fro, déi ech virdru genannt hunn.

An da kommen ech op dat, wat d'Precipitatioun, dee Feeler, dee méi grouss ass, wéi ee mengt, un dësem Text mat sech bruecht huet. Der wësst, bei der Erfaassung vun Donnéeë ginn et zwee Weeër, wéi virgaange gëtt. Engersäits ginn et déi Leit, déi negativ getest gi sinn. Deenen hir Donnéeë ginn 72 Stonne gehalen an da gi se geläscht. An et ginn déi Leit, déi positiv getest gi sinn, an do war den Ursprongsgedanken, déi Donnéeën, déi ginn dräi Méint laang gehalen, ënner anerem fir festzestellen, ob Leit sech nach eng Kéier ustiechen, an och fir iwwerhaapt de Confinement, fir d'Isolatioun kënnen ze iwwerpréiwen, well d'Isolatioun ka bis zu sechs Wochen daueren.

An do hat deen alleréischten Text virgesinn, datt déi Daten dräi Méint nom Auslafe vum État de crise - steet am Gesetz - zerstéiert ginn. Dat ass en Datum, dee fix ass, dat ass de 24. September. Dat heescht, dëst Gesetz huet awer eng Dauer bis den 30. September! Dat ass eppes, wat an d'A spréngt. Dat heescht, ab dem 24. September gëtt et keng gesetzlech Grondlag méi, fir Daten ze erfaassen. Dat ass deen éischte Problem.

Deen zweete Problem ass awer méi grouss, an dee wäert derfir suergen, datt mer warscheinlech net alleguerten an der Vakanz um Stau leien, mee warscheinlech d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch erëm hei sëtzen. Dee besteet nämlech doranner, datt déi sechs Woche Confinement, déi maximal kënne geschwat ginn, déi muss ee jo da vum 24. September un no hannen oder no vir rechnen. An da si mer ongeféier beim 12. August. Dat heescht, déi doten Dispositioun muss geännert gi virum 12. August, soss kënne mer de Confinement iwwerhaapt net méi iwwerpréiwen an och scho guer net méi déi Peine, déi mer op de Confinement setzen, wat näischt anescht bedeit, wéi datt mer d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch erëm hei sëtze wäerten.

Dat ass eng Observatioun, déi vun der CNPD gemaach ginn ass. D'CNPD huet gëschter hiren Avis erageschéckt, wärend deem mir hei eis Discourse gehalen hunn a wärend deem natierlech och kee vun eis hei Zäit hat, deen Avis ze liesen. An de Moien ass dat dann dunn effektiv op d'Tapéit komm, et ass ugeschwat ginn. Ech mengen, de Sven Clement war deen, deen et als Éischten ugeschwat huet. An dat stellt e Problem duer. An et ass de Beweis, datt Schnellegkeet net ëmmer en Zeechen ass vu Qualitéit.

An ech mengen, datt mer wierklech nach eng Kéier mussen un deen Text goen am Interêt vun der Santé publique. Well et ass jo net aus Bauzegkeet, datt déi dräi Méint am Ufank drastoungen! Et geet nämlech drëm erëmzetracéieren, wéi d'Kontakter sinn, an et geet drëm, d'Isolatioun kënnen objektiv ze iwwerpréiwen an duerfir eng gesetzlech Basis ze hunn.

Sou, elo leeft meng Zäit awer och fort. Ech soe just nach zwou Saachen. Ech mengen, dat, wat de Rapporteur gesot huet, wat mat dësem Gesetz verbonnen ass, nämlech Sensibiliséierung an Informéierung a verstäerkten Aktivitéiten, wéi hien et och selwer beschriwwen huet, sinn ech frou, datt se geschéien. Ech denke just, se hätte scho vill éischter misse geschéien an net parallell zu dësem Gesetz, wou d'Kar awer schonn deelweis am Dreck ass.

An dat Allerlescht, wat ech soe wëll, dat ass: Ech sinn awer och éierlech liicht schockéiert doriwwer, datt elo eng Tendenz ass vu verschiddene Regierungsmemberen, unzefänken, Leit ze stigmatiséieren, a besonnesch déi, déi covidpositiv sinn. Well dat ware bis elo an der Vergaangenheet ëmmer Affer. An dat sinn et a mengen Aen elo och nach ëmmer, well dat si Leit, déi eng Krankheet hunn! An duerfir kann et net sinn, datt Ministeren ëffentlech soen, ech zitéieren: „Et kann net sinn, datt vulnerabel Leit agespaart ginn, well Jonker net oppassen." Dat ass eng Pauschaliséierung an dat ass eng Verallgemengerung an et ass eng Stigmatiséierung vun enger ganzer Generatioun, mat där ech op jidde Fall net averstane sinn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt esou lues zur Gewunnecht, datt mer hei am héijen Haus iwwer Covid-19-Gesetzer net nëmmen diskutéieren, mee se dann duerno och nach ofstëmmen.

De Projet de loi 7634, iwwert dee mer dann haut ofstëmmen, gesäit vir, weider Contrainten a Sanktiounen anzeféieren, fir esou de Coronavirus hoffentlech laangfristeg ënner Kontroll ze bréngen.

Mir Piraten fannen d'Zil vun dësem Text, an ech hunn och keng Schan, dat zouzeginn, nobel. Et ass awer esou, datt mer eis froen, ob se et wierklech wäerte packen, déi Infektiounszuelen erofzekréien, ob déi Mesuren, déi mer haut stëmmen, da wierklech déi richteg sinn, ob se duerginn.

Fir eis ass d'Reegelung mat den zéng Leit dat richtegt Zeechen, mee ob et eis schlussendlech un d'Zil bréngt, sief emol dohigestallt.

Wéi d'Mënscherechtskommissioun an hirem Avis ënnersträicht, ass et primordial, fir esou Gesetzesprojete wéi deen heiten, dee fundamental Rechter vun de Biergerinnen a Bierger aschränkt, genuch Zäit anzeplangen. A jo, ech si mer bewosst, datt mer déi Zäit net ëmmer hunn an datt et muss séier goen. Ech sot awer scho beim Gesetz, wat mer haut ofänneren, hei op dëser Plaz, datt mer, an do waren d'Zuele schonn esou, wéi se waren, besser hätten, dat Gesetz net ze stëmmen, d'Amendementer ze maache mat deem, wat mer haut stëmmen, an dann alles zesummen ofzestëmmen.

Bref, d'Majoritéit huet entscheet, op Salamitaktik ze setzen an domadder eis nach eng Kéier ënner Zuchzwang ze bréngen, ganz séier net nëmmen Amendementer ze huelen, mee en neit Gesetz. Dat ass e Choix. Et ass e Choix, deen ech net onbedéngt begréissen. Dat ass e Choix, deen dozou gefouert huet, datt d'Chamber ganz séier huet misse schaffen.

A wa séier geschafft gëtt, an dat hunn e puer Kolleege schonn ugeschwat, da geschéie Feeler, da ginn et Saachen, déi ee vläicht iwwersäit. Dat féiert och dozou, datt Avisen nëmme sommairement kënne gekuckt ginn an net komplett.

Ech mengen do den Avis vun der Dateschutzkommissioun, déi sécherlech déi nämmlecht Fro scho beim éischte Projet u sech hätt missen opwerfen. An dat weist, datt, wann een da fir d'zweet iwwert deen nämmlechten Text kuckt, ee vläicht nach Saache fënnt, déi, jo, bei der éischter Kéier schonn hätte kënnen opfalen, wa mer Zäit gehat hätten. Soit!

Zäit ass eppes, wat mer hei net hunn. Zäit ass e Luxus, dee mer eis net leeschte kënnen. Mee propper Gesetzer schreiwen, dat ass kee Luxus. Dat ass eppes, wat mer u sech missten als Grondlag gesinn, als de Minimum, fir deen d'Chamber u sech do ass.

An et ass u sech all Institutioun an et ass net nëmmen der Regierung hir Schold, et ass net der Chamber hir Schold, et ass net dem Staatsrot seng Schold, et ass eis Schold alleguer, datt mer iwwerhaapt an deem Zäitdrock sinn. Et geet hei net drëm ze stigmatiséieren, ob déi eng oder aner Bevëlkerungsgrupp elo méi Party gemaach huet, méi prekär wunnt, sech méi séier oder méi schwéier ustécht. Et geet drëm, alleguerten zesumme Responsabilitéit derfir ze iwwerhuelen, datt dee Virus hei sech net weider ausbreet.

Meng Virriedner sinn ewell am Detail op déi eenzel Mesuren agaangen. Loosst mech awer op e puer Punkten zréckkommen, wou et fir d'Piraten dach e bëssen hapert. Effektiv indiquéiere rezent Recherchë vun der Covid-19-Taskforce eng Necessitéit, fir déi privat Rassemblementer ze limitéieren.

Wann een de leschte Weekend gesinn huet, wat um Stau lass war, wann ee gesäit, wat doruechter lass ass, d'Schüler squatten am Park, Jonk an Al versammele sech bei Aperoen a Grillpartyen. Jo, de Virus ass net nëmmen op deene grousse Partyen. De Virus verdeelt sech och am Privaten. Dat ass net forcement eng Party mat 100 Leit, dat kann och den Owend sinn, wou een zu sechs zesummesëtzt. Duerfir muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Limitatioun, fir et op zéng erofzesetzen, net éischter eng Limitatioun ass, fir den Traçage méi effikass ze maachen. Et hëlleft, de Leit hir Kontakter méi einfach nozevollzéien.

D'Infektioune ginn einfach doduerjer, datt een eng arbiträr Zuel an den Text schreift, net erof. Et gëtt just méi einfach, Infektiounsketten nozevollzéien.

D'CCDH (ndlr: Commission consultative des droits de l'homme) kënnt och zum Schluss a seet, datt et u sech eng Fro vu Kohärenz ass. Wa mer eis nämlech bei Decisiounen op wëssenschaftlech Erkenntnisser baséieren, da musse mer verstoen, datt et wichteg ass ze klären, firwat de Risiko am Private méi héich ass wéi op anere Plazen.

Ass et, well Distanciatiounsreegele manner eescht geholl ginn? Ass et, well et nun emol kee Spaass mécht, fir och nëmmen zu sechs mat enger Mask um Dësch ze sëtze bei engem Pättche Wäin oder bei enger gudder Grillwurscht? Et ass warscheinlech dat. Et ass warscheinlech, well mer alleguerten am Privaten, onofhängeg vun der Unzuel vu Leit, eis Gestebarrièren e bësse vernoléissegen.

A genau duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer hei e Symbol setzen, e Symbol, wat, an och dozou hu mer scho geschwat, net wierklech vun der Police enforcéiert ka ginn. Et ass nämlech esou, datt mer net, an den Här Bausch huet dat richteg gesot op RTL, e wëllt net an engem Policestaat liewen. Ma ech wëll och net an engem Staat liewen, wou de Premier der Police an enger Pressekonferenz seet: „Ma fir dat doten ze enforcéieren, kënnt Der lech jo virun d'Hausdier vun de Leit stellen a Stréchlëschte féieren." Dat war e staarkt Stéck!

A wa mer dann net an engem Policestaat wëlle liewen, ma da musse mer ganz kloer soen: Dat dierf et net sinn! An et ass och schwéier, de Leit dobaussen ze erklären, datt se fir eng Privatparty an engem Restaurant zu 20 däerfen zesummekommen, op zwee Dëscher opgedeelt, an datt 12 Klassekomeroden, déi sech all Dag an der Schoul gesinn hunn, net duerfen ouni Restriktiounen am Éislek op enger Weed e Picknick maachen. Och dat ass eng Fro vu Kohärenz!

Mir mussen also amplaz op Repressioun hei sécherlech och op eng besser Sensibiliséierung a Kommunikatioun setzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et feelt eis an dësem Text heiansdo um Punch. Wärend am Horeca-Beräich ganz staark Sanktioune geholl ginn, Sanktiounen, déi, wann een den Anekdoten, déi mer bis elo héieren hunn, gleewe kann, néideg sinn, well sech eng ganz Rëtsch Betriber dach einfach net un d'Reegele kënnen halen oder wëllen halen! A wien e puermol erwëscht gëtt, ma do huet souguer d'Chambre des Métiers gesot, datt déi Sanktioun vun der temporairer Suspensioun vun der Autorisation d'établissement okay ass. A wann d'Chambre des Métiers seet, datt dat vläicht dee leschten Outil ass, dann, mengen ech, kann een dat roueg esou matdeelen.

Wat eis awer feelt, ass, an dat huet de Marc Baum virdrun ugeschwat, e bëssen den Ënnerscheed tëschent deenen eenzelne Mesuren. Mir hunn elo eng Mesure - 25 bis 500 Euro - drastoen, fir wann een d'Quarantän oder den Isolement brécht. Et bleiwen eng Rëtsch oppe Froen an där Mesure. Et bleift och eng Fro vun der Appreciatioun herno. An ech mengen, mir kënnen déi wierklech Wierkung vun där Mesure eréischt gesinn, wa mer wierklech den État des lieux herno maachen.

Ech mengen, eng zweet Saach, déi ech och schonn dobaussen e puermol gesot hunn, ass déi vun de Rassemblementer, déi méi spontan sinn. Mir hunn haut e Problem, datt et ganz schwéier ass, dat ze kontrolléieren. Mee ech si weiderhin der Meenung, datt d'Police an all aner Forces de l'ordre, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, sollten op Sensibiliséierung setzen.

An ech ka ganz gutt domadder liewen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et dann um Stau vläicht e puer Avertissements taxés fir ze parke manner ginn, mee duerfir d'Poliziste mat hirem perséinleche Schutzequipement iwwert d'Wise ginn an de Leit soen, se solle wannechgelift hir Distanz halen, se solle wannechgelift eebe grad d'Sécherheet priméiere loosse vis-à-vis vun engem onkontrolléierten Austausch ënnereneen.

Mir sollen d'Gesondheet an de Vierdergrond stellen, ganz ouni necessairement op Repressioun ze setzen, mee andeem mer sensibiliséieren! A wann ech vu Repressioun schwätzen, da bleift mer awer nach ee Saz am Kapp hänken, an dat wäert och dee sinn, vun deem d'Piraten schlussendlech ofhängeg maachen, ob mer eis enthale wäerten oder fir dëse Projet stëmme wäerten. An dat ass de Saz, wou den Här Bausch op RTL, an ech mengen oder ech hoffen, et war e Lapsus, gemengt huet, bei Sanktiounen, nodeem eng Sanktioun geschwat wär, misst dann dee Sanktionéierte seng Onschold beweisen an net, wéi dat an engem Rechtsstaat ass, datt de Staat him seng Schold beweise misst.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Zitéiert mech emol, wou ech dat gesot hunn! Zitéiert mech, wannechgelift!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Dat steet esou op RTL.lu.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass erfonnt! Dat kënnt Der op RTL nolauschteren.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Wann Dir sot, RTL hätt dat erfonnt, dann huele mer dat esou zur Notiz.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat huet RTL awer net esou gesot.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Et steet op RTL.lu. Gitt kucken!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Goergen huet … net d'Wuert, mee den Här Clement huet d'Wuert.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech kommen zu menger konkreeter Fro un den Här Bausch, wou en hei mat Schnaufen a mat scho Jäize warscheinlech eppes gesot huet: Här Bausch, wéi war Är Ausso wierklech gemengt?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Ech hunn dat net gesot!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Da kënnt Der eis jo hei an der Chamber soen, datt RTL Iech do falsch zitéiert huet.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- RTL huet net zitéiert!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- RTL schreift ganz kloer, datt Dir dat esou gemengt hätt. Wann Dir eis do de Contraire sot, da kann ech ganz gutt domadder liewen. Ech wëll op alle Fall an engem Rechtsstaat liewen. Ech wëll net an engem Policestaat liewen. Mir wäerten eis bei dësem Projet entweeder enthalen, falls den Här Bausch dat wierklech esou sollt gesot hunn. A wann Der eis wierklech hei confirméiert, datt Der et net gesot hutt, da kënne mir dëse Projet matstëmmen, well mir der Meenung sinn, datt et e wichtege Schrëtt ass, mee net dee leschte Schrëtt ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Den Här Bausch kritt d'Wuert wéinst Fait personnel.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den digitalen Zäitalter erlaabt engem jo haut, fir relativ séier noliesen ze goen, wat ee wierklech gesot huet a wat och um Site vun RTL steet. An ech liesen lech emol vir, wat um Site vun RTL steet, wat ech soll gesot hunn oder wat ech och gesot hunn. Dat ass de Resümmee, dat ass net den O-Toun. An am O-Toun war et awer net anescht wéi dat, wat hei steet: „Mir wëlle kee Policestaat. D'Police wäert awer observéieren an denoncéieren […]". Wat heescht dat? Méi steet eigentlech net do.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Nee, Här Goergen, elo bleift Der emol sëtzen an da lauschtert Der emol mir no, wéi ech Iech dat elo erklären!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Bausch huet elo d'Wuert!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- „[…] an da misst de Concernéierte beweisen, datt e kee Feeler gemaach huet […]".

M. Fernand Etgen, *Président*.- Am Moment huet den Här Bausch d'Wuert!

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat heescht näischt aneschters wéi dat, wat ech och an der Sendung erklärt hunn, wou ech gesot hunn, datt, wann d'Police, wat hir nawell zimmlech oft virkënnt, virun engem Bistro steet an deen um zwielef Auer zou huet, oder soll zou hunn, d'Rolllueden dann erofgemaach ginn an dann d'Leit zu der hënneschter Dier weider eraginn, d'Police natierlech keng Méiglechkeet huet, fir do eranzegoen. Wann zou ass, ass zou. D'Police kann net wéinst esou eppes …, si kënnen net eng Dier opbriechen.

Wat awer d'Police ka maachen, dat ass, datt se e Protokoll dovunner mécht, datt se e Procès-verbal mécht an dat mellt bei der Santé. Se seet ganz kloer: „Hei hu mir gëschter Owend beobacht, datt dee Bistro eiser Meenung no bis 12 Auer net zou war. A wannechgelift, mir wëllen dat awer hei mellen, mir konnten net eragoen, well d'Dieren zou waren an d'Rolllueden erof waren." Genau dat heescht dat! Mir si jo hei net an engem penale Beräich! Mir sinn hei an administrative Strofen, déi geschwat ginn, sougutt wat d'Protokollen ubelaangt wéi och dat anert. An och den Entzuch, de provisoreschen Entzuch vun deenen dräi Méint vun der Autorisatioun, dat ass eng administrativ Strof, esou wéi et elo am Text hei festgehalen ass. Sorry!

An op alle Fall heescht dat näischt aneschters, wéi datt d'Police, wat se normal an Honnerte Fäll mécht bei anere Saachen, natierlech de Procès-verbal mécht an dat denoncéiert gëtt, wéi se och souwisou d'Obligatioun huet, et

iwwregens ze maachen. Méi heescht dat net a méi steet och net am Text hei dran. An hei steet néierens dra geschriwwen, datt d'Leit hir Onschold misste beweisen. Dat steet net hei an deem Text!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement wëllt reagéieren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Minister, deen hei den éischten Deel zitéiert huet vum Abschnitt, awer deen zweeten Deel vergiess huet.

Et steet nämlech laut RTL geschriwwen, datt: „[…] kéint d'Police e Protokoll schreiwen an da kéint eng Enquête gemaach ginn. An da misst de Concernéierte beweisen, datt e kee Feeler gemaach huet, esou de Policeminister." Dat ass e Saz, …

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … deen halen ech fir staarken Tubak!

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Maja, dat kann ech lech … Dat heescht, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- An duerfir hätt ech gäre vum Minister eng kloer Ausso. An Är Ausso war net kloer, datt de Minister dat esou net gesot huet, datt bei enger Enquête de Staat muss d'Schold beweisen an net de Bierger oder d'Biergerin muss beweisen, datt se onschëlleg ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, dat hunn ech och erklärt an der Sendung. Dat heescht näischt aneschters, wat och am Rechtsstaat normal ass. Wann e Procès-verbal géint ee gemaach ass an et gëtt een dowéinst ugesicht, huet ee selbstverständlech d'Méiglechkeet, sech ze verteidegen. Et kann een e Recours maache géint déi Diskussioun. Och wann Der 149 Euro Protokoll kritt, zum Beispill well Der de Mask net ugedoen hutt, kënnt Der e Recours dergéint maachen, kënnt Der soen: „Dat ass net wouer, ech hat de Mask un!" Dir kënnt e Recours dergéint maachen. Dat heescht näischt aneschters wéi dat! An dat ass och esou, wéi ech et iwwregens an der Sendung och genau erklärt hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, domadder wär dat kloergestallt. Den Här Engelen huet nach eng Fro, oder?

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech froen nach eng Kéier d'Wuert, Parole après ministre. Ech wëll just, wat ech éinescht gesot hunn, dat ass den Originaltoun vum RTL, och wann dosteet dann: „Och wann d'Police net do erageet, d'Police kann do e Protokoll, also e Procès-verbal maachen. Da gëtt eng Enquête gemaach géint deen. An da muss deen natierlech beweisen, datt et net esou ass." Dat hu mir esou ofgeschriwwe vum Originaltoun.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Logescherweis!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee. „Da muss deen natierlech beweisen, datt et net esou ass." Dat hutt Der gesot!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- „Da muss deen natierlech beweisen […]", domadder ass gemengt - wéi heescht et elo? -, den Hausbesëtzer muss da beweisen, datt et net esou ass. Dat ka jo net sinn!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Här Engelen, dat ass jo och näischt Anormales. Dat ass, wann Dir e Protokoll kritt, egal wat fir e Protokoll datt et ass, an Dir sidd der Meenung, datt et net esou war, datt Der de Protokoll zu Onrecht kritt hutt, datt Der dann natierlech musst och kënne beleeën, datt et net esou war! Dir kënnt jo net einfach soen … Wou wäre mer da soss?! Et ass jo evident, datt, wann d'Police eppes feststellt …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi muss beweisen!

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Jo! Majo déi beweist, natierlech schreift se an hirem Procès-verbal jo dran … Ech ginn lech e Beispill, ech ginn lech e konkreet Beispill. D'Police ka jo an de Procès-verbal draschreiwen … Souwisou geet et hei net géint en Eenzelnen, et geet géint de Bistro an deem heite Fall.

(Interruption)

Nee, mee ech schwätzen … Ech hunn d'Beispill precisement ginn an der Sendung vun engem Bistro, deen um zwielef Auer net zoumécht; precisement esou hunn ech d'Beispill ginn. An dann ass et jo logesch, wann dann de Bistro net zougemaach huet an d'Police stellt dat fest, awer se kënnt just net eran, datt se da muss kënnen e Procès-verbal maachen, wou se seet: „Mir hunn awer gesinn, datt do Leit eragaange sinn an datt mir der Meenung sinn, datt dee Bistro net zou war." An dann ass et natierlech kloer, da gëtt dat en normaalt Verfaren, wéi dat ëmmer de Fall ass, an da musst Der kucken, natierlech d'Police muss och beweisen, datt dat esou war. Da gëtt dat en normaalt Verfaren, mee si muss awer …, si hëlt dat op a si denoncéiert dat. Méi hunn ech net dozou gesot. An dann ass herno jo net d'Police zoustänneg fir ze jugéieren, ob et esou war oder net, mee do gëtt et jo bekanntlech aner Instanzen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, domadder misst dat kloer sinn.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Eng Fro, déi vill gestallt gëtt: Ginn dës Mesuren duer? Majo, mir si Stand haut iwwerzeegt, dass se duerginn, soss géife mer se net esou proposéieren.

Ech kann lech awer net soen, ob mer muer méi wëssen, ob mer muer eppes anescht wëssen, ob mer muer vläicht eng Erkenntnis hunn, déi eis dozou wäert féieren, dass mer soen: „Nee, si ginn net duer a mer mussen neier huelen." Dat ass dat, wat eng Pandemie ausmécht. Eng Pandemie ass eppes, wat mir hei esou net kannt hunn. Mir kennen dee Virus net. Mir kënnen ëmmer nëmmen dat analyséieren, wat mer un Informatiounen hunn, an a Fonctioun dovunner, an dat méiglechst esou kuerzfristeg wéi méiglech, Decisiounen huelen, well d'Situatioun evoluéiert ganz schnell.

Mir hunn et gesinn, bannent kierzester Zäit sinn d'Infektiounen eropgaangen. Domat hat keen an deem Mooss gerechent. An et war mer och wichteg, dass mer ofgewaart hunn, e Minimum un Zäit, fir ze gesinn, wéi eng Tendenz dat war. Zu engem gewëssenen Zäitpunkt ass drop spekuléiert ginn, datt et exponentiell géif eropgoen, dat heescht, et géif sech ëmmer verduebelen. Dat ass eng Angscht, déi mer haten, och mir an der Santé! Da muss ee sech déi Gedold huelen, déi et brauch, fir einfach e puer Deeg ofzewaarde fir ze gesinn: Ass dat elo eng reell exponentiell Tendenz oder gesi mer eng gewëssе Stabilisatioun?

An dofir hu mer och effektiv ganz kuerzfristeg hei gehandelt, well mer deen neie Phenomeen, dee mer haten, awer e Minimum hu missen observéieren, fir en ze verstoen, fir ze gesinn, wéi seng Evolutioun ass. Et kann een net bei engem Ustig vun engem Dag op deen aneren direkt soen: „Elo si mer an engem exponentiellen Zenario." A Gott sei Dank si mer et jo net!

Ech wëll net berouegend sinn, wat d'Situatioun betrëfft, mee si ass net esou ausgeufert, wéi mer dat ee Moment alleguerten zesumme gefaart hunn. Mir sinn am Moment …, iergendwou hu mer e bëssen eng Stabilisatioun dran. Et ass nach net erëm erof. Wann een dat bis gesäit, muss ee sech och nees eng Kéier e bësselche Gedold gënne fir ze kucken, ob et wierklech erofgeet, ob dat net och eng Momentopnam ass.

Mee am Moment si mer iergendwou stabiliséiert, an dat ass dat, wat eis och déi Zouversiicht ginn huet, fir Schrëtt fir Schrëtt och elo net ze vill e grousse Schratt nees ze huelen, mee wierklech d'Verhältnismëissegkeet walten ze loossen an déi Mesuren ze proposéieren, déi mer denken, déi dëser Situatioun, wéi se haut ass, gerecht ginn.

Mee mir wëssen, an dat ka keen ausschléissen, dass et an eng aner Richtung nach wäert goen! An da wäerte mer eis alleguerte musse ganz schnell erëmgesinn an et wäert erëm musse séier goen, well mer och dann erëm mussen déi nei Evolutioun evaluéieren, och do nees e bësselchen ofwaarde fir ze kucken: A wéi eng Richtung geet dat? A mir kënnen eis net erlaben … Ech mengen, Dir wësst, wa mir nei Mesuren huelen, déi hunn e ganz groussen Impakt souwuel op d'Fräiheete vun de Leit wéi gegeebenefalls op eis Wirtschaft! Ech mengen, et muss ee scho sécher sinn, dass een och do net ze schnell nees iwwert d'Sträng schléit.

Dat heescht, dat ass eng Reegel, déi mer eis ginn, fir einfach eebe Gedold ze weisen, net a Panik ze verfalen, wann eppes ufänkt mat bougéieren; et och net op där anerer Säit ze vill à la légère ze huelen. Et ass keen einfachen Exercice an e wäert och net méi einfach ginn iwwert déi nächst Wochen, fäerten ech ganz.

Da gëtt och ëmmer erëm gefrot: Wou ass da genau d'Limitt? Ab wéini gëtt et geféierlech? Ech géif lech jo gären eng Limitt ginn, ech sinn awer net iwwerzeegt, dass dat déi richteg Äntwert wär. Et ass vill méi nuancéiert wéi esou. Et mag einfach schéngen, wann ee seet, ab esou vill Neiinfektiounen, dann ass et problematesch.

Mir ginn eis awer ganz vill Moyenen, fir kënne méi nuancéiert ze reagéieren. Eng nämmlecht Zuel un Neiinfektiounen huet net onbedéngt déi selwecht Konsequenzen. Dat hu mer elo scho kënne gesinn hei am Land. Mir gesinn, dass mer am Moment trotz Neiinfektiounen zum Beispill net automatesch och en Ustig an eise Spideeler gesinn. Dat hätt kënne sinn, ass awer esou net agetrueden. Dat ass eng Erkenntnis, déi mer elo hunn.

Dat heescht, mir gesinn, dass d'Altersstruktur zum Beispill vun den Neiinfizéierten e groussen Impakt huet; dovunner kënne mer mol ausgoen, well mir gesinn, dass d'Populatioun vun den Neiinfizéierten an och vun deene Leit, déi a Quarantän sinn, weesentlech méi jonk ass, wéi mer dat am Mäerz gesinn hunn. Da gesi mer parallell effektiv, dat schéngt iergendwou sech erëmzespigelen op deem Plang, wou et fir eis eebe justement wichteg ass, et am A ze hunn, well letztendlech: Déi ganz Mesurë si jo u sech just geduecht, fir de Virus esou lues wéi méiglech an der Verbreedung ze halen, fir dass mer net an eng Situatioun kommen, wou mer an der Iwwerfuerderung wären.

An d'Zäit, fir dat eebe kënne festzestellen an a Rou ze analyséieren, och wa Rou e Wonschwuert ass am Moment, déi Zäit, déi minimal Zäit muss ee sech ginn. An dat bréngt mat sech, dass mer musse schnell handelen, an der Urgence handelen an deementspriechend och onperfekt handelen.

An der Urgence schafft een net an der Perfektioun. Dat ass néierens esou. Dat ass weeder am Handwierk esou, nach an der Juristerei, nach iergendwou. Dat ass leider nun eeben emol de Propre vun där Situatioun, an där mer alleguerten zesumme sinn. A mir hunn alleguerten Interêt, wa mer op Problemer stoussen, eis Käpp esou schnell wéi méiglech zesummenzestiechen, fir Léisungen ze fannen, an da fanne mer der och normalerweis.

Wat hu mer elo festgestallt, wa mer eis Zuele gesinn? Ma éischtens emol gesi mer, dass mer trotz enger grousser Variatioun um Niveau vun den Neiinfektiounen et an eise Servicer Stand haut nach ëmmer hikréien, dat maîtriséiert ze hunn. Mir kréien nach ëmmer den Tracing gemaach. Dat wosste mer och net. Dat ass fir eis eng nei Erausfuerderung. Et weess een net, wéi dat sech apendelt.

Am Moment si mer an enger Situatioun - an ech hätt och net onbedéngt un déi gegleeft vläicht virun zéng Deeg -, dass mer dat awer trotzdeem esou schnell hikréien, fir nawell den Tracing ze assuréieren. Mir konnte ganz schnell Ressourcë mobiliséieren, déi do un d'Front gaange sinn.

Dat ass also eng wichteg Informatioun, déi mer bei eis och hunn, och ee ganz wichtegen Indicateur. Wa mir an eiser Aarbecht am Alldag gesinn, am Kontakt mat deene Leit, déi infizéiert sinn, dass mer an eng Richtung ginn, wou mer et net méi kënnen agedämmt kréien, ma dann ass dat ee Moment fir eis, fir Alarm ze schloen, fir ze soen: Elo musse mer oppassen, elo kréie mer et net méi agedämmt. Elo komme mer an eng nächst Phas, wou et eventuell méi geféierlech gëtt.

Mee dat kënne mer nëmmen au jour le jour appreciéieren, eeben en fonction vun deem, wat d'Leit, déi um Terrain aktiv sinn, eis rapportéieren: Hu se et am Gréff? Hu se et net méi am Gréff? Et ass eng Navigation à vue, ob et gefält oder net. Ech gesi keen anert Wonnermëttel, wéi mer do derduerch kéinte kommen am Moment.

Dann hu mer och gesinn, dass d'Modellisatiounen, déi mer kucke vun … Mir kucke jo ganz genau, wat eis Fuerschung eis och ubitt un Erkenntnisser, déi si hunn, wëssend - dat ass schonn e puermol ënnerstrach ginn -, d'Vue vun der Fuerschung ass net d'Vue vun der Regierung. Si maachen hir Aarbecht onofhängeg. Mir huele Kenntnis dovunner an dat ass eent vu villen Elementer, wat mer natierlech mussen a Consideratioun huelen, fir dann awer trotz allem politesch Decisiounen ze huelen.

Ech mengen, mir hunn Informatioune vun eise Servicer. Mir hu Projektioune vun der Fuerschung. Dat sinn interessant Elementer. Mee dat ass net eent zu eent eng Konklusioun vun der Regierung.

Dann ass et och wichteg ze gesinn, dass, grad wann een déi Modellisatioune genau kuckt, dass se …, ech mengen, wann ech eppes géif resuméieren, well si weisen eis, dass et ganz schwéier ass, genau anzeschätzen, wat geschitt. Déi Forschett, déi se opweisen tëschent engem optimisteschen Zenario an engem pessimisteschen Zenario, déi ass ëmmer immens grouss, och vun Ufank u gewiescht.

An och do hu mer fir eis d'Erkenntnis, dass mer et zu Lëtzebuerg hikritt hunn, ganz laang op där positiver, op deem optimisteschen Zenario ze bleiwen, jo souguer drënner ze bleiwen. Dat heescht, eis Mesuren, déi mer en place gesat hunn, déi Aart a Weis, wéi mer eis alleguerte verhalen hunn an der Gesellschaft, déi hunn dozou geféiert, dass mer wierklech op enger optimistescher Schinn konnte fueren. An dat deet eis natierlech och gleewen, dass mer dat och nach eng Kéier hikréien. Wa mer dat am Ufank vun der Kris hikritt hunn, ganz vill Disziplinn opzebréngen an net an de pessimisteschen Zenario ze falen, da si mer zouversiichtlech, datt dat och elo nach eng Kéier gelénge kann, wa mer wierklech déi néideg Mesuren huelen, déi mer eeben och elo proposéiert hunn.

Wat hu mer nach gesinn? Et gëtt vill vu Clustere geschwat. Ech si ganz frou, dass dat och ganz korrekt hei ervirgehuewe ginn ass. Wat ass e Cluster? Dat ass eng quantitativ Indicatioun. Ech hat mer gëschter vill Méi ginn, fir dat ze erklären. Ech hu gesinn, dat ass och deels ganz gutt opgegraff ginn.

Dat wëllt just soen, dass eeben op enger selwechter Plaz méi wéi dräi Infizéierter sinn, an dat iwwer en Zäitraum vu siwen Deeg. Dat seet absolutt näischt aus driwwer, wou déi Leit sech infizéieren - dat huet den Här Wiseler ganz korrekt ënnerstrach. Dat sinn zwou verschidde Saachen!

Dat eent ass: Wou sinn déi Leit? Dat heescht, déi orten ech geografesch a quantitativ.

An da gesi mer, dass dat och ganz wéineg Clustere sinn, wat och iergendwou berouegend ass. Ech hat se gëschter enoncéiert. Mir hunn der insgesamt, wann een déi dote Reegel hëlt, Stand haut nach eng 33 mat ganz klengen Zuelen. Also, ab dräi schwätzt ee vun esou eppes. An dat kann dann natierlech …, ech mengen, Dir héiert Beispiller aus dem Ausland vu ganz grousse Clustere vun honnerte Leit oder dausende Leit. Bei eis sinn dat ganz, ganz kleng Saachen, déi nach bleiwen. Dat ass de Maximum. Dat ass bei engem, wou nach 16 Leit op enger Plaz concernéiert sinn. Dat heescht, dat ass näischt, wou ee sech elo muss virstellen, dass dat Plaze sinn, wou ee sech op där Plaz infizéiert. Et ass genau net dat!

Déi Informatioun, déi jiddwereen interesséiert, och eis als Santé an och lech alleguerten, dat ass: Wou infizéiere sech d'Leit? An dat ass déi Informatioun, déi mer Stand haut mat enger gewësser Reegelméissegkeet eebe mëndlech iwwermëttelen nach, un d'Press, un d'Chamber, a wou mer drop schaffen. Dat wäerte mer an deenen nächste Wochen op alle Fall stoen hunn, fir dat och éischter statistesch ze evaluéieren. Dat ass net esou einfach.

Dat ass, ech hat dat schonn erklärt …, dat si jo Informatiounen, déi mer fir d'éischt emol mussen entgéinthuelen iwwer Telefonater, wou am Moment eebe ganz vill Aktivitéit ass a wou een dann eeben déi Informatioun muss verschaffen, kategoriséieren. Dat kann een ëmmer nëmmen im Nachhinein maachen. Also, fir d'éischt muss geschafft ginn um Terrain. Da kënne mer dat entgéinthuelen.

Am Moment maachen ech dat, wat mer an eisem reegelméissegen Austausch hunn, och mat der Press, wou ech lech einfach de Feedback gi vun de Leit um Terrain. Mir hunn d'Chance hei zu Lëtzebuerg, dass dat relativ einfach ass, well mer ee Service hunn, deen dat mécht. Do kann een dat zimmlech einfach an engem Gespréich erfaasse mat de Leit. Dat wäert och nach besser opbereet ginn. Mee dat ass et och, wat mer eebe gesinn a wat mer och mat op de Wee huelen, fir Mesuren ze proposéieren.

A wat gesi mer do? Ma nach wie vor dat selwecht. Déi grouss Majoritéit vun de Fäll weist eis, dass d'Leit sech net onbedéngt am Kontext vun hirer Aarbecht ustiechen oder an der Schoul oder esou, mee dass et wierklech den Netrespekt vun de Geste-barrièren ass. Mir gesi ganz einfach, dass de Message vun de Gestes barrières nach net esou richteg iwwerall ukomm ass an dass dat d'Ursaach ass, firwat dass d'Leit sech ustiechen, am ganz banale Kontext doheem, bei klenge Fester, beim Zesummekomme mat Frënn, och mat Aarbechtskolleegen.

Dat ass nach wie vor dat, wat mer eeben am meeschten entgéinthuelen, an et ass och dofir, wou mer als éischt Prioritéit bei deene Mesuren, déi mer elo proposéiert hunn als Regierung, op d'Sensibilisatioun setzen, fir déi elo wierklech verstäerkt ulafen ze loossen, och vill méi differenzéiert ulafen ze loossen. Dëst an der Iwwerzeegung, dass, wa mer besser sensibiliséieren, mer dann eebe kënnen dorobber e Resultat erzilen an och wierklech dann eeben derzou bäidroen, dass wierklech jiddwereen an der Gesellschaft versteet, wourobber e muss oppassen, egal wou en ass, ob en doheem ënnerwee ass, ob en am Ausland, an der Vakanz, op senger Aarbecht ass; dass en einfach versteet, wat zielt.

Déi Geste-barrièren, déi proposéiert ginn, déi dräi Sette vu Mesurë sinn an deem Sënn näischt anescht wéi eng Piqûre de rappel vun eppes, wat vun Ufank un ëmmer erëm gesot gëtt an dëser Pandemie: Oppassen, dass een op Distanz bleift, dass een de Virus net ongewollt weidergëtt. Dat heescht, d'Distanzreegel respektéieren. A wann dat net kann agehale ginn, eeben de Mask als Reflex huelen. Dat ass dat, wat mer de Leit empfeelen. An et ass och dat, wou mer elo musse kucken, dass dat wierklech à grande échelle bei jiddwerengem wäert ukommen.

Schrëtt fir Schrëtt huele mer Mesuren effektiv. Mir sinn der Meenung, dass hei d'Verhältnismëissegkeet net méi verlaangt à ce stade, well mer eebe keng aner Opfällegkeete festgestallt hunn. A mir handelen nom Prinzip, deen och hei schonn e puermol erwäänt ginn ass: Wann, dann. Wa mer eppes anescht wäerte gesinn, wann aner Erkenntnisser do sinn, da musse mer aner Mesuren huelen. Mee Stand haut si mer iwwerzeegt, dass dat dote wäert kënnen duergoen.

(Interruption)

Mir wäerten dat op alle Fall probéieren, ier mer elo nach méi drastesch Mesurë proposéieren, well, wéi gesot, all Zousazmesure, déi een hei hëlt, déi huet Konsequenzen, déi wäert Aschnëtter maachen an d'Privatliewen, déi riskéiert, Konsequenzen ze kréien op eis Wirtschaft, soudass ee sech dat och wierklech muss ganz gutt iwwerleeën an och do oppassen, dass een net an der Panik vun Zuelen, déi elo eropgaange sinn, vun engem Kontext an Europa ronderëm eis, vu Konsequenzen am Ausland, déi net ganz gënschteg sinn, dass ee sech do ze vill dreiwe léisst an dann effektiv Mesuren hëlt, déi vläicht awer e bësse méi wäit gi wéi dat, wat ee bräicht, fir et elo nees zréckzefueren.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- D'Moyenen, déi mer eis ginn hunn, déi zilen natierlech och drop hin, dass een déi Leit, déi sech net un d'Geste-barrièren halen, dass een déi kann zur Rechenschaft eeben zéien, dass een och ka Sanktiounen huelen. Och do muss ech soen, hu mer am Ufank net vill Fäll gehat, wou mer héieren hunn, dass d'Leit sech wierklech net u Mesures de quarantaine oder u Mesures d'isolement géifen halen. Dat ass eppes, wat elo méifach opgetrueden ass.

An dofir hu mer dat och gefuerdert, dass een do wierklech och kann e Protokoll ginn. Genau wéi dat elo schonn de Fall ass, wann den Eenzelne sech an engem Restaurant oder an engem Café wierklech net un déi Reegele vun der Maskeflicht oder vun der Sëtzflicht hält, dass och deen Eenzelne wierklech kann e Protokoll kréien. Et ass net fair, do just den Exploitant ze strofen. Deen huet natierlech fir Uerdnung a sengem Betrib ze suergen, deen Agencement esou ze maache mat den Dëscher, dass dat ka fonctionéieren. E soll och net zerwéieren u Leit, wou en offensichtlech gesäit, dass se keng Sëtzplaz hunn.

Mee och den Eenzelne soll seng Responsabilitéit hunn a sengem Verhalen a grad eeben do, wou et wierklech gëllt ze agéieren, nämlech sech ze isoléieren, wann een Träger vun deem Virus ass respektiv potenziellen Träger doduerch, dass een a Kontakt war mat enger infizéierter Persoun. Dat ass extreem wichteg, wa mer an där Phas, wou mer elo sinn, wou mer esou vill Normalitéit an eisem Liewen eebe wëllen oprechterhale wéi nëmme méiglech, do ass et extreem wichteg, dass dës Reegelen och éischtens verstane ginn.

Och do ass Sensibilisatioun gefuerdert. An där maache mer ganz vill iwwer eisen Telefonsservice am Tracing, wou een och ëmmer erëm eng gutt Geleeënheet huet, de Leit dann en direct nach eng Kéier Sënn an Zweck vun deene Mesuren ze erklären. Mee wa se net agehale ginn, ass et och wichteg vun der Symbolik, dass een dat och kann aanden an eeben e Protokoll ginn.

D'Fro ass gestallt ginn: Wéi héich sinn déi Amenden am Moment? Ech hat dat beim François Bausch och elo nach eng Kéier nogefrot. D'Richtlinn ass am Moment 145 Euro, fir do eng gewëssen Uniformitéit dran ze hunn. Mir maache keng Exceptiounen zu der generaller Rechtsstaatlechkeet. Et ass elo vill doriwwer geschwat ginn. Ech si ganz zouversiichtlech - duerfir huet een an enger Demokratie en drëtte Pouvoir -, dass, wa Leit hire Rechtsschutz geltend maachen, dat no de ganz normale Reegele vu Beweislaascht a wat och ëmmer ofleeft. Do hunn ech absolutt Vertrauen an eis Justiz, dass dat korrekt a propper no eise gesetzleche Prinzippien a rechtsstaatleche Prinzippie wäert oflafen.

Voilà! Dat ass et vu menger Säit. Ech sinn op alle Fall frou, wa mer dat Gesetz hei hunn. Et wäert eis wichteg sinn, déi dote Mesurë kënnen ze applizéieren. An ech wënsche mer genausou wéi Dir alleguerten, dass, wa mer eis erëmgesinn, et d'autant plus eng Kéier wäert si fir nei Oplockerungen, awer net an déi aner Richtung. Mee dat kënne mer haut net wëssen. Ech mengen, mir wieren alleguerte frou, wa mer do eng Glaskugel hätten, mee déi hu mer net.

Ech géif Iech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn nach ëmmer net gesinn, ob fir meng Question urgente d'Urgence unerkannt ginn ass oder net. Do kann den Här President mer vläicht nach äntweren. Also, ech hat elo am Portail gekuckt, ech hunn näischt gesi gehat.

Dann hunn ech awer direkt zwou Froen, onofhängeg vun där Fro, un d'Madamm Minister. Dat Eent ass, ech hunn am „Spiegel" een Artikel gelies vum Rudi Balling, wat jo awer e renommëierte Wëssenschaftler ass, deen och Member vun der Covid-Taskforce ass. Dee seet hei kloer, hie wier een absolutte Befürworter vun der Coronaapp. Do ass meng Fro: Huet d'Covid-Taskforce lech och esou eng Recommandatioun ginn? Oder huet se lech keng Recommandatioun ginn?

Dann, dat anert ass, hien huet an engem Interview mam „Tageblatt", wou et iwwert d'Zuele vun de Schoule geet, gesot, datt en u sech mat déi Zuelen och erhuewen huet an datt hien awer leider net bei der Auswäertung vun deenen Date mat derbäi wär. An ech huele jo emol un, wann déi Daten ausgewäert sinn, da wäert den Här Meisch jo awer iergendwann eng Kéier eng Instruktioun un d'Schoule ginn. Wien ass dann do bei der Auswäertung derbäi? Ass do iwwerhaapt kee vun der Taskforce derbäi?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Hansen. Ech wëll soen, datt déi Question parlementaire, vun där d'Madamm Hansen schwätzt, datt ech déi als recevabel erkläert hunn, mee datt ech d'Urgence net erkannt hunn, well et lauter Punkte sinn, déi de Moment nach net ëmgesat ginn.

Hei handelt et sech ëm Punkten, déi d'Rentrée scolaire vum Hierscht betreffen, soudatt u sech dann opgrond vun den Decisiounen, déi sech aus där doter Question parlementaire erginn, kengem eppes passéiert, datt kee Schued dovunner wäert hunn an datt et eeben einfach net elo un der Plenière ass, fir do d'Urgence hei innerhalb der Plenière ze diskutéieren oder net ze diskutéieren.

D'Madamm Hansen wëllt direkt dorobber reagéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Ech wëll just soen, datt d'Organisatioun vun der Schoulrentrée elo organiséiert gëtt an datt ech mech och informéiert hunn an de Lycéeën. An déi hu gesot, datt se weeder Informatiounen hunn, datt se sollen d'Schoul esou organiséiere wéi ëmmer, nach hu se Informatiounen, ob se sollen e Plang B maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir hunn de ganze Mëtteg hei gesot gehat, datt dat, wat haut richteg ass, mar scho ganz anescht ka sinn, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... geschweig vun iwwermar.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mee de Contingent ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Rentrée scolaire ass de September.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ass gutt. Erkläert de Schoulen dat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech d'Wuert weidergi fir déi aner Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. D'Fuerschung ass d'Fuerschung. Déi Leit si keng Beamte vun der Santé. Asoufern huelen ech Kenntnis vun deem, wat d'Fuerschung produzéiert, mat ganz groussem Interesse. Se hu ganz vill scho geschriwwen.

Si recommandéieren eis och näischt. Mir huelen hir Fuerschungsresultater natierlech zur Kenntnis, wéi mer och auslännesch Fuerschungsresultater analyséieren. Mir hunn net Recommandatioune spezifesch elo kritt vun enger Fuerschungstaskforce.

Déi aner Fro war ...? Et deet mer leed, ech war elo e bëssen duerjerneekomm duerch Är Question urgente.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen kéint vläicht déi lescht Fro preziséieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, dat war nach eng Kéier d'Fro, datt u sech Fäll, déi an de Schoule sinn, solle jo ausgewäert ginn. An do huet de Rudi Balling u sech gesot gehat, ...

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A jo!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... datt en derbäi gewiescht wär, fir déi Daten ze erfaassen, mee si wären awer u sech exclu vun der Auswäertung.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, selbstverständlech. Mir hu mat der Fuerschung ..., d'Regierung ass net d'Fuerschung. Mir maachen eis Auswäertung vun eisen Donnéeën natierlech intern.

Do hu jo och ganz wéineg Leit Zougréff drop an da gi se pseudonymiséiert respektiv anonymiséiert. An esou enger Form gi se och der Fuerschung dann zur Verfügung gestallt, fir dass si an aller Fräiheet dat kënnen appreciéieren. Mee bei eis sëtzt elo net d'Fuerschung mat um Dësch, fir eis Donnéeën auszewäerten; ganz kloer net.

Dat maachen eis Fachleit aus der Direction de la santé an déi wäerten natierlech déi Daten auswäerten iwwert de Summer an au fur et à mesure, mee net zesumme mat externen Acteuren, déi eng aner Roll hunn.

Ech mengen, d'Fuerschung ass d'Fuerschung, an dat ass onofhängeg. Dat ass jo och schonn e puermol hei ënnerstrach ginn. Dat ass jo och Sënn an Zweck vun enger Fuerschungszeen, déi een huet, dass se op eng onofhängeg Aart a Weis Stellung huelen.

Dat ass interessant fir eis. Dat ass e wichtege Bestanddeel vun deenen Elementer, op déi mer eis foussen. Mee d'Fuerschung ass net de Conseiller vun der Politik.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch, fir déi zousätzlech Äntwerten. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7634. Den Text steet am Document parlementaire 7634[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7634 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Interruptions et hilarité)

Ech maachen de Vote électronique elo zou. Da musse mer dat doten nach eng Kéier genau kucken.

Wien dann awer e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi bei 31 Jo-Stëmmen, ...

Plusieurs voix.- Nee!

(Concertation interne et interruptions)

Maja: 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Plusieurs voix.- Nee!

Une voix.- 23.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 23 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7634 est adopté par 33 voix pour, 4 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et war e bëssen Duercherneen!

(Hilarité)

Dat awer bei deene Fraktiounen, déi éischter op dëser Säit (ndlr: op dem President senger rietser Säit) sëtzen. Doduerch huet de System ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, emol eng Kéier!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, et ass bal eestëmmeg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Bal eestëmmeg, mengt de Rapporter, mee et war awer net esou.

Motions

Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun de Motiounen. Wëllt nach ee Stellung huelen zu de Motiounen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Zwou Motiounen huet d'CSV eraginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zwou Motiounen huet d'CSV eraginn. Déi éischt Motioun, do geet et drëms, dass déi Donnéeën alleguer zur Verfügung gestallt ginn. Jo, d'Ministesch huet mer nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass dorunner geschafft gëtt, fir datt dat och informatesch méi séier ka gemaach ginn. Am Moment ass dat éischter en analoge Prozess, wann een dat kann esou soen.

Déi Donnéeën, déi ginn zur Verfügung gestallt, och haut schonn. Mee si wëllen, datt dat soll informatesch gemaach ginn, datt dat méi informatesch soll nach verbessert ginn.

Duerfir kéint een déi éischt Motioun - och mat dem Accord vun der Ministesch - unhuelen.

Déi zweet Motioun, do geet et ëm d'Tracing-app. Bon, do ass genuch gesot ginn an déi géife mer refuséieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motioune kommen?

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun Nummer 1 eestëmmeg ugeholl.

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, pardon! Domat ass dës Motioun bei zwou Enthalungen ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Ass nach een, deen eng Wuertmeldung zu där huet? Do ginn ech dann dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Interruptions)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech wollt zur Motioun 2 soen ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Engelen huet d'Wuert. Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech wollt zur Motioun 2 soen, datt mer déi, well dat jo op Basis geet vun enger Tracingapp, datt mer déi net kënne matdroen, well mir do eis Bedenken hunn. Well mir soen einfach: „Wehret den Anfängen!"

Well wann dat do bis ugeet, da weess een net, wou et ophält. An duerfir hu mer do eis Bedenken a mir wäerten do mat Nee stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 21 Jo-Stëmmen an 39 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Chantal Gary), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. 7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT)

Den zweete Punkt vun haut ass de Projet de loi 7513 iwwert de „Multi-Role Tanker Transport"-Programm. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Ech soen Iech Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, …

(Interruption)

Wat? Ma ech géif Iech haut gären de Projet de loi 7513 virstellen, an deem et ëm eng Erhéijung vun enger Loi d'autorisation am Kader vun eiser Bedeelegung um multinationalen MRTT-Programm geet.

Fir unzefänken, misst een emol erklären, wat en MRTT ass. Et handelt sech hei ëm en Airbus A330 „Multi-Role Tanker Transport"-Fliger. Dat ass e Fliger vun 58,8 Meter Längt, deen eebe „multi-role" ass. Hie ka souwuel Ravitaillement en vol maache wéi och Persounentransport, medezinnesch Evakuatioun oder Cargo bis zu 45 Tonnen assuréieren.

Dëse Projet ass net nei. Effektiv hu mir 2016 schonn e Gesetz gestëmmt, dat et eis erlaabt, fir zesumme mat Holland eis un engem multilaterale Programm „Multi-Role Tanker Transport" ze bedeelegen. An zënterhier hu sech des Weideren nach Däitschland, Norwegen, d'Belsch an Tschechien um Programm bedeelegt.

Wéi fonctionéiert dee Programm? Et geet drëm, iwwer eng Lafzäit vun 30 Joer eng gemeinsam Aircapacitéit unzeschafen an ze bedreiwen, déi eebe „multi-role" ass. Si kann, wéi gesot, souwuel de Ravitaillement en vol maachen, een transportéieren oder strateegesch zur medezinnescher Evakuatioun agesat ginn.

Aktuell ëmfaasst de Programm aacht Fligeren, an deen éischte vun hinne soll dëse Summer schonn ausgeliwwert ginn. Ee Fliger, dat bedeit ronn 1.100 Fluchstonne pro Joer, an dozou muss ee soen, dass de Programm am Géigesaz zu anere Programmer gutt leeft, dat souwuel um Niveau vun den Delaien, déi sech gesat gi waren, wéi och um Niveau vun der Enveloppe budgétaire.

D'NATO ass um Pabeier Proprietär, mee de Commandement läit awer bei de Memberstaaten. D'Acquisitioun vun de Fligere gëtt vun der NSPA (ndlr: NATO Support and Procurement Agency) assuréiert an d'Fligere ginn an Holland immatrikuléiert. D'Fligere sinn och op zwou Base stationéiert, nämlech zu Eindhoven an zu Köln. Si ënnerstinn dem Commandement vum EATC, dat ass den European Air Transport Command, an d'Memberstaate vum Programm hunn, gemooss un hirer finanzieller Kontributioun um Programm, da Fluchstonnen zegutt.

De Programm gesäit och vir, dass d'Memberlänner proportional zu hirer Kontributioun musse Personal zur Verfügung stellen. Aktuell ass d'Kontributioun vu Lëtzebuerg op 172 Milliounen hors TVA op 30 Joer plafonéiert. Dat mécht ongeféier 2 % vum Budget vum Programm aus. Mat där Kontributioun hu mir aktuell Urecht op 200 Fluchstonne pro Joer, wat an der Theorie bedeit, dass Lëtzebuerg misst aacht Persounen, also aacht Persoune Personal, zur Verfügung stellen.

Elo muss een awer heizou soen, dass Lëtzebuerg zum jëtzegen Zäitpunkt net an der Lag wier, dëst Personal zur Verfügung ze stellen. Mee heirobber géif ech herno nach eng Kéier kuerz agoen. Dat wiere Leit, souwuel Pilote wéi och fir d'Maintenance, déi zu Eindhove stationéiert wieren.

Wichteg ze soen ass, dass mer eis de facto heimadder kee Fliger kafen, mee mir hunn eis akaaft an e Pooling-and-Sharing-Programm, un deem e puer Länner deelhuelen an am Kader vun deem eeben e gemeinsame Pool vu Maschinne geréiert gëtt.

Wéi gesot, leeft de Programm also elo schonn, a baséierend op de gudden Erfarunge vun dësem Projet bis elo gëtt proposéiert, eis Kontributioun heizou substanziell ze erhéijen. Vun den urspréngleche 172 Milliounen Participatioun gëtt elo eng Participatioun an Héicht vu 598,4 Milliounen uviséiert. Dat géif an der Logik vum Programm bedeiten, dass mir par rapport zur Héicht vun eiser finanzieller Kontributioun elo net méi 8, mee 45 Persoune missten zur Verfügung stellen. Vu dass mir dat an Terme vu Personal net esou stemme kënnen, huet Lëtzebuerg sech hei interessant Modalitéiten ausgehandelt.

Duerch dës Erhéijung hätt Lëtzebuerg amplaz vun den aktuellen 200 elo 1.200 Fluchstonnen zegutt, wat 12 % vum Programm entsprécht. Een Drëttel vun deene Stonne stelle mir dann d'office den anere Memberstaaten zur Verfügung. Als Géigeleeschtung heifir muss Lëtzebuerg dann och elo keng vun deene 45 Persounen zur Verfügung stellen. Déi Léisung ass fir eis also ganz interessant.

Um Niveau vum Planning ass no dësem Vott virgesinn, den MoU an de modifizéierte Kontrakt ze ënnerschreiwen an d'Fligere sollen ausgeliwwert ginn am Zäitraum tëscht dem zweeten Drëttel vun dësem Joer an Enn 2024.

Ech géif ganz gär nach eng Kéier drop zréckkommen, wat déi verschidde Grënn waren, hei eng Erhéijung vun eiser Participatioun unzestriewen. En éischt Element hunn ech jo scho genannt. Et handelt sech hei och ëm eng Win-win-Situatioun. Wéi gesot, misste mir op Basis vun eisem aktuellen Engagement aacht Persounen zur Verfügung stellen; aacht Persounen, déi mir awer net hunn. An doduerch, dass mir elo eis Kontributioun erhéijen a Fluchstonnen zur Verfügung stellen, musse mir am Endeffekt guer kee Personal zur Verfügung stellen. Dat eleng ass natierlech net Grond genuch, déi ugestriefte Erhéijung unzeviséieren.

Mee eis ugestriefte Kontributioun erlaabt et, vun elo aacht op herno néng Fligeren am Pool eropzegoen. A mir hunn hei eng Opportunitéit gesinn, fir eng sënnvoll Kontributioun ze maachen, an dat justement an engem Projet, vun deem mir eebe wëssen, dass en am Géigesaz zu anere Projeten no Plang ofleeft a bei deem et keng Problemer oder Retarde gëtt.

Et ass e Programm, deen op kloer identifizéiert Besoine souwuel vun der NATO wéi och vun der EU äntwert. An dozou muss ee wëssen, dass och elo mam Depart vu Groussbritannien aus der EU effektiv och e Manque un esou Fligere besteet, well Groussbritannien eleng verfüügt iwwer eng gréisser Flott vun esou Fligeren, nämlech 14 Stéck. Et geet a gewësser Hisiicht also och ëm déi strateegesch Autonomie vun der EU.

Et handelt sech heimadder also ëm eng sënnvoll a visibel Kontributioun un engem multinationale Programm, deen also strateegesch Besoine souwuel bei der NATO wéi bei der EU ofdecke kann. An et handelt sech virun allem ëm eng Kontributioun à double usage, dat heescht, se erlaabt et, souwuel militäresch wéi awer och zivill Besoinen ofzedecken. Esou si Synergië mat anere Ministèren oder Administratiounen, beispillsweis aus der Santé oder der Kooperatioun, méiglech.

Als Beispill, wat mir och an der Kommissioun genannt kritt hunn a wat eebe grad aktuell ass, ass den Asaz vun esou engem Fliger wärend der Covidkris, well dës Fligeren et eeben, wéi gesot, erlaben, Rapatriementer virzehuelen oder medezinnesch Evakuatiounen ze assuréieren.

Duerch déi Fluchstonnen, op déi Lëtzebuerg hei Accès huet, kënne mir och Kooperatioune mat Partner agoen, a mir kënnen duerch den Echange vun MRTT-Fluchstonnen och Accès op Fluchstonne vun anere Fligere kréien.

An da geet et natierlech och ëm eisen Effort de défense, dee mer heiduerch géifen an noer a mëttlerer Zukunft stabill halen. Et ass eng visibel an utile Kontributioun, déi sech an d'Erhéijung vum Effort de défense aschreift, an dëst an engem Programm, deen eng Plus-value ass an dee keng supplementär Personalefforte verlaangt. Deels duerch dëse Programm klëmmt eisen Effort de défense vun aktuell 0,6 % vum PIB op duerno 0,72 % vum PIB bis zum Joer 2023.

Well jo, mir mussen natierlech och méi laangfristeg plangen. Lëtzebuerg ass scho Schlussliicht an der NATO, wat den Effort de défense ubelaangt. A wa mir net elo scho fir d'Zukunft plangen, da riskéiere mir, op e Seuil vun ënner 0,4 % vum PIB zréckzefalen. Dat wier als Partner, deen awer zouverlässeg an engem solidaresche Bündnis wëllt handelen, net gutt.

Wat de virgesinne Budget ubelaangt, bleift hei och ze soen, dass deen net méi belaascht wäert gi wéi elo hei virgesinn, well de Programm fonctionéiert iwwer Appels de fonds. Dat heescht, d'Sue ginn un d'NSPA iwwerwisen, a fir de Fall, wou manner Fluchstonne géife gebraucht ginn, da kritt een déi tatsächlech och guttgeschriwwen.

Ech géif dann hei op den Artikel zréckkommen, dee geännert gëtt. Et handelt sech hei ëm en Article unique, dee festleet, dass eng Kéier um Niveau vun der Acquisitioun, wou ursprénglech 43 Millioune virgesi waren, déi Zomm elo op 259 Millioune soll eropgesat ginn, an um Niveau vum Fonctionnement, also vun der Exploitatioun. Heirënner falen haaptsächlech déi operativ Käschte souwéi d'Käschten, déi un déi logistesch Gestioun gebonne sinn, mee och Kerosin, Maintenance, Ersatzdeeler an esou weider. Dofir waren ursprénglech 129 Millioune virgesinn. An dëse Poste geet elo op 339,4 Milliounen erop. Insgesamt leie mer da bei engem Montant vu 598,4 Milliounen, dee, wéi gesot, op 30 Joer berechent gëtt. Dat bedeit, dass mer an der Moyenne pro Joer laut dem urspréngleche Projet de loi bei bis 5,7 Millioune geleeën hätten a mir elo heimadder op 19,9 Millioune pro Joer eropklammen. Dës Depensë lafen iwwert de Fonds d'équipement militaire.

Wat d'Antecedanten ubelaangt vun dësem Projet de loi: De Projet ass den 23. Dezember 2019 deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot koum de 25. Februar 2020. De Projet ass an zwou Kommissiounssëtzungen analyséiert a presentéiert ginn, nämlech de 14. Mee an den 28. Mee 2020. De Rapport ass ugeholl ginn de 14. Juli.

Fir op den Avis vum Staatsrot zréckzekommen: Deen huet a sengem Avis ugemierkt, dass d'Autorisatiounsgesetzer sech eeben drop beschränken, der Regierung d'Recht ze ginn, eng gewëssen Zomm fir en definéierte Projet auszeginn. Hei huet jo schonn eng Loi d'autorisation vun 2016 bestanen, déi eeben elo misst no uewe redresséiert ginn.

Dozou mengt de Staatsrot, dass et duerchaus méiglech ass, dat ze maachen ënnert der Konditioun, dass déi initial Enveloppe nach net opgebraucht ginn ass, wat hei definitiv de Fall ass, an dass et dem Staatsrot no preferabel wier, wann een dann e ganz neit Gesetz géif stëmmen, dat dann eng reng Augmentatioun fir de Rescht vun der Lafzeit géif ofdecken.

Wat dëse Punkt ubelaangt, hu mir eis an der Kommissioun awer drop gëeenegt, kee separat Gesetz ze maachen, an dat aus dësem Grond: D'initial Enveloppe ass, wéi gesot, nach wäit dervun ewech, opgebraucht ze sinn, an et wier doduerch och organisatoresch a budgetstechnesch ganz schwiereg, ze entbrutzelen, wéi eng Depense elo op den initiale Projet de loi misst kontabiliséiert ginn a wéi eng op deen neien.

Ausserdeem hat de Conseil d'État nach zwou weider Froen opgeworf, wat d'Lafzäit vun den 30 Joer ubelaangt a wéini déi uginn, 2016 oder 2020, wou mer preziséiert hunn, dass dat 2016 bleift, well mer d'Lafzäit vum Projet net wëlle verlängeren. An en huet och nach d'Fro bezüglech dem Plafonnement vun den Depensen, déi un d'wirtschaftlech Situatioun ugepasst sinn, gestallt. De Projet de loi gesäit ursprénglech vir, d'Joresangab vun 2015 duerch déi vun 2019 ze ersetzen. An duerfir stellt sech d'Fro, op wéi enger Basis d'Depensë sollen appreciéiert ginn, déi tëscht 2015 an 2019 getätegt gi sinn.

Ech géif just ganz kuerz gären awer op verschidde Froen zréckkommen, déi an der Kommissioun traitéiert gi sinn, well et handelt sech hei awer ëm en, budgetär gesinn, wichtege Projet a wou natierlech och eng Partie Froen hannendrun hänken. An do waren e puer Froen, déi ëmmer erëm gestallt gi sinn. An eng dovunner war, firwat d'Pilote vum A400M net op dëse Maschinne kënne fléien oder ausgebilt ginn. An dozou ass ze soen, dass eis A400M-Piloten net tel quel kënnen op den MRTT-Programm affektéiert ginn, well mir se natierlech am Kader vun eisem Engagement an der binationaler Unitéit A400M mat der Belsch brauchen.

Et ass zwar net ausgeschloss, dass eis Composante aérienne och ausgebaut gëtt, mee de Rekrutement vun neie Piloten ass net esou einfach. Et ass e laangwierege Prozess an den Taux d'échec ass relativ héich. Doriwwer eraus muss een och wëssen, dass déi finanziell Konditiounen am Privé méi interessant si wéi am Kader vun der Arméi, an duerfir verléiert een och gäre gutt Kandidaten un de Privatsecteur.

Wéi gesot, fir 1.200 Fluchstonnen ze operéieren, brauch ee 45 Persounen. Am Verglach dozou den A400M: Do hu mer sechs Piloten a sechs Persoune fir de Soutien technique virgesinn.

Eng weider wichteg Fro, déi e puermol opkomm ass, ass déi vun der Finalitéit vun deene Fluchstonnen, also wat fir ee Genre vun Asätz geflu ginn. Virun allem ass dorunner och d'Fro gekoppelt, ob een als Land kann ee gewëssenen Asaz refuséieren. Hei hu mir erklärt kritt, dass all Land d'Zigel an der Hand behält an eebe selwer entscheede kann, fir wéi ee Genre vun Asätz seng Stonne gebraucht ginn. All Land entscheet domadder souverän iwwer seng Quote-part vun de Fluchstonnen, an et gëtt och keng Obligatioun, sech un iergendenger Militäroperatioun ze bedeelegen, esou wéi dat och am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi festgehalen ass.

Voilà! Fir all weider Detailer - ech gesinn nämlech, meng Zäit ass schonn eng Zäitchen hei ofgelaf - géif ech op mäi schréftleche Rapport verweisen a soen Iech heimadder Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv gi mat dësem Projet de loi besteeënd Capacitéite gestäerkt an der NATO an och an Europa. Dat entsprécht engem politesche Wëllen, deen ageféiert ginn ass scho viru laanger Zäit, fir Pooling-and-Sharing ze maachen oder Smart Defence, wéi een dat nennt, dat heescht, wou Länner sech zesummendinn a versichen, feelend Capacitéiten ze schafen.

Dee Projet hei geet schonn op d'Joer 2012 zréck, soll een nach eng Kéier soen. Et ass nämlech och deemools schonn eng Lettre d'intention ënnerschriwwe gi vu Lëtzebuerg ënnert, ech géif bal soen, dem Lead vun den Holländer, fir esou eppes ze maachen.

Hei ass jo dann de „Multi-Role Tanker Transport"-Programm, deen Zaldoten a Material transportéiert an dan och Air Refueling mécht. Ech mengen, de Rapport vun eiser Rapportrice, dee mëndlechen an dee schréftlechen, ass ganz detailléiert. Ech wëll hir och Merci soen duerfir an net méi dorop agoen.

Mee dëse Projet ass am Fong geholl dann d'Suite vum Projet vun 2016 nach ënnert dem Minister Schneider. An dëse Projet läit manifestement op der Linn vun der Verteidegungspolitik hei zu Lëtzebuerg, an der EU an an der NATO. A vum Fong aus mécht dee Projet Sënn. E läit an der Kontinuitéit an et kann een en nëmmen ënnerstëtzen.

Ech gesinn awer och problematesch Punkten, déi wollt ech awer uschwätzen, an zwar zwee Stéck. Well de Fong, hunn ech gesot, mécht Sënn, ass gutt, mee d'Form.

Zwou Froen: Firwat dëse Package? Mir kréien dat duergestallt, dee Package, et ass dräimol 172, oder 595 Milliounen, dat ass méi wéi dräimol dat, wat mer 2016 gestëmmt hunn. Dat ass de politesche Wëllen. Deemools, 2016, huet Äre Virgänger, den Här Schneider, nach gesot, et ass an der Chamber diskutéiert ginn, an do hu se gesot: „Jo, déi Sue gi souwisou zréck, wat mer do mussen erabezuelen, well wann elo nach Länner bäikommen, da geet et zréck, da gëtt et manner ze bezuelen."

Hei ass awer elo just de Contraire. Hei bezuele mer bal 600 Milliounen iwwer 30 Joer, fir eeben dee ganze Fliger ze finanzéieren. A mir kréie gesot: „Dat ass eng Opportunitéit." Dat ass richteg. Mee et ass awer just eng finanziell Enveloppe, déi mer hei bréngen, an eis Partner bréngen dann d'Personal. An do stellen ech

mer d'Fro: Hätt dee Package net kënnen anescht opgestallt ginn?

Well net nëmmen den Här Schneider ..., och virdrun ass scho gesot ginn, mir sollten déi Composante aérienne ausbauen. Well mer hu jo domat ugefaange prinzipiell, wéi mer den A400M kaaft hunn. Ech hunn elo grad am Rapport héieren, dass dat am Fong geholl schwiereg wier. Mee ech hunn awer dat Gefill, dass dës Pist, fir déi Composante auszebauen, net ganz analyséiert ginn ass, well et sinn zweemol Airbussen. Dat eent ass en Airbus A400, dat anert ass en Airbus A330. An et hätt ee roueg kënne kucken, wat do méiglech ass.

Ech wënsche mer allzäit, dass de Ministère an déi Richtung denkt, fir dat auszebauen, an net nëmmen eleng mat Finanziellem, mat Geld versicht, Verteidegungspolitik ze maachen.

Nach e Punkt och, deen den Här Schneider deemools an d'Feld gesat huet am Joer 2016. E sot: „An ech wäert versichen ze negociéieren, dass d'Maintenance deelweis hei zu Lëtzebuerg um Findel gemaach gëtt." Ech hunn näischt dovun héieren, Här Minister. Ass dat falegelooss ginn oder war dat net méiglech? Mee dat huet hien deemools gesot an zwar am Sënn, hie war jo ëmmer dervun iwwerzeegt, ech d'ailleurs och, dass mer sollte wirtschaftlech Retoure kréie fir Lëtzebuerg. Dat war wierklech e Prinzip, deen Ärem Virgänger helleg war. Dat ass leider net geschitt, an dat muss ee bedaueren.

Mee och eng Fro, déi sech stellt: Firwat elo grad déi vill Suen ausginn iwwer 30 Joer? Well d'Recettë gi jo zréck, an d'Depensen am Fong geholl, do muss een dann am Fong Arbitragë maachen. De Projet bréngt effektiv, an et ass gesot ginn, nieft dem Pooling-and-Sharing, de PIB an d'Luucht. An e geet effektiv erop op 0,72 %. Ech wëll awer rappeléieren: Den Engagement vu Lëtzebuerg um Sommet zu Wales, do ass deemools gesot ginn, mir hätte gären, dass de PIB vun 0,4 % op 0,6 % eropgeet op den Horizon 2020. Dat ass elo. Hei gi mer also scho méi wäit wéi dat.

An duerfir stellen ech mer d'Fro: Hätt een net kënnen déi Depensen hei e bëssen an der Zäit verschiben - esou géif ech dat nennen? Mee wéi deem och ass, och wann ech de Bauch elo e bësse wéi hunn, mir wäerten dee Projet hei stëmmen, well en an déi richteg Richtung geet a well en am Fong an der Logik ass vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Halsdorf. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn an deene leschte Jore schonn eng Rei Gesetzer hei gestëmmt, fir eise Bäitrag bei der NATO an der Verteidegungspolitik insgesamt eropzesetzen. Ech erënneren un de GovSat, un AGS-Satellittesystemer, natierlech och d'MRTT-Gesetz vum 29. Juni 2016. Mir wäerte jo natierlech, do ginn ech dervun aus, no der Rentrée och hei d'Diskussioun féieren iwwer eng Upassung vum Projet vum Satellitt LUXEOSys.

Datt d'NATO muss méi performant gemaach ginn, dat ass ganz kloer a Verteidegungskreesser an deene leschte Méint a Joren ëmmer erëm zum Virschäi komm. Ech erënneren drun, datt 2017 den Donald Trump scho gesot huet, d'NATO wier obsolet. Ech erënneren och drun, datt de franséische President, den Emmanuel Macron, am November 2017 gesot huet, d'NATO wier gehierdout.

Dat sinn natierlech net onbedéngt déi beschten Adjektiver fir awer eng wichteg Verteidegungsgemeinschaft, an dorauser kann ee jiddefalls ganz kloer erausliesen, datt mer d'NATO musse verstäerken. Ouni Zweifel, d'NATO ass fir Lëtzebuerg ganz wichteg. Lëtzebuerg ass e Gewënner, datt mer eng staark NATO hunn, well ech mengen, et huet ee léiwer als klengt Land, et ass een ëmgi vu Länner, déi ee protegéieren, déi fir d'Sécherheet suergen, wéi wann et ëmgedréit wär.

Dëst Joer läit dann, wéi gesot, eise Beitrag bei plus ou moins 0,6 % vum PIB, geet duerch dëse Projet dann op 0,72 % erop. Dat ass nach net onbedéngt ze vill. Selbstverständlech ass eis Ambitioun net onbedéngt, op 2 % ze kommen, wéi dat jo gär vill aner Länner hätten. Mee richteg ass awer, datt mer net kënnen, jo, de Parasitt an der NATO spillen. Mir mussen awer och ëmmer erëm eise Beitrag do leeschten.

Dëse Fliger ass ouni Zweifel eng technesch Meeschterleeschtung. Dee kann, wéi gesot, 111 Tonne Carburant transportéieren, dovun ongeféier 60 Tonne Kerosin, fir anere Fligere kënnen zur Verfügung ze stellen, déi kënnen an der Luucht dann opgetankt ginn.

Et ass scho richteg hei vun der Madamm Empain gesot ginn, där ech och wëll Merci soe fir hir verschidde Rapporten, datt dee Fliger hei natierlech net a priori elo Militärzwecker zur Verfügung gestallt gëtt, mee datt e selbstverständlech och kann um humanitäre Plang agesat ginn, wat ganz wichteg ass.

An dann, wat een hei ëmmer erëm och muss betounen, dat ass awer déi gutt Zesummenaarbecht um Niveau vun der Benelux. Dat huet de leschte Weekend vläicht net grad esou gutt geklappt op engem aneren Niveau. Mee hei huet et wierklech gutt geklappt. D'Hollänner hu jo de Lead hei iwwerholl an och d'Belsch hu sech deene fënnef Länner ugeschloss, déi dee Projet hei mat lancéiert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de Projet hei gestëmmt hunn den 29. Juni 2016, do hu mer vun 172 Millioune geschwat. Ech ka mech nach gutt erënneren, bei den Diskussiounen deemools ass scho gesot ginn: „U, dat ass awer en héije Montant." An elo schrauwe mer dat erop op 598. Wann een dat awer elo emol e bësselchen an de Kontext setzt an et dividéiert een dat duerch 30, da gesäit een, datt dee Beitrag awer net esou dramatesch ass, wéi dat nawell gär duergestallt gëtt.

Sécher, bei deem éischte Projet hu mer eis bei 5,7 Milliounen d'Joer beweegt, elo komme mer da praktesch op 20 Milliounen d'Joer. Deen éischte Moment kéint ee mengen, dat wier en enorm héije Chiffer. Jo, et ass och e gewëssene Chiffer, mee et ass awer e Chiffer, deen och Sënn mécht. Well ouni elo hei nach eng Kéier zréckzegoen an den Detail vum Projet, ech mengen, d'Zuel vun de Fluchstonne gëtt jo, wéi gesot, op 1.200 erhéicht a mir brauche virun allem keen zousätzlecht Personal ze rekrutéieren.

Da kann natierlech awer d'Fro gestallt ginn, ob grad an Zäite wéi deenen, wou mer elo liewen, et eng Prioritéit ass, fir esou en héije Montant auszeginn. Mee mir als Demokratesch Partei hunn do awer eng ganz kloer Positioun. Jo, mir sinn der Meenung, datt et och zu dësem Zäitpunkt gerechtfertegt ass, fir esou e Projet ze ënnerstëtzen.

Wichteg ass, datt een natierlech och gutt no bausse kommunikéiert. Mir hunn dat och bei dem Militärfliger, dem A400M, ëmmer erëm an all deene Jore missen erfueren, datt dobaussen d'Effentlechkeet natierlech net ëmmer esou ganz en faveur vun esou Acquisitiounen war an och ass. An dowéinst muss een eng gutt geziilten Opklärung maachen an och der Effentlechkeet erklären, datt et wichteg ass, datt e Land wéi Lëtzebuerg sech op dem Niveau vun der Verdeedegungspolitik awer wäert bedeelegen.

Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei sti ganz kloer zu där Erhéijung - et muss ee jo hei soen, natierlech notabeler Erhéijung - vun de Kreditter. Mir mussen och als Lëtzebuerger Land zousätzlech Ustrengungen nach maachen, datt mer op deem Niveau eise Beitrag halen. Do si jo och nach eng Rei Projeten, déi nach op eis duerkommen, soudatt am Fong mer dat Zil och wäerten erreechen. An ech géif soen, datt d'NATO och eise bescheidene Beitrag ze schätze weess.

An dowéinst, wéi gesot, ginn ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt ... Här Kartheiser, ee Moment; den Här Dan Biancalana war och nach ageschriwwen. Da gi mer fir d'éischt awer deem d'Wuert. Här Dan Biancalana, Dir hutt d'Wuert. Pardon!

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2016 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, dat eng lëtzebuergesch Participatioun vun 172 Milliounen Euro, a meng Virriedner hunn et scho gesot, um MRTT, un dësem multinationale Programm virgesäit, dat am Kader vun eisem Effort de défense an och am Kader vun eiser Verdeedegungspolitik. Dat iwwer eng Dauer vun 30 Joer, woufir Lëtzebuerg 200 Fluchstonne pro Joer zegutt huet.

Och wann eng ganz Rei Staate sech ugangs am Programm engagéiert haten, esou war et dach Lëtzebuerg, zesumme mat den Hollänner, déi de Projet 2016 lancéiert hunn. A säitdeem sinn Däitschland, Norwegen, d'Belsch an d'Tschechesch Republik derbäikomm.

De Programm sollt jo den Defizitt souwuel vun der NATO wéi och vun der EU respektiv d'Onofhängegkeet vun den amerikanesche Capacitéiten a Saache Loftbetankung a méi generell am strateegeschen Transport verréngeren. D'Gesetz, dat mer jo also dann haut stëmmen, wäert eis Lëtzebuerger Participatioun maximal 426 Milliounen Euro iwwert dee selwechten Zäitraum erhéijen. Dat dréit natierlech virun allem derzou bäi, dass zu deenen aacht geplangten e supplementäre Fliger, en Airbus, ugeschaaft ka ginn, wat séngersäits d'Flexibilitéit vum Programm verbessert.

Den éischte Fliger gouf jo rezent geliwwert. En ass elo zu Eindhove stationéiert. Déi nächst sollen ongeféier am Hallefjoerrhythmus nokommen. D'Technologie, wësse mer och, an deem dote Beräich, d'autonoomt Tanken, entwéckelt sech natierlech och stänneg weider, mee déi supplementar Investitioune verschafe Lëtzebuerg dann och 1.000 zousätzlech Fluchstonnen, an een Drëttel vun dësen 1.200 Stonne gëtt jo un déi aner Länner ofgetrueden dofir, dass Lëtzebuerg jo kee Personal fir d'Gestioun a fir d'Exploitatioun vun de Fligeren zur Verfügung wäert stellen, well d'Ufuerderungen extreem spezifesch an d'Ausbildung dofir e ganz, ganz zäitopwändege Prozess ass. A mir denken am Fong, dass dëse Wee eng ganz gutt Léisung ass.

Bal 600 Milliounen Euro ginn hei also investéiert. A mir stinn als LSAP zu dëser Erhéijung. Mir stinn och als LSAP zu eisem Effort de défense, zu eisen Engagementer ënnerhalb vun der NATO, awer och zu eiser Ligne directrice vun der Defense bis 2025 an och doriwwer eraus. A mir wëssen natierlech och, dass d'NATO grad an der Pandemie keng onwichteg Roll gespillt huet. Et ass och scho vun de Virriedner hei gesot ginn, d'Efforts de défense ginn op 0,72 % vun eisem PIB eropgeschrauft.

A mir sinn awer och der Iwwerzeegung, dass am Fong dës Ausgaben um Niveau vun der Defense net nëmme Militärausgabe solle sinn, mee och zivillen Notze sollen zeguttkommen, soudass am Fong och an eisen Aen den MRTT-Programm eng Rëtsch gutt Aspekter huet.

Éischtens ass et e multinationale Programm. Zweetens ass et e Programm, deen der NATO an der Europäescher Unioun zeguttkënnt. An et ass awer och e Programme à double usage, deen och fir zivill Zwecker genotzt ka ginn - wann een zum Beispill kuckt, bei humanitäre Katastrophen oder bei medezinneschen Evakuatiounen. Frankräich huet ganz kloer MRTT-Airbusse benotzt, fir Covid-19-Patienten ze transportéieren, dat also elo ganz rezent.

An deem Sënn kënne mer och den Ausbau vu Lëtzebuerg un der Participatioun an dësem Programm ënnerstëtzen. Ech ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun, net ouni awer der Rapportrice Merci ze soe fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An dann ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 2016 hate mer iwwert dee Projet geschwat. An deemools, wou mer de Projet hei votéiert hunn, ass de Vertrieder vun deene Gréngen opgestanen, en huet gesot: „Mir sinn d'accord", an en huet sech erëm gesat.

Dat war deemools e Projet, deen d'Sozialisten an d'Chamber abruecht hunn a wou déi gréng guer net esou begeeschtert waren. Haut huet d'Madamm Empain dervu geschwat, datt de Fliger 58,5 Meter laang ass. Mir wëssen alles elo, eng Begeeschterung bei der grénger Partei fir d'Defense, déi mir notéieren. Mir hunn eis als ADR ëmmer zu der Defense bekannt, zu der Noutwendegkeet vun der Arméi. Mir gesinn dat als eng Noutwendegkeet, awer déi Begeeschterung, déi déi gréng haut weisen, do komme mir net drun erun.

Et ass och, wësst Der, eng Saach vun der Verantwortung fir Generatiounen. Mir hunn ëmmer méi Projeten an dësem Parlament, déi ewell op 20, op 30 Joer ugeluecht ginn. An der Europäescher Unioun hu mer eis grad fir e Programm engagéiert, wou mer nach net genee wëssen, wat en eis pro Joer kascht, mee eng gutt 100 Milliounen op jidde Fall. Elo gi mer 20 Milliounen d'Joer hei. Dat si schonn 120 Milliounen, wou déi nächst Generatioun net kann driwwer decidéieren, wou mir haut hei bestëmmen, wéi déi nächst Generatioun soll d'Suen ausginn, wou mir erëm niewent der Schold, déi mer hunn als Staat, weider Hypothéiken huelen op d'Entscheedungsméiglechkeete vun deenen, déi an e puer Joer hei stinn a sollen d'Geschécker vum Land decidéieren.

Wësst Der, wou dee Projet hei déi éischte Kéier an der Chamber war, 2016, hu mir en net matgestëmmt als ADR, well mer dräi Bedenken haten. Mir hunn éischtens gesot: Wa mer eng Defense maachen - a mir soen, mir mussen eng maachen -, da solle mer och Retombéeën hu fir eist Land. An dësem Projet sinn déi extreem niddreg, net héich genuch fir eis, fir eis kënnen ze iwwerzeegen.

Dat Zweet ass, datt do ëmmer geschwat ginn ass vun den europäesche Capacitéiten. Mir hunn net eng Analys gesinn, déi eis géif beweisen, datt d'Europäesch Unioun kapabel wär, esou eppes iwwerhaapt ze gebrauchen an ëmzesetzen. Vun där Capacité stratégique vun der Europäescher Unioun, vun där hei ëmmer éischter gefuebelt wéi geschwat gëtt, gesi mir keng operationell an och keng politesch Noutwendegkeet, fir dat iwwerhaapt am Ableck virunzedreiwen.

An dat Drëtt ass: Den A400M, dee mer kaaft hunn, kann alles, wat deen MRTT kann, inklusiv eng Capacitéit fir de Ravitaillement en vol. E kann alles. Firwat also an deen do Programm investéieren, wa mer schonn en anere Programm hunn, wou Lëtzebuerg dru bedeelegt ass an deen alles huet?

Mir wonneren eis och, well mer gesi souguer am Exposé des motifs an am Rapport vun der Madamm Empain, datt souguer protokollaresch Fonctioune sollen do iwwerholl ginn. Eh ben, dat ass och en Argument, wat eis net wierklech iwwerzeegt.

Haut hu mer véier Kriticken, déi mer wëlle formuléieren. An déi véier Kriticke si véier Iwwerleeungen, déi eis derzou féieren, dëse Projet nees net matzestëmmen. Mir stëmme mat Nee aus voller Iwwerzeegung.

Déi Éischt ass, datt do gesot gëtt, mir hätten eng Visibilitéit. Mee mir hu keng Visibilitéit. Wa mir do an engem NATO-Programm 600 Milliounen Euro investéiere fir Fligeren, déi immatrikuléiert sinn an Holland, ënner NATO-Kommando stinn, op Basen am Ausland, wat bal kee Mënsch matkritt an der Effentlechkeet ausser e puer Experten herno, Militärexperten oder politesch Experten an der NATO, mee am grousse Ganze gëtt deen heite Projet eis null Visibilitéit.

Dat zweet Argument ass, an do steet souguer am Rapport, deen déi gréng eis geschriwwen hunn, et wär eng Opportunitéit, eng Chance d'accroissement, une Opportunité d'accroissement fir eis Bedeelegung; dat féiert eis zu deene finanziellen Iwwerleegungen.

Wëst Der, eise PIB geet am Ableck erof. Mir sinn an enger wierklech schwéierer Kris. A selbstverständlech, wann eise PIB erofgeet, wiisst dee Montant vum PIB, dee mer fir d'Defense investéieren. Mir mussen also um Enn vum Joer emol kucken, wat am Ableck eisen Effort de défense ass, gemooss un engem PIB, deen erofgeet. An da muss een och wëssen, datt mir elo am Ableck als Lëtzebuerg 12,21 % vun deem Projet hei finanzéieren, wou awer vill méi grouss Länner matmaachen.

A mir soen ëmmer als ADR, konstant ass dat eis Positioun, datt wa mer eis an en internationale Projet investéieren, wa mer do matmaachen, da solle mer dat proportional maachen zu eiser Gréisst par rapport zu deenen aneren. Hei si mer erëm wäit iwwerproportional, wat eis déi Klengegkeet vu bal 600 Milliounen Euro da kascht.

(Interruption)

Op 30 Joer, mee et si 600 Milliounen Euro! An ech hu grad gesot: Mir maachen dat zulaaschte vun den nächste Generatiounen, déi déi Entscheedungsfräiheet dann net méi hunn, Här Baum, déi mir hei haut hunn.

Dat Drëtt ass déi Autonomie stratégique vun der Europäescher Unioun. An eiser Analys huet sech strictement näischt geännert, et huet sech éischter nach verschlëmmert. D'Europäesch Unioun ass haut absolutt onkapabel, an der Baussepolitik oder an der Militärpolitik eng Decisioun ze huelen, déi esou solidaresch géif geholl ginn oder déi iwwerhaapt géif geholl gi fir iergendeen Asaz, fir esou Mëttelen kënnen iwwerhaapt emol ze decidéieren an dann och iergendwéi ëmzesetzen. Si ass absolutt onkapabel, fir dat ze maachen, politesch komplett gespléckt.

An dee Sommet, dee mer elo virun e puer Deeg haten, huet dat schonn erëm bewisen. A mir schafen ëmmer nei Clivagen an der Europäescher Unioun. Wéi solle mer dann dohigoen a vun engem Asaz vu strateegesche Capacitéite vun der Europäescher Unioun schwätzen? Géint wien? Géint wien, an a wéi engem Zenario?

Alles dat ass net glafwierdeg. Wat mer u sech maachen, ass der NATO Capacitéiten zur Verfügung stellen. Mee da kommt, mir soen dat, datt et dat ass, a mir probéieren net, den europäesche Fändel erauszehänke fir dat hei ze justifiéieren. Et ass komplett onrealistesch!

Déi véiert Iwwerleeung ass déi, datt mer kee Personal mussen zur Verfügung stellen. Dat ass eigentlech déi gréissten Absurditéit. Mir huelen 2016 hei eng Decisioun, wou mer jo deemools wossten - den Här Schneider, Äre Virgänger, wosst dat dann, Här Minister -, datt mer misste, ech mengen, aacht Leit zur Verfügung stellen. Déi sinn awer dann deemools net rekrutéiert an ausgebilt ginn. Dat ass jo net gemaach ginn, soss hätte mer jo haut net dat Argument: Mir hunn déi Leit net! Jo, wann een en Engagement hëlt, an et wosst ee jo och deemools, datt mer aacht Leit missten zur Ver-

fügung stellen: Firwat sinn déi dann net rekrutéiert ginn, ausgebilt ginn?

Elo heescht et: Elo musse mer eppes maachen, fir datt mer kënne justifiéieren, datt mer déi aacht Leit net hunn, duerch eisen eegene Feeler. Da gi mer elo an e Programm, wou mer der misste 45 ginn, déi mer natierlech och net hunn. An da soe mer: „Well mer déi 45 net hunn, musse mer eropgoen, an da kënne mer dovunner Stonnen ausginn." Dat ass wierklech e Raisonnement absurde. An e weist virun allem, datt am Ministère de la Défense - dat doten ass net direkt Äre Feeler, wéinstens net déi éischt Etapp - net geplangt ginn ass.

Wann een en Engagement hëlt fir aacht Leit, da kuckt een, datt een déi huet.

An da kënnt dat Argument, wat hannendru kënnt: „Jo, mir hunn och Konkurrenz vun ziville Secteuren." Natierlech hu mer Konkurrenz vum ziville Secteur a ville Beräicher! An der Arméi, wa mer d'Piloten ausbilden, hu mer selbstverständlech Konkurrenz vum ziville Secteur. Mee mir si jo net déi Éischt, déi dat entdecken. All Force aérienne, all Armée de l'air an der Welt huet deen do Problem. Dat wësse mer. Da musse mer d'Leit anstänneg bezuelen. Da musse mer dat eebe maachen, soss verléiere mer se.

Mee et ass net deen eenzege Beräich. Wa mer Dokteren oder anerer rekrutéieren, aner Spezialisten, jo, dann hu mer genau dee selwechte Problem an der Konkurrenz mam private Secteur. An do musse mer dann en Effort maachen. Dat ass eeben esou. Wien A seet, dee muss och B soen!

U sech ass dat heiten e Projet, wou mir eis gesot hunn: „Mir hätten dee kënne ganz sträichen! Mir hätte sollen op en anere Wee goen." Mir sinn, anescht wéi aner Parteien heibannen, déi dëse Projet och net gutt fannen, prinzipiell dervun iwwerzeegt, datt mer mussen zum Effort de défense bäidroen. Awer wa mer dat maachen, da géife mir dat gär maachen an der Iwwerzeegung, datt et eng sënnvoll, logesch, vertrietbar, ekonomesch vertrietbar an och fir déi nächst Generatioune vertrietbar Optioun ass, déi mer hei huelen, datt se geplangt ass op eng Manéier, déi d'Schinn hält. Dat heiten, dat ass keng Optioun, déi iergendengem Krittär vun enger Analys vun engem militäresche Projet wierklech kann duerhalen.

An dofir soe mir: Dat heiten ass e Projet, deen d'ADR net matstëmmt!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- 600 Milliounen Euro, fir der NATO e Fliger, e Militärfliger ze schenken. 600 Milliounen Euro, an dat wärend der schlëmmster sanitärer Kris säit iwwer 100 Joer an um Virowend vun enger weltwäiter Wirtschaftskris.

Här President, et war schonn deemools komplett dernieft vun der éischter Bettel-Regierung, fir 2014 um NATO-Sommet zu Wales enger neier Oprëschtungsspiral zouzestëmmen. Mee elo wëlle per force dorunner festzehalen an dëser Situatioun, an där mer haut sinn, dat ass an eisen Ae politesch irresponsabel!

Och wann dës Regierung net bereet ass, prinzipiell Sënn an Zweck vun der NATO a Fro ze stellen, esou kéint se sech awer froen, wat et da kaschte géif, der NATO e Bréif ze schreiwen an deenen ze erklären, datt mer elo emol keng nei Militärausgabe méi maachen, bis ofzegesinn ass, wéi déi ekonomesch a sozial Situatioun hei weidergeet, wéi et mat der Kris weidergeet. Mee dat geschitt net!

D'Majoritéit muss hei nach virun der Summerpaus op deem leschten, virleefeg leschte Chambersdag dee warscheinlech deierste Militärprojet duerchwénken, dee mer bis elo hei am Parlament gestëmmt hunn. An den Här Minister kann nach esou oft probéiere schéinzerieden, datt een dee Fliger och zivill notze kann, datt e wa méiglech just derfir do ass, fir ronderëm de Globus Kanner retten ze goen. Mee da kaaft en ziville Fliger, wann dat d'Zil ass. Well dat ass en plus weesentlech méi bëlleg.

Dat heiten ass a bleift e Militärfliger, deen doriwwer eraus net fir d'Verteidegung konzipéiert ass, mee fir den Ugréff. Esou en Tankfliger ass derfir do, fir den Aktiounsradius vu Kampffligeren ze erweideren. An dat brauch ee logescherweis just, wann d'Kampffligere sollen ausserhalb vum europäesche Kontinent operéieren. Well et geet jo bei den europäeschen Oprëschtungsbestriewungen och net ëm d'Defense. Dat gëtt jo just ëmmer erëm widderholl, fir der Bevëlkerung déi Politik iwwerhaapt ze verkafen.

Déi 27 EU-Länner hunn 2019 zesummen 220 Milliarden Euro fir d'Militär ausginn. An et geet net just ëm d'Defense. Dat weist jo schonn d'Natur vu Projete wéi dësem. Et geet ëm d'Opstelle vun enger Offensivkraaft, déi, esou wéi d'USA, op anere Kontinenter Wirtschaftsinteressen duerchzesetze versicht.

A bei dësem Projet hu mer et dann och nach mat enger Kommandostruktur ze dinn, déi zumindest fir eis schwéier novollzéibar ass. De Fliger gehéiert duerno der NATO. E gëtt an Holland ugemellt an och do stationéiert. E wäert dann awer enger multilateraler Kommandostruktur ënnerleien, dem European Air Transport Command, déi weeder der NATO nach der EU ënnerstallt ass. Wann ech dat richteg verstanen hunn, fonctionéiert et e bëssen esou wéi e Carsharingsystem, dat heescht, wann e Land e Fliger brauch, Stonne vun deem Fliger brauch, da kann een déi ufroen.

Här President, mir mengen, datt e Festhalen un der Oprëschtungsspiral net fir méi Sécherheet suergt, mee fir manner. Wat fir Sécherheet suergt, ass eng Bekämpfung vun den Ursaache vun der politescher Instabilitéit, an do an allerëischter Linn vun der Aarmut an de sozialen Inegalitéiten. Kooperatioun bréngt Sécherheet, net Militariséierung. An do si mer genee beim Punkt. Well wat dem Faass awer dann endgülteg de Buedem ausschléit, ass, wann e Kooperatiounsminister op där anerer Säit ukënnegt, datt d'Entwécklungsgelder schonn 2020 erofgoe sollen.

Hien huet an engem Interview vun der „Woxx" gesot: « […] le un pour cent ne sera plus à la même hauteur que les années précédentes. C'est pourquoi les fonds disponibles sont […] à la baisse déjà en 2020. » Aha! Do hu mer déi 3D-Politik: diplomatie, développement, défense. Developpement geet erof.

Duerfir, Här President, …

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la politique de longue date du Luxembourg de consacrer 1 % du Revenu national brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD), confirmée par l'Accord de coalition 2018-2023 ;

- considérant que le RNB du Luxembourg en 2020 sera très probablement en recul par rapport à l'année précédente à cause de l'impact de la pandémie Covid-19 et que dès lors, le montant absolu des fonds destinés à l'APD serait également en recul en cas d'application rigide du ratio de 1 % du RNB ;

- considérant que les pays en développement, et notamment les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, font face à des difficultés supplémentaires liées à la pandémie et que la solidarité internationale est d'autant plus importante ;

- considérant que le Gouvernement avait déjà instauré en 2014 un seuil minimum pour l'APD luxembourgeoise afin d'éviter que le montant absolu de l'APD recule en temps de crise,

invite le Gouvernement

- à instaurer un nouveau seuil minimum pour l'APD annuelle du Luxembourg qui s'élève au montant absolu consacré à l'APD en 2019 et qui s'applique dès l'année 2020.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Duerfir deposéieren ech eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, datt de Montant absolu fir d'Kooperatioun net däerf ënnert den Niveau vun 2019 falen. Et ass elo, wou eis Partnerlänner méi wéi jee eis Solidaritéit brauchen an op se ugewise sinn. An et gëtt och do e Prezedenzfall. Schonn 2014 huet d'Regierung decidéiert, e Seuil minimal anzeféieren, fir datt de Gesamtmontant an der deemoleger Wirtschaftskris net réckleefeg gëtt.

Wann d'Chamber haut der Meenung ass, datt mer 600 Milliounen hunn, fir a Krichsmaterial ze investéieren, da wäert et jo och kee Problem sinn, dës Motioun ze votéieren an op d'mannst de Kooperatiounsbudget vum leschte Joer bäizebehalen.

Dëse Projet votéiere mir net!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, bei dësem Theema, dat dobaussen och ganz emotional kommentéiert gëtt, verzichte mir Piraten bewosst op poleemesch Bemierkungen, och wa se sech virun allem a Richtung vun der grénger Partei géifen ubidden.

Nee, mir wäerten eis begrenzen op technesch Fakten, wisou de Fliger fir 598 Milliounen déi falsch Entscheedung ass. D'Fligere wäerten der NATO gehéieren, an Holland stationéiert ginn, an dat eenzegt, wat Lëtzebuerg fir hir 598 Millioune kritt, si ronn 1.200 Fluchstonnen, dovunner een Drëttel fir aner Partner. E stolze Präis fir e puer Fluchstonnen, muss ech soen, fir en Transporter, fir e Cargofliger. An derbäi kënnt: Et ass net eisen éischte Fliger, et gouf schonn den A400M kaaft.

Zréck zum neien Airbus, also der Nummer 2 an der Flott: Deemools gouf 2016 vum Exverdeedegungsminister Schneider gesot, datt de Montant fir de Projet an Zukunft kéint erofgoen, wa méi Länner beim Projet matmaachen. Bon. Wéi awer elo ze gesinn ass, muss Lëtzebuerg awer nach méi Sue bäileeën; also genau de Contraire. An zwar net nëmmen e bësse méi, mee ganz vill méi: Vun 172 Milliounen op 598 Milliounen erop, dat ass eng Verdräifachung vun de Käschten.

D'Fro, déi ech mir stellen, ass, firwat d'Regierung ëm all Präis versicht, den NATO-Bäitrag an d'Luucht ze setzen. Mir kéinte jo nach driwwer ewechkucken, wann d'Projete wéinstens sënnvoll wäre fir eist Land a wann d'Verspriechungen, datt net alles géif méi deier ginn, och géifen agehale ginn.

Ma, wéi schonns beim Satellitteprojet och, ginn d'Milliounen aus der Fënster geheit, nëmme fir datt Lëtzebuerg herno soe kann: „Ma mir hunn eis Millioune bäigedroen." Wisou dat? Ma, well den amerikanesche President Trump Drock mécht!

Mir Piraten sinn haart Trump-Kritiker a verstinn net, wisou mir zu Lëtzebuerg elo sprangen, wann den Trump Fuerderunge stellt, ee President, deen an eisen Aen hoffentlech wäert am November ofgeléist ginn.

Mat deem Geld hätt ee kéinte vill sozial Projeten hei zu Lëtzebuerg realiséieren.

Nach ee Kontrapunkt: Reng technesch gesinn, ass eng Boeing 747 vun der Cargolux vill méi performant wéi dëse Fliger um Gerüst vum Airbus A330, wat d'Räichwäit an d'Capacitéit betrëfft. Am Cargoberäich hu well Fluchgesellschaften hir Cargofliger, baséiert um A330, schonn erëm verkaaft wéinst schlechten technesche Wäerter.

A wärend der Kris hu mer scho gesinn, datt, wann et ëm d'Logistik geet, d'Cargolux fir eist Land u sech alles ka maachen, wat mir brauchen. Dofir brauche mir keen deiere Militärfliger, dee méi schlecht technesch Wäerter huet wéi d'Fligere vun eiser nationaler Transportgesellschaft.

Fir deen anere Beräich, fir medezinnesch Transporter hu mer d'Air Rescue, déi och mat immens moderne Maschinne fléie kann a rezent neit Material kritt huet, fir genau op de Coronafall ze reagéieren.

Mir gesinn de Meerwäert fir Lëtzebuerg net, wa gesot gëtt: „Elo kënne mer méi logistesch Missioune maachen." Alles, wat mir brauchen, fanne mir elo schonn zu Lëtzebuerg: eng Air Rescue an och eng Cargolux.

An der Presentatioun an der Kommissioun krute mir de Fliger och presentéiert mat Sëtzer dran. Jo, souguer Businessklass war do ze gesinn. Am Rapport steet dann „protocolaire ze benotzen". Dat léisst esou munches blécken. Ob mer herno eng Bausch-Airforce-1 do stoen hunn, ass nach e grousst Fragezeichen.

Mee souguer, sollt de Fliger agesat gi fir Passagéiertripps, souguer da wier et méi optimal, op eng Luxair zréckzegräifen, wéi selwer an e Fliger ze investéieren. Bei deem Gesetzesprojet wäert de Retour fir eis Ekonomie ganz kleng bis kaum moossbar sinn. Dat fanne mir wierklech schued. Léiwer déi Firmen ënnerstëtzen hei zu Lëtzebuerg, wéi dass mer kënschtlech e Militärbudget opleeën, ouni konkreet eppes ze hunn.

Dann: Wie garantéiert eis am Krisefall iwwerhaapt, de Fliger op Lëtzebuerg ze kréien, dat mat auslännesche Piloten? D'Solidaritéit an der Coronakris war ganz kleng. Wisou sollte mir dann onageschränkt eise Fliger kréien an enger Noutsituatioun? Dëst gesot, wäerte mir haut ganz kloer géint deen neie Militärtransporter stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. A merci och all den Deputéierte fir hir Interventiounen, och wann ech natierlech net mat allen averstane sinn. An dat wäert ech da kuerz versichen ze erklären.

Fir d'éischt emol, Här President, ech muss soen, de Moment weess ech, datt dat natierlech gutt kléngt, wann ech esou héieren doruechter: Mir sinn an der gréisster sanitärer Kris, d'Covidkris, an doduerjer ass et elo irresponsabel, fir dat hei, fir dat do ze maachen. An dat wäerte mer elo warscheinlech an deenen nächste Wochen a Méint nach méi wéi eng Kéier héieren.

Mir wäerten dat héiere bei aneren Investissementer am ekonomesche Beräich. Ech soen lech awer do, datt d'Regierung eng fundamental aner Meenung dozou huet. Well d'Regierung ass der Meenung, datt een an enger Kris, grad ewéi déi heiten, net wéi d'Kanéngche virun der Schlaang soll sëtzen, erstarrt, keng Decisioune méi huelen, nëmmen nach op de Virus kucken an eeben net verstoen, datt d'Welt awer wäert weiderdréinen, well de Virus, mir hoffen all, esou fréi wéi méiglech, mee spéitstens awer an engem Joer, annerhallwem Joer iergendwann eng Kéier Geschicht wäert sinn, zwar dann eng batter Geschicht fir d'Mënschheet, mee ëmmerhi Geschicht wäert sinn an dann d'Gesellschaft wäert normal fonctionéieren.

An ech soen lech: Déijéineg, déi elo wéi d'Kanéngche virun der Schlaang sëtzen, dat si ganz sécher déi, déi als Verléierer aus där Kris wäerten erausgoen. Dat ass déi éischt Remark, déi ech wollt maachen.

Déi zweet Remark: Ech hu kee Problem domadder an ech respektéieren, datt Leit soen: „Ech wëll am léifste guer net an d'Militär oder a Verdeedegungsinstrumenter, weeder um mënschlechen Niveau nach um materiellen, capacitären Niveau, investéieren." Ech respektéieren dat, well, dat ass ganz einfach, ech hätt dat och am allerléifsten a jiddwereen hätt dat gären am allerléifsten. Op alle Fall, mengen ech, géif ech emol soen, déi 60 Deputéiert heibannen an och all d'Regierungsmemberen zu Lëtzebuerg ganz sécher.

Et gëtt der zwar an der Welt, déi dat net esou gesinn. Et gëtt der an der Welt leider nach vill ze vill, déi gesinn d'Demokratie net esou, wéi mir se gesinn. Déi gesinn d'Demokratie iwwerhaapt net. Déi gesinn och Rechtsstaatlechkeet iwwerhaapt net. Déi gesinn och eis Wäerter guer net, déi mir verdeedegen, well Verdeedegung ass fir mech d'Verdeedegung vu Wäerter. Dat heescht, deene sinn déi Wäerter zimmlech egal an déi sinn u ganz anere Saachen interesséiert.

A soulaang wéi d'Welt esou ass an d'Mënschen esou sinn, et deet mer leed, esou laang ass et eng Illusioun ze mengen, datt een ouni Verdeedegung, a wann ee Verdeedegung seet, dann och ouni capacitär Moyenen, déi ee sech muss ginn, fir sech kënnen ze verdeedegen, fir seng Wäerter kënnen ze verdeedegen, soulaang wéi een déi dann …, da muss ee sech déi Moyenen och ginn.

An dat ass einfach essenziell. Do ginn ech och mat deenen net eens, déi dat aneschters gesinn. Ech wäert mat deenen och ni eens ginn. Dat war och nach ni meng Meenung virdrun, ni a menger politescher Laufbahn de Fall. Ech hat schonn emol eng kritesch Haltung zur NATO, ech hunn déi iwwregens och nach haut zur NATO. Ech sinn zum Beispill och haut net dermat d'accord, datt déi 2 % Verdeedegung (veuillez lire: datt 2 % vum PIB fir d'Verdeedegung), wéi d'NATO se gesäit, datt dat richteg ass, wéi dat gesi gëtt a wéi dat berechent gëtt! Mee dat huet awer alles mat deem heiten, mat deene Fligeren - et ass iwwregens net ee Fliger, et ass jo e ganze Pool, wou mer eis akafen -, et huet guer näischt domadder ze dinn!

An da wëll ech och soen, wann ech dann hei Beispiller héieren, da gëtt gesot: „Mir kënne jo geneesou gutt a Krisegebidder fuere mat de Fligeren, déi mer hunn, mat der Cargolux, mat der Luxair." Wat heescht dat? Fléie mer mam Q400 an de Mali an e Krisegebitt, wou geschoss gëtt, da lande mer do mat de Piloten, gi mer do Leit sichen, fir se ze rapatriéieren? Fléie mer an en Äerdbiewegebitt, wou alles zerstéiert ass, wou mer net wëssen, wat mer op der Plaz virfannen, mat engem normale Cargolux-Fliger?

Kommt, mer sinn awer seriö! Dat si vläicht alles Argumenter, déi klénge vläicht ganz gutt, mee déi hale keng fënnef Su stand der Realitéit, wa mer iwwer Krisegebidder a scho guer net iwwer Konflikt- a Krichsgebidder schwätzen.

An e Krichsgebitt, an e Krisegebitt, do muss ee mat Fligere fléien, déi effektiv protegéiert sinn, wou net jiddweree kann de Fliger erofschéissen, wou warscheinlech d'Landepist net onbedéngt déi ass wéi hei um Findel, wou een ënner ganz anere Konditioune muss landen, wou ee muss Piloten hunn, déi och eng militäresch Ausbildung hunn, déi wëssen, ob wat se sech aloossen, wéi se do landen. Dat ass d'Rea-

litéit! An duerfir brauche mer och esou Saache wéi dat heiten!

A wann ech dann héieren, datt dat heite soll en offensiivt Krichsmaterial sinn. Et geet hei ëm Transporter a priori an ëm Tankfliger. A wann ech dann héieren, datt gesot gëtt, dat kéinte mer alles maachen, och mat de Cargolux-Fligeren oder mat den A400M, wéi den Här Kartheiser seet. Et deet mer leed, Här Kartheiser, den A400M, dee kann net an der Luucht tanken. Den A400M kann och maximal …

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, da waart elo mol, bis ech fäerdeg sinn, an da kënnt Der ganz gären nach eng Fro stellen!

Dee kann och maximal 100 Leit an der Soute ënnen transportéieren. Mee Dir kënnt awer net normal Transporter oder medezinnesch Transporter zum Beispill maache mam A400M wéi déi, déi Der musst maache mat esou engem Fliger wéi deem heiten, wou et jo och géif drëms goen, zum Beispill, krank Leit erauszehuelen.

An et ass jo och keen Zoufall, datt d'franséisch Arméi matzen an der Covidkris am Abrëll hei um Findel gelant ass, fir sechs Covidpatienten ze rapatriéieren a Frankräich, déi schwéier krank waren. Dir hutt se jo gesinn, do ware jo Biller an der Press. Do kann een net mat iergendengem Fliger déi Patienten transportéieren. Duerfir si se genau mat deem nämmlechten Tipp vu Fliger hei gelant, dee mir hei an deem Pool eis akafen; wann et drëms geet, dee Pool zesummenzestellen.

Duerfir, ech hu kee Problem domadder, datt een enger anerer Meenung ass. Ech hunn och kee Problem domadder, datt een dee Projet hei net wëllt stëmmen. Mee kommt, mir stëmmen en awer, kommt, mir maachen eis Géigestëmm …, kommt, mir validéiere se awer da mat Argumenter, déi Argumenter sinn an déi d'Strooss halen, an net mat Saachen, déi d'Strooss net halen.

Da wëll ech e puer Froen nach beäntwerten, Här President, déi och gestallt gi sinn. Et gëtt gesot, mäi Virgänger hätt 2016 hei gesot, et hätt ee sollen e Pôle aéroportuaire opbauen, wou d'Fligere gewart géife ginn och an Zukunft, mat Piloten astellen an esou weider.

Ech muss soen, dat ass net eng prinzipiell Fro, ob een dat wëllt oder net. Dat ass eng Fro, ob et méiglech ass, um Flughafen hei en MRTT ze warten. Do hunn ech meng Zweifel, ob mer de Moment déi néideg Méiglechkeeten hunn, dat ze maachen.

Elo kann een natierlech soen: „Mir ginn eis se" oder „mir wëllen dat maachen." Da muss ech soen: Okay, da musse mer dat analyséieren. Ech wëll awer drop hiweisen, datt eise Flughafen a priori, an do insistéieren ech awer drop - well ech hunn och nach déi aner Kap vum Transportminister -, datt mir sollen en ziville Flughafen a priori bleiwen.

Mir sinn zwar och NATO-Flughafen, a verschiddene Krisemomenter kënnen NATO-Fligere bei eis hei landen, mee a priori ass et en ziville Flughafen. An ech hu mech och virdrun an der leschter Legislaturperiod ëmmer dergéint gewiert, datt mer géife mengen, mir kéinten do e grousse Pôle militaire aérien erriichten um Flughafen, well mir hunn éischtens d'Plaz net derfir an ech mengen, datt dat géif relativ séier a Konflikt gerode mat den zivillen Operatiounen, déi um Flughafe geschéien. An ech mengen och net, datt dat onbedéngt gewollt war.

Dat wëllt awer net heeschen, datt ech zum Beispill der Meenung sinn, datt een net soll an der Pilotenausbildung …, oder, fir an d'Zukunft ze kucken, ob een net Pilote soll ausbilden och fir den MRTT. Ech mengen, mir haten an der Kommissioun doriwwer diskutéiert, an ech hunn och gesot: „Selbstverständlech wéilt ech op dee Wee goen."

Allerdéngs ass et esou, à ce stade oder wéi ech ugefaangen hu war dat net méiglech, an dee Programm hei leeft un. Et ass esou, datt mir mussen zwielef, wa meng Erënnerung elo gutt ass, zwielef Piloten …, also net Piloten, zwielef Leit fir den A400M zur Verfügung stellen, sechs Piloten a sechs Loadmasteren. An dat ass elo mol eis absolutt Prioritéit, datt mer déi Leit gestallt kréien an deem Accord, dee mer mat de Belsch och gemaach hunn, fir datt deen A400M ka geflu ginn.

An da selbstverständlech si mer och bereet, an dat ass sécherlech och mäi Wonsch, fir ze kucken, nei Karriären an der Arméi opzebauen, a ganz sécher déi Aviatiounsfilière um Niveau vun de Piloten op alle Fall, déi weiderzeféieren an och an déi Richtung ze goen. Duerfir, wéi gesot, dat ass kee Widdersproch zu deem, wat hei läit.

An dann och eppes zu dem Effort de défense. Et ass net esou, datt mer duerch deen heite Projet op 0,70 % kommen. Bon, mir wäerte souwisou elo nach eng Kéier nei berechnen dëst Joer en vue vun dem PIB, wéi e reell wäert sinn dëst Joer, wou mer dëst Joer reell da sinn. Dat si mer amgaangen nozerechnen. Do musse mer och waarden, bis mer d'Zuele vum Statec detailléiert hunn. Ech mengen, de Moment gi mer nach vun Hypotheese bis Enn des Joers aus. Mee mir kënnen dat eréischt gesinn Enn des Joers, wa mer zimmlech um Schluss, am leschten Trimester sinn, kënne mer dat eréischt genau feststellen. Mee, egal wéi, soen ech Iech awer: Et war virgesinn, dëst Joer op 0,62 % ze goen. An déi 0,70 % si fir 2023 eréischt virgesinn. An da sinn …

(Interruption)

Wat gelift?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Am Rapport steet, et wär 0,72 %. Ech hunn dat …

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Nee, awer net mat deem hei. Dat ass d'Zil, wou mer wëlle goen. Dat ass d'Zil, wou mer wëllen higoen.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Et steet awer anescht am Rapport dran, Här Minister.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Okay. Dat hunn ech elo nach net … Dat ka vläicht sinn.

Mee ech wëll Iech awer soen, et ass awer ganz kloer bis 2023 virgesinn, déi 0,72 %. Dat baséiert och net nëmmen op dësem Projet, mee och op enger ganzer Rei aner Projeten, déi mer amgaange sinn ëmzesetzen.

Allerdéngs ass et esou, wann ech soen 0,60 % oder 0,65 % oder 0,70 %, zu Wales ass net gesot ginn, mir sollen op 0,60 % goen oder 0,70 % goen. Mee Wales war 2 %! Mir hu bis elo ëmmer gesot, an dat hu mer och erageschéckt op Bréissel bei d'NATO, datt dat fir eis, éischtens, mir wéilten dat net, an, zweetens, och net machbar wär.

Ech soen Iech, souguer wann Der dat wéilt maachen, fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass dat reng onméiglech. An dat géif och kee Sënn ginn, well da maacht Der wierklech herno Projeten, déi … Souguer wann Der wéilt déi verrécktste Projete maachen, déi just do sinn dann, fir Suen auszeginn, kommt Der ganz sécher net op déi 2 %. Et si grouss Länner wéi Däitschland, déi Schwieregkeeten hunn, déi sinn elo op 1,4 % - 1,38 %, mengen ech -, fir iwwerhaapt op 1,4 %, op 1,5 % ze kommen, ass schwiereg.

Déi eenzeg, déi de Moment an Europa richteg ëmmer op déi 2 % kommen, also vu grousse Länner elo gesinn, dat ass Frankräich zum Beispill. Mee et si ganz vill Länner, déi Problemer hunn. An eigentlech ass déi Norm och, fannen ech, idiotesch, well dat seet jo guer näischt aus. Dat seet … Wéi ech meng Wäerter verdeedegen a wéi meng Defense do steet, dat kann ech jo net ofhängeg maache vun iergendengem Prozentsaz vum PIB. Dat ass abstrus, esou eppes iwwerhaapt opzestellen, esou eng Theorie. An iwwregens hutt Der gesinn, d'Madamm Kramp-Karrenbauer an Däitschland huet fëlleg zu Recht och elo d'Fro opgeworf, ob een net misst dat Ganzt nei bewäerten, an och eebe virun allem zum Beispill preventiv Elementer.

An do sinn ech och mam Här Baum absolutt d'accord. D'Preventioun vu Konflikter ass dat allerwichtegst, datt mer preventiv Elementer …, datt mer déi och ugerechent kréien als Effort de défense. Well déi beschten Defense ass déi, déi mécht, datt et net zu Konflikter kënnt. Do sinn ech absolutt d'accord!

Mee mir sinn awer, wéi gesot, mir maachen hei näischt, mir maachen net elo krampfhaft Ustrengungen, fir iergendwou hinzekommen. An ech wëll Iech och soen, ech wäert der Chamber am Hierscht déi nei Strategie virstellen, wéi mer wëlle virgoen an der Entwécklung vun eisen Aufgaben an der Defense fir déi nächst Joren. Do wäert ech gären eng Kéier bei Iech kommen an d'Kommissioun am Hierscht; da maache mer dat. Da wäert Der gesinn, mir maachen näischt, wat geckeg ass, mee et ass alles a bescheidene Moossen, wéi et sech fir Lëtzebuerg passt.

Mee ech muss awer och soen, ech sinn erstaunt, wéi nach diskutéiert gëtt haut iwwert d'Defense. Bei allem Respekt, wéi gesot, an ech si bei villem derbäi, wann et drëms geet ze soen, Konflikter vermeiden an net offensiv Krichspolitik wëlle bedreiwen. Mee ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, datt et einfach esou wéi e Sport ass, einfach Bashing ze maache géint d'Arméi, an e Sport ass, fir Bashing ze maache géint Zaldoten, datt alles einfach ofgeleent gëtt, iergendwéi pauschal, wat zugonschte vun der Arméi ass. Dat ass elo net den Här Kartheiser, deen ech do viséiert hunn, mee aner Leit.

An ech muss awer soen, ech sinn erstaunt driwwer, well grad an der Covidkris hu mer gesinn, datt et och an enger ziviller Kris immens wichteg ass, datt een eng Arméi huet. Well ech soen Iech, wann déi Zaldoten net gewiescht wären, hätte mer villes net hikritt. Mir hätten an dem logistesche Beräich villes net hikritt. Mir hätten och an anere Beräicher villes net hikritt.

An nëmmen ee Beispill, wat beleet, datt et awer och wichteg ass, datt een an internationale Bündnisser ass, dat sinn déi Zelter, déi mer kritt hunn. Virun allem dat, wat mer beim CHL opgeriicht hunn - dat hu mer just kritt, well mer Member sinn an der NATO, well mer d'NSPA zu Lëtzebuerg hunn a well mer iwwert d'NSPA konnte relativ séier déi Infrastruktur hei op Lëtzebuerg kréien.

An ech soen Iech, et leeft och de Moment eng Diskussioun, fir am Kader vun enger sougenannter zweeter oder wat och ëmmer …, op de Follge vun der Pandemie, fir ze kucken, sech nach méi staark ze konzentréieren op Hëllefstellungen an Europa, wat an där ganzer Pandemie d'Risikoen ubelaangt mat de Patiententransporter an esou weider. An do huet een awer vill Méiglechkeeten duerch de Fait, datt een och eng Arméi huet.

Duerfir, an der Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci, datt jo awer eng breet Zoustëmmung sech fir dee Projet hei ukënnegt. Ech mengen effektiv, datt et e sënnvolle Projet ass. A wann ech am Hierscht der Chamberskommissioun d'Gesamtlogik virstelle kommen, da wäert een dat och ganz gutt dorauser gesinn. Dat ass agebett an eppes Ganzes, wat zu Lëtzebuerg passt, mee wat awer ganz kloer Defense ass. D'Defense, wéi ech gesot hunn, vu Wäerter - an dozou stinn ech.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. An da Parole après ministre fir d'éischt fir den Här Goergen an da fir den Här Kartheiser. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här Bausch, fir Är Erklärungen. Also protokollaresch Flich kann all zivill Fluchgesellschaft ofdecken. Wat d'Logistik ubelaangt an enger Pandemie, si mir der Meenung, datt eng Cargolux ganz wuel dat kann ofdecken.

Elo ass nach 1 % iwwreg. Ech bleiwe bei deem Fall, vun deem Der geschwat hutt, en Ærdbiewen. Do si mir der Meenung, dass ee mat Ärem A400M besser ënnerwee wär wéi mam A330, deen Der elo kaaft hutt, fir an engem Krisegebitt ze landen. Well mir krute ganz kloer erklärt beim A400M, dass dat de Fliger wär fir genau déi Asätz, wou een net méi op enger Bëtonspist kéint landen. Deen hu mer jo als Lëtzebuerg. Dat heescht, deementspriechend ass eis Logik: Dee Fliger ass do, dee kënne mer asetzen.

Dir hutt elo vun der Betankung geschwat. Déi Däitsch hu well och den A400M als Tankfliger. Dat heescht, déi Argumentatioun fält och ewech.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Ech mengen, mir géifen d'Froe regruppéieren. Dann den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, och fir Parole après ministre. Merci, Här President. Wësst Der, mir sinn op verschiddene Punkte ganz d'accord. Mir stellen net a Fro als ADR, datt mer eng Defense brauchen, datt mer eis Wäerter, wann déi ugegraff ginn, datt mer se musse verdeedegen. Alles dat ass fir eis evident. Wat awer net verhënnert, datt mer eis iwwert déi Manéier, fir dat ze maachen, kënnen ënnerhalen, an och driwwer streiden, wann et muss sinn.

Ech muss Iech soen, Här Minister, wéi déi gréng de Ressort kritt hunn, hunn ech geduecht, dat ass vläicht déi Geleeënheet och an der Politik, fir datt d'Arméi, datt d'Militärpolitik sech eigentlech op dat konzentréiert, wat déi traditionell Roll vun der Arméi hei ass, wou mer och kloer e Besoin hunn: Mir brauche Leit. A mir kéinten och besonnesch an dëser Krisesituatioun dat sozial opbauen. D'Arméi huet einfach och déi Méiglechkeeten, fir de Leit als Promotion sociale ze déngen, zemools wou mer elo méi Aarbechtslosegkeet hunn.

Mir hätte kënnen zréckgoen op e Wee, fir Leit Karriären opzemaache beim Staat, déi notamment zënter 2013 duerch sukzessiv Gambia-Regierungen zougemaach goufen, fir en Droit de priorité ze ginn, fir Leit Karriärsméiglechkeeten ze ginn, fir nei Formatiounen an der Arméi ze offréieren, fir Leit kënnen op den éischten Aarbechtsmaart herno ze bréngen oder direkt een Debouché beim Staat oder an de Gemengen oder esou. Dat wär eng sozial Politik gewiescht, déi eng militäresch Plus-value gehat hätt, déi mir gär matgedroen hätten.

Elo hu mer en anere Wee gewielt. Dat eent schléisst dat anert vläicht net ganz aus. Mir sinn op en Héichtechnologiewee gaangen iwwer Satellitten, iwwer Fligeren an esou weider. Bon, dat erlaabt eis vläicht, gewëssen NATO-Obligatioune méi séier ze erfëllen, well de finanzielle Volumen en aneren ass. Et muss ee vläicht och do op dee Wee goen, wéinstens zum Deel. Mee da muss een och kënnen driwwer diskutéieren, wat dat Bescht ass.

Ech mengen, wann Der déi Projete kuckt: A400M oder MRTT, an Dir wäert gezwongen, dat eent oder dat anert ze maachen, da wär en A400M méi bëlleg, méi effikass wéi den MRTT, deen eisen Interessen als Staat einfach guer net entsprécht. Mat deem aneren hu mer einfach méi Méiglechkeeten, méi Visibilitéit. An all déi Argumenter, déi Dir selwer an Ärer Ried genannt hutt, Här Minister, passe besser op den A400M wéi op den MRTT.

Ech verstinn, datt Der do warscheinlech an enger schwiereger Situatioun sidd, well Dir dee Programm net ugefaangen hutt. Mee et muss méiglech sinn, wann ee weess, datt een op engem falsche Wee ass, fir och ze soen: „Hei, mir maachen dat do elo net. Mir maache besser eppes anescht, dat dem Interessi vun eisem Land besser entsprécht", wou mer méi der Arméi an hirer sozialer Roll déngen, wat besonnesch elo an dëse Krisenzäite besonnesch wichteg wär, an och fir vläicht manner an Héichtechnologieprojeten ze investéieren.

A wann een an esou Projete geet, dann ass et dat, wat ech och virdru gesot hunn: Wien A seet, dee muss och B soen. Wa mer eng Obligatioun huelen, musse mer d'Leit derfir ausbilden, mir musse Perspektive fir d'Arméi offréieren, fir dat kënnen och ze maachen. An da muss ee wierklech dee ganze Prozess konsequent duerchdenken; an net Fléckwierk, wéi et awer am Ableck dacks ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech gestinn dem Här Bausch ganz gären zou, datt en eng aner Meenung huet. Ech gestinn em och ganz gär zou, datt e mengt, meng Argumenter oder eis Argumenter géifen d'Strooss net halen. Ech stelle fest, datt e sech selwer a ganz vill Widdersprëch verwéckelt, wann e seet, dat hei wier eebe just e Verteidegungsprojet an e wier net offensiv ausgeluecht, an all Beispiller, déi en da gëtt, sinn ausserhalb vun den europäesche Grenzen. Dann ass dat näischt, wat mat der Defense vun eise sougenannte Wäerter ze dinn huet, mee dann ass dat eng Politik, déi ausserhalb vun Europa stattfënnt an déi aner Interesse vertrëtt wéi eng klassesch Verteidegungspolitik, déi et ze féiere géif gëllen.

A wou ech awer richteg queesch ginn, dat ass, wann e mer hei Saachen ënnerstellt, déi ech net gesot hunn, nämlech Arméibashing oder Zaldotebashing. Mir hunn an deene leschten zwielef Méint - zwielef Méint! - zweemol den Asaz vun der Arméi hei am Land gehat, dat war nom Tornado zu Käerjeng an dat war an der Coronakris, an dat war héchst respektabel an et war héchst noutwendeg, datt déi Aarbecht gemaach ginn ass. Awer eppes hu mer och festgestallt: Wat eis do net gefeelt huet, dat war e Militärfliger. Dat huet eis sécher an deenen zwee Fäll net gefeelt.

Also, dat hei ass definitiv keen Arméibashing an och keen Zaldotebashing. Dat ass eng Kritik un där doter Militärpolitik, déi d'lëtzebuergesch Regeirung matdréit, net méi an net manner!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Dann nach Parole après ministre fir den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Zwee Sätz. Dat eent, et war effektiv den Här Angel, deemolege President vun der Kommissioun, dee gesot huet, dass d'Regierung wéilt bis op den Horizon 2020 0,6 % vum PIB maachen am Kader vun den NATO-Ausgaben. An et ass effektiv op den Horizon 2023, wou déi 0,72 % sinn. Dat ass richteg.

Wat ech begréissen, ass, dass Der sot, Der wéilt effektiv dann déi Composante aérienne ausbauen. An ech mengen, dat wier wierklech sënnvoll. An ech wär frou, wa mer am Hierscht kéinten dat méi detailléiert gesot kréien, ëmsou méi jo d'Iddi och do ass, fir nach Helikopteren ze kafen, wat jo awer och eng Composante aérienne ass, dass Der do eis e Package maacht an eis sot, wéi Der Iech dat virstellt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Halsdorf. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Baum soen, wierklech onpoleemesch, datt och an där Covidkris hei déi Zaldoten, déi um Terrain aktiv waren … Éischtens emol ass ze

soen, datt ganz sécher, jee no deem wat geschitt, een och do frou ass, wann een e Militärfliger huet. Ech hu schonn ee Beispill gi vun der franséischer Arméi, déi hei bei eis um Findel gelant ass mat sechs Patienten, Covidpatienten. Dat war en MRTT, genau esou e Fliger wéi déi, déi hei an der Flott dra sinn.

Duerfir, et kann een net pauschaliséieren a maachen, wéi wann an zivillen Asätz, zum Beispill wéi an där Kris hei, dat géif goen, just well een d'Leit zur Verfügung hätt. Nee, et geet och ëm all dat Material, wat mer hunn, dat beschafe mer eis iwwert de militäresche Wee. Mir hunn och Saache kritt iwwert d'NATO. D'NSPA ass eng Filial, also eng Agence vun der NATO. A mir hunn dat Zelt bei dem CHL just kritt iwwert d'NATO, aus Italien op Lëtzebuerg transportéiert.

Duerfir, et ass einfach net seriö ze maachen, wéi wann et just géif duergoen, datt ee quasi Zaldoten hätt, déi vläicht och nach e Gewier hätten, a fir de Rescht bräichte mer keng capacitär a logistesch Apparater oder, wat weess ech, Capacitéite ronderëm, fir datt dat iwwerhaapt ka fonctionéieren. Dat ass … Ech loossen lech gär Ar Meenung, mee ech soen lech, dat fonctionéiert ganz sécher net!

An dann zu de Beispiller. Et deet mer leed, wa mir an der Sahelzon, wou mer jo vill investéieren an d'Kooperatioun, wou mer iwwert d'Kooperatioun genau deem wëlle Rechnung droen, wat Der selwer sot, nämlech d'sozial Problemer aus der Welt schafen, wa mer dann net parallell dozou iwwert de Sécherheetsapparat derzou bäidroen, datt mer Stabilitéit …, datt mer Länner stabiliséiert kréien, da soen ech lech, dann ass eng Stabilitéit an déi Suen, déi mer investéieren, fir d'Strukturen opzebauen, zivill Strukturen opzebauen, dann ass dat alles ëmsoss. An de Gros, wat jo och an der Sahelzon zum Beispill gemaach gëtt, dat ass Formatioun och vun dem Militär. Mir hunn déi ganz europäesch Missioun, déi European Train Mission, dat ass eng Formatiounsmissioun! Dat ass net eng offensiv Krichsmissioun! Passt also extreem gutt an dat Beispill hei eran.

Oder dat, wat elo eis Zaldote maachen am Kader vun der UNO-Missioun, der MINUSMA (ndlr: United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali). Do baue se just eng Telekommunikatioun op fir d'Campe vun der UNO, déi mat UNO-Mandat do sinn, déi ganz kloer och eng defensiv Missioun hunn an och éischter derfir do sinn, fir Stabilitéit ze maachen. Wann dat net wär, soen ech lech … An ech sinn emol net sécher, ob mer et kënne fäerdegbréngen, mat all deene Moyenen, d'Sahelzon ze stabiliséieren. Ech hoffen awer, datt mer et fäerdegbréngen! Well wa mer dat net fäerdegbréngen, da soen ech lech, da flitt eis dat laanscht d'Oueren, dat wäert sech gewäsch hunn! Dat wäert Der gesinn.

Natierlech ass den Hannergrond sozial Problemer! Mee déi Leit, déi do aktiv sinn, dat sinn net einfach Feiner, dat sinn der net e lauter, déi aus sozialen Iwwerleeungen eraus dat maachen. Mee ech mengen, mir si jo awer net esou naiv ze mengen, datt nëmmen déi, déi do géint e Regimm virginn, e lauter Gudder a Feiner a Braver a Léiwer wären. Esou ass dat jo net an der Realitéit! Mee nach eng Kéier: Dat ass keng offensiv Missioun, mee et ass awer eng am Ausland. Dat ass natierlech eng ausserhalb vun der Europäescher Unioun, mee et ass awer eng, déi mer do maachen am Interêt vun der Regioun a virun allem awer och am Interêt vun eis, fir datt mer Stabilitéit kréien an Afrika, well dat ass d'Viraussetzung, fir datt mer och Stabilitéit behale bei eis. Ech wëll lech net virmolen, firwat dat alles ass!

Dann zu dem A400M. Et ass net richteg, datt den A400M, esou wéi en elo ass, datt dee kéint tanken an der Luucht. Da misst een extra Moduller drabauen. Mee dat wëllt d'Belsch och guer net. A si hunn och vollkomme Recht, well dat gëtt kee Sënn, fir dat do ze maachen. Déi Fligeren do, dee Programm A400M, dee mir mat der Belsch zesumme gemaach hunn, deen hu mer wéinst ganz anere Saache gemaach an net wéinst deene Saachen, déi elo hei an deem heite System dra sinn.

An da muss ech lech soen, mir si jo net eleng hei! Et ass jo net, wéi wa mir als Lëtzebuerg hei eleng wären! Hei si mer mat Länner, déi awer trotzdeem, éierlech gesot, eis ganz, ganz no sti vun hire Wäerter hier. Dat ass Däitschland, et ass d'Belsch, pardon, et ass …, jo, d'Belsch, et ass Holland, et ass Norwegen, also dat si jo awer Länner, déi si jo awer net wäit ewech vun eis, géif ech soen, an hirer Aart a Weis, wéi se u Saachen eruginn, dat si keng, déi offensiv denken. A mir maachen et mat deenen zesummen, wat ech eng ganz gutt Saach fannen.

An et ass och dat, wou ech mengen, wou mer no bausse gutt dostinn. Ech soen lech, ech hunn zu Bréissel dee leschte Kontrakt ënnerschriwwe bei der NATO mat deene Länner zesummen. Dat huet eis vill bruecht. Vu datt mer als klengt Land finanziell an och capacitär net kënnen déi Bäiträg leeschten innerhalb vun der NATO, dat gëtt och unerkannt entre-temps. Et gëtt awer da genausou gutt unerkannt, wa mer natierlech bei engem Projet wéi deem heiten derbäi sinn, deen am Interessi ass vun deem Ganzen.

An da wëll ech och nach soen, wann ech dann héieren: „Protokollaresch Flich, déi kënne mer och mat …" Mee et geet jo hei net …, dat ass jo awer net d'Prioritéit vun de protokollaresche Flich! Mir hunn dat hei jo net …

(Interruption par M. Marc Goergen)

Nee, mee … Här Goergen, jo, natierlech, et steet am Rapport. Mir hätten och nach kënnen draschreiwen, mir kënnen d'Fliger och emol asetze fir ech weess net wat iergendwou kafen ze goen. Mee de Punkt ass, déi 1.200 Stonnen, déi ginn haaptsächlech genotzt fir aner Saachen.

A wou ass de Problem, wann ech dann och nach soen, „… an et kann ee se och nach fir protokollaresch Zwecker notzen"? Dat heescht, zum Beispill, datt am Kader vun dem Stonnenaustausch, well dann huele mer jo net déi do Fliger, fir ze fléien. De System fonctionéiert net esou, datt wann dann zum Beispill d'Regierung, de Premierminister op e Sommet misst goen an e géif zréckgräifen op esou ee Fliger. Da kritt en net en MRTT, da kritt en natierlech méi e klengen. Mee déi Stonnen, déi en hëlt, déi dann och méi niddreg verrechent ginn, déi kritt en am Kader vun deem ganze Pool hei verrechent.

Mee, pardon, mir maachen et net dowéinst! Mir maachen et dowéinst, déi 1.200 Stonne gi genotzt, fir am Kader vu Missiounen insgesamt agesat ze ginn a fir soss näischt anescht.

Et kann een natierlech esou e Beispill hei erauszitéieren, dat kléngt erëm eng Kéier gutt, dat ass no baussen e bëssen och suggeréiert, wéi wann d'Regierung hei wéilt iergendwellech Dommheete maachen. Dat ass net de Fall. An duerfir nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7513. Den Text steet am Document parlementaire 7513[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7513 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Duerno de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi bei 8 Nee-Stëmmen an 52 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi vum Här Marc Baum agereecht ginn ass. Ass eng Wuertmeldung zu där Motioun do? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Déi Motioun vum Här Baum ass eis u sech ganz sympathesch, well se drop hiweist, dass een och a schwieregen Zäiten net soll déi aner vergiessen, déi et warscheinlech nach méi schwéier hunn.

Vu datt mer nach eng Kéier mat dem Minister vun der Kooperatioun wollte Récksprooch huelen, dat awer net méi konnten elo maachen, a vu datt een och, mengen ech, sech méi eng länger Zäit soll huelen, fir iwwert déi ganz Kooperatiouns-„aide publique au développement" ze schwätzen, géife mir proposéieren, déi Motioun hei an d'Kommissioun ze verweisen, ouni se hei elo wëllen ofzewiergen, well et ass awer e wichtege Sujet, se an d'Kommissioun ze verweisen an do nach eng Kéier dann driwwer ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel.

Ech géif d'Wuert zréckginn un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Also, eis géif scho relativ staark dru leien, datt mer haut driwwer ofstëmmen. Ech verstinn natierlech, datt gär Récksprooch mam zoustännege Minister gehale gëtt. Ech kéint héchstens proposéieren, datt mer de Vott als ee vun deene leschte Votten huelen; dann ass nach Zäit, fir och vläicht den Här Minister ze erreechen. Da kënne mer de Vott hei vläicht an zwou Stonnen oder an zwou an eng hallef Stonn huelen als ee vun deene leschte Projeten - wann dat dann esou an der Rei ass.

Mee soss wier et eis eigentlech ganz wichteg, well et ass eng prinzipiell Decisioun, wou et besonnesch och fir déi Associatiounen an déi ONGen um Secteur ee ganz wichtegt Signal wier - au vu dovunner, datt mer virun Oktober warscheinlech soss net zesummekommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

Kënne mer déi Motioun dann zréckstellen an dann herno weiderdiskutéieren an dann eventuell zum Vott kommen oder och net?

(Assentiment)

4. 7600 - Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales, et à l'aménagement des alentours

Mir kommen elo zum Projet de loi 7600 iwwert dat neit Gebai vun den Nationalarchiven. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et kënnt selte vir, datt den etymologeschen an historeschen Ursprong vun engem Wuert esou perfekt passt, fir iwwer ee Gesetzesprojet ze schwätzen, wéi dat haut bei den Nationalarchiven de Fall ass. An et weist virun allem och, wéi laang den Archive schonn eng zentral Plaz an eise Gesellschaften zoukënnt.

Eist aktuellt Wuert „Archiv" geet op dat latäinescht Wuert „archivum" zréck, wat ee mat „Akteschaf" iwwersetze kann. Dat latäinescht Wuert staamt sengersäits awer vum algriicheschen „archeíon" of, wat ee mat „Verwaltungs- oder Regierungsgebai" iwwersetze kann a wat och een direkte Bezuch zum Verb „árchein" huet, dat „regéieren" oder „herrsche" bedeit.

Am Wuert „Archiv" steet also gläichzäiteg seng Fonctioun, dat heescht Archivéiere vun Dokumenter, d'Plaz, dat heescht ee staatlecht Gebai, a säin Zweck, eng effikass Verwaltung.

An esou ass et och mam Projet de loi vun haut. Mir stëmmen net nëmmen déi puer Artikelen - ech mengen, et sinn der dräi - vum Finanzéierungsgesetz fir en neit Archivgebai zu Esch-Belval. Nee, mir erméigleche mat dësem Projet eng laang iwwerfälleg Moderniséierung a Professionaliséierung vum lëtzebuergeschen Archivwiesen. Well ouni e passend Gebai sinn och d'Fonctiounen an den Zweck vun engem Archiv a Fro gestallt.

Historesch gesi waren d'Archiven eng Plaz fir de laangfristegen a séchere Stockage vun administrativ a politesch wichtegen Dokumenter. Dokumenter, déi fir den effikasse Fonctionnement vun der Verwaltung an der Herrschaft iwwer eng Stad, e Bezierk oder ee ganzt Räich noutwendeg waren.

Iwwert d'Joerhonnerte sinn awer ëmmer méi Fonctiounen derbäikomm. Déi zweet grouss Missioun vun den Archiven ass déi vun der gesellschaftlecher Memoire. Si erlaben et eis, an d'Vergaangenheet ze kucken, eis Vergaangenheet opzeschaffen an Äntwerten ze fannen op d'Fro, wou mer hierkommen a wou mer wëllen histeieren.

Kuerz, d'Archive sinn indispensabel fir eng objektiv Geschichtsfuerschung a Geschichtsschreiwung a ganz generell fir d'Ausenanersetzung mat eiser Vergaangenheet a mat eiser Identitéit als Land a Gesellschaft.

D'Missioune vun de lëtzebuergeschen Nationalarchive ginn haut awer wäit doriwwer eraus a sinn immens villfälteg. Mam Gesetz vum 25. Juni 2014 kruten d'Archives nationales een neie legale Kader mat follgende Missiounen: Niewent dem laangfristege Sammele vun historesch, politesch, wëssenschaftlech, ekonomesch, kulturell, juristesch an insgesamt gesellschaftlech wichtegen Dokumenter geet et och drëms, dës original Quellen un Texter, Bicher, Urkunden, Geriichts- an Nottärsakten, Zeitungen, Plakater an all méiglech aner Publikatiounen éischtens emol ze sammelen, zweetens se laangfristeg ze erhalen an ze conservéieren, drëttens se au besoin ze restauréieren, véiertens se opzeschaffen an ze kategoriséieren, fënneftens an zu gudder Lescht Archivbestänn net nëmmen eenzelnen Experten, mee der gesamter interesséierter Éffentlechkeet zougänglech ze maachen. Do schléisst sech dann och nach eng pedagogesch Missioun un. An den Optrag ass hei, d'„culture d'archivage" ze promouvéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur.*- Zum Schluss vun der leschter Legislatur, just virun der Summerpaus 2018, koum dunn nach d'Archivgesetz derbäi, mat deem mir dem lëtzebuergeschen Archivwiesen endlech ee moderne rechtleche Kader ginn hunn. Ee Gesetz, mat deem awer och d'Nationalarchive weesentlech méi Aarbecht kruten. Esou mussen elo zum Beispill ëffentlech Verwaltungen dem Nationalarchiv hir al Archiven iwwerginn. An dat bedeit natierlech eng weider Aufgab.

All dës Missioune sinn awer mat den aktuellen Infrastrukturen a Moyene vun den Nationalarchiven net méi machbar. Duerch den akuten a weiderwuessende Plazmangel, d'Verspreeung op fënnef verschidde Sitten, deelweis ganz schlecht Stockagekonditiounen, grouss Dokumentbestänn, déi nach net konnten opgeschafft ginn, eng schnell wuessend Zuel un Ufroen an eng bannent zéng Joer verduebelt Zuel un ageschriwwene Clienten ass eist Nationalarchiv, trotz dem groussen a passionéierten Asaz vum Personal, op gutt Lëtzebuergesch, vir bäi an hanne widder!

Mam Vott vum haitege Finanzéierungsgesetz a mam schnelle Bau vun engem modernen a groussen zentrale Gebai zu Esch-Belval erméigleche mir dem Nationalarchiv, sech all dësen Erausfuerderungen inklusiv der Digitaliséierung ze stellen a seng Missioune kënnen effikass ze erfëllen.

Mam Projet de loi Nummer 7600 iwwert d'„Construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales Esch-Belval" beoptrage mir deemno de Fonds Belval, een neit Gebai fir d'Nationalarchiven zu Esch-Belval ze bauen, an dat fir e maximale Montant vu 77.270.000 Euro.

Domat hätt ech den eigentleche Gesetzesprojet schonn ofgehaakt. Mee ech wëll zum Schluss awer nach kuerz op e puer Elementer vum Gebai selwer respektiv vum techneschen Deel vum Dossier agoen.

Dat neit Gebai ass an e puer Zonen opgedeelt: eng Zone de conservation, déi endlech konform zu den internationalen Normen ass an och fir d'Zukunft genuch Stockagecapacitéite wäert bidden. Dëst ass sécher déi kriteschst Zon am ganze Gebai. Hei däerfe keng gréisser Variatioune sougutt wat d'Temperatur wéi och d'Fiichtegkeet, d'Loftfiichtegkeet betrëfft geschéien. Et däerf och keng Pollutioun, net vu baussen an net vu bannen, do stattfannen. D'Dokumenter mussen och virun enger excessiver Luuchtexpositioun beschützt ginn. De Moment si 45 lafend Kilometer zur Verfügung. Dëst soll op 90 Kilometer eropgesat ginn.

Déi zweet wichteg Zon ass déi ëffentlech Zon. Si erlaabt et, a Rou Dokumenter ze consultéieren, mee awer och ëffentlech Manifestatiounen ze organiséieren. Dofir sinn hei och Räim fir pedagogesch Aktivitéiten a fir Ausstellunge virgesinn. Hei erënneren ech un eng rezent Ausstellung vun den Archiven iwwer ee portugiesesche Diplomat, deen am Zweete Weltkrich ganz ville Persounen, dovun och eng Rëtsch aus Lëtzebuerg, mat senger Énnerschrëft erlaabt huet, den Nazien ze entkommen. Esou Ausstellungen erlaben den Archiven, hire Rôle de mémoire vun eisem Land ze erfëllen. An hei ass och d'Broschür vun där Ausstellung, wou ee

ka wierklech noverfollgen, wéi wichteg esou eng Aarbecht ass an och d'Zesummenaarbecht vun den Archiven aus de verschiddene Länner hei aus Europa.

(M. Carlo Back montre une documentation.)

Déi drëtt Zon ass déi logistesch Zon, déi d'adequat Traitementer a Gestioune vun den Dokumenter erlaabt. An zu gudder Lescht nach d'administrativ Zon mat Plaz fir weesentlech méi Mataarbechter.

D'Surface disponible ass 15.952 Meterkaree grouss, wat e bësse méi wéi zwee Fussballsterrainen entsprécht. Den estiméierte Präis vun dëser Konstruktioun ass wéi gesot 77.270.000 Euro an d'Bauzäit ass op dräi Joer ugeluecht. D'Gebai entsprécht dobäi och dem Konzept vun „Énergie positive", dat heescht, d'Gebai produzéiert méi Energie wéi et der verbraucht. Dëst gëtt alles erméiglecht duerch déi agesate Baumaterialien, thermescht Isolatiounsmaterial, Holz- a Glasfassaden, am Zesummespill mat performanten techneschen Installatiounen.

Déi noutwendeg Energie gëtt duerch Fotovoltaikpanneaue produzéiert, déi déi komplett Surface vum Daach an och vun de Fassade vum grousse Stockagedeel bedecken. Am Ganze 5.700 Meterkaree Fotovoltaik, déi et erlaben, 590.000 Kilowattstonne pro Joer Stroum ze produzéieren.

Dës elektresch Energie geet méi wéi duer fir all Installatioune fonctionéieren ze doen, déi gebraucht ginn, fir ze hëtzen, ze killen, ze ventiléieren an och fir all déi aner Installatiounen. Fir all weider technesch Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ofschléisse wëll ech awer da mam Wuert „endlech"! Endlech ass et esou wäit! Scho wäit iwwer 20 Joer gouf iwwer een neit Gebai diskutéiert an 2004 souguer een éischte Projet an der Chamber deposéiert. Mee eréischt elo gëtt dat an d'Realitéit ëmgesat. Nom neie Gesetz fir d'Nationalarchive vun 2014 an dem generellen Archivgesetz vun 2018 kënnt haut deen drëtte wichtege Bausteen derbäi, een neit an zäitgeméisst Gebai.

De Projet de loi ass de 25. Mee 2020 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 30. Juni ofginn, an d'Kommissioun vun der Mobilitéit an den Travaux publics huet de schréftleche Rapport de 16. Juli ugeholl.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Rapporter, dem Här Carlo Back, villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Här Rapporteur, dem Carlo Back, villmools Merci fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, deen ech net méi brauch elo ze widderhuelen. Hien huet all Detailer gesot. Hien huet gesot, firwat et esou wichteg ass, datt mer och en neit Gebai fir d'Archiven hei zu Lëtzebuerg brauchen, nodeems jo och d'Nationalbibliothéik en neit Gebai kritt huet.

Wichteg ze preziséieren, mengen ech, ass de Choix, dee jo scho laang determinéiert war an och confirméiert ginn ass, et op dem Belval ze maachen, well mer do elo eng Konzentratioun hu vun Institutiounen, wou et Sënn mécht, datt d'Nationalarchiv dohinner geet, well mir hunn do och d'Unisgebai. An ech mengen, do wou déi zukünfteg Fuerscher oder Historiker och ausgebilt ginn, mécht et Sënn, datt dann och d'Nationalarchiven direkt niewendru sinn. Dat consolidéiert also och de Projet Belval, dee vun de Virgängerregierunge jo op d'Bee gesat ginn ass.

An da wéilt ech awer trotzdeem just de mëndleche Rapport ergänzen nach, well den Här Back huet richteg gesot, datt et schonn eng Kéier en éischte Projet 2004 ginn ass. Deen ass awer dunn net realiséiert ginn. An dunn 2004, wéi eng nei Regierung komm ass, eng CSV/LSAP-Regierung, ass ënnert dem deemolege Bauteminister, dem Claude Wiseler, en neie Projet och entwéckelt gi vun engem grousse Gebai fir d'Nationalarchiven, och schonn um Belval. An och wéi herno d'Madamm Modert Kulturministesch ginn ass an der Legislaturperiod duerno, ass u sech um Projet nach ëmmer - op d'mannst konzeptuell - weidergeschafft ginn.

Mee en ass awer 2009, 2008/2009, wou mer eng Wirtschaftskris haten, dem Spuerbudget zum Affer ginn; en huet du missen no hanne gesat ginn. Dat war e ganz flotte grousse Projet, deen dunn net konnt realiséiert ginn. Dofir ass et gutt, datt elo, wou mer an enger neier Kris dra sinn, den heiten Nationalarchiv net nach eng Kéier där zum Affer gefall ass an datt mer dann elo awer endlech och en neit Gebai kréien. Mee dat, fir den Historique da komplett ze maachen, datt et och scho virdrun dee Projet ginn ass, dee leider net konnt realiséiert ginn, soss hätte mer e vläicht scho längst gehat.

Elo hu mer en endlech, tant mieux. Mir ënnerstëtzen dat zu 100 % an dofir och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wilmes. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech soen, datt mäi gudde Kolleeg, de Max Hahn gesot huet: „André, Du waars Rapporteur vum Archivgesetz, da kanns De och elo hei zum Gebai schwätzen." Et ass mer eng grouss Éier an eng grouss Freed!

„Wéi ech 2003 de Poste vun der Direktesch vum Nationalarchiv ugetrueden hunn, du krut ech e Blohelm geschenkt, e Symbol derfir, dass d'Aarbechte geschwë géifen ufänken", esou déi jëtzeg Directrice Josée Kirps an engem Interview.

Jo, 2003 war schonn en Architektebüro mat der Ëmsetzung vum Projet beoptraagt ginn. Du koum awer d'Finanzkris dertëschent an doweinst ass de Projet laang leie gelooss ginn. An der leschter Legislaturperiod huet dunn de Staatssekretär fir Kultur, de Kolleeg Guy Arendt, dësen Dossier reaktivéiert. Well eng Rei Upassungen un den urspréngleche Pläng noutwendeg waren, huet et sech nach emol bis 2020 gezunn, bis et zum Startschoss fir dat neit Gebai vum Nationalarchiv op Esch-Belval konnt kommen. An eppes méi wéi engem Joer sollen d'Baggeren dann elo rullen.

„Endlech!", wéi och schonn de Carlo Back sot, kann een do nëmme soen, well si lafen trotz der aktueller Kris. Dës Kris konnt de Projet net méi ophalen, vläicht och doweinst, well déi jëtzeg Regierung d'Investitioune wëllt héichhalen a well et dréngend erfuerderlech ass, datt mer e modernt, zäitgeméisst Archivgebai kréien.

2018 hu mer hei zu Land en éischt a modernt Archivgesetz kritt. Mat dësem Gesetz ass d'Basis geschaaft ginn, fir datt de Staat eng vu sengen zentralen an nobelsten Aufgabe kann erfëllen, an zwar déi vun der Erhalung a vun der Iwwerliwwerung vum kulturellen Ierwen.

Mir hunn also viru genee zwee Joer endlech e komplette legale Kader kritt, dee fir d'alleréischt an der Geschicht vun eisem Land definéiert, wat Archive sinn an deen déi ganz Panoplie vun der archivistescher Aarbecht ofdeckt.

Gläichzäiteg gouf mat deem Gesetz eng éischt legal Obligatioun geschaaft fir all ëffentlech Verwaltung, fir relevant Dokumenter ze archivéieren. Dëst huet natierlech den Effekt, dass d'Quantitéit un zousätzlechen Dokumenter, déi all Joer fir en Archivage ufalen, nach eemol an d'Luucht geet.

Erlaabt mer, drun ze erënneren, datt d'Archiven dat kollektiivt Gediechtnis vu Lëtzebuerg sinn. Si sinn e wäertvolle Schatz fir Studenten, Fuerscher, Literaten an Historiker. D'Erausfuerderunge vun der zäitgeméisser an der fachgerechter Konservéierung sinn also net ze ënnerschätzen. Déi eenzel Dokumenter solle jo esou wäit wéi et geet an engem gudden, jo, exzellenten Zoustand erhale bleiwen an och nach fir zukünfteg Generatiounen zougänglech sinn.

Zënter Joren ass gewosst, datt d'Nationalarchiv aus allen Néit platzt. 2015, wéi dat neit Archivgesetz virgestallt gouf, war scho geduecht ginn, datt dat neit Gebai vum Nationalarchiv dëst Joer kéint fäerdeggestallt ginn. Wäit gefeelt. Eréischt 2023 soll en neit Gebai also disponibel sinn.

Wien eemol am jëtzegen Archiv war, dee weess, wéi enk an al d'Raimlechkeete vun der fréierer Reiderkasär sinn, och wa se op den éischte Bléck mat hiren deelweis verwëllefte Plaffonge charmant kënne wierken.

D'Nationalarchiv ass elo zanter Joren op fënnef verschiddene Sitte verdeelt gewiescht. Et ass eng Infrastruktur, déi komplett vereelzt ass, wann een den Ziler an den Uspréch vum neien Archivgesetz wëllt gerecht ginn.

Ech erënnere mech och nach drun, datt eemol en décke Waasserschued entstane war, dat war de 26. Juli 2019. Deemools hat eng verstoppte Kanalisatioun am ënneschte Sous-sol vum Helleg-Geescht-Parking fir grousse Schued gesuergt. An engem Lagerraum ass deemools Waasser eragelaf. Duerch dësen Tëschefall goufen tëscht 750 bis 1.000 Meter Dokumenter a Matleedenschaft gezunn. En Deel vun de Pabeieren huet missen a Killraim gelagert ginn, fir eng Zersetzung wéinst Fiichtegkeet ze vermeiden.

Dat alles passt net méi an d'21. Jorhonnert. Déi aktuell Situatioun entsprécht a villen Hisiichten net den Ufuerderunge vun engem héichwäertegen Archivage selon les règles de l'art. Et gouf also héich Zäit, eppes ze änneren. Et ass gutt a richteg, datt dat neit Gebai no bei d'Uni an d'Institut fir Zäitgeschicht kënnt. Et ass gutt an iwwerfälleg, datt et zu engem Moment kënnt, wou dat jonkt Archivgesetz verlaangt, datt mer zäitgeméiss a fachgerecht schaffe kënnen, wuelwëssend, datt d'Zuel vun den Dokumenter permanent wiisst.

Et ass gutt an néideg, datt mer endlech eng modern Infrastruktur schafen, déi eng adequat a professionell Fuerschung erlaabt. Dat alles maache mer haut mat dësem Gesetz méiglech. Dat ass richteg esou. An duerfir stëmme mer dat mat voller Iwwerzeegung.

(Interruption)

Nodeems mer elo en Archivgesetz hunn an haut dann och en neit Gebai fir d'Archive stëmmen, wier et un der Zäit, och d'Problematik vum Rekrutement unzegoen, besonnesch de Rekrutement an d'Ausbildung vun Archivaren, sief et iwwert d'Formation initiale, sief et iwwert d'Formation continue.

Här President, wann Der erlaabt, ech wëll hei nach en Uleies lassginn. Etlech Gemenge gi sech ganz vill Méi, fir hir Archive professionell ze féieren. D'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Diddeleng oder d'Stad Dikrech zum Beispill. Aner Gemengen hu mëttlerweil eng eegen Archivkommissioun, wéi zum Beispill d'Gemeng Housen.

(Interruption)

Et wier wënschenswäert, wann all d'Gemenge wéinstens op de Wee vun engem Kooperatiounsvertrag mat dem Nationalarchiv géife goen, fir hir historesch Archive fachgerecht opzeschaffen an ze konservéieren.

Ech riichten dat och un d'Adress vum Syvicol, den Här Dan Biancalana als Vizepresident ass jo Gott sei Dank present, deen d'Gemengen an deem Sënn soll opruffen, vun der Offer vum Nationalarchiv ze profitéieren. Op eenzelne Plaze wier et wierklech net vu Muttwëll.

Dat gesot, Här President, merci fir d'Nolauschteren an domat ginn ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert weider un een, dee grad ernimmt ginn ass, den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Mir wëlle bleiwen, wat mir sinn!", esou e Lëtzebuerger Leetsproch. Mee ze wëssen, wat mir sinn, an deemno, wat mir wëlle bleiwen, setzt viraus, dass mir wëssen, wat mir waren. A fir ze wëssen, wat mir waren, brauche mer Archiven, déi zu der Mémoire collective bäidroen.

Dës puer Gedankespiller fir ze soen, dass d'Archiven d'Fundament vun der Géigewaart an domadder eeben och vun eiser Zukunft sinn. D'Wichtegkeet vun den Archiven ass wuel jiddwerengem heibanne bewosst an dat ass och ganz gutt esou.

Ech wëll an deem Kontext drun erënneren, dass et e sozialistesche Minister war, de Robert Krieps, fir en hei net ze nennen, deen 1988, also viru méi wéi 30 Joer schonn, den Nationalarchiv zu enger wichteger Kulturinstitutioun gemaach huet an hir och eigentlech e legale Kader ginn huet mat engem Budget an och deemools an engem neie Gebai, wou et haut nach um Plateau du Saint-Esprit ass, mee ouni nei Reegele fir den Archivage virzegesinn.

Dëse Manktem, an et gouf och schonn ugeschwat, gouf an der viregter Legislaturperiod, de 17. August 2018, behuewe vun der deemoleger Regierung an huet och deementspriechend der Archivéierung déi Wichtegkeet ginn, déi se verdéngt.

Mir hunn ons als LSAP ëmmer derfir agesat, dass d'Archivéierung e rechtleche Kader soll kréien, mee och, dass den Nationalarchiv méi finanziell a personell Moyene genau wéi e modernt an zäitgeméisst Gebai dann elo um Belval soll kréien. An dat maache mer mat deem Projet, dee mer haut stëmmen, mat engem Invest vu 77 Milliounen Euro.

Ech erlabe mer awer och, hei drun ze erënneren, dass 2015 de Service Collecte, conseil et encadrement an d'Liewe geruff gouf an dass 2017 Formatiounen an der Archivistik lancéiert goufen. Deemools konnten an enger éischter Phas net manner wéi 41 Persoune forméiert ginn, dovunner 34 beim Staat a 7 bei de Gemengen.

Nieft dem Personal ass et eeben awer halt och wichteg, an d'Infrastruktur ze investéieren, e Gebai mat Stockagecapacitéiten, déi dem massive Versement vun neien Dokumenter ënner Pabeier- an elektronescher Form kënne Rechnung droen, e Gebai, wat den neien Ufuerderunge vun Demandë vu Fuerscher a Studenten deementspriechend och Rechnung kann droen. An dat wäert och de Fall elo hei si mat der Uni Lëtzebuerg.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech als LSAP dëst Gesetz, soen dem Rapporteur och Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och an anere Wierder: « Tout est bien qui finit bien ! »

Ech soen Iech villmools Merci a ginn och den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An dann huet d'Wuert den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech kuerzfaassen. Als ADR géife mer dann dem Här Carlo Back Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat allermeescht ass hei gesot ginn. Ech brauch dat net alles ze widderhuelen. Een, dee mech perséinlech kennt, dee weess, datt ech vill un den Archive mathëllefe schaffen. An duerfir ass et wichteg, datt mer alles halen.

Ech ginn och d'Zoustëmmung als ADR zu dësem Gesetzesprojet, dee ganz gutt ass fir eist Land, mee als Norddeputéierten erlaabt mer awer, datt ech dee Projet mat engem laachenden, awer och mat engem kräischenden A kucken. Laachenden A, well mer endlech en Archivraum kréien, dee mer brauchen. Op där anerer Hisiicht kräischenden A, well e läit am südlechsten Zipfel vum Land. An ech wär frou a géif d'Regierung drop opmierksam maachen, datt mer och am Norden, mir brauchen net un den nërdlechsten Zipfel eppes ze maachen, mee awer e bësse méi nërdlech, och emol eng Kéier eng Infrastruktur schafen, déi dem Norden an dem Land zeguttkéim.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

(Interruptions et hilarité)

Den Här Wagner nach fir d'éischt; Här David Wagner wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mech och kuerzfaassen. Ech fannen dee Projet natierlech immens gutt, zemools grad och als een, dee weeder am nërdlechsten nach am südlechsten Zipfel vum Land lieft. Mee als Stater, fir net ze soe Stackstater, sinn ech awer e fervente Verteideger vun der Dezentraliséierung vum Land.

Ech mengen, dat Schlëmmst, wat een ëmmer ka maachen, ass penibele Lokalpatriotismus, a grad mat deem heite Projet, vu datt dat neit Gebai och an de Süde kënnt um Belval, do wou och d'Uni ass, wat eendeiteg méi Sënn mécht, begréissen ech dat wierklech, an dat soen ech och als Stater, dat däerf een net vergiessen. Vläicht ass et och gutt, sech dorunner ze erënneren an deene leschten Zäiten, wou komesch Diskussiounen opkommen, datt et grad eng Géigend ass, déi dem Land immens vill bruecht huet.

Mee selbstverständlech, an do huet den Här Engelen net Onrecht, et ginn och aner Géigende vum Land, wou och méi muss investéiert ginn, natierlech den Norden an den Osten. An, ech mengen, mir wiere gutt beroden, weiderhin an déi Richtung ze goen, fir weiderhin ëffentlech Infrastrukturen esou vill ze dezentraliséiere wéi méiglech.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann ass et awer elo um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carlo Back fir säin exzellente Rapport. Also, als Süddeputéierte freet et mech natierlech, dass de Belval erausgesicht ginn ass. Dat ass elo net dee südlechste Fleck. Et ginn der e puer, wéi Rëmeleng, déi e bësse méi déif sinn. A wann ech an d'Stad kommen, fueren ech och eng Kéier nach eng Véierelstonn, ier ech op de Belval an d'Stad kommen. Mee natierlech huet den Här Engelen Recht, och den Norde soll deemenspriechend net vergiess ginn.

Eis gefält de Projet ganz gutt. Wéi den Här Back richteg erkläert huet, ass en energiepositiv, an et ass e Projet, wou ganz vill op d'Emwelt gekuckt ginn ass, wat mir natierlech och ënnerstëtzen an deementspriechend och wäerten eisen Accord ginn zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Infrastrukturminister François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. A merci fir déi ganz breet Zoustëmmung. Wann ech dat richteg verstanen hunn, gëtt de Projet unanime ugeholl.

Ech wëll just zwee Sätz nach eng Kéier dozou soen, fir erauszeträichen, datt mer et hei fäerdegbruecht hunn oder wäerte fäerdegbréngen, e Gebai ze bauen, wat Energie Plus ass. Dat ass elo net dat Éischt, wat mer wäerte bauen. Wann ech kucken zu Dikrech, d'Administration de la nature et des forêts, da kucken ech de Lycée technique pour professions de santé zu Ettelbréck. Dat heescht, dat eent ass e Schoulgebai, dat anert ass en administratiivt Gebai. Elo ass hei eent, wat éischter an de kulturelle Beräich geet. Also, dat sinn interessant Experimenter, déi beweisen, datt et méiglech ass, Plus-Energie-Gebaier fir all méiglech Saachen ze bauen.

Mir hunn hei haaptsächlech, fir dat hinzekréien, op Fotovoltaik kënnen zréckgräifen, déi net nëmmen um Daach ass, mee och un de Fassaden, wat natierlech déi spezifesch Bëtonsfassad do huet, an natierlech gëtt och d'Geothermie genotzt.

Mir hu jo erausfonnt, datt am Süden d'Geothermie ganz interessant ass; ech wollt dat just nach eng Kéier ënnersträichen. A fir de Rescht sinn ech zoustänneg fir de Bau, also fir d'Carcasse. Ech mengen, et ass besser, ech iwwerloossen där Ministesch, déi zoustänneg ass fir den Inhalt, fir bannendran, meng Riedezäit. An duerfir géif ech proposéieren, datt d'Kulturministesch eppes iwwert den Inhalt seet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif fir d'Regierung d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson de Relais iwwerhuelen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President an Här Bauteminister, dass Der mer Är Riedezäit iwwerloosst. Ech wäert déi awer elo net voll ausnotzen, keng Suerg, quitte dass et ganz wichteg ass. An ech gesinn och d'Madamm Kirps douewen, déi voller Erwaardung haut deem Dag entgéintgefeiwert huet.

Wann Der Iech gutt erënnert, et ass schonn ugeklonge virdrun, viru bal genee engem Joer krut ech en Uruff, Panik: „Et sinn Archiven iwwerschwemmt ginn, déi am Hellege Geescht stockéiert sinn." An et ass eigentlech just duerch e ganz glécklecht Zesummespill an duerch gutt Reflexer, déi verschidde Mataarbechter haten, ee Magasinier, deen zoufälleg op der Plaz war, an och eng gutt Zesummenaarbecht mam CGDIS a mam Nationalmusée, déi direkt och komm si fir ze hëllefen, dass déi 750 linear Meter, déi do beschiedegt goufen, konnte gerett ginn.

Si sinn du ganz séier déifgefruer ginn op minus 23 Grad. Et ass e ganzen Opwand ronderëm, an déi mussen dann elo natierlech erëm entfruer ginn an dann och jee no Zoustand traitéiert ginn. An et ass och elo eréischt virun e puer Deeg, wou dann eng spezialiséiert Firma vu Leipzig komm ass, fir se sichen ze kommen a fir se dann erëm opzeschaffen.

Dir gesitt, wat dat fir Konsequenzen huet, wa mer net uerdentlech mat eisen Archiven ëmginn, wa mer hinnen net déi Plaz ginn, déi se verdéngen, déi se brauchen, a fir dass och d'Mataarbechter aus den Archive kënnen hir Aarbecht ënner uerdentleche Konditioune maachen, dass d'Chercheuren, déi op d'Plaz ginn, kënnen hir Aarbecht ënner uerdentleche Konditioune maachen. Mir sinn am Moment op fënef verschiddene Plazen an der Stad verspreet. Och dat wäert dann en Enn kréie mat deem neie Gebai.

Och den Historique ass schonn ugeklongen. 2018 ass eng ganz wichteg Etapp ënner mengem Virgänger, dem Staatssekretär Guy Arendt, gemaach ginn, wou d'Gesetz konnt gestëmmt ginn, dass d'Archive sech wierklech kënnen ëm eis Mémoire collective këmmeren, ëm d'Mémoire collective, déi mer an eise Verwaltungen, an eise Ministèren usammelen. Säitdeem ass en enormen Opwand bedriwwe ginn. Et hu scho sechs Tableau-de-trië konnten ënnerschriwwe ginn. Et sinn der eng 20, déi virun der Ënnerschréft stinn. An och dat weist: Do kommen nach eng Kéier esou vill Dokumenter derbäi, wat jo wierklech wichteg ass, fir dass d'Archive kënnen déi Roll spillen, déi se hunn, dat heescht, och dem Bierger en transparenten Accès ze garantéieren op d'Dokumenter vum Staat, an eeben och d'Geschichtsschreiwung ze erméiglechen, dass mer kënnen nokucke goen, wéi Decisioune geholl gi sinn, se kënne retracéieren, kucken, wéi de politesche Kontext zu engem Moment wor a kënne verstoen, firwat dat eent geschitt ass an net dat anert.

Mir hu ganz laang gebraucht, fir op dee Punkt ze kommen. Dat ass elo virun zwee Joer geschitt. Mir hunn elo bis 2025 Zäit, fir dat ëmzesetzen. A mir hunn de Moien am Regierungsrot och en Dokument ugeholl, wat eis et erméiglecht, mat de Gemengen déi faméis Konventiounen ofzeschléissen, wou mer e Contrat type ugeholl hunn an engem Avant-projet de règlement grand-ducal. Dir wësst jo, dass am Gesetz vun 2018 net virgesi wor, dass d'Gemengen, an am Prinzip vun der Autonomie communale, net d'office géifen alles verséieren. Duerfir baséiere mer eis da wierklech op de Volontariat vun deene Gemengen, déi ganz engagéiert sinn. Mee do gëtt et elo, wéi gesot, e Contrat type, deen dat da mécht.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Mir ginn an de Staatsrot an dann hu mer dat Dokument fir all déi, déi interesséiert sinn, dat ze maachen.

Dat hei ass elo den drëtten Essai. Ech si ganz frou, dass de Guy Arendt deemools de Projet erëm aus dem Tirang geholl huet, well wéi ech et virdru beschriwwen hunn, ass déi Situatioun, wéi mer se elo kennen, einfach net tenabel. Mir hunn immens investéiert an d'Uni, an d'Geschichtsrecherche an eisem Land, dowéinst ass also déi Proximitéit zu Esch eng Evidenz, mobilitéitstechnesch guer net ze schwätzen. Mee einfach de Fait, dass mer esou no bei den Institutioune sinn, mat deenen do soll geschafft ginn, dat ass einfach evident. An dat war wichteg, op déi Dokumenter, op déi baséieren d'Chercheure sech, fir hir Recherche ze maachen. Et geet jo net duer ze soen: „Mir wëllen eng Uni a mir hätte gären, dass elo hei historesch Recherche gemaach gëtt." Déi Chercheuren, déi baséiere sech op hir Dokumenter, op déi Dokumenter, déi si opschaffen, déi si kollektéiert hunn an déi si da kënnen duerno verwäerten.

Och dowéinst ass et immens wichteg, dass dat kann an uerdentleche Konditioune gemaach ginn. An dat neit Gebai um Site erméiglecht dat. Et si geplangten Depotcapacitéite vun iwwer 100 lineare Kilometer virgesinn. Dat entsprécht absolutt deem, wat prognostizéiert gëtt, wat mer géife brauchen. A wann et net duergeet, da kënne mer niewendrun och nach bäibauen.

Et ass och bei de Plazen, déi virgesi sinn, eng Salle de lecture mat 48 Plazen, dass een dat kann ënner wierklech nach bessere Konditioune maache wéi bis elo. Et ass e multifonctionelle Multimedialiesraum mat zwielef Plazen ageplangt, well jo och ëmmer méi digital geschafft gëtt, an och deem muss Rechnung gedroe ginn.

Just nach, well d'Fro och gestallt gouf zum Personal. Dat ass absolutt evident, ouni d'Personal kréie mer souwuel d'Tableau-de-trien net hi wéi natierlech och déi ganz Opschaffung vun de Fongen, déi schonn do sinn. An da kann erëm hannendrun d'Recherche op der Uni natierlech net gemaach ginn.

2019 waren dräi nei Poste bäikomm an 2020, dëst Joer, véier nei Posten. An ech wäert mech natierlech och erëm asetzen, dass dat nach esou weidergeet, well mir brauchen déi Leit, fir dass eis Mémoire collective net verluergeet an dass se och kann uerdentlech opgeschafft ginn. Duerfir, jiddwerengem merci fir dee grousse Support. Natierlech och merci dem Fonds Belval an den Architekte fir déi exzellent Zesummenaarbecht. An ech kennen der e puer, déi sech immens freeën, dass haut dee Projet ka gestëmmt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7600. Den Text steet am Document parlementaire 7600[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7600 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Ech maachen elo den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) (suite)

Motion 1 (suite)

Da kéime mer un d'Suite, wat d'Diskussioun ubelaangt vun der Motioun, déi vum Här Marc Baum deposéiert ginn ass, vu datt den Här Minister Franz Fayot elo hei ass. Här Fayot, wëllt Dir nach eppes zu där Motioun soen? Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, merci un de Marc Baum an un den David Wagner fir dës Motioun. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen, dass mer an dësen Zäiten d'Kooperatioun mussen op engem héijen Niveau behalen, fir effektiv och d'Réponse Covid an deene schwächste Länner, an den Entwécklungslänner, op engem ganz héijen Niveau ze maachen.

Ech géif Iech gäre soen, dass mer dat maachen an der Lëtzebuerger Kooperatioun. Mir hunn u sech relativ schnell an eise bilaterale Relatioune mat eise Partnerlänner Fonge reorientéiert, déi dediéiert waren, mee déi net konnte gebraucht ginn op verschiddene Programmen, mir hunn déi reorientéiert fir Projeten zum Beispill am Niger, am Burkina Faso, mee och am Cap-Vert, fir eeben ze reagéieren op d'Covid-19-Kris. Mir hunn och am Multilateral op eng ganz Rei Appel-de-fondse reagéiert vum Internationale Roude Kräiz, vun der OMS, mee och vun der UNRWA, wou mer u sech erëm nei Suen och eraginn hunn an déi Programmer.

Mir hunn och den ONGen et erlaabt, fir flexibel mat hire Suen ëmzegoen, fir kënnen op Covid-19 ze reagéieren um Terrain. Am Total hu mer 58 Milliounen Euro an déi Réponse Covid-19 bis elo schonn eraginn. Zum Deel sinn déi Sue schon ausginn oder se sinn op d'mannst schonn alloué iert.

Et ass also net esou, dass mer hei näischt gemaach hätten an der Reponse zum Covid-19, souwuel an de Beräicher haaptsächlech vum Waasser, mee och vun der Santé, mee och an der Réponse socio-économique op dës Kris.

Et ass evident, dass mer weider hei musse Fouss beim Mol halen. Et geet hei wierklech ëm déi schwächste Länner, wou d'Effete vun där Pandemie nach vill méi grav si wéi bei eis an deenen entwéckelte Länner. An dofir kann ech Iech assuréieren, dass d'Intentioun vun der Regierung sécher net ass, fir hei mat der APD erofzegoen, bien au contraire.

Mir wäerten och dëst Joer, trotz effektiv der Baisse vum RNB, déi natierlech wäert do sinn - dat ass e mechanesche Phenomeen, dee mat der Baisse vum PIB zesummenhänkt - liicht iwwer 1 % vun eisem RNB leien an eiser APD. Dir wësst och, dass mer traditionell zu Lëtzebuerg net déi Suen arechnen, déi mer am Kampf géint de Klimawandel dediéieren an och net déi Suen, déi mer fir d'Refugiéskris allouéieren, wat vill aner Länner maachen. Dat heescht, mir leien also nach e gutt Stéck méi héich wéi 1 % vum RNB an eiser APD au sens large, wéi se a villen anere Länner gerechent gëtt.

Nichtsdestotrotz ass et awer esou, dass ech am Fong géif der Chamber proposéieren, fir dës Motioun net unzehuelen. An ech explizéieren Iech och firwat.

De Verglach gëtt hei gemaach mat 2014, wou deemools effektiv e Seuil minimum agefouert gouf. Mee dat war e komplett anere Kontext zu deem, dee mer haut hunn. 2014, kënnt Der Iech vläicht erënneren, ass eng nei Kontabilitéit agefouert ginn. Dat war SEC2010, domat ass och eng nei Méthode de calcul vum RNB anhiergaangen, déi effektiv derzou gefouert hätt, dass d'APD ëm e gutt Stéck agebrach wär. A well dat evitéiert sollt ginn, huet d'Regierung effektiv dee Seuil do agefouert deemools, dee Seuil minimal en montant absolu.

Haut si mer natierlech an engem ganz anere Kontext. Mir sinn haut an enger internationaler an och nationaler Wirtschaftskris, soudass ech géif proposéieren, dass mer dat hei net géifen zréckbehalen. Ech kann Iech awer soen, dass dëst Joer, wou et jo scho wierklech schwiereg ass mam Budget, kee Suen ewechgeholl krut, dass wierklech kenger ONG a kengem Partnerland, wou mer Engagementer hunn, sief et eng Enveloppe oder en Accord-cadre, dass do och nëmmen een Euro ewechgeholl ginn ass. All déi Suen, déi sinn a bleiwen affektéiert.

Wat natierlech elo e bësse méi schwiereg ass, dat ass, fir elo nei Projeten nach dëst Joer ze accordéieren. Effektiv, wéinst de budgetäre Limitten, déi et awer trotzdeem och am Beräich vun der Kooperatioun gëtt, trotz all eisem Volontarismus, si mer do effektiv gebonnen an der Kooperatioun.

Dat heescht, fir d'nächst Joer, wou mer jo natierlech mat engem Rebond rechnen, och an eisem PIB, an eiser Wirtschaftsleeschtung, rechne mer dann och domadder, dass den RNB erëm eropgeet an dass mer dann och natierlech erëm méi eng héich Marge de manœuvre hunn an eise Budgete fir eis Partnerlänner am Multilateral, mee natierlech och mat den ONGen, souwuel an der Aide humanitaire wéi och an der Aide au développement.

Voilà. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser … Nee, den Här Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech schléisse jo dann dorauser, wann den Här Fayot recommandéiert, déi Motioun hei ofzeleenen, dat, wat drasteet nämlech, datt de Budget en montant absolu vun 2019 dann 2020 an der Entwécklungshëllef wäert ënnerschratt ginn; well wann dat net wier, kéint ee se jo ouni Problem unhuelen.

Ech hunn déi heite Motioun an e Kontext gesat, an de Kontext vun deene sougenannten „3 D" vun der Aussepolitik: Diplomatie, Developpement an Defense. A mir hunn haut e ganz héijen Defenseprojet votéiert, an ech muss da mat ganz groussem Bedauere feststellen, datt do, wou gespuert gëtt, do, wou de Montant net op deem Niveau gehale gëtt wéi déi Jore virdrun, datt dat d'Entwécklungspolitik ass. An ech kann dat just mat ganz, ganz groussem Bedauere feststellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also, d'CSV fënnt déi Motioun, déi vun de Kolleege vun déi Lénk gemaach ginn ass, ganz gutt. Mir sinn och frou, vum Här Fayot ze héieren, dass 58 Milliounen schonn an de Covid investéiert gi wieren. Mee et ass awer e falscht Zeechen, elo ze soen: „Mir ginn zréck mat deene Suen, déi do sinn!" Dofir ënnerstëtze mir déi Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, et misst een och 2020 kënnen op deen 1 % kommen an et däerf net manner sinn, wéi dat bis elo de Fall war.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President, an och merci un d'Kolleege vun deene Lénke fir dës Initiativ, déi mir awer net matdroen. Ech wëll hei vläicht dann e puer Wuert nach eng Kéier resuméieren, wat eis Positioun an dëser Fro ass.

Dat Éischt ass: Mir maachen e ganz kloren Ënnerscheed zwëschent der Aide humanitaire an der Coopération au développement. An eisen Aen ass d'Aide humanitaire eppes, wat mer nach kënne vill méi grousszügeg usetze wéi dat, wat mer am Ableck maachen. Dozou gehéiert och d'Hëllef beim Covid oder bei Naturkatastrophen oder bei Hongerkatastrophen. Dat ass eppes, wou ee Land wéi mir onbedéngt muss do stoe fir ze hëllefen.

D'Kooperatioun ass awer eppes ganz anescht. D'Kooperatioun ass eng Politik, déi an hirer

Konzeptioun aus de 60er Joren ass. Dat ass eppes, wat haut eigentlech am geostrateegesche Kontext net méi esou ka virugeféiert ginn, wéi et ëmmer nach ass.

Mir hunn d'Konkurrenz vu China a ganz ville Länner, déi eng ganz aner Approche hunn, och vun aneren Acteuren, déi eng ganz aner Approche hunn. A mir hunn an Afrika selwer eng ëmmer méi grouss Oppositioun géint déi traditionell Politik vun der Entwécklungshëllef aus ville Grënn: Well eng permanent Ofhängegkeet doduerch instauréiert gëtt, well verschidde Scholdenzyklen net kënnen iwwerwonne ginn, well vill afrikanesch Intellektuell haut einfach soen: „Dat do ass dee falschen Usaz!"

An ech mengen, mir mussen och do mat der Zäit goen a mir mussen iwwerdenken, ob déi Politik nach richteg ass. Si huet eng ganz Rei vun Nodeeler. Den double Emploi ass een, an den Här Fayot a sengen Ausféierungen, déi jo gutt gemengt waren, huet selwer de Fanger op eng Wonn geluecht, wann e seet: „Mir gi méi an d'UNRWA", wou mer gläichzäiteg dann eng Konkurrenz zur UNHCR hunn.

Ech mengen, mir mussen einfach de Courage hunn, fir ze soen: D'Entwécklungspolitik muss konzeptuell nei geduecht ginn. An et ass dee Schrëtt, dee mer wëlle maachen. Wéi gesot, et gi besser Weeër. An ee bessere Wee, wou mer och kënnen higoen als Lëtzebuerg an als Europäesch Unioun, dat ass, fir ze kucken, datt eis Handelsrelatioune mat deene Staaten esou gerecht wéi méiglech sinn, esou op wéi méiglech, keng onfair Konkurrenz, einfach et erlaben, deene Länner e richtegen Zougang zu eise Mäert ze ginn an hinnen dobäi ze hëllefen. Dat ass laangfristeg vläicht e bessere Wee wéi déi Politik, déi nach an der postkolonialer Zäit vun den 1960er Jore geduecht an ageféiert ginn ass an déi mer einfach mussen op en anere Wee bréngen.

Mir hunn och gesot, well mer eeben Zweifel hunn un der Sënnhaftegkeet vun deem, wat haut gemaach gëtt, woubäi ech muss soen, datt mer selbstverständlech eis freeë mat jiddwerengem, deen an engem Kader vun engem Projet seng Liewenskonditioune ka verbesseren. Mee dat ass e punktuellt Denken, dat ass net e strukturellt Denken. Mee mir hunn einfach eng Obligatioun geholl. Déi besteet nach ëmmer. Dat sinn déi 0,7 % vum RNB, zu deene sti mer och! Awer mir soen och: Et gëtt Reegelen an der OECD, wat kann ugerechent ginn, wat soll ugerechent ginn op déi 0,7 %. An do soe mir als ADR, datt mir sollen dat applizéieren an dat urechnen, wat mer kënnen urechnen. An deem Fall leie mer natierlech absolutt manner héich, awer et gëtt eis Méiglechkeeten, fir zum Beispill am humanitäre Beräich méi ze maachen.

Voilà. Ech mengen, dee Resümmee erkläert, firwat mer dës Motioun net matdroen. An ech mengen, mir sollten einfach de Courage hunn, fir déi Politik ze iwwerdenken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och deene Lénken, déi hei eng Motioun deposéiert hunn, déi mer ganz sympathesch ass. Et ass eng Motioun, déi eist Engagement dobaussen an der Welt weist wäit iwwert Militärfligeren an Oprüstung eraus.

Et ass eng Motioun, déi fir Humanitéit steet. Et ass eng Motioun, déi u sech garantéiere soll, datt mer eis Engagementer net eroffueren. A mir hunn et an dëser Kris virdru vum Här Bausch héieren, en huet gesot, et wier grad elo net de Moment, fir bei all Projet ëmmer mam Argument ze kommen, et wier Kris, mir kéinten et elo net maachen.

Ma wa mer Geld hu fir Militärfligeren ze kafen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da sinn ech ferm der Iwwerzeegung, datt mer den absolutte Montant vum leschte Joer kënne festschreiwen als minimale Seuil fir eis Entwécklungshëllef, well dat wär e Symbol no baussen, e Symbol, wou mer kloer weisen, datt et Lëtzebuerg net egal ass, wéi et dobausse weidergeet. An dat heite si Suen, déi kommen direkt bei deene Länner un, déi et am battersten néideg hunn, a virun allem géif eis dat och vläicht evitéieren, datt mer eng Kéier mat eisem Militärfliger, dee mer da virdru gestëmmt hunn, do lande musse fir en humanitären Asaz. Duerfir wäerten d'Piraten och dës Motioun matdroen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dann hat den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Här President. Merci fir d'Wuert. Fir d'éischt wëll ech emol soen, dass ech frou sinn, dass de Minister Franz Fayot hei e ganz kloert Bekenntnis derzou gemaach huet, dass d'Entwécklungshëllef nach ëmmer eng ganz wichteg Plaz an der Regierungspolitik huet. En huet dat also nach eng Kéier confirméiert, dass et wichteg ass, dass een deene Schwaachste weider wëllt hëllefen an déi och net wëllt vergiessen, och net a virun allem net an esou enger schwéierer Zäit wéi där, déi mer elo hunn.

Entwécklungshëllef hei zu Lëtzebuerg, wann do Entwécklungshëllef dropsteet, dann ass och Entwécklungshëllef dran. Dat ass och richteg Entwécklungshëllef an dat ass net eng verstoppten Hëllef, wou nach aner Projete mat drasinn, wou nach aner Hëllefe mat dran als Entwécklungshëllef getarnt sinn. Nee, bei eis ass wierklech Entwécklungshëllef dran.

An duerfir sinn ech och ganz frou, dass dat, wéi den Här Fayot et elo gesot huet, dass dat an deem Sënn weidergefouert gëtt. An zur CSV wéilt ech just soen: Deen 1 %, et ass elo hei gemaach ginn, wéi wann deen a Fro gestallt wär. Deen ass iwwerhaapt net a Fro gestallt! Dat steet och net an der ... Dat huet den Här Fayot och net gesot. Deen 1 %, dee bleift, deen 1 % vun RNB, deen och bis elo festgehale ginn ass. Duerfir kënne mir mat deenen Explikatiounen, déi den Här Minister hei ginn huet, dann och liewen, a mir géifen déi Motioun dann hei och net stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fayot, wëllt Dir nach eng Kéier drop reagéieren?

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Jo, Här President, just ganz kuerz. Merci fir déi verschidden Interventiounen. Et ass effektiv esou, dass mer, Här Spautz, dëst Joer wäerten iwwert deem 1 % bleiwe vum RNB.

Une voix.- E geet awer erof.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Et ass effektiv just esou, dass dee Montant natierlech e bëssen erofgeet. Ech mengen, och do si mir, wéi all déi aner Posten, …

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Wann den RNB erofgeet, geet de Montant och erof.

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ... wéi all déi aner Posten (...)

(Micro non allumé)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Mikro!

M. Franz Fayot, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ... dass och dee Commitment, deen am Regierungsprogramm drasteet, ganz kloer wäert bleiwen, fir iwwert déi ganz Durée vun dëser Legislatur iwwert deem Seuil do ze bleiwen.

Dat, wat den Här Kartheiser sot zu eiser Entwécklungspolitik, mengen ech, ass vläicht e bësse vereinfachend. Effektiv, wann ee gesäit, déi Projeten, déi mer maache mat eise Partnerlänner e bëssen iwwerall, ee vun eisen traditionelle Pilieren ass Educatioun, Formatioun, Empowerment vun de Populatiounen. A mir bauen d'Ekonomie op an all deene Länner. Ech mengen net, dass een hei ka soen, dass mer ëmmer nach e postkoloniale Paternalismus bedreiwen a ville vun deene Länner.

Ech mengen, d'Realitéit, wann ee sech e bësse mat eiser Entwécklungspolitik ausernanersetzt, ass vill méi komplex, soudass ech iwwerzeegt sinn, dass mer wierklech säit ville Joren eng modern Entwécklungspolitik maachen, eng modern Aide au développement, déi ganz ville vun eise Länner an och deene Plazen, wou mer aktiv sinn, wierklech reell zeguttkënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Fayot. Parole après ministre fir den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Här Fayot fir seng Erklärungen. Ech wëll nach eng Kéier soen: De Chiffer geet an absolutten Zuelen erof! Well wann dat net de Fall wier, géife jo d'Regierungsparteien d'Motioun och esou matstëmmen, wéi d'Kolleege vun déi Lénk se gemaach hunn.

An dofir, mir bleiwen derbäi, mir stëmmen déi Motioun hei. Mir soen: Et ass e falscht Zeechen, an dëser Situatioun deene Länner net dat ze ginn, wat bis elo üblech war. An dofir wäerte mir déi Motioun stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Mir kommen … Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci. Och Parole après ministre. Jo, also dovun ofgesinn, datt ech dat wierklech extreem bedauerlech fannen, ass dat hei awer och nach eppes anescht. Et ass dat éischt Element vu Spuerpolitik, déi d'Regierung mécht. A se fänkt bei deenen un, déi et am meeschte bräichten. Dont acte!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum.

Vote sur la motion 1

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun dëser Motioun.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Da maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass dës Motioun mat 24 Jo-Stëmme géint 34 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

6. 7623 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg ass de Projet de loi 7623 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gemengegebai wéi dem Gemengenhaus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy, ginn. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Gemengen, déi d'Hochzäiten duerchféieren, musse garantéieren, dass déi wichteg Zeremonien am Respekt vun de Geste-barrièren duerchgefouert ginn, fir d'Verbreedung vum Coronavirus ze verhënneren. An dofir musse vill Gemengen, fir d'Hochzäiten organiséieren ze kënnen, op en anere Sall wéi deen, dee se am Gemengenhaus hunn, zréckgräife kënnen.

Mam Gesetzesprojet 7623 verlängere mer d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, a wat just fir ee Mount gülteg ass, bis den 30. September. Mir derogéiere weiderhin temporaire den Artikel 75 vum Code civil, fir dem Officier vum État civil d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. Well da méi grouss Säll kënne benotzt ginn, kënne méi Frënn a Famill un deem wichtegen Dag vun der Koppel deelhuelen, an dat am Respekt vun de sanitäre Bestëmmungen.

D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. D'Hochzäit kann deemno zum Beispill och an engem Centre culturel oder an enger Sportshal oder an enger Musiksschoul ofgehale ginn.

De Schäfferot kann esou ee Gebai festleeën, wat den Inneministère duerno approuvéiere muss.

Wärend dem État de crise hunn iwwregens 24 Gemengen esou eng Demande beim Interieur eraginn. Am leschte Mount sinn der nach eng Kéier 11 opgrond vum Gesetz derbäikomm. Dat heescht, am Ganzen hu mer bis elo 35 Gemengen, also ongeféier en Drëttel, déi vun dëser Méiglechkeet profitéieren. Dat weist also och, dass déi heite Mesure engem reelle Besoin entsprécht.

E klenge Rappel zum Pacs: Do muss keng Ännerung gemaach ginn, well am Pacsgesetz vun 2004 keng Plaz festgehalen ass fir d'Deklaratioun vum Pacs.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Justizministesch an d'Interieursministesch hunn de Gesetzesprojet 7623 den 3. Juli deposéiert. D'Justizkommissioun huet den Text grad ewéi dem Staatsrot säin Avis de 15. Juli duerchgeholl. D'Remarke vun der héijer Kierperschaft hu mer opgeholl. An de schréftleche Rapport gouf den 21. Juli ugeholl.

Erlaabt mer schliisslech nach eng Richtegstellung. D'Chamber ass gëschter Owend vum Service central de législation drop opmierksam gemaach ginn, dass am Rapport vum Gesetzesprojet am Text coordonné steet: « L'édifice de célébration autre que la maison communale doit être affecté à un service public communal permettant de respecter les consignes sanitaires en temps de pandémie fixées par le projet de loi » amplaz « par la loi du 17 juillet 2020 ».

Dowéinst freet de Service central de législation, déi Prezisioun am mëndleche Rapport ervirzehiewen an dat kloerzestellen, wat ech heimadder maachen. Och schéckt d'Chamber e Bréif un de Staatsrot, fir en heiriwwer ze informéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 7623 kënnen d'Gemengen d'Hochzäiten also weider bis den 30. September an engem anere Gemengesall ofhale wéi am Gemengenhaus. Esou kënnen d'Hochzäiten am Respekt vun den aktuelle sanitäre Bestëmmunge gefeiert ginn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 ze verhënneren an awer d'Hochzäiten ënner flotte Konditiounen duerchzeféieren, wat fir d'Koppel, déi sech bestit, hir Famill an d'Frënn wichteg ass.

An deem Sënn profitéieren ech och dervun, fir den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Déi verschidde politesch Fraktiounen a politesch Sensibilitéiten ware sech eens, kee Riedner anzeschreiwen. Ech kann direkt d'Wuert un d'Regierung ginn, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech kréie gesot, ech soll séier maachen. Majo, ech soen Iech villmools Merci …, mir soen Iech villmools Merci fir de Support. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer dat heiten elo nach weiderdroen, soulaang och déi sanitär Moossnamen nach a Kraaft sinn an dass d'Leit sech kënnen awer a gudde Konditioune matenee bestueden.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7623 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7623. Den Text steet am Document parlementaire 7623[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7626 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Elo komme mer zum Projet de loi 7626, enger zäitweileger Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann, kritt direkt d'Wuert. Madamm Hartmann, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir komme mam Gesetzesprojet 7626 op eent vun den zwee Gesetzer zréck, dat mer den 20. Juni a Relatioun mat de Prozedure viru Geriicht als Texte de sortie vum État de crise gestëmmt hunn. Méi genee geet et ëm déi strofrechtlech Prozeduren, déi wärend dem État de crise virun de Chambres du conseil vun de Bezierksgeriichter a virun der Chambre du conseil vun der Cour d'appel applikabel waren a bei deene mer elo nees zum Deel op déi normal, also déi vum Code de procédure pénale virgesinne Prozeduren zréckkommen.

Well mer hei no nëmmen engem Mount e Gesetz nees ofänneren an an den Avisen haaptsächlech vun den Autorités judiciaires dach vill Kritik hu missen astiechen, ass et mer wichteg, bei dësem Projet de loi e bësse méi wäit auszehuelen. Engersäits muss een dëse Projet nämlech am Gesamtkontext vun de Prozedure viru Geriicht an der Krisenzäit gesinn an anerersäits muss een d'Particularitéit vun de viséierte strofrechtleche Prozeduren ervirhiewen.

E puer Wuert als Alleréischt zum Gesamtkontext, an domat mengen ech, wéi eis Juridictioune wärend an elo och nom État de crise nach respektiv nees fonctionéieren.

No der Deklaratioun vum État de crise sinn och op eise Geriichter ab Mëtt Mäerz d'Sitzungen op e Minimum erofgefuer ginn an d'Prozeduren iwwer e Règlement grand-ducal temporaire esou ofgeännert ginn, dass esou vill wéi méiglech schréftlech, dat heescht ouni physesch Kontakter, oflafe konnt. Esou ass ënner anerem virgesi ginn, dass Demandë virun de strofrechtleche Chambres du conseil net méi, wéi an der normaler Prozedur, an de Sitzungen, also virun de Riichter, verhandelt ginn, mee dass dës op Dossier, also ouni physesch Presenz, traitéiert ginn.

Als ee vun den dräi grousse Pouvoiren am Land huet eis Justiz awer relativ schnell nees probéiert, an eng gewëssen Normalitéit zréckzekommen. Mat vill Efforten an an enger gudder Kollaboratioun tëschent dem Ministère, der Magistratur an de Barreauen ass et esou ab uganks Mee nees zu engem progressive Retour à la normale komm. Säitdeem ginn ënnert de generell virgesinne sanitäre Gestes barrières a mat Plexiglas virun de Pulter vun de Riichter nees op eise Geriichter all Typ vu Prozesser ofgehalen.

Wéi mer all an der Press konnte verfollgen, ginn nees strofrechtlech Prozesser ofgehalen an och soss sinn nees méi Sitzunge virun eise Friddensan Aarbechtsgeriichter, virun de Chambres commerciales vun de Bezierksgeriichter a virun all de Schnellgeriichter, also de Referéen ofgehalen.

Ech hunn elo bewosst nëmme Prozedure genannt, déi ënner enger änlecher mëndlecher Prozedur virun de Riichter ofgehale ginn, grad ewéi d'Prozedur, déi normalerweis och virun de Chambres du conseil, ëm déi et an eisem Projet de loi vun de Mëtteg geet, ofgehale ginn.

All déi ugeschwate Prozedure si virugelaf wéi virum État de crise. De Wiessel vu mëndlech op schréftlech gouf et just bei de Chambres du conseil, an dat obwuel fir dës Sitzunge genau déi selwecht Säll um Geriicht gebraucht ginn, genausou vill Parteien deelhuelen an zousätzlech och de Public ka bei de Sitzungen derbäi sinn, wat net bei de Sitzunge virun de Chambres du conseil de Fall ass.

Dëse generaliséierte Retour à la normale, muss een am Hannerkapp hunn, wa mer de Projet de loi vun haut an d'Avisen, déi mir dozou kruten, analyséieren. Nom Gesamtkontext kommen ech zu de Particularitéite vun de strofrechtleche Prozedure virun de Chambres du conseil.

Generell ass d'Procédure pénale eng ganz sensibel Droitsmatière. Eise Code de procédure pénale ëmfaasst en Ensembel vu Reegelen, Rechter a Prinzippien, déi vum Feststelle vun enger Infraktioun iwwer eng Enquête, iwwert d'Instruktioun bis hin zum Strofprozess gëllen.

Fir all eenzel Etapp ass virgesinn, wat, wien, zu wéi engem Zäitpunkt an zu wat fir enge Konditioune maachen oder froen däerf. D'Chambres du conseil vun eise Bezierksgeriichter a vun der Cour d'appel kënne wärend den Enquêten an Instruktiounen, dat heescht virum eigentleche Prozess, saiséiert ginn, wann eng Persoun e Prozedurfeeler wëllt geltend maachen an dofir zum Beispill d'Annulatioun vun engem Verhéier oder enger Perquisitioun freet, wann ee säi Fürerschäin oder soss Dokumenter wëllt zréckkréien, déi e vun der Police ofgeholl kritt huet, oder wann eng Persoun, déi am Prisong ass, freet, fir provisoresch, am Respekt mat diverse Konditiounen, fräigelooss ze ginn.

Bei dëse Prozedure geet et deemno, grad ewéi och am spéidere Prozess, ëm déi individuell Fräiheeten, ëm rechtsstaatlech Prinzippien an ëm de Respekt vun de Mënscherechter. Dëst sollt een ëmmer am Hannerkapp hunn, wann et ëm strofrechtlech Prozesser geet.

Dëst gesot, kommen ech zum Contenu vun eisem Projet de loi.

Am Gesetz vum 20. Juni hate mir virgesinn, dass d'Prozedure virun de Chambres du conseil bis den 31. Dezember vun dësem Joer op Dossier, also ouni physesch Presenz, behandelt ginn. Mat dem Gesetzesprojet, deen zum Vott steet, abrogéiere mir déi concernéiert Artikelen elo nees, fir dass d'Audienze virun de Chambres du conseil erëm physesch a Presenz vun de concernéierte Parteien, hiren Affekoten an dem Parquet stattfanne kënnen.

Firwat dëse Revirement? Am Kader vun den Travaux parlementaires vum Projet de loi, deen zum Gesetz vum 20. Juni gefouert huet, hat de Parquet vun Dikrech scho bedauert, dass et duerch d'Aussetze vun der mëndlecher Prozedur net zu engem kontradiktoreschen Debat virun de Riichter géif kommen. Dat wär awer virun allem a Prozeduren, wou d'Libertés individuelles en cause wären, wichteg. Wann et ëm d'Fräiloossung vun engem Gefaangene geet, wär et d'autant méi wichteg, dass d'Riichter sech kéinten hir Meenung iwwert den État d'esprit an iwwert d'Attitüd vun der concernéierter Persoun maachen, fir eng Decisioun ze huelen.

Kuerz virum Vott vum Gesetz ass dunn nach en Avis vun der Association luxembourgeoise des pénalistes, der ALAP erakomm, deen d'Wichtegkeet vun der physescher Presenz vun de Parteien, hiren Affekoten an dem Parquet virun de Chambres du conseil nach eemol ënnerstrach huet. Fir d'ALAP däerf dat fundamentaalt Recht, däerfe virun engem Riichter ze schwätzen, net beschnidde ginn. Dobäi geet et souwuel ëm d'Rechter vum Beschëllegten, deen à ce stade présumé innocent ass, wéi ëm d'Partie civile, also ëm d'Victime.

D'ALAP huet dowéinst kritiséiert, datt hiert Recht op e kontradiktoreschen Debat mat enger schréftlecher Prozedur net garantéiert ass. Dës Kritik wär desto méi staark, well bei all den anere Prozedure virun den zivillen an den administrative Geriichter, déi am Normalfall och mëndlech oflafen, och elo keng schréftlech Prozedur ouni physesch Presenz virun de Geriichter géif virgesi ginn.

An der Justizkommissioun hu mir dës Kritick parteiiwwergräifend fir pertinent empfonnt. Et war eis awer wéinst der Urgence, fir e Gesetz ze stëmmen, mat deem mer aus dem État de crise erauskommen, net méi méiglech, de Projet nach an dësem Sënn ze amendéieren.

Nodeems um Niveau vum Justizministère d'Prozedure virun de Chambres du conseil och nach eemol analyséiert goufen, ass awer dunn den 8. Juli schonn en neie Projet de loi deposéiert ginn, deen eeben elo haut zum Vott steet.

Dëse gesäit véier Punkte vir, déi par rapport zum Gesetz vum 20. Juni ofgeännert ginn. An zwar:

1. de Retour bei déi mëndlech Prozedur virun de Chambres du conseil vun de Bezierksgeriichter a vun der Cour d'appel, an domat och d'Ofschafe vun de kuerzen Delaie vun dräi Deeg, fir schréftlech Konklusiounen ze echangéieren. Dat heescht en fin de compte, dass mer nees zu der normaler Prozedur aus dem Code de procédure pénale zréckkommen;

2. d'Appelle géint Ordonnancë vum Untersuchungsriichter a vun der Chambre du conseil vun de Bezierksgeriichter kënne weiderhi schréftlech par tous moyens gemaach ginn, mussen awer duerch d'Ofschafe vun der schréftlecher Prozedur net méi motivéiert sinn;

3. fir all Déclaration d'appel géint esou Decisiounen, déi erakënnt, muss en Accusé de réception vum Greffier vum concernéierte Geriicht ausgestallt ginn, fir dass den Appelant eng Sécherheet huet, dass säin Appell och ukomm ass;

4. ass virgesinn, dass all déi Instanzen, déi schonn ageleet waren, éier dës Modifikatiounen a Kraaft trieden, nach no der schréftlecher Prozedur vum Gesetz vum 20. Juni weidergefouert ginn.

D'Punkten 2, 3 a 4 si generell an den Avisen, déi mer erakruten, guttgeheescht ginn, mat engem Bemoll vum Stater Barreau, dee gäre gehat hätt, dass d'Modifikatioun vum Gesetz direkt, also och bei de lafende Prozeduren, sollt applizéiert ginn.

D'Kriticken an d'Avisen, déi ech am Ufank vu mengem Rapport ugeschwat hunn, gouf et par rapport zum Retour vun der schréftlecher op déi mëndlech Prozedur virun de Chambres du conseil.

De Staatsrot huet a sengem Avis drop higewisen, dass laut Exposé des motifs d'Procédure dérogatoire vum Gesetz vum 20. Juni agefouert gi war, fir en Equiliber ze fannen tëschent de Rechter vun all Eenzelnem, notamment den Droit de la défense, an de sanitäre Mesuren am Kampf géint e Weiderverbreede vum Coronavirus.

De Staatsrot huet dowéinst d'Fro opgeworf, firwat déi schréftlech Prozedur zu deem Zäitpunkt justifiéiert war an elo net méi géif bäibehale ginn. En deelt allerdéngs d'Meenung vun den Auteure vun dësem Projet iwwert d'Wichtegkeet vun der Procédure orale an der strofrechtlecher Prozedur.

Duerch déi schnell Modifikatioun vum Gesetz kann een d'Kritik par rapport zu dem Revirement duerchaus verstoen. Dësen erkläert sech awer, wéi ech et scho gesot hunn, duerch d'Urgence, an där mir bei der Sortie de crise gehandelt hunn. Den Equiliber tëschent Santé publique a fundamentale Rechter ass fir d'Justizkommissioun duerch dëse Projet de loi awer elo definitiv besser assuréiert.

D'Autorités judiciaires hunn alleguer eng Rei weider Reserven a Bezuch op de Retour op déi mëndlech Prozedur virun de Chambres du conseil ervirbruecht. Och wann déi meescht Avisen unerkannt hunn, dass eng schréftlech Prozedur d'Leit an hire perséinleche Fräiheeten aschränkt, ass awer ënner anerem an den Avise geschriwwe ginn, dass déi aktuell Hausse vun den Infizéierten éischter fir e Bäibehale vun der schréftlecher Prozedur géif plädéieren, dass d'Säll, wou d'Audienze virun de Chambres du conseil stattfannen, net de sanitären Usprech Rechnung droen an dass misst vermidde ginn, e Risiko ze lafen, andeems potenziell infizéiert Leit dës Lokalitéite betrieden, an enfin, dass bei engem positiv geteste Gefaangene spezifesch Dispositioune misste virgesi ginn an och eng Gefor fir de Prisong respektiv fir d'Beamten, déi de Gefaangenentransport assuréieren, bestoe géif.

Ech widderhuelen, dass alleguerten d'Geriichtssitzungen, bei deenen eng mëndlech Prozedur virgesinn ass, säit méi wéi zwee Méint nees ofgehale ginn. Et ass dowéinst net kohärent, a mir sinn eis do an der Justizkommissioun eens gewiescht, dass Argumenter ëm Risike vun eventuellen Infektiounen eenzeg an eleng bei Prozedure virun de Chambres du conseil opgeworf ginn. Kohärent wär et nëmmen, wann alleguer d'Sitzunge géifen a Fro gestallt ginn, wat awer an dësem Fall net gemaach ginn ass.

An de Sitzunge virun de Chambres du conseil sinn doriwwer eraus vill manner Leit present wéi an der grousser Majoritéit vun den anere Sitzungen, dëst well hir Sitzungen net éffentlech sinn an domat keng Zuschauer am Sall sinn an och ëmmer nëmmen d'Intervenantë vun enger Affär am Sall sinn. D'Sitzungssäll, an deenen d'Chambres du conseil siegéieren, sinn iwwregens keng aner, vun der Gréisst hier, wéi déi, wou och déi aner Sitzungen ofgehale ginn.

Um Stater Geriicht ass den normale Sall vun der Chambre du conseil genausou grouss wéi d'Säll, wou ënner anerem de Referé ofgehale gëtt a correctionnel Prozesser stattfannen. Dëse Sall ass d'ailleurs weesentlech méi grouss wéi déi kleng Säll vum Friddensgeriicht, wou awer och säit Mëtt Mee nees divers Sitzunge stattfannen. Wann d'Capacitéit vun dësem Sall net grouss genuch ass, kann een och op déi méi grouss Säll op dem Stater Geriicht zréckgräifen.

Um Dikrecher Geriicht ginn d'Sitzunge vun der Chambre du conseil säit der Rentrée judiciaire vun 2018 an engem Geriichtssall ofgehalen, wou ënner anerem och d'Sitzunge vum Juge aux affaires familiales a Presenz vun de Parteien an hiren Affekote stattfannen. Och do kann, wann néideg, op dee méi grousse Sall zréckgegraff ginn.

Op der Cour d'appel enfin ass de Sall vun der Chambre du conseil méi grouss wéi déi zwee vun de Bezierksgeriichter, méi grouss wéi vill aner Säll, wou mëndlech Sitzungen ofgehale ginn, an et kann een dowéinst net behaapten, dass dëse Sall net de Standarde vun de sanitäre Reegelen entsprécht. Och op der Cour kann d'ailleurs, wann ausnamsweis vill Persounen an eng Sitzung misste kommen, op déi méi grouss Säll, voire op de gréisste Sitzungssall vun eise Geriichter zréckgegraff ginn.

Zwou Remarken nach, déi och an der Justizkommissioun gemaach gi sinn: D'Säll vun eise Juridictiounen, och déi, wou d'Chambres du conseil siegéieren, sinn entre-temps mat Dispositiffen aus Plexiglas ausgestatt, fir d'Riichter par rapport zu de Parteien an den Affekoten, déi schwätzen, ze schützen. Et gëlle bei all eise Juridictiounen an an all eise Geriichtssäll déi selwecht sanitär Reegele wéi iwwerall. An deem Sënn ass net méi spéit wéi de leschte Freideg eng gemeinsam Circulaire vun der Cour supérieure an den zwee Barreauen erausgaangen, fir nach eemol drop hinzeweisen, dass de Port du masque obligatoresch ass am Fall, wou d'Distanciation interpersonnelle vun zwee Meter net ka respektéiert ginn.

Op d'Remark vun der Gefor, déi vum Transport vu potenziell covidpositive Gefaangene kéint ausgoen, ass an der Kommissioun kloer gesot ginn, dass en Detenu keen anere Risiko duerstellt wéi all anere Bierger. Ganz am Contraire, et gëtt am Prisong extreem gutt opgepasst, fir Infektiounen an domat eng Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Déi Leit, déi am Prisong sinn, hunn och vill manner Kontakter mat anere Leit: Si ginn net an de Restaurant oder an e Café, si kënnen net akafe goen oder bei aner Leit heem. Et ass dowéinst net fondéiert, fir eng Stigmatisatioun op d'Detenuen ze maachen. De Gefaangenentransport kann d'ailleurs esou organiséiert ginn, dass net ze vill Leit zesummen transportéiert ginn, mee méi Transporter hin an hier gemaach ginn. Hei kann also net vun enger méi grousser Ustiechungsgefor geschwat ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- D'Justizkommissioun kann d'Reserve vun den Autorités judiciaires dofir net deelen a gesäit de Retour op d'Prozedur aus dem Code de procédure pénale virun de Chambres du conseil als richtegen a wichtege Schrëtt.

Ofschléissend ginn ech nach kuerz op den Avis vum Stater Barreau an, dee leider eréischt gëschter erakomm ass an dofir am schréftleche Rapport net méi dran ass.

D'Affekoten ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der physescher Presenz bei de Sitzunge virun de Chambres du conseil. Fir de Barreau ass et net admissibel, dass Leit an den ziville Prozeduren an d'Sitzunge komme kënnen an dat selwecht Recht de Leit virun de Chambres du conseil awer ewechgeholl gëtt. Nëmmen eng kontradiktoresch Prozedur kéint dem Mënsch seng fundamental Rechter garantéieren. An engem Debat viru Geriicht kënnen nämlech zousätzlech zu de Pièces écrites, déi de Riichter zur Verfügung stinn, déi mëndlech Aussoen an och d'Verhale vun de Leit e wichtege Rôle bei der Rechtsspriechung spillen.

D'Chamberskommissioun vun der Justiz hat net méi d'Geleeënheet, fir dësen Avis ze analyséieren. Dëse geet awer an déi selwecht Richtung wéi den Avis, deen zum viregte Gesetz vun der ALAP geholl ginn ass.

Ech géif Iech op der Basis vun dësem mëndlechen an awer och dem schréftleche Rapport bieden, dëse Gesetzesprojet ze ënnerstëtzen a ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice, der Madamm Carole Hartmann. Wëllt een no dësem komplette Rap-

port nach d'Wuert ergräifen? De President vun der Commission de la Justice, den Här Charles Margue.

Discussion générale

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt heimadder ënnersträichen als President vun der Justizkommissioun, dass dat, wat d'Rapportrice Carole Hartmann gesot huet, wierklech fraktiounsiwwergräifend a sensibilitéitsiwwergräifend den Avis duerstellt.

D'Carole Hartmann huet ganz däitlech erëmginn, wat eis Debate waren déi lescht Deeg an där Kommissioun. A virun allem ass zum Ausdrock komm d'Suerg, dass et ëm d'Verteidegung vun de Grondrechter vun de Prevenuë geet, vun de Leit, déi beschëllegt, vermuttlech beschëllegt sinn, déi hiert Recht hunn, eng Konfrontatioun mat dem Riichter ze hunn, an dass, wéi d'Carole Hartmann et ganz däitlech duergestallt huet, op sämtleche Geriichter d'Lokalitéiten et erlaben, an aller Sécherheet dat duerchzeféieren, a sanitärer Sécherheet. Et war eis wichteg, eng onpoleemesch Duerstellung ze maachen, awer och den Avis vun der ganzer Kommissioun hei däitlech ze maachen: dass et ëm d'Grondrechter vun der Verteidegung hei geet.

Ech soen dem Carole Hartmann nach eng Kéier ausdrécklech Merci fir dee gudden, ausféierlechen a bildleche Rapport, mat der Analys eebe vun alle Situatiounen. An erlaabt mer, dem Carole Hartmann alles Gutts ze wënsche fir déi nächst Wochen a vill Freed!

Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun. An et war ofgemaach, dass och déi aner Fraktioune sech dem Vott géifen uschléissen.

Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da kann ech der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

(Brouhaha et interruptions)

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Bon, also de Charles Margue huet elo den Accord fir Iech alleguerte ginn, wann ech dat elo richteg verstanen hunn.

(Hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Jo, jo.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Gutt.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Et war esou ofgemaach. Ech hunn dat mam Gilles (ndlr: Gilles Roth) beschwat virdrun.

(Brouhaha et interruptions)

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Oo, ech mengen, et ass alles ..., et ass alles gutt gaangen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et war virun allem, fir dem Carole alles Guddes ze wënschen.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Och vu menger Säit aus dem Carole Hartmann e ganz grousse Merci fir deen exzellente Rapport. D'Madamm Hartmann huet d'Saach hei op de Punkt bruecht. Ech wollt vläicht just nach e puer Prezisioune ginn iwwer éischtens de Kontext an awer och, wéi dat elo gaangen ass.

Fir d'éischt emol, wat awer wichteg ass ze soen, dat ass: Et ass iwwert déi lescht Méint wierklech ganz enk zesummegeschafft gi mat der Magistratur, mam Barreau, a jiddwereen huet sech immens Méi gi fir ze hëllefen ze kucken, deen État de crise hei ze meeschteren, dee mer haten, wou mer wierklech ganz séier hu missen Texter schreiwen, fir eeben och Prozeduren unzepassen.

Mir hunn eng Rëtsch Texter geholl, wou mer Reglementer geholl hunn, fir eebe schréftlech Prozeduren a fir digital Prozedure virzegesinn. Wéi dat fäerdeg war, ass gesot ginn: „Okay, elo kucke mer: Wat behale mer dovunner bäi?" An dunn hu mer natierlech d'Magistratur consultéiert, mir hunn de Barreau consultéiert. An dat war eeben d'Resultat vun deem Text, wat mer virun engem Mount hei gestëmmt hunn, wou eeben déi heite Prozedur esou bäibehale gi wor.

Mir haten awer schonn Diskussiounen - ech ka mech erënneren, de Pim Knaff zum Beispill hat dat och schonn opgeworf am Kader vun de Reglementer -, awéifern elo hei wierklech d'Droits de la défense optimal respektéiert gi sinn. An ech mengen, jiddwereen, dee sech an deem Beräich auskennt, ass sech bewosst, dass dat net dat selwecht ass, ob een eppes schreift oder ob ee kann och als Detenu bei e Riichter goen. Well et geet och oft hei ëm Detenuen - och dat ass scho gesot ginn -, mee et geet ëm Detenuen dacks, wou et eeben drëms geet, ob se och kënnen erauskommen, net definitiv, mee dass se kënnen eng Demande de mise en liberté maachen. Dat heescht, fir den Detenu ass et och wichteg, dem Riichter kënnen ze erklären, wat Saach ass a firwat dass e gär wëllt erausgoen.

Mir hunn eng Situatioun, wou ech ganz gutt ka verstoen, dass een Angscht huet. Dat ass och déi Diskussioun - ech hat eng Reunioun mat de Magistraten a mam Barreau - iwwert d'Masken, d'Maskeflicht: Wéi kann een och do vereenen, dass een eng laang Plaidoirie muss maachen, dass awer vläicht vulnerabel Leit am Sall sinn? Ech mengen, do hu mer eng gutt Léisung fonnt. Si hunn zesummen eng Circulaire gemaach, déi de Kader elo setzt.

Ech verstinn absolutt, vu déi Circonstancen, déi mer hunn, vu och déi héich Zuelen, déi mer hunn, dass een Angscht huet ëm seng eege Gesondheet, dass een Angscht huet ëm d'Gesondheet vun deene Leit, mat deenen ee schafft. Mir mussen awer proportionell sinn an eisen Decisiounen a mir musse kohärent sinn an eisen Decisiounen. Et ass gutt beschriwwe ginn, dass vergläichbar Prozeduren elo ëffentlech, an der Ëffentlechkeet souguer stattfannen, mat Press zum Deel, mat enger ganzer Rei Leit, déi kommen: d'Parteien, Affekoten an esou weider. Hei sinn et oft kleng Parteien - also net vill Leit, déi zesummekommen -, soudass ee sech do wierklech muss d'Fro stellen, wat fir eng objektiv Justifikatioun et dann eigentlech géif gi fir ze soen, grad an deem dote Cas de figure wär dat net méiglech.

Ech mengen, dass déi net ginn ass. Duerfir fannen ech et och richteg an ech si frou, dass jiddwereen heibannen dat och esou gesäit, dass mer do elo erëm an d'Normalitéit zréckkommen, genau wéi an all deenen aneren Dossieren och.

Dann däerf een och net de Kontext vergiessen, an deem mer eis befannen. Mir haten effektiv e ganz strenge Confinement, wou alles zou wor wärend enger Zäit. Mir sinn net méi an där Situatioun! Et kann een an de Restaurant goen, et kann een an de Café goen, et kann een an de Supermarché goen. A wa mer eis alleguerten och un déi Reegelen halen ... A mir hunn och elo Material, wat mer net hate viru Méint. Mir wëssen awer e bësse besser mat verschiddene Saachen ëmzegoen. Wa mer dat alles respektéieren - a mir musse leider och elo nach iwwer Méint, duerno gesäit et aus, domadder ëmgoen -, da musse mer, wa mer an der Normalitéit do sinn, da kënne mer net an deem heite Cas de figure net an der Normalitéit sinn. Well et geet hei och ëm de Respekt vu Mënscherechter an et geet drëm, dass mer deene Leit, déi hei concernéiert sinn, all d'Méiglechkeete ginn, sech ze expriméieren.

Duerfir e ganz grousse Merci fir déi Ënnerstëtzung. An dann, ech mengen och, no deem, wat ech héieren hunn, dass sech awer wierklech och organiséiert gëtt op de Geriichter, fir dat doten ënnert den normale Konditiounen eeben oflafen ze loossen. Elo wärend de Vacances judiciaires ass et jo souwisou esou, dass vill Säll wäerte fräi sinn an dass dann also och déi Sallproblematik sech nach vill manner stellt wéi an der Normalitéit.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Justizministesch Sam Tanson villmools Merci. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7626. Den Text steet am Document parlementaire 7626[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7626 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Le compte est bon. Dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7624 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Als nächst kënnt de Projet de loi 7624 iwwert d'Verlängerung vu verschiddene Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie bis den 30. September 2020 drun. An d'Wuert fir dëse Projet de loi huet den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun engem gudde Mount hu mer als Chamber zwee Gesetzer gestëmmt, déi eng Basis fir eng Rëtsch temporär Mesuren agefouert hunn, fir dass d'Gemengen an aner Organer och a Covidzäiten handlungsfäeg bleiwen a Reuniounen ofgehale kënne ginn am Respekt vun de sanitäre Mesuren:

Engersäits e Gesetz, dat e Kader gëtt, dee virun allem de vulnerabele Gemengeconseilleren erlaabt, via Visiokonferenz um Gemengerot deelzehuelen. Ausserdeem gouf och de Vott per Visiokonferenz, mee och de Vote par procuration agefouert. Och gesäit et vir, dass de Verwaltungsrot vum CGDIS Decisioune via Voie de correspondance oder Telekommunikatiounsmoyenen huele kann, ouni dass heifir d'Membere physesch present sinn.

Anerersäits hu mer awer och e Gesetz gestëmmt, dat déi zousätzlech Optioun fir de Schäfferot schaaft, d'Informatiounsversammlungen am Kader vun der Adoptioun vum PAG elo deels oder integral via Videokonferenz ze organiséieren.

Béid Gesetzer haten an enger éischter Phas also och en Delai vun engem Mount virgesinn. An do muss ee jo soen, dass mer déi Gesetzer an enger anerer Situatioun gestëmmt hu wéi haut. Haut si mer jo an engem anere Kontext.

(Interruption)

An duerfir, mengen ech, ass et och virgesinn hei, d'Delaie bis den 30. September ze verlängeren, an déi alignéiere sech also och un déi besteeënd Covidgesetzer wéi awer och d'Gesetz, dat mer elo gestëmmt hu ronderëm d'Hochzäiten.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: Nodeems de Staatsrot säin Avis den 10. Juli gemaach huet, hu mer den 20. Juli, also e Méinden, de Projet an den Avis an der Kommissioun analyséiert. Heibäi hu mer och op de Virschlag vum Staatsrot zréckgegraff an d'Artikelen 1 an 2 ëmformuléiert. An där selwechter Reunioun hu mer och de Rapport unanime ugeholl.

An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An och hei waren déi verschidde Fraktiounen a politesch Sensibilitéite sech eens, kee Riedner anzeschreiwen, soudatt ech direkt der Regierung kann d'Wuert ginn. Madamm Inneministesch Taina Bofferding, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt, ech maachen et dann och ganz kuerz. E grousse Merci un de Rapporter an och nach eng Kéier merci un d'Fraktiounen, dass mer hei déi Verlängerung maachen. Et ass wichteg, dass eeben och d'Gemengeréit weiderhi kënnen entscheedungsfäeg bleiwen. An dofir e grousse Merci nach weiderhi fir de Support.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Inneministesch.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7624. Den Text steet am Document parlementaire 7624[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7624 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Le compte est bon. An domadder ass dëse Projet de loi 7624 och mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Serge Wilmes), Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7627 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7627 iwwert d'Aféierung vun neie Mesurë fir d'Demandeurs d'emploi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir wësst, d'Coronakris

ass nach net eriwwer. An duerfir och dëse Gesetzesprojet, deen ënnerschiddlech Dispositioune vum Aarbechtsrecht ofännert, fir den ekonomeschen an de sozialen Abroch vun dëser Kris nach besser ze bewältegen.

D'Aarbechtslosenzuelen, déi huele leider zou: vu 5,5 % op 7 %. An haaptsächlech fir déi Jonk ass et immens schwéier, eng Léier oder eng Aarbechtsplaz ze fannen, well och d'Situatioun um Aarbechtsmaart eng ganz kriddeleg ass an duerfir d'Betriber zécken, fir eng Ausbildungs- oder eng Aarbechtsplaz unzebidden.

D'Aarbecht an d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet sinn awer fir eis zwee ganz wichteg Facteuren, fir dës Kris ze iwwerwannen, an duerfir stoungen dës Theemen ufanks Juli och am Mëttelpunkt mat engem éischten Austausch mat de Sozialpartner. An esou féiert dëse Gesetzesprojet temporär Moossnamen an, déi wärend der Tripartite zréckbehale goufen, fir direkt Aarbechtsperspektiven u Leit vun allen Altersgruppen unzebidden.

Wat sinn elo déi Mesuren, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit? De Stage zur berufflecher Qualifikatioun, dee bis elo eng ganz grouss Erfollegsquot hat, gëtt bäibehalen an erweidert. Dës Moossnam, déi bis elo net fir Demandeure vun ënner 30 geduecht war, gëtt opgemaach fir all Leit, déi elo zanter op d'mannst engem Mount bei der ADEM ageschriwwe sinn, also net nëmmen ënner 30 Joer.

An déi zweet Moossnam ass: D'Demandeuren ab 30 Joer, déi kënnen elo och vun de Modalitéite vun dem Contrat zur berufflecher Wideraglidderung profitéieren, dem Contrat de réinsertion-emploi, wéi en heescht; net ze verwiessele mat dem Contrat d'initiation à l'emploi, dee fir déi ënner 30 Joer ass. Hei an dëser Moossnam kënnen elo d'Employeuren, déi Demandeuren iwwer 45 Joer astellen, nach 35 % vun de soziale Cotisatioune rembourséiert kréien, an déi, déi Demandeuren tëschent 30 a 45 Joer astellen, déi kréie 50 % vun de soziale Cotisatiounen.

D'Hëllef bei der Astellung vu Chômeuren, dat ass déi drëtt Moossnam, gëtt op d'Demandeuren ënner 45 Joer ausgeweit. Hei kënnen d'Employeuren déi sozial Cotisatioune fir zwielef Méint rembourséiert kréien, wa se en Demandeur tëschent 30 a 45 Joer astellen.

All dës Moossname sinn temporär a limitéiert bis den 31. Dezember 2021, natierlech an der Hoffnung op eng méiglech Verbesserung vun der Aarbechtsmaartsituatioun. Dës Moossname sinn eng besser Investitioun, wéi d'Aarbechtslosegkeet ze finanzéieren. Do misste mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Gesetzesprojet gouf den 9. Juli deposéiert. D'Avise vum Staatsrot a vun de Chambres professionnelles waren alleguer favorabel. Den Accord vun der Aarbechtskommissioun ass de 16. Juli geholl ginn, à l'unanimité. Duerfir soen ech hei och den Accord ...

(Interruption)

Net à l'unanimité, pardon! Mat enger Abstentioun. Ech hu mech elo grad erëm dorun erënnert, jo! An elo weess ech och erëm, vu wiem datt se ass.

An heimat ginn ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes. Här Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wier u sech am léifsten dorobberkomm, mee aus Zäitgrënn versichen ech dach awer, dat alles, wat ech ze soen hunn, ganz kuerz ze maachen.

Fir d'éischt soen ech, datt et ganz gutt ass, datt d'Tripartite „erëm opgelieft" ass, kann ee soen, an datt u sech d'Sozialpartner et fäerdegbruecht hunn, hei eng konstruktiv Aarbecht ze maachen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Als iwwerzeegte Kämpfer fir de Sozialdialog ass et nëmmen normal, datt ech dat soen.

Da soen ech ganz kloer, esou wéi och mäi Frënd Marc Spautz et ëmmer seet: „Et ass besser, mir investéieren an d'Aarbecht wéi an de Chômage!" Och dat wollt ech eng Kéier ganz kuerz soen.

Da wëll ech op déi dräi Punkten net weider agoen, mee fir d'CSV kann et nëmmen en éischte Schrëtt sinn. Mir mussen alles drusetzen, fir d'Leit an der Beschäftegung ze hale respektiv erëm an d'Beschäftegung ze bréngen. An ech mengen, do sinn dat hei wierklech éischt Schrëtt, déi ze begréisse sinn, déi och kuerzfristeg konnten diskutéiert an ëmgesat ginn. Mee mir mussen et fäerdegbréngen - an da soen ech eppes, wat ëmmer erëm mäin Dadda ass, an et wäert mäin Dadda bleiwen, bis mer eppes an där Hisiicht maachen -, dat ass, datt mer jo ganz kloer feststellen, datt mer iwwer 20.000 Chômeuren hunn, datt mer ëmmer méi Aarbechtssichender hunn, déi awer eng manner héich Qualifikatioun hunn, fir dat fein auszedrécken, a mir mussen Aarbechtsplaze kreéiere fir déi Leit!

An déi Aarbechtsplazen hu mer! Oder mir hunn d'Méiglechkeet, se ze kreéieren: am Beräich vun der Landwirtschaft, am Beräich vum Gaardebau, am Beräich vum Wäibau, am Beräich vun der Gastronomie an esou weider. Mir hunn also Beräicher, wou dat méiglech ass. Et si sécher déi eng oder déi aner Beräicher, déi Problemer hu mat eisem Mindestloun, mee da musse mer eeben net de Mindestloun erofsetzen, mee mir sollen op där anerer Säit da versichen, Solutiounen ze fannen, fir déi Betriber ze ënnerstëtzen, fir datt se kënne Leit astellen, fir där Aarbechten ze maachen.

Ech kann lech just soen, datt och Beschäftegungsinitiativen eng ganz Rei Initiativen an déi Richtung maachen. Et ass net normal, datt eng Beschäftegungsinitiativ ee vun de gréisste Biogeméisproduzente vun deem Land hei ass. Ech kennen déi Beschäftegungsinitiativ ganz gutt. De Forum pour l'emploi wäert weider an dee Beräich investéieren. Mee schlussendlech produzéiere mer insgesamt an deem Land hei 3% bis 4 % vun dem Geméis, wat hei verbraucht gëtt. Et ass also ganz kloer ee Beräich, wou mer alles mussen drusetzen, fir, wéi gesot, Aarbechtsplazen ze schafen, fir dee Beräich no vir ze bréngen.

An ech wëll och ganz kloer soen - an da kommen ech zum Schluss -, ech wëll och ganz kloer soen, datt jo grad Covid bewisen huet, wann d'Grenzen zouginn oder wann aner Problemer entstinn, wéi schnell datt mir eng ganz Rei Problemer kréien, well d'Produiten net méi heiheem produzéiert ginn, well mer se wäit siche ginn.

Ma kommt, mir kucken erëm, alles drunzesetzen, fir déi Produiten esou wäit wéi méiglech heiheem ze produzéieren, och wa mer se musse subventionéieren! Mee dann hu mer se, wa mer se brauchen. Well mir hu gesinn, wéi schnell datt et geet, datt mer effektiv déi Produiten, wa mer se net hei hunn, net méi kënnen iwwer eis Grenze féieren, well d'Grenzen zou sinn.

An deem Sënn wëll ech nach eng Kéier soen, datt mer natierlech als CSV-Fraktioun dat Gesetz hei ënnerstëtzen, an ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Nach ni gouf esou vill an d'Relance vun eiser Wirtschaft investéiert. Mee Suen eleng ginn awer net duer. Mir brauchen eng ganz Rei Mesuren, fir souwuel de Betriber an och eisen Aarbechter ze hëllefen.

Eng vun de Prioritéite muss et sinn, de Kampf géint de Chômage, deen duerch déi sanitär Kris schonn an d'Luucht gaangen ass a riskéiert nach ze klammen, vehement weiderzefëieren an de Maintien dans l'emploi ze förderen. Et ass besser - et ass scho gesot ginn -, mir investéieren an d'Aarbecht, wéi de Chômage mussen ze finanzéieren.

De Projet de loi, iwwert dee mir elo ofstëmmen, huet genau dës Orientatioun: Mir förderen d'Aarbecht duerch eng Extensioun vun enger Rei vu scho besteeënde Mesuren op déi méi jonk Demandeurs d'emploi a gesinn dës Erweiderung bis Enn 2021 vir.

De Betriber hëllefen, heescht de Salariéen hëllefen. Dës Mesurë gräifen de Betriber bei den Astellunge vun neie Mataarbechter ënnert d'Äerm an erliichteren esou och d'Aarbechtssich fir alleguerten d'Demandeurs d'emploi. Andeems mir den Zougang zu den Aarbechtsplaze fir méi Leit vereinfachen a Formatioune förderen, limitéiere mir eebe just de Chômage am Land.

Ech ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Dann huet d'Wuert: de Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, dëse Projet de loi, dee mir hei diskutéieren an ofstëmmen, ass d'Resultat vun der éischter Ronn vum Sozialdialog um Niveau vun der Tripartite. Mir hate virun enger Rei Wochen hei een Debat iwwert de Sozialdialog a mir hunn eis all derfir ausgeschwat, mengen ech, fir datt dee Sozialdialog erëm sollt opgeholl ginn. Et mengt ee jo bal, datt dee Message gehéiert gi wier. A wéi gesot, hei ass dat éischt Resultat elo vun deem Sozialdialog, dee jo vläicht e bëssen un d'Stottere komm ass.

De Projet ass am Detail erkläert ginn. Ech mengen, ech brauch do näischt méi derbäizefügen.

Vläicht eng Remark zu der Reform vun der ADEM: Déi mécht elo méi warscheinlech déi éischt grouss Feierprouf hei mat. Mat dem schnellen Traitéiere vun der Well vun Demandë fir de Chômage partiel ass déi éischt Etapp gutt iwwerstane ginn. Mee elo muss d'ADEM beweisen, dass si och bis elo nach déi bekannten Zuel vun Demandeurs d'emploi effikass an awer och mënschlech stemme kann. Wéi gesot, dat ass e groussen Defi, deen op se duerkënnt an där nächster Zäit.

Zum Schluss dann eng méi allgemeng Remark. Et ass gutt a richteg, dass mir mat dësem Projet de loi der ADEM hir Mesurë stäerken an, wéi gesot, och déi Leit ënnerstëtzen. Mee mir däerfen eis awer näischt virmaachen: Fir dass dës Mesurë gräifen, muss och den Aarbechtsmaart nees usprangen! Well mir hunn 20.000 Chômeuren, mir mussen also méi oppe Stellen zur Verfügung stellen. An do eng kleng gutt Nouvelle: D'Zuel vun den oppene Plazen ass am Juni nees par rapport zum Mee e bëssen eropgaangen.

An ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An dann, mengen ech, hätt de Sven Clement sech zu Wuert gemellt.

Une voix.- An de Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- A, do ass och nach … Jo, ech hunn deen net hei stoen. Mee Dir kritt awer d'Wuert, wann Der et wëllt.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat ass ganz gentil vun lech, Här President!

(Hilarité)

Ech hat eigentlech och eng ganz Ried virbereet, mee och bei mir ass déi avancéiert Zäit respektiv d'Atmosphär hei am Cercel awer esou, datt ech probéieren, mech relativ kuerz ze faassen.

Also déi Mesuren, déi hei agefouert ginn, besti jo am Weesentlechen doranner, Mesuren, déi schonn do ware fir bestëmmt Profiller, auszeweiden op méi Kategorië vu Leit. Dat wat am Text steet, wat Beispiller sinn an der Fiche financière, ass net ganz ambitiéis. Et geet heiansdo emol vun 100, heiansdo emol vu 50 Leit rieds, déi vun deene Mesurë kéinte profitéieren. Certes ass dat net no uewe limitéiert an et kann ee sech och virstellen, datt, deemno wéi, méi Leit op déi dote Mesuren, oder méi Entreprisen virun allem op déi dote Mesuren zréckgräifen.

Firwat mer eis enthalen: Ma Dir wësst, mir sti klassescherweis all deenen, oder enger ganzer Rëtsch vun deene Mesurë ganz kritesch géigeniwwer, well et awer bedeit, datt de Staat, an de meeschte Fäll ouni Garantie, d'Salairë fir de Patron respektiv och nach d'Cotisation-sociale fir de Patron iwwerhélt. Elo gëtt eng Extensioun gemaach, dat heescht, och ab 30 kënne Betriber dovunner profitéieren.

Mir gesinn awer och an, datt näischt maachen natierlech keng Optioun ass, woufir mer net géint dëse Projet stëmmen. Mee mir mengen awer, datt en net ambitiéis genuch ass an datt e virun allem de Kär vum Problem sécherlech als eenzel Mesure net léise kann an och net léise wäert. An ech mengen, datt do nach vun der Regierung Nachholbedarf ass, datt do nach Projete musse kommen. Verschiddener si jo schonn ugekënnegt an der Pipeline.

Dat misst onbedéngt geschéien, an notamment och fir déi Grupp, déi warscheinlech och am Hierscht verstäerkt op den Aarbechtsmaart drängt a wou et elo scho ganz schwiereg ass, nämlech fir déi Jonk, déi op den Aarbechtsmaart kommen, bei aktuell schonn enger ganz ugespaanter Situatioun, bei insgesamt 20.000 Chômeuren.

Bon, dëst gesot, mir stëmmen dëst Gesetz net mat. Mir stëmmen awer och net dergéint, mir enthalen eis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann ass et elo um Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ka mat deem Gesetz hei ganz vill ufänken, well et wierklech de Leit direkt hëlleft.

Et gëtt ee klenge Bemoll, deen ech fir mech perséinlech awer fonnt hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass, datt de Contrat de réinsertion-emploi, dee soss fir Leit, déi e bësse méi al ware wéi ech, gegollt huet, géif elo souguer scho fir mech gëllen. An ech hu mech bis elo mat 31 nach als jonk gesinn.

(Brouhaha et interruptions)

Dat heescht, dat ass e bëssen e klengt Schockgefill, muss ech esou soen, wann een dann op eemol liest, datt een duerch de Vott vun engem Gesetz quasi zu deenen net méi ganz esou Jonke gehéiert, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- E, e, e!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … datt een och net méi zum Jugendchômage géif gehéieren.

(Interruption)

Ech hunn net gesot „al", Här President, ...

(Hilarité)

... ech hu gesot „net méi ganz esou jonk".

Nichtsdestotrotz, mengen ech, ass et wichteg, datt mer fir all Alterstranche Mesurë schafen. Bei deene Jonken hu mer eng ganz Rëtsch Mesuren, déi et scho ginn. Deen eenzege Bemoll, deen ech kucken, wann ech elo esou d'Mesurë kucken, ass, datt zwëschent 26 an 30 nach véier Joer net duerch Mesuren ofgedeckt sinn. Ech ginn dann awer dovun aus, datt mer do iergendwa bäikommen.

Et kann awer sinn - den Här Kersch kuckt mech e bësse skeptesch -, et ka sinn, datt ech do dann eng Mesure net fonnt hunn.

Deementspriechend kann ech awer trotz dem Bemoll, datt ech elo mat engem Vott hei e bësse méi al ginn, ganz gutt mat deem Gesetz liewen an ech ginn eisen Accord.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci gesot. Ech hu kee weideren ageschriwwene Riedner. Da wär d'Wuert um Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech begi mech dann an déi nämmlecht Disziplinn an ech schwätzen hei vum Dësch aus. Fir d'éischt emol e ganz grousse Merci un alleguerten d'Spriecher vun de Fraktiounen. Et ass awer gutt ze gesinn, dass mer an der Chamber genau wéi an der Regierung eis alleguerten eens sinn, dass d'Chômagebekämpfung eng vun deenen éischte Prioritéite vun der Politik insgesamt muss sinn an och virun allem nach verstäerkt muss ginn. Ech mengen, do si mer eis eens.

Hei war e Projet, deen, wéi et och scho virdru gesot ginn ass, aus den Diskussiounen am Sozialdialog entstanen ass. D'Tripartite huet den 3. Juli stattfonnt, dat war freides, de Regierungsrot huet mëttwochs de Projet ugeholl. Donneschdes huet schonn de Staatsrot a sengem Aarbechtsgrupp de Projet diskutéiert a freides ass den Avis - also eng Woch méi spéit no der Tripartite - vum Staatsrot komm. Duerfir och e ganz besonnesche Merci un de Staatsrot, deen hei extreem séier geschafft huet.

An dann uschléissend natierlech och an der Chamberskommissioun, wou mer ganz séier de Projet konnten ënnert d'Lupp huelen, fir dass mer en och nach haut kënnen zur Ofstëmmung bréngen. Dat ass net nëmme wichteg, fir et eng Kéier an d'Zeitung ze schreiwen. Dat ass virun allem wichteg, well vun deem Moment un, wou mer de Projet dann am Mémorial stoen hunn, an dat wäert dann nächste Samschdeg de Fall sinn, déi Mesuren och kënnen direkt gräifen an also eng ganz Rei vu Leit dann och direkt kënnen dovunner profitéieren. Duerfir e ganz, ganz grousse Merci un alleguerten déi Leit, déi gehollef hunn, dass dëse Projet konnt finaliséiert ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An da selbstverständlech och e grousse Merci vu menger Säit aus un de Rapporteur, deen de Projet am Detail duergeluecht huet.

Dem Här Clement wéilt ech just soen, dass ech, niewent deene bekannte Moossnamen, ganz gäre bereet sinn, eng Kéier méi en ausféierleche Bericht virzeleeë vun all deene Mesuren, déi mer op der ADEM hunn. Ech mengen, dass mer an der Tëschenzäit esou wäit sinn, dass keng Alterskategorie exclu, also ganz ausgeschloss wär. Mee et ass richteg, et sinn eng Rei Mesuren, déi ëmmer erëm op Alterskategorien zougeschnidde waren.

Bis elo hu mer eng Politik verfollegt fir ze soen, mir achséieren eis haaptsächlech op d'Bekämpfung vum Jugendchômage an op d'Bekämpfung vum Chômage vun deene Leit iwwer 45

Joer. Mat dëse Mesuren, déi mer haut hei decidéieren, kënnt elo erëm déi Kategorie vun 30 bis 45 derbäi, wat awer net verhënnert, an Dir hutt et ugedeit, dass och an nächster Zukunft nach weider Projete wäerten hei op den Dësch kommen.

Merci nach eng Kéier fir d'Mataarbecht!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7627. Den Text steet am Document parlementaire 7627[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7627 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou. Da komme mer zum Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Le compte est bon. Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

(Concertation interne)

2 Abstentiounen, jo! Pardon.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7627 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7543 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7543 iwwert d'Ausbildung vun de Staatsbeamte bei der Police. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen, mech esou kuerz wéi méiglech ze hale fir dëse leschte Punkt um Ordre du jour vun haut. Ech géif Iech gären de Rapport virstelle vum Projet de loi 7543 iwwert d'Reform vun der Policeschoul.

D'Police stellt e wichtege Pilier an eiser Gesellschaft duer an huet eng Abberzuel vu Missiounen am Alldag, deene se muss gerecht ginn. D'Disponibilitéit vu gutt ausgebiltem Personal an ausräichender Zuel ass eng Erausfuerderung, déi am Laf vun de leschte Jore méi wéi eng Kéier hei am Haus ugeschwat ginn ass.

Eis Police muss dréngend rekrutéieren. An an deem Sënn ass och e Plan de recrutement opgestallt ginn, deen immens ambitiéis ass. Ëmmerhi sollen eng ronn 600 zousätzlech Poliziste rekrutéiert an ausgebilt ginn. Dëse Plang baséiert och op engem Accord, dee mat de concernéierte Gewerkschaften ausgeschafft ginn ass.

Esou sollen iwwert déi nächst dräi Joer 607 nei Polizisten agestallt ginn. A geplangt ass, dass am Joer 2021 207 Kandidaten ufänken, 2022 kommen dann déi nächst 200 Kandidaten derbäi, an 2023 sollen dann déi lescht 200 mat der Ausbildung ufänken, fir dann am Endeffekt op déi ronn 600 Polizisten ze kommen.

Dat ass en Challenge, net nëmmen, fir all dës Kandidaten ze fannen, mee och d'Policeschoul muss deenen neien Zuele gerecht ginn a sécherstellen, dass innerhalb vu kuerzer Zäit esou vill Kandidate kënnen ausgebilt ginn, an dat ouni dass et un der Qualitéit vun der Ausbildung hapert.

Si bis elo pro Joer normalerweis ëm déi 60 Polizisten ausgebilt ginn, esou sollen et der elo op déi nächst dräi Jore gesinn 200 pro Joer sinn. Nieft der Tatsaach, dass een heifir déi néideg Raimlechkeeten a Formateure brauch, ass et eeben och néideg gewiescht, d'Organisatioun vun der Formatioun unzepassen, an dat aus e puer Grënn.

Néideg war eng Moderniséierung vun der Formatioun, fir d'Attraktivitéit vun der Ausbildung ze erhéijen an eeben der Tatsaach gerecht ze ginn, dass d'Ausbildung huet missen op déi nei Zuel vu Kandidaten ugepasst ginn.

Duerfir ass decidéiert ginn, déi sougenannten ITB, dat ass d'Instruction tactique de base, ofzeschafen. Dës war net méi un déi haiteg Zäiten ugepasst, a mat steigender Zuel vu Stagiairen, esou wéi se elo am Kader vun deem ausseruerdentleche Rekrutement virgesinn ass, war se och net méi ëmsetzbar. En Deel vun deem, wat an der ITB ëmmer enseignéiert ginn ass, soll dann elo och hei an déi theoreetesch a praktesch Formatioun matfléissen.

Ausserdeem ass et jo esou, dass am Dezember 2019 dat neit Gesetz iwwert d'Reform vun de Stagen am ëffentlechen Déngscht gestëmmt ginn ass. Dat Gesetz gesäit notamment vir, dass d'Période de stage just nach zwee amplaz vun dräi Joer dauere soll, wouduerch an der Ausbildung vun den neie Polizisten déi praktesch Ausbildung vum drëtte Joer ewechgefall ass.

Et huet also missen e Wee fonnt ginn, fir de praktesche Volet vun der Ausbildung an déi zwee Joer Stage ze integréieren, dëst andeems d'Phas vun der theoreetescher Ausbildung gekierzt ginn ass fir d'Stagiairen aus de Karriäre B1 an C1.

An dësem Gesetz geet et also och drëm, de Kader fir d'Formatioun dësen neie Gegeebenheeten unzepassen, woubäi dës Upassungen an enker Zesummenaarbecht mat de Gewerkschaften an de professionellen Associatioune virgeholl gi sinn. Zil war et ënner anerem, de Besoine vun der Police en termes de recrutement gerecht ze ginn a sécherzestellen, dass et en Equiliber gëtt tëscht dem theoreetsche Volet vun der Ausbildung an deem praktesche Volet, also der Exekutioun um Terrain. Esou sollen an Zukunft d'Kandidate schonn am zweete Joer als Drëttpersoun u Patrulle kënnen deelhuelen.

Ze notéieren, dass dëse Projet de loi duerch zwee Projets de règlement grand-ducal exekutéiert gëtt; een iwwert de Rekrutement an een iwwert d'Formatioun.

Wat gëtt also elo konkreet fir dëse Projet de loi geännert? Als alleréischt ginn Amendementer am Artikel 58 vum Policegesetz vun 2018 virgeholl, an zwar um Niveau vun der sougenannter Enquête de moralité, déi gemaach gëtt fir festzestellen, ob e Kandidat ka fir de Stage zougelooss ginn. Déi Enquêtes de moralité sinn elo schonn am Gesetz virgesinn. Allerdéngs hunn dës bis elo ëmmer virum Examen-concours stattfonnt an hunn domadder och Kandidate betraff, déi zum Deel net bis zum Stage komm sinn.

An Zukunft sollen dës Enquêtes de moralité gemaach ginn dee Moment ier de Kandidat zum Stage zougelooss gëtt. An d'Zil ass et hei ënner anerem, d'Unzuel vun deenen Enquêten ze reduzéieren.

Ausserdeem gëtt elo am modifizéierten Artikel 58 nach en Zousaz gemaach, deen definéiert, dass d'Admissioun zum Stage refuséiert gëtt, wann déi néideg Qualités morales net gi sinn. Wat de prakteschen Aspekt vun dësen Enquêtes de moralité ubelaangt, esou definéiert den Artikel 58 onverännert, dass d'Police sämtlech Fichieren, déi hir legal zur Verfügung stinn, ka consultéieren, fir dës Enquêtes de moralité duerchzeféieren, soulaang dës pertinent sinn am Kader vun der Finalitéit vun der Recherche, nämlech dem Rekrutement vun engem potenzielle Kandidat oder enger potenzieller neier Kandidatin.

Des Weidere gëtt dann den alen Artikel 59 vum Policegesetz vun 2018 abrogéiert. Dësen huet bis elo virgesinn, dass de Minister vun der bannenzeger Sécherheet all Joer d'Unzuel vun de Stagiairë vun der Kategorie C géif definéieren. Vu dass d'Unzuel vun de Stagiairen no den allgemenge Reegele vun der Fonction publique definéiert gëtt, ass dës Dispositioun mëttlerweil iwwerflësseg.

Da geet et weider mat den Dispositioune ronderëm d'Organisatioun vun der Ausbildung, déi am Artikel 60 definéiert sinn. Wéi gesot, ass d'Dauer vun der Formatioun op zwee Joer erofgesat ginn, dëst fir sech konform ze setze mat den neien Dispositioune ronderëm d'Stagen an der Fonction publique.

Duerfir preziséiert den neien Artikel 60 elo, dass déi Stagezäit vun zwee Joer, also d'Formation professionnelle de base, op zwee Piliere berout, éischtens engem méi theoreetesche Volet mat senger Formation policière théorique et pratique, an zweetens engem praktesche Volet, dat ass d'Phase d'initiation pratique.

D'Instruction tactique de base gëtt an dësem Artikel ofgeschaaft. Des Weidere koum och e Paragraf hei derbäi, dee preziséiert, dass d'Unzuel vu Formatiounsstonnen an de verschiddene Groupes de traitement via Règlement grand-ducal definéiert gëtt.

Da gëtt am Artikel 62 vum 2018er Gesetz preziséiert, dass d'Droe vun der Waff obligatoresch ass fir d'Stagiairen, déi wärend hirer Phase de formation théorique et pratique e Stage an enger Unitéit maachen. An dëse Projet de loi gesäit dann ausserdeem vir - an hei iwwersprangen ech een Artikel, fir dat e bësselche méi kloer ze maachen hei am mëndleche Rapport -, en Artikel 64 anzefügen, dee festhält, dass d'Fonctionnaires-stagiaire mam Kader vun der Police assimiléiert ginn, dat nodeems si e speziellen Eed ofgeluecht hunn.

Wisou ass dat noutwendeg ginn? De Commentaire des articles gëtt eis heiriwwer Opschloss. Et ass jo esou, dass duerch dëst Gesetz déi Phase d'initiation pratique um Terrain, also an enger Patrull, elo erëm feste Bestanddeel vum Stage gëtt. Dat bedeit, dass d'Stagiairen, déi elo aktiv mat um Terrain ënnerwee sinn, mussen an hirer Qualitéit als Agent de police judiciaire oder administrative agéiere kënnen.

Fir ënnert deem Statut kënnen ënnerwee ze sinn, musse si eeben dëse Serment spécial leeschten. Dëse speziellen Eed gouf virdrun - an elo sprangen ech erëm zréck - am Artikel 63 ugefouert, wou preziséiert gëtt, dass dësen Eed um Enn vun der Formation théorique et pratique, also virun der Phase d'initiation pratique um Terrain geleescht gëtt an dass dëse Serment spécial hinnen eeben d'Qualité d'agent de police judiciaire oder de police administrative conferéiert, fir hinnen et ze erlaben, hirer Missioun nozekommen.

Wat den Historique vum Gesetzesprojet ubelaangt: De Projet de loi ass de 27. Mäerz 2020 vum Minister vun der bannenzeger Sécherheet deposéiert ginn. Den 2. Juni huet d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hiren Avis erausginn. Den Avis vum Staatsrot koum den 10. Juli. De Projet ass dunn an der zoustänneger Kommissioun a senger Sëtzung vum 16. Juli analyséiert ginn, wouropshin de Rapport opgestallt ginn ass.

E weideren Avis vun der CNPD, déi sech selwer saiséiert hat, ass eis de 17. Juli, also leider een Dag no der Kommissiounssëtzung zoukomm. Dat erkläert och, wisou dësen Avis am schréftleche Rapport net zur Geltung kënnt. An dofir wëll ech hei am Kader vun dësem mëndleche Rapport herno awer ausdrécklech drop agoen. De Rapport ass dunn den 20. Juli an der Kommissioun och ugeholl ginn.

Zu den Avisen ass ze soen: De Staatsrot huet a sengem Avis vum 10. Juli keng Opposition-formellen, och weider keng gréisser Remarke formuléiert. Ech géif dofir just op déi eenzeg méi substanziell Remark agoen. Esou ass de Staatsrot der Meenung, dass den Artikel 64, dee beseet, dass d'Stagiairë mam Polizeikader assimiléiert ginn, nodeems si de speziellen Eed geleescht hunn, kéint ewechgelooss ginn, well en näischt Neies bréngt par rapport zum Artikel virdrun.

Zum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics ass ze soen, dass si allgemeng d'accord si mat dësem Projet de loi. Si stinn der Simplificatioun vun de Prozeduren am Kader vun den Enquêtes de moralité och ganz favorabel géigeniwwer. Allerdéngs mierke si un, dass de Ressortminister hirer Meenung no och sollt kompetent sinn, wat de Refus au stage ubelaangt.

Da géif ech gären op den Avis vun der CNPD zréckkommen. Wéi virdru scho kuerz ugeschwat, ass dësen Avis eis leider relativ spéit zoukomm. A vu dass mir an der Kommissioun net wossten, dass d'CNPD sech selwer saiséiert hätt - wat ech awer ausdrécklech begréissen a woufir ech hinnen och Merci soen -, ware mir mat der Analys schonn esou wäit fortgeschratt, dass mir hire Remarken am schréftleche Rapport net konnte Rechnung droen.

Effektiv ass et och esou, dass mir dëst Gesetz brauchen, fir eis am Hierscht ze lancéiere mat där neier Formatioun, an et wier deemno net méiglech gewiescht, nach en Aller-retour a leschter Minutt mam Staatsrot virzehuelen.

Den Avis vun der CNPD beinhalt allerdéngs eng Partie wichteg Remarken. Konkreet huet d'CNPD virun allem beanstand, dass den Text net kloer preziséiert, wéi eng Fichieren dierfe gekuckt ginn, fir de Contrôle de moralité duerchzeféieren. Ouni dëst ze wëssen, ass et schwéier ze soen, ob den Accès op déi Donnéeën am Kader vun engem Recrutement justifizéiert ass oder net.

Dass d'Krittären net kloer definéiert sinn, unhand vun deenen entscheet gëtt, ob e Kandidat oder eng Kandidatin eligibel ass fir d'Formatioun unzetrieden, war en zweete Punkt, deen d'CNPD ugefouert huet. D'Fro, déi sech konkreet stellt, ass, wat d'Definitioun vun de Qualités morales ass, déi e Kandidat muss opweisen, fir kënnen an de Cadre policier opgeholl ze ginn.

An hirem Avis geet d'CNPD och op Beispiller aus der Belsch an aus Frankräich an a weist op, wéi et do gehandhaabt ginn ass. Elo hu mer, no all den Diskussiounen, déi mer am Laf vun de leschte Méint ronderëm den Dateschutz haten, jo d'Gewëssheet, dass mir net gänzlech ouni Base légale fonctionéieren. Am Fong schwätze mer hei och vun Dispositiounen, déi tel quel esou schonn am Text vun 2018 stoungen, déi also relativ rezent sinn. A se hunn zu deem Zäitpunkt och keng weider Bedenke weeder vum Staatsrot nach vun der CNPD ervirgeruff gehat.

Et ass, wéi gesot, eng Base légale do, och wat de Contrôle des antécédents ubelaangt, mee se ass op verschiddene Punkten net prezis genuch. An esou besteet och hei, wéi gesot, e gewësse Flou, dee vun der CNPD an hirem Avis thematiséiert gëtt.

Dëst ass dunn och an eiser Sëtzung vum 20. Juli, wou eigentlech de Vott vum Rapport um Ordre du jour stoung, zur Sprooch komm, an d'Membere vun der Kommissioun ware sech eens, dass et vu grousser Wichtegkeet ass, an dëse Fäll Transparenz op allen Niveauen ze hunn.

Et ass och ervirgehuewe ginn, dass et nieft de Froe vun Dateschutz a Krittären, och immens wichteg ass, dass d'Kommunikatioun vis-à-vis vun de potenzielle Kandidaten esou transparent wéi méiglech ass. A konkreet gouf driwwer geschwat, dass soll séchergestallt ginn, dass an der Publicitéit an am Echange mat den interesséierte Kandidate vu vireran däitlech ass, wat fir Donnéeë gekuckt ginn a wéi eng Krittären ugewannt ginn.

Heimadder géif ech da mäi mëndleche Rapport beendegen a géif och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Par contre, vu dass ech schonn hei um Riedner-pult stinn, erlaabt mer, dass ech no der Presentatioun vu mengem mëndleche Rapport nach eng Motioun géif deposéieren, déi vun deenen dräi Majoritéitsparteie plus deene Lénken an de Piraten ënnerschriwwe ginn ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'accord relatif à un recrutement extraordinaire au profit de la Police grand-ducale qui a été conclu en 2019 entre le Ministère de la Sécurité intérieure, la Police grand-ducale et les syndicats et associations professionnelles de la Police grand-ducale ;

- vu le plan de recrutement pour les années 2020 à 2022 qui va permettre de renforcer substantiellement les effectifs de la Police grand-ducale ;

- considérant la nécessité d'adopter la réforme de la formation des fonctionnaires stagiaires de la Police grand-ducale en temps utile pour qu'elle puisse encore s'appliquer à la promotion de 2020-2021 ;

- tenant compte de l'urgence de mettre en œuvre l'accord et le plan de recrutement précités ;

- vu qu'un contrôle de moralité s'impose afin de s'assurer que les candidats admis au stage disposent des qualités morales nécessaires à l'exécution d'une des fonctions du cadre policier ;

- vu que la Commission nationale pour la protection des données, dans son avis du 17 juillet 2020, porte l'attention sur le fait que le cadre légal mérite certaines précisions, notamment une définition claire en ce qui concerne les qualités morales requises, les contours et la portée de l'enquête de moralité, et l'accès aux fichiers qui sont légalement accessibles à la Police grand-ducale lors de l'enquête de moralité ;

- vu l'attachement de la Chambre des Députés aux principes essentiels de la protection des

données et afin d'assurer la transparence et la publicité des critères à appliquer lors de l'enquête de moralité ainsi que la sécurité juridique,

invite le Gouvernement

- à veiller, dans le cadre de l'enquête de moralité, au respect des dispositions applicables en matière de protection des données à caractère personnel ;

- à présenter, voire adapter, les critères d'honorabilité auxquels les candidats doivent répondre afin de pouvoir être admis dans le cadre policier ;

- à veiller que les candidats soient informés au préalable des critères pris en compte par la Police grand-ducale lors de l'enquête de moralité ;

- à analyser la question de l'honorabilité afin de procéder, le cas échéant, aux adaptations législatives qui s'imposent.

(s.) Stéphanie Empain, Marc Baum, Dan Biancalana, Marc Goergen, Claude Lamberty.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wollt, vu dass mer hei op den Avis vun der CNPD aginn, dann och an aller Transparenz eng Kéier um Riednerpult soen, ëm wat et an dëser Motioun geet.

Also, mir fuerderen d'Regierung an dëser Motioun dozou op, de Kriticke vun der CNPD gerecht ze ginn, andeems si:

- éischtens am Kader vun der Enquête de moralité derfir suergt, dass den Dateschutz respektéiert gëtt;

- d'Krittären, déi festleeën, ob e Kandidat eligibel ass, fir an de Policekader anzetrieden, presentéiert an, falls néideg, och preziséiert;

- dass se derfir suergt, dass d'Kommunikatioun klappt an déi néideg Informatiounen am Virfeld vun der Enquête de moralité de Kandidaten zur Verfügung stinn; a

- véiertens, dass se analyséiert, ob de legislative Kader, wat déi Enquête de moralité ubelaangt, duergeet, oder ob eventuell mussen Adaptatioune virgeholl ginn.

Voilà! Dëst gesot, soen ech Iech nach eng Kéier Merci a soen och scho Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice, der honorabeler Madamm Stéphanie Empain. An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als CSV-Fraktioun wäerte mir eis bei dësem Gesetzesprojet enthalen.

Mir sinn net géint d'Formatioun vun de jonke Rekrute bei der Policeschoul. A mir hunn och kee Problem domadder, dass d'Zuel vun hinne soll eropgesat ginn. Mir hunn och kee Problem mat enger Enquête de moralité. Woumadder mer awer e Problem hunn, dat sinn d'Modalitéite vun dëser Enquête de moralité, oder ech géif éischter soen, d'Netmodalitéite vun dëser Enquête de moralité.

Am Gesetzesprojet steet nämlech Follgendes: « Il est procédé à une enquête de moralité ... », a weider, « Cette enquête est effectuée par la police qui peut consulter les fichiers qui lui sont légalement accessibles et pour autant que cette consultation est pertinente quant à la finalité recherchée. »

Op eis Nofro hin an der Kommissioun, wéi eng Fichieren da géife gekuckt ginn, konnt de Minister eis net äntwerten. Op eis Nofro hin, wéi eng Base légale da gëlle géif fir d'Fichieren ze kucken, huet de Minister eis gesot, dat wiere Prescriptions internes vun der Police an de Code de déontologie vun der Police.

Ben, wann elo e Code de déontologie a Prescriptions internes vun der Police als legal Basis betruecht ginn, fir Fichieren iwwer Privatleit ze kucken, déi wëlle bei d'Police schaffe goen, dann hu mir als CSV-Fraktioun e seriöe Problem domadder. Och wat eng sougenannte „consultation pertinente quant à la finalité recherchée" ass, wësse mir zu dësem Zäitpunkt nach ëmmer net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Commission nationale pour la protection des données huet ee ganz kriteschen Avis gemaach zu dësem Gesetzesprojet. Si war emol net gefrot ginn, fir en Avis ze maachen, mee huet sech missen autosaiséieren, fir dat ze maachen.

Mir fannen et extreem schued, dass d'Kommissioun respektiv d'Rapportrice dësen Avis net an hire schréftleche Rapport afléisse gelooss huet, well dësen Avis huet et a sech! Mir hunn als Kommissioun den Avis zesumme mam Projet de rapport e Freideg den Owend geschéckt kritt. E Méindeg de Moien ass de Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn.

Mir sinn als Fraktioun der Meenung, dass d'Rapportrice zumindest iwwert de Weekend hätt kënnen e klengen Abschnitt un d'Membere schécke vun der Kommissioun, wou se déi Haaptpunkten opgezielt hätt. A mir wieren alleguerte bereet gewiescht, fir dat e Méindeg an de Rapport matafléissen ze loossen. Mee dat ass an dësem Fall net geschitt, a mir bedaueren dat wierklech!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- D'CNPD an hirem Avis seet, dass d'Konditiounen an d'Modalitéiten, op der Basis vun deenen d'Enquête de moralité gemaach gëtt, net prezis genuch sinn an dësem Gesetzesprojet.

Des Weidere seet d'CNPD, dass et dem Text vum Gesetzesprojet un Transparenz feelt. De Kandidat weess net, wéi eng Fichiere gekuckt ginn a wéi eng Krittären applizéiert gi fir ze evaluéieren, ob hien déi néideg moralesch Qualitéiten huet. Grad mat de rezenten Diskussiounen iwwert d'Consultatioun vu Fichiere vu Privatleit, déi sech beim Staat op Plaze mellen, hätte mir als CSV-Fraktioun eis erwaart, dass d'Regierung sech zumindest bei neie Gesetzesprojete géif méi e gereegelte Kader ginn, fir esou Donnéeën ze consultéieren.

Mir bréngen et awer fäerdeg, fir e Règlement grand-ducal ze maachen, an deem ganz detailléiert opgezielt gëtt, wéi eng Formatioun gemaach gëtt, wéi de Sportstest ausgesäit, wéi eng Krittären zielen, wéini wat muss gemaach ginn. Do kréie mer et hin, mee bei den Donnéeën, déi consultéiert gi vun de Leit, do kréie mir et einfach net hin!

An dobäi hu mir nach e Gesetz iwwert d'Protection des données, wou dat gereegelt gëtt. An de Staat huet sech och dorunner ze halen, och de Staat huet dat ze respektéieren!

An eisen Ae muss all Kandidat informéiert ginn, wéi eng Fichiere consultéiert ginn, wéi eng Krittären ..., oder wat d'Krittäre si fir ze soen, ob hien d'Konditiounen erfëllt. An e muss wëssen, wat duerno mat den Donnéeë geschitt, déi iwwer hie gesammelt gi sinn.

Mir hate bis elo an der Justizkommissioun wierklech gutt Sitzungen iwwert d'Policefichieren. A mir sinn enttäuscht, dass bei dësem Gesetzesprojet erëm alles op d'Kopp gestallt gëtt an all déi Punkten, déi an eisen Ae scho geklärt ware bis elo, et elo iergendwou net méi sinn. An op Basis vu genee dësen Argumenter misste mir eigentlech géint dëse Gesetzesprojet stëmmen.

Well mir awer derfir sinn, dass de Stage vun de Fonctionnairë reforméiert gëtt, pardon, de Fonctionnairen, déi am Policekader sinn, wäerte mir eis bei dësem Gesetzesprojet just enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Fir d'alleréischt emol e ganz grousse Merci un d'Rapportrice, déi, mengen ech, hei e ganz detailléierte Rapport geschriwwen huet an awer nach méi detailléiert quasi hei virbereet huet an explizéiert huet. Dofir e ganz grousse Merci dozou.

Ëm wat geet et hei? Et geet emol haaptsächlech dorëm, dass d'Police Moyene kritt, fir eng modern Ausbildung vun de Poliziste kënnen ze maachen, fir dass mer am Endeffekt genuch Polizisten op den Terrain kréien. Mir wëllen eng modern Police. Mir wëllen eng Police, déi no beim Bierger ass, déi och d'Sécherheet vun de Bierger ka garantéieren. A mir wëllen eng Police, déi eng attraktiv Karriär fir déi zukünfteg Polizisten duerstellt. A ganz genau dat ass dat, wat dëst Gesetz hei wäert erliichteren. Mir wäerte Polizisten op den Terrain kréien. Mir wäerte gutt ausgebilte Polizisten op den Terrain kréien. A mir wäerte gutt ausgebilte Polizisten, déi eng gutt Karriär viru sech hunn, op den Terrain kréien.

Ee Punkt, well en och opgegraff gouf, an deen d'Rapportrice menger Meenung no awer exzellent erkläert huet, firwat en net am Rapport ass, sinn déi Froen, déi vun der Dateschutzkommissioun opgeworf goufen an déi een och ganz seriö soll huelen. An ech mengen, dofir ass déi Motioun jo och …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Claude Lamberty *(DP).*- … am Numm vun der Majoritéit plus deene Kolleege vun deene Lénken an de Piraten ënnerschriwwe ginn, dofir ass déi Motioun do. An dofir wäerte mer och, wann da muss nogebessert ginn, genau wat d'Motioun jo och fuerdert, wäerte mer dat och maachen.

Mee ech denken, et sollt een d'Zil vun dësem Gesetz hei net aus den Ae verléieren, nämlech, dass mer iwwer 600 Polizisten an deenen nächste Jore wäerte kënne rekrutéieren, duerch eng modern an eng effikass Reform vun der Ausbildung. An dat erreeche mer heimadder.

An domat ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun den Haaptconstate vum rezenten Débat de consultation zur Ëmsetzung vun der Policereform war deen, dass d'Reform steet a fält mat den Effektiver, déi d'Police zur Verfügung huet. De Rekrutement wäert an deenen nächste Joren also eng fundamental wichteg Roll spillen.

Als LSAP hate mer deemools ugemierkt, dass fir eis Rekrutement a Formatioun Hand an Hand ginn. D'Policeaarbecht gëtt ëmmer méi komplex. D'Erausfuerderungen um Terrain an d'Kriminalitéit evoluéiere stänneg. Duerfir ass eng héichwäerteg Formatioun, mee och d'Formation continue immens wichteg. Dat ëmsou méi, well, wéi virgesinn am Accord tëschent dem zoustännege Ministère, der Police an de Polizeigewerkschaften, an den nächsten dräi Joer massiv rekrutéiert gëtt.

A mir mussen natierlech och sécherstellen, dass all Eenzelne vun den neie Policebeamten eng héichwäerteg Ausbildung kritt. Dat ass am Interêt vum Stagiaire selwer, mee och am Sënn vun enger staarker a responsabeler Police. Duerfir ass et an den Ae vun der LSAP och richteg a wichteg, dës Formatioun de Realitéiten unzepassen.

Am Kader vun der Harmoniséierung vum Stage an der Fonction publique mat enger Reduktioun vun der Dauer vun dräi op zwee Joer gouf jo ënner anerem och d'Phase d'initiation publique supprméiert. Mat den neien Dispositioune gëtt fir d'B1- an d'C1-Karriär, Karriären éischter, d'Phase de formation policière théorique et pratique elo gekierzt an d'Phase d'initiation pratique erëm integréiert. D'Instruction tactique de base gëtt dogéint ofgeschaaft, och mam Argument - an ech mengen, dat ass net onwichteg -, dass den Taux d'échec verréngert gëtt an d'Attraktivitéit vum Beruff verbessert gëtt. Zwee ganz wichteg Elementer, mengen ech, am zukünftege Rekrutement vun neie Policebeamten.

An ech denken och, dass mer hei e gudden Equiliber kréien engersäits tëschent theoreetesche Kenntnisser a Kompetenzen a praktescher Erfarung um Terrain.

Et ass awer och grad esou wichteg bei där Diskussioun, déi mer haut hei féieren, d'Formatioun an e puer Joer ze evaluéieren an och gegeebenefalls unzepassen.

Loosst mech awer och nach kuerz op d'Enquête de moralité agoen, well se jo virun der Admission au stage duerchgefouert gëtt. D'CNPD huet an hirem Avis, an d'Rapportrice ass och an hirem mëndleche Rapport drop agaangen, e puer pertinent Remarke gemaach.

Vu dass dës Enquêten en Agréff natierlech an d'Privatliewen duerstellen an och perséinlech an deelweis ganz sensibel Donnéeë gesammelt ginn, missten dës Enquêten an den Traitement vun den Donnéeë laut der CNPD méi spezifesch encadréiert ginn. A si ginn och do d'Beispill vun eise belschen an och eise franséischen Noperen, maache souguer e Renvoi op hir Gesetzestexter.

Engersäits wieren d'Krittäre vun dëser Enquête respektiv d'Definitioun vun de Qualités morales, déi vum Kandidat gefrot ginn, net prezis genuch ëmrass, wat dem Kandidat keng Previsibilitéit gëtt, wat genau gekuckt gëtt a wat vun him erwaart gëtt. An och den Accès op verschidde Policefichieren, déi am Kader vun der Enquête morale consultéiert ginn, wier net kloer gereegelt.

Bon, dat si ganz kloer och an den Ae vun der LSAP wichteg Froen. Mee duerfir ënnerstëtze mer awer och ganz kloer d'Motioun, well si geet an déi richteg Richtung. An an Zukunft brauche mer och e Mindset, deen engersäits de Schutz vun der Privatsphär an den Dateschutz a priori matabegräift, grad bei kruzial sensibele Punkten.

Natierlech kënne mer dëse Projet matdroen, ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen och der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt ufänken an der Madamm Empain Merci soe fir hire Rapport an Iech, Här Minister, wëll ech felicitéiere fir déi nei Opuerdnung vun der Regierungsverantwortung, déi Iech elo an der Police jo nach e bësse méi Laascht op d'Schëllere leet, huelen ech un, fir dat alles ëmzesetzen, wat hei decidéiert gëtt.

Et ass elo esou, datt mir als Ufanksbemierkung vläicht wëllen awer eng Remark opgräifen, déi d'Chambre des Fonctionnaires gemaach huet. An dat ass eng Reklamatioun. Eng Reklamatioun, déi berechtegt ass an déi mer eis sollten zu Häerz huelen an där Manéier, wéi mer Gesetzer maachen. Mir sollen d'Chambres professionnelles froen, hinnen Zäit loossen, en Avis ze maachen, an deen Avis och berücksichtegen. Dat ass eng Saach, déi hei, bon, mir sinn elo vläicht an enger Ausnamesituatioun duerch Covid an duerch déi Situatioun eeben, an där mer sinn, datt mer musse ganz vill a ganz kuerzer Zäit legiferéieren, mee et ass awer allgemeng wichteg, mengen ech, datt mer deen Apport - deen dacks ganz wäertvollen Apport vun de Chambres professionnelles! - méi an eis Aarbecht afléisse loossen.

Elo, wat dat Gesetz hei speziell ugeet, wëll ech betounen, datt d'ADR och begréisst, dat ass wierklech néideg, datt d'Police ausgebaut gëtt. Et ass awer net dat eleng ze gesinn. Mir mussen der Police déi beschtméiglech Ausbildung ginn, Quantitéit a Qualitéit!

Mee hei ass et esou, datt ee Joer Stage supprméiert gëtt. Dat ass zréckzefëieren op en e bëssen iwwerstierztent Verspriechen, wat d'Demokratesch Partei virun deene leschte Wale gemaach hat, wat eng ganz Rei Konsequenzen op dee ganze Staatsapparat huet, doduerch datt d'Stagë méi kuerz gemaach gi sinn, déi awer dacks hire Sënn hunn, och hei hire Sënn hunn.

An dee Qualitéitsverloscht, deen domadder op ville Plaze verbonnen ass, do gëtt et en Newspeak! Et gëtt eng Sproochreegelung hei, déi fënnt een an esou ville Projete: Wann de Stage méi kuerz gëtt oder d'Formatioun gekierzt, dann heescht dat e Perfektionnement. Dat steet och an dësem Rapport: eng Formation de qualité, Attraktivitéit, héichwäerteg, modern. Et gëtt gelueft! Mee a Wierklechkeet fale ganz vill Saachen ewech. D'Realitéit ass eng aner. Mir hu Leit, déi si manner ausgebilt!

Ass dat normal fir eng Police, datt d'Instuction tactique de base net méi do ass? Wou solle se dat da léieren? Bei der éischter Kläpperei am Park?

(Hilarité)

Ech mengen, wéi bereede mer eis Polizisten op esou Situatioune vir? Op déi an op vill anerer? Wéi léiere se Qualitéiten, déi een awer muss hunn an engem Beruff, dee vill militäresch Qualitéite brauch, fir et kënnen ze maachen? Wou léiere se déi Saachen nach? Wéi kënnen déi Leit esou Situatiounen dann affrontéieren?

Et ass wierklech eng traureg Saach. Och am Sproochenniveau. Den Niveau, dee geet erof. D'Schoule ginn erof säit Joren. Säit 20 Joer verléiere mer Sproochkenntnisser an de Schoulen. Och hei an der Polizeiausbildung verléiere mer der.

A wësst Der, an der Police ass et extreem wichteg, datt d'Leit kënne korrekt formuléieren, wann d'Protokoller geschriwwe ginn. Dat sinn Dokumenter, déi viru Geriichter produzéiert ginn, déi do Beweiskraaft hunn. An et ass net egal, wéi eppes do formuléiert gëtt. An et ass wichteg, datt mer déi sproochlech Ausbildung vun eiser Police net erofsetzen, mee eropsetzen, datt déi Leit sech esou gutt wéi méiglech an esou prezis wéi méiglech kënnen ausdrécken.

Mir hunn eis grouss Suerge gemaach. An et ass net nëmmen dat, mee et sinn och politesch Froen, déi mer hei wëllen uschwätzen. Et geet ëm d'Lëtzebuergescht.

Wa mer hei kucken, wat an deem Gesetz steet, dann ass jo fir d'Karriäre B1 an C1 d'Épreuve standardisée op Lëtzebuergesch gestrach. Connaissance de l'état luxembourgeois fir de B1 an C1 gëtt gestrach. Et steet bei B1 an C1, mengen ech, nach, datt en Entretien oral op Lëtzebuergesch ass, ouni den Niveau ze preziséieren. Bei der Karriär A gëtt et en Entretien oral, do steet net, a wéi enger Sprooch e muss geféiert ginn.

Et ass evident, datt dëst Gesetz soll virbereeden op dat, wat dës Regierung, mat der Ënnerstëtzung vun der CSV, muss ech leider soen, wëllt: Datt kloer d'Regierung mat dësem Gesetz de

Schrëtt mécht, fir d'Police erëm eng Kéier opzemaache fir Auslänner, an net nëmme fir Auslänner, mee fir Leit, déi eventuell kee Lëtzebuergesch kënnen. Dat ass eppes, wat mir als ADR net matdroen.

Mir wëllen dee Wee net matgoen. Mir hätte gär, datt jiddwereen an der Police déi lëtzebuergesch Nationalitéit huet a Lëtzebuergesch kann. A mir hunn ëmmer erëm gesot: Een, deen hei wëllt Polizist ginn, dee kann och dee Schrëtt maache fir Lëtzebuerger ze ginn. Ech mengen, datt een dat ka vu jiddwerengem erwaarden.

Wësst Der, et ass och fir eis kloer, datt déi Bemierkunge gëllen, déi och vun der Chambre des Fonctionnaires gemaach goufen: Déi Leit, déi an d'Karriär C2 erakommen, dat mussen der och sinn, déi net nëmmen elo direkt am Déngscht sinn an der Arméi, mee dat och Leit musse kënne sinn, déi scho méi laang virdrun an der Arméi waren an dann nach wëllen an déi Karriär goen.

An da gëtt et déi Diskussioun hei ëm d'Enquête de moralité. Wat de Fong ugeet, mengen ech, huet d'Madamm Adehm an engem feieregen Exposé wierklech eng Rei vu pertinenten Observatioune gemaach. Et muss eng gewësse Kloerheet do sinn. An déi Motioun, déi d'Regierung - d'Regierungsparteien - eis hei presentéiert, déi zeechent sech aus duerch e ganz allgemenge Kader, soudatt ee ganz vill kann do dra liesen.

Mee ech stellen Iech nach eng aner Fro, déi da vläicht en sus zu deem kënnt, wat d'Madamm Adehm scho gesot huet. Dir wëllt jo, dat hutt Der jo hei gesot, d'Police opmaache fir EU-Auslänner. Wéi maacht Der dann d'Enquête de moralité fir d'EU-Auslänner? Wéi eng Fichiere kënnen dann do gekuckt ginn? Frot Der déi franséisch Police, déi belsch Police, déi rumänesch Police an, ech weess net, déi nordkoreanesch, fir do d'Enquête de moralité ze maachen? An Dir akzeptéiert dat hei? Wat sinn dann do d'Krittären?

Ech géif dat emol gär wëssen, wann Der wëllt higoen, oder och nëmmen EU-Auslänner wëllt huelen. Wéi fonctionéiert dat dann? Wou sinn dann do d'Konditiounen an d'Rechtssécherheet vun de Kandidaten?

Wësst Der, mir stinn als ADR voll zu eiser Police. Mir ënnerstëtze se, wou mer nëmme kënnen. Mir hätte gär, datt dës Police staark ass an allen Erausfuerderungen, déi an eiser Gesellschaft haut op si zoukommen, gewuess ass. All eenzelne Polizist muss och vun eis geschützt ginn. Mee well mer d'Police net am Stéch loossen, Här Minister, léif Kolleegen, stëmme mir dëst Gesetz net mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et gouf scho villes erkläert. Et ass wierklech esou, dass mir eis och an der Kommissioun enthalen haten, well eeben déi Enquête de moralité eis ferm um Bauch louch an d'CNPD deementspriechend och Recht hat, wat se an hirem Avis geschriwwen huet, wou een awer korrekterweis och muss soen, dass deen zimmlech spéit erakomm ass. Dat ganzt Gesetz hat e bëssen en TGV-Tempo drop, soudass dat eent iwwert dat anert gefall ass.

Et ass awer esou, dass mer haut wäerte mat Jo stëmmen, well mer mat der Motioun averstane sinn, déi déi Enquête ganz kloer wäert reegelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. De Minister fir d'Sécurité intérieure, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt wëll ech Merci soen der Rapportrice, well si huet ausféierlech iwwert d'Methodik geschwat an och, wéi d'Schoul organiséiert ass, nei organiséiert gëtt, respektiv och op d'Dréngleschkeet higewisen, dass mer natierlech e grousse Kontingent u Rekrute brauchen. An dofir brauche mer se alleguerten, fir wierklech fir d'Police ze plädéieren, well mer alleguerte wëssen, dass de Manktum dobaussen awer grouss ass.

Dofir wëll ech net ze vill op déi eenzel Praktiken agoen. Ech wollt awer just ee Punkt eraushuelen, well ech dat och als Erënnerung u meng eegen Zäit als Proff hunn, an dat hunn ech e bëssen hei zréckfonnt, nämlech deen handlungsorientéierten Unterrecht. A wat dat ass, konnt ech mer e Bild maache bei der Visitt vun der Policeschoul selwer - ech war de leschte Méindeg sur place -, an och, wéi haut d'Policeschoul organiséiert ass an zukünfteg wäert organiséiert ginn, nämlech op genau déi spezifesch Problematiken, déi se all Dag begéinen. An ech mengen, et ass dat, wat dat Wichtegst ass.

Ech wëll ee Wuert iwwert d'Sproocheformatioun soen. Ech mengen, d'Policeschoul ass vläicht net à même, Sproochendefiziter vun der Ausbildung opzefänken. Wat d'Police awer kann, ass déi Sprooch esou unzewenden, fir dass dat och an hirem Alldag ka gemaach ginn. An et ass jo och dat speziell, wat an der Ausbildung weidergemaach gëtt.

Et ass virdrun, ech mengen de Gilles Baum hat dat gesot, do sëtzt en, insbesondere bei der Chômagebekämpfung, dass wierklech …

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Et war de Marc Baum!

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- A pardon! Ech hat dat … Entschëllegt, entschëllegt!

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ee Baum verstoppt een aneren!

M. André Bauler *(DP).*- En huet vu lauter Beem de Bësch net méi gesinn!

(Hilarité)

M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mee jiddefalls, dass et wichteg ass, natierlech och fir Primaner an der Schoul, hir Zukunft an der Police ze fannen. An dofir wier ech frou, wa mer ganz vill Agente wäerte fanne fir matzegoen.

Da wëll ech awer och, wat dat Wichtegst ass, op d'Moralitéit agoen, well et éischtens zu Diskussioune gefouert huet an ech dat och direkt opgegraff hunn, souguer zweemol an der Kommissioun, direkt am Ufank an och zum Schluss nach eng Kéier.

Vläicht quant à la forme: Leider hunn ech dëse Rapport offiziell am Ministère eréischt den 22. Juli kritt, wou mer deen du konnten am Detail analyséieren. Ech hunn en och iwwert de Weekend, ech wëll soen sonndes owes kritt fir ze kucken, an ech hunn och ganz pertinent Froen dodranner fonnt, an dat hat ech och an der Kommissioun moies esou gesot.

Natierlech ass et wichteg, dass mer éischtens eng Moralitéitsprüfung maache bei der Police, well d'Police ass deen, an dat war jo aus der Debatt erauskomm, déi mer hei haten, a si ass déi Eenzeg, déi e bëssen de Gewaltmonopol huet. An do musse mer schonn e ganz gesonden Equiliber fannen zwëschent deem, deen ufänkt bei der Police, a senger Vergaangenheet.

Ech sinn awer komplett dermat d'accord: Wou ass dann déi Vergaangenheet? Wou hält se op a wou fänkt se un? Wéi eng Krittäre passen doran? An déi Diskussioun, déi hat ech jo e puermol matgemaach zwësche Justiz an der Police selwer iwwert dee Fichier, wou mer jo zeg Stonnen a ganz konstruktiven Debatte maachen a gemaach hunn, fir zu engem Konsens ze kommen. Wou mer jo och schliisslech, hoffen ech - an dofir huet den Här Bausch jo relativ méi spéit ofginn u mech, well mer wollten, dass dee Projet gutt weiderkënnt, wat d'Fichieren ubelaangt -, awer elo op e Resultat komm sinn, fir dass mer dat Gesetz kënnen deposéieren.

An deem selwechten Otemzuch gëtt jo och vun den Antecedentë geschwat. An deem selwechten Otemzuch ass och d'Problematik, déi d'Justiz hat bei engem gewëssene Kandidat, an dass mer dat musse klären.

Fir eis war et kloer, dass dat och do nach eng Kéier muss diskutéiert ginn, am Fong diskutéiert muss ginn. An dofir hunn ech och direkt gesot: Ech ënnerstëtzen dat, wat an der CNPD geschriwwe ginn ass. Ech weess awer net bei all Detail, ob en d'Strooss hält. An dofir hunn ech gesot: Mir analyséieren dat am Fong, a wann et soll sinn, dass mer mussen adaptéieren, och gesetzlech, da solle mer dat och maachen. Mer sollen dat mat engem Konsens maachen, esou wéi mer och déi lescht Diskussioune gefouert hunn.

D'gesetzlech Basis hat ech och gesot dee Moment. Ech hat den Artikel 58 awer erwäänt. Ech hunn och nogefrot an och nogelies, wat dann deemools Bestanddeel war vun den Diskussiounen, wéi 2018 dat neit Policegesetz komm ass, an do war kee contrairen Avis dozou komm. Do huet souwuel d'CNPD wéi och de Staatsrot all déi Moossnamen, déi mer hei ageschriwwen hunn, och guttgeheescht, d'gesetzlech Basis.

Ech weess awer, haut si mer dräi Joer méi spéit. Ech weess och, dass mer Diskussiounen haten, an ech wëll déi och net negligéieren an ech wëll se och als gutt empfonge gesinn. An ech mengen, dass mer hei zesummen, Chamber a Regierung, elo Léisunge fonnt hunn, wat elo d'Fichieren ubelaangt, fir dass déi awer d'Strooss halen, gemeinsam. An ech maache mäin Ugebot hei, an dat hat ech an der Kommissioun gesot, dass ech duerchaus bereet sinn, éischtens fir d'Krittären. Fir mech ass et ganz kloer: Een, dee sech an eng Verwaltung wëllt nennen, dee muss och wëssen: Op wat ginn ech da getest? Wéi wäit geet deen Test?

Mir sinn eis kloer, wat an der Zäit net esou kloer war, wann een emol ënner 18 Joer iergendeppes - eng Jugenddommheet, géif ech dat elo mol nennen - gemaach huet, dass dat hei fir mech net méi de Krittär kéint sinn, fir een auszeschléissen aus enger Police.

Dat wëllt awer net soen, dass mer eis awer mussen eng Rumm ginn. Wéi déi Rumm elo ausgesäit, ob se an d'Gesetz gehéiert, weess ech net. D'CNPD seet, d'gesetzlech Basis wär net kloer genuch, wär net transparent genuch. Ech si ganz kloer fir déi Transparenz.

Dass mer Prescription-internen hunn, mag vläicht net genuch sinn. Da musse se awer och public gemaach gi fir dee Kandidat, dee sech da mellt. An ech mengen, do stinn ech Iech awer Ried an Äntwert, fir do eng Léisung ze fannen. Mer hu jo am Moment och d'Chance, dass … Déi Kandidaten, déi elo ufänken, maache jo elo de Staatsexamen mat deenen aneren alleguerten. Et geet alles iwwer GovJobs. De Krittär, wou se hierkommen, an dat gëtt do scho gekuckt, transparent, wéi bei jiddwer anerem Kandidat och, dee bei de Staat wëllt kommen. An duerno gëtt jo eréischt déi spezial Moralitéitsprüfung.

Dat wäert, wann ech de Kalenner kucken … Déi éischt Exame sinn esou fir de September geduecht, mengen ech, vun der Fonction publique. An da wäert déi Moralitéitsprüfung mat deem speziellen Examen, fir bei d'Police ze goen, am November ugoen.

Bis dohinner, mengen ech, hu mer Zäit genuch. An ech engagéiere mech, mat Iech zesummen ze kucken: Wat sinn d'Krittären? Wéi kënne mer dat … A wann et muss sinn, ech schléissen dat net aus … An dofir hunn ech, wéi ech gefrot gi sinn, mat enger Motioun … Ech schléissen dat net aus, dass mer da vläicht eng gesetzlech Adaptatioun maachen. Wa mer dee richtege Wording fannen, wa mer eis propper agrenzen, da sinn ech fir all Diskussiounen op.

An dofir soen ech awer Merci fir déi grouss Zoustëmmung. An ech hoffen, dass meng Argumentatioun der CSV vläicht duergeet, fir de Projet awer matzedroen, mat dem Engagement, dass ech, wann d'Rentrée ass, och eng Rei vu Krittären opbaue wéilt, mat Iech ze diskutéieren, esou wéi mer dat iwwregens och an deenen anere Kommissioune mat de Fichiere gemaach hunn.

Dat ass mäin Engagement, wat ech ka maachen.

(Interruption)

Ech si frou fir d'Zoustëmmung, fir dass mer elo kënnen an d'Offensiv goen, fir déi Rekruten ze fannen. Mir brauchen der 207. Mir hunn dee Kontingent kritt. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer dat endlech kënne maachen, dass mer och der Police um Terrain kënnen Ënnerstëtzung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7543 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7543. Den Text steet am Document parlementaire 7543[3].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 33 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par Mme Tess Burton), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalna), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par M. Marc Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun. Ass nach een, deen d'Wuert zur Motioun wëllt ergräifen? D'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun gekuckt. Si huet véier verschidde Punkten dran. Deen éischte Punkt, wou d'Chamber soll d'Regierung opfuerderen, fir derfir ze suergen, dass d'Gesetzer respektéiert ginn, do stelle mir eis carrement d'Fro, wou mir hei sinn.

Fir eis ass et selbstverständlech, dass d'Gesetzer hei respektéiert ginn!

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- All Verwaltung huet d'Gesetzer ze respektéieren! All Fonctionnaire, dee vereedegt ass, huet en Eed geschwuer, fir d'Gesetzer ze respektéieren. Duerfir muss hei vun eiser Säit aus net eng Regierung nach eng Kéier opgefuerdert ginn, fir derfir ze suergen, dass d'Gesetzer respektéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Zweete Punkt: « à présenter, voire adapter, les critères d'honorabilité auxquels les candidats doivent répondre afin de pouvoir être admis dans le cadre policier ». An eisen Aen ass deen zweeten Tiret d'Failliteerklärung vun der Majoritéit.

Plusieurs voix.- O!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Well dass dat dote muss an enger Motioun drastoen, dat weist jo kloer an däitlech, dass et dat doten net gëtt, dass et keng „critères d'honorabilité" bis elo ginn, dass se net definéiert sinn. An duerfir soe mir: Deen zweeten Tiret ass fir eis eng Failliteerklärung.

Den drëtten an de véierten Tiret kënne mer akzeptéieren. Dat ass och dat, wat mir gären hätten, wat ech och a menger Ried virdru gesot hunn. Mee dat Wuert „le cas échéant" oder deen Ausdrock „le cas échéant", dat kënne mir net hinhuelen.

Dat heescht, wann d'Majoritéit d'accord wier, den éischten, den zweeten Tiret ewechzeloossen, an am véierten Tiret „le cas échéant" ewechzehuelen, da kënne mer se matstëmmen. Soss wäerte mir dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun dëser Motioun, d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Ech soen Iech villmools Merci. An aller Transparenz: Mir hate jo och virdru kuerz driwwer rieds, wou d'Madamm Adehm eis och scho gesot huet, aus wéi enge Grënn se dës Motioun net kéinte matstëmmen. A mir sinn awer iwwereneekomm, dass mer déi Tireten net kéinten ewechloossen, well et fir eis awer wichteg ass, fir d'éischt déi Analys ze maachen.

Et ass, wéi den Här Kox gesot huet: Et verschléisst kee sech der Saach, do nozelegiferéieren. Et ka souguer ganz gutt sinn. Mir géifen awer fir d'éischt gären déi Analys maachen. A wa mer dat gemaach hunn, da schwätze mer an der Kommissioun driwwer, wéi eng Suitte

mer hinne ginn. Mir wëllen et net elo schonn an d'Motioun huelen. Fir d'éischt d'Analys, an dann d'Suitte ginn.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 35 Jo-Stëmme bei 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten (par Mme Tess Burton), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par M. Marc Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

11. Discours

Domadder si mer um Enn vun eiser ëffentlecher Sitzung ukomm. Ech hoffen, datt no där turbulenter Zäit vun deene leschte Wochen a Méint jiddereen an nächster Zäit e bësse kann zur Rou kommen. Mir wëssen net, wat am Kader vum Covid-19-Virus nach op eis duerkënnt, mee mir wëssen, datt d'Chamber am Standby ass an zu all Moment kann an den Asaz.

Passt op Iech op, haalt Ofstand, vergiesst Är Mask net a bleift gesond!

Une voix.- Merci gläichfalls!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.23 heures.)

SÉANCE 60 MARDI 22 SEPTEMBRE 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. 7633 - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :
1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;
2. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et
3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention
- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

4. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser*

6. Question urgente n° 2875 de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar concernant l'abandon du projet FAGE
et
Question urgente n° 2876 de M. Fernand Kartheiser concernant l'abandon du projet FAGE
- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

7. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth
- *Exposé : M. Gilles Roth*

8. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
- *Exposé : M. Laurent Mosar*

9. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum
- *Exposé : M. Marc Baum*

10. 7645 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Gilles Baum)*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole après ministre) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) (intervention de M. Roy Reding) - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7660 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7669 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7673 - Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole
- *Exposé : M. Jeff Engelen*
- *Discussion générale : M. François Benoy (interventions de M. Roy Reding et M. Georges Engel) - Mme Tess Burton - M. Gusty Graas - Mme Martine Hansen - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

15. Motion de M. Gilles Roth relative à l'abolition du régime actuel des stock-options
et
Motion de M. Laurent Mosar relative à l'imposition des FIS immobiliers luxembourgeois
- *Discussion générale : M. Gilles Baum - M. Roy Reding - M. Sven Clement (intervention de M. Roy Reding) - M. David Wagner - M. Georges Engel - M. Gilles Roth - M. Laurent Mosar - M. Roy Reding*
- *Vote sur la motion de M. Gilles Roth (rejetée)*
- *Vote sur la motion de M. Laurent Mosar (rejetée)*

16. Motion de M. Marc Baum relative au bilan et au cadre légal du télétravail
- *M. Fernand Etgen, Président*
- *Vote (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an déi vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 22 septembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7635 *- Projet de loi portant introduction d'une série de mesures temporaires en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2020

7637 *- Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° de la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.07.2020

7638 *- Projet de loi portant :*

1. transposition :

a) de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ; et

b) de la directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE ;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 ; et

3. modification :

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

c) de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ;

d) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

e) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

f) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ; et

g) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 27.07.2020

7639 *- Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 27.07.2020

7640 *- Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant :*

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route ;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire, le 28.07.2020

7641 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 30.07.2020

7642 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 31.07.2020

7643 *- Projet de loi sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 31.07.2020

7644 *- Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 31.07.2020

7645 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 03.08.2020

7646 *- Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.08.2020

7647 *- Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 1977 concernant l'heure légale*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.08.2020

7648 *- Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant*

a. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b. la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c. la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d. la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 07.08.2020

7649 *- Projet de loi relatif au mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique modifiant*

1) la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et

2) la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13.08.2020

7650 *- Projet de loi portant introduction du recours collectif en droit de la consommation*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 14.08.2020

7651 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 19.08.2020

7652 *- Projet de loi modifiant*

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20.08.2020

7653 *- Projet de loi portant création d'un pacte climat 2.0 avec les communes*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

7654 *- Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

7655 *- Projet de loi portant*

1. création d'un pacte nature avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

7656 *- Projet de loi relatif à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement déchets*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020

7657 *- Projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 28.08.2020

7658 *- Projet de loi du XX.XX.2020 portant modification*

1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ;

2. la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

4° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.08.2020

7659 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 01.09.2020

7660 *- Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 07.09.2020

7661 *- Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour la promotion de l'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.09.2020

7662 *- Projet de loi du *** portant modification de :*

1° la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ;

2° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.09.2020

7664 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 10.09.2020

7665 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 11.09.2020

7669 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 14.09.2020

7670 *- Projet de loi modifiant*

1° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale,

2° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

3° la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques,

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et

5° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 15.09.2020

7671 *- Projet de loi portant réforme de l'arbitrage et modification du titre I. du Livre III. « Des arbitrages » du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.09.2020

7672 *- Projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 17.09.2020

7673 *- Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.09.2020

7674 *- Projet de loi portant organisation de l'accès à la connaissance de ses origines dans le cadre d'une adoption ou d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneurs*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.09.2020

7675 *- Projet de loi visant l'autorisation de la participation financière de l'État au programme stratégique d'infrastructure de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NATO Support and Procurement Agency - NSPA) à Capellen*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 22.09.2020

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

6694 *- Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.06.2014

Retrait du rôle des affaires : 31.07.2020

7170 *- Projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles*

Dépôt : M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 17.08.2017

Retrait du rôle des affaires : 04.09.2020

4) Les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7636 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 janvier 2016 concernant les instruments de pesage à fonctionnement non automatique*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.07.2020

7668 *- Projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 14.09.2020

5) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1658 *- Demande de pétition publique : Introduction des tests Covid rapides à faire soi-même à la maison*

Dépôt : Victorien Naccache, le 21.07.2020

1659 *- Demande de pétition publique : Autorisation de travaux à partir de 8h et non 7h*

Dépôt : Amira Djebli, le 22.07.2020

1660 *- Demande de pétition publique : Covid-19 : Pétition urgente pour l'ouverture des données de la pandémie au Luxembourg*

Dépôt : Miguel Dardenne, le 23.07.2020

1661 *- Demande de pétition publique : Pétition pour révision des conditions du « bon d'hébergement 50 euros »*

Dépôt : Mattia Dickes, le 26.07.2020

1662 *- Demande de pétition publique : Fir oder géint de Coronavaccin - eng wichteg an eng fräi Entscheedung! / Pour ou contre le coronavaccin - une décision importante et libre !*

Dépôt : Christiane Zeimes, le 26.07.2020

1663 *- Demande de pétition ordinaire : Garages*

Dépôt : Jean-Jacques Fleurot, le 28.07.2020

1664 *- Demande de pétition publique : Déduction des loyers d'habitation aux impôts*

Dépôt : Herlander Jorge Godinho Neto Da Costa, le 29.07.2020

1665 *- Demande de pétition publique : Pour l'autorisation du traitement Hydroxychloroquine/azithromicine/zinc contre le coronavirus. Lever son interdiction pour laisser aux professionnels de la santé une variété de traitements / Autorisatioun fir den Traitement Hydroxychloroquine/azithromicine/zinc zu Lëtzebuerg och ze benotzen*

Dépôt : Elisabeth Mimran, le 31.07.2020

1666 *- Demande de pétition publique : Valorisation du statut de femme/homme au foyer sur la base d'une rémunération étatique et d'un certificat de travail*

Dépôt : Majida Ait Zakhar, le 04.08.2020

1667 *- Demande de pétition publique : Verbot von „Schottergärten" (aka Steinwüsten)*

Dépôt : Jerry Ludig, le 05.08.2020

1668 *- Demande de pétition publique : Förderung von kleinen Plug-in-Photovoltaik-(Solar)-Anlagen, indem die eingespeiste Energie gutgeschrieben wird / Promotion de petits systèmes photovoltaïques (solaires) plug-in en créditant l'énergie injectée dans le réseau*

Dépôt : Michel Kohl, le 07.08.2020

1669 *- Demande de pétition publique : Die Krankenkasse sollte dazu verpflichtet werden, die Kosten von ambulanten Psychotherapien teils zu übernehmen*

Dépôt : Maurine Weimerskirch, le 08.08.2020

1670 *- Demande de pétition publique : Levée des restrictions d'entrée au Luxembourg pour les couples non mariés, permettre aux couples non mariés de se retrouver*

Dépôt : Ramon Xavier Santos, le 09.08.2020

1671 *- Demande de pétition publique : Umbenennung des luxemburgischen Fußballstadions in „Stadion Ali Ruckert"*

Dépôt : Joe Mersch, le 11.08.2020

1672 *- Demande de pétition publique : Pour un retour des heures de fermetures d'avant la crise du Covid-19*

Dépôt : Clément Elie, le 12.08.2020

1673 *- Demande de pétition publique : Rajout d'une banquette rabattable murale dans toutes les toilettes pour personnes handicapées qui disposent d'assez de place pour les besoins spécifiques pour les personnes qui nécessitent de se faire changer une couche*

Dépôt : Fernand Boria, le 13.08.2020

1674 *- Demande de pétition publique : Abrogation voire revue d'une loi concernant la mise en pension d'invalidité prématurée*

Dépôt : Andréa Havenne, le 15.08.2020

1675 *- Demande de pétition publique : Campagne nationale pour signaler que si quelqu'un dans la rue est dans une situation de détresse il faut appeler de l'aide et la définition de détresse*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 16.08.2020

1676 *- Demande de pétition publique : Déi nei Organisatioun vun de Maisons médicales permanent bäibehalen / Maintenir de manière permanente la nouvelle organisation des maisons médicales*

Dépôt : Steven Curfs, le 24.08.2020

1677 *- Demande de pétition publique : Senkung vun der TVA vu 17 % op 15 % bis den 01/01/2024 aus ekonomesche Grënn (Covid/Lockdown ...) / Réduction de la TVA de 17 % à 15 % pour des raisons économiques (Covid/lockdown...) jusqu'au 01/01/2024*

Dépôt : Paul De Jager, le 25.08.2020

1678 *- Demande de pétition publique : Contournement de Mersch à 90 km/h sur l'A7*

Dépôt : Nathalie Vaimbois, le 01.09.2020

1679 *- Demande de pétition publique : Loi améliorant la protection des locataires et des acquéreurs de lots de copropriété*

Dépôt : Mondher Ghazel, le 08.09.2020

1680 *- Demande de pétition publique : Zréck op den alen Adapto-System / Retour à l'ancien système Adapto / Kehren Sie zum alten Adapto-System zurück*

Dépôt : Barbara Turra Cruz, le 10.09.2020

1681 *- Demande de pétition publique : Demande d'une dérogation exceptionnelle pour l'obtention de l'aide au réemploi systématique, même si celle-ci a déjà été octroyée une première fois, pour les plus de 50/55 ans suite à la crise actuelle due au Covid-19*

Dépôt : Claude Homerowski, le 15.09.2020

1682 *- Demande de pétition publique : Rendre piétonnière la place de la gare à Luxembourg*

Dépôt : Laurent Terrassier, le 16.09.2020

1683 *- Demande de pétition publique : Accueil des réfugiés et immigration illégale - dépenses de l'État luxembourgeois*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 17.09.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7633 - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 17. September 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7633 iwwert de Verbuet vum Aspäre vu Flüchtlingskanner, déi de 16. Juli 2020 vun den Häre Marc Baum an David Wagner deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7633 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7633 est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge vun der LSAP-Fraktioun matgedeelt kritt, déi all den 1. Oktober 2020 a Kraaft triede sollen:

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Claude Haagen.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Cécile Hemmen den Här Yves Cruchten.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense iwwerhëlt d'Madamm Lydia Mutsch de Volet „Défense" vun der Madamm Cécile Hemmen a gëtt deemno volle Member.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, hei geet de Mikro net. Da schwätzen ech e bësse méi haart.

Ech wollt just soen, datt meng Kolleege Gilles Roth a Laurent Mosar jeeweils wëllen eng Motioun deposéieren. An ech wéilt och froen, well ech eng Question parlementaire gestallt hunn, eng Question urgente - d'Urgence ass ugeholl ginn -, ob ech déi och elo kéint stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wat d'Question urgente Nummer 2875 ubelaangt, huet de President déi Fro als recevabel erklärt an och als urgent erklärt. An den Här Minister Franz Fayot ass an der Chamber, fir dann direkt, wa mer d'Formalitéiten erleedegt hunn, op déi Fro ze äntwerten.

Mir kéinten dann direkt mat der Question urgente ufänken.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee, ech wollt ...

(Problème de sonorisation)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno?

Une voix.- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser kritt nach vläicht fir d'éischt d'Wuert, well ech mengen, deen huet dann och eng Question parlementaire zu deem selwechte Sujet, esou wéi ech de Gast an de Laurent elo hei héieren hu schwätzen. Dat heescht, da kënne mer déi zwou Froe cumuléieren.

Ass dat esou, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir hutt ganz Recht! Ech hat effektiv och eng Question urgente erageschéckt. An ech mengen, wa mer mat deenen ufänken, da wier ech frou, wa mer déi zwou gläich kéinte mateneen huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat géife mer dann esou maachen, Här Kartheiser.

6. Question urgente n° 2875 de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar concernant l'abandon du projet FAGE

Question urgente n° 2876 de M. Fernand Kartheiser concernant l'abandon du projet FAGE

Fir d'éischt géife mer dann awer ufänke mat der Fro vun der CSV-Fraktioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Déi lescht Woch hate mer eng Commission jointe, déi mer gefrot haten iwwert den Dossier FAGE, well mer u sech als CSV der Meenung sinn, datt dëse Projet net hei op Lëtzebuerg passt. A mir hunn du gesot gehat, d'Regierung huet sech selwer an eng Sakgaass manövréiert, well se dëser Firma u sech de rouden Tapis ausgerullt huet - aner Betriber géife sech dat och wënschen -, an op där anerer Säit soe se selwer, et wär e relativ grousse Ressourcëverbrauch an et wär net Rifkin-konform.

Wou d'Logik do ass, dat hu mer nach net richteg verstanen!

Zousätzlech hunn ech mat mengem Kolleeg Laurent Mosar, well eis bei där Firma net alles kauscher geschéngt huet, den Dossier weider un de Parquet ginn, dee jo och elo suivéiert gëtt.

Elo stellt sech d'Fro, wa mer d'Press kucken a lauschteren: Huet FAGE elo d'Noutbrems gezunn, eeben esou, wéi et an der Press steet? Huet se de Projet zréckgezunn? Huet se der Regierung u sech elo gehollef, aus dëser Sakgaass erauszekommen?

Kann den Här Minister eis dës Informatioune confirméieren? Wat koum bei deene Verhandlungen zur Sprooch? Huet déi betraffe Firma och Grënn genannt, fir dat Ganzt zréckzezéien? Wa jo, wéi eng Grënn? A wat gëtt elo aus deenen Terrainen, déi de Staat jo awer verkaaft huet un dës Firma? Plang de Staat, d'Terrainen zréckzekafen, an zu wéi engem Präis?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert lech net wonneren, datt eis Question urgente ëm dee selwechte Sujet geet wéi deen, deen d'Madamm Hansen elo ugeschwat huet. Mir hunn eis natierlech och déi Froe gestallt, wéi mer an der Mëttesstonn d'Pressemeldunge kritt hunn. An der Tëschenzäit hunn ech allerdéngs gesinn, datt den Här Fayot … Eis éischt Fro war: „Stëmmt dat?" Den Här Fayot huet dat an der Tëschenzäit confirméiert.

Déi zweet Fro ass den Industrieterrain. Déi huet d'Madamm Hansen och gestallt. Déi Fro stelle mir natierlech och. Ass deen Terrain zréckkaaft ginn? Oder gëtt en zréckkaaft? Wa jo, zu wéi engem Präis?

An dann ass et natierlech ganz wichteg, fir eis d'Fro ze stellen - mir hu jo net esou vill Industrieterrainen zu Lëtzebuerg -: Huet d'Regierung dann elo e Konzept, wat soll mat deem Terrain geschéien?

Ech hu gesinn, datt den Här Fayot an der Press gesot huet, dat wär e Projet gewiescht, deen technologesch an ëmwelttechnesch op der Héicht vun der Zäit gewiescht wär. Esou gëtt en zitéiert. Dir erlaabt, Här Fayot, datt mir do eng ganz aner Meenung vertrieden. Mir denken, datt e weeder technologesch nach ëmwelttechnesch op der Héicht vun der Zäit gewiescht wär.

Wat awer op der Héicht vun der Zäit ass, dat ass, datt mer d'Léieren zéien aus der Covidkris. A wat hu mer do gesinn? Ma datt eng ganz Rei Industrien hei delokaliséiert goufen aus Europa. Déi sinn elo a China. An et ass eeben déi Fro: Wat kënne mer an Europa an och zu Lëtzebuerg relokaliséiere vun Industrien, déi mer hei batter néideg brauchen? Ech denken un d'pharmazeutesch Industrie, ech denken un d'Elektronikindustrie.

An huet d'Regierung e Konzept, fir déi Zonen esou ze benotzen, wéi et wierklech op der Héicht vun der Zäit ass? Dat heescht, fir déi Lacunnen, déi mer festgestallt hunn an deene leschte Méint, wat eis an Europa feelt, a fir elo vläicht esou Terrainen ze huelen, fir se esou ze valoriséieren, datt mer wierklech och an enger Krisesituatioun eng Plus-value kënnen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Vläicht nach, Här President, eng allerlescht Bemierkung, déi awer och interessant ass.

Ech hu gesinn an der Press, datt den Här Fayot déi Decisioun bedauert huet vu FAGE. Dat huet eis verwonnert. An ech wollt e just froen, ob dat e perséinlecht Bedauere war oder e Bedaueren am Numm vun der ganzer Regierung.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da géif ech d'Wuert un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot ginn, net ouni him awer eng Kéier en ausdréckleche Merci auszespriechen, datt en esou kuerzfristeg bereet war, fir an d'Chamber ze kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech kann effektiv confirméieren, dass mer de Freiden am Nomëtten e Bréif krute vu FAGE, wou déi eis matgedeelt hunn, dass se sech vum Projet géifen zréckzéien, wou se och e gewëssene Regret exprimëiert hu fir déi Decisioun, well se effektiv véier Joer laang investéiert hunn an dee Projet. Si hu véier Joer laang probéiert, fir hei zu Lëtzebuerg eng Jugurtsfabrick - jo, um leschte Stand vun der Technologie - ze bauen, fir hir Clienten an Nordeuropa ze zerwéieren.

Ech hunn dorobberhi FAGE invitéiert op de Ministère fir gëschter Moien. Dat heescht, mir hate gëschter, de Méindegmoien, eng Reunioun mat hinnen, déi ech ugefrot hunn, wou dunn déi Responsabel vu FAGE nach eng Kéier confirméiert hunn, dass se dee Projet géifen zréckzéien. Op Nofro vu mir, ob dat eng irrevocabel Decisioun wär, hu se dat bestätegt.

Si hunn, wéi gesot, a guddem Wëlle probéiert wärend véier Joer, hei eng Jugurtsfabrick ze implantéieren, déi um leschte Stand vun der Technologie gewiescht wär. Dee Projet huet evoluéiert wärend deene véier Joer. En ass souwuel wat de Waasserverbrauch ugeet, wat och d'Behandlung vum Ofwaasser ugeet, d'Temperatur, wouriwwer jo och vill geschwat ginn ass, besser ginn. Et sollt och eng Kläranlag gebaut ginn am Kader vun deem Projet. Dat huet de Projet natierlech och alles méi deier gemaach, manner ekonomesch rentabel fir FAGE, mee si hunn dat gemaach. Ech mengen, et kann een effektiv soen, dass fir eng Jugurtsfabrick hei den Impakt op d'Émwelt esou kleng wéi méiglech gewiescht wär.

FAGE huet mer matgedeelt, dass insbesonnesch opgrond vun deene sëllechen Diskussiounen an deene leschte Méint, déi jo besonnesch intensiv waren iwwert déi lescht Wochen, a fir weidere Reputatiounsschued vun hirer Entreprise ofzehalen, se decidéiert hunn, dëse Projet zu Lëtzebuerg net méi weiderzedreiwen.

Mir war et wichteg, hei elo ganz schnell op en Accord amiable ze komme mat FAGE a mat hirem Management, a virun allem och, wat den Terrain ugeet.

De Moien hu mer e Compromis ënnerschriwwe mat FAGE, fir den Terrain zréckzekafen. Den Terrain gëtt zréckkaaft um Prix d'acquisition. Et ass also eng Operatioun, déi neutral ass fir d'Staatsfinanzen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Deen Terrain gëtt wéi gesot zum Kafpräis vun 20.000 Euro den Ar zréckkaaft.

Här Kartheiser, mir hu vill Energie a vill gudde Wëllen, mee ech bréngen et net fäerdeg, mat allem gudde Wëllen, an zwee Deeg e Remplacementskonzept ze fanne fir deen Terrain. Ech hoffen, dass Der dat verstitt. Dat gesot, ass et natierlech awer esou, och dat wësst Der, dass mer d'Volontéit hunn, an dat ass och eng europäesch Politik, fir d'Industrie hei zu Lëtzebuerg op eng nohalteg Aart a Weis weiderzeentwéckelen. Well ech sinn nach wie vor iwwerzeegt, dass mer Industrie an deem Land hei brauchen, dass mer net kënnen eng reng Serviceindustrie

hei ginn, dass mer net och just kënnen eng Finanzplaz sinn. Mir brauchen Industrie. An Dir kënnt sécher sinn, dass mer mat deem Terrain do wäerte probéieren, eppes ganz Sënnvolles ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

7. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth

Da géif ech d'Wuert un den Här Roth gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer erlaabt, dem President eng Motioun ze iwwerreechen, déi ënnerschriwwen ass vun der CSV-Fraktioun, vun de Kolleege vun de Piraten a vun de Kolleege vun déi Lénk. Et geet dodrëms eigentlech, fir d'Regierung opzefuerderen, fir ab dem 1. Januar de Regimm vun de sougenannte Stockoptions ganz ofzeschafen.

Ech soen dat direkt an ech soen dat och virun der Chamber, virun dem Land hei ganz éierlech: Jo, et ass richteg, dee Regimm, deen ass sengerzäit vun engem CSV-Finanzminister agefouert ginn. Allerdéngs war d'CSV net eleng an där Regierung. Si war an der Regierung zesumme mat der DP an de fréien 2000er-Joren a si war herno zesumme mat der LSAP och an enger Koalitioun. A mir loossen eis awer och net aus deem Grond déi demokratesch Legitimitéit ofschwätzen, fir elo ze fuerderen, dass dee Regimm sollt ofgeschaaft ginn. An ech soen Iech och ganz éierlech, firwat.

Dee Regimm ass sengerzäit agefouert ginn an enger gudder Intentioun. Dir kënnt Iech erënneren, ugangs den 2000er-Joren hu mer eigentlech gekuckt, am Interessi net nëmme vun der Finanzplaz, mee och vun der Diversifiéierung vun dem Wirtschaftsstanduert, fir déi sougenannt IT-Firmaen, Commerce électronique op Lëtzebuerg ze kréien. An do war et natierlech esou, dass déi och Personal gebraucht hunn, héich qualifizéiert Personal, dat un déi Firmae gebonne war. Do waren och vill Startuppen derbäi. Déi hunn also misse Leit hunn, déi héich qualifizéiert waren, a si konnten awer deene Leit, fir konkurrenzfäeg ze sinn, net alles vu Gehalt, Salairen, Gratifikatioune boer ausbezuelen. A fir dat ze maachen a fir déi Leit un déi Firmaen ze bannen, kruten déi sengerzäit Aktie vun deenen Entreprisen, domat si se gebonne ginn. A wann déi Entreprise wierklech eppes ginn ass, déi Startup, dann hu si herno sécherlech en Avantage gehat, dass se konnten déi Aktie mat engem steierprivilegiéierte Regimm verkafen.

Et ass awer esou, dass iwwert d'Zäit an d'Joren dee Regimm, dat Wuert „pervertéiert" ass vläicht e bësse falsch, mee „ausgenotzt" gouf eigentlech duerch eng Bandbreet vu Leit, déi guer net méi dee Risiko gedroen hunn. An dat ass zu engem generelle Steierschlupflach bei eis zu Lëtzebuerg ginn. Dat huet mat sech gefouert - dat si keng Donkelzifferen, mee déi sinn an der Zäit awer d'ailleurs ëffentlech vun enger ganzer Rei vu Steierexperten ageschat ginn -, dass de Verloscht, de Steierausfall pro Joer d'300-Milliounen-Euro-Barre iwwerschratt huet, pro Joer. Pro Joer! Also, dat ass net näischt, dat ass den Equivalent vun zwee an en hallwe Lycéeë pro Joer.

Mir sinn also der Meenung, dass et elo, a besonnesch am Hannergrond vun enger Kris, net méi geet, dass een esou eigentlech demesuréiert Steierprivileegien enger Rei vu Leit zu Lëtzebuerg gewäert, an déi aner Leit, déi lafen duerch den normale Steiertariff.

An ech soen dat gradesou däitlech, och am Interessi vun der Saach, dass mir als CSV fannen, dass dee Steiertariff, dee mer hunn, dee bis zu engem Spëtzesteiersaz, mat der Solidaritéitssteier beinhalt, iwwer 45 % läit, dat ass net näischt! A wann ee 45 % bezilt vun all 100 Euro, déi ee méi verdéngt, da si mir der Meenung, dass do d'Kontributioun beim Staat awer schonns zimmlech konsequent ass.

An de Punkt ass och deen, dass dee Steiertariff jo net ëmmer esou adaptéiert gouf, wéi da mir an och anerer gesot hunn: „Mir mussen dat reegelméisseg un d'Inflatioun an un d'Kafkraaft vun de Leit upassen." Haut gräift dee Spëtzesteiersaz dach duerch den Tariff schonns relativ schnell, och bei normal duerchschnëttleche Léin a Gehälter.

A wann ech soen, mir sinn als CSV der Meenung, dass, wa jiddwereen duerch dee Steiertariff do leeft, dann hu mer schonn e groussen Deel vun der Steiergerechtegkeet, well dee betrëfft jo net jiddwereen, deen nëmmen e Gehalt oder eng Pensioun huet. Neen, do falen all Akommensaarten, vun den - ech soen emol - Land- a Forstwirtschaftsbetriber bis iwwert den normale Commerce bis zu engem Deel och d'Plus-valuen, alles ënnert deen Tariff. An duerfir si mir der Meenung, dass besonnesch am Hannergrond vun enger Kris eigentlech jiddwer Bierger sollt duerch dee selwechten Tariff lafen. An dat ass déi Ursaach, firwat dass mir elo wëllen, dass ab dem 1. Januar déi Circulaire vum Steierdirekter ganz zréckgezu gëtt.

Elo kënnt Der mat Recht soen: „Ma Dir hutt dat do schonns viru véier Joer, virun dräi Joer, virun zwee Joer", an ech weess net, „d'lescht Joer nach gefuerdert. Do hutt Der ëmmer och an Ärem Walprogramm en Amenagement vun deem Regimm. Dat heescht, dass eng Phase transitoire, wou e géif auslafe gelooss ginn, virgesinn ass."

Mir sinn awer der Meenung, dass, wann dat zënter véier Joer bekannt war, dass dann déi Phase transitoire vu véier Joer, och am Hannergrond vun der Kris, dass déi sollt ofgelaf sinn! Ech mengen, et ass laang dovunner profitéiert ginn an elo muss een och am Sënn vun der Steiergerechtegkeet dat do akzeptéieren. Dat ass also d'Ursaach, firwat dass mer déi Motioun erabruecht hunn.

An, Här President, ech weess net, ob ee vun der Regierung oder soss een dozou Stellung hëlt. Mir hätte gären, dass nach haut iwwert déi Motioun, esou oder esou, ofgestëmmt gëtt. A wann ech dat héieren, wat op RTL, op anere Mediekanäl iwwert déi lescht Zäit notamment iwwer Steiergerechtegkeet geschwat gouf, do schéngt jo déi Motioun dann net nëmmen d'Zoustëmmung ze fanne vun déi Lénk, vun de Piraten a vun der CSV.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Motion

« Abolition du régime actuel des stock-options »

La Chambre des Députés,

- revues les motions du groupe politique CSV des 14 décembre 2016, 14 novembre 2017 et 18 décembre 2019 concernant la réforme du régime d'imposition des « stock-options » ;

- prenant à cet égard acte de la circulaire du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 ;

- rappelant les termes de l'accord de coalition 2018-2023 : « Le Gouvernement adaptera le régime actuel des "impatriés" par la voie d'une loi et fera en sorte qu'il gagne en attractivité. Afin de contribuer également à la fidélisation accrue des salariés, le Gouvernement créera une base légale pour favoriser la participation des salariés au bénéfice de leurs entreprises. En conséquence, le régime actuel des "stock-options" sera graduellement aboli pendant la présente période de législature. » ;

- notant que Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a récemment déclaré vouloir présenter une nouvelle « priorisation » des initiatives gouvernementales contenues dans l'accord de coalition ;

- constatant en effet que la crise sanitaire actuelle a mis en exergue que la marge de manœuvre budgétaire est limitée ;

- que dans ce contexte la question d'une imposition équitable de tous les salaires, indépendamment de leur forme, devrait requérir une attention centrale ;

- rappelant dans ce même contexte que les « stock-options » continuent à échapper à la progressivité du barème d'imposition et qu'il convient de mettre fin à ce régime d'imposition aussi pour des raisons d'équité sociale ;

- rappelant enfin que l'article 101 de la Constitution dispose que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi,

invite le Gouvernement,

- à provoquer l'abrogation de la circulaire n° 104/2 du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 avec effet au 1er janvier 2021.

(s.) Gilles Roth, Sven Clement, Martine Hansen, Laurent Mosar, David Wagner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

8. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar, och fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fueren an der Kontinuitéit vum Gilles Roth virun. Ech deposéieren och hei eng Motioun, déi allerdéngs mat engem klengen Ënnerscheed zu där vu virdru vun der gesamter Oppositioun ënnerschriwwe ginn ass, dat heescht vun de Piraten, vun der ADR, vun deene Lénken a vun der CSV, wou et u sech drëm geet, e Reamenagement iwwert déi sougenannt FIS, d'Fonds d'investissement spécialisés, awer net nëmmen, virzehuelen.

Ëm wat geet et? Et geet eigentlech ëm eppes relativ Banales an dat ass e bëssen änlech wéi dat, wat virdrun de Kolleeg Gilles Roth ausgefouert huet. Deemools ass dat Instrument vun de FIS geschaaft ginn. Dat hat u sech en anert Objektiv. Dat hat d'Objektiv, fir internationaalt Kapital hei op Lëtzebuerg unzezéien, fir déi duebel Besteierung ze evitéieren.

Wat ass do geschitt? Et sinn eenzel Persounen - dat sinn der net ganz vill -, déi op eemol dat Instrument entdeckt hunn, fir hei steierlech Avantagë kënnen ze kréie beim Verkaf vun Immobilien. Well dat awer manifestement net dat ugeziiltent Objektiv war, ass et ganz kloer - an ech mengen, et ass änlech wéi virdrun, et ass e ganz grousse Konsensus hei an deem Haus -, datt dat net méi geet.

Ech wëll och direkt betounen, et geet hei net drëm, fir iergendwéi d'Fongenindustrie schlechtzemaachen, d'Fongenindustrie ass entre-temps e wichtegt Standbee vun der lëtzebuergescher Finanzplaz. Déi Fongenindustrie brauche mer. Et ass och gutt, wann déi weider ausgebaut gëtt. Et ass och gutt, wann déi weider attraktiv bleift. Wat awer net geet, dat ass, datt hei eenzel Immobilien, souwuel wat d'Plus-value wéi wat d'Loyere betrëfft, duerch déi Instrumenter do guer net méi besteiert ginn.

Hei ass eng fundamental Ongerechtegkeet vis-à-vis vun alle Proprietäre vun Terrainen, Haiser, Appartementer respektiv och normale Gesellschaften, déi esou Immeublen detenéieren, déi, wa se se da verkafen, mussen dorobber ganz normal hir Steieren op der Plus-value bezuelen, respektiv wa se Loyer kréien, och dorobber Steiere bezuelen. Mir sinn der Meenung, datt jiddwereen, deen en Terrain, eng Proprietéit huet, muss d'selwecht besteiert ginn, wann en déi hält a wann en déi verkeeft.

Duerfir proposéiere mir hei an eiser Motioun, datt all déi Immobilien, déi Residentë gehéieren an déi hei zu Lëtzebuerg sinn, mussen transparent ginn. Dat heescht, déi mussen ugi ginn. A wann e Resident hei zu Lëtzebuerg esou en Terrain, en Haus oder en Appartement huet, dat an engem Fong ass an dat verkaaft gëtt a wou eng Plus-value derbäi erauskënnt, da muss déi Plus-value ganz genau esou besteiert ginn, wéi wann den Här Roth, d'Madamm Polfer oder ech selwer esou en Terrain oder esou en Immeubel verkafen.

Ech mengen, wann ech déi Diskussiounen an de leschten Deeg a Woche suivéiert hunn, gesinn ech, datt e risege Konsens hei besteet. Ech wëll awer just och nach eng Kéier soen, datt dat do eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV ass. Dat hate mer schonn am Walprogramm fir 2018 drastoen. Mir hunn et och e puermol an deenen zoustännege Kommissioune virbruecht.

Mir ginn eigentlech dovun aus, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dës Motioun op d'Unanimitéit vun alle Kolleeginnen a Kolleegen hei stéisst an datt déi mat 60 Stëmmen herno wäert approuvéiert ginn.

Merci.

Motion

« Imposition des fonds d'investissement spécialisés immobiliers luxembourgeois »

La Chambre des Députés,

- constatant que certains types de fonds d'investissement, tels les fonds d'investissement spécialisés, ont été détournés de leur raison d'être et ont ainsi servi à un certain nombre de résidents fortunés luxembourgeois à structurer leur patrimoine familial immobilier afin d'échapper à une imposition correcte des revenus générés par lesdits immeubles via leur mise en location voire leur aliénation ;

- considérant qu'il existe une volonté commune parmi les groupes et sensibilités politiques de la Chambre des Députés de mettre le plus vite possible fin à cette situation qui aboutit à une injustice fiscale criante et à une concurrence déloyale parmi les acteurs du marché immobilier,

invite le Gouvernement,

- à adapter les dispositions légales afférentes aux fins d'aboutir à une imposition transparente des résidents luxembourgeois associés/actionnaires de fonds d'investissement pour la partie des revenus générés via la mise en location/vente de biens immobiliers situés au Luxembourg ;

- à saisir la Chambre des Députés du projet de loi afférent dans les plus brefs délais avec comme objectif ultime l'entrée en vigueur d'un dispositif légal « anti-abus » avec effet au 1er janvier 2021.

(s.) Laurent Mosar, Sven Clement, Gast Gibéryen, Gilles Roth, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

9. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum ginn, och fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ech mengen, am Confinement an am État de crise huet wuel am meeschten Impakt op d'alldeeglecht Liewe vun de Leit de Fait gehat, datt ëmmer méi Leit am Teletravail geschafft hunn. An den Teletravail war net nëmmen am État de crise eng grouss Änneruing vun der Liewenssituatioun a virun allem vun dem Rapport zur Aarbecht, mee ass et haut och nach, well och haut nach immens vill Leit weiderhin och an der Privatwirtschaft am Teletravail schaffen.

Mir hu gesinn, datt et zu enger massiver Augmentatioun komm ass, och nom État de crise, an net méi spéit wéi leschten Dënschden huet de Wirtschafts- a Sozialrot en Avis zur Praxis vum Teletravail erausginn an och doranner zéng Recommandatioune virgeschloen.

Mir haten op Initiativ vum Här Spautz hei an der Chamber eng Aktualitéitsstonn zu deem Sujet a mir hunn alleguerten op Vir- an Nodeeler vum Teletravail opmierksam gemaach, op méiglech Geforen, deenen ee misst zevirkommen, andeem ee Rechtssécherheet schaaft a Rechtsgrondlage kloer mécht. Mir mengen och, datt verschidde Froe musse gekläert ginn, wéi zum Beispill den Droit à la déconnexion, d'Recht, net erreechbar ze sinn, wann een doheem schafft.

Déi aktuell rechtlech Basis ass eng Konventioun, déi ënnert de Sozialpartner getraff ginn ass, déi schonn eng jett Joren um Bockel huet an déi zréckgeet op en Accord-cadre op europäeschem Niveau vun 2002. Zënter 2002 an haut si besonnesch an dem Beräich vun der technologescher Entwécklung vill Saache geschitt. An et schéngt eis och evident ze sinn, datt déi Reegelung, déi scho laang zu Lëtzebuerg Bestand huet, och där technologescher Entwécklung net onbedéngt Rechnung dréit.

Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, e Bilan ze zéie vun der Praxis vum Teletravail, wéi e sech am État de crise gewisen huet a virun allem, wéi e sech och nom État de crise gewisen huet, notamment fir gewuer ze ginn, wivill Leit dann effektiv dovunner betraff ware respektiv wivill Leit nach dovunner betraff sinn. Well eis Dategrondlag ass am Moment immens dënn. Dat si quasi Ëmfroen, déi de Statec mécht. An ech mengen, datt et wichteg wier, fir dee Sujet méi déif unzegoen, datt mer kucken, gemeinsam iergendwéi méi eng seriö Datebasis ze kréien.

Mir mussen och driwwer schwätzen, wéi d'Kontrolle fonctionéiert hunn, ob se iwwerhaapt hu kënne fonctionéieren opgrond vun deenen Texter.

An da finalement fuerdere mer d'Regierung op, evidenterweis e legale Kader ze schafe fir den Teletravail an datt mer virun allem déi Prinzippie vun deem legale Kader hei an der Chamber diskutéieren an datt dat och eng breet gesellschaftlech Debatt sollt sinn.

Am Géigesaz zu mengen zwee Virriedner insistéieren ech net drop, datt mer haut zum Vott vun där Motioun kommen. Et läit eis drun, datt se d'Unanimitéit fënnt vun alle Bedeelegten, well ech mengen, et ass eng vun deenen zentralen Zukunftsfroen, wat d'Aarbecht ugeet. A wa jiddwereen domadder averstane wier, wiere mer och frou, wa mer mat alle politesche Parteien eng Kéier kéinten an der Kommissioun driwwer schwätzen a kucken, do e Konsens ze fannen, wéi mir als Parlament mat där doter Fro ëmginn.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du confinement lié à la pandémie de la Covid-19 une très grande partie des salarié(e)s au Luxembourg ont été contraints d'effectuer du télétravail depuis leur domicile respectif ;

www.chd.lu

- considérant qu'un nombre important de salarié(e)s au Luxembourg continuent actuellement d'effectuer tout ou une partie de leur activité professionnelle en télétravail depuis leur domicile ;

- considérant que la proportion des salarié(e)s résident(e)s réalisant tout ou une partie de leur activité professionnelle depuis leur domicile connaît une augmentation sensible en 2020 par rapport à 2019, lorsque 11,6 %[1] des personnes actives résidentes déclaraient télétravailler au moins un jour par semaine depuis leur domicile ;

- considérant que la pandémie de la Covid-19 a entraîné le recours prolongé au télétravail de la part de beaucoup de salarié(e)s non résident(e)s nécessitant la négociation d'accords temporaires en matière fiscale avec nos trois pays voisins ;

- considérant que le télétravail peut avoir des avantages pour les salarié(e)s, tels que la réduction du temps et du coût de transport ou la conciliation différente de la vie privée et de la vie professionnelle ;

- considérant également que le télétravail reste généralement inaccessible aux salarié(e)s exerçant des services directes à la personne souvent essentiels ou des tâches manuelles non automatisables, cette particularité ne devant pas se muter en inégalité dans des contextes tels que celui du confinement lié à la pandémie de la Covid-19 ;

- considérant qu'un recours important au télétravail sans règlementation adéquate et sans moyens de contrôle efficaces peut induire une dégradation des conditions de travail, notamment par une augmentation du temps de travail, l'isolement social ou par une externalisation de certains coûts de l'employeur vers le ou la salarié(e) ;

- considérant que l'extension du télétravail nécessite la création d'un droit à la déconnexion efficace en faveur des salarié(e)s ;

- considérant qu'au Luxembourg le télétravail n'est actuellement pas encadré par le Code du travail mais fait l'objet d'un encadrement juridique à travers une convention entre partenaires sociaux basée sur l'accord-cadre européen sur le télétravail signé en 2002 ;

- considérant que ledit accord-cadre européen ne tient plus compte des avancées technologiques réalisées depuis sa signature en 2002 ;

- considérant que ladite convention n'a pas été mise en place en vue d'un recours permanent et/ou subi au télétravail par une grande partie des personnes actives pendant des périodes prolongées et ne tient plus compte de tous les enjeux liés au télétravail des temps présents,

invite le Gouvernement,

- à dresser un bilan du télétravail comportant les deux volets suivants :

• un bilan de l'ampleur du recours au télétravail pendant et après la période de confinement, e. a. en ce qui concerne les heures totales prestées et le nombre de salarié(e)s concerné(e)s, par secteur d'activité économique ;

• un bilan des contrôles effectués pour assurer le respect des règlementations sur le télétravail existantes pendant et après la période de confinement ;

- de procéder à l'élaboration d'un cadre légal adapté à insérer dans le Code du travail qui règle les principes fondamentaux régissant le télétravail et de les soumettre à un débat préalable à la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

10. 7645 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7645, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Claude Wiseler a Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché an déi Häre Jeff Engelen, Marc Baum a Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech direkt am Ufank bei Iech entschëllegen, wann ech heiansdo un d'Stocke kommen. Ech hunn an deenen zwee leschten Deeg eppes erlieft, wat mer a menger laanger politescher Karriär net virkomm ass. Ech krut x anonym Uriff vun enger Aggressivitéit an enger Vulgaritéit mat Drounge fir mech a meng Famill, wéi ech mer se net hätt kënne virstellen.

Ech hunn dunn dat gemaach, wat een an deem dote Fall soll maachen. Ech hunn et der Post weiderginn, ech hunn et der Police weiderginn, fir eng Enquête ze maachen, well ech der fester Meenung sinn, dass, och wa mer Politiker sinn, mer kee Fräiwëld si fir all méiglech Aktiounen ouni Goût an ouni Niveau, fir et emol esou ze qualifizéieren, fir net méi wäit ze goen. Mee dat wäert d'Enquête erweisen.

An ech wëll och hei soen, dass déi Agenten, mat deenen ech geschwat hunn, mat engem ganz grousse Professionalismus reagéiert hunn. Ech sinn also e bësse méi opgereegt an opgewullt wéi soss, virun allem well ech einfach net verstinn, wat dat doten an där doter Form soll.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech mäi Rapport zum véierte Covidgesetz nom État de crise mat engem Merci a groussem Respekt fir déi grouss Majoritéit vun eise Matbiergerinnen a Matbierger ufänken, déi duerch hiert responsabelt Handelen, d'Anhale vun de Preventivmoossname géint de Virus, hir Gedold, hiert Versteesdemech an hir Solidaritéit derfir gesuergt hunn, datt et bis elo net zu där vun Experte gefaarter Explosioun vun den Infektioune komm ass:

Respekt, Unerkennung, e grousse Merci un déi vill Professionell, déi an der Santé an an aneren Departementer eng formidabel Leeschtung bruecht hunn, ouni Rücksicht op Vakanzen a Fräizäit! E spezielle Merci un déi vill Benevollen an och un déi ganz effikass Ekipp vum Tracing, déi Leit, déi dem Virus op d'Spuer gaange sinn, wann Infektiounen do waren a Leit gesicht gi sinn, déi engem Risiko, fir infizéiert ze sinn, op d'Spuer gaange sinn.

Zwar sinn an deene leschten Deeg d'Zuelen erëm däitlech an d'Luucht gaangen, mee si hu bis elo de Gesondheetssystem net iwwerlaascht; ech soen: bis elo! Mir mussen alles maachen, fir dass dat net kënnt. D'Zuel vun den Hospitalisatioune bleift niddreg, d'Zuel vun de Schwéierkranken op der Intensivstatioun läit no bei null. An a leschter Zäit ass glécklecherweis d'Zuel vun den Doudesaffer stabill bliwwen.

Bei deene positiv geteste Leit handelt et sech am Géigesaz zu der éischter Well virun allem ëm méi jonk Leit, déi manner haart getraff gi wéi eis vulnerabel Leit, vulnerabel Leit, déi an der Zwëschenzäit och weesentlech besser geschützt sinn, an Institutiounen, déi besser virbereet sinn, fir dat Schlëmmst och vu méi schwaachen a méi vulnerabele Leit ewechzehalen.

Souwäit dat méi Positiivt. Mee opgepasst! Nach sinn net all Konsequenze vun der Vakanzenzäit laanscht eis, a wéi d'Reprise an déi méi grouss Normalitéit an der Schoul sech auswierken, bleift ofzewaarden. Och huet een den Androck, datt de Gewöhnungseffekt, jo, och eng gewësse Middegkeet mat der Zäit eis Antenne manner sensibel riskéieren ze maachen a mer heiansdo déi elementar, awer extreem wichteg Gesten am Handele vergiessen oder net esou eescht huelen.

Duerfir wëll ech am Ufank vu menger Interventioun, ier ech op déi Haaptpunkte vum Gesetzesprojet 7645 aginn, iwwert déi mer haut diskutéieren an ofstëmme wäerten, ënnersträichen, datt mat dësem Gesetz och déi Moossname virleefeg bis den 31. Dezember verlängert ginn, déi säit dem 24. Juli gëllen. Dat gëllt fir d'Zuele vun de Leit, déi doheem oder dobaussen zesummekomme kënnen, fir d'Schutzmoossnamen duerch Mond- an Nuesschutz (Masken) wéi fir d'Distanzen, déi ze respektéiere sinn, grad wéi fir d'Reegelen am Horeca-Secteur a wéi fir d'Strofbestëmmungen.

D'Prinzippie vun der Isolatioun vun infizéierte Persoune grad wéi fir d'Quarantän bei Persounen, déi engem héijen Infektiounsrisiko ausgesat waren, bleiwen a Kraaft, och wann et op deem Punkt zu enger Rei vun evidenzbaséierten Ännerunge kënnt.

D'Dispositiounen iwwert d'Erfaassung vun den Daten an hir Notzung bleiwen a Kraaft, och wann et hei zu wichtege Prezisiounen an Ergänzunge kënnt.

Also, jiddweree vun eis: Kommt, mir bäissen op d'Zänn a bleiwe gëeent géint de Virus a respektéieren déi Moossnamen, déi mer eis zesumme ginn hunn!

Elo dann zum Inhalt vum Projet 7645 selwer. Den urspréngleche Text, deen den 3. August an der Chamber deponéiert gouf a just eng Ausdeenung vun der Réserve sanitaire op d'Apdikter an d'Psychotherapeute virgesinn hat an ofséchere sollt, datt mer anonymiséiert Daten net sollte verléieren, gouf dräimol amendéiert, zweemol vun der Regierung an eemol vun eiser Gesondheetskommissioun, a begräift elo dach eng Rei vu weesentlechen Adaptatiounen; wat dozou gefouert huet, datt de Staatsrot een Avis an zwee Zousazavisen ofginn huet, déi eis bei der Finaliséierung vum Gesetzesprojet ganz nëtzlech waren, grad ewéi d'Avise vun der Dateschutzkommissioun, der Mënscherechtskommissioun, de Beruffschamberen an dem Collège médical.

Wat sinn elo déi wichtegst Ännerungen, déi dëst Gesetz bréngt? Si betreffen d'Dispositioune vun der Quarantän a vun der Isolatioun. Fir domat unzefänken: D'Isolatioun gëllt fir eng Persoun, déi sech mam Virus infizéiert huet, also fir wierklech krank Leit. D'Quarantänmesurë gëlle fir eng Persoun, wou en héije Risiko besteet, dass si sech infizéiert huet, entweeder well si zum Beispill ouni Mask an noem Kontakt a wärend méi wéi 15 Minutte mat enger infizéierter Persoun zesumme war oder direkte kierperleche Kontakt hat.

Wat d'Dispositioune vun der Quarantän ubelaangt, sou gouf mam Wëssensstand vum Juli recommandéiert, ab deem fënneften Dag, wou ee mat enger infizéierter Persoun a Kontakt war, en diagnosteschen Test ze maachen. Haut weisen nei wëssenschaftlech Etüden, dass d'Chance, fir eng Infektioun mam Virus ze identifizéieren, mat der Zäit klëmmt, dass also de Risiko, dass eng Infektioun net entdeckt gëtt an eng infizéiert a potenziell ustiechend Persoun weider zirkuléiert, méi niddreg ass, wann een deen Test e bësse méi spéit mécht, dat heescht, nom sechsten Dag.

Mam Gesetz gëtt also deen Test net méi wéi bis elo de fënneften Dag, mee de sechsten Dag gemaach. Wann den Test negativ ass, ass d'Quarantän d'office opgehuewen. Et brauch een deemno net nach dee siwenten Dag doheemzebleiwen. Wann eng Persoun keen Test wëllt maachen, gëtt d'Quarantän ëm weider siwen Deeg verlängert.

Wat d'Isolatioun vun enger infizéierter Persoun ubelaangt, sou ass virgesinn, dass d'Durée vu bis elo 14 Deeg op nach just 10 Deeg erofgesat gëtt. Och dëst entsprécht den aktuelle Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der WHO.

An ech wëll ausdrécklech dem Direkter vun der Santé Merci soen, dass en opgrond vun deene Wënsch vun eiser Kommissioun déi Explikatiounen doriwwer nogeliwwert huet, firwat dass mer d'Quarantän adaptéieren a firwat dass mer d'Isolatioun adaptéieren, dat ass iwwerzeegend. A merci fir déi Reaktivitéit insgesamt vun der Direktioun vun der Santé op déi Wënsch, déi an der Kommissioun geäussert ginn; wat mer och erlaabt, hei der Kommissioun e ganz grousse Merci ze soe fir déi ganz grouss Bedeelegung un där Aarbecht un eise Projeten. An do ass keng Differenz ze maachen zwëschent Majoritéit an Oppositioun. Och wann d'Haltung herno beim Vott ënnerschiddlech ass, ass hei zesummen un engem Text geschafft ginn, fir en esou gutt wéi méiglech ze maachen.

D'Progrèsen an der Wëssenschaft iwwert d'Infektioun vum Virus weisen haut - an da kommen ech zréck op den Isolement -, dass den Ustiechungsgrad nom zéngten Dag rapid ofhëlt.

Donieft gëtt och d'Méiglechkeet opgehuewen, fir d'Isolatiounsmoossnamen ze erneieren. Sou gëtt effektiv net systematesch e virologeschen Test no der Isolatiounsperiod gefrot, soudass et och net néideg ass, fir e Renouvellement vun der Isolatioun virzegesinn.

D'Réserve sanitaire, ech hat dat virdru scho kuerz ugedeit, gëtt verstäerkt, andeem niewent Dokteren a paramedezinneschem Personal och Apdikter a Psychotherapeute rekrutéiert ginn. Op dëst Personal kann iwwerall do zréckgegraff ginn, wou Soinen noutwendeg sinn a wou Nout um Mann oder der Fra ass.

D'Visièren, an dat ass och eng Neierung, dat sinn déi duerchsichteg Bakelitsdénger do - Dir wësst, et ass bal wéi eng Schweessermask am Duerchsichtegen -, ginn net als Protektioun duer an Zukunft an déi Visièrë kënnen op kee Fall de Mask ersetzen. De Mask muss d'Nues an de Mond bedecken.

D'Obligatioun vum Mask gëllt wéi bis elo net fir Kanner ënner sechs, fir Leit mat enger Behënnerung an, an dat ass nei, och net an Zukunft fir Leit mat enger Krankheet, fir déi d'Droe vum Mask net méiglech ass an déi dat och mat engem Certificat médical, also mat engem Dokteschattest kënne beleeën.

E Wuert nach zu den Donnéeë vun de Fluchpassagéier. Hei ginn d'Fluchgesellschaften obligéiert, verflicht, dem Direkter vun der Santé op schnellstem Wee déi verschidden Donnéeë vun de Passagéier matzedeelen, déi d'Fluchgäscht iwwer e Formular musse liwweren, notamment wou si sech wärend hirem Sejour hei am Land ophalen, dëst fir an éischter Linn de Contacttracing, dat heescht d'Sich ze vereinfachen a méiglech infizéiert Persounen esou séier wéi méiglech kënnen ze erreechen an ze isoléieren.

D'Donnéeën iwwert d'Passagéier ginn no 14 Deeg vum Direkter vun der Santé anonymiséiert. Bon, hie muss net alles selwer maachen, mee si ginn op jidde Fall an der Direktioun vun der Santé anonymiséiert.

Doniewent ass dann och virgesinn, déi perséinlech Daten, déi opgeholl ginn, dräi Méint nodeem se kollektéiert goufen ze anonymiséieren. Den Zäitpunkt, dee bestëmmt, vu wéini un déi Donnéeën anonymiséiert ginn, ass deemno d'Erfaassung, also deen Zäitpunkt, wou et ufänkt, dat ass d'Erfaassung, an net méi d'Enn vum État de crise.

Ech kommen zu allgemenge Konklusiounen. Op déi vill nei Infektiounen am Juli gouf séier reagéiert. D'Leit hu matgemaach, an esou konnt eng Verschlëmmerung vun der Situatioun verhënnert ginn. Dozou huet och d'Summerteststrategie bäigedroen, déi séier an effikass ugepasst ginn ass, grad ewéi déi grouss ugeluecht Teststrategie insgesamt.

Dat ännert näischt dorun, dass d'Zuelen erëm ugezunn hunn a mat der Schoulrentrée an der Reprise vun der Aarbecht nom Enn vun de Vakanze et op en Neits gëllt, net zulescht opgrond vun deene Chifferen an och net zulescht opgrond vun deem, wat ronderëm eis lass ass - dat muss een och am A behalen -, gutt opzepassen.

An der leschter Woch hu mer gesinn, dass d'Zuele séier an d'Luucht gaange sinn, souguer déi Nettozuelen, wou mer d'Grenzgänger jo net méi dran hunn. D'Bruttozuelen, wa mer déi géife vergläiche mat deem, wat am Ufank war, sinn net esou allze wäit do dervun ewech. An duerfir gëllt et grad elo, weiderhin opmierksam ze bleiwen, net nozeloossen a sech un d'Hygiènesbestëmmungen ze halen.

Mir hu keen Traitement a kee Vaccin. Mee mir kënnen eis schützen, andeems mer Ofstand halen, de Mask undoen a reegelméisseg d'Hänn wäschen. An de Gilles huet dat eng Kéier ganz kloer resuméiert. Gilles, d'Buschtawen!

M. Gilles Baum *(DP).*- H-O-M!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Voilà! H-O-M. An ech mengen, dat ass einfach ze verhalen an och net allze schwéier fir ze maachen. Virun allem musse mer och gutt oppassen op eis vulnerabel Familljememberen an d'Matmënschen, déi vulnerabel sinn, well si kann de Virus am schlëmmsten treffen, am schlëmmste Fall kann et souguer liewensgefäierlech sinn.

Dëst si Contrainten an eisem Alldag, déi awer e groussen Impakt op eis Gesondheet an déi vun deenen aneren an op eise Gesondheetssystem hunn. Soulaang wéi eise Gesondheetssystem dat, wéi elo, packt, gutt packt, si mer besser drun, wéi wann et zu Enkpäss am Gesondheetssystem géif kommen. Esou wäit däerfe mer et op kee Fall komme loossen!

Zum Schluss meng Empathie - an ech mengen, déi vun alle Kolleege - fir déi Leit, déi vun der Krankheet getraff sinn an zum Deel nach laang un de Konsequenzen ze droen hunn. Duerfir eis Opmierksamkeet och an Zukunft fir déi Kollateralschied vun där schwiereger Zäit op d'Gesondheet, op déi ekonomesch a sozial Situatioun an och op d'Moral vun de Leit dobaussen.

Mir hunn an dëser Kommissioun, an eiser Kommissioun eng ganz seriö Aarbecht geleescht. De Staatsrot an all déi berodend Instanzen hunn eng ganz seriö Aarbecht geleescht. An dach, an dach war eis e klenge Mëssel geschitt. Bon, et kann ee soen, eng Erreur matérielle, wat d'Mise en vigueur vun deem neie Gesetz an d'Fortféiere vun deem ale Gesetz ugeet. Mir hunn dat mam Conseil d'État beschwat, deen et als klengen Amendement ugesinn huet, awer direkt begutacht huet. An ech hat mer erlaabt, dat mat alle Kolleegen an dëser Chamber ze beschwätzen, soudass deen neien, kloren Text ass - fir mech war e kloer, duerfir huet och keen et gesinn: « La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. » Nu jee, mir sinn elo e bësse méi klug ginn a mir hu festgestallt, dass, egal wéi vill Leit eppes kucken, ëmmer nach eppes eis kann echappéieren. Mee duerfir si mer do, fir dat ze recuperéieren.

An deem Sënn wëll ech Iech alleguer e grousse Merci soen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen an all deenen, déi un dësem Gesetz bedeelegt waren, Merci soe fir hir gutt a virun allem och hir schnell Aarbecht.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

[1] https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20200424-1

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporteur villmools Merci soen. Et ass wéi gesot fir d'véiert, wou mer hei bei esou engem Text untrieden. Dës Kéier hate mer manner Zäitdrock wéi bei deenen Texter virdrun. An nach hu mer missen a leschter Minutt eppes riichtbéien. Mee effektiv merci fir eng Aarbecht, déi net ëmmer evident ass, well d'Situatioun jo konstant amgaang ass ze evoluéieren.

An dat ass och mäin éischte Punkt: Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt den Ëmgang mam Covid an Europa an och zu Lëtzebuerg esou eppes ass, wéi wann een op enger Achterbunn sëtzt. Mol ass een dee Beschten, dann ass een den europäesche Modellschüler, an da 14 Deeg duerno, da kënnt een op d'rout Lëschten, da gëtt ee klasséiert vun iergendwellechen anere Länner a Stied an däerf net méi an aner Länner eran. Et gëtt ee gelueft wéinst senger Prevoyance an et gëtt ee ferm kritiséiert fir säi Mangel u Wäitsiicht, wëssend, datt d'Prevoyance a Wäitsiicht awer Synonymme sinn. Esou ass dat heiansdo an dësem Fall, well d'Situatiounen änneren, well alles onstabel ass a well mer och an engem System sinn, wou och d'Definitiounen net kloer sinn.

Mir schwätze vun enger éischter, zweeter, drëtter Well. Wat ass dann eng Well hei an dësem Fall? Wéini schwätzt een dovunner? A wéini ass ee censéiert, Moossnamen ze huelen?

Et ass ëmmer an iwwerall Neiland. A wann ech dann och nach gesinn, datt d'Regierung e Standpunkt verteidegt, an heiansdo hir eege Wëssenschaftler vun der Taskforce an hirer wëssenschaftlecher Fräiheet dee selwechten Dag deelweis de Contraire soe vun deem, wat d'Regierung seet, dann däerf ee sech net wonneren heiansdo, wann d'Leit och duerjernee geroden a wa se sech net richteg erëmfannen a wann eng gewëssen Onsécherheet entsteet.

Ech hunn, gradesou, mengen ech, wéi Dir alleguer, an de leschten Deeg eng Rei Bréiwer och kritt, Gott sei Dank keng esou Menacëbréiwer wéi de Mars Di Bartolomeo, mee trotzdeem eng Rei Bréiwer, wou d'Leit sech ausdrécken iwwert de Fait, datt all déi Moossnamen, déi mer hei huelen, iwwerdriwwe sinn, datt d'Zuelen net stabel sinn, datt d'Maskeflicht näischt bréngt, souguer deelweis kontraproduktiv ass. Dir hutt alleguer, wéi gesot, och déi Maile kritt vu Leit, déi soen, datt d'Liewe muss weidergoen, eis Ekonomie muss fonctionéieren, d'Kanner normal mussen an d'Schoul goen, an déi éischter u sech - wéi soll ech dat ausdrécken? - vun enger Zukunftsangscht schwätze wéi vun enger Angscht ronderëm d'Krankheet.

An dann hutt Der op där anerer Säit och Leit, déi Iech kontaktéieren, schreiwen a soen, datt si éischter Angscht virun der Krankheet hunn, datt déi Moossnamen, déi mir an der Politik, d'Regierung geholl huet, hei ze vill relax sinn, datt d'Schoulen, d'Spillplazen, d'Geschäfter esou voller Leit sinn, datt ee jo net méi kann dohinnergoen, an datt et schrecklech onvirsiichteg ass, wann ee muss mat Leit zesummekommen, déi dann dobaussen, well et net obligatoresch ass, kee Mask unhunn, déi u sech am Fong hir Angscht ausdrécken an am Fong den Irrespekt vun anere Leit par rapport zu hinnen, well se sech net geschützt spieren.

An ech muss soen: Ech kann déi zwou Säite jo verstoen, déi eng an déi aner. Si hunn all e wéineg Recht a se hunn och all e wéineg Onrecht. An ech mengen, datt hei jiddwereen deelweis, wéi gesot, ka verstane ginn. Mee am grousse Ganzen entstinn Onverständnis, eng Rei Reiwereien, eng Rei schwiereg Situatiounen an Onzefriddenheet zwëschent de Leit.

An dann ass d'Fro: Wat heescht dat an der Politik? Dat heescht a mengen Aen, datt déi Decisiounen, déi geholl ginn, esou musse sinn, datt se kloer novollzéibar sinn, datt se wëssenschaftlech richteg a verständlech sinn. Decisiounen, déi sech an der Logik net widderspriechen, déi propper a kloer explizéiert kënne ginn an och verstane ginn, déi och, an dat ass bal dat Wichtegst, wa se da geholl sinn, konsequent ëmgesat ginn an d'Realitéit, iwwerall d'selwecht a verständlech, konsequent fir jiddwereen.

A mir mussen och fäerdegbréngen, datt se och an der Realitéit ëmgesat ginn, datt d'Leit net d'Impressioun hunn, datt dat, wat gesot gëtt, an de Gesetzer, Reglementer, Circulairen niddergeschriwwe gëtt, just e fromme Wonsch ass, mee datt d'Realitéit, déi se all Dag liewen, awer méiglecherweis duerchaus eng aner ka sinn. A si mussen haaptsächlech gëlteg fir jiddwereen a fir jiddwereen d'selwecht sinn, soss kënnt e Gefill op vun Ongerechtegkeet a vun Onzefriddenheet, wat onbedéngt ze vermeiden ass.

Dofir stelle sech haut fir mech véier Froen, déi ech och hei wëll beäntweren, probéieren ze beäntweren. Déi éischt, dat ass: Sinn déi Moossnamen, déi mer haut an dësem Text hunn, déi mer haut ofstëmmen, sinn déi kloer an novollzéibar fir jiddwereen?

Déi zweet Fro ass: Ass déi generell Situatioun, wou mer dra sinn, mat deene fréieren Texter, déi mer scho gestëmmt hunn, elo liicht amendéieren, ass déi kloer an novollzéibar? Well schlussendlech stëmme mer haut eng Verlängerung vun deenen Texter bis op den 31. Dezember.

Déi drëtt Fro, dat ass: Ass an der Realitéit also d'Ëmsetzung vun all deene Moossnamen och konsequent an effikass? Si se net nëmmen um Pabeier, mee komme se och an der Realitéit un? A wéi?

A mäi véierte Punkt, dat ass, datt d'Situatioun amgaang ass, sech jo relativ schnell ze änneren, datt d'Zuele momentan amgaang sinn ze klammen, datt mer vun enger drëtter Well, wat dann och ëmmer d'Definitioun ass, amgaang sinn ze schwätzen. A meng Fro ass: Wéi gi mer haut an an deenen nächsten Deeg domadder ëm, wou mer gesinn, datt Länner amgaang sinn, aner Moossnamen nach en place ze setze wéi déi, déi se an deene Woche virdrun haten?

Déi éischt Fro: déi Moossnamen an dësem Text. Do ass eis Äntwert relativ kloer. Déi Moossnamen iwwert d'Réserve sanitaire, iwwert d'Derogatioun bei der Obligatioun vum Port de masque si logesch an eisen Aen, si sënnvoll an eisen Aen, an dofir ënnerstëtze mer déi selbstverständlech.

Déi Moossnamen, déi u sech d'Anonymisatioun vun den dräi Méint, nodeem datt d'Donnéeën erageholl gi sinn, ersetzt duerch eng Anonymisatioun dräi Méint nom Schluss vum État de crise (veuillez lire: Déi Moossnam, déi u sech d'Anonymisatioun vun den Donnéeën dräi Méint nom Schluss vum État de crise ersetzt duerch eng Anonymisatioun dräi Méint, nodeem datt d'Donnéeën erageholl gi sinn), ass och eng Evidenz. Dat war virdrun e Feeler, dee muss an dësem Gesetz verbessert ginn. Selbstverständlech ënnerstëtze mer dat och.

Deen nächste Punkt, dat ass, datt eng Visière net kann eleng gedroe ginn. Dat ass mat deenen Explikatiounen, déi mer kritt hunn, fir eis och eng Evidenz an dat ënnerstëtze mer och. Mir soen awer hannendrun, datt do eng ganz Rei Explikatiounen noutwendeg sinn, well déi Leit, déi bis elo esou Visièrë benotzt hunn, déi hu se éischtens benotzt, well warscheinlech de Mask se relativ staark genéiert, an am Fong awer och, well se gemengt hunn, si géifen dat elo richteg maachen. An elo kréie se gesot: „Dir hutt dat zwar gutt gemengt, mee et war awer falsch. An elo musst Der et anescht maachen."

Also muss een dat explizéieren a kucken, datt si och verstinn, ëm wat et geet. D'autant plus, datt et - an ech war elo duerch Zoufall an eisen Nopeschlänner an deene leschten Deeg - an eisen Nopeschlänner nach vill méi courant ass, wéi et hei ass. A vu datt d'Lëtzebuerger jo awer och vill am noen Ausland sinn, gesi se eng Moossnam, déi dann am Nopeschland normal ass, gesetzlech richteg ass, do akzeptéiert ass an déi da bei eis verbueden ass an deelweis och ka sanktionéiert ginn, wann ech den Text richteg an Erënnerung hunn. Also eng Explikatioun ass noutwendeg.

An do soen ech: Et wär och net schlecht, wann eebe grad esou praktesch Moossnamen europawäit kéinten déi selwecht sinn. Déi misste jo sanitär jiddwerengem Gesondheetsminister a priori aliichten a missten och kënne gemaach ginn. Mee ech weess, wéi schwéier heiansdo Europa am Fonctionnement ass.

D'Modifikatioun vun den Delaien, déi mer hei virgeluecht kritt hunn, liicht eis och an. Eng Rei vu wëssenschaftlechen Explikatiounen huet den Direkter vun der Santé eis ginn, firwat et sënnvoll ass, an der Quarantän den Test diagnostique vum fënneften Dag eréischt um sechsten Dag ze maachen. Bei eis war souguer eng Diskussioun, datt mer en eréischt géife kënnen de siwenten Dag eventuell maachen. Mee selbstverständlech kënnt dann déi Diskussioun, wéi laang een an der Quarantän de Leit am Fong hir Fräiheet soll ewechhuelen. A mir hunn dat hei dunn awer als e sënnvolle Kompromiss empfonnt. Dofir kënne mer och do mat op dee Wee goen.

An dat selwecht gëllt fir den Isolement. Wann d'Wëssenschaft eis seet, datt nom zéngten Dag mat dem Isolement kann opgehale ginn, mee da gëtt et iwwerhaapt kee Grond. An dann ass et souguer eng Obligatioun fir ze soen: „Mee déi Quarantän oder den Isolement muss esou fréi wéi méiglech ophalen", fir datt d'Leit, wa se net méi ustiechend sinn, wann et sanitär méiglech ass, sech erëm normal kënne beweegen.

Dat sinn also Moossnamen, déi mer absolutt ënnerstëtzen an déi mer och matdroen.

Eng aner Saach ass et bei de Moossnamen iwwert den Traçage an de Suivi vun de Passagéier an haaptsächlech dem Formulaire vun der Lokalisatioun vun de Passagéier. Mir sinn u sech och der Meenung, datt dee Formulaire, deen haut schonn an de Fligeren ausgefëllt gëtt, ... Mee nach ëmmer: Mir kréie méi wéi ee Beispill vu Leit, déi eis soen, wa se zréck op Lëtzebuerg kommen, si hätten awer keen ausgefëllt! Dofir wär et awer gutt, eng Kéier vläicht mat de Fluchgesellschaften ze schwätze fir ze verifiéieren, wat dann elo déi richteg Realitéit ass, well normalerweis kënne sech d'Leit dorun awer erënneren. A wann eppes obligatoresch ass, da soll et och gemaach ginn.

Mir sinn also d'accord, datt dat soll direkt kënnen an d'Santé goen an net nëmmen op Nofro vun der Santé dem Direkter vun der Santé zur Verfügung gestallt gëtt. Dat spuert Zäit. Dat mécht et méi effikass. An dofir si mer och mat deem Prinzip selbstverständlech d'accord.

Mee d'Gesetz gesäit och nach vir, datt ee kann déi Demande 48 Stonne virdrun elektronesch ausfëllen. Och dat fanne mer richteg. Mee ech soen awer kloer an däitlech och hannendrun: Mir sinn awer och enttäuscht, datt, wann een esou eppes an d'Gesetz schreift, een dann awer direkt hannendruseet, datt ee vun der Regierung aus oder vum Ministère aus keng esou eng Applikatioun zur Verfügung stellt, fir et am Fong elektronesch kënnen auszefëllen, an dat den Aviatiounsgesellschaften eleng iwwerléisst.

Mir hätte gär gehat, datt och nach méi eng iwwerluecht Léisung hei géif virgeschloe ginn. Well mir stelle fest, datt net nëmme mir, mee och de Conseil d'État där Meenung ass, deen u sech fënnt, datt d'Gesetz, esou wéi et haut virläit fir gestëmmt ze ginn, net virgesäit, wou een de Formulaire ka kréien, net virgesäit, wien de Formulaire kritt oder wou een e kann ofginn, net virgesäit, wann e Refus ass, wat da geschitt, ob dann eng Fluchgesellschaft e Passagéier ka mathuelen, deen awer an dësem Fall, wann en am Fliger sëtzt, souwisou schonn am Fluch ass, dat heescht, net méi kann net matgeholl ginn, wann e refuséiert, en auszefëllen.

Wat geschitt an deem Fall dann? Gëtt en dann um Flughafen ugehalen an dann erëm zréckgeschéckt? Oder wat sinn d'Konsequenze vun esou engem Refus? An och: Wie kontrolléiert, ob dat hallefweegs, probablement korrekt ausgefëllt ass? An et stinn och keng Sanktioune bei dësem Refus drop.

Wann ech kucken, wat aner Länner, Frankräich oder d'Belsch, gemaach hunn, ass dat awer weesentlech méi konsequent. An der Belsch muss een, ier een an de Fliger klëmmt, säi Formulaire elektronesch ausfëllen, kritt dann e Code-barres an ouni dee Code-barres kann een net an de Fliger klammen.

Do kann een dovunner halen, wat ee wëllt, mee zumindest ass et konsequent an zumindest ass et effikass. An ech liesen dann och dee Passage vum Conseil d'État vir, deen de Rapporteur och a säi Rapport iwwerholl huet, wou de Conseil d'État seet: « Le Conseil d'État considère que le dispositif prévu présente des déficiences et devrait être précisé sur les questions de l'obtention du formulaire, de la remise de ce dernier, des conséquences d'un défaut de remise et, le cas échéant, des sanctions. À défaut de précision, le dispositif, tel qu'il est libellé, risque de donner lieu à des divergences d'interprétation dans le chef de l'Administration, des compagnies aériennes et des voyageurs. L'absence de détermination claire des droits et obligations des intervenants, en particulier des pouvoirs de l'Administration, affectera l'efficacité du régime. »

Dat ass kloer. Dat deele mer. Mir hunn da gesot kritt an der Kommissioun: „Dat ass awer an der Realitéit bis elo ni e Problem gewiescht." Mee ech soen doropshin: Wann e Problem dann eng Kéier an der Realitéit kënnt, dann hu mer natierlech och keng Léisung dofir an da ginn d'Schwieregkeete lass.

Mir hätte gär prezis Instruktioune bei enger Moossnam gehat, déi mer vum Prinzip aus begréissen, mee wou mer d'Exekutioun hei e wéineg schluddereg fannen an net esou kënnen novollzéien. An dat ass d'ailleurs e grousse Reproche, dee mer en général dëser Regierung maachen: Et ginn haaptsächlech grouss Linnen opgezeechent. Et ass ganz oft keng Prezisioun an der Definitioun, keng Kloerheet an den Detailer a keng Konsequenz an der Ëmsetzung.

Or, genau dat, Prezisioun, Kloerheet a Konsequenz, ass an eisen Aen dat, wat noutwendeg ass, wann ee wëllt laangfristeg Kredibilitéit an Autoritéit behale bei deene Leit, vun deenen ee wënscht, datt se dat, wat een decidéiert, och sollen an d'Realitéit ëmsetzen. An déi Kredibilitéit, déi Autoritéit ass an eisen Aen amgaang, lues a lues ze verschwannen.

Mäin zweete Punkt, dat léisst mech zu dem Projet kommen, dat ass iwwert déi generell Situatioun, wou mer haut sinn, an d'kloer Novollzéibarkeet an d'Prezisioun vun deem, wat schonn am Juni an am Juli ëmgesat ginn ass. An do widderhuelen ech eng Rei Saachen, déi ech scho gesot hat sengerzäit.

Dat Éischt, dat ass: Mir sinn der Meenung, datt de ganze Confinement forcé, iwwert dee vill geschwat ginn ass virun e puer Méint, sollt méi preziséiert ginn. Wéi geet dat? Wie waacht doriwwer, datt e Confinement och e Confinement bleift? Wou gëtt esou e Confinement gemaach? Wien ass responsabel fir d'Exekutioun dovun? Och alles dat si Saachen, déi an dësem Gesetzestext net drastinn, wou et awer, wann de Fall sech eng Kéier stellt, noutwendeg wär, datt ee se géif wëssen.

Dat selwecht gëllt fir d'Definitioun vun de grousse Rassemblementer, déi just definéiert ginn als „réunion organisée". Och dat hunn ech schonn zwee-, dräimol gesot. Wann ee kuckt, wat viru Caféen heiansdo geschitt, wann ee kuckt, wat um Stauséi respektiv wat a Parken, wat op Spillplazen heiansdo momentan geschitt, da weess een net bei esou Situatiounen, wéi déi sech klasséieren. Da klasséiere se sech net ëm d'Definitioun vum Rassemblement a vun der Réunion organisée. Dat heescht an anere Wierder, mir hu fir deen Typ vu Moossname strictement keng Reegelen. Mir hunn Horeca-Reegelen, mir hu Reegele fir doheem, mee mir hu keng Reegelen op der Voie publique.

An do widderhuelen ech elo nach eng Kéier, wat ech am Juli gesot hunn. Mir mengen, datt eng punktuell Obligatioun vun Distancing oder Maskdroen och bei net organiséierte Rassemblementer iwwer zéng oder iwwer 20 Leit dobaussen eng Noutwendegkeet wär, eng punktuell Obligatioun vu Masken, wann den Distancing net kann agehale ginn. An de Parken, op den Trottoiren, op de Spillplazen, do, wou Fillen zum Beispill bei Takeoute sinn a wou ee gesäit, datt d'Leit op 30 Zentimeter ee vun deem anere stinn ouni Protektioun, ouni Mask, fanne mer, datt esou punktuell Obligatioune missten ëmgesat ginn, haaptsächlech an enger Zäit, wou ee gesäit, datt déi sozial Kontakter erëm méi heefeg ginn an datt d'Zuele vun dem Covid amgaang sinn, an d'Luucht ze goen.

D'Regierung wëllt dat net. Mir fannen et sanitär richteg. Mir fannen et sanitär wichteg. Mir stellen och haut fest, datt vill Länner et hunn oder haut an dësen Deeg amgaang sinn, op dee Wee ze goen.

En anere Punkt, dat ass, datt eng ganz Rei Reglementer, déi erauskomm sinn, an eisen Aen onprezis oder onlogesch ee par rapport zu deem anere sinn. Do och e puer Beispiller:

Zum Beispill Kanner, déi an enger Schoulklass ënner sech sinn, déi sollen an hirer Schoulbulle deelweis zesummegehale ginn, mussen awer a kënnen dann op där anerer Säit, wa se an d'Maison relais ginn, mat vill méi enger grousser Grupp zesummekommen, ginn dann duerno erëm zréck an hir Klass. Ech kann déi eng Reglementer an déi aner Reglementatioun verstoen, mee d'Zesummekommen an d'Zesummeknalle vun deenen zwou Reglementatioune mécht duerno awer sanitär a mengen Ae kee Sënn méi.

Dat selwecht ass zum Beispill, wann eng Klass a Quarantän gesat ginn ass an d'Kanner dann net däerfen an d'Maison relais goen. Dat liicht mer da jo och an. Dat schéngt mer logesch, schéngt mer kloer ze sinn. Mee déi selwecht Kanner, déi dann a Quarantän sinn, déi net däerfen an d'Maison relais goen, déi ginn awer an de Bus mat allen anere Kanner, dee strubbelvoll ass, fir zréckgefouert ze ginn. Elo verstinn ech awer och, datt dat technesch um Terrain ganz schwiereg ass. Mee ech soen, wann ee wëllt, datt d'Leit et verstinn, wat een amgaang ass ze maachen, dann däerfen esou Reglementatiounen an deem engen an an deem anere Secteur net openeeknuppen an am Fong onlogesch sinn ënnert sech an da kee Sënn maachen an dann och net méi vun de Leit verstane ginn.

Dat selwecht ass fir Sportsmanifestatiounen dobannen. Do misst een och wëssen, ob et dann elo „activités qui accueillent un public" sinn, wou de Port du masque obligatoresch ass, oder ob et Rassemblementer sinn, wou een dann zwee Meter mat Place assignée brauch. Déi eng interpretéieren et esou, déi aner interpretéieren et anescht. Oder d'Fro vun de Buvetten an den Hall-sportiffen, wou d'Info un d'Sportsveräiner gaangen ass, datt se däerfen en Takeout maachen, wa se d'sanitär Reegelen anhalen a wann d'Leit hiert Iesse siche kommen, mee awer net däerfen esou wéi am Horeca-Secteur zerwéieren, och wann dann all sanitär Reegelen agehale ginn.

Ech verstinn awer och, wéi dat reglementaresch ass, mee ech soe just, bei de Leit dobausse sinn déi do Moossnamen, déi deelweis kontradiktoresch sinn, awer schwiereg ze

explizéieren. An och, wann et elo Klengegkeete sinn, an ech ginn elo net weider Beispiller, well ech mech net wëll a Klengegkeeten hei verléieren, mee och, wann et Klengegkeete sinn, si se net ëmmer novollzéibar, mee si ginn heiansdo d'Impressioun, datt duerno jiddweree mécht, wat e wëllt an och wéi en et wëllt, an datt et da schlussendlech egal ass, well kee weess, wat richteg a wat falsch ass.

Ech weess och do, datt de Santésministère net ëmmer responsabel ass an datt eng ganz Rei aner Ministèren hir eege Circulairen an hir eege Reegelen erausginn, ob dat d'Éducation nationale, de Sport, den Interieur ass. Mee ech fannen, datt do vill Saachen, wann ee se global kuckt, onlogesch sinn an eng grouss Onsécherheet bei der Populatioun kreéieren.

Mäin drëtte Punkt, dat ass d'Ëmsetze vun all deenen dote Moossnamen. Och dat Ëmsetze muss novollzéibar an heiansdo och machbar iwwerhaapt sinn!

D'Madamm Hansen hat eng Question parlementaire urgente gestallt de Moien, a mir kruten och elo de Mëtteg virun der Sëtzung eng Äntwert iwwert deen Enseignant, dee geschriwwen huet fir ze soen, datt hien a Quarantän gesat war, well en da wierklech eventuell ustiechend kéint sinn, wann dat sech géif erausstellen, wann en dann als positiv getest géif ginn, mee datt en awer eng Derogatioun krut, fir schaffen ze goen.

Bon! A mir kruten haut confirméiert, datt 93 Enseignanten esou am Fall sinn. Elo bei dësem Enseignant ass et, wann ech dat richteg gelies hunn a richteg verstanen hunn, nach méi komplizéiert. Wat ech à la limite nach ka verstoen: datt een da seet, deen ass an der Quarantän, e muss säi Mask undoen, en ass an enger Klass. Mee hei ass en Enseignant, deen och nach sechs Klassen, wéi en da selwer schreift, hat an dee vu Klass zu Klass gaangen ass. An da liicht et engem net an, datt do kann eng Derogatioun kommen. Well ech verstinn net, wéi dat da sanitär erklärbar ass, datt een dat zouléisst, wann esou Exceptioune kommen. E muss déi ganzen Zäit doheembleiwen, kann awer an d'Schoul goen a bei sämtlech Klasse goen! Ech verstinn, mee dat mécht awer kee richtege Sënn!

An en fin de compte stellt sech och d'Fro vun der Gerechtegkeet. Wann dat an der Éducation nationale op 93 Plazen esou behandelt gëtt, jo, wéi ass et da mat aneren Entreprisen? A wéi ginn do d'Derogatioune gehandelt? Well et ass jo awer logesch, noutwendeg a sënnvoll, datt jiddwereen änlech behandelt gëtt, wann de Fall dann änlech ass.

Oder en anere Fall, dee vun de Sportsaktivitéiten an de Gemengen, wou d'Gemengen da gesot kréien, datt no all Aktivitéit d'Vestiären an d'Dusche musse gebotzt ginn an am Fong och desinfektéiert ginn. Dat liicht mer och an. Mee an der Realitéit ass et esou, datt dat net esou prezis an der Circulaire steet, déi Gemeng, déi dann nofreet, dat awer prezis vum Ministère de la Santé geäntwert kritt, an der Realitéit awer och net weess, wéi se et soll maachen. Well wa se de Sport organiséiert, esou wéi et awer elo decidéiert ginn ass, da gëtt do ee Veräin an eng Ekipp no där anerer sech d'Klensch an de Grapp vun dem Vestiäre. An et ass schwiereg machbar.

An ech froe mech, wann een haut géif froen: „Wat fir eng Gemeng mécht dat dann esou, wéi et do beschriwwen ass?", wëll ech d'Äntwert net onbedéngt ..., oder sinn ech mer net sécher - loosse mer et esou soen -, wat dann d'Äntwert op déi Fro ass.

En anere Fall, dee fir mech och relativ signifikativ ass, dat ass dee vun e puer Leit, déi ech kennen, déi positiv getest gi si beim Covid, mee asymptomatesch Fäll waren an dofir relativ spéit getest gi sinn, dat heescht sechs, siwen, aacht Deeg warscheinlech dobausse waren, ier se dann iwwert de Large-Skale-Testing do positiv getest gi sinn. Si woussten et net. Si kënnen net derfir, et ka keen derfir, mee et ass dann d'Realitéit. An da gi se a Quarantän, just datt déi Quarantän dann awer fir si 10 oder 14 Deeg - elo 10 Deeg - dauert an en fin de compte nom drëtten Dag se awer en negativen Test maachen, well se schonn esou laang krank waren, an dann awer keng Méiglechkeet hunn, krute mir op jidde Fall erzielt, aus där Quarantän do erauszekommen, well och keng Recoursméiglechkeet do ass. Och dat si Saachen, déi extreem schwiereg verständlech sinn.

Oder en anere Fall vun enger Fra, déi dann zesummekomm ass, iesse gaangen ass mat engem Kolleeg, deen zwee Deeg duerno getest war, méi wéi eng Stonn mat em un engem Dësch souz, da sech an Autoquarantän setzt, esou wéi se gesot kritt oder héieren huet, datt se dat da sollt maachen, an dann awer véier Deeg näischt héiert an och net ugeruff gëtt. Déi steet dann awer schlecht do. Déi huet sech elo an Autoquarantän gesat, hat am Fong aarbechtsrechtlech am Nachhinein kee Recht dozou, hat awer richteg reagéiert, fir et ze maachen, a weess elo net richteg, wou se drun ass. Alles dat sinn am Fong Inkohärenzen, déi ech mer kann explizéieren, vu wou se kommen, mee déi awer relativ Schwieregkeete maachen an der Realitéit.

Haut stëmme mer en Text, dee bis zum 31. Dezember gutt ass. An et ass awer an dësem Text am Fong net vill changéiert par rapport zum Juli. A mir mussen eis elo froen, an dat ass mäi véierte Punkt: A wat fir enger Situatioun si mer haut? An déi Evolutioun, déi mer haut an de Covidzuele kennen, déi mécht awer jiddwerengem grouss Suergen, haaptsächlech och wann ee kuckt, wat momentan ronderëm amgaang ass ze geschéien a wéi d'Ausland amgaang ass ze reagéieren.

Ech hunn e wéineg gëschter d'Noriichte gelauschtert, esou wéi Dir alleguer. Zu Münche gëtt d'Maskeflicht op „belebten Plätzen", eng Bulle vu fënnef Persounen, elo frësch à partir vun dësem Weekend un agefouert. Zu Madrid sinn Ausgangsspären a 37 Zonen. An dem United Kingdom, dem Vereenegte Kingdom, do hält de Premierminister de Mëtten eng Ried, wou en och wäert drastesch nei Moossnamen ukënnegen. Zu Wien ass Maskeflicht a Sperrstunde. An der Belsch ass Maskeflicht souwisou.

Dofir ass fir eis ganz kloer elo d'Fro gestallt: Wann dat elo esou weidergeet a wann deen Trend sech confirméiert, wat sinn dann déi nächst Schrëtt, déi mer maachen?

Mir soen nach eng Kéier dat, wat mer scho gesot hunn: Mir mengen, datt de Port du masque punktuell och dobaussen, wa Rassemblementer sinn, eng Noutwendegkeet, eng Obligatioun an eisen Aen ass. A mir sinn nach ëmmer der Meenung, datt, wann déi Fäll elo usteigen, mer eng Tracingapp brauchen, déi sënnvoll ass net fir iergendeppes ze ersetzen, mee au complément vun deem, wat elo ass, wann de manuellen Tracing iwwerfuerdert gëtt.

Mir hunn och net richteg verstanen, firwat de Staatsminister eis da seet: „Dat kascht 4,5 Milliounen. Gitt Dir elo gär 4,5 Milliounen aus, wou Der net sécher sidd, dass Der et braucht, a wou Der net sécher sidd, dass et effikass ass?" Ech erënnere just de Staatsminister drun, datt de Large-Skale-Testing 100 Millioune kascht an all déi aner Saachen, déi derbäikommen, enorm Zomme sinn an datt mer mussen hei all eis Garantien huelen, fir e Maximum u Schutz kënnen ze maachen.

Dofir eis Äntwert: Jo, déi do Suen hätte mer ausginn, fir eng Applikatioun prett ze hunn, wa mer se da brauchen! Well wa mer se dann eng Kéier brauchen, da geet alles esou schnell, wann een dann nach eng Kéier dräi Wochen oder e Mount muss drunhänke fir ze kucken, ob se fonctionéiert, a fir d'Leit ze iwwerzeegen, se dropzesetzen, nodeems datt een elo zwee Méint gesot huet, et géif een dat net ënnerstëtzen, dann ass et einfach ze spéit. Dat Ganzt ass eng Course géint d'Zäit. An eis Zilsetzung ass, eis Ekonomie an eis Schoulen opzehalen. Dat musse mer kënne garantéieren. An dofir musse mer eis all Moyene ginn.

Dann hunn ech nach zwou Froen, déi ech wëll stellen:

Dat ass, wéi wäit et ass mat deene Statistiken, déi mer och säit e puer Kéiere scho froen, wou mer net feststellen, wou Infektioune sinn oder wou déi Leit liewen, mee wou dann d'Infektiounen hierkommen, aus wat fir engem soziale Grond d'Leit sech infizéieren, fir datt ee besser kann agéieren. Dat kann nëmme just iwwert den Tracing gemaach ginn. Dat gëtt approximativ och warscheinlech am Ministère de la Santé gemaach. Mee dat ass déi Statistik, déi mer brauchen, wa mer wëllen hei prezis Decisiounen huelen.

A meng lescht Fro, dat ass iwwert d'Vaccinatioun, net mat engem nach ze kreéierende Vaccin, mee dat ass iwwert d'Vaccinatioun géint déi normal Gripp, well am Hierscht, wann dann eng drëtt Well kënnt a wann dann eng Gripp kënnt, da gëtt et jo weesentlech méi schwéier fir ze detektéieren, wie wat fir eng Krankheet huet. An da gëtt et fir eis Spideeler a fir eis Doktere relativ komplizéiert. Dofir wär et wichteg, haaptsächlech dësen Hierscht wichteg, datt normal Vaccinatiounen esou vill wéi méiglech gemaach ginn. Elo gëtt mer awer gesot - an ech weess awer net, ob dat richteg ass oder falsch, dofir froen ech et -, datt momentan net genuch Vaccine fir déi normal Gripp do wären an datt momentan, wann ee sech wéilt vaccinéiere loossen, ee geäntwert krit, datt just déi vulnerabel Leit géife vaccinéiert ginn, well fir déi aner net genuch Vaccinen do sinn.

Dat ass eppes, wat ech ewell ëfters héieren hunn, dofir froen ech et: Si genuch Vaccinen do? Si mer preparéiert fir eng Vaccinatiounscampagne fir déi nächst Méint? Wéi steet et domat? An ech wär frou, wann d'Madamm Minstesch eis géif eng kloer Äntwert op déi Fro ginn.

Ech kommen zur Konklusioun, Här President.

Mir ënnerstëtzen de Prinzip vun deene sechs Moossnamen, déi den Text nei virschléit.

Zweetens, mir hätte gären d'selwecht wéi de Conseil d'État d'Moossnamen iwwert d'Lokalisatiounsformulairë vu Fligerpassagéier méi prezis, méi kloer a méi breet formuléiert.

Drëttens, mir sinn der Meenung, datt déi Texter vu virun der Vakanz an elo dee verlängerten Text net prezis genuch sinn, net kloer genuch sinn, net wäit genuch ginn.

Véiertens, mir fannen déi praktesch Ëmsetzung ronderëm dësen Text ganz oft dann awer holpreg, heiansdo kontradiktoresch an ëfters onzefriddestellend. Dat ass net just eng Saach vun der Santé, dat ass och de Fall bei anere Ministèren.

A fënneftens, mir fannen, datt d'Regierung eng Rei an eisen Ae wichteg Punkte refuséiert huet. Mir sinn iwwerzeegt dovun, datt, wann d'Evolutioun esou weidergeet, eis Propositiounen och nach eng Kéier wäerten an deenen nächste Wochen ugeholl ginn. Mee vu datt de Kampf géint de Virus e Kampf géint d'Zäit ass, regrettéiere mer hei, datt wäertvoll Zäit verluer geet.

Aus dëse Grënn kënne mer dësen Text net matstëmmen. Mir hunn eis och esouguer an der Fraktioun d'Fro gestallt, ob mer net carrement sollten dergéint stëmmen, well esou vill Holpregkeet um Terrain ass, well esou vill Froen onbeäntwert bleiwen, hunn awer dunn decidéiert, datt mer eis géifen enthalen, well mer iwwerzeegt sinn, datt och dësen Text, dëse véierten Text, dee mer an dëser Covidsituatioun stëmmen, net komplett ass, onprezis ass an a verschiddene Punkten net kohärent ass.

A mir hätten och elo gär eng Diskussioun, wat fir eng Moossnamen da kënne gemaach ginn an deenen nächste Wochen, wann d'Zuelen nach klammen, fir datt mer keng Zäit verléieren. Mir hunn d'Impressioun, datt an dësem Kontext scho ganz vill onnéideg Zäit verluer gaangen ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Haut viru sechs Méint hu mer zesummen den État de crise gestëmmt. Et si ganz genau sechs Méint hier. Sechs Méint méi spéit si mer aus dëser sanitärer Kris nach net eraus an de Virus hält eis nach ëmmer an Otem. Op all eis Liewensberäicher huet en agewierkt, Veränneru ngen erbäigeféiert, nei Erausfuerderunge mat sech bruecht. Mee mir hu geléiert, mat dëser neier Realitéit ze liewen, a mir hu bewisen, dass mer eis och als Mënsche kënnen un déi nei Realitéit upassen.

Eist Land huet séier a gutt op d'Kris reagéiert an de Gros vun de Leit huet erkannt, wéi wichteg et ass, sech un déi sanitär Sécherheetsmoossnamen ze halen. Nëmmen zesumme konnte mer dës Kris bis elo packen. An nëmmen zesumme wäerte mer och weider dës Kris misse bewältegen. A mir mussen och weider duerhalen, well bis e séchere Vaccin fir jiddwereen zougänglech ass, wäert awer nach eng Zäitche vergoen.

A fir dat, genee dat och weiderhin ze garantéieren, verlängere mer mat dësem Gesetz déi Mesuren, déi mer schonn de 17. Juli gestëmmt hunn. An dat ass och néideg, well an deene leschte Wochen d'Infektiounszuele weltwäit erëm drastesch an d'Luucht gaange sinn. A vill Länner féieren elo, esou wéi de Virriedner et hei och opgefouert huet, vill méi streng Mesuren an.

Jo, och bei eis sinn d'Zuele spronghaft, an ech muss soen, fir mech onerwaart, erëm massiv geklommen. Ech hu mech fälschlecherweis an enger gewëssener Sécherheet gespiert. Ech war erëischt op deem Punkt ukomm, wou ech gesot hunn: „Jo, et wäert elo an den nächsten Deeg ëmmer tëschent 40 a 60 Neiustiechunge leien. Dat läit bei 0,8 % ongeféier vun deene Leit, déi getest gi sinn." Abee, ech mengen, et waren nach anerer heibannen, déi sech vläicht an där Sécherheet do gefillt hunn. Ech muss soen, ech hu mech geiert.

Ech si kee Mënsch, dee ganz séier panikéiert. Dat sollte mer och an dëser Situatioun net maachen, mee mir sollten eis awer sécher sinn, dass d'Situatioun eescht ass, och wann et an eise Spideeler fir de Moment gutt ausgesäit mat kenge Patienten op den Intensivstatiounen a ganz wéineg Patienten an de Better an de Spideeler. Mee mir musse weider oppassen a weider verstänneg bleiwen.

Mat dësem Gesetz wëlle mer jo am Fong net méi streng ginn, mee mir wëlle fir méi Kloerheet suergen a besser duerch déi kal Joreszäit kommen, déi elo virun der Dier steet.

Wéi de Rapporteur schonn erkläert huet, gëllen d'Visièren net als Equivalenz zu engem Mond-Nues-Schutz. D'Nues an de Mond musse bedeckt sinn, fir dass déi Loft, déi mer an- an ausootmen, souwäit wéi méiglech gefiltert ka ginn. Dat ass bei enger Visière net de Fall, déi haaptsächlech dozou déngt, fir d'Aen ze schützen.

Da ginn et och Mënschen, déi kënnen aus medezinnesche Grënn oder opgrond vun engem Handicap net permanent eng Mask droen. Soulaang si hire medezinneschen Attest virweise kënnen, deen dat beleet, ass et hinnen och erlaabt, keng Mask unzedoen. An dësem Fall sollt awer esou gutt wéi dat ëmme méiglech ass d'Sécherheetsdistanz agehale ginn.

Op dëser Plaz wëll ech op eis dafstomm Matbierger ze schwätze kommen, déi bei der Kommunikatioun dorobber ugewise sinn, d'Lëpse vun hirem Gespréichspartner ze gesi fir ze verstoen, wat déi Leit hinne wëlle soen. A mat de Maske gëtt hinnen d'Kommunikatioun am Alldag natierlech erschwéiert. An dat bréngt d'Gefor vun enger sozialer Isolatioun mat sech. Et misst een also driwwer nodenken, fir vläicht méi transparent Maske fir dës Leit zur Verfügung ze stellen, engersäits wéi gesot fir d'Leit mat engem Handicap an anerersäits fir d'Leit, déi am Gesondheetsberäich, an Administratiounen oder an de Butteker schaffen.

Ech géif gär vun dëser Plaz dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo Merci soen. De Mars huet eis wéi ëmmer d'Gesetz en détail erkläert. Mars, ech muss soen, du méchs eng fantastesch Aarbecht an der Santéskommissioun elo déi ganzen Zäit, wou mer déi Covidsdebatt hei hunn, wou mer déi Gesetzer hei gestëmmt hunn. Du hues eng ganz, ganz gutt Aarbecht gemaach. Du kanns sécher sinn, dass ech der de Réck stäipen, an ech mengen, wéi och déi allermeescht oder vläicht souguer alleguerten d'Kolleegen heibannen, an enger Situatioun, déi vläicht elo net esou einfach ass. Merci Mars fir däi ganz groussen Asaz! An ech faasse mech kuerz, well du hues jo, wéi gesot, déi meescht Detailer scho ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Gesetz gesäit vir, dass mer, wéi gesot, d'Apdikter an d'Psychotherapeute kënnen an d'Réserve sanitaire huelen. Sou stelle mer sécher, dass et zu kengem Moment zu engem Personalmangel am Gesondheetsberäich kënnt. Et ass ëmsou méi wichteg, well d'Grippesaison virun der Dier steet. A mir wëssen, dass eise Gesondheetssecteur wäert mat der Grippesaison gefuerdert ginn, mee mir wëssen net, wéi de Covid-19 an d'Gripp openee wierken a wéi déi ganz Situatioun sech wäert entwéckelen. Dëst Joer kënnt natierlech dann d'Inconnue vum Coronavirus derbäi. Wéi gesot, mir wëssen net, wéi deen elo op déi Keelt reagéiert, déi an den nächste Méint kënnt.

D'Regierung huet vun Ufank un e besonnesche Wäert op eng ëmfaassend Teststrategie geluecht. A mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass dat och de richtege Wee war. Fir dass mer esou vill vun eise Fräiheete wéi méiglech genéisse kënnen, musse mer awer och weiderhin testen, wann och méi geziilt.

Bei den Tester ginn déi perséinlech Donnéeë gesammelt. Fir en effikassen Traçage ass dat wichteg. An doméinst ginn déi perséinlech Donnéeën elo dräi Méint no der Kollekt anonymiséiert an net méi dräi Méint nom État de crise, well deen ass jo och schonn dräi Méint hannert eis. An esou bleift den Traçage vun de Leit garantéiert, ouni dass d'Donnéeën onnéideg laang gespäichert ginn.

D'Passagéier, déi mam Fliger areesen an hir Donnéeë fir den Traçage am Fall vun enger Infektioun u Bord mussen uginn, kréien hirersäits versécher t, dass hir Donnéeën direkt vun der Fluchgesellschaft anonymiséiert ginn, soubal se un de Santésdirekter verschéckt goufen.

Als Member vun der liberaler Partei begréissen ech natierlech, dass den Isolement vun den infizéierte Leit vu 14 op 10 Deeg erofgeet, esou wéi et vun der Weltgesondheetsorganisatioun proposéiert gëtt. Déi 14 Deeg virdru waren natierlech ubruecht, well mer keng sécher Donnéeën dozou haten, wéi laang eng Persoun ustiechend ka sinn. Mat Hëllef vun der Fuerschung gi mer permanent méi iwwert deen neie Virus gewuer a mir kënnen eis Mesuren deementspriechend upassen. Elo wësse mer, dass eng infizéiert Persoun schonn no zéng Deeg vill manner ustiechend ass an domadder kee berechtegte Grond besteet, fir se weider ze isoléieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Joer 2020, dat wäert als en aussergewéinlecht Joer an d'Geschicht agoen. Seele goufen et Evenementer, déi esou vill global Veränneruнge mat sech bruecht hunn a wou d'Leit esou vill Sacrificen hu misse maachen. Vill Familljen hu léif Mënsche verluer. Anerer hu mat finanzielle Schwieregkeeten a Suergen ze kämpfen. Anerer hunn Angscht ëm hir Aarbecht an domat ëm hir Existenz an d'Existenz vun hire Familljen.

An esou munche Länner ginn d'Leit op d'Strooss a si protestéiere géint d'Maskeflicht. Si protestéiere géint eng Mesure, déi noweislech hëlleft, déi eege Gesondheet ze schützen an och d'Gesondheet ze schütze vun de Matbierger, eng Mesure, déi net dozou do ass, fir d'Leit ze nerven, mee déi hinne soll hëllefen, esou vill Normalitéit wéi méiglech zréckzeginn.

Ech si frou, an engem Land ze liewen, wou d'Leit, déi keng Mask droen, d'Leit, déi sech weigeren, eng Mask ze droen, eng absolutt Minoritéit duerstellen, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... wou d'Solidaritéit groussgeschriwwe gëtt an een op deen aneren oppasst. An ech soe jiddwerengem Merci, deen elo zënter sechs Méint sech un dës sanitär Mesuren hält a weider dozou bäidréit, dass mir dës Kris zesummen iwwerwannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech ginn natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei zum Text a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gilles Baum huet et scho betount: Lëtzebuerg steet am Kampf géint de Virus ganz gutt do. An ech mengen, doriwwer musse mer eis all freeën. Et ass de Verdéngscht vun der Regierung, mee och vun eiser ganzer Gesellschaft. An dofir e grousse Respekt u jiddwereen, deen dobäi mathëlleft.

Ech wéilt am Numm vun der grénger Fraktioun awer och eppes bedaueren am Virfeld vu mengen Iwwerleeungen zu dësem Projet de loi, an zwar, datt et zanter dem Ausbroch vun der Pandemie nach ëmmer keen europäesche Gremium gëtt, deen d'Covidmoossnamen europawäit koordinéiert an europawäit fir Kohärenz suergt.

Et gëtt wuel den Europäeschen Zenter fir d'Preventiоun an d'Kontroll vun ustiechende Krankheeten, dee jo och reegelméisseg Recommandatiounen ausschafft, déi mer dann och ophuelen, mee et gëtt nach ëmmer keng kohärent Strategie, déi an eisen Aen awer déi bescht Approche wier, fir dee gemeinsame Feind mam Numm Sars-CoV-2 a Schach ze halen a Reiwereien tëscht de Länner ze verhënneren.

Mir fannen et jiddefalls onvertrietbar, datt Grenzschléissungen a Kontrollen nach ëmmer en Theema sinn oder awer eng generell Quarantänflicht fir Areesender aus verschiddene Länner, esou wéi verschidde Regierungen dat ausserhalb vu Lëtzebuerg decidéieren. Net nëmmen, well esou Decisiounen dem europäesche Gedanke méi schuede wéi notzen, mee och, well déi pauschal Opfaassung, datt all Mënsch, jee nodeem aus wéi engem Land en areest, per se ustiechungsverdächteg ass, scho bal eng Verurteelung duerstellt, déi juristesch net onbedéngt d'Strooss hält. An do wéilt ech drop hiweisen, datt d'Verwaltungsgeriicht an Niedersachsen déi generell Quarantänflicht am Mee 2020 ausser Kraaft gesat huet.

Aus all dësen a villen anere Grënn kann een also nëmmen hoffen an derfir plädéieren, datt d'Memberstaaten endlech op de Wee vu gemeinsame Reegele ginn an domat och op de Wee vun engem Europa, wat net just am Beräich vun der Finanzpolitik zesummenhält, mee och an deem vun der Gesondheet. An ech sinn iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg do op alle Fall säin Deel wäert dozou bäidroen an datt déi Politik net u Lëtzebuerg wäert scheiteren. Mir hunn d'Solidaritéit scho méi oft bewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat virausgeschéckt, kommen ech da bei de Projet de loi vun haut, deen d'Covidreegele jo eng weider Kéier wäert ofänneren an d'Ennerscheeder zu anere Länner awer och eng weider Kéier verdäitlecht: ugefaange bei deene méi klengen Detailer, wéi déi vun de Visièren, déi als Otemschutz zu Lëtzebuerg verbuede ginn, berechtegterweis, wärend se an anere Länner awer erlaabt bleiwen, bis hin zu den Differenze bei der obligatorescher Deklaratioun vun de Passagéier am Fluchverkéier, wou den Här Wiseler méi am Detail drop agaangen ass an déi och vum Staatsrot opgeworf gi sinn. An doriwwer eraus besteet awer och eng ënnerschiddlech Approche jee no Land, wat déi méi déifgräifend a fräiheetsaschränkend Moossname vun der Isolatioun a vun der Quarantän ugeet.

Virun allem dës Moossnamen, Dir Dammen an Dir Hären, géifen eiser Meenung no ëmsou méi akzeptéiert a respektéiert ginn, wat se um internationalen Niveau méi koordinéiert wieren.

Wat elo eis national Gesetzgeebung ugeet, esou kënnt et mat dësem Projet de loi jo zu der Erofsetzung vum Isolement vu 14 op 10 Deeg, wärend d'Quarantän bis zum Test vu 5 op 6 Deeg eropgesat gëtt, wou ee jo dann een Dag muss derbäirechnen, bis d'Resultat virläit.

Alles dat sinn Ännerungen, déi evidenzbaséiert getraff ginn, déi sënnvoll sinn an déi mir natierlech och ënnerstëtzen, allerdéngs mat der Remark alt erëm, datt Frankräich den Isolement op just 7 Deeg festgesat huet a bei der Quarantän op Fräiwëllegkeet setzt zum Deel, wann ech den Direkter vun der Santé an der Santéskommissioun richteg verstanen hunn. Dat just als weidert Beispill, dat d'Differenzen am internationale Kontext ënnersträicht. Datt d'Dauer vum Isolement mat dësem Projet de loi erofgesat gëtt, ënnerstëtze mir virun allem, well et sech hei ëm dee sensibelste Beräich vun de Moossnamen handelt, well en e wichtegt Grondrecht ausser Kraaft setzt, an d'zwar d'Grondrecht, sech fräi ze beweegen.

Derbäi kënnt, datt den Isolement, grad wéi d'Quarantän, eng grouss Belaaschtung fir déi Betraffen duerstellt, an éischter Linn natierlech fir déi Mënschen a Familljen, déi an extreem schwieregen enke Wunnverhältnisser ouni Bausefläch an ouni Gaart liewen. An esou Fäll ass et emol net méiglech, e Fouss virun d'Dier ze setzen, ouni sech direkt am ëffentleche Raum ze befannen, also genee do, wou déi betraffe Persoun eng Amende riskéiert a wou se sech, plakativ ausgedréckt, virkënnt wéi scho mat engem Fouss am Prisong, obwuel se eigentlech just de Besoin huet, sech e wéineg ze beweegen.

Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen aus deem Grond, dee jo éischter psychologescher Natur ass, mee och aus gesellschaftlechen, ekonomeschen an educative Grënn ënnerstëtze mir, datt sech an der Santésdirektioun Gedanke gemaach gëtt ronderëm méi en differenzéierten a manner rigiden Emgang mat der Quarantän. Dat huet den Direkter vun der Santé eis gëschter bestätegt, woubäi ee jo muss wëssen, datt an der Moyenne just 7,6 % vun de Persounen, déi an de leschte Méint an der Quarantän waren, tatsächlech infizéiert gi sinn. Anescht ausgedréckt si bal 93 % net infizéiert, wat d'Argument vu méi engem differenzéierten Emgang mat der Quarantän ënnersträicht.

A wa mir zu Recht behaapten, datt mer musse léieren, mam Virus ze liewen, da wier dëst e weidere wichtegen a richtege Schrëtt an déi Richtung, natierlech ënnert der Bedéngung, datt d'Gestes barrières an all déi Reegelen, déi dobausse gëllen, streng respektéiert musse ginn, fir potenziell Ustiechunge weiderhin ze vermeiden a virun allem déi vulnerabel Persounen ze schützen, well dat jo wierklech déi Populatioun ass, där mer eis am beschte mussen unhuelen.

Domat kommen ech eebe grad bei déi Bevëlkerungsgrupp, op déi ech am Kontext vun de steigenden Infektiounszuelen e bësse méi wäit wéilt agoen. Et ass déi vun deene besonnesch vulnerabele Leit, vun deenen och an der Santéskommissioun rieds gaangen ass, well et si jo si, déi am meeschte riskéieren, an d'Spidol mussen ze komme respektiv och op d'Intensivstatioun. An dat ass dat, wat net däerf geschéien. Dat sinn oft déi eeler Leit, mee net nëmmen.

Och wa se net direkt Objet vun dësem Projet de loi sinn, esou wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun awer e puer Froen opwerfen, déi sech virun allem bei steigenden Infektiounszuele wäerte stellen, opgrond vun der Noutwendegkeet natierlech, datt besonnesch si geschützt musse ginn.

Dir wësst, wann an der Zäit vum Confinement an och nach duerno vun der „eelerer Generatioun" geschwat ginn ass, waren entweeder déijéineg Persoune gemengt, déi an enger Institutioun liewen a kee Besuch konnten empfänken, oder awer et ass ëm déi méi rüsteg eeler Leit gaangen, déi nach autonom doheem wunnen a wärend dem Confinement an och duerno vun der Famill oder vu Frënn mat Liewensmëttel an anere Servicer versuergt gi sinn.

Eng Kategorie, vun där awer nach net vill geschwat ginn ass an déi bei steigenden Infektiounszuelen net däerf vergiess ginn, sinn déijéineg Persounen, déi vun der Assurance dépendance en charge geholl ginn. Vu datt Dir, Madamm Minister, och bäigeuerdent Ministesch vun der Sécurité sociale sidd, wéilt ech e puer konkreet Problemer opwerfen, déi sech an de leschte Méint um Terrain an deem Kontext gestallt hunn an déi sech jee no Entwécklung vun der Pandemie eng weider Kéier wäerte stellen.

Wann ee weess, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Prioritéit vun der Assurance dépendance beim Maintien à domicile läit, da weess een och, datt vill fleegebedürfteg Persounen nach doheem liewen, also net autonom. An Zuelen ausgedréckt, sinn dat menge Recherchen no ëm déi 9.500 Mënsche vun am Ganze 14.200 Beneficiairë vun der Assurance dépendance, also zwee Drëttel liewen doheem. Dat heescht, ëm déi 9.500 fleegebedürfteg Persoune mussen och an Zäite vu Pandemie, Isolement a Quarantän doheem versuergt ginn, sief et, wéi dat an der Assurance dépendance definéiert ass, vun engem Aidant, dee vum Fleegebedürftegen iwwert d'Prestations en espèces bezuelt gëtt, sief et op där anerer Säit vun engem Réseau d'aides et de soins, deen d'Prestatiounen en nature assuréiert, oder awer, an dat ass de Gros, vu béiden zesummen, also engem Aidant an engem Reseau; dat si 85 % vun de Fäll.

Opgrond vun där Tatsaach hu sech an de leschte Méint eng Rei Froe gestallt, wat de konkreeten Oflaf um Terrain an d'Organisatioun vum Fleegesystem a Pandemiezäiten ugeet.

Dat ass éischtens d'Fro, wéi et mat der Teststrategie bei deene Professionelle vun de Réseaux d'aides et de soins ausgesäit, déi jo am enke Kierperkontakt mat de Fleegebedürftege sinn an duerfir gradesou vill geschützt musse ginn. Hei ass et mir nach net ganz kloer, wéi wäit och d'Reseauen do matmaachen, ob se zu de prioritären Testgruppe gehéieren oder ob se dann och selwer bereet sinn, sech testen ze loossen. Vläicht ginn et dozou Chifferen, déi Der eis gäre kënnt matdeelen, wann Der se hutt, Madamm Minister. Duerfir merci.

Zweetens stellt sech dann och d'Fro, wéi d'Reseauen, mee och d'Famillje sech organiséiere wäerten, wann de Quarantänkarussell nees massiv sollt ulafen. Bei de Reseaue war et jo bis haut esou, datt se hu misse Prioritéite setzen an hir Passagen a Prestatioune bei de Leit doheem oft wéinst Personalmangel zäitweis hu missen erofschrauwen. Dat ass tatsächlech gutt gewiescht an et ass och verständlech aus sanitäre Grënn. Et konfrontéiert d'Politik awer haut mam Defi, dem Personalmangel virzebeugen.

Ganz sécher bréngen d'Familljen, eiser Meenung no jiddefalls, et net eng weider Kéier fäerdeg, d'Reseauen zu engem gudden Deel ze ersetzen, wann et drëms geet, de fleegebedürftegen an zum Deel och den dementen oder behënnerte Mënschen déi Hëllefstellungen zoukommen ze loossen, déi se eigentlech brauchen.

An deem Kontext verweisen ech op eng Etüd, déi vum däitschen Zenter fir Qualitéit a Fleeg (ZQP) duerchgefouert ginn ass an explizitt virun der psychescher a physescher Iwwerlaaschtung vu fleegende Familljemembere warnt.

Eng drëtt Fro betrëfft dann déi nei Prise en charge vun der Assurance dépendance. Do huet sech erausgestallt, datt Persounen, déi wärend dem Confinement oder awer och déi Zäit duerno nach eng Zäitche jiddefalls fleegebedürfteg gi sinn, net vun enger Prise en charge konnte profitéieren, wat awer elo nogeholl ginn ass. Dat huet awer a ville Fäll dozou gefouert wärend där Zäit, datt déi elengliewend fleegebedürfteg Leit keng adequat Fleeg vu beruffstätege Familljemembere konnte kréien. Firwat? Ganz einfach, well de spezielle Congé pour soutien familial just geduecht ass fir Leit, déi mat enger fleegebedürfteger oder enger behënnerter Persoun ënnert engem Daach liewen, wat awer dann net ëmmer zoutrëfft.

Derbäi kënnt, datt d'Alters- a Fleegeheemer - wat net Äre Ressort ass, dat ass mer bewosst - wärend dem Confinement kaum nei Leit opgeholl hunn, wärend d'Centres de jour, déi dann erëm un der Assurance dépendance hänken, aus gudde Grënn net méi fonctionéiert hunn an och haut nach net am normale System ukomm sinn.

E leschten an net onwichtege Punkt ass dann deen, datt déi sougenannt Gardes en groupe duerch Gardes individuelles ersat gi sinn. Och dës Decisioun war sënnvoll natierlech, fir Infektiounen ze verhënneren am Grupp. Fir déi eenzel Persoun bedeit dat awer eng Reduktioun vun der Garde vu ganzer 40 Stonnen op 7 Stonnen d'Woch; ausnamsweis gi 14 Stonnen zougestanen. Dat si Stonnen, déi net duerch zousätzlech Stonne vun engem Aidant kënne prestéiert ginn, well de System dat de Moment net erlaabt.

Madamm Minister, ech si mer bewosst, ech hunn e bësse wäit ausgeholl, mee ech denken awer, dat do si Problemer, déi sech an de leschte Méint jo gestallt hunn an déi mer net däerfen aus den Ae verléieren, wann d'Zuele weiderhin eropginn. An duerfir menge mer, datt deen do Volet eng Kéier méi geziilt ënnert d'Lupp geholl muss ginn, fir eeben ze verhënneren, datt mer nach eng Kéier an déi Situatioun geroden, natierlech an Ofstëmmung och mam Familljeministère, dat heescht mat deem Ministère, dee jo fir d'Drëtt-Alters-Politik zoustänneg ass an och fir d'CIPAen an d'Fleegeheemer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Dateschutz, dee mat dësem Projet de loi besser gereegelt gëtt, an zwar doduerch, datt déi kollektéiert Daten no dräi Méint anonymiséiert ginn. Och wa mer net ëmmer mam Staatsrot sengen Awänn d'accord sinn an allen Hisiichten, esou begréisse mer awer an dësem Fall, datt en drop gepocht huet, d'Date vun den infizéierte Persounen no dräi Méint ze anonymiséieren an net, wéi urspréinglech festgehalen, ze pseudonymiséieren.

Eng Pseudonymiséierung mécht et jo méiglech, d'Identitéit vun der betraffener Persoun ënner gewëssene Bedéngungen an informateschen Outilen nees erkenntlech ze maachen. Datt déi Optioun elo eenzeg an eleng der Recherche virbehale gëtt, ënnert der Bedéngung, datt e Rechercheprojet agereecht gëtt, ass natierlech eng gutt Saach. Et ass eng gutt an eng virsiichteg Approche.

An dee Kontext zum Dateschutz gehéiert dann och déi begréissenswäert Decisioun vun der Regierung, déi mer an der Santéskommissioun diskutéiert hunn, nämlech déi, weiderhin op eng Coronaapp ze verzichten. Nodeems esou eng App sech an anere Länner mëttlerweil als Flopp erausgestallt huet, well se komplett ineffizient ass bei der Detektioun vun Infizéierten, menge mer, war dat do déi gutt Decisioun. A fir eis ass dat e weidere Grond, fir op eng Investitioun vu mindestens 4,5 Milliounen Euro ze verzichten. Ech sinn iwwerzeegt, et ass besser, mir investéieren déi Gelder an eisen ëffentleche Gesondheetssystem an an d'Recherche, wou se méi sënnvoll agesat kënne ginn an alle Mënschen zeguttkommen.

Ofschléissend wéilt ech dann den Accord vun eiser Fraktioun ginn an awer och dem Mars Di Bartolomeo als Rapporteur fir säi véierte Rapport an dëser Matière explizitt Merci soen, dernieft awer och fir seng kompetent Leedung vun der Kommissioun. An e Wuert och a Richtung Oppositioun, wou ech wierklech muss soen, datt an der Santéskommissioun konstruktiv zesummegeschafft gëtt, an dat freet eis. Ech wéilt, et wär iwwerall esou.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir sinn haut befaasst mam sougenannten drëtte Coronagesetz an dëser Phas. De Juni war dat éischt vun dëser Phas, de Juli war dat zweet. An dëst, wat mer haut stëmmen, baséiert sech op d'Gesetz méi oder wéineger vum Juli dëses Joers. Duerfir halen ech mech an e puer Punkte méi kuerz.

Dëst Gesetz ass praktesch deem viregte gläich, et ass weider onkloer an op verschiddene Punkte léisst et Spillraum zou fir eenzel Interpretatiounen. Bekanntlech hat jo schonn den Här Staatsminister op RTL am Juni gesot zum éischte Gesetz: „D'Texter si besser, mee nach net gutt." Haut befanne mer fir déi drëtte Kéier iwwert dës Coronagesetzer, an eenzel Punkte sinn nach net zur Zefriddenheet vun eis geännert ginn.

Dëst Gesetz, ech hat et scho gesot, wat opgebaut ass op d'Gesetz vum Juli, musse mer an zwee Deeler kucken. Dat eent ass d'Basis vum Gesetz, wéi zum Beispill de Punkt vun de Rassemblementer an dem forcéierte Confinement, wou näischt geännert huet. An da sinn awer eenzel punktuell Ännerungen do, opgrond vun der Coronaentwécklung an och aneren Erkenntnisser, deene mer dann hei Rechnung droen.

Ech wëll se kuerz ernimmen: Leit, déi ënner Quarantän stinn, dat si Leit, déi Kontakt hate mat enger infizéierter Persoun, do gëtt elo d'Quarantän opgehuewen nom sechsten Dag an net méi nom fënneften Dag. Wëssenschaftlech Literatur géif soen, datt ee bis de fënneften Dag nach en negativen Test kéint hunn, awer dee sechsten Dag ee positiven. Duerfir wär dat hei dann de Maximum.

D'Isolatioun gëtt reduzéiert vu 14 op 10 Deeg, dëst och op Basis vu wëssenschaftlecher Literatur, an d'Isolatioun kann och net verlängert ginn.

Och fir Leit, déi mam Fliger an eist Land kommen, ass d'Prozedur nei gereegelt, an hir Donnéeë ginn awer no 14 Deeg anonymiséiert. Mee hei ass e Manktum am Gesetz: Wéi kënnen déi

eenzel Donnéeën op hir Wourecht iwwerpréift ginn? Och ass elo kloer gereegelt, wéi déi eenzel perséinlech Date gehandhaabt ginn, an zwar gi se anonymiséiert spéitstens no dräi Méint no hirer Kollekt an net méi beim Auslafe vun der Krisesituatioun.

Fir d'Zukunft muss ee sech och emol d'Fro stellen: Musse mer déi Donnéeën nach laangfristeg hu fir Fuerschungs- oder Unizwecker? Misste mer net drun denken, fir déi Donnéeën awer eng Kéier komplett ze zerstéieren? Och doriwwer misst ee sech eng Kéier Gedanke maachen, well dat ka jo net éiweg esou oprechterhale ginn.

Och ass et gereegelt, datt eng Visière net konform ass géintiwwer enger Mask, wat och dann ze begréissen ass a wat och da gutt ass. Och de Persounekrees an der Reserv gëtt méi grouss opgestallt op d'Apdikter an op d'Psychotherapeuten.

Souwäit méi oder wéineger déi weesentlech Ännerungen an dësem Gesetz, mat deene mer kënne liewen.

Mee bei dësem Covidgesetz wéi och bei deene virdru geet et awer méi wäit. Et geet ëm Privates an allgemeng Reegelen, déi net geännert hunn. Hei hu mer nach wie vor eng Rëtsch vu Bedenken:

Éischtens, Aschnëtter an déi perséinlech Fräiheeten, dat seet och weiderhin d'Commission consultative des droits de l'homme, hei misst nogebessert ginn. Eenzel Textpassagen, mir erliewen et all Dag, si weider onkloer. Dëst Gesetz wéi och déi Covidgesetzer virdru loosse verschidden Interpretatiounen zou. Zum Beispill musse Leit, déi a Quarantän gesat ginn, siwen Deeg doheembleiwen no engem Kontakt mat enger infizéierter Persoun. Si däerfen net aus dem Haus, keng Kommissioune maachen, emol net aus dem Haus goen, fir e Covidtest de sechsten Dag ze maachen. Da kënnt eng Persoun bei si heem. Si däerfen emol net mam Hond spadséiere goe ganz eleng um Flouer.

An da kann een awer Follgendes an der Press liesen, gëschter: „Am Plang fir d'Schoulrentrée wären Derogatioune virgesinn: ‚Do gëtt et eng Méiglechkeet, fir dem Direkter individuell vu Fall zu Fall eng "Autorisation de sortie" ze ginn, déi wierklech e But hunn, an déi net generell gëllen. An deem Kader si Mesurë geholl ginn, fir kënnen eebe just an d'Schoul ze goen a soss néierens, dat ass ganz wichteg. Mir sinn eis bewosst, dass do nach musse Punkte gekläert ginn' ", esou ze liesen d'Ausso vun der Madamm Ministesch gëschter an der Press.

Do muss ee feststellen, do ginn et schonn op ministerieller Basis eenzel Interpretatioune vum Gesetz, a verschiddenaarteg ausgeluecht. A wann dat hei schonns geschitt, wéi soll dat vun de Leit dobaussen interpretéiert ginn? An dat, wat wichteg wier, misst och akzeptéiert ginn, a kritesch Stëmme kommen ëmmer méi op.

Et ginn och verschidden Ausleeunge vun de Rassemblementer, wou een zum Beispill op Veräinsniveau no enger Versammlung kee Patt däerf offréieren. Dat misst jo awer kënne méiglech sinn, natierlech no den Horesca-Reegelen. Awer duerno ginn déi selwecht Leit bei d'Horesca an hei däerfe se dann dat maachen, awer dann och ënnert den Horesca-Reegelen.

Oder déi berufflech Rassemblementer missten deene private gläichgestallt ginn. Dat schreift och d'Handwierkerfederatioun an hirem Avis. Vu „places publiques" an iwwerall schwätze mer elo emol guer net. Do feelt iergendwéi d'Logik an dësem Gesetz an dat féiert onweigerlech dozou, d'Glafwierdegkeet a Fro ze stellen. An dat ass fir d'Saach net gutt.

Dann ass nach am Code pénal den Artikel 563 (10), deen d'Vermummung ganz oder deelweis hei am Land verbitt. Dee gouf agefouert den 8. Mee 2018. Wéi ass dat ze verstoe mat dësem Gesetz, wou et keen Hiweis op dëse Paragraf gëtt?

Fir d'ADR kënnt weider eng Zwangshospitalisatioun net a Fro. D'Grondfräiheete sinn zäitlech a Gefor a mir wäerten ons dergéint wieren. Dës Moossnam baséiert op engem Gesetz aus dem Joer 1980 a passt net an déi haiteg Situatioun eran a war och virgesinn an engem anere Kontext.

Als ADR hu mir e generelle Problem domat, wa Fräiheeten, déi an der Verfassung verankert sinn, hei an der Chamber duerch eng einfach Majoritéit ausser Kraaft gesat ginn. Hei misst dann och op d'mannst eng Zweedrëttelmajoritéit do sinn.

An dann nach e Wuert zur Verlängerung bis den 31. Dezember. Dat éischt Covidgesetz gouf ee Mount a Kraaft gesat. Dat zweet gouf zwee Méint a Kraaft gesat. Dat drëtt, wat mer elo haut stëmmen, dat gesäit vir: dräi Méint. Dat geet bis den 31. Dezember. Do muss een awer wëssen, den Dezember ass awer fir eis Geschäftsleit an och fir d'Familljen en Heemount. An dee schränke mer elo staark an. Dat wëllt soen, dës Chrëscht- an Nikloszäit gëtt eng aner wéi déi vu virdrun. Et gëtt éischtens emol naturméisseg eng däischter Zäit. Dat schléit ganz vill op d'Moral vun de Leit. D'Geschäfter wäerten Abousse kréien, mee d'Onlinegeschäfter wäerte floréieren. D'Treffen, Famill, Beruff a Frënn, ginn ageschränkt oder a Fro gestallt. An alles dat si Punkten, do wier et vläicht besser gewiescht, mir hätten d'Gesetz gemaach bis den 30. November an dann hätte mer an aller Rou gekuckt, wéi mer dat iwwert d'Chrëschtzäit do kréien. Vläicht gëtt d'Coronapandemie déi eng oder aner Iwwerleeung hier, fir dat méi labber ze maachen.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, ob d'Maskeflicht iwwerhaapt eppes bréngt, well Länner wéi Holland a Schweden hunn, ausser op ëffentleche Plazen, keng Maskeflicht. Trotz deene Moossnamen, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, leie si méi oder wéineger op deem selwechten Niveau. A wier et vläicht net awer emol ubruecht, d'Infektiounszuelen an déi ganz Skala op een Niveau ze setzen? Da kéint een dat vergläichen, well dat hu mer net, dann ass et schwéier ze vergläichen. An dann ass et och, an dat ass dat, wat mer um Mo läit: D'Akzeptanz bei de Leit misst méi grouss gi fir déi Saach do.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus kënne mir als ADR dëst Gesetz net matdroen a wäerten dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Wéi effektiv viru sechs Méint den État de crise ausgeruff ginn ass, hat een den Androck am ganze Land, datt awer esou eng Well vu Solidaritéit amgaang wier an datt eng ganz Bevëlkerung amgaang wier, sech ze wiere géint e Virus, sech op eng Aart a Weis ze wieren, andeem ee probéiert zesummenzestoen, andeem ee probéiert, een deen aneren ze respektéieren, Reegelen anzehalen, andeem probéiert gëtt, eng ëffentlech Verwaltung quasi militäresch opzerichten, soudatt mer kapabel sinn, dee Virus ze bekämpfen, zumindest esou ze bekämpfen, datt en net kann allerschlëmmste Suitte fir d'Bevëlkerung vun eisem Land hunn.

Nom État de crise koum eng vill méi schwiereg Phas: Mir mussen nämlech mam Virus liewen. An dat ass vill méi schwéier, mengen ech, wéi en ze bekämpfen. An doduerch, datt mer mat em liewe mussen, stelle sech vill Froen a se ginn iwwert déi ganz Panoplie, déi och hei ugeschnidde ginn ass an déi de Rapporteur an och vill Leit heibannen och erliewen. Mir kréie vill Bréiwer, wou gesot gëtt: „Déi Mesurë si vill ze streng, si sinn irrational, si sinn disproportionéiert!" Vill Froe stelle sech déi Leit, och vill Froen, déi mir eis stellen. An op där anerer Säit ginn et och Leit, déi soen: „Dat ass vill ze large! Dir musst vill méi streng sinn, Dir musst vill méi konsequent sinn a vill méi haart duerchgräifen!"

An do dertëschent ass eng ganz, ganz dënn Linn, déi och mat der Zäit a mat der Entwécklung ännert. Si ännert mat der Entwécklung vun der wëssenschaftlecher Erkenntnis, déi eis am Wocherhythmus an am Monatsrhythmus nei Erkenntnisser bréngt iwwert de Fonctionnement vum Virus, iwwert d'Verspreede vum Virus, och iwwert d'Virulenz, iwwert d'Déidlechkeet vum Virus. Op där enger Säit ass et also ëmmer en Ofweien tëschent dem Schutz, dem gesondheetlechen, sanitäre Schutz vun de Leit an den individuelle Fräiheeten op där anerer Säit.

An déi individuell Fräiheeten, dat sinn net nëmmen abstrakt Gedanken, mee dat si ganz oft och Elementer vun enger sozialer Gesellschaft, vun engem gesellschaftlechen Zesummeliewen an och vu Santé publique, wat d'Fro vun Depressiounen ugeet, wat d'Fro vu Suiciden ugeet. Och alles dat muss ee matdenken, wann een Aschränkunge vun individuellen a kollektive Fräiheeten decidéiert.

D'Maskeflicht ass fir mech keen Aschnëtt an eng fundamental Fräiheet, déi ech erliewen. An ech fannen et erstaunlech, datt dat ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, net vun deene Leit, déi wierklech ënnert deem ... Also, eng Mask droen ass net agreabel, mee et gëtt komescherweis net vun deene Leit a Fro gestallt, déi aacht Stonne laang an hirem Job mussen eng Mask droen!

Ech hunn an der Lescht mat ville Gewerkschaftler geschwat, mat ville Personaldelegéierten. Dat ass net hir Fuerderung, fir d'Maskeflicht ofzeschafen! Dat sinn déi Leit, déi direkt dovunner betraff sinn, vun deem duerchaus desagreabele Gefill, eng Mask droen ze mussen.

Also ech mengen, datt mer musse proportional bleiwen, datt mer mussen déi individuell Verantwortung kucken, déi jiddwereen ze droen huet, well déi Mask schützt virun allem net ee selwer, mee déi Mask schützt déi aner an och do just a bestëmmte Situatiounen, an datt mer dat och musse seriö huelen.

Mir si vill besser duerch de Summer komm, wat d'Zuelen ugeet vun eisen Hospitalisatiounen an och vun deene Leit, déi gestuerwe sinn um Virus, wéi dat souwuel d'Fuerschung virausgesot huet - woubäi iwwert d'Fuerschung, do kann een nach ganz vill soen an deem heite Kontext -, mee awer och, wéi een einfach konnt unhuelen, wann ee sech einfach nëmmen déi plakeg Zuelen ugekuckt huet.

Dat huet warscheinlech e puer Ursaachen. Et huet d'Ursaach, datt et effektiv Summer ass an datt am Summer allgemeng Longekrankheeten an Erkrankunge manner oft do sinn. Dat hu mer och gesot kritt. Dat soen och Wëssenschaftler. Eng genau Erklärung, firwat dat esou ass, wësse mer bis haut nach net. Et gi Spekulatiounen. Mee dat ass sécherlech een Element dovunner.

En anert Element, mengen ech, ass awer, datt déi Reegelen, déi mer eis ginn hunn als Gesellschaft, nämlech déi Geste-barrièren, fonctionéiert hunn a groussen Zich, datt mer et nämlech och fäerdegbruecht hunn, déi wichtegst oder déi vulnerabelst Leit ze schützen, déi Leit, déi Virerkrankungen hunn, an déi Leit, fir déi et eventuell duerch hiren Alter méi geféierlech wier wéi fir anerer. Dat heescht, souwuel déi vulnerabel Leit hunn et fäerdegbruecht, sech selwer vläicht besser ze schütze wéi am Ufank, wou iwwerhaapt näischt gewosst war, wéi awer och mir alleguer hunn et fäerdegbruecht, déi eeler Leit besser ze schützen, soudatt ech mengen, datt dee prinzipielle Wee, dee mer zu Lëtzebuerg ageschloen hunn, net falsch war. Ech mengen, datt e prinzipiell net falsch war.

Et ginn an der Ëmsetzung, de Claude Wiseler huet et „Holpregkeete" genannt, an där ginn et der ganz vill. An iwwert déi kënnen a musse mer diskutéieren, iwwert déi Widderspréch. An doriwwer musse mer och kënnen net nëmmen diskutéieren, mee och Léisunge bei jeeweileg konkreete Froe bereetstellen. An ech mengen, datt déi eenzel Oppositiounsparteien dat och probéieren, konsequent ze maachen.

Dëst Gesetz gesäit awer entgéint dem generellen Trend an Europa éischter Kloerstellunge vu Mesuren, déi am Moment bestinn, vir, wéi datt et Aschränkunge sinn. Israel huet erëm e Lockdown. Wa mer kucken, wat a Spuenien, Frankräich geschitt, wou vill méi restriktiv Mesuren am Moment geholl ginn, dann hu mer et hei mat engem Gesetz ze dinn, wat verschidde Saachen einfach méi kloer mécht.

Den Isolement, deen dauert elo 10 Deeg, net well 10 méi eng ronn Zuel ass wéi 14, mee well wëssenschaftlech Erkenntnisser eis elo soen, datt 10 Deeg fir en Infizéierten duerginn. Duerfir ass och gestrach ginn, wat virdrun drastoung, datt déi Mesure vu 14 Deeg souguer kéint zweemol verlängert ginn. Dat ass gestrach ginn, well mer et net brauchen. Dat heescht, vun enger Méiglechkeet, gesetzlech een 42 Deeg am Isolement ze halen, komme mer op 10 Deeg erof. Dat ass eng Kloerstellung an dat ass e Fortschrëtt, an dat ass net liberticide!

Ech mengen och, an d'Madamm Lorsché huet dat richteg gesot, datt mer och driwwer diskutéiere mussen, wa mer mam Virus liewe mussen, ob mer net méi en differenzéierten Ëmgang mat der Quarantän brauchen, woubäi d'Dispositioun, datt een den Test elo nom sechsten Dag mécht an net nom fënneften, och d'Resultat ass vun neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser no deem Wëssensstand, dee mer am Moment hunn.

Visièren, an ech mengen, do huet d'Madamm Lorsché sech verhaspelt, déi sinn net verbueden, se si just net als Mondschutz adaptéiert. Si sinn awer net verbueden, well, an dat ass och wichteg, am Artikel 3 Paragraf 2 steet nämlech och notamment dran, datt de Mundschutz jo de generelle Prinzip ass, mee et gëtt eng ganz Rëtsch Beruffer oder Beruffssituatiounen, wou et net méiglech ass, dee Mundschutz ze droen, a wou et duerchaus méiglech ass, aner adaptéiert Mesuren ze huelen. Dat waren nämlech och Froen, déi ech gestallt krut. An ech mengen och, datt dat wichteg ass ze soen, datt déi Leit, wou et aus beruffleche Grënn evident war, datt een net de Mundschutz kann unhalen, datt déi awer elo net do an eng aner Situatioun kommen.

Den Dateschutz ass weesentlech verbessert ginn. D'Réserve sanitaire ass opgestockt ginn. An d'Maskeflicht gëllt elo och net méi fir Leit mat enger Erkrankung, wou vum Droe vun enger Mask ofzeroden ass. Dat ass dach e Fortschrëtt par rapport zu där Situatioun, wéi mer se am Moment haten, an dat ass net eng Aschränkung vun individuelle Fräiheeten!

Iwwert d'Ëmsetzung, an do sinn ech ganz beim Claude Wiseler, do muss ee wierklech driwwer diskutéieren, iwwert d'Holpregkeet dovunner, iwwer Widderspréch, déi an deenen eenzelne Segmenter vun der Politik bestinn: an de Betreiungsstrukturen an an de Fleege- an Altersheemer, an de Schoulen. An datt et do Widderspréch ginn an datt do muss gekuckt ginn, andauernd weider och op Drock vun eis, vun der Oppositioun, datt Kniet geléist ginn, schéngt mer evident ze sinn.

Wann ech awer elo de Claude Wiseler richteg verstanen hunn, da plädéiert d'CSV éischter fir nach méi grouss Restriktiounen. Well wann d'CSV gär hätt, datt punktuell Obligatioune vu Masken am ëffentleche Raum sollen agefouert ginn an datt d'Netanhalen nach méi haart bestrooft gëtt, da muss ee soen, op deem Spektrum: biergerlech Fräiheeten, Schutz vu Leit, wou beweege mer eis? Ass d'CSV der Meenung, datt d'biergerlech Fräiheeten éischter sollen nach méi ageschränkt ginn, wéi dat am Moment de Fall ass?

Ech mengen net. Ech mengen, datt mer eigentlech op engem relativ gudde Wee sinn an datt déi heiten Dispositiounen, iwwert déi mer hei ofstëmmen, emol eng Kéier déi éischt sinn, wou ech wierklech ka soen: Et ass keng Dispositioun dran, mat där ech fundamental net averstane sinn! Am Géigendeel! Ech fannen, datt se Saache kläeren, datt se Saache méi kloer maachen. An duerfir wäerte mir als Lénk fir d'éischte Kéier déi dote Verännerunge vum Gesetz matstëmmen, ouni doduerjer awer eis Kritik, déi mer un aneren Dispositiounen haten, opzeginn. Well hei sinn et positiv Verännerungen un engem holpregen Text. An déi positiv Verännerungen, déi stëmme mer mat. An duerfir soe mir Jo zu dësem Text.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddweree vun eis huet am Fréijoer gehofft, datt mer am Hierscht net an d'Situatioun géife kommen, dëst Gesetz nach eemol verlängeren ze mussen. Mee mir wëssen alleguerten, datt d'Covidpandemie warscheinlech och nach an de kommende Méint den Alldag hei am Land an op der ganzer Welt präge wäert, a kommen duerfir net derlaanscht, haut fir eng Verlängerung vun de Precautiounsmesuren ze stëmmen.

Gradesou wichteg wéi d'Festhale vu gewëssene Reegelen ass et awer, den Impakt vun de Mesurë reegelméisseg ze evaluéieren. Mir Piraten bedaueren duerfir, datt entscheet gouf, dëst Gesetz direkt bis zum Enn vum Joer ze verlängeren, amplaz den Text méi reegelméisseg all Mount, all annerhallwe Mount, elo wou d'Chamber erëm ganz operationell ass, der jeeweileger Situatioun unzepassen. Ech gi souguer dovunner aus, datt mer net fir d'leschte Kéier dëst Joer iwwert dat heite Gesetz geschwat hunn, well déi nächst Amendementer wäerte schonn iergendwou an der Maach sinn.

Wann de Verlaf vun der Pandemie eis nämlech bis elo eppes gewisen huet, da jo wuel, datt de Virus eis virun ëmmer nei Erausfuerderunge stellt. Selbstverständlech steet et eis fräi, dëst Gesetz nach eng Kéier virum 31. Dezember ze modifiéieren, mee mir hätten eis gewënscht, datt de Legislateur hei vun Ufank un en Zeeche gesat hätt.

Déi rezent Rentrée vun de Schoulklassen huet gewisen, datt d'Bestëmmungen, déi d'Mise en quarantaine vu Persounen, déi positiv op de Covid-19 getest goufen oder engem grousse Risiko vun enger Infektioun ausgesat waren, nach net eenheetlech genuch sinn. Wann dëst Gesetz erlaabt, datt e Mecanicien, deen op der Aarbecht eleng an engem Raum u senger Maschinn schafft, net méi däerf op d'Aarbecht goen, well en nom Kontakt mat enger kranker Persoun a Quarantän gesat gëtt, wärend e Schoulmeeschter an där selwechter Situatioun just obligatoresch e Mondschutz muss droen an trotzdeem weider viru verschiddene Klasse stoen dierf, da leeft eppes schif. Do feelt et u Kohärenz!

Wéi solle mir de Leit dobaussen erklären, datt et wichteg ass, d'Quarantänreegelen anzehalen, wann de Schoulmeeschter, de Proff, trotz Quarantän an d'Schoul däerf, jo, muss? Wéi léisst et sech erklären, datt d'Coursen och am Krankheetsverdacht weiderginn, wärend aner Leit emol net duerch den Drive-in vun hirem Supermarché däerfe fueren, fir sech eppes z'iesse sichen ze goe wärend der Quarantän, ouni sech penale Konsequenzen auszesetzen? Et kann een net engersäits zu deenen enge Beruffsgruppe soen, datt de Virus ze vill geféierlech ass, fir aus dem Haus ze goen, an anerer-

säits vis-à-vis vun den Enseignantë behaapten, e wär net geféierlech genuch, fir mussen doheemzebleiwen.

D'Leit wësse jo net méi, wat se gleewe sollen! D'Leit fille sech verluer! A genau esou Inkohärenze ginn deene Populisten, déi mat der Angscht vun de Leit hiert Geschäft maachen, Opschwong. Wéi soll een also dem Personal aus dem Enseignement d'Angscht huelen, schaffen ze goen trotz Infektiounsverdacht, wa se gesinn, datt aner Beruffsgruppe strengstens doheem musse bleiwen? A wéi soll een de Leit, déi wärend der Quarantän just eng Kéier eleng mam Hond ronderëm de Block goe wëllen, vermëttelen, datt se dat net däerfen, wärend Proffen an där selwechter Situatioun nach viru ganzen, jo souguer verschiddene Klasse stinn?

Hei muss elo esou séier wéi méiglech reagéiert ginn. An enger éischter Phas muss vu Regierungssäit aus kloergestallt ginn. An d'Äntwert op d'Question parlementaire urgente vun der Madamm Hansen huet vläicht e bëssen dozou bäigedroen, mee net wierklech, well et ass dee Flou do. Et ass dee Flou do, datt anerer kéinte froen, individuell, wa se dann Interessi hätten, an da géif d'Santé dat evaluéieren.

Ma hei ass et elo wichteg, kloer Reegelen opzestellen, kloer ze kommunizéieren, wéini d'Ordonnances de mise en quarantaine geännert ginn, Exceptioune kréien a wéini net. Well wann de Staat se eesäiteg just fir seng eegen Employéen hëlt, wärend de Rescht vun der Ekonomie muss als Bittsteller froe goen, fir vläicht eng Exceptioun ze kréien, ouni ze wëssen, wéi déi Exceptioun kéint ausgesinn, dann ass et eng gewëssen Inkohärenz, déi een net verstoppe kann.

An enger zweeter Phas musse mer dann awer derfir suergen, datt dat diskriminéierend Verhale vis-à-vis vun enger ganz spezieller Beruffsgrupp ophält. Mir brauchen also, an ech widerhuele mech do, kloer Reegelen, wéini et Exceptioune ginn. Mir brauchen e klore Message: Deen an dee kann eng Exceptioun froen an deen an dee ka se net froen.

D'Piraten gesinn duerfir de virleienden Text net als ofgeschloss an empfannen de Vott vun haut duerfir och just als eng Etapp um Wee, fir bei de weideren Adaptatiounsprozess weiderzegoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis dësem Text elo nach e bësse méi konkreet widme wëllen, gëllt et op alle Fall ze begréissen, datt et nei Dispositioune gi fir Leit mat enger Behënnerung oder Persounen, déi ënner bestëmmte Krankheete leiden, wat de Port du masque betrëfft. Fir vill Leit bedeiten dës Zeilen eng grouss Verbesserung vun hirem Liewensconfort. Datt an dësem Passage vum Gesetzesprojet an enger éischter Fassung awer dovu geschwat gouf, Persoune mat engem Handicap oder enger „anerer" Krankheet vun der Maskeflicht ze befreien, weist, datt et um Niveau vun der Opklärung iwwert d'Situatioun vu Persoune mat Handicap nach vill ze maache gëtt.

Dëse Feeler ass en exemplarescht Beispill derfir, datt Diskriminéierung hautdesdaags oft net mat engem béise Wëllen, mee ganz einfach mat engem Mangel u Wëssen anhiergeet, an dat gëllt vis-à-vis vu Persoune mat Handicap geneesou wéi wann et ëm Rassismus oder Sexismus geet. Dat ënnersträicht einfach, wéi wichteg Opklärungsaarbecht an deenen Domänen nach ëmmer ass.

A wa mer bei de Maske sinn, da kommen ech net derlaanscht, fir awer dem Kolleeg Engelen nach ze äntwerten, dee jo gemengt huet, an Holland oder a Schweden, wou et keng streng Maskeflicht géif ginn, géif et esou vill besser goen. Ma, Här Engelen, kuckt Iech d'Zuelen un! Lëtzebuerg huet glécklecherweis nëmmen - an dat sinn der nach ze vill! - 19,9 Doudeger op 100.000 Awunner. Holland, wat Der als Beispill zitéiert hutt, huet der 36,29, bal duebel esou vill. A Schweden, Schweden, dat Land, wat jo ëmmer als gréisste Succès genannt gëtt, wann et drëm geet: „Mir mussen d'Gesellschaft komplett oppe loossen", „Maskeflicht ass en Agréff an eis fundamental Rechter", an ech weess net wat fir e Brach nach zitéiert gëtt, Schweden, dat Wonnerland vun der Antimaskebeweegung: 57,3 Doudeger op 100.000 Awunner, dräimol esou vill wéi Lëtzebuerg!

A wann ech soen, datt 19,9 Doudeger op 100.000 der ze vill sinn, ma da gleeft mer, 57,3 sinn der vill ze vill! An dann dinn ech léiwer eng Mask un, wéi dräimol esou vill Doudeger mussen ze bedaueren hei zu Lëtzebuerg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen an dësem Projet dann awer och nach, datt eng Prezisioun gemaach gëtt, wat d'Plastiksvisièren ugeet, datt d'Quarantän un déi aktuell Fuerschungsresultater ugepasst gouf an datt d'Lëscht vun de medezinnesche Beruffer, déi vis-à-vis vun der Pandemie kënne mobiliséiert ginn, erweidert ginn ass.

Wat d'Sammelen, d'Benotzen an d'Anonymiséiere vun de Passagéierdaten aus dem Fluchverkéier ugeet, hu mer awer gemëschte Gefiller. Selbstverständlech freeë mer eis, datt zulescht awer nach decidéiert gouf, eng Anonymiséierung ze maachen. Mee mir hu staark Bedenken, wat d'Transparenz hei betrëfft. Wann ee sech virstellt, datt een interesséierte Bierger sech dëst Gesetz duerchliest, da muss een dovun ausgoen, datt hien zum Schluss kéim, datt seng Daten aus dem Fluchverkéier 14 Deeg no hirer Erhiewung wäerten anonymiséiert oder geläscht ginn.

Dat ass awer leider nëmmen déi hallef Wourecht! Anonymiséiert ginn nämlech just déi Daten, déi un d'Santé geschéckt ginn. Sämtlech Informatiounen, déi iwwert de Passagéier aus sengem Fliger virleien, ginn nämlech weiderhin op anere Plaze gespäichert a benotzt, an dat souguer, ouni iergendwa geläscht oder anonymiséiert ze ginn. D'Gesetz vum 1. August 2018, dat sech d'Preventioun an d'Repressioun vum Terrorismus zum Zil gesat huet, erlaabt et nämlech, Nimm, Gebuertsdeeg, Adressen, Fluchdonnéeën, Passnummeren, Informatiounen iwwert d'Geschlecht, d'Reesagence a souguer d'Aart an d'Unzuel vum Gepäck ze späicheren, ouni eng zäitlech Limitt virzegesinn, wéini dës Donnéeë geläscht oder anonymiséiert misste ginn. Iwwregens kënnt et och vir, datt an deenen Donnéeën heiansdo derbäisteet, mat wiem een zesummen en Hotel gebucht huet, an nach e puer aner Donnéeën, déi nach vill méi wäit an d'Privatsphär ginn.

Datt en Deel vun dësen Donnéeën elo also nach eemol erhuewe gëtt an duerno op dem Computer vun der Santé anonymiséiert gëtt, ännert näischt dorun, datt iwwer all Eenzelnen, deen an de leschte Joren an e Fliger geklommen ass oder an Zukunft e Fliger hëlt, ganz detailléiert Daten op anere Servere vum Staat existéieren. Dat däerfe mer bei dëser Diskussioun net aus den Ae verléieren.

Wa mer eis am Kader vum Covid also Gedanke maachen, ob d'Zil, d'Infektiounskette besser nozevollzéien, proportional ass zur Aschränkung vum Recht op Dateschutz, da sollt dat eis en Denkustouss ginn, fir doriwwer nozedenken, wéi et am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung ausgesäit.

Wärend den Tracing am Kontext vum Covid nämlech zimmlech séier konkreet Resultater liwwert, ass dat am Kader vun der Terrorismusbekämpfung dach méi diffus. An trotzdeem suerge mir eis am Moment doriwwer, ob d'Santé hir Donnéeën anonymiséieren oder pseudonymiséiere soll, wärend eis perséinlech Fluchdate vun anerer Säit scho laang ouni iergendwellech Limitatioune gespäichert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Et war mer wichteg, haut op e puer Punkten opmierksam ze maachen, déi vläicht net direkt am Gesetz erwäänt ginn, mee déi awer mam Sujet vum Gesetz ze dinn hunn.

Dëse Projet ass an eisen Aen nach net ofgeschloss. En ass genausou wéi d'Lutte géint de Covid nach „ongoing".

Wann ech haut den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn, da maachen ech dat net, well ech der Meenung sinn, datt mir mat deem virleienden Dokument déi ugeschwate Problemer ganz léise wäerten, mee mir maachen e klenge Schrëtt weider an déi richteg Richtung. Dëse Projet hëlt déi néideg Veränneruge vir a gëtt e puer Klarifikatiounen, déi dréngend néideg waren, werft awer och nach weider Froen op. Trotzdeem, e klenge Schrëtt ass besser wéi guer kee Schrëtt, an duerfir gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Gudde Mëtteg alleguerten. Virop e grousse Merci fir unzefänken un d'Kommissioun, un d'Santéskommissioun. Mir hunn immens konstruktiv un deem Projet, deen haut zum Vott steet, kënne schaffen. Dat ass eng flott Zesummenaarbecht gewiescht an ech wëll mech dofir bedanken.

Doriwwer eraus wollt ech och direkt am Ufank Merci soe fir dat villt Verständnis, wat vun alle Säiten opbruecht ginn ass an dëser Zäit. Keen hat geduecht, dass mer iwwer Wochen an iwwer Méint mat deem Virus hei geplot wäerte sinn. Dat fuerdert ganz vill vun eis alleguerten, an ech si frou, dass d'Leit nach bei der Staang sinn.

E ganz besonnesche Merci och vu menger Säit an dëser kritescher Zäit - eng kritesch Zäit ass et, mir stinn an enger Rentrée, eis Zuele ginn an d'Luucht - un déi Leit, déi dee ganze Summer iwwer geschafft hunn, intensiv geschafft hunn. Vill vun hinnen hunn haut net dat gutt Gefill vun enger Rentrée. Nee, si hu riichtduerch geschafft wärend hirer Vakanz, zum Deel d'Weekender. Si sinn och net wéi vill Lëtzebuerger elo brong gebrannt a konnten och net onbedéngt Vakanz doheem maachen. Si sinn éischter ausgebrannt. Hinnen also wierklech e grousse, grousse Merci fir hiren Asaz, fir hir Ausdauer, well mir sinn nach ëmmer net derduerch. A mir wäerten och iwwert déi nächst Méint sécherlech ugewise sinn op eng gutt Zesummenaarbecht mat Leit, déi wierklech benevoll bei eis eriwwerkommen an d'Santé, fir grad am Tracing dee Service weider kënnen ze assuréieren, dee mer dréngend brauchen an dëser Zäit.

Zum Projet selwer, en ass am Detail presentéiert ginn, do géif ech gären nach eng Kéier de Gesamtkontext ënnersträichen. Mir sinn an enger Pandemie, déi nach vill Ongewëssheet a sech biergt. Mir wësse vun Dag zu Dag e bëssselche méi. Mee ganz oft ass et esou, dass, wat ee méi kenne léiert vun eppes, wat engem och méi bewosst gëtt, wat een alles nach net weess. Am léifsten hätt een all d'Äntwerten do ronderëm dee Virus, mee et huet ee se net. Et deet sech vill a mir mussen och weiderhi ganz flexibel bleiwen. Och do e grousse Merci un d'Chamber fir déi Flexibilitéit, déi wierklech assuréiert war, well wann nei Erkenntnisser sinn, ass et fir eis wichteg, dass mer déi esou schnell wéi méiglech kënnen deelen an eeben och eis Mesuren a Fro stellen, fir zum jeeweilegen Zäitpunkt wierklech ugepasst ze bleiwe mat deem, wat mer maachen.

Mir si vun eiser Säit aus beméit, an dat kënnt Der mer gleewen, déi Mesuren esou mann wéi méiglech invasiv ze halen. Et ass eng permanent Risikoaschätzung. A keen an der Santé, dat kënnt Der mer gleewen, huet Freed dorunner, nei Mesuren en place ze setzen. Mir sinn alleguerten immens frou, wa mer dat heiten an de Grëff kréien, wa mer Normalitéit kréien. Mir sinn déi Éischt, déi eis dofir asetzen.

Allerdéngs, allerdéngs ass et ganz wichteg, wann een de Kontext kuckt, dass een zu kengem Moment aus den Ae verléiert, dass mer an enger Pandemie sinn, dass de Risiko, dass dat Ganzt erëm eng Kéier oplieft, ëmmer nach do ass an dass ee muss virsiichteg bleiwen. Et muss een also en Equiliber fannen, fir net a Panik ze verfalen, fir net an Angscht ze verfalen, fir e klore Kapp ze behalen an anerersäits net sech dreiwen ze loossen, wann et wärend e puer Wochen ausgesäit, wéi wann alles am grénge Beräich wär.

Ech mengen, jiddwereen huet sech domadder schonn erwëscht, heiansdo denkt een: „Voilà, elo hu mer et gepackt. Elo hu mer et gepackt!" An da kënnt erëm eppes. A wann Der d'Nouvellë kuckt déi lescht Deeg, da gesitt Der, wat ech mengen. Dir hutt gesinn, de leschte Freiden a Spuenien zu Madrid si ganz Quartieren erëm an e ganz brutale Lockdown zréckgaangen. Et sinn iwwer eng Millioun, nee, net grad iwwer, awer bal eng Millioun Leit concernéiert, déi just nach kënnen erausgoe fir op d'Schaff, fir an d'Schoul a fir aner wierklech noutwendeg Aktivitéiten. Si si bei engem Taux de posivité vun 1.000 Fäll op 100.000 Awunner. Dat ass extreem. Dat erschreckt een. Dat weist, wat ka geschéien, wann eng Situatioun net wierklech am Grëff ass.

Dofir ass eist Zil - mir wëssen, dass mer dee Virus net fortkréien an abseebarer Zäit! -, mee eist Zil ass et, en am Grëff ze behalen, en ze kontrolléieren. Wann een dat net méi kann assuréieren, da gesäit een, wat ka geschéien.

Et ginn aner Beispiller. Ech huelen England, wou Der och gesitt, wou dat wierklech op d'liicht Schëller geholl ginn ass vill ze vill laang, wou haut elo, ab der leschter Woch, erëm enorm Amenden op eemol ageféiert ginn, den décken Hummer erausgeholl gëtt, Amendë bis iwwer 10.000 Euro, wann een dat ëmrechent, fir een, dee sech net un eng Quarantän hält! Dat ass fir mech Sprangpressessioun, dat ass iergendwéi hannerrécks-vijenzeg. Genau dat probéiere mer ze evitéieren. Dofir loosse mer eis heiansdo e bësselchen Zäit, éier mer d'Mesuren erëm a Fro stellen, fir dass mer och déi néideg Informatioune virleien hunn, fir dat mat guddem Gewësse kënnen ze maachen.

Wéi gesäit et generell an Europa aus? Eeben net ganz besonnesch gutt am Moment. D'Zuele ginn erop. De leschte Stand elo op den 21. September, do gesäit een, dass d'Infektiounszuelen eropginn. Wann ech elo de Schnëttwäert huelen, gekuckt op zwou Woche wivill Infektiounen op 100.000 Awunner, läit Lëtzebuerg zurzäit op véierter Stell. Wa mer dat op zwou Woche géife rechnen, si mer bei 147, op véierter Stell, no Spuenien natierlech, wou dee Schnëttwäert bei 300 am Moment läit, wéi gesot, 1000 bei deene Géigenden, bei deene Quartieren, déi impaktéiert sinn, awer generell 300. Duerno kënnt Tschechie mat 198, Frankräich mat 192 an dann eeben am Moment Lëtzebuerg, wëssend dass bei deenen Zuelen, déi mer am Moment hunn, och e ganzen Deel Positiver sinn, déi iwwer eng Ordonnance detektéiert gi sinn. Et kann een et also net vereinfachen an alles an d'Schong vun engem Large-Scale-Testing schiben, deen och haut, an dat wësse mer, iwwerall awer promouvéiert gëtt.

Wa mer mat eppes, mengen ech, richteg louchen a Virreider waren, da war et mat vill testen, mat där Strategie, déi mer hunn. Déi huet sech bewäert. Déi gëtt haut am Fong geholl empfuel an och nogemaach. Dat ass eng Richtung, wou déi aner Länner nozéien. Dat, fir just e Beispill ze ginn, contrairement zu enger Tracingapp. Déi war och ganz fréi am Gespréich. Mir hunn eis selwer distanzéiert dovunner. A wann Der kuckt, wéi elo do déi rezent Diskussioune lafen, ass dat ganz ëmstridden. Ech mengen, do si mer effektiv mat eiser Teststrategie besser dru gewiescht.

Wéi gesäit et bei eisen Nopeschlänner elo aus? Ech hat elo de Ranking ginn. Mir sinn op Nummer véier. D'Belsch leie bei 116, dat ass och net ganz gutt, Holland bei 109 Infizéierter op 100.000 an Däitschland, et muss een et leider zouginn, bei 25. Déi hunn nach e ganz, ganz gudde Score do. D'EU huet eng Moyenne, eebe generell zu dësem Zäitpunkt, op 14 Deeg gekuckt, vu 76.

Et ass also kee Grond, fir sech d'Lag hei schéinzerieden. Mee am Ëmgedréiten ass et och kee Grond zur Panik. Mir hunn déi Situatioun nach am Grëff. Mir hu se iwwert de Summer gestäipt kritt. Et ass eropgaangen, mir kruten et agedämmt. Mir hunn um Niveau vum Tracing kënnen eis Delaien halen, fir d'Leit wierklech a kuerzen Delaien unzeruffen, och wa punktuell emol Deeg waren oder Phasen, wou déi Delaie vläicht e bësse méi héich waren. Dat sinn ëmmer déi eenzel Fäll, déi een dann natierlech begéint. Mee am Schnëtt sinn eis Delaie ganz gutt. Eis Labosresultater sinn och schnell. Do si mer am Moment bei enger Moyenne vu wierklech 24 Stonnen. Dat ass am Verglach an der EU ganz gutt. An eis Leit um Tracing, am Schnëtt bannent de 24 Stonnen hutt Der déi um Telefon. Wuelverstane kann et ëmmer emol virkommen, dass op engem Dag en Enkpass ass, dass et anescht ass. Mee dat ass eis Moyenne, déi rechne mer och, déi interesséiert eis och. Dat ass eis net egal. Mir si permanent beméit, fir dee Service esou optimal wéi méiglech opzestellen an och, wann Holpregkeete sinn, eebe justement un deenen ze schaffen.

Dofir géif ech och vläicht an der Intro nach eng Kéier grad och e Merci soen all deene Leit, déi sech d'Méi gemaach hunn, an deem Sondage, dee mer erausginn hunn, hir Erfarunge matzedeelen.

Villes war schéin ze héieren. Et schéngt, wéi wann eis Leit wierklech e frëndlechen Empfang bidden. Am grousse Ganze war dat gutt. Mee ech sinn och ganz dankbar fir déi kritesch Aspekter, déi erabruecht gi sinn. Et si vill Leit, déi hu sech d'Méi gemaach, wierklech opzeschreiwen, wat hire Wee war, wat vläicht net gutt gelaf ass, an och dat interesséiert eis selbstverständlech. Et ass dorobber, wou mer opbauen, fir de Service eebe kontinuéierlech ze amelioréieren, well mir wäerten en, och wa mer eis dat géife wënschen, esou bal nach net kënnen zréckfueren.

Wéi eng Ännerunge stinn haut zur Debatt? Eigentlech séier wéineg Ännerungen. Grondsätzlech bleiwe mer vusäite vun der Santé an och vun der Regierung der Meenung, dass mer ons Mesuren elo also weeder solle verschäerfen nach oplockeren, well mer iergendwou eng Vitesse de croisière fonnt hunn a well mer och d'Gefill hunn, dass d'Leit sech hei ganz verstänneg verhalen hunn.

Mir hunn Zenarie gezeechent kritt, déi vill méi schlëmm ausgesinn hunn. Dat weist eist och, dass zu Lëtzebuerg d'Leit e verantwortungsbewosst Verhalen hunn, dass se op alle Fall an der grousser Majoritéit verstanen hunn, ëm wat et geet, wéi eng Geste se sollen an hiren Alldag integréieren, soudass mer zu dësem Zäitpunkt wierklech just Modifikatioune proposéiert hunn, déi wierklech a Richtung vun enger kontinuéierlecher Amelioratiouun ginn.

Ech mengen, et ass schonn am Detail gesot ginn: Wat geschitt, wann ech positiv getest ginn? Da ginn ech isoléiert. Dat ass eng technesch Terminologie: Mir maachen en Ennerscheed tëschent „Isolatiouń" a „Quarantän". Dat sinn elo technesch Termen. Ech géif déi gären nach eng Kéier erklären, well et am Fong zwou verschidde Situatioune gëtt.

Et gëtt zwou ënnerschiddlech Situatiounen. Déi éischt Situatioun ass déi, wou eng Persoun e positiven Test kritt. Dat heescht, si ass laut Test identifizéiert als Träger vum Virus. Dee Moment war bis elo d'Recommandatioun, fir dann automatesch eng Quarantän vu 14 Deeg duerchzezéien, wat mer eng „Isolatioun" nennen. Dofir kënnt ganz oft e Melange vun de Situatiounen, well déi Terme jo fir dat eent a fir dat anert gebraucht ginn. Mee d'Reegel ass: Ee positiv Getesten, do hu mer och nach keng wëssenschaftlech Basis, fir deen éischter erauszeloossen.

Wat mer haut wëssen, ass, dass den Ustiechungsgrad vun där Persoun, déi positiv ass, wierklech signifikativ erofgeet nom zéngten Dag. Dat ass och international unerkannt. An dat huet ons du veruloosst - mir hunn dat och selwer gesinn an eisen eegenen Daten, dass ganz wéineg Transmissiounen nach duerno waren, a mir konnten eis dofir och rouege Gewëssens do alignéieren -, elo ze proposéieren, déi Isolatioun op zéng Deeg ze beschränken.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass mir vusäite vun der Santé am Fall vun enger Isolatioun keen zweeten Test empfeelen. Déi Persoun ass positiv a mir hunn och nach, Stand haut, keng zolidd wëssenschaftlech Basis, déi eis et géif wierklech erlaben, eng nei Reegel ze erstellen, zum Beispill a Fonctioun vun der Charge virale, déi d'Persoun huet. Dat sinn Detailer, déi de Labo wuel huet. Do gëtt vill ronderëm gefuerscht. Mir suivéieren dat och mat ganz vill Interesse. Wa mer do bis eng Kéier wierklech eng zolidd Basis hu fir kënne festzesetze fir ee wéi fir deen aneren, dass ab enger gewëssener Charge virale kee Risiko méi do ass, da kann een dat gegeebenefalls hannendrun testen. Mee Stand haut ass bei eis d'Reegel de Programm, deen ofleeft: Et ass ee positiv getest an da lafen - bon, ab elo, wann dat heite Gesetz a Kraaft kënnt - déi zéng Deeg.

Deen anere Fall, deen zweete Fall, dat sinn déi Leit, déi preventiv an eng Quarantän ginn. Dat heescht, dat sinn déi Leit, déi eeben opgrond vum Tracing identifizéiert gi sinn, well se zu engem bestëmmten Zäitpunkt an engem Contact étroit ware mat enger Persoun, déi selwer positiv ass.

Dat heescht, déi Leit an der Quarantän si just preventiv isoléiert an alles, wat mer hinne wënschen ass, dass se net och positiv ginn. Dofir géif ech gäre kloerstellen, dass, wa Leit an der Quarantän sinn an dann herno net positiv ginn - dat sinn effektiv an déi 90 % -, dat näischt Anormales ass, well si si jo just preventiv isoléiert, well de Risiko besteet, dass se et kréien. A fir déi Transmissiounskette kënne preventiv ze briechen, ginn déi Leit eeben eng Zäit isoléiert, mee si si selwer net Träger vum Virus. Dofir ass dat eng aner Situatioun au départ. An dofir ass an der Quarantän, wou een eeben net selwer positiv ass, mee just eventuell et kéint ginn duerch ee Kontakt, deen een hat, déi Méiglechkeet vun engem Test virgesinn ab engem gewëssenen Dag, fir da kloerzestellen, ob dat agetraff ass oder net.

Och do hu mer nei Erkenntnisser, déi weisen, dass den idealen Dag, fir dat festzestellen, de sechsten Dag ass an net de fënneften, well awer nach vill Positivitéit sech kann nodréiglech weisen. Dofir hu mer proposéiert, dat no vir ze schiben. Dat heescht, ab dem sechsten Dag ass wierklech dee beschten Dag, wann ee wëllt esou sécher wéi méiglech sinn, eng esou grouss Probabilitéit wéi méiglech ze hunn, och wierklech keen ze verpassen. Dann ass dat deen Dag, dee sech ubitt, wëssend dass dat alles och keng Science exacte ass. Et ass eng Gauß-Courbe, fir déi, déi dat kennen. Et ass do, wou d'Courbe am héchsten ass, wou d'Probabilitéit am héchsten ass. Dat wëllt net soen, dass een et net virdru scho kann hunn an dat kann och net soen, dass een et duerno net kritt, mee déi gréissten Unzuel ass nun eeben emol do. An dofir hu mer et op deen Dag festgesat an och empfuel.

Och wichteg nach eng Kéier ze rappeléieren, well do kréie mer ganz vill Froen derzou: Déi Quarantän vu siwen Deeg, déi ass „au départ", déi leeft vum Kontakt un. Dat féiert mat sech, dass an der Praxis d'Quarantänen, déi gesprach ginn, am Fong geholl manner laang daueren, well et jo e gewëssenen Delai dauert, bis de Kontakt identifizéiert ass iwwert den Tracing. Also kann dat an der Zäit zréckleien. Dat heescht, déi Durée vun deene siwen Deeg, déi gëtt gerechent mam Point de départ vun deem Kontakt, dee festgehale gouf.

An der Moyenne sinn eis Quarantänen hei zu Lëtzebuerg dofir bei 4,3 Deeg. Dat ass relativ niddreg. Do sti mer och ganz gutt do, doduerjer dass mer och, an ech géif dat gären ënnersträichen, en informatesche System hunn, wou mer déi Donnéeë vun de Kontakter dran hunn. Doduerjer kënne mer dat och systematesch esou maachen. Dat ass nach laang net an all Land de Fall. Mee bei eis, doduerjer, dass mer eis ganz fréi informatiséiert hunn am Service, kënne mer dat esou handhaben, dass mer et wierklech reellement ulafe loosse vun deem Datum un, wou de Kontakt war, wat och zum Avantage vun de Leit ass.

Voilà, dat sinn déi Haaptneierungen, déi d'Leit och direkt concernéieren. Also, wéi gesot, an enger Quarantän besteet d'Méiglechkeet, ab dem sechsten Dag en Test ze maachen. Wann deen dann negativ ass - mat engem Délai moyen vu 24 Stonnen, wou Der normalerweis Äert Resultat kritt -, dann ass automatesch déi Quarantän vum Gesetz hier opgehuewen.

Isolatioun am Géigenzuch, nach eng Kéier, dat heescht: Ech si positiv getest! Da sinn ipso facto zéng Deeg Isolement, déi ufalen. A mir recommandéieren am Fong vun eiser Säit net, do en Test ze maachen. Déi zéng Deeg, déi spillen esou oder esou, well dat deen Delai ass, deen eebe recommandéiert ass aus Sécherheetsgrënn oder Virsiichtsmoossname fir ze berücksichtegen, dass nach eventuell eng Méiglechkeet eebe besteet, dach eppes weiderzeginn.

Voilà! Wat hu mer soss nach vu Mesurë fir d'Leit elo direkt? Et sinn effektiv, et ass vill ugeschwat ginn, d'Donnéeë vun de Fluchpassagéier, do ass d'Fro gestallt ginn: „Firwat reglementéiere mer dat net nach méi detailléiert, wéi d'Belsch et hunn? Firwat si keng Sanktiounen do?" Majo, ganz einfach: Mir hunn an der Praxis keng Problemer domadder gehat! Mir hunn déi Fluchdate ganz onproblematesch kritt. Mir haten do eng gutt Zesummenaarbecht. Mir hu leedeglech elo proposéiert, dass mer se d'office kréien, well dat eis Zäit spuert. Virdrun, am Gesetz, wéi et bis elo gëllt, hu mer dat missen ufroen, an aleng den Exercice, fir et mussen unzefroen an dann ofzewaarden, huet awer heiansdo e puer Deeg kascht. A mir wëssen, dass déi Zäit wierklech immens wichteg ass, fir eebe schnell kënne Kontakt mat de Leit opzehuelen.

Fir de Rescht, muss ech wierklech soen, leeft dat wonnerbar. A mir gesinn net an, dat ass och eis Attitüd an esou Saachen, dass mer eppes reglementéiere ginn, wat u sech gutt leeft. Mir hu scho genuch Reegelen a Contrainten, ech si frou, wa mer et kënnen op déi beschränken, wou mer et wierklech brauchen. An déi Saachen, wou mer gesinn, dass et absolutt vernünfteg a gutt leeft, do hu mer eigentlech d'Tendenz, dat dann och esou lafen ze loossen.

Dann ass ugeschwat ginn d'Durée vun den Donnéeën. Och do ganz kloer: Wa mer gesinn, dass mer déi Donnéeën net méi laang brauche wéi eng gewëssen Zäit, si mir och absolutt bereet, déi Durée erofzesetzen! Dat ass de Fall fir déi Donnéeë ronderëm d'Fluchpassagéier. Et ass wichteg, dass mer se kréien, fir dass, wann e Problem op engem Vol ass, mer einfach net nach Zäit verléieren, fir déi mussen unzefroen, dass ee ka schnell drop schaffen. Allerdéngs brauche mer se definitiv net méi wéi 14 Deeg. Dat ass guer näischt, wat mer revendiquéieren, soudass mer dat wierklech kënne beschränken. Ech mengen, et soll ee mat den Donnéeën effektiv sech op dat limitéieren, wat wierklech néideg ass.

An am selwechte Sënn gi generell d'Donnéeën, déi mer halen, dräi Méint nodeem se eebe kollektéiert gi sinn anonymiséiert, fir de Leit och do eng Sécherheet ze ginn. Dat ass eng gutt Saach. Mir brauche se och net méi laang. Mir hunn eng Méiglechkeet, generell fir Fuerschungszwecker Donnéeën nach kënnen ze benotzen, mee dat stellt sech elo hei net direkt.

Dann och d'Visière, dat war wichteg, dat ze preziséieren: Eng Visière ass am Fong geholl nach ni e Mondschutz gewiescht. Et kann en Equivalent si fir Leit, déi vläicht kee Mondschutz kënnen undoen. Mee eng Visière ass, wéi d'Wuert et seet, e Schutz virun den Aen. A well dat awer an der Praxis agerass ass, hu mer et fir gutt fonnt, dat wierklech nach eng Kéier ze preziséieren. Mir wäerten dat och weiderkommunikéieren. Dat ass och vum Secteur, notamment an der Horeca, esou gesinn. Dat dierft kee Problem sinn, fir dat och nach weider do ze verbreeden, wou et vläicht nach net ukomm ass. Dat ass u sech och näischt Neies, et ass just eng Kloerstellung, déi awer wichteg ass an am Sënn vun de Leit ass.

Voilà! Wat huet elo net geännert? Ech hat et scho gesot: Déi generell Reegelen, mir sinn der Meenung, dass et net ass, fir déi elo ze verschäerfen. Och d'Sanktiounen, do si mer der Meenung, dass ee se net soll verschäerfen. Et ass extreem wichteg, dass mer d'Leit mat u Bord halen. Mir hu gesinn, dass dat ka ganz vernünfteg goen zu Lëtzebuerg. Mir hunn dat bis elo ganz gutt gepackt a mir sinn och der Meenung, dass mer eis elo déi néideg Gedold musse ginn, fir dës Rentrée ofzewaarden.

Eng Rentrée ass e kritesche Moment. Dir erënnert lech, dat ass dee kritesche Moment tout court, dee jiddwereen eis virausgesot huet. Ben, dee steet eeben elo un a mir mussen do derduerch a mir mussen effektiv e wéineg Gedold opbréngen, elo déi zwou, dräi Woche waarde fir ze kucken, op déi Reegelungen, déi mer fir d'Rentrée hunn, wierklech duerginn, ob ee se kann oplockeren oder net.

Ech géif och déi Informatioun ginn, well Amenden eppes sinn, wat och vill ëmstridde war - mir hu jo eng Rei Amendë virgesi gehat am Gesetz: Stand haut hu mer insgesamt vun der Santé aus 102 Etablissementer eng Amende ginn, déi sech eeben net un d'Bestëmmunge gehalen hunn. Dat ass haaptsächlech aus dem Horeca-Secteur. Vun deenen 102 Etablissementer sinn der 22 derbäi, déi e puermol Client waren an och deemno méi héich Strofe kritt hunn. A mir hunn och entre-temps eng Rei Dossiere weiderginn un de Mëttelstandsminister, dee jo och nach aner Méiglechkeeten huet, fir nach méi sec do duerchzegräifen, wann et da muss sinn. Mee Dir gesitt, dat hält sech alles in allem a Grenzen.

Wat d'Recoursen ugeet, ass sech vill d'Fro gestallt ginn: Wéi ass et mat der Akzeptanz? Wat huet een als Indicateur vun der Akzeptanz? Ben, een Indicateur ass sécherlech, wivill Recoursen erageréecht gi sinn. Dir wësst, dass an anere Länner op alle Fall de Santésminister méi uewen ass an der Hitparad op de Verwaltungsgeriichter. Ben, ech si frou, dass dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass.

Mir hunn insgesamt zwee Urteeler elo eréischt kritt säit Ufank vun der Pandemie, zweemol am Fall vun Amenden. En éischt Urteel ass de 7. August komm. Do ass et ëm eng Amende vu 4.000 Euro gaangen, déi ass bestätegt ginn tel quel. An net méi spéit wéi gëschter, den 21., ass en zweet Urteel komm, wou d'Amende liicht erofgesat ginn ass. Do ware mer justement am Fall vun enger Recidive, wou ech als Santésministesch d'Decisioun geholl hat, op de Maximum eropzegoen direkt, fir och en Zeechen ze setzen. Do ware mer op déi 8.000 Euro eropgaangen, an dat ass elo gëschter vum Verwaltungsgeriicht reforméiert ginn an deem Sënn, dass déi Amende op 6.000 Euro erofgesat ginn ass, awer vum Prinzip hier net a Fro gestallt ass.

Nieft deenen zwee Recoursen hu mer nach en drëtten, dat wäert en éischte sinn a Saachen Isolement, dee gëschter, mengen ech, erageréecht ginn ass. Bis elo hate mer nach soss kee Contentieux dorobber. Ech verstoppen lech awer net, dass d'Contestatiounen ufänken eropzegoen. Mir hunn iwwert déi lescht zwou Wochen an der Direktioun an och am Ministère verstäerkt Leit, déi wierklech d'Raison d'être vun der Quarantän a Fro stellen, déi och selwer dann Tester maache ginn, oft schonn zu engem fréien Zäitpunkt, wou et nach net wierklech pertinent ass. Dat spiere mer, dass dat eropgeet. Ech mengen, dat huet och domadder ze dinn, dass d'Rentrée virun der Dier steet, dass d'Leit es och lues a lues genuch hunn. Ech mengen, dat ass ganz contraignant. De Präis, eisen Testing an Tracing huet als Präis, dass eeben dach awer relativ vill Quarantäne gesprach ginn.

Do kucke mer am Eenzelfall wierklech, bon, éischtens emol nozekucken, ob alles riicht gelaf ass um Dossier. Mir haten, an dat verstoppen ech lech och net, mir haten elo zweemol d'Situatioun, wou Problemer an engem Labo waren, wou mer falsch Resultater haten. Dat ass eppes, wat generell net auszeschléissen ass, och an anere Beräicher. Mir haten et och hei. Mir haten eng Kéier eng Serie vun zéng falsch Positiven, wou mer och deementspriechend natierlech d'Leit kontaktéiert hunn an dat riichtgestallt hunn. An elo ganz rezent war eng Serie méi, eng zweet Serie, wou 26 Resultater falsch waren, wou mer natierlech och deementspriechend nogetest hunn, d'Leit informéiert hunn. Dat ass esou gesinn awer eisen Alldag. Dat ass och eis Aufgab, wa Contestatioune sinn, eis dorëms ze këmmeren. Mee wéi gesot, ofschléissend, um Geriicht ass an där Hisiicht näischt gelant.

Mir hunn och iwwert de Wee vum Mediateur - d'Claudia Monti als Ombudsfra ass jo och do, fir de Bierger nozelauschteren, wa Problemer sinn - Stand haut nach keng eng Reklamatioun kritt, soudass ech an där Hisiicht, vun deem Point de vue aus, och relativ zefridde sinn.

Mir sinn also ofschléissend der Meenung, dass ee soll am Moment ofwaarden. Mir hu gutt Mesuren. Si sinn equilibréiert. Et ass net de Moment, fir elo ze straffen. Dovunner si mer iwwerzeegt. Dofir och déi Fro, déi gestallt ginn ass fir nach méi eng streng Maskeflicht: Ech gleewe perséinlech net dodrun. Et huet ee gesinn, wat dat mat sech bruecht huet. Frankräich huet missen zréckrudderen, wéi op eemol an der Paräiser Géigend gesot ginn ass, d'Maskeflicht wär iwwerall, um Vëlo, beim Lafen - ben, d'Leit akzeptéieren dat net. Ech mengen, dass dat konterproduktiv ass. Et soll ee räsonabel bleiwen.

An dann, zu der Applikatioun ass Stellung geholl, ech mengen, do hu mer eist derzou gesot. Da waren nach zwou Froe gestallt ginn, déi ech just vläicht nach wollt kuerz beäntwerten. Si sinn net direkt am Kontext vum Gesetz hei. D'Josée Lorsché huet gefrot: „Wéi ass et mam Personal am Fleegesecteur?" Ben, déi sinn am Large-Scale-Testing 1 couvréiert gewiescht. Déi gi reegelméisseg getest. A selbstverständlech, och am Large-Scale-Testing 2 sinn déi Leit als Secteur identifizéiert, an do sinn d'Reseaue genausou derbäi wéi dat stationäert Fleegepersonal, wann ech dat esou ka soen. Dat ass op alle Fall ofgedeckt.

Da war nach eng Fro zu den Enkpäss mat de Vaccinen. Do géif ech de Claude Wiseler vläicht verweisen op eng Question parlementaire. Ech weess, et sinn der ganz vill, et ass eng vun 227, déi mer kritt hunn, säit d'Pandemie amgaangen ass. Mee d'Question parlementaire 2439 misst lech Är Äntwert dorobber ginn. Déi ass vum Juni gewiescht. Ech muss ganz éierlech soen: Ech hu selwer och net méi den Iwwerbléck, mee meng Leit hu mer dat elo geschriwwen, soudass déi Fro u sech beäntwert ass.

Voilà! Dat war et vu menger Säit. Da géif ech lech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Hetto, wannechgelift.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Jo, villmools merci, Här President. Madamm Minister, ech wéilt wierklech profitéiere vun der Geleeënheet, wou Der hei sidd. Den Här Wiseler huet lech eng ganz Partie Froe gestallt, wat d'Veräiner, wat d'Gemengen ubelaangt, déi einfach drop waarden, dass se vun lech kloer Consignë kréien, wéi se mat hire Veräiner ëmginn, wéi se mat hiren Hall-sportiffen ëmginn, wéi déi kënne genotzt ginn, wien dat muss botzen, wien duerfir opkënnt. Souwuel Buvettë wéi Hallen, fir Iessen a fir Drénken, do waarden d'Veräiner drop, Äntwerten ze kréien! An d'Gemenge si wierklech schlecht drun.

Ech mengen, et si relativ vill Gemengeresponsabeler heibannen, déi sech vläicht déi Fro stellen: „Loosse mer eis Veräiner lessen zerwéieren, wa se d'Dëscher auserneestellen?" Do géif ech emol soen, a priori: „Jo." D'Madamm Minister huet mir erkläert: „Nee, well mer do am Privé sinn!" Wa mer awer do am Privé sinn, dann däerfe mer, wannechgelift, d'Buvetten awer och net notzen. An dat si lauter esou Saachen, déi net kloer sinn. Duerfir wär ech frou, wann einfach géife vum Ministère aus kloer Consignen erausgoen un all d'Gemengeresponsabel, wou ee sech kann drun halen, wou ee ka fiabel Informatioune weiderginn.

Dat war am Fong geholl d'Demande, déi mir haten a wou mer elo d'Äntwert eigentlech net kritt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hetto-Gaasch. Dann nach Parole après ministre fir den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci. Merci och der Madamm Ministesch fir déi ganz detailléiert Erklärungen, déi se hei ginn huet. Allerdéngs ass op eng Fro nach net richteg geäntwert ginn, déi mäi gudde Kolleeg Claude Wiseler opgeworf huet a wou elo och eng Rei Leit dermat konfrontéiert sinn.

Et geet a sech hei net ëm Leit, déi a Quarantän geschéckt gi sinn, well se a Kontakt ware mat aneren, mee et geet wierklech ëm Leit, déi positiv getest gi sinn, déi awer kuerz no hirem éischten Test innerhalb vun een, zwee Deeg en aneren Test maachen, deen dann negativ ausfält. An dee Fall, deen ech erkläert kritt hunn, do si souguer zwee Tester gemaach ginn, an déi zwee Tester waren allen zwee negativ. Anscheinend hunn déi Leit dunn awer gesot kritt, si misste virun an der Quarantän bleiwen. An dat ass eppes, wat een och just schwéier kann akzeptéieren.

Duerfir wollt ech nach eng Kéier hei vun der Ministesch wëssen: Wann Dir en présence vu contradictoiren Tester sidd, wou awer déi leschtgemaachten Tester negativ sinn, wéi gitt Der do vir? An Dir sidd Juristin, Madamm Minister, menger juristescher Interpretatioun no ass dee leschten Test deen, deen zielt. Ass deen negativ, dierft also déi Persoun en conséquence de cause net méi weider an der Quarantän musse bleiwen. Et kënnt en plus derbäi, datt déi Leit jo hei keen Droit de recours hunn, dat heescht, déi stinn einfach do an da musse se kucken, datt se eens ginn.

Et gëtt mer, wéi gesot, gemellt, datt elo eng ganz Rei Leit - an do schéngen och e puer Affekoten derbäi ze sinn - esou getest gi sinn, soudatt ech souwisou unhuelen, datt dat dote warscheinlech och nach en Nospill kritt. Mee ech mengen, dat ass och eng wichteg juristesch Fro, an ech wär frou, wann Der eis déi nach kéint beäntwerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, ech sinn op d'Rassemblementer net am Detail agaangen, well do jo keen neie Moment ass. Haut sinn um Ordre du jour Gesetzesännerungen, wou dat doten u sech keen neie Moment ass. Ech huelen dat awer gäre mat heem an d'Direktioun, well ech weess, dass den Dokter Schmit dagdeeglech a Kontakt ass mat Organisateuren, hinne mat Rot an Dot zur Säit steet, fir hinnen ze hëllefen, hir Eventer ze organiséieren.

Mir wäerte fir den Hierscht nach eng Kéier nei kommunikéieren, opgrond justement vun deene ville Froen, déi sech stellen, fir nach eng Kéier wierklech kloerzestellen, wéi d'Mesurë sinn. Et läit wuel schonn eng Zäit zréck, wou se festgehale gi sinn. Mee och d'Praxis weist natierlech, wou d'Froe sech stellen. Dat ass eppes, wou mer dru schaffen, fir an deenen nächste Woche wierklech nach eng Kéier grad op deenen dote Punkten, déi Der och an der Chamberskommissioun schonn ugeschwat hat, um Niveau vun der Kommunikatioun nozebesseren. Mee wéi gesot, eng Ännerung vun de Mesurë selwer ass haut net um Ordre du jour gewiescht, dofir sinn ech och elo net dorobber agaange gewiescht.

Wat den Test ugeet: Jo, als Jurist géif ech dat och esou gesinn. Ech hu mer allerdéngs vun eise Medezinner erkläre gelooss, dass do schonn en Ënnerscheed ass. En negativen Test ass net de Beweis, dass deen Test virdru falsch war. Well ech kann den Dag X nach positiv gewiescht sinn, also nach eng gewësse Charge virale gehat hunn, déi den Dag drop eventuell méi schwaach ass, soudass den Test et net méi uweist. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, dass et deen Dag positiv war. Da leeft u sech, an dat ass d'Recommandatioun, do hu mer keng nuancéiert Politik hannendrun, den Isolement do, wou mer vun engem Positive schwätzen.

Ech muss Iech awer soen, dass, wa mer mat esou Situatioune konfrontéiert ginn, mer au cas par cas nokucken, well et awer ëmmer eng Méiglechkeet vun engem „faux positif au départ" gëtt. Mee deen ass net bewisen doduerjer, dass en negativen Test do ass. An an esou enger Situatioun gëtt dat vun eise Leit am Detail gekuckt. Si huelen och Kontakt mat de Laboratoiren op. Dat kënnt vir, reegelméisseg. An da falen natierlech esou Saachen op wéi déi zwou Serien. Bon, eng Serie hate mer och direkt vum Labo selwer signaléiert kritt.

Mee et ass eeben notamment an esou enger Situatioun, wou dann am Detail d'Labosanalys gekuckt gëtt. An déi ass net just schwaarz a wäiss, do si vill Parameteren dran. An da gi vun de Fachleit, an dat sinn net ech, dat si wierklech d'Fachleit, eeben déi Analysen dann nach eng Kéier gekuckt, souwuel an der Direction de la santé wéi och an de Laboen, fir wierklech ze kucken, ob mer et hei mat engem falsche Positiven ze dinn hunn oder mat eppes, wat sech an der Zäit esou entwéckelt huet, dass et nach op deem engen Datum positiv war an duerno net méi.

Mee et ass eng grondsätzlech aner Situatioun wéi an enger Quarantän, wou d'Persoun jo au départ net positiv ass, mee just ënner engem Risiko läit, dass se eventuell et gëtt. Do ass dann de Mechanismus deen, an dat soe mer jo och selwer iwwert d'Gesetz, nom souvillten Dag: „Maacht en Test, a wann deen dann negativ ass, da wësse mer, dass Der et net gi sidd!" Wärend bei engem Positiven d'Risikoaschätzung eng aner ass. Do gëtt eeben international virginn, dass déi Persoun, wa se um Dag X positiv war, och wa se et duerno vläicht net méi ass, eeben nach wärend engen zéng Deeg e gewëssene Risiko mat sech bréngt, et weiderzeginn. Mee dat ass eng …

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … technesch Interpretatioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … Madamm Minister! Dir sidd Juristin: Am Droit gëtt et net en hallef vollt Glas an en hallef eidelt!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An der Medezinn schonn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wann hei en Test virläit, et deet mer leed, deen negativ ass, dee souguer zweemol negativ ass, mengen ech, ass et keen Argument, fir do e Mënsch nach an enger Quarantän ze loossen. Dat verstéisst géint elementar Grondrechter. Et deet mer leed, Madamm Minister!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- A wann ech vläicht kéint …, ech war nach net fäerdeg, well Dir hat nach en Zousaz an där Fro. Dir hutt gesot: „Do gëtt et kee Recours." Do gëtt et e Recours, a mir wäerten och elo d'Geleeënheet hunn, d'Geriicht wäert sech eng éischte Kéier mat esou engem Fall elo musse befaassen. Selbstverständlech gëtt et e Recours. E Recours gracieux ass ëmmer méiglech. Mir hunn där an deenen dote Fäll reegelméisseg, wou mer Fäll nokucken, wou och Quarantänen oder Isolementer erëm opgehuewe ginn, wann et sech erausstellt, dass et wierklech „faux positif" war.

A fir Är Fro ze beäntwerten: Do wäert och dat zoustännegt Geriicht - an dofir ass e Geriicht do - nokucken, ob déi Decisioun justifiéiert war oder net. Mee do wäert Der Iech kënnen an deenen nächsten Deeg dann drop astellen, dass do en Urteel kënnt. Dat wäert eis dann och Opschloss ginn zum juristesche Räsonement, deen do ronderëm wäert geféiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch. An dann hunn nach d'Wuert gefrot gehat: den honorabelen Här Claude Wiseler an dann den Här Gilles Roth.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei ass jo …, also d'Fro war wierklech net, ob e falsche positiven duerch en negativen Test duerno als falsch positiv bewise gëtt. Hei sinn d'Saachen, mengen ech, relativ kloer gewiescht. Dat war een, dee positiv war, deen asymptomatesch ass, dee getest ginn ass, a warscheinlech - zimmlech sécher ass et esou - ass seng Infektioun viru sechs, siwen, aacht Deeg scho geschitt. Dat heescht, dräi Deeg duerno ass en negativ getest ginn. A fir deen dann nach 10 oder 14 Deeg, elo 10 Deeg, zousätzlech an der Quarantän ze halen, fanne mir awer duerchaus eng Aschränkung vun der Fräiheet, déi net justifizéiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Dir sot: „Et gëtt en Asproch hei, et gëtt e Recours hei", da gëtt et sécher wéi bei all administrativer Decisioun en administrative Recours. Mee just, ier dee vidéiert ass, ass déi Saach schonn total iwwerflësseg!

M. Roy Reding *(ADR).*- An eng Indemnisatioun, an eng Indemnisatioun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An dofir wär et wichteg, datt ee kéint direkt bei der Direction de la santé Asproch erhiewen an datt do géif de Fall analyséiert ginn, fir datt esou schnell wéi méiglech kéint déi Quarantän oder respektiv deen Isolement hei opgehuewe ginn. Dat ass dat, wat mer wichteg schéngt.

Da wollt ech awer nach preziséieren iwwert déi Maskeflicht dobaussen, well Der gesot hutt, d'Ausland hätt schlecht Erfarunge gemaach notamment mat Maskeflichten dobaussen, wann et sech ëm d'Vëlofueren an ëm d'Lafe géif handelen - dat kann ech duerchaus verstoen -, do wëll ech awer just hei, fir datt dat kloer ass, preziséieren: Dat ass och net dat, wat mir gefrot hunn! Mir hu strictement net dat gefrot.

Mir hu gefrot, datt eng Maskeflicht dobausse soll sinn, wa Rassemblementer sinn, wou 20, 30, 40, 50, 100 Leit heiansdo beienee sinn, ouni Distanz anzehalen, an do op der Wiss oder am Park oder op der Spillplaz Fester feieren oder bei engem Takeout an enger File stinn, wou der 30 hannereneestinn ouni iwwerhaapt eng Distanz an iergendeng Securitéit. An do schéngt et eis awer sanitär ubruecht, fir esou eng Moossnam kënne virzeschreiwen an ze huelen. Fir dat anert fannen ech et souwisou iwwerflësseg, beim Lafen a beim Vëlo, well dat net geet. Mee déi heite Moossnam fannen ech realistesch an ech wëll se och als Propositioun vun der CSV richteg verstane wëssen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Dann hat den Här Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann no deenen Interventiounen, déi gemaach goufen, ganz kuerz sinn. Ech muss awer ganz éierlech soen, dass mäi Rechtsverständnis awer do e bëssen a Fro gestallt gëtt. Wann ee seet: „Ech sinn negativ", an eng administrativ Decisioun - hei ass et jo emol net vun engem Geriicht, hei ass eng administrativ Decisioun -, da seet déi: „Obschonn Der negativ sidd, musst Dir weider a Quarantän bleiwen an Dir hutt domat Är Fräiheet entzunn", dat ass eppes, woumat ech mat mengem Rechtsversteesdemech net kann eens ginn. An ech muss och ganz éierlech soen: Wéi wëllt dee Mënsch sech dann dogéint wieren? Bis dass dee Recours vidéiert ass, bis dass en iwwerhaapt emol plädéiert ass, bis dass en Urteel do ass, mee do ass déi Zäit jo scho längst ofgelaf!

Hei geet et jo net einfach ëm eng Saach vu „Bleif doheem!". Hei ass et eng Aschränkung vun enger Fräiheet, vun engem elementare Mënscherecht. An ech mengen, dass een net esou liichtfankeg domadder kann ëmgoen. A mir deelen op jidde Fall déi Approche, déi hei vun der Regierung vertruede gëtt, net.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, dat hei schéngt eis och esou wichteg ze sinn, datt mer och d'Stëmm vun der ADR hei bei déi Kommentare wëllen derbäifügen, déi sech opreegen iwwer eng Grondrechtsverletzung, déi awer hei geschitt. Mäi Kolleeg Jeff Engelen huet a senger Interventioun gesot, datt mir dëst Gesetz net matstëmmen, well mer gesinn, datt d'Grondrechter verletzt ginn. Hei ass och e gutt Beispill vun enger administrativer Willkür. Mäi Kolleeg Roy Reding huet et an engem Tëscheruff elo just gesot: Wat geschitt da mat deene Leit? Hunn déi dann net och eng Indemniséierung zegutt fir déi Verloschter, déi se eventuell erleide wärend där Zäit, wou se eeben duerch eng administrativ, reng willkürlech Moossnam mussen doheembleiwen?

Ech mengen, en negativen Test ass en negativen Test. Et ass traureg, datt eng Ministesch seet: „Jo, dat ass eng juristesch Prozedur." Si ass verantwortlech fir eng Administratioun, fir e Ministère, an et ass un hir fir ze kucken, datt an engem Ministère net esou Decisioune geholl ginn. Dat ass eng Verantwortung, déi si net kann an net soll un e Geriicht ofginn, mee selwer huelen.

Mir hunn op jidde Fall eng kloer Positioun: D'Verdeedegung vun de Grondrechter bedéngt, datt mer aner Gesetzer hu wéi déi do, besser Gesetzer, déi d'Leit besser protegéieren, net nëmmen a medezinnescher Hisiicht, mee och an hirer juristescher Integritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo. Ech wëll just drop hiweisen, dass och en Isolement aus medezinnescher Siicht eng preventiv Moossnam ass. An d'Recommandatioun ronderëm den Isolement, deen net mat enger Quarantän ze verwiesselen ass, ass nun eeben emol vun der WHO op europäescher Eebene, fir eng gewëssen Durée duerno sécherzestellen. Dat wëllt net soen, dass déi Persoun déi ganzen Zäit do wäert positiv sinn. Et ass just esou: Well se un engem gewëssene Stéchdatum positiv war, gëllt als preventiv Moossnam e gewëssenen Delai, deen ze respektéieren ass.

(Interruptions)

An dat, wat ech nach wollt - wann Der mech wéilt ausschwätze loossen! - soen: Selbstverständlech huele mer eis Responsabilitéit. A mir hunn all Woch Leit, déi sech un eis wenden. A mir hiewen och Mesuren op, wann iergendwou eppes schifleeft oder et ass e Beweis do iwwer zum Beispill eng Analys vum positive Resultat, wat ambigu war, wou en negativen Test nokënnt. Da komme mer selbstverständlech vum selwen op eis Decisioun zréck. Dat ass eppes, dofir brauche mer kee Gesetz. Dat ass en normale Rechtsprinzip an der Verwaltung, dass ee sech ëmmer kann un d'Autoritéit wenden. Wann een en Zweifel huet un enger Decisioun, kann ee sech un den Direkter wenden, deen d'Decisioun geholl huet, mee och un de Ministre de tutelle, wat ech da sinn. Där Fäll hu mer dagdeeglech, a mir hiewen dat an deem Fall och op.

Fir d'Fro vun der Indemnisatioun unzeschwätzen: Ech mengen, do zielen ech Iech och näischt Neies, dass een hei zu Lëtzebuerg, wann ee géif beim Verwaltungsgeriicht da gesot kréien, dass do d'Recht verletzt gouf an där Appreciatioun, déi gemaach gouf, dann huet ee selbstverständlech eng Ouverture, fir dann op zivillem Plang de Staat unzesichen an eng Indemnisatioun ze froen. Och do spillt déi ganz normal Gesetzgeebung hei zu Lëtzebuerg. Dat gëllt fir all Décision administrative, déi annuléiert gëtt. Net automatesch, mee wann de Staat do am Onrecht war, ben, da muss en op zivillem Plang dofir riichtstoen.

Regrettabel ass vläicht haut nach, mee dat geheiert net heihinner, dass ee muss zwee Rechtsweeër aleeën. A Frankräich kann een dat an engem Prozess ofwéckelen; mee dat ass eng aner politesch Consideratioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7645. Wéi de Rapporteur eis schonn drop opmierksam gemaach huet, ass en neien Artikel 9 derbäigesat ginn, deen d'Akraafttriede vum Gesetz op den Dag vu senger Publikatioun festleet. De Staatsrot ass a Kenntnis gesat ginn an huet säin Accord dozou ginn. Den Text, iwwert dee mer elo ofstëmmen, steet am Document parlementaire 7645[15].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7645 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmme fänkt un.

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7645 mat 35 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 17 Abstentiounen ugeholl.

(Interruption)

21 Abstentiounen, pardon, jo.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7660 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7660 iwwert d'Verlängerung bis den 31. Dezember 2020 vu verschiddene Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Claude Lamberty, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum, den Här Marc Goergen. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo den 23. Juli hu mer als Chamber zwee Gesetzer verlängert, déi eng Rëtsch temporaire Mesurë virgesinn, fir dass d'Gemengen an aner Organer och a Covidzäiten handlungsfäeg bleiwen a Reuniounen ofhale kënnen am Respekt vun de sanitäre Mesuren.

Engersäits gëtt virun allem de vulnerabele Gemengeconseilleren erlaabt, via Visiokonferenz um Gemengerot deelzehuelen. De Vott per Visiokonferenz, mee och de Vote par procuration sinn agefouert ginn. An de Verwaltungsrot vum CGDIS kann Decisioune via Voie de correspondance huelen, ouni dass heifir d'Membere physesch present musse sinn.

Anerersäits kritt de Schäfferot awer och d'Méiglechkeet, d'ëffentlech Informatiounsversammlungen am Kader vun der Adoptioun vum PAG deels oder integral via Videokonferenz ze organiséieren. Béid Gesetzer sinn also nach bis den 30. September a Kraaft. Haut bleift et awer och weider pertinent an noutwendeg, fir d'Mesuren effektiv vun deenen zwee Gesetzer bäizebehalen. An de Projet de loi 7660 verlängert d'Delaie bis den 31. Dezember an aligniéiert sech, wéi gesot, par analogie zu den Delaie vun deem Gesetz, wat mer elo just gestëmmt hunn, awer och zum Gesetz vun den Hochzäiten an de Gemengesäll, dat mer herno och wäerte stëmmen.

Ech ginn nach kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun an. Nodeems dem Staatsrot säin Avis de 14. September komm ass, hu mer den 18. September de Projet an och den Avis an der Kommissioun analyséiert. De Staatsrot hat zwou kleng Remarken éischter d'ordre légistique zu den Artikelen 1 an 2. Déi hu mer natierlech iwwerholl. Mir hunn och an där selwechter Sitzung de Rapport unanime ugeholl. An heimat ginn ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporteur, dem Här Dan Biancalana. Als éischte Riedner ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Merci, Här President. D'CSV gëtt selbstverständlech hiren Accord zu dësen dräi Mesuren, déi sech bewäert hunn an de Gemenge gehollef hunn, effizient ze schaffen an de leschte Méint, déi och an Zukunft, soulaang wéi déi Covidkris, bis Enn Dezember dann emol vun deene Mesurë kënne profitéieren. Ech soen dofir och dem Rapporteur nach eng Kéier Merci a mir schléissen eis dann och dem Accord un.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Emile Eicher. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen e grousse Merci un de Rapporteur, den Dan Biancalana, deen hei viru mer sëtzt. Hien huet genau erklärt, firwat dass dat hei wichteg ass. Ech mengen, et ass an der Kontinuitéit an an der Logik vun deem, wat mer virdrun haten. An dofir ginn ech natierlech hei och den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Merci. Ech géif mech da menge Virriedner uschléissen an dem Här Dan Biancalana Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport, a ginn domadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Hansen. An d'Wuert geet un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir schléissen eis de Mercien u fir den Här Dan Biancalana fir säi Rapport. A mir ginn d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat hei mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dat Gesetz huet sech elo bewäert an de leschte Méint. Ech wollt just nach eng ganz kleng Bemierkung ubréngen. Virdrun ass gesot ginn, d'Santéskommissioun hätt beim Gesetz gutt zesummegeschafft. An ech wëll awer och hei der Majoritéit e Luef ausschwätzen, dass och an der Interieurskommissioun ganz gutt zesummegeschafft ginn ass, fir dass d'Gemengeréit méiglechst gutt weiderhi kënne schaffen an der aktueller Situatioun. An och mir Piraten wäerten eisen Accord dozou ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Bei esou enger positiver Remark, wëll ech och hei déi Dynamik weiderféieren. Och nach eng Kéier e grousse Merci un de Rapporteur, virun allem e grousse Merci un Iech alleguerten, d'Kolleeginnen an d'Kolleegen, dass mer hei déi Verlängerunge vun deenen Dispositioune maachen.

Et ass scho gesot ginn, et hëlleft, dass d'Gemenge weiderhin entscheedungsfäeg bleiwen. An dann, dass ech emol eng Kéier vun de Piraten gelueft ginn, dat kräizen ech mer haut grouss un. Op alle Fall hoffen ech, dass mer och dann an deem Esprit kënne weiderschaffen, an zielen dann och op Är Ënnerstëtzung fir déi nächst Projeten, well do ass nach vill ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7660.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7660 et dispense du second vote constitutionnel

Den Text steet am Document parlementaire 7660[2]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Mir kommen elo zu de Votes par procuration. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7660 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7669 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Als Nächst hu mer de Projet de loi 7669 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gemengegebai wéi dem Gemengenhaus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Häre, mam Gesetzesprojet 7669 kënnen d'Gemengen d'Hochzäite weider bis den 31. Dezember an engem anere Gemengesall ofhale wéi am Gemengenhaus. Sou kënnen Hochzäiten am Respekt vun den aktuelle sanitäre Bestëmmunge gefeiert ginn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 ze verhënneren an awer d'Hochzäiten ënner flotte Konditiounen duerchzeféieren.

Mir verlängeren d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, nodeems mir dat schonn eemol gemaach hunn, eng zweete Kéier. Den Officier vum État civil kritt d'Méiglechkeet, d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. An de Schäfferot kann esou ee Gebai festleeën, dat den Interieur approbéiert.

D'Justizministesch an d'Inneministesch hunn de Gesetzesprojet 7669 de 14. September deposéiert. D'Justizkommissioun huet den Text de 16. September an den Avis vum Staatsrot den 21. September duerchgeholl. Déi héich Kierperschaft huet keng Remark gemaach an de schréftleche Rapport konnte mer du gëschter unhuelen.

Mëttlerweil hunn iwwregens 48 Gemenge vun dëser Mesure Gebrauch gemaach, also knapp d'Hallschent, wat och de Besoin hei weist.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, merci dem Rapporteur, dem François Benoy. A mir gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Ech soen och dem François Benoy a senger Qualitéit als Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Grad op Hochzäite soll een och an Zäite vu Covid de Familljen d'Méiglechkeet ginn, zesummen ze feieren. Ech ginn domadder dann och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch ... Nee, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Nee, kee Problem. Also mir brénge souwisou … Mir wëllen dat selwecht soen. Mir soen einfach Merci fir déi breet Ënnerstëtzung fir deen Text hei an hoffen, dass mer deen net nach dacks musse verlängeren, dass mer e geschwë kënne perenniséieren op eng uerdentlech Aart a Weis.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7669 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7669. Den Text steet am Document parlementaire 7669[2].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Mir kommen elo zu dem Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7673 - Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Deen nächste Projet de loi ass de Projet 7673 iwwert d'Organisatioun vun den Assemblées générales. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, ech mengen, ech maachen elo net e Rekord hei, dee meng Virriedner virgeluecht hunn, den Dan Biancalana an de François Benoy.

Et geet hei ëm de 7673, d'Verlängerung bis Enn 2020 vun de Mesuren aus dem Gesetz 7576 (veuilez lire: 7566) vum 20. Juni dëst Joer, wou mer d'Mesurë vum Reglement vum 20. Mäerz gesetzlech verankert hunn. D'Effete vun deem Gesetz ware bis den 30. September limitéiert. Mir mussen déi also upassen.

Mat dësem Projet de loi geet et an der Haaptsaach dorëms, dass mer de Societéiten an anere Personnes physiques (veuillez lire: Personnes morales) och weiderhin d'Méiglechkeet ginn, fir Assemblées générales an aner wichteg Reuniounen iwwer Videokonferenz ofzehalen oder Decisiounen iwwer Vote à distance ze huelen, och wann hir Statuten dat net explizitt virgesinn. Domadder erméigleche mer hinnen, d'Sécherheetsmoossnamen, déi an der Pandemie nach ëmmer gëllen, beschtméiglech an ouni grousse logisteschen Opwand ze respektéieren.

Den Artikel 2 ass d'Opzielung vun de Personnes morales, déi ënnert déi Dispositioune falen. Fir mech kuerzzefaassen: Mir hunn näischt un där Lëscht geännert haut.

Mam Artikel 3 verlängert de proposéierte Gesetzestext d'Delaien, déi am Kapitel 5 vum Gesetz vum 24. Abrëll 2017 iwwert d'Reorganisatioun vum Fonds du logement definéiert sinn, ëm dräi Méint. Domadder huet de Fonds du logement weiderhi bis de 15. Oktober Zäit, seng Konten ze deposéieren.

A mam Artikel 4 abrogéiere mer dann d'Virgängergesetz vum 20. Juni. Dat ass noutwendeg, fir dass fir Societéiten, deenen hiren Exercice social net mat der Année civile synchroniséiert ass, net zwee Gesetzer gläichzäiteg applikabel wieren, wat natierlech zu Onsécherheete rechtlecher Natur géif féieren.

Wéi si mer virgaangen? Och zimmlech schnell. Rekordverdächteg.

De Projet de loi Nummer 7673 gouf en Donneschdeg, de 17. September, vun der Madamm Justizministesch deposéiert, nodeems - wëll ech awer betounen - mer kuerz evoquéiert haten, dass mer misste legiferéieren an der Justizkommissioun vun deem Dag virdrun, de 16. September. Dir gesitt och, dass mer an eiser Kommissioun gutt kooperéieren an esou kënne schnell an effikass schaffen.

De leschte Freideg, 18., huet de Conseil d'État säin Avis ofginn, wou awer eng Opposition formelle dra war. De Staatsrot huet och eng Propos gemaach, fir de Passage, deen de Fonds du logement betrëfft, ëmzeschreiwen, an duerfir deen eegenen Artikel 3, wéi mer e virgesinn hunn. Wéi gesot, et ass ëm Rechtssécherheet gaangen, huet um Inhalt näischt geännert.

An der Kommissiounssitzung vum 21. September, gëschter also, gouf dësen Avis analyséiert an an engems eng éischte Kéier mam Text vum Projet gouf och de Rapporteur genannt an de Rapport ugeholl. Merci un d'Kolleegen, wéi gesot, fir dës onkomplizéiert Aart a Weis ze schaffen!

En Avis krute mer awer, datéiert op den 18. September, vun der Handwierkerkummer, déi de Projet begréisst, mee eis awer drop higewisen huet, dass se net averstanen ass, dass all

Versammlungen, also egal ob privat oder professionell, op zéng Persoune begrenzt sinn. Dir hutt verstanen, datt si léiwer hätt, wann déi Beruffsreuniounen net begrenzt wieren, wat d'Zuel vun de Leit ugeet. Dat war, erlaabt mer et ze soen, e Message pro domo un hir Leit.

De Barreau huet sech dann haut nach zu Wuert gemellt mat engem Avis, well mer de Barreau net an der Lëscht vun de Betraffenen ageschriwwen hunn. Mee dat, wëll ech soen, war awer och schonns am Gesetz vum 20. Juni esou. À titre personnel soen ech, dass ech Versteesdemech fir hir Positioun hunn.

Un d'Adress also vum Barreau: Mir këmmeren eis drëm, och wa mer haut dat Gesetz stëmmen, esou wéi mer et gëschter an der Kommissioun festgehalen hunn. D'Ministesch wäert och elo gläich nach e puer Wuert weider dozou soen.

Ech schléissen heimadder mäi mëndleche Rapport, soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, d'CSV gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet selbstverständlech, géif ech och soen, well en ass op Insistéiere vum CSV-Deputéierte Léon Gloden zustane komm, dee rappeléiert huet, datt et wichteg wär, den Delai nach eng Kéier ze verlängeren, well Verschiddener awer Schwieregkeeten domadder hätten, fir den Delai vum 30. September anzehale respektiv och fir d'Ofhale vun eenzelne Reuniounen, wat anerer nach kënne si wéi d'Generalversammlungen op Distanz.

Iwwerraschend vläicht, datt de Ministère net dru geduecht hat, selwer dru geduecht hat, fir dat ze maachen, och wann d'Madamm Minister gesot hat, et wären awer am Haus schonn Aarbechten dodrunner gewiescht. Mee et ass elo gutt, datt d'Gesetz do ass. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt dat nach eng Kéier verlängert ginn ass. Et hätt een och vläicht nach eng Kéier kënnen d'Interventioune vun den Deputéierten zum Gesetz vum 20. Juni kucken, fir do nach Saache mat virunzehuelen.

An dann, jo, ass natierlech eng drëtt iwwerraschend Saach e bësse schonn déi, datt de Barreau elo geschriwwen huet, hie géif net drastoen. Natierlech, e stoung d'lescht Kéier och net dran. Dat ass och wouer. Mee wann ech drun denken, datt d'Madamm Minister e puermol iterativ geäntwert hat, jo, hir Kolleege Ministeren hätten hir keng aner Societéiten oder Entitéite genannt, déi nach missten an d'Gesetz drakommen, dann hat Der vläicht vergiess, Iech selwer och nach ze froen, wéi eng vun Ären eegenen Entitéiten nach kéinten oder missten drastoe kommen.

Ben, bref, ech mengen, et ass wichteg, datt do elo nach eng Léisung fonnt gëtt. Dat ass dat, wat mir och nach froen, fir datt do nach eng rapid Léisung fir de Conseil de l'ordre kann nogeschoss ginn.

Insgesamt mengen ech, datt een zum Schluss nach eng Kéier soll soen, och op Basis vun den Interventioune vun den Deputéierten hei op der Tribün déi leschte Kéier, datt een nach vläicht eng Kéier soll eng Reflexiounsronn iwwert dëst Gesetz an iwwer eventuell feelend Dispositiounen a feelend Entitéite maachen.

D'CSV gëtt, wéi gesot, hiren Accord an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun eiser Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci och dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Dan Biancalana. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och mir Piraten ginn den Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech sinn elo e bëssen erstaunt iwwert d'Interventioun vun der Madamm Modert. Ech hunn ni e Problem domadder, engem dee Merci ze ginn, deen e meritéiert. Hei war et effektiv den Här Gloden, deen an der leschter Kommissioun vun der Justiz gesot huet, mir sollten deen Text mat op de Leescht huelen, well hien nämlech an deem Sënn Interventioune kritt hätt vu Professionellen, déi dat gären haten.

Mir selwer am Ministère krute keng esou Interventiounen, haten awer schonn um Text geschafft. Duerfir konnt e jo och dunn esou séier deposéiert ginn.

Wat elo de Barreau ubelaangt an déi Vermëschung mat där Diskussioun iwwert d'Établissements publics: Dat sinn zwee ganz verschidde Puer Schong! Mir haten eng Diskussioun en long et en large iwwert de Fait, ob mer generell sollten eppes fir d'Établissement-publicke virgesinn, wou ech lech erkläert hunn, dass ech do en Appell gemaach hat un all meng Regierungskolleegen, wa se en Établissement public hätten, wou se gär déi Verlängerung hätten, da géife mer déi mat hei an deen Text eraschreiwen.

A bei menge leschten Nouvellë fält de Barreau net ënnert déi doten Diskussioun, sachant dass de Barreau den Text, dee viregten Text, aviséiert hat an do keng Remark dozou formuléiert huet, soudass eis och keng Demande vum Barreau iwwert deen dote Punkt bekannt war. Dat verhënnert awer net, dass mer natierlech dem Barreau senger Demande Rechnung droe wäerten.

Ech hu mech och direkt, wéi ech den Avis krut, de Moie mat där neier Bâtonnière doriwwer ënnerhalen. An hir Suerg ass virun allem déi ... Et ass net déi, dass si elo net kënne fonctionéieren, well si kënnen de Conseil de l'ordre ofhalen. Mee de Problem ass, wa Krankheetsfäll optauchen, Quarantänen, Isolementer oder wat och ëmmer, dass se da kënnen op d'Videokonferenz zréckgräifen.

Meng Propos u si, déi ech hinnen de Moie gemaach hunn, war, dass mer dat net géifen iwwert deen heiten Text maachen, mee dass mer dat direkt sollten an hiert Basisgesetz draschreiwen, wat d'Professions de l'avocat reegelt. Dann hu se déi Méiglechkeet ee fir alle Mol, well et eng Méiglechkeet ass, déi hinne wichteg ass an déi eigentlech och all aner Entitéit sech dans la mesure du possible soll ginn, well et net d'Aufgab vum Staat ass, menger Meenung no, dat heiten, deen heiten Text ad vitam æternam weiderzeleeën, dass all Entitéit fir sech selwer soll decidéieren, ob si deen dote Moyen gären hätt oder ob si deen net gären hätt. A wa se dee gären hätt, da solle se dat bei sech virgesinn.

Ech hu kee Problem, dat elo hei nach ze verlängeren. Wéi gesot, ech hu fonnt, dat war eng ganz gutt Propos vum Léon Gloden. Ech war och frou, dass dat duerch d'Zesummespill vum Ministère, dem Staatsrot an natierlech der Chamber esou séier konnt klappen, dass mer all deenen Demandë kënne Rechnung droen.

Mir kruten awer dunn och elo de Moien nach eng aner Demande eran. An dat war dee Problem, dee mer hate par rapport zu där Opposition formelle, déi mer vum Staatsrot kruten. Dir kënnt Iech erënneren, mir haten an enger éischter Versioun drageschriwwen, dass all Personnes morales géifen dorënnerfalen. Do krute mer eng Opposition formelle, dat war dem Staatsrot net prezis genuch. An eis Angscht war einfach déi, dass mer géifen ee vergiessen! An Dir gesitt jo, wat passéiert: Et sinn der einfach, déi vergiess gi sinn.

Mir kruten och nach e Mail de Moien, dass am Assurancësecteur och eng Entitéit vergiess gi wär. An och do musse mer dann elo kucken, ob et néideg ass, déi nach mat eranzehuelen an den Text. Mir wäerten eis do echangéieren. Dat sinn d'Associations d'assurances mutuelles constituées conformément à la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances. Mir kucken eis dat un. Mir huele Kontakt mat hinnen, ob do e Besoin ass, fir dat ze maachen. A wann, da maachen ech Iech eng Propositioun an deem Sënn. Ech si jiddefalls, Dir wësst dat, ëmmer bereet, mat Iech iwwer alles ze diskutéieren.

Ech hat och an der Chamberskommissioun elo keng aner Remarken nach gemaach kritt par rapport zu wat mer nach missten dran integréieren. Duerfir och do: Wann Der elo nach Remarken hätt oder Proposen hätt, da kënne mer dat gär an enger nächster Chamberskommissioun diskutéieren. Dir wësst, dass Der en oppent Ouer derfir fannt.

Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7673 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7673, vun deem den Text am Document parlementaire 7673[2] steet.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 17 avril 2020 - à consulter au compte rendu n° 15/2019-2020 en page 451)

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Et handelt sech ëm d'Motioun vum Här Jeff Engelen iwwer zousätzlech Hëllefe fir d'Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich. Den Auteur vun der Motioun, den Här Jeff Engelen, huet d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Coronapandemie hat ech de 17. Abrëll eng Motioun deposéiert, fir op eenzel Problemer aus eiser Landwirtschaft hinzeweisen. An do muss ee fir unzefänke Folgendes feststellen:

Och d'Landwirtschaft ass staark vun der Coronapandemie betraff. Kaum ee Bauer krut d'Ennerstëtzung vu 5.000 Euro, soudatt d'Baueren, wat d'Mëllech- a Fleeschpräisser ubelaangt, staark ënner Drock stinn. An elo kënnt nach fir verschidde Regiounen am Land eng Dréchent derbäi. Si sinn elo schonn an de Reserven, déi virgesi ware fir de Wanter. Et ass elo scho gewosst, datt si hei musse bäikafen, awer d'Fro stellt sech: Ass iwwerhaapt um Maart eppes ze fannen? A wa jo, zu wat fir engem Präis?

Datt d'Baueren an d'Wënzer an enger alarmanter Situatioun sinn, do muss ee wëssen: Déi Hëllefen, déi si am Kader vun der Coronakris kritt hunn, dat si Leeschtungen, déi si souwisou zegutt gehat hätten.

Et muss een och feststellen am Fall vun enger Kris, ganz gläich welcher Aart, datt ouni Hëllef vu baussen de landwirtschaftleche Beräich net genuch autonom ass, fir eis Bevëlkerung mat gläichwäertegen an héichwäertege Liewensmëttel ze versuergen.

Mir sinn ons all bewosst, datt eis Baueren a Wënzer nieft deenen ewell decidéierte Mesuren zousätzlech Hëllef brauchen, fir kënne weider ze fonctionéieren. Ëmmerhin ass de Bauer jo den Haapternärer vun der Natioun. An am Fall vun enger akuter Kris, wou eenzel Versuergungsweeër mat Liewensmëttel aus dem Ausland géifen zesummebriechen - mir hu jo déi lescht Méint gesinn, wéi séier datt d'Grenzen an der EU zou sinn -, misst et awer nach méiglech sinn, eis Leit hei am Land mat genuch héichwäertege Liewensmëttel kënnen ze versuergen.

Et muss een och wëssen, datt ons Biolandwirtschaft manner héich Erträg liwwert wéi déi konventionell Landwirtschaft. Et komme schwéier Zäite fir d'Lëtzebuerger Baueren! Eis Bauere sinn duerch de Covid an eng schwéier Situatioun gerutscht. Elo komme weider onerfreelech Ëmstänn derbäi: d'Optriede vun der Blozongekrankheet, de Präisverfall am Schwéngefleesch bedéngt duerch d'afrikanesch Schwéngspescht, déi an Däitschland opgetaucht ass, nei Dispositioune beim Mäschte vun de Fierkelen an esou weider.

All dat ass net eleng mat finanziellem Méiopwand verbonnen, mee kascht och nach vill Aarbecht an Nerven. Alles dat solle mer an Zukunft net vergiessen, well de landwirtschaftleche Secteur huet sech an der Situatioun vun der Pandemie als e wichtege Facteur an der Ernärung erwisen, nieft dem Liewensmëtteltransport an dem Gesondheetssecteur. Dat soll awer net vergiess ginn, hunn ech virdru gesot. Mee et gesäit haut esou aus, wéi wa mer ganz séier vill les vergiess haten, vun deem mer frou waren, datt mer et an der Pandemie haten.

Dës Pandemie huet eis e bësse virun Ae gefouert, wéi wichteg eenzel Secteure sinn. An deem musse mer Rechnung droen. Als Plan de relance sinn zwar am Agrarsecteur 5 Milliounen zréckbehale ginn, mee dovunner ginn der 2 Milliounen direkt agesat an déi aner 3 Milliounen an eng Reserv. Wann een déi 2 Milliounen da kuckt, da sinn dat 1.068 Euro pro Betrib, berechent op 1.872 Betriber, déi mer laut Statec am Joer 2019 haten. A wann een dat da vergläicht mat deenen anere Betriber, déi mer ënnerstëtzt hunn, ass dat jo net grad vill. Do ass eng Ongläichheet dran.

Och muss ee wëssen, datt déi eigentlech Auswierkunge vun der Pandemie an dësem Agrarsecteur eréischt kommen, well och hiren Ofsaz sech verännert huet, national wéi international. Zum Beispill d'Fleeschproduktioun: Hei ass e staarke Präisabroch festzestellen, och bedéngt deels duerch den Horeca-Secteur, dee wärend Méint net konnt fonctionéieren an elo och nach net.

Duerch dëse Fakt dierft hei déi kritesch Situatioun am Hierscht oder am Wanter kommen. Vill Baueren hunn hir Béischten, bedéngt duerch de Präisabroch, de Summer net op de Maart bruecht. Si konnten dat opfänken, andeem datt si hir Béischten op d'Weed gelooss hunn. Mee elo den Hierscht, wa gestallt gëtt, dann ass déi Mesure hifälleg an et kënnt zu enger ganz kritescher Situatioun. Engersäits muss dëst Fleesch dann op de Maart, mee mer hu keen Ofsaz. Dat wäert dann zu engem weideren Abroch féieren, a vill Bauerebetriber kommen dann, finanziell gesinn, an d'Labränten.

Et muss een och wëssen, wann d'Baueren op hire Béischte sëtze bleiwen, sinn d'Käschten awer do, well déi Béischte musse jo all Dag gefiddert ginn! De Bauer ass an engem Däiwelskrees. De Verfall vum Präis zwéngt de Bauer dozou, ëmmer méi ze produzéieren, well nëmmen d'Mass ass de Garant vum Bauer, datt dee finanziell iwwert d'Ronne kënnt. An do derbäi komme jo nach déi sëlleche Virschréften, déi dem Secteur d'Liewe ganz schwéier maachen.

Hei zwee Beispiller: Am Dezember 1991 krut e Bauer fir de Liter Mëllech 13 Frang 50. Haut ass et tëschent 33 a 44 Cent de Liter. Dat ass praktesch onverännert 30 Joer duerno.

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Engelen, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

M. Jeff Engelen *(ADR), auteur.*- Ech huelen nach meng zwou Minutte vun der ADR mat derbäi.

(Brouhaha)

Am Joer 1972 gouf et fir eng Ball Weess 620 Frang, am Joer 1983 ronn 945 Frang an haut kritt ee 16 Euro, dat si 645 Frang, an dat alles bei steigende Produktiounskäschten. An dat dierft dann dozou féieren, datt eenzel Betriber lues a lues, awer sécher an d'Labränte kommen. A wie weess ... A mir brauche se jo all!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an entschëllegt déi zwou Minutten Iwwerzéien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här François Benoy.

Discussion générale

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, natierlech ass d'Landwirtschaft vun der Coronakris betraff, esou wéi ganz vill aner Secteuren och. An d'Regierung huet do och eng ganz Rei Mesuren ergraff. Mir hunn dat an der Kommissioun diskutéiert.

Déi Motioun hei, mir kënnen déi net ënnerstëtzen, well trotzdeem déi wichtegst Froen eigentlech: Wat fir eng Léieren zéie mer aus där doter Kris? Wat huele mer mat aus där Kris?, net beäntwert ginn. Mee och virun allem bei der Fro vum Status quo bleiwe mer. Dat ass eigentlech net dat, wat mer brauche fir eng Zukunftsperspektiv fir ons Landwirtschaft a soumat fir se besser opzestellen.

D'Landwirtschaft huet net nëmmen déi Coronakris, mee ass och mat ganz villen anere Krise konfrontéiert. Ee Beispill: déi grouss Dréchent. Mir haten d'Recolte, déi ëm bis zu 40 % agebrach ass. Dat ass eng Konsequenz vun dem Klimawandel. Wéi stelle mer d'Landwirtschaft besser dorop op? Da wësse mer, dass mer ëmmer manner Häff hunn. D'Bauere sinn och zum Deel ganz onzefridden. Wéi gi mer domat ëm? Also, wéi kucke mer, d'Landwirtschaft méi längerfristeg krisefest opzestellen?

Wann an der Motioun hei och drasteet, dass d'Baueren d'Haapternärer vun der Natioun wären, da muss ech awer soen, dass een dat Zitat e bësse muss nuancéieren. D'Landwirtschaft, de Gros vun dem Iessen, importéiere mer trotzdeem ëmmer nach. An ech mengen, dat muss een och consideréieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, vun auslännescher Landwirtschaft!

M. François Benoy *(déi gréng).*- Beim Geméis wësse mer, dass ënner 5 % ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Oder maacht Dir d'Iesse mat Vëloen?

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wien huet hei d'Wuert?

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här Reding, wann Der mech wannechgelift géift schwätze loossen! Ech hunn den Här Engelen och schwätze gelooss.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass um Här François Benoy. Deen huet d'Wuert a soss keen!

Une voix.- Dir hutt keng Minutt méi.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Wéi gesot, et ass wichteg, dass mer kucken, wéi et haut ëm d'Landwirtschaft steet. A wa mer dann iwwer Autarkie schwätzen, da wësse mer zum Beispill, dass mer am Geméisbau bei ënner 5 % sinn, déi hei produzéiert ginn, beim Uebstbau ënner 1 %. Also kommt, mir kucken eis et richteg un! Kommt, mir setzen eis richteg domat auserneen a mir stellen eis d'Fro, wéi mer d'Landwirtschaft fir d'Zukunft opstellen, wéi mer se méi zukunftsfäeg maachen, wéi mer se méi diversifizéieren!

An eng Méiglechkeet, fir dat ze maachen, eng Richtung ass ganz kloer méi Biolandwirtschaft. An do hu mer jo och gesot, dass mer eis méi Moyene ginn derfir. Et gi jo och nach anerer. Kommt, mir diskutéieren dat! Kommt, mir kucken, längerfristeg d'Landwirtschaft méi krisefest opzestellen!

Déi Motioun, wéi se eis virläit, gëtt eis déi Méiglechkeeten net an dofir ënnerstëtze mir se net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Da wier et an der Reiefolleg vun de Wuertmeldungen un der Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher kee Secteur hei zu Lëtzebuerg vun der Pandemie verschount bliwwen, och net de landwirtschaftleche Secteur. Mir sollen haut iwwert d'Motioun vum Här Engelen ofstëmmen, déi zréckdatéiert op de 17. Abrëll.

Haut war dat éischter schonn eng Debatt wéi eng Motioun. Mee säitdeem ass scho villes geschitt am landwirtschaftleche Secteur. Mir haten eis an der Agrarkommissioun nämlech dräimol gesinn, wou de Minister eis de Point maache komm ass, wéi d'Situatioun an der Landwirtschaft wär an Zäite vun der Pandemie.

De 16. Juli huet de Minister eis de Plan de relance fir d'Landwirtschaft an der Kommissioun presentéiert. Doriwwer eraus mécht de Minister eis an all Sëtzung de Rapport vu sengem EU-Conseil. Dëst wëll ech just eng Kéier erwäänt hunn, well de Minister der Kommissioun ëmmer zur Verfügung steet a Ried an Äntwert steet.

Mir hunn deemno schonn eng ganz Rei Fuerderunge vum Här Engelen an der Kommissioun diskutéiert. An de Minister huet och schonn Äntwerten dorop ginn, soudass mir dës Motioun hei net matstëmme wäerten, well se superfetatoire ass.

Här President, awer ee positive Punkt vun där Pandemie ass sécher deen, dass d'Leit sech méi bewosst gi sinn, wat se iessen a wou se hir Liewensmëttel kafen. De Minister mécht alles, fir deen Trend weider ze promouvéieren. Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet de Minister eis zum Beispill de Projet de loi iwwert deen neie Label, deen déi lokal Produite méi visibel soll maachen, an der Kommissioun presentéiert.

Och sti mir als LSAP weider hannert dem Bioaktiounsplang, deen och ënner anerem d'Zil huet: eng besser Vermaartung vun de regionalen, saisonalen a Bioprodukten. Och heizou krute mer Explikatiounen an der Kommissioun, dass der Emsetzung vun dësem Plang näischt am Wee steet.

Och wësse mer, dass de Minister net midd gëtt, sech fir en héije Budget vun der PAC (ndlr: Politique agricole commune) anzesetzen. Eis ass et wichteg, dass de Budget vun där neier PAC deenen haitegen Erausfuerderunge vun der Landwirtschaft entsprécht. Mee fir d'éischt musse mer esou séier wéi méiglech déi aktuell PAC verlängert kréien, fir den Acteuren aus der Landwirtschaft eng gewësse Sécherheet garantéieren ze kënnen.

Des Weideren huet de Minister eis am Plan de relance iwwert déi weider Hëllefe fir de Secteur informéiert. An an deem Kontext ass jo och amgaangen, nach eng Analys gemaach ze ginn iwwert déi ganz Situatioun vun der Pandemie bis Enn des Joers.

Mir kënnen deemno déi Motioun hei net matstëmmen. Domat soen ech Iech da Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Leider ass et jo esou, datt déi Kris hei a ville wirtschaftleche Secteure Spueren hannerlooss huet, déi allerdéngs net gutt sinn. Ech mengen, mir sinn an deene leschte Woche konfrontéiert gi mat enger Rei vun Nouvellen, déi engem natierlech mussen ze denke ginn, besonnesch och wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt.

Ee Beispill, wat ganz rezent ass, dat ass natierlech um Niveau vun der Stolindustrie, wou jo méi wéi 500 Plaze riskéieren elo ofgebaut ze ginn. Et ginn och nach aner Secteuren, déi betraff sinn, déi direkt eeben, wéi gesot, duerch d'Covidkris hei betraff sinn.

Natierlech, d'Landwirtschaft ass och e wirtschaftleche Secteur, deen zwar um Niveau vun dem PIB keng besonnesch grouss Roll spillt, mee dat wëllt awer net heeschen, datt et nach wie vor e ganz wichtege Secteur ass. Et ass e Secteur, deen eng grouss Traditioun hei zu Lëtzebuerg duerstellt. Et ass e Secteur, deen awer onbedéngt och eis Ënnerstëtzung an der Zukunft brauch.

Déi Kris hei huet eppes ganz kloer bewisen an dat ass an deene leschte Wochen a Méint oft hei och op dëser Plaz ënnerstrach ginn: wéi wichteg datt et ass, datt mer versichen, esou vill wéi méiglech autonom ze ginn an der Produktioun vun Iesswueren. Mir hunn also en duebelen Interêt, fir dee Secteur massiv ze ënnerstëtzen.

Déi Motioun, déi eis elo hei virgeluecht ginn ass, huet mat Sécherheet eng Rei Wourechten a sech. Dat ass ganz kloer. Mir hunn och festgestallt, datt et eng Rei Abousse gi sinn, virun allem - ech mengen, den Här Engelen huet dat zu Recht hei bemierkt - um Niveau zum Beispill vum Präis vum Schwéngefleesch. Dat huet awer och seng Ursaachen. Dat bedéngt eeben, datt eng Rei Restauranten zou waren. Dat bedéngt och, datt vill Fester - dat soll een net pejorativ gesinn, ganz au contraire - net konnte stattfannen.

A wa mer vu Landwirtschaft schwätzen, musse mer allerdéngs och vum Wäibau schwätzen. An de Wäibau huet och en immensen Abroch déi lescht Wochen a Méint gehat. Ënner anerem 60 % gëtt geschat, déi net konnten ofgesat ginn, eeben duerch all déi Ursaachen, déi d'Kris mat sech bruecht huet, soudatt mer kënnen zur Konklusioun kommen, datt dee Secteur selbstverständlech an enger gréisserer Kris ass.

Ech muss allerdéngs soen: Eppes, wat mer an där Motioun elo hei net gefall huet, an dat ass och eng vun den Haaptursaachen, firwat datt d'Demokratesch Partei se net ka matstëmmen, dat ass, wou Der e bëssen eesäiteg awer hei eng Lanz briecht a wëllt e bësselchen d'Landwirtschaft an zwou Kategorien andeelen.

Dir schwätzt hei vun engem ideologesche Wee. Dir schwätzt hei, datt d'Regierung am Fong geholl quasi d'Bauere géif derzou forcéieren, op d'biologesch Landwirtschaft iwwerzegoen. Dat ass eng Ausso, déi een esou net kann akzeptéieren. Ech mengen, d'Regierung huet ganz kloer en Zil, eng Ambitioun, an zwar datt bis d'Joer 2025 sollen 20 % vun de Fläche biologesch kultivéiert ginn. An ech mengen, et stellt keen - keen! - awer méi a Fro an och souguer d'Baueren net méi, datt mer mussen an Zukunft versichen, eng méi modern Landwirtschaft op d'Been ze stellen, dat heescht eng Landwirtschaft, déi mat manner Pestiziden auskënnt, déi mat manner Belaaschtunge fir d'Emwelt auskënnt.

An dann ass et net richteg, datt een elo versicht, hei a Kategorien ze denken. Au contraire, mir solle positiv no vir kucken. Mir sollen d'Baueren all an ee Boot huelen. A mir solle kucken, wéi mer eng méi ëmweltschounend Landwirtschaft opriichten an och ënnerstëtzen. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Bauereschaft hei zu Lëtzebuerg och do wëllt matgoen. Duerfir ass dat eng Ausso, déi mech awer méi wéi erstaunt huet. An et kann ee jo och scho bal d'Konklusioun zéien, datt d'ADR éischter derfir ass, fir um Status quo ze bleiwen, eng traditionell klassesch Landwirtschaft ze ënnerstëtzen an d'biologesch Landwirtschaft e bësselchen als Partie marginale duerzestellen. Mir gesinn dat net esou.

A virdrun ass schonn hei geschwat gi vun enger Rei Ënnerstëtzungen, déi vun der Regierung souwisou an deene leschte Wochen a Méint gemaach gi sinn.

Ganz kuerz nach zum Schluss ee Punkt, deen do och natierlech der Landwirtschaft immens vill Problemer mécht, dat ass de Klimawandel. An och do ass jo awer e sougenannte Plang opgestallt ginn, fir deenen Erausfuerderunge gerecht ze ginn. E leeft zwëschent 2018 an 2023, well eeben duerch déi Dréchenheet ganz vill Problemer entstinn. An et muss een drop hiweisen - an dat ass eng Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech hei zitéieren, vu mengem Kolleeg André Bauler a mir -, datt an de leschte véier Joer, wéi gesot, d'Nidderschlëi ganz defizitär sinn, a besonnesch dëst Joer, wat natierlech ganz grouss Problemer mat sech bréngt. A mir sollen op deen Niveau hischaffen, fir ze versichen, d'Landwirtschaft an deem Sënn massiv an der Zukunft ze ënnerstëtzen.

An ech hunn och Vertrauen an de Landwirtschaftsminister an an d'Regierung, datt se sech där Problematik bewosst sinn an dat och wäerten an Zukunft maachen. Duerfir, wéi gesot, déi Motioun hei fënnt an deem Sënn net eis Ënnerstëtzung a mir wäerte selbstverständlech als Demokratesch Partei dann och dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An ech wëll dann als Éischt awer emol dem Jeff Engelen Merci soe fir d'Motioun. U sech ass se eis jo sympathesch, d'Motioun, well de landwirtschaftleche Secteur, eise primäre Secteur, fir eis immens wichteg ass. Mir hunn och wärend der Covidzäit gesot: Deen ass systemrelevant.

An ech wëll awer hei op dëser Plaz soen, datt eis Landwirtschaft eis awer ernäert, och wa mer net autark sinn. An duerfir sinn d'Landwirtschaft an d'Liewensmëttelproduktioun fir eis immens wichteg.

Mir hunn och scho gesot gehat, datt se wärend der Coronazäit net genuch gehollef kritt hunn. A mir hate genau dee selwechten Datum wéi d'ADR och hei eng Motioun deposéiert - d'Octavie Modert huet se och, mengen ech, nach virgestallt -, fir eeben deem ganze Secteur och zousätzlech Bäihëllefen ze ginn. Leider war déi Motioun och vun der Majoritéit ofgeleent ginn. A mir sinn definitiv der Meenung, datt d'Landwirtschaft net déi Unerkennung an och net déi Ënnerstëtzung kritt, déi se verdéngt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An duerfir si mer och net der Meenung vun der Majoritéit, datt dës Motioun elo komplett superfetatoire wär, well mer eeben awer zousätzlech Bäihëllefen, eiser Meenung no, bräichten. A mir sinn och net averstane mat der Meenung vun der Majoritéit, datt de Plan de relance ee ganz grousse Jet wär, well dat ass en net.

Mir hunn awer trotzdeem Problemer mat der Motioun. Wou mer 100%eg averstane wären, dat ass eeben: Se brauch zousätzlech Aiden. De Minister misst sech am Prinzip och mat dem ganze Secteur zesummesetzen an ee Masterplang ausschaffen. Sou kënne mer komplett averstane sinn.

Mir hunn eebe Problemer u sech virun allem mat zwou Saachen.

Dat eent ass: Mir wäerten et ni hei zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, komplett autark ze ginn. Dat kréie mer net fäerdeg mat deenen Awunner, déi mer hunn. Dat ass illusoresch mat ... Mir sinn e Grénglandstanduert, mir wäerten ni mam Geméis a mam Uebst an esou weider autark kënne ginn. Dat heescht, dat Zil kënne mer guer net erreechen.

An dat Zweet, wat eis u sech net gefält: Dat heescht, mir wëllen als CSV weeder déi eng géint déi aner ausspillen nach déi aner géint déi eng ausspillen. A bei der Regierung hu mer heiansdo d'Gefill, wéi wann déi Konventionell géife géint Bio ausgespillt ginn. Hei hunn ech e bëssen d'Gefill, wéi wa Bio géif géint déi Konventionell ausgespillt ginn. An dat ass definitiv net gutt.

Mir hu scho méi wéi eemol op dëser Plaz gesot: Mir brauchen déi zwee. A mir brauchen déi zwee, déi musse matenee funktionéieren, déi musse matenee schaffen. An déi zwee mussen ënnerstëtzt ginn.

An ech hu gëschter een Artikel am „top agrar" gelies, do sot de Professer Taube vun der Uni Kiel u sech, an dat ass genau dat, wat mer och gefrot hunn, „Hybridsysteme und eine Deintensivierung seien die Lösung". An dat ass och d'Léisung. Et ass net d'Léisung ze soen: „100 % Bio." An et ass och net d'Léisung, ze soen: „100 % konventionell." Mir brauche béides a mir mussen do zesummeschaffen. Mir däerfen net dru schaffen, datt ee Gruef tëschent deenen zwee gegruewe gëtt. Duerfir, mir mussen alleguer d'Betriber beieneen an ee Boot kréien.

Dat heescht, wann déi heite Motioun géif ëmformuléiert ginn, op méi Plazen awer, do misste mer eis da vläicht eng Kéier an der Kommissioun zesummesetzen, da kéinte mer se eventuell mat ënnerstëtzen. Mee esou musse mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, Biolandwirtschaft, esou wéi et an der Motioun vum Här Engelen steet, dat ass keng Ideologie. Produkter vun der Biolandwirtschaft, dat sinn déi Produkter, déi meng Grousseltere giess hunn, an dat war normal, an déi hir Eltere giess hunn an déi hir Eltere giess hunn. An hir Elteren hunn och Produkter aus der Biolandwirtschaft giess. Iwwer Joerhonnerten a Joerdausenden huet d'Mënschheet Produkter aus der Biolandwirtschaft giess, well dat ass déi normal an déi gesond Landwirtschaft. An déi huet et ëmmer fäerdegbruecht, och d'Mënschheet korrekt ze ernären, souwäit jo och d'Emverdeelunge korrekt waren.

An d'ailleurs, et gëtt ëmmer esou behaapt, wéi wann déi konventionell Landwirtschaft d'Mënschheet vill méi effikass géif ernären. Et ass net wouer! Dat stëmmt net! Dat ass totale Quatsch! A Wierklechkeet bis elo, wësst Der wivill Biolandwirtschaft, den Undeel vun de Produkter vun der Biolandwirtschaft weltwäit ass? Dat ass 60 %. 60 % vun de Produkter vun der Biolandwirtschaft weltwäit ernären d'Mënschheet!

Wann een elo kuckt an deene leschten 30 Joer, zum Beispill de Biomais oder de Biosoja, déi hu genausou vill produzéiert wéi am konventionelle Secteur. An déi produzéiere souguer méi en cas vun enger Dréchent. An et gëtt en Zesummenhang och tëschent enger Dréchent an der konventioneller Landwirtschaft an der industrialiséierter Landwirtschaft, well d'Biolandwirtschaft ass justement e Rempart géint eng Dréchent.

Dir hutt vun der Schwéngspescht geschwat oder et kéint ee vu verschiddenen anere Peschte schwätzen oder Krankheeten, déi duerch Déiere verursaacht sinn. Mir sinn och an enger Situatioun, déi jo e bëssen domadder ze dinn huet. Mee grad dat ass d'Resultat vun der konventioneller a vun der industrialiséierter Landwirtschaft! An der Biolandwirtschaft hutt Der déi Epidemien net, justement well déi den Equiliber vun der Natur respektéiert.

Elo sinn ech domadder averstanen, fir ze soen: Et kann een natierlech net de Baueren … Et geet eis wierklech net drëms, einfach de Baueren de Schwaarze Péiter zouzeschousteren. Mee d'Bauere mussen och op hir falsch Frënn oppassen. Well déi, déi do kommen a soen: „Allez, konventionell Landwirtschaft, dat muss een ënnerstëtzen, well mir sinn d'Frënn vun de Baueren", dat sinn a Wierklechkeet net hir Frënn.

Et muss een d'Bauere massiv, d'Landwirtschaft massiv ënnerstëtzen, fir erëm a Richtung Biolandwirtschaft ze goen, mat deene Mëttelen, déi mer hunn, déi och nach vill méi interessant

kënne sinn. An dann ass jiddwereen zefridden. Dat ass vill besser fir d'Emwelt. Mir hunn eng Aartevillfalt, déi ass amgaangen auszestierwen. An dat wäert sech och ausbezuele fir de Mënsch, well mir sinn a Wierklechkeet och a Gefor. Et ass vill méi gesond an et kann een dovunner liewen an et kann ee vill méi Aarbechtsplaze schafen an der biologescher Landwirtschaft, wann een dat korrekt upeekt.

Natierlech mussen dann awer och all déi Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, déi richteg Hëllefe kréien, an dat si justement net déi Hëllefen, déi weiderhin d'Baueren dreiwen, fir ëmmer méi massiv ze investéieren, fir sech ëmmer méi ze verschëlden, fir och nach ëmmer méi fossill Energië mussen ze kafen, déi och nach en aneren Impakt hunn op d'Klima. Dat ass u sech e ganz diabolesche Krees, deen ee muss briechen. A mir kënnen net méi laang waarden! Wa mer weiderhin … Wa mir dat géife maachen, wat d'ADR fuerdert, dann hu mer an 20 Joer keng Landwirtschaft méi. Da kënne mer wierklech net vun Autarkie schwätzen, wéi d'ADR dat behaapt.

Ech soen Iech Merci. Dofir wäerte mer dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci der ADR fir déi Motioun. Dat wär eigentlech schonn de ganze Mëtteg wäert, fir driwwer ze diskutéieren, well et huet een elo héieren, dass d'Positiounen auserneeginn.

Mir Piraten soen och ganz kloer: Et muss een d'Baueren ënnerstëtzen, dat mat schnellen effektiven Hëllefen. Wou mer awer guer net bei der ADR sinn, an duerfir wäerte mer och dergéint stëmmen, ass zréck zur konventioneller Déierenhaltung! Mir sinn als Déiereschutzpartei derfir, dass et den Déiere soll gutt goen. Ech mengen, Dir hat dat och op engem Plakat stoen. Haut gesäit een, dass Der et net eescht gemengt hutt.

Eng konventionell Déierenhaltung soll en Tabu ginn. Do si mir ganz éierlech als Piraten. D'Wuel vun den Déiere läit eis um Häerzen an deementspriechend kënne mir dës Motioun net stëmmen, dass mer zréck an eng konventionell ginn, mee mir ënnerstëtzen éischter de Wee vun der Regierung zum Déierewuel, dass een an d'Biolandwirtschaft geet.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Merci och deenen eenzelne Riedner fir den Input. Ech mengen, et war schonn, dat gouf schonn hei gesot, e bësse méi wéi eng Motioun. Et war schonn en hallwen Debat iwwert d'Ausriichtung vun der Landwirtschaft, der Landwirtschaft vun der Zukunft. Dat hu mer schonn op dëser Plaz gemaach, a mir kënnen et ganz gären natierlech eng Kéier widderhuelen.

Wann een hei dës Motioun gesäit … Ech hunn de Mëtteg nach eng Kéier nogekuckt: Et ass eng Motioun, an den Här Engelen huet et selwer gesot, vum 17. Abrëll. Ab dem 17. Abrëll ass ganz vill geschitt. Ech mengen, do hate mer just een éischte Pak en place gesat fir dee Secteur. An do muss ech dem Secteur Merci soen, well et wierklech ee systemrelevante war wärend der ganzer Covidzäit, virun allem der éischter, wou viru Liewensmëttel produzéiert goufen, wou déi ganz Chaîne huet misse fonctionéiere vum Produzent, Veraarbechter bis hin zum Handel. An ech mengen, do ass ganz vill geschitt.

Mir hunn et virun allem och als Regierung erlaabt, datt direkt konnt weidergeschafft ginn, datt d'Béischte konnte viru gefiddert ginn, d'Felder konnte preparéiert ginn, fir elo eeben och dann d'Recolte ze hunn. D'Recolte, déi, an do komme mer sécher nach eng Kéier drop zréck, op munche Plazen duerch verschidden Ëmstänn besser war wéi op anere Plazen. Mee generell konnt awer eng Recolte preparéiert ginn, fir dann eeben och eng Kontinuitéit an der Aarbecht vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau ze hunn.

Mir hu ganz schnell reagéiert gehat, an ech hunn och allkéiers, et gouf hei scho gesot, d'Chamberskommissioun informéiert, wat mer decidéiert hunn. An een éischte Plang, deen decidéiert gouf, dat war dee generelle Pak, deen d'Regierung decidéiert huet am Abrëll 2004, den 9. Abrëll ganz genau war dat, allgemeng fir eng ganz Rei vu Secteuren, vun deenen awer och d'Secteuren aus der Landwirtschaft konnte profitéieren.

Virun allem huet mech an där Motioun eppes gestéiert, dat ass de Saz: „Hëllefleeschtungen, déi d'Bauere souwisou zegutt hunn." Ben, wie kann hei an dësem Land behaapten: „souwisou zegutt hunn"?

Wann eppes zegutt ass, da komme Suen aus zwee Dëppe fir d'Agrikultur: éischtens europäesch Gelder, déi ginn do decidéiert, och wivill datt et ass, an zweetens d'Parlament hei an d'Regierung zesummen, iwwert de Budget, decidéieren, wivill Suen eriwwerginn. D'office huet keen eppes zegutt, mee e kritt et eeben, well eng Politik gemaach gëtt a well d'Politik wëllt an decidéiert, an deem Beräich, deem Secteur virunzeginn.

Dofir war och dat, wat am éischte Volet decidéiert gouf, ganz einfach: datt virun allem Liquiditéite fir de Secteur do waren. Dat waren Decisiounen, déi séier geholl goufen. Et gouf virun allem probéiert ze kucken, datt verschidden Delaie geréckelt goufen, wéi eeben och an anere Secteuren. Alles dat, mengen ech, si Saachen, déi Flexibilitéit hunn, déi eng gewësse Sécherheet, eng gewësse Rou am Secteur gehalen hunn.

Duerno si mer selbstverständlech nogefuer. Mir hunn ee Projet de relance gemaach, e Plan de relance, deen an dräi Beräicher ass. An et ass genau dat, wat mer net wëllen, wat Dir gesot hutt: mat der Strenz driwwerfueren! Et geet net dorëm. Et muss een hei déi dräi Pilieren upaken, déi mer wëllen upaken.

Deen éischten ass d'Konsolidéierung. D'Konsolidéierung, do hu mer gekuckt, deene Beräicher an der Landwirtschaft, déi effektiv gelidden hunn, sief et d'Fermes pédagogiques, sief et d'Wäistuffen, sief et doniewent och verschidde Reitbetriber, wou d'Coursen net konnten ofgehale ginn, deenen hu mer eng Hëllef zougestanen. Déi ass och ausbezuelt ginn. An ech mengen, all déi Betriber, déi soss keng Hëllef kruten, kruten an deene leschten Deeg 5.000 Euro iwwerwisen, respektiv deemno wat se konnten noweisen op dat, wat mer decidéiert hunn, eeben och eventuell da méi, doriwwer eraus. Am Ganzen eng Zomm vun 217.500 Euro, déi do iwwerwise gouf.

Doniewent hu mer gesot, datt mer virun allem d'Promotioun vu lokale Produkter a kuerze Vermaartungsweeër, wat jo eng vun den Erkenntnisser war grad an der Covidzäit, wëlle stäerken. An hei hu mer e gudde Package zur Verfügung gesat, fir Promotioun ze maachen, virun allem direkt fir de Wäibau, wou mer dem Fonds de solidarité viticole 350.000 Euro ginn hunn, fir konkreet Promotioun ze maache fir déi Produiten, déi jo nach an de Kellere leien, fir déi ze valoriséieren, ze verkafen, méi no ze bréngen un de Konsument an och opzewäerten. An doriwwer eraus wäerte mir selwer an der Woch vum 12. op den 19. Oktober nach eng Kéier eng Aktioun starte mat lokalen, Bio-, saisonale Produkter, fir déi dobaussen dem Konsument ze presentéieren.

Doniewent leeft ee Projet, an ech hunn de Mëtteg d'Äntwert op eng Question parlementaire vun der Madamm Hansen preparéiert, nach eng Kéier ze soen, wou mer dru sinn an der Restauration collective. Och do hu mer konkreet Pilotprojeten erausgesicht, fir an deene véier Beräicher kënne virunzeginn. An do hu mer doriwwer eraus gekuckt. Mir kucke virun allem och d'Innovatioun an d'Nohaltegkeet. Et geet jo och dodrëm: Wéi gi mer resilient, fir an Zukunft nach besser géint Krise virzegoen? An do hu mer déi sougenannt Plattform „Landwirtschaft plus" geschafen, wou an engem Workshop all d'Acteuren zesummekomme fir ze kucken, wéi déi Landwirtschaft vun haut effektiv an deenen nächste Jore kéint ausgesinn.

Dann zum Schluss - ech gesinn, meng Zäit leeft of - nach e Wuert, wat och hei scho gesot gouf iwwert d'Biolandwirtschaft. An et ass genausou, wéi déi meescht Riedner hei gesot hunn: Et steet an eisem Regierungsprogramm, datt bis 2025 op 20 % vun de Fläche Biolandwirtschaft eebe géif gemaach ginn. An dann ass et esou, wéi ech et och ëmmer soen: Da bleiwen nach ëmmer 80 %!

An ech schwätzen ëmmer hei zu Lëtzebuerg vun 100 % Landwirtschaft, dat heescht déi 20 % plus déi 80 %. An och déi 80 %, an et gouf vu ville Riedner gesot, ënner anerem vum Gusty Graas hei, déi mussen effektiv méi nohalteg ginn. A mir sinn op deem Wee. Mir hunn och Baueren, déi hei eng Hand mat upaken. Mir hunn effektiv virun allem d'Jongbaueren, awer och all déi aner, déi verstinn, datt een an Zukunft muss op deenen dräi Piliere vun der Nohaltegkeet, Wirtschaftlechkeet, Ekologie och sozial muss schaffen. An dee Wee wäerte mer virugoen.

An dofir kann ech op jidde Fall dës Motioun net ënnerstëtzen, esou wéi Dir … Also, ech géif lech proposéieren, dës Motioun net ze ënnerstëtzen, well dat effektiv contraire ass zu deem Wee, dee mer wëlle goen. A mir wëllen och op kee Fall d'Biolandwirtschaft géint déi konventionell Landwirtschaft ausspillen. Si hunn alleguerten hir Plazen a se wäerten alleguerten och iwwert déi nächst Joren eis Liewensmëttelsécherheet garantéieren.

Wat dann déi nächst Mesurë betrëfft - Dir hutt et effektiv gesot -: Mir haten e Pak vu 5 Milliounen decidéiert, dovu sinn ongeféier 2 Milliounen engagéiert. Déi aner 3 Milliounen, do wäerte mer an engem sougenannte Landwirtschaftsdësch oder Assise agricole zesumme mam Premier déi eenzel Acteuren empfänken, fir dann och erëm eng Kéier konkreet Mesuren ze maachen, wou mer analyséieren, wou effektiv de Schong dréckt, wou d'Präisser gefall sinn a wou mer konkreet do de Secteur kënnen opbaue fir d'Zukunft.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur la motion

Mir kéimen elo zum Vott. De Vote électronique ass gefrot. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal, fir ee Vote par procuration ofzeginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei …

(Brouhaha)

Mir si bei 4 Jo-Stëmmen, bei 35 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

15. Motion de M. Gilles Roth relative à l'abolition du régime actuel des stock-options

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'imposition des FIS immobiliers luxembourgeois

(Motions déposées au cours de cette séance publique - à consulter en page 902 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun, déi de Mëtteg deposéiert ginn ass vum Här Gilles Roth. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, ech huelen d'Wuert zu deenen zwou Motiounen zesummen, zu der Motioun vum Här Roth an der Motioun vum Här Mosar.

Den Här Roth huet eis gutt erkläert, wat d'Stockoptions sinn. En huet e Réckbléck gemaach, wéi et agefouert gouf, an en huet gesot, seng Partei géif dat haut net méi maachen. Här Roth, ech muss Iech soen: All Respekt duerfir! Et muss een och am politesche Liewe kënne soen: „Okay, mir hunn eppes gemaach, d'Situatioun huet sech geännert, a mir sinn der Meenung, dass een dat elo net méi soll maachen." Ech respektéieren dat wierklech ganz héich, dass Der do eng aner Positioun hutt wéi déi, déi Der 2006 hat.

Dann och zu der Motioun vum Här Mosar, wou et ëm d'FIS-Sicave geet. Dir hutt eis frëndlecherweis hei drageschriwwen, wat den Accord de coalition virgesäit, den Accord de coalition 2018-2023: « En conséquence, le régime actuel des "stock-options" sera graduellement aboli pendant la présente période de législature. » An déi Legislaturperiod ass jo menges Wëssens nach net ofgeschloss. Déi ass dach nach amgaangen. Mir hunn nach dräi Joer, wou mer nach wëlle ganz vill Saache maachen. A mir wäerten och an dësem Beräich, esou wéi et am Koalitiounsaccord steet, en concertation natierlech mat de Koalitiounspartner, nach dat eent oder anert maachen.

Wat mer nach net wëssen haut … Mir wëssen, firwat dass mer 2006 d'Stockoptions agefouert hunn: well mer Leit wollten op Lëtzebuerg zéie mat engem gewëssenen Knowhow, mat gewëssene Kompetenzen, déi mer elo hei net hunn, an déi Leit wollten natierlech heihinnerkommen, fir Suen ze verdéngen, a méi Suen ze verdénge wéi op där Plaz, wou se vläicht virdru waren. Awer d'Konsequenze vun engem Ofschafen, déi kënne mer a mengen Aen am Moment nach net ofschätzen. Mir hu jo och am Kader vun dëser Legislaturperiod nach Zäit, fir souwuel bei de FIS-Sicaven am Immobilier wéi och bei de Stockoptions aktiv ze ginn.

Duerfir géif ech Iech proposéien, an dat a Concertatioun mat der Madamm Lorsché a mam Här Engel, fir d'LSAP a fir déi gréng, fir dës Motiounen, déi zwou Motiounen, zu dësem Moment net ze stëmmen.

D'Motioun vun déi Lénk iwwert den Teletravail, wou de Kolleeg, ech mengen, et war de Marc Baum, deen hei uewe war, selwer proposéiert huet, mir sollten dat an d'Kommissioune verweisen: Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi a mir kënnen natierlech domadder absolutt averstane sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, mir hunn hei zwou grondverschidde Saachen. Fir d'éischt d'Stockoptions, do deele mir d'Meenung vun der Regierung, datt dat keen Instrument ass, wat een einfach soll ofschafen. Mir sinn als Lëtzebuerger Plaz a Konkurrenz mat ganz villen anere Plazen, sief et am Hightech, sief et am Digitalen, sief et an der Fongenindustrie, wou mer ganz einfach gewëssen Talenter net kënnen op Lëtzebuerg kréien, wa mer deen dote Moyen net hunn.

Mir deelen allerdéngs och d'Analys vum Gilles Roth, datt et zu Abuse komm ass, notamment wa Stockoptions net gi gi sinn op d'Aktie vun där Firma, déi den Employeur war, mee op DAX- oder op soss iergendwellech Indexen. Dat heescht, datt friem Firmenundeeler als eng Aart Remuneratioun bezuelt goufen, an déi goufe manner fiskaliséiert wéi en normale Loun. Dat däerf net sinn. Deen Abus soll ofgeschaaft ginn.

Mee gläichzäiteg soll een d'Instrument net futtimaachen, an een Employeur soll kënnen och weiderhi gewësse féierend Kräfte mat Aktie vu sengem eegene Betrib remuneréieren. Duerfir stëmme mer déi dote Motioun net mat als ADR.

Dann iwwert d'FISen, wou scho ganz vill Tënt gefloss ass an der nach ganz vill wäert fléissen. Mir hunn déi Motioun matënnerschriwwen, mee ech denken, si huet awer trotzdeem nach ëmmer e falschen Usaz.

An dëser Motioun gëtt geschwat, datt d'Résidents luxembourgeois solle besteiert ginn op Benefisser vu „location/vente de biens immobiliers situés au Luxembourg". Ech denken, dat geet net wäit genuch. Ech denken, all Fonds d'investissement spécial soll verbuede kréien, fir Opérations commerciales um Territoire vum Grand-Duché ze maachen, wat Immobiliespekulatioun oder wat Bénéfices de promotion ugeet. Déi solle besteiert gi wéi bei all normaler Firma.

Wou ech guer net d'accord sinn, ass d'Timeline vun der Regierung fir ze soen: „Mir maachen dat déi nächst Joren, mir maachen dat am Rame vun enger grousser Steierreform." Nee! Mir hate virdrun de Projet 7673, dee gouf presentéiert de 17. September, a mir hunn en haut, den 22. September, gestëmmt. A genausou schnell a virum 31. Dezember kënne mer en Text stëmmen, deen déi Abusen, déi manifest Abusen, deen Detournement vum Gesetz iwwert d'FISen, kéint zoumaache mat Effet op den 31. Dezember vun dësem Joer. An dat net ze maachen, dat wier ganz einfach eng Frechheet par rapport zu all deene Leit, Personnes physiques a Personnes morales, déi hei am Land normal Steiere bezuelen.

Ech hunn den Här Giorgetti héieren um Radio, wou e meng Chifferen en cause gesat huet,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt et Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wat de Projet Cloche d'Or ugeet, a wou e gesot huet: „Jo, mir FISen, mir kënne jo och keng Käschten ofsetzen." Mee wann ech null Steiere bezuelen op de Benefiss, wat fir eng Käschte soll ech dann nach kënnen ofsetzen?! Wëllt en nach Steieren zréckkréien? Op e Benefiss, deen en ni besteiert huet?!

A wat d'Chifferen ugeet - ech kommen nach eng Kéier drop zréck -, eleng de Projet Cloche d'Or, a wa mer emol d'Konstruktioun ausser Uecht loossen, nëmmen op d'Plus-value op dem Terrain: D'Incidence terrain läit bei ënner 1.000 Euro, dee Promoteur huet kaaft fir ënner 1.000 Euro de Meterkaree, deen en do baut. E freet fir seng Terrainen 42 % vum Verkafspräis, vun an der Moyenne 14.000 Euro de Meterkaree. A mir schwätze vu 500.000 Meterkaree! Mir schwätzen also vun engem Benefiss, nëmmen op d'Quote-part terrain - engem Benefiss! - vun 2,5 Milliarden Euro, vu Steieren, déi also verluer ginn, wann en normale Promoteur enger normaler SA dat géif verkafen, vu 625 Milliounen Euro! Eis gesamt Ierfschaftssteier bréngt eis am Joer 120 Milliounen.

Wann ech déi dote Chifferen héieren, soen ech: Ma kommt, mir schafen d'Ierfschaftssteier fir jiddwereen, dee Famill ass, bis an de sechste Grad, of! Dann hu mer eppes Positives gemaach. Soulaang wéi esou Sauereie wéi déi heite méiglech sinn, soll keen hei am Haus iergendeng nei Steier, sief et CO_2, sief et eng Tax, sief et Verméigen, sief et Ierfschaft, froen. Et ass ganz einfach net akzeptabel!

A mir si wierklech der Meenung: Dat do muss bis Enn dëses Joers vum Dësch, fir datt ab nächstem Joer esou een Abus net méi méiglech ass! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Stockoptions, bon, ech sinn e bëssen erstaunt, viru 15 Minutten huet d'ADR sech hei als Verteideger vum Bauer opgefouert, an elo op eemol vun deenen, déi Stockoptions kréien. Ech hunn nach kee Bauer gesinn, dee Stockoptions kritt. Dat ass dat, wat ech virdru mat Kohärenz gemengt hunn.

(Interruption par M. Roy Reding)

Nichtsdestotrotz, vun deem Vorgeplänkel vläicht ofgesinn, …

M. Roy Reding *(ADR).*- Dee muss keng Milliard Steiere bezuelen, Här Clement, keng Milliard Steieren bezuelen, contrairement zu …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement huet d'Wuert a soss keen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wann den Här Reding mer dee bréngt, deen eng Milliard Steieren op seng Stockoptions bezuelt huet, da felicitéieren ech him.

M. Roy Reding *(ADR).*- … D'Investmentfonge bréngen eis méi wéi eng Milliard Steieren d'Joer.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mir schwätzen iwwert d'Stockoptions a mir sinn eis alleguerten eens heibannen, an Dir hutt et selwer gesot, datt et do zu Abuse koum. An dat ass net nëmme bei den Investmentfongen esou, dat ass och bei enger ganzer Rëtsch anere Firmen zu Lëtzebuerg esou. An net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer Welt.

Ech sinn der Meenung, an ech mengen, mir hunn do och an der Vergaangenheet e méi breeden Debat driwwer gefouert, datt mer mat Steierongerechtegkeete mussen opraumen.

A wann ech bei Steierongerechtegkeete sinn, do huet den Här Reding, an do ginn ech em Recht, e ganz gudde Calcul hei presentéiert, wou e weist, wéi ongerecht net nëmmen d'Stockoptions fir déi eng sinn - et ginn nach aner Ongerechtegkeeten -, mee och d'FISe sinn. An de FISe gëtt et Abusen, et gëtt Ongerechtegkeeten, a sief et nëmmen doranner, datt e FIS anescht besteiert gëtt wéi all anere Fong. Mir hunn eng Taxe d'abonnement vun 0,05 % op d'Net-Asset-Value. A wat ass et bei de FISen? 0,01 %, ee Fënneftel!

Déi heite Motioun seet, mir sollen transparent besteieren, wat ech absolutt ënnerstëtzen. Vun der Regierung héiert een: „Waart of, mir hunn nach dräi Joer. Kommt, wannechgelift elo op kee Fall hei eppes iwwerstierzen!" - Kommt, mir loossen déi eenzel Spriecher vun de Parteien zwar interessant Iddien avancéieren, mee wann et drëm geet, fir e Plang ze hunn, majo, dann hu mer keen!

D'Regierung spillt hei op Zäit. A wann et ëm Ongerechtegkeete geet, da soll een déi Ongerechtegkeeten, wann ee se bis constatéiert, net à l'infini an och net dräi Joer laang weiderschleefen, et soll ee se direkt behiewen. Dee Moment, wou ee se constatéiert, soll een eppes dergéint maachen.

Hei hätte mer ganz konkreet Proposen, wéi ee mat deenen Ongerechtegkeete kéint ëmgoen, wéi een zumindest e Stéck méi Steiergerechtegkeet kéint kréien, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An dat Stéck méi Steiergerechtegkeet elo einfach mam Argument: „Mir hunn nach dräi Joer Zäit!" wëllen no vir ze schiben, ganz éierlech, do si ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi waarden drop, datt et méi Steiergerechtegkeet gëtt! Dat ass net nëmme bei de FIS esou, dat ass bei de Monoparentaux esou, dat ass bei der Wittfraebesteierung esou, déi waarden op Steiergerechtegkeet! An déi verstinn net, datt se dräi Joer waarde sollen, bis dann iergendwann dee „grousse" Plang kënnt. Hei sollt ee vläicht schrëttweis virgoen, an net mam grousse Plang.

An duerfir wäerte mir déi zwou Motiounen och matstëmmen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, Här President, datt mer dat naivst Land op der Welt sinn, oder déi naivst Finanzplaz op der Welt sinn. Well mir schafe permanent Instrumenter, wou mer duerno zéng Joer drop mierken: U, do kann een awer vläicht deen een oder aneren Abus maachen! Mat de Stockoptions hu mer op eemol entdeckt, datt ee kéint abuséieren, a bei de FISen oder anere Fongen, do mierke mer op eemol, datt ee jo kéint emol en Abus bedreiwen.

Ech mengen, éierlech gesot, datt déi Abuse virprogramméiert waren, datt se u sech d'Ursaach ware vun der Schafung vun deene verschiddenen Instrumenter a Vehikelen. Kommt, mir halen op, eis méi naiv duerzestellen, wéi mer wéilten, datt d'Leit mengen, datt mer wieren!

Zu de Stockoptions, jo, déi Diskussioun, déi féiere mer elo awer scho relativ laang. An ech ka mech nach erënneren, do hate mer schonn eng Kéier déi Motioun vum Här Roth, 2017, wou och vill Poleemik war: „A jo, Dir hutt se agefouert!", an esou weider. Bon, 2017! Mir sinn 2020. Do ass bal näischt geschitt, ausser datt d'Besteierung eropgaangen ass 2018 op 21 %. Mee soss si mer nach ëmmer do stoe bliwwen.

Et muss een awer och drun erënneren, dat huet mech och nach ëmmer schockéiert an et schockéiert mech ëmmer nach, datt een net derhannertgaangen ass, well deemools, 2016, koum et jo zu enger ganz komescher Geschicht, déi quasi kartellméisseg entstanen ass. Dat war, mengen ech, am Hotel Royal, wou déi grouss Cheffe vun de Banken an anere Finanzinstituter u sech d'accord waren, sech eens gi sinn, datt déi Stockoptions ab engem Salaire vun 350.000 Euro d'Joer kéinte gëllen. Dat heescht souwisou och nach, déi méi kleng Salairë wieren ausgeklammert. An do muss ee sech soen, also déi grouss Entreprisen, déi sech wierklech Leit oder Talenter kënne leeschten, déi kënnen natierlech och méi grouss Salairë bezuelen. Am Prinzip verfüge se iwwert dat Kapital, an da solle se och seriö besteiert ginn!

Dat Ganzt huet och en Déchet fiscal. Mir hunn ëmmer vun 150 bis 180 Milliounen Euro geschwat. Et muss een awer och drun erënneren, datt zum Beispill d'Erhéijung vun der TVA deemools, fir beim Commerce électronique ze kompenséieren, datt dat 300 Milliounen Euro waren, déi erakomm sinn. Wuer gi mer d'Suen all Kéiers sichen? Ma justement, bei enger Erhéijung vun der TVA, dat heescht, andeems mer u sech déi ganz grouss Salairen exoneréieren, vun der Steier staark befreien - well dat ass Stockoptions -, gi mer duerno d'Sue siche bei d'Leit, bei d'Konsumenten, bei déi schaffend Leit. Dat ass d'Resultat. An dat ass jo och dat, wat den Här Fayot nach an enger Tribün 2017 ugeprangert huet. Mir wësse ganz genau, wourëms et geet.

An natierlech, bon, den Här Reding huet et zu Recht gesot, en plus ass et lachhaft, well déi Stockoptions, déi si guer net adosséiert un der Valeur vun der Societéit, et huet en plus guer näischt domat ze dinn, mee si sinn adosséiert un engem Index, dee guer näischt iwwert d'Valeur vun der Societéit seet. Also ass et nëmme gerecht, dat ofzeschafen.

An ech mengen, mir mussen dat elo schnell maachen, well mir brauchen d'Suen. Mir sinn an enger Krisenzäit a mir kënnen net soen: „Allez, eent, zwee, dräi, véier, fënnef Joer!" Ech weess net, wéi laang den Här Gramegna nach wëllt Finanzminister bleiwen, mee ech mengen, e misst sech elo begannen.

Duerno déi aner Motioun iwwert d'FISen. Bon, gëschter war et immens interessant. Mir hate jo och den Här Claude Marx vun der CSSF an der Finanzkommissioun. An deen huet natierlech och plädéiert fir méi Transparenz, net nëmme bei de FISen - dat wat mir och ëmmer gesot hunn, net nëmme bei de FISen -, mee och bei aneren, ganz onreguléierte Fongen. En huet och d'FIARe genannt an esou weider. An d'CSSF ass natierlech bereet, dee Wee ze goen.

D'CSSF seet och, an dat ass ganz interessant an hirer leschter Nott, wat d'CSSF seet: Si seet, datt hire Champs d'application misst erweidert gi justement op den Immobilier spéculatif et commercial, well si schéngt awer och kënnen ze verstoen, datt et do en Zesummenhang gëtt tëschent deene komesche Konstruktiounen an der Deierecht hei zu Lëtzebuerg.

An ech wollt och dorobber hiweisen, datt dat jo och den Objet ass vun enger Motioun, wou mir nach ëmmer fuerderen, datt e Bericht, en objektive Bericht hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Ech mengen, mir wäerten nach deemnächst an der Finanzkommissioun dorobber zréckkommen, well si ass jo nach ëmmer net vum Dësch.

A schlussendlech, wann ee vun Transparenz schwätzt, dat ass natierlech net den Objet vun der Motioun, ech mengen net, datt d'CSV dat drageschriwwen hätt, mee ech referéiere mech nach op den ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, den Här Heintz, dee sot: „Jo, Transparenz, dat heescht u sech awer och, datt d'Steierverwaltung zesumme mat de Banke méi enk muss zesummeschaffen." Ergo, wat heescht dat? Ma d'Bankgeheimnis musse mer a Fro stellen an ofschafen, well soulaang mer d'Bankgeheimnis hunn, wäerte mer nach keng Steiertransparenz hu justement do, wou d'Kapital sech konzentréiert, an net bei de klenge Leit, well dofir, fir si ass d'Bankgeheimnis u sech net geschafe ginn.

Mee op jidde Fall wäerte mer déi zwou Motiounen ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Georges Engel nach, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt vläicht net onbedéngt laang op déi Diskussioun vun de Stockoptions a vun de FISen agoen. Ech géhéieren éischter zu deenen heibannen, déi Vertrauen an d'Regierung hunn.

(Brouhaha)

An ech weess och, dass se an der nächster Zäit hei wäert eppes presentéieren. An duerfir vertrauen ech an d'Regierung, dass eppes an deene Steierongerechtegkeete geschitt.

Zum Teletravail wéilt ech awer nach soen, zu deem, wat den Här Marc Baum gesot huet: Do sinn ech ganz frou, dass mer deen Debat haten, deen den Här Spautz ugeleiert hat virun e puer Wochen, also hei op d'Tribün bruecht huet virun e puer Wochen. Wann et ee grousse Gewënner vun der Covidkris gëtt, da wäert et sécherlech den Teletravail sinn. A fir den 8. Oktober hu mer schonn eng Sitzung festgeluecht vun der Aarbechtskommissioun, fir iwwert den Teletravail ze schwätzen.

Ech wollt dem Här Baum dat hei direkt soen, déi steet och schonn am Kalenner mat dem Ordre du jour, fir eebe grad iwwert de Rapport vum Conseil économique et social iwwert den Teletravail ze schwätzen, soudass seng Motioun da kann an d'Kommissioun verwise ginn, wou mer da kënne relativ zäitno och driwwer schwätzen.

Voilà! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Roth huet nach d'Wuert gefrot als Auteur vun där éischter Motioun.

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Ech hunn dat zur Kenntnis geholl, wat déi eenzel Fraktioune gesot hunn. Ech stellen alt nees fest, dass och no véier Joer eigentlech déi Konsequenz, déi ëmmer ugekënnegt gëtt an Televisiounsdebaten, um Radio, ech weess net Gott wou, an Zeitungsartikelen, dass déi hei am Plenum bei de Majoritéitsparteien net esou konsequent ass, wéi mer eis dat erwënscht hunn.

Ech stelle fest, dass anscheinend dës Regierung trotz der Covidkris keng budgetär Enkpäss hätt. Mee da soen ech lech: Als CSV wäerte mir op jidde Fall och no der Covidkris kenge Steiererhéijunge vun dëser Regierung zoustëmmen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Mosar huet nach d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, ganz kuerz. Ech ka mech deem uschléissen, wat den Här Roth gesot huet. Ech wollt awer just eng Kéier faktesch och dem Här Reding äntwerte par rapport zu eiser Motioun.

Et ass esou, Här Reding, ech mengen, dat ass vläicht wichteg ze wëssen, an den Här Wagner huet dat zu Recht ënnerstrach: Gëschter hate mer den Direkter vun der CSSF hei. Den Direkter vun der CSSF huet zu Recht ënnerstrach, datt et net nëmmen d'FISe sinn, wou eng Rei Immobilientransaktioune lafen. Et ass also elo net nëmmen eng Fro, datt een hei de FISen eppes géif verbidden. Da fanne mer déi selwecht Transaktiounen an anere Konstrukter zréck. Duerfir fanne mir, datt déi Propositioun, déi mer maachen, eigentlech déi logeschst ass. Mir soen einfach: De Fong oder d'Fonge kënnen dat maachen, déi bezuele just ganz genau déi selwecht Steiere wéi all normale Stierflechen. Ech mengen, méi eng gerecht Situatioun kann ee sech net virstellen. Duerfir bleiwe mir der Meenung, datt dee Wee vun der Transparenz, dee mer wëlle goen, eigentlech deen eenzeg richtegen ass, och an deem dote Kontext.

Zweetens wollt ech awer och nach eng Kéier soen, an dat rejoignéiert dat, wat eenzel Kolleege gesot hunn: Ech muss Iech awer wierklech soen, Majoritéit, léif Kolleegen, mir sëtze jo oft an der Finanzkommissioun do zesummen, an ech ka mech erënneren, virun enger Rei vu Wochen, do war héije Konsensus! Souguer Konsensus vum Finanzminister, dee gesot huet: „Mir wäerte méiglechst schnell elo do eppes maachen!"

Also, mir kënnen net akzeptéieren, léif Kolleegen, datt dat doten net bis virum Enn vum Joer gemaach gëtt. Ech wëll och soen, datt dat einfach Mesurë sinn: Déi eng vum Här Roth, do brauch just eng Circulaire suppriméiert ze ginn. An och bei eiser Propositioun, dat si just vläicht zwee Artikelen, déi missten am Fongegesetz derbäigesat ginn. Dat ass keng Zauberei!

Also, Dir hutt hei wierklech keng Excuse, léif Kolleege vun der Majoritéit, dat doten net bis zum Enn vum Joer ze maachen. Och Är Glafwierdegkeet hänkt dorun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Roy Reding huet nach eemol d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Den Här Mosar huet natierlech Recht. Déi Abusen, déi mer hei denoncéiert hunn, sinn net nëmmen iwwer FISen, mee sinn och

iwwer aner Strukture méiglech, honnert Prozent.

Ech géif seng Motioun och gäre matstëmmen. Mee wat mir mëssfält, oder wat eis mëssfält als ADR, ass ganz kloer, datt en hei seet, nëmme d'„résidents luxembourgeois associés/actionnaires" géifen transparent besteiert ginn. Da géif et jo duergoen, datt den Här Giorgetti géif op Tréier plënneren an den Här Becca op Metz, an da géife se nawell vun deem Steierschlupflach profitéieren. An dat ass fir eis inakzeptabel! Peu importe wou déi Associéë wunnen, déi Associéen, déi Aktionären, wou déi wunnen op dëser Welt, et däerf een déi Fongen net mëssbrauchen, fir Bénéfice-commerciallen hei zu Lëtzebuerg onbesteiert ze loossen. Wann en dat géif änneren am Wording, géife mer déi Motioun vun Häerze matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vott iwwert d'Motioun iwwert d'Stockoptions. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion de M. Gilles Roth relative à l'abolition du régime actuel des stock-options

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen mat 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwert d'FISen. Och hei ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion de M. Laurent Mosar relative à l'imposition des FIS immobiliers luxembourgeois

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Ech hunn de Vott zougemaach. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 26 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 25 voix pour, 31 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

16. Motion de M. Marc Baum relative au bilan et au cadre légal du télétravail

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 902 de ce compte rendu)

Wann ech d'Chamber richteg verstanen hunn, ass d'Chamber d'accord, fir déi Motioun vum Här Marc Baum mam Accord vum Auteur an d'Kommissioun ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien domadder d'accord ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion de M. Marc Baum est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 13., 14. a 15. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.44 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 59 et 60

59e séance

Ouverture de la séance publique p. 876

7634 - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 876-885

7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) p. 885-889

7600 - Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales, et à l'aménagement des alentours p. 889-891

7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) (suite) p. 891-892

7623 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 892-893

7626 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale p. 893-894

7624 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 894

7627 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail p. 894-896

7543 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale p. 896-899

Discours p. 899

60e séance

Ouverture de la séance publique p. 899

Communications p. 899-901

7633 - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention (Déclaration de recevabilité) p. 901

Changements de composition de commissions parlementaires p. 901

Ordre du jour p. 901

Question urgente n° 2875 de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar concernant l'abandon du projet FAGE

et

Question urgente n° 2876 de M. Fernand Kartheiser concernant l'abandon du projet FAGE p. 901-902

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth p. 902

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 902

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum p. 902-903

7645 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 p. 903-910

7660 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 910-911

7669 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 911

7673 - Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales p. 911-912

Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole p. 912-914

Motion de M. Gilles Roth relative à l'abolition du régime actuel des stock-options

et

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'imposition des FIS immobiliers luxembourgeois p. 914-916

Motion de M. Marc Baum relative au bilan et au cadre légal du télétravail p. 916

Compte rendu n° 1

1re séance

Ouverture de la séance publique **p. 1**

Clôture de la session ordinaire 2018-2019 et ouverture de la session ordinaire 2019-2020 **p. 1**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 1**

Composition des organes de la Chambre des Députés **p. 1**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 1**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 1**

Changement de composition du Comité de discipline **p. 1**

Communications **p. 1-3**

Ordre du jour **p. 3**

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 3-6**

Compte rendu n° 2

2e séance

Ouverture de la séance publique **p. 7**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation **p. 7-17**

3e séance

Ouverture de la séance publique **p. 17**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 17-24**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 24-25**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 25**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 25**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 25-27**

Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies **p. 27-28**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 28**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies **p. 28**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 28-39**

Compte rendu n° 3

4e séance

Ouverture de la séance publique **p. 40**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) **p. 40-49**

Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova **p. 49**

Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat **p. 49-58**

5e séance

Ouverture de la séance publique **p. 59**

Changement de composition du Bureau **p. 59**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 59**

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales **p. 59**

7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel **p. 59-60**

7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019 **p. 60-62**

7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures **p. 62-64**

7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord **p. 64**

Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie **p. 64-65**

7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009,

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009,

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009,

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016,

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

et

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016 **p. 65-70**

7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018 **p. 70-71**

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 71-74**

Hommage à M. Henri Kox **p. 74**

Compte rendu n° 4

6e séance

Ouverture de la séance publique **p. 77**

Communications **p. 77**

7482 - Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain,

7483 - Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg,

7484 - Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;

2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;

3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects,

7485 - Proposition de loi

1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »,

7486 - Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs

et

7487 - Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes **p. 78**

Ordre du jour **p. 78**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 78**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 78**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale **p. 78**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 61 du 23 octobre 2019 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre délégué à la Sécurité intérieure **p. 79**

- Question n° 62 du 22 octobre 2019 de M. André Bauler relative à la création éventuelle d'un musée sur l'art romain et l'architecture romaine à Schieren, adressée à Mme la Ministre de la Culture **p. 79**

- Question n° 63 du 23 octobre 2019 de M. Sven Clement relative à l'embauche des « Quereinsteiger » dans l'enseignement primaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 79**

- Question n° 64 du 23 octobre 2019 de M. Marc Angel relative aux chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État publiés en date du 22 octobre 2019, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique **p. 79-80**

- Question n° 65 du 23 octobre 2019 de M. David Wagner relative aux suites du conflit social entre les salariés de RTL Group et la direction, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias **p. 80**

- Question n° 66 du 22 octobre 2019 de M. Marc Hansen relative au fonctionnement de l'application de paiement Digicash, à un problème de protection des données personnels et au potentiel d'abus afférent, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias et à M. le Ministre de la Digitalisation **p. 80-81**

- Question n° 67 du 23 octobre 2019 de Mme Octavie Modert relative aux transferts pour soins de santé à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 81**

- Question n° 68 du 22 octobre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative au statut de l'athlète de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports **p. 81-82**

- Question n° 69 du 23 octobre 2019 de Mme Viviane Reding relative au déploiement du réseau 5G, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation **p. 82**

Question élargie n° 18 de M. Dan Biancalana relative à l'industrie du film **p. 82-83**

Question élargie n° 17 de M. Marco Schank relative au plan national d'action handicap **p. 83**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 83-84**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg **p. 84-88**

7403 - Projet de loi

portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

2° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

3° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire **p. 88-91**

7295 - Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'adoption de règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces règlements **p. 91-92**

7321 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de ses 24e et 25e sessions ;

2° et à ses appendices D, F et G ;

apportées lors de la 12e assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, le 30 septembre 2015 **p. 92**

7420 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg **p. 92-93**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation du Gouvernement à aborder, dans le cadre des instances politiques et militaires de l'OTAN, les modalités de coopération des alliés avec la Turquie **p. 93-94**

7e séance

Ouverture de la séance publique **p. 95**

Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la récente pollution répétée de plusieurs cours d'eau **p. 95-98**

Dépôt de deux motions par M. David Wagner **p. 98-101**

7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers **p. 101-102**

Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen **p. 102**

Compte rendu n° 5

8e séance

Ouverture de la séance publique **p. 104**

Hommage à la mémoire de M. Marcel Mart, ancien ministre **p. 104-105**

Communications **p. 105**

Ordre du jour **p. 105**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 70 du 19 novembre 2019 de M. Marco Schank relative à la consultation publique sur la prolongation de l'exploitation des réacteurs de 900 MWe du parc nucléaire français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 105**

- Question n° 71 du 18 novembre 2019 de M. Gilles Baum relative à la situation professionnelle des candidats-professeurs sursitaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 105-106**

- Question n° 72 du 19 novembre 2019 de M. Sven Clement relative à la discrimination à cause de décisions prises par des algorithmes, adressée à M. le Ministre de la Digitalisation **p. 106**

- Question n° 73 du 19 novembre 2019 de M. Marc Angel relative aux procédures et formalités prévues par les statuts de la CNS en cas de changement de sexe, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 106**

- Question n° 74 du 19 novembre 2019 de M. Léon Gloden relative au projet pilote « Skills bridge », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 107**

- Question n° 75 du 19 novembre 2019 de M. Charles Margue relative aux révélations de l'étude « Being Black in the EU », adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 107**

- Question n° 76 du 19 novembre 2019 de M. Gilles Roth relative à la conservation et l'entretien des édifices religieux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur **p. 107-108**

- Question n° 77 du 19 novembre 2019 de M. André Bauler relative à l'avancement du projet « Wunne mat der Wooltz » et ses répercussions sur les infrastructures de la ville de Wiltz, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 108**

- Question n° 78 du 19 novembre 2019 de M. Félix Eischen relative au financement de la composante aérienne du SAMU assurée actuellement par l'ASBL Luxembourg Air Rescue, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur **p. 108**

Heure d'actualité du groupe technique au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrures au Luxembourg

et

Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'interdiction portant sur la vente de fourrure issue d'élevages pendant cette législation **p. 108-112**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique **p. 112-116**

7443 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques **p. 116-117**

7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance **p. 117-118**

7418 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale **p. 118-122**

Compte rendu n° 6

9e séance

Ouverture de la séance publique **p. 123**

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement **p. 123**

Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État **p. 123**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 123**

7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle **p. 123-125**

7218 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels **p. 125-133**

7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg **p. 133-134**

7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006 /112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres **p. 134-135**

7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck **p. 135**

10e séance

Ouverture de la séance publique **p. 136**

Communications **p. 136**

Ordre du jour **p. 136-137**

Hommage à M. Marc Angel **p. 137**

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés **p. 137**

Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés **p. 137**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 137**

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales **p. 137-138**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 138**

- Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé **p. 138**

- Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur **p. 138-139**

- Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé **p. 139**

- Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,

Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 139-140**

- Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

et

Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense **p. 140**

- Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé **p. 140-141**

- Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 141**

- Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 141-142**

Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen **p. 142-143**

7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance **p. 143-145**

Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques **p. 145**

Compte rendu n° 7

11e séance

Ouverture de la séance publique **p. 147**

Communications **p. 147**

Ordre du jour **p. 147** **p. 170**

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth **p. 148**

Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen **p. 148**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 148** **p. 170**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 148**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018 **p. 148-152**

Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 **p. 152-162** **p. 162-167**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen **p. 162**

Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois **p. 167**

7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

et

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation **p. 168-170**

Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019 **p. 170-171**

12e séance

Ouverture de la séance publique **p. 172**

Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques **p. 172-173** **p. 173-174**

Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo **p. 173**

Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique **p. 174** **p. 174-175**

Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch **p. 174**

Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique **p. 175**

Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels **p. 175-176**

Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs **p. 176-177**

7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux **p. 177-178**

7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019 **p. 178-179**

Ordre du jour **p. 179-180**

Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen **p. 180-181**

7371 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie **p. 181-185** **p. 185**

7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne **p. 185** **p. 185-186**

7365 Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile **p. 186**

7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996 **p. 186-187**

Compte rendu n° 8

13e séance

Ouverture de la séance publique **p. 188**

Communications **p. 188**

7503 - Proposition de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

2° du Code civil **p. 188**

Ordre du jour **p. 188**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 188**

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Yves Cruchten **p. 188-192**

14e séance

Ouverture de la séance publique **p. 192**

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances **p. 193-194**

- Discussion générale **p.195-205**

15e séance

Ouverture de la séance publique **p. 206**

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

Discussion générale (suite) **p. 206-227**

Prise de position du Gouvernement **p. 227-229**

Ordre du jour **p. 229**

Compte rendu n° 9

16e séance

Ouverture de la séance publique **p. 230**

Dépôt d'une proposition de loi **p. 230-231**

7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018 **p. 231-232**

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- *Amendements* **p. 232-233**

- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel* **p. 233**

- *Motions et résolution* **p. 233-237**

7466 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° modification de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° modification de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

4° modification de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

en vue de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers **p. 237-240**

Ordre du jour **p. 240**

7497 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2018 **p. 240-241**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 de la Cour des comptes **p. 241**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Médiateur **p. 241**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2018 du Centre pour l'égalité de traitement **p. 241-242**

7494 - Projet de loi relatif aux registres de l'état civil et portant modification du livre Ier, titre II, du Code civil **p. 242**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 25e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP25 à Madrid qui se termine le 13 décembre 2019 **p. 242-247**

Hommage à Mme Joëlle Elvinger **p. 247**

Compte rendu n° 10

17e séance

Ouverture de la séance publique **p. 248**

Débat de consultation sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet du projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg couvrant la période 2021-2030

et

Interpellation de Mme Martine Hansen sur l'agriculture et les défis dus au changement climatique **p. 248-281**

7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis **p. 281**

7468 - Projet de loi modifiant :

1° la loi du 27 juin 2016 concernant la compatibilité électromagnétique ;

2° la loi du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques **p. 282**

Discours de fin d'année de M. le Président **p. 282**

18e séance

Ouverture de la séance publique **p. 283**

Hommage à la mémoire de M. Nic Estgen, député honoraire **p. 283**

Communications **p. 283**

7509 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 283**

Ordre du jour **p. 283**

Hommage à M. Alex Bodry **p. 283-284**

Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés **p. 284**

Changements de composition des organes de la Chambre des Députés **p. 284**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 284**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 284-285**

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales **p. 285**

Question élargie n° 26 de M. Laurent Mosar relative aux activités des sociétés JOIN, filiales de l'établissement public POST Luxembourg **p. 285-286**

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être **p. 286-290**

19e séance

Ouverture de la séance publique **p. 291**

Hommage à la mémoire de M. le Député Eugène Berger **p. 291-292**

Compte rendu n° 11

20e séance

Ouverture de la séance publique **p. 293**

Communications **p. 293**

Ordre du jour **p. 293**

Hommage à M. Franz Fayot **p. 293**

Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés **p. 293-294**

Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés **p. 294**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 294-295**

Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales **p. 295**

Élection d'un Secrétaire général de la Chambre des Députés **p. 295**

Question élargie n° 25 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR **p. 295-296**

7454 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MoU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018 **p. 296-297**

7496 - Projet de loi relative à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale européenne de la Culture 2022 à Belval **p. 297-299**

Interpellation de M. Paul Galles sur la pauvreté et le risque de pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg **p. 299-315**

Compte rendu n° 12

21e séance

Ouverture de la séance publique **p. 316**

Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt **p. 316-317**

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants **p. 317-320** **p. 321-322**

7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés **p. 320-321**

7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe **p. 322-324**

7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi **p. 324-325**

22e séance

Ouverture de la séance publique **p. 325**

Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier **p. 325-326**

7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil **p. 326-328**

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite) **p. 328-337**

23e séance

Ouverture de la séance publique **p. 338**

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député **p. 338**

Communications **p. 338**

Ordre du jour **p. 338**

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense* **p. 339**

- *Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé* **p. 339**

- *Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* **p. 339**

- *Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure* **p. 339-340**

- *Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances* **p. 340**

- *Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* **p. 340-341**

- *Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement* **p. 341**

- *Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie* **p. 341**

- *Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances* **p. 341-342**

- *Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* **p. 342**

- *Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

et

Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 342-343**

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural **p. 343-352**

7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal **p. 352-353**

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution **p. 353-354**

7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille **p. 354-357**

Compte rendu n° 13

24e séance

Ouverture de la séance publique **p. 358**

Changement de composition de la Sous-commission « Informatique » du Bureau **p. 358**

Question élargie n° 27 de Mme Viviane Reding relative à la participation luxembourgeoise à la Conférence sur l'avenir de l'Europe **p. 358-359**

Question urgente n° 1849 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au coronavirus **p. 359-360**

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la participation luxembourgeoise à la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe **p. 360-371**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient **p. 371-376**

Ordre du jour **p. 376**

7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

et

7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018 **p. 376-377**

25e séance

Ouverture de la séance publique **p. 378**

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet du bien-être au travail **p. 378-388**

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) **p. 388-391**

7445 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique **p. 391-392**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la violation des droits de l'homme dans le Proche et Moyen-Orient (suite) **p. 392**

Communication de M. le Président **p. 392**

26e séance

Ouverture de la séance publique **p. 393**

Communications **p. 393**

Ordre du jour **p. 393**

Déclarations de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, concernant le Coronavirus Sars-CoV-2 « Covid-19 », suivies d'un débat **p. 393-403**

Compte rendu n° 14

27e séance

Ouverture de la séance publique **p. 404**

Communications **p. 404-405**

Ordre du jour **p. 405**

7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 **p. 405-413**

7465 - Projet de loi relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration **p. 413-415** **p. 415-416**

7512 - Projet de loi instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ;

en vue de la transposition :

1° de l'article 1er, points 19 et 29, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE ;

2° de l'article 1er, point 28, lettre d), de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres ;

3° de l'article 64, point 5, de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE **p. 415** **p. 416-418**

7467 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE **p. 418-419**

7505 - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018 **p. 419-420**

7495 - Projet de loi portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement **p. 420-422**

28e séance

Ouverture de la séance publique **p. 423**

Communications **p. 423**

Ordre du jour **p. 423**

Discours de M. le Président **p. 423**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 423-424**

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum **p. 424**

7532 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique **p. 424-433**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'invitation adressée au Gouvernement à ne pas prendre de décisions qui pourraient provoquer des conflits inutiles entre les États membres de l'Union européenne **p. 433**

Motion de M. Marc Baum au sujet de la présentation à la Chambre des Députés d'un bilan exhaustif de l'ensemble des dérogations émises par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire après la fin de l'état de crise **p. 433-434**

7535 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse **p. 434-435**

7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013 **p. 435-436**

29e séance

Ouverture de la séance publique **p. 437**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 437**

7352 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information **p. 437-439**

7382 - Projet de loi relatif à la rénovation et à la mise en conformité du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains **p. 439-440**

7522 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État **p. 440-446**

7536 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice **p. 446-447**

Compte rendu n° 15

30e séance

Ouverture de la séance publique **p. 449**

Discours de M. le Président **p. 449**

Communications **p. 449-450**

7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19,

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19,

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19,

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

et

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 (Déclarations de recevabilité) **p. 450**

Ordre du jour **p. 450**

Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen **p. 450-451**

Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen **p. 451**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat **p. 451-461** **p. 463-464**

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole **p. 461-462**

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires **p. 462**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 462-463**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie **p. 463**

Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole **p. 463**

Dépôt d'une motion par M. Roy Reding **p. 464**

7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 **p. 464** **p. 465**

7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise **p. 464-465**

7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel **p. 465-468**

31e séance

Ouverture de la séance publique **p. 469**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden **p. 469**

7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 **p. 469-479**

Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes **p. 479-480**

Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten **p. 480-481**

Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie **p. 481-484**

32e séance

Ouverture de la séance publique **p. 484**

Communications **p. 484-485**

7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (Déclaration de recevabilité) **p. 485**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 485**

Ordre du jour **p. 485-486**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden **p. 487**

Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) **p. 487-501**

Compte rendu n° 16

33e séance

Ouverture de la séance publique **p. 502**

Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen **p. 502**

Heure d'actualité des groupes politiques DP, LSAP et déi gréng au sujet de la reprise progressive des activités dans les écoles et les structures d'accueil **p. 502-507**

7457 - Projet de loi portant approbation de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016

et

7460 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016 **p. 507-520**

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten au sujet de l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen **p. 520-521**

7458 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018

et

7459 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles, le 19 octobre 2018 **p. 521-523**

34e séance

Ouverture de la séance publique **p. 524**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler **p. 524**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat **p. 524-534**

Motion de M. Sven Clement relative à l'invitation du Gouvernement à ne pas rendre l'utilisa-

tion d'une application de traçage des contacts obligatoire **p. 534-537**

Résolution de M. Yves Cruchten relative à l'intervention auprès des parlements de nos pays avoisinants afin de leur faire part des inquiétudes des parlementaires luxembourgeois concernant l'espace Schengen **p. 537-539**

7540 - Projet de loi portant prorogation de certains délais prévus dans les lois sectorielles du secteur financier durant l'état de crise **p. 539-540**

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise **p. 540-541**

35e séance

Ouverture de la séance publique **p. 542**

Communications **p. 542**

7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution (Déclaration de recevabilité) **p. 543**

Ordre du jour **p. 543**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 103 du 12 mai 2020 de Mme Martine Hansen relative à l'encadrement des enfants dans le cadre de la reprise des classes scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 543**

- Question n° 104 du 12 mai 2020 de Mme Carole Hartmann relative à la rémunération des médecins qui ont travaillé dans les centres de soins avancés durant la crise du Covid-19, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n° 105 du 12 mai 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux différences récentes entre l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et la Caisse nationale de santé (CNS), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 543-544**

- Question n° 106 du 11 mai 2020 de M. Dan Biancalana relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

Question n° 107 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative aux mesures d'hygiène dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 108 du 12 mai 2020 de M. David Wagner relative à l'organisation des transports publics dans la 2e phase de déconfinement, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 544-545**

- Question n° 109 du 12 mai 2020 de M. Jeff Engelen relative à la prolongation du chômage partiel, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale **p. 545**

- Question n° 110 du 11 mai 2020 de M. François Benoy relative au projet de plan belge sur la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 545**

- Question n° 111 du 12 mai 2020 de M. Paul Galles relative aux droits de couverture santé des personnes qui travaillent en situation administrative irrégulière et celles exerçant une activité professionnelle occasionnellement sous contrats intérimaires, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 546**

- Question n° 112 du 11 mai 2020 de M. André Bauler relative à l'impact de la crise sanitaire sur les différentes branches de l'économie luxembourgeoise, en particulier sur les entreprises du secteur ICT et sur celles de l'industrie manufacturière, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 546**

- Question n° 113 du 12 mai 2020 de M. Sven Clement relative à la publication des modèles utilisés par le Gouvernement pour le déconfinement, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 546-547**

- Question n° 114 du 11 mai 2020 de Mme Djuna Bernard relative à l'inclusion des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans le cadre de la reprise dans l'enseignement et dans les structures d'accueil, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 547**

- Question n° 115 du 11 mai 2020 de M. Gusty Graas relative à l'impact de l'accord de libre-échange UE-Mexique sur l'agriculture, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural **p. 547**

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel **p. 547-548**

7541 - Projet de loi portant prorogation des délais de dépôt et de publication des comptes annuels, des comptes consolidés et des rapports y afférents durant l'état de crise **p. 548**

Question élargie n° 34 de M. Léon Gloden au sujet de la situation pénitentiaire au Luxembourg **p. 548-549**

Question élargie n° 35 de M. Marco Schank au sujet du suicide chez les enfants et adolescents **p. 549-550**

Question élargie n° 32 de M. Marc Spautz au sujet des salariés handicapés dans la fonction publique **p. 550-551**

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19 **p. 551-553**

7570 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés une possibilité de rendre publics les procès-verbaux du Bureau et de la Conférence des Présidents **p. 553-554**

Compte rendu n° 17

36e séance

Ouverture de la séance publique **p. 555**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile **p. 555-559**

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz **p. 560**

7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce **p. 560-561**

7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail **p. 561-562**

Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement **p. 562**

7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité **p. 562-563**

37e séance

Ouverture de la séance publique **p. 564**

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député **p. 564**

7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg **p. 564**

Communications **p. 564**

Ordre du jour **p. 564-566**

Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants **p. 566-567**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 567**

Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale **p. 567-570** **p. 570-578**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf **p. 570**

38e séance

Ouverture de la séance publique **p. 579**

Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise **p. 579**

7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants **p. 580-582**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19 **p. 583-586**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises **p. 586-591**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19 **p. 591-595**

Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées **p. 595-596**

Compte rendu n° 18

39e séance

Ouverture de la séance publique **p. 597**

7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le Code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police (Déclaration de recevabilité) **p. 597**

Communications **p. 597-598**

Ordre du jour **p. 598**

Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard **p. 599**

Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer **p. 599-600**

Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels **p. 600-601**

Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel **p. 601-603**

Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange **p. 603**

7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux **p. 603-613**

7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher **p. 613-614**

Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise **p. 614-616**

Ordre du jour (suite) **p. 616-617**

40e séance

Ouverture de la séance publique **p. 617**

Communications **p. 617-618**

Ordre du jour **p. 618**

Dépôt d'une motion par M. Marc Lies **p. 618-619**

Dépôt d'une résolution par M. François Benoy **p. 619**

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten **p. 619-620**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 620**

- Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 620**

- Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 621**

- Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 621**

- Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 621-622**

- Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme **p. 622**

- Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable **p. 622-623**

- Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO_2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 623**

Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES) **p. 623-624**

Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2 **p. 624-625**

Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020 **p. 625-627**

Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST **p. 627-629**

7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg **p. 629-630**

7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA **p. 630-631**

Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF **p. 631-632**

41e séance

Ouverture de la séance publique **p. 632**

Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles **p. 632-634**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale **p. 634-638**

7590 - Projet de loi portant dérogation :

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental **p. 638-640**

7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental **p. 640-642**

7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle **p. 642-643**

7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail **p. 643-645**

Compte rendu n° 19

42e séance

Ouverture de la séance publique **p. 646**

Communications **p. 646**

Ordre du jour **p. 646**

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen **p. 646**

Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg **p. 646-647**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding **p. 647**

Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement **p. 647-648**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 **p. 648**

Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite) **p. 648**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite) **p. 648**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap **p. 648-651**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social **p. 651-655**

Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite) **p. 655**

Ordre du jour (suite) **p. 655**

43e séance

Ouverture de la séance publique **p. 655**

7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse **p. 655-658**

7604 - Projet de loi portant dérogation :

1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire **p. 658-660**

7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental **p. 660-662**

7603 - Projet de loi portant

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2. modification du Code du travail **p. 662-664**

44e séance

Ouverture de la séance publique **p. 665**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 665-666**

7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19 **p. 666-669**

Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian **p. 669-670**

7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 670-672**

7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19 **p. 672-676**

7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 676-677**

7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale **p. 677-679**

7587 - Projet de loi portant :

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise **p. 679-680**

7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 680-682**

7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 682** **p. 683-684**

Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 **p. 682-683** **p. 684**

7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail **p. 684** **p. 684-685**

7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail **p. 685-687**

Compte rendu n° 20

45e séance

Ouverture de la séance publique **p. 688**

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales **p. 688-689**

7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre **p. 689-691**

7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19 **p. 691-694**

7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 **p. 694-695**

46e séance

Ouverture de la séance publique **p. 696**

Discours de M. le Président **p. 696**

Communications **p. 696**

Ordre du jour **p. 697**

7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments **p. 697-710** **p. 715**

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées **p. 710**

7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 710-715** **p. 716**

47e séance

Ouverture de la séance publique **p. 717**

Ordre du jour **p. 717**

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite) **p. 717-718** **p. 721**

7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe **p. 718-719**

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 719-721**

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 721-722**

48e séance

Ouverture de la séance publique **p. 723**

7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution **p. 723**

Communications **p. 723**

Ordre du jour **p. 723** **p. 724**

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten **p. 723**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 723-724**

Heure de questions au Gouvernement

- Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp

et

Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation **p. 724-725**

- Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage,

Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 725-726**

- Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 726**

- Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 726**

- Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 726-727**

- Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 727**

- Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics **p. 727**

- Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 727-728**

- Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique **p. 728**

- Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 728**

- Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural **p. 728-729**

- Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 729**

Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg **p. 729-730**

Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement » **p. 730-731**

Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène **p. 731-732**

Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans **p. 732-733**

Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre **p. 733-735**

Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2 **p. 735-736**

Compte rendu n° 21

49e séance

Ouverture de la séance publique **p. 737**

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg **p. 737-746**

7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE **p. 746-748**

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement **p. 748-749**

Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit **p. 749-750**

Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg **p. 750-751**

50e séance

Ouverture de la séance publique **p. 752**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 752**

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler **p. 752**

Dépôt d'une motion par M. David Wagner **p. 752-753**

Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit **p. 753-754**

Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 **p. 754-755** **p. 755-756**

Ordre du jour **p. 755**

Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël **p. 756**

Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain **p. 756-758**

Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19 **p. 758**

Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) **p. 758-759** **p. 759-760**

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen **p. 759**

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures **p. 760-761**

Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS **p. 761-762**

Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée **p. 762**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 **p. 762-765** **p. 765-766**

Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé **p. 765**

7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles **p. 766**

51e séance

Ouverture de la séance publique **p. 767**

Communications **p. 767**

Ordre du jour **p. 767**

Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19 **p. 767-768**

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel **p. 768-775**

7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement **p. 775-777**

7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique **p. 777-779**

Compte rendu n° 22

52e séance

Ouverture de la séance publique **p. 780**

Déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 **p. 780-784**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel d'une éventuelle application de traçage des contacts **p. 784-787**

53e séance

Ouverture de la séance publique **p. 788**

Désignation d'un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher **p. 788**

Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 **p. 788-798**

54e séance

Ouverture de la séance publique **p. 798**

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz **p. 798**

Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite) **p. 798-809**

Question urgente n° 2512 de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth concernant le sommet européen extraordinaire ayant lieu à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2020 **p. 809-810**

Débat sur la déclaration du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle de la pandémie du Covid-19 (suite) **p. 810-812**

7534 - Projet de loi portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre Covid-19 (suite) **p. 812-813**

Motion de M. Marc Spautz relative au rôle actif en faveur de l'analyse objective de la gestion internationale de la crise du coronavirus et du fondement des reproches adressés à l'OMS concernant sa gestion de crise **p. 813-814**

55e séance

Ouverture de la séance publique **p. 814**

Communications **p. 814**

Ordre du jour **p. 814-815**

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen **p. 815**

Ordre du jour (suite) **p. 815**

7462 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie **p. 815-816**

7520 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné **p. 816-817**

Débat de consultation au sujet du service public dans les médias **p. 817-825**

Motion de Mme Martine Hansen relative aux frontières intérieures de l'Union européenne **p. 825-826**

Compte rendu n° 23

56e séance

Ouverture de la séance publique **p. 827**

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner **p. 827**

7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments **p. 827-838**

7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire **p. 838-839**

7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle **p. 839-840**

7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe **p. 840-842**

57e séance

Ouverture de la séance publique **p. 843**

Discours de M. le Président **p. 843**

Communications **p. 843**

Ordre du jour **p. 843**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées **p. 843-844**

7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles **p. 844-850**

7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19 **p. 850-857**

7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale **p. 857-859**

58e séance

Ouverture de la séance publique **p. 859**

7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018) **p. 859-865**

7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018 **p. 865**

7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012 **p. 865-866**

7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020 /876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19 **p. 866-867**

7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique **p. 867-870**

7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin **p. 870-872**

7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 **p. 872-875**

Compte rendu n° 24

59e séance

Ouverture de la séance publique **p. 876**

7634 - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments **p. 876-885**

7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) **p. 885-889**

7600 - Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales, et à l'aménagement des alentours **p. 889-891**

7513 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT) (suite) **p. 891-892**

7623 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 892-893**

7626 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale **p. 893-894**

7624 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 894**

7627 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L. 524-1, L. 524-2, L. 524-5, L. 541-1 et L. 541-2 du Code du travail **p. 894-896**

7543 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale **p. 896-899**

Discours **p. 899**

60e séance

Ouverture de la séance publique **p. 899**

Communications **p. 899-901**

7633 - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention (Déclaration de recevabilité) **p. 901**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 901**

Ordre du jour **p. 901**

Question urgente n° 2875 de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar concernant l'abandon du projet FAGE

et

Question urgente n° 2876 de M. Fernand Kartheiser concernant l'abandon du projet FAGE **p. 901-902**

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth **p. 902**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 902**

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum **p. 902-903**

7645 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 903-910**

7660 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 910-911**

7669 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 **p. 911**

7673 - Projet de loi portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales **p. 911-912**

Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole **p. 912-914**

Motion de M. Gilles Roth relative à l'abolition du régime actuel des stock-options

et

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'imposition des FIS immobiliers luxembourgeois **p. 914-916**

Motion de M. Marc Baum relative au bilan et au cadre légal du télétravail **p. 916**

www.petitions.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 24** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2264	Fernand Kartheiser	Site « electricityMap »
2265	Fernand Kartheiser	Rentrée scolaire
2338	Max Hahn, André Bauler	Situation du secteur sylvicole
2340	Roy Reding, Jeff Engelen	Base légale pour les contrôles de vitesse
2346	Fernand Kartheiser	Réseau 5G au Luxembourg
2350	Jeff Engelen	Validité des ordonnances médicales
2351	Martine Hansen	Utilisation du glyphosate par les CFL
2354	Marc Goergen	Promotion de la mobilité douce
2355	Léon Gloden	Valorlux
2356	André Bauler	Réouverture du bureau de poste à Troisvierges
2358	Aly Kaes	Réouverture du bureau de poste à Troisvierges
2359	Fernand Kartheiser	Heures d'ouverture des bureaux de poste
2360	Fernand Kartheiser	Réseau 5G au Luxembourg
2361	Fernand Kartheiser	Personnel de POST Luxembourg
2369	Sven Clement	Locaux commerciaux en possession de l'Administration des bâtiments publics
2376	Djuna Bernard	Initiatives des scouts et autres bénévoles au profit des personnes vulnérables
2381	Georges Engel, Yves Cruchten	Effort de solidarité des assureurs
2383	Gilles Roth	Soutiens financiers accordés aux communes pour la mise en œuvre de diverses politiques nationales
2388	Charles Margue	Promotion du télétravail au niveau national et transfrontalier
2398	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Accueil des enfants le matin
2402	David Wagner	Étude académique sur la situation existante au Luxembourg en matière d'entreprises et de droits de l'homme
2403	Diane Adehm	Gestion de POST Luxembourg
2404	Sven Clement	Délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive
2407	Max Hahn, Frank Colabianchi	Achèvement de la piste cyclable 35
	Session ordinaire 2020-2021	
3552 urgente	Gusty Graas	Coup d'État au Myanmar
3553 urgente	Laurent Mosar, Léon Gloden	Recommandations de la Police grand-ducale concernant la sécurité en public
3556 urgente	Marc Goergen	Stratégie de vaccination
3560 urgente	Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf	Achat des vaccins chinois et russe
3563 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Test salivaire rapide
3576 urgente	Marc Goergen, Sven Clement	Entrée sur le territoire de l'Union européenne
3584 urgente	Sven Clement	Variante luxembourgeoise de la Covid-19
3591 urgente	Jeff Engelen	Abolition du service mobile palliatif du Centre hospitalier du Nord
3595 urgente	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Réactions du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg sur les récents propos du Ministre de la Sécurité intérieure
3602 urgente	Martine Hansen	Accès à l'internet pour les élèves
3606 urgente	Sven Clement	Épreuves communes du cycle 4.2
3632 urgente	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Recommandation de la Haute Autorité de santé concernant la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19
3634 urgente	Francine Closener	Épreuves communes du cycle 4.2
3639 urgente	Josée Lorsché, Marc Hansen	Intervalle entre les deux doses de vaccin Covid-19
3653 urgente	Jeff Engelen	Impact de la variante sud-africaine de la Covid-19 sur les vaccins
3677 urgente	Sven Clement	Invitation au « large-scale testing » pour les élèves

Question 2264 (25.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **site « electricityMap » :**

Et gëtt op der Spaweckssäit www.electricitymap.org eng Kaart, op där ee ka verfollegen, wéi d'Energie vun engem Land an en anert imrespektiv exportéiert gëtt. Lëtzebuerg stellt seng Donnéeën aktuell net zur Verfügung. Dës Kaart ass vun enger franséisch-dänescher Firma geréiert a soll och dobäi hëllefen, d'Kuelintensitéit respektiv déi sougenannten Dreifhausgasintensitéit, pro verbrauchter Energieunitéit an engem Land ze visualiséieren.

An dem Kontext wollt ech dem Här Energieminister dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung dës Kaart?

2. Ass si bereet, fir hir Donnéeën zur Verfügung ze stellen, fir datt och d'Situatioun fir Lëtzebuerg dorop ka verfollegt ginn?

Réponse (29.06.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Den Internetsite electricitymap.org, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, baséiert op enger privater Initiativ, déi Donnéeë fir déi europäesch Transportnetzbedreiwer vun der „transparency platform" vun ENTSO-E bezitt. Dëst ass den Daachverband vun den europäeschen Transportnetzbedreiwer fir de Stroum. Creos Luxembourg SA, als eenzegen Transportnetzbedreiwer zu Lëtzebuerg, ass och Member an der ENTSO-E a liwwert seng Donnéeën och op dës Plattform.

Donnéeë vum Stroum, déi op dem Site electricitymap.org gewise ginn, weisen d'Resultater vum europäeschen integréierte Stroummarché. Well Lëtzebuerg awer an der selwechter Handelszon wéi Däitschland ass, an doduerch um däitsche Maart drunhänkt, gëtt Lëtzebuerg net op dëser elektronescher Kaart getrennt vun Däitschland ausgewisen. Dëse Fait huet electricitymap.org op Ufro vu menge Servicer hin och confirméiert.

D'Fournisseuren zu Lëtzebuerg kafe fir hir Clienten oft bewosst grénge Stroum an, a soumat ass de Stroummix a Realitéit net deen nämmlechte wéi an Däitschland. Dee Stroummix, deen no den Dispositioune vum „règlement grand-ducal du 21 juin 2010 relatif au système d'étiquetage de l'électricité" ermëttelt gëtt, kritt all Client vu sengem Fournisseur op der Ofrechnung matgedeelt.

Question 2265 (25.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **rentrée scolaire :**

An der Chamber huet d'Madamm Minister Cahen den 20. Mee 2020 d'Theorie vertrueden, datt et gutt wär, datt d'Schoul nees géing opgoen, well - esou hir Begrënnung - dës Regierung kee „patriarchalesche Staat" wéilt. An deem Sënn wéilt d'Regierung, datt d'Frae sollen onofhängeg sinn, och finanziell onofhängeg, an also nees sollte schaffe goen.

Ausserdeem stelle sech eng ganz Rei vu praktesche Froen am Kader vun de Modalitéiten, déi dës Nees-Rentrée an de Schoulen, besonnesch an de Grondschoulen, mat sollen erméiglechen.

Doséinst wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee Ursaachen, déi d'Regierung dozou bruecht hunn, fir d'Grondschoulen elo nees ufänken ze loossen? Gehéiert dozou och de Wonsch vun der Regierung, zu Lëtzebuerg e „patriarchalesche Staat" ze verhënneren an d'Fraen ze incitéieren, fir nees schaffen ze goen, fir finanziell onofhängeg ze sinn?

2. De Projet de loi N° 7579, wéi och aner geplangte Rechtsinstrumenter sinn zum aktuellen Zäitpunkt nach net a Kraaft. Sinn déi aktuell gesetzlech a reglementaresch Dispositiounen an all Fall duergaangen, fir dat néidegt Personal ze engagéieren? Ass d'Regierung zu iergendengem Zäitpunkt oder an iergendengem Fall iwwert déi bestoend Gesetzer oder Reglementatiounen erausgaangen?

3. Wéi vill vun deene Leit, déi zu dësem Zäitpunkt (Referenzdatum 1. Mee 2020) als Intervenant an der Grondschoul engagéiert sinn, beherrsche just eng vun onsen dräi administrative Sproochen? Wéi vill vun deene Persoune kënnen, vun deenen dräi Sproochen, just nëmmen Däitsch respektiv Franséisch? Wéi ginn déi Leit agesat?

4. Wéi vill vun deene Leit, déi elo am Kader vun der Nees-Rentrée de 25. Mee zousätzlech rekrutéiert goufen, beherrsche just eng vun onsen dräi administrative Sproochen? Wéi vill vun deene Persoune kënnen, vun deenen dräi Sproochen, just nëmmen Däitsch respektiv Franséisch? Wéi ginn déi Leit agesat? Ass et esou ze verstoen, datt Leit, déi just nëmmen eng vun den dräi administrative Sprooche vum Land beherrschen, och eventuell agesat ginn, fir eng Grupp ze betreien, an där Kanner sinn, déi d'Sprooch vum „Intervenant" net verstinn?

5. Wéi vill Leit goufen am Ganze fir d'Nees-Rentrée rekrutéiert?

6. Wéi vill Kategorië vun „Intervenanten" gëtt et an der Grondschoul a wat sinn hir respektiv Aufgaben? Sinn si all an direktem Kontakt mat de Kanner a wéi vill vun deene schwätzen déi dräi administrativ Sprooche vum Land?

7. Wéi huet déi kuerz Formatioun, déi d'Leit, déi am Kader vun der Nees-Rentrée vum 25. Mee rekrutéiert goufen, ausgesinn? Wéi eng Inhalter goufen deene Leit vermëttelt, a wéi enger Form huet si stattfonnt an op wéi enger Sprooch wor déi Formatioun?

8. Wéi gouf d'Moralitéit vun all deenen Honnerte vu Leit iwwerpréift, déi elo fir de 25. Mee séier rekrutéiert gi sinn? Ass zum Beispill ausgeschloss, datt Leit mat enger Verurteelung wéinst Pedophilie kéinten dobäi sinn?

9. Den Här Minister huet an der Vergaangenheet schonn ëffentlech den - a sengen Aen - lacunairë Wëssensstand vu ville Studente beklot, zum Beispill an der franséischer Grammatik. Huet den Här Minister trotzdeem elo keng Bedenke fir Studenten als Léierpersonal mat anzesetzen? Ass de Minister der Meenung, datt déi nei rekrutéiert Leit d'Capacitéit hunn, fir de Kanner op schoulecher Basis hëllefen ze kënnen?

10. Wéi enge weideren Tester oder Examen hunn déi Leit, dacks Studenten, sech missen ënnerzéien, fir hir Kompetenz fir den Unterrecht oder fir d'Betreiung vu Kanner - deene si z. B. an der B-Woch och musse bei schouleschen Aktivitéiten oder Aufgaben hëllefen - ënner Beweis ze stellen?

11. Wéi vill vun deenen nei rekrutéierte Leit haten nach ni mat Kanner an deem Alter ze dinn, déi si elo solle betreien? Ass den Här Minister der Meenung, datt e gravéierende Mangel u praktescher Erfarung mat Kanner net zu grousse Problemer ka féieren?

12. Gesäit den Här Minister e Risiko fir d'Wuelbefanne vun de Kanner, vläicht esouguer fir hir geeschteg Gesondheet, wa si elo an eng Situatioun kommen, an där si:

- altersofhängeg mussen eng Mask undoen;

- sech net kënne fräi beweegen;

- net bei hire gewinnte Frënn sinn;

- dacks net bei hirem gewinnte Léierpersonal sinn;

- Léierpersonal hunn, dat hir Sprooch eventuell net schwätzt;

- Léierpersonal hunn, dat zum Deel keng Erfarung mat Kanner huet?

13. Vun engem reng pedagogesche Standpunkt aus gesinn, a wéi engem Sënn ass - dem Här Minister no - Unterrecht bzw. Hëllef an der B-Woch vun a mat Leit, déi ënner esou besonneschen Émstänn rekrutéiert goufen an zum Deel limitéiert Qualifikatioune matbréngen, engem Homeschooling ënnert der Uleedung vun engem qualifizéierten Enseignant virzeéien?

14. Wéi kréien déi nei „Intervenanten" hir Klasse respektiv Kanner presentéiert? Wéi gi si op déi eventuell besonnesch Situatiounen oder Problemer virbereet, déi dat eent oder anert Kand kann hunn? Droe si déi voll Verantwortung, och wa sech Problemer erginn, déi doduerch entstinn, datt si net am Viraus doriwwer informéiert oder dorop preparéiert goufen?

15. Weess den Här Minister, datt heiansdo Kanner aus där selwechter Famill, déi jo zesumme wunnen, elo an ënnerschiddleche Gruppen (A a B) solle betreit ginn? Ass dee Krittär, dee jo vum medezinnesche Standpunkt aus vu grousser Bedeitung ass, bei der Opdeelung vun de Kanner consideréiert ginn?

16. Firwat huet den Här Minister an dëser Krisesituatioun net prioritär op dat brevetéiert Léierpersonal zréckgegraff, dat am Unterrechtsmi-

nistère an a verschiddenen Administratiounen a Servicer mat aneren Aufgabe beschäftegt ass? Hätt een net op déi Manéier schonn eng ganz Rei vun deene Problemer kënnen evitéieren, déi sech elo stellen oder stelle kënnen?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Decisioun fir d'Opmaache vun de Grondschoulen an d'Ëmsetzung vum Enseignement en alternance gouf no enger Analys vun der Entwécklung vun de Covid-19-Infektiounen am Kader vun der drëtter Phas vum Deconfinement decidéiert. D'Objektiver vun der Exit-Strategie[1] an déi sech och d'Reprise vun de Coursen aschreift si follgend:

- besonnesch déi vulnerabel Persoune schützen;

- schrëttweis aus dem Confinement erauskommen an dat duerch Etappen, déi wäit genuch déi eng vun där aner ausernee leien;

- zu all Moment déi néideg Capacitéiten an de Klinicken assuréieren, fir déi normal an déi intensiv Fleeg, fir esou d'Behandlung vu schwéiere Fäll an de Gesondheetsstrukturen ze assuréieren;

- weiderhin d'Bevëlkerung hirer Responsabilitéit bewosst maachen an d'Gefor vun enger onkontrolléierter Verbreedung esou kleng wéi méiglech halen, andeems op all Plaz, wou Leit beienee kommen, d'Verhalensreegele fir sech net unzestiechen („gestes barrières") bäibehale ginn oder nach verstäerkt ginn;

- preventiv Moossnamen op der Aarbechtsplaz ëmsetzen;

- d'Isolatioun an déi genee Iwwerwaachung vun neien Infektiounsfäll assuréieren;

- Kapazitéite vun den Tester ausbauen a besonnesch d'Fuerschung ënnerstëtzen, virun allem wat déi serologesch Tester ugeet, déi d'Immunitéit an der Populatioun moossen.

D'Schoulpersonal huet sech wärend dem Enseignement à distance virbildlech engagéiert, fir de Schüler iwwer ganz kreativ Aart a Weise méiglechst differenzéiert Aktivitéiten unzebidden an esou den Developpement vun de Kompetenzen optimal ze förderen. Allerdéngs ass et vun engem pedagogesche Standpunkt aus méi sënnvoll, Aktivitéiten am direkte Kontakt mat de Schüler ëmzesetzen, vu dass hei direkt interagéiert gëtt an den Enseignant prompt op d'Besoine vun den eenzelne Schüler agoe kann. Des Weidere loossen sech verschidde Kompetenzen nëmme schwéier iwwert den Enseignement à distance weiderentwéckelen. Dorënner falen zum Beispill d'Sozialkompetenzen, déi an der Schoul an engem gereegelten Ëmfeld weiderentwéckelt ginn. Et war der Regierung wichteg, dass d'Schüler d'Méiglechkeet kréien, fir d'Schouljoer trotz enge sëlleche Restriktiounen an engem gewinntenen Ëmfeld ofzeschléissen. Deemno ass d'Deécisioun, fir d'Schoulen nees opzemaachen am Wuel vum Kand, dat een optimalen Enseignement soll kënne genéissen, geholl ginn.

ad 2. Dem Projet de loi N° 7579 geet de grousherzogleche Reglement „Règlement grand-ducal du 11 mai 2020 portant dérogation à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental" viraus, deen am Kader vum Artikel 32.4. vun der Verfassung geholl gouf an déi néideg legal Basis bitt, fir dat zousätzlecht Personal ze engagéieren, dat am Kader vun der Ëmsetzung vum Enseignement en alternance néideg ass. Nom Etat de crise trieden d'Ännerungen a Kraaft, déi am Projet de loi N° 7579 virgesi sinn an de 17. Juni 2020 gestëmmt goufen. Deemno gouf sech konsequent un déi bestoend Gesetzer a Reglementatioune gehalen.

ad 3. D'Personal, dat an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen an den 102 Gemengen intervenéiert, muss déi dräi administrativ Sprooche vum Land, esou wéi se am Gesetzestext „Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues" definéiert sinn, beherrschen, an dëst gëtt och am Kader vun der Astellungsprozedur gepréift. Dobäi sinn déi Kandidaten, déi ee Lëtzebuergesche Secondairesdiplom hunn, vun den Epreuven dispenséiert, vu dass hinnen duerch den Diplom deen néidege Sproocheniveau attestéiert gëtt.

ad 4. Dat zousätzlecht Personal, dat am Kader vun der Organisatioun vum Enseignement en alternance rekrutéiert gouf, muss d'Konditiounen, déi am Artikel 1 vum „Règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental" virgesi sinn, erfëllen. Deemno mussen och dës Kandidaten déi dräi administrativ Sprooche beherrschen a ginn ënnert deenen nämmlechte Sproochekonditioune wéi virum Confinement agestallt.

ad 5. Fir d'Ëmsetzung vum Enseignement en alternance ze assuréieren, gouf een Total vun 1.012 Agente rekrutéiert.

ad 6. Den Artikel 68 vum Gesetzestext „Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental" läscht follgend méiglech Agenten op, déi an de ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen kënnen intervenéieren:

1. des directeurs et des directeurs adjoints de région;
2. des instituteurs;
3. des professeurs d'enseignement logopédique;
4. des pédagogues;
5. des psychologues;
6. des pédagogues curatifs;
7. des orthophonistes;
8. des rééducateurs en psychomotricité et des psycho-rééducateurs;
9. des ergothérapeutes;
10. des assistants sociaux;
11. des infirmiers;
12. des infirmiers en pédiatrie, anciennement puériculteurs;
13. des éducateurs gradués;
14. des éducateurs;
15. des bibliothécaires-documentalistes;
16. des membres de la réserve de suppléants;
17. des maîtresses de jardin d'enfants;
18. des membres de la réserve de suppléants des éducateurs gradués et éducateurs;
19. des enseignants de cours en langue maternelle pour enfants de langue étrangère;
20. des médiateurs interculturels;
21. des instructeurs de natation;
22. des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs;
23. des remplaçants
24. des I-EBS.

Déi eenzel Intervenanten an der Grondschoul erfëlle ganz ënnerschiddlech Missiounen, déi an de legalen Dispositiounen iwwert d'Grondschoul festgehale sinn. Eenzeg de Médiateur interculturel gëtt nëmmen an enger vun den dräi administrative Sprooche getest, wärend all déi aner Agenten een adequaten Niveau an den dräi administrative Sproochen vum Land, esou wéi se am Gesetzestext „Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues" festgehale sinn, musse virweise kënnen.

ad 7. + 14. Vun den 1012 Agenten, déi rekrutéiert goufen, sinn der 181 Studenten aus dem Studium „Bachelor en Sciences de l'Éducation", dovunner 136 Studente mat enger Attestation de remplacement, an dës hunn a verschiddene Stagë schonn eng sëllechen Erfarungen an de Lëtzebuerger Grondschoule gesammelt. Des Weideren intervenéieren dës oft an enger Schoul, an där si och schonn ee Stage gemaach hunn, fir esou de Kontakt mat de lokale Partner ze vereinfachen. Do dernieft goufen 284 Kandidate mat enger Attestation de remplacement rekrutéiert an och dës kënnen op Erfarung am Schoulhalen zeréckgräifen.

Dat am Kader vun der Reprise vun de Coursen nei agestalltent Personal gouf an enger éischter Reunioun vun den Direktere respektiv de Schoulpresidenten iwwert seng Missiounen an de Schoulen opgekläert. Hei gouf am Allgemengen op d'Haaptparameteren vum Enseignement en Alternance agaangen a sämtlech Agente kruten an dëser éischter Phase déi nämmlecht Informatiounen zougedroen. Duerno sinn d'Direktiounen op déi individuell Kapazitéite vun den eenzelnen Agenten agaangen an dës krute jee no Situatioun méi spezifesch Informatiounen. Och gouf bei der Aufgabeverdeelung d'Erfarung am Domaine vum Enseignement mat consideréiert.

An enger zweeter Phase goufen d'Agente vum lokalen Niveau vun de Schoulpresidenten enger pedagogescher Equipe zougewisen an hei gouf du konkret d'Aufgabenopdeelung beschwat. Deemno sinn déi Leit mat enger Attestation de remplacement respektiv d'Studenten, déi amgaang sinn, ee „Bachelor en Sciences de l'Éducation" ofzeschléissen, zum Deel bei Bedarf am Léiergrupp agesat ginn, wärend déi Studente mat manner Erfarung ausschliisslech am Übungsgrupp agesat goufen, wou si dank dem Suivi vun der Equipe pédagogique a virun allem dem Titulaire de classe eng adequat Prise en charge konnten ubidden.

Säit dem 25. Mee 2020 huelen d'Agenten, déi entretemps zu engem feste Bestanddeel vun de pedagogeschen Equippe gi sinn, un de Concertatiounen deel an am Kader vun dëse Concertatiounen bereeden si hir Interventiounen zesumme mat den Enseignanten an dem sozioedukative Personal vir. Wärend de Concertatiounen hunn d'Agenten d'Méiglechkeet, sech mam Schoulpersonal iwwert déi schoulesch Aktivitéiten auszetauschen an op den Enseignanten hir wäertvoll Erfarung zréckzegräifen, fir eng gelongen Ëmsetzung vun der Prise en charge vun de Kanner ze assuréieren.

ad 8. Meng Servicer hunn am Kader vum Rekrutement vun den interesséierte Kandidaten den Accord gefrot, fir d'Casieren N° 3 a N° 5 elektronesch bei der zoustänneger Instanz unzefroen an esou goufen dës Casiere virun der Signature vum Kontrakt iwwerpréift.

ad 9. + 10. D'Studente ginn als Ënnerstëtzung an de Grondschoulen agesat an d'Direktioune plangen a setzen zesumme mat de pedagogeschen Ekippen dës Interventiounen ëm. An der Reegel hëlt de Student ënnert der Uleedung vum Enseignant ee Grupp en charge. Bei Bedarf kann de Student deemno zu jidder Zäit Récksprooch mam Titulaire de classe huelen, deen natierlech och an d'Preparatioun vun den Interventiounen vun de Studenten agebonne ass. Ech sinn der Iwwerzeegung, dass dës Zesummenaarbecht fir all Bedeelegt eng reell Plusvalue ass an dass se notamment mam geziilten Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen dozou bäidréit, eventuell Schwächten opzefänken.

Des Weideren ass dorop hinzeweisen, dass ausschliisslech Kandidate mat engem Secondairesdiplom als Mindestqualifikatioun agestallt goufen. Am Kader vum Rekrutement vun den temporairë Remplaçanten ass deemno d'Mindestqualifikatioun vun der Zäit virum Confinement bäibehale ginn an hei weisen d'Erfarungswäerter aus der Vergaangenheet, dass dës Kandidaten duerchaus gëeegent sinn, fir d'Prise en charge vun de Kanner am schoulesche Kader ze assuréieren.

ad 11. Am Kader vum Rekrutement vum Personal ass besonnesche Wäert drop geluecht ginn, fir prioritär déi Kandidaten zeréckzebehalen, déi schonn Erfahrung am Ëmgang mat Kanner konnte virweisen. Aus deem Grond si prioritär d'Studente rekrutéiert ginn, déi aktuell e Studium suivéieren, dat hinnen no erfollegräichem Ofschloss den Accès an d'Carrière vum Schoulmeeschter erméiglecht, esou wéi och temporaire Remplaçanten, déi de Stage de remplacement absolvéiert an zum groussen Deel och schonn an de Lëtzebuerger Grondschoule Remplacementer assuréiert hunn. Des Weideren hunn d'Kandidaten an engem Online-Formulaire hir Erfarungswäerter am Kader vum Encadrement vu Kanner am Alter zwësche 4 an 12 Joer uginn an och dës Informatioune goufe wärend dem Rekrutement berücksichtegt. Esou ass séchergestallt ginn, dass 80 % vun de rekrutéierten Agenten op Erfarungen am Encadrement vu Kanner am Grondschoulalter kënnen zeréckgräifen.

Déi Agenten ouni Erfarung goufe prioritär als Renforcement agesat an hunn dee Moment zesumme mat engem Titulaire de classe den Encadrement vun de Kanner assuréiert.

ad 12. Sämtlech Membere vun der Schoulcommunautéit hu virun der Reprise vun de Coursen enorm Efforten ënnerholl, fir dass den Enseignement en alternance ënnert deene beschtméiglecher Konditioune kann oflafen. Dobäi louch de Fokus nieft dem Anhale vun den temporairë sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 op dem Ariichten vun Léier- an Übungssituatiounen, déi den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen e Maximum favoriséieren. Ofhalen vun Aktivitéiten a klenge Gruppen, d'Prise en charge vun de Schüler duerch zousätzlecht Personal an Definitioun vun den essentiellen Contenuen, déi prioritär behandelt ginn, si just e puer Mesuren, déi dozou solle bäidroen, dass d'Schüler eventuell entstane Lacunen kënnen ausbesseren.

Am Kader vun der Organisatioun vum Enseignement en alternance ass dorop opgepasst ginn, dass d'Schüler an engem fixe Gruppe encadréiert ginn an ausschliisslech innerhalb vun de fixe Gruppen kënnen, wa gewënscht, Gestes barrieren ofgebaut ginn an deemno ass d'Droe vun der Mask am Klassesall fakultativ. D'Fluxe vun de Kanner am Schoulgebai ginn esou organiséiert, dass d'Schüler sech esou man wéi méiglech kräizen an ausserhalb vum Klassesall ass d'Droen vun der Mask staark recommandéiert. Wärend der Preparatioun vun der Emsëtzung vum Enseignement en alternance goufen déi ënnerschiddlech Besoine vun de Kanner aus den eenzelne Klassen berücksichtegt an vill kreativ Iddien, dorënner ënnerschiddlech Duerstellungsmethoden (Piktogrammer, Videoen, Sketcher…) vun de Secherheetsconsignen, hunn d'Verständnes vun de Kanner gefuerdert. Meng Servicer hunn spezifesch fir de Cycle 1 an d'Cyclen 2-4 Affichen, Videoen a pädagogesch Recommandatiounen ausgeschafft, déi am Virfeld vun der Reprise vun de Couren un d'Memberen vun der Schoulcommunautéit verschéckt goufen an um Internetsite vun mengem Ministère fir de Grand public fräi zougänglech sinn. Derbäi kënnt, dass d'Droen vu enger Mask entretemps schonn zur Normalitéit gehéiert an d'Mask dierft dee Moment an der Enceinte vum Schoulgebai d'Kanner net weider stéieren. D'Gruppe goufen aus de Klassegruppen zesummegesat, déi virum Confinement scho bestoungen, an esou hunn d'Schüler sech ënnert enee scho kannt. Eng sëlleche Schüler hunn hir méi enk Kolleegen an hirem Grupp erëmbegéint a fir se alleguer war et sécher eng Geleeënheet, fir een Deel vun hire Klassekameroden besser kënnen ze léieren.

D'Direktiounen hunn déi nei rekrutéiert Agenten hire Kapazitéiten entspriechend agesat an hei natierlech och Uecht drop ginn, dass déi Studenten a Remplaçanten, déi schonn am Kader vun engem Stage an/oder Remplacementer an eenzelne Schoulen intervenéiert sinn, prioritär an dëse Schoule agesat ginn.

ad 13. Wéi scho virdru beschriwwe sinn déi Agenten ouni Erfarung am Kader vum Encadrement vu Kanner am Grondschoulalter prioritär als Renforcement agesat ginn an hunn dee Moment zesumme mat engem Enseignant d'Prise en charge vun de Kanner assuréiert. Dank dëser enker Kollaboratioun gouf e qualitativ héichwäertegen Encadrement vun de Schüler séchergestallt an et konnt méi geziilt op d'Besoinn vun den eenzelne Kanner agaange ginn.

ad 15. Bei der Zesummestellung vun den A- a B-Gruppe gouf sech op déi virum Confinement bestoend Klassegruppe baséiert. Vu dass d'Kanner aus enger Famill an der Reegel net deen nämmlechten Alter hunn an deementspriechend net an déi nämmlecht Klass ginn, läit et op der Hand, dass si dee Moment net am nämmlechte Grupp kënne betreit ginn. Des Weidere si sämtlech Gruppen aus den A- a B-Woche wärend de Léier- an Übungsaktivitéiten, esou wéi och wärend der Paus, raimlech getrennt an et gëtt dorop opgepasst, dass d'Kanner guer net oder esou wéineg wéi méiglech a Kontakt kommen. Dank der konsequenter raimlecher Trennung am Spezifeschen an dem Anhalen vun deenen aneren temporairë sanitäre Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 gëtt der Verbreedung vum Virus entgéintgewierkt.

ad 16. Ech verweisen op d'Äntwert op den zweeten Deel vun der parlamentarescher Fro Nr. 2064 vum 20. Abrëll 2020, an där am Detail op d'Situatioun vum dechargéierte Personal agaange gëtt.

[1] https://gouvernement.lu/lb/actualites/toutes_actualites/communiques/2020/04-avril/20-strategie-sortie.html

Q480

Question 2338 (05.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **situation du secteur sylvicole :**

Duerch de Klimawandel an déi laang Drécheperioden an de Joren 2018, 2019 an och elo 2020 sinn eis Bëscher immens geschwächt. Besonnesch de Borkenkäfer ka sech an där Situatioun gutt verbreeden, wouduerch de Fiichtebestand enorm getraff ass. Dëst huet net nëmme Konsequenze fir den Ökosystem Bësch, mee et wierkt sech och negativ op déi national Forstwirtschaft aus.

Aus deem Grond sinn eng Rei Hëllefe vun der Regierung decidéiert ginn, fir de betraffene Bëschbesëtzer am Kader vum Borkenkäferbefall ënnert d'Äerm ze gräifen. Sou gouf zum Beispill am November 2019 de Programm „Klima-Bonus" fir de Bësch presentéiert.

Allerdéngs ass duerch de Borkenkäfer d'Offer vu Schuedholz a ganz Europa därmoossen an d'Luucht gaangen, dass vill Bëschbesëtzer a Bëschentreprisen hiert Holz net méi lassginn. Gläichzäiteg muss frësch befalent Holz sou séier wéi méiglech aus de Bëscher erausgeholl ginn, fir enger weiderer Ausbreedung vum Borkenkäfer entgéintzewierken. Dat stellt vill concernéiert Leit a Betriber viru grouss Schwieregkeeten, vu dass hiren Ofsazmaart zesummegebrach ass.

Virun deem Hannergrond wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir eng finanziell Hëllef am Kader vun der Borkenkäferepidemie sinn déi lescht dräi Joer erageréecht ginn? Wéi vill dovunner sinn accordéiert ginn? Wéi vill sinn der schonn ausbezuelt ginn?

2. Ass d'Effikassitéit vun dësen Hëllefen ewell evaluéiert ginn? Wa jo, wat ass d'Resultat vun där Evaluatioun? Wann net, ass geplangt, d'Aiden enger Evaluatioun ze ënnerzéien an deemno wéi unzepassen?

3. Wéi eng Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir déi aktuell héich Offer u Fiichtenholz um Marché ofzefiederen an d'Ofsazméiglechkeeten zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun kuerz- a mëttelfristeg ofzesécheren?

4. Wier et zum Beispill méiglech, deene betraffene Leit a Betriber eng Méiglechkeet fir en Tëschestockage vu Schuedholz unzebidden?

5. Wier et denkbar, de Proprietäre Schuedholz zu engem feste Präis ofzekafen, fir et zu engem spéidere Moment weider ze vermaarten?

6. Ass e wirtschaftlechen Impakt op de Woodcluster duerch de Borkenkäfer festzestellen?

7. Well mer wëssen, dass Experten domadder rechnen, dass d'Fiicht wéinst dem Klimawandel keng Zukunft méi an eise Géigenden huet, wéi gesäit d'Regierung d'Zukunft vum Woodcluster zu Lëtzebuerg?

8. Gesäit d'Regierung vir, nei Mesuren ze huelen, fir d'Perennitéit vun dësem Secteur zu Lëtzebuerg ze garantéieren?

Réponse commune (13.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Preliminär ass ze soen, dass den ekonomesche Schued haaptsächlech vun zwou vun de ronn 50 Borkenkäferaarten verursaacht gëtt, déi awer och ee Bestanddeel vun eiser Biodiversitéit sinn. Dat sinn de Buchdrucker (Ips typographus) an de Kupferstecher (Pityogenes chalcographus).

ad 1. An deene leschten dräi Joer sinn am Ganze 55 Demanden eragereecht ginn. Déi 55 Demandë sinn accordéiert ginn. Dovunner betreffe 47 Demanden d'Opforstung vu Buchdrucker- a Kupferstecherfläche respektiv d'Perte de revenu duerch Buchdrucker- a Kupferstecherschued. 8 Demandë sinn eragereecht gi fir de Schutz vu Plantatiounen ënnert der Form vun enger Clôture. Déi 55 Demandë sinn alleguerten accordéiert ginn. Eng Demande ass bis elo ausbezuelt ginn.

ad 2. D'Zil vum Programm „Klima-Bonus Bësch" ass et, d'Restauratioun vun de betraffene Bëschbestänn finanziell ze ënnerstëtzen, fir dass d'Ekosystemleeschtungen (Klima, Biodiversitéit...) vun deene Bëscher nees hiergestallt a verbessert ginn duerch d'Uplanze vu méi resiliente Bamaarten an d'Schafe vu strukturéierte Lafbëscher.

D'Effikassitéit vun dësen Hëllefen ass evaluéiert ginn. Den Ëmweltministère huet Enn des Joers 2019 eng Etüd beim Lëtzebuerger Privatbësch an Optrag ginn, fir d'Hëllefen ze evaluéieren a Verbesserunge virzeschloen. Parallell dozou huet d'Naturverwaltung en Aarbechtsgrupp agesat mam selwechten Zil. D'Resultat vun dësen Evaluatiounen ass, dass d'Reglement iwwert d'Hëllefen am Bësch wuel déi néideg a richteg Moossname virgesäit, d'Applikatioun um Terrain vun de Moossname awer zum Deel schwiereg ass wéinst technesch komplexen Ufuerderungen.

Et ass decidéiert ginn, eng Rei Upassungen ze maachen, fir dass déi Hëllefe kënnen an der Praxis méi einfach ëmgesat ginn, fir dass d'Hëllefe kohärent mat aneren Hëllefe sinn, a fir dass d'Hëllefen am Kader vum Klimawandel gräifen. D'Naturverwaltung ass de Moment amgaangen, de Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2017 iwwert d'Hëllefen am Bësch an deem Sënn unzepassen.

ad 3. Prinzipiell wëllt d'Regierung net an den Holzmarché agräifen, ënnerstëtzt awer verschidde Begleetmoossnamen. Am Kader vum Woodcluster goufen d'Acteure vun der Holzindustrie an de leschte Jore besser vernetzt, fir ee verstäerkten Asaz vum lokalen Nolenholz am Bausecteur ze garantéieren. An der energeetescher Notzung vum Holz sinn d'éffentlech Bedreiwer vun Holzverbrennungsanlagen opgefuerdert ginn, fir prioritär Nolenholz vu schwaacher Qualitéit amplaz vu Lafholz ze benotzen.

Déi mëttelfristeg Ofsécherung vun den Ofsazméiglechkeeten ass schwéier ze bewäerten, well d'Progressioun vun der Buchdrucker- a Kupferstecherkalamitéit total klimaofhängeg ass an domat och d'Iwwerkapazitéite vun der Offer vun Nolenholz um Marché. Trotzdeem wäert de Woodcluster och mëttelfristeg Aktivitéite proposéieren, fir d'Ofsazméiglechkeete vum Holz ze förderen.

ad 4. Den Tëschestockage vu Schuedholz ass nëmme ganz begrenzt méiglech, well déi meescht Nolenhëlzer ganz schnell am Fräie verwitteren an dann net méi am Bausecteur benotzt kënne ginn. De Staat selwer wäert keng sou Plazen ubidden. D'Regierung bitt awer duerch eng vereinfacht a schnell Autorisatiounsprozedur de betraffene Leit a Betriber d'Méiglechkeet, fir selwer temporär Nolenholzlagerplazen an der Grëngzon anzeriichten. Waasserberiselungsanlagen op den Holzlagerplaze gi grondsätzlech net autoriséiert, wéinst der héijer Schuedstoffbelaaschtung vum Ofwaasser.

ad 5. Wéi schonns bemierkt, wäert de Staat net an den Holzmarché agräifen an also och keen Holz opkafe fir de Weiderverkaf, mee ausschliisslech nëmmen dat kafen, wat néideg ass fir säin eegene Bedarf.

ad 6. De Woodcluster, dee vun der Luxinnovation geréiert gëtt, regruppéiert d'Lëtzebuerger Betriber vun der Veraarbechtungskette vum Holz. An dëser Veraarbechtungskette ginn et vill Aktivitéitsberäicher (nohaltege Bau, Industrie, Energie, Handwierk …) an den opgestallte Woodmapping huet et erlaabt, 1.277 Betriber ze identifizéieren, mat insgesamt 19.000 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. De Woodmapping kann een op www.woodcluster.lu ofruffen.

D'Offer vum Fiichtenholz ass aktuell vill ze grouss wéinst dem Schuedholz an dëst féiert zu enger Saturatioun vum Marché an enger staarker Baisse vum Präis vun dëser Matière première. De Woodcluster stellt fest, dass dës Situatioun en Impakt op déi éischt Acteuren aus der Veraarbechtungskette vum Holz huet, déi déi d'Holz an enger éischter Etapp verschaffen, also virun allem op d'Bëschbedreiwer an d'Seeëreien.

ad 7. Nohalteg Veraarbechtungsketten am Holzsecteur kennen nëmme mam Engagement an an Zesummenaarbecht mat de Betriber opgebaut ginn, a genau do setzt de Woodcluster un. De Woodcluster huet e puer innovativ Pisten identifizéiert fir de Secteur a seng Betriber:

- Notzung vum Holz vu Lafbeem (Bich, Eech…): Aktuell gëtt d'Holz vu Lafbeem zu Lëtzebuerg nëmme wéineg valoriséiert, se stellen awer iwwer zwee Drëttel vun eise Bëscher duer. Den Usaz, fir dëst ze änneren, ass wichteg an der Entwécklung vun der regionaler Holzfilière a kann eng Léisung sinn zu der wirtschaftlecher Schwieregkeet am Secteur vum Fiichtenholz.

- Kreeslafwirtschaft an der Veraarbechtungskette vum Holz: Déi verschidde lokal a regional Veraarbechtungskette vum Holz sollen zesummeschaffen, fir méi effizient ze sinn, an déi regional Notzung vun der Ressource Holz an de Vierdergrond stellen.

- Industrie 4.0 fir d'Betreier aus dem Secteur vum Holz: Déi feelend Effikassitéit vun der Virfäerdegung ass haut dat, wat d'Entwécklung vum Holzbau am meeschten ausbremst, an d'Digitalisatioun spillt do eng wichteg Roll fir d'Handwierker, déi mat Holz schaffen. Duerch eng méi iwwergräifend Digitalisatioun an d'Notze vun digitale Léisunge ka méi einfach an effizient mat Holz gebaut ginn, soudass d'Demande och ka klammen an et méi Debouchéë fir Fiichtenholz géif ginn.

Dës Entwécklungspiste setzen de Woodcluster an d'Luxinnovation iwwer Projete konkreet ëm. Dës Projete si kollaborativ, se gi vun e puer privaten an ëffentleche Partner zesumme gefouert. Aktuell lafen um Niveau vum Woodcluster zum Beispill dës Projeten an der Holzveraarbechtungsketten:

- Ausschaffen an Opstelle vun enger digitaler Holzhaffplattform zu Lëtzebuerg, fir d'Offer an d'Demande openeen ofzestëmmen an déi lokal Betriber mat hire Servicer a Produkter ze implizéieren.

- Offer an Demande am Beräich vum nohaltege Baue mateneen a Kontakt brëngen.

- Begleedung vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung beim Ausschaffe vun enger Zertifikatioun, fir d'Holz vun dem kuerze Wee méi ze valoriséieren.

D'Zukunft vum Woodcluster läit also a Projeten, déi et der Filière vum Holz erlaben, sech regional ze strukturéieren an ze innovéieren. Bei esou Projete gëtt Hand an Hand mat de Betriber an de verschiddenen ëffentlechen a privaten Acteure geschafft.

ad 8. D'Perennitéit vum Bësch- an Holzsecteur ass net a Gefor. D'Bëscher wäerten sech duerch de Klimawandel veränneren, bleiwen awer als ee wichtegen, multifunktionalen an natierlechen Ekosystem erhalen, wa mir se schützen an nohalteg an naturno bewirtschaften. D'Acteure vun dem Secteur musse sech deene Veränneerungen upassen. Dofir huet d'Regierung eng Rei Mesurë geholl, fir dat ze begleeden.

Fir d'Bëscher bedeit dat hir Capacitéit, fir sech den Auswierkunge vum Klimawandel unzepassen, sief dat duerch d'Ëmwandlung vun den zerstéierte Monokulturen a klimaresilient Mëschbëscher, duerch d'Restauratioun vun de geschiedegte Bëschbestänn, oder duerch aner Aktioune fir eng méi naturno Bëschbewirtschaftung oder geziilt Schutzmoossnamen.

Konkreet si follgend Mesurë fir d'Bëscher an den Holzsecteur an der Ausschaffung:

- Nei Primm fir d'Ekosystemleeschtunge vun naturnoen a klimaresiliente Lafbëscher ab 2021.

- Neit, méi attraktiivt Bëschsubsidiereglement fir eng naturno Bëschbewirtschaftung a spezifesch Schutzmoossnamen ab 2021.

- Verstäerkt Ënnerstëtzung vum Privatbësch (Klimaresilienzberoder) ab 2020.

- Neie Beroderposte fir klimagerecht Uplanzungen an der Naturverwaltung ab 2020.

- Neit ëffentlecht Informatiounssystem fir d'Auswiel vu standortgerechte Bamaarte beim Planze mat der Ënnerstëtzung vun enger digitaler Bëschbuedemkaart ab Hierscht 2020.

- Klima-Upassunge vu rechtlechen Texter fir de Schutz vu Bëschbiotoper.

- Iwwerpréiwung vun den Nohaltegkeetskritäre vun der Holzexploitatioun a vun der Holznotzung.

- Déi verschidde Fit 4-Programmer, déi d'Luxinnovation an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère ubitt, kofinanzéieren zum Beispill en Diagnostic vum Betrib, dee vun engem Externe gemaach gëtt, zum Beispill iwwert d'Digitalisatioun am Betrib, d'Méiglechkeeten, sech no der Coronaviruskris nei opzestellen, oder wéi Modeller vun der Kreeslafwirtschaft kënnen applizéiert ginn.

Question 2340 (05.06.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **base légale pour les contrôles de vitesse :**

Aus der Press si mir vun engem gelungene Prozess wéinst engem Geschwindegkeetsdelikt gewuer ginn (RTL, 3. Juni 2020). Anscheinend kann en Automobilist net wéinst ze séierem Fuere verurteelt ginn, well d'Vitesslimitatioun iwwer e ministeriellt an net iwwer e groussherzoglecht Reglement geholl ginn ass.

Elo stelle sech eis e puer Froen, déi mir gäre vum Här Minister fir Mobilitéit a vun der Madamm Justizminister beäntwert hätten:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt an engem bestëmmten Zäitraum d'Vitesskontrollen op der Escher Autobunn A4 op der Héicht vu Steebrécken net iwwer e groussherzoglecht Reglement ofgedeckt waren?

2. Wéi laang sinn do Kontrolle gemaach ginn, ouni datt et eng rechtlech Basis duerfir gouf, a wéi vill Automobiliste sinn dowéinst an deem Zäitraum protokolléiert ginn?

3. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir deenen zu Onrecht bestroofte Chauffeuren, déi hire Protokoll scho bezuelt hunn, hir Suen zréckzeginn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt all déi betraffe Chauffeure mussen onbürokratesch entschiedegt ginn, ouni datt si forcéiert sinn, eng Geriichtsprozedur an d'Weeër ze leeden, fir déi Suen, déi onrechtméisseg verlaangt gi sinn, zréckzekréien?

5. Ass d'Regierung bereet, d'Rechtméissegkeet vun alle Vitessreglementatiounen a besonnesch deenen, déi zu heefegen a cibléierte Radarkontrolle gefouert hunn, wéi grouss Autobunnschantercher, ze préiwen, fir sécherzestellen, datt esou e Feeler wéi dësen en Eenzelfall war?

Réponse commune (13.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Här Deputéierte Roy Reding an den honorabelen Här Deputéierte Jeff Engelen stelle sech Froen iwwert d'Reglementatioun vun der Vitess am Kader vun engem Chantier.

An dësem Zesummenhang erlaben ech mir fir d'éischt, meng Verwonnerung auszedrécken iwwert dës Fro, déi sech op en Artikel aus der Press an op eng lafend Affär bei Geriicht bezitt, bei där nach keen Urteel gesprach ginn ass.

Wat d'Reglementatioun vun der Vitess op Chantieren ugeet, esou seet den Artikel 139 Paragraf 3 vum Arrêté grand-ducal modifié vum 23. November 1955 iwwert de Verkéier op allen ëffentleche Stroossen (Code de la route) Folgendes:

« 3. Sans préjudice des dispositions du présent article sous 1, 2 a), 4 et 5 et sans préjudice de limitations de vitesse dérogatoires indiquées par le signal C,14, la vitesse maximale autorisée est fixée comme suit à la hauteur des chantiers fixes pour les périodes d'activité sur ces chantiers, ces dispositions étant indiquées par le signal C,14 adapté :

[...] c) sur les autoroutes

- à 70 km/h dans le sens de la chaussée comportant le chantier ;

- à 70 km/h dans les deux sens, lorsqu'une partie ou l'ensemble du trafic est dévié sur la chaussée ouverte à contresens. »

Dëst bedeit, dass op den Autobunnen an engem Chantier d'office eng Vitesslimitatioun vu 70 Stonnekilometer gëllt bis zu deem Zäitpunkt, un deem de Chantier ofgeschloss ass.

Et sief och nach erwäänt, dass de Code de la route an den Artikelen 102 an 102bis eng ganz Rei Dispositiounen d'office virgesäit, wat d'Mise en place vun engem Chantier ugeet.

Doduerch bedéngt, dass wärend engem Chantier meeschtens nach aner Dispositiounen néideg sinn, wéi beispillsweis en Iwwerhuelverbuet oder eng Verengung vun de Spueren, gëtt fir e Chantier üblecherweis e ministeriellt Reglement geholl, an deem all Veränneerungen an der Reglementatioun fir d'Zäit vum Chantier oder fir eng bestëmmte Phas vun engem Chantier festgehale ginn.

An dësem Zesummenhang sief dann och nach op en Arrêt vun der Cour d'appel vum 27. Dezember 2009 (arrêt n° 534/09) higewisen, wouno den Artikel 139 3. c) aus dem Arrêté grand-ducal eng ausräichend legal Basis, fir d'Vitesslimitatiounen op 70 Stonnekilometer am Fall vun engem Chantier op der Autobunn ze beschränken, duerstellt.

Den Artikel 5 Paragraf 2 vun der Loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques seet dann och nach, dass d'Verkéiersreegele permanent oder temporär iwwer e Règlement grand-ducal kënne gereegelt ginn.

Den Artikel 100 Paragraf 1 vum Code de la route erlaabt dann den zoustännege Ministeren, gemeinsam e Règlement ministériel ze huelen, duerch dat zum Beispill de Verkéier temporär an engem Chantier reglementéiert gëtt. Dëst Reglement huet eng Dauer, déi op dräi Méint limitéiert ass.

Am Fall vum Chantier op der Autobunn A4 op der Héicht vu Steebrécken gouf den 3. Januar 2019 e ministeriellt Reglement geholl, wat den 18. Januar 2019 a Kraaft getrueden ass an duerch e groussherzoglecht Reglement vum 29. Mäerz ersat ginn ass.

Wéinst enger zousätzlecher Moossnam um Chantier gouf den 8. Februar 2019 e weidert ministeriellt Reglement geholl, wat dunn duerch e groussherzoglecht Reglement vum 26. Abrëll 2019 ersat gouf.

Domat ass séchergestallt gewiescht, dass de Chantier uerdnungsgemëiss reglementéiert war. Well doduerch och all Vitesskontrollen, déi an dësem Chantier gemaach gi sinn, rechtméisseg waren, stelle sech déi aner Froen, déi nach opgeworf gi sinn, net.

Wat elo d'Kontrolle betrëfft, esou stoung de mobille Chantiersradar vum 5. bis den 13. Mäerz 2019 am betraffene Chantier op der A4. An dësem Zäitraum sinn am Ganzen 10.279 Avertissements taxés (AT) vun 49 Euro an 1.465 ATe vun 145 Euro ausgestallt ginn. Doriwwer eraus sinn dann och nach 802 Délits de grande vitesse festgestallt ginn.

Question 2346 (08.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **réseau 5G au Luxembourg :**

Wat d'5G-Technologie ugeet, do stelle sech aktuell nach ëmmer vill Froen, dorënner och Bedenken, déi ekonomescher Natur sinn. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1431 vum 5. November 2019 huet d'Regierung follgendermoosse geäntwert:

„Wéi stellt sech d'Regierung zu enger eventueller Bedeelegung vu chineeseschen Entreprisen um 5G-Reseau zu Lëtzebuerg? Gesäit d'Regierung de Risiko vun enger chineesescher Spionageaktivitéit zu Lëtzebuerg iwwert de Wee vun enger Bedeelegung un neien technologesche Schlësselariichtungen? Gëtt de Sécherheetskrittär en Element bei de Konditiounen, fir Operateuren zouzeloossen, déi Frequenze steeë wëllen? Gëtt et eng Lëscht vun Drëttlänner (net-EU oder net-NATO), déi däerfen um Projet 5G bedeelegt ginn, respektiv déi dat net däerfen?

Am Moment plangt d'Regierung keng konkreet Schrëtt, fir den Asaz vun Technologien aus gewëssene Länner am Kär vum Netzwierk ze verbidden. Sollte sech awer nei corroboréiert Fakte presentéieren, da gëtt eng Reevaluatioun virgeholl.

De Sécherheetskrittär muss am Prinzip net un d'Stee vun de Frequenze gekoppelt ginn. Den aktuelle legale Kader fir d'Bedreiwe vun elektronesche Kommunikatiounsnetzer an -déngschter gesäit schonns Mesurë vir, déi d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Netzer an Déngschter cadréieren. Dës Moossname musse vun all Bedreiwer garantéiert ginn, onofhängeg aus wéi engem Land d'Entreprisë kommen, mat deenen de jeeweilege Bedreiwer zesummeschafft, fir Kommunikatiounsnetzer an -déngschter unzebidden."

Dowéinst wollt ech dem Här Staatsminister, dem Här Medieminister, dem Här Bausseminister, dem Här Minister fir Digitaliséierung an dem Här Minister fir Ekonomie an d'Post dës Froe stellen:

1. Geet den Opbau vum nationale 5G-Reseau esou viru wéi geplangt? Gëtt et nei Exigenzen am Beräich vun der internationaler Sécherheet an Onofhängegkeet?

2. Wéi eng Entitéiten aus wéi enge Länner däerfen un der Stee vu Frequenzen deelhuelen? Si verschidde Staaten oder Entreprisë vun dëser Stee ausgeschloss?

3. Wat fir en Impakt hunn déi ëmmer méi komplizéiert Relatiounen tëscht den USA a China an och der EU a China op d'5G-Technologie, speziell och hei zu Lëtzebuerg?

4. D'Covidkris huet gewise wéi wichteg zouverlässeg Reseaue mat grousser Capacitéit fir onst Land sinn. Den Homeschooling, d'Teleaarbecht an aner Facteuren hunn dat däitlech bewisen. Wéi séier gëtt de Reseau vun optesche Fiberen ausgebaut? Wéi ass den aktuelle Kalenner? Ginn 100 % vum Territoire duerch d'Post ofgedeckt, fir de Service public am ganze Land ze garantéieren?

Réponse commune (13.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg huet sech 2018 eng national 5G-Strategie[2] ginn, déi den Zäitraum vun 2018 bis 2025 ëmfaasst. D'Regierung hält sech och weiderhin un dës Strategie, an och un deen heiran duergeluechten Zäitplang. Dëst gëllt och fir d'Etappen, déi fir 2020 festgehale goufen. Och wann d'Regierung den Opbau vum 5G net selwer bedreift, sou ginn och dëst Joer déi noutwendeg Viraussetzunge geschaf, fir datt d'Operateure mam Opbau a Betrib vun nationale 5G-Reseauen ufänke kënnen.

D'Europäesch Kommissioun huet ufanks 2020 déi sougenannt „EU Toolbox for 5G Security"[3] publizéiert, déi vum NIS Cooperation Group ausgeschafft ginn ass. Dës Toolbox reagéiert op de Rapport vun der „EU coordinated risk assessment of the cybersecurity of 5G networks"[4] a beinhalt eng Rei strateegesch an technesch Mesuren, fir déi Haaptrisiken a puncto Cybersécherheet an de 5G-Reseauen ze mitigéieren. Well d'Sécherheet vun den Telekommunikatiounsreseauen eng national Kompetenz ass, ass eng paneuropäesch Approche à ce stade net méiglech, an d'Mesuren aus der Toolbox mussen national ëmgesat ginn. Dofir ass d'Regierung amgaangen, déi eenzel Elementer vun der Toolbox ze analyséieren an ze entscheeden, wéi eng Mesuren zu Lëtzebuerg sënnvoll ëmgesat kënne ginn. Do dernieft plädéiert d'Regierung weider fir eng europäesch Approche am Beräich vun der Sécherheet vu 5G-Reseauen.

ad 2. Konform zum EU-Recht dierfen un der Stee Entreprisen deelhuelen, déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn. D'Ausschlosskrittäre fir d'Participatioun an der Stee orientéiere sech net un nationalen Affiliatiounen, mee dorun, ob d'Kandidaten net an enger Faillite oder Liquidatiounsprozedur sinn an ob hir Onofhängegkeet vun anere Kandidate garantéiert ass.

ad 3. D'Diskussioune wéi déi ëm d'5G-Technologie weisen, dass ekonomesch a sécherheetspolitesch Froen oft enk matenee verflecht sinn. Lëtzebuerg huet sech dofir vun Ufank u konsequent fir en EU-wäite koordinéierten Usaz a Saache 5G-Technologie agesat. D'EU Toolbox iwwert d'5G-Cybersécherheet, déi Enn Januar ugeholl gouf, ass dann och un der Basis vun den Aarbechten a Reflexiounen, wat den Opbau vum 5G-Reseau hei ze Lëtzebuerg ugeet.

ad 4. Wärend der Covidkris hunn déi Lëtzebuerger Telekommunikatiounsreseaue sech als stabill erwisen a se konnten den zousätzlechen Trafick, dee virun allem an den éischten Deeg vun der Kris opgetratt war, ouni gréisser Problemer geréieren. Hei beweist sech, datt d'Investitiounen, déi an de vergaangene Joren an deem Beräich gemaach gi sinn, richteg a wichteg woren, a sech an dëser Kris kloer bezuelt gemaach hunn.

Datt Lëtzebuerg eng gutt Breetbandconnectivitéit huet, beleet och de gudde Ranking am rezenten DESI Report iwwert d'Connectivitéit an der EU[5]. Hei läit Lëtzebuerg mat iwwer 98 % Breetbandcouverture weiderhin an den Top Dräi.

Aus dem Rapport statistique vum ILR fir 2019[6] geet ervir, dass den Taux de couverture vun der Fiber 2019 67,5 % bedréit. Informatioune vun der Post no si Mëtt 2020 méi wéi 70 % vun de Menagë mat Glasfaser ugeschloss. Fir Enn 2020 gesäit d'Post 72 % vir.

Am Kader vun hirer Strategie huet d'Post sech engagéiert, fir Enn 2023 75 % vun de Menagë mat Glasfaser un de Reseau unzeschléissen. Den Ausbau leeft awer méi schnell, an Enn 2021 solle 75 %, Enn 2022 schonn 78 % erreecht sinn.

Hei sief bemierkt, datt d'Fiber net déi eenzeg Technologie ass, déi e Breetbandaccès erméiglecht, an datt d'Couverture vu Kabel Enn 2019 bei 85 % vun de Menagë louch. Och hei si Vitesse vun iwwer 1 Gbps méiglech.

Dësen Ausbau wäert och dono nach virugoen, an op laang Siicht wäerten 100 % vun der Populatioun mat engem ultrahéijen Debit connectéiert sinn. Fir Sitten, déi schwéier erreechbar sinn an nëmme mat héijem techneschen Opwand an entspriechend héije Käschten iwwer Fiber ugebonne gi kënnen, sinn aner gläichwäerteg Technologien am Eenzelfall méi appropriéiert (wéi z. B. Fixed Wireless Access), déi vergläichbar Vitesse wéi e Fiberuschloss erméiglechen.

Et sief bemierkt, dass et keng Obligatioun gëtt fir en Operateur, fir en Uschloss mat esou enger héijer Vitess iwwerall unzebidden. Am Fall vun der Post ass dat eng kommerziell Entscheedung, ob, wéini, an a wéi enger Form deen néidegen Investissement gemaach gëtt.

[2] [1] 5G rollout https://digital-luxembourg.public.lu/5G

[3] Cybersecurity of 5G networks - EU Toolbox of risk mitigating measures (29 January 2020) https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cybersecurity-5g-networks-eu-toolbox-risk-mitigating-measures

[4] EU-wide coordinated risk assessment of 5G networks security (9 October 2019) https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/eu-wide-coordinated-risk-assessment-5g networks-security

Question 2350 (08.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **validité des ordonnances médicales :**

Medezinnesch Rezepter hu jo eng begrenzten Dauer, wou si gëlteg sinn. Dat ass an deene meeschte Fäll eng gutt Moossnam, fir Abusen ze verhënneren. Mee an enger Noutsituatioun, wéi d'Land si elo erlieft huet, kann et och negativ Konsequenzen hunn. Esou ass mir zougedroe ginn, datt z. B. eng Ordonnance, fir bei de Kiné ze goen, vun der Krankekeess net méi ugeholl gëtt, well den Delai ofgelaf ass, onofhängeg dovun, ob d'Kinée wärend dem Confinement hunn duerfe schaffen oder net?

1. Ass de Ministère sech dëser restriktiver Ausleeung vun de Reegelen duerch d'Krankekeess bewosst?

2. Ass den Här Minister mat dëser Handhabung d'accord, déi fir de Patient onnéideg Käschten a Gerenns bedeit?

3. Ass bei esou enger Decisioun och beduecht ginn, datt et och fir eng routineméisseg Neiverschreiwung vun engem ofgelafene Rezept schwéier ass, no Corona séier e Rendezvous bei engem Dokter ze kréien?

4. Handelt et sech hei ëm en Eenzelfall oder ass dat prinzipiell d'Positioun vun der Krankekeess?

5. Wär méi eng kulant Handhabung net och fir d'Krankekeess leschten Enns eng Erliichterung an hirer Aarbecht, déi an der Noutsituatioun jo sécher net manner ginn ass?

6. Si vun där restriktiver Ausleeung duerch d'Krankekeess nach aner Zorte Behandlunge betraff?

Réponse (14.07.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Op de medezinneschen Ordonnancen ass haaptsächlech en Delai drop, well dem Patient seng medezinnesch Situatioun ëmmer mol kann änneren an da muss gegeebenefalls d'Traitement och ugepasst ginn.

Duerch d'Corona-kris konnt et effektiv emol virkommen, datt verschidde medezinnesch Ordonnancen ofgelaf sinn. Wat déi normal medezinnesch Consultatiounen ugeet, hat de Patient d'Méiglechkeet wärend dem Confinement eng Teleconsultatioun unzefroe bei sengem Dokter.

Fir aner Ordonnancen, ewéi zum Beispill d'Kinésconsultatiounen, misst de Patient sech eng nei Ordonnance ufroen, fir sécherzestellen, datt den ordonéierten Traitement nach ëmmer en Ligne ass mam Patient sengem Gesondheetszoustand. Den Delai op den Ordonnancen ass virun allem, fir ze garantéieren, datt de Patient dat adequat Traitement kritt.

Déi spezifesch Delaie vun de verschiddenen Ordonnancë sinn an de Statute vun der Gesondheetskeess bei de jeeweilege Prestatairë virgesinn. Déi vun de Kinéë stinn an den Artikele 56 a 57 vun de Statuten. Dës Artikele gesi Folgendes vir:

« Art. 56. Sous peine d'inopposabilité à l'assurance maladie des actes délivrés en dehors du milieu hospitalier stationnaire par les masseurs-kinésithérapeutes, l'ordonnance médicale afférente doit être validée auprès de la Caisse nationale de santé. Cette validation doit être demandée dans le délai de trente et un (31) jours de l'émission de l'ordonnance. Par cette validation la personne protégée obtient un titre de prise en charge qui garantit la prise en charge des prestations aux conditions statutaires. […]

Art. 57. Sauf indications contraires y inscrites par le médecin, les ordonnances médicales pour prestations des masseurs-kinésithérapeutes ne sont opposables à l'assurance maladie que si le traitement y prescrit est commencé au plus tard dans les trente (30) jours de l'établissement du titre de prise en charge. […] »

Question 2351 (08.06.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du glyphosate par les CFL :**

D'Regierung huet decidéiert, all Pachtvertrag vu staatleche Flächen unzepassen, soudatt all Planzeschutzmëttel op dëse Fläche verbuede gëtt. De Staat selwer ass awer och Proprietär vum Reseau, deen d'CFL benotzen. Weiderhi gouf an der parlamentarescher Ufro N° 1933 geäntwert, dass d'CFL fréistens ab dem Joer 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat verzichte wäerten, datt awer schonn no Alternativen zum Sprëtze gesicht gëtt, zum Beispill a Form vu Pilotprojeten op den Nopeschreseauen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat wëllt een eréischt fréistens 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat op dem Reseau vun de CFL verzichten an net unverzüglech?

2. Wéi vill Prozent vun de Flächen, déi vun de CFL benotzt ginn, gehéieren dem Staat? Wéi vill Planzeschutzmëttel gi pro Joer op dëse Flächen agesat?

3. Wéi eng Pilotprojete ginn op den Nopeschreseauen evaluéiert? Wéi eng Nopeschreseaue sinn dat?

4. Wéi eng Alternative gi getest? Sinn dëst aner Pestiziden oder alternativ technesch Léisungen?

Réponse commune (13.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Aktuell gëtt et am Beräich vun der Eisebunn keng Alternativ zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produiten, déi direkt asazfäeg ass, an déi dat selwecht Resultat liwwere kann.

Am Fall, wou d'Onkraut am Beräich vum Gleiskierper net effektiv bekämpft gëtt, ginn d'Fraise vun der Instandhaltung erop an d'Liewensdauer, awer och d'Stabilitéit vum Gleis gi reduzéiert.

ad 2. 100 Prozent vun de Flächen, déi vun de CFL fir d'Strecken an d'Gare benotzt ginn, gehéieren dem Lëtzebuerger Staat.

Am Joer 2017 goufen 300 Liter „Roundup Ultra", 1.450 Liter „Zapper" a 66 Liter „Genoxone" agesat.

Am Joer 2018 goufen 130 Liter „Roundup Ultra", 920 Liter „Zapper" an 30 Liter „Genoxone" agesat.

Am Joer 2019 goufen 210 Liter „Roundup Ultra", 1.510 Liter „Zapper" a 70 Liter „Genoxone" agesat.

ad 3. D'Pilotprojeten, déi bei der SBB, der ÖBB, der DB, der SNCF an der Infrabel als Alternativen zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produiten evaluéiert ginn, sinn d'Bekämpfe vum Onkraut mat gliddegem Waasser, mat Elektrizitéit a mat Hëllef vu Feier.

ad 4. D'CFL selwer teste keng Alternativen, mee verfollege momentan d'Fortschrëtter, déi am Kader vun den ernimmte Pilotprojete mat techneschen Alternativen op den Nopeschreseauen erreecht ginn.

Question 2354 (09.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion de la mobilité douce :**

D'Regierung huet decidéiert, de Kaf vu Vëloen zu Lëtzebuerg méi ze subventionéieren.

Iwwert de Klimafong gëtt de Kaf vun engem neie Vëlo mat bis zu 600 Euro ënnerstëtzt. Wéi de Mobilitéitsminister op RTL erklärt huet, fueren dausende Leit pro Dag mam Vëlo. Et handelt sech - an de Wieder vum Minister - ëm ee reegelrechte Boost, deen ee wëll begleeden an d'Zäit wär elo do, fir et ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, Finanzen an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hu vun der erhéichter Primm fir Vëloe profitéiert?

2. Um Site vu Myenergy steet geschriwwen:

« Achat du cycle entre le 11 mai 2020 et le 31 mars 2021 (date de la facture acquittée) ».

Ugesiichts, datt schonns Persoune virun der Erhéijung vun der Primm bereet waren, sech een neie Vëlo zouzeleeën, wäerten déi Leit, déi fir 2020 eng Rechnung virleeë kënnen, och vun der erhéijter Primm profitéiere kënnen a retroaktiv Sue rembourséiert kréien?

3. Ass, am Hannergrond vun der Förderung vun enger zirkulärer Wirtschaft, geplangt, d'Primm och fir Secondhand-Vëloen auszewäiten?

4. Wéi vill Vëloe sinn zënter 2013 (opgelëscht no Joer) beim Staat ugeschaaft ginn? Wéi vill Kilometer mam Auto konnten doduerch insgesamt agespuert ginn? Wéi vill CO_2- Emissioune konnten doduerch agespuert ginn?

5. A menger parlamentarescher Fro N° 1915 hunn d'Ministere mir geäntwert, dass d'Regierung sech zum Zil gesat huet, de gesamte Fuerpark vun der Regierungsmembere mëttelfristeg total CO_2-emissiounsfräi ze kréien. Wat fir een Zäitraum versteet d'Regierung ënnert dem Begréff „mëttelfristeg"?

6. Wäert d'Regierung an deenen nächste Méint een Deel vun hire Limousinnen duerch Vëloen ersetzen?

- Falls jo, wéi vill Limousinne sollen duerch Vëloen ersat ginn?

- Falls nee, firwat net?

7. Wéi vill Ministeren si bereet hir Limousinnen an noer Zukunft ofzeginn an, am Kader vun hirem Mandat, nëmmen nach mam Vëlo a mam ëffentlechen Transport ze fueren?

Réponse commune (13.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Déi erhéichte Primm vu bis zu 600 € gëllt réischt fir Vëloen a Pedelec 25en (Vëloe mat enger elektrescher Ënnerstëtzung bis 25 km/h), déi no dem 11. Mee kaf goufen, a wëll dat betreffend Reglement den 21. Juni 2020 am Mémorial A vum Journal officiel publizéiert gouf, an domadder réischt ab dësem Datum eng Demande fir eng erhéichte Primm kann ausbezuelt ginn, ass et nach verfréit een éischte Bilan ze maachen.

Leit, déi virum 11. Mee 2020 e Vëlo oder e Pedelec 25 kaf hunn, kënne weiderhin eng Primm vu bis zu 300 € ufroen. Gebrauchte Vëloen a Pedelec 25en si generell vun der Primm ausgeschloss.

Am Joer 2019 huet de Staat 10 Pedelec 25 ugeschaaft an 2020 waren dëst der 11 Stéck. Fir déi Jore virdrun si keng Donnéeën disponibel, well déi entspriechend Kreditter am Staatsbudget nach net virgesi waren. Fir d'Qualitéit vun den Donnéeën ze verbesseren, ass 2019 en Artikel „74.001 Acquisition de vélos de service" agefouert ginn, deen 2020 bei den eenzele Ministèren nach méi systematesch am Staatsbudget ageschriwwe ginn ass, fir sech Vëloen unzeschafen. Ab 2021 ass virgesinn, fir d'Vëloen a Pedelec 25en zentral iwwert de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten anzekafen, esou wéi dat säit 2017 fir déi elektresch Déngschtween gemaach gëtt.

Well de Kilometrage vun deene kaaften Déngschtvëloen net erfaasst gëtt, kënnen och keng Aussoen zu de gespuerten Autoskilometer

[5] Broadband Connectivity https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/connectivity

[6] Rapport statistique des télécommunications du luxembourg de l'année 2019 Juin https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-1461723625-779.pdf

oder de CO_2-Emissioune getraff ginn. Et sief heibäi bemierkt, datt Déngschtvëloen als komplementar Verkéiersmëttel fir d'Mataarbechter beim Staat ugeduecht sinn a virun allem bei kuerzen Trajeten eng Alternativ zum Déngschtauto oder dem ëffentlechen Transport duerstellen.

Wat de Fuerpark vun de Regierungsmembere betrëfft, esou ass am Moment nach kee geneeën Zäitraum definéiert, ab wéini dës Gefierer sollen CO_2-emissiounsfräi sinn. Dëse Fuerpark ass dimensionéiert a geduecht, fir d'Membere vun der Regierung oder exzeptionell auslännesch Regierungsmembere kënnen a Reuniounen an d'In- an d'Ausland ze féieren. Et ass dowéinst och net virgesinn, datt een Auto aus dësem Fuerpark duerch ee Vëlo ersat gëtt. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1915 vum 21. Februar 2020 erkläert, gi prioritär Hybride a Plug-in-Hybride kaf, esoudatt déi duerchschnëttlech CO_2-Emissioune vum gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere weider fale wäerten. Et gëtt dernieft gepréift, fir an noer Zukunft 100 % Elektroautoen ze kafen an ab deem Moment, wou esou een Null-Emissiouns-Auto sech fir den Asaz beim Service de protection du Gouvernement eegent, ka méi genau definéiert ginn, bis wéini de gesamte Fuerpark soll CO_2-emissiounsfräi sinn. D'Regierungsmemberen hunn natierlech do dernieft d'Méiglechkeet, fir sech mat hirem private Vëlo oder dem ëffentlechen Transport ze deplacéieren.

Question 2355 (09.06.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant **Valorlux :**

D'lescht Joer ass an dräi Gemengen ee Projet fir nei Valorlux-Tuten duerchgefouert ginn, wou de Bierger nach méi verschidde Verpackunge kann dra maachen. Laut mengen Informatioune kruten aner Gemengen, déi dee selwechte Projet wollte lancéieren, dat vun der Ëmweltverwaltung refuséiert. Ee Grond wär, dass de Projet nach misst verlängert ginn, wat jo och lo schonn zanter enger Zäit an alle SIDEC-Gemengen de Fall ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Ginn et scho Resultater vun deem éischte Pilotprojet an och vu senger Verlängerung? Wa jo, wéini sollen déi publizéiert ginn?

2. Kann d'Madamm Ministesch meng Informatioune betreffend dem Refus fir nach aner Gemenge mat zou ze loossen, confirméieren? Wa jo, aus wat fir enge Grënn sinn dës Refusen ausgeschwat ginn?

3. Stëmmt et, dass d´Ëmweltverwaltung no dem Projet an deenen dräi éischte Gemenge verlaangt huet, en ze verlängeren? Wa jo, firwat?

4. Kéint d'Aféiere vun deem neie Valorlux-System, dee vill méi Zorte Verpackungen asammelt, an alle Gemengen aus dem Land net zu enger wesentlecher Verbesserung vun der Offallgestioun bäidroen? Besonnesch am Hibléck op dee ville Verpackungsplastik, deen nach an der groer Dreckskëscht ass.

5. Ka chiffréiert ginn, wat fir eng Käschten dem Bierger duerch d´Offallentsuergung entstinn sou laang wéi him deen neie System virenthale gëtt?

Réponse (13.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et gouf eng Auswäertung vun der éischter Phas vum Pilotprojet gemaach, déi um Gebitt vun de Gemenge Munneref, Déifferdeng an Helperknapp ofgelaf ass. Dës Auswäertung huet verschidde Resultater bruecht. Et konnten awer net all Froen definitiv beäntwert ginn. Donieft sinn zu verschiddenen Theemen Opklärungsbedürfnisser entstanen. Och war et esou, datt d'Dauer vun deem Projet ganz kuerz war an doduerch net genuch fundéiert Resultater opgestallt konnte ginn. Eng definitiv Konklusioun am Sënn vun enger Ausbreedung vum neie System konnt also net gezu ginn.

Vun der 2. Phas vum Pilotprojet, um Gebitt vum SIDEC, ginn et nach keng definitiv Resultater. D'Gesamtresultater vun deem Projet wäerte nom Schluss bekannt gemaach ginn.

ad 2. Sënn an Zweck vun engem Pilotversuch ass et, verschidde Modalitéiten ze probéieren, ob se fonctionéieren an op Basis vun deenen Erkenntnisser eventuell Verbesserungen an Upassungen ze maachen. Ee Pilotversuch stellt deemno keng definitiv Situatioun duer, mee soll et erméiglechen, Resultater ze analyséieren, an doraus objektiv Schlussfolgerungen ze zéien.

D'Konklusioune vun engem Pilotprojet kënnen esouwuel positiv (déi geplangte Modalitéite si machbar), wéi och negativ (déi geplangte Modalitéite sinn net machbar oder bréngen net dat gewënschte Resultat) sinn.

Esou ee Projet, wou Donnéeën analyséiert musse ginn, brauch also e fixe Kader. Dozou gehéiert ënner anerem de Perimeter vun de Gemengen, déi matmaachen, mee och den Zäitraum iwwert deen de Projet leeft. Wa sech nei Gemenge wärend dem Projet ugeschloss hätten, wären d'Versuchsbedingungen nodréiglech geännert ginn an d'Interpretatioun an de Verglach vun den Donnéeë ganz schwéier oder esouguer onméiglech ginn.

Ier et also zum Uschloss vu weidere Gemenge komme kann, muss fir d'éischt iwwert de Projet bewise ginn, datt d'Asammlung vu weidere Fraktiounen an der bloer Valorlux-Tut wierklech zu deene Objektiver bäidréit, déi virgesi sinn, a ganz besonnesch zu engem héichwäertege Recycling vun deenen agesammelte Fraktiounen.

ad 3. Entspriechend dem Agrément vun der Valorlux, fir kënnen Organisme agréé am Kader vun der erweiderter Produzenteverantwortlechkeet fir Verpackungen ze sinn, muss fir all Erweiderung vun de Fraktiounen, déi iwwert de bloe Sak agesammelt ginn, am Virfeld e Pilotversuch gemaach ginn, ier d'Ëmweltverwaltung eng Decisioun huele kann.

Wéi scho gesot, hunn d'Resultater vun där éischter Pilotphas et net erlaabt, verschidde Froen definitiv ze beäntweren, wat et also net erméiglecht huet, de Projet tel quel ze validéieren. Dorënner waren zum Beispill (awer net exklusiv):

- d'Charakteriséierung vun dem Inhalt vun der normaler bloer Tut ier de Pilotprojet lassgaangen ass (initiale Standpunkt);

- déi genau Recyclingsfilièren (Endbabnehmer) vun deenen eenzelne Fraktiounen;

- ënnerschiddlech Resultater vun enger Gemeng op déi aner;

- d'Kierzt vum Projet, déi et och net erméiglecht huet treffend Schlussfolgerungen ze zéien.

Een anere ganz wichtege Punkt bleift och nach ze klären, an zwar a wéi enger Hisiicht eng Mëschung vu méi Fraktiounen aus verschiddene Materialien kënnen zu engem qualitativ héichwäertege Recycling bäidroen, esou wéi dat am Artikel 14 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 gefuerdert gëtt.

Esou e qualitativ héichwäertege Recycling ass néideg, fir d'Objektiver vum Offallgesetz ze respektéieren, an zwar sécherzestellen, datt d'Materialien esou laang ewéi méiglech am ökonomesche Kreeslaf weidergenotzt kënne ginn. Dëse qualitativen Aspekt ass iwwregens och eng Fuerderung, déi ëmmer méi vun der Recyclingsbranche gestallt gëtt.

ad 4. Sënn an Zweck vun der separater Asammlung ass et, déi verschidden Offallfraktioune a -materialien engem qualitativ héichwäertegem Recycling zouféieren ze kënnen. Dowéinst duerfe laut Paragraph 1 vum Artikel 13 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 déi verschidde Materialien net matenee vermëscht ginn. Kënnt et awer zu enger Vermëschung, da mussen déi verschidde Materialien uerdentlech getrennt ginn.

Dëst ass och de Fall fir déi blo Valorlux-Tut. Si muss nozortéiert ginn. Wichteg ass heibäi awer ëmmer, dat d'Qualitéit bleift an datt d'Material tatsächlech recycléiert gëtt. Dëst ass zum Beispill net de Fall a verschiddene vun eisen Nopeschlänner, wou zwar vill iwwert e Sak agesammelt gouf, d'Qualitéit awer esou schlecht war, datt de Gros net konnt recycléiert ginn, mee verbrannt huet misse ginn.

Datt vill Bierger ëmmer méi Offall an der bloer Tut sammele wëllen, ass positiv a weist d'Demande, déi an der Bevölkerung do ass. Déi blo Tut kann effektiv dozou bäidroen, datt manner Plastiksverpackungen an der groer Dreckskëscht landen. Fir en héichwäertege Recycling unzestriewen, misst normalerweis méi vun Ufank u getrennt ginn, an zwar beim Offallproduzent; dat ass awer net onbedéngt am Sënn vun der Vereinfachung, déi d'Bierger gären hätten, mat enger eenzelner Tut fir alles dran ze maachen.

De Pilotversuch ass also néideg, fir den Noweis ze kréien, datt den erweiderte bloe Sak effektiv zu enger Verbesserung vun der Offallgestioun, an domat och vun der Gestioun vun de Ressourcen, féiert, an net zu enger „Vermüllung" vun dem aktuelle System.

ad 5. Tatsaach ass, datt de Bierger als Konsument beim Akaf vun engem Produkt eng Valorlux-Contributioun bezuelt huet, egal a wat fir enger Gemeng e wunnt. Dës Contributioun déngt dozou, d'Gestion vun den Verpackungsoffäll duerch Valorlux ze finanzéieren. Geheit de Bierger d'Verpackungen a seng gro Dréckskëscht, da bezilt en och nach eng Kéier iwwert de Wee vun de Gemengentaxen fir d'Entsuergung vun de Verpackungsoffäll. Et ass awer net méiglech, déi Käschten ze berechnen. Grond dofir sinn d'Offall-Taxen, déi vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn, awer och d'Aart a Weis wéi déi Taxe berechent ginn.

Et sief hei awer drop higewisen, datt d'Bierger schonn zanter e puer Joer d'Méiglechkeet hunn, déi Fraktiounen, déi iwwert den erweiderte bloe Sak agesammelt solle ginn, an de Recyclingzenteren gratis ofzeginn an doduerch och elo schonn dozou bäidroe kënnen, datt manner Offall an hirer groer Dréckskëscht ass.

Question 2356 (09.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réouverture du bureau de poste à Troisvierges :**

De Moment schéngen nach eng Rei Büroe vun der Post iwwer Land hir Diere weider zouzeloossen.

Dat trëfft am Speziellen op de Postbüro vun Ëlwen zou. Vill Leit aus dem ländleche Raum an der Nordspëtzt mussen nämlech de Moment wéinst dëser zäitweileger Schléissung vu grad dësem Büro wäit fueren a fäerten, datt d'Covidkris dozou féiert, datt och dëse Büro net méi opgeet.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Wat fir eng Büroe sinn nach zou? Wéi eng ginn deemnächst nees op?

- Wéini gëtt de Büro vun Ëlwen nees opgemaach?

Question 2358 (09.06.2020) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **réouverture du bureau de poste à Troisvierges :**

Wéinst der Covid-19-Pandemie sinn d'Ëffnungszäite vu ville Postverkafsstelle reduzéiert, respektiv si Büroen temporär zougemaach ginn. Sou och de Postbüro zu Ëlwen, dee bis haut nach ëmmer zou ass. Laut mengen Informatiounen ass nach keen Datum fir eng Reouverture vun dësem Postbüro bekannt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Kann den Här Minister mir dës Informatioun bestätegen?

- Geet de Postbüro zu Ëlwen an noer Zukunft erëm op oder ass eng aner Decisioun fir dee Büro geholl ginn, a wa jo, wéi eng Decisioun wier dat?

Réponse (13.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De Postbüro zu Ëlwen ass de 16. Juni 2020 erëm opgaangen.

Am Ganze waren 18 Postbüroen am Kontext vun der Covid-19-Pandemie zougemaach ginn. POST Lëtzebuerg huet all dës Büroe progressiv nees opgemaach, nom Plang am Tableau heidrënner.

Ier e Büro nees opgemaach ginn ass, huet e misse gebotzt an un déi nei Situatioun ugepasst ginn. Händschen, Masken an hydroalkoholesche Gel sinn un d'Mataarbechter verdeelt ginn, an ënner Ëmstänn sinn och Beräicher mat Plexiglasscheiwen ofgetrennt ginn.

Datum	Büro
19.06.2020	Ëlwen, Wuermer, Esch-Nord
24.06.2020	Lampertsbierg, Bauschelt, Esch-Lalleng, Keel, Uewerkuer
29.06.2020	Briddel, Kënzeg, Leideleng, Luerenzweiler, Mamer, Rammerech, Habscht, Belair, Reisduerf, Sëll

Question 2359 (09.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **heures d'ouverture des bureaux de poste :**

De Corona-Noutstand huet de Post-Zerwiss wéi vill aner Betriber an Déngschtleeschtunge ferm duerchernee bruecht. Esou waren am Confinement vill Postbüroen net méi zu de gewinnte Stonnen op. Duerfir dës zwou Froen un den zoustännege Minister:

1. Wéini ass mat enger Normalisatioun vum Betrib vun de Postbüroen ze rechnen?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt déi Büroen nees zu de gewinnte Stonne wäerte funktionéieren an datt net no Corona nei Ëffnungszäite gëllen?

3. Huet d'Regierung wëlles, d'Zuel vun de Postbüroe weider ze reduzéieren an, wa jo, wéi eng Büroe gi wéini zougemaach?

Réponse (13.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

All déi 18 Postbüroen, déi am Kontext vun der Covid-19-Pandemie zäitweileg zougemaach goufen, hu bis den 29. Juni 2020 nees opgemaach. An enger Iwwergangsphas wäerte véier Büroen aus organisatoresche Grënn fir eng gewëssen Zäit nëmmen zu reduzéierten Zäiten op sinn. Op laang Siicht bleiwen d'Ëffnungszäiten awer onverännert.

POST Lëtzebuerg decidéiert autonom, wéi se hire Reseau de Besoine vun hire Clienten upasst. Dobäi gëtt a Betruecht gezunn, wéi héich d'Frequentatioun ass, wéi accessibel e Büro ass, esouwuel wat d'Ëffnungszäite wéi och déi geographesch Lag ugeet, wéi d'Qualitéit vum Empfang ass, a virun allem, wat fir Alternativen de Client huet am Fall wou e Büro zougemaach gëtt.

Sou wéi de Wirtschaftsminister et a senger Interventioun den 9. Juni 2020 an der Chamber duergeluecht huet, ass d'Unzuel u Stonnen zu deene Postservicer ugebuede ginn, an de Postbüroe wéi och an de Points POST bei Partner, iwwert déi lescht Jore konstant an d'Luucht gaangen, zanter 2015 souguer ëm 62,8 %.

Pack-up Statiounen, wou de Client zu all Zäit säi Pak ka siche goen oder och zréck schécken, huet POST der mëttlerweil 107 uechtert d'Land, 3,3-mol méi wéi nach 2015.

Et sief och drun erënnert, dass POST-Déngschtleeschtungen doheem ubitt. Dës Offer wennt sech u Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, dës Leit kënnen sech un hire Bréifdréier riichten, fir verschidde Courrier- a Finanzservicer an Usproch ze huelen.

Op Nofro huet POST dem Wirtschaftsminister confirméiert, dass am Moment keng Reduktioun vun der Zuel vu Postbüroen decidéiert ass.

Question 2360 (09.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **réseau 5G au Luxembourg :**

De kontroverséierten Telekommunikatiounsstandard 5G wërft jo op gesondheetlechem, technologeschem a politeschem Plang eng ganz Rëtsch Froen op.

Duerfir wëll ech hei méi technesch Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi wäit ass d'Evaluatioun vu méigleche Fournisseure fir de Lëtzebuerger 5G-Reseau?

2. Wéi e Material, vu wéi engem Fournisseur, huet dobäi am beschten ofgeschnidden?

3. Wéi vill méiglech Fournisseure vu 5G-Material kommen aus China?

4. Wéi vill vun de méigleche Fournisseure si vun den USA op eng schwaarz Lëscht gesat ginn, soudatt de Kaf vun hirem Material eventuell diplomatesch a wirtschaftlech Konsequenze kéint hunn?

5. Wéi vill Material vun esou Fournisseuren ass aktuell zu Lëtzebuerg scho Bestanddeel vun de 5G-Installatiounen?

6. Wéi vill dovunner gëtt bei den Antennen agesat a wéi vill an der 5G-Zentral?

7. Gëtt et eng interministeriell Ofstëmmung, déi de Risiko vun US-Sanktioune bei dësem Ekipement am A behält?

Réponse commune (13.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Lëtzebuerger Operateuren, déi och schonns kommerziell 2G-, 3G- a 4G-Reseaue bedreiwen, hunn, souwäit d'Regierung informéiert ass, déi technesch Evaluatioun vun de méigleche Fournisseuren nach net komplett ofgeschloss. Et kann also dofir och nach net ofschléissend gesot ginn, wéi ee Material dobäi am beschten ofgeschnidden huet. Eng Rei Prezisiounen zu de Sécherheetskrittären an Technologieufuer-

derunge sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2320 vum Här Deputéierte Sven Clement beäntwert.

Souwuel d'Firmen ZTE wéi Huawei si chineesesch Fournisseuren, déi an Europa, an dobäi och zu Lëtzebuerg, mat Operateure vu mobille Reseauen zesummeschaffe wëllen. Dës zwou Entreprisë sinn an den USA ëffentleche Reprochen ausgesat.

D'Frequenzen, déi op europäeschem Niveau fir d'5G virgesi sinn, sinn nach net zu Lëtzebuerg zougedeelt. Am Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng ëffentlech 5G-Reseauen, mee just e puer punktuell Testinstallatiounen.

Wéi bei villen aneren iwwergräifende Sujete gëtt et och bei der 5G eng interministeriell Ofstëmmung tëschent all de betraffene Ministèren a Verwaltungen. Dobäi gëtt och suivéiert, wat d'US-Regierung a puncto 5G-Ekipementer seet.

Question 2361 (09.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **personnel de POST Luxembourg :**

D'Postgesetz vum 15. Mäerz 2016 gesäit a sengem Artikel 24 vir, datt de Regime vun den Postagente entweeder ëffentlech oder privat ass. Dozou wëll ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit beschäftegt POST aktuell a wéi vill vun deene sinn am ëffentlechen oder am private Statut?

2. Wéi war déi Verdeelung virun zéng Joer a wéi ass d'Entwécklung geplangt?

3. Wéi vill Agenten huet POST ënnert dem neie Gesetz rekrutéiert, wéi vill dovunner am ëffentlechen a wéi vill am private Statut?

4. Gesäit d'Regierung - besonnesch och am Kontext vun engem Service universel - POST-Aktivitéiten, déi nëmme vu Staatsbeamte Aktivitéiten assuréiert ginn a wéi eng sinn dat?

5. Ass d'Regierung wëlles, a POST e gesonden Equiliber tëscht Agenten am ëffentlechen a private Statut ze halen?

Réponse (13.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Op den 31. Mee 2020 beschäftegt POST Lëtzebuerg 2.920 Leit, vun deenen der 1.722 de privaten an 1.198 en ëffentleche Statut hunn. Ugangs 2010 huet POST Lëtzebuerg 2.898 Leit beschäftegt, vun deenen haten der 429 de private Statut, 555 waren der Staatsaarbechter, déi haut als Salarié de l'État am Privatstatut gefouert ginn, an 1.914 haten en ëffentleche Statut.

Zanter 2016 huet POST Lëtzebuerg 742 Leit rekrutéiert, dovunner een am ëffentleche Statut. Et gi keng Postaktivitéiten, och net am Kader vum Service universel, déi de Statut vum Staatsbeamte bei engem Mataarbechter vu POST viraussetzen.

POST Lëtzebuerg evoluéiert an engem liberaliséierte Marché an engem konkurrenziellen Émfeld a geréiert dowéinst d'Personalfroen als autonome Betrib a voller Eegeverantwortung.

D'Regierung dréit deem Rechnung an hëlt keen Afloss op d'Personalpolitik vu POST Lëtzebuerg.

Question 2369 (10.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **locaux commerciaux en possession de l'Administration des bâtiments publics :**

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie goufen et Fuerderungen, fir Commerçanten duerch d'Aussetze respektiv de Verzicht vum Loyer ze entlaaschten an esou d'Perennitéit vun hire Betriber ze erméiglechen. Verschidde Gemenge sinn dëse Wee gaangen an och Regierungsmemberen hunn ugedeit, datt dëst Piste wieren, déi ee misst kucken. De Staat selwer ass duerch eng Rei Institutiounen, ënner anerem der Administration des Bâtiments publics, Proprietär vu kommerzielle Surfacen (Bureauen, Restauranten, Geschäfter…), déi u Betriber verlount ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Här Minister, wéi vill Locaux commerciaux verlount d'Administration des bâtiments publics?

2. Wat ass de Loyer moyen a médian pro m²?

3. Wéi vill Loyer gëtt pro Mount erageholl?

4. Gouf am Kader vum Covid-19 op Loyer verzicht? Wa jo, op wéi vill?

Réponse (14.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Finanzministère geréiert, via d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, 34 Commercë respektiv Kontrakter, déi a Relatioun mat engem Commerce sinn. Dobäi ginn zwee eenzel Kontrakter a Relatioun mat engem Commerce (z. B. Commerce + Parking) als een gezielt.

De Loyer variéiert ganz staark jee nodeem ëm wéi eng Zort Commerce et sech handelt (Parzell, Parking a Relatioun mat engem Commerce, Restaurant, Eenzelhandel). D'Recettë pro Mount fir de Staat belafen sech op ronn 94.000 Euro.

Am Kader vun der Kris bedéngt duerch d'Pandemie Covid-19, gouf ee Moratoire ausgeschwat fir all d'Commercen, déi eng Demande gestallt hunn. Dëse Moratoire gëtt och zum aktuellen Zäitpunkt nach bäibehalen.

Am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" ass ee steierlechen Abattement fir Privatproprietäre virgesinn, wann si op een Deel vum Loyer aus engem Bail commercial verzichten. Dësen Abattement ka bis zu 15.000 Euro erreechen, entspriechend enger Reduktioun vum Loyer vun 7.500 Euro. Analog dozou huet de Staat och fir déi Geschäftsleit, déi bei him lounen, eng änlech Mesure virgesinn. Wann d'Moratoiren auslafen, kënnen dës Locataren eng Reduktioun vum Loyer vu 50 % de Mount accordéiert kréien, dëst bis zu engem Plaffong vu 7.500 Euro.

Question 2376 (11.06.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **initiatives des scouts et autres bénévoles au profit des personnes vulnérables :**

Dans le cadre de la réponse sociétale à la crise sanitaire, la solidarité était à juste titre le principe directeur commun de tous les acteurs impliqués. Dans la pratique, c'est souvent sous forme de magnanimes actions bénévoles que cette solidarité a pu atteindre ceux qui en avaient le plus besoin.

Dans ce cadre, le mouvement scout - en tant qu'une des branches les mieux structurées du bénévolat au Luxembourg - a dès le début de la pandémie pu assister les personnes vulnérables. De multiples initiatives dont notamment le passage au supermarché ou à la pharmacie ont été d'une importance vitale pour leurs bénéficiaires. Or, avec la reprise des activités scolaires et professionnelles, la disponibilité des guides et scouts risque d'aller en diminuant, malgré la volonté continue des jeunes de s'engager au profit de leurs concitoyens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils chiffrer le nombre de bénévoles ayant contribué aux initiatives des guides et scouts en faveur de personnes vulnérables depuis le début de la pandémie ?

2) Est-il possible de chiffrer le nombre de personnes ayant pu bénéficier de ces initiatives ?

3) Est-ce que Monsieur et Madame les Ministres partagent le souci que la capacité d'aide des bénévoles diminuera avec la reprise scolaire et professionnelle ? Dans l'affirmative, comment envisagent-ils à ce stade pourvoir aux nécessités quotidiennes des personnes vulnérables assurées jusqu'ici par des initiatives bénévoles, notamment celles coordonnées par le mouvement scout ?

4) Dans le cadre plus général des initiatives bénévoles à travers toute la société civile, Monsieur et Madame les Ministres envisagent-ils à ce stade des modalités ou certifications de reconnaissance, permettant notamment aux jeunes de se prévaloir de leurs efforts dans le cadre de leurs carrières futures ? Dans l'affirmative, quelles seraient des pistes à explorer en ce sens (lettres de reconnaissance, certifications d'heures ou de services prestés, etc.) ?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Environ 900 membres des deux grands mouvements scout LGS (Lëtzebuerger Guiden a Scouten) et FNEL (Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg) ont participé à l'action commune #AllDagEngBA, qui avait pour objet de soutenir les personnes vulnérables par la réalisation d'achats, de courses et d'autres services.

Aussi, 453 membres des deux groupes ont participé à l'action #Bitzdoheem, qui a contribué à coudre des masques de protection dans le cadre du Covid-19, qui ont été distribués à des organisations et associations œuvrant dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse.

ad 2) Le nombre exact des bénéficiaires de ces actions peut seulement être estimé, car les achats ou autres services ont bénéficié à des ménages de taille variable. Jusqu'au 16 juin 2020, 39 mouvements locaux des LGS ont mené 3.550 bonnes actions (achats et autres services). Les membres de la FNEL ont mené 2.312 bonnes actions pour 719 personnes vulnérables. Concernant l'action #Bitzdoheem, presque 40.000 masques ont été distribués au bénéfice de 51 associations.

ad 3) La capacité d'aide des bénévoles des mouvements scouts a effectivement diminué avec les mesures du déconfinement et avec la reprise scolaire et professionnelle, vu que les bénévoles sont moins disponibles et engagés de nouveau dans le contexte de leurs obligations quotidiennes. Par ailleurs, avec les mesures du déconfinement, le nombre de demandes d'aide a également diminué vu que les personnes vulnérables peuvent désormais recourir à leur réseau d'aide et de soutien habituel.

ad 4) Pour ce type d'engagement, aucune certification spécifique dans le contexte du Covid-19 n'est actuellement en vigueur. Toutefois, les efforts réalisés dans le cadre des différentes activités ont été considérables et méritent d'être salués. Pour cette raison, les efforts vont bien sûr pouvoir être pris en compte dans le contexte des modalités et certifications de reconnaissance qui existent actuellement dans le cadre de la valorisation du bénévolat des jeunes.

Il s'agit notamment de l'attestation de l'engagement du Service national de la jeunesse et de l'outil Certificat qui permet d'établir des certificats de compétences développés dans le cadre d'un engagement bénévole.

Aussi, la validation des expériences bénévoles dans la démarche de la validation des acquis du Service de la formation professionnelle du MENJE permet de faire valoir les efforts des jeunes bénévoles engagés lors de la période du confinement.

Par ailleurs, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit qu'une « étude sur la vie associative au Luxembourg sera commandée afin de promouvoir l'engagement citoyen de manière plus efficace et de mieux comprendre les besoins des associations à but non lucratif ». L'objectif de cette étude est de faire un état des lieux de l'existant, des attentes et des besoins des différentes parties concernées, afin d'en tirer des conclusions et de prévoir des solutions adaptées. Les questions relatives à la mise en valeur des acquis développés par les bénévoles et à la reconnaissance des périodes de bénévolat seront abordées dans le contexte de cette étude.

Question 2381 (11.06.2020) de **MM. Georges Engel** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**effort de solidarité des assureurs :**

L'état de crise instauré au niveau national à la suite de la propagation du virus Covid-19 est allé de pair avec une contraction inédite de l'activité économique ce qui a entraîné une perte de pouvoir d'achat de nombreux ménages et une baisse du chiffre d'affaires au niveau des entreprises.

En France, la Fédération française des assurances (FFA) a annoncé dès le 23 mars que les assureurs allaient contribuer à hauteur de 200 millions d'euros au fonds de solidarité instauré par le Gouvernement français en faveur des très petites entreprises (TPE) et des indépendants. Suite à la demande du Ministre des Finances Bruno Le Maire, cet engagement financier a été doublé pour atteindre 400 millions d'euros.

À cet effort de solidarité s'ajoutent des gestes commerciaux en faveur des assurés, notamment la prise en charge de sinistres non couverts dans les contrats existants et le maintien des couvertures d'assurance malgré le non-paiement ou le report des primes. Au total, ces mesures d'aides extracontractuelles se chiffrent à 1,75 milliards d'euros.

Finalement, ce secteur relativement épargné par la crise contribue à la relance économique tricolore par le biais d'un programme d'investissement à hauteur de 1,5 milliards d'euros en faveur des TPE et des entreprises à taille intermédiaire (ETI) œuvrant dans le secteur de la santé. Ainsi, tout compte fait, l'enveloppe totale des engagements pris par les assureurs représente plus de 3,2 milliards d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que des représentants du secteur des assurances luxembourgeois ont d'ores et déjà fait part à Monsieur le Ministre de leur volonté de faire preuve d'un geste de solidarité ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre, à l'instar de son homologue français, envisage d'entrer en contact avec les représentants du secteur de l'assurance luxembourgeois, en premier lieu avec l'Association des compagnies d'assurances et de réassurance du Grand-Duché de Luxembourg (ACA) pour parvenir à un geste de la part des assureurs ?

- Étant donné que durant le confinement de nombreux véhicules d'entreprise et privés n'ont pas circulé, que certaines assurances n'ont eu aucun effet réel pendant la cessation des activités économiques et que dès lors il est à supposer que les compagnies d'assurances ont pu économiser le paiement de certaines rétributions à leurs clients, Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer cette hypothèse et, le cas échéant, de chiffrer ces montants ?

Réponse (21.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Ministère des Finances a un échange régulier avec les représentants de la place financière, y compris le secteur de l'assurance. Ainsi, en date du 23 avril, le Ministre des Finances a eu des concertations avec l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance (ACA) sur l'impact de la crise sur le secteur de l'assurance et réassurance ainsi que sur l'engagement que le secteur prend pour soutenir l'économie luxembourgeoise dans la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Faisant preuve de solidarité nationale, le secteur de l'assurance et réassurance a souscrit de manière significative à l'emprunt obligataire de 2,5 milliards d'euros, que l'État a émis pour lutter contre la pandémie et soutenir les entreprises et les ménages à surmonter la crise.

À titre individuel, les assureurs ont également consenti des gestes commerciaux à des clients impactés par la crise, comme par exemple des délais de paiement.

Lors de la réunion du 23 avril, le Ministère des Finances et l'ACA ont également convenu de créer un groupe de travail afin d'étudier la faisabilité d'un mécanisme de protection contre les futures crises sanitaires majeures.

En l'absence de chiffres, le Ministère des Finances ne peut confirmer l'hypothèse des honorables Députés, selon laquelle les compagnies d'assurance ont pu économiser le paiement de certaines rétributions à leurs clients suite au confinement de véhicules d'entreprise et privés.

Question 2383 (12.06.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **soutiens financiers accordés aux communes pour la mise en œuvre de diverses politiques nationales :**

Les communes sont souvent invitées à collaborer avec l'État pour la mise en œuvre de politiques nationales. En rétribution des moyens engagés par les communes, celles-ci perçoivent un soutien financier de la part de l'État. Ainsi par exemple dans le cadre du pacte climat, les communes peuvent e. a. percevoir au courant de la première année une subvention forfaitaire annuelle de 10.000 EUR pour participer au financement des frais de fonctionnement du système de gestion de qualité eea sous forme d'avances forfaitaires annuelles et une subvention variable annuelle (bonus annuel octroyé aux communes ayant obtenu une certification eea, entre 5 et 35 EUR par habitant).

Il se trouve toutefois que pour le calcul des soutiens financiers à allouer aux communes au titre d'une année X, le ministère se réfère au nombre d'habitants résidant dans une commune au 31 décembre de l'année X-1 au lieu de se référer au nombre d'habitants de fin de l'année X, ce qui peut être perçu comme étant injuste.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur et à Madame le Ministre de l'Environnement et du Climat :

- Mesdames les Ministres sont-elles conscientes du manque à gagner des communes en application du mode de calcul retenu pour le soutien financier à accorder aux communes au titre du pacte climat ?

- Mesdames les Ministres ne considèrent-elles pas plus justes de retenir le nombre d'habitants

à la fin de l'année X pour le calcul de la subvention pour cette même année X ?

- Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres entendent-elles revoir ledit mode de calcul pour des raisons d'équité ?

- Le nouveau mode de calcul serait-il, le cas échéant, transposable à d'autres types de soutiens financiers accordés aux communes ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La loi modifiée du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes prévoit que le nombre d'habitants pris en compte pour déterminer le montant de la subvention variable, dont bénéficient les communes, est calculé sur base des dernières statistiques officielles publiées par le Statec.

Dans un souci d'équité vis-à-vis des communes, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable se réfère systématiquement au nombre d'habitants, tel que disponible au 1er janvier pour déterminer à la fois le montant de la subvention variable et le nombre d'heures en matière de conseil au bénéfice des communes de l'année en cours. S'y ajoute que la subvention variable est transférée aux communes respectivement dès le moment où la commune est certifiée ou en milieu d'année pour les communes déjà certifiées. Se baser sur le nombre d'habitants à la fin de l'année pour le calcul de la subvention pour cette même année, comme suggéré par Monsieur le Député, aurait comme implication que le transfert des aides financières aux communes serait reporté au début de l'année suivante.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, soucieux de faire parvenir ces aides financières le plus tôt possible aux communes, entend poursuivre cette approche dans le cadre du pacte climat 2.0 pour la période au-delà de 2020.

Question 2388 (12.06.2020) de **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **promotion du télétravail au niveau national et transfrontalier :**

À côté du chômage partiel, c'est l'extension massive du télétravail à travers presque tous les secteurs économiques qui a pu contribuer à limiter la hausse du chômage dans le contexte de la crise économique causée par la pandémie du Covid-19. Au-delà du moment immédiat, le recours au télétravail a laissé entrevoir la capacité de celui-ci à contribuer à la recherche de solutions durables à des problématiques socio-économiques structurelles. La promotion du télétravail a été une priorité du Gouvernement actuel depuis la législature 2013-2018. Or, il faut se rendre à l'évidence que dans le contexte de la pandémie, la réalité du travail à distance a bien souvent dépassé le cadre législatif et coutumier au Grand-Duché, comme partout en Europe. En dépit des avantages apparents il importe aussi de ne pas perdre de vue ses limites et risques, par exemple au niveau droit du travail (notamment en ce qui concerne l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée), de la protection de la sphère privée, des données, mais aussi des inégalités entre secteurs économiques.

Avant le début de la pandémie du Covid-19, le télétravail au Luxembourg avait déjà le vent en poupe, tant au niveau de la pratique que du cadre législatif et réglementaire. Dans le secteur privé, la Convention du 15 décembre 2015 relative au régime juridique du télétravail assure la continuité d'un régime flexible, laissant une large place à la concertation entre employeurs et employés. Au niveau de la fonction publique, un processus de réforme du cadre réglementaire est arrivé à un stade avancé suite aux conclusions positives d'un projet pilote. Or, à travers tous les secteurs économiques, il subsiste un certain nombre d'écueils, dont notamment les contraintes des conventions fiscales bilatérales régissant le télétravail des frontaliers résidant dans les pays limitrophes du Luxembourg.

Il est évident que le télétravail est un dossier transversal et transnational dont la discussion implique de nombreux acteurs. La volonté exprimée par le Gouvernement d'aborder le sujet prochainement avec les partenaires sociaux témoigne d'une ouverture au dialogue. Or, avec le nombre élevé de ressorts ministériels et d'interlocuteurs qui participent au débat s'impose aussi la nécessité d'une volonté politique basée sur une conception holistique de l'enjeu du télétravail.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis que les enseignements de ces dernières semaines suggèrent l'opportunité de revoir le cadre légal actuel du télétravail dans son ensemble ? Sont-ils d'accord qu'à côté d'une ouverture au dialogue, cette démarche nécessite un guidage stratégique par la politique ? Quels en seraient les éléments constitutifs en ce moment ?

2) Dans une interview à la radio, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et l'Économie sociale et solidaire a récemment évoqué l'idée d'une loi sur le télétravail. Quelles sont à ce stade les priorités stratégiques du Gouvernement dans l'élaboration d'un cadre légal sur le télétravail ? Au niveau institutionnel, quelles seraient les enceintes du dialogue social les plus appropriées pour assurer le suivi tant du guidage que des travaux concrets ?

3) Au niveau de la fonction publique, où un projet de règlement grand-ducal régissant les conditions de l'exercice du télétravail était en cours de finalisation pour la fin du premier semestre 2020, quelles sont les répercussions envisageables de l'extension dans la pratique du télétravail pour ce projet, tant au niveau du contenu du projet de règlement qu'au niveau de son calendrier d'élaboration ?

4) Messieurs les Ministres sont-ils d'accord qu'au vu du potentiel du télétravail dans le cadre de la Grande Région, la renégociation des conventions fiscales bilatérales régissant le télétravail des frontaliers devra constituer une priorité ? Messieurs les Ministres sont-ils d'accord que l'expérience pratique du télétravail ces dernières semaines constitue un nouveau moment dans l'appréciation du télétravail frontalier ? Dans l'affirmative, sont-ils disposés à envisager des modes de compensation en faveur des zones limitrophes au Grand-Duché dans le cadre des renégociations ?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) + 2) En effet, le recours au télétravail pendant la crise sanitaire a permis à beaucoup d'entreprises et d'administrations la continuation de leurs activités, ce qui a réduit en même temps le risque d'une propagation rapide du coronavirus.

Actuellement, la convention du 21 février 2006 relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des entreprises luxembourgeoises, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, qui a été déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal, règlemente l'organisation du télétravail dans le secteur privé.

Vu que cette forme de travail pose différentes questions notamment au niveau de la responsabilité et de l'assurance en cas d'accident, au niveau de la protection des données et de la vie privée des télétravailleurs, au niveau fiscal et généralement au niveau du respect du droit du travail, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire s'est engagé à consulter les partenaires sociaux en vue de la création d'un cadre légal pour le télétravail.

En outre, le Gouvernement a convenu d'attendre l'avis des partenaires sociaux réunis au sein du Conseil économique et social avant de se prononcer sur la nécessité ou l'opportunité de légiférer en la matière.

Le télétravail dans la fonction publique par contre est régi par l'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui énonce que « le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches à domicile par télétravail en ayant recours aux technologies de l'information. Le chef d'administration détermine les modalités d'exercice du télétravail. Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail. » Ce dernier, datant du 10 octobre 2012, posait néanmoins problème, de manière générale, mais encore plus en temps de crise, car il excluait, à tort, maintes catégories d'agents et imposait des seuils quantitatifs de télétravail par administration. Par ailleurs, un projet pilote, lancé par le Ministère de la Fonction publique il y a un peu plus de deux ans, a montré, d'une part, les limites - non fondées - du règlement actuel et, d'autre part, que le télétravail peut être mis en œuvre sans devoir recourir à un règlement grand-ducal. C'est ainsi que ce dernier a été abrogé définitivement le 18 mars 2020.

ad 3) Dans la mesure où l'article 19bis précité accorde au chef d'administration la possibilité de déterminer les modalités d'exercice du télétravail et lui donne l'autonomie nécessaire pour régler cette nouvelle forme de travail selon les spécificités de son administration, l'objectif du Ministère de la Fonction publique est de fournir aux administrations le support et l'accompagnement nécessaires afin de pouvoir mettre en œuvre le télétravail de la meilleure façon. Un guide d'accompagnement ainsi que différents documents de support seront prochainement mis à disposition des administrations. De plus, un accent particulier sera mis en 2021 sur la formation des agents en matière de travail à distance.

La promotion du télétravail dans la fonction publique se fait en concertation et en coopération avec les partenaires sociaux avec lesquels des échanges sont prévus.

ad 4) Il est vrai que le télétravail a gagné en importance durant la crise sanitaire. La société a en effet pris conscience de l'efficacité et des atouts du télétravail tant sur le plan social qu'environnemental. Ceci dit, le télétravail représentait déjà avant l'épidémie du Covid-19 une priorité pour le Gouvernement luxembourgeois, comme il ressort de l'accord de coalition.

L'expérience pratique vécue pendant la crise ne fait que confirmer l'objectif du Gouvernement de continuer à promouvoir et à faciliter le télétravail pour ses citoyens et ses frontaliers, ensemble avec ses trois pays voisins. Les contacts avec les pays voisins seront poursuivis à l'avenir dans cet esprit. Le Ministre des Finances continuera le dialogue avec les trois pays voisins en ce qui concerne les aspects fiscaux, dans le sillage de l'arrangement qui a pu être trouvé pendant la période de la crise sanitaire pour faciliter le télétravail des frontaliers.

Il est à relever que la coopération concrète avec nos régions limitrophes consiste en un échange permanent avec les représentants de ces régions. Le Gouvernement reste disposé à s'engager dans des discussions avec comme objectif le soutien de projets transfrontaliers concrets ayant des effets bénéfiques pour les citoyens de la Grande Région.

Question 2398 (15.06.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**accueil des enfants le matin :**

Eisen Informatiounen no sinn net alleguer d'Elteren iwwert d'Méiglechkeet vun engem Accueil vu mueres 7.00 Auer bis 8.00 Auer informéiert ginn.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Erzéiungsminister stellen:

- Kann de Minister dat bestätegen?

- Am Fall wou dëst zoutrëfft, firwat kruten net alleguer d'Elteren dës Méiglechkeet am Sënn vu Gläichbehandlung?

- No wéi enge Krittäre sinn d'Elteren erausgesicht ginn, déi dës Informatioune kritt hunn?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Enquête, déi am Kader vun der Organisatioun vum Enseignement en alterance mat Hëllef vun den Titulairë bei den Elteren duerchgefouert gouf, huet erginn, dass ee groussen Deel vun den Elteren ausschliisslech op déi obligatoresch Offer an der Léierwoch wéilt zréckgräifen. A ville Fäll gouf weeder fir d'Übungswoch, nach fir den Accueil mëttes optéiert. Deemno war dovunner auszegoen, dass vill Elteren och keen Intérêt drun hätten, fir hir Kanner moies an eng Surveillance anzeschreiwen. Aus deem Grond ass dës Offer spezifesch fir déi Eltere reservéiert ginn, déi virun oder ëm 8.00 Auer moies mussen op der Schaff sinn an net kënnen op een Horaire mobile zréckgräifen.

Vu de reegelméissege Kontakt zwëschent den Elteren an dem Léierpersonal wärend dem Enseignement à distance an déi gutt Zesummenaarbecht vu sämtleche Membere vun der Schoulcommunautéit wärend der Organisatioun an der Emsetzung vum Enseignement en alternance, hu meng Servicer sech am Kader vun der Organisatioun vun der Surveillance op déi lokal Partner, notamment d'Schoulpresidenten an d'Titulaires de classe, verlooss, fir d'Elteren iwwert d'Surveillance ze informéieren. Dobäi war deen eenzege Krittär fir d'Aschreiwe vun de Schüler, dass d'Surveillance spezifesch fir déi Eltere reservéiert ass, déi virun oder ëm 8.00 Auer moies mussen op der Schaff sinn a net kënnen op een Horaire mobile zréckgräifen. Aus deem Grond hunn d'Elteren, déi un der Surveillance vu 7.00 Auer bis 8.00 Auer interesséiert waren, missen ee Formulaire ausfëllen, deen hinne vum Titulaire de classe sur demande ausgehändegt gouf. Am Kader vun dësem Formulaire huet den Employeur certifiéiert, dass d'Elteren dru gebonne sinn, virun oder ëm 8.00 Auer op hirer Aarbechtsplaz ze sinn.

D'Schoulpresidente kruten iwwert d'Direktiounen den Optrag, datt si d'Titulairen, déi bedéngt duerch den enke Kontakt mat den Elteren an hire Kenntnisser vun dësen hire Gewunnechten an Obligatiounen, solle bieden, eenzel Eltere méi cibléiert unzeschwätzen an op d'Offer opmierksam ze maachen. Nieft de Renseignementer duerch déi lokal Partner ass d'Informatioun iwwert d'Organisatioun vun enger Surveillance an de lëtzebuergesche Grondschoule vum 8. Juni 2020 bis den 15. Juli 2020 groussflächeg iwwer verschidde Kanäl, dorënner Informatiounen um Internetsite www.men.lu esou wéi Kommunikatiounen iwwert d'Press, propagéiert ginn.

Question 2402 (16.06.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**étude académique sur la situation existante au Luxembourg en matière d'entreprises et de droits de l'homme :**

Dans le deuxième Plan d'action national du Luxembourg « Entreprises et droits de l'homme », on peut lire à la page 10 que les principaux résultats de la mise en œuvre du premier plan d'action ont été consignés dans un rapport remis au Conseil de Gouvernement en date du 18 juillet 2019 et approuvé en séance du 26 juillet 2019. Selon la même source, ce rapport couvrirait entre autres « une étude académique sur la situation existante au Luxembourg en matière d'entreprises et de droits de l'homme ».

Sauf erreur, il apparaît que cette étude académique n'a pas été publiée, bien qu'elle puisse être d'intérêt pour le public et également pour le travail parlementaire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Êtes-vous prêt à rendre accessible au public l'étude académique susmentionnée ?

2) Dans la négative de la première question, pouvez-vous m'exposer les raisons pour un tel refus ?

Réponse (13.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, dans sa fonction coordinatrice des questions relatives aux droits de l'homme, est prêt à rendre accessible l'étude « National Baseline Report - Mapping the Business and Human Rights Landscape in Luxembourg » effectuée par le Dr Başak Bağlayan de l'Université du Luxembourg.

L'étude a été menée dans le contexte du programme de travail conjoint défini dans le premier Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, adopté par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 22 juin 2018. L'experte de l'université a présenté les résultats de sa recherche oralement lors de la réunion du groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme » du 12 novembre 2019, à la réunion du Comité interministériel des droits de l'homme du 18 novembre 2019 ainsi qu'à la réunion interministérielle de coordination sur la conduite responsable des entreprises du 27 novembre 2019. Le 18 novembre, l'ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme a transmis la version électronique du rapport d'étude à tous les membres du groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme ». Le groupe de travail est composé de représentants du secteur privé, de la société civile, de l'université et de plusieurs ministères.

Les conclusions de l'étude fournissent dans une large mesure les points de départ pour les différentes actions identifiées comme prioritaires pour la période de mise en œuvre de la deuxième édition du Plan d'action national « Entreprises et droits de l'homme » du Luxembourg, adopté par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 11 décembre 2019 ; l'objectif étant de réaliser des progrès significatifs en ce qui concerne le respect des droits de l'homme dans les entreprises et tout au long de leurs chaînes de valeur économique.

Depuis, le rapport de l'étude a fait l'objet d'une mise en forme par l'auteure en vue de sa prochaine publication sous forme imprimée et en ligne.

ad 2) Sans objet.

Question 2403 (16.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **gestion de POST Luxembourg :**

Dans le cadre de l'accord de coalition 2018-2023 et en conformité avec la loi modifiée du 10 août 1992, l'établissement d'un contrat programme entre le Gouvernement et POST a été déclaré.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si entretemps l'élaboration d'un tel contrat programme a été initiée ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures concrétisées dans le contrat programme pour garantir l'avantage concurrentiel de POST Luxembourg sur les marchés libéralisés et hautement concurrentiels ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de ce retardement ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire, le cas échéant, quand ce contrat programme sera adopté et publié ?

Réponse (13.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit d'établir un contrat programme entre l'État et POST couvrant les divers services publics et les efforts de développement technologique réalisés par POST dans l'intérêt du pays en précisant leur financement.

Dans ce contexte, un premier inventaire des produits et services prestés par POST dans l'intérêt du pays a été dressé et discuté au conseil d'administration de POST. Entre-temps, l'entreprise POST a négocié des compensations bilatérales pour des prestations spécifiques.

Le Ministre de l'Économie est au courant de cette démarche, et le conseil d'administration lui remettra l'inventaire en question, une fois arrêté définitivement. Au terme de cette démarche, le contrat programme pourra alors être adopté et publié.

Question 2404 (16.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive :**

Fir zu Lëtzebuerg eng offiziell Lizenz bei enger agreéierter Sportsfederatioun ze kréien, muss een de sougenannte Medico-Exame passéieren. Den Artikel 11 vum Gesetz vum 3. August 2005 iwwert de Sport gesäit vir, datt een, fir eng Lizenz ze kréien, ee „certificat médical d'aptitude au sport", dee vum Service médico-sportif ausgehändegt gëtt, brauch. Am Zoch vun der Coronakris goufen d'Aktivitéite vun de Services médico-sportifs awer „jusqu'à nouvel ordre" ausgesat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Här Minister, fir wéini ass virgesinn, d'Services médico-sportifs erëm opzemaachen?

2. Wéi eng Méiglechkeet hu Biergerinnen a Bierger, déi bis dato nach ni eng Lizenz haten, fir zu dësem Zäitpunkt eng éischt Lizenz unzefroe fir den Exercice vun hirer Sportaart?

3. Plangt de Ministère, fir an enger éischter Phas prioritär Rendez-vouse fir nei Lizenzen ze verginn, wëssend, datt bestoend Lizenzen ëm e Joer verlängert goufen?

Réponse (23.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Nodeems d'Aktivitéiten an de Centres médico-sportifs am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 aus verständleche Grënn suspendéiert goufen, sinn déi sportsmedezinnesch Kontrollen elo rëm zum Deel ugelaf.

An enger éischter Phas, déi vum 13. Juli bis den 11. September 2020 geet, hunn d'Sportler d'Geleeënheet, a véier regionalen Zentren (Lëtzebuerg (INS), Esch, Gréiwemaacher a Miersch) an an zwou Dokteschpraxissen (Èlwen a Wolz) sech engem sportsmedezinneschen Examen ze stellen, fir eng Lizenz vun der jeeweileger Sportsfederatioun ze kréien.

D'Ënnersichunge gi selbstverständlech no den aktuelle Sécherheets- an Hygiènesreegelen duerchgefouert.

Am Kader vun de Mesurë géint de Covid-19 hat d'Regierung schonn de 24. Abrëll 2020 dat bis dohi besteeënd groussherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 2016 betreffend déi obligatoresch sportsmedezinnesch Examen an deem Sënn geännert, datt déi periodesch Examen, déi eigentlech bis den 31. Dezember 2020 hätte misse gemaach ginn, automatesch ëm ee Joer verlängert gi sinn. Dëst, fir datt bei der Reouverture vun den Zentren d'Sportler fir eng nei Lizenz eng gewësse Prioritéit hunn.

All dëst ass de Federatioune per Circulaire matgedeelt ginn. Iwwert déi deelweis Reouverture vun de sportsmedezinneschen Exame säit dem 13. Juli 2020 sinn d'Allgemengheet per Pressecommuniqué an d'Federatioune per Circulaire de 7. Juli 2020 informéiert ginn.

Ervirzehiewe bleift dann nach, datt d'Rendezvouse fir an dës sportsmedezinnesch Examen am Sportsministère zentraliséiert sinn, ënner follgenden Telefonsnummeren: 247-83413/247-83446/247-83464/247-83485, an dëst zwëschen 08.00 a 17.00 Auer.

Question 2407 (17.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **Frank Colabianchi** *(DP)* concernant l'**achèvement de la piste cyclable 35 :**

D'Prioritéit fir d'Fäerdegstellung vun der Vëlospist PC 35 (al PC 38) ass rezent vun 2 op 1 ëmklasséiert ginn. Tatsächlech muss nach just d'Ënnerféierung vun der N5 op der Héicht vun der Gréivelsbarriär realiséiert an de Belag am Bësch frësch gemaach ginn, fir eng duerchgeeënd Verbindung fir de Vëlo vu Suessem, iwwert d'Gemengen Dippech a Bartreng, bis an d'Stad ofzeschléissen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute follgend Froe stellen:

1. Wéini gëtt de Belag am Bësch erneiert?

2. Wéini gëtt d'Ënnerféierung vun der N5 realiséiert?

3. Wéi laang wäerten dës Aarbechten daueren?

Réponse (13.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Och wann dat fir den Usager just eméi d'Hierstelle vun engem feste Belag op engem existente Bëschwee ausgesäit, handelt et sech am Sënn vun den ëmwelttechnesche Virschrëften hei ëm eng Konstruktioun an enger Zone de protection des oiseaux Natura 2000. Déi entspriechend Analyse sinn an deene leschte Joren am Kader vun enger Étude de faisabilité gemaach ginn.

Rezent konnt eng Levée gemaach ginn, also eng detailléiert Bestandsopnam vun der aktueller Situatioun, fir op där Basis den Avant-projet auszeschaffen.

ad 2. Momentan gëtt och hei den Avant-projet détaillé ausgeschafft.

De Projet befënnt sech an enger Natura-2000-Zon, wou déi noutwendeg Prozedure mussen agehale ginn. Zousätzlech dozou muss beim Waasserwirtschaftsamt a beim Ëmweltministère eng Autorisatioun ugefrot ginn.

Wann ee vun engem optimistesche Planning ausgeet, da kéint d'Ënnerféierung vun der N5 a fréistens annerhallwem Joer realiséiert ginn.

ad 3. Well et sech ëm ee méi komplizéierte Chantier handelt, deen an e puer Phasen oflafe wäert, wäerten d'Aarbechten e bësse méi laang ewéi ee Joer daueren.

Question 2410 (17.06.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **réglementation de la cohabitation :**

Dans un courriel adressé par un agent administratif de la Ville d'Esch-sur-Alzette et publié dans les réseaux sociaux, on peut lire : « le nouveau PAG dans la commune d'Esch ne permet plus aux locataires ou propriétaires de déclarer des non-apparentés chez eux ». Dans la réaction de la Ville d'Esch-sur-Alzette on peut lire : « Avec son nouveau PAG, la Ville d'Esch entérinera un certain nombre de mesures afin de remédier à des abus au niveau du logement. En effet, ces dernières années, la Ville d'Esch a dû lutter notamment contre la prolifération de chambres meublées non conformes et insalubres [...]. Le nouveau PAG prévoit donc une réglementation de la cohabitation. »

De ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que l'instrument du PAG permet de réglementer la cohabitation ?

2) Madame la Ministre pourrait-elle nous éclaircir sur le cadre légal qui permettrait à une commune soit d'accepter, soit de refuser une déclaration de cohabitation ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les communes devraient prendre des mesures supplémentaires, dépassant celles prévues par la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation et de son règlement d'exécution ?

4) L'accord de coalition prévoit des modifications législatives qui visent une simplification de la sous-location et de la colocation. Monsieur le Ministre juge-t-il que des dispositions comme celles prévues à Esch vont à l'encontre de cette volonté ?

5) Dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent-ils d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) + 2) À cet égard, la Ministre de l'Intérieur donne à considérer que le PAG n'a pas, en soi, vocation à réglementer le phénomène de la cohabitation à proprement parler.

En effet, il s'agit d'un phénomène sociétal complexe qui requiert une approche nuancée.

Généralement, l'on observe l'émergence de telles formes d'habitation alternatives et collectives, en réponse à la fois à la crise du logement et à l'actuelle poussée démographique extrêmement forte que connaît le Grand-Duché de Luxembourg. Le changement des modes de vie contemporains a ainsi pour conséquence l'occupation de logements collectifs ou qualifiés d'unifamiliaux par des personnes qui ne présentent pas de liens de famille, mais qui partagent le même logement, qu'il s'agisse d'un logement de type collectif ou encore d'une maison qualifiée d'unifamiliale. Les phénomènes de colocation ou de sous-location peuvent aussi résulter du choix d'un résident de mettre à disposition d'une ou de plusieurs personnes une partie de l'immeuble qu'il occupe, ou encore du choix personnel de vivre ensemble avec d'autres personnes, dans une maison d'habitation ou encore un appartement.

Le PAG, quant à lui, se contente simplement de diviser en diverses zones le territoire communal concerné pour lesquelles il arrête le mode et le degré d'utilisation du sol (« Bauliche Nutzung »). Son objectif se limite ainsi à la répartition et l'implantation judicieuse des activités humaines dans les diverses zones qu'il arrête.

Juridiquement, le PAG est un règlement communal dont l'objet est déterminé par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Ainsi, il constitue la norme de base pour les plans d'aménagement particulier (désigné ci-après par le « PAP »), qui précisent et exécutent le PAG et qui servent d'une part à garantir l'intégration des constructions et aménagements dans les zones urbanisées par l'adoption d'un PAP « quartier existant » et d'autre part le PAP « nouveau quartier », qui est orienté par le schéma directeur et qui se contente de fixer essentiellement les règles d'urbanisme et de lotissement de terrains.

Partant, les contenus tant du PAG que du PAP doivent se limiter à des prescriptions qui ont trait au dimensionnement des constructions et des aménagements ainsi qu'à leur affectation. Les modalités d'occupation d'un immeuble d'habitation ne sont ainsi pas du ressort de ces instruments juridiques. Admettre le contraire reviendrait dès lors à purement et simplement dénaturer les PAG et PAP.

Le tribunal administratif (TA n° 38557) a pu préciser que la colocation est compatible avec le statut de maison unifamiliale sans que ce mode d'habitation ne change la nature de l'immeuble. En effet, le terme « maison unifamiliale » décrit en matière d'aménagement communal et de développement urbain une typologie de construction, mais ne se réfère ni à l'utilisation qu'en fait le propriétaire ou un locataire, colocataire ou sous-locataire, ni aux liens qui existent ou non entre les occupants.

Le tribunal a également pris soin de préciser que la circonstance que les différents colocataires disposent chacun d'un contrat de location séparé n'est pas de nature à changer cette analyse.

Un de nos pays voisins, la Belgique, a adopté une position similaire en la matière. Ainsi, par un arrêt du 20 avril 2017 du Conseil d'État[7], celui-ci a considéré qu'une demande de permis d'urbanisme visant à transformer une habitation unifamiliale en logement collectif (colocation) ne constituait ni un changement d'affectation, ni la création d'un nouveau logement, et ne nécessitait donc pas de permis d'urbanisme préalable pour procéder à cette transformation.

Dès lors la Ministre de l'Intérieur estime, sur base de ce qui précède, que les communes n'ont pas vocation à réglementer la colocation ou la sous-location en exécution de la législation concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il est encore à considérer que plus généralement, aucun texte de loi dans le domaine du logement ne circonscrit la famille au noyau conjugal ou affectif.

Dès lors la question se pose s'il n'est pas discriminatoire et intrusif d'écarter certains groupes de personnes (les colocataires) au seul motif qu'ils ne sont pas unis par un lien de parenté ou d'alliance.

ad 3) Le Ministre du Logement est d'avis que la loi précitée du 20 décembre 2019 et le règlement grand-ducal pris en son exécution règlent, à l'heure actuelle, à suffisance les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location. En effet, ce dispositif a été élaboré en étroite collaboration avec les communes les plus concernées par le phénomène des « chambres meublées » et prévoit une période de transition de deux ans pour la mise en conformité des logements et chambres donnés en location. Une évaluation des effets de cette loi ne sera possible qu'une fois ce délai révolu et quand la loi aura pu faire ses preuves.

En effet, la loi précitée introduit une obligation pour tout propriétaire ou exploitant qui donne en location ou met à disposition une ou plusieurs chambres de les déclarer préalablement au bourgmestre de la commune en indiquant le nombre maximum de personnes pouvant y être logées et en joignant à la déclaration un plan des locaux. Par ce biais et par la possibilité d'une visite des lieux, le bourgmestre est à même de contrôler lesdits logements et chambres pour vérifier le respect des critères prévus par la loi.

Suite à ce contrôle, le bourgmestre peut même soit ordonner au propriétaire de se conformer aux prescriptions de la loi dans un délai qu'il détermine, soit ordonner la fermeture d'un logement ou d'une chambre ne correspondant pas aux critères fixés en vertu de la loi.

En cas de décision de fermeture, il appartient respectivement au propriétaire ou à l'exploitant de pourvoir au relogement des occupants. À défaut, le bourgmestre y pourvoit pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

Le Ministre du Logement est dès lors de l'avis que les communes et leurs responsables disposent de suffisamment d'outils pour mettre un terme au phénomène des chambres meublées insalubres et inhabitables.

ad 4) Les questions relatives à la sous-location, voire la cession d'un bail, relèvent de façon générale du Code civil et plus particulièrement de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation pour les dispositions spécifiques des baux concernant les locaux d'habitation. Ainsi, l'article 1717 du Code civil prévoit que le « preneur [le locataire d'un bail] a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite » alors que la loi modifiée du 21 septembre 2006 précise encore à l'article 2 que « toute cession de bail portant sur des baux à usage d'habitation n'est interdite qu'en cas de stipulation contractuelle expresse dans le contrat de bail ». Il serait dès lors difficile de concevoir une interdiction générale de la sous-location pour des logements se situant dans certaines zones définies au PAG.

Pour ce qui est de la colocation, le Ministère du Logement est en train de préparer un projet de loi introduisant ce concept dans la législation luxembourgeoise sur le bail à loyer.

Il est dans ce contexte important de distinguer le concept de colocation de celui - à portée plus générale - de la cohabitation. En effet, par cohabitation, on peut entendre le simple fait d'habiter ensemble un logement, c'est-à-dire un immeuble ou une partie d'un immeuble destiné à

[7] (C.E., n° 2367.973, Ville d'Ottignies-LLN/Région wallonne)

l'habitation, comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle de bain avec toilettes, indépendamment du lien légal ou relationnel entre les personnes vivant en cohabitation et indépendamment du statut d'occupation du logement cohabité. La notion « cohabitation » n'apparaît d'ailleurs pas dans la législation sur le bail à loyer ou sur la salubrité des logements.

La colocation, qu'il ne faut pas confondre avec la sous-location, est conçue comme la location par plusieurs locataires d'un même logement par le biais d'un contrat de bail unique dans lequel les locataires sont solidairement tenus au regard de leurs obligations vis-à-vis du bailleur. Il y a également lieu de distinguer la colocation des cas de location à baux multiples d'un immeuble ou partie d'immeubles comprenant deux ou plusieurs logements ou chambres loués par un bailleur individuellement à des locataires non liés par un contrat de bail unique.

Le fait de vivre à plusieurs personnes dans un même logement sous forme de colocation a plusieurs avantages, aussi bien pour les colocataires que pour le bailleur :

1. pour les colocataires :

- minimiser les coûts du loyer en divisant celui-ci entre les colocataires (donc un loyer plus abordable) ;

- disposer d'un espace de vie plus grand (p. ex. maison partagée entre plusieurs jeunes) ;

- la vie en communauté (entre personnes ayant le plus souvent aucun lien familial) ;

2. pour le bailleur :

- bénéficiant du cumul des revenus de ses colocataires, et donc de plusieurs sources lui permettant de s'assurer du paiement du loyer et des charges ;

- en raison de la solidarité entre les colocataires, il bénéficie d'une protection supplémentaire, car la répartition des risques de défaut de paiement du loyer est ainsi mieux répartie : en cas de problème, le bailleur peut s'adresser à celui qui est le plus solvable, à charge pour celui-ci de s'arranger avec les autres par la suite.

Il y a lieu de préciser que le concept de colocation - tel qu'il est prévu de l'introduire dans la législation sur le bail à loyer - reste totalement neutre par rapport à l'idée de ménage ou de communauté domestique. Le fait de vivre en colocation ne fait pas que les personnes concernées constituent automatiquement une communauté domestique ou un ménage. Leur lien de solidarité, tel que prévu dans le projet de loi, reste limité à leur relation de colocataire par rapport à un bailleur. Étant donné que la colocation ainsi définie est à distinguer d'une location à baux multiples des chambres d'un même logement, il n'est pas prévu d'étendre l'obligation de la déclaration préalable au bourgmestre d'une mise en location de chambres aux logements loués sous le futur régime légal de la colocation.

Par ailleurs, il est également prévu de préciser le plafond du loyer qu'il sera possible de demander pour des logements ou chambres meublés. En effet, à l'heure actuelle, la loi de 2006 prévoit que : « Le loyer des logements meublés […] ne peut en aucun cas dépasser le double du loyer fixé conformément à l'article 3. Il est tenu compte, dans la fixation du loyer, de la valeur du mobilier. » Souvent cette disposition est interprétée de façon à dire que le loyer d'un logement ou chambre meublé peut représenter 10 % du capital investi. Or, pour les logements ou chambres meublés, il y a plutôt lieu de calculer le plafond du loyer du logement non meublé conformément à l'article 3 de ladite loi et d'augmenter celui-ci d'un montant tenant compte de la valeur des meubles sans que ce montant ne puisse doubler le loyer du logement non meublé. Il est donc prévu de préciser la façon de prendre en compte le calcul du montant du loyer des meubles afin de mieux cadrer le loyer des logements et chambres meublés.

Dans ce même ordre d'idées, il est utile de rappeler que pour un ensemble de chambres meublées au sein d'un même logement, le loyer annuel demandé pour l'ensemble des chambres ne peut pas dépasser un montant de 5 % du capital investi dans ce logement.

ad 5) Finalement, en ce qui concerne l'interrogation des députés dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch, il y a d'abord lieu de souligner que le projet de refonte globale du PAG de la ville d'Esch se trouve actuellement encore en début de la procédure d'adoption. En effet, le projet a fait l'objet de la saisine du conseil communal en date du 8 mars 2019 et le projet, dont notamment les dispositions relatives à la colocation, a été avisé par la commission d'aménagement en date du 7 octobre 2019.

Il appartient dès lors au conseil communal de procéder au vote définitif du projet, lors duquel il peut notamment apporter des modifications, qui sont proposées par la commission d'aménagement ou encore par des personnes intéressées qui ont introduit des observations et objections à l'encontre du projet, dont les dispositions susmentionnées.

S'il est vrai que les dispositions litigieuses initialement proposées et communiquées risquent de se heurter aux textes légaux en matière d'aménagement communal, la Ministre de l'Intérieur tient à souligner qu'elle ne saurait statuer sur la légalité des dispositions du PAG qu'après avoir été saisie du projet définitif, le cas échéant, remanié.

Question urgente 3552 (01.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **coup d'État au Myanmar :**

Ce lundi 1er février 2021, l'armée du Myanmar a mené un coup d'État et a mis aux arrêts la chef de facto du Gouvernement civil, la lauréate du prix Nobel Aung San Suu Kyi, ainsi que des membres de son parti National League for Democracy (NLD).

Le général Min Aung Hlaing, nommé président par intérim, a déclaré l'état d'urgence pour un an en raison d'allégations, selon lesquelles la victoire écrasante de la NLD aux élections législatives de novembre était illégitime.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette évolution ?

2) Quelle est la situation sur les lieux au présent ?

3) Des coopérants luxembourgeois de l'agence Lux-Development sont en mission au Myanmar. Est-ce que des mesures de sécurité sont prises pour ces agents ?

4) Quelles seront les conséquences du coup d'État sur l'aide et la coopération du Luxembourg au Myanmar ?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Le 1er février, par la voix du Ministre des Affaires étrangères et européennes, le Gouvernement a fermement condamné le coup d'État militaire au Myanmar et appelé à la libération immédiate des élus détenus, y compris Madame Aung San Suu Kyi, ainsi qu'au respect du résultat des élections démocratiques reflétant la volonté du peuple du Myanmar. Dans une déclaration publiée le 2 février, le Haut Représentant Josep Borrell, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a appelé l'armée birmane à libérer immédiatement et sans aucune condition le président, la conseillère spéciale de l'État, et tous ceux qui ont été arrêtés, à faire preuve de la plus grande retenue, à rétablir les télécommunications, et à respecter les droits humains, notamment la liberté d'expression, les libertés fondamentales et l'État de droit. Dans ce contexte, l'Union européenne demande à l'armée de mettre fin immédiatement à l'état d'urgence, de restaurer le Gouvernement civil, d'ouvrir le Parlement nouvellement élu, et de ne pas s'opposer aux nominations ultérieures du président, des vice-présidents et du nouveau Gouvernement. L'UE est prête à apporter son soutien au dialogue et examinera toutes les options à sa disposition pour soutenir la démocratie au Myanmar.

d 2) La situation dans le pays semble rester calme. Les informations dont nous disposons ne font pas état d'affrontements mais d'un sentiment de frustration intense dans le chef de la grande majorité de la population.

ad 3) Tous les agents et coopérants de l'agence Lux-Development vont bien et sont en sécurité. Parmi les quatre agents internationaux de l'agence Lux-Development qui sont actuellement en mission au Myanmar, une seule est ressortissante luxembourgeoise. Dans le cadre de son obligation de diligence envers son personnel, l'agence a mis en œuvre des mesures de sécurité pour l'intégralité du personnel des projets en cours. Dans une première phase, cesmesures incluent notamment le travail à domicile, la suspension des missions de terrain et le renforcement de la communication et de l'échange d'informations. Des mesures supplémentaires pourront être prises en fonction de l'évolution de la situation.

ad 4) Quelques jours seulement après les événements du 1er février, il est difficile d'évaluer l'impact du coup d'État sur les projets de la Coopération luxembourgeoise au Myanmar. Les véritables conséquences ne seront probablement connues que dans les semaines, voire dans les mois à venir.

La Coopération luxembourgeoise n'effectue pas d'appui budgétaire direct au Gouvernement du Myanmar, mais soutient des programmes qui bénéficient directement à la population. En ce qui concerne l'exécution des deux projets de coopération au Myanmar qui sont actuellement mis en œuvre par l'agence Lux-Development, ils ne sont, à ce stade, pas affectés directement par la situation et peuvent être poursuivis. Le premier projet concerne l'appui à la formation hôtelière à Yangon. Le second projet concerne le développement rural et l'assistance aux populations les plus démunies dans les districts isolés de l'État du Shan, qui se situe dans une région pour l'instant moins affectée par le coup d'État.

Le Luxembourg figure aussi parmi les principaux partenaires financiers du projet MyConstitution mis en œuvre au Myanmar par l'organisation internationale International IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale). Ce projet vise à soutenir le Parlement du Myanmar dans ses efforts pour établir un cadre constitutionnel favorisant une paix et une démocratie stables et inclusives. Les derniers développements constituent malheureusement un revers pour la démocratie fragile au Myanmar. Ils ont fortement perturbé le travail de notre partenaire, qui s'efforce désormais d'adapter ses plans de travail à la situation.

La priorité pour la Coopération luxembourgeoise dans l'immédiat est d'assurer la sécurité et le bien-être de son personnel. À cette fin, nous suivons de près l'évolution de la situation et sommes en communication permanente avec nos collègues sur le terrain.

Question urgente 3553 (01.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **recommandations de la Police grand-ducale concernant la sécurité en public :**

Well am Grand-Duché de sougenannte „Catcalling", also verbal sexuell Belästegung am ëffentleche Raum a Form vun netubruechte Bemierkungen oder Nopäifen, am Géigesaz zu aneren europäesche Länner wéi Frankräich, der Belsch oder Portugal, net strofbar ass, huet d'Police rezent recommandéiert, datt Fraen nuets net sollten eleng rausgoen.

Zu Lëtzebuerg mussen d'Täter réischt mat enger Strof rechnen am Fall vu Beleidegungen, Berëierungen oder Gewalt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- War den zoustännege Minister am Virfeld iwwert dës Recommandatiounen informéiert?

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt esou Recommandatiounen eng Abdikatioun vum Rechtsstaat sinn?

- Wa jo, wat gedenkt d'Regierung kuerzfristeg ze ënnerhuelen?

Réponse (05.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Police huet an dësem Fall keng sou spezifesch Recommandatiounen erausginn. Et handelt sech bei de genannten Aussoen ëm eng Ufro, déi d'Zeitung „L'Essentiel" den 30. November 2020 direkt bei der Pressestell vun der Police gestallt huet, an och ufanks Dezember op direktem Wee beäntwert krut.

Et huet sech dobäi ëm e ganz spezifesche Phenomeen gehandelt, de „Catcalling - street harassment", deen hei zu Lëtzebuerg net strofbar ass.

D'Police huet doropshin op eng Serie vu generelle Recommandatioune verwisen, déi an engem reng preventiven Esprit par rapport zu Belästegungen oder Gewalt am ëffentleche Raum ze verstoe sinn, an déi sech u Leit adresséieren, déi sech onsécher spieren oder eventuell schonn Affer an der Vergaangenheet vu sou Phenomeener woren. Heibäi handelt et sech ëm allgemeng gülteg Verhalensreegelen, wéi se zum Beispill och a Selbstbehaaptungscourse vermëttelt ginn. Dës Recommandatioune sinn net onofhängeg vuneneen ze gesinn. Et gouf preziséiert, dass dës Rotschléi sech jee no Situatioun kéinten applizéieren. Se sinn also weder op bestëmmte Situatioune ugepasst, nach op prezis Plazen, an adresséiere sech och net just u Fraen. D'Police huet also keng allgemeng Recommandatioun erausginn, datt Fraen nuets net méi eleng sollten erausgoen.

Question urgente 3556 (01.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **stratégie de vaccination :**

Op der Pressekonferenz vum 1. Februar 2021 goufen nach weider Detailer zur Impfstrategie am Grand-Duché virgestallt. Am ganze goufen elo sechs Phase festgeluecht.

D'Gesondheetsministesch huet och an engem Radiosinterview erkläert, dass mëttlerweil 23.000 Impfstoffdosisse géint de Covid-19 geliwwert goufen an dass een hofft d'Phas 2 schonn Ufank Mäerz kënnen unzefänken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Zu wéi engem Zäitpunkt gëtt eng Persoun gewuer, wéi een Impfstoff fir si virgesinn ass?

Gëtt an dësem Zesummenhang een Ënnerscheed tëscht Persounen, déi an enger Klinick oder Altersheem geimpft ginn, an de Persounen, déi eng Invitatioun fir een Impfzenter kréien?

2. Sollt een Dokter bei der Consultatioun am Impfzenter feststellen, dass eng Persoun besser net sollt geimpft ginn, kann dës Persoun dann nach een Avis vun engem zweeten Dokter (zum Beispill dem Hausdokter) anhuelen oder ass se endgülteg vun der Impfcampagne ausgeschloss?

3. Wat geschitt, am Fall wou den Dokter am Impfzenter enger Persoun zu engem bestëmmten Impfstoff réit, dës Persoun op eege Verantwortung awer léiwer en Impfstoff vun engem anere Produzent wéilt kréien?

4. Kann eng Persoun sech och nach am Impfzenter, fir een aneren Impfstoff entscheede wéi fir deen, dee fir si virgesi war, sollte verschidden Impfstoffer zur Verfügung stoen?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Impfung ass ee medizinneschen Akt, deen hei am Land vun engem Dokter decidéiert gëtt. Ewéi bei all Impfung, ass et och bei der Impfung géint Covid-19 um Dokter ze decidéieren, ob eng Persoun ka geimpft ginn. Den Dokter decidéiert och, wéi eng Impfung de Patient kritt, dat andeems en den Indicatioune vum Hiersteller a vun de sanitären Autoritéite Rechnung dréit. Am Moment gëtt zu Lëtzebuerg den Impfstoff vu Pfizer/BioNtech a vu Moderna benotzt. Dës zwee Impfstoffer baséieren op deem selwechte Konzept an änele sech ganz vill. Well de Moderna-Impfstoff awer beim Transport méi komplex ass, gëtt an den Alters- a Fleegeheimer vun de mobillen Ekippe virun allem den Impfstoff vu Pfizer/BioNtech agesat.

ad 2. Dee Moment, wou de Patient säi Rendez-vous hëlt, kritt hie schonn eng Rei Fäll matgedeelt, an deenen hie besser hätt, als éischt mat sengem Hausdokter ze schwätzen. Den Dokter, deen d'Impfung verschreift, dréit d'Responsabilitéit fir dës Decisioun. Ee Patient kann natierlech zu all Moment den Avis vun engem zweeten Dokter anhuelen.

ad 3. Den Dokter, deen d'Impfung verschreift, dréit d'Responsabilitéit fir dës Decisioun. Et bleift domadder eng Decisioun vum Dokter, deen net duerch de Patient vu senger Verantwortung kann entbonne ginn.

ad 4. Ewéi an den Äntwerten op d'Froen 2 an 3 ervirgeet, entscheet den Dokter wéi een Impfstoff de Patient kritt.

Question urgente 3560 (02.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**achat des vaccins chinois et russe :**

Nodeems Russland ugekënnegt huet, der EU vun Abrëll u ronn 100 Milliounen Dosen um Covidimpfstoff Sputnik V kënnen zur Verfügung ze stellen, hunn eng Rei Länner, dorënner Däitschland ugekënnegt, datt si keng Problemer hätten, Vaccine aus China a Russland anzesetzen, ënnert der Konditioun, datt se vun der EU zougelooss ginn. Ungarn huet wuel scho mat China a Russland verhandelt a sech Dose geséchert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Weess d'Regierung ob momentan op EU-Niveau driwwer nogeduecht gëtt, am Fall vun

enger Zouloossung, Impfdosissen a China a Russland ze bestellen?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

3. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëse Vaccine?

4. Wann d'EMA déi Vaccinen unerkennt an d'EU awer net op dës Vaccine zréckgräife wëll, kéint d'Regierung sech virstellen, eegemächteg Dosen ze bestellen, fir datt mir eis Populatioun méi séier geimpft kréien?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Moment huet weeder Russland nach China eng Zouloossungsdemande fir hiren Impfstoff bei der europäescher Medikamentenagence (EMA) ugefrot. Wa sou eng Ufro gemaach géif ginn, géif d'EMA dës Demande analyséieren, sou wéi si et och fir all déi aner Impfstoffer gemaach huet, déi eng Zouloossung um europäesche Marché ugefrot hunn. Wann d'EMA eng Zouloossung fir dës Impfstoffer géif ginn, kéint Lëtzebuerg, wann d'Europäesch Kommissioun decidéiere géif eng global Commande fir d'EU-Memberstaaten ze lancéieren, a Betruecht zéien, sech un enger Commande ze bedeelegen.

Question urgente 3563 (02.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test salivaire rapide :**

D'Universitéit vu Léck huet am August Covid-Spaut-Schnelltester brevetéiere gelooss. Elo, Ufank Januar, hunn d'Fuerscher vun der belscher Universitéit annoncéiert, datt unhand vun den Erfarungen, déi se mat dem Personal vun Alters- a Fleegeheemer gemaach hunn, d'Effikassitéit vun hiren Tester erwise wier.

Aus dësem Grond préift wuel am Moment déi belsch Regierung d'Asetze vun dësen Tester an de Schoulen.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung um Lafenden iwwert dës Schnelltester?

2. Wa jo, ass och zu Lëtzebuerg virgesinn esou Tester an den Alters- a Fleegeheimer an och an de Schoulen anzesetzen?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

4. Wa jo, ass d'Regierung schonn a Kontakt mat de Responsabele vun der Universitéit Léck fir eng eventuell Commande?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Laboratoire national de santé (LNS) an Direktioun vun der Santé schaffe säit Ufank vun der Kris zesummen un der Revue vun diversen Tester, déi op de Maart kommen. Am Fall wou sou interessant Tester disponibel sinn, ginn déi vum LNS bestallt an hei zu Lëtzebuerg op hir Effikassitéit getest.

ad 2. Den LNS huet verschidde Marke vu Spaut-Antigeen- a PCR-Tester bestallt, déi fir de Moment nach op hir Effikassitéit an och op hiren Handling analyséiert musse ginn. An den Alters- a Fleegeheimer kommen am Moment déi „normal" Antigeentester zum Asaz, wou een een Ofstréch am Hals maache muss. Spaut-Antigeentester kënnen effektiv eng gutt Alternativ an den Alters- a Fleegeheimer duerstellen, mee sollen awer complementaire zu de PCR-Tester genotzt ginn, well dës nach ëmmer déi fiabelst Solutioun duerstellen. Spaut-PCR-Tester wäerten an Zukunft och den Ofstréch an den Alters- a Fleegeheimer vereinfachen.

ad 3. Säit Ufank vun der Kris hu mir zu Lëtzebuerg just Tester agesat, déi souwuel eng CE-Zertifizéierung haten an déi och vum LNS getest gi sinn. Dës Approche huet evitéiert, datt Tester kaf ginn, wou et keng Sécherheet par rapport zu hirer Effikassitéit gëtt an déi schlussendlech net déi erwaarte Resultater bruecht hunn.

ad 4. Den Test vun der Universitéit Léck wäert och am LNS analyséiert ginn. D'Universitéit Léck ass just ee vun enger ganzer Rei vu Produzenten Tester, déi interessant sinn, fir ze analyséieren en vue vun engem eventuelle Pilotprojet. D'Entscheedung, ob en Test genotzt gëtt oder net, baséiert virun allem op senger Sensibilitéit an senger Spezifizitéit. Natierlech gëtt de Präis vun den Tester och mat a Betruecht gezunn.

Question urgente 3576 (03.02.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**entrée sur le territoire de l'Union européenne :**

Zanter dem 29. Januar 2021 mussen Areesender aus dem Net-EU-Ausland ee Schnelltest um Findel maachen. Elo kann et virkommen, dass de Passagéier keen Direktvol aus dem Ausland op de Findel huet, mee dotëscht een Tëschestopp aleet.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit, Finanzen a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Am Fall wou eng Persoun d'Rees bei enger Airline bucht (Direktvol oder mat Ëmsteigen) huet d'Douane Accès zu dëser Informatioun iwwert den Dossier passager (PNR). An dësem ass notéiert, wou d'Rees vun dëser Persoun ugefaangen huet. Kontrolléiert d'Douane iwwert de PNR, bei Flich aus dem EU-Ausland, ob sech ënnert de Passagéier och Persoune befannen, déi an der EU nëmmen een Tëschestopp ageluecht hunn?

Ginn dës Persounen der Douane scho virun der Arrivée vum Fliger um Findel iwwermëttelt oder mussen si sech selwer bei der Douane mellen?

2. Ass d'Teststatioun um Findel all Dag prett, och am Fall wou u sech deen Dag kee Vol aus dem Net-EU-Ausland geplangt ass, fir dës Passagéier trotzdeem ze testen?

3. Krut d'Douane zu dësem Theema Consignë vun den zoustännege Ministeren?

Falls nee, firwat net?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Et ass net néideg op de PNR zréckzegraifen. D'Identifikatioun vun de Passagéier aus Drëttstaaten gëtt bei der Entrée op den Territoire a bei der „baggage claim area" vun der Inspection sanitaire (Direktioun vun der Santé) gemaach. Dës Identifikatioun betrëfft och Passagéier, déi en Transit iwwer een europäeschen Hub gemaach hunn.

D'Douane kritt keng Informatiounen iwwert dës Persounen, an d'Persoun muss sech och net selwer bei der Douane mellen.

ad 2. Jo. Getest gëtt all Passagéier, deen aus dem Net-EU-Ausland kënnt, egal ob et en Direktfluch ass oder en Transit iwwer een Hub.

ad 3. D'Implementatioun vun den Antigeentester ënnersteet der Direktioun vun der Santé, déi awer ganz enk mat der Flughafepolizei an der Douane, wéi och mat lux-Airport zesummeschafft.

Question urgente 3584 (05.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **variante luxembourgeoise de la Covid-19 :**

Wéi de 4. Februar 2021 an der däitscher Presse gemellt gouf, huet eng Mataarbechterin aus engem däitsche Spidol sech mat enger „als norwegisch oder auch luxemburgisch bezeichnete Variante des Coronavirus" infizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun dëser lëtzebuergescher Variant vum Covid-19?

2. Wéini ass bei enger Sequenzéierungen, déi éischte Kéier, déi lëtzebuergesch Variant opgetaucht?

3. Säit wéini weess d'Regierung, dass et eng lëtzebuergesch Variant gëtt?

4. Wéi eng Informatiounen huet d'Regierung doriwwer, awéifern sech déi lëtzebuergesch Variant vum Virus vun anere Forme vum Covid-19 ënnerscheet?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Opgrond vu verschiddene rezenten Artikelen, déi an däitschen Onlinezeitunge publizéiert goufen an an deene vun enger sougenannter „norwegesch-lëtzebuergescher" Sars-CoV-2-Variant (B.1.1.6) rieds war, ass et wichteg, verschidde Punkten ze preziséieren, respektiv kloerzestellen: am Moment ass keng nei Sars-CoV-2-Variant bekannt, déi hiren Ursprong hei zu Lëtzebuerg huet a soumat als „lëtzebuergesch Variant" bezeechent kéint ginn.

De Sars-CoV-2-Virus ass en RNA-Virus, dee sech bekanntlecherweis schnell entwéckelt an deemno och schnell mutéiere kann. Eng universell Formulatioun vun de verschiddene Virusvariante gëtt et zurzäit awer net. D'Lignée vu geneetesch enk verwandte Variante gëtt duerch e Buschtaf (A, B oder anerer) definéiert gefollegt vun enger Zuel. All Evolutioun vun dëser Lignée gëtt mat enger neier Zuel complétéiert (z. B. B.1.1.7). Dës Zuelen erlaben et haaptsächlech, d'Variante geografesch retracéieren ze kënnen. D'Lignéeë ginn nom Land oder der Regioun benannt, wou se als Éischt opgetruede sinn (z. B. südafrikanesch Variant oder B.1.135).

Weltwäit partagéieren all diagnostesch Laboratoiren hir Sequenzen iwwert de Pangolin-Tool (Phylogenetic Assignment of Named Global Outbreak LINeages), fir esou d'Lignéeë verfollegen ze kënnen.

Leider ass beim Reporting vun der B.1.1.6 Lignée dem däitsche Laboratoire ee Feeler ënnerlaf an d'Variant ass als B.1.1.6 referencéiert ginn amplaz vun 8.1.160. Dës Sequenz war an der internationaler Datebank net als gemellte Sequenz enregistréiert. Déi däitsch Gesondheetsautoritéiten hunn am Nachhinein och bestätegt, datt et e Feeler an der Nummeréierung vun der Sequenz gouf an datt et sech ëm eng Variant B.1.160 gehandelt huet.

D'Sequenz B.1.160 stellt eng wäit verbreeten europäesch Lignée duer, déi d'EU als e brittesche Multi-Country-Cluster qualifizéiert, dee souwuel an der Belsch, a Frankräich, an Däitschland an a Groussbritannie verbreet ass. Dëst ass also eng vu ville Varianten, déi och zu Lëtzebuerg zanter September 2020 zirkuléiert. Dës Variant ass awer net zu Lëtzebuerg entstanen a kann soumat net als lëtzebuergesch Variant bezeechent ginn.

Question urgente 3591 (08.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**abolition du service mobile palliatif du Centre hospitalier du Nord :**

Viru ronn zwee Jorzéngte gouf am Ettelbrécker Spidol (Centre Hospitalier du Nord - CHdN) e „service mobile" fir d'Palliativbetreiung agefouert. Eng ronn siwen Infirmiere schaffen aktuell an deem Service fir d'Wuel vum Patient, deen eng palliativ Betreiung brauch. De „service mobile" fir d'Palliativmedezinn bitt eng séllege Virdeeler:

- Déi erfueren Infirmieren, déi dëse Service assuréieren, sinn dauernd a Kontakt mat den Onkologe vum Ettelbrécker Spidol. Si kënnen an deem Kontext séier an onkomplizéiert op d'Bedürfnisser vum Patient agoen. Dëst huet de grousse Virdeel, datt dem Patient esou séier wéi méiglech gehollef gëtt an dësen net onnéideg waarde respektiv leide muss.

- Déi erfueren Infirmieren, déi dëse Service assuréieren, hunn eng mobill Apdikt dobäi a kënnen an der Reegel de Patient mat den néidege Medikamenter traitéieren. Dozou gehéiert ënner anerem och d'Upasse vun de Medikamenter a Baxteren, virun allem am Hibléck op d'Schmäerztherapie oder awer wann et ëm d'Ernierung vum Patient geet, deen d'lessen net méi selwer kann zou sech huelen.

- Déi erfueren Infirmieren, déi dëse Service assuréieren, bauen e Vertrauensverhältnes zum Patient op. An der Reegel fiert ëmmer déi nämmlecht/deen nämmlechten Infirmier bei déi betraffe Famill. D'Infirmiere kennen also d'Krankheetsgeschicht vum Patient, dem Patient säi familiäert Émfeld a seng Suergen an Doleancen.

- Duerch d'Kompetenz vun den Infirmieren an hiren direkten Drot zu de Palliativmedezinner am Ettelbrécker Spidol, kann a ville Fäll séchergestallt ginn, datt de Patient - sou wéi hien sech dat wënscht - esou laang wéi méiglech doheem versuergt ka ginn an a ville Fäll och doheem, am gewinnten Émfeld, senge Léifsten Äddi soe kann.

- Palliativpatienten, déi ab engem gewësse Moment leider net méi doheem versuergt kënne ginn a mussen an d'Klinick goen, hunn de Virdeel, datt si dee Moment am Spidol betreit ginn, vun den Infirmieren, déi si scho vun doheem aus kennen. Dëst schaaft eng méi familiär Atmosphär, wat grad fir Patienten, déi um Enn vun hirem Liewen ukomm sinn, onbedéngt wichteg ass.

Den zoustännegen Infirmieren aus dem Ettelbrécker Spidol ass viru ronn dräi Deeg matgedeelt ginn, datt de „service mobile" fir d'Palliativmedezinn mam Datum vum 1. Mäerz soll ofgeschaaft ginn a just nach déi ambulant Fleegedéngschter dëse Service sollen assuréieren. Mir ass an deem Kontext vun de concernéierten Acteuren um Terrain zougedroe ginn, datt dëst mat séllege Nodeeler, an éischter Linn fir de Patient (!), verbonne wäert sinn:

- De Patient, deen eng palliativ Betreiung brauch, muss onnéideg laang op en Traitement waarden, well den ambulante Fleegedéngscht net op déi selwecht Manéier ausgestatt ass (mobill Apdikt), fir dem Patient direkt den néidegen Traitement zoukommenzeloossen. De Patient muss an deem Fall dacks onnéideg laang leiden.

- D'Infirmiere vum ambulante Fleegedéngscht hunn net den direkten Drot zu den Onkologen a Palliativmedezinner a kënnen domat net esou séier an onkomplizéiert reagéieren respektiv den Traitement assuréieren, ewéi d'Infirmiere vum „service mobile" aus dem Ettelbrécker Spidol.

- Fir iwwerhaapt adequat reagéieren ze kënnen, mussen d'Infirmiere vun den ambulante Fleegedéngschter fir den Traitement vum Patient ganz dacks eng Ordonnance médical ufroen respektiv d'Ambulanz ruffen. Dëst ass mat onnéidege Waardezäite fir de Patient verbonnen a verursaacht iwwerdeems onnéideg Käschten.

Déi ambulant Fleegedéngschter mussen sech elo schonns ganz dacks mat de Infirmiere vum „service mobile" aus dem Ettelbrécker Spidol koordinéieren, well si dacks iwwerfuerdert sinn, wat de richtegen Traitement vum Palliativpatient ugeet.

- Et ass fir d'Palliativpatienten onméiglech, e perséinlechen Drot zu den Infirmiere vun den ambulante Fleegedéngschter opzebauen, well bei den ambulante Fleegedéngschter meeschtens ëmmer aner Infirmieren an d'Haus kommen, fir de Patient ze betreien. Deemno kenne si dat familiäert Émfeld, d'Krankheetsgeschicht an d'Doleancë vum Patient manner gutt a kënnen net esou op d'Doleance vum Patient agoen, wéi dat eigentlech misst sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Vu wéi engen Autoritéiten ass d'Decisioun ausgaangen, fir de palliative „service mobile" vum Ettelbrécker Spidol opzeléisen?

2. Wéini gouf d'Ettelbrécker Spidol iwwert dës Decisioun informéiert?

3. Aus wéi engem Grond gouf dës Decisioun geholl an ass d'Regierung sech de séllegen uewe genannten Nodeeler bewosst, déi dat fir de Palliativpatient mat sech bréngt?

4. Gedenkt d'Regierung elo dréngend déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir datt de palliative „service mobile" vum Ettelbrécker Spidol weiderhi kann assuréiert ginn?

5. Wa jo, wéi eng konkreet Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung elo, fir ze verhënneren, datt dëse „service mobile" opgeléist gëtt?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Déngscht, dee viséiert ass, ass e Pilotprojet vum Centre Hospitalier du Nord (CHdN), deen an d'Liewe geruff gouf fir d'Patienten, déi eng Palliativbetreiung brauchen, och sollen ënnert deene bescht méigleche Konditioune kréien.

Fir dëse Pilotprojet op nationalem Niveau kënnen unzebidden, gouf déi zoustänneg Nomenklatur ugepasst. Esou gouf den Forfaitsakt „FSP2" am viséierte groussherzogleche Reglement agefouert (Règlement grand-ducal du 22 novembre 2016 arrêtant la nomenclature des actes et services en matière de soins palliatifs pris en charge par l'assurance maladie).

Doduerch kënnen d'Reseauen, déi ënnert d'ASFT-Gesetz falen, am ganze Land deene betraffene Persounen dësen Déngscht ubidden. An der Dot ass et esou, datt dëse Pilotprojet e positiven Impakt hat fir déi betraffe Patienten, dofir gouf et an der Nomenklatur virgesinn, fir datt och all Patient kann esou en Déngscht an Usproch huelen.

Dëse „service mobile" gëtt awer vum zitéierte Spidol ugebueden, deen iwwert d'budgetär Enveloppe vun der Krankeversécherung (Enveloppe budgétaire globale) finanzéiert gëtt. Allerdéngs gesäit d'Spidolsgesetz vum 8. März 2018 e „service mobile" awer net vir. Doduerch konnten dës Käschten, déi jo och iwwer d'Nomenkla-

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

tur finanzéiert ginn, net méi direkt an der aktueller Enveloppe 2021-2022 virgesi ginn. Dës ass an de Budgetsverhandlunge fir d'Joren 2021 an 2022 tëschent der Gesondheetskeess an dem CHdN preziséiert ginn.

Allerdéngs hunn déi zoustänneg Servicer vun der Gesondheetskeess a vum CHdN am Moment Echangen, fir eng Léisung fir dëse „service mobile" vum CHdN ze fannen.

Question urgente 3595 (09.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **réactions du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg sur les récents propos du Ministre de la Sécurité intérieure :**

Laut engem Artikel vun rtl.lu, reagéiert d'SNPGL kritesch op rezent Aussoe vum Här Minister op der Antenn vum RTL. D'Leit hätten „e Gefill vun der Onsécherheet" an d'Aussoe vum Här Minister a puncto Augmentatioun vun den Effektiver an der Reorganisatioun wieren erstaunlech. Weiderhi wieren d'Rekrutéierungspläng illusoresch. Sou wär et net realistesch, schonn nächst Joer 200 zousätzlech Polizisten op den Terrain ze schécken.

Mir wéilten dofir gäre follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet

stellen:

1. Wéi reagéiert de Minister op dës Kriticken?

2. Wat soll an Zukunft géint d'Gefill vun der Onsécherheet vun de Leit gemaach ginn? Ginn et do konkreet Pläng?

3. Wéi solle bis nächst Joer 200 zousätzlech Polizisten op den Terrain kënne geschéckt ginn? Wéi sollen dës zousätzlech Agente bannent kuerzer Zäit all déi noutwendeg Formatiounen duerchlafen?

4. Ass d'Gewerkschaft an déi aktuell Rekrutéierungspläng vum Ministère mat agebonnen? Wa jo, a wéi enger Form? Wann nee, firwat net?

Réponse (11.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Minister ka mam Fong a mat der Form vun dëse Kriticken absolutt net d'accord sinn. Hien ass der Meenung, datt een nëmme weiderkënnt andeems een an engem oppenen a konstruktiven Dialog matenee schwätzt. Déi onberechtegt Attacke viséieren net nëmmen de Minister, mee diskreditéiere virun allem déi engagéiert Police-Leit, déi um Terrain ënnerwee sinn.

E puer Zuelen, fir d'Presenz op der Gare/Hollerich/Bonnevoie ze ënnersträichen:

Op der Gare sinn ëm déi 50[8] Polizisten an Uniform (chefs compris), déi an den 3 Unitéiten, déi den Territoire Quartier Gare/Hollerich/Bonnevoie couvréieren, opgedeelt op 2 respektiv 3 Roulements.

Ongeféier 20[9] Polizisten an Uniform, déi op déi 3 Unitéiten als Renfort detachéiert sinn, opgedeelt op 3 Roulements.

4 bis 5 Persounen à statut civil als Support zu den Uniformiéierten.

8 Memberen am Zivill vum SPJ.

2 Maîtres-chien 16/7 => +- 4 pro Dag.

Derbäi kommen nach ongeféier 120 Polizisten an Uniform vum Kommissariat Lëtzebuerg, deen net nëmmen de Quartier Gare mee de ganzen Territoire vun der Stad Lëtzebuerg couvréiert.

Wat Verhaftungen ubelaangt:

Reng Drogen: 17 Verhaftungen am Januar, dovun 8 an der Stad (Service police judiciaire a Capitale), am Februar 3 Verhaftungen, dovun 2 an der Stad (Mandat).

Presenz um Terrain:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Remise/Reprise: ass ee Pilotprojet, dee säit dem 4. Januar 2021 am Commissariat à trois roulements Lëtzebuerg, en concertation mat de Justizautoritéiten, leeft, fir d'Iwwerstonnen ze reduzéieren an eng méiglech Presenz um Terrain ze erméiglechen. Dëse Projet soll:

1. eng Erliichterung vum administrativen Opwand fir d'Policebeamten op engem Commissariat erméiglechen;

2. eng exzessiv Unzuel vun Iwwerstonne verhënneren, wann eng Affär kuerz viru Schichtenn erakënnt;

3. der eenzeler uniforméierter Patrull méi Presenz um Terrain erlaben an dem Bierger doduerch ee besseren Déngscht leeschten;

4. en Zäitgewënn erméiglechen am Ofschaffe vun den Affären (an doduerch souguer erméiglechen, vläicht méi Affären ze traitéieren wärend enger Schicht);

5. et erméiglechen, falls gewënscht, schonn den éischten Akt vum PV, wat jo eng Aart „saisine initiale" vun der Police ass, mat der Beschreiwung ëm wat, dass et geet a wat déi éischt Ëmstänn/Elementer sinn, déi der Police gemellt respektiv vun der Police konstatéiert goufen, dem Parquet/Untersuchungsriichter ze mailen, fir en éischten Iwwerbléck ze kréien respektiv en parallèle, wou déi aner Akten ulafen;

6. à long terme néi Weeër erméiglechen, wéi zum Beispill d'Aféiere vun engem Backoffice op der Schicht selwer (Polizisten/OPJen, déi ënner anerem am Bannendéngscht Affäre kéinte vervollstännegen/weiderféieren)...

ad 2. De Minister ass sech natierlech der Lag op der Gare an ze Bouneweg ganz bewosst.

Dofir, fir eppes géint d'Gefill vun Onsécherheet vun de Leit ze maachen, wëll de Minister méi Effektivitéit um Terrain, notamment andeems méi Actions coup de point stattfannen.

De Minister wëll och, datt d'Police méi no um Bierger ass a méi flexibel agéiere soll kënnen. An deem Sënn ass och de Projet pilote Reprise/Remise, wéi an der viregter Fro scho beschriwwen.

Dofir ass hien och reegelméisseg um Terrain, fir sech d'Saach souwuel mat de kompetente Policeresponsabelen unzekucken, wéi och mat de politesche Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg.

De plus gouf ee Groupe de travail interministériel zesummegesat, wou gemeinsam no Léisungen am Beräich vun der Problematik vun dem Drogekonsum an der Kriminalitéit, déi dorunner hänkt, gesicht gëtt. D'Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gi fir Enn Februar am Regierungsrot diskutéiert an duerno och an der Chamber presentéiert.

ad 3. D'Formatioun vun de Police-Stagiairen huet eng Dauer vun zwee Joer, a besteet aus enger theoreetescher respektiv praktescher Phas an enger Phase d'initiation pratique. Dat éischt Joer vun hirem Stage kréien dës Kandidaten eng theoreetesch a praktesch Formatioun. Dës geet am Abrëll dëses Jores un. No dëser Ausbildung fänken d'Kandidate mat der Initiation pratique un an déi besteet doranner, dass d'Stagiaire wärend dësem zweete Stagejoer verschidden Unitéite gesinn, Erfarunge kënne sammelen an dofir am Prinzip als drëtte Member solle matfueren.

Et ass och nach ze preziséieren, datt d'Stagiairen am zweete Joer Formatioun d'Qualitéit vum Agent de police judiciaire (APJ) a vum Agent de police administrative (APA) kréien. Doduerger kréien se méi Kompetenze wéi déi viregt Promotiounen.

ad 4. Jo, d'Gewerkschaft war vun Ufank u mat an de Rekrutéierungspläng agebonnen. Am Juni 2019 gouf vum Minister Bausch ee Courrier un déi verschidde Gewerkschafte geschéckt, wou ee Groupe de travail agesat ginn ass, deen iwwert de Plan de recrutement sollt schwätzen. Déi éischt Reunioun vun deem Grupp ass den 12. Juli 2019 aberuff ginn. De selwechten Dag koum et zu engem Accord tëscht dem Minister an de Gewerkschaften. Et gëtt och reegelméisseg Echangë mat de Gewerkschaften, ënner anerem mam SNPGL, wou dës Projete beschwat ginn.

Question urgente 3602 (10.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accès à l'internet pour les élèves :**

Säit Ufank dëser Woch sinn d'Schüler bekanntlech nees am Homeschooling. Mengen Informatiounen no ass den Accès zum Internet awer net fir all Schüler garantéiert - sief et, dass net all Haushalt en Internetuschloss huet, sief et, dass d'Bandbreet a bestëmmte Stroossen oder Uertschafte fir Visiokonferenzen net duergeet, besonnesch dann, wa méi Leit gläichzäiteg am Internet ënnerwee sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass no der éischter Phas vum Homeschooling e landeswäit representativen État des lieux iwwert den Accès vun de Schüler zum Internet gemaach ginn? A wa jo, wéi eng Konklusioune sinn doraus gezu ginn?

2. Weess d'Regierung vu Schüler, déi an hirer Wunnecht keen Accès zum Internet hunn a wat huet se ënnerholl fir ze assuréieren, dass dës Schüler kënnen um Distanzunterrecht deelhuelen?

3. Huet d'Regierung Kenntnis vu Plazen am Land, wou et Problemer mam Internetreseau respektiv der maximaler Bandbreet gëtt?

4. Wa jo, wou sinn dës Plazen a wat huet d'Regierung bis elo ënnerholl, fir sécherzestellen, dass den Distanzunterrecht och hei ka funktionéieren?

Réponse commune (11.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. + 2. D'Enseignantë goufen e puermol an deene verschiddene Phasen opgeruff, bei de Schüler respektiv den Elteren nozefroen, wie mat technesche Geräter ekipéiert ass a wien net. Fir de Fall, datt et hei nach ëmmer vereenzelt Problemer géif ginn, besteet nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir iwwert de Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) dëse Schüler en Apparat zur Verfügung ze stellen. D'Enseignantë goufen donieft opgefuerdert, fir Teams-Gruppen ze erstellen an de Kanner an Elteren déi néideg Explikatiounen an deem Kontext ze ginn.

Detailer zu groussen Deeler vun dësen Informatiounen, kann déi honorabel Deputéiert iwwregens an de Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 2066, 2209, 2466, 2904, 3208, 3387 an 3583 noliesen.

ad 3. + 4. Lëtzebuerg ass ee vun de bescht konnektéierte Länner an Europa an ee vun de Virreider-Länner wat den Uschloss mat ultrahéijem Debit un den Internet ugeet. Mir verweisen hei och nach eng Kéier op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3208, wou dës Thematik schonn eng Kéier beliicht gouf. Sou si schlecht ugebonne Stéit haut d'Ausnam an um Site vum Geoportail[10] kann ee sech e Bild vun der aktueller Situatioun vum Internetaccès an vun de verfügbare Vitesse maachen. Et sief och rappeléiert, datt et eent vun den Ziler vun der Regierung ass, datt all Stot zu Lëtzebuerg iwwer en Accès vun op d'mannst 100 Mbps op den Internet zougräife kann an dat iwwert déi ënnerschiddlech lokal verfügbar Technologien.

Et sief och drun erënnert, datt all Bierger d'Méiglechkeet huet, d'Qualitéit vu sengem Reseau ze moossen. Den ILR, deen als Regulateur fir den Telecom-Marché aktiv ass, stellt dofir zanter 2017 den Outil „checkmynet.lu" zur Verfügung. Domat kann all Bierger d'Qualitéit an den Debit vu sengem fixen a sengem mobillen Internetuschloss testen.

Lëtzebuerg huet an de leschte Joerzéngte kontinuéierlech an eng héichwäerteg Konnektivitéit investéiert. D'Regierung ënnerstëtzt an dësem Kader d'LU-CIX, déi als Lëtzebuerger „Internetknuet" derbäi hëlleft, den Internettrafick ze vereinfachen, andeems de lokalen Trafick tëscht deene lokale Reseauen op kuerzem Wee lafe kann. D'LU-CIX huet dann och parallell zum Lockdown nei Spëtzten an hirem Trafick miesse kënnen. Zu kengem Moment war et awer hei zu enger Saturatioun vun dësem nationalen Internetknuet komm.

Den ILR huet am Kader vum Lockdown respektiv de weidere Covidrestriktiounen d'Situatioun vun de Reseauen am A behalen. Et goufe méi Miessungen ënnerholl wéi an de vergaangene Joren. Hei ass de gesamten Telekommunikatiouns- an Drogentrafick ofgedeckt, also och den Drogentrafick mam Ausland. Sou gouf och hei festgestallt, datt insgesamt d'Reseaue Stand gehalen hunn. De Service Mediatioun vum ILR huet iwwert den Zäitraum, deen an dëser parlamentarescher Fro ugeschwat gëtt, kee Fall gemellt kritt.

Et sief och drop higewisen, datt net all Problem mat enger schlechter oder lueser Konnektivitéit op der Säit vum Operateur ze dinn huet. Um Niveau vun de Stéit kann ee schlechten Emplacement vum Wi-Fi-Modem derzou féieren, datt innerhalb vun enger Wunneng d'Bandbreet negativ beaflosst gëtt.

Question urgente 3606 (10.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **épreuves communes du cycle 4.2 :**

Ab dem 11. Mäerz, a genee engem Mount, sollen d'Épreuves communes fir de Cycle 4.2 (dat aalt 6. Schouljoer) stattfannen. De 25. Mäerz sollen d'Epreuven ofgeschloss sinn. Hei ginn et awer nach ganz vill oppe Froen, net nëmme vu Schüler an Elteren, mee och vum Léierpersonal.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi wäerten d'Epreuven dëst d'Joer organiséiert ginn? Wat fir Hygiènesmesurë si virgesinn?

2. Wat ass virgesinn, falls fir dës Period de System vun A- a B-Klassen an de Schoule virgeschriwwen ass an d'Hallschent vun de Schüler deen Dag oder déi Woch net an der Schoul ass?

3. Wat ass virgesinn, am Fall wou d'Schoulen zu dëser Zäit erëm musse ganz zoumaachen?

4. Am Januar an am Februar sollen d'Psychologe vum CePAS an d'Klasse goen. Wéi wäit sinn déi Entrevuen ofgeschloss?

Wat fir een Impakt huet de momentanen Homeschooling op dës Gespréicher?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. - 3. Am Kontext vun der Orientatiounsprozedur ass d'Ëmsetzung vun den Épreuves communes fir Mëtt Mäerz virgesinn. D'Hygiènesmesurë wäerten sech op déi zu dësem Zäitpunkt aktuell Recommandatiounen, déi vun der Direktioun vun der Santé an Zesummenaarbecht mat mengem Ministère ausgeschafft goufen, baséieren. Déi aktuell Mesurë goufen dem Léierpersonal an de Kommunikatioune vum 24. November 2020, vum 8. Januar 2021 a vum 12. Februar 2021 matgedeelt. Falls d'Evolutioun vun de Covid-19-Infektiounen et sollt verlaangen, respektiv erlaben, ginn déi eenzel Preventiouns- an Hygiènesmesuren am weidere Verlaf vum Schouljoer ugepasst.

Zum aktuellen Zäitpunkt si keng Changementer par rapport zum zäitlechen Oflaf vun den Épreuves communes virgesinn. Am Dispositif sanitaire fir d'Reprise vun de Coursen am Presentiel, deen den 12. Februar vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend virgestallt gouf, sinn A-B-Gruppen net virgesinn. Deemno wäert et de Cas de figure, deen den honorabelen Deputéierten am ad 2 beschreift, net ginn.

Sollt Mëtt Mäerz mussen op en Enseignement à distance zréckgegraff ginn, da muss d'Evaluatioun vun de Schüler ouni d'Resultater vun den Épreuves communes gemaach ginn. D'Erfarungswäerter vum leschte Schouljoer weisen an dësem Kontext, datt d'Orientatioun sech och ouni d'Resultater vun de Schüler an den Épreuves communes, déi just een Element duerstellen, op Basis vun der Dokumentatioun vun de formativen Evaluatiounsmomenter an der Klass an de Produktiounen, déi d'Schüler wärend dem ganze Cycle 4 realiséiert hunn, esouwéi den Informatiounen, déi vum Psycholog gesammelt goufen, wann d'Elteren heifir optéiert hunn, ëmsetze léisst.

ad 4. Wéi an der parlamentarescher Fro Nr. 3583 scho beäntwert, war an insgesamt 360 Klassen eng Interventioun vum Psycholog virgesinn, virausgesat, d'Elteren hu fir dës Prozedur optéiert. Vun den 360 Klassen, an deenen esou eng Interventioun stattfënnt, sinn der just dräi, an deenen déi psychologesch Tester nach musse realiséiert ginn an dës Tester ginn no der Fuesvakanz gemaach. Zousätzlech gi véier Datumen iwwert d'Land verdeelt ugebueden, wou déi zéng Kanner, déi bei dem Passage an der Klass bis virun der Fuesvakanz krank oder a Quarantän waren, dës Tester kënnen nomaachen.

Question urgente 3632 (12.02.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **recommandation de la Haute Autorité de santé concernant la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 :**

Déi franséisch „Haute Autorité de santé" huet elo just recommandéiert, datt Persounen, déi scho mam Covid-19 infizéiert waren, just eng Dosis vum Vaccin solle kréien. An de leschten Deeg war dës Méiglechkeet an enger Rei vu wëssenschaftlechen Etüden aus den USA an Italien a Betruecht gezu ginn.

Déi franséisch Regierung huet nach net op d'Recommandatioun reagéiert, awer am Prinzip befollegt si den Avis vun der Haute Autorité de santé.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung iwwert dës Recommandatioun informéiert, respektiv wousst se, datt esou Etüden um lafe sinn?

2. Ass d'Regierung am Austausch mat de franséischen Autoritéiten iwwert dëse Sujet?

3. Wéi ass der Regierung hir Positioun par rapport zu deem Virschlag?

[8] [9] Hei kann ee keng genee Zuel nennen, well déi Zuel en fonction vun de Besoins journaliers reegelméisseg ännert.

[10] Site www.geoportail.lu > Portail général > Infrastructure et communication > Internet ultra-haut débit: https://map.geoportail.lu/theme/main?lang=en&version=3&zoom=9&X=725801&Y=6417057&rotation=0&layers=670&opacities=0.75&bgLayer=basemap_2015_global

Réponse (17.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet Kenntnis vum Avis vun der Haute Autorité de santé vum 12. Februar. De Gesondheetsministère huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) de 16. Februar mat der Fro saiséiert, sech zu dësem Avis ze äusseren.

Soubal dem CSMI säin Avis virläit, wäert d'Regierung sech zu der Fro positionéieren, mat wéi vill Dosisse Vaccin Persounen, déi scho mam Covid-19 infizéiert waren, geimpft solle ginn.

Question urgente 3634 (12.02.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **épreuves communes du cycle 4.2 :**

D'Kanner a Jugendlech leide mat am meeschten ënnert der aktueller Kris. D'Ongewëssheet wéi et weidergeet, den Homeschooling an déi sozial Isolatioun drécken op d'Gemitt, op d'Psych an domat implizitt op d'Leeschtungscapacitéit vun de Kanner. De Bien-être vun de Kanner an de Mëttelpunkt ze stellen, ass an deem Kontext eng wichteg Decisioun.

Trotzdeem solle d'Épreuves communes, een decisiivt Element fir d'Orientéierung vun de Kanner aus dem Cycle 4.2 an de Secondaire, ofgehale ginn.

An deem Zesummenhang well ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Huet de Minister wëlles, dës Epreuven onverännert bäizebehalen?

- Kann de Minister sech Adaptatioune virstellen, beim Programm, dee getest gëtt, änlech wéi dat elo och beim Premièresexamen agefouert gëtt?

- Fënnt de Minister et net sënnvoll, fir zousätzleche mentalen Drock, déi dës Epreuven duerstellen, vun de Kanner ze huelen? Dat ëmsou méi, well dës Schüler och schonn am 4.1 ënnert dem Lockdown gelidden hunn, woubäi de ganze Cycle bekanntlech determinant ass fir d'Ofschneide vum Kand bei den Epreuven.

- Stëmmt et, datt verschidden Enseignantë wëlles hunn, och an der Fuesvakanz Kontakt mat de Schüler ze halen, fir si op dës Tester virzebereeden. Wa jo, wéi gesäit de Minister dës Initiativ?

- Ass et fir de Minister eng Optioun, d'Épreuves communes dëst Joer ausfalen ze loossen, an dem Enseignant d'Méiglechkeet ze ginn, op Basis vun de Prüfungen a Kompetenzen, grad wéi de Gespréicher mat de Kanner an hiren Elteren ze decidéieren, wouhin e Schüler am Beschte sollt orientéiert ginn?

Réponse (19.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Zum aktuellen Zäitpunkt si keng Changementer par rapport zum zäitlechen Oflaf vun den Épreuves communes virgesinn. Sollt allerdéngs Mëtt Mäerz mussen op en Enseignement à distance zréckgegraff ginn, da muss d'Evaluatioun vun de Schüler ouni d'Resultater vun den Épreuves communes realiséiert ginn. D'Erfarungswäerter vum leschte Schouljoer weisen an dësem Kontext, datt d'Orientatioun sech och ouni d'Resultater vun de Schüler an den Épreuves communes, déi just een Element duerstellen, op Basis vun der Dokumentatioun vun de formativen Evaluatiounsmomenter an der Klass an de Produktiounen, déi d'Schüler wärend dem ganze Cycle 4 realiséiert hunn, esouwéi den Informatiounen, déi vum Psycholog gesammelt goufen, wann d'Elteren heifir optéiert hunn, ëmsetze léisst.

De Verglach, deen déi honorabel Deputéiert tëscht dem Premièresexamen an den Épreuves communes mécht, ass deemno net ubruecht. Dofir war et menger Virgängerin bei der Aféierung vun den Épreuves communes och ëmmer besonnesch wichteg ze ënnersträichen, dass et sech net ëm en Exame géif handelen. Wärend den Epreuvë gi geziilt verschidde Kompetenzen ënnersicht, déi d'Schüler am Laf vun hirer schoulescher Karriär, an engem circulairë Prozess an iwwer Joren, developpéiert hunn an et gëtt sech net ausschliisslech op d'Kenntnisser aus de Cyclen 4.1 a 4.2 baséiert.

Fir d'Wuelbefanne vun de Kanner ze stäerken, goufen ausserdeem zousätzlech Mesurë vu mengem Ministère geholl. Esou wäerten d'Kanner beispillsweis am Kader vun de Coursë „Vie et société" weider encouragéiert ginn, iwwert de Virus an hirer Situatioun an Zäite vun der Pandemie ze schwätzen a si léieren, falls néideg, no Hëllef ze froen. Déi nei Campagne „Mir spillen zesummen" soll d'Kanner dobäi ënnerstëtzen, fir op aner Gedanken ze kommen a gläichzäiteg en aktiven a soziale Kontakt an hirer Famill oprechtzeerhalen. Op engem neie Portal ginn an dësem Kontext all d'Offere vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend zesummegefaasst, fir de Kanner an hire Familljen Iddien ze ginn, wéi si sech kënne wärend der Pandemie aktiv betätegen.

Dës Mesurë sollen den Drock, deen duerch déi aktuell Situatioun op d'Schüler ausgeüübt gëtt, beschtméiglech reduzéieren. D'Émsetzung vun den Épreuves communes soll an dësem Kontext net fir weideren Drock suergen, well si, wéi uewe beschriwwen, just een Element vun der Orientatiounsprozedur duerstellen.

Ofschléissend gëtt d'Fro gestallt, ob et fir de Ministère eng Optioun wier, den Enseignanten d'Méiglechkeet ze ginn, op der Basis vun „de Prüfungen a Kompetenzen" an „de Gespréicher mat de Kanner an hiren Elteren" eng Orientatioun virzehuelen. Ech wëll déi honorabel Deputéiert dorunner erënneren, dass déi aktuell Orientatiounsprozedur iwwert d'Gesetz vum 31. Juli 2016 reforméiert ginn ass. Am Mëttelpunkt vun der aktueller Prozedur stinn d'Gespréicher tëscht den Elteren an dem Enseignant, déi iwwer zwee Joer am Cycle 4 gefouert ginn. Um Enn dovunner steet eng gemeinsam Orientatiounsdecisioun. Dës Prozedur huet sech an deene vergaangene Joren absolutt bewäert. Am vergaangene Joer koum et nëmmen an zwielef Fäll zu Meenungsverschiddenheeten tëscht dem Enseignant an den Elteren, an eng Kommissioun huet missen tranchéieren.

Question urgente 3639 (15.02.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**intervalle entre les deux doses de vaccin Covid-19 :**

À ce jour, tous les vaccins déjà autorisés s'administrent en deux doses, quelle que soit la technologie utilisée. Pour les deux vaccins à ARN messager (Pfizer/BioNTech et Moderna), un délai respectif de trois et quatre semaines entre les doses est recommandé, suite aux essais cliniques effectués. Le vaccin AstraZeneca est autorisé par l'EMA en Europe avec une fourchette de quatre à douze semaines entre les deux doses.

Dans son rapport « Recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses Covid-19 Vaccine AstraZeneca® » du 4 février 2021, le Conseil supérieur des maladies infectieuses vise à « préciser les conditions d'administration de Covid-19 Vaccine AstraZeneca® au niveau national, à l'instar de recommandations publiées par les instances d'autres pays (HAS en France, STIKO en Allemagne, JCVI au Royaume-Uni, etc.) ».

Le CSMI souligne que les données disponibles suggèrent une augmentation de l'efficacité vaccinale en cas d'allongement de l'intervalle entre les deux doses, mais ne retient pas cet élément dans ses recommandations : « le CSMI recommande d'administrer Covid-19 Vaccine AstraZeneca® selon un schéma à deux doses espacées de 28 jours ».

Or, le rapport « Stratégie de vaccination contre la Covid-19 - Place du Covid-19 Vaccine AstraZeneca® » publié par la Haute Autorité de santé (HAS) française le 2 février 2021, conclut que « Toutefois compte tenu des données d'efficacité et d'immunogénicité disponibles montrant l'impact positif de l'allongement de la durée entre les doses et la persistance jusqu'à douze semaines de la protection conférée par la première dose, la HAS recommande de privilégier un intervalle de neuf à douze semaines entre les deux doses ».

Dans son « Epidemiologisches Bulletin » du 4 février 2021, le Robert Koch-Institut publie les recommandations en matière de vaccination de la STIKO (Ständige Impfkommission), qui recommande également un intervalle de neuf à douze semaines entre les deux doses pour le vaccin AstraZeneca.

Finalement, le JCVI (Joint Committee on Vaccination and Immunisation) au Royaume-Uni a émis une recommandation dans le sens d'un rallongement de l'intervalle entre les deux doses AstraZeneca déjà le 30 décembre 2020.

Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour quelles raisons le schéma de vaccination ne retient-il pas les recommandations en matière d'allongement de l'intervalle entre les deux doses du vaccin AstraZeneca ?

2) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il convient de revoir l'intervalle entre les deux doses du vaccin AstraZeneca à la hausse, ceci dans le double but de maximiser l'efficacité vaccinale et donc la protection de la population, et de l'utilisation rationnelle du nombre limité de doses à notre disposition ?

Réponse (17.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans son avis du 4 février 2021, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a en effet recommandé d'administrer la seconde dose après un intervalle de quatre à douze semaines. Le CSMI a par ailleurs également pris soin de préciser dans ce même avis que ces recommandations sont susceptibles d'être amendées dès que des données complémentaires seront disponibles. On peut aussi y lire que des données permettant de préciser l'intervalle optimal entre la première et la deuxième dose du vaccin Covid-19 de AstraZeneca sont également attendues.

Le Ministère de la Santé a saisi le CSMI en date du 16 février avec la demande de se prononcer sur l'administration du vaccin AstraZeneca contre la Covid-19 à la lumière de nouvelles connaissances scientifiques, notamment la recommandation de la Haute Autorité de santé (HAS) à laquelle les honorables Députés font référence et ses éventuels effets sur le déroulement et l'organisation de la campagne vaccinale Covid-19 en place.

Dans son avis intervenu le jour même, le CSMI a recommandé l'administration de la deuxième dose du vaccin d'AstraZeneca entre la 8e et la 12e semaine après la première dose eu égard aux dernières données d'efficacité vaccinales disponibles selon lesquelles l'allongement de l'intervalle entre les deux doses de ce vaccin apparait avoir un effet favorable sur l'efficacité de ce vaccin contre les formes symptomatiques de la maladie. L'administration de la deuxième dose au-delà de la 12e semaine n'est pas recommandée.

Fort de cet avis, le Ministère de la Santé a décidé d'adapter le schéma d'administration du vaccin Covid-19 du producteur AstraZeneca en retenant dorénavant un délai entre la première et la deuxième dose d'une durée de dix semaines, au lieu de quatre semaines, comme recommandé jusqu'à maintenant, ceci dans l'objectif de maximiser l'efficacité vaccinale ainsi que l'utilisation rationnelle du nombre de doses dont on dispose. Une communication officielle en ce sens a été publiée le 17 février 2021.

Question urgente 3653 (16.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact de la variante sud-africaine de la Covid-19 sur les vaccins :**

Déi südafrikanesch Regierung huet rezent bekannt ginn, datt d'Land d'Aféiere vum Impfstoff AstraZeneca no de Resultater vun enger klinescher Etüd aussetze wëll. Südafrika huet an deem Kontext de „Serum Institute of India (SII)", de weltwäit gréissten Impfstoffhiersteller, opgefuerdert, eng Millioun Dosisse vum genannten Impfstoff zréckzezéien. Hannergrond heivunner ass, datt déi klinesch Etüd zum Schluss komm ass, datt den Impfstoff vun AstraZeneca net déi gewënschte Wierkung weist géint déi südafrikanesch Variant (B.1. 351). Déi renomméiert däitsch „Pharmazeutische Zeitung" schreift de 15. Februar an deem Kontext: „Die Autoren müssen nach dieser Studie den ernüchternden Schluss ziehen, dass der AstraZeneca-Impfstoff AZD1222 gegen die südafrikanische Virusvariante B.1.351 wirkungslos ist, wenn es darum geht, vor leichten bis mittelschweren Erkrankungen zu schützen. Offen bleibt momentan die Frage, ob der Impfstoff eventuell schwere Covid-19-Verläufe verhindern könnte."

Elo stellt sech d'Fro, wéi Lëtzebuerg op dës nei Erkenntnisser reagéiere soll. Déi südafrikanesch Variant ass jo noweislech och hei am Land opgetrueden a riskéiert, wéi dat zum Beispill an Tirol an an Tschechien aktuell de Fall ass, sech och hei weider auszebreeden. Brisant ass iwwerdeems, datt zu Lëtzebuerg dat gesamte medezinnesch a paramedezinnescht Personal de Moment bal ausschliisslech mam Impfstoff vun AstraZeneca geimpft gëtt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi gedenkt d'Regierung op déi rezent Erkenntnisser aus Südafrika ze reagéieren?

2. Wëll d'Regierung am Kontext vun den neien Erkenntnisser virufueren, dat medezinnescht a paramedezinnescht Personal bal ausschliisslech mam AstraZeneca-Impfstoff ze impfen?

3. Gedenkt d'Regierung, eng „recherche forcée" ze maachen iwwert den aktuelle Stand, wéi sech déi südafrikanesch Variant vum Covid-virus den Ament zu Lëtzebuerg verbreet?

4. Gedenkt d'Regierung, no den Erkenntnisser aus Südafrika, eventuell Efforten ze ënnerhuelen, fir datt déi betraffe Leit an noer Zukunft nees kënne mam Impfstoff vu BioNTech oder Moderna geimpft ginn?

Réponse (18.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Preliminär Analyse vun der Etüd COV005 a Südafrika deiten effektiv drop hin, dass de Vaccin AstraZeneca eng staark reduzéiert Effikassitéit op d'Preventioun vu schwaach a mëttelschwéier Forme vu Covid-19 huet, wann d'Infektioun duerch d'Variant B.1.351 ausgeléist ass. D'Etüd ka leider näischt Definitives aussoen iwwert d'Verhënnere vu schwéiere Forme vun der Krankheet. Et gëtt awer indirekt Donnéeën, déi drop deiten, dass eng Protektioun géint dës schwéier Forme bestoe bleift. Dëst muss awer a weidere Studie konfirméiert ginn.

Zu Lëtzebuerg hu mir bis elo 18 Fäll vun der B.1.531-Variant fonnt, dovu véier an der leschter Woch. D'Zuele bleiwen also relativ geréng, och wann ee näischt Definitives aussoe kann iwwert d'Prevalenz vun dëser Variant, well d'Echantillonen, déi sequenzéiert goufen, selektiv erausgesicht woren (aus Clustere vu Fäll), an domat warscheinlech déi reell Heefegkeet iwwerschätzen.

Et besteet awer de Risiko, dass dës Variant sech weider ausbreet, wéi si dat och am Département de la Moselle rezent gemaach huet.

De Comité SAGE (Strategic Advisory Group of Experts) vun der Weltgesondheetsbehörde huet an enger rezenter Prise de position vum 10. Februar kloer gesot, dass de Vaccin AstraZeneca och weiderhi soll benotzt ginn, a Länner wou d'B.1.531-Variant present ass.

Dat selwecht Dokument recommandéiert en enke Suivi vun der Epidemiologie an de Länner mat vermeertem Sequenzage vun de positiven Echantillonen. Dozou muss ee soen, dass Lëtzebuerg aktuell schonns eent vun de Länner ass, déi vill Sequenzage maachen, an dës Capacitéite weider beim Laboratoire national de santé (LNS) ausbaut.

An enger Situatioun vu relativem Mangel un Impfstoffer, ass et aktuell net méiglech op den AstraZeneca Impfstoff ze verzichten, deen dach eng ganz gutt Effikassitéit huet beim Vermeide vu schwéieren Erkrankunge bei normale Varianten. D'Liwwerunge vun aneren Impfstoffer ginn am Moment net duer, fir schnell e groussen Deel vun der Bevëlkerung ze impfen.

Question urgente 3677 (19.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**invitation au « large-scale testing » pour les élèves :**

Den 12. Februar gouf annoncéiert, dass d'Schoulen am ganze Land misste wéinst der héijer Unzuel un Infektioune bei Kanner a Jugendlecher zoumaachen. Et war virgesinn, dass all d'Schüler an d'Enseignanten eng Invitatioun fir de Large-Scale kréien, fir sech kënnen testen ze loossen. Esou soll séchergestallt ginn, dass d'Schoulen den 22. Februar erëm kënnen ouni erhéichte Covid-19-Risiko opmaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

- Kruten all d'Schüler aus de Primärschoulen eng Invitatioun fir de Large-Scale?

- Kruten all d'Schüler aus de Lycéeën eng Invitatioun fir de Large-Scale?

- Kruten all d'Enseignanten eng Invitatioun fir de Large-Scale?

Réponse commune (19.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiounsminister huet an der Pressekonferenz vum 12. Februar matgedeelt, datt souwuel d'Personal aus de Schoulen (Enseignanten, Educateuren an d'Personal aus de Musekksschoulen) wéi och d'Schüler méi getest ginn.

Dëst wäert an zwou Phase geschéien:

Elo an enger éischter Phas mat Large-Scale-Testing-Invitatioune fir déi Professionell (Enseignanten, Educateuren a Personal aus de Musekksschoulen). An dëser Phas ginn elo och Schülerinnen a Schüler iwwer eegen Testekippe vum Educatiounsministère op deene Plaze getest, wou festgestallt gëtt, datt de Virus an der Schoul méi present ass.

An enger zweeter Phas kommen dann d'Schnelltester an den Asaz, déi den Educatiounsministère zesumme mam Gesondheetsministère amgaange sinn ze beschafen an ze testen. Och dëst wäert et erlaben, permanent d'Presenz vum Virus an enger Klass oder an enger Schoul ze suivéieren.

N°25
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 25 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires p. Q491

Questions parlementaires p. Q493-551

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

D'Chamber an der Coronakris: e Fotosréckbléck











E méi séiere legislativen Outil gëtt an der Kris gebraucht: Den État de crise gëtt de 17. Mäerz 2020 ausgeruff.



D'Chamber am Teletravailmodus: D'Deputéiert an déi ganz Chambersverwaltung schaffe vun doheem aus.





D'Chamber bleift operationell: Fir d'Distanz ze garantéieren, sinn d'Deputéiert an dräi Säll opgedeelt a kënne vun do aus diskutéieren an ofstëmmen.







D'Chamber plënnert am Abrëll 2020 an de Cercel op d'Plëss.





Zanter dem Ufank vun der sanitärer Kris informéiert d'Regierung reegelméisseg déi héchst Instanze vun der Chamber (Bureau a Presidentekonferenz).

D'Chamber an der Coronakris: e Fotosréckbléck (suite)



Den État de crise kënnt de 24. Juni 2020 op en Enn: Déi éischt zwee Covidgesetzer ginn an der Chamber deponéiert a gestëmmt.



D'Gestioun vun der Coronakris ass dacks am Fokus vun den Debatte vun den Deputéierten.



Zënter dem 17. Mäerz 2020 sinn d'Deputéiert 79-mol fir eng ëffentlech Sëtzung zesummekomm, meeschtens fir iwwert déi sanitär, ekonomesch a sozial Situatioun ze diskutéieren.

Session d'hiver 2021 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE en format virtuel

Relance du multilatéralisme et résolution des conflits

Quelque 270 parlementaires se sont réunis en ligne du 24 au 26 février 2021 pour la 20e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE - la toute première réunion statutaire virtuelle de l'Assemblée - pour discuter de questions telles que les conflits prolongés, la crise en Ukraine et autour de l'Ukraine, le renforcement de la sécurité économique et environnementale ainsi que l'impact de la Covid-19 sur la sécurité et la démocratie.

À la séance d'ouverture conjointe, les membres de l'APOSCE ont entendu les discours liminaires du Président du Conseil national autrichien, M. Wolfgang Sobotka, du Président de l'APOSCE, M. Peter Lord Bowness, de la Présidente en exercice de l'OSCE et Ministre des Affaires étrangères de la Suède, Mme Ann Linde, ainsi que de la Secrétaire générale de l'OSCE, Mme Helga Schmid, suivis d'une session de questions et réponses.

M. Wolfgang Sobotka a souligné un engagement fort en faveur du multilatéralisme et de la diplomatie interparlementaire, en particulier dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Il a rappelé l'importance de la sécurité au sein des parlements en ces temps difficiles et la nécessité d'une plus grande cohésion. M. le Président Peter Lord Bowness a noté que l'OSCE doit défendre le dialogue basé sur des principes fondamentaux en tant que noyau de la sécurité globale.

Au cours du débat général, animé par le Secrétaire général de l'APOSCE, M. Roberto Montella, les membres se sont exprimés contre la création de nouvelles lignes de division dans l'espace de l'OSCE et ont soulevé des problématiques telles que la liberté des médias, la migration, les conflits prolongés et la détérioration des normes des droits de l'homme. Les parlementaires se sont également prononcés en faveur du multilatéralisme, en particulier à la lumière du prochain 50e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki de 1975. Le conflit du Haut-Karabakh à l'automne dernier représente un exemple tragique de ce qui se produit lorsque des conflits prolongés ne sont pas résolus.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP), M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), M. Dan Biancalana (LSAP), M. Claude Haagen (LSAP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Gilles Baum (DP) et M. Charles Margue (déi gréng).



Les participants de la séance plénière autour du Président sortant, M. Stephan Toscani, et de la nouvelle Présidente du CPI, Mme Nicole Muller-Becker.

65e séance plénière du CPI en visioconférence

Une gestion commune de la crise sanitaire est indispensable

La 65e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est déroulée en visioconférence le 5 février 2021. Cette date marque également le passage de la présidence sarroise du CPI à celle du Grand Est. Mme Nicole Muller-Becker a été élue Présidente du CPI jusqu'à la fin de l'année 2022.

En complément à une résolution sur la gestion de la crise de Covid-19 votée en juin 2020, les députés de la Sarre, de Rhénanie-Palatinat, de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Communauté germanophone de Belgique, du Grand Est et du Luxembourg ont adopté une résolution soulignant l'importance de la gestion commune de la crise sanitaire.

Ils recommandent notamment d'éviter les fermetures de frontières au détriment des quelque 250.000 travailleurs frontaliers, d'articuler plus étroitement les systèmes de santé et d'intensifier la coopération entre les hôpitaux. Ils insistent pour que les accords de coopération existant entre les hôpitaux soient étendus et que les soins de santé soient organisés davantage sur une base transfrontalière. Les cinq autres recommandations adoptées lors de la 65e séance plénière couvrent un vaste champ thématique. Elles traitent des aéroports de la Grande Région, de la ligne de tram-train transfrontalière entre la Sarre et le Grand Est, de la poursuite du développement des travaux commémoratifs communs, des prés-vergers et de la mobilité des travailleurs frontaliers dans la Grande Région.

La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Fernand Etgen, la Présidente de la Commission « Environnement et Agriculture » du CPI, Mme Carole Hartmann, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Diane Adehm, M. Marc Baum, M. Yves Cruchten, M. Claude Lamberty et M. Charles Margue.

La résolution et les recommandations peuvent être consultées sur le site Internet du CPI (www.cpi-ipr.eu).

Eng Bretzel fir de President



Wéi d'Traditioun et wëllt, krut de Chamberspresident Fernand Etgen den 8. Mäerz 2021 vu Pâtissieren a Bäckere vun der Confederatioun Liewensmëttelhandwierk ASBL eng Bretzel iwwerreecht. Wéinst der sanitärer Kris war dëse Rendez-vous dëst Joer am klenge Krees.

Covid-19 et respect des droits fondamentaux

La crise de la Covid-19 accentue les difficultés en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux.

C'est ce qui est ressorti de l'échange entre le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux, M. Michael O'Flaherty, et les députés membres des Commissions parlementaires des Affaires étrangères et de la Justice de même que de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

M. Michael O'Flaherty, qui a été reçu le 24 février 2021 au Cercle municipal, a identifié cinq enjeux majeurs dans ce contexte :

- l'accès aux vaccins ;

- un « effet 11 septembre », avec le risque d'un assaut disproportionné des gouvernements sur la sphère privée, par analogie à la réponse antiterroriste disproportionnée suite aux attentats de 2001 ;

- l'aggravation des problématiques liées à la pauvreté et à l'exclusion, avec comme enjeu de rendre les sociétés plus résilientes ;

- la situation des jeunes, qui sont les « vraies victimes » à long terme de la crise, notamment à cause de l'interruption de leur parcours éducatif et du bouleversement de leur développement ;

- la digitalisation de nos vies, qui a des avantages mais qui a montré ses limites et comporte des risques.

Lors du débat avec les députés, le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux a constaté que les mesures de limitation des droits fondamentaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie pouvaient être légitimes, mais que ces pratiques avaient été détournées dans certains cas. Les députés ont souligné dans ce contexte qu'il existait un risque que les gouvernements s'habituent à une limitation des droits fondamentaux et, en outre, que toute phase de « retour à la normale » devrait être entreprise avec vigilance.



Le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux, M. Michael O'Flaherty (au milieu), lors de l'échange de vues avec les députés au Cercle municipal.

La crise accentue les inégalités

Pour M. Michael O'Flaherty, la crise ne crée pas tant d'inégalités qu'elle n'en accentue. Plusieurs exemples ont été abordés lors de l'échange avec les députés. Le directeur de l'Agence a cité celui de la population Rom qui compte plusieurs millions de membres en Europe et qui sont à son avis particulièrement vulnérables dans le contexte actuel, leurs conditions de vie rendant la distanciation sociale difficile, le manque d'accès à l'eau courante empêchant le respect des mesures sanitaires et l'accès limité à Internet les privant d'une source d'information importante.

Selon M. Michael O'Flaherty, plus globalement, beaucoup de minorités sont actuellement victimes de suspicions et de haine car elles sont prises pour cible comme si elles étaient coupables de la propagation de l'épidémie. « D'autres catégories de personnes, comme celles présentant un handicap, les sans-abri ou encore les prisonniers, sont également particulièrement fragilisées », a-t-il ajouté.

La situation des réfugiés

Les députés ont encore voulu savoir quelle était la situation en ce qui concerne les camps de réfugiés aux frontières de l'Europe. M. Michael O'Flaherty a affirmé que, suite à ses visites récentes à Lesbos (Grèce) et en Croatie, il fallait se résigner au constat que la situation demeurait inquiétante. « Les interventions de l'Agence européenne des droits fondamentaux ont cependant eu un certain impact, avec par exemple comme résultat que les enfants non accompagnés ne sont plus laissés seuls dans les camps », a-t-il conclu. Il restera néanmoins du travail à faire pour améliorer les standards de respect des droits fondamentaux aux portes de l'Europe.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne

Semaine parlementaire européenne 2021



Pour la première fois depuis la création en 2012 de cette rencontre interparlementaire, le Parlement européen, en collaboration avec le Parlement portugais, a organisé à distance la Semaine parlementaire européenne 2021. Cette réunion s'est déroulée via visioconférence au Parlement européen, à Bruxelles, le 22 février 2021.

La Semaine parlementaire européenne rassemble des députés de l'Union européenne et des pays candidats de même que des observateurs pour aborder des questions économiques, budgétaires, environnementales et sociales. L'édition de cette année a été dominée par l'impact de la Covid-19 sur les économies de l'UE. Les parlementaires ont débattu de la préparation des plans nationaux de relance et de résilience ainsi que des investissements prioritaires en matière sociale, économique et environnementale.

La Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (conformément à l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire) fournit un cadre de débat et d'échange d'informations et de bonnes pratiques dans la mise en œuvre des dispositions du traité et vise à renforcer la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen. La conférence contribue également à garantir la responsabilité démocratique dans le domaine de la gouvernance économique et de la politique budgétaire dans l'UE, en particulier dans l'Union monétaire européenne, en tenant compte de la dimension sociale et sans préjudice des compétences des parlements nationaux et du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Carole Hartmann (DP), M. Sven Clement (Piraten), M. Charles Margue (déi gréng), M. Laurent Mosar (CSV) et Mme Lydia Mutsch (LSAP).

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Les priorités de la future présidence slovène

La Slovénie reprendra la présidence du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2021. Dans ce contexte, le Ministre des Affaires étrangères slovène, M. Anže Logar, a eu une entrevue, le 24 février 2021, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile pour présenter entre autres les priorités de la Slovénie pendant la future présidence.

M. Anže Logar a expliqué que la Slovénie aimerait se concentrer principalement sur les défis qui se posent dans le secteur de la santé. L'Union européenne a manqué d'une gestion de crise efficace pendant la pandémie de la Covid-19, selon le Ministre, qui a notamment critiqué le fait que l'échange de données entre les pays membres de l'UE n'ait pas fonctionné correctement. En outre, l'Union européenne dépendrait trop de pays tiers, par exemple en ce qui concerne la production de masques ou de vaccins.

« La crise sanitaire n'est pas l'unique crise ayant touché l'UE ces dernières années », a rappelé le Ministre slovène en pointant du doigt les crises financière et migratoire. Pour pouvoir répondre de manière efficace et rapide à de telles situations, l'Union européenne devrait au préalable revoir ses mesures d'action et le cas échéant les adapter. Les députés ont salué l'engagement de la Slovénie, tout en notant que le pays prendra la relève à un moment difficile.

D'autres priorités de la présidence slovène seront la digitalisation, la lutte contre la cybercriminalité et l'accord sur les procédures d'asile. Selon M. Anže Logar, au niveau européen, un accord fait défaut. Dans ce contexte lui fut posée la question comment la Slovénie aurait agi pendant la vague migratoire si elle avait pu prendre des décisions unilatérales. M. Anže Logar a souligné qu'il fallait faire une différence entre des réfugiés et des migrants qui quittent leur pays pour des raisons économiques. Plutôt que d'attirer de plus en plus de migrants vers l'Europe, des investissements devraient être réalisés dans les pays d'origine des migrants économiques pour que ces pays ne perdent pas cette main-d'œuvre potentielle.



Le Ministre des Affaires étrangères slovène, M. Anže Logar, reçu par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten (à droite).

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 25** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2235	Aly Kaes	Aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées
2333	Marc Goergen	Campagne « Net ouni meng Mask »
2387	Stéphanie Empain, François Benoy	Masques protecteurs
2399	Max Hahn	Les modes de logement alternatifs
2400	Carole Hartmann, Gusty Graas	Pollution de la Sûre à hauteur de la zone industrielle d'Echternach
2401	Marc Baum	Diffusion de matériel à caractère pédophile par une société luxembourgeoise
2409	Dan Biancalana	Traitement des affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants
2410	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Réglementation de la cohabitation
2411	Françoise Hetto-Gaasch	Chèque-service accueil
2413	Jeff Engelen	Invasion de bostryches
2414	Jeff Engelen	Constatation des infractions dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
2415	Stéphanie Empain	Autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de défense
2416	Jeff Engelen	Séjour dans une maison mobile ou un hôtel pendant la pandémie de la Covid-19
2417	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Compétitivité du Luxembourg
2419	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Martine Hansen	Création d'un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg
2421	Marc Baum, David Wagner	Modifications d'urgence de certains dispositifs d'aide et de prestations sociales dans le contexte de la pandémie Covid-19
2422	Stéphanie Empain	Tensions récentes entre la Grèce et la Turquie
2423	Martine Hansen, Marc Spautz	Droit de visite dans les établissements pour personnes âgées ou en situation de handicap
2425	Jeff Engelen	Campagne de dépistage de la Covid-19
2426	Jeff Engelen	Chantier sur la N10 entre Marnach et Dasburg
2428	Martine Hansen	Aide financière pour vélos et pédélecs
2429	Gusty Graas	Pollutions environnementales
2430	Diane Adehm	Plan « Restart Sports »
2431	Jeff Engelen	Remboursements par la CNS
2434	Jeff Engelen	Traces de Covid-19 détectées dans des stations d'épuration
2436	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Activités des centres médico-sportifs dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2437	Max Hahn, Gusty Graas	Mesures de précaution pour l'utilisation de l'eau
2438	Marc Goergen	Transports d'animaux durant la canicule
2439	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Les problèmes de livraison de différents vaccins
2442	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Recrutement dans la magistrature
2443	Roy Reding	Autorisation à bâtir dans une zone verte
2445	Gusty Graas	Première classe dans les trains des CFL
2447	Claude Lamberty, Max Hahn	Plainte de trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale contre leurs instructeurs en référence
2448	Sven Clement	Réaffectation des agences de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État
2449	Marc Lies	Réaménagement de la voirie étatique à Roost
2451	Stéphanie Empain, Charles Margue	Reconnaissance d'un État palestinien
2452	Félix Eischen, Marc Spautz	Travail intérimaire
2453	Marc Spautz	Enlèvement de cadavres d'animaux
2454	Marc Baum	Mesures de précaution mises en place par les gestionnaires de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes dans le contexte de la pandémie Covid-19
2455	Stéphanie Empain	Procédure de la « carrière ouverte » dans la fonction publique
2456	Marc Baum	Formations pour entraîneurs à l'ENEPS
2457	Françoise Hetto-Gaasch	Situation actuelle dans les structures pour personnes en situation de handicap
2458	Dan Biancalana	Modèle du « Barnahus »
2459	Sven Clement	Conférence de presse
2460	Michel Wolter	Organisation du Ministère des Sports
2461	Stéphanie Empain	Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile
2463	Marc Spautz	Délais de fixation des affaires devant le tribunal administratif pour plaidoiries
2464	Tess Burton	Redressement du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf
2468	Marc Lies	Législation sur la colocation
2469	Marc Goergen	Bon d'hébergement de 50 euros
2471	Mars Di Bartolomeo	Droits de scolarité au Royaume-Uni
2472	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	PET Scan
2474	Jeff Engelen	Fréquence des tests de dépistage de la Covid-19
2475	François Benoy	Guêpes
2476	Serge Wilmes	Avantages en nature chez Luxair Group
2478	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 post mortem
2479	Mars Di Bartolomeo	Premier bilan de l'application du RGPD
2481	Marc Baum	Mise en vigueur de dispositions d'un PAG contraires à la loi
2482	Sven Clement	Participation citoyenne dans les communes
2483	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Refoulement de personnes par les autorités grecques et maltaises
2484	Stéphanie Empain	Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024
2485	Mars Di Bartolomeo	Prêts à taux négatifs de la Banque centrale européenne
2487	Nancy Arendt épouse Kemp	Violence à l'égard des enfants
2488	Sven Clement	Visibilité du code de diagnostic sur les certificats d'incapacité de travail
2489	Carole Hartmann	Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques »
2490 cf. 2607	Gusty Graas, Carole Hartmann	Services d'urgence d'ophtalmologie
2491	Max Hahn	Pratique du « lane splitting »
2492	Viviane Reding, Laurent Mosar	Déploiement du réseau 5G
2493	Sven Clement	Système électoral
2494	Marc Goergen	QR Code
2495	Georges Mischo	Stage dans la fonction publique
2496	François Benoy	Zone franche au Luxembourg
2497	Laurent Mosar, Gilles Roth	Conclusions de l'avocate générale de la CJUE dans une affaire « Berlioz bis »
2498	Carole Hartmann	Facturation électronique
2499	Max Hahn, Claude Lamberty	Animaux perdus
2500	Yves Cruchten	Subvention loyer
2501	Marc Spautz	Cybersécurité des entreprises
2502	Marc Lies	Finances communales
2503	Martine Hansen, Marc Spautz	Inscription en ligne à l'ADEM en vue d'un apprentissage
2504	Marc Spautz	Outils sur lesquels s'appuie le télétravail
2505	Gilles Roth, Laurent Mosar	Traitement des données dans le contexte du large scale testing
2506	Max Hahn, Gusty Graas	Obsolescence programmée
2507	Cécile Hemmen	Paiement des pensions alimentaires
2508	Françoise Hetto-Gaasch	Fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19
2509	Roy Reding	Limitation des jours de chasse
2510	Roy Reding	Délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive
2511	Jeff Engelen	Sécurité en relation avec les radars mobiles
2515	Marc Baum	Placement de force d'un mineur en psychiatrie
2517	Marc Goergen	Extension des activités de « LetzShop »
2519	Marc Lies	Prix immobiliers
2521	François Benoy	Phasage de l'extension du réseau de tramway ainsi que l'ouverture de certaines infrastructures pour vélos
2522	Léon Gloden	Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins
2524	Roy Reding	Déclin de la biodiversité
2525	André Bauler	État du tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach
2526	André Bauler	Trafic de poids lourds sur la N27A
2527	Mars Di Bartolomeo	Prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo
2528	Mars Di Bartolomeo	Demandes pour un logement social
2529	Mars Di Bartolomeo	Dossier de soins partagé
2530	Mars Di Bartolomeo	Contrôle technique des véhicules
2532	Françoise Hetto-Gaasch	Report de traitements contre le cancer suite à la pandémie de la Covid-19
2533	Martine Hansen, Paul Galles	Pollution d'air
2534	Marc Spautz	Digitalisation du domaine de la santé
2535	François Benoy, Stéphanie Empain	Utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg
2536	Gusty Graas	Propagation de l'ouette d'Égypte
2537	Gusty Graas	Population des cormorans
2541	André Bauler	Bon-cadeau pour une plateforme digitale internationale offert aux participants d'une enquête

2542	André Bauler, Gusty Graas	Phénomène du « animal hoarding »
2543	Max Hahn	Installation de « raildampers »
2547	Marc Spautz	Pratique de l'interfile
2548	Marc Goergen	Campagne « Net ouni meng Mask »
2549	Claude Lamberty, Max Hahn	Wi-fi dans les transports publics
2550	Claude Wiseler	Masques de protection de qualité douteuse et fraudée
2551	Martine Hansen	Baisse du prix de la viande de porc
2552	Max Hahn, Carole Hartmann	Réforme du service Adapto
2553	Marc Goergen, Sven Clement	Traite des êtres humains
2554	Laurent Mosar	Avantages fiscaux sélectifs accordés par divers pays à des multinationales
2555	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Transport scolaire
2558	Laurent Mosar	Transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée
2560	Guy Arendt, Gusty Graas	Location d'un lot de chasse par le Lycée technique agricole
2561	Sven Clement, Marc Goergen	Piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg
2562	Marc Baum	Conseil national pour étrangers
2564	Jeff Engelen	Nombre de tests de dépistage de la Covid-19 positifs dans le canton d'Esch-sur-Alzette
2567	Max Hahn, Claude Lamberty	Lac de barrage d'Esch-sur-Sûre
2569	Guy Arendt, Gusty Graas	Assemblées générales des syndicats de chasse
2570	David Wagner, Marc Baum	Fixation du loyer maximal
2571	Marc Baum	Protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns »
2572	Martine Hansen, Aly Kaes	Loque américaine des abeilles
2573	Marc Goergen	Séjour du Grand-Duc
2574	Laurent Mosar	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-311/18 « Data Protection Commissionner/Maximilian Schrems et Facebook Ireland »
2576 cf. 2594	Laurent Mosar	Lux Future Lab
2579	Cécile Hemmen, Simone Asselborn-Bintz	État physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées
2581	Mars Di Bartolomeo	Vente de tabac
2582	André Bauler, Gusty Graas	Utilisation de cages de gestation dans l'élevage porcin
2583	Laurent Mosar	Conclusions du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020 à Bruxelles
2584	Dan Biancalana	Lutte contre la pédopornographie
2587	Gusty Graas, Carole Hartmann	Prévention de la démence
2591	Marc Spautz, Aly Kaes	Manque de personnel auprès de l'ADEM
2592	Nancy Arendt épouse Kemp	Système électronique de saisie des abords du véhicule
2593	Françoise Hetto-Gaasch	Transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2594 cf. 2576	Francine Closener	Lux Future Lab
2595	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS)
2596	Josée Lorsché, Marc Hansen	Naissances prématurées et/ou à faible poids dans le cadre de la crise de la Covid-19
2597	Marc Baum	Situation des femmes détenues au Luxembourg
2598	Gilles Baum, Carole Hartmann	Fermeture de centres de dépistage
2599	Stéphanie Empain, Djuna Bernard, François Benoy	Accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne
2600	Marc Baum	Situation actuelle en termes de personnel dans les structures d'hébergement pour personnes âgées
2601	Léon Gloden	CR134 entre Manternach et Mertert
2603	Mars Di Bartolomeo	Cours de l'or
2606	Max Hahn, Carole Hartmann	Utilisation de la technologie 5G dans la télémédecine
2607 cf. 2490	Marc Spautz	Service d'urgence oculaire
2608	Marc Spautz	Test sérologique Covid-19
2610	Stéphanie Empain	Développement du tourisme
2611	Laurent Mosar, Gilles Roth	Introduction d'une nouvelle taxe sur déchets plastiques non recyclés
2612	Mars Di Bartolomeo	Surmortalité liée à la pandémie de la Covid-19
2613	David Wagner	Dépôt d'une demande de protection internationale
2615	Fernand Kartheiser	Ajustement des pensions
2616	François Benoy, Marc Hansen	Enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée à la Covid-19
2618	Gusty Graas, Claude Lamberty	Chiens renifleurs formés à détecter la Covid-19
2620	Marc Goergen	Service de blanchisserie dans les maisons de soins
2624	Fernand Kartheiser	Fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich
2627	Jeff Engelen	Tests de dépistage Covid-19 en pool
2628	Jeff Engelen	Système de traçage analogue
2633	Jeff Engelen	Organisation de l'Inspection du travail et des mines (ITM)
2636	Sven Clement	Formulaire en ligne « Formstack »
2640	Viviane Reding	Classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse
2642 cf. 2650	Marc Spautz	Nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier
2643	Fernand Kartheiser	Rapatriement des ressortissants luxembourgeois se trouvant actuellement à l'étranger dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2644	Claude Lamberty, Gusty Graas	Refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands
2645	Marc Goergen	Réserves en eau potable
2648	Jeff Engelen	Plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire de Cattenom
2649	Serge Wilmes	Retards dans la prolongation des permis de conduire
2650 cf.2642	Jeff Engelen	Nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier
2651	Sven Clement, Marc Goergen	Critiques du Collectif réfugiés Luxembourg
2652	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Fête non autorisée au Bambësch
2654	Sven Clement	Sort des réfugiés dans le cas d'un refus de la demande de protection
2655	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Cannabis médical
2661	Marc Goergen	Résidence de la famille grand-ducale à Cabasson
2662	Marc Goergen	Séjour de la famille grand-ducale à Cabasson

Session ordinaire 2020-2021

3585 urgente	Diane Adehm	Fermeture de crèches pour cause de Covid-19
3692 urgente	Marc Lies	Transport vers les centres de vaccination
3695 urgente	Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf	Port du masque dans les écoles
3713 urgente	Jeff Engelen	Vaccination des personnes alitées
3726 urgente	Jeff Engelen	Vaccination des personnes vivant dans un logement encadré
3732 urgente	Marc Goergen	Vente aux enchères d'appartements situés dans le « Gravity Tower » à Differdange
3744 urgente	Georges Mischo, Nancy Arendt épouse Kemp	Cross-Country Championnat
3749 urgente	Paul Galles	Vaccination des sans-abri
3763 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination du personnel des entreprises de pompes funèbres
3776 urgente	Jeff Engelen	Rendez-vous pour l'administration de la 2e dose du vaccin contre la Covid-19
3802 urgente	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Plan national pour la reprise et la résilience
3814 urgente	Sven Clement	Vaccins inutilisés
3822 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination des participants aux Jeux olympiques
3829 urgente cf. 3831 urgente	Josée Lorsché, Marc Hansen	Commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois
3830 urgente	Martine Hansen	Retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination
3831 urgente cf. 3829	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen, Francine Closener	Commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois
3832 urgente	Josée Lorsché, Marc Hansen	Algorithme utilisé pour les invitations pour la vaccination contre la Covid-19
3849 urgente	Fred Keup	Vaccination des agents de la Police grand-ducale
3852 urgente	Fernand Kartheiser	Répartition des vaccins contre la Covid-19 dans l'Union européenne
3860 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination
3864 urgente	Josée Lorsché	Vaccination et invitation pour le large scale testing
3868 urgente cf. 3869	Marc Hansen	Démarche des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) en vue d'une commande de vaccins contre la Covid-19
3869 cf. 3868 urgente	Laurent Mosar, Gilles Roth	Intérêt de la CMCM pour la commande de vaccins contre la Covid-19
3874 urgente	Fred Keup	Formulaire relatif aux tests de dépistage de la Covid-19 effectués dans les écoles

Question 2235 (18.05.2020) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées :**

Déjà avant l'état de crise, les communes se trouvaient confrontées à un énorme programme financier dans le domaine de l'assainissement des eaux usées avec le risque cependant de ne pas atteindre le bon état des cours d'eau dans les délais impartis, ceci en raison de la flambée des prix sur le marché de la construction due à des délais trop restreints et le nombre réduit d'entreprises de constructions spécialisées.

En juillet 2018, de nombreuses communes ont de ce fait sollicité le Gouvernement, par délibération concordante, de revoir entre autres les aides étatiques dans le domaine des eaux usées qui ont diminué depuis 2008.

Madame la Ministre a également fait savoir à plusieurs reprises qu'un nouveau modèle d'aides financières soutenant les petits ouvrages désavantagés par le modèle actuel ainsi qu'une prise en charge des hausses survenues sur le marché verraient le jour en 2019.

Selon mes informations, les entreprises ont encore annoncé des hausses considérables de leurs prix allant jusqu'à 6 % pour compenser en partie les pertes d'activités liées aux mesures d'endiguement de la crise sanitaire due au coronavirus. Le tout à charge du maître de l'ouvrage.

À noter encore que par circulaire n° 3834 du 8 mai 2020, Madame la Ministre de l'Intérieur a encouragé les communes à maintenir les investissements publics à un haut niveau tout en annonçant toutefois une diminution très probable des diverses dotations à destination des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Est-ce que de nouvelles dispositions en matière d'aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux seront appliquées et, le cas échéant, comment se présentent-elles ?

- Qu'en est-il des délais de mise en œuvre des différentes mesures ancrées au niveau de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau respectivement des divers engagements étatiques au regard des retards engendrés par la pandémie ?

- Est-ce que le Gouvernement prévoit de compenser les dépenses supplémentaires engendrées par le Covid-19 via la réduction des divers fonds d'investissement, dont le Fonds pour la gestion de l'eau, et ce au détriment des communes ?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de faire face aux demandes de compensation des pertes voire même de la diminution du chiffre d'affaires des entreprises suite au Covid-19 ?

Réponse commune (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

- Une adaptation a été faite au niveau des forfaits utilisés pour déterminer les montants éligibles et par conséquent le calcul des subsides relatifs aux projets de construction et de modernisation des stations d'épuration, les modalités y relatives seront communiquées sous peu moyennant une circulaire ministérielle qui a pour objet l'actualisation de la circulaire n° 3179 du 20 octobre 2014 concernant les procédures relatives au Fonds pour la gestion de l'eau.

- Pendant l'état de crise, le paragraphe 1 de l'article 2 du règlement grand-ducal du 1er avril 2020 portant suspension de certains délais et de certaines obligations en matière d'environnement a énoncé les dérogations apportées à certains délais imposés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, à savoir :

1°les délais visés à l'article 23, paragraphe 3, lettres a) et b) ;

2°les délais visés à l'article 24, paragraphes 1er et 2 , et

3°le délai visé à l'article 66, paragraphe 6.

Depuis la fin de l'état de crise, les délais inscrits dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont de nouveau en vigueur.

- Jusqu'à présent, il n'est pas prévu de procéder à une réduction des prises en charge du Fonds pour la gestion de l'eau.

- Il y a lieu de noter que les dispositions en matière de marchés publics en relation avec la crise sanitaire liée au Covid-19 sont communiquées aux maîtres d'ouvrage moyennant le portail des marchés publics. La circulaire n° 3844 du 20 mai 2020 concernant la prolongation des délais de réalisation des travaux publics a par ailleurs demandé aux maîtres d'ouvrage que les demandes d'indemnisation en lien avec la période de suspension des travaux seraient à évaluer au cas par cas et sur base de frais réellement encourus et justifiables sur pièces, en prenant en considération les clauses contractuelles et le cadre règlementaire applicable aux marchés publics.

Question 2333 (04.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Net ouni meng Mask » :**

Net ouni meng Mask. Dëst ass de Message vun enger aktueller Sensibiliséierungscampagne, déi vum Gesondheetsministère bal iwwerall am Land ze gesinn ass. Pechbiller a Restaurante souwéi digital Werbeannoncë sollen d'Leit dorunner erënneren, dass si mam Droe vun enger Mask hir Matmënschen a sech selwer virun enger méiglecher Infektioun mam Coronavirus schütze kënnen.

Wann een d'Metadate vun de Grafiken analyséiert, déi d'Santé zur Verfügung stellt, sou entdeckt een, dass d'Date de création vun der Grafik de 17. Mäerz 2020 war. Zu dësem Datum hat d'Regierung knapps de Confinement decidéiert. Gläichzäiteg war d'Regierung zu deem Zäitpunkt skeptesch géigeniwwer der Schutzwierkung vu Masken, well dës net medezinnesch noweisbar war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéini gouf d'Werbecampagne an och d'Grafik #NetOuniMengMask, déi haut iwwerall ze gesinn ass, vun der Regierung an Opdrag ginn?

2. Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung fir dës Werbecampagne?

3. Kann d'Ministesch confirméieren, dass d'Date de création vun der Grafik de 17. Mäerz ass? Falls jo,

- firwat gouf d'Droe vun der Mask zu deem Zäitpunkt net schonns als Recommandatioun ausgeschwat?

- hat d'Regierung hei bewosst net d'Wourecht gesot, well een eng Panik innerhalb vun der Bevëlkerung vermeide wollt, wëssend, datt et zu deem Zäitpunkt schwéier war, Masken um fräie Marché ze kréien?

4. Wéi vill huet d'Konzeptioun vun der Werbecampagne kascht?

5. Wéi vill bezilt d'Regierung fir d'Diffusioun an d'Publicitéit vun der Campagne?

6. Wéi eng Organisatioun huet d'Werbecampagne konzipéiert an designed?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung hat den 18. Abrëll 2020 déi éischt Echangë mam Prestataire iwwert dës Campagne.

ad 2. Wéinst der grenziwwerschreidender Ausbreedung vum neiaartege Coronavirus an der Deklaratioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun, dass de Covid-19 eng Pandemie duerstellt, huet d'Regierung séier missen eng Krisekommunikatioun opstellen, fir d'Ausbreedung vum Covid-19 zu Lëtzebuerg ze bremsen, an huet dofir op d'Prozedur vun der Urgence aus dem Marché-publics-Gesetz zréckgegraff.

ad 3. D'Aarbechten un der Campagne „Net ouni meng Mask" hunn den 18. Abrëll ugefaangen. Allerdéngs baséieren d'Grafiken op Elementer, notamment d'Gesiichter, déi säit Mëtt Mäerz bestinn a fir d'Campagne „Bleift doheem" benotzt goufen. Fir d'Campagne „Net ouni meng Mask" goufe Masken op déi existéierend Grafike bäigefüügt.

D'Recommandatioune vum Droe vun der Mask si reegelméisseg a vun Ufank un de Guidelines vun dem ECDC an der Weltgesondheetsorganisatioun ugepasst ginn.

ad 4. + 5. D'Konzeptioun, d'Diffusioun an d'Publicitéit vun der Campagne, fir d'Bierger ze informéieren an ze sensibiliséieren, hu bis elo 1.132.263,38 € kascht.

ad 6. Dës Informatiounscampagne ass (ewéi och de Rescht vun der Kommunikatioun am Kader vun der Covid-19-Pandemie) vun Depixit SARL (bekannt ënnert dem Numm Neon Marketing Technology) realiséiert ginn.

Question 2387 (12.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **masques protecteurs :**

Au cours du mois de mai, chaque résident-e du Luxembourg âgé-e de 16 ans au moins a reçu une invitation pour le retrait de 50 masques protecteurs auprès de sa commune de résidence. Les frontaliers ont eux aussi reçu une invitation pour le retrait de 50 masques dans un des douze centres de retrait établis à cette fin. La mise à disposition de 36 millions de masques protecteurs à usage unique a été rendue possible grâce aux efforts considérables entrepris au fil des derniers mois pour augmenter les stocks luxembourgeois en matériel de santé.

Étant donné que la pandémie du Covid-19 est un problème mondial et que beaucoup de régions du monde font face à un manque d'approvisionnement en matériel médical et de protection pour affronter la pandémie, une des idées qui circulent est de distribuer les masques protecteurs non retirés par les résident-e-s luxembourgeois-es et frontaliers aux pays partenaires de la coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Considérant que 50 masques par personne ont été mis à la disposition tant des résidents que des frontaliers, le Gouvernement a-t-il déjà dressé ou prévoit-il de dresser un bilan quant au nombre de masques effectivement distribués ou récupérés par les citoyens dans les différentes communes ? La ventilation par résident-e-s et frontaliers en fait-elle partie ?

2) Suite aux efforts d'approvisionnement de matériel de santé de la part du Luxembourg, de combien de masques non encore utilisés le secteur public luxembourgeois dispose-t-il à l'heure actuelle ? Quelle est la durée maximale de conservation de ces masques ?

3) Partant des expériences acquises au fil des derniers mois, quelle est la quantité de masques que le Gouvernement considère comme stock suffisant pour la réserve nationale ?

4) Quels sont les types et quantités de masques qui sont employés dans les plans d'urgence gouvernementaux ?

5) Au vu de la nécessité d'une solidarité mondiale face à la pandémie du Covid-19, le Gouvernement envisage-t-il la redistribution des masques non retirés par les résident-e-s luxembourgeois-es et frontaliers, voire les masques « en surplus » du stock national aux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise ?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) De prime abord, il y a lieu de préciser que la distribution des masques aux résident-e-s et celle aux frontaliers a été organisée de manière différente, en recourant à des voies logistiques différentes.

En ce qui concerne les résident-e-s, la distribution de 27 millions de masques chirurgicaux a été organisée sur base du registre national des personnes physiques (RNPP) par le Ministère de l'Intérieur, qui a fait appel au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), chargé de fournir les masques aux communes. Pour la distribution directe aux résident-e-s, les communes se sont organisées de manière autonome et ont remis les masques sur présentation du bon de retrait, qui a été envoyé au préalable par le Gouvernement. Les quelques masques qui n'ont pas été retirés par les résident-e-s sont gérés par les communes concernées.

Quant aux frontaliers, sur un total de 205.000 frontaliers enregistrés au Luxembourg, quelque 153.920 personnes ont honoré l'offre du Gouvernement et sont venues retirer leurs 50 masques sur un des douze sites de distribution durant une période initiale de deux semaines. Pour donner la chance aux frontaliers, dont l'adresse n'aurait plus été correcte, le Gouvernement avait décidé de prolonger la distribution d'une semaine pour offrir la possibilité aux frontaliers non contactés pour quelconque raison que ce soit de venir récupérer leurs masques.

ad 2) Le Luxembourg dispose à ce jour d'une réserve d'environ 30 millions de masques chirurgicaux. Leur durée maximale de conservation est de une à trois années.

ad 3) Le Gouvernement a décidé de garder du matériel en stock pour les besoins équivalents à une période de quatre mois, basés sur les consommations enregistrées lors de la première vague Covid-19.

ad 4) Les plans d'urgence gouvernementaux ne définissent pas les détails spécifiques des types et quantités de masques. Le Gouvernement dispose de masques chirurgicaux et de masques FFP2.

ad 5) Au vu de l'évolution constante de la situation sanitaire, une possible redistribution de masques du stock national n'est à ce stade pas encore prévue. En même temps, la Coopération luxembourgeoise soutient activement ses pays partenaires dans la lutte contre les conséquences de la pandémie du Covid-19. Pour ce qui est de ces efforts, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2018 du 22 avril 2020.

Question 2399 (16.06.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **modes de logement alternatifs :**

Zu Lëtzebuerg, grad wéi iwwerall an der Welt, entscheede sech ëmmer méi Leit, nei Weeër am Logement ze goen an no Alternativen zu de klassesche Wunnforme wéi Haus oder Appartement ze sichen. Grad déi sougenannten „tiny houses", ob mat oder ouni Rieder, ginn ëmmer méi beléift.

Leider ass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer schwiereg, wann ee sech fir sou eng Wunnform entscheede wëllt. An der Praxis gëtt et dack eng Rei Hindernisser, wéi zum Beispill minimal Ufuerderunge par rapport zur Gréisst fir eng Wunneng a ville Gemengen asw.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch an dem Här Wunnengsbauminister follgend Froe stellen:

- Huet d'Regierung wëlles, Recommandatioune fir d'Gemengen auszeschaffen, wéi si d'Implantatioun vun „tiny houses" méi einfach maache kënnen, fir deene Bierger, déi u sou enger Wunnform interesséiert sinn, entgéintzekommen?

- Gesäit d'Regierung vir, op nationalem Niveau ze legiferéieren, fir sou alternativ Wunnformen engersäits ze erméiglechen an anerersäits en adequate Kader ze schafen, deen och hëlleft ze evitéieren, dass méi kleng Wunnunitéiten zur Verbreedung vu prekäre Liewensverhältnisser bäidroen?

- Plangt d'Regierung, eventuell zesumme mat de staatleche Bauträger, e Projet, fir eng Siidlung vun „tiny houses" auszeschaffen?

- Op wéi eng aner Manéiere gedenkt d'Regierung, dës an och aner alternativ Wunnformen ze ënnerstëtzen?

Réponse commune (03.08.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Virop ass ze preziséieren, datt déi sougenannten „tiny houses" aus juristescher Siicht als vollwäerteg Konstruktiounen ze gesi sinn. Effektiv betruecht déi administrativ Jurisprudenz Konstruktiounen, déi geduecht sinn, iwwer länger Zäit bestoen ze bleiwen, als geneemegungsflichteg. Dëst och, wa se ouni Bëtongsfondatiounen oder änleches net onbedéngt fest am Äerdbuedem verankert sinn. Dee Moment mussen d'„tiny houses", laut dem Artikel 37 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain souwuel geneemegt ginn, wéi och konform zu de Bestëmmunge vum PAG (Plan d'aménagement général), PAP (Plan d'aménagement particulier) an dem Bautereglement vun der jeeweileger Gemeng sinn.

Hei kann et duerchaus virkommen, datt sougenannt „tiny houses" oder änlech Konstruktiounen opgrond vun den dräi genannte kommunale Reglementer net kënne geneemegt ginn.

Effektiv, sou wéi den Här Deputéierten et schonn a senger parlamentarescher Fro preziséiert, kënnen eenzel Dispositiounen dem Opriichte vun „tiny houses" am Wee stoen, well zum Beispill d'Wunnengen eng gewësse Gréisst mussen hunn, d'Gebaier eng minimal Breet net duerfen ënnerschreiden, oder och nach eng gewëssen Unzuel vun Niveaue mussen opweisen.

An deem Kontext ass et wichteg ze preziséieren, datt een elementaart Zil vum PAG an nach méi vum PAP dora besteet, d'Realisatioun vun neie Gebaier sou ze reglementéieren, datt eng méiglechst harmonesch Entwécklung vun de

Stied an Dierfer wéi och eng gutt Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger garantéiert gëtt. De PAP gëtt generell sou opgestallt, datt all nei Konstruktioun, duerch eng op déi gebaute Situatioun ugepasste Bauweis, den ëffentleche Raum sou matgestalt, datt dësen attraktiv wierkt an domat och fir eng gutt Openthaltsqualitéit suergt.

D'Opriichte vun „tiny houses" kann, jee no gebautem Ëmfeld, dësen Ufuerderunge sécherlech net ëmmer gerecht ginn, well dës Konstruktiounen oft am Kontrast sti mat de Bautypologien op den Nopeschterrainen, bedéngt duerch déi isoléiert Bauweis an déi reduzéiert Héicht vun der Konstruktioun.

An deem Sënn stellt sech d'Fro, ob dat sougenannt „tiny house", iwwert den Eenzelfall raus, eng adequat Äntwert op d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg ka sinn. Allerdéngs ass et onëmstridden, datt Alternativen zu de klassesche Wunnforme gebraucht ginn an datt de PAP an de PAG déi net systematesch ausschléisse sollten. Et ass effektiv wichteg, Wunnformen ze förderen, déi mat méiglechst wéineg Flächeverbrauch de Leit méiglechst vill Liewensqualitéit kënne bidden, an dat zu engem erschwéngleche Präis.

An deem Kontext gi reegelméisseg, am Kader vun der Berodung säitens dem Inneministère a vun den Avise vun den zoustännege Kommissiounen zu de PAGen a PAPe Recommandatioune raus, fir nei Wunnengstypologien ze erlaben. An deem Kontext sief zum Beispill ervirgehuewen, datt d'Cellule d'évalutation de Gemenge reegelméisseg réit, fir bei Reienhaiser keng oder nëmmen eng méiglechst geréng Mindestbreet virzeschreiwen. Sou kënnen zum Beispill fënnef Meter breet Reienhaiser mat klengem Gaart entstoen, wat dann eng attraktiv Alternativ zum Appartement ka sinn, an dëst op engem verhältnisméisseg klengen Terrain.

Eng aner Wunnform, déi och reegelméisseg promouvéiert gëtt, ass, am Fall vun enger méi dichter Bebauung, d'Kombinatioun vu sougenannte „Maisonettë" mat eegenem Gaart an eegener Entrée iwwer zwee oder dräi Niveaue mat Appartementer um Niveau driwwer, déi dann hirersäits vu gréisseren Terrasse profitéieren.

Bei de genannte Beispiller gëtt generell d'Zil verfollegt, op méiglechst wéineg Grondfläch méiglechst vill Wunnfläch an och Wunnqualitéit ze schafen, an dat mat Bautypologien, déi sech duerchaus an eis bestoend Quartieren integréiere loossen.

Zu der Fro, ob d'Regierung wëllt legiferéieren, fir alternativ Wunnengstypologien ze erméiglechen, muss ee preziséieren, datt d'Bestëmmunge betreffend d'Gemengenentwécklung grondsätzlech der Gemengenautonomie ënnerleien an aus deem Grond och an urbanistesche Gemengereglementer (PAG a PAP) verankert ginn, soudatt d'Kompetenz vun der Regierung sech an dësem Kontext an éischter Linn op Berodung a Sensibiliséierung beschränkt. Et muss een hei nach preziséieren, datt d'Inneministesch dës Reglementer am Kader vun hirer Approbatioun op d'Legalitéit préift. Dës Approbatioun kann allerdéngs net vun der politescher Opportunitéit ofhängeg gemaach ginn.

Et sinn eis zu dësem Zäitpunkt keng Iwwerleeunge bekannt, fir eng Siidlung vun „tiny houses" ze realiséieren. Bei esou engem Projet misst séchergestallt ginn, datt sou eng Siidlung trotz klenge Wunnfläche kee verhältnisméisseg grousse Flächeverbrauch mat sech bréngt, sech an dat bebautent Ëmfeld integréiert an de Leit schlussendlech eng gutt Liewensqualitéit offréiert.

Question 2400 (16.06.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la Sûre à hauteur de la zone industrielle d'Echternach :**

Il nous revient qu'une fois de plus la Sûre a été polluée à la hauteur de la zone industrielle d'Echternach. Plus précisément, de l'eau polluée aurait été déversée dans ce fleuve par un canal reliant celui-ci et la zone industrielle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Quelle est la nature de cette nouvelle pollution ?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la provenance exacte de la pollution ?

- Pour quelles raisons existe-t-il toujours un canal à cet endroit qui permet de déverser directement de l'eau non-épurée dans la Sûre ?

- Quelles suites seront données à cette pollution en termes d'adaptation des infrastructures sur place pour garantir qu'un tel incident ne puisse plus se reproduire à l'avenir ?

- Le bassin de rétention des eaux pluviales dans la zone industrielle a-t-il pu être finalisé entretemps ?

Réponse commune (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

- En date du 15 juin 2020 à 20.01 heures, l'équipe d'intervention en cas de pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été avertie par CGDIS de la présence d'une mousse dans la Sûre au niveau d'Echternach. Suite à des investigations menées par les agents de l'AGE, une société localisée dans la zone industrielle d'Echternach a finalement admis au courant de la journée du 16 juin être à l'origine des déversements de cette mousse à l'origine de cette pollution du cours d'eau en question.

- La mousse provenait d'un mélange de crèmes de bain qui ont été déversées accidentellement dans la canalisation à eaux pluviales.

- L'origine de la pollution se trouve sur le site d'une usine de production de produits cosmétiques. D'après le rapport émis par la société à l'origine du rejet, différentes crèmes de bain ont été lessivées pendant une épisode de pluie à partir d'un conteneur de déchets situé à l'extérieur de l'usine vers la canalisation d'eau pluviale. Le conteneur en question n'était ni proprement couvert ni étanche.

- La pollution a été provoquée par le rejet, à travers le canal d'eau pluviale de la zone d'activités économiques nationale d'Echternach, de restes de production d'une crème de bain par l'une des entreprises implantées dans ladite zone en raison d'une fuite d'un conteneur pour déchets.

Le système de canalisation d'eaux pluviales, qui ne doit en principe contenir que des eaux pluviales, est destiné à éviter une surcharge des canalisations mixtes (eaux usées et eaux pluviales) ainsi que de la station d'épuration. Il est actuellement directement relié au cours d'eau de la Sûre, sans passage par un bassin de rétention qui aurait pu faire fonction d'ultime tampon avant le rejet dans le cours d'eau.

Le nouveau bassin de rétention, qui était en cours de construction lors de l'incendie survenu en automne 2019 auprès d'une entreprise implantée dans la zone d'activités économiques nationale, n'a pas pu être finalisé jusqu'à aujourd'hui. Effectivement, il avait été décidé comme mesure d'urgence lors de l'incendie, d'utiliser le bassin de rétention en cours de construction comme bassin accueillant les eaux de l'incendie, afin d'éviter un déversement de ces dernières dans le cours d'eau de la Sûre.

Ceci a comme conséquence que les eaux contaminées ont d'abord dû être évacuées vers un site spécialisé et les eaux restantes sont actuellement filtrées sur site pour ensuite être évacuées vers la Sûre avec les seuils de charge acceptables. Les boues contaminées se trouvant encore dans le bassin attendent la validation du plan de travail pour leur évacuation vers un site spécialisé à l'étranger, de manière à ce que le bassin de rétention n'a pas pu être finalisé et mis en fonction.

Les eaux de pluies collectées au niveau de la zone d'activités sont donc actuellement toujours évacuées vers la Sûre, ce qui ne pose en principe pas de problème. Dans le cas présent, la pollution constatée a pu s'évacuer vers la Sûre pour les raisons évoquées ci-dessus.

L'entreprise concernée par le récent incendie devra fournir un rapport circonstancié de l'incendie et mettre en place dans les plus brefs délais des mesures correctrices appropriées afin qu'un tel type d'incendie ne puisse se reproduire.

- D'après les informations fournies par la société concernée par le récent incendie, il est envisagé de construire un bassin d'incendie sur site afin de pouvoir capter, en cas d'incendie, les eaux polluées in situ, de manière à éviter dans le futur un déversement hors site. L'entreprise, d'ailleurs comme toute entreprise implantée dans l'enceinte d'une zone d'activités économiques, est responsable de son processus de production et doit prendre les mesures nécessaires in situ afin d'éviter d'éventuelles pollutions hors site causées par ses activités propres.

D'autre part, après la mise en exploitation d'un bassin de rétention des eaux pluviales au niveau de la zone industrielle, un déversement accidentel des eaux pluviales en direction de la Sûre pourra être contenu.

- Le bassin de rétention de la zone d'activités économiques nationale n'a pas pu être finalisé et mis en service pour les raisons évoquées dans la réponse à la question n° 3. Les modalités de l'évacuation en bonne et due forme des boues contaminées, faisant l'objet d'un plan de travail, sont en train d'être clarifiées avec les autorités compétentes et ont dû attendre le traitement et l'évacuation de l'eau retenue dans le bassin de rétention afin de pouvoir prendre les échantillons nécessaires sur les boues en question.

Dès que les boues contaminées auront pu être évacuées du bassin de rétention, des travaux d'inspection du bassin de rétention pourront être effectués, afin de constater l'état des installations après l'incendie survenu à l'automne 2019 et les vannes pourront être installées sur le bassin avant sa mise en service en bonne et due forme.

Question 2401 (16.06.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **diffusion de matériel à caractère pédophile par une société luxembourgeoise :**

Selon diverses sources médiatiques, une grande entreprise du monde digital dont le siège est localisé à Luxembourg-ville et qui est spécialisée sur la gestion et la mise à disposition de sites pornographiques, fait l'objet de graves accusations. Selon toute vraisemblance, cette société diffuserait sur son site Internet pornhub.com des images et vidéos à caractère pédophile, ainsi que des images et des vidéos montrant des scènes d'abus sexuel et même de viol. Un cas particulièrement choquant concerne une fille de 15 ans qui a été victime d'un viol et dont les images ont apparemment été diffusées sur ledit site. Des cas semblables ont été recherchés par des médias comme la BBC.

Le site Internet en question permet à des utilisateurs du monde entier de charger des vidéos à caractère sexuel et ainsi de les diffuser. Si la société affirme avoir mis en place un système de surveillance pour empêcher le chargement d'images ou de vidéos figurant des mineurs d'âge ou des scènes d'abus sexuel, il apparaît selon toute vraisemblance que ce système est défaillant ou n'est pas mis en œuvre avec la rigueur nécessaire.

Le Code pénal luxembourgeois prévoit en son article 383ter des sanctions assez sévères pour l'utilisation d'un réseau de communications électroniques pour la diffusion de matériel pédophile. Je me réfère dans ce contexte également à la réponse à la question parlementaire n° 3097 du 26 juin 2017, où Monsieur le Ministre de la Justice de l'époque affirmait que les autorités judiciaires luxembourgeoises disposent d'une large compétence « pour poursuivre des infractions en matière sexuelle commises à l'égard de mineurs et ce même en l'absence de dénonciation officielle par une autorité étrangère compétente ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre estime-t-elle que les accusations portées à l'encontre de ladite société luxembourgeoise peuvent faire l'objet de poursuites par la justice luxembourgeoise ?

2) Dans l'affirmative, la justice luxembourgeoise est-elle en train ou entend-elle enquêter sur l'affaire ?

3) Étant donné que de nombreuses sociétés électroniques de l'industrie pornographique sont installées au Luxembourg, quels sont les outils dont dispose le Gouvernement pour éviter que de tels faits puissent se produire ?

Réponse commune (23.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de préciser qu'il n'appartient pas aux ministres de se prononcer sur les accusations portées à l'encontre d'une personne morale de droit luxembourgeois alors que l'opportunité des poursuites tombe exclusivement dans le champ des autorités judiciaires.

ad 2) Toujours conformément au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, la Ministre de la Justice, qui fait partie de l'organe exécutif de l'État, ne peut pas intervenir dans une procédure judiciaire, de sorte qu'elle ne peut pas se prononcer sur une éventuelle enquête voire instruction en cours qui, pour le surplus, serait couverte par le secret d'instruction.

ad 3) Concernant la pédopornographie, les autorités judiciaires et les services spécialisés de la Police grand-ducale luttent depuis longue date contre ce phénomène et poursuivent de manière conséquente toute personne qui se rend coupable d'infractions en ce domaine. Ce genre de criminalité est poursuivi de manière systématique et des peines sévères sont prononcées par les juridictions (peines d'emprisonnement et d'amende, interdictions de droits de l'article 11 Code pénal, interdictions d'activités professionnelles, bénévoles ou sociales impliquant un contact habituel avec des mineurs).

Chaque année, des dizaines d'affaires en matière de pédopornographie sont ainsi jugées devant les tribunaux luxembourgeois. Sont en cause tant la détention de matériel pédopornographique (article 384 Code pénal) que sa diffusion (articles 383 bis et 383ter Code pénal), notamment par le biais de plateformes d'échange sur Internet.

Récemment, une opération d'envergure a permis d'identifier et d'interpeller 46 personnes au Luxembourg qui sont soupçonnées de la commission d'infractions en matière de pédopornographie.

Le Luxembourg a d'ailleurs ratifié la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (dite Convention de Budapest[1]) qui gouverne la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité dans le domaine numérique, de même que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.[2]

Concernant l'accès même aux données susceptibles de constituer des éléments de preuve, les autorités doivent passer à travers les instruments d'entraide judiciaire, mais il est vrai que les autorités peinent à collecter les preuves numériques qui disparaissent rapidement de la « toile ».

La raison se trouve dans la grande variété des systèmes et traditions juridiques et dans les nouvelles technologies, beaucoup trop avancées par rapport aux instruments existants.

De ce fait, il est incontestable qu'il faudra davantage outiller les autorités afin de pouvoir agir vite et efficacement.

C'est pourquoi des réflexions ont été menées pour améliorer les outils de coopération. Cet exercice a été lancé sous les présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union fin 2015/début 2016 et a abouti dans la proposition de textes complémentaires, dénommé « package e-evidence » qui comprend deux propositions législatives, une directive et un règlement, préconisant un rapprochement des règles procédurales et un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes et poursuites pénales.

Une fois la position du Parlement européen arrêtée, les négociations devraient se poursuivre sous présidence allemande.

Il est incontestable que l'internet joue un rôle primordial dans tous types de criminalité organisée et de ce fait il y a lieu de songer à adapter et, le cas échéant, étendre les textes légaux nationaux, notamment en matière d'instruction, à ces phénomènes criminels majeurs pour permettre aux enquêteurs de travailler d'une manière plus efficace.

Question 2409 (17.06.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **traitement des affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants :**

Avant la réforme de police en 2018, les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants ont été soit traitées par un policier d'un Service de recherche et d'enquête criminelle (SREC), dont certains policiers sont spécialisés en matière de protection de la jeunesse, soit par la section Protection de la jeunesse du Service de la police judiciaire (SPJ). Ladite réforme a intégré le SREC au sein du SPJ.

[1] Loi du 18 juillet 2014 portant
1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,
2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,
3) modification du Code pénal,
4) modification du Code d'instruction criminelle,
5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, Mémorial A n°133 du 25 juillet 2014

[2] Loi du 18 décembre 2007 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000, Mémorial A n°242 du 28 décembre 2007

De ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de policiers au sein de la police judiciaire sont spécialisés en matière de protection de la jeunesse ?

2) Comment Monsieur le Ministre assure-t-il que les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants sont traitées par un policier avec une telle formation spécifique ?

3) L'intégration du SREC au sein de la police judiciaire a-t-elle eu une répercussion sur le travail des agents spécialisés de l'ancien SREC ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants sont maintenant mieux traitées qu'avant ladite restructuration ?

Réponse (23.07.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Actuellement, 13 enquêteurs de la section Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel du Service de la police judiciaire sont en charge des infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants.

En outre, 18 agents sont en charge du domaine « maltraitance contre mineurs et délinquance juvénile ». Ladite section compte donc un total de 31 enquêteurs, y compris les services décentralisés.

ad 2) Étant donné qu'il s'agit d'une matière spécifique, il est primordial que les enquêteurs en charge des affaires de violence sexuelle bénéficient d'une formation adéquate. Ces policiers suivent des formations au niveau national et au niveau international afin de maîtriser au mieux les dernières techniques d'investigation et d'audition.

ad 3) Non.

ad 4) Les différents domaines de la section Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, à savoir le domaine de compétence « maltraitance contre les mineurs et délinquance juvénile » respectivement le domaine de compétence « abus sexuels et infractions graves contre mineurs » sont traités par différents services au sein d'une seule et même section spécialisée. Le service en charge des enquêtes de violence sexuelle n'a pas fait l'objet de changements lors de la restructuration, les affaires sont donc traitées de la même façon professionnelle qu'auparavant.

Question 2410 (17.06.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **réglementation de la cohabitation :**

Dans un courriel adressé par un agent administratif de la Ville d'Esch-sur-Alzette et publié dans les réseaux sociaux, on peut lire : « le nouveau PAG dans la commune d'Esch ne permet plus aux locataires ou propriétaires de déclarer des non-apparentés chez eux ». Dans la réaction de la Ville d'Esch-sur-Alzette on peut lire : « Avec son nouveau PAG, la Ville d'Esch entérinera un certain nombre de mesures afin de remédier à des abus au niveau du logement. En effet, ces dernières années, la Ville d'Esch a dû lutter notamment contre la prolifération de chambres meublées non conformes et insalubres [...]. Le nouveau PAG prévoit donc une réglementation de la cohabitation. »

De ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que l'instrument du PAG permet de réglementer la cohabitation ?

2) Madame la Ministre pourrait-elle nous éclaircir sur le cadre légal qui permettrait à une commune soit d'accepter, soit de refuser une déclaration de cohabitation ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les communes devraient prendre des mesures supplémentaires, dépassant celles prévues par la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation et de son règlement d'exécution ?

4) L'accord de coalition prévoit des modifications législatives qui visent une simplification de la sous-location et de la colocation. Monsieur le Ministre juge-t-il que des dispositions comme celles prévues à Esch vont à l'encontre de cette volonté ?

5) Dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent-ils d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) + 2) À cet égard, la Ministre de l'Intérieur donne à considérer que le PAG n'a pas, en soi, vocation à réglementer le phénomène de la cohabitation à proprement parler.

En effet, il s'agit d'un phénomène sociétal complexe qui requiert une approche nuancée.

Généralement, l'on observe l'émergence de telles formes d'habitation alternatives et collectives, en réponse à la fois à la crise du logement et à l'actuelle poussée démographique extrêmement forte que connaît le Grand-Duché de Luxembourg. Le changement des modes de vie contemporains a ainsi pour conséquence l'occupation de logements collectifs ou qualifiés d'unifamiliaux par des personnes qui ne présentent pas de liens de famille, mais qui partagent le même logement, qu'il s'agisse d'un logement de type collectif ou encore d'une maison qualifiée d'unifamiliale. Les phénomènes de colocation ou de sous-location peuvent aussi résulter du choix d'un résident de mettre à disposition d'une ou de plusieurs personnes une partie de l'immeuble qu'il occupe, ou encore du choix personnel de vivre ensemble avec d'autres personnes, dans une maison d'habitation ou encore un appartement.

Le PAG, quant à lui, se contente simplement de diviser en diverses zones le territoire communal concerné pour lesquelles il arrête le mode et le degré d'utilisation du sol (« Bauliche Nutzung »). Son objectif se limite ainsi à la répartition et l'implantation judicieuse des activités humaines dans les diverses zones qu'il arrête.

Juridiquement, le PAG est un règlement communal dont l'objet est déterminé par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Ainsi, il constitue la norme de base pour les plans d'aménagement particulier (désigné ci-après par le « PAP »), qui précisent et exécutent le PAG et qui servent d'une part à garantir l'intégration des constructions et aménagements dans les zones urbanisées par l'adoption d'un PAP « quartier existant » et d'autre part le PAP « nouveau quartier », qui est orienté par le schéma directeur et qui se contente de fixer essentiellement les règles d'urbanisme et de lotissement de terrains.

Partant, les contenus tant du PAG que du PAP doivent se limiter à des prescriptions qui ont trait au dimensionnement des constructions et des aménagements ainsi qu'à leur affectation. Les modalités d'occupation d'un immeuble d'habitation ne sont ainsi pas du ressort de ces instruments juridiques. Admettre le contraire reviendrait dès lors à purement et simplement dénaturer les PAG et PAP.

Le tribunal administratif (TA n° 38557) a pu préciser que la colocation est compatible avec le statut de maison unifamiliale sans que ce mode d'habitation ne change la nature de l'immeuble. En effet, le terme « maison unifamiliale » décrit en matière d'aménagement communal et de développement urbain une typologie de construction, mais ne se réfère ni à l'utilisation qu'en fait le propriétaire ou un locataire, colocataire ou sous-locataire, ni aux liens qui existent ou non entre les occupants.

Le tribunal a également pris soin de préciser que la circonstance que les différents colocataires disposent chacun d'un contrat de location séparé n'est pas de nature à changer cette analyse.

Un de nos pays voisins, la Belgique, a adopté une position similaire en la matière. Ainsi, par un arrêt du 20 avril 2017 du Conseil d'État[3], celui-ci a considéré qu'une demande de permis d'urbanisme visant à transformer une habitation unifamiliale en logement collectif (colocation) ne constituait ni un changement d'affectation, ni la création d'un nouveau logement, et ne nécessitait donc pas de permis d'urbanisme préalable pour procéder à cette transformation.

Dès lors la Ministre de l'Intérieur estime, sur base de ce qui précède, que les communes n'ont pas vocation à réglementer la colocation ou la sous-location en exécution de la législation concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il est encore à considérer que plus généralement, aucun texte de loi dans le domaine du logement ne circonscrit la famille au noyau conjugal ou affectif.

Dès lors la question se pose s'il n'est pas discriminatoire et intrusif d'écarter certains groupes de personnes (les colocataires) au seul motif qu'ils ne sont pas unis par un lien de parenté ou d'alliance.

ad 3) Le Ministre du Logement est d'avis que la loi précitée du 20 décembre 2019 et le règlement grand-ducal pris en son exécution règlent, à l'heure actuelle, à suffisance les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location. En effet, ce dispositif a été élaboré en étroite collaboration avec les communes les plus concernées par le phénomène des « chambres meublées » et prévoit une période de transition de deux ans pour la mise en conformité des logements et chambres donnés en location. Une évaluation des effets de cette loi ne sera possible qu'une fois ce délai révolu et quand la loi aura pu faire ses preuves.

En effet, la loi précitée introduit une obligation pour tout propriétaire ou exploitant qui donne en location ou met à disposition une ou plusieurs chambres de les déclarer préalablement au bourgmestre de la commune en indiquant le nombre maximum de personnes pouvant y être logées et en joignant à la déclaration un plan des locaux. Par ce biais et par la possibilité d'une visite des lieux, le bourgmestre est à même de contrôler lesdits logements et chambres pour vérifier le respect des critères prévus par la loi.

Suite à ce contrôle, le bourgmestre peut même soit ordonner au propriétaire de se conformer aux prescriptions de la loi dans un délai qu'il détermine, soit ordonner la fermeture d'un logement ou d'une chambre ne correspondant pas aux critères fixés en vertu de la loi.

En cas de décision de fermeture, il appartient respectivement au propriétaire ou à l'exploitant de pourvoir au relogement des occupants. À défaut, le bourgmestre y pourvoit pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

Le Ministre du Logement est dès lors de l'avis que les communes et leurs responsables disposent de suffisamment d'outils pour mettre un terme au phénomène des chambres meublées insalubres et inhabitables.

ad 4) Les questions relatives à la sous-location, voire la cession d'un bail, relèvent de façon générale du Code civil et plus particulièrement de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation pour les dispositions spécifiques des baux concernant les locaux d'habitation. Ainsi, l'article 1717 du Code civil prévoit que le « preneur [le locataire d'un bail] a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite » alors que la loi modifiée du 21 septembre 2006 précise encore à l'article 2 que « toute cession de bail portant sur des baux à usage d'habitation n'est interdite qu'en cas de stipulation contractuelle expresse dans le contrat de bail ». Il serait dès lors difficile de concevoir une interdiction générale de la sous-location pour des logements se situant dans certaines zones définies au PAG.

Pour ce qui est de la colocation, le Ministère du Logement est en train de préparer un projet de loi introduisant ce concept dans la législation luxembourgeoise sur le bail à loyer.

Il est dans ce contexte important de distinguer le concept de colocation de celui - à portée plus générale - de la cohabitation. En effet, par cohabitation, on peut entendre le simple fait d'habiter ensemble un logement, c'est-à-dire un immeuble ou une partie d'un immeuble destiné à l'habitation, comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle de bain avec toilettes, indépendamment du lien légal ou relationnel entre les personnes vivant en cohabitation et indépendamment du statut d'occupation du logement cohabité. La notion « cohabitation » n'apparaît d'ailleurs pas dans la législation sur le bail à loyer ou sur la salubrité des logements.

La colocation, qu'il ne faut pas confondre avec la sous-location, est conçue comme la location par plusieurs locataires d'un même logement par le biais d'un contrat de bail unique dans lequel les locataires sont solidairement tenus au regard de leurs obligations vis-à-vis du bailleur. Il y a également lieu de distinguer la colocation des cas de location à baux multiples d'un immeuble ou partie d'immeubles comprenant deux ou plusieurs logements ou chambres loués par un bailleur individuellement à des locataires non liés par un contrat de bail unique.

Le fait de vivre à plusieurs personnes dans un même logement sous forme de colocation a plusieurs avantages, aussi bien pour les colocataires que pour le bailleur :

1. pour les colocataires :

- minimiser les coûts du loyer en divisant celui-ci entre les colocataires (donc un loyer plus abordable) ;

- disposer d'un espace de vie plus grand (p. ex. maison partagée entre plusieurs jeunes) ;

- la vie en communauté (entre personnes ayant le plus souvent aucun lien familial) ;

2. pour le bailleur :

- bénéficiant du cumul des revenus de ses colocataires, et donc de plusieurs sources lui permettant de s'assurer du paiement du loyer et des charges ;

- en raison de la solidarité entre les colocataires, il bénéficie d'une protection supplémentaire, car la répartition des risques de défaut de paiement du loyer est ainsi mieux répartie : en cas de problème, le bailleur peut s'adresser à celui qui est le plus solvable, à charge pour celui-ci de s'arranger avec les autres par la suite.

Il y a lieu de préciser que le concept de colocation - tel qu'il est prévu de l'introduire dans la législation sur le bail à loyer - reste totalement neutre par rapport à l'idée de ménage ou de communauté domestique. Le fait de vivre en colocation ne fait pas que les personnes concernées constituent automatiquement une communauté domestique ou un ménage. Leur lien de solidarité, tel que prévu dans le projet de loi, reste limité à leur relation de colocataire par rapport à un bailleur. Étant donné que la colocation ainsi définie est à distinguer d'une location à baux multiples des chambres d'un même logement, il n'est pas prévu d'étendre l'obligation de la déclaration préalable au bourgmestre d'une mise en location de chambres aux logements loués sous le futur régime légal de la colocation.

Par ailleurs, il est également prévu de préciser le plafond du loyer qu'il sera possible de demander pour des logements ou chambres meublés. En effet, à l'heure actuelle, la loi de 2006 prévoit que : « Le loyer des logements meublés […] ne peut en aucun cas dépasser le double du loyer fixé conformément à l'article 3. Il est tenu compte, dans la fixation du loyer, de la valeur du mobilier. » Souvent cette disposition est interprétée de façon à dire que le loyer d'un logement ou chambre meublé peut représenter 10 % du capital investi. Or, pour les logements ou chambres meublés, il y a plutôt lieu de calculer le plafond du loyer du logement non meublé conformément à l'article 3 de ladite loi et d'augmenter celui-ci d'un montant tenant compte de la valeur des meubles sans que ce montant ne puisse doubler le loyer du logement non meublé. Il est donc prévu de préciser la façon de prendre en compte le calcul du montant du loyer des meubles afin de mieux cadrer le loyer des logements et chambres meublés.

Dans ce même ordre d'idées, il est utile de rappeler que pour un ensemble de chambres meublées au sein d'un même logement, le loyer annuel demandé pour l'ensemble des chambres ne peut pas dépasser un montant de 5 % du capital investi dans ce logement.

ad 5) Finalement, en ce qui concerne l'interrogation des Députés dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch, il y a d'abord lieu de souligner que le projet de refonte globale du PAG de la ville d'Esch se trouve actuellement encore en début de la procédure d'adoption. En effet, le projet a fait l'objet de la saisine du conseil communal en date du 8 mars 2019 et le projet, dont notamment les dispositions relatives à la colocation, a été avisé par la commission d'aménagement en date du 7 octobre 2019.

Il appartient dès lors au conseil communal de procéder au vote définitif du projet, lors duquel il peut notamment apporter des modifications, qui sont proposées par la commission d'aménagement ou encore par des personnes intéressées qui ont introduit des observations et objections à l'encontre du projet, dont les dispositions susmentionnées.

S'il est vrai que les dispositions litigieuses initialement proposées et communiquées risquent de se heurter aux textes légaux en matière d'aménagement communal, la Ministre de l'Intérieur tient à souligner qu'elle ne saurait statuer sur la légalité des dispositions du PAG qu'après avoir été saisie du projet définitif, le cas échéant, remanié.

Question 2411 (17.06.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **chèque-service accueil :**

L'accord de coalition envisage une analyse du mode de financement de l'accueil des enfants, actuellement réglé par le système des chèques-service accueil (CSA). L'accord de coalition prévoit plus particulièrement la mise en place d'« une nouvelle formule déterminant la participation financière des parents au coût de l'accueil de leur enfant, en fonction de leurs revenus (…) ».

[3] (C.E., n° 2367.973, Ville d'Ottignies-LLN/Région wallonne)

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre, l'analyse prévue du CSA est-elle achevée ?

2) Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

3) Quand le Ministre envisage-t-il d'entamer la réforme du CSA ?

4) Dans le cadre de l'actuelle crise du Covid-19, la participation financière des parents pour l'accueil des enfants est supprimée jusqu'au 15 juillet. Monsieur le Ministre entend-il revenir au système ordinaire du système des CSA à partir du 16 juillet ? Dans l'affirmative, le Ministère envisage-t-il une aide financière pour les familles où un des parents se retrouve à partir du 16 juillet toujours en chômage partiel ?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) + 2) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit en effet :

- l'analyse du mode de financement de l'accueil des enfants, actuellement réglé par le système des chèques-services accueil (CSA) et

- la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires.

Le projet de révision du CSA, qui allait de pair avec la mise en place de la gratuité de l'accueil des enfants scolarisés, était en phase de finalisation lorsque la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19 a fait son apparition.

ad 3) Le travail conceptuel concernant ladite réforme sera repris à la rentrée 2020/2021.

ad 4) La loi du 20 juin 2020 portant dérogation à certaines des dispositions de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse (relatives aux articles 22, 25, 26 et 28bis) s'applique du 25 mai 2020 au 15 juillet 2020 ; ce sont donc les dispositions auxquelles il a été dérogé au cours de cette période qui s'appliqueront à nouveau au-delà de cette date.

Selon l'article 26 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, le montant qui est à la charge des parents au titre de l'accueil de leur enfant, est défini dans le barème du chèque-service accueil ; ce dernier tient compte notamment de la situation de revenu des parents, déterminée en application des règles de l'article 23 de la loi, et subventionne ainsi d'autant plus fortement les familles que leurs revenus sont faibles. Les tarifs horaires dont s'acquittent les parents sont en règle générale fixés pour une année ; il est toutefois prévu qu'un ajustement puisse être fait lorsque la situation financière des parents varie au cours de l'année. C'est notamment le cas en cas de perte d'emploi ou de réduction du temps de travail.

En vertu de l'application des articles 3(3) et 4 du règlement grand-ducal du 27 juin 2016 portant exécution des dispositions relatives au chèque-service accueil de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, il est prévu qu'en cas de changement de la situation du requérant, ce dernier produise auprès des services de sa commune de résidence le certificat de chômage déterminant sa nouvelle situation de revenu. Ainsi, le tarif dont il devra ensuite s'acquitter au titre de l'accueil de son enfant peut être revu à la baisse suite à une diminution du revenu perçu, et notamment en cas de chômage partiel.

Question 2413 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**invasion de bostryches :**

De Borkenkäfer (Buchdruckerbefall) konnt sech déi lescht Joren hei am Land ewéi och am Ausland immens ausbreeden. Dëst ass eng Gefor fir eise ganze Bëschbestand, speziell awer fir eisen Nolebësch. Et ginn zwar zu Lëtzebuerg keng offiziell Statistiken, wéi vill Hektar Bësch heivu betraff sinn, well déi meeschte Bëscher a privater Hand sinn. Mee fir d'Zukunft kéint et awer - bedéngt duerch de Borkenkäfer - zu engem Manktem u Bauholz kommen.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Émweltministesch stellen :

1. Besteet iwwert dës Problematik eng Etüd?

2. Wann nee, wär d'Madamm Ministesch bereet, esou eng Etüd an Optrag ze ginn?

3. Wa jo, wéi gesäit dës aus?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Konkreet ass zu Lëtzebuerg nach keng spezifesch Etüd gemaach ginn, wat fir eng Repercussiounen dëse massiven Ausfall vun eise Fichtebestänn op d'Versuergung vum Bausecteur mat Konstruktiounsholz huet. Et mécht och wéineg Sënn, fir esou eng spezifesch Etüd op eisen Territoire ze beschränken, well de Bauholzmarché een iwwerregionale Marché ass. De lëtzebuergesche Bausecteur an déi virgelagert Chaîne d'approvisionnement bezéien hiert Holz nëmmen zu engem klengen Deel aus Lëtzebuerg. Dee gréissten Deel vun dem Nolenholz, wat zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, gëtt an d'Ausland exportéiert an dann als Fäerdegprodukt a Form vu Bauholz erëm importéiert. Well eis Nopeschlänner awer och grouss Schied an hiren Nolenholzbestänn hunn, zeechent sech of, dass et iwwer mëttel oder laang zu enger Verknappung vum Fichten-Konstruktiounsholz an engem Klamme vum Bauholzpräis kënnt.

Déi quantitativ Aspekter vun dëser Thematik goufen awer schonns an enger méi genereller a rezenter Etüd iwwert d'Potenzial Holz zu Lëtzebuerg ugeschwat a kuerz analyséiert. Dës Etüd soll am Hierscht publizéiert ginn.

ad 2. + 3. Eng Etüd iwwert de Manktem u Bauholz zu Lëtzebuerg maachen ze loosse mécht wéineg Sënn. Et muss awer weider driwwer nogeduecht ginn, wéi an Zukunft dee risege Bedarf u Bauholz an Europa soll gedeckt ginn.

Schonns virun der grousser Borkenkäferpandemie vun de Joren 2018 an 2019 si bei eis am Kader vum Holzcluster follgend Iwwerleeungen an Initiativen ënnerholl ginn, fir engem zukünftegen Holzmanktem am Bausecteur entgéintzewierken:

- Éischt Schrëtt an der Fuerschung goufe schonns an Europa gemaach fir d'Nolenholz duerch Lafholz an der Konstruktioun ze ersetzen, an éischt grouss Produktiounsunitéite funktionéieren haut schonn (z. B. Bauholz-Buche an Däitschland).

- D'Promotioun vun Technologien, déi et erlaben, Lafholz als Konstruktiounsholz am Bau anzesetzen, solle weider gefërdert ginn.

- D'Fuerschung am Beräich vun enger méi héichwäerteger Verwäertung vu Lafholz muss weider ënnerstëtzt ginn.

- Och am Bausecteur muss d'Ressource Holz an Zukunft méi spuersam agesat ginn. Holzprodukter sollte wann nëmme méiglech no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft agesat ginn. Et muss verstäerkt driwwer nogeduecht ginn, wéi Holz am Bau ka recycléiert oder duerch een optimiséierten Asaz agespuert ginn.

Question 2414 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **constatation des infractions dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés :**

Am Artikel 22 vun der „loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés" ass genee definéiert, wien am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur autoriséiert ass, méiglech Infraktiounen ze konstatéieren. Déi betreffend Persoune mussen dann och en Eed ofleeën, deen och am Artikel 22 definéiert ass.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Wéi vill Persounen hunn an deene leschten zéng Joer deen am Artikel 22 definéierten Eed geleescht?

2. Ass zu all Moment séchergestallt, datt och wierklech just Persounen Infraktioune konstatéieren, déi den Eed geleescht hunn?

3. Kann den Här Minister an deem Zesummenhang confirméieren, datt keng eenzeg Persoun mat där genannter Aufgab konfrontéiert ass, déi den Eed net geleescht huet?

4. Kann den Här Minister eng Oplëschtung vun den eenzelne Servicer ginn, an deenen déi genannte Persoune beschäftegt sinn?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

An de leschten zéng Joer hunn 13 Beamte vun der Émweltverwaltung den Eed aus dem Artikel 22 vum Gesetz vum 10. Juni 1999 geleescht.

Kee Beamte vun der ITM huet deen am Artikel 22 definéierten Eed geleescht. D'Kontrollen am Kommodo-Inkommodo gi vun den Aarbechtsinspekteren am Kader vun hire Kompetenzen am Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a -gesondheet laut ITM-Gesetz gemaach.

Dem Officier de police judiciaire seng Missioun ass reng repressiv an den Aarbechtsinspekter huet als Haaptmissioun, ze beroden an ze ënnerstëtzen. Et ass eréischt, wann de Patron d'Infraktiounen net wëllt regulariséieren, datt den Aarbechtsinspekter administrativ Geldstrofen asetze kann oder ee Procès-verbal opstelle kann, fir dass strofrechtlech Poursuitte via de Parquet kënnen entaméiert ginn.

Contrairement zum Officier de police judiciaire, dee beim Constat vu strofrechtlechen Infraktioune gezwongen ass, säi Procès-verbal op de Parquet ze schécken, huet den Aarbechtsinspekter d'Prérogative d'appréciation de l'opportunité des poursuites, déi et dem Aarbechtsinspekter erméiglecht, am Fall, wou strofrechtlech Infraktioune konstatéiert goufen an den Employeur sech regulariséiert huet, de Procès-verbal net mussen op de Parquet ze schécken.

Fir dës „insécurité juridique" am Artikel 22 vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz ze behiewen, ass virgesinn, dësen Artikel esou ze änneren, dass d'Aarbechtsinspekteren net brauchen Officier de police judiciaire ze sinn, mee datt si am Kader vun hire Kompetenzen als Aarbechtsinspekter dës Kontrolle kënne maachen.

Wat d'Émweltverwaltung betrëfft, gi strofrechtlech Enquêten ëmmer vun engem vereedegte Beamten, dat heescht, enger Persoun, déi d'„qualité d'officier de police judiciaire" huet, duerchgefouert.

Déi verschidde Persounen, déi een Eed ofgeluecht hunn, sinn iwwert déi jeeweileg Servicer vun der Émweltverwaltung verdeelt. Allerdéngs ass am Kader vun der Reorganisatioun vun der Émweltverwaltung, déi 2016 stattfonnt huet, eng Unitéit „Contrôles et inspections" opgestallt ginn, déi dëse Volet prioritär ofdeckt.

Question 2415 (18.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de défense :**

Les relations entre la Grèce et la Turquie, toutes les deux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), sont caractérisées par des tensions récurrentes. Ainsi, la question de l'accès à des ressources naturelles en Méditerranée orientale a donné lieu à une montée des tensions entre les deux États. La presse internationale a reporté que plusieurs incidents entre forces turques et grecques ont eu lieu dans la mer Égée entre gardes côtières et dans l'air entre avions de chasse.

Face à cette situation, l'Union européenne (UE) a rappelé de respecter le droit international et en particulier le droit maritime, une position que la France a fermement soulignée lors de la visite de Nikos Dendias, Ministre grec des Affaires étrangères, à Paris le 15 juin 2020. En effet, la France a tenu à rappeler sa position sur la souveraineté, dans tous ses éléments, de la Grèce, et a condamné toute politique du fait accompli, ainsi que les initiatives unilatérales susceptibles d'y conduire. Il s'agit effectivement d'une situation inédite qu'un pays partenaire au niveau de l'OTAN met potentiellement en cause l'intégrité territoriale d'un État membre de l'UE.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) La situation dans la Méditerranée orientale a-t-elle été discutée lors de la réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN des 17 et 18 juin ? Dans l'affirmative, quelles conclusions Monsieur le Ministre peut-il en tirer ?

2) Est-ce que l'OTAN peut contribuer de manière efficace à la médiation et la désescalade dans ce conflit impliquant deux pays membre ?

3) Quelles sont selon Monsieur le Ministre les implications de ces tensions entre deux États membres de l'OTAN sur les discussions autour de la notion d'autonomie stratégique de l'Union européenne ? Est-ce que d'autres États membres de l'UE ont déjà annoncé de mettre des capacités à disposition de la Grèce ?

Réponse (17.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) La situation en Méditerranée orientale a fait l'objet d'une discussion entre les ministres de la Défense des pays de l'OTAN lors de la réunion des 17 et 18 juin. À cette occasion, l'incident entre un navire militaire français et un navire militaire turc a été soulevé. Le Secrétaire général de l'OTAN a donné instruction aux autorités militaires compétentes d'examiner le dossier, afin d'établir les faits et de soumettre un rapport aux instances concernées. Ce rapport classifié est actuellement à l'étude. Une enquête a donc bien été lancée, et le dialogue se poursuit à l'OTAN, tant au niveau politique que technique. Les membres de l'OTAN souhaitent que les divergences actuelles puissent se résoudre par le dialogue, pour en en tirer tous les enseignements et pour éviter que de tels incidents se reproduisent à l'avenir.

ad 3) Les discussions au sein de l'Union européenne sur les récentes tensions avec la Turquie se concentrent à ce stade essentiellement sur les aspects de politique étrangère, de l'action extérieure de la Turquie et de l'impact de la crise du Covid-19.

Si l'impact des tensions actuelles sur l'autonomie stratégique de l'UE n'a pas encore été discuté entre les ministres, l'impact sur l'efficacité de l'opération militaire en Méditerranée EUNAVFOR Irini, qui surveille le respect de l'embargo sur les armes imposé à la Libye, ainsi que les relations entre la Turquie et l'OTAN, a bien été relevé. Le concept de l'autonomie stratégique, bien qu'utilisé fréquemment dans les discussions et discours de l'UE, fait encore l'objet de nombreuses discussions entre les États membres.

Les relations avec la Turquie demeurent une priorité pour l'UE. Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, Josep Borrell, s'est rendu le 6 juillet à Ankara pour des échanges avec ses homologues turcs, afin de discuter de toutes les questions bilatérales, y compris les tensions récentes avec certains États membres de l'UE, et en particulier au sujet des forages exploratoires dans la zone économique exclusive de Chypre et le respect de la souveraineté de la Grèce et de Chypre.

À l'occasion du Conseil affaires étrangères (CAE) du 13 juillet, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont à nouveau exprimé leur entière solidarité avec la Grèce et Chypre, en rappelant l'importance du respect de la souveraineté nationale et territoriale des États membres de l'UE, et demandent à la Turquie de contribuer activement au rétablissement d'un climat de confiance propice au rétablissement de relations de bon voisinage.

Question 2416 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **séjour dans une maison mobile ou un hôtel pendant la pandémie de la Covid-19 :**

Mir ass zougedroe ginn, datt Persounen, déi Mobilhomer respektiv Campinggefierer verlounen, an enger verzweifelter Situatioun sinn, well si am Kader vun der Covid-19-Pandemie net wëssen, wien autoriséiert ass, an deenen uewe genannte Gefierer Zäit mateneen ze verbréngen.

An deem Zesummenhank géif ech dem Här Tourismusminister gären dës Froe stellen:

- Wien ass alles autoriséiert, zesummen an engem Hotel respektiv Mobilhome oder Campinggefier Zäit mateneen ze verbréngen? Falen dorënner just Persounen, déi zesummen an engem Stot wunne respektiv op där selwechter Adress wunnen oder kann een an deem genannte Kader och mat Frënn a Bekannten Zäit verbréngen?

Réponse (10.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Weeder d'Gesetz vum 24. Juni 2020 nach de Gesetzprojet Nr. 7622, deen dëst Gesetz soll abrogéieren, gesäit Restriktioune vir, wie ka mateneen an engem Hotelszëmmer, Mobilhome oder Campinggefier Zäit verbréngen. Allgemeng gëllt awer den Appell un d'Eegeverantwortung vu jiddwerengem, fir déi noutwendeg Gestes barrières ofhängeg vun der Situatioun, an där ee sech befënnt, unzewennen, fir d'Verbreedung vum Virus ze minimiséieren. Et ass awer och nach ze soen, dass, wa méi wéi 20 Léit op enger Plaz zesummekommen, spezifesch Reegelen anzehale sinn.

Question 2417 (19.06.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **compétitivité du Luxembourg :**

L'institut académique suisse Institut for Management Development (IMD) vient de publier l'édition 2020 du « IMD World Competitiveness Yearbook », passant au crible 63 pays pour obtenir un classement de leur niveau de compétitivité respectif. Les critères retenus pour appréhender le niveau de compétitivité générale des économies respectives sont variés et incluent notamment la qualité des infrastructures technologiques et la performance du système d'éducation.

Par rapport à l'année précédente, le Grand-Duché fait l'objet d'un classement moins favorable, cédant sa 12e place pour se classer en 15e position parmi les 63 pays étudiés. Ainsi, il en découle que le Luxembourg est sensiblement devancé par la Suisse et les Pays-Bas, pays qui réussissent à se glisser dans le palmarès (3e respectivement 4e place). Les facteurs susceptibles d'expliquer la performance moyenne du Luxembourg dans le classement concernent la qualité des infrastructures technologiques (41e place), la politique fiscale (43e place) ou encore les pratiques du management (28e place).

En même temps, le classement semble être soumis à des fluctuations importantes. En 2007, le Luxembourg figurait à la 4e place alors qu'il n'arrivait qu'à la 13e place en 2013.

Ceci nous amène à vouloir adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de l'évolution du classement du Grand-Duché par rapport à l'année précédente ?

- Est-ce que le Gouvernement estime que des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière de qualité des infrastructures technologiques malgré les efforts substantiels menés ces dernières années pour promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) ?

- Comment est-ce que Monsieur le Ministre s'explique les fluctuations parfois importantes dans le classement du Luxembourg au fil des années ? Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la sélection des critères retenus par l'institut est assez objective et exhaustive pour assurer la crédibilité du classement ? Est-ce qu'il existe d'autres classements de compétitivité qui focalisent davantage l'attention sur des aspects ayant trait à la cohésion sociale ?

Réponse (14.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le débat sur la compétitivité territoriale au Luxembourg est régulièrement relancé lors de la publication de benchmarks et de classements internationaux. Le rapport IMD, dont la 32e édition vient d'être publiée, figure parmi les plus connus. Ce dernier analyse 63 pays à travers des critères tant de nature quantitative (indicateurs statistiques) que qualitative (enquête d'opinion). Il s'avère utile de préciser que ce rapport dresse un état d'avant la crise Covid-19.

Dans ce type de rapport, le classement général constitue l'élément le plus médiatisé. Cependant, il décrit une situation plus complexe que ne le laisse présager la simplicité apparente du classement et il faut éviter de se focaliser uniquement sur le classement pour le classement. En effet, il s'agit de ne pas perdre de vue la relativité de ces classements.

En effet, sans même parler des changements de méthodologie pouvant affecter les classements, une hausse ou baisse du Luxembourg dans le classement ne veut pas forcément dire que les performances du pays se soient forcément améliorées ou détériorées. Une telle évolution peut aussi provenir du fait que, par exemple, d'autres pays ont subi plus ou moins sévèrement un choc et ont mieux ou moins bien performé. De plus, il existe souvent, au sein des classements, des groupes de pays pour lesquels les indices composites (scores) servant de base sont proches. Un faible changement du score d'un pays peut donc avoir un impact important sur le classement, même si en matière de changement structurel de compétitivité cela n'a guère de signification. Suivre simplement le classement, d'une année à l'autre, ne s'avère donc pas suffisant.

Pour le classement IMD (2020), il est donc important de ne pas seulement regarder le classement général du Luxembourg (15e au niveau mondial). La variation dans le temps et l'évolution annuelle du classement est à prendre avec un certain recul et il n'est pas nécessairement possible de faire un lien direct avec un gain ou une perte de compétitivité. Par exemple, le Luxembourg est passé de la 11e position mondiale en 2016 à la 8e position mondiale en 2017 (gain de 3 rangs), de nouveau à la 11e position en 2018 (perte de 3 rangs), à la 12e position en 2019 (-1) et maintenant à la 15e position en 2020 (-3). Ces évolutions annuelles ne sont souvent pas très significatives et il faut plutôt analyser plus en détail les différents déterminants sous-jacents.

Plutôt que de faire référence au classement mondial, il s'avère plus utile de considérer les pays de l'UE pour comparer ce qui est davantage comparable. Ainsi, dans le classement IMD en 2020, le Luxembourg est classé 6e dans l'UE. Il figure donc parmi le pays les plus performants et se classe aussi devant ses trois pays voisins. L'Observatoire de la compétitivité (ODC) du Ministère de l'Économie analyse une multitude de benchmarks et classements dans lesquels figure le Luxembourg et dresse aussi un inventaire de leurs limites[4]. Le rang du Luxembourg dans l'UE dans le classement IMD est d'ailleurs comparable avec les résultats trouvés par l'ODC dans sa plus récente analyse annuelle des principaux classements : le pays se classe dans un intervalle allant de la 5e à la 8e position dans l'UE[5].

Depuis l'édition précédente (2019), le Luxembourg a perdu trois positions dans le classement mondial IMD. Deux pays qui ont dépassé le Luxembourg dans le classement mondial en 2020 par rapport à 2019 sont le Canada et Taïwan, des pays tiers disposant d'un modèle socio-économique différent et pas forcément comparable à la situation luxembourgeoise. Au sein de l'UE en 2019, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et l'Irlande ont devancé le Luxembourg (5e) et, en 2020, la Finlande dépasse également le Luxembourg, ce qui a fait perdre un rang (6e).

En ce qui concerne les quatre piliers du classement IMD, le Luxembourg se classe en 24e position pour celui des « Infrastructures ». Ceci constitue le classement le moins favorable du pays en 2020. Au sein de ce pilier, les performances du pays sont plutôt élevées pour les infrastructures de base (15e) et l'éducation (16e), moyennes pour les sous-piliers santé et environnement (22e) et infrastructures scientifiques (28e) et moins bonnes pour les infrastructures technologiques (41e). Dans ce dernier sous-pilier, le Luxembourg souffre notamment de sa faible taille pour certains indicateurs qui sont mesurés en niveau absolu (ne prenant donc pas en compte la taille du pays).

Le Luxembourg a publié fin avril 2020, dans le cadre du semestre européen, l'édition la plus récente de son Programme national de réforme (PNR). Sans entrer en détail dans la multitude de mesures comprises dans ce PNR, il est utile de mentionner que les crédits budgétaires publics en faveur de la R&D et de l'innovation sont passés d'environ 24 millions d'euros (2000) à environ 370 millions (2018), aidant à développer une vraie économie de la connaissance au Luxembourg. De plus, dans le cadre de la stratégie de « troisième révolution industrielle » lancée en 2016 suite au rapport de troisième révolution industrielle dit « Rifkin », le Luxembourg s'est engagé dans le développement de réseaux intelligents digitalisés et le recours massif aux énergies renouvelables. Depuis, le Gouvernement a entrepris une série d'initiatives : vision stratégique en matière d'intelligence artificielle et stratégie sur l'économie des données, mise en place d'un superordinateur HPC (« Meluxina »), etc. Toutes ces mesures prises au fil des dernières années devront contribuer, à moyen terme, à doter le Luxembourg davantage d'infrastructures technologiques de pointe. Il faut cependant aussi garder à l'esprit que le Luxembourg, avec sa taille réduite, n'atteint souvent pas un seuil critique dans certains domaines d'activité et que les coopérations que le pays noue au sein de la Grande Région et de l'UE sont donc primordiales pour assurer son développement technologique.

De plus, le classement décevant du Luxembourg dans le sous-pilier des infrastructures technologiques du rapport IMD ne se retrouve pas dans tous les classements internationaux. À titre d'exemple, dans le « Digital Economy and Society Index 2020 », publié récemment par la Commission européenne, le Luxembourg se classe 3e (sur 28 États membres de l'UE) en matière de connectivité[6]. Dans le « Digital Readiness Index 2019 » publié par Cisco, géant mondial du domaine des TIC, le Luxembourg est même 2e du classement général (sur 141 pays considérés) et dans la catégorie « infrastructure technologique » de ce même benchmark, le Luxembourg se classe 13e au niveau mondial[7].

Les différents benchmarks internationaux notent donc généralement une bonne performance du Luxembourg en matière de qualité des infrastructures TIC et estiment que les principaux défis dans le domaine digital concernent plutôt les compétences numériques ainsi que l'adoption et l'intégration des technologies numériques par les entreprises et les services publics.

Le type de benchmarking que réalise IMD permet une comparaison des meilleures pratiques. Il constitue une aide pour mieux comprendre les facteurs-clés déterminant la croissance économique et pour expliquer pourquoi certains pays s'en sortent mieux que d'autres. Mais ce type de rapport fournit souvent seulement une approximation, une image globale, de la compétitivité puisqu'il utilise la même méthodologie pour tous les pays. Par exemple, le Luxembourg est une petite économie très ouverte et fortement intégrée dans la Grande Région (flux de travailleurs frontaliers) et dans l'UE (marché intérieur). Ces spécificités nationales ne sont souvent pas suffisamment prises en compte. Pour contrer ces déficits méthodologiques, le Comité de coordination tripartite au Luxembourg avait déjà reconnu en 2003 la nécessité d'un tableau d'indicateurs national afin de pouvoir mieux appréhender la compétitivité du pays, et avait confié à l'époque au professeur Fontagné le soin d'élaborer des propositions. L'ODC a ensuite mis à jour ce tableau de bord national jusqu'en 2016. Une révision a été préparée au sein du Conseil économique et social (CES) qui a adopté, en 2016, son avis sur le système d'indicateurs national constituant maintenant le nouveau tableau de bord avec un aspect économie, un aspect social et un aspect environnement[8]. L'ODC prévoit une 3e mise à jour de celui-ci en automne 2020.

Pour conclure, même si ces benchmarks internationaux suscitent maintes réserves, ils méritent d'être suivis. En effet, à cause de leur écho médiatique, ils ont un impact non négligeable sur l'image de marque de notre pays et peuvent influencer la perception des investisseurs.

L'ODC n'a en outre pas connaissance d'un benchmark international qui se focalise sur des aspects ayant trait à la cohésion sociale et par conséquent ne suit pas actuellement un tel benchmark. Il est néanmoins utile de faire référence à deux initiatives au niveau national dans ce contexte :

- Premièrement, le tableau de bord national de la compétitivité, déjà mentionné ci-dessus, couvre également l'aspect social. Dans l'édition actuelle, publiée dans le Bilan Compétitivité 2019[9], le Luxembourg affiche de bons résultats dans la majorité des indicateurs de l'aspect social et occupe la 3e position dans le classement des pays UE-28 dans ce domaine.

- Deuxièmement, le projet du PIBien-être sur lequel le Statec travaille en continu. Ce projet est complémentaire aux indicateurs traditionnels de développement et de prospérité économiques. L'indice composite correspondant, le « Luxembourg Index of Well-being » comporte toute une série d'indicateurs du domaine social. Le rapport PIBien-être de 2018[10] indique que la qualité de vie au Luxembourg est restée sensiblement constante pendant la période analysée.

[4] https://odc.gouvernement.lu/fr.html/

[5] https://odc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-035/perspectives-politique-economique-N35-1-FR.pdf

[6] https://odc.gouvernement.lu/fr/actualites/mes-actualites/2020/eu-com-desi.html

[7] https://odc.gouvernement.lu/fr/actualites/mes-actualites/2020/cisco-dri.html

[8] https://ces.public.lu/dam-assets/fr/avis/politique-generale/2016-indicateurs.pdf

[9] https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-35.html

[10] https://statistiques.public.lu/fr/publications/thematique/conditions-sociales/pibien-etre/index.html

---

Question 2419 (19.06.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **création d'un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg :**

Alors que la dépendance et la vulnérabilité nationales en ce qui concerne le contingent en effectifs infirmiers sur le territoire du Grand-Duché ont été mises en exergue lors de la crise Covid-19, il est à noter que les professions de santé en général manquent d'attractivité depuis plusieurs années. Dans un communiqué du Gouvernement du 24 janvier 2020, celui-ci déclare la mise en place d'un comité interministériel chargé de proposer des mesures permettant de garantir que les formations des professionnels de santé soient adaptées au progrès scientifique et technique et permettent d'appréhender les futurs défis de santé publique auxquels le Luxembourg devra faire face, de définir les modalités requises pour assurer la mise en place d'un diplôme de niveau « bachelor ».

En date du 1er mai 2020, lors d'une visite au Centre Hospitalier Emile Mayrisch, le Premier Ministre a déclaré que des pourparlers ont lieu avec des administrations françaises pour créer un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Santé :

- Quelles seraient les professions de santé qui seraient formées dans un tel lycée transfrontalier, tout en sachant que la formation de l'infirmier se fait à un niveau universitaire en France et que des discussions sont seulement en cours au Grand-Duché afin d'adapter le niveau de diplôme de l'infirmier, actuellement BTS, au niveau « bachelier » ?

- Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est-il activement impliqué dans ce processus important de modernisation de ses formations BTS vers le bachelier, voire cette ouverture transfrontalière ?

- Tout en sachant que des classes francophones existent depuis longtemps au LTPS, quelle est la justification pour la constitution d'un nouveau lycée pour professions de santé ?

- Selon nos informations, le nombre d'élèves et d'étudiants du Lycée technique pour professions de santé au Luxembourg diminue depuis quelques années. Quelle est la stratégie engagée par Monsieur le Ministre pour remédier à cette situation ?

- Toujours selon nos informations, le LTPS rencontre depuis des années des difficultés importantes pour organiser suffisamment de places de stages pratiques, et ceci aussi bien dans les institutions hospitalières qu'extrahospitalières, comment Monsieur le Ministre entend-il gérer ce problème avec un lycée supplémentaire ?

- Qu'en est-il de l'importance de la langue luxembourgeoise pour une communication aisée dans le milieu de la santé et comment Monsieur le Ministre prévoit-il de promouvoir la langue luxembourgeoise dans un nouveau lycée transfrontalier ?

Dans le cadre des négociations menées au sein du ministère, est-ce qu'il a été aussi analysé la voie d'augmenter les moyens qu'il faut à l'actuel LTPS pour mener à bien un renforcement transfrontalier avec un diplôme compétitif de niveau bachelier ?

Réponse commune (23.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* et *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

À titre de remarque liminaire, il y a lieu de signaler que le Gouvernement réuni en conseil a décidé en date du 24 janvier 2020 de mettre en place un comité interministériel ayant pour mission de lui soumettre, pour validation, dans un délai de six mois, un concept de formation pour certaines catégories d'infirmiers, avant qu'il soit soumis aux acteurs concernés.

Ce comité se compose de représentants des ministères suivants : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministère de la Santé, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Ministère de la Sécurité sociale.

Ce comité interministériel a comme mandat :

- d'examiner les résultats de l'étude « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de 2019 et les pistes suggérées dans cette même étude tant par rapport à leur bien-fondé que par rapport à leur praticabilité sur le terrain ;

- d'en évaluer les conséquences financières, légales et réglementaires ;

- de proposer des mesures permettant de garantir que les formations des professionnels de santé soient adaptées au progrès scientifique et technique et permettent d'appréhender les futurs défis de santé publique auxquels le Luxembourg devra faire face ;

- de définir les modalités requises pour assurer la mise en place d'un diplôme de niveau bachelor pour certaines catégories d'infirmiers. À cet effet sera développé un concept de formation basé sur le modèle général de transition « BTS-Bachelor » tel qu'il sera retenu dans le cadre de la révision de la loi portant organisation de l'enseignement supérieur et qui permettra aux étudiants ayant réussi une formation menant au brevet de technicien supérieur (BTS) au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) de poursuivre des études de bachelor à l'Université du Luxembourg.

En raison de la crise du Covid-19, les travaux de ce comité ont pris un certain retard, et un rapport ne pourra pas être remis avant la fin d'année.

Considérant que les résultats de ce rapport ont une incidence directe sur la création éventuelle d'un lycée transfrontalier pour professions de santé, il n'est à ce stade pas possible de donner davantage d'informations par rapport à un tel projet, ni en particulier par rapport aux formations offertes ainsi que leur régime linguistique.

À toutes fins utiles, il y a néanmoins lieu de signaler que ni la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, ni la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ne permettent actuellement l'organisation d'un programme d'études de bachelor en soins infirmiers généraux ou spécialisés dans un lycée. En effet, des programmes d'études de niveau bachelor doivent impérativement être organisés dans un établissement d'enseignement supérieur spécialisé ou une université.

Concernant finalement la question du nombre de places pour stages pratiques pour les étudiants en soins infirmiers, la récente mise en place au niveau de l'enseignement secondaire général de la section sciences de la santé au LTPS contribuera à limiter la demande y relative.

Question 2421 (19.06.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** concernant les **modifications d'urgence de certains dispositifs d'aide et de prestations sociales dans le contexte de la pandémie Covid-19 :**

La réponse de Madame la Ministre de la Famille à la question parlementaire de déi Lénk du 9 décembre 2019 relative aux sanctions appliquées dans le cadre d'un non-respect des obligations inhérentes au plan d'activation relatif au dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS), a pu nous fournir quelques informations sur l'évolution du nombre de demandeurs et bénéficiaires du REVIS entre 2018 et 2019. Néanmoins, à toute demande d'informations concernant l'efficacité du nouveau revenu d'inclusion sociale comme garant contre la pauvreté et moyen d'accès à un emploi durable, Madame la Ministre a répondu en renvoyant à la motion votée au Parlement, le 12 juillet 2018, obligeant le Gouvernement à procéder à une évaluation du système REVIS trois ans après son application par la loi du 28 juillet 2018.

Or, d'ici là, il nous importe de connaître l'évolution des demandes du REVIS surtout dans le contexte d'une crise majeure d'ordre sanitaire, la pandémie liée au Covid-19, dont nous aimerions saisir plus largement l'impact sur les situations économique et sociale des ménages.

D'ailleurs, d'après les derniers chiffres de l'Agence pour le développement de l'emploi, au 30 avril 2020, le chômage est en hausse de 31,1 % par rapport à l'année dernière. Dans sa communication officielle, l'ADEM explique cette hausse notamment par une baisse des sorties vers l'emploi et une diminution des opportunités de mesures d'emploi causées par le ralentissement de l'économie en pleine crise sanitaire. Les employeurs auraient déclaré 1.895 postes vacants à l'ADEM, ce qui correspond à une baisse de 43,2 % par rapport à avril 2019. Le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 a mis en œuvre via son article premier une suspension des délais et une prolongation des droits au chômage correspondant à la durée de l'état de crise. Or, en sortie de crise, le problème d'accès à l'emploi risque de perdurer et le REVIS pourra devenir pour certains la seule issue pour percevoir un revenu. Étant donnée la baisse des opportunités d'emploi constatée par l'ADEM notamment dans le secteur privé, un certain nombre de questions se posent quant aux risques d'une éventuelle répercussion de la crise sanitaire en termes d'emploi sur le secteur public et conventionné, notamment en vue des mesures d'activation obligatoires dans le cadre du REVIS. En effet, selon l'article art. 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au REVIS, certains comportements et notamment la non-participation aux mesures d'activation sont passibles de sanctions pendant la durée du plan d'activation. De même, pendant le confinement, les demandeurs de REVIS n'auraient guère pu suivre leur obligation de se rendre physiquement à un premier rendez-vous avec un(e) agent(e) de l'ARIS (Agents régionaux de l'inclusion sociale) afin de déterminer un plan d'activation. Nous n'avons pas connaissance d'éventuels adaptations et/ou modifications d'urgence de la loi relative au REVIS. Or, faute de mesures d'urgence relatives aux modalités d'obtention et de conservation du REVIS dans le contexte de l'état de crise, de nombreuses sanctions et obstacles auraient pu s'imposer aux demandeurs et bénéficiaires des allocations du REVIS.

Au vu de ces considérations, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Des mesures d'activation propres au plan d'activation dans le cadre du REVIS ont-elles pu être exécutées dans le contexte de la crise sanitaire et du confinement ?

2) L'obligation de se rendre physiquement à un rendez-vous avec les ARIS pour les demandeurs du REVIS a-t-elle été suspendue pour la durée de l'état de crise ?

3) Dans la négative aux deux premières questions, les pratiques de sanction à l'encontre des demandeurs du REVIS n'ayant pas pu remplir leurs obligations ont-elles été suspendues ?

4) Madame la Ministre peut-elle me dire si les droits aux allocations de REVIS ont été suspendues pour certaines personnes pendant l'état de crise ?

5) Les bénéficiaires du REVIS dont les droits ont été suspendus durant quatre mois peu avant ou en début de l'état de crise ont-ils pu être réhabilités pendant l'état de crise et jusqu'à la fin de l'état de crise au moins ? Les délais de sanction ont-ils été suspendus pour l'ensemble de la durée de l'état de crise ?

Depuis le début de l'état de crise, pour remédier aux pertes de revenu des ménages modestes, un ensemble de mesures exceptionnelles en matière d'aide sociale ont été mises en place par le Gouvernement. En l'occurrence, en date du 20 mai 2020, le Gouvernement a adopté une modification du règlement relatif à l'octroi de l'allocation de vie chère (AVC) afin d'accorder aux bénéficiaires, pour l'année 2020, le double des montants prévus. Or, il est probable que cette hausse de l'AVC qui est comptabilisée dans le calcul des revenus disponibles des ménages, risque pour certains de générer des effets d'aubaine en ce qui concerne les droits et accès à d'autres aides et prestations sociales - notamment associées au logement - pour l'année suivante. En effet, conformément au règlement du Gouvernement en conseil du 8 novembre 2019 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2020, pour bénéficier de l'allocation de vie chère, le revenu annuel global du ménage, qui est estimé sur une période de référence de 12 mois qui précède le mois de l'introduction de la demande. Cependant, conformément à l'article 14 paragraphe 2 du chapitre 2 quinquies de la loi du 9 décembre 2015 portant introduction d'une subvention de loyer, la subvention loyer est calculée en prenant pour base la moyenne du revenu net annuel du ménage de l'année d'imposition qui précède la date d'octroi de l'aide. Il en est de même pour la garantie locative, selon l'article 14quater-2 paragraphe 1 de la loi du 20 décembre 2019 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Ainsi, certains ménages qui bénéficiaient en 2020 d'une allocation de vie chère dédoublée risqueraient en 2021 de dépasser le seuil de revenu éligible pour obtenir la subvention loyer et/ou la garantie locative. De même, les loyers sociaux dans le logement subventionné - conformément à l'article 28 de la loi concernant l'aide au logement du 25 février 1979 et spécifié par le règlement grand-ducal du 25 novembre 1998 - sont calculés sur base d'une formule qui prend entre autres en considération les revenus nets disponibles du ménage. Par conséquent, il se peut qu'une augmentation du revenu d'un ménage via l'obtention de l'AVC dédoublée augmente par le même effet leur loyer social. Dans la mesure où le Gouvernement a mis en place des aides spécifiques dans le contexte de la pandémie afin de remédier à une perte de revenu des ménages modestes, il est souhaitable que ces mesures ne déclenchent pas à terme un effet inverse.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris en considération la possibilité d'un effet d'aubaine suite au dédoublement de l'allocation de vie chère, excluant les ménages modestes d'une partie d'autres aides et prestations ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une immunisation de la part du revenu constituant le nouveau montant supplémentaire de l'allocation de la vie chère s'impose pour éviter cet effet d'aubaine ?

3) Madame la Ministre a-t-elle prévu de prendre d'autres initiatives afin de prévenir des contradictions dans le système d'aides et de prestations suite aux mesures d'urgence apportant des modifications temporaires à effet différé ?

Considérant la possibilité éventuelle d'une augmentation des revenus des ménages par le dédoublement de l'allocation de vie chère et son impact probable sur le calcul des loyers sociaux de l'année d'imposition suivant la perception de l'allocation de vie chère dédoublée, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

Q498

1) Monsieur le Ministre du Logement peut-il nous confirmer si cette perception unique d'une allocation de vie chère dédoublée dans le contexte de la pandémie pourra conduire l'année d'imposition suivante à une augmentation des loyers sociaux et une exclusion des ménages modestes des dispositifs d'aide de la subvention loyer et de la garantie locative en cas de dépassement du seuil de revenu éligible ?

2) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre veut-il remédier à ces effets, sachant que les ménages concernés ne disposeront que momentanément d'un supplément de revenu via l'allocation de vie chère dédoublée ?

La présidente de Caritas a évoqué le 18 juin 2020 lors d'un entretien à la radio que son association est confrontée depuis le début de la crise de la pandémie Covid-19 à un nombre croissant de demandeurs d'une aide sociale. La majorité des personnes concernées seraient des primo-demandeurs d'une aide sociale âgées de moins de 40 ans et employées dans les secteurs du nettoyage, de l'Horeca ou de l'artisanat concernées soit par une perte de leur emploi soit par une baisse de leurs revenus suite à leur mise en chômage partiel. La présidente de Caritas demande dans ce contexte une augmentation substantielle du revenu d'inclusion sociale et des aides sociales afin de protéger au mieux les personnes contre la pauvreté.

Étant donné que l'association Caritas n'est qu'une seule organisation parmi d'autres qui fournit des aides directes à des personnes en difficultés et que les offices sociaux communaux ou intercommunaux assurent les services d'aide sociale aux personnes et à leurs familles, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir le nombre de ménages ayant demandé une aide sociale auprès des offices sociaux depuis le début du mois de mars 2020 ? Les offices sociaux ont-ils pu observer une hausse du nombre de demandeurs d'une aide sociale depuis le début de crise de la pandémie Covid-19 ?

2) Quelle est la part des personnes ayant fait leur première demande pour une aide sociale parmi le total des demandeurs depuis le début de la crise de la pandémie Covid-19 en mars ?

3) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de la présidente de la Caritas sur la nécessité d'une augmentation des montants du revenu d'inclusion sociale pour lutter contre la pauvreté ?

Réponse commune (20.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Première série de questions

ad 1) Pendant la période de l'état de crise, les mesures d'activation ont été maintenues dans la mesure du possible, même si la grande majorité de l'offre de mesures de stabilisation ou de préparation a été mise en suspens au début de l'état de crise pour reprendre toutefois progressivement dans le cadre du déconfinement. De même, en ce qui concerne les mesures de type « travaux d'utilité collective », les personnes y affectées ont pu bénéficier du congé pour raisons familiales extraordinaire lié à la pandémie Covid-19 et de dispenses de service (partielles), ce qui leur a permis de reprendre au fur et à mesure l'activité dans le cadre du déconfinement. Il importe de relever que les mesures précitées ont été renouvelées même en l'absence des bénéficiaires afin de permettre le maintien des prestations y liées et le retour rapide dans le cadre du déconfinement.

ad 2) Les ARIS ayant essentiellement pu maintenir leur activité sous forme de télétravail, les échanges avec les bénéficiaires ont pu se faire par la voie écrite ou par téléphone. Les rendez-vous fixés au préalable auprès des ARIS au bureau, qui n'ont pas pu avoir lieu à cause de la crise, ont été annulés. Dans le cadre du déconfinement progressif, pendant la durée de l'état de crise, avec la reprise des possibilités de rendez-vous auprès des offices sociaux, l'obligation de se présenter physiquement chez les ARIS a été rétablie, en respectant les consignes sanitaires et recommandations de sécurité émises par les autorités.

ad 3) Une suspension générale des sanctions prévues par la loi REVIS n'a pas été appliquée. Cependant, en application du principe suivant lequel à l'impossible nul n'est tenu, aucune sanction dans le cadre de l'article 24 de la loi REVIS n'a été appliquée suite à des manquements à des obligations non réalisables, en particulier en ce qui concerne les démarches prévues aux plans d'activation des bénéficiaires.

ad 4) En ce qui concerne l'ONIS, la suspension du droit aux prestations REVIS est prévue aux articles 24 (3) et 24 (4) de la loi précitée qui ont trait au non-respect des obligations des requérants envers l'ONIS. Des suspensions décidées avant la période de l'état de crise ont été maintenues. L'ONIS a par ailleurs émis un avis favorable pour l'application d'une sanction dans le cadre de ces textes à six reprises pendant l'état de crise.

En ce qui concerne le FNS et les conditions qui sont à vérifier par celui-ci dans le cadre de l'allocation du REVIS, le FNS a procédé, comme d'habitude, à l'arrêt du paiement du REVIS lorsque les conditions relatives à l'octroi du REVIS n'étaient plus remplies. Toutefois, le FNS a fait preuve d'une certaine indulgence au niveau de l'application des sanctions qui ont été réservées à des cas de non-respect flagrant de la législation. En fait, le recours aux sanctions a de toute façon été limité alors que le FNS n'a pas pu opérer les contrôles usuels afin de vérifier si les requérants ne contreviennent pas à la législation (contrôle médical, contrôle par voie d'enquêtes par exemple).

ad 5) Comme il l'a été relevé ci-dessus, il n'a pas été pris de décision de principe quant à la suspension des sanctions pendant l'état de crise. Il en résulte également que les sanctions prononcées antérieurement ont été maintenues. Il convient toutefois de relever que les dossiers des personnes qui ont fait une nouvelle demande à la suite d'une sanction prononcée ont été examinés en considération de la situation particulière tenant à l'état de crise et ceci dans l'intérêt d'un rétablissement des droits du requérant.

Deuxième série de questions

Il convient tout d'abord de relever que la mesure a été prise afin de fournir une aide rapide aux ménages à revenu modeste souvent le plus durement touchés par la crise du Covid-19. Il n'en reste pas moins que la mesure doit être efficace. À cette fin, le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région a veillé à ce que cette augmentation n'influe pas sur les autres prestations sociales qu'il a dans ses compétences et qui sont notamment le REVIS et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). L'augmentation de l'AVC reste encore sans effet sur d'autres prestations comme par exemple les avances sur pensions alimentaires pour l'obtention desquelles une situation économique difficile est prise en compte sans qu'une assiette déterminée ne soit définie.

Troisième série de questions

Autant dans le cas de la subvention de loyer que dans le cas de la garantie locative, nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés aux textes en vigueur selon lesquels l'allocation de vie chère n'est pas prise en compte pour la détermination du revenu net annuel.

Ainsi, l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 9 décembre 2015 fixant les conditions et modalités d'octroi de la subvention de loyer précise depuis décembre 2017 que le revenu du ménage est la somme

1. des revenus nets visés à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, déduction faite des cotisations sociales et des impôts effectivement retenus ;

2 de l'indemnité pour congé parental ;

3. des rentes alimentaires perçues ;

4. des rentes accident ;

5. des rémunérations brutes allouées pour les heures de travail supplémentaires visées par l'article 4, paragraphe 1er, du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 115, numéro 11 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Dans le cas de la garantie locative, ces mêmes conditions sont arrêtées à l'article 14quater-2 de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Un doublement de l'allocation de vie chère n'aura donc aucun impact, ni sur le nombre des bénéficiaires potentiels, ni sur les avantages perçus des bénéficiaires effectifs.

Pour ce qui est de l'impact du dédoublement de l'allocation de vie chère sur les revenus du ménage et par conséquent sur le calcul des loyers des logements loués conformément au règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, nous pouvons en effet confirmer que l'allocation de vie chère dédoublée est en principe à prendre en considération pour la détermination du niveau des loyers et pourrait conduire conformément au règlement grand-ducal précité à une augmentation des loyers si et uniquement si le montant total des revenus annuels aug-

mente également. Ainsi, dans le seul cas du Fonds du logement, sur les 1.500 ménages locataires, 950 perçoivent une allocation de vie chère.

À cela s'ajoute que dans le cadre de l'actualisation actuelle des situations des candidats locataires, les personnes ayant bénéficié d'un dédoublement de l'allocation de vie chère recevraient moins de points et donc perdraient leurs priorités de logements dans la « liste d'attente ».

Étant donné que le dédoublement de l'AVC est une mesure momentanée et limitée à une seule année pour venir en aide aux personnes à faible revenu, le Ministre du Logement a décidé de soumettre au Gouvernement un avant-projet de règlement grand-ducal visant à neutraliser l'effet de la mesure dans le calcul du loyer social.

Quatrième série de questions

ad 1) Entre le 1er mars et le 30 juin 2020, 7.490 personnes ou ménages se sont adressés aux offices sociaux en déposant 20.689 demandes spécifiques. Durant la même période en 2019, 8.145 personnes ou ménages ont soumis 35.331 requêtes. Durant la période de confinement, on peut donc constater une baisse de 8,745 % de personnes ou ménages ayant fait une demande auprès d'un office social. Il est cependant trop tôt pour en tirer des conclusions ; en effet, les conséquences de la crise ne se manifestent qu'avec un certain décalage.

ad 2) Les statistiques collectées dans le système de gestion des offices sociaux indiquent que 1.584 nouveaux demandeurs se sont adressés aux offices sociaux durant la première moitié de l'année 2020. Par nouveaux demandeurs, il faut entendre des personnes ou ménages qui ne se sont plus manifestés depuis trois ans à l'office social. Pendant la même période en 2019, 2.378 demandeurs nouveaux se sont présentés aux offices sociaux.

ad 3) Le Gouvernement a décidé le doublement du montant de l'allocation de vie chère pour cette année 2020 afin d'accorder un soutien spécifique aux personnes à faible revenu qui ont été frappées d'une façon particulièrement grave par la crise du Covid-19.

Pour ce qui est des montants du revenu d'inclusion sociale, il est utile de rappeler la publication Statnews n° 31 du 15octobre 2019 du Statec qui indique que, pour les couples actifs à 100 %, avec ou sans enfants, les montants du REVIS se situent au-dessus du seuil de pauvreté et du budget de référence calculé pour ces types de ménage. Cette analyse vient d'être affinée avec l'accent mis sur les familles avec des enfants en bas âge ; les conclusions de cette étude seront publiées par le Statec dans les prochaines semaines.

Enfin, le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région est en train de préparer l'évaluation du dispositif du REVIS après une période de trois ans, tel que cela a été demandé par une motion votée par les députés le 10 juillet 2018.

Question 2422 (19.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **tensions récentes entre la Grèce et la Turquie :**

Les relations gréco-turques sont historiquement très tendues, avec notamment le conflit concernant l'île de Chypre dans les années 1970 qui perdure toujours aujourd'hui. Plus récemment, les divergences concernant la zone économique exclusive en Méditerranée sont devenues une autre cause de tensions.

Malgré leur alliance au sein de l'OTAN, les tensions militaires entre la Grèce et la Turquie ne cessent d'accroître. Selon des reports dans la presse internationale, plusieurs incidents ont récemment eu lieu entre les forces armées des deux États à leur frontière, avec notamment des provocations de la part de la Turquie.

Face à cette potentielle mise en cause de l'intégrité d'un État membre de l'UE, l'Union européenne, et la France particulièrement, ont réitéré leur position que le droit international et le droit maritime doivent à tout moment être respectés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle position Monsieur le Ministre défend-il à ce sujet au niveau européen ?

2) Quels sont les scénarios évoqués lors des discussions au niveau européen concernant l'évolution des tensions entre la Grèce et la Turquie ? Sur la base de ces discussions, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un conflit armé soit désormais considéré ?

3) Monsieur le Ministre est-il en contact avec l'ambassadrice de la Turquie au Luxembourg à ce sujet ?

4) Y a-t-il des discussions au niveau de l'UE sur quelles pourraient être les conséquences potentielles d'un conflit gréco-turque sur l'accord migratoire conclu en 2016 entre l'UE et la Turquie ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions en quoi ces discussions consistent ?

5) Dans ce contexte, peut-il aussi préciser dans quelle mesure le destin des réfugiés présents sur le territoire de la Turquie est pris en compte dans ces discussions ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) + 2) Les tensions récentes entre la Turquie et la Grèce suscitent des inquiétudes quant au respect du droit international et du droit maritime. Le sujet est régulièrement soulevé au niveau du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg, ensemble avec tous les États membres de l'Union européenne, exprime sa pleine solidarité avec la Grèce, ainsi qu'avec Chypre, concernant le respect de leur souveraineté. Au même temps, la Turquie est appelée à respecter le droit international et de renoncer à toute sorte d'action ou de déclaration qui pourraient envenimer la situation et d'agir dans un esprit de bon voisinage.

Le Luxembourg s'engage pour que le dialogue soit maintenu entre les différentes parties en vue d'arriver à une solution diplomatique visant à mettre fin aux tensions actuelles.

ad 3) Ce sujet est évoqué dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques et ce à différents niveaux.

ad 4) + 5) À ce stade, les discussions dans les enceintes européennes compétentes se concentrent avant tout sur les efforts visant à prévenir une montée des tensions et écarter tout risque d'un conflit entre la Grèce et la Turquie, plutôt que de discuter des conséquences potentielles qu'engendrerait un conflit. En même temps, l'Union européenne continue de veiller au respect de la déclaration UE-Turquie de 2016, le Conseil ayant chargé le Haut Représentant/Vice-Président Josep Borrell de mener les efforts pour assurer sa mise en œuvre.

Le Luxembourg continue de s'engager en faveur du respect des engagements qui découlent de la déclaration UE-Turquie de mars 2016 dont particulièrement la mise en œuvre de projets financés par la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de l'alimentation.

Question 2423 (19.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **droit de visite dans les établissements pour personnes âgées ou en situation de handicap :**

Selon les recommandations du Ministère de la Santé, les visites sont réglées comme suit : « Si aucun lieu dédié aux visites (en structures pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap) ne peut être désigné ou libéré, ou si le résident ne peut être déplacé jusqu'à ce lieu, les visites peuvent se faire dans la chambre/le logement du résident sous le respect le plus strict des mesures d'hygiène. »

Dans la mesure où la quatrième phase de déconfinement a apporté un nouvel allègement des règles sanitaires au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

- Quand les structures pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap peuvent-elles de nouveau autoriser et organiser des visites dans la chambre individuelle, et ceci pour tous les résidents ?

- Les ministres peuvent-elles nous fournir des chiffres sur le nombre de structures ayant organisées des visites a) dans un local mis à disposition et/ou b) à l'extérieur de l'enceinte ?

Réponse commune (17.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Selon la ligne de conduite émise le 25 juin 2020 par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, les visites des familles, l'accès des professionnels de santé et des professionnels prestant des soins à la personne ainsi que les sorties des résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées ne sont plus soumises à des restrictions, sous réserve du respect des « recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des personnes physiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 ».

Les gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées sont responsables d'assurer la sécurité dans leurs établissements et veillent, dans ce contexte, à ce que les recommandations sanitaires émises par la Direction de la santé soient respectées.

Dans la plupart des structures d'hébergement pour personnes en situation de handicap, les résidents vivent dans des petits groupes de vie de 6 à 8 personnes et dans un environnement familial. Par lettres du 19 mai et du 15 juin 2020, tous les gestionnaires du secteur du handicap ont été invités par le Ministre de la Famille et de l'Intégration à élaborer des stratégies de reprise contenant entre autres les procédures à respecter par le personnel et les usagers en matière d'hygiène et de sécurité, tout en s'alignant autant que possible aux recommandations émises pour la population générale.

Ces stratégies ont été visées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et par la Direction de la santé. Les gestionnaires sont responsables d'assurer la sécurité et de veiller à ce que les recommandations sanitaires émises par la Direction de la santé soient respectées.

- Chacune des 52 structures d'hébergement pour personnes âgées a pu mettre un local, interne ou externe, à disposition pour organiser des visites.

43 structures d'hébergement pour personnes âgées ont organisé des visites à l'extérieur de l'enceinte, alors que dans 30 structures les visites dans les logements individuels des résidents ont été permises. Des visites ont été aussi organisées à d'autres endroits, tels que la cafétéria, la brasserie/restaurant, un chalet, un « box visiteurs » ou une tente « Poterzelt ».

Dans le secteur du handicap, 28 structures d'hébergement ont organisé des visites dans un local mis à disposition des visiteurs, alors que 43 structures d'hébergement ont organisé des visites à l'extérieur de l'enceinte (dans le jardin, sur la terrasse, dans des tentes ou des bus spécialement aménagés).

Question 2425 (22.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **campagne de dépistage de la Covid-19 :**

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Déi Bréiwer, mat deenen d'Leit invitéiert ginn, sinn a véier Sproochen, firwat net och op Lëtzebuergesch?

2. Déi Leit, déi keen Internetzougang hunn, kréien déi ee Rendez-vous iwwert d'Nummer vun der Hotline?

3. Wat geschitt mam Testmaterial (Stäbercher, Bluttprouwen etc.) no den Tester? Ass séchergestallt, datt dëst direkt zerstéiert gëtt?

4. Ass garantéiert, datt keng aner Tester mat dëse Prelevementer gemaach ginn, zum Beispill DNA-Tester oder Tester op aner Krankheeten asw.?

5. Wéi ginn déi Resultater stockéiert (archivéiert) an dateschutztechnesch behandelt, wien huet an deem Kontext zum Beispill Zougrëff op d'Daten a wien ass autoriséiert, dës och erëm ze zerstéieren?

Réponse commune (22.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Invitatiounsbréiwer fir déi flächendeckend Covid-19-Tester si mëttlerweil gekierzt ginn, a si ginn elo a fënnef Sprooche verschéckt, dat heescht och op Lëtzebuergesch.

D'Leit ouni Internetzougang kënnen effektiv hire Rendez-vous iwwert d'Nummer vun der Large-Scale-Testing-Hotline huelen.

D'Testmaterial gëtt bannent enger Woch zerstéiert, an et ass net virgesinn, fir weider Tester domat ze maache wéi déi, déi fir de PCR-Test erfuerderlech sinn.

D'Resultater ginn, wéi bei der normaler Diagnostik, un d'Inspection sanitaire iwwermëttelt a ginn dateschutzrechtlech geneesou behandelt wéi déi aner diagnostesch Tester.

Question 2426 (22.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **chantier sur la N10 entre Marnach et Dasburg :**

D'Aarbechten op der N10 tëscht Maarnech an Doosbuerg lafen elo scho säit enger gudder Zäit. Mir ass an deem Kontext zougedroe ginn, datt et am Kader vun dëser Stroossenerneierung zu onglécklechen Émstänn komm ass, déi d'Finaliséiere vun dëser Strooss op eng net akzeptabel Manéier verlängeren. Et wier deemno esou, datt d'Lëtzebuerger Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts) dogéint wier, datt eng Rei Beem missten ëmgemaach ginn, fir esou kënnen op där Plaz Leitplanken ze installéieren. D'Stroossebauverwaltung (Administration des ponts et chaussées) géif sech awer weigeren, d'N10 fir den Trafick erëm opzemaachen, soulaang op där genannter Plaz keng Leitplanke géife stoen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, ass den Här Minister net der Meenung, datt dës fir d'Benotzer vun der N10 inakzeptabel Situatioun elo sou séier wéi méiglech gereegelt misst ginn? Wéi gedenkt den Här Minister elo konkreet virzegoen, fir dës Situatioun ze reegelen, an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Reouverture vun der N10 gerechent ginn?

Réponse (13.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun der Erneierung vun der N10 tëschent Maarnech an Doosber sinn zwee Sécherheetsaudite gemaach ginn, an deenen déi absolutt Noutwendegkeet vu Leitplanken op där Streck festgehale ginn ass, fir d'Strooss op där Plaz kënnen esou sécher ewéi méiglech ze maachen. Generell a virun allem am Kader vun der nationaler Strategie „Vision Zéro" gëtt ëmmer probéiert, déi méiglechst bescht Léisungen ze fannen, fir d'Sécherheet ze garantéieren, soudass de Risiko fir schwéier oder souguer déidlech Accidenter ka reduzéiert ginn.

Et gëtt sech ausserdeem un déi däitsch Richtlinne fir d'Ubrénge vu Leitplanke (RPS 2012 - Richtlinien für passiven Schutz an Straßen) gehalen. Déi néideg Leitplanke konnte bis elo allerdéngs net konform zu deene Richtlinnen amenagéiert ginn, ouni dass dofir e gréisseren Agrëff an d'Émwelt erfuerdert gewiescht wär.

D'Situatioun vun 30 Beem, déi nach ewechzemaache gewiescht wären, ass rezent analyséiert ginn an dobäi konnt eng zefriddestellend Léisung fonnt ginn, fir déi schlussendlech just 7 Beem mussen op där Streck ewechkommen, soudass dem Installéiere vun den néidege Leitplanken op där Plaz elo näischt méi am Wee steet.

No dëse leschten Aarbechte sollt et dann dësen Oktober méiglech sinn, d'N10 fir de Verkéier opzemaachen.

Question 2428 (22.06.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**aide financière pour vélos et pédélecs :**

Dans le cadre de son programme de relance économique national « Neistart Lëtzebuerg », le Gouvernement a décidé d'augmenter l'aide financière pour vélos et pédélecs de 100 % avec un plafond fixé à 600 euros. Selon mes informations, les personnes morales de droit privé ne peuvent pas profiter de cette aide, elle serait réservée aux seules personnes physiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons les sociétés ne sont-elles pas éligibles pour cette aide ?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter le régime d'aides en question ?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le régime d'aides financières pour vélos et pédélecs, introduit par le règlement grand-ducal du 7 mars 2019 portant introduction d'une

aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2, était dès le départ réservé aux personnes physiques résidant au Grand-Duché, chaque personne physique pouvant demander une seule aide financière en l'espace de cinq ans. Alors que le succès du régime d'aides est incontesté comme en témoignent les quelque 12.000 dossiers de demande introduits depuis mars 2019, les limitations précitées étaient motivées par le souci de prévenir un éventuel risque d'abus des subventions étatiques, sachant que les vélos et pedelecs25 sont des véhicules non soumis à immatriculation dont la revente échappe à tout contrôle.

Dans le cadre du programme de relance « Neistart Lëtzebuerg », les aides précitées ont été doublées pour les vélos et pedelecs25 achetés entre le 11 mai 2020 et le 31 mars 2021, les autres modalités du régime d'aides restant inchangées.

Question 2429 (22.06.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **pollutions environnementales :**

Selon une prise de position récente dans la presse de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs ASBL, seulement très peu d'auteurs de pollutions environnementales, en l'occurrence de pollutions de cours d'eaux, seraient poursuivis en justice, même dans les cas où les auteurs ont pu être identifiés.

Il va sans dire que l'effet dissuasif des sanctions prévues par la loi est fondamentalement remis en cause si celles-ci ne sont pas appliquées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de la Justice :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ?

- De quelle manière la lutte contre les pollutions des milieux aquatiques et la poursuite des auteurs de celles-ci pourraient-elles être renforcées ?

- Madame la Ministre de l'Environnement est-elle d'avis qu'une augmentation des effectifs de l'Administration de la gestion de l'eau serait de mise et qu'il serait opportun de renforcer les compétences des agents de l'AGE sur le terrain ?

Réponse commune (22.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

- Il est vrai que les auteurs des pollutions, même s'ils ont été identifiés, ne sont pour l'instant que rarement poursuivis en justice.

Toutes les affaires relatives aux pollutions d'eau sont traitées par le Parquet de Diekirch et donnent lieu, dans tous les cas, à une réponse judiciaire adéquate.

À l'heure actuelle, des dossiers ayant trait à la pollution des eaux sont pendantes devant les juridictions. Deux dossiers sont actuellement en cours d'instruction et nécessitent des expertises judiciaires. Une autre affaire de pollution des cours d'eau est en voie de citation.

Parmi les dossiers traités par le Ministère public, il existe également des affaires où soit aucun auteur n'a pas pu être identifié, soit les affaires sont classées par le substitut pour des raisons différentes :

aucune infraction n'a eu lieu ;

le dommage et les intérêts civils sont réglés.

- Tout d'abord, le fait qu'il n'y ait que rarement des poursuites judiciaires n'est pas synonyme - et il est important de le souligner - que l'Administration de la gestion de l'eau ne mette sur le plan administratif et technique tous les efforts possibles en œuvre afin de limiter au maximum les risques pour l'environnement en cas de pollution. Ainsi, en ce qui concerne les pollutions connues (signalées et/ou constatées), des mesures administratives verbales et/ou écrites sont systématiquement prises en fonction et en tenant compte de l'envergure de celles-ci.

Dans le domaine de la gestion de l'eau, ces mesures reposent notamment sur les articles 22, 23 (§ 1er et 5) et 60 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et des articles 7 et 8 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Ces mesures visent à remédier rapidement à la situation et engendrent souvent des coûts importants pour le pollueur. Ces montants élevés trouvent leurs origines d'un côté dans l'élimination des effets de la pollution et d'un autre côté, dans bon nombre de dossiers, pour se mettre en conformité avec la législation en matière d'eau qui malheureusement fait bien souvent défaut.

Par contre, les poursuites en justice en matière de non-respect de la législation environnementale sont en effet peu fréquentes, même en face d'un nombre sans cesse croissant de pollutions, où pour certaines il ne peut pas être d'office exclu qu'elles aient été causées par des négligences, voire même qu'il y ait eu de la mauvaise foi de la part du pollueur.

Une des raisons en est certainement que l'administration est tenue d'apporter une preuve sans faille et que cette dernière est très compliquée, voire quasiment impossible à produire en matière de pollution, selon les exigences des tribunaux en droit environnemental. L'article 61 paragraphe 1, lettre a) de la loi du 19 décembre 2008 précitée dispose (depuis la modification législative du 20 juillet 2017) :

« Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 750.000 euros ou d'une de ces peines seulement quiconque, par infraction à l'article 22, altère les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surface et souterraines. »

Or, s'il est plutôt aisé de démontrer qu'il y a eu une construction illicite, il en va différemment en matière d'établissement de preuve d'une altération des masses d'eau.

Il est dans ce contexte primordial que des preuves soient prises en temps utile, de manière recevable, aux bons endroits et en nombre suffisant, pour mettre clairement et indéniablement en évidence qu'il y a eu une altération des eaux et surtout quelle en est l'origine à la base ayant ainsi un impact sur la faune et la flore.

Ces démarches présupposent bien entendu, en tout état de cause, que les pollutions soient signalées sans retard par le pollueur, ce qui n'est malheureusement pas souvent le cas.

Les pollutions nécessitent toujours un suivi adéquat, conséquent et structuré par des experts en la matière pour permettre de les endiguer et faire en sorte que le parquet dispose d'un dossier le mettant en mesure de poursuivre s'il le juge opportun.

À noter à cet égard que jusqu'en 2018, les agents de la Police grand-ducale rédigeaient les rapports initiaux à l'attention du parquet, dû au fait qu'aucun fonctionnaire de l'Administration de la gestion de l'eau n'était assermenté en tant qu'officier de police judiciaire. Or, face à la complexité et à la technicité inhérente de la plupart des affaires de pollution, il est devenu clair au fil du temps que leur traitement doit être directement assuré par des experts en la matière, ayant des formations scientifiques spécifiques leur permettant d'assurer les investigations et autres démarches requises pour contrôler la situation.

En 2018, les premières démarches ont donc été initiées pour assurer une prise en charge plus adéquate des pollutions par des agents mieux outillés pour rédiger les rapports au parquet. Dix fonctionnaires de l'Administration de la gestion de l'eau ont été assermentés en qualité d'officiers de police judiciaire chargés de la recherche et constatation des infractions conformément à l'article 58 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, qui depuis la modification législative en 2017 prévoit un cercle augmenté de fonctionnaires susceptibles de revêtir des fonctions de police judiciaire.

Ceci permet donc que des experts soient dorénavant en charge de la transmission des dossiers au parquet et du suivi de ceux-ci.

- Les procès-verbaux sont dressés soit par les agents de police des commissariats locaux, soit par le Service régional de polices spéciales (SRPS). Afin de garantir au mieux la lutte contre la pollution des cours d'eau, le SRPS nécessiterait un renforcement de son effectif.

En outre, parmi les membres de l'Administration de la gestion de l'eau, qui dressent des rapports techniques et fournissent également une expertise dans les dossiers traités par le SRPS, très peu ont la qualité d'OPJ (officier de police judiciaire), ceci en raison des limitations découlant de l'article 58 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et sont dès lors autorisés à procéder à des enquêtes et dresser des procès-verbaux sur les constatations effectuées.

Actuellement, le Gouvernement est en train d'analyser des pistes envisageables, susceptibles d'améliorer la lutte contre les pollutions.

- Une augmentation des postes à disposition de l'Administration de la gestion de l'eau, permettant de remplacer, voire de recruter des agents spécifiquement formés à assurer les contrôles sur le terrain aiderait certainement à ce que les poursuites pénales soient facilitées là où elles s'imposeraient.

Question 2430 (22.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **plan « Restart Sports » :**

Ufank Juni huet de Sportsministère de Plang „Restart Sports" virgestallt, fir d'Sportsfederatiounen an d'Veräiner no der Covid-19-Kris ze ënnerstëtzen. D'Sportsveräiner, déi bei enger Federatioun affiliéiert sinn, kënnen eng Demande maache fir eng Ënnerstëtzung fir Manifestatiounen, déi ausfalen am Kader vun der Pandemie a wouduerch se evidenterweis manner Recetten hunn. Fir dës Ënnerstëtzung vu maximal 3.000 € ze kréien, mussen d'Veräiner ënner anerem hir Bilane vun de leschte fënnef Joer areechen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Sportsminister stellen:

1. Wat geschitt mat den Donnéeën, déi d'Veräiner areechen, nodeems si eng Ënnerstëtzung accordéiert oder refuséiert kréien?

2. Sinn d'Donnéeë fir den exklusive Gebrauch vum Sportsministère oder besteet en Austausch mat aneren Administratiounen? Wa jo, wéi engen an zu wéi engen Zwecker?

3. Wëssend, datt ganz vill Veräiner momentan finanziell struewelen, wéini gedenkt de Ministère all dës Hëllefen auszebezuelen? Direkt, wann d'Demande accordéiert gëtt oder réischt nom Oflaf vun der Deadline, fir eng Hëllef unzefroen, den 31. Dezember 2020?

Réponse (23.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Op d'Froe vun der honorabeler Deputéierter Diane Adehm zu de finanziellen Hëllefe fir d'Sportsveräiner am Kontext vum Plang „Restart Sports" ass ze bemierken, datt dës Hëllefen direkt ausbezuelt ginn, wann eng Demande iwwerpréift an dann accordéiert ginn ass. Dëst ass also och virum 31. Dezember 2020 de Fall.

D'Donnéeën, déi d'Sportsveräiner areechen, en vue vun enger eventueller finanzieller Hëllef am Kader vun dësem Plang, am Kontext vun der Ënnerstëtzung fir international Manifestatiounen, déi ausgefall sinn an déi si zanter fënnef Joer organiséiert hunn, sinn exklusiv fir de Gebrauch vum Sportsministère.

Et bleift ze bemierken, datt do och just de Bilan vun dësen Evenementer gefrot gëtt. Gemääss der üblecher Praxis am Beräich vun der Kontabilitéit ginn dës Dokumenter, souwéi och iwwregens aner Dokumenter an deem Kontext, zéng Joer gehalen.

Question 2431 (22.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **remboursements par la CNS :**

Sëllegen Assuréen am Land bekloe sech aktuell doriwwer, datt si Problemer hunn, fir Dokteschrechnungen an den normalen Delaie vun der Gesondheetskeess rembourséiert ze kréien. Bis virun der Covid-19-Kris war et och esou, datt Leit, speziell wann et sech ëm méi deck Rechnunge gehandelt huet, direkt an e Guichet vun enger vun den CNS-Filialen am Land konnte goen, fir hir Sue quasi direkt erëmzekréien. De Moment fonctionéiert dëse System awer net méi. Zum Beispill sinn d'Guichete vun der lokaler Diddelenger Gesondheetskeess nach ëmmer zou. Betraffener, déi doropshin zu Esch/Uelzecht bei der CNS nogefrot hunn a mat hirem Rechnungsbeleeg hir Suen zréckgefrot hunn, si vum Personal opgefuerdert ginn, fir hir Rechnungen un d'CNS ze schécken, fir normal rembourséiert ze ginn. Mir ass awer zougedroe ginn, datt d'Remboursementer vill méi laang op sech waarde loosse wéi soss, wat fir eng ganz Partie Leit e gréissere Problem duerstellt, zemools och fir eeler Leit a jonk Familljen.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill méi laang dauert et de Moment, bis een Assuré vun der CNS seng Suen iwwerwise kritt, nodeems en d'Rechnung bei der Gesondheetskeess ageschéckt huet?

2. Wat sinn d'Ursaachen, datt et de Moment méi laang dauert, bis d'Assuréë vun der CNS rembourséiert ginn?

3. Wéini maachen alleguerten d'CNS-Filialen uechtert d'Land nees normal op, datt d'Leit hir Operatiounen am Guichet kënne maachen?

Réponse (21.07.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Dauer fir déi international Remboursementer louch am Mount Mäerz bei dräi Méint a gouf am Mount Juli op zwee bis dräi Deeg reduzéiert.

Fir déi national Remboursementer louch den Traitement vun de Rechnunge bei der Gesondheetskeess (CNS) bei 7,3 Deeg. Zu deem Zäitpunkt goufen awer ongefäier 90.000 Rechnungen traitéiert. No enger interner Reorganisatioun an duerch nei organisatoresch Mesuren, bedéngt duerch d'Pandemie Covid-19, gouf den Delai op 0 Deeg reduzéiert. Dëst goung virun allem och duerch d'Hëllef vun den Agencen, déi eng Rei vun hire Gestionnairen zur Verfügung gestalt hunn, fir déi Delaien ze reduzéieren.

Zënter dem 8. Juni 2020 constatéiert d'CNS eng liicht Augmentatioun vun den Delaien. Hei ass den Detail dozou:

- 8 Juni 2020: 1,5 Deeg

- 15. Juni 2020: 2,1 Deeg

- 22. Juni 2020: 2,4 Deeg

- 29. Juni 2020: 3,4 Deeg.

Zu dësen Delaie muss een ëmmer nach maximum dräi Deeg derbäirechne vun deem Moment un, wou den Assuré d'Rechnung mat der Post fortschéckt a bis se am kompetente Service op der CNS ukënnt. Da kommen och nach eng Kéier maximum dräi Deeg derbäi vun deem Moment un, wou d'CNS de Montant liquidéiert a bis de Montant um Kont vum Assuré ukënnt.

Unhand vun dësen Informatioune kann een also keng exzessiv Retarde feststellen, wat déi eenzel national an international Remboursementer ugeet, et sief dann eenzel Fäll, wou den Traitement méi laang dauert, well den Dossier net komplett ass oder en anere Problem besteet. Et sief och nach ze bemierken, datt de Montant vun enger Rechnung keen Impakt huet op d'Dauer vum Traitement vun enger Rechnung.

D'Keesse vum Secteur public hu guer kee Retard aktuell.

Zënter Ufank Juni hunn d'Dokteren an déi aner Prestatairen aus dem Gesondheetssecteur hir normal Aktivitéit erëm opgeholl. D'Remboursementer vun de Schecke si just méiglech gewiescht fir déi Leit, déi e Rendez-vous an enger Agence geholl hunn. Déi aner Demandë goufen alleguer vum Departement „Prestations en nature" vun der CNS traitéiert ouni eng Erhéijung vum Personal.

Déi Haaptagencë vun der CNS ware wärend dem Confinement op Rendez-vous op. Zënter dem 29. Juni 2020 sinn d'Agencen zu Lëtzebuerg-Hollerech, Lëtzebuerg-Staat, Diddeleng, Miersch, Déifferdeng an Ettelbréck erëm op op Rendez-vous zu den normalen Éffnungszäiten.

Zënter dem 6. Juli 2020 gëllt dëst och fir déi nei Agence zu Esch/Uelzecht an zënter dem 13. Juli 2020 fir d'Agence zu Wolz. Déi nei Agence zu Mondorf-les-Bains funktionéiert och zënter dem 20. Juli 2020 op Rendez-vous.

D'Agencen zu Gréivemaacher, Rëmeleng, Dikrech, Réiden, Maarnech, Beetebuerg an lechternach sinn ab September erëm accessibel fir de Public op Rendez-vous.

Question 2434 (24.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **traces de Covid-19 détectées dans des stations d'épuration :**

Laut däitsche Medien ass de Coronavirus an Italien schonns méi laang aktiv, eméi bis elo ugeholl gouf. Am Dezember 2019 goufen zu Mailand an zu Turin geneetesch Spuere vum Erreeger Covid-19 am Agank vun de Kläranlagen am Waasser nogewisen, dëst vum italienesche Gesondheetsinstitut ISS. Spéider konnten och aner Géigenden, eméi Bologna, den Erreeger am Agank vun de Kläranlagen noweisen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Ginn zu Lëtzebuerg och - am Agank eméi och am Ausgank vun de Kläranlagen - Waasserprouwe geholl am Hibléck op méiglech Krankheetserreeger?

2. Wa jo, ginn et festgeluechte Krittären am Hibléck op d'Heefegkeet an op d'Aart a Weis, wéi dës Prouwen ze huele sinn? Wa jo, wéi gesinn dës Krittären aus a wat fir eng Resultater weise si op?

3. Gëtt et eng Oplëschtung, wat fir eng Erreeger, egal vu wéi enger Aart, virum Klärprozess am Waasser vun de jeeweilege Kläranlagen nogewise kënne ginn a wéi eng Aart Erreeger nom Klärprozess kënnen nogewise ginn? Kann een dorausser [ok LOD] Konklusiounen zéien a wéi gesinn dës aus?

4. Goufen och scho virum Feststelle vum Coronavirus Prouwen aus dem Ofwaasser vun eenzele Kläranlage geholl am Bezuch op den Erreeger Sars-CoV-2? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech dorausser erginn?

5. Goufen duerno - d. h. ab Mäerz 2020 - och nach Prouwen aus de Kläranlage geholl am Bezuch op den Erreeger Sars-CoV-2? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech dorausser erginn?

An Italien goufen dës geneetesch Spueren am Agank vun de Kläranlage festgestallt, duerfir dës zousätzlech Froen:

6. Am Fall, wou esou Spuere vun dësem Erreeger Sars-CoV-2 am Agank bei de Kläranlage festgestallt ginn: Wéi ka séchergestallt ginn, datt dësen Erreeger nom Klärprozess eliminéiert ass?

7. Ginn et Etüden oder Erkenntnisser, awéiwäit de Sars-CoV-2-Erreeger och nom Klärprozess nach kéint eis Gesondheet beaflossen?

Réponse commune (31.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et gëtt aktuell keng lëtzebuergesch oder europäesch Reglementatioun en vigueur, déi ee Suivi vu Viren oder aneren infektiéise Mikroorganismen am Ofwaasser virgesäit. Déi europäesch Direktiv 91/271/CEE („relative aux eaux urbaines résiduaires"; transposition nationale : Règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, Mémorial A n° 48 de 1994) verlaangt kee Suivi vu Mikroorganismen oder Viren an den Ausleef vun de Kläranlagen. Déi Europäesch Kommissioun ass aktuell amgaangen ze investigéieren, ob et Méiglechkeete kéinte ginn, fir eng Weiderbenotzung vu behandeltem Ofwaasser fir d'Irrigatioun oder d'Recharge vun de Grondgewässer ze envisagéiren. Et gëtt en EU-Reglement (règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau) dat virschléit, fir ee viralen Indikator mat an d'Reglementatioun anzebréngen, wa gekläerten Ofwaasser fir d'Agrikultur oder d'Grondwaasserreserven-Opstockung benotzt géif ginn. Kuerzfristeg ass awer keng esou Applikatioun zu Lëtzebuerg geplangt.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro preziséiert, gëtt et keng Obligatioun fir ee Suivi vu pathogene Viren an de gekläerten Ofwässer ze maachen, oder op de Kläranlage selwer. Wann awer gekläerten Ofwaasser géif erëm benotzt ginn, z. B. an der Agrikultur oder fir d'Grondwaasserreserven, da wier eng konkreet Regulatioun vum Suivi fir Bakterien- a Virenindikatore ganz pertinent (z. B. Bakteriophagen als Fekal-Pollutioun-Indikator, déi de Mënsch net kënnen infizéieren, nëmme spezifesch Bakterien). Wat d'Frequenz, d'Analyseprozeduren oder d'Surveillance vun deene verschiddene mikrobiologeschen Indikatore betreffen betrëfft, do ginn et nach keng konkreet Propose säitens dem Europäesche Parlament an dem Europäesche Conseil.

ad 3. Obschonns et aktuell keng offiziell Reglementatioune gi wat d'Ofwaasserqualitéit hisiichtlech enger bakterieller oder viraler Kontaminatioun ugeet, sinn awer fir Fuerschungszwecker, z. B. beim Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), reegelméisseg d'Presenz a Prevalenz vu pathogenen Bakterien a Viren an de Kläranlagen zu Lëtzebuerg determinéiert ginn. An den Aleef an Ausleef vun de geteste Kläranlage sinn och Krankheetserreeger aus dem Mo- an Daarmtrakt (z. B. Norovirus). Op Fuerschungsbasis ass zudeems och de Campylobacter (Haapterreger vu Gastro-Enteriten duerch Bakterien) am Zoulaf an Auslaf vun de Kläranlage reegelméisseg fonnt ginn.

D'Traitementer an de Kläranlage vu Lëtzebuerg erlaben et, dass grondsätzlech ee groussen Deel vun dëse Mikroorganisme kënnen ofgebaut ginn. Allerdéngs ass de Prozess net ëmmer ganz effikass, esou dass verschidde Krankheetserreeger weiderhi kënnen an de Baachen a Flëss fonnt ginn.

Et ass wichteg ze notéieren, dass d'Viren, déi nom Klärprozess detektéiert ginn, déi sinn, déi am meeschte resistent sinn („virus non enveloppés"), dat heescht resistent géint generell Ëmweltbeaflossung wéi zum Beispill déi natierlech UV-Stralung vun der Sonn, d'Temperatur oder aner biologesch-physikalesch-chemesch Prozesser an der Kläranlag an och an de Baachen a Flëss (Uewerflächegewässer). De Sars-CoV-2 ass allerdéngs en enveloppéierte Virus, an ass doduerch och vill méi sensibel fir Desinfektiouns- oder Ofwaasserrengegungsprozesser. De Sars-CoV-2 gëtt och doduerch relativ séier am Ofwaasser oder Uewerflächegewässer inaktivéiert, esou wéi dat och an deenen nächste Froe preziséiert gëtt.

ad 4. Ofwässer vun de Kläranlagen vu Schëffleng a Péiteng si reegelméisseg tëschent Abrëll 2019 a Mäerz 2020 analyséiert ginn, am Kader vun engem Fuerschungsprojet beim LIST fir d'Detektioun op enteresch Viren. Eng Partie vun dësen Echantillone goufe benotzt, fir de Sars-CoV-2 retrospektiv vun Oktober 2019 bis Mäerz 2020 zréckzeverfollgen. D'Presenz vum Sars-CoV-2-RNA gouf dann och ab dem 24. Februar 2020 am Ofwaasser op de Kläranlage konfirméiert. All d'Prouwe virun dësem Datum waren negativ. D'Detektiounsmethod verleeft iwwert de Genom (-RNA) vum Virus. Am Prinzip ass de Sars-CoV-2 relativ séier net méi aktiv an infektiéis am Ofwaasser an och duerno an den Uewerflächegewässer.

ad 5. Vum Mount Mäerz bis uganks Mee waren all d'Prouwen, vu bis dohi maximal fënnef Kläranlagen, déi getest groufen, positiv. Déi gréisst Konzentratioune si vun Enn Mäerz bis Ufank Abrëll gemooss ginn, do wou och an der Populatioun vu Lëtzebuerg de „pic endémique" am héchste war. Vu Mëtt Mee bis Mëtt Juni waren d'Spuere vum Virus komplett oder quasi net méi detektabel op de Kläranlagen. Ab der leschter Juniwoch sinn awer erëm Sars-CoV-2-Signaler an d'Presenz als positiv observéiert ginn. Et ginn elo och a bis zu eelef Kläranlagen all Woch Prouwe geholl an analyséiert.

ad 6. Eng Analys vun de gekläerten Ofwässer, sprëch dem Auslaf aus deene verschiddene Statiounen ass op zirka 15 Echantillone gemaach ginn. All dës Prouwe waren negativ op de Sars-CoV-2-RNA, wou déi selwecht Methode wéi fir den Alaf vun de Kläranlage benotzt goufen. D'Observatiounen an d'Resultater konfirméieren deementspriechend dann och eng effizient Eliminatioun an Degradatioun vum Virus spéitstens duerch de Klärprozess.

ad 7. Et gëtt aktuell keng Etüd déi konfirméiert, dass de Sars-CoV-2 iwwert de Waasserzyklus verbreet kéint ginn. An der wëssenschaftlecher Kommunautéit ass d'Waasser generell (Ofwaasser, Drénkwaasser, Uewerflächegewässer, Miereswaasser etc.) net als Sars-CoV-2-Iwwerdroer an Transmissiounsfaktor consideréiert. Et gëtt kee bekannte Fall vun enger Infektioun no Kontakt mat kontaminéiertem Waasser. D'Transmissioun vum Sars-CoV-2 an d'Infektioun mam Virus geschéie ganz gréisstendeels iwwert d'Tröpfcheninfektioun.

Question 2436 (25.06.2020) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **activités des centres médico-sportifs dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

En date du 23 mars 2020, les activités des centres médico-sportifs furent suspendues suite aux mesures prises par le Conseil de Gouvernement pour faire face à la propagation du coronavirus et dans un souci de protection de la santé publique.

Il nous revient maintenant que quatre centres médico-sportifs vont ouvrir pendant les mois d'été, afin de permettre aux sportifs de passer des examens, surtout aux premiers licenciés. Il s'agit des centres médico-sportifs INS, Esch, Grevenmacher et Mersch.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- Monsieur le Ministre, dispose-t-il d'un calendrier de réouverture des autres centres médico-sportifs du pays ? Dans l'affirmative, quelles sont les dates de réouverture ?

- Monsieur le Ministre, quel avenir voit-il pour les centres médico-sportifs au Luxembourg ? Existe-t-il l'intention de les réformer ? Dans l'affirmative, quelles réformes sont en préparation ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Comme énoncé dans ma réponse à la question parlementaire n° 2404, je peux confirmer aux honorables Députés que les activités des centres médico-sportifs ont repris depuis le 13 juillet 2020 et ce de façon regroupée dans quatre centres régionaux et deux cabinets médicaux.

Mes services sont actuellement en train d'analyser la réouverture d'autres centres médico-sportifs avec effet au 14 septembre 2020 en concertation étroite avec les propriétaires des lieux, et en fonction de la disponibilité du personnel des centres médico-sportifs qui se compose de médecins indépendants agréés, d'assistants et de secrétaires, voire de personnes chargées de la surveillance et de l'entretien des locaux, et ce dans le respect des conditions sanitaires et sécuritaires imposées par les circonstances actuelles.

Conformément au programme gouvernemental, l'effectif, les moyens et le fonctionnement du contrôle médico-sportif sont actuellement évalués en étroite concertation avec la Société luxembourgeoise de médecine du sport pour garantir un fonctionnement viable et efficace des centres médico-sportifs. Une première piste sera certainement la refonte de l'application informatique du médico-sportif, en collaboration avec le CTIE, dont les travaux sont en cours.

Question 2437 (25.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **mesures de précaution pour l'utilisation de l'eau :**

Als Konsequenz vum Klimawandel erliewe mer och zu Lëtzebuerg, dass et ëmmer méi dacks zu laangen Drécheperiode kënnt an d'Waasserreserven ëmmer méi ënner Drock geroden. Sou huet den Ëmweltministère dëst Joer op en Neits d'Bevëlkerung opgeruff, spuersam mam Drénkwaasser ëmzegoen.

Zënter 2003 gëtt et eng Ënnerstëtzung fir Privatleit, déi eng Anlag, fir Reewaasser opzefänken, bei sech doheem installéieren a sou Drénkwaasser spueren.

Den Aktiounsplang zur Upassung un de Klimawandel recommandéiert iwwerdeems, och ëffentlech Campagne fir d'Bierger a puncto Waasserspueren ze sensibiliséieren.

An deem Kader wéilte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, eng flächendeckend Installatioun vu Reewaasserbasengen a -pompelen a Privathaiser kéint derzou bäidroen, déi national Waasserressourcë méi effikass ze notzen an zukünftege Penurien entgéintzewierken?

2. Wa jo, gesäit d'Madamm Ministesch vir, déi genannte Subventiounen aus dem Joer 2003 ze iwwerschaffen an och d'Ëffentlechkeet iwwert dës Hëllef geziilt ze informéieren?

3. Wéi vill Demandë goufen an de leschte fënnef Joer fir dës Aide eragereecht? Wéi vill goufen der accordéiert?

4. Vu dass d'Waasserwirtschaftsamt dervun ausgeet, dass et 2020 zu Enkpäss kéint kommen, well vill Leit warscheinlech Vakanz heiheem maachen, ass eng Sensibiliséierungscampagne a Saache Waasserspuere fir dëst Joer geplangt?

5. Wann net, fir wéini ass déi éischt Sensibiliséierungscampagne an deem Sënn virgesinn?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Notze vu Reewaasser fir bestëmmten Zwecker am Haushalt, wéi zum Beispill d'Benotzung vun Toiletten, d'Nätze vum Gaart oder d'Botzen, kann derzou bäidroen, fir de Verbrauch vum Krunnewaasser ze reduzéieren. Reewaasser soll awer net fir ze drénken, ze kachen oder fir Soins corporels benotzt ginn, well hei gesondheetlech Risike bestinn.

D'Notze vu Reewaasser ass ee Bestanddeel fir d'Preventioun vun zukünftege Penurië vun den nationale Waasserressourcen. D'Regierung ass amgaang, eng Spuerstrategie op nationalem Niveau auszeschaffen, mat enger ganzer Rei vun anere Spuerméiglechkeeten, déi et um Niveau vum Haushalt, mee och um Niveau vu Betriber, der landwirtschaftlecher Notzung oder och vun den Drénkwaasserversuerger gëtt.

D'Ofsécherung vun der Versuergungssécherheet vum Drénkwaasser hänkt awer och vum Schutz vun de bestoende Ressourcen duerch Schutzzonen an och vun der Disponibilitéit vun neie Ressourcen of.

ad 2. En Iwwerschaffe vun de Subventioune mécht nëmmen am Kader vun der Ausschaffung vun der nationaler Spuerstrategie Sënn. Soubal dës Strategie mat de méigleche Spuermoossname finaliséiert ass, gëtt och de Regimm vun de Subventiounen iwwerschafft.

ad 3. Den Tableau ënnert dësem Text resuméiert d'Demanden, an accordéiert d'Demande konform zum Règlement grand-ducal du 14 mai 2003 concernant l'allocation d'une aide budgétaire aux particuliers pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Demandë sinn un d'Waasserverwaltung ze stellen. Am Kader vun deem groussherzogleche Reglement, kënne bis zu 25 % vun den Investitiounskäschte mat engem maximale Plaffong vun 1.000 EUR fir eng Anlag, déi Reewaasser sammelt an e Logement speist, finanzéiert ginn.

ad 4. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an d'Waasserverwaltung hunn de 15. Juni 2020 kommunizéiert, fir d'Populatioun ze sensibiliséieren, spuersam mat dem Verbrauch vum Krunnewaasser ëmzegoen. Dës Sensibilisatioun ass en Deel vun enger Informatiounsstrategie. Opgrond vun der Entwécklung vun de Verbraucherzuele gëtt gemeinsam mat den Drénkwaasserversuerger decidéiert, fir eng Phase de vigilance auszeruffen, respektiv obligatoresch Moossnamen iwwert de Wee vu Gemengereglementer ze huelen (Phase orange, Phase rouge). Dëst ass awer am Moment opgrond vun den aktuellen Zuelen net noutwendeg.

ad 5. /

Question 2438 (25.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **transports d'animaux durant la canicule :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0841 hat ech de Landwirtschaftsminister gefrot, wat wärend der Hëtztwell de leschte Summer am Beräich vun den Déierentransporter ënnerholl gouf. D'EU-Reglement 1/2005 gesäit jo verschidde Konditioune fir Déierentransporter vir an och, wéi dës organiséiert musse sinn, fir d'Wuel vun den Déieren ze garantéieren.

A senger Äntwert hat de Minister geschriwwen:

„Wat elo déi auslännesch Transporter betrëfft, déi am Transit duerch eist Land fueren, ginn dës Kontrolle vun der Douane respektiv der Police duerchgefouert. Et handelt sech hei ëm Routineskontrollen, déi bei Camionen duerchgefouert ginn, oder spezifesch Kontrollen, déi sech op Déierentransporter konzentréieren.

Wat elo déi lescht Woch mat héijen Temperature betrëfft, si keng spezifesch Kontrollen duerchgefouert ginn an et si bei den normale Kontrolle keng schwéierwiegend Mängel opgefall."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Landwirtschaftsminister, dem Här Minister fir Mobilitéit an der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an de Summermeint 2019 vun der Police, der Douane an der Veterinärsinspektioun am Beräich vun den Déierentransporter duerchgefouert?

2. Eist Déiereschutzgesetz gesäit a sengem Artikel 17 (2) Punkt 4 eng Strof vun 251 bis 200.000 Euro an/oder aacht Deeg bis dräi Joer Prisong vir fir déijéineg, déi bei engem Déierentransport d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déiere mëssuechten. Géint wéi vill Persounen a Societéiten ass dës Strof insgesamt schonns ausgesprach ginn?

3. Mam Summerufank stinn déi nächst Hëtztwelle sécherlech virun der Dier. Wéi eng Mesurë wäert de Landwirtschaftsminister ënnerhuelen, fir datt d'Temperaturen an den Déierentransporter fir d'Déieren agreabel bleiwen, wa se vun, op oder duerch Lëtzebuerg fueren?

4. Ass geplangt, erëm Restriktioune bei den Déierentransporter anzeféieren, falls d'Temperature méi wéi 35 Grad erreechen? Falls jo, wat genee ass geplangt?

5. A senger Äntwert hat de Minister iwwerdeems geschriwwen:

„Wat d'Transporter am Transit betrëfft, ass et ganz schwiereg, déi ze verbidden, aus deem Grond, well mir keng Opfänkstrukturen, sougenannt Points d'arrêt, hei zu Lëtzebuerg hunn, wou déi Déiere kënnen ofgelueden a mat Fudder a Waasser versuergt ginn."

Ugesiichts, datt d'Regierung ëmmer erëm betount, sech fir ee staarken Déiereschutz anzesetzen, an dem Fakt, dass vill Camione wéinst dem Tanktourismus de Wee iwwer Lëtzebuerg fueren:

5. 1. Firwat existéiert zum aktuellen Zäitpunkt nach keng esou Opfänkstruktur op eisem Territoire?

5. 2. Wat wär de Käschtepunkt, fir esou eng Opfänkstrukturen ze installéieren?

5. 3. Wäert d'Regierung esou Opfänkstatiounen zu Lëtzebuerg opriichten oder opriichte loossen?

6. Wäert Regierung sech um europäeschen Niveau derfir asetzen, fir eng Maximaldistanz fir Déierentransporter anzeféieren?

Réponse commune (03.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Vum Juni bis August 2019 sinn 22 Laangzäitdéierentransporter aus Lëtzebuerg rausgaangen. All Transport ass no de Bestëmmunge vum Reglement (CE) 1/2005 kontrolléiert a geneemegt ginn.

Wärend de Summerméint 2019 ass just ee Laangzäitdéierentransport aus Frankräich a Lëtzebuerg erakomm. Wéi am Reglement virgesinn, ass eng Kontroll vum Bien-être animal à destination gemaach ginn.

Am Transit waren et am Ganze véier Déierentransporter, déi duerch Lëtzebuerg gefuer sinn.

D'Police hat zwou Interventiounen am Beräich vun den Déierentransporter, déi allkéiers op en Appell stattfonnt hunn. Heibäi huet et sech allkéiers ëm Camione gehandelt, déi Déieren transportéiert hunn an an der praller Sonn stationéiert waren. An deenen zwee Fäll konnt awer kee Verstouss festgestallt ginn.

D'Douane huet dräi Kontrollen duerchgefouert. Wärend dëse Kontrolle goufe keng Infraktioune festgestallt.

ad 2. Am Kader vum Artikel 17 (2) vum Déierenschutzgesetz vun 2018 gesäit de Punkt 4 eng Strof vun 251 bis 200.000 Euro an/oder aacht Deeg bis dräi Joer Prisong vir fir déijéineg, déi bei engem Déierentransport d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déiere mëssuechten. Am Laf vum Joer 2019 huet d'Stater Bezierksgeriicht keng Verurteelung ausgesprach. Dëst gëllt och fir d'Dikrecher Bezierksgeriicht.

Des Weideren informéieren d'Parquete Lëtzebuerg an Dikrech, dass säit dem Joer 2004 kee Protokoll ausgeschriwwe ginn ass.

ad 3. Am europäesche Reglement N° 1/2005 iwwert d'Protektioun vun den Déiere wärend dem Transport an den Operatiounsannexen ass gereegelt, ënner wat fir enge Konditiounen d'Déierentransporter däerfen ausgefouert ginn, ënner anerem och de Volet héich Temperaturen. Dës Bestëmmunge mussen erfëllt sinn, fir datt eng Autorisatioun fir den Transport ausgestallt ka ginn.

ad 4. Sou wéi déi Jore virdru gi keng Laangzäittransporter an d'Türkei wéinst den héijen Temperaturen an de laange Waardezäiten op der Grenz wärend de Summerméint autoriséiert.

ad 5. 1. An esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Transporter aus deenen anere Länner just den Transit ouni gréisser Paus maachen, an dat och nach nëmmen a gerénger Unzuel, besteet keng reell Nofro no sou enge Strukturen, déi iwwerdeems och nach a privater an net a staatlecher Hand sinn.

ad 5. 2. Vu datt déi Opfänkstrukturen am Ausland privat sinn, ass et um Bedreiwer vun deene Strukturen, d'Gestioun esou ze organiséieren, dass d'Onkäschte gedeckt sinn.

ad 5. 3. Eng staatlech Opfänkstatioun ass zum haitegen Zäitpunkt net virgesinn.

ad 6. Lëtzebuerg huet sech bis elo an deene verschiddene Gremien an haaptsächlech um Niveau vum Agrarconseil zu Bréissel derfir agesat, dass d'Maximaldauer vum Transport vun Déieren an d'Schluechthaus soll op aacht Stonne limitéiert ginn. Bis elo huet sech awer ni eng Majoritéit vu Memberlänner fonnt, déi fir esou eng Limitatioun stëmme géifen. Et sinn haaptsächlech grouss Länner oder Länner, déi vill op den Export vu liewegen Déieren ugewise sinn, déi net bereet sinn, mat op dee Wee ze goen.

Question 2439 (25.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant **les problèmes de livraison de différents vaccins :**

Eisen Informatiounen no gëtt et momentan e Problem bei der Versuergung mat Impfstoffer am Grand-Duché, virun allem am Beräich vun der Pediatrie. Säit längerer Zäit hunn d'Kannerdokteren uechtert d'Land Schwieregkeeten, fir mat Impfstoffer beliwwert ze ginn, wat zur Konsequenz huet, datt verschidde Kanner ze spéit hir Impfunge kréien. Ufank Mäerz sollt eng Reunioun tëscht de Kannerdokteren a Vertrieder aus dem Gesondheetsministère sinn, déi awer aus verständleche Grënn huet missen ofgesot ginn.

Anerersäits wier et awer méiglech, Impfstoffer, mat deenen d'Kannerdokteren net beliwwert ginn, an der Apdikt ze kafen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, datt et Enkpäss bei den Impfstoffer gëtt?

2. Wa jo, wourop ass dat zréckzeféieren?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt et an Zukunft net méi zu esou Enkpäss kënnt?

4. Kann d'Ministesch confirméieren, datt ee verschidde Vaccinen an der Apdikt ze kafe kritt, obwuel d'Kannerdokteren net domat beliwwert ginn?

5. Wa jo, wéi ass dat ze erklären?

6. Ass geplangt, déi Reunioun mat de Kannerdokteren nozehuelen, déi wéinst der Pandemie ausgefall war?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Enkpass, dee bei verschiddenen Impfstoffer virläit, ass op d'sanitär Kris zréckzeféieren, déi zu engem Retard bei de Verhandlunge mat verschiddenen Impfproduzente gefouert huet. Dëst hat als Konsequenz, dass d'Reserv, déi d'Direction de la santé virsiichtshalber Enn 2019 ugeluecht hat, fréizäiteg opgebraucht ginn ass. Dës Reserv war speziell ugeluecht ginn, fir den Iwwergang sécherzestellen tëscht de Marchés publics, déi Enn 2019 ofgelaf sinn, an den neie Marchéen, déi am éischten Trimester 2020 hätte missen a Kraaft trieden.

Fir dës Ëmstänn an Zukunft ze verhënneren, ass an den neie Marchéen eng maximal Dauer vu bis zu véier Joer virgesinn. Doriwwer eraus beinhalten déi nei Marchéë verschidden Approvisionnementsgarantië fir Lëtzebuerg.

Fir trotz dëser Situatioun weiderhin den Accès zum Impfstoff RotaTeq® géint d'Gastroenterite ze garantéieren, ass derfir gesuergt ginn, dass dësen Impfstoff wärend der Phas vum 1. Juli bis den 30. September op Verschreiwung an den Apdikten erhältlech ass.

D'Reunioun tëscht der Direction de la santé an de Kannerdokteren huet den 2. Juli stattfonnt.

Question 2442 (25.06.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement dans la magistrature :**

An enger gemeinsamer Sëtzung vun de Chamberskommissioune vun der Justiz an der bannenzeger Sécherheet um 24. Juni 2020 huet d'Madamm Justizminister Tanson op déi aktuell Rekrutementsproblemer bei der Justiz opmierksam gemaach. Si huet gemengt, datt een eventuell och misst, wéi bei der Police, d'Konditioune fir den Accès an d'Justiz iwwerdenken.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1 Wéi hu sech d'Konditioune fir den Accès an d'Magistratur an deene leschte Joren entwéckelt?

2. Wéi verleeft aktuell de Rekrutement a wéi vill Poste stinn a wéi enger Karriär op?

3. Denkt d'Madamm Minister drun, den Acces an d'Justiz, speziell an d'Magistratur, fir Ausländer opzemaachen? Wa jo, wéini an ënner wéi enge Konditiounen?

4. Denkt d'Ministesch drun, fir eeleren Affekoten, déi op laangjäreg Erfarung kënnen zréckkucken, eng Entrée an d'Magistratur ze erméiglechen? Gutt Erfarunge goufe jo sengerzäit mat dësem System gemaach, wéi déi administrativ Juridictioune geschafe goufen. Wann nee, wou läit de Problem?

Réponse (20.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Virum Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Justizattachéen ass de Rekrutement an d'Magistratur exklusiv duerchgefouert ginn op Basis vun den Examensresultater am Kader vum Stage judiciaire, deen als „Avouésexame" bezeechent gëtt. Am Schnëtt haten d'Kandidate fir d'Magistratur eng Beruffserfarung als Affekot vun zwee bis dräi Joer.

Zënter dem Gesetz vum 7. Juni 2012 gëtt et ee speziellen Examen-concours fir an d'Magistratur. D'Kandidate mussen dräi schréftlech Épreuven ofleeën. D'Kenntnisser ginn am Zivillrecht, am Strofrecht an am Verwaltungsrecht getest. D'Attachéskommissioun, déi exklusiv aus Magistrate besteet, organiséiert déi Examen a klasséiert d'Kandidaten op Basis vun den Examensresultater. Dës Kommissioun proposéiert dem Grand-Duc d'Kandidaten, déi eng provisoresch Nominatioun als Justizattaché kréien.

Am Joer 2015 ass et zu enger Reform vum Gesetz iwwert d'Justizattachéë komm. Zwou Mesurë si getraff ginn:

Et brauch ee keen „Avouésexame" méi, fir zum Examen-concours zougelooss ze ginn. Et geet duer, wann een op d'mannst wärend engem Joer als Stagiaire an enger Affekotenetüd oder enger Nottärsetüd geschafft huet.

Zousätzlech ass eng zweet Rekrutementsprozedur fir d'Magistratur geschafe ginn. Dat ass de Rekrutement op Dossier. Et gëtt op Dossier rekrutéiert, wa sech net genuch Kandidate fir den Examen-concours gemellt hunn, respektiv den Examen net erfollegräich ofgeschloss hunn. Um Rekrutement op Dossier kënnen nëmme Kandidaten deelhuelen, wa si den „Avouésexame" gepackt hunn an eng Beruffserfarung als Affekot vun op d'mannst fënnef Joer virweise kënnen. Hei gëtt selektionéiert op Basis vu follgenden Elementer: d'Resultater vum „Avouésexame" an de Cours complémentaires en droit luxembourgeois, d'Beruffserfarung, d'Zousazqualikatiounen an eventuell Publikatiounen.

ad 2. Fir d'Année judiciaire 2020-2021 si 25 Poste fir Justizattachéen als vakant erkläert ginn. De Justizminister fixéiert d'Zuel vun de vakante Posten op gemeinsame Virschlag vum Procureur général d'État, vum President vun der Cour supérieure de justice a vum President vun der Cour administrative.

Et goufen insgesamt 21 Kandidature fir d'nächst Année judiciaire agereecht: 12 fir den Examen-concours an 9 fir de Rekrutement op Dossier. Wat den Examen-concours betrëfft, huet sech 1 Kandidat net presentéiert a 4 Kandidaten haten ongenügend Notten. Am Kader vum Rekrutement op Dossier huet 1 Persoun hir Kandidatur zréckgezunn.

D'Rekrutementsprozedur huet follgend Resultater ginn. 13 Kandidate sinn eligibel, fir eng provisoresch Nominatioun als Justizattaché ze kréien. 7 Kandidate sinn iwwert den Examenconcours rekrutéiert ginn a 6 Kandidaten op Basis vum Dossier.

Et gëtt leider een negativen Trend. Et kënnen net genuch Kandidate fir d'Magistratur rekrutéiert ginn. Fir déi leschte Kéier konnten am Joer 2017 all vakant Attachésposte besat ginn: 15 Kandidate konnten deemools rekrutéiert ginn. Am Joer 2018 wore 17 Posten ausgeschriwwen: vun deene 17 Kandidaten, déi urspréinglech eng provisoresch Nominatioun kruten, huet 1 Persoun als Justizattaché opgehal ze schaffen. Am Joer 2019 woren 20 Poste vakant: 17 Kandidate konnten urspréinglech rekrutéiert ginn; dovun hunn 2 Persounen demissionnéiert. Fir d'Année judiciaire 2020-2021 ginn et leider nëmmen 13 Rekrutementer vu 25 méigleche Posten.

ad 3. Am Kader vun der Justiz gesäit de Koalitiounsaccord kee Verzicht op d'Lëtzebuerger Nationalitéit vir. Momentan lafe keng Aarbechten, fir Auslänner den Accès zur Magistratur ze erlaben.

ad 4. D'Gesetz iwwert d'Justizattachéen erméiglecht et elo schonns, fir experimentéiert Affekoten an d'Magistraturen ze integréieren. Wa Kandidaten den „Avouésexame" gepackt hunn an eng Beruffserfarung als Affekot vun op d'mannst fënnef Joer virweisen, da kënne si am Kader vum Rekrutement op Dossier als Justizattaché postuléieren. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 1.

Déi gesetzlech Reforme betreffend d'Justizattachéen, déi an den Joren 2012 an 2015 duerchgefouert gi sinn, hunn et erlaabt, fir d'Zuel vun de Rekrutementer ze erhéijen. Leider geet et net duer, fir all d'Posten an der Magistratur kënnen ze besetzen. An der Zukunft riskéiert déi Problematik sech nach weider ze verschäerfen.

Question 2443 (25.06.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**autorisation à bâtir dans une zone verte :**

Wann e Proprietär vun engem Immeubel mat enger Annex an der „zone verte" eppes un där Konstruktioun erneiere wëllt, muss eng Autorisation beim Ëmweltministère gefrot ginn. Fir déi néideg Autorisatioun ze kréien, muss de Proprietär en Dossier beim zoustännege Ministère areechen, wou bestëmmten Oplage mussen erfëllt an noweislech beluecht ginn. Dëst ass awer net ëmmer esou evident, haaptsächlech wann een net den éischte Proprietär vun der Konstruktioun ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ëmweltminister gär follgend Froe stellen :

1. Wéi soll eng Persoun, wann dësen Immeubel mat enger Annex, wéi zum Beispill engem Héngerstall oder engem Schapp, an enger „zone verte" keeft, wëssen, ob a wéini de Ministère eng Autorisatioun fir déi Annex ginn hat a wéini déi Annex schliisslech opgeriicht gouf? Ass et net de Ministère selwer, deen dës Informatioun misst hunn?

2. Geet et net duer, datt den Immeubel am Kadaster agedroen ass? Wann nee, wat ass d'Begrënnung heifir?

3. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt Proprietäre vun engem Immeubel an enger „zone verte" doduerch decouragéiert ginn?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Gréngzon ass deen Deel vun eisem Land, dee souwäit wéi méiglech fräi bleiwe soll vun Haiser an anere Bauwierker. Dëst zum Wuel vum Mënsch, vun der Natur a vun den ekologesche Prozesser. An de Plans d'aménagement généraux (PAG) vun de Gemenge gëtt d'Gréngzon och als „zone destinée à rester libre" betitelt, wat weist, datt an der Landschaft nëmmen ausnamsweis däerf gebaut ginn. De Begréff vun der Gréngzon, „zone verte", ass duerch d'Naturschutzgesetz vun 1982 agefouert ginn.

D'Naturschutzgesetz reegelt, wéi eng Typpe vu Gebaier a Konstruktiounen an der Gréngzon däerfe gebaut ginn a fir wéi eng Aktivitéite se däerfe genotzt ginn. Dozou gehéiere vollberuffflech landwirtschaftlech Betriber, Gäertnereie mat eegener Planzeproduktioun, Gemeisgäertnereien a Wënzer, souwéi Fëschzucht, Imkerei an Aktivitéiten a Relatioun mat der Bëschbewirtschaftung oder mat der Juegd. Nëmme Konstruktiounen, déi absolutt noutwendeg sinn (indispensables), fir dësen Aktivitéiten nozegoen, sinn erlaabt a kënnen autoriséiert ginn.

De Fortbestand vun deene Gebaier a Konstruktiounen ass ginn, soulaang si hiren autoriséierten Zweck weider erfëllen. Wat zu landwirtschaftlechen Zwecker autoriséiert ginn ass, muss landwirtschaftlech bleiwen. E Proprietär ass net fräi, d'Destinatioun vu senger Konstruktioun ze änneren. Notzungsännerunge brauchen eng Geneemegung vum Ëmweltminister. De gesetzleche Kader fir Ëmnotzungen (Artikel 7 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018) ass dobäi geneesou strikt wéi fir nei Konstruktiounen.

Ier eng Persoun en Immeubel an der Gréngzon keeft, sollt si sech bewosst sinn, wéi eng Destinatioun dësen Immeubel tatsächlech huet, well dës Destinatioun nëmmen am Respekt vum genannten Artikel 7, a mat der Geneemegung vum Minister, ëmgeännert ka ginn.

Et opläit dem Verkeefer vun engem Immeubel, den Noweis vun der geneemegter Destinatioun ze liwweren, an net dem Ëmweltminister.

ad 2. Eng Bezeechnung am Kadaster ass reng indikativ an huet keng legal Valeur.

Säit 1965, dem Joer vun dem éischte lëtzebuergeschen Naturschutzgesetz, gëtt et eng Geneemegungsflicht fir Konstruktiounen „ausserhalb vun den Agglomeratiounen". Deemools zoustänneg war den Inneminister, ab 1979 dann den Ëmweltminister.

A munche Fäll vun deemools fënnt een an der Baugeneemegung vum Buergermeeschter e Verweis op eng Decisioun vum Inneminister. Den Ëmweltministère préift an all Fall eenzel, ob déi vun engem Requerant geliwwert Informatiounen duerginn, fir kënnen op d'Legalitéit vun dem Immeubel ze schléissen.

ad 3. Ech si mer bewosst, dass et beim Verkaf vun Immeublen zu Problemer komme kann, wann de Keefer eng Iddi hat, déi net vum Naturschutzgesetz virgesinn ass a sech doduerjer net realiséiere léisst.

Tatsächlech ginn et Aschränkunge fir Proprietäre vun Immeublen an dat ass esou vum Legislateur gewollt, well d'Objektiver vum Naturschutzgesetz déi sinn, fir d'Natur ze schützen.

Question 2445 (26.06.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **première classe dans les trains des CFL :**

En réponse à la question parlementaire n° 1840 du 6 février dernier, Monsieur le Ministre affirmait que le nombre des places assises de la première classe dans les trains des CFL s'élève à 3.639. La vente des tickets de cette classe a engendré en 2019 une recette de 1.230.000 €. Monsieur le Ministre s'est également prononcé

en faveur d'un maintien de la première classe dans les trains nationaux.

Il s'avère toutefois que dans certains trains le confort dans la première classe n'est guère meilleur que dans la deuxième classe, étant donné que les deux classes ne sont même pas séparées par une porte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Vu le nombre de voyageurs important utilisant la première classe, est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis qu'il est opportun de valoriser dans certains trains la première classe, d'autant plus qu'elle est payante ?

2) Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il améliorer l'attractivité de la première classe dans ces trains ?

3) Est-ce qu'il est prévu d'augmenter le nombre des places assises de la première classe dans les trains nationaux ?

4) Est-ce que depuis l'introduction du transport gratuit dans la deuxième classe en date du 1er mars dernier le nombre des personnes voyageant en première classe et n'ayant pas un ticket valable a changé ?

Réponse (23.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) + 2) D'une manière générale, les clients optent pour la 1re classe à bord des trains CFL afin de pouvoir voyager plus tranquillement et d'avoir une plus grande probabilité d'obtenir une place assise.

Pour garantir la meilleure atmosphère ambiante possible aux clients de la 1re classe, les compartiments de la 1re classe sont en principe aménagés au premier étage des voitures, à l'exception des automotrices de la série Z2 (automotrices à un étage) et des automotrices TER2N de la série 2200, où les compartiments de la 1re classe sont actuellement répartis sur les deux niveaux.

Cependant, et ce dans le cadre des opérations de mi-vie (révision totale) des automotrices TER2N de la série 2200, qui auront lieu de 2022 à 2029, les compartiments de 1re classe seront également regroupés au premier étage des voitures, à l'instar des automotrices de la série 2300 (KISS), des voitures DOSTO et des 34 nouvelles automotrices en construction actuellement et portant les séries 2400 et 2450.

Avec la livraison de ces nouvelles automotrices à partir de l'année 2022, les anciennes automotrices de la série Z2 seront mises hors service progressivement.

Il convient de relever aussi que tous les compartiments de la 1re classe du matériel roulant CFL sont séparés des compartiments de la 2e classe par des portes d'intercirculation et ils disposent tous d'une liberté accrue au niveau des jambes par rapport aux compartiments de la 2e classe, ce qui augmente le confort de voyage pour les clients de la 1re classe.

Une partie des séries est également pourvue d'une moquette visant à atténuer le bruit de roulement.

Toutefois, les compartiments de la 1re classe des automotrices DESIRO de la SNCB, qui sont engagés sur la liaison Luxembourg–Liège et partiellement sur la liaison Luxembourg–Arlon, ne sont effectivement pas équipés d'une telle porte d'intercirculation. De même, il n'y a actuellement pas de porte d'intercirculation entre la plateforme et le compartiment de la 1re classe au niveau bas des automotrices TER2N de la série 2200.

ad 3) À l'heure actuelle, il n'est pas prévu d'augmenter le nombre de places assises de la 1re classe à bord des trains CFL. En effet, un accroissement des places assises de la 1re classe ne serait réalisable qu'aux dépens du nombre de places assises de la 2e classe, dont les compartiments sont toutefois nettement plus occupés que ceux de la 1re classe.

ad 4) Compte tenu de la crise sanitaire de la Covid-19 et le recul considérable du taux de fréquentation des trains qui en découle, il n'est pas possible de se prononcer en détail sur ce point.

En effet, dans le cadre des mesures de prévention et de protection contre le coronavirus, j'avais ordonné la suspension temporaire des contrôles de titres de transport en 1re classe à bord des trains CFL à partir du 16 mars 2020.

Depuis le 8 juin 2020 les trains circulent à nouveau selon le dernier horaire en vigueur avant le 16 mars 2020 et le contrôle des titres de transport à bord de la 1re classe a également été repris.

Par conséquent, il ne peut pas être exclu que durant la période de mi-mars à début juin, l'un ou l'autre client ait pris place à bord de la 1re classe sans avoir été détenteur d'un titre de transport donnant droit à celle-ci.

Question 2447 (26.06.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **plainte de trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale contre leurs instructeurs en référence :**

Selon un communiqué du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) de juin 2020 et plusieurs articles de presse nationales et internationales qui s'y réfèrent, trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale ont porté plainte en mai 2020 contre leurs instructeurs en référence à des événements datant de 2015. Selon les faits exposés, les policiers en formation auraient subi des abus physiques, voire psychologiques dans le cadre de leur formation pour l'unité spéciale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quand ont été dénoncés les événements précités au sein de la Police grand-ducale ?

2) Quelles mesures ont été prises lors de l'annonce des accusations ? La procédure normale pour des cas semblables a-t-elle été déclenchée ?

3) Y avait-il une enquête administrative de la part de l'Inspection générale de la police ?

4) Quand est-ce que l'enquête a été terminée ?

5) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de l'enquête ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 2) En date du 25 janvier 2019, le commandant de l'USP a été informé par les agents concernés des faits qui remontent à juin 2015 et qui ont été relatés dans un rapport, daté au 22 janvier 2019, intitulé « Unprofesionelles Verhalten der Ausbilder während der Intensivwoche » rédigé et signé par leurs soins. Le commandant de l'USP en a immédiatement informé le procureur d'État de Luxembourg et le directeur général de la police.

Le commandant de l'USP a par la suite été informé par le procureur d'État de Luxembourg que les faits en question ne constitueraient pas une infraction, qu'il y aurait eu prescription des faits concernant une éventuelle procédure disciplinaire et qu'il y aurait lieu de transmettre le rapport en question pour information à l'Inspection générale de la police. La Direction générale de la police a transmis ce rapport à l'Inspection générale de la police en date du 16 avril 2019.

ad 3) Le 1er avril 2019, un des réclamants a pris contact avec l'Inspection générale de la police. Un rendez-vous a été fixé pour le 3 avril 2019 afin de recueillir ses déclarations. Lors de son audition, il a remis à l'enquêteur de l'IGP le rapport daté au 22 janvier 2019 portant sur « Unprofessionelles Verhalten der Ausbilder während der Intensivwoche ». Au vu des faits relatés et ceux repris au rapport, l'enquêteur de l'IGP a décidé de prendre contact avec le Parquet de Luxembourg et a été informé que le parquet avait déjà eu connaissance dudit rapport par le commandant de l'USP, mais avait décidé de ne pas y réserver de suites pénales.

La direction de l'IGP a alors décidé d'examiner les faits remontant à juin 2015 dans le cadre d'une enquête administrative.

ad 4) Cette enquête a été achevée le 31 mars 2020. Conformément à la procédure de mise en matière d'enquêtes administratives (article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police), les auteurs de la réclamation ont été informés du résultat de l'enquête en termes généraux par courrier du 15 juin 2020, une copie de ce courrier a été adressée le même jour aux policiers visés par l'enquête.

ad 5) L'enquête minutieusement menée :

- a relevé un certain nombre de contradictions lors de l'examen tant des rapports internes que des déclarations des participants à la formation de base USP Stac 2 ;

- a permis d'établir que le dernier jour de la formation, les participants ont dû se dévêtir et traverser nus à la nage un étang, et que, ceci a, du moins en partie, été filmé ;

- a permis à l'IGP de conclure, dans son rapport transmis à la Direction générale de la police, que cette manière de procéder des instructeurs était inadmissible et constituait dans leur chef un manquement certes unique, mais grave ;

- et qu'au regard de la formation très astreignante à laquelle devaient se soumettre les candidats briguant un poste à l'USP, le programme de formation devait être adapté et faire l'objet d'un concept clair et structuré, mettant aussi l'accent sur le dialogue avec les participants à la formation afin de leur expliquer les raisons d'être des exercices auxquels ils étaient soumis.

Entre-temps la formation a été repensée et adaptée, toute modification de la formation doit être validée préalablement par le directeur de l'USP. Le directeur général de la police a en outre chargé le directeur de l'USP de donner les suites nécessaires découlant des conclusions de l'Inspection générale de la police.

Question 2448 (26.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **réaffectation des agences de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État :**

An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1966 vum Här Finanzminister heescht et betreffend der Reaffektatioun vun de Spuerkeessagencen:

„…, dass d'Spuerkeess, zesumme mat de Gemengen, no Léisunge sicht, „fir déi zukünfteg eidel Agencë méiglechst sënnvoll ze notzen, zum Beispill fir soziale Logement oder fir nei Geschafter." Och aner Iddien, déi den honorabelen Deputéierten nennt, sinn denkbar. Wa bei de Gemenge keen Interesse bestoe géif, déi Gebaier ze iwwerhuelen, kënnen och Gespréicher mat der SNHBM oder dem Fonds du logement an d'A gefaasst ginn".

Eng vun de vu mir genannte Léisunge war beispillsweis och d'Schafe vu sougenannte Coworkingspaces. An der Rubrik „Econews" vun RTL Radio ass den Chief Economist vun der Spuerkeess virgëschter méi genee op dës Aarbechtsstrukturen agaangen. Dem Chief Economist no huet dësen Aarbechtsmodell trotz Coronapandemie duerchaus Ausbaupotenzial.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wëssend, datt, wéi an der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1966 scho preziséiert, d'Gestioun an d'Administratioun vun der Bank - zu där och d'Gestioun an d'Administratioun vun der Bank hiren Immobilie gehéiert - an d'Zoustännegkeet vum Comité a vum Conseil d'administration vun der BCEE falen an den Här Minister net gewëllt ass, sech an d'Aarbecht vun dësen Organer anzemëschen, hätt Dir eventuell trotzdeem Informatiounen iwwert den aktuelle Stand betreffend der Reaffektatioun vun den Agencen?

2. Här Minister, ass d'Spuerkeess interesséiert, hir Agencen als Coworkingspace ze notzen? Falls jo, wat genee ass virgesinn a wou?

3. Här Minister, goufen et entre-temps well formell oder informell Gespréicher tëscht der Spuerkeess an de Gemengen, dem Minister an der Spuerkeess, de Gemengen an dem Minister oder Gespréicher tëscht dësen dräi Acteuren? Falls jo, wat ass de Fazit vun dëse Gespréicher?

4. Här Minister, d'Reaffektatioun vun de Spuerkeessagencen, sief et als Logementsprojet, Coworkingspace oder eng aner Form vu Projet, kéint de ländlechen a stättesche Raum duerchaus opwäerten. Wéi eng Piste ginn an dësem Sënn prioritär envisagéiert?

Réponse (21.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Esou wéi den honorabelen Deputéierten dat ënnersträicht, falen d'Gestioun an d'Administratioun vun den Immobilie vun der Spuerkeess an d'Zoustännegkeet vum Comité a vum Conseil d'administration vun der Bank. Entspriechend huet de Finanzministère dës parlamentaresch Fro un d'Bank weidergeleet, déi follgendermoosse Positioun geholl huet:

« Les sites concernés par la fusion des agences sont offerts de manière prioritaire et à la valeur de marché aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les sites en question. Des entretiens ont eu lieu, respectivement se tiendront au courant des prochaines semaines, entre les responsables communaux et des représentants de la banque à ce sujet. Certaines communes se sont montrées intéressées par l'acquisition proposée du site concerné, mais pas toutes. À côté des communes, ce sont notamment des acteurs locaux (assurance, restaurant et autres) qui sont intéressés par l'acquisition de ces immeubles. »

Question 2449 (29.06.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **réaménagement de la voirie étatique à Roost :**

En réponse à la question parlementaire n° 3557, Monsieur le Ministre a annoncé en janvier 2018 le calendrier suivant pour la réalisation du projet de réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) à Roost. Il était prévu de réaliser l'étude du projet en plusieurs lots :

- le premier lot comporterait les études détaillées pour l'aménagement d'un rond-point sur l'intersection N7/CR115 à Roost, ce dossier devant être réalisé fin 2018,

- la présentation du dossier de soumission serait programmée pour 2019 suivie de l'appel d'offres public,

- la durée des travaux d'aménagement de l'intersection à Roost était estimée à une année.

Constatant qu'entre-temps le centre logistique de POST Luxembourg et le siège social de l'IEE ont été mis en service, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est le calendrier actuel des études ?

- Quand les travaux de construction du rond-point prénommé commenceront-ils ?

Réponse (16.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Il est connu que la zone d'activités « Um Rouscht » à Bissen se trouve en plein développement et que l'implantation d'un grand centre de données y est notamment prévue. Dans ce contexte, la construction d'une nouvelle voirie se situant entre la route nationale N7 et la ZAC « Klengbousbierg » à Bissen/Roost est projetée. Ce projet de la nouvelle voirie n'avait pas encore été concrétisé lors de la réponse à la question parlementaire n° 3557 du 16 janvier 2018 à ce sujet.

Par conséquent, il est judicieux d'étudier les projets du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) et le projet de la nouvelle voirie dans l'ensemble. Le lot de la construction du rond-point à l'intersection N7/CR115 a donc été réintégré dans le projet global du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306). En particulier, les futurs réseaux, nécessaires pour faire fonctionner le centre de données, ont une influence sur le dossier du réaménagement de la voirie étatique. La plupart des réseaux prennent leur origine à la hauteur du poste électrique à Bissen et suivent le projet du réaménagement de la N7 sur toute sa longueur, passent l'intersection avec le CR115 à Roost, jusqu'au point de raccord avec le projet de la nouvelle voirie.

En ce qui concerne la question du calendrier, l'élaboration du dossier de soumission du projet global est actuellement en cours. L'appel d'offres public du projet global du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) se fera après réception de toutes les autorisations et informations techniques requises et après l'acquisition des emprises nécessaires.

À l'heure actuelle, il n'est pas encore possible d'avancer un calendrier de réalisation.

Question 2451 (29.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Margue** *(déi gréng)* concernant la **reconnaissance d'un État palestinien :**

Le 28 janvier 2020 le Président des États-Unis Donald Trump a dévoilé son plan pour le Moyen-Orient intitulé « Peace to Prosperity », qui prévoit l'annexion par Israël de 33 % de la Cisjordanie. Jérusalem deviendrait capitale à part entière d'Israël et les colonies israéliennes

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

en Palestine seraient reconnues comme faisant partie intégrante d'Israël, tandis que la population palestinienne serait regroupée dans des îlots territoriaux ségrégés. Inspiré par ce plan, le Gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou a annoncé vouloir implémenter l'annexion de la Cisjordanie en juillet de cette année.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a condamné ce plan dans sa réponse à la question parlementaire nº 1835 du 6 février 2020, soulignant que « [l]a reconnaissance de Jérusalem comme capitale "indivisée" d'Israël, la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les colonies de peuplement en Cisjordanie et la légitimation de l'annexion de la vallée du Jourdain, vont à l'encontre des paramètres convenus au niveau international ». Le ministre précise également que « au risque d'annexion de la vallée du Jourdain et d'autres parties du territoire palestinien occupé par Israël, il ne suffit pas de se contenter de publier des déclarations ».

Le 16 décembre 2014, la Chambre des Députés a adopté une motion demandant au Gouvernement luxembourgeois de reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967, ceci « au moment qui sera jugé le plus opportun ».

Considérant l'urgence de la situation, la position officielle du Gouvernement luxembourgeois en faveur d'une solution de deux États, ainsi que le droit international qui interdit l'annexion des territoires occupés, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est, selon Monsieur le Ministre la constellation de circonstances permettant d'invoquer le « moment opportun » pour la reconnaissance de l'État de Palestine, sachant que d'autres États membres de l'UE y ont déjà procédé (la Suède en 2014, la Roumanie en 1988, la Bulgarie en 1988) ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la reconnaissance de l'État palestinien soit nécessaire afin de satisfaire aux déclarations faites par le Luxembourg dans le passé et afin de remplir les obligations imposées par le droit international ?

3) La diplomatie européenne œuvre-t-elle activement pour la reconnaissance de l'État de Palestine ? Est-ce que les évolutions récentes ont influencé les États membres de l'UE en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien ?

4) Si les annexions envisagées devaient se concrétiser, quelles seraient, selon Monsieur le Ministre, les perspectives pour la création d'un État palestinien ?

Réponse (15.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Neuf États membres de l'Union européenne (Bulgarie, Chypre, Hongrie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suède) reconnaissent l'État de Palestine. Huit d'entre eux l'ont reconnu en 1988, suite à la déclaration de l'indépendance de la Palestine par le Conseil national palestinien le 15 novembre 1988 à Alger. Seule la Suède a reconnu l'État de Palestine après son adhésion à l'Union européenne, en 2014.

Le 1er décembre 2019, j'ai envoyé une lettre au Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ainsi qu'à tous les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, dans laquelle j'ai appelé à un débat au sein de l'Union européenne sur l'opportunité de la reconnaissance de l'État de Palestine par tous les États membres. En effet, j'estime que seule la reconnaissance de l'État de Palestine par une masse critique d'États membres permettra d'avoir un véritable impact pour sauver la solution des deux États et créer une situation plus équitable entre les deux parties au conflit israélo-palestinien.

ad 2) La reconnaissance de l'État de Palestine serait avant tout la reconnaissance du droit du peuple palestinien de vivre dans son propre État.

ad 3) Le Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne n'œuvre pas activement pour la reconnaissance de l'État de Palestine, puisqu'une telle reconnaissance relève de la compétence nationale des États membres.

En principe, tous les États membres sont en faveur de la solution des deux États, et donc en faveur d'un État palestinien. Or, nous voyons la solution des deux États être démantelée morceau par morceau, jour après jour. Sa viabilité est érodée par la colonisation, les démolitions, les confiscations et les déplacements forcés, tous illégaux au regard du droit international, en particulier de la quatrième Convention de Genève.

Je crains qu'avec l'annexion, nous franchirions le point de non-retour. Il s'agit là, je crois, d'un avis partagé par un grand nombre d'États membres. Dans ce contexte, la reconnaissance de l'État palestinien est discutée dans les parlements de plusieurs États membres, y compris au Luxembourg où la Chambre des Députés a adopté le 2 juillet dernier une résolution et une motion sur le sujet.

ad 4) Il ne s'agit pas simplement de créer ou de reconnaître un État palestinien, encore faut-il que cet État soit viable et permette aux Palestiniens de vivre en paix et en dignité. En théorie, même le plan de paix des États-Unis prévoit la création d'un État palestinien, mais il s'agirait d'un État morcelé, sous contrôle d'Israël et sans souveraineté aucune. Si l'annexion annoncée par le nouveau Gouvernement israélien devait se concrétiser, elle risquerait de mener à une réalité d'un seul État, marquée par un conflit perpétuel, par l'occupation et par des droits inégaux.

Q504

Question 2452 (29.06.2020) de **MM. Félix Eischen** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **travail intérimaire :**

Selon une étude du CEPS/Instead d'octobre 2013 :

« Le travail intérimaire n'a cessé de croître au Luxembourg jusqu'aux alentours de 2008 où son essor s'est heurté à la crise économique et financière. […] un dixième des entreprises du secteur privé engage des intérimaires et […] pour 20 % d'entre elles ce type de main-d'œuvre est présente toute l'année. Néanmoins, le recours à la main-d'œuvre intérimaire tout comme son intensité dépendent à la fois de caractéristiques de la main-d'œuvre employée et de caractéristiques propres à l'entreprise. Enfin, si le recours à la main d'œuvre intérimaire permet de répondre rapidement à des augmentations d'activités saisonnières ou d'obtenir une certaine flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre en général, il permet également à l'entreprise de sélectionner son personnel pour des embauches en contrat plus stables. Ainsi, 23 % des entreprises ayant eu recours au travail intérimaire courant 2010 ont recruté au moins un intérimaire en CDD ou en CDI à la fin de leur mission. »

Faisant suite au programme gouvernemental de décembre 2013, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a signé en septembre 2015 une convention avec Fedil Employment Services (FES) pour renforcer la coopération en matière de travail intérimaire. Cette convention viserait (i) à améliorer la réputation du travail intérimaire, qui s'adresse en premier lieu aux jeunes diplômés sans expérience et aux personnes actives dans le secteur de la construction, du commerce, de l'industrie et de l'Horeca et (ii) à en faire un outil vers un contrat fixe.

En décembre 2018, le Gouvernement a annoncé vouloir « revoir le recours à l'intérim et ses formes et préciser la possibilité de recourir à des contrats à durée déterminée ».

Selon les derniers chiffres publiés par l'ADEM, 11,2 % des postes déclarés concernent des missions de travail intérimaire. En mai 2019, les missions de travail intérimaire correspondaient à 8 % des postes vacants déclarés à l'ADEM.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le Gouvernement a-t-il procédé à une sorte de bilan du travail intérimaire comme tremplin vers un contrat de travail plus stable ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer les statistiques les plus récentes en la matière ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer leur position par rapport au travail intérimaire ?

3) Le Gouvernement peut-il nous fournir des précisions sur le programme gouvernemental 2018 susmentionné ? Comment le Gouvernement entendait-il réformer le recours à l'intérim ? Quelles ont été les pistes envisagées pour préciser la possibilité de recourir à des contrats à durée déterminée ?

4) La crise actuelle a-t-elle changé l'appréciation du Gouvernement par rapport à ces formes de contrat ? Dans l'affirmative, en quel sens ?

5) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prévoir la possibilité d'ancrer dans notre législation un contrat de travail intérimaire à durée indéterminée ?

Réponse commune (24.08.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) En réponse à la première question des honorables Députés, il y a lieu de prendre en compte : - d'abord les statistiques permettant de situer le poids de l'intérim dans l'ensemble des emplois, d'une part, et dans l'ensemble des recrutements, d'autre part, ensuite ; - les statistiques décrivant les caractéristiques sociodémographiques des travailleurs intérimaires et finalement ; - les statistiques relatives à une mesure de l'effet tremplin de l'intérim pour l'insertion professionnelle des jeunes.

1. Poids de l'intérim sur le marché du travail

1.1. Poids de l'intérim dans l'ensemble des emplois

Depuis 2015, la part des salariés intérimaires dans l'ensemble de l'emploi salarié est restée relativement stable, variant entre 1,8 % et 2 %.

	Part moyenne de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié
2015	1,8 %
2016	2,0 %
2017	2,0 %
2018	2,0 %
2019	1,9 %

Source : IGSS

Champ : ensemble de l'emploi salarié au dernier jour ouvré du mois

Cette part reste identique quand elle est calculée à partir du volume d'heures (nombre d'heures de travail intérimaires / nombre total d'heures de travail).

Du fait de la crise du Covid-19, les effectifs intérimaires s'effondrent en mars et avril 2020 par rapport à mars et avril 2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

1.2. Poids de l'intérim dans l'ensemble des recrutements

La question parlementaire indique que « selon les derniers chiffres publiés par l'ADEM, 11,2 % des postes déclarés concernent des missions de travail intérimaire. En mai 2019, les missions de travail intérimaire correspondait à 8 % des postes vacants déclarés à l'ADEM ».

L'IGSS établit régulièrement des statistiques sur l'ensemble des recrutements réalisés au Luxembourg au cours d'une année. Ils sont publiés sur le site de l'ADEM (https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-de-bord.html).

Ces chiffres intègrent les postes déclarés à l'ADEM ainsi que ceux qui ne le sont pas. Sur l'ensemble des recrutements qui s'effectuent au Luxembourg au cours d'une année, environ 19 % concernent des emplois intérimaires. Ce chiffre est très stable au cours des dernières années.

2. Caractéristiques sociodémographiques des travailleurs intérimaires

2.1. Salariés intérimaires selon le pays de résidence

Le travail intérimaire est un phénomène très polarisé : 74 % des salariés intérimaires sont des frontaliers (parmi eux, plus de 8/10 viennent de France) tandis que 25 % sont des salariés résidant au Luxembourg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2.2. Salariés intérimaires selon le secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le travail intérimaire est très concentré au niveau sectoriel, avec le secteur de la construction qui emploie 40 % des intérimaires, les industries manufacturières (16 %) et le commerce (8 %).

2.3. Salariés intérimaires selon l'âge

14 % des travailleurs intérimaires ont moins de 25 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3. Statistiques relatives à l'effet tremplin de l'intérim dans l'insertion professionnelles des jeunes

L'effet tremplin de l'intérim peut prendre la forme suivante : en agissant comme une période d'essai permettant à l'entreprise de tester un candidat, le travail intérimaire peut permettre au travailleur intérimaire d'être recruté au sein de l'entreprise utilisatrice.

Le tableau suivant indique que 9,5 % des individus ayant connu au moins un épisode de travail intérimaire est recruté sous forme de CDD ou CDI au sein de l'entreprise dans laquelle s'est faite la mission intérimaire. Ce chiffre est plus faible pour les jeunes de moins de 25 ans et notamment pour les jeunes résidents. Il est le plus élevé pour les résidents luxembourgeois de 25 à 30 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'effet tremplin peut également se manifester de la façon suivante : en augmentant l'expérience et l'employabilité des individus, le travail intérimaire peut conduire à augmenter la probabilité de trouver un emploi, au même titre que toute autre expérience professionnelle. Cependant, le travail intérimaire, s'il se répète trop souvent et trop longtemps, peut également conduire à enfermer les individus dans un marché secondaire précaire duquel ils ne parviennent plus à sortir.

ad 2) Alors que le travail intérimaire a certes des côtés positifs, les contrats dits « intérimaires » sont souvent précaires. Il est donc primordial d'assurer que les personnes qui ont signé un contrat de travail intérimaire puissent quand même bénéficier d'une certaine stabilité et sécurité. La crise actuelle souligne en effet encore davantage la fragilité de certains salariés dont notamment de ceux qui travaillent dans l'intérim, il reste donc primordial à réfléchir sur une adaptation de la législation applicable afin d'éradiquer sinon au moins de limiter à un strict minimum la précarité existante.

ad 3) + 4) Dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental, notamment en ce qui concerne le point relatif au travail intérimaire et eu égard à la crise sanitaire actuelle, des premières discussions ont déjà eu lieu notamment avec l'ADEM en vue d'identifier les points faibles de la législation actuelle qui seront adaptés en conséquence.

Pour ce qui est de l'idée d'introduire, pour les entreprises de travail intérimaire, la possibilité de conclure des contrats à durée déterminée avec des salariés intérimaires, elle a été discutée avec les partenaires sociaux et un certain nombre de pistes envisageables vont sous peu pouvoir être examinées en interne.

ad 5) Les différentes pistes envisageables pour introduire un tel contrat vont être explorées en interne.

Le cas échéant une décision définitive interviendra après consultation des partenaires sociaux sur la ou les propositions qui seront retenues.

Question 2453 (29.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**enlèvement de cadavres d'animaux :**

D'Entsuergung vu gestuerwenen Notzdéieren ass hei am Land duerch eng spezialiséiert Firma gereegelt a gëtt och integral vum Staat iwwerholl. Fir eng Entsuergung muss de Proprietär nom Doud vun engem Notzdéier dës Firma informéieren, déi de Kadaver da spéitstens den Dag no der Informatioun muss siche kommen. Bei Feierdeeg respektiv sonndes kann dës Frist ëm 24 Stonne verlängert ginn.

Laut mengen Informatioune ginn et awer Problemer bei der Entsuergung vun de Kadaveren. Et gi Fäll, do huet et bis zu dräi Deeg gedauert, bis dat futtist Notzdéier ofgeholl ginn ass, eng Situatioun, déi um sanitären an hygieenesche Plang problematesch ka sinn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister mir dës Informatioun confirméieren?

- Wat sinn d'Ursaachen, dass et a verschiddene Fäll méi laang wéi een Dag gedauert huet, bis den Déierekadaver entsuergt ginn ass?

- Wéi gedenkt de Minister, dëser Problematik entgéintzewierken?

Réponse (07.07.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- D'Prozedur fir d'Asammele vu Kadavere vun Notzdéieren ass effektiv déi, wéi den Här Spautz se an der Aleedung zu senger Question parlementaire beschreift.

- Ursaachen, déi d'Verlängerung vum Delai vu 24 Stonne betreffen, ginn et der e puer. Fir d'éischt ass ze bemierken, dass déi Firma am Prinzip Kadavere vu méindes bis freides asammelt. Déi Firma ass awer relativ flexibel, soudass si och deelweis Tournéeë samschdes organiséiert, zum Beispill, wa méindes ee Feierdag ass oder wa si duerch iergendeen Ëmstand wärend der Woch Retard huet beim Asammelen. Wann natierlech elo ee Bauer e Kadaver freides am spéide Moien oder nomëttes mellt, da gëtt deen eréischt méindes agesammelt. Et ass och schonns virkomm, dass Bauere sech bei der Veterinärsverwaltung beschwéiert hunn, dass hire Kadaver schonns e puer Deeg doläit, an et huet sech dann op Nofro bei der Firma erausgestallt, dass de Kadaver guer net gemellt ginn ass.

Aner Ursaache sinn technesch Pannen un de Gefierer oder Chaufferen, déi wéinst Krankheet ausfalen. Et ass ëmmer e Backup virgesinn, deen natierlech och ëmmer e bëssen Zäit brauch, bis en en place ass.

- Am grousse Ganze kann ee festhalen, dass déi Firma, un déi de Ministère déi Aufgab zanter Jore verginn huet, dës zur Zefriddenheet vun alle Bedeelegte gemeeschtert huet. D'Veterinärsverwaltung steet a permanentem Kontakt mat der Firma, déi nieft hire Routineaufgaben awer och ganz zäitno op Ausname reagéiert, wéi rezent beim Brand an engem Schwéngsstall, wou nach dee selwechten Dag all d'Kadavere vun der Firma op der Plaz opgelueden an oftransportéiert goufen. Falls et zu punktuelle Problemer kënnt, sollen d'Bauere sech bei der Veterinärsverwaltung mellen, wou versicht gëtt, a Kollaboratioun mat der Firma eng séier Léisung ze fannen.

Question 2454 (29.06.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **mesures de précaution mises en place par les gestionnaires de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes dans le contexte de la pandémie Covid-19 :**

Depuis les premières semaines de la pandémie Covid-19 des mesures spécifiques de précaution en matière de santé ont été mises en place dans les structures accueillant des personnes âgées ou dépendantes. Ces mesures avaient pour objet d'assurer le maintien des distances interpersonnelles dans les structures et de limiter l'accès de personnes externes afin d'éviter une infection de personnes vulnérables voire une propagation du Covid-19 à l'intérieur desdites structures.

Néanmoins les mesures prises pour protéger les personnes vulnérables différaient d'une structure à l'autre du fait qu'une multitude d'acteurs privés et publics offrent des services d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes. Même si la Direction de la santé a émis et régulièrement mis à jour des consignes à destination des gestionnaires des structures, les réglementations en place n'étaient pas homogènes. Par conséquent, des personnes âgées ou dépendantes dans une structure jouissaient d'autres droits de recevoir des visites ou de se déplacer - à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de la structure - que les personnes hébergées dans une autre.

Selon mes informations, certains gestionnaires de logements encadrés pour seniors limitaient de manière disproportionnée les déplacements de leurs résidents, même à l'intérieur du périmètre du site, sans que ces limitations auraient été en ligne avec les consignes émises par la Direction de la santé et reprises par le Ministère de la Famille. Un gestionnaire de logements encadrés aurait même interdit aux résidents de se promener seul à l'extérieur dans le périmètre du site ou de quitter leur logement voire leur chambre pendant certaines périodes de la journée.

Même si on peut comprendre que les gestionnaires ont voulu être prudents face au danger d'une infection de leurs résidents et d'une propagation du virus au sein d'une structure, on peut se demander si certaines mesures de précaution - en l'absence de consignes adaptées et plus détaillées à destination des structures de la part du Ministère de la Famille - n'ont pas été trop liberticides à l'égard des résidents.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de mesures disproportionnées mises en place par des gestionnaires de structures pour personnes âgées ou dépendantes voire de logements encadrés pour seniors durant et au-delà de la période de confinement décidée suite à la pandémie Covid-19 ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les mesures de précaution mises en place devraient se baser sur les consignes émises par le Ministère de la Santé tout en permettant le maintien de la qualité de vie et d'une liberté de déplacement adéquate pour les personnes concernées ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle d'émettre aux gestionnaires des consignes plus détaillées et adaptées aux spécificités des différents types de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes si l'évolution de la pandémie Covid-19 au Luxembourg nécessiterait la mise en place de nouvelles mesures de protection pour personnes vulnérables ?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Pendant les périodes de confinement et de déconfinement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en étroite collaboration avec la COPAS et le Ministère de la Santé, a régulièrement émis et adapté des recommandations à destination des gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées.

Concernant ces recommandations qui traitaient de différents sujets (la prévention des infections, les équipements de protection individuelle, les visites, les accès aux structures pour les professionnels non salariés de la structure, les sorties des structures ainsi qu'une ligne conduite suite à la fin de l'État de crise), il a été demandé aux gestionnaires de les appliquer en les adaptant aux spécificités de leur structure et aux besoins de leur clientèle.

Il y a certes eu des cas isolés où des résidents ou des membres de familles se sont adressés à mes services pour manifester leur désaccord quant aux décisions prises, soit par le Gouvernement, soit par le chargé de direction de la structure. Par l'intervention de mes services au cas par cas, une solution pragmatique et adaptée à la situation a presque toujours pu être trouvée dans un laps de temps acceptable pour toutes les parties.

Cependant, dans certains cas, des familles ou des proches de résidents de structure d'hébergement ont exprimé des attentes et des doléances disproportionnées vis-à-vis des directions, qui cherchaient toujours à trouver le juste équilibre entre liberté individuelle et sécurité collective de tous leurs résidents.

Dans un contexte compliqué comme celui généré par cette crise sanitaire, des situations difficiles pour toutes les parties sont malheureusement inévitables. C'était notamment le cas quand le résident souffrait d'une forme de démence et n'était par conséquent pas capable, d'un point de vu cognitif, de porter un masque et de respecter les distances. Ces situations sont difficiles à gérer tant par les proches que par le personnel d'encadrement et soignant.

Enfin, il faut savoir que les structures fortement impactées par le virus Covid-19 avaient tendance à mettre en place les mesures de déconfinement de manière plus prudente que les structures qui n'ont pas été touchées.

ad 2) L'ensemble des recommandations qui ont été transmises aux gestionnaires et publiées au fur et à mesure de l'évolution de la situation générale ont toutes été établies en concertation avec le Ministère de la Santé et la COPAS. Cependant, si on considère les différences qui existent entre les diverses structures d'hébergement pour personnes âgées, que ce soit au niveau de l'infrastructure, de la clientèle (moins ou plus autonome ou dépendante et/ou démente), au niveau de leur expérience en relation avec le virus Covid-19 ou encore au niveau de leurs ressources humaines souvent fortement sollicitées, il n'a pas été possible d'établir des recommandations spécifiques et individuelles pour chaque structure d'hébergement.

Les recommandations émises constituaient un cadre, destiné à aider les gestionnaires à prendre leurs décisions individuelles et adaptées aux spécificités de leur établissement. Les recommandations générales ont ainsi pu être adaptées au cas par cas et ont ainsi permis de garantir un équilibre entre liberté individuelle et sécurité collective.

ad 3) Au vu de l'augmentation constante et significative des chiffres des nouvelles infections au Covid-19 et de l'apparition de nouvelles infections au sein de structures pour personnes âgées, je viens de m'adresser par courrier aux proches des résidents pour les sensibiliser aux risques que courent toujours les personnes âgées et pour les inciter à respecter scrupuleusement les gestes barrières ainsi que les consignes émises par les chargés de direction des structures.

Question 2455 (30.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **procédure de la « carrière ouverte » dans la fonction publique :**

La fonction publique attache une grande importance à la mobilité interne et permet aux fonctionnaires comme aux employé(e)s de l'État de développer leur carrière en profitant des opportunités de mobilité verticale. Dans cette optique, la procédure de la « carrière ouverte » est organisée par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Selon le rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative du 12 mars 2015 relatif au projet de loi, la réforme en question visait à revoir le « cloisonnement rigide des carrières » ainsi qu'à « tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle » (doc. parl. 6462/8, p. 2).

Or, la procédure actuelle de la carrière ouverte peut aussi donner lieu à des obstacles potentiels, dont certains avaient déjà été relevés pendant le processus législatif. Ainsi, pour les candidats remplissant les conditions d'accès à la procédure et ayant suivi avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement supérieur organisés par l'Institut national d'administration publique (INAP), l'accès au groupe de traitement/d'indemnité supérieur reste conditionnel à la publication sur la plateforme « GovJobs » d'une vacance de poste adaptée en termes de niveau de carrière et du profil recherché.

Cinq ans après la mise en place de la procédure de la carrière ouverte, une évaluation de son fonctionnement semble indiquée. Un des aspects particulièrement importants dans ce contexte est l'utilisation de la procédure à travers les différentes administrations et les différents groupes de traitement/d'indemnité.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Depuis 2015, combien de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État ont suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement supérieur organisés par l'INAP (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ? Est-ce que la validité de la réussite de ces épreuves réussies est limitée dans le temps ?

2) Depuis 2015, combien de vacances de poste à pourvoir par la procédure de la carrière ouverte ont été publiées dans la section afférente de la plateforme « GovJobs » (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ?

3) Depuis 2015, combien de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État ont effectivement pu accéder à un groupe de traitement/d'indemnité supérieur via la procédure de la carrière ouverte (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ?

4) Quels administrations ou établissements publics pratiquent la procédure de la carrière ouverte ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer le nombre de procédures accomplies par administration/établissement public ?

5) Existe-t-il une procédure systématique selon laquelle les administrations déterminent si un poste vacant est à pourvoir via la procédure de la carrière ouverte ? Dans l'affirmative, quels en sont les critères ?

6) La publication d'une vacance de poste adéquate est une condition nécessaire pour qu'un fonctionnaire ou employé de l'État puisse compléter la voie de la carrière ouverte. Est-ce que Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que de ce chef, la procédure puisse s'avérer contraire aux objectifs visés en 2015, à savoir de revoir le « cloisonnement rigide des carrières » et de « tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle » (doc. parl. 6462/8, p. 2) ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La procédure de la carrière ouverte est régie par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Aucune procédure systématique ne détermine si un poste vacant est à pourvoir via la procédure de la carrière ouverte.

L'article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que « toute vacance de poste doit obligatoirement être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée » et qu'« il y a lieu de préciser à chaque fois si la vacance de poste doit être pourvue par voie de recrutement externe ou par voie de recrutement interne » le recrutement interne pouvant consister en un changement d'administration ou un changement de groupe de traitement (« carrière ouverte »).

Il s'agit donc d'un choix que l'administration, qui dispose d'une vacance de poste, effectue au moment où elle veut recruter.

Les postes en question sont publiés sur le portail web GovJobs depuis avril 2017, date de mise en ligne de ce service. Le tableau ci-dessous récapitule le nombre de postes concernés par la procédure de la carrière ouverte et mis en ligne depuis cette date :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ensuite, pour être admissibles à ces postes, les fonctionnaires et employés de l'État doivent remplir les trois conditions suivantes :

1) avoir au moins dix années de service depuis la date de la nomination ou du début de carrière ;

2) avoir réussi à l'examen de promotion ou de carrière du sous-groupe de traitement ou d'indemnité initial, si un tel examen est prévu ;

3) avoir suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement et d'indemnité supérieur organisés par l'Institut national d'administration publique ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale.

Pendant les années 2016-2019, un total de 164 agents étatiques ont suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement/d'indemnité supérieur organisés par l'INAP. Pour l'année 2020, aucun agent n'a pu, pour le moment, terminer le cycle de formation. Le tableau ci-dessous récapitule les agents par groupe de traitement/d'indemnité :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La loi précitée du 25 mars 2015 ne prévoit pas de durée pour la validité de la réussite des épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement ou d'indemnité supérieur. Le certificat de qualification établi en faveur d'un agent qui a suivi avec succès un cycle de formation préparatoire peut dès lors être pris en compte de manière illimitée dans le temps pour apprécier l'admissibilité de sa candidature.

Depuis l'année 2017, un total de 52 fonctionnaires et employés ont achevé avec succès la procédure de la carrière ouverte. Le tableau ci-dessous récapitule les groupes de traitement/d'indemnité concernés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La répartition de ces 52 agents dans les différentes administrations se fait selon le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dans la mesure où mes services ne disposent pas des données nécessaires concernant les fonctionnaires et employés affectés auprès des établissements publics, je ne peux pas fournir à l'honorable Députée le nombre d'agents y ayant achevé avec succès la procédure de la carrière ouverte.

Question 2456 (30.06.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **formations pour entraîneurs à l'ENEPS :**

Suite au règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 concernant les subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée, les formations pour entraîneurs à l'ENEPS sont de plus en plus demandées.

Le subside ordinaire « qualité+ » qui s'élève à 150 € par licence de compétition incite les clubs à demander leurs entraîneurs de s'inscrire aux différentes formations données par l'ENEPS.

Vu que le brevet d'État luxembourgeois pour entraineurs n'est délivré que si le ou la candidat(e) a réussi le module général et le module spécifique de son sport, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- Quel est le nombre de candidats qui s'est présenté au module général C les dix dernières années ? Quel est le pourcentage de réussite pour ce module ?

- Quel est le nombre de candidats qui s'est présenté au module général B les dix dernières années ? Quel est le pourcentage de réussite pour ce module ?

- Quel est le nombre total des candidats qui a obtenu respectivement les brevets d'État d'entraîneur C, B et A les dix dernières années pour chaque sport spécifique ?

- Quel est le nombre d'entraîneurs qui a obtenu une équivalence d'un diplôme délivré à l'étranger sans avoir obtenu le brevet d'État ?

Dans de nombreuses disciplines, les entraîneurs doivent accomplir leur formation à l'étranger du fait que le module spécifique n'est pas proposé au Luxembourg.

- Les frais de participation sont-ils remboursés ou partiellement remboursés aux candidats sachant que ces derniers doivent payer des frais d'inscription pour la formation entière sans que le module spécifique de leur discipline soit offert au Luxembourg ?

La demande pour certaines formations comme celle du « Fitnesstrainer » à l'étranger est élevée. Ces candidats obtiennent des brevets C, B et A sans avoir accompli un module général d'entraineur à Luxembourg et n'obtiennent donc pas le brevet d'État. Souvent les formations en question ne sont pas assez exigeantes et ne prévoient pas l'accomplissement obligatoire d'un stage pratique.

- Quelles solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour aborder ce problème ?

Réponse (03.08.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports, l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) a pour mission, entre autres, la formation, théorique et pratique, des cadres techniques et administratifs des fédérations et sociétés sportives, des animateurs des activités sportives de loisir et des animateurs de groupes déterminés spécifiques, ainsi que le recyclage et le perfectionnement par une formation permanente des susdits cadres et animateurs. L'article 10 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport précise que l'État, à travers l'ENEPS, détermine et organise ces formations à la demande et avec le concours du mouvement sportif.

Les chiffres demandés quant au nombre de candidats ayant suivi et réussi les différentes formations d'entraîneurs organisées par l'ENEPS, ensemble avec le mouvement sportif, entre 2010 et 2019 sont repris ci-dessous :

1. Module général - Cycle inférieur (C)

Nombre de candidats qui se sont présentés : 1.639.

Le taux de réussite est de 78 %.

2. Module général - Cycle moyen (B)

Nombre de candidats qui se sont présentés : 308.

Le taux de réussite est de 92 %.

3. Brevets d'État obtenus par discipline sportive

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

4. Équivalences obtenues (toutes disciplines sportives confondues)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tel qu'il ressort du tableau repris sous le point 3, les cycles moyens (B) et supérieurs (A) des formations afférentes ne sont, dans la majorité des cas, pas organisés au Luxembourg, ceci à défaut de masse critique de candidats. Les candidats relevant des disciplines sportives concernées sont orientés à poursuivre leur formation à l'étranger. Les frais de participation de formations suivies à l'étranger incombent aux candidats. Il en est d'ailleurs de même pour le paiement des frais d'inscription au Luxembourg. Les frais de participation de formations ne donnent en principe pas lieu à remboursement.

Il est précisé que les formations peuvent donner lieu à l'octroi d'un congé-jeunesse ou d'un congé de formation.

Des formations dans le domaine « fitness » sont actuellement sanctionnées par un brevet d'État d'animateur de sport-loisir, spécialisation « fitness », sur base d'un règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration de la formation des animateurs de sport-loisir. Les dispositions réglementaires prévoient deux niveaux de formation, à savoir le cycle inférieur et le cycle supérieur, contrairement aux formations des entraîneurs pour lesquelles trois niveaux de formation sont prévus (cycle inférieur, moyen et supérieur).

À noter que conformément au programme gouvernemental disposant que l'offre de formations de l'ENEPS sera améliorée et élargie, la refonte des règlements grand-ducaux du 16 janvier 1990 relatifs à la formation des cadres techniques et administratifs est actuellement en voie d'élaboration. Est notamment prévue, une formation dans le domaine « fitness », se composant d'une partie commune, d'une partie spécialisée et d'un stage pratique. Le texte afférent sera prochainement introduit dans la procédure réglementaire.

Question 2457 (30.06.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **situation actuelle dans les structures pour personnes en situation de handicap :**

Selon la réponse à la question parlementaire n° 2284, les gestionnaires des structures pour personnes en situation de handicap ont été informés par courrier postal en date du 19 mai 2020 qu'ils pourraient passer à une phase de reprise après le confinement dû au Covid-19. Madame la Ministre de la Famille avait souligné que « Ainsi, je soutiens les gestionnaires de services conventionnés pour personnes en situation de handicap dans leur désir de commencer à relancer, de façon progressive, leurs activités dans les services d'activités de jour, les ateliers protégés et les centres de propédeutique professionnelle pour personnes handicapées tout en tenant compte des besoins spécifiques dus à une population très diversifiée et présentant des degrés de vulnérabilité très différents […]. J'ai prié les gestionnaires de bien vouloir rouvrir les structures d'hébergement vers le monde extérieur au plus tard à partir du lundi 25 mai 2020. »

Selon nos informations, un certain nombre de structures pour personnes en situation de handicap n'ont pas élaboré des stratégies de reprise, ayant comme conséquence que les résidents restent toujours « bloqués » dans leur chambre.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

- Combien de structures n'ont toujours pas débuté la phase de reprise ? Pour quelles raisons ?

- En tout état de cause, quel est l'état actuel de la reprise dans les structures pour personnes en situation de handicap ?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Tous les gestionnaires de structures pour personnes en situation de handicap ont élaboré des stratégies de reprise et toutes les structures ont repris leurs activités.

Au 15 juillet 2020, selon les taux d'occupation respectifs, les services d'activités ont repris leurs activités à 62 % de leur capacité, les centres de propédeutique professionnelle à 84 % et les ateliers protégés à 86 %.

Question 2458 (01.07.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **modèle du « Barnahus » :**

Le modèle du « Barnahus », développé dans les pays scandinaves, rassemble en un seul endroit les victimes mineures ayant subi soit des violences physiques, soit assisté à des violences conjugales, soit ayant subi des abus sexuels ou ayant fait l'objet de négligence grave. Dans le « Barnahus » sont organisés notamment un accueil psychologique, une audition judiciaire sous contrôle d'un juge, un examen physique effectué sur ordre du juge par un médecin pédiatre ou par un médecin légiste ainsi que des séances de psychothérapie posttraumatologique. Dans cette même infrastructure se rencontrent donc les métiers de psychologue, de médecin, de juge, de procureur et d'assistant social, collaborant tous dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Selon la réponse commune du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministre de la Justice du 27 décembre 2016 à la question parlementaire n° 2548, les avantages d'un « Barnahus » sont multiples, à savoir :

« La création d'un tel service permettra à l'avenir de réduire le stress de l'enfant, qui ne doit être déplacé ni vers un hôpital ni vers un commissariat de police, mais uniquement vers ce service installé dans une maison aménagée de façon à ce que l'enfant s'y sente bien. L'audition n'a lieu en principe qu'une seule fois et elle est réalisée dans le modèle islandais par un psychologue d'enfants spécialement formé pour effectuer ces entretiens sous la direction du juge, qui lui transmet ses demandes par le biais d'une oreillette pendant l'audition. Le juge siège dans les mêmes infrastructures et suit l'entretien sur vidéo en même temps que son enregistrement. […] L'enfant n'a pas besoin de comparaître au procès, son audition enregistrée servant de témoignage. »

En 2015 une délégation luxembourgeoise, composée de représentants de l'ALUPSE, de l'ORK du SNJ, du SPOS, de la Police judiciaire, des ministères de la Justice et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a visité un « Barnahus » islandais.

Suite à cette visite, il a été annoncé que le Luxembourg se doterait également d'une telle structure.

L'ouverture d'une telle structure a été prévue pour 2019.

Or, en 2019 les ministres concernés et susvisés ont annoncé que : « Le texte réglementaire n'étant pas encore élaboré, la structure „Barnahus" ne pourra pas être mise en place en 2019. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est l'état d'avancement du projet « Barnahus » ?

2) Est-ce que le texte réglementaire destiné à donner un cadre légal à cette institution, d'en clarifier les missions et de définir les règles de collaboration entre les instances concernées est élaboré ?

3) Pour quand la structure « Barnahus » pourrait-elle être mise en place ?

Réponse commune (25.08.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) En 2015, après avoir participé à une visite d'étude en Islande, où le concept du « Barnahus » (Maison de l'enfant) a été développé, l'ORK a plaidé dans ses recommandations « pour que le Luxembourg s'inspire de ce concept qui a fait ses preuves, qui met clairement en avant la priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant et qui demande aux différents intervenants d'adapter leur pratique en conséquence ». Après avoir été recommandé par le Conseil de l'Europe, l'Union européenne a également fait sienne la promotion du modèle « Barnahus » à partir de l'année 2015 afin de promouvoir des services multidisciplinaires et des coopérations interinstitutionnelles pour la prise en charge d'enfants victime de violence, et ceci dans une approche adaptée aux enfants (child-friendly).

Ainsi, un corpus de 10 standards de qualité a été développé ces dernières années afin de mettre en place ou bien d'évaluer des dispositifs en la matière et s'inspirant e. a. du modèle original islandais (www.childrenatrisk.eu/promise/standards/) respectivement des Child Advocacy Centres (CAC) aux États-Unis (www.nationalchildrensalliance.org/cac-model/) : 1.1. Considération de l'intérêt supérieur de l'enfant, 1.2. Participation de l'enfant, 1.3. Prévenir les retards excessifs, 2. Collaboration multidisciplinaire et interinstitutionnelle, 3. Population cible inclusive, 4. Environnement convivial pour / adapté aux enfants, 5. Collaboration entre secteurs et gestion de cas, 6. Exploration et audition médico-légale, 7. Évaluation médicale et traitement, 8. Services thérapeutiques, 9. Développement des compétences professionnelles en équipe et en individuel, 10. Partage de l'information, sensibilisation et prévention.

Au Luxembourg, les différentes parties prenantes ont été associées aux réflexions quant à l'implémentation de l'approche « Barnahus » dans le contexte luxembourgeois dans le cadre d'un groupe de travail pluridisciplinaire créé en 2017. Fin 2018, le projet initialement nommé « Centre national d'audition et de thérapie pour enfants » (CNATE) a été renommé « Centre national d'information et d'intervention en matière de maltraitance de mineurs » (CNIM) et a été repris par un fonctionnaire affecté auprès de l'Office national de l'enfance (ONE).

Au cours de l'année 2019, des travaux de recherche concernant les différents modèles de CAC/Barnahus ont complété la réflexion autour des multiples définitions et concepts de la maltraitance et des psychotraumatismes y liés (conceptualisation, formes, origines, facteurs de risque et ressources, thématiques de la révélation, de la signalisation) ainsi que l'élaboration d'un concept et organigramme CNIM. De plus, une analyse en interne a été réalisée du dispositif actuel sur base des standards de qualité précités. Cette dernière permettant de concevoir le « Barnahus » plutôt/davantage comme méthodologie de travail interinstitutionnel au lieu d'un programme prioritairement infrastructurel.

Le groupe de travail s'est réuni trois fois en 2019 et une journée d'études auprès des autorités policières et judiciaires a eu lieu, mettant en évidence la complexité des procédures pénales et du nombre de personnes y impliquées. Un des constats partagé parmi les acteurs a été le besoin d'une rapide prise en charge psychosociale et psychothérapeutique des enfants victimes auditionnés par le Service « Protection de la jeunesse » de la Police grand-ducale dans la suite immédiate d'une plainte. De même, le volet de la prévention en matière de maltraitance et d'abus sexuels sur enfants est considéré comme une mission importante d'un futur dispositif renforcé en la matière afin de garantir une meilleure prise en charge globale des enfants victimes de maltraitance et d'abus sexuels, notamment en ce qui concerne la sensibilisation tant des professionnels que la population en général.

Une journée d'études dédiée à la prise en charge psychothérapeutique n'a pas pu avoir lieu en raison de l'épidémie du Covid-19. Le groupe de travail se réunira en automne 2020 pour avancer dans la mise en œuvre d'une méthodologie de prise en charge multidisciplinaire et interprofessionnelle - respectueuse des droits de l'enfant - s'inspirant du modèle de référence du « Barnahus » et des standards de qualité tout en tenant compte des spécificités, expériences et expertises présentes au Luxembourg.

ad 2) Au vu de l'évolution en relation avec les travaux concernant la réforme de la protection de la jeunesse telle qu'annoncée en novembre 2019 auprès du Comité de droits de l'enfant des Nations Unies[11] ainsi que de la mission donnée à Madame Renate Winter par la Ministre de la Justice, Madame Tanson, en janvier 2020[12], la base réglementaire destinée à donner un cadre légal à la pratique de prise en charge globale de l'enfant et la collaboration interinstitutionnelle s'inspirant du modèle « Barnahus » sera considérée dans le volet des procédures de la protection de l'enfance.

ad 3) Le groupe de travail qui reprendra ses travaux en automne 2020 devra s'entendre rapidement sur la conception de collaboration interinstitutionnelle voulue et la mise en œuvre de la méthodologie précitée, si nécessaire par la préparation d'une phase pilote et d'une procédure-type à partir de l'année 2021.

Question 2459 (01.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **conférence de presse :**

De Premierminister an d'Gesondheetsministesch beruffen um Mëttwoch den 1. Juli 2020 um 15.00 Auer eng Pressekonferenz an, fir dem Public d'Aarbechten aus dem Regierungsrot ze presentéieren.

Parallell zu dëser Pressekonferenz ass fir 14.00 Auer eng Séance publique vun der Deputéiertechamber ugesat. Et wäert fir d'Biergerinnen a Bierger kaum méiglech sinn, souwuel d'Pressekonferenz vun de Regierungsvertrieder an d'Chamberseance am gläichen Zoch ze suivéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi stitt Dir zu dësem Fait?

[11] https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC-30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx

[12] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2020/01-janvier/28-tanson-convention.html

2. Gedenkt Dir an Zukunft d'Pressekonferenzen esou ze plangen, datt se mat der Sitzung vun der Chamber laanschteneeginn, wëssend datt dem demokrateschen Debat a Krisenzäite misst eng prioritär Bedeitung ageraumt ginn?

Réponse (01.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung hält et fir wichteg an noutwendeg, dass besonnesch am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 an de Mesuren, déi an deem Kontext geholl ginn, d'Bierger reegelméisseg informéiert ginn. D'Informatioun iwwert déi neisten Evolutiounen an eventuell Decisioune vun der Regierung ginn iwwer verschidde Kanäl a Plattforme kommunizéiert an dozou gehéieren och Pressekonferenzen a Briefingen no engem Regierungsrot.

An de leschte Wochen a Méint gouf et nieft de Reunioune vum Regierungsrot, déi an der Reegel freides sinn, och ganz vill extraordinär Reuniounen, an dat ass och den Ament ëmmer nach de Fall. Deemno ass et och net ze evitéieren, dass Briefingen op verschiddenen Deeg an der Woch stattfannen. Déi Pressekonferenze gi live gestreamt a sinn och duerno um Internetsite vun der Regierung als Video disponibel. De Bierger kann déi Pressekonferenzen deemno zu all Zäitpunkt suivéieren an ass net drop ugewisen, de Livestream ze suivéieren.

Question 2460 (01.07.2020) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**organisation du Ministère des Sports :**

An engem Interview an der geschriwwener Press vun haut huet de President vun der Vëlosfederatioun sech driwwer beklot, datt am Sportsministère wochelaang kee Mataarbechter ze erreeche war an datt d'Büroe réischt säit Nationalfeierdag erëm besat wieren. Doduerch huet et méi wéi zéng Deeg gedauert, bis d'Federatioun Äntwerten op ganz pertinent Froe fir de weideren Oflaf vun hiren Aktivitéite kritt huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Sportsminister stellen:

- Kann de Minister bestätegen, datt d'Büroe vum Sportsministère réischt säit dem 24. Juni rëm besat sinn?

- Wéi huet de Sportsministère wärend dem Confinement funktionéiert?

- Wéi vill Mataarbechter waren am Teletravail?

- Aus wéi engem Grond ass de Minister net proaktiv virgaang an huet d'Federatioune vu sech aus iwwert déi rezent Evolutiounen informéiert?

- Firwat huet et esou laang gedauert, bis d'Vëlosfederatioun Äntwerten op wichteg Froe kritt huet?

- Wëssend, datt am Beräich vun de Federatiounen an de Veräiner zum ganz groussen Deel d'Aarbecht vu Benevollen assuréiert gëtt, ass de Minister net der Meenung, datt een an esou Krisesituatiounen als zoustännege Ministère all Moyene muss a Beweegung setzen, fir déi Fräiwëlleg an hirer wichteger Aarbecht fir eis Gesellschaft ze ënnerstëtzen?

- Wa jo, firwat huet dat an dësem spezifesche Fall net geklappt?

Réponse (11.08.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierten iwwert d'Organisatioun vum Sportsministère bezéie sech op Behaaptunge vum President vun der Vëlosfederatioun den 1. Juli am „Lëtzebuerger Wort", géint déi sech dat gesamt Personal vum Sportsministère an enger Stellungnam, am Kader vun engem „Droit de réponse", deen de 4. Juli an der selwechter Zeitung publizéiert ginn ass, mat Vehemenz gewiert huet an dës Ënnerstellunge widderluecht huet.

Entgéint de Behaaptunge vum President vum Vëlosverband waren d'Büroe vum Sportsministère wärend der Zäit vum Confinement zu all Moment besat an operationell. Doriwwer eraus erlaben ech mir, den honorabelen Deputéierten drun ze erënneren, datt esou eléi all Employeur, sief dat ëffentlech oder privat, och de Sportsministère fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vu sengem Personal responsabel ass an dofir och déi néideg Mesurë geholl gi sinn, fir d'Mataarbechter vum Ministère an deem Sënn an entspriechend de gesetzleche Verflichtungen an de sanitäre Recommandatiounen ze schützen.

Verschidde Mataarbechter waren ab dem Ufank vum Confinement all Dag um Büro, anerer punktuell. De ganze Confinement iwwer war zu jidder Zäit all Divisioun vum Sportsministère komplett operationell, sief et um Büro oder am Teletravail. All Courrier ass gescannt an enregistréiert ginn. D'Rechnungen an d'Subside sinn an den üblechen Delaien traitéiert ginn. All Agent hat Zougréff op seng Mailen, soudatt all Dossier jidderzäit schnellstméiglech an Ugréff konnt geholl ginn. Zousätzlech ware sämtlech Telefone vun Ufank un entweeder op d'Receptioun oder op de GSM deviéiert, soudatt duerchgeeënd de Kontakt zu de Mataarbechter assuréiert war. D'Receptioun vum Ministère war vu méindes bis freides vu moies 8.00 Auer bis mëttes 15.30 Auer besat.

Nieft de sëllechen Agenten, déi de permanenten Déngscht am Ministère garantéiert hunn, ware reegelméisseg bis zu 26 Agenten am Teletravail.

Wat elo d'Froen ugeet, firwat de Minister net proaktiv virgaangen ass an d'Federatiounen, also dann och d'Vëlosfederatioun, net iwwert déi verschidden Evolutiounen informéiert soll hunn, esou erlaben ech mer, dem honorabelen Deputéierte seng Aussoe follgendermoossen ze widderleeën:

Vun Ufank vum Confinement un huet de Sportsministère, zesumme mat Vertrieder vum COSL, dem Sportslycée, de Sportsdokteren an zum Deel dem LIPHS, wat spezifesch d'Elittesportler ugeet, no deelweis laange Reuniounen all unerkannte Federatioune per Circulaire iwwert déi verschidde Phasen, och vum progressiven Deconfinement, informéiert an dëst dann och zousätzlech um Internetsite vum Sportsministère publizéiert.

Et géif elo wierklech ze wäit féieren, fir dem honorabelen Deputéierten am Detail all d'Demarchë vum Sportsministère am Kontext vum Covid-19 hei opzezielen, e ka se awer gären an der Annex vun dëser Äntwert chronologesch noliesen, mee et sief just bemierkt, datt de Sportsministère an der Zäit vum 15. Abrëll bis de 24. Juni 2020 net manner eléi sechs Circulairen un d'Federatioune verschéckt huet, dëst zousätzlech zu de verschiddene Recommandatioune vum Gesondheetsministère am Beräich vum Sport an de Circulairë vum Inneministère betreffend de Sport.

Wat elo konkreet d'Froe vun der Vëlosfederatioun ubelaangt, esou ware meng Leit vum Sportsministère a permanentem Kontakt, och mam Staff vun der Vëlosfederatioun, déi zu jidder Zäit Äntwerten op hir jeeweileg Froe kritt hunn, dëst ass eis iwwregens och vun deene Salariéë bestätegt ginn.

Zu der konkreeter Fro, ob d'Dräilännermeeschterschaft vun den U23 den 2. August 2020 kéint gefuer ginn, konnt zu deem Moment och kee Sportsministère eng definitiv Äntwert ginn. Op genau dës Froe krut iwwregens de President vun der Vëlosfederatioun op der Generalversammlung vum COSL den 20. Juni 2020 vu mir selwer eng entspriechend Äntwert, genausou eléi säi Sekretariat dat vu menge Leit vum Sportsministère gesot kritt huet.

Niewebäi sief och nach bemierkt, datt de Sportsministère den 2. Abrëll 2020, an enker Kollaboratioun mam SNJ an der ENEPS, den Internetsite https://aktivdoheem.lu/ lancéiert huet, deen ee grousse Succès war a weiderhin ass.

Beim Liese vun den detailléierten Demarchen an der Annex wäert dem honorabelen Deputéierte sécherlech opfalen, datt, au contraire zu sengen Aussoen, de Sportsministère all Moyenen a Beweegung gesat huet, fir d'Federatiounen, an domadder och hir Veräiner, an hirer wichteger Aarbecht fir eis Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

Dozou zielt esouwuel d'Zesummenaarbecht mam COSL, als Intermediaire tëschent den Instanzen an dem organiséierte Sport, eléi och d'Verstäerkung vun den techneschen an administrative Strukture vum Sport, an absënns de Verbänn, wou dëst Joer net manner eléi eelef zousätzlech Posten duerch d'Erhéijung vun den deementspriechende Kreditter am Staatsbudget konnte vun de Federatioune besat ginn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2461 (01.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile :**

La PSDC a été créée par le traité de Lisbonne, signé par les États membres de l'Union européenne en 2007. L'objectif central de la PSDC est la mise à disposition de capacités opérationnelles issues des États membres pour des missions votées par le Conseil de l'UE. De manière générale, conformément à l'article 42 du traité sur l'Union européenne (TUE), l'UE peut utiliser ces capacités en dehors de son territoire « afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations Unies ».

Pour cela, elle peut avoir recours à des moyens militaires aussi bien que civils, notamment en ce qui concerne les missions de prévention de conflits, les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de renforcement de l'État (State-building) ou encore les actions conjointes en matière de désarmement. Cependant, la PSDC civile a connu, jusqu'en 2018, une diminution d'importance avec notamment une réduction importante des effectifs depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Afin de redonner de l'élan à la PSDC civile et de l'aligner avec la stratégie globale de l'UE, en novembre 2018, le Conseil a approuvé le pacte en matière de PSDC civile qui prévoit notamment d'accroître les capacités mises à disposition de la PSDC civile ainsi que d'améliorer la coordination, l'efficacité et la réactivité des missions civiles. Par la suite, les États membres ont été chargés d'élaborer des plans nationaux de mise en œuvre du pacte. En décembre 2019, douze États avaient déjà élaboré leur plan national.

Par son accord de coalition, le Gouvernement actuel s'est engagé à promouvoir la participation du Luxembourg à des missions civiles, notamment à des « missions civiles de l'UE visant à reconstruire et à consolider l'État de droit et l'ordre public dans des pays ou régions sortant d'un conflit ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants :

1) Quelle est l'importance que les ministres accordent au volet civil de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE ?

2) Quelles devraient selon eux être les priorités de la PSDC civile pour les années à venir, notamment dans le contexte du pacte en matière de PSDC civile et de la stratégie globale de l'UE ?

3) Comment le pacte en matière de PSDC civile s'inscrit-il dans la stratégie de défense luxembourgeoise ?

4) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration du plan national de mise en œuvre luxembourgeois pour le pacte en matière de PSDC civile ?

5) Quel est le nombre d'effectifs mis à disposition par le Luxembourg pour la PSDC civile au cours des dernières années ? Dans quelle mesure est-il prévu d'augmenter ces effectifs dans le cadre de l'implémentation du pacte en matière de PSDC civile ?

6) Mis à part la mise à disposition d'effectifs par le Luxembourg, quelles autres contributions à la PSDC civile les ministres envisagent-ils ?

7) Le recrutement de personnes volontaires pour participer à des missions civiles s'avère-t-il difficile ? Dans l'affirmative, comment les ministres envisagent-ils attirer plus de volontaires pour participer à de telles missions civiles ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Comme l'honorable Députée le mentionne dans le texte introductif de sa question parlementaire, le Gouvernement s'est engagé à promouvoir la participation du Luxembourg aux missions civiles de l'UE. Dans l'esprit de l'approche « 3D » (diplomatie, développement, défense) de la politique étrangère luxembourgeoise, le Gouvernement réaffirme que le volet civil est un élément essentiel de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE.

ad 2) Le Luxembourg soutient la PSDC civile dans son entièreté et s'est engagé à y contribuer avec les moyens appropriés. L'adoption du pacte en matière de PSDC civile a été, pour le Luxembourg et l'UE, une étape vers une PSDC civile plus réactive, plus souple et plus en ligne avec la stratégie globale et l'approche intégrée de l'UE. Le but ultime est de consolider la position de l'Union européenne en tant que partenaire fiable, crédible et vecteur de sécurité.

En donnant un nouvel élan à la mise en œuvre des priorités stratégiques définies dans la stratégie globale de l'UE de 2016, le pacte vise également à accroître le niveau d'engagement des États membres de l'UE au sein de la PSDC civile. Dans ce contexte, les États membres de l'UE sont encouragés à se doter de plans nationaux de mise en œuvre du pacte afin notamment de revoir et d'améliorer leurs procédures et leurs structures, dans le but d'accroître le nombre d'experts pour les missions civiles et de garantir une participation active de chaque État membre.

La région du Sahel est importante pour le Luxembourg, tant d'un point de vue de la coopération au développement que d'un point de vue politique et sécuritaire, raison pour laquelle le Luxembourg soutient les missions civiles de l'UE qui sont déployées dans cette région. La participation régulière du Luxembourg aux missions déployées dans le voisinage oriental de l'UE témoigne par ailleurs de l'importance accordée à la stabilité des régions voisines de l'UE.

D'autres éléments qui méritent d'être mentionnés parmi les priorités du Luxembourg sont le renforcement du nexus sécurité interne - sécurité externe, la formation des agents qui sont déployés sur le terrain, la coopération avec les autres acteurs nationaux et internationaux et, un élément particulièrement important pour le Luxembourg, le respect de l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres.

ad 3) La valeur ajoutée de l'Union européenne par rapport aux autres acteurs régionaux et internationaux en matière de sécurité et de défense s'observe avant tout dans le domaine civil. La majorité des missions PSDC sont des missions civiles. En outre, la PSDC civile est essentielle si l'UE veut réaliser son ambition, reprise dans sa stratégie globale, de renforcer « l'approche globale de l'Union en matière de conflits et de crises ». L'autonomie stratégique de l'Union européenne requiert qu'elle englobe les aspects à la fois civils et militaires de la PSDC. La PSDC civile est au cœur de l'identité et du rôle opérationnel de l'UE.

Alors que la PSDC civile ne s'inscrit pas directement dans la stratégie de défense luxembourgeoise décrite dans les lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà, qui traite essentiellement de questions militaires, elle en est très complémentaire. Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre plus large de l'approche « 3D », qui recherche une approche coordonnée entre actions relevant de la diplomatie, du développement et de la défense.

ad 4) Le plan national de mise en œuvre luxembourgeois du pacte en matière de PSDC civile est en cours d'élaboration, en concertation avec l'ensemble des acteurs publics concernés. Il est prévu qu'il soit finalisé avant la fin de l'année.

ad 5) Le Luxembourg contribue activement à la PSDC civile en déployant du personnel dans différentes missions. Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'agents de police. Actuellement, quatre policiers sont déployés au sein de trois missions civiles : un agent au sein de l'EUCAP Sahel Mali ; un agent au sein de l'EUAM Ukraine ; et deux agents au sein de l'EUMM Géorgie.

Une dizaine de personnes ont participé à des missions civiles de l'UE dans un passé récent.

Le plan national de mise en œuvre qui est en cours d'élaboration prévoit à terme d'augmenter le nombre des effectifs. Pour ce faire, il est prévu de mener des campagnes d'informations plus ciblées. Le Gouvernement soutient les agents qui postulent auprès de l'UE pour participer aux missions civiles par le biais d'informations appropriées et en les aidant dans la préparation des dossiers et en vue des entretiens de sélection.

ad 6) Le Luxembourg fournit régulièrement un soutien financier et logistique aux missions civiles de l'UE. Il est prévu de poursuivre ce soutien en fonction des besoins spécifiques et de la plus-value que le Luxembourg peut apporter.

ad 7) Le Luxembourg compte actuellement quatre agents déployés au sein de missions civiles de l'UE. Historiquement, ce chiffre se place au-dessus de la moyenne habituelle. Il est parfois difficile de trouver des candidats adaptés aux profils recherchés. En ce qui concerne la sélection des participants aux missions, un candidat du Luxembourg se trouve souvent en concurrence directe avec des candidats d'autres États membres. Tous les candidats luxembourgeois ne sont donc pas retenus au terme du processus européen de sélection. Il y a également lieu de noter que la durée de déploiement est bien plus longue pour les missions PSDC civiles (12 à 18 mois) que pour d'autres missions de l'UE, telles que les missions de l'agence Frontex auxquelles le Luxembourg devra contribuer encore plus considérablement à partir de 2021. Afin d'augmenter le nombre de candidats au déploiement en mission PSDC civile, le Gouvernement entend appliquer les mesures décrites en réponse à la question 5. Une des priorités principales est d'améliorer le niveau d'information sur les missions civiles de l'UE. Pour sa part, la Police grand-ducale orga-

nise au moins tous les deux ans une réunion d'information destinée à tous ses effectifs afin d'agrandir le pool de candidats disponibles pour les missions PSDC civiles.

Question 2463 (01.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **délais de fixation des affaires devant le tribunal administratif pour plaidoiries :**

Depuis quelque temps et ce même avant la crise sanitaire actuelle, les affaires instruites devant certaines chambres du tribunal administratif et prêtes à être plaidées sont fixées pour plaidoiries à plus d'une année.

Le président du tribunal administratif a d'ailleurs soulevé les problèmes auxquels sa juridiction doit faire face à maintes reprises.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle confirmer ces informations et nous renseigner sur la moyenne des délais de fixation des affaires pour plaidoiries pour les années judiciaires 2015 à 2020 et pour les différentes chambres du tribunal administratif (par matière) ?

2) Quelles sont les causes de ces longs délais qui doivent être considérés comme déraisonnables et qui existaient déjà avant la crise sanitaire actuelle ?

3) Quelles mesures sont envisagées pour réduire les délais de fixation à des proportions acceptables ?

Réponse (28.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) La moyenne des délais de fixation des affaires de droit commun, c'est-à-dire hors procédures accélérées, pour plaidoiries résulte des tableaux annexés.

Les statistiques en annexe ont été établies par référence à une audience de fixation par mois, en prenant en compte l'affaire s'étant vue attribuer la date de plaidoiries la moins rapprochée. De même ces statistiques ne prennent pas en compte les affaires dites urgentes qui bénéficient de par la loi d'un rang de priorité et qui sont fixées à très brève échéance (entre une semaine et un mois).

Il faut noter qu'en général les dates des plaidoiries sont fixées sans distinction suivant les matières, à l'exception de celles pour lesquelles le législateur a prévu des délais de prononcé plus réduits (par exemple en matière de placement en rétention) et qui bénéficient donc de par la loi d'un rang de priorité.

ad 2) Les causes de ces délais sont multiples et peuvent être résumées comme suit :

1) Augmentation du nombre des affaires instruites suivant les procédures dites urgentes (49 % pour l'année judiciaire 2018-2019), pour lesquelles le législateur a prévu des délais d'instruction et de prononcé plus réduits.

Il s'agit des :

- affaires dites DUBLIN III,

- affaires d'échange de renseignement en matière fiscale,

- recours contre les décisions de placement au Centre de rétention,

- affaires en matière de protection internationale : article 35 (2) loi du 18 décembre 2015 (procédure accélérée) et article 35 (3) loi du 18 décembre 2015 (irrecevabilités et nouvelles demandes).

Comme ces affaires doivent être plaidées à courte échéance en raison des délais de prononcé imposés par le législateur et comme le nombre des affaires introduites est très fluctuant, les présidents de chambre sont contraints à une gestion « prudente » du calepin afin d'éviter un engorgement des audiences.

2) Variété des compétences attribuées au tribunal administratif et surtout augmentation de la complexité et de la technicité dans certaines matières des affaires traitées par les 15 magistrats du tribunal administratif, dont notamment :

- Plan d'aménagement général (PAG) + refontes des PAG,

- Plan d'aménagement particulier (PAP),

- affaires en matière de contributions directes,

- échanges de renseignements en matière fiscale et contentieux fiscal en général,

- permis de construire,

- marchés publics,

- commodo et incommodo,

- fonction publique,

- protection de l'environnement,

- conseil de la concurrence,

- décisions de la CSSF.

Le tribunal constate de manière générale régulièrement un phénomène des « vagues » de recours dans certains domaines, ce qui implique inévitablement, du moins temporairement, une prolongation des délais de fixation devant la chambre concernée.

Par ailleurs, le tribunal est de plus en plus souvent confronté à des dossiers qui, par leur nombre (cas de recours qui doivent être regroupés), leur volume et leur complexité (notamment les recours introduits dans le contexte de la refonte des PAG ou encore en matière du droit de la concurrence), nécessitent un temps conséquent de préparation, de délibéré et de rédaction, de sorte que de tels dossiers ont évidemment des répercussions sur les délais de fixation des affaires devant les chambres concernées, puisque souvent le juge rapporteur doit être dispensé de siéger dans d'autres affaires pendant plusieurs audiences pour se consacrer exclusivement à l'instruction du dossier concerné, voire sur les délais de fixation des autres chambres, tel que cela a été le cas récemment en raison de l'introduction de 64 recours dans le cadre de la refonte du PAG de la Ville de Luxembourg, ayant nécessité une redistribution des affaires entre les différentes chambres.

3) À noter enfin que la crise du Covid-19 a eu des répercussions directes sur le fonctionnement du tribunal :

- Les quatre chambres du tribunal ont dû refixer au début du confinement pendant trois semaines les plaidoiries de toutes les affaires, sauf celles dans lesquelles le législateur a prévu des délais de prononcé plus réduits.

- La moitié de l'effectif du tribunal administratif a pris le congé pour raisons familiales, ce qui a eu pour effet que seulement deux chambres, dont une chambre ad hoc ayant traité les affaires urgentes, ont pu fonctionner durant le confinement jusqu'au 25 mai 2020.

ad 3) Le projet de loi n° 7528 voté en première lecture le 16 juillet 2020 prévoit la création de trois postes de magistrats supplémentaires. Ce renforcement qui sera effectif à partir du 15 septembre 2020 permettra de compléter les effectifs du tribunal administratif et d'évacuer davantage d'affaires.

Depuis quelques années les juridictions administratives peuvent également recourir à des référendaires pour étoffer leur équipe.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2464 (01.07.2020) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **redressement du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf :**

Dans le cadre d'une question parlementaire du 26 février 2018, j'ai attiré l'attention de l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur l'état du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf se présentant déjà à cette date comme très mauvais. Dans sa réponse du 16 avril 2018, Monsieur le Ministre indiquait qu'« il s'ensuit que la réalisation des travaux proprement dits pourrait commencer en 2019 ». Jusqu'à aujourd'hui, ces travaux n'ont pas commencé. En plus, selon une publication récente au « Luxemburger Wort », il y aurait encore toujours des autorisations de la part du Ministère de l'Environnement qui manquent. Ni l'Administration des ponts et chaussées ni les communes concernées ne seraient au courant de l'état d'avancement de ce projet d'après cet article.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est le projet de redressement de cette route si importante pour les habitants et le tourisme dans cette région ?

- Selon la réponse à ma question parlementaire précitée, « l'acquisition de ces dernières emprises étant en train d'être finalisée, le projet définitif, dont la réalisation figure sur la programmation pluriannuelle de 2019, sera présenté sous peu ». Qu'en est-il de ces acquisitions ? Quand est-ce que le projet définitif sera présenté ?

- Madame la Ministre, y a-t-il des autorisations qui manquent encore de la part du Ministère de l'Environnement ?

- Quelle priorité revient à cette route, sachant bien que l'avant-projet du redressement du chemin CR137 avait déjà été approuvé le 8 septembre 2014 par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ?

Réponse commune (31.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Bien que toutes les emprises nécessaires eussent pu être réalisées au préalable, les travaux de redressement du CR137 de Consdorf vers Berdorf ne pouvaient néanmoins pas être entamés dans les délais prévus. La raison en étaient les inondations de 2018 dans la région qui avaient causé la destruction de toutes les routes alternatives en direction de Berdorf.

Comme l'autorisation initiale avait entre-temps expiré et la législation y relative avait changé, une nouvelle autorisation environnementale pour les travaux vient d'être délivrée.

Le dossier de soumission proprement dit sera approuvé fin de l'année 2020 et l'adjudication publique sera lancée au premier trimestre 2021.

Les travaux de redressement du CR137 pourront donc probablement commencer après l'été 2021.

Question 2468 (02.07.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **législation sur la colocation :**

D'Konzept vun de Wunngemeinschaften ass eng Pist, fir méi abordabele Wunnraum op de Marché ze bréngen a gëtt virun allem vu jonke Leit gefrot a genotzt. D'Reglementatioun vun de Wunngemeinschaften ass awer fir de Moment net ganz kloer.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Schafft de Minister un enger Gesetzgeebung, déi de Matbewunner aus enger Wunngemeinschaft Rechtssécherheet assuréiert an am Aklang mat dem ugepasste Gesetz aus dem Joer 2019 iwwert d'Securitéit, Hygiène a Salubritéit steet?

- Ass de Minister der Meenung, datt an enger Wunngemeinschaft eng Bezuchspersoun selwer soll wunnen, déi d'Responsabilitéit an d'Gestioun vun der Wunneng iwwerhélt?

- Ass de Minister bereet, eng Etüd iwwert den Observatoire de l'habitat ze maachen, wéi sech d'Präisser am Beräich vun der kommerzieller Souslocatioun a Colocatioun an de vergaangene fënnef Joer entwéckelt hunn?

- Ass de Minister der Meenung, datt d'Locatiounspräisser pro Zëmmer an d'Proportioun vun de Gemeinschaftsfläche bei enger kommerzieller Colocatioun pro Awunner net d'Moyenne vun de Loyere pro Meterkaree, déi duerch den Observatoire de l'habitat jee no Regioun ermëttelt gi sinn, däerf iwwerschreiden?

Réponse (16.07.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement :*

Ech erlabe mer, den éierewäerten Députéierte Marc Lies op déi gemeinsam Äntwert vun der Inneministesch a mir selwer zur parlamentarescher Fro Nr. 2410 ze verweisen, déi all déi Froen a Bezuch op Wunngemeinschafte beäntwert. Wéi an där Äntwert ausféierlech geschriwwe gouf, ass d'Verloune vun Zëmmeren iwwer individuell Mietverträg net als „colocation" ze verstoen.

Wat eng eventuell Recherche zur Präisentwécklung vun de „chambres meublées" ugeet, esou si meng Servicer amgaangen, dofir Referenzfroen auszeschaffen.

Question 2469 (02.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **bon d'hébergement de 50 euros :**

Den Tourismusminister huet nom Covid-19-Lockdown decidéiert, de lokalen Tourismus mat Hëllef vu Bongen am Wäert vu 50 € ze énnerstëtzen. Ab dem 15. Juli bis den 31. Dezember 2020 kënnen d'Mënschen zu Lëtzebuerg an d'Frontalieren aus der Groussregioun hir Iwwernuechtungen an engem Hotel, Bed&Breakfast, Auberge oder Camping zu Lëtzebuerg mat esou engem Bong bezuelen. Insgesamt sollen 730.000 där Bonge verdeelt ginn, wat de Staat ronn 36,5 Milliounen Euro kascht.

All Bong enthält perséinlech Donnéeën, dorënner den Numm, d'Adress an de Gebuertsdatum, déi noutwennegerweis aus enger Datebank geholl goufen. Wärend aner Entreprisen normalerweis een explizitt Averständnis vun hire Clientë musse froen, fir dës Donnéeë kënne fir Promotiounen ze benotzen (GDPR-Averständnis), schéngt bei dësem Bong op d'Donnéeë vu ronn 730.000 Persounen - dorënner och Mannerjäreger - zougegraff ginn ze sinn, ouni allerdéngs am Virfeld den explizitten Accord vun de Leit gefrot ze hunn. D'Donnéeë goufen traitéiert an d'Leit net eenzeln doriwwer informéiert, wat also an totalem Kontrast zum Dateschutz steet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Tourismus dës Froe stellen:

1. No der Schätzung vum Minister, wéi vill Bonge wäerte bis Enn dëst Joer ageléist ginn?

2. Wat ënnerscheet dëse Bong vun der Regierung vun anere Bongen, déi Entreprisen normalerweis u Clientë verschécken?

3. Aus wéi enger Datebank entstamen d'Daten, déi fir d'Erstellung vun dëse Bonge genotzt goufen?

4. Ass et fir de Minister gerechtfertegt aus Promotiounszwecker massiv op d'Donnéeë vu 730.000 Persounen - dorënner Mannerjäreger - zouzegräifen, an dëst ouni explizitten Accord vun de Leit?

5. Firwat gouf net op eng Opt-in-Prozedur zréckgegraff, wou d'Leit, déi interesséiert un der Promotioun sinn, hätte kënnen de Bong iwwer eng zentraliséiert Plattform ufroen?

6. Wéi gesäit d'Prozedur aus, wann de Bong vun enger Persoun bei engem Hotelier ageléist gëtt?

7. Ugesiichts, datt de Bong voll mat perséinlechen Donnéeë gespéckt ass, ka verfollegt ginn, wéi eng Persoun dëse Bong wéini a wou ageléist huet?

8. Analyséiert de Ministère wéi eng Bongen ageléist goufen? Falls jo, mat wéi enger legaler Basis ginn dës Donnéeën analyséiert?

Réponse (24.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

De 50-Euro-Iwwernuechtungsbong ass eng Mesure vum Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg", fir déi national Wirtschaft an den Tourismussecteur ze énnerstëtzen. Dëse Bong ka vu Frontalieren a Residenten iwwer 16 Joer an enger Iwwernuechtungsstruktur zu Lëtzebuerg ageléist ginn. Insgesamt krute ronn 730.000 Persounen e 50-Euro-Iwwernuechtungsbong zougeschéckt, dëst an Zesummenaarbecht mam Registre national des personnes physiques an dem Centre commun de la sécurité sociale. Den Artikel 6, Punkt 1. e) vum Règlement général sur la protection des données rechtfertegt dës Virgoensweis, well explizitt virgesinn ass, datt « le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie: e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ». Des Weideren huet d'Commission du registre national e favorabelen Avis zu der Notzung vun Donnéeën am Kontext vum 50-Euro-Iwwernuechtungsbong ginn.

Doduerch, datt d'Bonge per Courrier verschéckt goufen, gëtt séchergestallt, datt eng gréisstméiglech Unzuel vu Leit de Bong och kréien an dat ouni musse selwer aktiv ze ginn. Eng Opt-in-Prozedur wär fir de Bierger méi komplizéiert gewiescht an et hätt missen en Outil informatique geschaaft ginn, fir d'Verdeele vun de Bongen ze organiséieren.

D'Prozedur, fir de Bong anzeléisen, ass onkomplizéiert. De Client bucht säin Openthalt an informéiert den Hotelier, dass e säi Bong wëllt benotzen. Beim Bezuele vun der Rechnung, gëtt de Client dem Hotelier de Bong. Um Bong befanne sech zwee verschidde QR-Coden:

1. de QR-Code „GouvCheck": fir d'Iwwerpréiwung vun der Echtheet vum Bong. An deem QR-Code stinn an digitaler Form déi Donnéeën, déi och op de Bong geprint sinn, d. h. de Code vum Bong, den Numm, de Virnumm an de Gebuertsdatum vum Besëtzer vum Bong;

2. de QR-Code „Code": Dee Code declenchéiert, dass den Hotelier 50 € iwwerwise kritt. Den Hotelier scannt mat sengem Smartphone a mat der GouvCheck-App de GouvCheck-QR-Code an iwwerpréift d'Resultat mat den Informatiounen, déi um Bong stinn. Den Hotelier scannt mat sengem Smartphone a mat der LetzShop-App de LetzShop-QR-Code an dréit d'Nummer vun der Clientsrechnung an der App an. Den Hotelier zitt dem Client 50 € vun

der Rechnung of an den Hotelier kritt vu LetzShop 50 € iwwerwisen.

Et wier technesch méiglech, nozevollzéien, wéi e Bong wéini a wou ageléist gouf. Deen Traçage ass awer net noutwendeg, weeder fir dass de Bong ka benotzt ginn, nach fir dass den Hotelier d'Valeur vum Bong ausbezuelt kritt. Aus deem Grond gëtt deen Traçage net gemaach. Fir datt den Hotelier déi Zomm iwwerwise kritt, déi him zousteet, gëtt festgestallt, wéi vill Bongen an deenen eenzelen Hebergementsbetriber ageléist goufen. Et gëtt net analyséiert, wéi eng Bongen datt dat waren. D'Unzuel vu Bongen, déi wäerte bis Enn vun dësem Joer ageléist ginn, kann zum aktuellen Zäitpunkt nach net virausgesot ginn.

Question 2471 (02.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **droits de scolarité au Royaume-Uni :**

La Secrétaire d'État britannique en charge des universités vient de confirmer que suite au Brexit et à partir de la rentrée 2021, les droits de scolarité pour étudiants ressortissants de l'UE seront alignés à ceux - nettement plus élevés - que doivent payer aujourd'hui les étudiants des pays tiers.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois ayant déjà commencé leurs études à une université britannique ainsi que pour ceux qui commencent leurs études en 2020.

- Comment vont évoluer les droits d'inscription à partir de 2021 ?

- Comment l'Université du Luxembourg entend-elle traiter les étudiants britanniques après le Brexit ?

Réponse (04.08.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Les étudiants luxembourgeois ayant déjà commencé leurs études supérieures auprès d'une université au Royaume-Uni ainsi que ceux qui commenceront leurs études supérieures pendant l'année académique 2020-21 continueront à payer les mêmes frais d'inscription que les étudiants britanniques, et cela pour toute la durée du programme d'études dans lequel ils sont inscrits.

En ce qui concerne la rentrée académique 2021-22, les étudiants de l'Union européenne qui souhaitent entamer des études supérieures dans une université britannique devront s'acquitter des frais d'inscription majorés, tout comme les étudiants internationaux.

Les frais d'inscription à l'Université du Luxembourg sont les mêmes pour les étudiants résidant au Luxembourg, les étudiants de l'Union européenne et les étudiants venant de pays tiers. À l'heure actuelle, il est prévu de maintenir les frais d'inscription au même niveau pour tous les étudiants, indépendamment de leur origine.

Question 2472 (03.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **PET Scan :**

De PET-Scan ass e medezinnescht Gerät, dat den Dokteren dobäi hëlleft verschidde Krankheeten, ënner anerem Kriibs, ze erkennen. De Patient kritt heibäi eng radioaktiv Substanz gesprëtzt, fir Organismen am Kierper siichtbar ze maachen, éier en dann an de Scan geluecht gëtt.

Am Grand-Duché gëtt et just ee PET-Scan am CHL, doduerch sinn eisen Informatiounen no am Moment d'Waardezäite fir e Rendez-vous relativ laang.

Des Weidere si mir gewuer ginn, datt beim PET-Scan, deen eisen Informatiounen no réischt 1,5 Joer al ass, e gréisseren Update géif ustoen, wouduerch en eng Zäit laang net a Betrib wier.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet an un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wéi laang hunn d'Patienten an der Moyenne misse virun der Covid-19-Pandemie op e Rendez-vous fir de PET-Scan waarden a wéi laang musse se momentan op e Rendez-vous waarden bis eventuell Retarden opgeschafft sinn?

2. Wëssend datt eis Populatioun weider wiisst an aus den Erfarungen eraus vun der Covid-19-Krise, wier et net sënnvoll en zweete PET-Scan am Land ze hunn? Eng Etüd (Von Schulthess) vun 2011 hat schonn drop higewisen, datt ee PET-Scan séier géif u seng Limitte stoussen.

3. Kann d'Regierung d'Informatioune vum Update bestätegen? Wa jo, wéi laang ass de PET-Scan dann hors service?

4. Kann d'Regierung bestätegen, datt et Schwieregkeete ginn, fir vun der CNS e Remboursement geneemegt ze kréien, wa Patiente fir e PET-Scan an d'Ausland ginn?

5. Wa jo, firwat?

6. Falls de PET-Scan duerch den Update sollt länger ausfalen, ginn da PET-Scannen am Ausland automatesch vun der CNS accordéiert?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Laut den Informatioune vum nationale PET-Zenter op de 16. Juli 2020, louch d'Duerchschnëttswaardezäit fir ee Rendez-vous virun der Pandemie ongeféier bei zwou Wochen. Aktuell läit dës Waardezäit bei dräi bis véier Wochen. Am Fall wou e medezinneschen Noutfall besteet, ginn d'Examen innerhalb vun 72 Stonne realiséiert.

ad 2. Eréi schonn an der Äntwert zur Question parlementaire N° 1991 ernimmt, ass am Projet fir dat neit Gebai vum Centre hospitalier eng Fläch virgesi fir d'Installatioun vun engem zweete PET-Scan, dëst am nationale PET-Zenter.

Betreffend d'Versuergung vu Covid-19-Patienten, ginn et keng wëssenschaftlech Recommandatioune fir dës Zorte vun Examen an och net an der akuter Phas vun dëser Krankheet. Et muss een awer och drop hiweisen, datt an deene Fäll, wou et néideg war, den Zougang zum PET-Scan absolut net gefäerdet war duerch d'Pandemie Covid.

ad 3. Den nationale PET-Zenter huet confirméiert, datt effektiv een Update virgesinn ass. Den Apparat ass dofir da manner eréi 48 Stonnen ausser Betrib. Fir d'Kontinuitéit vun de Behandlungen ze garantéieren, gëtt dës Interventioun wa méiglech iwwert de Weekend gemaach. Eng Erweiderung vun de Rendez-vous-Zäiten (eréi méi fréi moies oder méi spéit owes, oder z. B. samschdes) kéint proposéiert ginn. Et kéint och verfuer ginn eréi an der Äntwert op d'Fro 6 beschriwwen.

ad 4. + 5. A priori huet d'Gesondheetskeess keng Problemer festgestallt wat d'Autorisatiounen uginn, fir e PET-Scan am Ausland geneemegt ze kréien.

Fir e PET-Scan am Ausland remboursséiert ze kréien, muss een am Virfeld eng Autorisatioun hu vun der Gesondheetskees, déi op dem Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet baséiert. Dësen Apparat steet nämlech op der Lëscht vun den „équipements lourds", wou de Remboursement vun der Krankekeess un eng prealabel Autorisatioun vum Kontrolldokter gebonnen ass. Den Artikel 20 Paragraf 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Si ces prestations de soins de santé transfrontaliers impliquent :

1) […]

2) le recours aux infrastructures hautement spécialisées et coûteuses que sont les centres de compétence nationaux, les services nationaux et les établissements spécialisés de rééducation, de convalescence et de cures thermales ou à des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux, déterminés au plan hospitalier national en exécution de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

la prise en charge est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. […] »

Elo kann et awer sinn, datt de Remboursement vun der Gesondheetskeess refuséiert gëtt, well verschidden Dokteren oder Assuréen dëst net wëssen an de PET-Scan an d'Ausland maache ginn ouni déi Autorisatioun.

ad 6. An der Vergaangenheet huet de CHL d'Gesondheetskeess ëmmer informéiert, wann de PET-Scan ausgefall ass a gefrot, datt all Demandë fir e PET-Scan am Ausland accordéiert ginn. Dës Demandë goufen dann och ëmmer accordéiert vun der Gesondheetskeess a vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet.

Question 2474 (03.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **fréquence des tests de dépistage de la Covid-19 :**

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land. Ganz aktuell ass mer elo e Fall vun enger Persoun zougedroe ginn, déi an engem héich sensibele Beruff schafft a sech reegelméisseg teste léisst. Déi Persoun huet bannent fënnef Deeg zwou Invitatioune kritt, fir an en Test ze goen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi kann et sinn, datt déi nämmlecht Persoun bannent fënnef Deeg zwou Invitatioune kritt, fir sech testen ze loossen?

2. Op wat fir eng Datebasis gëtt sech beruff, fir d'Invitatiounen un d'Bierger ze verschécken?

3. Mir si Fäll aus medezinnesche Beruffer (Dokter, Zänndokter) bekannt, déi nach keng eenzeg Invitatioun kruten, fir sech op Covid-19 testen ze loossen. Ass dat normal?

Réponse commune (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Aluedunge fir déi flächendeckend Covid-19-Tester (Large-Scale-Testing - LST) baséieren op der Datebank vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), an där d'Beruffsgruppen no sougenannten NACE-Coden agedeelt sinn (Nomenclature générale des activités économiques dans la communauté européenne). D'Datebank vun der IGSS erméiglecht et, fir geziilt Leit unzeschreiwen, déi a bestëmmten Aktivitéitssecteure schaffen oder déi sech no bestëmmte Krittären iwwert d'ganzt Land verdeelen. D'Lëscht vun de Leit, déi sollen ugeschriwwe ginn, geet vun der IGSS op de CTIE (Centre des technologies de l'information de l'Etat), deen déi entspriechend Bréiwer erausschéckt. Well bestëmmte Gruppen awer net an der IGSS-Datebank opgefouert sinn, goufen och verschidde Lëschte vu Leit, déi sollen ugeschriwwe ginn, direkt un de CTIE iwwermëttelt. Dobäi ginn Duebelaluedunge beim selwechten Envoi erausgefiltert, mee wann eng zousätzlech Lëscht erakomm ass kuerz no engem Envoi, deen op der IGSS-Datebank berout (oder ëmgedréint), da kann et virkommen, dass déi selwecht Persoun a kuerzem Ofstand zwou Aluedunge kritt. D'Organisateure vum LST ginn dervun aus, dass déi ugeschriwwe Persoun an deem Fall nëmmen eng vun dësen Aluedunge wouerhëlt.

Well d'Datebank vun der IGSS, déi fir d'Aluedunge benotzt gëtt, just e puermol am Joer op deen neiste Stand bruecht gëtt, kann et sinn, dass net all Persoun erfaasst gëtt, déi zu de Risikogruppe gerechent gëtt, well se méiglecherweis nach net dee richtegen NACE-Code attribuéiert krut. Dës Persoune ginn awer dann iwwert déi normal Contingente vum LST erfaasst.

Question 2475 (03.07.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **guêpes :**

Les guêpes font partie des insectes pollinisateurs qui fécondent les plantes à fleurs de notre environnement. Au-delà de leur rôle en tant que pollinisateurs, les guêpes détruisent également des nuisibles et parasites en tant qu'insectivores. Ils jouent également un rôle sanitaire, limitant l'expansion de moisissures et d'agents pathogènes et accélérant la décomposition, puisqu'ils éliminent des fruits pourris, des restes de viande et utilisent du bois pourri.

Les guêpes sont en activité du mois d'avril jusqu'à la fin de septembre. C'est principalement au milieu de l'été que les guêpes peuvent entrer en conflit avec l'humain, si les insectes sont dérangés. Dans ce contexte, il est important de noter que la majorité de ces cas de « conflits » ne se produisent que pour deux des quinze espèces de guêpes sociales que l'on peut trouver au Luxembourg. La majorité des autres espèces de guêpes présentes au Luxembourg ne sont que peu agressives.

Notons que depuis la réforme des services de secours en 2018, l'élimination des nids de guêpes ne fait plus partie des missions principales du CGDIS, sauf en cas de danger réel et imminent pour la population. Notons également que la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que toute destruction non justifiée d'espèces animales sauvages est interdite.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien d'espèces de guêpes se présentent actuellement au Luxembourg ? Est-ce que la population de guêpes a augmenté dans les dernières années ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales raisons ?

2) Dans quelle mesure les services de secours ont-ils été sollicités par la population luxembourgeoise pour évacuer des guêpes au cours des cinq dernières années (chiffres ventilés par année) ? Combien de fois les services de secours sont-ils effectivement intervenus dans ce contexte (chiffres ventilés par année) ?

3) De quelle manière et où les services de secours éliminent-ils les nids ?

4) Quelles autres initiatives ayant l'objectif d'assister les résidents luxembourgeois dans le contexte d'une présence de guêpes dans leurs alentours sont soutenues par le Gouvernement ? Ces initiatives sont-elles fortement sollicitées ? De quelle manière et avec quelle fréquence ces initiatives apportent-elles leur assistance ?

5) Dans quelle mesure les campagnes de sensibilisation sur les guêpes menées par le Gouvernement sont-elles considérées un succès ? Le Gouvernement entend-il sensibiliser davantage sur ce sujet ?

6) Si un nid de guêpes est situé à la proximité immédiate d'un endroit souvent fréquenté par des personnes, quelles méthodes sont à conseiller ou déconseiller pour diminuer le potentiel de conflit entre l'homme et la guêpe, pour déplacer le nid voire pour éliminer ce dernier ?

7) Si des personnes souhaitent intervenir pour déplacer ou éliminer un nid, sont-elles tenues à demander une autorisation, à se faire conseiller ou à se faire assister ?

8) Les entreprises de désinsectisation nécessitent-elles un agrément si elles souhaitent opérer au Luxembourg pour intervenir dans le contexte d'une présence de guêpes ? Dans l'affirmative, quelles conditions doivent-elles remplir ? Les entreprises sont-elles tenues à sensibiliser les clients sur les mesures qui permettraient la coexistence entre les guêpes et l'homme et qui éviteraient l'élimination d'un nid ? Est-ce que les activités et pratiques des entreprises de désinsectisation sont contrôlées, notamment quant à leur conformité à la loi concernant la protection de la nature ? Dans la négative, Madame la Ministre jugerait-elle opportun d'introduire un tel contrôle ?

Réponse commune (21.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Au Luxembourg, il existe 638 espèces d'aculéates (hyménoptères à aiguillon), dont 342 espèces d'abeilles (dont les larves sont végétariennes) et 296 espèces de guêpes (dont les larves sont carnivores). Parmi les 296 espèces de guêpes, 15 en sont sociales et 281 solitaires. 15 espèces de guêpes sociales vivent en colonie, dont :

- 4 espèces de guêpes polistes (Polistinae) : P. dominula, P. biglumis, P. albellus, P. nimpha ;

- 11 espèces de frelons (Vespinae), de 3 genres :

Dolichovespula: D. saxonica, D. norwegica, D. sylvestris, D. media, D. adulterina et D. omissa ;

Vespula: V. rufa, V. vulgaris, V. germanica et V. austriaca ;

Vespa: V. crabro.

Les espèces de guêpes sociales V. vulgaris et V. germanica causent la plupart des conflits.

Chaque colonie de guêpes sociales ne vit que pendant une seule année et se constitue en été, et davantage lors des étés chauds et secs. Les ouvrières passent une grande partie de leur vie à nourrir les larves avec des insectes ou des morceaux de charogne. Dès la fin d'été, le nombre d'œufs pondus par la reine se réduit fortement ; en conséquence le nombre de larves à nourrir diminue de sorte que les ouvrières passent plus de temps hors du nid, à la quête de liquides sucrés pour leur propre nutrition. Pour cette raison leur présence devient plus visible et ce au moment même où les colonies commencent à dépérir. À la fin de la saison, toutes les guêpes meurent sauf les nouvelles reines qui cherchent une cachette pour passer l'hiver. Si celui-ci est rigoureux et pluvieux, la majorité de ces jeunes reines meurent en période hivernale.

Toutefois, les étés à longues périodes de chaleur et de sécheresse favorisant le développement des guêpes et les hivers doux et peu pluvieux permettant aux jeunes reines de mieux résister à l'hiver, nous ne pouvons pas exclure que le changement climatique entraîne une légère hausse des populations de guêpes, même s'il n'y a pas d'observations scientifiquement valables permettant de l'affirmer à ce jour. L'équilibre biologique des populations est dynamique. Il dépend d'un grand nombre de mécanismes de régulation et ne s'installe que sur une période de longue durée.

ad 2) Avant la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), les interven-

tions des corps de sapeurs-pompiers ont été recensées dans les rapports d'activité de l'Inspectorat de la Division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours. Ceux-ci font état de 2.073 interventions en relation avec l'évacuation ou la destruction de nids de guêpes pour l'année 2016 et de 3.751 interventions pour l'année 2017.

Depuis la création du CGDIS, les interventions des centres d'incendie et de secours sont documentées sur des fiches d'intervention « LuxDoc » en version papier. La numérisation et l'exploitation informatisée de ces données sont actuellement encore en cours, de sorte qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible de répondre à la question de Monsieur le Député.

ad 3) Selon le règlement opérationnel du CGDIS, ce dernier procède à l'évacuation ou la destruction de nids de guêpes seulement « par carence », donc en l'absence d'un autre intervenant, et seulement en cas de danger imminent pour des personnes. Dans ce contexte, la direction du CGDIS a transmis une note de service à tous ses centres d'incendie et de secours (CIS) en août 2018 pour expliquer ce principe et sensibiliser son personnel aux notions écologiques. En cas de demande adressée au CGDIS pour la destruction d'un nid de guêpes, soit par l'intermédiaire du CSU 112, soit directement par un CIS local, le demandeur est renvoyé aux services écologiques compétents, tels que le réseau national des conseillers « Wespenberaternetzwerk » de natur& ëmwelt. Les pompiers sont envoyé(e)s sur place uniquement en cas d'un danger imminent pour évaluer la situation et détruire en cas de nécessité le nid.

La destruction du nid se fait par des insecticides admis par l'Administration de l'environnement. La liste avec ces produits a été communiquée par l'Administration des services de secours le 8 août 2017. Le CGDIS ne détruit en aucun cas les nids d'abeilles, mais renvoie dans ces cas au « Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzuucht ».

Il y a lieu d'ajouter que le CGDIS organise régulièrement des formations et a élaboré des fiches réflexes et flyers en étroite collaboration avec natur&ëmwelt afin de sensibiliser et informer son personnel que la destruction d'un nid est seulement le dernier recours en cas de danger imminent.

ad 4) Un dépliant de l'association natur&ëmwelt est disponible en plusieurs langues, contenant des informations sur les différentes guêpes et le comportement à adopter. De plus, l'association a créé en 2019 un réseau national de conseillers bénévoles qui sont aujourd'hui au nombre de 25.

Pendant la première saison 2019 (mai-octobre) les conseillers ont traité 1.200 demandes.

On peut obtenir les coordonnées des conseillers locaux auprès de l'association natur& ëmwelt, des municipalités, des centres de conservation de la nature, des parcs naturels et des stations biologiques.

L'association natur&ëmwelt a créé une ligne d'assistance téléphonique et les conseillers du réseau national effectuaient, dans trois quarts des cas, une visite afin de pouvoir conseiller.

ad 5) Le rapport de la première saison du réseau national des conseillers montre que, dans trois quarts des cas, des solutions sans intervention (information, sensibilisation) ou de simples mesures de guidage ont résolu le problème. En outre, un cinquième des situations nécessitaient une transposition/translocation ou une destruction du nid.

Il est notable qu'il existe un besoin substantiel en information sur les guêpes et que dans la majorité des cas la destruction du nid n'est pas nécessaire et est à considérer comme dernier recours.

ad 6) Chaque situation est différente et doit être évaluée au cas par cas.

Lorsqu'un nid de Dolichovespula est situé à un endroit problématique, dans la majorité des cas le conflit éventuel peut être réduit, voire supprimé, par des mesures de guidage avec des draps, toiles ou moustiquaires qui sont alors mis en place de façon à dévier la ligne d'accès des guêpes au nid. Puisque les Dolichovespula ont un cycle de vie très court, éviter l'endroit en question (p. ex. cabane de jardin) peut parfois être la solution. Dans des cas isolés, le déplacement du nid peut être une solution, mesure qui doit cependant être bien analysée et planifiée au préalable et qui est limitée par des facteurs comme le stade de développement de la colonie.

Les nids de Vespula germanica/vulgaris, qui sont responsables de la plupart des conflits, bénéficient de moins de solutions. Les nids sous les toitures, considérés souvent comme étant les plus problématiques, ne nécessitent pas de réelles mesures. En effet, notamment fixer une moustiquaire à la fenêtre en question peut résoudre les conflits de nids de guêpes installés dans les caissons à volets. Le cas échéant, il est cependant recommandé de ne plus baisser et remonter les volets roulants pendant que le nid est actif. Plus encore, en cas d'un nid dans le sol, un périmètre de sécurité délimité avec des poteaux et de la rubalise peut désamorcer le risque. Des mesures de guidage peuvent également être appliquées pour remédier à des conflits de certains types de nids cachés. Le déplacement de nids de Vespula, sous réserve de considérer le stade de développement de la colonie, peut constituer une solution dans des cas isolés, mais requiert beaucoup de matériel spécial et d'expertise.

Les cas des nids sous les planches de terrasses en bois, dans les caissons à volets de portes fenêtres ou qui endommagent l'isolation de la façade ou de la toiture, sont les plus compliqués et nécessitent le plus souvent d'être détruits. Toutefois, la destruction devra toujours être considérée comme la dernière issue.

ad 7) Dans cette situation il est fortement conseillé de contacter le réseau national des conseillers et de se faire assister.

ad 8) Les entreprises de désinsectisation ne nécessitent pas d'agrément. La mise à disposition sur le marché des produits biocides (insecticides) est soumise à autorisation selon le règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides. Les insecticides appartiennent au type de produits 18 figurant sur l'annexe V dudit règlement. Les autorisations afférentes contiennent le résumé des caractéristiques du produit (RCP), qui décrit spécifiquement les conditions d'utilisation du produit, notamment :

- le type de formulation (poudre, spray, grains, …) ;

- la classification du produit avec les mentions de dangers et les conseils de prudence correspondants (p. ex. très toxique pour les organismes aquatiques) ;

- la catégorie d'utilisateur ;

- les organismes cibles (guêpes, abeilles, mouches, …) ;

- la méthode d'utilisation (utilisation par pulvérisation, …) ;

- les différents types d'emballages ;

- les instructions d'utilisation, les mesures de gestion des risques spécifiques, les instructions de premiers secours et les mesures d'urgence pour protéger l'environnement, les instructions pour l'élimination du produit et les conditions de stockage.

Le produit vendu doit être étiqueté conformément au RCP. L'étiquette du produit, et éventuellement la notice d'utilisation, doivent indiquer les consignes nécessaires à observer par l'utilisateur, pour une utilisation sûre du produit.

Q510

Question 2476 (03.07.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **avantages en nature chez Luxair Group :**

Dans un article paru dans l'édition du « Journal » du 1er juillet 2020, le nouveau directeur général du groupe indique payer pour ses vols avec la compagnie aérienne Luxair. Il affirme ensuite que ceci n'est pas le cas pour les membres du conseil d'administration du groupe qui profiteraient de vols gratuits.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Comment Messieurs les Ministres qualifieraient-ils ces avantages (vols gratuits) d'un point de vue fiscal ? Ces avantages devront-ils être renseignés sur les déclarations fiscales des administrateurs ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que ces avantages puissent être perçus comme injustes dans le contexte de l'actuelle crise ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils enfin m'informer si toutes les prestations effectuées par les administrateurs au sein du groupe sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ? À défaut, y a-t-il des administrateurs qui perçoivent des indemnités non soumises à la TVA ?

Réponse (23.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à un article paru dans l'édition du « Lëtzebuerger Journal » du 1er juillet 2020 dans lequel l'on peut lire que les membres du conseil d'administration de Luxair Group bénéficieraient de vols gratuits.

Le Ministère des Finances n'est pas en mesure de se prononcer sur les règles internes de sociétés privées.

D'un point de vue fiscal, de tels avantages font, le cas échéant, partie du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale selon l'article 91 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et doivent être renseignés à ce titre sur les déclarations fiscales.

La législation en matière de TVA est applicable aux prestations effectuées par les administrateurs, tel que cela avait déjà été explicité dans la réponse à la question parlementaire n° 2443 des honorables Députés Léon Gloden et Laurent Mosar.

Question 2478 (03.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 post mortem :**

Mir ass zougedroe ginn, datt et virkënnt, datt bei Persounen, déi doheem stierwen, Post-mortem-Ofstrécher gemaach ginn, fir si op de Covid-19-Virus ze testen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Am Fall, wou Persounen doheem post mortem op de Covid-19-Virus getest ginn: Wien ordonéiert dës Tester?

2. Ginn déi genannten Tester systematesch bei doheem verstuerwene Persoune gemaach oder éischter stéchprouwenaarteg?

3. Hunn déi bis dato duerchgefouert Post-mortem-Tester schonn nennenswäert Resultater erbruecht? Sinn an deem Zesummenhang scho Statistiken erstallt ginn?

4. Wa jo, wéi eng Resultater ergi sech aus deene Statistiken?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetsdirektioun huet effektiv den Doktere recommandéiert, bei engem Doudesfall, wou Verdacht op Covid-19 besteet, eventuell e Post-mortem-Ofstréch fir de Sars-CoV-2-Virus ze maachen.

Dësen Test ka vun all Dokter ordonéiert ginn. Esou Tester gi sécherlech net systematesch gemaach an et läit an der Appreciatioun vun all Dokter, fir ze decidéieren, ob esou een Test nëtzlech kéint sinn oder net.

Et ass dem Gesondheetsministère net bekannt, wéi vill dëser Tester gemaach goufen, well d'Gesondheetsdirektioun nëmmen d'Resultater gemellt kritt, oft ouni Informatioun iwwert de genauen Datum oder d'Auerzäit vum Ofstréch. Domat kann d'Direktioun kee Verglach maachen, wéini genau par rapport zu der Doudeszäit den Ofstréch gemaach gouf, a weess also net, ob den Ofstréch pre oder post mortem war. Dat Eenzegt, wat ee ka soen, ass, dass een eventuell positiivt Post-mortem-Resultat da géif dozou bäidroen, dass den Doudesfall als Covid-19-Fall géif an d'Statistiken afléissen.

Question 2479 (03.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **premier bilan de l'application du RGPD :**

La Commission européenne vient de tirer un premier bilan critique de l'application du Règlement pour la protection des données (RGPD) dans les pays membres de l'UE.

Constatant qu'en général le RGPD a été bien appliqué par les autorités nationales, la Commission note un effort encore insuffisant au Luxembourg et en Irlande.

Selon COM ces deux pays, grâce à leur fiscalité avantageuse, hébergent les sièges européens des plus gros acteurs du numérique et héritent donc de leur surveillance et devraient se donner plus de moyens pour le faire.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face aux critiques de la part de la Commission européenne.

- Le Gouvernement entend-il donner des suites aux critiques formulées par la Commission européenne et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (30.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté sous l'impulsion de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, a renforcé et étendu considérablement les droits des citoyens en matière de protection des données personnelles. Par une responsabilisation des acteurs traitant de données personnelles et un changement du système de contrôle, ce règlement européen a vocation à garantir un niveau élevé de protection des données. De plus, il a mis en place de nouveaux mécanismes donnant les moyens aux autorités de contrôle des États membres de coopérer plus efficacement alors que la protection des données répond souvent à des enjeux de dimension transfrontière.

Le RGPD, qui s'applique directement au niveau national, a été accompagné par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données. Cette loi élargit notamment les missions et les pouvoirs de la CNPD afin que l'autorité de contrôle nationale soit en mesure de veiller au respect du nouveau cadre juridique de la protection des données.

Le rapport d'évaluation que mentionne l'honorable Député permet à la Commission européenne de dresser un premier bilan satisfaisant, alors que le RGPD ne s'applique que depuis deux ans. Parmi les mécanismes de coopération, celui de guichet unique donne compétence à l'autorité de contrôle de l'État membre dans lequel se trouve le siège principal d'une entreprise qui traite de données personnelles. Or justement, comme l'indique le rapport, le Luxembourg a agi comme autorité chef de file pour 87 affaires transfrontières entre mai 2018 et fin 2019, uniquement devancé par l'Irlande et l'Allemagne (respectivement 127 et 92 affaires). Ces nouveaux et complexes mécanismes requièrent des efforts soutenus et des ajustements, alors que les autorités de contrôle sont en pleine montée en puissance : à juste titre, la Commission européenne constate « qu'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement [leur] fonctionnement ».

Le Luxembourg a effectivement donné les moyens à la CNPD de relever les défis lancés par le RGPD. D'après les estimations de la Commission européenne, notre pays se place à la troisième position des États membres de l'UE concernant l'augmentation des ressources humaines des autorités de contrôle (+126 % entre 2016 et 2019) et en première position si on rapporte ces ressources par million d'habitants (sur les chiffres de 2019). Le Luxembourg se trouve en deuxième position concernant l'augmentation de la dotation budgétaire des autorités de contrôle (+165 % entre 2016 et 2019) et de nouveau en première position si on rapporte la dotation de l'autorité de contrôle par million d'euros du PIB (sur les chiffres de 2019).

Il est donc possible de considérer qu'après deux ans d'application du RGPD, le Luxembourg n'est pas dissonant dans le concert européen de la protection des données : une CNPD renforcée émerge de cette période de transition, avec les pleines capacités pour garantir la protection des données personnelles des citoyens, en toute indépendance.

Question 2481 (06.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **mise en vigueur de dispositions d'un PAG contraires à la loi :**

En date du 28 février 2019, le premier vote du PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette a eu lieu. Le dossier comporte en son annexe des définitions concernant les maisons unifamiliales et la colocation que la commission d'aménagement a qualifié de « pas conformes à la législation » en son avis du 7 octobre 2019. Dans la réponse à la question parlementaire n° 2410 des honorables Députés Cruchten et Di Bartolomeo, Madame la Ministre de l'Intérieur a noté que « les modalités d'occupation d'un immeuble d'habitation ne sont ainsi pas du ressort de ces instruments juridiques » (du Plan d'aménagement général) et donc illégaux.

Plusieurs questions d'ordre général se posent auxquelles j'aimerais avoir la réponse de Madame la Ministre de l'Intérieur :

L'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipule que : « Au plus tard trois mois à compter de l'échéance du délai prévu à l'article 11, alinéa 2, » (émission de l'avis de la commission de l'aménagement) « le conseil communal décide de l'approbation ou du rejet du projet d'aménagement géné-

ral ». Dans le cas précité, cette date butoir aurait été le 7 janvier 2020.

1) Quelle conséquence aura le non-respect de cette date limite ?

Le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette vient d'annoncer vouloir reporter la date du deuxième vote sur le PAG sine die en consultant les différents partis, l'université, etc.

2) Quel est l'effet juridique de cette décision sur la validité du premier vote, notamment en ce qui concerne l'article 21 sur les servitudes ?

3) Cette démarche du Collège échevinal est-elle conforme à la loi ?

4) Est-ce que le deuxième vote sur le PAG pourrait être reporté ad aeternam ?

L'article 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 prévoit qu'après le premier vote du conseil communal « toute modification de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction ou réparation confortative ainsi que tous les travaux généralement quelconques qui sont contraires aux dispositions du projet sont interdits… ».

5) De façon générale, cet article concernant les servitudes (et l'application provisoire du PAG) concerne-t-il aussi des dispositions ayant trait à des définitions (maisons unifamiliales, colocation, etc.) qui sont annexées ?

6) Dans le cas concret, une disposition qualifiée d'illégale par Madame la Ministre, peut-elle être appliquée par une commune ? D'autant plus si le paragraphe 2 de l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 n'est pas respecté ?

7) Dans la négative, de quels moyens Madame la Ministre ayant la tutelle sur les communes dispose-t-elle pour imposer la loi ?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'établit pas explicitement de sanction en cas de non-respect, par les autorités communales, du délai de trois mois prévu pour la prise d'un vote définitif en vertu de l'article 14 de la même loi.

En effet, ce délai de trois mois n'est pas à considérer comme un délai de rigueur, mais comme un délai d'ordre, dont l'inobservation n'entraîne pas, automatiquement, l'annulation dudit vote.

La prédite loi prévoit ainsi des délais administratifs d'ordre simplement indicatifs. Ces délais ont pour objectif d'accélérer l'action administrative, sans pour autant, priver, de par son expiration, l'administration de sa compétence, contrairement au délai de rigueur qui, quant à lui, est à considérer comme un délai impératif devant être respecté en tout état de cause sous peine de forclusion.

La jurisprudence administrative a ainsi précisé, de manière constante[13], « qu'il s'ensuit que le dépassement du délai n'encourt aucune sanction et qu'une décision prise au-delà de ce délai reste valable à cet égard ».

Ce n'est qu'en présence d'un dépassement manifestement déraisonnable du délai que les juridictions administratives peuvent être amenées à annuler l'acte ainsi pris[14]. L'appréciation relève de la compétence respectivement de l'autorité de tutelle et des juges du fond qui apprécieront, en fonction des circonstances de l'espèce, si un dépassement peut être qualifié de déraisonnable.

Je donne encore à considérer, qu'à ma connaissance il n'existe pas de jurisprudence ayant précisément encadré les dépassements des délais d'ordre en établissant des critères. Il s'agit dès lors d'une appréciation « in concreto » devant être effectuée par l'autorité de tutelle ou les juges administratifs en procédure contentieuse.

Ainsi, il semble que la polémique déclenchée par la réglementation de la colocation dans un projet d'aménagement général ait amené les autorités communales à procéder à une large consultation avant le vote du projet d'aménagement général.

Cette démarche peut être prise en compte lors de l'appréciation du caractère raisonnable du délai d'ordre endéans duquel les autorités communales doivent procéder au vote définitif tel que prévu à l'article 14 de la loi précitée du 19 juillet 2004.

ad 2) Corrélativement, l'application des servitudes visées à l'article 21 de la loi précitée du 19 juillet 2004 se voit prorogée tant que le conseil communal n'a pas procédé au vote définitif prévu à l'article 14 de la même loi.

[13] Cf. jugements du tribunal administratif ; TA 16-5-13 (32342); TA 23-11-15 (35533), c. 16-2-16, (37298C)

[14] Cf. arrêts de la Cour administrative CA 5-3-09 (24981C) et autres.

ad 3) La prédite loi n'encadre pas juridiquement de telles décisions de report de vote. Il s'agit d'une décision prise par le Collège des bourgmestre et échevins en vertu de l'autonomie communale en vue de mener à bon terme la procédure d'adoption du projet de refonte du Plan d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Comme énoncé précédemment, les autorités communales devront veiller à ce que le prédit dépassement ne puisse être qualifié de « déraisonnable ».

ad 4) Dans l'hypothèse d'un report « ad aeternam », le dépassement du délai raisonnable est susceptible d'être caractérisé et pourrait, le cas échéant, aboutir respectivement à un refus d'approbation de la part de l'autorité de tutelle ou à une annulation de la décision prise de manière excessivement tardive par les juridictions administratives.

ad 5) Non. En effet le vote provisoire d'un conseil communal pris en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 19 juillet 2004 relatif à un projet d'aménagement général a simplement pour objet d'instaurer, dès le dépôt du projet à la maison communale, un moratoire en vertu duquel l'implantation de constructions et l'exécution de tous travaux contraires aux dispositions dudit projet sont interdits, sauf les travaux de conservation et d'entretien. Il s'agit d'éviter que les projets urbains futurs se voient hypothéqués dans leur planification par l'application de la réglementation urbanistique en vigueur.

ad 6) Non. Le/la bourgmestre est uniquement chargé/e de l'exécution des règlements de police urbanistique dûment approuvés et en vigueur aussi longtemps qu'une juridiction administrative ne les a pas annulés, et de ce fait, retiré leur effet juridique et de veiller corrélativement à l'application des servitudes visées à l'article 21 telle que mentionnée ci-dessus.

ad 7) Dans le cadre de l'exercice de la surveillance administrative sur les actes des communes, je serai amenée, à effectuer un contrôle de légalité et à sanctionner, le cas échéant, toute violation en vertu de mes pouvoirs légaux lors de mon approbation ministérielle du projet d'aménagement général tel que prévu par l'article 18 de la prédite loi.

Question 2482 (06.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **participation citoyenne dans les communes :**

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit am Artikel 35 Follgendes vir:

« Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine. Le référendum est de droit lorsque la demande en est faite par un cinquième des électeurs dans les communes de plus de trois mille habitants, et par un quart des électeurs dans les autres communes. Dans ces cas, le conseil doit organiser le référendum dans les trois mois de la demande. Les modalités du référendum sont fixées par règlement grand-ducal. Les dispositions de la loi électorale relatives au vote obligatoire, notamment les articles 259 à 262 inclusivement, sont applicables. Dans tous les cas, le référendum n'a qu'un caractère consultatif. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi oft ass dësen Artikel bis elo declenchéiert ginn? A wéi enge Gemengen ass dëst passéiert a wat war de Sujet vun deene respektive Referendumen?

2. Ënner wéi enger Form muss d'Demande, wéi se am Gesetz virgesinn ass, agereecht ginn? Wat sinn d'Krittären, datt eng Demande als recevabel ugesi gëtt?

3. Ass eng Demande säitens de Biergerinnen a Bierger, fir e kommunale Referendum unzefroen, och op digitalem Wee méiglech (iwwer elektronesch Ënnerschréften zum Beispill)? Wann net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Ministesch vir, d'Initiativrecht vun de Biergerinnen a Bierger um kommunalen Niveau ze stäerken? Wa jo, sous quelle forme?

5. Besteet um kommunale Plang een Outil, änlech deem vun de Petitioune vun der Chambre des Députés, deen et de Biergerinnen a Bierger mëttels Ënnerschréften erlaabt, ee bestëmmte Sujet an hirem Gemengerot zur Sprooch ze bréngen ? Wann net, firwat net, an ass virgesinn, dëst an Zukunft ze erméiglechen, voire ze vereinfachen?

6. Wéi steet d'Madamm Ministesch generell zu méi Biergerbedeelegung um kommunale Plang? Wéi eng Konzepter kéint sech d'Ministesch an deem Beräich virstellen, och en vue vun der Reform vum Gemengegesetz?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Biergerbedeelegung ass ee Sujet, dee mir a menger Aarbecht ganz wichteg ass. Dëst ass och de Grond, firwat ech d'Reform vum Gemengegesetz ënnert de Motto „matenee fir eng modern Gemeng" gesat hunn, an dës Reform an engem breede participative Prozess ausgeschafft gëtt, zesumme mam Gemengesecteur a mat de BiergerInnen.

Och d'Theema vun der Biergerbedeelegung selwer, grad ewéi vun den Elementer vun der direkter Demokratie wéi dem Referendum, dat den Här Deputéierten uschwätzt, gëtt an dësem Prozess diskutéiert. Esou huet den Innenministère Enn 2019 iwwer eng Onlinebefroung d'BiergerInnen zu verschiddenen Aspekter befrot, wou iwwer 5.600 Leit matgemaach hunn, an am Januar e Biergeratelier organiséiert, wou ënner anerem iwwert d'Theema Biergerbedeelegung diskutéiert gouf. D'Resultater vun dëse Consultatioune ginn aktuell an engem Rapport verschafft, deen deemnächst veröffentlecht wäert ginn an als Grondlag soll déngen, fir Initiativen a Konzepter am Gemengesecteur ze förderen.

Aktuell sinn am Gemengegesetz, ausser deem vum Deputéierten zitéierte kommunale Referendum (Artikel 35 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988), keng aner Instrumenter vun der Biergerbedeelegung oder der direkter Demokratie op Initiativ vun de BiergerInne gesetzlech festgeschriwwen. Den Artikel 36 vum Gemengegesetz gesäit donieft generell d'Méiglegkeet vir, datt de Schäffen- oder Gemengerot d'BiergerInnen aus der Gemeng zu Theemen, déi d'Gemeng betreffen, consultéiere kann. D'Gemengen hunn doduerch d'Méiglegkeet, Modeller vu Biergerbedeelegung ze notzen. Hei drënner kënne méi traditionell Iddie falen, wéi Informatiounsversammlungen, awer och ganz innovativ Projeten ewéi d'Asetze vun engem Biergerrot, oder participative Budgeten.

De kommunale Referendum gëtt duerch den zitéierten Artikel 35 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 18. Oktober 1989, dat d'Modalitéite vum kommunale Referendum organiséiert, gereegelt. D'Krittären, fir eng Demande anzereechen a fir datt d'Demande recevabel ass, sinn also déi, déi am Gesetz an am Reglement stinn:

- Eng Demande fir d'Ofhale vun engem Referendum op Initiativ vun de WielerInne muss an de Gemenge vu méi wéi 3.000 Awunner, vun engem Fënneftel, an den anere Gemenge vun engem Véierel vun de WielerInnen ënnerstëtzt ginn;

- Et kënnen eng oder méi Froe gestallt ginn;

- D'Froe mussen esou formuléiert sinn, dass d'WielerInnen net duerch d'Froestellung kënne beaflosst ginn;

- D'Froe musse mat Jo oder mat Nee kënne beäntwert ginn.

Den Artikel 2 (2) vum groussherzogleche Reglement vum 18. Oktober 1989 gesäit vir, dass jiddereen, deen d'Ufro fir d'Ofhale vun engem Referendum ënnerstëtzt, säin Numm, Virnumm, Gebuertsdatum a seng Adress handschréftlech muss uginn, a seng perséinlech Date mat senger Ënnerschréft confirméiere muss. Eng elektronesch Ënnerschréft vun der Ufro ass deemno aktuell net méiglech.

Am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz kann een d'Aféierung vun enger elektronescher Ënnerschréft, zousätzlech zu der handschréftlecher Ënnerschréft, am Kader vun esou Ufroen an d'A faassen.

Zënter 2010 hu follgend kommunal Referende stattfonnt:

Sujet: Gemengefusioun

Clervaux, Heinerscheid, Munshausen - 2008

Bascharage, Clemency - 2010

Burmerange, Schengen, Wellenstein - 2010

Consthum, Hoscheid, Hosingen - 2010

Ermsdorf, Medernach - 2010

Eschweiler, Wiltz - 2014

Larochette, Nommern, Fischbach - 2014

Hobscheid, Septfontaines - 2014

Tuntange, Boevange - 2014

Rosport, Mompach - 2016

Sujet: Wiessel vum Walbezierk

Kopstal - 2017

Leudelange - 2019

Sujet: Konstruktioun vun engem Hotelkomplex

Weiswampach - 2019

Question 2483 (06.07.2020) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant le **refoulement de personnes par les autorités grecques et maltaises :**

Un des principes essentiels de la protection internationale est celui du non-refoulement. Établi à l'article 33 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, le principe de non-refoulement garantit que les demandeurs de protection internationale ne sont pas renvoyés dans des pays dans lesquels ils auraient à craindre pour leur vie ou leur liberté. Ce principe garantit également le droit des demandeurs de rester dans le pays d'accueil tout au long de la période pendant laquelle ils attendent la décision sur leur demande de protection internationale.

Des organisations non gouvernementales internationales ainsi que des médias internationaux ont signalé de multiples cas de refoulement de personnes vers la Turquie par les autorités grecques aux frontières maritimes et terrestres de la Grèce.

Sont notamment documentées des expulsions collectives de personnes qui se seraient vues refuser la possibilité de demander une protection internationale en Grèce, et ceci après leur détention dans un centre de détention apparemment « secret ».

D'autres reportages et articles dénoncent les refoulements illégaux de personnes le jour même de leur arrivée en Grèce, voire le « push-back » de navires vers les eaux territoriales turques avant que les passagers n'aient eu la possibilité de débarquer en Grèce, ou encore d'embarcations délestées de leur moteur avant d'être repoussées vers la Turquie.

Des articles de presse et des témoignages d'organisations non gouvernementales font également état de cas de refoulements de migrants depuis Malte vers la Libye.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces accusations concernant le non-respect de la part de la Grèce et de Malte du principe de non-refoulement ? Dans l'affirmative, quelles ont été les discussions à ce sujet au niveau du Conseil « Justice et affaires intérieures » de l'Union européenne ?

2) Quelles mesures ont été prises au niveau européen afin de vérifier les informations concernant les refoulements, voire afin d'intervenir auprès des autorités grecques et maltaises à ce sujet ?

3) De quelle manière Monsieur le Ministre est-il intervenu ou entend-il intervenir auprès de ses homologues grecs et maltais au sujet des accusations de refoulement qui deviennent de plus en plus fréquentes ?

Réponse (28.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La Grèce et Malte ont le droit de contrôler leurs propres frontières et de gérer les modalités d'entrée sur leur territoire. Cependant, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi que la Convention relative au statut des réfugiés garantissent le droit de demander l'asile. Le refus de ce droit est susceptible de violer le principe de non-refoulement, selon lequel des réfugiés ou demandeurs de protection internationale ne doivent pas être forcés à retourner dans un pays où ils risqueraient d'être soumis à la persécution.

En outre, les conventions internationales, textes européens et lois grecques interdisent toute forme de détention arbitraire. Je condamne toute sorte de violence et manquement au respect du droit international et des droits humains. Le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine.

Toute suspicion de refoulement doit faire l'objet d'une enquête et nous comptons sur les États pour que ces enquêtes soient menées à leur terme et les résultats rendus publics. Néanmoins, dans un État de droit, il est de notre devoir d'attendre les résultats des enquêtes de la justice indépendante nationale respective. L'occasion de discuter des faits au niveau du Conseil se présentera par la suite.

ad 2) Il revient d'abord à l'État membre concerné de mener les enquêtes nécessaires sur son propre territoire.

Ensuite, il importe de rappeler que la Commission européenne reste la gardienne des traités et veille au respect et à l'application du droit européen. Elle s'informe, prévient et sanctionne les États membres en cas de non-respect des obligations européennes. Lorsque la Commission estime qu'un État membre a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du droit de l'Union, elle engage une procédure d'infraction. Cette dernière est un moyen essentiel pour garantir le respect et l'efficacité du droit de l'Union.

ad 3) Alors que je continue de thématiser le sujet avec mes homologues européens, il revient d'un point de vue institutionnel, dans une première instance, à la Commission européenne d'assurer le suivi du dossier et de faire en sorte que les État membres respectent l'acquis communautaire. Je me réfère notamment aux propos tenus le 6 juillet 2020 à ce sujet par la commissaire Johansson en charge du dossier devant la Commission de libertés civiles, justice et affaires intérieures du Parlement européen.

Question 2484 (06.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024 :**

Le 25 mars 2020, la Commission européenne a présenté une première version du Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2020-2024. Le plan d'action définit, pour une période de cinq ans, les priorités et les objectifs de la politique européenne afin de promouvoir les droits humains et la démocratie dans le domaine des relations extérieures.

Le plan d'action, tel que présenté par la Commission européenne, aborde une large panoplie de domaines pertinents pour promouvoir les droits humains et la démocratie dans le monde, dont notamment la responsabilité des entreprises à garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que, selon la réponse de Monsieur le Ministre à ma question parlementaire n° 2191 du 12 mai 2020, « le Luxembourg s'est exprimé en faveur d'une initiative européenne pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales et pour garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur ». De plus, toujours selon la réponse à la question parlementaire susmentionnée, le Commissaire européen de la justice envisage désormais légiférer au niveau européen en ce qui concerne le devoir de diligence des entreprises.

D'autres sujets phares abordés dans le plan d'action sont la protection des droits des réfugiés, les droits humains dans le contexte de la politique commerciale de l'UE ainsi que l'égalité des genres. Concernant ce dernier point, je me permets de rappeler que le Gouvernement actuel s'est engagé, par son accord de coalition, à poursuivre une politique étrangère féministe et de promouvoir l'égalité des genres dans les enceintes internationales et européennes.

Le plan d'action est actuellement en cours de négociation au niveau du groupe « Droits de l'homme » au sein du Conseil de l'Union européenne.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Sachant que le plan d'action dans sa version actuelle ne mentionne pas l'introduction d'un cadre légal contraignant sur le devoir de diligence au niveau européen, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes estime-t-il que le plan d'action tel que discuté actuellement corresponde à l'ambition formulée par le Commissaire européen de la justice concernant la création d'un tel cadre légal sur le devoir de diligence des entreprises au niveau européen ?

2) Au cas où l'on ne parviendrait pas à un accord au niveau européen sur un cadre légal ambitieux et contraignant concernant le devoir de diligence des entreprises, Monsieur le Ministre envisage-t-il l'introduction d'un cadre légal national plus ambitieux ?

Q512

3) Concernant le rôle des droits humains et de la démocratie dans la politique commerciale de l'UE, comment Monsieur le Ministre va-t-il faire en sorte que le plan d'action inclue des engagements et des mesures précises ayant comme but l'intégration de dispositions plus ambitieuses en matière de respect des droits humains et de principes démocratiques dans les accords commerciaux et d'investissement bilatéraux de l'UE avec des pays tiers ?

4) Toujours concernant la politique commerciale de l'UE, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action devrait prévoir l'introduction d'études d'impact périodiques afin d'évaluer constamment le respect des droits humains dans les pays avec lesquels l'UE entretient des accords bilatéraux ? Comment envisage-t-il de faire en sorte que ce point soit intégré dans le plan d'action ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action dans sa version actuelle ne correspond pas à l'ambition de l'UE en ce qui concerne son objectif de promouvoir l'égalité des genres dans la politique extérieure de l'Union ?

6) Tenant en compte l'importance que le Gouvernement accorde à l'égalité des genres dans sa politique étrangère, comment Monsieur le Ministre fera-t-il en sorte que le plan d'action soit plus ambitieux en cette matière et inclue notamment des pistes d'action précises en faveur de l'égalité des genres ?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action dans sa version actuelle est insuffisant et ne correspond pas à l'ambition de l'UE en ce qui concerne la protection des droits des réfugiés dans les pays tiers ? Comment Monsieur le Ministre fera-t-il en sorte que le plan devienne plus ambitieux en cette matière ?

Réponse (28.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Plan d'action de l'Union européenne en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2020-2024 prévoit, dans son chapitre III sur la promotion d'un système global pour les droits de l'homme et la démocratie, un dialogue avec la société civile, les acteurs non étatiques et les entreprises du secteur privé.

Dans le sous-chapitre « Business sector », le plan d'action propose, entre autres, d'engager les entreprises du secteur privé de manière participative dans des efforts conjoints pour faire respecter et promouvoir les droits de l'homme et sur les sujets des mesures anticorruption, des meilleures pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises, de diligence raisonnable, de redevabilité et de voies de recours.

Bien que le plan d'action souligne de manière répétée l'importance de veiller à une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, il n'a pas pour objectif de se substituer à une éventuelle initiative législative en la matière.

C'est pourquoi, dès novembre 2019, avec mon homologue néerlandaise, nous avons encouragé la Commission à envisager une initiative législative européenne sur un devoir de diligence en matière des droits de l'homme pour les entreprises européennes. Cette position fait écho à l'engagement pris par le Gouvernement dans l'Accord de coalition 2018-2023. Le 24 février 2020, la Commission européenne a publié une étude sur les obligations dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises (Study on due diligence requirements through the supply chain) qui pointe vers l'introduction d'un devoir de diligence en tant que norme de conduite au niveau européen. Le Commissaire européen à la justice Didier Reynders a déjà fait part de son intention d'assurer le suivi de cette étude et s'est engagé en faveur d'une initiative législative sur les obligations de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement pour les entreprises de l'UE.

Le plan d'action ciblant en premier lieu les délégations de l'UE dans les pays tiers ainsi que les missions diplomatiques des États membres, il n'y a pas donc contradiction entre le texte du plan d'action et les développements dans d'autres forums de l'Union européenne.

ad 2) L'Accord de coalition 2018-2023 prévoit que « le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur… ».

Les termes de référence pour une étude menée par l'Université du Luxembourg sont sur le point d'être finalisés. Le rapport de l'étude sera remis avant la fin de l'année 2020. Il comportera, entre autres, une analyse de l'environnement législatif et règlementaire au Luxembourg ainsi que des projets et initiatives législatifs en matière de devoir de diligence dans d'autres pays européens, de même qu'au niveau de l'Union européenne et de l'ONU. Cette étude complétera l'analyse effectuée au niveau du Gouvernement qui est prévue par le programme gouvernemental 2018-2023.

Le Gouvernement donne une préférence à une règlementation au niveau européen qui, d'un côté, garantit un meilleur respect des droits de l'homme par les entreprises, y compris tout au long de leurs chaînes de valeur économique et, de l'autre côté, permet d'éviter des distorsions de concurrence entre entreprises européennes, qui risquent en effet d'être engendrée par une mosaïque de législations nationales potentiellement contradictoires.

En tout état de cause, le Gouvernement réserve son droit d'introduire un projet de loi sur le devoir de diligence au niveau national, notamment au cas où les efforts au niveau européen n'aboutiraient pas.

ad 3) Le plan d'action constitue une feuille de route politique pour l'Union européenne et ses États membres, définissant les principes, priorités, objectifs et actions concrètes en matière des droits de l'homme en se basant sur les cadres législatifs existants. Ne revêtant pas de valeur juridique contraignante, son objectif n'est pas de se substituer à des initiatives dans d'autres domaines, comme la politique commerciale, mais d'orienter les différents acteurs européens sur le territoire des pays partenaires. Dans les forums consacrés à la politique commerciale de l'UE, le Luxembourg appelle systématiquement à relever le niveau d'ambition dans la mise en œuvre des dispositions existantes en matière des droits humains et de développement durable ainsi qu'à leur renforcement.

À travers sa politique commerciale, l'UE se donne en effet pour objectif de promouvoir les droits humains en intégrant dans les accords de partenariat et de coopération et les accords de partenariat stratégique des engagements en matière de respect des droits humains qui sont directement liés aux accords commerciaux. De telles clauses, dites clauses essentielles, se trouvent ainsi dans les accords de libre-échange conclus par l'Union européenne avec des pays tels que le Canada, le Japon, Singapour ou encore le Vietnam. Elles sont juridiquement contraignantes et permettent de suspendre des préférences commerciales en cas d'atteintes graves aux droits humains par l'un des pays signataires.

L'accord de Cotonou, qui constitue le cadre général dans lequel s'inscrivent les relations entre l'Union et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), poursuit des objectifs à la fois commerciaux et de soutien au développement, tout en établissant un « dialogue politique » pour toutes les questions d'intérêt mutuel. Des procédures sont instituées en cas de violation des droits de l'homme ou de corruption.

L'UE a également mis en place des régimes spéciaux comptant parmi les plus progressistes, dont le système actuel de préférences généralisées (SPG), le régime d'encouragement « SPG+ » et le régime « Tout sauf les armes » (TSA). Le but de ces régimes spéciaux est de soutenir les pays en développement dans leurs échanges commerciaux sous réserve qu'ils ratifient et mettent en œuvre un certain nombre de conventions relatives aux droits humains. Dans ce contexte, établir un équilibre entre l'objectif de développement et le respect des conditions établies s'avère parfois une tâche délicate, puisque le retrait des préférences peut avoir des conséquences directes et néfastes sur les populations les plus fragiles.

ad 4) Sur le plan international et européen, le respect des droits humains est constamment contrôlé par diverses institutions et organisations indépendantes à travers le monde. Conformément à ses principes fondateurs, l'UE est résolue à soutenir la démocratie et les droits humains et cherche à intégrer ses sujets dans ses programmes et politiques.

ad 5) La première version du plan d'action n'incluait pas du langage suffisamment fort sur l'égalité des genres. Ce langage a été renforcé dans les versions successives du texte, qui prennent en compte les suggestions faites par le Luxembourg - en ligne avec sa politique étrangère féministe - et d'autres États membres de l'UE.

ad 6) Dans le cadre de la négociation en cours, le Luxembourg travaille de concert avec d'autres États membres de l'UE pour promouvoir une politique progressiste et inclusive en matière d'égalité des genres. Le Luxembourg a d'ores et déjà proposé des éléments textuels pour renforcer le plan d'action de ce point de vue et continuera de le faire.

Le Luxembourg œuvre à renforcer les positions de l'UE en matière de défense des droits humains des femmes et des filles, notamment dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'en ce qui concerne le respect de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe par l'UE dans son ensemble. J'ai ainsi plaidé pour un renforcement conséquent de l'action extérieure de l'UE dans les domaines politiques pertinents en matière d'égalité des genres et de lutte contre les discriminations lors du Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 9 décembre dernier.

ad 7) Ce sont souvent les mêmes États membres qui souhaitent faire reculer le progrès normatif en matière d'égalité des genres qui freinent aussi les ambitions de l'UE en matière de protection des droits des personnes déplacées, réfugiés, demandeurs de protection internationale, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, mais également en matière de droits des migrants. Nous sommes activement engagés aux côtés des autres États membres qui cherchent à rendre le plan d'action ambitieux et complet dans ce domaine.

Question 2485 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **prêts à taux négatifs de la Banque centrale européenne :**

La Banque centrale européenne vient de lancer une nouvelle initiative pour soutenir l'économie de la zone euro face à la crise du coronavirus.

En effet, la BCE entend offrir plus de 1.000 milliards à taux négatifs aux banques dans l'intérêt de prêts accordés aux entreprises.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle a été la réaction de la place financière luxembourgeoise face à cette offre.

- Dans quelle mesure les banques de la place vont profiter de ces prêts qui leur sont proposés ?

Réponse (24.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire n° 2485 à des opérations de refinancement menées par l'Eurosystème, qui regroupe la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres de l'Union européenne qui ont adopté l'euro.

Étant donné qu'il s'agit d'opérations s'inscrivant dans la conduite de la politique monétaire, il n'appartient pas au Ministre des Finances de se prononcer sur le fond et l'exécution récente de ces opérations.

Il y a cependant lieu de noter que le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé en avril 2020 de lancer une nouvelle série d'opérations ciblées de refinancement de plus long terme (« Targeted longer term financing operations III » ou « TLTRO III »). À travers ces opérations, l'Eurosystème offre des prêts aux banques commerciales à des conditions avantageuses pour les inciter à maintenir, voire augmenter, l'octroi de prêts aux acteurs du secteur privé.

Selon les chiffres publiés par la BCE elle-même, 742 banques européennes ont soumis leur demande en vue de l'obtention de prêts pour un montant total de l'ordre de 1.310 milliards d'euros lors de la plus récente opération de refinancement qui a eu lieu dans ce contexte en date du 18 juin 2020.

Comme l'Eurosystème ne publie pas de données désagrégées à cet égard, il n'incombe pas au Ministre des Finances de s'exprimer sur la participation des banques de la place financière luxembourgeoise à ces opérations de refinancement, ni sur la manière dont ces fonds sont utilisés.

De manière plus générale, il faut toutefois souligner le rôle crucial que l'ensemble des banques centrales ont joué dans la lutte contre la crise du Covid-19. La décision susmentionnée s'inscrit en effet dans un programme plus vaste de mesures prises au cours des derniers mois pour contrecarrer les effets de la crise.

Les décisions prises sur le plan monétaire, conjuguées au paquet de mesures fiscales à hauteur de 540 milliards d'euros décidées par l'Eurogroupe en avril 2020 ainsi qu'au récent accord par le Conseil européen sur la mise en place d'un fonds de relance européen à hauteur de 750 milliards d'euros, forment un ensemble de mesures inédites dans l'histoire du continent européen soulignant la détermination de l'Europe d'agir de façon unie et solidaire contre les effets néfastes de la pandémie liée au Covid-19.

Question 2487 (06.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **violence à l'égard des enfants :**

En quelques mois, la crise du Covid-19 a bouleversé la vie des enfants et des familles du monde entier. Bien que nécessaires, les mesures de quarantaine telles que la fermeture d'écoles ou les restrictions de déplacements exposent les enfants à un risque accru de violence, de négligence et d'exploitation.

Dans ce contexte, l'Unicef a dû constater une augmentation des violences et de l'exploitation à l'égard des enfants.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de fois la police a été appelée pour des faits présumés de violence à l'égard des enfants ?

- Comment les faits de violence à l'égard des enfants ont évolué depuis le début du confinement en mars 2020 par rapport aux années précédentes ?

- Combien d'enfants ont dû être placés en institution ou en famille d'accueil ?

Réponse commune (18.08.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En ce qui concerne le nombre de procès-verbaux qui sont parvenus aux autorités judiciaires pour la période de référence entre le 13 mars et le 13 juillet (à noter qu'il ne s'agit toutefois pas de la période de confinement stricto sensu), il y a lieu de se référer aux deux tableaux ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le nombre d'enfants qui ont dû être placés en institution ou en famille d'accueil, il y a lieu de se référer aux chiffres suivants pour la période de référence allant du 13 mars au 13 juillet 2020 :

(tableaux 3 et 4 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À cela s'ajoute que selon les informations fournies par le Service gestion des priorités des prises en charge auprès de l'Office national de l'enfance, non seulement des placements judiciaires ont été opérés pendant la période du 15 mars 2020 au 31 mai 2020, mais également des placements volontaires. Ainsi, 4 enfants de 3-12 ans et 5 adolescents de 12-18 ans ont été placés sur une base volontaire en institution. Un enfant entre 0 et 5 ans a été placé volontairement dans une famille d'accueil.

À noter que les services ambulatoires de l'aide à l'enfance et à la famille ont repris leurs activités d'aide et de soutien socio-éducative auprès des familles à partir de la première phase du déconfinement après les vacances de pâques, dans la semaine du 20 avril 2020. Les motifs de placements volontaires et judiciaires ont été : problèmes familiaux, trouble de comportement, problèmes de santé des parents, retour en famille impossible, mesures d'aide non adéquates, suite du placement chez une famille de dépannage.

Compte tenu des statistiques recensées, il y a lieu de constater que pendant la période du confinement et jusqu'au 13 juillet 2020, les signalements de faits de violence à l'égard des enfants n'ont que peu évolué, voire ont même diminué.

Cette évolution peut s'expliquer par le fait que pendant le confinement, les enfants n'ont pas fréquenté l'école, ni des structures d'accueil et de loisirs où des traces suspectes auraient pu être détectées et signalées. À ceci s'ajoute que dans certains cas, les victimes de maltraitances, et surtout celles qui subissent des abus sexuels, mettent souvent des mois, voire mêmes des années avant de se confier sur ce qu'elles ont subi.

Question 2488 (06.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **visibilité du code de diagnostic sur les certificats d'incapacité de travail :**

Duerch de Confinement gouf am Kader vun de Sécherheetsmesurë géint d'Covid-19- Pandemie d'Telemedezinn staark ausgebaut. Op ee Coup huet d'CNS et méiglech gemaach, datt Patienten an d'Medezinner iwwer Telefon oder Video hir Consultatioune konnten ofhalen. Assuréen, déi wéinst engem Krankheetsfall net konnte schaffe goen, kruten doduerch hire Certificat d'incapacité de travail direkt iwwer een automatesche Mail vun der Plattform eSanté zougeschéckt.

Direkt e puer Persounen hu mech drop opmierksam gemaach, datt am PDF-Unhang am Mail och de „code diagnostic" vum Certificat ze gesi war an am Mail kee weideren Exemplar ugehaange war, wou de Code diagnostic fir de Patron onsiichtbar war. De Secret médical tëscht Patient an Dokter ass an dësem Fall net respektéiert, well de Patron mam Code diagnostic kann erausfannen, wéi eng Krankheet säin Employé huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, datt de Code diagnostic bei deenen automatesch erstallten Dokumenter ëmmer um PDF ze gesi war?

2. Ass oder war fir d'Ministeren dës Praxis konform mam Secret médical?

3. Gouf dës Faille behuewen a falls jo, wéini?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wärend dem Confinement huet d'Agence eSanté a Collaboratioun mat der Gesondheetskeess (CNS) eng Solutioun fir d'Teleconsultatioun op d'Bee gestallt, fir Deplacementer an d'Cabinete vun den Dokteren esou gutt et geet ze limitéieren. Dat Ganzt huet missen an extreemer Urgence geschéien, well et esou e System virdrun nach net gouf.

Et ass esou, datt um Krankeschäin, deen un d'CNS geschéckt gouf, de Code diagnostic huet missen drop ze gesi sinn. Dat ass de Grond wisou een dëse gesinn huet. Dës Praxis ass konform zum Secret médical, well just de Patient de Krankeschäi mam Code diagnostic kritt huet. An der Attente vum Developpement vun engem digitalen Dokument mat deenen dräi verschiddenen Exemplairen, wou um zweeten Exemplaire fir de Patron kee Code drop ass, huet de Patient verschidde Méiglechkeete gehat:

- Hie konnt de Krankeschäin tel quel, dat heescht mam Code diagnostic drop, digital u säi Patron schécken.

- Eng Kopie vun dem Dokument un de Patron schécken andeems en de Code diagnostic schwaarz verfierft, ouni awer aner Elementer vum Krankeschäin ze änneren.

- Hie konnt den Dokter froen, fir him de Formulaire vum Krankeschäi per Post ze schécken, wou en Exemplaire derbäi ass ouni Code diagnostic fir de Patron.

Der CNS ass opgefall, datt verschidden Assuréen de Krankeschäin tel quel un hire Patron geschéckt hunn, ouni sech Gedanken driwwer ze maachen,0 ob se de Code diagnostic wëlle mat kommunizéieren oder net. Doropshin huet d'CNS follgendermoosse reagéiert:

- Éischtens hu se hiren Délégué à la protection des données chargéiert, eng Deklaratioun un d'CNP ze redigéieren, déi den 22. Juli 2020 verschéckt gouf.

- Zweetens huet d'CNS zesumme mat der Agence eSanté decidéiert nom Confinement de Logiciel vun der Teleconsultatioun provisoresch zouzemaachen, fir e puer Korrektiounen a Verbesserunge virzehuelen. Déi nei Versioun, déi zënter dem 14. Juli 2020 erëm leeft, erméiglecht d'Produktioun ënner digitaler Form vum Exemplaire, dee muss un d'CNS goen, erlaabt dem Assuré eng Kopie ze archivéieren a gesäit och en Exemplaire ouni Code diagnostic, fir deen den Assuré kann un de Patron schécken.

Déi nei digital Versioun vum Krankeschäi bréngt eng considerabel administrativ Vereinfachung mat sech. Déi Persoun, déi de Krankeschäin awer léiwer net wëll digital eraschécken, kann awer weiderhin den Dokter froen, fir hir de Krankeschäin a Pabeierformat ze schécken.

Question 2489 (07.07.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » :**

La création de zones d'activités économiques nationales, spécifiques et régionales représente un levier important tant pour la diversification économique que dans le développement territorial équilibré du Luxembourg en permettant la réduction des flux routiers vers les principaux pôles d'activité du pays.

Ainsi l'accord de coalition actuel prévoit la révision de la loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques et l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie afin de faciliter la mise en œuvre du Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques ».

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- Quel est l'état d'avancement de la révision de la loi susmentionnée ?

- Combien de nouvelles zones d'activités ont été créées pendant les cinq dernières années ?

- Combien d'hectares d'espaces de « coworking » dans des zones d'activités y a-t-il à l'heure actuelle au Luxembourg ?

- En hectares, quel est le potentiel pour la création de nouveaux espaces de « coworking » dans les zones d'activités existantes ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser la création de zones d'activités nationales et régionales dans la région frontalière ?

- Lors de l'aménagement de nouvelles zones d'activités nationales, Messieurs les Ministres entendent-ils encourager la création d'espaces de « coworking », voire réserver une partie du terrain pour bureaux du secteur tertiaire, notamment dans les zones d'activités en région frontalière ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire* :

Les travaux de révision de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques ainsi que l'amélioration de la structure générale de l'économie ont bien avancé et seront prochainement achevés. Comme la Cour des comptes vient de procéder à un contrôle de la gestion des zones d'activités économiques, il a été jugé utile d'attendre les recommandations de la Cour des comptes afin de les considérer, le cas échéant, dans l'avant-projet de loi avant de l'introduire dans la procédure.

Depuis le 1er janvier 2015, trois nouvelles zones d'activités économiques régionales ont été créées sur le territoire national :

- Fridhaff au sein de la « Nordstad » avec quelque 45 hectares bruts ;

- Grass avec quelque 21 hectares ;

- Schifflange « op Herbett » avec quelque 21,5 hectares bruts.

Les activités admissibles en zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales sont définies par les plans d'aménagement général des communes sur les territoires desquelles se trouvent des zones d'activités économiques ainsi que par le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ainsi, sont admissibles :

- en zones d'activités économiques nationales, les « activités de production, d'assemblage et de transformation de nature industrielle, ainsi que des activités de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national. Y sont admis […] des activités de prestations de service en relation directe avec les activités de la zone concernée » ;

- en zones d'activités spécifiques nationales, les « activités répondant à des objectifs nationaux de développement sectoriel ou à des fonctions spécifiques d'importance nationale. Y sont admis […] les activités de prestations de services directement liées aux activités de la zone concernée » ;

- en zones d'activités économiques régionales, les « activités industrielles légères, artisanales, de commerce de gros, de transport ou de logistique. À titre accessoire sont admis, […] les activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux limitées à 3.500 m² de surface construite brute par immeuble bâti, si elles sont liées aux activités de la zone concernée ».

L'activité du « coworking », qui s'analyse en une organisation commune de bureaux loués individuellement et temporairement à des travailleurs intellectuels, revêt les caractéristiques d'une activité purement administrative ; donc, à la rigueur, d'une activité de « prestations de services » au sens de la réglementation citée avant.

Pour être admissible en l'une des zones d'activités objets de la présente, le « coworking » devra donc rencontrer les critères régissant la zone concernée. Aucune demande d'implantation d'une activité de « coworking » dans une zone d'activités économiques nationale, spécifique nationale ou régionale n'a jusqu'ici été portée à l'attention du Ministère de l'Économie.

Considérant l'actuel encadrement réglementaire des zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales, le potentiel de développement des activités de « coworking » dans ces zones doit être considéré comme très limité. Cependant, les activités du « coworking » peuvent tout à fait s'intégrer dans des zones d'activités communales pour lesquelles les communes concernées définissent les activités qui y sont accueillies.

La création de nouvelles zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales est, par application de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, sujette à l'adoption préalable d'un plan directeur sectoriel, le cas échéant d'un plan d'occupation du sol.

Actuellement, le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques », en cours de procédure d'adoption, prévoit un certain nombre de zones d'activités régionales dans les régions frontalières : à savoir dans les communes de Mondorf-les-Bains à Ellange-gare (Triangle Vert), à Pétange (Grand Bis), à Grass, à Wincrange (Eselborn/Lentzweiler), à Clervaux (Fischbach), à Echternach et à Grevenmacher (Potaschberg).

Des réflexions sont par ailleurs menées au niveau du Gouvernement sur la mise en place éventuelle de zones de co-développement le long des frontières, qui seraient dédiées à certains types d'activités dont certaines pourraient être considérées comme plus proches de structures du « coworking » et mieux à même de répondre à leurs besoins que les zones d'activités économiques en soi, prioritairement destinées à accueillir des activités industrielles et artisanales. Les modalités et les formes de mise en œuvre de ces zones de co-développement ne sont à ce stade pas encore définies.

La création de nouvelles zones d'activités économiques nationales s'inscrit dans l'analyse périodique de la situation en matière d'aménagement du territoire et de l'état de mise en œuvre des instruments de l'aménagement du territoire à réaliser par application de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire. Il faudra donc attendre l'entrée en vigueur et l'exécution du Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » pour pouvoir tirer des conclusions tant sur la question de l'agrandissement de zones d'activités économiques existantes que sur l'opportunité à devoir en créer de nouvelles. À noter que pour chaque plan directeur sectoriel, une commission de suivi est instituée ayant précisément pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan et de proposer des modifications.

Au stade actuel de la réglementation en la matière et des besoins spécifiques des activités admises en zones d'activités économiques nationales, à savoir de nouvelles activités industrielles ou de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national, la question d'un encouragement de la création d'espaces de « coworking » voire de la réservation d'une partie des surfaces pour des bureaux du secteur tertiaire au sein de zones d'activités économiques nationales ne se pose pas de manière structurelle.

Question 2490 (07.07.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **services d'urgence d'ophtalmologie :**

L'Hôpital Kirchberg (HK) des Hôpitaux Robert Schuman et le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) organisent une garde alternée des services d'urgence d'ophtalmologie dans la région Centre du pays.

Or, il nous revient maintenant que le CHL a pris la décision à ne plus participer au service de garde, en ce qui concerne le service Ophtalmologie, à partir du 1er juillet 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre a-t-elle donné son accord à cette décision du CHL ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous fournir des explications à ce sujet ?

- Madame la Ministre juge-t-elle utile d'accorder plus de moyens aux autres hôpitaux qui

continuent à assurer la garde du service Ophtalmologie ?

Question 2607 (31.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **service d'urgence oculaire :**

Seit Beginn des Monats werden augenärztliche Notfälle in der Hauptstadt nur noch in den „Hôpitaux Robert Schuman" (HRS) behandelt, und dies nur dann, wenn das HRS auch den Notfalldienst hat.

Ursprünglich bot das „Centre hospitalier de Luxembourg" (CHL) abwechselnd mit dem HRS eine Notaufnahme an. Seit dem 1. Juli werden allerdings keine Patienten mit Augenbeschwerden mehr in der Notaufnahme des CHL behandelt. Grund dafür ist eine ambivalente Gesetzeslage. Das CHL sieht sich, laut gesetzlichen Bestimmungen für die sogenannten „services nationaux", nicht mehr in der Verantwortung, eine augenärztliche Notaufnahme anzubieten.

In manchen Bereichen erlaubt das Gesetz allen Krankenhäusern dieselbe Dienstleistung anzubieten. Für die Augenheilkunde wurde diese Möglichkeit nicht vorgesehen.

Laut Informationen von Reporter.lu heißt es: „Die HRS-Gruppe hat nun einen Antrag bei der 'Caisse nationale de santé' (CNS) eingereicht, um eine tägliche Notaufnahme zu garantieren. Da laut Gesetz für die Augenheilkunde kein Bereitschaftsdienst vor Ort gewährleistet werden muss, werde auch kein weiteres Personal benötigt, so die offizielle Antwort der Krankenkasse."

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin und an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Können die Minister uns diese Informationen bestätigen?

- Wie gedenken die Minister, zum Wohl der Patienten, eine schnelle Lösung herbeizuführen?

- Gedenken die Minister gesetzliche Anpassungen zu tätigen, um den unterschiedlichen Interpretationen hinsichtlich der Gesetzeslage ein Ende zu bereiten?

Réponse commune (24.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La question parlementaire sous rubrique concerne aussi bien les services d'urgence que le service national d'ophtalmologie spécialisée.

L'annexe 2 de loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière définit le service national d'ophtalmologie spécialisée de la manière suivante :

« Un service de diagnostic, de traitement et de soins, prenant en charge des patients présentant des troubles réfractifs, des pathologies médicales et chirurgicales de l'œil et de la sphère péri-oculaire. Il dispose d'un plateau d'explorations fonctionnelles des troubles de la vue. Il garantit la continuité des soins sur le plan national et participe au service d'urgence. Le service participe aux réunions de concertation pluridisciplinaire pour toute son activité oncologique. »

L'autorisation d'exploiter ce service a été attribuée aux Hôpitaux Robert Schuman. Cette autorisation impose au service national d'ophtalmologie spécialisée d'assurer la continuité des soins sur le plan national et de participer au service d'urgence. La Direction de la santé a été informée de la décision du CHL de ne plus prendre en charge les urgences complexes ophtalmologiques, en raison de l'exploitation par les Hôpitaux Robert Schuman du service national d'ophtalmologie spécialisée.

Le CHL assure cependant encore les urgences ophtalmologiques simples, dans le cadre des activités de son service d'urgence. La prédite loi définit en effet également le service d'urgence, que chaque centre hospitalier doit exploiter, de la manière suivante :

« Un service tenu d'accueillir toute personne en situation d'urgence qui s'y présente spontanément ou qui lui est adressée. Il doit assurer la prise en charge diagnostique et thérapeutique, les soins, la surveillance et l'observation du patient, le cas échéant jusqu'à son orientation vers le service adéquat.

Le service d'urgence travaille en lien étroit avec les services de secours et les maisons médicales et dispose d'un accès à un service d'imagerie médicale, aux services de médecine interne générale, de traumatologie, de chirurgie viscérale, de soins intensifs et anesthésie et de psychiatrie aiguë, ainsi qu'au plateau technique de chirurgie, établis sur le même site. Les critères et les modalités de transfert des patients vers le service de soins intensifs et anesthésie sont précisés et portés à la connaissance du personnel de l'établissement.

L'organisation de l'orientation du patient vers une autre structure se fait selon des procédures préalablement définies et l'orientation vers un autre établissement fait l'objet d'une convention entre les établissements concernés. »

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique prévoit néanmoins la procédure en cas de transfert vers un service national :

« Chaque service d'urgence doit disposer d'un protocole fixant les modalités de transfert interhospitaliers du service d'urgence vers un service d'un autre hôpital, le cas échéant dans un service national. »

Or, selon les informations de mes services, aucune convention de même qu'aucun protocole réglant les modalités de transferts et les pathologies donnant lieu à un tel transfert d'un patient des services d'urgence vers le service national d'ophtalmologie spécialisée n'ont été signés à ce jour.

J'ai dès lors invité la direction des Hôpitaux Robert Schuman qui exploitent le service national d'ophtalmologie spécialisée à élaborer, en concertation avec tous les autres centres hospitaliers, une convention précisant les collaborations et modalités de transferts de patients atteints de pathologie de l'œil entre les services d'urgences et le service national d'ophtalmologie spécialisée.

En ce qui concerne l'article de presse mentionné par l'honorable Député relatif à la demande de rectification budgétaire pour l'exercice 2020 des Hôpitaux Robert Schuman au sujet du service national d'ophtalmologie, la Caisse nationale de santé (CNS) avait demandé des informations supplémentaires, telles que par exemple l'estimation du nombre d'interventions à réaliser lors des périodes de garde nocturne ou encore quels interventions et examens médicaux seront à réserver au service national d'ophtalmologie, avant de pouvoir se prononcer sur la demande de rectification.

La CNS est encore en attente de ces informations complémentaires de la part des Hôpitaux Robert Schuman. Néanmoins, ces derniers ont signé la proposition de rectification en juillet sur laquelle ne figure pas d'augmentation de personnel. En effet, cette demande d'augmentation pour le service d'ophtalmologie sera de nouveau abordée courant de 2020 au niveau des négociations sur le protocole d'accord concernant les frais fixes.

Question 2491 (07.07.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **pratique du « lane splitting » :**

Bei Stauen op der Autobunn kënnt et dacks vir, dass Motorradsfuerer d'Autoen iwwerhuelen, andeems se duerch d'Rettungsgaass an der Mëtt vun der Bunn fueren („lane splitting" genannt). Dëst ass awer u sech zu Lëtzebuerg - am Géigesaz zu villen anere Länner - verbueden.

Allerdéngs suggeréieren Etüden, dass dës Praxis méi sécher ass fir d'Motorradsfuerer selwer, well doduerch de Risiko fir Accidenter duerch Opfuere reduzéiert gëtt. Aus deem Grond hat de Ministère och schonn 2016 en Aarbechtsgrupp lancéiert, fir ze analyséieren, ob een dës Praxis net och hei am Land legaliséiere kéint.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wou sinn d'Aarbechte vun dësem Grupp drun?

- Kann den Här Minister eventuell schonn eng Konklusioun vun dësen Aarbechten zéien?

- Wat wieren d'Grënn, fir dës Praxis weiderhin net ze erlaben?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An dësem Zesummenhang sief fir d'éischt dorops higewisen, datt een hei zwou verschidde Situatiounen ënnerscheede muss. Déi éischt ass eng Situatioun mat dichtem Verkéiersopkommen, woubäi de Verkéier awer nach rullt. Fir dëse Fall erlaben ech mer, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2547 ze verweisen.

Wat d'Circulatioun an der zweeter Situatioun ugeet, esou si mir hei an enger Situatioun, bei där e Stau op enger Autobunn ass, wou de Verkéier komplett steet. Hei proposéiert den honorabelen Deputéierten, sou wéi dat an e puer anere Länner méiglech ass, datt d'Motorrieder an der Mëtt duerch de Stau fuere kënnen. Hei muss een tëschent Länner ënnerscheeden, déi de Prinzip vun der Rettungsgaass an hirem Gesetz verankert hunn, an deenen aneren. Generell kann ee soen, datt bei eisen Nopeschlänner mat Rettungsgaass de Lanespillting verbueden ass, well d'Rettungsgaass, wéi den Numm et seet, fir d'Rettungsdéngschter reservéiert ass. Dëst ass zum Beispill an Däitschland oder och an Éisträich de Fall. An der Schwäiz soll d'Rettungsgaass 2021 kommen. A Länner ouni Rettungsgaass wéi an der Belsch oder a Frankräich gëtt et dëse Prinzip logescherweis dann och net.

Fir déi staatlech Verkéierskommissioun ass de Prinzip vun der Rettungsgaass kloer, an d'Fueren an der Rettungsgaass vun alle Gefierer, déi net am Kader vun engem Accident do musse fueren z. B. CGDIS, Ponts et Chaussées, Ofschleefwon), ass a bleift verbueden.

Question 2492 (07.07.2020) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **déploiement du réseau 5G :**

Fin janvier 2020, la Commission européenne a publié sa boîte à outils qui apporte, selon ses auteurs, « une réponse à tous les risques recensés dans l'évaluation coordonnée des risques pour l'UE, y compris les risques d'ingérence d'un pays tiers par l'intermédiaire de la chaîne d'approvisionnement de la 5G. Elle ne cible aucun fournisseur ni aucun pays en particulier. Afin d'atténuer ce risque particulier, la boîte à outils recommande que tous les États membres prennent les mesures suivantes :

1) évaluer les profils de risque des fournisseurs, notamment selon les critères définis dans l'évaluation coordonnée des risques dans toute l'UE ;

2) en conséquence, appliquer des restrictions pertinentes pour les fournisseurs considérés comme à haut risque - y compris les exclusions nécessaires pour atténuer effectivement les risques - pour les actifs essentiels définis comme critiques et sensibles (par exemple, les fonctions de réseau de base, les fonctions de gestion et d'orchestration et les fonctions de réseau d'accès). »

D'après des propos recueillis par le journal « Les Echos » auprès du patron de l'Autorité nationale pour la sécurité des systèmes de l'information (ANSSI) française, l'hypothèse d'une autorisation partielle de Huawei sur les réseaux 5G français reste possible. Il a tout de même insisté qu'il y aura des refus qui ne concerneraient toutefois pas les deux constructeurs européens Nokia et Ericsson. Dans cette même veine, il a indiqué que « les opérateurs qui n'utilisent pas Huawei, nous les incitons à ne pas y aller car c'est un peu le sens naturel des choses. Ceux qui l'utilisent déjà, nous délivrons des autorisations dont la durée varie entre trois et huit ans », le risque n'étant pas le même avec des équipementiers européens qu'avec des non européens.

Rappelons dans ce contexte que le Parlement français a récemment adopté une loi destinée à sécuriser les réseaux 5G avec à la main un régime d'autorisation préalable, fondé sur des motifs de défense et de sécurité nationale, des équipements de réseaux pour tous les appareils installés depuis le 1er février 2019 en France. Autrement dit, cette loi soumet de fait la présence de tel ou tel équipement ou de tel ou tel logiciel sur les réseaux mobiles de nouvelle génération à une autorisation préalable délivrée par Matignon dans un délai de deux mois sur la base d'une recommandation de l'ANSSI.

Au Luxembourg, la mise aux enchères de bandes de fréquences 5G devrait débuter d'ici peu. Cinq candidats sont en lice pour se voir attribuer lesdits spectres. Des informations quant aux équipementiers des candidats n'ont jusqu'à présent pas été divulguées.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre souscrit-il aux propos du patron de l'ANSSI ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations au sujet des équipementiers avec lesquels les cinq candidats entendent travailler pour le déploiement du 5G ? Dans l'affirmative, quels sont les équipementiers en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si les services étatiques ont procédé à une évaluation des profils de risque des fournisseurs/équipementiers ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si parmi les fournisseurs/équipementiers, certains ont été considérés comme étant à haut risque ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si un ou plusieurs candidats ont été invités de manière plus ou moins formelle à ne pas travailler avec un équipementier chinois ? Dans l'affirmative, le ou les attributaires de fréquences qui ne suivraient pas ces « recommandations » se verraient-ils le cas échéant exclus du marché ou à défaut, Monsieur le Ministre envisage-t-il une démarche similaire à celle préconisée par la France, i. e. la délivrance d'autorisations temporaires ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias :*

Le Luxembourg attache une grande importance à la sécurité des réseaux européens et soutient les recommandations de la boîte à outils 5G élaborées par le NIS Cooperation Group, groupe au sein duquel le Luxembourg est représenté par l'Institut luxembourgeois de régulation. Ces recommandations comprennent une série de mesures destinées à assurer la sécurité des réseaux 5G qui auront à jouer un rôle crucial dans le développement de la société et de l'économie numériques. La sécurité des réseaux est une compétence nationale et les grands principes de la boîte à outils européenne se déclinent dans chaque État membre en fonction des situations ainsi que des cadres légaux et institutionnels respectifs. Le Luxembourg a toujours prôné une approche commune en matière de sécurité des réseaux au niveau européen.

Au vu de la diversité et complexité des réseaux 5G et dans une perspective d'anticipation des défis sécuritaires y afférents, les ministères et administrations concernés au Luxembourg suivent de très près les évolutions dans ce domaine.

Dans le cadre du projet de loi 7632[15] ayant pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2018/1972[16], c'est-à-dire le nouveau Code européen des communications électroniques, un dispositif est prévu permettant de prendre des mesures spécifiques en cas de menaces graves pour la sécurité nationale provenant d'équipements ou de logiciels faisant partie d'un réseau de communications électroniques public.

En outre, selon l'article 45 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, les opérateurs sont tenus d'assurer la sécurité et l'intégrité des réseaux qu'ils opèrent. Cette obligation est également reprise à l'article 42 du projet de loi précité.

Par conséquent, si le marché national de la 5G est ouvert à tous les fournisseurs d'équipements, il appartient aux opérateurs d'assurer la sécurité de leurs réseaux. La sélection du ou des fournisseurs pour la mise en place des infrastructures 5G se fait essentiellement dans le cadre d'appels d'offres lancés par les différents opérateurs. Les critères des opérateurs pour le choix envisagé dans le cadre de ces appels d'offres sont de nature tant financière que technologique. À ceci s'ajoute une analyse des risques portant sur plusieurs domaines, notamment le risque commercial et les risques en relation avec la gestion de l'approvisionnement. La sensibilité géostratégique devrait être prise en compte lors du processus du choix du fournisseur par les opérateurs en ce sens qu'elle pèse de façon évidente sur les deux risques précités. Parmi les futurs opérateurs 5G, seul POST Luxembourg a jusqu'à présent communiqué sur son choix d'équipementier de réseau. POST Luxembourg continuera de s'équiper auprès du fournisseur européen Ericsson.

Question 2493 (07.07.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **système électoral :**

Den Artikel vum 169 vum Walgesetz gesäit Follgendes vir:

« L'électeur qui souhaite voter par correspondance doit en aviser le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'inscription et demander sa lettre de convocation.

[15] https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&backto=/wps/portal/public/Accueil/Actualite&id=7632

[16] Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant : 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation ; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché de Luxembourg, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la Ville de Luxembourg. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Wieler hu sech bei de leschte Legislativwale fir de Vote par correspondance entscheet a sinn automatesch dem Bezierk Zentrum, respektiv der Gemeng Stad Lëtzebuerg zougewise ginn?

2. Ass virgesinn, an Zukunft d'Wielerinnen a Wieler selwer entscheeden ze loossen, a wéi engem Bezierk se wëlle par correspondance wielen, falls si weeder zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, nach ee Wunnsëtz an enger lëtzebuergescher Gemeng haten, nach zu Lëtzebuerg gebuer sinn?

Réponse (30.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Bei de legislative Wale vum Joer 2018 si laut der Gemeng Stad Lëtzebuerg 531 Persounen opgrond vum Artikel 169 aus dem Walgesetz automatesch dem Bezierk Zentrum zougewise ginn.

ad 2. Aktuell ass keng Modifikatioun vum Artikel 169 aus dem Walgesetz geplangt.

Question 2494 (07.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **QR Code :**

Verschidde Ministèrë verschécke mëttlerweil Bréiwer, op deenen ee QR-Code um Blat opgedréckt ass. Wie versicht, de QR-Code fir eng Echtheetsprüfung bei gouvcheck.lu ze notzen, dee gëtt enttäuscht, well de QR-Code op dëser Plattform als „invalid" erkannt gëtt. Beim Dekodéiere vun de QR-Codë fënnt een allerdéngs verschidden Informatiounen. Beim Bréif fir d'Verdeele vun de gratis Masken aus dem Juni 2020 fënnt een zum Beispill, datt de QR-Code den Numm „Data_Matrix" dréit an d'Coden op all Säit vum Bréif ënnerschiddlech sinn. D'QR-Codë variéieren doriwwer eraus jee no Destinatär vum Bréif.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wat genee beinhalt dee Marquage vu ministerielle Bréiwer? Beinhalt de QR-Code perséinlech Donnéeën? Falls jo, wéi eng, an op wéi enger legaler Basis gi se erhuewen a wat ass d'Verbindung tëschent dem QR-Code an de perséinlechen Donnéeën?

2. Kéint mat dësem QR-Code ee Suivi gemaach ginn, zum Beispill am Kontext vun der Verdeelung vun de Masken, wie seng Maske siche war a wien net?

Réponse (18.08.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Wéi am Bréif betreffend d'Verdeele vu gratis Masken un d'Bierger geschriwwen, ass dee Courrier opgrond vun enger Regierungsdecisioun vum 4. Mee 2020 un all Bierger iwwer 16 Joer verschéckt ginn. Beim Code op deem Bréif handelt et sech ëm eng sougenannten Data Matrix. Dëse Code ass, genau wéi e QR-Code, maschinneliesbar. Vu dass eng Data Matrix en anert Format huet wéi e QR-Code, ka si net vun der GouvCheck-App ausgelies ginn an ass och net geduecht, fir d'Echtheet vum Dokument ze iwwerpréiwen. D'GouvCheck-App erlaabt et jo bekanntlech, QR-Coden, déi spezifesch mam GouvCheck-Logo gekennzeechent sinn, ze scannen an esou d'Dokument op seng Echtheet ze préiwen. Dat ass an dësem Bréif fir d'Verdeele vun de Masken net de Fall.

Generell benotzen d'Apakmaschinne vum CTIE en technescht Steierzeechen op Basis vun enger Data Matrix fir kënnen ze determinéieren, wéi eng geprinte Blieder zu engem jeeweilegen Envoi gehéieren an an déi nämmlecht Enveloppe mussen agepaakt ginn. Ech huelen un, dass et sech heibäi ëm dee Code handelt, deen den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschwätzt.

Am besote Bréif enthält dëse Code nieft enger technescher Identifikatioun vum Printjob en Zäitstempel, eng Identifikatiounsnummer, déi all d'Blieder kennzeechent, déi zu engem Envoi gehéieren, d'Kennzeechnung vun der éischter Säit, déi d'Adress enthält an d'Sequenz vun all Blat am Envoi. Generell hëlleft dëse Code, d'Privatsphär vun de Leit zousätzlech ze schützen, well doduerch eng weider Sécherheet agebaut ass, déi Feeler vun den Apakmaschinne soll verhënneren. Dëst hëlleft ze vermeiden, dass beispillsweis méi Blieder zesummen an eng Enveloppe gepaakt ginn, an esou eng Persoun ongewollt un Donnéeë vun enger anerer Persoun kéint kommen, déi eventuell am Bréif stinn. De CTIE huet dës Data Matrix eenzeg an eleng benotzt, fir d'Apakmaschinn ze steieren, an net, fir ee Suivi ze maachen, wie seng Maske siche war a wien net.

Question 2495 (07.07.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **stage dans la fonction publique :**

En date du 19 novembre 2019 a été voté la réforme du stage dans la fonction publique et est en vigueur depuis le 1er janvier 2020. La nouvelle loi relative au stage introduit des effets correcteurs sur les rémunérations et la carrière.

Les agents qui ont commencé après le 1er janvier 2019 ou les agents encore en stage et au service de l'État au 1er janvier 2019 se voient verser rétroactivement une indemnité de stage de 100 %. Pour les agents entrés en service à partir du 1er octobre 2015, et ayant eu une indemnité de stage de 80 % et de 90 % du traitement initial, l'État prendra en charge la différence de ces cotisations « 80 %-90 % » et « 100 % » de sorte à ce que la pension sera calculée comme s'ils avaient eu une indemnité de stage de 100 % du traitement initial.

Or, selon nos informations, 1.200-1.300 agents attendent toujours un recalcul de leur rémunération et bénéficient jusqu'à l'heure actuelle d'une indemnité de 90 % du traitement initial.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

- Quand les agents bénéficient-ils d'un recalcul de leur rémunération et d'une indemnité de 100 % ?

Réponse (05.08.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

En date du 19 novembre 2019, le projet de loi relative à la réforme du stage dans la fonction publique a été voté. La loi votée est entrée en vigueur le 1er janvier 2020. La réforme du stage s'applique aux fonctionnaires admis au stage après le 30 septembre 2015 et aux employés entrés en service après le 30 septembre 2015. Suite à la réforme, la période de stage passe de trois ans à deux ans. Les indemnités de stage sont fixées à 100 % de la rémunération de début de carrière, c'est-à-dire :

- les indemnités des fonctionnaires stagiaires sont fixées au 4e échelon du grade de computation ;

- les indemnités des employés en période d'initiation sont fixées au 3e échelon pendant la première année et au 4e échelon lors de la deuxième année suivant l'embauche.

Les informations dont dispose l'honorable Député sont erronées puisque les agents qui ont commencé après le 1er janvier 2019 ou les agents en stage et au service de l'État au 1er janvier 2019 ont déjà pu bénéficier d'un recalcul. Le redressement de leurs rémunérations et du paiement rétroactif des montants dus ont, en effet, été effectués en début de l'année 2020 par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État. Les agents en stage se sont vu verser rétroactivement une indemnité de stage de 100 %. La différence entre l'indemnité de 80 % et 90 % et la nouvelle indemnité de 100 % a été recalculée à partir du 1er janvier 2019.

Avec la nouvelle loi, le montant des cotisations pour pension sera calculé comme si le stagiaire avait eu une indemnité de stage de 100 %. L'État prendra en charge la différence de ces cotisations « 80 %-90% » et « 100% » de sorte que la pension sera calculée comme si l'agent avait eu une indemnité de stage de 100 % du traitement initial. L'impact, rajouté sur la carrière d'assurance des agents concernés, ne sera visible qu'au plus tôt au moment du départ à la retraite et du versement de la première indemnité de retraite.

Question 2496 (08.07.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **zone franche au Luxembourg :**

Le port franc « le Freeport », qui a ouvert ses portes en septembre 2014 près de l'aéroport de Luxembourg, est aujourd'hui la seule zone franche au Luxembourg. Une zone franche permet de stocker pour une durée illimitée des marchandises provenant de pays tiers à l'Union européenne et ceci en suspension de droits et taxes, dont notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). De nombreuses critiques avaient alors été formulées à l'encontre du port franc à Luxembourg, évoquant notamment des soucis concernant la transparence et des risques de blanchiment d'argent.

Comme expliqué dans sa réponse à la question élargie relative à la zone franche lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 1er juillet 2020, Monsieur le Ministre des Finances, après l'ouverture du « Freeport », a rapidement conclu qu'il était nécessaire d'y renforcer les obligations en matière de lutte contre le blanchiment.

En effet, en juillet 2015, la Chambre des Députés a élargi par voie législative les obligations légales de lutte contre le blanchiment imposées par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme également aux zones franches. En vertu de l'article 2-1(8) de la loi susmentionnée, l'organisme responsable de la surveillance des opérateurs en zone franche est l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (l'AED).

Dans son rapport d'activité 2019, l'AED note qu'un des objectifs pour l'année 2020 était l'intensification des contrôles auprès des professionnels tombant sous son champ de compétence en matière de lutte contre le blanchiment et du financement du terrorisme, surtout auprès des secteurs évalués comme étant à risque élevé.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner le nombre total de contrôles effectués par l'AED à la zone franche « le Freeport » depuis l'extension des obligations légales en matière de lutte contre le blanchiment aux zones franches, en renseignant aussi le nombre de contrôles effectués par année ?

2) Dans quelle mesure est-ce que l'AED sollicite des informations auprès des opérateurs du « Freeport » sur les biens stockés au sein de la zone franche et/ou concernant les propriétaires de ces biens ?

3) Est-ce que l'AED a exprimé des avertissements voire des sanctions à l'encontre des opérateurs du « Freeport » en matière de lutte contre le blanchiment et/ou du financement du terrorisme au cours des dernières années ?

4) Les zones franches sont-elles considérées par l'AED comme présentant un risque élevé pour le blanchiment et le financement du terrorisme ? Est-ce que l'AED, comme annoncé dans son rapport annuel 2019, a intensifié les contrôles respectifs ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure les contrôles ont-ils été intensifiés par rapport aux années précédentes ?

5) Quel est le bilan que Monsieur le Ministre établit des règles actuelles en matière de lutte contre le blanchiment et/ou le financement du terrorisme au niveau des zones franches ? Compte tenu de ce bilan, comment les règles actuelles doivent-elles évoluer selon Monsieur le Ministre afin de rendre plus efficace la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au niveau des zones franches ?

Réponse (23.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après AED) est devenue l'autorité de contrôle et de surveillance en matière de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« LBC/FT ») pour les opérateurs agréés en zone franche (« les opérateurs Freeport ») en vertu de l'article 4 de la loi du 24 juillet 2015.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de contrôles effectués par année, ainsi que les sanctions exprimées.

Année	Opérateurs agréés en zone franche	Contrôles sur place	Amendes administratives
2016	3	1	
2017	3	2	2
2018	3	3	
2019	4		
2020	4		

L'évaluation nationale des risques (NRA), publiée sur le site du Ministère des Finances, évalue le risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche à un niveau dit « élevé ». Partant, la périodicité des contrôles sur place a été fixée, par l'AED, à 18 mois.

Dans le cadre des contrôles prévus pour 2020, une réunion bilatérale avec les opérateurs agréés en zone franche avait été fixée pour le mois d'avril 2020. Cette réunion a toutefois dû être annulée, au vu des mesures sanitaires mises en place dans la lutte contre le Covid-19. Considérant le relâchement progressif des mesures sanitaires, l'AED prévoit des contrôles sur place auprès des quatre opérateurs Freeport pour les prochains mois de l'année 2020.

En vertu de l'article 8-2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« Loi LBC/FT »), l'AED et l'Administration des douanes et accises coopèrent étroitement et sont autorisées à échanger les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions respectives. En l'occurrence, en vue d'assurer le contrôle des professionnels tombant sous son champ de supervision en matière de LBC/FT, dont les opérateurs Freeport, l'AED a accès à la comptabilité-matière des biens entrants et sortants dans/de la zone franche.

Les opérateurs Freeport doivent fournir les informations nécessaires à l'identification et la vérification de l'identité des clients et des bénéficiaires effectifs en vertu de l'obligation de vigilance prévue à l'article 3 de la Loi LBC/FT.

Il est à rajouter que l'AED organise une fois par an un comité consultatif en matière de LBC/FT auquel les opérateurs Freeport participent rigoureusement.

Le rapport du Parlement européen « Money laundering and tax evasion risks in freeports » constate la rigueur des opérateurs Freeport du Grand-Duché du Luxembourg dans la mise en œuvre des obligations de vigilance en vertu de la loi LBC/FT. Les mesures mises en place par l'AED en coopération avec les opérateurs agréés en zone franche sont efficaces et constituent un atout pour ceux-ci sur le plan international.

Question 2497 (08.07.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conclusions de l'avocate générale de la CJUE dans une affaire « Berlioz bis » :**

Dans deux affaires jointes C-245/19 et C-246/19 pendantes devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et concernant l'État du Grand-Duché de Luxembourg, l'avocate générale vient de rendre ses conclusions en date du 2 juillet 2020.

Elle considère que « la décision par laquelle une autorité dont le soutien est requis au titre de la directive 2011/16 impose à une personne de fournir des renseignements sur un contribuable ou des tiers peut être attaquée par cette personne, par le contribuable et par les tiers concernés devant les tribunaux de l'État membre de l'autorité dont le soutien est requis ».

« Le destinataire de l'injonction de fournir des renseignements a, selon elle, conformément à l'article 47 de la Charte, parfaitement le droit de soumettre cette décision au contrôle de légalité d'un tribunal » sans qu'il y ait lieu de déterminer si des droits fondamentaux (autres) du destinataire, garantis par la Charte, sont susceptibles d'avoir été méconnus ni de savoir lesquels.

Concernant l'obligation d'un tiers de transmettre les données à caractère personnel d'un contribuable empiétant sur son droit fondamental à la protection de ces données, l'avocate générale estime que le contribuable concerné peut lui aussi saisir un tribunal, au titre de l'article 47 de la Charte, du contrôle de légalité d'une telle injonction de fournir des renseignements. La faculté de contester un avis d'imposition ultérieur éventuel n'offre pas une protection suffisante de son droit fondamental à la protection de ses données à caractère personnel.

En ce qui concerne les tiers concernés (ici plusieurs sociétés), l'avocate générale relève que le droit fondamental à la protection des données à caractère personnel se rapporte en principe aux personnes physiques, selon la jurisprudence. Les personnes morales pourraient néanmoins invoquer le droit fondamental au respect de la vie privée et familiale lorsque, comme ici, les renseignements réclamés concernent des comptes bancaires et des actifs financiers. Elle estime que ces tiers pourraient dès lors également soumettre l'injonction de fournir des renseignements à un contrôle de légalité au titre de l'article 47 de la Charte.

Il s'ensuit, selon elle, que l'exclusion de la protection juridictionnelle pour le destinataire de l'injonction de fournir des renseignements, pour le contribuable concerné et pour les tiers concernés, enfreint l'article 47 de la Charte.

Elle considère également qu'il incombe à l'autorité requérante de justifier sa demande de renseignements pour permettre à l'autorité requise de vérifier si les renseignements ne sont pas manifestement dénués de pertinence vraisemblable pour l'imposition qu'établit l'autorité requérante. La demande doit présenter des éléments concrets quant aux faits et opérations ayant une incidence fiscale de manière à exclure une recherche tous azimuts irrégulière (consistant à « aller à la pêche aux informations »).

L'avocate générale estime qu'il incombe ainsi normalement à l'autorité requérante d'énumérer dans la demande de renseignements les faits qu'elle souhaite instruire ou à tout le moins les soupçons concrets entourant ces faits et leur pertinence dans le dossier fiscal.

Au vu de tout ce qui précède et notant que la CJUE suit de manière générale les conclusions de l'avocat(e) général(e), nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre entend-il une nouvelle fois adapter le cadre légal en matière d'échange d'informations sur demande en matière fiscale ?

- Les conclusions de l'avocate générale auront-elles un impact sur le traitement des demandes de renseignements reçues par les autorités fiscales luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, en quel sens ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les conclusions de l'avocat général ne lient pas la Cour de justice de l'Union européenne. La mission des avocats généraux consiste à proposer à la Cour, en toute indépendance, une solution juridique dans l'affaire dont la Cour se trouve saisie.

Il est donc prématuré de spéculer quant à l'arrêt que la Cour de justice sera amenée à rendre dans les deux affaires jointes C-245/19 et C-246/19. La nécessité de procéder le cas échéant à une adaptation du cadre légal en matière d'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ne pourra être appréciée que sur base de l'arrêt de la Cour.

Question 2498 (08.07.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **facturation électronique :**

La loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession définit le format et les éléments essentiels d'une facture électronique et oblige les pouvoirs adjudicateurs à recevoir et à traiter toutes les factures électroniques qui sont conformes aux exigences de la loi précitée.

Cependant, la facturation électronique dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat de concession n'est à l'heure actuelle pas obligatoire pour les entreprises qui y participent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant au ratio de factures électroniques par rapport aux factures traditionnelles que reçoivent les entités publiques dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat de concession ?

- Est-il prévu de rendre la facturation électronique obligatoire pour les marchés publics et les contrats de concession dans le but d'accélérer davantage la numérisation des entreprises ?

- Dans l'affirmative, pour quand le projet de loi y relatif pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés ?

Réponse (18.08.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Conformément à la définition de la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, la facture électronique est une facture « émise, transmise et reçue sous une forme électronique structurée qui permet son traitement automatique et électronique ». Les réceptions, notamment par e-mail, de factures non structurées en format PDF, Word ou autre ne sont pas à considérer comme des réceptions de factures électroniques.

Le nombre de factures électroniques conformes aux exigences de la loi relative à la facturation électronique et reçues dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession est très faible. Il s'agit en fait de moins de 20 factures électroniques par année.

Cette utilisation très faible des factures électroniques s'explique par l'hésitation des acteurs économiques à innover dans cette matière et par le fait qu'il n'existe actuellement pas d'obligation légale. Seuls les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices sont obligés d'être à même de recevoir et de traiter des factures électroniques conformes aux exigences de la loi.

Considérant que le Gouvernement entend promouvoir la numérisation et l'innovation dans le domaine de la transformation numérique, il est prévu d'adapter le cadre légal afin d'obliger tous les opérateurs économiques d'émettre et de transmettre toute facture envers les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices en tant que facture électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession. Cette initiative vise à établir progressivement la facturation électronique comme moyen standard de facturation.

Afin de garantir que les entreprises puissent effectivement tirer profit de l'usage systématique de la facturation électronique, il est envisagé qu'une seule et même solution de transmission sera utilisée par tous les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices pour la réception automatisée de factures électroniques. En outre, cette solution devra garantir l'interopérabilité et permettre notamment la réception, l'émission et la transmission transfrontalières de factures électroniques.

L'introduction de l'obligation de facturer électroniquement dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession incitera davantage le secteur privé à acquérir les moyens nécessaires pour pouvoir émettre et transmettre des factures électroniques automatiquement non seulement à destination des pouvoirs adjudicateurs et des entités adjudicatrices, mais aussi et surtout à destination des autres entreprises et plus tard de leurs clients.

Le dépôt du projet de loi modifiant la loi relative à la facturation électronique actuelle est prévu pour fin 2020.

Question 2499 (08.07.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **animaux perdus :**

An eiser parlamentarescher Fro N° 3965 vum 1. August 2018 hate mir dem deemolege Minister fir Landwirtschaft virgeschloen, en Internetsite ze schafen, fir all d'Informatiounen a Bezuch op Hausdéieren, déi vermësst ginn, ze regruppéieren. Sou kéinte souwuel Besëtzer, wa se hiert Déier vermëssen, wéi och Leit, deenen Déieren zougelaf sinn, dëst op där Plaz mellen.

Den Här Minister hat sech sengerzäit a senger Äntwert och ganz intresséiert gewisen, fir sou eng Plattform op d'Been ze stellen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Gëtt aktuell am Ministère un der Elaboratioun vu sou engem Site geschafft?

- Wann net, gedenkt den Här Minister d'Aarbechten u sou engem Site an nächster Zukunft unzefänken?

- Bis wéini kéint dëse Site online goen?

- Wat wieren déi eventuell Grënn, fir dës Iddi net ze realiséieren?

Réponse (07.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Aktuell gëtt net un der Elaboratioun vun esou engem Site geschafft an et ginn de Moment och keng konkreet Pläng, fir sou e Site ze kreéieren.

Dem Gesetz no mussen d'Hënn a mëttlerweil och d'Kaze gechipt a registréiert sinn. Bei den Déiere vu Proprietären, déi konform mam Gesetz sinn, wat déi virgeschriwwen Identifikatioun ugeet, ass d'Traçabilitéit also gesetzlech gereegelt. Déi Déiere kënnen unhand vun den Informatioune vun hirem Chip liicht identifizéiert an dann d'Proprietären informéiert ginn.

D'Problemer betreffend d'Gerance an d'Aktualiséiere vun esou engem Site, déi well bei der Question parlementaire N° 3965 ugeschwat goufen, sinn nach ëmmer aktuell. Vu datt esou e Site just wärend de Bürosstonne geréiert kéint ginn, géif et Problemer ginn, fir Déieren de Weekend oder op Feierdeeg ze mellen. D'Aktualiséiere wier och schwéier ze garantéieren, well d'Proprietäre konsequent misste mellen, wann d'Déiere rëm doheem sinn.

Ënnert der Berécksiichtegung vun all deene Punkte gëtt et aktuell keng Noutwendegkeet, fir eng ëffentlech Plattform op d'Been ze stellen.

Question 2500 (08.07.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **subvention loyer :**

La subvention loyer, destinée à aider les ménages les plus défavorisés à accéder à un logement en location par l'octroi entre 134 € et 294 € par mois aux personnes éligibles, a récemment fait l'objet de plusieurs publications de presse. Monsieur le Ministre avait expliqué au début du mois avril, lors d'une interview avec le «Luxemburger Wort», qu'en 2019 environ 5.300 ménages avaient bénéficié de la subvention loyer. Sur demande du journal «Le Quotidien», le Ministère du Logement a toutefois indiqué qu'à la date du 28 mai 2020, seulement 4.600 ménages recevaient cette aide au logement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Considérant que des modifications, soutenues par une campagne de promotion, ont été prises pour élargir le cercle de bénéficiaires potentiels, comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette baisse considérable de bénéficiaires ?

2) Quel est le nombre exact de bénéficiaires de la subvention loyer pour les six premiers mois de 2020 ? Quelle est l'évolution de ce nombre au cours des dernières années ?

3) Combien de demandes ont été refusées et pour quelles raisons ?

4) Quel est le temps moyen de traitement d'une demande pour obtenir cette subvention ? Combien de temps se passe-t-il entre l'introduction de la demande et le versement effectif de l'aide ? Combien de demandes sont retournées aux destinataires parce qu'elles sont jugées incomplètes ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre modeste de bénéficiaires résulte en partie d'une certaine lourdeur administrative ? Dans l'affirmative, quels moyens peuvent être envisagés pour y remédier ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Nombre de bénéficiaires de la subvention de loyer pour les six premiers mois de 2020 et évolution au cours des dernières années

Au courant du premier semestre de l'année 2020, 5.247 ménages ont pu bénéficier de la subvention de loyer. En analysant l'évolution depuis l'entrée en vigueur de cette aide, il y a lieu de constater que suite à la modification des conditions d'octroi avec effet au 1er janvier 2018[17], le nombre de bénéficiaires a considérablement augmenté.

Nombre de bénéficiaires par année	
Année	Nombre*
2016	1.090
2017	1.873
2018	4.433
2019	5.901
2020**	5.247

* Nombre de dossiers ayant affiché au moins un paiement dont la date d'exécution se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année respective

** Chiffres au 15 juillet 2020

ad 2) + 3) Nombre et motifs de refus

Pour le premier semestre de l'année 2020 les motifs à la base d'un refus de la subvention de loyer se répartissent comme suit :

Motif de refus	Nombre
Montant de l'aide < 25 €/an	160
Documents non communiqués	23
Dépassement de la limite de revenu	254
Bénéficiaire majoration loyer FNS	27
Taux d'effort < 25 %	369

ad 4) Délai du traitement d'une demande et du versement de l'aide

[17] Loi du 15 décembre 2017 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Le temps de traitement comprend la durée entre l'introduction de la demande et de la décision finale, y compris le temps pendant lequel le Service des aides au logement est en attente de documents complémentaires demandés aux requérants de l'aide.

La majorité des demandes pour obtenir cette subvention respectivement des changements déclarés par les bénéficiaires (71,16 %) sont traitées endéans les 50 jours qui suivent leur introduction, 22,27 % sont traitées dans un délai de 50 à 100 jours et uniquement 6,41 % des demandes nécessitent un temps de traitement supérieur à 100 jours.

Après finalisation du dossier, un délai supplémentaire d'environ 15 jours s'ajoute jusqu'au paiement effectif au demandeur du fait que les virements d'aide sont effectués une fois par mois.

ad 5) Simplifier le recours à la subvention de loyer

Lors de l'introduction de la subvention de loyer en 2015, la population potentiellement bénéficiaire avait été estimée à partir d'une étude réalisée par le LISER (sur base de données issues du PSELL-3/EU-SILC de 2013 (LISER, Statec)) à environ 18.200 ménages en 2013 (en incluant les bénéficiaires d'une majoration de loyer dans le cadre du RMG). Cette population a été réévaluée à 18.600 ménages en 2016, ce qui représentait à l'époque approximativement 35 % de l'ensemble des locataires.

En 2017, le ministère avait estimé que le taux de recours se situait à environ 12 % de la population potentiellement bénéficiaire (incluant les ménages non bénéficiaires du RMG et les ménages bénéficiaires d'une bonification de loyer RMG) de l'aide. Suite aux adaptations apportées au dispositif de la subvention de loyer en 2018, la population potentiellement bénéficiaire a été pratiquement doublée et se situe dès lors à approximativement 65 % de l'ensemble des locataires du marché privé. En 2019, plus de 16 % de ces ménages ont eu effectivement recours à la subvention.

Au regard des chiffres renseignés ci-dessus pour ce qui est des délais de traitement des dossiers et du nombre faible de refus, le Ministre du Logement n'est pas d'avis que le nombre relativement modeste de bénéficiaires de l'aide tient à une lourdeur administrative. C'est pourquoi les efforts entrepris par le ministère visent plus particulièrement à améliorer l'information de la population potentiellement bénéficiaire de l'existence de cette aide afin d'en augmenter le recours.

Question 2501 (08.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **cybersécurité des entreprises :**

La crise sanitaire a fait exploser le télétravail, qui a eu de nombreux impacts positifs, notamment sur l'équilibre de vie des employés ainsi que sur l'environnement. En dépit des critiques sur les failles de sécurité, l'utilisation des outils informatiques et de communication a augmenté de manière drastique. Des spécialistes soulignent que, dans le contexte actuel, les entreprises sont plus vulnérables aux cyberattaques du fait qu'une grande partie de leurs communications passe par Internet et qu'en conséquence les politiques de sécurité des entreprises devront être adaptées. Cependant, selon un sondage mené par Barracuda Networks, fournisseur de sécurité informatique, 40 % des responsables d'entreprise interrogés ont diminué les budgets liés à la cybersécurité pour limiter les coûts pendant la crise.

Dans ce contexte, il ressort d'un article du journal Paperjam, édition juin 2020, que les hackers auraient adaptés leurs attaques au sujet du Covid-19 et que les entreprises devraient se protéger en ayant un meilleur usage de la technologie, du cloud et en ayant recours à des solutions comme la signature électronique ou le traitement automatisé des documents.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Le Gouvernement a-t-il pris connaissance du fait que les entreprises sont devenues plus vulnérables aux cyberattaques ?

- Le Gouvernement est-il conscient que pendant la crise sanitaire, de nombreuses entreprises ont procédé ou vont devoir procéder à des arbitrages budgétaires au sujet de la cybersécurité ?

- Dans l'intérêt de protéger les entreprises et ainsi l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement a-t-il prévu de mettre en place des réglementations quant à un éventuel minimum de mesures concernant la cybersécurité à prendre par les entreprises ?

Réponse (07.08.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Gouvernement est conscient de l'importance de la sécurité des entreprises indépendamment des événements en cours. De nombreuses initiatives en matière de cybersécurité ont été lancées par le g.i.e. SECURITYMADEIN.LU depuis plusieurs années, permettant de sensibiliser les entreprises, mais aussi de leur fournir des outils et services abordables pour établir leurs premières lignes de défense.

Dans le cadre spécifique de la pandémie actuelle, des actions de sensibilisation et d'information ont été immédiatement initiées. Dès le 17 mars, soit le lendemain du début du confinement, le site SECURITYMADEIN.LU publiait un premier article détaillant les conseils de sécurité à suivre pour les personnes en télétravail. D'autres publications sur le même site ont permis de cibler des activités spécifiques, et notamment les questions liées à l'école à distance. Il a aussi été jugé important d'informer les entreprises sur l'évolution de la menace, et quels types d'attaques ont émergé pour cibler les nouveaux modes d'organisation imposés par le confinement.

Pour accroître l'impact de ces recommandations, les articles ont aussi été transmis aux médias qui les ont repris et diffusés à leur tour. Au total, les éléments d'information ainsi relayés par la presse soit sur base des recommandations qui leur ont été transmises, soit sur base d'interviews accordées, ont fait l'objet de reportages dans la presse parlée et d'articles dans différents supports de presse grand public ou professionnelle.

En parallèle, des webinaires ont été organisés par les départements Cybersecurity Competence Center (C3) et CASES (Cyberworld Awareness and Security Enhancement Services) sur les précautions à prendre, mais aussi sur la gestion de crise. Ils ont été diffusés plusieurs fois pendant la période du confinement, et l'enregistrement de vidéos sur les mesures de précautions est dès lors disponible sur YouTube.

Un suivi tout particulier des demandes d'intervention sur incident a été mis en place, qui a permis de noter que le volume restait relativement stable, voire était un peu moindre sur la période allant de février à juillet 2020 par rapport à la même période en 2019.

En conclusion, il apparaît que les dispositifs déjà mis en place par le Gouvernement, et ce depuis plusieurs années, lui ont permis non seulement de suivre mais aussi d'anticiper la situation relative à l'exposition éventuelle des entreprises, mais également de les informer dans les meilleurs délais sur les bonnes pratiques, voire d'intervenir à leurs côtés lors de la survenue d'incidents.

Le Gouvernement suit de très près l'évolution des pratiques en matière de gestion de la sécurité au sein des entreprises. Indépendamment de l'impact de la crise actuelle, on observe depuis plusieurs années que les entreprises les plus petites ont des moyens limités à allouer à la sécurité. C'est pourquoi le Gouvernement investit au travers de SECURITYMADEIN.LU dans la création d'outils et méthodes abordables pour l'ensemble des organisations, y compris au bénéfice des plus petites structures. Le Gouvernement soutient également de manière active le développement de l'écosystème de sécurité, afin qu'une offre existe pour chaque segment du marché, et pas seulement pour les plus grandes entreprises.

Le Gouvernement constate que de nombreuses réglementations existent déjà, la plus connue étant certainement le RGPD, mais également la directive NIS, ou des textes plus sectoriels, qui imposent des obligations de sécurisation aux entreprises. Le problème principal se situe plutôt du côté de l'accès aux produits et services de sécurité nécessaires à l'application de ces réglementations. Cet accès est étendu selon la disponibilité des compétences permettant la mise en œuvre de ces produits et services au sein des systèmes d'information. En s'appuyant sur des organismes tels que SECURITYMADEIN.LU, le Gouvernement rend les produits et services essentiels plus facilement abordables et accessibles, ce qui favorise l'émergence d'un écosystème national de la cybersécurité et permet le développement d'une offre adaptée à tous les segments du marché.

Question 2502 (08.07.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **finances communales :**

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2019 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définies à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2019 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2019 ?

- Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2017, 2018 et 2019 ?

Réponse (20.07.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC, qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (82 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes, telles que demandées par Monsieur le Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales des années 2017, 2018 et 2019 tels que demandés par Monsieur le Député.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Je tiens cependant à ajouter que les effets de la réforme des finances communales seront très prochainement évalués.

Question 2503 (08.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**inscription en ligne à l'ADEM en vue d'un apprentissage :**

Zënter dem Confinement kommen déi Jonk net méi perséinlech op d'ADEM (Orientation professionnelle), mee musse sech online umellen, fir un eng Ausbildungsplaz ze kommen. Eisen Informatiounen no gëtt dës Prozedur och aktuell bäibehalen, obwuel d'Lycéeën erëm normal funktionéieren. Duerch d'Ewechfale vum perséinleche Kontakt mat de Jonke besteet de Risiko, datt déi Jonk, déi net fit genuch sinn oder sproochlech net gutt sinn, dës Demarche via Onlineaschreiwung net maachen a bei der Rentrée 2020/2021 d'Schoul musse verloossen, an dëst ouni Ausbildungsplaz.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister an un den Här Aarbechtsminister stellen:

- Kann de Minister eis dës Informatioune confirméieren?

- Wa jo, firwat gëtt dës Online-Aschreiwungsprozedur och elo nach bäibehalen?

- Ass de Minister net der Meenung, datt dës Aart a Weis riskéiert, datt méi Jonker decrochéieren?

- Gedenkt de Minister, eng Alternativ en place ze setzen?

- Wéi gedenkt d'ADEM, virun allem déi „vulnerabel" Schüler verstäerkt opzefänken?

Réponse commune (28.08.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Et ass richteg, datt déi Jonk sech zanter dem 6. Abrëll 2020 opgrond vun der Covid-19-Pandemie online um Site vun der ADEM fir hir Léierplaz am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM kënnen aschreiwen. All Jonken ass iwwer Telefon kontaktéiert ginn, fir déi Donnéeën, déi fir eng definitiv Aschreiwung noutwenneg sinn, opzehuelen.

Ausserdeem konnten iwwert déi Telefonsgespréicher sämtlech Orientatiounsfroen an awer och Verständnisfroe par rapport zur Aschreiwungsprozedur mat de Kandidate gekläert ginn.

Et ass derwäert ze ernimmen, datt bannent nëmmen dräi Wochen dës Online-Aschreiwungsoffer decidéiert, developpéiert, organiséiert an zilgruppenorientéiert no bausse kommunizéiert ginn ass.

Wärend deem ganze Lockdown huet de Service d'orientation professionnelle vun der ADEM fir Noutfäll seng Diere fir de Public opgehat. Fir Dréngleчkeetsfäll konnten d'Clienten e Rendez-vous iwwer Telefon oder per Mail ufroen.

Zanter dem 15. Juli 2020 kënne sämtlech Departementer vun der ADEM ënner Berücksichtegung vun den därzäitegen hygieenesche Sécherheetsmoossnamen nees, op Rendez-vous, de Public empfänken.

Bis virun der Kris konnt all Jonke sech ouni Rendez-vous am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM presentéieren.

Vu datt ee wärend der Pandemie verhënnere muss, datt mir Situatioune kréien, wou 40 bis 50 Clientë simultan op enger Plaz, also am Service d'orientation professionnelle, zesummentreffen, ass momentan déi eenzeg Léisung, datt déi Jonk an nächster Zäit e Rendez-vous am Virfeld mussen ufroen, fir en individuellt Berodungsgespréich ze kréien, well nëmmen esou d'Zuel vun de Clienten, déi simultan am Service zirkuléieren, kontrolléierbar bleift.

Wat déi vulnerabel Schüler betrëfft, muss een ze bedenke ginn, datt d'ADEM just dann iwwert dës Informatioun verfüügt, wann de Schüler vu sech aus matdeelt, dass hien zu enger Risikogruppkategorie gehéiert.

Am Fall wou e Schüler dem Service d'orientation professionnelle géif matdeelen, datt hien als vulnerabel anzestufen ass, wäert de Beruffsberoder versichen erauszefannen, wat fir gesondheetlech Aschränkunge virleien, an eventuell mam Aarbechtsdokter vun der ADEM ofklären, wat an deem konkreete Fall ze ënnerhuelen oder ze ënnerloossen ass.

Question 2504 (08.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **outils sur lesquels s'appuie le télétravail :**

Face à l'évolution du Covid-19 au Luxembourg, de très nombreuses entreprises ont recours au télétravail pour maintenir leur activité. Cependant, de nombreux employés ayant été confrontés pour la première fois au travail à domicile ont eu besoin des outils informatiques et de communication sur lesquels s'appuie le télétravail.

Selon l'édition juin 2020 du journal « Paperjam », un « chèque technologique », basé sur le modèle des « chèques-repas », avec le but d'aider les salariés en télétravail à s'équiper à domicile en matériel essentiel, à savoir des outils informatiques et de communication, devrait être mise en place au Luxembourg. D'après ce même article, ce « chèque » pourrait être octroyé par les employeurs, être à faible fiscalité comme le chèque-repas, et accepté par les fournisseurs technologiques au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Le Gouvernement est-il conscient du besoin essentiel en outils informatiques et de communication sur lesquels s'appuie le télétravail ?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà pris conscience du modèle « chèque technologique » ?

- Le Gouvernement envisage-t-il la mise en place d'un « chèque technologique » ?

- Si cela ne s'avère pas être le cas, le Gouvernement pense-t-il que ce besoin technologique lié au télétravail devrait être comblé au vu du recours au travail à domicile plus important engendré par la crise sanitaire ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

La convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des entreprises luxembourgeoises, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, qui a été déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal, prévoit ce qui suit en matière d'équipements de travail :

« 11. Équipements de travail

Avant que le télétravail s'exerce à domicile, l'employeur s'assure de la conformité des installations électriques et des lieux de travail.

Il fournit, installe et entretient les équipements nécessaires au télétravail. Si, exceptionnellement, le télétravailleur utilise son propre équipement, l'employeur en assure l'adaptation et l'entretien.

L'employeur prend en charge, dans tous les cas, les coûts directement engendrés par ce travail, en particulier ceux liés aux communications.

L'employeur fournit au télétravailleur un service approprié d'appui technique.

L'employeur assume la responsabilité, conformément aux dispositions en vigueur, des coûts liés à la perte ou à la détérioration des équipements et des données utilisés par le télétravailleur.

En cas de panne ou de mauvais fonctionnement des équipements de travail, le télétravailleur doit en aviser immédiatement l'entreprise suivant les modalités fixées par celle-ci.

Le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés. »

Il ressort donc des dispositions de ladite convention que si l'employeur décide de mettre ses salariés au télétravail, il lui incombe de mettre à leur disposition les équipements de travail nécessaires.

Actuellement la mise en place d'un chèque technologique n'est pas envisagée.

Question 2505 (09.07.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **traitement des données dans le contexte du large scale testing :**

La loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 renferme des dispositions au sujet du traitement des données par le Directeur de la santé ou son délégué ainsi que les professionnels de la santé désignés à cet effet par le Directeur de la santé.

Ainsi, les données recueillies au sujet de personnes dont le test au virus Sars-CoV-2 a été négatif sont anonymisées par le Directeur de la santé ou son délégué au bout de soixante-douze heures après leur réception. Les données des autres personnes sont anonymisées au bout de trois mois.

D'après notre compréhension, ces dispositions sont toutefois uniquement applicables au système d'information à mettre en place par le Directeur de la santé. Aucune disposition spécifique n'a été insérée dans le corps du texte en ce qui concerne le traitement des données effectuées par le(s) laboratoire(s) de diagnostic. Il est simplement renvoyé à la loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies qui prévoit une transmission de certaines données au Directeur de la santé ou à son délégué.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Nous notons au demeurant que dans le cadre de la prise de rendez-vous pour le dépistage du Covid (LST), il est précisé que les données encodées sont enregistrées dans le système d'information du CTIE et transmises aux Laboratoires Réunis pour la prise et le suivi de rendez-vous pour le dépistage du Covid-19 et conservées pour la période nécessaire à la gestion et au suivi de rendez-vous de dépistage dans le contexte de la crise sanitaire.

Pour ce qui est des résultats des tests mêmes, aucune précision n'est fournie. Sur le site des Laboratoires Réunis, spécialement dédié au dépistage en question « covid19-test.lu », nous apprenons sous l'onglet « Protection des données » que « vos résultats médicaux seront conservés pendant dix ans conformément à la législation luxembourgeoise ».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame le Ministre de la Santé :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous informer sur la durée de conservation des données traitées par les Laboratoires Réunis dans le contexte des tests de dépistage du Covid-19 à grande échelle ? Qu'en est-il des autres laboratoires en dehors du LST ?

- Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas une durée de conservation de dix ans des résultats en question comme étant excessive ?

- Qui peut accéder auxdites données (au sein des Laboratoires Réunis, sous-traitants, etc.) ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les modalités de stockage des données en question ? Les prestataires en question ont-ils recours à des services de stockage en ligne du type cloud ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous détailler les démarches qu'ils ont entreprises afin de faire en sorte que des mesures de sécurité technique et organisationnelle soient en place auprès de ces prestataires pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque (authentification forte, journalisation des accès et destruction des données à l'expiration du délai de conservation) ? Ces exigences se retrouvent-elles au niveau de la convention conclue avec les Laboratoires Réunis ?

Réponse commune (20.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Il convient de préciser que d'un point de vue du traitement des données, les données recueillies dans le contexte des tests de dépistage à grande échelle / large scale testing (« LST ») du Covid-19 sont assujetties aux mêmes règles en matière de protection des données à caractère personnel que les données recueillies dans le cadre des autres tests de dépistage du Covid-19.

Quant à la durée de conservation de certaines données par les laboratoires de biologie médicale, il y a lieu d'attirer l'attention des honorables Députés sur les dispositions du règlement grand-ducal du 27 mai 2004 déterminant les critères minima à observer dans le cadre des activités globales d'un laboratoire d'analyses médicales. Ce règlement prévoit sous IX. - Stockage et conservation des archives :

« Les archives du laboratoire doivent comporter au moins :

- le relevé chronologique des analyses effectuées par le laboratoire ou transmises par ce laboratoire à un autre. Ce relevé doit être conservé pendant une période de dix ans ;

- les résultats nominatifs des analyses effectuées par le laboratoire. Ces résultats doivent être conservés pendant une période de dix ans. »

Il en résulte que les données ne tombant pas sous cette catégorie ne sont pas conservées pendant dix ans et sont traitées suivant la réglementation applicable au type de données. Ainsi, dans le cadre du projet LST, les données relatives aux rendez-vous sont effectivement supprimées au bout de trois jours.

Quant à la question des modalités de stockage, le laboratoire a mis en place un système sécurisé complexe correspondant aux normes et impliquant une partie cloud. Le système utilisé est certifié ISO27001, ISO20000 et ISO9001. Cet environnement cloud est utilisé par le laboratoire pour répondre aux besoins de capacité du projet large scale testing. Cet environnement n'est pas utilisé pour le stockage définitif, mais uniquement à des fins de stockage temporaire assimilé à du data catching. La durée maximale de conservation de ces données nécessaire au fonctionnement est de trois jours. Cette période révolue, les données sont définitivement supprimées.

Le laboratoire pratique une politique de traitement des données suivant le RGDP et limite ainsi l'accès aux données aux personnes habilitées. Une partie des données sont anonymisées pour le traitement interne. Les sous-traitants intervenant dans le projet LST n'ont pas accès aux données personnelles des personnes testées.

Les flux et les traitements des données sont documentés dans la convention entre le LIH et le laboratoire. Le LIH s'est réservé conventionnellement les moyens de contrôle et d'audit les plus étendus en ce qui concerne l'exécution du projet LST.

Q518

Question 2506 (09.07.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**obsolescence programmée :**

Déi programméiert Obsoleszenz, d. h. d'Tatsaach, dass e Produit bewosst esou entworf gëtt, dass en zu engem bestëmmten Zäitpunkt soll futti goen, en net gefléckt ka ginn an op déi Manéier de Konsument gezwonge gëtt, en neie Produit ze kafen, ass net nëmmen e Bedruch um Konsument, mee stellt och en immens ineffizienten a verschwendereschen Émgang mat eise Ressourcen duer.

Aus deem Grond huet Frankräich 2015, als éischt Land op der Welt, d'„obsolescence programmée" ënner Strof gestallt. Am Februar 2020 dunn huet e franséischt Geriicht den amerikanesche Konzern Apple zu enger Strof vu 25 Milliounen Euro verurteelt, well dee bewosst verschidden eeler iPhone-Modeller méi lues gemaach hat, wou en neie Modell op de Maart komm ass.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung wëlles, eng änlech Legislatioun wéi a Frankräich och zu Lëtzebuerg anzeféieren?

2. Wann net, wat wieren d'Grënn dofir?

3. Am Koalitiounsaccord engagéiert sech d'Regierung, fir sech op europäeschem Niveau fir e legale Kader géint déi programméiert Obsoleszenz anzesetzen. Wéi wäit sinn d'Diskussiounen an deem Dossier?

4. Wat wieren déi eventuell Grënn, dass dës Diskussiounen net viruginn?

Réponse commune (31.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. Am Moment ginn et doriwwer keng Gespréicher, well Iwwerleeungen dozou op europäeschem Plang annoncéiert sinn a mir prinzipiell als klengt Land am Sënn vun dem Marché unique eng europäesch Léisung virzéien.

ad 3. D'Europäesch Kommissioun plangt en neie strategesche Kader - eng nei „Agenda" fir d'Konsumentepolitik. Dobäi solle fir 2020/2021 verschidden nei Initiative proposéiert ginn. Eng dovu betrëfft d'Stäerkung vum Konsument bei dem Iwwergang zu enger méi ökologescher Wirtschaft. Et geet hei ënner anerem dorëms, dem Konsument ofgesécherten Informatiounen zu Nohaltegskeetsaspekter a Relatioun mat de Produkter zur Verfügung ze stellen an hien och esou géint eng verfréiten Obsoleszenz ze protegéieren. Aktuell leeft dozou nach bis Oktober eng éffentlech Consultatioun, wou eng ganz Rei konkreet Froen zu enger eventueller Obsoleszenz gestallt ginn. (De Konsumenteschutzministère huet och iwwer Social media opgeruff un der Etüd matzemaachen, fir dass d'Kommissioun op e Maximum un Informatioune kann zréckgräifen.)

Dës geplangten Initiativ ass am Kontext ze gesi vun dem europäeschen Aktiounsplang fir d'Économie circulaire - d'Kreeslafwirtschaft. D'Evolutioun vum Dossier gëtt ënnert dem Aspekt Konsumenteschutz a Konsumentepolitik selbstverständlech och vum Konsumenteschutzministère suivéiert. Well een awer wéinst de méi techneschen Aspekter am Beräich vun der Obsoleszenz net weess, op wéi eng legal Basis déi nei Initiativ gestallt gëtt a wéi en existéierende Kader eventuell betraff ass, wäert dës Thematik op europäeschem Niveau net nëmmen am Konsumenteschutz traitéiert ginn, ma och duerch aner Zoustännegkeeten encadréiert ginn.

Verschidden Aspekter am Beräich vum Offall, déi och zur Kreeslafwirtschaft bäidroen, sinn national awer schonn amgaangen adaptéiert ze ginn an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet eng Propos gemaach.

ad 4. Duerch déi beschriwwen Initiativ kann een net soen, dass d'Diskussiounen net viruginn.

Question 2507 (09.07.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **paiement des pensions alimentaires :**

La loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires prévoit que « toute pension alimentaire due à un conjoint, un ascendant ou un descendant est payée sur demande, au créancier par le Fonds national de solidarité ». Le Covid-19, le « Lockdown » et la crise économique ont provoqué, notamment à cause du taux de chômage plus élevé, des impasses financières chez beaucoup de ménages.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de problèmes accrus concernant le paiement des pensions alimentaires au conjoint divorcé apparus lors des derniers mois ?

- Est-ce qu'il y a, depuis le début de la crise, plus de recours au paiement des pensions alimentaires via le Fonds de solidarité ? Quel est le nombre exact de cas où le FNS paie ces pensions ? Comment ce nombre a-t-il évolué les dernières années et notamment lors de la crise ?

Réponse (30.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Fonds national de solidarité (FNS) intervient dans le cadre de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires lorsque le paiement d'une pension alimentaire n'a pas pu être obtenu par une voie d'exécution de droit privé ou encore lorsqu'une telle procédure est vouée à l'échec. Dans ce contexte, le FNS n'a pas constaté de problèmes significatifs au courant des derniers mois.

Ce constat est également confirmé par les chiffres dont le FNS dispose pour les derniers mois et notamment pour les mois de l'état de crise. C'est ainsi que le nombre de demandes par mois se situe en moyenne autour de 15 demandes, même si on dénote des variations d'un mois à l'autre. Ainsi, une variation vers la baisse au courant d'un mois est compensée par une hausse au courant du mois suivant ; ce phénomène a également été constaté durant les mois de crise.

Au niveau du nombre total de paiements, il y a lieu de relever que si on se situe au mois de juillet 2020, le FNS a avancé 672 pensions alimentaires. Pour le même mois des années précédentes le FNS note les paiements suivants : 683 au 31.7.2019, 740 au 31.7.2018 et 743 au 31.7.2017.

Question 2508 (09.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19 :**

1. Madamm Minister fir Gesondheet, ginn et nei Informatiounen zur Zouverlässegkeet vun de Covid-19-Tester, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2. Wéi vill Prozent vun den Testresultater si feelerhaft?

3. Ginn am Zweifelsfall Testresultater duerch weider Tester iwwerpréift?

4. Ginn et Ënnerscheeder tëscht de Large-Scale-Tester an den Tester, déi een op Ordonnance vum Dokter ka kréien?

5. Gëtt et eng uniformiséiert Prozedur, jee nodeems a wéi engem Laboratoire se ausgewäert ginn?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

All Tester fir de Covid-19, déi hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn, mussen en CE-Label hunn, dat heescht, si musse gewëssene minimale Qualitéitskrittären, déi vun der Europäescher Unioun festgeluecht sinn, entspriechen. Wa si dëse Label net hunn, kënne si eventuell am Kader vun enger sanitärer Kris och eng Derogatioun kréien, mussen dofir awer dem Gesondheetsministère Donnéeën iwwert d'Qualitéit ënnerbreeden. Sars-CoV-2-Tester kënnen och nëmme vu Laboratoirë gemaach ginn, déi eng Autorisatioun als „laboratoire d'analyses médicales" hunn an domat ee „système d'assurance qualité" hunn.

Een diagnosteschen Test gëtt normalerweis un zwee primäre Parametere gemooss: d'Sensibilitéit (dat heescht d'Capacitéit, fir ee positiivt Resultat ze fannen, respektiv falsch negativ Resultater ze vermeiden) an d'Spezifissitéit (d'Capacitéit, fir e positiivt Resultat korrekt ze fannen, respektiv falsch positiv Resultater ze vermeiden). Fir all kommerziell Sars-CoV-2-PCR-Tester läit d'Spezifissitéit bei 99-100 %. D'Sensibilitéit hänkt vu ville Facteuren of, notamment d'Qualitéit vum Ofstréch (déif am Hals oder an der Nues), mee och vum Moment vum Ofstréch par rapport zum Moment vun der Infektioun. Et geet een dovunner aus, dass bis zu 20 % vun den Tester kënne falsch negativ sinn, an domat besteeënd Infektioune verpassen.

Wéint der héijer Spezifissitéit kann een dovun ausgoen, dass e positiivt Resultat effektiv positiv ass an net muss kontrolléiert ginn. Bei engem negative Resultat a wann d'klinesch Symptomer dorop hindeiten, dass et sech awer ëm e Fall vu Covid-19 handele kann (z. B. eng bilateral Longenentzündung mat typesche Biller um Scanner), gëtt geroden, den Test ze widderhuelen.

Et gëtt am Fong kee richtegen Ënnerscheed zwëschen engem Test iwwert de Large-Scale-Programm an engem normalen diagnosteschen Test, well all Test, deen am Large-Scale positiv ass, ëmmer direkt mat engem Standardtest kontrolléiert gëtt, iert d'Resultat un de Patient kommunizéiert gëtt. Beim Large-Scale huet een e ganz klenge Risk, dass d'Sensibilitéit e bësse méi déif ass wéi beim Standardtest, well beim Large-Scale d'Technik vum Pooling agesat gëtt, mee dat spillt praktesch keng Roll bei dem Testkit, deen aktuell benotzt gëtt, well dësen Testkit souwisou eng exzellent Sensibilitéit huet.

D'Auswäertung vun all Test muss no de Prozedure gemaach ginn, déi am jeeweilegen Testkit definéiert sinn, an all Laboratoire muss sech un dës Prozeduren halen.

Question 2509 (09.07.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **limitation des jours de chasse :**

Aus gutt informéierte Kreesser ass mir zougedroe ginn, datt den Ëmweltministère e Gesetzesprojet an der Virbereedung huet, fir no de Steeë vun de Juegdlousen d'Juegd sonndes an op Feierdag ze verbidden. Et muss een dobäi wëssen, datt sämtlech Juegdlousen dëst Joer nach an d'Stee kommen. An deem Kader wär deen anscheinend geplangte Gesetzesprojet ganz onglécklech, well doduerch vill Leit, déi, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, staark gebonnen, respektiv limitéiert sinn, an Zukunft net méi un de Juegte kënnen deelhuelen. Dëst wäert natierlech dann och en negativen Afloss op d'Steeën hunn, wann d'Leit wëssen, datt si an Zukunft an hirer zäitlecher Flexibilitéit, fir op d'Juegd ze goen, staark ageschränkt sinn.

An deem Kontext géif ech der d'Madamm Ëmweltministesch gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt esou ee Gesetzesprojet an der Planung ass?

2. Wa Jo, ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, datt een op déi Manéier d'Leit beduckst, wann een hinnen dës Informatiounen net scho virun de Steeë matdeelt?

3. Wa jo, ass d'Madamm Ministesch an deem Kontext net der Meenung, datt déi geplangte Mesure eng Diskriminatioun vun alle schaffende Leit duerstellt, déi zäitlech manner flexibel sinn an domat zum groussen Deel an Zukunft vun der Juegd wäerten ausgeschloss ginn?

Réponse (21.07.2020) **de Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Dem honorabelen Deputéierte seng Informatiounen aus gutt informéierte Kreesser si falsch. Esou ee Gesetzesprojet ass net an der Planung.

Question 2510 (09.07.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive :**

Am Fussball, wéi och an anere Sportaarten, muss all Aktiven eng Lizenz hunn. Fir dës ze kréien, muss de Sportler d'medezinnesch-sportlech Kontroll (contrôle médico-sportif) maachen, an zwar net nëmme fir déi éischt Lizenz, mee och wann dës ofgelaf ass oder wann hie bei engem neie Veräin eng Lizenz

hëlt. Duerch d'Restriktiounen an der Corona-Epidemie sinn awer d'Medico-Zentren, wou dës Kontroll gemaach gëtt, eréischt vun nächster Woch un op.

Duerfir hunn ech dës Froen un den Här Sportsminister:

1. De Sportskalenner ass duerch Corona duercherneegerëselt an d'regulär Saison am Fussball fänkt beispillsweis den 23. August un. Wéi ass séchergestallt, datt all Spiller, deen eng nei Lizenz an also eng sportmedezinnesch Kontroll brauch, dës och ka kréien?

2. Stellt d'Problematik sech bei anere Federatiounen änlech duer?

3. Hunn d'Medicoen d'Capacitéit fir d'Demandë vun de Veräiner an alle concernéierte Sportaarten esou ze behandelen, datt kee Veräin a kee Sportler e Schued kritt, well si e Sportler net asetze kënnen oder net spillberechtegt sinn?

4. Wann nee, gëtt et eventuell eng Noutléisung, fir op d'mannst Spiller, déi mam Sport hir Sue verdéngen, esou séier ze kontrolléieren, datt si fir de Saisonoptakt spillberechtegt sinn?

5. Ass den Här Minister am Kontakt mat de Federatiounen, fir dësen ze suggeréieren, d'Spillberechtegung méi flexibel ze handhaben, bis d'medicosportlech Zentren d'Kontrolle konnten duerchféieren?

6. Firwat däerfen net all Dokteren déi Kontroll maachen? Wéi begrënnt Dir d'Monopolstellung vun de Centres médico-sportifs?

Réponse (30.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2404 ernimmt, sinn déi sportsmedezinnesch Kontrollen erëm ugelaf an dëst, an enger éischter Phas, vum 13. Juli bis den 11. September 2020.

D'Sportler hunn d'Geleeënheet, a véier regionalen Zentren (Lëtzebuerg [INS], Esch, Gréiwemaacher a Miersch) an an zwou Dokteschpraxissen (Ëlwen a Wolz) sech engem sportsmedezinneschen Examen ze stellen, fir eng Lizenz vun der jeeweileger Sportsfederatioun ze kréien.

D'Ënnersichunge gi selbstverständlech no den aktuelle Sécherheets- an Hygiènesmesuren duerchgefouert an dëst no engem strikten Organisatiounsplang.

Am Zäitraum vum 13. Juli bis de 27. Juli sinn esou schonn 381 Sportler am Medico passéiert. Ech erlabe mir och dem honorabelen Deputéierte matzedeelen, datt an dëser Period 29 Sportler, déi e Rendez-vous haten, net ugetruede sinn a sech och net ofgemellt hunn.

ad 2. + 3. U sech gëtt et guer keng Problematik. Um Dag vum 28. Juli si scho 608 Rendez-vousen an der nei installéierter Zentral am Sportsministère geholl ginn. Vill „plages horaires" stinn nach op, esou datt mir de Federatioune wäerten nach eng Kéier noleeën, hir Veräiner an deem Sënn ze informéieren. Dëst nodeems d'Reouverture vun de Medicoen de Federatioune per Circulaire matgedeelt ginn ass an och der Allgemengheet per Pressecommuniqué jeeweils de 7. Juli 2020.

ad 4. Wéi gesot, stellt déi Fro sech net; et wäert och keen Ënnerscheed do gemaach ginn.

Am Kader vum obligatoreschem UEFA-Check vun de Spiller aus der ieweschter Divisioun am Fussball, deen am CHL duerchgeféiert gëtt, ginn iwwregens d'Exame fir de Medico matrealiséiert.

Vum 22.Mai 2020 un hunn am Kader vum UEFA-Check 27 Sportler am CHL hire Medico matgemaach kritt.

ad 5. De Sportsminister a seng Mataarbechter si stänneg a Kontakt mam COSL, dem Zentralorgan vum Lëtzebuerger Sport, respektiv mat de Federatiounen; allerdéngs stellt sech dës konkreet Fro net, well et hei eng gesetzlech a reglementaire Obligatioun gëtt.

ad 6. Et sief op dëser Plaz den honorabelen Deputéierten drun erënnert, datt am Artikel 11 vum Sportsgesetz vum 3. August 2005 Follgendes steet:

« En fonction de considérations médicales, l'État assure des examens médico-sportifs dans des centres créés sur une base nationale et régionale. Dans ces centres, les examens sont effectués par des médecins titulaires d'un certificat d'études spéciales en médecine du sport et à des conditions à définir par règlement grand-ducal. »

Am Artikel 10 vum entspriechende groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 steet dozou da Follgendes:

« L'examen médico-sportif est assuré par les médecins titulaires du certificat d'études spéciales en médecine du sport ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le ministre ayant la santé dans ses attributions et qui sont agréés par le ministre compétent. Cet agrément est accordé et peut, le cas échéant, être retiré par le ministre compétent sur avis de l'association la plus représentative des médecins diplômés en médecine du sport. »

Domadder misst dës Fro och nach beäntwert sinn.

Question 2511 (09.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité en relation avec les radars mobiles :**

Op der N12 vun Eschduerf a Richtung Heischtergronn ass e mobile Radar vum Typ „radar remorque" agesat ginn. De Radar steet ± 50 cm vum Stroosserand ewech, direkt donieft ass e „Steilhang". Et ass offensichtlech, datt dee Radar eng Gefor duerstellt, virun allem fir Vëlos- a Motosfuerer, sollte se missen en Auswäichmanöver maachen, wat op de Stroossen am Norde vum Land (Wëldwiessel, breet Trakteren a Mädrescher oder Chauffeuren, déi net op hirer Spuer bleiwen) méi dacks virkënnt.

Grad dës Éisleker Stroosse si virun allem am Fréijoer/Summer ënner Vëlos- a Motosfuerer ganz beléift a speziell hei misst en héijen Niveau u Sécherheetsprecautioune fir dës Chauffeure geholl ginn.

Déi Zort vu Radare si menges Wëssens voll gepanzert, hu ganz schaarf Kanten a kënnen am Fall vun enger Kollisioun mat engem Auto warscheinlech zu ganz uerge Verletzunge bei den Automobiliste féieren. Bei enger Kollisioun mat engem Vëlo oder Moto sinn nach méi schlëmm Konsequenzen ze erwaarden. Nuets si se bal net siichtbar a stellen esou eng weider Gefor fir de Verkéierduer.

Dowéinst wéilt ech den Här Mobilitéitsminister froen:

1. No wat fir enge Reegele mussen dës Radaren opgestallt ginn? Wéi wäit muss esou e Radar vum Stroosserand ewech stoen?

2. Muss de Radar eventuell duerch eng Leitplank geschützt sinn?

3. Am Fall wou dëse Radar hannert enger Leitplank zum Asaz kënnt, ass hei séchergestallt, dass den zertifiéierten Aktiounsradius vun der Deformatioun vun der Leitplank am Fall vun enger Kollisioun respektéiert gëtt?

4. Orientéiert ee sech un europäeschen Normen, wat den Asaz vun deene Radaren ugeet?

5. Missten dës Radaren nuets net mat zousätzleche Reflektere markéiert ginn?

6. Ginn et Crashtester, déi eng Kollisioun mat engem Radar vun dësem Typ simuléieren?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Bei dem Radarchantier handelt et sech ëm eng Remork, déi konform zum Code de la route (Artikelen 165 bis 167) opgestallt muss ginn. Wéi all Remork däerf déi laut Code de la route net op der Fuerbunn vun der Strooss stationéiert ginn tëschent 22.00 a 6.00 Auer. Beim eraussiche vun de Plaze gëtt séchergestallt, datt déi Remork keen Hindernis a puncto Visibilitéit duerstellt fir d'Verkéiersdeelhueler.

ad 2. Et ass keng extra Leitplank virgesinn, fir d'Remork ofzesécheren.

ad 3. Jo.

ad 4. Nee, well et keng eenheetlech europäesch Norme gëtt fir d'Opriichte vun engem Radarchantier.

ad 5. D'Radaren zu Lëtzebuerg si mat reflektéierendem Material markéiert.

ad 6. Nee, sou Tester gëtt et net fir de Radarchantier.

Question 2515 (09.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **placement de force d'un mineur en psychiatrie :**

J'ai été informé d'une affaire judiciaire qui concerne le placement de force en psychiatrie d'un mineur, suite à une ordonnance de placement provisoire du tribunal de la jeunesse du Luxembourg. En effet, les parents du mineur concerné ont déposé, via leur avocat, une requête à main levée devant le tribunal de la jeunesse au Luxembourg. Cette requête ayant été proclamée non fondée par le tribunal en question, les parents de l'enfant ont fait appel contre la décision du tribunal de la jeunesse auprès de la Cour d'appel de Luxembourg qui a déclaré l'appel recevable et a permis la réintégration du mineur au foyer familial. À ce moment, le mineur se trouvait placé en psychiatrie au CHL depuis environ quatre mois. Un an après cette décision de la Cour d'appel, la famille du mineur a dû comparaître devant le tribunal de la jeunesse qui a décidé de soumettre à certaines conditions le maintien du jeune en milieu familial. Les parents ont perçu cette injonction comme une atteinte à leur intimité familiale et intrusion dans leur vie privée et ont de fait fait recours devant la Cour de cassation. De fil en aiguille, cette affaire n'a abouti à aucune décision favorable envers la requête de la famille concernée et a même détruit les liens familiaux et affectifs. Pourtant, afin d'obtenir justice, la famille a entrepris une dernière démarche auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Indépendamment des raisons de placement du mineur concerné et indépendamment de l'issue de l'affaire décrite ci-dessus, des questions se posent quant à la conformité avec la Constitution du Luxembourg des décisions et jugements émis par les instances judiciaires précitées, notamment en ce qui concerne le placement de force, car sans consentement des parents, d'un mineur en milieu psychiatrique.

Je vous prie donc, Madame la Ministre de la Justice, de répondre aux questions suivantes :

1) Est-il exact que des enfants mineurs peuvent être hospitalisés dans des unités de pédopsychiatrie aiguë au Luxembourg sans leur consentement, sans le consentement des parents, sans décision judiciaire préalable et sans avis médical préalable ?

2) Est-il exact que certaines unités de pédopsychiatrie aiguë administrent des substances neuroleptiques pour neutraliser les mineurs de manière ponctuelle ou récurrente sans en informer les parents ?

3) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou dans un hôpital psychiatrique sont-ils informés de leurs droits et notamment des dispositions de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant ?

4) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou un hôpital psychiatrique disposent-ils immédiatement d'un recours personnel, réel et effectif contre les décisions qui les privent de liberté ?

5) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou dans un hôpital psychiatrique ont-ils le droit de choisir leur propre avocat et bénéficient-ils automatiquement de l'assistance judiciaire ?

6) Les directeurs des foyers et le personnel des unités pédopsychiatriques sont-ils formés en matière de droits de l'enfant résultant de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant et de quelle manière ?

Réponse commune (17.08.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le placement judiciaire d'un mineur d'âge, indépendamment du fait qu'il se fasse auprès d'un membre de la famille, auprès d'une famille d'accueil, dans un foyer d'accueil ou autre institution, respectivement dans un service de pédopsychiatrie, se fait selon les règles établies par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse actuellement en vigueur.

Un tel placement implique donc toujours une décision soit du juge de la jeunesse, soit du procureur d'État, sauf en cas de placement volontaire, c'est-à-dire décidé par les parents du mineur.

Une mesure de garde provisoire, régie par les articles 24 à 26 de la prédite loi, est ainsi prise en principe par le juge de la jeunesse, sinon, lorsque celui-ci ne peut pas être utilement saisi (pendant la nuit, les fins de semaine ou les jours fériés), par le procureur d'État, et cela sur dossier, c'est-à-dire sans débat contradictoire préalable. Les parties, y compris le mineur lui-même, ont toutefois la possibilité, à tout moment de la procédure, de demander la mainlevée de la mesure de garde provisoire. Un débat contradictoire a alors lieu, conformément à l'article 27 de la loi précitée, dans un délai rapproché devant le tribunal de la jeunesse.

Les placements définitifs sont prononcés par voie de jugement du tribunal de la jeunesse, après débat contradictoire en audience publique, le mineur et ses parents ayant été entendus.

Dans les deux hypothèses, ni le consentement du mineur, ni celui de ses parents n'est une condition préalable à la mesure de placement. Toutefois, suivant les informations que nous avons reçues de la part des autorités judiciaires, les juges de la jeunesse essayent toujours, dans la mesure du possible, de faire adhérer les parties aux mesures de protection qu'ils sont amenés à prononcer dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Pour placer un enfant en milieu psychiatrique, un avis médical préalable n'est pas requis. Le plus souvent, suivant les informations reçues, la finalité du placement consiste justement en l'obtention d'un diagnostic précis, afin de pouvoir orienter et déterminer au mieux les mesures de protection nécessitées pour la prise en charge psychopédagogique de l'enfant concerné.

D'après les informations que nous avons reçues de la part des autorités judiciaires, les mineurs qui sont placés en pédopsychiatrie se font remarquer, soit par des troubles de comportement extrêmement lourds, à tel point que leur prise en charge en milieu scolaire, pédagogique et social est impossible et que les professionnels qui s'en occupent sont dépassés par leur encadrement, soit par des comportements dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui (mineurs qui agressent gravement leurs pairs, leurs parents ou le personnel éducatif, mineurs ayant fait des tentatives de suicide, des actes d'automutilation ou présentant des addictions à des substances psychotropes).

ad 2) À titre préliminaire, il convient de faire mention de l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 10 août 1992, qui dispose que :

« Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu. »

Le principe est donc actuellement celui du transfert de l'autorité parentale vers l'institution qui héberge le mineur. L'information aux parents se fait alors par le biais du personnel d'encadrement dans le cadre du travail avec les parents ou tuteurs du mineur placé.

Or, il importe de noter à ce point que dans le cadre de la nouvelle réforme en matière des droits de l'enfant, le principe sera celui du maintien de l'autorité parentale auprès des parents.

Le Service de pédopsychiatrie aiguë, dont la dénomination exacte est « Service national de psychiatrie infantile », dispose d'un règlement interne qui est communiqué au tuteur légal en mains propres lors de chaque admission de mineur. Ce règlement est lu, daté et signé par le/les tuteurs légaux, le référent de l'enfant ainsi que l'enfant lui-même ; ce règlement précise très clairement les modalités d'accord et d'information des parents pour tout traitement médicamenteux et stipule entre autres : « Toute introduction programmée d'un traitement médicamenteux sera décidée par le médecin, en accord avec le tuteur légal, et ce, après les avoir informés clairement du but thérapeutique recherché. »

Par ailleurs, selon les procédures de ce service, la décision de prescrire un neuroleptique à visée anxiolytique en cas d'agitation psychomotrice avec mise en danger de soi ou d'autrui ne se fait qu'en dernier recours après échec des mesures d'aide ultérieures qui sont dans un ordre croissant :

1. la relation d'aide/entretien de soutien ;

2. l'isolement du groupe en chambre avec accompagnement d'un soignant ;

3. l'isolement en chambre de surveillance avec accompagnement d'un soignant et possibilité d'utilisation d'un hamac/sac de boxe ;

4. en cas de persistance d'une auto-/hétéro-agressivité envers les objets et/ou les personnes, concertation et appel d'une aide supplémentaire avec accompagnement (minimum deux personnes) dans la chambre de « time-out » ;

5. dans la chambre de « timeout », possibilité d'une relation d'aide avec triangulation d'un tiers sans contention corporelle,

ou bien

contention corporelle par deux soignants (membres supérieurs et inférieurs) en cas d'auto-/hétéroagressivité persistante ;

6. en dernier lieu, si le patient n'arrive pas à retrouver son calme après 30 minutes, une médication orale d'un neuroleptique est proposée.

Le règlement interne précise à cet endroit : « En cas de crise, quand un enfant représente un danger pour lui-même ou pour les autres, l'équipe pluridisciplinaire se concerte pour prendre en charge celui-ci. […] Un médicament peut aussi être donné en complément. Le tuteur légal sera alors informé ultérieurement. »

L'information du tuteur légal est donc prévue et réalisée dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une médication programmée ou d'une médication donnée en cas de crise.

ad 3) Lors de la notification de la mesure de placement au mineur ainsi qu'à sa famille, il s'y trouve joint une information écrite quant aux voies de recours, de sorte que tant l'enfant que sa famille sont renseignés par rapport aux moyens légaux à leur disposition qui se présentent à eux en cas de désaccord avec la mesure de placement.

Par ailleurs, tant dans les foyers d'accueil, que dans les services pédopsychiatriques, le personnel pédagogique et social (éducateurs, assistants sociaux) peut renseigner et guider l'enfant et ses parents quant au déroulement de la mesure de placement, ainsi que quant aux moyens pour la faire lever.

Il s'y ajoute que dans de nombreux cas, aussi bien la famille que le mineur sont assistés par un avocat. Si tel n'est pas le cas, conformément à l'article 18 de la loi précitée relative à la protection de la jeunesse, les parents et le mineur lui-même peuvent à tout moment s'adresser au juge de la jeunesse afin qu'il leur en désigne un d'office.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse sub 1).

Lorsqu'il s'agit d'un placement provisoire, le mineur lui-même a le droit de demander à tout moment la mainlevée de la mesure de garde provisoire. Il s'agit d'une procédure très peu formaliste, dès lors qu'une lettre simple adressée au tribunal de la jeunesse est suffisante pour saisir utilement le tribunal de la jeunesse d'une demande en mainlevée au sens de l'article 27 de la loi de 1992. L'assistance par un avocat n'est pas requise et, par dérogation aux règles procédurales de droit commun, le mineur dispose d'un droit d'action propre.

En cas de placement définitif, c'est-à-dire par voie de jugement, le mineur peut interjeter appel contre la décision critiquée. Là encore, il dispose d'un droit d'action propre, par dérogation au droit commun. Le mineur de même que ses parents sont informés de ce droit au moment du débat contradictoire à l'audience du tribunal de la jeunesse qui a donné lieu au jugement.

ad 5) Selon l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse :

« Le mineur, ses parents ou tuteur et toutes autres personnes physiques qui en ont la garde provisoire ou définitive peuvent faire le choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur en soit désigné un d'office. La désignation par le juge de la jeunesse d'un conseil au mineur a lieu, même en l'absence de toute demande afférente, lorsque le mineur se voit imputer des faits constituant une infraction d'après la loi pénale, et du chef desquels une mesure de garde provisoire a été prise à son encontre. Elle a lieu dans tous les autres cas, lorsque l'intérêt du mineur le commande.

Si le juge de la jeunesse désigne un conseil à une personne qui affirme être en droit de bénéficier de l'assistance judiciaire et en fait la demande, il transmet la demande au Bâtonnier. Le juge de la jeunesse peut aussi saisir d'office le Bâtonnier, lorsque c'est le mineur qui s'est vu désigner un conseil. L'assistance judiciaire ne couvre que l'indemnité à allouer à l'avocat. »

ad 6) Les gestionnaires des activités en relation avec les droits de l'enfant sont tenus d'accomplir une formation continue, conformément aux articles 17 et 20 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément attribué aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

De plus, les articles 10 et 13 de la loi modifiée du 16 décembre 2018 relative à l'aide et à l'enfance et à la famille mettent en exergue la formation continue dans le domaine de l'évaluation psychosociale, de la médiation et des droits humanitaires.

Les prestataires des services d'accueil en institution sont également tenus de déclarer le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989. En effet, tout gestionnaire qui demande un agrément « gestionnaire de l'aide à l'enfance et à la famille », dans le cadre de la loi modifiée du 16 décembre 2008, et conformément à l'article 29 du prédit règlement grand-ducal, doit signer une déclaration qui témoigne du respect des principes de la non-violence et de la non-discrimination, ainsi que l'orientation des activités en fonction des dispositions de la convention relative aux droits de l'enfant.

Dans le contexte du futur « cadre de référence de l'aide à l'enfance et à la famille », l'aspect de la formation en matière des droits de l'enfant sera davantage pris en considération. Il faudra en tenir compte également dans le cadre de la formation initiale des professions sociales et éducatives et des professions de santé. Notons de parcours que dans le cadre du Bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg, les étudiants ont la possibilité de se former en matière des droits de l'enfant dans le cadre d'un module optionnel au cinquième semestre.

Q520

Question 2517 (10.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**extension des activités de « LetzShop » :**

A virege parlamentaresche Froen un de Mëttelstandsminister hunn ech verschidden Informatiounen zu der Online-Plattform „LetzShop" geliwwert krut. An der Äntwert op d'Fro N° 2176 huet de Minister ënnerstrach, dass d'Plattform wärend der Covid-19-Pandemie immens gewuess ass. Dëst ass natierlech engersäits de klenge Geschäfter zegutt komm, déi trotz zouenen Diere weider hir Produite konnte verkafen an doduerch hir Verloschter konnte minimiséieren.

Doriwwer eraus hunn och Restaurateure probéiert, hir Produiten iwwert dës Plattform unzebidden, wéi de Minister a senger Äntwert op meng Fro N° 2252 wësse léisst:

„Als einfachst logistesch Léisung, déi direkt kann ëmgesat ginn, kann een op Letzshop.lu de Click&Collect ubidden, d. h. de Client ka seng online Bestellung direkt am Betrib ofhuelen. Vereenzelt Betriber hunn dës Léisung schonn ëmgesat."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

-. Wäert de Minister an noer Zukunft een direkte Liwwerservice fir Restauranten op „LetzShop" ubidden an dësen op letzshop.lu hosten (z. B. ënnert der Subdomain horesca.letzshop.lu)? Falls jo, kann hie weider Erklärunge liwweren, wéi dëse wäert funktionéieren?

Réponse (24.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'„LetzShop"-Ekipp ass amgaangen, der Horesca d'Virdeeler vun der Marketplace fir all eenzelne Betrib aus dem Secteur virzestellen. Et läit allerdéngs weeder an den Attributiounen nach an de Kompetenze vum GIE, fir eng Logistikléisung, also een exklusive „LetzShop"-Liwwerservice, ze entwéckelen an/oder an d'Liewen ze ruffen.

Question 2519 (10.07.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **prix immobiliers :**

D'Spiral bei de Wunnengspräisser dréit monter weider. Laut dem Observatoire de l'habitat sinn d'Immobiliepräisser iwwer ee Joer gesi vum éischten Trimester 2019 op dat éischt Trimester 2020 am Existant ëm 16,6 % an am Neibau (VEFA) ëm 14,5 % an d'Lucht gaangen.

Am Kader vun der Coronakris sinn d'Präisser um Bau, bedéngt duerch verschidde sanitär Moossnamen, zousätzlech geklommen.

Op Regierungssäit si keng Moossnamen ergraff ginn, fir dem „Häuslebauer" ënnert d'Äerm ze gräifen an d'Spekulatioun um Immobiliemarché geet weider.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister an un den Här Finanzminister riichten:

- Wéini gëtt een Avant-projet vun der Reform zur Grondsteier presentéiert?

- Wéini gëtt een Avant-projet vun der Definitioun iwwert de „logement à coût modéré" presentéiert?

- Si verschidde steierlech Moossnamen an de kommende Méint envisagéiert, fir den „Häuslebauer" ze entlaaschten?

Am Koalitiounsaccord ass festgehalen, datt de Mietkauf an dëser Legislaturperiod géif ëmgesat ginn.

- Kann den zoustännege Minister matdeelen, ob un dëser Moossnam geschafft gëtt an doduerch jonke Menagen a Menagë mat klengem Akommes eng Wunnengsbaualternativ ugebuede gëtt? Wéini ass mat engem deementspriechende Projet ze rechnen?

Réponse commune (20.07.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Regierung kann dem Här Deputéierte versécheren, datt un de respektive Gesetzesprojeten, déi hien opgelëscht huet, intensiv geschafft gëtt. Verschidden Elementer dovunner si jo an de leschte Woche schonn an den zoustännege Chamberskommissioune presentéiert ginn. An hirer Gesamtheet ginn déi Reformen da presentéiert, wa se fäerdeg ausgeschafft sinn. Dat gëllt och fir steierlech Moossnamen am Beräich vum Wunnengsbau.

De sougenannte „Mietkauf" ass am Koalitiounsaccord beispillhaft opgezielt ënnert deene Projeten, déi kéinte lancéiert ginn, fir de Leit mat niddregem Akommes um private Marché d'Méiglechkeet ze ginn, fir abordabel ze wunnen an doduerch Suen ze spueren, fir eventuell spéider och an en Eegenheem investéieren ze kënnen.

Déi wichtegst an dréngenst Moossnam, fir dat Zil ze erreechen, ass a bleift den Ausbau vun ëffentlechen abordabele Wunnengen. Doduerch ass et méiglech, méi Stéit mat niddregem Akommes, siefe se jonk oder eeler, d'Méiglechkeet ze bidden, eng Wunneng ze lounen zu engem Präis, deen hinne genuch Sue léisst, fir dezent ze liewen an op eng eege Wunneng ze spueren. E Modell vu „Mietkauf", wou Leit iwwer zéng Joer gebonne ginn, ier sech eréischt entscheet, ob se déi Wunneng och kafe kënnen, schéngt eis, no Analysen, keng sënnvoll Approche ze sinn. Éischtens, well an all deene Fäll, wou sech dee Kaf dann no zéng Joer net ëmsetze léisst, d'Leit an eng grouss Zwéckmillche geroden. An zweetens, well mer aus den Donnéeë vun den Aides individuelles wëssen, datt ongeféier d'Hallschent vun de Stéit scho virun dem zéngte Joer hire Stot erëm opléisen an d'Wunneng verloossen. A béide Fäll gëtt aus dem Dram vun enger eegener Wunneng schnell en Albdram fir d'Famill.

Iwwregens ass dës Analys net nei. Schonn 1977 konnt een am Exposé des motifs vum Projet de loi vum zukünftegen „1979er-Gesetz" liesen:

« Il y a lieu de dissiper notamment les illusions qu'a pu faire naître la notion de location-vente.

Quand on considère les problèmes que pose à une grande partie d'acquéreurs sociaux le remboursement d'un capital représentant seulement soixante à quatre-vingts pour cent du coût du logement, on conçoit qu'un tel système peut uniquement intéresser une clientèle ayant une très forte capacité de remboursement, mais ne disposant pas d'apports personnels propres.

Faire intervenir l'État dans le service d'une telle dette par une subvention d'intérêt équivaudrait à une participation publique pouvant aller jusqu'à la moitié du coût final de l'opération, sans que l'efficacité sociale de l'aide soit assurée pour autant puisque le remboursement sur vingt ans et sans intérêt d'un capital de deux millions et demi dépasse déjà dix mille francs par mois. »

Dofir wäert d'Regierung weider dorobber setzen, fir den ëffentlechen abordabele Wunnengsbau auszebauen, sief dat fir Locatiounswunnengen oder subventionéiert Eegentumswunnengen, fir datt abordabelt Wunne grad fir déi Leit mat niddregem Akommes effektiv an dauerhaft zur Realitéit gëtt.

Question 2521 (10.07.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **phasage de l'extension du réseau de tramway ainsi que l'ouverture de certaines infrastructures pour vélos :**

Selon le calendrier initialement prévu, l'extension de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare de Luxembourg devrait être mise en service avant la fin de l'année 2020. Deux autres extensions sont planifiées de la gare vers la Cloche d'Or et du Circuit de la Foire jusqu'au Findel pour 2022-2023.

L'extension du réseau de tramway implique également une amélioration de la structuration de l'espace public, notamment par l'aménagement d'une piste cyclable le long du réseau qui est vouée à devenir l'épine dorsale du réseau cycliste de la capitale.

La mise en service du tramway nécessita aussi la réorganisation complète du réseau de bus et en conséquence l'élargissement du pont « Passerelle » entre le quartier de la gare et le Plateau du Saint-Esprit. L'objectif du projet est de gagner assez d'espace supplémentaire pour une circulation efficace et sûre des bus, des piétons et des cyclistes. Avec la fin du chantier et l'ouverture de la piste cyclable sur le pont « Passerelle », il sera à nouveau possible de rejoindre rapidement la gare par la « Al Avenue » à vélo.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que le calendrier initial pour l'ouverture de l'extension jusqu'à la gare de Luxembourg sera respecté ? Dans l'affirmative, est-ce que la partie du tracé de la Place de l'Étoile jusqu'à la Place de Paris sera déjà mise en service avant décembre ?

2) Quels sont le calendrier et le phasage prévus pour les prochaines extensions vers l'Aéroport de Luxembourg et la Cloche d'Or ? Quand est-ce que le tramway circulera jusqu'au Lycée de Bonnevoie et au pôle d'échange Howald ?

3) Quand est-ce que le chantier du pont « Passerelle » sera terminé ? Est-ce que la piste cyclable sera accessible aux utilisateurs dès la fin de la première phase des travaux (côté ouest) qui semble proche ?

4) Endéans quel délai la piste cyclable le long de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare sera-t-elle pleinement opérationnelle ? Quel est le phasage prévu ?

Réponse (17.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le calendrier initial de l'extension de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare centrale (tronçon B) avec mise en service prévue en cours du mois de décembre 2020 sera respecté. Une mise en service partielle jusqu'à la Place de Paris n'est pas prévue.

Pour les deux extensions vers l'Aéroport de Luxembourg et la Cloche d'Or, les phasages des chantiers de l'Administration des ponts et chaussées et ceux de LuxTram SA sont étroitement liés.

Concernant l'extension vers l'aéroport (tronçon E), le dossier de soumission pour le premier lot des travaux vient d'être approuvé récemment. Actuellement, il est prévu de pouvoir démarrer le premier chantier, à savoir le pont enjambant l'échangeur Kirchberg, en 2021.

En ce qui concerne les tronçons C et D du tram, les travaux de la phase 2 de la nouvelle N3 ainsi que de la reconstruction du pont Buchler sont en cours. En vue d'avancer aussi rapidement que possible, les travaux de génie civil et de l'installation des équipements du tram pourront être exécutés simultanément à partir d'un certain instant. La fin des travaux pour le tronçon Gare centrale–Pôle d'échange Bonnevoie est prévue pour le 1er semestre 2022.

L'extension de la ligne du tram jusqu'à la Cloche d'Or est programmée pour l'automne 2023.

La fin du chantier comprenant l'élargissement du pont « Passerelle » et la réhabilitation de sa superstructure est programmée pour l'été 2021. La piste cyclable située du côté ouest sera accessible aux utilisateurs dès la fin de la première phase du chantier, pendant le mois de septembre 2020.

Il est prévu que la piste cyclable le long de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare sera opérationnelle au plus tard en janvier 2021.

Question 2522 (10.07.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **infections de la Covid-19 dans des maisons de soins :**

Mat der Hausse vu Covid-19-Infektioune klëmmt och d'Suerg an den Alters- a Fleegeheemer, datt hir Awunner kéinten infizéiert ginn. Mengen Informatiounen no ginn et an eenzelen Haiser schonn erëm Infektiounen. Aus dësem Grond ass eng grouss Onsécherheet bei de Responsabele vun de Strukturen an dem Secteur.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun an un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt et rëm Fäll vu Covid-19-Infektiounen an Alters- a Fleegeheemer ginn?

2. Wa jo, ass d'Regierung net der Meenung, datt en Austausch tëscht der Regierung an den eenzele Strukture wichteg wier fir ze koordinéieren, wéi eng Mesurë wou missten oder sollte getraff ginn, fir d'Bewunner ze schützen?

3. Stëmmt et, datt momentan keng Tester an den eenzelen Haiser gemaach ginn, mee datt d'Bewunner sech musse bei Teststatiounen deplacéieren?

4. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et méi sënnvoll wier, datt erëm an den Haiser getest gëtt?

Réponse commune (10.08.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Nodeems op den 2. Juli kee Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer méi als positiv gegollt huet, sinn zënter dem 7. Juli awer nees nei Infektioune mam Virus ze verzeechnen. Op de 7. August sinn dëst 17 Bewunner; et sinn am Moment sechs Alters-a Fleegeheimer betraff.

ad 2. Déi betraffe Strukturen hunn d'Méiglechkeet, sech individuell un déi zoustänneg Instanzen ze wenden, fir eng Berodung an eng Hëllef ze kréien. Dëst betrëfft déi verschidde Mesuren, déi sollen oder musse geholl ginn, fir hir Bewunner beschtméiglech ze schützen.

ad 3. + 4. Fir de Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer d'Méiglechkeet ze ginn, sech an hire Strukturen testen ze loossen, gëtt eng mobill Ekipp am Kader vum Large-Scale-Testing op d'Plaz geschéckt.

Question 2524 (13.07.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **déclin de la biodiversité :**

D'Biodiversitéit hëlt weider drastesch of zu Lëtzebuerg. Moossname wéi de Monitoring vun den Déieren- a Planzenaarten an engem Portal wéi dem „iNaturalist" si wuel begréissenswäert, ma et bleift nach vill ze maachen, fir dem Aarteschwund am Land entgéintzewierken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ëmweltminister gär follgend Froe stellen:

1. An eisen Naturschutzzonen, déi mëttlerweil 5 % vun der Landesfläch ausmaachen, dierfe keng Pestiziden a praktesch keng Düngung méi agesat ginn. Firwat sinn dës Zonen net méi aarteräich?

2. Firwat hunn eis mëttlerweil bal 40 „Plans d'actions espèces" an déi 28 „Plans d'actions habitats", déi ganz käschtenintensiv sinn, net méi Resultater opweises?

3. Firwat gëtt et keng novollzéibar Analys a kee publizéierte Rapport iwwert déi spezifesch Ursaache vum offensichtleche Mësserfolleg vun den Aktiounspläng?

4. Firwat gëtt keng Analys oder Etüd iwwert den Afloss vum Prädatiounsdrock op eis Wisen- a Buedembréier gemaach?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Déi ausgewisen Naturschutzzone maachen aktuell 3,8 % vun der Landesfläch aus.

Laut der Definitioun vun enger Naturschutzzon handelt et sech ëm ee Gebitt, dat remarkabel ass duerch säin Aarteräichtum, d'Presenz vu raren, spezifesche Biotopen a Liewensraim an/oder d'Presenz vu raren, bedroten Aarten. Dëst bedeit, datt den Aarteräichtum net deen eenzege Krittär fir d'Ausweisung vun enger Naturschutzzon ass - wuel ass et ee ganz wichtegen -, mee och do virkommend seelen Déieren- oder Planzenaarte kënnen ee Krittär sinn, oder och nach seele Biotopen. Weider kënnen och eng markant Landschaft oder ökologesch Korridorfunktiounen Argumenter liwwere fir d'Ausweisung.

Generell muss awer betount ginn, datt d'Naturschutzzone ganz aarteräich sinn. Obwuel d'Naturschutzzonen nëmmen 3,8 % vun der Landesfläch ausmaachen, sou befanne sech dach e Groussdeel vun de geschützten oder seelenen Aarten an dëse Schutzzonen:

- bei de geschützten Déierenaarte leien 19 % vun de bekannte Virkommen an de Schutzgebidder;

- bei de geschützte Planzenaarte sinn et souguer 32 %.

D'Auswäertung vun den Date vum Naturmusée beleeën, datt an den Naturschutzzone jee no taxonomescher Grupp fënnef- bis aachtmol méi Virkommen an de Schutzgebidder leie wéi ausserhalb.

Och um Niveau vun de Biotopen a Liewensraim kënnt een op änlech Konklusiounen:

- 8 % vun de geschützte Lafbëscher a

- 15 % vun de raren a geschützte Biotopen a Liewensraim aus dem landwirtschaftlechen an oppene Milieu befanne sech an de Schutzgebidder.

Deemno gëtt och dank de Biotopkartéierunge beluecht, datt zwee- bis véiermol méi rar a geschützte Biotopen a Liewensraim sech an den Naturschutzzone befanne wéi ausserhalb.

Schlussendlech ass och nach ze betounen, datt et de raren a geschützte Biotopen a Liewensraim an den Naturschutzzonen dank der adaptéierter Gestioun an de Benotzungsaschränkungen däitlech besser geet wéi ausserhalb. D'Analys vun de Kartéierungen ergëtt, datt den Erhalungszoustand vun den eenzelne Biotopen a Liewensraim an de Schutzgebidder däitlech besser ass wéi den Erhalungszoustand vun deenen, déi ausserhalb vun de Schutzgebidder leien.

Déi logesch Konsequenz, fir méi Virkomme vu rare Biotopen, Liewensraim an Aarten an de Schutzgebidder ze hunn an domat besser ze erhalen, ass déi konsequent Weiderféierung vun der Ausweisung vun Naturschutzzonen. Et sief an deem Kontext rappeléiert, datt tëscht 1982 an 2012 42 Naturschutzgebidder ausgewise goufen, wat 1,4 Zone pro Joer entsprécht. Säit 2013 goufen 21 Gebidder augewisen, wat 3 Zone pro Joer entsprécht. Mat deenen 21 Zonen huet sech och d'Gesamtfläch vun den Naturschutzgebidder an de leschte siwe Joer verduebelt.

ad 2. Et si 34 „Plans d'actions espèces" a 14 „Plans d'actions habitats".

D'Ëmsetzung vun dësen Aktiounspläng huet vill opweises - wäit méi wéi just de Monitoring vun den Déieren- a Planzenaarten oder Biotopkartéierungen - an dës Naturschutzmesurë gräifen och, wann ee sech déi néideg Zäit a Mëttel dofir gëtt. Sou hunn eng ganz Rei vun Aktiounspläng positiv Resultater ze verzeechnen, mat der Konsequenz, datt d'Bestänn sech konnten halen oder souguer liicht positiv Tendenze verzeechnen. Als Beispill kann een do den Heckefräsch, de Kammmolch, de Steekauz, d'Wëllkaz, de Biber, d'Grouss Hufeisennues, d'Weieren an d'Schilfflächen, de Kallekdréchewues oder d'Auebëscher etc. opzielen.

Just stinn all déi hei geleeschten Efforten an hir positiv Resultater géintiwwer zu méi staarke Stréimungen an hiren negativen Impakter, wéi enger demografescher an ekonomescher Entwécklung, der Zerschneidung vun de Landschaften a Liewensraim oder enger intensiver landwirtschaftlecher Praxis, soudatt déi puer Aktiounspläng an déi virdru genannt Ausweisung vu Schutzgebidder aleng net duerginn, fir den dramatesche Réckgang vun der Biodiversitéit ze stoppen oder souguer ëmzedréinen.

ad 3. Sou novollzéibar Analysen a publizéiert Rapporte gëtt et betreffend d'spezifesch Ursaache vum Réckgang vun den Aarten an hire Liewensraim.

Wéi all d'EU-Memberstaate participéiert Lëtzebuerg dank den europäeschen Naturschutzdirektiven all sechs Joer um sougenannte „Reporting": Heibäi gëtt den Zoustand vun enger ganzer Rei vun Aarten a Liewensraim evalueiert. Dobäi ginn iwwer ee standardiséierte Formular déi néideg Informatiounen encodéiert, déi wärend sechs Joer duerch Biotopkartéierungen a Monitoring vun de jeeweilegen Experten um Terrain erhuewe ginn an déi néideg fir déi wëssenschaftlech fundéiert Evaluatioun sinn. Dëst ass an enker Zesummenaarbecht mam „Luxembourg Institute of Science and Technology", mam Naturmusée, mat den onofhängegen Experten zu Aarten a Biotopen erstallt ginn. Deel vun der Evaluatioun sinn net nëmmen de Bestand an d'Entwécklungstrends vun den Aarten a Liewensraim, mee och d'Analyse vun den Experte betreffend déi negativ Impakter.

Sämtlech Hannergrondinformatiounen, Bestandszuelen an Entwécklungstrends zum Reporting sinn online verfügbar. Awer et ass och eng vereinfacht a fir jidderee verständlech Kuerzversioun zu den nationale Konklusioune verfügbar.

D'Resultater vum viregte Reporting sinn am leschte Rapport vum „Observatoire de l'environnement naturel" 2013-2016 verschafft an thematiséiert a waren och eng vun de Grondlage fir d'Bewäertung vum Zoustand vun der Natur, déi néideg war fir d'Orientatioun an d'Ausschaffe vum „Nationalen Naturschutzplang", deen 2017 vum Regierungsrot adoptéiert gouf. Finalement huet den „Observatoire de l'environnement naturel" kierzlech nach d'Resultater vum rezente Reporting presentéiert an d'Ursachen och kloer identifizéiert.

ad 4. Bei der Analys vun de Resultater aus dem virdrun erwäänte Reporting betreffend d'Evaluatioun vun den Impakter op d'Aarten, awer prezis och op Wisen- a Buedembréier, geet kloer ervir, wat hei d'Haaptursaache sinn, déi deenen hire Réckgang provozéieren: d'Veränerung an de Verloscht vun hire Liewensraim. Jiddefalls spillt d'Prädatioun eng marginal an negligeabel Roll.

Question 2525 (13.07.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**état du tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach :**

Le tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach (N7) se trouve actuellement dans un état déplorable. Il semble en effet que le soubassement de ce tronçon est d'une très mauvaise qualité, depuis des années déjà, si bien que certains gens parlent d'une véritable « Rüttelstrecke ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, si l'Administration des ponts et chaussées se propose de remédier à cette situation dans les plus brefs délais, de préférence avant l'hiver 2020-2021 ?

Réponse (27.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans le passé, l'Administration des ponts et chaussées a procédé à de petits travaux de réparation sur le tronçon entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach (N7). Comme son état s'était dégradé pendant l'hiver 2018-2019, un projet a été élaboré en 2019, afin de pouvoir procéder à la sécurisation et au reprofilage du tronçon en question.

Toutefois, le projet a pris du retard lors du traitement de l'autorisation environnementale, à cause de vues différentes quant à la protection des arbres et haies adjacents au projet, dont notamment sur le sujet de la réduction de l'endommagement de leur système racinaire.

Dans la suite, une demande de modification de l'autorisation en question a été accordée en mars dernier. Comme tous les obstacles ont pu être surmontés, l'appel d'offres sera lancé après les congés collectifs. Ainsi, les travaux afférents pourront commencer au plus tard en début de l'année prochaine.

Question 2526 (13.07.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic de poids lourds sur la N27A :**

Des citoyens habitant la localité de Erpeldange-sur-Sûre ont attiré mon attention sur le fait qu'une bonne centaine de poids lourds desservant la nouvelle zone d'activités Nordstad (ZANO) passent tous les jours ouvrables pour la N27 à travers leur village en empruntant la N27A qui mène tout droit vers ladite zone. Il va sans dire que ces mouvements se font également en sens inverse, alors que les poids lourds pourraient véhiculer sans nul problème respectivement sur la B7 et la N7.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette problématique ? Dans l'affirmative, des comptages de véhicules ont-ils été effectués le long de la B7 aux environs de la ZANO et le long de la N27 ?

- N'avait-il pas été prévu de limiter le trafic sur la N27A en y interdisant la circulation de poids lourds à partir d'un certain tonnage ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur les mesures qu'il se propose de prendre pour remédier à cette problématique, sachant bien que le trafic au sein de la localité de Erpeldange-sur-Sûre va croissant ces dernières années en raison de divers chantiers routiers, notamment à Ettelbruck ?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne les propos « qu'une bonne centaine de poids lourds desservant la nouvelle zone d'activités Nordstad (ZANO) passent tous les jours ouvrables pour la N27 à travers leur village [Erpeldange] », pour alors emprunter la N27A qui mène tout droit vers ladite zone, il faut noter que jusqu'à ce jour l'Administration des ponts et chaussées n'a été saisie d'aucune réclamation à ce sujet. Il est évident qu'un certain nombre de camions doivent pourtant desservir la zone d'activités en question. Il y en a actuellement une partie en raison des travaux d'aménagement de la voirie et des établissements à construire dans cette zone. Mais avec la fin des travaux ce trafic disparaîtra. Ensuite, tout le trafic de poids lourds engendré par les différentes activités poursuivies à la ZANO, comprenant grandes livraisons et retraits de fournitures diverses, devrait être effectué par le nouveau carrefour dénivelé à la hauteur du syndicat intercommunal SIDEC. De toute façon, tous les travaux ne sont pas encore finalisés et il faudra observer comment cette situation évoluera après leur achèvement.

Quant à une limitation du trafic, et notamment celui des poids lourds sur la N27A, une aire de rebroussement a été aménagée en amont du passage supérieur portant la voie express B7 (ouvrage OA1116) et un panneau interdisant aux poids lourds de plus de 7,5 tonnes de poursuivre à partir d'ici leur chemin en direction de la localité d'Erpeldange sera mis en place. Cette réglementation sera mise en vigueur après la finalisation de tous les travaux, dont ceux au nouvel échangeur. Le problème évoqué du trafic des poids lourds devrait donc être résolu en 2021.

Comme il n'y a actuellement pas de compteur installé dans la montée de la N27A en venant du village d'Erpeldange et en direction de la zone d'activités ZANO, une augmentation stable du trafic de poids lourds dans la traversée de la localité ne peut pas être chiffrée.

Quant aux résultats des différents compteurs installés à proximité de la ZANO, et à travers tout le Grand-Duché (autoroutes, routes nationales et pistes cyclables), les chiffres les plus actuels peuvent toujours être consultés sur le site Internet www.travaux.public.lu dans la rubrique « infos trafic ». De toute façon, un accroissement permanent de la population va toujours de pair avec une augmentation du trafic des voitures et utilitaires.

Question 2527 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo :**

Madame la Ministre vient d'annoncer que les primes pour l'acquisition de bicyclettes traditionnelles, pédélecs et e-bikes connaissent un grand succès.

Ainsi, quelque 12.200 demandes auraient été introduites dont 3.100 au courant du seul mois de juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Quel a été le nombre des primes accordées ?

- Quel est le montant des primes accordées par catégorie et quel en a été le montant moyen par catégorie ?

- Endéans quel délai les primes sont-elles liquidées ?

Réponse (05.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Il est vrai que le régime d'aides financières pour vélos et pédélecs connaît actuellement un grand succès. Sur les quelque 12.200 dossiers de demande introduits depuis que le régime d'aides a été initié en mars 2019, environ 3.100 demandes relèvent du seul mois de juin 2020.

Au 15 juillet 2020, le nombre de primes accordées s'élève à 3.652 pour les vélos (montant moyen de la prime : 217 euros) et à 3.553 primes pour les cycles à pédalage assisté (montant moyen de la prime : 293 euros). Le montant total des primes ainsi accordées s'élève à 1.835.000 euros.

Compte tenu du nombre très élevé de demandes introduites depuis la réouverture des commerces, les délais endéans desquels les primes sont liquidées s'élève actuellement à dix semaines.

Question 2528 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **demandes pour un logement social :**

Le Fonds du logement gère actuellement une liste d'attente de quelque 3.000 demandes pour un logement social. Cette liste ne comprend ni les demandes introduites auprès de la SNHBM ni celles auprès des communes, offices sociaux et initiatives immobilières sociales.

Le saviez-vous ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement s'il dispose d'une indication sur le total des demandes figurant sur les différentes listes d'attente.

- Sinon, endéans quels délais une liste d'attente commune et un guichet unique tel que proposés dans une motion adoptée à la Chambre des Députés en mars 2018 pourront être créées ?

Réponse (24.07.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Le Fonds du logement gère une liste d'attente de plus de 3.400 personnes à la recherche d'un logement social locatif. Il est certes vrai que cette liste ne comprend pas les demandes introduites auprès de la SNHBM ou auprès des communes et offices sociaux. Étant donné qu'il y a de nombreuses inscriptions multiples, et pour des raisons de protection des données personnelles, il n'est pas possible de connaître le total des demandes effectives figurant sur les différentes listes d'attente. Toujours est-il que l'ensemble des acteurs accompagnant des personnes à la recherche d'un logement locatif social leur recommandent en général de s'inscrire au moins sur les listes respectives du Fonds du logement, de la SNHBM et de l'office social de leur commune de résidence. On peut dès lors valablement conclure que la liste du Fonds du logement recense de façon la plus complète l'ensemble des personnes qui sont à la recherche d'un logement locatif social.

À cela s'ajoute cependant que pour figurer sur les listes d'attente des promoteurs publics, des communes ou des offices sociaux, il est suffisant d'en faire la demande et de fournir les données essentielles pour que les services concernés puissent dresser un ordre de priorité conformément au règlement grand-ducal de 1998 régissant la mise à disposition des logements sociaux des promoteurs publics. Par conséquent, tous les ménages figurant sur la liste ne sont donc pas nécessairement dans une urgence économique ou d'insalubrité, même si c'est évidemment le cas pour la majeure partie des demandeurs.

Ainsi, 3.417 demandeurs sont actuellement inscrits sur liste d'attente auprès du Fonds du logement. Les ménages d'une personne constituent 39 % des demandeurs. L'âge moyen des chef(fe)s de famille est de 43 années et les femmes représentent la moitié des demandes.

Actuellement, 2.292 demandeurs sont inscrits sur liste d'attente auprès de la SNHBM. Ici, les ménages d'une personne constituent 27 % des demandeurs, les familles monoparentales avec en moyenne 1,8 enfants représentent 29 %, les couples avec enfants presque 40 %.

En moyenne, pour les deux listes d'attentes, la répartition selon le revenu net disponible (RND) des ménages se présente approximativement de la façon suivante :

- 20 % des demandeurs ont un RND < 20.000 €

- 60 % des demandeurs ont un RND < 36.000 €

- 80 % des demandeurs ont un RND < 47.000 €[18]

Tel que j'ai déjà pu l'aborder lors de plusieurs réunions de la commission parlementaire, les services du Ministère du Logement travaillent à l'heure actuelle en étroite concertation avec les deux grands promoteurs publics sur une réforme portant - comme cela est prévu par le programme gouvernemental - tant sur le calcul du loyer social, que sur les critères d'éligibilité et de priorité de la liste d'attente, ainsi que sur l'établissement d'un véritable guichet unique traitant l'ensemble des demandes pour les logements sociaux jusqu'à la conclusion des contrats de location.

Les études récemment présentées en commission parlementaire[19] apportent à cet égard de précieuses informations, par exemple quant au niveau d'effort des locataires de logements sociaux, des demandeurs inscrits sur les listes d'attentes et des locataires en général.

[18] Note 26 de l'Observatoire de l'habitat : Le « Logement abordable » au Luxembourg : définition, offre et bénéficiaires potentiels, juin 2020.

Q522

Question 2529 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Depuis le 1er janvier 2020, le Dossier de soins partagé (DSP), créé par l'Agence eSanté, est opérationnel. Ce dossier électronique est destiné à accueillir les données médicales essentielles du patient, comme notamment les antécédents, la médication, les allergies, les radiologies ou encore les résultats d'analyses de biologie clinique, etc.

Le principal but du DSP est d'optimiser la prise en charge du patient et d'éviter les examens non nécessaires.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale combien de dossiers partagés ont été ouverts depuis le premier janvier.

2) Combien de patients ont choisi l'opt-out, c'est-à-dire de ne pas ouvrir, respectivement de fermer un tel dossier ?

3) En ce qui concerne les prestataires (médecins, hôpitaux, labos, etc.), quel est leur état de préparation et pour alimenter et pour gérer le DSP ?

4) Dans quelle mesure le DSP a-t-il pu servir lors de la crise Covid-19 ?

5) Le Gouvernement, ensemble avec la CNS, est-il déterminé à relancer et valoriser la mission du médecin de confiance, élément essentiel pour la réussite du projet DSP ?

Réponse (10.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Après un peu plus de six mois du lancement du déploiement généralisé du Dossier de soins partagé (DSP) à l'ensemble des assurés affiliés de la sécurité sociale, on peut effectuer le premier bilan intermédiaire suivant :

Pour rappel, à la fin du déploiement du DSP en phase pilote, c'est-à-dire au 31 décembre 2019, la plateforme eSanté comptait 59.138 DSP ouverts.

Fin juillet 2020, plus de 461.000 DSP ont été ouverts depuis le lancement de sa généralisation au 1er janvier 2020. Rappelons ici que l'engagement prévisionnel de l'Agence eSanté était d'atteindre 480.000 DSP ouverts au 31 décembre 2020, objectif qui est donc presque atteint en milieu de l'année. Comparé aux 626.000 habitants que comptait la population du pays au 1er janvier 2020, ceci représente un taux de couverture de déploiement du DSP de l'ordre de 73,64 %. Celui-ci est de l'ordre de 53,36 % par rapport à l'ensemble des affiliés du Centre commun de la sécurité sociale.

Tout aussi important que le nombre de DSP ouverts est le nombre de documents contenus dans les DSP, indicateur que l'Agence eSanté suit plus particulièrement. En effet, des DSP vides seraient le signal d'un potentiel échec de ce projet. Or, à la fin de la phase pilote du DSP, les DSP comptaient 314.281 documents au total. Fin juillet 2020, la plateforme dénombre plus de 520.000 documents alimentant les DSP de patients. Ceci représente un taux de progression supérieure aux attentes de l'Agence eSanté, alors que l'objectif fixé pour la fin de l'année 2020 était d'aboutir à quelque 510.000 documents.

Le nombre moyen de documents intégrant les DSP chaque jour est passé de 483 documents/jour en février 2020, à 2.788 documents/jour à l'heure actuelle, ce qui représente une augmentation de 477 % depuis le début de l'année.

Ces chiffres nous permettent de dresser un bilan très positif, ayant d'ores et déjà atteint des résultats qui sont supérieurs au prévisionnel fixé.

ad 2) Le taux de fermeture des DSP en mode « opt-out » constitue également un indicateur très important pour apprécier l'acceptabilité de ce nouvel outil auprès de la population des assurés-affiliés, qu'ils soient résidents ou frontaliers. Il était de 0,7 % au 31 décembre 2019 et il est passé entre-temps à 0,09 %.

Bien que ce taux soit très bas, toutes les demandes et observations émises par des utilisateurs du DSP (médecins et patients) sont analysées et font l'objet d'un suivi de l'Agence eSanté. Ainsi, notre service Helpdesk se pose comme objectif de répondre aux questions lui adressées au plus tard endéans les 48 heures.

ad 3) À l'heure actuelle, six logiciels informatiques pour cabinets de ville, représentant plus ou moins 86 % du marché, sont conformes à la plateforme eSanté, c'est-à-dire qu'ils sont compatibles avec la plateforme eSanté et permettent l'échange d'informations et autres données médicales de manière sécurisée vers la plateforme et les DSP. À ceux-ci viennent s'ajouter tous les établissements hospitaliers publics et privés du pays, de même que tous les laboratoires d'analyses médicales privés. Ces derniers, à l'exception du Laboratoire national de santé (LNS), sont tous conformes aux exigences de connexion de la plateforme eSanté. Les laboratoires d'analyses médicales produisent environ 69 % des documents venant alimenter les DSP.

ad 4) Depuis le début de la crise liée au Covid-19, on constate une augmentation importante de l'usage du DSP par leurs titulaires, et plus particulièrement un nombre croissant de résultats de biologie dont on peut affirmer qu'ils sont en relation avec l'augmentation des prescriptions de biologie médicales liées au dépistage du Covid-19.

Seul bémol à signaler ici est qu'il est regrettable que les résultats provenant du dépistage large scale testing aient tout simplement été oubliés comme devant entrer dans la coordination de soins de santé des patients. Tandis que le cadre légal du DSP prévoit en effet que tout résultat de biologie intègre le DSP.

Ainsi, le service Helpdesk de l'Agence eSanté a enregistré durant la période de crise liée au Covid-19 beaucoup d'appels téléphoniques de la part de patients titulaires de DSP qui se demandaient pourquoi leurs résultats de test de dépistage du Covid-19, réalisé dans le cadre du large scale testing, ne figuraient pas dans leur DSP. Même si la situation est regrettable, ces réactions sont un signe positif et montrent que pour de nombreux patients, le premier réflexe est d'aller consulter leur DSP pour prendre connaissance des résultats et le cas échéant, par exemple, les imprimer pour pouvoir partir en congé à l'étranger.

ad 5) Actuellement, le dispositif du médecin référent tel que prévu à l'article 19bis du Code de la sécurité sociale n'apporte pas les résultats attendus en matière de prise en charge des patients du fait que peu de patients ont désigné un médecin référent.

Étant donné qu'il est nécessaire d'avoir une approche globalisée pour les patients atteints d'une des pathologies chroniques graves qualifiées d'affection de longue durée et d'avoir un principe de traitement équitable et non plus égalitaire, tant sur le plan des prestations de soins de santé que sur les modalités de la prise en charge, la CNS a entamé une analyse sur cette thématique et se fait accompagner pour réaliser ce travail afin d'en dégager un bilan et des possibilités d'actions futures.

Sans anticiper sur les conclusions finales du rapport attendu pour l'automne, il serait proposé d'axer la réflexion sur les affections de longue durée. Le médecin référent et le dossier de soins partagé sont censés devenir des éléments clés de la prise en charge des patients.

[19] Note 25 de l'Observatoire de l'habitat : L'évolution du taux d'effort des ménages résidents du Luxembourg selon leur mode d'occupation et leur niveau de vie entre 2010 et 2018, juin 2020.

Question 2530 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **contrôle technique des véhicules :**

En France, on peut constater un nombre croissant de véhicules qui ne se présentent plus au contrôle technique. On estime ce nombre à entre 300.000 et 600.000 véhicules en 2019.

Or, le contrôle technique est un élément essentiel dans l'intérêt de la sécurité routière et de la protection de l'environnement.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si on peut constater un phénomène comparable au Luxembourg.

- Dans l'affirmative, par quelles mesures proactives et de contrôle le Gouvernement entend-il réagir à un tel phénomène ?

- Quelle est en général la procédure prévue si des véhicules ne se présentent pas au contrôle technique endéans les délais fixés ?

Réponse (17.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le contrôle technique des véhicules routiers, dont notamment le phénomène observé dans d'autres pays membres de l'Union européenne qu'un certain nombre de propriétaires ou détenteurs de véhicules ne présentent pas leurs véhicules au contrôle technique obligatoire bien que la réglementation européenne et nationale en vigueur les y oblige. Ainsi, l'honorable Député désire savoir si ce phénomène persiste également au Luxembourg.

Étant donné que 89 % des véhicules immatriculés au Luxembourg sont des véhicules de la catégorie M1 (voitures à personnes) et N1 (camionnettes), la présente réponse se limite à ces deux catégories de véhicules.

Au Luxembourg, tout propriétaire ou détenteur d'un véhicule est obligé de présenter son véhicule à un contrôle technique périodique dans les délais déterminés par l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Pour les voitures à personnes de la catégorie M1, les prédits intervalles sont arrêtés comme suit :

- le premier contrôle doit avoir lieu quatre ans après la première mise en circulation du véhicule ;

- le deuxième contrôle six ans après cette première mise en circulation ;

- ensuite, le véhicule doit être présenté annuellement.

Pour les véhicules utilitaires légers de la catégorie N1, le contrôle technique doit être effectué annuellement.

Même si la législation nationale oblige le propriétaire ou détenteur d'un véhicule à présenter son véhicule dans les délais précités à un contrôle technique périodique, il peut néanmoins décider de ne pas soumettre celui-ci à un contrôle technique lorsque le certificat de contrôle technique vient à échéance, s'il décide de maintenir le véhicule dans son garage. Cependant, l'utilisation des voies publiques par un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique valide n'est pas autorisée.

Dans pareils cas, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 8 de l'article 4 de la loi précitée du 14 février 1955 et à l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers, qui stipulent que la validité du certificat d'immatriculation d'un véhicule routier expire de plein droit si le véhicule n'est plus couvert par un certificat de contrôle technique en cours de validité depuis plus de deux ans (quatre ans pour les véhicules historiques). À l'exception des véhicules dont le propriétaire ou le détenteur a procédé à une mise hors circulation temporaire, les véhicules dont le certificat de contrôle technique est expiré depuis plus de deux ans, sont désimmatriculés de façon d'office et le propriétaire du véhicule en est informé.

De ce qui précède, il y a lieu de relever que certains propriétaires font usage de la possibilité de ne pas devoir présenter leur véhicule à un contrôle technique obligatoire, notamment lorsque ces mêmes propriétaires possèdent plusieurs véhicules, étant donné que la durée de validité d'un certificat de contrôle technique est calculée conformément au paragraphe 5 de l'article 4bis de la loi précitée du 14 février 1955 à partir du jour du contrôle technique.

Partant, il est compréhensible que les chiffres ci-après sont à analyser avec une certaine prudence. En effet, actuellement, 25.632 véhicules des catégories M1 et N1 immatriculés au Luxembourg ne disposent plus de certificat de contrôle technique en cours de validité. S'y ajoute qu'à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19, il a été décidé d'abroger l'obligation de devoir présenter son véhicule M1 à un contrôle technique si le certificat de contrôle technique est venu à échéance entre le 18 mars 2020 et le 24 juin 2020 et d'autoriser ainsi la mise en circulation de ces véhicules au niveau national jusqu'au 1er septembre 2020. Un grand nombre de propriétaires ou détenteurs de véhicules ont probablement recouru à cette possibilité. Ainsi, en date du 21 juillet 2021, 8.633 véhicules M1 dont le certificat de contrôle technique est venu à échéance entre la période précitée restaient à contrôler jusqu'au 1er septembre 2020.

Il en découle que sur un ensemble de 470.171 véhicules M1 et N1 immatriculés au Luxembourg et après soustraction des véhicules non présentés suite à la crise sanitaire, environ 17.000 véhicules ne disposent actuellement plus de certificat de contrôle technique en cours de validité, soit 3,62 % du parc automobile M1 et N1.

Toutefois, il est à relever que les chiffres précités ne donnent pas nécessairement un renseignement sur l'utilisation sur les voies publiques des véhicules non couverts par un certificat de contrôle technique. À ces fins, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des aver-

tissements taxés émis par la Police grand-ducale conformément à l'article 98 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. En effet, au cours de l'année 2019, 1.645 avertissements taxés ont été dressés par les forces de l'ordre pour une mise en circulation d'un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique en cours de validité. Les conducteurs sanctionnés ont dû payer une amende de 145 € et ont perdu deux points de leur permis de conduire.

De ce qui précède, on peut conclure qu'il existe en effet un certain nombre de véhicules immatriculés au Luxembourg qui ne disposent pas de certificat de contrôle technique valide. Cependant, avec les mécanismes existants du cadre légal applicable, il est possible de maintenir un niveau équilibré de ce chiffre en désimmatriculant les véhicules qui ne sont pas présentés au contrôle technique et le cas échéant en sanctionnant les conducteurs qui utilisent sur les voies publiques un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique.

Question 2532 (14.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **report de traitements contre le cancer suite à la pandémie de la Covid-19 :**

An der akuter Phas vun der Covid-19-Pandemie ass jo e groussen Deel vun der medezinnescher Versuergung ausgefall. Aus dësem Grond wollt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Kriibsoperatiounen a Behandlunge konnte wärend dem Confinement net stattfannen? Ass gewosst, bei wéi vill Fäll dëst negativ Konsequenzen hat?

- Wéi goufen déi concernéiert Patienten dee Moment behandelt?

- Wéi eng Mesurë ginn en place gesat fir ze verhënneren, datt et an Zukunft nach emol zu esou Ausfäll vun absolutt noutwendegen Operatiounen a Behandlunge kënnt?

Réponse (24.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No Récksprooch mat den Haaptspideeler hei am Land, gesinn déi verschidden Elementer zur Kriibsfleeg wärend der éischter Well vun der Covidkris follgend aus:

- chirurgesch Interventioune fir Kriibs goufen net betraff, soudatt et, a priori, keng negativ Konsequenzen duerch Verspéidungen am OP-Programm gouf;

- Chemotherapie-, Radiotherapie- oder Immunotherapiebehandlunge goufen och weidergefouert, mat enger Reduktioun vun der Dagesklinikaktivitéit vun ongeféier 20 %. Allerdéngs waren d'Spidolscapacitéiten net ausgelaascht.

Dës Reduktioun kann duerch zwee Phenomeener erkläert ginn:

• Verschidde Patienten hunn am Ufank vun der Pandemie decidéiert, aus Angscht virum Covid, net an hir Behandlung ze goen. Mat der Zäit waren d'Patiente méi berouegt a koumen zréck an hir Behandlungen.

• Verschidde Behandlungsschemae goufe geännert, fir d'Zuel vun den Openthaltsdeeg an der Dagesklinik ze minimiséieren;

- Radiographië fir Noënnersichungen a fir dréngend Fäll goufen duerchgefouert;

- d'Consultatiounen hu sech schnell a Richtung Teleconsultatioun entwéckelt, an deene Fäll, wou et méiglech war. A verschiddenen Zentre louch den Undeel vun der Teleconsultatioun bei iwwer 80 %.

Déi fir d'Zukunft getraffe Moossname sinn haaptsächlech:

- gréisstméiglechst op ambulant Versuergungen zréckgräifen;

- d'Bäibehale vun den Teleconsultatiounen;

- d'Begleedung vun de Patienten, fir Feelzäiten ze vermeiden.

Question 2533 (14.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **pollution d'air** :

Dans le rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la directive UE (2016/2284) concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, les données de la part du Luxembourg sur la conformité attendue d'après les déclarations des États membres en 2019 dans le cadre de politiques et mesures supplémentaires (scénario « avec mesures supplémentaires »), par rapport aux engagements de réduction des émissions pour la période 2020-2029 et à compter de 2030 font défaut, tout comme ceux concernant l´évaluation du risque de non-respect des engagements de réduction des émissions.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

2) Dans l´affirmative, quelles sont les raisons pour ce retard ?

3) Toujours dans l´affirmative, endéans quel délai le Gouvernement entend transmettre les chiffres à la Commission européenne ?

Réponse (25.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'avant-projet du programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (directive 2016/2284) a été adopté par le Conseil de Gouvernement et transmis en tant que projet à la Commission européenne en avril 2019. Comme à cette date, l'élaboration du programme en tant que tel n'a pas encore été finalisée, les données sur la conformité attendue d'après les déclarations des États membres en 2019 dans le cadre des politiques et mesures supplémentaires (scénario « avec mesures supplémentaires »), par rapport aux engagements de réduction des émissions pour la période 2020-2029 et à compter de 2030, n'ont pas été intégrées.

Dans le rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la directive (UE) 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, le risque de non-respect des engagements de réduction des émissions a été évalué sur base des programmes finalisés soumis. Le projet de programme du Luxembourg n'a pas fait partie de cette évaluation.

ad 2) Le programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) est à établir en respectant le format et les exigences de la directive (UE) 2016/2284. Les politiques et mesures retenues doivent être compatibles et cohérents avec les priorités fixées dans d'autres domaines d'action pertinents. Une attention particulière est accordée à la cohérence avec le Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC). Afin d'assurer un maximum de cohérence, l'élaboration du NAPCP a suivi un planning similaire à celui de l'élaboration du PNEC. Comme la version finale du PNEC a été adoptée par le Conseil de Gouvernement en mai 2020, le Luxembourg a soumis en avril 2019 un projet de NAPCP et non une version finale à la Commission européenne.

ad 3) Le NAPCP est en train d'être finalisé en cohérence avec la version finale du PNEC. Les objectifs, scénarios et mesures du PNEC servent de base pour les calculs de projection des polluants atmosphériques du NAPCP. Il est prévu que l'avant-projet du NAPCP soit soumis au Conseil de Gouvernement en automne 2020. Avant sa finalisation, le programme sera encore soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement ainsi qu'à une consultation publique.

Question 2534 (14.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **digitalisation du domaine de la santé :**

La crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a fait naître de nouveaux besoins en ce qui concerne la digitalisation du secteur de la santé.

Comme souligné dans l'édition juin 2020 du journal « Paperjam » « beaucoup de technologies pourraient être utiles et il faut les encadrer sur un plan légal pour pouvoir les utiliser si nécessaire, [à savoir les domaines d']information à la population, autodéclaration de symptômes, respect des règles de confinement, alerte de proximité avec des patients infectés, téléconsultation, monitoring santé… ».

La Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) espère que la crise sanitaire dynamisera les processus régissant les demandes d'équipement émanant des hôpitaux, qu'elle considère comme étant lents. Dans ce contexte, après avoir attendu de longues années l'accord afin de se doter de nouveaux appareils d'IRM, les hôpitaux comptent sur la pérennisation du monitoring mis en place durant la crise pour permettre au Ministère de la Santé de « piloter le système hospitalier ».

En effet, il me revient que la carte sanitaire (le rapport qui dresse un état des lieux détaillé du secteur hospitalier) est toujours déphasée par rapport à la réalité par manque de statistiques à jour, notamment en ce qui concerne le besoin de lits supplémentaires au regard de l'augmentation de la population.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Notons que l'analyse régulière des données permettra d'identifier rapidement les besoins, le Gouvernement prévoit-il de continuer à piloter le système hospitalier aussi après la crise sanitaire ?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement prévoit-il d'encadrer certaines technologies sur le plan légal ? Si tel est le cas, lesquelles ?

- Si le Gouvernement ne prévoit pas de continuer à piloter le système hospitalier après la crise sanitaire, comment planifie-t-il de faire face aux défis du secteur de la santé, à savoir au manque de statistiques, par exemple en ce qui concerne le besoin de lits supplémentaires au regard de l'augmentation de la population ?

Réponse (25.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans le cadre des dispositions prévues par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, le Ministère de la Santé a entamé depuis 2017 tout un processus de digitalisation mettant en place une plateforme informatique « loi hospitalière - demandes & autorisations » à laquelle sont rattachés tous les acteurs hospitaliers et les organes consultatifs tels que la Commission permanente pour le secteur hospitalier, le Collège médical, le Comité de gestion interhospitalière rendant un avis sur les demandes d'autorisations d'exploitation et les demandes pour nouvel équipement. Outre le fait d'avoir permis un dépôt digital des demandes émanant des établissements hospitaliers, elle constitue une base de données et facilite le suivi exact des demandes en cours.

La carte sanitaire prévue à l'article 3 de la loi du 8 mars 2018 permet en outre un suivi biennal des besoins sanitaires nationaux. Le projet de documentation et de classification des séjours hospitaliers initié en 2016 par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale vise également un pilotage plus transparent du système de santé. L'ensemble des projets cités sont réalisés avec le support du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

La crise sanitaire n'a fait qu'accélérer les projets déjà en cours soulignant l'importance de données sanitaires de qualité pour un pilotage du système hospitalier et la prise de décisions dans le cadre des politiques publiques de santé.

Question 2535 (14.07.2020) de **M. François Benoy** et **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant l'**utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg :**

Le plomb est une substance couramment utilisée dans la fabrication de munitions et d'articles de pêche. Dans son rapport d'enquête datant de 2018, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) estime que plus que 14.000 tonnes de plomb sont dispersées chaque année dans l'environnement terrestre de l'Union européenne par le biais de munitions, ainsi que 2.000 à 6.000 tonnes à travers de pesées en plomb pour lignes de pêche. Par ailleurs, 5.000 tonnes de plomb seraient rejetées chaque année dans les zones humides de l'UE dans le cadre de la chasse et d'activités sportives de tir en plein air.

Selon l'ECHA, la majorité des munitions utilisées pendant la chasse n'atteignent pas leur cible. Les « restes » des munitions, ainsi que les poids pour lignes de pêche s'ayant détaché accidentellement, se propagent dans l'environnement et peuvent être ingérés par inadvertance par des oiseaux. L'ECHA note que l'ingestion de munitions au plomb est courante chez de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau, notamment les canards et les cygnes. Elle estime que dans l'Union européenne, environ un million d'oiseaux d'eau meurent d'une intoxication par le plomb chaque année. Le rapport précité signale par ailleurs que l'ingestion de résidus de plomb présents dans le gibier abattu au moyen de munitions au plomb peut également affecter la santé humaine.

Il a lieu de noter que le 3 octobre 2019, l'ECHA a soumis son intention de limiter l'utilisation du plomb dans les munitions et dans les articles de pêche. La restriction portera sur l'utilisation du plomb dans les fusils de chasse utilisés sur des terrains autres que les zones humides, dans les cartouches utilisées à la fois dans les zones humides et sur des terrains autres que les zones humides, ainsi que dans les articles de pêche.

Au Luxembourg, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse, dispose que l'emploi de la grenaille de plomb est interdit dans et à moins de 30 mètres des marais, lacs, étangs, réservoirs, rivières et canaux. Notons également que l'utilisation de billes de plomb comme pesées est actuellement autorisée pour la pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Luxembourg et de l'Allemagne.

Le bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse datant de 2014 a traité de l'utilisation des munitions au plomb. Est noté que la performance de balles à base non toxique est équivalente à celle des munitions au plomb et que l'efficacité et la sécurité d'un tir dépend plutôt de l'habilité et de l'entraînement du tireur que de la munition utilisée. Le bulletin tire la conclusion que « l'utilisation exclusive de munitions alternatives serait un moyen relativement facile à mettre en œuvre, et la possibilité devrait être saisie ».

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre sait-elle dans quelle mesure le plomb est encore utilisé dans la chasse et la pêche au Luxembourg ? Peut-elle estimer quelle quantité de plomb est introduite dans l'environnement luxembourgeois annuellement à travers la chasse et la pêche ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au fil des dernières années ?

2) Quel est l'impact de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et articles de pêche sur la faune et la flore au Luxembourg ? L'intoxication par le plomb est-elle constatée auprès d'animaux au Luxembourg également ?

3) De quelle manière la présence du plomb dans la faune et la flore luxembourgeoise est-elle ou peut-elle être surveillée ?

4) Compte tenu des résultats du rapport d'enquête de l'ECHA, de l'intention précitée de l'ECHA de limiter l'utilisation du plomb dans les munitions et les articles de pêche, ainsi que du fait que des alternatives non toxiques existent, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de limiter davantage l'utilisation de ces articles au Luxembourg ?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Pêche

En ce qui concerne le volet de la pêche, en vertu de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures (RGD modifié du 21 juillet 1976 relatif à la fixation des modes et engins de pêche ainsi qu'aux procédés autorisés dans les deux catégories d'eaux intérieures) actuellement en vigueur, l'utilisation de plomb pour l'activité de la pêche n'est pas interdite. D'après les connaissances et recherches de l'Administration de la gestion de l'eau, aucune étude spécifique respectivement évaluation quantitative du plomb issu de l'activité de la pêche dans les écosystèmes aquatiques n'a été réalisée ni récemment ni dans le passé au Luxembourg, de sorte qu'une approximation de la quantité de plomb introduite dans l'environnement luxembourgeois à travers cette activité récréative s'avère impossible.

Chasse

Le plomb est un composant élémentaire de la plupart des balles de chasse. La quantité de plomb introduite dans l'environnement pendant la chasse est estimée à environ 550 kilos par an. Cette quantité n'a que légèrement augmenté ces dernières années, en raison du nombre plus élevé d'individus des espèces de gibier abattus.

ad 2) Pêche

En ce qui concerne les écosystèmes aquatiques, potentiellement impactés par la présence de plomb en général, l'évaluation de certaines substances prioritaires, dont, entre autres, le plomb, est réglementée au niveau européen

par la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE relatives aux substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau.

Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau réalise un programme de surveillance dans les eaux de surface à des points de surveillance fixés par le règlement grand-ducal modifié du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface qui précise, entre autres, les modalités de la directive susmentionnée. Ainsi, des analyses sont réalisées périodiquement dans la phase aqueuse tout comme dans des sédiments prélevés. Un dépassement de la valeur limite de la concentration maximale admissible (14 µg/L) n'a encore jamais été observé et les dépassements de la valeur limite pour la moyenne annuelle sont rarement observés.

Il est à noter que ces résultats relatifs à la teneur de plomb ne permettent pas d'évaluer l'impact de l'utilisation du plomb à travers l'activité de la pêche, comme ils sont liés à l'ensemble des émissions de plomb dans les eaux de surface. Selon les recherches et connaissances de l'Administration de la gestion de l'eau, le taux d'intoxication par le plomb présent dans le matériel de pêche n'a pas été évalué ni documenté dans la cadre d'une étude ou recherche scientifique au Luxembourg.

Il s'avère donc difficile d'évaluer au niveau national l'impact du plomb originaire des articles de pêche sur les organismes de la faune et la flore aquatique de manière générale vu l'absence de données scientifiques et d'études ciblées.

Chasse

Les valeurs limites habituelles utilisées pour évaluer la contamination du sol sont difficiles à appliquer lors de l'évaluation de l'intoxication par le plomb lié aux munitions, puisqu'il s'agit d'une contamination très ponctuelle. Cependant, au niveau des stands de tir, des contaminations en plomb et autres métaux lourds dépassant les seuils actuellement appliqués ont déjà été constaté dans le passé. Les stands de tir sont ainsi considérés comme des sites contaminés ou des sites potentiellement contaminés.

Néanmoins, on peut dire que les balles de plomb sont très discutables d'un point de vue écotoxicologique. Cependant, les balles alternatives, telles que les balles de cuivre, montrent aussi des violations des valeurs limites dans des études, et donc ne représentent pas vraiment une alternative idéale.

Le plomb étant un métal lourd toxique peut endommager de nombreux systèmes physiologiques d'animaux sauvages lorsqu'il est absorbé.

Conformément à la directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôles à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits, l'Administration des services vétérinaires fait analyser chaque année environ 130 échantillons provenant d'animaux domestiques et sauvages pour identifier la présence de plomb sur des matrices, telles que le foie, le lait et le miel. Jusqu'à présent aucune tendance anormale n'a pu être constatée.

ad 3) Pêche

Comme mentionné auparavant, la directive européenne 2013/39/UE fixe un cadre réglementaire et procédural pour analyser la présence du plomb pour les écosystèmes aquatiques à des points représentatifs du réseau hydrographique national, mais ne permet pas d'établir une corrélation directe de la teneur en plomb détectée dans différents substrats respectivement organismes aquatiques avec l'impact du plomb sur l'environnement luxembourgeois à travers la pêche.

Chasse

Comme déjà mentionné, aucune tendance anormale n'a pu être constatée.

ad 4) Pêche

Dans le cadre des discussions sur la révision de la loi relative à la pêche qui seront menées avec toutes les parties prenantes, un bloc thématique pourrait traiter de la réglementation des articles de pêche permis dans l'exercice de cette activité de loisirs.

Chasse

L'article 4 du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse interdit déjà l'emploi de la grenaille de plomb dans et à moins de 30 mètres des marais, lacs, étangs, réservoirs, rivières et canaux.

Une sortie complète ou même une interdiction des munitions au plomb présuppose l'existence d'alternatives. Dans le cas des munitions pour les armes à canon rayé, les alternatives sont surtout des balles monolithiques en cuivre ou en alliages cuivre-zinc. Celles-ci ne peuvent pas être considérées comme « non toxiques », sachant que le cuivre dissous dans le sol est encore plus mobile et peut également avoir de graves conséquences environnementales. En plus, des balles déclarées « sans plomb » contiennent souvent également du plomb. Étant donné que le plomb possède des qualités indéniables (métal particulièrement dense et malléable, donc idéal pour garantir une mise à mort efficace du gibier et réduire le risque de seulement blesser ainsi que de ricochets sur des obstacles), il reste difficile à trouver des solutions adéquates. L'efficacité des projectiles sans plomb reste controversée. Cela signifie qu'il existe encore un grand besoin de connaissances scientifiques et d'expérience pratique pour pouvoir garantir que les projectiles sans plomb satisfont aux exigences d'une mise à mort respectueuse du bien-être animal.

Cependant, étant donné que la recherche scientifique au niveau balistique est en cours et que de nouvelles balles « sans plomb » arrivent sur le marché, il est concevable que des alternatives appropriées puissent être trouvées à l'avenir.

En avril 2017 l'ECHA, l'Agence européenne des produits chimiques, a introduit une propose de bannir l'utilisation du plomb dans la munition de chasse en zones humides (Dossier Annexe XV) et planifie d'introduire une autre propose de le bannir également sur les autres terrains.

En date du 3 septembre 2020, le comité REACH a exprimé une position positive à la majorité qualifiée (LU en faveur) à la proposition de restriction de bannir l'utilisation du plomb dans la munition de chasse en zones humides. La proposition de restriction a donc été adoptée par le comité et a été envoyée au Conseil de l'UE et au Parlement européen dans le cadre de la procédure de contrôle (pour une durée de trois mois).

Q524

Question 2536 (14.07.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **propagation de l'ouette d'Égypte :**

La forte propagation de l'ouette d'Égypte dans l'Est du pays a amené plusieurs communes à articuler leur frustration dans deux articles de presse récents. En effet, une surpopulation de cette espèce a des répercussions néfastes sur la salubrité publique ainsi que sur l'équilibre de certains biotopes, comme le vivent actuellement les communes concernées. De plus, la propagation incontrôlée de cette espèce risque d'avoir également un impact considérable sur la biodiversité en évinçant des espèces indigènes d'un territoire donné.

Au Luxembourg, l'ouette d'Égypte ne fait pas partie des espèces chassables, tandis que dans tous nos pays voisins (France, Belgique et certains « Länder » allemands) la chasse à cette espèce exotique envahissante est permise.

Par ailleurs, un article de presse récent relaye que le Ministère de l'Environnement aurait l'intention de limiter la propagation de l'ouette d'Égypte par la stérilisation de leurs œufs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment se déroulerait cette stérilisation d'œufs ?

2) Qui serait chargé de ramasser et stériliser ces œufs ?

3) Combien d'œufs devraient être stérilisés pour avoir un effet tangible sur la population des ouettes d'Égypte ?

4) Combien de fois par an cette opération devrait-elle avoir lieu ?

5) Quels en seraient les coûts ?

6) Madame la Ministre est-elle d'avis que cette méthode soit la plus efficace pour limiter la propagation de ces oiseaux ?

7) Pour quelles raisons la chasse à l'ouette d'Égypte reste-t-elle défendue au Luxembourg, tandis que dans de nombreux autres pays l'inverse est le cas ?

8) Madame la Ministre serait-elle disposée à permettre la chasse à cette espèce exotique envahissante, si la stérilisation des œufs ne s'avérait pas assez efficace ?

9) Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre d'ouettes d'Égypte présentes sur le territoire luxembourgeois à l'heure actuelle ? Quelle a été l'évolution de la population dans les dix dernières années ?

10) Selon quels critères exactes le ministère décide-t-il de permettre ou non la chasse à une nouvelle espèce (en l'occurrence l'ouette d'Égypte) ?

11) Quand le plan d'action contre les espèces exotiques envahissantes pourra-t-il être présenté ?

Réponse (25.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Remarques préliminaires

Au Luxembourg, la première nidification documentée de l'ouette d'Égypte (Alopochen aegyptiacus) a été observée en 2007. Depuis, les effectifs de cette espèce non indigène est en augmentation continue et une éradication de ladite espèce au Luxembourg, tout comme dans les régions voisines, n'est guère envisageable.

L'espèce figure depuis août 2017 sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne, au titre du règlement (UE) n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. La mise en place de mesures de gestion est une obligation pour tous les États membres.

Un projet de plan d'action national visant des mesures de gestion pour la population de l'ouette d'Égypte a été élaboré par l'Administration de la nature et des forêts en concertation étroite avec le Groupe de coordination sur les espèces exotiques envahissantes au Luxembourg. Dans le cadre de l'élaboration du projet du plan d'action, les différentes méthodes de gestion ont été analysées et priorisées quant à leur efficacité et efficience. Le projet prévoit le ciblage des zones de gestion prioritaires, la destruction des pontes et le prélèvement de recours.

Ledit projet de plan d'action a été soumis à une consultation publique en printemps 2020 et sera finalisé et publié pour l'automne 2020 : https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan-d%27action-eee/PA-EEE-Alopochen-aegyptiacus.pdf

ad 1) La stérilisation des œufs est réalisée environ 10 à 15 jours après le début de l'incubation. Plusieurs techniques peuvent être employées pour accomplir la stérilisation des œufs : rendre les œufs imperméables en appliquant par exemple une huile comme la paraffine, ou alors percer ou secouer les œufs. Les œufs resteront sur place dans le nid qui sera préservé. Ainsi le couple continuera la nidification sans procéder immédiatement à une ponte de remplacement.

ad 2) Il n'est pas prévu de ramasser les œufs, car contre-indiqué, mais seulement de les stériliser. Dans une phase pilote, cette action sera réalisée par des agents de l'Administration de la nature et des forêts. Ensuite, d'autres acteurs disposant des formations et connaissances nécessaires pourront également participer à la mise en œuvre de cette mesure de gestion.

ad 3) Dans l'état actuel des connaissances, il est impossible d'indiquer un tel chiffre. Davantage de données devront être recueillies.

ad 4) Comme l'ouette d'Égypte peut se reproduire plusieurs fois par an, l'opération devra être répétée plusieurs fois par an et par couple, entre février et octobre.

ad 5) Il existe actuellement peu de données empiriques relatives aux coûts liés à la gestion de l'ouette d'Égypte et il est difficile d'extrapoler les informations disponibles pour d'autres situations.

Les coûts de matériel liés à la stérilisation des œufs seraient négligeables (le projet prévoit 500 € par an) tandis que les analyses actuelles suggèrent que le coût en ressources humaines serait bien plus élevé : dans les zones à forte densité d'ouettes d'Égypte dans lesquelles les nuisances sont les plus importantes, les efforts à fournir pourraient équivaloir à 18 jours/homme par zone et par an.

ad 6) Il est rappelé que le plan d'action a été élaboré par l'Administration de la nature et des forêts en concertation avec les experts en la matière et il a été soumis à une consultation publique. Dans le cadre de l'élaboration du projet du plan d'action, les différentes méthodes de gestion ont été analysées et priorisées quant à leur efficacité et efficience. Outre le ciblage des zones prioritaires et des prélèvements de recours, la méthode de la stérilisation a été identifiée en tant que mesure de priorité « 1 ».

ad 7) La chasse au sens de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse n'est actuellement pas envisagée étant donné que les études disponibles indiquent qu'il faudrait prélever au moins 30 % de la population existante chaque année pour être efficace.

Or, les ouettes d'Égypte sont souvent concentrées à des endroits où la pratique du droit de chasse n'est pas permise, notamment pour des raisons liées à la sécurité publique (parcs publics et autres espaces urbains), ou fortement limitée, notamment pour des raisons liées à la protection de la nature et des ressources naturelles (réserves naturelles abritant des populations d'espèces protégées risquant d'être fortement impactées).

Cependant, le projet du plan d'action prévoit des prélèvements sélectifs d'ouettes dans les zones prioritaires, à effectuer par des fonctionnaires formés et spécialisés à cet effet.

ad 8) La chasse n'a pas été retenue par le groupement d'experts ayant élaboré le projet du plan d'action en tant mesure de gestion efficace pour réguler les effectifs de l'ouette d'Égypte. Ainsi, il n'est actuellement pas prévu de rendre l'espèce chassable. Selon les besoins, un prélèvement sélectif est envisageable.

ad 9) La population d'ouettes d'Égypte a continuellement augmenté au cours des dernières années. La Centrale ornithologique du Luxembourg estime qu'il y a entre 20 et 45 couples nicheurs au Luxembourg. Néanmoins, il faut noter que le dernier monitoring systématique et ciblé de l'ouette d'Égypte a eu lieu en 2016 et sera répété en 2021. Il est fort probable que l'effectif a augmenté entre-temps.

ad 10) Une telle décision devra se baser sur des critères scientifiques, éthiques et pratiques et ce en concertation avec les acteurs concernés. La gestion d'une espèce par le droit de chasse doit permettre de contrôler sa population et de réduire les nuisances environnementales, économiques et/ou sanitaires qu'elle cause.

ad 11) La première version du plan a été soumise à une consultation publique qui a eu lieu entre décembre 2019 et février 2020. Après analyse des commentaires reçus, une version définitive sera mise en ligne sur le site du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en automne 2020.

Question 2537 (14.07.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **population des cormorans :**

Depuis de nombreuses années, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs ASBL (FLPS) constate que la population des cormorans s'est non seulement rétablie, mais a même augmenté de telle manière à poser un risque considérable pour différentes populations piscicoles.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1708 du 14 janvier 2020, Madame la Ministre défend l'interdiction de réguler la population des cormorans au Luxembourg en renvoyant au régime de protection générale de la directive 79/409/CEE sur la conservation des oiseaux sauvages. Or, force est de constater que dans d'autres États membres de l'UE, tels que la France et l'Allemagne, qui sont cependant soumis au même régime, la chasse au cormoran est permise.

En effet, tandis que l'article 1er de la directive 2009/147/CE, remplaçant et abrogeant la directive 79/409/CEE, vise clairement la conservation des espèces d'oiseaux visées, l'article 2 oblige les États membres également à « adapter la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er à un niveau qui corresponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, compte tenu des exigences économiques et récréationnelles. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Combien de cormorans sont présents sur le territoire luxembourgeois à l'heure actuelle ? Quelle a été l'évolution de la population des cormorans dans les dix dernières années ?

- L'impact du cormoran sur les écosystèmes aquatiques, notamment les populations piscicoles, est-il analysé régulièrement par les services de Madame la Ministre ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces analyses ? La situation au Luxembourg est-elle comparable à celle en France ou en Allemagne ?

- Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle faire une étude détaillée de cette thématique ?

- Quelles sont les raisons scientifiques pour lesquelles la régulation de la population des cormorans est interdite au Luxembourg ?

- Quels critères précis devraient être remplis pour pouvoir ouvrir la chasse au cormoran au Luxembourg ?

Réponse (07.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Contrairement aux pays voisins, le Grand Cormoran Phalacrocorax carbo ne niche pas au Luxembourg. De manière générale, uniquement quelques individus y sont présents en période estivale. Cependant après la dissolution des colonies nicheuses des régions limitrophes, des mouvements de dispersion voire de migration sont observables, affichant des effectifs de quelques individus jusqu'à quelques dizaines. Au Luxembourg, le Grand Cormoran est principalement présent en période hivernale.

Ainsi, en mai-juin 2020, une quinzaine de cormorans étaient présents sur la Moselle et la Sûre, s'engageant également sur leurs affluents et les gravières. En juillet-août 2020, leurs effectifs atteignaient une cinquantaine d'individus, alors que fin août 2020, les observations systématiques des migrations notaient jusqu'à une centaine d'individus de cormorans, cependant essentiellement en survol du territoire luxembourgeois.

- Comme indiqué dans la réponse précédente, au Luxembourg, le Grand Cormoran est surtout présent pendant les mois d'octobre à mars, s'agissant d'individus appartenant à la sous-espèce Phalacrocorax carbo sinensis et provenant des lieux de nidification d'Europe continentale et d'Europe du Nord.

Le recensement systématique des cormorans, coordonné par un bureau d'étude pour le compte de l'Administration de la gestion de l'eau, a été réalisé afin de suivre l'évolution de la population hivernante au Luxembourg à partir de l'année 2000 jusqu'en 2016.

Le diagramme ci-dessous donne un aperçu de l'évolution des effectifs hivernaux rencontrés aux différents sites d'hivernage identifiés au Luxembourg pendant une période d'observation fixe en automne-hiver (octobre-mars) des années de 2000 à 2016 :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Outre quelques observations de rassemblements exceptionnellement nombreux de cormorans, comme par exemple en février 2012, les effectifs des dernières années ainsi recensés fluctuent normalement de manière stable dans une fourchette entre 300 à 500 individus. Comme ces chiffres se présentaient de manière stable, une approche de recensement pluriannuel des effectifs hivernants du Grand Cormoran a été adoptée dès 2016 afin de suffire à l'obligation de communication des effectifs des espèces d'oiseaux sauvages à la Commission européenne en vertu de l'article 12 de la directive européenne 2009/147/CE, appelée plus généralement « directive oiseaux ».

- Dans le cadre du programme de surveillance de l'état écologique des cours d'eau imposé par la directive européenne 2000/60/CE, appelée généralement « directive-cadre sur l'eau », des inventaires piscicoles sont réalisés périodiquement dans toutes les masses d'eau de surface du réseau hydrographique du Luxembourg. Dans ce contexte, la distribution des classes de taille par espèce piscicole peut refléter une indication sur un éventuel impact de prédation exercé par les oiseaux tels que le cormoran sur certaines espèces de poissons. Cependant, il importe de souligner que ces inventaires piscicoles ne ciblent pas directement la problématique de l'impact de la prédation sur la population piscicole, et en conséquence ne permettent donc pas de tirer des conclusions quantifiables.

Complémentairement à ces inventaires piscicoles, des analyses des pelotes de réjection de cormorans ont été effectuées afin de déterminer la composition de la nourriture du Grand Cormoran au Luxembourg.

- Le Grand Cormoran se nourrit de manière opportuniste des proies les plus abondantes et préférentiellement des espèces piscicoles circulant dans les eaux libres. Ces poissons sont plus facilement détectés et capturés par leurs prédateurs.

Dans ce sens, il y a lieu de différencier l'impact du cormoran sur populations piscicoles des eaux principales, comme la Moselle, la Sûre frontalière et le lac de la Haute-Sûre, d'un côté, et celles des eaux secondaires à plus faible débit de l'autre côté. À souligner que les populations piscicoles des cours d'eau présentant une bonne structure et morphologie naturelle sont mieux préservées contre la prédation que celles des cours d'eau fortement urbanisés, respectivement fortement modifiés et artificialisés.

Finalement, les résultats du programme de surveillance de l'état écologique des cours d'eau et des inventaires piscicoles indiquent que la prédation exercée par le Grand Cormoran est insignifiante à l'égard de la multitude de pressions, principalement de nature anthropogénique, qui exercent un impact prévalant sur tous les organismes et écosystèmes aquatiques. Les cours d'eau sont des écosystèmes complexes qui sont exposés en permanence à une cumulation de pressions directement ou indirectement liées au développement démographique et économique du Luxembourg. À l'origine se trouvent l'urbanisation des zones alluviales, l'accumulation d'eaux résiduaires, la canalisation et la discontinuité écologique des cours d'eau qui représentent des pressions plus néfastes et significatives pour les communautés piscicoles que la prédation.

- Sans objet.

- La formulation de cette question est diamétralement opposée au raisonnement juridique de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 relative à la conservation des oiseaux sauvages (version codifiée de la directive 1979/409/CEE ayant le même objet), ainsi qu'à la législation nationale transposant ladite directive : il n'y a pas lieu de s'enquérir quant aux raisons scientifiques qui interdisent la régulation du Grand Cormoran au Luxembourg, mais aux raisons qui justifieraient la dérogation au statut de protection et permettraient un effarouchement voire une régulation de la population du Grand Cormoran au Luxembourg.

Effectivement, le statut de protection du Grand Cormoran s'inscrit au régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen imposé par l'article 5 de ladite directive et transposé dans la législation nationale. La règle générale instaurée est donc l'interdiction de tuer, ou de capturer ou perturber intentionnellement les individus des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ou encore de détruire leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos.

Subsidiairement à cette règle générale, ladite directive et la législation nationale transposante prévoient un système de dérogation stricte soumis à trois conditions. Une dérogation ne peut être accordée qu'à condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante, que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable de la population de l'espèce concernée dans son aire de répartition naturelle, et uniquement pour un des motifs suivants :

1) dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ;

2) dans l'intérêt de la sécurité aérienne ;

3) pour prévenir les dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux ;

4) pour la protection des espèces animales et végétales ;

5) pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions ;

6) pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.

D'ailleurs, toute dérogation émise à la protection stricte doit être rapportée annuellement à la Commission européenne.

Il est rappelé qu'au Luxembourg le domaine de la pêche est exclusivement représenté par le volet de la pêche de loisir, récréative et/ou sportive, de sorte que les impacts économiques avérés et constatés dans les pays voisins qui ont une activité halieutique commerciale importante (pêches commerciales, aquacultures, etc.) ne jouent pas au Luxembourg. Ainsi, dans les pays voisins se présentent certains cas où la prévention de dommages importants, notamment à l'élevage, aux aquacultures et pêcheries professionnelles, est indispensable, et une dérogation à la protection stricte du Grand Cormoran est justifiable.

En absence du motif de l'activité halieutique commerciale pour le Luxembourg, la législation existante prévoit encore la possibilité de déroger dans l'intérêt d'agir en faveur de la faune sauvage. En d'autres termes, si l'impact négatif du Grand Cormoran sur une espèce piscicole est confirmé scientifiquement et s'il existe un risque important et manifeste d'une dégradation de la population de cette espèce piscicole, sous condition d'absence d'autres solutions satisfaisantes et qui assure le maintien de l'état de conservation favorable du Grand Cormoran, une dérogation à la protection stricte pourrait être justifiée.

Or, tel qu'indiqué dans une des réponses précédentes, l'amélioration de la qualité physico-chimique et le rétablissement du bon état écologique des cours d'eau, moyennant des mesures de renaturations et des rétablissements de la continuité écologique des cours d'eau, ou encore l'installation et la modernisation de stations d'épuration et du système des eaux résiduaires représentent une approche plus prometteuse qui cible les pressions primaires exercées sur les écosystèmes et espèces aquatiques.

- Il y a lieu de différencier les termes « chasse », « effarouchement », voire « régulation ».

La chasse sur le Grand Cormoran est interdite en vertu de la directive oiseaux et de la législation nationale transposante. Comme mentionné ci-dessus, ladite directive instaure un statut de protection stricte pour les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen en vertu de son article 5, et son article 7 dispose qu'uniquement les espèces d'oiseaux énumérées à l'annexe II peuvent faire l'objet d'actes de chasse dans le cadre de la législation nationale. Or, force est de constater que le Grand Cormoran Phalacrocorax carbo ne figure pas dans l'annexe II, ni dans sa partie A, ni dans sa partie B.

Question 2541 (14.07.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bon-cadeau pour une plateforme digitale internationale offert aux participants d'une enquête :**

Il me revient que le Statec promet aux participants à une enquête de les gratifier d'un bon d'achat (carte-cadeau électronique d'une valeur de 5 €) leur permettant de financer, du moins en partie, des biens commandés par le biais d'une plateforme digitale internationale très réputée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette action ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre en a-t-il été averti au préalable ? Qu'est-ce qui a motivé la décision du Statec ?

3) En ces temps de crise où le Gouvernement s'engage à soutenir en particulier nos petites et moyennes entreprises, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les bons d'achat en question, financés par des deniers publics, devraient soutenir prioritairement l'économie locale en passant par la plateforme letzshop.lu ?

4) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre, en tant que ministre de tutelle du Statec, ne pense-t-il pas intervenir auprès des responsables de l'office des statistiques pour leur demander de repenser cette pratique ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Statec gère plusieurs grandes enquêtes auprès des ménages qui sont parfois assorties d'une petite récompense, sous forme d'un bon d'achat électronique.

De par sa loi, le Statec jouit de l'indépendance professionnelle et scientifique. La réalisation des enquêtes fait partie de ses missions. Pour inciter les personnes contactées à répondre à ses questionnaires, le Statec a recours à ce genre de petites récompenses. Cette pratique est monnaie courante aussi bien dans les enquêtes de la statistique publique que dans les enquêtes commerciales. En effet, il est important d'assurer des taux de réponse élevés aux enquêtes afin d'avoir des données représentatives de la population.

Ainsi, comme le Statec le précise sur son site Internet[20], les personnes invitées à participer à la deuxième vague de l'enquête sur une application de traçage dans le contexte Covid-19 se sont vu proposer un bon-cadeau d'une valeur de 5 € pour la plateforme de vente en ligne nationale letzshop.lu, et non une carte-cadeau électronique pour un site d'e-commerce international. Outre le fait que LetzShop offre un moyen pratique de commander rapidement et facilement en ligne des produits, il s'agit de soutenir par ce geste le commerce local luxembourgeois dans de nombreuses villes du pays.

[20] Voir sous https://statistiques.public.lu/fr/actualites/conditions-sociales/sante-secu/2020/07/20200715/index.html

Question 2542 (14.07.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **phénomène du « animal hoarding » :**

L'association allemande pour la protection des animaux « Deutscher Tierschutzbund » a récemment alarmé les autorités compétentes que le phénomène du « animal hoarding » prenait de plus en plus d'ampleur. On parle d'« animal hoarding » lorsqu'une personne garde chez elle un très grand nombre d'animaux de compagnie pour lesquels elle ne peut plus garantir le respect de leurs besoins les plus élémentaires. Dans ces cas, les animaux en question ne bénéficient pas de l'espace nécessaire à une existence digne. Le plus souvent, les propriétaires concernés ne semblent être nullement conscients qu'ils mettent en question le bien-être de leurs animaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre s'est-il vu rapporter des cas précis d'« animal hoarding » au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, de quels animaux s'agissait-il ?

3) Est-ce que des procédures judiciaires ont été entamées dans ce contexte ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Un seul cas d'« animal hoarding » a été noté.

ad 2) Il s'agissait de chiens, chats, chinchillas, perruches, rats et serpents.

ad 3) Le problème principal dans ce cas précis était un problème de non-respect de la salubrité. L'Administration des services vétérinaires est compétente pour le contrôle du bien-être animal. En l'espèce, il n'y avait pas atteinte au bien-être animal et donc aucune affaire judiciaire n'a eu lieu. On peut encore ajouter que la visite sur place a été effectuée par l'Inspection sanitaire du Ministère de la Santé en collaboration avec l'Administration des services vétérinaires et l'Office social du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Question 2543 (15.07.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**installation de « raildampers » :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3302 vum 18. September 2017 huet d'Madamm Ëmweltministesch op meng Fro bezüglech d'Mesuren, déi d'CFL huelen, fir de Kaméidi vun den Zich ze reduzéieren, Follgendes geäntwert:

« Toutefois, les CFL, par le biais du Fonds du rail, ont commencé, il y a une dizaine d'années, à équiper le réseau ferré avec des murs antibruit en tout genre et plus particulièrement les arrêts et gares avec le mur en forme de "Z" spécialement développé par les CFL pour répondre à une demande de transparence tout en conservant un haut pouvoir absorbant. Tout récemment, une première zone de test vient de s'ajouter où les rails ont été équipés avec des absorbeurs de rails ("raildampers"). En cas de besoin, ces équipements seront montés en complément à des murs antibruit. »

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Konklusioune vun dësen Tester? Wéi grouss ass d'Wierkung vun dësen Installatiounen?

- Op wéi enger Plaz war dës Testzon?

- Ass virgesinn, sougenannt „raildampers" op méi Plazen am Land, virun allem a Géigenden, wou Leit wunnen, ze installéieren?

- Wann net, wat wieren d'Grënn heifir?

- Wa jo, bis wéini kéint dat gemaach ginn? Wéi eng Schinnenofschnëtter wéilt den Här Minister prioritär mat dësen Dämpfer ekipéieren? Wat wier de Käschtepunkt dovun?

- Sinn zousätzlech Schallschutzmauere geplangt? Wa jo, wou kéimen déi hin? Bis wéini kéinte se opgeriicht ginn?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An dem enke Radius vun engem Kilometer an der Sortie vu Beetebuerg a Richtung Esch hunn d'CFL an deene leschte Jore verstäerkt Schinnenofnotzunge gehat, déi duerch ee Schinneschläife beseitegt hu musse ginn, wat dann awer d'Liewensdauer vun de Schinne reduzéiert. Well an der Theorie déi sougenannt „raildampers" net nëmme liicht de Kaméidi reduzéieren, mee och ee positiven Effekt op déi wellefërmeg Ofnotzung vun de Schinne sollen hunn, hunn d'CFL 2017 zu Beetebuerg an enger Testzon vu 400 m sougenannt „raildampers" agebaut. Hei ass deen eenzegen no der Interoperabilitéitsdirektiv zertifiéierte Modell vu „raildampers" zum Asaz komm.

D'Kontrollmiessungen aus de Joren 2018 an 2019 hunn erginn, dass déi wellefërmeg Schinnenofnotzung net markant besser war an der Testzon ewéi ausserhalb vun der Testzon, esoudass d'CFL och weiderhin d'Schinne schläife mussen, fir ee bessert Lafverhale vum Material ze garantéieren an de Kaméidi ze reduzéieren, deen duerch de Kontakt „Zuch-Schinn" entsteet.

D'Wierkung vun de „raildampers" op de Kaméidi ass vum Hiersteller mat 2 dB chiffréiert ginn. Well et bei deem klenge Wäert ze vill komplizéiert ass, fir deen um Terrain ze ermëttelen (Geschwindegkeet a Gewiicht vun den Zich, Meteo, Hannergrondgeräischer etc.), hunn Tester an engem Laboratoire dee Wäert bestätegt.

Am Aklang mat der nationaler Strategie (Kaméidiskadaster an „hotspot") vun der Emweltverwaltung ginn déi Zonen, wou de meeschte Kaméidi entsteet an déi am dichtste besidelt sinn, prioritär behandelt, an do mussen oft Mesurë geholl ginn, déi de Kaméidi ëm méi ewéi 2 dB erofsetzen. Well d'„raildampers" nëmmen eng kleng Wierkung hunn, gi si bei den CFL nëmmen a Kombinatioun mat Schallschutzmaueren agesat. An zwar ëmmer dann, wann eng Schallschutzmauer eleng net duergeet, fir de Kaméidi ze reduzéieren.

D'CFL schaffe momentan un den Etüde fir ze definéieren, ob fir zukünfteg Projete Schallschutzmoossname musse virgesi ginn, zum Beispill zu Bierchem, Rodange an Déifferdeng. Op der Neibaustreck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg wäerten an der Sortie vu Beetebuerg Schallschutzmaueren a Kombinatioun mat „raildampers" zum Asaz kommen (2024). Well d'Fondatioune vun de Schallschutzmaueren eng Vergréisserung vun der Plattform an eng Annerung vum Ofwaassersystem viraussetzen, ginn d'Schallschutzmoossname bei den CFL ëmmer a Kombinatioun mat engem Neibauprojet oder gréisserem Infrastrukturprojet matgeplangt.

D'Testzon vu 400 m mat de „raildampers" zu Beetebuerg huet 100.000 € kascht.

Question 2547 (15.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pratique de l'interfile :**

Selon mes informations, la circulation interfile des motards dans les embouteillages est autorisée dans certains pays sous condition de mettre les clignotants et de rouler à une vitesse adaptée à la situation.

Il ressort de la réponse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à ma question parlementaire n° 1278 du 8 juillet 2015 :

« Actuellement, la pratique de l'interfile des motards est interdite au Luxembourg. Afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, cette pratique au Luxembourg, j'ai chargé le groupe de travail "motocyclistes" de la Commission de circulation de l'État de me faire tenir un avis circonstancié, tout en se basant sur les expériences à l'étranger. »

Il me revient également que certains de nos pays voisins, comme l'Allemagne ou la Belgique, ont mis en place des terrains d'entraînement pour les candidats au permis de conduire moto par région. Jusqu'à ce jour, il n'existe qu'un seul terrain d'entraînement pour les candidats au permis de conduire moto au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Le groupe de travail « motocyclistes » de la Commission de circulation de l'État a-t-il élaboré un avis concernant la pratique de l'interfile ?

Si tel est le cas, sur quelle conclusion le groupe de travail « motocyclistes » de la Commission de circulation de l'État est-il venu ?

Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement prévoit-il de tenir un tel avis ? Si oui, où en est le Gouvernement dans les préparations et recherches ?

- Au vu de l'existence d'un seul terrain d'entraînement pour motards au Luxembourg, le Gouvernement considère-t-il une répartition régionale quant aux terrains d'exercice pour les candidats au permis de conduire moto afin de pallier un manque régional potentiel ?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne la circulation inter-files - un conducteur est en inter-files lorsqu'il circule entre les deux files de véhicules situées sur les deux voies de circulation les plus à gauche d'une chaussée -, le groupe de travail **«** motocyclistes **»** de la Commission de la circulation de l'État a analysé la situation dans nos pays limitrophes.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la circulation inter-files est uniquement autorisée en Belgique sous condition que la différence de vitesse entre le motocycle et les véhicules qui circulent lentement ne doit pas dépasser 20 km/h, et que le motard ne doit pas excéder 50 km/h lors d'une remontée de files.

En France, la circulation inter-files est uniquement autorisée dans certains départements lorsque la circulation s'est, en raison de sa densité, établie en file ininterrompue sur toutes les voies, jusqu'à une vitesse maximale de 50 km/h. Elle ne peut être exécutée que sur les autoroutes et les routes sur lesquelles la vitesse maximale autorisée est supérieure ou égale à 70 km/h, à deux chaussées séparées par un terre-plein central et dotées d'au moins deux voies chacune, des départements des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, du Rhône et de celles de la région Île-de-France, notamment le boulevard périphérique parisien. Toutefois, le système français se trouve toujours à l'étude, étant donné qu'il s'agit d'une expérimentation de cette circulation inter-files. Le projet vient d'être prolongé jusqu'au 31 janvier 2021. Cependant, la pratique démontre que la circulation inter-files est source d'insécurité routière notamment à cause de motocyclistes ne respectant pas les limitations de vitesse prévues pour l'inter-files - le contrôle des vitesses est en outre presque impossible pour les agents de la Police grand-ducale puisqu'il y a lieu de contrôler à la fois la vitesse du motocycliste ainsi que des autres véhicules pour constater une infraction - et des situations dangereuses qui peuvent survenir suite à des inadvertances des autres conducteurs.

En Allemagne, la circulation inter-files est strictement interdite pour ces mêmes raisons de sécurité routière. Il en est de même en Autriche, pays très progressif en matière de sécurité des motocyclistes (les lignes de sécurité qui ont été apposées sur notre réseau pour motocyclistes (Wiltz–Kautenbach entre autres) ont été développées par des spécialistes autrichiens.

De plus, le Luxembourg est un pays de transit avec des conducteurs d'une multitude de pays qui ne connaissent éventuellement pas tout le système de la circulation inter-files, ce qui risque également de porter atteinte à la sécurité sur nos routes.

Au vu de ce qui précède, pour des raisons évidentes de sécurité routière, et considérant le bilan mitigé des accidents avec des motocyclistes ces dernières années, la commission a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'introduire la circulation inter-files au Luxembourg.

En ce qui concerne les terrains d'entraînement pour les motocyclistes, il y a lieu de préciser que déjà aujourd'hui, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) met à disposition deux terrains d'entraînement au Grand-Duché de Luxembourg, dont un premier est situé au centre du Grand-Duché au Findel et un deuxième dans le nord du pays à Ingeldorf. Ces deux terrains d'examen et d'entraînement sont évidemment à disposition des auto-écoles pour y effectuer des exercices avec les candidats au permis de conduire pour l'ensemble des catégories moto.

Cependant, dans un intérêt de pouvoir également mettre à disposition un terrain d'entraînement et d'examen situé au sud du pays, la SNCA est actuellement en train d'évaluer la possibilité de réaliser un projet permettant, dans un avenir proche, la réception des examens moto dans cette région. Plus concrètement, le site aujourd'hui à l'étude présentant le meilleur potentiel est situé derrière le bâtiment actuel de la SNCA à Esch-sur-Alzette.

Q526

Question 2548 (15.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Net ouni meng Mask » :**

„Net ouni meng Mask", dëst war den Numm vun der Werbecampagne, déi de Gesondheetsministère fir ronn eng Millioun Euro opstelle gelooss huet. Wéi d'Ministere mir a menger Fro N° 2333 äntwerten, gouf eng Firma domadder beoptraagt, dës Campagne ze realiséieren. Opfälleg ass, dass dës Firma direkt Verbindunge mat mindestens enger vun de Regierungsparteien huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi verdeele sech déi 1.132.263,38 € Ausgaben op

- d'Konzeptioun?

- d'Diffusioun?

- d'Publicitéit?

- d'Kommissioun vun der Agence?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt et sech bei dëser Agence ëm eng Firma handelt, déi an der Walcampagne 2018 vun der LSAP Opträg krut (Quell: https://www.adada.lu/2018/12/michel-strotz-et-karim-youssef-creent-lagence-neon-marketing-technology/)?

3. Firwat krut grad dës Firma den Optrag vun der Regierung?

4. Ugesiichts den aktuellen Informatiounen, wéi schléisst d'Regierung aus, dass et zu Favoritismus an dësem Fall komm ass?

Réponse commune (20.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et sief ënnerstrach, dass de Montant, deen an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2333 vum honorabelen Deputéierte genannt ass, sech op de Gesamtbudget vun der Kommunikatioun an der éischter Phas vun der Strategie an der Lutte géint de Covid-19 bezitt.

Déi Strategie an d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an d'Kommunikatioun an deem Kader ënnerdeele sech an eenzel cibléiert Aktiounen, déi sech op verschiddene Plattformen an iwwer divers Kanäl verdeelen. Deementspriechend sinn och d'Käschte fir d'Diffusioun, den Affichage, den Envoi an d'Publikatioun vun enger geziilter Informatioun a Kommunikatioun an deem vum honorabelen Deputéierte genannte Montant enthalen.

Esou maachen d'Distributioun vun Informatiounsmaterial un all Haushalt an d'Annoncen an de Medien an der Press e groussen Deel vun de Käschten aus.

D'Regierung huet am Kader vun dëser Campagne Wäert drop geluecht, dass eng ganz heterogeen a breet Informatioun ka stattfannen, a gläichzäiteg och versicht, d'Käschten, esouwäit et méiglech war, ze limitéieren.

ad 2. D'Regierung kann net iwwert d'Clientë vun enger privater Entreprise kommunizéieren.

ad 3. D'Agence, déi en Deel vun der Campagne am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 assuréiert huet, gouf mat där Aufgab chargéiert, well se opgrond vun hirem Profill de Konditiounen entsprach huet, déi an der Urgence gebraucht gi sinn.

ad 4. D'Regierung huet an dëser Kris op sëllechen extern Prestatairë missen zréckgräifen. Dat gëllt fir Materialbeschafung, d'Logistik an och de Volet Kommunikatioun, wou vu Mediebetriber bis Dréckereien all méiglech Entreprisë gebraucht gi sinn. Et ass dobäi verstäerkt versicht ginn, Betriber ze engagéieren, déi zu Lëtzebuerg hir Aktivitéit hunn an déi lokal Ekonomie representéieren an deenen d'Spezifissitéite vun eisem Land bekannt sinn.

Question 2549 (15.07.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **wi-fi dans les transports publics :**

De 5G ass fir den ëffentlechen Transport an duebeler Hisiicht interessant. Zum engen ass et méiglech, duerch déi méi grouss Bandbreet méi Passagéier mat séierem Wi-Fi ze versuergen an ze evitéieren, dass de Wi-Fi duerch ze vill Utilisateuren iwwerlaascht gëtt. Zum aneren ass de 5G d'Conditio sine qua non fir d'„Vehicle-to-vehicle"- respektiv d'„Vehicle-to-infrastructure"-Kommunikatioun (V2V respektiv V2I).

Wéi den ILR rezent matgedeelt huet, wäerten deemnächst d'5G-Frequenze versteet ginn, soudass den nationale Reseau bis Enn des Joers opgestallt kéint ginn an éischt Projeten op enger gréisserer Echelle, notamment an de genannte Beräicher, lancéiert kéinte ginn.

Wat donieft de Wi-Fi an den Zich betrëfft, sinn déi nei Zich vum Typ Coradia vun Alstorm, déi bestallt goufen, standardméisseg mat Wi-Fi ekipéiert. Allerdéngs hat den Här Minister och ugekënnegt, dass méi aalt Material vun der CFL soll nogerüst ginn, fir de Passagéier Wi-Fi zur Verfügung ze stellen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Zich a Busser sinn am Moment scho mat Wi-Fi ausgerüst?

2. Wat ass de Bilan vum Pilotprojet Wi-Fi an de „KISS"-Zich?

3. Kann den Här Minister Prezisioune ginn, wéi vill Zich mat Wi-Fi wäerten ekipéiert ginn?

4. Op wéi enge Strecke kéimen déi Zich an den Asaz?

5. Bis wéini kéinten déi betraffen Zich nogerüst ginn?

6. Ass virgesinn, an den Zich, déi mat Wi-Fi sollen ekipéiert ginn, Routeren ze installéieren, déi an der Dateniwwerdroung vum Zuch zum Operateur am Frequenzberäich vum 5G senden an empfänke kënnen, fir de Passagéier Wi-Fi am Zuch zur Verfügung ze stellen?

7. Wäerten déi bestallten Zich vun Alstorm pünktlech kënne geliwwert ginn oder muss duerch d'Coronapandemie mat Verspéidunge gerechent ginn?

8. Wäerten déi bestallten Zich vun Alstorm technesch sou ausgerüst sinn, dass se fir d'Dateniwwerdroung vum Zuch zum Operateur op de 5G zréckgräife kënnen?

9. Wäert bei der neier Ausschreiwung vun den RGTR-Linnen d'Offer vu Wi-Fi am Bus ee Krittär sinn?

10. Plangt d'CFL Projeten am Beräich V2V respektiv V2I fir déi nächst Joren?

11. Wa Jo, kéint den Här Minister Prezisiounen zu dëse Projete ginn?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am Moment ass keen Zuch mat Wi-Fi ausgerüst. Bei der CFL-Busflott sinn de Moment dräi Busser mat Wi-Fi ekipéiert. Bis Enn des Joers sollen dann nach 20 zousätzlech Busser mam Wi-Fi ausgerüst ginn.

ad 2. Een Element vun enger KISS-Automotrice war mat engem Wi-Fi-System ekipéiert ginn. Bei den Tester huet sech erausgestallt, dass de Wi-Fi am Zuch just zefriddestellend Resultater geliwwert huet a Regiounen, wou eng gutt Couverture mat 4G garantéiert ass.

An deem Zesummenhang gouf festgestallt, dass op 30 Plaze laanscht d'Zuchlinne keng 4G-Couverture besteet an d'Connexioun mam Wi-Fi da verluer geet.

ad 3. Déi 34 nei Automotricen, déi tëschent 2022 an 2024 geliwwert ginn, sinn d'office mat engem Wi-Fi-System ekipéiert.

ad 4. Dës nei Automotricë wäerten op sämtleche Linne vum CFL-Reseau zum Asaz kommen.

ad 5. Am Moment ass et net geplangt, fir dat aktuellt Zuchmaterial mat Wi-Fi ze ekipéieren.

ad 6. Momentan gëtt et kee Fournisseur um Marché, deen zertifiéiert 5G-Produiten ubitt, déi konform zu den Eisebunnsufuerderunge sinn.

ad 7. Duerch d'Pandemie vum Covid-19 ass mat engem Retard vun ongeféier véier Méint ze rechnen, esou dass déi éischt Automotrice viraussiichtlech eréischt am Laf vum leschten Trimester 2022 geliwwert wäert ginn.

ad 8. Momentan gëtt et keen Fournisseur um Marché, deen zertifiéiert 5G-Produiten ubitt, déi konform zu den Eisebunnsufuerderunge sinn.

ad 9. Bei der Ausschreiweung fir den RGTR-Busreseau wäert de Wi-Fi duerchaus e Krittär ginn. Méi Detailer dozou kann ech awer virun der Veröffentlechung vum Avis de marché nach net ginn.

ad 10. D'Entreprise ferroviaire vun den CFL huet dräi V2I-Projete lancéiert.

ad 11. Dës Projete gesi vir, fir d'Dosto-Duebelstackvoituren, d'Automotrice vun der Serie 2200 an och déi 34 nei Automotricë vun der Serie 2400 an 2450 mat engem automatesche Passagéierzälungssystem ze ekipéieren. Dës Systemer leeden dann den Taux d'occupation

vun de jeeweilegen Zich un d'Infrastruktur weider.

Question 2550 (15.07.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **masques de protection de qualité douteuse et fraudée :**

Avant la crise sanitaire, le marché des outils de protection était réglementé de manière claire. Seuls les produits comprenant le marquage CE (conformité européenne), gage de conformité aux exigences de l'UE en matière de sécurité, de santé et de protection de l'environnement délivré par des sociétés de contrôles reconnues, pouvaient être importés dans l'Union européenne. Au vu du déclenchement de la crise sanitaire, la Commission européenne a fixé des exemptions pour le matériel médical et de protection mi-mars, autorisant ainsi les gouvernements à acheter des masques sans marquage CE pour le personnel médical. Cependant, il me revient que le Gouvernement luxembourgeois aurait décidé d'une dérogation générale allant bien au-delà de la recommandation de la Commission européenne, autorisant la distribution de ces masques sans marquage à tous les canaux commerciaux, les rendant ainsi accessible à toute la population.

De plus, il ressort d'un article du 2 juillet 2020 sur reporter.lu que des masques de protection de qualité douteuse et même frauduleuse auraient été en circulation au Luxembourg. En effet, dans sa recherche « Organized Crime and Corruption Reporting Project » (OCCRP), en coopération avec 16 partenaires médiatiques européens dont reporter.lu, aurait découvert que certains de ces masques de protection non conformes livrés au Luxembourg auraient illégitimement reçu le marquage CE. Certaines sociétés de contrôle auraient en effet émis le marquage CE sans disposer de la documentation nécessaire au contrôle de sécurité, de santé et de protection de l'environnement nécessaire à l'émission du marquage CE, et se seraient même dans certains cas procurées des documents falsifiés, présentant ainsi un risque de commercialisation de masques non conformes par de nombreux commerçants luxembourgeois à l'entièreté de la population.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement peut-il m'informer quelles sont ou ont été les autorisations spéciales ainsi que les dérogations éventuelles en vigueur au Luxembourg au cours des derniers mois ?

- Le Gouvernement peut-il confirmer l'éventuelle falsification de documents afin de labelliser CE des masques potentiellement non conformes ?

- Quelle a été la réaction du Gouvernement face aux certifications frauduleuses émises ?

- Des mécanismes de contrôle supplémentaires ont-ils été mis en place afin d'éviter que des masques ayant des certificats frauduleux (faux marquage CE) rentrent sur le marché luxembourgeois ?

- Le Gouvernement avait-il amendé ces procédures de contrôle suite à l'exemption des normes CE autorisée par la Commission européenne pour l'import de matériel médical et de protection pour le personnel médical ?

- Le Gouvernement avait-il pris des mesures spécifiques afin d'éviter la distribution de masques non conformes CE à d'autres secteurs que le secteur médical, seul secteur exempté de certification CE pour l'import de matériel médical et de protection par la Commission européenne ?

- Le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il faudrait mettre en place une réglementation claire concernant la qualité des masques vendus sur le marché luxembourgeois ?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services), en tant qu'autorité compétente pour la surveillance du marché des équipements de protection individuelle, s'est basé pour ses contrôles lors de la crise du Covid-19 sur :

- le règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil ;

- la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19 ;

- l'arrêté ministériel du 2 avril 2020 autorisant temporairement la mise à disposition sur le marché d'équipements de protection individuelle utilisés pour la prévention contre la propagation du Covid-19. Cet arrêté n'est plus en vigueur depuis le 25 juin 2020.

L'ILNAS a effectivement été confronté à des cas de falsification de documents afin de mettre sur le marché européen des masques marqués CE. Dans tous ces cas, des avis négatifs concernant les demandes d'importation ont été transmis à l'Administration des douanes et accises pour des masques pour lesquels des falsifications de documents ont été constatées par l'ILNAS et pour lesquels les importateurs n'ont pas pu démontrer qu'ils ne présentaient pas de risque pour la sécurité et la santé. Leur importation n'a pas été autorisée.

Concernant les contrôles des équipements de protection individuelle, l'ILNAS a pris plusieurs mesures :

- l'ILNAS a mobilisé ses effectifs concernant les contrôles de ces produits. Le domaine des équipements de protection individuelle est devenu prioritaire ;

- l'ILNAS a collaboré étroitement avec l'Administration des douanes et accises, le Ministère de la Santé ainsi qu'avec la cellule logistique ;

- dès que l'ILNAS était en connaissance d'un équipement de protection individuelle présentant un risque grave qui a été notifié par un autre État membre (via Safety Gate / RAPEX), l'ILNAS a mené ses investigations sur le terrain. De plus, l'ILNAS a immédiatement informé la cellule logistique après réception de la notification ;

- l'ILNAS participera également à une campagne européenne CASP2020, qui sera initiée par la Commission européenne, concernant le contrôle des équipements de protection individuelle.

Pendant la crise sanitaire, l'ILNAS a contrôlé les équipements de protection individuelle conformément à l'arrêté ministériel du 2 avril 2020, en acceptant uniquement sur le marché luxembourgeois ceux qui ne présentaient pas de risque pour la santé et la sécurité.

Depuis le 27 juin 2020, l'ILNAS n'a plus accepté l'importation d'équipements de protection individuelle sur le marché national qui ne respectent pas les exigences du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle, respectivement la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19. Il est à noter que depuis cette date, l'ensemble des produits contrôlés étaient conformes aux exigences du règlement (UE) 2016/425.

Partant et au vu de ce qui précède, la qualité des masques vendus sur le marché luxembourgeois est clairement réglementée au niveau européen par des dispositions existantes.

Question 2551 (16.07.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **baisse du prix de la viande de porc :**

D'Produzente vu Schwéngefleesch sinn zënter enger gewëssener Zäit mat engem enorme Präisverfall vun hirem Fleesch konfrontéiert, eng Situatioun, déi sech duerch d'Covid-19-Kris weider zougespëtzt huet.

Déi rezent Ëmstänn mat Covid-19-infizéierte Mataarbechter an engem gréisseren däitsche Schluechthaus hunn zu engem dramatesche Präisverfall bäigedroen, dëst well duerch déi feelend Schluechtcapacitéite vill Schwäin net kënne vermaart ginn. Heiduerch fält also och déi lëtzebuergesch Notéierung, déi un déi däitsch Leitnotéierung gekoppelt ass. Duerch dës Virfäll ass och d'Iwwerdrockventill Richtung China, wat bis am Ufank vum Joer majoritär zu héije Präisser bäigedroen huet, zou.

Laut mengen Informatiounen ass et duerch de Präisverfall mëttlerweil fir vill Schwéngefleeschproduzenten oninteressant an onrentabel, iwwerhaapt nach Schwéngefleesch ze produzéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass d'Schwéngsbaueren aleng dësen net konjunkturelle Präisverfall, dee sech an de Geschäfter net reflektéiert, ze droen hunn? Wéi kéinte Léisunge fir esou spezifesch Situatioune fir déi national Produktioun ausgesinn?

2. Ass de Minister gewëllt, de Lëtzebuerger Produzente kuerzfristeg verstäerkt ënnert d'Äerm ze gräifen? Wéi kéinten dës Hëllefen ausgesinn?

3. Wier et net ubruecht, dass déi gesamt Filière zesumme mat hire Ressortministeren (vum Bauer iwwer Schluechthaus, Distributioun, Commerce) sech géing concertéieren, fir dëser Problematik entgéintzesteieren?

4. Wéi gesäit de Minister d'Situatioun beim Schwéngefleesch vun der „Marque Nationale"? Ass de Minister der Meenung, dass de Supplement vun 3 Cents/Kilo dem Méiopwand vun enger Schwéngefleeschproduktioun no de „Marque Nationale"-Krittären nach Rechnung dréit?

Réponse (14.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. D'Situatioun um Marché vum Schwéngefleesch ass dëst Joer eng ganz speziell.

D'Joer 2020 huet mat ganz héije Präisser ugefaangen, bedéngt duerch eng ganz héich Nofro um Weltmaart, an dat besonnesch a China säit dem Summer 2019. D'Haaptexportlänner hunn alleguer, an Däitschland besonnesch, dervu profitéiert, fir hir Quantitéiten ze steigeren, soudass och de Lëtzebuerger Marché staark no uewe gezu ginn ass. Mat der Covid-19-Pandemie ass d'Nofro weltwäit zréckgaangen, an de Präis och. Wärend dem Lockdown huet d'Nofro extreem staark geschwankt an de Präis ass kontinuéierlech gefall, bis den Deconfinement ugefaangen huet. Stabilisatioun gefollegt vun enger nees steigender Nofro hu sech agestallt. Duerch d'Schléissung vum Schluechthaus „Tönnies" an Däitschland ass de Präis staark gefall, well d'Schluechtcapacitéite schlagaarteg net méi nokomm sinn an als Folleg dovun d'Offer vun de Schluechtschwäi staark ugestigen ass. D'Exporter aus Däitschland no China sinn an d'Stocke komm. En neie Präisréckgang huet sech agestallt a konnt lo réischt mat der Reouverture vum Schluechthaus „Tönnies" gebremst ginn.

(Graphique 1 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - *Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Déi grouss Acteuren an der EU hu sech den Experte vun der EU-Kommissioun géigeniwwer lo awer nees zouversiichtlech gewisen, dass et déi nächst Woch nees biergop geet, wann d'Covid-19-Pandemie net nees vill schlëmmer gëtt (Grafik 1).

Eng Méiglechkeet, fir d'Situatioun zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2020 op de Stand vum 17. Juli méi detailléiert ze bewäerten, ass d'Berechnung vum cumuléierte Produktiounswäert vun der Schwéngefleeschproduktioun. Hei gëtt déi geschluechte Quantitéit (a Kilo) mat dem Präis pro Kilo multiplizéiert a pro Woch addéiert.

An der Grafik 2 ass déi Situatioun duergestallt an et kann een erkennen, dass duerch déi ganz gutt Ufankssituatioun um Ufank vum Joer dëse Wäert bei aktuell nach 7 % (Woch 29) iwwert dem Wäert vun 2019 a 6 % iwwert der Dräijoresmoyenne (2017-2019) läit.

(Graphique 2 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Konjunkturell ass et sou, dass d'Nofro no Schwéngefleesch an de Summerméint am héchsten ass, well d'Grillwieder de wichtegsten Dreiwer vun der Nofro duerstellt. Déi weider Wochen a Méint bis Ufank Wanter si lo entscheedend, fir de Wäertverlosch iwwerblécken ze kënnen.

Am Moment gëllt et deemno, fir weider am Detail déi néideg Informatiounen ze sammelen, fir datt mer genau kënne festleeën, wéi eng zousätzlech Mesuren eventuell néideg sinn.

D'Europäesch Kommissioun huet mat enger Ëmännerung vun de Reegele fir d'Staatsbäihëllefe respektiv mat dem Erméigleche vum Notze vun de Fonge vum zweete Pilier e relativ flexibele Kader proposéiert. Et ass wichteg fir ze preziséieren, datt dës Aiden op déi Betriber cibléiert musse ginn, déi effektiv vun engem Akommesverlosch, bedéngt duerch d'Covid-kris, betraff sinn.

Fir eng Decisioun ze huelen, ob a wéi vill Hëllefen ausbezuelt ginn, mussen déi ekonomesch Analysen ofgeschloss sinn, woufir et elo nach ze fréi ass. Mir mussen awer d'Situatioun ganz eescht huelen.

ad 3. 2018 an 2019 ass et eng Initiativ ginn, fir nei Konzepter bei der Marque nationale auszeloten, dat ënnert der Begleedung vun engem externe Büro. Ausléiser heivunner war sécherlech och déi deemoleg schlecht Präissituatioun. An dësem Kontext goufen eng Rei vun individuelle Gespréicher mat den Haaptacteure vun der Filière gefouert, fir d'Problematik ze ëmräissen an nei Konzepter ze eruéieren. Nieft den individuelle Gespréicher goufen och Iddien a Gruppeconcertatiounen ausgetosch. Et huet ee sech ënner anerem och Modeller am Ausland ugekuckt, déi fair Präisser garantéieren, an et gouf sech a Richtung „transparent Präisgestaltung" Gedanke gemaach. De Fazit vun deem Exercice war deen, dass d'Acteure vun der Filière zu deem Zäitpunkt éischter um bestoende System festhale wollten.

Gekoppelt oder net gekoppelt Präisser, dat huet alles seng No- a Virdeeler. Vum Elan vum China-Marché hätten d'Lëtzebuerger Schwéngsbauere sécherlech net an deem Ausmooss profitéiert, hätt de Lëtzebuerger Marché sech net un den däitsche Marché ugeleent. Am Umkehrschluss ass et dann esou, dass an der aktueller Phas de Lëtzebuerger Präis mat dem däitsche Präis op Talfaart ass.

Mir brauche staark Produzentenorganisatiounen, déi sech och net viru Veränneerunge verschléissen an an den Dialog mat all den Acteure vun der Filière souwéi och mam Konsument trieden. Et gëllt och den Appell un den nogelagerte Beräich, fir sech de Solidaritéitsgedanke verstäerkt zum Prinzip ze maachen.

ad 4. D'Marque nationale orientéiert sech an de groussen Zich um däitsche QS-System, mat e puer Zousazkrittären. Dëst erkläert ënner anerem och d'Uleenung un d'Präisser um däitsche Schwéngsmarché, déi d'Produzente viru ville Jore mat de Schluechthaiser selwer definéiert hunn. Dobäi muss ee sech och bewosst sinn, dass konventionellt Schwéngefleesch an de „Niedrigsegment"-Beräich fält. D'Filière (vun de Baueren iwwert d'Schluechthaiser, Transformatioun bis hin zu de Metzler an de Supermarchéen) huet et selwer an der Hand, fir an Zukunft d'Produktioun (Krittären am Kader vum Laaschtenheft) verstäerkt un der Demande vum Marché ze orientéieren. Am Kader vun der neier Agrementsdemarche gëtt de Staat ee finanziellen Ureiz - an déi Acteuren, déi méi streng Oplagen an hire Cahiers des charges verankeren, ginn an Zukunft och méi héich finanziell entlount (bei de Kontrollkäschten a Werbemoossnamen). An dësem Kontext ass et de Labelen och méiglech, fir Études de marché duerchzeféiere fir ze kucken, wéi se sech an Zukunft verstäerkt um Marché behaapte wëllen a wat de Konsument vun Ufuerderungen huet.

An dësem Kontext gëllt och ze beobachten, wat ee potenziellt Ëmdenken um däitsche Marché fir Retombéeën op d'Perceptiouun an d'Wäertegkeet vum Schwéngefleesch hei zu Lëtzebuerg oder och am Allgemenge wäert hunn.

Iwwer Campagnë wéi „Vun eise Baueren, frësch fir Iech" oder och nach déi rezent Campagne „100 % Marque nationale" gëtt un de Konsument appelléiert, fir säi Choix méi bewosst a Richtung Regionalitéit ze treffen, wou sech dann och eng positiv Retombée op déi un de Bauer ausbezuelte Präisser erhofft gëtt. Insgesamt gëtt awer och am Kader vum neie Plan stratégique gekuckt, fir d'Positioun vum Bauer an der Chaîne alimentaire an Zukunft ze stäerken. Natierlech ass de Ministère a Kontakt mat den diversen Acteuren a riicht een Appell un d'Solidaritéit innerhalb vum Secteur an d'Solidaritéit tëschent dem Produzent a Konsument am Allgemengen.

Question 2552 (16.07.2020) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **réforme du service Adapto :**

Am Kader vun der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport mussen d'Clientë vum Adapto och näischt méi fir dëse Service bezuelen. Allerdéngs ass gläichzäiteg de komplette System vum Adapto reforméiert ginn, engersäits, fir dëse méi effikass ze gestalten, an anerersäits, fir Abusen ze reduzéieren.

Et ass eis awer zu Ouere komm, dass et um Terrain nach vill Problemer gëtt, souwuel um Niveau vun der interner Organisatioun wéi och am Kontakt mam Client.

Sou géif anscheinend den informatesche System, deen d'Faarte koordinéiert a verdeelt, net gutt funktionéieren, an och d'Kommunikatioun tëscht der Zentral an de Chauffere géif net gutt klappen. Dacks géifen och Chauffere vu wäit ewech gescheckt ginn, fir e Client ze féieren an duerno nees geneesou wäit zréckzefueren.

Eng weider Konsequenz vun der Reform wier, dass, anescht wéi virdrun, de Chauffer de Client an deem seng Besoinen dacks net kennt, wat awer besonnesch bei Leit mat enger Behënnerung wichteg ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi vill Demandë fir eng nei Adapto-Kaart sinn zënter dem 1. Mäerz erakomm?

- Gouf entre-temps, wéi an der Chamberskommissioun vum 5. Mäerz ugekënnegt, eng Kommissioun geschaf, wou d'Leit Recours aleeë kënnen, wann hir Demande refuséiert gëtt? Wa jo, wéi vill där Recourse goufe bis elo ageluecht?

- A wéi vill Fäll gouf eng definitiv Kaart accordéiert?

- Ass den Här Minister au courant vun de Suergen a Problemer um Terrain?

- Gouf schonn e Bilan vun der Reform gemaach, bei deem déi betraffe Leit, notamment d'Clienten an d'Busentreprisen, och gefrot gi sinn? Wa jo, wat war d'Resultat dovunner?

- Wann net, ass dat geplangt? Fir wéini wier dat?

- Ass schonn eng Analys gemaach ginn, ob den aktuelle System méi ressourceneffizient ass wéi deen alen, virun allem wat de Käschtepunkt betrëfft?

- Gëtt reegelméisseg eng Analys vun der Performanz an Effizienz vum informatesche System gemaach, fir dësen, wann néideg, ze updaten?

- Schafft de System aktuell ekologesch sënnvoll, soudass onnëtz wäit Trajeten evitéiert ginn? Ass virgesinn, de System an där Hisiicht an Zukunft nach ze verfeineren?

- Wéi vill Mataarbechter schaffen aktuell an der Telefonszentral? Wéi vill nei Mataarbechter goufen zënter dem 1. Mäerz 2020 nei agestallt? Ass geplangt, zousätzlech Mataarbechter ze rekrutéieren?

- Mussen déi nei Mataarbechter eng Formatioun maachen, ier si hir Aarbecht an der Zentral ufänke kënnen?

- Ass virgesinn, eng separat Telefonsverbindung nëmme fir d'Buschaufferen ze schafen, fir d'Kommunikatioun mat der Zentral ze verbesseren?

- Huet den Här Minister Statistiken iwwert d'Verspéidunge vun de Faarten? Hunn d'Verspéidunge mam neie System zougeholl?

- Wéi vill Demandë si beim Ministère erakomm, fir eng Taxisfaart ze rembourséieren, well eppes beim Adapto net geklappt huet an déi concernéiert Persoun en Taxi huet missen huelen?

- Wier den Här Minister bereet, et de Clienten an Zukunft ze erméiglechen, ënner gewësse Bedéngungen de selwechte Chauffer ze halen?

Réponse (21.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dass de Chauffer de Client an deem seng Besoinen dacks net géif kennen, kann ech net bestätegen, ganz am Géigendeel. Virun der Reform hat weeder mäin Departement nach de Chauffer Informatiounen iwwert den Handicap vu ville Clienten. Wuel goufen et fréier duerchaus Chaufferen, déi hir regelméisseg Clientèle mat der Zäit kennegeléiert hunn, mee dat hat sech eréischt am Laf vun de Faarten esou erginn. Säit der Reform ass awer d'Datebas vun de Persounen, déi den Adapto dierfe benotzen, vill besser ginn, an d'Informatiounen iwwert d'Besoine vun de Clientë si vill méi komplett, wat doduerch kënnt, dass d'Clienten eng nei Demande gemaach hunn, wou hiren Handicap an hir Besoinen dropstinn. Dobei kënnt, dass eebe grad den neien informatesche System et dem Chauffer erlaabt, op sengem Tablet déi néideg Informatiounen iwwert de Client affichéiert ze kréien.

ad 1. Op Basis vum neie Formular, dee säit dem 27. Januar 2020 disponibel war, si 5.585 Demanden erakomm fir eng nei Adapto-Kaart (Stand 19.08.2020).

ad 2. Sou wéi et an der Chamberskommissioun de 5. Mäerz 2020 ugekënnegt gouf (cf. https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/ALaUne/?current=true&urile=wcm%3Apath%3Aactualite.public.chd.lu/ST-www.chd.lu/sa-actualites/89ecc2f7-ca87-48fc-808a-5ba9956fb077), soll eng Kommissioun per Amendement am Kader vum Projet de loi N° 7490 verankert ginn. Domat kéinten déi Leit, déi keng Kaart accordéiert kruten, d'Méiglechkeet kréien, e Recours géint dës Entscheedung ze maachen. De Moment ka selbstverständlech all Persoun, déi e „Refus" krut, och haut schonn un de Minister schreiwen, fir dogéint virzegoen, an an esou engem Fall gëtt den Dossier natierlech nach emol iwwerpréift.

ad 3. Op Basis vum neie Formular si 4.473 Accorde fir Kaarten erausgaangen. Als zousätzlech Informatioun kann ech soen, dass 5.027 eng Adapto-Kaart hunn (Stand 19.08.2020), vu dass fréier Clienten hir Kaart konnte provisoresch an ouni neie Certificat erneiert kréien duerch déi versprache „Phase transitoire".

ad 4. Ech weess elo net genee, wat déi honorabel Deputéierten elo prezis menge mat „Suergen a Problemer um Terrain". Ech si mer bewosst, dass all neie Projet, inklusiv en neien Demanden- a Reservéierungssystem, e gewëssent Émgewinnen, Zäit an Erfarung vun alle Bedeelegte fuerdert, ier alles probleemlos leeft. Den informatesche Gestionssystem funktionéiert entre-temps ganz gutt. Am Ufank koum et um Terrain, wéi et an der Introduktioun vun den honorablen Deputéierte beschriwwen ass, tatsächlech geleegentlech zu Faarten, wou de Chauffer e laangen Ufaartswee hat; do gouf d'Ursaach awer festgestallt a verschidde Parameteren ugepasst. Dëst gouf an Zesummenaarbecht gemaach mat de Busbetriber an dem Fournisseur vum System, mat deenen e reegelméissegen Echange stattfonnt huet.

ad 5. Ee Bilan am Sënn, dass d'Clientë gefrot gi sinn, gouf net gemach. Et goufen awer Echangen an divers Reunione mat de Busentreprisë säit der Reform. Leider ass d'Reform, déi offiziell den 2. Mäerz a Kraaft getrueden ass, de 16. Mäerz komplett beaflosst ginn duerch de Confinement am Kader vum Covid-19, dee jo quasi all d'Gewunnechte vun der gesamter Bevëlkerung op d'Kopp geheit huet. Generell kann ech awer d'Schlussfolgerung zéien, dass d'Majoritéit vun de Clienten den neie System éischter positiv empfënnt. Besonnesch déi Persoune mat engem schwéieren Handicap fille sech verstäerkt doranner, dass de Service wierklech fir si geduecht ass an net fir déi eeler Persounen, déi fréier duerch de Raster gefall sinn a gefouert goufen, obwuel se och gutt hätte kënnen op den ëffentlechen Transport zréckgräifen.

ad 6. Wat den Echange mat den Acteuren ugeet, stinn ech a meng Servicer selbstverständlech zur Dispositioun. Wéi beschriwwen, goufen et mat de Busbetriber, trotz de schwierege Méint, verschidden Echangen, dëst besonnesch, fir hire Feedback ze kréien an d'Erfarungen auszetauschen. Och ware verschidde Betriber deelweis net zefridden, well se manner Faarten ze fueren haten; dëst läit awer an éischter Linn un de Suitte vum Lockdown. Déi Echangen haten awer och schonn dat noweisbaart Resultat, dass d'Applikatioun, fir den Adapto ze reservéieren, schonn ugepasst gouf (z. B. méi prezis un d'Bedürfnisser vu Rollstullfuerer, d'Accessibilitéit vun der App, …). E reegelrechte Bilan mécht de Moment, nom Lockdown an elo an der Summervakanz, nach net vill Sënn.

ad 7. Mam Developpeur vun der App gouf eng Analys op d'Effikassitéit gemaach, och wann dat duerch de Lockdown schwiereg ass, fir dat mat der Situatioun vu virdrun ze vergläichen. Et konnt awer zum Beispill festgestallt ginn, dass d'Effikassitéit ëm 21 % an d'Luucht gaangen ass an dass déi eidel gefuere Kilometeren ëm 16 % reduzéiert goufen. An enger éischter Phas sinn och ronn 8 % vun de Faarte regruppéiert ginn. Weider Analyse wäerten nach gemaach ginn.

ad 8. Déi Analys vun der Performanz vum Reservéierungssystem gi reegelméisseg duerchgefouert, wouduerch de System och zu all Moment kann esou optiméiert ginn, dass en nach méi effizient d'Leit regruppéieren an doduerch d'Kilometere reduzéiere kann. Ech ginn dovunner aus, dass duerch d'Regruppéieren d'Busser méi sënnvoll kënne genotzt ginn, wat de Clientë méi Méiglechkeete bitt, fir gefouert ze ginn.

ad 9. Et gi momentan plus/minus 206 Tonnen CO_2 pro Joer agespuert, an och dat soll mat der Zäit nach verbessert ginn.

ad 10. Am Callcenter schaffe 16 Persounen, déi an dräi Schichten agedeelt sinn. De Callcenter fonctionéiert tëschent 07.00 an 19.00 Auer vu méindes bis samschdes a vun 09.00 bis 16.30 Auer sonndes an um Feierdag. Et ass och geplangt, zousätzlech Leit anzestellen oder d'Effnungszäiten unzepassen, wann et néideg ass.

ad 11. All Mataarbechter kritt eng Formatioun vun engem Dag nom System „train the trainer".

ad 12. Eng separat Telefonsleitung fir d'Buschaufferen ass geplangt a wäert deemnächst en place gesat ginn.

ad 13. Verspéidungen am neie System sinn net weider bekannt. Natierlech huet och deen neie System keen Afloss op den normale Beruffsverkéier oder Stau. De Client soll och d'Méiglechkeet kréien, fir eng Meldung bei Verspéidungen ze kréien.

ad 14. Et si bis elo zwou Demanden erakomm, fir den Taxi rembourséiert ze kréien, woubäi de Problem awer éischter op ee Mëssverständnes zréckzeféiere war an net op d'Versoe vum System.

ad 15. Momentan ass et net virgesinn, dass eng Persoun ëmmer de selwechte Chauffer kritt. Dëst géif d'Flexibilitéit an d'Disponibilitéit vun de Bussen aschränken. De System verplangt d'Ressourcen esou, dass manner Kilometeren a méi Leit zesummen transportéiert solle ginn, soudass de Service och méi ekologesch sënnvoll a käschteneffizient ass.

Q528

Question 2553 (16.07.2020) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **traite des êtres humains :**

Rezent huet RTL Télé Lëtzebuerg en Documentaire publizéiert, bei deem et ëm ee presuméierte Fall vu Mënschenhandel an der Éisleker Stiedche Veiane geet. An dësem Fall hu sech d'Affer zu Wuert gemellt. Wéi vill Leit aktuell an änleche Situatioune stiechen, bleift ongewosst.

Aus dem Rapport annuel vun der ITM aus dem Joer 2019 geet betreffend de Mënschenhandel Follgendes ervir:

« En cas de constatation d'indices ou d'infractions dans le cadre de la traite économique, l'ITM établit un procès-verbal et le continue au Ministère public ainsi qu'à la Police grand-ducale qui est l'autorité compétente en matière de traite des êtres humains. »

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Procès-verballe sinn zanter 2010, opgelëscht no Joer, un de Ministère public an/oder d'Police weidergeleet ginn?

2. Wéi vill vun dëse Procès-verballe si „sans suite" klasséiert ginn?

3. Wéi vill Enquêtë betreffend Mënschenhandel konnten am Joer 2019 zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn a wéi vill Zäit ass fir déi eenzel Fäll tëscht der éischter Plainte respektiv dem éischte Procès-verbal an dem Urteel vergaangen?

4. Ass de legale Kader betreffend de Mënschenhandel an den Ae vun den Dammen an Häre Ministeren nach zäitgemëiss? Ass virgesinn, der ITM méi Moyenen ze ginn, fir géint Fäll vu Mënschenhandel virzegoen?

5. Wéi kann een an den Ae vun den Dammen an Häre Ministeren d'Kommunikatioun tëscht de verschiddenen Instanze verbesseren? Wéi kéint een d'Zesummenaarbecht tëscht de Verwaltungen optiméieren?

6. Wéi steet den Här Minister zum Fait, datt d'ITM RTL-Informatiounen no deelweis iwwerfuerdert ass mam Opschaffe vu komplexe Firmekonstrukter an deemno vun de Moyenen hier net à même ass, fir een adequate Suivi vu verschiddenen Affäre kënnen ze assuréieren?

Réponse commune (14.08.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'parlamentaresch Ufro 2553 betrëfft ënner anerem den Traitement vun de Procès-verballen, déi ausgestallt gi betreffend de Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer, déi un de Parquet weidergeleet ginn.

D'Infractioun vum Mënschenhandel ass am Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft:

« l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine ».

Am Kontext vu Kontrolle kann ee mat enger Rei vun Onreegelméissegkeete konfrontéiert ginn, wéi:

- d'Feele vun engem schrëftlechen Aarbechtskontrakt an/oder d'Feele vun der Affiliatioun an der Sozialversécherung,

- Aarbechtskontrakt, deen eng Pai virgesäit, déi ënnert dem Mindestloun läit an/oder d'Netbezuele vun de Paien, déi geschëllt sinn - doraner abegraff Retenue op der Pai fir verschidde Servicer (Iessen, Ënnerdaach) oder fir de Schued ze kompenséieren, deen am Kader vun der Ausféierung vum Aarbechtskontrakt geschitt ass (Material, wat futti gaangen ass, Ausgläich vun enger Differenz an der Keess etc.),

- exzessiv Aarbechtszäiten,

- Beschäftegung vun auslänneschen Aarbechter, déi an enger illegaler Situatioun sinn oder déi net déi néideg Aarbechtserlabnis hunn,

- Beschäftegung vu falsche Selbststännegen oder Zréckgräifen op auslännesch Firmen ouni Handelsermächtegung,

- méi schro Forme vun Ausbeutung, déi doranner bestinn, dass d'Persoun ënner kierperlechem oder wirtschaftlechem Zwang schafft.

Et ass wichteg ze preziséieren, datt den Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal net d'Situatioun vun illegaler oder net deklaréierter Aarbecht als Mënschenhandel penaliséiert. Den Artikel viséiert d'Ausbeutung vun engem Aarbechter ënner Konditiounen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

De Beweis vun dëser Form vun Ausbeutung muss duerch eng Abberzuel vu verschiddenen Elementer bruecht ginn, ewéi d'Versklavung an d'Erofsetze vun der mënschlecher Persoun duerch en Ugréff op hire Kierper a Geescht an enger Aart a Weis, déi manifestement contraire ass zur mënschlecher Dignitéit.

Et ass ze bemierken, dass d'Ausbeutung, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit ass, sech net nëmmen op materiell Bedéngunge limitéiert (zum Beispill d'Pai), mee sech op all Element vum Statut vum Aarbechter bezitt, géint deen eng Atteinte op d'Dignitéit méiglech ass.

D'Geriichter musse vu Fall zu Fall beurteelen, ob d'Aarbechten ënner esou Bedéngungen duerchgefouert goufen.

Et gi verschidden Elementer, déi a Betruecht gezu kënne ginn, fir d'Bedéngungen, déi contraire zur mënschlecher Dignitéit sinn, ze etabléieren: wat d'Bezuelung ugeet, eng Pai, déi däitlech net am Aklang ass mat enger ganz grousser Unzuel vun Aarbechtsstonnen, déi geleescht goufen, eventuell ouni fräien Dag, oder d'Leeschte vun onbezuelte Servicer.

Op alle Fall ass et um Parquet, de Beweis ze erbréngen, dass d'Aarbechtsverhältnis souwéi d'Aarbechtsbedéngunge contraire zur mënschlecher Dignitéit sinn. Dëst huet als Konsequenz, dass d'Poursuitte fir Mënschenhandel fir déi schlëmmste Fäll reservéiert sinn, virun allem och am Hibléck op d'Mëttelen, déi mussen deployéiert ginn um Niveau vun den Enquêten an de Poursuitten.

Déi grouss Majoritéit vun de Procès-verballen, déi vun der Police an der Douane ausgestallt ginn, an d'Denonciatioune vun der ITM am Kader vum Aarbechtsrecht betreffe Verstéiss géint d'Gesetzgeebung, déi sech awer net mat Aarbechtsbedéngunge cumuléieren, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn, oder zumindest hunn d'Agenten op der Plaz net genuch Elementer an dës Richtung sammele kënnen.

Et ass ze bemierken, dass déi Irregularitéiten, déi reegelméisseg vun de Beamte festgestallt ginn, net ëmmer Strofdote sinn, oder et si Strofdoten, déi nëmme liicht bestrooft oder schwéier ze bestrofe sinn.

- Keng Affiliatioun

Laut den Informatiounen, déi de Ministère de la Justice vum Parquet krut, betreffen e groussen Deel vun den Dossieren, déi beim Parquet mam Libellé „travail clandestin" erakommen, Aarbechter, déi ouni Aarbechtskontrakt agestallt goufen, déi net ugemellt sinn an déi schwaarz bezuelt ginn (virun allem am Horeca-Secteur an an der Baubranche).

D'Gesetz gesäit do awer just d'Bestrofe vum Aarbechter vir (Artikel L. 571-1 Paragraf (2) Punkt 2. b) am Code du travail), deen dacks an enger prekärer finanzieller Situatioun ass an doduerch säi Patron net kann oder net wëllt dozou bréngen, fir hien ze regulariséieren, aus Angscht, seng Aarbecht ze verléieren.

- Kee schrëftlechen Aarbechtskontrakt

D'Procès-verballen, déi erakommen, ernimmen och reegelméisseg d'Feele vu schrëftlechen Aarbechtskontrakter. D'Bedéngung vun der Existenz vun engem schrëftlechen Aarbechtskontrakt zum Zäitpunkt vum Untriede vum Déngscht, déi am Artikel L. 121-4 vum Code du travail virgesinn ass, gëtt net strofrechtlech sanktionéiert.

- D'Beschäftegung vun Aarbechter aus Drëttlänner, déi sech an enger irregulärer Situatioun befannen

Den Artikel 144 vum amendéierte Gesetz vum 29. August 2008 iwwert déi fräi Zirkulatioun vu Persounen an Immigratioun hat eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis ee Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 20.000 Euro virgesi fir de Patron, deen en auslänneschen Aarbechter ugestallt huet, deen entweeder keng Openthaltsgeneemegung fir Salariéen oder keng Aarbechtsgeneemegung huet.

Op der Basis vun dësem Artikel informéiert de Parquet ons, datt e reegelméisseg Condamnatioune kritt huet, haaptsächlech géint Patronen aus dem Horeca-Secteur, déi tëscht engem an dräi Persounen aus Drëttlänner illegal beschäftegt haten.

D'Gesetz vum 21. Dezember 2012, wat d'Direktiv 2009/52/EG vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 18. Juni 2009 an d'nationaalt Recht ëmsetzt, huet den uewegenannten Artikel 144 abrogéiert.

D'Infractioun vum Artikel 144 gouf liicht ëmgeännert an engem neien Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail erëmgeholl, an zwar an deem Sënn, dass den Employeur elo eng Sanction administrative vun 2.500 Euro riskéiert, falls en en Aarbechter aus engem Drëttland engagéiert, dee keng Openthaltsgeneemegung huet. D'Aarbechtsgeneemegung gëtt net méi ernimmt.

Penal Sanktiounen dogéint si just ënnert de follgenden Ëmstänn virgesinn:

1. d'Infractioun gëtt ëmmer erëm widderholl,

2. d'Infractioun beleeft sech op eng simultan Beschäftegung vun enger weesentlecher Unzuel vun Aarbechter aus Drëttlänner, déi „en séjour irrégulier" sinn,

3. d'Infractioun gëtt vu besonnesch abusiven Aarbechtsbedéngunge begleet,

4. d'Infractioun gëtt begaange vun engem Patron, dee weess, dass d'Aarbecht oder d'Servicer vun engem Ressortissant (...) geleescht ginn, deen Affer vu Mënschenhandel ass,

5. d'Infractioun bezitt sech op d'illegal Beschäftegung vun engem Mannerjäregen.

Et ass ze bemierken, dass dee Changement néideg gouf, fir konform ze si mat den Dispositioune vun der uewegenannter Direktiv.[21]

D'Jurisprudenz gesäit dat neit Gesetz als „loi plus douce" un an huet e Bedreiwer vun engem chineesesche Restaurant, deen an éischter Instanz verurteelt gouf, op Basis vum Artikel 144, am Appell acquittéiert, well och wa bewise war, dass eng Persoun zum Moment vun der Kontroll do irregulär geschafft huet, net nogewise konnt ginn, dass dat ëmmer erëm de Fall war (Urteel Nr. 482/13 V. vum 15. Oktober 2013).

An engem anere Fall huet d'Jurisprudenz och d'Notioun vum irregulären Openthalt restriktiv interpretéiert, andeems se entscheet huet, datt eng Persoun am onreegelméissegen Openthalt, déi vun enger administrativer Toleranz profitéiert, net ënnert d'Bestëmmunge vum Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail fält (Urteel Nr. 762/2013 vum 28. Februar 2013).

Eng Persoun, déi legal zu Lëtzebuerg residéiert, fält net ënnert d'Bestëmmunge vum Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail - déi verschidde Kategorië vun Openthaltsgeneemegungen, déi am amendéierte Gesetz vum 29. August 2008 virgesi sinn, ginn net berücksichtegt (Urteel Nr. 763/2013 vum 28. Februar 2013 vum Bezierksgeriicht vun an zu Lëtzebuerg - eng Persoun aus Gambia ouni Aarbechtsgeneemegung; Urteel Nr. 1816/2013 vum 20. Juni 2013 vum Bezierksgeriicht vun an zu Lëtzebuerg - eng chineesesch Persoun mat enger spuenescher Openthaltsgeneemegung, déi e Besuchsrecht fir dräi Méint fir Lëtzebuerg hat).

- Zréckgräifen op Selbststänneger ouni Handelsermächtegung

Den Artikel L. 571-2. vum Code du travail verbitt et, Servicer vun enger Persoun oder engem Grupp vu Persounen ze gebrauche fir d'Ausféierung vu Schwaarzaarbechten (travail clandestin) am Sënn vum Artikel L. 571-1 Paragraf (2) Punkt 1, ënner Berücksichtigung vun den Ausnamen, déi am Artikel L. 571-3 formuléiert sinn, dat heescht d'Benotze vu Persounen oder Firme fir Servicer, fir déi ee keng Handelsermächtegung huet.

Den Artikel L. 571-6 bestrooft d'Verstéiss géint den Artikel L. 571-2 mat enger Geldstrof vun 251 bis 5.000 Euro an, am Fall vun enger Widderhuelung bannent fënnef Joer, mat enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint an enger Geldstrof vu bis zu zweemol de Maximum, oder nëmmen zu enger vun dëse Strofen.

E Maître d'ouvrage, deen Aarbechter oder Firmen ouni Handelsermächtegung beschäftegt, riskéiert eng Geldstrof vu 5.000 Euro, onofhängeg vum Ausmooss vun den Aarbechten an der Unzuel vun de Salariéen.

Laut den Informatiounen, déi mer vum Parquet kruten, konzentréiere sech d'Poursuitten am Beräich vum Aarbechtsrecht op d'Bedéngunge vun der Ausféierung vun de Kontrakter (Bezuele vum Mindestloun, Aarbechtszäit, Aarbechtsbedéngungen), wou d'Beweiser vill méi schwéier ze erbréngen sinn an déi sech oft op eng aktiv Kollaboratioun mat de betraffene Persoune baséieren, well et net méiglech ass, d'Employeuren op Basis vun objektive Krittären, déi einfach ze beweise sinn, ze poursuivéieren, ewéi zum Beispill d'Feele vun Aarbechtskontrakter, keng Affiliatioun, keng Aarbechtsgeneemegung. Déi betraffe Persoune schaffen net ëmmer mat den Autoritéiten zesummen - virausgeholl, si bleiwen am Land wärend der Enquête an dem méigleche Prozess.

ad 1. Och wann d'ITM eng Missioun vu Preventioun, Sensibilisatioun a Kooperatioun am Beräich vun den Aarbechtsbedéngungen huet, huet se keng Kompetenz am Kader vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer.

D'Police, méi speziell d'Section criminalité organisée vun der Police judiciaire, huet eleng Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtéieren. Et ass och e weidert spezialiséiert Team vun dëser Sektioun, dat sech ëm d'Identifikatioun vun Affer vum Mënschenhandel an d'Assistenz- a Schutzmoossname këmmert, déi virgesi sinn am amendéierte Gesetz vum 9. Mee 2009 iwwer Hëllef, Schutz a Sécherheet vun den Affer vu Mënschenhandel.

Falls d'ITM am Kader vun hire Missiounen eng Situatioun begéint, déi eventuell d'Konditioune vum Artikel 382-1 vum Code pénal erfëllt, notifizéiert d'ITM dat dem Parquet (Artikel L-612-1 (1) d) vum Code du travail) an de Parquet wäert den Dossier weiderginn un d'Police, fir weider ze enquêtéieren, wann néideg, assistéiert vun ITM-Inspekteren.

Déi meescht Affäre vu Mënschenhandel, déi an de leschte Jore behandelt goufen, concernéiere Fäll vun Proxenetisme, et goufe just dräi Fäll viru Geriicht wéinst der Traite économique, an déi Fäll hunn all ugefaangen duerch eng Plainte oder Feststellungen duerch a vun der Police.

Leider erlaabt den informatesche System vun der Justizverwaltung et net, fir eng chiffréiert Äntwert op d'Froe kënnen ze ginn.

Laut Informatioune vun der ITM sinn zwee Dossieren, déi Elementer beinhalten, déi op Mënschenhandel hindeiten, un de Parquet weidergeleet ginn 2019/2020, een Dossier ass beim Parquet aus der Stad an deen anere beim Parquet zu Dikrech, woubäi den Dossier an der Stad éischter en Dossier ass betreffend Onreegelméissegkeeten a puncto Code du travail.

ad 2. All Dossier, deen an dësem Kontext bei de Parquet kënnt, gëtt analyséiert mam Bezuch op de Krittär vun den Aarbechtsbedéngungen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

Wann dëse Krittär ginn ass, gi Poursuitten ageleet, an deem anere Fall ginn, souwäit et méiglech ass, Poursuitten ageleet wéinst Verstéiss zum Code du travail, insbesonnesch wéinst Verstéiss géint d'Aarbechtszäiten an de Mindestloun.

ad 3. Ee Fall gouf 2019 definitiv ofgeschloss duerch d'Verurteelung vum Täter an zweeter Instanz. Déi Affär hat 2016 ugefaangen duerch eng Plainte vun engem Aarbechter bei der Police.

ad 4. De generelle legale Kader muss ugepasst ginn a weider Sanktioune musse virgesi ginn, fir eng méi effikass Poursuite géint de Mënschenhandel ze erméiglechen. En interministeriellen Aarbechtsgrupp schafft den Ament dorun.

Wat d'ITM ubelangt: Den aktuelle legale Kader betreffend de Mënschenhandel (Artikel 382-1 (1) point 2) vum Code pénal) erméiglecht et der ITM, den Aspekter vun der Ausbeutung duerch d'Aarbecht oder vun der forcéierter Aarbecht nozegoen an déi diesbezüglech Infractiounen an engem Procès-verbal zréckzebehalen, fir en duerno un de Parquet an d'Police weiderzeleeden.

« Article 382-1 : (1) Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue :

1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles ;

2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine ;

3) de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à la disposition d'un mendiant afin qu'il s'en serve pour susciter la commisération publique ;

4) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière ;

5) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré. »

Wéi op der Säit 24 vum Rapport annuel vun der ITM aus dem Joer 2019 vermierkt, ass d'Unzuel vun den Aarbechtsinspekteren, déi um Terrain aktiv sinn, duerch d'Rekrutementer vun de leschte Jore vun 15 Aarbechtsinspekteren am Joer 2016 op 29 Aarbechtsinspekteren am Joer 2019 geklommen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Momentan si 46 Stagiairë bei der ITM beschäftegt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Fir Enn des Joers 2020 klëmmt d'Unzuel vun den Aarbechtsinspekteren, déi um Terrain aktiv sinn, op 61, esoudass vill méi Kontrollen, ënner anerem betreffend de Mënschenhandel, kënne gemaach ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Och ass ze bemierken, dass all Aarbechtsinspekter eng speziell Formatioun betreffend de Mënschenhandel kritt.

Zanter dem Joer 2015 hu 37 Aarbechtsinspekteren d'Formatioun „La traite des êtres humains" oder d'Formatioun „Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains" matgemaach. Dëst sinn am Ganzen 264 Stonne Formatioun betreffend de Mënschenhandel.

ad 5. D'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddene concernéierte Verwaltunge leeft gutt, souwouel um strateegesche wéi um operationellen Niveau. D'Membere vun der ITM, dem Parquet an der Police gesi sech zum Beispill reegelméisseg am Kader vum Comité de suivi Traite. Par ailleurs, no enger éischter gemeinsamer Kontroll vun der Police an der ITM am November 2019 goufen den 1. an de 4. Juli 2020 an der Affär vu Veianen, wéi am Communiqué vum 9. Juli 2020 vum Parquet matgedeelt, zwou gemeinsam Perquisitioune vun der Police a vun der ITM op dräi verschiddene Sitte gläichzäiteg duerchgefouert an d'Enquête ass momentan en cours.

Et ass zurzäit kee Bedarf, fir nei Kommunikatiounsweeër oder aner nei Moyene virzegesinn.

ad 6. D'ITM ass zoustänneg, fir Kontrollen am Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a -gesondheet ze maachen. Fir dës Kontrolle kënnen ze maachen ass et egal, wéi eng Firmekonstrukter et ginn, well ëmmer den Employeur vun enger jeeweileger Firma an deene Matièrë responsabel ass.

Firmekonstrukter fir Steierbedruch kënnen ze maachen ënnerleien net der ITM hire Kompetenzen. Dat selwecht gëllt och, wann et den Droit d'établissement betrëfft.

Question 2554 (16.07.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **avantages fiscaux sélectifs accordés par divers pays à des multinationales :**

Le 21 octobre 2015, la Commission européenne a décidé que les avantages fiscaux sélectifs accordés à Fiat par le Luxembourg seraient à considérer comme illégaux au regard des règles de l'Union européenne (UE) en matière d'aides d'État. Le même jour, la Commission européenne a adopté une décision similaire vis-à-vis de prétendues aides d'État illégales accordées par les Pays-Bas à Starbucks.

Auparavant, la Commission européenne avait déjà ouvert des enquêtes approfondies en matière d'aides d'État accordées par l'Irlande à Apple, par le Luxembourg à Amazon et en raison d'un régime fiscal belge.

Hier, le Tribunal de l'Union européenne a toutefois annulé la décision de la Commission européenne qui assimilait les rulings accordés par l'Irlande à Apple à des aides d'État illégales.

À noter que le 24 septembre 2019, le Tribunal de l'Union européenne avait déjà annulé la décision de la Commission européenne relative à la mesure d'aide mise en œuvre par les Pays-Bas en faveur de Starbucks.

La même juridiction avait à l'époque toutefois considéré que la décision anticipative des autorités fiscales luxembourgeoises en faveur de Fiat constituerait une aide d'État illégale. À cet égard, un communiqué du Ministère des Finances précisait que « le Luxembourg prend note de l'arrêt rendu aujourd'hui par le Tribunal de l'Union européenne dans l'affaire Fiat Finance and Trade. Le Luxembourg analysera l'arrêt avec toute la diligence requise et réserve tous ses droits. »

En ce qui concerne l'affaire des prétendues aides d'État illégales accordées à Amazon, un communiqué de presse du Ministère des Finances du 15 décembre 2017 annonçait que le Luxembourg allait faire appel de la décision de la Commission européenne.

Depuis, aucune information n'a été communiquée au sujet des deux affaires par les autorités gouvernementales luxembourgeoises.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir son appréciation de l'arrêt récent des juridictions européennes dans l'affaire opposant Apple à la Commission européenne ? Cet arrêt aura-t-il un impact sur les recours initiés du côté luxembourgeois ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations actualisées quant aux recours initiés par le Luxembourg dans l'affaire le concernant du moins indirectement ?

- Monsieur le Ministre peut-il me livrer son appréciation quant à la palette de mesures présentées hier par la Commission européenne visant à assurer une concurrence fiscale loyale entre États de l'UE et à mettre fin aux abus fiscaux existants ?

Réponse (24.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir une appréciation de l'arrêt rendu le 15 juillet 2020 par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires jointes T-778/16 et T-892/16 relatif à la décision de la Commission européenne concernant l'aide d'État octroyée par l'Irlande à Apple. Le Ministère des Finances est en train d'analyser cet arrêt en détail. On peut toutefois noter d'ores et déjà que le tribunal, en ce qui concerne les questions de principe relatives au droit des aides d'État, a, de manière générale, suivi les mêmes conclusions que celles déjà retenues dans ses arrêts Fiat et Starbucks du 24 septembre 2019. Le tribunal a toutefois annulé la décision contestée dans la mesure où il a estimé que la Commission européenne n'a pas démontré à suffisance l'existence d'un avantage au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Si les affaires, dans lesquelles la Commission européenne a considéré certaines décisions fiscales anticipées comme constitutives d'une aide d'État, peuvent présenter, le cas échéant, certaines caractéristiques communes, il n'en reste pas moins que chaque affaire a des spécificités qui lui sont particulières, de sorte qu'il est délicat de vouloir tirer de l'arrêt Apple des conclusions sur l'issue potentielle d'autres affaires juridictionnelles en cours devant les juridictions européennes.

En ce qui concerne la deuxième question soulevée par l'honorable Député, il convient de noter que le Luxembourg n'a pas introduit de pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne contre l'arrêt rendu par le tribunal du 24 septembre 2019 dans l'affaire Fiat Finance and Trade. La décision d'aide d'État de la Commission européenne du 21 octobre 2015 n'est toutefois pas encore devenue définitive dans la mesure où des pourvois contre l'arrêt précité du tribunal ont été introduits par d'autres parties à l'instance. En ce qui concerne la procédure juridictionnelle relative à la décision de la Commission européenne dans l'affaire Amazon, une audience a eu lieu les 5 et 6 mars 2020 devant le tribunal. La date de l'arrêt du tribunal n'est cependant pas encore connue.

Le paquet fiscal présenté le 15 juillet 2020 par la Commission européenne est constitué de trois initiatives distinctes :

- un plan d'action sur la fiscalité, qui présente 25 actions distinctes visant à rendre le cadre fiscal européen plus simple, plus équitable et mieux adaptée à l'économie moderne ;

- une proposition de directive visant à modifier la directive relative à la coopération administrative ;

- une communication sur la bonne gouvernance fiscale.

S'agissant d'une palette de mesures très large, les différentes propositions incluses dans ce paquet seront discutées dans les mois à venir dans les enceintes respectivement compétentes. Si le Luxembourg appuie l'idée d'une fiscalité équitable au niveau européen et y contribue activement, la suggestion de la Commission européenne d'avoir, le cas échéant, re-

[21] PDL 6404 - Avis du Conseil d'État

cours à l'article 116 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans le domaine de la fiscalité n'est cependant pas soutenue.

Question 2555 (16.07.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **transport scolaire :**

Sowohl die Gewerkschaften SPEBS/CGFP und APCCA/OGB-L als auch mehrere besorgte Eltern fordern seit Längerem Begleitpersonal in den Schulbussen der Kompetenzzentren. Mehrere Kinder sind durch ihre Erkrankungen (z. B. epileptische Anfälle, Trisomie 21 usw.) auch auf dem Transportweg auf eine geschulte Begleitperson angewiesen, die im Notfall weiß, was zu tun ist. Uns wurde von mehreren Zwischenfällen berichtet, in denen Kinder Anfälle während der Fahrt erlitten. Ein betroffener Junge musste sogar auf die Intensivstation eines Krankenhauses gebracht werden. Die Busfahrer selbst bekommen diese Zwischenfälle nicht immer mit beziehungsweise sind kein geschultes Personal und kennen oft nicht die Krankengeschichte der Kinder. Sie alleine können diese Verantwortung nicht tragen.

Unseren Informationen nach spielen sich das Transportministerium, das Bildungsministerium und das Familienministerium den Ball gegenseitig zu und kommen zu keiner Einigung, was die Zuständigkeit anbelangt.

Angesichts der Problematik möchten wir folgende Fragen an die Frau Familienministerin, den Herrn Bildungsminister und den Herrn Transportminister stellen:

1. Sehen die betroffenen Ministerien keine Notwendigkeit, Begleitpersonal für die Spezialbusdienste zur Verfügung zu stellen? Was sind die Gründe?

2. Wann soll speziell geschultes Begleitpersonal in den betroffenen Bussen eingesetzt werden?

3. Gedenken die drei betroffenen Ministerien, sich in dieser Problematik zu einigen, um eine Lösung bis zur kommenden Schulrentrée 2020/2021 vorzulegen?

Réponse commune (14.08.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Ob Begleitpersonal in den CAPABS-Schulbussen, in denen die Kinder in die Kompetenzzentren gefahren werden, mitfahren muss, das von einer staatlichen Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, ist eine Frage, die sich nicht pauschal beantworten lässt.

Abhängig vom Gesundheitszustand, von der Behinderung und dem Grad der Selbständigkeit des Kindes fällt die Antwort anders aus. Sicherlich ist es jedoch nicht Aufgabe des Busfahrers, die Kinder medizinisch zu überwachen. Bei schwer verhaltensauffälligen Kindern ist es dem Busfahrer auch nicht möglich, die Kinder permanent im Auge zu behalten.

Das Ministerium für Mobilität und öffentliche Arbeiten bietet den Busfahrern eine eintägige Grundausbildung. Diese beinhaltet einen theoretischen Teil (Einblick in die verschiedenen Arten der Behinderung) sowie einen praxisorientierten Teil (Umgang mit dem Rollstuhl sowie Sicherung, Umgang mit blinden Personen). Das Augenmerk des Fahrers muss selbstverständlich immer auf die Straße gerichtet sein. Die Kompetenzzentren bieten ebenfalls den Fahrern eine spezifische Ausbildung und Beratung an.

Bei akutem Bedarf können punktuell Mitarbeiter eines Kompetenzzentrums oder eines Unterstützungsteams für Kinder mit besonderem Förderbedarf (ESEB) einen Schüler beim Transport begleiten.

Bei schwerwiegendem medizinischem Befund ermöglicht das Bildungsministerium den Eltern/Erziehungsberechtigten es, ihre Kinder persönlich zur Schule zu bringen und sie dort abzuholen. Das Ministerium erstattet in diesen Fällen die anfallenden Unkosten.

ad 2. Die meisten Kinder, die den Spezialbusdienst CAPABS in Anspruch nehmen, brauchen keine Begleitperson. Oft reicht es aus, dass das Kind am Zielort beim Bus in Empfang genommen wird. Dies wird dadurch gewährleistet, dass alle Beteiligten - Personal der Schulen, Kompetenzzentren und gegebenenfalls der Betreuungsstrukturen, Eltern/Erziehungsberechtigte und Busunternehmen - sich absprechen sowie dass die Transportverträge, die das MMTP mit den Busbetreibern abgeschlossen hat, den Empfang durch das Personal der angefahrenen Struktur respektiv der Eltern verbindlich vorschreiben und auch finanziell übernehmen („prise en charge" am Ankunftsort).

ad 3. Um festzustellen, ob und bei welchen Fahrten Begleitpersonal notwendig ist, wird sich im Herbst eine Arbeitsgruppe, die zusammengestellt ist aus Vertretern des Transportministeriums, des Bildungsministeriums und des Familienministeriums, des Themas annehmen.

Question 2558 (16.07.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée :**

En effet, le président Erdoğan vient d'annoncer que l'ex-basilique byzantine de l'ancienne Constantinople serait ouverte en tant que mosquée à partir du 24 juillet, rampant ainsi le fragile équilibre sociétal depuis la transformation par le premier président de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, de l'œuvre architecturale majeure construite au VI^e^ siècle par les Byzantins en musée en 1934. Plusieurs pays, notamment la Russie et la Grèce, mais aussi les États-Unis et la France, avaient mis en garde Ankara contre la transformation. Le président Erdoğan a, quant à lui, rejeté en bloc les condamnations internationales.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire son interprétation de la précitée transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles réactions du Luxembourg à ce sujet aux niveaux bilatéral, européen et international ?

3) Monsieur le Ministre peut-il, dans ce contexte, me dire son appréciation de l'état actuel des négociations d'adhésion avec Ankara ?

Réponse (27.07.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La décision des autorités turques de modifier le statut de musée de la basilique Sainte-Sophie à Istanbul et de la placer sous l'autorité de la direction des affaires religieuses n'est pas de nature à promouvoir le dialogue interculturel, la compréhension mutuelle et la tolérance et porte en tant que telle atteinte à l'Alliance des civilisations des Nations Unies, établie en 2005 sur initiative de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et coparrainée par les Gouvernements turc et espagnol.

ad 2) Le Luxembourg a publiquement déploré cette décision des autorités turques à l'occasion du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 13 juillet dernier. Ce sujet est également évoqué dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques.

ad 3) Au vu de la situation actuelle, des avancées dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE ne sont pour l'instant pas possibles.

Question 2560 (17.07.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **location d'un lot de chasse par le Lycée technique agricole :**

En vertu de l'article 35 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, « Pour des raisons d'intérêt général […], l'État et les communes peuvent prendre en location en leur nom et à leurs frais un ou plusieurs lots de chasse dont l'exploitation sera réglée par le ministre, respectivement par le collège des bourgmestre et échevins. »

Il me revient que l'État, et notamment le Lycée technique agricole envisagent de se porter locataires de certains lots de chasse à partir du 1^er^ avril 2021. Le lycée envisagerait notamment de se porter locataire du lot numéro 181 actuel (208 suivant la nouvelle répartition des lots de chasse).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que l'État a bien cette intention ?

2) Quel est « l'intérêt général » invoqué à la base de cette ou ces prise(s) en location ?

3) Est-ce que l'intention de l'État sera rendue publique avant les adjudications publiques ?

4) L'État participe-t-il aux opérations d'adjudication afin de fixer le prix de relaissement ou ce dernier sera-t-il fixé par négociation avec le collège des syndics concerné ?

Réponse commune (20.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Il est vrai qu'une demande de la part du Lycée technique agricole a été introduite auprès du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en vue de la location par l'État du lot de chasse n° 208 pour la période du 1^er^ avril 2021 au 31 mars 2030.

Cependant, les motifs indiqués (besoins pédagogiques) ne suffisent pas pour remplir la condition de l'intérêt général telle que prévue par les auteurs de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse. C'est pourquoi cette demande a été avisée négativement par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Dans ce contexte, les travaux parlementaires renseignent sur l'intérêt général de l'État en vue de prendre en location un lot de chasse selon l'article 35 de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse suivant : « Pour des raisons d'intérêt général, et par dérogation aux dispositions de l'article 34, l'État et les communes peuvent prendre en location en leur nom et à leurs frais un ou plusieurs lots de chasse dont l'exploitation sera réglée par le ministre, respectivement par le collège des bourgmestre et échevins. »

Les travaux parlementaires du projet de loi 5888 relatif à la chasse soulignent à maintes reprises le caractère exceptionnel de la location d'un lot de chasse par une commune ou par l'État, et donnent les exemples suivants qui permettent de faire usage de l'article 35 :

- la sécurité publique ;

- la proximité immédiate d'une agglomération ;

- les lots de chasse sensibles comprenant un aéroport, une gare de triage, une ceinture d'autoroute, etc.

Le but de cet article est donc de permettre à l'État et aux communes d'éviter des conflits potentiels entre particuliers et chasseurs en prenant en location des lots de chasse sensibles et en réglant eux-mêmes l'exercice de la chasse.

Question 2561 (17.07.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1273 vum 1. Oktober 2019 hat de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte geäntwert, datt d'Pistenerneierung um Findel fir d'Fréijoer 2021 virgesi wär a ronn zwee Joer dauere wäert.

Iwwert déi zwee Joer wäert all Nuecht am Fréijoer bis an den Hierscht eran tëschent 23.00 a 6.00 Auer d'Landepist um Findel zoumaachen, fir datt d'Pist da Meter fir Meter kann erneiert ginn. Dës Schléissung ass néideg, well um Findel jo nëmmen eng Pist existéiert, déi am Normalbetrib ab 6.00 Auer erëm muss disponibel sinn.

Wärend der Coronakris ass vun Normalbetrib um Findel allerdéngs net ze schwätze gewiescht. Wéinst de Grenzschléissungen uechter Europa ass de Passagéierverkéier um Findel zum Stëllstand komm.

Nieft den Aktivitéiten am Cargoberäich goufen et just nach vereenzelt Trainingsflich, medezinnesch Evakuéierunge vu Persoune mat Gesondheetsproblemer a Staatsflich, bei deene kee Cargo op- oder ofgeluede gouf, wéi de Minister eis op eis Fro N° 2272 geäntwert hat.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat huet lux-Airport wärend dëser dach roueger Period um Findel net schonns mat der Pistenerneierung ugefaangen, wëssend datt d'Erneierung ronn zwee Joer an Usproch hëlt, et alternativ Landepisten an der Groussregioun ginn an een esou schonns e puer Méint hätt kënne mat der Erneierung weiderkommen?

2. Wéi vill Fluchbeweegunge goufen et am Duerchschnëtt pro Dag um Findel:

- virum Ufank vum Ausnamezoustand?

- wärend dem Ausnamezoustand?

- nom Ausnamezoustand?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Erneierung vun der Pist um Fluchhafen ass e komplexe Schantjen, dee keng Improvisatioun erlaabt . Et ginn eng ganz Rei Marchéen, déi och op europäeschem Niveau mussen ausgeschriwwe ginn. Dës Prozedur (am Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics) gesäit prezis Delaie vir, déi agehale gi mussen. Et ass also onméiglech, dës ze ëmgoen, fir eventuell méi séier mam Schantje virunzekommen, och net aus Grënn vu Covid.

D'Zuele pro Dag leien eis net vir, mee op der Websäit vun der ANA sinn d'Statistike vun deene leschte Méint zougänglech fir jiddereen. Et gesäit een do, datt d'Zuelen am Mäerz ugefaangen hunn erofzegoen - vu 6.278 Fluchbeweegunge fir 2019 op 3.985 fir 2020. Dat aggravéiert sech am Abrëll an am Mee, wou een nëmmen nach 1.148 an 1.727 Mouvementer huet pro Mount.

Question 2562 (17.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **Conseil national pour étrangers :**

L'article 29 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités dicte que : « Art. 29. En cas de démission, de décès ou d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des représentants effectifs et suppléants ainsi proposés et sous réserve de nomination par le ministre compétent, les candidats venant après ceux qui ont été désignés membres effectifs et membres suppléants, sont appelés, suivant le rang des voix obtenues, à prendre la place des membres défaillants, jusqu'à épuisement des candidatures. En cas d'épuisement d'icelles, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 26. Les membres ainsi nommés achèveront le mandat de leur prédécesseur. »

Dans une lettre du 30 juin 2020 adressée à l'attention des représentants des associations électrices du Conseil national pour étrangers (CNE), Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les prie de bien vouloir transmettre par écrit leurs propositions de candidats pour un membre effectif et quatre membres suppléants.

Ainsi, cette lettre semble indiquer que les candidatures du scrutin initial sont complètement épuisées et qu'une procédure de remplacement suivant l'article 26 est entamée. Cet article prévoit que le ministre, après avoir consulté les associations d'étrangers ayant participé au vote et sur leur proposition, nomme les représentants manquants.

Ce même courrier du 30 juin 2020 remercie les associations de leur réponse à la suite de l'appel d'actualisation des données des associations électrices du CNE qui avait été lancé en février 2020.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Pouvez-vous me confirmer que les listes auxquelles se rapporte le courrier du 30 juin sont bien complètement épuisées et qu'une procédure de nomination suivant l'article 26 est bien en cours ?

2) Madame la Ministre peut-elle me faire faire part des résultats de l'appel d'actualisation des données des associations électrices du CNE en me faisant parvenir la liste des associations avant l'actualisation et la liste des associations après l'actualisation ?

3) Est-ce que des associations nouvellement ajoutées à la liste des associations électrices et qui n'ont pas participé au scrutin qui a mis en place le CNE actuel ont également été invitées par courrier à proposer des candidats pour les sièges manquants ? Dans l'affirmative, est-ce que cela est compatible avec la base légale du CNE ?

Réponse (12.08.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) Une nomination suivant l'article 26 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers est en cours. Les associations électrices ont été saisies par courrier du 30 juin 2020.

ad 2) 75 associations ont été contactées par courriel ou par courrier les 14 et 26 février 2020. 27 de ces 75 associations ont répondu et ont transmis les documents demandés ; ces as-

sociations ont été invitées à proposer des membres effectifs et suppléants par courrier du 30 juin 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Depuis la réunion plénière constituante de l'actuel CNE, une seule nouvelle association a fait une demande afin de faire partie de la liste des associations électrices. Cette demande a été faite le 23 juillet 2020 ; par conséquent, cette association n'a pas été invitée à participer à la désignation de membres effectifs et suppléants.

Question 2564 (17.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **nombre de tests de dépistage de la Covid-19 positifs dans le canton d'Esch-sur-Alzette :**

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land. E Mëttwoch gouf eng Grafik publizéiert no Kantoner. Do fält op, datt de Kanton Esch mat 329 positiven Tester un der Spëtzt vum Land läit. Ech hat en Donneschdeg der Madamm Minister beim Coronagesetz heizou spezifesch Froe gestallt wourobber ech keng Äntwert krut.

An dësem Kontext stellen ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froen zu de positiven Tester am Kanton Esch:

1. Dës positiv Tester, am Kanton Esch, sinn dës generell verstreet?

2. Wann net, sinn déi dann op ominéis Infektiounsclusteren zréckzeféieren?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Leit, déi positiv am Kanton Esch getest goufen, sinn net gläichméisseg iwwert dëse Kanton verdeelt. D'Verdeelung vun de Neiinfektiounen an de Gemengen aus dem Kanton Esch variéieren, jee no Gemeng, tëscht 0 an 79 Fäll wärend der Period vum 22. Juni bis den 12. Juli. Dëst geet aus der Kaart vun den Gemengen en annexe ervir.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Donnéeën, déi fir déi geografesch Analys presentéiert goufen (Presentatioun no Kanton), bezéie sech op d'Adresse vun den infizéierte Leit. Et existéieren tatsächlech am Kanton Esch entspriechend Clusteren, déi sech op de Wunnsëtz vun de Leit bezéien (zum Beispill Familljenhaiser, Cohabitatiounen). Aner Zorte vun Clusteren (wéi zum Besipill Entreprisen) regruppéiere Leit, déi a verschiddene Lokalitéite wunnen, a kënnen net mat den Zuele vum Kanton verglach ginn.

Question 2567 (20.07.2020) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **lac de barrage d'Esch-sur-Sûre :**

Duerch déi ablécklech Entwécklung vun den Infektiounszuele vum Covid-19 an déi doduerch bedéngte Reesrestriktioune gëtt d'„Vakanz doheem" fir ëmmer méi Leit eng Realitéit.

Scho wärend de leschte Wochen a Méint hu vill Leit hire Wee op d'Baggerweieren oder op de Stauséi fonnt. Eleng iwwert de Päischtweekend solle ronn 7.000 Leit zu Esch/Sauer gewiescht sinn, fir do mat der Famill oder Kolleegen den Dag ze verbréngen.

Allerdéngs héiert een awer och ëmmer nees, dass ronderëm dës ëffentlech zougänglech Séien a Weieren dacks Verbuetsschëlder a Späre verréckelt, zerrappt oder einfach vun de Visiteuren ignoréiert ginn.

Et ass evident, datt d'Netrespektéiere vun de Consignen a Verbuetsschëlder eng Partie Gefore mat sech bréngt. Wann dës beléifte Plazen nämlech iwwerfëllt sinn, klëmmt net nëmmen de Risiko, sech mam Covid-19 unzestiechen, mee och d'Gefor, déi vum Waasser ausgeet.

D'„Deutsche Lebensrettungsgesellschaft" (DLRG) huet an deem Kontext virdru gewarnt, datt et dës Saison - wéinst der Covid-bedéngter „Vakanz doheem" - zu méi Accidenter an ëffentleche Gewässer kënnt. Och d'Base de sauvetage aquatique huet op de Sécherheetsrisiko opmierksam gemaach.

Eisen Informatiounen no si säit dem 15. Mee zwar Permanencen en place, allerdéngs ass den Effectif vun dësen Ekippen net ganz grouss an d'Kontrolle sinn och just wärend dem Weekend an iwwert Feierdeeg vu moies 9.00 Auer bis owes 19.00 Auer.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Rettungsasätz goufen et iwwert déi lescht fënnef Joer um Stauséi an op de Baggerweieren? Wéi vill Leit sinn am nämmlechten Zäitraum an dëse Gewässer erdronk?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt den aktuellen Dispositif vun der Base de sauvetage aquatique den Ament duergeet? Kann d'Madamm Minister eis weider Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der Surveillance um a ronderëm d'Waasser ginn?

3. Deelt d'Madamm Minister d'Aschätzung vun der DLRG, datt wéinst den aktuelle Reesrestriktiounen d'Visiteurszuel op den ëffentleche Gewässer klamme wäert?

4. Ass et geplangt, fir d'Surveillance um Stauséi an op de Baggerweieren deementspriechend unzepassen?

5. Ass wärend de Summerméint och eng Surveillance wärend der Woch geplangt? Wann nee, wat schwätzt dogéint?

6. A leschter Zäit geet och ëmmer nees vun „nächtleche Privatpartyen" op deene Sitte rieds. Wäert d'Police hir Kontrollen an nächster Zäit op deene Plaze verstäerken?

7. Gëtt an Erwägung gezunn, den Accès fir d'Visiteuren op dës Sitten ab enger bestëmmter Dageszäit ze verbidden?

Réponse commune (26.08.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Säit 2014 sinn um Stauséi 10 Persoune vun de Rettungsdéngschter gerett ginn (Sauvetage de personnes). 8 Persoune si wärend där Period erdronk (Noyade).

Am gläichen Zäitraum sinn op de Baggerweieren zu Rëmerschen 3 Persounen erdronk, während 1 Persoun vun den Hëllefsdéngschter vum CGDIS gerett konnt ginn.

Et ass ervirzehiewen, dass iwwert déi fënnef lescht Joren um Stauséi 1 Persoun gerett gouf a 4 Persounen erdronk si wärend den Zäiten, wou de Poste de secours a Betrib war. Ausserhalb vun dësen Zäiten (entweeder ausserhalb vun der Saison oder tëschent 19.00 Auer owes an 9.00 Auer moies) sinn 9 Persoune gerett ginn a 4 Persounen erdronk.

Net opgezielt sinn d'Sich no vermësste Persounen (Recherche de personnes) souwéi alldeeglech Éischt-Hëllef-Moossnamen, déi um Poste de secours um Stauséi gemaach goufen.

ad 2. D'Missiounen an d'Organisatioun vum Poste de secours sinn duerch de « règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1979 instituant près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre un poste de premiers secours qui fonctionne pendant la saison touristique allant du 15 mai au 15 septembre » gereegelt.

Opgrond vum Artikel 2 huet de Poste de secours follgend Missiounen:

« - exercer un rôle de prévention sur et aux abords des eaux du lac notamment à l'occasion de manifestations sportives aquatiques ;

- porter secours aux victimes d'accidents sur et aux abords des eaux du lac ;

- signaler au central téléphonique de secours d'urgence les pollutions éventuelles des eaux du lac ».

De Poste de secours ass wärend der Saison (vum 15. Mee bis de 15. September) all Weekend an all Feierdeeg vun 9.00 Auer moies bis 19.00 Auer owes mat mindestens dräi Rettungstaucher besat, déi d'Missioun hunn, bei engem Noutfall um Séi oder op de Plagë bannent engem kuerzen Delai ze intervenéieren.

Dës Permanence assuréiere Rettungstaucher, well de Stauséi op ville Plaze relativ séier déif gëtt a well um Stauséi och vill Hobbytaucher am Waasser sinn. D'Rettung vu Persounen, déi erdrénken, erfuerdert an alle Fäll den Asaz vun Taucher. D'Ausbildung zum Rettungsschwëmmer erlaabt nëmmen, bis op gewëssen Déiften ze intervenéieren.

D'Alarméierung vum Poste de secours geschitt iwwert den CSU-112 am Fall vun engem Noutruff op den 112, duerch Zeien, déi e Virfall beim Poste mellen, Patienten, déi direkt bei de Poste de secours kommen, oder an deene Fäll, wou d'Rettungstaucher selwer op en Incident opmierksam ginn.

D'Presenz vum CGDIS um Stauséi erfëllt virun allem den Zweck, fir am Noutfall séier kënnen ze intervenéieren, net awer fir eng Surveillance vun alle Persounen am a ronderëm d'Waasser ze maachen, wat souwisou wéint der Topografie an der Längt vum Stauséi net méiglech wier.

ad 3. Déi lescht Woche ware wéinst dem gudde Wieder relativ vill Leit um Stauséi, awer och net méi wéi an der Vergaangenheet ausserhalb vun der Pandemie. Et ass dervun auszegoen, dass och bis zum Enn vun der Saison bei guddem Wieder vill Leit op de Stauséi wäerte fueren.

ad 4. + 5. De CGDIS konnt d'Asätz wärend de leschte Weekender - wéi och an der Vergaangenheet - mam Dispositif vu mindestens dräi RettungstaucherInne bewältegen. Dësen Dispositif wäert awer eropgesat ginn, wann de Besoin besteet respektiv wann d'Asätz an d'Luucht ginn.

De Groupe de sauvetage aquatique, dee reng aus Fräiwëllege besteet, wäert a Funktioun vun der Disponibilitéit vu senge Memberen, falls d'Situatioun et erfuerdert, de Poste de secours um Stauséi wärend der Saison och zäitweis an der Woch besetzen. Déi uewe genannten Zuele weisen, dass an der Vergaangenheet Persounen och vum Groupe de sauvetage aquatique gerett konnte ginn, wa keng Permanence vun hinnen op der Plaz war. Sollt awer punktuell festgestallt ginn, dass dëst Joer wéinst der aussergewéinlecher Situatioun e staarken Undrang besteet, kann de CGDIS kuerzfristeg reagéieren. De Groupe de sauvetage aquatique vum CGDIS ass esou organiséiert, dass e bei Noutfäll am Waasser iwwerall am Land esou séier wéi méiglech kann intervenéieren. Generell ass drop hinzeweisen, dass d'Schwammen am Stauséi, onofhängeg dervun, ob de Poste de secours besat ass oder net, op eege Gefor geschitt.

D'Surveillance vun de Baggerweieren zu Rëmersche fält ënnert d'Responsabilitéit vun der Gemeng Schengen.

De Bedreiwer vum Site huet en neit Sécherheetskonzept op d'Bee gestallt, wou an Zesummenaarbecht mat enger externer Firma e „Plan de sécurité de l'espace Erliefnis Baggerweieren" ëmgesat gëtt. Dëst Konzept gesäit zum Beispill vir, dass d'Visiteurszuel op maximal 2.000 Leit pro Dag ka begrenzt ginn. Hei ass och virgesinn, dass d'Police e Passe-partout kritt, fir op schnellstem Wee iwwerall eranzekommen, wou en Accès zum Site duerch eng zougespaarte Paart besteet.

Des Weidere gëtt de Site vun de Baggerweiere reegelméisseg vun der Police ugefuer, a speziell op deene Plazen, wou d'Gefor besteet, dass d'Leit sech do en illegalen Zougang verschafen (iwwert den Drot klammen, den Drot futti maachen, asw.). Dës Iwwerpréiwunge fannen daags- an nuetsiwwer statt, souwuel wärend der Woch wéi och um Weekend. Op Ufro vun Drëttpersounen, déi verdächteg Mouvementer oder Leit mellen, déi sech ausserhalb vun den normalen Ëffnungszäiten um Site ophalen, kann d'Police och intervenéieren.

De Stauséi gëtt och reegelméisseg vun der Police ugefuer. Hei ass et sou, dass d'Policeregioun Norden en Dispositif opgestallt huet, deen a Funktioun vun de Wiederkonditiounen déi territorial kompetent Unitéite punktuell verstäerkt, fir d'ëffentlech Uerdnung ze garantéieren. Hei geet et virun allem dorëms, Verkéiersproblemer ze vermeiden an d'Anhale vun de verschiddene legalen Dispositiounen (Waasserschutz, Ëmweltschutz, Gemengereglementer, Covid-19-Dispositiounen etc.) ze kontrolléieren. Des Weidere gi reegelméisseg um Weekend bei summerleche Wiederkonditioune gréisser Kontrollen, zum Deel och mam Asaz vun Drogenhënn, duerchgefouert.

D'Police schafft an enker Zesummenaarbecht mat de lokalen Autoritéiten. Sou si verschidde Mesuren, déi vun de Gemengen en place gesat goufen, komplementar zu de Policedispositiver (infrastrukturell Mesuren, fir d'Stationéieren op verbuedene Plazen ze verhënneren, Barriär bei den Accèsen zu de Parkingen, Reservatiounssystem, fir d'Zuel vun de Visiteuren ze begrenzen, Sécherheetspersonal vun enger privater Sécherheetsfirma wärend de Weekender etc.).

Fäll vu Ruhestörung nuets um Stauséi ginn der Police oft réischt den Dag duerno gemellt. No Récksprooch mat de Gemengenautoritéiten ass duerfir decidéiert ginn, d'Parkinge vun de Stauséiplagë vun 23.00 Auer bis 7.00 Auer zouzemaachen. D'Police fiert och verstäerkt Patrulle ronderëm de Stauséi nuets, wann d'Wiederkonditioune summerlech sinn.

ad 6. Illegal Privatpartye ginn am Kader vun de reegelméissege Policepatrullen, wéi bei der Fro 4 beschriwwen, kontrolléiert.

ad 7. Den Accès zu de Baggerweieren ass strikt gereegelt an nëmmen zu bestëmmten Dageszäiten op spezifesche Plaze méiglech. Am Fall vun Tëschefäll verfiéiert d'Police, esou wéi bei der Fro 4 beschriwwen.

Wat de Stauséi ubelaangt, gëtt et kee Reglement, wat den Accès zu de Plagë verbitt.

Question 2569 (21.07.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **assemblées générales des syndicats de chasse :**

La loi du 3 avril 2020 portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse a reporté jusqu'au 31 août 2020 le délai ultime avant lequel les assemblées générales des propriétaires des fonds non bâtis et non retirés d'un syndicat de chasse devront être tenues. Les dernières assemblées générales se tiendront finalement entre le 10 août et le 21 août 2020 à Diekirch dans les locaux de l'Administration de la nature et des forêts. Les nouveaux syndicats débuteront leurs fonctions le 1er septembre 2020, date à partir de laquelle ils pourront annoncer les dates pour les adjudications des droits de chasse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Vu les mesures sanitaires liées à l'épidémie Covid-19, comment l'Administration entend-elle organiser les assemblées générales prévues en août dans le respect des mesures sanitaires actuellement en vigueur (personnes assises à des places qui leur ont été désignées, port du masque obligatoire si la distance de deux mètres entre les places assises ne peut être respectée) ?

2) Sachant qu'une grande partie des personnes susceptibles de vouloir participer auxdites assemblées générales fait partie de la catégorie d'âge jugée vulnérable, est-ce que des mesures supplémentaires, hormis les gestes barrières et les restrictions légales, seront mises en place pour garantir aux participants une sécurité maximale ?

3) Est-ce que les assemblées générales doivent être tenues physiquement ou pourraient-elles être organisées par visioconférence ?

4) Qu'en est-il de l'organisation des adjudications des droits de chasse qui devraient avoir lieu à partir du 1er septembre 2020 ? Est-ce qu'une présence physique est obligatoire pour pouvoir participer aux adjudications publiques ? Est-ce que des mesures supplémentaires sont prévues afin de protéger au maximum les personnes vulnérables désireuses de participer aux adjudications ?

Réponse (31.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) + 2) Les assemblées générales se sont déroulées en respect des mesures sanitaires en vigueur. Ces mesures sanitaires ont encore été renforcées par un système de sens unique pour l'entrée et la sortie de la salle de réunion. Par ailleurs, les chaises ont été désinfectées après chaque assemblée générale. Lors de la reprise des assemblées générales annulées à cause du confinement, le déroulement n'a connu aucun problème.

ad 3) Comme les honorables Députés l'énoncent dans leur deuxième question, les personnes susceptibles de vouloir participer auxdites assemblées générales font partie d'une catégorie d'âge avancée. Dans le souci d'inclusion, la visioconférence a été écartée comme moyen d'organisation.

De plus, il y a lieu de noter que les règles légales relatives aux formalités à respecter lors des assemblées générales ont été rédigées dans la seule hypothèse d'une tenue physique de ces réunions. Dans l'état actuel des dispositions réglementaires, il n'est pas possible de tenir des assemblées générales par visioconférence. Une élection des membres du collège des syndics sous scrutin secret par visioconférence n'est d'ailleurs que difficilement concevable.

ad 4) Dans ce contexte, il importe de rappeler que l'État n'organise pas les adjudications publiques.

Néanmoins, dans une circulaire informative aux syndicats de chasse, les mesures sanitaires en vigueur ont bien évidemment été rappelées. Une organisation par visioconférence qui, de par sa nature, connaît des incidents techniques ne garantit pas un déroulement sans faute.

Vu que les adjudications publiques porteront sur des contrats de neuf années et qu'il s'agit donc d'un bail d'une certaine envergure et d'une certaine importance, la visioconférence est donc à écarter.

Question 2570 (21.07.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **fixation du loyer maximal :**

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose dans son article 3 que la location d'un logement à usage d'habitation ne peut rapporter au bailleur un revenu annuel dépassant un taux de 5 % du capital investi dans le logement.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi voté en 2006, il est cité comme déterminant pour le loyer maximal autorisé le capital « réellement » investi dans le logement. Ainsi le loyer maximal est calculé en fonction du capital investi réévalué sur base de l'indice des prix à la consommation et décoté si la construction du logement en question remonte à plus de 15 ans. Les auteurs expliquent avoir opté pour cette approche afin de favoriser des travaux de rénovation dans les appartements anciens et de stimuler les investissements dans le locatif.

Pourtant, on pouvait lire dans un article de presse publié le 18 juin dernier au sujet d'une affaire de demande de réduction de loyer que le capital investi (en 1957 dans un appartement situé au Limpertsberg) correspondait, « par une fiction juridique »[22], à la valeur marchande actuelle de l'appartement, et selon un article de presse daté du 2 juillet le Ministre du Logement aurait déclaré dans une conférence de presse que « l'usage est de prendre en compte les prix du marché pour fixer les loyers ».

De ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Étant donné qu'il existe au Luxembourg des commissions des loyers dont l'une des missions est de fixer les loyers en vertu de la loi du 21 septembre 2006, le ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de cas traités par chacune des commissions des loyers au cours des trois dernières années ?

2) Sachant que d'après une note du LISER 63,9 % des ménages locataires appartenant au quintile inférieur consacraient plus de 40 % de leur revenu disponible pour le logement en 2018 (contre 41,7 % en 2010), ne conviendrait-il pas, avant même l'entrée en vigueur d'une nouvelle version de loi sur le bail à loyer, de sensibiliser les locataires sur le droit qu'ils ont de saisir ces commissions afin que leur loyer respecte la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation ?

3) Le ministre considère-t-il comme conforme à la loi sur le bail à loyer l'usage qui consisterait pour fixer le loyer des biens anciens n'ayant fait l'objet d'aucune transaction onéreuse à ne pas considérer le capital réellement investi - présumé sur la base de pièces justificatives, évalué par un expert assermenté en bâtiment en utilisant les coûts de construction ou la valeur marchande de l'époque - réévalué avec le coefficient correspondant du tableau des coefficients de réévaluation prévus par l'article 102, alinéa 6, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, mais les prix de marché actuels ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Le nombre de cas traités par les commissions des loyers

Le règlement grand-ducal du 19 février 2008 détermine la zone de compétence territoriale et le siège de toutes les commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Une commission des loyers est ainsi prévue pour chaque canton.

Chaque commune dont le nombre d'habitants dépasse le nombre de 6.000 doit instituer sa propre commission des loyers. À l'heure actuelle, ni la Ministre de l'Intérieur, ni le Ministre du Logement ne connaît le nombre de cas traités par ces commissions communales.

Pour le nombre de cas traités par les commissions « cantonales » des loyers, je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 1892 du 17 février 2020 posée par les honorables Députés David Wagner et Marc Baum concernant les commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants.

ad 2) Sensibiliser sur le droit de saisir les commissions

Le projet de loi n° 7642 déposé et visant une refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit notamment une obligation de stipuler dans tout contrat de bail que le loyer demandé par le bailleur pour la chambre ou le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel, ce plafond existant d'ores et déjà depuis longtemps. Le contrat de bail doit en outre renseigner les parties contractantes de la possibilité de saisir la commission des loyers telle que prévue par l'article 8 de la loi actuelle. Même en cas de contrat de bail verbal, le bailleur doit pouvoir prouver qu'il a communiqué ces renseignements au locataire au moment de la conclusion du bail.

Il est en outre prévu de renforcer à partir de l'automne la sensibilisation des bailleurs et des locataires quant à leurs droits et obligations, notamment par la mise à disposition d'un outil adéquat pour déterminer plus facilement le montant du capital investi. Par ce biais, le travail des commissions des loyers sera également facilité.

ad 3) Détermination du capital investi des biens n'ayant fait l'objet d'aucune transaction onéreuse

Je me permets de renvoyer les honorables Députés encore une fois au projet de loi susmentionné, qui précise notamment ce cas d'espèce comme suit :

Dans le cas où le capital investi ne peut pas être déterminé sur base de pièces justificatives, un expert assermenté en bâtiment sera appelé à évaluer le capital investi, réévalué et décoté.

Toutefois, en cas d'acquisition à titre onéreux ou gratuit, le prix d'acquisition indiqué dans l'acte authentique translatif de propriété, respectivement la valeur indiquée dans la déclaration de succession, et les frais en relation avec l'acte respectivement la déclaration, sont présumés correspondre au jour de la signature de l'acte au capital investi, réévalué et décoté.

L'expert assermenté en bâtiment doit procéder à l'évaluation du capital investi réévalué et décoté compte tenu :

a) de la valeur du terrain et du logement à la date où le bailleur en a acquis la propriété, et

b) du volume de l'immeuble loué, de la surface louée, de l'état d'entretien ou de réparation du logement, de la qualité de l'équipement et de la finition du logement.

Question 2571 (21.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns » :**

Suite à la réponse de Madame la Ministre de la Culture à la question parlementaire numéro 2406, dans laquelle Madame la Ministre indique avoir entamé la procédure de classement pour les immeubles suivants :

- la rangée des ateliers mécaniques - Handwierkergaass,

- la centrale des tribunes,

- l'ancien magasin et entrepôt,

- l'ancienne centrale des soufflantes,

- le poste d'aiguillage,

- le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine,

je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique a été prise la décision de ne pas protéger les accumulateurs à minerai, encore appelés « Keeseminnen » ?

2) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique a été prise la décision d'entamer la procédure de classement des immeubles susmentionnés ?

Réponse (08.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

La procédure de classement des immeubles mentionnés par l'honorable Député se base sur l'analyse scientifique menée par le Service des sites et monuments nationaux à l'époque de l'inventorisation des immeubles à conserver sur le site des Terres Rouges. Les critères retenus pour entamer la procédure de classement sont ceux de l'authenticité, de l'histoire de l'architecture, de l'art et de l'ingénierie, du genre, de la caractéristique pour une période de construction, de l'histoire technique, industrielle et artisanale, de l'histoire sociale et du type de bâti.

Eu égard aux échanges menés avec le CNCI et aux connaissances supplémentaires apportées par l'association au sujet des « Keeseminnen », et vu le fait que certains des critères susmentionnés peuvent s'appliquer à l'immeuble en question, j'avais entrepris des démarches auprès de la commune d'Esch-sur-Alzette ainsi qu'auprès des propriétaires et promoteur du site en vue d'une éventuelle conservation des « Keeseminnen ». Suite aux réponses négatives ayant résulté de ces échanges, la décision de ne pas entamer de procédure de classement pour ce bâtiment a été prise dans un souci de sécurité juridique pour les parties concernées. Rappelons que le projet a été suivi dès le départ par le Service des sites et monuments nationaux et que, jusqu'à ces derniers mois, la question du classement des « Keeseminnen » n'avait jamais figuré à l'ordre du jour, contrairement à celle de nombreux autres bâtiments du même site qui viennent d'être proposés au classement, ce qui a eu comme conséquence que le développement du site a été projeté hors conservation des « Keeseminnen ».

Question 2572 (22.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **loque américaine des abeilles :**

D'amerikanesch Faulbrut (AFB) ass eng ustiechend Krankheet, déi vu Bakterien ausgeléist gëtt an déi ganz gefäierlech fir Beievëlker ka sinn. Sporen (Dauerform) vun dëser Brutkrankheet si weltwäit verbreet. Laut dem Règlement grand-ducal vum 8. August 1985 muss d'Veterinärsinspektioun bei engem Verdacht vum Ausbroch vun dëser Krankheet, zum Beispill beim Fanne vu Sporen a „Futterkranzproben", zousätzlech déi betraffe Beiestäck an hir Brutwaben op klinesch Symptomer analyséieren. Och muss d'Veterinärsinspektioun d'Brutwaben an engem homologéierte Labo ënnersichen, fir Symptomer am Vollek sécher der AFB zouzeuerdnen, ier se d'Beievëlker liquidéieren däerf. Eisen Informatiounen no gëtt dës Prozedur awer zënter 2016 net méi ëmgesat a ganz Beiestänn gi just opgrond vu Sporen an de Futterkranzprouwen embruecht. Dat also, ouni no klinesche Befunder iwwerhaapt ze sichen an ouni positiv Laboranalys vun der Brut aus betraffene Vëlker. Weiderhi soll d'Liquidatioun vun de Beievëlker net ëmmer professionell duerchgefouert gi sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat huet sech ab 2016 d'Prozedur, wat d'Bekämpfung vun der amerikanescher Faulbrut ugeet, geännert, obwuel et zu kenger Änerung an engem Reglement komm ass?

2. Mat wéi enge Methode sinn d'Beievëlker liquidéiert ginn? A wien huet se liquidéiert?

3. Wéi vill Beievëlker si jeeweils 2017, 2018 an 2019 doutgemaach ginn? Wéi vill vun dëse Vëlker si just op Basis vu Sporen an de Futterkranzprouwen (d. h. verdachtbaséiert) a wéi vill op Basis vun engem klinesche Befund, mat Laboranalys vun der Brut an engem homologéierte Labo (d. h. faktebaséiert), doutgemaach ginn?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Den Abschnitt 3 vum Artikel 3 aus dem groussherzogleche Reglement vum 8. August 1985 schreift keng bestëmmte Method vir, mat där ee Beienexpert d'Feststellung vun enger Kränkt maache soll. Villméi seet den Artikel, dass de Beienexpert sämtlech Mëttelen, déi zur Verfügung stinn, notze kann, déi hie fir néideg fënnt. Bis 2016 goufen all déi Analysen am däitsche „Landesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit"-Referenzlabo gemaach. D'Personal vum Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE) gouf du formëiert, fir dës Analyse selwer ze maachen. Fir d'Analysen am LMVE ze maachen, gëtt eng sougenannt Fudderkranzprouf aus engem Vollek geholl, an de Laboratoire geschéckt. D'Analys am Laboratoire ass technesch bedéngt méi sensibel wéi déi reng visuell Inspektioun. Sou ka mat der Labo-Method och de Bazill respektiv seng Sporen nogewise ginn, wat mat enger renger visueller Inspektioun net méiglech ass. Am Laboratoire ass et och méiglech, dat Prouwematerial ze inkubéieren, fir domat de Risiko ofzeschätzen, ob dat Material Träger vu Sporen ass an domat potenziell e Risiko duerstellt, d'Infektioun ze verbreeden.

ad 2. D'Zerstéierung vun deene Vëlker, an deenen den Erreeger nogewise gouf, ass vun der Veterinärsverwaltung ugeuerdent ginn. Dobäi kënnt als Method dat sougenannt Opfschwiefelen zum Asaz. Dobäi gi mat Schwiefel impregnéiert Pabeiersträifen a Këschte geluecht. Dës Sträife verbrennen a reagéiere mat Sauerstoff, fir da Schwiefeldioxid ze bilden, dat fir Beien déidlech ass. De Virdeel vun de Schwiefelsträifen ass d'Sécherheet fir de Benotzer, allerdéngs besteet dobäi ëmmer ee gewëssene Brandrisiko.

Et gouf och an engem Fall Schwiefel benotzt. Dës Method ass ganz wierksam, mee et besteet de Risiko vum Anootme vu Schwiefeldamp fir déi Leit, déi bei der Zerstéierung uwiesend sinn.

ad 3. De Staatslabo LMVE ass akkreditéiert no der Norm ISO 17025. Reegelméisseg Auditen dozou ginn och ënnert der Opsiicht vum OLAS (Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance) duerchgefouert.

Dëst bedéngt och, dass reegelméisseg Laboratoirë sech géigesäiteg iwwerpréiwen, andeem si Testmaterial zougeschéckt kréien, fir hir Methoden ze iwwerpréiwen.

Joer	Unzuel zerstéiert Kolonien	Feststellung vu positive Resultater
2017	6	Jo
2018	1	Jo
2019	76	Jo

Question 2573 (22.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **séjour du Grand-Duc :**

Den Arrêté grand-ducal de dépôt vum 20. Juli betreffend d'Ofännerung vum Gesetz vum 17. Juli 2020 (portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19) ass, wéi virgesinn, vun der Gesondheetsministesch a vum Grand-Duc ënnerschriwwen.

Dem Staatschef säi Standuert zum Ableck vun der Signature vum besoten Dokument ass Cabasson (Frankräich).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet, ëffentlechen Déngscht, dem Minister fir Tourismus an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Här Minister, vu wéini bis wéini war respektiv ass de Staatschef Grand-Duc Henri zu Cabasson? Wat genee mécht de Staatschef do? Ass hien an enger offizieller Missioun ënnerwee oder fir eng privat Vakanz ze maachen?

2. Wëssend, datt Lëtzebuerg den Ament mat enger Pandemie ze kämpfen huet, déi eis staatlech Institutioune viru grouss Erausfuerderunge stellt:

Wéi vill Polizisten, Beamten an Employéë sinn/waren am Kader vum Openthalt vum Grand-Duc zu Cabasson am Asaz? Kéint dëst Personal, an den Ae vum Här Minister, net zu Lëtzebuerg ee wäertvolle Bäitrag leeschten, fir d'Kris an de Grëff ze kréien an dat feelend Personal um Terrain op d'mannst hëllefen auszegläichen?

3. Wat genee ass an dësem Kader de Polizisten, Beamten an Employéen, déi de Staatschef begleeden, hir Aufgab?

4. Här Minister, kënnt Dir garantéieren, datt d'Aarbechtszäite vun de Polizisten, Beamten an Employéen, am Aklang mam lëtzebuergeschen Aarbechtsrecht stinn? Wéi ginn dës Aarbechtszäiten erfaasst? Kënnt Dir ausschléissen, datt d'Personal méi Stonne schaffe muss, wéi vum Gewerkschaftsaccord virgesinn?

5. Betreffend d'Pandemie: Wéi eng Precautiounsmesurë goufe konkreet fir den Openthalt vum Grand-Duc zu Cabasson geholl? Ass d'Sécherheet vum Grand-Duc an dem Staff garantéiert?

6. Här Minister, krut och all Member vun der groussherzoglecher Famill e Bong vu 50 Euro, fir #vakanzdoheem ze maachen? Wann net, firwat net?

7. Ass säitens dem Staats- an Tourismusministère virgesinn, de Grand-Duc ze encouragéieren, méi Vakanz am eegene Land (#vakanzdoheem) ze maachen, fir mam gudde Beispill vir ze goen?

Réponse commune (24.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme* :

Sou wéi et säit Joerzéngten Traditioun ass, verbréngt déi groussherzoglech Famill hir Summervakanz an hirer Residenz zu Cabasson.

An deem Kontext ginn all Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vum Staatschef ze assuréieren. Déi genee Asazpläng vun der Police kënnen aus Sécherheetsgrënn net ëffentlech gemaach ginn.

[22] http://www.lessentiel.lu/fr/luxembourg/story/le-loyer-au-limpertsberg-ne-sera-pas-baisse-27329566

Wéi emmer, wann de Grand-Duc am Ausland ass, sinn déi concernéiert Servicer vum groussherzoglechen Haff a vum Staatsministère an enkem Kontakt, fir e reiwungslosen Oflaf vun den administrative Prozeduren ze garantéieren, soudass de Grand-Duc zu all Moment senge konstitutionnelle Flichte kann nokommen.

Fir déi groussherzoglech Famill an d'Personal vum groussherzoglechen Haff gëllen déi selwecht sanitär Reegele wéi fir all Bierger.

Question 2574 (22.07.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-311/18 « Data Protection Commissionner/Maximilian Schrems et Facebook Ireland » :**

Le communiqué de presse accompagnant l'arrêt susmentionné note :

« La Cour invalide la décision 2016/1250 relative à l'adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données UE–États-Unis. En revanche, elle juge que la décision 2010/87 de la Commission relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers est valide. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quel est l'impact de l'arrêt de la Cour sur les transferts de données personnelles vers des opérateurs économiques situés aux États-Unis ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des transferts de données vers les États-Unis sont toujours admissibles ?

• Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

• Dans la négative, quelles en sont les conséquences sur les opérateurs établis au Luxembourg et opérant un transfert de données vers les États-Unis ?

- Est-ce que la CNPD entend sensibiliser les acteurs concernés sur les conséquences que l'arrêt peut avoir sur les traitements de données qu'ils effectuent ?

Réponse (31.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les flux de données, parmi lesquels les flux de données personnelles, sont primordiaux dans un monde interconnecté : ils font partie intégrante du commerce, des interactions sociales et de la coopération entre les autorités publiques. Cela a été souligné depuis le début de la pandémie de Covid-19 : ces échanges permettent notamment la continuité des affaires publiques ou privées. L'importance d'un niveau élevé de protection des données personnelles va de pair avec ce contexte propice à la circulation des données.

Afin de garantir ce niveau élevé de protection, le Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679, dit « RGPD ») institue un ensemble de mécanismes qui encadrent les transferts de données personnelles de l'Espace économique européen (« EEE ») vers les pays tiers. Aussi, en principe, ces transferts ne sont permis que sur base d'une décision d'adéquation, ou à défaut d'une telle décision, ceux-ci ne sont permis qu'à condition que des garanties appropriées soient mises en place par le responsable du traitement ou le sous-traitant, parmi lesquelles les clauses contractuelles types. Par ailleurs, le RGPD introduit des dérogations concernant certaines situations particulières.

La modernisation de cette « boîte à outils » permettant les transferts de données personnelles vers les pays tiers s'est fondée sur l'expérience acquise sur base du précédent cadre général de protection des données personnelles[23], les clarifications apportées par la Cour de justice de l'Union européenne (« CJUE » ; notamment le critère d'un « niveau de protection substantiellement équivalent » en ce qui concerne les décisions d'adéquation[24]) et la guidance du groupe de travail de l'article 29 qui reprend ce critère et précise les éléments que la Commission européenne doit prendre en compte lorsqu'elle évalue le niveau d'adéquation.[25]

En ce qui concerne les transferts vers les États-Unis, la décision d'exécution (UE) 2016/1250 de la Commission européenne relative à l'adéquation de la protection assurée par le « bouclier de protection des données » UE–États-Unis avait été adoptée[26] sur base des changements entrepris à la suite de l'arrêt C-362/14 de la CJUE. La Commission européenne, accompagnée de représentants du Comité européen de la protection des données (« EDPB »), a procédé à trois examens annuels de cette décision. Or, dans l'arrêt C-311/18 mentionné par l'honorable Député, la CJUE considère que le bouclier de protection des données n'assure pas un niveau de protection substantiellement équivalent à celui garanti par le RGPD et invalide donc la décision l'établissant.

Par ailleurs, la Cour retient le critère de « niveau de protection substantiellement équivalent » pour les garanties appropriées de l'article 46 du RGPD. L'affaire C-311/18 porte en particulier sur l'une de ces garanties : les clauses contractuelles types. La Cour estime que ce mécanisme reste en principe valide, tout en précisant les obligations qui incombent à l'exportateur des données et au destinataire du transfert ainsi que le rôle des autorités de contrôle à ce sujet.

Enfin, dans la situation où les transferts de données personnelles vers les pays tiers ne pourraient avoir lieu en l'absence d'une décision d'adéquation ou de garanties appropriées, la Cour se réfère à l'article 49 du RGPD sur les dérogations pour des situations particulières.

Une approche concertée, cohérente et européenne est à favoriser pour évaluer en détail l'impact de cet arrêt sur les transferts de données personnelles de l'EEE vers les États-Unis. L'invalidation du « bouclier de protection des données » UE–États-Unis appelle à la responsabilisation des responsables du traitement et des sous-traitants exportant des données personnelles vers les États-Unis pour assurer la licéité au cas par cas de ces transferts à l'aune de l'arrêt C-311/18, ainsi qu'à la lumière des clarifications des autorités de contrôle de la protection des données.

La Commission nationale pour la protection des données (« CNPD »), en collaboration avec le Comité européen de la protection des données (« EDPB ») et les autorités de contrôle de l'UE, a évalué la décision de la Cour de justice de l'Union européenne pour assurer la cohérence dans l'Espace économique européen. Tout en rappelant l'indépendance de l'autorité de contrôle nationale pour la protection des données, le Gouvernement se fait écho de la série de questions-réponses fréquentes[27] publiée dès le 23 juillet 2020 par l'EDPB. Cette FAQ donne des premières recommandations pour les responsables de traitement et sous-traitants souhaitant transférer des données aux États-Unis. La CNPD travaille en étroite collaboration avec ses homologues de l'UE pour garantir que des lignes directrices supplémentaires soient fournies aux organisations et aux entreprises.

Question 2576 (23.07.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Lux Future Lab :**

Un article intitulé « Le Lux Future Lab fermera en janvier » et paru ce matin sur paperjam.lu annonçant la fermeture soudaine de l'incubateur des start-up de la banque BGL BNP Paribas au Grand-Duché de Luxembourg. L'incubateur de la banque franco-luxembourgeoise a démontré depuis son inauguration en 2012 de nombreux cas de réussite avec des start-up multidisciplinaires qui se sont étendues au niveau international.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres étaient-ils informés au sujet de la fermeture de cet incubateur emblématique au cœur de la ville de Luxembourg ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations au sujet de la relocalisation de la totalité des start-up hébergées au 59 boulevard Royal ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les locaux et incubateurs proposés en tant qu'alternatives aux start-up laissés en suspens ?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les aides gouvernementales envisagées pour soutenir la transition harmonieuse des start-up ainsi que des espaces de travail fournis par l'État ?

Question 2594 (27.07.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **Lux Future Lab :**

« Les efforts seront poursuivis afin de faire connaître et de promouvoir le Luxembourg en tant que start-up nation **»**, stipule l'accord de coalition. L'idée du Luxembourg en tant que start-up nation a été initiée et intensifiée il y a quelques années. Dans ce contexte, beaucoup d'incubateurs ont vu le jour, dont un des premiers, le Lux Future Lab de la BGL BNP Paribas, lancé en 2012. Récemment, le 23 juin 2020, le magazine **«** Paperjam **»** a annoncé que cet incubateur sera contraint de fermer ses portes au janvier 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres ont-ils eu connaissance de la fermeture du Lux Future Lab ?

- Y a-t-il suffisamment de places au sein des autres incubateurs à Luxembourg et notamment à Luxembourg-ville, pour l'hébergement d'environ une trentaine de start-up devant sortir du Lux Future Lab ?

- Quel est le nombre actuel de start-up et d'incubateurs au Luxembourg ? Quelle est l'évolution de ce chiffre depuis la crise sanitaire de 2020 ?

- Comment se portent les autres incubateurs ? Est-ce que d'autres incubateurs risquent de fermer leurs portes ? Y a-t-il des aides prévues pour les différents incubateurs ?

Réponse (05.08.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

De nombreuses initiatives d'incubation et de support aux start-up ont été lancées depuis la création du Lux Future Lab en 2012. À ce jour, rien que pour le volet incubation, il existe une quinzaine d'initiatives privées. Celles-ci ciblent des start-up souvent complémentaires aux activités de la société à l'origine de l'initiative.

Les acteurs privés se regroupent également souvent autour d'initiatives publiques-privées comme par exemple dans le cas de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) qui regroupe, outre l'État luxembourgeois et la Chambre de Commerce, un bon nombre d'acteurs du secteur financier, dont BGL BNP Paribas. D'autre part, certaines villes, telles que Differdange, Dudelange et Luxembourg, ont également lancé des initiatives d'incubation à destination de start-up. Il en va de même pour l'Université du Luxembourg qui a lancé un incubateur dédié aux projets de ses étudiants. Par ailleurs, un nombre croissant d'acteurs privés spécialisés dans les espaces partagés offrent des espaces destinés aux start-up, et ce à travers différentes formules, dont le coworking.

Étant donné l'émergence des diverses initiatives d'incubation offrant une panoplie de possibilités d'hébergement et de services dédiés aux start-up, un large choix s'offre aux start-up et répond à leurs besoins en matière d'hébergement. De manière générale, le secteur des incubateurs destinés aux start-up fait preuve d'un grand dynamisme. Ainsi, tout en rencontrant un succès considérable, des disponibilités sont également assurées pour de nouvelles start-up.

Concernant spécifiquement le Lux Future Lab, le nombre de start-up qui y sont hébergées est passé d'une trentaine en 2017 à 19 à l'heure actuelle. BGL BNP Paribas indique que dans le contexte des évolutions dans le domaine des incubateurs et de l'hébergement de start-up, la plus grande valeur ajoutée que BGL BNP Paribas peut désormais offrir aux start-up ne consiste plus en la mise à disposition d'un incubateur, mais dans l'accompagnement des start-up en tant que partenaire financier.

BGL BNP Paribas a indiqué avoir informé les start-up présentes au Lux Future Lab la semaine du 20 juillet 2020 de la décision de la banque de faire évoluer son dispositif d'accompagnement des start-up et de la fermeture programmée du Lux Future Lab qui en résulte. BGL BNP Paribas a confirmé qu'elle se montrera très flexible concernant les dates de sorties des start-up des locaux du Lux Future Lab. Les délais de sortie ont été étendus jusqu'au 31 janvier 2021.

Afin de faciliter la transition, BGL BNP Paribas a indiqué qu'elle accompagne les start-up de manière proactive dans la recherche de solutions. Les responsables du Lux Future Lab se sont ainsi assurés qu'il y avait suffisamment d'alternatives auprès d'autres structures d'accueil, et des rencontres avec les start-up hébergées au Lux Future Lab ont été organisées afin de les aider à trouver des solutions. Selon leurs préférences, leur secteur d'activité et leur stade de développement, les start-up ont été mises en relation avec des incubateurs tels que la LHoFT, le LCI (Luxembourg-City Incubator) et le Technoport, ainsi qu'avec des espaces de coworking comme Silversquare et The Foundry. Il est à noter que parallèlement, les start-up ont également été contactées en direct par des espaces de coworking.

Outre le volet de l'hébergement, le support apporté à ces jeunes sociétés dans l'écosystème start-up luxembourgeois prend d'autres formes : parmi les aides financières destinées à la recherche, à l'innovation et à la digitalisation, certaines sont destinées spécifiquement aux start-up, et permettent aussi bien de cofinancer le développement de produits que le lancement commercial à l'échelle internationale.

L'aide aux jeunes entreprises innovantes est à mettre particulièrement en avant et il convient également de rappeler que dans le contexte de la crise du Covid-19 les modalités de cette aide destinée à soutenir la croissance des start-up à fort potentiel ont été adaptées, avec une augmentation du taux de cofinancement maximal de 50 % à 70 %. Le Ministère de l'Économie a également récemment accordé aux 15 start-up lauréates du concours StartupsVsCovid19 une aide financière pouvant aller jusqu'à 150.000 euros. Ces fonds sont utilisés pour le développement de solutions innovantes dans le combat contre Covid-19.

Outre les mesures liées au contexte de crise, le programme Fit 4 Start, qui cible les start-up luxembourgeoises et internationales actives dans les technologies de l'information, des communications et les technologies de la santé ainsi que dans le secteur spatial, connait un succès grandissant. L'an dernier, 35 start-up ont été sélectionnées pour y participer, et ont ainsi pu bénéficier d'une aide financière et d'un coaching professionnel.

Les start-up peuvent également bénéficier de programmes européens tels qu'InnovFin, une initiative de la Banque européenne d'investissement. Le programme, sous forme de prêts garantis pour financer des activités de recherche et d'innovation, est accessible aux start-up à travers certaines banques de détail du Luxembourg, notamment BGL BNP Paribas.

Question 2579 (24.07.2020) de **Mmes Cécile Hemmen** et **Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**état physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées :**

La protection des personnes vulnérables, dont notamment les personnes âgées au sein des structures d'hébergement pour personnes âgées, a été, dès le début de la crise sanitaire, une des priorités du Gouvernement. Avec le début de la pandémie, ces structures et leurs habitants se sont retrouvés totalement confinés voire isolés du reste du monde. Par la suite, avec le nombre d'infections en baisse, une certaine normalité a pu être retrouvée, avec entre autres des visites bien définies et des sorties sous certaines conditions. Toutefois, les dernières semaines, avec le nombre d'infections repartant à la hausse, les structures pour personnes âgées se voient, une fois de plus, exposées à des règles plus strictes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Quel est aujourd'hui l'état physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées ? Est-ce qu'elles ont suffisamment de possibilités de pratiquer des activités physiques ? Est-ce que des « séances sportives » ont eu lieu pendant cette crise sanitaire ? Dans l'affirmative, qui en a assuré l'organisation, compte tenu du fait que les établissements étaient confinés ?

- Est-ce qu'un nombre plus élevé de problèmes de santé ou de maladies a été constaté dû à un manque d'activité physique ?

- Lors du confinement, certaines personnes âgées vivaient très mal l'isolement et surtout l'éloignement de leurs proches. Est-ce que des problèmes de santé psychique ont été constatés ? Comment les personnes âgées ont-elles pu être rassurées ? Les différentes structures pour personnes âgées disposent-elles de suffisamment de psychologues pour aider les pensionnaires à surmonter ce temps difficile ?

- Comment le personnel soignant a-t-il été accompagné pour gérer cette situation particulière et difficile ?

[23] Cf. La directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (abrogée par le RGPD).

[24] Cf. points 73, 74 et 96 de l'arrêt de la CJUE C-362/14 « Schrems » et le considérant 104 du RGPD.

[25] Cf. WP 254 rev. 01, repris par le Comité européen de la protection des données.

[26] Cette décision se fonde notamment sur les engagements de compagnies américaines (exécutoires en droit américain) à mettre en œuvre les normes de protection des données édictés par cette décision, ainsi que sur les représentations et assurances spécifiques mises en place par les autorités américaines.

[27] Frequently Asked Questions on the judgment of the Court of Justice of the European Union in Case C-311/18 - Data Protection Commissioner v Facebook Ireland Ltd and Maximillian Schrems, EDPB (23/07/2020) https://edpb.europa.eu/sites/edpb/files/files/file1/20200724_edpb_faqoncjeuc31118.pdf

- Est-ce qu'un nombre plus élevé d'hospitalisations a été constaté suite à des troubles psychiques ?

Réponse commune (10.08.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Durant le confinement, les structures pour personnes âgées qui disposent de kinésithérapeutes et d'ergothérapeutes parmi leur personnel propre, ont continué à organiser ces activités, dans le respect des mesures d'hygiène et des gestes barrière. Dans les structures qui ont recours à des professionnels externes, ce sont les équipes encadrantes qui ont proposé un programme d'activité physique et cognitive adapté aux circonstances.

Afin de pallier l'isolement et le manque de contact avec l'entourage familial pendant le confinement, les gestionnaires et leurs équipes ont tout mis en œuvre pour garantir des contacts réguliers par le biais de moyens de communication électroniques et pour offrir un soutien psychologique aux personnes qui en ont eu besoin. Durant le confinement, des activités cognitives, ludiques, culturelles et de loisir, adaptées aux circonstances, ont continué à être proposées afin d'activer, d'occuper et de distraire les résidents et de réduire ainsi le sentiment de solitude et d'isolement. La plupart des structures ne disposent pas de psychologues parmi leur personnel ; en cas de demande d'un résident, il est fait appel à un psychologue externe.

Actuellement, toutes les activités ont repris et sont accessibles à tous les résidents au sein des différentes structures pour autant qu'ils ne présentant pas de symptômes liés au virus Covid-19 et qu'ils n'ont pas eu des contacts à risque.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne dispose pas d'indications relatives à d'éventuelles altérations physiques et psychiques dues à l'état de confinement.

En ce qui concerne le personnel soignant, un service psychologique téléphonique spécifique a été mis en place par le Ministère de la Santé. Par ailleurs, et ce indépendamment de cette crise, certains gestionnaires ont mis en place des dispositifs de supervision à l'attention du personnel soignant.

Quant à une éventuelle augmentation des hospitalisations de résidents pour des troubles psychiques, le Ministère de la Santé ne dispose pas de données statistiques offrant la possibilité d'effectuer cette comparaison à ce stade ; en effet, ces informations ne sont ni collectées, ni analysées en temps réel dans le système de documentation hospitalière existant.

Question 2581 (24.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de tabac :**

Le 8 juillet, la France a voté un amendement budgétaire limitant le nombre de cartouches de cigarettes importées par voie terrestre par ses résidents au lieu de quatre par personne et par passage à une.

Cette mesure trouve son origine dans la volonté du Gouvernement français de lutter contre la contrebande et de soutenir les buralistes français. Ceci a conduit, avant la mise en vigueur de la mesure, à une ruée sur les points de vente des produits de tabac, notamment au Luxembourg et plus précisément aux stations-service.

En effet, les prix de cigarettes vont du simple au double entre notre pays et la France et le prix du sceau du tabac est de trois fois plus élevé en France par rapport au Luxembourg.

Or, selon la presse française, le directeur de l'Administration des douanes et accises du Luxembourg aurait jugé cette limitation comme étant « illégale au regard des textes européens ».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il partage ce point de vue.

- Quels sont les conseils respectivement les directives que le Gouvernement entend donner aux points de vente de tabac du Grand-Duché de Luxembourg par rapport à cette nouvelle situation ?

- Comment se présente actuellement la situation entre le Luxembourg et ses voisins en matière du prix du tabac ?

- L'Administration des douanes française procède-t-elle à des contrôles systématiques aux postes-frontières ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir une appréciation de la mesure française visant à limiter le nombre de cartouches de cigarettes pouvant être ramenées en France, notamment à partir du Luxembourg, à une au lieu de quatre précédemment.

Aux termes de l'article 32 de la directive 2008/118/CE du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise, les États membres peuvent établir des niveaux indicatifs, mais uniquement comme élément de preuve que les produits soumis à accise ont été acquis par un particulier pour ses besoins propres. Selon ce texte, ces niveaux indicatifs, pour les cigarettes, ne peuvent pas être inférieurs à 800 pièces.

Le Gouvernement n'entend pas donner de directives particulières aux points de vente de tabac nationaux.

Concernant la troisième question de l'honorable Député, le prix d'un paquet de cigarettes dans les pays voisins est supérieur à celui pratiqué au Luxembourg. La différence est la plus prononcée avec la France, alors qu'elle n'avoisine que 15 % environ avec l'Allemagne.

Par rapport à la dernière question soulevée par l'honorable Député, le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant d'éventuels contrôles systématiques par les autorités françaises.

Question 2582 (24.07.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation de cages de gestation dans l'élevage porcin :**

Den däitsche Bundesrat huet ufanks Juli en neit Gesetz iwwert d'„Kastenhaltung" vu Schwäin an engem Landwirtschaftsbetrib gebëllegt. Heimat ginn zum Schutz vum Déier nei Dimensiounen definéiert, an deenen d'Sai gehale kënne ginn. Am Sënn vun enger méi aartgerechter Haltung soll all Schwäin an Zukunft 5 m² zur Verfügung hunn, a si sollen och net méi a „Kasten", mee a Gruppe gehale ginn.

Virun deem Hannergrond wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'„Kastenhaltung" hei zu Lëtzebuerg genee definéiert?

2. Gëtt d'„Kastenhaltung" och zu Lëtzebuerg praktizéiert? Falls jo, wéi vill Betriber notzen dës Method?

3. Wéini a wou ginn déi „Kasten" agesat?

4. Entsprécht dës Method de Virgabe vun eisen Déiereschutzgesetzer am landwirtschaftleche Beräich?

5. Wat fir eng Moossname goufen an de leschte Jore geholl, fir d'Schwéngsproduktioun am Sënn vum Déierewuel ze verbesseren?

6. Kéint den Här Landwirtschaftsminister sech virstellen, dat neit Gesetz an Däitschland als Inzentiv ze notzen, änlech Gesetzer zu Lëtzebuerg anzeféieren?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'„Kastenhaltung" ass eng Hëllef, fir d'Sai wärend dem Produktiounszyklus, a speziell beim Besamen an am Ufank an zum Schluss vun der Trächtegkeet, virun dem géigesäitege Besprange vun de Sai an domat viru Verletzungen ze schützen.

ad 2. Jo, wéi an de meeschte Länner gëtt och „Kastenhaltung" zu Lëtzebuerg praktizéiert.

Zu Lëtzebuerg si vun de ronn 50 kommerzielle Betriber der 22, déi d'„Kastenhaltung" notzen.

ad 3. D'„Kaste" gi beim Zäitpunkt vum Besame vun de Sai genotzt, fir de Sai Rou ze ginn, dat heescht, sou mann wéi méiglech Stress wärend dem Ufank vun der Trächtegkeet ze erméiglechen.

ad 4. Jo, dës Method entsprécht den Ufuerderunge vun der Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

ad 5. Am Sënn vum Déierewuel gouf d'Directive 2008/120/CE du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs zu Lëtzebuerg ëmgesat. Et ginn um Terrain reegelméisseg Kontrollen duerchgefouert fir ze iwwerpréiwen, ob déi Normen an d'Ufuerderunge vun der Gesetzgeebung an de Betriber agehale ginn.

ad 6. De Landwirtschaftsminister ass ëmmer oppe fir nei Initiativen am Sënn vum Déierewuel. D'Servicer vum Landwirtschaftsministère sinn derbäi ze préiwen, wéi dat neit Gesetz an Däitschland genau ëmgesat gëtt a wéi eng eventuell Ännerungen dëst fir d'Haltungsbedingungen hei zu Lëtzebuerg géif bedeiten.

Question 2583 (24.07.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **conclusions du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020 à Bruxelles :**

En effet, la presse internationale (cicero.de, 22. Juli 2020) parle d'un « Rechtsstaatlichkeits-Kompromiss » en posant la question : «Viktor Orbáns vermeintlicher Gipfel-Erfolg - Der Brüsseler Kompromiss ist in Sachen Rechtsstaatlichkeit ein Meisterstück vernebelnder Bürokratenprosa. Bedeutet "qualifizierte Mehrheit" in Wahrheit "Einstimmigkeit"? Und gab es Absprachen zwischen Merkel und Orbán? » - « Bettel pocht bei EU-Gipfel auf Rechtsstaatlichkeit », écrit par contre wort.lu (19 juillet 2020) en se basant sur du matériel de l'agence de presse dpa. Et d'ajouter : « Europa ist kein Gemüseladen, in dem man sich alles aussuchen kann, Europa dreht sich um Werte, die wir verteidigen. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer ou démentir les précités accords (« Absprachen ») entre la Chancelière fédérale allemande et le Premier Ministre hongrois ?

2) Monsieur le Premier Ministre peut-il m'expliquer dans ce contexte sa présentation divergente de ce « Rechtsstaatlichkeits-Kompromiss » dans la presse internationale et nationale ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Il ne m'appartient pas de commenter le contenu d'hypothétiques conversations entre la Chancelière fédérale et le Premier Ministre de Hongrie évoquées par la presse internationale.

ad 2) Le Conseil européen a conclu qu'un régime de conditionnalité sera établi pour protéger le budget européen ainsi que le fonds de relance « Next Generation EU » en relation notamment avec les principes généraux inscrits dans les Traités, en particulier les valeurs énoncées à l'article 2 TUE, dont l'état de droit. Alors que le Conseil européen a déclaré son intention de rester saisi de la question, il n'a pas manqué de clarifier que toutes mesures découlant de ce régime seront proposées par la Commission et adoptées par le Conseil de l'UE statuant à majorité qualifiée.

Question 2584 (27.07.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **lutte contre la pédopornographie :**

La Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel est responsable entre autres du traitement des affaires d'abus sexuels et infractions graves contre mineurs, du volet « internet » (p. ex. pédopornographie et grooming), de la maltraitance d'enfants ainsi que de la délinquance juvénile. Selon le rapport d'activités de la Police grand-ducale, cette section a traité en tout 882 nouvelles affaires en 2019.

Dans ce rapport d'activités de 2019 on peut lire que « dans le domaine abus sexuels et infractions graves contre mineurs, 304 nouvelles affaires ont été traitées en 2019, ce qui représente une augmentation immense de 36 % par rapport à l'année dernière (223 affaires). »[28] En outre, toujours selon ledit rapport « la section est submergée d'affaires du type "sexting" et de photos et vidéos du type "selfie/nude" qui circulent dans les écoles. Il est effrayant de constater que des photos et films pédopornographiques ainsi que des scènes horribles de meurtre (vidéo) circulent entre les jeunes.[29] » Afin de lutter contre ces phénomènes, le rapport annonce que la coopération de la Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel avec le Service de prévention de la police aurait été améliorée.

Entre le 6 et 9 juillet 2020, en total 46 perquisitions liées à la pédopornographie ont été effectuées à travers le pays. Les responsables de la police et de la justice ont présenté des détails lors d'une conférence de presse en date du 10 juillet 2020. Lors de cette conférence de presse, l'enquêteur en charge du dossier a précisé qu'un tiers des personnes visées par ces perquisitions étaient des mineurs et a souligné la brutalité des images et vidéos trouvées.

[28] Rapport d'activité 2019 de la Police, page 26

[29] Idem

En date du 16 juillet 2020, Monsieur David Lentz, procureur d'État adjoint auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a déclaré dans l'émission « Invité vun der Redaktioun » sur RTL que les informations ayant déclenché ces perquisitions proviennent de la base du National Center for Missing & Exploited Children, une ASBL américaine, et ont été transmises aux autorités luxembourgeoises par Europol.

De plus, il faut souligner que le darknet, cette partie immergée et cachée d'Internet, est le lieu de rassemblement idéal pour les pédophiles. La France a créé au sein de la police judiciaire un service spécialisé composé d'une douzaine de personnes qui se charge de pourchasser les pédophiles sur cette face sombre d'Internet.

De ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice respectivement à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que la Police grand-ducale compte se spécialiser davantage dans le domaine de la surveillance du darknet, en suivant entre autres l'exemple français ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques renseignant combien de personnes résidentes au Luxembourg fréquentent le darknet ?

3) En outre, quelles mesures les Ministres envisagent-ils de mettre en place afin de lutter contre la propagation des films pédopornographiques ?

4) Comment les Ministres évaluent-ils la situation que beaucoup de mineurs font circuler ces vidéos ? Comment veulent-ils agir afin de lutter contre ce phénomène choquant ?

5) Comment Monsieur le Ministre de la Police assure-t-il que les policiers exposés à de telles images aient la possibilité de recevoir tout le support psychologique nécessaire ?

Réponse commune (27.08.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) L'idée de créer une telle unité spécialisée au sein du service de police judiciaire fait l'objet de discussions depuis un certain temps dans la police. Cette unité devrait non seulement couvrir le domaine de la pédopornographie mais également d'autres volets pouvant faire partie de ce type de réseaux (trafic d'armes, trafic de drogue, etc.).

Toutefois, ce concept n'a pas encore été mis en œuvre jusqu'à ce jour, en raison d'un manque de personnel, tout en sachant que les effectifs de la Police grand-ducale seront renforcés de manière générale dans le cadre du plan de recrutement.

ad 2) Le service de police judiciaire ne dispose pas d'une telle statistique.

ad 3) Basé sur l'expérience des différents acteurs (police, ONG, etc.), il convient de noter que la propagation des contenus pédopornographiques est un vrai fléau.

D'une part, des campagnes de sensibilisation et la prise de conscience de la société sont un moyen d'enrayer cette propagation, d'autre part, la répression a certainement un effet dissuasif. Un travail proactif, en coopération avec Europol et Interpol, peut impacter positivement la lutte contre la propagation des films pédopornographiques.

Actuellement, le ministère public travaille en étroite collaboration avec la plateforme Bee Secure. L'initiative de Bee Secure englobe les actions au niveau de la sensibilisation et préconise une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies relatives à l'information et à la communication. Bee Secure est également un projet financé en partie par la Commission européenne, et qui fait partie du centre de sensibilisation luxembourgeois au sein du réseau paneuropéen « Insafe ». Bee Secure perçoit les signalements des organismes comme « Inhope ».

Ces organismes (Bee Secure, Inhope, Europol, Interpol, etc.) envoient directement des liens suspects au ministère public lorsque ceux-ci contiennent du contenu CSAM (child sexual abuse material). Ensuite, le ministère public prend les mesures adéquates afin de supprimer les liens illicites à la source. Le cas échéant, le ministère public lance des poursuites.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse sub 3).

En plus des campagnes et des mesures existantes (par exemple Bee Secure), les jeunes et leurs parents doivent être davantage sensibilisés.

ad 5) Les enquêteurs de la Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, en charge de ce domaine, peuvent faire appel au service psychologique de la police à tout moment si nécessaire.

Question 2587 (27.07.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **prévention de la démence :**

En 2018, 7.539 personnes au Luxembourg étaient atteintes d'une forme de démence, selon l'organisation non gouvernementale « Alzheimer Europe ». Ce chiffre correspondait à 1,25 % de la population totale. D'après « Alzheimer Europe », ce taux ne cessera d'augmenter et pourra atteindre 1,35 % en 2025.

Depuis quatre ans, sept maisons de soins à Karlsruhe utilisent le système « I-Care ». Il s'agit d'un programme sur tablette électronique ayant comme but d'activer les capacités mentales et motrices des personnes atteintes de démence. En vue d'une population vieillissante et de plus en plus réceptive à des maladies chroniques, cette technologie pourrait avoir le potentiel de soulager le personnel soignant ou les proches parents.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Mesdames les Ministres ont-elles pris connaissance du système « I-Care », utilisé à Karlsruhe ? Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres sont-elles d'avis que ce système pourrait être implémenté au Luxembourg ?

- Quelles autres mesures préventives ou quels autres traitements sont disponibles aux personnes atteintes de démence au Luxembourg ?

- En 2015, le Ministère de la Santé a lancé le Programme Démence Prévention. Madame le Ministre de la Santé peut-elle indiquer combien de personnes y ont participé depuis 2015 ?

Réponse commune (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Malheureusement, il n'existe à ce jour aucun traitement permettant de ralentir ou de stopper l'évolution d'une démence. Il existe par contre des stratégies thérapeutiques permettant de soulager les symptômes.

Le développement du système « I-Care » s'inscrit dans cette optique thérapeutique. Cependant, à ce jour, ce système n'a été soumis à aucune évaluation scientifique avec publication dans une revue internationale et critiquée par les pairs. Dans ce contexte, son efficacité n'est pas démontrée. Compte tenu des très nombreuses propositions thérapeutiques existantes, il paraît difficile de financer un traitement qui n'apporte pas, de manière solide, de preuve de son efficacité. Son implémentation n'est donc pas prévue pour le moment au Luxembourg dans le cadre d'une prise en charge de routine.

Afin d'améliorer l'accès aux informations concernant les maladies démentielles, leur diagnostic ou les aides qui existent pour les personnes concernées et leur entourage, le « Info-Zenter Demenz » (IZD) a ouvert ses portes en 2016. Il s'agit d'un centre national neutre, conventionné par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, qui a pour mission d'informer et de sensibiliser gratuitement la population luxembourgeoise sur les différentes formes de démence. Le IZD s'adresse à toutes les personnes atteintes d'une maladie démentielle, à leur entourage et à toutes les personnes intéressées par le sujet. Depuis sa création en 1987, l'Association Luxembourg Alzheimer (ALA) ASBL s'investit dans l'aide aux personnes malades et aux membres de leur entourage. L'Association Luxembourg Alzheimer (ALA) dispose d'un conventionnement annuel avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration pour des missions d'information, de sensibilisation et de soutien aux personnes (gestion Helpline SOS Alzheimer, cours pour les familles, « Selbsthëllefgrupp », « Familljekrees »).

L'adaptation des prises en charge aux besoins des personnes atteintes d'une maladie démentielle requiert également une formation continue des professionnels du long séjour. Le « RBS - Center fir Altersfroen », conventionné avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, se consacre depuis plus de vingt ans à cette tâche. Une nouvelle formation psychogériatrique est prévue par le projet de loi n° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et il est prévu de la rendre obligatoire pour au moins 40 % du personnel d'encadrement prenant en charge des personnes âgées. Enfin, plus généralement, le « Seniorentelefon » du Ministère de la Famille et de l'Intégration offre une écoute active aux personnes, les informe et les oriente vers les services et les aides les plus adéquats.

Le Plan Démence Prévention se base sur une approche permettant de lutter contre les facteurs de risque de la démence, au stade le plus précoce de la maladie. Son développement a nécessité, pour les premiers mois, de mettre en place une communication importante envers les praticiens pour informer et permettre un recrutement de patients. Ainsi, au début 2020, 154 patients avaient été pris en charge par le Plan Démence Prévention, avec une augmentation récente et substantielle du nombre de participants.

Question 2591 (27.07.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **manque de personnel auprès de l'ADEM** :

Laut engem Artikel vu Reporter.lu vum 23. Juli 2020 besteet beim Aarbechtsamt (ADEM) e „chronesche Personalmangel". Viru genau fënnef Joer hätt d'Madamm Gaby Wagner, Directrice adjointe vun der ADEM, matgedeelt, dass en Aarbechtsberoder, fir effizient kënnen ze schaffen, net méi wéi 100 Aarbechtsloser sollt betreien. Laut dem Joresbericht vun 2018 vun der ADEM waren et awer nach 255 Aarbechtsloser, déi ee Beroder betreit huet. Laut deem selwechten Artikel solle vun deenen 1.700 Stellen, déi beim Staat ausgeschriwwe sinn, nëmme 26 bei der ADEM sinn, an dovu gëtt nëmmen een Aarbechtsberoder gesicht.

Wärend dem Lockdown wéinst der Covid-19-Pandemie hätt d'Betreiung vun den Aarbechtslose praktesch nëmmen nach iwwer Telefon an E-Mail stattfonnt an d'Aarbechtsberoder wieren nëmmen nach am Noutfall fir perséinlech Gespréicher disponibel gewiescht. Och hätten d'Gespréicher tëschent Aarbechtsberoder an Aarbechtslosen net op eng rekurrent Manéier stattfonnt an duerch de Personalmangel wieren de Betriber, déi op der Sich no jonken Aarbechter waren, net genuch Kandidate virgeschloe ginn, an dëst trotz erhéichten Aarbechtslosenzuelen.

Aus dëse Grënn wëlle mir follgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Kann d'Regierung eis confirméieren, dass duerch de Mangel u Personal an duerch schlecht Kommunikatioun de Betriber net genuch Kandidate virgeschloe gi sinn?

2. Falls jo, wat mécht d'Regierung, fir dëse Problem an Zukunft ze evitéieren?

3. Fënnt d'Betreiung vun den Aarbechtslosen de Moment erëm perséinlech statt?

4. Wann am Joer 2018 255 Aarbechtsloser vun engem Beroder betreit gi sinn, wéi vill sinn der am Joer 2019 respektiv 2020 vun engem Beroder betreit ginn?

5. Vun deenen 1.700 Plazen, déi beim Staat ausgeschriwwe sinn, ass dovun nëmmen eng Plaz fir Aarbechtsberoder bei der ADEM?

6. Dat däitscht Aarbechtsamt huet sech säit dem Abrëll ëm dat 14-Facht vergréissert. Ass d'Regierung bereet, nach weider Plaze fir Aarbechtsberoder ze schafen, fir de Problem vum Personalmangel ze léisen?

7. Wat gesäit d'Regierung vir, fir d'Iwwerlaaschtung an esou och e Mangel (v)un Aarbechtsberoder ze verhënneren?

Laut der Organisatioun fir wirtschaftlech Zesummenaarbecht an Entwécklung (OECD) huet sech d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berdung an Holland schonns bewäert. Mat der Reform vun der ADEM sollt d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berodung virun zwee Joer méi Zäit fir déi eigentlech Berodung erméiglechen.

8. Wou ass d'Regierung mam Digitaliséierungsprozess vun der perséinlecher Berodung drun?

9. Wat gesäit d'Regierung vir ze ënnerhuelen, fir dass de perséinleche Kontakt, deen duerchaus wichteg ass bei esou enger Berodung, duerch d'Digitaliséierung net ze kuerz kënnt?

Réponse (09.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 2. Neen, dës Ausso kann d'Regierung esou net confirméieren.

ad 3. Jo, d'Betreiung vun den Aarbechtslose fënnt den Ament erëm perséinlech statt.

ad 4. Enn 2019 huet ee Beroder an der Moyenne 204 Aarbechtsloser betreit. Op den Dag vum 7. September 2020 betreit ee Beroder an der Moyenne 201 Aarbechtsloser.

Et muss een dobäi bedenken, dass d'ADEM sech aktuell nei organiséiert an op Terminvereinbarung fonctionéiert, dofir kann ee Beroder sech besser virbereeden. Et muss een natierlech och bedenken, dass verschidde Leit méi Ënnerstëtzung vun engem Beroder brauche wéi aner Leit.

D'Zil vun der Regierung ass et, dës Zuel weiderhin ze reduzéieren a soumat ze erméiglechen, dem Aarbechtslosen e besseren an e méi perséinlech ausgeriichte Service unzebidden.

ad 5. Neen, et sinn aktuell zwou Plaze fir Aarbechtsberoder bei der ADEM virgesinn, dovun ee speziellen Aarbechtsberoder fir déi Jonk.

ad 6. + 7. Jo, et wäerten och weiderhi Plaze fir Aarbechtsberoder geschaaft ginn, mee d'Astelle vu méi Aarbechtsberoder aleng ass net d'Léisung vum Problem. D'Regierung ass bereet, organisatoresch a vum Personal hier sech esou ze organiséieren, fir den Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

D'Formatioun vun de Beroder ewéi och d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berodung mussen a wäerte weiderhin ausgebaut ginn.

ad 8. + 9. Den Ament gëtt an der Betreiung vun den Aarbechtslosen elo scho vill op déi modern Kommunikatiounsweeër gesat, zum Beispill per Telefon, Mail, Skype, JobBoard etc.

D'Digitalisatioun vun der Berodung wäert och weiderhin ausgebaut ginn, mee natierlech däerf een awer d'Wichtegkeet vum perséinleche Kontakt net vergiessen an dee wäert och weiderhi garantéiert bleiwen.

Question 2592 (27.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **système électronique de saisie des abords du véhicule :**

Duerch d'Coronakris erliewe mer grad e Boom vum Vëlo. Gläichzäiteg hëlt och de Verkéier rëm méi zou, soudass een an Zukunft mat engem nach méi grousse Konfliktpotenzial tëschent dem motoriséierte Verkéier an de Vëlosfuerer, bzw. Foussgänger rechne muss. Dobäi sinn d'ofbéiend Camionen a Busser eng besonnesch grouss Gefor fir Vëloen a Foussgänger. Eng Méiglechkeet, fir d'Sécherheet vun dëse Leit ze verbesseren, si méi LKW-Ofbéiassistenten. Sou en Assistent ass fir Camionen, Bussen a soss gréisser Gefierer geduecht, fir Vëloen a Foussgänger am doudege Wénkel ze detektéieren. Ab 2022 si sou Assistente fir nei zougelooss Camionen an der EU Flicht, mee fir déi bestoend Flott vu grousse Gefierer besteet keng Flicht, fir dës och ëmzerëschten. D'Logistikentreprisen zécken awer mat enger Ëmrëschtung, vu dass et duerch déi zousätzlech Ausgaben zu engem Wettbewerbsnodeel kéint kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Erhieft d'Police Statistiken zu den Doudeger duerch rietsofbéiend Camionen, Busser oder soss gréisser Gefierer? Wa jo, wéi vill Foussgänger bzw. Vëlosfuerer sinn an deene leschte Joren duerch rietsofbéiend grouss Gefierer ëm d'Liewe komm?

2. Gedenkt d'Regierung, en Assistent fir och déi bestoend Camionen a Busser zu enger Flicht zu Lëtzebuerg ze maachen a sou Vëloen a Foussgänger am doudege Wénkel ze detektéieren?

3. Huet d'Regierung wëlles, mat Subventiounen oder steierleche Vergënschtegungen d'Norëschtung mat Ofbéiassistente beim LKW ze förderen?

4. Ënnerhëlt d'Regierung weider oder aner Moossnamen, fir Vëloen a Foussgänger ze schützen, zum Beispill ënnerschiddlech Grénghphasen, Fuerschung vun Accidenter oder vum Autosverkéier getrennte Vëlosweeër?

Réponse (01.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'parlamentaresch Fro vun der honorabeler Deputéiert Nancy Arendt épouse Kemp bezitt sech op d'Ofbéiassistente bei Camionen. An dësem Zesummenhang erlaben ech mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1150 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas a Max Hahn ze verweisen.

Wat d'Zuel vun den Accidenter ugeet, esou sinn op de Lëtzebuerger Stroossen tëschent 2014 an 2019 siwe Foussgänger bei Accidenter mat Schwéiergefierer ëm d'Liewe komm. Am selwechten Zäitraum gouf et zwar kee Cyclist, dee bei Accidenter mat Schwéiergefierer ëm d'Liewe komm ass, dofir awer fënnef Schwéierblesséierter. Dës Zuelen ergi sech aus de järleche Rapporte vun der Police a vum Statec. Eng speziell Statistik fir dës Zort Accidenter gëtt net gefouert.

Aktuell ass net geplangt, d'Abaue vun esou Systemer duerch Subventiounen oder steierlech Vergënschtegungen ze bezouschossen. Dëst, wéi schonn an der Äntwert op déi ernimmte parlamentaresch Fro geschriwwen, well den Abau an Europa ab 2022 respektiv 2024 souwisou verflichtend gëtt. Wann een dozou nach berücksichtegt, datt d'Altersmoyenne vun de grousse Camionen a Bussen (Kategorie N3 an M3) iwwert déi lescht véier Joer hei am Land gemëttelt bei 5,89 Joer läit, kann een dovun ausgoen, datt am Joer 2028 respektiv 2030 d'Majoritéit vun deene Gefierer mat esou Systemer ekipéiert wäert sinn.

Wat déi weider Moossnamen, fir Vëloen a Foussgänger ze schützen, ubelaangt, esou gëtt bei sämtleche Planunge vu staatleche Verkéiersinfrastrukturen eng Verbesserung vun der Stroosseverkéierssécherheet vum Cyclist a vum Foussgänger ugestrieft. Déi national Règles de l'art fir Vëlosinfrastrukturen (www.veloplangen.lu) baséieren zum Beispill op internationaler Best Practice an droen deem Rechnung.

Wat elo d'Accidenter ugeet, esou gi Stroossen, déi sech als besonnesch geféierlech erwisen hunn, vum Aarbechtsgrupp „audits de sécurité" analyséiert fir ze kucken, wéi dës Infrastrukture méi sécher kënne gemaach ginn. Doriwwer eraus analyséiert d'Administration des enquêtes techniques déi technesch Hannergrënn vun den Accidenter mat Doudegen, fir da Recommandatiounen ze maachen, fir d'Verkéierssécherheet op dëse Plazen ze verbesseren.

Question 2593 (27.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Aus engem rezente Reportage aus de Medie geet ervir, dass ëffentlech Transportmëttele plazeweis iwwerlaascht sinn. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Busverbindung 500 tëschent Ettelbréck an Iechternach. Ënner anerem ausgeléist duerch d'Campagne „Vakanz doheem", ass d'Passagéierunzuel am ëffentlechen Transport geklommen, soudass déi néideg Distanzen net méi kënnen agehale ginn. Och wann d'Maskeflicht am ëffentlechen Transport gëllt, sou gëtt et awer bis elo keng Begrenzung vun der Unzuel u Passagéier pro Bus oder Zuchwaggon. Vu dass d'Loftzirkulatioun an engem Bus oder Zuchwaggon awer begrenzt ass an ee sech an engem zur gréisster Zäit zouene Raum befënnt, kënnen dës Plazen en erhéichte potenzielle Risiko fir d'Verbreedung vum Coronavirus duerstellen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Erkennt d'Regierung iwwerfëllt ëffentlech Transportmëttelen als grousse potenzielle Risiko fir d'Verbreedung vum Coronavirus un?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung d'Unzuel vun de Passagéier pro Bus bzw. Zuchwaggon ze begrenzen, fir e gewëssene Grad un engem néidege Mindestofstand kënnen anzehalen?

3. Wäert d'Regierung d'CFL a Busentreprisen encouragéieren oder souguer uweisen, hir Transportpläng ze iwwerschaffen a méi oder méi grouss Busser zu Stousszäiten zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Sécherheet bei der „Vakanz doheem" garantéiert ass?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De beschriwwene Passagéierundrang bei der Buslinn 500 war haaptsächlech op Clientë vu kommerzielle Bedreiwer vu Kanutouren op der Sauer zréckzeféieren, déi fir de Retour op den Ausgangspunkt vun hirem Tour d'Buslinn 500 an Usproch geholl hunn.

Aus dësem Grond ass et an der Woch vum 20. Juli 2020 effektiv vereenzelt zu gutt gefëllte Busse komm.

Säit der Woch vum 27. Juli 2020 ginn déi betraffe Faarten vun der Buslinn 500 am Nomëtteg mat méi grousse Bussen duerchgefouert oder bei Bedarf mat engem zweete Bus verstäerkt.

Ausser dësem konkreete Fall ass mir kee weidere Fall bekannt, wou duerch d'Campagne „Vakanz doheem" Zich oder Bussen iwwerfëllt gewiescht wieren.

Eng Begrenzung vun der Zuel vun de Passagéier ass an der Praxis weeder am Bus nach am Zuch ze realiséieren.

ad 1. Esou ewéi déi aktuell Covid-19-Gesetzer et virgesinn, besteet am gesamten ëffentlechen Transport d'Obligatioun, eng Mask oder eppes Änleches, wat Mond an Nues verdeckt, ze droen, vu dass et do net ëmmer méiglech ass, déi entspriechend tëschemënschlech Distanzen anzehalen.

ad 2. Et ass net geplangt an och net méiglech, fir d'Unzuel vu Passagéier an engem Bus oder Zuch ze begrenzen. Et sinn engersäits ze vill ënnerschiddlech Buskategorien am Asaz an anerersäits wier et dem Fuerpersonal net méiglech ze kontrolléieren, ob eng eventuell maximal Unzuel erreecht oder iwwerschratt wier, fir da gegeebenefalls déi nächst Passagéier net méi eranzeloossen. Doriwwer eraus géif et fir esou eng Moossnam u genuch Bussen an Zich an dem noutwendege Personal feelen.

ad 3. Den Transportdepartement ass ënner anerem zoustänneg fir d'Ausschaffe vun de Buspläng. Wann et noutwendeg a méiglech ass, kënne meng Servicer reagéieren a punktuell och verschidde Faarte verstäerken. Dëst gëtt och schonn deelweis praktizéiert. Esou sinn z. B. fir op de Stauséi op de Weekender méi Bussen am Asaz. Dat selwecht gëllt och fir den Zuchverkéier, wou am Beräich vu materiellen an personnelle Méiglechkeeten drop reagéiert gëtt.

Question 2595 (27.07.2020) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS) :**

Le 15 juin 2018, le Ministère de la Santé, le Ministère des Sports et le Ministère de la Sécurité sociale ont lancé le Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS) et la campagne « Sport-Santé 2018 **».**

Le PNTSS s'intègre dans le Plan stratégique 2016-2025 pour l'activité physique de la Région européenne de l'Organisation mondiale de la santé appelant les États membres à soutenir la promotion de l'activité physique qui est bénéfique à la prévention de maladies chroniques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) La campagne « Sport-Santé 2018 » a-t-elle pris fin ? Dans la négative, quand est-ce que cette campagne se terminera ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette campagne ?

2) Les ministres peuvent-ils nous fournir les taux de participation aux cours d'activité physique thérapeutique depuis 2014 ?

3) Avant le lancement de la campagne, seulement 21 % des 60 médecins généralistes, interrogés lors d'une étude du Luxembourg Institute of Health, connaissaient le projet **«** Sport-Santé **»**. La campagne a-t-elle eu un impact positif sur ce taux ? De quelle façon ?

4) Des états des lieux réalisés en 2014 et 2016 avaient constaté une couverture nationale inégale de l'offre en matière de cours d'activité physique thérapeutique. Suite au PNTSS, cette couverture a-t-elle été améliorée dans chaque région du pays ?

5) Les ministres envisagent-ils de lancer d'autres programmes ou projets afin de promouvoir l'activité physique de la population ? Dans l'affirmative, lesquels ?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) + 3) La campagne nationale « Sport-Santé 2018 » a été présentée le 15 juin 2018 par les Ministres de la Santé, de la Sécurité sociale et des Sports au moment du lancement du Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS), initiée par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, le Luxembourg Institute of Health (LIH) et la Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé (FLASS).

La campagne proprement dit a pris fin en 2018 et la FLASS s'est chargée de son évaluation avec l'aide de chercheurs du LIH et du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER). Deux articles scientifiques, issus de cette évaluation, sont en cours de publication[30].

[30] Lion A, Lethal J, Delagardelle C, Seil R, Urhausen A, Theisen D. Promotion of physical activity by general practitioners in Luxembourg. Submitt Publ. 2020.
Lion A, Tchicaya A, Theisen D, Delagardelle C. Effect of a national campaign to promote health-enhancing physical activity for patients with chronic diseases on the participation in outpatient cardiac rehabilitation in Luxembourg. Submitt Publ. 2020.

Une sous-analyse a montré que la popularité du site Internet www.sport-sante.lu a été augmentée grâce à la campagne.

ad 2) Il ressort d'études transversales et d'évaluations menées au cours de la période de 2014 à 2018 que la participation aux cours d'activité physique thérapeutique était d'environ dix participants par cours avec des fluctuations selon les pathologies. En 2018, 14.088 participations ont été enregistrées pour 1.990 heures de cours. En 2019, 16.335 participations ont été enregistrées (i. e. une croissance de 16 % par rapport à 2018) pour 2.411 heures de cours (i. e. une croissance de 21 % par rapport à 2018).

ad 3) Des réponses concrètes à ces questions pourront être fournies dès la publication des articles scientifiques précités.

ad 4) L'offre des cours et dès lors également le nombre de participations ont sensiblement augmenté depuis 2014, ceci notamment grâce à une meilleure couverture régionale.

ad 5) Comme il ressort du programme gouvernemental, des mesures concrètes seront mises en place pour encourager l'activité physique de la population entière dont notamment la mise en œuvre du second Plan d'action national « Gesond iessen, Méi bewegen » (2018-2025) dont l'objectif principal est de promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière et adaptée parmi toute la population. En ce qui concerne le domaine de l'activité physique, les actions clés suivantes sont définies :

- création d'un environnement favorisant la mobilité douce et l'activité physique régulière et adaptée à tous les groupes d'âges ;

- soutien des actions de terrain promouvant une activité physique régulière adaptée organisée par le PNTSS, les clubs seniors, les écoles et maisons relais, les clubs de sport, comme notamment le label de qualité « Clever move », « Freed um Vëlofueren », le « Freestyle Tour », la « Nuit du Sport », l'action « Wibbel an Dribbel », le « Nationale Sportsdag FIT50PLUS » ou le projet pilote « I'mPOSSIBLE » ;

- développement de campagnes de sensibilisation comme www.aktivdoheem.lu, la campagne #beactive dans le cadre de la semaine européenne du sport, le calendrier des sports loisirs sur www.beactive.lu ;

- recueil des recommandations nationales sur le site Internet www.gimb.public.lu pour faciliter l'accès ;

- intégration d'un module obligatoire dans le cursus scolaire de certains professionnels (professions de santé, éducateurs, enseignants, animateurs, entraineurs, etc.) sur l'activité physique et le développement de la formation continue dans ce domaine ;

- organisation de journées thématiques et de conférences en matière d'activité physique ;

- en matière de prévention secondaire et tertiaire, sensibilisation des patients atteints de maladies chroniques aux bénéfices de l'activité physique dès le diagnostic.

Par ailleurs, le programme gouvernemental prévoit la promotion du sport-santé par l'élaboration de programmes thérapeutiques axés sur le sport et le soutien à des offres sportives spécifiques pour des patients avec des problèmes médicaux, chirurgicaux ou psychiques.

Outre la sensibilisation et la formation des principaux intéressés, la mise en œuvre du projet de prescription médicale d'activités physiques pourrait constituer une des pistes à poursuivre.

Question 2596 (28.07.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **naissances prématurées et/ou à faible poids dans le cadre de la crise de la Covid-19 :**

L'étude preprint « Reduction in preterm births during the Covid-19 lockdown in Ireland: a natural experiment allowing analysis of data from the prior two decades » a récemment mis en évidence une diminution des naissances à très faible poids pendant la période du confinement dans une région d'Irlande. Alors que les données historiques des années 2001 à 2019 décomptent en moyenne 8,18 naissances à très faible poids pour 1.000 naissances pour les mois de janvier à avril, pour 2020, ce quota aurait chuté à 2,17.

Des chercheurs danois arrivent à des conclusions similaires dans l'étude preprint « Changes in premature birth rates during the Danish nationwide Covid-19 lockdown: a nationwide register-based prevalence proportion study ». Le nombre de naissances extrêmement prématurées aurait diminué de 90 % durant la période de confinement au niveau national.

Selon l'OMS, les naissances prématurées et/ou à (très) faible poids concernent 15 millions de bébés par année et les complications liées à ces types de naissances sont la première cause de décès parmi les enfants de moins de cinq ans. Face à de tels chiffres, ces nouvelles données ouvrent peut-être la voie à une meilleure compréhension des causes de la prématurité et donc à des moyens étant supposés les éviter.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est le nombre de naissances ayant eu lieu par mois pendant le confinement et les différentes étapes de déconfinement ?

2) Parmi ces naissances, quel est le nombre de naissances prématurées ? Quel est le nombre de naissances à (très) faible poids ?

3) Les chiffres enregistrés présentent-ils des variations par rapport aux données historiques des naissances prématurées et/ou à (très) faible poids pour 1.000 naissances ?

4) Quelle est l'évolution de la mortinatalité sur la même période ?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les données de natalité auxquelles la Direction de la santé a accès sont celles extraites du registre de santé périnatale Perinat. Les délais prévus dans la procédure de compilation, contrôle-qualité et exploitation des données statistiques collectées dans les maternités et chez les sages-femmes assurant les accouchements à domicile prévoient une disponibilité de données provisoires une fois l'année calendaire achevée : soit en janvier 2021 pour les données relatives à l'année 2020 en général et celles relatives à la période du confinement et du déconfinement.

Le Statec exploite par ailleurs le registre des naissances de droit (en opposition aux naissances de fait du registre de santé périnatale). Or, les données relatives aux naissances de droit (n'incluant pas le poids à la naissance et la durée de gestation) pour l'année 2020 ne seront disponibles qu'après la fin de l'année calendaire, soit en début 2021.

ad 2) + 3) Pour les mêmes raisons que celles susmentionnées, il n'est à l'heure actuelle pas possible de répondre à ces questions.

ad 4) Un décès fœtal étant un évènement rare, les données statistiques ci-dessous sont à interpréter avec précaution.

Nombre de décès fœtaux par semaine épidémiologique, de SE12 à SE31, de 1998 à 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Si l'on compare la mortinatalité (nombre de mortinaissances) de la période observée (le confinement a commencé le 16 mars, en SE12) à la moyenne des cinq années précédentes (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019) durant la même période, la mortinatalité n'a pas varié :

- moyenne 2015-2019 : 21 décès fœtaux au cours des SE12 à SE31 ;

- en 2020 : 20 décès fœtaux au cours des SE12 à SE31.

Par non-disponibilité des nombres de naissances en 2020, il n'est pas possible de présenter l'évolution du taux de mortinatalité.

Question 2597 (28.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **situation des femmes détenues au Luxembourg :**

En 2017 le médiateur a réalisé un rapport sur la situation des femmes en détention au Luxembourg. Ce rapport se base sur une enquête menée par l'équipe de contrôle externe sous la tutelle du médiateur aux centres pénitentiaires de Schrassig et de Givenich. Les informations récoltées lors de cette enquête proviennent d'entretiens, notamment réalisés avec le personnel et les détenues et des visites et observations des lieux.

Ce rapport attire notre attention sur de graves manquements aux droits humains en milieu carcéral féminin et à l'encontre desquels le médiateur émet ses critiques et recommandations.

Bien que le rapport ne soit plus tout à fait récent, il a refait surface dans un document rédigé par l'association « eran, eraus ... an elo? » œuvrant au soutien des personnes incarcérées et publié le 05.05.2020. Cette publication résume les 38 recommandations émises par le médiateur à l'égard de la situation des femmes en prison et contient également les réactions du Ministère de la Justice à certaines recommandations tout comme l'avis et les interrogations de l'association à l'initiative du document en question.

Certains constats rassemblés dans le rapport du médiateur se réfèrent à certaines pratiques et situations qui ne correspondent pas aux règles internationales en vigueur concernant le traitement des détenues, en l'occurrence les Règles de Bangkok des Nations Unies. D'autres pratiques s'avèrent, sur avis du médiateur, non conformes à certaines lois nationales en vigueur ou liées à des insécurités juridiques ou incomplétudes inhérentes aux lois nationales en vigueur. Dans tous les cas, ce sont là des pratiques dont le médiateur présume qu'elles mettent en danger la santé physique et mentale des femmes détenues et le cas échéant de leurs enfants, surtout quand ceux-ci résident avec elles en prison.

En revanche, même du côté du personnel pénitentiaire, le médiateur constate un réel manque de formation et de sensibilisation aux besoins spécifiques de santé des femmes et enfants. De plus, il a été souligné dans le rapport que les femmes détenues ne bénéficient pas de la même offre thérapeutique que les détenus hommes. Le rapport du médiateur précise également qu'en cas d'abus et d'agressions sexuelles subies en prison, les femmes détenues ne se voient pas explicitement offrir la possibilité de saisir la justice et d'être aidées dans leurs démarches ainsi que de bénéficier d'un soutien psychologique. Par ailleurs, les infrastructures et les équipements de santé nécessiteraient en certains endroits des rénovations et/ou renouvellements, comme l'équipement gynécologique et les locaux de l'infirmerie du CPL. Enfin, le médiateur évoque le placement en cellule d'observation (sous vidéo-surveillance) sous-chauffée de détenues souvent particulièrement vulnérables d'un point de vue psychologique.

Dans l'objectif de me rassurer que ces problématiques auxquelles fait référence le rapport du médiateur ainsi que de manière spécifiée le document de l'association précitée, aient été prises en compte et/ou soient sur le point d'être traitées, j'adresse les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Concernant la possibilité des femmes condamnées ayant des enfants à charge, à prendre pour leur(s) enfant(s) les dispositions nécessaires avant d'entrer ou au moment d'entrer en prison, Madame la Ministre de la Justice peut-elle me renseigner sur l'avancée de la prise en compte de l'intérêt supérieur des enfants en cette matière par le législateur luxembourgeois depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2018 et conformément à la règle 2 des Règles de Bangkok ?

2) Dans la suite de la question précédente, quelle est selon les sexes la fréquence de recours à d'autres modalités d'exécution de peine ou à des peines alternatives, telles que le port du bracelet électronique, l'exécution fractionnée, la semi-liberté, etc., depuis l'entrée en vigueur de la réforme de l'exécution des peines ?

3) Concernant l'assistance judiciaire et psychologique en cas de violences sexuelles pour les détenu(e)s, ont-elles pu être spécifiées expressis verbis dans la réglementation interne des centres pénitentiaires ?

4) Concernant les examens médicaux et les besoins spécifiques de santé des femmes, la disposition conforme à la règle 10 du Règlement de Bangkok, spécifiant qu'une détenue, si elle le demande, devra être examinée dans toute la mesure du possible par une infirmière et un médecin de sexe féminin et que la présence d'un personnel féminin est exigée dans tous les cas, a-t-elle été intégrée dans la réglementation interne ou dans les instructions de service en milieu carcéral comme à l'hôpital ?

5) Des consignes communes entre les établissements pénitentiaires, les autorités policières, la délégation du procureur général à l'exécution des peines et le CHL, concernant le traitement des détenu(e)s en milieu médical et en milieu hospitalier ont-elles été mises à jour et en conformité avec les normes internationales, notamment en ce qui concerne la recommandation d'éviter au mieux la présence d'un personnel non médical lors d'examens ou de prestations médicales ? Dans l'affirmative, en quoi consistent précisément ces consignes ?

6) Concernant l'offre thérapeutique disponibles aux femmes détenues, Madame la Ministre peut-elle me renseigner si cette offre a entretemps été élargie ? De même, une enquête en matière de besoins thérapeutiques auprès des détenus hommes et femmes a-t-elle finalement eu lieu ?

7) Concernant l'accès aux soins médicaux des enfants résidant ou visitant la prison, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si les contrôles médicaux des enfants de détenues résidant en prison sont systématiquement exécutés à l'en-

trée et par un pédiatre, selon les recommandations du médiateur ? De même, le personnel pénitentiaire a-t-il bénéficié d'une formation aux besoins spécifiques de santé des enfants et des femmes détenues ?

8) Concernant toujours la situation des enfants résidant en prison auprès de leur mère détenue, Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre les recommandations du médiateur relatives à la réglementation spécifique de l'hébergement d'un enfant en prison (soins médicaux, prises en charge des besoins de l'enfant, démarches administratives, aménagement cellule, etc.) ?

9) Concernant la protection des enfants et mineurs, la fouille des enfants en bas âge et des mineurs rendant visite à des détenu(e)s a-t-elle pu être réglementée de manière plus spécifique en tenant compte de l'intérêt supérieur des enfants, selon les recommandations du médiateur ? Des dispositions y afférentes seront-elles intégrées dans les articles 37 et 38 de la loi du 20.07.2018 propres aux fouilles corporelles ? Est-ce qu'une rencontre entre le médiateur et la Ministre sur ce sujet a eu lieu et le cas échéant, quelles en sont les conclusions ?

Le médiateur constate des différences de traitement concernant femmes et hommes détenu(e)s en matière des activités sportives et de formations ou d'activités de travail à leur disposition. Ainsi, les détenus femmes ne bénéficient pas d'un équipement sportif à égalité avec les hommes et/ou correspondant à leurs besoins.

10) Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'œuvrer dans le sens d'une plus grande mixité dans les ateliers de travail, voire est-ce que des démarches dans ce sens ont déjà été engagées ?

11) Madame la Ministre peut-elle me dire si une monitrice sportive a entre-temps pu être engagée et si les détenues disposent désormais d'un meilleur équipement sportif et d'une offre d'activités sportives plus large ?

Concernant les enjeux de parentalité et de la vie de couple en prison, le médiateur indique des efforts manquants quant aux modalités des visites familiales, mais aussi l'absence d'une possibilité de visites dites « intimes ».

12) Madame la Ministre de la Justice peut-elle m'informer sur l'état d'avancement de l'application de ces recommandations ?

En réponse aux recommandations du médiateur concernant les problèmes d'aménagement des espaces à l'intérieur des prisons ne respectant pas les consignes internationales de la séparation des mineurs et majeurs, des femmes et des hommes, des prévenus et des condamnés, le Ministère de la Justice renvoie à la finalisation du nouveau Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff qui pourra résoudre certains de ces problèmes. Or, le médiateur, tout comme l'association « eran, eraus ... an elo? » considèrent que des changements s'imposent également dans l'attente de la finalisation du CP d'Uerschterhaff.

13) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me confirmer si les recommandations du médiateur concernant l'aménagement des espaces en milieu carcéral, notamment pour assurer une séparation entre les condamnés et les prévenus, les hommes et les femmes, les mineurs et les majeurs, ont pu être traitées et exécutées ?

14) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me confirmer que des blocs réservés aux femmes et aux personnes transgenres seront aménagés au CPU ?

Réponse (27.08.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Concernant la possibilité des femmes condamnées ayant des à enfants à charge à prendre pour leur(s) enfant(s) les dispositions nécessaires avant d'entrer ou au moment d'entrer en prison, il faut trouver un équilibre entre, d'une part la prise en compte pour chaque condamné(e) de l'infraction commise et de la condamnation encourue, d'autre part des antécédents judiciaires et de la longueur de la peine privative de liberté et enfin, de la situation familiale notamment quand il s'agit de condamnés ou condamnées ayant à charge de jeunes enfants.

Durant les derniers mois, il y a eu trois affaires dans lesquelles de jeunes femmes, ayant à charge des enfants en-dessous de douze ans, ont intégré un des centres pénitentiaires du Luxembourg. Une condamnée a été placée au centre pénitentiaire de Luxembourg pour une peine correctionnelle de quatre ans, multirécidiviste. Deux condamnées ont été placées au centre pénitentiaire de Givenich (récidivistes, pour une condamnée une peine de réclusion a été prononcée avec un très large sursis). À chaque fois, Madame la Déléguée du procureur général d'État a donné des dates d'intégration en détention aux concernées avec un report de quelques mois et elle a pris préalablement contact avec les juges de la jeunesse du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch pour arranger le placement d'un enfant en foyer ou avec les pères des enfants, séparés des mères.

ad 2) Il s'agit d'une question relevant plus particulièrement de la compétence du procureur général d'État. Dans le cadre de la réforme pénitentiaire, il est recouru le plus possible à d'autres modalités d'exécution de peine ou à des peines alternatives, il revient au tribunal de décider au cas par cas. Concernant plus particulièrement l'utilisation du bracelet électronique, il y a actuellement 8 personnes sous surveillance électronique, 5 hommes et 3 femmes.

De septembre 2018 à août 2020, il y a eu au total 56 personnes qui ont été placées sous surveillance électronique (41 hommes, 15 femmes). Pendant la même période, 24 personnes ont pu bénéficier de travaux d'intérêts généraux au lieu d'une peine d'emprisonnement (21 hommes, 3 femmes).

ad 3) Si l'honorable Député se réfère à des violences sexuelles subies par les détenues au sein du centre pénitentiaire, il y a lieu de noter que la commission de violences sexuelles entre les deux sexes est pratiquement impossible au centre pénitentiaire de Luxembourg dû à la séparation très stricte des deux sexes. Les violences sexuelles entre détenues sont extrêmement rares et ne peuvent avoir lieu que lorsqu'il n'y a pas de surveillance. Dans le cas d'une agression sexuelle, l'assistance judiciaire et psychologique est cependant la même que celle prévue pour les hommes détenus.

ad 4) Cette question relève de la compétence du Ministère de la Santé, alors que le service médical est assuré au CPL par le CHL, il sera assuré au CPU par le CHEM. Conformément aux termes des conventions signées entre le CHL et le Ministère de la Justice d'une part, et le CHEM et le Ministère de la Justice d'autre part, les deux établissements hospitaliers exécutent leur mission en application des standards les plus évolués et les plus actuels de l'art de guérir.

ad 5) Il ne s'agit pas d'une compétence du Ministère de la Justice et de l'Administration pénitentiaire, alors que l'article 20, § 1er stipule que la police assure l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff et que le transfèrement et le retransfèrement comporte la garde des détenus concernés à l'extérieur du centre pénitentiaire. Étant donné que la police assure seule la garde au CHL, les consignes communes traitant des soins à fournir au détenu en milieu hospitalier ne concernent plus le CPL et à plus forte raison l'Administration pénitentiaire ainsi que le Ministère de la Justice.

ad 6) Actuellement, la réhabilitation du centre pénitentiaire de Luxembourg est en cours de planification. Le Ministère de la Justice ainsi que l'Administration pénitentiaire soutiennent pleinement toute démarche permettant d'élargir l'offre thérapeutique aux femmes détenues. D'ailleurs un projet offrant de multiples offres thérapeutiques est actuellement en cours d'élaboration par les professionnels travaillant au sein du CPL. Cependant, les locaux au bloc P2 du CPL sont actuellement trop exigus pour y recevoir des femmes, sachant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité, d'y séparer les hommes des femmes détenues. À cela s'ajoute que le CHNP ne dispose actuellement pas de ressources en personnel suffisantes pour encadrer de telles activités. Une fois que le CPL aura été réhabilité, de nouvelles offres thérapeutiques pourront être proposées aux femmes détenues.

ad 7) Les recommandations concernant l'accès aux soins médicaux des enfants résidant ou visitant la prison sont actuellement prises en considération dans le cadre des réunions faisant suite à l'audit pénitentiaire. La prise en charge pédiatrique pourra être intégrée lors du renouvellement de la convention entre le Ministère de la Justice et le Centre hospitalier de Luxembourg. À noter toutefois qu'il s'agit de cas qui sont en pratique extrêmement rares.

ad 8) Les recommandations du médiateur relatives à la réglementation spécifique de l'hébergement d'un enfant en prison seront prises en compte dans le cadre des réunions faisant suite à l'audit pénitentiaire et pourront, le cas échéant, être intégrées lors du renouvellement des conventions collectives respectivement dans le règlement grand-ducal faisant suite à la réforme pénitentiaire qui est en cours d'élaboration.

ad 9) En ce qui concerne la fouille des enfants en bas âge et des mineurs rendant visite à des détenu(e)s, bien que la nouvelle loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire permette de soumettre le visiteur à une fouille intégrale, cette mesure n'a jamais été appliquée au CPL. La procédure est la suivante : tout bagage ainsi que les manteaux et les autres vêtements lourds passent par le scanner RX et chaque visiteur est obligé de passer par le portique détecteur de métaux. En cas de signal persistant, le visiteur est appelé à se soumettre à une fouille qui consiste en une vérification au moyen du détecteur de métaux manuel ainsi qu'en un passage des mains gantées sur les vêtements et les poches. Si le visiteur refuse de coopérer, l'entrée au CPL lui sera refusée.

Il n'existe actuellement pas encore de réglementation spécifique concernant le contrôle respectivement la fouille des enfants en bas âge et des mineurs.

Les enfants en bas âge font l'objet d'un contrôle plus approfondi alors qu'il est constant que des substances interdites sont acheminées par les langes ou par les différentes cachettes qu'offre un Maxi-Cosi par exemple. La mère passe d'abord seule à travers le portique détecteur de métaux, ensuite elle passe avec son enfant dans les bras. Le Maxi-Cosi ne peut pas entrer au sein du centre pénitentiaire, celui-ci en met un à disposition de la mère qu'elle pourra utiliser à son gré au sein du centre pénitentiaire.

Les mineurs sont soumis aux mêmes modalités de visite que les adultes, donc une fouille par le biais d'un détecteur de métaux manuel, un passage par le portique détecteur de métaux et un passage mains gantées sur les vêtements et les poches.

ad 10) L'Administration pénitentiaire a été chargée de faire une analyse permettant de dégager dans quels ateliers des femmes pourraient être intégrées. Cette analyse est actuellement en cours, mais des résultats interprétables ne peuvent être fournis qu'après un retour à la situation normale, hors contexte de lutte contre la pandémie et les nombreuses séparations et interdictions de contact qu'elle impose.

ad 11) La demande de la part des femmes détenues de faire davantage d'activités sportives est quasi inexistante ne justifiant dès lors pas le recrutement d'une monitrice sportive. Actuellement, seules deux femmes pratiquent une activité sportive. Les cours de Zumba, qui étaient plus appréciés par les détenues ne peuvent avoir lieu pour des raisons de protection contre la pandémie virale. L'équipement en appareils de sport du bloc des femmes a été sensiblement amélioré. L'éventail de l'équipement sportif à la section des femmes est large. Une solution au manque d'espace ne pourra être trouvée qu'après la réhabilitation du CPL.

ad 12) En ce qui concerne les visites dites « intimes », celles-ci ne sont actuellement pas possibles en raison de l'infrastructure inadéquate qu'offre le CPL. Lors de la réhabilitation du CPL, qui aura lieu après l'ouverture du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, il est prévu d'aménager des pièces permettant les visites intimes.

ad 13) Actuellement, tout est déjà mis en œuvre afin de respecter au mieux la séparation entre hommes et femmes, mineurs et majeurs ainsi qu'entre prévenus et condamnés. Cependant, il ne sera possible de résoudre tous les problèmes qu'après l'ouverture du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff. Une fois le nouveau centre pénitentiaire ouvert, les travaux de réhabilitation du CPL pourront commencer.

ad 14) Au CPU, il n'y aura pas de blocs réservés aux femmes alors que celle-ci resteront incarcérées au CPL. En ce qui concerne les personnes transgenres, il reviendra au tribunal de juger au cas par cas si ces personnes sont incarcérées au CPL ou au CPU. Au CPU, il sera possible de séparer les détenus transgenres des autres détenus.

Question 2598 (29.07.2020) de **M. Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **fermeture de centres de dépistage :**

En date du 28 juillet 2020, la première phase du dépistage à grande échelle fut prolongée, de façon réduite, jusqu'à la fin du mois d'août.

Par conséquent, plusieurs centres de dépistage, dont les centres à Junglinster et à Grevenmacher, ont été mis en veille.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- D'après quels critères le choix de fermeture des centres de dépistage fut-il pris ?

- Ne s'avère-t-il pas utile de maintenir un centre de dépistage dans la région Est du pays ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

- En ce qui concerne la logistique, de quelle façon la deuxième phase de dépistage à grande échelle va-t-elle se différencier de la première phase ?

- Les centres de dépistage dans la région Est du pays seront-ils réactivés avec le début de la deuxième phase ?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Les centres de dépistage qui sont restés ouverts lors de la période de prolongation de la première phase du dépistage Covid-19 à large échelle avaient été choisis en fonction de leur fréquentation au cours des derniers mois. Au cours du mois d'août, certains de ces centres de dépistage qui avaient été mis en veille ont été réouverts dans le contexte de l'augmentation de la capacité de diagnostic, dont un centre dans la partie Est du pays.

Pour la deuxième phase du dépistage Covid-19 à large échelle, une soumission publique a eu lieu.

Du point de vue logistique, le LST 2.0 diffère à plusieurs égards du LST 1.0, ceci afin de refléter la nouvelle orientation du dispositif qui se veut à la fois plus ciblé et plus flexible.

Le premier changement concerne ainsi la capacité de tests maximale par semaine. En effet, le nombre de tests par semaine a été adapté à l'évolution de la pandémie. Ceci se répercute aussi sur le nombre des centres de prélèvement lesquels seront réduits tout en maintenant une répartition géographique équilibrée sur l'ensemble du territoire de notre pays. Par ailleurs, les tests à l'aéroport seront dorénavant inclus dans le dispositif du LST 2.0 et des équipes mobiles sont à disposition pour assurer des interventions sur place en cas de cluster ou de situation d'urgence. De plus, des tests sérologiques à la recherche d'anticorps seront réalisés dans le cadre du LST 2.0, en complément aux tests PCR.

Une distribution géographique est assurée dans le cadre du LST 2.0 sur base de la densité démographique du Luxembourg. Ainsi, la population de la région Est du pays bénéficiera d'une station à Grevenmacher/Machtum.

Question 2599 (29.07.2020) de **Mmes Stéphanie Empain**, **Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne :**

Les négociations autour de l'accord de libre-échange entre le Mercosur (Marché commun du Sud, actuellement composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay) et l'Union européenne, qui ont commencé en 2000, ont été conclues le 28 juin 2019. D'après nos informations, cet accord pourrait être soumis pour signature aux chefs d'État européens en automne 2020. Or, une opposition considérable contre cet accord se manifeste dans plusieurs États européens. Ainsi, la Chambre des Représentants du Parlement néerlandais a adopté, début juin 2020, une motion demandant au Gouvernement de s'opposer à ce traité et le Président de la République française avait déjà fait part de son opposition en août 2019.

Au Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a annoncé le 25 août 2019 son opposition à la ratification du traité de libre-échange avec le Mercosur, tel que stipulé dans un communiqué du ministère : « En concertation avec le Premier Ministre, le Ministre Asselborn proposera au prochain Conseil de Gouvernement de geler la décision relative à la signature de l'accord. »

Le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à protéger l'environnement et à continuer la lutte contre le changement climatique. L'accord de coalition 2018-2023 stipule ainsi : « Les efforts requis seront entrepris pour faire en sorte que le respect de l'accord de Paris sur les changements climatiques devienne une clause essentielle et exécutoire de tout accord commercial. » Or, depuis l'élection du Président brésilien Jair Bolsonaro, la déforestation de l'Amazonie a rapidement accéléré. La déforestation entraîne de nombreuses conséquences négatives non seulement pour le climat, mais aussi pour les populations indigènes, la biodiversité, les sols et les cycles d'eau. La déforestation massive a aussi été la cause d'une augmentation substantielle du nombre d'incendies dans la forêt tropicale brésilienne.

Et pourtant, le Président Bolsonaro critique vivement la réglementation environnementale et les organismes chargés de faire respecter l'environnement. Lors d'une réunion ministérielle le 22 mai dont la vidéo a été récemment diffusée, le Ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, suggère à ses collègues de profiter du fait que l'attention soit focalisée sur la pandémie du Covid-19 : « Nous devons faire un effort pendant ce moment de répit au niveau de la couverture médiatique - on ne parle que du Covid-19 - pour nous engouffrer dans la brèche en changeant toute la réglementation et en simplifiant les normes. »[31]

En outre, l'accord Mercosur-UE suscite les craintes des filières agricoles dans l'UE à cause du risque de concurrence déloyale que représentent les produits importés de ces pays, produits qui souvent répondent à des critères moins contraignants au niveau de l'environnement, du droit du travail et au niveau du bien-être animal. La déforestation de l'Amazonie est en effet liée avec l'agriculture : des pans entiers de forêt sont rasés pour installer des élevages bovins et la culture de soja pour l'alimentation animale.

Dans ce contexte et considérant l'urgence climatique, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles sont les prochaines étapes dans le processus de ratification de l'accord de libre-échange UE-Mercosur ?

2) Sachant que l'accord de libre-échange UE-Mercosur ne comprend pas de mesures exécutoires dans le cas où un des partenaires ne respecte pas l'accord de Paris et considérant que le Gouvernement brésilien n'est pas en faveur de la réglementation environnementale, quelle est la position des ministres par rapport à la ratification potentielle en automne ?

3) Messieurs et Madame les Ministres, sont-ils d'avis que l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne est compatible avec l'accord de Paris, ainsi que les engagements dans la lutte contre le changement climatique stipulés dans l'accord de coalition du Gouvernement ?

4) Dans la négative, le Gouvernement s'oppose-t-il à cet accord de libre-échange ? Cette opposition a-t-elle déjà été signalée à la Commission européenne ?

5) La pandémie de Covid-19 nous a montré que la destruction des habitats naturels des animaux exacerbe le risque de pandémies. Considérant le fait que la déforestation de l'Amazonie pourrait être accélérée par l'accord de libre-échange, la crise sanitaire ne constitue-t-elle pas un argument supplémentaire contre ledit accord ?

6) La crise nous a également rappelé l'importance de renforcer l'agriculture régionale. Or, cet accord prévoit une augmentation des quotas dans le domaine de l'agriculture. La pandémie du Covid-19 et la crise qui en résulte ont-elles mené à une réévaluation de modalités dans ce domaine ?

Réponse commune (10.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le 28 juin 2019, l'Union européenne et les pays membres du Mercosur ont finalisé les négociations commerciales. Depuis, le texte est soumis à une révision juridique et est traduit dans toutes les langues officielles de l'UE afin de pouvoir être soumis aux États membres. La Commission présentera en principe avant la fin de l'année la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord susmentionné. La Commission décidera si l'accord est un accord de seule compétence européenne ou un accord mixte. Une fois conclu, l'accord sera soumis pour approbation au Parlement européen. En cas d'inclusion de l'accord commercial dans l'accord d'association UE-Mercosur, il sera aussi soumis à la ratification des États membres.

ad 2) La position du Gouvernement par rapport à la ratification de l'accord commercial UE-Mercosur n'a pas changé depuis sa décision de gel de septembre 2019. Le Gouvernement s'attend à ce que les partenaires du Mercosur se préparent à respecter, avant même la conclusion de l'accord négocié, les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, notamment la protection de la forêt amazonienne, qui joue un rôle clé dans la protection du climat.

Pour qu'un accord commercial UE-Mercosur puisse voir le jour, il importe que les Gouvernements des États contractants s'engagent de bonne foi à mettre en œuvre notamment des politiques de protection du climat et de la biodiversité et de respect des droits de l'homme.

Au cours des prochains mois, le Gouvernement luxembourgeois, de concert avec d'autres États membres, continuera à œuvrer pour obtenir des engagements complémentaires des pays du Mercosur, à commencer par le Brésil, de manière à permettre une réévaluation de sa décision de gel de septembre 2019.

L'Union européenne est en contact régulier avec le Conseil national pour l'Amazonie, créé en janvier 2020 en réponse aux critiques venues de l'intérieur et de l'extérieur du Brésil. L'UE y fait connaître les préoccupations et y défend les intérêts des États membres de l'UE en ce qui concerne la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Le Gouvernement luxembourgeois s'engage de manière résolue au niveau de l'UE pour que la ratification et la mise en œuvre de l'accord de Paris deviennent à l'avenir une clause essentielle pour tout accord de l'Union, au même titre que le respect des droits de l'homme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

ad 3) Le chapitre consacré au développement durable de l'accord commercial prévoit que les États parties ratifient et mettent en œuvre l'accord de Paris. Il appartient donc aux parties contractantes de s'assurer que la mise en œuvre de cet accord soit compatible avec l'accord de Paris.

ad 4) La position du Gouvernement luxembourgeois a été décrite ci-dessus. Elle a été régulièrement signalée à la Commission européenne et aux autres États membres de l'Union.

ad 5) La pandémie de Covid-19, dont la source est un virus qui se transmet des animaux à l'être humain, a non seulement rappelé l'importance de la diversification des chaînes d'approvisionnement, mais aussi mis en exergue le lien entre la santé humaine et son activité économique. À la lumière des évènements récents, le Gouvernement poursuivra son engagement pour continuer à développer la politique commerciale en tant que cadre pour un développement durable, tant dans l'Union européenne que dans les pays partenaires de l'Union. Pour prendre la pleine mesure des relations entre les pénuries observées pendant la crise du Covid-19 et les accords commerciaux, la Commission européenne a lancé une consultation publique pour collecter des idées pour voir comment faire évoluer les traités commerciaux que l'UE signe.

Il convient de souligner que l'accord commercial avec le Mercosur tout comme les autres accords de nouvelle génération conclus par l'Union européenne contiennent d'ores et déjà des dispositions permettant d'œuvrer dans ce sens. Ainsi, à titre d'exemple, la réduction de la déforestation dépendra, selon l'étude d'impact commanditée par la Commission européenne, essentiellement de l'adoption et de l'application efficace de politiques environnementales.

ad 6) Pour le Luxembourg, l'un des secteurs les plus sensibles de l'accord avec le Mercosur concerne l'élevage bovin. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire 857 des honorables Députés Messieurs Gusty Graas et André Bauler, le Mercosur, qui exporte déjà près de 200.000 tonnes par an avec des droits de douane pouvant aller jusqu'à 45 %, se voit accorder un contingent de 99.000 tonnes de viande de bœuf avec un droit de 7,5 %. La mise en place de ce contingent se fera de manière progressive, et il faudra cinq ans pour atteindre ce montant.

L'Union dispose également de la possibilité d'activer une clause de sauvegarde bilatérale permettant de suspendre les conditions tarifaires préférentielles sur les quotas négociés. Par ailleurs, la Commission s'est engagée à soutenir les agriculteurs européens à hauteur d'un milliard d'euros en cas de perturbations.

Cela dit, le Gouvernement luxembourgeois continuera à appeler à la mise en place d'un plafond global pour les concessions agricoles accordées dans le cadre des négociations commerciales. À cet égard, sans remettre en cause les concessions négociées de bonne foi avec les partenaires de l'Union, il réitérera son appel pour que les concessions commerciales futures ne compromettent pas les initiatives prises dans d'autres domaines pour renforcer l'agriculture européenne.

[31] https://bit.ly/3eODdll : Enregistrement de commentaires du Ministre Ricardo Salles divulgué aux médias

Q538

Question 2600 (29.07.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **situation actuelle en termes de personnel dans les structures d'hébergement pour personnes âgées :**

Depuis quelque temps les nouvelles infections au Covid-19 se multiplient à un rythme plus accéléré. C'est pourquoi le Gouvernement, ensemble avec la Direction de la Santé a émis des recommandations plus strictes concernant l'application de gestes barrières dans la sphère privée, mais aussi relatives à l'organisation de la santé et aux pratiques des professionnels de la Santé.

Cependant, l'on constate que de nouvelles infections font à nouveau leur apparition dans les structures pour personnes âgées. Les recommandations en vigueur concernant la prévention des infections à Sars-CoV-2 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées datent du 20 mai 2020 et remplacent celles émises le 14 avril 2020 et modifiées le 28 avril 2020 et le 30 avril.

Dans ces recommandations, il n'est pas fait mention d'une éventuelle réserve en personnel, dans les cas où les infections parmi les résidents se multiplient et apparaissent chez le personnel. En revanche il y est précisé que : « Si le nombre de personnel soignant est insuffisant, des soignants seront réquisitionnés par le Ministère de la Santé. »

Dans l'objectif d'obtenir des clarifications à ce sujet, je vous prie Madame la Ministre de la Santé de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Le Ministère de la Santé a-t-il déjà dû réquisitionner du personnel pour les structures d'hébergement pour personnes âgées ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous donner des informations précises sur la procédure d'un tel réquisitionnement de personnel ? De quel personnel s'agit-il précisément en termes de qualifications et d'affectation ?

3) Dans l'affirmative à la première question, Madame la Ministre peut-elle nous dire à combien de reprises du personnel a dû être réquisitionné et combien de personnes jusqu'à présent ?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé n'a pas réquisitionné du personnel soignant. D'ailleurs, il n'est pas prévu de réquisitionner du personnel soignant dans les structures d'hébergement pour personnes âgées en cas de multiplication d'infections. Au cas où la situation s'aggraverait dans les établissements précités, la réserve sanitaire va recourir dans la mesure du possible à du personnel soignant volontaire pour ces structures.

Question 2601 (30.07.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **CR134 entre Manternach et Mertert :**

Den CR134 tëschent Manternach a Mäertert war fir bal 30 Méint praktesch onënnerbrach aus verschiddenen Ursaache gespaart. Wärend dëser Zäit huet de Verkéier missen ëmgeleet ginn an d'Leit aus der Géigend hu vill Ëmweeër misse fueren. Als Grond fir d'Aarbechten ass d'Erofrutsche vum Talus laanscht d'Sir ugefouert ginn.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Aarbechte sinn hei gemaach ginn?

2. Aus wéi engem Grond hunn dës Aarbechte sou laang gebraucht?

3. Wéi kënnen an Zukunft sou laang Chantiere besser koordinéiert ginn, fir d'Bauzäiten esou kleng wéi méiglech ze halen?

Réponse (27.08.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De 5. Januar 2018 gouf et um CR134 tëschent Manternach a Mäertert op der Plaz „Zwirwel/Fielsmillen" een Hangrutsch, woubäi d'Béschung vun der Strooss laanscht d'Sir noginn huet.

Bei dësem Äerdrutsch ass d'Béschung vun enger Héicht vu 6 Meter direkt niewent der Strooss op enger Längt vu 27 Meter ewechgebrach. D'Distanz vun der Sir bis bei de Strooss erand ass op dëser Plaz nëmme 7 Meter. Well den Äerdrutsch net virauszegesi war, gouf et hei nach kee Projet. Obschonn den Äerdrutsch direkt niewent der Strooss war, konnt den Trafick mat roude Luuchten op enger Spuer oprechterhale ginn, bis d'Sanéierung vun dëser Plaz duerchgefouert gouf.

D'Strooss ass awer net nëmme wéinst dem Äerdrutsch gespaart ginn, mee och wéinst dem Chantier, deen d'Eisebunnsgesellschaft CFL un der Eisebunnsbréck duerchgefouert huet.

Vun den CFL aus war e Projet op der Fausermillen amgaang, fir d'Dall vun enger Eisebunnsbréck ze erneieren. D'Spärzäite fir d'Linn Lëtzebuerg–Waasserbëlleg hu fir dëse Projet aus planungstechnesche Grënn missen dräi Joer am Viraus festgeluecht ginn an et war deemno och net méi méiglech, dëse Projet ze verréckelen.

Am Kader vun dësem Projet gouf et also eng Vollspär vun zwou Wochen am September 2018 an eng Vollspär vun enger Woch am Abrëll 2019.

D'Strooss tëschent Manternach a Mäertert war also wärend engem Joer an dräi Méint komplett gespaart. De Rescht vun der Zäit war den CR134 op an de Verkéier gouf bei de jeeweilege Chantiere mëttels Luuchte gereegelt.

ad 1.

1) D'Dall op der Eisebunnsbréck (OA446) ass ersat ginn (vun den CFL).

2) Ofholze vum gerutschten Hang (vun der Natur- a Bëschverwaltung).

3) Ofsécherung vum Hang, laut de Gesetzer fir den Aarbechtsschutz.

4) Baue vun der neier Stëtzmauer, no den Ufuerderunge vum Waasserwirtschaftsamt.

5) Flécke vun enger Bréck direkt nieft dem CR134 duerch d'ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture).

6) Flécke vum OA444 direkt nieft der Stëtzmauer.

7) Entretiensaarbechten (Ofsenkungen) um CR134 duerch de Service régional vun der Stroossebauverwaltung.

8) Fräsen an Abaue vum neie Stroossebelag op der Streck tëschent Fausermillen a Manternach.

9) Montage vun den neien normgerechte Leitplanken op deene geféierleche Plazen.

ad 2.

1) D'Aarbechten hu missen ënner schwieregen Aarbechtskonditiounen ausgefouert ginn:

- Stroossebreet vun nëmme 5,5 Meter,

- keng Méiglechkeet, fir mam Camion d'Kéier ze maachen,

- instabillen Ënnergrond,

- schwéier Accessibilitéit fir Liwwerunge wéi z. B. Armaturen a Bëton.

2) Et war onméiglech, de Chantier vun den CFL an den Neibau vun der Stëtzmauer gläichzäiteg auszeféieren, well tëschent dem Chantier vun den CFL op der Fausermillen an dem Äerdrutsch op der Fielsmillen eng Industriezon läit, déi zu all Moment huet missen accessibel sinn. Et konnt also eréischt nom Abrëll 2019 mat der Stëtzmauer ugefaange ginn. Dës Zäit gouf awer fir Follgendes genotzt:

3) e Projet auszeschaffen an déi noutwenneg Autorisatiounen unzefroen (well et sech hei net ëm e geplangte Projet gehandelt huet, mee ëm en Accident, war nach keen Dossier prett).

4) Op Wonsch vum Waasserwirtschaftsamt goufe véier Variante gepréift:

a) Eng Krainerwand (am ökologeschsten) war statesch net méiglech.

b) Eng Mauer aus Gabione war an enger Naturzon net erwënscht a wär och ufälleg fir Ënnerspullunge gewiescht.

c) Eng Mauer aus Waasserbausteng (ouni bëtons Stëtzmauer) ass och ufälleg fir Ënnerspullung.

d) Eng Stëtzmauer aus Bëton mat Waasserbausteng verkleet war déi nohaltegst Léisung an och ökologesch vertrietbar.

Nom Festleeë vum Mauertyp gouf de Projet dunn esou séier ewéi méiglech ausgeschafft, fir vum Ëmweltministère approuvéiert kënnen ze ginn.

5) D'Autorisatioune sinn ugefrot ginn (Natur- a Bëschverwaltung a Waasserwirtschaftsamt).

6) Den Terrain op der Fielsmillen war immens onstabill. Well d'geotechnesch Ënnersichung am Januar 2018 kee schlëssegt Resultat zougelooss huet, huet den Zoustand vum Terrain missen duerch eng „Schürfung" (nom Abrëll 2019, also nom Ofschloss vum CFL-Projet) bestätegt ginn.

Aus sécherheetstechnesche Grënn ware follgend Etappen noutwenneg:

7) „Kampfmitteluntersuchung" op Bommen aus dem Zweete Weltkrich.

8) Vernolung (cloutage) wéinst Gefor fir d'Aarbechter (Juli 2019-September 2019), nom Règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

9) Waarden op d'Disponibilitéit vu spezialiséierte Firmen, déi dës Aarbechten ausféiere kënnen.

10) Waarden op d'Liwwerung vun de Parementssteng (d'Steekaul war op eng onbrauchbar Schicht Steng getraff).

11) Renovatiounsaarbechte vun der ASTA un enger Bréck direkt nieft dem CR134.

12) Rehabilitatiounsaarbechten um OA444 direkt nieft der neier Stëtzmauer. Dës konnte leider net gläichzäiteg mat der Stëtzmauer gemaach ginn, well et keng Méiglechkeet gouf, fir d'Kéier mat engem Camion ze maachen.

13) Ausbessere vum CR134. Dëst konnt och net zur selwechter Zäit ewéi d'Stëtzmauer gemaach ginn, well et net méiglech war, d'Kéier mat engem Camion ze maachen.

14) De Stroossebelag huet missen erneiert ginn.

15) D'Leitplanke si montéiert ginn (d'Héicht vun de Leitplanken hänkt vum fäerdege Stroossebelag of).

ad 3. Wéi hei uewendriwwer duergestallt, handelt et sech net ëm e Koordinatiounsproblem, well all déi concernéiert Acteuren hu professionell zesummegeschafft, mee et ergëtt sech ënner anerem aus der prozeduraler Situatioun, dass all Aspekter detailléiert mussen ausgeschafft ginn, wat natierlech entspriechend Zäit an Usproch hëlt.

Leider ass et bei esou engem Äerdrutsch net méiglech, fir alles am Viraus ze plangen a virauszegesinn. Et huet keen de Chantier mat Absicht verzögert. Bei dësem Chantier war et leider sou, dass vill ongënschteg Variabelen zesummekomm sinn. Déi verschidde Chantiere konnten opgrond vun de lokale Gegeebenheeten (Breet vun der Strooss, Zougänglechkeet vun der Industriezon etc.) an opgrond vun der Accidentsgefor an dem Risiko vu géigesäitege Behënnerungen net gläichzäiteg ausgefouert ginn.

Question 2603 (30.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **cours de l'or :**

Suite à la crise du Covid-19 et aux tensions entre les États-Unis et la Chine, le cours de l'or bat actuellement tous les records.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment le marché de l'or a évolué au Luxembourg.

- L'État luxembourgeois dispose-t-il encore de réserves en or et, le cas échéant, quelle en est la valeur ?

- Dans la négative, quand l'État luxembourgeois a-t-il renoncé à des réserves en or et pour quelles raisons ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

Il n'existe pas de cours de l'or officiel spécifique au Luxembourg. Le prix de référence de l'or, valable au niveau mondial, est celui du « London Gold Fix » établi par la « London Bullion Market Association ».

Tel que renseigné au bilan financier de l'État, établi et publié chaque année par la Trésorerie de l'État, l'État luxembourgeois disposait au 31 décembre 2019 de 1.800 pièces d'or de type Louis d'or, déposées auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

Quant aux autres réserves d'or dont disposait l'État à un moment donné, elles ont été transférées à titre de dotation à l'Institut monétaire luxembourgeois, prédécesseur de la Banque centrale du Luxembourg, en application de l'article 4 de la loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut monétaire luxembourgeois et de l'article III de la loi du 22 avril 1998 portant modification des lois relatives à l'Institut monétaire luxembourgeois et au statut monétaire du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2606 (30.07.2020) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant l'**utilisation de la technologie 5G dans la télémédecine :**

La cinquième génération des standards en matière de téléphonie mobile 5G promet des débits plus importants, plus de volume et une phase de latence plus courte lors de la transmission de données. Au-delà des promesses d'une meilleure connectivité, la 5G ouvre de nouveaux horizons aussi pour la médecine.

Grâce à cette technologie, une ambulance pourra être connectée à l'hôpital et transmettre en direct les données médicales du patient au médecin. Ce dernier pourra aviser les secouristes et améliorer la prise en charge du patient durant son transport à l'urgence, sans être physiquement présent. Ceci serait surtout avantageux aux patients vivant dans les régions rurales et plus éloignées du prochain hôpital.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle nous fournir des statistiques des cinq dernières années sur le temps de réponse médian d'une ambulance au Luxembourg ? Suite à la réforme des services de secours, peut-on constater une réduction du temps de réponse ? Existe-t-il des différences entre les régions du pays ?

- Madame la Ministre de l'Intérieur est-elle d'avis que la technologie 5G constitue un atout à la prise en charge des patients, entre autres dans les régions rurales du pays ?

- Madame la Ministre de la Santé peut-elle nous indiquer combien de médecins au Luxembourg ont suivi une formation en télémédecine ? Juge-t-elle utile de promouvoir davantage les formations en télémédecine ?

Réponse commune (17.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le recensement des délais d'arrivée des secours ne se fait de façon électronique et systématique que depuis la mise en service du nouveau système de gestion et de traitement des alertes (« Einsatzleitsystem », ELS). Par conséquent, seules les données pour trois années entières sont disponibles :

Le délai d'arrivée moyen des ambulances (incluant le délai de traitement et de diffusion de l'alerte et le délai de départ) au niveau national était de 18 minutes et 29 secondes en 2017, de 17 minutes et 23 secondes en 2018 et de 16 minutes et 6 secondes en 2019.

Depuis l'introduction de l'ELS, un gain de 2 minutes et 23 secondes a donc pu être enregistré en moyenne pour l'ensemble du pays. Par ailleurs, des différences notables entre les régions du pays ne sont pas relevées.

Avant d'aborder le volet de la faisabilité de la télémédecine en utilisant un réseau 5G, il y a lieu de préciser que la télémédecine repose sur les piliers humain, technique et organisationnel.

En ce qui concerne le premier pilier, il y a tout d'abord lieu de considérer que la personne qui prend en charge le patient sur place, en l'occurrence un pompier du CGDIS, doit disposer de connaissances avancées dans les domaines de l'examen clinique du patient, du maniement des appareils diagnostics avec capacité de transmission des données, mais celui-ci doit surtout être capable de réaliser les gestes ordonnés par le médecin à distance.

Le pilier technique impose une couverture 5G nationale. Pour y parvenir, il faut disposer d'équipements techniques compatibles 5G, qui, actuellement, sont encore fortement limités dans le domaine des secours préhospitaliers.

Sur le plan organisationnel, il faut garder à l'esprit que la pratique de la télémédecine fait appel à la mise en place d'un pool de médecins spécialement formés, qui sont disponibles 24 heures sur 24 durant toute l'année et prêts à répondre immédiatement à une sollicitation des services de secours. Plus encore, les hôpitaux doivent être organisés de sorte à faciliter la prise en charge et la transmission en direct des données de patients.

Dans le cadre des secours préhospitaliers, l'utilisation du réseau 5G peut contribuer à une amélioration de la prise en charge des patients tout en répétant que les trois piliers susmentionnés restent une condition sine qua non à la mise en place d'une télémédecine fonctionnelle.

Cependant, bien que le système de télémédecine puisse apporter une expertise médicale rapide, il faut garder à l'esprit que ce type de prise en charge ne peut se substituer à l'intervention des SAMU conventionnels dans certains cas d'urgences vitales (p. ex. arrêt cardiaque, hémorragie massive). Dans d'autres types d'urgences (p. ex. accident vasculaire cérébral, infarctus du myocarde), il est à évaluer si la télémédecine permet d'obtenir un gain de temps, si un bénéfice réel en ressortirait pour le patient, et aussi quel serait le surcoût engendré par les équipements et le personnel nécessaires.

Finalement, le Ministère de la Santé ne possède pas de données concernant le nombre de médecins ayant suivi une formation en télémédecine. Pour rappel, selon le code de déontologie médicale (cf. article 13), « tout médecin doit entretenir et perfectionner sa compétence professionnelle en assurant son développement professionnel continu ». À noter qu'il existe déjà de nombreuses pratiques au Grand-Duché de Luxembourg requérant ce type de technologie (p. ex. téléconsultations mises en place durant la pandémie Covid-19 et déployées rapidement avec le soutien de l'ensemble des partenaires médicaux et certaines autres professions de santé, télé-expertise pour l'anatomopathologie entre le Laboratoire national de santé et les hôpitaux, etc.). Outres ces quelques exemples déjà fonctionnels, de nombreuses conférences et événements ont lieu au Luxembourg et dans les pays limitrophes sur ce thème, auxquels nombres de nos professionnels participent.

Question 2608 (31.07.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **test sérologique Covid-19 :**

Das Leibniz-Institut in Jena hat einen Bluttest entwickelt, der binnen zehn Minuten anzeigt, ob der Getestete Antikörper gegen das Virus hat. So gibt das Testergebnis Auskunft darüber, ob die Person an Covid-19 erkrankt oder schon immun ist. Einen solchen Test bietet zum Beispiel seit dem 28. Juli das SLK-Klinikum in Heilbronn an.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

- Gibt es seitens des Gesundheitsministeriums Überlegungen, einen solchen Antikörper-Bluttest auch in Luxemburg einzuführen?

- Wenn ja, liegt bereits ein Konzept vor?

- Wenn nein, gedenkt die Ministerin, einen solchen Test zumindest für das medizinische und das Pflegepersonal regelmäßig zur Verfügung zu stellen?

Réponse commune (11.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Es sind mittlerweile mehrere Schnelltests im Handel verfügbar, die (angeblich) in der Lage sind, die Sars-CoV-2-spezifischen Antikörper nachzuweisen, darunter derjenige des Leibniz-Institutes in Jena, der in einem einzigen Blutstropfen („finger prick") sowohl IgM- als auch IgG-Antikörper gegen das Coronavirus nachweisen kann.

Bevor ein Test breitflächig eingesetzt werden kann, bedarf es einer ausführlichen klinischen Auswertung, um seine klinische Performanz zu bestimmen. Dabei werden Erkenntnisse gewonnen über die Sensibilität und Spezifizität des Tests im klinischen Alltagsgebrauch und damit auch über die Zuverlässigkeit der Testergebnisse. Für Schnelltests liegt diese klinische Auswertung jedoch noch nicht in aller Vollständigkeit vor, sodass sich ein genereller Einsatz dieser Tests derzeit nicht rechtfertigen lassen würde.

Ein weiteres Problem besteht darin, dass sich aus dem Vorkommen von Antikörpern nicht allgemein auf eine bestehende Immunität schließen lässt. Hierzu müssen spezielle Antikörper bestimmt werden, sogenannte neutralisierende Antikörper („neutralizing antibodies"), wozu aber zu diesem Zeitpunkt nur wenige Forschungslabors in der Lage sind. Aus diesem Grund sind die gängigen Schnelltests nicht dazu geeignet, eine verlässliche Aussage über einen eventuellen Schutz gegenüber der Infektion zu treffen (z. B. bei Personen mit erhöhtem Infektionsrisiko wie Krankenhausmitarbeiter).

In Luxemburg wurden bereits serologische Tests im Rahmen der CON-VINCE-Studie benutzt. Die Prävalenz der Antikörper in der Bevölkerung war sehr gering (etwa 3 %).

Ab September 2020 sollen wieder serologische Tests auf Stichproben der Luxemburger Bevölkerung durchgeführt werden, um die weitere Entwicklung der Prävalenz zu dokumentieren.

Question 2610 (31.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **développement du tourisme :**

Depuis 1973, la politique gouvernementale en matière de tourisme s'est basée sur une série de plans quinquennaux successifs visant à créer et à améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché. La base légale de la dixième et plus récente itération a été adoptée par la Chambre des Députés par la loi du 1er août 2018 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Couvrant la période 2018-2022 et englobant une enveloppe budgétaire de 60 millions d'euros, le dixième plan quinquennal se place dans la lignée du cadre stratégique « Tourisme 2022 ». L'un des « piliers » identifiés dans ce cadre, à la suite d'une analyse approfondie et en dialogue avec le secteur touristique, était l'ambition de placer le tourisme dans une optique qualitative et durable, par exemple en promouvant des démarches écoresponsables ou en valorisant l'économie circulaire et raisonnable.

Or, les priorités stratégiques exprimées dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif au dixième plan quinquennal (doc. parl. 7169/00, p.4) tournent plutôt autour de la réduction des délais de traitement, d'une simplification des procédures et des critères de sélection, ainsi que de la digitalisation. Dans cette mesure, le plan quinquennal est moins tributaire des principes du développement durable et écoresponsable que la stratégie « Tourisme 2022 » sur laquelle il repose. Dans la pratique, le Luxembourg mise depuis des années sur des aspects écologiques et d'économie circulaire du tourisme. Les engagements en ce sens sont d'ores et déjà certifiés par un label écologique (EcoLabel).

Comme Monsieur le Ministre l'a confirmé récemment face à la presse, il reste attaché au développement d'un tourisme de qualité. La préparation d'un prochain plan quinquennal pour le secteur touristique étant en toute hypothèse un projet laborieux et complexe, il convient d'ores et déjà de s'interroger sur ses priorités stratégiques et sur ses modalités d'élaboration.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que le plan quinquennal actuel ne prévoit point d'incitations aux entreprises et acteurs du secteur touristique de s'orienter davantage vers le développement durable et la promotion de l'économie régionale ou circulaire ? Par conséquent, est-il d'accord que le dixième plan quinquennal est moins ambitieux que la stratégie « Tourisme 2022 » en ce qui concerne ces objectifs ?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à introduire des objectifs de développement durable dans le prochain plan quinquennal ? Dans l'affirmative, quels sont les critères spécifiques qui lui paraissent importants ?

3) Comme le montre le succès de l'EcoLabel, le secteur touristique est conscient de l'importance des considérations écologiques pour le développement qualitatif du tourisme. La promotion de l'économie circulaire et régionale ou locale étant l'un des principes du tourisme écoresponsable, Monsieur le Ministre entend-il accorder une place particulière au développement durable lors des consultations avec le secteur en vue du prochain plan quinquennal ?

4) Au-delà du plan quinquennal, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'autres moyens ou straté-

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

gies pour développer le tourisme écoresponsable et durable ? Y a-t-il eu des efforts sur ce plan depuis la présentation de la stratégie « Tourisme 2022 » ?

Réponse (06.08.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

La politique gouvernementale en matière de tourisme se base sur une programmation pluriannuelle de la politique touristique qui se traduit à travers l'exécution de plans quinquennaux successifs qui ont permis de créer respectivement d'améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché. Le dixième programme quinquennal, qui couvre la période de 2018 à 2022, accorde une priorité au soutien aux acteurs se situant en milieu rural. Le cofinancement des projets de modernisation, de rationalisation, d'extension et de construction nouvelle réalisés dans des infrastructures touristiques en milieu rural est ainsi un élément essentiel du dixième programme quinquennal.

L'élaboration du onzième plan quinquennal n'a pas encore débuté. La rédaction d'un tel document exige une adaptation constante aux mutations et aux exigences du secteur du tourisme. Force est néanmoins de constater que le développement durable joue indubitablement un rôle important dans le cadre de la stratégie nationale du tourisme. Cela se manifeste notamment par le fait que l'accent est mis davantage sur les marchés proches et un tourisme durable et écoresponsable. Notre vision est d'offrir des expériences durables axées sur la qualité de l'offre. C'est la raison pour laquelle nous soutenons notamment le « slow tourism » ainsi que le tourisme actif qui incitent à valoriser les atouts de notre environnement et à découvrir le Luxembourg à vélo ou à pied. Nous avons mis en place dans ce contexte par exemple le service de transport de bagages gratuits « movewecarry.lu » ainsi que le « Vëlosummer 2020 » qui propose de nouveaux tronçons sécurisés réservés aux cyclistes et le label « bed+bike » qui certifie les établissements souhaitant la bienvenue aux cyclistes. À cela s'ajoute entre autres la promotion de l'EcoLabel, qui est attribué aux hôtels, campings, gîtes ruraux et hébergements de groupe luxembourgeois qui se distinguent par une gestion écologique et des pratiques respectueuses de l'environnement.

Question 2611 (31.07.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**introduction d'une nouvelle taxe sur déchets plastiques non recyclés :**

Il ressort notamment des conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen des 17, 18, 19, 20 et 21 juillet 2020 que :

« Au cours des prochaines années, l'Union s'efforcera de réformer le système des ressources propres et d'introduire de nouvelles ressources propres. Dans un premier temps, une nouvelle ressource propre fondée sur les déchets plastiques non recyclés sera établie et appliquée à partir du 1er janvier 2021. »

À ce sujet, on pouvait par exemple lire sur bfmtv.com que cette taxe « risque […] de peser sur les entreprises incitées à être plus vertueuses en encourageant le recyclage et en limitant l'utilisation du plastique ». L'article en question note toutefois in fine que « rien n'exclut qu'elles [c'est-à-dire les entreprises] décident de la répercuter à leur tour sur les consommateurs ».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement :

- Comment le Luxembourg envisage-t-il de percevoir cette ressource propre au profit de l'Union européenne ?

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer qu'une nouvelle taxe à mettre en place ne vienne en fin de compte pas grever le budget des consommateurs ?

Réponse commune (31.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le Gouvernement salue l'accord trouvé à l'issue de la réunion du Conseil européen des 17 au 21 juillet 2020 quant au cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 pour un montant total de 1.074 milliards d'euros ainsi qu'à la mise en place du plan de relance « Next Generation EU » à hauteur de 750 milliards d'euros.

Dans ce même contexte, les chefs d'État ou de Gouvernement ont marqué leur accord à l'introduction d'une nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés, et ce à partir de 2021.

Il y a lieu de préciser à ce titre que l'introduction d'une telle contribution nationale au budget de l'UE n'est pas à confondre avec une obligation d'introduire une taxe sur le plan national, les États membres étant libres de prendre les mesures les plus adaptées pour atteindre les objectifs environnementaux souhaités et de financer cette contribution par la voie la plus appropriée.

Partant, le Gouvernement n'entend pas introduire une « taxe plastique » sur le plan national pour l'exercice 2021, tout en poursuivant l'étude de nouvelles pistes en matière de fiscalité environnementale dans le cadre de la réforme fiscale à venir.

La contribution du Luxembourg au titre de la nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés sera par conséquent financée à travers un crédit budgétaire qui sera inscrit au projet de Budget de l'État pour l'exercice 2021.

Question 2612 (31.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **surmortalité liée à la pandémie de la Covid-19 :**

Selon les chiffres de l'Institut statistique français, l'épidémie de Covid-19 aurait engendré en Europe un pic de surmortalité de 50 % entre fin mars et début avril. Selon ces chiffres, l'Espagne, la Belgique, l'Italie et la France ont été les plus touchées.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si, et dans quelle mesure, une telle évolution a pu être observée dans notre pays.

2) Quelle est, le cas échéant, la période la plus touchée ?

3) Quelle est l'évolution sur le premier semestre 2020 par rapport aux mêmes périodes des années précédentes ?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

À titre préliminaire, nous souhaitons porter à l'attention de l'honorable Député que selon les chiffres de l'Institut statistique français, l'épidémie de la Covid-19 aurait engendré en Europe un pic de surmortalité de 50 % entre fin mars et début avril. L'Espagne, la Belgique, l'Italie, et la France sont les pays les plus touchés.

Les chiffres évoqués dans la question parlementaire sont ceux publiés par l'INSEE dans « INSEE Focus » n° 200 disponible en ligne sur www.insee.fr/fr/statistiques/4637552#consulter. Le pic de surmortalité de 50 % relevé dans la question parlementaire fait référence à la phrase suivante de cette publication : « Lors de cette semaine [la semaine 14 du 30 mars 2020], le surcroît de mortalité a approché 50 % en Europe, c'est-à-dire qu'il y a eu 50 % de décès en plus que la même semaine moyenne de la période 2016-2019. »

L'interprétation des résultats luxembourgeois publiés dans l'analyse de l'INSEE doit cependant être faite avec prudence. Étant un petit pays, le Luxembourg comptabilise un nombre de décès par semaine sujet à des variations impactant directement l'indicateur observé par l'INSEE : le surcroît de mortalité exprimé en %. Ces variations ont un impact plus limité dans un pays de plus grande dimension à l'instar des pays principalement affectés par la pandémie comme la France, l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

ad 1) Selon le tableau des données sources de Eurostat que l'INSEE a exploitées, en semaine 14, la surmortalité du Luxembourg était de 10 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Selon ce même tableau publié par Eurostat, la période la plus touchée au Luxembourg fut la semaine 15 (du 6 avril au 12 avril) avec un taux de 64 %. La période avec un pourcentage de surmortalité supérieur à 50 % n'a duré qu'une seule semaine. Dans les pays concernés par une surmortalité supérieure à 50 %, la surmortalité a duré pendant trois à cinq semaines.

Il échet cependant de préciser que ni l'étude de l'INSEE, ni Eurostat n'indiquent clairement la source des données luxembourgeoises exploitées, à savoir les décès de droit monitorés par Statec ou bien les décès de fait monitorés par la Direction de la santé. Ainsi, l'exploitation des données du registre des causes de décès permet de mesurer la surmortalité durant la 15e semaine 2020 à 40 %, soit 79 décès en moyenne durant la période 2016-2019 et 110 décès en 2020.

ad 3) L'exploitation des données extraites du registre des causes de décès permet d'établir que durant le premier semestre 2020, il n'y a pas eu de surmortalité par rapport aux années précédentes : soit 2.065 décès en moyenne en 2016-2019 et 2.062 décès en 2020.

Question 2613 (31.07.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **dépôt d'une demande de protection internationale :**

Le ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui craint d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social peut introduire une demande de protection internationale au Luxembourg. Il doit pour cela exprimer son souhait de déposer une demande auprès de la Direction de l'immigration ou encore d'un agent de police ou du Service de contrôle à l'aéroport notamment et se présenter par la suite personnellement auprès de la Direction de l'immigration afin de faire enregistrer sa demande.

Or, il m'a été rapporté qu'un certain nombre de personnes se sont présentées à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale, mais qu'elles y ont finalement renoncé ou n'ont pas réussi à ce faire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Pouvez-vous me renseigner sur le nombre de personnes qui se sont présentées à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale et le nombre de personnes dont la demande de protection internationale a effectivement été enregistrée ? Veuillez s'il vous plaît m'indiquer ces chiffres pour les années 2018, 2019, et dans la mesure du possible pour la première moitié de 2020, tout en précisant les motifs qui ont mené à la décision de ne pas enregistrer les demandes.

2) Pouvez-vous me renseigner sur le déroulement précis de ce premier entretien censé mener à l'enregistrement d'une demande de protection internationale ? Quelles sont les personnes présentes à cet entretien, quelles sont les procédures suivies par les fonctionnaires en charge de l'enregistrement des demandes, quelles sont les vérifications entreprises et quels sont les critères qui peuvent mener à la décision de ne pas enregistrer une demande ?

3) Pouvez-vous exclure que des personnes souhaitant introduire une demande de protection internationale soient mises sous pression par des responsables de l'administration afin de les inciter à retirer implicitement leur demande ?

4) Est-ce que les personnes concernées peuvent être accompagnées dans leur démarche par des personnes de confiance ou par un avocat ? Ne serait-il pas judicieux de prévoir que la personne désireuse de déposer sa demande de protection soit d'office soutenue dans sa démarche par une personne indépendante qui maîtrise parfaitement les dispositions légales, par exemple un(e) juriste ou une personne issue de la société civile ?

5) Est-ce que des fouilles personnelles sont pratiquées sur les personnes concernées lorsqu'elles se présentent avec l'intention de déposer une demande de protection internationale ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me renseigner sur les dispositions légales qui permettent ces fouilles, ainsi que sur les objectifs de ces fouilles ?

6) Est-ce que des personnes qui se présentent à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale peuvent être enfermées sur place ou être autrement privées de leur liberté de mouvement, même pour un laps de temps limité ?

Dans l'affirmative, pouvez-vous m'indiquer les dispositions légales qui permettent de telles mesures ?

7) Quelles sont les procédures applicables afin de vérifier si une personne qui souhaite déposer une demande est mineure ou majeure ? Est-ce que ces procédures sont suivies uniformément et rigoureusement ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) En 2018, 3.428 personnes se sont présentées auprès du primo-accueil de l'Office national d'accueil et 2.206 personnes ont effectivement introduit une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration. En 2019, ce rapport était de 3.351 contre 2.047 ; en 2020 (état : 30 juin 2020), ce rapport était de 788 contre 443.

Cette différence s'explique entre autres par le fait qu'un certain nombre de personnes accueillies par l'ONA ne se présentent pas à la Direction de l'immigration afin d'introduire une demande formelle de protection internationale, d'autres n'ont simplement pas voulu introduire une demande.

ad 2) Il n'existe pas de critère visant à refuser d'enregistrer une demande, puisque toute personne ressortissante d'un pays tiers qui veut introduire une demande est libre de le faire après avoir été informée de la procédure qui lui sera applicable. Lorsqu'une personne se présente à l'accueil du Service Réfugiés, un agent de police judiciaire procède aux vérifications nécessaires dans les systèmes Eurodac, SIS et VIS, et un agent du Service Réfugiés demande à la personne l'objet de sa venue au Luxembourg. En fonction des informations recueillies par l'agent, les informations pertinentes liées à la situation individuelle de la personne lui sont expliquées oralement en présence d'un interprète.

Conformément à l'article 11 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire et à l'article 4 du règlement Dublin III, les agents ont une obligation légale d'informer les personnes qui, selon les dispositions légales, ne se sont pas qualifiées afin que la procédure se continue au Luxembourg. La loi du 18 décembre 2015 énumère clairement les situations dans lesquelles soit une décision d'incompétence soit une décision d'irrecevabilité est prise. Afin de ne pas donner de faux espoirs à ces personnes, il importe de leur fournir dès que possible ces informations. Il s'avère dans la pratique qu'une fois informées, de nombreuses personnes décident de ne pas introduire une demande de protection internationale et repartent vers l'État membre soit responsable de leur demande, soit qui leur a déjà accordé une protection internationale. Cette décision personnelle est actée par écrit et contresignée par les intéressés. Si toutefois, une personne maintient son souhait d'introduire une demande de protection internationale, cette dernière sera enregistrée en bonne et due forme.

ad 3) Oui.

ad 4) La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ne prévoit pas la présence de tierces personnes ou externes dans le cadre de l'enregistrement de la demande de protection internationale. Les agents du Service Réfugiés sont dûment formés pour fournir les informations pertinentes et en cas de situation plus complexe les juristes du service, disponibles à tout moment pour les agents de l'accueil, se rendent au primo-accueil pour compléter les informations à allouer en cas de besoin.

ad 5) Il y a lieu de préciser que les agents de la police judiciaire suivent des procédures bien établies visant justement à éviter une systématisation des fouilles et à les réduire au stricte nécessaire. Tout d'abord, l'agent établit dans quelle mesure le demandeur a déjà enregistré une demande d'asile dans un autre État membre de l'Union européenne, ceci via la prise d'empreintes digitales et un bref échange.

Ensuite, lorsqu'aucune demande dans un autre État membre n'a pu être constatée, les agents de la police judiciaire procèdent à une première interview qui vise à recueillir des éléments du demandeur concernant entre autres sa personne, ses origines et son trajet pour arriver jusqu'au Luxembourg. Dans la grande majorité des cas, l'interview ne fait ressortir aucun élément qui permettrait de mettre en doute les éléments apportés par le demandeur de sorte qu'à ce stade, aucune action particulière n'est requise par les agents de la police judiciaire. Ce n'est qu'en présence de doutes sérieux et fondés sur la véracité du récit du demandeur qu'une fouille, strictement limitée aux effets personnels de la personne, peut apporter quelques éléments pour affirmer ou infirmer ses déclarations.

Par conséquent, le recours à une fouille se limite à la stricte et absolue nécessité telle que prévue à l'article 12 (5) de la loi du 28 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

ad 6) Les demandeurs de protection internationale ne peuvent pas circuler librement dans les locaux du Service Réfugiés et ce pour des raisons de sécurité évidentes.

ad 7) Si une incertitude existe qu'une personne pourrait être mineure, le bénéfice du doute profitera dans tous les cas à la personne qui sera considérée comme mineur d'âge. Dans l'hypothèse où aucun doute n'existe sur l'âge d'une personne (documents d'identité ou passeport versé(s) - aspect physique - déclarations cohérentes) le dossier est ouvert et la procédure suit son cours normalement.

En revanche, si une personne ne peut raisonnablement pas être considérée comme mineure et qu'elle ne collabore pas respectivement ne verse aucun document permettant d'établir son âge, la Direction de l'immigration peut, suivant l'article 20 (4) de la loi relative à la protection internationale transposant les dispositions de l'article 25-5 de la Directive « Procédure », ordonner « des examens médicaux ». Ces derniers sont effectués par des médecins experts du Laboratoire national de santé et par des radiologues de l'Hôpital de Dudelange.

Il importe de souligner que ni la Direction de l'immigration ni le LNS ne peuvent contraindre une personne à se soumettre à un tel examen.

Question 2615 (03.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ajustement des pensions :**

An der Press ass iwwert d'Suerg vun enger grousser Gewerkschaft ze liesen („Tageblatt" vum 3. August 2020), wat den Ajustement vun de Pensiounen an d'Allocation de fin d'année fir d'Renten ugeet.

Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Sozialminister:

1. Ginn d'Pensiounen Enn dëses Joers ajustéiert, wéi d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 et virgesäit?

2. Ass d'Regierung mat der Interpretatioun vun der zitéierter Gewerkschaft d'accord, datt d'Aussetze vun dësem Ajustement vun de Pensiounen, wéi et am Gesetz virgesinn ass, eng strukturell Moossnam ass, déi deemno net am Kader vun enger aussergewéinlecher Kris wéi der Coronaepidemie däerf spillen?

3. Huet d'Regierung Pläng, d'Allocation de fin d'année, wéi si am Gesetz vum 21. Dezember 2012 virgesinn ass, ofzeschafen? Kann d'Regierung garantéieren, datt dës Zoulag iwwert déi nächst Jore bestoe bleift an net a Fro gestallt gëtt?

Réponse (24.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 225bis vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« […] le montant des pensions est multiplié par le facteur de réajustement qui représente pour une année de calendrier la somme de l'unité et du produit de la multiplication du taux de variation annuel du facteur de revalorisation entre l'avant-dernière année et l'année précédant celle-ci par le modérateur de réajustement applicable pour l'avant-dernière année ».

D'Adaptatioun fir d'Joer 2021 entsprécht also der « somme de l'unité et du produit de la multiplication du taux de variation du facteur de revalorisation entre 2019 et 2018 par le modérateur de réajustement applicable à 2019 ».

De Facteur de revalorisation vun 2018 ass 1,484 an dee vun 2019 ass 1,503.

De Modérateur de réajustement fir 2019 ass 1, well d'Prime de répartition pure vun 2019 21,58 % ass an den Taux de cotisation vu 24 % net depasséiert.

D'Rechnung gëtt follgendermoosse gemaach:

« Adaptation 2021 = 1 + modérateur$_{2019}$ (facteur de revalorisation$_{2019}$/facteur de revalorisation$_{2018}$ -1)

Adaptation 2021 = 1 + 1 (1,503/1,484 - 1) = 1,013 »

D'Pensioune ginn also ëm 1,3 % an d'Luucht den 1.1.2021.

Wat d'Allocation de fin d'année ubelaangt, gesäit den Artikel 219bis vum Code vun der sozialer Sécherheet vir, datt se ausbezuelt gëtt ënnert der Konditioun, datt den Taux de cotisation net 24 % depasséiert.

Eng Erhéijung vum Taux de cotisation ass aktuell net virgesinn, genausouwéineg wéi eng Kierzung vun de Renten duerch d'Coronaepidemie.

Question 2616 (03.08.2020) de **MM. François Benoy** et **Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée à la Covid-19** :

Le 18 juin 2020, le Ministère de l'Intérieur a lancé une enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée au Covid-19. L'enquête, qui a été réalisée en coopération avec les partenaires sociaux, s'adressait à tou-te-s les agent-e-s du secteur communal et avait l'objectif de recueillir des informations concernant leurs expériences durant la crise. Les résultats de l'enquête pourraient notamment nourrir les réflexions du Gouvernement quant à des futures approches concernant le télétravail et la digitalisation dans le secteur communal.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants :

1) Madame la Ministre pourrait-elle nous renseigner sur le nombre d'agent-e-s ayant participé à l'enquête, ainsi que sur les résultats de cette dernière, notamment concernant :

a) les mesures extraordinaires ;

b) le télétravail : sa prévalence, son impact sur les méthodes de travail, la satisfaction des agent-e-s travaillant à domicile, les avantages, désavantages, éventuelles lacunes et possibilités d'amélioration rapportés, ainsi que l'éventuel souhait de maintenir la possibilité du télétravail dans le futur ?

2) Dans quelle mesure l'expérience durant la crise a-t-elle été différente pour des agent-e-s de différents groupes d'âge et de sexe ?

3) Madame la Ministre serait-elle en mesure de partager ses premières réflexions quant aux enseignements à tirer de la crise au niveau de la digitalisation et du télétravail ?

4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle intégrer les résultats de l'enquête dans la réforme de la loi communale ?

Réponse (24.08.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La consultation lancée dans le secteur communal se compose d'une part de l'enquête menée auprès des agent-e-s du secteur communal, mentionnée par les honorables Députés, et d'autre part d'un questionnaire destiné aux collèges des bourgmestre et échevins, bureaux de syndicats et président-e-s d'établissements publics communaux. Ainsi, la juxtaposition des différentes perspectives nous permettra de disposer d'une vue globale des modes de travail, et notamment du télétravail, durant ces premiers mois de la crise liée au Covid-19.

La consultation s'est terminée le 15 juillet. Mes services sont actuellement en train d'analyser les réponses et de préparer un rapport sur les résultats qui s'en dégagent. Je tiens à préciser qu'une discussion, déjà entamée avec les partenaires sociaux, aura lieu au sein de la commission centrale du secteur communal qui, sur base des premiers échanges à ce sujet, a souhaité qu'une analyse ait lieu afin d'évaluer si un encadrement du télétravail s'avère nécessaire.

Je tiens à préciser que la base légale pour l'exercice du télétravail est l'article 21bis de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Le cas échéant, l'élaboration d'un dispositif plus précis pour l'encadrement du télétravail se fera sur base de cet article, plutôt que dans le cadre de la refonte de la loi communale. Toutefois, les initiatives, tant législatives que non législatives à élaborer dans ce contexte, contribuent bien évidemment à l'esprit du « matenee fir eng modern Gemeng ».

Question 2618 (04.08.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **chiens renifleurs formés à détecter la Covid-19 :**

Dans le cadre d'un projet pilote, les chiens d'un groupe canin de la « Bundeswehr » sont entraînés à reconnaître les personnes contaminées par le coronavirus Sars-CoV-2. Des expérimentations similaires ont également été lancées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, dans le Val-de-Marne.

Cette méthode de détection pourrait être surtout utile dans les espaces publics, tels que l'aéroport ou la gare centrale, afin de limiter davantage la propagation du virus.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant des résultats de ces projets pilotes ?

- Dans l'affirmative, les ministres jugent-ils utile de lancer une formation similaire au Luxembourg et/ou de prévoir, le cas échéant, une collaboration policière transfrontalière ?

Réponse commune (24.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

La détection d'un virus ne fait pas partie des missions policières et n'est pas prévue à moyen terme. À notre connaissance, aucune unité de police dans nos pays avoisinants ne travaille dans ce domaine, les unités énumérées par les honorables Députés concernent une unité de l'armée allemande (dans le cadre d'un projet universitaire) et une unité vétérinaire française, revêtues certes d'autres missions que la Police grand-ducale.

Question 2620 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **service de blanchisserie dans les maisons de soins :**

Wärend an normalen Zäite verschidden Awunner an de Fleegeheemer hir Wäsch duerch ee Familljemember oder Frënn wäsche loossen, hu wärend dem Confinement all d'Awunner Gebrauch misse maache vum zoustännege Service, fir Kleeder a Léngent wäschen ze loossen. Elo ass et esou, datt all Fleegeheem ee Wäschservice zu sengem Präis als Extra ubidde kann.

De Code de la sécurité sociale, deen d'Assurance dépendance reegelt, leet am Artikel 350 fest, datt d'Hëllefen „en aides et soins" vun der Assurance dépendance iwwerholl ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi vill Euro sinn tëscht 2016 an 2020 fir Wäschservicer vun der Assurance dépendance iwwerholl ginn?

2. Rembourséiert d'Assurance dépendance automatesch d'Fleegeheemer oder kënnen d'Awunner op Noweis vun enger bezuelter Rechnung de Remboursement vun der Assurance dépendance selwer froen? Falls Éischteres de Fall ass, wéi kënnen d'Awunner vun engem Fleegeheem wëssen, wéi eng Servicer vun der Assurance dépendance iwwerholl goufen?

3. Ginn d'Käschte fir d'Wäscherei integral an ouni Plaffong vun der Assurance dépendance iwwerholl oder mussen d'Awunner d'Differenz tëschent dem Plaffong an dem Präis vum Service bezuelen?

Réponse commune (14.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Käschte fir d'Wäscherei an de Fleegeheemer falen net an de Champ d'application vun der Fleegeversécherung, deen am Livre V vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert ass. Effektiv ass d'Déngschtleeschtung, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro mentionéiert, net Deel vun de Prestatiounen, déi am Artikel 350 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn. Deementspriechend kann d'Fleegeversécherung net fir esou Déngschtleeschtungen opkommen.

Question 2624 (05.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich :**

D'„Lëtzebuerger Wort" schreift de 5. August iwwer e Baustopp an der Gemeng Biekerech. Ouni positiv Äntwert op eng Demande fir eng Geneemegung, déi ouni déi virgeschriwwen Ökobilanz agereecht gi war, sinn hei Beem an Hecken ewechgemaach ginn, fir eng Crèche ze bauen.

An deem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Confirméiert d'Madamm Minister, datt zu Biekerech Aarbechte fir eng Crèche gestoppt gi sinn, well hei ouni Geneemegung Beem an Hecken ewechgemaach gi sinn, an dat opgrond vun hirer Entscheedung vum 25. Juni?

2. Wéi vill Beem an Hecke sinn hei ewechgeholl ginn a wat sinn déi méiglech Auswierkungen op d'Fauna, déi duerch dës illegal Aktioun entstane sinn?

3. Ass esou eng Geneemegung, fir Beem ewechzemaachen eng Formalitéit, bei där den Demandeur just muss e fixéierte Montant bezuelen, oder ginn esou Demanden och emol refuséiert, well déi dermat verbonnen Ökobilanz ze schlecht ausfält (engem Mataarbechter aus dem Ëmweltministère no ass méiglecherweis de Liewensraum vu Flantermais zerstéiert ginn)?

4. Wär eventuell an dësem Fall, wou anscheinend de Liewensraum vu Flantermais a Gefor komm wär, keng Geneemegung ausgestallt ginn, fir d'Beem ewechzemaachen? Wéi vill Prozent vun dëse Geneemegungen, fir Beem an der Grëngzon ewechzemaachen, gi positiv beäntwert, am Fall wou dem Ëmweltministère e kompletten Dossier virläit?

Iwwert dëse Kontext eraus stelle sech awer eng Rëtsch Froen, wat d'Prozedure vum Ëmweltministère ugeet:

5. Ass et üblech, datt e Mount nom Baustopp, deen d'Madamm Minister ënnerschriwwen huet, d'Forstverwaltung op der Plaz virstelleg gëtt, fir déi feelend Ökobilanz vun der Geneemegung virzehuelen?

6. Wien huet dës Verwaltung (Administration de la nature et des forêts - ANF) mandatéiert, nodréiglech a relativ zäitno eng Ökobilanz ze maachen, nodeems de Schued gemaach war?

7. Ass et üblech, datt den Ëmweltministère Leit, déi Bestëmmungen net agehalen hunn, eng Ekipp vun Experte laanscht schéckt, fir hiren Dossier nodréiglech ze komplettéieren? A wéi vill Fäll vu Baustopp-Prozeduren opgrond vum Feele vu Geneemegungen hunn Zerwisser vum Ëmweltministère nodréiglech den Dossier komplettéiert?

8. Gëtt den Zerwiss vun der ANF, fir en Ökobilan ze erstellen, normalerweis facturéiert? Wat hätt esou en Ökobilan duerch de Ministère am Fall vum Schantjen, deen eis hei intresséiert, kascht? Wat kascht esou eng Expertise bei engem private Büro?

9. War d'Interventioun, an dësem konkreete Fall nom Baustopp vum Bauhär ugefrot ginn, vun der Madamm Minister oder vum Ministère ugeuerdent ginn oder huet deen Zerwiss sech aus eegener Initiativ deplacéiert? Huet d'Madamm Minister dësen Dossier kannt? Wa jo, wéini ass en hir virgeluecht ginn? Wéi eng Decisiounen huet si perséinlech getraff a wéi eng Instruktiounen huet si ginn?

10. A wéi vill Prozent vun de Fäll vu Geneemegungen, fir Beem ewechzemaachen, schéckt d'Madamm Minister oder de Ministère den zoustännegen Zerwiss eraus oder deplacéiert dee sech op eegen Initiativ, fir esou eng Etüd ze maachen?

11. Ass et richteg, datt den Ëmweltministère esou en Ökobilan net bei all Demande mécht, mee datt Demandeuren op hir Käschte mussen en Ingenieursbüro beoptragen? A wéi vill Prozent vun de Geneemegungen, fir Beem ewechzemaachen, intervenéieren Zerwisser vun Árem Ministère, a wéi vill Prozent vun de Fäll dovunner gratis?

12. Wat sinn d'genee Krittären, opgrond vun deenen de Ministère decidéiert, ob seng Zerwisser dës Aarbecht maachen, wéini si gratis ass a wéini de Bauhär sech muss un e privaten Ingenieursbüro wennen?

13. Wat ass déi duerchschnëttlech Zäit, déi Är Zerwisser brauchen, fir esou eng Ökobilanz op der Plaz ze maachen, vun deem Moment un, wou si geruff ginn?

14. Ass och e soziale Krittär virgesinn, esoudatt eventuell de Gratiszerwiss prioritär fir déi Leit wär, déi sech eng deier Expertis net esou gutt kéinte leeschten?

15. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt an engem Ministère all Méiglechkeet, Leit ënnerschiddlech ze behandelen an eenzel Käschten ze erspueren, déi anerer operluecht kréien, eng gewësse politesch Brisanz huet?

16. Huet d'Madamm Minister no änleche Virwërf am Kader vun enger anerer Affär zu Déifferdeng, Moossname getraff, fir d'Méiglechkeet vu bevirzugter Behandlung an hirem Ministère ze ënnerbannen?

17. Sinn, wat d'Prozedure vum Ëmweltministère ugeet, iergendwellech Konsequenzen aus där Déifferdenger Affär, déi zur Demissioun

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

vum Buergermeeschter gefouert huet, gezu ginn?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. En Agent vun der ANF huet eng Infraktioun zum Naturschutz konstatéiert an doropshin e Rapport un de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un de Parquet gemaach. Als administrativ Moossnam huet de Ministère op Basis vum Artikel 73 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 déi Aarbechten duerch eng Decisioun vum 25. Juni 2020 gestoppt.

ad 2. Beim zerstéierte geschützte Biotop huet et sech laut Biotopkartéierung am Bauperimeter vun der Gemeng Biekerech ëm e Bongert gehandelt. Aus dem Rapport vun der ANF geet ervir, datt op d'mannst zéng Uebstbeem an eng Heck ewechgemaach goufen. Duerch d'Zerstéierung ass en Deel Liewensraum vu villen Insekten, Vullen a Mammendéiere verschwonn, an dëse muss elo op enger anerer Plaz erëm hiergestallt ginn.

ad 3. Et geet an dësem Fall net ëm eng Geneemegung „fir Beem ewechzemaachen", mee „fir eng Biotopzerstéierung op enger Bauplaz am Bauperimeter". Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 reegelt dëse Fall am Paragraf (3).

Den Ecobilan ass en Instrument fir eng Quantifizéierung vum ökologesche Schued, mee säin Inhalt ass kee Krittär, fir eng Geneemegung ze accordéieren oder ze refuséieren. Et geet leedeglech drëm, datt den Ecobilan gemaach gëtt, d'Geneemegung accordéiert an déi sougenannten Taxe de remboursement vum Requerant bezuelt ass.

De Fakt, datt e bestëmmte Bongert och a gläichzäiteg e Liewensraum vun enger besonnesch geschützten Déierenaart ass, zum Beispill vun der Wimperefliedermaus, huet en Afloss op säin ökologesche Wäert (deen doduerch méi héich ass), mee en huet keen Afloss op d'Decisioun u sech.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert zur Fro Nummer 3.

Des Weideren hiewen ech nach eng Kéier ervir, datt et sech am konkreete Fall ëm e Bauterrain am Bauperimeter vum PAG handelt, an net ëm en Terrain an der Gréngzon. Déi Aussoen aus dem Artikel aus dem „Luxemburger Wort" sinn net akkurat.

Relevant fir en Terrain am Bauperimeter ass de Paragraf (3) vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018, a net de Paragraf (2) vum selwechten Artikel, deen den Agréff an der Gréngzon reegelt.

Zum zweeten Deel vun der Fro 4 kann ee soen, datt all Demande fir eng Biotopzerstéierung an der Gréngzon, déi net de Krittäre vum Artikel 17 Paragraf (2) vum uewe genannte Gesetz entsprécht, refuséiert gëtt.

Iwwert dëse Kontext eraus stelle sech awer eng Rëtsch Froen, wat d'Prozedure vum Ëmweltministère ugeet:

ad 5. Den honorabelen Deputéierte schéngt sech hei ob d'Duerstellung vun dësem Dossier am „Luxemburger Wort" vum 5. August 2020 ze bezéien, an op där Basis Froen ze stellen zu enger Situatioun, déi net der Realitéit entsprach huet.

Fakt ass, am Biekerecher Fall krut de Requerant e Bréif vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dee seet, datt seng initial Demande net komplett wier an datt e Bilan misst gemaach ginn. De Requerant ass an dësem Bréif opgeruff ginn, Kontakt mat der ANF opzehuelen, wat de 6. Juli 2020 och geschitt ass. Nodeems de Requerant d'Pläng vu sengem Projet un déi betraffe Beamte vun der ANF geschéckt huet, ass e Rendez-vous op der Plaz ausgemaach ginn. D'ANF ass also hei net mobiliséiert ginn am Kader vun der Prozedur vum Baustopp, mee am Kader vun der initialer Geneemegungsprozedur.

ad 6. Wéi an der Äntwert op d'Fro 5 scho geschriwwen, ass d'ANF net mobiliséiert ginn nodeems de Schued gemaach war, mee am Kader vun der initialer Geneemegungsprozedur. Ausserdeem muss dës Verwaltung net fir all eenzel Aarbecht mandatéiert ginn, wann dës Aarbecht zu hire Missioune gehéiert.

ad 7. Dee vum honorabelen Deputéierten a senger Fro 7 skizzéierten Zenario ass net üblech a war och zu Biekerech net de Fall. D'ANF ass net, wéi scho gesot, op d'Plaz geschéckt ginn am Kader vum Baustopp, mee ass am Kader vun der Demande vum Requerant mat enger legitimmer Ufro befaasst ginn. Och ass keen Dossier vun der ANF komplettéiert ginn, mee d'ANF erstellt am Kader vun hiren Aufgaben en Ecobilan.

Ech invitéieren den honorabelen Deputéierten och e Bléck op d'Internetsäit vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ze werfen (www.compensation.lu), op där de Public informéiert gëtt, datt jidderee sech kann un d'ANF wenden, fir bei engem Ecobilan virugehollef ze kréien. Dësen Zerwiss fir Bierger a fir Betriber ass explizitt vun der Regierung gewënscht a fënnt sech och am Regierungsprogramm erëm (Säit 179 ënnert dem Begréff „help-desk").

ad 8. Neen, der ANF hir Zerwisser si gratis. Wat sou Bilane kaschte wa se vu private Büroe gemaach ginn ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung oder der ANF net bekannt, se sinn awer ofhängeg vun der Envergure vum Projet.

ad 9. Weeder nach. Dee fir Ecobilanen zoustännegen Zerwiss vun der ANF ass hei intervenéiert op Basis vun der Demande d'autorisation vum Requerant, an net am Kader vum Baustopp.

Zu der Demande de destruction de biotope protégé selwer ass nach keng Decisioun geholl, well den Dossier jo nach net komplett ass.

Den Arrêté zum Baustopp no Artikel 73 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ass ënnert der Delegatioun vun der Madamm Minister de 25. Juni 2020, am Kader vun der normaler Démarche administrative, ënnerschriwwe ginn.

ad 10. An all Fall vun enger Demande, fir e geschützte Biotop ze zerstéieren, freet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung en Avis vun der ANF, an deem d'Situation de fait soll analyséiert an dokumentéiert ginn. Zoustänneg dofir sinn an der Reegel déi regional Arrondissementer. Quasi all Dossier gëtt och um Terrain iwwerpréift. D'ANF mécht allerdéngs keng Etüd fir Drëtter.

ad 11. Et gehéiert zu den Aufgabe vun der ANF, den informatesche Programm „Ecopoints" ze geréieren an en de Bureaux d'études fräi zur Verfügung ze stellen, d'Ecobilane vun de Bureaux d'études ze iwwerpréiyen an ze validéieren a selwer Ecobilanen opzestellen, souwäit se iwwert déi néideg Capacitéiten dofir verfüügt.

D'Ecobilane vun der ANF limitéiere sech op einfach Fäll.

Et soll och ervirgehuewe ginn, datt d'Kontroll vun de méi komplexen Ecobilanen, déi vun de Bureaux d'études gemaach ginn, an der Reegel méi zäitopwendeg ass wéi d'Erstelle vun engem klengen Ecobilan.

Vun den insgesamt ronn 560 Ecobilanen, déi 2019 an 2020 gemaach gi sinn, sinn der 175 vun der ANF selwer erstallt ginn. Déi aner 385 Ecobilane si vun der ANF kontrolléiert a gegeebenefalls adaptéiert oder validéiert ginn.

Keng vun dësen Aarbechte gouf facturéiert.

ad 12. Allgemeng mécht d'ANF en Ecobilan wann:

- d'Demande kee kommerziellen Zweck huet, also keng Sue mam Ecobilan selwer verdéngt ginn (keng Tëschepersounen),

- de Biotoptyp einfach ze erkennen ass a keng botanesch Kartéierung muss gemaach ginn,

- d'Fläch iwwerschaubar ass (maximal Gréissenuerdnung vun e puer Ar),

- et Demandë sinn, déi den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 betreffen oder d'Fläch am Bauperimeter läit.

ad 13. Den Zerwiss versicht mat deene Ressourcen, déi him zur Verfügung stinn, innerhalb vun zwou Wochen eng Visitt um Terrain mam Requerant ze organiséieren an de Bilan fäerdeg ze stellen. Am Fall, deen hei viséiert ass, huet et dräi Woche gedauert bis d'Visitt um Terrain konnt stattfannen. De Bilan ass nach net fäerdeg, well nach wichteg Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Limitt vum Bauperimeter feelen.

ad 14. Doduerch, datt och all Privatpersoun kann op dësen Zerwiss zréckgräifen, si weider sozial Krittären iwwerflësseg.

ad 15. Ech sinn der Meenung, datt d'Gesetzer an d'administrativ Praxis all Bierger d'selwecht behandele sollen, an ech setzen alles drun, datt dëst a mengem Ministère an an den dräi technesche Verwaltungen och esou gehandhaabt gëtt.

ad 16. Genee wéi deemools, sinn och haut d'Virwërf an d'Ënnerstellunge vum Här Deputéierten onfondéiert a bedénge kenger weiderer Äntwert.

ad 17. Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, leeft zurzäit en Audit iwwert de Fonctionnement an d'Organisatioun vun der Natur- a Bëschverwaltung. An deem Kader gëtt och d'Optioun gepréift, den Autorisatiounszerwiss, deen zurzäit am Ministère funktionéiert, an d'Natur- a Bëschverwaltung anzebannen, analog zu den Organisatiounsforme vun der Ëmweltverwaltung an der Wasserwirtschaftsverwaltung.

Q542

Question 2627 (06.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests de dépistage Covid-19 en pool :**

An hirer Pressekonferenz vum 30. Juli huet d'Madamm Gesondheetsministesch matgedeelt, datt all déi Persounen, déi zesummen an engem Pool getest ginn, a wou eng Persoun an deem Pool positiv ass, och d'office als positiv ugesi ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi ass am uewegenannte Kontext e Pool genee definéiert a gëtt et hei eng Mindest- respektiv Maximalunzuel u Persounen, no där esou e Pool berechent gëtt?

2. Am Hibléck op déi Leit, déi d'office als positiv ugesi ginn, well eng Persoun am Pool positiv getest gouf: Ginn dës Persounen an der deeglecher Statistik als positiv opgelëscht oder gi si eréischt no der jeeweileger Eenzelkonfirmatioun an d'Statistik opgeholl?

3. Am Fall, wou déi genannte Persounen automatesch an der deeglecher Statistik als positiv opgelëscht ginn, wär dëst Virgoe jo mat engem zäitlechen Decalage verbonnen. Kann d'Madamm Ministerin an deem Kontext opschlësselen, a wéi engem zäitleche Kader d'Leit aus dem Pool an d'Statistik erafléissen?

4. Am Fall, wou eng Persoun eréischt no der jeeweileger Eenzelkonfirmatioun an der deeglecher Statistik als positiv opgelëscht gëtt: Kann d'Madamm Minister an deem Kontext opschlësselen, a wéi engem zäitleche Kader dës jeeweileg Persounen an d'Statistik erafléissen?

5. Firwat gëtt d'Zuel vun den tatsächlech positiv geteste Persounen net kloer an däitlech vun deene Fäll distinguéiert, wou just e potenzielle Risiko besteet, datt dës positiv kéinte sinn?

6. Erkläert sech aus dësem Virgoen och d'Zuel vun de Persounen, déi a Quarantän sinn, am Fall, wou all déi Persounen, déi sech am Pool vun enger positiv getester Persoun befannen, isoléiert musse ginn?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Ech erlabe mir den honorabelen Deputéierten op meng Äntwert op déi dringend parlamentaresch Fro N° 2609 ze verweisen, déi schonns gréisstendeels Erklärungen iwwert de „pooling" gëtt.

Zousätzlech dozou, kann ech nach eemol preziséieren, dass véier Echantillone matenee getest ginn. Et gëtt am Fall vun enger Positivitéit dann direkt nach eemol eenzel nogetest op den initialen Ofstrécher an et geet kee Resultat an de Reporting oder an d'Statistiken, dat net eenzel konfirméiert wär. Et ginn domat och keng provisoresch Resultater an de Statistiken, déi ee separat misst oplëschten an et gëtt och keng Persoun provisoresch an Isolement gesat.

Question 2628 (06.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **système de traçage analogue :**

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie ass zu Lëtzebuerg de System vum analogen Tracing agefouert ginn. An deem Kontext ass mir rezent e Virfall zougedroe ginn, dee vill Froen opwerft an des Weideren d'Effizienz vum Tracing a Fro stellt:

Rezent gouf eng Firma vum Tracingsystem kontaktéiert fir ze informéieren, datt zwee Deeg virdrun eng Persoun, déi am Kontakt mat der genannter Firma stoung, positiv op de Covid-19-Virus getest gouf. Fir déi néideg Sécherheetsdispositiounen op eng transparent Manéier kënnen ze applizéieren, wollt dee betreffende Betrib gewuer ginn, ëm wien et sech bei dëser Persoun handelt - e Virgoen, wat am Hibléck op d'Gesondheet vun de Matmënschen néideg an des Weidere virgeschriwwen ass. Dëst war awer net méiglech, well déi betreffend Persoun anonym bleiwe wollt.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsministerin gären dës Froe stellen:

1. An der Onméiglechkeet, am uewe genannte Fall déi néideg Sécherheetsdispositiounen ze applizéieren: Wéi soll e Betrib konkreet virgoen, wann dësen informéiert gëtt, datt eng Persoun, déi positiv op de Covid-19 getest gouf an déi an hire Raimlechkeete verkéiert huet, anonym bleiwe wëllt?

2. Musse sech an deem Fall all Persounen teste loossen, déi deen Dag an de Raimlechkeete vum Betrib zirkuléiert sinn, wuel wëssend, datt an deem Fall besonnesch a gréissere Betriber eng enorm Zuel u Persounen zesummekënnt, déi just nach schwéier bis onméiglech ze geréieren ass?

3. Vill Betriber hunn am Kader vun der Covid-19-Pandemie aus Sécherheetsgrënn e Schichtesystem agefouert, fir esou eng méiglech Ustiechungsgefor ze reduzéieren. Des Weideren ass och a munche Betriber - aus deem selwechte Grond - eng Presenzkontroll agefouert ginn. Ass an den Ae vun der Madamm Minister dës sënnvoll Trennung no Schichten an d'Aféiere vun enger Presenzkontroll net och, zumindest zum Deel, hifälleg, wann den Tracingsystem am Hibléck op déi gewënschten Anonymitéit vun der jeeweileger Persoun net matdeele kann an/oder däerf, zu wat fir engem Zäitpunkt sech dës Persoun am Betrib opgehalen huet?

4. Ass an den Ae vun der Madamm Ministerin net de gesamte System vum analogen Tracing hifälleg, wann am Hibléck op eng gewënschten Anonymitéit vun enger positiv getester Persoun den Tracing net méi effizient funktionéiere kann? Si mir dann an den Ae vun der Madamm Ministerin net an enger Situatioun, wou dem Bierger duerch den analogen Tracing eng falsch Sécherheet virgegaukelt gëtt?

Réponse (17.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bei all Fall vu Covid-19-Infektioun muss ofgewie ginn zwëschent dem Interêt vun der betraffener Persoun (Recht op de Secret médical) an dem Interêt vun der Santé publique.

Dofir freet d'Direktioun vun der Santé jo och net, dass d'Betriber do selwer Decisiounen huelen, falls e Mataarbechter positiv getest gëtt, mee d'Inspection sanitaire kontaktéiert déi betraffe Persoun an duerno och de Patron an d'Mataarbechter vum Betrib, fir iwwert déi néideg Mesuren ze schwätzen. Falls d'infizéiert Persoun averstanen ass, wat oft de Fall ass, ka natierlech och hir Identitéit dem Betrib matgedeelt gi respektiv a ville Fäll hëlt souguer den Infizéierte spontan d'Initiativ, fir säi Patron a seng Mataarbechter ze informéieren, iert d'Inspection sanitaire do intervenéiert.

De Schichtesystem, deen et erlaabt, d'Zuel vun de Mataarbechter, déi gläichzäiteg op der Aarbecht sinn, ze reduzéieren, ass ëmmer nëtzlech, egal op d'Identitéit vum Infizéierte bekannt gemaach gëtt oder net. Fir d'Inspection sanitaire ass et wichteg erauszefannen, wien zousätzlech zum Infizéierten op der Schicht war. Falls do Presenzlëschten existéieren, ass dat ëmmer hëllefräich.

De Gesondheetsministère deelt net d'Meenung vum honorabelen Deputéierten, dass am Fall, wou den Infizéierten anonym wëllt bleiwen, den analoge Contacttracing net méi géif funktionéieren. Et mécht d'Saach sécher liicht méi komplizéiert, mee d'Inspection sanitaire kann awer hir Aarbecht mat Erfolleg maachen.

Question 2633 (07.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**organisation de l'Inspection du travail et des mines (ITM) :**

Bis 2019 war, wat d'Organisatiounsstruktur vun der ITM ugeet, den Telefonsservice, den HCC (Help/Call Center) an den DET (Détachement) an engem eenzege Service zesummegefaasst, ënnert der Leedung vun enger Persoun. Ab 2019 ass dëse Service awer opgespléckt ginn an zwee eenzel Servicer, woubäi eng an déi selwecht Persoun déi zwee Servicer leet.

An deem Kontext géif ech dem Här Aarbechtsminister gären dës Froe stellen:

1. Aus wat fir engem Grond gouf bei der ITM deen uewe genannte Service 2019 an zwee Servicer opgespléckt a wie war responsabel fir dës Decisioun?

2. Wat erwaart den Här Minister sech vun dësem zousätzleche Service an ass dëse Service en tant que tel schonn operationell?

3. Ass an den Ae vum Här Minister duerch dës Opspléckung net déi bürokratesch Hürd nach méi grouss ginn, fir kënne séier an effikass op d'Doleancë vun deene Persounen ze reagéieren, déi sech elo net just nach un een eenzege Service kënne riichten, mee mat méi Servicer konfrontéiert sinn?

4. Besteet hei an den Ae vum Här Minister net d'Gefor, datt op Käschte vun der Transparenz e Service kënschtlech opgeblose gëtt, besonnesch wann ee bedenkt, datt méi Servicer och mat méi Personal verbonne sinn, a wéi gedenkt

den Här Minister dës Servicer ze besetzen, ënnert der Berücksichtegung vun der Erfarung, déi dëst Personal brauch?

Réponse (19.08.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 2. Vun 2016 bis 2019 huet de Service Help/Call Center nieft senger Haaptaktivitéit, déi doranner besteet, de Salariéen an Employeuren a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ze hëllefen a se ze beroden, och d'Detachementsdossiere geréiert an d'Detachementskontrollen um Terrain gemaach.

Wéi aus dem Rapport annuel vun 2019 op de Säite 6 a 36 bis 44 erauszeliesen ass, huet sech d'Unzuel vun den Detachementsdeklaratioune vun 2016 bis 2019 quasi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun den auslänneschen Entreprisen, déi hir Salariéen temporär op Lëtzbuerg detachéieren, ass fir déi selwecht Zäit ëm ronn 60 % an d'Luucht gaangen:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun den detachéierte Salariéen ass fir déi selwecht Zäit ëm 52 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An der Perspektiv, fir d'Kontrollen am Detachement ze verstäerken, fir nach méi géint de Sozialdumping an ongerecht Konkurrenz kënne virzegoen, huet d'ITM Ufank 2019 decidéiert, fir en eegene Service fir dës Matière opzestellen.

D'Resultater an de Succès vun dëser Opdeelung vun engem Service op zwee Servicer si ganz kloer op der Säit 43 aus dem Rapport annuel vun 2019 erauszeliesen.

D'Unzuel vun de Kontrollen huet sech vun 2017 bis 2019 méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vun den Injonctiounen, déi un déi auslännesch Entreprisë geschéckt goufen, huet sech quasi verdräifacht:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vun den Amenden, déi un déi auslännesch Entreprisë geschéckt goufen, huet sech méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Montant vun den Amenden, déi déi auslännesch Betriber ze bezuele kritt hunn, huet sech méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Neen, am Géigendeel. Duerch dës Opspléckung ass déi bürokratesch Hürd net méi grouss ginn, mee d'ITM kann doduerch nach e bessere Service um Client ubidden.

De Service Help/Call Center ka sech doduerch op seng Haaptaktivitéit konzentréieren an de Salariéen an Employeuren nach besser a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht hëllefen a se beroden, an de Service Détachement kann nach méi Kontrollen um Terrain maachen an doduerch nach besser de Sozialdumping an déi ongerecht Konkurrenz bekämpfen.

Wat d'Aktivitéit vum Service Help/Call Center betrëfft, kann een och op de Säite 26 bis 35 vum Rapport annuel vun 2019 erausliesen, dass déi lescht Joren d'Aktivitéite vun dësem Service staark geklomme sinn.

D'Unzuel vun den Telefonsuriff ass vun 2016 op 2019 ëm ronn 56 % geklomm an d'Unzuel vun de Guichetsvisitten ass vun 2017 bis 2019 ëm ronn 47 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Och ass d'Unzuel vun den E-mailen, déi vum Service Help/CallCenter geréiert ginn, vun 2018 op 2019 ëm ronn 77 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vum Courrier, dee vum Service Help/Call Center geréiert gëtt, ass och vun 2018 op 2019 ëm ronn 60 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Wéi hei virdru beschriwwen, ass et kloer, dass kee Service vun der ITM kënschtlech opgeblose gëtt, mee dass d'Aktivitéite vun der ITM déi lescht Jore staark an d'Luucht gaange sinn an dass d'ITM dowéinst duerch méi Personal verstäerkt muss ginn, fir dass si hirer Roll och gerecht ka ginn, dat heescht, fir de Salariéen an den Employeuren a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht kënnen ze hëllefen a se ze beroden, fir ze kucken, dass d'Aarbechtsrecht respektéiert gëtt, a fir diesbezüglech Kontrolle kënnen ze maachen.

Wat d'Erfarung betrëfft, déi dëst Personal brauch, fir hirer Roll an deene jeeweilege Servicer kënne gerecht ze ginn, huet d'ITM an deene leschte Joren d'Unzuel vun de Formatiounsstonne fir d'Aarbechtsinspektere massiv gehéicht, fir d'Qualitéit vun der Aarbecht a vum Service um Client kënnen ze héijen.

D'Unzuel vun de Formatiounsstonnen ass vun 2016 op 2019 ëm ronn 95 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2636 (07.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **formulaire en ligne « Formstack » :**

An enger rezenter Fro N° 2194 hat ech den Educatiounsminister ëm d'Dateschutzkonformitéit vun engem Formstack-Formulaire gefrot. Effektiv gi bei Formstack d'Donnéeën op een US-Server geleet, also ausserhalb vum europäesche Geltungsberäich vum europäeschen Dateschutzreglement (GDPR).

An der Tëschenzäit goufen och weider Dokumenter vum Educatiounsministère iwwer Formstack op d'Plaz gesat, wou och erëm sensibel Donnéeë vu Mannerjärege gefrot goufen.

De Minister hat mir op meng Fro geäntwert, datt d'Erhiewe vun Donnéeën zu Lëtzebuerg mat Formstack dateschutzkonform wär, well Formstack ënnert dem EU-US-Privacy-Shield konform zertifiéiert wär.

Ma genee dëse Privacy Shield gouf an engem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff de 16. Juli 2020 ënnert d'Lupp geholl a vun de Riichter fir ongëlteg erkläert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Bildung dës Froe stellen:

1. Sinn nom Urteel vum EuGH de 16. Juli 2020 nach Formulairë vu Formstack beim Educatiounsministère aktiv gewiescht? Falls jo, op wéi enger legaler Basis?

2. Wäert de Minister an Zukunft, ugesiichts vun der Rechtskräftegkeet vum EuGH-Urteel, weiderhin op Formstack-Formulairen zréckgräifen?

3. Huet den Educatiounsministère mëttlerweil eng dateschutzkonform Léisung fir d'Opstelle vun esou Dokumenter fonnt?

4. De Bildungsminister huet an der vireger Äntwert Follgendes geschriwwen:

„Et ass esou, datt de MENJE weess, datt eng Formstack-Ënnerschrëft net den néidege Kriterie vum elDAS entsprécht an dofir am Prinzip net op Formstack-Formulairen an deem Kontext soll benotzt ginn. Allerdéngs kann eng Persoun iwwert eng Formstack-Ënnerschrëft hir aktiv Awëllegung ginn, konform zum Artikel 7 vum GDPR."

Firwat huet de Minister an deem Fall kee Gebrauch vun der Plattform myguichet.lu gemaach, wou d'Biergerinnen a Bierger sech ganz nom elDAS-Reglement authentifizéiere kënnen a wou schonns zënter Joren eng Villzuel vun administrativen Demarchen duerchgefouert ginn?

5. De Bildungsminister huet erkläert, dass aus Komplexitéit- a Käschtegrënn op de professionellen, „intelligente" Formulaire vu Formstack zréckgegraff ginn ass. Kann den Digitaliséierungsminister erklären, firwat den CTIE mat engem Budget vun 155 Milliounen Euro net déi néideg Ressourcen huet, fir selwer esou Formulairen opzestellen?

Réponse commune (18.09.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Direkt nodeems d'Cour den EU-US-Privacy-Shield duerch de sougenannten „Arrêt Schrems II" invalidéiert huet, huet d'Direktioun vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) eng Analys vum Marché gemaach, fir en alternative Produit zu deem, dee Formstack proposéiert, ze identifizéieren a perséinlech Daten erëm konform zu den Exigenze vum RGPD kënnen ze erhiewen.

Mëttlerweil gouf en Outil en place gesat, deen integral iwwert den CGIE leeft. Dat bréngt mat sech, datt den Traitement vun de perséinlechen Date komplett iwwer intern Serveure vum CGIE gemaach ka ginn. Deemno ass d'Datesécherheet souwéi d'Konformitéit zum RGPD assuréiert. De CGIE schafft intensiv dodrun, fir d'Daten, déi iwwer Formstack traitéiert goufen, just nach via dësen internen Outil ze beaarbechten.

Den neien Outil vum CGIE bitt d'Méiglechkeet vun enger duebeler elektronescher Authentifikatioun iwwer Luxtrust oder änlech Produiten, wouduerch eng elektronesch Ënnerschrëft genausou valabel ass wéi eng handschrëftlech op Pabeier.

Wéi schonns bei der viregter Fro Nr. 2194 erkläert, ass d'Entwécklung vun esou Formulairen zäit- a käschtenintensiv. Et läit an der Regierung hirer Verantwortung, d'ëffentlech Gelder verantwortungsvoll anzesetzen. Dowéinst huet de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend entscheet, op deen deemools zum RGPD konforme Produit vu Formstack zréckzegräifen. Well sech de Kontext duerch de virgenannten „Arrêt Schrems II" grondleeënd geännert huet, huet de CGIE elo en eegenen Outil entwéckelt fir ze assuréieren, datt déi perséinlech Date vun de Bierger dateschutzkonform vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend kënne behandelt ginn.

De Budget, deen dem staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) fir d'Joer 2020 zougedeelt gouf, betrëfft seng komplett Betribsféierung a couvréiert ënner anerem Personal-, Material-, Infrastruktur- an och Projetskäschten.

Question 2640 (10.08.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse :**

Depuis le 22 juillet 2020, le Grand-Duché figure sur la liste de la Suisse des pays à risque élevé dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En effet, bien que le transit reste toutefois possible sans quarantaine obligatoire, chaque personne en provenance du Luxembourg se rendant en Suisse pour y rester/loger, excepté celle y voyageant pour motifs professionnels ou médicaux, doit observer une quarantaine stricte de dix jours et signaler son arrivée aux autorités cantonales dans un délai de deux jours. Cette obligation de quarantaine ne peut d'ailleurs pas être dispensée par la présentation d'un test Covid-19 négatif récent, comme c'est le cas pour les luxembourgeois rentrant en Allemagne.

Le 1er août 2020, les autorités belges avaient placé la région lémanique - englobant les cantons de Genève, Vaud et du Valais - en zone rouge, ce qui entraîna une interdiction de séjour d'une personne venant de Suisse en Belgique en raison du Covid-19. Cependant, il ressort de différents articles dans la presse suisse et belge (« Le Temps » et « Le Soir ») que la Belgique a retiré deux de ces cantons suisses, à savoir Vaud et Valais, de sa liste rouge des destinations de voyage, pour repasser dans le vert le 4 août 2020. Les voyageurs suisses peuvent ainsi se rendre à nouveau en Belgique sans obligation de quarantaine ou de dépistage. En effet, les autorités suisses auraient immédiatement contacté la Belgique afin de clarifier cette extension géographique jugée comme erronée en transmettant le chiffre exact des taux de contamination calculé sur les derniers 14 jours des cantons respectifs. Il ressort notamment d'un article dans « 24 heures », journal quotidien suisse, que :

« Sur les 14 derniers jours, le taux de nouvelles infections est de 23 pour 100.000 habitants dans le canton de Vaud et de 10 en Valais. Ce chiffre monte à 44 en Belgique. Genève se situe lui à 90. […] La législation suisse considère qu'une zone est à risque à partir d'un taux d'infection de 60 par 100.000. »

Constatant que les derniers chiffres publiés par le Gouvernement luxembourgeois pour la période du 27 juillet au 2 août 2020 dépassent cette moyenne fixée par la Suisse pour qualifier une zone comme étant à risque avec 69,96 personnes testées positives au Covid-19 par 100.000 habitants, mais sachant également que la Suisse teste uniquement les personnes ayant des symptômes ou celles qui étaient en contact étroit avec une personne infectée, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Qu'est-ce que le Gouvernement a déjà entrepris afin de convaincre les autorités suisses d'enlever le Luxembourg de la liste des pays à risque élevé dans le contexte de la pandémie du Covid-19 ?

2) Est-ce que le Gouvernement a déjà signalé aux autorités suisses que contrairement à la Suisse, le Luxembourg ne teste pas seulement les personnes ayant des symptômes et celles qui étaient en contact proche avec des infectés ?

3) Le Gouvernement a-t-il déjà fourni des statistiques détaillées, comprenant des informations détaillées de sa stratégie de tests de dépistage à grande échelle, comme le dépistage de personnes asymptomatiques et le fait que les frontaliers sont compris dans les statistiques concernant les infectés du Covid-19, qui elles aussi se font tester sans avoir des symptômes, contrairement à la Suisse ?

4) Qu'est-ce que le Gouvernement considère entreprendre dans le futur afin de résoudre cette situation risquant de nuire à l'économie ainsi qu'à la réputation et la crédibilité internationale de notre pays tout en discriminant les voyageurs luxembourgeois ?

Réponse (31.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement s'efforce de fournir aux autorités suisses une vision objective de la situation telle qu'elle se présente au Luxembourg. À travers les contacts bilatéraux, le Gouvernement explique en détail le contexte particulier du Grand-Duché et attire l'attention sur l'approche très ambitieuse de lutte contre la pandémie déployée au Luxembourg, en lien avec les préconisations des instances internationales.

ad 2) Oui, le Luxembourg a informé les autorités suisses, tout comme ses autres partenaires, de sa stratégie de tests de dépistage à grande échelle.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la deuxième question posée par l'honorable Députée, les autorités compétentes suisses ont été mises au courant de la stratégie de test exhaustive, qui permet au Luxembourg de figurer parmi les pays accusant le taux de tests le plus élevé. Or, la Suisse a fixé dans son ordonnance « Covid-19 : mesures dans le domaine du transport international de voyageurs », qui est la base juridique pour l'inscription du Luxembourg, ainsi que d'une quarantaine d'autres États, sur la liste suisse des États à risque élevé d'infection, un seuil de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours. Le Luxembourg se situe à l'heure actuelle toujours au-dessus de ce seuil.

ad 4) Tant au niveau politique qu'au niveau administratif, le Gouvernement entend poursuivre les efforts d'explication décrits dans la réponse à la question 1) dans le but d'aboutir à une suppression des diverses mesures restrictives auxquelles se voient confrontées les voyageurs en provenance du Luxembourg dans divers pays européens.

Question 2642 (10.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier :**

Die sanitäre Krise hat gezeigt, wie wichtig das Engagement von Grenzgängern im Transportgewerbe für unser Land ist, da es für das Bestehen der Lieferkette während des Lockdowns gesorgt hat.

Seit dem 1. Mai 2020 gilt eine neue Verordnung in Bezug auf die Tätigkeit in zwei oder mehr Mitgliedstaaten. Ein Lastkraftfahrer, der in mehreren Mitgliedstaaten arbeitet und einen wesentlichen Teil seiner Tätigkeit, das heißt mindestens 25 Prozent, in seinem Wohnsitzstaat ausübt, unterliegt den Sozialvorschriften seines Wohnsitzstaates und muss der Sozialversicherung seines Wohnsitzstaates für die gesamte Dauer seiner Tätigkeit angehören.

Aus einem Artikel des „Lëtzebuerger Journal" geht hervor, dass diese Verordnung bei der Confédération luxembourgeoise du commerce (clc) für große Unruhe sorgt, da ein nichtansässiger, für eine Luxemburger Spedition arbeitender Fahrer ein Mindestmaß an Anwesenheit in Luxemburg vorweisen muss, um von der luxemburgischen Sozialversicherung profitieren zu können. Dies scheint jedoch in den meisten Fällen unmöglich aufgrund dessen, dass die Lastkraftfahrer eigentlich immer im Ausland, und davon oft in ihrem Wohnsitzland und nicht in Luxemburg, unterwegs sind. In diesem Fall hat die neue Verordnung in der Tat zur Folge, dass ein nichtansässiger, in Luxemburg arbeitender Lastkraftfahrer Kindergeld sowie Rente an seinem Wohnort erhält und zudem dort auch seine Sozialabgaben, die in den Nachbarländern (Belgien, Deutschland und Frankreich) deutlich höher sind, zahlen muss.

Feststellend, dass dies sowohl für die Lastkraftfahrer als auch für die Unternehmen mit erhablichen finanziellen Einbußen verbunden ist, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten sowie an den Herrn Minister für Arbeit, Beschäftigung, Sozial- und Solidarwirtschaft stellen:

- Ist die Regierung sich der Tatsache bewusst, dass diese Verordnung mit erheblichen finanziellen Einbußen für Berufskraftfahrer sowie auch für Unternehmen verbunden ist und dass der Logistiksektor aus über drei Viertel nicht ansässigen Angestellten besteht? Was gedenkt die Regierung zu tun?

- Hat die Regierung zudem von einem in Luxemburg bestehenden Mangel an LKW-Fahrern, der durch die neue Verordnung noch verschlimmert werden kann, Kenntnis genommen?

- Was plant die Regierung zu unternehmen, um einen erheblichen Standortnachteil für ausländische Unternehmen, die sich in Luxemburg niedergelassen haben und fast ausschließlich mit nicht ansässigen Fahrern unterwegs sind, zu vermeiden? Wie gedenkt die Regierung eine daraus resultierende Ausflaggung von Unternehmen, welche negative Folgen für die Luxemburger Wirtschaft haben kann, zu vermeiden?

Question 2650 (11.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier :**

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Journal" vum 6. August ass ze liesen, datt ab dem 1. Mee vun dësem Joer eng nei Veruerdnung a Kraaft ass, déi den Transportsecteur betrëfft. Et wär deemno esou, datt e Camionschauffer op d'mannst 25 % vu senger Aarbechtstätegkeet an deem Land virweise muss, wou hien och seng Sozialausgaben abezilt. Dës Veruerdnung wier awer ganz onglécklech, well dat an der Praxis kaum méiglech ass, vu dass déi meeschte Chauffere jo permanent am Ausland ënnerwee sinn. Et heescht dann och, datt am Hibléck op dës Mesure eng Rei Betriber elo d'Méiglechkeet a Betruecht zéien, mat hirem Betrib an d'Ausland ze plënneren. Et ass deemno verständlech, datt am Lëtzebuerger Transport- a Logistiksecteur dowéinst den Ament eng grouss Onrou ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, ass dës Veruerdnung am Hibléck op den Transport- a Logistiksecteur an den Ae vun der Regierung net och ganz onglécklech, a wat fir gesetzlech Dispositioune gedenkt d'Regierung elo virzehuelen, fir dem Transportsecteur entgéintzekommen an esou eng méiglech Flucht vu Betriber an d'Ausland ze verhënneren? A wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun dësen Dispositioune gerechent ginn?

Réponse (11.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Systemer vun der sozialer Sécherheet ginn op europäeschem Niveau duerch d'EU-Reglementer (CE) N° 883 vun 2004[32] an (CE) N° 987 vun 2009[33] gereegelt, woubäi d'Reglement 987/2009 en Ëmsetzungsreglement vum Reglement 883/2004 ass.

D'Reglement 883/2004 ass den 1. Mee 2010 a Kraaft getrueden an huet d'Reglement (CEE) N° 1408/71 ersat, dat d'Koordinatioun tëschent den nationale Systemer op europäeschem Niveau bis dohinner gereegelt huet.

D'Dispositioun, op déi sech déi honorabel Deputéiert beruffen, ass also schonn den 1. Mee 2010 a Kraaft getrueden. Dës gesäit vir, datt eng Persoun, déi an der sozialer Sécherheet affiliéiert ass, bis zu 25 % vun hirer Aktivitéitszäit am Land, wou dës Persoun wunnhaft ass, däerf schaffen, ouni datt d'Affiliatioun ännert. Konkreet bedeit dëst, datt d'Persoun, déi méi ewéi 25 % vun hirer Aktivitéitszäit am Land ausüübt, wou si wunnt, net méi am Land, wou si schafft, däerf affiliéiert sinn, mee eeben am Land vun hirem Wunnsëtz.

Dës Reegelung gëllt zënter dem Reglement 883/2004 fir all Secteur. Dëst war beim Reglement 1408/71 anescht, dat spezifesch Dispositioune virgesinn hat fir den internationalen Transport. D'aktuellt Reglement huet d'Reegele fir d'Affiliatioun uniformiséiert fir all affiliéiert Persoun, onofhängeg vum Secteur, an deem d'Persoun täteg ass.

De Seuil vu 25 % gëllt fir all affiliéiert Persoun, déi zënter dem 1. Mee 2010 agestallt gëtt, onofhängeg vum Secteur, wou d'Persoun agestallt ass bzw. hir Aktivitéit ausüübt.

Fir d'Persounen, déi virum 1. Mee 2010 am Transportsecteur agestallt waren, gesäit den Artikel 87 Paragraf 8, vum Reglement 883/2004 transitoresch Bestëmmunge vir[34], fir ze verhënneren, datt déi betraffe Persounen direkt op den 1. Mee 2010 an d'Land vun hirem Wunnsëtz affiliéiert hätt misse ginn. An der Dot war zu där Zäit e groussen Deel schonn iwwert dem 25 %-Seuil, well déi deemoleg Dispositiounen dat erlaabt hunn.

Dës transitoresch Bestëmmungen hunn et also de Persounen, déi virum 1. Mee 2010 am Transportsecteur agestallt waren an deenen hir Situatioun a puncto Affiliatioun sech net geännert huet zënter dem 1. Mee 2010, erlaabt, am Land, wou si schonn affiliéiert waren, weiderhin affiliéiert ze bleiwen, och wann de Seuil vu 25 % iwwerschratt gouf. Dës transitoresch Bestëmmunge goufen op zéng Joer festgesat a sinn deementspriechend op den 30. Abrëll 2020 op en Enn komm. Zënter dem 1. Mee 2020 gëllt also de selwechte Seuil vu 25 % fir all affiliéiert Persoun, onofhängeg vum Secteur a vun der Affiliatiounsdauer bzw. vum Datum vun der éischter Affiliatioun.

Et ass deementspriechend net esou, datt eng nei Gesetzgeebung op den 1. Mee 2020 a Kraaft getrueden ass, mee et ass just d'Transitiounsperiod vun zéng Joer fir déi Persounen, déi am Transportsecteur virum 1. Mee 2010 agestallt goufen, op en Enn komm. Dëst gouf och matzäiten de jeeweilege Betriber virum 1. Mee 2020 preziséiert bzw. rappeléiert.

Des Weidere gouf dëse Sujet virum Enn vun där Transitiounsperiod mat der zoustänneger Patronatsvertriedung thematiséiert. E weideren Austausch ass an deenen nächste Woche virgesinn.

Eng Léisung ka just op europäeschem Niveau fonnt gi bzw. direkt mat de concernéierte Länner duerch bilateral Konventiounen. Et ass net méiglech, duerch national gesetzlech oder reglementaire Dispositiounen d'europäesch Dispositiounen ze ëmgoen oder ze änneren.

Dofir huet de Minister vun der sozialer Sécherheet och virgesinn, dëse Sujet mat sengen europäeschen Homologen ze diskutéieren, fir eng dauerhaft Léisung ze fannen.

Question 2643 (10.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapatriement des ressortissants luxembourgeois se trouvant actuellement à l'étranger dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Et héiert een nach ëmmer, datt vill Lëtzebuerger Residenten oder Leit, déi op Lëtzebuerg komme wëllen, wéinst der Covidkris a verschiddene Länner festsëtzen a keng Méiglechkeet fannen, fir an eist Land ze fléien. Vun de Philippinne gëtt zum Beispill gesot, datt do nach eng 80 Leit an deem Fall wären.

Dowéinst wollt ech dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung weider drëm beméit, deene Leit, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, dobäi ze hëllefen?

2. Wéi vill Leit a wéi enge Länner probéieren nach, fir e Wee ze fannen, op Lëtzebuerg ze kommen?

3. Wat mécht d'Regierung, fir déi Leit ze ënnerstëtzen? Schafft si weider mat auslännesche Regierungen oder Fluchgesellschaften zesummen, fir Vollen ze organiséieren?

Réponse (31.08.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung bleift weiderhi beméit, iwwert d'Assistance consulaire am Aussen- an Europaministère an onsem diplomatesche Reseau am Ausland, de Lëtzebuerger an de Residenten, déi wéinst der Covid-19-Kris am Ausland blockéiert waren an erëm zréck op Lëtzebuerg wëlle kommen, ze hëllefen.

ad 2. Den Ausseministère huet an deene leschte Woche keng Ufroe kritt vu Lëtzebuerger oder Residentë fir eng Assistance, fir op Lëtzebuerg zréckzekommen. Déi allermeeschte Leit, déi eng Hëllef gefrot hunn, well si am Kontext vum Covid am Ausland festsouzen a Schwieregkeeten haten, erëm an hir Heemecht zréckzekommen, sinn, eisen Informatiounen no, erëm gutt zréck op Lëtzebuerg komm. Et gëllt dobäi ze beuechten, dass net all d'Lëtzebuerger de Ministère iwwer hire Retour a Kenntnis setzen.

ad 3. Wéi schonns gesot, bleift den Ausseministère weiderhi beméit, alle Lëtzebuerger a Residenten, déi dat froen, eng Ënnerstëtzung ze bréngen. Eis Servicer huele systematesch Kontakt mat de Leit op an hëllefen hinnen, gegeebenefalls och a Kooperatioun mat auslänneschen Ambassaden, e Moyen ze fannen, fir erëm op Lëtzebuerg ze kommen. Well a ville Länner de Fluchverkéier amgaangen ass, sech ze normaliséieren, gëtt et am Moment kee Bedierfnes, fir zousätzlech Vollen ze organiséieren.

Question 2644 (10.08.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands :**

Ces derniers jours, des nouvelles ont circulé concernant le refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands, parfois même après avoir présenté un test Covid-19 négatif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle des chiffres précis de patients ayant été refusés par des hôpitaux allemands ? Dans l'affirmative, quelles étaient les raisons principales motivant les refus ?

- Madame la Ministre, quelles mesures envisage-t-elle de prendre afin de garantir une prise en charge sans restrictions des patients luxembourgeois dans les hôpitaux allemands ?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'information précise quant au nombre précis de patients ayant été refusés par des hôpitaux allemands.

Dans les cas où le Ministère de la Santé a été mis au courant de tels refus, il est intervenu auprès de l'hôpital concerné afin de comprendre le contexte exact et les motifs sous-jacents au refus. Dans les cas où le refus est apparu comme étant injustifié, le Ministère a œuvré afin que le patient en question bénéficie de la prise en charge prévue.

Il est important de rappeler par ailleurs que le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé est à disposition des patients pour ce qui concerne les soins transfrontaliers notamment pour les questions d'ordre général ou le règlement des différends.

Question 2645 (10.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **réserves en eau potable :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2152 hat d'Regierung Auskonft iwwert d'Drénkwaasserreserven zu Lëtzebuerg ginn. Duerch d'Coronapandemie verreese manner Leit dëst Joer an et ass dovunner auszegoen, dass de Waasserverbrauch elo an de Summermeint, speziell an dëser Hëtztwell, an d'Luucht geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, Tourismus an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister fir Tourismus chiffréieren, wéi vill Persounen hei am Land dëst Joer net wäerten an aner Länner verreesen?

2. Opgeschlësselt no Mount, wéi héich war de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg zënter Januar?

3. Wéi huet sech de Waasserverbrauch, opgeschlësselt no Mount, am Verglach zu de selwechte Méint an de Joren 2018 an 2019 entwéckelt?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Nee.

ad 2. Den Drénkwaassersyndikat SEBES liwwert ronn 50 % vum nationale Waasserverbrauch aus den ëffentlechen Drénkwaasserverdeelungsnetzer aus dem Stauséi respektiv vu verschiddene Sitten, wou aus Buerunge Grondwaasser gewonne gëtt. Déi aner 50 % vum nationale Waasserverbrauch aus deenen Netzer kommen aus verschiddene Grondwaasserreservoiren (Quellen, Pëtzer), déi regional a lokal verdeelt vu Gemengen a Gemengesyndikater genotzt ginn.

Déi relativ Entwécklung vum Waasserverbrauch pro Dag zu Lëtzebuerg kann ee representativ duerch d'Waasserquantitéiten, déi vum Drénkwaassersyndikat SEBES un déi verschidde Syndikater geliwwert ginn, duerstellen. Déi Zuele ginn all Dag aktualiséiert an erlaben déi aktuellsten Tendenze vum Waasserverbrauch duerzestellen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Fir d'Entwécklung vum Waasserverbrauch vun 2018 an 2019 kënne mat den aktuellsten Zuelen ze vergläichen, ass déi selwecht Duerstellung wéi bei der Äntwert op déi zweet Fro gewielt ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den duerchschnëttleche Waasserverbrauch huet opgrond vun deene representativen Zuelen an de leschte Joren net variéiert (Kolonn „Moyenne Januar bis August"). Déi Ënnerscheeder pro Mount erkläre sech oft duerch variabel atmosphäresch Temperaturen. Bei méi laang unhalende waarmen Temperature geet de Verbrauch vum Krunnewaasser tendenziell an d'Luucht. Virun allem am Juli 2020 ass manner Waasser geliwwert gi wéi an deene Jore virdrun. Well den Drénkwaasserverbrauch och vun der wirtschaftlecher Aktivitéit beaflosst gëtt, kann een aus dësen Zuelen net erausliesen, ob méi oder manner Leit dëst Joer verreest sinn.

Generell ass ze bemierken, dass de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg bedéngt duerch den demografeschen an ekonomesche Wuesstem d'Tendenz huet, an den nächste Joren an d'Luucht ze goen. Dofir ass et wichteg, dass responsabel a spuersam mam Verbrauch ëmgaange gëtt. De Regierungsprogramm gesäit vir, dass eng Waasserspuerstrategie op nationalem Niveau zesumme mat sämtlechen Acteuren, dorënner ënner anerem d'Gemengen, d'Industrie, de Bausecteur an d'Landwirtschaft, opgestallt gëtt.

Question 2648 (11.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire de Cattenom :**

Am Joer 1986 gouf een Hëllefsplang ausgeschafft, deen et erlabe soll, d'Bevëlkerung am Fall vun engem Accident beim Kärkraaftwierk zu Kättenuewen schnellstméiglech ze informéieren an och séier kënnen ze hëllefen. Laut mengen Informatioune gouf dëse Plang fir d'Ieschte Kéier am Joer 2002 publizéiert.

Am genannten Hëllefsplang ass virgesinn, datt eenzel Leit Kaliumiodidtablette sollen anhuelen. Aus deem Grond ass virgesinn, datt an der sougenannter éischter Zon (25 km ronderëm Kättenuewen) all Gemengen e Stock vun dëse Kaliumiodidtabletten uleeë mussen. Och all Schoulen am Land an d'Asazzentre vum Zivillschutz mussen e Stock vun deenen Tabletten uleeën.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Inneministesch:

[32] Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

[33] Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

[34] Artikel 87, § 8 : « Si, en conséquence du présent règlement, une personne est soumise à la législation d'un État membre autre que celui à la législation duquel elle est soumise en vertu du titre II du règlement (CEE) n° 1408/71, cette personne continue d'être soumise à cette dernière législation aussi longtemps que la situation qui a prévalu reste inchangée, mais en tout cas pas plus de dix ans à compter de la date d'application du présent règlement, à moins qu'elle n'introduise une demande en vue d'être soumise à la législation applicable en vertu du présent règlement. […] »

1. Gëtt deen uewe genannten Hëllefsplang reegelméisseg à jour gehalen?

2. Wa jo, wéi leeft dës Prozedur genee of a wéi eng Acteure sinn all dobäi involvéiert?

3. Zënter dem Joer 2002 ass eis Bevëlkerung ëm ronn een Drëttel geklommen. Wär et an deem Kontext net un der Zäit, op en Neits eng Informatiounscampagne ze starten, fir d'Leit iwwert d'Sécherheetsmesuren am Hibléck op e méiglechen nuklearen Onfall ze sensibiliséieren an ze informéieren?

4. Gëtt bei den zoustännege Verwaltungen - dat heescht Schoulen, Gemengen a beim Zivillschutz - reegelméisseg kontrolléiert, datt deen néidege Stock u Kaliumiodidtabletten och effektiv ëmmer am néidegen Ëmfang virzefannen ass?

5. Ginn d'Kaliumiodidtablette reegelméisseg op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet iwwerpréift?

6. Gëtt de Stock u Kaliumiodidtablette reegelméisseg un d'Bevëlkerungszuel ugepasst?

Réponse commune (01.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. De „Kriseninterventiounsplang am Kader vun engem nuklearen Accident" (Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire), ausgeschafft ënnert der Koordinatioun vum Héije Kommissariat fir national Sécherheet (HCPN) an Zesummenaarbecht mat de betraffene Ministèren, Verwaltungen a Servicer, gëtt reegelméisseg iwwerschafft. An der Revisioun gi besonnesch d'Erfarungen aus den nationalen an internationalen Übungen, eventuell Entwécklungen um Niveau vun de Krisemanagement-Systemer an eisen Nopeschlänner souwéi Erfarungen no der Aktivéierung vun anere Krisepläng berücksichtegt.

No der nuklearer Katastroph vu Fukushima-Daiichi (2011) gouf den „Interventiounsplang am Fall vun engem Tëschefall oder Accident an dem Atomkraaftwierk zu Kättenuewen" (Plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom) vun 1994 vum Héije Kommissariat fir national Sécherheet an enker Zesummenaarbecht mat de betraffene Ministèren a Verwaltungen iwwerschafft. Den neie „Kriseninterventiounsplang am Kader vun engem nuklearen Accident" gouf 2014 vum Regierungsrot ugeholl. Dës Revisioun gouf begleet vun enger grouss ugeluechter Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne vun der Bevëlkerung an dem Verdeele vu Kaliumiodidtabletten un d'Stéit an d'Gemengen hei am Land. Am Joer 2018 huet de Regierungsrot eng iwwerschaffte Versioun vum Kriseninterventiounsplang vun 2014 ugeholl.

ad 2. Den HCPN koordinéiert déi reegelméisseg Revisioun vum Kriseninterventiounsplang an enker Zesummenaarbecht mat der Divisioun vun der Radioprotektioun vun der Direktioun vun der Santé, dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) an dem Service vun der Krisekommunikatioun. All déi implizéiert Acteure gi reegelméisseg invitéiert, deen Deel vum Plang nozekucken, dee si betrëfft. Den HCPN kompiléiert déi iwwerschafften Deeler an ënnerbreet se dem Regierungsrot fir Geneemegung am Fall vu fundamentalen Änneerungen. Un dem Ausschaffen an der Revisioun vum „Kriseninterventiounsplang am Kader vun engem nuklearen Accident" si folgend Ministèren, Verwaltungen, Servicer an Établissements publics bedeelegt:

- den Héije Kommissariat fir national Sécherheet,
- de Gesondheetsministère - Divisioun vun der Radioprotektioun an d'Direktioun vun der Santé,
- den Inneministère,
- de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend,
- de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun,
- de Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten - Departement fir Mobilitéit an Transport,
- de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung,
- d'grousshierzoglech Police,
- de Corps grand-ducal d'incendie et de secours,
- de Service vun der Krisekommunikatioun,
- d'Waasserverwaltung.

ad 3. Laut dem groussherzogleche Reglement vum 11. August 1996 (Mém. A.- n° 64 vum 2. September 1996, S. 1980) ass d'Regierung verflicht, fir d'Bevëlkerung ze informéieren. Dës Informatioune beschränke sech net nëmmen op Sécherheetsmesuren am Hibléck op e méiglechen Onfall, mee si ginn och Renseignementer betreffend d'Radioaktiviteit, hir Auswierkungen a Konsequenze fir d'Bevëlkerung, Informatiounen iwwer Noutfallmoosnamen (Alarm, Sécherheet an de Schutz vun der Bevëlkerung) souwéi Recommandatioune betreffend d'Verhalen am Noutfall. Wéi et an der Äntwert op d'Fro N° 1 ugedeit gouf, huet d'Regierung 2014 eng grouss ugeluechten Informatiouns- a Sensibiliseierungscampagne lancéiert:

- Esou wéi et de „Kriseninterventiounsplang am Kader vun engem nuklearen Accident" virgesäit, huet d'Regierung Kaliumiodidtabletten un d'Bevëlkerung verdeelt. All Awunner krut en Informatiounsschreiwes mat Informatiounen zu dem Verdeele vun den Tabletten. Zousätzlech kréien d'Eltere vun engem Neigebuerenen an der Maternité eng Packung pro Kand mat Iodtabletten ausgedeelt an d'Betriber hirersäits kënnen Tablette via den Internetsite www.infocrise.lu bestellen.

- Nieft der Verdeelungscampagne an den Informatiounen iwwer Iodtabletten huet d'Regierung d'Informatiounsbroschür „Wat maache bei Atomalarm?" iwwerschafft. Dës Broschür presentéiert kuerz a verständlech d'Alarmprozeduren an d'Schutzmoossnamen, déi am Noutfallplang stinn. D'Broschür existéiert a verschiddene Sproochen (däitsch, franséisch, lëtzebuergesch, englesch a portugisesch) an et kann ee se um Site www.infocrise.lu eroflueden.

- Um Internetsite www.infocrise.lu, deen 2014 lancéiert gouf, fënnt d'Bevëlkerung, nieft der Informatiounsbroschür, eng öffentlech Versioun vum Kriseninterventiounsplang, zousätzlech Informatioune betreffend d'Preventiouns- a Schutzmoossname fir den Noutfall souwéi generell Informatiounen iwwert déi natierlech a kënschtlech Radioaktivitéit.

ad 4. Wéi de Plang 2014 iwwerschafft ginn ass, gouf och d'Verdeelung vun de Kaliumiodidpëllen nei definéiert. Kaliumiodidpëlle si preventiv un d'Awunner vu Lëtzebuerg verdeelt ginn. Schoulen a Betreiungsstrukture fir Kanner hu fir den Noutfall Pëllen op Reserv. D'Eltere vun all Neigebuerenem kréie pro Kand e Pak Kaliumiodidpëllen an der Maternité. Ausserdeem hunn d'Gemengen am 25 km-Radius vu Cattenom eng Reserv u Pëllen, déi duergeet, fir am Fall vun engem nuklearen Accident der kënnen zousätzlech ze verdeelen. D'Betriber kënnen och ee Stock fir hir Mataarbechter bei der Santé kréien.

ad 5. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméissegen Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet an dem Laboratoire national de santé (LNS) iwerpréift. Déi nächst Kontroll ass 2021 virgesinn. Bis elo si bei deene Kontrolle keng Unzeechen op eng Degradatioun festgestallt ginn.

ad 6. D'Santé keeft reegelméisseg zousätzlech Kaliumiodidpëllen. Dës Pëlle ginn an éischter Linn benotzt, fir iwwert d'Maternitéen un déi Neigebueren ze verdeelen an d'Stocke vu Schoulen, Betreiungsstrukturen a Betriber unzepassen.

Question 2649 (11.08.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **retards dans la prolongation des permis de conduire :**

Et ass mir zougedroe ginn, dass et méiglecherweis beim Verlängere vu Fürerschäiner zu Verspéidunge komm ass. Méi prezis géifen eng Rei Dossiere beim Service médical vun der SNCA hänken.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?
- Sinn dës Retarden eventuell duerch déi aktuell sanitär Kris ze explizéieren?
- Däerf eng Persoun, déi sech an der „Erneierungsprozedur" vum Fürerschäi befënnt, wou deen ale wärend der Prozedur awer ofleeft, fir eng Iwwergangsdauer weider mam Auto fueren?
- Wa jo, wéi eng Aschränkunge ginn et an esou engem Fall?
- Wann net, ka sech dës Persoun eng zäitlech begrenzte Fuererlaabnis ausstelle loossen, en attendant dass den neie Fürerschäin ausgestallt gëtt? U wéi eng Instanze ka sech dës Persoun an deem Fall wenden?
- Sollt et keen esou ee System ginn, ass de Minister gewëllt, esou eng „Bypass-Léisung" anzeféieren?

Réponse (09.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Aktuell gëtt et um Niveau vun der Commission médicale, déi am Departement fir Mobilitéit an Transport vum Ministère ass, keng Retarden, wat den Traitement vun den Dossiere fir Fürerschäinsverlängerungen ugeet.

Wat de Fürerschäinsservice vun der SNCA ubelaangt, sou ginn et och hei keng Retarde vum Traitement vun den Dossieren. Am Fall wou eng Persoun déi néideg Dokumenter (z. B. e Certificat médical vun engem Spezialist) fir e Renouvellement net ka matzäiten areechen, ier hire Fürerschäin ofleeft, kann de Minister e provisoresche Fürerschäin ausstellen, bis d'Dokumenter all do sinn. Dëst awer fir maximal dräi Méint. Wärend dem État de crise waren effektiv eng Rei Leit an dës Situatioun komm. Hei sinn da provisoresch Fürerschäiner ausgestallt ginn. Vun dëse provisoresche Fürerschäiner konnte bis elo awer nach zéng Stéck net nei ausgestallt ginn, dëst well déi betraffe Persounen nach net all d'Dokumenter eragereecht hunn. Si sinn awer duerch e Schreiwes heizou invitéiert ginn.

Et kann am Kader vun der Erneierungsprozedur virkommen, datt eng Persoun eng Kontrollfaart mat engem Examinateur muss maachen, déi vun engem Dokter ugeuerdent ginn ass, fir ze kontrolléieren, ob déi betraffe Persoun e Gefier an aller Sécherheet op der Strooss steiere kann. Säit Januar vun dësem Joer sinn 134 esou Kontrollfaarten ugefrot ginn. Vun dësen 134 Faarte stinn der effektiv nach 42 aus, wat tatsächlech mam État de crise ze dinn huet. D'SNCA wäert awer hiert Méiglechst maachen, fir dës Kontrollfaarten esou séier wéi méiglech duerchzeféieren. Fir d'Capacitéiten an d'Luucht ze setzen, ass dofir am Juli och schonn en zousätzlechen Examinateur an d'Commission médicale geruff ginn.

Question 2651 (11.08.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **critiques du Collectif réfugiés Luxembourg :**

An engem Communiqué vum 11. August 2020 huet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot der Immigratiounsdirektioun hefteg Reprochë gemaach, datt si géint d'Asylrecht géif verstoussen. De Rot reprochéiert, datt Demandeure keng Attestatioun géife kréien, datt si hir Demande op eng international Protektioun gemaach hunn. Des Weidere géifen d'Demandeuren, ier si eng Demande de protection internationale géife maachen, reegelrecht intimidéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Besëtzt de Minister Kenntnis vun de Reprochë vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot?

2. Kann de Minister de Wourechtsgehalt vun de Reprochë confirméieren? Falls jo, wéi wäert de Minister reagéieren, fir datt d'Prozedure vum Asylrecht agehale ginn?

Réponse (09.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

De Minister fir Immigratioun an Asyl kann déi ugedeite Reprochen net confirméieren a verweist fir déi néideg Erklärungen op seng Stellungnam vum 11. August 2020, déi hei nach eng Keier annexéiert ass.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2652 (11.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **fête non autorisée au Bambësch** :

De Samschdeg de Moien huet d'Police eng Party mat 150-190 Leit am Bambësch zu Siwebueren opgeléist. Vill Leit hate sech hei net un déi aktuell Sécherheetsmesurë gehalen an et wier méiglecherweis och eng Persoun op der Party gewiescht, déi positiv op de Covid-19 getest gi wier.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Strofen erwaarden déi knapp 200 Leit?

2. Kann den Här Minister confirméieren, dass eng infizéiert Persoun op der Party war? Wa jo, wéi eng Strof erwaart si? Mussen all déi aner Gäscht an deem Fall an d'Quarantän?

3. Wéi eng Strof erwaart déi Persounen, déi keng Masken unhate respektiv d'Gestes barrières net agehalen hunn?

4. Ass et an esou Fäll schonn zu Iwwergréffer géint Policebeamte komm?

5. Wéi sinn d'Policebeamte géint Iwwergréffer an esou Fäll geschützt?

6. Wéi gedenkt den Här Minister an Zukunft kënnen op esou „Partyen" ze reagéieren?

Réponse commune (09.09.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als preliminär Remark zu dëser parlamentarescher Ufro sollt nach eng Kéier ënnerstrach ginn, datt d'Covid-19-Consignë jidderee betreffen. All Eenzelnen ass hei an der Responsabilitéit, säin Deel zum Schutz vun der öffentlecher Gesondheet bäizedroen.

ad 1. D'Police huet Rapporten a Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Gesetz vum 18. Juli 2018 „concernant la protection de la nature et des ressources naturelles" a géint d'Gesetz vum 17. Juli 2020 „portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19" geschriwwen. Déi Dokumenter ginn no der éischter Enquête un déi zoustänneg Justizautoritéite geschéckt, déi iwwert déi konkreet Suitten a Strof(en) decidéieren.

ad 2. Ausléiser vun der Policeaktioun war, ënner anerem, d'Meldung vun enger infizéierter Covid-19-Persoun op där Party. D'Persoun, déi ugeruff huet, huet vun enger Party vun iwwer 150 Leit geschwat, ënnert deenen ee Covid-19-Positive wier, ouni deem seng Identitéit awer präiszeginn. Wou d'Police op d'Plaz koum, konnt déi Persoun net ermëttelt ginn, well et souwuel legal wéi taktesch net méiglech war, all d'Leit enger Identitéitskontroll ze ënnerzéien an da festzestellen, ob do ee Positiven drënner wier.

ad 3. cf. ad 1.

ad 4. D'Poliziste waren enger Rei vu mëndlechen Iwwergréffer ausgesat. Vereenzelt gouf och mat Fläschen op d'Beamten an op hir Gefierer gehäit, sou wéi dat och schonn op Interventioune bei den Dräi Eechelen an op der Kinnekswiss de Fall war.

ad 5. An der Formation de base a wärend der Formation continue ginn d'Polizisten op esou schnell eskaléierend Situatioune virbereet, fir dann deementspriechend kënnen ze deeskaléieren. Wat d'Equipement betrëfft, gëtt souwuel dat normaalt Asazmaterial matgeholl wéi och dat spezifescht Schutzmaterial am Fall vun enger Interaktioun mat enger eventuell mat Covid-19 infizéierter Persoun.

Doriwwer eraus gëtt natierlech och Protokoll géint identifizéiert Auteure vu sou Iwwergréffer opgestallt, fir dass eventuell ausgeschwaten an applizéiert Strofen eng preventiv Wierkung an zukünftegen änleche Situatiounen hunn.

ad 6. A puncto Policeasaz ginn no Appeller mat Indikatioune vu sou Partyen ëmmer direkt Interventiounen declenchéiert an d'Polizisten appreciéieren dann op der Plaz, wéi se am beschten taktesch virginn, fir déi Partyen opzeléisen an duerno d'Feststellungen nidderzeschreiwen. All Konstatatioune ginn entweeder iwwer AT/Convocatioun festgehale respektiv iwwer Rapport/Procès-verbal un de Parquet iwwermëttelt, fir déi als noutwendeg estiméiert Suitten ze huelen.

Question 2654 (11.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **sort des réfugiés dans le cas d'un refus de la demande de protection :**

De Lëtzebuerger Flüchtlingsrot kritiséiert an engem Communiqué vum 11. August 2020, datt Demandeurs de protection internationale bei engem Refus vun hirer Demande op d'Strooss gesat ginn. Anscheinend wären d'Foyeren, an deenen d'Leit bis elo ëmmer ënnerbruecht gi wären, elo voll an dat, obwuel d'Zuel vun den Demandeuren aktuell esou niddreg ewéi nach ni läit.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Ministesch fir Integratioun Kenntnis vun de Reprochë vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot a ka si d'Reprochë confirméieren?

2. Wéi vill Demanden op international Protektioun sinn, opgelëscht no Mount, an dësem Joer beim Ministère fir Immigratioun an Asyl agaangen?

3. Wéi eng Foyeren a wéi vill Schlofplaze stinn der ONA normalerweis zur Verfügung, fir

Flüchtlingen, déi am Status vum DPI sinn, ënnerzebréngen?

4. Wéi eng Foyeren a wéi vill Schlofplaze stinn der ONA elo wärend der Coronapandemie zur Verfügung, fir DPIen een Daach iwwert dem Kapp ze garantéieren? Besteet ee Manktem, a falls jo, wéi eng Schrëtt si geplangt, fir deem Manktem entgéintzewierken?

Réponse (08.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1. De Minister fir Immigratioun an Asyl kann déi ugedeite Reprochen net confirméieren a verweist fir déi néideg Erklärungen op seng Stellungnam vum 11. August 2020.

2. An der Direction de l'immigration vum Aussen- an Europaministère ass dëst Joer follgend Unzuel un Demanden op internationale Schutz gestallt ginn:

	2020
Januar	155
Februar	105
Mäerz	116
Abrëll	10
Mee	18
Juni	39
Juli	94

ad 3. Den ONA geréiert aktuell (Stand August 2020) 56 Strukture fir DPIe mat insgesamt 4.211 Better. Dovu si 428 Better an der Phas 1 (Primo-accueil), 324 Better sinn an der Phas 2 (Creos Mersch) an 3.459 Better sinn an der Phas 3 an de sougenanntene „Structures durables", an deenen d'DPIe wunnen, soulaang hir Prozedur op internationale Schutz leeft.

Den 10. September kënnt eng additionell Struktur vun 63 Better dobäi.

ad 4. Den ONA huet wärend der Pandemie d'Strukture fir DPIe weiderhi geréiert a keng Strukturen zougemaach. Et si provisoresch Strukturen opgemaach ginn, spezifesch fir vulnerabel Leit, souwéi eng Struktur fir Bewunner, déi positiv op Covid-19 getest gi sinn a mussen isoléiert ginn. De Minister fir Immigratioun an Asyl mécht reegelméisseg Opriff un d'Gemengen, fir nei Strukture kënnen opzemaachen. Den Taux d'occupation läit konstant ëm 75 %.

Question 2655 (11.08.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **cannabis médical :**

Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert de Verkaf vu medikamentéise Substanze kënnen zum Beispill Leit mat chronescher Péng oder Leit, déi mat duerch Chimiotherapie verursaachter Iwwelzegkeet geplot sinn, mam medezinnesche Cannabis gehollef kréien.

Eisen Informatiounen no ginn et zanter Juli op en Neits Penurië vu medezinneschem Cannabis vum Typ Red 2.

Patienten, déi also wärend Méint mat medezinneschem Cannabis therapéiert goufen, mussen elo deelweis erëm op déi konventionell Medikamenter zréckgräifen, fir dem Manktem u Cannabis kënnen entgéintzewierken.

Fir de mënschleche Kierper bedeit dat eng enorm Belaaschtung:

- wéinst der Ëmstellung op eng nei Therapieform,

- wéinst dem Neesophuele vu Medikamenter mat méi negativen Niewewierkunge fir de Patient.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister den aktuelle Manktem u medezinneschem Cannabis confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir? Ass déi aktuell sanitär Kris ee vun de Grënn dofir?

2. Wéi oft ass et schonn zu enger Penurie vun enger Zort vu medezinneschem Cannabis komm?

3. Wéi laang huet et all Kéier gedauert, bis de Manktem behuewe war an d'Patienten hir Therapie nees konnten ophuelen?

4. Wéi kann an Zukunft verhënnert ginn, dass Leit hir Therapie mussen ofbriechen an erëm op staark Psychopharmaka mussen ëmsteigen?

De Koalitiounsaccord mentionéiert, dass zwee Joer nom Gesetz eng Evaluatioun vum medezinnesche Cannabis soll gemaach ginn.

5. Ass dës Evaluatioun schonn amgaangen?

6. Wéini soll dës publizéiert ginn? Wéi eng konkreet Aspekter ginn analyséiert? Wie mécht dës Evaluatioun respektiv wäert d'Analysen aus?

Am Juni 2019 gouf de Quota vun de Quantitéiten, déi op Lëtzebuerg dierfen importéiert ginn, gehéicht. D'OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants) huet fir Enn 2019 en Total vun 183 Kilogramm accordéiert.

7. Ëm wéi eng Produiten (Bléien, Ueleger asw.) huet et sech do genau gehandelt a wéi vill Kilogramm hunn déi eenzel Produite bei dëser Commande ausgemaach?

8. Goufen Enn 2019/Ufank 2020 méi héich Quantitéite beim OICS ugefrot, fir der steigender Demande nozekomme respektiv zukünftege Penurië virzebeugen? Wa jo, wéi vill Cannabisproduiten däerfen 2020 zum Beispill importéiert ginn?

9. Wéi vill Leit kruten 2019 medezinnesche Cannabis vun hirem Dokter verschriwwen? Wéi vill Leit ginn 2020 mat medezinneschem Cannabis versuergt?

Am CHEM befënnt sech déi eenzeg Apdikt, déi just mëttwochs mëttes medezinnesche Cannabis ausgëtt, wat zu organisatoresche Problemer féiert, wat d'Ordonnancen an déi virgeschriwwe Quantitéit ugeet.

10. Gedenkt d'Madamm Minister d'Ëffnungszäiten am Kader vun der Evaluatioun vum Gesetz ze iwwerpréiwen a gegeebenefalls ze adaptéieren?

Leit, déi eng Ordonnance hu fir medezinnesche Cannabis, mussen dëse perséinlech an der Apdikt ofhuele goen. Fir Leit mat engem Handicap ass dëst oft eng ëmständlech an ustrengend Prozedur.

11. Gedenkt d'Madamm Minister, et Leit mat engem Handicap ze erméiglechen, en Drëtten dofir ze mandatéieren?

Réponse (10.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir den THC-dominante medezinnesche Cannabis (Red 2) bestätege mir, datt am Juli 2020 wärend e puer Deeg Enkpäss woren. Dës Spannunge si schnell behuewe ginn, an zurzäit ass den néidege Stock u Cannabis do, fir d'Patienten, déi e brauchen, ze behandelen.

Enkpäss u Medikamenter sinn e globale Problem, deem sech all Gesondheetsbehërd stelle muss a fir deen all Mëttelen agesat ginn, fir se ze limitéieren.

Déi aktuell sanitär Kris hat Auswierkungen op de Marché vun de Medikamenter, dorënner och d'Disponibilitéit vum medezinnesche Cannabis.

Aner Ursaachen:

- De Status vum medizinnesche Cannabis, Betäubungmëttel, deen enger strenger Gesetzgeebung mat komplexen Importatiounsprozeduren an deelweis laangen Delaien ënnerläit.

- De Fait, datt et eng medezinnesch Planz ass mat ville Variabelen, wat en Impakt op d'Produktioun mat sech brëngt. D'Endprodukt, dat dem Patient delivréiert gëtt, muss eng pharmazeutesch Qualität hunn.

ad 2. Säit dem Ufank vun der Pilotphas am Februar 2019 war de Gesondheetsministère mat dräi Enkpäss vun enger Zort vu medezinneschem Cannabis konfrontéiert.

ad 3. Den Delai fir d'Liwwerung vun enger neier Charge vu medezinneschem Cannabis louch zwesche maximal dräi a véier Wochen.

ad 4. Et goufe schonn eng Rei Mesurë geholl, fir de Risk un Enkpäss ze limitéieren:

- Digitaliséierung vum administrative Circuit fir den Import vu Stupefianten, wourënner och de Cannabis fält.

- Verstäerkt Iwwerwaachung vun de Stocken an Alarmschwellen, fir d'Bestellungen ze anticipéieren.

- Enk Zesummenaarbecht mat de Grosisten a Fournisseuren.

- Am Fall vun Enkpäss sinn d'Dokteren an d'Spidolsapdikten am Viraus informéiert ginn.

ad 5. De Pilotprojet gëtt säit sengem Ufank kontinuéierlech suivéiert vun enger Taskforce mat Membere vum Gesondheetsministère an der Direktioun. E gëtt och mat de betraffene Gesondheetsberuffer reegelméisseg diskutéiert a begleet vun engem Comité scientifique. E puer Modifikatioune vum Dispositif sinn am Kader vun dësem Suivi schonn initiéiert ginn.

ad 6. Déi éischt Verschreiwunge vu medezinneschem Cannabis hunn am Februar 2019 ugefaang. Fir Daten iwwer zwee Joer säit der Disponibilitéit vu medezinneschem Cannabis ze analyséieren, i. e. säit Februar 2019, gouf den Termin, fir eng global Analys unzefänken, op Februar 2021 festgeluecht. Eng Frist vu sechs Méint gëtt gebraucht, fir déi verfügbar Donnéeën ze bewäerten an e Bericht ze publizéieren. Op Basis vun de Verschreiwunge gi verschidden Donnéeë wéi zum Beispill d'Indikatiounen, d'Produiten, d'Administratiounsweeër, d'Kategorië vun de Beneficiairen analyséiert. D'Modalitéite betreffend Verschreiwungen an Delivrancë ginn och mat ofgedeckt.

ad 7. D'Direktioun vun der Santé liwwert all Joer der OICS fir dat Joer drop eng Estimatioun vun de Bedierfnesser vun all kontrolléierte Substanzen, Cannabis mat abegraff. Dës Estimatioun baséiert op der Substanz. Se detailléiert net d'Aart vum Produit (Bléien, Ueleger asw.).

ad 8. Jo, de Seuil gouf am Ufank vum Joer 2020 erhéicht, fir der wuessender Demande u Behandlunge mat medezinneschem Cannabis nozekommen. E läit aktuell bei 270 kg.

ad 9. 2019 ass medezinnesche Cannabis op d'mannst eng Kéier u 415 Patiente verschriwwe ginn. Tëschent dem 1. Januar an dem 2. September 2020 louch dës Unzuel bei 441 Patienten. Säit dem Ufank (i. e. Februar 2019) sinn am Ganze 630 Patiente mat medezinneschem Cannabis versuergt ginn.

ad 10. Dës Fro gëtt am Kader vun der Evaluatioun adresséiert.

ad 11. Dës Fro gëtt am Kader vun der Evaluatioun adresséiert.

Question 2661 (13.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **résidence de la famille grand-ducale à Cabasson :**

Am Summer ass de Grand-Duc traditionell zu Cabasson. Vun do aus setzt de Grand-Duc och seng Ënnerschrëft ënner offiziell Dokumenter a Gesetzesprojeten.

Engem Artikel vun LCI France no geet d'Presenz vum Grand-Duc zu Cabasson op d'Zäit nom Zweete Weltkrich zréck. De Generol Charles de Gaulle hat der Grande-Duchesse Charlotte respektiv Lëtzebuerg Cabasson deemools zougestanen. Och de „Figaro" beschreift an engem Onlineartikel vum 26. Juli 2019 d'Tour Sarrazine zu Cabasson als lëtzebuergesch Proprietéit:

« Pour se rendre au fort de Brégançon ce weekend, le président de la République empruntera le seul et unique accès : une propriété du grand-duché du Luxembourg. Depuis 1949, le petit État européen est en effet propriétaire de la tour Sarrazine. Cette grande maison est située à Cabasson (près de Bormes-les-Mimosas, dans le Var) en face du fort et dans laquelle la famille ducale aime se rendre chaque été. »

Onkloer ass, zu wéi engem Territoire Cabasson geheiert respektiv ob dëst klengt Paradäis Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill ass oder vum lëtzebuergesche Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Existéiere Piècen, déi beleeën, datt d'Cour grand-ducale oder de lëtzebuergesche Staat den Territoire zu Cabasson vu Frankräich zougesprach krut? Falls jo, ëm wéi eng Dokumenter handelt et sech a wou kann een dës Dokumenter fannen?

2. Ass den Territoire zu Cabasson franséischen oder lëtzebuergeschen Territoire?

3. Den Artikel 44 vun eiser Verfassung gesäit vir: « Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc. »

Misst den Territoire zu Cabasson net hei opgelëscht sinn, wëssend datt et sech ëm déi traditionell Summerresidenz vum Grand-Duc handelt?

4. Existéiere Piècen, déi beleeën, datt de Lëtzebuerger Staat den Territoire vu Cabasson vu Frankräich zougesprach krut? Falls jo, wou kann een dës Dokumenter fannen?

5. Wéi een nationaalt Recht gëllt op deem besoten Territoire zu Cabasson - dat lëtzebuergescht oder dat franséischt?

Réponse (26.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Ugangs den 1950er Joren hunn d'Groussherzogin Charlotte an d'Administration des biens de la Grande-Duchesse déi verschidde Parzellen zu Cabasson kaaft, déi säitdeem als Ensembel am Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill sinn. Déi Acquisitioune sinn duerch privatrechtlech notariell Actes de vente beluecht an och sou am lokale Kadaster vermierkt.

Op deem concernéierten Terrain, deen zum franséischen Territoire gehéiert, applizéiert sech franséischt Recht. D'Fro vun enger Attributioun vun deem Territoire duerch déi Lëtzebuerger Verfassung stellt sech deemno net.

Question 2662 (13.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **séjour de la famille grand-ducale à Cabasson :**

Am Uschloss u meng parlamentaresch Fro N° 2573 iwwert d'Summerresidenz vum Grand-Duc zu Cabasson wëll ech e puer Nofroe stellen zu der Roll vum Personal a vun der Police, déi d'Sécherheet vum Grand-Duc assuréiert. Ech preziséieren, datt et sech bei follgende Froen net ëm Detailer zu organisatoreschen oder sécherheetsrelevante Punkten handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung garantéieren, datt d'Aarbechts- a Rouzäite vun de Polizisten, Beamten an Employéen zu Cabasson respektéiert ginn an am Aklang mat de legalen Dispositiounen zu Lëtzebuerg sinn, a kann d'Regierung ausschléissen, datt d'Personal zu Cabasson méi Stonne schaffe muss, wéi an de Gesetzer an a Gewerkschaftsaccorde festgehale sinn?

2. Wéi ee Status hunn d'Polizisten, déi de Grand-Duc zu Cabasson beschützen? Wéi sinn d'Pouvoire vun der Policeeskort vum Grand-Duc zu Cabasson gereegelt? Anescht gefrot: Däerfen d'Polizisten zu Cabasson Infraktioune feststellen an zum Beispill Leit festhuelen oder protokolléieren?

3. Des Weidere wëll ech wëssen, ob den Terrain zu Cabasson och bewaacht ass an ob Personal dohanne schafft, wann de Grand-Duc net do present ass?

4. Wéi eng Posten aus dem Staatsbudget si fir den Ënnerhalt vun der Residenz vum Grand-Duc zu Cabasson virgesinn?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 2661 indiquéiert, ass d'„Tour Sarrazine" zu Cabasson am Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill.

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 2573 indiquéiert, ginn all Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vum Staatschef ze assuréieren. Déi Agente vun der Police grand-ducale, déi affektéiert sinn, fir d'Protection rapprochée vum Staatschef zu all Moment ze assuréieren, maachen dat och zu Cabasson, an Ofsprooch mat de lokalen Autoritéiten. Si ginn duerch zousätzlech Lëtzebuerger Polizisten ënnerstëtzt. Si hu keng Polizeigewalt op franséischem Territoire. D'Effectiver, d'Relèven an d'Roulemente ginn no engem Plang opgestallt, deen déi erwäänten Aarbechts- a Rouzäite respektéiert.

De groussherzoglechen Haff huet d'Regierung informéiert, datt de Gardiennage an Entretien vun der Proprietéit wärend dem Joer vu lokal rekrutéiertem Personal assuréiert gëtt, dat duerch d'Administration des biens du Grand-Duc mat private Moyene bezuelt gëtt. Dat ass och de Fall fir anert Personal, dat au besoin lokal rekrutéiert gëtt.

Am Staatsbudget si keng Moyene fir den Ënnerhalt vun der „Tour Sarrazine" virgesinn.

Question urgente 3585 (05.02.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **fermeture de crèches pour cause de Covid-19 :**

A senger Pressekonferenz vum 4. Februar 2021 huet de Minister ugekënnegt, datt d'Crèchë wärend der Durée vun der Fermeture vun de Grondschoulen (bis den 19. Februar) géifen opbleiwen. Op der Facebook-Säit vun der DP steet awer ze liesen, dass eng Crèche direkt muss zoumaachen, soubal do e Covid-19-Fall entdeckt gëtt, wat zu Laaschte vun der Planungssécherheet vu ville Familljе mat Kanner geet. Dës Informatioun huet de Minister net op senger Pressekonferenz kommunikéiert, och ass se net am respektiven « Dossier de presse » um Site vun der Regierung ze fannen.

An deem Kontext erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Educatiounsminister ze stellen:

- Kann den Här Minister confirméieren, dass eng Crèche direkt hir Diere muss zoumaachen, soubal ee Fall vu Covid-19 diagnostizéiert gëtt?

- Firwat huet den Här Minister dës fir vill Familljen essentiell Informatioun zréckgehalen?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Eng Crèche ass net obligéiert, hir Dieren zouzemaachen, soubal ee Covid-19-Fall diagnostizéiert gëtt. Am Fall, wou ee Covid-19-Fall confirméiert ass an engem Grupp Kanner, gëtt dësen a Quarantän gesat. Falls e positive Fall bei engem Member vum Personal confirméiert gëtt, deen a verschiddene Gruppe vu Kanner intervenéiert, da kënnen och méi Gruppe gläichzäiteg a Quarantän gesat ginn.

Den 21. Januar 2021 goufe Prozeduren un d'Gestionnairë vun de Services d'éducation et d'accueil verschéckt, souwuel un d'Strukturen, déi Schoulkanner wéi och Klengkanner betreien. D'Dagesmamme kruten den 22. Januar 2021 och eng Prozedur geschéckt iwwert d'Demarchen, déi si musse respektéieren, falls e positive Fall confirméiert ass.

Question urgente 3692 (22.02.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **transport vers les centres de vaccination :**

An der aktueller Impfphas géint de Covid-19 ginn d'Leit drop higewisen, datt si sech bei hirer Gemeng kënne mellen, fir eventuell den Transport an en Impfzenter kënnen ze garantéieren. D'Madamm Gesondheetsminister hat effektiv esou eng Ausso an enger Pressekonferenz zur Impfstrategie gemaach. D'Gemengeresponsabel hunn och eng Circulaire vum Inneministère kritt mat engem Opruff, d'Méiglechkeet vun der Organisatioun vun esou engem Transport ze préiwen an de Leit zur Verfügung ze stellen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt eng Annonce an enger Pressekonferenz an eng Circulaire ministerielle duerginn, fir dës Aufgab vum Transport un d'Gemengen ofzeginn?

2. Wéi sollen déi Gemengen, déi momentan kee Ruffbus-System hunn, esou kuerzfristeg en Transport fir d'Leit organiséieren?

3. Wien iwwerhëlt d'Finanzéierung vun dësem Transport?

4. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt eng national Organisatioun, mat enger eenzeger Hotline fir den Transport déi besser Léisung wier?

Réponse commune (01.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. All Persoun, déi geimpft gëtt a sech dofir an een Impfzentrum deplacéiere muss, soll am Prinzip selwer dofir suergen, dass si dohinner kënnt, entweeder mat hiren eegene Moyenen oder andeems si op den ëffentlechen Transport zréckgräift, sou wéi dat och de Fall wier, wa si een Termin beim Dokter hätt.

Et bleiwen awer Fäll vu Persounen, déi op eng Hëllef ugewise sinn, well si sech aus verschiddenen Ursaachen net eleng kënnen deplacéieren. Dofir hu verschidde Gemengen d'Initiativ ergraff, fir Transportméiglechkeeten en place ze setzen, ier d'Inneministesch all d'Gemengen, am Respekt vun der Gemengenautonomie, iwwert d'Circulaire N° 3959 vum 5. Februar iwwert déi verschidde Phase vun der Impfstrategie informéiert huet an „encouragéiert" huet, fir d'Méiglechkeet vun der Mise en place vun engem „Ruffbus" a sech un de sëllegen Initiativen ze inspiréieren, déi schonn op Gemengenniveau an deem Sënn geholl gi sinn. D'Circulaire huet proposéiert, dass dëse Service Bierger offréiert kéint ginn, déi iwwer 65 Joer sinn an déi eng limitéiert Mobilitéit, keen Zougang zu eegenen Transportméiglechkeeten hunn oder keen Zougang zum ëffentlechen Transport hunn. Dëse Service ass de Gemengen net imposéiert ginn:

« Plus précisément en ce qui concerne les phases 2 à 4 de la stratégie de vaccination, et à l'instar d'autres communes ayant pris de telles initiatives, j'encourage les administrations communales d'analyser la possibilité de la mise en place d'un service de transport du type "Ruffbus" entre le domicile des citoyen(ne)s et les centres de vaccination. Ce service pourra être proposé au bénéfice des citoyen(ne)s de plus de 65 ans à mobilité réduite, qui ne disposent pas d'un moyen de transport propre ou qui n'ont pas accès au transport public. »

ad 2. Wéi ënnert der viregter Fro preziséiert, sinn d'Gemengen net obligéiert, ee Ruffbus-System ze organiséieren.

ad 3. Wann eng Gemeng de Choix getraff huet, esou en Transport unzebidden, mécht si dat mat hiren eegene finanzielle Moyenen.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert zur Fro 1 preziséiert, huet all Persoun verschidden Optiounen, fir sech an een Impfzentrum ze beginn. D'Gemengen, déi ee Ruffbus-System en place gesat hunn, kënnen dëst gären hirem Ministère de tutelle ënnert der E-Mail-Adress covid-19@mi.etat.lu. matdeelen. Dës Informatioun kann da vun der Hotline Santé, wou och all d'Informatioune betreffend de Volet Vaccinatioun zesummefléissen, un d'Bierger weidergeleet ginn. Eng national Organisatioun, mat enger eenzeger Hotline fir den Transport, erschéngt dofir net als déi besser Léisung.

Question urgente 3695 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **port du masque dans les écoles :**

Am Kader vum aktuelle Covidgesetz mat Prise d'effet den 22. Februar 2021 ass gesot ginn, d'Schüler misste vum Cycle 2 un och wärend dem Unterrecht am Klassesall déi ganzen Zäit e Mask unhunn.

Am Artikel 4 (8) vun deem Gesetz steet awer geschriwwen: « Les règles énoncées aux paragraphes 2, 4 et 5 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires. » Deemno ass d'Maskeflicht wärend de Schoulstonne just eng Recommandatioun.

An deem Kontext, an och well et eisen Informatiounen no vill Kanner gëtt, déi vun hiren Elteren net ugehale ginn, de Mask am Klassesall ze droen, erlabe mir eis, follgend Froen un den Här Educatiounsminister ze stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, an deenen d'Kanner refuséieren, de Mask am Klassesall unzehalen?

2. Wa jo, wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Enseignanten, fir d'Kanner dozou ze beweegen, de Mask unzehalen?

3. Wouranner besteet d'Base légale, fir d'Schüler ze obligéieren, de Mask wärend dem Unterrecht unzehunn?

4. Wéi evaluéiert den Här Minister d'Noutwendegkeet, fir de Gesetzestext nozebesseren, fir dës wichteg zousätzlech Mesure géint eng weider Verbreedung vum Covid-19-Virus sou séier wéi méiglech konsequent kënnen ëmzesetzen?

Réponse (03.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Regionaldirektioune si vereenzelt Fäll gemellt ginn, an deenen d'Kanner hire Mask wärend dem Cours net wëllen unhalen. An dësem Zesummenhang goufe mengem Ministère zwielef Fäll gemellt. Setzt een dës Zuel allerdéngs a Relatioun mat der Gesamtzuel vun iwwer 52.000 Schüler an de Lëtzebuerger ëffentleche Grondschoulen, gëtt kloer, wéi marginal dës Unzuel ass.

Fir den Enseignement secondaire si mir bis elo keng esou Fäll bekannt.

ad 2. Am Kontext vun der Maskeflicht an der Schoul ass Informatioun de wichtegste Facteur. Esou ass et wichteg, de Kanner an, wann néideg, hiren Elteren ze erklären, firwat et esou wichteg ass, de Mask am schoulesche Kontext ze droen a wéi dëst dozou bäidréit, d'Verbreedung vum Sars-CoV-2 anzegrenzen. D'Enseignanten informéieren hir Schüler fachlech a sachlech mat Bezuch op pertinent Quellen. An dësem Kontext sollen d'Schüler iwwert de Virus an déi néideg Geste-barrièren opgekläert ginn an et sollen hinnen d'Risiken, déi vun der Propagatioun vum Virus ausginn, méi no bruecht ginn, fir esou d'Wichtegkeet vum Anhale vun de Geste-barrièren ze ënnersträichen. Déi néideg Informatiounen an déi jeeweileg Quellen heizou stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a reegelméisseg aktualiséierter Versioun ënner anerem fir d'Léierpersonal op sengem Internetsite zur Verfügung.

ad 3. + 4. Am Kader vun der Annonce vun den neie Mesurë sinn den 12. Februar Circulairen un d'Léierpersonal verschéckt ginn. Dës Circulairen ernimmen an erklären déi nei Mesuren, ënner anerem och déi generaliséiert Recommandatioun vum Droe vum Mask.

Mäi Ministère préift am Moment d'Opportunitéit, fir déi sanitär Recommandatioune fir d'Schoul am Covidgesetz ze verankeren.

Question urgente 3713 (25.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des personnes alitées :**

Et gi vill Lei hei am Land, déi eng ageschränkte bzw. guer keng Mobilitéit méi hunn. Esou Leit kréien am Moment, am Kader vun der zweeter Phas vun der Impfstrategie vun der Regierung, Bréiwer heemgeschéckt, fir sech impfen ze loossen. De Problem ass awer, datt vill vun deene Leit hiert Haus net kënne verloossen, fir an en Impfzenter ze goen. Op Nofro bei der Santé kréien déi Leit da gesot, et géif am Moment keng Direktiv fir Leit ginn, déi guer net méi aus dem Haus kënne goen, a si missten an deem Fall hiren Hausdokter kontaktéieren. Op Nofro beim Hausdokter kréie sou Leit dann awer gesot, datt keng Méiglechkeet besteet, datt si doheem vun hirem Hausdokter geimpft ginn, well de Vaccin um Lampertsbierg an engem Frigo stockéiert ass an anscheinend nëmmen 30 Minutten däerf dobausse sinn. Dofir hätt och scho Vaccin misse wechgeheit ginn, well deen Zäitraum net hätt kënnen agehale ginn.

Dobäi weise Studien no, datt den AstraZeneca-Impfstoff am Prinzip bei 4 bis 6 Grad gelagert ka ginn, wat bedeit, datt den Dokter den Impfstoff an enger Killbox mathuele kéint. Wat den Impfstoff vu BioNTech/Pfizer ubelaangt, weist eng Etüd drop hin, datt deen zwar bei minus 70 Grad gelagert an transportéiert muss ginn, mee datt e sech nom Optaue bis zu fënnef Deeg am Frigo hält an zwou Stonne bei Zëmmertemperatur. Ass den Impfstoff bis an der Sprëtz, kann een e sechs Stonnen am Frigo stockéieren oder och an enger Killbox transportéieren, zum Beispill, fir en ausserhalb vun engem Impfzenter ze benotzen. Den Impfstoff vu Moderna hält sech zwielef Stonne bei Raumtemperatur.

An deem Kontext hunn ech follgend parlamentaresch Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ginn et Mesuren, déi festhalen, wéi déi Leit, déi net selwer kënnen an en Impfzenter goen, well se eng ageschränkte bzw. guer keng Mobilitéit méi hunn, awer kënne geimpft ginn?

2. Weess d'Santé, datt et eng Mass vu bettlägerege Mënschen hei am Land gëtt, déi doheem liewen?

3. Wat fir Mesuren envisagéiert d'Santé, fir dëse Leit ze hëllefen, an a wat fir engem Zäitraum?

4. Ginn et Direktive fir d'Hausdokteren, wat d'Covid-Impfung ugeet? Wa jo, wat fir sinn dat? Wann nee, firwat net?

5. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt de Vaccin bannent 30 Minutte muss gesprëtzt sinn, onofhängeg vun den zitéierten Etüden, déi kloer zu anere Resultater kommen?

6. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt scho Vaccin huet missen ewechgeworf ginn, well den ominéisen Zäitraum vun 30 Minutten net konnt agehale ginn?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé ass dobäi e Relevé opzestellen vu Leit, déi an der aktueller Impfphas sinn an déi sech, aus medezinnesche Grënn, net an een Impfzentrum beweege kënnen. Dëse Relevé gëtt zesumme mat der COPAS an de Réseau de soins gemaach. Déi concernéiert Acteure sinn och dobäi, konkreet a pragmatesch Solutiounen auszeschaffen.

D'Solutiounen, déi elo diskutéiert ginn, si verschidden an ëmfaassen z. B. mobill Impfekippen, Impfungen duerch d'Réseau de soins, mat Dokteren aus der Réserve sanitaire, Impfungen duerch Hausdokter …

D'Hausdoktere sinn iwwert d'Covid-19-Impfung informéiert, och wa si aktuell selwer net impfen, ausser si schaffe schonns an engem Impfzentrum mat. Et wäerte Gespréicher mat der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) an dem Cercle des médecins généralistes (CMG) stattfannen, fir ze kucken, wéi een d'Impfung duerch Hausdokteren an d'Impfstrategie integréiere kann.

Et ass net richteg, datt de Vaccin bannent 30 Minutte gesprëtzt muss ginn. D'Modalitéite bezüglech der Konservatioun, dem Transport an der Preparatioun vun de verschiddene Vaccinen en vue vun hirer Administratioun, sinn op Basis vum Résumé des caractéristiques du produit (RCP) sou wéi vun der Europäescher Medikamentenagence gutt geheescht gouf souwéi op Basis vun den Données des études de stabilité, déi no a no vun de Firmen kommunizéiert ginn, festgeluecht.

De Gesondheetsministère préift ob dës Modalitéiten agehale ginn, fir ze garantéieren datt d'Qualitéit, d'Stabilitéit an d'Integritéit vun den Impfdosissen, déi d'Leit kréien, agehale ginn.

Wann et e Problem mam Circuit vun der Chaîne du froid oder e Feeler an der Manipulatioun vun der Impfdosis gouf, kënnen dës Impfdosissenen leider net méi genotzt ginn. Dëst, well ee vermeide muss, datt Leit mat enger potenzieller defectueuser Impfdosis geimpft ginn. Déi aktuell Impfstrategie gesäit strikt Prozeduren vir, fir e Maximum vun den Impfstoffer pro Dosis kënnen ze gebrauchen an e Minimum Perten ze maachen. Zum Beispill gi souwuel d'Stocke wéi och d'Rendez-vousen alleguerten en temps réel geréiert. D'Personal, wat fir d'Impfen zoustänneg ass, geréiert d'Impfdosissen op eng ganz professionell Aart a Weis, soudatt d'Perten un Impfstoff am Moment ganz minim sinn.

Laut der Weltgesondheetsorganisatioun ginn d'Perten un Impfdosissen op 50 % geschat. Viru kuerzem ass eng franséisch Etüd zur Konklusioun komm, datt 25 bis 30 % vun den Impfdosisse kéinte verluer goen, wéinst dem System vun de Flacons multidoses, déi, wa se bis preparéiert sinn, de selwechten Dag nach musse gesprëtzt ginn.

Dës Zuele sinn natierlech just Estimatiounen, mee erklären och zum Deel, firwat d'EU-Länner an och Lëtzebuerg méi Impfdosisse bestallt hunn, wéi si eigentlech fir hir Populatioun brauchen. Dëst ass virun allem, fir eventuell Perten ze kompenséieren.

Question urgente 3726 (01.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des personnes vivant dans un logement encadré :**

Am Kader vun der Impfcampagne géint Covid-19 krut de Konviktsgaart - Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte vum Ministère d'Zouso, datt d'Bewunner an d'Personal vun där Institutioun am Fleegeheem selwer géife geimpft ginn. Nodeems d'Leedung vum Konviktsgaart schonns déi néideg Virbereedunge getraff hat, krut si vum Ministère déi onerwaart Noriicht, datt de Konviktsgaart net méi op der Lëscht vun deenen Haiser géif stoen, wou d'Bewunner an d'Personal automatesch géife geimpft ginn. Dat heescht am Kloertext, datt d'Bewunner vum Konviktsgaart, deen als „logement encadré" agestuuft gëtt, esou behandelt ginn, wéi Leit, déi bei sech doheem wunnen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi ass et méiglech, datt eng Zouso vum Gesondheetsministère, bei där et ëm d'Liewe vu besonnesch vulnerabele Mënsche geet, sou kuerzfristeg zréckgeholl gouf?

2. Firwat musse sech eeler Mënschen, déi zum Deel net iwwer technesch Fäegkeete verfügen, iwwer een Zougankscode um Site vum Gesondheetsministère umellen, fir een Impf-Rendez-vous ze kréien? Kéint een dëse Leit, déi zum Deel kee Mënsch hunn, deen hinne bei dëser Prozedur hëllefe kéint, net dës technesch Problemer erspueren?

3. Ginn et Iwwerleeungen, fir an Zukunft Leit, déi keng Famill hunn, déi mat hinnen an den Impfzenter fiert, sur place an hirem Logement encadré impfen ze loossen?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Résidenten aus de Logements encadrés, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, sinn eligibel, fir vun den Équipes mobiles geimpft ze ginn. Deene verschiddene Chargés de direction vun den zwielef Strukturen, sinn déi deementspriechend Informatiounen betreffend d'Organisatioun vun den Équipes mobiles matgedeelt ginn.

Et ass décidéiert ginn, datt et de Chargés de direction iwwerlooss ass, ob si léiwer fir d'Impfe vun hire Residenten duerch d'Équipes mobiles optéieren oder hir Residentë léiwer an engem Impfzenter impfe loossen, wëssend datt eng mixt Solutioun och méiglech ass.

ad 2. Déi eeler Leit, déi vun den Équipes mobiles an den Alters- a Fleegeheemer geimpft ginn, brauche kee Rendez-vous ze huelen. D'Direktioun vum Haus stellt eng Lëscht op vun de Leit, déi sech wëllen impfe loossen.

Déi Leit, déi sech an engem Impfzenter impfe loossen, kënnen online e Rendez-vous huelen oder ee froen, fir hinnen de Rendez-vous ze huelen. Sie können aber och op d'Helpline vun der Santé ënnert der Nummer +352 247-65533 vu méindes bis sonndes vun 8.00 bis 19.00 Auer uruffen, fir e Rendezvous ze fixéieren.

ad 3. An de Logements encadrés, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, kënnen d'Leit sech vun den Équipes mobiles impfe loossen.

Déi eeler Leit kënne sech och vun enger Vertrauenspersoun an den Impfzenter begleede

loossen. Si kënnen awer och op de Service vum Adapto zréckgräifen oder hire Prestataire aus dem Réseau de soins froen, fir si am Kader vun enger Course-sortie an den Impfzenter ze bréngen.

Question urgente 3732 (01.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **vente aux enchères d'appartements situés dans le « Gravity Tower » à Differdange :**

Op verschiddene Plattformen (Radio, Online-Ads) leeft zurzäit eng Publicitéit fir eng Stee vu verschiddenen héichwäertegen Appartementer am Gravity Tower zu Déifferdeng. Bei dësem Bauprojet bitt d'Gemeng Déifferdeng 80 Appartementer zu abordabele Präisser zum Verkaf un, ënnert dem Regimm vun engem Virkafsrecht vum Vendeur zu fix gereegelte Präisser.

Nichtsdestotrotz ass an de Pläng virgesinn, dass zwee Duplex- an zwee Triplexstudioen op den ieweschte Stäck - also a beschter Lag - sollen un de Meeschtbiddende versteet ginn. D'Stee leeft nach bis de 26. Mäerz.

An Zäiten, wou et souguer fir Guttverdénger bal onméiglech ass, sech um private Logementsmarché een Appartement kënnen ze leeschten, stellt sech d'Fro, ob et eethesch korrekt ass, déi iewescht Stäck nom Prinzip vun engem Basar, un de Meeschtbiddenden ze verkafen. D'Symbolik hannendru schwätzt Bänn: de Räiche kritt d'Plaz ganz uewen, um Troun souzesoen, wärend d'Normalbiergerinnen a -bierger guer keng Chance op dës Logementer kréien. Grad Famillje mat Kanner sollte bei esou engem Projet gehollef kréien, well si an der Moyenne wéinst der Gréisst vun der Wunneng méi héich Wunnkäschten hunn. D'Virgoensweis vun der Stee ënnergrueft deemno de soziale Charakter vun dësem Tuerm, deen ee Symbol vu Chancëgläichheet an Inklusioun kéint sinn an een ëffentlecht Zeeche géint den héich spekulative Wunnmarché sollt setzen.

De Logementsministère ass mat 40 Milliounen Euro um Bau vum Gravity Tower bedeelegt.

De Logementsminister gëtt op gouvernement.lu wéi follgend zitéiert:

« Henri Kox a souligné : "Wat mir baue bleift, an zwar fir ëmmer an dat ëffentlech, bezuelbar a nohalteg." »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass et déi éischte Kéier, dass bei engem vum Logementsministère matfinanzéierte Projet, eng ëffentlech Stee organiséiert gëtt? Falls nee, bei wéi enge Projete war dat soss nach de Fall?

2. Wéi vill kascht d'Werbecampagne, déi aktuell fir d'Stee vun de Wunnengen am Gravity Tower leeft (opgeschlësselt no follgende Medien: Radio, TV, Online an Drock). Mat wéi engem Budget gëtt dës Werbung bezuelt?

3. Wéi steet d'Regierung zum Prinzip, datt bei deene véier Duplexen an Triplexe Leit ouni Suen ausgeschloss a Leit mat déckem Portmonni privilegéiert ginn oder, aneschters formuléiert, wou Leit no ekonomesche Krittären aneren Demandeuren virgezu ginn?

4. Gouf den Aspekt vun der Chancëgläichheet bei dëser Stee mat a Betruecht gezunn?

5. Bewäert d'Regierung dës Virgoensweis als eethesch korrekt, sozial gerecht an am Aklang mat de Prinzippie vum soziale Wunnengsbau? Falls jo, wéi?

Réponse (05.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den éierewäerten Deputéierte stellt eng Rei Froen zum Projet Gravity Tower zu Déifferdeng, déi mer d'Geleeënheet ginn, un dësem Beispill nach eng Kéier de Prinzip vun eiser Politik vun „ëffentlechem, abordabelen an nohaltegem Wunnraum" ze erklären:

De Gravity Tower zu Déifferdeng gëtt zu engem substantiellen Deel vum Wunnengsbauministère subventionéiert. Insgesamt entstinn op dem Areal 80 Wunnengen.

Fir 48 Appartementer huet d'Gemeng Déifferdeng eng Hëllef vum Staat gefrot, fir déi kënnen no de Reegele vum Règlement grandducal vun 1998 ze verlounen. Dat sinn also 48 ëffentlech abordabel Locatiounswunnengen, wou de Staat sech mat 17.849.200 € bedeelegt.

Ausserdeem kritt d'Gemeng Déifferdeng och eng Hëllef an der Héicht vun 2.145.100 €, fir zousätzlech 16 Appartementer op dem Site ze kafen, déi no de Reegele vum 1979er Gesetz an d'Vente subventionnée ginn. Dat bedeit, datt den Terrain ënnert der Form vun der Erbpacht zur Verfügung gestallt gëtt (droit d'emphytéose) an d'Gemeng e Réckkafsrecht op de Wunnengen iwwer 99 Joer behält. Am Fall wou de Proprietär déi Wunneng wëll verkafen, keeft d'Gemeng se zréck, fir se och an „zweeter Generatioun" zu abordabele Präisser kënnen ze verkafen. Bei dëse Wunnenge subventionéiert de Staat nëmmen en Deel vun de Käschte vum Terrain, den Infrastrukturen an den Honorairen.

Wunnengen, déi vum Ministère du Logement subventionéiert ginn, kënnen net iwwer eng Stee verkaf ginn. De Präis fir dës Wunnenge muss no de Reegele vum 1979er Gesetz festgeluecht ginn a riicht sech also strikt nom Gestehungspräis fir d'Gemeng. Fir dës Vente huet d'Gemeng och scho virun enger Zäit eng Ausschreiwung gemaach, wou d'Leit sech konnte mellen.

Zousätzlech zu dëse 64 subventionéierte Wunnengen huet d'Gemeng geplangt 16 Appartementer um Site ze kafen, ouni datt se dofir staatlech Subventioune freet. Doduerch ass d'Gemeng net verflicht u Leit ze verkafen, deenen hiert Akommes ënnert dem Plaffong vun de staatleche Kafprimme läit. Esou erhofft sech d'Gemeng eng staark a resilient sozial Mixitéit bei den Awunner um Site. Och bei dëse Wunnenge behält sech d'Gemeng e Réckkafsrecht vir. Am Fall wou sech net genuch Interessente fir dës Wunnenge fannen, wäert d'Gemeng probéieren, och dës Wunnengen u Leit ze verkafen, déi eligibel si fir staatlech Kafprimmen.

De Projet Gravity

De Projet Gravity ass also en intressante Projet, well e weist wéi Gemenge sech kënnen aktiv am Wunnengsbau abréngen. Effektiv war et der Gemeng bei dësem Projet vun Ufank u wichteg, datt Wunnengen zu engem attraktive Präis géifen op de Marché kommen. Dat war ee Krittär beim urspréngleche Concours Architecte/Investisseur.

Nodeems de Projet vum Gewënner vun dësem Concours fäerdeg geplangt war, huet d'Gemeng decidéiert, datt d'Wunnengen net sollten integral privat verkaf ginn. D'Gemeng huet also - mat Ennerstëtzung vum Wunnengsbauministère - d'Wunnengen zréckkaf. Op dës Aart a Weis konnten 48 Wunnenge geschaf ginn, déi an Zukunft abordabel verlount ginn, 16 Wunnengen, déi à coût modéré verkaf ginn a 16 Wunnengen, déi ouni Subventiounen zu ganz attraktive Präisser verkaf ginn.

Fir déi zwee Duplexen an zwee Triplexen, also déi besonnesch grouss Appartementer, ëm déi et an der Fro vum éierewäerten Deputéierte geet, goufen am Virfeld vun der Gemeng Déifferdeng eng Rei Associatioune kontaktéiert, fir ze kucken ob sozial begleete Wunngemeinschaften an dëse Wunnenge méiglech wieren. Konklusioune vun dësen Entrevuë waren, datt dës Wunnenge leider net dofir adaptéiert wieren.

Dorobber hin, huet de Gemengerot decidéiert dës véier Wunnengen, déi net vum Ministère du Logement subventionéiert ginn, iwwer eng „vente aux enchères par soumission cachetée" ze verkafen. Et handelt sech dobäi net ëm eng klassesch „Stee", mee ëm eng Prozedur, wou intresséiert Leit iwwer Bréif un en zoustännegen Notaire eng eenzeg Offer ofginn, fir ze verhënneren, datt d'Präisser wéi bei enger klassescher Stee géifen eropgedréckt ginn.

Sollt duerch dës Prozedur d'Gemeng op der enger oder anerer Wunneng e Boni maachen, gëtt dësen erëm an nei Wunnengsbauprojete vun der Gemeng investéiert.

Wéi ech et aus de Conditions générales vun der Offer erausliesen, ginn och dës Wunnengen ënnert dem Droit d'emphytéose verkaf an d'Gemeng behält sech e Réckkafsrecht am Fall wou de Keefer net méi selwer an der Wunneng wunnt. Déi Bedingungen entspriechen iwwregens de gängege Bedingungen, wéi se och bei de vum Staat subventionéierten „logements à coût modéré" obligatoresch sinn. Zousätzlech huet d'Gemeng Déifferdeng zur Obligatioun gemaach, datt d'Keefer och effektiv an der Wunneng musse wunnen. Am anere Fall spillt d'Réckkafsrecht vun der Gemeng.

De Projet Gravity ass also insgesamt en intressante Projet vun 80 Wunnengen, wou e besonnesch grousse Wäert op Chancëgläichheet a sozial Inklusioun geluecht gouf.

Question urgente 3744 (02.03.2021) de **M. Georges Mischo** et **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **Cross-Country Championnat :**

Wéi een dëse Méinden aus de Medien (zum Beispill „Le Quotidien") konnt liesen, huet de Cross-Country-Championnat misse kuerzfristeg ofgesot ginn, obwuel een e Konzept mat Schnelltester op der Plaz virgeluecht hat. Dat Konzept gouf och vun der Santé gutt geheescht, mee leider huet sech d'FLA mat hirer Presidentin an och de Sportminister laang mat enger Decisioun zréckgehalen, fir d'Evenement da kuerzfristeg ofzesoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat huet de Sportminister, am Géigesaz zu dem Ministère vun der Santé, esou laang gebraucht, fir eng Decisioun ze huelen?

2. Wat sinn déi weider Grënn fir dës Decisioun besonnesch ënnert dem Aspekt, dass dës Sportaart am Fräien an net an enger Hal ausgeüübt gëtt?

3. Ass de Sportminister net der Meenung, dass en nationale Championnat ënnert d'Kategorie vum Elittesport fält?

Réponse (03.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1. Et ass falsch ze behaapten, datt de Sportminister „esou laang Zäit gebraucht huet", fir eng Decisioun ze huelen, mee de Sportminister huet sech eréischt geäussert, nodeems hien a Kenntnis gesat gouf, datt d'Santé e sanitäert Konzept validéiert hätt. Déi noutwendeg sanitär Préiwung vun engem Konzept ersetzt net déi juristesch Préiwung.

ad 2. Op telefonesch Nofro vun der Presidentin vun der Liichtathleetikfederatioun, huet de Sportminister, no genauer Lektür vum Gesetzestext, festgestallt, datt opgrond vun den aktuelle gesetzleche Bestëmmunge fir de Sport, d'Ofhale vun engem Cross-Championnat mat engem Massestart net méiglech wier. Par contre wier et awer méiglech, e Cross-Championnat am Modus „contre la montre" ze organiséieren. Och wann déi gesetzlech Situatioun deenen zwee Deputéierten dierft bekannt sinn, well se Member an der zoustänneger Chamberskommissioun sinn an näischt géint déi prezis Textpassagen auszesetzen haten, erlaben ech mer, aus Transparenzgrënn, de Paragraf 7 vum Artikel 4 bis vum aktuelle Gesetz Text ze zitéieren:

« Les restrictions prévues aux paragraphes 1er à 4 ne s'appliquent ni aux sportifs d'élite déterminés en application de l'article 13 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, à leurs partenaires d'entraînement et encadrants des sportifs d'élite, ni aux sportifs professionnels, ni aux sportifs des cadres nationaux fédéraux toutes catégories confondues, ni aux élèves du Sportlycée et aux élèves des centres de formation fédéraux, ni aux sportifs des équipes des divisions les plus élevées des disciplines sportives respectives au niveau senior, ainsi qu'à leurs encadrants, pour les entraînements et compétitions. »

De Sportminister hat also keng aner Méiglechkeet wéi ze roden, datt d'Cross-Country-Championnat mat Massestart, och exklusiv fir Senioren, ënnert dëse Bestëmmunge leider net méiglech ass. Am anere Fall hätt hie sech enger flagranter Mëssuechtung vum Gesetz schëlleg gemaach. Doropshin huet d'FLA schwéieren Häerzens decidéiert, d'Championnat ze verleeën, respektiv ze annuléieren. De Fait, datt Cross-Country am Fräien ausgeüübt gëtt, spillt hei absolut net - och dat dierft den Deputéierte bekannt sinn.

ad 3. D'Meenung vum Sportminister, wat ënner Elittesport ze verstoen ass, ass hei net vu Bedeitung, mee gëtt vum Artikel 13 vum Sportsgesetz festgehalen. Deementspriechend falen ënnert d'Kategorie vum Elittesportler, déi Athleeten, deenen hir sportlech Qualifikatioun vum COSL unerkannt ass. Et ass e Fait, datt um geplangte Championnat e Groussdeel vun Athleeten ugetruede wier, déi dëse Statut eeben net hunn. De Minister wäert sech, ewéi an der Vergaangenheet, aus der Zouerkennung vun dem Statut eraushalen, alles anescht wier eng deplacéiert Amëschung an de privat organiséierte Sport zu Lëtzebuerg.

Als Sportminister schléissen ech mech heimat och den Aussoe vun der FLA un, a soen den Organisateure fir hir onermiddlech Beméiungen e ganz grousse Merci, an drécke mäi Verständnis fir hir Enttäuschung aus. De Merci gëllt och fir all Fräiwëlleg an de Veräiner, déi an dëse schwéieren Zäiten dofir suergen, datt och de Sport, wann och mat déifgräifenden Aschränkungen, ka weiderliewen. Si leeschten der Gesellschaft domat een immens groussen Déngscht, virun allem am Interêt vun deene Jonken a ganz Jonken. An do ginn et, och an der Liichtathletik, ganz flott an innovativ Beispiller.

D'Evolutioun vun der Pandemie, souwéi d'Evaluatioun vun der genereller sanitärer Situatioun, wäert eis fir déi nächst Schrëtt weiderhi begleeden.

Question urgente 3749 (02.03.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **vaccination des sans-abri :**

D'lescht Woch war gewuer ze ginn, datt virgesinn ass, datt d'Sans-abri réischt an der leschter Impfphas drukommen, fir mam Anti-Covid-Vaccin geimpft ze ginn. An anere Länner, wéi Russland oder Rumänien hunn dës vulnerabel Leit eng Prioritéit. A Frankräich ginn d'Sans-abri am Fréijoer geimpft an och Dänemark huet hinnen elo eng aner Prioritéit an hirer Impfcampagne ginn.

D'Erklärung vun de Responsabele vum Santésministère, datt d'Impfung dëse Leit net esou wichteg wier, well hir Prioritéit éier Iessen, eng Schlofplaz oder eng Dusch wier, ass net novollzéibar a spigelt just op dramatesch Aart a Weis de Misär vun dëse vulnerabele Mënschen erëm.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt d'Sans-abri, duerch hir vulnerabel Gesamtsituatioun, missten a méi enger fréier Phas geimpft ginn?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (09.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung gesäit vir, all de Leit, déi a prekär Situatioune liewen (SDF, Drogekranker, Prostituéiert, DPI, Immigrés clandestins, Fraen a Fraenhaiser mat hire Kanner etc.) den Zougang zum Impfstoff ze garantéieren.

De Gesondheetsministère huet an deem Sënn en Aarbechtsgrupp op d'Bee gestallt, an deem och Vertrieder vum Familljeministère, dem Ministère de l'Égalité an den Ausseministère (ONA) vertruede sinn, grad ewéi och d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, Syvicol (fir d'Offices sociaux), d'Entente des offices sociaux, Resonord, plus sämtlech ASBLen, déi mat de véier Ministèrë konventionéiert sinn, an um Terrain schaffen, fir beschtméiglechst Léisungen auszeschaffen, fir Persounen déi a prekäre Situatioune liewen.

Dësen Aarbechtsgrupp ass net nëmme fir d'Impfung zesummekomm, mee och fir Testing, Large-Scale, Grippeimpfung, Hebergement fir Isolement, Quarantän a chronesch Kranker, Schnelltester a lo d'Covidimpfung. D'Erausfuerderung ass d'Invitatioun, well verschidde Leit net bei der CNS affiliéiert sinn an/oder keng Adress hunn. De Gesondheetsministère schafft dofir ganz enk mat den ASBLen, déi de Kontakt an de Suivi assuréieren.

Virun zéng Deeg huet de Santésministère en Opruff gemaach un de konventionéierte Secteur fir déi Leit ze identifizéieren, déi ënnert d'Impfphas 2 falen ouni Affiliatioun bei der CNS: iwwer 75 Joer oder hautement vulnérable. Déi ginn da vum Personal aus den ASBLen identifizéiert, ugemellt a gegeebenefalls an den Impfzenter begleet. Déi aner kommen un d'Rei ofhängeg dovunner wéi al si sinn an a wéi ee medezinnescht Bild si passen, den allgemengen Impfgruppenandeelungen no. Spéitstens an der Phas 6a wäerten se all doduerch sinn, also nach virun der allgemenger Populatioun. Och fir si ass d'Impfung fräiwëlleg.

ad 2. D'Impfstrategie gesäit vir, dass d'Leit, déi an der Prekaritéit liewen, un d'Rei komme jee nodeem ob si eng speziell Vulnerabilitéit presentéieren oder opgrond vun enger Virerkrankung oder hirem Alter. Et ass ze preziséieren, datt Sans-abri, déi keng Vulnerabilitéit presentéieren, wéi se an de Phasen 2 oder 3 declinéiert sinn, kee méi héije Risiko presentéieren wéi Leit, déi net an der Prekaritéit liewen. Déi Leit, déi an der Prekaritéit liewen, wa se net scho virdrun eligibel aus engem anere Grond sinn, wäerten also spéitstens hirem Alter no an der Phas 6 geimpft ginn.

Question urgente 3763 (04.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination du personnel des entreprises de pompes funèbres :**

An engem Bréif datéiert vum 14. Januar 2021, fuerdert d'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg de Gesondheetsministère op, d'Personal vun de Pompes funèbres, fir déi kommend Imfphas ze invitéieren.

Ewéi d'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg ënnersträicht, zirkuléiert d'Personal vun de Pompes funèbres reegelméisseg an

de Spideeler, an de Fleege- an Altersheemer an intervenéiert och dacks bei de Familljen doheem, wou se dann och mam Virus konfrontéiert ginn an deen esou da kënnen un hir Mataarbechter ewéi och u vulnerabel Persoune weiderginn.

Laut mengen Informatiounen ass bis dato kee vum concernéierte Personal geimpft ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Personal vun de Pompes funèbres bis haut geimpft ass, respektiv wéi vill Personal nach net geimpft ass?

- Ass d'Regierung och der Meenung, datt d'Personal net nëmme selwer engem Risiko ausgesat ass, mee de Virus och u vulnerabel Leit aus de Spideeler a Fleege- an Altersheemer ka weiderginn?

- Gesäit d'Regierung, fir dës Persounen an hir Impfphasen ze integréieren, fir datt dës Bierger ouni Gefor hir Aarbecht kënne maachen? Wa jo, wéini wier dat?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg huet der Direktioun vun der Santé effektiv e Bréif de 14. Januar 2021 geschéckt, wou si freet ob hir Membere kënne prioritär geimpft ginn. D'Argumenter sinn, dass hir Memberen oft a Klinicken oder an Alters- a Fleegeheemer ginn, an dass si och doheem ëmmer méi mam Virus confrontéiert ginn, oder bei vulnerabele Leit sinn.

D'national Impfstrategie gesäit net fir, dass Beruffsgruppe prioritär geimpft ginn, ausser d'Fleege- a Gesondheetspersonal an der Phas 1. D'Iddi war jo do, déi vulnerabel Leit an de Klinicken ze schützen doduerch, dass e Cordon sanitaire ëm si opgebaut gëtt. D'Membere vun der Federatioun ginn natierlech reegelméisseg an d'Klinicken, mee am Prinzip net op d'Unité de soins, wou déi vulnerabel Patienten hospitaliséiert sinn, mee haaptsächlech an d'Morgue. Et ass also net ze erwaarden, dass si do direkt mat vulnerabele Leit a Kontakt kommen. An den Alters- oder Fleegeheemer ass et änlech, et ass net ze erwaarden, dass d'Leit vun der Federatioun do direkt a Kontakt mat vulnerabele Leit kommen, wa si bei engem Stierffall intervenéieren. Zousätzlech sinn d'Residentë vun dësen Institutiounen elo géint Covid-19 geimpft.

Och doheem ass et onwarscheinlech, dass d'Membere vun der Federatioun direkt mat Covid-19-Fäll a Kontakt kommen. Fir d'éischt muss een ënnersträichen, dass zu Lëtzebuerg am Allgemengen (Statistiken 2018) méi wéi 50 % vun de Leit am Spidol stierwen, ongeféier 25 % stierwen an Alters- oder Fleegeheemer, an nëmme 17 % stierwen doheem. En plus, säit Ufank vun der Pandemie sinn nëmmen 28 Leit mat oder u Covid-19 doheem gestuerwen, bei iwwer 640 Doudeger. Dat sinn ongeféier 4 % vun de Covid-19-Stierffäll.

Et ass och wichteg nach eemol drop hinzeweisen, dass d'Ordonnance vum Direkter vun der Santé betreffend d'„gestion de la dépouille mortelle d'une personne décédée par Covid-19" vum 14. Abrëll 2020, déi eng ganz Rei Prozedure virgesäit, fir sécher mat enger Läich ëmzegoen, nach ëmmer applikabel ass. D'Personal vun de Pompes funèbres benotzen och an deem Kontext dat adequat Protektiounsmaterial.

D'Demande vun der Federatioun ass am Comité de pilotage „vaccination" diskutéiert ginn, an op Basis vun den Elementer déi hei exposéiert goufen, net als prioritär zréckbehale ginn.

Question urgente 3776 (05.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **rendez-vous pour l'administration de la 2e dose du vaccin contre la Covid-19 :**

Persounen, déi mam Wierkstoff AstraZeneca geimpft goufen, kruten urspréinglech e Bréif fir en zweeten Impftermin, dee véier Wochen no der éischter Impfung ofgewéckelt sollt ginn. An dësem Bréif war ugemierkt, datt sech d'Leit fir déi éischt Impfung en Termin aussiche sollten, dee si esou arrangéiert, datt si exakt véier Wochen duerno fir déi zweet Impfung untriede kënnen. No der neier Impfempfeelung vun der Santé ass elo awer decidéiert ginn, déi zweet Impfung ëm weider sechs Wochen no hannen ze verréckelen. An där neier Invitatioun gëtt dëse Persounen also en Datum matgedeelt, dee si sech net konnten eraussichen an dee si soumat an deem zäitleche Kontext eventuell och net anhale kënnen.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister doriwwer informéiert, datt den Impftermin fir déi zweet Impfung mam AstraZeneca ëm weider sechs Wochen no hanne verréckelt gouf?

2. No Récksprooch mat der Hotline vun der Santé gouf de betraffene Persoune matgedeelt, datt si den Termin fir déi zweet Impfung net méi kënnen individuell verleeën. Ass d'Madamm Minister sech an deem Kontext bewosst, datt dëst fir vill vun de Betraffene mat gréisseren Émstänn verbonnen ass?

3. Wa jo, gedenkt de Gesondheetsministère an deem Kontext do drun, Dispositiounen ze ergräifen, fir datt déi Betraffen hiren zweeten Impftermin, jee no zäitlecher Dispositioun, individuell festleeë kënnen?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bei der éischter Covidimpfung gëtt automatesch ee Rendez-vous fixéiert fir déi zweet Impfung. Dëse Rendez-vous ass fir de BioNTech/Pfizer- a Moderna-Impfstoff genau véier Wochen no der éischter Impfung, a beim AstraZeneca-Impfstoff elo, nodeem de Conseil supérieur des maladies infectieuses een Delai zwëschen aacht an zwielef Woche proposéiert huet, genau zéng Wochen no der éischter Impfung. Leit, déi schonns ee Rendez-vous op véier Woche fixéiert haten, kruten elo een neien Datum no zéng Wochen zougeschéckt.

Falls dësen Datum aus berechtegte Grënn (z. B. Krankheet, berufflechen Obligatiounen, …) net méiglech ass, kënnen d'Leit natierlech iwwert d'Hotline de Rendez-vous verréckelen.

Question urgente 3802 (09.03.2021) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Plan national pour la reprise et la résilience :**

Afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, un instrument temporaire de relance de 750 milliards d'euros, « NextGenerationEU », a été développé au niveau européen. La pièce maîtresse de cet instrument temporaire de relance, la « Facilité pour la reprise et la résilience », est dotée de 672,5 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions qui sont destinés à soutenir « les réformes et les investissements entrepris par les pays de l'UE », comme l'explique la Commission européenne. Pour accéder à ces fonds, les États membres de l'Union européenne doivent élaborer un plan national pour la reprise et la résilience. Les objectifs de ces plans nationaux sont doubles : favoriser la transition écologique et accélérer la transition numérique. En effet, 37 % des fonds doivent être alloués à des investissements et réformes écologiques et 20 % des fonds à des investissements et réformes numériques.

Il s'agit dès lors d'une aide financière considérable, qui bénéficierait à l'ensemble de l'économie luxembourgeoise. Et le temps presse, puisque la Commission européenne a fixé la date butoir au 30 avril pour la remise des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Nombreux sont les pays à avoir déjà fait des démarches dans ce sens. Au contraire du Luxembourg : d'après nos informations, le Grand-duché fait partie du peu de pays à n'avoir pas encore soumis de plan national.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que contrairement à la grande majorité des autres pays membres de l'Union européenne le Luxembourg n'a pas encore soumis de plan national pour la reprise et la résilience auprès de la Commission européenne ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard ? Quel est l'état d'avancement des travaux entourant l'élaboration de ce plan ?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'organiser une consultation particulière, notamment au niveau des associations professionnelles, avant que ledit plan ne soit soumis à la Commission européenne ?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'organiser une consultation auprès des députés ?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que les députés auront l'opportunité de consulter le document en question ?

Réponse (10.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le projet de « Plan pour la reprise et la résilience » (PRR) du Luxembourg a été approuvé par le Conseil de Gouvernement de ce jour et sera publié dans son intégralité sur le site Internet du Ministère des Finances.

Ce document sera désormais partagé avec la Commission européenne, ce qui permettra de mener les consultations nécessaires avec celle-ci en vue de la finalisation du PRR. Le Gouvernement soumet ainsi un projet de PRR largement avant le délai légal imposé par la législation qui est le 30 avril 2021.

Le Gouvernement a l'intention de présenter le projet de PRR aux membres de la Commission des Finances et du Budget lors d'une prochaine séance. Une seconde consultation de la Chambre des Députés aura lieu avant la finalisation définitive du PRR dans le contexte des débats sur le Semestre européen qui sont habituellement organisés la dernière semaine d'avril.

Étant donné que le Gouvernement attache une grande importance au dialogue social et en raison du fait que le PRR prend le devant de la scène de l'édition 2021 du semestre européen, une consultation des partenaires sociaux est également prévue à la fin du mois de mars.

Question urgente 3814 (10.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **vaccins inutilisés :**

Zu Duisburg gëtt et ee Pilotprojet mat deem iwwreg bliwwen Impfdosissen um Enn vum Dag verschafft solle ginn. Duerch eng App schéckt den Impfzenter SMSen u Leit, falls Dosissen iwwreg bleiwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kënnt et zu Lëtzebuerg vir, dass Impfdosissen um Enn vum Dag ewechgehäit ginn, well Flaconen ugebrach sinn a keng weider Leit deen Dag Rendez-vous fir eng Impfung hunn?

2. Falls jo, viséiert d'Regierung, fir een änleche System opzestellen, mat dem een owes per SMS géif déi Leit invitéieren, déi als nächst un der Rei wieren, fir nach deen Dag eng Impfung ze kréien?

Réponse commune (11.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Fir ze evitéieren, datt um Enn vum Dag Impfdosisse mussen ewechgeworf ginn, ass eng Prozedur ausgeschafft ginn, déi bis elo gutt funktionéiert huet, esoudatt d'Reschtdosisse konnte verschafft ginn. Dës Prozedur huet e puer Etappen:

- Reschtdosisse ginn owes als Éischt dem Personal am Impfzenter proposéiert, dat zu der prioritärer Kategorie gehéiert, do derno dem Personal, dat net zu der prioritärer Kategorie gehéiert, ugebueden.

- Do derno kënnen d'Reschtdosissen u Leit aus de prioritäre Kategorie proposéiert ginn, déi net am Impfzenter schaffen.

- De Responsabele vum Impfzenter kann och dem 112 uruffen, fir ze kucken ob Ambulancieren an der Géigend sinn, déi jo zu der prioritärer Impfgrupp gehéieren.

- Wann do derno nach ëmmer eng Dosis Rescht wier, kann de Responsabele vum Impfzenter Persoune kontaktéieren, déi net an déi viregt genannte Kategorie falen. Dës Persounen dierfe kee familiäre Lien mat dem Responsabelen, dem Apdikter, dem administrative Coordinateur an dem Representant vun der Gemeng an dem jeeweilegen Impfzenter hunn.

Question urgente 3822 (10.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination des participants aux Jeux olympiques :**

Wéi een dëser Deeg aus den däitsche Medien (zum Beispill dem ZDF) konnt héieren, hu verschidden Natiounen ugefaangen, hir Sportler, déi fir d'Olympesch Spiller zu Tokio a Fro kommen, ze impfen. Zum Beispill ginn a Mexiko d'olympesch Athleeten zum selwechten Zäitpunkt wéi Dokteren an d'Fleegepersonal geimpft. An anere Länner, wéi an Däitschland, huet sech den Olympesche Sportbund DOSB strikt géint eng Prioriséierung vu Spëtzenathleeten ausgeschwat. Dës ënnerschiddlech Interpretatioune vu Prioritéiten a Saachen Impfung wäerten zu Diskriminatiounen téschent de verschiddene Sportler an de verschiddene Länner féieren. Elo wou gëschter duerchgesickert ass, datt warscheinlech keng auslännesch Zuschauer, déi net a Japan wunnen, erlaabt wäerte sinn, stellt sech d'Fro vum Impfpass ëmmer méi dréngend, fir un de Spiller deelzehuelen, sief et als Athleet oder als Accompagnateur.

Qualifizéiert Sportler, an och déi wou no dru sinn, sech nach ze qualifizéieren, befanne sech elo schonn an der Virbereedungsphas fir d'Olympesch Spiller an et ass kloer, falls ee wéilt op de Wee vun enger prioritärer Impfung fir eis Héichleeschtungssportler goen, da misst dës Impfung awer an enger Phas vu reduzéiertem Training duerchgefouert ginn, fir den Immunsystem net ze vill ze belaaschten, sou Experten. Vu dass et net méi laang dauert, bis d'Olympesch Spiller stattfannen, brauch et also eng zäitno Decisioun wéi ee mat deene Concernéierte virgeet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass d'Positioun vum Sportminister zu dëser Thematik?

2. Wéini ass et fir de Ministère eethesch vertrietbar, Sportler an hir Accompagnateuren impfen ze loosse bzw. prioritär virzehuelen?

3. Huet de Sportminister schonn en Avis vun der Eethikkommissioun zur dëser Thematik ugefrot?

4. Wéi steet de Minister zu engem obligatoreschen Impfpass, fir däerfen un der Olympiad deelzehuelen?

Réponse (11.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Als Sportminister deelen ech d'Meenung vu ville Leit, dass et zu dësem Moment, wou den Impfstoff nach rar ass, net ubruecht ass, fir Prioriséierunge fir eis Sportler, a schonns guer net fir hir Encadranten, ze maachen. Wann een déi aktuell, berechtegt Diskussioun ëm Impfdrängler hei zu Lëtzebuerg verfollegt, géif een, mengen ech, och eise Sportler mat esou enger Decisioun kee Gefale maachen.

Bis elo wësse mir nach net, wat genau d'Oplage fir Athleeten, Encadranten an Zuschauer fir d'Participatioun un de Spiller wäerte sinn. A Funktioun vu verlässlechen an endgültegen Informatiounen, déi mir zu dëser Thematik kréien, wäert d'Regierung déi Entscheedungen huelen, déi ustinn, selbstverständlech och ënner Berécksiichtegung vun eethesche Krittären. Zu dësem Moment ass et dofir vill ze fréi, an dofir kann ech d'Urgence vun Ärer Froestellung, déi mir gëschter Owend um 17.25 Auer zougestallt gouf, nëmme schwéier novollzéien.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net Organisateur vun den Olympesche Spiller, dat ass den IOC. D'Theema „obligatoreschen Impfpass fir d'Olympesch Spiller" ass dofir net Géigestand vun de Berodungen an der Regierung, schonns guer net, well et zu dësem Zäitpunkt jo nach guer net sécher ass, ob iwwerhaapt esou en Impfpass obligatoresch gefrot gëtt. Fir Lëtzebuerg decidéiert doriwwer eraus am Prinzip den COSL ob Lëtzebuerger Sportler zu Tokyo deelhuelen, ausser et wieren héijer national Interêten a Gefor. Esou eng Gefor gesinn ech am Moment net.

Question urgente 3829 (11.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois :**

Selon plusieurs articles dans la presse nationale, le groupe hospitalier « Hôpitaux Robert Schuman » aurait commandé en initiative propre au moins 100.000 doses de vaccins contre le Covid-19. Toujours selon ces articles, le groupe hospitalier en question a formellement nié une telle initiative privée de sa part.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Ministère de la Santé est-il au courant d'une initiative privée du groupe hospitalier susmentionné pour commander des vaccins supplémentaires ? Dans l'affirmative, depuis quand le ministère est-il au courant ?

2) Une telle initiative privée du groupe hospitalier précité est-elle conforme à la loi sachant qu'elle détourne la commande commune de vaccins au niveau européen ?

3) Dans le cas où une telle commande aurait en effet été effectuée, Madame la Ministre peut-elle me renseigner si les vaccins ont déjà été livrés ou, le cas échéant, quand ces vaccins devraient-ils être livrés ?

4) Quelles sont les conclusions que Madame la Ministre tire de cette affaire entourant la commande de vaccins par un groupe hospitalier privé et quelle est la suite qu'elle veut lui réserver ?

Question urgente 3831 (11.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois :**

Dans un communiqué publié le 10 mars 2021, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) salue « l'initiative des Hôpitaux Robert Schuman pour avoir actionné une démarche d'organiser des doses supplémentaires de vaccin ».

Suite à un démenti quelque peu ambigu de la part de l'hôpital, le président de l'AMMD persiste et signe.

- Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si elle peut confirmer les informations de l'AMMD.

- Quelle a été le cas échéant la nature du contact de l'hôpital respectivement de représentants de l'hôpital avec le producteur de vaccin ou des fournisseurs potentiels directs ou indirects ?

- Quelle est l'attitude de Madame la Ministre face à une telle initiative étant donné que le Gouvernement a conclu des conventions avec les hôpitaux concernant la mise à disposition de vaccins par l'État ?

- Cette démarche serait-elle défendable par rapport aux accords européens concernant les commandes communes de vaccins ainsi qu'aux priorités de vaccinations fixées par le Gouvernement ?

- Madame la Ministre entend-elle charger le commissaire aux hôpitaux de ce dossier ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La Ministre de la Santé a connaissance des rumeurs circulant dans la presse concernant une éventuelle initiative autonome des Hôpitaux Robert Schuman en vue d'une commande individuelle de vaccins contre la Covid-19, initiative qui a cependant fait l'objet d'un démenti de la part des HRS.

La ministre n'est dès lors pas en mesure de confirmer qu'un contrat ait été conclu par l'hôpital respectivement par des représentants de l'hôpital avec un producteur de vaccins ou des fournisseurs potentiels directs ou indirects.

Des membres de la cellule de crise ont par ailleurs été approchés en relation avec des démarches en vue de la possible acquisition concertée de vaccins supplémentaires auprès de fabricants. Ces démarches n'ont cependant pas été concluantes.

Pour toutes ces raisons, les éléments permettant de charger le commissaire du Gouvernement aux hôpitaux de ce dossier font défaut.

Question urgente 3830 (11.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination :**

Selon un article sur wort.lu, le Gouvernement du Luxembourg aurait mis de côté un lot précis de doses du vaccin « AstraZeneca » en raison de problèmes de coagulation chez certains patients vaccinés avec ce lot. En effet, le quotidien britannique « The Guardian » annonçait ce matin que sept pays européens seraient en passe de ne plus utiliser temporairement ce vaccin « AstraZeneca » en raison de décès causés par ce dernier.

En raison de rapports illustrant de cas graves de formation de caillots sanguins chez des personnes vaccinées avec le vaccin Covid-19 d'AstraZeneca, le Danemark a été le premier pays à suspendre « par précaution et jusqu'à nouvel ordre » l'utilisation de ce dernier. L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie pourraient en faire de même. Selon le journal britannique, le Luxembourg aurait également retiré un lot du vaccin étiqueté « ABV5300 » de la campagne de vaccination au Grand-Duché. D'après les renseignements de « The Guardian », il s'agirait de 4.800 doses.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre de la Santé peut-elle confirmer qu'un lot du vaccin « AstraZeneca2 » a été retiré de la campagne de vaccination au Grand-Duché ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer sur les raisons précises de ce retrait ?

3) Madame la Ministre de la Santé peut-elle me dire si des personnes ont été vaccinées avec ce lot précis ?

4) Madame la Ministre de la Santé a-t-elle déjà reçu les conclusions définitives de l'EMA, analysant ce lot du vaccin Covid-19 d'AstraZeneca ?

5) Madame la Ministre de la Santé peut-elle me dire si, à ce jour, des patients vaccinés avec le vaccin d'AstraZeneca ont eu des effets secondaires plus importants comparé à ceux vaccinés avec d'autres vaccins contre le Covid-19 ?

6) Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer sur d'éventuelles conséquences sur le déroulement future de la campagne de vaccination au Luxembourg ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Ministère de la Santé confirme la mise en quarantaine, le 8 mars, et l'arrêt des vaccinations, le 9 mars, avec des flacons issus du lot ABV5300 du « Covid-19 Vaccine AstraZeneca ».

ad 2) L'agence autrichienne a informé les services de la Direction de la santé (Division de la pharmacie et des médicaments « DPM ») le dimanche 7 mars de la survenue d'événements indésirables graves suite à l'administration de doses issues du même lot du vaccin Covid-19 AstraZeneca.

Une infirmière (49 ans) est décédée dix jours après la vaccination avec le diagnostic de thrombose multiple et une autre femme (35 ans) a été hospitalisée avec un diagnostic d'embolie pulmonaire, mais est en voie de guérison. Les deux patientes ont été vaccinées en même temps dans le même hôpital avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca, lot ABV5300.

L'agence autrichienne a décidé de mettre ce lot en quarantaine le temps d'enquêter sur ces cas, traités avec la plus haute priorité. Un examen de la qualité du lot concerné est en cours afin de pouvoir exclure une connexion et prendre des mesures supplémentaires.

Au total, 1.602.000 doses (1 boîte contient 10 flacons ; 1 flacon contient 10 doses) du lot concerné ont été fabriquées. Le lot ABV5300 a été livré dans 17 pays dont le Luxembourg qui a reçu 4.800 doses de ce lot, ce qui représente 28,6% des doses totales d'AstraZeneca reçues à ce jour.

Par conséquent, par principe de précaution, les doses non encore administrées de ce lot (69 flacons) ont été mises en quarantaine jusqu'à ce que les contrôles soient terminés par l'EMA et le laboratoire de contrôle officiel aux Pays-Bas responsable de la libération des lots au niveau européen.

ad 3) Parmi les 4.800 doses du lot ABV5300, 4.141 doses avaient été administrées avant la mise en quarantaine.

ad 4) Les tests sur ce lot sont en cours auprès du laboratoire de contrôle officiel aux Pays-Bas. Le Comité de sécurité PRAC de l'Agence européenne des médicaments (EMA) examine actuellement tous les cas d'événements thromboemboliques et d'autres conditions liées aux caillots sanguins, rapportés après la vaccination avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca.

ad 5) Le nombre d'événements thromboemboliques chez les personnes vaccinées n'est pas supérieur au nombre observé dans la population générale. Au 10 mars 2021, 30 cas d'événements thromboemboliques avaient été signalés parmi près de 5 millions de personnes vaccinées avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca dans l'Espace économique européen.

Au Luxembourg, parmi les personnes vaccinées avec le lot en question, aucun cas de thrombose n'a été notifié.

D'après les données disponibles à ce jour, on ne peut pas conclure que le vaccin AstraZeneca présente un plus grand risque de survenue d'effets indésirables que les deux autres vaccins qui sont également actuellement autorisés.

ad 6) Il n'y a actuellement aucune indication que la vaccination ait causé les conditions prédécrites, qui ne sont d'ailleurs pas répertoriées comme effets secondaires avec ce vaccin.

La position du Comité de sécurité PRAC de l'EMA est que les avantages du vaccin continuent de l'emporter sur ses risques et que le vaccin peut continuer à être administré pendant que l'enquête sur les cas d'événements thromboemboliques est en cours. Ceci est confirmé par l'EMA même dans un communiqué publié en date du 11 mars www.ema.europa.eu/en/news/covid-19-vaccine-astrazeneca-prac-investigating-cases-thromboembolic-events-vaccines-benefits .

Par principe de précaution, les flacons restants de ce lot resteront en quarantaine jusqu'à ce que l'EMA ait communiqué les résultats des tests en cours.

En attendant, les autorités luxembourgeoises assurent une surveillance étroite de tous les effets secondaires notifiés en relation avec le vaccin AstraZeneca dans le cadre de la campagne de vaccination. Celle-ci suit son cours avec les autres vaccins qui sont à notre disposition.

Question urgente 3832 (11.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**algorithme utilisé pour les invitations pour la vaccination contre la Covid-19 :**

Les invitations pour la vaccination contre le Covid-19 sont envoyées par courrier à la population, selon les phases de vaccination établies par le Ministère de la Santé. L'ordre des invitations repose sur un algorithme informatique semblable à celui employé pour la campagne de dépistage à grande échelle. L'âge, ainsi que le lieu de résidence sont des critères qui définissent qui est invité en premier, tandis que l'ordre alphabétique n'est pas suivi. L'objectif en est d'écarter tout soupçon de privilège. Or, selon un article publié dans l'édition du « Tageblatt » du 11 mars 2021, de nombreuses personnes non prioritaires auraient déjà reçu une invitation tandis que des patients vulnérables plus âgées seraient encore en attente de leur invitation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) L'algorithme utilisé pour les invitations, est-il programmé de façon à garantir un fonctionnement correct ?

2) Les critères de priorité définis par le Gouvernement et utilisés par l'algorithme, ont-ils mené à des incohérences dans l'ordre des invitations ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La génération des listes des invitations à se faire vacciner dans les différents points de vaccination peut être différentiée en plusieurs approches. D'un côté, les directions des établissements hospitaliers et des établissements de séjour continu et d'aides et de soins ont établi, sous leur propre responsabilité, sur base des recommandations du Ministère de la Santé et des priorités retenues par le Gouvernement, des listes des personnes à inviter en vue d'une vaccination, soit au sein d'un hôpital, soit dans un établissement d'aides et de soins. Ensuite, selon les priorités retenues par le Gouvernement, un algorithme informatique est utilisé pour générer les listes des invitations des personnes à vacciner dans un centre de vaccination. Finalement, les personnes vulnérables sont sélectionnées par les médecins traitants selon les priorités fixées en vue d'une vaccination, soit dans un hôpital, soit dans un centre de vaccination.

La génération des invitations sur base de ces différentes listes se fait en fonction de la disponibilité et des caractéristiques propres à chacun des vaccins. En ce qui concerne le vaccin AstraZeneca, ce dernier était, dans une première phase, limitée, par recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses, aux personnes âgées de moins de 65 ans (phase 5). Ainsi, en réponse aux différentes livraisons de ce vaccin et dans l'objectif de procéder immédiatement à la vaccination des doses respectives disponibles dans l'objectif d'assurer une utilisation aussi efficiente que possible des doses disponibles, il a été fait recours, ponctuellement, dans le contexte de l'algorithme informatique, à la génération de listes d'invitations relatives à la population à vacciner déterminée sur base de la recommandation du Conseil supérieur correspondant à la population ciblée par la phase 5 selon les priorités fixées par le Gouvernement. Ainsi, l'algorithme a été appliqué en cohérence avec les critères de priorité fixés.

Question urgente 3849 (12.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **vaccination des agents de la Police grand-ducale :**

Polizisten hu vill Kontakt mat Mënschen a sinn domat engem besonnesch héije Risiko vun enger Covidustiechung ausgesat. Och kënnt et permanent zu Ausfäll bei der Police wéinst Coronainfektiounen an den domat verbonnene Quarantänen. Deelweis gi Kommissariater dowéinst zäitlech begrenzt zougemaach.

An Däitschland kënne sech aus deene Grënn d'Poliziste schonn deelweis zënter iwwer zwou Wochen impfe loossen. A Rheinland-Pfalz schonn zënter dem 25. Februar 2021.

Duerfir hunn ech follgend dréngend Nofroen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Policeminister:

1. A wéi enger Stuf ass d'Impfung vu Polizisten aktuell virgesinn?

2. Zu wéi engem Datum ass dat aktuell virgesinn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, dass Poliziste sech méi séier, éischter, sollte kënnen impfe loossen?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Impfstrategie, déi vun der Regierung festgehale ginn ass, gesäit kee prioritären Zougang zur Impfung vir, baséierend op sozioprofessionnelle Kategorien. D'Regierung huet dës Decisioun geholl op Basis vum Avis vun der nationaler Eethikkommissioun (CNE) vum 21. Januar 2021.

An dësem Avis war d'Problematik ronderëm verschidde sozioprofessionnelle Kategorien, déi duerch hir Aarbecht mat besonnesch ville Leit a Kontakt sinn, wéi z. B. d'Arméi, d'Prisongspersonal oder nach d'Polizisten, schonn opgeworf ginn.

D'CNE war awer zur Konklusioun komm, datt dat primäert Objektiv vun der Impstrategie dora bestoen soll, den Taux un Doudesfäll erofzesetzen an d'Iwwerlaaschtung vun de Spideeler ze evitéieren. Dës zwee Objektiver kënne just erfëllt ginn, wann déi vulnerabel Leit prioritär geimpft ginn. D'Impfe vun anere Leit, déi net vulnerable sinn a just opgrond vun hirem Beruff geimpft ginn, géif d'Impfung vun de vulnerabele Leit just retardéieren.

« La CNE, pour répondre à cette question, persiste à tenir compte du but général de la vaccination, fondé sur des bases éthiques, unanimement appliqué au niveau international : réduire la mortalité et la morbidité liées à la Covid-19 et réduire la tension sur les structures de soins médicaux, et notamment les hôpitaux. Comme les personnes affiliées dans les différentes catégories socioprofessionnelles sont, dans la large majorité, des personnes âgées de moins de 65 ans, leur risque de morbidité grave ou de mortalité est nettement moins élevé que celui des personnes plus âgées ou des personnes vulnérables. Si une catégorie socioprofessionnelle était priorisée, cela équivaudrait à retarder la priorité accordée à un groupe de personnes plus vulnérables de par leur âge ou leur vulnérabilité médicale. N'oublions pas que le nombre de personnes à vacciner en phase 2, en tenant compte des personnes âgées de plus de 75 ans de toute façon, ainsi que des personnes vulnérables, sera largement supérieur à 100.000 et que les doses suffisantes pour satisfaire ces groupes ne seront pas disponibles sous peu. »

Tatsächlech sinn all sozioprofessionnell Kategorien, mat Ausnam vu de Gesondheetsberuffler a vun de Mataarbechter vu Gesondheets- a Fleegestrukturen (Phas 1), opgrond vun hirem Beruff an hirer Funktioun, dem Risiko ausgesat wéi déi allgemeng Populatioun. Dofir huet den CNE sech dofir ausgeschwat, datt Leit net opgrond vun hirer sozioprofessioneller Kategorie vun enger Impfstoffpriorisiéierung solle profitéieren.

D'Regierung ass dem Avis vum CNE nogaangen. Soumat ass also net geplangt, datt d'Polizisten e prioritären Zougang zur Impfung solle kréien. D'Poliziste wäerten opgrond vun hirem Alter an enger eventueller Vulnerabilitéit an enge vun de Phasen 2 bis 6 eng Invitatioun fir d'Impfung kréien.

Question urgente 3852 (15.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **répartition des vaccins contre la Covid-19 dans l'Union européenne :**

Den éisträichesche Bundeskanzler Sebastian Kurz huet den 12. Mäerz, no enger Pressekonferenz iwwert d'Verdeelung vun den Impfstoffer an der EU, op sengem Facebook-Profill dëst geschriwwen:

„Die letzten Wochen haben aber gezeigt, dass die Lieferungen nicht anhand des vereinbarten Bevölkerungsschlüssels durchgeführt werden und einige Staaten bedeutend mehr erhalten als andere. Dieses Verfahren widerspricht klar den Zielen der EU. Eine faire Verteilung muss sichergestellt werden, (…)"

Dës Ongläichgewiichter géifen dozou féieren, datt verschidde Memberstaate méi séier wéi anerer kéinten hir Populatioun impfen, wat dem Zil vun der EU vun enger simultaner Impfdemarche géif widderspriechen.

Virdrun hat den Här Bundeskanzler schonn de „Steering Board" vun der EU kritiséiert a vun engem „Basar" geschwat a méi Transparenz verlaangt:

„Doch in Nebenverhandlungen im sogenannten Steering Board der EU wurden anscheinend

durch Vertreter eigene Mengen mit den Pharmafirmen vereinbart und eigene Verträge geschlossen. Die Regierungschefs bekamen darüber offenbar keine Informationen."

Déi Verträg wiere geheim an dowéinst géif den Här Bundeskanzler Kurz si selwer och net kennen. Hien hätt sech an deene leschten Deeg awer mat deenen anere Staats- a Regierungscheffen iwwert dat Theema ënnerhalen.

Dowéinst wollt ech dem Här Staatsminister, dem Här Bausseminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung dës Kriticke vum éisträichesche Bundeskanzler, a wéi stellt si sech dozou?

2. Hat den Här Staatsminister dëser Deeg zu deem Theema e Gespréich mam Här Bundeskanzler Kurz, an, wa jo, mat wéi enge Resultater?

3. Wie vertrëtt Lëtzebuerg am Steering Board vun der EU? Wéi beurteelt Lëtzebuerg d'Behuele vun den EU-Staaten an deem Grupp?

4. Wéi eng Liwwerquantitéiten, no Produit a par rapport zu senger Populatioun, huet Lëtzebuerg bestallt?

5. Wéi eng Staaten hunn Niewenofkommesse mat Pharmafirme getraff? Huet Lëtzebuerg och esou Verträg ofgeschloss?

6. Wéi verhale sech déi Liwwerungen, déi Lëtzebuerg bis elo kritt huet, proportional zu de Quantitéiten, déi déi aner Memberstaate vun der EU kritt hunn?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung huet déi Kritik vun Éisträich an aneren EU-Memberlänner zur Kenntnis geholl.

ad 2. Nee, esou e Gespréich huet net stattfonnt.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung ass an deem Steering-Grupp duerch Beamte vun der Direction de la santé vertrueden an trëtt a fir eng gerecht Verdeelung nom Prinzip vun der Proportionalitéit.

ad 4. Mir hunn, Stand haut, 2.025.683 Dose bestallt, woumat 1.237.205 Persoune geimpft kënne ginn. Dës Dose si follgendermoossen opgedeelt:

- Pfizer/BioNTech: 813.368
- Moderna: 219.462
- AstraZeneca: 415.048
- Johnson&Johnson: 276.156
- Curevac: 310.649.

Et sief ze bemierken, dass den Impfstoff vun Curevac nach net zougelooss ass vun der EMA.

ad 5. D'Regierung huet keng Kenntnis vun esou Niewenofkommessen an huet selwer kee getraff.

ad 6. De Gesamtiwwerbléck iwwert d'Liwwerungen an de verschiddene Länner vun der EU fënnt een um Site vun der ECDC (Covid-19 Vaccine Tracker | European Centre for Disease Prevention and Control (europa.eu)).

Question urgente 3860 (16.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3830 huet d'Madamm Ministesch confirméiert, datt de Lot ABV5300 vum AstraZeneca-Impfstoff gestoppt ginn ass an deemno bis op Weideres net méi verimpft gëtt. Laut der Madamm Ministesch wieren awer schonns 4.141 Dosen, vun am Ganzen 4.800 Dosen vum Lot ABV5300, administréiert ginn.

Ëmmer méi Länner setzen d'Impfunge mam AstraZeneca-Impfstoff ganz aus, notamment Dänemark, Däitschland, Frankräich, Norwegen, Island, Bulgarien, Irland an Holland.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3830 huet d'Madamm Ministesch keng Preziséoune ginn zu deenen allgemengen Niewewierkunge mam AstraZeneca-Impfstoff. Kann d'Regierung eis soen, ob bei Patienten, déi mam AstraZeneca geimpft sinn Problemer mat Thrombosen etc. opkomm sinn, respektiv op d'Niewewierkunge méi bedeitend si wéi bei aneren Impfstoffer? Wa jo, wéi eng Niewewierkunge waren dat?

2. Wëssend, datt vill Länner d'Entscheedung geholl hunn den AstraZeneca-Impfstoff auszesetzen, bis datt déi offiziell Analys vun der EMA virläit, wäert d'Regierung den AstraZeneca nach weiderhin asetzen?

3. Huet dëst eventuell Konsequenzen op den Oflaf vun der Impfcampagne?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Bis haut gouf kee Fall vun Thrombos zu Lëtzebuerg gemellt. D'Niewewierkungen, déi fir d'AstraZeneca-Impfung opkomm sinn, entspriechen haaptsächlech Fäll vu grippänleche Syndromen, déi meeschtens bannent 24 Stonnen optrieden. Dës Reaktioune sinn heefeg, heiansdo mat héijer Intensitéit (héich Féiwer, Muskelpéng, Kappwéi). Se hunn awer kee schwéierfällege Charakter an e séieren an favorabele Verlaf. D'Reaktiounen op d'AstraZeneca-Impfung si souwäit net méi bedeitend gewiescht wéi mat den anere Covid-19-Impfstoffer.

ad 2. De Gesondheetsministère verweist op de Pressecommuniqué vum 15. Mäerz, wou preziséiert gëtt, dass par principe de précaution, an esoulaang wéi d'Evaluatioun vun der europäescher Agence des médicaments EMA betreffend eventuell Risiken op schwéier Niewenefekter duerch den AstraZeneca-Impfstoff net ofgeschloss ass, den Asaz vun dësem Impfstoff komplett ausgesat gëtt, souwuel wat d'Impfunge mat enger éischter Dosis wéi och mat enger zweeter Dosis ubelaangt.

ad 3. Bis den Avis vun der EMA virläit, gëtt mam Impfstoff vun Pfizer/BioNTech a Moderna geimpft. D'Regierung decidéiert en fonction vun der EMA hirer Stellungnam, ob de Verlaf vun der Impfcampagne ugepasst muss ginn.

Question urgente 3864 (16.03.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **vaccination et invitation pour le large scale testing :**

Un des grands objectifs de l'assurance dépendance est le maintien à domicile, c'est-à-dire de permettre à toute personne dépendante de vivre aussi longtemps que possible dans de bonnes conditions à son domicile si elle le souhaite. Ainsi, l'assurance dépendance prend en charge, sous certaines conditions, les prestations d'intervenants qui assurent les aides et soins à une personne dépendante vivant à domicile. Ces intervenants bénéficient du statut d'aidants. Actuellement, environ 6.500 des 14.800 bénéficiaires de l'assurance dépendance profitent de l'intervention régulière de tels aidants. Ces derniers constituent donc indéniablement un pilier important de notre système de soins et du maintien à domicile.

Or, il s'est avéré que les stratégies du large scale testing ainsi que de vaccination n'ont pas retenu les aidants comme groupe de personnes prioritaires. Ainsi, ils n'ont fait partie ni de la phase 1, ni de la phase 2 de vaccination et ne figurent toujours pas parmi les personnes qui ont été invitées à se faire vacciner. Néanmoins, les aidants assistent les personnes dépendantes dans l'exécution des actes essentiels de la vie, à savoir l'hygiène corporelle, l'évacuation des déchets de l'organisme, la nutrition et l'hydratation, l'habillement, les déplacements et les changements de position des personnes immobiles. Par tous ces actes, les aidants sont en contact physique direct avec les personnes dépendantes. Quant aux soins qu'ils dispensent, ceux-ci ne peuvent plus être assurés dans le cas où l'aidant se trouve en isolement, voire en quarantaine.

Pour toutes ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les aidants qui constituent un pilier important de l'assurance dépendance et notamment du maintien à domicile n'ont pas été retenus au même titre que les professionnels de la santé et des soins comme groupes prioritaires dans le cadre des stratégies du large scale testing et de vaccination ?

2) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'il existe une urgence manifeste d'intégrer les aidants à court terme dans les groupes prioritaires à vacciner et de les inviter de surcroît à un dépistage plus fréquent ?

Réponse commune (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En ce qui concerne la vaccination, le Conseil de Gouvernement a, sur base de l'avis émis le 2 novembre 2020 par le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), retenu une priorisation de la vaccination, justifiée par la pénurie de vaccins prévue pour le début de la campagne de vaccination, déclinée autour d'une première phase. Cette phase comprend les personnes exposées à un haut risque d'infection et en contact étroit avec des personnes très vulnérables autour desquelles il faut mettre en place un cordon sanitaire, à savoir les professionnels de la santé et personnel du secteur hospitalier, les professionnels de la santé du secteur extrahospitalier (médecins et professionnels de santé libéraux) ainsi que le personnel des structures d'hébergement pour personnes âgées (personnel de santé et de soins travaillant dans les CIPA, maisons de soins et réseaux d'aides et de soins) sachant que dans ces structures existe un risque de cluster.

Les aidants ne correspondant pas exactement aux catégories de professionnels précisées cidessus, ils ne sont à l'heure d'aujourd'hui pas inclus dans cette première phase. Ils auront accès à la vaccination en fonction de leur âge et de leur éventuel degré de vulnérabilité.

Concernant le large scale testing, à l'heure actuelle, les aidants ne sont pas non plus listés comme groupe prioritaire et reçoivent partant des invitations à la même fréquence que les autres catégories de la population non classées comme prioritaires.

ad 2) Actuellement, il n'est pas prévu d'inclure les aidants dans un groupe prioritaire ni en matière de vaccination ni en matière de dépistage.

Question urgente 3868 (16.03.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **démarche des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) en vue d'une commande de vaccins contre la Covid-19 :**

Dans une interview publiée en date du 16 mars 2021 par le quotidien « L'essentiel », le directeur général des Hôpitaux Robert Schuman se prononce au sujet de la discussion actuelle autour d'une présumée prise de contact avec la société pharmaceutique Pfizer, le but étant apparemment de vérifier si le groupe HRS pouvait se faire livrer des doses de vaccins contre le Covid-19 en dehors des commandes publiques du Luxembourg.

Dans ce contexte, le directeur général des HRS a affirmé avoir eu écho du fait que le directeur général de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM) serait intéressé d'avoir, si c'était possible, des vaccins supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les propos du directeur général des HRS quant à un prétendu intérêt du directeur général de la CMCM à avoir des vaccins supplémentaires ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position de Madame la Ministre face à une telle démarche qui se situe en dehors des commandes publiques et quelle suite entend-elle le cas échéant lui réserver ?

Question 3869 (16.03.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**intérêt de la CMCM pour la commande de vaccins contre la Covid-19 :**

Rezenten Aussoe vum Dr. Claude Schummer no, wier de Generaldirekter vun der Gesondheetsmutuelle CMCM (Caisse médico-complémentaire mutualiste) um Kaf vun zousätzleche Covidvaccinen interesséiert gewiescht.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis heivun a ka si déi Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wëssend datt d'Statute vun der CMCM der Approbatioun vum Ministère vun der sozialer Sécherheet ënnerleien, war d'Regierung am Virfeld informéiert ginn iwwert déi eventuell Demarche?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Direction de la santé avait été mise en relation par le directeur général de la CMCM avec un opérateur alléguant un prétendu accès à des doses supplémentaires de vaccins.

Cette piste n'a néanmoins pas abouti alors qu'il s'est avéré, après vérification par la Division des pharmacies et des médicaments, qu'il s'agit d'une offre non sérieuse. Cette information a été confirmée par le fabricant du vaccin en question.

ad 2) Le fabricant du vaccin ainsi que le parquet ont été informés par la Direction de la santé.

ad 3) Question supplémentaire n° 3869

Concernant l'approbation des statuts d'une mutuelle, la procédure et notamment la définition des objets qu'une mutuelle peut avoir sont définis dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles qui est entrée en vigueur au 1er janvier 2020.

En application de cette législation, le Ministère de la Sécurité sociale contrôle si les statuts lui soumis sont conformes avec cette loi et notamment si ces statuts respectent les objets qu'une mutuelle peut avoir et qui sont définis à l'article 1er de la loi précitée :

« Les mutuelles peuvent avoir pour seuls objets :

1. le versement d'indemnités en nature ou en espèces en cas de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse ou de décès ;

2. la prise en charge de frais pour soins de santé non couverts par l'assurance maladie obligatoire ;

3. le versement d'une indemnité en cas de naissance d'enfants ;

4. le versement d'allocations pour prendre en charge des frais de famille et d'éducation ;

5. la conclusion d'assurances de groupe auprès d'une entité dûment agréée. »

Le rôle du Ministère de la Sécurité sociale se limite donc au contrôle de l'application des dispositions de cette loi.

Dès lors, et tel que précisé dans la réponse à la première question, le directeur général de la CMCM avait informé les autorités compétentes de la démarche en question.

Question urgente 3874 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **formulaire relatif aux tests de dépistage de la Covid-19 effectués dans les écoles :**

An engem Lycée um Lampertsbierg hunn d'Schüler e Formulaire ausgedeelt kritt, dat mam Titel: Attestation de consentement pour les classes en scénario 1 qui sont testées dans l'enceinte de l'école. Déi betraffe Kanner krute vun hirer Regente gesot, datt si dat Dokument, vun engem Elterendeel, ausgefëllt an ënnerschriwwe spéitstens de Freideg, 19. Mäerz mussen ofginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wat ass déi legal Basis vun dësem Dokument?

2. A wat fir enge Lycéeën oder Schoulen ass dëst Dokument ausgedeelt ginn?

3. Wat geschitt mat deene Schüler, wou d'Elteren net averstane sinn, hiert Averständnes ze ginn, datt hir Kanner an der Schoul getest ginn?

4. Um Dokument steet net wien dat Dokument erausginn huet. Wann et de Schoulministère war, stellt sech d'Fro ob dat a Koordinatioun mat der Santé geschitt ass?

5. Firwat ass dat Dokument nëmmen an enger Sprooch, nämlech op Franséisch?

Réponse (18.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Dëst Dokument freet d'Averständnes vun de legale Vertrieder vun de Schüler fir de Fall, datt e PCR-Test an der Schoul vu mobillen Testekippen ugebuede gëtt. Den Asaz vun den Testekippen ass am Zenario 1 vum Dispositif sanitaire (Stufeplang) vum Educatiounsministère definéiert a gesäit vir, datt all Schüler vun der Klass kann an der Schoul getest ginn, an dat sechs Deeg nodeem e positive Fall an der Klass opgetrueden ass. Dësen Test berout um Prinzip vun der Fräiwëllegkeet a gëtt opgrond vun enger Ordonnance duerchgefouert, déi vun der Direktioun vun der Santé ausgestallt ginn ass. Den Test gëtt op der Basis vum „règlement grand-ducal du 5 mars 2021 modifiant le règlement grand-ducal du 10 février 2021 fixant les conditions de réalisation des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2" duerchgefouert.

ad 2. Dëst Dokument ass an alle Schoulen a Lycéeën ausgedeelt ginn.

ad 3. Schüler, deenen hir Elteren hiert Averständnes net ginn, kréien eng Ordonnance ausgedeelt, fir sech an engem Laboratoire testen ze loossen.

ad 4. Den Educatiounsministère huet dëst Dokument a Koordinatioun mat der Direktioun vun der Santé erausginn, dëst am Kader vum Dispositif sanitaire, deen an de Schoulen an an de Lycéeën applizéiert gëtt.

ad 5. Aus zäitleche Grënn ass d'Dokument an enger éischter Phas just op Franséisch verfaasst ginn; meng Servicer schaffen un deenen néidegen Iwwersetzungen.